Chamberblietchen

2009-2010

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2009-2010

Document	Contenu	Page
	Rapport Activite	3
CR n°1	Séances n°1, 2, 3	23
CR n°2	Séances n°4	87
CR n°3	Séances n°5, 6, 7	151
CR n°4	Séances n°8, 9, 10, 11	207
CR n°5	Séances n°12	267
CR n°6	Séances n°13, 14, 15	331
CR n°7	Séances n°16, 17, 18	391
CR n°8	Séances n°19, 20	455
CR n°9	Séances n°21, 22, 23	511
CR n°10	Séances n°24, 25	567
CR n°11	Séances n°26, 27	623
CR n°12	Séances n°28, 29, 30	679
CR n°13	Séances n°31, 32, 33	727
CR n°14	Séances n°34, 35, 36	791
CR n°15	Séances n°37, 38, 39	855
CR n°16	Séances n°40, 41, 42	919
CR n°17	Séances n°43, 44, 45	971

décembre | 2010



LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2009-2010

SOMMAIRE

PAGE | 01

L'année parlementaire

L'organisation de la Chambre des Députés

Le Président de la Chambre

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

PAGE | 02

Liste alphabétique des commissions parlementaires

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés par circonscription électorale

PAGE | 03

Le Bureau

Conférence des Présidents

PAGE | 04-17

Les commissions parlementaires

PAGE | 18

Relevé général de la première et deuxième session extraordinaire 2009 et de la session ordinaire 2009-2010

PAGE | 19

Séances publiques – Heures de séances

PAGE | 20

Composition de la Chambre des Députés



LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

19, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Éditeur: La Chambre des Députés

Conception: Brain & More - Agence en Communication

Mise-en-page: Polygraphic Communication



L'année parlementaire 2009-2010

101 projets de loi évacués

46 séances publiques. 151 heures de débat en séance plénière. 101 projets de loi évacués. 667 réunions de commissions et de groupes de travail. 770 questions parlementaires adressées aux membres du Gouvernement – sans parler des 7 heures de question au Gouvernement en séance publique avec leurs 67 questions, des 52 questions urgentes, des 13 questions avec débat, des 12 débats d'orientation, des 7 interpellations, etc.

A travers ces chiffres-clés, le présent rapport d'activité constitue une synthèse du travail parlementaire accompli durant la session ordinaire 2009 - 2010 qui fut ouverte le 13 octobre 2009 et close le 12 octobre 2010, à chaque fois par le Premier Ministre Jean-Claude Juncker au nom du Grand-Duc.

Sans oublier bien entendu les 2 sessions parlementaires extraordinaires qui se sont tenues en juillet 2009 suite aux élections législatives du 7 juin 2009.

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi par le règlement d'ordre intérieur élaboré par la Chambre elle-même.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se termine le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque session, la Chambre, pour organiser ses travaux, institue son Bureau ainsi que la Conférence des Présidents, organe réunissant régulièrement les chefs de tous les groupes politiques présents à la Chambre pour déterminer notamment les ordres du jour des séances publiques et régler toutes les questions en relation avec l'agenda parlementaire.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre consistent à

- représenter la Chambre
- maintenir l'ordre dans l'enceinte parlementaire
- faire observer le règlement d'ordre intérieur de la Chambre
- juger de la recevabilité des textes, motions et autres propositions
- accorder la parole
- poser des questions et les soumettre aux votes des députés
- annoncer le résultat des votes et scrutins
- prononcer les décisions prises par la Chambre
- porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président lorsqu'ils le remplacent. En l'absence du Président et de Vice-Présidents, le membre le plus ancien en rang préside la Chambre.

APPARTENANCE POLITIQUE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

SESSION 2009-2010

CSV	26 députés	déi gréng	7 députés
LSAP	13 députés	ADR	4 députés
DP	9 députés	déi Lénk	1 député



LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LISTE ALPHABÉTIQUE DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Commission des Pétitions

Commission du Règlement

Sous-commission «Statut du député»

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Commission de la Culture

Commission du Développement durable

Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire

Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances

Commission des Finances et du Budget

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Commission juridique

Commission du Logement

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Commission du Travail et de l'Emploi

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés par circonscription électorale

Députés de la circonscription Sud

ANDRICH-DUVAL Sylvie	CSV
ARENDT Nancy épouse Kemp	CSV
BERGER Eugène	DP
BODRY Alex	LSAP
BRAZ Félix	déi gréng
DALL'AGNOL Claudia	LSAP
DOERNER Christine	CSV
EISCHEN Félix	CSV
ERR Lydie	LSAP
GIBERYEN Gast	ADR
HAUPERT Norbert	CSV
HOFFMANN André	déi Lénk
HUSS Jean	déi gréng
KARTHEISER Fernand	ADR
LUX Lucien	LSAP
MEISCH Claude	DP
MUTSCH Lydia	LSAP
NEGRI Roger	LSAP
ROTH Gilles	CSV
SPAUTZ Marc	CSV
SPAUTZ Vera	LSAP
WEBER Robert	CSV
WOLTER Michel	CSV

TOTAL: 23 députés
9 CSV
7 LSAP
2 déi gréng
2 DP
2 ADR
1 déi Lénk

Députés de la circonscription Centre

ADAM Claude	déi gréng
ANGEL Marc	LSAP
BAUSCH François	déi gréng
BETTEL Xavier	DP
BRASSEUR Anne	DP
DIEDERICH Fernand	LSAP
FAYOT Ben	LSAP
HELMINGER Paul	DP
HENCKES Jacques-Yves	ADR
KLEIN Jean-Pierre	LSAP
LIES Marc	CSV
LOSCHETTER Viviane	déi gréng
MAJERUS Mill	CSV
MERGEN Martine	CSV
MEYERS Paul-Henri	CSV
MOSAR Laurent	CSV
OBERWEIS Marcel	CSV
POLFER Lydie	DP
SCHILTZ Jean-Louis	CSV
THIEL Lucien	CSV
WEYDERT Raymond	CSV

TOTAL: 21 députés
9 CSV
4 DP
4 LSAP
3 déi gréng
1 ADR

Députés de la circonscription Nord

BAULER André	DP
COLOMBERA Jean	ADR
EICHER Emile	CSV
ETGEN Fernand	DP
GIRA Camille	déi gréng
HAAGEN Claude	LSAP
KAES Ali	CSV
SCHAAF Jean-Paul	CSV
WEILER Lucien	CSV

TOTAL: 9 députés
4 CSV
2 DP
1 déi gréng
1 LSAP
1 ADR

Députés de la circonscription Est

BODEN Fernand	CSV
CLEMENT Lucien	CSV
FRANK Marie-Josée	CSV
GLODEN Léon	CSV
KOX Henri	déi gréng
SCHEUER Ben	LSAP
WAGNER Carlo	DP

TOTAL: 7 députés
4 CSV
1 déi gréng
1 DP
1 LSAP



	2005	2006	2007	2008	2009
Professions indépendantes	**23**	**25**	**25**	**24**	**23**
avocat / notaire	7	7	7	7	6
médecin / vétérinaire / pharmacien	1	2	2	2	2
commerçant / industriel / indépendant / artisan	11(1)	7(1)	11(1)	10(1)	10(1)
agriculteur / viticulteur	2	2	2	2	2
sans profession et autres (p.ex: trav. intellectuels indép.)	2	7	3	3	3
Salariés secteur privé	**11**	**9**	**9**	**9**	**9**
ouvrier/salarié	0	0	0	0	0
syndicaliste	2	2	2	2	2
journaliste	0	0	0	0	0
ingénieur	0	0	0	0	0
autres employés/salariés	9(3)	7(2)	7(2)	7(2)	7(2)
Salariés secteur public	**26**	**26**	**26**	**27**	**28**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0
agent CFL	4	4	4	3	3
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0
agent secteur communal	0	0	0	0	0
fonctionnaire	22(1)	22(1)	22(2)	24(1)	25
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total



RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2009-2010

Le Bureau

Réduction des dépenses et acquisition de nouveaux locaux

Composition

Président: Laurent Mosar (CSV)

Vice-Présidents: Lydia Mutsch (LSAP), Lydie Polfer (DP), Michel Wolter (CSV)

Membres: Lucien Clement, Jean-Louis Schiltz, Lucien Weiler (CSV) / Alex Bodry, Lucien Lux (LSAP) / Xavier Bettel (DP) / François Bausch (déi gréng)

Secrétaire général: Claude Frieseisen

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 2
session ordinaire 2009-2010: 20

Face à la crise, la Chambre des Députés fera des économies. Le Bureau, en tant qu'autorité suprême en matière financière, a en effet décidé de réduire en 2011 les frais compressibles de l'administration parlementaire d'environ 8 % et les frais de fonctionnement des groupes et sensibilités politiques dus pour 2011 de quelque 10 %. Ainsi, la Chambre a souligné sa volonté de contribuer aux efforts de maîtrise des dépenses publiques tout en investissant dans le futur: en fin de session, le Bureau a marqué son accord à l'acquisition par le Gouvernement et pour le compte de la Chambre d'un immeuble situé en plein quartier gouvernemental, en face de l'Hôtel de la Chambre des Députés. Cette transaction immobilière sera financée à 100 % par la réserve financière du Parlement constituée au fil des ans à cet effet.

Pendant la session 2009-2010, le Bureau s'est réuni à vingt reprises. En tant que représentant de la Chambre sur le plan national et international, il a reçu en visite de nombreuses personnalités politiques étrangères, parmi lesquelles Mmes Angela Merkel, chancelière allemande et Meira Kumar, Présidente de la Chambre basse du Parlement indien, MM. David Bakradze, Président du Parlement de Géorgie, José Maria Neves, Premier Ministre de la République du Cap Vert et Anders Fogh Rasmussen, Secrétaire général de l'OTAN.

Le Bureau a également décidé de soutenir les activités du Parlement des Jeunes, dont il est l'interlocuteur. Il s'est engagé à porter les résolutions élaborées par les jeunes à l'ordre du jour des commissions parlementaires compétentes pour en discuter en présence des représentants du Parlement des Jeunes.



Conférence des Présidents

Assurer une plus grande publicité des réunions de commissions et un meilleur suivi des dossiers européens

Composition

Président: Laurent Mosar (CSV)

Membres: Jean-Louis Schiltz (CSV) / Lucien Lux (LSAP) / Xavier Bettel (DP) / François Bausch (déi gréng)

Nombre de réunions
1ère et 2e session extraord. 2009: 3
session ordinaire 2009-2010: 26

Outre la gestion des affaires courantes qui lui incombent - décider des questions relatives à l'organisation des travaux de la Chambre et proposer l'ordre du jour des séances publiques – la Conférence des Présidents, qui réunit le Président de la Chambre ainsi que les Présidents des groupes politiques, s'est penchée plus particulièrement sur deux sujets:

1. Le principe de la publicité des réunions de commission et des procès-verbaux

Au cours de ses réunions des mois d'octobre à décembre 2009, la Conférence des Présidents a discuté à plusieurs reprises du sujet pour prendre finalement les décisions suivantes:

• les réunions de commissions resteront en principe non publiques. Le règlement de la Chambre prévoit cependant que, «exceptionnellement, et sur demande d'une commission, la Conférence des Présidents peut décider que les travaux d'une réunion sont à transmettre en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.»

• les procès-verbaux des commissions sont en principe publics. Il a été retenu que «suite à l'approbation du procès-verbal par la commission, celui-ci est signé par le président et le secrétaire, considéré comme public et publié sur le site Internet de la Chambre.» Cependant, les commissions peuvent exceptionnellement décider de garder le secret de leurs délibérations.

2. Les mesures en matière de dossiers européens

Suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le rôle des Parlements nationaux a été renforcé (cf. sous Commission des Affaires étrangères et européennes). Au cours de la session 2009/2010, la Conférence des Présidents a consacré un certain nombre de réunions à définir la manière de renvoyer les dossiers européens aux commissions compétentes et la procédure relative aux avis motivés et la procédure de recours dans le cadre du contrôle de subsidiarité. Elle a chargé la Commission du règlement d'intégrer ses décisions dans le règlement de la Chambre des Députés.

Pour assurer le meilleur suivi possible des dossiers européens, une collaboration étroite a été établie tant entre la Chambre des Députés et les acteurs économiques et sociaux qu'entre la Chambre et les membres luxembourgeois du Parlement européen.

Au cours de leurs 26 réunions pendant la session ordinaire 2009-2010, les Présidents des groupes politiques ont par ailleurs avisé 23 projets de règlement grand-ducaux dont ils étaient saisis.





Commission des Comptes

Veiller à un meilleur alignement des crédits aux dépenses effectives

Composition de la commission

Président: Carlo Wagner (DP)

Vice-Présidents: Marie-Josée Frank (CSV), Roger Negri (LSAP)

Membres: Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth, Lucien Thiel (CSV) / Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich (LSAP) / André Bauler (DP) / Camille Gira (déi gréng) / Jean Colombera (ADR)

Nombre de réunions
session ordinaire 2009-2010: 2

La Commission des Comptes s'est réunie à deux reprises pour examiner les comptes de la Chambre pour l'exercice 2008. Ces comptes annuels sont présentés sous forme d'un bilan (avec actif et passif) et d'un compte de revenus et charges. Ce dernier reprend les recettes de l'exercice qui, diminuées des charges, font ressortir le résultat de l'exercice.

L'exercice 2008 se termine par un excédent des revenus sur les charges de 3.020.011,01 €.

Au 1er janvier 2009, les excédents budgétaires cumulés se sont chiffrés à 17.591.944,89 €.

Cette réserve financière est destinée à acquérir un immeuble administratif pour parer au manque de surface de bureaux pour les besoins de l'Administration parlementaire.

Afin d'éviter que des excédents aussi substantiels se répètent, la commission aimerait qu'on veille à l'avenir, lors de l'établissement de futurs budgets, à ce que les crédits demandés s'alignent davantage sur les dépenses effectives.

Les dépenses de la Chambre des Députés sont réparties sur 6 sections, à savoir:

A) Députés	9.777.257,61 €
B) Institutions parlementaires internationales	618.321,60 €
C) Groupes politiques	2.269.155,87 €
D) Personnel	6.053.716,87 €
E) Administration	5.610.924,50 €
F) Compte rendu	1.046.365,35 €

Au 31 décembre 2008 les dépenses de la Chambre des Députés se sont chiffrées à 25.375.741,80 €, soit une diminution de 0,03 % (-8.406,33 €) par rapport à l'exercice 2007.

L'exécution du budget de la Chambre des Députés a accusé des moins-values de dépenses de l'ordre de 2.939.401,20 € par rapport au budget adopté (-10,38 %).

Les comptes annuels de la Chambre des Députés sont établis conformément aux principes comptables généralement admis à l'exception des investissements en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges.

Le rapport du Président-rapporteur concernant l'exercice 2008 a été approuvé à l'unanimité des membres de la Commission des Comptes le 12 janvier 2009.



Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Vers un fonctionnement optimal entre Commission de Contrôle et SRE



Composition de la commission

Président: François Bausch (déi gréng)

Membres: Jean-Louis Schiltz (CSV) / Lucien Lux (LSAP) / Xavier Bettel (DP)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 2
session ordinaire 2009-2010: 6

Au niveau du contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat (SRE), les six premiers mois de la première année de la nouvelle législature sont à considérer comme période de transition, lors de laquelle il fut procédé à l'initiation de la commission mise en place après les élections.

Suite aux expériences recueillies et vécues au cours d'une législature complète (2004-2009), la commission a eu une entrevue avec le Premier Ministre pour faire le point sur le fonctionnement tant de la commission que du SRE et d'en dégager les premières conclusions susceptibles de se traduire, le cas échéant, par des amendements légaux.

Dans le même ordre d'idées, elle a commencé avec la rédaction du troisième rapport que le Premier Ministre avait mandaté la commission de rédiger, à savoir le rapport sur le fonctionnement général du Service de Renseignement de l'Etat.

Les membres de la commission ont par ailleurs eu un échange de vues avec leurs homologues allemands sur le contenu du contrôle démocratique du fonctionnement des services de renseignement.

Conformément aux dispositions législatives, la commission a été finalement informée par le Directeur du Service de Renseignement des activités générales de celui-ci.



RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2009-2010

Commission des Pétitions

Le rapport annuel du Médiateur au centre des discussions

Composition de la commission

Président: Camille Gira (déi gréng)

Vice-Présidentes: Claudia Dall'Agnol (LSAP), Marie-Josée Frank (CSV)

Membres: Christine Doerner, Félix Eischen, Ali Kaes, Mill Majerus (CSV) / Marc Angel, Fernand Diederich (LSAP)/ André Bauler, Eugène Berger (DP) / André Hoffmann (déi Lénk)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 1
session ordinaire 2009-2010: 16

Pétitions déposées au cours de la session 2009-2010:

- pétition contre l'extension de l'interdiction de fumer
- pétition pour l'ouverture du mariage aux couples homosexuels de Rosa Lëtzebuerg
- pétition «Fir e mënschefrëndlecht Wunnen an Uertschaften mat Liewensqualitéit» de la Ligue Luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer
- pétition pour la protection et la sauvegarde du Parc Gerlache (déclarée non recevable)
- pétition «Och mir sinn Lëtzebuerg» de la Fédération des Artisans

Les débats de la Commission des Pétitions se sont, au cours de la session 2009-2010, principalement axés autour de la préparation du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur.

Etant donné que le rapport annuel 2008-2009 a été présenté par le Médiateur à la Chambre des Députés en date du 29 octobre 2009 et que la Commission des Pétitions est chaque année chargée d'organiser un débat d'orientation concernant ce rapport d'activité, cette dernière a consacré un total de douze réunions sur le sujet.

En effet, après s'être, dans un premier temps, entretenue avec Monsieur le Médiateur au sujet de son rapport d'activité, la Commission des Pétitions a mené ses propres réflexions quant aux différents thèmes à aborder en vue de la préparation du débat d'orientation. Elle a à cet égard défini plusieurs points à approfondir, en l'occurrence:

- une réflexion sur les problèmes rencontrés au niveau communal (autorisations de construire, inscription au registre de la population, logement, règlement de police et dispositions relatives au trouble à l'ordre public, nécessaire simplification administrative au niveau communal par la réforme des commissariats de district,...)
- une réflexion sur les problèmes de personnel dans la Fonction publique (recrutement et numerus clausus, mobilité au sein de l'appareil étatique, formation des agents publics,...), et plus généralement la mise en exergue de la nécessité d'une réforme administrative plus globale afin de mettre en place une administration publique plus efficace
- une réflexion sur la mise en place d'un meilleur contrôle de l'exécutif par la Chambre des Députés.

Dans ce contexte, la commission parlementaire a organisé plusieurs échanges de vues afin d'appréhender ces différentes thématiques de la manière la plus complète et la plus neutre possible. Elle s'est notamment entretenue avec des représentants du SYVICOL, avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, avec la Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, ainsi qu'avec le Secrétaire général de la Chambre des Députés.

Suite à ces différents échanges de vues, la commission s'est encore réunie à plusieurs reprises afin de tirer les conclusions nécessaires en vue de la rédaction de son rapport, qu'elle a adopté en date du 11 mai 2010 (document parlementaire n° 6088). Ce rapport a finalement été présenté et débattu au cours de la séance publique du 7 juillet 2010.

Par ailleurs, la Commission des Pétitions a suivi une recommandation du Médiateur qui, dans son rapport annuel, estime qu'il serait utile de revaloriser le droit de pétition luxembourgeois. Aux dires du Médiateur, ce droit mériterait une meilleure mise en évidence auprès de la population autochtone: la possibilité d'adresser une pétition électronique à la Chambre des Députés irait dans ce sens. La Commission des Pétitions a fait sienne cette suggestion et elle a, dans ce contexte, décidé d'entamer des réflexions et de s'informer sur le droit de pétition électronique ainsi que sur les pratiques instaurées par d'autres pays européens. A cet égard, une délégation de la commission a effectué en juin 2010 un déplacement auprès du Petitionsausschuss du Bundestag à Berlin, qui a déjà mis en place un tel système. Suite à cette visite, la commission parlementaire a décidé d'élaborer un questionnaire relatif à la pétition électronique et de l'envoyer aux différents groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre afin de requérir leur opinion sur l'éventuelle mise en place d'un tel système au Luxembourg.

Parallèlement à ces travaux, la Commission des Pétitions a également procédé au suivi de toutes les pétitions qui lui ont été renvoyées, ainsi que des recommandations émises par le Médiateur. Outre le suivi purement administratif, elle a également invité plusieurs délégations de pétitionnaires (pétition n°293 contre la défiguration de notre paysage d'Ardennes par l'implantation d'installations éoliennes en date du 17 novembre 2009, pétition n°297 «Fir e mënschefrëndlecht Wunnen an Uertschaften mat Liewensqualitéit» en date du 3 mai 2010, pétition n°299 «Och mir si Lëtzebuerg» en date du 15 septembre 2010).



Commission du Règlement

Adaptations ponctuelles



Suite à une décision de principe de la Conférence des Présidents, la Commission du Règlement a procédé à une adaptation du règlement de la Chambre afin de donner un caractère public aux procès-verbaux des réunions de commissions.

Dorénavant, ces documents, une fois approuvés par chaque commission, sont accessibles sur le site Internet de la Chambre des Députés (www.chd.lu) tout comme les documents parlementaires ou le compte rendu.

La commission a encore examiné et adopté une deuxième modification majeure du règlement de la Chambre. Il s'agit de l'adaptation devenue nécessaire suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Ce traité permet à chaque Parlement national d'introduire un avis motivé sur le non-respect du principe de subsidiarité et ensuite un recours contre l'acte communautaire définitif pour violation de ce principe.

Composition de la commission

Président: Gast Gibéryen (ADR)

Vice-Présidents: Sylvie Andrich-Duval (CSV), Alex Bodry (LSAP)

Membres: Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies, Jean-Louis Schiltz (CSV) / Ben Fayot, Roger Negri (LSAP) / Xavier Bettel, Lydie Polfer (DP) / François Bausch (déi gréng)

Nombre de réunions
session ordinaire 2009-2010: 7

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Faire face aux nouveaux défis après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne

Comment s'organiser pour répondre aux défis liés à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui accorde aux Parlements nationaux notamment le rôle du contrôle du respect du principe de subsidiarité ? Comme tous les Parlements nationaux de l'Union européenne, la Chambre des Députés a mis en place une procédure pour examiner les dossiers européens, en associant toutes les commissions sectorielles à ce travail. Un rôle clé revient toutefois à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration qui adopte les tableaux reprenant les documents transmis par les institutions européennes aux Parlements, en faisant un premier tri des documents méritant un examen détaillé. Cet examen peut comporter le contrôle du respect du principe de subsidiarité qui doit se faire endéans de huit semaines à partir de la transmission du document et peut aboutir à un avis motivé adressé à la Commission européenne ou encore à un avis politique. Les sujets qui ont plus particulièrement intéressé la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au cours de la session 2009/2010 étaient le Programme de Stockholm instituant de nouveaux règles et instruments pour établir un espace européen de liberté, de sécurité et de justice d'un côté, et le Livre vert sur l'initiative citoyenne européenne, de l'autre. Quel sera le nombre suffisant de demandeurs pour lancer une telle initiative citoyenne européenne et dans quels délais devra-t-elle s'organiser ? Les parlementaires luxembourgeois sont venus à la conclusion qu'il doit y avoir une adéquation entre le nombre de signatures exigé et le délai, la collecte de signatures ne pouvant se faire au coin de la rue mais nécessitant la mobilisation des administrations publiques pendant un certain laps de temps.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a en outre donné ses avis sur les missions d'observation d'élections et opérations de maintien de la paix auxquelles le Luxembourg participe dans le cadre de ses obligations internationales. Elle s'est ainsi régulièrement tenue informée sur la situation notamment en Afghanistan et au Kosovo, sur la mission de déminage au Liban ou encore sur le dispositif mis en œuvre pour garantir la sécurité des navires le long des côtes de la Somalie. Le nouveau concept stratégique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord (OTAN) a été discuté lors d'un échange de vues avec un membre du groupe d'experts du Secrétaire général de l'OTAN et lors d'une visite du Secrétaire général de l'OTAN à la Chambre des Députés. L'élément principal du concept stratégique sera de réaffirmer les tâches de l'OTAN qui consistent en une défense commune du territoire des Alliés et en une protection efficace de la population contre les menaces, dont de nouvelles menaces comme les attaques en ligne, les attaques de roquettes et la piraterie. L'apport de l'Armée luxembourgeoise pour répondre aux obligations envers l'Alliance a été l'objet de maintes discussions en présence du Ministre de la Défense.

Des échanges de vues très intéressants ont en outre eu lieu avec les députés luxembourgeois du Parlement européen qui sont d'office invités à toutes les réunions de la commission parlementaire.

Un volet très important du travail de la commission est celui de la coopération. Les parlementaires se sont tenus informés sur les efforts luxembourgeois dans le domaine de l'aide au développement par le biais d'entrevues avec respectivement la Ministre de la Coopération, le Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE et les représentants du Cercle des organisations non-gouvernementales (ONG).

Composition de la commission

Président: Ben Fayot (LSAP)

Vice-Présidents: Norbert Haupert (CSV), Lydie Polfer (DP)

Membres: Nancy Arendt épouse Kemp, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et Immigration), Marie-Josée Frank (volet Coopération), Martine Mergen (pour les volets Affaires étrangères, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (volet Coopération), Jean-Louis Schiltz (volet Défense), Lucien Weiler (volet Défense), Michel Wolter (pour les volets Affaires étrangères, Coopération et Immigration) (CSV) / Marc Angel, Lydie Err (sauf pour le le volet Défense), Lydia Mutsch (volet Défense) (LSAP) / Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Fernand Etgen (volet Défense), Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Coopération) (DP) / Félix Braz (déi gréng) / Jacques-Yves Henckes (volet Coopération), Fernand Kartheiser (pour les volets Affaires étrangères, Défense et Immigration) (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 7
session ordinaire 2009-2010: 65



Autres activités en matière européenne

Visite prioritaire

Les 15 et 16 avril, des députés de la Chambre se sont déplacés à Bruxelles pour aborder des sujets d'intérêt national avec des commissaires de l'UE. Sur le thème de la fiscalité, le commissaire Semeta a déclaré que l'ère du secret bancaire est révolue et s'est prononcé pour la mise en place d'un système automatique d'échange d'informations. Viviane Reding a présenté les priorités de son nouveau mandat, dont notamment le règlement des divorces transfrontaliers. Michel Branier a, quant à lui, rappelé les atouts du marché intérieur et l'importance d'une Europe unie afin de maintenir une position compétitive au niveau mondial. La visite s'est terminée par une rencontre entre députés luxembourgeois, le Président de la Chambre, Laurent Mosar, et le Président du Conseil, M. Van Rompuy.

Mise en place d'une nouvelle procédure de contrôle de subsidiarité

Lors de la conférence de presse du 19 avril, le Président Laurent Mosar a présenté la mise en place de la nouvelle procédure de contrôle de subsidiarité de la Chambre. Les Parlements nationaux disposent, en effet, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, de huit semaines pour analyser tout projet d'acte législatif européen émanant de la Commission ou du Conseil. Au cas où les parlements d'au moins un tiers des pays membres de l'Union émettraient un avis motivé pour non respect du principe de subsidiarité, le texte devra être réexaminé. La procédure mise en place tiendra compte de l'avis des députés et des acteurs économiques et sociaux du Grand-Duché.

Activités des députés européens

Mieux prévenir les crises financières

Afin de prémunir les citoyens européens contre les crises financières, les parlementaires européens ont contribué à doter l'Union européenne de nouveaux pouvoirs de supervision. Par l'adoption en septembre 2010 du paquet de supervision financière, on assistera, dès janvier 2011, à la création de quatre nouvelles autorités européennes de supervision: un Comité européen du risque systémique (CERS), chargé de la supervision macro-prudentielle, et trois autorités supranationales supervisant la banque, l'assurance et les marchés. Ces autorités disposeront d'un pouvoir d'encadrement et d'intervention en cas de non respect du droit communautaire et d'un pouvoir de médiation contraignant en cas de différend entre superviseurs nationaux. Dans certains cas, elles seront dotées d'un pouvoir direct de supervision et pourront interdire temporairement des activités ou des produits à risque. En cas de crise, le CERS, quant à lui, pourra transmettre des alertes précoces à la Commission et aux gouvernements et faire des recommandations à ces derniers. Le paquet de supervision financière s'inscrit dans le cadre plus global de la réforme financière européenne. Des propositions de régulation des marchés et des produits financiers ainsi que de gestion et résolution des crises sont à l'ordre du jour des prochaines semaines.

Accord sur le Service européen d'action extérieure

Le 21 juin 2010, le Parlement européen, la Haute Représentante, le Conseil de l'UE, et la Commission sont parvenus à un accord politique sur l'organisation et le fonctionnement du Service européen d'action extérieure (SEAE). Le SEAE devrait pouvoir entrer en service le 1er décembre 2010. Placé sous l'autorité du Haut Représentant, le service «assistera le haut représentant (…) aux fins de l'exécution de son mandat consistant à conduire la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union et à veiller à la cohérence de l'action extérieure de l'Union». Le service ne se substituera pas aux services diplomatiques des Etats membres, avec lesquelles il travaillera en collaboration avec le secrétariat général du Conseil et les services de la Commission, afin de veiller à la cohérence de l'action extérieure européenne. Les députés européens ont réussi à garantir la responsabilité politique et budgétaire du service vis-à-vis du Parlement. En matière de PESC, la Haute Représentante consultera le Parlement sur les principales questions. Le Parlement doit encore se mettre d'accord sur le règlement financier, le règlement du personnel et sur le budget 2010 afin de pouvoir amorcer la mise en œuvre du service.

De meilleures garanties sur la protection des données

La révélation en 2006 d'opérations illégales de transfert et de récupération de données personnelles et financières de citoyens européens, dans le cadre d'un programme américain de traque du financement d'actes terroristes, le TFTP, avait conduit l'UE et les Etats-Unis à formaliser un accord de «coopération».

Fin 2009, les ministres de l'Intérieur avaient renouvelé cet accord avec les Etats-Unis, autorisant à poursuivre l'utilisation et le transfert de ces données. Mais, fort de ses nouveaux pouvoirs, le Parlement européen avait rejeté l'accord en dénonçant des atteintes disproportionnées au droit au respect de la vie privée. Parmi les améliorations introduites par le Parlement, on peut citer: la possibilité de blocage du transfert de données par Europol en cas de demande de transfert de données injustifié ou disproportionné, la supervision par un contrôleur européen de l'utilisation des données par les Etats-Unis, l'exclusion des données liées aux transactions intra-européennes, l'interdiction de recherche de données automatisée, l'existence d'un droit de réparation et de recours pour les citoyens européens.

L'accord est entré en vigueur le premier août, pour une durée de cinq ans. Une évaluation du fonctionnement des garde-fous et des systèmes de contrôle de l'accord sera conduite au plus tard six mois après l'entrée en vigueur.



RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2009-2010

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

L'aménagement communal au centre des préoccupations

L'ajustement de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain avait déjà fait l'objet d'une première présentation à la fin de la législature précédente. Considéré comme prioritaire, ce dossier focalise depuis l'attention des députés et s'inscrit dans le projet de loi 6023. Celui-ci entend maintenir la philosophie de la loi modifiée de 2004, à savoir la hiérarchie des instruments de planification (exécution systématique du plan d'aménagement général par les plans d'aménagement particuliers). Les modifications proposées ont pour but un assouplissement des procédures, une meilleure praticabilité de la législation en la matière ainsi qu'une simplification administrative.

Dans le domaine de l'eau, plusieurs sujets ont figuré à l'ordre du jour:

- Au cours de deux échanges de vues avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, une discussion a d'abord été entamée sur la tarification de l'eau, à la demande du groupe parlementaire déi gréng, pour analyser ensuite les premières expériences menées au niveau des communes.

- L'adoption du projet de loi 6063 relatif au financement d'une station d'épuration pour les communes de la Moselle inférieure a permis de mettre le Luxembourg en conformité avec la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. Celle-ci exige pour les agglomérations de plus de 2.000 équivalents-habitants (é.h.) au moins un traitement biologique des eaux usées et ce au plus tard pour 2005. Pour les agglomérations de plus de 10.000 é.h., un traitement encore plus poussé est préconisé.

Composition de la commission

Président: Ali Kaes (CSV)

Vice-Présidents: Jean-Pierre Klein (LSAP), Fernand Etgen (DP) (volets Affaires intérieures et Grande Région)

Membres: Emile Eicher (volets Affaires intérieures et Grande Région), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (volet Police), Raymond Weydert (CSV) / Claudia Dall'Agnol (volet Police), Fernand Diederich, Claude Haagen (LSAP) (volets Affaires intérieures et Grande Région) / Xavier Bettel (volet Police), Paul Helminger (DP) / Camille Gira (déi gréng) / Gaston Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 4
session ordinaire 2009-2010: 35

Projets de loi examinés:

- 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale
- 5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'oeuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz
- 6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser
- 6023 - Projet de loi portant modification:

  1. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

  2. de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

  3. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

  4. de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

  5. de la loi du 13 mars 2007 portant transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

- 6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure
- 6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents



- Suite à la contamination des eaux potables par des pesticides dans une commune luxembourgeoise, deux échanges de vues avec le ministre ont eu lieu à la demande du groupe parlementaire déi gréng pour discuter d'analyses systématiques au niveau national des eaux destinées à la consommation humaine, ainsi que de mesures préventives à prendre.

- La législation luxembourgeoise en matière de mise sur le marché des détergents a été rendue conforme à la législation européenne par l'adoption du projet de loi 6096. Ce texte a pour objet de modifier la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents. Suite à l'adoption du règlement (CE) n° 648/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif aux détergents, cette modification s'imposait: elle remplace essentiellement deux directives de nature technique du début des années 70 en les réunissant dans un seul texte.

Dans le cadre de son volet Police, la commission a eu deux échanges de vues avec le ministre suite à l'interpellation du député Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance installés sur le territoire luxembourgeois. Par ailleurs, la commission, sur invitation du ministre compétent, a visité les installations de la Police grand-ducale parmi lesquelles figure notamment la centrale de vidéosurveillance «VISUPOL».



Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

La situation des agriculteurs focalise l'attention

Composition de la commission

Président: Roger Negri (LSAP)

Vice-Présidents: Lucien Clement (CSV), Fernand Etgen (DP)

Membres: Fernand Boden, Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert (CSV) / Claude Haagen, Ben Scheuer (LSAP) / Carlo Wagner (DP) / Henri Kox (déi gréng)/ Jean Colombera (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 2
session ordinaire 2009-2010: 15

La récession qui a suivi la crise financière et économique n'a pas épargné le secteur agricole. Dans sa nouvelle composition suite aux élections législatives de 2009, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a ainsi consacré une de ses premières réunions aux mesures nationales d'aides immédiates en faveur des agriculteurs touchés de plein fouet par la crise laitière.

Par la suite, et pour se faire une idée plus précise des défis à relever, la commission parlementaire a multiplié les échanges de vues avec la Chambre d'Agriculture et les représentants du monde viticole.

Des entrevues avec les trois groupements existants de producteurs viticoles, en désaccord, ont permis de sortir de l'impasse. Lors de la réunion du 29 avril 2010, un compromis a pu être ficelé pour débloquer une situation compromise au niveau des organes décisionnels et réconcilier les producteurs entre eux.

Dans sa nouvelle composition, la commission n'a pas cessé d'être à l'écoute des acteurs du monde rural. Ainsi, des entrevues ont eu lieu avec une délégation de l'association «Lëtzebuerger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer» en date du 23 octobre 2009 et, le 18 mai 2010, avec une délégation de la Centrale Paysanne Luxembourgeoise.

Une réunion séparée, jointe avec les autres commissions parlementaires compétentes, fut consacrée à la problématique de l'emploi des pesticides en relation avec la protection des eaux potables.

Comme toutes les commissions parlementaires, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a également pris position à l'encontre du rapport d'activité du Médiateur, soumis à la Chambre des Députés. Dans ce cadre, elle s'est penchée sur les doléances récurrentes résultant de la construction de bâtiments agricoles en zone verte. A cet égard, elle a insisté à ce que l'engagement gouvernemental d'appliquer des «critères concis et homogènes au niveau du régime d'autorisation en matière de protection de la nature et au respect d'un délai de traitement de dossiers de trois mois maximum», soit suivi de résultats concrets dans la pratique administrative journalière.

Le 27 novembre 2009, la commission a visité les nouvelles installations de production de l'Association agricole Luxlait, désormais implantées à Roost. Cette date a par ailleurs marqué le dernier jour de production sur l'ancien site à Luxembourg-Merl.

Le 16 juin 2010, une deuxième visite de la commission sur le terrain visait à se faire une idée plus concise du potentiel de la production maraîchère au Luxembourg, facette méconnue du monde agricole luxembourgeois.

Compte tenu de l'importance de la politique agricole commune et de son impact sur le secteur agricole national, la commission a régulièrement fait le point sur les nouvelles propositions et législations en provenance de Bruxelles. Elle a examiné de près les documents européens afférents transmis aux Parlements nationaux (propositions de directives, de règlements, de décisions, rapports d'évaluation, livres verts, etc.). Dans ce contexte, la proposition de réforme de la Commission européenne en matière de procédure d'autorisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) a certainement été le dossier politique le plus épineux à prendre en considération par la commission. Dans celui-ci, elle soutient pleinement la position défendue par le Gouvernement luxembourgeois.

Enfin, la Commission a consacré une première réunion à l'examen du projet de loi n°6157 concernant le remembrement des biens ruraux. Elle a désigné son Président, Roger Negri, comme rapporteur de ce projet de loi, déposé à la Chambre des Députés le 7 juillet 2010.

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

La commission soucieuse d'analyser l'impact de nouvelles mesures sur le commerce luxembourgeois



Prolongation des heures d'ouverture des commerces

Suite à la dérogation temporaire accordée par le Gouvernement aux commerçants pour ouvrir jusqu'à 20h tous les samedis et certaines veilles de jours fériés à l'exception des 24 et 31 décembre, la commission a interrogé la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme sur les modalités de la mise en œuvre de cette mesure. La commission a exprimé ses préoccupations face aux répercussions potentielles que pourraient avoir les heures d'ouverture prolongées sur les conditions de travail des salariés. Elle a en outre souligné que la mesure préconisée devrait conduire à une création d'emplois conséquente et qu'elle surveillerait de près la mise en œuvre de la dérogation temporaire aux heures d'ouverture dont une évaluation sera faite au 1er semestre 2011.

Renseignements sur le projet d'un centre commercial à Livange

Associés à leurs collègues de la Commission du Développement durable, les membres de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme ont demandé des précisions sur un centre commercial dont l'ouverture serait prévue à Livange. Les trois membres du Gouvernement en charge du dossier, à savoir le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et le Ministre des Sports, ont pris position par rapport aux trois volets touchés par le projet de Livange, à savoir:

- les répercussions sur le commerce existant
- les infrastructures d'accès au site nécessaires
- les questions environnementales
- ainsi que la nécessité d'un nouveau stade de football.

La réforme du droit d'établissement

Le droit d'établissement se trouve au centre des dispositions juridiques qui encadrent le secteur des classes moyennes. Il détermine les conditions dans lesquelles, par application d'une limitation voulue et assumée au nom du principe de la liberté de commerce et d'entreprendre inscrit dans la Constitution, les petites et moyennes entreprises peuvent accéder à l'exercice de leurs activités. Cet accès s'articule autour des notions fondamentales de qualification et d'honorabilité professionnelles. La législation du droit d'établissement datant de 1988 et alors que la consolidation du marché intérieur européen progresse et que les directives européennes relatives aux services et aux qualifications professionnelles se multiplient, il s'avère nécessaire de procéder à une refonte d'envergure du droit d'établissement au Grand-Duché.

La Commission des Classes moyennes à l'écoute des acteurs du secteur des Classes moyennes

Lors de la session 2009 – 2010, la commission a entamé ses travaux parlementaires par le projet de loi 6158, en recevant pour des échanges de vues différents acteurs du secteur des Classes moyennes touchés par la réforme du droit d'établissement, à savoir la Fédération horticole luxembourgeoise et l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI).

L'abolition du jour de fermeture hebdomadaire dans les stations-services

En analysant le projet de loi relatif au droit d'établissement abolissant le jour de fermeture hebdomadaire dans les stations de vente de carburants, la commission a discuté des conséquences que pourrait avoir cette mesure ainsi que sa répercussion sur les commerces locaux.

Composition de la commission

Président: Lucien Clement (CSV)

Vice-Présidents: Marc Angel (LSAP), André Bauler (DP)

Membres: Nancy Arendt épouse Kemp, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz (CSV) / Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer (LSAP) / Eugène Berger (DP) / Henri Kox (déi gréng) / Jacques-Yves Henckes (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 1
session ordinaire 2009-2010: 4

Projet de loi examiné:

- 6158 - Projet de loi portant réforme de la loi d'établissement





Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Observer les délais pour le vote des comptes généraux



Composition de la commission

Présidente: Anne Brasseur (DP)

Vice-Présidents: Lydia Mutsch (LSAP), Michel Wolter (CSV)

Membres: Lucien Clement, Félix Eischen, Lucien Thiel, Robert Weber (CSV) / Claude Haagen, Lucien Lux (LSAP) / Félix Braz (déi gréng) / Fernand Etgen (DP) / Gast Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 2
session ordinaire 2009-2010: 29
(dont 8 réunions jointes avec la Commission des Finances et du Budget)

Projets de loi et proposition de loi examinés:

- Les comptes généraux des exercices 2005, 2006, 2007 et 2008. La commission a déploré que les échéances inscrites dans la loi modifiée sur la comptabilité de l'Etat du 8 juin 1999 ne se trouvaient plus respectées et que le législateur doive se contenter de voter des comptes dépourvus de tout intérêt.
- Avec le compte général 2008, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire s'est engagée à ce qu'à l'avenir le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice N-1 puisse être évacué au cours de l'exercice N, et ceci parallèlement à la loi budgétaire (exercice N+1).
- La proposition de loi 5667 modifiant la loi organique de la Cour des Comptes et dont le but déclaré est d'apporter au texte existant quelques modifications d'ordre rédactionnel, d'adapter la procédure de suivi des constatations et recommandations des contrôles de la Cour des Comptes et d'apporter des modifications concernant le personnel de la Cour des Comptes.

Commission de la Culture

Le Musée de la Forteresse et les bibliothèques publiques monopolisent les débats

Les travaux de la Commission de la Culture ont été marqués par deux projets de loi.

Achèvement du Musée de la Forteresse et de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg (projet de loi 6071)

Suite à deux lois votées en 1997 et 2003 concernant le volet „réduit du Fort Thüngen" et le volet „certaines parties de la forteresse de Luxembourg", une nouvelle loi est devenue nécessaire afin de mener à bon terme les travaux prévus, mais sous-estimés, par les deux lois précitées.

Pour des raisons de transparence, le projet de loi 6071 continue à considérer ces deux volets comme faisant partie d'un ensemble et propose de soumettre à l'autorisation du législateur le coût total, relatif aux deux volets, des nouvelles dépenses à effectuer.

Dans ce contexte, et afin d'avoir un aperçu plus précis du site et des travaux nécessaires pour son achèvement, les membres de la commission ont effectué une visite du Musée Draï Eechelen.

Bibliothèques publiques

L'objet du projet de loi 6026, qui a été examiné et discuté par la Commission de la Culture au cours de 9 réunions, est défini par son article 1er dans les termes suivants:

«Article 1er. La présente loi a pour objet:

- de permettre une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population,
- de créer un cadre pour le développement des bibliothèques publiques réparties sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg afin d'assurer aux résidents l'égalité d'accès à la lecture, aux savoirs, à l'information, à l'instruction civique et à la culture, ainsi que la possibilité de développer leurs connaissances tout au long de leur vie,



- de doter ces bibliothèques publiques des techniques de communication moderne,
- de définir les conditions auxquelles ces bibliothèques doivent répondre pour obtenir l'agrément en tant que bibliothèque publique afin de pouvoir bénéficier d'une aide financière de l'Etat,
- d'encourager la professionnalisation des bibliothèques du pays,
- de favoriser des synergies, notamment entre les bibliothèques communales, associatives et scolaires, par la création de bibliothèques publiques à vocation régionale. »

Deux visites se sont également inscrites dans le cadre de l'examen de ce projet de loi. Les membres de la commission ont en effet estimé qu'il pouvait être utile et intéressant de visiter la Bibliothèque nationale ainsi que le «Mierscher Lieshaus».

Visites et échanges de vues

Au cours de cette session, la Commission de la Culture a par ailleurs effectué un certain nombre de visites afin de s'informer et se documenter sur différents sujets. Il y a lieu de citer notamment la visite du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (Mudam) qui s'est s'inscrite dans le cadre d'une demande formulée par le groupe parlementaire DP visant à obtenir des renseignements sur le développement du musée.

La visite des hauts fourneaux A et B situés à Belval avait trait au projet de loi 6065 examiné par la Commission du Développement durable. Etant donné que le projet de loi comportait initialement un volet relatif à la réalisation d'un Centre National de la Culture Industrielle, les membres de la Commission de la Culture ont été invités à participer à la visite du site.

La visite de l'Institut Européen des Itinéraires Culturels («IEIC») avait été programmée suite à une réunion, au cours de laquelle son directeur était venu présenter l'IEIC. Les membres de la commission avaient alors manifesté le souhait de visiter les locaux de l'institut, situés dans l'Abbaye de Neumünster.

Enfin, la visite du Centre National de l'Audiovisuel à Dudelange, qui avait été décidée sous la législature précédente, a permis aux membres de la commission de renseigner sur les multiples activités de cet institut.

En marge des visites, la commission a en outre organisé une entrevue avec la Ministre de la Culture sur le programme culturel conçu à l'occasion de l'Exposition universelle de Shanghai.

Composition de la commission

Présidente: Martine Mergen (CSV)

Vice-Présidents: Marc Angel (LSAP), Anne Brasseur (DP)

Membres: Marie-Josée Frank, Mill Majerus, Marcel Oberweis, Marc Spautz (CSV) / Lydie Err, Ben Scheuer (LSAP) / Lydie Polfer (DP) / Claude Adam (déi gréng) / Fernand Kartheiser (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 1
session ordinaire 2009-2010: 18

Documents européens examinés:

- COM (2009) 440: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN, AU CONSEIL, AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN ET AU COMITE DES REGIONS: Europeana – Prochaines étapes
- COM (2009) 689: Evaluation ex post de la manifestation «Capitale européenne de la culture» en 2007 (Luxembourg et Sibiu) et 2008 (Liverpool et Stavanger)
- COM (2010) 76: Proposition de DECISION DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL établissant une action de l'Union européenne pour le label du patrimoine européen
- COM (2010) 135: COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPEEN, AU CONSEIL, AU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN ET AU COMITE DES RÉGIONS - Programme de travail de la Commission pour 2010: Le moment d'agir

Commission du Développement durable

La préparation de la Conférence de Copenhague et le Plan national pour un développement durable (PNDD) au centre des débats



Outre l'examen de nombreux projets de loi, le respect de ses obligations européennes et de la nouvelle procédure législative relative à l'optimisation du suivi financier des grands projets d'investissement de l'Etat, la commission du Développement durable a abordé deux thématiques importantes au cours de la session écoulée.

Elle a, en premier lieu, participé à la préparation de la Conférence sur le changement climatique, qui a eu lieu à Copenhague en décembre 2009. Ainsi, elle a notamment organisé un hearing public en octobre 2009, afin de connaître la prise de position de plusieurs associations concernées par la problématique du changement climatique. Les discussions subséquentes ont permis à la commission parlementaire de se positionner précisément sur le réchauffement climatique (voir doc. parl. 6082) puis, lors d'un débat d'orientation en séance publique, de faire voter une motion afin de donner des directives précises au Gouvernement quant à la marche à suivre lors du sommet. Suite à la conférence, à laquelle une délégation de la commission a d'ailleurs assisté, il a été procédé à plusieurs échanges de vues avec les représentants gouvernementaux concernant les décisions prises lors du Sommet de Copenhague, ainsi que leurs implications pour le Luxembourg.

En second lieu, la commission parlementaire a consacré plusieurs réunions à émettre une prise de position relative à l'avant-projet de PNDD. En effet, l'article 11 de la loi du 25 juin 2004 prévoit que la Chambre émette un avis motivé en la matière. La Commission du Développement durable s'est chargée de rédiger cet avis (voir doc. parl. 6129), qui a ensuite été discuté en séance plénière et adopté par le biais d'une résolution.

Composition de la commission

Président: Fernand Boden (CSV)

Vice-Présidents: Camille Gira (déi gréng) / Lydia Mutsch (LSAP)

Membres: Lucien Clement, Marie-Josée Frank, Marcel Oberweis, Marc Spautz (CSV) / Fernand Diederich (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement) (LSAP) / Eugène Berger (pour les volets Environnement et Transports), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen (pour les volets Travaux publics, Aménagement du territoire et Environnement), Paul Helminger (pour les volets Aménagement du territoire et Transports) (DP) / François Bausch (pour les volets Transports et Travaux publics), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire) (déi gréng) / André Hoffmann (déi Lénk)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 3
session ordinaire 2009-2010: 40

Projets de loi examinés

- Projet de loi 5798: création d'un espace aérien commun EACE
- Projet de loi 5823: régime de permissions de voirie
- Projet de loi 5888 relative à la chasse
- Projet de loi 5951: financement de la réouverture de la ligne ferroviaire Virton-Rodange
- Projet de loi 5988: accord transport aérien entre la CEE et les USA
- Projet de loi 5990: création des communautés urbaines
- Projet de loi 5999: construction d'un hall logistique à la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg
- Projet de loi 6014: réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées
- Projet de loi 6019: Palais de la Cour de Justice des Communautés Européennes - construction
- Projet de loi 6034: mercure métallique - interdiction des exportations
- Projet de loi 6043: Maison des Sciences Humaines à Belval
- Projet de loi 6045: Port de Mertert - administration et exploitation
- Projet de loi 6056: licences des contrôleurs de la circulation aérienne
- Projet de loi 6061: Laboratoire national - deuxième phase de la construction
- Projet de loi 6065: hauts-fourneaux A et B de Belval - travaux de mise en valeur
- Projet de loi 6095: accord services aériens entre la CE et le Maroc
- Projet de loi 6107: gestion de l'infrastructure ferroviaire
- Projet de loi 6110: organisme de contrôle en matière ferroviaire
- Projet de loi 6119: recours en matière de marchés publics
- Projet de loi 6114: échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
- Projet de loi 6124: aménagement du territoire - modification de la loi du 21.05.1999
- Projet de loi 6137: aménagement des boulevards Raiffeisen et Kockelscheuer - Ban de Gasperich
- Projet de loi 6146: gestion de l'infrastructure ferroviaire - modification de la loi du 10.05.1995
- Projet de loi 6171: modification de la loi relative aux établissements classés du 10.06.1999
- Projet de loi 6176: réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg
- Projet de loi 6186: amendement de la Convention OSPAR





Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire

Incertitudes conjoncturelles et soucis de compétitivité en ligne de mire

Pour la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire, cette première année parlementaire de la nouvelle législature 2009-2014 a été, comme l'année précédente, encore fortement marquée par les répercussions de la crise financière internationale. Celle-ci, déclenchée par l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis (crise des subprimes) avait connu son point culminant le 15 septembre 2008 avec la faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers.

Dès sa première réunion, consacrée à la présentation du programme gouvernemental en matière de politique économique, la morosité du climat macro-économique ambiant s'est trouvée au cœur des préoccupations des membres de la commission. Les responsables politiques furent tour à tour confrontés à des incertitudes pesant sur l'avenir des filiales de multinationales américaines implantées au Luxembourg, à une chute du produit intérieur brut, à une fragilisation de la place financière - la plus importante des sources de recettes publiques -, à une forte dégradation de la situation du marché du travail et à une détérioration conséquente de l'état des finances publiques. De surcroît, la perte de compétitivité de l'économie nationale par rapport à ses principaux concurrents n'a pas été de nature à rassurer les décideurs.

Ainsi, la situation conjoncturelle et les problèmes de compétitivité se sont retrouvés à plusieurs reprises au menu du jour de la commission. Celle-ci a esquissé et discuté maintes pistes visant à revitaliser et diversifier l'économie nationale (création / promotion de clusters de compétences, développement de la plateforme logistique, création d'une zone franche, missions de prospection du Ministre et présence à l'Exposition universelle de Shanghai, etc.). Il ne fut donc pas étonnant que la commission ait suivi avec intérêt l'évolution des négociations au sein du Comité de coordination tripartite qui s'est réuni une première fois le 17 mars 2010. Suite à l'échec de ces négociations, les propositions ministérielles visant à améliorer la compétitivité furent finalement discutées en séance plénière de la Chambre des Députés le 30 juin 2010.

Un autre débat de politique économique, d'importance majeure et préparé en commission, a eu pour objet le nouveau papier stratégique de la Commission européenne intitulé «Europe 2020: Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive», censé prendre la relève de la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi.

Parmi les autres sujets traités, il est à relever que la commission a pour la première fois tiré un bilan des travaux du nouveau département ministériel de l'Economie solidaire.

Une partie importante des travaux législatifs en 2009-2010 a été réservée à deux grands chantiers: l'élaboration d'un Code de la consommation (doc. parl. 5881A) et la fusion des autorités de concurrence en une seule institution (doc. parl. 5816). Pour ce qui est de ce dernier projet de loi, amendé par la commission en l'absence d'un avis du Conseil d'Etat, il y a lieu de noter qu'une divergence de vue fondamentale oppose la Haute Corporation à la commission parlementaire. Il en est de même en ce qui concerne le projet de loi 5939 portant réorganisation de la Chambre de Commerce qui, lors de plusieurs réunions entre le 12 avril et le 8 juillet 2010, a retenu l'attention de la commission parlementaire. Face au refus du Conseil d'Etat d'accorder la dispense du second vote constitutionnel, ce projet de loi, adopté par la Chambre des Députés le 15 juillet 2010 dans un premier vote constitutionnel, ne saura entrer en vigueur que si le Parlement confirme en deuxième lecture son premier vote constitutionnel.



Composition de la commission

Président: Alex Bodry (LSAP)

Vice-Présidents: André Bauler (DP), Marc Spautz (CSV)

Membres: Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Robert Weber (CSV) / Claudia Dall'Agnol (pour le volet Economie solidaire), Lydia Mutsch, Claude Haagen (LSAP) / Claude Meisch (DP) / Henri Kox (déi gréng)/ Jacques-Yves Henckes (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 3
session ordinaire 2009-2010: 31

Projets de loi examinés

- 5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Energie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Energie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998;
- 5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications;
- 6013 - Projet de loi portant approbation 1) du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980 ainsi que son règlement d'exécution, adopté le 28 avril 1977 et modifié le 20 janvier 1981 et le 1er octobre 2002 et modifiant 2) la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention;
- 6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
- 5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité. Adopté le 15 juillet 2010, cette loi assure la transposition conforme de deux dispositions d'une directive communautaire. Ce projet de loi a résulté d'une scission du projet de loi portant introduction d'un Code de la consommation;
- 6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, également adopté par la Chambre des Députés le 15 juillet 2010. Cette loi qui abroge un régime d'autorisations pour électriciens peut être qualifiée comme le premier pas vers la transposition de la directive «services».

Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

De nouvelles lois relatives au personnel de l'enseignement postprimaire

Réglementation des conditions d'engagement des chargés d'éducation

La commission a achevé l'instruction du projet de loi 5787 concernant les chargés d'éducation dans les lycées et lycées techniques. Il s'agit, d'une part, de définir de façon précise les conditions de recrutement et de formation en cours d'emploi des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle. D'autre part, le projet de loi vise à créer une réserve nationale de chargés d'enseignement, engagés à durée indéterminée et ayant pour mission d'assurer des remplacements et de pourvoir au manque de personnel enseignant breveté dans les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

Adaptation des conditions de recrutement des professeurs au processus de Bologne

En ce qui concerne le personnel breveté, le projet de loi 5995 s'attache à mettre les conditions d'accès aux différentes carrières supérieures de l'enseignement postprimaire au diapason des principes de la déclaration de Bologne (19 juin 1999). En effet, le processus de Bologne a mis en place un cursus universitaire fondé sur deux cycles de base, à savoir les grades de bachelor et de master, et un troisième cycle de recherche sanctionné par le doctorat. Il en résulte que les critères d'admission traditionnels se référant à la détention préalable d'un diplôme de fin d'études secondaires ainsi qu'à la durée des études sont à abandonner.

L'accès aux fonctions de professeur de l'enseignement secondaire et secondaire technique classées au grade E7 se fera désormais sur base d'un diplôme de master: le candidat sera détenteur soit d'un diplôme de bachelor et d'un diplôme de master dans la spécialité requise, soit d'un diplôme de bachelor dans la spécialité requise et d'un diplôme de master dans la même spécialité préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire. L'accès aux fonctions de professeur d'enseignement technique classées au grade E5 se fera sur base d'un diplôme de bachelor dans la spécialité requise. De même, les maîtres de cours spéciaux et les instituteurs d'économie familiale devront dorénavant être détenteurs d'un diplôme de bachelor dans la spécialité requise.

Un intense travail d'information et de documentation

Suivi de la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement fondamental

La commission s'est vu présenter les nouveaux règlements grand-ducaux faisant suite aux lois du 6 février 2009. D'autres réunions ont été consacrées à la question du contingent de leçons attribuées aux communes et à la présentation des résultats de la première enquête sur l'utilisation des bilans intermédiaires réalisée auprès des enseignants et des parents des élèves des cycles 1 et 2. Par ailleurs, la commission a eu des échanges avec des représentants du Collège des inspecteurs, ainsi qu'avec les responsables du Bachelor en Sciences de l'Education offert par l'Université du Luxembourg.

Réformes en cours et innovations prévues au niveau de l'enseignement postprimaire

La commission s'est renseignée sur la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle et sur la procédure de la validation des acquis de l'expérience. Elle s'est également vu présenter le «Document d'orientation pour une réforme des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique», ainsi qu'un document-cadre pour la réforme des classes inférieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Etudes et projets

La commission s'est aussi intéressée à de récentes études, telles que LESELUX 2008 et l'étude concernant le développement des compétences motrices des enfants et adolescents. Elle s'est renseignée sur des projets en cours, comme le plan d'action pour une éducation au développement durable, le projet pilote «Eis Schoul» ou encore les initiatives «anti-mobbing» et de lutte contre la violence dans les écoles.

Composition de la commission

Président: Ben Fayot (LSAP)

Vice-Présidents: Jean-Paul Schaaf (CSV), Eugène Berger (DP)

Membres: Sylvie Andrich-Duval (pour les volets Education nationale et Formation professionnelle), Nancy Arendt épouse Kemp (pour le volet Sports), Fernand Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Education nationale et Formation professionnelle), Marc Lies (pour le volet Sports), Mill Majerus, Gilles Roth (pour les volets Education nationale et Formation professionnelle) (CSV) / Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, Claude Haagen (pour les volets Education nationale et Formation professionnelle) (LSAP) / André Bauler (DP) / Claude Adam (déi gréng) / Fernand Kartheiser (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 5
session ordinaire 2009-2010: 29

Projets de loi examinés:

- 6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire
- 6121 - Projet de loi modifiant la loi portant organisation de la formation menant au brevet de maîtrise
- 6140 - Projet de loi modifiant la loi portant réforme de la formation professionnelle

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

Transpositions de directives au centre du travail législatif

Réforme de la formation de l'infirmier et de la sage-femme

Visant essentiellement la mise en conformité de la législation luxembourgeoise avec les dispositions des directives relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles, le projet de loi 6154 redéfinit la formation de l'infirmier responsable de soins généraux. Cette formation aura désormais une durée de quatre ans et sera sanctionnée par un brevet de technicien supérieur, mention infirmier. Par ailleurs, les candidats se verront délivrer, à l'issue de la classe de 13e, soit un diplôme de fin d'études secondaires techniques, soit un diplôme de technicien. Quant à la formation de la sage-femme, elle devient une formation sui generis, sanctionnée par un brevet de technicien supérieur, mention sage-femme. Elle aura une durée de trois années et sera accessible aux titulaires d'un diplôme donnant accès à l'enseignement supérieur.

Conservation de données relatives aux communications électroniques

La directive 2006/24/CE se situe dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée et a pour objet de garantir, dans tous les Etats membres, la conservation pendant un certain délai des données des communications électroniques des citoyens. Afin d'achever la transposition complète de la directive précitée en droit national, la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques a dû être adaptée par le biais du projet de loi 6113. La modification essentielle a été de limiter l'accès des autorités judiciaires aux données conservées pour des infractions graves, c'est-à-dire des infractions qui emportent une peine égale ou supérieure à un an.

Renforcement de l'indépendance de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR)

Suite à l'introduction du nouveau cadre européen pour les communications électroniques, la législation luxembourgeoise sur l'ILR n'était plus compatible avec les nouvelles obligations communautaires concernant l'indépendance des autorités réglementaires nationales. Le projet de loi 6123 renforce en outre l'effectif de la direction suite à l'élargissement considérable des missions de l'ILR.

Nouveau système d'aides financières de l'Etat pour études supérieures

S'inscrivant dans le cadre de la mesure qui vise l'abrogation des allocations familiales servies aux enfants de 21 ans et plus, le projet de loi 6148 a pour objet de mettre en place un nouveau mécanisme de bourses et de prêts pour études supérieures. Chaque étudiant qui remplit certaines conditions de résidence au Luxembourg et qui poursuit des études supérieures peut bénéficier, dès son inscription dans l'enseignement supérieur, d'une aide financière de l'Etat sous forme de bourses et de prêts. Le montant de base de cette aide est fixé à 13.000 euros par année académique, tandis que le montant maximal qu'un étudiant peut obtenir à titre de bourses ou de prêts s'élève à 17.700 euros par année académique.

Une innovation fondamentale réside dans le fait que ce n'est plus le revenu des parents qui est pris en compte pour le calcul de la pondération entre la bourse et le prêt, mais le revenu de l'étudiant. Cette démarche devrait permettre à chaque étudiant de poursuivre des études supérieures indépendamment du pouvoir financier ou de la volonté de ses parents.

Travail de documentation et rencontres avec différents acteurs du terrain

Des réunions ont été consacrées à des échanges de vues avec des représentants de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) ou encore avec les nouveaux membres de la présidence du Fonds National de la Recherche (FNR). Par ailleurs, la Commission s'est vu présenter le nouveau contrat d'établissement pluriannuel entre l'Etat et l'Université du Luxembourg, ainsi que le deuxième plan quadriennal de l'Université du Luxembourg. S'y sont ajoutées des visites de la société LuxConnect, de la station spatiale de Redu et du Centre National de l'Audiovisuel (CNA).

La commission a complété son travail d'information et de documentation par l'analyse régulière et approfondie de tous les dossiers européens qui lui ont été renvoyés.

Composition de la commission

Président: Lucien Thiel (CSV)

Vice-Présidents: Ben Fayot (LSAP), Eugène Berger (DP)

Membres: Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Norbert Haupert, Marcel Oberweis (CSV) / Claudia Dall'Agnol, Claude Haagen (LSAP) / Anne Brasseur (DP) / Claude Adam (déi gréng) / Jean Colombera (ADR)

Nombre de réunions
session ordinaire 2009-2010: 34

Projets de loi examinés:

- 6037 - Projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias
- 6145 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques
- 6149 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques
- 6160 - Projet de loi sur les services postaux





Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances

Une bonne collaboration avec le Parlement des Jeunes

Composition de la commission

Président: Mill Majerus (CSV)

Vice-Présidents: Claudia Dall'Agnol (LSAP), Claude Meisch (DP)

Membres: Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf (CSV) / Marc Angel, Lydie Err (volet Egalité des chances), Vera Spautz (volets Famille et Jeunesse) (LSAP) / Eugène Berger (DP) / Viviane Loschetter (déi gréng)/ Jean Colombera (volets Famille et Jeunesse), Fernand Kartheiser (volet Egalité des chances) (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 2
session ordinaire 2009-2010: 28

Projets de loi examinés:

- 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale
- 5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'Etat à la reconstruction de l'Aile centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore
- 6021 - Projet de loi sur le surendettement
- 6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck



C'est en vertu de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse que l'Assemblée nationale des jeunes a été créée. La commission attache une grande importance à une bonne collaboration avec le Parlement des Jeunes qu'elle associe à ses travaux tant dans les domaines de la famille et de la jeunesse que dans celui de l'égalité des chances. Ainsi, les jeunes parlementaires ont eu l'occasion de participer à un échange de vues avec des représentants du monde du bénévolat. Par ailleurs, ils ont effectué une visite avec les députés auprès de l'Office social de la ville d'Esch-sur-Alzette, ceci dans le cadre, d'une part, de l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et, d'autre part, de l'examen du projet de loi 6021 sur le surendettement. Un échange de vues avec la Ministre de l'Egalité des Chances leur a permis de prendre connaissance des projets et actions prévus dans le programme gouvernemental.

Au mois de février 2010, la commission a entamé l'examen du projet de loi 6021 sur le surendettement qui a pour objectif de faciliter les procédures prévues par la loi du 8 décembre 2000 relative au surendettement et d'introduire dans le droit luxembourgeois la faillite civile ou, expression plus appropriée, la procédure de rétablissement personnel. Plusieurs réunions de la commission ont été réservées à des échanges de vues avec les acteurs concernés.

Dans le même contexte se situe le projet de loi 5830 organisant l'aide sociale, dont les travaux ont pu être terminés au début de la nouvelle législature, conjointement avec la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police.

Deux rapports furent présentés aux députés: le rapport annuel de l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand» et le Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg.

Une part importante des travaux en commission revient au volet de l'égalité des chances. La préparation de la Journée Internationale de la Femme du 8 mars et de la Journée Internationale de l'Homme du 3 novembre, la présentation des actions positives, la sensibilisation et la formation en genre au niveau de la Chambre des Députés, ainsi que la présentation de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique ne sont que quelques-uns des sujets traités à cet égard.

Commission des Finances et du Budget

Conclusion de nouvelles conventions contre la double imposition

Budget 2010

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat. Au total, la commission a consacré 13 réunions à l'examen du budget (dont trois ont eu lieu dans le cadre de la 2e session extraordinaire 2009). L'examen du projet de budget a débuté le 29 septembre 2009 et s'est terminé par l'adoption du rapport de la commission le 27 novembre 2009.

Principaux projets de loi traités

La Commission des Finances et du Budget a poursuivi son travail en relation avec la conclusion de conventions contre la double imposition. Dans ce contexte, il y a lieu de relever le projet de loi 6072 (conventions fiscales, avenants aux conventions en vigueur et procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande). Ce projet de loi fait suite à l'inscription du Luxembourg sur la « liste grise » publiée par l'OCDE au printemps 2009, qui regroupe les pays ayant pris l'engagement d'échanger des renseignements fiscaux mais n'ayant pas encore signé des accords bilatéraux avec au moins 12 des 30 Etats membres de l'OCDE. Afin de se conformer dans les meilleurs délais à cette exigence, le Luxembourg a négocié et signé des conventions, avenants et protocoles d'accord avec 20 pays et s'est doté d'une procédure applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

En totalité, la commission a examiné douze projets et une proposition de loi, parmi lesquels figuraient quatre projets de loi transposant ou portant complément de transposition d'une norme européenne en droit national (6015, 6027, 6081 et 6105 – vr. ci-contre) et trois projets de loi visant à rendre la législation nationale conforme au droit communautaire (6130, 5954 et 6117 - idem).

Autres travaux

La Commission des Finances et du Budget a consacré 5 réunions à l'examen de 24 documents européens.

Visites et échanges de vues

Au cours de la session parlementaire 2009-2010, la Bourse de Luxembourg a été la seule visite effectuée par la commission, qui était très absorbée par les travaux législatifs.

En revanche, elle a procédé à de nombreux échanges de vues, parmi lesquels on peut citer:

- deux entrevues avec le Ministre des Finances au sujet de l'actualisation du Programme de stabilité et de croissance du Grand-Duché de Luxembourg
- une entrevue avec les représentants du Conseil supérieur pour un Développement durable au sujet de la durabilité et la gouvernance des finances publiques
- une entrevue avec le Ministre des Finances et le Ministre de la Justice au sujet du Rapport d'évaluation mutuelle «Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme» publié par le GAFI
- une entrevue avec le Ministre de la Sécurité sociale sur la réforme de l'assurance pension et ses répercussions sur le budget
- une entrevue avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région sur:

  le projet de réforme des finances communales

  le projet d'établissement d'un nouveau plan comptable

  la situation des finances communales

Une session marquée par la crise économique

Dans le contexte de la crise économique et financière, la Commission des Finances et du Budget et la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont organisé huit réunions jointes en présence du Ministre des Finances et des directeurs des administrations fiscales afin de faire le point sur l'évolution mensuelle de la situation budgétaire.

Certaines entrevues avaient également trait à la crise économique. Il en est ainsi de:

- l'entrevue avec le Premier Ministre et le Ministre des Finances au sujet des travaux du Comité de coordination tripartite
- l'échange de vues avec le Ministre des Finances concernant l'éventuelle aide étatique à accorder à la Grèce
- l'entrevue avec le Ministre des Finances au sujet du plan d'aide de l'Union européenne

Composition de la commission

Président: Michel Wolter (CSV)

Vice-Présidents: Claude Meisch (DP), Roger Negri (LSAP)

Membres: Fernand Boden, Norbert Haupert, Gilles Roth, Lucien Thiel (CSV) / Alex Bodry, Lucien Lux (LSAP) / Xavier Bettel, Claude Meisch (DP) / François Bausch (déi gréng) / Gast Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 4
session ordinaire 2009-2010: 49

Projets et proposition de loi examinés:

- Projet de loi 6142: Garantie de l'Etat - stabilisation de la zone euro
- Projet de loi 6092: (Proposition de loi visant) à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des députés, à promouvoir la modernisation de la gestion publique, et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999
- Projet de loi 6015: Services de paiement / monnaie électronique
- Projet de loi 6027: TVA et lieu des prestations de services
- Projet de loi 6081: Abus de marché, opérations d'initiés et manipulations de marché
- Projet de loi 6105: INSPIRE infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (transposition en droit national)
- Projet de loi 6130: Impôts directs - modification de certaines dispositions
- Projet de loi 5954: Droits de succession et de mutation par décès
- Projet de loi 6117, TVA: modification de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

Ouverture de la fonction publique aux ressortissants de l'UE

La Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative a consacré plusieurs réunions au projet de loi 6031 relatif à l'ouverture de la fonction publique luxembourgeoise. Ce projet de loi a principalement pour objet d'ouvrir la fonction publique aux ressortissants communautaires, tout en réservant l'accès aux postes comportant une participation à l'exercice de la puissance publique aux ressortissants luxembourgeois. Le projet fait suite à un avis motivé de la Commission européenne du 27 juin 2007 estimant que la législation luxembourgeoise en matière d'accès à la fonction publique n'est pas conforme au droit communautaire. Le projet de loi modifie ainsi plusieurs textes de lois relatifs au personnel de l'Etat et des communes.

Soulignant l'importance de la connaissance des trois langues administratives, le projet de loi apporte plusieurs modifications au niveau de l'Institut national d'administration publique. L'INAP, pour mener à bien sa mission de contrôle des connaissances des trois langues administratives, se voit ainsi confier une mission de formation et de contrôle plus efficiente.

Des réformes proposées pour la fonction publique

Par le biais des ministres responsables, la commission a été tenue au courant des propositions gouvernementales de réformes en matière salariale et statutaire. Après une brève interruption au printemps 2010, les négociations entre le Gouvernement et le syndicat de la fonction publique reprendront en autonome 2010. En outre, la commission parlementaire fut informée des négociations salariales en cours, lesquelles ont abouti à l'accord salarial du 14 juillet 2010.



Composition de la commission

Président: Norbert Haupert (CSV)

Vice-Présidents: Fernand Diederich (LSAP), Fernand Etgen (DP)

Membres: Fernand Boden, Félix Eischen, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers (CSV)/ Claudia Dall'Agnol, Jean-Pierre Klein (LSAP) / André Bauler (DP) / Claude Adam (déi gréng) / Gast Gibéryen (ADR)

Nombre de réunions
session ordinaire 2009-2010: 8

Projets de loi examinés:

- 5950 - Projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité
- 6031 - Projet de loi relatif à l'ouverture de la Fonction publique pour ressortissants de l'UE
- 6075 - Projet de loi portant création d'un Centre de Communications du Gouvernement
- 6144 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'Etat

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Travaux en vue d'une modification et d'un nouvel ordonnancement de la Constitution



Composition de la commission

Président: Paul-Henri Meyers (CSV)

Vice-Présidents: Anne Brasseur (DP), Alex Bodry (LSAP)

Membres: Christine Doerner, Léon Gloden, Lucien Weiler, Raymond Weydert (CSV) / Lydie Err, Jean-Pierre Klein (LSAP) / Lydie Polfer (DP) / Félix Braz (déi gréng) / André Hoffmann (déi Lénk)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 2
session ordinaire 2009-2010: 20

Points ayant figuré à l'ordre du jour des réunions:

- rapport d'évaluation du Luxembourg sur la «Transparence du financement des partis politiques» du GRECO du 13 juin 2008
- rapport d'activité du Médiateur pour 2008-2009
- Livre vert sur une initiative citoyenne européenne (document COM 2009 / 622)
- proposition de loi sur les enquêtes parlementaires (doc. parl. 5331)
- examen de l'avis intérimaire de la Commission de Venise sur la Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution (doc. parl. 6030)
- rapport de la Cour des Comptes sur l'observation des dispositions des articles 2, alinéa 3, 6, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques – exercice comptable 2008
- proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation, soit du projet «City-Tunnel», soit du projet «Tram léger» (doc. parl. 6111)
- échange de vues sur le Chapitre 7 intitulé «De la Justice» de la Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution (doc. parl. 6030)

Entrevues

La commission a procédé à un échange de vues avec une délégation de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe au sujet de la proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution (doc. parl. 6030).

Elle a rencontré à plusieurs reprises les responsables politiques au sujet du rapport d'évaluation du Luxembourg sur la «Transparence du financement des partis politiques» du GRECO du 13 juin 2008.

Les membres de la commission, conjointement avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ont reçu, dans le cadre de visites de travail, une délégation parlementaire composée de membres de la Commission juridique de l'Assemblée nationale de la République de Serbie et une délégation du Parlement de la République du Turkménistan.



Commission juridique

Cadre légal renforcé en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme



Entrevues

La commission a procédé, en concertation avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, à une série d'entrevues dont notamment avec Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission européenne, en charge de la Justice, des Droits fondamentaux et de la Citoyenneté dans le cadre du Programme de Stockholm et avec Carlos Zeyen, représentant luxembourgeois auprès d'Eurojust.

La Commission juridique a eu une série d'échanges de vues avec le Ministre de la Justice sur la politique gouvernementale en matière de régime pénitentiaire et plus particulièrement sur la réforme pénitentiaire et sur celle de l'exécution des peines.

Le contrôle du respect du principe de la subsidiarité d'actes législatifs européens

Les membres de la commission ont procédé à deux tests de subsidiarité de la COSAC dans le cadre de la mise en œuvre du contrôle du respect du principe de la subsidiarité d'actes normatifs européens.

Modifications législatives importantes

La responsabilité des personnes morales

(doc. parl. 5718)

L'introduction de la responsabilité pénale des personnes morales en droit luxembourgeois signifie que toute personne morale répond dorénavant, sur le plan pénal, des crimes et délits commis en son nom et dans son intérêt et fait l'objet de sanctions pénales au même titre que la personne physique, auteur de l'infraction.

Cette modification substantielle du droit pénal répond à la volonté du Luxembourg de s'associer pleinement aux efforts entrepris, tant au niveau communautaire qu'international, aux fins d'améliorer la lutte contre la criminalité.

De même, les droits de la victime se trouvent renforcés. Elle peut désormais s'adresser à la personne morale dont la responsabilité pénale a été reconnue pour obtenir réparation du préjudice subi. Ainsi, l'éventuelle insolvabilité de la personne physique, auteur du fait pénal commis au nom et pour le compte de la personne morale, n'est plus de nature à interdire toute indemnisation due.

La mise en place d'un contrôle indépendant et spécifique des lieux de privation de liberté

(doc. parl. 5849)

L'institution du Médiateur en tant que «mécanisme national de prévention» consacre sur le plan national les efforts concertés entrepris au niveau européen et international en vue de bannir la torture, ainsi que les peines et traitements cruels, inhumains et dégradants.

Le choix du Médiateur comme organe national investi de la mission du contrôle des lieux de privation de liberté s'inscrit dans cette logique.

En sa qualité d'autorité administrative indépendante, telle que créée par la loi du 22 août 2003, le Médiateur a reçu compétence pour recevoir les réclamations de toute personne formulées à l'occasion d'une affaire qui les concerne et relatives au fonctionnement d'une administration publique. L'intervention du Médiateur, conditionnée par la saisine d'une réclamation individuelle concrète, vise à trouver des solutions en faveur du particulier qui s'estime lésé.

La nouvelle mission a une portée générale en ce que le Médiateur est l'organe de contrôle externe de tous les lieux où une personne est privée de liberté. Il exerce ce contrôle à sa propre initiative et sans devoir être saisi d'un cas particulier.

Application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

(doc. parl. 5923)

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit luxembourgeois la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires.

La décision-cadre précitée vise toute décision qui inflige à titre définitif une sanction pécuniaire à une personne physique ou morale. Ces sanctions peuvent être prononcées par une juridiction pénale ou par une autorité administrative dès lors qu'une infraction pénale ou un acte punissable est à la base de la sanction pécuniaire et que la personne en cause a eu la possibilité de faire porter son affaire devant une juridiction ayant compétence en matière pénale.

Il échet encore de noter que ladite décision-cadre respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus par l'article 6 du traité et reflétés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Aucune disposition de cet instrument ne saurait être interprétée comme une interdiction de refuser d'exécuter une décision s'il résulte de manière objective que la sanction pécuniaire a été décidée dans le but de punir une personne en raison notamment de son sexe, de sa religion, de son origine ethnique ou encore de ses opinions politiques.

Composition de la commission

Présidente: Christine Doerner (CSV)

Vice-Présidents: Lydie Err (LSAP), Xavier Bettel (DP)

Membres: Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Jean-Louis Schiltz, Lucien Weiler (CSV) / Alex Bodry, Jean-Pierre Klein (LSAP) / Lydie Polfer (DP) / Félix Braz (déi gréng) / Jacques-Yves Henckes (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 5
session ordinaire 2009-2010: 44

Projets de loi examinés (e.a.):

- 5156A - Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales
- 5718 - Projet de loi

  1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle

  2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives
- 5849 - Projet de loi:

  (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et;

  (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions
- 5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109e et 110e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007
- 5904 - Projet de loi portant modification

  - de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats

  - du Code du travail

  - de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

  - de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat et

  - de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
- 5976 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises modifiant

  1. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

  2. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

  3. l'article 13 du Code de commerce
- 6017 - Projet de loi portant

  1. approbation de la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

  2. approbation du Protocole du 16 octobre 2001 à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne

  3. modification de certaines dispositions du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire en matière pénale
- 6046 - Projet de loi portant:

  1. approbation

  a) de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25 - 26 octobre 2007

  b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants,

  2. modification de certains articles du Code pénal et du Code d'Instruction criminelle
- 6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants
- 6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle
- 6104 - Projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification

  1) du Code du Travail

  2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

  3) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

  4) du Code d'instruction criminelle et

  5) du Code pénal
- 6108 - Projet de loi portant modification de l'article 10 de la loi du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation
- 6163 - Projet de loi

  - portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme,

  - portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg,

  - relative à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives à l'encontre de certains Etats, régimes politiques, personnes, entités et groupes
- 6168 - Projet de loi

  1) portant approbation de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, faite à Rome le 10 mars 1988, et du Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Rome le 10 mars 1988;

  2) modifiant la loi du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

Commission du Logement

La Commission se penche sur la pénurie de logements

Composition de la commission

Président: Marcel Oberweis (CSV)

Vice-Présidents: Vera Spautz (LSAP), Eugène Berger (DP)

Membres: Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers (CSV) / Claudia Dall'Agnol, Ben Scheuer (LSAP) / André Bauler (DP) / Henri Kox (déi gréng) / Jacques-Yves Henckes (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 1
session ordinaire 2009-2010: 12

La commission a constaté que la pénurie de logements à prix abordables ne fait que s'accentuer au Luxembourg. A l'occasion de diverses réunions avec le Ministre du Logement, celui-ci a souligné qu'il ne cesse de faire appel aux communes afin qu'elles investissent dans le logement social. Le Ministre a par ailleurs présenté le 9e programme de construction d'ensembles qui prévoit la construction de 8.438 logements. Il s'agit de 262 projets réalisés par différents promoteurs publics à l'instar des communes, du Fonds du Logement, de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché ou encore de diverses asbl. Le 9e programme de construction d'ensembles induit un investissement total de 2 milliards d'euros, les aides étatiques pour construire s'élevant à 491 millions d'euros.

Selon des estimations, 2000 nouveaux logements par an sont offerts sur le marché immobilier, alors que la demande réelle annuelle se chiffre à environ 3000 logements.

Vue l'augmentation constante de la population du Luxembourg, et notamment celle des ménages célibataires, les experts pronostiquent pour les années à venir une demande sans cesse accrue de logements.

L'importance de disposer de statistiques fiables sur le marché immobilier

La commission s'est entretenue à deux reprises avec des représentants de l'Observatoire de l'Habitat afin de se faire une idée des tendances actuelles du marché immobilier. L'Observatoire de l'Habitat a été crée en 2003 par le Gouvernement en vue de fournir une aide à la planification en matière de politique du logement. Géré par l'établissement de recherche public CEPS/INSTEAD, sa mission consiste à collecter, analyser et diffuser de l'information relative au logement.

Notons que les données disponibles au sujet des transactions immobilières ne sont pas intégralement exploitables à des fins statistiques. Voilà pourquoi le programme gouvernemental envisage de standardiser les indications à fournir dans les actes authentiques des biens immobiliers.

Les marchands de sommeil: une problématique complexe

La problématique des marchands de sommeil a longuement occupé les travaux de la commission. Le problème des «chambres de café», où des personnes logent dans des conditions insalubres et ceci à des loyers exorbitants, constitue un fléau qu'il s'agit de combattre. La plupart du temps, les communes sont désarmées et manquent de moyens pour y remédier, surtout au niveau de la mise à disposition de logements alternatifs. La problématique des marchands de sommeil est complexe: souvent, ils doivent leur existence aux brasseries, propriétaires de concessions, qui mettent les cafetiers sous une pression telle que ceux-ci se voient contraints de recourir à la location de «chambres de café» afin de pouvoir payer les loyers qui leur sont réclamés.

L'utilité d'un cadastre volumétrique

La Commission du Logement s'est vu présenter les avantages du cadastre volumétrique par des représentants de l'Administration du cadastre et de la topographie. La technique du cadastre volumétrique constitue un outil juridique qui permet de mieux diviser et gérer des ensembles immobiliers complexes. Le cadastre vertical, seule technique existante jusqu'à présent au Luxembourg pour diviser des immeubles bâtis, se révèle de plus en plus insuffisant face aux nouvelles politiques architecturales qui engendrent des constructions plus complexes et plus denses.

L'analyse des critiques formulées par le Médiateur

La Commission du Logement a consacré plusieurs réunions à l'analyse du rapport d'activité 2008-2009 du Médiateur. En matière de logement, le Médiateur a été saisi pour l'essentiel de réclamations relatives aux aides au logement ainsi qu'à l'attribution de logements sociaux locatifs par le Fonds du Logement.

Des échanges avec les acteurs du terrain

Au cours de la session écoulée, la commission a eu des échanges de vues avec de nombreux acteurs du secteur du logement, à savoir :

- l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI)
- l'Agence Immobilière sociale (AIS)
- la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM)
- la Fédération des Artisans
- ainsi que l'Unité Logement pour étudiants de l'Université du Luxembourg.

Présence sur le terrain

La Commission du Logement s'est rendue sur les sites des quartiers Nonnewisen et Belval-Nord à Esch-sur-Alzette, sur invitation du Ministre du Logement, des représentants de l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI) ainsi que des architectes responsables des différentes constructions.



Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Le projet de réforme de l'assurance accident bouclé

Composition de la commission

Présidente: Lydia Mutsch (LSAP)

Vice-Présidents: Martine Mergen (CSV), Carlo Wagner (DP)

Membres: Sylvie Andrich-Duval, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (CSV) / Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (Santé), Lucien Lux (Sécurité sociale) (LSAP) / Eugène Berger (DP) / Félix Braz (Sécurité sociale), Jean Huss (Santé) (déi gréng)/ Jean Colombera (ADR)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 1
session ordinaire 2009-2010: 27

Projets de loi examinés

- 5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- 6062 - Projet de loi transposant en droit national des directives européennes concernant les professions réglementées sectorielles dans le domaine de la santé, à savoir les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire et de pharmacien, d'infirmier et de sage-femme et plus particulièrement le régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles de ces professions (intitulé abrégé)
- 5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident (intitulé abrégé)
- 6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire
- 6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides
- 6151 - Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales

En matière de sécurité sociale, c'est principalement le projet de loi 5899 portant réforme de l'assurance accident qui a retenu l'attention de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale au cours de la 1re session parlementaire de la nouvelle législature. De novembre 2009 à avril 2010, ce grand projet de réforme figurait à l'ordre du jour d'une dizaine de réunions. Le texte coordonné finalement retenu par la commission dans son rapport du 15 avril 2010 a d'abord modifié le champ d'application de l'assurance accident en abolissant le régime spécial des fonctionnaires et employés publics.

Parmi les innovations les plus importantes de la réforme, on peut d'abord citer celles concernant les prestations en espèces de l'assurance accident. Conformément aux réformes dans d'autres pays européens, l'indemnisation forfaitaire basée sur la seule rente accident a été remplacée par une réparation plus complète des différents préjudices, telle qu'elle existe en droit commun.

En ce qui concerne les prestations en nature, l'assurance accident continuera à prendre en charge les prestations de soins de santé de l'assurance maladie et les prestations de l'assurance dépendance lorsqu'elles sont imputables à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

Un autre grand projet de réforme dans le domaine de la sécurité sociale, certes encore dans sa phase d'élaboration au plan gouvernemental, figurait néanmoins déjà à l'ordre du jour de la réunion de la commission du 4 mars 2010. Dans cette réunion, le Ministre de la Sécurité sociale a présenté le cadre de référence pour l'élaboration d'une réforme du système de pension, conformément aux orientations prévues dans le programme gouvernemental.

Dans le domaine de la santé, les travaux de la commission se sont concentrés sur le projet de loi 6062 dont l'objet principal fut de transposer en droit national des directives européennes concernant les professions réglementées sectorielles dans le domaine de la santé, à savoir les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire et de pharmacien, d'infirmier et de sage-femme et plus particulièrement le régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications

→

professionnelles de ces professions. Le projet de loi précise également les modalités de la libre prestation de services pour certaines professions de santé.

Le projet de loi 5856 concernait, entre autres, l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux. L'innovation principale de ce texte consiste dans la judiciarisation de l'admission et du placement sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux. En d'autres termes, l'hospitalisation d'une personne sans son consentement est dorénavant subordonnée à une décision judiciaire, sauf dans les premiers jours.

En dehors des activités législatives proprement dites, la commission a régulièrement été informée au cours des mois d'octobre à décembre 2009 par le Ministre de la Santé sur l'évolution de la Grippe A (H1N1) et la campagne de vaccination au Luxembourg.

Enfin, dans le domaine de la santé, encore, une autre importante réforme de sécurité sociale s'annonce, à savoir celle de l'assurance maladie. Le Ministre de la Santé a déposé le projet de loi 6196 «portant réforme du système de soins de santé» le 7 octobre à la Chambre des Députés. Il l'avait présenté aux députés une semaine plus tôt.



Commission du Travail et de l'Emploi

Contrer par tous les moyens les effets de la crise économique

Composition de la commission

Président: Lucien Lux (LSAP)

Vice-Présidents: Marc Spautz (CSV), Carlo Wagner (DP),

Membres: Léon Gloden, Ali Kaes, Martine Mergen, Lucien Weiler (CSV) / Roger Negri, Vera Spautz (LSAP) / Fernand Etgen (DP) / Viviane Loschetter (déi gréng)/ André Hoffmann (déi Lénk)

Nombre de réunions
2e session extraordinaire 2009: 2
session ordinaire 2009-2010: 13

Projets de loi examinés:

- 6068 - Projet de loi concernant 1. certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes ; 2. modifiant certaines dispositions du Code du travail
- 6048 - Projet de loi portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte)
  - concernant la mise à disposition de machines;
  - concernant les machines d'occasion
- 5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail
- 6147 - Projet de loi 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du travail
- 6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs

Au cours de la session 2009-2010, les travaux de la commission ont été le reflet des initiatives législatives prises par le Gouvernement pour lutter contre les conséquences négatives de la crise économique et financière sur le marché de l'emploi.

Ainsi dès la rentrée parlementaire en septembre 2009, la commission s'est penchée sur le projet de loi 6068 concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes. Le projet s'adressait par une série de mesures spécifiques limitées dans le temps en particulier aux jeunes exposés aux effets de la crise dans leur recherche d'un emploi stable.

Ainsi ce projet de loi proposait d'un côté une adaptation des deux mesures existantes, à savoir le CIE (contrat d'initiation à l'emploi) et le CAE (contrat d'appui emploi), mesures dont pourront désormais aussi bénéficier les jeunes diplômés. Par ailleurs, le projet a introduit un nouvel instrument, le CIE-EP (contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique), réservé aux jeunes diplômés qui n'éprouveraient pas de difficulté à intégrer le marché du travail en temps de conjoncture normale.



Suite à des discussions menées au sein du Comité de coordination tripartite et au Comité permanent pour l'emploi, le Gouvernement a déposé le 9 juin 2010 le projet de loi 6147 introduisant des mesures temporaires destinées à promouvoir et à maintenir l'emploi et adaptant certaines dispositions du Code du travail avec l'objectif d'une meilleure activation des demandeurs d'emploi ainsi que d'une protection accrue des salariés âgés.

Quant aux adaptations temporaires, ce projet a une nouvelle fois rallongé temporairement les mesures spéciales applicables en matière de chômage partiel, ceci dans la mesure où cet instrument s'est avéré comme très performant en ce qui concerne le maintien dans l'emploi durant les périodes d'activité économique réduite. Par ailleurs, le projet prévoit des mesures spécifiques en faveur des chômeurs de longue durée. Ces mesures sont censées éviter que ces derniers ne se retrouvent brutalement dans une situation précaire, ceci notamment par une prolongation de l'indemnisation de chômage sous certaines conditions.

Au-delà des activités législatives proprement dites mais toujours dans ce même contexte de crise économique, la commission a consacré deux réunions - dont une réunion jointe avec la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire - à s'informer sur les démarches entreprises par le Gouvernement en rapport avec l'avenir de la brasserie de Diekirch, dont la fermeture avait été annoncée début janvier 2010. Dans sa réunion du 20 mai 2010, la commission s'est vu présenter en détail le processus de restructuration ayant finalement permis le maintien des activités de production sur le site de Diekirch.

Enfin, dans sa réunion du 25 mars 2010, la commission s'est vu présenter un dossier détaillé sur la situation sur le marché de l'emploi, ce même dossier ayant également alimenté les négociations tripartites.

En matière de protection de travailleurs détachés, le projet de loi 5942 avait pour objet de répondre à un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 19 juin 2008 accusant le Luxembourg d'avoir transposé de manière incorrecte et incomplète la directive européenne régissant cette matière. Les dispositions de ce projet visent en particulier la définition de l'ordre public social national et l'application aux travailleurs détachés de la législation sur le salaire social minimum et l'adaptation automatique des salaires.

Enfin, il convient de relever que deux réunions de la commission ont été consacrées à l'état d'avancement de la transposition de directives européennes ressortissant du domaine du travail et de l'emploi. Par ailleurs, elle a entendu des exposés ministériels sur les principaux dossiers européens en cours de discussion, dont en particulier celui de la Stratégie Europe 2020.

A noter finalement que le 8 janvier 2010, la commission a accompagné le Président de la Chambre des Députés lors de ses visites auprès de différentes initiatives sociales pour l'Emploi.

1ère et 2ème session extraordinaire 2009: Relevé général

Séances publiques	4
Conférence des Présidents	3
Bureau	2
Réunions de commissions et groupes de travail (y compris Conférence des Présidents et Bureau)	67
Projets de loi déposés	11
Projets de loi adoptés en 1er vote constitutionnel	1
Projets de règlement grand-ducal déposés	4

Projets de règlement grand-ducal avisés	3
Déclarations	1
Débats	1
Questions parlementaires	179
Réponses aux questions parlementaires	61
Questions urgentes	3
Divers	14

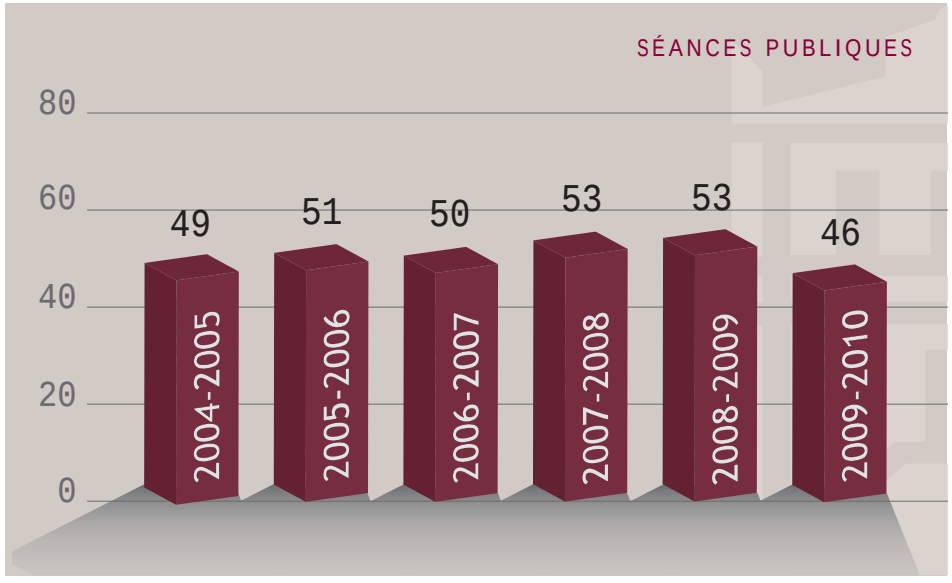
Session ordinaire 2009-2010: Relevé général

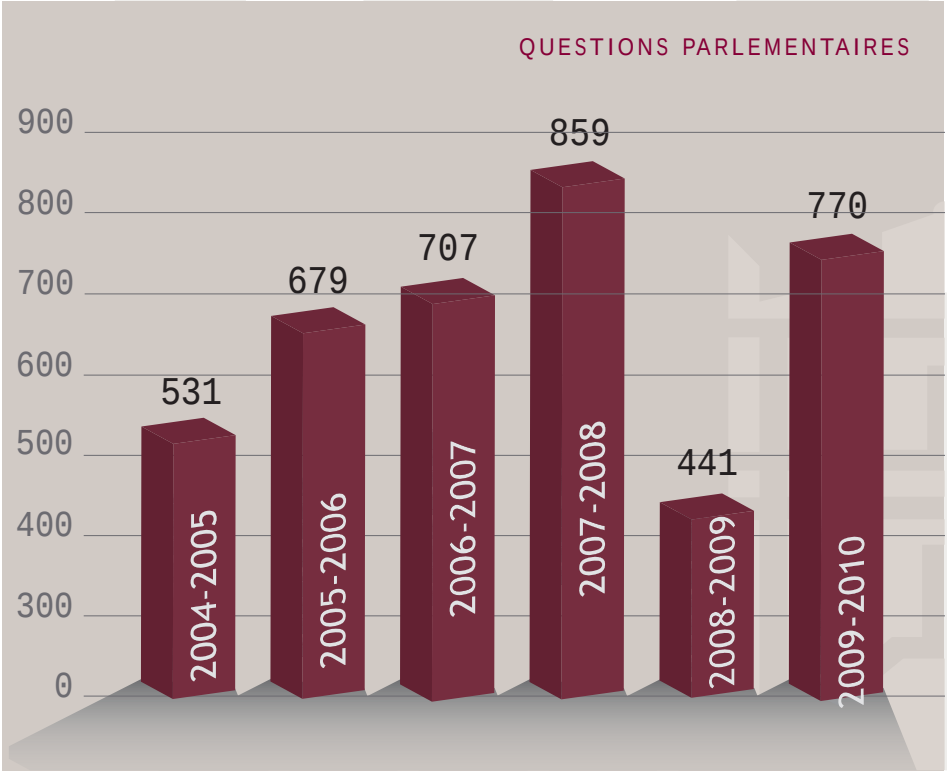
Séances publiques	46
Conférence des Présidents	26
Bureau	20
Réunions de commissions et groupes de travail (y compris Conférence des Présidents et Bureau)	667
Projets de loi déposés	91
Projets de loi évacués Projets de loi adoptés en 1er vote constitutionnel Projet de loi adopté en 2nd vote constitutionnel Projet de loi retirés	101 91 1 9
Projets de loi votés en premier vote constitutionnel	1
Projets de révision de la Constitution retirés	10
Propositions de loi déposées	5
Propositions de loi évacuées Propositions de loi adoptées en 1er vote constitutionnel Propositions de loi retirées	98 1 97
Propositions de révision de la Constitution déposées	0
Propositions de révision de la Constitution évacuées Propositions de révision de la Constitution votées en 2nd vote constitutionnel Propositions de révision de la Constitution retirées	18 0 18
Propositions de révision de la Constitution votées en 1er vote constitutionnel	0
Projets de règlement grand-ducal déposés	25

Projets de règlement grand-ducal évacués Projets de règlement grand-ducal avisés Projets de règlement grand-ducal retirés	23 22 1
Autres dépôts	3
Divers évacués	3
Motions adoptées	4
Résolutions adoptées	4
Heures d'actualité	15
Débats de consultation	0
Débats d'orientation	12
Déclarations	3
Débats	3
Interpellations vidées	7
Questions parlementaires	770
Réponses aux questions parlementaires	820
Questions urgentes	52
Heures de questions au Gouvernement	7 heures et 67 questions
Questions avec débat évacuées	13
Divers	14

Séances publiques - Heures de séances

Session ordinaire 1977-1978	328,40 hrs	(82 séances)
Session ordinaire 1978-1979	423,35 hrs	(85 séances)
1re session extraordinaire 1979	2,35 hrs	(1 séance)
2e session extraordinaire 1979	16,20 hrs	(3 séances)
Session ordinaire 1979-1980	335,50 hrs	(72 séances)
Session ordinaire 1980-1981	346,45 hrs	(73 séances)
Session ordinaire 1981-1982	332,50 hrs	(73 séances)
Session ordinaire 1982-1983	379,05 hrs	(91 séances)
Session ordinaire 1983-1984	311,35 hrs	(71 séances)
1re session extraordinaire 1984	2 hrs	(1 séance)
2e session extraordinaire 1984	21,20 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 1984-1985	306,40 hrs	(77 séances)
Session ordinaire 1985-1986	349,20 hrs	(87 séances)
Session ordinaire 1986-1987	309,55 hrs	(84 séances)
Session ordinaire 1987-1988	341,30 hrs	(82 séances)
Session ordinaire 1988-1989	318,45 hrs	(91 séances)
Session extraordinaire 1989	27 hrs	(7 séances)
Session ordinaire 1989-1990	260 hrs	(70 séances)
Session ordinaire 1990-1991	335,45hrs	(82 séances)
Session ordinaire 1991-1992	344,05 hrs	(88 séances)
Session ordinaire 1992-1993	300,15 hrs	(88 séances)
Session ordinaire 1993-1994	231,15 hrs	(61 séances)
Session extraordinaire 1994	19,55 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 1994-1995	211 hrs	(64 séances)
Session ordinaire 1995-1996	204,25 hrs	(60 séances)
Session ordinaire 1996-1997	240,35 hrs	(61 séances)
Session ordinaire 1997-1998	221,40 hrs	(63 séances)
Session ordinaire 1998-1999	195,20 hrs	(58 séances)
1re session extraordinaire 1999	1,35 hrs	(1 séance)
2e session extraordinaire 1999	11 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 1999-2000	169,35 hrs	(49 séances)
Session ordinaire 2000-2001	240,10 hrs	(72 séances)
Session ordinaire 2001-2002	232,55 hrs	(66 séances)
Session ordinaire 2002-2003	263,40 hrs	(75 séances)
Session ordinaire 2003-2004	255,00 hrs	(67 séances)
1re session extraordinaire 2004	57 min.	(1 séance)
2e session extraordinaire 2004	6,48 hrs	(4 séances)
Session ordinaire 2004-2005	153,58 hrs	(49 séances)
Session ordinaire 2005-2006	162,57 hrs	(51 séances)
Session ordinaire 2006-2007	151,25 hrs	(50 séances)
Session ordinaire 2007-2008	185,08 hrs	(53 séances)
Session ordinaire 2008-2009	177,59 hrs	(53 séances)
1ère session extraordinaire 2009	1,12 hrs	(1 séance)
2e session extraordinaire 2009	5,52 hrs	(3 séances)
Session ordinaire 2009-2010	151,10 hrs	(46 séances)





Composition de la Chambre des Députés

Gouvernement


Scheuer
Ben


Haagen
Claude


Diederich
Fernand


Angel
Marc


Negri
Roger


Fayot
Ben


Dall'Agnol
Claudia


Lux
Lucien


Spautz
Vera


Bodry
Alex


Err
Lydie


Mutsch
Lydia


Hoffmann
André

déi Lénk


Klein
Jean-Pierre


Berger
Eugène


Polfer
Lydie


Helminger
Paul


Etgen
Fernand


Brasseur
Anne


Bettel
Xavier


Bauler
André


Meisch
Claude


Braz
Félix


Wagner
Carlo


Adam
Claude


Bausch
François


Kox
Henri


Loschetter
Viviane


Gira
Camille


Huss
Jean


Kaes
Ali


Weber
Robert

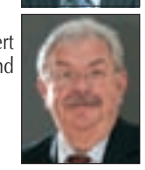

Meyers
Paul-Henri


Lies
Marc

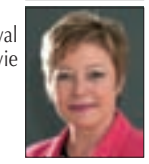

Frank
Marie-Josée


Eischen
Félix


Weiler
Lucien

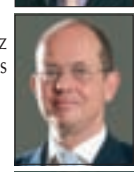

Weydert
Raymond


Clement
Lucien


Andrich-Duval
Sylvie


Spautz
Marc


Schaaf
Jean-Paul


Schiltz
Jean-Louis


Mergen
Martine


Thiel
Lucien


Oberweis
Marcel


Wolter
Michel


Roth
Gilles


Haupert
Norbert


Majerus
Mill


Boden
Fernand


Eicher
Emile


Arendt
Nancy


Gloden
Léon


Doerner
Christine

Orateur


Gibéryen
Gast


Colombera
Jean


Henckes
Jacques-Yves


Kartheiser
Fernand

Présidence


Reiter Benoît
Secrétaire général adjoint


Barra Isabelle
Secrétaire générale adjointe


Mosar Laurent
Président


Frieseisen Claude
Secrétaire général

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°1** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

1re séance	mardi	13 octobre 2009
2e séance	mercredi	14 octobre 2009
3e séance	mardi	27 octobre 2009

Le Président de la Chambre reçu à Paris…

Il faut préparer les parlements nationaux à leur nouvelle mission prévue par le Traité de Lisbonne: c'est l'avis unanime du Président de l'Assemblée Nationale, M. Bernard Accoyer, et du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Le premier déplacement du nouveau Président de la Chambre à l'étranger l'a mené, le 21 septembre, vers son homologue à l'Assemblée Nationale à Paris. Les entretiens n'ont non seulement porté sur le Traité de Lisbonne et l'Europe en général, mais également sur les deux parlements. C'est ainsi que le Président de la Chambre a eu l'occasion de s'informer sur la réforme de l'Assemblée Nationale.



M. Bernard Accoyer accueille M. Laurent Mosar.

…et à Bruxelles

«Les relations entre la Chambre des Députés, d'un côté, et la Chambre des Représentants et le Sénat belges, de l'autre, sont excellentes et pourront être approfondies au sein du Parlement Benelux.» Tel a été le message principal suite aux entretiens que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eus à Bruxelles.

Sa deuxième visite de travail à l'étranger a effectivement conduit le nouveau Président de la Chambre des Députés dans la capitale belge. Il a été reçu à la Chambre des Représentants par son homologue Patrick Dewael et s'est ensuite rendu au Sénat pour un entretien avec le Président Armand De Decker qui était accompagné par M. Bart Tommelein, Sénateur et Président en fonction du Parlement Benelux.

Lors des deux entrevues, le Président Laurent Mosar a d'abord eu un échange de vues sur les missions réservées à l'avenir aux parlements nationaux dans le cadre du Traité de Lisbonne. Les Présidents ont notamment échangé à ce sujet leurs bonnes expériences en matière de contrôle de subsidiarité et de proportionnalité.



Le Président de la Chambre des Députés signe le Livre d'or de la Chambre des Représentants. À ses côtés, son homologue belge, M. Patrick Dewael.

Le Président de la Chambre des Députés a abordé par ailleurs le dossier compliqué de la fiscalité d'épargne et a défendu encore une fois auprès de ses collègues le système de la retenue à la source appliqué à Luxembourg et en Autriche.

La coopération parlementaire au sein du Parlement Benelux fut un autre sujet important à l'ordre du jour des entretiens à la Chambre des Représentants et au Sénat.

Il fut ainsi retenu de continuer ardemment la concertation sur les sujets d'intérêt commun. En vue d'afficher cette volonté de coopération, le Président de la Chambre et ses interlocuteurs belges ont évoqué l'idée d'organiser ensemble avec les collègues néerlandais une «réunion Benelux des présidents de parlement».

Des experts s'expriment sur la révision de la Constitution

La Constitution luxembourgeoise date de 1868 et elle n'est plus adaptée à la pratique moderne. La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle travaille sur une proposition de révision. Dans le cadre de ses travaux, elle a rencontré, le 14 octobre, une délégation d'experts de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe.

Les experts ont abordé aussi bien des questions d'ordre institutionnel que des aspects concernant les droits fondamentaux des citoyens. L'échange de vues avec les membres de la Commission des Institutions a notamment porté sur le rôle du Grand-Duc. Les députés luxembourgeois ont confirmé que la proposition de révision est basée sur un compromis politique.

Les représentants de la Commission de Venise ont salué l'initiative de la Commission parlementaire de demander leur avis: «Rarement des anciennes démocraties nous consultent.» Ils apprécient le fait que la Constitution soit modernisée et ont formulé certaines réserves. Ainsi, les limitations aux droits fondamentaux seraient formulées de manière plus restrictive que par exemple dans la Convention européenne des Droits de l'Homme. Les députés sont d'accord pour revoir ces formulations.

Les membres de la délégation du Conseil de l'Europe ont encore émis des réserves quant au fait que l'article 120 de la proposition de révision prévoit que cinq magistrats de la Cour constitutionnelle seraient nommés par le Gouvernement. La commission se voit sollicitée pour traiter cette question lors de ses futures réunions.

La Commission de Venise du Conseil de l'Europe fournit, sur demande, des analyses et commentaires aux parlements des pays membres du Conseil de l'Europe qui modifient leur constitution. Son avis définitif à l'adresse de la Chambre est attendu avant la fin de l'année.

La réforme de la Constitution constitue un des principaux dossiers de la nouvelle législature. La Constitution actuellement en vigueur se base sur le texte de 1868. Elle a été modifiée plus de 30 fois depuis cette date. La dernière révision ponctuelle date du 12 mars 2009 où la Chambre avait décidé de biffer le droit de sanction des lois du Grand-Duc.



Les membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ont rencontré une délégation d'experts de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe.

Le Premier Ministre serbe en visite au Luxembourg

Les relations bilatérales entre la Serbie et le Luxembourg ont figuré au centre de l'entretien du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar avec le Premier Ministre de la République de Serbie, M. Mirko Cvetkovič qui était en visite à Luxembourg le 23 octobre 2009. Les deux interlocuteurs ont soutenu l'idée d'un approfondissement des contacts entre les parlements des deux pays.

MM. Mosar et Cvetkovič ont également discuté sur un développement des relations commerciales et la mise en place d'un programme d'échange s'adressant à des étudiants.

La Serbie envisage de déposer bientôt une demande en vue de son adhésion à l'Union européenne. Après son entretien avec le Président de la Chambre, le Premier Ministre serbe a eu une entrevue avec la Commission des Affaires étrangères. La visite de la délégation de Belgrade a représenté une opportunité pour prendre contact avec les représentants d'un des premiers pays membres de l'Union.



Les membres de la délégation serbe et de la Commission des Affaires étrangères.

DANS CE NUMÉRO

Discours d'ouverture du Président	p. 3
Problèmes et perspectives du secteur agricole	p. 11
Emploi des jeunes	p. 35
Sommaire des séances publiques Nos 1-3	p. 52
Sommaire des questions parlementaires	p. Q1

L'avenir de l'agriculture vu par les jeunes exploitants

Les jeunes agriculteurs sont contre les quotas laitiers



Une délégation de jeunes agriculteurs reçue par les membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

L'avenir du secteur agricole et les problèmes économiques rencontrés par les fermiers laitiers constituent actuellement des sujets de discussion aussi bien au niveau européen qu'au niveau national. La Commission de l'Agriculture a reçu le 23 octobre une délégation de jeunes agriculteurs pour un échange de vues.

«Les quotas laitiers ne contribuent pas à réguler le marché.» Les jeunes agriculteurs ont été clairs à ce sujet et ont demandé l'abolition complète du système des quotas. «Il est inconcevable que de jeunes fermiers doivent payer des sommes importantes aux propriétaires des quotas, juste pour avoir le droit de travailler.», ont-ils ajouté.

Interrogée sur les perspectives d'avenir, la délégation de l'association «Lëtzebuerger Landjugend - Jongbaueren a Jongwënzer» a notamment demandé une formation de base plus poussée, de la formation continue et des conseils professionnels pour les exploitants agricoles. L'association se demande pourquoi le système scolaire ne permet pas de préparer un brevet de maîtrise dans le domaine de l'agriculture et de la viticulture.

Les «Jongbaueren a Jongwënzer» critiquent avec fermeté que les jeunes soient souvent laissés seuls avec leurs problèmes économiques. Lorsqu'ils s'installent, ils sont criblés de dettes parce qu'ils doivent reprendre des terres et du matériel. Il leur faut en plus des conseils de gestion, par exemple quand ils veulent diversifier ou agrandir leur exploitation. Les jeunes aimeraient également voir l'ouverture d'un «guichet unique» qui leur permettrait de déposer toutes leurs demandes à un seul endroit.

La Commission de l'Agriculture a suivi avec intérêt l'exposé des jeunes agriculteurs et viticulteurs. Les députés pour leur part ont aussi insisté sur le rôle des agriculteurs dans la protection de la nature et du développement durable. La commission parlementaire s'est proposée de réexaminer les questions concernant la formation, les problèmes économiques et les difficultés administratives avec les administrations ou organismes concernés.

La société civile a la parole

Hearing public sur le changement climatique

Comment le Grand-Duché de Luxembourg peut-il contribuer aux efforts internationaux destinés à limiter l'augmentation de la température globale? Différents acteurs de la société civile ont été invités par la Commission du Développement durable à prendre position face aux multiples aspects de la thématique au cours d'un hearing public qui s'est tenu le 21 octobre à la Chambre des Députés.

La matinée était réservée aux ONG environnementales et de développement qui ont souligné l'urgence de la question et décrit les conséquences néfastes d'un manque de courage dans les décisions qui s'imposent. La commission a également écouté l'intervention d'un membre du panel 180° au sein duquel 20 personnes essaient depuis un an de se faire une idée concrète des impacts environnementaux, humains et économiques du réchauffement planétaire.

Au cours de l'après-midi, les parlementaires ont reçu le Syndicat des villes et communes (SYVICOL) et le Klimabündnis Lëtzebuerg qui ont parlé de la contribution que même les petites entités locales peuvent apporter pour limiter l'ampleur du changement climatique. Finalement, pour clôturer la journée, la commission s'est intéressée aux prises de position des différentes chambres professionnelles.



Les représentants de la société civile.

Les préoccupations de l'artisanat

Crise, budget & simplification administrative



Le Président de la Chambre a eu un échange de vues avec les représentants de la Fédération des Artisans.

Les incidences de la crise économique sur les différentes branches de l'artisanat luxembourgeois ont figuré à l'ordre du jour d'une réunion de travail entre le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et une délégation de la Fédération des Artisans en date du 23 octobre 2009.

«La Chambre des Députés est intéressée à pouvoir bénéficier au stade le plus précoce possible des observations des organisations professionnelles et syndicales. Ceci est d'autant plus important dans le cadre de l'analyse des dossiers européens relevant d'une importance particulière pour le Luxembourg.» Telle fut l'une des propositions avancées par le Président de la Chambre des Députés en rapport avec le traitement futur des dossiers européens au sein de la Chambre des Députés.

Les deux parties ont convenu par ailleurs de poursuivre également à l'avenir les échanges de vues fructueux entre la délégation luxembourgeoise du Comité économique et social de la Grande Région et la délégation de la Chambre des Députés auprès du Conseil interparlementaire de la Grande Région, le tout dans le souci d'utiliser au mieux les potentialités offertes par la Grande Région.

La simplification administrative et le budget de l'État furent d'autres sujets abordés par les interlocuteurs.

Le Président à la REEL 2009

Laurent Mosar à l'écoute des étudiants

«Il est important à mes yeux de garder le contact avec les jeunes. La Chambre est ouverte à la jeunesse.» Tel a été le message principal du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, lors de son discours devant les étudiants présents à la REEL. À l'occasion du 25e anniversaire de la REEL (Réunion Européenne des Étudiants Luxembourgeois), environ 200 étudiants et 40 anciens étudiants s'étaient réunis à Karlsruhe, ville où la réunion des étudiants est née il y a un quart de siècle.

Les étudiants pour leur part veulent rester en contact étroit avec la Chambre et plaident pour une collaboration plus active avec le Parlement. La table-ronde de la REEL 2009 a eu comme sujet «Les acquisitions d'un esprit critique depuis 25 ans».

M. Mosar s'était rendu à cet événement afin d'écouter personnellement les doléances des étudiants. Il a insisté sur le fait que dans le futur, la Chambre des Députés misera davantage sur les nouvelles technologies de la communication et développera encore plus son site Internet afin de faciliter les échanges entre les citoyens et les députés.

En ce qui concerne le dialogue avec les jeunes, le Président a invité les membres de l'ACEL à une visite du Parlement et à un échange de vues avec les députés.



De Chamberspresident geet bei d'Schüler



Besuch an der Nelly-Stein-Schoul zu Schëffleng.

Et war méi e spezielle Schouldag, dëse 6. Oktober, fir d'Kanner aus der Nelly-Stein-Schoul vu Schëffleng. Si krute Besuch vum Chamberspresident Laurent Mosar a vu véier Deputéierten aus der parlamentarescher Chamberskommissioun vun der Éducatioun, der Mme Nancy Arendt an den Häre Claude Adam, Fernand Diederich a Fernand Kartheiser.

D'Nelly-Stein-Schoul ass eng vun deene fënnef Schoulen, déi zanter dem Schouljoer 2008-2009 um Projet «écoles en mouvement» deelhuelen. Dat heescht, datt déi Schoule schonn Elementer vun der Schoulreform an d'Praxis ëmgesat hunn, éiert d'Reform duerch d'Gesetz vum 6. Februar 2009 generaliséiert ginn ass.

An där Schoul zu Schëffleng gëtt also schonn zanter 2008 op Basis vu Kompetenzsockele geschafft, déi fir déi véier Cyclen opgestallt goufen. An dovunner wollten sech d'Deputéiert méi genee e Bild maachen.

„D'Schüler si vill méi motivéiert duerch den neie System. Et geet net méi einfach drëm, eng gutt Nummer ze kréien. Schüler, déi net esou gutt weiderkommen, ginn net duerch schlecht Punkten demotivéiert. An déi Schüler, déi keng grouss Problemer hunn, mussen awer och selwer analyséieren, wou hir Stäerkten a Schwächte leien." Dat waren am Résumé d'Reaktioune vum Léierpersonal am Gespréich mat den Deputéierten.

Eng ganz Rei Schüler hu mat Begeeschterung den Deputéierte bei der Visite hire „Portfolio" gewisen, wou hir perséinlech Aarbechte gesammelt ginn. Op déi Manéier ginn hir Fortschrëtter dokumentéiert.

De Chamberspresident war ganz zefridde mat der Visite an der Nelly-Stein-Schoul. Hie war virun allem beandrockt fir ze gesinn, wéi motivéiert d'Léierpersonal, grad esou wéi d'Schüler sinn.

Ministre du Cap-Vert en visite à la Chambre

Le Luxembourg continuera à contribuer au développement du Cap-Vert. Lors de la visite du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Cap Vert, M. José Brito, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a salué la politique de coopération du Gouvernement luxembourgeois au Cap-Vert.

La Coopération entre le Luxembourg et le Cap-Vert a débuté à la fin des années 1980. Un deuxième programme de coopération fut entamé en 2006. Il s'élève à 45 millions d'euros. Il est centré sur trois îles et se déroule prioritairement dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau et de son assainissement, ainsi que de l'aide alimentaire. Il prévoit entre autres des projets d'alphabétisation, de formation en hôtellerie et tourisme, un appui à la formation professionnelle, la construction de routes ou l'amélioration de la couverture sanitaire. Le programme viendra à expiration en 2010.

La moitié de la population capverdienne vit en dehors de l'archipel. Plusieurs milliers de personnes se sont installées au Luxembourg où elles constituent 1% de la population.

Une visite d'une délégation de la Chambre à l'archipel du Cap-Vert est prévue pour 2010.



Entrevue du Président de la Chambre avec M. José Brito.

Assemblée parlementaire de l'OSCE à Athènes

Sécurité énergétique et environnement



(de gauche à droite) Mme Lydia Mutsch, M. Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter.

L'assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) a tenu sa réunion d'automne du 9 au 12 octobre 2009 à Athènes, à quelques semaines du Conseil ministériel de l'OSCE. Le double défi d'assurer l'approvisionnement en énergie et de lutter contre les effets du changement climatique était au centre des discussions de la conférence placée sous le thème «Sécurité énergétique et environnement». La Chambre des Députés était représentée par sa Vice-Présidente, Mme Lydia Mutsch, et les députés, Mme Viviane Loschetter et M. Paul Helminger.

Le lien entre la sécurité énergétique et la protection de l'environnement à l'échelle mondiale a été souligné par le Président du Parlement grec Dimitris Sioufas, la sécurité énergétique étant une condition pour le développement et la prospérité des pays et la protection de l'environnement étant nécessaire pour garantir la pérennité et une certaine qualité de vie aux peuples partout dans le monde. Les deux sujets ont acquis une haute priorité internationale.

La coopération régionale en matière d'énergie ainsi que la nécessité de développer les énergies renouvelables et de réduire la consommation d'énergie ont été débattus par les délégués de 56 pays, dont des grands producteurs d'énergie comme la Russie et le Kazakhstan, des pays consommateurs et des pays de transition d'importants pipelines et gazoducs.

La responsabilité des parlementaires pour la préparation de la Conférence climatique de Copenhague en décembre 2009 a été évoquée par la Vice-Présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, Mme Pia Christmas-Moller qui a lancé un chaud appel à tous les délégués d'influencer l'opinion publique et la politique des gouvernements en ce sens pour permettre à arriver à des buts concrets à Copenhague.

Il a été constaté par le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, M. João Soares dans ses conclusions que l'OSCE est dans son rôle de mettre en garde devant les conséquences du changement climatique. La sécurité des États est en cause si l'accès à l'énergie ou à des ressources comme l'eau propre n'est pas garanti. La diversification des sources d'énergie et des voies de transport de l'énergie est de mise et contribue à une politique de durabilité.

Les droits des citoyens en Europe



Les députés MM. Fernand Boden, Ben Fayot (1re rangée), Félix Braz et Eugène Berger (2e rangée) avaient participé à la XLIIe COSAC à Stockholm.

La Commission européenne propose, pour les cinq années à venir, un programme dit «de Stockholm» traitant entre autres de la coopération des polices et des douanes, des questions d'asile et de migrations, de la politique des visas et de droits des citoyens. La Chambre des Députés compte participer au débat sur ce paquet englobant des sujets intéressant directement les citoyens, tels que la protection des données, la sécurité intérieure et la politique d'immigration.

À cet effet a eu lieu une réunion conjointe de trois commissions parlementaires, avec la participation de deux députés européens et du Ministre de la Justice François Biltgen.

En Europe, les questions de justice et affaires intérieures ont jusqu'ici surtout été traitées au niveau intergouvernemental, entre ministres. Au cas où le traité de Lisbonne devrait entrer en vigueur, le Parlement européen et les tribunaux auraient un rôle accru à jouer. Le Parlement européen propose déjà de réunir les membres de ses commissions parlementaires et ceux des commissions des parlements nationaux pour discuter du programme de Stockholm traitant de toutes ces questions d'asile, de sécurité intérieure, de protection des données et autres. Ainsi, la Chambre des Députés va déléguer, les 16 et 17 novembre prochains, trois membres de la majorité et trois membres de l'opposition aux réunions en commission au Parlement européen.

Une décision des membres de la Commission des Affaires étrangères concerne encore la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie: le mandat de deux membres de la police grand-ducale est prolongé jusqu'au 14 septembre 2010, date de fin de mandat de la mission EUMM Georgia.

Visite du Président de la Fédération du Commerce thaïlandaise

Exporter davantage vers le Luxembourg



Accueil de la délégation thaïlandaise par M. Alex Bodry.

La Thaïlande souhaite exporter davantage vers le Luxembourg et le marché européen. Le message du Président de la Fédération du Commerce thaïlandaise, Kiat Sittheeamorn est sans ambiguïté. Lors de son entrevue avec le Président de la Commission parlementaire de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Alex Bodry, le représentant thaïlandais a mis l'accent sur les potentialités de développement qu'il voit pour son pays.

M. Sittheeamorn a regretté que l'Union européenne dresse des barrières à l'importation de produits alimentaires d'origine asiatique.

M. Sittheeamorn a encore souhaité avoir des précisions sur la situation du secteur bancaire luxembourgeois, un an après l'éclatement de la crise économique et financière. Les deux interlocuteurs ont ensuite eu un bref échange de vues sur les manières de régler des conflits politiques et sociaux. En Thaïlande de telles situations s'expriment régulièrement et de manière violente dans la rue, alors que le Luxembourg est réputé être un pays de grande stabilité sociale.

Les relations diplomatiques entre la Thaïlande et le Luxembourg existent depuis 50 ans. La visite au Luxembourg de M. Kiat Sittheeamorn à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires s'inscrit dans la célébration de cet événement.

L'administration comme accompagnateur de l'évolution institutionnelle

Se tenir informé sur les évolutions dans les parlements francophones



L'Association des Secrétaires généraux de la Francophonie réunie à Luxembourg.

Le fonctionnement de l'institution parlementaire dépend largement de l'organisation de son administration (secrétariat général, greffe). Au fur et à mesure que les parlements évoluent, les administrations suivent. La Chambre des Députés fait partie de réseaux qui lui permettent de se tenir informée sur les évolutions dans les autres institutions parlementaires.

Après avoir débuté leurs travaux au Parlement de la Communauté française de Belgique, les secrétaires généraux de 22 parlements francophones se sont réunis à la Chambre des Députés le 11 septembre 2009. Ils font partie de l'Association des Secrétaires généraux de la Francophonie qui met en réseau les chefs administratifs parlementaires issus de quatre continents (Afrique, Amérique, Asie et Europe). Un des buts de l'association est donc, entre autres, un échange d'informations et d'expériences permettant à ses membres de mieux organiser leur administration. À l'ordre du jour de leur réunion ont figuré des rapports sur différentes évolutions institutionnelles, notamment en France et au Québec, ainsi que des points concernant la vie interne de l'association.

L'assemblée de cette année s'est notamment penchée sur

- la révision de la Constitution française et son incidence sur les pouvoirs et le fonctionnement du Parlement,
- la réforme de l'examen des textes en séance publique à l'Assemblée Nationale,
- la réforme parlementaire comme moyen permettant de redonner confiance dans la politique aux citoyens,
- le soutien aux députés suite à des élections générales avec une description de l'expérience récente acquise par l'Assemblée Nationale du Québec.

La Présidence de l'ASGPF est assurée par M. François Côté, Secrétaire général du Parlement du Québec, les postes de vice-présidents par des représentants du Sénégal, du Canada et de la France, alors que le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, détient la charge de secrétaire-trésorier de l'ASGPF.

VARIA

Dépôt du budget 2010



À la suite du dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances en date du 30 septembre dernier, le président de la Commission des Finances et du Budget, M. Michel Wolter (à droite) avait remis le projet de budget pour l'exercice 2010 au rapporteur, M. Lucien Thiel (CSV) qui assumait déjà cette fonction pour le budget 2007.

Assermentation de nouveaux fonctionnaires



Le Greffe de la Chambre des Députés compte trois nouveaux fonctionnaires. Le 24 septembre, Mme Carole Closener, nommée aux fonctions d'attaché, et Mmes Barbara Di Pillo et Pascale Ridelle, nommées aux fonctions de rédacteur, ont été assermentées par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen. La procédure d'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra, et des chefs de service respectifs, M. Martin Bisenius, Mme Ginette Biasini et Mme Sonja Benassutti.

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

WWW.chd.lu

Composition de la nouvelle Chambre des Députés

Gouvernement


Scheuer
Ben


Haagen
Claude


Diederich
Fernand


Angel
Marc


Negri
Roger


Fayot
Ben


Dall'Agnol
Claudia


Lux
Lucien


Spautz
Vera


Bodry
Alex


Err
Lydie


Mutsch
Lydia


Hoffmann
André

déi Lénk


Klein
Jean-Pierre


Berger
Eugène


Polfer
Lydie


Helminger
Paul


Etgen
Fernand


Brasseur
Anne


Bettel
Xavier


Bauler
André


Meisch
Claude


Braz
Félix


Wagner
Carlo


Adam
Claude


Bausch
François


Kox
Henri


Loschetter
Viviane


Gira
Camille


Huss
Jean

déi gréng

CSV

LSAP

DEMOKRATESCH PARTEI

adr
ALTERNATIV DEMOKRATESCH REFORMPARTEI

déi Lénk


Kaes
Ali


Weber
Robert

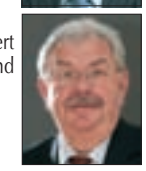

Meyers
Paul-Henri


Lies
Marc

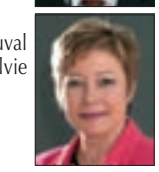

Frank
Marie-Josée


Eischen
Félix


Weiler
Lucien


Weydert
Raymond


Clement
Lucien


Andrich-Duval
Sylvie


Spautz
Marc


Schaaf
Jean-Paul


Schiltz
Jean-Louis


Mergen
Martine


Thiel
Lucien


Oberweis
Marcel


Wolter
Michel


Roth
Gilles


Haupert
Norbert


Majerus
Mill


Boden
Fernand


Eicher
Emile


Arendt
Nancy


Gloden
Léon


Doerner
Christine

Orateur


Gibéryen
Gast


Colombera
Jean


Henckes
Jacques-Yves


Kartheiser
Fernand

Présidence

CSV


Benoît Reiter
Secrétaire général adjoint


Barra Isabelle
Secrétaire générale adjointe


Mosar Laurent
Président


Frieseisen Claude
Secrétaire général

Composition des Commissions réglementaires et permanentes (13.10.2009)

A. Commissions réglementaires

Commission des Comptes

CSV	Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth, Lucien Thiel
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Roger Negri
DP	André Bauler, **Carlo Wagner**
déi gréng	Camille Gira
ADR	Jean Colombera

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

CSV	Jean-Louis Schiltz
LSAP	Lucien Lux
DP	Xavier Bettel
déi gréng	**François Bausch**

Commission des Pétitions

CSV	Christine Doerner, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Mill Majerus
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	**Camille Gira**
déi Lénk	André Hoffmann

Commission du Règlement

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies, Jean-Louis Schiltz
LSAP	Alex Bodry, Ben Fayot, Roger Negri
DP	Xavier Bettel, Lydie Polfer
déi gréng	François Bausch
ADR	**Gast Gibéryen**

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV	Nancy Arendt épouse Kemp, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et Immigration), Marie-Josée Frank (pour le volet Coopération), Norbert Haupert, Martine Mergen (pour le volet Affaires étrangères, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (pour le volet Coopération), Jean-Louis Schiltz (pour le volet Défense), Lucien Weiler (pour le volet Défense), Michel Wolter (pour le volet Affaires étrangères, Coopération et Immigration)
LSAP	Marc Angel, Lydie Err (sauf pour le volet Défense), **Ben Fayot**, Lydia Mutsch (pour le volet Défense)
DP	Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Fernand Etgen (pour le volet Défense), Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et Coopération), Lydie Polfer (pour les volets Affaires étrangères et Immigration)
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes (pour le volet Coopération), Fernand Kartheiser

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

CSV	Emile Eicher (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), **Ali Kaes**, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (pour le volet Police), Raymond Weydert
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Police), Fernand Diederich, Claude Haagen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel (pour le volet Police), Fernand Etgen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Paul Helminger
déi gréng	Camille Gira
ADR	Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV	Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert
LSAP	Claude Haagen, **Roger Negri**, Ben Scheuer
DP	Fernand Etgen, Carlo Wagner
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jean Colombera

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

CSV	Nancy Arendt épouse Kemp, **Lucien Clement**, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz
LSAP	Marc Angel, Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

CSV	Lucien Clement, Félix Eischen, Lucien Thiel, Robert Weber, Michel Wolter
LSAP	Claude Haagen, Lucien Lux, Lydia Mutsch
DP	**Anne Brasseur**, Fernand Etgen
déi gréng	Félix Braz
ADR	Gast Gibéryen

Commission de la Culture

CSV	Marie-Josée Frank, Mill Majerus, **Martine Mergen**, Marcel Oberweis, Marc Spautz
LSAP	Marc Angel, Lydie Err, Ben Scheuer
DP	Anne Brasseur, Lydie Polfer
déi gréng	Claude Adam
ADR	Fernand Kartheiser

Commission du Développement durable

CSV	**Fernand Boden**, Lucien Clement, Marie-Josée Frank, Marcel Oberweis, Marc Spautz
LSAP	Fernand Diederich (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Lydia Mutsch, Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement)
DP	Eugène Berger (pour les volets Environnement et Transports), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen (pour les volets Travaux publics, Aménagement du territoire et Environnement), Paul Helminger (pour les volets Aménagement du territoire et Transports)
déi gréng	François Bausch (pour les volets Transports et Travaux publics), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire)
déi Lénk	André Hoffmann

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

CSV	Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Marc Spautz, Robert Weber
LSAP	**Alex Bodry**, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Économie solidaire), Claude Haagen (pour les volets Économie et Commerce extérieur), Lydia Mutsch
DP	André Bauler, Claude Meisch
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

CSV	Sylvie Andrich-Duval (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Nancy Arendt épouse Kemp (pour le volet Sports), Fernand Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Marc Lies (pour le volet Sports), Mill Majerus, Gilles Roth (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Jean-Paul Schaaf
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, **Ben Fayot**, Claude Haagen (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle)
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Claude Adam
ADR	Fernand Kartheiser

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Norbert Haupert, Marcel Oberweis, **Lucien Thiel**
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Claude Haagen
DP	Eugène Berger, Anne Brasseur
déi gréng	Claude Adam
ADR	Jean Colombera

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher, **Mill Majerus**, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Égalité), Vera Spautz (pour les volets Famille et Jeunesse)
DP	Eugène Berger, Claude Meisch
déi gréng	Viviane Loschetter
ADR	Jean Colombera, Fernand Kartheiser (pour le volet Égalité des chances)

Commission des Finances et du Budget

CSV	Fernand Boden, Norbert Haupert, Gilles Roth, Lucien Thiel, **Michel Wolter**
LSAP	Alex Bodry, Lucien Lux, Roger Negri
DP	Xavier Bettel, Claude Meisch
déi gréng	François Bausch
ADR	Gast Gibéryen

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

CSV	Fernand Boden, Félix Eischen, Léon Gloden, **Norbert Haupert**, Paul-Henri Meyers
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein
DP	André Bauler, Fernand Etgen
déi gréng	Claude Adam
ADR	Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV	Christine Doerner, Léon Gloden, **Paul-Henri Meyers**, Lucien Weiler, Raymond Weydert
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP	Anne Brasseur, Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
déi Lénk	André Hoffmann

Commission juridique

CSV	**Christine Doerner**, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Jean-Louis Schiltz, Lucien Weiler
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel, Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission du Logement

CSV	Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, **Marcel Oberweis**
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Scheuer, Vera Spautz
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Martine Mergen, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Santé), Lucien Lux (pour le volet Sécurité sociale), **Lydia Mutsch**
DP	Eugène Berger, Carlo Wagner
déi gréng	Félix Braz (pour le volet Sécurité sociale), Jean Huss (pour le volet Santé)
ADR	Jean Colombera (pour le volet Santé)
déi Lénk	André Hoffmann (pour le volet Sécurité sociale)

Commission du Travail et de l'Emploi

CSV	Léon Gloden, Ali Kaes, Martine Mergen, **Marc Spautz**, Lucien Weiler
LSAP	Lucien Lux, Roger Negri, Vera Spautz
DP	André Bauler, Fernand Etgen
déi gréng	Viviane Loschetter
déi Lénk	André Hoffmann

Nom en gras:
Président

Nom souligné:
Vice-Président

Assemblées parlementaires internationales (13.10.2009)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:
Lydie Err (LSAP)
Norbert Haupert (CSV)
Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:
Jean Huss (déi gréng)
Fernand Boden (CSV)
Marc Spautz (CSV)

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO)

Membres effectifs:
Norbert Haupert (CSV)
Lydie Err (LSAP)
Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:
Fernand Boden (CSV)
Jean Huss (déi gréng)
Marc Spautz (CSV)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
Laurent Mosar (Président de la section luxembourgeoise) (CSV)
Michel Wolter (Trésorier international) (CSV)
Lucien Lux (LSAP)
Anne Brasseur (DP)
François Bausch (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Laurent Mosar (Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE) (CSV)

Membres effectifs:
Raymond Weydert (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Paul Helminger (DP)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Membres suppléants:
Gilles Roth (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Félix Braz (déi gréng)

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

Membres effectifs:
Claudia Dall'Agnol (LSAP)
Martine Mergen (CSV)
Xavier Bettel (DP)

Membres suppléants:
Christine Doerner (CSV)
Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:
Jean-Louis Schiltz (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Lydie Polfer (DP)

Membres suppléants:
Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)
Lucien Weiler (CSV)
Claude Adam (déi gréng)

Union Interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:
Laurent Mosar, Président de la section luxembourgeoise (CSV)
Michel Wolter (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Jean-Louis Schiltz (CSV)
Lydie Polfer (DP)
Lucien Clement (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
François Bausch (déi gréng)
Lucien Lux (LSAP)
Lucien Weiler (CSV)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

Membres effectifs:
Fernand Boden (CSV)
Ben Fayot (LSAP)
Eugène Berger (DP)
Félix Braz (déi gréng)
Gast Gibéryen (ADR)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Roger Negri (LSAP)
Marcel Oberweis (CSV)
Gilles Roth (CSV)
Marc Angel (LSAP)
Xavier Bettel (DP)
Félix Braz (déi gréng)
André Hoffmann (déi Lénk)

Membres suppléants:
Sylvie Andrich-Duval (CSV)
Raymond Weydert (CSV)
Lydia Mutsch (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Camille Gira (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Laurent Mosar (Président de la délégation luxembourgeoise, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI) (CSV)

Membres effectifs:
Emile Eicher (CSV)
Marcel Oberweis (CSV)
Mill Majerus (CSV)
Alex Bodry (LSAP)
Fernand Diederich (LSAP)
Roger Negri (LSAP)
Fernand Etgen (DP)
Paul Helminger (DP)
Claude Adam (déi gréng)

Membres suppléants:
Marie-Josée Frank (CSV)
Félix Eischen (CSV)
Robert Weber (CSV)
Claude Haagen (LSAP)
Ben Scheuer (LSAP)
Vera Spautz (LSAP)
Lydie Polfer (DP)
André Bauler (DP)
Henri Kox (déi gréng)

Clés:

CSV - Chrëschtlech Sozial Vollekspartei (Parti chrétien social)

LSAP - Lëtzebuerger Sozial Arbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)

DP - Demokratesch Partei (Parti démocratique)

déi gréng - les verts

ADR - Alternativ Demokratesch Reformpartei / Parti Démocrate Réformateur

déi Lénk - la Gauche

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 1

MARDI,
13 OCTOBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Clôture de la 2e session extraordinaire 2009 et ouverture de la session ordinaire 2009-2010
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

2. Composition des organes de la Chambre des Députés
- *Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général*
- *Composition des commissions parlementaires*
- *Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales*

3. Octroi du titre honorifique de leur fonction à d'anciens députés
- *M. le Président*

4. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président, M. Ben Fayot, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

5. Discours de M. le Président
- *M. le Président*

6. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Jean-Louis Schiltz, M. François Bausch, M. Lucien Lux, M. Xavier Bettel*
- *Vote (proposition Gibéryen rejetée)*

7. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le sommet du G20 à Pittsburgh
- *Exposé: M. Lucien Lux*
- *Débat: M. Jean-Louis Schiltz, M. Claude Meisch, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

8. 5980 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007

et

5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007
- *Rapports de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.03 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op, an ech ginn dem Här Statsminister d'Wuert.

1. Clôture de la 2e session extraordinaire 2009 et ouverture de la session ordinaire 2009-2010

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, duerch groussherzogleche Beschloss vum 21. September huet de Grand-Duc mech gebieden, well en dat fir richteg fonnt huet, d'Sessioun, déi extraordinär vun der Chamber vum Joer 2009, zouzemaachen, an déi normal Sessioun fir d'Joren 2009 an 2010 opzemaachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun, an d'Sessioun ass domadder op.

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour kommen, evakuéiere mer fir d'éischt déi administrativ Ugeleeënheeten.

2. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen deemno d'Chamber, ob mer d'Zesummesetzung vum Chambersbureau, esou wéi mer se décidéiert haten, bäibehalen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Ass d'Chamber och domadder averstanen, d'Nominatioun vum Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir d'Sessioun 2009-2010 ze erneieren?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2009-2010 an där Form bäibehalen, wéi en an der Sitzung vum 28. Juli 2009 agesat gouf, dat heescht: ech selwer als President; als Vizepresidenten d'Madame Lydia Mutsch, d'Madame Lydie Polfer, den Här Michel Wolter; als Memberen den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Lucien Lux, den Här Xavier Bettel, den Här François Bausch, den Här Lucien Weiler, den Här Lucien Clement an den Här Alex Bodry. Generalsekretär ass den Här Claude Frieseisen.

Sou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, ass een Ännerungsvirschlag säitens der LSAP-Fraktioun agaangen, wat d'Zesummesetzung vun der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ubelaangt: D'Madame Lydia Mutsch géif do d'Madame Lydie Err fir de Volet Défense ersetzen.

(Brouhaha)

Gëtt et dozou nach iergendwellech Ännerungsvirschléi? Wann dat net de Fall ass, da géif ech d'Chamber froen, ob se mat dësem Ännerungsvirschlag averstanen ass.

(Assentiment)

Déi gesamt Lëscht mat hiren Ännerunge gëtt am Compte rendu veröffentlecht.
(cf. pages introductives au début de ce compte rendu).

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Kompositioun vun den Delegatioune bei den internationale parlamentaresche Versammlungen ubelaangt, sinn zwee Ännerungsvirschléi säitens der Presidentekonferenz agaangen.

Wat d'Zesummesetzung vun der Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC) ugeet, géif d'Sensibilité politique ADR ee Posten als effektive Member kréien, dee vum Här Gast Gibéryen besat gëtt. Am Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux géif d'Sensibilité politique déi Lénk duerch den Här André Hoffmann als effektive Member vertruede ginn.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungsvirschléi averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Gëtt et nach iergendwellech Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Och dës Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.
(cf. pages introductives au début de ce compte rendu).

3. Octroi du titre honorifique de leur fonction à d'anciens députés

A senger Réuniouun vum 6. Oktober huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, enger Rei vu fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Funktioun zouzeerkennen. Dëst sinn: den Här John Castegnaro, d'Madame Colette Flesch, den Här Marcel Glesener, den Här Aly Jaerling, den Här Jean-Pierre Koepp, den Här Robert Mehlen, den Här Marcel Sauber, den Här Jos Scheuer, den Här Roland Schreiner an den Här Fred Sunnen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Deenen neien Éierendeputéierten eis Félicitatiounen!

4. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen elo zum Retrait vum Rôle vun enger Rei vu Propositions de loi a Verfassungsofännerungen, déi duerch eng Émännerung vun den Artikele 56 bis 66 vun eisem Reglement virgesi sinn. 86 Propositions de loi, 13 Propositions de révision de la Constitution an zéng Projets de révision de la Constitution sollen op Virschlag vun de Kommissioune vum Rôle gestrach ginn. D'Lëscht ass un d'Fraktioune verdeelt ginn.

Ass d'Chamber mat dëse Retraiten averstanen?

Den Här Ben Fayot freet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt dëse mémorabelen Abléck net erlaanschtgoe loossen, ouni e Commentaire dozou ze maachen.

86 Propositions de loi, 86 Aarbechte vun eenzelnen Deputéierten, dat ass net näischt, wann déi an der Versenkung verschwannen. Dir wësst, dass d'Initiative parlementaire vum eenzelnen Deputéierten eng wichteg Komponent ass vun der Aarbecht vun engem Parlament. An déi Aarbecht ass vun deene verschiddene Regierungen an der Vergaangenheet net ëmmer esou gewürdegt ginn, wéi dat de Fall misst sinn. Mir hu jo duerfir eng Reglementsännerung gemaach, déi dat soll an Zukunft évitéieren. Dat heescht, dass mer no sechs Méint spéitstens iwwert d'Opportunitéit vun enger Proposition de loi vun engem Deputéierten ons sollen ausschwätzen an décidéieren, ob se weider an der legislativer Prozedur geet oder ob se da verschwënnt.

Ech wëll just ee Beispill soen, wat mech eigentlech schockéiert huet. Ech hunn 2005 eng Proposition de loi abruecht, fir d'OPCen am Finanzberäich vum Mikrokredit vun der Taxe d'abonnement ze entbannen, well ech fonnt hunn, dass dee Secteur am Finanzberäich vun de Mikrokreditter en Zukunftssecteur wär. Ech hu weder e Commentaire oder eng Äntwert vun der Regierung nach natierlech en Avis vum Conseil d'État dozou krut. Ech hunn dann awer gemierkt, dass d'Regierung annoncéiert huet, dass se am Budget 2010 d'Taxe d'abonnement fir d'Mikrokreditter wëllt ofschafen.

Ech muss éierlech soen, ech war do e bëssen iwwerrascht, wéi ech dat gesinn hunn. Just dat als Beispill, fir ze soen, dass ech géif wënschen, dass an Zukunft d'Regierung an och de Conseil d'État d'Initiative parlementaire vun den Deputéierte méi géife respektéieren.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Ben Fayot.

Ass d'Chamber mat dëse Retraiten averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert an d'Lëschte ginn am Compte rendu veröffentlecht.

Liste des propositions de loi à retirer du rôle des affaires de la Chambre des Députés

1) 3407 Proposition de loi concernant l'abolition de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'État

Dépôt: M. Jean Huss, le 31.05.1990

2) 3512 Proposition de loi en vue de la modification de la loi du 7 septembre 1987, ayant changé celle du 4 avril 1924, portant création de Chambres professionnelles à base élective

Dépôt: M. Robert Mehlen, le 20.03.1991

3) 3577 Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Dépôt: M. Henri Grethen, le 03.12.1991

4) 3679 Proposition de loi réglementant les conditions d'accès à l'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 12.10.1992

5) 3836 Proposition de loi portant modification de la loi du 8 avril 1993 relative à l'organisation de l'indivision et étendant

l'attribution préférentielle en cas de succession aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales

Dépôt: M. Henri Grethen, le 07.09.1993

6) 3840 Proposition de loi complétant la loi électorale (loi modifiée du 31 juillet 1924)

Dépôt: M. Jean-Paul Rippinger, le 27.09. 1993

7) 3878 Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le remplacement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

Dépôt: M. Emile Calmes, le 22.02.1994

8) 4169 Proposition de loi portant a) l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les weekends b) l'interdiction de dépassement pour véhicules de poids lourds

Dépôt: M. Lucien Lux, le 11.06.1996

9) 4220 Proposition de loi concernant la réglementation des vols de nuit

Dépôt: M. Laurent Mosar, le 16.10.1996

10) 4253 Proposition de loi autorisant le gouvernement à participer comme membre fondateur et à accorder une aide financière annuelle à la «Fondation Janis Joplin»

Dépôt: M. Robert Garcia, le 05.12.1996

11) 4254 Proposition de loi relative à la création d'une Cité de l'action Culturelle, du Livre et de la Musique à Luxembourg

Dépôt: M. Robert Garcia, le 05.12.1996

12) 4255 Proposition de loi concernant le transport de marchandises par voie terrestre

Dépôt: M. François Bausch, le 10.12.1996

13) 4262 Proposition de loi relative à l'agrément des réviseurs d'entreprises en matière écologique et à l'enregistrement des sites

Dépôt: M. François Bausch, le 08.01.1997

14) 4270 Proposition de loi relative à la responsabilité et à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 27.01.1997

15) 4298 Proposition de loi relative à la création d'un parc économique et naturel de la région de la «Minett»

Dépôt: M. Robert Garcia, le 29.04.1997

16) 4299 Proposition de loi portant modification de l'article 382 du code pénal

Dépôt: Mme Ferny Nicklaus-Faber, le 30.04.1997

17) 4354 Proposition de loi portant subventionnement de la mise en œuvre de systèmes communautaires de management environnemental et d'audit

Dépôt: M. François Bausch, le 22.09.1997

18) 4355 Proposition de loi relative à la modification de la loi du 15 juillet 1993 concernant les débits de boissons non alcooliques

Dépôt: Mme Anne Brasseur, le 25.09.1997

19) 4360 Proposition de loi portant réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 13.10.1997

20) 4401 Proposition de loi portant réglementation du financement des partis et des campagnes électorales

Dépôt: M. Robert Mehlen, le 26.01.1998

21) 4434 Proposition de loi tendant à modifier la loi modifiée du 16 août 1967 afin de la mettre en conformité avec les exigences de l'article 99 de la Constitution

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 06.05.1998

22) 4550 Proposition de loi concernant la modification des articles 57, 62 et des articles 335 à 339 du code civil traitant de la reconnaissance d'un enfant naturel

Dépôt: M. Willy Bourg, le 15.03.1999

23) 4551 Proposition de loi portant réglementation des ensembles de coins de terre et jardins familiaux

Dépôt: M. François Biltgen, le 16.03.1999

24) 4564 Proposition de loi concernant la protection du cheptel piscicole

Dépôt: M. Jos Scheuer, le 28.04.1999

25) 4567 Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 29.04.1999

26) 4580 Proposition de loi - concernant l'application aux agents CFL de l'article 4.a) de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès et de l'article IV.23) de la loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1973 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État - concernant l'application aux pupilles de la nation et aux orphelins de guerre des dispositions de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 21.05.1999

27) 4591 Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé (modifiée le 26 juillet 1975, le 14 mars 1988, le 22 novembre 1991 et le 12 février 1999)

Dépôt: M. François Bausch, le 04.11.1999

28) 4642 Proposition de loi portant création d'un fonds pour l'énergie

Dépôt: M. Alex Bodry, le 14.03.2000

29) 4647 Proposition de loi portant sur l'aménagement et la réduction du temps de travail.

Dépôt: M. Jeannot Krecké, M. Lucien Lux, le 16.03.2000

30) 4680 Proposition de loi relative au service de restauration scolaire pour les enfants fréquentant l'enseignement préscolaire, primaire, postprimaire et supérieur

Dépôt: M. Robert Garcia, le 27.06.2000

31) 4693 Proposition de loi instituant et promouvant l'actionnariat salarié

Dépôt: M. Ben Fayot, le 12.10.2000

32) 4711 Proposition de loi 1) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen; 2) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'organisation d'élections simultanées pour le Parlement européen et la Chambre des députés

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 21.07. 2000

33) 4745 Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 21.12.2000

34) 4747 Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 04.01. 2001

35) 4792 Proposition de loi portant création de l'Agence luxembourgeoise de sécurité alimentaire (ALSA)

Dépôt: M. Ben Fayot, le 02.05.2001

36) 4793 Proposition de loi portant modification de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

Dépôt: M. François Bausch, le 02.05.2001

37) 4810 Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise visant à introduire la double nationalité et à faciliter l'accès à la nationalité luxembourgeoise

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 18.06.2001

38) 4823 Proposition de loi visant à modifier la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Dépôt: M. Robert Garcia, le 11.07.2001

39) 4854 Proposition de loi

1. portant abolition de la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et

2. autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur les îlots de la «Rocade de Bonnevoie» à Luxembourg

Dépôt: M. Robert Garcia, le 10.10.2001

40) 4864 Proposition de loi visant à favoriser les investissements à caractère éthique, solidaire ou écologique au moyen de la promotion de l'épargne mobilière

Dépôt: M. François Bausch, le 13.11.2001

41) 4865 Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la qualité de l'alimentation dans la restauration collective publique

Dépôt: M. Marco Schank, le 14.11.2001

42) 4873 Proposition de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1991 portant

a) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur;

b) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;

c) création d'un pool de remplaçants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire;

d) dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 29.11.2001

43) 4888 Proposition de loi portant modification de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations de personnel

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 13.12.2001

44) 4974 Proposition de loi portant création d'un établissement public dénommé «Institut national de Santé Environnementale»

Dépôt: M. Jean Huss, le 18.06.2002

45) 4996 Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, le 17.07.2002

46) 5005 Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures

Dépôt: M. Gusty Graas, le 08.08.2002

47) 5013 Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition

Dépôt: M. Ben Fayot, le 19.08.2002

48) 5020 Proposition de loi instaurant un programme de délivrance de médicaments à base de cannabinoïdes

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 28.08.2002

49) 5036 Proposition de loi

1. relative à la politique nationale de développement durable,

2. portant création d'un établissement public nommé «Institut national du développement durable»,

3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un conseil économique et social

Dépôt: M. Robert Garcia, M. Camille Gira, le 15.10.2002

50) 5062 Proposition de loi portant création de la Commission consultative de Médecine préventive et sociale et modifiant la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé

Dépôt: M. Jean Colombera, le 03.12.2002

51) 5075 Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 18.12.2002

52) 5086 Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988

Dépôt: M. Jean-Pierre Klein, le 28.01.2003

53) 5093 Proposition de loi

1. relative à la politique nationale pour le développement du tourisme,

2. portant création d'un établissement public nommé «Institut national du Tourisme»,

3. régissant les modalités du plan quinquennal pour le développement du tourisme

Dépôt: M. Robert Garcia, le 30.01.2003

54) 5168 Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement

Dépôt: M. Alex Bodry, le 17.06.2003

55) 5172 Proposition de loi portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 01.07.2003

56) 5185 Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension

2. portant création d'un forfait d'éducation

3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 15.07.2003

57) 5186 Proposition de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire

Dépôt: M. Jean Colombera, le 23.07.2003

58) 5252 Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt: Mme Dagmar Reuter-Angelsberg, le 27.11.2003

59) 5261 Proposition de loi instituant un service bancaire de base

Dépôt: M. Claude Wiseler, le 17.12.2003

60) 5283 Proposition de loi relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: M. Jean-Paul Rippinger, le 27.01.2004

61) 5329 Proposition de loi sur les transports publics

Dépôt: M. Marc Zanussi, le 21.04.2004

62) 5333 Proposition de loi créant un crédit d'impôt recherche

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 27.04.2004

63) 5433 Proposition de loi relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

Dépôt: M. Félix Braz, le 19.01.2005

64) 5450 Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 11.03.2005

65) 5480 Proposition de loi portant modification a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs

Dépôt: M. Ben Fayot, le 31.05.2005

66) 5621 Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition

Dépôt: M. Ben Fayot, le 18.10.2006

67) 5623 Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux

Dépôt: M. Robert Mehlen, le 24.10.2006

68) 5646 Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg

Dépôt: M. Robert Mehlen, le 05.12.2006

69) 5668 Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: Mme Anne Brasseur, le 22.01.2007

70) 5682 Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. Carlo Wagner, le 13.02.2007

71) 5701 Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

Dépôt: Mme Lydie Err, le 13.03.2007

72) 5703 Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes

Dépôt: M. Carlo Wagner, le 14.03.2007

73) 5747 Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Henri Kox, le 11.07.2007

74) 5776 Proposition de loi portant modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Mme Anne Brasseur, le 18.09.2007

75) 5783 Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement; 12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Dépôt: M. Carlo Wagner, le 26.09.2007

76) 5793 Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 15.10.2007

77) 5794 Proposition de loi portant création d'une chambre des retraités

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 15.10.2007

78) 5875 Proposition de loi a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Dépôt: M. Gast Gibéryen, le 22.04.2008

79) 5946 Proposition de loi portant

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière

Dépôt: M. Michel Wolter, le 23.10.2008

80) 5960 Proposition de loi portant

- modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur

- modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire

Dépôt: M. Claude Adam, le 26.11.2008

81) 5971 Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Codes des Assurances Sociales

Dépôt: M. Carlo Wagner, le 09.12.2008

82) 6016 Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des députés - à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt: M. Roger Negri, le 18.03.2009

83) 6036 Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004

Dépôt: M. Alexandre Krieps, le 29.04.2009

84) 6041 Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 07.05.2009

85) 6042 Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 12.05.2009

86) 6044 Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 13.05.2009

Liste des projets et des propositions de révision de la Constitution à retirer du rôle des affaires de la Chambre des Députés

1) 3899 Projet de révision de l'article 15 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

2) 3901 Projet de révision de l'article 19 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

3) 3902 Projet de révision de l'article 21 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

4) 3906 Projet de révision de l'article 27 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

5) 3907 Projet de révision des articles 28 et 111 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

6) 3909 Projet de révision de l'article 43 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

7) 3910 Projet de révision de l'article 47 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

8) 3911 Projet de révision de l'article 67 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

9) 3914 Projet de révision de l'article 95 de la Constitution

Dépôt: M. Georges Margue, Député, le 24.03.1994

10) 4154 Projet de révision de l'article 114 de la Constitution

Dépôt: M. Luc Frieden, Député, le 02.04.1996

11) 4811 Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

Dépôt: Mme Renée Wagener, le 18.06.2001

12) 5034 Proposition de révision de l'article 37 de la Constitution

Dépôt: M. Paul-Henri Meyers, le 10.10.2002

13) 5089 Proposition de révision des articles 72 et 73 de la Constitution

Dépôt: M. Paul-Henri Meyers, le 29.01.2003

14) 5284 Proposition de révision portant introduction de l'article 26bis de la Constitution et portant modification de l'article 95ter de la Constitution

Dépôt: M. Jean-Paul Rippinger, le 27.01.2004

15) 5292 Proposition de révision de l'article 11 de la Constitution

Dépôt: M. Jean-Paul Rippinger, le 28.01.2004

16) 5410 Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution

Dépôt: M. Gast Gibéryen, le 01.12.2004

17) 5436 Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution

Dépôt: M. Félix Braz, le 26.01.2005

18) 5546 Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 23.02.2006

19) 5702 Proposition de loi visant à modifier la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 14.03.2007

20) 5755 Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 23.08.2007

21) 6025 Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 03.04.2009

22) 6029 Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 14.04.2009

23) 6040 Proposition de loi visant à réviser la Constitution

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 06.05.2009

Dir Dammen an Dir Hären: den Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Fayot, Här President, vun deem all Mënsch heibanne weess, dass meng Estime fir hie ganz grouss ass, huet zu Recht mat Satisfaktioun dorop opmierksam gemaach, dass d'Regierung senge Gedankegäng nogaangen ass.

5. Discours de M. le Président

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech begréissen Iech ganz häerzlech fir dës éischt Sitzung vun der neier Sessioun.

An deenen nächste Wochen a Méint komme vill Aarbecht an Erausfuerderungen op eis duer - heiheem an an Europa. Dat verlaangt vill Energie an Asaz, och vu jiddwerengem an dësem Haus.

Am Ufank vun enger neier Legislaturperiod an enger neier Sessioun wëll ech op dëser Plaz en Appel un eis alleguer maachen, als Volleksvertrieder, déi eng ganz besonnesch Verantwortung droen.

Et ass en Appel un eis Responsabilitéit: eis Responsabilitéit fir d'Land a Krisenzäiten; eis Responsabilitéit, fir d'Aarbecht an dësem Haus no beschtem Wëssen a Gewëssen am Interessi vun der Allgemengheet ze maachen, an eis Responsabilitéit als Lëtzebuerger Deputéierten am groussen europäeschen Haus.

D'Finanz- a Wirtschaftskris ass sécher déi sensibelst a komplext Fro, mat där mer zënter Laangem och hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn. Dës Kris ass nach net iwwerstanen - och, wann et plazeweis positiv Zeeche gëtt -, a mir mussen eis alleguerten an deenen nächste Méint op grouss Efforten astellen.

Mir sinn eis eens, datt Lëtzebuerg net vun der Kris verschount gouf a bleift. D'gro Wolleken hunn net bei de Grenze stallgehal, och mir kruten eng kal Dusch. Dat spiert een am ganze Land, um ekonomesche Plang, am Budget, mä et kréien och vill Leit et um eegene Läif ze spieren, well si hir Plaz verluer hunn oder keng Aarbecht fannen oder all Euro zweemol mussen ëmdréien, ier se en ausginn. Dat geet net jiddwerengem esou, mä et gëtt vill Leit, déi am Fall sinn.

Mir musse ganz besonnesch fir dës Leit e grousst Ouer hunn an eis eiser ganz besonnescher sozialer Verantwortung bewosst sinn.

De Budget fir 2010, deen de Finanzminister virun zwou Wochen hei déposéiert huet, gouf vun him selwer als Anti-Krise-Budget bezeechent. Mir wäerte sécherlech nach interessant Debatten erliewen, wa mir de Budget vum Rapporteur am Dezember presentéiert kréien.

Mir sinn alleguerten an der Responsabilitéit. Besonnesch a Krisenzäite gëllt et, zesummen un engem Strang ze zéien, virun allem d'Parlament an d'Regierung, ouni awer d'Sozialpartner ze vergiessen.

D'Leit hei am Land hunn an der Vergaangenheet ëmmer erëm gewisen, datt besonnesch a Krisenzäiten dat Wuert Solidaritéit keen eidelt Wuert fir si ass, datt si realistesch a pragmatesch Léisungen op d'Erausfuerderunge vun dësen Zäiten hunn, an datt si d'Hänn net einfach an de Schouss leeën, mä grad da kräfteg upaken, fir aus dëse schwieregen Zäiten erauszekommen.

Ech wëll do just erënneren un d'Stolkris aus de 70er Joren. D'Land huet deemools an engem grousse kollektiven Effort dës Kris iwwerstanen an ass gestäerkt heirauser

ervirgaang. Duerch d'Kris ass de sougenannte Lëtzebuerger Modell, d'Tripartite, agefouert ginn, déi sech duerno méi wéi eng Kéier bewährt huet.

Ech sinn zouversiichtlech, datt eist Land och dës Kris iwwersteet, och, wa sécherlech eng Rei Téitsche wäerte bleiwen a villes net méi esou wäert sinn, wéi virdrun.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Parlament huet och seng Roll an dëser Kris an huet dat an de leschte Méint och bewisen. Mä zu engem staarke Parlament gehéiert och dat Bild, wat mir als Deputéiert no bausse vermëttelen. Och dat gehéiert zu eiser Responsabilitéit.

Et kënnt leider nach ëmmer ze dacks vir, datt dat Bild, wat d'Leit dobausse vun der Chamber hunn, net der Realitéit entsprécht, déi mir heibannen erliewen. Dat fält virun allem op, wann een ze héiere kritt, d'Chamber hätt erëm eng, zwou oder souguer aacht Woche Vakanz.

Ech wëll deene Leit, déi esou Aussoe maachen, kee schlechte Wëllen ënnerstellen. Si mengen domat déi Zäit, wou keng Sitzunge sinn, wat jo dacks an de Schoulvakanzen de Fall ass.

Mä d'Aarbecht vum Parlament limitéiert sech definitiv net op d'öffentlech Sitzungen. Dës öffentlech Sitzunge stellen dann och dat Bild duer, wat déi meeschte Leit dobausse vun der Chamber hunn. Déi wichteg Aarbecht, déi an de Kulisse geleescht gëtt, virun allem an de Fraktiounen an an de Kommissiounen, gradesou wéi d'Preparatioun vun de Sitzungen och nach an Hearingen a Konsultatiounen, geet dobausse vill ze dacks total ënner. Ouni déi exzellent Aarbecht géif dat legislatiivt Rad awer net dréien.

Hei am Haus schaffen nieft de 60 Deputéiert iwwer 70 Beamten, déi alleguer mat dozou bäidroen, datt d'Parlament fonctionnéiert. Wann alles klappt, gesäit keen déi Aarbecht, déi gemaach gëtt. Et ass eréischt dann, wann eppes schifgeet, wou ee mierkt, wat nach alles derhannertstécht. Dat ass d'Schicksal vu jiddwerengem, deen am Hannergrond schafft.

Ech wéilt vun der Geleeënheet profitéieren, vun dëser Plaz aus nach eng Kéier dorun ze erënneren, wéi eng exzellent Aarbecht vun de Mataarbechter vun dësem Haus gemaach gëtt, ouni déi dat Rad sécherlech net esou gutt géif rullen.

An de leschten Deeg a Wochen ass vill vun Transparenz geschwat ginn an eng Rei vun Iddië sinn och schonn op den Dësch komm. Fir mech ass déi Fro vun Transparenz, besonnesch vun de Kommissiounssitzungen, eng wichteg, iwwert déi mer mussen an deenen nächste Wochen a Méint diskutéieren.

Allerdéngs wier ech frou, wann dat géif zesummen am Dialog gemaach ginn, do, wou iwwert d'Organisatioun vun dësem Haus décidéiert gëtt, nämlech an der Presidentekonferenz respektiv am Bureau.

Wat nach d'Aarbecht vum Parlament ugeet, esou goufen do schonn eng Partie Décisioune geholl, iwwert déi ech frou sinn.

Duerch eng Ännerung am Reglement vun der Chamber kréien d'Gesetzespropositiounen en anere Stellewäert a kënnen net méi einfach esou an engem Tirang verschwannen.

Ech encouragéieren duerfir op dëser Plaz all d'Deputéierte weider, fir selwer Initiativen ze huelen an hir gudd Iddien a Form vu Gesetzespropositiounen ze presentéieren.

Ech begréissen och déi Mesuren, déi de Bureau respektiv d'Presidentekonferenz geholl hunn, wat d'Vertriedung vun de politesche Sensibilitéiten ugeet, dat souwuel fir eng erweidert Riedezäit bei wichtegen Debatte wéi och hir Representatioun an den internationalen Delegatiounen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss nach e Constat iwwer Europa. Irland huet an engem zweeten Ulaf säi Feu vert fir de Lissabonner Vertrag ginn, an dat ganz kloer. Dat war eng wichteg Etapp. De polnesche President huet och elo ënnerschriwwen, an och, wa mer d'Ligne d'arrivée nach net iwwerschratt hunn, esou ass se dach net méi wäit ewech.

De Vertrag vu Lissabon wäert also an den nächste Méint a Kraaft trieden an domadder den nationale Parlamenter zousätzlech Kompetenzen iwwerdroen. Et ass also wichteg, datt mir als Lëtzebuerger Parlament eis Hausaufgabe maachen, fir prett ze sinn, wann de Vertrag a Kraaft trëtt.

Ech sinn duerfir frou, datt an de leschte Woche souwuel vun de Kommissiounen a ganz besonnesch vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun, mä awer och vun de Servicer vun dësem Haus schonn e groussen Deel vun deenen Hausaufgabe gemaach ginn ass.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch hate mer zesumme mam President vun der aussen- an europapolitescher Kommissioun Ben Fayot an de Presidente vun deene jeeweilege Fachkommissiounen eng Entrevue, fir am Detail ze kucken, wéi mer dëst Haus am beschten op seng nei Aufgabe kéinte virbereeden.

Ech hunn do selwer kënne constatéieren, mat wat fir engem Engagement net nëmmen d'Kolleegen aus der virgenannter Kommissioun sech deenen Erausfuerderunge wëlle stellen, mä och all déi aner Presidente vun de Kommissioune si sech hirer Verantwortung voll bewosst.

Ech sinn duerfir haut méi wéi jee iwwerzeegt, datt dëst Haus och wäert prett sinn, wann et esou wäit ass, fir déi nei Aufgaben, déi op eis zoukommen, op eng méiglechst effikass Manéier ze erfëllen.

Ech wënschen eis all vill Courage, Engagement an Energie, fir déi Ziler, déi mir eis gesat hunn, ze realiséieren, dëst am Interessi vun de Leit hei am Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

6. Ordre du jour

M. le Président.- An hirer Réuniouun vum 8. Oktober huet d'Presidendekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer nach éischtens eng Aktualitéitsstonn iwwert de Sommet vum G20 zu Pittsburgh; zweetens, de Projet de loi 5980, eng Konventioun mat Moldawien géint d'Duebelbesteierung nom Basismodell; dann, drëttens, de Projet de loi 5992, eng Konventioun mat Georgien géint d'Duebelbesteierung, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Zukunftsperspektiven am Agrarsecteur nom Modell 1; dann de Projet de loi 5864, en Ofkommes mat Laos am Kulturberäich; dann den zweete Vote constitutionnel vum Projet de loi 5588, eng Ofännerung vum Code pénal; dann d'Question avec débat N°1 iwwert d'Impfung géint d'Gripp H1N1; dann de Projet de loi 5846 iwwert d'Personal am Energiesecteur, an da schlussendlech de Projet de loi 5721, eng Konventioun am Energieberäich.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir hu muer de Mëtteg ënnert dem Punkt 5 um Ordre du jour de Projet de loi 5846 iwwer eng Mise à disposition fir d'Gemenge vu Main-d'œuvre u privat Sociétéiten am Domän vun der Elektrizitéit a vum Gas.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun vun der leschter Legislaturperiod huet den 21. Abrëll 2009 dee Rapport ugeholl, a well - wéi et schéngt - virun de Wahle keng Urgence bestanen huet, ass dee Projet dunn net méi op den Ordre du jour komm virun de Wahlen.

Den 30. Juli dëst Joer, also no de Wahlen, huet d'Presidentekonferenz dee Projet erëm an déi zoustänneg Kommissioun renvoyéiert, esou wéi se all Projet-de-loien, déi bis zu deem Zäitpunkt net um Ordre du jour vun der Chamber waren, un déi zoustänneg Kommissiounen erëm zréck renvoyéiert, fir datt d'Kommissiounen, déi nei Kommissioune sollten dann doriwwer befannen, ob déi Rapporten an där Form géife bestoe bleiwen oder eppes doru géif geännert ginn.

Op dem Ordre du jour vun eiser zoustänneger Kommissioun stoung dee Punkt bis haut nach net drop. Et ass also nach net iwwert dee Rapport an där neier Sessioun diskutéiert ginn no dem Renvoi vun der Presidentekonferenz.

De 5. Oktober dëst Joer hunn d'Gewerkschaften - FGFC, Landesverband, LCGB, NVGL an OGB-L - eng schréftlech Demande un de Chamberspresident gemaach, fir datt se vun der zoustänneger Kommissioun géifen zu deem Projet de loi gehéiert ginn. No laangen Diskussiounen an der Kommissioun sinn déi Gewerkschafte gëschter Mëtteg an der zoustänneger Kommissioun gehéiert ginn.

Eng ganz Rei vun Iddien, déi een zum Deel oder ganz kann deelen, si vun de Gewerkschafte gemaach ginn. Dat ass och esou vun de Memberen - zu engem Deel zumindestens - vun der Kommissioun gesot ginn.

Ech war duerfir gëschter an der Kommissioun Demandeur, datt d'Kommissioun sollt der Chamber proposéieren, fir dee Punkt erëm vum Ordre du jour ze huelen, fir datt d'Kommissioun kéint à tête reposée Iddien, déi vun de Gewerkschaften erabruecht gi sinn, nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren an, wa se et fir néideg géif fannen, de Projet deementspriechend ofänneren, oder wa se et net fir néideg fënnt, dann de Projet an där Form hei an d'Chamber bréngen.

Dat wär och e gewëssene Respekt vis-à-vis vun de Gewerkschafte gewiescht, esou datt een déi net, esou wéi dat elo de Fall ass, just als Alibi gëschter Mëtten ugehéiert huet, fir de Projet dann awer, ouni duerno nach e Wuert doriwwer ze verléieren, den Dag drop hei an d'Chamber op den Ordre du jour ze setzen.

Mir sinn der Meenung, datt ee sollt dat net maachen an datt ee sollt dee Projet vum Ordre du jour huelen, datt d'Kommissioun soll éischtens, dat maachen, wat d'Presidentekonferenz den 30. Juli décidéiert huet mam Renvoi an d'Kommissioun, datt een déi Propositioune vun de Gewerkschafte sollt seriö diskutéieren. An net méi spéit wéi haut de Moien ass nach en Avis juridique nokomm, deen also och net konnt an der Kommissioun gekuckt ginn. A wann een da fäerdeg wär, da soll et op den Ordre du jour kommen.

Hei besteet keng Urgence, well wann eng Urgence besténg, dann hätte mer et jo och kënne virun de Wahle schonn op den Ordre du jour huelen. Mä, wéi gesot, et ass dunn net op den Ordre du jour geholl ginn. An et huet schonn e schlechte Bäigeschmaach, well et da sollt an der éischter Sitzung direkt no de Chamberswahlen op den Ordre du jour kommen. Mir sinn also Demandeur, fir dee Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch ze sträichen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Den Här André Hoffmann huet d'Wuert gefrot. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, mir hunn et mat deem Gesetzesprojet 5846 iwwert d'Mise à disposition vu Gemengepersonal un eng privatrechtlech Gesellschaft net mat iergendenger niewesächlecher oder belangloser Fro ze dinn. Mir hunn et mat enger grondsätzlecher Fro ze dinn.

Mir hunn et ze di mat enger grondsätzlecher Fro iwwert d'Services publics; indirekt, och wann dat net direkt den Objet vum Gesetz ass, mat der Fro vun der allgemenger Propriétéit vun Infrastrukturen, déi der Allgemengheet sollen déngen; a mir hunn et ze di mat der Fro vum Statut vun de Gemengefonctionnairen am Moment. Wann ee sech d'Logik vum Gesetz weider denkt, dann ënner Emstänn vum Statut vu Fonctionnairen och um Niveau vum Stat.

Et gëtt gutt Grënn, fir sech nach eng Kéier Zäit ze huelen, fir iwwert dee Projet de loi nozedenken an ze debattéieren, an och mat der Zivilgesellschaft, wann Der esou wëllt, also och de Gewerkschaften nach eng Kéier seriö ze diskutéieren.

Et gëtt gutt Grënn.

Et gëtt en éischten - dat ass elo hei scho vum Här Gibéryen gesot ginn - formal-institutionelle Grond. Ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen: D'Gesetz mat dem Rapport war prett, fir gestëmmt ze ginn den 21. Abrëll 2009, ass awer net an d'Chamber komm, sondern ass - esou däerf ee sech jo wuel ausdrécken - aus wellechem Grond och ëmmer emol zréckgezu ginn.

Esou wéi et och um Rôle des affaires steet, gouf et e Renvoi en commission den 30. Juli. Ech wëll dat nach vläicht méi däitlech soen: Dee Renvoi, deen huet net stattfonnt tout simplement. Well e Renvoi, dat ka jo nëmmen heeschen: Dee Projet de loi, dee geet zréck - dat ass de Sënn vum Wuert „Renvoi" - an d'Kommissioun, da steet et och um Ordre du jour vun der Kommissioun an da fënnt eng nei Diskussioun iwwert dee Projet de loi an der Kommissioun statt. Dat ass net geschitt. An ech mengen, dat eleng wär eigentlech Grond genuch, fir ze soen: Mir setzen dat ëm, wat do décidéiert ginn ass, nämlech de Renvoi an d'Chamberkommissioun.

Zweetens, ech fannen, wa mer muer dat Gesetz op den Ordre du jour setzen an d'Majoritéit, déi stëmmt et, dat ass wierklech net e gutt Beispill vun deem berühmte sozialen Dialog, vun deem jo awer esou oft geschwat gëtt. De sozialen Dialog, dee ka jo net doranner bestoen, dass mer an enger Chamberskommissioun de Vertrieder vu Gewerkschaften nolauschteren, da schécke mer se heem an da komme mer heihin a mer maache wéi wa mer se ni gesinn hätten. Dat kann net de Sënn vum sozialen Dialog sinn, soss ass et un Dialogue de sourds oder e Monolog, deem keen nolauschtert oder wou keen derzou Stellung hëlt oder keng Kenntnis dervun hëlt.

Ech sinn also der Meenung, dass, wann een de sozialen Dialog seriö hëlt, da muss iwwert dee Projet de loi an iwwert d'Implikatioune vun deem Projet de loi nach eng Kéier an der Kommissioun, an der Chamber an och an der Öffentlechkeet diskutéiert ginn.

Et ass net Usus, wann een eng Question préalable stellt an et mécht een eng Propositioun zum Ordre du jour, zum Inhalt vum Gesetz ze schwätzen. Ech däerf awer da vläicht einfach emol esou undeiten: Et kéint jo sinn, dass, wann d'Kommissioun an d'Chamber sech nach eng Kéier ausféierlech mat deem Gesetzesprojet beschäftegen, se zur Konklusioun kéimen, dat wär e Gesetz, wat mer op där enger Säit iwwerhaapt net bräichten, an op där anerer Säit wat géif bedenklech Signaler setzen a Jalonen an déi falsch Richtung, grad am Hibléck och op Lektiounen, déi mer aus der Finanz- an der Wirtschaftskris hätte misse gezunn hunn.

Also, ech proposéieren och, fir dee Projet de loi 5846 vum Ordre du jour ze huelen an an d'Kommissioun zréckzeschécken.

Merci.

M. le Président.- Den Här Jean-Louis Schiltz, wann ech gelift.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Den Här Hoffmann huet et richteg bemierkt, dat Gesetz war prett am Abrëll an et ass nach ëmmer prett. Dorun ännere och all déi Evenementer an Elementer, déi ugefouert ginn, administrativ Décisiounen, Péripétien näischt. Et ass zweemol an der Kommissioun nach nom Rapport driwwer geschwat ginn.

D'Plénière ass souverän, fir iwwert den Ordre du jour ze befannen. Dee Rapport ass do. Dee Rapport ass gutt. D'Debatt iwwert de Fong - ass richtegerweis bemierkt ginn, och virdrun - ass muer. Vu datt de Projet am Abrëll prett war an entre-temps nach eng Rei Konsultatiounen a Gespréicher gefouert ginn, ass en a fortiori de Moment prett. Et weess also all Mënsch, u wat e sech ze halen huet, an et kennt jiddwereen d'Tenants et aboutissants vun deem Projet.

M. le Président.- Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, fir déi gréng Fraktioun war dat do e wichtege Projet virun de Wahlen. Dat hu mer och gesot. Et ass och duerfir nach ëmmer e wichtege Projet no de Wahlen.

An et ass esou, datt e Gesetz, dat hu mer jo virdrun elo hei demonstréiert, net vum Rôle vun der Chamber erofgeholl gëtt, ausser d'Chamber décidéiert dat selwer respektiv d'Regierung zitt et zréck. Dat hei ass net erofgeholl ginn. Et ass also prett, fir kënnen op den Ordre du jour ze kommen.

An deem Sënn selbstverständlech, vu datt mer et wichteg fonnt hu virdrun, fanne mer et och elo wichteg. Duerfir wäre mer och frou, wann et dës Woch geif diskutéiert ginn.

Iwwert den Inhalt kann ee vill soen, och iwwert dat, wat den Här Hoffmann hei gesot huet. Mä dat wäerte mer muer maachen, wann d'Debatt kënnt iwwert d'Gesetz, an net haut zum Ordre du jour.

Merci.

M. le Président.- Den Här Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wollt mech uschléissen, fir ze soen engersäits, dass mer natierlech an der Kontinuitéit hei si vu parlamentarescher Aarbecht: déiselwecht Kommissiouun, déiselwecht politesch Majoritéit, deeselwechte Rapporteur.

Ech wëll och dem Kolleeg Änder Hoffmann soen, dass den 21. Abrëll, wéi an der Kommissiouun driwwer ofgestëmmt ginn ass, mer dat jo net gemaach hunn, ouni virdru scho Sozialdialog mat den Interesséierten, mat de Gewerkschaften, gefouert ze hunn.

Ech kann Iech vergewësseren, dass mer och säit dem 21. Abrëll an nach an deene leschten Deeg oft mat de Gewerkschaftler doriwwer diskutéiert hunn an d'Argumenter ausgetosch hunn, fir prett ze sinn, fir muer den Débat quant au fond ze diskutéieren a kloerzemaachen, dass eis Intentioun hei ass, fir de Salariéen entgéintzekommen an e Gesetz ze maachen zum Schutz vun hiren Intérêten. An ech mengen, déi Argumenter géife mer muer gär diskutéieren an dann décidéieren.

M. le Président.- Den Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech mengen, déi meescht Fraktiounschefen hu schonn dat gesot, wat wichteg ass. Mir hunn den Dossier schonn ausféierlech diskutéiert. An ech mengen, en ass prett, fir an d'Chamber ze kommen.

Wann d'lescht Woch an der Conférence des Présidents decidéiert ginn ass, dass e räif wär, da weess ech net, wat iwwert de Weekend geschitt wär, fir en net méi räif ze hunn. Dowéinst kënne mer muer och d'Iddien tauschen an da kënne mer kucken, wou d'Meenungen auserneeginn iwwert dëse Projet.

M. le Président.- Wann da keng Wuertmeldung méi dozou ass, géif ech déi Propositiouun iwwert déi Ännerung vum Ordre du jour zum Vote stellen. Hei gëtt de Vote électronique gefrot. Also, Vote électronique nach eng Kéier.

Vote

Déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi mat der Proposition de modification de l'ordre du jour d'accord sinn, déi vum Här Gibéryen hei gefrot ginn ass, stëmme mat Jo. Déi do dergéint sinn, stëmme mat Neen.

De Vote geet un.

D'Propositiouun vun der ADR huet 5 Jo-Stëmmen an ass verworf gi mat 55 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Domadder ass den Ordre du jour vun dëser Woch ugeholl.

Fir haut de Mëtteg huet d'LSAP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert de Sommet vum G20 zu Pittsburgh ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Schiltz, Meisch, Bausch an Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Lucien Lux als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun.

Entschëllegt, den Här Hoffmann freet nach d'Wuert.

(Interruption)

Ah.

7. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le sommet du G20 à Pittsburgh

Exposé

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wäert müßeg sinn, fir an zéng Minutten elo hei laang iwwert d'Grënn vun der Kris, d'Finanz- a Wirtschaftskris, déi mer an deene leschte Méint erliewen, d'Argumenter op den Dësch ze leeën.

Mä Tatsaach ass, dass d'Finanzmäert sech an deene leschte Joren a Jorzéngten ëmmer méi globaliséiert a gläichzäiteg dereguléiert hunn, esou dass se komplett der Kontroll, souwuel wat d'Produitë wéi och wat d'Acteuren ubelaangt, verluer gaange sinn. D'Bänker hunn all Mooss verluer, keng Deontologie, stattdessen nëmmen de Wee, fir schnelle Profit ze maachen.

Déi Kris ass also keen Accident. Si ass system-inhärent, wéi ee géif soen. Si ass d'Resultat vu bewossten Entscheedungen, zum Beispill déi faul Kreditter nei ze verpaken a se an der ganzer Welt weiderzeverkafen. Weider Stéchwierder vun där Kris sinn: „subprime"-Kreditter, Titrisatioun, Rating, feelend Eegekapital, exorbitant Boni-Auszuelungen an esou weider.

Ech wéilt awer ee Wuert soen iwwert d'Konsequenzen, déi mat där Kris verbonne sinn. Déi direkt Käschte fir d'Rettung vun eise Finanzsystemer wäerten e puer dausend Milliarden US-Dollar ausmaachen. Dee gesamte wirtschaftleche Schued wäert e Villfacht vun där doter Zomm bedroen.

Fir Lëtzebuerg zum Beispill bedeit e Réckgank vum PIB vu fënnef Prozent e Verloscht u Wuelstand vu knapp zwou Milliarden Euro. D'OECD schätzt, dass bis Enn 2010 an den industrialiséierte Länner insgesamt bis zu 25 Milliounen Aarbechtsplaze verluer wäerte goen. Déi Kris ass also net nëmmen eng Finanz- an eng Wirtschaftskris, mä si gëtt ëmmer méi och eng Sozialkris an eng Kris vun der sozialer Kohesioun.

Et besteet, mengen ech, Konsens doriwwer, an dat ass an deene leschte Wochen a Méint esou oft gesot ginn, dass dat doten net méi nach eng Kéier däerf passéieren. Iwwert dee Saz, mengen ech, ass Konsens an alle politesche Gruppéierungen. Et misst also kloer sinn, dass déi noutwendeg Konsequenze gezu musse ginn, dass et zu enger Moraliséierung an der Finanzwelt kënnt, dass eng Reguléierung vun alle Mäert, vun allen Acteuren, vun alle Produitë muss virgeholl ginn. D'Finanzwelt muss erëm kredibel ginn.

Ech géif bal soen, mir rieden esou oft iwwert d'bonne Gouvernance am Zesummenhang mat de politeschen Décisiounen an de politeschen Entscheedungsprozesser. Et wär héich Zäit, dass mer och iwwert d'bonne Gouvernance an der Ekonomie an an der Finanzwelt géife schwätzen, fir kloerzemaachen, dass niewent ekonomescher Rentabilitéit och sozial an ökologesch Rentabilitéit noutwendeg ass.

A wann een dann héiert a liest, dass d'lescht Woch de berühmt-berüchtegten Här Joseph Ackermann op der Tagung vun dem internationale Finanzinstitut zu Istanbul schonn erëm plädéiert, dass ee soll ophale mat deem Reguléierungsdiscours, da kann ee sech ongeféier virstellen, wou d'Rees, jiddefalls bei deenen dote Leit, an der Zukunft erëm soll higoen.

Mat där Heure d'actualité hei wëllt d'LSAP en Zeeche setzen, dass déi Diskussioun iwwert d'Bewältegung vun där Kris net nëmmen eng Diskussioun um internationalen an um europäesche Plang ass, mä dass et och noutwendeg ass, dass d'Politik och heiheem Responsabilitéit iwwerhëlt an dass mer déi Décisioune fir d'Zukunft hei gemeinsam och beroden an diskutéieren.

Ech wéilt dräi Froen oder dräi Komplexer vu Froen an de Raum stellen.

Éischtens: Wat fir eng Konsequenze wëlle mer an Zukunft aus där Kris do zéien? A wéi soll den internationale Finanzsystem erëm krisefest gemaach ginn? Wat fir eng Regele musse verbessert a wat fir eng nei Regele mussen agefouert ginn? A wéi kann d'Glafwierdegkeet vun der Finanzbranche erëm hiergestallt ginn?

Zweetens: Wéi stelle mer sécher, dass och d'Verursaacher vun der Kris un de Käschte vun där Kris mat bedeelegt ginn?

An drëttens: Wat fir eng Legitimatioun zéie mer aus den Décisiounen oder den Usätz vu Virschléi - dat wär vläicht besser formuléiert - vum G20 zu Pittsburgh? A wat fir engem Verhältnis? A wéi stinn déi Entscheedungsprozesser an deenen nächste Méint zum Beispill par rapport zu den Diskussiounen innerhalb vun der UNO, innerhalb vun der Europäescher Unioun, innerhalb vun dem Fonds monétaire an esou weider?

Zu der éischter Fro wëll ech soen, de G20-Sommet huet a Saache Reform vum Finanzsystem e puer Konklusiounen, ech géif soen e puer Usätz op den Dësch geluecht: d'Eegekapital vun de Banken erhéijen; d'Bonisystemer, d'Entlohnungssystemer esou ausriichten, dass se net eleng engem exzessive Risiko ënnerluecht sinn, mä méi op de laangfristegen Erfolleg soll belount ginn; an derfir suergen, dass grouss Banken a Versécherungsgruppen esou ofgeséchert sinn, dass se net zu enger Gefor fir eenzel Staten - kann ee bal soen - wéi awer och dem Weltfinanzsystem insgesamt kënne ginn.

Ausserdeem huet sech de G20 fir eng verstäerkt Vertriedung vun den Entwécklungs- a Schwellelänner am Rahme vum Fonds monétaire an och vun der Weltbank ausgeschwat. Dat sinn Usätz, a mir hätte gären - och un d'Adress vun der Regierung -, dass déi Usätz do net lettre morte solle bleiwen, mä dass se wierklech elo och an d'Entscheedungsprozeduren eran diskutéiert an dann och ëmgesat ginn.

Waarde mer do - an dat si Froen, déi mer eis heibannen, mengen ech, alleguer stellen - op weltwäit Regelen? Si mer bereet, en Elenggang vun der EU ze maachen, wann dat noutwendeg ass? Wéi sinn och eenzel Saachen um nationale Plang ze implementéieren an deementspriechend ze diskutéieren? Wäert also d'EU-Kommissioun d'Beschlëss vu Pittsburgh an engem gewësse Mooss an EU-Direktive géissen? A wéi kënnen a wéi sollen a wat fir engem Zäitrahmen och déi Beschlëss vu Pittsburgh, mä och déi virdru vu London, dann och zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn?

Wat d'Fro vun de Bonuszuelungen u Manager an Trader ubelaangt, esou wëll ech just bemierken, dass eng Rei vu Länner haut schonn unilateral gehandelt hunn.

An den USA ass e Gesetz op de Wee bruecht ginn, fir bestëmmte Bonuszuelunge mat 90% ze besteieren. A Groussbritannien huet d'Regierung virgeholl, dass d'Banken, déi en héije Boni ausbezuelen, als besonnesch riskant agestuuft ginn, wat sech an hire Ratingen an an hirer Wettbewerbsfäegkeet natierlech negativ auswierkt. A Frankräich huet de President Sarkozy e Bonus-Malus-System duerchgesat an domadder och kloergemaach, dass en d'Geschäftsbezéiunge mat de Banken ofbrécht, wann déi sech net un déi Regelen aus deem System, deem Accord, dee se geholl hunn, sollten halen.

D'Fro also: Wéi sinn ähnlech Schrëtt zu Lëtzebuerg méiglech? Gesi mer déi am Rahme vun der Europäescher Unioun? Oder soll d'CSSF zum Beispill un entspriechende Regele schaffen, fir och ze kucken, wéi mer mat där Fro hei zu Lëtzebuerg ëmginn?

Zu der zweeter Fro ass just d'Fro ze stellen: Wéi ginn d'Verursaacher vun deene Schied, deene schier exorbitante finanzielle Schied zur Verantwortung gezunn?

Mir wäerten an deenen nächste Wochen am Zesummenhang mam Sommet vu Kopenhagen diskutéieren iwwert de Verursaacherprinzip am Beräich vun der Ëmwelt- an der Klimaschutzpolitik. Do ass dat laang Realitéit.

Déi Iddi vun enger Transaktiouun zur Steier op Finanzgeschäfter, also eng erweidert Tobin-Tax, ass vun der Bundeskanzlerin Merkel a vum President Sarkozy och um G20 als Prinzip verteidegt ginn.

Mir halen zréck, dass den Här Dominique Strauss-Kahn duerno zwar prinzipiell de Verursaacherprinzip fir richteg zréckbehalen huet als Prinzip, mä dass en der Meenung ass, dass déi ugeduechten Transaktiounssteier, dass en där éischter skeptesch, awer aus technesche Grënn, skeptesch géigeniwwersteet, an en huet dofir en Aarbechtsgrupp mat sengem Vize, dem Här John Lipsky, agesat, fir aner Alternativen ze diskutéieren an auszeschaffen.

Meng Fro ass, wéi och d'Lëtzebuerger Regierung zu dem Prinzip vun esou enger Steier steet, an iwwerhaapt zum Prinzip, dem Verursaacherprinzip, dass mer sollte kucken, wéi déi Schied och fir d'Zukunft kënnen och vun de Verursaacher mat eran implizéieren.

Mir si jiddefalls als LSAP staark der Meenung, dass een an déi Richtung do muss diskutéieren.

An eng lescht Fro ass déi vum institutionelle Volet, dee sech stellt, wat fir eng, wann een dat esou ka soen: Wat fir eng völkerrechtlech Legitimatioun huet de G20, a wéi brénge mer et - wéi ech am Ufank gesot hunn - fäerdeg, fir déi Usätz hei aus dem Club vun de G20 eriwwer ze kréien an déi multilateral Organisatioune wéi der UNO, wéi dem FMI, fir dass déi Diskussioun do och eng Legitimatioun kritt par rapport zu de Regierungen an zu de Parlamenter, déi dofir do sinn, fir déi Diskussiounen do ze verfollegen an och ze kucken, awéiwäit dass se och ëmgesat ginn?

Konklusioun, Här President: Mir wëllen der Regierung an där Fro hei haut mat Sécherheet keen imperatiivt Mandat op de Wee gi fir déi Diskussiounen, déi am Rahme vun der Europäescher Unioun an doriwwer eraus an den internationalen Institutiounen ze féiere sinn.

Mir wëllen awer hunn, dass ee sech och kloer politesch Ziler stellt, op eng Method, op en Timing a virun allem op e wierkleche Wëllen erauskënnt, fir dem Casinokapitalismus; oder fir een ze huelen, dee vläicht net esou suspekt ass, den aktuellen däitsche Bundespresident a fréieren Ex-FMI-Chef, den Här Horst Köhler, dee gesot huet: „Wéi brénge mer et fäerdeg, fir de Monster ze bändegen?"

D'Fro ass also: Wéi kréie mer de Monster gebändegt? Ech hu virdru gesot, d'Banke sinn elo schonn erëm der Meenung, dass ee si soll a Rou loossen an dass ee si soll gewäerde loossen, an een dofir och schnell Statskreditter a -garantien erëm wëllt zréckbezuelen. Mir mengen, dass d'Politik net soll zauderen an där heite Fro, mä aus dem Saz, dass een dat do net nach eng Kéier wëllt erliewen, och déi néideg Konsequenze soll zéien.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Lux Merci, an als éischte Riedner ass den Här Jean-Louis Schiltz agedroen. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn dem Lucien Lux dankbar, datt en dee wichtege Sujet hei op den Ordre du jour bruecht huet. Et ass en zukunftsdeterminante Sujet, deen et sécherlech derwäert ass, fir hei ze diskutéieren, och wann et nëmme kuerz ass.

De Lucien Lux huet och déi Excèsen aus deene leschte Joren hei charakteriséiert. Excèsen, déi sech net hei zu Lëtzebuerg ofgespillt hunn, mä doriwwer eraus an enger Rei anere Länner a Finanzzentren an déi awer selbstverständlech herno an enger zweeter Etapp och hir Konsequenzen hei op Lëtzebuerg haten.

De G20 vu Pittsburgh seet et selwer a senge Konklusiounen am éischte Punkt, datt et en Transitiounssommet ass. Et gëtt drop higewisen, datt der Meenung vum G20 no mer an enger Transitiounsphas tëschent Kris a Reprise sinn.

Dat ass en Zeenario, dee vu ville gedeelt gëtt. Mir hunn awer keng Sécherheet, datt dat deen Zeenario ass, dee wäert muer an iwwermuer antrieden.

Ech wëll ganz kuerz véier Punkten hei ufëieren. Wichteg ass et, datt an Zukunft et zu méi Produkttransparenz kënnt, dat heescht, datt deen, deen de Produkt konzipéiert, de Produkt muss verstoen, mä virun allem och, datt deen, deen op där anerer Säit de Produkt verkeeft a keeft, datt déi wëssen, wat verpaakt ginn ass an och de Produit selwer verstinn.

Dat heescht, datt kee Maart, kee Produit, keen Acteur - déi Formel kennt Der - dierf der Regulatioun méi an Zukunft échappéieren. De Maart eleng regelt et net a kann et net regelen. Dat muss op Weltniveau geschéien, dat muss awer och op EU-Niveau geschéien.

Zweete Punkt: Richteg a wichteg ass och, datt d'Kapitaldecken dem Risiko ugepasst gëtt.

Drëttens, wat d'Bonien ubelaangt, brauche mer och eng Reglementatioun. Eng Reglementatioun, déi déi laangfristeg Orientatioun am A huet mat Maximumen, mat Malusen. Ech hätt awer gären, an ech mengen, dat wär wichteg, datt et eng seriö Reglementatioun géif ginn. An déi Beispiller, déi de Lucien Lux ugefouert huet, musse fir d'éischt emol nach ëmgesat ginn an deene Länner a mussen och emol nach den Test vun der Seriositéit passéieren an ënner Bewäis stellen, datt keng Schlupflöcher dra sinn.

Véierte Punkt, dee vun deem, wat gemengerhand als Architecture mondiale bekannt ass. De G20 mahnt Transparenz un. D'Fro ass awer berechtegt: Wou ass dann déi Transparenz, déi dem G20 ënnerläit, a virun allem, wou ass d'Legitimitéit vun engem G20?

De Finanzminister huet et gesot, de G20 ass alt scho besser wéi de G8, an et wär ze hoffen, datt mer um Wee vun deem G20 erëm zu méi groussen Ensemblë kéimen, déi géifen Décisiounen huelen, wéi den FMI, wéi d'UNO an anerer och. A richteg ass et och an deem Zesummenhang, an ech weess, datt d'Lëtzebuerger Regierung do Effortë gemaach huet a weider Effortë wäert maachen, datt Europa do mat enger Stëmm schwätzt, fir datt an deenen internationalen Institutiounen, FMI an aneren, Europa kann e Fidderinstrument sinn, an net herno en Instrument ass, wat Saachen an Empfang hëlt a wat einfach da muss ëmsetzen.

Dat ass eng vun deenen essenzielle Froen. Dat ass eng Fro och, wou d'Lëtzebuerger Stëmm weider muss haart no bausse gedroe ginn, an deem Sënn wéi se bis haut no bausse gedroe ginn ass. A well mäi Kolleeg Lux gutt Lecturen huet an de Bundespresident Köhler hei zitéiert, wollt ech em dofir éischtens félicitéieren an zweetens soen, datt ech mech deem, wat hien zitéiert huet a wat de President Köhler gesot huet, géif uschléissen.

D'Regierung huet eist ganzt Vertrauen, datt se déi Froen do an deenen nächste Méint och wäert op eng exzellent Manéier, wéi se dat an deene leschte Méint gemaach huet, ugoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Schiltz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, um G20-Sommet zu Pittsburgh ass sech mat der zukünfteger internationaler Finanzarchitektur beschäftegt ginn, wat weist, datt mer d'Ofwiere vun der Finanzkris, d'Bewältegung vun der akuter Phas vun der Finanzkris Schrëtt fir Schrëtt hanner eis loossen an datt mer amgaange sinn, Konklusiounen doraus ze zéien an ze kucken, wat ass schifgaangen a wou musse mer intervenéieren, fir datt dat dote sech net nach eng Kéier widderhëlt.

Et sinn hei eng Rei vu Punkte schonn opgezielt gi vu mengen zwee Virriedner. An ech mengen déi, déi no mer schwätzen, wäerte wahrscheinlech op déiselwecht Punkten nees ze schwätze kommen. Do wou effektiv Handlungsbedarf ass, do wou déi international Finanzarchitektur déi Lächer opgelooss huet iwwert déi lescht Joren, déi et erméiglecht hunn, datt dat, wat geschitt ass, konnt geschéien.

Et geet eben drëms, fir méi Transparenz kënnen ze suergen. Do ass sécherlech munches schifgaangen. Villes ass vu Rating-Agencen als gutt an als sécher duergestallt ginn, op jidde Fall méi sécher duergestallt ginn, wéi et an der Realitéit war.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Wéi setze mer eis Opsiichtsinstrumenter esou à même, datt se och wierklech kënne verstoen, wat geschitt op deenen eenzelne Finanzplazen? Wéi sinn d'Zesummenhäng a wat ass de Risiko, deen de ganze Finanzsystem lafend dobäi leeft?

Déi Banken, déi Geschäfter maachen, geet et wierklech duer mat deenen Eegekapitalquoten, déi se bis ewell hu misse virräteg halen, oder kënne mer einfach weiderfueren, datt alles dat, wat u Gewënn erwirtschaft gëtt, méiglechst schnell un den Actionnaire verdeelt gëtt? Ass et do net besser, datt mer och an de Banke selwer méi Puffer un Eegekapital kënne virräteg halen?

Mä et geet och doriwwer eraus. Et geet och sécherlech net nëmmen ëm d'Bonien an d'Rémunératioun - wat e Punkt ass, wou ee soll kucken, datt den Ureizsystem fir de Management och am Sënn vun der mëttelfristeger Entwécklung a laangfristeger Entwécklung vun der Entreprise ausstaffëiert gëtt -, mä et geet zum Beispill och drëms: Wéi brénge mer et fäerdeg, datt jiddwereen, dee mat Bankgeschäfter ze dinn huet - an haut gëtt et kee méi, deen net mat Bankgeschäfter ze dinn huet -, versteet, wat do geschitt?

Wéi kënne mer och do schonn um Niveau vun der Motioun eppes maachen, fir datt mer begräifen, wat Bankgeschäfter sinn, wat Finanzinvestitioune sinn, wat de Risiko dovunner ass, an datt all Eenzelnen - an eben net nëmmen déi Finanzwelt, déi vläicht heiansdo vun deem Eenzelne méi wäit ewech ass -, mä jiddwer Eenzelne versteet, ëm wat et dann do geet a wou e säi Geld investéiert huet a selwer ka fir sech décidéieren, wat ass méi sécher a wat ass manner sécher, bitt vläicht méi Pontenzial fir eng Rendite ze maachen, mä de Risiko gläichzäiteg keeft ee jo awer mat.

Wa mer G20 soen, da wësse mer och, datt mer an engem ganz sensibele Beräich sinn, nämlech an deem institutionellen Duerjerneen, an deem virun allem Lëtzebuerg déi lescht Zäit riskéiert huet, ënnert d'Rieder ze kommen. Do wou virun allem um Niveau vun der Europäescher Unioun déi lescht Jorzéngte fest Ofsprooche waren, datt mer entweder mat enger Stëmm schwätzen oder no feste Spillregele sollen eis eens ginn a gewëssene Politikberäicher, huet dat dann net méi gegëllt, an et waren awer zäitweileg erëm eng Kéier déi Grouss, déi méi Staark, déi mat méi PIB, déi mat méi Awunner, déi iwwert déi ewechdécidéiert hunn, déi vläicht an deenen dote Kritäre manner wichteg waren.

Beim G20 war et jo och e bëssen dat. Et ware jo net déi grouss Finanzzentren, well soss hätt Lëtzebuerg sécherlech aneschters do misse representéiert sinn. Mä et waren eben déi gréisste Wirtschaftsnatiounen, déi do beienee souzen.

Wichteg ass allerdéngs, datt sech déi Froe gestallt gi sinn, datt éischt Konklusioune gezu gi sinn, mä mir mussen eis awer och d'Fro stellen, elo als Lëtzebuerg: Wou kënne mer an deem doten Diskussionsprozess international weider eng Roll spillen?

Sécherlech iwwert d'Europäesch Unioun muss et an eisen Aen an Zukunft méi verstäerkt méiglech sinn, och do Lëtzebuerg erëm an d'Diskussioun mat anzebannen. An et soll eis Suerg sinn, fir ze kucken, datt d'Stëmm vun deene méi klenge Länner bei alle G8, G20 awer net ze kuerz kënnt an datt och déi sech kënnen organiséieren.

Lëtzebuerg huet dann eng bedeitend Finanzplaz, eng Finanzplaz, déi de Motor ass vun eiser nationaler Ekonomie. An duerfir musse mer kucken, datt dat, wat elo um Niveau vun der Opsiicht, vun der Titrisatioun, vun der Reglementatioun geschitt, datt dat eben net zum Détriment geet vun der zukünfteger Entwécklung vun där Finanzplaz.

Wann et do eng nei Reglementatioun gëtt, un déi mer eis mussen halen, musse mer kucken, datt mer dat maachen, wéi mer et an der Vergaangenheet och gemaach hunn. Datt mer se selbstverständlech an deem Geescht ëmsetzen. Mä esou ëmsetzen, datt se eben och nach hei et erméiglecht, datt déi Finanzplaz sech weiderhin développéiert.

An dat ass eben och eng Fro, déi mer eis ganz besonnesch heiheem musse stellen; well déi gëtt eben net op engem G20-Sommet gestallt: Wou sinn d'Chancë vun där Finanzplaz? An do däerfe mer eben och net nëmmen dat verteidegen, wat mer an der Vergaangenheet haten. Wat déi Finanzplaz sécherlech staark gemaach huet. Mä mir mussen eis och ganz prezis d'Fro stellen: Wéi kréie mer d'Finanzplaz fit gemaach fir deen neie Kader, dee mer amgaange sinn op der internatonaler Bühn zesummen opzestellen?

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci an als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, déi Wirtschafts- a Finanzkris, déi ass net eriwwer. Mir haten an deene leschte Wochen eng Rei Signaler kritt, a virun allem och, wann een de Finanzsecteur selwer kuckt deelweis, ier dee sech erëm ufänkt ze entwéckelen, huet een heiansdo e bëssen d'Impressioun, wéi wa se eriwwer wier. Mä dat ass net de Fall.

Si ass eleng schonn dowéinst net eriwwer, well d'Konsequenze vun där Kris - wéi den Här Lux hei virdru relativ gutt opgezielt huet - eréischt komme wäerten. Nämlech, datt déi Leit, déi wierklech wäerten drënner leiden, déi, déi elo hir Aarbechtsplaz scho verluer hunn oder nach wäerte verléieren, déi, déi a Kuerzaarbecht sinn, respektiv déi Secteuren, déi ofgebaut sinn, datt dat duerno zu soziale Kollateralschied féiert, déi gewalteg wäerte sinn.

An de Riskio ass grouss, an dat ass dat och, wat menger Fraktioun hir Angscht ass, dat ass, datt an de Käpp vun deenejéinegen, déi d'Finanzkris verursaacht hunn, se eigentlech schonn erëm de Schwamm driwwer gewëscht hunn a mengen, si kéinte weiderfuere wéi virdrun, well dat anert si jo eigentlech net betrëfft. Nämlech déi, déi elo vun der Kris betraff sinn.

Duerfir si mir der Iwwerzeegung, datt ee muss profitéiere vun där Kris, déi am Fong geholl och d'Wäerter, déi schlecht Wäerter an där Gesellschaft erschüttert huet, déi dra bestanen hunn, dat ënnert dem Schlagwuert vun enger sougenanntener Eegeverantwortung, déi näischt aneschters bedeit méi huet, wéi datt jiddweree just fir sech soll nach kucken ze schaffen, datt Rücksichtslosegkeet sech Plaz gemaach huet, Profitdenken en Ausmooss kritt huet, dat bal net méi ze erdroe war. Datt déi Kris vun de Wäerter genotzt gëtt, fir wierklech e Bilan ze zéien an ze kucken, wat fir eng Mechanisme mer och mussen änneren, fir datt mer erëm Begréffer wéi Solidaritéit, Zesummenhalt, sozial Gerechtegkeet, Verdeelung oder Ëmverdeelung vu Räichtum, datt déi och erëm eng Roll spillen.

Et kënnt nach derbäi, datt déi Wirtschafts- a Finanzkris vun enger anerer Kris begleet gëtt, nämlech d'Klima- an Energiekris, déi souwisou nach voll amgaang ass a wou déi ganz dramatesch Konsequenze mer eréischt ze spiere kréien, virun allem wa mer dann net wäerten handelen, an déi och nach zesummestéisst mat där ganzer Problematik hei. An och déi bedéngt, datt mer e grousst Ëmdenke musse kréien.

Wat mech a meng Fraktioun stéiert, dat ass, datt de Moment eng Diskussioun gefouert gëtt, iwwert déi dote weltwäit dramatech Entwécklung, an engem Gremium, wat eigentlech iwwerhaapt keng demokratesch Legitimatioun huet, och keng juristesch huet. Virdru war et G7, dunn ass et G8 ginn. Elo ass et G20.

Eigentlech muss ee sech d'Fro stellen, wien déi Hären an Dammen - et sinn zwar bal nëmme lauter Hären - do legitiméiert, fir op deene Sommeten do iwwert d'Käpp ewech vun der ganzer Welt Décisiounen ze huelen, déi am Fong d'ganz Welt betreffen. Oder mengen ze huelen. An et ass duerfir wichteg, datt mer en internationale rechtleche Kader kréien, wou déi Froen do diskutéiert ginn, wou demokratesch Legitimatioun an och aner Prinzipien emol groussgeschriwwe ginn.

Dat kënnen eiser Meenung no nëmmen dräi Instanze sinn. Dat eent ass den FMI an d'Weltbank. Allerdéngs soen ech do direkt derbäi, och déi mussen zolidd reforméiert ginn, well den FMI an d'Weltbank ware mat d'Architekte vun deem Misär, deen op de Finanzmäert sech entwéckelt huet; och si hunn déi Logik ënnerstëtzt. Och si hunn déi nämlecht Prinzipien, si se deenen nämlechte Prinzipien nogelaf.

Mä soit, et sinn déi Instanzen, déi mer hunn. Et wäert schwéier ginn, elo vun haut op muer neier ze erfannen. Mir gesinn dat als eng zimlech Utopie un. Duerfir soll ee kucken déi, déi et gëtt, ze reforméieren an deenen dann déi richteg Aussoen ze ginn. An dann um politesche Plang ass et selbstverständlech d'UNO mat all hiren Instanzen, déi eng Roll muss spillen.

Deen internationalen neie rechtleche Kader, sief et fir de Finanzsystem, sief et och fir aner Saachen, kënne mer nëmme kréien, wann an deenen internationale Gremien, also déi fir d'éischt musse reforméiert ginn, aner Wäerter erakommen, déi eng aner Bedeitung kréien.

Et muss eis geléngen, an dat ass dat, wat dat Wichtegst ass, datt mer de Finanzsystem erëm un d'Realekonomie koppelen. Datt am Fong d'Banken déi wichtegst Roll, déi se jo eigentlech sollten hunn, nämlech der Ekonomie Kreditter ze ginn, fir datt d'Ekonomie kann dréinen, datt se sech erëm op déi besënnen an datt mer ewechkomme vun där Logik, déi déi lescht 20 Joer dominéiert huet.

Dat bedeit awer och, wann ech soen international Wäerter nei definéieren, nei diskutéieren, datt mer eis vill Saache mussen iwwerleeën. Zum Beispill um internationale Plang d'Steiersystemer. Un éischter Stell natierlech déi Diskussioun, déi elo leeft iwwer eng Finanztransaktiounssteier, déi mir als gréng och absolut befürworten. Well et geet jo och drëms, wien dann elo, wann d'Kris eriwwer eng Kéier soll sinn, déi ganz Käschten do muss bezuelen.

Dat nämlecht op EU-Niveau. Mir mussen esou Saache wéi de Code de bonne conduite an de Steieren erëm eraushuelen. Mir mussen och iwwer Steierdumping bei der Betribsbesteierung an Europa eng seriö Diskussioun féieren. A wann ech dat soen, da soen ech dat och, wat ech schonn e puermol hei gesot hunn am Kader vun der Regierungserklärung: Mir mussen och gutt iwwerleeën, wat mer hei am Land an deem Kontext maachen, wa mer iwwer Betribsbesteierung an deenen nächste Joren diskutéieren. Dat heescht fir eis am Kloertext: Och do d'Lektioune léieren an net an déi Richtung goen, wéi de Moment am Koalitiounsaccord drasteet, a mat der Géisskan einfach d'Betribsbesteierung ëm véier an en hallwe Prozent erofzesetzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci. An als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, an zwou Minutte soll een elo iwwert de G20 diskutéieren. Ech wëll just festhalen, datt d'Wirtschafts- a Finanzkris

grave Répercussiounen huet, haaptsächlech um soziale Plang. De Chômage geet an d'Luucht a riskéiert op eng Rekordhéicht ze klammen. Vun de Budgetsproblemer bei Stat a Gemengen net ze schwätzen.

D'EU huet iwwer hir siwe Représentanten - sechs Vertrieder vu verschiddene Länner an de Repésentant vun der EU. De President vun der EU-Kommissioun huet sech virbereet op dee G20 an huet eng gemeinsam Positioun ausgeschafft. D'EU-Vertrieder um G20 kruten d'Missioun, sech anzesetze fir méi Sécherheet op de Finanzmäert, fir eng Kontroll vun den dräi groussen amerikanesche Rating-Agenturen, fir eng weltwäit koordinéiert Supervisioun vun de Banken, fir eng Kontroll iwwert d'Bonuse vun Dirigenten an Tradere bei de Groussbanken, fir datt d'Banke sech bei Kreditter mat eegenem Kapital bedeelege mussen an net hir schlecht Kreditter un Drëtter kënnen integral weiderverkafen.

Dofir huet ee sech vill Hoffnunge gemaach, datt de G20-Sommet konkret Resultater sollt bréngen. Mä mam Jacques Attali muss een haut festhalen: «Le G20 était un G vain.» De G20 war vill Gedäisch, mä et koum net vill dobäi eraus. Konkret ass net vill, wann net bal guer näischt décidéiert ginn.

De Message vun de Membere vum G20 un d'Bierger ass: „Jo, léif Bierger, d'Haus brennt, an duerfir proposéiere mer Iech, alles ze maachen, fir datt d'Pompjeeë muer laanschtkommen."

Dat ass dat, wat de Message vun deem G20 war!

Déi dräi amerikanesch Rating-Agenture kënne si net kontrolléieren. D'Separatioun vun de Bankaktivitéiten ass net gemaach. Dat Eenzegt, wat virgesinn ass, ass d'Harmoniséierung an d'Erhéijung vun der Ratio bei den Eegemëttele bei de Banken, mä eréischt fir 2012. D'Bonuszuelunge sinn net limitéiert ginn, mä et ass just nuren ugedeit ginn, datt an Zukunft eppes soll geschéien.

Meng Froe sinn der zwou un d'Regierung: Wat geschitt an all dëse Froe konkret hei zu Lëtzebuerg? Ass d'Regierung gewëllt, verschidden Initiativen ze huelen? Wat wëllt d'Regierung genau hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen?

An eng lescht Fro an deem Kontext: Wat gëtt fir déi kleng Aktionäre vu Fortis gemaach?

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).-* Kann ech hei schonn ufänken? Da gëtt et net bei déi zwou Minutte gerechent.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Da géif ech Iech proposéieren, Här Hoffmann, gitt deen dote Wee!

(Hilarité générale)

M. le Président.- Sou, elo huet den Här Hoffmann d'Wuert. Här Hoffmann, de Compteur geet eréischt un, wann Der heiuewen ufänkt.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).-* Voilà! Ech war zu Esch tatsächlech an engem Bistro e Samschdeg an e Karaoke geroden, duerch Zoufall…

M. le Président.- Neen, entschëllegt, Här Hoffmann, also mir kënnen awer elo keng Gespréicher hei féieren. Kommt wann ech gelift eran.

(Interruptions et hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).-* Här President, entschëllegt.

(Interruptions)

Neen, ech hunn net gesongen.

Op deem G20 zu Pittsburgh, un deem senger demokratescher Legitimitéit, wéi den Här Bausch gesot huet, een effektiv absolut kann zweifelen, si wuel eng Rei vun och schéi kléngenden Absichtserklärunge formuléiert ginn. Awer wierklech konkret Moossnamen, verflichtend Obligatiounen, wat d'Reguléierung, d'Kontroll vun de Finanzgeschäfter betrëfft, wat de Klima betrëfft, an - wat iwwerhaapt an der Diskussioun ganz oft vergiess gëtt - wat d'Verdeelung vum Räichtum weltwäit betrëfft, do ass net vill erauszefanne gewiescht.

An, et ass richteg, d'Geschäfter, och d'Spekulatiounsgeschäfter gi weider. An e perversen Effet vun der Kris ass ausserdeem nach deen, dass d'Banken engem Konzentratiounsprozess am Moment - net ënnerworf sinn -, mä e Konzentratiounsprozess duerchmaachen, dat heescht, si ginn nach ëmmer méi „too big to fail". A wann een dann hinne selbstverständlech aus deene Situatioune mat Statsgelder probéiert erauszehëllefen, dann ass dat eigentlech en Encouragement, fir esou weiderzemaache wéi bis elo, well se kënne sech jo soen: „Am Fong geholl gi mer jo kee Risiko an."

Hei zu Lëtzebuerg, muss ech Iech soen, ass et awer an der Diskussioun sech ze einfach gemaach, wann een ëmmer nëmme seet: „Mir leiden ënnert de Konsequenzen, a mat den Ursaache vun der Krisis hu mir näischt ze dinn." Mir hunn domat ze dinn! Eis Nationalpolitik an eis Politik um Niveau vun der Europäescher Unioun ass mat verantwortlech - duerch déi wirtschaftsliberal Orientéierung vun deene leschte Joren - mat verantwortlech fir déi Kris.

Wann een dorauser d'Lektiounen zitt, da musse mer also d'Weichen ëmstellen, an da muss een effektiv un eisem Steiersystem eppes änneren, awer an eng aner Richtung, wéi d'Regierung dat wëllt.

An dann däerf ee selbstverständlech awer och net eis Rentereserve benotzen, fir a Spekulatiounsgeschäfter ze steigen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gäre fir d'éischt eppes zur Form an dann zum Fong vun deenen Diskussioune vum G20 zu Pittsburgh a virdrun zu London soen.

Ech mengen, datt de G20 eng inévitabel Realitéit ass, mat där mer eis mussen offannen - och, wann dat Elementer huet, déi net gutt si fir Europa a fir Lëtzebuerg.

Et ass eng inévitabel Realitéit an deem Sënn, datt d'Welt haut méi komplex ass, datt d'Welt globaliséiert ass, an datt et, mengen ech, richteg ass, datt fir eng Rei vu Froen, an notamment d'Weltwirtschaftsfroen, all d'Länner vun der Welt sech ronderëm een Dësch setzen. An et muss een nun emol eng Kéier gesinn, datt am G20 80% vum PIB vun der Welt zesummesëtzt, an datt de G20 sécherlech par rapport zum G7, G8 den Avantage huet, datt och nei Ekonomien - China, Indien, anerer - mat um Dësch sëtzen.

Elo kann een doriwwer kräischen. Fait ass, datt de G20 an der Kris héchstwahrscheinlech eng gutt Plaz hat, fir iwwer eng Rei Froen ze diskutéieren, déi een net eleng an engem Deel vun der Welt nëmme kann diskutéieren. Et ass awer selbstverständlech, an ech deelen d'Meenung vun deenen, déi hei gesot hunn, datt et en ontransparent an net legitiméiert Organ wär. Mä ech soen nach eng Kéier: A mengen Aen ass et eng inévitabel Realitéit, well dat kréie mer net geännert. Dat kréie mer net geännert an deem Sënn, datt déi Strukturen, déi haut do sinn, och net liicht ëmzeännere sinn.

Mir waren de leschte Weekend, de Statsminister an ech, op der Joresversammlung vum FMI a vun der Weltbank. Do gëtt doriwwer diskutéiert, wéi ee kann déi nei Ekonomië méi mat an d'Verantwortung erakréien. Dat geet op d'Käschte vun Europa, an d'Opdeelung, wéi dat ënnert den Europäer geet, déi ass äusserst schwiereg.

Lëtzebuerg an Éisträich sinn déi eenzeg Länner, déi derfir plädéiert hunn, datt den Eurogroup, d'Länner, déi also den Euro hunn, duerch e permanente Sëtz sollen do vertruede sinn. Dat gesinn déi aner Länner net esou, an et wäert éischter dorop erausgoen, datt e puer Länner, e puer grouss Länner wäerten hir eenzel Gruppen, Länergruppen - dat heescht „Constituencies" - an dem FMI an der Weltbank halen.

Et ass net gutt, datt Froen nëmmen am G20 diskutéiert ginn. Mir stelle fest, datt de G20 eng gewësse Permanence elo kritt, well d'G20-Finanzministere gesi sech am November schonn erëm eng Kéier, fir weider un deene Konklusiounen d'Detailer auszeschaffen.

Duerfir soen ech, mir mussen eis mam G20 konkret auserneesetzen, mä mir musse virun allem dorop halen - dat ass den eenzege Moyen, dee mer hunn -, datt d'Europäesch Unioun adequat hir Stëmm am G20 ka mat abréngen.

Déi schwedesch Présidence huet versicht, dat relativ uerdentlech ze maachen, andeem se d'Finanzministere virun der Sitzung an no der Sitzung vum G20 zesumme gesinn huet. Mä Fakt ass nach, datt op deene G20-Sitzunge jo net nëmmen de President vum Conseil vun den EU-Finanzministere schwätzt, mä och d'Finanzministere vun enger Rei Membere vun der Europäescher Unioun, an eis Suerg muss sinn, datt déi all mat enger Stëmm schwätzen.

Iwwregens ass et och net de G20, mä et ass en fait de G22 ginn, well Holland a Spuenien als Observateurs mat do um Dësch sëtzen, an doduerch datt se do mat um Dësch sëtzen, net méi esou staark derfir plädéieren, datt Europa als Ganzt do an de Vierdergrond kënnt.

Ech hunn där Deeg en Interview vum hollännesche Finanzminister gelies, dee gesot huet, hie geséich am G20 déi nei Weltregierung. Ech mengen, dat wär net gutt, wann dat géif d'Weltregierung ginn. Mä nach eng Kéier: Mir mussen eis mat deem auserneesetzen, wat do diskutéiert gëtt. A mir mussen eisen Afloss am Eurogroup halen an eisen Afloss duerch den Eurogroup am FMI, der Weltbank, an doriwwer eraus am G20 musse mer do eis Stëmm erhiewen. Mat alle Limiten, déi dat huet, a virun allem den Transparenzlimiten.

Am G20 gëtt et kee Sekretariat, et gëtt keng Organer, wou ee kloer gesäit, wien dann elo d'Texter schreift. Do ass ebe villes an der Hand vun e puer, déi do d'Soen hunn. Mä wéi gesot, de G20 kréie mer net aus der Welt geschaf.

Europa ass eis Plaz, wou mer eis Stëmm kënne richteg mat erabréngen. Europa awer dierf och net nëmmen eng Plaz ginn, wou mer dat enregistréieren, wat um G20 leeft. Mir mussen et also mat virbereeden. Mä, ech muss soen, wat de G20 vu Pittsburgh ubelaangt, an domadder kommen ech zum Contenu, muss ech soen, datt dat largement dat reflektéiert, wat mir um Niveau vun den EU-Finanzministeren diskutéiert haten. An dat reflektéiert och zu engem ganz groussen Deel d'Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung.

Ee Punkt, deen an deene Konklusiounen och steet, e war de Mëtteg manner den Objet vun den Diskussiounen, géif ech awer hei wëlle rappeléieren. Dat ass deen, datt de G20, grad wéi mir och, der Meenung ass, datt während der Kris Konjunkturprogrammer musse spillen, datt d'Staten also mussen an der Ekonomie intervenéieren. Gradesou kloer awer musse se sech no der Kris aus der Ekonomie, och aus de Konjunkturprogrammer erauszéien, fir domadder d'Statsdefiziter an d'Statsscholden ofzebauen.

Wat déi reng op d'Finanzplaz betraffe Moossnamen ubelaangt, sou fannen déi eis onageschränkten Zoustëmmung. Mä et erstaunt mech heiansdo, datt hei gemaach gëtt, wéi wa mam G20 eng nei Welt erfonnt gi wär. De G20 war keng Revolutioun. De G20 huet en fait eng Rei Saache gesot, déi schonn zënter enger Zäit um europäesche Plang diskutéiert ginn. Mä et ass e bësse wéi nom 11. September, wou op eemol eng ganz Rei Propositiounen, déi d'Kommissioun scho méi laang gemaach hat, erëm op den Dësch komm sinn an déi duerno méi séier ëmgesat gi sinn, wéi virun den Evenementer vum 11. September. Esou ass dat och an der Wirtschaftskris.

Et gëtt zum Beispill scho méi laang eng Diskussioun, ob am Kontext vun der Titrisatioun, déi um G20 diskutéiert ginn ass, net misst de Prinzip bestoen, datt deen, deen d'Titrisatioun mécht, och en Deel vun deene Pabeiere muss bei sech selwer halen, fir also och en ze coresponsabiliséieren am Risiko, deen anerer droen, wa verschidde Scholden agepaakt ginn an un Drëtter verkaaft ginn.

Datselwecht gëllt wat d'Supervisioun vum Finanzsecteur ubelaangt. Mir si schonn der Meenung, datt dee Wee, deen an dem Comité „de Larosière" an der Europäescher Unioun ageschloe ginn ass, fir datt een d'Mikroiwwerwaachung vun de Banken op nationaler Ebene mécht, mä datt et fir d'Risquen ze évitéieren op makroekonomescher Ebene en europäescht Organ gëtt, datt dat Sënn mécht. Dee Kompromiss, deen also d'Kommissioun virgeschloen huet, onofhängeg vum G20, mä deen awer kompatibel ass mam G20, geet an déi richteg Richtung a fënnt d'Ënnerstëtzung vun der Lëtzebuerger Regierung.

Mir diskutéiere schonn eng Zäitchen, och als Lëtzebuerg, am Comité vu Basel iwwer nei Regele fir d'Fonds propres vun de Banken, och iwwert d'Regelen, wéi ee kann de Provisionnement vu verschiddene Saachen a gudden Zäite besser gestalten, fir datt een e Puffer huet an Zäite vu Kris.

Mäi Punkt ass also fir ze soen, datt mer an der Europäescher Unioun opgrond vu gudde Propositions de directives vun der Kommissioun an de Comitéen, notamment dem Comité vu Basel, iwwert d'Eegekapital vun de Banken als Lëtzebuerger mat agebonne sinn an datt mer déi Saachen och zu Lëtzebuerg wäerten zügeg ëmsetzen, wa se dann diskutéiert sinn.

Ech mengen net, datt et Sënn mécht, datt mir e lëtzebuergesch-eegene Pfad do fueren, well d'Lëtzebuerger Finanzplaz ass eng international Finanzplaz an eege Regelen, déi zu Frankfurt, zu Amsterdam oder zu Paräis total anescht wären, wären net gutt. Mir sinn eng international Plaz an et ass eng international Finanzkris. Dat heescht net, datt ee muss waarde bis d'ganz Welt matmécht. Mä et muss een awer waarden, datt ganz Europa datselwecht mécht.

Dat gëllt och fir Theme wéi déi variabel Rémunératioune vun de Banken. Et gëtt eng Proposition de directive vun der Europäescher Kommissioun, nämlech dass en Deel vun der „capital requirements"-Direktiv, an där Prinzipien drastinn, déi eis Ënnerstëtzung fannen, nämlech datt de variabelen Deel vun de Paien net dierf zu exzessive Risikogeschäfter féieren an datt e soll sech orientéieren un enger laangfristeger Zilsetzung a Performance vun engem Finanzinstitut.

De Contenu vun där Direktiv, deen ech och der Finanzkommissioun zur Verfügung stellen, kann ee quasi Wuert fir Wuert ëmsetzen. An dat hu mer och wëlles zu Lëtzebuerg, dee Moment, wou déi Direktiv e large Konsens an der Europäescher Unioun fënnt.

Woubäi ech an deem Kontext derbäifügen, datt een net dierf verwiessele variabel Rémunératiounen, déi zu Risikogeschäfter féieren, an allgemenge variabele Rémunératiounen - déi Montanten, déi do heiansdo an den Zeitunge stinn; ech hunn déi net op der Lëtzebuerger Finanzplaz gesinn. Déi schénge mer éischter London an New York ze betreffe wéi Lëtzebuerg. Dofir ass dat en Thema, wat selbstverständlech zu Lëtzebuerg wéi an Europa soll geregelt ginn. Mä et ass net dee gréisste Problem, dee mer zu Lëtzebuerg op der Finanzplaz hunn.

Wat d'Transaktiounssteier ubelaangt, weess ech net, ob déi richteg mam Verursaacherprinzip eppes ze doen huet, well wann esou eng Steier géif ageféiert ginn, da bezilt en fait net d'Bank déi, mä da bezilt de Client vun der Bank déi, deen also déi Transaktioune mécht.

D'Lëtzebuerger Regierung huet kee Problem mat där Steier, mä ech hunn e bëssen d'Impressioun, sou wéi deemools mat der Tobin-Tax: Jiddweree seet, e wär derfir. Mä wann et dann awer eng Diskussioun gëtt - well dat kann nëmme fonctionnéieren, wa jo d'ganz Welt matmécht -, da fënnt een der awer ganz wéineg, déi ausser de Sonndesrieden do derfir sinn.

Dofir wëll ech soen: Mir als Lëtzebuerger hätten domadder kee Problem, wann also

eng Unanimitéit am G20 duerfir géif bestoen. Dat war zu Pittsburgh net de Fall; da géif dat net um Widderstand vu Lëtzebuerg scheiteren.

Ech wëll soen, datt och déi Diskussioun, wie muss bezuelen, aus Lëtzebuerger Perspektiv och e bëssen eng aner ass, well mir wëssen nun eemol, datt de Finanzsecteur an déi Leit, déi am Finanzsecteur schaffen, schonn haut déi gréisste Steierzueler zu Lëtzebuerg sinn, sou datt déi Diskussioun also eng ganz aner ass wéi a Länner, wou de Finanzsecteur e ganz klengen Deel ass vun der Ekonomie.

Mir sinn eng offen Ekonomie a mir musse kucken, datt eis Steierlaascht gerecht ass an der internationaler Konkurrenz Rechnung dréit. An datt jiddweree muss säi Bäitrag dozou leeschten, schéngt mer eng Evidenz ze sinn.

Ech wëll awer vläicht ofschléissend dozou soen, datt, wat generell d'Behuele vu verschiddene Banken - an ech preziséieren „verschiddene Banken" - an der Welt a verschiddene Banquieren - well ech mengen, et soll een net alles an een Dëppe geheien -, datt dat zur Kris geféiert huet, well eng Mentalitéit entstanen ass, fir ëmmer méi schnell ëmmer méi Geld ze maachen. Allerdéngs mengen ech, datt dat net nëmmen de Problem vun der Finanzwelt war, mä och vun eis alleguerte selwer.

Well mir hu gemierkt, datt déi, déi Produkter verkaaft hunn, déi am meeschte Rendite ofgeworf hunn, datt déi och ganz séier vill Clientë fonnt hunn, sou datt also jiddweree sech muss, wann et ëm ethesch Froe geet, souwuel deen, deen eppes verkeeft, wéi och deen, deen eppes keeft, héchstwahrscheinlech no dëser Kris eng ganz Rei Froe stellen.

Wéi verschidde Banken zu Lëtzebuerg enorm Zënsen offréiert hunn, déi anerer net offréiert hunn, du sinn eng Rei Clientë bei déi Banke gaangen. Si hu sech net d'Fro gestallt, wat kënnt domadder geschéien. An dofir stellt dat och eng nei Fro: Wéi wäit soll d'Reguléierung vum Stat goen? De Mëttelwee fannen ass net ëmmer einfach.

Mä sécherlech wäert net méi alles kënnen esou toleréiert ginn, wéi dat an der Vergaangenheet et war. Et muss ee méi lues, méi laangfristeg Ziler hunn, an net kuerzfristeg schnell Geld wëlle maachen.

Ech rappeléieren och heibannen, wéi oft ech als Budgetsminister kritiséiert gi sinn, wann ech d'Trésorerie vum Stat net ugeluecht hunn a Produkter, déi schnell a vill Rendement ofgeworf hunn. Ech hunn dat anescht gemaach mat de Statssue wéi a verschidden aneren Etablissementer, öffentlecher a privater, an ech mengen, dat war gutt fir Lëtzebuerg, och wa mer dee Moment vläicht manner Rendement kritt haten.

Déi Kris hei huet vläicht eppes Guddes, datt jiddweree sech erëm eng Kéier e bëssen a Fro stellt, datt et och ausser villem a schnellem Geld eppes anescht an eiser Gesellschaft gëtt.

Zu Lëtzebuerg wäerte mer déi Saachen, déi am G20 diskutéiert gi sinn an déi an der Europäescher Unioun ëmgesat ginn, schnell ëmsetzen. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt dës Finanzplaz, wat d'Reglementatioun ubelaangt, net hannen am Zuch sëtzt, mä am viischte Wagon sëtzt, an ech mengen, ech géif mech ulehnen un deem, wat den Här Meisch virdru gesot huet.

Et geet net nëmmen drëm, dat ze verteidegen, wat een huet. Et muss een, a grad muss een an dësen Zäiten déi Finanzplaz och nei orientéieren; eng permanent defensiv Haltung kann zu Géigereaktioune féieren, wéi mer dat um viregte G20 gesinn hunn. An duerfir verlaangt dat och eng Reflexioun, déi eis aus der Defensiv an eng Offensiv brëngt, an duerfir och dat eent oder anert muss geännert ginn, fir datt och déi Finanzplaz eng Zukunft no der Kris huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Finanzminister Luc Frieden Merci. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss.

Mir kommen elo zu zwee Duebelbesteierungsofkommen. De Projet de loi 5980; dat ass eng Konventioun mat Moldawien. An duerno eng Konventioun mat Georgien. An de Rapporteur huet mer gesot, e géif an engem mëndleche Rapport iwwert déi zwee Projete schwätzen. Duerfir géif ech lech och proposéieren, datt mer d'Diskussioun iwwert déi zwee Projete géife virhuelen. Ageschriwwen ass bis elo just den Här Negri. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projets de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

8. 5980 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007

et

5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007

Rapports de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, déi zwee Duebelbesteierungsofkommessen, mat deene mer haut quasi déi nei Legislatur hei alauden an déi ech - wéi de President elo grad gesot hunn - mer erlaben, lech mateneen an engem Zoch virzestellen, dierfte wuel déi lescht nom ale Muster sinn.

Well deen nächste Projet an dësem Zesummenhang ass schonn ënnerwee. E gouf den Éischte vun dësem Mount vum Finanzminister mat der Nummer 6072 an dësem Haus deponéiert. Bei där Gesetzesvirlag geet et ëm net méi an net manner wéi ëm d'Aktualiséierung vun enger Rëtsch vun Duebelbesteierungsofkommessen, déi an Aklang mat den OECD-Regelen iwwert den Informatiounsaustausch a Steiersaache bruecht solle ginn.

Ech wëll keng laang Geschicht iwwert déi Hannergrënn vun der Operatioun erzielen - souwisou hu mer elo schonn eng Stonn laang doriwwer geschwat -, déi am Summer op deem ominéise Sommet vum G20 zu London lancéiert gouf a mat där eist Bankgeheimnis nawell ganz gehéiereg gerëselt gouf.

Dës zwee Accordë gehéieren net zu deene 17, déi deemnächst un d'OCDE-Regelen iwwert den Informatiounsaustausch ugepasst solle ginn. Si si souzesoen tëschent Nuecht an Dag gefall, well si goufe scho virun zwee Joer ënnerzeechent a goungen um Ufank vun dësem Joer an d'Chambersprozedur, wou nach keen eppes vun deem politeschen Donnerwieder wousst, dat en halleft Joer duerno iwwer eis Finanzplaz eragebrach ass.

Et läit deemno op der Hand, datt geschwënn och schonn déi zwee Duebelbesteierungsofkommessen, déi mer haut ofseene sollen, ëm dee faméisen Artikel 26 Paragraph 5 vum OECD-Modell erweidert wäerte ginn, deen en Informatiounsaustausch op Demande tëschent eiser an deene frieme Steierverwaltunge virgesäit. Eben déi Dispositioun, déi mer bis elo wéinst eisem Bankgeheimnis ëmmer ausdrécklech beim Duebelbesteierungsofkommes ausgeklamert hunn a laanscht déi mir elo eben net méi kommen.

Et hätt ee wuel nach kënnen d'Prozedur am leschte Moment ëmbéien an déi zwou Konventiounen esou nobesseren, datt si deenen neie Verflichtungen a puncto Informatiounsaustausch tëschent de Steierverwaltungen entsprach a sech an d'Rëtsch vun deenen ugepasste Konventiounen agereit hätten. Eppes, wat wuel elo mat deenen aneren Duebelbesteierungsofkommesse geschéie wäert, déi nach am Tube sinn, déi schonn ënnerschriwwen, awer nach net vun der Chamber guttgeheescht sinn.

Mä éischtens hu mer dee Minimum vun zwielef Konventiounen, deen d'OCDE virschreift, fir ee vun der schwaarzer Lëscht vun de Steierparadäiser ze huelen, scho laang iwwerschratt, an zweetens hätten eis Ofmaachunge mat deenen zwee Länner, ëm déi et hei geet, zwee Länner aus dem fréieren Ostblock, vläicht net gradesou vill an den Ae vun der OCDE gewige wéi en Accord mat Amerika oder mat Frankräich - fir nëmmen déi zwee ze nennen.

Elo kann ee sech natierlech froen, ob mer näischt anescht méi Wichteges, näischt Besseres am Moment ze dinn hu wéi Duebelbesteierungsofkommesse mat zwee Länner ofzeschléissen, mat deene mer kaum nennenswäert Handelsbezéiungen hunn a mat deenen eis och soss net extra vill verbënnt.

Moldawien, dat fréier zu Rumänien gehéiert huet an du vun der deemoleger Sowjetunioun annektéiert gouf, ass eis héchstens dofir geleefeg, well et zu deenen äermste Länner an Europa gehéiert an datt et mat engem gehéiereegen Handelsdefizit geplot ass, well et dräimol méi aféiert, wéi et ausféiere kann. Mir spille keng ganz grouss Roll dobäi, well d'Exporter vu Lëtzebuerg no Moldawien schloe mat manner wéi 300.000 Euro am Joer zu Buch.

Eisen Handel mat Georgien ass och net grad ëmwerfend, wann ee bedenkt, datt mir d'lescht Joer op knapps eng Hallef Millioun Exporter dohinner koumen. Allerdéngs muss een dobäi bedenken, datt et och scho Jore gouf, wou eis Exporter no Georgien sech op e puer Millioune belaf hunn.

Mä dat war virun där onroueger Zäit, an déi Georgien gerutscht ass, wéi et sech mat sengem groussen Noper Russland ugeluecht huet, well deen déi zwou ofgefalen - wéi Der wësst - Provënzen Abchasien a Südossetien an hirem Onofhängegkeetskampf ënnerstëtzt.

Dës zwee Duebelbesteierungsofkommessen, déi op den ausdréckleche Wonsch vu Moldawien a vu Georgien zustane koumen, hunn also op d'mannst fir den Ablack méi eng politesch wéi eng ekonomesch Bedeitung.

Eist Land, dat an der Tëschenzäit souzesoe mat allen europäesche Staten, och mat deenen neien am Osten, Duebelbesteierungsofkommessen ofgeschloss huet, hätt sech deemno schwéier dem Wonsch vun deenen zwee Länner no dëser Aart vun Unerkennung verschléisse kënnen - ofgesinn dovunner, datt een ni weess, wéi sech Relatiounen entwéckele kënnen an een och ni genuch Frënn uechtert d'Welt kann hunn.

Här President, déi zwee Accordë si méi oder wéineger nom selwechte Muster gestréckt, no deemselwechte Muster wéi déi meescht vun deenen anere 55 Duebelbesteierungsofkommessen och, déi mir bis elo doruechter ofgeschloss hunn. Dat heescht, et gouf sech an éischter Linn un den OCDE-Modell gehalen, bis eben op deen ominéisen Artikel 26 natierlech.

Mä och dee Modell, dee vun der UNO ausgeschafft ginn ass a fir dee virun allem d'Entwécklungslänner eng Preferenz hunn, well hien eng Quellesteier am Ursprongsland bevirdeelegt, gouf als Virlag benotzt a schrattweis mat an déi Accorden agebaut.

Well ausser dem Statsrot kee sech zu deenen zwee Projeten zu Wuert gemellt huet an och de Statsrot näischt anzewennen hat, mengt d'Finanzkommissioun der Chamber rouege Gewëssens empfehlen ze kënnen, deenen zwee Gesetzer hir Zoustëmmung ze ginn.

Ech fir mäin Deel kann op alle Fall den Accord vun der CSV-Fraktioun schonn emol hei ginn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Thiel Merci. Den Här Thiel war esou komplett, datt keen agedroene Riedner méi do ass an och den Här Negri net méi wëllt…

(Hilarité générale)

…dozou sech äusseren. Ech mengen, datt och de Finanzminister domat d'accord ass. Duerfir géif ech proposéieren, datt mer géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5980 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5980 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass heimat ofgeschloss.

D'Resultat ass folgend: 59 Jo-Stëmmen an eng Enthalung.

Wëllt dee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Domat ass de Projet de loi 5980 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5992.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5992 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och dëse Projet ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Enthalung.

Wëllt dee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Domat ass de Projet de loi 5992 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.31 heures)

SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza»
- *M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

3. Débat d'orientation sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir du secteur agricole
- *Exposé: M. Lucien Clement*
- *Débat: M. Fernand Etgen, M. Roger Negri (dépose une motion), M. Henri Kox, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann*
- *M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Motion 1: M. Henri Kox*
- *Vote (motion adoptée)*

4. 5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007
- *Rapport de la Commission de la Culture: Mme Martine Mergen*

5. 5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (Second vote constitutionnel)
- *M. Gilles Roth, rapporteur*

6. Question avec débat N°1 de M. Jean Colombera au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1
- *M. Jean Colombera (dépose une motion) - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Motion: M. Jean Huss, M. Xavier Bettel*
- *Vote sur la motion modifiée (rejetée)*

7. 5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007 (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (suite)
- *Second vote constitutionnel*
- *M. André Hoffmann*

9. 5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Paul Helminger, M. Jean-Pierre Klein, M. François Bausch (dépose une motion), M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Jean-Paul Schaaf (dépose une motion)*
- *M. François Bausch (à qui répond M. Gast Gibéryen)*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Jean-Louis Schiltz, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen (à qui M. Jean-Louis Schiltz répond), M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (à qui M. François Bausch pose une question)*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée), M. André Hoffmann*
- *Motion 2: M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

10. 5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998
- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certains autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;

3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 30.07.2009

6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 03.08.2009

6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.08.2009

6065 - Projet de loi relatif aux travaux de restauration et d'aménagement des installations industrielles des hauts fourneaux A et B de Belval dans l'intérêt du Centre national de la Culture Industrielle

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des infrastructures, le 08.09.2009

6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.09.2009

6067 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 octobre 1981 portant application de la directive 80/181/CEE du Conseil du 20 décembre 1979 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux unités de mesure

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 16.09.2009

6068 - Projet de loi concernant certaines mesures visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 25.09.2009

6069 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 13 septembre 2006 concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt à la demande de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 25.09.2009

6070 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 5 décembre 2007 concernant la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo (KFOR)

Dépôt à la demande de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 25.09.2009

6071 - Projet de loi relatif à l'achèvement du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen et de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 28.09.2009

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.09.2009

6072 - Projet de loi portant

1. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume du Bahreïn tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 6 mai 2009;

2. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Arménie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatifs, signés à Luxembourg, le 23 juin 2009;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Qatar tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 3 juillet 2009;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 juillet 2009;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Liechtenstein tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Vaduz, le 26 août 2009;

6. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 20 mai 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 3 avril 1996;

7. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à La Haye, le 29 mai 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à La Haye, le 8 mai 1968;

8. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Paris, le 3 juin 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1er avril 1958, modifiée par un Avenant signé à Paris le 8 septembre 1970 et par un Avenant signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006;

9. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 4 juin 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 17 novembre 1980;

10. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 1er juillet 2009, en vue de modifier la Convention entre le Luxembourg et la Finlande tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 1er mars 1982;

11. approbation Troisième Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Londres, le 2 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Londres, le 24 mai 1967;

12. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962;

13. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Norvège tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, le Protocole final et le Protocole additionnel y relatifs, signés à Oslo, le 6 mai 1983;

14. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 16 juillet 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg, le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'Avenant, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2002;

15. approbation de l'Avenant, signé à Berne, le 25 août 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Berne, le 21 janvier 1993;

16. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 28 août 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 4 octobre1999;

17. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 30 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003 et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.10.2009

6073 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 12 février 2009 portant modification du règlement grand-ducal du 27 septembre 2008 relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)

Dépôt à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.10.2009

3) En date du 7 octobre 2009, M. Jean-Luc Kremer, a remis la pétition N°293 contre la défiguration de notre paysage d'Ardennes par l'implantation d'installations éoliennes.

Mir hunn elo d'Question urgente N°61 vum Här Eugène Berger iwwer Belval Plaza. Den Här Eugène Berger huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Questioun virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

2. Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza»

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn och frou, datt déi Fro hei esou schnell ka beäntwert gi respektiv datt d'Regierung dozou ka Stellung huelen. Wéi Der scho gesot hutt, geet et ëm den Dossier Belval Plaza, dee jo, wéi bekannt ass, op de Frichë vun Esch-Belval läit.

Ech wëll elo keng ganz laang Introductioun méi maachen. Dat ass net néideg. Deen elo d'Medië verfollegt huet déi lescht Deeg, déi lescht Stonnen, dee weess, ëm wat et geet. Et sinn hei Onstëmmegkeeten tëschent zwou Gesellschaften - Multiplan an SNS, fir se net ze nennen -, fir do de Finanzement vu Belval Plaza ze organiséieren.

Dat ass virun allem zum Nodeel vun de Leit, déi do eng Wunneng kaaft hunn, déi do wëlle wunnen op deem Site. Dat ass och zum Nodeel vu Geschäftsleit vu Kleng-a Mëttelbetriber, déi do wëllen hiert Geschäft rulle loossen. An et kéint een natierlech a priori soen: Hei ass elo e Clinch tëschent zwee Privatbetriber, tëschent zwee Privatinvestoren an dat geet eis näischt un. Et muss een awer deen Dossier an engem ganze Kontext gesi vun de Frichë vu Belval.

D'Entwécklung vun de Frichë vu Belval ass jo e wichtege Projet fir de Süden an och d'Regierung. Dës Regierung, mä och déi viregt Regierungen hunn ëmmer e ganz groussen Akzent drop geluecht, fir dee Site optimal ze entwéckelen, fir dee ganze Site och als Ganzt ze vermaarten a weiderzeentwéckelen. An déi Evenementer, déi mer elo hunn, déi sinn awer net gemaach, fir Vertrauen an dee Site ze kréien, fir Vertraue bei de Leit ze kréien, déi wëllen dohinner schaffen, wunnen oder investéiere goen.

Ech sinn also der Meenung, datt d'Regierung och gefuerdert ass, fir hei also matzehëllefen eng Solutioun ze fannen. Méi konkret dann, Här President, meng Froen:

t ass jo esou, beim Verkaf, déi Terrainen, déi do verkaaft gi sinn, dat war vun der Gesellschaft Agora, wou och de Stat mat en Undeel hat oder mat an där Gesellschaft dra war, mengen ech, zu 50%. Et sinn deemools beim Verkaf vun deenen Terrainen och Konditiounen oder Obligatiounen erageschriwwe ginn an d'Kontrakter, wou et dann zum Beispill herno och géife Méiglechkeete ginn, fir datt de Stat herno kéint intervenéieren, wa Problemer sinn um Site, fir deen eben op deenen Terrainen ze entwéckelen.

Déi zweet Fro ass déi dann, datt ech an de Medien héieren oder gelies hunn, datt den Affekot vun enger Privatpartei gesot huet, datt Kontakter mat der Regierung wieren. Ech wollt do de Minister froen, ob hien dat ka bestätegen, confirméieren, wat fir eng Kontakter dat sinn, an ob eventuell do och schonn éischt Pisten opgezeechent si fir Solutiounen.

An da wollt ech awer méi insgesamt de Minister froen, ob d'Regierung iwwerhaapt hei wëlles ass, fir Démarchen ze maachen, fir eng Schlichtung ze fannen, eben ëmmer an där Iddi, datt et hei wierklech drëms geet, fir de ganze Site vun Esch-Belval optimal a positiv ze développéieren.

Méi spezifesch hat ech och eng Fro un de Logementsminister. Deen ass net hei, mä vläicht kann den Här Wiseler - en ass jo de Superminister, dee bal alles ofdeckt - dann och dozou Stellung huelen. Hei ass jo och dann awer déi Problematik, datt hei Leit, déi eng Wunneng kaaft hunn, net kënnen anzéien. Et geet Rieds vu praktesch 100 Leit, an déi zweet Phas misst jo och deemnächst fäerdeg sinn, Plaza 2, wou och nach eng Kéier, ech mengen, 100 Wunnenge sinn. Fillt de Logementsminister sech hei och iergendwéi implizéiert respektiv mécht deen och Démarchen, fir eventuell do ze kucken eng Solutioun ze fannen, well jo awer hei och da vill Leit net kënnen an hir Wunneng zéien?

Ech soe schonn am Viraus Merci fir all déi Äntwerten, déi de Minister eis ka ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Elo huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. E puer Aussoen zu de Faiten. Wat sinn d'Faiten?

Éischtens ass et esou, dass d'Sociétéit Agora enger Privatgesellschaft dee concernéierten Terrain, vun deem mer hei schwätzen, virun enger Rei Jore verkaaft huet, fir Commercen a Logementer hinzeriichten a fir de Projet Belval Plaza ze realiséieren. Iwwert d'Konditiounen, déi an deem Kontrakt sinn: Souwäit ech dat an där kuerzer Zäit konnt nofroen, stinn eng Rei Konditiounen, wat d'Délaië vun der Realisatioun ugeet, wéini dee Projet soll ofgeschloss sinn, dran. Dat als haaptsächlech Konditiounen, déi an deem Akt stoungen.

Zweetens, d'Regierung ass via de Wirtschaftsministère Enn September informéiert ginn, datt tëschent den Aktionäre vu Belval Plaza eng Rei Problemer géife bestoen. Si ass informéiert ginn.

Drëttens, et ass kloer, datt et weder un der Regierung nach un der Gemeng ass, fir sech an de Sträit tëschent zwee privaten Aktionären anzemëschen. Mir sinn iwwert d'Medië gewuer ginn, datt hei geriichtlech Prozedure sollten engagéiert ginn. An ech denken, datt et kloer ass, datt et sécherlech un de Geriichter ass, fir dës Affären ze tranchéieren.

Véiertens, wat d'Weiderféiere vum Projet ugeet, si mer um selwechte Wëssensstand wéi allgemeng d'Öffentlechkeet a wéi Dir alleguer heibannen a stelle fest, datt ee vun de Partner wëlles huet de Projet weiderzeféieren.

Fënneftens, och déi Relatiounen, déi tëschent deem, dee baut, respektiv de Privatleit bestinn, si Relatiounen, déi op privater kontraktueller Basis berouen, wou et der Regierung net méiglech ass, an eng privat kontraktuell Relatioun anzegräifen, wou de Stat net Partie ass. Hei ass et selbstverständlech wéi bei all Kontrakt den allgemengen Droit civil respektiv den Droit commun, deen ze applizéieren ass.

Dee leschte Punkt, deen ech wëll soen, dat ass, datt et awer och evident an den Ae vun der Regierung ass, datt de Projet Belval natierlech fir eis en enorm wichtege Projet ass am Kader vun der Entwécklung vum Land, am Kader vun dem IVL a vun deenen Zilsetzungen, déi mer eis ginn hunn, fir déi eenzel Partië vum Land ze entwéckelen.

An dat Wesentlechst, mengen ech, wat mer hei kënne maachen, dat ass kloer an däitlech dat ze affirméieren, dat ze affirméieren awer net nëmmen a Wierder, déi mer hei soen, mä dat ze affirméieren andeem mer kloer an däitlech soen, datt déi massiv Investissementer, déi d'Regierung an deene leschte Joren op dem Site Belval gemaach huet, och an deenen nächsten Deeg, an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint wäerte weidergefouert ginn.

D'Regierung huet decidéiert, selbstverständlech d'Investissementer weiderzeféieren, huet och décidéiert, wesentlech Fonctioune vum Stat op Belval ze implantéieren. Domat wëlle mer weiderfueren.

Ech wëll just kuerz nach eng Kéier rappeléieren, wat mer alles amgaange sinn zu Belval ze maachen.

Déi Saachen, déi Der alleguerte kennt: iwwert d'Rockhal; d'Stabilisatioun vun den Hauts-fourneauxen; de Bâtiments administratifs fir eng ganz Rei staatlech Institutiounen; de Lycée Belval, dee mëtten am Bau ass; den Incubateur d'entreprises, deen och am Bau ass; de Centre national de la culture industrielle, wou ech de Gesetzesprojet kierzlech déposéiert hunn; iwwer zéng Gebaier vun der Uni Lëtzebuerg, wou mer der eng Rei amgaange sinn, anerer, déi leschtlech nach de Moien an der Chamberskommissioun duerchdiskutéiert gi sinn, fir och do de legislative Wee weiderzegoen; an anerer, déi an der Planificatioun nach dra sinn; d'Archivenationalen; de Centre sportif; d'CRP Henri Lippmann, wat alles Projete sinn, déi am Héichbau sinn.

Zousätzlech kommen all déi Projeten am Déifbau. Ugefaange mat der Gare Belval, wou mer kënnen am Laf vum nächste Mount och e weidere Schrëtt dovunner gemeinsam aweien; an net geschwat vun deenen enorm deieren Investissementer an de Stroossebau, wéi d'Liaison Micheville a senge verschiddene Phasen an de gesamten Tissu routier, dee mer amgaange sinn do en place ze setzen.

Dat fir ze soen, datt d'Regierung un de Projet Belval gleeft an datt mer déi Investissementer maachen, déi noutwendeg sinn, fir datt de Projet ka weidergoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Mir kommen elo zur Orientéierungsdebatt iwwert d'Zukunftsperspektiven am Agrarsecteur. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Hären Etgen, Negri, Kox a Colombera. Den honorabelen Här Lucien Clement ass Spriecher vun der CSV-Fraktioun, déi d'Debatt ugefrot huet. Här Clement, Dir hutt als Eischt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir du secteur agricole

Exposé

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, zënter Méint gëtt d'Aktualitéit ënner anerem mat Biller vu rosene Bauere geprägt, déi fir hir Aarbecht net méi dee Loun kréien, deen et hinnen erlaabe géif, fir vun hirem Beruff liewen ze kënnen. Besonnesch d'Mëllechbauere leide ganz staark ënnert deem extrem niddrege Präis ëm déi 20 Cent, dee si fir d'Produktioun vun engem Liter Mëllech kréien, och wa momentan d'Situatioun sech liicht ze entspane schéngt.

Dëse Präis geet net emol méi duer, fir datt d'Baueren déi Produktiounskäschten iwwerhaapt gedeckt kréien. Si hu mat Recht gefillt, datt hir Aarbecht näischt méi wäert ass, wat och erkläert, datt Verschiddener vun hinnen als Protest hir Mëllech op d'Wiss ausgeschott hunn, anstatt se an hir Molkerei ze liwweren.

Dat ass eng Handlung, Här President, déi kann ee verstoen. Mä et muss ee se net onbedéngt akzeptéieren. Esou Aktioune stousse beim Konsument, dee jo u sech opmierksam gemaach soll ginn an zur gläicher Zäit och sensibiliséiert soll ginn, éischter op Onverständnis wéi op Akzeptanz.

Den akute Problem vun de Mëllechbauere verstoppt u sech awer e bësselchen, datt déi gesamt lëtzebuergesch an europäesch Landwirtschaft sech an engem ganz ugespaanten, an engem wirtschaftlech schwieregen Ëmfeld beweegt. En Ëmfeld, dat sech zënter der Finanz- a Wirtschaftskris ganz staark verschlechtert huet.

A genee aus dësem Grond huet d'CSV-Fraktioun fir haut eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Landwirtschaft an hirer Gesamtheet ugefrot. Mir sinn nämlech der Meenung, datt d'Chamber sech haut net nëmme mat der Situatioun vun de Mëllechbaueren, mä och mat der allgemenger Entwécklung vun der Landwirtschaft auserneesetze soll.

Hei geet et drëms, Pisten opzezeechnen, wéi, wou, wat besser gemaach gi kann, wou an der Vergaangenheet eventuell Feeler gemaach goufen. Et sollen awer Piste sinn - soen ech emol -, déi politesch ëmsetzbar sinn a virun allem fir de Bauer an der Praxis awer och praticabel solle sinn. D'Erhalung an d'Förderung vun eise landwirtschaftleche Betriber muss eng vun den éischte Prioritéite vun der europäescher a vun der Lëtzebuerger Politik sinn a se muss et och bleiwen.

Mir däerfen nämlech net vergiessen, datt eis Landwirtschaft a villfacher Hisiicht am Déngscht vun eiser Gesellschaft steet an am Erhale vun eiser Kulturlandschaft eng séier wichteg Roll spillt. D'Landwirtschaft muss dofir an all hirer Importenz, mat all hire Facetten an der Gesellschaft duergestallt ginn.

An dësem Sënn wëll ech kuerz e puer Zuelen aus der Landwirtschaft nennen, fir d'Rumm opzespanen, an där mer eis haut hei bewegen.

Am Mee 2008 huet d'Lëtzebuerger Landwirtschaft nach 2.268 Betriber gezielt, an et hu ronn 4.000 Mënschen doranner geschafft. Dës Betriber bewirtschaften zesummen eng Agrarfläch vu ronn 130.000 ha mat enger Moyenne pro Betrib vu 57,5 ha.

Wann een dës Zuelen elo mat deene vun 1950, also direkt nom Zweete Weltkrich, vergläicht, da gëtt ee sech eréischt richteg där enormer Konzentratiounsbewegung an deem grousse Strukturwandel bewosst, deen zënter Jorzéngten an der Lëtzebuerger Agrarlandschaft stattfonnt huet.

Esou sinn et nämlech 1950 nach ronn 13.500 landwirtschaftlech Betriber ginn, déi plus ou moins déiselwecht Fläch wéi haut bewirtschaft hunn. Par contre hunn deemools awer nach zéngdausende Leit am Secteur primaire geschafft. Dës Zuele weise ganz kloer an däitlech, datt d'landwirtschaftlech Aktivitéite vun ëmmer manner Leit bedriwwe ginn an datt d'Betriber ëmmer méi grouss ginn.

Et muss een awer haut am Ufank vum 21. Jorhonnert feststellen, datt d'Landwirtschaft nach ëmmer eng décisiv Roll spillt, an dat wéinst den Aufgaben, déi se fir d'Gesellschaft ze erfëllen huet.

D'Haaptaufgab, Här President - an dat ass och richteg esou -, ass d'Notzung vun engem groussen Deel vun eiser Landesfläch fir d'Produktioun vun héichwäertege Nahrungsmëttelen. An dat muss och esou bleiwen. Doriwwer eraus sinn d'Erhalen an d'Fleeg vun der Landschaft, d'Ofsécherung vun der Vitalitéit am ländleche Raum, den Natur-, Waasser- a Klimaschutz, d'Erhale vun der Biodiversitéit, d'Förderung vun der regionaler Identitéit vun deene verschiddene ländleche Géigende weider wichteg Aufgaben. Aufgaben, déi dem Land, an domat jiddwerengem - an ech betounen „jiddwerengem" - vun eis zeguttkommen.

Dofir kritt de Bauer wuel eng Entschiedegung a Form vu Primen, mä seng Aarbecht gëtt net direkt vum Marché, dat heescht direkt vum Konsument, finanziell honoréiert. D'Erfëlle vun all dësen Aufgaben entsprécht natierlech dem Geescht vum europäesche Landwirtschaftsmodell, esou wéi en ënner Lëtzebuerger Responsabilitéit vum deemolege Landwirtschaftsminister Fernand Boden 1997 definéiert ginn ass an dee multifunktionell, kompetitiv an nohalteg ausgeriicht ass.

Dëse Modell hält och fest, datt d'Landwirtschaft och a benodeelegte Regiounen erhale bleiwe muss. Lëtzebuerg war bis elo als e landwirtschaftlech benodeelegt Gebitt unerkannt. D'Regierung muss alles ënnerhuelen - an d'CSV wäert Iech, Här Minister, doranner ënnerstëtzen -, datt dat och an Zukunft esou bleift. Dëst Unerkennen als landwirtschaftlech benodeelegt Gebitt ass mat substanzielle Bäihëllefe fir eis Landwirtschaft verbonnen an ass wichteg fir déi zukünfteg Gestaltung vun eise Betriber.

Wa mir eis all dës Missioune vun der Landwirtschaft virun Aen halen, da muss et eist Zil sinn, an Europa an hei zu Lëtzebuerg déi néideg Rahmebedéngungen ze behalen a gegebenenfalls ze reforméieren. Rahmebedéngungen, déi eng leeschtungsstaark, eng nohalteg orientéiert Landwirtschaft an d'Produktioun vu gesonde Liewensmëttel erméiglechen a gläichzäiteg dem Produzent e senger Aarbecht entspriechend Akommes dann och garantéieren.

Trotz allen anere Missiounen, déi d'Landwirtschaft huet, bleift awer als Haaptmissioun gesond Liewensmëttel ze produzéieren. Dat geet vum Fleesch iwwert d'Mëllech, d'Eeër, d'Kären, d'Geméis, d'Uebst bis hin zum Wäin. Dofir si mir als CSV där Meenung, datt ee weider op där Schinn soll bleiwen, wou mer haut sinn, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, mä och an Europa, nämlech net oder net méi op Quantitéit ze setzen, mä virun allem op Qualitéit.

Et ass vill an d'Traçabilitéit vu Liewensmëttelen investéiert ginn. An hei bleift och an Zukunft all eenzelnen Acteur an der Liewensmëttelchaîne gefuerdert, ugefaange beim Produzent iwwert de Fabrikant, den Distributeur, de Commerçant bis hin zum Konsument.

Mir als CSV ënnerstëtzen eng seriö Traçabilitéit, mä mir ënnerstëtze keng iwwerdriwwen Traçabilitéit wéi se allze oft vu Bréisseler Gremien ausgeschafft gëtt, an nëmmen derzou bäidréit, fir d'Betriber ze schikanéieren. Eng vernünfteg Traçabilitéit hëlleft eiser Landwirtschaft nämlech hir Part de marché ze behale respektiv weider ze erhéijen. Dat vun der iwwerdriwwener Traçabilitéit gëllt iwwregens och fir aner Secteuren aus der Liewensmëttelbranche.

Mir als CSV si ganz kloer fir d'Transparenz vun der Traçabilitéit, mä, Här Minister, et muss een awer d'Ham net onbedéngt an der Mëllech kachen. Et muss ee sech awer och bewosst sinn, datt et eng op d'Qualitéit a manner op d'Quantitéit orientéiert Landwirtschaft eben net zum Nulltarif ka ginn.

An deem Kontext wëll ech awer och eemol drun erënneren, datt nom Krich d'Leit nach méi wéi d'Halschent vun hirem Akommes fir Liewensmëttel ausginn hunn. Dësen Taux ass haut op ënner zéng Prozent gefall. De Stellewäert vun eisen Nahrungsmëttele muss also an de Käpp vun eis all erëm virun d'Vakanz, virun den Auto a virun d'Kleeder gesat ginn.

Dat alles geet awer nëmmen iwwert d'Promotioun an iwwer méi Opklärung. An dobäi ze hëllefen, si mir als Politiker alleguer gefuerdert. Och wann en héije Prozentsaz vun de Konsumente laut verschiddenen Ëmfroe seet, datt e sech géif fir Qualitéitsprodukter, déi no strenge Kritäre produzéiert goufen, entscheeden, ass dat awer an der Realitéit net grad esou.

Oft, vill ze oft gëtt dann awer dee méi bëllege Produit am Supermarché aus dem Regal geholl an an de Weenche geluecht an deen zwangsläufeg méi deieren, ganz oft och nach regionale Produit bleift leien. D'Konsequenz dovunner ass, datt ëmmer méi sougenannten analog Produitë wéi zum Beispill analoge Kéis op de Marché kommen, déi absolut näischt, awer nu guer näischt mat Landwirtschaft ze dinn hunn. An dat aus dem einfache Grond, well se méi bëlleg sinn, wéi déi konventionell Agrarproduiten.

Mir als CSV bezeechnen esou Liewensmëttelen als groben Unfug a mir begréissen, datt dee fréiere Landwirtschaftsminister Fernand Boden mat sengen däitschen an éisträichesche Kolleegen eng Initiativ bei der Kommissioun ënnerholl huet, fir d'Täuschung vun de Konsumenten duerch esou Produkter ze ënnerbannen. Mir wäerten Iech och hei, Här Minister, ënnerstëtzen, fir esou Dommheete rigouréis ze bekämpfen.

D'Konsumvehalen ass eng Saach. Op där anerer Säit ass et awer och eng Tatsaach, datt d'Präisser fir d'Agrarprodukter säit Joren zréckginn an datt d'Landwirtschaft ouni national an europäesch Bäihëllefen net méi auskënnt. Dee gréissten Deel aus dem landwirtschaftlechen Akommes besteet haut aus Subsiden a Primen, fir déi d'Baueren awer eng ganz Rei Ëmwelt- an Déiereschutzkritären erfëlle souwéi Qualitéits- a Sécherheetsnormen anhale mussen.

Dat ass Fakt. D'Produktiounskäschte sinn an der Vergaangenheet permanent eropgaangen, an d'Präisser fir Fleesch, Wees a Mëllech zënter Jore permanent erofgaangen. Vu dës schwiereg Situatioun, déi sech an irreale Präisser an onsécheren Zukunftsperspektiven ausdréckt, kann ee verstoen, firwat ëmmer méi Bauere sech net méi an hirem Beruff wuel fillen.

Sécher ass fir d'CSV awer op alle Fall, datt d'Baueren awer nëmmen da fir eng héich Qualitéit vun hirer Produktioun suerge kënnen, wa se genau wéi aner schaffend Mënsche fir hir Produkter e gerechte Präis kréien. D'CSV ass jiddefalls grondsätzlech fir uerdentlech Agrarpräisser a géint all Zort vun Dumpingpräisser. Et gëtt keng direkt Idealléisung. Dat wësse mir och.

Här Minister, mir ënnerstëtzen Iech an all Äre Beméiungen, déi an déi Richtung ginn, datt de Bauer fir déi Produkter, déi en duerch säin deeglecht Schaffe produzéiert, och deementspriechend bezuelt gëtt. Kuckt een allerdéngs op dat aktuellste Beispill, nämlech op d'Entwécklung vum Mëllechpräis, da muss ee Folgendes feststellen - an dat, wat ee feststellt, dat ass eng eenzeg Katastroph - :

Vu September 2002 bis September 2006 louch de Präis fir ee Liter Mëllech hei zu Lëtzebuerg relativ konstant tëschent 31 a 34 Cent. Am September 2007 an 2008 si 47 respektiv 39 Cent fir e Liter Mëllech bezuelt ginn. Dunn am September 2009 sinn et nach just 23 Cent ginn. Dëse Präis geet, wéi ech uganks gesot hunn, defintiv net duer, fir datt d'Baueren hir Produktiounskäschte gedeckt kréien.

Wéi erkläert sech dann elo dësen niddrege Präis?

Fir en Deel vun de Mëllechbaueren dréit d'Haaptschold d'Agrarpoltik, déi vun der Europäescher Unioun praktizéiert gëtt, notamment d'Décisioun, fir an enger Zäit, wou d'Demande no Mëllech stark zréckgaangen ass, d'Produktiounsquoten europawäit eropgesat ze hunn an nach weider eropsetzen ze wëllen. Dës Mesure huet an hiren Aen zu engem Iwwerangebot vu Mëllech an doduerjer zu engem massive Verfall vun de Präisser gefouert.

D'EU-Kommissioun selwer a vill aner Gremië fir hiren Deel soen, datt déi niddreg Präisser eng Konsequenz vun där weltwäiter Wirtschaftskris sinn, déi zu engem drasteschen Ofhuele vun der Demande no Mëllechproduitë gefouert huet an näischt mat der politescher Ausriichtung ze dinn hätt. Well et muss ee wëssen, datt europawäit d'Quot, déi a sech hätt däerfe gestrach ginn, iwwerhaapt net erreecht gouf. Mir leien europawäit 4,2% ënnert där Quot, déi hätt kënnen oder däerfe gestrach ginn.

Fakt ass, datt d'Mëllechpräisser sech op engem historesch déiwe Stand befannen an datt Mesuren ergraff musse ginn, fir dem Secteur an der gesamter Landwirtschaft erëm op d'Been ze hëllefen a laangfristeg och eng Perspektiv ze ginn.

Well eent ass kloer, Här President: Et muss no enger laangfristeger Léisung gesicht ginn, och wann elo direkt de Bauere gehollef ginn ass a mat Sécherheet nach gehollef gi muss, well wéi ech scho gesot hunn, sinn och nach aner Secteure wéi de

Käresecteur an de Fleeschsecteur a méi oder wéineger schlechten Dicher.

Zur Erënnerung: Hei zu Lëtzebuerg huet d'Regierung nieft aneren Hëllefen, wéi e Virzéie vum Ausbezuele vun de Primen, zousätzlech nach 2,6 Milliounen Euro deblockéiert fir direkt Hëllefen. Och d'Europäesch Unioun huet kuerzfristeg verschidde Mesuren ergraff, besonnesch fir den europäesche Maart ze entlaaschten an den Export vu Mëllechprodukter, dee komplett zesummegebrach war, erëm nei unzekuerbelen.

De Käschtepunkt fir d'EU läit hei bei ronn 600 Milliounen Euro. Déi zoustänneg EU-Kommissarin, d'Madame Fischer Boel, huet allerdéngs nach eemol ënnerstrach, datt d'Quoteregelung defintitv 2015 ofgeschaf géif ginn. Den europäesche Mëllechbauereverband stellt d'Ofschafung vun der Quoteregelung awer a Fro an hätt gären, datt fir d'Mëllechproduktioun an Zukunft eng europawäit flexibel Mengereguléierung agefouert soll ginn.

Eng eurpäesch Monitoringplaz, wou nieft Experte souwuel d'Produzente wéi d'Molkereien, d'Konsumenten an d'Politik dra vertruede sinn, soll den europäesche Mëllechmarché iwwerwaachen, fir iwwert de Wee vu Prognose vum Verbrauch vu Mëllech d'Mëllechproduktioun festzeleeën.

Här President, als Fräiberuffler a Commerçant, deen ech war an och nach sinn, kann ech dës Mesure nëmmen ënnerstëtzen, well eent ass sécher: Wann ech mam Präis matschwätze wëll, muss d'Produktioun vum Produit a senger Quantitéit ënnert der Demande vum Marché leien. Ass dat net de Fall, Här President, da sëtze ganz aner Leit bei der Präisdiskussioun um laangen Hiewel.

D'Lëtzebuerger Mëllechbauere vum LDB ënnerstëtzen dës Fuerderung, an hire President huet laut eegenen Aussoe vum Statsminister d'Zouso kritt, datt de Statsminister sech géif géint eng Ultraliberaliséierung vun der europäescher Landwirtschaft asetzen. Mä Lëtzebuerg ass net a war och an der Vergaangenheet ni fir eng wëll Liberaliséierung vum Mëllechmarché.

Et bleiwen awer nach an deem Kontext e puer Froen op:

Hält Lëtzebuerg weider un der Ofschafung vun den europawäite Quoten 2015 fest, dat awer mat de Mesurë géint - wéi ech gesot hunn - eng wëll Liberaliséierung?

Wat bedeit déi Ofschafung fir den europäeschen a besonnesch de lëtzebuergesche Bauer?

Wéi géif eng flexibel Mengereguléierung, esou wéi se den LDB an den EMB virschloen, an der Praxis tatsächlech ausgesinn? A wéi kann ee se ëmsetzen?

Soll een deene Baueren, déi fräiwëlleg haut manner Mëllech sträichen, eng Prime ginn oder net ginn?

Onofhängeg vun all dëse Froen ass et evident, datt eist Land wéi an anere ville politesche Felder och an deem heiten Dossier net eleng no Léisunge siche kann. Dofir ass d'Kooperatioun mat deenen aneren EU-Memberstaten an d'Interventioun innerhalb vun de Gremië vun der EU méi wéi ugeroden.

D'Europäesch Kommissioun huet e Grupp vun Experten agesat. Ech denken, déi sollte schnellstens eng Analyse de marché maachen. An der Kommissioun sollt ee mat op de Wee ginn, hir dacks stur Haltung ze iwwerdenken a méi flexibel ze reagéieren. Eppes, Här President, wat haut richteg schéngt, muss et dofir muer an iwwermuer net onbedéngt och nach sinn.

Allerdéngs soll een am Fall vun der Mëllechpräisproblematik net just déi europäesch Generaldirektioun Agriculture, mä och déi zoustënneg Direktioun fir d'Konkurrenz emol eng Kéier dermat befaassen, well et gëtt een de Verdacht net onbedéngt lass, datt déi grouss europäesch Distributeure sech beim Präis vun der Mëllech, dee se bezuelen, ënnereneen ofschwätzen an duerch hir Gréisst an hiert Gewiicht eng quasi Monopolstellung hunn, där d'Molkereien an d'Baueren, déi vill manner Lobby hunn, dann ausgeliwwert sinn.

Mir als CSV sinn der Meenung, datt et keng garantéiert Mëllechpräisser an Zukunft kënnen a wäerte ginn. Mä mir wäerten eis zesumme mat Iech, Här Minister, derfir asetzen, datt et an Zukunft gerecht Mëllechpräisser ginn. Souwäit zum Thema Mëllech.

Wéi ech virdru schonns gesot hunn, ass a bleift d'CSV der Meenung, dass eis Landwirtschaft op Qualitéitsproduitë setze muss.

Nieft deenen dräi Haaptproduktiounspiliere Mëllech, Fleesch a Käre gëllt et och fir d'Zukunft eng intelligent Nischepolitik ze förderen an auszebauen. Dat ass an der Vergaangenheet ënnert deem deemolege Landwirtschaftsminister Fernand Boden scho geschitt, mä ech soen einfach: Et bleift nach Sputt no uewen. Zumools wann ee bedenkt, datt nëmmen 1% vun deem Geméis, wat mer kafen a wat mer iessen, aus Lëtzebuerg kënnt. Dat dierf net esou bleiwen, a mir ënnerstëtzen als CSV all Mesuren, fir dëse Prozentsaz ze erhéijen.

Datselwecht gëllt och fir de Schwéngssecteur. Och wann dëse Marché säit jehier zolitte Präisschwankungen ënnerworf ass, esou ass awer déi finanziell Kurb, déi een iwwer Joren zéie muss, dach als positiv ze gesinn. Och hei ass, wat d'Produktioun ugeet, dank dem Label vun der Marque nationale nach zimlech vill Sputt no uewen, well dach awer hei zu Lëtzebuerg nach en héije Prozentsaz u Schwéngefleesch importéiert gëtt.

Eng aner Nischeproduktioun ass d'Zillen, d'Schluechten, d'Vermaarte vu Pouleten a Kannéngercher. Hei loossen ech prinzipiell d'Meenung net gëllen, datt mir hei zu Lëtzebuerg keng Infrastrukture kënne schafen, fir dës Déieren och hei zu Lëtzebuerg kënnen ze schluechten. „Mir sinn dofir ze kleng, mir hunn net Capacitéit genuch, dat rentéiert sech net", héieren ech ëmmer soen.

Wann ech elo dovun ausginn, datt een 100.000 Pouleten den Dag muss schluechten, fir rentabel ze sinn, da kann ech deene leider Recht ginn. Mä dat musse mir zu Lëtzebuerg net, a mir brauchen dat och net. Mir brauche just an engem vun eise bestehende Schluechthaiser eng kleng Chaîne anzeriichten, wou da während engem hallwen Dag Pouleten a Kannéngercher geschluecht ginn. Et brauch een dofir kee komplett Schluechthaus während enger ganzer Woch ze beleeën, an déi Leit, déi do schluechten, sinn an der Regel Indépendanten oder hu sech an engem Grupp zesummegedoen a ginn op d'Stéck bezuelt. D'Schluechthaiser brauchen deemno och keen zousätzlecht Personal dofir anzestellen.

Denkt doriwwer no, Här Minister! Et ass eng echt Nisch, an et kann ee ganz gutt domadder och Promotioun elei zu Lëtzebuerg maachen.

Fir de Bekanntheetsgrad vun eise lëtzebuergesche Produiten ze steigeren, sinn an der Vergaangenheet scho vill Ustrengunge gemaach ginn. Ech erënneren do zum Beispill un d'Promotiounscampagne „Esou schmaacht Lëtzebuerg", un d'Reform vum Marchés-publics-Gesetz, ouni déi verschidde Labelen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wëllen ze vergiessen.

Wann ee vu Promotioun vu landwirtschaftleche Produitë schwätzt, dann däerf een awer natierlech och de Lëtzebuerger Wäin net vergiessen. Och do sinn an deene leschte Joren…

(Interruption)

Ech hu gemengt, Dir wäert net dofir.

Och do sinn an deene leschte Jore grouss Effortë vun eise Wënzer gemaach ginn, fir eis Wäiner a Crémanten, déi vun enger exzellenter Qualitéit sinn an déi regelméisseg international Präisser kréien, nach méi bekannt ze maachen.

Allerdéngs kann et net sinn, datt déi eenzel Wënzervereenegunge sech elo streiden an net méi an der Promotion des vins et crémants de Luxembourg un engem Dësch sëtzen. Dat ass net gutt fir deen Eenzelnen a scho guer net ugedoen, fir dem gesamte Secteur ze hëllefen. Well da geschitt genee dat, wat elo amgaangen ass ze geschéien: Jiddweree fänkt nees op seng eege Fauscht un, Reklamm ze maachen. Esou wäerten dann dëst Joer d'Privatwënzer getrennt vun deenen anere Wënzer an engem Zirkuszelt um Glacis hir Promotiounswoch organiséieren.

D'Fro, déi sech stellt, ass deemno: Wéi kann een esou eng ongesond a fir de gesamte Beräich kontraproduktiv Entwécklung verhënneren?

Här Minister, ech denken, hei ass Är Interventioun zur Schlichtung vun dëse Meenungsverschiddenheete schnellstens gefuerdert.

E weideren Aspekt vun der Diversifikatioun vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft sinn ouni Zweifel d'Bioproduiten. De Biolandbau soll a muss gefuerdert ginn. Wéi vill Prozent deen Domän elo vun der Landwirtschaft duerstelle soll, dat ass net essenziell. Et soll een déi Fro villméi vun der Nofro vum Marché ofhängeg maachen. Mécht een dat net an et rëtscht een an eng Iwwerproduktioun vu Bioprodukter eran, dann ass d'Biolandwirtschaft ganz sécher mat deeneselwechte Präis- an Ofsetzungsproblemer ergo och Akommesproblemer konfrontéiert, wéi se haut déi konventionell Landwirtschaft kennt.

(Interruption)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- …zu Lëtzebuerg awer wäit ewech…

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, ech wëll Iech dat elo erklären. Dir hutt elo ze frëi geschwat.

Net méi spéit wéi de leschte Sonndeg sinn ech an Däitschland an engem Buttek passéiert, wou e grousst Schëld op der viischter Dier um Trottoir stoung a wou Reklamm mat Bioprodukter gemaach ginn ass: „Bio im Angebot". Esou vill Präisser waren opgezielt, duerchgestrach, an et krut ee se bëlleger.

Ech froen Iech, Här Gira, ass dat en Zil, wat mer wëllen erreechen, oder ass dat keen Zil?

Dat ass net wäit ewech, dat si fënnef Kilometer méi wäit wéi d'Grenz.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Et ass en Zil, dass mer de Moment 80% Bio…

M. Lucien Clement *(CSV).*- „Bio im Angebot", wëlle mer dat oder wëlle mer dat net hunn?

Ech soen Iech ganz kloer: D'CSV wëllt dat net, well dann hu mer deen nämlechte Problem…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dat hu mer gemierkt déi lescht Zäit!

M. Lucien Clement *(CSV).*- Neen, neen, ech sinn nach net fäerdeg mat Iech.

(Interruption et brouhaha)

Dir hat vill ze vill frëi geschwat. Och wa vun 2.268 Landwirtschaftsbetriber ronn 80 op Bioproduitë setzen, esou stelle se awer nëmmen 2,7% vun der Agrarfläch duer. Och, wann den Undeel an Zukunft méi grouss wäert ginn, bleift awer déi konventionell Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg an och Europa dominant. Well de Verbraucher awer e Recht op déi Liewensmëttelen huet, déi e wëllt, musse weider esou wéi bis elo d'Biolandwirtschaft an déi konventionell Landwirtschaft ënnerstëtzt a gefördert ginn.

Déi finanziell Moyenen dozou gi mer der Landwirtschaft virun allem iwwert dat neit Agrargesetz, dat mir d'lescht Joer elei gestëmmt hunn. Och hei wäert d'CSV deen heitege Minister ënnerstëtzen, dat nächst Agrargesetz nach ze verfeineren an där aktueller Situatioun unzepassen.

Mä mir wëllen him awer och op de Wee ginn, datt e sech zu Bréissel derfir asetze soll, fir déi ganz Prozeduren an Texter administrativ méi einfach, méi handlech a méi lieserlech ze gestalten.

Ech weess do, wouvun ech schwätzen, well wann een dat zweemol matgemaach huet als Rapporteur vum Agrargesetz, da weess een, datt et net evident ass, weder fir eis nach fir d'Leit an der Praxis, weder fir d'Baueren, esou einfach domat ëmzegoen.

Och wa vill Gelder iwwert de Wee vu Primen a Subsiden an d'Landwirtschaft fléissen, gesi mir haut mat grousser Besuergnis, datt d'Successioun a ville Betriber a Fro gestallt ass. D'Konsequenz dovunner sinn ëmmer méi grouss Betriber oder Fusiounen.

Mir wëlle keng Mega-Bauerebetriber zu Lëtzebuerg, mä et soll een de Réckgank vun der Zuel vu Bauerebetriber awer och net dramatiséieren. Villméi muss ee sech Gedanken doriwwer maachen, datt déi Betriber, déi nach bleiwen, strukturell esou opgestallt sinn, datt se eng reell Iwwerliewenschance hunn hei zu Lëtzebuerg an och an Europa.

Duerfir bleift et fir d'CSV eminent wichteg, datt genügend jonk Leit de Beruff vum Bauer ergräifen. Wéi mécht een dat elo?

1) D'Akommesperspektiven duerch d'Produktioun musse verbessert ginn. Do féiert, Här President, kee Wee derlaanscht.

2) D'Rahmebedéngunge voire Agrargesetz mussen där struktureller Entwécklung vun de Betriber weiderhi Rechnung droen.

3) D'Promotioun vun de Lëtzebuerger Produkter muss verstäerkt a konsequent weidergefouert ginn.

4) D'Nischeproduktioun muss ënnerstëtzt a gefördert ginn.

5) D'Déngschtleeschtunge fir d'Allgemengheet wéi d'Erhale vun der Naturlandschaft musse weiderhi vun der Gesellschaft honoréiert ginn an och deementspriechend finanziell fir de Bauer begleet ginn.

6) D'Meeschterprüfung muss agefouert a permanent Weider- an Ausbildung zur Regel ginn.

7) D'Ackerbauschoul mat integréiertem Kompetenzzentrum muss esou séier wéi méiglech hir Dieren um neie Site zu Gilsdorf opmaachen.

8) Déi dem primäre Secteur nogelagerte Weiderveraarbechtung vu Produitë muss weider ënnerstëtzt a moderniséiert ginn, a mir schwätzen eis als CSV ganz kloer fir en neien Agrozenter aus, an dat onofhängeg - an eiser Debatt - vum Site.

Dir gesitt, wat dat heescht. Mir si fir en Agrozenter, mä et ass elei net ubruecht, fir elei d'Debatt iwwert de Site ze féieren, huet dat geheescht.

Dir gesitt, et bleiwen nach vill Froen a Bezuch op d'Landwirtschaft ze klären, och wann deen déif gräifende Mutatiounsprozess, deen de primäre wirtschaftleche Secteur an deene leschte Jorzéngte matgemaach huet, mat vill Kompetenz, Engagement a Wäitsiicht och vum fréiere Landwirtschaftsminister, dem Fernand Boden, begleet a matgestalt ginn ass a vum Secteur selwer awer och an d'Praxis ëmgesat gouf.

Dofir wëll ech dem Fernand Boden vun dëser Plaz aus nach eng Kéier am Numm vun der CSV-Fraktioun Merci soen.

An trotz där Aarbecht, déi geleescht gouf, stinn haut, esou wéi ech dat a menger Ried versicht hunn däitlech ze maachen, nei grouss Problemer, déi finanzieller Aart sinn, weider grouss Changementer a nei Erausfuerderunge fir eis Landwirtschaft um Programm.

Mir als CSV wäerten deen neien Agrarminister an all senge Beméiungen ënnerstëtzen a wënschen him vun dëser Plaz aus schonn eng glécklech Hand bei sengen Entscheedungen.

D'Baueren awer solle wëssen, datt se net eleng dostinn, datt d'Politik hinnen zur Säit steet, well et definitiv net akzeptéiert gi kann, datt Leit, déi haart schaffen an dann och nach der Gesellschaft e groussen Déngscht erweisen, ëm hir Zukunft fäerte mussen.

Dat, Här President, ass am Moment esou, mä dat, Här President dierf awer net esou bleiwen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Clement Merci. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll der CSV-Fraktioun, a besonnesch dem Kolleeg Lucien Clement, Merci soe fir d'Initiativ, déi si geholl hunn, fir dësen Débat d'orientation iwwert déi miserabel Situatioun, an där d'Landwirtschaft stécht, hei ze maachen.

An dach verwonnert et, datt déi Partei, déi an deene leschten 30 Joer de Landwirtschaftsminister hat, déi Partei, déi an dëse schwieregen Zäiten de Ressort un de Partner ofginn huet, de Minister, deen haut eréischt 83 Deeg am Amt ass, interpelléiert an him Froe stellt, wou si virdru keng Äntwerten haten.

(Interruptions diverses)

Ech ginn awer dovun aus...

M. le Président.- Den Här Etgen huet eleng d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Ech ginn awer dovun aus, datt d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft hinne ganz uewe läit an datt, esou wéi den Här Clement et gesot huet, si deem neie Minister déi voll Ënnerstëtzung zoukomme loossen, fir d'Landwirtschaft, déi lëtzebuergesch an déi europäesch, aus der Kris ze féieren.

D'Situatioun ass eescht, ganz eescht. Der DP-Fraktioun läit d'Zukunft vun der Landwirtschaft um Häerz, an duerfir wëlle mir konstruktiv matschaffen, fir zesummen a ganz konkret Pisten opzezeechnen, fir de Baueren ze hëllefen a laangfristeg Léisungen ze fannen. D'DP ass gewëllt zesumme mat de Baueren an eng besser Zukunft ze kucken.

Fir de Mann vun der Strooss ass den Zickzackkurs vun der europäescher Landwirtschaftspolitik schwéier ze verstoen. Just op engem eenzege Punkt gëtt et Unanimitéit, nämlech bei de Kritiken um System.

An der Landwirtschaft gëtt et nach eppes wéi den Esprit d'entreprise: Entrepreneuren, déi innovativ sinn, fräidenkend Leit, déi net nëmmen u Subsiden denken, mä u Chancen.

Et gëtt eppes, wéi „der Stolz des Bauern": Dat ass net nëmmen, säin eegenen Här sinn, d'Fräiheeten, déi de Beruff him bitt, ze genéissen; „der Stolz des Bauern", dat ass virun allem, datt hie vu sengen eegene Produkter, senge Qualitéitsprodukter ka liewen ouni staatlech Subsiden.

Et geet hei also ëm Mënschen, et geet ëm Schicksaler. Déi meescht Bauerebetriber si Familljebetriber, déi iwwer Generatioune gefouert goufen an deenen hir Existenz um Spill steet. Wann déi europäesch Agrarpolitik sech net bal ännert, da si besonnesch d'Mëllechbaueren geschwë pleite. All Bauer, dee moies an owes an de Stall geet, fir d'Kéi ze sträichen, hëlt Sue mat dohin.

D'Akommesverloschter bei der Mëllech kann een och net temporär mam Akommes vum Fleesch oder vun de Käre kompenséieren: Och hei sinn d'Präisser um Buedem. Vun de Schwéngsbauere schwätzt scho guer kee méi, well dat der net méi vill sinn.

Et ass sécher richteg, datt mer d'Liewensmëttel, déi mer brauchen, mat manner Bauere kënne produzéieren, awer mat all Bauer, deen opgëtt, geet méi verluer wéi nëmmen e Liewensmëttelproduzent. Et entsteet eng Veräermung an e Verloscht a méifacher Hisiicht: eng Veräermung vun der Kultur- an Erhuelungslandschaft, ee Verloscht vu Suerg a Responsabilitéit fir gesond Liewensmëttel, e Verloscht vu vill berufflecher Experienz an Know-how, en Traditiounsverloscht, an ech kéint esou virufueren.

E Bauer, dee fort ass, kënnt net méi erëm. D'Stäerkt vun der Landwirtschaft sinn awer eis Familljebetriber, déi mat zwee Féiss um Buedem stinn.

Bis elo huet d'Landwirtschaft sech ëmmer selwer gerett, well se op Akommes verzicht huet, well se vun der Substanz gelieft huet. Déi Kris, déi besonnesch d'Mëllechbaueren haut duerchlafen, ass net op hirer Mëscht gewuess, ass net selwer verschëllt ginn, ass net op Incapacitéit säitens vun de Baueren zréckzeféieren.

Et ass méi schwiereg, hir Produktioun esou ze adaptéieren, fir der Maartentwécklung Rechung ze droen, wéi dat bei engem industrielle Betrib de Fall ass. Dës Betriber musse ganz dréngend kuerzfristeg hollef kréien - eng onbürokratesch, eng onkomplizéiert Hëllef, kee Gepiddels.

Déi vun der Regierung ugekënnegt national Mesurë ginn an déi richteg Richtung. Et ass de gudde Wëll bewisen, en éischte Schratt.

Erlaabt mer awer hei ze bemierken, datt et vermiessen ass, d'Erhéijung vun der TVA vun 9% op 10% als direkt Krisemesure duerzestellen. Dës Augmentatioun ass tout simplement geschëllt opgrond vun der Präisentwécklung an der Landwirtschaft a vum System vun der Pauschalbesteierung bei der TVA. Gradesou vermiessen ass et, e favorabelen Taux fir de Waasserpräis fir d'Landwirtschaft als direkt national Krisemesure duerzestellen: D'Direktiv an d'Waassergesetz gesinn dat ausdrécklech vir, wuelwëssend, datt eng modern Waassergestioun nëmmen an enker Kollaboratioun an engem Geescht vu Partnerschaft a géigesäitegem Vertraue mat de Bauere ka gemaach ginn.

D'Virausbezuele vun deene verschiddene Primen hunn d'Bauere längstens mat akalkuléiert. Steierlech Délaië sinn nëmme Makulatur. Als DP hätte mir gäre reglementaresch a gesetzlech Dispositiounen, fir gutt Jore mat schlechte Jore kënnen ze kompenséieren. D'Pourparlere mat de Banken, fir d'Zënse spéider zréckzebezuelen, sinn och nëmmen eng Schäinhëllef. Beim Iwwerhuele vun de Cotisations sociales gëtt nëmmen een Deel, an zwar d'Pensiouns- an d'Krankekeesskäschten a Betruecht gezunn. Vun deenen anere Cotisatiounen, besonnesch de Cotisatioune fir d'Assurance-accident, déi méi ausmécht wéi déi aner zwou zesummen, schwätzt keen. No Meenung vun der DP hätte sämtlech Cotisatiounen an hirer Integralitéit misse berücksichtegt ginn.

De Package vun de kuerzfristegen Ënnerstëtzungsmoossname mécht de Baueren awer keng mëttel- a laangfristeg Perspektiven op. Och soll ee sech net eleng op d'Mëllechbauere fokusséieren; bei de Fleesch-, an notamment bei de Schwéngsbauere gesäit et och net grad roseg aus.

Här President, ech wëll Iech duerfir en Tableau weise vun der Entwécklung vun de Präisser fir Schwéngefleesch. Uewen ass am Fong geholl d'Linn fir de Präis fir frëscht Fleesch, dat heescht dat, wat de Konsument bezuele muss. Eng Linn, déi an deene leschten zwanzeg Joer kontinuéierlech an d'Luucht gaangen ass. Ënnen ass den Index fir dat, wat de Bauer fir d'Fleesch kritt. Do gesitt Der eng Linn, déi ganz volatile ass, an eng Linn mat klorer Tendenz no ënnen. Dat heescht, de Konsument muss ëmmer méi bezuelen, de Bauer kritt ëmmer manner. Eng Fourchette, déi ëmmer méi grouss opgeet. Ech mengen, dat ass e Graphique, deen alles ausseet.

Här President, d'Bauere befanne sech de Moment an enger paradoxaler Situatioun. Zu engem Zäitpunkt, wou se déif an de rouden Zuele stiechen, musse se och nach héich Steiere vun 2007 nobezuelen. Dat kéint ville Bauerebetriber definitiv d'Genéck briechen. An anere wirtschaftleche Beräicher gëtt et d'Méiglechkeet, fir de steierleche Risiko ze provisionnéieren, dat heescht och hei schwätze mer net vun enger Extrawurscht fir d'Landwirtschaft.

D'Demokratesch Partei ass nämlech der Meenung, dass een an engem Secteur wéi der Landwirtschaft, deen esou volatile ass, Mechanisme wéi „carry back" an „carry forward" sollt aféieren. Virun allem, well ähnlech Mesuren am Wäibau schonn ugewannt ginn.

D'finanziell Ausfäll duerch d'Entwécklung vun de Mëllechpräisser fir d'Bauere sinn dramatesch. Ech weess net, ob de Minister eis haut hei wäert Zuelen nennen.

Ech wéilt de Minister jiddefalls froen, ob seng Servicer gerechent hunn, wéi vill den Duerchschnëttsbetrib an deene leschte siwen an aacht Méint bäigeluecht huet. Wann net, géif ech virschloen, datt mer eis esou séier wéi méiglech an der Kommissioun doriwwer sollten ënnerhalen.

Fir déi richteg Medezin ze verschreiwen, muss een a regelméissegen Ofstänn d'Temperatur huelen, an dat am beschten am Kader vun enger Agrarkonferenz, fir d'Präisevolutioun ze suivéieren.

D'Demokratesch Partei schléit vir, datt de Stat de Baueren en Iwwerbréckungskredit, fir deen de Stat d'Garantie mat null Zënsen iwwerhëlt, zur Verfügung stellt, fir dës Ausfäll ze kompenséieren. A wann d'Situatioun sech verschlechtert, soll de Stat och nach en Deel vun der Tilgung iwwerhuelen.

Dësen zënslose Kredit ass eng Méiglechkeet, fir verschiddene Betriber dans l'immédiat Oxygen ze ginn, dee se brauchen, fir ze iwwerliewen.

Mëttel- a laangfristeg mussen eis Iwwerleeunge vill méi déifgrënneg goen. Mir brauchen eng Zort Konjunkturprogramm fir d'Landwirtschaft.

Wéi eng Défië gëllt et unzepaken?

Den Drock zu enger ëmmer méi bëlleger agrarindustrieller Produktioun ass den idealen Nährbuedem fir all Zort vu Liewensmëttelskandaler. Duerfir gëtt et och kee Grond fir de Konsument, fir sech iwwer zäitlech begrenzt bëlleg Liewensmëttel ze freeën.

De Konsument wëllt d'Kou um Land an de Bauer am Duerf. Mëllech an och aner Landwirtschaftsprodukter aus industrieller Produktioun hu keng Sympathisanten. Mir wëllen duerfir e Pakt tëschent de Produzenten an de Consommateure schmieden, fir Bëllegangeboter aus Discounter wéi Aldi, Lidl a Co. keng Chance ze ginn.

De Secteur kennt och eng grouss Präisvolatilitéit. Dës Volatilitéit - an déi lescht zwee Joren hunn eis et gewisen - profitéiert kengem, weder de Konsumenten nach der Industrie a scho guer net de Baueren. Wann d'Präisser ze séier klammen, hëlt d'Demande of. Wann d'Präisser ze déif falen, gëtt et geféierlech fir d'Baueren.

Ech mengen, et ass duerfir ze verstoen, datt d'Baueren eng Form vu Regulatioun fuerderen. D'Mëllechkris huet eis gewisen, datt d'Deregulatioun, déi streng Maartregelen, besonnesch um Mëllechmaart, eng Kraaft sinn, géint déi ee schwéier ukënnt. Derbäi kënnt d'Globaliséierung vun der Wirtschaft an net ze vergiessen déi ëmmer méi grouss Usprëch, déi vun der Gesellschaft un d'Liewensmëttelproduktioun gestallt ginn.

Här President, d'Bauere brauche keng Extrawurscht. Si sinn e mëttelstännege Betrib wéi een aneren, deen awer op engem Marché evoluéiert, dee speziell ass. Fir d'Demokratesch Partei ass et kloer, datt de Maart vun den Agrarproduzente sech net selwer organiséiere kann. Dofir muss et no dem Auslafe vun de Quoten eng weider Form vu Reguléierung ginn.

D'Baueren hätte gären e kloert politescht Signal fir eng nei Form vu Regulatioun.

Eng Regulatioun, déi d'Baueren net an d'Ofhängegkeet vu staatleche Subside brëngt, mä eng Regulatioun, déi garantéiert, datt d'Präisschwankungen op de landwirtschaftleche Produkter sech a Grenzen halen. Eng Reguléierung, déi d'Maartgesetzer net ausser Kraaft setzt, mä déi de Baueren déi néideg Planungssécherheet gëtt, déi se brauchen, fir hir Betriber ze féieren.

Werfe mer emol ee Bléck no hannen: D'Aféiere vun de Quote war eng Reaktioun op d'Iwwerproduktioun. D'Quoteregelung huet awer de Produktiounswuesstem bei staarker Nofro vu baussent der EU gebremst. Mat 23% Produktiounsundeel ass d'EU dee gréisste Mëllechproduzent. Bis viru kuerzem war et och dee gréissten Exportateur. Haut ass Neuseeland awer dee gréissten Exportateur.

40% vum Mëllechpolver kommen aus der EU. Dësen Tatbestand ass och nëmmen duerch Subventiounen haltbar. D'Ofschafe vun de Quote sollt d'Produktivitéit erhéijen. Ech wëll drun erënneren, datt awer d'Quoteregelung an der EU haaptsächlech den Neuseelänner an den Australier profitéiert huet.

D'Fuerderung fir am Quoteregime ze bleiwen, ass awer eng Schluecht, déi dès le départ verluer ass. Wéinst der Blockade vu siwen EU-Staten ass et schwéier, fir sech op e laangfristegen Hëllefsprogramm ze eenegen.

Wat gëtt momentan vun der Politik erwaart?

Wéi kënne mer eng staark Land- an Ernährungswirtschaft halen, déi gläichzäiteg eng staark Akzeptanz an der Gesellschaft an eng staark Akzeptanz beim Konsument huet?

Wéi eng Mesurë muss d'Politik huelen, fir eng positiv Entwécklung vum ländleche Raum sécherzestellen?

An drëttens: Wéi eng Rahmebedéngunge brauche mer um nationalen, EU- awer och um Weltniveau?

Et ass duerfir um Expertegrupp, dee vun der EU agesat ginn ass, fir Reflexiounen ze maachen iwwert d'Méiglechkeeten, de Mëllechpräis ze stabiliséieren an d'Transparenz um Maart ze verbesseren. Mir brauchen eng Zort Routenplaner, ee Kompass, fir den europäeschen Agrarmodell ze iwwerdenken. Dësen „high level group" schafft awer net an deem Rhythmus, wéi dat vun de Bauere gewënscht gëtt, nach muss d'Kommissioun sech un hir Konklusiounen halen.

Skepsis ass also ubruecht, an dat ëmsou méi, well eng aner Denkfabrik, de Comité de gestion du lait et des produits laitiers, deen 1999 agefouert gouf, zu kengem Moment richtungsweisend Mesurë proposéiert huet, keng Iwwerleeungen zu där aktueller Situatioun um Mëllechmaart gemaach huet.

Ech behaapten hei, datt d'Bürokraten zu Bréissel vun der Realitéit dépasséiert sinn!

Déi aktuell Kommissärin, d'Madame Mariann Fischer Boel, huet zwar viru knapp engem Mount eng Rei Mesurë virgestallt, déi souwuel kuerzfristeger wéi och laangfristeger Natur sinn, mat als Haaptpunkt, datt all Memberstat bis zu 15.000 Euro Hëllefe pro Produzent kann iwwerweisen.

Wann d'Kommissioun keng besser Propositioune mécht, hunn 20 Länner, déi eng aner Vue hunn, net vill politesche Spillraum. Leider ass et d'Kommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Gestioun vun de Mäert.

De Mëllechmaart kennt awer och net nëmmen ee Produktiounscapacitéitsproblem, mä virun allem awer en Ofsazproblem. Fir den Ofsaz laangfristeg ofzesécheren,…

(Interruption)

…si permanent Publizitéitscampagnë wéi déi bewährt Schoulmëllechprogrammer a wéi „Esou schmaacht Lëtzebuerg" een absolute Must.

(Interruption)

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- De Konsument däerf net duerch Imitatprodukter hannert d'Liicht gefouert ginn. Wou Mëllech dropsteet,…

(Interruption)

…muss och Mëllech dra sinn. Wou Kéis dropsteet, muss och Kéis dra sinn. Reglementéierungen an dës Richtung vu Bréissel aus sinn ausdrécklech gefrot.

Mëttel- a laangfristeg gesäit d'Kommissioun vir, ee juristesche Kader ze schafe fir déi kontraktuell Relatiounen tëschent Mëllechproduzenten a Mëllechindustrie, ouni awer de Konkurrenzgedanken a Fro ze stellen.

Et ginn och Bestriewunge fir d'Aféierung vun engem Porduktiounspräis op dräi Niveauen, jee no Verwendung. Eiser Meenung no ass dat ee geféierlecht Spill. Besteet hei net de Risiko, datt vläicht méi massiv Mëllech zum bëllegen Tarif akaaft gëtt, déi sech herno awer a Frëschproduiten erëmfënnt?

Här President, déi aktuell Agrarkommissärin Fischer Boel muss an deem heiten Dossier d'Heft an d'Hand huelen a Responsabilitéit iwwerhuelen an net maache weider wéi wann alles am Botter wier. Si berifft sech stänneg op de Bilan de santé, deen am Joer 2008 opgestallt gouf an deen 2003 am Kader vum Accord de Luxembourg iwwert d'Reform vun der Politique agricole commune virgesi war a wéi décidéiert gouf, datt 2015 d'Mëllechquoten auslafe gelooss géifen.

Wat d'lescht Joer vläicht nach gestëmmt huet, ass haut awer net méi onbedéngt wouer. D'Situatioun huet sech par rapport zu 2008 dramatesch geännert. D'Madame Fischer Boel pronostiquéiert scho wochelaang een Erhuele vun de Mëllechpräisser. Just de Bauer huet nach net vill dervu gemierkt. Dës attentistesch Attitüd vun dëser

Kommissioun ass inakzeptabel. D'Bauere kënnen och net waarde bis en neie Kommissär am Amt ass. Et muss séier, wéi gesot, eppes geschéien.

Den informellen Agrarsommet vum 5. Oktober wéi och den eurpäeschen Agrarsommet vun der nächster Woch däerfen net zur purer Aewäscherei a purer Symbolpolitik verkommen. Mir kréien d'Méllechkris nëmmen dauerhaft an de Gréff, wann d'Präisser stabiliséiert ginn a wann ökologesch a sozial Aspekter mat a Betruecht gezu ginn.

Déi europäesch Produktioun muss sech och haaptsächlech un der Demande um europäesche Marché orientéieren, fir e bessert Gläichgewiicht tëschent Offer an Demande ze garantéieren an esou déi extrem Präisvolatilitéit auszebremsen.

Eppes schéngt eis ganz kloer ze sinn: Och no 2015 soll d'Landwirtschaft net eleng de Maartkräften iwwerlooss ginn. Wéi aner Secteuren och, brauch d'Landwirtschaft eng gewësse Reguléierung, an dat am Kader vun enger gemeinsamer europäescher Bauerepolitik, wou Ausgläichmechanisme musse kënne spillen.

Mir brauchen eng zukunftsfäeg Landwirtschaft, déi fair Rahmebedéngunge vun der Land- an Ernährungswirtschaft schaaft. Eng Landwirtschaft, déi de gesellschaftlechen Usprëch gerecht gëtt. An duerfir däerf och den Ëmweltgedanken net gänzlech iwwer Bord gehäit ginn.

D'Deregulatioun ass fir déi rezent Finanzkris responsabel gemaach ginn. Doropshin ass de Ruff no méi Regulatioun méi staark ginn. D'Quoteregelung huet eis gewisen, datt Regulatioun, egal wéi gutt se gemengt ass, net ëmmer positiv Auswierkungen huet. Et ass awer kloer, datt mer de Marché hei net kënne sech ganz eleng iwwerloossen.

De Motto muss deemno sinn: „better regulation", wou eng gewësse Flexibilitéit virgesi muss sinn, fir kënnen op eventuell Produktiounsschwankungen ze reagéieren. Bei aller Regulatioun soll awer drop geuecht ginn, datt mer ee Kader schafen, wou Eegeverantwortung kee Friemwuert ass.

Als DP-Fraktioun wënsche mer och deem neie Landwirtschaftsminister fir den Agrarsommet vun der nächster Woch eng glécklech Hand wéi och fir déi nächst fënnef Joer, an dat am Interessi vun enger staarker Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter Méint demonstréieren d'Méllechbaueren, fir öffentlech staatlech Ënnerstëtzung ze kréien. Si si souguer esou wäit gaangen, dausende Liter Méllech op d'Felder ze verspreeën. Eng Aktioun, déi bei Liewensmëttel net evident ass. Awer d'Méllechbauere wollten domat no bausse weisen, wéi verzweifelt hir finanziell Situatioun ass. Hei geet et besonnesch fir déi méi kleng Betriber ëm d'ekonomescht Iwwerliewen.

A si wiere sech mat alle Kräften dergéint, mat hirem Bauerebetrib ophalen ze mussen, well se hir lafend Rechnungen net méi bezuele kënnen. Do hëlleft et och näischt, dass de Méllechpräis sech déi lescht Wochen ëm e puer Cent erholl huet. De Méllechpräis läit nach ëmmer wäit ënnert deem Niveau, dee fir eis Bauere käschtendeckend zumindestens ass, a vu Verdéngscht guer net ze schwätzen.

Och wann de Méllechsecteur am schlëmmste vum Präisverfall betraff ass, esou sinn allgemeng d'Agrarprodukter, virun allem de Käre- an de Fleeschmarché, genausou haart vun de staarke Präisschwankungen an der Landwirtschaft betraff. Dofir gëtt eis den Débat vun haut eng Geleeënheet, méi generell iwwert d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft ze schwätzen.

Bei deene ganzen Diskussiounen iwwert d'Weltmaartpräisser an d'Reguléierungsmechanisme verléiert ee liicht aus den Aen, dass d'Landwirtschaft kee Secteur wéi all déi aner ass an dass d'Politik net nëmmen no Kritäre wéi der Produktivitéit an der Kompetitivitéit vun de Betriber kucken däerf.

Wuel huet d'Landwirtschaft als éischt Zil, fir héichwäerteg Liewensmëttel ze produzéieren; et gëtt awer kaum en anere Secteur, wou et esou wichteg ass, dass ee sech als Land net komplett ofhängeg mécht vum Import aus dem Ausland. De fräie Bannemaart an der EU an de weltwäiten Handel mat Liewensmëttel hu fir d'Konsumenten zwar enorm Virdeeler, mä den internationale Marché ass staarke Veränneerungen ënnerworf, a mir kënnen eis net drop verloossen, dass mer laangfristeg eise Bedarf u Liewensmëttel ëmmer iwwer bëlleg Importer ofséchere kënnen.

Dës Erfahrung hunn eng Partie Entwécklungslänner gemaach, mat ganz battere Konsequenzen. Wa mer wëllen, dass eist Land a virun allem d'Europäesch Unioun laangfristeg hir eegen Ernährungssécherheet garantéiere kann, da musse mer eis Landwirtschaft och dann, a besonnesch dann ënnerstëtzen, wa se manner konkurrenzfäeg ass. Doriwwer eraus sinn d'Bauerebetriber wichteg Partner beim Ëmweltschutz an och wann et drëm geet, eis Kulturlandschaften ze erhalen.

A méi engem klengen awer wichtege Mooss hëllefe se ausserdeem och Aarbechtsplazen am ländleche Raum ze erhalen an iwwerhuelen domat och hir Sozialfunktioun an der Gesellschaft. Dës Aspekter ënnerstëtze kleng- a mëttelgrouss Betriber oft besser wéi eng ganz intensiv op héije Rendement ausgeriichte Landwirtschaft, wéi et se am Ausland gëtt. Dofir brauchen eis Lëtzebuerger Betriber duerch eis kleng atypesch Situatioun besonnesch vill Hëllef, well se mat deene grousse Betriber net, oder kaum mathale kënnen.

Här President, wat elo speziell d'Méllechbaueren ugeet, muss de Stat am Accord mat de grousse Linne vu Bréissel schnell handelen, fir ze verhënneren, dass, wéi scho gesot, Betriber aus Liquiditéitsgrënn zoumaache missten, well se déi aktuell Kris duerch onmoosseg Dumpingpräisser net verkraaften.

D'LSAP ënnerstëtzt voll a ganz d'Mesuren, déi an dëser Hisiicht vun der Regierung scho getraff goufen a félicitéiert eisem neien Agrarminister Romain Schneider fir säi schnellt a resolut Handelen, fir de Baueren effikass an direkt ënnert d'Äerm ze gräifen, éier fir déi meescht Betriber et ze spéit ass.

Eisen neien Agrarminister Romain Schneider huet et direkt am Ufank vu sengem Mandat mat enger fir d'Méllechbaueren extrem staarker Kris ze dinn, wéi se se säit Jorzéngten an deem Secteur net méi kannt hunn. Eisen Agrarminister huet direkt sech mat allen implizéierten Organisatiounen un e sougenannte Méllechdësch gesat. An nodeems dass en d'Suerge vun allen Acteure sech genau ugehéiert huet a sech och mat eis als Agrarkommissioun ofgestëmmt huet, huet den Agrarminister der Regierung direkt national Mesurë proposéiert. Eng Aart Konjunkturprogramm fir d'Landwirtschaft, deen och elo ëmgesat gëtt, fir de Baueren - op Lëtzebuergesch gesot - emol iwwert de Bierg ze hëllefen.

Gradesou kloer huet den Agrarminister eis an der Agrarkommissioun gesot an dat och no bausse matgedeelt, dass d'Regierung déi Weiderentwécklung um Agrarmarché ganz ferm am A behale wäert, a wann néideg deene Bauerebetriber, déi weider Liquiditéitsproblemer hunn, ufanks 2010 Zousazmoossnamen zoukomme léisst.

Dass dat net näischt ass, gesäit een dorunner, dass Lëtzebuerg dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun bis elo ass, dat direkt fënnef national Mesurë fir eis Baueren décidéiert huet. Dofir ass et derwäert, dës fënnef national Mesuren emol nach eng Kéier hei kuerz ze ernimmen:

Éischtens, d'temporär Erhéijung vun der Prise en charge vum Stat vun de Sozialcotisatiounen; d'Krankekeesekäschte gi bis zu 90%, d'Pensiounskeesekäschte gi vu 40 zu 50% iwwerholl;

zweetens, d'Erhéijung vun der Prise en charge vun de Käschte fir d'Méllechkontroll vu CONVIS gi vun elo 50 op 70% iwwerholl; an

drëttens, d'An-d'Luucht-Setze vum Forfait vun der TVA vun 9 op 10%;

véiertens, d'Extensioun vun der Aktioun „Esou schmaacht Lëtzebuerg" an Zesummenaarbecht mat der Chambre de l'Agriculture;

a leschte Punkt, de Spezialtarif soll ënnersicht ginn, fir d'Waasser an der Produktioun vun den Agrarprodukter.

Den Impakt vun dëse fënnef Direktmesurë fir eis Bauere beleeft sech fir de Lëtzebuerger Stat op 2,5 Milliounen Euro.

Déi zwou éischt Mesurë betreffen exklusiv d'Méllechbaueren, déi dräi lescht Mesurë gëlle fir all Bauerebetriber. Déi zwou éischt Mesurë gëlle fir all Betriber, déi Méllechquoten hunn, ouni Ënnerscheed wéi héich dës Quote sinn. Am Ganze bezitt sech dës Mesure op 839 Bauerebetriber. Zur Informatioun kann ee vläicht soen, dass am Joer 2008 Lëtzebuerg 40.036 Méllechkéi hat, déi am Ganzen 277,7 Milliioune Liter Méllech ginn hunn. Dat entsprécht enger Joresmoyenne vu 6.936 Liter Méllech pro Kou.

Här President, zu dësen nationalen Aidë kommen dann nach déi europäesch communautär Hëllefen, déi an dëser Krisesituatioun virgezu ginn am Ausbezuelen. Dat sinn:

Éischtens, 70% vun der Prime unique, der sougenannter Betribsprime, gi schonn op de 16. Oktober 2009 virgezunn. Déi aner 30% kommen dann och relativ schnell no. Den Impakt dovunner si 24 Milliounen Euro;

zweetens, 70% vun der Landschaftsnaturfleegeprime gi schonn ufanks November ausbezuelt, wat en Impakt vu 6,2 Milliounen huet;

drëttens, d'Kompensatiounsindemnitéit gëtt op de Januar 2010 virgezunn. Den Impakt dovunner ass 15,7 Milliounen Euro.

Des Weidere soll analyséiert ginn, fir dass d'Banken an och d'Steieramt d'Stundung vu Scholden accordéiert. Derbäi kënnt och nach, dass d'Ausbezuele vun de Subside méi zügeg un d'Bauerebetriber iwwerwise solle ginn.

Allgemeng muss och versicht ginn, um nationale Plang d'Nofro un eisen eegenen Agrarprodukter ze stäerken. D'Bauere brauchen d'Solidaritéit vun de Kosumenten hei am Land. Dat gëllt fir d'Privatleit, mä och fir d'öffentlech Institutioune wéi Kantinen, Altersheimer an esou weider, déi een encouragéiere muss, verstäerkt op Produkter aus eiser Regioun zréckzegräifen, an net méi op déi sougenannten Imitater wéi Analogkéis an esou weider.

Heifir sinn déi Campagnen „Esou schmaacht Lëtzebuerg", déi d'Landwirtschaftskummer am Fréijoer lancéiert huet, enorm wichteg a mussen och weidergefouert ginn.

Et soll eng Solidaritéit geschafe ginn zwëschent de Konsumenten, de Bauerebetriber an och de Geschäfter, nom Motto „Aus der Regioun fir d'Regioun", wat jo och schonn deelweis ugefaangen huet. Dobäi muss de Bauerebetrib sech och no baussen opmaachen an de Public op säi Betrib unzéien, fir eis all als Konsumente fir seng Problemer ze sensibiliséieren. Natierlech sinn do bei deem engen oder anere vläicht am Ufank Beréierungsängschten, mä da mussen déi lues a lues ofgebaut ginn an och déi néideg an entspriechend Formatioun ugebuede gi respektiv nach verbessert ginn.

Hei setze mer och verstäerkt op eis Jongbaueren, an déi solle mer hei mat abezéien an all dësen Démarchen, well si jo d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft duerstellen, an dofir wëlle mer an der nächster Agrarkommissiounssitzung och mat hinnen zesummen iwwer hir Problemer a Suergen diskutéieren. Aner Organisatioune sinn och selbstverständlech wëllkomm an eiser Kommissioun, an et ass wichteg, dass all Acteure gëeent un deemselwechte Strang zéien.

Méi Transparenz brauche mer och beim Tëschenhandel. Fir de Konsument ass normalerweis net nozevollzéien, wéi en Undeel vum Präis tatsächlech un de Bauer geet. Vill Konsumente wiere sécher bereet, e puer Cent weider fir de Liter Méllech oder e gudde Kéis ze bezuelen, wa se sécher kéinte sinn, dass de Bauer zumindest e käschtendeckende Präis erauskritt.

Här President, wann all dës Mesurë getraff sinn, bleift awer dee méi allgemenge strukturelle Problem, dass d'Relatioun zwëschent der Offer an der Demande op engem internationale Marché, op deem och nach d'Spekulatioun ëmmer méi eng wichteg Roll spillt, sech permanent veränert. Ëmsou méi wichteg ass et, sech um EU-Niveau eens ze sinn iwwert d'Instrumenter, déi et de Baueren erlaben, de Präisschwankunge besser standzehalen.

Eent vun deenen Instrumenter, dat mer kennen, sinn d'Méllechquoten. Bis 2015 fält dëst Instrument, wéi mer wëssen, elo schrëttweis ewech. Dorunner soll och elo net méi gerüttelt ginn, wéi eisen Agrarminister Romain Schneider um leschten informellen EU-Ministerrot zu Bréissel virun e puer Deeg de 5. Oktober 2009 nach eng Kéier drop insistéiert huet, esou wéi dat och am sougenannte Bilan de santé festgehalen ass.

Et wär elo einfach dat falscht Signal, d'Leit gleewen ze doen, dass d'Méllechquoten iwwert d'Joer 2015 verlängert géifen. Mä et muss elo dru geschafft ginn, zesumme mat allen Acteure sech mat Zäit op dës Situatioun anzestellen.

Et geet elo drëm, progressiv e sougenannten Atterrissage en douceur, oder „soft landing" - wéi dat genannt gëtt -, ze programméieren, fir dass mer 2015 net eng „hard landing" kréien a virun onléisbar Problemer gestallt sinn.

Scho vun elo u mussen all Acteure permanent dru schaffen, sech op déi Situatioun anzestellen, fir dass d'Baueren eng gewësse Planungssécherheet hunn a sech domat mat Zäit orientéiere kënnen, wéi si hire Betrib strukturéieren a wéi si hir Investissementer programméieren, a gudder Kollaboratioun mam Service d'économie rurale.

Amplaz vun de Méllechquote mussen aner Mechanisme kommen, déi et de Baueren erméiglechen, mat der grousser Flexibilitéit, déi vum Marché gefuerdert ass, ëmzegoen.

D'Politik muss duerch nei Regulatiounsprinziper esou wäit wéi méiglech Afloss huelen op d'Relatioun zwëschent der Demande an der Offer. Lëtzebuerg soll sech duerfir dezidéiert fir en neie Regulatiounskader asetzen, dee besser op déi reell Demande reagéiere kann a wou d'Méllechbauere méi mat ageschloss ginn, wou se sech ënnereneen an zesumme mat de Molkereien an der respektiver Industrie selwer kënne mat abréngen, méi staark zesummeschaffen an och mat décidéiere kënnen.

Heibäi solle mer eis op folgend Punkte konzentréieren: 1. Wat fir eng Interventiounsinstrumenter an -mechanisme mussen an Zukunft am Méllechsecteur zur Uwendung kommen? Wéi ka méi Promotioun fir d'Exportatioun vun der Méllech gemaach ginn?

2. Mir brauchen e genaue Monitoring, fir eng Surveillance iwwert déi ufalend Volumen a Capacitéiten a Bezuch op d'Offer an d'Demande ze kréien. Wéi zweckméisseg déi aktuell Maartinstrumenter sinn, muss genau analyséiert ginn, fir doraus déi richteg Orientéierunge fir d'Zukunft ze definéieren. Doraus misst am Fong eng regelrecht Agence de monitoring entstoen, déi eng permanent Evaluatioun ka maachen an dann och direkt entspriechend reagéieren, an net wéi bis elo waarden, bis et quasi ze spéit ass.

3. Da muss déi international Reglementatioun fir de Méllechmarché négociéiert ginn a gekuckt ginn, wou mer eng entspriechend Nischepolitik erfollegräich ëmsetze kënnen. Bei enger permanent wuessender Weltbevölkerung muss d'Europäesch Unioun an domat och Lëtzebuerg e Stéck vun deem expansive Marché kréien an net alles deenen anere groussen Agrarlänner iwwerloossen.

Hei ass d'EU-Kommissioun staark gefuerdert a muss hirer Vocatioun gerecht ginn, fir méi Innovatioun a Fuerschung ze promouvéieren zwecks enger besserer Kom-

petitivitéit um internationale Mëllechmarché.

4. a leschtens: Transparenz a Verbraucherinformatioun, Qualitéit, Gesondheetsfroen a Labelliséierung vun de Mëllechprodukter sinn néideg, wou déi ganz Produktiounschaîne hir Präiskompositioun offen duerleet. Oder anescht gesot: Wa mer wëllen, dass de Konsument e méi deiere Produkt och akzeptéiert, da muss et och besser erkläert ginn.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Heibäi muss och d'Positioun vum Bauer an der Kette vu Produktioun an Distributioun mat agebonne ginn. Seng Meenung muss Gehéier fannen, well de Bauer jo deen ass, deen am beschte weess, wéi all dëst um Terrain an an der Praxis ëmgesat ka ginn.

Här President, dee gréissten Effort, fir de Baueren ze hëllefen, muss, wéi mer wëssen, um EU-Niveau gemaach ginn. - Madame Presidentin, pardon.

Als LSAP begréisse mer, dass den europäesche Conseil an d'Kommissioun e spezielle Grupp op héijem Niveau, wéi dat genannt gëtt, zesummegesat hunn, fir no laangfristegen, tragbare Léisungen ze sichen.

An deem Kontext wéilt ech eng Motioun déposéieren, déi d'Regierung opfuerdert, dëse Prozess aktiv ze ënnerstëtzen, an déi am Résumé Folgendes seet: d'Schafe vun engem Regulatiounskader mat enger legaler Basis fir d'Mëllechbaueren an der Relatioun mat der Chaîne alimentaire; de Monitoring maache loosse vun den aktuellen Handlungsmechanismen; d'Spekulatioun andämmen an d'Supervisiounsmechanismen aféieren, fir Transparenz an de Mëllechmarché an och an déi aner Agrarberäicher ze kréien.

Dës Motioun ass ënnerschriwwe gi vun de Vertrieder vun der CSV, LSAP, DP, ADR an déi Lénk, an ech soen hinnen all dofir Merci fir déi Ënnerstëtzung.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le régime des quotas laitiers viendra à terme en 2015;

- vu le manque à gagner actuel des agriculteurs, qui résulte en grande partie de la disparité entre l'offre et la demande de produits laitiers;

- considérant que la volatilité des prix des produits laitiers ne permet pas aux agriculteurs de projeter des revenus stables;

- approuvant la mise en place d'un groupe de haut niveau par la Commission européenne et le Conseil des Ministres, qui discutera de l'avenir du secteur laitier;

- notant que des difficultés similaires risquent de se présenter dans les autres secteurs agricoles;

invite le Gouvernement à

- soutenir les efforts au niveau de l'Union européenne pour créer un cadre régulé du marché du lait, afin de stabiliser les revenus des producteurs laitiers et d'améliorer la transparence du marché;

- fournir aux producteurs les moyens légaux afin qu'ils puissent s'organiser efficacement pour favoriser le dialogue et pour rééquilibrer les relations entre les acteurs de la chaîne alimentaire;

- réévaluer, dans le cadre des discussions menées au niveau européen, les instruments de marché existants afin de les rendre plus efficaces et plus réactifs;

- analyser dans le même contexte les possibilités de limiter la spéculation sur la production agricole et d'introduire des instruments de supervision;

- trouver des solutions de surveillance afin d'assurer la transparence des marchés au niveau communautaire;

- analyser de près l'évolution des autres secteurs agricoles et de prévoir, le cas échéant, des mesures adéquates.

(s.) Roger Negri, Alex Bodry, Lucien Clement, Jean Colombera, Fernand Etgen, André Hoffmann, Jean-Paul Schaaf, Ben Scheuer.

Madame Presidentin, als LSAP wäerte mer zesumme mat eisem Agrarminister Romain Schneider alles maachen, fir eise Baueren aus där schwéierer Kris erauszehëllefen, a mir wäerte se dobäi net am Stéch loossen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Negri. Et wär dann um nächsten agedroene Spriecher; dat ass den Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, d'Landwirtschaft stécht an enger déiwer Kris. Eng Kris, déi net esou schnell wäert iwwerstane sinn. Si léisst sech och kaum mat dëser Orientéierungsdebatt ewechrieden.

Déi lëtzebuergesch Landwirtschaft war nach ni esou an enger existenzieller Kris. An dësen Débat, datt dësen Débat elo just grad vun der CSV ugefrot gouf, verwonnert eis dach schonns. Säit Jorzéngten hate si de Ressort vun der Landwirtschaft an deemno och d'Méiglechkeeten, Kurskorrekturen ze proposéieren an och ëmzesetzen.

Spiert d'Landwirtschaft haut also d'Konsequenz vun enger verfeelteter Agrarpolitik?

Sécherlech huet dës Kris Ausmoossen ugeholl, déi mir net esou erwaart hunn. Mä datt eis Landwirtschaft säit Laangem krank ass, ass net vun haut an och net vu gëschter. Déi europäesch Landwirtschaft an domat och déi lëtzebuergesch ass weder nohalteg nach huet se Perspektiven opgebaut, fir eng iwwerliewensfäeg Landwirtschaft ze garantéieren.

Et sief vläicht just an deene Regiounen, wou mat Hëllef vun e puer groussen Agrarindustrien eng Landwirtschaft op d'Käschte vun der Natur duerchgezu gëtt, an och längerfristeg op d'Käschte vun der Landwirtschaft selwer.

Dësen Débat soll deemno eng Orientatioun ginn, wéi déi momentan Kris am Mëllechsecteur an doriwwer eraus am ganze Secteur ka bewältegt ginn. Datt mer haut, knapps dräi Méint no der Regierungserklärung, eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Landwirtschaft musse maachen, schwätzt net grad fir dës Erklärung.

Entweder ass haut hei eng zweet Regierungserklärung vun de Majoritéitsparteien, well d'Problemer virun dräi Méint waren déiselwecht. Also misst a sech d'Regierungserklärung och déi néideg Orientéierunge schonns beinhalten. Oder d'Regierungserklärung weist keng oder kaum Léisungsvirschléi, fir aus dëser Kris erauszekommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass dat Zweet, wat stëmmt.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Mir ginn den Androck net lass, datt d'Regierungserklärung deemno kaum Perspektiven opweist, fir aus der landwirtschaftlecher Kris erauszekommen.

Et kann een natierlech och den Androck kréien, datt d'CSV hirem Partner, dem neien LSAP-Minister, net vill vertraut, fir gläich am Ufank vu sengem Mandat him missen op den Zant ze fillen.

(Interruptions)

Dobäi si vill Problemer duerch Jorzéngten CSV-Dominanz am Landwirtschaftsministère mat verursaacht ginn.

Eng Orientéierungsdebatt huet sécherlech hir Berechtegung an ass och wichteg, fir déi grouss Richtlinne festzeleeë respektiv Kurskorrekture kënnen anzeschloen. Ech mengen, et geet awer net méi eleng mat klengem Gepléischters duer.

Souwuel déi lëtzebuergesch wéi déi europäesch Landwirtschaft ass um Holzwee. Mir mussen eng radikal Afrostellung vun der europäescher Agrarpolitik fuerderen. Éier et awer zu enger richteger Orientéierung ka kommen, misst ee fir d'éischt awer sech Zäit huelen an eng seriö Analys iwwert d'Problemer maachen, respektiv sech d'Méi maachen, fir d'Defiziter ze identifizéieren. Dëst ass aus eiser Siicht souwuel d'Aufgab vun der Politik wéi och d'Aufgab vum Secteur selwer, eng éierlech Bilanz ze zéien iwwert d'Landwirtschaftspolitik vun de leschte Joren.

Et ass jo net nëmmen de Mëllechsecteur, deen a Schwieregkeet ass, mä och de Fleesch- an de Käresecteur hunn zolidd Problemer. Déi gesamt Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg stécht deemno an der Kris.

Ech hunn den Androck, datt mer hei amgaange sinn, an net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och zu Bréissel, souguer an der Welt, nach ëmmer nëmmen iwwert déi konjunkturell Defiziter respektiv Moossnamen ze diskutéieren. Villes gëtt op d'Wirtschaftskris zréckgefouert, ouni awer de landwirtschaftleche System als Ganzes unzezweifelen a méi eng längerfristeg Perspektiv opzebauen, déi all Aspekter vun enger nohalteger Politik berücksichtegt; souwuel déi sozial, déi ekonomesch wéi déi ökologesch Dimensioun.

Déi momentan proposéiert Moossname kann een och gréisstendeels ënnerschreiwen, hëllefe se de Moment kuerzfristeg d'Iwwerliewe vun de Bauerebetriber ze garantéieren. Déi grouss Defiziter leien awer fir déi gréng eben net bei de konjunkturelle Problemer, mä éischter an engem strukturellen Defizit.

Och wa mer déi Kris hei méi oder manner iwwerstinn, mat enger Rei vu Betriber, déi erëm op der Streck wäerte bleiwen, sou kënnt déi nächst bestëmmt an nach vill méi hefteg! Vun enger Kris an déi aner.

Ech denken och besonnesch un déi extrem héich Uelech- a Ressourcenofhängegkeet vun der Landwirtschaft am Allgemengen, déi zu der nächster Kris wäert féieren.

Mir sinn um Holzwee, wa mer mengen, duerch d'Stimuléierung vun der Nofro de Mëllechsecteur aus der Kris ze féieren. Wéi héich muss déi Nofro da sinn? Eng Nofro, déi eng Erhéijung vun der Produktioun no sech wäert erëm zéien. Fir wéi e Marché? Den indeschen? De chineeseschen? Mat wéi engem ökologesche Foussofdrock? Froen iwwer Froen.

De Problem gëtt och net geléist, wa mer d'Imitatprodukter, also d'Hierstellung vun Analogkéis mat planzleche Fetter statt mat Mëllechfett uprangeren. Sécherlech ass et eng Sauerei, wann de Konsument net richteg opgeklärt gëtt iwwert d'Zousazstoffer vun engem Liewensmëttelprodukt.

Déi gréng plädéiere säit hirer Grënnung fir e kloren Étiquetage op de Liewensmëttelprodukter. Déi gréng hätten awer da gären eng éierlech Debatt iwwer all Aspekter vun der Lëtzebuerger an der europäescher Landwirtschaft, besonnesch iwwert d'Produktiounsmethode vum Ufank vun der Produktioun bis zum Konsument mat sämtlechen Tëschenetappen.

Si mer dann éierlech, wa mir op Importsoja mussen zréckgräife mat deels zweifelhaftem Ursprong bis hin zur genmanipuléierter Verseuchung, fir eis héich net nohalteg an net regional Produkter oprechtzehalen, déi zu enger substanzieller Iwwerproduktioun an der Mëllech féiert, déi noutgedrongen am Export muss ofgebaut ginn, an der Hoffnung mat enger méiglechst héijer Plus-value.

Gläichzäiteg stelle mir eis awer an d'Fënster mat eise Lëtzebuerger Produkter mam Slogan: „Esou schmaacht Lëtzebuerg". Maache mir et dann esou besser par rapport zu den auslännesche Produkter? Regionalitéit feelt total. De Slogan „Aus der Regioun fir d'Regioun" trëfft op déi offiziell Agrarpolitik fir eis schonns laang net méi zou.

Statt verstäerkt op Eegeproduktioun op Basis vun enger méiglechst lokaler Ressourcennotzung, déi och aus der Groussregioun ka kommen, gouf d'Landwirtschaft dem Diktat vum Import an der Globaliséierung ënnerworf. Heimat kënnt d'Gentechnik duerch d'Hannerdier op de Lëtzebuerger Marché. Och wann eis national Acteure sech eens sinn, den Ubau vu gentechnesch verännerte Planzen ze verhënneren; wat awer net haart gesot gëtt, ass Tatsaach, datt dëse Konsens beim Déierefudder wéi zum Beispill dem Sojaimport net besteet. Hei kann een, hei gëtt Gentechnik no Lëtzebuerg importéiert an un Déiere verfiddert. Weder d'Baueréverbänn nach de fréiere Minister Boden wëllen a wollten eppes dovu wëssen.

Fakt ass kloer, datt d'Industrialiséierung d'Liewensmëttelproduktioun voll a ganz erfaasst huet. Mat deels dramatesche Konsequenze fir d'Liewensmëttelqualitéit, der Ëmwelt an dat, wat ee versicht hat ze verbesseren, nämlech d'sozioekonomesch Situatioun vun de Baueren. Sou katastrophal war déi sozioekonomesch Situatioun nach ni. E ganze Beruffsstand steet haut virum Ruin.

D'Europäesch Unioun huet sech jo bekanntlech zum Zil gemaach, eng Entkopplung vun de Produkter, vun der Produktioun vun der allgemenger landwirtschaftlecher Tätegkeet duerchzeféieren, fir um internationale Marché kënne konkurrenzfäeg ze sinn. Dëst huet zum Beispill zu Lëtzebuerg zu der Aféierung vun de Betribsprimë gefouert, sougenannte Jetonen, déi et der Landwirtschaft sollen erlaben, lassgeléist vun de Marchéspräisser kënnen ze iwwerliewen.

A wou sti mer haut?

Muss dëse Prinzip net hannerfrot ginn? Sinn déi Betribsprimen héich genuch, fir en Iwwerliewen ze garantéieren? Ënner wéi enger Konditioun kann de Betrib iwwerliewen? Muss net méi eng differenzéiert Bäihëllef opgebaut ginn, wou en Iwwerliewen och garantéiert ass, ouni mussen op Import zréckzegräifen? Ass et net endlech un der Zäit, d'Klimaproblematik vum CO_2 ze berücksichtegen? Musse mer net endlech de Prinzip vum ökologesche Foussofdrock och bei der Produktioun berücksichtegen, wat eis zum Beispill géint Importer kéint schützen?

De Prinzip „Wachse oder weiche" huet och eis landwirtschaftlech Betriber hei zu Lëtzebuerg voll erfaasst. Mä d'Wuessen eleng huet et kaum fäerdeg bruecht, eng duerch d'Bank iwwerliewensfäeg Landwirtschaft hei op d'Been ze stellen.

Sécherlech ginn et eng ganz Rei vu Betriber, déi haut och an dëser Kris liewensfäeg sinn an och wäerten dës Kris ouni gréisser Aboussen iwwerliewen. D'Wuesse vun de Betriber huet awer eng enorm Iwwerkapitaliséierung vun der Landwirtschaft mat sech bruecht, déi eng enorm Laascht fir dës Betriber an der Zukunft wäert duerstellen.

Wann et haut de niddrege Marchéspräis ass, deen zu finanziellen Enkpäss féiert, sou ass et muer bei engem Unzéie vun der Wirtschaft d'Zënslaascht. Dëst ass och schwaarz op wäiss am „Beroder" Nummer 50 vum SER, also dem Service d'économie rurale nozeliesen. Eng Nummer 50 vum August 2009, déi sech ausschliesslech mat der Mëllechwirtschaft beschäftegt.

Sou steet do op zwou Plazen, datt d'Baueren deels selwer um momentane Misär schold wären. Ech zitéieren: „In vielen Fällen jedoch wurde dies" - also déi deels wirtschaftlech Virdeeler, déi se haten - „durch zu teuere Investitionen, überteuerte Quotenzukäufe unter anderem versäumt." Oder e bësse méi spéit: „Leider verspielen viele Betriebe diesen Vorteil durch zu kostenspielige Investitionen und damit längerfristig hohe Festkosten."

Dëst ass also schonns laang gewosst. Hätt d'Politik net schonns laang do missen awierken, statt nozekucken? Hätt net schonns méi laang en Ëmdenke vun der Subventiounspolitik gemaach solle ginn? Wat bréngen also héich Subventiounen, wa mer d'Betriber duerch Iwwerkapitaliséierung an de wirtschaftleche Ruin dreiwen? Ass dat d'Resultat vu jorzéngtelaanger CSV-Landwirtschaftspolitik? Wou ass d'Stëmm vun de Baueregewerkschaften, fir dës Problematik endlech éierlech ze thematiséieren?

Här President, Dir Dammen an Hären, oder Madame Presidentin, eis Deckung vum Eegebedarf an der Landwirtschaft geet ëmmer méi erof. Souwuel bei de Liewensmëttel wéi och bei de Fuddermëttel ass Lëtzebuerg ganz staark vum Import ofhängeg. Mir hunn eng vill ze staark Betounung op eng intensiv Mëllechwirtschaft an Déierenhaltung. D'Zuel vun de Betriber ass ënner 2.000 gefall, Tendenz nach ëmmer falend. Et schaffen haut ëmmer manner Leit an der Landwirtschaft. An d'Spezialkulture gëtt kaum investéiert, Uebst oder och nach Geméis gëtt schonns bal net méi ernimmt.

D'Auswierkungen op d'Natur sinn op ganz ville Plazen nach ëmmer ze grouss. D'Auswierkungen op eis Kulturlandschaft sinn alles aneschters als nohalteg, trotz de Beméiungen duerch verschidde gutt gemengten a gutt finanzéiert Ëmweltprogrammer. D'Aart a Weis vun der Déieren-

haltung, der Liewensmëttelproduktioun an der Buedemnotzung féiert deelweis zum Ofhuele vun der Biodiversitéit, der Buedemfruchtbarkeet, fir nëmmen déi ze nennen.

Ech brauch hei nëmmen un d'Bloalgeverseuchung vum Stausee ze erënneren, wou och d'Landwirtschaft hire klengen, awer Undeel dozou bäigedroen huet. Nach ëmmer hu mer et net fäerdeg bruecht, déi néideg Schutzmoossname fir eist Drénkwaasser ze garantéieren an déi néideg Programmer opzestellen, fir dass och an deene Gebidder eng liewensfäeg Landwirtschaft ka funktionéieren.

Wa mer dës Kris och vläicht nach eng Kéier packen, bleiwe mer weiderhin an enger Kris. Mir steiere mat dëser Aart a Weis vu Landwirtschaft riicht an eng Uelech- a Ressourcëfal. D'Landwirtschaft vun haut ass noweislech beim Ubau, dem Transport, der Veraarbechtung a besonnesch bei intensiver Déierenhaltung ëmmer méi energiehongreg, also CO_2-intensiv. Nëmmen als Beispill: Fir eng Tonn klassesch synthetesch Düngemëttel ginn iwwer 700 Liter Uelech gebraucht.

Ech wëll just op den héije Präis vum Uelech vu virun engem, sprech zwee Joer hiweisen. Déi héich Uelech-Ofhängegkeet huet zu enger ganz staarker Erhéijung vun de Liewensmëttelpräisser bäigedroen. Dëst wäert och erëm de Fall sinn, soubal d'Konjunktur erëm uspréngt. Well dës Problematik ni e Bestanddeel vun der CSV-Agrarpolitik war, gëtt haut kaum am Secteur doriwwer geschwat. Grad am Virfeld vun der Weltklimakonferenz zu Kopenhagen ass och d'Landwirtschaft gefuerdert, hir Produktiounsweisen ze iwwerdenken. D'CO_2-Problematik wäert och d'Landwirtschaft net verschounen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi momentan Krisen am Mëllechsecteur respektiv och mëttlerweil am Fleesch- an och am Käresecteur loosse sech also net duerch kuerzfristeg konjunkturell Hëllefsstellunge léisen, ouni eng grondleeënd strukturell Ännerung am Fong duerchzeféieren. Duerfir muss sech Lëtzebuerg op EU-Ebene proaktiv fir eng grondleeënd Reform vun der gemeinsamer Agrarpolitik asetzen an d'EU-Subventiounen esou ëmschichten, dass eng Landwirtschaft no sozialen an ökologesche Kritäre gestäerkt gëtt.

D'biologesch Landwirtschaft huet an deem Punkt haut schonns vill erreecht an ass richtungsweisend, wat d'Förderungspolitik ugeet, wou ee sech kann drun orientéieren. Déi rezent Etüd vum Mouvement écologique huet ganz kloer opgewisen, dass eng grouss Bereetschaft vum Konsument do ass, fir biologesch Produkter ze ënnerstëtzen. Eng aner Etüd vun der Uni Kassel, am Optrag vu véier Lëtzebuerger Naturschutzorganisatiounen, weist zum Beispill op, dass eng vill méi grouss Zefriddenheet bei de Baueren do ass, déi biologesch wirtschaften, wéi bei deenen, déi no konventionelle Methode schaffen.

Leider gouf och dës Politik nëmme spärlech vun der CSV ënnerstëtzt. Mir mussen also Brécke bauen, fir méiglechst ville Betriber d'Méiglechkeet ze bidden, dëse Wee anzeschloen. Mir mussen, wéi bei der Vermaartung vun de biologesche Produkter, déi ganz Liewensmëttelketten un een Dësch kréien, dat heescht d'Produzenten, d'Veraarbechter, den Handel, bis zum Konsument. Dëse Prinzip muss duerch eng verbindlech Kooperatioun vun all de Partner ënnerstëtzt ginn.

Et mussen nei Rahmebedéngunge geschaf ginn, fir eng nohalteg orientéiert Nofro ze stimuléieren. Keng quantitativ Nofro, mä eng qualitativ Nofro muss stimuléiert ginn. Den Dialog, dee momentan am Baueresecteur ugefaange gouf, muss onbedéngt weidergefouert ginn: haut zum Beispill an der Press nozeliesen. Dobäi sollen awer all d'Méiglechkeeten ënnersicht ginn, besonnesch och d'Fuerderungen, zum Beispill vum Lëtzebuerger „Mëllech Board", wéi zum Beispill d'Iddi vun engem Fondssystem, fir d'Produktiounsschwankungen opzefänken. Eng éierlech Öffentlechkeetsaarbecht mat kloerer Etikettéierung vu sämtleche Produktiounsofleef.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ouni eng grondleeënd Ännerung vun der Agrarpolitik bleift d'Landwirtschaft an der Kris. Duerfir wënschen déi gréng sech, dass mer net nëmmen iwwert déi kuerzfristeg konjunkturell Moossnamen diskutéieren, mä eng déif gräifend Analys iwwert déi strukturell Problemer vun der Landwirtschaft maachen an och ëmsetzen.

Zum Schluss wëll ech dem neien Agrarminister awer nach vill Erfolleg zu Bréissel wënschen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den zweetleschten agedroene Riedner ass den Här Colombera. Dir hutt d'Wuert, Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen, Dir Hären, waren 1980 nach eppes iwwer 5.000 Betriber hei am Land, esou hu mer der elo nach 2.200, a mer gesinn, wéi lues a lues d'Standbeen vun eiser traditioneller Gesellschaftsform verschwënnt. Déi ganz moralesch Détresse hunn d'Baueren eis gewisen, wéi si hir Mëllech ausgeschott hunn. E Signal, dee ganz wäit blécke léisst. Sécherlech ass et der europäescher Agrarpolitik net gelongen, fir déi europäesch Bauere virun de verheerenden Auswierkunge vun der Globaliséierung ze schützen. Duerfir muss ëmsou méi déi national Landwirtschaftspolitik intervenéieren a sech net hannert der EU-Agrarpolitik verstoppen, a mer mussen alles ënnerhuelen, fir eng wierklech op Nohaltegkeet baséierend Landwirtschaft ze erhalen.

Et huet eis geschéngt, dass Lëtzebuerg e ganz gudden EU-Musterschüler war, awer et huet u Visioune gefeelt, an dat bedauere mir. Och mussen eis landwirtschaftlech Verbänn an déi sougenannten Interesseveräiner mat enger Stëmm schwätzen. Mir kënne keng kontradiktoresch Aussoen erlaben: Déi eng wëlle gär d'Mëllechquoten ewech, déi aner wëlle se kierzen, déi eng wëlle gär Grenzen zoumaachen, déi aner wëlle gär fir de Weltmaart produzéieren, déi eng wëlle gär d'Ofschluechtprime, déi aner wëlle gär méi Véi. Dat Eenzegt, wat do erauskënnt, dat ass sécher, dat ass, dass d'Eurokraten zu Bréissel no hirem Gutdünken décidéieren, an dat muss een einfach verhënneren, do muss een einfach mat enger Stëmm schwätzen, dat anert geet net.

Déi éischt Fro awer, déi mer eis stelle mussen, ass: Brauche mer iwwerhaapt nach Baueren? Europäesch gesinn, an engem globaliséierte System, ass et evident, dass eng Handvoll vu Groussbaueren duergeet, fir déi gesamt europäesch Produktioun ze decken, ze garantéieren, mat alleguerten den Nieweneffekter, déi esou entstinn, zum Beispill mannerwäerteg Qualitéit oder bëlleg Aarbechtskräften, a souguer mam Risiko, an enger Noutsituatioun keng Produkter méi geliwwert ze kréien. Ech erënneren Iech un de Krich, dee virun zéng Joer a Jugoslawien war. Wann hei eng Kéier e Krich kënnt, a mer hu keng Baueren, a mer denke global, dann deet et mer leed, da kréie mer muer keng Wuer méi hei an d'Land.

Duerfir, national gesinn, Dir Dammen, Dir Hären, ass dat Bild ganz anescht. Mir brauche Baueren, déi eis Nahrungsmëttele vun héijem gesondheetlechem Wäert produzéieren, déi eis nei Forme vun Energie bereetstellen, déi eis d'Erhalung an d'Fleeg vun eiser eenzegaarteger Kulturlandschaft an der Biodiversitéit erhalen. Mir mengen also, dass den Agrarsecteur ee bedeitende Wirtschaftszweig mat héijem Zukunftspotenzial wäert ginn, wa mer déi richteg Schrëtt ënnerhuelen.

Déi zweet Fro, Madame Presidentin, déi mer eis stelle mussen, ass: Wëlle mer iwwerhaapt nach Baueren? Ech ginn dovunner aus, dass jiddwereen heibannen „Jo" seet, well wann een do ass, dee keng Bauere wëllt, dee soll sech wann ech gelift hei mellen, well et kritt een d'Impressioun, dass d'Baueren hei net méi toleréiert sinn. Wa mer awer „Jo" soen, da bleift nëmme méi eng Méiglechkeet: De Statsbeidel, dee muss méi grouss opgemaach ginn, egal wéi Der Iech dréint. A kommt mer elo net an Dir sot, mir hätten hei eng Kris!

Dir Dammen, Dir Hären, mir hunn 2,5 Milliounen Euro als Direktmoossnam fräigemaach. Dat ass gutt, mä dat geet net duer. Viru Joren hu mer eis Stolindustrie gerett, nach viru kuerzem hu mer eis Banke gerett. Op eemol, vun haut op muer an der Nuecht ware Milliarden do. A wann een elo hei kuckt, eis Baueren, eis Mëllechbauere froe 34 oder 35 Milliounen, do ass kee Sou méi do. An ech sinn iwwerzeegt, Dir Dammen, Dir Hären, wann haut eng Bank nach eng Kéier a Schwieregkeete géif kommen, dann hätte mer déi Sue parat.

Ech froen Iech: Wat ass méi wichteg? Ass eng ARBED méi wichteg wéi e Bauerestand? Sinn d'Banke méi wichteg wéi d'Baueren? Ech mengen net. Jiddwereen ass wichteg, an hei geet et ëm ganz genau 4.500 Leit mat hire Kanner, mat hire Fraen, déi hei an eng sozial Nout kommen. Déi Leit, wa se keng Aarbecht méi hunn, dat musst Der ausrechnen, wat dat fir eng Perte ass. Wéi vill TVA geet do verluer, wéi vill Steiere ginn do verluer? Et gëtt net méi produzéiert, net méi consomméiert, et gi keng sozial Laaschte méi bezuelt, an da musse mer déi nach erhalen, well se am Chômage sinn. Rechent dat emol aus an da kuckt Der emol, wat Der gewannt, wat do erauskënnt, wann Der déi Leit uerdentlech ënnerstëtzt.

Hei, Dir Dammen an Dir Hären, si mer an engem klenge Land, mer musse solidaresch sinn. Hei ass déi héchst Alarmstuf ausgeruff, a mer musse kucke fir de Baueren déi Perte do ze kompenséieren. Et gi genuch Weeër, fir dës Milliounen ze erwirtschaften oder ze spueren. Eng aussergewéinlech Situatioun erfuerdert aussergewéinlech Moossnamen.

Derniewent ass de Konsument natierlech gefuerdert. Mir mussen onbedéngt den Image vum Bauer stäerken. Wat ass fir verschidde Leit, wat ass dat, e Bauer? E Bauer ass een, deen d'Stroosse knaschteg mécht, dee mat engem décken Trakter do fiert, deen s de net kanns iwwerhuelen, deen nuets ëm zéng Auer nach fiert, dee Kaméidi mécht, deen e Stall huet, e ganz grousse Stall huet, dat heescht, en huet ganz vill Suen, dee ganz déck Maschinnen huet, also ganz vill Suen huet, an hir Ställ, déi sténken an déi belästegen d'Leit. A wann een d'Kanner freet, wou kriss de d'Mëllech dann hier, majo natierlech vum Cactus an net vun der Kou. Okay, dat ass allgemeng d'Bild vum Bauer!

Ech mengen, Dir Dammen, Dir Hären, mer mussen alles ënnerhuelen, dass den Image vun dësem Bauer aneschters hei presentéiert gëtt. De Bauer muss säin Image verbesseren. Domat musse mer eis awer dee Moment...

(Interruption)

Dee Moment musse mer de Baueren hëllefen.

Madame Presidentin, mir wëllen alleguerte Wuere vun héijer Qualitéit. Mir ginn eng Onmass Suen aus fir Kleeder, mir ginn eng Onmass Suen aus fir Autoen, mir ginn eng Onmass Suen aus fir eis Vakanzen. Mä wat d'Iessen ugeet, do wëlle mer gär spueren. Mir kafe léiwer e Joghurt, deen 1,96 Euro pro Kilo wäert ass, wéi e Joghurt, dee 5,28 Euro de Kilo wäert ass. Mir kafe léiwer Mëllech, déi 0,99 Euro kascht, wéi Mëllech, déi 1,19 Euro kascht.

Mir kafen Imitater, déi bëlleg sinn. Firwat? Well mer do wëlle spueren. Dass awer am bëllege Joghurt vläicht Aspartam dran ass, deen d'Nerve schiedegt, deen eis Gesondheet schiedegt, dat geet keen eppes un, och well mer net doriwwer informéiert sinn. Dass am Imitat och bëllegen Uelech dran ass, dat geet keen eppes un, aus dem einfache Grond, well mer mengen, de Präis u sech, dee stëmmt, a mer wëllen näischt mat Gesondheet ze dinn hunn. Dann eréischt, wa mer krank sinn, da wësse mer ganz genee, wat mer gemaach hunn, wéi mer déi bëlleg Produkter do kaaft hunn.

Madame Presidentin, wann d'Qualitéit grouss ass, da garantéieren ech Iech, dass manner Krankheeten entstinn. Perséinlech als Konsument sinn ech bereet, fir 20 Cent op der Mëllech méi ze bezuelen, 50 Cent méi um Miel, oder een Euro méi um Kilo Fleesch. Ech hu kee Problem domat, ënnert der Bedéngung, dass de Bauer dës Plus-value guttgeschriwwe kritt.

Mir mussen e Schlëssel fannen, fir eis Produkter méi deier ze verkafen an de Baueren dëse Mehrwert zoukommen ze loossen. A wann ee mengt, hie kënnt sech dat net leeschten, da soen ech him ganz genau, da soll en e Stéck Knätsch oder e Stéck Schockela fale loossen, oder eng Fläsch Béier, déi kascht och en Euro, oder eng Staang Zigaretten, an dann ass et gedoen.

Eng aner Pist, Madame Presidentin, déi ganz wichteg ass, ass déi, dass iwwerall do, wou de Stat seng Participatiounen huet, an de Schoulen, an de Crèchen, an de Maisons relais, Qualitéitsprodukter presentéiert ginn. An eis Lëtzebuerger Produkter, dat si Qualitéitsprodukter.

Denke mer un d'Obésitéit. Wann e Kand nëmme Bëllegprodukter zou sech hélt, da kann ee sech virstellen, wat méi spéit passéiert: Mat 30 Joer hunn déi Leit Obésitéit. Obésitéit heescht héije Bluttdrock, Häerzkrankheeten, an dat geet natierlech erëm op d'Käschte vun der Sécurité sociale. Do hu mer guer näischt gewonnen.

Queesch duerch de Gaart, an den Altersheimer, an de Spideeler, an de CIPAen, an de Kantine vun de Verwaltungen, an de Kantine vun de Banken, déi mer gerett hunn, do musse Lëtzebuerger Produkter op den Dësch kommen. Meeschtens sëtzen do auslännesch Administrateuren, déi keng Ahnung hu vu Lëtzebuerger Produkter, an ech mengen, do misst och méi eng grouss Informatioun entstoen, déi...

(Interruption)

Här Gira, loosst mech wann ech gelift schwätzen! Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann Dir emol eng Kéier Biekerecher a gliese Fläsche maacht, da gëtt och méi kaaft.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Déi musse méi informéiert ginn, dat ass einfach den Alpha an den Omega. Eis national Fluggesellschaft, zum Beispill, soll och derfir suergen, dass si während der Rees qualitativ héich Produkter vun eise Betriber op den Dësch zerwéiert, an net mannerwäerteg Produkter, mat der Intentioun fir ze spueren. Ob eng Rees 900 oder 910 Euro kascht, ech mengen, dat ass guer kee Problem.

Dat heiten huet guer näischt mat Protektionismus ze dinn, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass eng Strategie fir eis Baueren ze ënnerstëtzen. De Stat soll och d'Baueren, déi regional Produkter herstellen, ënnerstëtzen. Ech zitéieren de Spelz vu Syr, den Téi vum Séi, d'Véi vum Séi, d'Beola-Produkter vu Kaalber: Hei ginn d'Bauere wéineg bis guer net ënnerstëtzt, well si zum Beispill kee Biomëscht uwenden. Mä ganz vill Ënnerscheed mat de Bioprodukter gëtt et net. De Stat soll jiddwereen ënnerstëtzen, dee méi nei Iddien huet an dee se gär wëllt ausprobéieren.

Wichteg ass et och, fir eng Ulafstell ze schafen, wou all déi Baueren, déi a Schwieregkeete sinn, sech géife mellen, an do no enger Solutioun gesicht soll ginn. Zum Beispill: Vläicht ass eng Fusioun noutwendeg, wéi kann ee seng Maschinne veräusseren, wéi kann ee seng Lännereie verpachten, kann een en erliichterten Accès op eng Prépensioun kréien, wéi ass et mat der sozialer Ofsécherung?

Madame Presidentin, als Konklusioun: Op europäeschem Niveau solle mer d'Agrarpolitik méi demokratiséieren. D'national Parlamenter an d'EU-Parlament musse mat entscheede kënnen. D'Preventioun soll groussgeschriwwe ginn, Stéchwierder BSE, Gentechnik, Antibiotika. Drëttens, eng Subventiounspolitik am Sënn vum Bauer, an net vun de Konzerner. Beispill Südzucker A.G., déi kréie vun der EU 30 Milliounen zougeschoustert, fir Zocker ze produzéieren. Zocker, dee se dann an Drëttlänner bëlleg verkafen zu Dumpingpräisser an do hir eege Leit futti maachen. Dat geet net!

Hei wéilt ech dem Landwirtschaftsminister eng Fro stellen: D'EU-Subventioune maache 50 Milliarden Euro am Joer aus. Wéi vill bezuele mir a wéi vill kréie mir dovunner erëm?

Op nationalem Plang ass et wichteg, éischtens, d'Diversifizéierung vun der Landschaft: D'Bauere solle sech op nei Aktivitéiten ausriichten, zum Beispill am Beräich vun der Forstwirtschaft, Energieproduktioun, Entsuergung vun organeschen Offäll, Ubau vun Uebst a Geméis, an am Tourismusberäich. Zweetens muss eng nei Struktur geschaf gi fir Verbraucherschutz, Ernährung a Preventioun. Dat kann och e Ministère sinn. Drëttens, d'Förderung vun

der Biolandwirtschaft, awer och vu regionale Produkter am Sënn vun enger optimaler Gesondheet. Véiertens, d'Weiderbildung vun der Jugend, fir méi nei Weeër anzeschloen.

Madame Presidentin, et ass un eis alleguerten, als Eenheet, fir solidaresch Moossnamen ze treffen an eis Landwirtschaft ze ënnerstëtzen. Als klengt Land ass dat méi schnell ze erreechen. Hei kennt jiddwereen een deen aneren. Et wäert eis net schwéierfalen, fir déi néideg Schrëtt ze ënnerhuelen, dovunner sinn ech iwwerzeegt. Den Esprit d'équipe ass hei gefrot, dat war nach ëmmer esou bei eis, dat war nach ëmmer eis Stäerkt, an et soll och an Zukunft esou sinn.

Mir wënschen dann dem Landwirtschaftsminister eng glécklech Hand, fir d'Agrarpolitik gutt ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Colombera. Mir hunn dann nach een agedroene Riedner, dat ass den Här Hoffmann. Dir hutt dann och direkt d'Wuert, Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech si selbstverständlech mat der Feststellung vun enger dramatescher Kris am Mëllechsecteur d'accord an och d'accord, dass dréngend Moossname musse geholl ginn, fir d'Situatioun vun de Baueren ze préservéieren, hunn also och dofir déi Motioun mat ënnerschriwwen, déi mer ënnerbreet kritt hunn. Ech sinn awer och mam Här Kox averstanen, dass domadder d'Fro vun der allgemenger Orientéierung vun eiser Landwirtschaft um nationale wéi um europäesche Plang, oder souguer doriwwer eraus um internationale Plang nach net beäntwert ass.

Bei deenen Diskussiounen iwwert d'Landwirtschaft huet een awer ëmmer erëm, hunn ech den Androck, esou d'Gefill du déjà-vu. Et ass net déi éischte Kéier, wou d'Chamber diskutéiert iwwert d'Krisesituatiounen an der Landwirtschaft. Et ass vläicht elo eng besonnesch dramatesch Situatioun, mä et ass net déi éischt, an et muss ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi wäit déi Krisesituatiounen, déi sech ëmmer erëm widderhuelen, effektiv mat der Orientéierung vun der Agrarpolitik, virun allem um europäeschen Niveau, ze dinn hunn.

Ech muss och vläicht drun erënneren, dass jorelaang, fir net ze soe jorzéngtelaang, d'europäesch Agrarpolitik zu engem groussen Deel geprägt war vun enger Obsessioun vun der quantitativer Produktivitéit, fir bëlleg Präisser vun de landwirtschaftleche Produkter, explizit och zouginn am Hibléck op d'Léin an der Industrie. Also, mir musse bëlleg Produkter an der Landwirtschaft hunn, duerch eng héich quantitativ Produktivitéit, fir dass mer d'Léin an der Industrie net brauchen ze erhéijen; soe mer emol esou, e bësse vereinfacht ausgedréckt.

Wa mer ëmkéieren - an dat ass zwar e bëssen amgaangen, mä ech mengen, nach net genuch - op eng Ausriichtung no Qualitéit, da musse mer selbstverständlech aner Präisser a Kaf huelen. Dat schéngt mer evident. An da musse mer eis natierlech och d'Fro stellen, ob mer net eng méi héich Norméierung mussen aféieren, wat d'Qualitéit betrëfft, och um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Wat d'Konsumverhale betrëfft, sinn ech d'accord, dass mer - an dat ass och eng Iwwerleeung einfach vun nohalteger Entwécklung - eis Liewensweis, eist Konsumverhalen effektiv mussen a Fro stellen. Dat huet awer och domat ze dinn, wéi eng Leitbiller dass mer vermëttelt kréien, wéi eng Publicitéit fir wat fir Produkter gemaach gëtt, déi mer onbedéngt mussen hunn, also dräi Handyë musse mer jo mindestens hunn, well d'Industrie dat wëllt, an eis insofern natierlech och Leitbiller vu Liewensweise vermëttelt. D'Konsumweisen hunn och ëmmer mat Produktiounsweisen haaptsächlech ze dinn.

A wa mer vum Konsumverhale vun de Leit schwätzen, da musse mer natierlech soen, dat huet mat Informatioun ze dinn, dat huet mat Sensibiliséierung ze dinn. Dat huet mat deene Leitbiller do ze dinn. Dat huet awer och mat Akommes ze dinn!

Wann e biologesche Poulet, oder nëmmen emol net e biologesche Poulet, mä „de la ferme", wann deen dräimol méi deier kascht wéi deen aus der belscher Batterie, dann ass et schwéier, dem Mindestlounempfänger opzeschwätzen, e misst onbedéngt aus gesondheetleche Grënn awer dee kafen, deen dräimol méi deier ass.

Dat heescht also, d'Fro vun de Präisser...

Mme la Présidente.- Här Hoffmann! Här Hoffmann!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo, ech...

Mme la Présidente.- Äre Virriedner hat ëm eng Minutt iwwerschratt, mä Dir steiert elo op zwou Minutten zou.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Seriö? Ech hunn der awer zwouanenghallef fir d'Motioun. Dat sinn der dräi et quelque chose.

Mme la Présidente.- Dat heescht, Dir huelt elo d'Riedezäit vun Ärer Motioun mat?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech hu se jo scho matgeholl, well ech hu scho gesot, ech hätt se ënnerschriwwen.

Mme la Présidente.- Gutt.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dat heescht also, dass d'Diskussioun iwwert d'Qualitéit, iwwert d'Präisser noutgedrongenerweis och verbonne muss si mat enger Diskussioun iwwert d'Akomme vun de Leit, iwwert d'Verfügung iwwer hir Zäit, well domadder huet et och ze dinn.

Dann also, Madame Presidentin, vu menge fënnef Schlussbemierkungen, déi ech opgeschriwwen hat, der nëmmen nach ganz kuerz zwou. Déi eng Fro ass déi vun der Nohaltegkeet vun der Landwirtschaft, an dat ass net nëmmen d'Fro vun der Nohaltegkeet vun de Betriber selwer, sondern d'Nohaltegkeet am gesamten Ëmfeld, also och vun de Ressourcen, vun deene se liewen.

An eng lescht Fro, déi awer och - mengen ech - nëmmen eng Kéier ugeschnidde ginn ass, déi awer fir mech enorm wichteg ass, dat ass d'Fro vun dem Zesummenhang tëschent der europäescher Agrarpolitik an Industriepolitik an der Situatioun an den Drëttweltlänner, wou mer wëssen, dass deenen hir lokal Produktioun heiansdo doduerch futti gemaach gëtt, well mer hei eis Bëllegprodukter an Afrika zum Beispill exportéieren.

Merci.

Zwou Minutten ass näischt.

Mme la Présidente.- Merci, Här Hoffmann. Mir kéimen dann zur Ofstëmmung vun der Motioun, well…

(Interruptions)

Entschëllegt, entschëllegt, d'Regierung huet d'Wuert. Eisen neie Minister, entschëllegt. Éischte Faux pas.

(Interruptions)

Här Minister Schneider, Dir verzeit mer dat net.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Dach, selbstverständlech, Madame Presidentin.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als neien Agrarminister ass et zu engem fréien Zäitpunkt - ech sinn emol nach keng 100 Deeg am Amt, an den Här Etgen huet ausgerechent 83 Deeg -, wou et an enger Debatt d'orientation iwwert d'Politik aus engem vu mengen Domäner geet.

Ech gesinn dësen Débat dann éischter och als en Zukunftsdébat un, an net réckbléckend als Analys vun enger fréierer Agrarpolitik, wou ech jo nach net concernéiert war. Eng zukünfteg Agrarpolitik, wou ech fir Kontinuitéit awer och Adaptatioun un d'reell Situatioun vun der Zäit mat mengem eegene Stil wäert agoen, a selbstverständlech och - wéi dat ass, wann een nei ass - an eenzelnen Domänen eng Analys vun der Situatioun wäert maachen.

Merci och de Mëtteg fir all d'Interventioune vun deenen eenzelne Fraktiounen an och d'Ënnerstëtzung bei der Motioun, déi mer de Réck wäert stäipe bei der Agrarkommissärin, a virun allem fir bei der Kommissioun e gutt Gewiicht anzeleeën, datt dee gudde Pabeier, dee mer zu 21 Länner opgestallt hunn, och eng Chance huet, dann an der Praxis ëmgesat ze ginn.

Déi eenzel Froen, déi opgehäit goufe vun deenen eenzelne Fraktiounen, vun deenen eenzelne Riedner, wäert ech probéieren, am Text mat ze beäntwerten.

Eis Landwirtschaft ass an enger eeschter Situatioun, an enger ganz eeschter. Dat gouf vun alle Riedner gesot, an ech mengen, ech kann dat nëmme bestätegen.

Zënter Laangem huet dëse Secteur strukturell Problemer. Vun 1960, wou mer nach iwwer 9.000 Betriber haten, si mer hautdësdags 2008 op e bësse méi wéi 2.000, dovunner 840 Mëllechbetriber.

De Regierungsprogramm, deen hei och zitéiert gouf, gouf dorunner ausgeriicht, datt e virun allem Äntwerten op dës strukturell Problemer vun eiser Landwirtschaft soll liwweren. D'Regierung steet weiderhin zu där wichteger an zu där wirtschaftlecher, sozialer an ökologescher Roll vun eiser Landwirtschaft. Den adaptéierten europäesche Modell wäert weider d'Basis vun enger moderner, multifunktioneller an dauerhafter Landwirtschaft bleiwen. Dëse Modell vu Komplementaritéit vun der Produktioun, dem Ëmweltschutz, dem Déiereschutz, der Qualitéit vun de Produkter a virun allem dem Erhale vun de Betriber, spréch den Aarbechtsplazen, ass och weiderhin déi ugestriefte Guideline.

D'Landwirtschaft soll och an Zukunft an eisem Land, éischtens, gesond a qualitativ héichwäerteg Liewensmëttel liwweren an, zweetens, eis herrlech Landschaft erhalen.

Eng vun de groussen Erausfuerderunge wäert et sinn, op europäeschem Niveau de Statut als Zone défavorisée fir eis Lëtzebuerger Landwirtschaft ze erhalen. Dësen Challenge gëtt net einfach, mä mir wäerten alles versichen, fir d'Kommissioun an déi aner Memberstaten an dësem Dossier mat eisen Argumenter ze iwwerzeegen.

Fir d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft ze garantéieren an der Reduktioun vun de Betriber entgéintzesteieren, ass an der Zukunft méi wéi jee virun allem déi jonk Generatioun gefrot. An hei sinn ech frou, datt mer virun allem eis jonk Bauere motivéiert an engagéiert hunn, déi an d'Zukunft investéieren.

Gutt Startméiglechkeeten duerch finanziell Bäihëllefen, awer och administrativ Vereinfachunge solle Jonker dozou bewegen, nach méi wéi virdrun an dëse Secteur sech ze implantéieren.

Eng gutt Ausbildung a regelméisseg Weiderbildung sinn den A und O och vun dësem Beruff. De Lycée technique agricole zu Gilsdref, deem säi Bau usteet, mat der Kreatioun derniewent vun engem Kompetenzzenter ass eng exzellent Basis dofir. Genausou wéi och d'Schafung vun engem Guichet unique virtuel, deen et de Bauere soll erlaben, manner administrativ Aarbecht ze verriichten a méi Zäit ze hunn, sech op hir eigentlech Aarbecht ze konzentréieren.

Sou wäerten och an Zukunft hei zu Lëtzebuerg héichwäerteg Produkter produzéiert gi mat parallell engem Renforcement vun der Produktioun vu biologesche Produkter. An dësem Kontext wësse mer, datt de Plan national vun der Biolandwirtschaft ausgeschafft gëtt an och an Zukunft e Suivi wäert kréien an engem Aarbechtsgrupp, deen de Moment dobäi ass, déi eenzel Detailer, déi eenzel Schrëtt auszeschaffen.

Och déi Nischepolitik, déi hei erwähnt gouf, virun allem vum Här Clement, dat, wat d'Pouleten, dat, wat d'Kannéngercher betrëfft an och anerer wéi Geessen zum Beispill, sinn Nischen, déi ee ka verfollegen an déi ee muss kucken, an Zukunft ze exploitéieren, fir de Baueren nei Standbeener niewent deenen traditionellen opzebauen. An ech mengen, mir missten hei och bei der Veraarbechtung Weeër kënne fannen, fir deem entgéintzekommen.

Déi regional Produkter sollten derniewent och verstäerkt an an enker Zesummenaarbecht mat de Produzenten an dem Commerce an den öffentlechen Institutioune promouvéiert - et gouf hei schonn ugeschwat - a kommerzialiséiert ginn.

Lëtzebuerg wäert derniewent och weiderhin Initiativen en faveur vun OGM-fräien Zonen ënnerstëtzen. Wat den Ubau betrëfft, kënne mer dëst reglementéieren. Wat d'Fuddermëttel betrëfft, wësse mer, datt mer de gréissten Deel importéieren an datt mer hei nëmmen e klengen Afloss dorop hunn, fir och hei eis néideg Schrëtt ze maachen. Mir wäerten awer alles ënnerhuelen, fir datt mer och hei neutral bleiwen, datt mer Gen-fräi kënnen och dës Fuddermëttele behalen.

Fir nei Weeër fir d'Landwirtschaft opzemaachen a weider auszebauen, sollen déi entspriechend Initiativen och am Beräich vun den erneierbaren Energien, wéi Holz, wéi Biodiesel a Biogas, ënnerstëtzt ginn.

Wat d'Zesummespill zwëschent Ëmwelt a Landwirtschaft betrëfft, wäerte mer dee vun de viregte Ministeren ausgeschaffte Vademecum zwëschent de Ministèren op all Beräicher ausbauen, strukturéieren an an der Praxis ëmsetzen.

Ee vun den Haaptthemen de Mëtteg ass awer d'Mëllechkris. Net nëmme bei der Mëllech - wëll ech awer hei och betounen - gëtt et Problemer mat de Präisser, och bei de Käre kënne mer dat feststellen.

D'Regierung - an et gouf schonn hei gesot - huet als éischt Land reagéiert an huet direkt Moossname fir eis Landwirtschaft geholl. An duerfir en décke Merci vun eiser Säit un déi ganz Regierungséquipe, déi hei derhannertstoung.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

A menger Ufankszäit an der Summervakanz hat ech d'Chance, mat allen Acteure vum Terrain en Dialog ze féieren an och an der Praxis um Terrain selwer mech ze erkundegen, wéi d'Situatioun wier, wéi d'Problematik wier a wat d'Léisunge kéinte sinn.

Ech hunn um Terrain Leit gesinn, déi héich motivéiert waren an déi héich hannert hire Produkter an hannert hirem Beruffsstand stinn. Dës Begeeschterung - mengen ech - féiert eis och dozou, déi Manifestatiounen, déi säitens vun de Mëllechbauere koumen, ze verstoen an ze akzeptéieren, wou mer selbstverständlech - an dat hunn ech och zesumme mam Premier eriwwerginn - d'Mëllechausschëdden net kënnen akzeptéieren an och kloer veruerteelen. Ech si frou, datt dëse Message och esou eriwwerkomm ass an datt vun do un och keng Mëllech hei zu Lëtzebuerg méi ausgeschott gouf.

D'Mesuren, déi d'Regierung geholl huet, goufe scho gesot hei. Ech géif se nach eng Kéier kuerz répétéieren. Et sinn dat eenzel Sailen, wou déi éischt Sail virun allem déi fir d'Mëllechbaueren ass, déi, wat de Remboursement vun der Cotisatioun vun der Sécurité sociale fir 2009 ubelaangt, do, wou mer den Taux de participation vum Stat vu 75 op 90% eropgesat hunn, dat bei der Krankekeess, bei der Pensiounskeess vu 25 op 50% eropgesat hunn.

Sécher kann een doriwwer diskutéieren, och d'Assurance-accident nach mat eriwwerzehuelen. Mir waren an der Regierung der Meenung, datt dat hei en éischte Package sollt sinn, fir 2009 elo schonn dës Mesuren ze huelen.

Ech kann dobaussen de Bauere soen, datt eis Servicer extrem schnell geschafft hunn, zesumme mat de Servicer vun der IGSS. Hei ass et esou, datt an deenen nächste Wochen eng Millioun Euro kënnen zréckiwwerwise ginn un d'Baueren, wat déi Cotisation de sécurité sociale betrëfft. Also e séiert, e rascht an e Praxishandelen, wou d'Suen och schnell op de Kont kommen. De Rescht vun de Sue kënnen dann ufanks des Joers rembourséiert ginn.

Den zweete Volet ass dee vum Eropsetze vun der Participatioun un der Mëllechkontroll, dat vu 50 op 70%. 70%, wéi et an all deenen anere Secteuren ass, fir och do d'Kontrollen. Och dat, mengen ech, ass eng gutt Initiativ, déi mer maachen an déi op där anerer Säit och schnell ka gemaach ginn opgrond vun enger Konventioun, déi mer mat CONVIS och ounideem mussen ofschléissen, déi jo och ausleeft.

Fir all Betriber da gëllt awer - an et ass jo net nëmme fir de Mëllechsecteur, wou

mer Initiative geholl hunn -, fir all Betriber gëllt, datt mer d'TVA forfaitaire eropsetze vun 9% op 10%. Et kann ee sécher soen - den Här Etgen huet et ugeschnidden -, datt mer ounideem e bësse méi héich leien. Mä mir leien de Moment bei engem Taux vu 9,54%. Et hätt ee se also och kënnen nëmme schrëttweis an d'Luucht setzen. Mir hu gemengt, datt an dëser Krisenzäit mer déi hallef Etapp géifen iwwersprangen an op 10% eropgoen.

„Esou schmaacht Lëtzebuerg" - déi Campagne, déi 2008 a 2009 gelaf ass, wäert virugefouert ginn, wäert méi massiv virugefouert ginn, wäert virun allem e personale Suivi kréien, fir hei och richteg Impakter no baussen ze ginn.

Dat Ganzt mécht en Impakt vu plus ou moins 2,5 Milliounen Euro, déi mer direkt kënnen un d'Baueren a virun allem de Mëllechsecteur ginn.

Derniewent hu mer eng Rei Mesurë geholl, déi net esou ze chiffréiere sinn, déi awer och wäertvoll si fir eis Landwirtschaft.

Éischtens huet de Finanzminister e Bréif un d'Bankeplaz gemaach, fir hei och Stundunge beim Erëmbezuele vun de Prêten ze accordéieren. Zweetens huet d'Steierverwaltung accordéiert, datt effektiv de Prinzip vun dem Méi-laang-Kucke vun den Avancementer, dem Bezuele vun den Avancementer ka lafen, esou wéi et ähnlech am Wäibausecteur agesat gëtt. An derniewent, mengen ech, poche mer dorop, datt virun allem och an der Ëmsetzung vum Waassergesetz den Taux préférentiel fir d'Landwirtschaft och agehale gëtt. Och hei kann e gudde Präis erauskommen.

Derniewent - mengen ech - hu mer d'Ëmsetze vun de communautairë Mesuren, déi een awer och net däerf vergiessen. An hei, mengen ech, virun allem hei vun dëser Plaz aus en décke Merci u meng Servicer a meng Verwaltungen, déi ganz séier reagéiert hunn, fir hei déi eenzel Payementer virzezéien, esou wéi se elo och vun der Europäescher Kommissioun erlaabt gi sinn.

Dat heescht, éischtens d'Betribsprime, d'Prime unique, déi elo de 16. Oktober schonn ausbezuelt ka ginn, déi fäerdeg ass, déi an deenen nächsten Deeg wäert op de Konte sinn. Dat sinn ëmmerhi 24 Milliounen Euro, déi hei am Raum stinn. Dat si 70% vun där Prime, déi elo kënnt. Déi aner 30% kommen no. Dat ass d'Landschaftsfleegeprime: 70%. Och déi gëtt ufanks November ausbezuelt. Och hei schwätze mer vun enger Zomm vu 6,2 Milliounen Euro. An drëttens ass et d'Indemnité compensatoire, déi am Januar 2010 ausbezuelt gëtt, an och hei hu mer e Chiffer vu 15,7 Milliounen Euro, déi op d'Konte vun eisen Acteure vun der Landwirtschaft wäerte goen.

Et wäert dat hinnen hëllefen, an dëser schwiereger Zäit déi Liquiditéitsproblemer ze léisen, déi se hunn an e Sputt ginn, fir eng gewëssen Zäit och Zënseszënse kënnen ze kréien.

Zréck zur Mëllechkris awer europawäit. De Moment, mengen ech, wësse mer, datt déi lescht Zuelen aussoen, datt mer an der Moyenne an Europa bei engem Mëllechpräis vu 25,77 Cent leien. Hei zu Lëtzebuerg leie mer dorënner. Mir leie bei 23,98 Cent de Moment. Mir kennen awer och aner Länner. Mir hu Lettland, déi de Moment bei 15,57 Cent nëmme leien. An der Belsch ginn 21,59 Cent bezuelt. A Frankräich leie mer relativ héich bei 29,95 Cent um Liter.

Dës Präisser sinn net héich genuch, se sinn ze niddreg. Mä et däerf ee se op jidde Fall net mat deene vun 2007 vergläichen, do, wou mer bei 46-47 Cent louchen. An der Moyenne zwëschent 2000 an 2008 louche mer zwëschent 30 a 35 Cent um Liter. An ech mengen, dës Präisser, ëm déi 30 plus fënnef, wäerten och déi Präisser sinn, déi an Zukunft wäerte fir e Liter Mëllech bezuelt ginn.

D'Ofschafe vun de Mëllechquoten 2015 stellt d'Lëtzebuerger Regierung net a Fro. Dat huet se iwwerall betount an och op europäeschem Niveau iwwerall erëmginn, datt d'Lëtzebuerger Regierung an dësem Beräich keen Zickzackkurs wäert fueren, eise Betriber net op där enger Säit ugebueden huet ze investéieren, eng Berodung ginn huet, wéi mer sollen no de Quote reagéieren, an elo erëm Zickzack fiert, fir zréckzekommen.

Mä mir sinn eis awer och bewosst, datt mer de Moment kuerzfristeg Mesurë brauchen, déi schnell gräifen niewent deenen nationalen, déi ech zitéiert hunn. Duerfir brauche mer also mëttel- a laangfristeg en No-Quote-System, dee muss entwéckelt ginn. Wéi deen ausgesäit, dat ass de Moment den „group high level" amgaangen, deen eng éischte Kéier den 13. Oktober - also gëschter - zesumme war, ze diskutéieren.

Et soll an eng nei, an eng flexibel Regulatioun higoen um Mëllechsecteur, déi sougenannten „new regulatory framework", wéi se genannt gëtt, e Modell, dee muss entwéckelt ginn, deen zwësche Quoten an zwësche liberalem, fräie Marché läit.

Hei gëtt et eng Rei Modellen, déi de Moment analyséiert ginn. Ech mengen, datt och hei d'Experten eng propper Léisung wäerte fannen, fir an Zukunft déi richteg Präisser kënnen ze bezuelen, fir e gudden Deel vun der Mëllechproduktioun kënnen ze garantéieren, déi op engem ofgeschwate Präis ka fonctionnéieren. An de Rescht kann dee Moment op de Marché goen.

Derniewent ass et awer och wichteg, datt eng Rei vu Mesurë geholl ginn, fir d'Roll vum Produzent an der Chaîne alimentaire ze stäerken.

An den Entscheedunge vun all deene Gremië musse mer selbstverständlech - et ass ugeschwat ginn - eng Plattform schafen, eng Aart Monitoringstell, wou all d'Acteure vum Secteur vertruede sinn. Och dat, mengen ech, ass e wichtege Message, deen een no bausse soll ginn un d'Kommissioun an och un d'Présidence de Moment.

Kuerzfristeg, mengen ech, muss d'Kommissioun agéieren. Si huet et zum Deel gemaach. Si huet, fir d'Demande ze stabiliséieren, am Ganze 600 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt. Si huet en Interventiounsopkaf vu Botter a Mëllechpolver gemaach. Si huet an Exporterstattungen investéiert. Dës Zomm ass direkt op de Maart komm, fir ze probéieren ze stabiliséieren. En huet sech liicht stabiliséiert - net genuch, wéi mer alleguer wëssen.

Derniewent hu mer als Grupp vun 21 Länner e ganz staarke Pabeier ausgeschafft, wou mer eis an der Tëschenzäit schonn dräimol gesinn hunn, fir dëse Pabeier och massiv der Kommissioun an der Présidence ze ënnerbreeden. An dësem Grupp si selbstverständlech déi Länner net dobäi, déi dëse fräie Marché sichen. Et ass net dobäi Schweden, et ass net dobäi Dänemark, et ass net dobäi England an et ass net dobäi Holland.

Dëse Pabeier - mengen ech - gëtt awer der Kommissioun déi néideg Méiglechkeeten, fir och hei eng Rei Iddië mat opzegräifen: d'Ausdehnung vun der Interventiounsperiod zum Beispill; weider Exporterstattung fir Botter, Mëllechpolver a Kéis; d'Stäerkung vun der Nofro vun de Mëllechprodukter, zum Beispill de Schoulmëllechprogramm oder déi Promotiounsaktiounen, déi mer am Moment hei zu Lëtzebuerg scho matkréien, wou fir d'Mëllech zesumme mat enger Rei Producteuren derniewent Promotioun gemaach gëtt.

A virun allem, an dat ass eng nei Fuerderung, déi mer hunn zesumme mam Parlament, d'Zurverfügungstellung vun engem Zousazkredit vun 300 Milliounen Euro, dee sougenannten EU-Mëllechfong, fir direkt national de Bauere kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen. Hei erhoffen ech mer de Méindeg e kloert Signal säitens der Kommissioun no baussen, datt mer och hei déi richteg Kommunikatioun maachen. Et ass wichteg fir den Dossier. Et ass och wichteg, fir d'Situatioun de Méindeg am Grëff ze behalen.

Ech mengen zum Schluss, datt eis Landwirtschaft eng schwéier Zäit duerchgeet, derniewent och aner Secteuren. Mä mat Sécherheet ass de Mëllechsecteur deen, deen de Moment am déckste betraff ass niewent deem vum Käresecteur.

D'Fro war hei gestallt no der Analys vun de Präisser. Mir hunn déi Analys gemaach. Mir komme beim Mëllechsecteur - hei ginn d'Meenungen ëmmer erëm auserneen -, mä eis Leit haten opgrond vun dem Berechne vun all de Primen, déi séier hu missen ausbezuelt ginn, just Zäit, fir de Mëllechsecteur auszerechnen. Hei gi mer vun Décheten aus fir 2009 héichgerechent op eng Moyenne vun 2000 bis 2008 vu 14 Milliounen Euro fir dee ganze Secteur, wat de Mëllechsecteur betrëfft. Déi aner Voletë wäerte mer elo maachen, wa mer déi eenzel Subventiounen ausbezuelt hunn a wa mer Zäit kréien, och dëse Secteur ze analyséieren.

Wat de Problem ugeet, deen den Här Clement vum Wäibau ugeschwat huet, och hei hunn ech meng Kontakter opgeholl a probéieren, mam Secteur zesummen eng Léisung ze fannen. Ech mengen, mir hunn och d'Méiglechkeet, eis erëm zesummenzesetzen, fir hei déi Léisung ze fannen, déi Dir och ugeschwat hutt. Dat wär och gutt fir dëse Secteur, dee Gott sei Dank dëst Joer mat enger exzellenter Qualitéit vu Wäin virun allem kann ophorche loossen.

D'Regierung wäert an Zukunft och d'Landwirtschaft virun allem an dëser Kris beschtens ënnerstëtzen an och déi aner Secteuren am A behalen. An dem Pakt, dee mer gemaach hunn, hu mer och gesot, datt mer 2010 eng Analys vun deenen eenzelne Secteure wäerte maachen.

Awer mer däerfen och net vergiessen, a mer sollen dat rappeléieren, datt am Fong eis Landwirtschaft exzellent opgestallt ass an eis Betriber nom „health check" vun der PAC massiv berode goufen, fir sech deenen neien Défien ze stellen. Dëst hu se och duerch Investissementer gemaach. Mir mussen hinnen an dëser Zäit hëllefen, dës Investissementer an där schwiereger Zäit erëmzebezuelen.

Vun der Gréisst vun de Capacitéiten an dem Ertrag hier hu mir eng Landwirtschaft, déi an deenen nächste Joren um europäeschen an um internationale Maart kann a wäert iwwerliewen a konkurrenzfäeg wäert bleiwen. D'Begeeschterung an d'Ideologie vun eise Baueren, a virun allem eise Jongbaueren, an och nei Fäll, déi mer an deene leschte Woche vu Betribsgrënnung oder Betribsiwwernahm signaliséiert kruten, gi mer Hoffnung, datt mer och an dësem Secteur wierklech en neien Élan, en neien Opdriff erëmfonnt hunn.

Dem Här Colombera wollt ech just bemierken, datt ech selbstverständlech zu all sengen Iwwerleeunge stinn, wat d'Konsumente betrëfft, datt mer erëm solle méi op Qualitéitsprodukter higoen. Ech wollt him direkt soen, datt ech de Bauerestand aneschters gesinn, well ech éischtens op engem Duerf liewen, an enger Gemeng liewen, an enger Regioun liewen, wou ech all Dag mat hinnen ze dinn hunn a mat hinne liewen a gesinn, wéi se vu moies bis owes hir Aarbecht exzellent maachen an déi zwee Défië vun enger qualitativer héichwäerteger Produktioun, awer och virun allem enger gudder Landschaftsfleeg realiséieren.

An dësem Sënn kommen Är Wierder mer an d'Ouer eran an ech wäert se mat Sécherheet och viru mat eriwwerdroen.

Mäin Appel geet op dëser Plaz dann och zum Schluss un de Konsument, de Konsument, dee sech muss bewosst ginn, datt mer mussen an Zukunft de Choix maachen zwësche Produkter vu Qualitéit a Produkter, déi manner kaschten.

Mir musse bereet sinn, fir héichwäerteg Produkter de richtege Präis ze bezuelen, a mir mussen derniewent awer och eise Mëllechbaueren, eise Produzente garantéieren, net nëmmen an der Mëllech, mä och an deenen anere Secteuren, datt déi Suen, déi mer méi froen, wou de Konsument och bereet ass, se ze bezuelen, och direkt kënnen u si virugoen. Duerfir och déi richteg Remarque, wat de Konsumenteschutz betrëfft, datt mer och hei musse Signaler kréien, datt déi Suen, déi méi bezuelt gi fir e Produkt, och kënne virugi ginn.

Ech mengen zum Schluss, zesumme mat alle Kolleegen aus der Regierung an och dem Parlament, wou ech begréissen, datt mer de Mëtteg eng Motioun haten, déi bal vun alle Parteie gedroe gouf, ass et wichteg, datt mer no baussen e Signal ginn, datt d'Politik hannert der Landwirtschaft steet.

Ech mengen, eis Landwirtschaft huet an deene leschte Jore bewisen, zu wat se fäeg ass, zu wat fir Produkter se fäeg ass, zu wat fir enger Aarbecht datt se fäeg ass, an an deem Sënn, mengen ech, hoffen ech, datt mer séier duerch dës Kris kënne kommen, esou wéi an deenen anere Secteuren.

Ech wäert mech engagéieren, fir och an Zukunft, net nëmmen no 83 Deeg, mä och no fënnef Joer kënnen e proppere Bilan ze hannerleeën.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Minister Romain Schneider Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun vum Här Negri. Den Här Kox huet nach d'Wuert gefrot.

Motion 1

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Ma, ech wollt nach kuerz Stellung huelen zu der Motioun. Aus grénger Siicht si mer wuel averstane mat de Considéranten an och mat den Inviten hei vun där Motioun, insbesondere wat déi konjunkturell Problemer vun der Landwirtschaft de Moment ugeet. Eis feelen awer Elementer iwwert déi längerfristeg strukturell Problemer. Duerfir kënne mer déi Motioun hei net matstëmmen a wäerten eis dobäi enthalen.

Merci.

M. le Président.- Gutt. Kann ech déi Motioun par main levée zum Vote stellen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

A wien enthält sech?

Domadder wär d'Motioun 1 ugeholl.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5865, en Ofkommes mam Laos am Kulturberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et ass bis elo ageschriwwen: d'Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Martine Mergen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

4. 5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Martine Mergen *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der aus dem Intitulé vum Projet gesitt, sinn et iwwermuer genee zwee Joer hier, dass ons Regierung an der Persoun vun onsem Fraktiounschef dëse Kooperatiounsaccord zu Vientiane ënnerschriwwen huet. Als Gebuertsdagscadeau géif ech lech also haut bieden, dass Der dëse Projet matstëmmt.

De Projet gouf den 9. Abrëll 2008 vum Ausseminister déposéiert. Den 18. Februar 2008 huet déi fréier Kulturkommissioun de Projet an den Avis vum Conseil d'État vum 17. Februar ënnersicht a mech Rapporteur genannt.

Den 2. Abrëll huet déiselwecht Kommissioun de Rapport ugeholl, mä de Projet huet et virun de Wahlen net méi op den Ordre du jour vun der Chamber gepackt. Den 1. Oktober dëst Joer schliesslech huet déi nei Kulturkommissioun mech als Rapporteur confirméiert an et ass e Rapport complémentaire ugeholl ginn, esou dass mer haut schliesslech kënnen ofstëmmen.

Ech wäert elo ganz kuerz dat Land virstellen an och den Intérêt, deen déi zwee Länner un dëser Entreprise hunn. En fait gëtt et schonn Ofkommen am Domän vun der Kooperatioun. De Laos ass säit 2000 e Pays cible vun de Lëtzebuerger Efforten an dësem Domän. Dësen Accord ass also, esou

wéi de Conseil d'État dat och a sengem Avis seet, eng Verdéiwung vun de Relatiounen an e komplementären Aktivitéitsberäich.

De Laos ass ähnlech wéi Lëtzebuerg während Jorhonnerten als Pays tampon an als Schachfigur vu senge mächtegen Nopeschlänner gebraucht ginn. Doduerjer war en ëmmer erëm an hir Kricher verwéckelt. Dat ass schonn emol eng éischt bedeitend Gemeinsamkeet tëscht dem Laos an onsem Land. Et huet eng multiethnesch Populatioun: Austro-Thai, Mon-Khmer an Tibetobirmanen.

Am 14. Jorhonnert huet sech dat éischt Land, dat een als Virgänger vum heitege Laos kéint bezeechnen an dat deem Gebitt och méi oder wéineger entsprécht, gebilt. Dat war Lan Xang, d'Land vun der Millioun Elefanten. Et gëtt och hei fir d'éischt dat Wuert Laotesch fir d'Sprooch an d'Populatioun gebraucht. Statsrelioun vum Land war de Buddhismus.

Während engen 300 Joer huet sech Lan Xang méi oder wéineger unifizéiert gehalen. De leschte Kinnek huet während 57 Joer geherrscht. Dat war dat goldent Zäitalter. Wéi hie gestuerwen ass, do ass d'Land awer éclatéiert. Et ass tëscht den Influenze vun Annam, Vietnam - also Siam - a Burma opgeriwwe ginn, a verschidde kleng Fürstentümer hunn als Tributärer vun hire groussen Nopere gestruewelt fir d'Iwwerliewen an och ëmmer erëm am Kampf ënnerenaner. Eng Identitéit vu Laos ass et an deem Sënn net ginn. 1985 schliesslech war quasi dat ganzt Gebitt ënner siamesescher Protektioun.

Siam huet Laos als Puffer benotzt géint déi wuessend Influenz vun de Fransousen am Vietnam an der Indochine. Et ass dunn zu engem Influenzkampf tëscht de Fransousen an den Thailänner iwwert déi Territorië komm.

1907 kënnt d'Land östlech vum Mekong zu Frankräich, d'Gebitt westlech dovun zu Thailand. Den Numm Laos ass och do fir d'éischt gebraucht gi fir d'Land, fir déi franséisch Gebidder, wahrscheinlech als Mehrzahl vu Lao, déi franséisch Mehrzahl mat engem „s", well et den Zesummeschloss vun deene puer laotesche Kinnekräicher war.

Laos war Frankräich awer ni besonnesch wichteg, ausser eben erëm als Pufferstat zum britesche Burma an dem britesch influenzéierten Thailand. Den Intérêt louch haaptsächlech am Vietnam an zu Tonkin.

De Mekong gollt als net schëffbar. Et gouf keng wäertvoll Metaller an ze vill Bierger fir Plantatiounen am grousse Stil. D'Exporter aus dem Laos hunn nëmmen 1% vun de franséischen Exporter aus der Indochine duergestallt, an dee lukratiivsten dovu war den Opium.

1945 hunn d'Japaner dat franséischt Indochina besat. Während dëser Besatzung hu sech fir d'éischt zwou Fraktioune gebilt, eng pro Frankräich an eng fir d'Onofhängegkeet vum Laos, wann dann emol d'Japaner erëm ofgezu wären, wat och 1945 passéiert ass.

Dee Konflikt, dee sech dunn awer ëmmer méi kloer gestallt huet, dat war tëscht de Franséisch-Treien an den Nationalen, sougenannten Nationalen, déi sech fir d'Onofhängegkeet vum Laos agesat hunn. Dës goufe méi a méi influenzéiert vum Ho Chi Minh senge Viet Minh. 1953 hunn d'Fransousen de Laos goe gelooss, well se hir Effortë méi a méi an de Vietnam, an deen anere Krich, gepompelt hunn.

Dëse souwéi den amerikanesche Krich am Vietnam hunn dann och déi weider Geschicht vum Laos geprägt, an et ass an dee Konflikt do mat eragezu ginn. De prokommunistesche Pathet Lao an déi konservativ RLG hu sech innerhalb vum Laos bekämpft, mat jeeweilegen Ënnerstëtzunge vum Nordvietnam an den Amerikaner, an et waren och nach eng Rei aner Länner, déi matgespillt hunn. Et gouf nëmmen eemol eng Regierung vun der nationaler Eenheet mat deenen zwou Parteien, déi ganz kuerzlieweg war. D'Interventioune vun deenen anere Länner waren iwwregens alleguerte géint d'Ofkommen, déi op der Genfer Konferenz getraff gi waren.

Vu 1964 bis 1973 war Laos e Schlachtfeld an engem Krich, dee bis haut Guerre secrète genannt gëtt, well dës Kämpf net opgeschéngt sinn an iergendwelche Communiquéen: Den Asaz war an den USA „highly classified". D'Amerikaner haten eng clandestine Arméi opgestallt. D'Piloten, déi vun hinnen ofgestallt goufen an an de Laos jo geschéckt goufen, hunn hir Asätz an Zivilkleedung geflunn. D'Nordvietnamesen op där anerer Säit hu sech dës Méi net ginn, mä an hiren Uniformen de Pathet Lao ënnerstëtzt. Et waren eng 67.000 am Joer 1969.

Laos huet bei de Bombardementer - bei den amerikanesche Bombardementer - wäit méi Bommen ofkrut wéi de Vietnam. Och dee berühmten Agent orange ass agesat ginn an ass haut nach Basis vu villem Misär, haaptsächlech bei der Landbevölkerung. 1973 huet d'Secret air force all aacht Minutten, an dat 24 Stonne pro Dag, eng ganz Avionsladung Bommen ofgelueden. Dat huet d'Amerikaner pro Dag zwou Milliounen Dollar kascht.

Trotz massiivstem Materialasaz hunn d'Allianz, USA, Hmong an Thai, um Terrain verluer. 1973 hunn d'Amerikaner ugefaangen, sech aus dem Vietnamkrich, deen esou gutt wéi verluer war, erauszeverhandelen. 1974 schliesslech ass dee leschten amerikanesche Fliger iwwert de Mekong an Thailand zréckgeflunn.

Dat Joer drop gewënnt d'Laotesch Patriotesch Front d'Wahlen. D'Monarchie gëtt ofgeschaf an eng Demokratesch Volleksrepublik Laos proklaméiert. Dozou huet gehéiert, wat een och aus anere kommunistesche Länner aus där Zäit kennt: Verstaatlechungen, Landwirtschaft a Kolchoseform, Campë fir d'Oppositioun ze rééduquéieren. An zu där Zäit gouf et och alt erëm massiv Flüchtlingswelle vu Leit, déi virun der Repressioun an Thailand geflücht sinn. Eng 300.000 Laoten, dat waren 10% vun der Populatioun vun deemools, hu sech aus hirem Land dovugemaach a sech am Ausland néiergelooss.

Deen neie Machthaber huet vun 1980 un op eng ganz verstänneg an offen Aart a Weis reagéiert. Et koum zu enger wirtschaftlecher a politescher Ouverture; et koum zu enger Unnäherung un de groussen Noper Thailand. Säit 1991 gëtt et eng Constitutioun, déi zwar den Eeparteiesystem bäibehält, awer mat méi demokratesche Rechter fir d'Bierger. Säit 1999 kennt de Laos e virsiichtege Wirtschaftswuesstum, am Géigesaz zum Wirtschaftsboom an Thailand mat all sengen Avantagen an Désavantagen.

Et ass awer nach ëmmer en aarmt Land. 30 bis 35% vun de Leit liewen ënnert der Aarmutsgrenz. Et gëtt Ongläichheeten, haaptsächlech geographescher Aart. Déi ethnesch Minoritéite liewen isoléiert an de Bierger an hu wéineg Accès zur Éducatioun, zur Gesondheet, zum Transport an zum Handel. Déi allgemeng Liewenserwaardung läit bei 55 Joer, d'Duerchschnëttsakommes bei dräi Dollar pro Dag.

D'Landwirtschaft stellt nach ëmmer 49% vun der Ekonomie a beschäftegt 80% vun der Bevölkerung. Obwuel de Laos méi en echt Bild duerstellt vun deem alen Indochina wéi seng Nopeschlänner, an Touristen, déi de Wee dohi fannen, ëmmer erëm begeeschtert sinn, feelt et massiv un touristeschen Infrastrukturen. Esou ass Tourismus ee vun deene Gebidder, wou Lëtzebuerg via Lux-Development hëlleft, Projeten ze finanzéieren. Säit 1997 ass Laos Vollmember vun der ASEAN a vun der Association internationale de la francophonie.

Hei komme mer och erëm op eng Gemeinsamkeet vun onsen zwee Länner. Laos ass Partner bei Erasmus Mundus, an ee vun deene wichtege Voletë vun der kultureller Zesummenaarbecht soll dann och um Niveau vun der Héichschoulbildung leien, wat duerch déi gemeinsam Sprooch sécher méi einfach ass.

Laos ass also net nëmmen e strategesch wichtege Partner an dëser Géigend vun der Welt, mä Lëtzebuerg huet sech bis elo am Kader vun der Zesummenaarbecht dohannen zimlech beléift gemaach.

Frënn vu mer, déi méi oft do sinn, wëssen, dass Lëtzebuerg fir vill Laoten e Begréff ass - wat een zu Paräis net ëmmer ka behaapten. Et gëtt e Spidol, dat mer mat opgeriicht hunn, benannt no onser Grande-Duchesse Maria Teresa, an onst Land ass insgesamt am Laos fënneft- oder sechstgréisste bilateralen Donateur. Ech mengen, och dat ka sech weise loossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bieden Iech also, dëst Gesetz haut ze stëmmen, esou dass et méiglech gëtt, komplementär zur Kooperatioun a Wirtschaft, Landwirtschaft, Gesondheet an Tourismus dee kulturelle Volet mat ofzedecken, an d'Relatioun mat dësem sympathesche Land, dat grad wéi mir säin eegene Wee no jorhonnertelaange Kricher fonnt huet, nach auszebauen an ze verbesseren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Mergen Merci. Well d'Madame Mergen esou komplett war, ass soss keng Riedner a kee Riedner méi agedroen. Ech huelen un, datt d'Regierung och mat der Madame Mergen d'accord ass. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Leider kënne mer wéinst engem technesche Problem am Moment net stëmmen. Ech géif Iech duerfir proposéieren, datt mer dat géife méi spéit maachen a mer elo emol mat eisem Ordre du jour virufueren. Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer den zweete Vote constitutionnel vum Projet de loi 5588, eng Ofännerung vum Code pénal. De 6. Mee 2009 hat d'Chamber eng éischte Kéier heiriwwer ofgestëmmt. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Gilles Roth.

5. 5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (Second vote constitutionnel)

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer kuerz, d'Wuert am Kader vun dem Projet de loi 5588 ze huelen. Dëse Gesetzesprojet ass op en Neits op der Tagesordnung vun der Chamber. De Gesetzesprojet gouf wéi gesot eng éischte Kéier vun der Chamber de 6. Mee dëst Joer gestëmmt. Den 19. Mee hat de Statsrot awer d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel refuséiert.

A sengem Refus gëtt de Statsrot kee spezifesche Grond un. De Statsrot verweist villméi op seng Avisen, déi en zu dësem Projet gemaach huet. De Refus vum Statsrot dierf sech wuel dann ëm seng Observatiounen handelen, déi hie géigeniwwer dem ursprüngleche Regierungstext am Kader vun der Unhéierung vun engem verdeckten Ermëttler gemaach hat. De Gesetzestext gesäit vir, dass de verdeckten Ermëttler ënner enger falscher Identitéit kann aussoen an dass dobäi seng Stëmm verännert gëtt. De Statsrot war der Meenung, dass domat e Prezedenzfall vun engem Témoignage anonyme géif geschaf ginn.

Dat Ganzt war effektiv en delikate Punkt an dem Gesetzesprojet. Et geet dorëms, fir de richtegen Équiliber ze fannen tëschent engersäits enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung an dem Schutz vun der Persoun vun dem verdeckten Ermëttler, mä gradesou op där anerer Säit d'Recht vun dem Beschëllegten op e fairen a kontradiktoresch gefouerte Prozess, an dobäi ageschloss de Respekt vu senger Verteidegung.

Den Text, deen zum Schluss vun der Commission juridique zréckbehale gouf an esou vun enger Majoritéit am Plenum guttgeheescht gouf, dréit der Jurisprudenz vun dem Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff Rechnung. Dësen Text berout op dem franséische Code de procédure pénale.

Ech ginn net méi am Detail op déi eenzel Elementer an, déi de 6. Mee des Längeren an des Breeden hei diskutéiert goufen. Ech géif Iech bieden, den Text an dësem zweete Vote nach eng Kéier ze stëmmen. Hien huet d'Approbatioun vun der CSV-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gilles Roth Merci. Och hei leie mer keng Wuertmeldunge vir, sou datt ech Iech och do géif proposéieren, datt mer méi spéit iwwert dëse Projet de loi an engem zweete Vote constitutionnel ofstëmmen.

Mir kommen dann elo zu der Question avec débat N°1 vum Här Jean Colombera iwwert d'Impfung géint d'Gripp H1N1. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

6. Question avec débat N°1 de M. Jean Colombera au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schwéngsgripp, ech weess net, ob dat Wuert als éischt oder als zweet an der Hitparad vun deene meescht ugewannte Wierder kënnt. D'Kris an d'Schwéngsgripp hunn d'lescht Joer d'Une ausgemaach.

Mir hu ganz vill déi lescht Joren iwwer Mikroben héieren. Et ass ugaangen den 11. September mam Anthrax. Et ass virugaange mam BSE. Et goufe ganz vill Déiere geschluecht. Du koum de SARS, du koum d'Maul- und Klauenseuche. Op eemol koum d'Vullegripp. Do si ganz vill Vulle geschluecht ginn, Inten. Et ass den Tamiflu agefouert ginn. An op eemol war d'Vullegripp fort, einfach duerch ee Wonner. Et weess keen, firwat. An du koum dann d'Schwéngsgripp op d'Tapéit, 15 Kilometer a mexikaneschem Territoire, niewent engem Laboratoire, enger Filial vum Laboratoire Baxter ass plötzlech en neie Virus entstanen.

An engem Parcours du combattant ass de Virus iwwer Mallorca duerch d'ganz Welt gereest. An elo si mer an där Situatioun, dass mer et mat engem Virus ze dinn hunn, dee relativ anodin ass, an et ass décidéiert ginn, fir elo ze impfen. D'WHO, d'Weltgesondheetsorganisatioun huet décidéiert, fir d'Pandemiestuf 6 auszeruffen, an elo ass jiddweree gefuerdert, fir ze impfen.

Natierlech, hei a Lëtzebuerg ass et net obligatoresch. Ech géif soen, et ass gutt esou. Mä et muss ee sech d'Fro stellen: Firwat? Wat ass den Interessi vun esou enger Vaccination de masse géint ee Virus, dee relativ anodin ass?

Wéi gesot, et ass kee geféierleche Virus, Dir Dammen, Dir Hären, mä d'Ministeren, d'Gesondheetsministeren, déi zesummekomm sinn, déi drängen elo drop, dass mer eis sollen impfe loossen. Firwat? Mam Argument, dass, wa vill Leit krank géife ginn, dann dee Moment d'Wirtschaft a Gefor géif kommen, well déi Leit, déi krank sinn, et ass jo bekannt, déi maache keng Aarbecht. An dofir soll jiddweree sech impfe loossen.

Elo stellen ech Iech awer d'Fro, där honorabeler Assemblée hei: Wat geschitt dann, wann zoufälleg déi saisonal Gripp optaucht? Do ass jo awer kee geimpft. Ech mengen, wat geschitt dann, wa jiddwereen d'saisonal Gripp kritt? Do sinn awer och Leit, déi net méi schaffe ginn.

Dofir verstinn ech net, firwat déi Opreegung. Dat Argument kann ech net ziele loossen. A wat geschitt, wann d'Vullegripp optaucht? Wou ass déi dann higaang?

(Hilarité)

Et kéint jo alles méiglech sinn, Dir Dammen an Dir Hären. Hei schéngt mer iergendwéi vill ze wäit iwwert d'Zil geschoss ginn ze sinn.

Op där anerer Säit sinn ech net mat der Politik vun eiser Santé zefridden. Firwat? Sot mir wann ech gelift, wat ass den Ënnerscheed, wann ech net däerf an d'Hand néizen, mä an den Ielebou. Et si ganz genau 35 Zentimeter, wann ech mech net iren.

(Hilarité)

De Virus, dee ka sprange vun hei deem aneren an d'Gesiicht. Et deet met leed, ech verstinn dat net. Erkläert mer dat.

Firwat, wann een an en Nuesschnappecht néizt, firwat muss een deen an d'Poubelle geheien? Spéitstens wann en zu Ierpeldeng um Tipp ass, Här Gira, do léist déi Fatz Pabeier sech op an de Virus ass erëm ënnert de Leit.

Et deet mer leed, dat do verstinn ech net. Ech froen hei, firwat dass déi Mesuren do getraff ginn.

(Interruptions)

Et ass einfach skurril, et ass einfach étrange, an d'Baueren hu souguer gesot kritt, wa si an hire Stall ginn, da musse se sech wéi en Astronaut undoen, fir d'Schwäin net ze infizéieren. Fréier war et esou, dass d'Schwäin d'Leit infizéiert hunn. Op eemol ass den Numm ëmgeännert ginn.

(Hilarité)

An elo ass et esou, dass hei d'Mënschen d'Schwäin infizéieren. Do versteet wierklech guer kee méi, wat hei lass ass.

(Hilarité)

Une voix.- Et ass eng elle Welt!

(Interruptions)

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Dir Dammen, Dir Hären, et ass net fir ze laachen. Et deet mer leed, dat hei ass ganz eescht. Et ass vläicht e bësse skurril presentéiert, mä trotzdeem deet et mer leed, dat hei ass net fir ze laachen.

Well d'Doktere si wierklech not amused. Kënnt Der Iech virstellen, um aacht Auer owes, wa se an der Maison médicale sinn, deen Éischten, deen urifft, dee seet: „Här Dokter, ech hunn d'Schwéngsgripp." „A firwat dann?" „Majo, well mäi Kolleeg déiselwecht Symptomen hat, deen hat se och." An deen Zweeten, dee fënnef op aacht telefonéiert, dee wunnt da vläicht 30 Kilometer dovunner ewech, dee seet: „Här Dokter, ech mengen, ech hätt d'Gripp." „A firwat dann?" „Majo, well mäi Kolleeg zu Mallorca war." Et deet mer leed, d'Doktere sinn absolut net méi amused iwwert déi heiteg Situatioun.

Gutt, an elo hu mer dann décidéiert, fir ze impfen. Firwat? Et ass déi éischt Fro, déi ech hei stellen: Firwat kënnen déi normal Dokteren an hirem Büro, an hirer Praxis d'Leit net impfen? Et ass jo keng Impfung, déi obligatoresch ass. Et ass eng normal Impfung wéi all déi aner Impfungen. Et ass guer keng Gefor do, an den Dokter kéint roueg do deejéinegen, dee wëllt, dee kéint da geimpft ginn.

Neen, hei mussen da Centres de vaccination installéiert ginn. Et ass vu 15 Stéck geschwat ginn, elo op eemol sinn et der siwen. Do kënnt een Dokter vun der Santé, do kommen zwou Infirmièren, Personnel administratif, een Dokter, zwou Ambulanzen, an da gëtt da gesot: „Jo, déi éischt fënnef Deeg, do musse mer kucken, dass mer 60.000 Leit impfen." Da rechent dat emol aus. Ech hunn ausgerechent, do misst dann een Dokter, deen aacht Stonne schafft, fënnef Deeg laang 200 Patiente pro Stonn kontrolléieren.

M. le Président.- Här Colombera, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Jo, et ass gutt. Dann halen ech direkt op, Här President. Ech hunn awer nach eng Motioun. A wat mech hei am meeschte stéiert, dat ass, an dat läit mer um Häerz an ech ginn déi Motioun hei of. Ech hu se nëmmen...

Une voix.- Dir hutt nach e puer Minutten.

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Jo, Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Mir mussen awer elo oppassen, wou mer sinn. Dir sidd am Moment bei enger Question avec débat, Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Et ass gutt.

M. le Président.- An do hutt Der fënnef Minutten. Maacht déi elo emol fäerdeg.

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Här President, wat mech stéiert ass, dass hei deen Impfserum guer net getest ass. Dach, hien ass getest ginn zwee, dräi Méint laang. Mä wou soll een dann do, wann ech gelift, d'Niewewierkunge kennen?

An ech wëll, ech bieden hei d'Regierung fir mir ze soen: Wat sinn d'Niewewierkunge vun där Impfung a wou kann ech als Dokter oder als Bierger erausfannen, wéi déi Niewewierkunge sinn?

Et gëtt ëmmer gesot, dass déi Niewewierkungen d'selwecht si wéi déi Impfung géint eng Gripp. Här President, ech hunn hei ee Beipackziedel. Deen Ziedel hei, deen huet nach kee gesinn. Kee vun der ganzer Populatioun. Ech soen Iech, firwat. Eis Patiente ginn an d'Aptikt, kafen hir Grippepackung, leeën hir Packung an de Frigidär. Et däerf keng Luucht dru kommen, dat heescht, se gëtt net opgemaach. Dee Moment, wou se bei den Dokter ginn, gëtt déi Packung opgemaach, an da kënnt den Ziedel eraus, mä dee liest keen.

An ech liesen Iech nëmmen dräi Wierder: Wat sinn d'Niewewierkunge vun der Impfung? Paralysie généralisée, Paralysie régionale, Encéphalomyélite. An anere Wierder, ech kann Iech dat iwwersetzen, dat heescht näischt aneschters wéi zum Beispill Multiple Sklerose. Mä déi Multiple Sklerose, déi kënnt net direkt, déi kënnt dräi Méint, sechs Méint, néng Méint no der Impfung an do ka kee méi d'Relatioun maachen, wat wou geschitt ass.

An dat wëll ech gär hei veränneren. Ech wëll gären, dass mer hei, wa mer déi Impfung maachen, dass dann de Patient ganz genau Bescheed weess, wou en drun ass. E ka sech impfe loossen, guer kee Problem. Mä e muss wëssen, dass en dee Moment, wann en d'Impfung kritt, da muss en och wëssen, wéi d'Niewewierkunge sinn.

Dofir ginn ech eng Motioun hei eran, Här President. Et ass nëmmen eng Ënnerschrëft...

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que le Gouvernement est en train de mettre en œuvre une campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1;

- que des épidémiologistes européens réputés confirment que les effets de la dénommée grippe porcine sont pour le moment très légers et disparaissent après quelques jours de repos au lit;

- que le vaccin utilisé lors de cette campagne de vaccination massive n'a pas été soumis à des tests adéquats de grande envergure;

- qu'officiellement le Ministère de la Santé n'a jusqu'à ce jour pas communiqué sur d'éventuels effets secondaires des vaccins utilisés contre la grippe dite porcine;

- que ces effets secondaires devraient normalement être relatés sur les notices explicatives accompagnant ces vaccins;

invite le Gouvernement

- à pallier la campagne de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1 par une campagne d'information tout aussi massive par voie de tous les médias sur les risques et les effets secondaires connus liés au vaccin utilisé.

(s.) Jean Colombera.

M. le Président.- Här Colombera, Dir musst awer elo zum Schluss kommen! Dir sidd schonn op iwwer siwe Minutten.

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Jo, ech weess dat, Här President. Ech si jo fäerdeg. Ech wëll gär...

Une voix.- Et ass wichteg!

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Et ass enorm wichteg, Här President. Hei geet et ëm Mënscheliewen. Et deet mer leed. Hei muss eppes gemaach ginn. Ech hunn eng Ënnerschrëft hei ofginn. Ech wëll gär, dass jiddweree mir déi Ënnerschrëften, déi zweet, déi drëtt, déi véiert an déi fënneft, déi feelen, gëtt, fir dass mer hei net Patienten an d'Messer lafe loossen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci. An elo huet d'Regierung d'Wuert; den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht fir unzefänken eng kleng Prezisioun, déi den Här Colombera mer ka ginn. Déi Notiz, déi en elo gewisen huet; aus wat fir enger Verpackung ass dat? Ass dat vun enger saisonaler Gripp?

(Interruption)

Ah, dat huet also näischt mat dem Vaccin fir déi nei Gripp ze dinn.

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Här Minister, et gëtt awer gesot...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Neen. Ech wollt dat just wëssen, fir kloerzemaachen, dass hei monter alles duerjerneegehäit gëtt an dass ech d'Impressioun hunn,…

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.*- Neen, neen, Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- …dass et hei net ëm eng Diskussioun geet ëm d'Vaccinatioun géint déi nei Gripp, mä géint d'Vaccinatioun tout court.

(Interruption)

An et gëtt mer méi kloer, well ech jo heiansdo sou nokucken, wat fir eng Questions parlementaires den Här Colombera stellt a wat fir eng e gestallt huet.

Une voix.- Äntwert op d'Fro!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Selbstverständlech, mä… Selbstverständlech, vous ne perdrez rien pour attendre.

Sou dass et mir relativ kloer ass, dass et hei net ëm d'Impfung géint déi nei Gripp geet, mä géint d'Grippenimpfung schlechthin, wou den Här Colombera, dat ass säi Recht, ganz staark Bedenken huet, well scho mäi Virgänger huet ähnlech Froe gestallt kritt iwwert déi jeeweileg saisonal Impfungen.

Ech wëll awer soen, dass et der an der Zwëschenzäit ganz wéineg gëtt, déi net d'Plus-value vun enger saisonaler Grippevaccinatioun agesinn. Jo, et gëtt bei all Vaccin e Reschtrisiko. Mä dee Reschtrisiko, dee muss een an d'Woschuel geheie vis-à-vis vun den Avantagen, déi eng Vaccinatioun huet fir d'Leit ze schützen, besonnesch Leit, déi a Risikogruppen anzestufe sinn. An ech wäert mer Méi ginn, am Detail op all déi Froe vum Här Colombera ze äntwerten.

Et mécht mer allerdéngs e bësse Suergen, wann een dobausse fir zousätzlech Begrëffsverwirrung suergt, doduerch, dass een Ziedelen aus enger bewährter Impfungspackung erauszitt, fir d'Désavantagë vun enger neier Vaccinatioun ze beleeën. Ech géif Iech dofir bieden, fir net zousätzlech Begrëffsverwirrung dobaussen ze maachen.

Well ech wëll dee Risiko net op mech huelen, dass Leit, déi duerch d'Gripp, duerch egal wat fir eng Gripp, besonnesch gefährdet sinn, duerch esou Begrëffsverwirrunge sech net géifen impfe loossen an doduerch vill méi grouss Risikoen ausgesat ginn, wéi de Reschtrisiko vun enger Vaccinatioun.

Dir hutt mech gefrot: Firwat mécht een oder proposéiert een de Leit eng Vaccinatioun bei engem dach relativ anodinë Virus? Dir wësst, dass ech an der Kommunikatioun an deene leschte Méint de Leit dat ëmmer gesot hunn. Ech gehéieren net zu deenen, an d'Santé hei zu Lëtzebuerg gehéiert net zu deenen, déi gemengt hu missen dobaussen ze soen, dass mer et mat Pescht a Cholera ze dinn hätten.

Mir hunn ëmmer gesot, et ass e relativ harmlose Virus, mä och en harmlose Virus, dat wësse mer, bei saisonale Grippe kann zu ganz vill Komplikatiounen a Doudesfäll féieren. A wa mer se kënne verhënneren, solle mer se verhënneren.

De Fait ass, dass déi heite Gripp sech méi schnell verbreet wéi eng normal Saisonsgripp. D'Experte schwätze bei enger normaler Saisonsgripp vun engem Taux d'attaque, dat ass de Prozentsaz vun deene Leit, déi krank ginn, vu 5 bis 10%. Hei gëtt mat engem Taux d'attaque, also engem Krankheetsprozentsaz vu bis zu 30% gerechent. Dat heescht, den Infektiounstaux ass dräi- bis sechsmol méi héich wéi bei enger normaler Gripp.

Eng aner wesentlech Differenz, an den honorabelen Deputéierten huet dat vergiess, dat ass, dass bei enger normaler Gripp de Vaccin ëmmer virun der Gripp do ass. An hei war d'Gripp virum Vaccin do. Dat heescht, mir impfe systematesch bei der saisonaler Gripp. An do sinn zéngdausende vu Leit, déi all Joer sech impfe loosse géint d'saisonal Gripp. Meng Fro un den Här Colombera, deen e Mann vum Terrain ass: Wéi oft ass e mat schlëmme Komplikatioune bei esou Vaccinatioune konfrontéiert ginn?

Ech krut jiddefalls an deene fënnef Joer, wou ech do sinn, keng esou Komplikatioune matgedeelt. Ech hunn eng eenzeg Kéier bei Vaccinatiounen insgesamt eng Contestatioun mat erlieft vun engem Patient, deen en Zesummenhang hiergestallt huet zwëschent enger Krankheet an enger Vaccinatioun.

Et ass virdu gesot ginn, dass d'Vaccinatioun géif proposéiert ginn, fir d'Wirtschaft viru groussem Schued ze bewahren. Ech mengen, den Haaptgrond, firwat dass een eng Vaccinatioun ubitt, dat ass, fir Leit, déi kënne krank ginn, virun der Krankheet ze schützen a virun allem Risikopatienten et ze erspueren, fir grave Komplikatiounen ze kréien.

Mir hunn dee Vaccin elo. Et gëtt Diskussiounen iwwert de Vaccin, mä et gëtt Diskussiounen iwwer all Vaccin. Dat weess den honorabelen Deputéierten och, well och hien huet zu ganz ville Vaccinë seng Froe gestallt. Ënner anerem och am Zesummenhang mam Vaccin géint de Gebärmutterhalskriibs, wou e seng Zweifel un deem Vaccin huet, wou awer insgesamt gutt akzeptéiert gëtt a bei eis hei zu Lëtzebuerg keng wesentlech Komplikatiounen opkomm sinn.

Firwat bei enger méi mëller Gripp e Vaccin proposéieren? Ma ganz einfach, well bei deene grousse Pandemien, et sinn der dräi, déi an der Vergaangenheet opgetaucht sinn, gewéinlech eng zweet Well hannendru komm ass, wou déi éischt méi guttaarteg war an déi zweet méi problematesch war. Ech kann net soen, a mäi Virriedner sécher och net, ob et dës Kéier bei enger Well bleift oder ob eng zweet Well kënnt. Ob déi zweet gradesou glimpflech verleeft wéi déi éischt oder ob se méi komplizéiert ass wéi déi éischt a méi Affer gefuerdert ginn, ech kann dat net soen.

Ech wëll de Leit awer, well ech et net ka soen, kee Schutz verwieren, fir de Fall wou et kéint kommen, besonnesch wa jiddweree sech eens ass, wann en ofweit, dass d'Plus-value vun deem, wat de Vaccin bréngt, largement dat dépasséiert, wat e vu potenziellen hypotheteschen Niewewierkunge kéint hunn.

Elo gëtt beanstant vum Virriedner, dass mer Vaccinatiounszentren ubidden. Wann, wéi dat am Ufank ausgesinn huet, nodeem déi éischt Echoe komm si vun där mexikanescher Gripp, et zu engem wierkleche Rush komm wier, soen ech Iech hei, dass eis normal Dokteschpraxen dat do mat Sécherheet net gepackt hätten. Wann dee Rush net kënnt, da gesi mer dat, besonnesch no där éischter Experienz, déi mer maachen, mat de Vaccinatiounszentren.

Ech mengen awer, dass déi Vaccinatiounszentren dee richtege Choix sinn. Well wa mer eis eens sinn oder wa mer eis konsequent sinn an der Argumentatioun, dass mer wëlle Risikopatienten, wann de Vaccin do ass, dee Vaccin esou schnell wéi méiglech zougänglech maachen, ma da musse mer eis opstellen, dass a kuerzer Zäit esou vill wéi méiglech Risikopatiente geimpft kënne ginn, dass se da virun deem Virus geschützt ginn. An dat kann een am beschten a gutt organiséierten Zentre maachen, wou net een Dokter an zwou Infirmièrë wäerte sinn, mä ee ganze Staff dat wäert organiséieren.

(Interruption et hilarité)

Neen. Neen.

Une voix.- Sidd Dir scho geimpft, Här Minister?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.-* Jo, géint d'saisonal Gripp. Bei där anerer wäert ech mech impfe loossen, wann et mäin Tour ass.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Wëllt Der eng Kamell?

Une autre voix.- Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Bänk do ugepaakt, wou ech stoung.

(Hilarité)

M. le Président.- Also, elo huet ganz eleng den Här Minister d'Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.-* Dat heescht, ech wäert mech impfe loossen, wann déi normal Leit drukommen, déi keng Risikopatiente sinn. Mä ech wäert mech selbstverständlech impfe loossen. Dat wäert nach e puer Wochen daueren, bis dass mer genuch Vaccinen hunn, fir jiddwerengem et kënnen unzebidden.

Déi Vaccinatiounszentre si siwemol am Land; an zwar zwee an der Stad Lëtzebuerg, een zu Esch, een zu Déifferdeng, een zu Dikrech, een zu Berbuerg an een zu Wolz.

Prioritéit bei den Impfunge sinn d'Fleegepersonal, si Leit, déi sech ëm Kanner vu manner wéi sechs Méint këmmeren, si chronesch Patienten…

(Interruption, hilarité et brouhaha)

Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* Sidd frou, Är Riedezäit ass ofgelaf.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.-* …a si schwanger Fraen, a sinn ënner anerem och Patienten, déi Immunprobleme hunn. Duerno ginn aner Prioritéiten déclinéiert.

De Käschtepunkt vun der Vaccinatioun läit bei fënnef bis sechs Milliounen Euro.

Selbstverständlech ginn d'Patienten alleguer bei den Zentre respektiv herno, wann och an de Praxe ka geimpft ginn, iwwer méiglech hypothetesch Reschtrisiken informéiert. Mir menge jiddefalls, dass mer dee richtege Choix geholl hunn, fir all deene Patienten, all deene Leit, déi sech wëllen impfe loossen, dat kënnen ënner gudde Konditiounen ze assuréieren.

An, wéi gesot, d'Fro ass mer gestallt ginn, ob ech mech selwer géif impfe loossen. Selbstverständlech maachen ech dat. Ech maachen dat wéi bei der saisonaler Gripp.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Minister Merci. Här Colombera, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.-* Also, Här Minister, wann ech gutt verstanen hunn, sidd Dir bereet, fir de Leit alleguerten ze soen, wéi d'Niewewierkunge vun esou enger Impfung sinn. Eng Impfung, déi eréischt virun dräi Méint getest gouf, do sidd Dir also bereet, fir duerch de Fernseh, duerch de Radio, mat den Zeitungen d'Leit ze informéieren, welche Risiko datt se kënne kréien. Stëmmt dat, jo oder neen?

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. Jean Colombera *(ADR), auteur.-* Dat kann ee mat engem Wuert beäntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.-* Majo selbstverständlech. Et ass iwwerall nozeliesen, wat et vun hypotheteschem Reschtrisiko gëtt. Mä selbstverständlech, aneschters wéi den Här Colombera, wäert ech d'Leit och am Detail informéieren iwwert d'Plus-value vun enger Impfung. Well nëmmen dann informéiert een d'Leit korrekt, wann een déi zwou Säite vun der Medail weist, an net nëmmen eng.

An dass den Här Colombera net onbedéngt e Frënd vu Grippevaccinatiounen ass, huet en an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier bewisen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Domadder wär d'Diskussioun iwwert dee Punkt ofgeschloss.

Motion 1

Ech hunn elo hei eng Motioun, déi just vum Här Colombera ënnerschriwwen ass, déi also net recevabel ass. Sinn nach véier aner Kolleegen, déi bereet sinn, dem Här Colombera seng Motioun mat ze ënnerschreiwen?

Une voix.- Den Här Huss.

M. le Président.- Den Här Huss an den Här Hoffmann. Dann hätte mer also sechs Ënnerschrëften. Da wär déi Motioun recevabel. Ech géif da proposéieren, datt, soubal d'Elektronik fonctionnéiert, mer och déi Motioun zum Vote wäerte stellen. Wa mer eng Minutt vläicht waarden, kënne mer dat direkt maachen, ausser datt den Här Colombera d'accord ass, datt mer hei iwwert d'Motioun de Vote par main levée maachen. Neen.

M. Jean Huss *(déi gréng).-* Här President!

M. le Président.- Jo.

M. Jean Huss *(déi gréng).-* Et ass eng Motioun, déi elo just ugeholl ginn ass, fir hei kënnen diskutéiert ze ginn. Mir misste se awer emol vläicht diskutéieren.

M. le Président.- Jo. Här Huss, wëllt Dir dann nach d'Wuert dozou ergräifen? Mä da kritt den Här Huss elo d'Wuert, fir zu der Motioun vum Här Colombera ze schwätzen.

M. Jean Huss *(déi gréng).-* Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass jo, ech mengen, wierklech e seriöe Problem, mat deem mer eis hei ofginn. An déi Motioun, zum Här Colombera, ech muss soen, amplaz déi Question avec débat hätt ech léiwer seng Interpellatioun gehat, well dat alle Fraktiounen d'Méiglechkeet ginn hätt, fir hei kënnen doriwwer matzediskutéieren.

Elo zu där Motioun. Ee vun den Haaptelementer an der Motioun vum Här Colombera ass, datt e seet, datt de Santésministère bis elo net kommunizéiert hätt iwwer eventuell ze befierchtend Niewewierkungen, déi esou en Impfstoff, esou eng Impfung kéint hunn.

Da schreift en hei „(…) que ces effets secondaires devraient normalement être relatés sur les notices explicatives accompagnant ces vaccins". Do ass Är Formuléierung falsch, Här Colombera. Déi Effets secondaires „sont relatés". Déi sinn net „devraient être", mä déi „sont relatés". Hei ass eng Zesummefaassung vun deem Impfstoff mat méiglechen Niewewierkungen. Genau deen Impfstoff, ëm deen et sech hei handelt.

Hei op de Säite 5 a 6 dervun, do gëtt dovunner geschwat. Et gëtt effektiv vun der Firma selwer, déi den Impfstoff entwéckelt huet, op méiglech Niewewierkungen higewisen. An da muss ee wierklech d'Avantagen an eventuell d'Niewewierkungen an d'Inconvénienten en balance setzen, fir datt jiddwer Mënsch sérieusement informéiert ass doriwwer, wat ka geschéien. Wat kann da positiv sinn? Wat kann awer och dat Negatiivt sinn?

A bei deenen Niewewierkungen, déi kënnen do sinn, ënnerscheet de Bedreiwer zwëschent: „sehr häufige Nebenwirkungen", dat sinn der, déi bei engem bis op zéng Leit kënne virkommen; dann, „häufig", dat ass ee vun zéng bis 100 Leit; dann „gelegentlech", dat ass ee vun 100 bis 1.000 Leit; dann „selten" an „sehr selten".

A bei deenen heefegen, oder bei deene ganz heefegen Niewewierkunge gi genannt vum Bedreiwer: „sehr häufig Kopfschmerzen", also um Niveau vum Nervesystem; „sehr häufig" awer och Arthralgie a Myalgie, also Problemer vum Muskel, Skelett, Knachen an esou virun; „sehr häufig Verhärtung, Schwellung, Schmerzen und Rötungen an der Injektionsstelle, Fieber, Mattigkeit"; an da gëtt et och „häufig", beispillsweis „Schüttelfrost, grippenähnliche Erkrankungen".

Dat si Saachen, déi vum Bedreiwer selwer op sengem Beipackziedel ugi ginn. Dat heescht also, et gi schonn Informatiounen doriwwer, wou de Bedreiwer selwer seet: Dat kënnen Niewewierkunge sinn. Ech huelen elo net déi, déi just „gelegentlich" sinn oder „selten", déi loossen ech elo emol ewech, mä déi, déi just „sehr häufig" an déi „häufig" sinn. Sou.

Dofir also, déi Informatioun gëtt et. Mä de Problem ass awer deen, datt awer kee Mënsch se dobaussen huet, déi Informatiounen. An dofir missten déi Informatiounen do sinn, datt ee weess: Wann ech mech impfe loossen, da kann et eventuell, positiv gesinn, dee positiven Effet hunn, fir deen Typ Gripp, dee Virus net ze kréien, oder awer ëmgekéiert, et kann een awer och, wann ee Pech huet, an eng Situatioun geroden, datt een zu deene Leit gehéiert, déi leider dann eben Niewewierkunge kréien, entweder méi liichter oder méi schwéierer. An et ass d'Fro vun enger Informatioun, wou ech allerdéngs mat lech vum Prinzip hier d'accord sinn, datt misst informéiert ginn iwwert déi Niewewierkungen.

Just elo an Ärem „invite le Gouvernement" fannen ech och, datt et e wéineg - wéi soll ech soen? -, Dir hutt et e wéineg haart formuléiert. Dir sot „(…) à pallier la campagne de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1 par une campagne d'information toute aussi massive par voie de tous les médias sur les risques et les effets secondaires connus liés au vaccin utilisé". Ech géif einfach soen: „…pallier la campagne de vaccination par une information objective sur les risques et effets secondaires possibles liés au vaccin utilisé". Ech mengen, dat wär vill méi eng - loosse mer soen - nuancéiert Formuléierung, fir der Saach awer e wéineg méi gerecht ze ginn.

Mä am Prinzip fannen ech, datt awer esou eng Informatioun misst stattfannen, datt jiddweree weess: Wann ech mech impfe loossen, eventuell negativ Effeten, och wa se vläicht heefeg, seelen oder ganz seele sinn, kënnen awer virkommen. Dat wär dat, wat hei misst a mengen Ae gemaach ginn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci. Den Här Bettel huet nach d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel *(DP).-* Här President, ech soen Iech Merci. No den Erklärunge vum Här Colombera an och vum Här Huss, a virun allem awer no den Aussoe vum Gesondheetsminister musse mer Iech soen, dass de Gesondheetsminister jo gesot huet selbstverständlech, dass e mat aller Objektivitéit géif de Pro an de Kontra vun deene Vaccinen der Populatioun mat erklären.

An ech mengen, et kann een an dësem Fall awer dem Gesondheetsminister vertrauen. Dofir wär dës Motioun sans objet. An dofir wäert meng Fraktioun déi och net stëmmen.

Une voix.- Ass dat nei?

M. Xavier Bettel *(DP).-* Ech sot: an dësem Fall vertrauen.

M. le Président.- Kee méi, deen d'Wuert freet zu der Motioun? Jo, da géif ech proposéieren, géife mer elo kucken, ob eise Vote… Jo, den Här Colombera nach, wann ech gelift.

M. Jean Colombera *(ADR).-* Ech sinn d'accord mat der Ännerung vum Här Huss.

M. le Président.- Dir sidd d'accord mat der Ännerung vum Här Huss. Ech stellen also elo déi ëmgeännert Motioun - den Här Colombera ass mat där Formule, déi den Här Huss hei proposéiert huet, d'accord - zum Vote. Kucke mer, ob elo eise Vote électronique erëm fonctionnéiert. Jo.

De Vote geet un.

Vote

Et feelt nach ëmmer een. Fin du vote. D'Motioun ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen, 13 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 46 voix contre, 12 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger et Mme Lydie Polfer.

Se sont abstenus: MM. Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ech géif da proposéieren, Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen och elo direkt déi zwee Voten iwwert déi viregt Projete virhuelen.

7. 5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007 (suite)

Do ass fir d'éischt de Projet de loi 5865 iwwert d'Konventioun mam Laos.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration.

(Brouhaha)

De Projet de loi 5865 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Plusieurs voix.- Oh!

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

8. 5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (suite)

Da kéime mer elo nach zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5588, eng Ofännerung vum Code pénal.

Second vote constitutionnel

De Vote fänkt un.

(Brouhaha)

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, duerno de Vote par procuration.

(Brouhaha)

De Projet de loi 5588 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen an 21 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Nancy Arendt), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo!

M. le Président.- Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- … selbstverständlech, dass ech net derbäi war bei der Diskussioun am Zesummenhang mat dem éischte Vote.

Doriwwer eraus awer si mer hei konfrontéiert mat engem äusserst delikate Problem, dee biergerrechtlech Garantië beréiert. Wann de Conseil d'État d'Dispens fir den zweete Vote net gëtt, dann huet dat jo selbstverständlech och seng Ursaachen.

Mir wësse Beispiller aus dem Ausland. Ech brauch elo net déi berühmten Affär vu Lëtzebuerg hei nach eng Kéier ze ernimmen. Mä mer wëssen aus Beispiller aus dem Ausland, dass déi verdeckten Ermëttlungen duerchaus emol heiansdo d'biergerrechtlech Garantien a Fro stellen an dass et och heiansdo zu Dérivë ka kommen.

Duerfir sinn ech mer net sécher, och no der Lecture vum Gesetz, ob déi Garantien do genügend am Gesetz ofgeséchert sinn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 5846 iwwert d'Personal am Energiesecteur. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Helminger, Klein, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

9. 5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet schaaft eng rechtlech Basis, fir am Stroum- an am Gasberäich d'Auslagerung vu Gemengebeamten u Privatgesellschaften ze erméiglechen.

Fir direkt e puer Saache kloer ze soen:

1) Mat dësem Projet gëtt d'Gemengepersonal vun den Elektrizitéits- a Gaswierker net automatesch ausgelagert. Ob dat geschitt a wéi dat soll geschéien, décidéiert déi jeeweileg Gemeng.

Fakt ass awer och, dass ouni dëse Gesetzesprojet keng Auslagerung vu Fonctionnairen a Gemengebeamte méiglech wär. De Statut vun dem Gemengebeamte léisst dat de Moment net zou.

2) De Projet schreift sech an de Kader vun der europäescher Liberaliséierung vun dem Stroum- an dem Gasmarché an, a wéi mir domat um Lëtzebuerger Energiemaart ëmginn.

Rechtlech ass eng Auslagerung opgrond vun der Liberaliséierung net noutwendeg. Liberaliséiert sinn d'Produktioun, den Akaf an de Verkaf vu Stroum a Gas. Net liberaliséiert ass dergéint d'Gestioun vun de jeeweilege Réseauen.

Hei am Land regelen zwee Gesetzer vum 1. August 2007 d'Organisatioun vum Elektresch- respektiv Gasmarché. Dës Gesetzer preziséieren ausdrécklech, dass all Gemeng eng sougenannten Entreprise d'électricité oder de gaz ka sinn. Deemno kann hei am Land eng Gemeng ausdrécklech hiert Gas- oder Stroumnetz an Eegeregie géréieren.

3) An der Praxis waren eng Rei vu Lëtzebuerger Gemengen traditionell an dem Beräich vu Stroum- oder Gasliwwerung täteg. Et sinn dat: Ettelbréck, Dikrech, Iechternach, Stengefort, Veianen, Esch an d'Stad Lëtzebuerg. Dës Gemengen hunn am Kontext vun der Liberaliséierung den Akaf an de Verkaf vun dem Stroum oder dem Gas enger privatrechtlecher Gesellschaft iwwerdroen.

D'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch hu mat LEO a Südstroum hir eege Gesellschafte fir den Akaf an de Verkaf vum Gas a Stroum gegrënnt. D'Gestioun an den Ënnerhalt vun de jeeweilege Réseaue ginn do de Moment duerch Gemengeneegepersonal gemaach.

Konkret schaaft dëse Gesetzesprojet elo d'Méiglechkeet, dass dëst Personal, souguer, wann et bis elo am Statut vun dem Fonctionnaire oder dem Employé communal war a bleift, un eng Privatgesellschaft ausgelagert ka ginn.

Här President, de Gesetzesprojet huet ganzer dräi Artikelen. Den Text, deen zur Ofstëmmung virläit, baséiert op enger Formulatioun vum Statsrot. E gouf op Recommandatioun vun der Regierung wäitgehend esou vun der Intérieurskommissioun iwwerholl.

Et ass politescht a juristescht Neiland. Ënnert dem aktuelle Beamtestatut ass wuel e sougenannten Détachement an der Fonction publique méiglech. E gëtt och des Öfteren applizéiert. Mä dësen Détachement vun engem Beamte kann nëmme bei eng aner öffentlech national oder international Institutioun gemaach ginn, mä net bei eng privat Gesellschaft.

Dëse Gesetzestext féiert elo d'Méiglechkeet vun enger Auslagerung vu Gemengefonctionnairen an Employéen un eng Privatgesellschaft an. De Gesetzesprojet huet op deem Punkt e méi prinzipielle Charakter.

D'Auslagerung selwer ënnerläit awer enger Rei vu strikte Konditiounen:

1) D'Auslagerung vu Gemengepersonal kann nëmmen un eng Privatgesellschaft gemaach ginn, déi am Beräich vun dem Stroum oder dem Gas täteg ass. All aner Beräicher sinn also duerch d'Gesetz ausgeschloss.

2) D'Auslagerung kann nëmmen dann erfollegen, wann déi betraffe Gemeng virdru selwer hiert Stroum- oder Gasnetz an Eegeregie gefouert huet.

3) D'Auslagerung kann nëmmen un eng Privatgesellschaft gemaach ginn, wou déi Gemeng eleng oder mat aneren öffentlechen Institutiounen direkt oder indirekt méi wéi 34% vum Kapital hält, also eng sougenannte Sperrminoritéit huet.

4) D'Mise à disposition, esou wéi et am Gesetz heescht, spillt nëmme fir déi Beamten, déi am Moment, wou d'Gemeng an d'Kapital vun der Privatgesellschaft eraklëmmt, an dem Regiebetrib vun dem Gas respektiv dem Stroum schaffen.

5) De concernéierte Beamte behält säi Statut, also all seng Rechter a Flichten. Dat zielt speziell fir d'Gehalt mat eventuellen Accessoiren, och fir d'Sozial- an d'Krankeversécherungen, déi weiderhi vun der Gemeng gedroe respektiv vun der Gemeng verrechent ginn.

Et gëtt awer eng Ausnahm. De Beamten ënnersteet weiderhin dem Schäfferot vun der Gemeng. D'Gemeng bleift also de Patron. Si ass eleng zoustänneg fir eventuell disziplinaresch Moossname geméiss dem Beamtestatut. De Beamten - dat ass d'Differenz - ënnerläit awer an Zukunft der operativer Direktioun vun der Privatgesellschaft. Si muss eventuell berufflech Verfeelunge vun dem Beamten dem Schäfferot mellen.

6) Sechstens a leschtens muss tëschent der Gemeng an der Privatgesellschaft eng Konventioun ofgeschloss ginn, déi d'Modalitéite vun der Auslagerung an de Remboursement vun de Käschten, déi doduerch entstinn, regelt.

De genauen Inhalt vun dëser Konventioun ass net am Gesetzesprojet preziséiert. Fir Wettbewerbsverzerrungen ze vermeiden, muss d'Konventioun kloerstellen, dass d'Privatgesellschaft der Gemeng all déi Personalfraisë rembourséiert, déi d'Gemeng weider direkt un dat ausgelagert Personal bezilt. D'Konventioun misst och d'Aarbechtskonditioune vun de betraffene Leit am Virfeld regelen. D'Konventioun muss an allem Fall vun dem jeeweilege Gemengerot an duerch den Innenminister guttgeheescht ginn.

Här President, wéi d'Aktualitéit iwwert déi lescht Wochen an Deeg gewisen huet, ass dëse Gesetzesprojet net onkommentéiert bliwwen. D'Chambre des Fonctionnaires huet sech am Oktober 2008 géint dëse Projet opposéiert. Et géif sech hei ëm e Prezedenzfall handelen, deen op aner Aktivitéitsberäicher aus dem Gemengesecteur kéint ausgeweit ginn.

D'Chambre des Fonctionnaires verweist an hirem Avis op d'Aarbechte vun der Spezialkommissioun „Territorialreform" vum Juni 2008. Deemno sollten d'Gemengen iwwer eng sougenannte Loi-cadre an exzeptionelle Fäll besonnesch an dem Energieberäich d'Méiglechkeet kréien, kommerziell Aktivitéiten an Eegeregie ze maachen. Fir d'Statsbeamtechamber hätt een de Problem iwwert de Wee vun esou enger Loi-cadre respektiv enger Adaptatioun vun der Gemengelégislatioun regele kënnen.

Här President, eng Upassung vun der Gemengegesetzgebung gouf am Juli 2007 duerch eng Proposition de loi vun den Hären Helminger, Bausch, Meisch a Gira proposéiert, déi zwee Voleten hat. Dëst war engersäits, de Gemengen et ze erlaben, am gesamten Energieberäich kommerziell Aktivitéiten duerch hir eege Servicer ze maachen, an anerersäits generell iwwert de Gemengebeamtestatut d'Auslagerung vum Gemengepersonal u Privatgesellschaften ënner verschidde Konditiounen ze erlaben.

D'Regierung huet sech an hirer Prise de position géint dës Proposition de loi ausgeschwat. Als Grënn goufen ugefouert, dass déi aktuell Gemengegesetzgebung et duerchaus géif erlaben, speziell am Gas an Elektreschberäich kommerziell Aktivitéiten an Eegeregie ze maachen. Mä doriwwer eraus sollt een - der Regierung no - de Gemengen net prinzipiell d'Recht ginn, sech an allen Energieberäicher kommerziell ze betätegen.

Zu den Ëmännerunge vun dem Gemengebeamtestatut huet d'Regierung an hirer Stellungnahm gemengt, et sollt een dat net generell regelen, mä duerch e speziellt Gesetz op déi liberaliséiert Elektresch- a Gasmarchéé limitéieren. Dës Positioun ass vum Innenminister och an der Chamberskommissioun vertruede ginn, an d'Gesetzespropositioun gouf dowéinst net weider analyséiert.

Här President, de Statsrot huet sech sengersäits net weider iwwert d'Proposition de loi ausgeschwat. Wat de Projet de loi ubelaangt, geet de Statsrot net weider op d'Opportunitéit vun der Regierungsapproche an. De Statsrot huet awer Textännerunge virgeschloen, déi wéi gesot vun der Kommissioun wäitgehend iwwerholl goufen.

Här President, déi zoustänneg Chamberskommissioun huet op eng gemeinsam schréftlech Demande hi vum 5. Oktober 2009 Vertrieder vun FGFC, dem Landesverband, dem LCGB, dem NVGL, dem OGB-L empfaangen, wou si, also d'Gewerkschaften, hir Uleies geltend gemaach hunn. Dës waren duerch eng detailléiert schréftlech Stellungnahm ënnermauert. D'Gewerkschaften hunn doran d'Opportunitéit vun deem ganze Projet a Fro gestallt an e Moratoire gefrot.

Här President, konkret ass dëse Projet de loi eng legislativ Hëllefstellung fir e Problem, dee sech de Moment bei der Stad Lëtzebuerg stellt, allerdéngs an engem méi globale Kontext, wéi mir um nationalen Engergiemaart mat de Versuergungsréseauen ëmginn. Engersäits huet d'Gemeng déi Leit, déi sollen ausgelagert ginn, bei sech an de Regiebetriber beschäftegt, anerersäits muss d'Privatgesellschaft awer op d'Kompetenz an d'Experienz vun deene betraffene Leit zréckgräifen.

D'Noutwendegkeet vun dem Gesetzesprojet ass net d'Liberaliséierung vun dem Stroum- oder dem Gasmarché. Ouni dëse Projet kéint net ausgelagert ginn. D'Décisioun, ob ausgelagert gëtt oder net, läit an der Lescht eleng bei der betraffener Gemeng. Wann ausgelagert gëtt, da muss et no de Konditioune vun dësem Gesetzesprojet geschéien. Den Detail, wéi ausgelagert gëtt, muss an enger Konventioun geregelt ginn, déi tëschent der Gemeng an der Privatgesellschaft ofgeschloss gëtt. Dat lescht Wuert huet dann den Innenminister, deen dës Konventioun muss guttheeschen.

Dem Gesetz no däerf et dobäi net zu enger Beanträchtegung vun dem Statut vun deene betraffene Leit kommen. Am Sënn vun dem Gesetz däerf et dobäi och net zu enger Verschlechterung vun de Leit hiren Aarbechtskonditiounen an domat ageschloss vun hiren Avancementsméiglechkeete kommen.

Här President, ech hu mech zumindest beméit, dëse Projet a sengem ganze Kontext op eng objektiv Aart a Weis ze presentéieren. Ech verweise fir de Rescht op de schréftleche Rapport, dee schonn den 21. Abrëll 2009 deemools mat de Stëmme vun CSV an LSAP ugeholl gouf.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gilles Roth Merci. Als éischte Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul Helminger *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, ech wollt mech fir d'éischt emol entschëllegen, datt ech an där Réuniouun, déi stënterlech aberuff ginn ass vun der Kommissioun, fir nach eng Kéier d'Gewerkschaften ze héieren, net konnt derbäi sinn. Dat war dee leschte Méindeg um véier Auer. Mir waren dee Moment am Schäfferot vun der Stad. Datselwecht gëllt da jo och fir meng Kolleegen aus dem Schäfferot. Mir waren dee Moment zesummen, fir...

(Dérangement sonore)

Une voix.- Méi haart, wann ech gelift!

M. Paul Helminger *(DP).*- Ech méi haart oder si méi lues?

(Hilarité)

Ech mengen, et ass méi einfach, wann ech méi haart sinn.

Plusieurs voix.- Jo!

M. Paul Helminger *(DP).*- Okay, gutt. Also wéi gesot, ech wollt mech a meng Kolleegen entschëllegen, datt mer do bei där Kommissiounssitzung net konnten derbäi sinn. Dat wëllt keen Onrespekt vis-à-vis vun de Gewerkschaften ausdrécken. Ech mengen, mir hu grad just an der Stad Lëtzebuerg oft genuch mat den Delegatiounen, mat de Gewerkschaften, mam Personal geschwat, fir hinnen ze soen, wou et géif higoen, wat déi verschidden Etappe wären, wou mer dru wären. Mä wéi gesot dee Moment hate mer ugefaangen a sollte mer d'Presentatioun kréie vun eisem Budget, an dat huet eis och wichteg geschéngt.

Zum Projet de loi selwer wëll ech och net méi ganz vill soen, well ech fannen, datt de Rapporteur effektiv do e ganz équilibréierte Rapport gemaach huet, vun deem net nëmmen, wat am Gesetz steet, wat déi legal Situatioun ass, wat heiduerch méiglech ass, wat net noutwendeg ass, wat ka gemaach ginn, a wann et soll gemaach ginn, wéi et soll gemaach ginn.

Ech hunn d'ailleurs verstanen, datt herno nach eng Motioun wäert déposéiert ginn, ënnert déi ech och meng Ënnerschrëft gesat hunn, fir och ganz sécherzestellen, wann an där Konventioun déi Konditioune festgehale ginn, déi virgesi sinn, datt net nëmmen déi legal Rechter, mä och allgemeng d'Aarbechtsbedéngunge vun deene Leit, déi da géifen ausgelagert ginn, net negativ beeinträchtegt géife ginn, wou d'Chamber am Fong en Opruff erléisst, fir datt dat an där Konventioun dann och wierklech geschitt an datt dat dann och deementspriechend vum Innenminister geprouft gëtt. Domadder si mer bien entendu och d'accord.

D'Fro, déi sech natierlech stellt, ass: Woufir brauche mer dat Gesetz?

Ech mengen, de Rapporteur huet zum Schluss ugedeit, datt dat de Moment héchstwahrscheinlech haaptsächlech, mä an Zukunft sécherlech net nëmmen, d'Gemeng Lëtzebuerg géif betreffen. An ech wollt kuerz soen, woufir datt mer der Meenung sinn, datt mer dee Wee hei musse goen, an duerfir och dat Gesetz brauchen.

Mir hunn eis zesumme mat de Kolleege vun der grénger Fraktioun an der Kommissioun deemools enthalen, wéi de Rapport zur Ofstëmmung koum, well mer der Meenung waren, datt en fait dee Projet de loi, esou wéi en och elo hei virläit, net wäit genuch géif goen.

Net well mer alles wëllen auslageren, mä well mer ganz einfach feststellen, an dat ass och an enger Rei Rapportë vu Kommissiounen, Délibératiounen, Gesetzer festgehalen, datt d'Gemengen am Energiesecteur allgemeng haut eng Roll ze spillen hunn, an datt am Kontext grad just vun der Liberaliséierung vun de Mäert d'Opportunitéiten, jo, ech géif bal soen d'Noutwendegkeet vun de Gemengen, fir an deem Secteur aktiv ze ginn, éischter méi grouss gi sinn, an datt, fir datt d'Gemengen och voll dee Spillraum, dee se do hunn, fir kënnen am Energiesecteur aktiv ze ginn, kënnen notzen, et eben noutwendeg ass, datt se net alles musse vu Vireraus frësch opbauen, mä datt se eben och kënnen op dat zréckgräifen, wat se u Kompetenzen intern bei sech selwer hunn an datt se dat dann och kënnen deene Strukturen zur Verfügung stellen, déi dann op d'Bee gesat ginn, fir am Energiesecteur aktiv ze ginn.

Zu deenen Aktivitéite gehéieren, bien entendu, déi traditionell, wou jo eng Rei Gemengen hei am Land aktiv waren am Akaf an am Verkaf vum Stroum an am Opstellen, am Ausbau an dem Entretien vun hire Réseauen. Mä et sinn och virun allem ganz nei Domaine-d'activitéen do derbäikomm, wéi de Chauffage urbain, wéi eng ganz Rei nei Technologië vun alternativen an erneierbaren Energien, wou d'Gemenge förmlech opgefuerdert sinn, fir hir Roll an deem Secteur och kënnen ze spillen.

Well schonn d'Stad ugeschwat ginn ass, an ouni elo heirauser wëllen eng Diskussioun ze maachen, wéi wa mer hei am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg wären, mä ech mengen, well dobausse jo och haaptsächlech Leit vun der Stad Lëtzebuerg sinn, wëll ech awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, wéi mir un dee Problem do erugaange sinn.

Mir hu fir d'éischt, wéi och aner Gemengen, eng privatrechtlech Gesellschaft gegrënnt, fir dat ze maachen, wat d'Gemenge virdru souwisou ni gemaach hunn. Dat heescht, sech op engem fräie Maart debrouilléieren, fir ze entscheeden: Wou gi mer de Stroum akafen an deene beschte Konditiounen? Respektiv: Wéi brénge mer en un de Client ënnert deene Konditioune vun engem Konkurrenzmaart? Wou et jo souwisou net a Fro koum, fir en Tarif an engem Gemengerot stëmmen ze loossen, well dat sech, jiddefalls emol fir déi méi grouss Clienten, all Kéier ëm individuell Verhandlunge gehandelt huet mat deene respektive Clienten, déi jo nu wierklech net an eng öffentlech Diskussioun an de Gemengerot gehéieren.

Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, contrairement zu deem, wat och nach ee vun eise Mataarbechter an der Kommissioun gesot huet, datt bis elo d'Gemeng vu LEO näischt gehat hätt. Dat ass absolut net richteg. Mir hu bis Enn 2008 forcément näischt vu LEO gehat, well bis dohinner LEO wuel déi Verhandlunge gefouert huet, fir de Stroum ze kafen an de Stroum ze verkafen, mä dat ass awer alles am Numm vun der Gemeng geschitt. An duerfir sinn och déi Dépensen an déi Recetten total wéi all déi Jore virdrun direkt an de Konte vun der Gemeng anzegesi gewiescht.

Duerfir ka jiddweree sech dervun iwwerzeegen, datt mer do keen Abroch haten. Au contraire, éischter besser geschafft hunn, wat also duerchaus weist, datt mer eis op deem Marché konnte behaapten.

Vum 1. Januar 2009 un, do ass effektiv LEO voll verantwortlech fir den Akaf a fir de Verkaf vun dem Stroum a vum Gas, an duerfir hu se jo mat der Gemeng als Aktionär eng Ofmaachung, wéi dann, wat elo do ufält u Revenuen, dat zréckfléisst an d'Gemeng. Och dat fannt Der an de Budgete vun der Gemeng erëm. Ech kann dëser Tribün och soen, datt dat, wat mer vu LEO erwaart hu fir dëst Joer, och absolut wäert, wann net souguer e bësse méi, an d'Keese vun der Gemeng afléissen.

Da komme mer zu de Réseauen an zu deenen neien Obligatiounen, déi d'Réseauen eben hunn als Gestionnaires de réseaux. Et ass richteg, theoretesch kéint d'Gemeng weiderfueren, hire Réseau selwer ze géréieren.

Ech wëll just soen, mir sinn hei an engem Konkurrenzmaart. Mir sinn an engem Maart, wou d'Stad Lëtzebuerg zwar en net onwesentlechen Undeel vum nationale Marché huet - mir wäerten ongeféier tëscht engem Fënneftel an engem Véierel vun deem Marché duerstellen -, mä all Käschten, déi mer mat deem Stroumsecteur a mam Gassecteur hunn, déi si jo dann ëmzeverdeelen op déi Kliantell, déi mer hunn. Dat sinn dann an déi 60.000 Stéit plus eng Rei Entreprisen a ganz wéineg Industrien, déi mer eben um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg hunn.

Wann elo d'Konkurrenz spillt, da komme forcément Liwweranten an d'Stad eran. De Stater Bierger gradesou wéi de Bierger uechtert d'Land ass jo fräi, fir ze wielen, bei wiem e säi Stroum keeft, ob dat elo bei der Enovos ass oder bei LEO ass. An da kann et net sinn, datt do eise Maart op ass. Dir kënnt do net e Gruef ronderëm d'Stad maachen. Dir kënnt d'Festungsstad net erëm nei entdecken.

Da läit et op der Hand, datt also Fournisseure vu baussen op deen dach awer lukrative Maart vun der Stad wäerten erandrécken. An da musse mir eis och opstellen, datt mir och kënnen eraus an deen anere grousse Maart goen. Dat ass nun awer wierklech, mengen ech, traditionell net d'Aufgab gewiescht vun enger Gemeng, fir op engem nationale Maart, fir emol net vun engem regionale Maart ze schwätzen, an den Energiemarché eranzegoen.

A wat de Réseau ubelaangt, ass et jo esou, datt mer déi Käschten, déi do erfalen, misste verdeelen op eng relativ kleng Zuel vu Clienten, während eis Konkurrenten, och nëmmen déi national Konkurrenten, bien entendu vill méi eng grouss Zuel vu Clienten awer hunn, op déi se dann déi Käschte kéinte verdeelen.

An dann hu mer en Institut de régulation, dee jo ganz äifreg kucke wäert, wéi déi Käschte sech opstellen, wat däerf verrechent ginn an där berühmter Netzdurchlassungsgebühr. An do wäert et dann - do gëtt et scho Beispiller am Ausland - och net ganz laang daueren, bis de Régulateur seet: Majo, deen do, dee verrechent esou vill, deen do verrechent esou vill. Mir setzen do als Régulateur fest, wivill datt däerf verrechent ginn.

Da sinn d'Chancë grouss - dat hu mer alles préiwe gelooss -, datt eis Käschten dee Moment leider net méi konkurrenzfäeg sinn, an datt mer entweder da Sue bäileeën, wat jo nun awer wierklech net den Zweck vun der Übung ass - wat mer héchstwahrscheinlech emol guer net däerften, well dat wär jo eng indirekt Subventioun op engem Marché, wou Subventiounen net erlaabt wären -, oder datt mer op där anerer Säit dann awer missten aner Mesuren huelen.

Duerfir, well mer zur Realisatioun komm sinn, datt och d'Stad Lëtzebuerg net capabel wär, a vläicht grad d'Stad Lëtzebuerg. Ech gi gären zou, datt vläicht eng méi kleng Gemeng mat e puer honnert Clienten do an enger anerer Situatioun ass wéi d'Stad Lëtzebuerg. Mä mir sinn à la fois ze grouss, fir dat do kënne mat engem Excel sheet ze géréieren, a mir sinn net grouss genuch, fir et wierklech eleng kënnen ze maachen.

Duerfir hu mer vun Ufank un - an dat ass och vun Ufank un eise Partner an der Gemeng gesot ginn - no engem Partner gesicht. Ech wëll och gären hei soen, datt mer am Ufank am Fong op enger liicht anerer Strategie ware wéi déi, op där mer elo sinn. Mir waren nämlech der Meenung, datt et vläicht souguer an deem Lëtzebuerger Marché net schlecht wär, wann et méi wéi een nationalen Ubidder géif ginn.

An do hate mer Gespréicher gefouert - ech kann dat haut roueg soen - mat der Soteg, well mer mat der Soteg ganz vill Komplementaritéiten haten. D'Soteg, déi ugefaangen huet am Stroum ze schaffen, déi huet haaptsächlech sech ëm Industrieclientë gekëmmert, während mir haaptsächlech um Marché vun den Haushaltsclientë waren. Am Gas war d'Soteg souwisou eise bal exklusive Liwwerant. Do war also eng ganz schéi Komplementaritéit. An dat ass och esou wäit gedien, datt mer amgaage waren, „due diligence" ze maachen, fir ze kucken, wéi mer do kéinten e Partenariat opstellen.

Och dee Partenariat hätt awer erfuerdert, datt mer eist Elektrescht an eist Gaswierk ëmstrukturéiert hätten, well Dir maacht nun eemol kee Partenariat mat enger Verwaltung. Mir hätten also souwisou missen eis anescht opstellen, fir kënnen esou e Partenariat ze maachen.

Aus deem Partenariat ass awer näischt ginn, aus enger ganz einfacher Ursaach, well op eemol - an ech verstinn dat duerchaus - d'Regierung aner Vuen hat, an de Wirtschafts- an den Energieminister higaangen ass an d'Iddi lancéiert huet vun enger grousser nationaler Gesellschaft, wou all Acteuren aus dem Energiesecteur sech géifen dran erëmfannen.

Déi ass opgestallt, wéi mer wëssen, datt se opgestallt ass, mat uewen en Holding, Enovos, mat enger Vertriebsgesellschaft a mat enger Réseausgesellschaft. Wat ass du fir eis d'Situatioun gewiescht? Ma d'Situatioun war ganz einfach déi, datt eise Wonschpartner, mat deem mir gären e Partenariat gemaach hätten, datt deen op där anerer Säit vun der Barrière war.

Dat heescht, mir haten op där anerer Säit vun der Barrière souwuel nach ëmmer ee vun eise grousse Fournisseuren am Stroum, d'Cegedel, an eisen Exklusivfournisseur am Gas, nämlech d'Soteg. Dunn hu mer wierklech geduecht, wa mer awer nach ëmmer bei der Iddi bleiwen, datt mer e Partner brauchen, dann ass dat do dann elo dee Partner, mat deem mer mussen ufänken ze verhandelen.

Mir hunn dat ëmsou méi logesch fonnt, well jo den Objektiv vun dem Wirtschafts- an dem Energieminister, an ech huelen emol u vun der ganzer Regierung, dee war, fir ebe sécherzestellen, datt d'öffentlech Hand d'Maîtrise géif behalen iwwert den Energiesecteur an notamment a ganz besonnesch iwwert d'Energieverdeelung hei am Land. Dat war jo den Objektiv, deen do verfollegt ginn ass.

Wann ech elo kucken, wéi d'Situatioun elo ass, wou de Stat jo deen décksten eenzelnen Aktionär an der Enovos ass, ass dat eng Situatioun, wou e sech och iwwer Pacte d'actionnaires ofgeséchert huet, datt en och effektiv an deene wichtege Froen dat lescht Wuert ze schwätzen huet.

Mä wéi d'Invitatioun du koum un d'Stad Lëtzebuerg, fir an där Gesellschaft matzemaachen, an zwar matzemaachen um Niveau grad just vun der Réseausgesellschaft a vu Creos, dunn huet dat eis ageliicht. Well wa mir nämlech och nach do an där Gesellschaft derbäikommen, dann huet an där Gesellschaft direkt oder indirekt - dat musse mer iwwregens nach gesinn, wéi dat en fin de compte ausgesäit - d'öffentlech Hand net nëmmen eng Sperrminoritéit, mä dann huet se doranner eng komfortabel - ech wëll elo léiwer a Prozenter ausschwätzen, well deen, dee mir drakréien, notamment een ass, deen nach ze verhandelen ass -, mä dann huet op alle Fall d'öffentlech Hand an där Gesellschaft, an där Réseausgesellschaft iwwer all Pacte d'actionnaires eraus och eng ganz zolidd Majoritéit, fir do ze soen, wou et higeet.

Et ass also précisément an deem But, deen och ëmmer erëm am Ausland ugefouert gëtt, datt d'öffentlech Hand net soll déi grouss Energiekonzerner eleng op deem Marché gewäerde loossen. Et ass also précisément aus deem Grond, wou d'Regierung déi Gesellschaftsstruktur do gewielt huet, woufir datt mir invitéiert goufen, fir bei Creos matzemaachen, a woufir datt mer prinzipiell der Meenung sinn, datt dat och dee richtege Wee ass, well grad just op déi Manéier d'öffentlech Hand d'majoritär Main-mise an d'Verfügungsgewalt iwwer hir Réseaue behält. Net méi an net manner.

Wa mer dat awer wëlle maachen, wa mer wëllen do déi Roll, dee Part kréien an där Gesellschaft, dee mer gären hätten, da geet et net duer, datt mer an déi Gesellschaft ginn, da musse mer dat als - wéi d'Engländer géife soen - en „going concern" erabréngen, dat heescht als eppes, wat funktionéiert. An zu deem Funktionéiere gehéiert eng Infrastruktur, vun där mer terribel frou sinn, datt se gutt ass, an eng Belegschaft, vun där mer gradesou frou sinn, datt se elo et fäerdeg bruecht huet, fir dee Réseau op deem Niveau auszebauen, wéi een eben haut dosteet.

Ech maachen awer elo hei eng kleng Parenthèse op, well ech fanne wierklech, datt dat, wat an deene leschten Deeg gesot ginn ass, notamment vu Gewerkschaftssäit, wou jo wierklech déi, déi elo net bei der Stad am Réseau schaffen, duergestallt gi wéi wann déi mannerwäerteg wären, wéi wann dee Réseau all Moment géif riskéieren zesummenzebriechen, wéi wann dee ganze Rescht vum Land, mat Ausnahm vu wéi gesot e puer Stied - d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch an nach zwou oder dräi anerer -, dee säi Stroum ni anescht kritt huet, wéi vun enger Privatgesellschaft iwwer e Réseau, wou de Propriétaire e private Propriétaire war, an dee privat géréiert ginn ass.

Ech muss éierlech soen, ech fannen dat allerhand! An ech muss och soen, déi Echoen, déi mir kréie vun deene Leit, déi an deene Betriber schaffen, déi hunn es esou lues sat vun deem, wat dobausse virun der Dier lass ass, well déi net verstinn, datt d'Gewerkschaften, déi jo si och solle vertrieden, hei systematesch si erofmaachen an duerstellen, wéi wann dat mannerwäerteg wär. Ech hu wierklech fonnt, datt ech dat och eng Kéier misst hei ganz kloer an däitlech gesot hunn.

Dat ass also dee Grond, woufir datt mer mat deem Ganzen, wat mer hunn, de Réseau an d'Belegschaft, wëlles hunn, an déi Gesellschaft eranzeklammen, wann dann déi Accorden ofgeschloss sinn. Dat hoffe mer awer ganz staark, datt dat virum Enn vum Joer ass. Duerfir war et eben eis Suerg, an do muss ech soen, well d'Regierung do net bougéiert huet, hunn eben do eng Rei Leit eng Proposition de loi gemaach, fir sécherzestellen, datt, wa mer op dee Wee ginn, dee strategesch muss gemaach ginn, mer dann awer kéinten derfir

suergen, datt eise Leit näischt géif geschéien.

Dat war eng Proposition de loi, déi ass elo modifizéiert ginn. Mir hunn déi elo haut als Projet de loi um Dësch leien. Dat ass de Grond, woufir datt mer voll hannert deem Gesetz och wäerte stoen an och dat herno, wann et zur Ofstëmmung kënnt, wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Helminger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jempi Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir säin ausféierlechen an objektive Rapport. Den Ustouss zum Projet de loi, iwwert dee mer haut hei ofstëmmen, hunn 2007 d'Gesetzer iwwert d'Organisatioun vum Stroum- respektiv vum Gasmarché ginn. Deemools huet Lëtzebuerg, dat net Demandeur war, mat Verspéidung déi entspriechend EU-Direktiven iwwert d'Liberaliséierung vum Stroum- a Gasmarché an eist Recht ëmgesat.

Dës Veränneren hunn d'Gemenge virun eng grouss Erausfuerderung gestallt. D'Gemengeservicer, déi sech bis dohin ëm den Ënnerhalt vun hirem Réseau an d'Stroum- an d'Gasversuergung vun hire Bierger gekëmmert hunn, hätt een net kënnen esou ëmstrukturéieren, dass se mat deenen neie Bestëmmunge konform gewiescht wären.

Net nëmmen, dass eng separat Kontabilitéit verlaangt ginn ass, mä et huet och missen eng Trennung tëschent dem Netzbedreiwer an dem Fournisseur vu Gas a Stroum gemaach ginn. Just esou kann am Sënn vun den EU-Gesetzer séchergestallt ginn, dass all Konkurrenten op engem liberaliséierte Marché e fairen Zougank zu dem bestehende Gas- a Stroumnetz hunn.

All Gemeng, déi en eegene Réseau bedriwwen huet, huet nom Akraafttriede vun deenen neie Gesetzer misse préiwen, wéi hir Situatioun ass, ob se wëllt an Eegeregie weiderfueren, ob se selwer eng privatrechtlech Gesellschaft grënnt oder ob se eng Partnerschaft, deemools mat der Cegedel, haut Enovos Creos, ageet, an ënner wat fir enge Bedéngungen.

D'Stad Lëtzebuerg an Esch hunn deemools décidéiert, d'Fourniture iwwer eng gemengeneege Gesellschaft ze maachen an dernieft hire Réseau selwer ze géréieren. Op dës Manéier konnte si deenen neie Bedéngunge gerecht ginn.

D'Gemengen hunn also e Choix, deen de Stat muss respektéieren. Dat heescht, de Stat huet de Gemengen näischt virzeschreiwen, ob si déi Déngschter, déi d'Versuergung mat Stroum a Gas betreffen, an Zukunft selwer wëlle leeschten, oder ob si duerfir eleng oder a Partnerschaft mat aneren eng privatrechtlech Gesellschaft grënnen, oder ob se dës Aufgab un Enovos Creos iwwerdroen.

Et war och den ausdréckleche Wonsch vum Législateur, de Gemengen dëse Fräiraum ze loossen. Et ass domat un der betraffener Gemeng, fir eng Analys ze maachen, ze kucken an ze ënnersichen, déi weist, ob d'Gemeng selwer à même ass oder ob se a Richtung Gesellschaft soll goen, fir sech um liberaliséierte Marché ze behaapten.

An deem Kontext ass eng ganz wichteg Fro an de Gesetzer vun 2007 net ugesprach ginn, net gekläert ginn, an zwar, wat mam Gemengepersonal geschitt, wann eng Gemeng Déngschtleeschtungen am Beräich vum Stroum a Gas, déi bis dohi vun hiren eegene Servicer geleescht gi sinn, un eng privatrechtlech Gesellschaft iwwerdréit. Wann ee sech ukuckt, wat virum Vote vun deenen zwee Gesetzer hei an der Chamber vu verschiddene Riedner gesot gouf, ass kloer, dass et e Konsens doriwwer ginn ass, dass eis Législatioun misst iwwerschafft ginn, ënner anerem fir Kloerheet ze schafen, wat d'Personal betrëfft.

Den Innenminister huet sech bei dëser Geleeënheet Virwërf missen unhéieren, well d'Gemengegesetzgebung net gläichzäiteg mat der Stroum- a Gasliberaliséierung ugepasst ginn ass. An déiselwecht Kerb huet och d'Proposition de loi vun den Häre Kolleegen Helminger, Meisch, Bausch a Gira geschloen, vun där de Volet, deen d'Personal betrëfft, an dëse Projet de loi agefloss ass.

Et misst séchergestallt ginn, dass d'Personal, wat an engem Gemengeservice schafft, kéint an eng nei Gesellschaft iwwerholl ginn. De Projet de loi, dee mer hei virleien hunn, setzt dës Absicht an d'Realitéit ëm. De Stat huet d'Flicht, e legislative Kader ze schafen, deen et de Gemengen erlaabt, sech an engem liberaliséierte respektiv reguléierte Marché erëmzefannen an ze garantéieren, dass hir Bierger e méiglechst gudde Service geleescht kréien.

Déi Méiglechkeet gëtt dëse Projet de loi de Gemengen. Am Fall vun engem Changement vun de Strukturen däerf d'Personal doduerch awer keng Nodeeler hunn. Dem Fonctionnaire respektiv dem Employé communal säi Statut muss onantastbar sinn. Den Artikel 2 seet dat: «Le statut de l'agent communal n'est pas affecté.» Dëst Gesetz ass de Garant duerfir. Am Fall vun enger Mise à disposition ass net d'Gesellschaft, mä d'Gemeng den hierarchesche Virgesetzte vun de kommunalen Agenten, zum Beispill wat de Régime disciplinaire ubelaangt.

De Projet de loi schreift och vir, dass d'Gemeng hir Agenten och nëmmen enger Gesellschaft zur Dispositioun stelle kann, an där d'öffentlech Hand zumindest eng Minorité de blocage, dat heescht eng Participatioun vu 34% huet. Esou kënne Mëssbräich géigeniwwer dem Agent a sengem Statut verhënnert ginn.

Am Kader vun der Konventioun, déi am Projet de loi virgesinn ass, muss genau festgehale ginn, wéi déi Mise à disposition fonctionnéiert, fir dass deene Betraffene kee Schued entsteet. Duerfir muss onbedéngt de Schäfferot suerge bei der Opstellung vun der Konventioun, fir do alle Punkten nozegoen an ze versichen alles drunzesetzen, dass de Statut vun deenen Eenzelnen net verletzt gëtt. Eng Konventioun, déi och der Approbatioun vum Conseil communal an dem Innenminister ënnerworf ass.

D'LSAP ass generell skeptesch, wann Déngschtleeschtungen, déi zur Grondversuergung ze ziele sinn, liberaliséiert ginn. An der Europäescher Unioun gesinn awer vill Länner dat anescht, esou dass mer entspriechend Direktiven net verhënnere kënnen an eis dann un déi nei Gegebenheete mussen upassen.

Fir de Stat an d'Gemengen ass dat net ëmmer einfach. Mir sinn awer der Meenung, dass d'Regierung an dësem Fall alles gemaach huet, fir sécherzestellen, dass d'Stroum- an d'Gasnetz ënnert der Kontroll vun der öffentlecher Hand ka bleiwen an dass d'Investitiounen an dës wichteg Infrastruktur och weiderhi fir eng gutt Qualitéit vum Réseau suergen.

Onofhängeg dovunner, wéi eng Optiounen d'Gemengen huelen, bleift d'Stroum an d'Gasnetz ënnert der Kontroll vun der öffentlecher Hand. Dat ass ëmmer de Fall, egal ob d'Gemengen hir eege Gesellschaft an hiert eegent Netz géréieren, oder ob e puer Gemengen zesummen eng Gesellschaft hunn, wéi zum Beispill bei Sudgaz, oder ob si sech un Enovos Creos uschléissen. Bei Enovos, déi de kommerzielle Volet ofdeckt, huet de Stat eng Sperrminoritéit. Bei Creos, wou et un de Réseau geet, ass d'Representatioun vun den Aktionären esou opgestallt, dass d'öffentlech Hand ëmmer an der Majoritéit ass. Wann d'Stad Lëtzebuerg, wéi ugekënnegt, hir Servicer an d'Creos iwwerféiert, stäerkt dat d'Positioun vun der öffentlecher Hand an där Gesellschaft nach zousätzlech.

Dat sief awer just gesot als Reaktioun op déi méi allgemeng Diskussioun, déi gefouert gouf. Dës Diskussioun geet däitlech iwwert den Objet vun dësem Projet de loi eraus. Et ass e Projet fir de Statut. Dëse Projet ass fir de Statut vum Personal ofzesécheren, falls eng Gemeng hir Servicer géif un eng privatrechtlech Gesellschaft ofginn.

Mir sinn der Meenung, dass d'Personal dëse Schutz brauch an dass de Statut no alle Bedéngunge muss garantéiert ginn. Wéi gesot, wann d'Gemeng décidéiert fir eng Mise à disposition ze maachen, huet se och derfir ze suergen - huet se derfir ze suergen iwwert de Wee vun der Konventioun -, déi néideg Garantien ze ginn, dass de Statut net verletzt gëtt.

An deem Sënn ass dëse Projet de loi als eng Mesure de protection fir déi Betraffen ze gesinn an duerfir gëtt d'LSAP hiren Accord derzou.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Klein Merci. An als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur huet relativ sachlech a gutt den Detail vum Projet erkläert haut de Mëtteg. Dat erlaabt mir duerfir, vläicht op e puer méi allgemengpolitesch Erklärungen anzegoen, insoufern, datt ech eng Stëmm nach hunn, déi haart genuch ass selbstverständlech fir ze schwätzen, mä ech mengen, meng Stëmm ass haart genuch, déi ass méi wéi dat do gewinnt.

Mir sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vu Stroum a Gas an engem Kontext vun engem vun deene wichtegste Wirtschaftssecteuren, déi mer hunn, déi mer kennen. Ee Wirtschaftssecteur, deen EU-wäit liberaliséiert ass.

Richteg ass och, datt an deem wichtege liberaliséierten europäesche Kontext keen eis zwéngt, eis ze veränneren. Weder d'europäesch Direktiven, déi mer hei gestëmmt hunn an der Chamber, nach soss e Gesetz zwéngt iergendeen eppes ze maachen. Et zwéngt weder een e Service, deen een haut huet, un en aneren ze verkafen, weder zwéngt een e Service insgesamt opzeginn. Mä mir mussen eis awer bewosst sinn, datt, wann ee seet, ech wëll dat net maachen, ee sech muss d'Fro stellen, ob een ënnert deene verännerte Bedéngungen op deem Marché ka weider esou fuere wéi virdrun.

Mir mengen dat net. Aus engem ganz einfache Grond: Well virdrun eng Situatioun war, wou d'öffentlech Hand gréisstendeels eng Monopolstellung hat, fir net ze soen eng Monopolstellung total hat. Wéi d'Monopolstellung opgehuewe ginn ass, nei Regelen opgestallt gi sinn, wéi dee Marché ze fonctionnéieren huet, an déi vun engem Régulateur iwwerwaacht gi sinn, an donc jiddwer Opérateur, ob en öffentlech ass elo oder net öffentlech ass, enger Konkurrenz ausgesat ginn ass - eng Konkurrenz, déi natierlech ënner gewëssene Spillregele muss fonctionnéieren, déi vum Régulateur iwwerwaacht ginn, mä déi net méi déi nämlecht sinn natierlech, wéi wann een eng Monopolstellung huet.

Dat heescht, d'Grondbedéngungen an deem ganze Secteur hu sech wesentlech verännert. A wann een do als öffentlech Hand sech hätt d'Liewe wëllen einfach maachen - dat ass iwwregens och, muss ee soen, emol an der Zäit politesch suggéréiert ginn, wéi d'Liberaliséierung komm ass -, dann hätt een zu de Gemengen zum Beispill gesot: „Ma verkaaft einfach alles, wat der hutt, dann hutt der keng Suerge méi. Dir kritt cash d'Suen an är Keesen, an da mécht jo en anere fir d'Clienten déi Déngschtleeschtungen."

Dat ass awer eng Léisung, déi eiser Meenung no net déi richteg ass, an zwar aus e puer Grënn. Deen éischte Grond ass: Mir mengen, datt deen dote Secteur aus villfältege Grënn, net nëmme wirtschaftlechen, mä och ëmweltpoliteschen - ech kommen herno nach dorobber ze schwätzen -, en extrem wichtegen an den nächste Jorzéngte gëtt an datt et duerfir extrem wichteg ass, datt d'öffentlech Hand deen net einfach kampflos opgëtt, mä versicht dat Bescht aus där neier Situatioun ze maachen.

Wa se dat awer wëllt maachen, oder wa se dat mécht, da muss se eng Rei Saachen un hire Strukture veränneren, fir datt se kann eiser Meenung no iwwerliewen.

Et ass evident, et brauch ee flexibel a staark Strukturen, fir kënnen do matzehalen, well soss huet ee keng Chance, an deem Ganzen ze iwwerliewen.

Ech muss och soen, datt déi Grondiddi, déi d'Regierung ustrieft, fir an d'Richtung ze goen, fir eng staark national Réseausgesellschaft opzebauen, eigentlech déi richteg ass, déi eis Ënnerstëtzung och vun Ufank u fonnt huet. Mir hunn als gréng zwar gesot, mir hätten eigentlech léiwer, datt, reng wat d'Réseausgesellschaft ubelaangt, déi national, déi zu 100% an öffentlecher Hand wär an net zu 40, 50 oder 60 oder wéi vill Prozent och ëmmer. Dat heescht, datt de Stat oder d'Allgemengheet, Stat mat de Gemengen, zu 100% de Contrôle doriwwer hätt.

Wat geschitt awer hei an deem Secteur? An dat ass och dat, wat mech immens iwwerrascht, wann ech kucken, wéi d'Diskussioun de Moment gefouert gëtt. Et gëtt de Moment gesot, wann hei eng Gemeng, wat fir eng et och ëmmer ass, hiert Netz an déi national Gesellschaft abréngt, dann ass dat dat nämlecht wat gemaach ginn ass an anere Secteuren, déi liberaliséiert gi si viru Joren. Da gëtt ëmmer d'Beispill erausgeholl vun der Eisebunn an England, wou gesot gëtt, d'Eisebunn an England ass privatiséiert ginn a kuckt, wat haut doraus ginn ass.

Ech wëll awer drop hiweisen, datt et e wesentlechen Ënnerscheed gëtt tëschent deem, wat do geschitt ass, an deem, wat hei soll geschéien. Hei ass et net esou, datt eng Gemeng, zum Beispill dann d'Stad Lëtzebuerg an deem hei Fall, well déi jo am konkretste betraff ass, datt d'Stad Lëtzebuerg géif higoen a si géif hiert staark valoriséiert Netz huelen a si géif dat verkafen un eng privat Gesellschaft a cash Suen anzéien, déi an hire Budget géife fléissen, fir zum Beispill e Budgetslach ze stoppen.

Mir verkafe jo net hei eist Netz, mä mir bréngen et an an eng national Gesellschaft, fir do dann, wéi gesot, méi staark ze sinn um nationalen Niveau mat där hei. Dat heescht, mir sinn net an engem Kontext vun enger Privatiséierung am Sënn, datt een, wéi dat ëmmer esou schéi gesot gëtt, säin Tafelsilber géif verscherbelen, fir cash Suen an d'Gemengekeess ze kréien. Dat ass hei net de Fall.

Et gëtt jo de Moment vill iwwer Reregulëierung geschwat vun de Marchéen. Eng ganz wichteg Fro, iwwert déi mer an deenen nächste Jore vill wäerten diskutéieren. Wann ee Marchéen, ekonomesch Marchéë wëllt reregulëieren, méi erëm Afloss dorobber kréien als Politik, als öffentlech Hand, da gëtt et zwou Méiglechkeeten.

Déi éischt ass, et schaaft een e gesetzleche Rahmekader, deen dem private Secteur gewësse Konditioune virschreift, wéi en ze fonctionnéieren huet, och am sozialen zum Beispill oder am ekologesche Beräich. Dat ass eng Méiglechkeet.

An déi zweet Méiglechkeet ass, et kann een dovun ausgoen, datt et Secteurs-clé ginn an der Ekonomie, wou d'öffentlech Hand en Interessi huet, eng méi staark Main-mise direkt an der Ekonomie ze behalen. Dat heescht, wou se direkt ka mat décidéieren am ekonomesche Secteur.

Eigentlech ass dat eng klassesch Diskussioun, déi mer an de 70er Joren haten, wéi de Keynesianismus nach méi aktuell war, wou gesot ginn ass, d'öffentlech Hand muss net nëmme reguléierend agräifen um Niveau vu reglementaresche Kaderen, mä och um Niveau vu Participatiounen a privaten Entreprisen, an dat beschten Instrument duerfir, dat sinn Entreprises d'économie mixte, wou de Stat entweder eng grouss Participatioun huet oder, deemno ëm wat et sech handelt, wann et vu ganz grousser Bedeitung ass - a bei der Gestioun vun de Réseauen ass et eng ganz grouss Bedeitung -, dann huet en en Intérêt, souguer mindestens eng Majoritéit ze hunn an där Gesellschaft.

Et ass also an deem Sënn, wou mir et och gesinn, datt et sech hei ëm eng national Approche handelt, wou et ëm eng Reregulëierung geet, aus der Iwwerleeung eraus vun enger Économie mixte.

A wann ech kucken - effektiv, de Paul Helminger huet virdru beschriwwen, wéi d'Situatioun war virdrun: Mir hate virdrun hei am Land, wat d'Réseauen ubelaangt, eng Situatioun, wou effektiv d'Stad Lëtzebuerg an e puer Gemengen eege Réseauen haten, mä de groussen Deel vun de Réseauen am Land enger privater Gesellschaft gehéiert huet, nämlech der Cegedel, wou de

Stat zwar och Aktionär war, mä nëmmen zu 40%, dat heescht emol net majoritär Aktionär war -, da stelle mer fest, datt, wann ech dann d'Beispill weiderféieren, dat elo sollt passéieren am Kontext vun der Stad Lëtzebuerg, dann, wann d'Stad Lëtzebuerg hei an d'Netzgesellschaft erageet, mer da mat Sécherheet - de Stat mat der Stad Lëtzebuerg zesummen - largement iwwer 50% kréien - dat heescht, eng Majoritéit kréien an enger nationaler Gesellschaft.

Dat heescht, mir hunn eigentlech, wann een dat dann zu Enn denkt, wat de Contrôle iwwert déi national Réseauen ubelaangt, méi e grousse Contrôle vun der öffentlecher Hand haut dorobber, wann dat geschitt, wéi mer jeemools an deene leschte 50 Joer haten. An dat ass eppes, dat wëlle verschidde Leit einfach net wouerhunn, mä dat ass awer eng Realitéit.

Ech soen natierlech direkt derbäi, mir hätte léiwer als gréng, den Undeelsprozentsaz géif nach méi eropgoen a mir kéimen op déi 100% bei der Netzgesellschaft. Mä mir si jo och nach net ofgeschloss an deem Prozess. Mir kënne jo nach kucken, wéi dat evoluéiert. An et muss ee jo emol kucken, wat fir eng Klauselen datt de Stat sech ausgehandelt huet, fir eventuell den Undeel bei der Netzgesellschaft nach méi héich ze schrauwen.

Mä mindestens ass et alt relativ kloer herno, wat d'Netzer ubelaangt, d'Versuergungssécherheet vun de Bierger am Land respektiv wat do geschitt, do ka keen eppes géint d'öffentlech Hand décidéieren, well d'öffentlech Hand huet hei d'Majoritéit.

Dat ass, wéi gesot, dat, wat wierklech stattfënnt.

Dat, wat net stattfënnt, ass alles dat, wat gebetsmühlenhaft a mat zimlech haarder Stëmm an deene leschte Stonne gesot ginn ass: D'Luuchte ginn aus; kee Mënsch kritt méi Stroum, well et gi keng Leitunge méi geluecht, wann dat dote geschitt, a verschiddene Géigende vum Land. Alles dat stëmmt net, wéi gesot, well d'Gestioun an d'Kontroll iwwert de Réseau ass an der öffentlecher Hand, wann dat herno fäerdeg ass.

Wéi gesot, d'Konditioune just fir an déi Gesellschaft eranzegoen, déi sinn haut ënnert de liberaliséierte Bedéngunge ganz anerer, an et ass wichteg, datt d'Gemengen dee Rôle do weider kënne spillen. Mir hunn och dofir déi Proposition de loi gemaach an der Zäit, wou mer gesot hunn, engersäits wollte mer op de Problem opmierksam maachen, mä och méi wäit wollte goen. Net méi wäit wollte goen, fir iergendeppes ze maachen, mä fir ze soen: Passt op, den Energiesecteur, dat ass haut Stroum a Gas, dat ass haut och scho Fernwärme, muer nach méi Fernwärme, et kommen aner alternativ Energien derbäi. Et kënnt Biogas derbäi. Ganz aner Méiglechkeeten, déi mer an Zukunft kréien. An Dir wäert gesinn, no de Verhandlunge vu Kopenhagen wäerten déi Secteuren nach méi eng grouss Roll spillen.

Och do si mir der Meenung, datt d'öffentlech Hand, dat heescht virun allem och hei d'Gemengen, eng wichteg Roll mussen an der Zukunft spillen an datt se duerfir à même musse gesat ginn, fir kënne kommerziell täteg ze ginn op deem Secteur.

Mir dierfen dee Secteur net der Privathand ganz iwwerloossen. Mä kommt, mir kucken, datt mer eis Moyenë ginn, fir datt mer och do kënnen als öffentlech Hand täteg ginn!

Et ass dat de Grond, firwat mer déi Proposition de loi ënner anerem och nach gemaach hunn, fir op dee Punkt hinzeweisen, a wou mer gär gehat hätten, datt eigentlech déi Beräicher do och mat abezu gi wären. Mir hoffen och nach, datt dat eng Kéier wäert geschéien, Här President, an duerfir hu mer och déi Motioun verfaasst, wou mer dorobber hiweisen, déi ënnerstëtzt och ass.

Also et ass eng gemeinsam Motioun, an der Logik natierlech och vun den Auteure vun der Proposition de loi. Dat heescht, et waren Deputéierte vun der Demokratescher Partei an vun deene Gréngen. Duerfir ass se och vun deenen zwee ënnerschriwwen, wou mer eigentlech gär hätten, wéi gesot, datt déi Aspekter wéi Fernwärme, wéi alternativ Energien, Biogas an esou weider, datt och doru geduecht gëtt. Datt d'Gemengen à même gesat ginn, fir och do méi aktiv ze ginn an deene Secteuren do.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que le projet de loi 5846 se limite à modifier l'article 173bis de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et vise à modifier les dispositions dans le seul domaine de l'électricité et du gaz;

- que le projet de loi ne tient pas assez compte des défis majeurs du 21e siècle, notamment le changement climatique ainsi que le rôle des communes dans ce domaine;

- que la faculté d'initiative des communes en matière de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la promotion des énergies renouvelables est clairement esquissée dans la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

- que la proposition de loi N°5746 permet au-delà de la mise à disposition de personnel communal, telle que prévue par le projet de loi, d'agir dans les secteurs où cela s'avère nécessaire, comme celui du chauffage à distance par exemple;

- que notamment dans le domaine du chauffage à distance, plusieurs communes se trouvent dans une situation juridiquement précaire en relation avec la réglementation des taxes communales à facturer aux clients;

- que la Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» a retenu dans son rapport du 19 juin 2008 que «La commission spéciale estime que la sécurité de l'approvisionnement énergétique relève de l'action de l'État et qu'une loi devrait fixer le cadre de cette action à laquelle devrait être associées les communes ainsi que le rôle de chaque acteur dans la recherche de cette finalité. Elle invite le Gouvernement, en l'occurrence les Ministres ayant dans leurs attributions le département de l'intérieur, de l'environnement et de l'énergie de procéder à l'élaboration d'une nouvelle législation dans les meilleurs délais. Il en résulte que la sécurité de l'approvisionnement énergétique ainsi que la réalisation des objectifs en mesure des énergies renouvelables est un devoir national qui doit pouvoir être réalisé à l'aide du niveau régional et local. Les communes pourront devenir actives chaque fois qu'il y a carence de l'initiative privée.»;

invite le Gouvernement

- à définir dans le secteur de l'énergie le cadre légal et réglementaire adapté aux besoins de toutes les activités des communes dans ce secteur;

- à présenter dans les meilleurs délais un projet de loi conformément au rapport de la Commission spéciale précité.

(s.) François Bausch, Fernand Etgen, Camille Gira, Paul Helminger, Henri Kox.

Dat ass och, iwwregens gëtt dat nach méi wéi bis elo vun eis verlaangt. Well wann ee kuckt op europäeschem Niveau, all Texter soen, déi vu Bréissel aus kommen, zu Recht menger Meenung no, datt grad an deenen dote Secteuren d'Gemengen déi wichtegst Acteure sinn. Well si um Terrain zum Beispill, wann ech de Biogas huelen, mat den Acteuren, mat de Baueren an esou weider kënnen direkt schaffen, fir ze kucken esou Strukturen op d'Been ze setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee laang iwwer Saachen diskutéieren. Et kann een och, wéi gesot, fir sech selwer decidéieren: Mir ass et eigentlech egal, wéi d'Welt sech weider beweegt. Ech wëll einfach, datt näischt sech ännert. Ech sinn och der Meenung, datt dat ka fonctionnéieren. An duerfir loosst, wann ech gelift, alles sinn esou wéi et haut ass.

Mir gleewen net dorunner. Mir gleewen awer par contre dorunner, datt wéi gesot de Stat an d'Gemengen an deem dote Secteur eng ganz wichteg Roll an der Zukunft kënne spillen. Mä si kënne se nëmme spillen, wa mer se à même setzen. Wa mer och zum Deel iwwer esou Saache wéi dat heiten an och Saachen, déi um nationale Plang de Moment virgesi sinn, Korrekture virhuelen un enger Liberaliséierungslogik, déi sécherlech virun e puer Joer nach am Kapp war vu verschidden aner Leit, wéi d'Direktive geholl gi sinn, andeem mer nämlech da wéi gesot derfir suergen, datt d'öffentlech Hand iwwert déi verschiddenst Aart a Weisen an esou Secteure wéi dat do eng Roll ka spillen.

Wéi gesot, net veränneren heescht eiser Meenung no, datt ee voll an d'Mauer fiert, datt da mat Sécherheet Aarbechtsplazen op d'Spill gesat ginn, datt et mat Sécherheet zum Nodeel gëtt vun enger Entwécklung am Energiesecteur insgesamt an awer och fir de Bierger insgesamt.

Dat ass eis Iwwerzeegung. Déi muss net vu jiddwerengem gedeelt ginn, mä mir stinn derzou, Här President, an duerfir wäerte mir dëse Projet och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le President.- Ech soen dem Här Bausch Merci. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Merci och un de Kolleeg Gilles Roth, deen hei e ganz exzellenten an objektive Rapport zu dësem Gesetzesprojet gemaach huet. E Gesetz, wat am Prinzip nëmmen dräi Artikelen huet, e ganz klengt Gesetz, mä wat op där anerer Säit duerfir awer vill diskutéiert an ëmstridden ass.

D'Initiativ vun dësem Gesetz geet am Prinzip op eng Proposition de loi vun de Kolleegen Helminger, Bausch, Meisch a Gira vum 10. Juli 2007 zréck. Dës Proposition de loi ass am Fong méi wäit gaangen, wéi de Projet de loi 5846, dee mer haut hei diskutéieren.

D'Proposition de loi huet generell vun de Services industriels, also vun allen Industrieservicer geschwat, déi eng Gemeng oder e Gemengesyndikat huet. De Projet de loi limitéiert sech op Gas an Électricitéit.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Si mer forcéiert opgrond vun europäeschen Direktiven dëst Gesetz ze maachen? D'Äntwert ass kloer: Neen. Dat ass och de Mëtten hei vum Rapporteur gesot ginn.

Mir sinn obligéiert opgrond vun europäeschen Direktiven eng Liberalisatioun um Niveau vun der Fourniture, also dem Akaf an dem Verkaf virzehuelen, wat geschitt ass. Um Niveau vun der Gestioun an dem Entretien ass vun europäescher Säit weder eng Liberalisatioun nach eng Privatisatioun, wat an der Praxis datselwecht bedeit, virgeschriwwen.

Déi zweet Fro, déi ee sech muss stellen, ass: Fir wat fir Gemenge gëtt dat Gesetz da gemaach? Och hei ass d'Äntwert kloer: Just fir zwou Gemengen; d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch. Betraff si bei der Stad Lëtzebuerg 160 Leit am Électricitéits- a Gaswierk a bei der Stad Esch 60 Leit am Électricitéitswierk.

Wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt, kënnen dës zwou Gemengen déi Persounen, déi an deene Servicer bei de Gemenge geschafft hunn, un eng Gesellschaft privatrechtlecher Natur weiderginn. Am Gesetzestext heescht dat: «mettre à la disposition de cette société».

Kloer ass, datt dës Leit dann net méi der Gemengenautoritéit ënnerstinn, mä der Autoritéit vun der privatrechtlecher Gesellschaft. Am Text vum Gesetz steet duerfir: «Pour la durée de la mise à disposition, l'agent communal est placé sous l'autorité opérationnelle de la société de droit privé.»

D'Disziplinarmoossname bleiwen um Niveau vun der Gemeng. D'Leit behale wuel hire Statut an hir Carrière, kënnen awer laut Ausso vun de Gewerkschaften an hirer Carrière gebremst ginn.

Sécher ass och, wann an Zukunft Postë vakant ginn, déi nei Leit net méi vun der Gemeng, mä vun der privatrechtlecher Gesellschaft ënnert dem private Statut agestallt ginn.

Et stellt sech och hei déi prinzipiell Fro iwwert d'Flichten an d'Rechter vun enger Persoun, déi ënnert dem öffentleche Statut agestallt ginn ass, wéi se dës Rechter an dës Flichte vis-à-vis vun engem private Patron kann, däerf oder muss erfëllen.

Mir hu gëschter an haut de Moien en Avis juridique kritt, dee sech och mat där doter Fro befaasst. Ech wëll net op den Avis juridique agoen, well mer en och net an der Kommissioun diskutéiert hunn, wat ze bedaueren ass, mä et ginn awer eng Rei vu Froen do opgeworf, déi net beäntwert ginn.

Dëst Gesetzt werft also méi Froen op, wéi et Äntwerte gëtt. D'Gesetz misst net gemaach ginn, mä et gëtt gemaach, well d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch ganz einfach hir Servicer wëlle privatiséieren. Hei gëtt en öffentleche Patrimoine privatiséiert,…

(Interruption)

…deen iwwer Jorzéngten - lauschtert mir no, wann ech gelift! - vum Steierzueler opgebaut ginn ass a vun de Konsumenten, de Bierger an dëse Gemenge geschätzt ginn ass.

(Interruption)

Besser kann dëse Service vum Bierger net ginn. Besser kann dëse Service um Bierger net ginn. A sécher och net méi bëlleg.

D'ADR, déi sech an hirem neie Wahlprogramm derfir ausgeschwat huet, dass d'Käraufgaben an öffentlecher Hand musse bleiwen, a sech géint eng wëll Liberalisatioun ausgeschwat huet, wäert also géint dëst Gesetz stëmmen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Wiem gehéieren dann d'Réseauen an der Gemeng Fréiseng?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mir schwätzen haut… Madame Brasseur, mir schwätzen haut hei iwwert dëst Gesetz, an d'Gemeng Fréiseng hat ni e Réseau, wat hiren eegene war.

(Brouhaha et hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- En huet enger Privatgesellschaft gehéiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass normal. Mir schwätzen hei, Här President...

(Interruptions)

M. le Président.- Dréit Iech nach eng Kéier ëm, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Si wëllen elo oflenken, mä dat wäert Iech net glécken. Ech bleiwen elo hei bei mengem Text, a wann ech herno nach Zäit hunn, sinn ech gäre bereet, mat Iech nach...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wann Dir mir nach zéng Minutte weider gitt, oder eng hallef Stonn, sinn ech eng hallef Stonn bereet, hei mat Iech iwwer all déi dote Froen ze diskutéieren.

Här President, ech verstinn iwwerhaapt net, firwat datt déi Gréng esou nervös sinn. Et gesäit een also, datt, wann een e Sinneswandel an deene leschten zéng Joer gemaach huet, da sinn et déi Gréng. An Dir misst haut ganz roueg sinn iwwert dat, wat Der haut hei plädéiert hutt.

M. le Président.- Här Gibéryen, géift Der eng Fro vum Här Bausch akzeptéieren?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, elo net, Här President. Wann ech nach Zäit Rescht hunn…

(Brouhaha)

Neen!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen!

Une voix.- Ma dat zielt dach net.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gitt mir Zäit, dann hunn ech kee Problem. Här President, ech hunn elo schonn eng Minutt heiduerch verluer. Ech hu ganzer zéng Minutten, fir hei ze schwätzen.

M. le Président.- Dann ass et elo esou, dass den Här Gibéryen d'Wuert huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, e puer Wuert iwwert den Oflaf, wéi dëst Gesetz zustane komm ass. De Rapport ass an der Kommissioun ugeholl ginn den 21. Abrëll 2009, also virun de Wahlen. Mir

hätten also nach gutt Zäit gehat, fir virun de Wahlen dëst Gesetz ze stëmmen, mä et ass zréckgesat ginn. Firwat? Ganz einfach, well Wahle waren. Well d'Parteien dat, wat haut hei virun der Chamber stattfënnt, wollte virun de Wahle verhënneren. Duerfir ass et einfach zréckgesat ginn.

An elo direkt eng Woch no de Wahle gëtt dat Gesetz hei duerchgebaatscht, ouni datt d'Kommissioun nach konnt driwwer schwätzen, ouni datt d'Avisen nach konnte gekuckt ginn, ouni datt den Avis juridique konnt duerchgekuckt ginn. Et ass einfach virun de Wahlen aus elektorale Grënn zréckgesat ginn, an elo gëtt et direkt déi éischt Woch no de Wahlen hei duerchgeholl.

Virun de Wahle war nach eng Manifestatioun de 16. Mee an der Stad, wou all Gewerkschaften aus dem privaten an aus dem öffentleche Secteur solidaresch waren, d'Leit aus dem privaten an aus dem öffentleche Secteur, wou Schëlder matgedroe gi sinn. Ech kann Iech nach eng Foto hei weisen: Neen zum Projet de loi 5846. Virun deem Schëld an hannert deem Schëld sinn eng ganz Rei vu Politiker a Gewerkschaftler matgetréppelt, déi haut hei an der Chamber sëtzen.

Wa se also de 16. Mee mat manifestéiert hunn an der Stad géint dëst Gesetz, da solle se sech haut och wann ech gelift dorunner halen! Wann all déi Leit heibannen, déi an deene Gewerkschafte sinn, déi de 16. Mee manifestéiert hunn, ob dat d'CGFP, den LCGB, den OGB-L, de Landesverband, d'Syprolux an esou weider waren, sech géifen un dat halen, firwat datt se du mat manifestéiert hunn, wuelverstane virun de Wahlen, da wär haut eng grouss Majoritéit heibanne géint dëst Gesetz!

D'Roll vun de Gewerkschaftler, déi awer an der Zwëschenzäit Deputéiert gi sinn, muss een awer och hei ervirhiewen. Ech denken do un de Kolleeg Robert Weber,…

(Interruption)

…Nationalpresident vum LCGB; Marc Spautz, Generalsekretär vum LCGB; Ali Kaes, Sekretär vum LCGB. Déi sinn och op der Manifestatioun matgaangen.

Den Här Weber huet eng ganz dynamesch Ried do gehalen op der Manifestatioun, an eng ganz kämpferesch. Si hate Foularden ëm. Si ware bal a Kriegsbemalung opgetruede virun de Wahlen, fir ze weisen, wéi kämpferesch déi Gewerkschafte wären. A wou sinn se haut? Haut sëtze se hei an der Chamber a si kréien de Mond emol net hei an der Chamber op, fir dat ze verteidegen, wat se als Gewerkschafte verlaangt hunn.

(Brouhaha)

Gëschter huet den LCGB seng Leit erausgeschéckt, fir virun der Chamber ze manifestéieren, fir datt dee Punkt hei vum Ordre du jour erofkënnt. Dat war gëschter, Här President! A wat hunn déi dräi Gewerkschaftsfonctionnairë vum LCGB, dee seng Leit virun d'Dier stellt a seet: Manifestéiert, fir datt de Punkt vum Ordre du jour erofkënnt, wat hunn déi heibanne gemaach? Si hu mat Nee gestëmmt, Här President.

Den LCGB huet - et läit dobaussen am Préau - an Ärer Zeitung „Soziale Fortschrëtt" eng nei Rubrik agefouert aus der Chamber. Do kënnt Der vum Här Weber, vum Här Spautz a vum Här Ali Kaes liesen, wat si hei an der Chamber an Zukunft vertrieden. Ech proposéieren, Här President, datt den LCGB an der nächster Ausgab vum „Soziale Fortschrëtt" de Bulletin de vote vu gëschter ofdréckt, fir datt d'Leit och gesinn, wat hir dräi Leit aus der LCGB-Féierungséquipe um Krautmaart hei vertrieden.

Si sollen dat ofdrécken, datt se hir Leit ustellen, virun der Dier ze manifestéieren, an hei an der Chamber stëmme si mat Neen. Ech géif se invitéieren, dat an hirer Zeitung déi nächste Kéier public ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an haut hunn déiselwecht Gewerkschaftler erëm hir Truppen erausgeschéckt, fir ze streiken an ze manifestéieren, fir datt dat Gesetz net soll gestëmmt ginn. An dann héiere mir awer hei vum Riedner vun der CSV an och vun der LSAP, well et si jo och Leit vum OGB-L, déi heibanne sëtzen, datt dat Gesetz hei gestëmmt gëtt.

An de Combel - de Combel! -, Här President, ass, datt den Nationalpresident vum LCGB sech därmoossen an der Chamber fir seng Leit asetzt, datt en iwwerhaapt net do ass.

(Hilarité)

Deen huet de Mëtten emol net de Courage gehat, fir hei an d'Chamber ze kommen.

Här President, ech wollt dat ervirhiewen, well mer hei um Ufank vun enger Legislaturperiod sinn, wou Leit sech hei an d'Chamber wiele gelooss hu vum Salariat, fir deenen hir Interessen ze vertrieden. A wéi direkt hei beim éischte Vote déi hir eege Leit - hir eege Leit! - ugeschmiert hunn, dat wollt ech heimadder dokumentéieren, fir dervir ze warnen, wat mer nach vu Grausamkeete vun dëser Regierung wäerten an deenen nächste Méint hei an dësem Parlament, wa mer iwwer Sozialofbau schwätzen, virfannen.

Hei ass e gutt Beispill, wéi déi Leit sinn. Dee Culot muss een hunn, fir seng Leit opzehetzen, fir ze manifestéieren an ze streiken, fir datt eppes net soll hei an der Chamber geschéien, an dann hei an d'Chamber ze kommen an dat da stillschweigend ouni e Wuert ze soen an ouni e Kommentar ze maachen hei matzestëmmen! Dat ass en Hohn!

Ech soen Iech Merci.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Merci, Här Gibéryen.

Den Här Gibéryen huet seng Riedezäit ëm eng Minutt iwwerschratt, esou dass ech net méi kann an den Dialog tëschent him an dem Här Bausch zréckkommen. Den Här Bausch huet nach Riedezäit. Wann e wëllt Stellung huelen am Laf vun der Debatt zu deem, wat den Här Gibéryen gesot huet, da kann en dat selbstverständlech maachen. Mä ech mengen, dass d'Reglement eis elo net erlaabt, an deen doten Dialog anzetrieden. Ech géif den nächste Riedner opruffen, an dat ass den honorabelen Här Hoffmann.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Form gëtt sécher elo e bëssen anescht, mä vum Inhalt hier wäert sech awer munches iwwerschneiden. Dat Gesetz zwéngt net, mä encouragéiert d'Gemengen zu enger Privatiséierung, déi net néideg ass an déi méi Schued wéi Notze bréngt.

Wien d'Kritik un der wirtschaftsliberaler Dereguléierungspolitik wierklech eescht hëlt, dee kann dat Gesetz net stëmmen:

Éischtens, wann eng öffentlech Infrastruktur mat dem öffentleche Personal an eng Privatgesellschaft ausgelagert gëtt, dann ass dat eng Privatiséierung, och dann, wann d'öffentlech Hand um Kapital vun där Gesellschaft bedeelegt ass. An et ass e Präzedenzfall, wéi d'Chamber vun der Fonction publique dat geschriwwen huet.

Zweetens, nach eng Kéier, keng europäesch Direktiv verlaangt d'Liberaliséierung vun den Netzer. Et wär jo och grotesk, wann an enger Gemeng e puer Energienetzer niewentenaner sech géife Konkurrenz maachen.

Drëttens, fir mech gëllt nach ëmmer de Grondprinzip, dass Infrastrukturen, déi dem Allgemengwuel sollen déngen, och an öffentlecher Hand solle sinn a bleiwen an no de Kritäre vum Service public, also vum Service um Bierger, an net vun der privatwirtschaftlecher Rendite géréiert ginn, an dass se also der demokratescher Kontroll ënnerworf sinn, wat bei enger privatrechtlecher Gesellschaft net de Fall ass.

A wann den Här Bausch seet: Mir mussen eppes änneren, da soen ech: Ech sinn absolut och mat Ännerungen a Reformen d'accord, awer net Reformen oder Ännerungen, déi deen dote Grondprinzip vun eiser Gesellschaft a Fro stellen.

Véiertens, d'Gemenge sinn duerchaus an der Lag, och ouni Partner mat hirem öffentleche Personal hir Netzer effikass ze géréieren, souguer mat dem Avantage, dass eng rational Planung an der Gemeng, eng urbanistesch Planung zum Beispill, duerch Zesummenaarbecht vu verschidde kommunale Servicer favoriséiert gëtt.

Dem Här Helminger säin Argument, wat de Käschtepunkt vun der Gestioun vum Netz um kommunalen Niveau betrëfft, huet mech net iwwerzeegt, jiddefalls net esou wäit, dass een domadder e Grondprinzip géif a Fro stellen.

Fënneftens, et stëmmt net, dass d'Personal keng Nodeeler duerch dat Gesetz hätt. Ofgesi vun der Gefor vun enger lueser Ënnerhielegung vun hirem Statut - dat ass de Sënn vum Präzedenzfall, deen d'Chambre de la Fonction publique ugemahnt huet - an och onofhängeg dovunner, gi se och direkt geschiedegt, zum Beispill duerch d'Bestëmmungen iwwert d'Promotioun. An ech sinn der Iwwerzeegung, dass de Minister eis dat hei a senger Äntwert ka confirméieren.

Sechstens, ech fannen et och rechtlech, fir net ze soe verfassungsméisseg héchst bedenklech, wa vereedegt Beamten enger privatrechtlecher Weisungsbefugnis ënnerworf ginn, also insofern net méi der öffentlecher Institutioun, déi se agestallt huet.

Siwentens, et gouf virun där Kommissiounssëtzung e Méindeg, am Géigendeel zu deem, wat nach gëschter hei gesot ginn ass, kee sozialen Dialog. Et gouf och kee Renvoi un d'Kommissioun, wéi dat décidéiert war. Well et ass an der Kommissioun net méi um Ordre du jour gewiescht fir e Réexamen, wat jo awer de Sënn vun engem Renvoi onbedéngt misst sinn. A mir konnten an där Kommissioun jo feststellen, wéi eng Mooss vu Mëssverständnis nach ëmmer a Bezuch op dat Gesetz besteet. Wann een amplaz vum sozialen Dialog e soziale Konflikt wëllt provozéieren, da kann ee sech wuel net besser uleeën.

Aachtens,…

▶ **M. le Président**.- Här Hoffmann, entschëllegt.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Wann et geet, ech hunn nach…

▶ **M. le Président**.- Ech hunn Iech d'duebel Riedezäit ginn. Ech wollt Iech just bieden,…

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Neen, neen. Ech hunn am Ganze 4,75.

▶ **M. le Président**.- Zwou an eng hallef Minutten hutt Der zum Projet.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- An zu der Motioun huelen ech mat.

▶ **M. le Président**.- Fënnef Minutten hunn ech Iech ginn. Ech wollt Iech dat just elo matdeelen, dass Der vläicht an där nächster Minutt misst ofschléissen. Ech soen Iech Merci.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Ech hunn awer zu der Motioun nach eppes mat zegutt.

▶ **M. le Président**.- Neen, dat ass net esou.

(Interruptions)

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Wann et drëm geet - an dat ass mäin aachten a leschte Punkt -, den Undeel vun der öffentlecher Hand un der Gesellschaft Creos ze erhéijen, da kann de Stat jo d'Parten opkafen, an da brauche mir net kommunal Réseauen ze privatiséieren.

Also, zum Schluss nach eng Kéier: Et kann een net am Zesummenhang vun der Kris d'Dereguléierungspolitik a Fro stellen, an dann domat weiderfuere wéi wann näischt wär oder souguer nei Initiativen an déi Richtung huelen. An et ass selbstverständlech, dass ech géint dat Gesetz stëmmen.

▶ **M. le Président**.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci fir säi Bäitrag, an ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Deputéierte Schaaf.

▶ **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV).*- Merci, Här President. Also, et kéint ee jo elo nach ganz vill soen, mä ech wëll dat awer net maachen. Ech maachen dat ganz kuerz. Ech komme virun allem heihinner, fir eng Motioun ze déposéieren. Déi ass jo och scho virdrun ernimmt ginn.

A wann ech soen, et kéint ee vill soen, da kéint een natierlech hei nach schwätzen eng Kéier iwwert d'Liberalisatioun, iwwert d'Gemengenautonomie, iwwert déi Virgaben a Virschréften, déi een huet oder - ech kann och scho soen - mir hunn, well ech jo och aus enger Gemeng kommen, déi en Netz bedreift. Et kann ee sech Gedanke maachen iwwert d'Zukunftsvisiounen am nationalen Interessi a wat de Präis dofir ass. Et kann ee sech iwwer villes Gedanke maachen. Ech wollt dat net maachen. Et ass och alles gesot vun de Virriedner, wat wesentlech ass zu dësem Projet. Ech mengen, dass jiddwereen en connaissance de cause haut ass.

Ech wollt awer just dem Här Gibéryen soen, dass den Här Weber net haut net hei ass, well en de Courage net hätt, fir hei ze sinn, mä en ass haut net hei, well en am Ausland eng international Gewerkschaftssitzung presidéiert. Wann e se presidéiert, dann huet e mat invitéiert viru Méint. An den Ordre du jour vun der Chamber, wësst Der, dee gëtt net méintlaang virdrun, mä eng Woch virdru fixéiert. Dat war him onméiglech. En huet dat direkt du gesot…

▶ **M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- E kéint awer Prioritéite setzen.

▶ **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV).*- Jee nodeem, op wat fir enge Gremien een aktiv ass, kann een dat awer vläicht net maachen. Voilà! Ech wollt dat just soen, dass Der dat awer wësst.

(Interruptions)

▶ **M. Xavier Bettel** *(DP).*- Et steet an der Verfassung: den zweeten Dënschdeg am Oktober.

▶ **Une voix**.- Dat héiert den Här Gibéryen net.

▶ **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV).*- Si mer? Voilà. Gutt.

Also, ech kommen heihinner, wéi gesot, fir eng Motioun ze déposéieren, mat där d'Chamber d'Regierung opfuerdert, fir déi Konventiounen, déi an der Applikatioun vum Artikel 3 vun deem Gesetz mussen approuvéiert ginn, och geneeëstens ze préiwen.

Dat ass eng Evidenz, kann ee soen. Mä mir hu jo awer alleguerte gemierkt, gëschter an haut, an haut hu mer et och nach héieren, dass déi aktuell Salariéë vun der Stad Lëtzebuerg sech Suerge maachen. Suerge maachen ëm hire Statut, ëm hire Loun an ëm hir Carrièren. An duerfir wëlle mer mat dëser Motioun, déi vun CSV, LSAP, DP an déi gréng ënnerschriwwen ass, deen zoustännege Minister opfuerderen, derfir ze suergen, dass an deene Konventioune besonnesche Wäert op d'Ofsécherung vun de Rechter vun de Leit geluecht gëtt.

Dobäi geet et ëm d'Aarbechtskonditiounen, dobäi geet et ëm d'Entlounung, dobäi geet et ëm d'Avancementer vun den heitege Beschäftegten. Mir wëllen domadder och eng Kéier ënnersträichen, dass een déi Suerge vun de Leit héieren huet, mä dass een aus enger Rëtsch vun Argumenter, déi d'Virriedner gesot hunn, op déi ech net méi zréckkommen, eben zu enger anerer Décisioun wéi de Status quo hei komm ass, an domadder der Gemeng eng Méiglechkeet gëtt, fir an der Zukunft anescht op d'Erausfuerderungen ze reagéieren, wéi se et bis haut gemaach huet oder konnt maachen.

Voilà! Dat gesot, wëll ech Iech, Här President, déi Motioun hei ginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- soucieuse du respect des dispositions relatives au statut de l'agent communal visées à l'article 1er du projet de loi N°5846 sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz;

invite le Gouvernement

- à veiller scrupuleusement au niveau des conventions à approuver par le Ministre de l'Intérieur au titre de l'article 3 afin que puissent notamment être évitées des modifications substantielles des conditions de travail, de rémunération et d'avancement des personnes concernées.

(s.) Jean-Paul Schaaf, François Bausch, Claudia Dall'Agnol, Jean-Pierre Klein, Gilles Roth.

An ech wëll awer nach ofschléissend - et ass nach net geschitt - den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

M. le Président.- Domadder ass d'Riednerlëscht ofgeschloss. Den Här Bausch hat virdrun ugemellt, datt en nach eng Kéier wéilt Stellung huelen. Ech ginn Iech d'Wuert, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Merci, Här President. Ech wollt am Fong profitéieren dovunner, fir awer öffentlech déi Fro un den Här Gibéryen ze stellen, déi ech him wollt stellen. Wann en da keng Riedezäit méi huet, ech wär em och bereet dann en Deel vu menger zur Verfügung ze stellen, déi ech nach hunn, respektiv da kann en d'Äntwert jo herno dobausse ginn. Mä ech mengen, et ass awer interessant, öffentlech d'Fro ze stellen.

Ech hu mat vill Interessi säin Exkurs virdrun nogelauschtert iwwert d'Privatiséierung, a mat wéi enger Vehemenz datt hie sech géint d'Privatiséierung agesat huet. An do ass mer natierlech eppes an de Kapp komm, wat ech scho méi wéi eng Kéier erlieft hu vun dem Här Henckes, säin Noper an der Fraktioun, op enger anerer Plaz, wou en och täteg ass, deen awer net ëmmer onbedéngt esou déi Linn verfollegt huet.

Duerfir, meng Fro ass un hien: Wéi erkläert e sech dann, wa seng Partei, oder hien huet jo sécher am Numm vu senger Partei geschwat, esou vehement géint d'Privatiséierung ass, wéi en dat gesot huet, datt an der Stad den Här Henckes all Kéiers wa mer Buschauffeuren als Beamten astellen, ëmmer als Eenzegen dergéint stëmmt, datt mer déi astellen, well en ëmmer seet: Meng Begrënnung ass, ech hätt gären, datt de ganze Busdéngscht privatiséiert gëtt?

(Hilarité)

Ech wär frou, wann ech dorop eng Äntwert kéint kréien.

(Interruption)

Une voix.- Skandal!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, kann ech d'Äntwert an 30 Sekonne ginn?

Merci, Här President, 30 Sekonne geet duer. Et ass net nëmmen den Här Henckes, deen an der Vergangenheet fir d'Privatiséierung geschwat huet. D'ADR als solch huet an der Vergaangenheet eng Politik gemaach, déi éischter pro Liberaliséierung war. Et ass ganz kloer. A mir hunn dat intensiv virun de Wahlen duerchdiskutéiert. An an eisem neie Wahlprogramm, duerfir hunn ech gesot virdrun, steet dran, datt mir net méi fir eng einfach Liberaliséierung a Privatiséierung wären.

(Interruption)

A mir halen eis, au contraire zu anere Leit, un eise Wahlprogramm!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi laang bleift dat dann?

Une voix.- Bis d'nächst Woch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, wann dat esou ass wéi den Här Gibéryen dat seet, da muss e mer awer erklären… Oder mer musse mindestens Sanktiounen huele géint den Här Henckes, well den Här Henckes huet bei der leschter Astellung vu Chauffeuren nämlech an der Summerpaus am Gemengerot, dat heescht no de Chamberswahlen, nach ëmmer d'nämlecht sech verhale wéi virdrun.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Den Här Henckes hat dee Programm net gelies!

Une autre voix.- Wat sot Der elo, Här Gibéryen?

(Hilarité)

M. le Président.- Nodeem elo d'Diskussioun iwwert de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg dann och nach ofgeschloss ass, géif ech d'Regierung froen, fir eis hir Meenung zum Projet och nach ze ginn. Ech géif dem Innenminister, dem Här Halsdorf, d'Wuert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et war d'Summerlach.

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Wivill hutt Der der?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech bräicht net méi an den Detail vum Projet de loi ze goen. De Gilles Roth, de Rapporteur, huet e gudde mëndlechen a schréftleche Rapport gemaach. En huet d'Problematik gutt beschriwwen.

All déi Leit, déi hei waren, hunn och gemierkt, dass et wierklech e Besoin gëtt, e Bedarf gëtt, e staarke Wëlle gëtt, fir eben dës Méiglechkeet de Gemengen ze ginn, fir eventuell kënnen eng sougenannte Mise à disposition, en Détachement oder e Prêt temporaire de main-d'œuvre ze maachen. Dat schéngt kloer ze sinn, an d'Geschicht vun deem Projet de loi fänkt och Enn 2007 un, wou dann eng Motioun abruecht ginn ass, déi dann iwwert d'Chamber reliéiert ginn ass a bei de Minister komm ass. An de Minister huet e Projet de loi gemaach, an dee Projet de loi, deen en als Ministre de tutelle vun de Gemenge gemaach huet, zeechent sech doduerch aus, dass e versicht huet, d'Interesse vun de Gemengen an d'Interesse vun den Arbeitnehmer ze respektéieren.

Ech ka mech gutt erënneren, an ech war e puermol derbäi, wéi am Zentral oder an de Commissions centrales diskutéiert ginn ass - de Jempi Klein war och derbäi, hie weess dat och -, wéi mer iwwert dëse Projet diskutéiert hunn, wéi mer versicht hunn, justement eis Moyenen ze ginn, dass d'Interesse vun den Arbeitnehmer respektéiert ginn.

Fir mech ass et kloer, hei ginn déi statutaresch Rechter, déi bleiwe bestoen, déi gi respektéiert. Ech mengen, och den Avis vum Statsrot weist hei ganz kloer, wat dat ugeet, dass do am Fong geholl eng kloer Situatioun ass.

Richteg ass, dass dat Gesetz also eng Reaktioun ass op en Zoustand oder eng Äntwert op eng Fro, déi mer wëlle léisen. Et ass keng Aktioun vun der Regierung, déi eng nei Politik wëllt maachen, mä et ass einfach de Wëllen, de Gemengen eng Hand mat unzepaken.

A wa mer eng Minorité de blocage an d'Gesetz geschriwwen hunn, wa mer d'Participation directe an indirecte an d'Gesetz erageschriwwen hunn, ass et kloer de Wëllen, fir de Leit, de Gemengen ze hëllefen an den Arbeitnehmer ze hëllefen.

An esou wäert ech dann och, wann elo déi Konventiounen an de Ministère wäerte komme vun deene Gemengen, déi eventuell interesséiert sinn, oder vun där Gemeng, déi eventuell interesséiert ass, wäert ech déi ganz opmierksam kucken, wëssend, dass virdru schonn déi eenzel Gemengeréit dës Konventioun gekuckt hunn an - ech hoffen dann - hir Hausaufgabe gutt gemaach hunn, dass se am Kapp hunn, wat haut an hei diskutéiert gëtt oder gouf, dass se am Kapp hunn, wat am Fong geholl d'Aboutissantë si vun deem Gesetz.

Am Fong geholl géif ech soen, ech géif d'Konventioun „dans la lettre et dans l'esprit de la loi" kucken a géif dann och dee Moment déi Remarquë maachen, déi sech imposéieren.

Ech géif also ofschléissend soen, mir hunn alles gemaach am Interessi vun deem engen a vun deem aneren. D'Opportunitéit vun enger Auslagerung, déi ass sécherlech eng Fro, mä déi gëtt mat dësem Gesetz sécherlech net beäntwert.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister Krecké huet d'Wuert nach gefrot.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen...

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Dir musst an den Ielebou néizen!

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, meng Stëmm ass net gutt; dat ass eng gutt Garantie, dass et net laang dauert. Ech hunn awer gemengt, als Wirtschafts- an Energieminister vläicht awer zwee Wuert ze soen zu der Entwécklung, esou wéi se sech gewisen huet.

Mir hu vun enger nationaler Netzgesellschaft 2005 geschwat, an ech mengen, et war en nationale Konsens, dass ee soll probéieren, esou eppes ze maachen. Mir hunn dat probéiert.

Et muss ee wëssen, dass deemools d'Gesellschafte Cegedel a Soteg Netzer haten, de Gros vun den Netzer, an dass de Stat do absolut net den allengege Besëtzer war an dass en an der Soteg souguer nëmmen 31% huet.

Mir hunn also déi Gesellschaft Enovos a Creos gegrënnt, well mer gemengt hunn, mir hätten do en anstännegt Instrument, fir déi Netzer ze géréieren. Et konnt ee sech jo kaum virstellen, dass ee géif alles, wat et am Land gëtt, eriwwer an d'Gemengen huelen, an et wär méi einfach gewiescht, mir hätten also eng Plattform geschaf, wou gegebenenfalls, wa se wëllen, d'Gemengen och kënne sech dru bedeelegen.

Ech soen nach eng Kéier: Weder eng europäesch Direktiv nach dat hei Gesetz nach dat Gesetz vun der Liberaliséierung ass esou geaart, dass hei iergendeen en Zwang huet, dat ze maachen. Hei kann all Gemeng décidéieren, wéi se dat wëllt maachen.

Ech wollt net stoe loossen awer dee Reproche, et wär kee Sozialdialog ginn. Ech hunn en intensiven Dialog souwuel mat de Gemenge gefouert ab - géif ech soen - November 2006, ier dat Gesetz komm ass vun 2007 am Juli, an och duerno regelméisseg d'Gemengen informéiert, wat als Enovos herno eventuell kéint erauskommen, an ech hunn datselwecht mam Personal gemaach. Ech weess net méi, wéi oft ech d'Leit souwuel vu Cegedel a Soteg gesinn hunn. Derbäikomm sinn an der leschter Zäit och regelméisseg déi Leit vun der Stad Esch an déi Leit vun der Stad Lëtzebuerg. Si waren also am Dialog mat deem Minister, deen amgaange war, eng Plattform ze schafen, wou ee kéint eng national Netzgesellschaft op d'Bee kréien. Dat ass ee Wee. Et wären nach aner Weeër gewiescht, mä dat do war een.

39% hu mer an där Gesellschaft. Elo ass Luxgaz bäikomm. Domat sinn 43 Gemenge bäikomm, déi elo 3% kréien. Do huet de Stat 3% méi doranner. Wann aner Gemenge bäikommen, geet dee Part ëmmer an d'Luucht, an dat war den Zweck. Creos, d'Netzgesellschaft, soll wa méiglech lues a lues méi staark ginn, soll u sech méi stabil ginn. Mä soulaang wéi d'Netzer a Gemengenhand sinn, kënnen d'Gemenge selwer doriwwer décidéieren. Wa si dat wëllen halen an déi Obligatiounen, déi do sinn, fäerdeg bréngen, da maache se et.

Mä et ass awer, ech muss éierlech soen, ee Moment vu mir de Gemenge gesot ginn: „Wär et net besser, wa mer eis eens sinn, fir eng national Gesellschaft ze maachen, dass mer géife kucken, dat op därselwechter Plattform ze maachen?" Dat war d'Propos, déi ech hinne gemaach hunn.

A wat geschitt u sech, wann - loosse mer soen - Gemenge bäikommen? Ech hunn Iech et elo gesot: Mir gi méi staark.

Wat ech dobaussen héieren hunn, mengt een, et wär een an iergendenger Wildwuchsgesellschaft. Hei ass de Stat 39% Aktionär, an an där Netzgesellschaft huet e sech d'Recht geholl, ëmmer méi staark ze gi mat der öffentlecher Hand, esou wéi d'Gemenge bäikommen, well se eben net an der Produktioun a Verkafsgesellschaft Undeeler kréien, mä alles als Undeel kréien an der Netzgesellschaft, fir dass d'öffentlech Hand do méi staark gëtt.

A mäi Wonsch ass, dass mer lues a lues an d'Luucht ginn doranner an dass mer eng koordinéiert Aart a Weis hunn, wéi mer mat deenen Netzer ëmginn.

De Stat huet d'Recht, souwuel den Enovos-President wéi och de Creos-President ze nennen. De Stat huet d'Recht, wann et muer eis ze bont gëtt - mir hunn e Virkafsrecht -, kënne mir als Stat de Rescht vun de Parten an der Netzgesellschaft opkafen. Mä mir hunn den Zweck elo net gesinn. Mir hu gemengt, et wär besser, lues a lues kéint déi eng oder déi aner Gemeng bäikommen an doduerjer kéinte mer an d'Luucht goen.

Ech hunn elo just gesot, ech hu Gespréicher gefouert mat der Stad Lëtzebuerg. Virdru schonn ass dat de Fall gewiescht iwwert d'Soteg, an och elo, mat Sudgaz hat ech och e Gespréich, déi hu gesot: „Et ass kee Besoin fir de Moment." Sot ech: „Okay, da maacht wéi Der wëllt, da bleift Der am Moment dobaussen." Mä Luxgaz, déi ware bereet eranzekommen, also ware se och wëllkomm. An där Gesellschaft hu mer derfir gesuergt, dass véier Vertrieder extra fir d'Gemengevertrieder do sinn, hu mer gesuergt, dass mam Personal ëmmer d'öffentlech Hand och kann décidéieren.

Souguer hu mer festgehalen, wann net de wirtschaftlechen Notzen esou kloer erginn ass, wa mir als öffentlech Hand décidéieren, als Stat, dass mir mengen, dass eng Investitioun noutwendeg ass, da muss déi getätegt ginn.

Ech mengen, vill méi Rechter kann eng Gesellschaft am privatrechtlechen Deel sech bal net huelen. De Stat ass also staark a ka mat de Gemenge méi staark ginn.

Mat deem Gesetz hei maache mir soss näischt, wéi dass mer de Leit erlaben, déi gegebenenfalls do matschaffe sollen, dass déi ofgeséchert sinn, dass se all hir Rechter behalen, dass se u sech keen Nodeel un där ganzer Affär hunn.

Ech menge schonn, dass een dat Gesetz hei soll stëmmen an da probéieren ëmzesetzen. Awer déi Ëmsetzung, déi läit da bei de Gemengen. Si si wëllkomm op där Plattform, wou ech gesot hunn, mä et ass all Gemeng, déi dat selwer décidéiert. De Wirtschafts- an den Energieminister wäert ni en Drock ausüben, well en huet keen Drock. En huet keen Drockmëttel weder iwwert d'Gesetz nach iwwer eng Direktiv. Et ka just de Bon sens sinn, deen eventuell eng Kéier mécht, dass een zesummeschafft an den Netzer, wou et mäi Wonsch ass, wéi gesot, dass d'öffentlech Hand d'Mainmise huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen och der Regierung Merci fir hire Bäitrag. D'Diskussioun wär domadder ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5846. Den Text steet am Document parlementaire 5846[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Da kommen d'Votes par procuration. Wann och déi ofgi sinn, ass de Vote heimadder ofgeschloss.

D'Resultat vum Vote ass folgend: Mat Jo hu gestëmmt 54 Deputéiert, mat Nee 5 a kee mat enger Abstentioun. De Projet de loi 5846 ass deemno mat 54 géint 5 a kenger Enthalung ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir hunn nach zwou Motiounen hei déposéiert kritt.

Motion 1

Eng éischt Motioun ass déposéiert gi vum honorabelen Deputéierte Bausch. Ass een, deen zu där Motioun nach d'Wuert freet?

Den Här Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech wollt zu där Motioun soen, datt se dee Kader, deen hei tracéiert gëtt vun deem Gesetz, dépasséiert, de Kader vun deem Gesetz, wat dee vum Elektresch a vum Gas ass, an datt ech séier der Meenung sinn am Numm vu menger Fraktioun, datt mer eis sollen un dee Kader haut halen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass: Wat d'Energie ubelaangt, hu mer hei Enn Juli, d'Majoritéitsparteien, e Koalitiounsaccord guttgeheescht, wou op zwou Säiten detailléiert gëtt, nämlech d'Säiten 63 a 40, wat d'Stoussrichtung an der Energiepolitik ass. Ech géif mech séier och dorunner wëllen halen. An aus deenen zwee Grënn géif meng Fraktioun déi Motioun hei net stëmmen.

Ech sinn och gespaant, wéi d'ADR wäert hei zu där Motioun stëmmen. Well et brauch een nëmmen an de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg kucken ze goen, fir Divergenze festzestellen. Ech wëll dorun erënneren, datt beim éischte Gesetz hei am Juli den Här Kartheiser, dee jo och e Gewerkschaftler ass, dem Här Gibéryen d'Gefollegschaft schonn eng Kéier verweigert hat.

(Hilarité)

M. le Président.- Dann huet den Här Gira d'Wuert gefrot.

(Interruption)

Entschëllegt, Här Gibéryen, den Här Gira huet d'Wuert gefrot, an da kënnt Dir och nach duerno drukommen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Herr President, ech sinn elo e bëssen iwwerrascht iwwert d'Positioun vun der CSV-Fraktioun, nodeem ech e puermol Récksprooch geholl hat an och interpelléiert hunn den Innenminister. An der jeeweileger Kommissioun krut ech e puermol gesot, et wär e Groupe interministériel amgaangen, fir de Problem do ze léisen, fir eis e Projet de loi op den Dësch ze bréngen, wou déi gesamt Kompetenze vun de Gemengen am Energieberäich solle geléist ginn.

Elo sinn ech iwwerrascht, dass dat elo anscheinend net méi wouer ass. Déi Motioun hei war geduecht, fir dass mer Vitesse dora kréien. Ech kennen eng ganz Rei besonnesch kleng Gemengen, déi waarden dorop, dass se endlech Feu vert kréien, fir an deem Beräich alternativ Energien, Nahwärmenetzer op Basis vu Biogas an esou weider an esou fort, dass se endlech kënnen dat maachen, wat de Fränz Bausch elo éinescht gesot huet, nämlech de kommunalen Aktiounsradius an deem Beräich erweideren a selwer eventuell mat private Partner aktiv ginn.

Elo sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass hei zumindest vun der CSV-Fraktioun e ganze Revirement kënnt. Da kann ech jo nëmme feststellen, dass d'CSV-Fraktioun anscheinend eng aner Positioun huet wéi hiren Innenminister.

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Zur Motioun wëll ech dem Här Schiltz soen, datt - au contraire vun der CSV - an der ADR och nach deen eenzelnen Deputéierten däerf seng eege Meenung hunn.

(Hilarité et brouhaha général)

Den Här Schiltz huet jo elo hei zouginn, datt an der CSV jiddwereen esou muss stëmmen, wéi et vun uewen erof diktéiert gëtt.

Une voix.- Dat stëmmt net.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann dat esou de Fall ass, dann hätt Der am Fong keng 26 Deputéiert gebraucht, da wär et mat engem duergaangen.

Une voix.- Dat steet haut am „Wort". Liest emol d'„Wort" vun haut. Do steet et dran, wéi se musse stëmmen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech mengen, den Här Gibéryen huet Saache gehéiert, déi ech net gesot hunn. Ech beloossen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo dach, bei Iech wär et d'Fraktioun.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech beloossen et awer elo do derbäi, well ech mengen net, datt deen Débat nach iergendwéi…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà! Ech mengen och.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …zu eppes géif féieren. Mä dat, wat Dir hei gesot hutt,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …wéi dat, wat Der Iech weider blaméiert.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Wat Dir hei gesot hutt, Här Gibéryen, hunn ech net gesot. Ech hu just festgestallt, datt am Juli bei enger klenger Detailfro…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat heescht hei kleng!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …Är Fraktioun net zesummestoung.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo! Dat war de Fall.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Meng Fraktioun steet zu deem Koalitiounsaccord, deen ofgemaach ginn ass an dee mer guttgeheescht hunn. Et ass eppes ganz anescht wéi dat, wat Dir hei sot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kuckt emol den Här Kaes, wéi dee strahlt, well en haut huet däerfe matstëmmen.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dem Här Gira wëll ech soen, datt déi Elementer alleguerten am Koalitiounsaccord an enger anerer Form drastinn. Et gëtt nämlech geschwat vun engem Plan d'action stratégique national. Et geet an déi Richtung, mä et geet vläicht net grad an déi Richtung op Basis vun deene Prémissen, déi an Ärer Motioun stinn. Duerfir wäerte mer se och net stëmmen.

Et kënnt wéi gesot derbäi, datt mer gären de Kader hei tracéieren, wat deen ass vum Elektreschen a vum Gas, an net doriwwer erausgoen.

Et ass legitim, vu datt Dir den Auteur vun där origineller Proposition de loi sidd, datt Dir dat erëm probéiert. Et ass gradesou legitim, datt mer net haut mat op dee Wee ginn. Mä déi Fro läit um Dësch, mir wäerte se diskutéieren.

M. le Président.- Ass soss nach e Member vun der Chamber, deen d'Wuert freet? Wann dat net de Fall ass, da géif ech der Regierung wëllen d'Wuert ginn. Här Minister Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Ech mengen, ech kéint mech deem ralliéieren, wat de Fraktiounspresident vun der CSV gesot huet.

Déi Motioun hei ass, wat de fréiere Chamberspresident ëmmer gesot huet - säi Lieblingswuert -, déi ass superfétatoire.

Dat heescht, mir si ganz kloer, déi heite Majoritéit weess, wat ze maachen ass. An där leschter Regierung hat ech d'Chance, déiselwecht Aufgab ze maache wéi an dëser Regierung, an ech wéilt jo an der Kontinuitéit schaffen. Ech muss net onbedéngt opgefuerdert ginn als Innenminister, fir eppes ze maachen. Mir maachen dat, mir sinn amgaangen dorun ze strécken. Ech mengen, duerfir sollt een déi heite Motioun ofweisen, well se superfétatoire ass.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Bausch huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt dem Här Innenminister awer eng Fro do stellen. Ech sinn do ganz perturbéiert. Här Innenminister, ech wollt Iech awer elo eng Fro stellen, ech sinn elo ganz perturbéiert, well Dir sot, Dir bräicht net opgefuerdert ze gi vun der Chamber, fir eppes ze maachen, wat Der souwisou wëlles hätt ze maachen. Mir hunn elo grad eng Motioun ofgestëmmt, déi vun Ären eegene Fraktiounskolleegen déposéiert ginn ass. Do steet eigentlech och, do gitt Der och opgefuerdert, fir eppes ze maachen, wat Der souwisou eigentlech an Äre Missioune wëlles hutt ze maachen.

Et muss ee sech awer vläicht eng Kéier décidéieren, wat ee wëllt. Ech mengen awer éierlech gesot, datt mer all wëssen, datt grad an deem do Secteur vill Gemenge ganz innovativ waren an och vill Risikoen agaange sinn, well se an enger juristesch prekärer Situatioun sinn.

Mir wëssen duerfir alleguer, datt et awer Zäit gëtt, wa mer wëllen d'Gemengen an eng juristesch propper Basis bréngen. Fir datt se och wierklech kënne weider Acteure ginn op deem Terrain, musse mer schnell handelen.

Also, et geet eis och elo net dorëm, ob déi Motioun hei ugeholl gëtt oder net, mä et geet eis dorëm, datt mer wann ech gelift séier do zu engem positive Resultat kommen, fir datt eis Gemengen à même ginn, do ze schaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech wollt den Här Bausch froen, wann ech säi leschte Saz interpretéieren: Hält e seng Motioun oprecht oder seet en…

(Interruption)

Mir stëmme se of. Neen, et war just, well een am leschte Saz hätt kënnen interpretéieren, datt e se géif zréckzéien.

Da géife mer zum Vote iwwert dës Motioun kommen, déi vum Här Bausch déposéiert ginn ass.

Vote

De Vote ass un. De Vote par procuration, wann ech gelift. De Vote ass ofgeschloss. D'Resultat ass: Fir d'Motioun vum Här Bausch hu gestëmmt 16 Deputéierten, dergéint 42, bei 1 Enthalung.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Ass eng Persoun, déi déi Enthalung wëllt justifizéieren oder begrënnen? Pardon. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Also, ech si mat den Terme vun der Motioun insoufern averstanen. Ech sinn am Allgemengen der Meenung an net fir d'éischt eréischt haut, dass iwwert d'Loi communale respektiv iwwer och aner Gesetzer d'Méiglechkeete vun de Gemengen an deenen ënnerschiddlechsten Domäne missten erweidert ginn.

Wat mer awer an der Motioun feelt, an ech hunn och net eng Ännerung proposéiert, well ech mengen, dass d'Auteure vun der Motioun déi och net akzeptéiert hätten, dat wär, dass, wann déi Méiglechkeete vun de Gemengen erweidert ginn, dann onbedéngt muss garantéiert sinn, dass dat am Kader vun de Grondprinzipië vum Service public misst geschéien.

(Interruptions)

M. le Président.- Mir sinn elo net an enger Diskussioun, mir sinn an enger Begrënnung…

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Da sidd Der awer am Widdersproch mat deem anere Gesetz!

(Interruptions)

Neen, neen!

M. le Président.- Mir huelen d'Begrënnung vum Här Hoffmann esou entgéint. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dës Motioun ofgeschloss, a mir géifen iwwergoen op d'Motioun N°2, déi déposéiert ginn ass vum Här Schaaf.

Motion 2

Gëtt et dozou eng Wuertmeldung?

Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. De Mëtteg hu vill vun de Riedner hei dorop higewisen, datt duerch dëst Gesetz d'Personal vun de Gemenge kee Schued kéint erleiden, mä datt et all seng Rechter géif behalen.

Duerfir huet déi Motioun mech hei e bëssen iwwerrascht, datt do eng Motioun gemaach gëtt, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, bei dem Approuvéiere vun der Konventioun scrupuleusement dorop opzepassen «…pour éviter des modifications substantielles des conditions de travail, de rémunération et d'avancement des personnes concernées».

Wann dat esou ass, wéi dat de Mëtteg hei gesot ginn ass, da bräichte mer jo keng esou Motioun, well da wier d'Gesetz jo kloer. A wann ech da kucken, wat ass iwwerhaapt de juristesche Wäert vun enger Motioun: Wann et zu engem Sträitfall kënnt, da spillt déi Motioun iwwerhaapt kee Wäert, mä just de Gesetzestext.

Mä och dës Motioun léisst Verschlechterungen zou, well se schreift vu Modifications substantielles. Dat heescht, et kënne souguer nach mat dëser Motioun Verschlechterunge fir d'Leit an de Conditions de travail, an de Rémunérations, an den Avancementer kommen. Si däerften, laut der Motioun, just net substanziell sinn.

M. le Président.- Ass en anere Kolleeg, deen d'Wuert dozou nach freet? Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Also am selwechte Sënn. Dat heescht, nodeem mer hei laang a breet erkläert kruten, effektiv am Géigendeel vu menger Meenung, dass sech un de Konditiounen, den Aarbechtskonditiounen, Rémunératioun, Avancement vum Personal näischt géif änneren, gi mer hei quasi opgefuerdert eng Motioun ze stëmmen, déi dat verlaangt quasi. Well do steet: «éviter des modifications substantielles». Net «éviter des modifications».

Dat heescht, mir stëmmen hei derfir, dass Modifikatioune bei den Aarbechtsbedéngungen, bei der Rémunératioun, bei dem Avancement eigentlech solle kommen, mä just net substanziell. Also, dat geet emol net duer fir eng Abstentioun, do muss een also schonn dergéint stëmmen.

Déi aner Fro, dat ass, wann hei steet, iwwert d'Konventioune soll gekuckt ginn, keng Modifikatioune beim Avancement vun de Persounen; et deet mer leed, wann d'Promotioune geregelt si bei de Gemengen iwwer e Gesetz, da kann och eng Konventioun näischt dorunner änneren. An de Minister kann och net un der Konventioun eppes änneren, souguer wann e gudde Wëllen hätt, wat dee Moment de Promotiounsdispositiounen am Gesetz oder an de Reglementer géif entspriechen.

Also, ech stëmme géint déi Motioun.

M. le Président.- Ech gesi soss keng Wuertmeldung zu dëser Motioun. Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Et si fënnef Kolleegen, déi dat froen. Ech ginn dervun aus…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Hoffmann, frot Dir och de Vote électronique?

(Hilarité)

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci fir d'Hëllef, déi e mer gëtt hei bei der éischter Kéier, wou ech déi Aar-

becht hei maachen. Ech stelle fest, dass fënnef Kolleegen de Vote électronique froen, an ech géif da froen, dass e lancéiert gëtt.

Vote

Dat ass geschitt. Mir géifen zum Vote par procuration kommen. Och dat ass eriwwer.

D'Resultat vum Vote ass, dass 54 Deputéierte mat Jo gestëmmt hunn a 5 mat Neen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Mir géifen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut kommen. Dat ass de Projet de loi 5721, wou et ëm eng Konventioun am Energieberäich geet. D'Riedezäit ass fixéiert ginn nom Basismodell. Et huet sech ageschriwwe bis elo just den Här Bauler, an ech géif dann d'Wuert dem Rapporteur vum Projet de loi, dem honorabelen Här Bodry, ginn.

10. 5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, deen heite Projet brauch lech net allze laang haut opzehalen. Bei dësem Projet geet et ëm eng Ofännerung vun engem europäeschen Traité iwwert d'Energiecharta.

Den ablacklechen Traité, dee geet eigentlech op d'Joer 1994 zréck, wou Lëtzebuerg deen Traité iwwert d'Energiecharta ënnerschriwwen huet, zesumme mat 44 anere Länner.

Deen Traité ass duerch e Gesetz vun 1997 hei an d'Lëtzebuerger Recht iwwerholl ginn. A schonn eng Woch méi spéit wéi säin Akraafttrieden, dat war am Abrëll 1998, huet eng Konferenz eng Modifikatioun vun deem Traité iwwert d'Charte européenne de l'énergie virgeholl, wou et haaptsächlech drëm gaangen ass fir déi kommerziell Klauselen an eenzelne Punkten ëmzeänneren, ze adaptéieren.

Ee Wuert just zum Ursprong nach eng Kéier vun der europäescher Charte iwwert d'Energie insgesamt. Do geet et am Fong drëm fir a ganz Europa - dat geet also wäit iwwert d'Europäesch Unioun eraus -, fir eng Ofsécherung vun der Energieversuergung ze maachen, fir de fräien Transit vun der Energie duerch d'Länner ze garantéiere respektiv fir eng Verbesserung och vun der Sécherheet a vun der Ëmweltverträglechkeet vun deem Energietransport do ze garantéieren, wou och besonnesch wéi gesot vill Mëttel an osteuropäesche Länner mat Signatairë vun där doter Charta war. A schliesslech, dat ass net oninteressant, ass och e Mechanismus virgesinn hei, dee bannend ass, wat d'Bäileeung vu Streidegkeeten tëscht deenen eenzelnen États signataires vun deem Traité do betrëfft.

Déi Ännerungen, déi elo hei iwwert dëst Gesetz ugeholl ginn, betreffen dräi Punkten. Et geet drëm fir déi fréier GATT-Regelen, déi am Ursprongstraité dra waren, fir déi eigentlech ze adaptéieren an eng Upassung ze maachen un d'Regelen, déi gëllen an der Welthandelsorganisatioun, der OMC.

Zweetens gëtt de Champ d'application vun deem gesamten Traité méi grouss gemaach doduerjer, dass also och Energieéquipementer an Zukunft ënnert de Champ d'application vun där Charta do falen.

An drëtten a leschte wichtege Punkt: Et gëtt och Grond nach geschafen, dass d'Zollrechter op den Exporter an Importer op Energieprodukter, dass déi kënnen de Status quo behalen, dass déi also als gläichbleiwend kënnen ugesi ginn.

Mir hunn deen Text hei a véier Sitzunge behandelt vun eiser zoustänneger Ekonomieskommissioun. Dat war gréisstendeels an der leschter Legislaturperiod. Mir hunn Amendemente festgehalen, well mer der Meenung waren, dass den Titel irreführend war an dass och deementspriechend den Artikel 1 vum Gesetz huet misse geännert ginn.

De Conseil d'État huet eis do Recht ginn.

A mir waren och der Meenung, dass opgrond vum Parallelismus vun de Formen, well dee ganzen Traité ursprünglech publizéiert war, och mussen déi Amendements zu deem Traité integral am Mémorial publizéiert ginn.

Och do huet de Conseil d'État eis Recht ginn, sou dass mer also hei proposéieren, eestëmmeg an der Kommissioun, fir den amendéierte Regierungsprojet hei guttzeheeschen. Ech bréngen natierlech och gläichzäiteg den Accord vun der LSAP-Fraktioun an.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Doriwwer eraus spieren ech, dass den Accord vun allen anere Fraktiounen och do ass, sou dass mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5721 kéinte kommen. Den Text steet hei am Document parlementaire 5721[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Dann de Vote par procuration. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

D'Resultat ass...

(Brouhaha)

Ech wéilt all deene Kolleegen, déi elo amgaange si fortzegoen, soen, dass d'Resultat esou ass, dass de Projet à l'unanimité vun deene 57 Leit, déi ofgestëmmt hunn, ugeholl ass.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domadder wäre mer um Enn vun dëser Sitzung.

D'Dispens vum zweete Vote constitutionnel misst ech nach froen.

Une voix.- Dat däerft an der Rei sinn!

(Assentiment)

M. le Président.- A mer wären dann um Enn vun dëser Sitzung ukomm.

Ech wéilt lech nach matdeelen, dass déi nächst öffentlech Sitzunge virgesi si fir de 27., den 28. an den 29. Oktober, an d'Sitzung wär domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.20 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 3

MARDI,
27 OCTOBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

3. Dépôt d'une motion et d'une résolution par Mme Viviane Loschetter
- *Mme Viviane Loschetter*

4. Heure de questions au Gouvernement

Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- *M. Gilles Roth - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Claude Meisch - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances
- *Mme Lydie Err - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances*

Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
- *Mme Martine Mergen - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé
- *M. Gast Gibéryen - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARe» et «CARe plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Fernand Etgen - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *Mme Lydie Err - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- *M. Henri Kox - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- *M. Claude Meisch - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

5. Ordre du jour
- *M. André Hoffmann, M. le Président, M. Xavier Bettel*

6. 6068 - Projet de loi

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes

2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann (dépose six amendements), M. Marc Spautz, M. Lucien Lux (dépose une motion)*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, M. André Hoffmann*
- *Vote sur les amendements (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

7. 5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, Mme Lydie Err, M. Jean Huss, M. Jean Colombera*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Questions urgentes N°208 de M. Xavier Bettel et N°215 de M. Jean Colombera relatives à la campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A (H1N1)
- *M. Xavier Bettel - M. Jean Colombera - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

9. 5928 - Projet de loi portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques, fait à Singapour, le 28 mars 2006, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 22

5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève, le 27 octobre 1994, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 17

5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24
- *Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Ordre du jour
- *M. le Président*

11. 5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24 (suite)
- *Dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6075 - Projet de loi portant création d'un Centre de Communications du Gouvernement

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 16.10.2009

6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 19.10.2009

6077 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles

Dépôt, à la demande de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.10.2009

6078 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2001 relatif à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélanges binaires de fibres textiles

Dépôt, à la demande de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.10.2009

3) En date du 6 mai 2009 la pétition N°294 relative au prix de l'électricité a été remise.

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 20. Oktober huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer éischtens eng Froestonn un d'Regierung; dann de Projet de loi 6068 iwwert den Emploi des jeunes nom Modell 2; de Projet de loi 5856 iwwert d'Hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux; de Projet de loi 5928, en Traité iwwert den Droit des marques; de Projet de loi 5929, e weideren Traité iwwert den Droit des marques; an dann de Projet de loi 5930, eng Konventioun iwwert den Enregistrement des dessins et modèles.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg an Afghanistan; eng Orientéierungsdebatt iwwert de Programm vu Stockholm an dann e Projet de loi 6035, eng EU-Staten-Deklaratioun iwwert Ariane, Vega a Soyouz.

Dann hu mer en Donneschdeg um hallwer dräi eng Aktualitéitsstonn vun der DP iwwert den Enseignement fondamental; de Projet de loi 5988, en Accord iwwert den Transport aérien tëschent der EU an

de Vereenegte State vun Amerika; de Projet de loi 5999 iwwert de Bau vun enger Logistikhal um Härebierg; de Projet de loi 6015 iwwert de Marché unique des services de paiement a schlussendlech de Projet de loi 6027 iwwert d'Prestations de services.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass dann esou décidéiert.

D'Madame Loschetter huet d'Wuert gefrot.

3. Dépôt d'une motion et d'une résolution par Mme Viviane Loschetter

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, erlaabt mer e puer Sätz zum Ordre du jour ze soen, en vue d'Aktualitéit vun haut de Mëtteg dobaussen, wou mer commémoréiert hunn, datt virun 90 Joer den Droit de vote universel fir d'Fraen agefouert ginn ass.

(Interruption)

Jo, an dunn och fir d'Fraen, Här Thiel, agefouert ginn ass hei zu Lëtzebuerg de 26. Oktober 1919. An dofir wollte mir als gréng Fraktioun eng Motioun an eng Resolutioun déposéieren, déi ech Iech elo ginn, Här President, a wou mer frou wären, wa mer nach kéinten haut, muer oder iwwermuer doriwwer ofstëmmen.

D'Motioun invitéiert d'Regierung, fir ons hei an der Chamber e Paquet vu Mesuren, legislativer an och finanzieller Natur, ze presentéieren, en vue vun enger besserer Representativitéit vu Männer a Frae bei den nächste Wahlen, sprech d'Gemengewahlen.

Bei der Resolutioun proposéiere mir Iech, datt mer ons Gedanke maachen hei an dëser Chamber zum Internationale Fraendag 2010, ons Gedanken ze maachen, wéi mer d'Fraen an d'Männer méi gläichberechtegt kënnen an der Politik representéiert kréien.

Ech hunn de Moment eleng ënnerschriwwen, well ech eigentlech der Iwwerzeegung sinn, datt sech nach musse Männer a Fraen hei an dësem Parlament fannen, déi souwuel dës Motioun wéi dës Resolutioun kënnen ënnerschreiwen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

saluant

- que le programme gouvernemental 2009 prévoit l'introduction de différentes mesures visant à encourager les femmes à se présenter aux élections;

considérant

- les prochaines élections communales qui auront lieu en octobre 2011;

- que les femmes sont toujours sous-représentées, aussi bien dans les conseils communaux qu'au niveau de la prise de décision politique;

- qu'en 2005, le taux de femmes candidates s'élevait en moyenne à 28,9%, avec un large écart entre les communes votant d'après le système à majorité absolue (19,5%) et celles à système proportionnel (33,4%);

- qu'un mandat au conseil communal constitue souvent le point de départ vers un engagement futur au niveau de la politique nationale ou européenne;

- que l'État, les communes et les organisations féminines doivent dès lors mener des actions concertées et ciblées afin de sensibiliser et de motiver les femmes à poser leur candidature pour les prochaines élections communales;

- que les partis politiques tiennent un rôle décisif en ce qui concerne la mobilisation des femmes à s'engager en politique;

- que les partis politiques vont entamer le recrutement de candidats et candidates pour les prochaines élections communales au courant de l'année prochaine;

invite le Gouvernement

- à présenter rapidement un paquet de mesures législatives et financières visant une augmentation du nombre de femmes s'engageant au niveau politique et pouvant être en vigueur avant la prochaine échéance électorale;

- à prévoir dans ses budgets des années 2010 et 2011 des crédits pour la mise en œuvre de campagne de sensibilisation et de mesures de formation spécifique qui sont menées par l'État, les communes, les organisations féminines et les partis politiques.

(s.) Viviane Loschetter.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

- le 90e anniversaire de l'instauration du droit de vote universel des femmes;

- que malgré les différentes mesures de sensibilisation l'engagement politique des femmes ainsi que leur présence au niveau de la prise de décision politique restent toujours insatisfaisants;

- que le pourcentage de candidatures féminines n'a pratiquement plus évoluée ces vingt dernières années;

- que l'Observatoire de la participation politique des femmes au sujet des candidatures aux élections législatives et européennes de 2009 va publier au début de l'année 2010 une étude analysant la présence des femmes aux dernières élections;

- qu'une évaluation des recommandations formulées lors du débat d'orientation de l'année 2000 «Les femmes et les élections de 1999 - analyses et perspectives au sujet de la participation des femmes» s'impose;

- qu'un mandat au conseil communal constitue souvent le point de départ vers un engagement futur au niveau de la politique nationale ou européenne;

- que des actions ambitieuses sont dès lors nécessaires afin d'augmenter de façon significative le taux de femmes posant leur candidature aux élections communales de 2011;

décide

- d'organiser dans le cadre de la Journée internationale de la Femme 2010 un débat d'orientation concernant l'amélioration de la participation des femmes dans la vie politique.

(s.) Viviane Loschetter.

M. le Président.- Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung a laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun. An als Éischt hu mir d'Fro N°1 vum Här Gilles Roth un de Wirtschaftsminister iwwert d'Offre d'échange vu Luxgaz Distribution- a Creos-Aktien. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Muer ass eng aussergewéinlech Generalversammlung vun der Gesellschaft Luxgaz, wou hir Aktië géint där vun der Gesellschaft Creos sollen ëmgetosch ginn. Aktionär vun der Gesellschaft Luxgaz sinn niewent dem Stat och 43 Gemengen, an deene Luxgaz de Moment de Gasréseau - dat sinn iwwer 900 km hei am Land - bedreift a Gas iwwer eng Filial verkeeft.

Dës Gemengen hu ronn 29% vum Kapital. Speziell ass, dass an deene Gemenge Luxgaz duerch eng Konventioun eng sougenannten Exklusivitéit vun dem Gasréseau huet. Dat heescht, wann een neit Lotissement realiséiert gëtt, de Promoteur muss de Gas verleeën an d'Leitunge gratis u Luxgaz oftrieden, déi dann dovunner Propriétaire gëtt. Dës Konventioun soll elo am Kader vun der Iwwernahm vu Luxgaz duerch Creos zum Profit vu Creos weiderlafen.

Am Kontext vun der Organisatioun vun dem liberaliséierten nationalen Energiemaart ass déi ganz Operatioun sécher nozevollzéien. Ech wëll an dësem Kontext awer folgend Froen un den Energieminister stellen, well de Stat Regierungsvertrieder, zum Deel déiselwecht, an deene Verwaltungsréit souwuel vu Luxgaz wéi a Creos stellt.

Ass deemno d'Regierung der Meenung, dass d'Iwwernahm vu Luxgaz duerch Creos kann op enger Generalversammlung vun den Aktionären, dorënner déi 43 Gemengen, déi zesumme bal een Drëttel vum Kapital hunn, gemaach ginn, ouni dass et virdrun eng Genehmegung vun de betraffene Gemengeréit gouf, respektiv eng Autorisatioun duerch en Arrêté grandducal, gemäss dem Artikel 173bis aus dem Gemengegesetz?

An zweetens: Ass d'Regierung der Meenung, dass déi Offer, déi de Gemenge beim Tausch vun hire Luxgaz-Aktië géint Creos-Aktië gemaach gëtt, opgrond vun dem Quasimonopol, dee Creos duerch déi virgenannte Konventioun op d'Gasréseauen an de betraffene Gemenge kritt, korrekt evaluéiert ass, oder ob een net mat der ganzer Operatioun sollt waarden, bis dass an nächster Zukunft och aner Réseaue vu Creos iwwerholl ginn a sech dann un deem Präis orientéiert gëtt?

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, dass Luxgaz wëlles huet eriwwerzegoen a Creos. Ech hunn och eng Autorisatioun vun der Regierung, fir dat weiderzedreiwen. Déi Autorisatioun ass vum Juli 2009.

Luxgaz krut den 21. August eng Offerte gemaach. Eng Offerte, déi un déi eenzel Gemenge weidergaangen ass. Déi Offerte, déi ass gepréift ginn opgrond vun engem Verfahren, wat een nennt „fairness opinion". Dat heescht, d'Gemengen hunn en Expert beoptraagt ze kucken, ob dat fair wier als Präis. Et koum e Präis vu ronn 70 Milliounen eraus. A sämtlech Gemengen oder sämtlech Vertrieder am Conseil hu fonnt, dass dat eng anstänneg Rémunératioun wier fir déi Réseauen, déi se hunn.

Mir haten eng Abberzuel vu Gespréicher, meng Leit mat de Gemengen, mam Personal. Et ass souguer eng Kéier zu enger Ofstëmmung pro forma komm, wou 33 Gemenge vertruede ware vun 43, fir ze kucken, ob et eng Majoritéit gëtt. Et war eng Unanimitéit vun 33 op 43 Gemengen do. Et war eng Pro-forma-Ofstëmmung. Et war just fir ze kucken, ob wierklech d'Gemenge wéilte matzéien.

Nach eng Kéier gesot, et si 60%, iwwert déi mer haut schwätzen, dat ass de Stat, d'Gemengen an d'Federatioun vun den Installateuren. Déi aner bal 40%, déi si scho bei Creos. Firwat? Ma well se Soteg a Cegedel gehéiert hunn. Dat heescht, et geet elo nach ëm déi lescht 60%.

Mengen Informatiounen no war bis elo iwwerhaapt kee Problem, ass weder beim Personal, wou eng ganz Rei Versammlunge stattfonnt hunn, e Problem opgetaucht, nach bei de Gemengen.

Ech gesinn net, wann een dee ganze Prozess kuckt - ech kéint elo nach soen, ier ech an d'Regierung gaange sinn, hunn ech jo schonn x Gespréicher virdru gefouert -, gesinn ech net, firwat dass mer elo op eemol d'Fro vun der Evaluatioun stellen. Déi ass vum Conseil d'administration mat alle Leit als richteg emfonnt ginn. Also gesinn ech net, firwat dass een dat elo soll änneren.

Souwisou huet dat eent jo näischt mat deem aneren ze dinn, well all eenzel Entitéit, déi gegebenenfalls bei Creos erakënnt, ass jo eng Entitéit fir sech a muss een evaluéiere fir sech. D'Stad Lëtzebuerg muss fir sech evaluéiert ginn, d'Stad Esch, wa se Loscht huet eranzekommen, muss fir sech evaluéiert ginn, an och Luxgaz.

Ech gesinn also net, wat dat bréngt, dass Dir elo d'Fro stellt, firwat déi Evaluatioun sollt zréckversat ginn. Bis elo huet kee Mënsch sech dorunner gestouss. Bis bei mech ass op alle Fall ni eppes komm. Ech hunn elo och nach deene Leit telefonéiert, déi am Conseil sinn an d'Verhandlunge gefouert hunn. Déi hunn och gesot: Mir hunn iwwerhaapt keng Schwieregkeet emfonnt.

Ob hei elo eng Autorisatioun vun de Conseilen erfuerdert ass, dat kann ech Iech net soen. Do musst Der den Innenminister froen. Ech sinn allerdéngs net zoustänneg, fir déi do Fro ze klären. Mä souwäit ech weess, ass bis elo kee Problem opgetaucht. Wann Dir, Här Roth, elo an allerleschter Minutt e Problem gesinn hutt, da wier ech och frou gewiescht, wann Der dat virdru gesot hätt.

M. le Président.- Ech soen dem Här Wirtschaftsminister Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°2 vum Här Claude Meisch un d'Familljeministesch iwwert d'Chèqueservicen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Mäerz vun dësem Joer huet d'Regierung de sougenannte System vum Chèque-service en place gesat, dee jo nach eng Kéier elo erweidert ginn ass am September, fir dann och applicabel ze ginn op d'Museksschoulen an op eng ganz Rei vu Sportsveräiner. Fir d'nächst Joer am Budget si fir d'Privatstrukturen an dem Beräich vun der Kannerbetreiung ronn 11 Milliounen Euro virgesinn, déi de Stat géif participéieren iwwert de Wee vum Chèque-service; do zousätzlech nach eng Kéier 1,7 Milliounen och fir Museksschoulen a fir Sportsveräiner.

Elo ass et esou, datt de System momentan virgesäit, datt déi Prestataires de service do selwer hir Stonnenzuel uginn, wou se da Kanner betreit hunn. An do wollt ech froen, ob et do deen néidege Contrôle och gëtt, fir dat ze kontrolléieren, ob dat, wat virun allem och d'privat Prestatairen ugeet, dann op där anerer Säit och deem entsprécht, wat wierklech reell un d'Kanner prestéiert ginn ass.

Ech wollt dobäi och froen, ob schonn eventuell Fäll bekannt sinn, wou probéiert ginn ass iwwert deen dote Wee Abus ze maachen an ob d'Ministesch do virgesäit, dee System da vum Contrôle auszebaue respektiv méi waasserdicht opzestellen, fir dat an Zukunft kënne komplett ze évitéieren. Well do, wou kee Contrôle ass, brauche mer eigentlech och keng Regelen, well se da mëttelfristeg net agehale ginn.

M. le Président.- Madame Familljeministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, iwwert d'Chèque-servicen, wat de Sport an d'Musek ubelaangt haaptsächlech, denken ech jo, datt dat déi Froe vum Här Meisch sinn, net generell iwwert déi aner Chèque-servicen. Ech géif awer just wëllen der Chamber soen, well mer d'Geleeënheet dofir hunn, datt de September 2009 39.761 Aschreiwunge waren a 24.343 Bénéficiairen, 1.066 Prestatairen also, fir déi verschidde Prestatiounen.

De Sportsminister huet mer gesot - ech muss allerdéngs soen, ech wousst elo net, datt Är Fro sech éischter géif op déi do zwee Beräicher beschränken -, datt bis elo 15 Associatiounen oder Federatioune gefrot hätten, fir matzemaachen. An direkt an der Federatioun kréie jo d'Sportsveräiner selwer d'Suen. Do kréie jo net d'Elteren d'Suen. Et si jo zwee verschidde Systemer.

Bei de Museksschoulen sinn et d'Elteren, déi se kréien um Enn vum Schouljoer, wou dann och muss d'Kultur, also d'Museksschoul, ënnerschreiwen, datt d'Kanner do waren. Et ass jo ee Contrôle, deen doriwwer gemaach gëtt, fir dann ebe festzestellen, ob déi Kanner do waren oder net.

Firwat hu mer gesot d'Enn vum Schouljoer? Well et ka sinn, datt jo während dem Joer zum Beispill d'Elteren oder vläicht war een aneren do, dee konnt dat Kand versuergen, a se domadder net zréckgegraff hunn op d'Chèque-servicen an deenen aneren Infrastrukturen. Mä dat

ka sech jo änneren an de Familljen. An dofir hu mer gesot: Also, um Enn vum Joer kann dat ofgerechent ginn an da kucke mer, wivill datt dann d'Elteren do zegutt hunn.

Do ass et also d'Museksschoul, déi Kontroll doriwwer mécht. A bei de Sportsveräiner ass et jo aneschters. Do sinn et jo d'Sportsassociatioune selwer, déi déi Sue kréien a wou dann och déi selbstverständlech awer musse beweisen, datt och d'Kanner do waren. Vun do ass mir bis elo net zougedroe ginn, datt iergendeen een Abus gemaach hätt. Wann dat de Fall wier, wier ech natierlech frou, wann ech dat géif héieren. Mä wéi gesot, bis elo ass bei eis am Ministère net gesot ginn, et hätt iergendeen do vun eppes profitéiert, wou en am Fong kee Recht drop gehat hätt.

M. Claude Meisch *(DP).*- A bei de private Crèchen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Bei de private Crèchen ass éischter d'Fro, datt net falsch Stonne géifen opgeschriwwe ginn, mä wou gesot gëtt, déi hätten hir Präisser erhéicht. Elo kann ech jo net soen, datt dat eppes ass, wat falsch ass.

Et ass éischter eng Fro vum Kontrakt. Dir maacht jo als Elteren e Kontrakt mat enger privater Crèche, a wann déi dann natierlech herno aner Montantë froen, wéi dat, wat se virauser gefrot hunn, dann ass dat natierlech ëmmer nach eng Fro, déi zwëschent den Elteren an dem Prestataire bleift.

Eng Partie vu Prestatairë vu Privatcrèchen hunn och gesot: Mir wëllen do net matmaachen an deem System. Dann hunn natierlech ganz vill Eltere sech ofgemellt an déi si séier natierlech erëm herno komm an hu gefrot: Mir wëllen awer an deem System do dra sinn. Datselwecht ass, wéi gesot, och mat deenen, déi vill méi héich Präisser gefrot hunn. Do ass et kloer, datt, wann d'Elteren net mussen dorobber zréckgräifen, dat dann net de Fall ass.

Wéi gesot, och dat sinn alles esou eenzel Fäll, déi een heiansdo gesot kritt. Wann een dann awer bis der Saach op de Fong geet, mierkt een, datt dat dann awer ganz dacks och net gradesou ass, wéi et deen éischte Moment ausgesinn huet. Am Ufank war och - dat wëll ech och soen - heiansdo eng Schwieregkeet, datt d'Leit sech eben net ageschriwwen hunn. Dann hu se natierlech dee vollen Tarif gerechent kritt; dat sougutt an deene konventionéierte wéi an deene privaten, well jo dann och keng Kaart do war.

Mä ech muss soen, datt am grousse Ganzen eigentlech dat, souwäit, wéi gesot, wéi ech et bis elo héieren hunn, awer ouni gréisser Schwieregkeete géif funktionéieren.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech soen der Familljeministesch Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°3 vun der Madame Lydie Err un d'Ministesch fir Chancëgläichheet iwwert d'Promotioun vun der Gläichstellung vu Fra a Mann an de politeschen Décisiounen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Merci, Här President. Der Gläichheetsministesch wollt ech eng Fro stellen op dësem Dag. Et ass éischter den Dag, dee mer den Ulass ginn huet, d'Fro ze stellen, wéi d'Fro u sech.

Dir hutt dobaussen alleguerte gemierkt, dass mer gëschter e Gebuertsdag hate vun deem, wat am Volleksmond, an dee vertriede mer hei, d'Aféierung vum Fraewahlrecht heescht, och wa mer wëssen, dass dat de Suffrage universel war. Well d'Frae sinn déi, déi vun dësem Suffrage universel haaptsächlech profitéiert hunn.

Duerfir denken ech, dass d'Geleeënheet gutt ass, Madame Ministesch, fir Iech opmierksam ze maachen, dass am Koalitiounsprogramm steet, d'Regierung géif sech engagéieren nozedenken. Duerfir wollt ech Iech froen: Wéini denkt Dir, dass Der ufänkt nozedenken, wéi ee kéint d'Participatioun vun de Fraen an dësem Haus verbesseren?

Well mir ware schonn net schrecklech gutt déi leschte Kéier. Mir haten déi leschte Kéier 24% vun de Fraen an dësem Haus. Mir waren dunn an der europäescher Moyenne. Mir sinn elo op 20% erofgaangen.

Dovunner kann een halen, wat ee wëllt. Mä ech mengen, dass et Zäit géif ginn, dass d'Regierung sech géif Saachen afale loossen, Moyenen afale loossen, fir dëse Pourcentage ze verbesseren. An den Ulass vun dësem Gebuertsdag, mengen ech, ass ee gudden, fir d'Reflexioun unzefänken.

M. le Président.- D'Madame Minister fir Chancëgläichheet huet d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, also eigentlech war jo d'Viraussetzung, fir eng gläich Participatioun vun de Fraen an de Männer an d'Politik ze kréien, d'Aféierung vum universale Wahlrecht fir Fraen a Männer gëschter virun 90 Joer. Mä ech mengen, mir sinn eis alleguer eens heibannen, dass mer vun enger gläichwäerteger Participatioun nach ganz wäit ewech sinn.

Trotz alle wuelgemengten Iddien, Invitatioune vu verschiddene Gremien, vu Parteien, 30% Fraen an den CSV-Gremien, oder d'Paritéit fir d'Spëtzekandidate bei de Gemengen, hu mer haut 20% Fraen hei an der Chamber a 27% an der Regierung.

M. Fernand Boden *(CSV).*- An am Osten?

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Am Oste si mer, Här Boden, ganz gutt vertrueden.

D'Gläichstellung an der Prise de décision bedeit awer 50%. Also wéi gesot, do si mer nach wäit dervunner ewech.

Madame Err, Dir hutt gefrot, wéini dass mer nodenken. Ma mir denken no. Mir si schonn amgaangen. Mir hunn och schonn nogeduecht. Ech wëll just rappeléieren, wat dann effektiv genee am Regierungsprogramm steet a wat mer dann och wëllen ëmsetzen.

Abee, mir kënnen eis virstellen, ee finanziellen Incentive fir déi Parteien ze ginn, wa se méi Fraen op hir Wahllëschte setzen. Doriwwer hu mer jo och de Moien an der Chamberskommissioun geschwat. Dat muss natierlech an déi respektiv Gesetzer agedroe ginn. Duerfir maachen ech en Opruff un d'Parlament, besonnesch awer och un d'Chancëgläichheetskommissioun, fir eis als Regierung och bei deenen Iwwerleeungen ze ënnerstëtzen.

Da maache mer weiderhin och eng Bestandsopnahm, fir d'Evolutioun weider festzestellen. Heibäi ass dem Conseil national des femmes säin Observatoire de la participation des femmes et des hommes ganz wäertvoll.

D'Regierung finanzéiert och weider d'Formatioune fir Kandidatinnen, Kandidatinnen a Gewielten. An ech denken, dass dës Formatioun fir déi béid Geschlechter vill méi misst ausgebaut ginn, a si misst och d'Gläichstellungspolitik als Thema beinhalten.

Bei der Ëmsetzung vun der Gläichstellungspolitik ass et awer och wichteg, dass d'Fonctionnairë beim Stat an an de Gemengen eng adequat Ausbildung kréien. An net méi spéit wéi dee leschte Freideg an der Regierung hu mer dat ugeholl, dass déi Formatiounen am INAP an Zukunft mat offréiert gi fir, wéi gesot, d'Fonctionnairë vum Stat a vun de Gemengen.

Mäi Souci ass a bleift, dass d'Fraen, d'Fraen, déi heibanne sinn, déi soss aner politesch Mandater hunn, aner Frae motivéieren, fir sech aktiv un der Politik ze bedeelegen. Dobäi zielen ech einfach op Iech fir déi nächst Gemengewahlen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Minister Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°4 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Elterevertriedung an de Schoulen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, mir hunn zurzäit Wahle vun Elterevertrieder a ville Gemengen an eisem Land. Dës Wahle mussen all nach am Oktober iwwert d'Bühn goen. Vill Schoulen hunn och schonns hir Elterevertrieder gewielt. An déi gréng hunn ëmmer betount, datt d'Participatioun vun den Elteren e wichtege Pilier an der Schoulpolitik ass. An deem Sënn freeë mer eis och doriwwer.

Et ass och bestëmmt nach ze fréi, e Bilan ze zéien, mä vläicht kann d'Madame Minister awer schonns en éischten Androck ginn, wéi et mat der Motivatioun vun den Elteren ass, sech als Elterevertrieder ze mellen.

D'Modalitéite vun där Wahl loosse ganz vill Fräiheeten zou. Si ka par acclamation oder duerch eng Geheimwahl geschéien. Et ass och just e Minimum vun zwee Vertrieder festgeluecht. Wier et net eventuell sënnvoll, och ee Maximum vu Vertrieder festzeleeën? Vläicht am Rapport zu der Schülerzuel? Wier et net och vläicht eng gutt Iddi, d'Elterevertrieder duerch e Vote secret confirméieren ze loossen? Da kréiche se eventuell méi Poids.

Virun allem schéngt et net esou kloer ze sinn, wéi déi Elterevertrieder hir Aufgab - si vertrieden d'Eltere vun enger ganzer Schoul - solle wouerhuelen. D'Elterevertrieder funktionéiere jo net als Comité des parents. Dat heescht, si hu keng Struktur, wéi si sech solle gesinn, Gehéier verschafen, sech sollen informéieren.

Wann dat och a méi klenge Schoulen duerchaus iwwert de gesonde Mënscheverstand ka goen, esou stellt sech awer fir déi méi grouss Schoulen, wou et eventuell 15, 20, 25 Elterevertrieder ginn, schonns d'Fro, wéi déi Aarbecht vun den Elterevertrieder ka sënnvoll ënnerstëtzt ginn.

Wier et net och derwäert, aus Elterevertrieder Elterendelegéierten ze maachen? Et schéngt fir eis net esou evident, wéi de Rôle vun den Elterevertrieder iwwerhaapt soll sinn an der Schoul. Ech mengen, fir zwee Vertrieder ass et einfach, déi ginn an d'Schoulkommissioun, mä wéi déi aner sollen hir Ënnerstëtzung vun der Schoulpolitik maachen, dat ass fir eis net esou evident. An dofir sinn ech frou, wann d'Madame Minister eis do Opklärung gëtt.

Merci.

M. le Président.- Dann huet d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Den Här Adam stellt Froen, op déi en zum Deel selwer eng Äntwert gëtt oder wou ech och keng Äntwert hunn, well ech kann Iech nämlech net soen, de Moment, wéi wäit et ass, vu dass d'Wahlen amgaange sinn an deenen eenzelne Schoulen. Eenzel Schoulen hu gewielt, anerer sinn amgaangen ze wielen.

A mäin Echo bis elo ass, dass eigentlech e groussen Intérêt do ass vun Elteren, fir sech deene Wahlen ze stellen. Wouriwwer ech mech freeën, well dat Gesetz hei gesäit jo elo fir d'éischt verankert d'Partnerschaft vun Eltere mat der Schoul. Dat ass fir d'Grondschoul eppes Neies. Mir hate wuel Elterenassociatiounen, mä si hate keng Plaz an där ganzer Dispositioun vun der Schoul.

Vu dass et nei ass, hate mer och do - dat ass och d'Ursaach, firwat mer gesot hunn, déi Gemenge si ganz ënnerschiddlech, d'Gréisste vun de Schoule si ganz ënnerschiddlech - Diskussioune mat de Vertrieder vun de Gemengen, dass mer eigentlech de Gemengen oder de lokale Begebenheete géifen eng gewësse Fräiheet loossen, fir d'Wahlen ze organiséieren.

D'Eltere selwer kënnen décidéieren, ob se wëllen einfach an enger Assemblée par acclamation wielen oder ob eng Geheimwahl organiséiert gëtt. Dat ass jo och d'Ursaach, firwat ech soen: Et ass wichteg, dass mer no enger gewëssener Zäit e Bilan zéien a léiere kucken: Wat funktionéiert gutt, wat funktionéiert manner gutt?, fir dann där ganzer Saach vläicht eng iwwert d'Land flächendeckend Assise ze ginn an e Modus ze fannen, wéi et soll organiséiert ginn. De Moment si mer amgaangen, eigentlech Erfahrungen ze sammelen an deem Domän.

Wichteg ass et mer nach ze soen, dass mir d'FAPEL ëmmer ënnerstëtzt hunn, wa si Coursen organiséiert fir Elterevertrieder. De Ministère finanzéiert se deelweis. Mir ginn e Subsid dofir. Mir hëllefen och organiséieren.

Et gëtt een net Elterevertrieder vun engem Dag op deen aneren. Dat ass och eppes, wou een eng gewësse Praxis brauch. Et muss een d'Gesetzer gutt kennen. An da muss ee sech natierlech och organiséieren, dass een net sech selwer vertrëtt als Elterevertrieder, mä eigentlech eng Communautéit vun Elteren, déi hannendrustinn. Dat ass alles e Léierprozess, deen amgaangen ass, a wou ech haut op dëser Plaz eigentlech net méi kann dozou soen.

D'Attributioune vun den Elteren, déi sinn definéiert am Gesetz. Wou se iwwerall kënne matschwätzen, dat si jo nei Saachen:

D'Elterevertrieder hunn e Matsproocherecht am Opstelle vum Budget; de Budget vun der Schoul. D'Schoul mécht jo eng Propositioun fir e Budget, dee vum Gemengerot herno gestëmmt gëtt, an do kënnen d'Eltere Propositioune maachen.

Si hunn e wichtege Rôle ze spillen am Opstelle vum Plan de réussite scolaire. Och dat ass eppes, wat d'Elterevertrieder sech mussen uneegnen. Wat ass dat? Dat heescht jo, eng Analys maache vun der Situatioun vun der Schoul, vun deene Saachen, déi gutt funktionéieren, vun deene Saachen, déi ee ka verbesseren.

Ech maachen oft e Parallelismus mat den Elterevertrieder an de Lycéeën. Och do si mer iwwergaange vun Associatiounen op Elterevertrieder. Dat brauch seng Zäit bis mer esou wäit sinn. An ech denken, dass mer vläicht an e puer Méint oder eventuell an engem Joer besser kënnen e Bilan dovunner zéie wéi haut.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech soen der Madame Erzéiungsministesch Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°5 vun der Madame Martine Mergen och un d'Erzéiungsministesch an un de Gesondheetsminister iwwer eng Editioun vun engem illustréierten Album am Kader vun der Campagne „Raconte-moi". Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. En heescht en fait „Frupps", den Album. Dir hutt en alleguer an de leschten Deeg an de Medië gesinn, wou e virgestallt ginn ass als dëstjährege Gewënner, fir an der Aktioun „Raconte-moi" dës Kéier un déi Zweejähreg verdeelt ze ginn.

Et ass u sech en immens léift klengt Buch - ech hunn et matbruecht -, wat ausgewielt ginn ass am Centre de littérature zu Miersch, wat do virgestallt ginn ass. A meng Fro ass eigentlech de Message vun deem Buch, well et handelt sech ëm e klengt Nilpäerd, wat säin Numm Frupps net gestuel huet, well et ësst doduerch fir d'éischt emol en Apel an dann ësst et Kiischten, mä dann ësst et schonn direkt Paangecher an dann ësst et Kéis an dann ësst et eng ganz déck Glace, Popcorn an herno Kichelcher.

Déi Albume sollen an de Praxe vun de Kannerdokteren opgeluecht ginn. Ech si vu Kannerdokteren drop ugeschwat ginn, déi zwar dat eng flott Saach fonnt hunn, mä d'Buch net kannt hunn. Déi sinn allgemeng zimlech entsat, well dee Message hei vun deem Buch contraire ass zu anere Campagnen; ënner anerem dee Message, Dir wësst, dass mer vill iwwergewiichteg Kanner hei am Land hunn. An do gëtt dann ebe gefaart, dass do d'Kohärenz tëschent deem Message, deen dat heite Buch gëtt, an deenen anere Bestriewungen, déi géint d'Iwwergewiichtegkeet vun de Kanner ginn, net géif funktionéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Jo, wien äntwert fir d'éischt? Madame Erzéiungsministesch, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn den „Frupps" och matbruecht. Ech hunn en entdeckt, wéi mer e virgestallt hunn d'lescht Woch. Ech mengen, d'Madame Mergen huet hei gesot: Wéi ass dee Prozess vu sech gaangen? Mir, de Ministère de l'Éducation nationale zesumme mat senge Partner, dat ass d'Kultur an dëst Joer d'Pédiateren, lancéieren eng Campagne, well mer gär hätten, dass d'Kanner sech solle familiariséiere mam Buch. Et ass eng Campagne, fir ze liesen.

Do gëtt e Concours ausgeschriwwen. An do ass en Jury. Dee sicht dat bescht Buch eraus. Do si Pedagogen dran a Kulturschaffender, an déi hunn dësem Buch den éischte Präis ginn. Dat ass effektiv en Hippopotame, eigentlech e léift Déier. Mä wéi Der wësst, ass en Nilpäerd normalerweis zimlech gewiichteg. Also, ech hunn nach ni e klengt, dënnt Nilpäerd gesinn. Dat géif net zum Nilpäerd passen, wann et anorexesch wär.

D'Kanner hunn och normalerweis déi déck Déiere gär. Ech gesinn och net, dass mer d'Petzie verbidden. Déi hunn och alleguerten en décke Bauch. Dat ass eppes, wat d'Kanner berouegt an zu deem se eng gewësse Confiance huelen. Natierlech stellt ee sech dann d'Fro: Wat ësst deen Hippopotame do?

(Interruption)

Ma et si keng Bicher dran. Dat ass e wonnerschéint Buch. Fir d'éischt ësst d'Nilpäerd en Apel an dann ësst et Kiischten an dann ësst et e Paangech an dann ësst et och Kürbissen an et ësst Kéis. Ech géif mengen, Här President...

(Interruption)

Ech gesinn, dass dat Buch e groussen Intérêt suscitéiert. Dat ass eigentlech déi beschte Reklamm, déi mer kënne kréie fir eis Liescampagne. Ech soe villmools Merci.

An do hunn ech mer natierlech och d'Fro gestallt: Wat ass dann elo? Bon, de Message ass, dass ee soll équilibréiert iessen an dass ee soll Freed hunn um Iessen. An ech denken, dass dat e Message ass, dee mer all de Kanner kënne ginn. Well mir hunn zwar effektiv eng Campagne fir sech ze bewegen - an d'Nilpäerd beweegt sech och normalerweis -, a fir sech ze bewegen, muss een iessen, an et soll ee vun allem iessen.

D'Kanner vun zwee Joer: Do kennen ech vill Elteren, déi sech immens vill Gedanke maachen, dass se genuch iessen. Wann d'Kanner dann och nach Freed um Iesse kréien, da fannen ech dat eigentlech eng gutt Saach. An ech gesinn och net d'Kontradiktioun vun där Campagne, wou mer soen, et soll een Uebst iessen: D'Nilpäerd ësst Uebst, awer et ësst och aner Saachen. An ech mengen, dass eng gesond Ernährung, eng équilibréiert an eng variéiert Ernährung, dass dat sécher e Message ass, zu deem ech jiddefalls ka stoen, a wann ech de Gesondheetsminister esou kucken, da mengen ech hien och.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. Här Gesondheetsminister, wëllt Dir och nach eppes zum Fruppsi soen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Also ech hunn d'Erzéiungsministesch, d'Madame Delvaux, esou iwwerzeegend fonnt, dass ech frou doriwwer sinn, dass mer virun enger zwee, dräi Joer eis gemeinsam Plattform opgebaut hunn. An et ass dee Message, deen d'Madame Erzéiungsministesch bréngt, wat équilibréiert iessen, bewegen, alles däerfen iessen, wann et déi richteg Proportiounen huet, esou gutt ass, dass de Gesondheetsminister iwwerhaapt näischt méi brauch ze soen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Mir wäerten also elo alleguerten de Fruppsi liesen. Mir kommen elo zu der Fro N°6 vum Här Gast Gibéryen un de Gesondheetsminister iwwert de Portail Santé/CRP Santé. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Et hunn eng Rei vu Leit mech op eng Situatioun opmierksam gemaach, an zwar wann een op deen neien Internetsite vun der Santé geet iwwert de Portail an et hëlt een do de Kontakt, d'Télefonsnummer, fir an der Santé unzeruffen, dann ass op där anerer Säit eng ganz léif, sympathesch a frëndlech Stëmm, mä déi nëmme Franséisch schwätzt. Dat heescht, déi Persoun schwätzt nëmme Franséisch. Ech hunn de Moie selwer dofir och op deem Nummer ugeruff, an ech hunn déi Madame dunn och op den Télefon kritt, an déi huet mer dunn och direkt gesot, ob ech esou fei wier fir mat hir Franséisch ze schwätzen, well si kënnt kee Lëtzebuergesch schwätzen.

Do wollt ech den Här Minister froen, wéi dat am Aklang ass mam Statsbeamtestatut, wéi dat am Aklang ass mat enger allgemenger Ausso vun der Regierung, datt, wann een an de Secteur public schaffe geet, een da misst Lëtzebuergesch kënne schwätzen. An ob de Minister net och der Meenung wier, datt, grad op enger Plaz wéi an enger Télefonszentral, eng Persoun misst sinn, déi och géif d'Lëtzebuerger Sprooch richteg beherrschen.

M. le Président.- Här Gesondheetsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Gibéryen, Merci fir d'Fro. Ech wëll Iech awer direkt soen, dass dat keng Télefonszentral vun der Regierung ass an och keng Télefonszentral vun der Santé ass. Ech wëll just preziséieren, dass de Portail Santé an Zesummenaarbecht zwëschent eLëtzebuerg an dem CRP Santé opgebaut ginn ass, mer am Moment nach an der Phas sinn, wou mer dee Site perfektionéieren, an deen Nummer, deen Dir um Portail fannt, ass net en Nummer vum Ministère de la Santé, mä ass en Nummer vum CRP Santé. Dat ass déi éischt Feststellung.

Dir gesitt dat och direkt un der Nummer. Et ass eng 26er Nummer, an et ass net eng 2478 Nummer. Mä vu dass et awer wichteg ass, dass een op all Reaktiounen, déi an déi dote Richtung ginn, reagéiert, hu mer deene Leit beim CRP Santé léif matgedeelt, dass, wa se Lëtzebuerger Korrespondenten hunn, se déi un e Fonctionnaire an eisem Ministère weiderginn, fir dann déi dote Froe kënnen anstänneg ze betreien.

Ech wëll och soen, dass mer nach ëmmer an der Opbauphas sinn, also och op d'Servicer vum CRP Santé zréckgegraff hunn, wou d'Zesummesetzung vum Personal méi multikulturell ass wéi se am Ministère de la Santé ass, an do fënnt een dann och eng Rei vu Mataarbechter, déi Franséisch, Däitsch, Englesch oder aner Sprooche schwätzen, déi awer lëtzebuergesch Coursë matgemaach hunn a genuch verstinn, bei de Suerge vun de Leit, fir se weiderzeginn.

Ech hu mech och informéiert: Bei all deene Kontakter, déi se haten, war een Eenzegen, dee wierklech ganz staark insistéiert huet, fir op där doter Nummer missten op Lëtzebuergesch traitéiert ze ginn.

Une voix.- Dat war den Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech gi jo net dovun aus, dass Dir dat waart, Här Gibéryen? Mat all deenen anere Korrespondente konnt déi Persoun, déi franséischsproocheg war, sech ganz gutt eenegen a si konnt se un eis Servicer weiderginn. Zum Schluss...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sidd Dir net der Meenung, datt misst eng Persoun um Télefon sinn, déi Lëtzebuergesch schwätzt? Dat war meng Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Zum Schluss wëll ech Iech soen, dass de Portail Santé par définition jo och en Internetsite ass, an net en Télefonssite ass, an et duerchaus wënschenswäert ass, fir och online mateneen ze korrespondéieren.

Ech kann awer den Här Gibéryen berouegen, dass hien déi dote Problemer - wann hien dee sollt gewiescht sinn, deen insistéiert huet, fir op Lëtzebuergesch traitéiert ze ginn - an Zukunft net méi wäert begéinen. An ech wëll him och soen, hie soll deene Leit, déi da bei him reklaméieren, och vertrauensvoll soen: Wa se esou Faitë fannen, kënne si sech roueg u mech wenden, an ech wäert derfir suergen, dass dat da fir d'éischt a fir d'lescht ass, wou se esou Problemer begéinen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. le Président.- Merci, Här Gesondheetsminister. A mir kommen elo un d'Fro N°7 vum Här Claude Haagen un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Primen „CARe" an „CARe plus". Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARe» et «CARe plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Ënnert der leschter Regierung ass e ganze Pak vu Mesurë geholl ginn, déi dozou bäigedroen hunn, fir de Klimaschutz ze förderen an d'Ëmwelt ze schounen. Notamment Moossnamen, déi am modifizéierte Règlement grand-ducal vum 5. Dezember 2007 geholl gi sinn an déi d'Appareils électroménagers, haaptsächlech d'Frigoe betreffen, mat der Prime „Cool", awer och den Autosecteur, am Kontext vun den Emissioune vun CO_2, mat de Primen „CARe" an „CARe plus", déi sougenannten „Prime à la casse", d'Verschrottungsprime.

Dëse modifizéierte Règlement grand-ducal leeft elo den 31. Dezember 2009 aus, an notamment den Autosecteur mat de Garagiste froe sech, an der Erwaardung vum nächsten Autofestival, dee jo bekanntlech ufanks 2010 ufänkt, wéi et weidergeet.

Duerfir hunn ech folgend Froen un de Minister vun der nohalteger Entwécklung: Éischtens, wéi war de Succès vun dësen dräi Mesuren? Ginn dës Mesurë bäibehalen? Wa jo, bis wéini gi se bäibehalen? Bleiwen d'Modalitéiten, wat d'Konditiounen an d'Primen ubelaangt, déiselwecht? A wann neen, wéini soll dat neit Reglement kommen?

Ech soe Merci fir Är Äntwerten.

M. le Président.- Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. E puer Zuelen. Et ass effektiv esou, datt déi nei Primen agefouert ginn, déi eng fir 2007, also 2008/2009, an déi aner à partir vun 2009, mat deenen eenzelne Kritären, déi Dir elo scho beschriwwen hutt. Ech ginn och net méi am Detail dorobber an.

Wat hu se als Wierkung gehat? Dat ass jo déi wesentlech Fro.

D'Wierkung kann een aus verschiddene Weeër ëmschreiwen. Deen éischte Wee, wou ech se gär géif ëmschreiwen, dat wier einfach fir ze soen: Wann ech kucken, wat fir een Typ Autoen elo an deene leschte Jore kaaft ginn ass, à partir vun 2007 bis elo, ass do eng Evolutioun vun dem Consommateur dran, wat d'Autoen ugeet? An do ass, mengen ech, d'Äntwert ganz kloer: jo!

Well wa mer elo kucken, wat d'Immatrikulatiounen an deenen éischten néng Méint vun 2009 waren, da gesi mer, datt mer elo op 23% vun den Autoe sinn, déi ënner 120 Gramm CO_2 pro Kilometer ausstoussen. Wann ech dat mat dem Joer 2007 vergläichen, dann hate mer do 11,9%, mat 2006 9,2%, also einfach säit 2007 quasiment eng Verduebelung vun den Autoen ënner 120 Gramm CO_2 pro Kilometer.

Wat een also ka soen, ass, datt déi Moossnam e Succès ass.

Elo kann een diskutéieren, ob dat alles op déi do Moossnam zréckzeféieren ass. Sécherlech hunn och nach aner Saache matgespillt, wéi zum Beispill d'Deierecht vum Bensin, déi matgespillt huet, sécher och en anert ekonomescht Denke vun de Leit respektiv och d'Evolutioun vun der Technologie, well méi Autoen ënner 120 g um Maart waren. Mä trotzdeem géif ech kloer soen, datt d'Zilsetzung vun der Moossnam, esou wéi se ageféiert ginn ass, och erreecht ginn ass.

Wann ee kuckt och, wéi vill Leit dovunner bénéficiéiert hu vun deene Primen, da muss ech och soen, datt mer effektiv e grousse Succès haten: 5.250 Subventiounsdemandë sinn agereecht ginn. Dovunner sinn der 3.460 effectuéiert, also bezuelt ginn; 940 Refusen, 850 Dossieren, déi momentan en cours d'instruction sinn. Dat ass schonn eng beachtlech Zuel.

Wann ech d'Prime „CARe plus" kucken, dann ass dat momentan extrem schwéier nach ze soen, well mer jo als Prinzip festgehalen hunn, datt ee muss deen neien Auto, deen ee keeft, siwe Méint mindestens halen, ier ee ka seng Demande maachen. Vu datt déi Prime eréischt den 1. Januar dëst Joer agefouert ginn ass, hunn déi éischt Autoen eréischt säit Juli, August kënnen hir Demande effektiv maachen, sou datt een do nach keng richteg Konklusiounen draus kann zéien. Mir mengen awer, mir schätzen d'Zuel zwëschent 4.000 a 6.000 Demanden, déi mer am Laf vum Joer elo op der „CARe plus"-Prime kréien, wat also och do extrem substanziell ass.

Wann ech wëll e wéineg anescht ausdrécken, wéi d'Effikassitéit vun deene Primen ass, an ech kucken déi Prime an deem Sënn, datt ech einfach vergläichen déi nei Autoen, déi elo verkaaft gi sinn, par rapport zu deenen Autoen, déi 2007 verkaaft gi sinn, da stellen ech fest, datt d'Moyenne vun dem Ausstouss vun den Autoen, déi 2007 kaaft gi sinn, par rapport zu deenen, déi 2009 kaaft gi sinn, ëm 6,8% erofgaangen ass, wat den Ausstouss vun CO_2 ugeet.

Dat heescht, mir si vun 168,20 g en moyenne op 154,50 erofgaangen. Wann ech dat ëmrechnen op eng Moyenne vu 50.000 Autoen, déi nei kaaft gi sinn, ab 15.000 km, déi se d'Joer maachen, da spueren ech 10.000 Tonnen, eng Reduktioun vun 10.000 Tonnen CO_2, wat véier Millioune Liter Bensin pro Joer ausmécht. Ech mengen, déi Zuele soe genuch.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Merci. Mir kommen elo zu der aachter Fro, där vum Här Fernand Etgen, deen den Här Gesondheetsminister wëllt befroen iwwert de Service de garde fir d'Zänndokteren. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, ech hunn eng Fro, wéi Der sot, un de Gesondheetsminister iwwert de Service de garde et de remplacement bei den Zänndokteren.

Ëmmer méi Leit bekloe sech, datt am Fall vun Urgencen ausserhalb den normalen Öffnungszäite vun den Zänndoktesch-praxissen et schwéier ass, fir Hëllef ze fannen, an dann oft bleift engem just d'Méiglechkeet vun de Maison-médicalen a beim Spidol vum Déngscht, fir sech dohin-

ner ze wennen, wou awer keng spezialiséiert Hëllef ze erwaarden ass. De Weekend gëtt just eng Zänndokteschurgence am CHL an der Stad garantéiert.

Dës Woch krut ech de Fall vun enger Fra erzielt, déi am Spidol vum Déngscht gesot krut, si géife léiwer keen Zänndokter ruffen, well soss wär den Dokter nervös a géif wahrscheinlech dee falschen Zant rappen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Oh!

M. Fernand Etgen *(DP).*- D'Fra gouf hospitaliséiert, si krut e Baxter géint d'Péng an huet misse bis deen aneren Dag Moien am Spidol waarden, fir duerno bei hiren Dokter ze goen.

Ech wollt duerfir dem Gesondheetsminister op den Zant fillen…

(Hilarité)

…a froen, ob eng Restrukturéierung vun den Urgencedéngschter am Beräich vun der Zännmedezin net iwwerfälleg ass.

Ass d'Praxis, fir an der Urgence just de Wéi ze calméieren an net fir der Ursaach vum Wéi op de Fong ze goen, déi medezinesch bescht Léisung?

Wär et och net ubruecht, dës Urgencedéngschter de Weekend ze regionaliséieren, mat enger Antenn zu Ettelbréck am Centre hospitalier du Nord an och am Süden, an net just op d'Stad respektiv de CHL ze konzentréieren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Här Gesondheetsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo innerhalb vun néng Méint déi zweete Kéier, wou den Här Etgen mer déi dote Fro stellt…

(Hilarité et interruptions)

Ech ginn dem Här Etgen dann…

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Här Gesondheetsminister, loosst Iech net aus der Rou brénge n!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech kréien hei de ganzen Zäit Saache geflüstert. Den Här ‚Eetgen'?

Une voix.- ‚Ëtgen'!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Okay, elo hunn ech verstan.

(Hilarité)

Also ‚Ätgen'?

(Interruptions et hilarité générale)

Une voix.- ‚Ëtgen'!

Une autre voix.- Et ass Fernand fir Iech!

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ëntschëllegt, ech schwätzen net gutt Éislekesch!

(Hilarité générale et interruptions)

Also, ech ginn dem Här Etgen dann…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.- …* fir d'zweete Kéier d'Äntwert op seng Fro, déi e mer fir d'zweete Kéier stellt.

Wat e seet, ass net falsch.

Plusieurs voix.- Ah!

Une voix.- Et ass also richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Een, dee vun Zännwéi betraff ass, sicht esou séier wéi méiglech Hëllef an huet och Recht op esou eng schnell wéi méiglech Hëllef.

Nun ass et awer esou, dass déi Zuel vun deenen, déi an esou Situatioune kommen, ganz selten ass, a ganz selten, ganz selten d'Servicer beusprocht ginn, sou dass et net onkomplex ass, fir um regionaliséierte Plang an de Spideeler kënne bei niddregen Zuelen esou eng Permanence ze garantéieren.

Et ass - mengen ech - déi Explikatioun, déi ech him ka ginn, dass et méi einfach gesot wéi gemaach ass, well wann een en Zänndokter am Stand-by huet, deen iwwer Nuechte laang net sollicitéiert gëtt, dat ass och net evident, well da feelt en deen Dag drop a senger Praxis an dann ass dat gradesou problematesch wéi dat anert.

Mir hunn eng Verbesserung bruecht doduerch, dass mer an de Maison-médicalen, déi nuets an iwwert de ganze Weekend fonctionnéieren, déi Problemer vun akutem Wéi kënne kuerzfristeg behandelen, fir dass d'Leit iwwert d'Ronne komme bis deen aneren Dag, wou se an d'Praxis vun hirem Zänndokter kënne goen. Bei méi gravë Saachen, zum Beispill traumatologesche Fäll ronderëm d'Zänn, do ass et selbstverständlech, dass, wann d'Leit an d'Urgencë vun de Spideeler kommen, se och do direkt traitéiert ginn.

Et ass richteg, dass iwwert de Weekend just en Noutdéngscht am CHL fonctionnéiert. Ech hat dem Här Etgen virun néng Méint gesot, dass mer, wa mer de Bilan vun de Maison-médicalen zéien, wa mer och gesinn, wéi oft dass déi dote Pathologien opgetaucht sinn an de Maison-médicalen, eis Méi wäerte ginn, fir deen zännmedezineschen Déngscht, wann dann awer d'Zuelen et och ausweisen, ze verstäerken.

An ech bleiwen do derbäi. Den Här Etgen ka mer dann a sechs Méint déi Fro nach eng Kéier stellen, da kann ech him d'Äntwert ginn, wat mer konkret um Terrain maachen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gesondheetsminister Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°9 vun der Madame Lydie Err un den Nohaltegkeetsminister iwwert den Novabus. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här Minister, eng Fro un Iech, déi ganz konkret ass. Den Novabus, fir déi, déi et net wëssen, ass e Bus, un dee Leit, déi eng Invalidekaart hunn, sech kënne wennen, fir hir Déplacementer zu engem fixe Präis - wann ech mech elo richteg erënneren, aacht Euro pro Trajet a pro Persoun - ze bezuelen, fir kënne bei den Dokter oder dohinner gefouert ze ginn, wou se soss Schwieregkeeten hunn, hinzekommen. Et schéngt es, wéi wann elo eppes geännert gi wär un der Natur vun der Invalidekaart.

Duerfir am Fong just eng konkret Fro: Ass et envisageabel, dass och Leit mat enger Invalidekaart A, dat heescht den éischte Grad, eventuell kéinte weider dee Bus do benotzen, a sief et nëmmen, fir hir Visitemédicalen oder Trajeten, déi mat hirer Gesondheet zesummenhänken?

Merci.

M. le Président.- Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Madame Err, fir déi Fro. Ganz kuerz: Et ass a priori an am Prinzip un dem Fonctionnement vum Novabus an deene leschte Méint näischt geännert ginn. Dat Eenzegt, wat gemaach ginn ass, dat sinn zwou Saachen. Éischtens sinn d'Bénéficiairë preziséiert ginn, an et ass och méi public gemaach ginn, datt et sech am Fong ëm e Service handelt, dee fir déi Leit geduecht ass, déi mat der Invaliditéitskaart vum Typ B oder C sinn. Déi kënnen den Novabus gebrauchen an déi kënnen e gebrauchen, fir eben déi Besoinen ze erfëllen, wéi u sech - wéi Der beschriwwen hutt - bei den Dokter goen oder aner Courssë maachen oder Courssë maachen, wou se anzwousch anescht net géifen hikommen.

Dat Eenzegt, wat geännert ginn ass dëst Joer, dat ass, datt mer de Präis zolidd erofgesat hunn, andeems mer d'Courssë vun zéng Euro pro Persoun fir eng Eenzelcourse op fënnef Euro pro Persoun erofgesat hunn, respektiv vu 15 Euro pro Persoun fir en Aller-retour op aacht Euro pro Persoun fir en Aller-retour erofgesat hunn.

Et ass momentan net geduecht, fir de Champ d'application vun deene Bussen op nach aner Kategorien ze erweideren. Mir hu momentan mat deem, wat um Terrain leeft, e ganz grousse Succès an e ganz grousse Potenzial oder e ganz grousse Corpus vu Leit, déi mer erreechen. Novabus gëtt momentan vill gebraucht.

Ech weess och net, wéi et méiglech wär, elo an dësem Moment déi Kategorien nach ze erweideren. Et muss ee ganz einfach wëssen, datt mer bis zu 5.500 Leit am Joer 2008 zwëschent Mee an Dezember duerch den Novabus transportéiert hunn an datt mer e Budget vun 2,4 Milliounen Euro fir 2009 an 2,4 Milliounen Euro och fir 2010 virgesinn hunn, wat u sech duergeet, fir u sech dee Corps vu Leit, déi elo betraff sinn, fir déi kënnen ze transportéieren.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Nohaltegkeetsminister Merci. Mir kommen elo zu der zéngter Fro vum Här Henri Kox un de Wirtschaftsminister iwwert de Parc logistique um Site vun der WSA zu Beetebuerg. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ma, ech wollt am Ufank un eng Pressekonferenz erënnere vum Januar 2007, wou u sech de Site vun der WSA mat groussen Hoffnungen duergestallt gouf, fir d'Wirtschaft ze diversifiéieren, mat ganz villen Aarbechtsplaze fir héich a manner héich qualifizéiert Aarbechten an natierlech och fir méi eng héich Plus-value fir eis Wirtschaft.

Dir wësst alleguerten, dee Site, dee Logistiksite ass opgebaut op Transport. Den Transport ass awer e Secteur, deen an dëser Krisenzäit extrem gelidden huet. De Camionsverkéier oder den LKW-Verkéier international ass ëm 80% gefall gewiescht. Elo stellt sech natierlech d'Fro, wéi eng Auswierkungen dat op dee Logistikzenter huet.

Dir selwer, Här Minister, hutt bei der Ried zu der dësjähreger Hierschtfoire gesot, dass de Secteur an der Souffrance wär.

Duerfir wollt ech eng Rei Froen un Iech stelle betreffend dësem Logistikzenter, wou de Projet u sech dann de Moment drun ass, wéi eng Infrastrukturen dann elo scho gebaut gi sinn, wéi eng Gebaier opgeriicht goufen.

Ass den Accès, deen u sech zu den Autobunne sollt gemaach ginn, entaméiert ginn?

Wéi eng Entreprisë sinn de Moment nach derbäi? Oder hu sech Entreprisë mëttlerweil zréckgezunn? Wéi ass et mat den Aarbechtsplazen? Gëtt et der, sinn der schonn eng Rei um Site selwer geschaf ginn? Wéi vill Gelder huet d'öffentlech Hand mëttlerweil do investéiert?

An dann zum Schluss selbstverständlech och, wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt: Et ass eng extra Formatioun an d'Liewe geruff ginn. Iwwer en CATP soll en Ofschloss gemaach ginn, deen 2007 an d'Liewe geruff ginn ass. Wéi ass et elo mat där Ausbildung? Kommen déi dann elo dëst Joer zum Ofschloss? An ass eng Plaz dann assuréiert fir déi Ofgäng?

Merci.

M. le Président.- Här Wirtschaftsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Weltwirtschaft an haaptsächlech de Welthandel esou abrécht, wéi dat dës Kéier geschitt ass, dann ass et evident, dass alles, wat mat Logistik ze dinn huet, dorënner ze leiden huet. Dat ass vun der Loftfahrt eriwwer bis op d'Schëfffahrt bis eriwwer op d'Eisebunn an och bei de Camionneure selbstverständlech de Fall.

Mir ginn awer alleguerten dovunner aus, dass dat do jo net d'Enn vum Welthandel war, mä dass dat eng Reprise wäert ginn. Wéi staark déi Reprise ass, dat muss ee kucken. Mä et gesäit een elo schonn, dass an Asien sech eppes deet. Et mierkt een elo schonn, dass an der Loftfracht éischtens d'Volume souguer e bëssen an d'Luucht ginn. Déi sinn och gehale gi bei deene Meeschten. Wat ganz schlëmm war, dat war de Präis pro Container oder de Präis pro Palette, deen ass elo erëm staark an deene leschte sechs Wochen an d'Luucht gaangen. Dat heescht, et gesäit een, dass an der Logistik erëm lues a lues d'Saach sech - ech wëll net soen - normaliséiert, dat wäert nach e bëssen Zäit brauchen, mä, dass dat erëm zou sech kënnt.

Duerfir sinn ech der Meenung, dass dee Logistikzenter nach wie vor richteg ass. Mir hunn ugefaange mat ofrappen. 16 Gebaier sinn ofgerappt ginn. Et stinn der elo nach, ech géif soen, eng aacht Stéck. Eenzelner sinn ëmgerüst ginn, fir Aktivitéiten do oprechtzeerhalen, déi mer do schonn ugezunn hunn oder beziehungsweis déi do waren. Ech mengen, et wieren der nach eng aacht Stéck, ech weess dat elo net auswenneg. Mä 16 Stéck sinn der ofgerappt ginn.

D'PAGe vun de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng sinn ëmgeännert ginn. Se sinn also schonn en vigueur. De PAP läit, souwäit ech weess, fir Exame beim Minister vum Intérieur.

Déi Gespréicher iwwert den Accès, wéi dee soll geregelt ginn, si mat de Gemenge gefouert ginn, si mat Ponts et Chaussées gefouert ginn. Et ass eng nei Trass virgesinn, fir dee Flux anescht ze organiséieren, wéi dat elo de Fall war. Ech weess, dass de Kommodo-Inkommodo en cours ass. Mir ginn dovun aus, dass mer kënnen eventuell am zweete Semester d'nächst Joer do ufänke mat bauen. Dat heescht, et si mat Ausnahm vun e puer Réfectiounen elo keng nei Gebailechkeeten dohinnerkomm, well mer nach keng Autorisatioun hunn, fir dat ze maachen.

Ech muss Iech éierlech soen, zu dësem Zäitpunkt arrangéiert et mech à la limite e bëssen, well wann ech éierlech sinn, et ass net, dass ech mech muss erwieren, dass ze vill Leit wéilten am Moment schonn dohinnergoen. Mir hunn eng Rei Demanden, mä mir mierken, dass jiddwereen e bësse bremst, bis e gesäit, dass et erëm unzitt.

Duerfir passt et mir am Moment, dass mer nach net esou wäit sinn, wéi ech mer erhofft hat. Déi Firmen, déi do sinn, dat sinn zudeem kleng Firmen, zum Deel Firmen, deene mer och probéieren ze hëllefen, iwwert d'Distanz ze kommen. D'Geld, wat mer bis elo ausginn hunn, ass dat, wat mer ausginn hu fir d'Démolitioun, an ass dat, wat mer ausgi fir den Encadrement.

Dir wësst, dass mer - mengen ech - 21 WSA-Leit do iwwerholl hunn, déi den Encadrement maachen, déi och derfir suergen, dass eng gewësse Sécherheet op deem Site och ass, dass do keen Unfug geschitt.

Mir hunn an der Zwëschenzäit jo och probéiert, nei Iddien ze développéieren. Et ass also guer net esou, dass dat muss noutgedrongen op Camionen opgebaut ginn. Dat wäert Der nach mierken. Mä do gëtt et jo ganz aner Iddien. Ech mengen, ech hu vun enger Zone franche geschwat, an eng Zone franche, ça veut bien dire, ce que ça veut dire, dat heescht, do si Saachen, déi bleiwen eng Zäit, déi bleiwen eng Zäit, well se da weder der Douane nach der TVA ënnerleien, an eréischt, wa se erausginn, geschitt dat.

Mä do kéinten dann eng ganz Rei Servicer op deene Gidder gemaach ginn, wat lauter Gidder mat ganz, ganz héijer Valeur sinn. Dat ass een Aspekt, dee mer amgaange sinn ze développéieren. Dat heescht, kucken, Objete mat ganz héijer Valeur do ze géréieren an all déi Servicer, déi do ronderëm sinn, well déi Objets de valeur mussen och traitéiert ginn, sou dass sech do e ganze Secteur bitt, deen also emol guer kee Flux beinhalt.

Mir sinn amgaangen also, dorop ze schaffen, well mer mierken, dass mer wahrscheinlech net einfach kënne setzen op déi klassesch Logistik, mä dass mer op méi sophistiquéiert Deeler vun der Logistik musse setzen. Dorunner schaffe mer. Mir hunn

och do Partner, mat deene mer zesummeschaffen. Do inspiréiere mer eis u Beispiller.

Et wäert elo am Januar, mengen ech, zu Singapur een esou e Beispill opgoen, a mir wollten de Pendant hei zu Lëtzebuerg dovunner maachen. Dat ass also eng Nisch, mä keng Souveränitéitsnisch. Et ass also keng Nisch, wou mer muer Problemer kréien, well mer do géife steierlech Froen anescht behandelen, wéi dat misst de Fall sinn. Mä mir hunn eis inspiréiert, méi nei Servicer ronderëm dat Ganzt ze organiséieren. Mir probéieren, dat esou ze maachen.

Ee lescht Wuert: D'Formatioun ass ofgeschloss. Selbstverständlech muss een elo kucken, Firmen, déi engagéieren. Also, bis elo hunn ech nach ni ee gesinn, deen eng Formatioun organiséiert huet an deen och nach garantéiert huet, dass d'Leit eng Plaz hätten. Also, ech mengen, eng Formatioun gëtt gemaach en vue vun Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn. Mä eng Garantie - muss ech lech éierlech soen -, déi kann ech net ginn.

M. le Président.- Ech soen dem Wirtschaftsminister Merci. Mir kommen elo zur leschter Fro fir haut, der Fro N°11 vum Här Claude Meisch un de Wirtschaftsminister iwwert d'Auswierkunge vun der Erhéijung vum Waasserpräis op d'Inflatioun. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Virun enger Rei vu Méint hu mer hei en neit Waassergesetz ofgestëmmt, wat dann och virgesäit, datt mer an Zukunft ab dem 1. Januar 2010 mat engem éischte Schratt dem reelle Waasserpräis solle méi no kommen. Dat féiert dozou, a momentan liest een et schonn, wann een d'Gemengerotsberichter queesch uechtert d'Land liest, datt eng Gemeng no där anerer amgaangen ass, hir Waassertaxen, hir Kanaltaxen no uewen ze adaptéieren.

Elo wësse mer, datt virun allem och de Wirtschaftsminister virun nach net allze laanger Zäit gewarnt huet a gesot huet: „Gemengen, erhéicht Är Taxen elo net, dat huet eng negativ Auswierkung op d'Inflatioun!" An déi heiten Erhéijung vum Waasserpräis wäert natierlech och bei der Inflatioun zu Buch schloen.

Duerfir ass meng Fro déi folgend: Ob de Minister ausrechne gelooss huet, wéi staark datt de Waasserpräis wäert herno sech an der Inflatioun nidderschloen a wat fir eng Inzidenz datt dat doten dann och spéiderhin oder am Laf vun dësem Joer op d'Erfale vun der nächster Indextranche huet, déi jo fir d'Joer 2010 virausgesot gëtt.

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Abrëll 2006 hu mer effektiv an der Tripartite festgehalen, dass mer e Programm géint eng exzessiv Inflatioun solle maachen. Dat ass geschitt. D'Regierung huet dee verabschit an d'Regierung huet deen och ëmgesat.

Ee vun de Punkte war dee vun den administréierte Präisser. Mir hunn also den - waart, ech muss dat kucken - 18. Abrëll 2008, wéi mer gesinn hunn, dass deen allgemenge Message net ukomm war, een e bësse méi klore Message ginn un all méiglech Acteuren, déi eppes mat administréierte Präisser ze dinn hunn, inklusiv och d'Administratiounen oder déi Institutiounen, déi direkt eppes mam Stat ze dinn hunn. Deenen hu mer gesot, Gel des prix, et gëtt elo näischt méi, wat d'Regierung muss autoriséieren, an d'Luucht gesat.

Mir hu gesot, dass d'Gemengen datselwecht solle maachen. Mä mir haten awer och gesot, selbstverständlech net betraff sinn domat d'Dispositiounen, déi elo contraire wieren zu iergendenger Disposition légale, dat heescht zu iergendengem Gesetz, wat besteet.

Hei hu mer jo fir 2010 de Fait, dass mer eng aner Präisberechnung musse maachen, wat d'Waasser ubelaangt. Wann d'Chamber dat esou décidéiert huet, da muss d'Chamber jo wëssen, dass domat de Präis an d'Luucht geet. Et ass jo evident, wa virdrun 90% vu beispillsweis allen Ofwaasserinfrastrukture vum Stat matgeholl gi sinn, wann déi elo an de Präis mussen afléissen, da wier et jo e Wonner, wann dat net eng Auswierkung op de Präis hätt. Dat wousst d'Chamber ganz kloer, wéi se dat gestëmmt huet. Also muss och d'Chamber zesumme mat der Regierung dat do assuméieren. Selbstverständlech geet de Präis, geet d'Inflatioun an d'Luucht duerch de Fait, dass de Waasserpräis an d'Luucht geet.

Mir hunn am Wuerekuerf am Fong geholl eng Opdeelung zwëschent Alimentation en eau an deem, wat een nennt Reprise des eaux usées, dat heescht d'Ofwaasser. All Joer gëtt jo eng nei Pondératioun gemaach doriwwer, wéi vill de Waasserpräis ausmécht.

De cumuléierte Waasserpräis vun deenen zwou Dispositiounen ass elo - ech muss kucken - vun 2005 vun 0,58% op 1% eropgaangen. Dat ass elo d'Dispositioun 2009. Dat heescht, d'Pondératioun huet sech bal verduebelt vum Waasserpräis am Index-Wuerekuerf. Dat huet mam Präis och notamment ze dinn, huet vläicht och mam Verbrauch ze dinn, mä et ass op alle Fall kloer. Et ass jo eng Kombinatioun Verbrauch/Präis, an dat do gëtt jo mat de Sozialpartner ëmmer ofgeschwat. Dat heescht, all Joer gëtt jo déi Pondératioun eng Kéier iwwerkuckt, ob sech do Saache verännert hunn. Am Moment ass et also esou, dass d'Alimentation en eau ongeféier 0,62% ausmécht an d'Reprise des eaux usées 0,38%. Dat mécht déi 1%, déi am Moment am ganze Wuerekuerf u sech d'Waasser ausmécht.

D'Variatioune ware virun allem an de Joren - ech muss kucken - fënnef, sechs, siwen an aacht ganz staark. Vu fënnef op sechs si se zesummen eng Kéier ëm zéng an eng Kéier ëm 13% an d'Luucht gaangen. Dat Joer duerno ëm 17 an ëm 41%. Dat war 2006/2007, do ass de Waasserpräis esou staark an d'Luucht gaangen. 2008 hate mer gefrot - héiflech gefrot -, d'Gemenge sollen net ze vill anticipéieren. An deemools ass en nëmme méi ëm 7 a 17% an d'Luucht gaangen, mä trotzdeem nach sensibel.

Am September, also elo dëst Joer bis de September, hu mer eng Hausse um IPCN vun 1,6%, déi duerch d'Waasser kënnt. Dat kritt natierlech seng Auswierkungen och op den Index. Wéi et an Zukunft geet, kann ech lech net soen, well ech net weess, wéi déi Präisgestaltung schlussendlech ausgesäit.

Mä Dir musst lech soen, eng Hausse vun 10% wäert mat sech bréngen, dass mer eng Répercussioun am IPCN, dee jo moosst eis Inflatioun, vun 0,62% wäerte kréien eleng an der Alimentatioun an 0,038% op d'Ofwaasser. Dat weist also, wann Der elo dat weiderspaant an Dir gitt op 20%, dann hutt Der dat Duebelt dovunner. Dat heescht, da sidd Der bei 0,1% ongeféier, déi dat ausmécht am IPCN. Also, et ass ganz kloer, dass d'Präisser an d'Luucht gaange sinn, dass se staark an d'Luucht gaange sinn, dass ee se elo e bëssen ofgeflaacht huet, well mer gefrot haten, d'administréiert Präisser sollen e bëssen am A behale ginn.

Mä et ass sécher, wann d'Gesetz dat virgesäit an et gëtt ugepasst, et hänkt natierlech ëmmer e bëssen dovunner of, wéi d'Leit upassen oder d'Gemengen upassen, mä dat do kritt seng Auswierkungen op den IPCN, op den IPCH ,wat jo den harmoniséierten Index-Wuerekuerf ass, an domat kritt et eng Auswierkung och op d'Indextranche.

M. le Président.- Ech soen dem Här Wirtschaftsminister Merci. Mir sinn domadder um Enn vun eiser Froestonn.

(Interruption)

Jo, Här Hoffmann.

5. Ordre du jour

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech géif eigentlech mengen, bei enger Heure de questions, wou Froe vun alle Gruppen a Sensibilitéiten op der Lëscht stinn, dass d'Reiefolg esou kéint opgestallt ginn, dass all Grupp respektiv all Sensibilité politique mat enger Fro drukéim.

Meng Fro, déi elo ewech géif falen, huet mat der Aktualitéit ze dinn, also mat der dramatescher Situatioun an dem Sozialkonflikt bei Villeroy&Boch. Ech géif mer also erlaben, einfach lech ze froen, mer awer d'Wuert ze ginn, fir déi Fro nach un den Aarbechtsminister kënnen ze stellen.

Am Fall, wou Der Nee sot, géif ech lech froen, ob Der der Meenung wäert, Dir kéint d'Recevabilitéit vun enger Question urgente mat deemselwechte Libellé nach fir dës Woch muer oder iwwermuer akzeptéieren?

Also, eng vun deenen zwou Méiglechkeeten.

M. le Président.- Also, ech wëll lech just soen, Här Hoffmann, am Prinzip ass d'Froestonn eriwwer, a mir hunn dat bis elo ëmmer esou gehandhaabt mat de Froen. Et ass also elo näischt dëst Joer aneschters hei gemaach ginn.

Dir wësst, Dir hutt à tout moment d'Méiglechkeet, déi Fro bei enger nächster Froestonn erëm ze bréngen. Ech hunn awer kee Problem, wann d'Chamber hei d'accord ass, datt mer haut nach déi Fro do beäntwerten. Ech hunn och kee Problem, datt Der déi, wann den zoustännege Minister d'accord ass, dann als Question urgente stellt.

Mä ech mengen, mir mussen eis u Regelen halen, Här Hoffmann. Duerfir, mir kënnen net all Kéier déi Froen nomaachen, déi net drukommen. Et sinn och nach eng Rei Froe vun anere Fraktiounen, déi elo net drukomm sinn. Wa mer andauernd eis hei Exceptioune ginn, duerfir hätt ech eigentlech am léifsten, mir géifen elo déi Froestonn definitiv ofschléissen. Dir gitt Är Fro als urgente Fro eran. Mir kucke mam Minister, ob déi Fro da kann als Question urgente esou schnell wéi méiglech beäntwert ginn.

Kënnt Der domadder liewen?

Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech mengen, mir sinn averstanen - den Här Hoffmann ass eleng hei, mä ech mengen, all aner Partei huet wierklech d'Méiglechkeet gehat, Froen ze stellen -, wa mer dem Här Hoffmann zwou Minutte ginn an dem Här Minister fënnef Minutte géife ginn oder véier Minutten, fir ze äntwerten.

Ech weess, mir hunn e Reglement, wat eppes aneschters virgesäit, mä den Här Minister ass och hei, an ech mengen, et hätt kee bestëmmt eppes dergéint, wann den Här Hoffmann awer seng eenzeg Fro, déi en als Sensibilité politique wëllt stellen, elo nach géif stellen.

Op jidde Fall also, mir géife proposéieren, dass den Här Hoffmann awer déi zwou Minutte kann huelen. Ech weess net, ob déi aner dat denken, well d'Urgence dat dauert nach. De Minister ass schonn hei, da kann en och direkt äntwerten. Dann ass de ganzen Dossier zou.

M. le Président.- Jo, nach eng Kéier, Här Bettel: Ech hu perséinlech kee Problem, mä et ass ëmmer erëm eng Fro. All Kéier bei Froestonne musse mer leider Gottes bei enger Fro ophalen, an do kommen der ëmmer erëm, déi da leider net drukommen. Mir kënnen elo haut eng Exceptioun maachen, da maache mer déi nächste Kéier och eng. Ech géif wierklech proposéieren, datt mer hei beim Prinzip bleiwen.

Ech mengen, mir si jo d'accord, datt den Här Hoffmann déi elo direkt als urgente stellt. Vu mir aus hunn ech och kee Problem, déi Fro als urgente unzegesinn. Da kritt den Här Hoffmann esou schnell wéi méiglech eng Äntwert vum Aarbechtsminister.

Kënne mer domadder liewen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, Här President, just fir d'Zukunft dann, dass den Här Hoffmann an deem Roulement och drukënnt.

M. le Président.- Mir kucken, datt den Här Hoffmann déi nächste Kéier op jidde Fall dann esou op d'Lëscht kënnt, datt en och seng Fro ka stellen.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6068 iwwert den Emploi des jeunes. Do ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gloden, den Här Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen, den Här Hoffmann an den Här Spautz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

6. 6068 - Projet de loi

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes

2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômage an eiser Gesellschaft permanent ze bekämpfen, ass eng vun deene wichtegsten Aufgaben, där mer eis all zesummen all Dag ëmmer erëm ze stellen hunn.

De Chômage däerf net zu enger chronescher Krankheet ginn, soss gëtt eis ganz Gesellschaft krank. Am Chômage ze sinn, ass ëmmer schlëmm, egal wéi al e Mënsch ass. Mä besonnesch schlëmm ass et fir jonk Leit, keng Aarbecht ze fannen, well doduerch kréie jonk Leit d'Gefill, dass si an eiser Gesellschaft net gebraucht ginn.

Wéi mer wëssen, si besonnesch déi jonk Leit ouni Formatioun am meeschte gefährdet, keng Aarbecht ze fannen, mä elo, mat der finanzieller an ekonomescher Kris, riskéieren och déi Jonk mat Diplom, souguer mat Universitéitsdiplom, keng Aarbecht ze fannen.

Eise jonke Mënsche mat an ouni Diplom ze hëllefen, de Wee an d'Aarbechtswelt ze fannen an ze erliichteren, ass Sënn an Zweck vun deem Gesetz vun haut.

Här President, d'Wirtschafts- an d'Finanzkris, an där mer eis säit September 2008 befannen, riskéiert ëmmer méi, sech an eng Sozialkris ëmzewandelen. Dëst weist sech ganz kloer, wa mer eis Chômagezuelen iwwert dat lescht Joer ukucken: Am August 2008 war den Taux de chômage 4,2%, an op der ADEM waren 9.374 Leit ageschriwwen. Elo, ee Joer drop, beleeft de Chômage sech op 5,6%, an et sinn 12.910 Mënsche bei der ADEM ageschriwwen.

Den Taux de chômage vun de jonke Leit ënner 25 Joer louch am August 2009 bei héije 16,8%. Wat awer besonnesch beonrouegend ass, ass, dass ëmmer méi jonk Leit mat engem Diplom an der Täsch keng Aarbecht méi fannen. Dëse Phenomeen ass nei zu Lëtzebuerg an hänkt ganz offensichtlech direkt mat der Kris zesummen.

Den Taux de chômage vun deene jonken Diplomëierten ass vum August 2008 op August 2009 vun 11,9 op 15,3% ugeklommen. Et gëtt estiméiert, dass elo am Hiersecht 2009 ëm déi 2.000 jonk diplomëiert Leit fir d'éischt an hirem Liewen op d'Sich no enger Aarbecht ginn.

Duerfir muss d'Regierung agräifen, an eng gutt Zesummenaarbecht tëschent dem Educatiouns-, Wirtschafts- an Aarbechtsministère souwéi e permanente Kontakt mat de Sozialpartner sinn d'Basis, fir dës Problemer konsequent a laangfristeg ze léisen.

Här President, d'Gesetz vum 22. Dezember 2006 hat ënner anerem zwou Moossnamen agefouert, fir deene jonke Leit ouni Formatioun ze hëllefen, Zougank op den Aarbechtsmaart ze fannen: éischtens, den CAE - Contrat d'appui-emploi -, dee sech op den öffentleche Secteur konzentréiert an als Zil huet, jonken Aarbechtslosen e Stage unzebidden, wou se eng Initiatioun an/oder Formatioun kréien, déi et hinnen erlaben, éischt professionell Erfahrungen ze sammelen a sech och theoretesch weiderzebilden.

Zweetens, den CIE - Contrat d'initiation à l'emploi -, dee sech un de Privatsecteur wennt, dee vu Privatbetriber Jonker ka proposéiert ginn, an hinnen dobäi och eng konkret Perspektiv op en onbefristeten Aarbechtskontrakt à durée indéterminée, wéi mer dat am Jargon nennen, ubidde kann a wëllt.

Déi Jonk bis 30 Joer kréien duerch déi zwou Zorte vun Aarbechtskontrakter CAE an CIE d'Méiglechkeet, duerch praktesch Erfahrungen um Terrain a weider Fortbildung spéider méi liicht sech an den Aarbechtsmaart eran ze integréieren.

Här President, de Projet de loi 6068 vun haut gesäit zwee Haaptpunkte vir: Éischtens, eng Rei Adaptatioune vun deenen aktuellen CAE an CIE mat der Haaptmoossnam, dës zwee Kontrakter net nëmmen onqualifizéierte Leit, mä och jonken diplméierte Leit bis 30 Joer unzebidden.

Zweetens dann eng ganz nei Moossnam: de Contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique (CIE-EP). Bon, dat kann een och nennen e Praktikum fir jonk diplméiert Leit bis 30 Joer, deen exklusiv fir si reservéiert ass.

Den CIE-EP soll deene Jonke mat engem CATP, Bac, Bac+, Technicien, BTS, Bachelor an hi bis zu engem Masterdiplom d'Méiglechkeet ginn, éischt professionell Erfahrungen ze sammelen, déi hirem Diplom déi néideg Plus-value ginn, fir dass si bei der Relance économique esou séier wéi méiglech eng fest Aarbechtsplaz fannen.

Ech wëll ënnersträichen, dass den CAE an CIE sech virun allem u jonk Leit ouni Ofschlossdiplom wennen, mam Zil, hinnen eng komplementär Ausbildung op praktéschem an theoreteschem Niveau ze erméiglechen. Duerfir sinn d'Uwendung vum CIE an CAE op diplméiert Leit och elo just als Noutléisung an dëser Krisenzäit ze betruechten. A vu dass dës zwou Moossnamen CAE an CIE genau wéi den CIE-EP un eng Krisesituatioun ugepasst sinn, si si och an der Zäit limitéiert a gëlle just bis den 31. Dezember 2010.

Här President, op déi dräi verschidden Aarbechtskontrakter fir jonk Leit bis 30 Joer, wéi se am Projet de loi vun haut virgesi sinn, wëll ech elo e bësse méi am Detail agoen.

Éischtens, den CAE war bis elo u Leit ouni Ofschloss adresséiert a gëtt elo och opgemaach fir jonk Diplméiert. Seng Dauer gëtt vun néng op zwielef Méint eropgesat. No deenen zwielef Méint kann de Beschäftegungsminister décidéieren, de Kontrakt ze verlängeren. Déi maximal Dauer kann allerdings net iwwer 24 Méint erausgoen.

Wéi schonns virdru gesot, ass den CAE op eng weider Formatioun ausgeluecht. Duerfir gëtt elo och definitiv, also iwwert den 31. Dezember 2010 eraus, an de Code du Travail ageschriwwen, dass déi Jonk op d'mannst 16 Stonne Formatioun pro Mount suivéieren. D'Aarbechtsstonne waren a bleiwen aus deem Grond op 32 Stonne pro Woch limitéiert. D'ADEM ass bei dëser Moossnam mat abezunn a stellt deem Jonken en Tuteur zur Säit, deen deen néidegen Encadrement iwwerhëlt.

Wat d'Paien ugeet, esou kréien déi Jonk ouni Diplom eng Indemnitéit vun 80% vum Mindestloun; déi, déi e Certificat d'aptitude technique et professionnel, en Diplom de technicien oder en Diplom de fin d'études secondaires classiques oder respektiv secondaires techniques hunn, kréien 100% vum Mindestloun. An déi, déi e Bac+, BTS, e Bachelor oder e Master hunn, kréien 120% vum Mindestloun.

De Stat iwwerhëlt iwwert de Fonds pour l'Emploi all Mount déi ganz Indemnitéit, wann dee Jonken en CAE bei enger Statsverwaltung selwer mécht. Bei aneren aarbechtsparastaatlechen Arbeitgeber wéi de Gemengen an esou weider iwwerhëlt de Fonds pour l'Emploi 85%.

De Gesetzestext gesäit och vir, dass, wann den Employeur e Jonken no sengem CAE astelle wëllt, muss hien him en onbefristete Kontrakt ouni Stagezäit offréieren. Dëst gëllt awer nëmmen, wann dee Jonken op d'mannst zwielef Méint beim Employeur geschafft huet. Den Employeur kritt doropshin eng Prime unique vum Fonds pour l'Emploi, déi sech op 30% vum Gesamttotal vun den Indemnitéiten, déi de Jonke bezunn huet, beleeft.

Well d'Astellunge beim Stat, de Gemengen an esou weider awer spezielle Regelen, wéi zum Beispill Examen ënnerleien, ass et net ëmmer méiglech, deem Jonken no sengem CAE eng Plaz ze garantéieren. Duerfir ass et besonnesch wichteg, d'Formatioun vun eise Jonken an dësem öffentleche Secteur esou effikass a breet gefächert wéi méiglech ze gestalten. An deem Kontext kann ënner anerem och op de staatlechen INAP, den Institut national d'administration publique, zréckgegraff ginn.

Zweetens, déi zweet Zort vun Aarbechtskontrakter ass den CIE - Contrat d'initiation à l'emploi. Den CIE viséiert déiselwecht Kategorie vu jonke Leit wéi den CAE, mä adresséiert sech un de Privatsecteur. Och den CIE ass duerch dëse Gesetzestext op fir Diplméiert.

Well kee vun eis viraussoe kann, ob eis Wirtschaft am Laf vum nächste Joer nees unzitt, gesäit de Gesetzestext vir, d'Dauer vum CIE bei Bedarf ze verlängeren. Dat heescht, dass och den CIE eng Dauer vun zwielef Méint huet. Wann en ausleeft, huet den Employeur awer d'Méiglechkeet, duerch eng Demande un de Beschäftegungsminister eng Verlängerung unzefroen. Grad wéi den CAE kann den CIE awer net méi laang dauere wéi 24 Méint am Ganzen.

De Montant vun den Indemnitéiten ass d'selwecht geregelt wéi beim CAE. Doriwwer eraus kann den Employeur beim CIE deem Jonken, wéi och elo schonn, fakultativ eng Prime de mérite ausbezuelen.

Wat d'Remboursementer vum Fonds pour l'Emploi ugeet, iwwerhëlt de Stat beim CIE am Privatsecteur all Mount 50% vun der Indemnitéit vun deem Jonken. Dëse Montant geet erop op 65%, wann dee Jonken an engem Secteur schafft, wou säi Sexe ënnerrepresentéiert ass. Beim CIE kënnt derbäi, dass deem Jonken e Certificat de travail vum Employeur ausgestallt gi muss.

Wann den Employeur dee Jonken no sengem CIE astelle wëllt, gëllen déiselwecht Konditioune wéi beim CAE. Dat heescht, den Employeur kritt eng Prime unique vum Fonds pour l'Emploi, déi sech op 30% vum Gesamttotal vun der Indemnitéit, déi dee Jonke bezunn huet, beleeft. Den Employeur muss, wann e Leit astellt, fir d'éischt dee Jonken, dee fir hie geschafft huet, froen, ob hien déi ausgeschriwwe Plaz wëllt, wa se op seng Qualifikatioune passt. Dës Priorité d'embauche huet déiselwecht Dauer wéi den CIE, deen de Jonke beim Patron geschafft huet.

Drëttens, komme mer elo zum Haaptpunkt vun dësem Gesetz. Den CIE-EP - wéi gesot, de Contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique oder, wéi scho gesot, eng Zort Praktikum, ass exklusiv reservéiert fir jonk Leit mat engem Diplom. Dat heescht, jiddwereen, deen ënner 30 Joer al ass an op d'mannst en Techniker-/Premières-/Treizième-Diplom huet, mä awer och e Bachelor oder e Master huet, ka sech fir esou e Kontrakt mellen.

Fir dass dës Moossnam méi séier kann a Kraaft trieden, brauchen am Géigesaz zum CAE an CIE déi Jonk net iwwert d'ADEM ze fueren. En extrae Büro ënnert dem Numm „anelo" gouf ufanks September hei an der Stad Lëtzebuerg op der Escher Strooss op Nummer 209 ageriicht, fir déi jonk diplméiert Leit ze empfänken an ze beroden.

Ech war mer de Büro vun „anelo" d'lescht Woch ukucken an ech muss soen, dass eisen neien Aarbechts- a Beschäftegungsminister Nicolas Schmit sech domat scho gutt a schnell op déi nei Situatioun preparéiert huet, déi mat dësem Gesetz méiglech gëtt, am Sënn vun enger…

Une voix.- …iwwerhaapt net vill gemaach virdrun!

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Negri huet ganz eleng d'Wuert!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

…déi mat dësem Gesetz méiglech gëtt, am Sënn vun enger schneller Beschäftegung fir eis Jonk. All Respekt, Här Minister!

Dee Büro bitt och eng informatesch Plattform un ënnert der Website www.anelo.lu, wou déi Jonk hiren CV dropsetze kënnen. Wa si awer méi eng detailléiert Berodung brauchen, hu si d'Méiglechkeet och, sech direkt am Büro „anelo" déi néideg Informatiounen ze froen.

De Büro „anelo" gëtt géréiert iwwer e Guichet unique an Zesummenaarbecht mat der ADEM, CEDIES, SNJ an dem CPOS.

Och wann déi Jonk net deen normale Wee iwwert d'ADEM fuere mussen, ass d'ADEM awer mat agebonnen an informéiert déi Jonk iwwert déi ausgeschriwwe Plazen um Aarbechtsmarché. An ëmgedréint gëtt den Employeure vun deeneselwechten Organer d'Méiglechkeet gebueden, iwwer „anelo" hir Aarbechtsofferen ze publizéieren.

Während dräi Méint hunn déi Jonk Zäit fir selbstständeg no enger Aarbecht ze sichen a brauche sech och net regelméisseg bei der ADEM ze presentéieren. No dëser Period vun dräi Méint fale si automatesch an de System vun der ADEM zréck. Selbstverständlech kënne si awer während deenen dräi Méint och froen, fir an deen traditionelle System ze kommen.

Den CIE-EP huet eng Dauer vu sechs bis 24 Méint. Och dëse Kontrakt kann net méi laang wéi zwee Joer daueren.

Wat d'Indemnitéit ugeet, esou verdéngen d'Leit mat engem BTS, Première- oder Treizièmes-Diplom 120% vum Mindestloun. Leit mat engem Héichschoul- oder Unis-Diplom kréien 150% vum Mindestloun.

De Fonds pour l'Emploi remboursériert all Mount 40% vun der Indemnitéit un den Employeur. D'selwecht wéi beim CIE, ass den Employeur obligéiert, um Enn vum CIE-EP dem Jonken e Certificat de travail auszestellen.

Wann en Employeur dee Jonken astelle wëllt, muss en him en onbefristete Kontrakt ouni Stagezäit ubidden, wann dee jonken zwielef Méint op d'mannst fir hie geschafft huet. Den Employeur kritt och hei eng Prime unique vum Fonds pour l'Emploi, déi sech op 30% vum Gesamttotal vun den Indemnitéiten, déi dee Jonke bezunn huet, beleeft.

Wat d'Priorité d'embauche ugeet, ziele beim CIE-EP déiselwecht Regele wéi beim CIE.

Et gouf estiméiert, dass déi dräi Aarbechtsmesurë fir ronn 800 jonk diplméiert Leit a Fro kommen, a ginn deementspriechend mat 14 Milliounen Euro am Fonds pour l'Emploi ageschriwwen.

Här President, opgrond vum gudden Avis vum Statsrot, ass de Gesetzestext méi kloer strukturéiert ginn. Sou gesäit dëse vir, dass d'Kapitel 1 all déi Dispositioune regruppéiert, déi zäitlech begrenzt, also bis den 31. Dezember 2010, Changementer am Code du Travail aféieren.

D'Haaptpunkten dovunner sinn: 1. Den CIE-EP gëtt nom 31. Dezember 2010 net méi ugebueden; 2. d'Montantë vun den Indemnitéite ginn nom 31. Dezember 2010 och erëm erofgesat; an 3. d'Ausbezuele vun der Prime unique duerch de Fonds pour l'Emploi fält och da logescherweis erëm ewech.

An engem zweete Kapitel ginn dann déi definitiv Changementer am Code du Travail opgezielt. Si bestinn dann och iwwert den 31. Dezember 2010 weider eraus. D'Haaptpunkten dovunner sinn: 1. De Chef d'entreprise ass obligéiert, fir d'Personaldelegatioun iwwert d'Ofschléisse vun CAE, CIE an CIE-EP ze informéieren a mat hinnen doriwwer ze diskutéieren. Hie muss och eemol am Joer op d'mannst de Comité mixte zu dëse Moossname konsultéieren.

2. An engem CAE muss dee Jonken op d'mannst 16 Stonne Formatioun pro Mount maachen. Dat war am Gesetz vum 22. Dezember 2006 net dran. An ech halen dësen Zousaz fir enorm wichteg.

3. Dee Jonken an enger Moossnam huet d'Recht op déiselwecht Konditiounen, wat Congé ugeet, wéi aner Leit am Betrib.

4. Wat Nuets- a Sonndesaarbecht ugeet, do ass et d'selwecht, do gëllen déiselwecht Reglementer vum Droit commun.

Här President, ech wëll och kuerz op den Avis vun der Chambre des Salariés agoen. Vu dass all Betrib fräi ass, deem Jonken en CIE-EP-Kontrakt auszestellen, riskéiere mer vill verschidde Modeller vun esou Kontrakter ze kréien. Dofir proposéiert d'Chambre des Salariés, e Standardmodell vun esou engem Kontrakt auszeschaffen. Domat huet all Jonken deeselwechte Kontrakt an et kann een évitéieren, dass abusiv Clausen drastoe kommen.

Eng aner Propos, déi awer an déiselwecht Richtung geet, ass d'Aféiere vun engem Standardcertificat, deen all Jonken nom Oflaf vu sengem respektiven Aarbechtskontrakt ausgestallt kritt. Dëse Certificat gëllt als Bewäis fir d'Anhale vun engem vun deenen dräi Aarbechtskontrakter a beschreift dem Jonke seng Kompetenzen a wat hien a senger Zäit an deem Betrib och geléiert huet.

Här President, zum Schluss wëll ech nach eng Kéier kloer soen, dass déi dräi opgezielten Aarbechtskontrakter fir Jonk Leit bis 30 Joer mat Diplom an der Zäit limitéiert sinn a gëllen als Plan d'urgence a Krisenzäiten. Op kee Fall solle se den Employeuren d'Méiglechkeet ubidden, fir gutt an effikass Aarbechtskräften zu niddrege Léin anzestellen.

Dofir gesäit d'Regierung e Comité de pilotage tripartite vir, deen de System regelméisseg iwwerpréift an esou Mëssbräich verhënnert. Dofir ass och am Artikel 13 vum Projet de loi festgehalen, dass de Comité permanent eng Evaluatioun no sechs Méint vun deem Gesetz vun haut virhëlt.

Déi iewescht Finalitéit am Kampf géint de Chômage a besonnesch an dëse Krisenzäite muss et sinn, eise jonke Leit mat an ouni Diplom e festen Aarbechtskontrakt unzebidden.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. An als éischte Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Hären, a schwieregen Zäiten ass et leider e Phenomeen, datt Jugendlech ouni Schoulofschloss et ganz schwéier hunn, eng Aarbechtsplaz ze fannen. Nei ass awer de Risiko, datt duerch d'Ausmooss vun der Kris och elo Jugendlech mat engem Diplom betraff sinn, an ënnert hinne souguer Jugendlech mat ganz héije Studien.

Ech wëll awer och am selwechten Otemzuch soen, datt deen am Summer gefaarte Rush op d'ADEM vun 2.000 Jugendlech mat engem Schoulofschloss ausbliwwen ass.

Dëse Projet de loi huet als primäert Zil, d'Mesurë vun CAE a vun CIE op Jugendlech mat Diplomer auszeweiden an och den CIE-EP anzeféieren. D'Ofkierzungen CAE, CIE an CIE-EP klénge wéi Bezeechnunge fir Vitaminen, an dat grad ass hir Funktioun. Vitamine fir Jugendlech, datt se fit gemaach gi fir den Aarbechtsmarché.

De Rapporteur huet en expliziten an objektive Rapport vum Projet, deen ënnert dem fréieren CSV-Aarbechtsminister entstanen ass, virbruecht, sou datt ech hei net op déi verschidde Mesuren am Detail wëll zréckkommen an him am Numm vun der CSV Merci soe fir deen explizite Rapport.

Ech wéilt awer drun erënneren, datt den CIE-EP extra agefouert gëtt, oder soll agefouert ginn, wann d'Gesetz gestëmmt gëtt, fir deene Secteuren ze erlaben, wou Kuerzaarbecht ass, jonk Leit ze engagéieren, fir hinnen déi néideg Formatioun ënner anerem kënnen ze ginn.

Besonnesch betraff ass hei den Industriesecteur. Zum Beispill eng Entreprise wéi Goodyear, déi Kuerzaarbecht huet, ka während der Kuerzaarbecht net rekrutéieren. Et sinn awer eng Rëtsch Ingenieuren um Marché, déi onbedéngt Formatioun an engem Betrib brauchen. Mam CIE-EP ass hinnen dës Méiglechkeet ginn.

D'CSV ass an déi lescht Wahle gaange mam Slogan „Zesumme wuessen" an „Generatiounen denken de séchere Wee". Dëse Projet läit voll op dëser Linn. Zesumme wuessen an a Generatiounen denken, heescht ënner anerem solidaresch handelen, Här Bettel.

(Interruption)

Dat geschitt mat dësem Projet de loi.

Och de séchere Wee leeft duerch dëse Projet. Duerch d'Formatiounen an de Praktikum souwéi den Encadrement, a méi generell duerch d'Méiglechkeet vun engem CAE, CIE an engem CIE-EP ze bénéficiéieren, kréien d'Jugendlech a besonnesch duerch dëse Projet d'Jugendlech mat engem Diplom d'Méiglechkeet, Erfahrungen um Aarbechtsmarché ze sammelen. Och kréie se eng seriö Perspektiv op eng Plaz.

Dës Perspektiv ass nämlech ginn duerch d'Priorité d'embauchage, déi jo par rapport zum Projet 5611 verlängert gëtt. E Patron, deen e Jugendlechen ausgebilt huet, dee wëllt prinzipiell dee Jugendlechen halen, wann d'ekonomescht Emfeld et him erlaabt. De Patron huet net nëmme Geld, wat e jo deels vum Stat hei kritt, investéiert, mä och vill Zäit an Know-how an dee Jugendlechen. De Jugendleche gëtt esou zum mënschleche Kapital, am positive Sënn vum Wuert, fir de Patron.

Ouni d'Subventioune géife Jugendlech net op den Aarbechtsmarché kommen.

Dëse Projet de loi gëtt kritiséiert, insbesondere well Abusë kéinte geschéien. Abusë kënnen et ëmmer ginn. Mä et däerf een awer net den Abus als Leitfaden huelen, fir géint e Gesetz ze stëmmen.

Et ass eis och oft virgehäit ginn, datt Abusë bei den Indemnités de chômage géife geschéien. Dofir schafe mer awer net d'Indemnités de chômage of.

Kommt, mer ginn dësem Projet de loi dach eng Chance a kommt, mer vermëttelen dach e positive Message no baussen, dee soll heeschen: Léif Patronen, léif Jugendlech, mir gleewen un Iech. Mir zielen op Iech. Duerfir bidde mer Iech eis Hand, fir aus der Kris ze kommen. Ech géif souguer soen, fir eng Expressioun vum Premierminister ze gebrauchen: Et ass eis verdammte Flicht, dëse Projet de loi ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gloden Merci, an als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Situatioun bei der ADEM ass „katastrophal". D'Aarbechtsmaartverwaltung muss „d'urgence" reforméiert ginn.

Dëst si keng Aussoe vun engem Oppositiounspolitiker, mä et ass de Constat an d'Fuerderung vum neien Aarbechtsminister, deen am Kader vun enger Pressekonferenz den 20. Oktober versprach huet, sech direkt ëm den Ëmbau vun der ADEM ze këmmeren.

An dësem Dossier dierft keng „wäertvoll" Zäit méi verluer goen. Sou de Minister, deen ënnerstrach huet, keng weider Auditen a Studien an d'Wee ze leeden, mä bis Juni 2010 e Reformkonzept virzeleeën.

D'Personal vun der ADEM soll elo séier opgestockt ginn. Dëst ass net vu Muttwëll, well d'Leit op der ADEM sinn de Moment einfach hoffnungslos iwwerfuerdert. Zu Esch këmmert sech am Duerchschnëtt ee Beamten ëm 1.167 Chômeuren, zu Woltz ass et ee Beamte fir ronn 470 Aarbechtsloser.

Ënner esou engen Ëmstänn ass eng gutt Betreiung vun deem eenzelnen Demandeur d'emploi einfach net méiglech. Eent zu honnert soll der OECD no d'Verhältnis tëschent Placeur an Demandeur d'emploi sinn. Mir sinn de Moment wäit vun dëser Zuel ewech.

De Message vum neien Aarbechtsminister, nämlech deen, datt d'Lag katastrophal ass, ass alles mä kee Luef fir säi Virgänger. Wann den neien Aarbechtsminister deemno vun enger dramatescher Situatioun bei der ADEM schwätzt a sech net hannert Auditen an Etüde wëllt verstoppen, da weist hien domat, wat säi Virgänger jorelaang gemaach huet.

Amplaz d'Reform vun der ADEM konsequent unzegoen, wéi et d'Demokratesch Partei scho während Jore fuerdert, huet de Minister ëmmer nei Excusë fonnt, fir dëse Problem net unzegoen. Mol war et en Audit vun der OECD, deen nach huet missen ofgewaart ginn, an deem seng Konklusioun iwwregens deckungsgläich mat de Fuerderungen an Iddië vun der DP war. Mol war et en Accord mat der CGFP, deen huet missen hierhalen, fir datt am Dossier ADEM kaum eppes geschitt ass.

Zéng Joer laang war de François Biltgen Aarbechtsminister. Eleng an deene fënnef leschte Joren ass de Chômage vun 8.292 Persounen (August 2004) op 14.234 Persounen am August 2009 geklomm, also ëm ronn 71%. Bei deene Jonke sinn d'Zuelen ähnlech dramatesch, plus 35% an deene leschte fënnef Joer.

Et kann ee sech also d'Fro stellen, ob den Här Biltgen keng Verantwortung konnt oder wollt iwwerhuelen, oder awer, ob seng Partei keng Verantwortung konnt oder wollt iwwerhuelen. Oder ob et esou war, datt e beim Nodenken iwwer eng méiglech Reform vun der ADEM net derzou komm ass, se och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Et kann ee sech dann och d'Fro stellen, ob et wierklech esou ass, wéi den Här Schiltz d'lescht Woch behaapt huet, datt een als CSV-Politiker ka parallell handelen an nodenken. An dësem Fall war et jiddefalls esou, datt den Här Biltgen vläicht nogeduecht huet, mä net gehandelt huet.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Mir hätten als DP...

(Interruptions)

Mir als DP jiddefalls hätten eis op alle Fall gewënscht, en hätt souwuel driwwer nogeduecht wéi och gehandelt, amplaz nëmme Plooschteren op en hëlzent Been ze pechen.

(Brouhaha)

Une autre voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, zënter Joren ass d'Lag um Aarbechtsmaart amgaange sech ze verschlechteren. Besonnesch de Jugendchômage huet bedenklech Ausmoossen ugeholl; tëschent August 2008 an August 2009 sinn eppes méi wéi 600 Jonk ënner 26 Joer méi bei der ADEM ageschriwwen. Si representéiere bal 17% vun de Persounen ouni Aarbecht.

Just 20% vun de jonken Demandeurs d'emploi, déi aus dem Postprimaire kommen, hunn een Treizièmes- oder Premières-Diplom. D'Majoritéit vun hinnen ass also net genuch qualifizéiert. Et si grad dës jonk Leit, déi als Éischt der Kris zum Affer falen a sech um Aarbechtsmaart ganz schwéierdinn, eng fest Plaz ze fannen.

Mat dem Gesetzesprojet 6068 reagéiert d'Regierung elo, méi wéi e Joer nodeems d'Kris ugefaangen huet, op dës dramatesch Lag.

De Projet schreift sech dann och kloer an de Kontext vun der aktueller Wirtschaftskris an. Et ass eng aussergewéinlech Moossnam an enger aussergewéinlecher Situatioun. D'Fro muss an dësem Kontext awer erlaabt sinn, firwat et méi wéi zwielef Méint gedauert huet, éier dësen Text déposéiert gouf.

Nach eng Kéier muss ee sech d'Fro stellen, firwat net schonn dee fréieren Aarbechtsminister mat esou enger Propositioun koum. Dann hätt een dësen Text net missen duerch den Instanzewee baatschen an déi nei Mesurë wären och schonn en place gewiescht fir déi Jonk, déi am Summer hir Etuden ofgeschloss hunn.

De Gesetzesprojet entsprécht also, a mäi Virriedner Roger Negri huet et gesot, engem Noutplang. Dofir ass en an der Zäit begrenzt an en huet als Zil, déi konjunkturell bedéngte Jugendaarbechtslosegkeet ze bekämpfen.

D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt dës Approche prinzipiell. De Stat, awer och d'Betriber mussen hirer sozialer Verantwortung gerecht ginn an däerfen déi Jonk, déi eng éischte Kéier op den Aarbechtsmaart trieden, net am Stach loossen.

D'Aféierung vun engem Contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique ass ze begréissen, well dëse Kontrakt et erméiglecht, de jonken Diplomiérten e Praktikum ze offréieren, deen et hinnen erlabe soll, méi liicht eng definitiv Plaz, sprécht e Contrat à durée indéterminée ze fannen.

D'Ausdehnung vun dem Contrat d'appui emploi an dem Contrat d'initiation à l'emploi op déi jonk Qualifizéiert ka sech nëmmen duerch déi konjunkturell schwiereg Lag legitiméieren an däerf dofir nëmmen zäitlech begrenzt bleiwen.

Här President, Kris hin oder hier, et muss alles ënnerholl ginn, fir datt déi Jonk direkt am éischten Aarbechtsmaart eng Plaz fannen. D'Moossnamen, déi dëse Gesetzesprojet virgesäit, däerfen also net zu Abusë féieren. Nëmmen déi Betriber, déi eeschthaft vun der Kris betraff sinn, däerfen d'Recht hunn, an de Genoss vun de Virdeeler vun dësem Gesetzesprojet ze kommen.

D'Demokratesch Partei hofft, datt d'Kontrollmoossnamen, déi vun der Regierung proposéiert ginn, Mëssbräich vermeiden hëllefen. D'Demokratesch Partei fäert awer, datt duerch den administrativen Opwand, dee mat dësem Projet verbonnen ass, vill kleng- a mëttelgrouss Betriber, déi net iwwer en entwéckelten administrative Staff verfügen, découragéiert ginn an dat si dovunner ofhält, fir sech dem onvermeidbare Formalismus, dee mat dësem Projet verbonnen ass, ze ënnerwerfen.

Net fir näischt schreift de Statsrot a sengem Avis, datt d'Moossnamen, wéinst hirer Komplexitéit, eventuell bestëmmte Promoteure profitéiere géifen, déi besonnesch aviséiert wären, dogéint Kleng- a Mëttelbetriber riskéieren de facto vun dëse Virdeeler ausgeschloss ze ginn. Dat géif d'Wierksamkeet vun dëse Mesuren erofsetzen. Mesuren, esou preziséiert de Statsrot, déi jo awer d'Allgemengheet, sprécht de Steierzueler, deier ze stoe kommen. Doriwwer eraus kann et zu punktuellen Diskriminéierungen tëschent Betriber kommen.

D'Chambre des Salariés weist an hirem Avis drop hin, datt an enger selwechter Uertschaft mat zwee Handwierksbetriber deen ee vis-à-vis vun deem aneren diskriminéiert ka ginn, well deen een ënner sengem perséinlechen Numm agéiert bezéiungsweis haft, an deen aneren am Kader vun enger Handelsgesellschaft, zum Beispill enger S.à r.l. funktionéiert.

Deen éischten Handwierker, deen also a sengem eegenen Numm etabléiert ass, kann en CAE mat engem jonke Chômeur ofschléissen. Deen zweeten dergéint kann dat net maachen, dëst well d'Handelsgesellschafte vun dëser Form vu Kontrakt prinzipiell ausgeschloss sinn.

Hei riskéiere Klengbetriber vun ähnlecher Gréisst wéinst hirem juristesche Statut diskriminéiert ze ginn. De Gesetzesprojet hätt also hei punktuell verbessert misse ginn, fir esou Situatiounen ze vermeiden, zumools well dat de Spillraum bei der Astellung vu manner gutt qualifizéierten Aarbechtslose vergréissere kéint.

Här President, mir stellen eis och d'Fro, ob d'Formatiounen, déi de Gesetzesprojet virgesäit, wierksam sinn. Dës Formatioune solle jo d'Qualifikatioune vun deene betraffene Jonken nohalteg verbesseren, oder zumindest punktuell Defiziter an hirer Ausbildung ofbauen. D'Formatiounen, déi ugebuede ginn, däerfe keen Exercice de style sinn. Si mussen op den individuelle Profil an d'Bedürfnisser vun deene Jonken zougeschnidde sinn, fir esou hir Kompetenzen ze stäerken.

De Formatiounsplang muss deemno konsequent a geziilt applizéiert ginn. E muss e reelle Mehrwert bréngen an d'Chancë vum Chômeur um Aarbechtsmaart spierbar verbesseren. Et heescht den Après-crise ze preparéieren an déi Jonk fit fir den Aarbechtsmaart ze maachen.

An deem Kontext verlaange mir, datt d'Wierksamkeet vun dëse Moossnamen duerch de Comité de pilotage regelméisseg iwwerpréift gëtt an d'Konklusioune vun dësen Auswäertungen zu eventuelle Kurskorrekture féieren.

Ob d'ADEM dem Usproch vun enger besserer Betreiung awer ëmmer gerecht ka ginn, däerf ee bezweifelen, schonn eleng dowéinst, well et einstweilen, wéi schonns ugedeit, net genuch Begleetpersonal gëtt, à moins datt de fréieren Aarbechtsminister a senger Qualitéit als neie Minister vun der Fonction publique et fäerdeg bréngt, fir der Aarbechtsmaartverwaltung op Wonsch vu sengem Successeur zousätzlecht Personal zur Verfügung ze stellen.

Bei der ADEM betreit zurzäit ee Placeur am Duerchschnëtt 600 Chômeuren. Dat ass eng ontragbar Situatioun, déi d'DP scho viru Joren ugeprangert huet. De fréieren Aarbechtsminister huet ëmmer nees Verännerungen ugekënnegt, mä dobäi blouf et dann och, leider. Well wéi d'Kris Enn 2008 iwwert d'Land agebrach ass, war eigentlech e schnellt Handelen erfuerdert.

Trotz der Krisesituatioun gouf d'Reform vun der ADEM net an Ugréff geholl. Et blouf beim Ukënnegen a Studéieren. De Minister Schmit muss also elo a kuerzer Zäit dat opschaffen an nohuelen, wat säi Virgänger net ugepaakt huet.

Une voix.- Dat ass net richteg.

M. André Bauler *(DP)*.- Dëst wäert mat Sécherheet keng einfach Aufgab ginn.

Här President, d'Kolleege vun deene Grénge a vun deene Lénke wëllen dëst Gesetz wahrscheinlech net stëmmen, well se der Meenung sinn, datt vun deene proposéierte Mesuren haaptsächlech d'Patronat profitéiert oder géif profitéieren, fir kënnen op bëlleg Manéier gutt qualifizéiert Aarbechtskräften ze rekrutéieren.

Dat ass sécherlech net ganz falsch, an awer och nëmmen déi hallef Wourecht. Et sti Garde-fouen am Gesetzesprojet, déi eben dëst genee solle verhënneren.

Op där anerer Säit muss ee sech och d'Fro stellen, wat mer dann an enger Krisesituatioun wéi där aktueller wëllen: Wëlle mer, datt déi Jonk och a schwieregen Zäiten eng Aarbecht fannen, och wann de Stat dofir finanziell muss asprangen, oder wëlle mer déi Jonk einfach sech selwer iwwerloossen an hinnen net bei Antrëtt an d'Aarbechtswelt hëllefen? Mir mengen, datt déi éischt Alternativ bäi Wäitem besser ass, wéi déi zweet.

D'Jugendaarbechtslosegkeet werft awer och Froen iwwer eise Schoulsystem an iwwer eis Gesellschaft am Allgemengen op. Déi professionell Orientéierung misst eigentlech méi fréi a méi intensiv an eise Schoule gefördert ginn. Et gëtt ëmmer nach ze vill Jonker, déi d'Schoul fräizäiteg a soumat ouni nennenswäert Qualifikatioun ofbriechen. Et gëtt och vill Jonker, déi Studien ufänken, déi kaum Beruffsperspektive bidden. An et gëtt och déi, déi sech vun engem Schouljoer an dat anert schleefen, ouni et awer zu engem Diplom ze bréngen, sief et, well et hinnen un der néideger Motivatioun feelt, sief et aus familiären oder soziale Grënn.

Un éischer Plaz gëllt et de Problem vum niddrege Bildungsniveau vu villen Aarbechtslosen, ronn 48% vun hinnen hunn e ganz niddrege Bildungsgrad, ze behiewen. D'ADEM muss dofir eng Aus- a Weiderbildungsagentur ginn, déi enk mat den existéierende Weiderbildungsinstituter zesummeschaffe soll. Et heescht och d'Betreiungsqualitéit zugonschte vun den Demandeurs d'emploi ze verbesseren. Dofir muss d'Zuel vun de Vermëttler a Beroder opgestockt ginn - massiv opgestockt ginn -, fir datt all Demandeur méiglechst personaliséiert betreit ka ginn, awer och, fir datt d'Kontakter zu den Entreprisen an deenen hire Personalbüroe verbessert an ausgebaut kënne ginn.

Här President, interessant sinn an deem Kontext d'Iwwerleeunge vum LCGB-Generalsekretär, deen am „Soziale Fortschrëtt" eng gemeinsam Berodungsstruktur verlaangt a sech driwwer beklot, datt am Kader vun der Koalitiounsbildung nees keng national Instanz geschaf gouf, déi sech zentral ëm déi schoulesch a berufflech Berodung këmmert.

(Interruption)

Wuel gouf déi politesch Absicht geäussert, datt méi enk a geziilt zesummegeschafft misst ginn. Wiem notzt et awer - esou freet

den LCGB-Generalsekretär weider -, wann d'Politik Wënsch an Absichten äussert, mä ënnert dem Stréch net vill geschitt? De Regierungsprogramm hätt sech an deem Punkt méi konkret a konsequent äussere missen; esou den LCGB-Vertrieder.

(Interruption)

Als DP kënne mer dem LCGB-Generalsekretär nëmme bäiflichten. Et muss ee sech effektiv froen, firwat dës berechtegt Fuerderung bis ewell nach net op oppen Oueren, Regierungsoueren, gestouss ass. D'Demokratesch Partei huet an de leschte Méint ëmmer nees drop opmierksam gemaach, datt um Terrain vun der berufflecher Orientéierung a Berodung an um Gebitt vun der Aarbechtspolitik en Ëmdenken onëmgänglech ass. Méi Betreiungsqualitéit, geziilt Weiderbildungen an eng verbessert Ënnerstëtzung fir den eenzelne Chômeur, dat sinn a bleiwen eis zentral Fuerderungen an der Lutte géint d'Aarbechtslosegkeet.

Am Chômage ze sinn, dat ass fir déi betraffe Leit en individuellen Drama. Grad déi Jonk, déi frësch op den Aarbechtsmaart kommen, brauchen Initiativen, déi hinnen de Wee an d'Aarbechtswelt erliichteren a si net an enger Situatioun hänke loossen, wou si riskéieren ontäteg ze ginn a Kompetenzen, déi se an der Schoul entwéckelt hunn, broochleien ze loossen.

D'Kris verlaangt eng schnell Äntwert, an dofir ënnerstëtze mir dëse Gesetzesprojet. Gläichzäiteg widderhuele mer awer, datt dës Mesuren hiren exceptionelle Charakter behale mussen an alles ënnerholl gëtt, fir d'Entreprisen ze encouragéieren, direkt iwwert den éischten Aarbechtsmaart anzestellen.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Roger Negri, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht félicitéieren an den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bauler Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bal dräi Joer méi spéit, eng Nationalwahl méi spéit an en neien Aarbechtsminister méi spéit, kréie mir en urgence hei an dësem Haus eng Adaptatioun vum Projet de loi 5611 presentéiert. Verschidde béis Zongen hunn dëse Projet de loi 5611 bis genannt. Ech woe souguer den Term 5611 plus, well d'Intentioune vun dësen Adaptatioune sinn d'Mesuren CIE, de Contrat insertion emploi, an den CAE, de Contrat activation emploi, ze promouvéieren.

D'Essenz vun dësem Projet de loi ka sech an zwee Punkte résuméieren: Éischtens, déi bestoend Mesurë gi méi flexibel a manner contraignant gestallt; an zweetens, déi bestoend Mesurë ginn ausgeweit op déi Jugendlech, déi en Diplom Bac oder Bac+ hunn. Et wier nach ze preziséieren, datt et momentan virgesinn ass, d'Applikatioun vun dësem Projet de loi, spéider vun dësem Gesetz, an der Zäit ze limitéieren, an zwar bis Enn 2010.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir kënnt Iech bestëmmt alleguer erënneren, wéi vill Jugendlech sech viru knapp dräi Joer zu Wuert gemellt haten an den Ëmgank schaarf kritiséiert hunn, wéi d'Politik ëmgeet mat hirer Problematik, eng Schaff ze sichen an eng Schaff ze fannen. Haut sti mer mindestens virun därselwechter Problematik. A verstitt mech richteg, mir sti virun därselwechter Problematik, déiselwecht Situatioun, déi Situatioun, wéi d'Politik mat de Jugendlechen ëmgeet, déi eng Schaff sichen.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Mä haut, dräi Joer méi spéit, ass och d'Problematik eng Problematik plus. Effektiv, wéi den neie Minister net midd gëtt ze widderhuelen, an och de Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, et ënnerstrach huet, huet sech bannent engem Joer de Chômage indemnisé verduebelt; also de Chômage, deen ons eppes kascht.

29% vun de Mënschen, déi op der ADEM ageschriwwe sinn, hu manner wéi 30 Joer. Dat ass bal een Drëttel. Dat huet och de Minister ënnerstrach gehat. Mais voilà, elo ass tëschent den dräi Joer CIE an CAE, tëschent de Wahlen a virun engem neien Aarbechtsminister, eng Finanzkris an duerno eng Wirtschaftskris iwwert d'Land komm. A mir fäerten, vläicht net zu Onrecht, datt zousätzlech zu den onqualifizéierten oder wéineg qualifizéierte Jugendlechen och elo déi qualifizéiert a souguer déi héich diplomëiert Jugendlech keng Aarbecht fannen.

Et sinn an deem leschte Joer 3.878 Aarbechtsplaze geschaf ginn. Allerdéngs ginn der dovunner direkt eng 56,3% un Netrésidenten, also och net un ons Jugendlech. Mir sti virun der Erausfuerderung, an den neie Minister, mä och de Rapporteur a Verschiddener vun de Virriedner hunn et och scho gutt erkläert: Wéi kréie mir ons Jugendlech, qualifizéiert an net qualifizéiert, op den Aarbechtsmaart? Wéi kënne mir se ënnerstëtzen, fir eng Schaff ze fannen a fir eng Schaff ze halen? Bis dohinner si mer ons eens: éischtens, an der Formulatioun vum Problem, an zweetens an der Zilsetzung.

De Wee dohinner ass awer eng aner Saach, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären. De Wee dohinner nennt sech Mesuren. Wéi eng Mesurë setze mer an? Wéi musse mer mat de Mesuren ëmgoen, fir datt mer och kënnen evaluéieren, ob se gräifen, sprécht ob de Wee zum Zil och dee richtegen ass?

Dozou ons Bemierkungen, déi gläichzäiteg och ons Kritik beschreiwe par rapport zu dësem Projet de loi an déi ons Skepsis ausdrécken.

Mir haten hei an dëser Chamber per Motioun an dësem Plenum Enn 2006 gefrot, fir eng Evaluatioun virgestallt ze kréien zu der Aféierung vun de Mesuren CIE an CAE. Et läit awer keng fundéiert a representativ Evaluatioun vun dësen zwou nei agefouerte Mesurë vir.

Et läit just en esou gutt wéi méiglech a wuel net representative Pabeier vir vum Ceps, deen och éischter quantitativ Informatioune gëtt wéi qualitativer. Eng Statistik läit vir, déi géif beweisen, datt vun de Jugendlechen, déi virun allem an enger CIE-Mesure waren, dovunner bal d'Halschent agestallt gi wieren. Si se dat nach haut, Madame Presidentin?

Wat mir an dësem Plenum gefrot haten, war net eng zousätzlech Statistik, mä eng Evaluatioun vun der Applikatioun vun dësen zwou Mesuren. Eng Évaluation qualitative, déi ons de reelle Potenzial vun de Mersurë beschriwwen hätt, déi läit net vir. Esou eppes gëtt et net. An dat ass extrem schued.

Wie ka mir bestätegen, datt dës Jugendlech net souwisou vum Patron agestallt gi wieren, och ouni Mesure, ganz einfach well de Patron eng Aarbechtskraaft gebraucht huet? Kee ka mir dat weder bestätegen nach widderleeën.

Wie ka mir bestätegen, datt déi Suen, déi dës dräi lescht Joren an d'Mesurë gefloss sinn, gutt investéiert waren, well mir domadder onst Zil erreecht hunn, dat heescht Jugendlecher op den Aarbechtsmaart ze kréien an ze behalen, déi ouni Mesure net onbedéngt eng Plaz fonnt hätten? Kee ka mir dat bestätegen.

An déi nächst logesch Fro wier: Wie ka mir da bestätegen, datt déi 14 Milliounen Euro, déi un dësem Projet de loi hänken, e gudden Invest sinn, fir Jugendlechen eng Aarbecht ze vermëttelen, déi se soss net kritt hätten? Kee ka mir dat bestätegen.

Da sinn ech bal gezwongen, mir d'Fro ze stellen, ob dës Mesuren net virun allem eng Mesure fir d'Betriber sinn. Betriber, déi op eng indirekt Manéier gehollef kréie Paien ze bezuelen, wa se e Jugendlechen op d'mannst emol temporairement astellen, an dëst zu engem Präis, deen net der reeller Lountabell entsprécht.

Mir hunn hei e Projet de loi virleien, deen de Betriber hëlleft an där Wirtschaftskris en Deel vun de Paien ze bezuelen, notament déi vun de jonke Salariéen, déi ënnert dem Präis bezuelt ginn, 120 bis 150% vum Mindestloun fir e Bac+, ouni datt dat och kloer regléiert ass.

Da misst een op d'mannst de Courage hunn, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir dee Projet de loi richteg ze betitelen. Well d'Argumentatioun, fir dës nei Mesuren anzeféieren, ass notamment déi, datt et ons och nach géif kaschten, wann ons Jugendlech keng Schaff géife fannen. Dat ass scho richteg.

Systematesch gëtt awer argumentéiert, datt mer ons net an enger normaler Situatioun befannen. Iwwerhaapt gëtt dat Wuert „normal" ëmmer erëm widderholl, fir ze ënnersträichen, datt mer net ënner normalen Zoustänn liewen, zumindest an onser Aarbechtswelt.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat heescht dat iwwerhaapt, an normalen Zoustänn hätten dës Jugendlech eng Schaff fonnt, fannen awer elo keng Schaff, well mer net an enger normaler Situatioun sinn? Schafe mir net éischter dës anormal Situtatioun?

Natierlech si mer an enger schwiereger Wirtschaftskris. Do, wou de Betrib a Schwieregkeete geroden ass, solle mer de Betriber hëllefen, an do, wou de Betrib Main-d'œuvre brauch, muss de Betrib astellen, esou oder esou. A grad do soll d'öffentlech Hand awierken an onse Jugendlechen, déi vun der Schoul kommen, hëllefen, de jonke Männer a Fraen, déi prett sinn, fir op den Aarbechtsmaart hëllefen, si ënnerstëtzen, an net d'Betriber.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Fro wier jo dann eng Fro un déi gréng Fraktioun, an zwar wier dat déi: Wat géift Dir da maachen?

Mir géifen notamment déi 14 Milliounen Euro huelen, fir e reellen Empowerment vun de Jugendlechen an d'Wee ze leeden: Éischtens, mir brauche kompetent Leit, déi de Jugendleche begleeden a superviséieren; zweetens, mir brauche Leit à l'instar zum Beispill wéi d'Conseillers à l'apprentissage oder d'Consultanten, déi mat der ADEM schaffen.

Mir brauchen also Leit, déi e kontinuéierlechen a konstruktive Kontakt mat de Betriber garantéieren am Déngscht vum Jugendlechen. Eng Task force schafen, eng Regierungspriorité deklaréieren, a Ressource-humainen investéiere fir de Jugendlechen.

Ech wëll just hei ënnersträichen, datt genau déi do Diskussioun och virun dräi Joer gefouert ginn ass, praktesch vu jiddwerengem heibannen, och vun deem deemolegen Aarbechtsminister, an datt verprach gi war, datt mat den zwou Mesuren, CIE, CAE, mat dem Projet de loi 5611, och virgesi war, datt d'ADEM esou vill Poste géif bäikréien, genau fir déi do Aarbecht ze maachen.

D'ADEM huet wuel Poste bäikritt, awer net fir déi do Aarbecht ze maachen. Op jidde Fall net esou wéi se hätt solle gemaach ginn, well d'ADEM - an dat ass scho gesot ginn - restlos iwwerfuerdert ass a restlos ënnerbesat ass.

Mir brauchen eng Plaz, wou déi Jugendlech, déi eng Schaff sichen, sech erëmfannen. En einfache Guichet unique, an zwar fir all Jugendlechen. Dat muss kee Milliounen deiert Gebai sinn. Neen, just eng accueillant Plaz mat accueillantem Encadrement just fir déi Jonk.

Haut, Madame Presidentin, huet de Minister d'Situatioun proposéiert, datt déi eng Jugendlech sech mussen op d'Arbeitsamt bewegen, déi aner Jugendlech sech mussen op d'Escher Strooss an de CEDIES bewegen. Mir hunn also de Moment net eng gemeinsam Plaz, wou all Jugendlech sech kënnen erëmfanne fir déiselwecht Problematik.

Wat mer brauchen, Madame Presidentin, ass eng Maison de l'orientation, déi de Jugendleche gewidmet ass, well de Jugendlechen, deen eng Aarbecht sicht, ons dat wäert ass.

Mir wëssen - an dat ass d'Prolongatioun, wat mer haut an dësem Projet de loi presentéiert kréien -, datt mer mam Projet 5611, an ech widderhuele mech, deemools schonn déi Ressources humaines um Arbeitsamt sollten dofir kritt hunn, se net kritt hunn. Dat ass eppes, wat mer konstatéieren, Här Minister. Mä mir froen eis, wéi et elo soll weidergoen, well d'Tutorat gëtt net manner, mä et gëtt méi grouss an deem Exposé des motifs vun dësem Projet de loi, dee mer haut virleien hunn.

Mir brauchen also um Arbeitsamt, oder niewent dem Arbeitsamt, mir brauchen op jidde Fall fir CIE, CAE Leit, déi fir si do sinn. Mir brauchen eng Plaz, déi fir si do ass. Mir brauchen net eng Institutioun, déi restlos iwwerfuerdert ass, a mir brauchen och net an engem CEDIES en Dësch an zwee Still, wou dräi Nomëtteger an der Woch zwee Leit hiert Bescht maachen, fir deene puer Jugendlechen, déi sech dohinner trauen, déi noutwendeg Informatiounen ze ginn, déi se eigentlech och kënne soss anzwousch kréien.

An et ass eng Frechheet eigentlech, esou Mesurë mat esou wéinege Mëttelen ze proposéieren. Et ass eigentlech net nëmmen eng Frechheet par rapport zu de Jugendlechen, mä et ass eigentlech och eng Frechheet par rapport zu deene Leit, déi haut um Arbeitsamt schaffen an déi wierklech net wëssen, wéi se elo solle mat deem zousätzleche Projet ëmgoen.

Mir géifen also an de Jugendlechen investéieren, a Mesuren investéieren, déi just hinnen zeguttkéimen: Aktiounen, Encadrement, Accompagnement um Terrain, Supervisioun.

Iwwregens kéinte mer eis och eng Form vu Bénévolat virstellen, wéi et deen och scho gëtt, notamment am Ausland, notamment um Aarbechtsmaart. Dat géif de Jugendlechen och e ganz flotten Zousaz an hirem CV bréngen an dat géif hinnen och Erfahrung bréngen.

An et si genau dës Mesuren, notamment dës Mesuren, déi ech Iech beschreiwen, déi mat Sécherheet och dem Patron zeguttkéimen an dem Patron eng Garantie géife ginn, datt hie gutt investéiert. Wann hien a sengem Betrib esou e Jugendleche kann astellen, dee gutt encadréiert ass op senger éischter Aarbechtsplaz, dann huet de Patron och seng Pai gutt investéiert an dann huet de Patron eng Garantie, datt en a sengem Betrib virukënnt.

Dat hätte mer misse viru spéitstens dräi Joer maachen, bei der Aféierung vum CIE a virum CAE, wann deemools déi richteg Konklusioune vun der deemoleger Evaluatioun vum Ceps gezu gi wieren. An dat musse mer haut maachen. Mir wëllen an d'Jugend investéieren. Dovunner profitéieren och d'Betriber, an net ëmgedréint. Wat haut proposéiert gëtt, ass e finanziellen Invest fir d'Betriber, keen Invest fir eng Begleedung vun der jonker Aarbechtskraaft. Déi ass, wéi elo, inexistent.

Wat mer haut virleien hunn, ass e Projet, dee par Definitioun a kengem Mooss nohalteg ass. Esou Projete kënne mer ons net méi erlaben, weder aus wirtschaftlecher Siicht nach aus sozialer Siicht. Esou Projete sinn enger Verschiebung vum Problem gläichzestellen an ënnersträichen domadder d'Onverantwortlechkeet, mä awer och d'Kuerzsiichtegkeet vun dëser Regierung op dësem Punkt. Schued eigentlech.

A Schued eigentlech och, datt d'Gewerkschafte sech gezwonge fillen, sech roueg ze halen. Si haten Enn 2006 eng vill méi kritesch Approche an hunn och net gescheit, Jugendlecher op hir Rechter hinzeweisen: hiert Recht, respektvoll a gläichberechtegt behandelt ze ginn, och an der Aarbechtswelt. D'Gewerkschaften hunn deemools drop higewisen, datt esou Mesuren eng Gefor wieren, fir dem Sozialofbau op eng schläichend Manéier eng Dier opzemaachen.

Ech wëll ënnersträichen, datt souguer de Statsrot ze bedenke gëtt, an ech zitéieren en op der Säit 3, wou e seet: «Le projet de loi reste très vague au sujet des modalités pratiques de ce système.» An ech denken, datt dat och schlussendlech, ofgesi vum Prinzip hier, dee gréisste Schwaachpunkt vun dësem Projet de loi ass.

Mir mussen also feststellen, datt dëse Projet de loi net kloer ass op seng Effikassitéit, datt en net nohalteg ass an datt e wahrscheinlech säin Zil wäert verfeelen, nämlech ons Jugendlech fit a flott ze maache fir op den Aarbechtsmaart, mä éischter temporär eng Iwwerbréckung wäert maachen, well d'Regierung op dësem

Punkt vergiess huet, déi lescht Joren ze investéieren, vergiess huet, en nohaltege System anzeféieren, sech ze konzertéiere mat deenen anere Ministèren.

Dofir wäert dëse Projet de loi wahrscheinlech eng „Verschleisung" vu 14 Milliounen d'Joer sinn. Mä ob dat wierklech nohalteg Aarbechtsplaze schaaft fir Jugendlecher, woe mer am héchste Punkt ze bezweifelen. Dofir kënne mir dee Projet de loi net stëmmen. Mir wäerten dee Projet de loi oflehnen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Loschetter och Merci an ech ginn dann d'Wuert un den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt och e Merci un de Kolleeg Roger Negri, deen e formidabele Rapport, wierklech an allen Detailer, en net relativ einfach technesch erklärbare System hei virgedroen huet. Ech mengen, et ass awer scho gutt gewiescht, datt hie sech déi Méi gemaach huet. Dat erspuert eis alleguer, ons och mussen an déi komplizéiert Wierder a Chifferen eranzeschaffen, wat sécherlech souwisou laanscht d'Leit dobausse wäert goen.

Ech mengen, an de leschte Joren hu mer heibanne regelméisseg iwwert d'Chômageproblematik diskutéiert, an et ass am Fong am Gréissten ugaangen 1999, wéi mer d'PAN-Gesetz heibanne gestëmmt hunn. Eng éischt Revisioun hu mer den 22. Dezember 2006 gemaach, wéi mer de Contrat d'appui-emploi fir de Stat an d'Gemengen, den CAE, oder de Contrat d'initiation à l'emploi fir de Privatsecteur agefouert hunn.

Als ADR hu mer deemools bei den Debatten 2006 bemängelt, datt d'Ënnerstëtzung fir d'Demandeurs d'emploi, déi an de Privatsecteur ginn, misst méi grouss ginn, well mer einfach deemools scho gesot hunn, datt et net ka sinn, datt mer deene Jugendlechen d'Gefill ginn, datt se gradesou gutt hätten, eng vun deene Moossnamen am Secteur public ze huelen, well d'Erfahrung och deemools gewisen huet, datt déi Meescht, déi an esou enger Mesure beim Stat waren, iergendwéi dach ëmmer am Hannerkapp haten, datt se kéinte beim Stat bleiwen. Mir wëssen awer, datt et zäitlech limitéiert ass, an datt déi batter Wouerecht dach iergendwann eng Kéier kënnt, an een dann net do ka bleiwen.

Duerfir hu mer ëmmer derfir plädéiert, datt een d'Leit soll drainéieren an den éischten Aarbechtsmaart, an de Privatsecteur, well eben do d'Chancë sinn, datt déi Leit, wa se sech bewähren, dann och kënnen do eng definitiv Ustellung kréien. Eist Zil muss dofir ëmmer bleiwen, datt mer d'Leit am éischten Aarbechtsmaart, am Privatsecteur beschäftegt kréien.

Dëst Gesetz gesi mir an esou e Schratt goen, an dofir wäerte mir och dësem Gesetz zoustëmmen. D'Moossnamen an dësem Gesetz sinn zäitlech limitéiert op den 31. Dezember 2010, an niewent Onqualifizéierte kënnen elo och Jugendlecher mat enger Qualifikatioun duerch den neie System heivunner profitéieren.

Madame Presidentin, d'Fro vum Abus, déi hei virdrun opgeworf ginn ass, wëll ech och vun eiser Säit aus beliichten. Et ass e Comité de pilotage agefouert ginn, an ech si perséinlech der Meenung, datt mer hei net däerften domat rechnen, allze vill Abusen ze kréien. Ech mengen, d'Betriber hunn en Intérêt fir déi Leit, déi se hei kréien, wann dat gutt Leit sinn, datt se déi Leit och fest astelle wäerten. Dat ass e wichtege Faktor, fir d'Leit iwwerhaapt an d'Betriber eranzekréien, well mer wëssen, datt mer ganz dacks an enger ganz grousser Konkurrenz vis-à-vis vun eise Kolleeginnen a Kolleegen aus der Grenzregioun stinn.

Ech mengen, haut musse mer kucken, wa mer eisen Aarbechtsmaart analyséieren, datt mer an enger Zäit liewe vum europäesche Bannemaart, wou fräi Zirkulatioun vu Wueren a Persounen ass, wat mer guer net a Fro wäerte stellen, wou mer dach awer musse wëssen, datt eisen Aarbechtsmaart op ass, an datt duerfir d'Konkurrenz, fir en Job ze kréien, vill méi grouss ass.

Wa mer kucken, wéi héich datt de Chômage an de Grenzregiounen ass, ech hu mer déi Chifferen emol komme gelooss: A Rheinland-Pfalz si se op 6,2%, am Saarland op 7,8%, an der Lorraine op 9,2% an an der Wallonie op 15%. Et ass also kloer, datt am Kader vun esou enger Groussregioun mer ëmmer méi e groussen Drock hei op eist Land kréien. A wa mer dann och nach wëssen, datt de Chômage an Europa, insgesamt gesinn, am leschte Joer op iwwer 21,8, bal 22 Milliounen eropgaangen ass, datt am leschte Joer eleng fënnef Millioune weider Leit an de Chômage komm sinn, esou wësse mer, datt op eise klengen Aarbechtsmaart, deen dach ëmmer nach en interessanten Aarbechtsmaart ass, virun allem och wat d'Rémunératioun an d'sozial Ofsécherung ubelaangt, datt den Drock do méi grouss gëtt.

Mir hunn also en Intérêt fir e System opzebauen, wou déi Leit, déi Résident sinn, méi interessant fir e Betrib ginn. An doranner gesi mer déi grouss Plus-value, wann de Stat hei hëlleft, wa Betriber Leit, déi Résident sinn, astellen, datt de Stat dann hëlleft deene Leit hir Gehälter zu engem Deel ze bezuelen, datt mer iwwert dee Wee dann och méi Résidenten an den Aarbechtsmaart kréien. A wann déi Leit sech gutt bewähren a gutt sinn, sinn ech iwwerzeegt, datt déi Patronen och en Intérêt hunn, fir déi Leit fest anzestellen.

Eis Frontaliere sinn an deene leschte Jore ganz vill éischter an Interimsgesellschafte gaangen - wat net esou an der Traditioun vun de Lëtzebuerger läit -, well se ebe woussten, wa se eng Plaz iwwer eng Interimsgesellschaft an engem Betrib kréien a se bewähre sech dann am Betrib, datt se dann och eng Chance hunn, fir an deem Betrib fest ugestallt ze ginn.

Ech gesinn och dat heiten e bëssen als e Wee, fir d'Leit an d'Betriber eranzekréien, an et hänkt dann un deem Eenzelnen, fir ebe sech do ze bewähren. Ech kenne kee Betrib, wann en e gudde Mataarbechter huet, deen da seet: „Ech entloossen deen elo an ech huele mer en Neien eran, dee manner kascht." D'Betriber si frou, wa se gutt Mataarbechter kréien, an duerfir gesinn ech dat net esou schwaarz.

Ech sinn awer domadder averstanen, datt mer e Comité de pilotage maachen, deen déi Saach soll vun no suivéieren. Wann et Abusë gëtt, soll reagéiert ginn. Dat Gesetz ass net gemaach, fir Abusen ze maachen. Mä ech géif et net iwwerbewäerten, well ech der Meenung sinn, datt hei awer d'Betriber sech och hirer Responsabilitéit bewosst sinn.

E Beispill, wat mer gemaach hunn: Ech mengen, et ass wichteg, datt mer an d'Aarbecht investéieren. De Chiffer: Et gëtt geschwat wat dee Projet hei kascht. Mir mussen och kucken, wat et kascht, wa mer déi Leit net an d'Aarbecht kréien, wa mer se an de Chômage kréien a mer mussen da Chômage bezuelen. Dat kascht eis och ganz vill, wahrscheinlech genau datselwecht, wa mer ënnert dem Stréch fäerdeg sinn, a mer hunn d'Leit net an der Aarbecht.

Mä et ass enorm wichteg, datt mer eng Politik maachen, datt mer d'Leit, a virun allem déi Jugendlech, esou fréi wéi méiglech an d'Aarbecht kréien, datt se gesinn, datt se gebraucht ginn, datt se kënne beweisen, wat se kënnen, an datt se en Déngscht un der Leeschtung a sech och eng sozial Ofsécherung kënne ginn an eng Existenz opbaue fir sech an hir Famill. Dofir ass et wichteg, datt mer déi Jonk versichen esou séier wéi méiglech an den Aarbechtsmaart eranzekréien.

Mir maache jo och datselwecht an de Moossnamen, déi mer virun de Wahlen hei décidéiert hunn, datt mer am Fong gesot hunn, datt d'Leit Kuerzaarbecht maachen, wann et de Betriber schlecht geet. Dat ass jo am Fong déiselwecht Logik, wou mer da soen: D'Leit sollen an de Betriber bleiwen, se sollen an Aarbecht bleiwen, och wa se manner verdéngen, mä se sollen am Betrib bleiwen. Wann d'Aarbechtsplaze bis eng Kéier ofgeschaaft sinn, de Betrib zougemaach gëtt, da kommen déi Aarbechtsplazen ni méi erëm. Also hu mer alleguer en Intérêt, fir d'Leit an Aarbecht ze behalen, a mer hunn och en Intérêt, als Stat doranner ze investéieren, amplaz a Chômage ze investéieren.

Ech wëll awer och soen, datt mer bedaueren, an do schléisse mer eis dem Avis u vun der Chambre salariale, déi am Fong zu Recht eiser Meenung no seet, datt Leit, déi en CATP-Ofschloss hunn, datt déi net kënne vun deenen neie Moossnamen hei profitéieren, wat den CIE ubelaangt. Ech mengen, mir schwätzen alleguer ëmmer vun der Opwäertung vun der manueller Aarbecht, vum Handwierk. Hei wier eng gutt Geleeënheet gewiescht, fir och déi Leit op deen Niveau ze setzen.

Mä insgesamt, wéi gesot, stëmmt d'Richtung vun dësem Projet, a mer wäerten, wéi gesot, dofir och dësem Projet zoustëmmen. Dat ëmsou méi en drénngenden Handlungsbedarf besteet. De Chômage, dee klëmmt, an déi Zäiten, wou Lëtzebuerg vun héijem Chômage verschount war, déi sinn einfach eriwwer. Mir sinn net méi e Musterknabe an där Hisiicht an Europa; am europäesche Verglach leie mer net méi bei deene Beschten, mä mer schaffen eis lues a lues an d'Mëttelfeld erof.

Et ass awer e Phenomeen hei zu Lëtzebuerg bis elo bliwwen, et kann ee bal vun engem Paradox schwätzen: Wa mer engersäits e staarke Wuesstem un Aarbechtsplazen an de leschte Joren haten, am Schnëtt kann ee bal soen 10.000 nei Aarbechtsplazen hu mer pro Joer geschaf, an trotzdeem ass op där anerer Säit de Chômage geklommen, esou stëmmt eppes un eisem System net.

Mir hunn e staarkt Uwuesse kritt vun eise Frontalieren, wou mer frou sinn, datt mer se hunn, wou mer haut 140.000 Stéck hunn, déi hei an d'Land schaffe kommen. Mir hunn e staarkt Uwuesse kritt vun der Populatioun, an awer, op där anerer Säit, ass de Chômage an d'Luucht gaangen. Am Prinzip misst et jo esou sinn, wa Rekordzuelen un neien Aarbechtsplaze geschaf ginn, datt de Chômage am Fong misst erofgoen, ier mer missten nei Frontaliere siche goen oder Leit missten immigréieren.

D'Realitéit ass awer anescht, an et muss ee sech och duerfir d'Fro stellen: Firwat ass se aneschters? Eiser Meenung no ass et un alleréischter Stell d'Schold vun der Schoulpolitik vun deene leschten zéng, 15 Joer.

Mir hunn alleguer d'PISA-Resultat zur Kenntnis geholl virun e puer Joer. Ech géif soen, de Chômage, dee mer haut erliewe bei de Jugendlechen, ass d'Confirmatioun vum PISA-Resultat. Iwwer Joren hu mer eng falsch Bildungspolitik gemaach, an et muss een och soen, datt déi meeschten Zäit an deene Joren eng Partei, nämlech d'CSV et war, déi responsabel fir d'Schoulpolitik hei am Land war. Haut kréie mer d'Quittung vun där Politik presentéiert, déi Leidtragend sinn déi Jugendlech.

E weidere Punkt ass d'ADEM, déi net mat Zäiten ugepasst ginn ass un déi Entwécklung. Mir hu jo alleguer déi Situatioun hei gesi kommen, an et ass dofir ze bedaueren, obwuel et elo an der neier Sessioun ganz séier gaangen ass, mä datt net scho virun de Chamberswahlen den zoustännege Minister seng Aarbecht gemaach huet.

Et ass, wéi den neien Aarbechtsminister den 20. dëses Mounts an enger Pressekonferenz gesot huet, an ech hunn d'„Lëtzebuerger Wort" vum 21.10. hei leien - an am Fong ass et flott, datt eng Foto vun dem neien an dem alen Aarbechtsminister an der Mëtt vun deem Artikel ass, an deen alen Aarbechtsminister laacht och nach op der Foto -, a wann ech dann awer kucken, wat deen neie Minister seet: „Die Lage in den Arbeitsämtern, über die er sich in den vergangenen Wochen ein Bild gemacht habe, bezeichnete der frischgebackene Arbeitsminister gestern als katastrophal und unhaltbar."

Méi eng schlëmm Datz kann ee praktesch sengem Virgänger net ausstellen. An da steet deen awer fein op der Foto, et ass eben e feine Mënsch anscheinend awer, well e steet da fein do ze laachen, wann en dee Virworf do gemaach kritt. Et kann een also soen - an ech mengen, et huet elo kee Wäert, datt mer vill iwwert den Här Biltgen hei schwätzen, mir hunn em dat an de leschte Jore jo ëmmer erëm gesot -, datt en eis all Mount am Fong déiselwecht Ursaache gezielt huet. Ech hat mer eng Kéier hei de Spaass gemaach, iwwer e puer Joer dat Revue passéieren ze loossen, datt en ëmmer erëm datselwecht an datselwecht gezielt huet, mä et ass keng Reaktioun komm.

Mir wënschen dofir dem neien Aarbechtsminister, datt en eng méi glécklech Hand huet, an datt en hei dann och elo reagéiert op dat am Fong. D'Fakte si bekannt, déi huet de fréieren Aarbechtsminister eis iwwer zéng Joer hei erkläert. Also d'Fakte si bekannt, et muss elo just politesch reagéiert ginn, fir datt mer, virun allem d'ADEM, datt mer déi besser an esou séier wéi méiglech reforméiert kréien.

Fir eis schéngt et net esou wichteg ze sinn, déi Diskussioun, ob dat soll en Établissement public oder ob dat soll eng staatlech Verwaltung sinn. Mir hunn eis an eisem Wahlprogramm kloer ausgeschwat, datt mir der Meenung sinn, et kënnt eng staatlech Verwaltung sinn, mä eng Verwaltung, déi niewent de Fonctionnairë sech awer déi Flexibilitéit gëtt, fir op kuerzfristeg Ännerungen - wéi mer se elo zum Beispill kennen, datt de Chômage staark an d'Luucht geet -, datt se do kënnen op Leit aus dem Privatsecteur zréckgräifen, fir eben do esou séier wéi méiglech ze reagéieren, déi Flexibilitéit an d'Verwaltung eranzekréien, déi ee brauch, fir eben der Problematik ze begéinen.

Och wa mer haut Leit dosëtzen hätten, an engem Établissement public, a mer hätte se ënnert dem Privatbeamtestatut: Wa mer enger Persoun 600 bis 700 Chômeure vis-à-vis stellen, da kënne mer hir e Statut gi wéi se wëllt, dann ännert guer näischt un der Realitéit. Et huet also näischt mam Statut a priori ze dinn. Et huet domat ze dinn, datt mer eng Administration de l'emploi hunn, déi funktionéiert, déi op déi aktuell Erausfuerderunge kann agoen, déi outilléiert ass, souwuel wat d'Infrastrukturen ubelaangt wéi wat d'Personal ubelaangt, déi do ka reagéieren.

Et huet näischt mam Statut ze dinn. Duerfir menge mir, et sollt een do net e Scheingefecht maachen a mengen, et misst een hei iwwert de Statut schwätzen, a wann ee géif doraus en Établissement public maachen, dann hätte mer de Problem geléist. Domadder hu mer e guer net geléist. Mir mussen inhaltlech déi Verwaltung reforméieren a Leit zur Verfügung stellen, fir datt jiddwer Demandeur d'emploi eng individuell Betreiung ka kréien.

Ech mengen och, wat wichteg ass, dat sinn d'Zuele vum Chômage, wou mer och hei zu Lëtzebuerg net ëmmer de Courage hunn - géif ech soen -, fir einfach déi richteg Chifferen ze publizéieren. Déi eng Kéier maache mer d'Beschäftegungsmoossname mat dran, déi aner Kéier maache mer se net dran. Mä wa mer awer déi Leit kucken, déi am Chômage sinn an déi a Beschäftegungsinitiative sinn, do si mer am Ableck bei 16.000 Leit, déi mer hei am Land hunn.

Viru kuerzem war op der Televisioun eng Sendung „Kloertext", wou déi Responsabel vun der ADEM vun 20.000 Dossiere geschwat hunn a gesot hunn: Mir wëssen net - wéi se sech ausgedréckt hunn -, wou déi 16.000 hierkommen, well mir hunn 20.000 Dossieren an der Betreiung. Ech hunn an deem Sënn eng Question parlementaire gestallt, an de Minister wäert eis dann och eng Kéier prezis Opklärung ginn iwwert d'Chifferen, déi mer dann hei bei der ADEM hunn.

Mir wëssen, datt déi Frontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg entlooss ginn, net hei zu Lëtzebuerg an de Statistike gefouert ginn, mä an hire Länner gefouert ginn. Mä trotzdeem mengen ech, ass et awer en Aarmutszeugnis, wann déi Responsabel vun enger Verwaltung an enger öffentlecher Televisiounssendung aner Chifferen nennen, déi e gutt Stéck méi héich leien - 20, 30% méi héich leien - un Dossieren, déi si behandelen, wéi déi, déi mir all Mount virgeluecht kréien.

Madame Presidentin, de Problem vum Chômage. Dat Gesetz hei ass op ee Joer limitéiert, a mir däerfen net mengen, datt mer haut hei fir d'Lescht geschwat hunn. Ech sinn awer iwwerzeegt, datt et kee Joer

dauert, datt mer weider musse reagéieren, well de Chômage wäert opgrond vun der Situatioun, an där eist Land sech wirtschaftlech befënnt, och an deenen nächste Méint weider uklammen.

An ech mengen, och d'Kolleeginnen an d'Kolleegen, déi an der Finanzkommissioun waren, wou mer net méi spéit wéi d'lescht Joer matgedeelt kritt hunn, datt d'Baugenehmegunge quasi an de leschte Méint ëm 30% zréckgaange sinn, nodeems se scho virdrun zréckgaange waren, mer wësse ganz genau, wat dat fir Répercussiounen op de Bau an d'Handwierk kritt.

Mir wëssen, datt déi an de leschte Méint ëm 30% zréckgaange sinn, a mir wëssen och, datt dat an der Regel eent bis annerhalleft, heiansdo souguer zwee Joer dauert, bis Baugenehmegungen um Terrain spierbar ginn, dat heescht, datt ugefaange gëtt mat bauen. Esou weess een also, wann d'Baugenehmegungen esou massiv zréckgaange sinn, datt mer an deenen nächste Méint a Jore wäerten och en drasteschen Abroch an deem Secteur kréien.

Och wann de Finanzsecteur am Ableck lues schéngt sech erëm aus dem Déif ze erhuelen; wat awer fir d'Statsfinanzen net dann onbedéngt bedeit, datt d'Recettë wäerte séier massiv do fléissen. Mä et bedeit awer, an anere Secteuren - a mer kennen alleguer déi Secteuren, déi direkt Industriesecteure sinn, déi vum Ausland ofhänken; ech denken do un d'Automobilbranche, déi och nach wäerten an deenen nächste Méint hei staark am Land ze leide kréien - musse mer wëssen, datt mer och am Bau an am Handwierk an deenen nächste Méint däerfte grouss Problemer kréien.

An hei, mengen ech, ass d'Regierung ëm en Neits gefuerdert, net ze waarde bis déi Situatioun do ass, bis d'Betriber keng Aarbecht méi hunn an dann entweder Leit mussen entloossen oder masseweis am Bau an am Handwierk op Kuerzaarbecht zréckgräifen.

Mä hei - an dat hu mer scho gesot - ass d'Regierung gefuerdert, elo am Kader vun hiren Investitiounen net onbedéngt a risegrouss Projeten ze investéieren, mä fir déi Suen, déi mer zur Verfügung hunn als Stat, an d'Ekonomie fléissen ze loossen, fir eis Entreprisen ze beschäftegen, datt een déi a priori och soll a Kleng- a Mëttelprojeten investéieren, fir esou flächendeckend duerch d'Land och eis Entreprisen an eis Handwierksbetriber beschäftegt ze kréien, an domadder eventuell ee Stéck kënnen opzefänke vun deem, wat duerch d'wirtschaftlech Kris duerch manner Baugenehmegungen an deenen nächste Méint op déi Betriber zoukomme kéint.

Dat waren e puer Iwwerleeungen, déi ech vun eiser Säit wollt mat an dës Diskussioun erabréngen

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

▶ **Une voix**.- Très bien!

▶ **Mme le Président**.- Ech soen dem Här Gibéryen och Merci. Ech géif dann dem Här Hoffmann d'Wuert ginn. Dat war gutt getimed.

(Interruption)

Neen, neen. Ech sinn net esou streng.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Madame Presidentin, an esou kuerzer Zäit geet et wuel am beschte mat engem konkrete Beispill. Also, ech si Patron vun engem Spidol oder vun engem Alters- a Fleegeheem an ech bräicht eng Infirmière. Wann ech da mat engem normale Kontrakt esou eng Infirmière astellen, da kascht se mech esou jee no Kollektivvertrag ëm déi 3.000 Euro de Mount, plus 13. Mount, et cetera.

An da kucken ech mer emol dat Gesetz hei un. Do kann ech och eng Infirmière astellen an der Form vum Contrat d'appui-emploi. Déi kritt als Indemnitéit 120% vum onqualifizéierte Mindestloun mat Niveau Première, muss ee soen. An dovunner kréien ech als Patron 85% vum Beschäftegungsfong erëm. Si kascht mech also esou ëm déi 300 Euro de Mount.

Wann ech se jo no zwee Joer astellen, da kréien ech nach eng Kéier 30% vun hirer gesamter Indemnitéit. Déi zwee Joer Période d'essai - kënnt een dat jo vläicht nennen -, déi brénge mer da mat deenen 30% Prime en Nettoboni vu bal 15.000 Euro. Nettoboni!

Bilan: Eng fest Astellung kascht mech déi zwee Joer iwwer 70.000 Euro; Kontrakt CAE, mat därselwechter Infirmière, bréngt mer e Boni vu bal 15.000 Euro. Madame Presidentin, wat géift Dir dann do a menger Plaz maachen?

▶ **Une voix**.- D'Infirmière bestueden.

(Hilarité)

▶ **Mme le Président**.- Ech géif déi Bescht huelen.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- En Abus maachen ech net, wann ech e Gesetz applizéieren. Mir sollen och net permanent vun Abusë schwätzen, well wouranner besteet den Abus, wann ech dat applizéieren, wat an deem Gesetz steet? Zu där Prime d'embauche, do léisst awer dann de Statsrot sech tatsächlech zu enger liicht ironescher Remarque hiräissen: „Le Conseil d'État observe qu'on saurait difficilement faire plus."

Och nach eng Kéier däitlech dat hei: Wann ech déi Infirmière direkt mat engem normale Kontrakt astellen, da kréien ech déi Prime d'embauche natierlech net. Eigentlech misst et jo ëmgedréint sinn. Eigentlech ginn ech penaliséiert oder diskriminéiert, wann ech direkt mat engem normale Kontrakt astellen, amplaz op d'Méiglechkeete vun deem Gesetz hei zréckzegräifen, wou ech dann herno souguer e Boni maachen. Onverständlech! Onverständlech!

Elo kréie mer gesot: Ech muss awer natierlech an deenen zwee Joer do eng Formatioun mat där Persoun maachen, an dat géif dann déi Prime do rechtfertegen. Ech muss awer soen: Och wann ech se net astellen herno, hunn ech d'Obligatioun vun där Formatioun, kréien déi Prime awer net, déi dann angeblech iergendwéi duerch déi Formatioun soll gerechtfertegt ginn.

Iwwregens, a verschiddene Secteuren ass souwisou permanent eng Formatioun, eng Formation continue geregelt, och onofhängeg vun deene komesche Kontrakter do. A wou esou vill vum „lifelong learning" geschwat gëtt, mengen ech eigentlech misst eng Formatioun iwwerhaapt ëmmer zu enger normaler Aarbecht gehéieren.

Dat Beispill vun der Infirmière, dat ass natierlech en arbiträert Beispill, et ass awer net esou ganz arbiträr. Dat kënnt Der duerch all Secteuren duerchdeklinéieren, fir all Employeuren, déi net Société commerciale sinn, mat deene 85% plus 30, also Gemengen, Crèchen, Affekotenétuden, Dokteschpraxen, Handwierksbetriber; wa se net Société commerciale effective sinn, mat alle Qualifikatioune vum jonke Mënsch ouni Diplom bis zum Akademiker, ëmmer mat enger ähnlecher Bilanz wéi dat, wat ech elo virgerechent hunn.

Als Patron vun enger kommerzieller Gesellschaft kommen ech allerdéngs och net esou schlecht ewech. Do bezuelen ech ëmmer nach nëmme 50% vun där moerer Indemnitéit; dat geet mat 80% vum Mindestloun un. 50% vun där moerer Indemnitéit, a wann ech dann déi Persoun um Enn astellen, da bleiwe souguer nëmmen 20% vun där moerer Indemnitéit, well ech jo dann erëm eng Kéier déi 30% Prime d'embauche kréien.

Kucke mer elo awer och d'Saach vun der Säit vum jonke Mënsch, an net vum Patron, deem hei Cadeau gemaach gëtt; vum jonke Mënsch, deen eng Aarbecht sicht. An deen, muss ech betounen, an deen déi Kontrakter hei muss unhuelen, wann e se proposéiert kritt, wann en net seng Indemnité de chômage wëllt verléieren. E kann also net einfach soen: Neen, ech wëll dat do net. Ech sichen op eng aner Aart a Weis.

Also bei deenen dräi Zorte vu Kontrakter - nach eng Kéier - verdéngt en ëmmer wäit ënnert sengem Qualifikatiounsniveau. Krass, wann och net nei ass fir een ouni Diplom oder mat Niveau CATP; ouni Diplom 80% vum onqualifizéierte Mindestloun. Dobäi wësse mer, dass hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun schonn ënnert der Aarmutsgrenz läit. An déi dat betrëfft, 80% vum Mindestloun, dat si keng Bouwe vun 18 Joer - där sinn och vläicht derbäi -, mä dat kënnen och Familljepäpp sinn. Dat kënnen elengerzéiend Mamme si vun 28 Joer. An déi sollen also liewe mat 80% vum Mindestloun? Onverständlech!

An, dat ass och schonn hei gesot ginn: Wéi en Drock entsteet duerch esou Mesuren op d'Léin iwwerhaapt an op d'Aarbechtsverhältnisser iwwerhaapt? Ech si mat där ganzer Logik vun deem Gesetz net averstanen. Net mat där Logik vu prekären Aarbechtsplazen op där enger Säit a Cadeauen un d'Entreprisen.

Ech gi sechs Amendementer eran an ech hunn natierlech net d'Zäit, se ze erläuteren, mä et steet awer all Kéiers e klenge Commentaire derbäi.

Wann ech gelift, Madame Presidentin.

Amendement 1

Les alinéas suivants sont supprimés:

Art. 1er «(5) Sur demande du promoteur ... au moment de la demande»

Art. 1er «(10) Sur demande du promoteur ... au moment de la demande»

Art. 5 «(2) Sur demande du promoteur ... au moment de la demande»

Commentaire:

Il s'agit trois fois de la même prime d'embauche de 30% de l'indemnité touchée par le jeune, prime qui n'a aucune justification.

1. Pour les employeurs qui n'ont pas la forme juridique de la société commerciale, ces 30% s'ajoutent aux 85% de remboursement de l'indemnité par le Fonds pour l'emploi et produisent donc, en cas d'embauche, un bénéfice net de 15% de cette indemnité. Pour les sociétés commerciales, elles réduisent la contribution de l'employeur à 20% de l'indemnité.

2. L'obligation de formation inscrite dans la loi ne justifie pas ce cadeau: la faible contribution de l'employeur à la faible rémunération suffit plus que largement à compenser son effort de formation. D'ailleurs, dans certains secteurs, la formation continue est de toute façon réglée. Le discours insistant sur le «lifelong learning» devrait impliquer que cette formation continue fasse partie intégrante de tout emploi.

3. L'employeur qui, au lieu de saisir l'opportunité avantageuse de la loi, engage directement sous la forme du Contrat à durée indéterminée, ne touche pas cette prime à l'embauche, ce qui revient à une discrimination voire une pénalisation difficilement compréhensible.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 2

Art. 1er (4) et (9)

Le libellé «touche une indemnité égale à quatre-vingts pour cent du salaire social minimum»

est remplacé par le libellé suivant:

«touche une indemnité égale à cent pour cent du salaire social minimum».

Commentaire:

1. En principe, aucun emploi ne devrait être rémunéré en dessous du salaire social minimum, censé être l'indispensable salaire pour pouvoir vivre dignement.

2. Il faut rappeler d'ailleurs que le salaire social minimum lui-même est inférieur au seuil de pauvreté.

3. Les «jeunes» auxquels s'applique cette loi, peuvent avoir jusqu'à 30 ans. Parmi eux donc aussi des pères de famille ou des mères monoparentales... On se demande comment ils pourraient vivre décemment avec seulement quatre cinquièmes du salaire social minimum.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 3

1. Le premier alinéa de l'article 6 est remplacé par le libellé suivant:

«L'employeur est obligé, en cas de recrutement de personnel, d'embaucher par priorité l'ancien bénéficiaire d'un contrat d'initiation à l'emploi - expérience pratique, qui n'est pas engagé sous contrat à durée indéterminée.»

2. Après l'article 1er, (10) il est ajouté un nouveau paragraphe (11):

«(11) L'alinéa 1 de l'article L. 543-25 est remplacé par le libellé suivant:

«Le promoteur est obligé, en cas de recrutement de personnel, d'embaucher par priorité l'ancien bénéficiaire d'un contrat d'initiation à l'emploi, dont le contrat est venu à expiration dans les trois mois qui précèdent celui du recrutement, et qui n'est pas engagé sous contrat à durée indéterminée.»

La numérotation subséquente est adaptée en conséquence.

Commentaire:

Selon les dispositions légales en vigueur et selon le nouvel article 6, seul le jeune «redevenu chômeur» dispose de la priorité d'embauche. Donc si, après son contrat, il s'est fait engager sous contrat à durée déterminée, il perd le bénéfice de cette priorité quoique, après l'expiration de son CDD, la probabilité qu'il se retrouve au chômage soit considérable. L'amendement vise donc a préserver cette priorité pour des jeunes sous contrat CDD.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 4

Article 1er, (6)

Cet alinéa est supprimé, et donc aussi la dérogation qu'il contient.

Commentaire:

L'article L. 543-16 en vigueur a la teneur suivante:

«Le contrat d'initiation à l'emploi est réservé aux promoteurs qui peuvent offrir au jeune une réelle perspective d'emploi.» Cette disposition renvoie donc à une certaine obligation d'embauche à la fin du contrat. La suspension de cette disposition invite à tous les abus. Voir aussi l'amendement 5.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 5

Article 1er, (9)

Cet alinéa est supprimé, et donc aussi la dérogation qu'il contient.

Commentaire:

L'article L. 543-19 en vigueur prévoit, en cas de prolongation du CIE, l'obligation de l'embauche par le promoteur «sous peine de remboursement au Fonds pour l'emploi des sommes perçues en application de l'article L. 543-21».

La suspension de cette disposition invite à tous les abus.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Amendement 6

À l'article 12, 1.: À la fin de l'alinéa «(5) Le chef d'entreprise .... L'emploi expérience pratique» est ajouté la disposition suivante:

«Si le chef d'entreprise ne prend pas en compte l'avis de la délégation du personnel, celle-ci peut avoir recours auprès du ministre ayant l'Emploi dans ses attributions dans les conditions à fixer par Règlement grand-ducal.»

Commentaire:

La délégation du personnel est sans doute bien placée pour juger d'un abus éventuel. Or, si le chef d'entreprise doit l'informer et la consulter, son avis n'est pas contraignant. Il faudrait donc prévoir, sinon un droit de veto, au moins une possibilité de recours auprès du Ministre du Travail et de l'Emploi.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

▶ **Mme le Président**.- Merci.

▶ **M. André Hoffmann** *(déi Lénk).*- Am Ënnerscheed zu zwee Virriedner hei schätzen ech d'Verhältnis tëschent deem alen an deem neien Aarbechtsminister e bëssen anescht an. Ech sinn der Meenung, dass deen alen Aarbechtsminister deem neien e fault Ee an de Kuerf geluecht hat. Dat huet sech nämlech och an der Kommissioun esou eigentlech erausgestallt. Mä amplaz et ewechzegeheien, wëllt en eis et dann hei verkafen. Mir net. Nee merci!

(Hilarité)

Mme le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci an ech géif dann dem Här Spautz d'Wuert ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn: Hien ass schold um Chômage, hien ass schold, dass d'Leit net qualifizéiert sinn. Ech si frou, dass mir haut de Mëtteg hei op dëser Plaz de Schëllege vun der Weltwirtschaftskris fonnt hunn, an dat an der Persoun vum ehemolegen Aarbechtsminister, dem François Biltgen.

(Interruptions diverses)

Well wann ech Iech alleguerten esou nogelauschtert hunn, hei op der lénker Säit, ass den Här Biltgen jo schold drun, dass de Chômage hei zu Lëtzebuerg deen ass, deen en ass, mä dann net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä innerhalb der ganzer EU.

(Interruptions)

An et ass och den Här Biltgen, deen dru schold ass - e war zwar nach ni zoustänneg…, en ass zwar zoustänneg fir d'Héichschoul, awer net fir d'Beruffsausbildung -, fir dass d'Leit hei am Land net qualifizéiert sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de Chômage am Allgemengen hei zu Lëtzebuerg war..., op dem 20. Oktober 2009 hate mer 15.000 Demandeurs d'emploi an 1.200 Offres d'emploi. Dat wëllt heeschen, mir hate 15.000 Leit, déi eng Aarbecht gesicht hunn, an et louchen 1.200 Offeren deem entgéint.

Wann een elo d'Entwécklung um Aarbechtsmaart kuckt, da stellt ee fest, dass 1982 hei zu Lëtzebuerg 182.000 Leit eng Schaff haten an op Datum vum September 2008 sinn et der 355.000. Dat heescht, hei zu Lëtzebuerg ass a puncto vum Aarbechtsmaart - den Här Bauler hat gesot, et huet sech alles verduebelt; 182.000 op 355.000 ass net grad eng Verdueblung, mä mir stelle fest, dass och an de Chifferen den Emploi hei zu Lëtzebuerg sech ronn verduebelt huet an deene Joren.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ënnersträichen, Här Bausch, dass déi éischte Kéier…

(Interruptions diverses)

…zënter 2001 an der Period vum September 2007 bis den Abrëll 2008 zu Lëtzebuerg d'Zuel vun den Demandeurs d'emploi erofgaange war. An eréischt nodeem et 2008 - a mir wëssen et alleguer, och wa mir haut nach ëmmer Leit gesinn, déi net wëllen dru gleewen, dass mer eng Kris hunn, dass déi 2008…

(Interruption)

Enn 2008 ass d'Kris ugaangen.

(Interruption)

Wann alleguerten déi…

(Interruption)

Neen, Här Bausch, liest d'Chifferen eng Kéier no! Huelt emol den Avis annuel vum CES, huelt emol alleguer d'Avisen, déi d'Beruffschamberen Iech elo wäerte virleeë fir de Budget, an da kënnt Der déi Chifferen, wéi ech Iech se elo hei soen, noliesen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat ass also, dass mer de Moment 15.000 Leit hunn, déi am Chômage sinn. Et muss een och wëssen, et däerf een hei, och wa mer haut de Mëtteg iwwert de Jugendchômage schwätzen, awer och d'Chômeuren am Allgemengen net vergiessen. An ech wëll och drun erënneren, dass jo net nëmme Moossname gemaach gi sinn, wéi een dat déi lescht Deeg esou héieren a gelies huet, fir déi Jugendlech, mä dass et och Moossname gëtt - fir déi Leit iwwer 50 war et am Ufank, duerno am Kader vun der leschter Legislaturperiod war et net méi 50+, mä do ass et 45+ ginn, wou d'Leit konnten Aides de réemploi kréien - déi kritt een och nach an anere Fäll, wou d'Patronen d'Sozialbäiträg nogelooss kréien -, wou och do Hëllefen ugebuede gi fir eis eeler Kolleegen, déi sech am Chômage befannen.

Haut zousätzlech, an d'Madame Loschetter huet et gesot, maache mer de 56+ oder bis, oder mir maachen eng Ännerung vun deem Gesetz 5611 vun 2006. Mat deem Ënnerscheed, den Här Schmit hat keng 10.000 Leit am Rousegäertche stoen, well anscheinend ass alles elo op eemol an der Rei, an alleguerten déi Organisatiounen, déi 2006 fonnt hunn, dass et e Skandal wier, déi fannen dann elo, 2009, jo net méi, dass et e Skandal ass, mat Ausnahm da vum Här Hoffmann a vun der Madame Loschetter, well vun all deenen aneren hunn ech näischt méi gelies.

Ech stellen do fest, dass déi Jugendorganisatioun, déi menger Partei nosteet an ugehéiert, d'CSJ, schonn 2006 dat richteg gesot huet a gesot huet, ma mir brauchen déi Moossnamen, mä si misste vläicht nach e bësse méi perfektionéiert ginn; wat mer elo amgaang sinn ze maachen.

(Interruptions)

Ech wëll awer och soen, dass mat dëse Moossnamen, déi mer elo schafen, virun allem de Praktikum ervirgestallt gëtt. An de Praktikum, mengen ech, ass eng ganz wichteg Saach. Well wa mer emol an der Press d'Beruffsannoncen zielen a gesinn, wat esou als Emploi gefrot gëtt, ass do ëmmer de Wonsch, Beruffserfahrung zielt. Mir brauche Leit mat minimum zéng Joer Beruffserfahrung. Et muss een och wëssen, wat um Aarbechtsmaart leeft.

Dofir ass et wichteg a gutt, dass et elo dëse Praktikum gëtt an domadder mer deene Jugendlech eng Méiglechkeet ginn, och spéiderhin an e festen Job ze kommen.

An et ass och richteg, dass et eng Krisemoossnam ass; dofir ass dat jo och bis op den 31. Dezember 2010 blockéiert. An da musse mer kucken, wéi d'Analys sech ergëtt a wéi och d'Weltwirtschaftskris - den Här Biltgen ass jo net méi zoustänneg fir den Aarbechtsmaart, dann ass bis dohinner jo och d'Kris um Aarbechtsmaart sécherlech eriwwer -, ob mer dann nach mussen eng Verlängerung vun deem Gesetz maachen oder net.

Ech wëll mer awer och nach erlaben, e Wuert ze soen zu deene Saachen, déi hei gesot gi sinn iwwert d'ADEM. Jo, ganz kloer: Mir brauchen eng Reform vun der ADEM. Diskutéieren ech guer net. Ganz kloer: Mir brauche méi Personal op der ADEM.

Une voix.- Aaahhh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Diskutéiere mer och net. An d'Madame Loschetter huet et gesot, de Projet de loi 5611 hat virgesinn, dass zéng nei zousätzlech Plazen op der ADEM géife geschafe ginn, virun allem an deem Beräich, deen deemools bei de Mesurë gemaach ginn ass.

Mä ech huele jo awer och un, dass alleguerten déi Politiker, déi heibanne sëtzen, och d'Prozedure kennen. Wa mir hei décidéiert hunn an e Gesetz gestëmmt hunn, dass zéng Aarbechtsplaze bäikommen an iergendenger Statsverwaltung, dann ass dat net mat der Publikatioun vum Gesetz, dass déi zéng Aarbechtsplazen dann och do sinn. Da kënnt fir d'éischt en Numerus clausus, da gëtt emol déi Plaz ausgeschriwwen. Da fir Fonctionnairen ze kréien, hunn ech nach eng Kéier nogefrot am Ministère vun der Fonction publique, da gëtt emol do fir d'éischt en Examen ausgeschriwwen an do kënnen alleguerten déi Leit sech mellen, déi wëllen. Da gëtt gekuckt, wéi vill Leit den Noexame kréien oder och net. An eréischt wann déi Leit dann definitiv agestallt ginn, hu mer se a) fonnt, mä da kënnt awer nach eng aner Prozedur, da gi se nach fir d'éischt op den INAP oder op den IFA, deemno ob et beim Stat oder Gemeng ass, an eréischt duerno sinn déi Leit voll asazfäeg.

An dofir: Alleguerten déi Leit, déi elo mengen, vun haut op muer wier d'Situatioun geléist, wa mer décidéieren, mir géife siwe Leit astellen, ass et richteg, mä da musse mer elo schonn déi Leit astellen an eis bewosst sinn, dass mer net d'nächst Joer bei der Analys kënne soen, elo missten déi zéng Leit jo dann och alleguerten operationell sinn.

An da wëll ech och soen...

(Interruption)

Gelift, Här Hoffmann?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Sinn déi zéng dann awer do?

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, déi zéng si geholl ginn, mä si sinn awer am Kader vun der Direktioun - huelen ech emol un -, well dat ass normalerweis d'Aufgabegebitt net vum Minister. De Minister gëtt der Administratioun de Posten an duerno ass et d'Administratioun, déi se asetzt.

(Interruption)

An déi huet se vläicht net an deenen Domänen agestallt. Mä déi zéng Poste sinn do bei der ADEM.

(Interruptions)

Da bei der Beschäftegung wëll ech awer och nach soen…

(Brouhaha)

Bei der Beschäftegung eleng wëll ech awer och soen, dass dat jo awer och net d'Responsabilitéit eleng ka si vum Aarbechtsminister. Mä och de Wirtschaftsminister muss hei sensibiliséiert ginn, fir bei den Employeuren ze implizéieren, dass mer och systematesch nei Aarbechtsplaze kréien.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Also, ech hätt elo gär, mir géifen alleguer dem Här Spautz nolauschteren!

(Interruptions diverses)

Une voix.- E provozéiert!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, e provozéiert eis!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et ass d'Fro, wie wie provozéiert, mä dat mécht awer elo näischt.

Da musse mer et och fäerdeg bréngen, dass mer méi massiv op déi aarbechtspolitesch Instrumenter, déi mer hunn, zréckgräifen, dass och d'Betriber wëssen, wat alles vun Hëllefen do ass, wat fir eng Hëllefe se kënne kréien, fir d'Situatioun um Aarbechtsmaart kënnen ze verbesseren.

Et ass prioritär d'Situatioun, um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart erëm eng besonnesch an eng kloer Saach hierzestellen, an dass et net ka weidergoen, dass ëmmer méi Leit riskéieren an de Chômage eranzerutschen.

Dofir ass et och noutwendeg a wichteg, dass mer Leit hu mat der néideger Qualifikatioun, mat der néideger Kompetenz. An déi eng kréien hir Kompetenz doduerch, dass se an der Schoul direkt hiren néidegen Diplom kréien, déi néideg Formatioun kréien, an déi aner Kolleeginnen a Kolleegen - an dat ass bedauerlech, dass der ëmmer méi d'Schoul ofbrieche respektiv ouni Diplom aus der Schoul erauskommen -, dass mer deene mat dëse Mesuren d'Méiglechkeet ginn, och eng Formatioun ze kréien, well nëmmen esou hu si och eng Chance, um Aarbechtsmaart kënnen ze bestoen.

De Succès awer vun dëse Moossnamen, wou de Roger Negri virdrun de Rapport virgestallt huet, hänkt eleng elo vun der sozialer Verantwortung of vun deene Betriber, déi och bereet sinn, innovativ Stageplazen ze schafen an zur Verfügung ze stellen, well si och dofir, d'Viviane Loschetter seet et, Sue kréien.

Mä ech mengen, et ass wichteg, a mir sinn et eiser Jugend schëlleg, dass mer alles ënnerhuelen, fir dass si d'Méiglechkeet kréien, a) eng Qualifikatioun ze kréien an och b) a Beschäftegung eranzekommen.

Der Jugend och an der heiteger Zäit eng Chance ginn, ech mengen, dat muss de Prinzip si bei dëse Mesuren, an ech géif hoffen, dass déi zwee, déi bis elo gesot hunn, déi eng Fraktioun an eng Gruppéierung, déi bis elo gesot hunn, si géifen deem Gesetz d'Zoustëmmung net ginn, dass déi sech dat nach eng Kéier iwwerleeën am Intérêt vun deene jonke Leit, fir och deene jonke Leit eng Zukunft ze gi fir muer.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech soen dem Här Spautz Merci. Als leschte Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, wann den Här Negri als Rapporteur geschwat huet, prezis an ëmfaassend wéi ëmmer, dann huet et kee Wäert méi, laang op Moossnamen, op Detailer nach eranzegoen. Mir hunn an der Kommissioun dräimol eis Zäit geholl, fir iwwert déi Moossnamen ze diskutéieren, an hien huet dat hei de Mëtteg, wéi och schrëftlech, gutt erëmginn.

Ech zéien aus där Debatt de Mëtteg hei emol eraus, dass mer eis driwwer eens sinn, dass et noutwendeg ass, e Stat ze hunn, deen net d'Daumen dréit an esou enger extraordinärer Situatioun, mä e Stat ze hunn, deen agéiert. Ech zéien draus eraus, dass mer sensibel sinn an dësem Moment, dass schnell muss agéiert ginn, an ech mengen, dass et heibanne kee gëtt, deen de Monopol huet vun der Sozialverträglechkeet oder der Sensibilitéit vun deene Moossnamen, déi haut virgeluecht gi sinn an déi mer diskutéieren.

Iwwregens erënnert ee sech drun, dass mer a sech säit, ech mengen 1978, éischt e Gesetz iwwer Beschäftegungsmoossnamen extra fir Jonker, ëmmer an därselwechter Logik agéiert hunn, wéi mer et haut och erëm eng Kéier diskutéieren. Mir haten ëmmer an deene leschten 20, 30 Joer Moossnamen. Si hunn eng Kéier DAT geheescht, si hunn CAT geheescht, si hunn herno CIE oder CAE geheescht, si hunn Hëllefe geheescht fir prezis Kategorien, déi mer ënnerstëtzt hunn.

Mir hunn also ëmmer un d'Adress vun de Patronen a vun de Betriber Aidë ginn als Stat, aktiv, sou wéi de Sozialstat sech versteet, fir ze hëllefen, an enger extraordinärer Situatioun derfir ze suergen, dass mer en Input géife ginn, dass mer Incitatifë géife ginn, fir dass d'Leit, hei an dësem Fall jonk Leit, géifen agestallt ginn.

Wat de Mëtteg gesot ginn ass, ech deelen dat, vun alle Säiten. Dëst ass e Projet wéi all déi virdrun an deenen 30 Joer, e Projet vu Chancen a vu Risquen. Déi eng gleewen un d'Chancen an déi aner fäerte méi d'Risquen.

Mir gleewen un d'Chancen. Mir gleewen drun, dass dëse Projet eng Rei vu Gardefouen nei schaaft, fir derfir ze suergen, dass d'Kontrolle besser stattfannen, derfir ze suergen, dass d'Sozialpartner an de Betriber an um nationale Plang sech méi involvéiert fillen, fir d'Kontroll vun deene Moossnamen hei ze maachen an ze agéieren, wann et abusiv Situatioune gëtt, géint déi ee muss virgoen.

Wann ee sech dräi Froe stellt: Déi éischt: Erfuerdert déi aussergewéinlech Situatioun, déi mer am Moment erliewen, aussergewéinlech Moossnamen? Gëtt et heibannen een, deen dann net „Jo" ka soen?

Ass et dann net evident, dass, wann een héiert um Niveau vun der ADEM, dass d'Débouchéen an deene prezise Kategorië vu Jonken, wou mer haut schwätzen, am Moment bal bei null leien, dass um Niveau vun den Offres d'emploi bal keng Offeren do virleien, dat eis dozou incitéiert, fir derfir ze suergen, dass mer eng Moossnam huelen, déi an der Zäit begrenzt ass bis den 31. Dezember 2010, an dann de Législateur, dat heescht d'Chamber an alle Fäll muss erëm eng Kéier délibéréieren, fir ze kucken: Wéi huet d'Situatioun sech da bis Enn nächst Joer entwéckelt? Ass et noutwendeg, déi Moossname weiderzeféieren oder dat net ze maachen?

Ech wëll och soen, ech hunn net richteg verstanen, wat d'Madame Loschetter drënner verstanen huet, wéi se gesot huet, et wär bedauerlech, dass d'Gewerkschaften an deem heiten Dossier gezwonge gi wären, roueg ze sinn.

Ech kennen...

(Interruption)

Dach, genau sou hunn ech mer et opgeschriwwen; gezwonge gi sinn, roueg ze sinn...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Neen, sech gezwonge fillen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Sech gezwonge fillen, roueg ze sinn.

(Interruptions)

Ech froe mech wierklech, wou de groussen Ënnerscheed ass an där Bemierkung, dass d'Gewerkschaften, déi an hirem Avis vun der Chambre des Salariés ganz kloer gesot hunn, dass se d'Philosophie vun deem Projet de loi hei approuvéieren, dass se wéi

jiddwereen och natierlech Crainten hunn an dofir drop pochen an hirem Avis - an do hu se eng Rei vu Propositioune gemaach -, drop pochen, dass een effektiv eng gutt Kontroll muss hu vun deene Moossnamen, déi hei stattfannen, am Comité de pilotage, an den Entreprisë selwer.

An ech muss och soen, dass se och dat gemaach hunn an dat geschriwwen hunn, wat evident ass, nämlech d'Prioritéit muss an alle Fäll - an dat ass säit 1978 bei CATen a bei DATen, a wéi all déi Moossname geheescht hunn, ni aneschters gewiescht -, d'Prioritéit muss déi sinn, dass dat heiten eng Passerelle ass, eng Bréck ass, déi mer bauen, fir dass déi jonk Leit do an den definitiven Aarbechtsmaart kommen. A wann ee säit 1978 dat analyséiert, muss ee feststellen, dass eis dat zum gréissten Deel och gelongen ass.

Ech si mat der Madame Loschetter d'accord, dass mer effektiv déi Moossname méi déifgrënneg mussen analyséiere vun 2006, wéi dat eleng mat enger Statistik geschitt ass.

Mä trotz allem muss ech awer feststellen, dass, wann ech gesinn, dass vun deenen 331 Jonker an engem CIE der 57% duerno en definitiven Aarbechtskontrakt an deem Betrib kritt hunn an dass och 43% vun deene Kontrakter am CAE-Beräich en definitive Kontrakt an deem Betrib hunn, dann ass et eis awer bei ville jonke Leit gelongen, déi eis Merci soen, dass mer Incitatifë ginn hunn, fir dass Patronen an esou enger schwiereger Situatioun wierklech eng Ënnerstëtzung kréien, déi erlaabt, dass jonk Leit iwwert déi Passerelle an iwwert déi Bréck kënne goen, fir an deen normalen Aarbechtsmaart eranzekommen.

Da stellt sech d'Fro: Ass dat e Cadeau fir d'Betriber oder ass dat eng aktiv Ënnerstëtzung fir déi jonk Leit? Doriwwer kënne mer philosophéiere bis haut den Owend Mëtternuecht. Tatsaach ass, mengen ech, dass all déi jonk Leit, déi iwwert dee Wee vun den Incitatifen do gehollef kritt hunn, eis sécherlech wäerte Merci soe fir déi Ënnerstëtzung do kritt ze hunn.

An déi zweet Fro, déi ech Iech géif stellen, dat ass déi, an dat hunn, mengen ech, bal all Riedner de Mëtteg hei gesot: Muss Beschäftegungspolitik méi si wéi dee Projet de loi, dee mer de Mëtten diskutéieren?

Evidenterweis jo! Evidenterweis jo muss et méi sinn. An dofir hu mer bei der Regierungserklärung scho virun e puer Wochen heidriwwer diskutéiert, dass deen Triptyque aus Wirtschaftspolitik, Éducatiouns-a Formatiounspolitik, an op där anerer Säit da Beschäftegungspolitik, dass dee méi enk matenee muss verzahnt ginn, och d'Propos gemaach, fir déi „task force" anzesetzen tëschent deenen dräi Ministèren, fir Woch fir Woch a Mount fir Mount derfir ze suergen, dass déi Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, dass mer och déi néideg Aarbechtskräften, déi néideg Qualifikatiounen hunn, fir dass déi jonk Leit och vun deenen Débouchéë kënne profitéieren.

An dat gëllt, an ech soe fir déi, déi hei e bësse parteipolitesch doriwwer polemiséiert hunn: Mir huele mat deenen dräi Ministeren an der Économie, an der Éducatioun an och am Travail deen do Défi gären op eis, fir an deenen nächsten zwee, dräi Joer eis wierklech all Moment an all Woch an all Mount anzesetzen derfir, dass mer dat Dräiecksverhältnis do, dass mer dat fäerdeg bréngen, fir eng gewësse Souveränitéit erëm iwwert den Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Ech mengen, dass d'Éducatiounsministesch net nëmmen an deene grousse Reforme vun der École fondamentale a muer dem Postprimaire, mä och um Niveau vun der Formatioun an der Formation continue derfir suergt, dass dat geschitt.

A wa virdrun hei vu menge Virriedner Zuele genannt gi sinn, da wëll ech nëmmen déi Zuel nennen, dass d'Wirtschaftspolitik vun der leschter Legislaturperiod, vun 2004 bis 2009, effektiv 55.942 nei Aarbechtsplazen an dësem Land kreéiert huet.

An ech wëll Iech soen, Här Hoffmann, dass dat - wa mer vis-à-vis vun deenen anere Länner eng Tromp hunn, déi nach ëmmer gëllt - dat ass, dass mer kee prekären Aarbechtsmaart hunn, dass dee ganz groussen Deel vun deenen Aarbechtsplazen do Contrats à durée indéterminée sinn, dass mer et ëmmer fäerdeg bruecht hunn, um Niveau vum Aarbechtsrecht derfir ze suergen, an dat och an Zukunft wäerte maachen, dass mer en Aarbechtsmaart hunn, deen net prekär ass.

Just nëmmen do, wou d'Incitatifë sinn, do, wou mer versichen, d'Passerellen an d'Brécken ze bauen, dass mer do op déi Moossnamen heiansdo musse Contrats à durée déterminée oder Stagë maachen, ass evident, mä eisen Aarbechtsmaart kennzeechent sech virun allem doduerch, dass mer an deene leschte Joren, ech hunn et genannt, iwwer 50.000 nei Aarbechtsplaze geschaf hunn.

Ech weess net, ech wäert dat awer muer de Moie kontrolléieren, ob, wéi esou oft, Är Kommentaren, déi Dir hei gemaach hutt, zwar gutt kléngen, mä awer mat de Realitéiten oft näischt ze dinn hunn. Ech weess net, ob bei deenen 1.000, ronn 1.000 CIE-Kontrakter, ob do vill Infirmièren derbäi sinn. Ech mengen, dass jiddefalls dat Beispill do laanscht de Realitéiten ass. Hei, um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, an de Spideeler, ginn Infirmièren agestallt mat engem Contrat à durée indéterminée, kréie se d'Geleeënheet ze profitéiere vu Loun- an Aarbechtskonditiounen aus engem Kollektivvertrag, deen normalerweis exzellent Konditiounen huet. Ech mengen, dat ass d'Realitéit hei um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart. Dir hutt vun e puer Ausnahme geschwat. Op jidde Fall ass dat net d'Realitéit um Niveau vun Infirmièren, deem Beispill, wat Dir genannt hutt.

An da sécherlech - an ech hunn dat bewonnert, soen ech Iech -, ech hunn et bewonnert, dass deen neien Aarbechtsminister sech net dohinnergestallt huet am Ufank vun der Legislaturperiod an eis mat de Reforme vun der ADEM op iergendeen Datum vertréischt huet, op iergendeen Datum, deen am Laf vun dëser Legislaturperiod soll kommen, mä dass e sech selwer ënner Drock gesat huet a sech d'Moyenen dofir gëtt, fir derfir ze suergen, dass bis de Juni d'nächst Joer, wéi en et gesot huet, e Projet de loi, e Reformkonzept fir d'ADEM virläit. Ech mengen, esou gëtt Politik gemaach, dass an enger Situatioun, wou et noutwendeg ass, mer derfir suergen, dass mer net nëmmen déi Strukturreform maachen, mä dass mer natierlech och déi néideg Qualifikatiounen an dat néidegt Personal kréien.

Well effektiv, ech mengen, deen Dommste versteet, dass, wann e Placeur sech ëm 6, 7, 800 Dossiere soll këmmeren, dobäi keng aktiv a proaktiv Beschäftegungspolitik erauskënnt, doriwwer brauche mer net ze schwätzen, dat versteet jiddwereen dobaussen. Duerfir ass et, mengen ech, noutwendeg, dass d'Regierung, fir ebe just deem ze entgoen, wat de Kolleeg Spautz elo grad gesot huet, net nëmmen de Wee eleng geet iwwert den Numerus clausus, mä dass mer eis hei méi fantasievoll mussen Iwwerleeunge maachen, wéi mer Joint Ventures kënne maachen, fir dass mer Know-how an dass mer Personal kréien, fir déi Lutte, déi do ze maachen ass, Dag fir Dag, fir d'Leit ze placéieren, dass mer derfir musse suergen.

Eng drëtt a lescht Fro, déi ech wéilt stellen - dat ass déi, déi den Här Hoffmann eis déi nächst zwee Joer jiddefalls emol nach wäert stellen -, dat ass déi: Ass dëst kompatibel mat de Prinzipië vum Sozialstat? An ech soen och do ganz däitlech, ouni iergendwéi e Brin vu schlechtem Gewëssen, dass dat heite kompatibel ass mat deem, wat d'Roll ass vun engem Stat, engem Sozialstat, deen eng aktiv Roll ze spillen huet, deen net nokuckt, wann d'Situatioun um Aarbechtsmaart sech détérioréiert, deen net nokuckt, wann d'Situatioun vu jonke Leit sech verschlechtert, mä d'Moyenen an de Grapp hëlt, fir mat de Betriber Partnerschaften ze bilden, fir hei méi eng aktiv Situatioun ze kréien.

Wéini, wann net elo an enger Krisesituatioun, ass de Sozialstat gefuerdert, fir Moossname wéi déi hei op den Dësch ze leeën? Ech mengen, et huet e Kolleeg hei virdrun et och gesot, léiwer investéieren, och wann Dir dat nach dräidausendmol Cadeauen un d'Betriber nennt, léiwer investéieren an déi 11, 12, 13 Milliounen, fir dass jonke Leit d'Passerellesméiglechkeet an den definitiven Aarbechtsmaart besuergt gëtt, wéi domadder Chômagegeld ze bezuelen. Ech mengen, dass dat d'Roll ass vum Sozialstat, fir an déi Richtung ze goen.

Ech wéilt zum Schluss nach, opgrond vun de Propose vun der Chambre des Salariés, eng Motioun deponéieren, fir zréckzekommen op eppes, wat scho genannt ginn ass, och vum Rapporteur Roger Negri selwer, nämlech déi Noutwendegkeet eng Formule ze fanne fir e Contrat-type beim CIE-EP, fir dass aus dem Ministère versicht gëtt voluntaristesch esou e Kontrakt auszeschaffen, deen effektiv dann erlaabt, uniformiséiert Regele fir all d'Entreprisen ze ginn.

Datselwecht gëllt fir de Certificat - och do déi Propositioun vun der Chambre des Salariés, vun deenen, déi schonn eng Rei vu Propositiounen an hirem Avis konkret a konstruktiv gemaach hunn -, an Zesummenaarbecht natierlech mat der ADEM an de Chambres professionnelles derfir ze suergen, dass mer hei e Certificat kréien, deen, mengen ech, och an engem CV vun engem Jonken herno eng Chance bedeit.

A mir setzen op d'Chancen, net nëmmen op d'Risquen, op déi musse mer all Dag oppassen, mä mir setzen op d'Chancen, och mat där Motioun, fir derfir ze suergen, dass jonk Leit an deenen nächste Wochen a Méint vun deem Stat hei konkret gehollef kréien.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 6068 vise à remédier de manière efficace et rapide à un nouveau phénomène, à savoir le chômage des jeunes détenteurs d'un diplôme secondaire, secondaire technique ou postsecondaire;

- soulignant que le projet de loi sous rubrique vise à donner aux jeunes de réelles perspectives d'insertion sur le marché de l'emploi;

- considérant qu'il est prévu que le Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) procédera à une évaluation des dispositions du projet de loi 6068 au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de ce dernier, de sorte que le CPTE sera en mesure, via son comité de pilotage tripartite, de suivre les évolutions du système, de s'assurer du bon déroulement de celui-ci et d'éviter d'éventuels abus;

- prenant en considération que le projet de loi sous rubrique oblige l'employeur à délivrer au jeune à la fin de la mesure un certificat de travail sur la nature et la durée de l'occupation et sur les formations suivies;

invite le Gouvernement

- à élaborer un modèle-type de contrat, dans le souci d'une uniformisation et d'une harmonisation du contenu de chaque CIE-EP;

- à développer, avec les services de l'ADEM, un certificat standardisé à remettre aux jeunes à la fin de la mesure, facilitant les démarches dans le cadre de la recherche d'un emploi et renseignant sur les compétences acquises par le jeune en mesure.

(s) Lucien Lux, Léon Gloden, Roger Negri, Marc Spautz, Vera Spautz.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Lux Merci, an elo kritt d'Wuert den Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, ech mengen an dëser Debatt si vill konstruktiv a positiv Iddien ervirbruecht ginn. Et ass och, mengen ech, e gudde Moment, elo am Ufank vun dëser Legislaturperiod, e kloert Signal ze stellen. Dat kloert Signal ass dat vum Emploi. Well ech mengen hei ronderëm déi ganz Chamber, wann ee freet, wat ass d'Suerg vun eis alleguerten, dann ass d'Suerg vun eis alleguerten, d'Prioritéit vun eis alleguerten den Emploi, d'Beschäftegung.

Mir brauchen also net laang driwwer ze philosophéieren, ob mer dëst Gesetz elo esou gebraucht hätten oder anescht gebraucht hätten. Mir hu missen agéieren, elo, direkt, well d'Chifferen, ech wëll net méi laang drop agoen, déi ginn e Signal. Här Gloden, och wa mer net deen „big rush" haten, deen effektiv gefaart ginn ass, ass trotz allem d'Situatioun seriö, d'Zuele weisen et. Wa vun engem Joer op dat anert 580 jonk Leit bis 26 Joer méi ageschriwwe sinn an der ADEM, wa praktesch, wann ech déi jonk Leit bis 30 huelen, 29,6% vun eisen Demandeurs d'emploi jonk Leit, also bis 30, sinn, da weist dat also ganz kloer, datt do e Besoin ass. An dat ass kee fault Ee, wéi dat esou schéi gesot ginn ass, wat do an de Kuerf geluecht ginn ass. Et ass...

(Interruption)

Jo, et ass eng Ébauche, a mir hu weider un där Ébauche geschafft. An ech muss soen, déi Ébauche, déi ass concertéiert diskutéiert ginn, Madame Loschetter, mat de Gewerkschaften, bis d'Finalisatioun vun deem Projet. An duerfir hu mer jo och eng Rei Elementer an deem heite Projet, wéi Dir en och elo ëmmer nennt - d'Chifferen, déi verhalen ech souwisou net -, déi verbessert gi sinn. Duerfir ass et awer e bëssen eng aner Orientatioun wéi dee Projet, op deen Dir Iech ëmmer referéiert.

Fakt ass, datt mer hu missen agéieren, oder wien hätt, wie géif d'Responsabilitéit huelen, deene jonke Leit ze soen, aus welleche Grënn och ëmmer, ideologeschen oder wat fir engen aneren: „Et deet ons leed, dir hat Pech. Dir faalt an eng Kris. Dir musst elo waarden, bis der eng Aarbechtsplaz hutt." Well...

(Interruption)

Jo, waart emol nach, ech sinn nach net fäerdeg.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Gitt eis emol d'Zuele vum 5611, wéi d'Madame Loschetter se gefrot huet, da wéisste mer emol, vu wat mer iwwerhaapt géife schwätzen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dir hutt déi kritt an der Kommissioun. Dir musst se och nach liesen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, neen, dat ass net wouer. Déi Zuelen...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech muss Iech just soen, Dir sidd entweder e bëssen en retard d'une crise oder Dir schwätzt wierklech net en connaissance de cause. Well, leider...

(Interruption)

Dir kënnt dat elo bedaueren oder net. Ech bieden Iech elo...

M. le Président.- Entschëllegt, et ass elo just de Minister, dee schwätzt. Wann een dem Minister wëllt eng Fro stellen, da soll e sech mellen, fir him eng Fro ze stellen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech muss Iech just soen: Wie schaaft d'Aarbechtsplazen an der Wirtschaft? Dat sinn d'Betriber. Soss keng aner. Elo kann een dat bedaueren, wéi vläicht den Här Hoffmann dat bedauert, oder Dir ufänkt dat ze bedaueren. Mä d'Aarbechtsplaze ginn an de Betriber geschaf, wou souguer nach méi experimentéiert Ekonomiste wéi Dir, Här Bausch, soen, datt et säit 1929 déi gréisste Kris ass, déi mer bis elo haten, da musse mer ebe feststellen, datt momentan och hei zu Lëtzebuerg d'Betriber net méi déi Aarbechtsplaze säit e puer Méint schafen, déi se virdru geschaf hunn. Do hu mer d'Pann, an do ass de Problem.

Elo seet d'Madame Loschetter: Mir mussen déi Jonk „empoweren". Dat ass e schéint Wuert, „empoweren". Mä mir hunn et sécher mat Leit ze dinn, déi net „empowered" sinn, déi vläicht net richteg orientéiert sinn. Mir hunn et awer och elo mat Leit ze dinn, déi absolut „empowered" sinn, déi ganz gutt Studië gemaach hunn, déi mat Diplomer, mat Qualifikatiounen a mat Formatiounen op den Aarbechtsmaart kommen.

Mä wat fanne se? Si fannen eng ganz Rei vun Entreprisen, déi soen: Et deet ons leed, mir sinn an enger grousser Wirtschaftskris, an eis Maison mère erlaabt ons momentan net, weider Leit hei zu Lëtzebuerg anzestellen. Dat ass d'Realitéit.

Elo kënne mer ons mat där Realitéit offannen an nach eng Kéier deene Jonke soen: Da waart elo bis d'Wirtschaftskris eriwwer ass, an da kritt dir och vläicht eng Chance. Mä ech gesinn d'Politik net an esou enger Logik. Ech gesinn d'Politik esou wéi dat gesot ginn ass. Ech gesinn de Sozialstat an enger Logik, wou gehandelt gëtt a wou no Léisunge gesicht gëtt, fir deene jonke Leit eng Dier opzemaachen.

Zum Beispill, mir si vun engem Mount op deen anere vun 109 op 203 Leit gaange mat Universitéitsdiplomen, déi an der ADEM ageschriwwe sinn. Elo ass dat awer net déi komplett Realitéit, well et gëtt vill Leit, déi, wa se hiren Diplom hunn, da waarde se a se kucken. Si siche selwer. Si gi sech net op d'ADEM aschreiwen.

Ee Wuert zur ADEM. Ech hunn natierlech mat vill Interessi héieren, wat do driwwer gesot ginn ass. Et war scho bal en Débat iwwert d'ADEM, mä ech hoffen, datt mer deen Débat hunn. Ech stelle mech deem Débat. Ech mengen, ech wëll d'ADEM reforméieren, mä mir wëssen alleguerten, datt mer iwwerrascht gi si vun deem schnellen Ustieg vun dem Chômage.

Dofir ass et och do wichteg, datt mer ganz schnell déi Reformen an der ADEM maachen an der ADEM déi Moyenë ginn. Ech hunn d'Mesurë scho geholl, an net fir siwen oder aacht oder zéng Leit der ADEM méi ze ginn; hei geet et ëm ganz aner Chifferen. An ech wäert mech net zefridde ginn, bis déi Leit agestallt sinn, operationell sinn.

Mä ech si mer awer och bewosst - wéi verschidde Kolleege gesot hunn; den Här Spautz -, datt, wa mer déi Leit haut oder muer hunn - an ech mengen, et muss een do e bësse méi innovativ sinn, wéi reng iwwert de Statsconcours, esou wéi den Här Lux dat och richteg gesot huet, ze goen -, da brauche mer trotz allem Zäit, ier mer déi Leit 100%eg operationell gemaach hunn a se och kënnen do gebrauchen, wou se absolut mussen elo agesat ginn.

Ech ginn och net esou wäit, datt ech déi Diplomëiert an déi Netdiplomëiert ee géint deen aneren ausspillen. Ech mengen, mir hunn e Problem vu Leit, déi net qualifizéiert sinn. Mir hunn e Problem vu jonke Leit, déi Schulabbrecher sinn. Mir hunn e Problem vu jonke Leit, déi net déi richteg Qualifikatiounen hunn. A mir wäerten ons ganz intensiv och mat deem Problem vun de Qualifikatiounen ausenanersetzen, an enker Zesummenaarbecht mat dem Ministère de l'Éducation an och mam Ministère de l'Économie.

Mä ech muss soen, fir déi Leit, déi elo net qualifizéiert sinn, do musse mer d'Moyenë verbesseren. Mir mussen d'Offer vun de Formatioune verbesseren. Et gëtt ëmmer geschwat wéi wa mer näischt géife maachen. Dëst Joer zum Beispill hu mer 366 Contrats d'apprentissage pour adultes ofgeschloss. Do handelt et sech ëm relativ jonk Leit, déi effektiv keng Formatioun hunn an déi sech awer bewosst gi sinn, datt se nëmmen iwwer eng Formatioun, iwwer e Contrat d'apprentissage de Wee an eng besser a méi sécher Aarbechtsplaz erëm fannen.

(Interruption)

Dat ass also eng offensiv Beschäftegungspolitik. Hei ass en Deel dervun. Et ass eng Facette dervun. Et ass e Plan d'urgence, wéi ech gesot hunn. Fir speziell Zäite brauche mer och speziell Mesuren. An dat hei ass esou eng Mesure.

Et ass och gesot ginn: Majo, elo gëtt eppes fir déi Jonk gemaach, wéini gëtt dann eppes fir déi méi Eeler gemaach? Natierlech hu mer e grousse Problem och vun dem Chômage vun de sougenannte Senioren; wou een net méi weess, wéini datt schonn den Alter vum Senior ufänkt.

Mir mussen ons also ganz konkret deem Problem unhuelen. Ech wëll dat maachen an deenen nächste Méint, mat den Entreprisë kucken, wat fir méi contraignant Mesurë sech imposéieren, fir datt d'Leit net einfach esou hir Aarbecht verléieren, an och, wéi mer déi Mesuren - Aide au réemploi an anerer, d'Cotisatioun an esou weider - elo besser a méi geziilt kënnen asetzen.

Et ass also net: Mir maachen eppes fir déi Jonk a mir loossen déi Al op der Säit. Ech mengen, et wär absurd, dat esou ze gesinn. Mir mussen also ons Instrumenter och fir déi Kategorië richteg asetzen.

D'Schlagwuert vun der Précariséierung. Natierlech ass dat eng Realitéit, datt an enger Gesellschaft d'sozial Précaritéit, souguer an enger Lëtzebuerger Gesellschaft, sech breetmécht. Mä wat ass dann eigentlech déi schlëmmste Précaritéit? Wat ass déi schlëmmste Précariséierung? Ass dat dann net emol virun allem de Chômage?

E jonke Mënsch oder en eeleren, peu importe, deen an de Chômage kënnt, oder iwwerhaapt net de Wee an d'Aarbechtswelt fënnt, dat ass deen, deen d'Précaritéit um eegene Leiw am brutaalste fillt. Dat ass deen, deen all Dag opsteet a sech freet, wat eigentlech seng Plaz an der Gesellschaft ass.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Do sinn also Problemer, déi mer mussen ugoen. An dorop gëllt et net mat ideologesche Konzepter ze äntwerten.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Haalt dach emol op!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Neen. Do musse mer…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Haalt dach nëmmen op!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ma Dir…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir wëllt déi Saachen net héieren. Dat ass alles.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Neen, ech kann alles héieren. Mä Dir, Dir sidd an engem Glashaus.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass net wouer.

(Hilarité)

Dir souzt laang an engem Glashaus, vill ze vill laang. Dat gesäit een Iech of.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech wëll Iech just soen: Dat ass déi reell Précaritéit. Duerfir dierfe mer ons absolut net an esou Débaten eraloossen, fir elo Ängschten ze provozéieren. Dee jonke Mënsch, deen elo en CIE oder en CIE-EP kritt, oder en CAE, deen huet eng nei Perspektiv, well dee kënnt an d'Aarbechtswelt. An dat hutt Dir, Madame Loschetter an Här Bausch, net verstanen, well dee weess…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Deen Eenzegen, deen hei näischt verstanen huet, dat hu mer entre-temps verstanen, dat ass ganz kloer…

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dat sidd Dir wahrscheinlech net; ech och net.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, mä Dir hutt dat awer elo grad gesot.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Neen. Mä dat sinn déi Leit, déi kommen an en Aarbechtsverhältnis. Déi léieren eng Entreprise vu banne kennen, an déi hunn eng reell Chance.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir wäerten an dräi Joer Äre Bilan zéien heirobber, wat Der haut stëmmt. Da gesi mer dat.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Déi hunn eng reell Chance, sech an der Aarbechtswelt ze behaapten an och durablement…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Denkt drun, datt hei alles niddergeschriwwe gëtt, wat Der sot.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo, dat gëtt jo alles, Här President, niddergeschriwwen.

M. le Président.- Also, ech wär frou, wann Der dem Här Schmit géift elo emol nolauschteren. Jiddwereen, deen nach herno wëllt intervenéieren, kann dat nach maachen. Mä elo huet emol den Här Schmit d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Abusen, ee Wuert derzou. Wann een natierlech ëmmer d'Abusë fäert, da bleift ee vu lauter Angscht doheem sëtzen an et agéiert een net. Mir hunn hei Précautioune geholl, fir Abusen ze évitéieren. Mir hu souwuel d'Delegatiounen an de Betriber ageschalt, dat stoung net an deem ale Projet, mir hunn e Contrôle iwwer e Comité de suivi fir den CIE-EP agefouert. Ech hu gesot, de Comité permanent du Travail et de l'Emploi gëtt no sechs Méint mat deem Problem befaasst, a mir kucken dann, wéi d'Evolutioun vun deene Kontrakten ass.

Dat ass also déi éischt Etapp an der Evaluatioun. Dir schwätzt ëmmer vun Evaluatioun. Mä ier een evaluéiert, muss een emol eppes maachen. Ech sinn awer d'accord, datt d'Evaluatioun vun onse Politiken e wichtege Bestanddeel vun dëse Politiken ass. Well et muss ee kënnen, wann een evaluéiert huet, heiansdo och Kurskorrekture maachen.

Mir hunn elo an deem hei Projet eng liicht Kurskorrektur gemaach, mä ech huelen hei ganz kloer d'Engagement, datt mer déi Mesurë wäerte seriö suivéieren iwwert de Comité de suivi, datt mer se evaluéieren. An ech verspriechen Iech - och Iech, Här Bausch -, datt Dir déi Resultater…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir braucht eis net ze verspriechen, mir wäerten Iech dorun erënneren.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo, jo, ech weess dat. Mä duerfir, ech huele kee Risque, well ech weess, wat ech wëll maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo? Ma dat sot Dir. Dir wësst, wat Dir wëllt maachen. Mä wat derbäi erauskënnt, dat ass eng aner Saach.

Une voix.- Ooohhh!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dat gesi mer jo nach.

Une autre voix.- Oh neen!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Also maache mer do ganz kloer déi Evaluatioun. Mä Evaluatioun eleng ersetzt keng Iddien an der Politik an ersetzt och keng Mesuren, déi de Chômage bekämpfen.

Ee Wuert iwwert déi Motioun. Ech kéint déi absolut unhuelen. Ech mengen, do sinn zwee wichteg Bestanddeeler, fir och d'Sécurité juridique vun deene Mesuren ze verbesseren, souwuel de Contrat standard wéi och dee Certificat, deen déi jonk Leit solle kréien, déi sollen unifiéiert sinn. Déi sollen also déi nämlecht fir jiddweree sinn.

Ech kann déi Kritik vum administrativen Opwand net esou 100%eg akzeptéieren. Ech fannen, mir hu besonnesch elo versicht, deen administrativen Opwand ze reduzéieren. Dat ass besonnesch de Fall beim CIE-EP, well méi einfach wéi de System vum CIE-EP, wou eng Entreprise eng Offer op e Site setzt an e Jonke mat senge Qualifikatiounen eng Plaz sicht, an da sollen déi zwee sech iergendwou fannen op engem Site, méi einfach geet et eigentlech net als administrativ Démarche, fir en Job ze fannen.

Nun ass gesot ginn… Elo muss ech natierlech op dat interessant Rechebeispill vum Här Hoffmann kommen. Also, ech muss jo leider soen, mat allem Respekt, Här Hoffmann, deen ech fir Iech hunn, dat ass eng absolut Schulmädchenrechnung,…

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Sot eis et.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- …déi aller Realitéit…

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Sot eis.

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Eng Milchmädchenrechnung.

(Hilarité)

Une voix.- Et ass eng Milchjungenrechnung.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech muss just soen, dat ass jo ganz interessant, mä et ass aller Realitéit friem.

Wéi den Här Lux Iech gesot huet, esou e Kontrakt mat engem Spidol an enger Infirmière géif jo ni akzeptéiert ginn. Well de Punkt ass jo deen - an Dir hutt et selwer gesot -, dee Jonken, deen ass obligéiert, wann en esou e Kontrakt offréiert kritt vun der ADEM, dee Kontrakt ze huelen. Dir wäert jo awer net mengen, datt mir vum Ministère respektiv vun der ADEM an esou eng Logik vun esou engem Kontrakt géifen eragoen an eng Infirmière op dee Wee an engem Spidol géifen ustellen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dat heescht, dee kritt dann net d'Chance op eng Aarbechtsplaz, wéi Der virdru sot?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Et ass also absolut absurd. Ech mengen, wann ee Beruff gutt Chancen huet op Aarbechtsplazen, da sinn et wahrscheinlech d'Infirmièren. Et ass also net seriö, wat Der do sot, well esou e Kontrakt géif einfach ni zustane kommen.

Ech géif als Schluss soen: Déi Mesuren, déi réusséieren nëmmen dann, wann natierlech am Endeffekt d'Betriber matspillen. Ech mengen, den Här Spautz huet gesot: Mir brauchen d'sozial Responsabilitéit vun de Betriber. Ganz kloer brauche mer d'sozial Responsabilitéit vun de Betriber. Duerfir musse mer elo onsen - elo hoffen ech, mech net erëm ze iren an deenen Expressiounen - Pilgerstab huelen,…

Une voix.- Ech mengen, dat war richteg.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- War dat richteg? Très bien.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dir schéngt dovun am meeschten ze verstoen.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Do verstinn ech méi wéi vum Rescht.

(Hilarité)

…fir effektiv de Betriber déi Mesuren iwwerhaapt nozebréngen. Well an enger Kris ass et net esou, datt d'Betriber elo drop sprangen. Mir musse se ganz oft iwwerzeegen, op dee Wee mat ons ze goen an deene jonke Leit eng Chance ze ginn, déi Talenter, déi elo vun de Schoule kommen, anzestellen. Ech gesinn och mat Vertrauen, datt aus deene Kontrakter vun zwee Joer maximum och definitiv Kontrakter ginn. Mir mussen déi jonk Leit an d'Aarbechtswelt, an Aarbechtsverhältnisser erakréien.

Formatioun jo, mä ëmmerhi Formatioun, firwat? Formatioun fir herno eng Schaff ze hunn. Well Formatioun fir d'Formatioun, dat féiert néierens. Dat féiert och nach ëmmer an de Chômage. An ech mengen, dat ass d'Leçon, déi mer an dësem Gesetz mussen huelen.

Ech géif soen, et ass e bëssen e Pari. Jo, mir huelen dee Pari, well d'Zukunft vun de jonke Leit, déi läit eis um Häerz. A mir wëllen net, datt déi Generatioun vun dësem Joer oder vum nächste Joer eng Génération sacrifiée - wéi emol ee gesot huet - gëtt. Duerfir kann ech nëmmen all déi appréciéieren, déi dëse Projet ënnerstëtzen, hinne Merci soen. Ech stinn absolut - dat kann ech Iech versécheren - zur Evaluatioun. Ech stinn och derzou, datt mer d'Konklusiounen zéien, a wa mer zur Konklusioun kommen, datt mer mussen eppes änneren, ech sinn net deen, dee géint all Ännerung wier.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci. Den Här Hoffmann freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Fënnef Minutten.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hutt elo méi Zäit wéi virdrun.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Just d'selwecht.

Här President, also ech zitéieren: Dir wäert dach net mengen, mir géifen engem Spidol oder engem Fleegeheem erlaben als Minister, esou e Kontrakt ze maachen! Mir wäerten et an allen anere Fäll erlaben, mä bei enger Infirmière, do wäerte mer et net erlaben. Dobäi wësse mir, Infirmièrë ginn effektiv gefrot.

Ech hunn dat Beispill net duerch Zoufall gewielt. Mir sinn am Moment konfrontéiert mat engem Sozialkonflikt, deen Der alleguerte kennt. An do geet et ëm Rémunératiounen.

Ech däerf de Minister och vläicht opfuerderen, emol ze kucken, wat hei zu Lëtzebuerg schonn a verschiddene Fleegeheemer geschitt, och bei deene Fleegeheemer, déi net Société commerciale sinn. Wat do geschitt? Do gëtt et der, déi sech opbaue scho mat Leit mam RMG, déi se näischt kaschten. Also, ech muss Iech éierlech soen, wann ech mat engem kommerzielle Räsonnement, och wann ech net Société commerciale sinn, e Fleegeheem leeden an ech hätt gär Benefiss dorauser, da muss ech mer dat Gesetz ukucken an da muss ech mech awer ganz staark zréckhalen, fir net op déi do Méiglechkeeten zréckzegräifen.

Ech mengen, Dir hätt Iech och widdersprach beim Beispill vun der Infirmière. Well Dir hutt gesot: Mir wäerten dat do dach net bei enger Infirmière erlaben. Virdrun hutt Der gesot: Mir mussen deene Jonken dach onbedéngt ëmmer eng Chance ginn. Dat heescht also, wann e Fleegeheem un Iech eruntrëtt an dee seet: Mir wëllen esou e Kontrakt ënnerschreiwen, mat wéi engem Argument sot Der dann deem: Neen, Dir däerft dat net huelen, Dir musst dat direkt astellen? Dir hutt keng Méiglechkeet, se ze obligéieren.

Ech soen och dofir - do ginn ech Iech Recht -, Abusen, hei gëtt et iwwerhaapt keng Abusen. Ech hunn zwar och a mengen Amendementer deen Ausdrock gebraucht, well dat verständlech ass. Et gëtt am Fong geholl keng Abusen. Jiddweree kann aus enger reng ekonomescher Logik eraus op dat Gesetz do zréckgräifen.

Wat d'Evaluatioun betrëfft, Här Minister, oder Här President fir den Här Minister, et ass eng Mini-Evaluatioun - huet d'Madame Loschetter scho gesot, mengen ech - gemaach gi vum Ceps. E wichtegen Aspekt, deen awer an där Evaluatioun vun 2006 gemaach ginn ass, ass hei net gemaach ginn. Nämlech wat geschitt mat deenen, déi net um Enn vun deene Kontrakter embauchéiert ginn?

An do huet d'Evaluatioun vun 2006 vun deemselwechte Ceps, déi vill méi ausféierlech ass, gewisen, dass déi, déi keng Embauche kréien um Enn vum Kontrakt, manner Chance hunn um Aarbechtsmaart, wéi wa se esou e Kontrakt net gehat hätten. Dat liicht och an. Well wa se sech beméien ëm eng Aarbechtsplaz an da schécke se hire Curriculum vitae: Wou war ech da virdrun? Ma ech war - kommt, mir bleiwe beim Fleegeheem - an engem Fleegeheem, ech hunn d'Plaz awer net kritt. - Ah sou, dat wäert jo do en Hannergrond sinn, wann s de se net kritt hues. Si hunn also och do un Zuele gewisen, déi ech net kann iwwerpréiwen, awer Ceps ass e seriöt Institut, dass dat mat deene positive Resultater net esou stëmmt.

An dann, Här President, en retard d'une crise - je regrette - wierklech, wierklech en retard d'une crise, ausgerechent Dir, déi an der Krisenzäit aus engem alen ënneschten Tirang e Rezept erëm eraushuelt, dat elo schonn zënter 20 Joer an där do Logik ugewannt gëtt. Mir stelle fest, während deenen 20 Joer wiisst hei zu Lëtzebuerg mat klengen Ënnerscheeder d'Aarbechtslosegkeet weider. Mat där Logik vu Patronen e klenge Cadeau maachen an dee Jonken incitéieren oder quasi zwéngen, well dat ass et hei, dann esou Kontrakter unzehuelen.

Dir précariséiert d'Aarbecht. Dir sot einfach: Dat ass net esou. Dir sot einfach: Sozialstat.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …55.000 Aarbechtsplazen an iwwer 90% dovunner Contrats à durée indéterminée. Ass dat Précariséierung vum Aarbechtsmaart déi lescht fënnef Joer?

(Interruptions)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ma, Här Lux, Dir äntwert mir op eppes, wat ech net gesot hunn. Ech hunn net gesot, zu Lëtzebuerg géif et nëmme prekär Aarbechtsplaze ginn. Ëm Gottes Wëllen!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et géif een awer bal mengen, wann een Iech nolauschtert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, mat deenen hei Mesurë schafe mir nei Kategorië vu prekären Aarbechtsplazen, déi begleet si vun enger mir wierklech onverständlecher Subventionéierung vun deene Betriber, öffentleche Betriber. Ech betounen, och „öffentleche Betriber", well bei deene 85%, do si jo och déi öffentlech derbäi. Eng Subventionéierung, déi mir eigentlech onverständlech ass.

An dann däerf ee jo froen: Wann dat do d'Logik ass, wéi geet et da weider? Huele mer emol un, 2010, d'Kris ass net eriwwer, si geet weider. D'Aarbechtslosegkeet wiisst weider.

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst esou lues awer zum Schluss kommen!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech wollt och elo zum Schluss kommen.

Dann heescht dat also: D'Prime d'embauche erhéije mer vun 3.000 op 5.000 Euro; 80% Mindestloun setze mer erof op 50% Mindestloun; dat heescht, ëmmer mat därselwechter Logik. Denkt Iech emol einfach eng aner aus, tout simplement!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci a mir géifen dann elo zum Vote vum Projet de loi kommen. Mir hunn awer eng Rei Amendementer vum Här Hoffmann kritt, iwwert déi mer fir d'alleréischt mussen ofstëmmen.

Ech géif froen, ob den Här Hoffmann d'accord ass, datt mer par main levée iwwert déi Amendementer ofstëmmen. Dat schéngt de Fall ze sinn.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Neen. Ech froen de Vote...

M. le Président.- Dir frot de Vote électronique?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo.

Vote sur l'amendement 1

M. le Président.- Da stëmme mer iwwer Vote électronique a mir fänken u mam Amendement 1 iwwert d'Artikelen 1, Alinea 5, 1, Alinea 10, an den Artikel 5, Alinea 2. De Vote fänkt un.

(Interruption)

Iwwert d'Amendementer. Amendement 1. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 1 ass verworf mat 51 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 1 est rejeté par 52 voix contre 8 voix.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombera) et Fernand Kartheiser.

Vote sur l'amendement 2

Da stëmme mer elo of iwwert den Amendement 2. Dat ass en Amendement, deen iwwert den Artikel 1, Alinea 4 an Alinea 9 geet. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an den Amendement 2 ass verworf mat 52 Nee-Stëmmen an 8 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombera) et Fernand Kartheiser.

Vote sur l'amendement 3

Da stëmme mer elo iwwert den Amendement N°3 of, och nach eng Kéier vum Här Hoffmann, iwwert den Artikel 6 an den Artikel 1, d'Alineaen 10 an 1, Alinea 11. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an den drëtten Amendement ass verworf mat 51 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 3 est rejeté par 52 voix contre 8 voix.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombera) et Fernand Kartheiser.

Vote sur l'amendement 4

Mir stëmmen dann elo of iwwert den Amendement N°4, och nach eng Kéier vum Här Hoffmann, iwwert den Artikel 1, Alinea 6. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an den Amendement 4 ass verworf mat 51 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 4 est rejeté par 52 voix contre 8 voix.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombera) et Fernand Kartheiser.

Vote sur l'amendement 5

Da stëmme mer elo of iwwert den Amendement 5, och vum Här Hoffmann, iwwert den Artikel 1, Alinea 9. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement N°5 ass verworf mat 52 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Vote sur l'amendement 6

An da stëmme mer schlussendlech of iwwert dee leschten Amendement, den Amendement N°6, och nach eng Kéier vum Här Hoffmann, iwwert den Artikel 12. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 6 ass verworf mat 52 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi 6068.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

(Interruptions)

Neen, d'Motioun huele mer duerno. De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6068 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 8 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

An da komme mer hei och nach zur Ofstëmmung vun enger Motioun. Ech hu verstanen, datt d'Regierung déi géif wëllen unhuelen. Kënne mer dann do par Vote à main levée ofstëmmen?

(Négation)

Dir hätt gär e Vote électronique. Da stëmme mer mat engem Vote électronique doriwwer of.

Vote sur la motion 1

De Vote geet un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm a 6 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Da komme mer elo zum Projet de loi 5856 iwwert d'Hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, d'Madame Err, den Här Huss an den Här Colombera. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

7. 5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.-* Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet de loi 5856, do schafe mer d'Gesetz vun 1988 relatif au placement des personnes atteintes de troubles mentaux, dat mer schonn zweemol, fir d'lescht Enn 2006, geännert hunn, of, a votéieren hei en neit. Dëst, fir datt dat Gesetz net duerch ze vill Amendementer onliesbar a komplizéiert gëtt, mä awer och a virun allem fir eng Rei punktuell, mä essenziell Modifikatiounen ze maachen, déi ausféierlech am Exposé des motifs, am Commentaire des articles an awer och a mengem schréftleche Rapport beschriwwe sinn an déi ech probéieren elo kuerz ze erläuteren.

D'Aufgab vun der Politik, déi muss et sinn, eng Psychiatrie ze ënnerstëtzen, déi no bei de Leit ass, mä awer och kann effizient schaffen. En éischte Schrëtt dozou war d'Dezentralisatioun, dat heescht, datt net méi den CHNP zu Ettelbréck zoustänneg ass fir d'akut Psychiatrie, mä véier allgemeng Spideeler. Dëst ass ouni gréisser Problemer um Terrain geschitt.

Et sinn och zënter dem Gesetz vun 2006 eng ganz Rei aner Saachen um Terrain gelaf, notamment goufe méi Plazen an Dageszentre geschaf, wat gutt an och noutwendeg war.

Den CHNP huet och eng Unitéit fir Jonker a Schwieregkeete geschaf a kann zënter der Dezentraliséierung senger Missioun vun der Rehabilitatioun besser gerecht ginn.

Woufir dann awer elo en neit Gesetz? Ma d'Haaptinnovatioun besteet doran, aus der Placementsdécisioun, dat heescht, wou de Mënsch - ech soen hei express nach net Patient - agewise gëtt, aus där Décisioun eben eng Décision judiciaire ze maachen.

Bis elo war et esou, datt den Direkter vum Spidol oder de Responsabele vum Service Psychiatrie aus dem Spidol eben déi Décisioun muss huelen. An och, wann et hei eng ganz Rei Garantië gëtt, fir datt keng Abusë solle geschéien, esou ass den aktuelle System awer och net ouni Kritiken ze gesinn. Zum Beispill kéint den Direkter vun engem Spidol dozou verleet ginn, Patienten opzehuelen, fir seng Bette voll ze kréien; och wann dat doten natierlech éischter hypothetesch ze gesinn ass.

D'Fro kann ee sech awer och stellen, wéi e Patient soll Vertrauen ebe genau zu deem Dokter opbauen, Vertrauen, wat awer essenziell wichteg ass fir seng Genesung, ebe genau zu deem Dokter, deen en agewisen huet.

Eng Étude comparative am Optrag vun der Europäescher Kommissioun an ausgefouert vum Mannheimer Zentralinstitut für psychische Gesundheit, déi huet festgestallt, datt an der grousser Majoritéit vun de Länner dës Décisioun vum Placement eben eng geriichtlech ass.

Vu datt et hei ëm d'Fräiheet vum Mënsch geet respektiv et drëms geet, déi Fräiheet eben ewechzehuelen, a wann et vläicht och nëmme fir eng ganz kuerz Zäit ass, esou gëtt eng geriichtlech Décisioun dach méi Garantië géint Abus oder och arbiträr Décisiounen.

Déi zweet Innovatioun vum Gesetz, dat mer herno hoffentlech unanime kënne stëmmen, handelt ëm déi onfräiwëlleg medezinesch Behandlung.

Dat aktuellt Gesetz seet doriwwer näischt, ausser a sengem Artikel 38, wou iwwert den Traitement expérimental geschwat gëtt, respektiv Traitementer, déi irréversibel Schied am Gehier kéinte provozéieren.

Wann iwwert déi onfräiwëlleg Behandlung diskutéiert gëtt, dann ass dat ee vun deene klasseschen Themen, wou et ganz kontrovers Positioune gëtt. Et gëtt der, wou derfir sinn, an et gëtt der, wou dergéint sinn, a si allen zwee kënne sech op Argumenter vun den elementare Rechter beruffen, sief et dem Recht op Hëllef oder awer och dem Recht op Autonomie vu senger Persoun.

Och an där Mannheimer Etüd, déi ech virdrunns jo schonn eng Kéier zitéiert hunn, geet doriwwer Rieds. A sechs vu 15 europäesche Länner ass e Placement involontaire ouni Traitement méiglech. An Éisträich, Däitschland, Irland, Holland an a Schweden muss de Patient opgeklärt ginn an enger Behandlung zoustëmmen, mä falls de Patient awer dozou net à même ass, da kann awer behandelt ginn.

Wa mir elo hei mat dësem Gesetz de Prinzip an d'Méiglechkeet vum onfräiwëllegen Traitement festhalen, dann awer ënnert de restriktive Konditiounen, déi an der Recommandatioun vum Comité des Ministres vum Conseil de l'Europe relative à la protection des droits de l'Homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux stinn. Den Detail, dee fannt Der och am Commentaire des articles erëm.

Hei sief gesot, datt esou en onfräiwëllegen Traitement nëmme méiglech ass, wann den Zoustand vum Patient riskéiert, senger Gesondheet oder anere Persounen eeschthaft ze schueden.

Den Traitement muss ganz spezifesche Symptomer entspriechen a muss de Prinzip vun der Proportionalitéit respektéieren. Och muss virdru mam Patient, mat sengem Représentant légal oder awer enger Vertrauenspersoun geschwat ginn, an natierlech muss den Traitement an d'Konditiounen, an deem en ugewannt gëtt, och am Patientendossier dokumentéiert ginn.

Wichteg ass et hei ze bemierken, datt de Statsrot nieft enger Rei anere Remarquen zwou Oppositions formelles formuléiert hat a sengem Avis zu der éischter an initialer Versioun vum Projet de loi. Déi éischt Opposition formelle hänkt mat der Sécurité juridique vum Placement zesummen. Dëse Projet, wéi ech elo grad schonn erkläert hunn, dee gesäit jo vir, datt e Riichter iwwert d'Admissioun an de Placement vun enger Persoun mat mentale Problemer décidéiert. Iwwert d'Entloossung, sief se provisoresch oder definitiv, soll awer den Dokter décidéieren. Domat war de Statsrot net d'accord, well domadder d'Décisioun vum Riichter iwwert de Placement net opgehuewe wär.

D'Regierung an d'Santéskommissioun awer hu sech am Detail mat dësem Problem befaasst, hunn och d'Meenung vun der Justiz gefrot an hu versicht, de Conseil d'État ze iwwerzeegen, datt dës Aart a Weis fir virzegoe richteg an och berechtegt ass.

D'Décisioun, fir e Mënsch anzeweisen, fir em also seng Fräiheet ze huelen, ass esou eng grave, datt se onbedéngt vun engem Riichter soll a muss geholl ginn. Mä wann et ëm d'Entloossung geet, ass den Dokter am beschte placéiert fir ze jugéieren, wéini an ënner wéi enge Konditiounen dat soll geschéien.

De Conseil d'État huet sech och iwwerzeege gelooss an d'Opposition formelle opgehuewen. E freet allerdéngs, datt de Riichter op d'mannst informéiert wäert ginn.

Bei der zweeter Opposition formelle goung et drëms, datt d'Police, d'Force publique also, bei eng Persoun, déi ënnert d'Dispositioune vum Gesetz fält, doheem kann eragoen, fir datt se ebe ka placéiert ginn. De Statsrot gesäit domat d'Protektioun vum Domicile net méi garantéiert.

Och dës Opposition formelle huet de Statsrot opgehuewen, nodeems den Zougank vun der Force publique zum Domicile vun der betraffener Persoun agegrenzt ginn ass.

Et sief nach gesot, datt d'Chamberskommissioun den 12. Februar 2009 mat hirem Argumentaire zu den Oppositions formelles och eng Serie vun Amendementer eraginn huet. Den 3. Juli 2009 huet och d'Regierung nach eemol zwee Amendementer eragereecht, an alleguerten dës Ännerunge kruten och den Okay vum Conseil d'État, deen eis ausserdeem awer nach op e Schreiffeeler opmierksam gemaach huet a sengem zweeten Avis complémentaire vum 22. September 2009.

Eis louchen och d'Avisë vun der Commission permanente pour le secteur hospitalier, dem Collège médical, dem Syvicol an der Commission consultative des droits de l'Homme vir. Aus dësen Avisë wéilt ech vläicht zwou Aussoen erausgräifen, déi ganz wichteg sinn an der Diskussioun vun der Problematik.

An engem Avis séparé bedauert de Collège médical, datt verschidde Froen net weider am Detail behandelt ginn. Et ass virun allem d'Fro vun der Opportunitéit, fir eng Persoun hirer Fräiheet ze berauben an an deem Kontext d'Fro: Wat ass en Trouble mental grave? Wéini ass een eng Gefor fir sech selwer oder en aneren oder och den Ordre an d'Sécurité publique?

Grad dës lescht Formuléierung, déi an der Endversioun vum Projet méi dacks erëmzefannen ass, schéngt gefëierlech, well ee se kann zéie wéi e Lastik.

Ech mengen, datt et awer grad an dëser Problematik ganz wichteg ass, fir ganz prezis a ganz gewëssenhaft ze sinn, fir all Méiglechkeet vu Mëssbrauch eben ze verhënneren.

De Professer Rössler, dee jo eise System méi no verfollegt an als Expert en och hëlleft ze verbesseren, dee sot Enn 2006, wou mer déi leschte Kéier un dësem Gesetz geschafft hunn, datt mer hei zu Lëtzebuerg, genausou wéi d'Schwäiz, e ganz héije Prozentsaz vun Zwangsaweisungen hätten. E sot och, datt d'Gesetzeslag awer an Europa zu deem Thema ganz ähnlech wär.

An awer: D'Zuelen, déi schwätzen eng aner Sprooch. D'Fro ass also elo: Firwat ass déi Zuel esou héich? An och, wéi een dann déi Zuel an Zukunft kann erofkréien.

Ech mengen, mir kënnen heibannen alleguerten d'accord si fir ze soen, datt d'Aweisung an de forcéierten Traitement nëmme kënnen als allerleschte Moyen ugesi ginn an datt mer an deem Sënn alles wäerte wëlle maachen, fir all net onbedéngt dréngend noutwendeg Zwangsaweisung ze évitéieren.

Ech wëll och nach op eng Recommandatioun vun der Mënscherechtskommissioun hei zu Lëtzebuerg hiweisen, nämlech, datt esou séier wéi méiglech d'Fro vun de Mineuren, déi géint hire Wëllen hospitaliséiert ginn, an d'Gesetz iwwert de Jugendschutz debattéiert an och reforméiert solle ginn.

Zu gudder Lescht an als Ofschloss nach dat hei, fir ze erënneren, datt d'Psychiatrie e Ganzt ass an datt weider op allen Niveaue mussen Effortë gemaach gi bei der Preventioun, bei der akuter Prise en charge, mä och a virun allem duerno an all Dag, iwwerall an eiser Gesellschaft.

Ech hunn an engem Uerteel vun 1997 - den Arrêt Johnson contre le Royaume-Uni - déi heiten Ausso fonnt: «Ce n'est pas parce que des institutions spécialisées ont constaté la disparition du trouble mental qui a motivé l'hospitalisation forcée d'un patient que celui-ci doit être automatiquement élargi sur-le-champ et sans conditions pour reprendre une vie normale dans la société.»

An e puer Sätz méi spéit soe se dat heiten; ech zitéieren erëm: «Il faut aussi tenir compte de ce qu'en matière de maladie mentale, il est impossible d'établir sans aucun risque d'erreur si la disparition des symptômes d'une maladie vaut confirmation d'une guérison totale.»

Mat dësen zwee Zitater aus engem Geriichtsuerteel wollt ech just nach eng Kéier ënnersträichen, datt éischtens eng ze fréi Entloossung net wënschenswäert ass, mä datt een eng Entloossung soll ustriewen, soubal et ënner gudde Konditioune méiglech ass. Dann awer däerf de Mënsch net eleng gelooss ginn. E muss begleet an och encadréiert ginn. Well d'Famill, an dat wësse mer all, ass dacks iwwerfuerdert, an och leider ass hautdësdags ganz dacks guer keng Famill méi do, déi kéint oder wéilt Verantwortung fir de Kranken iwwerhuelen.

Mir hu jo Strukture wéi zum Beispill de SPAD - Service de psychiatrie à domicile -, déi dës Aarbecht jo scho maachen. Déi mussen och weiderhin ënnerstëtzt ginn an déi néideg Moyenë kréien, fir hir Aarbecht eben am Intérêt vum Patient, mä awer och der Gesellschaft gutt ze maachen.

Ech wëll och nach eemol an dësem Zesummenhang soen, wéi wichteg e verantwortungsbewossten Ëmgank mat Psychopharmaka ass. Dës Medikamenter hu sécher am Kader vun enger méi breeder Behandlung hir Notzen. Wichteg ass awer och, de Mëssbrauch oder och den ze vill liichten Asaz vun esou Medikamenter ze verhënneren. An hei si virun allem och d'Dokteren an der Verantwortung.

Voilà, Här President, d'Chamberskommissioun vun der Gesondheet huet du schlussendlech mäi schréftleche Rapport kritt an deen an hirer Réunioun vum leschte 15. Oktober och ugeholl.

Une voix.- Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Als Rapportrice hunn ech elo probéiert, de Projet de loi 5856 esou gutt wéi et méiglech ass ze résuméieren. Ech gesinn, verschiddene Leit war dat schonn ze laang, mä Dir fannt jo och all Detailer an dem schréftleche Rapport zréck.

Esou wäit also elo fir mäi Rapport. Ech sinn der Iwwerzeegung, datt mer mat dësem Projet de loi dozou bäidroen, d'Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg weider ze verbesseren; dëst am Interessi vun alle Betraffenen, hire Familljen an awer och der Allgemengheet.

An ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Alleréischt der Madame Dall'Agnol am Numm vun eiser Fraktioun villmools Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a succinctë mëndleche Rapport, deen haaptsächlech am Domän vun der Protektioun vun der Würd vum Patient ganz grëndlech war an dee mer wäert erlaben, mech kuerzzefaassen a menger Interventioun. Ech wollt just e puer Remarquë maachen, déi zum Deel och an deene verschiddenen Avisen, déi d'Madame Rapportrice genannt huet, erauszefanne sinn.

Et handelt sech ëm e Gesetz, wat eng Reform brëngt vun engem nach relativ rezente Gesetz, deem vum Placement vu Persoune mat Troubles mentaux, déi esou eng Gefor fir sech a fir anerer duerstellen. Effektiv war dat viregt Gesetz eréischt 2006 ofgeännert ginn, dat alles am Kader vun där méi vaster Reform vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg a mat der Dezentraliséierung.

Déi wichtegst Neierung ass hei, dass déi Décisioun, eng Persoun géint hire Wëllen op eng zoue psychiatresch Abteilung ze placéieren - an net méi ze internéieren, wéi mer dat fréier genannt hunn -, eng Décisioun vun der Justiz ass, an net méi vun engem Dokter. Dat ass ganz sécher dee richtege Wee.

Den Dokter, oder méi prezis de Psychiater an dësem Fall, dee steet ënner enger duebeler Contrainte. De Jean Ayme, Psychiater an der Psychiatrie publique a Frankräich, weist dorobber hin, wann e seet: „Op där enger Säit si mer am Kräizfeier vun der Kritik, wa mer Persoune fräi loossen, déi gefäierlech sinn, op där anerer Säit kréie mer virgeworf, Persounen ze internéieren, déi et net néideg wieren." Et ass a béide Fäll eng schwéier Décisioun, mä den Dokter sollt jo no sengem geleeschtenen hippokrateschen Eed dem Patient hëllefen, e behandelen, op senger Säit stoen.

Wann hien engem d'Fräiheet entzitt, a sengem Intérêt oder am Intérêt vun der Gesellschaft, erfëllt hien domat een Deel vu senger Aufgab, nämlech Assistance à personne en danger. Seng Responsabilitéit heibäi ass enorm. Loosse mer ons awer elo keng Illusioune maachen. Och no dëser Reform bleift déi Responsabilitéit enorm grouss, an ech wëll Iech dat hei illustréieren.

De Placement gëtt geschwat no enger sougenannter Mise en observation, wat d'Madame Dall'Agnol der Rei no erzielt huet. Fir d'éischt kënnt d'Mise en observation, an dann de Placement vun 30 Deeg. Dësen Délai ka souguer nach eemol ëm 21 Deeg verlängert ginn, mam Accord vum Riichter. D'Madame Dall'Agnol huet och scho gesot, wellech Prozedure musse geholl ginn, fir d'Mise en observation duerchzezéien. No sechs Deeg spéitstens kritt de Riichter vun deem behandelnden Dokter e Rapport iwwert d'Opportunitéit, d'Mise en observation oprecht ze halen. De Riichter huet dann elo erëm dräi Deeg Zäit, entweder sech dem Dokter senger Meenung ze ralliéieren, oder d'Mise en liberté ze froen... Oder nach méi Renseignementer, war déi drëtt Méiglechkeet, déi de Riichter ka froen.

Et ass also reng unhand vum Rapport, also vum Dossier, wou de Riichter seng Décisioun hëlt. Hie ka bis dohinner de Patient net gesinn hunn. D'Madame Dall'Agnol hat esou léif am Rapport gemengt, dass, vu dass dat ëmmer deeselwechte Riichter wäert sinn, dee sech eng gewësse Sachkenntnis wäert kënne mat der Zäit uneegnen, mat der zounehmender Erfahrung, souzesoe Learning by doing. Dëser Hoffnung wëllt d'CSV-Fraktioun sech uschléissen.

En fait bleift et awer a staarkem Ausmooss eng Responsabilitéit vum Dokter. Et ass evident, dass d'Décisioun vum Riichter wäert vum Inhalt vun deem Rapport ofhänken. Wann déi Période de mise en observation ofleeft, da kënnt den nächste Rapport vum Dokter, duerch deen hie seng Meenung, ob oder ob net eng weider Hospitalisatioun néideg ass, duerleet. Dann eréischt gesäit de Juge de Patient.

An der Realitéit kënnt et awer nëmmen a manner wéi engem vun zéng Fäll - an néng Prozent prezis, an deem Spidol, dee mir e bësse méi no steet, wou och Placementer gemaach sinn - zu enger Hospitalisatioun, déi méi laang wéi 30 Deeg dauert. En fait trëtt d'Judiciarisatioun vun der Décisioun eréischt da richteg a Kraaft, wann néng vun zéng Patiente schonn erëm dobausse sinn. Aus där Ursaach mengen ech, dass ee muss während enger gewësser Zäit d'Entwécklung vun dësem Gesetz an der Praxis observéieren, an dann eventuell nobesseren, fir eventuell d'Juridiktioun éischter an de Prozess ze implizéieren.

En anere Problem, op deen och haaptsächlech meng Kolleegen higewisen hunn, ass deen, dass de Prinzip vun der Finalitéit vum Placement net genuch am Gesetz erauskënnt. Fir e Medeziner gehéiert den Traitement implizit zu engem Openthalt an engem geschlossene psychiatresche Service. En Openthalt ouni Traitement ass an enger medezinescher Approche net méiglech. Dat wier eng reng Verwahrung, enger moderner Psychiatrie net würdeg, an e Réckschrëtt ëm 100 Joer.

Mir sinn do selbstverständlech an der Praxis deelweis an enger Optik vun engem Traitement ouni Consentement vum Patient. Dozou gehéiert och nach d'Remarque, mengen ech, als Praktiker, dass a Wierklechkeet d'Patienten, déi géint hire Wëllen ageliwwert ginn, schonn an der Urgence oft mat Hëllef vun dräi staarke Männer, Ambulancieren, Polizisten, Infirmieren, eng Sprëtz musse gemaach kréien, well si eben an engem Zoustand sinn, wou se ebe mussen an eng geschlossen Abteilung kommen, an dat ass net harmlos.

D'Finalitéit bei engem Placement muss sinn, dass de Patient gehollef kritt, an dat geet nëmmen iwwer en Traitement. Dësen Traitement ass am Gesetz virgesinn. Et muss ee sech just bewosst sinn, dass, wann den Accord vum Patient bis virläit, et selten zu engem Fräiheetsentzuch muss kommen, an dass de facto den Traitement ouni Consentement net en Ausnahmefall ass. Am anere Fall wäert et zu deem kommen, wat Gott sei Dank d'Regel ass an onser Psychiatrie, nämlech zu enger fräiwëlleger Hospitalisatioun. Dat heescht, de Patient bleift op säin eegene Wëllen, en ass d'accord mat enger Hospitalisatioun a mat enger Behandlung.

Eng allerlescht Remarque betrëfft vläicht déi Punkten, déi dëst Gesetz nach net behandelt, nämlech de Placement vun de Mineuren. D'Madame Dall'Agnol hat dat schonn ernimmt. Dann ass awer och de Passage iwwert d'Placés judiciaires nach net bis an de leschten Detail kloer. Wat ass d'Differenz tëschent engem Gefaangene mat Troubles mentaux, dee refuséiert sech soignéieren ze loossen, an engem, dee vum Artikel 71 relevéiert? Dat sinn déi Persounen, déi veruerteelt si fir en Akt, fir dee se net responsabel sinn. An ech mengen, et misst een och nach de Problem vun der Délinquance sexuelle, mat oder ouni Troubles mentaux, op de Leescht huelen, well och Frankräich ass amgaang un engem Gesetz hei ze schaffen, fir ze wëssen, wat mat deene Leit soll geschéien.

D'Dokteren hu vun der Opportunitéit vun der Mesure an enger méi geneeër Definitioun vum Trouble mental geschwat. Ech schléisse mech do der Madame Dall'Agnol un. Et ass effektiv immens schwéier, fir ëmmer mat der leschter Sécherheet eng Décisioun ze huelen. Mä, wéi eise Gesondheetsminister e puermol bemierkt huet, ass och mat dësem Gesetz d'Reform vun der Psychiatrie zu Lëtzebuerg nach net ofgeschloss. Et ass e ganz wichtege Schrëtt an dës Richtung, an duerfir géif ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz ginn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen der Madame Mergen Merci, an als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass ëmmer eng Gratwanderung, net nëmmen um medezinesche Plang, mä och a puncto Perséinlechkeetsrechter an individuell Fräiheeten, fir Leit, déi vu psychesche Problemer betraff sinn, géint hire Wëllen an d'Psychiatrie respektiv an eng psychiatresch Behandlung anzeweisen. Hei ass selbstverständlech vun alle Concernéierten en Héchstmooss u Fangerspëtzegefill gefrot, geet et dach hei ëm e fundamentalen Agréff an d'Liewe vun där betraffener Persoun.

D'Zwangsbehandlung vu psychesch kranke Leit ass a bleift, dat soll een net verheemlechen, ëmstridden, och ënnert den Experte selwer. Souwuel d'Géigner wéi och d'Défenseure vun der Zwangsbehandlung kënne fir hir Positioun selbstverständlech gewiichteg Argumenter virbréngen. Während déi eng Säit d'Autonomie vun deem Eenzelnen a seng fundamental Rechter an de Mëttelpunkt stellt, verweist déi aner Säit drop, dass am Fall vun engem Netagräifen den Dokter senger Flicht net géif nokommen.

Eng Zwangsbehandlung däerf an eisen Aen nëmmen en Iwwergangsstadium duerstellen, dee selbstverständlech muss dorobber erauslafen, dem Patient esou ze hëllefen, dass en an déi Lag versat gëtt, nees kënne selwer ze bestëmmen, ob e wëllt weider behandelt ginn an ënner wat fir enger Form dës Behandlung oflafe soll.

Grad well d'Zwangsbehandlung ëmstridden ass a grad well se e fundamentalen Agréff an d'Perséinlechkeetsrechter duerstellt, ass et eiser Meenung no wichteg, dass de Législateur hei e strikte legale Kader virgëtt, an deem et och genuch Gardefous gëtt, fir de Patient viru potenziellen Abusen ze protegéieren.

Déi an eisen Ae wichtegsten Innovatioun, an et ass scho vu mengen zwou Virriednerinne gesot ginn, an dësem virleienden Text besteet also doranner, dass aus der Décisioun vun deem Zwangsplacement an der Psychiatrie eng juristesch Décisioun gëtt. Dëst ass eiser Meenung no eng Verbesserung vum aktuelle System, wou dem Direkter vun engem Spidol respektiv dem Chef vun der psychiatrescher Unitéit dës Décisioun zoustoung. Mir mengen, dass mat deem virleienden Text d'Rechter vum Patient besser geschützt ginn, wéi dat bis elo de Fall ass.

Här President, ech wéilt mech a mengen Ausféierungen net nëmmen op de virleiende Projet de loi beschränken, mä och vun der Geleeënheet profitéieren, fir e puer méi generell Bemierkungen iwwert d'Psychiatrie zu Lëtzebuerg ze maachen. Allgemeng, mengen ech, kann ee soen, dass déi an de leschte Joren ugefaangen Dezentralisatiounsbeméiunge vun der Psychiatrie zu Lëtzebuerg, fir déi d'DP sech ëmmer agesat huet an déi och am Plan hospitalier vun 2001 virgesi waren, sech positiv entwéckelt hunn, och wann elo nach esou munches ze verbessere bleift.

D'Haaptzil vun alle Reformbeméiungen an der Psychiatrie muss, eiser Opfaassung no, d'Destigmatiséierung vun dem Psychiatriepatient respektiv eng verbessert Integratioun vun dësem Patient an eis Gesellschaft sinn. Dat ass gewëss keng einfach Aufgab. D'Komplexitéit an de breede Spektrum vun de psychesche Krankheeten a Stéierunge maachen dës Aufgab och sécherlech net méi einfach.

Zu esou enger Reform gehéiert och virun allem, an enger éischter Phas, d'Schafen an d'Verbessere vun entspriechenden Infrastrukturen. Ech menge kënnen ze behaapten, dass an der CSV/DP-Regierung grad an dësem Beräich enorm Effortë gemaach goufen, fir deem erschreckenden Nachholbedarf, deen et deemools ginn ass, nozekommen. Net fir näischt gouf och am Rapport Rössler, iwwert dee mer hei am Haus virun der leschter Legislaturperiod diskutéiert hunn, den Hôpitaux généraux eng exzellent infrastrukturell Ausstattung am psychiatresche Beräich bescheinegt.

Här President, trotz deene Succèsen an Efforten, déi an deene leschten zéng Joer

gemaach si ginn, bleiwen awer och nach eng Rei Defiziter, déi et selbstverständlech ze behiewe gëllt. D'Reform vun der Psychiatrie muss, eiser Meenung no, méi multidisziplinär ugepaakt ginn. Et muss zu enger méi enker Zesummenaarbecht tëschent sämtlechen Acteuren, Psychologen, Fleegepersonal, Hausdokter an esou viru kommen. Ganz besonnesch wichteg ass an deem Kontext och, dass méi Wäert op d'Formatioun an op d'Formation continue geluecht gëtt.

Bäi der Enthospitaliséierung muss nach méi e grousse Wäert op de Suivi vum Patient geluecht ginn, notamment an de Foyers médicalisés, déi d'ailleurs am Spidolsplang vun 2001 scho virgesi waren. An dësem Beräich sinn och Efforten néideg. Dës Foyere sollen och eng besser Integratioun vun deene Betraffenen erméiglechen. Dëst gëllt och fir therapeutesch Atelieren. Am Idealfall sollen dës Ateliere keng definitiv Statioun fir déi psychesch Krank duerstellen, mä si sollen éischter zu engem Sprangbriet gi fir den allgemengen Aarbechtsmarché.

Och an der Psychiatrie soll méi Wäert op Preventioun geluecht ginn. Psychesch Leide wéi Neurosen, Depressiounen an esou viru betreffen en ëmmer méi groussen Deel vun eiser Populatioun. Leider stelle mer hei eng ëmmer méi staark Medikamentéierung vun dëse Krankheete fest. Et gëtt allze oft ausschliesslech mat psychotrope Medikamenter reagéiert, ouni deen néidege Réckgréff op d'Psychologie oder d'Psychotherapie. Fir dësem bedenklechen Trend entgéintzewierken, misst sech d'Gesondheetskeess, eiser Iwwerzeegung no, un de Käschte fir d'individuell Psychotherapiesitzunge bedeelegen.

Der Kanner- a Jugendpsychiatrie kënnt eng ëmmer méi grouss Bedeitung zou. Hei ass ze soen, dass am CHL an an der Klinik um Kierchbierg eng exzellent Aarbecht geleescht gëtt. Leider ass et awer och esou, dass et hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer e Manktum un adequate Strukturen am Beräich vun der Kanner- a Jugendpsychiatrie gëtt. Esou hu mer nach ëmmer keng Struktur beispillsweis fir schoulflichteg Kanner, déi Schoul a psychiatresch Betreiung matenee verbënnt.

Finalement, an opgrond haaptsächlech vun deenen diverse Virfäll an deene leschte Méint a Joren am CHNP, si mer als DP der Meenung, dass Ugekloten oder Veruerteelter, déi opgrond vu psychesche Stéierunge vum Prisong an de CHNP iwwerfouert ginn, an Zukunft an enger neier Spezialunitéit sollten ënnerbruecht ginn.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech selbstverständlech der Rapportrice, der honorabeler Madame Dall'Agnol, nach fir hiren exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport félicitéieren a Merci soen, a selbstverständlech ginn ech och domadder den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Wagner Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Ech schléisse mech deene leschte Wierder vu mengem Virriedner un d'Adress vun der Madame Dall'Agnol un, fir hir Merci ze soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport an dësem komplizéierten Dossier. Ech bréngen och gläich, wéi mäi Virriedner, den Accord vun der Fraktioun, well ech d'Tendenz hunn, deen zum Schluss ëmmer ze vergiessen.

Ech wollt zwee, dräi Wierder heizou soen, well entre-temps bal alles gesot ass, wat wichteg ass. Aus enger besonnescher Ursaach eraus, an zwar, well an deem Rapport hei eng Recommandatioun vum Conseil de l'Europe mentionnéiert ass, déi awer net weider am Rapport analyséiert ginn ass, fir ze kucken, ob déi Saache stëmmen oder net. Vu dass ech scho virausgeholl hunn, dass meng Fraktioun, an ech selwer natierlech dann och, dee Projet hei stëmmen, kënnt Dir dovunner ausgoen, dass déi Prescriptioune vun där Recommandatioun vum Conseil de l'Europe sech praktesch integral am Gesetz erëmfannen, an ech denken, dass dat e ganz gutt Zeechen ass, mat ganz klengen Ausnahmen, op déi ech nach wéilt agoen.

Ech wëll awer och an dësem Kontext soen, dass eng aner Organisatioun vum Conseil de l'Europe, an zwar de CPT, Comité de prévention de la torture, Kompetenzen huet, fir nieft där Commission de contrôle, déi am Gesetz drasteet, verschidden Institutiounen - ouni Rendez-vous onbedéngt mussen ze hunn - ze examinéieren, fir festzestellen ob oder ob net an esou Institutiounen et Mënscherechtsverletzunge ka ginn.

Ech denken, dass dat eng supplementar Garantie ass, déi net muss am Gesetz stoen, mä déi et nieft dem Gesetz ouni Zweifel och nach gëtt. An déi gëllt net nëmme fir d'Leit, déi an de psychiatreschen Institutioune sinn, déi zielt och fir d'Leit, déi an de Prisonge sinn, fir Mineuren, déi placéiert sinn, natierlech och fir Prisonnéier a fir Leit, déi an der Rétentioun sinn. Et ass am Fong eng supplementar Garantie zu deenen, déi an dësem Gesetz schonn drastinn.

Et ass evident, dass an dëser Matière deejéinegen, deen eng Décisioun hëlt, fir ee psychiatresch Kranken ze placéieren, ëmmer um Bord vum Droit pénal steet, entweder well en eng Atteinte à l'intégrité physique mécht, wann e falschläit, oder awer eng Non-assistance à personne en danger, wann en näischt ënnerhëlt. Et ass also net fir näischt, dass d'Gesetz muss prezis sinn.

Ech wëll hei dräi Saache soen, déi mer en evidente Progrès par rapport zu der aktueller Situatioun ze si schéngen an déi am Gesetz sinn. Dat heescht, et ass notamment den Artikel siwen, dee seet ganz genau, dee seet virun allem, wie kann ufroen, fir e Placement ze kréien: den Tuteur, e Familljemember oder eng aner Persoun. Da muss awer ganz kloer sinn, wat fir en Degré de parenté oder wat fir eng Zort vu Relatioun deejéinegen, deen de Placement freet, par rapport zu deem Kranke soll hunn.

Et ass am Fong nëmmen, wann en Trouble à l'ordre public ass, wou de Parquet, d'Police oder de Buergermeeschter, oder déi Persoun, déi delegéiert gëtt, ka froen. Dat ass eng substanziell Garantie par rapport zum Ist-Zoustand, gradesou wéi déi Tatsaach, dass och elo muss eng Décisioun vun engem Riichter kommen, fir déi Demande ze entérinéieren.

D'Madame Martine Mergen huet hei de ganzen Detail gezielt. Ech brauch also elo net méi anzegoen op déi Délaien, déi vun der Observatioun sinn. De Certificat médical fir d'Période d'observation vun dräi Deeg an engem éischte Stadium, vun 21 Deeg an engem Fleegestadium, engem Total vun engem Mount, et cetera. All dat ass sécherlech ganz interessant. Besonnesch interessant ass et awer, dass, wann no enger Période d'observation de Placement weidergeet, e Rapport motivé muss gemaach ginn.

Fir de Maintien en placement provisoire kënnen no deenen 30 Deeg weiderzefëieren, an dësem Fall ass am Fong eng Kritik, déi ech wollt ubréngen, dass an där Décisioun no deenen 30 Deeg kee Recours méiglech ass, kee Recours um Geriicht. Mä et gëtt aner Instanzen, déi intern am Gesetz sinn, déi Commission de contrôle, wou ee sech ka wennen, fir deen een oder anere Problem, deen ee kann hu mat esou enger Décisioun, an d'Wee ze leeden.

Ech denken duerfir, dass een somme toute ka soen, och besonnesch, well virgesi si ganz prezis Consignen, wéi mat de Mineuren ze verfueren ass, wéi mat de Leit, déi sous tutelle sinn, wéi mat de Prisonnéier ze verfueren ass - all déi Saachen, déi an der Recommandatioun stinn, sinn hei preziséiert -, dass dat alles eng ganz positiv Gesetzgebung ka sinn.

Ee Punkt léisst mech de Moment nach onzefridden, Här Minister, mä Dir wäert deemnächst eng Geleeënheet kréien, déi Onzefriddenheet aus der Welt ze schafen. Dat heescht, dass näischt Prezises drasteet, wéi Der wëllt ëmgoe mat dem Devoir d'information vun deene Patienten a vun deene Leit, déi deene Patienten nostinn, ëm deenen hire Placement et hei geet.

Ech kommen aus Kanada erëm, wou ech e Stage gemaach hunn a verschiddenen Domänen, an do ass mer opgefall, dass an enger Klinik, zum Beispill, an der Entrée eng Sail steet, op där affichéiert all d'Rechter vum Patient a vun der Famill vum Patient sinn. Awer et sinn net nëmmen d'Rechter och d'Flichte vum Patient an d'Informatiounsflichte vun der Famill vum Patient, déi ugesot sinn. Derniewent louchen natierlech Flyeren aus, fir déi Saachen, déi op der Sail stoungen, ze répétéieren. An et stoungen Télefonsnummeren an eng Plaz drop, wou Leit hir individuell Informatioune kréien, an Télefonsnummeren a Rendez-vousë fir Consultatiounen iwwert d'Rechter vum Patient.

Ech fannen, dass dat exemplaresch ass, a vun deene Saachen, déi gutt sinn, kann ee sech, denken ech, jo och inspiréieren.

Ech hoffen, Här Minister, dass Der an deem Gesetz, wat aussteet iwwert d'Rechter an d'Flichte vum Patient, op dat mer amgaang sinn hei zu Lëtzebuerg ze waarden, déi Informatiounsobligatioun, déi och an der Recommandatioun steet, leider net ganz prezis an Ärem Gesetz, kënnt nohuelen. Ech soen Iech am Viraus Merci fir dat, wat Der an deem anere Gesetz da wäert nach weider maachen.

M. le Président.- Ech soen der Madame Err Merci. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wéilt natierlech och vun dëser Plaz aus der Madame Dall'Agnol Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport. Ech kéint och dorunner uschléissen, fir ze soen, datt ech mat deene meeschte vu menge Virriedner praktesch op alle Punkten d'accord si mat deem, wat se hei gesot hunn.

Ech mengen, wann een hei als Oppositiounspartei esou e Gesetzesprojet jugéiert, dee mer an der Kommissioun jo unanimement scho verabschit hunn, dann ass et vläicht net ëmmer esou, datt vun enger Oppositiounspartei eng Regierungsaarbecht gelueft gëtt. An dësem Fall ass et awer esou, datt déi gréng dëse Projet an déi Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass, fir dee Projet hei virunzebréngen, ausdrécklech luewen, well hei wierklech eng Verbesserung vun deem alen Text domadder verbonnen ass, op deenen zwee Punkten - haaptsächlech zwee Punkten -, déi hei elo schonn dräi-, véiermol erzielt gi sinn, datt nämlech eng zousätzlech Barrière agebaut gëtt doduerjer, datt d'Justiz intervenéiert, ier dee Placement dann do wierklech décidéiert gëtt, an zum Zweeten och dann zumindest - dat huet d'Madame Err elo just gesot -, datt och d'Kritäre vun de Recommandatioune vum Conseil de l'Europe an dësem Gesetzesprojet zumindest ugeschwat ginn. Ech mengen, dat sinn zwou wesentlech Neierungen hei bei dësem Gesetz, déi mer ausdrécklech begréissen.

Wa mer dat begréissen, dann ass natierlech kloer, läit dat an der Kontinuitéit vun eisen Aktivitéiten an deene leschten zéng, 15 Joer, déi mer um Gebitt vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg haten. Als Gréng ware mer vun Ufank un och fir eng Reform vun der Psychiatrie, an Dir kënnt Iech erënneren, datt - nach viru fënnef, sechs Joer muss dat gewiescht sinn, oder souguer eng Iddi nach méi kuerz - mer als Gréng intervenéiert hate wéinst de Mënscherechter vun deene Leit, déi internéiert waren am CHNP, an datt mer och mat der Mënscherechtskommissioun doriwwer Diskussiounen haten, besonnesch iwwert d'Problematik vun der Fixatioun a vun Isolatiounsmoossnamen. Ech mengen, mat deem, wat elo hei gemaach gëtt, gi mer zumindest zwee wichteg Schrëtt an eng ganz positiv Richtung.

Mir begréissen dat also ausdrécklech, och wann ech wëll op dëser Plaz soen, datt fir eis awer domadder - wéi soll ech soen? - d'Problemer nach net ganz geléist sinn.

Ee Problem, deen nach muss geléist ginn a wou mir och hoffen, datt e méiglechst séier geléist gëtt, dat ass méi allgemeng d'Problematik, déi mer op engem aneren Niveau schonn ugeschwat haten, vun engem Gesetz iwwert d'Rechter vun de Patienten insgesamt. Do hu mer versprach kritt vum Minister, datt dat géif kommen. Dat fanne mer extrem wichteg.

Ech wéilt awer dorop hiweisen, wat - den Här Wagner hat dat an engem gewëssene Moment hei ugeschwat - d'Behandlung vun de Patienten ubelaangt, wou e gewarnt huet virun enger ze staarker Medikaliséierung iwwer Psychotropen. Bon, doriwwer gëtt et net vill Donnéeën hei, an dat ass e wéineg e Problem vun der Situatioun.

Bon, de Minister kann emol vläicht dann dorobber äntwerten, well fir eis de Problem awer e wéineg bestoe bleift - an dat huet elo näischt direkt mat dësem Projet ze dinn -, datt ee misst an eisen Aen emol méi eng ëmfaassend Analys doriwwer maachen, wat d'Ursaache waren, déi iwwerhaapt zu deene perséinleche Krise gefouert hunn, datt déi Leit do ausgerast sinn. Dat wär awer elo interessant, mat all eise Betraffenen, déi déi Leit an Empfang huelen, ze kucken: Wat sinn déi Haaptursaachen? Wat ass d'Ätiologie vun deene psycheschen Erkrankungen, déi dann hannenno zu esou vill Frust an zu esou engem Ausraste féieren?

Et ass an der Diskussioun, déi mer schonn eng Kéier hate virun e puer Joer, gesot ginn: „Jo, et ass ganz vill Alkohol de Fall." Ech sinn der Meenung, effektiv, datt wahrscheinlech relativ heefeg Alkohol do mat am Spill ass oder eng staark Roll dobäi spillt. Bei esou Situatioune misst et awer logescherweis esou sinn, datt dat Ausrasten am Fong net onbedéngt an all Fall oder héchstens a ganz wéinege Fäll och zu engem Placement muss féieren. Wann dee säi Rausch ausgeschlof huet, an et geet erëm eenegermoosse besser, da misst ee just e Suivi vun esou engem maachen, mä ob deen onbedéngt muss placéiert ginn, ass eng aner Affär.

Mech géif am Fong méi interesséieren, wat dann niewent dem Alkohol aner Ätiologië sinn, aner Problemer sinn, déi zum Ausraste vu Persoune féieren, déi se hannenno an de Placement bréngen. An do gesinn ech engersäits: Natierlech kënnen dat sozial Ursaache sinn, wou d'Aggressioun entweder no bausse geriicht gëtt oder d'Aggressioun no bannen op sech selwer geriicht gëtt. Dat sinn dann d'Suiciden, déi kënne passéieren, wou mer gesinn, datt sozial Ursaache kënnen do sinn. Beispillsweis, ech denken drun, wat elo a Frankräich geschitt ass bei der Télécom, wou duerch dee ganze Mobbing an där Firma an der Zwëschenzäit - mengen ech - 25 oder 26 Leit sech d'Liewe geholl hunn. Dat kënnen also esou sozial Ursaache sinn, déi kënnen eventuell mat anere sozial- a familljepolitesche Ursaachen ze dinn hunn. Dat heescht, och nach Sträit doheem an esou virun.

Mä derniewent gëtt et awer nach aner Ätiologien, déi ee misst an eisen Ae vill méi detailléiert ënnersichen, zum Beispill d'Problematik, effektiv, déi vum Här Wagner ugeschwat ginn ass, nämlech vun de Psychotropen. Hien huet elo gemengt, et géifen der an der Behandlung ze vill gebraucht ginn, där Psychotropen, also, wann elo een ausgerast ass an et muss een internéiert ginn.

De Problem ass, datt et och en anere Problem gëtt mat Psychotropen, nämlech, datt scho vu Jugend un dat geschitt, wat den Här Wagner gesot huet, datt et scho vu fréier Jugend un ëmmer méi staark an eiser Gesellschaft zu enger Medikaliséierung vu mentalen oder vu psychesche Problemer oder emotionale Problemer kënnt ebe just duerch déi Psychotropen.

Do läit de Problem dann awer ëmgekéiert, an dat ass net nëmmen dat, wat mer an deene leschte puer Joer an Däitschland oder an den USA gesinn hunn, nämlech, datt eng ganz Partie Jugendlecher no baussen aggressiv gi sinn a ronderëm sech geschoss hunn, beispillsweis, an da Leit doutgemaach hunn oder Schoulkanner doutgemaach hunn. A bei enger ganzer Rei vu Punkten, bei ganze Reie vu Beispiller ass et esou, datt kloer konnt nogewise ginn, datt se entweder op Psychotrope stoungen, sief et verschidden Antidépresseuren oder sief et Ritalin, oder datt se an engem Sevrage waren, deen awer net seriö gemaach ginn ass. Dat heescht, datt se doduerjer ausgerast sinn an doduerjer total ausgeflippt an aggressiv no bausse gi sinn, a wann eng Flënt do ass, dann hu se geschoss.

Dat heescht, datt am Allgemengen also déi Medikaliséierung vu psychesche Pro-

blemer wierklech - dat huet den Här Wagner richteg gesot - eng Bedrohung ass vun eiser Gesellschaft. An den USA, déi eis jo an esou Entwécklungen ëmmer zéng, 15 Joer viraus sinn, ass dat natierlech vill méi schlëmm, wéi dat am Moment nach an Europa ass. Mä och hei ass den Trend schonn, d'Kanner ze medikaliséiere mat Psychotropen, deen ass och souguer hei a Lëtzebuerg do.

Dat heescht also, et misst ee wierklech emol eng Bestandsopnahm maache vun der Ätiologie, vun der Entstehung vun all deene Fäll, déi hannenno musse placéiert ginn, iwwert den Alkohol eraus, iwwert d'sozial Ursaachen eraus. Do gëtt et nämlech nach aner Phenomeener, wou ee ka feststellen, datt och Kanner oder Jugendlecher psychesch krank sinn, ganz einfach duerch eng falsch Ernährung, well hinne ganz einfach eng Rei vu Spurenelementer a Vitamine feelen.

Och a Prisongen hu se Etüde gemaach, wou se festgestallt hunn, datt Prisonnéier, nodeems se méintelaang eng seriö Ernährung kritt hu mat Uebst a Geméis an esou virun, vill méi sanftmüteg a vill méi fei gi sinn, während de Kontrollgrupp nach ëmmer gradesou aggressiv an deene Prisonge reagéiert huet.

Dat heescht, et sinn eng Rei Facteuren, déi dorop awierken, datt et kann zu esou psychesche Krise kommen. An dat ass eng Saach, déi een an eisen Aen och emol misst méi detailléiert analyséieren.

Den Här Minister hat mer virdrun ugedeit, vun dohannen, et géif do eng Rei vun Ursaache ginn. Also gutt, Alkoholismus schéngt mer evident ze sinn, mä et gëtt och nach aner Ursaachen, iwwert déi och emol misst geschwat ginn.

Dann, de leschte Punkt, deen ech wéilt soen, wou mer och nach Problemer behalen, dat ass dee vun der Therapie. Dat ass och vun der Madame Stein ugeschwat ginn. Wat ganz kloer ass, dat ass, datt et immens schwéier ass. D'Medezin ass bekanntlech keng exakt Wëssenschaft.

Mä d'Psychiatrie an der Medezin, do ass et awer nach - loosse mer soen, fir dat emol virsiichteg ze formuléieren - vill méi schwiereg. Well ganz einfach, wann ee kuckt, wat an deene leschten zéng, 15 Joer d'Entwécklung um internationalen Niveau vun der Psychiatrie war, déi ganz DSMen, dat heescht, déi Fachbicher vun der Psychiatrie, wou permanent och nei psychesch Erkrankungen erfonnt gi vun der pharmazeutescher Industrie a vun deene Konzernen, déi derhannertstinn, just fir erëm kënnen nei Medikamenter ze verkafen, da muss ee soen, datt och déi Psychiatrie an der Therapie e Problem ass. Emol ofgesi vu ganz einfache Saachen, wéi Berouegungsmëttel, fir een aus enger Kris erauszehuelen.

Mä soss, déi Medikaliséierung, déi eis ganz Gesellschaft ergraff huet, och um Niveau vun der Therapie, dat ass e Problem, dee mer mussen ugoen, deen an alle Länner och vu kritesche Psychiater esou gesi gëtt. Et ass also guer net einfach, eng psychiatresch Therapie ze maachen, ganz einfach, wann ee keng seriö Ursaachefuerschung huet.

Wann een net der Ätiologie vu Krankheeten am Detail nogeet, da kënnen heiansdo psychiatresch Therapië souguer méi schueden, wéi se notzen, jee nodeem wat fir eng Produkter ee bei de Leit uwennt, déi net kënne vum Stoffwiessel vun deene Leit métaboliséiert an ausgescheet ginn, a wou also eng Wierksamkeet net onbedéngt ginn ass a wou souguer vläicht d'Niewewierkunge méi staark sinn.

Bon, dat gesot, ass et awer esou, datt mer hei einfach vum juristesche Point de vue vun deem, wat elo hei geschitt iwwert dat Gesetz, zwee positiv Schrëtt maachen an déi richteg Richtung.

Déi ganz Psychiatriereform, déi mer an de leschte Joren haten, ass an eisen Aen an eng richteg Richtung gaangen, mat der Dezentraliséierung. Et misst ee vläicht nach eng Kéier - dat wär vläicht dat lescht Déngen - nach méi e Jet maachen, fir doriwwer ze schwätzen, einfach iwwert dat, wat ech gesot hunn: Firwat entstinn esou vill psychiatresch a psychesch Krankheeten an eiser Gesellschaft? An ass déi Äntwert, déi elo d'Psychiatrie mat Medikamenter dorop gëtt, déi eenzeg richteg? Wéi seriö ass se? Oder gëtt et net nach aner Methoden? Muss een net méi breet denken do derbäi, fir do zu enger wierklech positiver Léisung ze kommen?

Merci, ech ginn dozou d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt e Merci un d'Rapportrice, d'Madame Dall'Agnol, fir de mëndlechen a schréftleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet mat der Hospitalisatioun vu Leit mat mentale Problemer, am erweiderte Kader vun enger méi humaner Approche vun der Psychiatrie.

Beim Liese vum Text gesi mer, datt verschidden Terme relativ vag sinn, an d'Definitioun léisst vill Froen op. Och am Intitulé gëtt geschwat vun „troubles mentaux", dat heescht, mental Stéierungen. Wat heescht dat? Hei gëtt keng Differenzéierung gemaach tëschent schwéieren a liichte Stéierungen. Ass de Fait, datt een eng Nervekris kritt, datt een d'Glieser an d'Telleren am Stot futtimécht, eng mental Stéierung?

Ass d'Violence domestique eng mental Stéierung? An dësem Fall gëtt d'Police geruff. Gëtt hei d'Prozedur vun der Wegweisung initiéiert oder gëtt de gewalttätege Bierger géint säi Wëllen hospitaliséiert?

Do si vill Froen, déi ee sech ka stellen. Bei esou enger fragiler Handhabung vun der Definitioun riskéiert een als mental Stéierung och déi Leit mat anzebannen, déi Verhalensstéierungen hunn. Fir eis ass dësen Term hei e Genre Fourre-tout, deen zu villen Interpretatiounsméiglechkeete féiert.

Et ass och geschwat ginn iwwert den Term „danger pour soi-même ou autrui" oder vun „ordre" an „sécurité publique". Hei ass och d'Terminologie extrem breet gefächert.

Ass een, dee mat 100 duerch en Duerf mam Auto rennt, eng Gefor fir d'Allgemengheet? D'Äntwert ass Jo. Een, dee mat 100 duerch en Duerf rennt, huet eng mental Stéierung, soss géif en dat jo net maachen, en ass eng Gefor fir d'Allgemengheet. Also misst hien op Basis vun dësem Text géint säi Wëllen och internéiert ginn.

Ass en anere Chauffeur, dee mat 100 duerch d'Duerf rennt an ze vill gedronk huet, och esou ze behandelen, oder gëtt hei eng Ausnahm gemaach, well jo den Alkohol zoustänneg ass fir seng irresponsabel Handlung?

Här President, a menger Clientèle kennen ech och Leit, déi och ganz vill mental Stéierungen hunn. Ech kennen een, deen an engem Appartementshaus wunnt an dee bei Vollmound total duerchdréint, dee geet dann iwwerall nuets bei d'Diere klappen. E mécht d'Diere futti, bis een opmécht. Fält deen heiten och ënnert d'Bestëmmung vun dësem Gesetz? En huet en Trouble mental bei Vollmound. E stellt eng Gefor fir den Ordre public duer. Mä wann de Vollmound eriwwer ass, dann ass och alles normal.

Bon, ech kennen nach en anere Patient, deen, wann e keng Schlofpëlle méi huet, d'Musek déck opmécht. Dann ass eng richteg Party nuets lass. D'Leit kënnen net schlofen, eleng, well hie keng Schlofpëlle méi huet. Fält deen heiten och ënnert d'Applikatioun vun dësem Gesetz? Mir gesinn, datt de Begréff, wéi gesot, „danger pour autrui" och schwéier ze interpretéieren ass.

En anere Volet vun dësem Text ass d'Behandlung. Hei gëtt vun Traitement involontaire, Isolement a Contention du patient geschwat. Kënne mir nach mam Traitement involontaire d'accord sinn? Wa mer dovunner ausginn, datt d'Hospitalisatioun noutwendeg ass an de Patient déi beschtméiglech Therapie zegutt huet, da si mer awer skeptesch, wat d'Fixéierung vum Patient ugeet oder vläicht den Transfert an eng Gummizell. Dat si Methode vum Mëttelalter. Et däerf een net vergiessen, datt grad dës Methoden déi krank Leit nach méi aggressiv maachen - dovir wéilt ech gär warnen -, an dat ëmsou méi, wéi d'Dauer vun de Mesurë méi grouss ass.

Et huet ee méi wéi eng Kéier scho gesinn, dass Leit, déi fixéiert waren, duerno regelrecht Amok gelaf sinn, well se deeglaang fixéiert waren an net ënner normale Konditioune gelieft hunn. Wann d'Leit fixéiert musse ginn, dann ënner permanenter Iwwerwaachung, wa méiglech och mat enger Kamera. Si sollen d'Hand fräi hunn, fir ze iessen, oder si solle lassgestréckt ginn, wa si hir Nout musse maachen oder wa se sech wäschen.

Et kann awer op kee Fall sinn, datt iergendee fixéiert gëtt, deen duerjerneen ass an dee vun engem Zëmmer an dat anert rennt, d'Leit nervt an duerfir soll ugestréckt ginn. Et kann och net si wéinst Personalmangel, einfach, dass do dann décidéiert gëtt, schwiereg Fäll ze fixéieren oder ze isoléieren. Hei muss gesuergt ginn, datt bei dëse Krankheetsfäll méi Personal zur Verfügung steet.

Wat eis awer traureg stëmmt, ass den Artikel 48 vun dësem Gesetzesprojet. An dat ass extrem besuergniserregend. Ech liese vir: «Un traitement qui n'est pas encore généralement reconnu par la science médicale ou qui présente un risque sérieux d'entraîner des dommages irréversibles au cerveau ou de détériorer la personnalité du patient ne pourra être administré que si le médecin l'estime indispensable et si le patient, dûment informé, y consent expressément.»

Also, ech wéilt gären deejéinege gesinn, dee säi Gehir op d'Spill setzt, wann iergendeng Medikatioun, déi esou staark Niewewierkungen huet, gebraucht gëtt. Souwisou, bei engem Trouble mental grave weess de Patient net, wou en drun ass. An dësem Fall décidéiert e Comité vun dräi Experten iwwert d'Fiabilitéit vun der Behandlung.

Mir sinn dergéint, dass iergendwellech Experimenter ausprobéiert ginn, a schonns guer net am Beräich vu psychesche Stéierungen. Fir eis bleiwen d'Efforten am Beräich vun der Preventioun nach ëmmer déi gréisste Prioritéit. Mir waarde mat Sehnsucht op dat neit Psychotherapiegesetz, a mir bedaueren, datt nach ëmmer massiv psychotrope Droge gebrauch ginn.

Am Prinzip ass dat Gesetz hei e Schratt an déi richteg Richtung, mä wéinst dem Artikel 48 hu mer décidéiert, fir eis ze enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo kritt d'Wuert de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol en häerzleche Merci u bal sämtlech Bänke fir déi nuancéiert, konstruktiv Diskussioun zu dësem Projet, deen a mengen Aen en Duerchbroch ass a Saache modern Psychiatrie, deen och net einfach esou vum Himmel gefall ass, deen ech haaptsächlech dem Duerchsetzungsverméigen, der Hartnäckegkeet an der Iwwerzeegungskraaft vun engem Engagéierten an dësem Gebitt zouschreiwen: Dat ass de Raymond Mousty, deen net labbergelooss huet an Iwwerzeegungsaarbecht huet misse leeschten, fir dass mer en zousätzleche Partner an enger fréier Phas vun der Zwangsaweisung mat u Bord kritt hunn.

Ech mengen, et ass vun alle Bänke gesot ginn, dass déi Psychiatrie, wéi mir se gesinn, soll eng oppen, eng dezentral, eng net stigmatiséierend, eng op de Patient ausgeriicht sinn - an der Regel. Wat allerdéngs net verhënnert, dass et niewent der Regel och leider eng Rei vun Ausnahme gëtt, déi net an d'Regel erafalen. De Verdéngscht vun dësem Gesetz ass, dass déi Ausnahmen nach méi strikt geregelt ginn, wéi dat bis elo de Fall war.

Ech brauch net méi op de Rapport anzegoen. Deen ass exzellent gewiescht, kloer gewiescht, an dofir soen ech dem Claudia Dall'Agnol gradesou Merci wéi der gesamter Kommissioun, déi an engem schwieregen Dossier d'Boot riicht gehalen huet. Och wa mer mat engem Avis vum Conseil d'État konfrontéiert waren, deen an eenzelne Beräicher, mengen ech, déi voll Visée vun deem Projet net richteg interpretéiert hat - wann ech dat emol esou däerf soen. Mä duerch d'Iwwerzeegungsaarbecht, déi mer gemaach hunn, konnte mer och den Accord vum Conseil d'État kréien.

Ech wëll soen, op wat fir engem Beräich dee Malentendu bestanen huet. Dat war deen, dass, nodeem mer an deem Gesetz hei eis eens waren, d'Zwangsaweisung ënner riichterlech Kompetenz ze stellen, de Conseil d'État der Meenung war, dass mer och d'Entloossung sollten ënner riichterlech Kompetenz stellen.

Dat war an eisen Aen net wënschenswäert an huet och net deem entsprach, wat a Länner mat moderner Psychiatrie de Fall war, well do hätte mer eng Entloossung jo net méi einfach gemaach, mä mir hätte se erschwéiert. An ech mengen, eng Entloossung geet éischter an de medezinesche Beräich eran, wéi eng Zwangsaweisung, wou den Dokter net eleng gelooss ka ginn.

Ech sinn dofir der Kommissioun ganz dankbar, dass se eis mat suivéiert huet a bereet war, déi Iwwerzeegungsaarbecht géint eng Opposition formelle ze leeschten, wou mer dann och zesumme konnten deen Text hei bis an d'Chamber, bis an de Plenum erabréngen.

Et ass richteg, dass dat hei e wesentleche Schrëtt an der Reform vun der Psychiatrie ass, wou mer an deene leschten zéng Joer, an ech ënnersträichen dat och, esou wéi de Carlo Wagner dat gesot huet, e ganz wichtege Schrëtt gemaach hunn. Ugefaange bei der Dezentraliséierung vun der akuter Psychiatrie vun enger asylarer Struktur a Richtung akut Spideeler, wou mer haut kënnen houfreg driwwer sinn, dass mer kënne soen: „E psychesch kranke Mënsch, deen an enger akuter Kris ass, kann an datselwecht Spidol zu därselwechter Dier eragoen, wéi een, deen en Aarm oder e Bee gebrach huet." Net mat engem Kräiz op der Stir, wou en als psychesch Kranken no bausse stigmatiséiert gëtt, mä genee behandelt gëtt wéi en anere Patient.

Et ass och eis Visée gewiescht, dass mer de psychesch Kranken déiselwecht gutt Soinë kënne garantéieren, wéi engem physesch Kranken. Et ass a mengen Aen eng ganz wesentlech Etapp, déi ech mer ganz gär mat mengem Virgänger deelen a wou et wichteg war, dass mer deen dote Schrëtt gemaach hunn.

Well do sinn et ganz grouss Resistenze ginn, däerfe mer net vergiessen, well mer een traditionellen Acteur an der Psychiatrie an eng nei Roll invitéiert hunn. De CHNP huet mat där Dezentraliséierung eng nei Aufgab kritt, déi net esou einfach op de Buedem ze brénge war an ass, mä en huet sech mat ganz vill Engagement a Courage an déi nei Missiounen era lancéiert. Mir sinn elo mëtten an der Dezentraliséierung vun der rehabilitativer Missioun vum CHNP, an ech sinn och ganz zouversiichtlech, dass mer dat mat deene verschiddene Strukturen, déi elo schonn dezentraliséiert sinn, wäerte packen.

Och an der gemengennoer Psychiatrie sinn an deene leschten zéng Joer enorm Effortë gemaach ginn, sief dat beim Logement, sief dat bei de Foyeren, sief dat bei der Berodung, sief dat bei anere Beräicher. An ech si ganz frou doriwwer, dass mer virun zwee Joer déi deemoleg Krankekeess, déi heiteg CNS, iwwerzeegt kruten, fir als weideren Acteur an de Finanzement vun de Logementsstrukture mat anzeklammen. Wat derzou féiert, dass dat Ugebuet an deenen nächste Jore ganz zolidd wäert usteigen. Iwwregens eng vun deene Konklusiounen, déi mer suivéieren aus dem Rössler-Rapport.

En anert wichtegt Reizwuert ass gefall; dat ass dat vun der Koordinatioun am Secteur, wat ech nëmme kann ënnerschreiwen a wou ech mengen, dass mer um richteg Wee sinn, zënter dass mer déi Psychiatrieplattform reaktivéiert hunn a mer d'Acteuren elo alleguer ronderëm en Dësch sëtzen hunn. Vun der Médecine de base iwwert déi gemengenno Psychiatrie bis bei d'Spi-

deeler an de CHNP sëtzen um Dësch a sinn elo an der Zwëschenzäit bereet, déi national Plattform och ze regionaliséieren. Dat heescht, no bei deene Strukturen, déi bestinn, ähnlech Concertatiounsstrukturen ze schafen.

Déi éischt wäert am Norde geschaf ginn, wou jo et och eng Konzentratioun ginn ass vu psychiatresche Strukturen, wou mer mat Problemer konfrontéiert sinn. A wou mer déi Acteuren invitéieren, zesumme mat den Acteuren um Terrain déi Leit, déi net ëmmer déi richteg Prise en charge kréien, déi heiansdo Troublemaker sinn, esou gutt wéi méiglech opzefänken a se net hin an hier ze schubsen, mä dass mer ëmmer ee Responsabele fannen, dee sech ëm e jeeweilege Patient bekëmmert. Dat gëtt e Pilotprojet, dee mer am Norden uginn. Och mat der Gemeng Ettelbréck zesummen, wou mer eis deemnächst wäerte gesinn, fir dat doten op de Buedem ze bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Et ass richteg, dass mer domat net um Enn ukomm sinn, dass mer bei der Jugendpsychiatrie, bei der Kannerpsychiatrie, dass mer beim Placement vun de Mineuren, dass mer bei der Forensik, wou mer um gudde Wee sinn, eng méi kloer Situatioun musse schafen. Dofir si mer an Diskussioune mam Justizministère. Et wäert deemnächst eng Iwwergangsstruktur, wat d'Forensik ugeet, prett sinn an et wäert zesumme mam Justizministère eng definitiv Struktur am Beräich vu Placementer an der Psychiatrie vu scholdonfäege Patienten haaptsächlech gemaach ginn.

D'Madame Err huet zu Recht op ee Volet higewisen. Dat ass dee vun de Patienterechter. Mir sinn amgaang - en éischten Avant-projet sommaire ass prett -, un engem moderne Patienterechtsgesetz ze schaffen, dat net nëmmen d'Psychiatrie, mä och d'Psychiatrie, mä all Beräicher vun der Gesondheet an der Relatioun mat dem Patient wäert ofdecken an och eis déi Strukture ginn, déi mer brauchen an deene verschiddenste Beräicher, fir dass d'Patienten hir Rechter kënne wouerhuelen.

Dat gëllt selbstverständlech och fir oppen, jiddwerengem zougänglech Patientevertriedungen. Eng Patientevertriedung, déi ech méi wéi eng Kéier invitéiert hunn, sech selwer och a Fro ze stellen, fir méi representativ fir de Patient ze ginn an net sech de Reproche musse gefalen ze loossen, dass et en zouene Club ass, mä dass et wierklech eng representativ Associatioun gëtt am Intérêt vum Patient, mä awer och am Intérêt vun der Nohaltegkeet vun där Patientevertriedung.

Den Här Huss huet op de Phenomeen vun de Psychotropen higewisen. Ech hat mam Kapp gewénkt, dass mer an der Zwëschenzäit verlässlech Statistiken iwwert de Konsum hunn an dass mer och zesumme mat der CNS dat doten Thema wäerten ugoen. Haaptsächlech an deene Beräicher, wou d'Psychotrope wäit iwwert d'Indikatiounen ewech geholl ginn an zu enger Chroniséierung vun de Patiente féieren.

Dat wäerte mer ugoen an do brauche mer dann d'Hëllef och, fir gegebenenfalls ze soen: „Bis dahin, und nicht weiter." Dat heescht, net méi de Konsum encouragéieren. Do brauche mer selbstverständlech och d'Hëllef vum Här Colombera a senge Kolleegen um Terrain. Well et sinn net d'Patienten, déi sech d'Psychotrope verschreiwen. Si brauchen dofir een, deen hinne se gëtt. A besonnesch, wann et chronesch gëtt, dann, mengen ech, mussen all Alarmglacken ugoen.

Ech wollt zu där Interventioun vum Här Colombera soen, dass eben dat Gesetz hei just géint dat Arbiträert eis zousätzlech Instrumenter gëtt doduerch, dass d'Zwangsaweisung ënnert de Contrôle respektiv ënnert d'Verantwortung vum Magistrat gestallt gëtt. An dass dat Beispill, wat en zitéiert huet am Artikel 48, d'Essais cliniques betrëfft, déi ënner ganz klore Konditiounen nëmme méiglech sinn an nëmme viru Consultatioun vum Comité d'éthique. Dat heescht also, ähnlech Essais cliniques wéi et am anere klinesche Beräich gëtt, ënner ganz strikte Konditiounen.

Dat gesot, wollt ech Iech nach eng Kéier Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung, déi d'Regierung an dësem Beräich vun der Chamber kritt huet. Mir wäerte weiderhin zesummen un der weiderer Moderniséierung vun der Psychiatrie schaffen, wou mer zwou Haaptprioritéiten hunn: déi vun de Referenzen - Referenzpersounen, Referenzorganismen, déi de Patient duerch de System dauernd guidéieren. Dat heescht, wann eng Kéier e Patient am System dran ass, dass en eng Referenzpersoun kritt, déi e kann duerch de System guidéieren. An eng dauerhaft Evaluatioun, där mer eis stellen, ënner anerem iwwert de Professer Rössler, mä net nëmmen iwwer hien, mä och duerch eng intern Evaluatioun, déi mer an eenzelne Beräicher vun der Psychiatrie elo largement entaméiert hunn.

Voilà, dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech si frou, wann de Projet eng wäitméiglechst Ënnerstëtzung kritt.

M. le Président.- Ech soen dem Gesondheetsminister Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5856.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Gesetz ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmmen a 4 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kéimen dann elo nach zu zwou Question-urgenten, wou de Gesondheetsminister sech bereet erkläert huet, déi direkt nach den Owend hei ze beäntweren. Dat éischt ass d'Question urgente N°208 vum Här Xavier Bettel an d'Question urgente N°215 vum Här Jean Colombera iwwert d'Impfcampagne géint d'Gripp A H1N1.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President!

M. le Président.- Jo?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, ech wëll just soen, dass déi Question parlementaire vum Xavier Bettel scho beäntwert ass - schrëftlech beäntwert ass.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Normalerweis ass et esou, Här Minister, datt, wa mer eng Fro hei akzeptéieren, an et ass nach eng aner, déi scho virdru war, déi da matenee kënne gestallt a beäntwert ginn. Mä vu datt mir Iech vertrauen, Här Minister, datt Dir déi Fro do beäntwert hutt, géife mer da just déi Fro nach vum Här Colombera huelen.

Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hu kee Problem, ech vertrauen och, mä de Problem ass, dass hei an der Chamber nach ëmmer näischt ukomm ass, Här President, well soss hätt ech se jo scho kritt.

Une voix.- Ma da kuckt emol no.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ma, den Här Frieseisen ass just nokucke gaangen, Här Minister. An den Här Frieseisen misst normalerweis besser Bescheed wësse wéi mir. A wann den Här Frieseisen seet, et wier näischt ukomm, da muss ee kucken, wou se am Fax läit, wou se ass.

Ech ka just soen, Här President, ech hunn déi Fro gestallt, well et eng Saach gewiescht ass vu Vertraue vis-à-vis vun engem Minister, dee sech engagéiert hat, eppes ze maachen, wou ech bis gëschter nach net dat gesinn hunn, wat hätt gemaach solle ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dann hutt Der net gutt gekuckt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Bis gëschter war um Site vun der... Bon, ech géif jo meng Fro net stellen.

M. le Président.- De Minister huet eis gesot, en hätt déi Fro beäntwert. Ech géif lech proposéieren, wann déi...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn iwwerhaapt kee Problem, Här President, ech beäntworten déi zwou Froen.

M. le Président.- Voilà, den Här Minister beäntwert déi zwou Froen. Also kënnen dann elo den Här Bettel an den Här Colombera hir Froe stellen, an den Här Minister beäntwert déi zwou. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

8. Questions urgentes N°208 de M. Xavier Bettel et N°215 de M. Jean Colombera relatives à la campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A (H1N1)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hat eng Fro gestallt, an ech sinn och frou, dass d'Urgence direkt unerkannt ginn ass déi lescht Woch.

Den Här Gesondheetsminister hat eis nämlech hei an der Chamber d'Garantie ginn, an dowéinster hate mir souguer als Fraktioun vun der Demokratescher Partei eng Motioun, déi vum Här Colombera war, net matgestëmmt, well mer dem Minister deemools och getraut hunn, dass en eng ganz Campagne géif maachen. Mir hunn déi lescht Deeg de Radio gehéiert, nach gëschter Owend, ob dat d'Patientevertriedung wier oder den Här Huss an och déi ganz Reaktioun iwwert déi ganz Problematik an och déi Ängschten, déi d'Leit hate vis-à-vis vun der Impfung, vis-à-vis vun der Gripp.

Mir hunn deemools gesot, et géif eng Informatiounscampagne, dat hat de Minister eis ugekënnegt. Bis gëschter Moien, Här President, war um Internetsite vun dëser Regierung näischt ze gesinn!

De Moie war eppes drop, an ech hunn och gekuckt. De Minister seet, dat ass net richteg. Gëschter ass dat modifiéiert ginn. Ech hunn och d'Säite geprint. Dat heescht, gëschter ass eppes eréischt dropkomm.

Wann een am Viraus awer schonn Zäit huet, fir Prospekter ze preparéiere fir d'Informatioun, dann huet een och vis-à-vis vun de Problemer, déi eng Impfung ka mat sech bréngen, eng Obligation d'information vis-à-vis vum Bierger, wann een incitéiert, geimpft ze ginn.

Elo ass de Problem do. Elo ass et ze spéit. Elo gesi mer duerch TNS-ILReS-Ëmfroen, dass iwwer 70% vun de Lëtzebuerger net wëlle geimpft ginn. Wann een en temps voulu op jidde Fall de Pro an de Kontra de Leit presentéiert hätt, da wier déi Fro net komm, ob do wierklech Saachen ze verstoppe wären an dës Regierung de Leit au contraire net wéilt déi ganz Transparenz an deem doten Dossier ginn.

Ech si frou, ech ginn et zou, dass ech de Moien, a mat Modifikatioun gëschter, um Site vun der Regierung konnt liesen, dass dat endlech de Fall wier, dass och e Link wier bei d'OMS an och e Link wier, ob déi verschidde Froen op Däitsch, op Franséisch wären, an dass déi Informatioun an déi Transparenz, déi an deem doten Dossier gefrot sinn, elo op d'mannst gi sinn.

(Interruption)

Ech muss awer just soen, Här President, dass et spéit ass, dass een dat den Dag virun der Campagne mécht, wou d'Leit sollte geimpft ginn. Mir haten dëser Regierung déi éischte Kéier Vertrauen ausgesprach an deem doten Dossier. Mir sinn enttäuscht ginn.

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Sou, elo huet den Här Colombera nach d'Wuert, fir seng Fro ze stellen, an dann äntwert de Gesondheetsminister.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et wär besser gewiescht, en hätt eis viru 14 Deeg ënnerstëtzt.

Une voix.- En traut Iech och net!

(Interruptions)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, Här President, den Här Gesondheetsminister hat viru 14 Deeg gesot, hie géif d'Leit, d'Öffentlechkeet informéieren duerch d'Medien, duerch d'Zeitungen, duerch de Radio, duerch d'Press an esou virun iwwert déi positiv Wierkungen an iwwert d'Niewewierkunge vum Impfstoff.

Mir hu festgestallt, dass dat net de Fall war bis haut. Ech stellen him d'Fro: Firwat hutt Der dat net gemaach?

Elo hu mer ganz vill Zäit verluer. Et si ganz vill Leit, déi veronséchert sinn. Et si ganz vill Leit, déi intervenéiert sinn. Ënner anerem déi gréng Kolleegen, d'Patientevertriedung, den Här Bettel mat senger Question parlementaire urgente.

Bon, elo ass et esou: Mir sinn um éischten Impfdag haut, a bei engem Impfstoff ass normalerweis och de Beipackziedel derbäi. A vu dass ech dovunner ausginn, dass d'Santé, engersäits, an Dir, Här Minister, de Beipackziedel misst gelies hunn, ech mengen, fir dee ganzen Zauber hei opzehalen: Wär et dann elo net Zäit, fir elo hei eisen Deputéierten an der Öffentlechkeet ze erklären, wat op deem Beipackziedel do steet, haaptsächlech an der Rubrik vun den Niewewierkungen?

Ech mengen, da géif déi ganz Problematik do ophalen an da wär déi Saach geléist. Also meng Fro ass: Firwat hutt Der dat net gemaach bis elo? Firwat hutt Der d'Leit net informéiert?

An déi zweet Fro: Sidd Der bereet, fir de Beipackziedel hei virzeliesen? Wann Der en net hutt, okay, mir ginn Iech nach eng hallef Stonn, Dir kënnt e vläicht siche goen.

(Brouhaha général)

Den offizielle Beipackziedel.

Well mir Dokteren, mir hunn en nach guer net gesinn,…

(Hilarité)

…a mir hunn näischt mat där Impfung hei ze dinn. Also, deen Eenzegen, deen...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Da muss ech mer awer iwwerleeën, ob Är Autorisation d'exercer nach an der Rei ass, well dann hutt Der Iech schlecht informéiert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här Di Bartolomeo, mir hunn nach guer näischt gesinn, ausser déi Dokteren, déi d'Impfunge maachen. Et deet mer leed.

M. le Président.- Sou, elo huet den Här Gesondheetsminister d'Wuert, fir op déi zwou Froen ze äntwerten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Viru 14 Deeg sot en, e géif déi Informatioun maachen.

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn déi lescht Woch eng Question parlementaire urgente kritt vum Här Xavier Bettel, déi ech och direkt schréftlech beäntwert hunn, direkt deen Dag duerno. Dat ass un déi zoustänneg Instanz gaangen. Ech froe mech, firwat se nach net hei ukomm ass.

M. le Président.- Si ass awer nach net ukomm, Här Minister. Mir hunn elo nach just kontrolléiert. Viru fënnef Minutte war se net do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Well se urgent war, als urgent unerkannt ginn ass.

Zweete Constat: Déi lescht Woch ass d'Urgence vun enger Question parlementaire unerkannt gi vum Xavier Bettel. Haut kréie mer eng Question urgente, déi unerkannt gëtt, mat deemselwechten Inhalt. Ech hat gemengt, de Xavier Bettel hätt Prioritéit dorop. Wann eng Question parlementaire urgente eng Kéier gestallt gëtt, da muss se net onbedéngt nach eng zweete Kéier gestallt ginn. Dat war jiddefalls ëmmer d'Gepflogenheet fréier an der Chamber hei. Et gëtt vläicht nei Gepflogenheeten. Mä dat ass eng Formsaach.

Ech ginn op den Inhalt an. Ech wëll Iech soen, dass d'Regierung an deene leschte Wochen a Méint kloer Faarf bekannt huet an där heiter Problematik. D'Regierung huet gesot, dass et eng Gripp ass, net d'Pescht an d'Cholera, mä eng Gripp, virun där ee sech muss schützen.

Virun där Gripp schützt ee sech am beschten duerch déi hygienesch Grondregelen, déi mer alleguer kennen, an et schützt ee sech wéi géint all aner Gripp duerch e Vaccin.

Ech wëll Iech soen, dass déi Äntwert, déi d'Grippegéigner vu mir erwaarden, net aus mengem Mond erauskënnt. Ech kann de Grippegéigner net soen, dass de Vaccin méi geféierlech ass wéi d'Gripp. Dat wäert ech zu kengem Zäitpunkt maachen, an ech weess, dass eréischt dann, wann ech dat géif soen, ech gesot géif kréien: „Elo hues de deng Missioun erfëllt." Ech fannen et ganz fragwürdeg, wa Leit, déi zur Veronsécherung vun de Leit dobausse bäidroen, net de Courage hunn, fir da kloer Faarf ze bekennen, ob se fir oder géint d'Impfung sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech hu gëschter eng Rei vu Stellungnahme kritt, ënner anerem vun deene Gréngen, déi gesot hunn, si géife keng Empfehlung maachen. Si géife sech weder derfir nach dergéint ausschwätzen. An ech weess, firwat se dat maachen.

En leur for intérieur si se géint d'Impfung. Mä si wësse jo gradesou wéineg wéi vill Experten op der Welt, wéi dat hei ausgoe wäert. Si wëssen net, ob et och hei zu Lëtzebuerg esou kënnt wéi an anere Länner, dass op eemol ganz jonk Leit vun der Gripp schwéier getraff ginn an och zu den Doudesaffer zielen. Si soen dofir net, si wäre géint d'Impfung. Well wa se dat géife soen an dat géif passéieren, da wäre se déi Éischt, déi missten de Kapp anzéien, well da géife se sech den Zorn vun de Leit oplueden.

Dofir, ech hätt gär, dass mer an dëser Fro, déi eng ganz eescht ass, éierlech mat eis selwer sinn an dass mer kloer Faarf bekennen. D'Regierung huet kloer Faarf bekannt. D'Regierung huet gesot, dass d'Niewewierkunge bei dëser Gripp genee déiselwecht oder vergläichbar si mat deenen, déi bei enger normaler Gripp kënnen entstoen.

D'Regierung huet virun enger Woch eng Hotline ageriicht, déi vu moies bis owes, iwwert de Weekend fonctionnéiert, wou jiddwereen, deen interesséiert ass, kann uruffen, käschtefräi, an Äntwerte kritt, souwuel vun informéiertem Personal op der Télefonshotline wéi vun Dokteren, déi se informéieren iwwer alles am Zesummenhang mat der Grippenimpfung.

D'Regierung huet vun Ufank un op hirem Site Linke gemaach zu der OMS, zu der ECDC, huet op „frequently asked questions", dorënner och de Risiko vun der Grippenimpfung, insistéiert. Dir fannt dat erëm, wann Der et siche gitt. Et ass richteg, dass mer déi lescht Woch och de Link mat der EMEA hiergestallt hunn, wou Der den Ziedel, deen, wou Der dee falschen d'lescht Kéier gewisen hat...

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Neen, neen, neen! Dir ënnerbriecht mech elo net!

M. le Président.- Här Colombera, Neen. Här Colombera, elo huet de Minister d'Wuert.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Loosst mir elo emol d'Geleeënheet, well ech hunn es einfach genuch, wa Leit dobausse mam Virwand, dass se op d'Suerge vun de Leit aginn, zur zousätzlecher Verwirrung bäidroen. An ech huelen och d'Beispill… Ech moossen do meng Wierder.

Eng Patientevertriedung, déi gutt Aarbecht leescht, déi an deem heiten Dossier e Communiqué bréngt mat Froen, wou se selwer weess, dass et am Moment kaum ee gëtt, dee kann dorop äntwerten. Ob déi heite Gripp esou schlëmm gëtt wéi d'Spuenesch Gripp, do ka keen drop äntwerten.

An enger Konklusioun vun engem Communiqué, wou drasteet: Et muss een dann elo emol ofwaarden, wat geschitt, fir dass een op déi Froen eng Äntwert fënnt. Bon, ech soen Iech, Dir Dammen an Dir Hären: Et gëtt Froen zu der Gripp. Et gëtt Froen. Et gëtt seriö Froen, déi ee sech ka stellen. Et gëtt awer och Äntwerten. Een, dee sech Suergen ëm d'Gripp mécht, fënnt eng Äntwert an der Vaccinatioun, grad wéi en d'Äntwert op eng normal Gripp an der Vaccinatioun fënnt.

Ech soen dat dann nach eng Kéier esou kloer, dass jiddwereen et versteet. Wann ech kucken, wat dobausse geschitt ass, an der Zwëschenzäit wäit iwwer 5.000 Dou-

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
***um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens***
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng ***um
Kanal S40 / 455.25 Mhz***
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

desaffer duerch déi Gripp, déi och bei jonke gesonde Kanner geschitt sinn. Ech hunn am Verglach an de Vereenegte Staten e President, deen den Noutstand ausrifft, a wou d'Leit op de Barrikade stinn, well de Vaccin net schnell genuch erbäikënnt. Ech hunn an Norwegen eng Situatioun, wou d'Regierung ëmmer méi ënner Beschoss kënnt, well de Vaccin net schnell genuch erbäikënnt.

Dofir soen ech als Konklusioun dozou: Jiddwereen, deen interesséiert ass, fir zousätzlech Informatiounen ze kréien, an deen net dat gleeft, wat d'Regierung déi ganzen Zäit gesot huet, dass de Risiko vergläichbar ass wéi beim Vaccin bei der saisonaler Gripp, dee fënnt iwwerall Siten. An all Zeitung, an all Medium fënnt en dat, wat haut am „Tageblatt" zum Beispill a ganz liicht verständlecher Form ze liese war, wat déi Niewewierkunge sinn. Dat sinn déi normal Niewewierkungen, déi Der hutt.

Bon, mir wäerten elo bei deene Vaccinatiounen, déi zu honnertdausende gemaach ginn, mat Fakten och kënnen operéieren, wou ee genee ka beleeën, dass dat richteg ass, wat déi offiziell Stelle gesot hunn, dass e Reschtrisiko do ass.

Mä, Dir Dammen an Dir Häre, dee Reschtrisiko, dee bleift. Dee kann derzou féieren, dass et bei deenen engen oder anere Vaccinéierten zu Komplikatiounen, och ganz selten zu schwéiere Komplikatioune ka kommen. Dat ass ze liicht vis-à-vis vun deem aneren Deel, deen an der Wo läit, dass 5.000 a méi Doudesaffer sinn, an an deene leschten Deeg ganz jonk Leit, och ganz no bei eis.

Dofir, wann ech gelift, kommt, mir sinn eis konsequent! Kommt, mir halen op, d'Leit dobausse geckeg ze maachen, a mir probéiere jiddefalls kloer Positioun ze huelen!

Ech hätt gär, dass déi, déi all déi Froe stellen, kloer no bausse soen: Mir si fir oder mir si géint déi Vaccinatioun. D'Regierung huet kloer Faarf bekannt. Si ass fir déi Vaccinatioun, a si huet alles zur Verfügung gestallt, fir dass mer de Leit Satisfaktioun kënne ginn, wa glécklecherweis déi Gripp glimpflech verleeft, mä dass mer awer och déi richteg Äntwerte kënne ginn, wann déi Gripp explodéiert. Dat ass d'Missioun vun enger Regierung. A wann dat zu Kritik Ulass gëtt, déi Kritik huelen ech ganz gär op mech.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, domadder ass dëse Punkt ofgeschloss.

(Interruption)

Neen, Här Huss. Ech mengen, mir sinn hei an enger Prozedur. Mir hunn hei zwou urgent Froe gehat. Déi konnte gestallt ginn an déi sinn elo beäntwert ginn. Domadder ass de Punkt ofgeschloss.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Oh, neen! Dat do war fir... Ech sinn hei attackéiert ginn.

M. le Président.- Mir kommen elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5929.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Dat hei hu mer awer gären.

M. le Président.- Dat ass en Traité iwwert den Droit des marques. Ech géif Iech och proposéieren, datt mer dëse Projet plus den 5930 an dee Projet nach duerno géifen zesummen hei virgestallt kréie vum Rapporteur Marc Angel. Mir géifen dann och d'Diskussioun zesumme maachen. Herno maache mer bien entendu e separate Vote iwwer all Projet. Dann huet also elo de Rapporteur, den Här Angel, d'Wuert zu deenen dräi Projeten.

9. 5928 - Projet de loi portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques, fait à Singapour, le 28 mars 2006, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 22

5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève, le 27 octobre 1994, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 17

5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, déi zwee éischt Projeten hunn ech an engem Rapport zesumme gemaach. Ech wäert se jo och hei mëndlech zesumme bréngen. Et geet an deenen zwee iwwer en Traité iwwert d'Droits des marques an och déi Exekutiounsreglementer, déi drunhänken.

Deen éischten ass vu `94. En ass zu Genève ënnerschriwwe ginn. Dat nennen ech den Traité vu Genève. An dat anert ass den Traité vu Singapour, dee vum Joer 2006 ass an zu Singapur ënnerschriwwe ginn ass.

Bei deenen zwee Projete befanne mer eis am Domän vun der Propriété intellectuelle. Dëse ganzen Domän gëtt vun enger spezialiséierter Ënnerorganisatioun vun de Vereenten Natioune geregelt, an dat ass d'OMPI, d'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle.

D'Protektioun vun de Marquen ass niewent dem Schutz vun de Brevets d'invention an dem Schutz vun den Dessins et modèles - vun deem drëtte Projet, deen ech herno ganz kuerz erläuteren - e ganz wichtege Volet vum Droit de la propriété intellectuelle.

Firwat ass dat esou wichteg, fir Marquen ze schützen? Well se e wichtegen Deel si vun der globaler Valeur vun enger Entreprise a se stellen och e sougenannten Actif incorporel duer, deem seng Valeur oft méi grouss ass wéi aner Aktivae vun enger Entreprise. Also hunn d'Entrepreneuren all Intérêt, hir Marquen ze schützen. An d'Protektioun vun de Marquen ass och wichteg an där ganzer Lutte géint d'Contrefaçon, also d'Fälschung vu Produkter.

Zu Lëtzebuerg ass et de Wirtschaftsministère, deen zoustänneg ass fir d'Propriété intellectuelle. Mir haten dëse Projet awer an der aussepolitescher Kommissioun, well et en Traité ass. Ech wollt nach deenen Häre vum Wirtschaftsministère, déi an der Kommissioun bei eis waren, Merci soen. Ech fannen et och interessant, datt de Wirtschaftsministère all Joer an der Chambre de Commerce eng Journée de la Propriété intellectuelle organiséiert, wou se mat den Acteure vum Terrain zesummekommen an iwwert dësen Thema diskutéieren.

Här President, et gëtt verschidde Systemer, wéi een eng Marque ka schützen. Et gëtt e Volet Benelux. Dat kënnt Der alles noliesen am schréftleche Rapport; ech wëll elo net do weider drop agoen. Et gëtt och an der Europäescher Unioun d'OHMI, den Office de l'Harmonisation dans le Marché intérieur, deen en charge ass fir de communautairë System vum Schutz vun de Marquen, wou een um ganzen Territoire vun der EU kann eng Marque schützen.

Dat ganzt Enregistrement vu Marquë geet an d'19. Jorhonnert zréck. Eng Convention de Paris vun 1883, 1891 den Arrangement de Madrid. Do ass awer 100 Joer net vill geschitt, well nëmme 50 Länner ratifizéiert hunn. An do ass gesot ginn: Mir mussen en neie System fannen. Dat war de Protokoll vu Madrid, dee geduecht war, fir d'Matière ze vereinfachen.

Et ass awer net zu där d'Harmoniséierung komm vun den interne Rechter vun de Staten, déi ratifizéiert haten, well nach all Land seng eege Prozeduren hat. Dofir kënnt dee Projet vu `94, deen Traité vu Genève, deen haaptsächlech d'Harmoniséierung vun de Prozeduren am Viséier huet. Dat ass och den Objet vun deem Projet de loi, dee mer haut duerchhuelen.

Dësen Traité vu Genève vereinfacht den Dépôt vun enger Marque. Den Artikel 3 definéiert zum Beispill, wat vun engem Déposant ka verlaangt ginn. Den Artikel 9 formuléiert d'Obligatioun, fir d'Produiten a Servicer ze klassifizéieren. Et gëtt 45 Klassen. Et ass och vereinfacht ginn, dass, wann e Produit an e puer Klasse fält, een dann nëmmen eng Demande muss maachen.

Deen Traité ass vu `94 an dee behandelt awer nëmme Marquen, déi visibel sinn. Also, déi ganz Hologramm-Marquen a sonore Marquen an olfactif Marquë falen net drënner. Dofir gouf 2006 deen neien Traité vu Singapur gemaach, fir och déi net visibel Marquen dranzebréngen. Och hei ass den Objektiv, nach méi ze harmoniséieren an nach méi ze vereinfachen.

De Statsrot war natierlech och mat deenen zwee Projeten d'accord. En huet just d'Fro gestallt, firwat et 14 Joer gedauert huet bei deem engen. Mä mir hunn awer an der Kommissioun doriwwer geschwat an d'Ursaachen erkläert kritt. Et war e Problem mam Intitulé. Bei deem enge Projet stoung de Règlement d'exécution am Intitulé dran, bei deem aneren net. De Statsrot huet eis recommandéiert, bei deenen zwee en dranzeschreiwen. D'Kommissioun huet dat och esou gemaach. Ech ginn heimat dann emol den Accord vun eiser Fraktioun fir déi zwee éischt Projeten.

Den 5930, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, do si mer och am Domän vun der Propriété intellectuelle, an do approuvéiere mer den Akt vu Genève vun engem Arrangement vu La Haye iwwert den Enregistrement vu Modellen an Zeechnungen. Zeechnunge sinn zweedimensional Figuren; Modelle sinn dräidimensional Figuren. Déi falen ënnert den Droit vun der Propriété industrielle, awer och ënnert den Droit d'auteur. Déi profitéieren also vun enger duebeler Protektioun.

Iwwert déi verschidde Systemer, dat kënnt Der alles noliesen - do gëtt et och verschidde Systemer - am schréftleche Rapport.

Den Objektiv - mäi leschte Saz -…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- … ass d'Simplifikatioun…

Une voix.- De Marc ass dee Beschten.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- … vum Arrangement vu La Haye, déi soll bäibehale ginn an deem Akt vu Genève, an et soll nach méi attraktiv a méi einfach fir d'Déposantë gemaach ginn. Och hei gëtt de Statsrot säin Accord. En huet déi nämlecht Remarque gemaach mam Règlement d'exécution. Mir hunn dat och esou ugeholl. Ech géif Iech och proposéieren, esou wéi meng Fraktioun dat wäert maachen, dësem Projet den Accord ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech géif dem Här Angel Merci soen. Wéi mir dat vun him gewinnt sinn, war hie wéi ëmmer äusserst komplett an detailléiert. Duerfir verspiert och heibanne kee méi de Besoin, fir nach iergendwéi eppes zu deenen dräi Projeten ze soen. De Minister och net. Sou dass mer direkt zum Vote vun deene Projete kommen.

Mir fänken u mat der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5928.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Plusieurs voix.- Dee geet net.

(Brouhaha)

M. le Président.- Tja?

Une voix.- Et ass jo constitutionnel.

Une autre voix.- Neen.

La première voix.- Dach.

Une autre voix.- Ah sou?

M. le Président.- Ah! Et gëtt keng Procuratioun hei.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- Voilà! Et gëtt keng Procuratioun, well et ass eng Ratifikatioun vun engem Traité. Duerfir ass de Vote dann elo ofgeschloss, an d'Resultat ass kloer. Et hunn nämlech 47 Kolleeginnen a Kolleege fir dee Projet gestëmmt a keen dergéint. Domadder ass de Projet de loi 5928 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber et Raymond Weydert;

M. Marc Angel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Domat ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Vote iwwert de Projet de loi 5929.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un, ouni Vote par procuration.

Une voix.- Mat.

M. le Président.- Ah, hei ass et erëm mat. De Vote par procuration.

(Brouhaha)

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5929 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5930. Hei ass de Vote par procuration net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Wéi gesot, et gëtt kee Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5930 ass ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber et Raymond Weydert;

M. Marc Angel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

10. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, ech géif lech just vläicht wëlle soen, datt mer muer de Mëtteg um hallwer dräi ufänke mat der Motioun vun der Madame Loschetter. Déi gëtt also direkt um hallwer dräi diskutéiert. D'Ministesch ass dee Moment och hei, fir dozou Positioun ze huelen. An duerno huele mer déi Question urgente vum Här Hoffmann iwwer Villeroy&Boch.

11. 5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24

M. le Président.- Ech hunn hei och nach d'Dispens vergiess. Sidd Der mat der Dispens vum zweete Vote constitutionnel d'accord?

(Assentiment)

Jo.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. An d'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.56 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 1, 2 et 3

Clôture de la 2e session extraordinaire 2009 et ouverture de la session ordinaire 2009-2010 page 1

Composition des organes de la Chambre des Députés page 1

Octroi du titre honorifique de leur fonction à d'anciens députés page 1

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés pages 1-3

Discours de M. le Président pages 3-4

Ordre du jour pages 4-5

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le sommet du G20 à Pittsburgh pages 5-8

5980 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007 et
5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007 pages 8-9

Communications pages 9-10

Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza» pages 10-11

Débat d'orientation sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir du secteur agricole pages 11-18

5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007 pages 18-19
page 21

5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (Second vote constitutionnel) page 19
page 22

Question avec débat N°1 de M. Jean Colombera au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1 pages 19-21

5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz pages 22-29

5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998 page 29

Communications page 30

Ordre du jour pages 30-31

Dépôt d'une motion et d'une résolution par Mme Viviane Loschetter page 31

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 31

- Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 31-32

- Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances page 32

- Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 32

- Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 32-33

- Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé page 33

- Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARe» et «CARe plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 33

- Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 33-34

- Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 34

- Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 34-35

- Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 35

Ordre du jour page 35

6068 - Projet de loi

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes

2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail pages 35-45

5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 pages 45-49

Questions urgentes N°208 de M. Xavier Bettel et N°215 de M. Jean Colombera relatives à la campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A (H1N1) pages 49-51

5928 - Projet de loi portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques, fait à Singapour, le 28 mars 2006, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 22;

5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève, le 27 octobre 1994, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 17

et

5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24 pages 51-52

Ordre du jour page 52

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°1** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2008-2009		
3257	Nancy Arendt	Lutte contre la pédopornographie
3261	Aly Jaerling	Nouvelle approche éducative
3306	Aly Jaerling	Soins de santé transfrontaliers
3326	Laurent Mosar	Perquisition des bureaux de la rédaction du journal hebdomadaire Contacto
3327	Marcel Oberweis	Pollution des cours d'eau par le PCB
3331	Viviane Loschetter	Tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental
3332	Marc Spautz	Code de la Route
3335	Xavier Bettel	Action de la police lors de la manifestation devant le siège du groupe sidérurgique ArcelorMittal
3339	Marcel Oberweis	Quotas de CO_2 alloués à ArcelorMittal
3340	Marie-Josée Frank	«Écoles en mouvement»
1re session extraordinaire 2009		
0003	Henri Kox	Contamination des poissons de la Moselle par des substances toxiques
0005	François Bausch et Henri Kox	Projet de contournement de Rosport
0007	Jean Colombera	Cyberdépendance
2e session extraordinaire 2009		
0052 urgente	Xavier Bettel	Grippe A/H1N1 - Rentrée scolaire
0108 urgente	Camille Gira	Contamination récente de l'eau potable SEBES
Session ordinaire 2009-2010		
0208 urgente	Xavier Bettel	Campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A(H1N1)

Session ordinaire 2008-2009

Question 3257 (26.3.2009) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **lutte contre la pédopornographie:**

Le mercredi passé, la Ministre de la Famille allemande, a annoncé l'intention du gouvernement fédéral de contraindre par une loi les services Internet à bloquer la diffusion de documents pornographiques mettant en scènes des mineurs. Cette loi s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie. Dans sa démarche, le Gouvernement allemand s'inspire largement des pays nordiques et notamment de la Suède.

En effet, à part l'interdiction formelle de la possession de documents pédopornographiques, la Police suédoise a mis en place en 2006 une cellule spéciale dont la mission consiste à identifier les sites Internet aux contenus offensants ou illicites. Ensuite les services de police transmettent les informations recueillies aux fournisseurs d'accès et de services Internet pour que ces derniers bloquent les sites en question. De cette manière, 50.000 sites sont bloqués tous les jours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Tout en sachant que la possession, la production et la diffusion de documents aux contenus offensants ou illicites sont interdites par la loi, Monsieur le Ministre, peut-il m'informer si la législation luxembourgeoise contraint également les fournisseurs d'accès et de services Internet à bloquer les sites aux contenus pédopornographiques?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de suivre la démarche du gouvernement allemand?

- Le Gouvernement est-il en possession de chiffres relatifs aux personnes consultant des sites pédopornographiques?

Réponse (4.9.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

La législation luxembourgeoise ne contient pas de dispositions contraignant les fournisseurs d'accès et de services Internet à bloquer des sites à contenu pédopornographique.

Le Gouvernement luxembourgeois a par contre mis en place le projet LISA Stopline qui a pour objectifs de fournir une structure de signalement anonyme pour les contenus illégaux rencontrés sur Internet, et de traiter ces signalements en collaboration avec les autorités compétentes au niveau national et international.

Au travers de son site web et de la hotline gratuite, LISA Stopline propose ainsi au public deux moyens d'agir contre les contenus illégaux visibles dans cet espace public qu'est Internet.

Mon département ministériel n'envisage pas pour l'instant de suivre la démarche du Gouvernement allemand.

Le contenu du projet de loi allemand est fortement contesté et pose certaines questions fondamentales.

Il paraît préférable au Gouvernement luxembourgeois d'attendre la finalisation de la future loi allemande et les débats afférents avant d'envisager une réforme en ce sens. Le Gouvernement est cependant d'avis qu'une coordination des États membres de l'Union européenne serait nécessaire pour offrir une protection adéquate en ce domaine. Il faut noter qu'aucun autre État membre de l'Union européenne n'a pris des dispositions législatives comparables à ce jour.

Par ailleurs, le Luxembourg est de toute façon moins confronté à cette problématique alors qu'un nombre très limité de fournisseurs de services Internet sont domiciliés au pays.

Question 3261 (26.3.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant la **nouvelle approche éducative:**

An dësen Zäiten, déi villes vun eisem gewinnte Liewensstil a Fro stellen, an déi vun eiser Gesellschaft ofverlaangen, dass mer eis op d'Sich no neie Weeër maachen, do sinn eis Kanner an eis Jugendlech a privilégiéierter Positioun, fir dëse Wandel virzeliewen.

Dat ass dann och d'Grondiddi vun nationale Programmer an eenzelnen europäesche Länner, fir neit Denken an de Schoulen ze förderen.

Et geet an der Haaptsaach dorëm, fir aktuell Theme wéi „gesond liewen", „Energie", „Waasser", „Transport", „Offallverminderung", „Biodiversitéit" an „ethescht Handelen" an der Schoul opzegräifen an am Kader vu konkreten Aktiounen ze léieren, wéi nei Weeër an Approchë fir eis Zukunft ausgesi kënnen.

Wann een och weess, dass et an eisen nationale Schoulen an dësem Kontext eng ganz Rei punktuell Aktiounen a verschiddene Beräicher gëtt, da misst een awer iwwert dëse Sujet méi gewuer ginn.

Kann d'Madame Ministesch mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1) A wéi engem Mooss gëtt et an eise Schoulen (de Précoce abegraff) a Lyceeën haut Programmer déi nei Denkweise förderen, zum Beispill an Ëmweltfroen, gesondem Liewen, etheschem Handelen, sozialem Engagement?

2) Gëtt et an deem Kontext Zuelen, déi de Ministère zur Verfügung stelle kann?

3) A wéi engem Mooss sinn dës Aktiounen Deel vun engem nationale Programm, respektiv haut Deel vun dem offizielle Curriculum vun de Schoulen?

4) Wat sinn d'Resultater bis elo?

5) Ginn esou Aktioune lokal oder national evaluéiert?

6) Ginn et Programmer, an deene Projeten an hir Bedeelegt ausgezeechent respektiv belount ginn?

7) Wat hält d'Madame Ministesch dervun esou Programmer eventuell aus hirer därzäiteger Isolatioun erauszehuelen an hinne geziilt méi Visibilitéit an der Öffentlechkeet ze ginn?

8) Zum Beispill doduerch, dass et en Internet-Portal gëtt, deen aktuell iwwer esou Programmer an hir national Strategie informéiert?

9) Oder doduerch, dass et een nationale Programm gëtt deen déi eenzel Aktiounen evaluéiert a Beloununge respektiv Primen a Präisser verdeelt, oder awer och nach dass Aktioune vu Persounen aus dem öffentleche Liewen parrainéiert ginn?

10) Wat hält d'Madame Ministesch dervun, fir all Schoul derzou opzefuerderen eng lokal Strategie auszeschaffen, fir eng „nohalteg, ëmweltfrëndlech Schoul", mat konkreten Ziler, Aktiounen, Zäitpläng an enger Evaluatioun déi opweise soll a wéi engem Mooss déi Studéierend Fäegkeeten a Fäerdegkeete mat op de Wee kritt hunn, fir en „zukunftsfäegt" Liewen ze féieren?

Réponse (9.6.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

2008 ass en interministerielle Comité geschaf ginn, deen, ënnert der Koordinatioun vum Éducatiounsministère, mam Ausschaffe vun enger Strategie fir d'Bildung fir nohalteg Entwécklung beoptraagt ginn ass. Den 22. Mee 2009 ass dem Regierungsrot eng Propositioun fir esou eng Strategie virgeluecht ginn.

De Konzeptpabeier „Nachhaltigkeit lernen, Zukunft gestalten: Vorschlag einer nationalen Strategie für nachhaltige Entwicklung" äntwert op all Froen, déi den honorablen Deputéierten Aly Jaerling a senger parlamentarescher Ufro stellt.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 3306 (21.4.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **soins de santé transfrontaliers:**

Déi nei europäesch Direktiv iwwert de grenziwwerschreidende Verkéier vu Patienten (Directive: «droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers» gouf an der Lescht jo zu Lëtzebuerg kontrovers diskutéiert.

Do goufe Positioune bezu vu méi oder wéineger sturem Isolationismus vun eisem Gesondheetssystem géintiwwer den Nopeschlänner an hire Gesondheetsdéngschtleeschtungen, bis hin zu liberalem «laisser faire».

Et gëtt awer och Méiglechkeeten dës europäesch Direktiv an eisem Sënn ze valoriséieren, zum Beispill andeems mer eis Kliniken opmaache fir Behandlunge vun auslännesche Patienten an domadder an engem wichtige Segment vum europäesche Gesondheetsmaart eis ökonomesch Trömp ausspillen, déi do sinn: d'Villsproochegkeet vun eisem medezinesche Personal, eis modern Infrastruktur oder nach eise gudde Ranking am europäesche Verglach.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gëtt et zu Lëtzebuerg um politeschen Niveau Interesse fir eis Klinike weider a geziilt opzemaache fir auslännesch Clienten, do wou d'Bettecapacitéiten zu gewësse Joreszäiten offensichtlech zur Verfügung stinn?

2) Ass et realistesch ze denken, dass eis Klinike mat hirem modernsten Equipement nei Geschäftsfelder am Beräich vun der Behandlung a Versuergung vun auslännesche private Patiente kënnen opbauen?

3) Wier esou een Déngschtleeschtungssecteur een Deel vun zukunftsweisender nationaler Diversifikatiounspolitik?

4) Konkret gesinn, wéi gesinn d'Auslaaschtungskoeffizienter vun eise Kliniken de Moment aus?

5) Gëtt et eng rezent an offiziell Lëscht mat den eenzelne Kliniken am Land an hire Beleeungsstatistiken iwwer ee Joer?

6) Wéi variéieren d'Beleeungszuelen iwwert déi eenzel Méint?

7) A wéi enge Beräicher kënnte bei eis international unerkannten «Centres d'excellence» bedriwwe ginn?

8) Kënnten esou Konzepter net Deel vun eisem Spidolsplang ginn?

9) Wéi vernetzt schaffen eis Klinike schonns elo mat auslännesche Kliniken zesummen, am Sënn vu Patienten, déi bei eis iwwerwise ginn, wéi och vun eis un déi auslännesch Kliniken zougewise ginn, fir do spezialiséiert Behandlungen ze kréien?

10) Gëtt et och schonns Zesummenaarbecht mat Kliniken am Ausland um Niveau vun de Ferndiagnosen (Telemedezin-Applikatiounen)?

11) Ass dat eventuell ee Beräich wou mer Nischepolitik bedreiwe kënnten?

Réponse (8.7.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Éier ech op dem Här Deputéierte seng Froen aginn, wëll ech vir-

ausschécken, datt eise Spidolsecteur:

1) e Secteur planifié ass, a seng Planifikatioun, iwwert d'carte sanitaire, op dem Bedarf vun de Résidenten hei zu Lëtzebuerg berout, mä et ass genuch Flexibilitéit an der Planung, fir déi bis elo hei am Land constatéiert Usprécher vun alle CNS-Versécherte mat ofzedecken.

2) e Bestanddeel vun eisem solidaresche Gesondheets- a Sozialsécherungssystem ass. Dat beinhalt, datt an esou engem System keen eesäitege Benefiss ze maachen ass, well dat contraire zu de Fundamenter vun engem Solidaritéitssystem ass.

Eng équitabel Gesondheetsversuergung ass e Recht fir all Bierger, dat sech souwuel aus der Déclaration universelle des droits de l'Homme, mä och aus eiser Constitutioun ofleet.

Duerfir ass och e solidareschen an universelle Gesondheetssystem, deen alle Bierger en droit d'accès équitable, zu deene Leeschtungen déi «utiles et nécessaires» sinn, garantéiert, eng fundamental Aufgab vun eisem Sozialstat; dat gëllt och fir déi aner Länner aus der EU. An deem Beräich kann an duerf et also keng Klassegesellschaft ginn.

Wann et also esou ass, datt all Land senger Verantwortung a sengen Obligatiounen an där Hisiicht gerecht gëtt, a jidderee bei sech duerfir suergt, datt seng krank (an al) Matbierger no deene Prinzipien en charge geholl ginn, dann hu mir och iwwerhaapt kee Problem mat Noperschaftshëllef, notamment a Grenzgebidder, ënner Konditioun allerdéngs, datt se net à sens unique ass an datt eng offiziell Ufro duerfir virläit. Dat huet eis nach ni e Problem gestallt.

Fir Detailäntwerten zu de Beleeungszuelen, Auslaaschtungskoeffizienter an Auslandszesummenaarbechte vun eise Klinike verweisen ech op d'carte sanitaire.

Question 3326 (8.5.2009) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **perquisition des bureaux de la rédaction du journal hebdomadaire Contacto:**

Le 7 mai 2009, des officiers de la Police criminelle, munis d'un mandat de perquisition, ont fait irruption dans les bureaux du journal hebdomadaire de langue portugaise «Contacto», situés à Gasperich. Les forces de police y ont procédé à la confiscation d'un certain nombre de documents et de matériel appartenant à un journaliste qui apparemment avait publié un article sur le droit de garde. Dans un communiqué, le Conseil de Presse dénonce entre autres le fait de ne pas avoir été informé en amont de cette perquisition tel que le prévoit le Code de déontologie de la presse luxembourgeoise. Celui-ci stipule que le président du Conseil de Presse doit être présent lors d'une descente de police dans une rédaction.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations susmentionnées?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le président du Conseil de Presse n'a pas été informé de la perquisition en question? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui justifient cette omission?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette façon de procéder des forces de police ne constitue pas une violation de la loi du 8 juin 2004 relative à la liberté d'expression des médias et à la protection des sources?

Réponse (16.9.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Il faut préciser en premier lieu que le Code de déontologie des journalistes est un document interne au Conseil de Presse. Il n'a aucune valeur légale et n'est partant pas opposable aux instances judiciaires.

D'après les informations de Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg, si les responsables de «Contacto» avaient appelé sur place le président du Conseil de Presse, personne ne s'y serait opposé. Mais en aucun cas il n'appartiendrait aux instances policières ou judiciaires de convoquer elles-mêmes le président du Conseil de Presse.

Par ailleurs, il échet de rappeler que dans une ordonnance du 20 mai 2009, la Chambre du Conseil du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a déclaré non fondée la demande en annulation introduite le 12 mai 2009 par le journaliste du journal «Contacto» et la maison d'édition de ce journal contre l'ordonnance de perquisition et de saisie du juge d'instruction du 30 mars 2009, le procès-verbal de perquisition, de saisie et de notification du 7 mai 2009 et les actes de perquisition et de saisie accomplis en exécution de cette ordonnance.

Il y a eu appel contre cette ordonnance et d'après les informations qui m'ont été données par les autorités judiciaires, celui-ci est fixé au 17 octobre 2009 devant la Chambre du Conseil de la Cour d'appel.

Question 3327 (12.5.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **pollution des cours d'eau par le PCB:**

Les PCB (polychlorobiphényles), utilisés essentiellement en tant qu'isolant pour les transformateurs électriques mais également dans de multiples produits domestiques, se retrouvent stockés dans les sédiments des rivières avec pour conséquence: la contamination des poissons. En France, les nouvelles cartes du bassin du Rhône devraient relever que la situation s'aggrave d'année en année. Le problème vient surtout du fait qu'on connaît mal les PCB. Ainsi, par exemple, il existe plus de 200 sortes différentes de PCB, alors qu'une vingtaine seulement sont clairement identifiées. La localisation des PCB dans les sédiments semble également constituer un problème majeur. Or, si on n'arrive pas à localiser précisément les dépôts de PCB, il est difficile d'en évaluer les risques pour la santé et de prendre les mesures qui s'imposent. Pour l'instant, en effet, les risques de dispersion, en cas de déplacement des PCB, sont considérés comme très élevés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement ainsi que de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Qu'en est-il de la situation de nos rivières et nos cours d'eau?

- Existe-t-il des cartes de nos cours d'eau retraçant la pollution en PCB?

- Rencontre-t-on les mêmes problèmes de localisation des dépôts de PCB dans les sédiments comme en France?

- Dans l'affirmative, comment expliquer ces difficultés de localisation? Sont-elles dues au produit même qui est difficile à retracer ou aux techniques d'investigation non appropriées?

- Quelles solutions préconise le Gouvernement afin de localiser et de déplacer les dépôts de PCB afin de limiter les risques pour la faune et la flore aquatiques et par conséquent la santé de l'homme?

Réponse commune (14.9.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis a pour objet la pollution des cours d'eau par les PCB.

Même si les polychlorobiphényles (PCB) ne dégradent pas la qualité de l'eau en elle-même, ils se sont accumulés dans le temps sur les matières en suspension et les sédiments dans les cours d'eau en conséquence de leur faible solubilité et de leur mauvaise biodégradabilité. De nombreuses études montrent que les PCB se sont accumulés dans de nombreux milieux, et concentrés dans la matière grasse de nombreuses espèces aquatiques notamment l'anguille. Pour cette raison, les PCB comptent parmi les polluants organiques persistants, dont la production est interdite dans la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP).

Entre 2000 et 2003 plusieurs études avaient été réalisées afin d'analyser la contamination éventuelle des poissons par les PCB, les furanes et les métaux lourds dans différents cours d'eau du Luxembourg. Suite aux résultats d'analyses préoccupants concernant la contamination par les PCB, les furanes et les métaux lourds ne posant pas de problèmes, un programme d'analyses des PCB dans les matières en suspension et dans les poissons avait par la suite été initié par les Commissions Internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) en 2004. Ce programme visait la majeure partie du cours de la Moselle ainsi que plusieurs cours d'eau tributaires de la Moselle. Les résultats de ce programme d'analyses ont démontré une contamination quasi omniprésente des cours d'eau analysés par les PCB avec des pointes dans la Moselle même (France et Allemagne), la Sarre et notamment dans la Rossel, les échantillons de la Sûre et de l'Our présentant des valeurs plus faibles. Les résultats ont mis en évidence une pollution diffuse par les PCB, sans pour autant montrer une corrélation entre le degré de contamination des matières en suspension et celui des poissons sur les différents tronçons de rivière analysés. Le rapport final relatif au programme international d'analyses «PCB et substances analogues sur les matières en suspension et dans les poissons de la Moselle et de la Sarre en 2004», validé en décembre 2005 par l'assemblée plénière des CIPMS, est disponible sur le site Internet des CIPMS (www.iksms-cipms.org).

Jusqu'à ce jour les principales sources de contamination par les PCB, si elles existent, n'ont pu être clairement identifiées au Luxembourg. Néanmoins l'on peut affirmer que la pollution constatée dans les différents milieux par les PCB est essentiellement d'origine historique étant donné que la législation nationale et européenne interdit leur emploi.

Même si, à première vue, la dépollution des sédiments pourrait être prise en considération pour résoudre la problématique, le dragage des sédiments peut remettre en suspension les PCB dans l'eau ce qui entraîne leur transfert vers d'autres portions du réseau hydrographique, plus à l'aval, voire «abraser» les sédiments les plus récents (a priori ceux qui sont les moins contaminés) et remettre en contact avec le milieu aquatique les sédiments plus anciens et plus contaminés. Dans ce contexte, il faudrait également identifier des sites de dépôts des sédiments avec confinement à proximité des cours d'eau dragués. Partant le dragage des sédiments avec traitement consécutif peuvent être retenus pour résoudre des pollutions ponctuelles bien identifiées mais sont difficilement envisageables à grande échelle pour des raisons environnementales, techniques et financières.

En ce qui concerne l'élimination des PCB à la source, il faut mentionner qu'un premier inventaire des installations fonctionnant aux PCB a déjà été établi par l'Administration de l'Environnement en 1984. À la suite, le Gouvernement avait accordé au cours des années 1987 à 1992 des aides financières pour l'élimination anticipée des installations fonctionnant aux PCB. Une interdiction de ces installations a été prononcée par règlement ministériel du 30 septembre 1986 à partir du 1er janvier 1994.

Suite à la transposition de la directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT) moyennant le règlement grand-ducal du 24 février 1998, l'Administration de l'Environnement a répertorié en janvier 2007 au total 1365 transformateurs électriques encore contaminés par des PCB.

Les 990 transformateurs qui présentent des concentrations de PCB inférieures à 50 mg/kg ne sont pas soumis à une restriction d'utilisation de par la législation nationale et communautaire.

Les 292 transformateurs qui présentent des concentrations en PCB comprises entre 50 et 500 mg/kg restent autorisés jusqu'au 31 décembre 2010 (règlement grand-ducal du 24 février 1998). Au-delà de cette date, ces équipements doivent être soit décontaminés soit éliminés. Les propriétaires concernés ont été avertis par l'Administration de l'Environnement pour attirer leur attention sur ce délai.

Les 83 transformateurs présentant encore des concentrations de PCB supérieures à 500 mg/kg auraient dû être éliminés avant le 1er janvier 2006 (règlement grand-ducal du 24 février 1998). L'Administration de l'Environnement est intervenue auprès des propriétaires respectifs pour faire évacuer et éliminer définitivement ces équipements.

Il est à noter que pour tous les équipements répertoriés, il s'agit d'installations fonctionnant aux huiles minérales qui sont contaminées par des PCB. Plus aucun équipement fonctionnant avec des PCB purs n'a pu être inventorié.

Question 3331 (12.5.2009) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental:**

Les principaux syndicaux des enseignants ont été consultés dans le cadre des discussions concernant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental.

- Qu'en a-t-il été pour la tâche des autres intervenants ayant pour mission d'assurer l'enseignement et l'encadrement socioéducatif des élèves fréquentant une école de l'enseignement fondamental (éducateurs, éducateurs gradués, psychologues, pédagogues, etc.)?

Réponse (22.5.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Tout comme les représentants des enseignants, les représentants des éducateurs et éducateurs gradués ont été consultés avant que mes services ne commencent à préparer les textes réglementaires définissant leurs tâches. Les consultations ont eu lieu les 04.03 (SEW - éducateurs), 19.03 (FGFC - éducateurs) et le 23.04 (Association luxembourgeoise des éducateurs et éducateurs gradués). À chaque fois les représentants des éducateurs et éducateurs gradués ont insisté sur la nécessité de régler de manière uniforme la tâche dans les différentes écoles et de structurer la tâche du personnel éducatif de manière analogue à celle des instituteurs. Il en a été tenu compte.

Question 3332 (12.5.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **Code de la Route:**

D'après les informations du soussigné, la version allemande du Code de la Route serait en rupture de stock depuis la fin de l'année dernière. Ceci pose évidemment un énorme problème pour tous ceux et celles qui souhaitent passer leurs permis de conduire et qui n'arrivent pas à se procurer un Code de la Route en version allemande y compris un code ayant déjà été utilisé.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Transports:

- S'il est au courant de la situation actuelle que le soussigné vient de décrire?

- Quelles sont les solutions à court, moyen et long terme que le Gouvernement propose pour remédier à ce problème et éviter à l'avenir une rupture de stock aussi prolongée?

Réponse (27.5.2009) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert quant à la disponibilité de la version allemande du Code de la Route qui serait en rupture de stock depuis la fin de l'année dernière.

Étant donné qu'il n'existe depuis des années plus de version allemande du Code de la Route puisque la législation routière n'est plus traduite en langue allemande, je suppose que l'honorable Député souhaite s'informer quant à la vente du Code de la Route populaire publié par La Sécurité routière a.s.b.l..

En considérant que la vente, l'impression et la diffusion de ce code populaire n'est pas soumise à la responsabilité du Ministère des Transports, je peux néanmoins vous affirmer que je suis au courant de ces problèmes.

D'après les responsables de La Sécurité routière a.s.b.l., il est vrai qu'il ne reste que très peu d'exemplaires en vente et ceci exclusivement chez un seul grand prestataire, qui de plus n'écoule pas ladite publication dans l'ensemble de son réseau.

Je puis pourtant vous informer que le nouveau Code de la Route populaire allemand, qui contient déjà les nouveautés entrant en vigueur en juin, sera disponible au cours de la première moitié du mois de juin.

Question 3335 (13.5.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**action de la police lors de la manifestation devant le siège du groupe sidérurgique ArcelorMittal:**

Près de 1.500 personnes ont manifesté hier devant le siège du groupe sidérurgique ArcelorMittal. Les manifestants ont tenté de pénétrer dans le bâtiment où étaient réunis les actionnaires du groupe. Suite à ces débordements, des policiers ont tiré des balles en plastique sur les manifestants de l'intérieur du bâtiment. Dans cette confusion un journaliste a été blessé par une telle balle.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire sur quelles sources et informations la police luxembourgeoise s'est basée en vue de se préparer à cette manifestation?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'agents policiers luxembourgeois ont été sur place? La présence des policiers était-elle adaptée au nombre des manifestants?

- Pour quelles raisons les policiers se sont-ils limités à se défendre à partir de l'intérieur du bâtiment, alors qu'une présence à l'extérieur aurait probablement pu contribuer à une détente de la situation?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la formation des agents policiers pour de telles manifestations ainsi que pour l'usage d'armes à balles en plastique?

- Finalement, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si une enquête interne a été ouverte pour vérifier les faits relatés?

Réponse (28.9.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La Police grand-ducale a été en contact direct aussi bien avec les autorités policières étrangères qu'avec les organisateurs. Les renseignements collectés ont tous confirmé une démonstration paisible sans vouloir exclure la présence d'une minorité de fauteurs de trouble.

Considérant ces informations, la police a misé sur la désescalade afin de minimiser tout indice de provocation et a mis en place un premier dispositif de sécurité extérieure soutenu dans une deuxième phase par des réserves en retrait.

Tous les personnels de police intégrés dans le dispositif bénéficient d'une formation de base ainsi que d'une formation continue en matière de maintien de l'ordre. Seuls les tireurs d'élite sont autorisés à faire usage de balles en plastique.

Le parquet a ouvert une enquête judiciaire à charge et à décharge des cadres et des membres de la section des tireurs d'élite.

Question 3339 (22.5.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **quotas de CO_2 alloués à ArcelorMittal:**

Selon les données de la Commission européenne, ArcelorMittal pourrait avoir gagné 1,3 milliard d'euros grâce aux quotas de CO_2 reçus en trop. C'est ce que révèle une étude publiée par le «Corporate Europe Observatory».

Les chiffres de la Commission européenne indiquent que le groupe a reçu un excédent de 25% à 37% de permis d'émission de CO_2 chaque année depuis la mise en place en 2005 du système européen d'échange de quotas (ETS). En vendant les surplus des années 2005 à 2007, ArcelorMittal aurait réalisé une plus-value estimée à 805 millions d'euros.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l'affirmative, les approuve-t-il?

- Quel est le nombre de quotas alloué par le Gouvernement à ArcelorMittal entre 2005 à 2007?

- Combien de quotas de CO_2 non utilisés ont été vendus par ArcelorMittal sur le marché international?

Réponse (7.7.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire de l'honorable Député appelle la réponse suivante:

L'affirmation dans la publication de «Corporate Europe Observatory», organisation privée sans lien avec la Commission européenne, ne peut être confirmée. Cette organisation semble fonder ses calculs sur des informations disponibles dans les registres publics de CO_2. Y figure le montant des quotas alloués aux différentes unités d'Arcelor S.A. et de Mittal Steel N.V., respectivement, dans le cadre des plans nationaux d'allocation (PNA) établis en 2003/2004 pour la période 2005-2007. Y figure aussi le montant des crédits d'émissions utilisés sur base du volume des émissions vérifié.

Le raisonnement de cette organisation semble être que la différence entre les quotas alloués et les quotas utilisés aurait été vendue sur le marché par les sociétés, fusionnées en 2007.

Toutefois, à l'exception de l'Allemagne et de la Pologne où un système d'allocation différent est utilisé, Arcelor et Mittal Steel avaient reçu les quotas de CO_2 pour couvrir les émissions de l'ensemble des gaz générés lors du processus de production d'acier, y compris les émissions générées par la combustion de ces gaz dans des centrales productrices d'électricité consommée dans le processus. Or, les producteurs de gaz en question étaient en général tenus de transférer gratuitement les crédits correspondant aux émissions ainsi générées aux producteurs d'électricité. Pour certains sites, notamment ceux équipés de hauts fourneaux, la quantité de crédits ainsi transférée peut représenter jusqu'à 50% des crédits alloués.

Il y a lieu par ailleurs de remarquer que la période 2005-2007 fut une phase test, caractérisée par des PNA généralement en «surallocation» en raison de l'incertitude du fonctionnement du système et de la volonté de création d'un marché des crédits d'émissions.

Alors que les opérateurs s'attendaient généralement à une pénurie de certificats, faisant grimper le prix du droit d'émission à 30 EUR la tonne de CO_2 fin avril 2006, la valeur des droits a baissé continuellement ensuite pour devenir quasiment nulle après la mi-2007. Les crédits non utilisés fin 2007 ont été annulés. Le marché a donc compris dès la 2e moitié de 2006 qu'il y avait un biais général de surallocation par rapport à la réalité productive.

Ajoutons enfin que le système européen d'allocation est un système «Cap & Trade», c'est-à-dire un système basé sur une allocation ex ante des quotas en fonction d'émissions estimées sur la base d'attentes de production. Dans la mesure où il y a par définition incertitude sur l'évolution de la conjoncture, il y avait un biais de surallocation inhérent à l'approche choisie.

En ce qui concerne Arcelor et ensuite ArcelorMittal au Luxembourg, un total de 1.660.287 tonnes de crédits CO_2 avait été alloué aux trois sites sidérurgiques concernés pour la période 2007.

En ce qui concerne l'utilisation de crédits, il y a lieu de retenir le chiffre de 1.236.051 tonnes soit un excédent annuel moyen de l'ordre de 141.000 tonnes, soit 25,5%.

Deux facteurs principaux expliquent cette différence: tout d'abord, les volumes de production prévus n'ont pas été atteints, l'année 2005 ayant connu un ralentissement de la conjoncture. En outre, le démarrage du nouveau laminoir TMB à Belval a connu certaines difficultés menant à une moins-value de production de 17% par an sur la période 2005-2007 par rapport à l'estimation utilisée pour calculer l'allocation de quotas. En outre, la ligne TMB est nettement plus performante que prévu en termes d'émissions de CO_2.

Sur les 424.000 tonnes de quotas de CO_2 allouées et non utilisées dans la production, 270.000 tonnes restaient dans les registres fin 2007 et ont été annulées début 2008. Le solde, soit quelque 9,3% du total alloué, a été transféré à d'autres unités du groupe ArcelorMittal ou vendu.

Les résultats de l'expérience de la phase d'essai 2005-2007 ont permis à la Commission, aux autorités nationales et aux entreprises concernées de définir avec davantage de précision les plans nationaux d'allocation pour la période «obligatoire» 2008-2012; les informations ainsi recueillies ont permis de réduire les allocations par site pour cette deuxième période d'allocation.

Question 3340 (25.5.2009) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **«écoles en mouvement»:**

D'lescht Joer ëm dës Zäit goufe fënnef Primärschoulen iwwert d'Land als esougenannten «écoles en mouvement» vum Éducatiounsministère identifizéiert. An deene Schoule soll probéiert gi kompetenzorientéiert ze schaffen an ënner anerem een anert Bewäertungssystem ze testen. De Projet gouf grouss annoncéiert a war op zwee Joer ugeluecht. D'Elteren, d'Enseignanten an d'Gemengenautoritéite krute versprach de Projet géif intensiv begleet an evaluéiert ginn. An haut, no nëmmen engem Joer, gëtt déi Begleedung op e Minimum zréckgeschrauft, an all déi lokal implizéiert Leit fille sech am Plang gelooss.

An deem Kader géif ech gären dës Froen un d'Éducatiouns- a Bildungsministesch stellen:

- Wéi rechtfertegt d'Ministesch d'Tatsaach, datt de Projet net ewéi geplangt op en Enn gefouert gëtt?

- Wéi sollen der Ministesch no d'Schoulen am ganze Land begleet ginn, wann dat net emol fir fënnef Schoule méiglech ass?

- Firwat ginn nei Forme vu Bewäertungen agefouert, déi nach emol anescht sinn ewéi déi vun den «écoles en mouvement»?

- Firwat gi grad elo, wou eng grouss Schoulreform soll ëmgesat ginn, d'Schoulinspekteren ausgetosch?

Réponse (2.7.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. De Projet «écoles en mouvement» kënnt elo an d'drëtt Joer. D'Schouljoer 2007-2008 war geplangt als Initiatiouns- a Preparatiounsphas vum Projet. Während dem Schouljoer 2008-2009 hunn d'Enseignanten ugefaang eng ganz Rei vun Ziler ze operationaliséieren an d'Objektiver vum Projet ëmzesetzen. Am Schouljoer 2009-2010 gëtt weidergeschafft, sou wéi d'Beschreiwung vum Projet et virgesäit.

D'Enseignanten aus den «écoles en mouvement» hunn am Kader vun dësem Projet hiert Schaffen an der Schoul wäitgehendst op eng kompetenzorientéiert Approche vum Léieren ëmgestallt, eng formativ Evaluatiounsform ageféiert, mat de Kanner parallell dozou e Portfolio entwéckelt, si hunn eng Zesummenaarbecht an de Cyclen, awer och um Niveau vun der ganzer Schoul ausgebaut, esou wéi d'Partenariat an d'Kommunikatioun mat den Eltere verstäerkt.

Am drëtte Joer vum Projet (Schouljoer 2009-2010) gëtt mat där néideger Ënnerstëtzung am Beräich vun der Formation continue, der Begleedung an der Berodung vu Säite vum SCRIPT weider un dësen Aspekter geschafft. D'Enseignanten aus den «écoles en mouvement» hunn a Réunioune mat de Responsabele vum Projet konnten hir Besoinen u Begleedung a Formation continue fir d'nächst Joer formuléieren. E Coordinateur vum SCRIPT steet hinnen als Interlocuteur zur Verfügung, och am nächste Projetsjoer.

Ee weidere wichtegen Aspekt vun der Zesumenaarbecht zwëschent den «écoles en mouvement» an dem Ministère gëtt an deem nächste Joer d'Validatioun vun de «socles de compétences» duerch d'Réckmeldunge vun de Projetsschoulen. Um Enn vum nächste Schouljoer, dat heescht nodeems déi éischt Kanner ee ganze Cycle duerchlaf hunn, kënne mir d'«socles de compétences», sou wéi mir se definéiert hunn iwwerpréiwen. Et gëtt da méiglech ze kucken, ob eng Majoritéit vun de Kanner de festgeluechte Socle kann erreechen oder ob mir Korrekturen un eisem Dokument musse virhuelen.

2. Am Uschloss un dat neit Schoulgesetz hunn d'Gemengen hir Schoulen definéiert. 150 Schoule sinn et elo am Ganzen, déi mat hirem Schoulinspekter, mat de Partner aus de Gemengen d'Ëmsetze vun der Schoulreform an d'Weeër leeden. De Schoulinspekter begleet d'Equipe bei der Organisatioun vun der Schoul a bedeelegt sech un der Ëmsetzung vum «Plan de réussite scolaire». Den Artikel 64 vum Schoulgesetz gesäit vir, datt verschidden Enseignanten, déi an engem oder méi Beräicher zousätzlech Formatiounen hunn, kënnen eng partiell oder komplett Décharge kréie fir Instituteur-ressource ze ginn. Den Instituteur-ressource huet ënner anerem als Missioun, d'Équipes pédagogiques op hir Demande hin ze begleeden, si bei der Mise en œuvre vum «Plan de Réussite scolaire» a bei der Ëmsetzung vun der «approche par compétences» ze ënnerstëtzen, hinnen ze hëllefen hir Besoinen u Weiderbildung ze identifizéieren an dës mat hinnen ze organiséieren. Si hunn dobäi och d'Missioun, den Austausch tëschent de Schoulen ze organiséieren.

D'Offer u Formation continue ass ganz op d'Ëmsetzung vum Schoulgesetz ausgeriicht, sou datt d'Enseignanten all d'Méiglechkeeten hu fir sech individuell, awer och mat der ganzer Equipe vun hirer Schoul a schoulinterne Formatiounen, op hir nei Aufgaben am Kader vum neie Schoulgesetz virzebereeden.

3. D'«écoles en mouvement» hunn eng formativ Evaluatiounsform ageféiert, déi et erlaabt, ze kucke wou d'Kanner an hirem Léieren an an hirer Entwécklung stinn, hire Progrès ze dokumentéieren an zu gläicher Zäit och déi pedagogesch Interventioun vum Léierpersonal ze guidéieren, dat heescht richteg op d'Kanner anzegoen a Léiersituatiounen esou ze gestalten, datt dës fir all Kand optimal ass fir kënne Fortschrëtter ze maachen.

Um Enn vum Cycle kritt all Kand dann ee «Bilan final» wou him certifiéiert gëtt, wéi een Niveau vu Kompetenz an deene verschiddene Beräicher erreecht gouf.

Fir déi formativ Evaluatioun si Kompetenzraster (grilles de compétences) ausgeschafft ginn. Déi Kompetenzraster beinhalten, datt d'Enseignanten och de Portfolio als Instrument gebrauchen, wat sech an den «écoles en mouvement» als grousse Succès erwisen huet. Virun allem als Instrument vu Kommunikatioun mat den Elteren ass d'Erstelle vun engem Portfolio besonnesch wäertvoll. Mir hunn och gesi wéi gutt a wéi séier d'Kanner duerch dat Instrument léiere sech selwer anze-

schätzen, a wéi si selwer dann ufänken hiert eegent Léieren an d'Hand ze huelen.

De Portfolio gëtt awer net an alle Schoulen obligatoresch, dat neit Schoulgesetz gesäit et net vir. Mir wëllen awer all d'Léierinnen a Schoulmeeschteren encouragéiere mam Portfolio ze schaffen, ënnert der Viraussetzung, datt si virdrun eng Formatioun iwwert dat Instrument gemaach hunn. Bis elo war et awer nach net méiglech, allen Enseignanten aus dem Enseignement fondamental esou eng Formatioun unzebidden.

Déi nei «Bilans intermédiaires» ginn elo am Cycle 1 an 2 am ganze Land agefouert. D'Enseignantë vun de Cyclen 1 an 2 aus den «écoles en mouvement» kënne wielen, ob se wëlle weiderhin déiselwecht Kompetenzraster asetzen oder déi nei «Bilans intermédiaires» benotzen, wéi se elo dann iwwerall ageféiert ginn.

Den Ënnerscheed tëschent dem «Bilan final», deen d'Kanner aus den «écoles en mouvement» kréien an dem «Bilan final», deen elo all Kand um Enn vun all Cycle kritt, ass minimal.

4. Am Kader vun der Reorganisatioun vun der Schoulinspektioun ass d'Zuel vun de «Ressorts d'inspection» vun 19 op 21 eropgesat ginn. Dëst huet als Konsequenz, datt déi Ressorte liicht geännert hunn, zum Deel méi kleng gi sinn, an datt an deem Kader dunn e puer Inspekteren de Bezierk gewiesselt hunn.

1re session extraordinaire 2009

Question 0003 (16.7.2009) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **contamination des poissons de la Moselle par des substances toxiques:**

Le 30 avril 2009, un arrêté préfectoral lorrain a interdit la consommation et la commercialisation de poissons pris dans la Moselle depuis Metz jusqu'à la frontière luxembourgeoise pour cause de contamination élevée des poissons par des polychlorobiphényles (PCB). Le Luxembourg par contre «déconseille» simplement la consommation de poissons pris dans la Moselle depuis six ans.

Dans une première réaction à l'interdiction française, le Ministre de l'Intérieur affirma dans un de nos quotidiens francophones que la décision française n'avait «rien d'extraordinaire». Or, la situation est bien nouvelle dans la mesure où l'on peut supposer que la France n'interdise pas la consommation de poisson sans disposer de nouvelles données quant à la présence du polluant organique persistant susmentionné. D'après les premiers résultats d'une étude de l'Afssa (Agence française de sécurité sanitaire des aliments), la dose de PCB dans la Moselle fut supérieure aux normes européennes dans des poissons prélevés à Sierck-les-Bains et dans les sédiments puisés à Sierck et à Koenigsmacker.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Pourquoi le Luxembourg n'a pas suivi la France en ce qui concerne l'interdiction? Est-ce que les niveaux de pollution sont moindres à partir de la frontière luxembourgeoise?

- Depuis quand datent les dernières mesures et analyses de poissons effectuées pour le compte de l'État luxembourgeois, notamment en ce qui concerne anguille, carpe, brime, sandre et brochet? Quels furent les résultats?

- Est-ce que ces analyses sont effectuées au pays ou à l'étranger?

- Quelles sont les normes appliquées au Luxembourg? Est-ce qu'elles divergent des normes appliquées par nos pays voisins? Si oui pourquoi? Est-ce qu'il existe des directives européennes afférentes non encore transposées en droit national?

- Quel est le niveau de contamination actuel des poissons pris dans la Moselle en ce qui concerne dioxines (PCDD) et furannes (PCDF)?

Réponse commune (14.9.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox a pour objet la contamination des poissons de la Moselle par des substances toxiques.

L'honorable Député Henri Kox fait référence à l'arrêté préfectoral mosellan N° 2009-DEDD/BEN-09 du 30 avril 2009. Cet arrêté porte sur l'interdiction de consommation et de commercialisation des poissons pêchés dans la Moselle et ses affluents à cause d'une contamination trop élevée par les polychlorobiphényles (PCB). La délégation française avait renseigné les délégations luxembourgeoise et allemande lors d'une réunion ad-hoc des Commissions Internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS) en date du 29 juin 2009 qu'un plan national d'actions PCB a été lancé en 2008 suite à des résultats d'analyses 2007 sur des sites historiques de contamination dans notamment le Rhône, la Seine et la Somme.

Selon les autorités françaises, une campagne d'analyses sur les poissons a été engagée sur la période 2008-2010 ainsi qu'une étude d'imprégnation des populations au plan national sur la période 2009-2011. Au vu des premiers résultats de la campagne d'estimation de la contamination des poissons de 2008, les autorités sanitaires françaises avaient demandé à titre conservatoire aux préfets de prendre des arrêtés d'interdiction là où les mesures indiquaient des dépassements de seuils.

Dans ce contexte, il importe de noter que la contamination des sédiments des cours d'eau et de certaines espèces piscicoles par les PCB est bien connue par les autorités luxembourgeoises depuis 2000. En effet, à cette époque le Gouvernement luxembourgeois avait procédé à la réalisation de plusieurs études afin d'analyser la contamination éventuelle des poissons (anguille, gardon, goujon et truite) par les PCB, les furannes et les métaux lourds dans différents cours d'eau du Luxembourg. Ces analyses avaient été réalisées par un consortium regroupant un laboratoire d'analyses spécialisé allemand et un bureau d'études luxembourgeois. Suite aux résultats d'analyses préoccupants concernant la contamination par les PCB, les furannes et les métaux lourds ne posant pas de problèmes, le Ministère de la Santé a formulé en 2003 des recommandations concernant la consommation de poissons en provenance des cours d'eau du Luxembourg. (cf. annexe 1)

À l'époque, les recommandations luxembourgeoises avaient suscité une discussion controversée dans la Grande Région et avaient incité les CIPMS à effectuer en 2004 une étude de grande envergure sur la contamination en PCB des poissons et des sédiments de la Sarre et de la Moselle. Cette étude visait la majeure partie du cours de la Moselle ainsi que plusieurs cours d'eau tributaires de la Moselle. Les résultats de ce programme d'analyses ont démontré une contamination quasi omniprésente des cours d'eau analysés par les PCB avec des pointes dans la Moselle même (France et Allemagne), la Sarre et notamment dans la Rossel, les échantillons de la Sûre et de l'Our présentant des valeurs plus faibles. Les résultats ont mis en évidence une pollution diffuse par les PCB, sans pour autant montrer une corrélation entre le degré de contamination des matières en suspension et celui des poissons sur les différents tronçons de rivière analysés. Le rapport final relatif au programme international d'analyses «PCB et substances analogues sur les matières en suspension et dans les poissons de la Moselle et de la Sarre en 2004», validé en décembre 2005 par l'assemblée plénière des CIPMS, est disponible sur le site Internet des CIPMS (www.iksms-cipms.org).

À l'époque, une position commune entre la France, l'Allemagne et le Luxembourg n'a pas pu être dégagée et le Luxembourg a maintenu sa position de 2003. Dans ce contexte, il est intéressant de noter qu'en 2004 les autorités françaises étaient d'avis que les poissons blancs de la Moselle pouvaient être consommés sans réserve, mais que les anguilles ne devaient pas être consommées par les jeunes et les femmes enceintes et allaitantes.

En ce qui concerne l'interdiction actuelle de la consommation des poissons de la Moselle, il faut noter que la France suit aujourd'hui la position luxembourgeoise de 2003. Les moyens mis en œuvre par la France et le Luxembourg sont différents, mais le contenu du message est le même: Les poissons de la Moselle ne sont pas aptes à la consommation humaine et une consommation est à éviter.

En ce qui concerne les concentrations, il faut noter qu'elles peuvent fluctuer en fonction de plusieurs facteurs: espèce de poisson, taille, âge et lieu. Il s'est avéré que pour les poissons dits gras, en l'occurrence les anguilles, les concentrations en PCB retrouvées sur l'ensemble de la Moselle sont telles que ces poissons sont inaptes à la consommation humaine. Pour les poissons blancs (sandre, rouget, etc.), la plupart des résultats d'analyse sont conformes aux teneurs maximales admissibles définies dans la réglementation. Or, lors des différentes campagnes de contrôle effectuées, plusieurs poissons blancs faisant preuve de teneurs non conformes étaient également capturés.

Étant donné qu'aussi bien les PCB que les dioxines et furannes sont très persistants dans l'environnement, une contamination, une fois établie, n'est pas susceptible de disparaître rapidement. Partant, les analyses réalisées en 2000, 2003 et 2004 et les recommandations qui en découlent restent toujours d'actualité.

Au niveau des normes applicables dans le domaine de la sécurité alimentaire le règlement (CE) N°1881/2006 fixe les teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires dont les valeurs pour les PCB et les dioxines sont reprises dans le tableau ci-dessous:

Type de denrée alimentaire	Somme des dioxines (OMS-PCDD/F-TEQ)	Somme des dioxines et PCB de type dioxine (OMS-PCDD/F-PCBTEQ)
Chair musculaire de poisson et produits de la pêche et produits dérivés, à l'exclusion des anguilles	4,0 pg/g de poids à l'état frais	8,0 pg/g de poids à l'état frais
Chair musculaire d'anguille *(Anguilla anguilla)* et produits dérivés	4,0 pg/g de poids à l'état frais	12,0 pg/g de poids à l'état frais

Puisqu'il s'agit d'un règlement européen, il est applicable tel quel et ne nécessite pas de transposition en droit luxembourgeois. Le Luxembourg ne dispose donc pas de normes divergentes à ce niveau.

Reste à signaler que ce règlement s'applique à la mise sur le marché de denrées alimentaires au sens de la législation alimentaire et notamment du règlement (CE) N°178/2002. Ainsi, la pêche privée pour une utilisation domestique n'est pas couverte par ce règlement. Dans ce contexte, il importe de noter que par opposition à la France, la pêche professionnelle n'existe pas au Luxembourg. Par conséquent il n'y a pas de contrôle officiel de produits de pêche luxembourgeois. Les restaurateurs, qui pratiquent une mise sur le marché au sens du règlement (CE) N°178/2002, doivent s'assurer auprès de leurs fournisseurs qu'ils achètent des produits conformes à la réglementation alimentaire. Sous peine de faire effectuer des analyses en PCB, ils devraient donc s'approvisionner auprès de pêcheurs professionnels soumis au contrôle officiel, qui eux respectent les teneurs maximales.

Les recommandations de consommation du Ministère de la Santé à l'égard de la pêche de loisir et de la consommation domestique s'appliquent, d'une part, sur la dose hebdomadaire tolérable (DHT) définie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et, d'autre part, sur les contaminations maximales en PCB retrouvées sur des poissons lors des différentes campagnes de contrôle.

Les normes de l'OMS sont reconnues au niveau international et également à la base des limites définies dans le règlement CE N°1881/2006.

En ce qui concerne la qualité de l'eau, il y a lieu de noter que ni les PCB ni les dioxines ne figurent sur la liste des substances prioritaires et autres polluants pour lesquelles la directive 2008/105/CE établit des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, mais seulement sur la liste des substances soumises à révision pour leur possible identification comme substance prioritaire ou comme substance dangereuse prioritaire. Le délai de transposition de la directive 2008/105/CE est le 13 juillet 2010.

Annexe 1

Communiqué 2003

Résultats d'une étude sur la contamination des poissons de différentes rivières luxembourgeoises 21-07-2003

Vu les résultats d'une récente étude que le Gouvernement a fait réaliser sur la contamination des poissons de différentes rivières luxembourgeoises par les dioxines (PCDD), les furannes (PCDF) et les polychlorobiphényles (PCB) ainsi que par certains métaux lourds en l'occurrence le mercure, le cadmium et le plomb, la Direction de la santé émet les recommandations suivantes:

En application du principe de précaution, la Direction de la santé déconseille la consommation de poissons pris dans la Moselle et recommande de ne pas consommer plus d'une fois par mois des poissons provenant de la Sûre moyenne et de la Sûre inférieure, de l'Alzette, de la Clerve, de l'Eisch, de la Mamer, de l'Our, de la Syre, de la Wark et de la Wiltz.

(communiqué par le Ministère de la Santé)

Question 0005 (16.7.2009) de **M. François Bausch** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **projet de contournement de Rosport:**

Nous venons d'apprendre que la commune de Rosport a voté un projet de contournement au cours de l'année 2001. Ce projet serait actuellement en phase de planification auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées. Or, contrairement à d'autres projets de contournements de localités, le projet à Rosport ne figure pas dans le plan directeur sectoriel «Transports» présenté par les Ministères de l'Aménagement du Territoire, des Transports, des Travaux publics et de l'Environnement en octobre 2008. Dans ce contexte, nous aimerions savoir de la part du Ministre de l'Aménagement du Territoire:

- Pourquoi le projet du contournement à Rosport ne figure-t-il pas dans le plan sectoriel «Transports»?

- Est-ce qu'un tel projet peut être réalisé sans faire partie de la stratégie de transport visée par ce plan sectoriel et sans mettre en cause une planification nationale cohérente?

- Est-ce que le plan sectoriel «Transports» ne contient pas tous les projets d'infrastructures actuels et prévisionnels sur le territoire du Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quels sont les autres projets d'infrastructures routières comparables en voie de planification qui ne figurent pas dans le plan sectoriel «Transports»?

Réponse (21.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés

Messieurs François Bausch et Henri Kox, il y a lieu de préciser que le plan sectoriel «Transports» (PST) constitue un document stratégique de portée territoriale, destiné à orienter la politique nationale des transports à moyen et à long terme.

Le champ d'étude du PST est à la fois international, européen, régional, transfrontalier et national.

Comme le contournement de Rosport est un projet dont l'intérêt se situe primordialement au niveau des améliorations locales et qui n'a pas d'influence significative sur le niveau national, il n'a pas été inscrit dans le PST.

Vu qu'il s'agit d'un projet essentiellement local, il ne met certainement pas en cause une planification nationale cohérente en matière de politique de transport.

L'avant-projet du PST contient tous les projets actuels et prévisionnels d'infrastructures ayant un caractère régional ou national. Lors de l'élaboration de l'IVL et du PST, il n'a pas été jugé opportun d'y intégrer tous les projets de moindre envergure. Par ailleurs, comme le PST devra être un outil évolutif, les projets, actuels ou futurs, qui auront un impact significatif sur la politique sectorielle, seront ajoutés lors des mises à jour futures.

En ce qui concerne l'évolution du projet, il faut savoir que par délibération du conseil communal du 29.11.2001 la commune de Rosport avait décidé de demander à l'Administration des Ponts et Chaussées de réaliser un plan d'ensemble afin d'utiliser l'ancienne voie de chemin de fer désaffectée moyennant deux bretelles de raccordement au pont frontalier pour délester le village de Rosport, ceci notamment au vu d'une délocalisation des stations d'essence et un réaménagement de la RN10 dans la traversée de Rosport.

Comme le souci de la commune était toujours de ne pas préjudicier la réalisation du contournement dans le futur et comme la commune vient de faire entamer les études préliminaires pour une notification du plan d'aménagement général de la commune, les études du projet d'ensemble du contournement de Rosport ont été poursuivies jusqu'à l'élaboration d'un avant-projet.

L'avant-projet sera transmis par voie hiérarchique avec un avant-projet de réaménagement de la RN10 dans la traversée de Rosport tel qu'il pourrait être envisagé après réalisation du premier projet aux autorités communales de Rosport qui se proposent de présenter les deux avant-projets aux habitants de Rosport.

Il appartient à la commune de faire réserver le tracé du contournement moyennant son inscription dans le futur plan d'aménagement général.

Vu la faible envergure du projet, il sera, en cas de réalisation, traité comme tous les projets de la voirie normale et l'Administration des Ponts et Chaussées veillera à ce qu'il s'intègre au mieux dans le cadre traversé.

En tout état de cause sa réalisation n'est pas prévue pour les prochaines années.

Question 0007 (17.7.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **cyberdépendance:**

Et gëtt geschat, datt et ongeféier 3% bis 7% „Onlinesüchteger" gëtt, déi schlëmm pathogen Symptomer virweisen, wéi zum Beispill Schlofstéierungen, Iesstéierungen, Verhalensstéierungen. Si weise kaum nach Bereetschaft fir Leeschtung („Null-Bock-Mentalitéit"), hunn eng reduzéiert Léierfäegkeet a leiden un Opmierksamkeetsdefiziter. Dës Symptomer triede besonnesch bei Jugendlechen op, an dofir ass hei och d'öffentlech Hand gefuerdert.

De Projet LuSI gëtt wuel de Kanner an deene Jonke gutt Usätz fir den Ëmgank mam Internet, mä souwuel de Bekanntheetsgrad vum Projet wéi och seng Missioune ginn net duer fir d'Onlinesucht wierksam ze bekämpfen.

En däitsche Modell schléit zum Beispill vir, datt Onlinesüchteger och op d'Hëllef vun Drogeberodungsstelle kënnen zréckgräifen.

Duerfir géif ech gären dës Froen un d'Ministere riichten:

1. Gëtt et fir Lëtzebuerg Zuelen iwwer sougenannten Onlinesüchteger?

2. U wat fir Instanzen oder Associatioune kënnen esou Süchteger oder hir Eltere sech riichten, fir Hëllef ze kréien?

3. Denken d'Madame Familljeministesch an den Här Gesondheetsminister drun, fir e Gesamtkonzept ausschaffen ze loossen, fir dem Problem vun der Onlinesucht entgéintzetrieden?

Réponse commune (15.9.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Et gëtt zu Lëtzebuerg wéineg definitiv Zuelen iwwer sougenannten „Onlinesucht".

Dat huet verschidde Grënn. Den Internet ass fir vill Leit e wichtegt Instrument an hirem deegleche Liewe ginn an net jiddwereen, deen och ganz vill Zäit online verbréngt, ass onbedéngt süchteg. D'Definitioun vun der Onlinesucht ass net ouni Weideres ginn. Ausserdeem ass den Internet oft nëmmen de Kanal, iwwert dee sech e Suchtverhalen ausdréckt. Konsum vu Pornographie um Internet, Onlineglécksspiller, Onlinerollespiller, souguer sozial Netzwierker um Internet kënnen zu Sucht féieren. Dëser Sucht leien awer aner Problemer vu sozialer, relationeller oder sexueller Natur zu Gronn. Dës Situatioun pauschal als Onlinesucht ze bezeechnen, féiert dozou, de wierkleche Problem ze verstoppen, an domadder och d'Méiglechkeeten, fir do ze hëllefe wou de Süchtegen eng Begleedung brauch.

Eng Etüd vun 2007, realiséiert vum Éducatiounsministère, dem Centre de Prévention des Toxicomanies an der a.s.b.l. Anonym Glécksspiller huet probéiert, d'Verhale vu Jonke mat Glécksspiller ze verstoen. Am Online-Beräich ass do zum Beispill festgestallt ginn, dass Jonker vu 16-18 Joer zu iwwer 20% schonn online Poker gespillt hunn oder spillen. Ausserdeem benotzen 78% vu Jonken tëschent 15 a 17 Joer den Internet regelméisseg fir ze chatten a 95% fir um Internet ze surfen. Doranner läit sécher och e gewëssent Suchtpotenzial.

2. D'Berodung kann iwwerall do stattfannen, wou et Berodungsservicer fir Jonker gëtt, ënner anerem bei Psy Jeunes an der Jugend- an Drogenhëllef, déi d'Suchtverhalen erkennen a wann néideg eng Begleedung oder eng Weiderorientéierung maachen. Doriwwer eraus huet de Familljeministère beim Berodungsservice Haus89 eng Plaz geschaf, déi sech spezialiséiert op d'Berodung am Beräich Internetmëssbrauch an Internetsucht.

3. D'Regierung huet am neie Regierungsprogramm festgehal, fir beim Service National de la Jeunesse e Koordinatiounsgrupp ze verankeren deem seng Roll wäert d'„Sensibilisation des jeunes aux risques liés à l'utilisation des nouvelles technologies" sinn. Hei gëtt verwaltungsiwwergräifend iwwert dës Problematik nogeduecht. Verschidden Acteuren, déi an dëse Beräicher täteg sinn, wäerte sech hei vernetzen an hir Aktivitéite koordinéieren.

2e session extraordinaire 2009

Question urgente 0052 (2.9.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **grippe A/H1N1 - rentrée scolaire:**

Alors que la rentrée des classes approche, le risque de pandémie de grippe A/H1N1 n'est toujours pas écarté. Rappelons que l'Union européenne recommande la fermeture des écoles au cas par cas pour éviter la propagation du virus de la grippe A. Avant d'en arriver là, il faudrait miser d'abord sur l'aspect pédagogique et préventif. Ainsi la Ministre belge de l'Enseignement en Communauté française a mis l'accent, par le biais d'une circulaire, sur les mesures d'hygiène et l'importance du respect des règles d'hygiène. Des affiches réalisées à la demande du Commissariat influenza se voient ainsi diffusées dans toutes les écoles. D'autre part des campagnes d'information pour le personnel enseignant, ainsi que pour les parents d'enfants scolarisés ont été organisées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce qu'une circulaire de ce type est également prévue au Grand-Duché?

- Dans l'affirmative, quel sera le contenu exact de la circulaire en question?

- Ne devrait-on pas envisager des recommandations et des réunions d'information avec le personnel enseignant pour les renseigner sur les mesures à suivre?

- Ne devrait-on pas envisager d'informer les parents d'élèves sur les différentes mesures préconisées lors d'une réunion le jour de la rentrée scolaire, respectivement de leur faire parvenir une note informative reprenant ces mesures?

Réponse commune (8.9.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'honorable Député a tout à fait raison de se préoccuper des mesures préventives prévues par le Gouvernement pour se protéger contre la grippe AH1N1 au moment de la rentrée scolaire.

Conjointement avec le Ministère de l'Éducation Nationale, le Ministère de la Santé est en train de finaliser son programme à cet effet, qui contiendra toutes les mesures proposées par l'honorable Député, ainsi qu'un certain nombre d'autres actions.

Toutes ces mesures seront prêtes pour la rentrée scolaire et seront présentées lors d'une conférence de presse tenue par les soussignés le 10 septembre à 14h30.

Question 0108 urgente (23.9.2009) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **contamination récente de l'eau potable SEBES**

Suivant nos informations, le SEBES aurait à nouveau rencontré des problèmes avec la qualité de l'eau potable. Des algues bleues dans le lac du barrage d'Esch/Sûre auraient provoqué une contamination de l'eau potable de sorte que l'alimentation de différentes communes a dû être suspendue. L'envergure de la récente contamination aurait dépassé celle de l'année 2001, malgré les dispositifs établis à l'époque pour parer à ces contaminations.

J'aimerais, dans ce contexte, avoir des précisions de la part du Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces Informations sont correctes?

- Dans l'affirmative, quelle a été l'ampleur de la contamination?

- Pour quelles raisons les dispositifs n'ont-ils pas fonctionnés?

- Pourquoi le plan d'alerte n'a-t-il pas fonctionné?

- Comment éviter à l'avenir une nouvelle contamination de l'eau potable du SEBES?

Réponse (1.10.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député semble vouloir construire de toute pièce une catastrophe alors que, contrairement à ce qu'il pense avoir entendu, il n'y a eu aucune contamination de l'eau potable du SEBES et aucune alimentation de commune a été suspendue. Voilà pourquoi j'estime que les quatre points de détail de la question parlementaire sont sans objet.

En ce qui concerne néanmoins l'arrivée plus ou moins massive d'algues de toutes sortes dans la partie supérieure de la retenue d'eau (près du mur de l'avant-barrage) à 1 km du Pont Misère, il y a lieu de préciser que ce phénomène se présente régulièrement.

Son intensité dépend de plusieurs facteurs qui sont la chaleur, la température de l'eau, la durée de l'ensoleillement, le manque de précipitations, l'abondance d'éléments nutritifs provenant de l'agriculture, des quantités d'eaux ménagères seulement partiellement épurées, le niveau extrêmement bas du lac à cet endroit, tous des facteurs qui renforcent ce phénomène.

La partie inférieure de la retenue d'eau (zone de protection sanitaire 1), proche du mur d'Esch/Sûre à 15 km du mur de l'avant-barrage près du Pont Misère, dans laquelle est prélevée l'eau brute pour être traitée par le SEBES n'est pas touchée par le phénomène. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que le traitement de l'eau par le SEBES est adapté en cas de problèmes éventuels.

Session ordinaire 2009-2010

Question 0208 urgente (23.10.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A(H1N1):**

Lors du débat sur les risques de la vaccination contre la grippe A(H1N1), Monsieur le Ministre avait accepté de mettre sur pied une campagne d'information sur les risques et les effets secondaires du vaccin utilisé.

Force est toutefois de constater que jusqu'à ce jour des informations sur les éventuels risques et effets secondaires du vaccin font non seulement défaut sur le site public d'information (www.grippe.lu), mais également dans les dépliants distribués aujourd'hui à tous les ménages.

Étant donné que la première phase de la campagne de vaccination débutera dans quelques jours seulement, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Par quels moyens et dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il informer la population sur les risques et les effets secondaires du vaccin contre la grippe A(H1N1)?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de publier le plus vite possible ces informations, à l'instar de l'Organisation mondiale de la Santé, sur le site Internet susmentionné?

Réponse (29.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Depuis début octobre, sur le site www.grippe.lu du Gouvernement, sont publiées toutes les données concernant le vaccin contre la grippe A(H1N1), acheté par le Gouvernement, et ses effets secondaires. Ce site présente des liens directs avec des sites d'autres organismes spécialisés et, entre autres, le site de l'OMS.

Mes services viennent d'ajouter un lien direct sur le site de l'EMEA sur lequel la notice sur le vaccin pandémie peut être consultée.

Au moment de l'inscription dans un centre de vaccination, chaque personne reçoit une fiche décrivant en mots simples les modalités pratiques de la vaccination. En même temps, chaque candidat à la vaccination reçoit la notice complète qu'il pourra lire, et au sujet de laquelle il pourra poser toute question qu'il veut au moment de remplir la fiche de vaccination. Cette fiche contient un questionnaire sur toutes les contre-indications éventuelles que le candidat à la vaccination pourrait présenter pour cette vaccination. S'il entend se faire vacciner, le candidat donne par écrit son consentement éclairé.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

4e séance mercredi 28 octobre 2009

906 réclamations en douze mois

Le 29 octobre passé, le Médiateur, M. Marc Fischbach a présenté le cinquième rapport annuel depuis la mise en place de son Secrétariat le 1er mai 2004. Pendant la période allant du 1er octobre 2008 au 30 septembre 2009, l'Ombudsman a été saisi de 906 réclamations. Par ailleurs 2.300 personnes se sont adressées à lui pour obtenir des renseignements ou pour solliciter son conseil.

Le plus grand nombre d'affaires soulevées (125) concernait les trois administrations œuvrant dans le domaine de la fiscalité (Contributions directes, Enregistrement et Domaines, Douanes et Accises). D'autres administrations concernées par un nombre important de plaintes étaient la sécurité sociale (123), l'immigration (96), les communes (73) et la Caisse nationale des Prestations familiales (70).

Depuis le début de son mandat, le Médiateur a formulé 39 recommandations dont 19 ont été suivies ou transposées ou sont en voie d'être transposées.

Dans l'introduction de son exposé devant députés et journalistes, M. Fischbach a fait deux suggestions d'ordre plutôt général. La première concerne le contrôle parlementaire de l'administration publique que le Médiateur souhaiterait plus effectif: «Si le Médiateur constate et propose, il n'a guère de compétence ni les moyens pour évaluer le bon fonctionnement de l'administration.» Au Parlement de combler cette lacune: «Il s'agit là d'un véritable défi que la Chambre des Députés devrait relever.»



M. Marc Fischbach présente son rapport à la Chambre.

En second lieu, le Médiateur a lancé un appel pour une société plus participative. Ainsi il encourage la Chambre à réfléchir sur l'opportunité d'offrir à tout citoyen la possibilité de lui adresser par voie électronique une pétition sur un sujet relevant de l'intérêt général.

Dans les semaines à venir, le rapport sera examiné en détail par la Commission des Pétitions et par toutes les autres commissions, dont le domaine de compétence est touché par les observations du Médiateur.

La Chambre publie l'intégralité du rapport du Médiateur 2008-2009 dans la présente édition de son compte rendu (cf. p. R1-R24).

Intensification du contact avec les députés européens

Comment organiser au mieux le traitement des dossiers européens et la collaboration avec le Parlement européen? La Commission des Affaires étrangères et européennes a discuté de la question lors de sa réunion du 9 novembre.

Les députés ont notamment eu un échange de vues avec cinq des six députés européens luxembourgeois. MM. Georges Bach, Frank Engel, Robert Goebbels, Mme Astrid Lulling et M. Claude Turmes ont noté que le suivi des différents dossiers au niveau du Parlement européen présentait une charge de travail considérable.

La réunion avec les députés européens fait partie des évaluations régulières en vue d'intensifier des contacts entre la Chambre et le Parlement européen. Au niveau luxembourgeois, les dossiers européens sont souvent traités dans les commissions compétentes où la présence des députés européens ne peut pas toujours être garantie. Les membres luxembourgeois au Parlement européen peuvent certes être invités à assister aux réunions des différentes commissions lorsque celles-ci traitent des dossiers européens, mais ils doivent alors s'absenter du Parlement européen.

La commission parlementaire a évalué l'opportunité de mettre en place un groupe spécial servant d'intermédiaire entre les députés nationaux, les députés européens et le Gouvernement. Elle a constaté qu'il est souvent difficile d'identifier les points touchant plus spécialement les intérêts luxembourgeois. La commission s'est donc demandé si les moyens disponibles sont suffisants notamment a vu de la technicité et de la complexité de certains dossiers.

La coopération entre la Chambre et le Gouvernement en matière de politique européenne est régie par l'article 168 du Règlement de la Chambre qui prévoit notamment un renvoi en commission des documents européens, sur proposition de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Le Traité de Lisbonne prévoit un rôle renforcé des parlements nationaux dans les activités de l'Union européenne. Les parlements sont notamment invités à exprimer leur point de vue sur les projets d'actes législatifs. Des documents de consultation, comme les livres verts ou blancs, mais aussi des projets de directives et de règlements ainsi que certaines communications leur sont transmis directement par la Commission.

Le droit de vote des femmes fête ses 90 ans

Le 26 octobre 1919, il y a 90 ans, ont eu lieu les premières élections législatives ouvertes à tous les citoyens luxembourgeois, femmes et hommes, âgés d'au moins 21 ans. À l'issue des élections de 1919, une première femme, Mme Marguerite Thomas-Clement, candidate socialiste, est entrée au Parlement. Jusqu'en 1931, elle était la seule députée.

Le 27 octobre, le Conseil National des Femmes du Luxembourg (CNFL) et le Cid-Femmes ont commémoré cet événement devant la Chambre et inauguré une plaque commémorative rappelant l'introduction du suffrage universel de 1919. Les représentantes des associations ont noté que les femmes sont toujours sous-représentées en politique. En effet, seulement 12 des 60 députés, 4 des 15 ministres et 3 des 21 membres du Conseil d'État sont des femmes. Les associations ont regretté que ni le Gouvernement ni la Chambre ne soient favorables à l'instauration de quotas en faveur des femmes.

Avant 1919, seuls quelque 18.500 hommes payant plus de 10 francs de cens (soit uniquement environ 18% de la population) pouvaient passer aux urnes. Les femmes étaient complètement exclues de la vie politique.

L'introduction du scrutin universel était devenue possible suite à une réforme constitutionnelle. Le droit de vote pour tous n'était pas né d'une forte demande de la part des femmes. Les grands partis voyaient plutôt les femmes dans leur rôle traditionnel d'épouse, de femme au foyer et de mère de famille. Le 8 mai 1919, la réforme fut pourtant votée avec les voix des députés du parti de la droite et des socialistes contre celles des députés libéraux.



Inauguration d'une plaque commémorative.



Impressions de la Journée Portes ouvertes (page 5)



DANS CE NUMÉRO

Rapport d'activité du Médiateur	p. R1
Plan social chez Villeroy & Boch	p. 54
Programme de Stockholm	p. 59
Sommaire de la séance publique N°4	p. 71
Sommaire des questions parlementaires	p. Q6

Visite du Landtag de Bavière à la Chambre

Récemment, les membres de la Commission des Affaires étrangères ont accueilli des collègues parlementaires bavarois, membres de la commission juridique et de la commission des affaires fédérales et européennes du Landtag de Bavière.

Les députés ont d'abord abordé les nominations européennes de M. Herman Van Rompuy et de Mme Catherine Ashton. «L'Europe a toujours été un ensemble de grands, de moyens et de petits pays.», a remarqué M. Ben Fayot, président de commission. Luxembourg aurait toujours été en faveur de la méthode communautaire et pour un rôle important de la Commission européenne. À la Convention européenne, les délégués luxembourgeois n'auraient pas été en faveur de la création du poste de Président de Conseil qui aurait été créé sur demande des grandes nations, en l'occurrence la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne.



Parlementaires bavarois et luxembourgeois.

Du côté bavarois, Mme Ursula Männle (CSU) a regretté que l'Allemagne et la Bavière aient pris l'habitude de représenter l'Europe de manière négative, en lui donnant la responsabilité pour toutes les affaires mal vues par les citoyens. Mme Männle a expliqué que la Bavière avait testé le contrôle de la subsidiarité (*) bien avant l'accord sur le Traité de Lisbonne. Le Landtag aurait fait l'exercice sur plus de 20 exemples pour constater qu'il peut parfaitement fonctionner.

M. Franz Schindler (SPD) a confirmé que le «Programme de Stockholm» de l'Union européenne traitant des questions comme l'asile, la coopération de la police et des douanes, ou encore la politique des visas intéresse également le Landtag bavarois. Il a précisé les différents niveaux de compétence en Allemagne: les «Länder» pour la police, et le niveau fédéral pour l'asile ou encore la protection des données.

Les parlementaires bavarois et luxembourgeois ont souligné l'importance des dossiers européens et ont échangé leur expérience en ce qui concerne leurs méthodes de travail respectives.

(*) Le principe de subsidiarité consiste à réserver à l'Union européenne uniquement ce que les États ou les régions ne pourraient effectuer que de manière moins efficace.

Rapport 2009 sur les droits des enfants

L'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» est saisi de plus en plus souvent de cas d'enfants harcelés ou humiliés par Internet ou GSM. Le harcèlement moral entre enfants, par la voie des nouveaux moyens de communication est soulevé dans le rapport 2009 du Ombuds-Comité, rapport que la Présidente Marie Anne Rodesch-Hengesch a remis, le 19 novembre, au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

«L'ordinateur et la télévision ne devraient pas se trouver dans la chambre des enfants»: la Présidente de l'Ombuds-Comité a été claire. D'autres aspects de l'utilisation illicite des médias sont la pédophilie par Internet et les jeux vidéo en ligne.

Le rapport 2009 sur les droits de l'enfant traite, comme tous les ans, des situations difficiles en cas de divorce. En 2008, 878 enfants ont été concernés par le divorce de leurs parents. Les années précédentes, il s'agissait toujours d'environ 1.000 enfants.

Le rapport, citant encore des situations telles que la maltraitance ou la prison, a été remis à la Chambre et sera l'objet de discussions en commission parlementaire.



Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch remet son rapport au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Grousse Succès fir dat éischt Jugendparlament

Deen nämlechten Dag wéi d'Porte ouverte an der Chamber war e Samschdeg, den 21. November och dat éischt Jugendparlament. A Präsenz vum Chamberspresident Laurent Mosar an der Familljeministesch Marie-Josée Jacobs huet de President vun der Conférence générale de la Jeunesse luxembourgeoise Patrick De Rond déi éischt Sëtzung vum Jugendparlament opgemaach. Iwwer 150 Jonker tëschent 14 an 28 Joer waren an der Villa Louvigny präsent.

De Sujet vum éischte Jugendparlament waren d'Kannerrechter. D'Jugendparlamentarier hunn de Sammy Wagner (22 Joer) zu hirem President gewielt. Déi nächst Sëtzung vum Jugendparlament ass den 9. Januar 2010. D'Jugendparlament huet seng legal Basis am Jugendgesetz vum 4. Juli 2008, wat eng «Assemblée des Jeunes» virgesäit. Déi stäipt sech op dräi Pilieren: d'Jugendparlament, den Infomobil an den Internet-Site www.jugendparlament.lu.

Les défis de la Grande Région



Le 16 novembre, le Président de la Chambre des Députés a rencontré à Sarrebruck son homologue Hans Ley, Président du Landtag sarrois.

M. Ley étant également Président du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), les entretiens ont porté essentiellement sur l'état actuel et les défis futurs de la coopération au sein de la Grande Région.

La Sarre exerce la Présidence du CPI depuis le 1er juillet 2009.

Visite de parlementaires de l'OTAN en Moldova

Nouvelles ambitions du pays, mais aussi les défis sérieux à venir

Une délégation de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN), dirigée par M. Marc Angel (LSAP), rapporteur spécial de la Commission sur la dimension civile de la sécurité pour la Moldova, s'est rendue en République de Moldova du 2 au 4 novembre 2009.

Les parlementaires de l'OTAN ont rencontré des représentants de la nouvelle coalition quadripartite issue des élections législatives du 29 juillet - l'Alliance pour l'intégration européenne -, qui ont présenté leur programme ambitieux de réformes et souligné leur souhait de donner au pays et à ses habitants une «deuxième chance». Parmi les dossiers prioritaires, le nouveau gouvernement entend promouvoir l'intégration européenne et adapter le cadre législatif de la Moldova aux normes européennes, consolider l'État de droit et contrer les effets de la crise économique et financière sur l'économie du pays.

Pour M. Angel, «ce programme ambitieux de réforme est le bienvenu. La visite de notre délégation intervient à un moment décisif pour la République de Moldova. L'Assemblée parlementaire de l'OTAN a un rôle utile à jouer pour assister le Parlement moldove à renforcer le contrôle démocratique du secteur de la défense et de la sécurité.»

Sur la question des relations Moldova-OTAN, M. Angel a insisté sur le fait que «le cadre actuel - le Plan d'action individuel pour le partenariat et les autres outils du Partenariat pour la paix - offre une grande marge de manœuvre pour développer encore la coopération entre la République de Moldova et l'OTAN. Il est important de mieux informer la population moldove sur l'OTAN, sur la façon dont l'Alliance s'est transformée depuis la fin de la Guerre froide, ainsi que sur les bénéfices du partenariat OTAN-République de Moldova».

Dans le même temps, la visite a aussi mis en lumière les défis sérieux auxquels la Moldova reste confrontée. En premier lieu, la situation politique n'est pas encore complètement stabilisée après deux élections législatives consécutives au printemps et à l'été 2009. L'élection du Président de la République par le Parlement représente un test important pour la capacité des forces politiques du pays à dépasser leurs clivages afin d'atteindre la majorité des trois cinquièmes requise pour désigner un nouveau Président. La coalition au pouvoir devra aussi démontrer qu'elle est capable de maintenir son unité dans la durée.

Le conflit non résolu en Transnistrie est sans doute le défi le plus complexe pour la Moldova. Les négociations dans le format «5+2» (Moldova, Transnistrie, Russie, Ukraine, OSCE, plus les États-Unis et l'Union européenne) sont suspendues depuis près de trois ans. Le 6 novembre, tous les participants se sont retrouvés à Vienne pour une réunion organisée sous les auspices de la présidence grecque de l'OSCE. Les interlocuteurs de la délégation de l'AP-OTAN à Chisinau et Tiraspol ont cependant prévenu qu'il ne faut pas s'attendre à des résultats spectaculaires à Vienne. Il existe en effet des divergences profondes de vue entre les parties sur certaines des questions clés pour une résolution du conflit, et notamment sur une possible évolution du format des forces de maintien de la paix.

La Commission sur la dimension civile de la sécurité a discuté du rapport de M. Angel, «République de Moldova: Défis internes et perspectives d'intégration euro-atlantiques», lors de la session annuelle de l'AP-OTAN à Édimbourg du 14 au 17 novembre 2009.

Le texte du rapport est disponible ici: http://www.nato-pa.int/Default.asp?SHORTCUT=1784.

Friddensprozess am Noen Osten



D'Vizepresidentin vun der Lëtzebuerger Delegatioun an der APEM Martine Mergen.

Den 3. November 2009 war zu Bréissel eng Réunioun vun där Kommissioun an der Parlamentarescher Versammlung vum Euromed (APEM), déi sech ëm Politesches, ëm Sécherheet a Mënscherechter bekëmmert. D'APEM ass eng Assemblée mat Vertrieder aus dem Europaparlament an aus den nationale Parlamenter aus der EU an aus de Mëttelmierlänner. D'Chamber war vertrueden duerch d'Deputéiert Martine Mergen, déi iwwregens Vize-Presidentin vun der Lëtzebuerger Delegatioun an der APEM ass.

Grousst Thema vun der Réunioun war de Konflikt am Noen Osten. De Ran Curiel, Ambassadeur vun Israel bei der Europäescher Unioun, d'Leila Shahid, Generaldelegéiert vu Palestina bei der EU an d'Mary T. Curtin aus der US-Vertriedung bei der EU hu mat den Deputéierten iwwer de Stand vun deem Friddensprozess geschwat. D'Situatioun am Libanon war een anert Thema vun den Gespréicher. Doriwwer eraus gouf iwwert d'Meenungsfräiheet am reliéise Glawen, iwwer Initiativë fir d'Promotioun vum interreliéisen a -kulturellen Dialog an iwwer d'Stéchwuert „Allianz vun den Zivilisatioune" geschwat.

D'APEM invitéiert déi Europäesch Kommissioun, hir méi eng grouss Visibilitéit ze verschafen. Eng consolidéiert juristesch Basis fir déi parlamentaresch Dimensioun vun der „Union pour la Méditerranée" (UPM) wär an deem Sënn nëtzlech.

D'Sekretariat vun der UPM gëtt iwwregens zu Barcelona établéiert.

2.712 ha de potentiel foncier constructible

L'Observatoire de l'Habitat évalue le potentiel foncier constructible pour l'habitat au Luxembourg à 2.712 hectares. Ce chiffre ressort de sa récente note élaborée sur base de données de 2007 et présentée en date du 16 novembre, par l'Observatoire, à la Commission du Logement de la Chambre des Députés. 2.712 ha représentent une surface comparable à la moitié du territoire de la Ville de Luxembourg.

Le Ministre du Logement, M. Marco Schank a profité de la réunion pour annoncer

- la présentation, d'ici la fin de l'année, d'un nouveau plan quinquennal prévoyant la construction par l'État de 9.000 logements jusqu'en 2014;

- le dépôt sous peu de deux projets de loi, le premier imposant aux promoteurs la contraction d'une assurance contre les défauts de construction, le second instituant une allocation au loyer pour personnes nécessiteuses.

Par ailleurs le Ministre entend lancer en 2010 un débat sur une architecture appropriée à la construction en milieu rural.

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Afghanistan et nouveau concept stratégique de l'OTAN

M. Marc Angel, Vice-Président de la délégation luxembourgeoise, Mme Nancy Arendt et M. Claude Adam, membres, ont représenté la Chambre des Députés lors de la 55e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire auprès de l'OTAN qui s'est déroulée du 13 au 17 novembre 2009 à Édimbourg. Outre les travaux préparatoires au niveau des commissions, les parlementaires ont assisté à une séance plénière consacrée entre autres à la situation en Afghanistan et au nouveau concept stratégique de l'Alliance.

Situation en Afghanistan

Dans le cadre de son allocution lors de la séance plénière, M. Anders Fogh Rasmussen, le nouveau Secrétaire général de l'OTAN, a souligné à propos de la situation en Afghanistan que davantage doit être fait au niveau civil pour renforcer la capacité du Gouvernement afghan.

Pour sa part, M. David Miliband, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Royaume-Uni, a insisté sur le fait que pour l'emporter, la stratégie politique devrait adresser trois audiences. «*D'abord le peuple afghan et sa loyauté: pour rassurer et mobiliser les citoyens de résister aux Talibans, les efforts militaires pour renforcer la sécurité doivent s'allier à l'effort civil pour améliorer la gouvernance en particulier au niveau local. Deuxièmement, les insurgés et leur détermination de se battre: la pression militaire pour combattre l'insurgence doit être combinée avec un soutien pour changer de camp plutôt que de se battre ou de s'enfuir. Troisièmement, les voisins de l'Afghanistan: une nouvelle relation doit se forger entre l'Afghanistan et ses voisins, basée sur la compréhension que l'avenir afghan repose de son propre droit sur un pays sûr.*»

Nouveau concept stratégique de l'OTAN

Le Secrétaire général de l'OTAN a fait état du nouveau concept stratégique de l'OTAN dans le contexte d'un environnement de sécurité en mutation: «*Je le vois comme un moyen non seulement pour créer un nouveau consensus solide parmi les Alliés sur les tâches clés, mais aussi pour reconnecter nos populations avec la nouvelle Alliance. C'est pour leur sécurité que nous sommes responsables.*» Le rapporteur de l'Assemblée a quant à lui insisté sur le fait que la défense collective devrait rester le fondement de l'Alliance.



La délégation luxembourgeoise à Edimbourg se composait de M. Marc Angel, Mme Nancy Arendt et M. Claude Adam (de gauche à droite).

Travaux en commission

Les parlementaires ont présenté plusieurs rapports et préparé une série de résolutions au niveau des commissions. Les travaux en commission étaient consacrés notamment aux relations avec la Russie, à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, au changement climatique et à la piraterie, considérée comme une menace croissante pour la sécurité régionale et mondiale.

En sa qualité de rapporteur spécial de la Commission sur la dimension civile de la sécurité et de la sous-commission sur la gouvernance démocratique, M. Marc Angel a présenté deux projets de rapports intitulés «Aperçu des défis et mécanismes de coopération dans la région de l'Asie centrale» respectivement «La République de Moldova: défis internes; perspectives d'intégration euro-atlantique», adoptés à l'unanimité en commission.

Il ressort notamment du deuxième rapport que le Gouvernement de Moldova issu des élections législatives du 29 juillet 2009 a placé l'intégration européenne en tête de ses priorités, un objectif qui s'accompagne toutefois de nombreux défis. La question des relations avec l'OTAN est plus complexe et controversée, et des changements majeurs sont peu probables à court terme. Le nouveau gouvernement aura aussi à cœur de relancer les négociations bloquées pour une résolution du conflit en Transnistrie, une province séparatiste de la République de Moldova, située à 100 km à peine des frontières de l'Union européenne. «*La guerre en Géorgie en été 2008 a montré clairement qu'une situation de conflit n'est jamais véritablement "gelée".*», a souligné le rapporteur.

Au-delà de la crise…



Les députés luxembourgeois François Bausch (à gauche) et Roger Negri ont participé à la conférence interparlementaire.

…assurer une reprise et des emplois durables: tel était le sujet d'une conférence interparlementaire, le 1er octobre auprès de OCDE à Paris, à laquelle ont participé le député européen Robert Goebbels et les députés nationaux Roger Negri et François Bausch.

La synthèse de la conférence a été que l'économie mondiale a traversé une grave crise financière et économique au cours de l'année passée, qui s'est rapidement transformée en crise sociale avec une forte hausse du chômage. Les plans de relance des gouvernements commencent à s'installer dont le but est d'aider à construire une économie plus forte, plus saine et plus juste. Il faudra également aborder les dimensions sociale et humaine de la crise, à rétablir la confiance sur les marchés et à atténuer l'impact de la crise sur l'activité et l'emploi.

Au niveau social les grands défis seront d'assurer un filet de sécurité approprié à un nombre croissant de chômeurs et de veiller particulièrement que les jeunes entrants et ceux qui ont déjà rencontré des difficultés à trouver un emploi ne s'éloignent pas du monde de travail afin d'éviter que la crise n'ait sur eux des effets négatifs prolongés. Il s'agira de mettre en place des programmes de formation adaptés pour les personnes sans emploi aux fins d'améliorer l'inclusion sociale.

À l'heure où les pouvoirs publics prennent activement des mesures pour lutter contre la crise, il est évident que l'innovation jouera un rôle déterminant dans la sortie de la récession et dans le retour des pays sur le chemin d'une croissance durable, fondée sur une progression régulière de la productivité et des mesures renforcées pour faire face aux enjeux environnementaux et sociaux. La réponse des pouvoirs publics à la crise constitue une occasion unique de maximiser la contribution que peut apporter la politique publique, en favorisant l'innovation, en incitant les acteurs de marché à réaliser des investissements dans l'innovation et en accélérant les activités qui se seraient autrement heurtées à des obstacles trop élevés.

Le progrès technologique et les actions visant à protéger l'environnement et à lutter contre le changement climatique peuvent aussi être mobilisés en faveur de la croissance économique. Dans cet ordre d'idées, les principales économies du monde voient dans la «croissance verte» un moyen de sortir de la crise actuelle, ouvrant de nouvelles perspectives pour les négociations sur le changement climatique, en vue de la 15e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra en décembre 2009 à Copenhague et qui devront intégrer équitablement les aspects économiques, sociaux et environnementaux.

Assemblée Parlementaire de la Francophonie



(de gauche à droite) M. Jean-Paul Wahl, Chargé de mission Europe, M. Michel Wolter, Trésorier international de l'APF, M. Laurent Wehrli, Président du Grand Conseil vaudois

Les présidents des sections de la Région Europe de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie se sont réunis, du 27 au 29 octobre 2009, à Montreux, à l'invitation du Grand Conseil vaudois en vue de l'organisation des travaux pour 2010. Différentes suggestions pour figurer à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée régionale Europe ont été présentées. Le thème principal concernera l'école et l'éducation dans le monde francophone.

La conférence des présidents a décidé d'organiser les débats autour de trois panels:

- le rôle et les missions de l'école, ses valeurs, ses objectifs pédagogiques,

- la problématique de l'école face aux inégalités,

- l'école et son interdépendance avec le marché.

Le Président de la section vaudoise de l'APF a brièvement exposé quels étaient les compétences et le fonctionnement du Parlement vaudois. Le rôle du parlement vaudois était ensuite placé dans le contexte du système fédéral suisse. Dans ce système, le rôle des cantons, les relations intercantonales ainsi que celui des communes est mis en exergue par le recours à une démocratie directe à tous les niveaux de pouvoirs. La diversité linguistique en Suisse, notamment le système des cantons unilingues et bilingues, et la place de la francophonie dans la Confédération suisse étaient également discutés.

Ensuite, M. Jean Paul Wahl, Chargé de mission Europe, a fait état de l'avancement des visioconférences organisées au bénéfice des filières francophones des universités d'Europe centrale et orientale. L'organisation de telles visioconférences a été décidée par la conférence des présidents de Bucarest en 2006. Jusqu'ici, l'Université d'État de Moldavie a pu profiter du premier cycle de conférences. Le programme destiné à la l'Université Vasile Goldiş d'Arad en Roumanie vient de commencer.

Ce cycle de visioconférences rencontre la conviction partagée par plus de la majorité des sections européennes de l'APF qu'il est indispensable de rendre la francophonie moins institutionnelle pour garantir sa pérennité. Le public cible est large puisqu'il s'agit de politiques et d'administratifs mais aussi de jeunes francophones qui demain seront peut-être appelés à exercer les mêmes fonctions ou d'autres fonctions dirigeantes.

Le rôle des petits États au niveau international



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés du Luxembourg; M. Arthur Brunhart, Président du Landtag du Liechtenstein; M. Ranko Krivokapić, Président du Parlement du Monténégro; M. Marios Garoyian, Président de la Chambre des Représentants de Chypre; Mme Asta Johannesdottir, Présidente du Parlement d'Islande; M. Teodoro Lonfernini, Membre du Grand Conseil Général de Saint-Marin; M. Stéphane Valeri, Président du Conseil National de Monaco; Mme Mariona González, Membre du Conseil Général d'Andorre

Lors de la quatrième Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe qui s'est déroulée les 23 et 24 novembre 2009 à Nicosie (Chypre), M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a souligné que la crise économique a eu des effets collatéraux pour certains petits pays, qui sont montrés du doigt et considérés en matière fiscale comme de véritables boucs émissaires par les responsables politiques de certains grands États.

La déclaration finale dénonce à cet effet *«(…) les attaques injustes, car ne tenant pas compte de la réalité objective, que les petits États subissent alors qu'ils ne sont en rien responsables de la crise financière internationale.»*

Lors d'un échange de vues entre les Présidents de Parlement et M. Demetris Christofias, le Président de la République de Chypre, qui a expliqué de manière détaillée la division de l'île de Chypre, M. Laurent Mosar a insisté sur le fait que «*toute solution de la question chypriote devra garantir l'unicité du pays, doté d'une personnalité internationale et d'une citoyenneté uniques et assurant l'égalité politique, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU.*»

Outre la crise économique, les travaux de la Conférence des Présidents étaient consacrés à l'immigration clandestine et au rôle des petits États au niveau international. Dans ce contexte, M. Laurent Mosar a vivement regretté une certaine tendance des grands pays à prendre des décisions en dehors de tout contexte institutionnel, sans respecter le droit international. Dans ce contexte, il a souhaité qu'on revienne de nouveau dans le cadre des organisations internationales existantes qui sont les seules à être habilitées à prendre des initiatives dans les domaines en question.

À relever que la cinquième Conférence des Présidents de Parlement des petits États d'Europe sera organisée au Luxembourg en octobre 2010.

D'Kris - en Thema am Europarot

D'Wirtschafts- a Finanzkris war en Thema an der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot (APCE), déi vum 28. September bis den 2. Oktober fir de 4. Deel vun hirer uerdentlecher Sessioun 2009 zu Stroossbuerg zesumme war.

Am Kader vun den Debatten iwwer d'Aktivitéite vun den OECD, huet och de Lëtzebuerger Vertrieder Norbert Haupert eng Ried gehal. Hie sot doran ë.a.: «Nous traversons la crise la plus grave que le monde ait connue depuis presqu'un siècle. Cette crise financière qui s'est transformée en crise économique risque bien d'aboutir à une crise sociale.»

Den Norbert Haupert huet déi Responsabel vun der OECD fir hire Reflex félicitéiert, vun der Finanzkris ze profitéieren, fir den däerege Problem vun de Steierparadäiser unzepaken.

Allerdéngs däerft een net vergiessen, dass d'Kris net vun do ausgaang wär, mä grad an deene Länner, déi duerno mam Fanger op d'Steieroase gewisen hunn: «Il était certes plus facile pour le G20 de se saisir d'un problème qui ne concerne qu'une poignée de petites places du monde de la finance que de s'attaquer aux vrais problèmes du secteur, à savoir le bonus, la régulation et la surveillance qui concernent également les places des grands États de la planète.» Un dësem 4. Deel vun der Sessioun 2009 vun der APCE hunn nieft dem Norbert Haupert och d'Lydie Err, als Presidentin vun der Delegatioun, an d'Deputéiert Anne Brasseur, Fernand Boden, Jean Huss a Marc Spautz deelgeholl. Den 1. Deel vun der Sessioun 2010 ass vum 25. bis den 30. Januar d'nächst Joer, wéi ëmmer zu Stroossbuerg.



(vu lénks no riets) D'Deputéiert Norbert Haupert, Jean Huss, Anne Brasseur, Lydie Err, Fernand Boden a Marc Spautz.

Bibliothèques en réseau

Dans le contexte de l'examen du projet de loi 6026 relatif aux bibliothèques de lecture publiques et d'information, la Commission de la Culture s'est rendue à la Bibliothèque Nationale qui est censée jouer le rôle central dans l'organisation future du paysage bibliothécaire du pays.

La réunion a plus particulièrement porté sur le portail bibnet.lu qui offre aux utilisateurs un catalogue complet de tous les ouvrages disponibles dans les différentes bibliothèques reliées au réseau. Elles sont actuellement au nombre de 33 parmi lesquelles ont retrouve p.ex. des bibliothèques d'instituts culturels tout comme des bibliothèques municipales, universitaires ou scolaires.

Bibnet.lu contient un outil de recherche performant renseignant l'utilisateur non seulement de tous les détails d'un ouvrage,



mais également sur sa disponibilité ou non-disponibilité dans les bibliothèques du réseau.

Le Musée Dräi Eechelen pourra-t-il bientôt ouvrir ses portes?

Le Musée Dräi Eechelen sera relié au circuit Vauban et accueillera une exposition sur l'identité luxembourgeoise. Alors que les travaux au Fort Thüngen («Trois Glands») ne sont toujours pas achevés, la Commission de la Culture a pu s'informer sur place sur l'état actuel du chantier.

Elle a notamment pu constater que certaines parties du fort, comme le sol, une passerelle, la toiture et une casemate, doivent encore être sécurisées avant l'ouverture du musée. Ces mesures de sécurisation se dérouleront parallèlement aux derniers travaux d'aménagement pour lesquels une nouvelle intervention du législateur est nécessaire.

L'examen du projet de loi 6071 en commission parlementaire est prévu pour la fin du mois de novembre, son évacuation pourrait encore avoir lieu avant la fin de l'année 2009. Le projet de loi concerne l'achèvement des travaux et la mise en valeur de certaines parties de la forteresse. La loi permettra au Gouvernement de dépenser 8,7 millions d'euros pour terminer l'aménagement du Musée et du circuit Vauban. Il s'agit de la troisième loi concernant le Musée Dräi Eechelen. Elle est devenue nécessaire suite à «une sous-estimation des dépenses prévues par la loi de 2003» et «une gestion insuffisante du projet par le maître d'ouvrage».

Le réduit Thüngen constitue la partie centrale du fort. Le lieu même témoigne de l'époque de la forteresse. Il accueillera des éléments complémentaires sur les fortifications (cartes, maquette, illustrations) et une exposition sur l'identité luxembourgeoise. En effet, ce n'est qu'en 1870, au terme de la période d'occupation par les troupes prussiennes et suite au démantèlement de la forteresse, que celle-ci a pu naître.

Au niveau administratif, le Musée Dräi Eechelen fait partie du Musée national d'Histoire et d'Art. Le concept muséographique a été élaboré par des experts de l'Université du Luxembourg.

Journée Portes ouvertes des institutions: vaste succès





La 1re «Journée Portes ouvertes des institutions» du 21 novembre a connu un vaste succès. Ainsi quelque 1.500 personnes ont profité de l'occasion pour visiter les locaux de la Chambre des Députés qui, entre 10.00 et 18.00 heures, organisait des tours guidés de l'Hôtel de la Chambre et des Maisons Printz et Richard qui hébergent les salles de réunion des commissions et les bureaux de l'administration parlementaire. Les explications ne portaient cependant pas seulement sur les deux bâtiments, mais également sur l'histoire du Parlement, son organisation et son fonctionnement. De nombreux visiteurs ont saisi l'occasion pour s'entretenir avec le Président de la Chambre et les nombreux députés qui étaient sur place.

Les personnes intéressées avaient l'occasion de visiter le même jour trois autres institutions: le Conseil d'État, la Cour des Comptes et le Médiateur. Le Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg s'était associé à la Journée en offrant au public un accès gratuit à l'exposition «Luxembourg, siège des pouvoirs».













NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Observation et infiltration

5588 - Projet de loi portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

1. Objet du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet de réglementer en droit interne deux nouveaux instruments d'enquête auxquels les autorités judiciaires et policières peuvent avoir recours dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, à savoir: l'observation et l'infiltration.

La mise en place d'un cadre réglementaire strict permet d'une part, d'accentuer l'efficacité d'une enquête en dotant les policiers de méthodes de recherche appropriées et d'autre part, d'encadrer ces opérations de la sécurité juridique requise.

Bien que le projet de loi sous examen n'entende pas approuver la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, il n'en demeure pas moins qu'il tient compte des dispositions relatives aux observations et enquêtes discrètes prévues aux articles 12 et 14 de la Convention en question. Il est rappelé dans ce contexte que l'article 12 de ladite Convention prévoit que «*Chaque État s'engage à ce que, à la demande d'un autre État membre, des livraisons surveillées puissent être autorisées sur son territoire dans le cadre d'enquêtes pénales relatives à des infractions susceptibles de donner lieu à extradition*». Quant à l'article 14 de la même Convention, il dispose que «*L'État membre requérant et l'État membre requis peuvent convenir de s'entraider pour la réalisation d'enquêtes pénales menées par des agents intervenant en secret ou sous une identité fictive (enquêtes discrètes)*». Il ne fait aucun doute que la création d'un cadre juridique propre à l'observation et l'infiltration améliorera la coopération judiciaire et policière européenne en matière pénale.

Les auteurs du projet de loi se sont inspirés des articles 47 sexies, 47 septies et 56 bis du Code d'instruction belge en ce qui concerne les dispositions relatives à l'observation et des articles 706-81 à 706-87 du Code de procédure pénale français en ce qui concerne les dispositions relatives à l'infiltration.

Le projet de loi sous rubrique répond à un réel besoin des autorités judiciaires et policières en matière de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme qui souhaitent pouvoir recourir en toute légalité à l'observation et à l'infiltration. Ce faisant, il met fin au vide juridique en la matière.

Il est rappelé à toutes fins utiles que si de telles opérations sont nécessaires dans le cadre de certaines infractions graves, elles demeurent peu courantes. Ainsi, au cours des quinze dernières années, les autorités luxembourgeoises n'ont eu recours au procédé de l'infiltration que dans trois affaires. Cependant, faute de cadre juridique légal, ces opérations ont été réalisées dans un vide juridique complet. La nécessité d'intervenir s'impose dès lors afin de garantir au mieux les droits de la défense de la personne concernée.

On peut encore relever que lors de la rédaction du projet de loi sous examen, une attention particulière a été portée à la sauvegarde des droits de la défense. Le texte sous rubrique témoigne de cette recherche de l'équilibre entre les nécessités de l'enquête et le principe du procès équitable.

2. Les points essentiels du projet de loi

2.1. Réglementation de l'opération d'observation

Par observation, on entend l'observation systématique d'une ou de plusieurs personnes, de leur présence ou de leur comportement, ou de choses, de lieux ou d'événements déterminés. L'observation doit revêtir l'un des critères suivants pour être considérée comme étant systématique, à savoir:

- elle doit durer plus de cinq jours consécutifs ou plus de cinq jours non consécutifs repartis sur une période d'un mois, ou

- elle doit requérir l'utilisation de moyens techniques c.-à-d. un ensemble de composants capable de détecter des signaux, de les transmettre, de les enregistrer ou d'activer leur enregistrement tels qu'un caméscope ou une caméra vidéo, des appareils de localisation et de surveillance ou de télésurveillance voire des détecteurs de métaux. Les moyens techniques utilisés en vue de l'exécution d'une mesure visée aux articles 67-1 et 88-1 à 88-4 du code d'instruction criminelle sont exclus. Il s'agit de moyens permettant un repérage téléphonique ou l'interception de communications, y compris de télécommunications tels que les micros ou les puces. À noter dans ce contexte qu'un appareil photo n'est pas considéré comme un moyen technique permettant d'effectuer une observation, ou

- elle doit revêtir un caractère international p.ex. être effectuée à Luxembourg suite à la demande d'autorités étrangères ou avec la participation d'officiers de police étrangers.

Le texte sous rubrique distingue trois types d'observations:

- l'observation simple qui peut être ordonnée par le procureur d'État ou le juge d'instruction lorsque l'enquête ou l'instruction préparatoire l'exigent et que les moyens ordinaires d'investigation s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spéciales de l'espèce.

- l'observation à l'aide de moyens techniques qui peut être ordonnée soit par le procureur d'État soit par le juge d'instruction lorsque les conditions pour une observation simple sont données et qu'il existe, en outre, des indices graves que les infractions sont de nature à emporter une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à un an d'emprisonnement.

- l'observation technique dans un lieu privé (domicile, local utilisé à des fins professionnelles) qui peut être décidée par le seul juge d'instruction lorsque les conditions pour une observation simple sont données et qu'il existe, en outre, des indices graves quant à l'existence de faits de nature à emporter une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à quatre ans d'emprisonnement.

À noter encore que le procureur d'État peut également ordonner une observation pour autant qu'elle n'ait pas lieu dans un lieu privé dans le cadre de l'exécution de peines ou de mesures privatives de liberté, lorsque la personne s'est soustraite à leur exécution.

Toute décision de procéder à une observation doit être faite par écrit, être motivée et contenir une série de mentions sous peine de nullité comme p.ex. le nom ou la description de la ou des personnes observées, ainsi que des choses, lieux ou événements faisant l'objet de l'observation ou encore la manière dont l'observation devra être exécutée. En cas d'urgence, la décision d'observation pourra être accordée verbalement à condition d'être ultérieurement confirmée par écrit. L'observation est dirigée et exécutée par un officier de police judiciaire qui doit rédiger un rapport écrit. L'officier de police judiciaire peut déléguer l'exécution d'une mesure d'observation à un agent de police judiciaire qui agit sous sa direction.

2.2. Réglementation de l'opération d'infiltration policière

Le procureur d'État ou le juge d'instruction peut aussi recourir à titre exceptionnel à la technique de l'infiltration lorsque les nécessités de l'enquête ou de l'instruction le justifient et si les autres moyens ordinaires d'investigation s'avèrent inopérants en raison de la nature des faits et des circonstances spéciales de l'espèce. Cette opération, qui consiste à surveiller des personnes à l'encontre desquelles il existe des indices graves qu'elles commettent une ou plusieurs infractions données, en se faisant passer, auprès de ces personnes, comme un de leurs coauteurs, complices ou receleurs, s'effectue sous le contrôle soit du procureur d'État soit du juge d'instruction. La décision du procureur d'État ou du juge d'autoriser une infiltration policière doit être délivrée par écrit et spécialement motivée. Elle doit également mentionner le ou les faits qui justifient le recours à cette procédure et l'identité de l'officier de police judiciaire sous la responsabilité duquel se déroule l'opération. La décision fixe également la durée de l'infiltration qui ne peut en principe excéder quatre mois. L'infiltration policière peut être renouvelée.

L'infiltration policière n'est possible que pour une liste de 12 infractions graves parmi lesquelles on peut citer les actes de terrorisme et de financement de terrorisme, la traite des êtres humains et le proxénétisme, le trafic de stupéfiants en relation avec une association de malfaiteurs ou une organisation criminelle ou encore le blanchiment et le recel.[1]

L'infiltration est impérativement effectuée par un officier de police judiciaire ou un agent étranger habilité par sa législation nationale à effectuer ce type de mesure et agissant sous la responsabilité d'un officier de police judiciaire chargé de coordonner l'opération.

L'officier de police judiciaire ou l'agent étranger peut recourir à une identité d'emprunt et commettre, si nécessaire, une série d'actes qui, dans d'autres circonstances, seraient qualifiés d'infractions sans être pénalement responsable de ces actes. Il s'agit entre autres de l'acquisition, de la détention ou de la livraison de substances, de biens, de produits, de documents ou d'informations tirés de la commission des infractions ou servant à la commission de ces infractions ou encore de l'utilisation ou de la mise à disposition des personnes se livrant à ces infractions des moyens de caractère juridique ou financier ainsi que des moyens de transport, de dépôt, d'hébergement, de conservation et de télécommunication. À noter dans ce contexte que l'officier de police judiciaire ou l'agent infiltré peut, à l'issue du délai fixé par la décision autorisant l'infiltration ou en cas d'interruption des opérations, poursuivre les activités précitées le temps strictement nécessaire pour lui permettre de cesser sa surveillance dans des conditions assurant sa sécurité sans toutefois que cette durée puisse excéder quatre mois. Lorsque la cessation des opérations dans le délai de quatre mois n'est toujours pas possible pour des raisons de sécurité, une prolongation pour une durée supplémentaire de quatre mois est possible.

L'officier de police judiciaire sous la responsabilité duquel se déroule l'opération d'infiltration peut être entendu en qualité de témoin. Toutefois, l'inculpé ou le prévenu, mis en cause par des constatations effectuées par un officier de police judiciaire ou un agent étranger ayant personnellement réalisé les opérations d'infiltration, peut demander à être confronté avec cet officier de police judiciaire ou cet agent étranger par l'intermédiaire d'un dispositif technique permettant l'audition du témoin à distance ou à faire interroger le témoin par son avocat par ce même moyen. À noter que la question de l'audition de l'officier de police ou de l'agent étranger infiltré a été un des points les plus discutés. Pour plus de détails, il est renvoyé aux points 3 et 4 du présent rapport.

L'équilibre entre les moyens de renseignement mis en place et les droits de la défense est préservé dans la mesure où le témoignage de l'officier de police judiciaire ou de l'agent étranger infiltré ne saurait à lui seul servir de fondement à l'éventuelle condamnation d'une personne à moins que l'officier de police judiciaire ou l'agent étranger dépose sous sa véritable identité.

1) Le projet de loi sous examen prévoit une liste de 12 catégories d'infractions.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 15.06.2006

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

03.10.2007	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État du 22 mai 2007
22.10.2007 07.11.2007 14.11.2007 11.12.2007 23.01.2008	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.06.2008	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.06.2008	Continuation des discussions
02.07.2008	Échange de vues avec des représentants du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg
17.09.2008	Présentation et adoption d'un projet de rapport
29.10.2008	Examen de l'avis du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg et de l'avis des autorités judiciaires
12.11.2008	Adoption d'un texte coordonné
01.04.2009	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
22.04.2009	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 06.05.2009

Second vote constitutionnel: 14.10.2009

Charte de l'Énergie

5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998

Ce projet de loi a pour objet d'approuver l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, traité adopté par la Chambre des Députés par le biais de la loi du 24 janvier 1997.

L'amendement en question a été négocié entre 1994 et 1997 par la Conférence provisoire sur la Charte de l'Énergie. Il a été adopté à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998, suite à l'entrée en vigueur de la Charte, le 16 avril 1998 après le dépôt de l'instrument de ratification du 30e pays signataire.

L'adaptation des dispositions commerciales du Traité s'est imposée suite à l'incorporation du GATT, sur lequel ces dispositions se sont basées, dans le cadre plus large - et institutionnalisé - de l'Organisation mondiale du commerce. L'amendement étend en outre le champ d'application du Traité aux équipements liés au secteur énergétique et jette les bases légales pour garantir le statu quo en matière de droits de douane et d'autres charges prélevés sur les importations et les exportations liées au secteur énergétique.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.04.2007

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports (Président: M. Alex Bodry)

11.10.2007 Désignation d'un rapporteur
23.10.2008 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
13.11.2008 Continuation de l'examen du projet de loi
20.11.2008
02.04.2009

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: (Président: M. Alex Bodry)

29.09.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2009

Agents communaux pour sociétés d'énergie privées

5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz

Le présent projet de loi a pour objet de créer la base légale à la mise à disposition des agents communaux affectés aux régies communales dans le domaine de l'électricité et du gaz aux sociétés de droit privé qui ont repris ces activités suite à la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz.

En effet, afin de se conformer aux nouvelles dispositions légales en la matière à savoir notamment les lois du 1er août 2007 relatives à l'organisation respectivement du marché de l'électricité et du gaz naturel, les communes qui étaient actives dans ces domaines depuis de longue date ont été contraintes de développer des alternatives, les structures et les procédures décisionnelles existantes au niveau communal ne s'adaptant guère à un marché libéralisé.

À l'exception des communes de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette qui ont été en mesure de créer leurs propres sociétés, la plupart des communes concernées ont opté pour une prise de participations financières dans des sociétés de droit privé à qui elles ont vendu ou loué leur réseau et se retrouvent dès lors avec du personnel surnuméraire. Le prêt temporaire des agents communaux qui étaient affectés jusqu'ici aux services d'électricité et de gaz à ces sociétés apparaît dans ce contexte comme une solution adaptée sachant que ces dernières, de leur côté, doivent recruter de la main-d'œuvre pour assurer les tâches jusqu'alors dévolues à ces agents communaux.

Une convention à conclure entre la commune et la société fixe les modalités de cette mise à disposition qui n'affecte en rien le statut de l'agent communal concerné tout en le soumettant à l'autorité opérationnelle de la société en question.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 27.02.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

19.02.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
26.03.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire
21.04.2009 Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2009

Placement de personnes troublées mentalement

5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Ce projet de loi remplace la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans les établissements ou services psychiatriques fermés. Même s'il existe beaucoup de similitudes par rapport aux textes précédents, le projet de loi introduit plusieurs modifications tout à fait substantielles.

L'innovation principale consiste dans la judiciarisation de l'admission et du placement sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux. En d'autres termes, l'hospitalisation d'une personne sans son consentement devient une décision judiciaire, sauf dans les premiers jours. Il est proposé de charger dans chaque arrondissement judiciaire un magistrat du siège de la mission de contrôler les admissions de ces personnes en milieu hospitalier, de prendre les décisions quant à leur maintien en observation et les décisions d'élargissement ou de placement ainsi que de surveiller par la suite le placement éventuel.

Les hôpitaux autorisés par le Ministre de la Santé à exploiter un service de psychiatrie sont tenus d'y créer une section pour le séjour et le traitement de personnes admises ou placées et d'y hospitaliser aux fins d'admission et de placement, conformément à la présente loi, des personnes atteintes de troubles mentaux.

Une personne ne peut être admise et le directeur de l'établissement ne peut l'admettre que sur une demande écrite d'admission à présenter par une des personnes ou autorités suivantes:

1. le tuteur ou curateur d'un incapable majeur;

2. un membre de la famille de la personne à admettre ou toute autre personne intéressée. La demande indique le degré de parenté ou bien la nature des relations qui existent entre l'auteur de la demande et la personne concernée;

3. le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle se trouve la personne concernée ou celui qui le remplace;

4. les chefs des centres d'intervention ou des commissariats de proximité de la Police grand-ducale et, en leur absence, un officier de police judiciaire;

5. le procureur d'État de l'arrondissement judiciaire dans lequel se trouve la personne concernée.

La décision de mettre fin à l'admission, soit en ordonnant la sortie de la personne admise, soit en prononçant son placement, relève du juge.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 07.03.2008

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

09.10.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Échange de vues
29.01.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.02.2009 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements
15.10.2009 Examen des avis complémentaires du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.10.2009

Accord culturel Luxembourg-Laos

5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007

Le Luxembourg et le Laos ont signé le 16 octobre 2007 un accord sur la coopération culturelle, scientifique et dans le domaine de l'enseignement supérieur. Il comprend les domaines classiques de la coopération culturelle. Son champ d'application portera sur les secteurs de la culture, de la recherche et de l'enseignement supérieur.

L'accord a comme objectif de réaliser un saut qualitatif supplémentaire dans les relations entre les deux pays, de même qu'un approfondissement de ces relations en dehors et au-delà du contexte de la coopération au développement instaurée depuis 2000.

Pour la période de 2007 et 2010, le Luxembourg compte allouer 35 millions d'euros aux différents secteurs de la coopération, tels la santé, le développement rural ainsi que l'éducation et la formation professionnelle.

L'accord est conclu pour une durée de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction pour une période indéterminée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.04.2008

Rapportrice: Mme Martine Mergen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

18.02.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.04.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Culture (Présidente: Mme Martine Mergen):

01.10.2009 Confirmation du rapporteur
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.10.2009

Droit des marques I

5928 - Projet de loi portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques, fait à Singapour, le 28 mars 2006, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 22

Le projet de loi a pour objet d'approuver le Traité de Singapour sur le droit des marques, qui vise à conformer le Traité de Genève sur le droit des marques aux progrès techniques réalisés depuis 1994. Le Traité de Genève réglemente de nombreux aspects formels du dépôt de marques et vise à harmoniser les procédures devant les offices de marques nationaux, afin que les déposants puissent obtenir plus facilement la protection de leur marque sur le plan international.

La nécessité de réviser le Traité de Genève est devenue nécessaire à cause d'Internet et du courrier électronique, des innovations encore peu connues en 1994.

Le Traité de Singapour poursuit l'harmonisation au niveau international du droit des marques et tient compte des récents développements intervenus sur le plan international. Il porte principalement sur les aspects procéduraux de l'enregistrement des marques et de la concession de licences dans ce domaine. En adoptant des normes communes en la matière, les États membres mettent sur un pied d'égalité tous les acteurs économiques qui investissent dans les produits de marque.

Le Traité de Singapour s'applique à tous les types de marques, y compris celles constituées par des signes non visibles. Son champ d'application englobe ainsi les nouvelles formes de marques, tels les couleurs, les sons et les odeurs.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.11.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.09.2009 Désignation d'un rapporteur

19.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.10.2009

Droit des marques II

5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève, le 27 octobre 1994, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 17

Le projet de loi a l'objectif d'approuver le Traité de Genève sur le droit des marques.

La marque est un droit de propriété industrielle qui confère à son titulaire un usage exclusif sur un signe distinctif apposé sur des produits ou accompagnant des produits ou des services. La finalité de la marque est de distinguer les produits ou services d'autres produits ou services. Les droits de marque naissent d'un dépôt effectué auprès d'instances nationales ou régionales.

Pour les États membres du Benelux, le dépôt des marques s'effectue auprès de l'OBPI (Office Benelux de la Propriété Intellectuelle). La marque enregistrée auprès de cet office confère une protection qui s'étend aux trois États du Benelux.

La marque communautaire, dont le dépôt s'effectue auprès de l'OHMI (Office de l'Harmonisation dans le Marché Intérieur), confère quant à elle un droit exclusif pour l'ensemble des États membres de l'Union européenne.

Il est par ailleurs possible d'enregistrer une marque par l'intermédiaire d'une procédure internationale, qui s'effectue auprès du Bureau international de l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle). Il ne s'agit pas d'un titre unitaire, mais d'une demande internationale se divisant le cas échéant en marques nationales et qui produit, lorsqu'elle est enregistrée dans un État, les mêmes effets qu'une demande et un enregistrement auprès de l'instance nationale. L'enregistrement international est destiné à faciliter l'acquisition de droits de marque dans plusieurs États, en évitant au déposant de devoir déposer individuellement dans chaque État.

Le Traité sur le droit des marques, élaboré sous l'égide de l'OMPI, vise à harmoniser les procédures nationales relatives à l'enregistrement des marques, en limitant les exigences imposées au déposant d'une marque.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.10.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.09.2009 Désignation d'un rapporteur

19.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.10.2009

Protection de dessins et modèles

5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999 ainsi que de son Règlement d'exécution prévu à son article 24

Le projet de loi vise à approuver l'Acte de Genève qui modifie le système d'enregistrement international des dessins et modèles industriels mis en place par l'Arrangement de La Haye de 1925.

Outre les créations techniques et les marques, le droit de la propriété industrielle protège les créations de type ornemental au titre des dessins et modèles industriels. Les dessins et modèles concernent l'aspect esthétique d'un produit. Les dessins sont des figures à deux dimensions, alors que les modèles sont des figures à trois dimensions.

Dans l'Union européenne, les dessins et modèles bénéficient d'une protection sous réserve d'être nouveaux et de présenter un caractère individuel. Les dessins et modèles ne sont protégés, sous réserve de respecter les conditions de fond posées dans les différentes législations, qu'à la suite d'un dépôt. Ce dépôt peut être national, régional ou international.

Pour le Luxembourg, le dépôt s'effectue auprès de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle. La protection conférée au terme de l'enregistrement d'un dessin et modèle couvre les trois États du Benelux.

Il est également possible de déposer un dessin ou modèle auprès de l'Office de l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI).

De plus, il est possible d'effectuer un enregistrement par voie internationale, qui s'effectue soit auprès du Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), soit, si l'État concerné le permet, par l'intermédiaire d'un bureau d'enregistrement national. Ce système permet un dépôt unique ayant les mêmes effets dans les États parties à l'Arrangement et désignés dans la demande, qu'un dépôt national. Il ne s'agit donc pas d'un titre unique, mais d'une procédure d'enregistrement unique, qui permet d'obtenir une protection dans les États parties au système de La Haye.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.10.2008

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.09.2009 Désignation d'un rapporteur

19.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.10.2009

Non double imposition I

5980 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007

Le projet de loi sous rubrique approuve la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007.

La conclusion d'une convention fiscale avec la Moldavie s'est imposée, dans la mesure où le pays a déjà conclu des conventions fiscales avec d'autres pays européens, notamment avec la Belgique, la France ou les Pays-Bas et que ce pays est un des rares en Europe avec lequel le Luxembourg n'est pas encore lié par un tel accord.

La Convention devrait inciter les différents milieux économiques luxembourgeois à investir davantage en Moldavie et à contribuer au développement de ce pays.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.01.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

31.07.2009 Désignation d'un rapporteur

29.09.2009 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.10.2009

Non double imposition II

5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007

Le projet de loi sous rubrique approuve la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007.

Des discussions en vue de conclure une Convention contre les doubles impositions avec la Géorgie se sont tenues à Luxembourg du 20 au 23 novembre 2006, suite à une demande émanant de la Géorgie. La Convention a été paraphée le 23 novembre 2006 à Luxembourg et a été signée le 15 octobre 2007.

Les articles de la Convention reprennent pour la plupart les principes du modèle de Convention de l'OCDE.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 16.02.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

31.07.2009 Désignation d'un rapporteur
29.09.2009 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.10.2009

Transport aérien UE-EU

5988 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, signé à Bruxelles, le 25 avril 2007 et à Washington, le 30 avril 2007

Le projet de loi 5988 a pour objet d'approuver un accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part, et les États-Unis d'Amérique d'autre part, signé à Bruxelles, le 25 avril 2007 et à Washington, le 30 avril 2007. Cet accord vise à se substituer à certains accords conclus à titre bilatéral entre des États membres de l'Union européenne et les États-Unis. En effet, en novembre 2002, huit États membres (Royaume-Uni, Danemark, Suède, Finlande, Belgique, Luxembourg, Autriche, Allemagne) ont été condamnés par la Cour de Justice des Communautés européennes pour avoir conclu avec les États-Unis des accords bilatéraux dans le domaine du transport aérien, en méconnaissance de la compétence communautaire et de certaines dispositions du Traité instituant la Communauté Européenne, notamment celles relatives à la liberté d'établissement. Dans ce contexte, le Conseil des ministres des Transports de l'Union européenne du 5 juin 2003 a donné mandat à la Commission européenne pour négocier un accord communautaire avec les États-Unis, en vue *d'établir „un espace aérien sans frontières"*.

Le mandat conféré à la Commission européenne a entendu viser un accord de libéralisation exhaustif permettant aux transporteurs de l'Union européenne et des États-Unis de fournir des services *„dans des conditions équitables et égalitaires"*. Ce mandat a précisé également les matières qui pourraient être incorporées dans un tel accord d'ensemble, tels l'accès au marché, la propriété et le contrôle, la location, la convergence en matière d'application des règles de concurrence, la sûreté et les dispositions institutionnelles.

Plus généralement, le mandat conféré à la Commission européenne intervient dans un contexte marqué par le développement de l'acquis communautaire, depuis l'adoption à partir de 1990 des mesures de libéralisation du transport aérien réunies sous l'appellation du *„troisième paquet"*, mais également par le souhait de la Commission européenne de développer une politique extérieure dans le domaine de l'aviation.

Les négociations entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ont été officiellement lancées lors du sommet Union européenne/États-Unis tenu à Washington le 25 juin 2003. Ces négociations ont duré quatre ans et l'accord a finalement été signé le 30 avril 2007.

Avec cet accord sur le transport aérien, les compagnies aériennes de l'Union européenne pourront désormais effectuer des vols vers les États-Unis depuis n'importe quel aéroport européen, et ce quelle que soit leur nationalité. De plus, ils peuvent opérer sans restriction sur le nombre de vols, d'appareils et de routes, et fixer les prix en fonction du marché. Au niveau de l'investissement dans les pays tiers par les européens, les compagnies de certains pays tiers (les pays européens hors-UE, ainsi que 18 pays africains) pourront également être l'objet des investissements communautaires sans risque pour ses droits de trafic vers les États-Unis. De la même manière, les États-Unis ne remettront pas en cause les vols de compagnies communautaires si des pays européens hors-UE investissent dans leur capital. L'accord permettra en outre de renforcer la coopération entre les deux parties dans le domaine de la sureté, de la sécurité, de la politique de concurrence, des aides d'État, de la protection des consommateurs et de l'environnement. Dans le domaine de la propriété des compagnies aériennes, le nouvel accord permet aux européens de détenir plus de 50% du capital total des compagnies américaines, mais ne peuvent cependant pas en prendre le contrôle: en effet, selon la loi américaine, un étranger ne peut pas détenir 25% des actions à droit de vote d'une compagnie américaine et ne peut la contrôler. Les européens se sont donc réservé la possibilité de limiter les investissements américains dans les compagnies européennes au même niveau.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 03.02.2009

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):

23.09.2009 Désignation d'un rapporteur
14.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.10.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.10.2009

Hall logistique Herrenberg

5999 - Projet de loi relatif à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Le projet de loi s'inscrit dans un programme de réhabilitation des infrastructures militaires de la caserne Grand-Duc Jean à réaliser en cinq étapes. La première phase portant sur la mise à niveau des infrastructures techniques primaires a déjà été soumise à l'approbation de la Chambre des Députés dans le cadre du vote de la loi du 19 mai 2009 relative à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch (dossier parlementaire 5952) et que les quatre phases restantes du programme de rénovation sont:

- la construction d'un hall logistique qui fait justement l'objet du projet sous rubrique;

- la réhabilitation des infrastructures du stand de tir Bleesdall;

- la modernisation des bâtiments existants de la caserne et la construction d'un hall sportif;

- la construction d'un nouveau dépôt de munitions au plateau «Botterweck».

Ce vaste projet s'explique par le fait que les infrastructures de la caserne militaire Grand-Duc Jean, construites dans les années 50, n'ont jamais été soumises à des travaux de modernisation jusqu'aujourd'hui. En outre, elles ne répondent plus aux normes techniques de sécurité et de performance énergétique actuelles et elles ne rencontrent plus les besoins fonctionnels de l'armée.

Suite à de nombreuses demandes de travaux de restauration de la caserne par l'État-major de l'Armée, un bureau d'études a été chargé en 2002 d'un audit sur les besoins en infrastructures futures de l'Armée luxembourgeoise. Ce bureau d'études a remis des conclusions définitives dans un document datant de juillet 2003 dans lequel les travaux à envisager sont énumérés.

Le nouveau hall logistique sera érigé à proximité directe du site actuel de la caserne, sur le terrain de sport existant. La réalisation de ce hall logistique est essentielle au bon fonctionnement de la caserne. Cette construction rend indispensable la construction d'une nouvelle voie d'accès d'un peu plus d'un kilomètre en vue de minimiser le trafic du chantier dans le site sécurisé.

Le coût engendré par le projet ne pourra pas dépasser le montant de 60.500.000.- euros, ce montant correspondant à la valeur 662,12 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2008. Comme ce montant dépasse le seuil fixé à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, le projet d'investissement requiert l'approbation par une loi spéciale conformément à l'article 99 de la Constitution.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.03.2009

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):

07.10.2009 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.10.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.10.2009

Services de paiement

6015 - Projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- **portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE**
- **portant modification de:**
  - **la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
  - **la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
  - **la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
  - **la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
  - **la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
  - **la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
  - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
  - **la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
  - **la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**
- **portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

Le projet de loi a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE (ci-après «la Directive»)

Le premier objectif de la Directive consiste ainsi à établir un cadre juridique moderne et cohérent pour les services de paiement et d'y intégrer, dans la mesure du possible, l'initiative du secteur financier en faveur d'un espace unique de paiement en euros (Single European Payment Area, ci-après «SEPA») lequel est également appuyé par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Il faut que ce cadre juridique soit neutre pour garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les prestataires de services de paiement.

En améliorant la compétitivité de l'Union européenne par une intégration des marchés nationaux des paiements, la Directive procure également un cadre à l'industrie des paiements européens pour qu'elle construise les infrastructures nécessaires au marché unique des paiements.

Le champ d'application de la directive est limité aux paiements dits électroniques, à l'exclusion des opérations de paiement effectuées en billets et pièces. Font partie des prestataires de services de paiement les établissements de crédit, les établissements de monnaie électronique, les établissements de paiement, les offices de chèques postaux, les banques centrales, les États membres, leurs autorités régionales et locales. Conformément aux dispositions de la directive, le projet de loi introduit dans notre législation un nouveau statut d'institution financière, à savoir les établissements de paiement. Il définit les conditions d'agrément et d'exercice, fixe les exigences d'information et définit les droits et obligations des utilisateurs et prestataires de services de paiement.

Un des objectifs du projet de loi est de regrouper dans un texte de loi unique l'ensemble des dispositions légales portant transposition des actes communautaires relatifs aux paiements électroniques. C'est ainsi que le dispositif reprend les dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui porte transposition de la directive 2000/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 et qui concerne l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice, ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements. Il en est de même pour les dispositions de la directive 98/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement des systèmes de paiement et du règlement des opérations sur titres. Le transfert dans le présent projet de loi de ces dernières dispositions (directive 98/26/CE) a rendu nécessaires certains ajustements, dont le principal consiste à confier à la Banque centrale du Luxembourg la surveillance («oversight») de l'ensemble des systèmes de paiement et des systèmes de règlement des opérations sur titres rele-

vant du champ d'application de la directive 98/26/CE. Il en résulte que le régime d'agrément et de surveillance qui a été introduit dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier à l'occasion de la transposition de la directive 98/26/CE, est abrogé.

Par ailleurs, le projet de loi modifie un certain nombre de dispositions de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers aux fins de résoudre les problèmes rencontrés par la Commission de surveillance du secteur financier dans l'application pratique des dispositions nationales portant transposition de la directive 2004/39/CE. En effet, certains États membres ont renoncé à assujettir les activités d'administration centrale d'OPC ou de banque dépositaire aux exigences de la directive. Le présent projet de loi propose ainsi de réviser la législation nationale également dans ce sens afin de préserver la compétitivité du secteur bancaire luxembourgeois. Un changement similaire est introduit pour les entreprises d'investissement cumulant le statut d'entreprise d'investissement avec un ou plusieurs statuts de professionnels du secteur financier autres que les entreprises d'investissement.

En outre, le projet de loi envisage d'éliminer tout obstacle légal à l'échange d'informations entre autorités publiques concernées en situation de crise et à la mise en œuvre de l'accord de coopération tripartite relatif à la gestion de crises financières signé en 2008 par les Ministères des Finances, les banques centrales et les autorités de surveillance des États membres.

En dernier lieu, le projet de loi renforce le mandat européen du Commissariat aux assurances et de la Commission de surveillance du secteur financier.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.03.2009
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Michel Wolter):

31.03.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
12.10.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État et adoption d'un amendement
23.10.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.10.2009
Loi du 10 novembre 2009
Mémorial A: 2009, N°215, page 3698

Lieu des prestations de services

6027 - Projet de loi

- portant transposition

- **de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services**
- **de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévues par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre de remboursement, mais dans un autre État membre**
- **de la directive 2008/117/CE du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en vue de lutter contre la fraude fiscale liée aux opérations intracommunautaires**
- **modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**

La directive 2008/8/CE

La directive 2008/8/CE a pour effet de modifier, à compter du 1er janvier 2010, le lieu des prestations de services. Contrairement à la règle générale actuelle conformément à laquelle le lieu de la prestation d'un service est réputé se situer à l'endroit où le prestataire a établi le siège de son activité économique, quelle que soit par ailleurs la qualité du preneur (assujetti ou non-assujetti), le nouveau système introduit deux règles générales faisant la distinction entre services fournis à un assujetti (prestations dites business to business, «B2B») et services fournis à une personne non assujettie (prestations dites business to consumer, «B2C»).

En ce qui concerne les prestations de services fournies à des assujettis, le principe de base pour la localisation, et par conséquent pour l'imposition des prestations de services, sera fondé sur le lieu où le destinataire (le preneur de la prestation de service) est établi.

En ce qui concerne les services fournis à des personnes non assujetties, la règle générale selon laquelle le lieu des prestations de services est celui où le prestataire a établi le siège de son activité économique, continue d'être appliquée.

Néanmoins, les règles générales connaissent un certain nombre de dérogations concernant: les prestations de services des intermédiaires, les prestations de services se rattachant à un immeuble, les prestations de transport, les prestations de services ayant pour objet des activités culturelles, artistiques, sportives, scientifiques, éducatives, de divertissement ou similaires, prestations de services accessoires au transport, telles que le chargement, le déchargement, la manutention et les activités similaires, les prestations de services de restaurant ou de restauration, les locations de moyens de transport de courte durée, les prestations de service dites „immatérielles", les prestations fournies par voie électronique, ou encore les prestations de services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision.

La directive 2008/117/CE

La directive 2008/117/CE dispose que tout assujetti identifié à la TVA doit soumettre à l'administration de son pays d'origine un état récapitulatif des assujettis et des personnes morales non assujetties identifiés à la TVA dans d'autres États membres, auxquels il a presté des services imposables qui relèvent du mécanisme d'autoliquidation. Les états récapitulatifs doivent en principe être soumis à l'administration chaque mois. Les informations y renseignées seront désormais recoupées à un rythme beaucoup plus rapide avec celles des déclarations déposées par le preneur des prestations de services du pays de destination. Cette accélération des rythmes de dépôts des déclarations permet de lutter plus efficacement contre la fraude fiscale. Les administrations nationales respectives par contre seront mises davantage sous pression.

La directive 2008/9/CE

Le second volet du projet de loi lié au «paquet TVA» concerne les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée pour les assujettis non établis à l'intérieur du pays, mais dans un autre État membre, et la réduction des délais dans lesquels les décisions relatives aux demandes de remboursement doivent être prises par les administrations.

La directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 a pour objectif de moderniser la procédure de remboursement en ayant notamment recours à une procédure électronique. Par ailleurs, l'intervention en amont de l'État membre d'établissement de l'assujetti requérant le remboursement devrait contribuer à sécuriser et accélérer le traitement des demandes de remboursement.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 07.04.2009
Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Michel Wolter):

30.07.2009 Désignation d'un rapporteur
12.10.2009 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État et adoption d'un amendement
23.10.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.10.2009
Loi du 10 novembre 2009
Mémorial A: 2009, N° 216, page 3750

Politique spatiale

6035 - Projet de loi portant approbation de la Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais, faite à Paris, le 30 mars 2007

Le projet de loi porte approbation de la Déclaration de plusieurs Gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais. La Déclaration garantit l'accès à l'espace extra-atmosphérique grâce notamment à des lanceurs de satellites développés et produits par l'industrie européenne et à la création et l'exploitation d'une base de lancement établie à Kourou (Guyane française). Le terme «exploitation» vise la fabrication des lanceurs, leur assemblage, les opérations de lancement et les activités de commercialisation. À relever que l'exploitation se fait exclusivement à des fins d'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique.

La coopération en question repose sur l'initiative de plusieurs États européens qui ont confié la production de la fusée Ariane à Arianespace, un consortium industriel européen. Les parties ont mandaté l'ESA (Agence spatiale européenne) de veiller à l'application de la «Déclaration de production Ariane» et de conclure avec Arianespace une convention sur la mise en œuvre de cette déclaration.

L'ESA a élaboré un programme de développement d'un petit lanceur européen (VEGA) et a conclu avec l'agence spatiale fédérale russe, Roskosmos, un accord de coopération à long terme dans le domaine du développement, de la réalisation et de l'utilisation des lanceurs et de l'installation de la fusée Soyouz-ST au centre spatial de Kourou.

Au vu de l'extension des missions de l'ESA et de la réalisation des programmes et coopération précités, il est devenu nécessaire d'adapter le cadre de la coopération intergouvernementale.

La responsabilité en cas de dommages causés par le lancement d'une fusée est soit endossée par l'État français, en sa qualité d'État siège d'Arianespace et de sa compétence territoriale pour le site de lancement de Kourou, soit partagée entre la France et l'ESA. Dans la mesure où la responsabilité de l'ESA est engagée, les frais de dédommagement sont répartis sur les États participant au programme de développement concerné au prorata de leur contribution financière audit programme. Comme le Grand-Duché n'entend pas participer dans un avenir proche à ces programmes, la question d'une éventuelle participation financière à des actions de dédommagement de l'ESA ne se pose pas.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 28.04.2009
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.09.2009 Désignation d'un rapporteur
19.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.10.2009

CAE, CIE et CIE-EP

6068 - Projet de loi

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes;

2. modifiant certaines dispositions du Code du travail

Le présent projet de loi contient une série de mesures spécifiques, limitées dans le temps (la date limite est fixée au 31 décembre 2010) pour aider les jeunes diplômés et les jeunes non-diplômés à trouver un emploi stable. Alors qu'initialement, ces mesures en faveur de l'emploi visaient prioritairement les jeunes non qualifiés, elles seront désormais étendues aux jeunes détenteurs d'un diplôme, afin de leur fournir l'expérience professionnelle valorisant leurs diplômes.

Le projet de loi propose d'un côté une adaptation des deux mesures existantes, à savoir le CIE (contrat d'initiation à l'emploi) et le CAE (contrat d'appui emploi) créés par la loi du 22 décembre 2006; mesures qui seront désormais ouvertes également aux jeunes diplômés. De l'autre côté, il introduit un nouvel instrument, le CIE-EP (contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique), réservé aux jeunes diplômés qui

n'éprouveraient pas de difficulté à intégrer le marché du travail en temps de conjoncture normale.

- Le contrat d'appui-emploi (CAE) adapté

Le contrat d'appui emploi (CAE), institué par la loi du 22 décembre 2006 et s'adressant aux jeunes de moins de trente ans, est une mesure de mise au travail qui a comme vocation exclusive d'initier et de former les jeunes demandeurs d'emploi sans formation ou peu qualifiés. Ce type de contrat est destiné aux promoteurs étatiques ou communaux.

Le présent projet de loi vise une adaptation du contrat d'appui-emploi actuel. Afin que ce dernier puisse servir en tant qu'instrument efficace de lutte contre le chômage des jeunes en temps de crise économique, il sera ouvert également aux jeunes détenteurs d'un diplôme et sa durée sera étendue de 9 à 12 mois. Le CAE sera donc accessible aux jeunes diplômés qui, à cause de la crise économique ne se voient offrir ni un contrat de travail, ni un CIE-EP.

Le CAE adapté est réservé aux jeunes demandeurs d'emploi inscrits pendant un mois au moins auprès de l'ADEM. Il est axé sur une formation complémentaire théorique et pratique, décrite dans un plan de formation et suivie par un tuteur. En plus, le CAE est assorti d'une prise en charge individuelle et d'un suivi régulier par les services spécialisés de l'ADEM.

La durée du contrat d'appui-emploi est de douze mois, les nouvelles dispositions législatives prévoient cependant la possibilité d'une prolongation du CAE auprès du même employeur ou auprès d'un autre employeur. Cette décision relève des compétences du ministre ayant l'emploi dans ses attributions; il peut autoriser une prolongation maximale du contrat de douze mois auprès du même promoteur, respectivement la conclusion d'un nouveau contrat pour la même personne auprès d'un autre promoteur.

Les jeunes non-diplômés bénéficiaires d'un CAE ont droit à une indemnité égale à quatre-vingts pour cent du salaire social minimum; les titulaires d'un certificat d'aptitude pratique et professionnelle, d'un diplôme de technicien respectivement d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques reçoivent une indemnité égale à cent pour cent du salaire social minimum. Cent vingt pour cent du salaire social minimum sont attribués aux détenteurs d'un brevet de technicien supérieur respectivement d'un diplôme de bachelor ou de master.

L'embauche du jeune à la fin de l'accomplissement de son CAE, doit se faire par un contrat à durée indéterminée, sans période d'essai, si le jeune a travaillé sous un contrat d'appui-emploi pendant au moins douze mois auprès du même promoteur. Dans ce cas, le fonds pour l'emploi verse une prime unique, revenant à trente pour cent de l'indemnité totale touchée par le jeune, au promoteur autre que l'État. La prime n'est due et versée que six mois après l'engagement du jeune et à condition que le contrat de travail soit toujours en vigueur et non encore dénoncé au moment de la demande.

- Le contrat d'initiation à l'emploi adapté

Le contrat d'initiation à l'emploi (CIE), institué par la loi du 22 décembre 2006, a pour but d'assurer aux jeunes demandeurs d'emploi (moins de trente ans) non diplômés, une formation pratique pendant les heures de travail. Cette expérience professionnelle est censée faciliter leur l'intégration sur le marché du travail. Le CIE est destiné aux promoteurs du secteur privé, capables d'offrir une réelle perspective d'emploi au jeune demandeur d'emploi à la fin de la mesure.

S'inscrivant dans le contexte de l'actuelle crise économique, le projet de loi vise à étendre le CIE actuel également aux jeunes diplômés, qui ne se voient offrir ni contrat de travail, ni CIE-EP à la fin de leurs études.

Le projet de loi assouplit la possibilité de reconduction du CIE auprès du même employeur ou auprès d'un autre employeur. En plus, il abolit la disposition stipulant que les employeurs sont tenus de rembourser au fonds pour l'emploi, en cas de non-embauche du jeune à la fin du CIE, les sommes touchées par le jeune pendant la durée de prolongation du CIE.

Les jeunes non-diplômés bénéficiaires d'un CIE ont droit à une indemnité égale à quatre-vingts pour cent du salaire social minimum; les titulaires d'un certificat d'aptitude pratique et professionnelle, d'un diplôme de technicien respectivement d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques reçoivent une indemnité égale à cent pour cent du salaire social minimum. Cent vingt pour cent du salaire social minimum sont attribués aux détenteurs d'un brevet de technicien supérieur respectivement d'un diplôme de bachelor ou de master.

Le jeune peut être embauché définitivement moyennant un contrat à durée indéterminée et sans période d'essai, si la durée de son CIE (auprès du même employeur) est d'au moins douze mois. Dans ce cas, le fonds pour l'emploi verse une prime unique, égale à trente pour cent de l'indemnité totale touchée par le jeune, à l'employeur. La prime n'est due et versée que six mois après l'engagement du jeune à condition que le contrat de travail soit toujours en vigueur et non encore dénoncé au moment de la demande.

- Le contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique (CIE-EP) «Praktikum»

Finalement le projet de loi sous rubrique introduit un nouvel instrument, le contrat d'initiation à l'emploi expérience-pratique (CIE-EP), qui complète le CIE actuellement en vigueur, en créant un volet réservé aux jeunes (moins de trente ans) résidents diplômés (niveau technicien, BAC, BTS ou universitaire) qui n'auraient éprouvé aucune difficulté pour trouver un travail en situation de conjoncture normale. L'objectif principal est donc de leur éviter un passage obligatoire par le chômage, en sortant de l'université.

La durée du CIE-EP varie entre six mois au minimum et vingt-quatre mois au maximum, y compris une éventuelle prolongation.

Le jeune bénéficiaire d'un CIE-EP touche cent vingt pour cent du salaire social minimum s'il est titulaire du diplôme de technicien, diplôme d'études supérieures ou diplôme d'études supérieures techniques. Il a droit à cent cinquante pour cent du salaire social minimum, s'il détient un diplôme de BTS, bachelor ou master.

Le fonds pour l'emploi rembourse mensuellement une somme revenant à quarante pour cent de l'indemnité touchée par le jeune diplômé, à l'employeur. En cas d'embauche du jeune à la fin du CIE-EP, l'employeur est contraint de lui proposer un contrat à durée indéterminée et sans période d'essai, si le CIE-EP s'effectuait sur une durée d'au moins douze mois auprès du même employeur. Dans ce cas, le promoteur bénéficiera d'une prime unique, revenant à trente pour cent de l'indemnité totale touchée par le jeune, de la part du fonds pour l'emploi. La prime n'est due et versée que six mois après l'engagement du jeune à condition que le contrat de travail soit toujours en vigueur et non encore dénoncé au moment de la demande.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 25.09.2009

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

22.09.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
08.10.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État et adoption d'amendements
22.10.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.10.2009

Loi du 11 novembre 2009

Mémorial A: 2009, N°222, page 3908

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 4

MERCREDI,
28 OCTOBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Motion et résolution de Mme Viviane Loschetter relatives au 90e anniversaire du droit de vote féminin

- *Exposé: Mme Viviane Loschetter*
- *Discussion générale: M. Jean-Louis Schiltz, M. Fernand Kartheiser (déposant une résolution), M. Xavier Bettel, M. André Hoffmann*
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, Mme Viviane Loschetter*
- *Vote sur la motion (rejetée)*
- *Résolution de Mme Loschetter (renvoi en commission)*
- *Résolution de M. Kartheiser: M. Xavier Bettel*
- *Vote sur la résolution (rejetée)*

2. Question urgente N°212 de M. André Hoffmann au sujet du plan social chez Villeroy&Boch

- *M. André Hoffmann - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

3. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur le bilan et les perspectives futures de la participation luxembourgeoise aux efforts de stabilisation et de reconstruction de l'Afghanistan

- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Débat: M. Norbert Haupert, Mme Lydie Polfer, M. Marc Angel, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *M. Félix Braz*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense*

4. Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes

- *M. Jacques-Yves Henckes*

5. Débat d'orientation sur le programme de Stockholm

- *Exposé: M. Ben Fayot*
- *Débat: Mme Christine Doerner (dépôt d'une motion), M. Xavier Bettel (dépôt de deux motions), Mme Lydie Err, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann, M. Jean-Louis Schiltz*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Motions: M. le Président, M. Xavier Bettel, M. Jean-Louis Schiltz (renvoi en commission)*

6. 6035 - Projet de loi portant approbation de la Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais, faite à Paris, le 30 mars 2007

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Ordre du jour

- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Mir kommen elo direkt zur Motioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwer 90 Joer Fraewahlrecht. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

1. Motion et résolution de Mme Viviane Loschetter relatives au 90e anniversaire du droit de vote féminin

Exposé

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Ech géif da mat der Motioun ufänken. Mir haten net méi spéit wéi gëschter eng interessant a konstruktiv Kommissioun a Präsenz vun der zoustänneger Ministesch fir Gläichheet tëschent Männer a Fraen. Notamment hu mer och an där Kommissioun iwwert d'Perspektive geschwat, d'politesch Perspektiven, notamment vun der Regierung.

Ech denken, datt déi Motioun, déi mer proposéieren, am Fong geholl kéint der Regierung entgéintkommen a se ënnerstëtzen an deenen Iwwerleeungen, déi se féiert, well esou steet et nämlech am Koalitiounsaccord: „réfléchir", deenen Iwwerleeungen, fir notamment och legislativ, voire finanziell Moossnamen ze huelen, déi géifen dozou féieren, datt mer méi eng egalitär an doduerch och méi eng paritaire Zesummesetzung vun de Fraen a Männer hätten, sief et um nationalen Niveau, sief et um kommunalen, sief et um europäeschen Niveau - do, wou mer Afloss hunn.

Duerfir déi Motioun, déi am Fong geholl och seet, datt ee kéint am Budget 2010, voire 2011 Kreditter virgesinn, net nëmmen, fir Campagnes de sensibilisation, mä och fir Mesures de formation virzegesinn, mä och budgetär Moossnamen, déi ee kéint ganz konkret asetzen, notamment esou wéi mer der och am Parteiefinanzementsgesetz hunn, fir d'Parteien ze encouragéieren, hir Lëschten esou opzestellen, datt se méi gläichberechtegt wieren tëschent Männer a Fraen.

Déi Resolutioun, ech fuere mat der Resolutioun virun, Här President?

M. le Président.- Jo.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), auteur.*- D'Resolutioun: Ech denken, datt dat eppes ass, wat ons alleguerte kéint engagéieren. Där Iwwerleeungen hate mer och an där ganz flotter a konstruktiver Kommissioun gëschter, notamment och a Präsenz vun der zoustänneger Ministesch fir Gläichheet tëschent Männer a Fraen, wou mer ugefaangen hunn ze diskutéieren a wou mer och wäerte weider diskutéieren iwwert de Rôle, deen d'Chamber - respektiv déi zoustänneg Kommissioun, mä vläicht iwwert déi zoustänneg Kommissioun eraus - kéint hunn, fir d'Debatt, fir d'Reflexiounen, fir d'Diskussiounen a vläicht och déi derzougehéierend Konklusiounen ze schléissen, fir erëm eng Kéier - an et ass ëmmer erëm datselwecht Zil - e bëssen eng méi gläich, eng méi équilibréiert Zesummesetzung an der Politik tëschent Männer a Fraen.

Duerfir hu mer proposéiert, datt mer am Fong geholl kéinten hei an der Chamber d'nächst Joer am Mäerz am Kader vum Internationale Fraendag erëm en Débat d'orientation féieren iwwert d'Participatioun vun de Frae respektiv eng méi egalitär Participatioun tëschent Fraen a Männer um politeschen Niveau.

Wann ech déi Resolutioun haut oder gëschter eraginn hunn, da war et sécherlech aus Ulass vun der Aktualitéit vum Droit de vote universel. Notamment universel, well 1919 dunn och d'Fraen hunn dierfe matstëmme goe fir déi éischte Kéier. Wann ech déi awer haut eraginn, dann huet et och als Ursaach, datt mer dann och déi Zäit hunn, déi mer bräichten hei am Parlament respektiv an der Kommissioun, fir esou en Débat d'orientation uerdentlech an zefridde stellend ze organiséieren.

Voilà. Ech hat jo gëschter gesot, Här President, datt bis elo just eng Ënnerschrëft, nämlech meng vun der grénger Fraktioun op där Motioun respektiv där Resolutioun ass, well mer jo gemengt hunn, et kéint bal net anescht sinn, wéi datt nach aner Fraktiounen hir Ënnerschrëft kéinten drënner maachen, vu d'Debatten, vu d'Wahlprogrammer, vu och den Accord de coalition a wat alles do drasteet. Wann dat net sollt de Fall sinn, da sinn nach véier gréng Männer dozou bereet, fir déi Ënnerschrëft ënnert déi zwee Pabeieren ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Effektiv, souwuel d'Motioun wéi d'Resolutioun hate bis elo nëmmen eng Ënnerschrëft. Entre-temps huet se der da fënnef, souwuel d'Motioun wéi d'Resolutioun.

Ech géif da froen, wien nach zu der Motioun respektiv zu der Resolutioun wëllt d'Wuert huelen.

Den Här Schiltz huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, ech huele Positioun zur Resolutioun, well ech dovunner ausginn, datt d'Regierung zur Motioun wäert Positioun huelen. All déi Punkten, déi d'Madame Loschetter an der Resolutioun uféiert, si gutt Punkten. Ech soen dat ëmsou méi, Madame Loschetter, well souwuel Är Partei wéi meng Partei eng Traditioun hunn, wat d'Quoten ubelaangt, an och allen zwou bewisen hunn, datt se déi Quote seriö huelen an datt dat och zu eppes féiert.

Vu datt déi Organisatioun vun deem Débat an awer och de Fait vum Débat oder net Débat a wéi dat soll begleet ginn, eng seriö Saach ass - ech rappeléieren, datt a fréieren Zäiten deen Débat hei stattfonnt huet an datt en dunn erëm verschwonnen ass -, géif ech proposéieren, déi Resolutioun hei an d'Kommissioun ze renvoyéieren, fir all déi Froen do ze kucken, an datt d'Kommissioun sech géif eng Meenung doriwwer maachen, a wat fir enger Form se déi Froen hei géif behandelen.

Dat ass keen Neen zu engem Débat d'orientation. D'Fro ass awer, ob opgrond vum Fait, datt deen Débat d'orientation, dee bestanen huet, aus Grënn xyz a mat der Zäit verschwonnen ass, den Débat d'orientation dee richtege Moyen ass. Och dat géif ech gären an der Kommissioun diskutéiert gesinn.

M. le Président.- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter sinn déi Motioun an déi Resolutioun eis presentéiert ginn no enger Manifestatioun, zu där eis de Conseil national des femmes hei invitéiert hat virun der Dier. Et ass e bëssen am Kontext an à la suite, datt an engem gewëssenen Enthusiasmus d'Madame Loschetter dann dee Pabeier hei presentéiert huet.

Duerfir, mengen ech, ass et gutt, wa mer eis nach eng Kéier drop besënnen an eis erënneren, wat do geschitt ass. Mir hunn de Gebuertsdag, den 90. Gebuertsdag vum Fraewahlrecht hei gefeiert, eigentlech vum universelle Wahlrecht.

Ech muss Iech soen, ech war och dohinner kucken. Ech hätt gär mat gefeiert, mä mir haten e bëssen eng Vermëschung vun enger Commémoratioun vun engem wichtege Schrëtt an der Demokratie, nämlech der Aféierung vum Fraewahlrecht, an enger Demonstratioun fir Paritéit a Quoten.

Duerfir hunn ech mech net dohi gestallt, an och meng Kolleege vun der Partei net, well mir net fir Paritéit oder fir Quote sinn, well dat net en demokratesche Schrëtt ass, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, mä u sech ass et eng Entrave zu der Demokratie. Well Quoten a Paritéit, also eng 50%-Quot, u sech eppes virschreiwen, dat gräift jo an an de fräien Ausdrock vum Wielerwëllen, an domadder verletzt se u sech d'demokratesch Grondrechter ënnert dem Virwand vun engem Gläichheetsprinzip, deen awer dem Test vun der Demokratie u sech net kann duerhalen.

Mir hunn hei déi Texter, déi d'Madame Loschetter eis presentéiert huet, gekuckt. Ech muss Iech soen, datt déi Approche an där Motioun an an där Resolutioun eng ganz eesäiteg ass.

Eis Approche awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass keng eesäiteg, mä eng, déi d'Interesse vun de Fraen a vun de Männer a gläichem Mooss berücksichtegt.

Mir sinn eis bewosst, datt net vill Fraen, net genuch Frae sech an der Politik engagéieren. Mir wëllen och d'Ursaachen dovunner kucken. Awer och do wësse mer, datt och bei de Männer verschidde Leit sinn, déi wéilten an d'Politik kommen, déi aus professionellen oder anere Grënn dat awer net ëmmer kënne maachen. Et gëtt dacks gesot, datt, zum Beispill, d'Hausaarbecht oder aner Flichten op der Säit vun eise weibleche Matbierger do eng Entrave kéinte sinn. Dat ass wouer. Mä dat gëllt och fir d'Pappen.

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat maachen ech dann direkt. Dat gëllt och fir d'Männer.

Da wéilt ech awer hei soen, datt mir der Madame Loschetter hiren Text net wäerte stëmmen.

Mä ech wëll awer eng Alternativ proposéieren an Iech déi ginn, Här President. Dat ass eng Resolutioun, déi och just meng Ënnerschrëft dréit bis elo an déi dorop erausleeft, fir hei eng Crèche ze grënnen an der Chamber oder an Zesummenaarbecht mat der Chamber, fir datt méi jonk Eltere sech kënne mellen an datt déi Leit, déi Suergen hunn, fir an d'Politik ze goen, well se mengen, hir Kanner kéinten net versuergt ginn, awer wëssen, datt hei an der Chamber eng Structure d'accueil dann existéiert.

Ech wär frou, wann all déi Leit, déi sech fir Gläichberechtegung asetzen, dat kéinte mat ënnerschreiwen. D'Personal selbstverständlech vun der Chamber, och un dat hu mer geduecht.

Merci, Här President.

(Hilarité)

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'il y a lieu de faciliter l'accès à des mandats politiques aux parents et à élargir le cercle des personnes désireuses de s'intéresser activement à l'exercice d'un mandat politique;

- que la Chambre des Députés se doit d'offrir de bonnes conditions de travail aux membres de son personnel;

soucieuse

- d'améliorer la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale pour les Députés et les membres du personnel de la Chambre des Députés;

décide

- de se doter d'une infrastructure d'accueil pour enfants au profit des Députés et des membres du personnel de la Chambre des Députés;

- de charger le Bureau de la Chambre des Députés de la mise en œuvre de la présente décision.

(s.) Fernand Kartheiser, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann.

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, zur Resolutioun a Motioun wollt ech d'Positioun vu menger Fraktioun hei erklären.

Zur Resolutioun: Mir sinn och der Meenung, dass et recommendabel ass, dass all Joer op d'mannst - an ech ka mech erënneren un déi Zäit, wou d'Madame Ferny Nicklaus-Faber Presidentin war vun der Familljekommissioun, dass och deemools eng Debatt hei war iwwert de Sujet, deen ofgeschaaft ginn ass ënner engem CSV-Ministère virdrun.

(Brouhaha général)

Et ass jo méiglech, dass ënnert dem Impuls vun der Madame Loschetter dann nees deen Dag op d'mannst eng Debatt hei an der Chamber stattfënnt.

Mir mengen awer och, dass et wichteg wär, dass déi Debatt an der Familljekommissioun géif preparéiert ginn, a selbstverständlech géife mir…

Une voix.- Gläichheetskommissioun!

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Familljen- a Gläichheetskommissioun. Dir wësst jo och, dass et eng Décisioun ass vun dëser Chamber, fir keng getrennte Kommissioun méi ze hunn an deem Sujet.

Dat heescht, dass d'Familljen- a Gläichheetskommissioun dann déi soll preparéieren. Dat heescht, mir géifen och déi Positioun vum Här Schiltz ënnerstëtzen iwwert de Renvoi an d'Kommissioun.

Zur Motioun hu mer just ee Problem. Wat ass „présenter rapidement un paquet de mesures législatives et financières"? Wat bréngt dat mat sech? Dat doten ass e Chèque blanc, dee mer am Fong ginn, wou egal wat ka gemaach ginn. Mir wëssen net, wat et ka kaschten; mir wëssen net, wat legislativ ka gemaach ginn. Duerfir kënne mer dës Motioun, Här President, net matstëmmen.

Mä, wéi gesot, déi zweet géife mer an d'Chamberskommissioun renvoyéieren, an d'Motioun kënne mer leider net matdroen.

M. le Président.- Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech ënnerstëtze selbstverständlech - ech hu se och duerfir ënnerschriwwen, an net einfach pour soutien, sondern als Accord - souwuel déi Motioun wéi déi Resolutioun.

Ech wëll awer vläicht zwee Wuert soen zu deem, wat den Här Kartheiser hei gesot huet - zwee Wuert. Déi Fro vun der Demokratie: Ech hunn zwar zu där Zäit, wou d'Wahlrecht agefouert ginn ass, nach net gelieft, geschweige da politesch wär ech aktiv gewiescht, mä ech ka mech awer erënneren aus deem, wat ech doriwwer gelies hunn, dass deemools och schonn eent vun den Argumenter dat war, d'Fraewahlrecht wär eigentlech och mat de Prinzipië vun der Demokratie net vereinbar, well déi jo keng Ahnung hätten an insofern also un der Meenungsbildung, un der demokratescher Meenungsbildung net kéinten deelhuelen.

Wann ech dann elo erëm eng Kéier héieren - Quoten oder Paritéit, doriwwer kann een ënnerschiddlecher Meenung sinn -, dat géif de Prinzipië vun der Demokratie widderspriechen, da sinn ech awer e bëssen erstaunt.

Wann an der aktueller Situatioun d'Leit konfrontéiert si mat Lëschten, op deenen een Drëttel nëmme Frae sinn, dann ass hire Wëlle beschnidden, well méi wéi een Drëttel Frae kënne se dann net wielen. An insofern widdersprécht also net eng Quoteregelung dem Prinzip vun der Demokratie, sondern erweidert, selbstverständlech en faveur vun de Fraen, d'Méiglechkeeten och vum Wieler.

An dann nach eng Kéier, et gëtt selbstverständlech Grënn, firwat dass d'Frae sech vu sech aus och manner um politesche Liewe bedeelegen. Déi Grënn hunn awer direkt mat hirer Ongläichheetspositioun insgesamt an der Gesellschaft ze dinn. An ech mengen, da muss een op deene verschiddenen Niveaue schaffen. Dat heescht, et muss een innerhalb vun der Gesellschaft probéieren, déi real Gläichheet ze verbesseren, an…

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst och, wann ech gelift, zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- … Quoten a Paritéit anzeféieren.

Merci.

M. le Président.- Merci. Elo hunn ech nach d'Wuertmeldung vun der Ministesch fir Chancëgläichheet. Madame Ministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mengen, mir kéinten op déi Motioun hei verzichten, well dat, wat hei drasteet, ass am Fong geholl dat, wat mir alles am Regierungsprogramm drastoen hunn. Duerfir géif ech der Chamber recommandéieren, dës Motioun net ze stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Gutt, also ech hunn elo verstanen. Mir stëmmen iwwert d'Motioun of. Fir d'Resolutioun, do ass eng Propositioun, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen. Dozou héiere mer dann nach eng Kéier den Auteur vun deenen zwou: d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), auteur.*- Jo, Merci. Ech géif déi Propositioun unhuelen, fir déi Resolutioun an déi zoustänneg Kommissioun ze leeden, well souwisou hat ech Iech jo och gesot, datt mer do eng éischt an eher konstruktiv Diskussioun haten. Sou datt ech do gudder Déng bleiwen.

(Interruption)

Wat d'Motioun ubelaangt: Ech denken, datt doppelt genäht besser hält, an duerfir géif ech déi awer ganz gären zum Vote stellen.

M. le Président.- Gutt, da fänke mer elo u mam Vote iwwert d'Motioun.

Kënne mer do par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion

Da geet de Vote un iwwert d'Motioun. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 49 Nee-Stëmmen, géint 10 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Lydie Err et Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Norbert Haupert), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Thiel), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Da géif ech froen, iwwert déi Propositioun ofzestëmmen, fir d'Resolutioun an déi zoustänneg Kommissioun ze verweisen.

Vote

Do kënne mer jo par main levée stëmmen. Wien ass domadder d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Dann ass domadder déi Resolutioun an déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

Dann hu mer awer hei nach eng Resolutioun, déi elo den Här Kartheiser eraginn huet, wou awer nëmmen eng Ënnerschrëft dropsteet.

(Interruption)

Neen, déi Resolutioun vum Här Kartheiser.

(Interruptions)

Jo, dat hunn ech zwar elo net esou…

Fir d'éischt misst elo déi Resolutioun fënnef Ënnerschrëften hunn. Am Moment ass just eng Ënnerschrëft drop, se ass also net recevabel. Ech froen also fir d'éischt: Wie wëllt nach déi Resolutioun vum Här Kartheiser mat ënnerschreiwen?

Véier, an den Här Hoffmann, fënnef. Domadder hätt déi Resolutioun fënnef Ënnerschrëften, an ech géif déi dann zum Vote stellen.

Ech huelen un, de Vote électronique ass verlaangt?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Jo, den Här Bettel freet nach dozou d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Eis Fraktioun wäert d'Resolutioun vum Här Kartheiser net stëmmen, well mir si fir eng Erweiderung vun de Strukture fir all Bierger am Land, an net extra hei vun den Deputéierten.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

Vote

M. le Président.- Gutt, de Vote geet un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun vum Här Kartheiser ass verworf mat 52 Nee-Stëmmen, 4 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt een déi Abstentioun begrënnen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir kéimen dann elo zur Question urgente N°212 vum Här André Hoffmann iwwert de Sozialplang bei Villeroy&Boch. Den Här Hoffmann huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

2. Question urgente N°212 de M. André Hoffmann au sujet du plan social chez Villeroy&Boch

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President an Här Minister, et ass jo tatsächlech eng Dréngleechkeetsfro, och, wa se am Ufank net esou virgesi war, wär se jo awer och da gëschter drukomm. Et ass eng Dréngleechkeetsfro, wann ee kuckt, wat fir en dramatesche Konflikt sech am Moment op Villeroy&Boch ofspillt, wann ee kuckt, wéi d'Direktioun vun deem Betrib respektiv vun deem Grupp reagéiert op déi berechtegt Suergen an Intérête vun de Beschäftegten.

Ech mengen, déi Fro huet och mat där Diskussioun ze dinn, déi mer gëschter haten, well, wann een iwwer Beschäftegungspolitik diskutéiert, da misst ee jo soen, déi alleréischt Prioritéit besteet eigentlech doranner, Aarbechtsplazen, déi bestinn, ze erhalen.

Ech mengen also, dass duerfir weder d'Regierung nach d'Parlament kënnen einfach nokucken, passiv nokucken, wat am Moment mat deem Site a mat deene Leit geschitt.

Doraus ergi sech also meng Froen: Éischtens, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen? Wéi gedenkt se, ze intervenéieren, fir awer nach dee Standuert do ze sécheren, ze erhalen, fir op där anerer Säit d'Aarbechtsplaze vun deene Leit ze sécheren oder hinnen Aarbechtsplazperspektiven ze garantéieren?

Wat fir eng Mëttelen huet d'Regierung oder wëllt se sech ginn, fir déi real ekonomesch Situatioun vun esou Betriber respektiv esou Gruppe wéi Villeroy&Boch wierklech ze ënnersichen, fir ze kucken, ob déi Argumenter, déi virgeschobe gi fir eng Ëmstrukturéierung, och wierklech der ekonomescher Situatioun entspriechen?

An déiselwecht Richtung: Wéi eng prezis Informatiounen huet d'Regierung, oder wëllt se recherchéieren, wat d'Delokaliséierung vun deem Standuert, wat d'Absicht - kommt mer soen emol léiwer „d'Absicht" - vun der Delokaliséierung vun deem Standuert Lëtzebuerg a vun der Produktioun op aner Plaze betrëfft, an dann och ënner Ëmstänn ausserhalb vun Europa? Well do hu mir jo sou Informatiounen, wou mer nawell gären hätten, wann d'Regierung géif méi Prezisiounen dozou ginn.

Och Prezisiounen zu de staatlechen Hëllefen, déi Villeroy&Boch hei zu Lëtzebuerg kritt huet vun der Regierung, a wéi enger Héicht, mat wéi enge Bedéngungen, an natierlech dann och d'Fro, wa se dann hire Standuert hei zoumécht, ob dann d'Regierung freet, datt se déi Hëllefe rembourséieren.

Dir wësst, dass am Joer 2006 Villeroy&Boch schonn eng ganz Rei Leit entlooss huet. Et wär jo wichteg ze wëssen, wat mat deene geschitt ass. Mir krute vun der Belegschaft gesot, dass eng ganz Partie vun deene Leit, déi deemools entlooss gi sinn, bis haut nach ëmmer keng Aarbecht hätten.

Et wär also wichteg ze wëssen, wat mat deene Leit geschitt ass.

An dann dat Lescht, dat schléit awer dann dem Faass de Buedem aus, géif ech mengen, ass déi Informatioun, déi ech net iwwerpréift hunn, déi awer vun der Personaldelegatioun gëschter komm ass: D'Direktioun vu Villeroy&Boch hätt menacéiert, wa se hir Aktiounen net géifen ophale respektiv ënnerbriechen, da kéim et direkt zu Entloossungen, dat heescht also, Entloossungen als Disziplinarstrof.

Do wär ech dann och virwëtzeg ze wëssen, wéi d'Regierung sech zu esou enger Haltung positionéiert a wéi se gedenkt, dorobber anzegoen.

Merci d'avance.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Här President, Här Hoffmann, ech mengen, Dir hutt Recht ze soen, datt et net nëmmen e schwéiere Moment ass fir déi 230 Leit, déi elo hir Aarbechtsplaz verléieren. Et ass och e Kontext, en allgemenge Kontext, un dee mer eigentlech hei zu Lëtzebuerg net esou richteg gewinnt sinn, well déi Diskussioune sinn net an deene beschte Konditioune bis elo verlaf. An dat fir eng Entreprise, déi iwwer Jorzéngten, duerch zwee Jorhonnerten hei zu Lëtzebuerg war, wou mer also gemengt hunn, datt se enk hei souguer mat onser Geschicht verbonne wier. Do ass et also absolut regrettabel, datt dat Kapitel vun där Entreprise esou schéngt zu Enn ze kommen.

Dir frot: Wat kënnt d'Regierung mar kucken? Ech mengen, mir hunn e Sozialrecht, en Aarbechtsrecht. Ech hu mech, op Wonsch vun der Delegatioun, virun e puer Deeg mat hinnen ënnerhalen, an engem Moment, wou nach weider négociéiert gouf, an négociéiert gouf och nach de Mueren.

Mä: Am Kader vun enger Négociatioun vun engem Sozialplang huet eigentlech d'Regierung, huet den Aarbechtsminister kee besonnesche Rôle. Vläicht leider. Mä en huet kee Rôle, ausser d'Parteien ze encouragéieren, räsonnabel ze sinn an en Accord ze sichen an och, wa méiglech, een ze fannen.

(Interruption)

An ech mengen, ech hunn dat gemaach an ech hunn och net verstoppt, wéi ech Commentairë gemaach hunn, wou ech géif mengen, datt en absoluten Effort noutwendeg wier. E war relativ eesäiteg gelagert, an do si jo elo gewësse Gestë gemaach ginn; och wa bis ewell et nach net en Accord ginn huet.

Et muss ee jo feststellen, datt d'Direktioun vu Villeroy elo e bëssen hir Positioun méi opgemaach huet. Mä mir sinn nach net op engem Accord, an ech gesinn och d'Méiglechkeet elo méi no kommen, datt et net zu engem Accord kënnt an datt mer also an eng Conciliatioun musse goen.

Mä ech stelle fest, datt den Aarbechtsminister hei wéineg direkt oder operationell Méiglechkeeten huet, an esou eng Négociatioun direkt anzewierken.

Nu sot Der: „Wat geschitt weider mat där Entreprise?" Natierlech wäre mer frou, wa mer déi 230 Plazen hätte kënnen erhalen. Mä ech gesi leider wéineg Hoffnung, datt mer dat an deem dote Betrib wäerte kënnen.

Mir mussen also elo kucken, wéi mer déi Plazen, déi jo nach sollen erhale ginn, ongefeier 90, kënnen an deem Betrib erhalen hei zu Lëtzebuerg. Dat sinn haaptsächlech Plazen, déi méi am Service-Beräich gelagert sinn. A mir mussen also elo probéieren, mat der Direktioun vu Villeroy ze kucken, datt zumindest deen do Deel an déi do Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg wäerte bleiwen.

D'Fro vun der Informatioun, vun der Interventioun, am Fall wou eng Entreprise décidéiert ze delokaliséieren.

Ech mengen, Här Hoffmann, Dir wësst, Dir hutt vill Beispiller gesinn an Europa, ob an Däitschland, a Frankräich oder aner Plazen, wou Entreprisen delokaliséiert hunn, décidéiert hunn ze delokaliséieren, an do war et schwéier, praktesch onméiglech, fir dat ze verhënneren.

Mir probéieren natierlech an alle Fäll, mat den Décisiounszentren, déi jo da ganz oft net hei zu Lëtzebuerg sinn, an dat trëfft jo och fir déi hei Entreprise eigentlech zou, mat deene Kontakt ze halen, mat deenen iwwer hir Projeten, iwwer hir Pläng ze diskutéieren an esou gutt wéi méiglech ze probéieren, de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze halen.

Ech mengen an deenen nächsten Deeg geet de Wirtschaftsminister an d'USA, fir besonnesch mat deenen amerikanesche Firmen ze diskutéieren, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, a fir och do sécherzestellen, datt si déi Firmen, déi se hei hunn, weider entwéckelen, weider moderniséieren an och zum Standuert Lëtzebuerg stinn.

Mä: Si mer dann ze offen? Et gëtt keng direkt Emprise, eng Delokalisatioun einfach esou ze verhënneren. Wann Dir eng kennt, da sot mer se.

Mir kënnen net per Gesetz soen: «Il est interdit de délocaliser.» Mir kënnen dat net. Dat wier géint vill Regelen, y compris géint eng europäesch, an ech muss leider derbäi soen, Här Hoffmann: Och Lëtzebuerg war oft Bénéficiaire - an ech kéint hei mat Beispiller optrieden - vun Delokalisatiounen. Nach net virun esou laanger Zäit hunn ech héieren, datt gewësse Produktiounen an Entreprisë vun anere Standuerten, souguer an Europa, op Lëtzebuerg bruecht gi sinn.

Do gëtt et also eng Logik an do gëtt et keng Moyenen, keng definitiv Moyenen, fir ze soen: „Neen, dat doten dierft Der net", an da geschitt näischt.

Mir mussen also kucken, am Dialog mat den Entreprisen ze bleiwen, fir eben de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze halen, fir d'Entreprisen derzou ze bréngen, heizebleiwen. Mä wann dat geschitt, wat bei Villeroy elo amgaang ass, da sinn ons Hänn relativ gebonnen a mir hunn do keng direkt Moyenen, ze intervenéieren.

Dir hutt d'Fro vun den Aiden ugeschwat. En effet huet 2003 Villeroy „Aide à la recherche et au développement" kritt, a mir sinn elo amgaang - dat ass awer de Wirtschaftsminister, mä ech kann dat awer soen - ze kucken, ob déi Délaien nach spillen, fir effektiv, wann dee Betrib do zoumécht, wann déi Produktioun definitiv agestallt gëtt, wat d'Méiglechkeete sinn, fir déi Aiden, oder zumindest en Deel vun deenen Aiden, déi 2005 ausbezuelt gi sinn, oder zum Deel ausbezuelt gi sinn, erëmzefroen.

Dat ass am Gesetz virgesinn, a mir wäerten, dat kann ech Iech versécheren - ech schwätzen hei haaptsächlech am Numm vum Wirtschaftsminister -, keng Méi scheien, fir dann och alles a Bewegung ze setzen, fir déi Aiden, déi mer nom Gesetz kënnen erëmfuerderen, och erëmzekréien.

Déi Leit, déi 2006 hir Aarbecht verluer hunn: Dat ass och eng Kéier dat schlecht Beispill, wann et e Sozialplang gëtt, wéi een et net dierft maachen. Wéi eng Entreprise eigentlech net hirer Responsabilitéit, hirer sougenanntener - gëschter ass dovu vill geschwat ginn - sozialer Responsabilitéit nokomme soll.

Do waren Tentativë vu mengem Virgänger, fir ze kucke mat der ADEM, de Leit hir Profilen ze erstellen, fir ze probéieren, Leit op aner Plazen ze kréien. D'Entreprise huet dat net matgespillt an ech bedaueren dat. Ech bedaueren et haut.

Et muss een also doriwwer nodenken, dat soen ech elo ganz kloer, wa mer iwwert d'Gesetz vun 2006 emol erëm eemol diskutéieren, an do ass jo en Engagement geholl ginn, och am Regierungsprogramm, fir eng Evaluatioun vun deem Gesetz ze maachen, fir de Plan de maintien dans l'emploi e bëssen ze straffen a vläicht och do d'Obligatioune vun enger Entreprise méi kloer ze definéieren. Wann et drëm geet, datt Leit sollen ofgebaut ginn, da muss och d'Méiglechkeet méi kloer sinn, fir déi Leit kënnen ze replacéieren, an datt d'Entreprise zumindest obligéiert gëtt, an deem Prozess ze kooperéieren.

Nun, dës Kéier ass och probéiert ginn, elo mat deene Leit, an dat sinn der jo vill, déi 230, fir ze probéieren, déi Leit op aner Plazen ze bréngen. Dës Kéier huet jo Villeroy e Plan de maintien dans l'emploi mat de Sozialpartner ënnerschriwwe gehat, an trotz allem war et schwéier, do och erëm eng Kéier eng gemeinsam Approche ze entwéckelen.

Sécher gouf et bei Villeroy eng Bourse du travail oder de l'emploi - ech weess elo net méi, wéi et geheescht huet -, wou eng ganz Rei Entreprisen, méi wéi eng hallef Dosen, sech virgestallt hunn, fir ze kucken, ob net bei der Belegschaft vu Villeroy Leit wieren, déi si kéinten iwwerhuelen. An ech mengen, et sinn och e puer Leit iwwerholl ginn. Eng kleng Dosen.

Mä et ass net de richtege Wëlle gewise gi vun der Entreprise, well déi Entreprise fonnt huet, datt se awer nach e puer Méint misst fonctionnéieren, well se Commanden hat, mä de Leit awer gesot huet: „Wann Der elo gitt, da soe mer Iech kloer, da kritt Dir iwwerhaapt näischt. Da kritt der keng Indemnisatioun." An da kënnt Der Iech jo virstellen, datt vill Leit gesot hunn: „Jo, wann ech elo ginn, fir mer en aneren Job ze sichen, an ech muss op meng Indemnitéite verzichten, dann ass dat net besonnesch attraktiv."

Also musse mer och doriwwer nodenken, vläicht an esou enger Zäit wéi haut, wéi mer déi Plans sociaux nei definéieren an och déi ganz Approche en matière de maintien dans l'emploi.

Lescht Fro ass déi, wou Der gesot hutt, et wär eng Rumeur. Ech hu mech informéiert. Et schéngt keng Rumeur gewiescht ze sinn. Dir hutt gesot, d'Leit géifen da bestrooft ginn.

Neen. D'Employeure vu Villeroy hu just gesot, datt bei esou engem Streik, wéi deen elo stattfonnt huet, et virgesinn ass, deen net no de Prozeduren ofzewéckelen, déi mir eigentlech hei virgesinn hunn, wann ee streikt, mä datt si da sech d'Recht géife virbehalen, fir d'Leit ze licenciéieren.

Dat hu se gesot, an ech kann Iech annoncéieren, datt d'Leit décidéiert hunn, d'Belegschaft décidéiert huet, fir d'Aarbecht erëm opzehuelen, elo erëm ze schaffen. Déi Fro stellt sech also net.

Mä och do géif ech soen, datt d'Méiglechkeete vum Aarbechtsminister relativ beschränkt wieren, well et sech hei eben ëm Prozeduren, wat d'Streikrecht ubelaangt, handelt, also och net d'Méiglechkeet do gewiescht wier, vill ze ënnerhuelen, fir also un deene Leit, déi da licenciéiert gi wären, do täteg ze ginn. Ech hätt do relativ wéineg Emprise gehat. Mä dee Problem huet sech de toute façon elo geléist, well d'Gewerkschafte selwer décidéiert hunn, datt d'Aarbecht erëm géif opgeholl ginn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci.

(Interruption)

Här Hoffmann, neen. Ech mengen, Här Hoffmann, et ass wierklech net virgesinn. Dir hutt eng Question urgente gestallt, déi ass beäntwert ginn. Déi eenzeg Kéier, wou Der nach kënnt eng Fro stellen, dat ass bei der Question avec débat.

(Interruption)

An där Prozedur si mer awer elo net, an ech géif Iech wierklech bieden, datt mer eis hei géifen un d'Spillregelen halen. Merci.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg an Afghanistan ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84(2) vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou. Deenen anere Fraktioune jeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Haupert, d'Madame Polfer, an dann déi Häre Kartheiser an Hoffmann. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Félix Braz als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

3. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur le bilan et les perspectives futures de la participation luxembourgeoise aux efforts de stabilisation et de reconstruction de l'Afghanistan

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. D'International Security Assistance Force, kuerz ISAF genannt, ass zënter 2001 an Afghanistan, ënnert der Autoritéit vum UNO-Sécherheetsrot an enger éischter Zäit. Dat ass e legitimen Asaz. An deemools gouf en och mat engem groussen „momentum of support" vun der afghanescher Populatioun begréisst.

Et war net direkt eng UNO-Kraaft, mä eng sougenannten „coalition of the willing", déi e friddensstëftend Mandat hat ënnert dem Kapitel 7 vun der UN-Charta, mat Missiounen, déi deemools méi polizei- a schutzähnlech waren an déi quasi vun enger humanitärer Aura ëmgi waren.

D'NATO huet du Mëtt 2003 de Kommando vun der ISAF iwwerholl, a mam Accord vun der afghanescher Regierung an der UNO ass d'ISAF ausgeweit gi vu Kabul a ronderëm, wou se am Ufank war, op de ganze Rescht vum Land. En Déploiement, deen am Oktober 2006, also virun zimlech genee dräi Joer, dunn ofgeschloss war.

D'ISAF huet haut eng 67.000 Zaldoten aus ronn 40 Länner; nieft den 28 NATO-Länner nach zwielef anerer. Dovu kënnt ongefeier d'Halschent aus den USA. An e groussen Deel, 43%, kommen aus europäesche Länner. Eng Zuel, déi geklommen och ass an de leschte Joren. Et gëtt jo haut vill geschwat iwwer en Ausbau vun der amerikanescher Präsenz. Et muss ee wëssen, dass d'europäesch Präsenz tëschent 2006 an 2008 schonn ëm ronn 40% geklomm ass, d'militäresch Präsenz vu 17.000 op ronn 26.000 Zaldoten haut.

Lëtzebuerg ass zënter dem Règlement grand-ducal vum 9. Mee 2003 och permanent mat néng Zaldote fir jeeweils véier Méint zu Kabul um Flughafe präsent. Do gëtt den Accès vum Flughafe vun de Lëtzebuerger Zaldoten iwwerwaacht. Et ginn awer och eng Rei Missions d'escorte an d'accompagnement an der noer Ëmgéigend vum Flughafe bis hin zu Kabul gemaach, ënnert dem Kommando vum Chef vum belsche Contingent. Eis Zaldote maachen do eng respektabel Aarbecht an och eng Aarbecht, déi respektéiert gëtt vun de Lëtzebuerger Partner bei deem Asaz.

D'Mandat vun der Lëtzebuerger Arméi gouf verlängert vum Mee 2003 eng éischte Kéier den 18. Dezember 2007 an eng zweete Kéier de 15. Mee 2008 mat engem Mandat, wat elo reecht bis den 1. Februar 2011.

D'Chamber schwätzt an der Regel net immens vill iwwer esou Asätz am Ausland. D'aussepolitesch Kommissioun gëtt domadder befaasst, fir en Avis ofzeginn zum Règlement grand-ducal. An der Plénière selwer hu mer an de leschte Joren net esou vill iwwert dat do Thema geschwat. An ech hunn a menge Recherchen och eng Question parlementaire nëmmen erëmfonnt, déi vum deemolegen Député de base an heitege President, dem Här Mosar, un den Ausseminister geriicht gi war, wou e gefrot huet, am Fall wou d'Situatioun sech an Afghanistan net géif verbesseren, ob da géif dru geduecht ginn, d'Lëtzebuerger Zaldoten zréckzezéien.

Dat mannst, wat ee ka soen, ass, dass d'Äntwert vum Ausseminister deemools ganz lapidar war. En huet geschriwwen: «Les militaires luxembourgeois assurent

- ensemble avec d'autres militaires alliés - la sécurité de l'aéroport de Kaboul. Ils opèrent dans un contingent belge.»

Dat waren natierlech „breaking news", awer dat war de Résumé vun der Ausenanersetzung mat der Chamber.

Ech mengen awer, dass, mat all deem, wat an de leschte Wochen a Méint usteet vun Diskussiounen a vun Décisiounen, et ubruecht ass, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech hei virun der Chamber offiziell zu dëser Fro oder dëse Froen äussert.

Den 8. Oktober huet den UNO-Sécherheetsrot d'Mandat an Afghanistan verlängert, eestëmmeg, bis den 13. Oktober 2010 a schwätzt och a senger Resolutioun 1890 vun der „nécessité de renforcer davantage ISAF" a mécht domat eng Dier op fir méiglech Entwécklungen, notamment am Kader vun der interner amerikanescher Debatt.

Dir wësst, dass den amerikanesche President konfrontéiert ass mat enger Demande, fir d'Zuel vun den Zaldoten eropzesetzen an engem Mooss tëschent 10.000 a 40.000, also prozentméisseg ähnlech wéi dat, wat d'Europäer déi lescht zwee Joer scho vun Augmentatioun geleescht hunn.

Viru kuerzem, virun enger Woch, den 22. an 23. Oktober, huet zu Bratislava d'NATO de Plang vum ISAF-Kommandant, dem amerikanesche Generol Stan McChrystal, ugeholl, deen e Plang proposéiert huet a véier Punkten: éischtens, d'afghanesch Bevölkerung an de Mëttelpunkt ze stellen; zweetens, déi afghanesch Arméi besser aus- an opzebauen; drëttens, eng besser Kooperatioun mat all den internationalen Acteuren unzestriewen, a véiertens och eng regional Léisung unzestriewen, wou notamment Pakistan eng wichteg Roll misst spillen.

Net geschwat ginn ass - zumindest an der öffentlecher Duerstellung - dovun, dass d'Truppe sollen ausgeweit ginn. Mä, wann ee wéi gesot d'UNO-Resolutioun vun Ufank Oktober liest, da weess een, dass, wann eent an eent zesummegezielt gëtt, och an aller Regel dann zwee dobäi erauskënnt. Eisen Arméiminister, den Här Halsdorf, huet och am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung zu Bratislava Jo gesot zu deenen dote Virschléi.

Mir wëlle gäre vun der Lëtzebuerger Regierung wëssen, wéi se dann elo gedenkt, déi dote Perspektiven ëmzesetzen.

Fakt ass awer och haut, dass de Bilan vun aacht Joer Präsenz an Afghanistan e mitigéierten ass. Et gëtt nach ëmmer extrem Problemer. Et gëtt net genuch Respekt vun de Mënscherechter. Et gëtt net genuch Respekt vun de spezifesche Fraerechter. Et gëtt keng wierklech Befriddung. Am Contraire, de Marsch vun den Taliban ass am Moment éischter an déi falsch Richtung. Et gëtt keng richteg Sécherheet an de Stroossen.

Wann ee sech wëllt dovunner iwwerzeegen, wéi schlecht d'Situatioun ass, da geet et duer, dass een iwwert de Site vum Lëtzebuerger Ausseministère e Klick mécht, fir op dem Site vum belschen Ausseministère ze landen. Wann een do d'Recommendations aux voyageurs kuckt, déi wéi gesot iwwert de Site vum Lëtzebuerger Ausseministère kënne fonnt ginn, da liest een um belsche Site, wat bei Afghanistan steet.

Do steet dann - a vill méi däitleche Wierder kann een et net beschreiwen: «Tout voyage en Afghanistan est totalement déconseillé. La situation sécuritaire en Afghanistan est en effet très problématique et la menace d'actes terroristes ou criminels contre les étrangers s'est considérablement aggravée les dernières années.», an esou weider an esou fort. Dat eleng, mengen ech, geet duer, fir ze soen, dass déi Missioun zënter aacht Joer net en integralen Erfolleg ka genannt ginn.

Et gëtt vill an ëmmer méi zivil Affer. D'Taliban maache sech éischter méi breet wéi méi schmuel. Et gëtt massiv Korruptioun. Et gëtt keng funktionéierend Justiz. Et gëtt keng gutt funktionéierend Police. Et gëtt massiv Vetternwirtschaft.

Et gëtt och nach ëmmer, och ënnert dem President Obama, e Prisong, wéi mer gemengt haten, dass et der net méi sollt ginn. Dat ass dee vu Bagram, deen och de President Obama nach net aus der Welt geschaf huet.

Och wa mer net kënne verlaange vun Afghanistan, dass se eng Demokratie no westlechem Virbild ginn - et gëtt och aner Weeër, fir demokratesch ze funktionéieren -, kann een awer trotzdeem och vun hei aus soen, dass déi lescht Wahlen, déi do ofgelaf sinn, eigentlech e Skandal sinn. Dat huet mat villem ze dinn, mä net mat fräien an demokratesche Wahlen. Et kann een am Fong nëmmen Hoffnung hu fir den zweeten Tour vum 7. November, och wann een ouni Naivitéit muss wëssen, dass weder den Här Karsai nach den Här Abdullah, kee vu béiden, e Champion ass vun der Demokratie a vun der absoluter Integritéit.

Leschten a wichtege Punkt: Et gëtt och nach ëmmer bis haut keng regional Dimensioun vun der Konfliktléisung - Stéchwuert Pakistan.

Et gëtt awer och e puer Fortschrëtter, an déi soll een net ënnert den Dësch kieren. Et gëtt eng Rei vu wichtege Grondversuergungen, déi haut besser funktionéieren: beim Waasser, beim Stroum, bei Iesswueren. Et gëtt méi Kanner, déi an d'Schoul kënne goen. Et gëtt méi Meedercher, déi an d'Schoul kënne goen, méi Meedercher, déi op d'Uni kënne goen. Et gëtt awer méi Fraerechter wéi nach virun e puer Joer. An dat si keng onbedeitend Fortschrëtter, déi een an deem Bilan einfach kéint ignoréieren. Et si Succèsen, an dat soll een och esou duerstellen.

déi gréng, Här Ausseminister, verlaange keen immédiatë Réckzuch wéi anerer dat maachen, well en immédiatë Réckzuch, dat wier eng Katastroph fir d'zivil Populatioun, a well da bannent e puer Wochen oder Méint all déi Fortschrëtter, déi awer do sinn, géife réckgängeg gemaach ginn.

En direkten Ofzuch, dat heescht en neie Biergerkrich an engem Land, wat zënter méi wéi 20 Joer net am Fridden ass, a wou 70% vun der Populatioun nach ni anescht gelieft hunn, wéi an engem Land, wat am Krich ass. Eng onvirstellbar grouss Zuel vu Leit, déi nach ni eppes anescht kannt hu wéi kee Fridden.

Mir verlaangen och kee Réckzuch, well et an deem Konflikt hei keng einfach Léisunge gëtt. Et wier einfach ze soen, de Réckzuch elo, mä et gëtt keng einfach Léisung an deem Konflikt. Mir verlaangen dat och net, well weder d'zivil Populatioun op der Plaz nach déi international ONGen, déi op der Plaz sinn, dat do verlaangen. En direkte Réckzuch oder haut e geneeën Datum ze nenne fir e Réckzuch, wier eng ganz ongeschéckt Verhandlungsstrategie. De Gewënner vun esou enger Fuerderung, dee brauch ech jo net mam Numm ze nennen, mä et wiere sécherlech déi Falsch, déi sech haut géifen doriwwer freeën, wa mer en Datum géifen nennen.

Mir verlaangen dat och schlussendlech net, deen direkte Réckzuch, well wann een et eescht mengt mam Multilateralismus - a mir hu jo alleguer dem President Bush e Manktum u Multilateralismus virgehäit -, dann, denken ech, sollte mir och net eis et do ze liicht maachen a mat enger reng nationaler Optik wëllen déi Fro vum Réckzuch aus Afghanistan beäntwerten. Duerfir si mer wéi gesot net der Meenung, dass ee muss haut en direkte Réckzuch fuerderen.

An deem Kader vu Multilateralismus muss awer all Acteur eng kloer Meenung hunn. An d'EU huet eng wichteg Roll ze spillen. Gradesou wéi d'EU eng wichteg Roll grad elo ze spillen huet, well an der amerikanescher Strategie am Moment e bësse Bewegung dran ass a méi Optiounen um Dësch leien, contrairement zu de rezente Joren.

Haut sinn, wéi ech scho virdru gesot hunn, 43% vun den Zaldoten aus der EU. Dat ass e ganz staarke militäreschen Asaz. Deen Asaz, deen ass zegmol, honnertfach méi grouss wéi dat, wat un zivilem Engagement vun der EU an deem Land geleescht gëtt.

Eis Fro ass: Wat mécht d'Lëtzebuerger Regierung gären an deem doten Dossier? Woufir plädéiere mir konkret an deem doten Dossier?

Mir verlaangen als Gréng vun der Lëtzebuerger Regierung en erkennbaart Engagement fir den Opbau vun enger funktionéierender Zivilgesellschaft an Afghanistan an domat fir eng seriö Ofzuchsperspektiv an deem Land. D'Militär eleng ass keng Léisung.

Mir verlaangen, dass d'Europäesch Unioun, a Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun sech staarkmaache fir e séieren a massiven Ausbau vum zivilen a rechtsstaatlechen - Polizei, Geriichter - Engagement an Afghanistan. Och dat brauch Zäit. Soulaang wéi déi Capacitéiten net opgebaut sinn, si mer d'accord, dass déi aner sécherheetsstëftend Capacitéiten net kënnen einfach esou ofgebaut ginn. Mir wëllen esou eng Gesamtstrategie, erkennbar a realiséierbar.

D'international Communautéit, Lëtzebuerg mat senge Partner - d'EU, d'NATO an d'UNO - mussen am Laf vun 2010 kloer kënnen op den Dësch leeën, wéi d'Afghaniséierung, also d'Zréckgi vun Afghanistan u lokal Autoritéite kann iwwert d'Bühn goen. Dat ass keng Fro vun Datum. Dat ass eng Fro vu Method. Et ass eng Fro vun Ziler, vun Engagementer a vu Moyenen.

Do hätte mer gäre Kloertext, well eppes ass kloer: Einfach weider wéi bis elo ass keng Léisung, an einfach weider wéi bis elo wäert et mat deene Gréngen och net ginn.

Dat kënnege mer haut schonn un. Wann nach eng Kéier déi Fro sech sollt stelle vun der Verlängerung vum Lëtzebuerger Mandat an Afghanistan, do sinn d'Regierung an all déi, déi an Afghanistan sinn, an der Bréngschold. An d'Efforten an deem Beräich kënnen och net just mam Scheckbuch geléist ginn, mä si musse politesch a strukturell geléist ginn.

Eng lescht Remarque...

M. le Président.- Här Braz, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech kommen zum Schluss, Här President. Just nach ee Saz.

Eng lescht Remarque. Ufanks Oktober oder Mëtt Oktober ass eng Etüd publizéiert gi vum European Council on Foreign Relations, eng exzellent Etüd, wéi ech fannen, déi sech mat der Fro vun den zivile Capacitéite vun den EU-Länner ausenanersetzt. Mir kommen do net besonnesch gutt ewech - fir dat Mannst ze soen.

Mir mengen awer, dass dat grad fir Lëtzebuerg eng Pist ass, wou mer kéinten an deenen nächste Joren eis spierbar bemierkbar maachen am Opbau vun zivilen Hëllefsinstrumenter fir Kriselänner. An do gëtt och d'Iddi lancéiert vun engem europäeschen Institut, vun engem europäesche Friddensinstitut. Mir mengen, dass et der Lëtzebuerger Regierung an dem Lëtzebuerger Land gutt géif zu Gesiicht stoen, wa mer eis zum Beispill géife beméien, dat Institut do op Lëtzebuerg ze kréien a fir do Know-how hei am Land opzebauen, dee mer international kënne valoriséieren am Intérêt vum Fridden.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Als éischte Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 30 Joer Krich, dat muss ee sech virstellen. Dat ass, wéi wann den Éischte Weltkrich 1918 net opgehalen hätt a bis zum Enn vum Zweete Weltkrich riicht duerch ugedauert hätt.

Dat sinn erwuesse Leit am bléienden Alter, déi um Ufank vum Krich, esou wéi den Här Braz et schonn ernimmt huet, gebuer goufen an hiert Liewe laang soss näischt kannt hu wéi Krich. Vun de villen Afferen a Verwonnten a vun deenen enormen Zerstéierungen iwwerhaapt net ze schwätzen.

Deen neien amerikanesche President huet de Krich an Afghanistan zu enger Prioritéit vu senger Aussepolitik gemaach an e wäert och an der Halschent vu senger Amtsperiod dorop jugéiert ginn.

Den Afghanistan-Konflikt ass awer scho säit geraumer Zäit net méi eleng e Problem vun Amerika, mä eng Missioun vun den Alliéierten, also och vu Lëtzebuerg. Ze ënnersträichen ass an dësem Kontext, datt déi sougenannten ISAF - Force internationale d'assistance à la sécurité -, an där sech déi meescht alliéiert Truppen erëmfannen, zwar vun der NATO geféiert gëtt, awer, esou wéi den Här Braz et ernimmt huet, ënner engem Mandat vun der UNO leeft.

Här President, wat huet sech an deene leschte Joren an Afghanistan gedoen?

Nom neie Kommandant vun den NATO-Truppen, dem Generol McChrystal, huet zënter dem Asaz vun der Allianz déi international Präsenz an Afghanistan sech souzesoe verzéngfacht. Trotzdeem huet de Widderstand vun de Rebellen zougeholl, an d'Zuel vun de gefalenen Zaldoten ass am éischten Hallefjoer am Vergläich mam leschte Joer ëm en Drëttel an d'Luucht gaangen.

De Krich an Afghanistan kann no dem neien NATO-Kommandant net duerch d'Vernichtung vun den Taliban a scho guer net duerch eng steigend Zuel vun ëmbruechte Feinde gewonne ginn.

Hien ass der Meenung, datt een nëmmen da kann erfollegräich sinn, wann een d'Bevölkerung mat abënnt, fir datt si d'Beméiunge fir eng friddlech Léisung vum Konflikt ënnerstëtzt. Duerfir muss de Schutz an de Respekt vun der Zivilbevölkerung am Zentrum vun den Effortë vun den alliéierte Kräften um Hindukusch stoen.

Ouni garantéiert Sécherheet fir d'Zivilbevölkerung ass et net méiglech, déi noutwendeg Konditiounen ze schafen, fir dem Land eng Chance ze ginn, sech nees opzebauen, sech ze entwéckelen, sech eng verantwortlech Regierungsféierung ze ginn, fir déi verheerend Korruptioun am Land ze meeschteren. All dëst setzt viraus, esou wéi et déi lescht Woch zu Bratislava bei der NATO-Versammlung vun de Verdeedegungsministeren ugedeit gouf, datt kuerz- a mëttelfristeg nach weider Ressourcen engagéiert misste ginn, an dat souwuel um materielle wéi och um finanziellen a mënschleche Plang.

Zu dësem Zäitpunkt mécht et net vill Sënn, Spekulatiounen iwwer konkret Bäiträg, déi Lëtzebuerg an dëser Hisiicht leeschte soll oder kéint, ze féieren. Hei soll een ofwaarden, wat an der nächster NATO-Versammlung am Dezember zu Bréissel konkret proposéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee sech déi Lëtzebuerger Approche zu Afghanistan virun Ae féiert, dann ass engem kloer, datt mir déi nei NATO-Strategie fir Afghanistan an hire Prinzipien nëmme guttheeschen an ënnerstëtze kënnen.

D'militäresch Missioune mat hirem zivilen Aschlag gi vun eiser Säit am Kader vun der sougenannter 3D-Approche, dat heescht, an där Diplomatie, Défense an Développement matenee gekoppelt ginn, zënter geraumer Zäit ënnerstëtzt.

Zënter 2003 partizipéiere mir mat engem Lëtzebuerger Kontingent un den Afghanistan-Schutztruppen - der ISAF. Dëse Kontingent besteet zurzäit, esou wéi den Här Braz et och schonn ernimmt huet, aus néng Leit an ass zu Kabul stationéiert, fir d'Sécherheet vum Flughafen ze garantéieren.

Nieft senger militäresch Bedeelegung hëlleft Lëtzebuerg awer och, den Training an d'Ausstattung vun der afghanescher Arméi matzefinanzéieren. Doriwwer eraus bedeelegt sech Lëtzebuerg zënter dem Joer 2000 un esou munche Programmer mat dem Zil, déi sozial a wirtschaftlech Entwécklung an Afghanistan no vir ze bréngen.

Am Kader vu sengem Engagement huet Lëtzebuerg Afghanistan bis dato mat ronn 25 Milliounen Euro ënnert d'Äerm gegraff. Esou fördert Lëtzebuerg duerch säin Engagement pluriannuel 2006/2010 den Opbau vun den Infrastrukturen, d'Verstäerkung vun de Capacitéiten am öffentlechen Déngscht souwéi och déi ländlech Entwécklung.

Nieft eisen Effortë fir den zivilen Opbau bedeelege mir eis duerch de Programme des Nations unies pour le Développement, de Fonds des Nations unies pour la Population, de Programme alimentaire mondial, de Comité International de la Croix-Rouge an neierdéngs och duerch de Fonds des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agri-

culture awer och u Projeten am Beräich vun der Gesondheet, der Ernährung an der humanitärer Hëllef.

Här President, ofschléissend wollt ech ënnersträichen, datt eisen Asaz an Afghanistan weist, datt fir eis vun Ufank un déi zivilorientéiert Komponent am Kader vun de militäreschen Aktiounen eng Haaptroll spillt. Déi nei NATO-Strategie entsprécht also eise Virstellungen, wat d'Léisung vum Afghanistan-Konflikt kéint sinn a bekräftegt eis Politik an dësem Beräich.

Et kann een also nëmmen d'Regierung encouragéieren, weider op dëser Schinn ze fueren, well et féiert kee Wee laanscht d'Abanne vun der afghanescher Bevölkerung zur Léisung vun deem Konflikt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Haupert Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren haut iwwert d'Participatioun vun der Lëtzebuerger Arméi un der internationaler ISAF-Missioun an Afghanistan, engem Asaz also, deen dausende vu Kilometer hei vun doheem ewech ass. Mä déi grouss Distanz zwëschent deenen zwee Länner dierf eis awer net vergiessen doen, dass d'Evenementer, déi an Afghanistan stattfonnt hunn an och nach stattfannen, en direkten Impakt op d'Sécherheet och vun de Lëtzebuerger an der Vergaangenheet haten an - hoffentlech kënne mer dat ofwieren - an der Zukunft net méi wäerten hunn.

E kuerze Réckbléck. Déi 19 muslimesch Extremisten, déi fir d'Attentater vum 11. September 2001 responsabel waren, goufen an de Campë vun Al-Qaida an Afghanistan ausgebilt an endoctrinéiert, an dat nämlecht gëllt och fir déi, déi responsabel ware fir d'Attentater zu Madrid an a Bali.

Doropshi sinn d'Vereenegt Staten opgrond vun der rechtlecher Basis vun der UNO-Resolutioun 1368 an Afghanistan amarschéiert. Dee Moment deemools war d'Zil vun där Missioun kloer: d'Terrorcampë vun Al-Qaida an Afghanistan ze zerstéieren, an engem Land, wat - mir hunn et héieren elo just nach - zënter Jorzéngten am Biergerkrich war.

Haut elo, no aacht Joer internationaler Präsenz an Afghanistan, wat ass haut d'Resultat?

Et ass méi wéi gemëscht! Gewëss, Afghanistan huet haut eng offiziell Regierung, déi demokratesch gewielt gouf, an et ass der internationaler Communautéit héich unzerechnen, datt se et fäerdeg bruecht huet, duerch hiren Drock eben en zweete Wahlgang ervirzebréngen, dorop ze insistéieren, deen eben elo de 7. November stattfënnt, anescht wéi dat an anere Länner, Nopeschlänner, de Fall war. Ech denken do ganz kloer un den Iran.

Et ass gemëscht, mä et ass eben och Positives. Hei ass dem Drock Rechnung gedroe ginn. Afghanistan ass och dobäi, a mir hunn et de Mëtteg hei schonn héieren, e Rechtsstat opzebauen, an d'Justiz an d'Police ze investéieren an ze versichen, d'Gerechtegkeet an d'Sécherheet fir seng Bierger ze garantéieren.

Gewëss, bei all dësen Entwécklunge gëtt et Bémolen, jee nodeem a wéi enger Regioun vum Land et ass. Mä et gëtt Fortschrëtter. Et si Fortschrëtter ginn.

Mä, an dat ass gradesou kloer, d'Sécherheetssituatioun huet sech verschlechtert, dramatesch verschlechtert, an dat besonnesch zënter dem Ufank vun dësem Joer.

Firwat?

Éischtens, an et dierf een et net vergiessen, déi éischt Ursaach ass déi, wéi d'Amerikaner mat hiren Alliéierten den Irak-Krich ugefaangen hunn a vun deem Moment un eng ganz Rei vu Mëttelen, souwuel wat d'Leit ubelaangt wéi och finanziell Mëttelen aus Afghanistan erausgezunn hunn, wat lues a lues nees méi an de Biergerkrich zréckgerutscht ass, a wou d'Taliban lues a lues ëmmer méi Muecht kruten.

Zweet Ursaach: D'Taliban, déi sech an d'Grenzgebitt zu Pakistan zréckgezunn hunn a sech do nei forméiert hunn, hu vun der materieller an der perséinlecher Ënnerstëtzung aus Pakistan kënne profitéieren. Haut ziele mer d'Unzuel vun Terroruschléi mat deenen dramateschen Zuele vu Victimen net méi.

Elo, an dësem Moment an op deem Hannergrond, gëtt natierlech vu ville Säiten d'Fro opgeworf, ob een un e Réckzuch sollt denken.

Wat géif dat bedeiten, wann ee sech dat emol géif virstellen? Ech mengen, dat wier ganz kloer. Aus Afghanistan erausgoen, géif bedeiten, den Taliban d'Land nees ze iwwerloossen. Et géif bedeiten, dass Afghanistan nees e Kärland vum islameschen Extremismus an Terrorismus géif ginn, mat alle Konsequenze fir d'Sécherheet vun de Leit aus Afghanistan, mä och d'Sécherheet vu besonnesch och den Nopeschlänner. Well nieft dem Terrorismus gesinn ech nach eng ganz aner Bedrohung, an dat ass déi, dass et den Taliban definitiv gelénge kéint, d'Atommuecht Pakistan - d'Nopeschland - ze destabiliséieren. Wat dat géif heeschen, kënne mer eis virstellen. Dat kann net sinn, dat dierfe mer net zouloossen.

Duerfir, mir brauchen an Afghanistan e Rechtsstat, dee fir Recht an Uerdnung an d'Sécherheet vu senge Bierger riichtsteet. An ech muss soen, obschonn et schwiereg ass, an den Här Minister wäert eis herno nach munches doriwwer soen, gesinn ech dräi Ursaachen, fir awer e bëssen optimistesch ze sinn.

Dat Éischt ass déi, dass mer et mat enger neier amerikanescher Regierung ze dinn hunn a besonnesch mat engem neie President, deem seng Kredibilitéit an der islamescher Welt, an der muslimescher Welt vill méi grouss ass. Seng Ried zu Kairo huet dat bewisen. Och hu se hir Aussepolitik geännert a si si sech bewosst, dass Afghanistan iewescht Prioritéit huet a sinn och gewëllt, zousätzlech Mëttel a Personal a Material dohinner ze stellen.

Zweet Ursaach: Och Pakistan huet agesinn, no deene rezente Schléi, déi se a Süd-Waziristan virgeholl hunn, dass se net kënnen d'Taliban esou iwwerhandgewanne loossen.

An drëtt Ursaach: Dat ass, dass net méi spéit wéi gëscht, virgëscht d'europäesch Ausseminister sech eens gi sinn, fir eben an Zukunft méi staark an d'Ausbildung vu Police a Justiz am Land ze hëllefen an an deem Sënn och dem Javier Solana an Optrag ginn hunn, fir déi Strategie ze entwéckelen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer zesumme kënnen deen Défi do léisen. En Défi fir e stabiliséiert Afghanistan, fir dass mer de Réckzuch an Éiere kënnen organiséieren. Well Réckzuch gëtt et. D'Fro ass just...

M. le Président.- Madame Polfer, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ech sinn direkt. Ech sinn am leschte Saz. Well Réckzuch gëtt et. D'Fro ass just, wéi.

Nodeem mer eis Ziler erreecht hunn, fir d'Sécherheet vun Afghanistan, vun den Nopeschlänner an och onser Welt? Oder well mer gezwonge ginn, erauszegoen?

Dat wier net fir d'éischt. Erënnere mer eis '89, wéi d'Sowjetunioun sech zréckgezunn huet: Wat dat als Konsequenzen hat, wësse mer nach. Dat dierfe mer net méi zouloossen. Well domat géife mer dem Sécherheetsusproch souwuel vun eise Bierger wéi vun de Bierger aus deene Länner net gerecht ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Polfer Merci. An als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Félix Braz Merci soe fir dëse wichtege Punkt iwwert de Bilan an och déi zukünfteg Perspektive vun der Lëtzebuerger Bedeelegung un den Efforten, fir Afghanistan ze stabiliséieren an erëm opzebauen, op d'Tagesuerdnung bruecht ze hunn.

Sou wéi en de Punkt formuléiert huet, hunn ech ganz interessant fonnt, well dat heescht, dass een net nëmmen dee militäreschen Aspekt muss gesinn, mä awer och den Aspekt vun der Entwécklung.

Mir hu vläicht net all puer Méint hei am Plenum iwwer Afghanistan geschwat. Ech wëll awer ervirsträichen, fir dass net gemengt gëtt, et géif an där Chamber hei ni doriwwer geschwat ginn, dass mer all Joer hei en Débat iwwer Aussepolitik hunn, wou de Minister an d'Fraktiounen och d'Thema Afghanistan ëmmer ugeschwat hunn.

An ech wëll soen, dass den Ausseminister an och de Verteidegungsminister regelméisseg an eis Kommissioun komm sinn, an do krute mer all Froen iwwer Afghanistan beäntwert. Si hunn eis souguer oft och Informatioune ginn, wa mer se net gefrot hunn; wann Ännerunge waren, wann et zu Ännerunge komm ass, wat eis Leit zu Kabul betrëfft. An ech wollt drun erënneren, dass mer déi Asätz ëmmer unanime, also all Parteien, an der Kommissioun gedroen hunn.

No aacht Joer Krich an Afghanistan steet also d'NATO elo, an hir Memberstaten, viru ganz wichtegen Erausfuerderungen. Si si schonn deelweis all ugeschwat ginn. D'Sécherheetssituatioun huet sech verschlechtert. Awer och déi politesch Situatioun, dee ganze Problem mat de Wahlen, déi elo an den zweeten Tour kommen. Et ass ugeschwat ginn. Ech wëll net erëm dran eragoen, soss hunn ech net genuch Zäit.

Mä wann ech d'Sécherheetssituatioun uschwätzen, da betrëfft dat natierlech déi vill Attentater, d'Attacke géint d'ISAF-Zaldoten, d'afghanesch Sécherheetskräften, awer virun allem déi Attacken an d'Sécherheet vun der afghanescher Zivilbevölkerung, déi och schonn ugeschwat ginn ass.

Ech wollt eng kleng Klammer hei awer nach opmaachen: Och eis Lëtzebuerger Zaldoten, déi jo mat de Belsch, wéi mer wëssen, fir d'Sécherheet um Flughafen KIA zu Kabul zoustänneg sinn, si betraff vun där degradéierender Situatioun. Ech wëll erënneren un dat rezent Attentat ganz no bei engem Gate vum Airport, wou jo och belsch Zaldote blesséiert goufen.

E grousse Problem ass awer och de Fait, dass d'Vertraue vun der afghanescher Populatioun an den Asaz vun den internationalen Truppen ëmmer méi ofhëlt, an och d'Opinion publique vun de westleche Länner stellt sech - zu Recht - Froen. An Äntwerte fannen ass net ëmmer esou einfach.

Erlaabt mer kuerz ze erläuteren, wéi mir dat bei eis an der Fraktioun, an der LSAP-Fraktioun gesinn.

Mir begréissen, dass d'NATO hir Strategie an Afghanistan endlech ajustéiert. Et schéngt wéi wann dem Generol McChrystal säi Rapport iwwerall Gehéier fonnt huet. An dem Generol McChrystal seng Recommandatioune liwwere jo och glécklecherweis Äntwerten op Kritiken, déi mir hei an Europa schonns säit Laangem geäussert hunn.

Hie seet jo, dass et elo wichteg ass, de Schutz vun der Zivilbevölkerung un déi éischt Stell ze setzen an net méi wéi virdrun d'Juegd op d'Taliban als oberst Gebot unzegesinn.

Konkret heescht dat jo och, weiderhin déi afghanesch Arméi opbauen, mä awer och d'Police; an do ass wierklech an deene leschte Joren net genuch gemaach ginn. Ech verweisen op zum Beispill den Artikel haut am „Tageblatt". Och do huet Europa nach déi eng oder déi aner Hausaufgab ze maachen. Dës afghanesch Arméi a Police musse jo kënnen d'Sécherheet am Land mëttel- bis laangfristeg selwer an d'Hand huelen.

All déi Efforten, déi mer wëlle maachen, ginn awer menger Meenung no net mat manner Leit um Terrain. Dofir mussen Effortë gemaach ginn, fir dass niewent méi Militärpersonal natierlech och méi Zivilpersonal op den Terrain muss kommen.

Den NATO-Generalsekretär, den Här Anders Fogh Rasmussen, huet jo zu Bratislava gesot: „Wa mer eis haut - also dat heescht elo - méi implizéieren, da brauche mer eis muer - also spéider - och manner ze investéieren."

Ech mengen, dee Saz solle mer net vergiessen. Mä méi implizéieren heescht awer och fir meng Fraktioun, fir d'LSAP, op kee Fall nëmmen op d'Optioun vum Tout militaire setzen.

Ech wëll hei op dee schreckleche Budgetsdéséquiliber opmierksam maachen, deen et zwëschent de Militärausgaben an den Entwécklungsausgaben, also der Zivilhëllef an der Dépense militaire gëtt. Dëst Verhältnis muss geännert ginn.

Wat Lëtzebuerg betrëfft, si mer do an enger ganz anerer Situatioun. Wann Der de Rapport vun der Kooperatioun vun 2008 kuckt an och de Rapport vum Ausseministère vun 2008, gesitt Der, dass schonn iwwer 20 Milliounë vu Lëtzebuerg an Afghanistan gaange sinn an dass mer eng Enveloppe annuelle vun 2,5 Milliounen hunn, wat den Développement, wat d'Entwécklung vun Afghanistan ugeet. An och elo nei Programmer mat der FAO, wat wichteg ass fir d'Landwirtschaft an Afghanistan.

D'Zil ass also e séchert, e friddlecht Afghanistan. Fir dass déi Leit, wéi gesot ginn ass, endlech no 30 Joer Krich, Zerstéierung hiert Land kënnen opbauen. Fir dass déi Regioun, an och dat hu Virriedner ugeschwat, wou de Pakistan ass, 270 Milliounen Awunner, eng Atommuecht, dass déi Regioun ka méi sécher ginn.

Natierlech mussen déi Pisten, déi de McChrystal elo opgezeechent huet, zu enger kloerer Strategie féieren, déi gräife muss, fir dass mer eis Ziler all erfëllen a fir dass mer Liicht um Enn vum Tunnel gesinn, dass ee kann iwwer e Réckzuch laangfristeg - mëttelfristeg, laangfristeg - nodenken. An dee Réckzuch kann - wéi gesot, do sinn ech mat de Virriedner all d'accord - net haut sinn, well da wär dat...

M. le Président.- Här Angel, Dir misst och esou lues zum Schluss kommen.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Da wär alles dat zerstéiert, déi Progrèsen, wou mer haut keng Zäit haten ervirzesträichen, déi awer gemaach ginn, déi e bëssen an den Hannergrond gerode sinn, wär dat alles zerstéiert. A wa mer aus Afghanistan erausginn, wann d'international Truppen erausginn, da musse se mam Kapp héich zur viischter Dier erausgoen a kee Chaos hannerloossen, en demokratiséiert Land hannerloossen. Si däerfe sech op kee Fall zur Hannerdier erausschläichen.

Dat gesot, villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci, an als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR ass mat engem lëtzebuergeschen Engagement an Afghanistan d'accord a considéréiert, datt mir eis eréischt deen Abléck sollten aus deem Land zréckzéien, wann déi Missioun hiert Zil an engem zefridde stellende Mooss erreecht huet a wann och aner Natioune sech zréckzéien.

Mir hätte gär, datt déi afghanesch Regierung endlech méi Eegeverantwortung iwwerhëlt an datt si endlech och hir vill gutt Intentiounen, déi se ëmmer deklaréiert, an d'Realitéit ëmsetzt.

Eis éischt an dankbar Gedanke si fir eis Zaldoten an Afghanistan, déi op der Plaz e wäertvolle Bäitrag fir de Fridde leeschten. Eis Aufgab ass et, si esou gutt wéi méiglech ze ënnerstëtzen.

Eise Merci geet och un d'Familljen an un d'Frënn vun deenen Zaldoten, déi duerch hir Gedold an hire Courage och eng wichteg Kontributioun leeschten.

Eis Solidaritéit gëllt och allen aneren Zaldote vun der Allianz. Alleguer zesumme probéiere si, Schued vun der ziviler Populatioun ewechzehalen. Leider geschitt dat heiansdo awer am Laf vun enger militäresch Operatioun, esou och nach viru kuerzem, wou e Loftugréff, dee vun der däitscher Arméi ugefrot gi war, zu zivilen Affer gefouert huet.

Eisen Ausseminister wor, an et muss ee leider soen, alt nees emol net op der Héicht vu senger Funktioun, wou hien déi Attacken op eng iwwerstierzten an onqualifizéiert Manéier kritiséiert huet. Mat esou Reaktiounen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léisst sech keng kredibel Lëtzebuerger Aussepolitik opbauen.

(Interruptions)

Wat eis Zivilhëllef ugeet, sou musse mir feststellen, datt déi Donnéeë vum Kooperatiounsministère alles anescht wéi transparent sinn. Am Rapport annuel vun deem Ministère steet zwar, datt mir vill, ganz vill Milliounen an dat Land schécken an och zum Deel iwwer wéi e Wee, mä firwat genee déi Sue gebraucht ginn, dat steet do net.

(Interruption)

Mir haten dofir gefrot, fir méi Informatiounen ze kréien, mä d'Servicer vun der Madame Minister Jacobs wore leider wäit manner kooperativ, wéi den Numm vun hirem Ministère et versprécht.

D'ADR freet dofir, datt d'Kooperatiounsministesch eis haut erkläert, firwat déi Sue genee gebraucht ginn, oder awer, datt si an d'aussepolitesch Kommissioun kënnt an do genee opzielt, wat mir u Projeten an Afghanistan finanzéieren.

(Interruptions diverses)

Bei esou enger onkooperativer Attitüd vun engem esou deiere Ministère muss ee sech froen, Här President, ob mir net och endlech am Beräich vun der Entwécklungshëllef misste spueren. Mir hunn e risegen Defizit am Stat, an awer gi mir nach ëmmer eng international Rekordzomm aus,…

(Brouhaha)

…an dacks a korrupt Länner a fir Projeten, wou ee sech muss vill Froe stellen.

Mir missten dofir och emol drun denken, fir d'Entwécklungshëllef gläichzäiteg ze limitéieren an u méi strikt Konditiounen ze bannen an esou, datt och eis national Ekonomie vill méi kéint vun deene Sue profitéieren.

(Interruptions)

E lescht Wuert nach, Här President,…

M. le Président.- Dir musst zum Schluss kommen, Här Kartheiser!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat maachen ech.

…an zwar zu den Drogen. Den Asaz vun der internationaler Communautéit an a fir Afghanistan sollt verstäerkt och derfir suergen, datt déi enorm Drogeproduktioun an deem Land endlech ophéiert. Och dat ass am Interessi vun eisem Land a virun allem vun eisem Jonktem.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, „jeder Krieg" - sot den Einstein - „fügt ein weiteres Glied an die Kette des Übels, die den Fortschritt der Menschlichkeit verhindert."

Ech hunn e grondsätzleche Problem mat militäreschen Interventiounen, well se an der Regel d'Problemer net léisen, meeschtens verschäerfen, mat esou vill Affer ënner Zivilbevölkerung oder och ënner Zaldoten, well dat sinn och fir mech Mënschen. A well et och dozou féiert, dass eng Duerstellung...

(Interruption)

Wéi?

(Interruption)

Däerf ech zéng Minutte geschenkt kréien, fir...

M. le Président.- Här Hoffmann, loosst Iech net aus der Rou brëngen!

(Hilarité)

Schwätzt Dir virun!

(Interruption)

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Well d'militäresch Interventiounen och an der Regel derzou féieren, dat ass och am Fall Afghanistan festzestellen, dass komplex gesellschaftlech an historesch Entwécklungen op eemol um Niveau vun der Schwaarz-Wäiss-Molerei oder um Niveau vun enger Bande dessinée vereinfacht ginn, hei déi Gutt, do déi Béis, a wie gewënnt an esou weider an esou fort.

Afghanistan ass eent vun deene Beispiller, wou de Sécherheetsbegréff elo erëm voll vun der militärescher Logik récupéréiert ginn ass. Den 11. September, dee schrecklechen 11. September, deen huet zwar dozou de Virwand geliwwert. Mir wëssen awer och, dass déi militäresch Logik scho virum 11. September, virun allem an den USA, voll virbereet war.

Wann ee kuckt: Wat ass dann d'Resultat? De Bin Laden, dee leeft nach ëmmer ronderëm. D'Taliban sinn zwar aus der Regierung verdriwwe ginn, mä - mir hunn et haut e puermol héieren - sinn awer alles anescht wéi geschloen. An och d'Interventioune vun de westlechen Alliéierte fuerderen - hir Interventiounen - ëmmer méi Affer ënnert der Zivilbevölkerung; e groussen Deel dovu Fraen a Kanner.

Also och déi Vermëschung, wann hei vun Opbau geschwat gëtt, vu militärescher Logik op där enger Säit an zivilem Opbau op där anerer Säit ass äusserst bedenklech, gesi mer och an de Konsequenzen, an et geet an der Regel op d'Käschte vun dem zivilen Opbau.

Dee Krich, gesi mer och, bitt ëmmer erëm neien Nährbuedem fir neien Terrorismus, an ech weess net, wou déi Spiral dann eng Kéier ophält. Duerfir verstinn ech och net déi Réckzuchsstrategien, déi hei ugefouert ginn, Datum, keen Datum an esou weider an esou fort. Well ech mengen, dass mer einfach op déi Aart a Weis, wéi mer elo do engagéiert sinn, de Problem net léisen.

Duerfir mengen ech, no Kanada, Holland, Japan, Dänemark: Kommt, mir ginn och eraus a mir konzentréieren eis voll op eng net militäresch Zivilstrategie; net nëmmen an Afghanistan.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Här President, ech probéieren eng global Äntwert ze gi fir d'Regierung, och am Numm vun der Ministesch, déi zoustänneg ass fir d'Kooperatioun, an och am Numm vum Verteidegungsminister, deen hei ass, den Här Halsdorf an d'Madame Jacobs.

Ech sinn och frou, Här Braz, dass mer eis kënnen hei öffentlech ënnerhalen iwwert d'Lëtzebuerger Politik an Afghanistan. Ech mengen, zwou Remarquë viraus: Mir schwätzen all Mount, och indirekt, als Lëtzebuerger mat an der Europäescher Unioun iwwert dat Thema Afghanistan. An ech mengen, et ass jiddwereen aus der Regierung bereet - dat war an der viregter Regierung esou, mam Här Schiltz an och mat mir, an dat wäert och an Zukunft si mat mengen zwee Kolleegen aus der Regierung, dass mer zu all Moment bereet sinn, fir an d'Kommissioun ze kommen a fir doriwwer ze schwätzen.

Bon, ech fannen, dass mer sollen immens houfreg sinn. An ech hunn dat och hei eraushéieren, mat vläicht enger Ausnahm, mä déi soll een net ze vill eescht huelen, dass mer hei eng 3D-Approche hunn, nämlech déi dräi politesch Instrumenter Développement, Défense an Diplomatie, dass mer déi ënner een Hutt brëngen.

Mir hunn als Lëtzebuerger, an ech soen et nach eng Kéier, dass mer sollen immens houfreg dorobber sinn, dass mer 25 Milliounen, net zënter 2001, mä zënter 2000 als Lëtzebuerger Afghanistan un humanitärer Hëllef fir d'Rekonstruktioun a fir d'Kooperatioun zur Verfügung gestallt hunn. Mir hunn, ech hunn et ugedeit, am Joer 2000 domadder ugefaang, an déi Regierung, déi deemools responsabel war, verdéngt mäi ganze Respekt. Mir hunn net gewaart, bis de Krich amgaange war 2001, mä mir hunn zesumme mat eise Partner vum Roude Kräiz, vun der UNO, vun den ONGen, déi do aktiv waren, deem Land versicht ze hëllefen.

Duerch de Krich an Afghanistan selbstverständlech huet déi humanitär Situatioun sech verschlechtert an eis Hëllef ass du massiv eropgesat ginn. An ech géif wierklech dervir warnen, virun allem vun dësem Pult aus, hei Téin anzeschloen, dass Lëtzebuerg als eent vun deene räichste Länner vun der Welt, just op deem Punkt, wou mer jo erwaart ginn, an op deem Punkt, wou mer an der Welt dostinn, zënter 20, 25, 30 Joer als ee Land, wat am meeschten et fäerdeg bruecht huet, deen 1% vun eisem PIB, fir deen ze erreechen, fir dat hei nidderzeschwätzen an duerno ze zerschwätzen; dat passt net zu der Lëtzebuerger Séil an och net zur Lëtzebuerger Astellung vun Aussepolitik.

Duerfir géif ech wierklech mengen, dass een do soll - wéinstens hei zu 59 - hei solidaresch si géint een - wann deen dat dann esou wëllt -, fir net op dee Wee matzegoen.

Ech géif och mengen, dass déi Lëtzebuerger heibannen, an och mir als Lëtzebuerg der nationaler Strategie fir Entwécklung vun den afghaneschen Autoritéiten do immens vill gehollef hunn. Ech menge virun allem eis Kooperatiounspolitik - an ech wëll domadder ufänken, well et fir mech dat Wichtegst ass -, am Waassersecteur, d'Beschafe vun Drénkwaasser, den Traitement vum Ofwaasser, och am Gesondheetssecteur, d'Nutritioun, d'alimentaire Hëllef, d'Ënnerstëtzung vun der lokaler Landwirtschaft. Lëtzebuerg intervenéiert an de Programmer spezifesch fir Fraen an Afghanistan, fir eeler Leit, fir déi Handicapéiert, fir aner Gruppen, déi besonnesch ufälleg sinn, an nach eng Kéier, och an der Drogebekämpfung. Loosse mer dach doriwwer e wéineg houfreg sinn, dass mer kënnen ee klengen Deel do mathëllefen, deene Leit e bessert Liewen ze garantéieren!

Afghanistan ass a bleift eent vun deenen äermste Länner vun der Welt. D'Liewenserwaardung an Afghanistan si 44 Joer. Loosse mer dat net vergiessen, wa mer haut hei doriwwer schwätzen.

Ech géif och mengen, dass mer am Beräich vun der Défense, fir just deen Haaptaspekt ze soen, effektiv jo zënter Laangem an der ISAF integréiert sinn, de Moment mat néng Zaldoten um Kabuler Flughafen. Zaldoten, déi eng ganz wichteg Missioun do hunn, nämlech d'Sécurisatioun vum Flughafen. Ouni déi Sécuritéit um Kabuler Flughafen ass fir dat Land dat Operatiivt immens schwéier, an duerfir ass dat ganz wichteg.

Am Ganzen hunn elo 182 Zaldoten un där Missioun do deelgeholl, Lëtzebuerger Zaldoten, Jongen a Meedercher, an ech mengen, si verdénge besonnesch Unerkennung, well se villes am Intérêt vun eisem Land, am Déngscht vun eisem Land do geleescht hunn. Den Défenseminister ass hei, an ech sinn iwwerzeegt, dass d'ganz Regierung, dass d'Lëtzebuerger Regierung ni wäert deen Asaz an Afghanistan och an Zukunft net oprechterhalen. Mir bleiwen a mir hëllefe weider an Afghanistan.

Ech probéieren dann och ze soen oder Argumenter ze bréngen, firwat dass mer och als Lëtzebuerger mat Geld, mä awer och mat eiser Präsenz an Afghanistan wëllen hëllefen dat Land nei opzebauen. Mir wëssen, an do musse mer ëmmer ufänken, dat ass d'Basis vun der internationaler Diplomatie: D'Präsenz vun der internationaler Communautéit an Afghanistan baséiert op engem UNO-Mandat, e kloert Mandat vum Weltsécherheetsrot.

Mir hunn dat Mandat kritt vum Weltsécherheetsrot als international Communautéit, an Dir wësst, dass mir als Lëtzebuerger do matmaachen, well d'Zil dovunner ass, Afghanistan viabel Strukturen ze ginn, dass fir dat Land, fir seng Populatioun, a Fräiheet, e stabile Stat, wou de Respekt vun de Mënscherechter garantéiert ass, kann opgebaut ginn. Dat ass an engem Saz gesot d'Mandat vun der UNO, d'UNO-Mandat.

Lëtzebuerg war d'accord, dass dat Mandat och fir zwielef Méint verlängert gëtt, bis an den Oktober 2010, mä ech kann elo hei scho soen, dass iwwert den Oktober 2010 eraus dat Mandat och muss verlängert ginn, wa mer wierklech wëllen eppes do erreechen. Mir hunn als Lëtzebuerg d'Chance, vun Terroristenattacke bis elo verschount bliwwen ze sinn, Här Hoffmann, wann Der mer just dat erlaabt - net nëmmen un Iech, ech weess, dass Dir ee sidd, deen dat positiv kritesch gesäit -, mä et geet drëm, eis international Solidaritéit do ze weisen, an der internationaler Communautéit, fir matzehëllefen, mat villen anere Länner, an eis net do ze verstoppen, fir eben och eist Land, wat där Gefor ausgesat ass, virum internationalen Terrorismus ze schützen.

Et sinn 43 Länner, déi bei der ISAF matmaachen. Dat sinn alleguerten d'NATO-Länner, mä et sinn awer och vill Länner, déi net an der NATO sinn, an duerfir, et geet drëm, dat, wat mer 2006 zu London versprach hunn, déi viregt Regierung, dass mer am Kader vum Afghanistan Compact och dat verwierklechen, wat mer eis virgeholl hunn.

Wat wëllt déi international Gemeinschaft an Afghanistan erreechen? Dat ass jo d'Fro. Den afghaneschen Territoire, fir et och an engem Saz ze soen, soll net méi als Sanctuaire benotzt kënne gi fir terroristesch Organisatioune wéi Al-Qaida. Dat bréngt mat sech, dass d'afghanesch Bierger a Fridden, a Sécherheet, an engem stable Land liewe kënnen, wou d'Liewensqualitéit sech progressiv verbessert. Ech hunn et elo grad ugedeit, Afghanistan ass eent vun den äermste Länner op der Welt.

Wat hu mer bis elo erreecht? Ech géif vläicht ufänken, wou d'Madame Polfer sech, a mengen Aen, jo och ganz berechtegterweis vill domadder opgehalen huet, dat sinn d'Wahlen. Här Braz, Wahlen an Afghanistan, dat ass net ze vergläiche mat Wahlen an iergendengem anere Land. Kuckt, d'Amerikaner hu 17.000 Zaldoten déplacéiert, fir dass déi Wahlen iwwerhaapt eng Chance hu kënne stattzefannen. Mir hunn als Europäesch Unioun Milliounе Steiergelder zur Verfügung gestallt, fir dass déi Wahle kënne stattfannen.

Déi Wahle waren, wéi Dir dat richteg gesot hutt, net perfekt. Dat huet och keen erwaart. Mä et ass dach awer formidabel, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, duerch d'UNO, duerch déi EU-Observateuren, déi jo eng entscheedend Roll gespillt hunn, ënnert der Leedung vum Generol Morillon, dass dat Resultat erauskomm ass, wat erauskomm ass, dass net akzeptéiert ginn ass, dass d'Frauden, déi gemaach gi sinn an Afghanistan, dass déi net akzeptéiert gi sinn. Dat fannen ech awer e formidabele Schrëtt, deen do an déi richteg Richtung weist.

Ech mengen, mir däerfe jo och net vergiessen, dass an Afghanistan déi Leit, déi wiele ginn, zu engem groussen Deel ënner Liewensgefor wiele ginn. Dat däerfe mer net vergiessen. Et ass also eng kleng Zuel nëmme vun deenen iwwer 20 Milliounе Leit an Afghanistan, déi wiele gaange sinn, mä déi, déi wiele ginn, dat sinn der praktesch, déi wierklech mat a Kaf huelen, virun allem ausserhalb vu Kabul, dass se a Liewensgefor sinn, wa se deen Akt do maachen.

Mir sinn um zweeten Tour. Mir hate gëschter eng laang Diskussioun, oder virgëschter, eng laang Diskussioun ënner Ausseministeren heiriwwer. Et ass jo formidabel, dass d'Resultat rectifizéiert ginn ass um éischten Tour op 49,67%. Dat heescht, effektiv ass de Courage geholl ginn, fir ënnert déi 50% ze kommen, well dat effektiv deem ensprécht, wat d'Realitéit war, an dann eben en Accord ze fanne mat deenen zwou Parteien, déi elo nach am Spill sinn, nämlech engersäits de President Karsai, anerersäits de fréieren Ausseminister Abdullah, fir en zweeten Tour ze organiséieren.

Et ass nëmmen ze hoffen, dass wierklech d'Léiere gezu gi sinn aus dem éischten Tour, dass net och am zweeten Tour honnertdausende Wahlziedele mussen ongülteg erkläert ginn, dass d'Wahlurne gestoppt sinn an esou weider an esou weider. An do wäert erëm eng Kéier d'Europäesch Unioun eng wichteg Roll spillen. Mir hunn décidéiert, als Europäesch Unioun, d'Kommissioun, fir eng Observatiounsmissioun dohinner ze schécken an der UNO ze hëllefen, fir dass et am zweeten Tour richteg erofgeet.

Ech wëll vläicht, Här President, soen - ouni elo hei, zemools haut...; ech kommen nach eng Kéier kuerz dorobber zréck -,

dass et awer trotzdeem och positiv Usätz gëtt an Afghanistan. Ech mengen, den Här Braz huet der jo och e puer genannt. Et goufen zënter 2001 13.000 km Stroosse gebaut an Afghanistan. Iwwer dräi Millioune Leit hunn ausserhalb vu Kabul an där Zäit Accès kritt op Drénkwaasser. Sechs Millioune Kanner ginn an d'Schoul, dovunner een Drëttel Meedercher. Kengem Meedche war zu Taliban-Zäiten erlaabt, iwwerhaapt an d'Schoul ze goen, keng Fra hat d'Erlaabnis, sech vun engem Dokter ënnersichen ze loossen. Alles dat si Faiten, Här Hoffmann, deene musse mer Rechnung droen. A mir sinn net an Afghanistan, als international Communautéit a mat Hëllef vu Lëtzebuerg, fir Afghanistan ze besetzen, mä fir Afghanistan ze befreie vun deem Fléau, deen op där Populatioun do sëtzt.

Um Opium ass näischt gutt. Selbstverständlech. Mä ëmmerhi muss ee wëssen, dass, vu 34 Provënzen, an 20 Provënze keen Opium méi ugeplanzt gëtt. D'lescht Joer waren et eréischt 18 Provënzen, 2001 waren et der nëmme sechs, wou keen Opium ugeplanzt ginn ass. Iwwerall op deenen anere Plazen ass Opium ugeplanzt ginn. Mir hunn och ganz vill als international Gemeinschaft, a Lëtzebuerg hëlleft do mat, an d'Landwirtschaft investéiert. Dat ass e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung, well dräi Véierel vun der afghanescher Populatioun lieft um Land, an 80% dovunner liewen dann ebe vun der Landwirtschaft.

Da kënnt een immens wichtege Punkt, dat ass d'afghanesch Arméi, am Kader vun deem berühmte Wuert vun der Afghanisatioun vun deem Land. Et sinn haut 94.000 Zaldoten an der ANA, dat heescht „Afghan National Army", bedeelegt. Si bedeelege sech un 90% vun den ISAF-Operatiounen. An 62% vun de Fäll iwwerhuele se souguer schonn eleng d'Féierung. Bis Oktober 2010, dat ass d'Zil, sollen 134.000 Sécherheetskräften an Afghanistan ausgebilt ginn. Dorobber muss higeschafft ginn.

Pakistan. Et hëlt mer ze vill Zäit - d'Madame Polfer an aner Kolleegen, ech mengen och den Här Angel huet dorobber higewisen -, selbstverständlech ass dat heiten och e Problem vu Paschtunen, dat heescht, déi sinn an deem enge Land wéi an deem anere Land, an do muss ugesat ginn.

Elo weess ech haut, wann ech hei schwätzen, Här President, just haut, wou mer de Moien d'Nouvelle kritt hunn, dass sechs UNO-Leit zu Kabul erschoss gi sinn, dass et schwéier ass, fir vu positiven Evolutiounen an deem Land ze schwätzen. Afghanistan bleift ee Land mat extreme Sécherheetsproblemer. Dat wësse mer. Déi international Gemeinschaft ass sech bewosst, dass gewësse Saachen an hirer Approche, an dat ass och hei ugedeit ginn, sech ännere mussen, besser un déi afghanesch Liewensaart a -weis ugepasst gi mussen. A vun der Säit vun der internationaler Communautéit muss ee sech e puer Froe stellen.

Ech mengen, dass d'Europäesch Unioun, d'Obama-Administratioun, d'NATO jo amgaang sinn nozedenken, wéi se verschidde Saachen anescht upake kënnen. Eist Zil ass et jo, nach eng Kéier, den Afghanen ze erméiglechen, selwer Verantwortung ze iwwerhuele fir hiert Land. D'Afghane solle kënne selwer hiert Land géréieren an och politesch féieren. Wichteg an deem Kontext ass de Fait, dass d'Approchë vun der neier amerikanescher Regierung den europäesche Positiounen ëmmer méi no kommen.

Wann déi nei Regierung an Afghanistan bis um Rudder ass, a vill vun eis hoffen, dass et souguer kéint zu enger Koalitioun kommen tëschent de Leit vum Karsai an de Leit vum Abdullah, dat wier remarquabel. Mä wann déi nei Regierung eng Kéier steet, a mir hoffen, dass dat nom 7. November ka ganz séier geschéien, da muss déi Transitiounsphas, déi da kënnt, ganz séier ofgeschloss ginn.

Ech erënneren hei drun, dass viru Méint de fréieren däitschen Ausseminister Steinmeier eben ee Plang, een Zéng-Punkte-Plang an der Europäescher Unioun niddergeluecht hat - dat ass och d'Basis, op där mer diskutéiert hunn, nach virgëschter -, an ech géif Iech vläicht e puer Punkten dorauser eraushuelen, fir ze kucken, wat dat kéint sinn.

Dat Éischt, dat ass d'Afghanisatioun vun der Sécuritéit. Am Beräich vun der Polizei ass dat entscheedend. An do, just do, ech mengen, de Problem vu 40.000 méi Zaldoten, déi gefrot gi vum McChrystal, ass eng Saach. Mä wat héchstwahrscheinlech gradesou wichteg ass, wann net nach méi wichteg ass, dat ass déi „NATO Training Mission for Afghanistan" an och déi „EUPOL Afghanistan Missioun", dat heescht, wou Polizisten, wou Riichter, wou Leit, déi sech ëm den État de droit bekëmmeren, kënnen ausgebilt ginn.

Eist Zil war et, 400 Leit aus Europa an Afghanistan ze schécken, fir dat ze maachen. Do mussen an all Land - ech betounen dat, ech mengen, da versti mer eis -, an all Land vun der Europäescher Unioun mussen do Effortë gemaach ginn, bäi aller Komplikatioun, och wat d'Sécherheet ugeet, wat dat betrëfft, well hei si mer jo net am militäresche Beräich, hei si mer am zivile Beräich.

Dann deen zweete Punkt: D'„bonne gouvernance" muss verbessert ginn. D'Afghane musse sech vill, vill méi asetze fir d'Bekämpfung vun der Korruptioun. Mir mussen an deem Kontext hëllefen, méi administrativ Kaderen ze forméieren, an da selbstverständlech och eng Kéier drun denken, de Wuesstum, den ekonomesche Wuesstum ze förderen.

Dann de Punkt vun der Réconciliatioun an och vun der Reintegratioun vun den Opstännegen. Dat si Sujeten, déi mussen ugeschwat ginn, absolut ugeschwat ginn. Dëse Prozess muss natierlech vun den Afghane geleet ginn, am Respekt vun der afghanescher Constitutioun.

Mä fir et emol op Lëtzebuergesch ze soen, wat ech eng Kéier scho gesot hunn an enger anerer Sprooch: Menger Meenung no ass et richteg, wann ee seet, dass, wa mer um Punkt sinn, dass et eng afghanesch Regierung gëtt, wou d'Taliban sech bedeelegen an där Regierung, Taliban, déi sech fräie Wahle stellen, Taliban, déi de Rechtsstat akzeptéieren, déi déi fundamental Mënscherechter akzeptéieren, dann hu mer de Krich gewonnen. Här Angel, wann Dir sot, mir mussen zur viischter Dier kënnen erausgoen: Dann ass dee Moment komm, wou mer kënnen zur viischter Dier erausgoen.

Dann e Punkt, den Opbau vum Land, a virun allem nach eng Kéier d'Visibilitéit vun der Kooperatiounspolitik, d'Visibilitéit vun deem Opbau: Dee muss Virrang hu viru militäreschen Aktiounen. Ech mengen, d'Sécherheet vun der lokaler Populatioun muss absolut Prioritéit hunn a Saache militäresch Präsenz, soss näischt. Mä d'Sécherheet vun der lokaler Populatioun muss do Virrang hunn.

Ech mengen, dass déi nächst zwee Joer wäerten entscheedend sinn, och aus der Iwwerleeung, dass an Amerika no zwee Joer Kongresswahle sinn. Also Wahle sinn, déi ganz wichteg sinn, wou den „midterm" kënnt vum neie President senger Legislaturperiod, an dass do wierklech, a Bezuch op d'militäresch Präsenz an Afghanistan, eng Entscheedung wäert getraff ginn no zwee Joer. Also sinn dës zwee Joer wichteg.

Den Här Haupert huet richteg gesot, dass dat Land zënter 30 Joer am Krich lieft, an dass et also mindestens zwou Generatioune gëtt, déi näischt anescht gesinn hunn an deem Land wéi Krich. Mir brauchen Zäit, fir dorauser erauszekommen. Dat stëmmt. Mä ech si frou, dass hei an der Chamber ee ganz, ganz grousse Konsens besteet. Ech soen dat och mat mengem Kolleeg, dem Här Minister, deen zoustänneg ass fir d'Arméi a fir d'Défense, dass mer eis hei net vergadderen, an den Här Braz huet dat vun Ufank u gesot, et soll keen Zäitplang fir den Truppenofbau opgestallt ginn. Wa mer dat géifen hei maachen, géife mer eis absolut desolidariséiere vun der internationaler Communautéit. Dee Punkt ass net komm.

Mir musse kucken, dass mer een neie Pakt elo fäerdeg bréngen, mat där neier Regierung an Afghanistan: Wéi kann déi international Gemeinschaft hëllefen, am Kader vun der Afghanisatioun selbstverständlech vun deem Land, wéi kënne mer hëllefen, e Plang opstelle fir déi nächst zwee Joer, wou effektiv all dat muss realiséiert kënne ginn, wat mer eis virgeholl hunn, a wat d'afghanesch Regierung sech virhëlt, fir dat Land ze stabiliséieren, fir d'UNO-Mandat ze respektéieren?

Ech soen e leschte Punkt an dann halen ech op. Mir hu scho laang diskutéiert iwwer eng international ministeriell Konferenz iwwer Afghanistan. Mir hunn och diskutéiert iwwert d'Plaz, wou déi Konferenz soll stattfannen. Grouss Länner an der Europäescher Unioun, wéi zum Beispill Frankräich, hunn eng absolut Virléift fir de Schrëtt ze maachen an esou eng Konferenz vun der internationaler Communautéit zu Kabul ofzehalen, wëssend, dass dat eng ganz grouss Sécherheetsfro ass, mä dass et awer e Geste wier, wou een der Populatioun an Afghanistan awer géif e Message bréngen. Ech fannen, dass een op där Positioun do selbstverständlech soll mathëllefen, a mengen Aen, ouni d'Analys ze vernoléissegen iwwert d'Sécherheetsgarantien, wann een esou eng Konferenz géif zu Kabul organiséieren.

Här President, ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Ausseminister Merci, an domadder wier dëse Punkt ofgeschloss. Jo, den Här Braz huet d'Wuert nach.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech hu leider elo kee Wuert héiere vum Ausseminister, vläicht ass et och méi eng Fro un den Innen-, Arméi- a Policeminister, d'Fro no den zivile Capacitéiten, no de rechtsstaatleche Capacitéiten, déi mer zu Lëtzebuerg missten opbauen am Sënn och, wéi gesot, vun där Etüd vum European Council & Foreign Relations. Dat schéngt mir wierklech eng haart Pist ze si fir déi nächst Joren. Dir sidd elo leider net dorop agaangen, mä vläicht ass och méi den Här Halsdorf gefuerdert.

M. le Président.- Den Här Arméiminister Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense.*- Ech ka just soen, Här President, dass den Här Ausseminister ganz exhaustiv war, dass en am Fong all Aspekter, déi de Verteidegungsminister betreffen, ugeschwat huet: d'Kontinuitéit, a mat eise Moyenen eist Bescht ginn.

Wat elo de Volet civil ugeet, hunn ech schonn, wat d'Polizei ugeet - an ech huelen un, den Här Biltgen wëllt datselwecht maachen -, mat senge Leit gekuckt, wéi mer an der Justiz an am Beräich vun der Polizei kënnen eng Hand mat upaken, fir Afghanistan ze stabiliséieren an deene Biergerinnen a Bierger dohannen d'Méiglechkeet ze ginn, am Fridden ze liewen. Mir hunn datselwecht jo am Kosovo gemaach, an ech mengen an enger Zäitschinn, déi eisen Ausseminister elo grad gezeechent huet, kënne mer dat och hei fäerdeg bréngen.

Merci.

M. le Président.- Gutt. Mir kommen elo zur Orientéierungsdebatt.

Den Här Henckes freet nach eng Kéier d'Wuert, fir eng Motioun ze déposéieren.

4. Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt just eng Motioun déposéieren, fir e Moratoire ze froen am Fall vum Tram uechtert d'Stad.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que dans son programme gouvernemental le Gouvernement dit attribuer une priorité à la mise en place d'un tram léger dans la ville de Luxembourg;

- que lors de sa déclaration gouvernementale Monsieur le Premier Ministre a déclaré que tous les projets entraînant des dépenses nouvelles et substantielles seraient «sous réserve de financement»;

- que le Gouvernement n'a pas présenté de plan de financement pluriannuel pour la construction d'un tram et des nombreux travaux connexes nécessaires à sa réalisation;

- que le débat public sur l'opportunité d'un tram ou de toute autre solution de type RER/Metro/City Tunnel est loin d'avoir été mené à bout;

invite le Gouvernement

- à s'engager dans une pause de réflexion concernant le projet d'un tram léger et à suspendre immédiatement tous les travaux liés de près ou de loin à sa réalisation;

- à profiter de cette pause de réflexion pour faire réaliser une étude comparative opposant la solution d'un tram léger à la solution sous-terraine;

- à inclure dans cette étude comparative entre autres les éléments suivants:

a) la faisabilité technique

b) le coût financier réel incluant le coût de tous les travaux annexes

c) l'impact sur le transport de personnes (capacité et temps de parcours) au niveau national et au niveau de la Grande Région.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

M. le Président.- Elo komme mer awer zur Orientéierungsdebatt iwwert de Programm vu Stockholm. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Doerner, den Här Bettel, d'Madame Err, den Här Braz, den Här Henckes an den Här Hoffmann. Den honorabelen Här Fayot huet als Éischten d'Wuert als President vun der aussepolitescher Kommissioun.

5. Débat d'orientation sur le programme de Stockholm

Exposé

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, den 10. an den 11. Dezember dëst Joer hëlt den Europäesche Rot zu Stockholm e Programm un, dee soll den Numm „Programm vu Stockholm" kréien. Dee Programm ass geduecht, fir den europäesche Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet op- an auszebauen. Dëst ass e Kaderprogramm, deen, nom Accord vun de Stats- a Regierungschefen, ufanks nächst Joer duerch en Aktiounsplang vun der Kommissioun ausgedäitscht gëtt. Dat heescht, dass da fir all eenzel Orientatiounen, déi an deem Programm sinn, prezis legislativ, reglementaresch a soss Mesurë festgeluecht ginn.

Dräi Ministere sinn dovunner concernéiert: De Justizminister, de Minister fir d'Police an d'Protection civile an de Minister fir Immigratioun an Asyl, an et kënnt ee souguer soen, dass och bis zu engem gewëssene Mooss de Kooperatiounsminister, den Aussenhandelsminister vun deene Problemer betraff sinn.

Dëst ass den drëtte Kaderprogramm fir 2010 bis 2014, no deem vun Tampere fir 2000 bis 2005 an deem vu La Haye vun 2005 bis 2010. D'Virgeschicht vum Programm vu Stockholm besteet aus enger öffentlecher Consultatioun an de Joren 2007/2008, och aus Iddien, déi 2007 vun engem informelle Grupp vun Innenministeren, vun e puer EU-Innenministeren zesummegedroe gi sinn, an och eng Kommunikatioun vun der Kommissioun vum 10. Juni 2009, also dräi Deeg no de Lëtzebuerger Wahlen.

Am Juli 2009 war eng éischt informell Réunioun vum Conseil JAI, also Justice Affaires intérieures, déi sech ëm déi Froe bekëmmeren. Den 30. November an den 1. Dezember gëtt dann am Conseil nach eng Ronn gedréint, da schwätzen d'Ausseministeren doriwwer de 6. an de 7. Dezember, an dann décidéieren den 10. an den 11. Dezember d'Stats- a Regierungschefen am Europäesche Rot.

Dozwëschent muss een allerdéngs soen, dat ass fir d'Kolleeginnen an d'Kolleege wichteg, geschitt villes - dat Meescht - am Coreper, also an deem Conseil vun de Représentants permanents, an och an deenen onzielege Comitéen an techneschen Aarbechtsgruppen - et sinn der ongefëier eng 30 -, déi op deem vastë Gebitt säit Jore schaffen.

Déi dräi Chamberskommissiounen, nämlech d'juristesch Kommissioun, d'Innenkommissioun an d'Aussen- an Europakommissioun, déi fir d'Froe vun dem Programm vu Stockholm zoustänneg sinn, waren der Meenung, d'Chamber soll an enger öffentlecher Sitzung an an der Phas, wou dee Programm nach verhandelt gëtt, eng Orientéierungsdebatt doriwwer féieren.

Sécher ass de Programm vu Stockholm nach net ganz konkret an enthält vill allgemeng Orientatiounen. A jee nodeem, wéi déi ausgefouert ginn, ännert sech awer onst Liewen an deenen nächste Joren, dat heescht och d'Liewe vun den europäesche Bierger an den nächste fënnef Joer.

Erënnert Iech: De Programm vun Tampere aus dem Joer 1999 war ee méi vun Ouverture a Vertrauen. Du koumen d'Attentater vum 11. September 2001 an och vum Mäerz 2004 zu Madrid, an d'Welt war eng aner.

D'Haaptzil war vun do un de Kampf géint den Terror a géint déi Kriminalitéit. Elo, 2009, hale mer eng Debatt of, fir der Regierung ze soen, wéi ons Sensibilitéiten op deem Gebitt sinn, a fir och unzemellen, dass mer an Zukunft méi wéi bis elo derbäi als Chamber matschwätze wëllen.

Här President, wou sti mer haut um Enn vum Programm vu La Haye? Dee Programm huet - et kann een dat soen, wéi ee wëllt, d'Glas ass hallef voll oder hallef eidel -, deelweis, nëmmen deelweis, Resultater bruecht, op jidde Fall nëmmen deelweis déi Resultater, déi e sech gestallt hat.

Eng Haaptorientatioun war sécher déi vun der Sécherheet un de Grenzen no banne wéi och d'Iwwerwaache vun de Baussegrenzen, déi weiderentwéckelt goufen. De Kampf géint déi illegal Immigratioun a géint déi international Kriminalitéit gouf verstäerkt. Nei biometresch Päss goufen an deem Sënn 2006 agefouert. D'Informatiounssystemer SIS II, also Schengen-Informatiounssystem II, a VIS, dat heescht Visainformatiounssystem, sinn an der Ausaarbechtung. De Kampf géint den Terrorismus gouf intensivéiert, an och d'Zesummenaarbecht vun de Justiz- a Polizeibehörde gouf weiderentwéckelt, zum Beispill iwwert den europäeschen Haftbefehl.

D'Kommissioun selwer weess, si huet dat an enger grousser Evaluatioun duergeluecht, dass dëst den Haaptaspekt vun den Ustrengungen an de leschte Jore war. Si beméit sech duerfir, an hirer Evaluatioun e gewëssent Gläichgewiicht hierzestellen. Si ënnersträicht, dass se sech bei all Gesetzesvirlag no der Grondrechtecharta orientéiert huet, wat ech hir gären ofhuelen, well d'Kommissioun an och d'europäesch Institutiounen, och souguer, ouni dass déi Charta bis elo contraignant war - déi gëtt et jo eréischt duerch den Traité vu Lissabon -, hu sech no der Grondrechtecharta orientéiert.

Et gouf eng Agence des droits fondamentaux den 1. Mäerz 2007 agefouert. E Forum fir d'Rechter vun de Kanner gouf geschaf. An der Asyl- a Migratiounspolitik goufe gemeinsam minimal Normen agefouert. Et gouf e Bureau d'appui en matière d'asile virgeschloen. En Aktiounsplang iwwert déi Froen ass am Joer 2008 virgeluecht ginn. An datselwecht gëllt och fir d'legal Immigratioun an d'Schafe vun enger sougenannter „blue card".

Villes allerdéngs, muss ee soen, bleift op deem Gebitt virtuell. Dat heescht, am Zoustand vu grousse Pläng, vun Direktiven, déi net allgemeng transposéiert oder zum Deel och nach wéineg applizéiert ginn.

Déi konkret Zesummenaarbecht och zwëschent Justiz a Polizei vun de Länner kënnt allerdéngs och lues virun. Munches ass onkohärent a vill schafft och jiddwereen a sengem Eck. Et ginn ëmmer nei Instrumenter geschaf. Dat heescht Agencen, deenen hir konkret Effikassitéit net bewisen oder nach ze beweisen ass. Dat sinn also Evaluatiounen, déi éischter mitigéiert sinn iwwert de Succès op deem Gebitt.

Här President, ech wëll awer hei ënnersträichen, an dat ass och ze begréissen, dass Lëtzebuerg an deene leschten zéng Joer zu de Länner gehéiert huet, déi op deem Gebitt vum Raum vun der Fräiheet, der Sécherheet an der Gerechtegkeet weiderkomme wollten a sech dofir och agesat hunn.

Ob Immigratiouns- an Asylpolitik, Koordinatioun vun der Justiz, Zesummenaarbecht vun der Police, Bekämpfung vun der internationaler Kriminalitéit, Lëtzebuerg huet sécher vill vun enger europäescher Politik fir seng Sécherheet ze gewannen. Lëtzebuerg ass bei all deene Froe keng Insel. Dëst gëtt am beschten illustréiert - et ass ons nach déi leschte Kéier an der Kommissioun vum Immigratiounsminister gesot ginn -, dass keen Demandeur d'asile, keen eenzegen Demandeur d'asile, deen zu Lëtzebuerg ass, op där eenzeger Baussegrenz ukënnt, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, nämlech um Findel. Alleguer komme se aus dem gemeinsamen europäesche Raum, a wien eng Kéier do dran ass, dobannen ass, gëtt eng Responsabilitéit fir alleguerten d'Länner vun der Europäescher Unioun.

Här President, firwat ass et awer esou schwéier, op deem Gebitt vu Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet weiderzekommen? Eh bien, et ass liicht ze verstoen. Een, deen emol eng Kéier an engem internationale Gremium war, wou dat diskutéiert ginn ass, deen huet dat direkt un der Reaktioun vun de Länner gesinn. Déi Froen, ëm déi et sech hei handelt, stellen d'Häerz vun der nationaler Souveränitéit vun all Land duer. All Land huet seng eege Justizsystemer a jorhonnertelaange Beméiunge mat hire Particularitéiten opgebaut. Duerfir natierlech och d'Schwieregkeet, fir d'national Kompetenzen un d'Europäesch Unioun op deem Gebitt ze iwwerdroen a se gemeinsam ze verwalten. An duerfir och dat laangt Bestoe vun Eestëmmegkeet am Rot, wann esou Froe behandelt goufen.

Dat huet jo - wann Der déi Froen e bësse verfollegt hutt - och dozou gefouert, dass zum Beispill fir d'éischt fënnef Länner duerch e Vertrag ausserhalb den europäesche Strukturen de Schengen-Raum geschaf hunn, fir de fräie Verkéier vun de Persounen ze garantéieren. Duerno ass de Schengen-Accord eréischt an den europäesche Vertragssystem iwwerholl ginn. Datselwecht war de Fall fir d'Zesummenaarbecht vun de Policen zum Beispill am Vertrag vu Prüm. Och op anere Gebidder ass déi Zesummenaarbecht fir d'éischt informell gewiescht, ier se lues a lues formaliséiert gouf.

Eréischt am Vertrag vun Amsterdam vun 1997 usazweis an elo an deem vu Lissabon ginn eng ganz Partie vun deene Froe gemeinschaftlech an net méi reng intergouvernemental behandelt.

Awer nach ëmmer gëtt et Länner, wéi Der wësst, déi iwwerhaapt net dobäi matmaache wëllen. Mä mir kënnen awer soen, wann de Vertrag vu Lissabon emol eng Kéier a Kraaft ass, da ginn nei Direktiven och a Codécisioun behandelt, also och vum Europäesche Parlament als Colégislateur mam Ministerrot diskutéiert an décidéiert. Och d'national Parlamenter kréien duerch de Vertrag eng nei Responsabilitéit am Allgemengen, fir d'Législatioun no der Subsidiaritéit an der Verhältnismëssegkeet ze kontrolléieren, a ganz besonnesch och déi fir Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet.

Wéi Der wësst, gëtt fir dës Froen de Seuil vun der Zuel vu Parlamenter, déi Asproch géint eng Direktiv erhiewe kënnen, vun engem Drëttel op ee Véierel erofgesat, an trotz der Majoritéit am Rot gëtt et och nach ëmmer eng lescht Brems fir e Memberland, fir sech am Europäesche Rot géint eng Direktiv op deem Gebitt ze opposéieren.

Et wäert also och an Zukunft nach ëmmer schwéier ginn, schnell a kloer Fortschrëtter ze maachen, obwuel de Vertrag vu Lissabon Fortschrëtter wäert erlaben.

Här President, dat Europa, an deem mer haut liewen, ass eent vu grousser Fräiheet. Mir déplacéieren ons fräi am Schengen-Raum wéi a wou mer wëllen, mir kënnen am Ausland studéieren oder schaffen, Geschäfter maachen, ons Partner sichen, wou mer wëllen. Seele war jiddwer Eenzelnen esou fräi an dësem Raum vu 500 Millioune Mënschen. Eng Fräiheet, vun där vill Leit op der Welt nëmmen dreeme kënnen.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Sécher gëtt et an dësem Raum, och doduerch just, vill praktesch a juristesch Problemer. 18,5 Millioune Leit liewen haut an Europa net an hirem Ursprongsland. Dat schaaft Problemer fir Koppelen, wa se sech scheede loossen, wa Kanner am Spill sinn, wa muss gedeelt ginn, wann Ierfschaften ze décidéiere sinn. Den Zougank zur Justiz ass oft schwéier, d'Rechter vun der Défense sinn net ëmmer esou garantéiert, wéi et misst sinn. Sproochbarrièren a praktesch Barrièren erschwéieren de Leit et, Zougank zu de Geriichter ze kréien.

Virun allem awer, muss een hei ënnersträichen, liewe mer säit e puer Joer an enger Welt vun Angscht a Verdacht, trotz där grousser Fräiheet. Et ass d'Angscht virun enger massiver illegaler Awanderung aus aarme Länner an dat räicht Europa. Si gëtt illustréiert duerch déi verzweifelt Versich vu Leit aus Afrika, mat schappege Booter iwwert d'Mëttelmier an Europa ze kommen. Et ass d'Angscht virun enger enker an onopfälleger Iwwerwaachung vum Eenzelnen, géint déi kee sech eigentlech esou richteg wieren ze weess. Et ass d'Angscht virun enger krimineller Energie, déi vun deem grousse fräie Raum profitéiert.

D'Gläichgewiicht zwëschent Sécherheet a Fräiheet ass schwéier ze fannen. D'Mënsche sinn hin- an hiergerappt zwëschent engem extreme Sécherheetsbedürfnis an dem Wonsch no Fräiheet a Schutz vum private Liewen.

Wie wëllt sech soe loossen, en hätt net alles ënnerholl, fir fierchterlech Attentater mat dausenden Opfer ze verhënneren? Mä wie stellt net déi extrem Mëttelen a Fro, déi dobäi an d'A gefaasst ginn, wéi zum Beispill d'Duerchliichtung vum ganze Mënsch, senger Vergaangenheet, sengen intiimste Gefiller?

Oder méi konkret zum Beispill de sougenannten Nacktscanner, deen a verschiddene Flughäfe schonn am Keller prettsteet. Oder d'Juegd op all Drëps, déi an engem Passagéier sengem Gepäck ass, aus Angscht, et kéint een domat a mat engem Handy eng Bomm maachen?

Gradesou schwéier, Här President, ass et, d'Gläichgewiicht zwëschent Ouverture a Fermeture ze fannen, wa Leit aus frieme Länner bei ons kommen, deenen et schlecht geet, déi keng Hoffnung op e bessert Liewen hunn, déi doheem diskriminéiert a verfollegt ginn.

Wéi soll d'Politik heiheem an och an der Europäescher Unioun déi Équatioun léisen? Domat, mengen ech, muss d'Chamber sech och beschäftegen.

Duerfir si mer iwwerzeegt, dass onst Parlament an engem fréie Stadium mat dëse grondlegende gesellschaftspolitesche Problemer, déi et an dësem Programm vu Stockholm gëtt, an offenen a kontroversen Debatte sech befaasse muss.

Dëst war, muss ech soen - ech kennen dëst Parlament jo gutt -, bis elo zimlech seelen de Fall. Hu mir zum Beispill jee hei an der Chamber iwwer biometresch Päss diskutéiert? Iwwer Sënn an Onsënn dovun? Wat heescht dat fir ons, wa muer all ons Fangerofdréck an enger zentraler Datebank leien an ofgeruff kënne ginn? A vu wiem? Wien ass da verantwortlech, wa Panne virkommen? Wann d'Ofdréck net kloer sinn? Wann Onschëlleger verdächtegt ginn, erausfiltréiert a verhënnert ginn, weiderzereesen?

Ech wëll mer an Zukunft net soe loossen, mir hätten net als Parlament aschneidend Mesurë fir d'Fräiheet op hire Sënn an hir Portée ofgeklappt an diskutéiert.

Wat um Gebitt vu Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet an der Europäescher Unioun ofleeft, ass fir e Bierger an och fir en Deputéierte kaum nozevollzéien. Dat läit un der Komplexitéit vun deene Froen, déi transversaler Natur sinn. Dat heescht, si beréieren d'Justiz, d'Police, d'Protection civile, d'Immigratiouns- an Asylverwaltungen, si gräifen an d'Aussepolitik era grad ewéi an d'Kooperatiounspolitik an an den Aussenhandel - ech hunn et scho gesot.

Mir si wéineg gewinnt, transversal ze schaffen an ze denken. Duerfir muss ech och hei soen, ech begréissen déi gutt Zesummenaarbecht zwëschent deenen dräi Kommissiounen an der Chamber, déi sech domat stéckweis beschäftegen, grad ewéi och mat deenen dräi Ministeren, déi domat befaasst sinn.

Mir wëllen duerfir och als Chamber eng gutt Zesummenaarbecht mat deenen dräi dofir zoustännege Ministeren opbauen. Ech sinn iwwerzeegt, dass si och gesinn, dass d'Zesummenaarbecht wichteg fir d'Qualitéit an d'Akzeptanz vun dëser Politik bei de Bierger ass.

Här President, ech kann hei net am Detail op all Facette vun deem Programm agoen, deen zu engem gudden Deel eng Fortsetzung vun deenen zwee éischte Programmer ass. Nei ass awer d'Absicht - dat ass op jidde Fall meng Impressioun, wann ech d'Texter liesen -, d'Absicht an och d'Betounung vun der schwedescher Présidence, de Programm vu Stockholm op d'Interessen an d'Bedürfnisser vun de Bierger ze zentréieren.

Alleréischt Prioritéit soll de Schutz vun de perséinleche Fräiheeten an der Intimsphär vum Eenzelne sinn. Dëst ass sécher eng Reaktioun op déi vill Froen, déi d'Leit sech ëmmer méi iwwert déi vill Sécherheetsmesuren a Sécherheetspläng stellen, déi sech an de leschte Jore mam Argument vum Kampf géint den Terrorismus an der internationaler Kriminalitéit agebiergert hunn.

Dat ass näischt Abstraktes. Ech ginn Iech e Beispill aus Lëtzebuerg. E Reglement vum 24. August 2007 iwwert den Accès zum Flughafe gëtt der Police ganz large Befugnisser, fir Leit den Accès zum Flughafen ze verbidden.

(Interruption)

Voilà! Ënnert de Kritären, déi do ugefouert ginn, gëtt et der, déi prezis ëmrass sinn an och nozevollzéie sinn, ob dat gesondheetlecher oder strofrechtlecher Natur ass. Mä aner Kritäre si wéi Knätschgummi.

Wat ass dat, een - ech zitéieren aus dem Règlement grand-ducal: «…qui ne remplit pas les critères de fiabilité ou d'honorabilité et est depourvu du sens des responsabilités requis»? Oder een, deen «de sérieux problèmes financiers» huet?

Also, ech mengen, et gëtt och hei zu Lëtzebuerg an esou Reglementer sech Froen ze stellen. Dat ass also e Beispill vu relativ kompletter Duerchliichtung vu Mënschen, wéi se an der Nofolleg vum Attentat vum 11. September 2001 iwwerall an der Welt entstanen ass.

Ech liesen och elo ganz rezent, d'USA an d'Europäesch Unioun wéilten d'Kontroll vu Bankdate weider ausbauen. Et sollen nämlech net nëmmen international Transaktioune kontrolléiert ginn, mä och nationaler. Eng Décisioun ass fir den 30. November elo virgesinn. Dovu soll dann net nëmme Swift concernéiert sinn, mä all europäesch national Finanzservicer.

Här President, et geet sécher net dorëm - ech wëll dat hei ganz kloer soen -, de Kampf géint den Terrorismus op d'liicht Schëller ze huelen. Et geet ëm d'Verhältnismëssegkeet vun de Mëttelen, déi agesat ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Haut gëtt et technesch Méiglechkeeten, iwwer Satelliten a Statioune weltwäit Télefonskommunikatiounen an den Internet ofzehéieren. Am Joer 2010 sollen d'Euroschäiner mat engem Chip versi ginn, deen erlaabt nozevollzéien, wou a bei wiem dee Schäin lant. Oder et sollen Techniken entwéckelt ginn, fir ze erkennen, wat fir e Gesiichtsausdrock zum echten Terrorist gehéiert.

(Hilarité et interruption)

Den George Orwell, Här Bettel, lieft nach ëmmer, mengen ech.

(Hilarité et interruption)

Wat och interessant ass: Wann ee sech mat deene Froen e bësse beschäftegt, da weess een och, wéi zum Beispill an der Bundesrepublik d'Bundesverfassungsgeriicht d'Politik op deem Terrain zréckgepaff huet. Ech erënneren un déi sougenannt Rasterfahndung am Joer 2006 oder de Versuch vun enger breeder Online-Sich no Verdächtegen am Joer 2008, wou also d'Verfassungsgeriicht an Däitschland gesot huet: Dat do geet ze wäit. Bis dohinner, an net weider.

Wat seet dann elo de Virschlag vun der schwedescher Présidence dozou?

E seet - an dat fannen ech wierklech wichteg -, et misst en ëmfängleche Schutz fir all stockéiert Donnéeën ausgeschafft ginn, dee Prinzipien enthält an den Zweck, d'Legitimatioun, d'Upassung, d'Sécherheet an d'Vertraulechkeet am Opstellen an am Échange vu privaten Donnéeë festleet a kloerstellt.

E seet och, dass d'Kommissioun eng Recommandatioun virleeë soll, fir mat den USA iwwert de Schutz an den Austausch vu privaten Donnéeën ëmfaassend ze verhandelen.

Et soll e Gesetz, en europäescht Gesetz geschaf ginn, fir d'Prinzipië vum Dateschutz am Austausch mat Drëttstate festzeleeën. Et soll eng europäesch Certificatioun fir Technologien a Servicer ausgeschafft ginn, déi d'Privatsphär net ugräifen. An d'Europäesch Unioun soll federführend sinn, fir international Norme fir den Dateschutz auszeschaffen an déi néideg international Instrumenter dofir ze schafen.

Also Schluss mam Saucissonnage am Ëmgank mat den Donnéeë vun eenzelne Bierger, mat der Heefung an der Vernetzung vun individuellen Donnéeën an Datebanken. Eng Attitüd, Här President, déi absolut ze begréissen ass.

Selbstverständlech geet Innenpolitik an Europa net ouni Aussepolitik. Fir et méi konkret ze soen: Zum Beispill Migratiounspolitik kann net ouni Relatioun mat de Länner ausserhalb der Europäescher Unioun gesi ginn.

Fir dass eng Migratiounspolitik méiglech ass, muss och de Retour, dat heescht d'Réadmissioun an d'Länner, wou d'Leit hierkommen, méiglech sinn. Dat geschitt am beschten iwwer Accorden, déi d'Europäesch Unioun aushandelt, well bilateral Accordë fir vill Länner, och fir Lëtzebuerg, schwiereg ze erreeche sinn.

E Corollaire dozou ass natierlech eng Politik vu Réinstallatioun, „resettlement", wéi dat esou schéin heescht, déi e gemeinsamen Effort vu Solidaritéit an der EU duerstelle soll, fir Leit, déi a Lager iwwerall an der Welt sëtzen, eng Zukunft ze ginn.

D'Migratiounspolitik soll awer net nëmmen negativ ënnert dem Aspekt vun der illegaler Awanderung gesi ginn. Legal Awanderung ass positiv als eng Tromp fir wirtschaftlech Entwécklung a Kompetitivitéit ze gesinn.

Dëse Froekomplex huet iwwert de Schutz vun de Baussegrenzen an der Visapolitik e wichtegen externen Aspekt. Jee no de geographesche Prioritéite gëtt déi Visapolitik en interessant Instrument, fir aner Länner lues a lues un Europa erunzezéien, Stabilitéit un onse Grenzen ze schafen an d'wirtschaftlech Entwécklung esou ze förderen, dass d'Leit net méi sech vun doheem iwwerhaapt fortbewege sollen. Dëst gëllt fir de Westbalkan, wou de Visa-fräien oder erliichterten Zougank zu der EU méiglech gemaach soll ginn.

Här President, fir ofzeschléisse just dat hei: De Programm vu Stockholm, vun deem ech elo zwee Aspekter e bësse méi prezis ëmrass hunn, däerf keen eidelt Faass bleiwen. En däerf sech net op Floskelen a schéi Wierder beschränken.

Et gëtt décidéiert fir e Rechtsraum op- an auszebauen, deen am Déngscht vum Bierger sengem dagdeegleche Liewen, senger Fräiheet a Sécherheet ass a seng Relatioune mat der Justiz dobausse méi einfach mécht. Onst perséinlecht Liewen an den Zoustand vun onser fräiheetlecher Uerdnung an de kommende Joren hänken dovunner of, dass dat am Respekt vun de Mënscherechter an am Gläichgewiicht zwëschent Fräiheet a Sécherheet geschitt.

An deem Rechtsraum soll op d'Verhältnismëissegkeet vun de Mëttelen opgepasst ginn, déi dofir agesat ginn. De Schutz vun den eenzelne Bierger ass eng alleréischt Prioritéit. D'Sécherheet muss duerch eng effikass a systematesch Zesummenaarbecht vu Police a Justiz an de Memberlänner garantéiert ginn, déi op rechtlech ofgesécherte Fundamenter steet. Den Eenzelne muss awer och wëssen, mat wéi a mat wat fir Mëttelen e sech géint iwwerdriwwen Iwwerwaachung wieren a seng Fräiheetsraim verdeedege kann.

Déi räich Länner mussen och wëssen, dass eng modern Migratiouns- an Asylpolitik net ouni Solidaritéit no bannen an no bausse méiglech ass. An Europa - dat heescht och mir - soll net vergiessen, dass et net nëmme Verantwortung fir sech huet, mä dass seng eege Stabilitéit a Fridden dovunner ofhänken, wéi gutt et de Mënsche ronderëm Europa geet.

An dësem Sënn, Här President, kann de Programm vu Stockholm, wa mer dann de politesche Wëllen dofir hunn, eng reell Chance fir ons Zukunft sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Fayot Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Christine Doerner agedroen. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Christine Doerner *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Programm ass d'Spigelbild vun deenen europäesche Projeten, déi virrangeg während deenen nächste fënnef Joren développéiert kënnen oder solle ginn. D'Initiativ, dëse villfältegen Inhalt vun dësem Aktiounsplang méi biergerno ze bréngen, kënnt vum honorabelen Här Ben Fayot, deen, wéi mer wëssen, en Expert an der europäescher Denkaarbecht ass.

An dësem Programm däerfe mir eise gemeinsamen europäeschen Acquis, eis Idealer net vergiessen, dat heescht de Mënsch a seng Dignitéit als Mëttelpunkt vun Demokratie a Rechtsstaatlechkeet; d'Verteidegung vun de Fräiheetsrechter a Biergerrechter; d'Eegestännegkeet an d'Villfalt vun den Traditiounen; a selbstverständlech en europäesche Gesellschaftsideal zum Wuel vun alle Biergerinnen a Bierger.

Nach ni ass esou vill vun dësen Ziler geschwat gi wéi haut. An zwar an engem Moment, wou de Verfassungsprozess op e gutt Enn schéngt ze kommen.

Dës Idealer kënnen awer net nëmmen exklusiv mat ekonomesche Moossnamen erreecht ginn. Villméi gehéiert heizou d'Rücksicht op déi enorm Diversitéit vu kulturell legitiméierte Rechtssystemer. All juristesche System ass nämlech en Deel vun der Kultur a reflektéiert d'Politik, d'Moral, d'Relioun an d'Geschicht selbstverständlech vun engem Land.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

An engem groussen Europa halen d'Biergerinnen an d'Bierger op hiren eegenen nationale Rechtssystem. De Liewensalldag vun den Europäer huet sech awer definitiv gewandelt. Hautdësdags gëtt net nëmme grenziwwerschreidend gehandelt a geschafft, mä och bestuet, gepacst, getrennt a verierft. An et ass an dësen internationale Situatiounen, wou de Bierger wëllt wëssen, wellecht Recht gëtt ugewannt a wéi kënnt hien zu sengem Recht.

Dofir steet d'Sécurité juridique un éischter Stell vum Stockholmer Programm. Säit Tampere, wéi elo just gesot ginn ass, am Joer 1999, huet den Opbau vun der EU-Justiz grouss Fortschrëtter an Zivil- a Strofrecht gemaach.

Fir den europäesche Bierger nach méi staark an Europa ze integréieren, soll dëse Programm ganz einfach eng Fortsetzung vun Tampere ginn an huet folgend Ziler: e supranationalen Zivilrechtsraum, deen déi national Rechtssystemer net a Fro stelle wäert; kloer, kohärent codifizéiert, materiell an territorial Kompetenzregelen, haaptsächlech am Familljen- an am Ierfschaftsrecht.

Esou soll bei grenziwwerschreidende Successiounen d'Gesetz ugewannt gi vun deem Land, wou den De cujus - dat wëllt soen, de Verstuerwenen - säi leschten normale Wunnsëtz hat. Dësen neie Prinzip soll also de Plang vun enger Successioun, déi grenziwwerschreidend ass, wat mir den „estate planning" nennen, vereinfachen.

Da gëtt geschwat vun engem europäeschen Ierfschäin an och vun enger Vernetzung vun den europäeschen Testamentsregësteren. Mä och d'Certificatë vun dem État civil, vun den Actes d'état civil sollen an Zukunft genausou einfach an Europa, awer och an Drëttstate circuléiere kënnen, wéi d'Persoun selwer.

Well an dëser Matière wësse mer, dass et grouss Divergenze gëtt vu Land zu Land, an dofir begéine mir ëmmer erëm Schwieregkeeten an Auslandsadoptiounen an och an de sougenannte Mariages mixtes. Bei enger Scheedung sollen d'binational bestuete Koppelen d'Méiglechkeet kréien, de Geriichtsstand an d'Loi applicable ze wielen. Dat wëllt soen, haaptsächlech wat déi verméigensrechtlech Suitë bei enger Trennung betrëfft. Bei der Fixatioun vun Alimenter, awer och vun der elterlecher Ophutt, Gewalt, sollen eenheetlech harmoniséiert Regelen derfir suergen, dass op d'Chancëgläichheet vun dësen zwee, vu Mann a Fra, soll gerecht opgepasst ginn an esou dee sougenannten „forum shopping" ausschalten.

Och den Zougank zum ADR, déi „alternative dispute regulation", soll promouvéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Christine Doerner *(CSV)*.- D'Médiatiounsrichtlinn vun 2007 soll systematesch ugewannt ginn.

De Programm gesäit awer niewent intellektueller Accessibilitéit duerch d'Codificatioun, duerch d'Diffusioun vu konsolidéierten Texter a Jurisprudenzen op engem EU-Portail, duerch de Bürokratieofbau - mir fannen am Programm erëm: „less regulation but better regulation" -, awer och eng Accessibilité matérielle bei der Justiz muss kommen, an zwar zum Beispill d'Prozesskäschtenhëllef ze verstäerken, maschinell Iwwersetzungshëllefen. Den Affer an de Geschiedegte sollen duerch technologesch Videomesuren op de Geriichter onnéideg Déplacementer erspuert ginn. Kleng Fuerderunge kéinten online behandelt ginn an ofgewéckelt ginn.

Mat dëse Propositioune soll an Zukunft versicht ginn, de Rechtsschutz an Europa ze demokratiséieren an zougänglech fir jiddwereen ze maachen. D'Sécurité juridique ass schlussendlech e wichtege Standuertfaktor fir an an Europa.

Den europäesche Bannemaart brauch och e séchere rechtleche Kader fir d'Entreprisen. Ëmmer méi Betriber sinn iwwert d'Grenzen eraus aktiv. Dofir solle Contratstypes a verschiddene Sprooche publizéiert ginn, un deene sech déi Kleng- a Mëttelbetriber orientéiere kënnen. Awer och harmoniséiert EU-Regelen, wat d'Sëtzverlegung vun de Gesellschafte betrëfft.

Dann ass virgesinn, eng europäesch Privatgesellschaft, eng EU-Variant vun eiser S.àr.l., mat Mindeststandarde wat Kapital, Aschreiwen a Regësteren, awer och d'Protektioun vun de Créancieren ugeet, anzeféieren. Et huet näischt mat der Société européenne ze dinn, well déi am Fong geholl reservéiert ass fir grouss international Betriber.

Den Ausbau vum TEE, den Titre exécutoire européen, soll selbstverständlech net vernoléissegt ginn. Zivil- a Kommerzuerteeler musse kënnen direkt a schnell, ouni laang Exequatur-Prozeduren, am Ausland vollstreckt ginn.

Dëse Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung soll och op aussergeriichtlech, öffentlech Instrumenter ausgedehnt ginn. Hei si mir am puren europäesche Prozedursrecht.

Mä och am Pénal muss de Prinzip vun der Reconnaissance mutuelle fir all Stufe vun enger Prozedur gëllen. Zum Beispill d'Mesuren zum Schutz vun den Zeien oder Affer, déi an engem Land getraff gi sinn, mussen och am Nopeschland respektéiert ginn.

D'Ausübung vum Prinzip vun der Reconnaissance mutuelle huet selbstverständlech als Konsequenz, dass Uerteeler, déi an engem Land geholl gi sinn, Auswierkungen an allen EU-Memberstaten hunn a besonnesch Incidencen op de Justizsystem, den nationale Justizsystem. Dofir brauche mir Vertrauen an déi auslännesch Systemer, haaptsächlech wat de Juge pénal betrëfft, déi hir Uerteeler am Respekt vun den Droits de l'Homme an de Libertés fondamentales spriechen. Ech verweisen hei op d'Homogenitéit, awer och déi Verklammerung vun de Mënscherechter, wou den honorabelen Här Ben Fayot elo just ausgeluecht huet, par rapport op dëse Programm.

Fir dës Confiance elo ze stäerken, soll éischtens Eurojust méi staark abezu ginn an den Droit communautaire; dat wëllt soen, fir derfir ze suergen, dass dat europäescht Recht méi effizient ugewannt gëtt.

D'Schoulungen an Europarecht fir d'Riichter an de Parquet; e Pilotprogramm soll den Austausch vun „best practices" vun den nationale Geriichter erlaben, an d'Geriichter solle mat modernen elektronesche Kommunikatiounssystemer ausgestatt ginn.

Dat alleréischt Zil vu polizeilecher Zesummenaarbecht ass d'Preventioun an d'Bekämpfung vun där typescher grenziwwerschreidender Kriminalitéit. Ech huelen do e puer Beispiller: d'Cyberkriminalitéit, d'Drogen, d'Kannerpornographie, de Mënschenhandel.

Hei kann d'EU beweisen, dass e gemeinsamen Asaz op europäeschem Niveau dem Bierger Schutz bitt. Dofir soll d'Potenzial vun Europol besser genotzt an ausgebaut ginn, mat Eurojust zesummeschaffen. Den europäesche Strofregësterinformatiounssystem soll weidergefouert ginn a gläichzäiteg sollen awer och déi individuell Verteidegungsrechter gestäerkt ginn, parallell selbstverständlech mam Dateschutz.

Och d'Behandlung vun de Prisonnéier ënner mënschlechen Haftbedéngungen steet op der Agenda. Pilotprojete vun alternativen Haftstrofe solle finanziell europäesch ënnerstëtzt ginn.

No dësem Iwwerbléck aus dem Volet EU-Justiz stelle mir fest, dass de Bierger am Mëttelpunkt vun den europäesche Beméiunge steet. Déi europäesch Rechter vun eenzelne Bierger solle mëttelfristeg Realitéit ginn. Domat ass de Bierger net nëmme fir Europa do, mä och Europa fir de Bierger, an dat ass wat Europa brauch.

Ech wëll nach eng Motioun ofginn, déi vun der LSAP a vun deene Gréngen an der CSV ënnerschriwwe ginn ass. Et feelt nach d'Ënnerschrëft vum Här Fayot.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que le Conseil européen, qui se tiendra à Bruxelles les 10 et 11 décembre 2009, entend adopter, après ceux de Tampere et de La Haye, un nouveau programme quinquennal pour la période 2010-2014 visant à renforcer l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice;

- que la liberté, la sécurité et la justice sont considérées comme les pierres angulaires de la construction européenne et comme les garants d'une Europe prospère et pacifique;

- que d'importants progrès ont été réalisés dans ces domaines depuis l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, qui prévoit la réalisation d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, et ce grâce aux priorités politiques dûment définies au travers des programmes pluriannuels;

- que malgré les nombreuses réussites notamment au niveau:

- de la gestion des frontières intérieures et extérieures avec la levée des contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen et une gestion plus cohérente des frontières extérieures grâce à la mise en place de l'agence Frontex,

- de l'immigration via l'établissement de normes communes et d'un agenda commun,

- de la coopération policière et judiciaire avec la création du mandat d'arrêt européen,

- du droit civil et commercial avec l'établissement de règles communes sur la loi applicable en matière de responsabilité civile ou en matière contractuelle,

- de la protection des enfants,

de nombreux efforts restent a réaliser;

- qu'en effet, les avancées ont été plus lentes dans certains domaines voire pour certains aspects, en raison notamment de l'ineffica-

cité des dispositions institutionnelles marquées fortement par le caractère intergouvernemental des politiques en matière de liberté, de sécurité et de justice;

- que toutefois l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, que la Chambre des Députés appelle de ses vœux, permettra d'accélérer la construction de l'espace de liberté, de sécurité et de justice en levant les obstacles rencontrés notamment au niveau de la prise de décision et renforcera, grâce à l'implication majeure du Parlement européen et des parlements nationaux, le caractère démocratique des procédures décisionnelles;

- que la présidence suédoise vient de rendre public, le 16 octobre dernier, son projet de programme de Stockholm censé définir le cadre de coopération européenne en matière de police, de douane, de protection civile, de coopération judiciaire pénale et civile, d'asile et de politique des migrations et des visas;

- que le programme de Stockholm maintient et assoit la dynamique entamée par le premier plan pluriannuel de Tampere et poursuivie par celui de La Haye, et détermine les nouvelles priorités politiques des cinq années à venir en tenant compte des progrès et faiblesses actuels;

- que bien que s'inscrivant dans la lignée des plans pluriannuels précédents, le programme de Stockholm place encore plus que par le passé le citoyen au centre de ses préoccupations et aspirations, et partant de la construction de l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice;

- que l'enjeu du futur programme de Stockholm consiste, comme les plans précédents, à se doter d'une vision à moyen et long terme tout en proposant à court terme des actions concrètes permettant aux citoyens de mesurer la plus-value européenne dans les domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice;

- que l'espace de liberté, de sécurité et de justice touche, en effet, de près aux droits et libertés fondamentales des personnes et a un impact concret sur leur vie quotidienne;

- que le futur programme de Stockholm a introduit quatre priorités politiques pour les années à venir, à savoir: la construction d'une Europe citoyenne où les droits fondamentaux sont réaffirmés et la libre circulation facilitée; la réalisation d'une Europe de la justice destinée à simplifier la vie des citoyens; l'établissement d'une Europe qui protège afin que la sécurité au sein de l'Union européenne et l'intégrité des citoyens soient améliorées et, in fine, l'affirmation d'une Europe solidaire notamment en matière d'immigration et d'asile garantissant la solidarité entre les États membres;

- que ces priorités politiques et les actions concrètes qui en découlent permettront la construction d'une Europe des citoyens apte à relever les défis futurs tenant au développement de la mobilité au niveau planétaire en général et européen en particulier, aux nouvelles menaces ou encore aux déséquilibres et crises économiques;

considérant encore

- qu'on ne saurait mesurer les progrès accomplis en la matière uniquement en tenant compte du nombre des initiatives législatives et des actions concrètes décidées, la clé de la réussite résidant plutôt dans la qualité que dans la quantité des textes adoptés et des instruments mis en place;

- que la cohérence doit guider toute démarche décisionnelle ou initiative législative impliquant une meilleure préparation et évaluation tant des besoins que des instruments;

- que toute politique et action dans les domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice ne saurait être envisagée au détriment de la protection des données et des droits des citoyens et autres principaux fondamentaux du droit;

considérant in fine

- que si la paix et la prospérité actuelles sont souvent considérées comme un acquis par les plus jeunes générations, il est indéniable que la construction européenne en a été le fondement et le moteur;

- que c'est grâce à la construction européenne qui apportait, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, une perspective d'avenir et un immense espoir qu'elle est devenue, au fil des adhésions, un facteur essentiel de l'expansion graduelle et pacifique de la démocratie;

- qu'au fur et à mesure que la mondialisation avance, l'influence de l'Europe au niveau international ne cesse de progresser, son intervention étant de plus en plus sollicitée;

- que l'Union européenne n'est cependant pas une entité statique, allant de soi;

- que son évolution exige, au contraire, le soutien et l'engagement actif de tous ses États membres et de tous ses citoyens;

- que le Grand-Duché, en tant que membre fondateur, a toujours été et reste fortement attaché à la construction européenne;

- qu'il continuera partant à œuvrer en ce sens;

invite le Gouvernement

- à s'engager pleinement dans les discussions et négociations du programme de Stockholm avec pour objectif de garantir les droits et les libertés au sein de l'Union européenne, de faciliter la vie quotidienne des citoyens, de construire à cet effet un espace judiciaire coordonné, de développer la solidarité entre les États membres en matière d'immigration et d'asile et d'assurer la sécurité publique face aux défis du terrorisme et de la criminalité;

- à faire de la protection de la vie privée et des données personnelles une des priorités dans le cadre des négociations relatives au programme de Stockholm;

- à s'assurer, dans ce contexte, qu'une attention particulière soit accordée au respect des principes de proportionnalité et de finalité dans les domaines de la coopération judiciaire civile et pénale ainsi que de la coopération policière;

- à veiller également que le respect des droits de la défense soit garanti en matière de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et administratives, en particulier lorsque celles-ci ont trait à l'obtention de preuves;

- à faire attention que l'accès aux informations figurant dans les registres publics, en vue d'assurer l'exécution effective des décisions judiciaires dans l'Union européenne, se fasse de manière dûment justifiée, avec discernement et sans arbitraire, dans un cadre adéquat et proportionné;

- à appuyer les mesures proposées dans le cadre du programme de Stockholm visant à renforcer la sécurité des citoyens, dont le principe de disponibilité déjà retenu par le programme de La Haye, en équilibre avec le respect des droits fondamentaux et des libertés publiques;

- à soutenir la coopération policière en promouvant notamment le modèle de concertation et de coopération policière telle qu'il existe entre les pays du Benelux;

- à promouvoir une intensification de la coopération judiciaire en matière de droit de la famille tout en l'étendant à de nouveaux domaines tels que les successions, les régimes matrimoniaux ou encore l'état civil;

- à soutenir les efforts en vue d'une meilleure reconnaissance des actes de l'état civil des citoyens de l'Union européenne;

- à souscrire aux initiatives et mesures proposées par le programme de Stockholm pour une gestion meilleure et plus solidaire des questions d'immigration et d'asile et notamment par la mise en place de mécanismes permettant l'immigration légale vers l'Union européenne;

- à demander à la Commission de s'assurer que toutes les propositions législatives soient compatibles avec les principes du marché intérieur;

- à œuvrer pour une meilleure qualité de la législation européenne qui doit gagner en cohérence et en lisibilité;

- à promouvoir dans l'enceinte européenne la consolidation et la mise en œuvre des textes et des instruments existants;

- à veiller à ce qu'une évaluation des textes et instruments existants précède toute mise sur le métier de nouvelle législation ou toute mise en œuvre de nouvelle initiative;

- à œuvrer, toujours dans l'enceinte européenne, pour que le Traité de Lisbonne entre en vigueur le plus rapidement possible étant donné qu'il devrait faciliter les progrès de l'espace de liberté, de sécurité et de justice et en renforcer le contrôle démocratique.

(s.) Christine Doerner, Marc Angel, Félix Braz, Lydie Err, Ben Fayot, Jean-Louis Schiltz.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Madame Doerner. Ech ginn domat d'Wuert un den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Stockholmer Programm ass en ambitiéise Programm, dee waméiglech a fënnef Joer soll jo och ëmgesat ginn, no deem Délai no 2010.

Ass dat realistesch, wann ee bedenkt, dass d'Zil ass, en Espace de liberté, de sécurité et de justice innerhalb der EU ze schafen? Scho virun zéng Joer, an déi meescht Leit, déi schonn deemools an der Commission juridique waren, kënne sech erënneren, wéi den Här Frieden vun Tampere geschwat huet an och vu La Haye, sollte vill vun deenen Ziler erreecht ginn.

D'Ziler si bis haut net alleguerten erreecht ginn. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob se iwwerhaapt realistesch sinn. Si wëllen am Fong alles maachen. Hei feelt et och u Prioritéiten.

Virera gëtt de Stockholmer Programm als de Moyen duergestallt, mat deem all eenzelne Bierger d'Liewe vereinfacht gëtt, a wann een dat esou mengt, dat wier a mengen Aen op jidde Fall e bësse wäit gegraff.

Sécherlech enthält de Stockholmer Programm verschidde Mesuren, déi a spezifesche Fäll engem Bierger erlaben, sech besser an engem Europa, dat sech duerch eng grouss Heterogenitéit vu Législatioune charakteriséiert, erëmzefannen.

De Stockholmer Programm esou duerzestellen, wéi wann d'Ëmsetze vun deene Mesuren et den EU-Bierger duerno géif erlaben, sech bequem an engem fräien, gesécherten Espace ze bewegen, ass och net sécher.

Et gëtt ëmmer erëm am Text drop higewisen, dass de Bierger am Mëttelpunkt vun där ganzer Strategie soll stoen. Dëse récurrentë Rappel kann awer net iwwert den Déséquiliber tëschent enger sécuritairer Politik an dem Respekt vun individuelle Fräiheeten ewechtäuschen. An ech mengen, den Här Fayot huet jo wierklech ganz laang op deem Punkt och seng Explikatioune ginn.

Jo, de Bierger ass a soll am Mëttelpunkt sinn. Enfin fënnt hie sech an der Zaang vun all dëse Mesuren.

Ëmmer erëm ginn allgemeng Prinzipië rappeléiert, wéi d'Protektioun vun der Privatsphär an den individuelle Fräiheeten, mä wéi dat soll garantéiert ginn, bleift ganz onkloer.

De Stockholmer Programm bekennt sech allgemeng zu liberale Prinzipië wéi dem Schutz vun der Privatsphär. Bei de konkrete Mesuren, déi proposéiert ginn, ginn dës Mesuren awer ferm mat de Féiss getrëppelt.

Et muss ee soen, dass säit dem 11. September organiséiert Kriminalitéit an Terrorismus ëmmer eng Ursaach waren, fir ganz vill liberticide, repressiv Mesuren ze huelen, och déi lescht Joren.

Fir den Här Barroso schéngt och d'Immigratioun awer eng gewësse Gefor ze sinn. Ech zitéieren de Kommissiounspresident: «Nous voulons promouvoir les droits des citoyens, faciliter leur vie quotidienne, les protéger» - dat kléngt e bësse wéi e gudde Papp - «et pour cela nous devons entreprendre une action européenne efficace et responsable dans ces domaines. Dans ce contexte, j'attache une importance particulière à la politique d'immigration.»

Immigratioun huet laut dem Här Barroso also e wesentlechen Impakt op d'Liewensqualitéit vum eenzelne Bierger an der EU. Ech muss soen, dass ech iwwerrascht war, dass aus deem politesche Camp esou Aussoe komm sinn.

De Stockholmer Programm gesäit véier grouss Achsen oder besser gesot véier grouss Chantiere vir. Well wéi de Stockholmer Programm ausgesäit, ass et éischter e Chantier; déi konkret Mesurë bleiwen nach auszeschaffen.

Éischtens, une Europe des droits. D'Rechter aus der Charte des droits fondamentaux sollen innerhalb der gesamter EU respektéiert ginn, an dofir soll d'EU och der Convention européenne des droits de l'Homme bäitrieden.

Dat ass ze ënnerstëtzen, woubäi ze bemierken ass, dass d'EU eréischt op dee Wee ka goen, wann de Lissabonner Vertrag a Kraaft kënnt an och wa Russland de Protokoll 14 ratifizéiert huet; wat déi aner 46 Membere vum Conseil de l'Europe scho gemaach hunn.

En Zil ass déi géigesäiteg Unerkennung „des effets des actes civils". Wat zum Beispill bedeit, an dat wäert vill Leit Freed maachen, dass een, wann een eppes an engem Land unerkannt kritt, dat och an deenen anere Länner unerkannt ka kréien. Wann ee sech nach dorun erënnert, dass op enger Question parlementaire vum Här Meisch a vu mir selwer virun e puer Joer iwwert d'Reconnaissance vun Hochzäiten an Holland vun homosexuelle Koppelen den Här Frieden dat als contraire zum Ordre public genannt huet a gesot huet, dass esou eppes onméiglech wär, ass dat dote jo schonn e grousse Plus.

Wann een héiert, dass a Polen dat eng vun deenen Ursaache wär, wou se gären eng extra Derogatioun hätten, well et se stéiert, deet engem dat wéi.

Déi géigesäiteg Unerkennung vun offiziellen Dokumenter soll och vereinfacht ginn. De Problem vun der Apostille an déi ganz Prozedure vun Exequatur sollen och nees eng Kéier rediskutéiert ginn.

Et ka jo net sinn, dass d'Justiz haut mécht am Volet pénal, dass et ganz séier geet, fir een auszeliwweren, ee festzehuelen, e Prozess ze maachen, an dass een am Zivilen, wann ee Recht kritt huet an engem Land a gäre säi Recht akloe wëllt, do e ganze Prozess muss maachen, exequaturéiere loossen an dohannen nees en Affekot huelen, deen heiansdo méi deier gëtt wéi iwwerhaapt de Wäert vun deem Prozess, deen ee wëllt maachen.

De Stockholmer Programm seet, dass den technesche Fortschrëtt net nëmmen nei Défië mat sech bréngt, mä och nei Méiglechkeeten offréiere wäert, fir d'Protection des données ze respektéieren. Mir hoffen, et handelt sech net hei ëm e rengen Zweckoptimismus, an dass bei ëmmer méi oft a schnell zirkuléierende perséinlechen Daten d'Protektioun garantéiert gëtt.

D'DP mécht keng Kompromësser, wann et ëm d'Protektioun vu perséinlechen Date geet, a wäert dorop pochen, dass och Zweck, Proportionalitéit, Legitimitéit, Confidentialitéit respektéiert ginn, grad wéi déi onofhängeg Kontroll.

Dës Kritäre si wuel am Text erëmzefannen, mä sinn awer net preziséiert, an duerfir, Madame Presidentin, erlaabt, dass ech eng Motioun hei déposéieren, déi justement vun eis ënnerschriwwe gëtt. Ech hunn drop ënnerschriwwen, den Här Braz huet och schonn ënnerschriwwe fir déi gréng.

D'Motioun seet, dass wierklech eis Regierung soll de Stockholmer Programm ënnerschreiwen, «…qu'à condition qu'avant toute extension de l'échange d'informations, un cadre législatif soit élaboré clarifiant et entérinant les principes» vun deem Échange d'informations, an dass och beim Échange vun Données personnelles de Prinzip vun dem Échange d'informations, esou wéi ech virdru gesot hunn - Zweck, Proportionalitéit, Legitimitéit, Confidentialitéit -, respektéiert sollt ginn.

Ech ka mer virstellen, dass jiddwereen hei an där Chamber mat där Motioun kann averstane sinn, dowéinst ass nach Plaz fir Ënnerschrëften drop. Wann dat net de Fall wär, da fannen ech awer nach e puer Kolleegen heibannen, déi bereet wären, se ze ënnerschreiwen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant le Programme de Stockholm qui vise la construction d'un espace de liberté, de sécurité et de justice dans l'Union européenne;

- considérant que le Programme de Stockholm établit des objectifs prioritaires à atteindre, alors que les moyens susceptibles d'être engagés afin d'atteindre ces objectifs restent dans la plupart des cas relativement flous;

- constatant que le Programme de Stockholm vise une collaboration policière et judiciaire plus étroite au sein de l'Union européenne;

- constatant que dans ce contexte l'échange d'informations se verrait accentué de manière considérable;

- attachée à la protection des données à caractère personnel et de la vie privée;

- se félicitant que le Programme de Stockholm souligne l'importance du respect de ces droits;

- constatant que le Programme de Stockholm réaffirme dans ce contexte un certain nombre de principes, à savoir finalité, proportionnalité et légitimité du traitement, durée limitée de conservation, sécurité et confidentialité, respect du droit des personnes et contrôle par une autorité indépendante;

- souscrivant pleinement à ces principes;

- regrettant que ces principes ne soient pas davantage définis, ni précisés;

- considérant qu'il est prévu d'adopter le Programme de Stockholm lors du Conseil européen de décembre prochain;

invite le Gouvernement à

- ne donner son accord à l'adoption du Programme de Stockholm qu'à condition qu'avant toute extension de l'échange d'informations, un cadre législatif soit élaboré clarifiant et entérinant les principes évoqués plus haut;

- ne donner son accord à l'adoption du Programme de Stockholm qu'à condition que tout échange d'informations sur des données personnelles soit impérativement soumis au respect de ces principes.

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Weider soll sech fir d'Kannerrechter agesat ginn a géint d'Diskriminatiounen aller Zorte gekämpt ginn, wat och ganz louabel ass. Mä et feelt och nees um Konkreten. Et ass: «l'Europe devra…», «l'Union doit…», mä Konkretes feelt hei.

En zweete Punkt, Madame Presidentin, ass une Europe du droit et de la justice. Haaptzil vun dëser Strategie ass et, gemeinsam Normen auszeschaffen, fir déi verschidden national Législatiounen um Niveau vun de Schwéierverbriechen an der Kriminalitéit, déi ee grenziwwerschreidende Charakter huet, méi no ze bréngen.

Dat léisst sech sécherlech op deem Niveau vertrieden, an et ass awer kloer, dass et d'Zil net ka sinn, eng Harmonisatioun vu sämtlechen nationale Législatiounen unzestriewen, net nëmmen, well dat extrem komplizéiert wäert sinn, mä virun allem, well mer engersäits kee legislativen Dumping wëllen an anerersäits keng extrem restriktiv Législatioune wëllen.

D'Justiz méi accessibel maachen, ass och ganz wichteg. Ech mengen, fir déi, déi eise Wahlprogramm an Erënnerung hunn, déi wëssen, dass d'DP op jidde Fall fir eng e-Justice och plädéiert huet.

Drëtte Punkt: une Europe qui protège. De Bierger soll virun alle méigleche Gefore geschützt ginn, wat och luewenswäert ass. Den Informatiounsaustausch soll an deem Kontext och optimiséiert ginn, an et ass just net definéiert, ëm wéi eng Informatioun et sech konkret handelt.

Ass doduerjer eng Favoriséierung vum Ofbau vu Kontrollmechanisme bei der polizeilecher Zesummenaarbecht zu Gonschte vun der Effizienz?

De rechtlechen Aspekt kënnt dobäi ze kuerz. Mir sinn eis eens, dass d'judiciaire Kollaboratioun déi wichtegst ass an déi misst priméieren op déi administrativ Kollaboratioun.

Schwätzt vun engem Renforcement vun der polizeilecher Zesummenaarbecht an dem Austausch vun Daten innerhalb vun der EU, ouni ze soen, wéi ee gesetzleche Kader dofir bestoe muss. Fir d'éischt d'Ausdehnung vun de Kompetenzen, duerno d'Schafung vun engem gesetzleche Kader.

D'Kritären, wat d'Sammelen, de Partage an den Traitement vun deenen Donnéeën ugeet, wéi eng genau, dat weess een net. Do war déi ganz Diskussioun och a Frankräich - Edvige -: Wat kënnt do alles drastoen? Déi Kritäre sollen awer eréischt spéider definéiert ginn, grad wéi de Suivi. C'est trop tard!

Et gëtt sech zwar op Critères élevés de protection des données beruff, mä ouni dass preziséiert oder definéiert gëtt.

D'DP besteet dorop, au préalable dës Kritäre kloer ze definéieren. Dat steet an eiser Motioun, wou ech iwwerzeegt sinn, dass jiddweree se ka matstëmmen.

Europol soll an Zukunft, Madame Presidentin, eng zentral Roll spillen, wat d'Koordinatioun an den Échange d'informations betrëfft. Et ass extrem wichteg, dass d'Kompetenze vun Europol och kloer definéiert ginn a strenge Kritären an enger onofhängeger Kontroll ënnerleien, wat den Ëmgank mat perséinlechen Donnéeë betrëfft.

Et kann awer net sinn, dass mir hei an eiser Chamber selwer Gesetzer stëmmen iwwert den Accès zu Donnéeë vun der Police, déi méi streng si wéi iwwer Europol. Dat heescht, wann ech op engem Kommissariat hei zu Lëtzebuerg sinn, an ech kréie meng Base de données net eran, da ruffen ech bei Europol un, an da kréien ech dee ganze Fichier vun deem, wou ech et wëll hunn. Dat geet net!

Dat dierf och net de Motiv sinn, fir Europol all Donnéeën ze ginn. Et kann net sinn, dass europäesch Mesurë méi laxistesch a manner transparent sinn, wéi mir et hei am Land virgesinn hunn.

Mir ware souguer ze wäit gaangen. Mir hate souguer den Appareil policier jo blockéiert. Mä et kann awer net sinn, dass et hei zu Lëtzebuerg méi streng ass, an duerno een an Europa awer alles kritt, wat ee wëllt.

Austausch vun Informatiounen, Madame Presidentin: Am Den Haager Programm ware Virbedéngunge festgehale ginn, ënnert deenen den Austausch vun Informatioune stattfanne sollt, gemeinsam Norme fir den Zougank, Iwwerwaachung vun Dateschutzbestëmmungen, Schutz vun eenzelne Persoune virun Datemëssbrauch. Dës Bedéngunge si bis haut net erfëllt, a scho soll den Austausch vun Donnéeën an d'Zesummenaarbecht vun der Police weider ausgebaut ginn! Zwou ënnerschiddlech Vitessen, wann et ëm Effizienzsteigerung vun der Zesummenaarbecht vun der Police an ëm de Schutz vun der Privatsphär geet.

Skeptesch si mer och par rapport zum automateschen Transfert vun Donnéeën a Richtung Europol, wéinst deene Motiven, déi ech just virdrun erkläert hunn.

De Stockholmer Programm gesäit och kloer an däitlech vir, Passagéierregister opzestellen nom Modell vun amerikaneschen PNR - „Passenger Nail Register" -, deen dem Här Frattini esou um Häerz louch. Et gesäit esou aus, wéi wann och hei Inner-EU-Volë viséiert wieren. Dat heescht, mir wëlle maachen, esou wéi d'Amerikaner et och maachen. Mir gi souguer méi wäit! Dat heescht, een, deen an Europa vun engem Land an dat anert wëllt reesen, géif och enregistréiert ginn.

An da selbstverständlech, well d'Amerikaner dat jo gemaach hunn, a well dat jo dann doudsécher gutt wäert klappen, wëlle mir och e Système européen d'autorisation préalable du voyage ustriewen.

Ass dat kompatibel mat der Libre circulation, déi awer ee vun de Grondprinzipië vun den europäeschen Dispositiounen ass?

Den Effortë géint Mënschenhandel a Kannerpornographie schléisse mer eis natierlech un. Mä et kann net e Motiv sinn, fir elo all Mënsch wëlle bei all Déplacement ze kontrolléieren.

Problematesch gesi mer, Madame Presidentin, d'Démarchen, déi am Kader vun der Wirtschaftskriminalitéit envisagéiert ginn.

Wéi gesäit et aus mat der Bankeplaz Lëtzebuerg? Riskéiere mer net hei, d'Bankgeheimnis definitiv opzeginn? Et soll eng Datebank vu suspekten Transferten opgestallt ginn. Méi steet net dran. Wien décidéiert, no welleche Kritären en Transfert suspekt ass?

Dat, wat fir mech heiansdo suspekt ass, Madame Presidentin, muss net onbedéngt fir Iech suspekt sinn. Wie kontrolléiert dat? Wie geet kucken? Ech muss Iech soen, et gëtt ganz oft no bausse gemengt, dass, wann een iwwer Secret bancaire schwätzt, den Amalgame jo gär gemaach gëtt mat Blanchiment.

Ech muss Iech soen, Madame Presidentin, dass ech e bëssen iwwerrascht war iwwert d'Positioun vun eiser Regierung an deem ganze Prozess, dee mer elo vu Clearstream haten, wou ee jo d'Gefill hat, dass zu Lëtzebuerg Clearstream eng Bank hätt, déi op all Eck eng Succursale hätt, wou ee kéint eragoen, seng Suen déposéieren. Wat jo net de Fall ass!

Firwat huet d'Regierung net op internationalem Niveau emol eng Kéier hire Kolleegen erkläert, dat ass et net?

Eis Regierung misst awer eisen Ambassadeur sinn op jidde Fall, fir déi Saachen ze verteidegen. An et soll een ophalen, den Amalgame ze maachen tëschent Secret bancaire a Blanchiment. Ech mengen, dass mer hei musse ganz gutt oppassen op d'Zukunft vun eiser Bankeplaz.

Duerfir, Madame Presidentin, déposéieren ech och nach eng Motioun, wou et dorëms geet, dass mer froen, fir dass de Programme de Stockholm adoptéiert ka ginn, wann d'Base de données transactions bancaires eis national Législatioune respektéiert.

An eis Législatioun ass selbstverständlech ganz gutt outilléiert, fir dass och kee Blanchiment stattfënnt. Mä da muss een dat och no bausse soen, an net, wann am Ausland Prozesser sinn, wou all Dag Lëtzebuerg zitéiert gëtt, net verteidegen.

Ech ginn Iech déi heite Motioun och nach, Madame Presidentin.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant le Programme de Stockholm qui vise la construction d'un espace de liberté, de sécurité et de justice dans l'Union européenne;

- considérant que le Programme de Stockholm établit des objectifs prioritaires à atteindre, alors que les moyens susceptibles d'être engagés afin d'atteindre ces objectifs restent dans la plupart des cas relativement flous;

- considérant que le Programme de Stockholm esquisse une stratégie de sécurité intérieure pour les cinq années à venir;

- se félicitant que le Programme de Stockholm souligne que cette stratégie doit être conforme aux droits fondamentaux;

- remarquant que cette stratégie passe par un échange d'informations plus poussé;

- désapprouvant qu'il est envisagé d'établir un système d'enregistrement électronique des entrées et sorties du territoire des États membres de l'Union européenne, ainsi que des programmes de voyageurs enregistrés;

- opposée au développement d'un système européen d'autorisation préalable de voyage comme préconisé par le Programme de Stockholm;

- attachée à la libre circulation des citoyens au sein de l'Union européenne;

- rappelant dans ce contexte que le principe de libre circulation est ancré dans la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne, ainsi que dans les traités communautaires depuis le Traité de Rome;

- remarquant que dans le cadre de la lutte contre la criminalité économique le Programme de Stockholm préconise l'établissement d'une base de données sur les transactions suspectes;

- redoutant qu'une telle mesure risque de porter préjudice à la place financière luxembourgeoise;

- considérant qu'il est prévu d'adopter le Programme de Stockholm lors du Conseil européen de décembre prochain;

invite le Gouvernement à

- ne donner son accord à l'adoption du Programme de Stockholm qu'à condition que le principe de libre circulation continue à être respecté;

- œuvrer pour que les projets d'enregistrement électronique des entrées et sorties du territoire des États membres de l'Union européenne, ainsi que des programmes de voyageurs enregistrés, soient abandonnés;

- ne donner son accord à l'adoption du Programme de Stockholm qu'à condition que l'établissement d'une base de données sur les transactions bancaires respecte la législation nationale sur le secret bancaire.

(s.) Xavier Bettel.

Véierte Punkt ass une Europe responsable. Hei geet et haaptsächlech ëm Immigratioun an Asyl, wou effektiv eng Harmoniséierung op europäeschem Niveau muss ugestrieft ginn. An Immigratiounsfroe soll an Zukunft d'Solidaritéit tëschent de Memberstate méi Geltung fannen.

Wat heescht dat konkret? Ass dat, dass eng Répartition des charges tëschent Länner mat Aussegrenzen an deenen ouni zustane kënnt? Sollen an Zukunft, wéi dat schonn ugeduecht gouf, Quoten agefouert ginn? Wa jo, no welleche Kritären?

Et ass wichteg, dass op jidde Fall op europäeschem Niveau op deem dote Sujet kollaboréiert gëtt. Et ass net normal, dass ee Land décidéiert, esou vill Leit eranzehuelen, an dann duerno, wa se bis dobanne sinn, ass et net méi eise Problem.

Et muss zesumme gekuckt ginn, wann ee Leit hëlt, wéi een de Leit kann hëllefen - firwat, wou, wéi. Ech mengen, wann ech mech net iren, dass och nach ee vu menge Kolleegen hei an der Chamber wäert iwwert déi Migratioun an der EU no mir schwätzen.

Madame Presidentin, d'Konklusioun: Beim Stockholmer Programm handelt et sech ëm e ganze Katalog vun Ziler, déi waméiglech 2014 sollten erreecht sinn. De Wee dohinner ass awer ganz bewosst vag gehale ginn. Dëst léisst ganz vill Fräiraum, wat d'Mëttelen, déi agesat solle ginn, betrëfft. Dat ka vu Virdeel sinn, bréngt awer och gewësse Gefore mat sech.

Et gëtt eng Architektur vun Informatiounsaustausch ugestrieft, ouni dass d'Fundamenter, wéi d'Protection des données, am Virfeld definéiert, preziséiert a garantéiert goufen. Dës Architektur riskéiert, op d'Käschte vun den individuelle Fräiheeten ze goen. Dës Architektur baséiert op enger polizeilecher Zesummenaarbecht iwwert d'Käpp vun de Leit ewech. An deem Espace de liberté, de sécurité et de justice riskéiert d'Fräiheet ze kuerz ze kommen. En plus riskéiere mer der Bankeplaz en zolitte Coup ze ginn.

Dëse Programm soll am Dezember vum Conseil ofgeseent ginn. Eis Regierung soll hei kee Blankoscheck ausstellen an dorop uechten, dass am Virfeld Garde-fous agebaut ginn.

D'Primat sinn d'Biergerrechter als dat Wichtegst hei am Land. Mir brauche fir d'éischt eng gemeinsam europäesch Fräiheetsarchitektur, mir brauchen eng kloer Reglementéierung vun den Iwwerwaachungsmechanismen, a fir d'éischt Reglementéierung, dann den Datenaustausch a Kollaboratioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Bettel och Merci, an ech géif dann der Madame Err d'Wuert ginn.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Et ass schonn ugeklongen, de Stockholmer Programm, deen am Dezember um Conseil européen soll ugeholl ginn, bestëmmt fir déi nächst fënnef Joer déi grouss Orientatioune vun der europäescher Politik a Saache Fräiheet, Sécherheet a Justiz.

Villes ass schonn iwwer polizeilech Zesummenaarbecht a Justizaccès hei gesot ginn. Ech probéieren, déi Saachen elo op e Mi-

nimum hei ze reduzéieren an op e puer Saachen anzegoen, déi fir mech perséinlech ganz prioritär sinn.

Vun deene véier Prioritéiten aus dem Stockholmer Programm ass fir mech sécherlech déi éischt déi vun de Grondrechter vun de Leit an Europa, fir déi ze förderen an derfir ze suergen, dass d'Leit zu hirem Recht kommen an - wéi gesot scho vu mengem Virriedner - Zougank zur Justiz kréien.

Et ass genausou wichteg, dass d'Europäesch Unioun hir Bierger beschützt an dass gemeinsam solidaresch Politiken am Beräich Asyl an Immigratioun gemaach ginn.

Wesentlech ass awer net dat, wat am Programm bis elo steet, mä wesentlech ass dat, wéi mer et ëmgesat kréien an der Praxis, an dat heescht och, ob mer et fäerdeg bréngen, jo oder neen, e richtegen Équiliber tëschent deene verschiddenen Deeler ze fannen. Dat betrëfft an dësem Fall haaptsächlech den Équiliber tëschent de perséinleche Fräiheeten op där enger Säit an dem Sécherheetsaspekt op där anerer.

Wann een d'Politiken am Beräich Fräiheet, Sécherheet a Justiz an deene leschte fënnef Joer kuckt, da stellt ee fest, stellen ech jiddefalls fest, dass den Aspekt vun der Sécherheet an der Bekämpfung vum Terrorismus a vun der organiséierter Kriminalitéit an och de repressive Charakter, oder de relativ restriktive Charakter vläicht éischter, a Saachen Immigratioun an Asyl ze staark prononcéiert ass par rapport zu de Mënscherechter anerersäits.

Ech denken duerfir, dass et wichteg ass, dass mer oppassen, dass an Zukunft e besseren Équiliber tëschent der noutwendeger Sécherheet vun den europäesche Bierger an der Stäerkung vun den individuelle Rechter fonnt gëtt.

D'Grondrechter mussen an Zukunft méi staark am Mëttelpunkt stoen, wéi dat bis elo de Fall war. Dat bedeit zum Beispill, dass bei all Initiativen, déi d'Sécherheet an Europa verbessere sollen, an engems muss ausdrécklech probéiert ginn, dass d'Mënscherechter vun deem Eenzelnen, wéi se am Artikel 5 vun der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter 7, 8 - dat heescht de Respekt vum Privatliewen, d'Recht op Fräiheet et cetera - stinn, respektéiert ginn.

D'Grondviraussetzungen dofir, zumindest op institutionellem Plang, sinn op alle Fall do. Awer nëmmen dann, wann de Lissabon-Traité och definitiv ratifizéiert ass, kënne se komplett zum Droe kommen.

Dësen Traité gesäit op jidde Fall eng ganz Rei vu wesentlechen Neierunge vir, déi an déi richteg Richtung ginn, zum Beispill d'Codécisioun an de Politike vum fréieren drëtte Pilier, vu Saache Sécherheet a Fräiheeten; méi Pouvoirë fir d'Europäescht Parlament, wat da gläichberechtegt mat dem Ministerrot mat décidéiere kann, a mir wësse jo aus Erfahrung, dass dat sécherlech am Interessi vun enger Duerchsetzung vun de Mënscherechtsaspekter ass.

D'Ersetze vun den intergouvernementalen Décisiounsprozedure wäert ausserdeem dozou féieren, dass mer an dësem Beräich vläicht méi schnell virukommen, wéi dat bis elo de Fall ass.

Positiv ass et natierlech och an eisen Ae ganz besonnesch, dass d'national Parlamenter gestäerkt aus dem Lissabonner Vertrag wäerten ervirgoen, well si - a mäi Fraktiounskolleeg, de Ben Fayot, huet dat scho gesot - d'Méiglechkeet kréien, all legislativ Propositioune vun der Kommissioun op de Prinzip vun der Subsidiaritéit a vun der Proportionalitéit ze iwwerpréiwen.

Wann en Drëttel vun de Parlamenter Verstéiss géint dës Prinzipië feststellt, muss d'Kommissioun d'Virlag nach eng Kéier iwwerpréiwen, an an deem Beräich, iwwert dee mir hei schwätzen, geet souguer e Véierel vun den nationale Parlamenter duer, fir dës Prozedur ze déclenchéieren.

All dat, mengen ech, si gewësse Garantien, dass d'Mënscherechter an der europäescher Politik, wat d'Sécherheet an d'Fräiheet ubelaangt, vläicht besser ewechkommen, wéi dat bis elo de Fall war.

De Lissabon-Traité mécht fir mech virun allem wichteg Perspektiven op duerch déi Méiglechkeet, dass duerch d'Personnalité juridique vun der Union européenne de Bäitrëtt méiglech gemaach gëtt vun der Unioun un d'Europäesch Konventioun fir d'Mënscherechter, an deen ass am Artikel 6 vum Traité iwwert d'Unioun virgesinn. Et schéngt es, wéi wann d'schwedesch Présidence d'Kommissioun schonn opgefuerdert hätt, d'Preparativen an d'Rei ze maachen, fir dëse Bäitrëtt virzebereeden.

No der Ratifikatioun vum Traité vu Lissabon wäerten dann an der Europäescher Unioun d'Grondrechter duerch zwee Texter offiziell geschützt ginn: op där enger Säit duerch déi Rechter, déi an der Charte des droits fondamentaux vun der Unioun drastinn an déi duerch d'Ratifikatioun vum Lissabonner Vertrag definitiv exécutoire ginn, an och op där anerer Säit iwwert d'Europäesch Konventioun vun de Mënscherechter, wéi se zënter 1950 festgeluecht sinn a wéi se - an ech mengen, dat kann een net genuch ënnersträichen - weiderbruecht sinn duerch eng ganz wichteg Jurisprudenz vum Mënscherechtsgeriichtshaff zu Stroossbuerg, deen am Fong och weist, dass d'Traditioun a Saache Mënscherechter zu Stroossbuerg sécherlech en aneren Erfahrungswäert huet, wéi op deemselwechte Punkt d'Geriichtsbarkeet zu Lëtzebuerg.

Et geet also dann dorëm, wa mer déi zwou Konventiounen a Saache Mënscherechter hei hunn, fir kloerzestellen, wéi eis Geriichtsbarkeeten, déi vu Stroossbuerg an déi vu Lëtzebuerg, domadder ëmginn, fir dass bei deene Jurisprudenzen, déi do erauskommen, net eng där anerer widderspréicht.

Am Ablack gëllt d'Europäesch Mënscherechtskonventioun nëmme fir d'Leit an d'Memberstate vun der Europäescher Unioun, mä net fir d'Unioun selwer. Dat ass problematesch, wann ee bedenkt, dass am Kader vum europäeschen Integratiounsprozess d'Memberstate substanziell Kompetenzen un d'Europäesch Unioun iwwerdroen hunn. Persounen, déi de Stroossbuerger Geriichtshaff mat enger Affär befaassen, kënnen net d'EU als Auteur vun engem legislativen Akt belaangen, mä nëmmen e Memberstat. Wann dee Stat dann en plus condamnéiert gëtt, beispillsweis wéinst enger Direktiv, déi vun Europa imposéiert ginn ass, dann ass et du moins onkloer, wéi deejéinegen, deen dat doten usicht, Satisfaktioun ka kréien.

Duerch de Bäitrëtt vun der Unioun zur Europäescher Konventioun wäert sech dat änneren. D'Unioun wäert dann, wéi och hir Memberstaten, enger externer onofhängeger Kontroll am Beräich vun de Grondrechter ënnerworf ginn. Bierger vun der Europäescher Unioun kënnen ënnert den übleche Recevabilitéitskonditiounen d'Cour européenne des droits de l'Homme uruffen, wa se mengen, dass hir Rechter duerch Akte vun den EU-Institutioune verletzt goufen.

Et gëtt also esou fir den europäesche Bierger eng Plus-value duerch dëse Prozess geschaf, an ech hoffen an ech denken, dass déi Méiglechkeeten och dozou bäi kënnen droen, dass de Bierger, den europäesche Bierger sech mat sengem Europa, mat sengen Institutioune vläicht méi no verbonne fillt, wéi dat bis elo de Fall ass, well en eng Plus-value kritt duerch deen neie Vertrag, net nëmmen iwwregens op deem Punkt vun de Mënscherechter, mä och op deem vun den diplomateschen a konsularesche Vertriedungen.

Et kann een also soen, als Konklusioun zu dësem spezielle Punkt, dass duerch d'Personnalité juridique vun der Unioun an Europa méi Kohärenz am Beräich vum Schutz vun de Mënscherechter kënnt, souwuel tëschent der Europäescher Unioun an hire Memberstate wéi och tëschent de Geriichter vu Stroossbuerg a vu Lëtzebuerg.

Fir mech ass de Bäitrëtt zur Mënscherechtskonventioun vun der EU symbolesch wichteg, aus véier Ursaachen:

Éischtens, well et e staarken Engagement ass vun Europa fir d'Protektioun vun de Mënscherechter an der Unioun, mä och um europäesche Kontinent als solchen, well dee geet jo iwwert d'Memberstate vun der Unioun eraus.

Zweetens, well et eng Adaptatioun ass, dass et méiglech ass, den Niveau vun der Protektioun ze adaptéieren um europäesche Plang, ënnert deene verschiddenen europäeschen Organisatiounen, mä och tëschent der Unioun an hire Memberstaten.

Drëttens, well et eng Kohärenz gëtt an der Interpretatioun vun de Mënscherechter tëschent deenen zwee internationale Geriichtshäff, déi mer hunn.

A véiertens, d'Akzeptatioun duerch d'EU vun enger externer Kontroll weist, dass d'EU sech net iwwert de Rechter, och net iwwert de Mënscherechter vis-à-vis vun hire Bierger eraus stellt.

Dat alles, mengen ech, gëtt berechtegt Hoffnung op eng besser Protektioun a méi eng Transparenz an de Mënscherechter um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Iwwregens huet et och, an dat huet deen neie Generalsekretär vum Conseil de l'Europe eis virgëschter an enger Réunioun hei gesot, een interessanten Nieweneffekt fir d'Cour vu Stroossbuerg, déi, wéi Der wësst, oder wéi déi Meescht wëssen, Victime vun hirem Succès ass, well se entretemps esou vill Affären huet, dass se net méi nokënnt mat den Décisiounen, an dass mer gläich mussen, wann et net besser geet, eis e Geriichtshaff afale loossen, dee kuckt, wat soll passéieren, wann d'europäescht Geriicht vu Stroossbuerg ze vill laang Délaië brauch, fir Décisiounen iwwer Mënscherechter ze huelen.

Deem schéngt et méiglech ze si bäizekommen, wann duerch d'Adhésioun vun der Unioun un dës Europäesch Konventioun een dovunner ausgeet, dass de Geriichtshaff vu Stroossbuerg also och e Geriichtshaff gëtt vun der Unioun, an dass d'Finanzen, déi jo méi einfach an der Unioun opzefanne si wéi am Conseil de l'Europe, sécherlech kënnen dozou bäidroen, dass aner Mesurë kënne geholl ginn um Niveau vum Stroossbuerger internationale Geriichtshaff, wéi dat bis elo méiglech war.

Well, trotz allen Enkpäss, déi mer do hunn - déi iwwregens och op de Protokoll zréckzeféiere sinn, deen hei schonn ugeschwat ginn ass, de Protokoll N°14, dee soll déi Prozeduren zu Stroossbuerg vereinfachen, an dee vu Russland de Moment nach net ugeholl ginn ass -, mä doriwwer eraus, denken ech, dass eng Opstockung vun de finanzielle Moyenen, iwwert d'Unioun, vum Stroossbuerger Geriichtshaff sécherlech kann zu enger Verbesserung, net vun der Juridiktioun, mä vun der Rapiditéit vun dëser Juridiktioun bäidroen.

Mir mussen oppassen - an ech mengen, dass dat am Fong schonn zur Genüge gesot ginn ass vum Här Bettel -, dass, um Niveau vun deene Garantien, un deene Garantië vun den Donnéeën, Protection des données bei den Déplacementer, mer net en Nivellement vers le bas kréien, well mer eis onbedéngt wëllen upassen u Standarden, déi op engem anere Kontinent gebuer gi sinn an déi net ipso facto kënnen iwwerholl ginn.

Och mäi Fraktiounskolleeg, de Ben Fayot, ass jo op déi heite Problematik agaangen. D'Protection des données muss, egal wéi wäit de Kampf fir d'Sécherheet fir d'Bierger an Europa geet, d'Prioritéit bleiwen. Mir hunn d'Prétentioun zwar, an engem Beräich ze liewen, wou d'Sécherheet vun de Bierger wichteg ass, mä wou d'Mënscherechter vun deeneselwechte kengesfalls däerfen hannert deenen aneren zréckstoen.

Zwee Wierder nach zur Immigratiouns- an Asylpolitik. Déi ware schonn ënnert der Codécisioun zënter Tampere, an déi sinn och, wéi Der sécherlech gemierkt hutt, jiddefalls um europäeschen Niveau, relativ lues virugaangen. Mir sinn als Lëtzebuerg, mengen ech, do relativ exemplaresch, well mer verschidden Texter ëmgesat hunn, déi an anere Länner de Moment nach Problemer schéngen duerzestellen.

Esou hu mer zum Beispill d'Carte bleue, dat heescht de Permis fir net europäesch Matbierger, déi hautement qualifiés sinn an déi zu Lëtzebuerg kënne liewen a schaffen, esou wéi dat virgesi war, mä wéi et anscheinend elo erëm vu grousse Länner contestéiert ass: Déi wëllen déi Carte bleue limitéieren nëmmen op Leit ausserhalb vun Europa, déi géifen nei erakommen, an net fir déi, déi schonn op der Plaz sinn. Ech mengen, dass ee kann, ouni sech ze genéieren, soen, dass Lëtzebuerg do beispillhaft virgaangen ass, net nëmmen zäitlech, wat de Plang ubelaangt, mä och um Fong, a ganz kloer Positioun geholl huet.

Zweetens ass et kloer, dass eng gemeinsam Immigratiounspolitik net nëmme geet zesumme mat enger legaler Immigratiounsméiglechkeet, mä gläichzäiteg och mat enger Bekämpfung vun der illegaler Immigratioun. Déi muss natierlech gemaach ginn an Zesummenaarbecht mat den Hierkonfts- a mat den Transitlänner. Esou gesi gëtt eng dynamesch Immigratiounspolitik en aktiven Deel vun der Aussepolitik vu Lëtzebuerg, gradesou wéi d'Visaspolitik.

En drëtte Punkt an dësem Beräich ass, dass déi legal Immigratioun un den Aarbechtsmaart gebonnen ass. Dat heescht, dass et och méiglech muss sinn, als Neteuropäer kuerzfristeg an Europa eranzekommen, fir e Vertrag op kuerz Zäit kënnen auszeféieren, well dat sécherlech am Intérêt ass vun eiser Wirtschaft a vum Développement vun därselwechter.

Véiertens, d'gemeinsam Asylpolitik a gemeinsam Prozedure fir eng Harmonisatioun si menger Meenung no eng Fro vun der Crédibilitéit vun Europa op dësem Gebitt vun der Politik. Well, wéi kann een no baussen engem kloermaachen, dass et eng gemeinsam Politik gëtt, wa Ressortissanten aus deeneselwechte Länner an engem Land aneschters behandelt gi wéi an engem aneren?

Beispillsweis, fir net prezis Beispiller ze huelen, Leit aus Tschetschenien am Prinzip zu Lëtzebuerg net zréckgefouert ginn, awer an den Nopeschlänner eventuell dach, wat dann zur Konsequenz kënnt hunn, dass dat sech natierlech erëmschwätzt, an dass déi Leit, déi hei e besseren Accueil fanne wéi am noen Ausland, Intérêt hunn, sech Lëtzebuerg erauszesichen, wat natierlech och net den Zweck vun enger generéiser Politik ka sinn. Duerfir ass et wichteg, an am Intérêt net nëmme vun deene Leit, déi wëllen an Europa awanderen, mä och vun deene Leit, déi an Europa wunnen, dass mer eng kredibel an eng gemeinsam Politik no bausse vertrieden.

Datselwecht gëllt natierlech och fir Elementer vun der Immigratiounspolitik, wéi d'Regularisatioun, déi jo keen eigentlech sech wëllt op den Hutt schreiwen. Et gëtt awer kee Land an Europa, wat keng Regularisatiounspolitik mécht. Déi eng, déi maache se kollektiv, wat anscheinend elo net méi gäre gesinn ass, déi aner maache se au cas par cas, wat sécherlech kann zur Zefriddenheet vun deene concernéierte Leit féieren, wat awer net zu der Visibilitéit oder zu der Transparenz bäidréit, déi et engem géif erlaben, ee Land mat deem aneren ze vergläichen.

Esou gëtt et zum Beispill och nach net an all europäeschem Land e Statut subsidiaire oder e Statut de tolérance, wéi mir en an eisem Immigratiounsgesetz vum leschte Joer festgehalen hunn. Et kann awer net sinn, dass eppes, wat richteg ass, well et ganz einfach net ze évitéieren ass an enger effikasser Immigratiounspolitik, an engem Land besteet a fir dat Land da selwer e Risiko vun engem Ustuerm vun eventuellen Interesse géif mat sech bréngen.

Duerfir denken ech, dass et och op deenen delikate Gebidder wichteg ass, net nëmme gemeinsam Kritären ze fannen, wann net gemeinsam Regelen, mä och gemeinsam Regelen ze fanne fir d'Retours forcés vun deene Leit, déi illegal an Europa sinn, sief et, ob se forcéiert sinn, volontaire, semivolontaire, dass och déi Aidë fir déi Leit, déi zréckgefouert ginn, ähnlech gelagert sinn an engem Land par rapport zu deem aneren, fir dass d'Länner ënner sech net a Konkurrenz stinn, wien dat Meescht gëtt a wien doduerjer riskéiert déi meeschte Leit ze kréien, an der Hoffnung, am Fall vun engem Retour besser drun ze sinn.

Schlussendlech mengen ech wier et och néideg, um Niveau vun der Europäescher Unioun eng europäesch Solidaritéit am

„burden sharing“ ze beweisen. Mir hunn als klengt Land déi Chance, dass mer am Fong nëmmen eng relativ einfach kontrolléierbar Aussegrenz hu par rapport zu anere Länner, déi net méi grouss si wéi mir, mä déi duerch hir geographesch Lag an der Situatioun sinn, dass se Stréim vun illegale Flüchtlingen oder vu Flüchtlingen ouni Pabeieren ophuelen. Ech denken do haaptsächlech un déi Inselen am Mëttelmier, u Spuenien, u Griichenland, Italien, Malta an Zypern, fir se net ze nennen, an dass et misst logesch sinn, dass an engem solidareschen Europa déi Länner, déi manner gehäit si mat hire Baussegrenze vun Europa, deenejéinegen, déi grouss Problemer hunn, zur Hand ginn.

Lëtzebuerg, mengen ech, ass do mat guddem Beispill virgaangen, andeems dass mer Malta, wat vergläichsméisseg gutt zu eis passt, wat d'Bevölkerung an den Territoire ubelaangt, eng Hëllef ugebueden hunn, fir hinne bei der Verschaffung vun deene Leit ze hëllefen, déi bei hinnen ukommen, well hir geographesch Lag dat ganz einfach ergëtt.

E Wuert nach zum Bureau européen d'appui à l'asile. Deen ass geplangt an en ass absolut noutwendeg. Éischtens, an engem éischte Stadium, fir gutt Pratiquen auszetauschen; an ech hoffen, dass déi eng oder aner lëtzebuergesch Pratiquen ënnert déi géife falen. An engem zweete Stadium awer spéider och soll en Entscheedungsgewalt an dëser Matière kréien.

Et ass wichteg, an engem éischte Stadium d'Formatioun fir dat zoustännegt Personal ze verbesseren, net nëmme jiddweree bei sech, mä och duerch Austausch vun deem Personal tëschent de Länner. Dass den Accès un d'Infoen iwwert d'Pays d'origine organiséiert gëtt, well et absolut onlogesch ass, dass d'Autoritéite vun all Land sech mussen eleng débrouilléieren, fir wierklech gewuer ze ginn, wat an engem Land, wou beispillsweis en Opstand war, lass ass oder net. Wann all déi Informatiounen zentraliséiert ginn, huet all eenzelne Memberstat et méi einfach, och fir eng harmoniséiert Äntwert op eng Problematik ze fannen.

Ech mengen och, dass et evident ass, dass Équipë vun Experte musse gebilt ginn, fir am Kader vun der EU sech auszetauschen a fir kënnen do anzesprangen, wann an engem oder deem aneren europäesche Land e staarken Ustroum vu potenzielle Flüchtlingen ukënnt.

Méi staark oder méi visibel Rechter fir europäesch Bierger géifen, wa se géife verbessert ginn, sécherlech - an ech sinn an engem anere Kapitel, ech hu meng Iwwerschréft elo hei vergiess opzeschreiwen. Ech si fäerdeg mam Volet Immigratioun an ech wollt ee Wuert soen zum Verstäerke vum Selbstverständnis als Europäer an der Unioun.

Ech denken, dass och dat en Aspekt ass, deen an dëst Kapitel eragehéiert, well et wichteg ass, dass d'Leit verstinn, dass Europa net nëmme Contraintë bedeit fir déi verschidde Memberstaten, well ëmmer dann, wann eppes schwiereg gëtt ëmzesetzen, da gëtt jo gären Europa als Excuse oder als Missetäter dohinnergestallt. Et wär wichteg, fir déi positiv Aspekter vun Europa ze verstäerken, fir en Zesummegehéieregkeetsgefill - an ech hunn dat schonn emol gesot - tëschent den Europäer ze verstäerken, an der Hoffnung, dass bei deenen nächsten Europawahlen, déi sécherlech kommen, eng Kéier d'Abstentioun géif erofgoen, well d'Begeeschterung fir Europa a fir Demokratie um europäesche Kontinent gewuess wär.

Dat ass bis elo net geschitt. Et ass och, dat muss een zouginn, nach bis elo net ganz vill derfir gemaach ginn. Et ass awer keng Saach vun der Onméiglechkeet. Ech denken, wann een e gemeinsaamt Gefill fir e Kontinent wëllt schafen, da muss een Iddië sichen an ëmsetzen. An - ech hunn et scho gesot - et wär net abwegeg, fir den 9. Mee, den Dag vun Europa, zum Beispill net nëmmen als Europadag anzeféieren, mä eventuell eng Kéier amplaz vläicht en anere Feierdag, dee mer hunn, e gemeinsamen europäesche Feierdag anzeféieren, fir deen Dag europäesch Demokratie ze feieren a vläicht doduerjer d'Leit derzou ze bréngen, fir ze gesinn, dass Europa och positiv Säiten huet a kann hunn, och dann, wann déi net ëmmer ënnerstrach ginn.

Wa Länner wéi Lëtzebuerg zum Beispill duerch europäesch diplomatesch a konsular Vertriedungen am Ausland opginn, dann ass dat sécherlech ganz einfach fir Lëtzebuerger Bierger en Avantage, wa se an engem Land, wou mir keng Vertriedung hunn, sech besser protegéiert fillen, wa se e Problem hunn. Och dat kéint derzou féieren, dass gespiert gëtt, dass Europa eng Realitéit ass, vun där d'Bierger och individuell am Alldag kënne profitéieren.

Méi staark a méi visibel Rechter fir d'europäesch Bierger wieren also wierklech wichteg, an ech denken, dass et och net abwegeg ass, wéi an engem vun deene Pabeiere vum Programm vu Stockholm drasteet, et wier net abwegeg, wann ee sech géif iwwerleeën, dass d'Europawahlen net zu all Moment sollen zum Beispill op den 9. Mee all fënnef Joer eng Kéier ofgehale ginn. Dat géif och zu Lëtzebuerg dee leidege Problem léisen, dass d'Wahle vum nationale Parlament a vum Europaparlament net méi forcément géifen zesumme falen an esoumadder vläicht derzou féieren, dass d'Leit sech och fir deen europäesche Wahlkampf an déi europäesch Wahle géife méi interesséieren.

Bal zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, nach ee Wuert zur Justiz; et ass bal alles gesot. Ech wëll duerfir am Fong nach just dräi Wierder soen zu eppes, wat bis elo just d'Madame Doerner ugeschwat huet, an zwar eng europäesch Direktiv vun 2008 sur „certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale“, wéi si gesot huet, heescht dat MARC op Franséisch, dat heescht Moyens alternatifs de résolution des conflits, iwwert déi an där Direktiv gesot gëtt, et misst agefouert ginn, fir d'transfrontalier Litigë méi schnell an - wéi soll ech soen - manner opwändeg ze léisen. Et steet awer och an därselwechter Direktiv dran, dass datselwecht Instrument kann a soll benotzt ginn um nationale Plang.

Ech wëll Iech soen - an d'Madame Doerner, déi weess dat -, dass mer am Kader vun der Reform vun eisem Scheedungsgesetz e ganzt Kapitel virgesinn hunn iwwert d'Médiatioun, an dass ech hoffen, dass mer bei dëser Direktiv, déi en vigueur ass, eis eng Kéier net un dee Prinzip halen, deen ech pertinemment énervant fannen, vun enger Eent-zu-eent-Iwwersetzung, mä dass mer eng Kéier de Courage hunn, méi wäit ze goen, wa mer wëssen, dass dat fir d'Lëtzebuerger Land a fir déi Leit, déi Konflikter hunn, gutt ass fir d'Leit, déi matenee streiden an déi wëlle probéieren, selwer mateneen eens ze gi mat Hëllef vun engem Drëtten.

Den Accès zur Justiz ze vereinfachen, wier déi Médiatioun net nëmmen an transfrontalierë Litigen en Avantage, mä sécherlech och um nationale Plang, an zwar besonnesch an deene Fäll, wou et ëm Leit geet, déi, nodeems se hire Kaméidi oder hire Problem geléist hunn, oder op jidde Fall eng akzeptabel Léisung gemengt hunn ze fannen, awer nach musse mateneen eens ginn. Dat ass bal ëmmer de Fall, wann et ëm perséinlech Konflikter geet wéi Scheedung, Ierwen, Aarbechtskonflikter oder Ähnleches. An et ass kloer, dass Léisunge vun engem Konflikt, déi ee selwer fonnt an akzeptéiert huet, manner zu Exekutiounsschwieregkeete féieren, wéi bei engem Uerteel, wat vun engem Drëtte vun uewen erof komm ass.

Duerfir meng Opfuerderung och zu dësem Punkt, wat den Accès zur Justiz, e vereinfachten Accès zur Justiz ubelaangt, en Opruff aus därer Propositioun, déi mer ënnerwee sinn de Maximum ze maachen, am Intérêt net nëmme vun engem besseren Accès, mä am Intérêt vun de Leit, déi och no hire Schwieregkeeten nach musse mateneen eens ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Err och Merci an ech géif dann d'Wuert un den Här Braz ginn.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Déi gréng Fraktioun begréisst déi Debatt, déi mer haut de Mëtte féieren. Well et rar genuch ass, dass am Virfeld vu gréisseren a wichtegen europäeschen Diskussiounen d'Chamber sech probéiert an déi Diskussioun do schonn anzebréngen. Mir maachen dat, fir dem zoustännege Minister en Optrag ze ginn, a wéi engem Sënn e soll bei dësen Diskussioune plädéieren.

Dat ass keen imperatiivt Mandat. Dat ass net de Sënn vun dësem Exercice. Doriwwer hu mer eis an der zoustänneger Kommissioun och scho méi wéi eng Kéier ënnerhalen. Mä et ass fir dem Minister mat op de Wee ze ginn, wou d'Sensibilitéiten an der Chamber leien, an natierlech wäert en och mam Schlusstext vun den eenzelne Fraktiounen - zumindest vun eiser - da gemooss ginn un deem, wat mir dem Minister op dëse Punkte wëlle mat op de Wee ginn.

Dat, wat mer haut maachen, wäerte mer an Zukunft méi oft maachen, wann de Lissabonner Vertrag da sollt endgülteg kënnen a Kraaft triede mat der Ënnerschréft vum tschechesche President, well mer an Zukunft da méi oft als Parlament eis Kaart ze spillen hunn. Bei villen Dossieren, net just bei deem heiten. Mä grad bei deem heiten ass et net onwichteg, well mer mam Lissabonner Vertrag grad op deenen heiten Dossieren, am Beräich hei, den drëtte Pilier, grouss Ännerunge wäerten hunn, ech mengen am Intérêt vun de Bierger.

Well wann de Lissabonner Vertrag a Kraaft trëtt, wäert grad bei deenen heite Sujeten an Zukunft net méi déi reng intergouvernemental Logik spillen, mä da wäert an Zukunft d'Europaparlament mat iwwert d'Codécisioun agebonne sinn. Da muss also d'Kommissioun an de Conseil mam Parlament sech op en Text kënne verstännegen. An aus de leschte Jore weess een, dass op deenen heite Froen am Parlament oft méi Sensibilitéit war fir d'Grondrechter, fir d'Biergerrechter, fir d'Mënscherechter, wéi dat um Niveau vun der Kommissioun a vun der Regierung oft schlussendlech zustane komm ass.

De Stockholm-Programm ass e ganz wichtegt Dokument. Ech wäert trotzdeem a menger Interventioun méi kuerz kënne si wéi meng Virriedner, well ech denken, dass dat Allermeescht scho gesot ginn ass a Reditë kee gudde Bäitrag zu der Debatt duerstellen. Mä et ass awer, an dat wëlle mer och ënnersträichen, e ganz wichtegt Dokument, well et sech ëm Beräicher këmmert, déi an de leschte Joren, ech wëll net soen, guer net behandelt gi sinn, mä mat enger gewëssener Onsécherheet, mat enger gewëssener Onkohesioun, mat enger interner Onkohärenz um europäeschen Niveau. Et si Sujeten, wou sech net ëmmer an därselwechter Logik positionéiert gëtt, wou et ënnerschiddlech Meenunge gëtt. An oft si Kompromisser dobäi erauskomm oder guer keng Léisungen, mä mir mengen awer, dass et an Europa e Klärungsprozess op deenen dote Froe brauch.

D'Europäesch Unioun ass eng Wäertegemeinschaft. Mir ënnersträichen dat ëmmer nees. Besonnesch am Kontext vun Diskussioune ronderëm nei Memberlänner gëtt déi Wäertegemeinschaft net héich genuch gehale vu ganz ville Leit, fir drop hinzeweisen, dass ee sech deene muss ralliéieren. Da wär et och gutt, wa mer déi Wäertegemeinschaft grad op Froen, déi ronderëm en Espace de sécurité a ronderëm en Espace de liberté dréinen, wa mer do also déi Wäertegemeinschaft eescht géifen huelen an tatsächlech an Europa zu méi konkreten a bessere Resultater kéinte kommen, wéi an de leschte Joren.

Et geet also drëms, e Programm vun 2010 bis 2014 opzestellen a Beräicher wéi Polizei, Grenzen, Droit civil, Droit pénal, Asylrecht, Migratiounsrecht a Visapolitik. Dat sinn extrem wichteg Felder.

An de leschte Joren huet d'Europäesch Unioun sech, wéi gesot, schwéiergedoen, eng kohärent Linn an dëse Matièren ze hunn. D'Linn war a ganz ville Punkte geprägt vun de Wënsch vun der amerikanescher Administratioun vum President Bush, ënnert dem Drock vun den Amerikaner. Opgrond vun den Evenementer vun 9/11 sinn eng Rei Saachen iwwert den Atlantik bei eis komm, wou mer schlussendlech nolens volens awer matgemaach hunn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

En zweete Volet, dat ass dee ronderëm d'Asyl- an d'Migratiounspolitik. Dat wäerten déi zwee Punkte sinn, op déi ech mech wëll haut de Mëtte konzentréieren.

De Stockholm-Programm ass wéi oft um Niveau vun der Europäescher Unioun en éischt Dokument, wat oft ganz vill gutt Usätz huet. Et huet eng ganz Partie ganz gutt Beschreiwunge vun de Problemer, déi mer hunn. Bei den Detailléisungen, wéi gesot, si mer der Meenung, dass et nach eng ganz Rei Onkohärenze gëtt an och Problemer.

Zënter den Attentater vum 11. September 2001 ass also relativ vill Drock op eng Rei Grondrechter vun de Leit hei an Europa gemaach ginn. D'Kameraen hu sech multiplizéiert, och zu Lëtzebuerg. Et si massiv Kontrolle gemaach ginn, agefouert gi bei Reesen an d'Ausland; de Kolleeg Fayot huet dat virdrun am Detail duergeluecht, wéi zum Deel, jo, scho bal e bëssen absurd déi Kontrolle mat Momenter anmuten, well een net sécher ass, dass se déi richteg geroden.

Drëtten Aspekt, wou mer Rechter anescht definéiert kritt hunn an de leschte Joren, sinn zum Beispill d'Telekommunikatiounsrechter. Do hu mer mam Paquet Télécom och eng Partie Neierunge kritt ronderëm d'Vorratsdatespäicherung. Ech si frou, wann haut och d'Kolleege vun der DP an hirer Motioun déi doten Aspekter wëllen héichhalen. Mä ech erënneren drun, dass mer nach an der viregter Mandatsperiod als gréng Fraktioun als eenzeg déi Vorratsdatespäicherung hei an der Chamber bemängelt hunn, an dass all d'Fraktiounen unisono, ausser déi gréng, kee Problem domadder haten, dass bei der Vorratsdatespäicherung also de Grondverdacht zu der Regel gëtt an net méi zu der Ausnahm.

Et gi vu jiddwer Bierger sämtlech Daten elo gespäichert, iwwer eng Zäit, déi vill méi laang ass wéi dat, wat gebraucht gëtt fir d'Facturatioun, well ee wëllt op en Datepak kënnen zréckgräifen en cas de besoin. An natierlech kann een déi Politik mat een, zwee, dräi, véier praktesche Beispiller begrënnen, wou ee seet, hätte mer dat net, dann hätte mer do an do dat net gemaach.

Dat ass richteg. Et gëtt fir all méi restriktiv Mesuren och ëmmer Beispiller, wou se zilführend waren. Ob se awer proportionell sinn am Sënn vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, dat stelle mir a Fro. An d'Vorratsdatespäicherung ass ee vun deene Punkten, wou mer mengen, dass mer iwwert d'Zil eraus geschoss hunn.

Wann een haut dee Programm vu Stockholm liest, dann ass et och effektiv, dass een d'Gefill huet, dass do sech lues a lues e Stéck Sensibilitéit opbaut an Europa an dass een net méi grad alles bereet ass ze schlécken, wéi mer dat an de Joren 2001 bis 7, 8 vläicht nach matgemaach hunn, mä dass ëmmer méi Leit elo erëm sech dofir interesséieren an dat gären a Fro gestallt gesinn a gären aner Äntwerte ganz einfach op déi Problemstellungen do hätten.

Et ginn och elo eng ganz Rei vun neie Konnexiounen, vun neien Datebänken an d'Diskussioun bruecht, ëmmer mam Zil natierlech vun der organiséierter Kriminalitéit. Eis Suerg ass bei deene Saachen, a mir haten och an der viregter Mandatsperiod méi wéi eng Kéier d'Geleeënheet dorop anzegoen, dass, wann ee Mesuren ergräift, déi wierklech nëmme fir d'organiséiert Kriminalitéit sinn, een dann och derfir muss suergen, dass se an der Applikatioun tatsächlech nëmme bei deene Fäll do och wierklech zur Uwendung kommen, an net herno awer nei Mesurë ginn, déi herno awer vu Police a Justiz kënne praktesch op all d'Fäll ugewannt ginn an hiren investigative Missiounen. Wann et fir déi Zort Kriminalitéit ass, muss et och ganz kloer parametréiert an ageschränkt ginn op nëmmen déi doten Zort vu Kriminalitéit.

Mir soen als gréng Fraktioun, dass, ier mer eis Gedanke maachen iwwer nei Datebänken an nei Interkonnexiounsméiglechkeeten, zwou Saache musse gesot ginn. Éischtens ass et fir eis méi wichteg, an och dat steet zum Deel am Stockholm-Programm, dass ee sech iwwer gemeinsam Regele kloer mécht bei deene bestehenden, dass een zum Beispill, wann iwwer DNA ge-

schwat gëtt, sech eens mécht: Wat sinn dann do d'Standarden, mat deenen ee schafft? Et kann net sinn, dass mer an all de Länner aner Standarden hunn.

Wann et awer herno soll kommen zu der Applikatioun vun den Uerteeler, muss een awer och minimal Garantien hunn. Dat ass e positiven Aspekt, deen eiser Meenung no an deem Stockholm-Dokument erwähnt gëtt.

Dat Zweet ass awer - an do geet et dann erëm eng Kéier manner Rieds -, dat ass, dass eiser Meenung no all déi Mesuren, déi an de leschte Joren agefouert gi sinn, wou et mam Argument vun der Sécuritéit och zum Deel un d'Grondrechter gaangen ass, dass een dovunner e Bilan géif maachen. Dass ee wierklech emol eng Kéier géif kucken: Wat fir eng Uwendung, wat fir eng Verwendung ass vun deenen Instrumenter gemaach ginn? Wéi eng Resultater hunn dann déi Instrumenter bruecht? An: Ass do nach, och nëmmen usazweis, eng Verhältnisméissegkeet ginn?

Dee Bilan do muss gemaach ginn. Et kann net sinn, dass mer eis iwwer nei Datebänke Gedanke maachen, dass mer eis iwwer nei Interkonnexioune Gedanke maachen, wa mer net e kloere Bilan hu vun deem, wat dat anert bruecht a virun allem och net bruecht huet. Wa mer dat emol wéissten, da kéint een déi Instrumenter emol frësch kalibréieren, an dann huet ee vläicht en zilführend Instrument, wat ausser zilführend näischt anescht och nach ass als Kollateralschued.

An dee Bilan do, dee vermësse mer am Stockholm-Programm, a mir mengen, dass, wann dee Bilan géif gemaach ginn a sech dann nei Gedanke gemaach ginn iwwer al Instrumenter, dass dann ëmmer d'Primat vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun an de Käpp misst sinn. Net just herno zu Stroossbuerg, wa Leit dohinner ginn, fir d'Recht anzekloen, mä scho bei der Redaktioun vun den Texter a bei der Politik, déi mat deenen Texter gemaach gëtt. D'Primat vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun muss erëm héichgehale ginn. Dat war an de leschte Joren net ëmmer de Fall.

Eng zweet Remarque, déi eiser Meenung no och am Stockholm-Programm net genuch erausgestrach gëtt, dat ass, dass all déi Rechter, vun deene mer do schwätzen, net solle beschränkt bleiwen op d'Uniounsbierger. Dat ass eng Tendenz bei enger Rei vun deenen Texter.

Mir sinn der Meenung als Wäertegemeinschaft, déi mer jo wëlle sinn, dass alles dat, wou mer hei vu Rechter schwätzen, muss ausgeweit sinn op eng ganz natierlech Aart a Weis op all déi Leit, déi hei Résident sinn am europäesche Rechtsraum. Dass et net ka sinn, dass déi Rechter un eng Nationalitéit gebonne sinn, mä dass se un eis Gesellschaft gebonne sinn an un déi Leit, déi sech hei ophalen.

Mir wëllen net hunn, dass et zwou Zorte Rechtspersoune gëtt, déi, déi de Benefiss vu sämtleche Rechter hätten, well se Uniounsbierger sinn, an déi aner, déi dann awer hei oder do manner Rechter hätten, well se eben net d'Nationalitéit vun engem Uniounsland hunn.

Zwee aner Aspekter nach, op déi ech wëll agoen. Dat ass d'demokratesch Kontroll. Och nach ëmmer ënnert dem Stéchwuert vun deenen Datebänken, vun deene Rechts- an Investigatiounsméiglechkeeten, déi d'Police kritt huet, déi mir net alleguerten a Fro stellen. Dat muss sinn, dass d'Police och kann zesummeschaffen. Et mécht kee Sënn, wann ee gären e Rechtsraum hätt, wann déi Aarbecht do net méiglech ass. D'Fro ass, wéi dat gemaach gëtt a wéi dat stattfënnt.

Mir mengen, dass et en zolidd Stéck demokratesch Kontroll an dëser Diskussioun elo brauch. Wéi kann ee bei all deenen dote Mesuren, nodeems een de Bilan gemaach huet, och gläichzäiteg garantéieren, dass et eng ausräichend demokratesch Kontroll gëtt?

Mir sinn der Meenung, dass d'Bierger d'Recht musse kréien, och am Kader vun deenen Diskussioune ronderëm de Stockholm-Programm, ze wëssen, wéi eng Date vun hinne gespäichert sinn. Wa mer schonn esou performant informatesch Outilen hunn, dann dierft et net méi esou schwéier si sécherzestellen, dass all Bierger kann agesinn, wéi eng Date vun him gespäichert sinn. Dass e weess, wat iwwer e gewosst ass an all deenen europäesche Registeren. Dat si meng Daten. Ech wëll wëssen, wie meng Daten huet a wéi eng Verwendung dass domadder soll gemaach ginn.

Ech wëll dat schonn eleng gäre wëssen als Bierger, well et wichteg ass, fir kënnen eventuell Feeler ze behiewen. Well och wann Daten erhuewe ginn, da si se net ëmmer richteg. Do stinn och Feeler dran. Als Bierger kann een awer vläicht opgrond vu falschen Daten, déi an iergendesou enger Datebank matschwammen, op enger anerer Plaz an der Unioun oder an der Welt domadder konfrontéiert ginn. A wiert Iech emol eng Kéier op enger Passkontroll géint eng falsch Donnée an engem Computer! Dat ass eng Saach vun der Onméiglechkeet.

Dofir ass et fundamental wichteg, dass an dësem Kader och d'Diskussioun gefouert gëtt vun der demokratescher Kontroll. D'Bierger mussen d'Recht hunn ze wëssen, wat iwwer si an deenen Datebanke steet, op eng fir si liicht zougänglech Aart a Weis. Si musse kënne Saache contestéieren a si mussen och kënne Saache korrigéieren, déi iwwer si falsch doranner géife stoen. Dat ass en noutwendege Corollaire vun deenen doten Diskussiounen, engersäits fir méi Sécherheet, mä et kann awer net sinn, dass si anerersäits op d'Käschte gi vun demokratesche Grondprinzipien. Dat do ass wouer och fir de PNR, dat kann och wouer si fir de Swift, an där doter nach eng ganz Partie anerer weider.

Mir sinn och der Meenung, dass et déiselwecht demokratesch Kontroll a Biergerkontroll och misst gi ronderëm eng Rei europäesch Agenturen. Et gëtt der eng Partie, et gëtt der ëmmer méi. Eng Rei vun deenen hunn eng eege Personalité juridique, Frontex zum Beispill. Mir mengen, dass all déi doten Agenturen, déi en net onwesentleche Beräich ofdecken an hirer Aarbecht vu Saachen, déi direkt mat Grondrechter a mat Biergerrechter ze dinn hunn, dass déi Agencen dat, wat am EU-Jargon Accountability genannt gëtt, musse respektéieren.

Mir erwaarden, dass all déi doten Agenturen d'Virschrëften an Zukunft gemaach kréien, dass se hiren Aarbechtsprogramm musse beim Europaparlament presentéieren. Dass also hiren Aarbechtsprogramm kann diskutéiert gi vum Europaparlament an aller Transparenz, an dass se och Rapporte mussen ofleeën iwwert déi Aktivitéiten, déi se opgrond vun deem Aarbechtsprogramm do gemaach hunn. Dat ass fundamental wichteg. Et kann net sinn, dass dat lassgeléiste Strukture ginn, déi knapps nach dem Conseil Rechenschaft ofleeën, awer net dem europäesche Parlament. Dat geet fir eis Begréffer net.

déi gréng sinn och der Meenung, dass déi nei Datebasis, déi soll agefouert ginn iwwer Entry an Exit, dass mir déi fundamental och a Fro stellen. Mir gesinn net wierklech an, wat de grousse Gewënn soll si par rapport zu deem grousse Verdacht a grousse schwéiere belaaschtende Moment, deen dat mat sech bréngt, wann ee weess, dass elo soll vun all Bierger an der Europäescher Unioun penibel Buch driwwer gefouert ginn an engem Computer, wie wéini iwwer wellech Grenze gelaf ass.

Dat schéngt eiser Meenung no eng vun deene Mesuren, déi largement am Moment net argumentéiert si vun deenen, déi se verteidegen. A wa se mat Argumenter géife kommen, wat de Minimum ass, da menge mer, wäerte mer ganz vill Argumenter fannen, fir do dergéint kënnen eppes ze soen.

E lescht Stéchwuert ass dat ronderëm Asyl a Migratioun. Do wëll ech just kuerz drun erënneren, dass den europäesche Kontinent natierlech sech eng gemeinsam Politik muss ginn, fir dass et gemeinsam Regele gëtt, déi dann och vu jiddwerengem respektéiert ginn, awer wou och jiddweree mat deem anere muss solidaresch sinn.

Mä ech wëll awer och nach eng Kéier ënnersträichen, dass vum ganze Phenomeen vum Asyl um ganze Planéit den europäesche Kontinent deen ass, deen déi geréngste Laascht muss droen. De Gros vum Asylanteproblem ass op deenen äermste Plaze vun der Welt. Do ginn déi Alleräermst bei hiren Noper, dee genausou aarm ass, no Asyl froen, well et net méi anescht geet, well se virum Krich fortlafen, well se virun Naturkatastrophe fortlafen. Eng Tendenz, déi net zréckgeet, déi vun den Naturkatastrophen.

Europa, wann een d'Debatte suivéiert, eng Rei Memberlänner hu sech och doranner spezialiséiert, da mengt ee grad, mir hätten hei dee gréissten Ustuerm vun Asylproblematik ze bewältege vun der Welt. Dat ass net de Fall. Den europäesche Kontinent huet am mannsten dermat ze dinn. Wat näischt drun ännert, dass et ronderëm de Mëttelmierberäich effektiv Problemer gëtt, wou ee wierklech solidaresch muss probéieren eng Léisung ze fannen. Well wa mer dat net maachen, gesi mer jo, wéi mat deene Leit ëmgaange gëtt. Wann déi aner Länner passiv bleiwen, da sinn déi minimaalste Rechter net respektéiert.

Mä mir hunn awer och als Gréng e fundamentale Problem domadder, wa mer vum Mëttelmier schwätzen, dass mer Kooperatiounsverträg wëllen ustriewe mat Libyen. E Land, wat d'Mënscherechtskonventioun nach ëmmer net ënnerschriwwen huet. Dat ass einfach e Problem, dass mer eis mat esou engem Land op eng Partnerschaft beginn, wou mer wëssen, dass déi sech selwer bei enger Rei vu fundamentale Rechter bis haut net konnten duerchrénge se ze ënnerschreiwen.

Wat d'Migratioun betrëfft, mengen ech och, dass d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung déi soll sinn, fir derfir ze suergen, zumindest duerch hiert Beispill an duerch hire Bäitrag, dass d'Migratioun fir d'éischt als dat considéréiert gëtt, wat et ass: e Phenomeen, dee stattfënnt, well d'Migratioun an Europa gebraucht gëtt, well de Kontinent sech dépeupléiert, well se eng Beräicherung si fir de Kontinent, well Europa ouni Migratioun net Europa wär an nach ni gewiescht wär; dass also déi Migratioun esou positiv beliicht an duergestallt gëtt, wéi se ass fir d'europäesch Länner, an dat zënter Jorzéngten an och nach fir déi nächst Jorzéngten.

Woubäi mir all Mesuren ënnerstëtze géint Mënschenhandel, géint all Forme vu krimineller Organisatioun, déi mam Misär vun de Leit probéiert Profit ze maachen. Mä kommt, mir cibléiere geziilt bei deene Mesuren déi, déi mat deem Misär wëlle Geld maachen, an net déi, déi wëllen an Europa kommen.

Fir dat ze erreechen, brauche mer endlech deen „missing link" an eiser Politik. Dat si Mesuren, fir eng legal Migratioun méiglech ze maachen. D'Migratioun fënnt statt, well se gebraucht gëtt an Europa. Kommt, mir organiséieren dach endlech e legale Wee. Well nëmmen dat wäert massiv deene Mënschenhändler ënnert de Féiss d'Gras ewechschneiden. Déi profitéieren dovunner. Mir hunn en Arsenal vu Mesurë mëttlerweil développéiert géint illegal Migratioun.

Mir brauche bis haut eng vernünfteg a kohärent europäesch Initiativ am Beräich vun der legaler Migratioun. Aus deem Grond wäerten déi gréng och déi Motioun matstëmme vun de Kolleege vun der CSV a vun der LSAP, déi eng ganz Partie Saachen oplëscht, déi am Stockholm-Programm sinn. Ouni elo schrecklech vill Faarf ze bekennen, mä et ass mindestens e komplett Bild vun deem, wat do diskutéiert gëtt.

Mä mir begréissen et ausdrécklech, dass e Passus drasteet, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech soll asetze fir d'Schafe vun engem legalen, an dann och kontrolléierten, transparenten, demokrateschen Instrument fir legal Immigratioun. An dofir ënnerstëtze mer gären déi Motioun, well mer mengen, dass dat eng Plus-value ass vun der Lëtzebuerger Präsenz um Dësch zu Bréissel bei dësen Debatten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Déi schwedesch EU-Présidence huet de 16. Oktober dëst Joer en Dokument virgestallt vu 37 Säiten, wat genannt gëtt „Projet de programme de Stockholm" a wou et ëm Justiz- an Immigratiounsfroen notamment geet.

Ech begréissen, datt am Virfeld vun esou engem Sommet, dee jo am Dezember soll stattfannen a wou driwwer soll diskutéiert ginn, een och hei an der Chamber der Regierung ons Meenung als Chamber ka matdeelen. Well et ass e wichtegt Dokument. Ganz oft ginn esou Dokumenter hei niddergespillt oder -gemaach. Dofir ass et wichteg, datt mer an dëser Chamber eng Debatt doriwwer hunn, well et geet hei effektiv ëm ganz fundamental Fräiheeten, ëm d'Justiz an ëm Migratiounspolitik.

Si ass desto méi wichteg, déi Politik, well am Kader vum Traité de Lisbonne dës Politik jo net méi ënnert d'Unanimitéit fält, mä ka majoritär décidéiert ginn. Dat bedeit zum Beispill, datt iwwert de Secret bancaire ka majoritär décidéiert ginn. Dat ass eng Affär.

(Interruption)

Dach! Ah, do brauch ech just nuren op verschidde Siten ze goe vun der franséischer Présidence, vun der englescher Présidence, an nach anerer. Déi kommen alleguerten op dee Wee. Ech wëll just nure soen, datt dat esou Debatte wäert ginn, well de Secret bancaire oder de Secret des affaires näischt mat Fiscalitéit ze dinn huet, mä mat Justiz. An do ginn dann d'Debatten ausenaner, a wat fir enger Sphär ee sech do befënnt.

Ech hu just nuren an de Commentairen…

(Interruption)

Jo, ech hunn den Traité gelies. Et ass dowéinst, wou ech déi Remarque hei gemaach hunn, well ech weess, datt dat zu munchen Debatte geféiert huet, och well an deem Accord vu Feira, deen ënnert der CSV/DP-Regierung zustane komm ass, och Engagementer komm sinn iwwert de Secret bancaire, déi elo 2010 Realitéit solle ginn, déi och festgehale gi sinn.

Bref, et gesäit een, datt, wann een Décisiounen haut an der Europäescher Unioun hëlt, dat da meeschtens véier, fënnef, zéng Joer méi spéit zum Droe kënnt. Et ass also eng wichteg Diskussioun an et soll ee sech bewosst sinn, datt haut d'Regierung, déi dat dote soll négociéieren, munches wäert u Verantwortung mat sech droen.

Ech ginn e puer Beispiller, op déi ech wëll agoen an deene Minutten, déi mer zur Verfügung stinn. Dat ass déi Donnéeën, déi sollen transféréiert ginn op déi amerikanesch Institutiounen am Kader vum Swift. Mir hunn hei verschidde Protections de données, datt keng Abusë sollen domadder gemaach ginn. An Amerika bestinn déi Reserven net, an déi kënne ganz gutt u konkurrenziell Betriber weidergeleet ginn. Dat ass dat, wat ee muss hei bedaueren, datt esou Informatiounen da kënnen ausgestallt ginn.

En matière pénale, do wëll ech soen, datt mer mat deenen Accorden, déi bis elo fonnt gi sinn, wat een Accord de Prüm nennt a wou verschidde Länner eng Zesummenaarbecht virgesinn hunn, do munch Autorisatioune ginn hunn iwwer Informatiounen, déi ee kann notzen iwwert den informatesche Wee, an datt mer domadder, mengen ech, wegweisend virgaange sinn, och fir déi zukünfteg Orientéierung vun der europäescher Politik. Do misste mer natierlech och déi eng oder déi aner Dispositioun an onse Gesetzer vläicht iwwerkucken.

Da muss een awer och ganz konkret op ee Beispill agoen, wat och an Diskussioun hei gefouert gëtt. Dat ass den Droit civil. Ech wëll notamment op d'Beispill agoe vum Divorce. Mir hunn am Ablack eng Dispositioun zënter 2001, déi seet - am Résumé kéint een dat op Lëtzebuergesch nennen -, wann den Divorce soll international diskutéiert ginn an engem Land, fir erauszefannen, wat fir e Geriicht da soll deen Divorce spriechen, da gëllt de Prinzip „deen Éischten ass vir"; op Latengesch heescht dat dann „non bis in idem".

Wann et zu engem Divorce kënnt, wou Leit zwou verschidden Nationalitéiten hunn, da kann deen Tribunal kompetent sinn, fir den Divorce ze schwätzen, wou

déi zwee bestuete Leit wunnen; do, wou ee vun deenen zwee Bestueten normalerweis wunnt, wou awer keng richteg Definitioun ass, wat dat dann ass.

Wann déi zwee eng Kéier an engem europäesche Land gewunnt hunn, da kéint et awer an deem sinn, wou ee vun deene bestuete Leit dann nach eng Residenz huet oder hat.

Wann et eng Demande conjointe ass, da kënne se an engem vun deene Länner sinn, wou ee vun deenen Ehepartner wunnt. A verschiddene Fäll ass et an deem, wou den Demandeur normalerweis wunnt. Da kann et och nach sinn, an deem État membre an deem ee vun deenen zwee Ehegatten, Épouxen, d'Nationalitéit huet.

An da geet et drëm, wien als Éischten an engem vun deenen Tribunaler, déi ee sech do kann aussichen, d'Demande de divorce erabréngt. No deem Gesetz muss da verfuer ginn.

De Misär ass, datt d'Leit et heiansdo net wëssen, well en absence debattéiert ginn ass. Dann huet een zwee verschidden Divorce-Uerteeler iwwert d'Garde vun de Kanner, iwwert d'Alimenter, déi kontradiktoresch sinn. Mat där Saachen do si mer haut konfrontéiert. Dat ass eng Realitéit um Terrain. Dat fënnt een herno och mat Schwieregkeete bei de Fuerderunge fir Alimenter. Dat fënnt ee bei der Responsabilité parentale bei der Garde vun de Kanner. Do ginn et där Prozesser en masse, an ech schwätzen net vun deene Prozesser vu Kidnapping légalisé oder net, deen et zwëschent net europäesche Länner an EU-Länner gëtt.

Et ass do, mengen ech, wou Europa gefuerdert ass, fir nei Weeër ze goen. Mir mussen endlech méi kloer de Bierger dobausse kënne soen, wat fir en Tribunal kompetent ass. An dat schéngt mer nuren een ze sinn: Dat ass do, wou déi zwee Épouxen, wou déi zwee bestuete Leit hir lescht Résidence an de leschte Joren haten, an net iergendwéi soss Tribunaler.

Deen Eenzegen, dee sech doriwwer freet, ass natierlech den Affekot an deenen eenzelne Länner, well en do fir ongeféier véier, fënnef Joer Prozedure kann duerchzéien, bis dann erausfonnt gëtt, wat fir e Geriicht zoustänneg ass.

Wat ech bedaueren, Här Minister, dat ass, datt an dëser wichteger Fro d'lëtzebuergesch Regierung gefrot ginn ass vun der Europäescher Kommissioun, fir hiren Avis ze ginn. An eent vun deene rare Länner, wat net geäntwert huet, ass Lëtzebuerg. Ech hunn d'Lëscht hei vun all deene Länner, déi geäntwert hunn. Souguer Bundesländer wéi Baden-Württemberg an esou weider hu geäntwert. Mä Lëtzebuerg net.

Ech bedaueren dat, datt ënnert der viregter Regierung, Här Justizminister, d'lëtzebuergesch Regierung eent vun deene rare Länner wor, dat just a Matière vun Divorce keng Meenung huet, wéi dat soll um europäeschen Niveau traitéiert ginn. Ech weisen hei hin op déi offiziell Säit vun der europäescher Justiz, déi ech hei wëll just nure virleeën.

An ech mengen, datt d'Regierung gutt berode wär, sech an dëser Affär den Avis vum Réseau européen des conseils de la justice, wou d'Magistraten aus allen europäesche Länner vertruede sinn, zu Häerz ze huelen.

Si soen an e puer Punkten:

Éischtens soll deen zukünftege Programme de justice méi mat de Bierger a mat de concernéierte Juridiktiounen an Affekoten diskutéiert ginn. Dat misst eng vaste Enquête d'opinion sinn. Éischte Punkt vun hirer Fuerderung. An do gëtt et eppes, wat een nennt Eurojust-Baromètre, wou ee kéint op dee Wee goen, fir do Informatiounen ze kréien, fir datt d'Leit - d'Riichteren, d'Affekoten - kéinten d'Méiglechkeet hunn, op hir Problemer opmierksam ze maachen, an datt deem soll da Rechnung gedroe ginn.

Zweetens schloe se vir, fir d'Rechter vun de Victimen ze verbesseren. Do si mer als Lëtzebuerg gutt gestaffelt, well mer dat Gesetz jo verbessert hunn. Mä an anere Länner misst manifestement en Effort gemaach ginn.

Da schloen d'Magistrate vir, datt an all EU-Stat soll e Groupe de juges experts en droit communautaire sinn, déi sech spezialiséieren op alleguer déi Prozedurfroen europäescher Natur, fir datt se op deene kënnen eng speziell Formatioun hunn an och dorobber kënnen äntwerten. Well a munche Länner wëssen emol verschidde Leit net alles, wat et doruechter esou gëtt.

A wann Der kuckt, wat mer do fir Reglementatiounen hunn, Konventioune plus Protokoller, déi nach Ausnahme maachen, plus déi international weltwäit Accorden, da wënschen ech heiansdo deene Riichteren a Leit, déi an esou Situatioune kommen, eng glécklech Hand. Dofir wär et wierklech wichteg, wéi déi europäesch Riichteren dat proposéieren, an all Land e Groupe de juges experts en droit communautaire ze fannen.

Véiertens fuerderen och d'Riichteren des Normes de qualité pour chaque système judiciaire. Och dat, mengen ech, misst d'Regierung sech zu Häerz huelen an och kucken, datt dat an all Land um europäeschen Niveau ausgefouert gëtt.

Da fënneftens, dat ass, datt de Prinzip vun dem „non bis in idem" soll opgefouert ginn. Deen Éischten ass vir a Matière vun Divorcen, vu Conflits de juridiction, an datt do nei Schemae sollte geholl ginn op Basis zum Beispill vun der Décision-cadre vum 24. Oktober 2008 iwwert d'Lutte contre la criminalité organisée, wou verschidden Denkustéiss komm sinn.

An ech mengen, Här Minister, datt Der gutt berode wäert, fir Iech déi Propositiounen, déi hei vun den europäesche Magistrate gemaach sinn, zu Häerz ze huelen a fir och deen Ablack um europäeschen Niveau an deem Sënn do ze diskutéieren.

Da wëll ech och drop opmierksam maachen, datt mer an der Konventioun vun 1968 iwwert d'Compétence judiciaire en Artikel 1, e Protokoll hunn, an deem drasteet - ech liesen da vir -: «Toute personne domiciliée au Luxembourg attraite devant un tribunal d'un autre État contractant en application de l'article 5 point 1 (…) peut décliner la compétence de ce tribunal. (…) ce tribunal se déclare d'office incompétent si le défendeur ne comparaît pas.»

Dat schéngt mer eppes ze sinn, wat wesentlech ass fir d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger, alleguerten déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, datt esou Dispositiounen och an Zukunft privat bleiwen.

Ech wéisst gär vun der Regierung, ob se gewëllt ass, esou Dispositiounen och an europäesche Froen ze wahren, well et ass absolut wichteg, datt een net op de Wee geet, fir esou eng Dispositioun auszeschaffen, well dat relativ vill Schwieregkeeten an der Praxis kéinte ginn, an datt d'Lëtzebuerger deen Ablack géife riskéieren, fir hott an har uechter Europa misste sech verteidegen ze goen. D'autant plus, datt mer ganz vill Importer vu Wueren hunn an datt dat zu munche Schwieregkeete kéint soss féieren.

Dann um Gebitt vun der Immigratioun an der Demande d'asile. Do hu mir dat Gesetz ënnert der viregter Regierung matgedroen, wat elo schonn eng etlech vun deenen europäeschen Direktiven, déi nach an der Diskussioun stinn - enger op jiddwer Fall -, awer scho relativ vill Rechnung gedroen huet.

Mir sinn och der Meenung, datt et richteg ass, datt een déi legal Immigratioun favoriséiert an déi illegal Immigratioun staark bekämpft, an do si mer natierlech um europäeschen Niveau a verschiddene Konditiounen. Et ass verständlech, datt Süditalien, Griichenland, Malta, Spuenien ganz aner Problemer hunn, vill méi grave Problemer hu wéi mir. A mir mussen och do eng gewësse Solidaritéit bréngen. Mä et muss awer esou sinn, datt alleguerten déi illegal Immigranten, datt déi nees erëm an hir Heemechtslänner zréckgeschéckt ginn, wa se net méi en vertu vun der Gesetzgebung, déi mer hunn, am Land dierfe bleiwen. Dat ass awer praktesch oft net méiglech.

Woufir? Ma, well mer keng Accords de réadmission hu mat alle Länner. Duerfir ass et absolut an onsen Ae prioritär, datt d'Frontex d'Missioun kritt, fir ze kucken, datt de Prinzip vun der Nation la plus favorisée soll gëllen. Dat heescht, datt dat Land, wat en Accord de réadmission mat iergendengem Drëttstat huet, datt iwwert dee Wee do och alleguerten déi aner Länner aus der EU, déi Leit mussen an en Drëttstaat heemféieren, dann och kéinten dovunner profitéieren.

Et bedeit och, datt mer déi legal Immigratioun dann natierlech awer och favoriséieren an encadréieren. Ech bedaueren do e bëssen, datt mer zwar e Gesetz gestëmmt hunn, wat déi legal Immigratioun encadréiert an encouragéiert, mä datt, wann een eng Demande mécht, fir zum Beispill e Regroupement familial duerchzezéien, datt dann de Ministère him äntwert, e kréich an néng Méint eng Äntwert. Do muss ech éierlech soen, do feelt et u Moyenen, souwuel u Leit wéi un Informatik, fir esou Gesetzgebungen duerchzebréngen, an ech mengen, och do géif ech der Regierung d'Mandat ginn, fir vläicht ze kucken, also mat Sécherheet ze kucken, fir déi Prozeduren ze accéléréieren.

Da wëll ech awer och ervirsträichen, datt eng Revendicatioun, déi mer laang Jore gestallt hunn, déi, datt d'Date vun Eurodac och sollten der Police zur Verfügung gestallt ginn, elo endlech duerchgezu ginn ass vun der Europäescher Kommissioun. Déi huet dat autoriséiert, an ech mengen, dat ass eng gutt Initiativ, well mer och hei zu Lëtzebuerg gesinn hunn, datt zum Beispill an engem Fall, dee jo och an der Press kommentéiert ginn ass, eng Persoun, déi wéinst Mord a Spuenien gesicht war, datt déi hei zu Lëtzebuerg ënner engem falschen Numm sech etabléiert hat als Demandeur d'asile. Si wosst, datt keen hir Fangerofdréck, déi se ofginn hat, konnt erausfannen an näischt konnt recherchéiert ginn am Numm. Si hat sech en fait eng nei Identitéit beschaf. Dat ass eppes, dat däerf et net ginn, an duerfir sinn ech frou, datt mer hei also och op deen neie Wee do gaange sinn.

Ech mengen awer och, datt et richteg wär, Här Justizminister, à moins datt et den Immigratiounsminister wär oder déi zwee, dat awer och an de lëtzebuergeschen Texter mat virzegesinn, fir datt mer absolut do konform sinn zu onser Gesetzgebung.

An anere Wierder mengen ech, datt mer an där Debatt, déi mer elo féieren, déi och d'Regierung op verschiddene Punkten, verschiddene Ministèrë concernéiert an den nächste Méint, datt mer do op jiddwer Fall sollten, bien entendu un Effikassitéit virun allem halen, datt an onsen Aen d'Prioritéit soll sinn, fir déi schwiereg zivil Problemer a Matière vun Divorce, a Matière vun Alimenter, a Matière vu Garde vun de Kanner, datt mer do sollten eng Prioritéit leeën, fir do Reglementer ze faassen, déi de Bierger dobaussen hir Problemer méi einfach maachen, déi de Geriichter hir Problemer méi einfach maachen, fir deene Leit entgéintzekommen, an ech mengen, da wäre mer um richtege Wee.

Ech hoffen, d'Regierung mécht dat, an, Här Justizminister, ech waarden drop, datt, wann Der am Dezember oder Januar nees erëm hei an d'Chamber kommt, Der ons dann e puer gutt Noriichte kënnt matginn.

Dat wäert natierlech dann och dozou féieren, datt mer déi Motioun, déi mer hei vun de Majoritéitsparteie virgeluecht kritt hunn, datt mer do zwar mat dem Wonsch, deen un d'Regierung ubruecht gëtt, ganz domat d'accord sinn, mä datt mer awer net grad dat richtegt Vertrauen dran hunn, datt dann hanneno och dat, wat erauskënnt a wat effektiv an den Texter erauskënnt, vläicht net dat Richtegt wäert sinn. Duerfir wäerte mer ons bei där Motioun enthalen.

(Interruption)

Wat d'Motioun vun der DP ugeet, do muss ech éierlech soen, datt déi Konditiounen, déi dora festgeluecht sinn, wann et jee sollt zu engem Vote majoritaire kommen, da géif déi Motioun natierlech vläicht d'Regierung dozou bréngen, fir en matière Secret bancaire relativ haart ze sinn, mä dat géif awer näischt notzen deen Ablack, wou se an d'Minoritéit géif gesat ginn, an ech mengen, dat ass natierlech och eng Debatt, déi...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass awer en Zeechen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Wat?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass en Zeeche vun dëser Chamber, dass se d'Regierung géif ënnerstëtzen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- D'Regierung weess, datt se bis elo ëmmer d'Ënnerstëtzung fonnt huet, mä d'Regierung fält ëm no all Conseil. Duerfir hu mer net grad vill Vertrauen dran, datt et souguer mat enger Motioun zu engem konkrete Resultat kënnt...

Une voix.- Oh, wat fir Leit!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da kënnt Der eis jo matstëmmen.

Une voix.- Oh, wat fir Leit!

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Als nächste Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, vill richteg Saache sinn an deenen zwou leschte Stonnen hei gesot ginn, ugefaange mat dem Här Fayot sengen exzellenten Explikatiounen, an och vun de Virriedner. Och vill Detailfroen a ganz vill Remarquen, mat deenen ech kann absolut d'accord sinn.

Ech wëll mech ganz kuerz beschränken, kuerz muss ech souwisou sinn, ganz kuerz beschränken op zwee Themen: Immigratioun a Biergerrechter.

Immigratioun: «Un espace de liberté, de sécurité et de justice», heescht de Programm. Schéin! An da kucken ech, wat zu Calais geschitt, an da kucken ech, wéi vill Leit am Mëttelmier all Joer erdrénken oder an de Misär zréckgeschéckt ginn. An da gesinn ech erëm eng Kéier de Gruef tëschent deene schéine Wierder op där enger Säit an der Realitéit op där anerer Säit.

Et ass hei scho gesot ginn, et ass Misär, Krich an an Zukunft och ëmmer méi de Klimawandel, deen d'Leit aus hiren Heemechten dreift, an den Här Braz huet richteg gesot: Dovunner ass Europa emol net am stäerkste betraff. Par contre muss ech awer soen, déi Immigratioun, déi Migratioun a Richtung Europa, déi ass haaptsächlech zréckzeféieren op déi riseg Ongläichheeten tëschent Europa op där enger Säit an anere Länner, haaptsächlech dem afrikanesche Kontinent, op där anerer Säit, an den Haapthiewel bei där Problematik, iwwert déi mer hei schwätzen, dee wär eigentlech unzesetze bei där Fro vun den Ongläichheeten am wäite Sënn vum Wuert.

Dovunner steet awer bis elo an deenen Texter vum Stockholmer Programm ganz, ganz wéineg a ganz, ganz vag. Ech muss och soen, an der Motioun vun de Majoritéitsparteie steet zu där fir mech essenzieller Problematik näischt, wann ech genau gelies hunn.

Ech muss Iech och soen, ech sinn der Meenung, dass mir d'Schlepperkriminalitéit mussen absolut bekämpfen. Ech mengen awer net, dass mer domadder deen dote Problem geléist kréien. Ech weess och net, ob mer mat där Aart a Weis, wéi mer elo mat de Begréffer vu legaler an illegaler Immigratioun ëmginn, ob mer domadder der Komplexitéit vun deem Problem wierklech gerecht ginn.

Ech weess och net, ob mer eis ëmmer wierklech bewosst sinn, wéi eng Mëschung aus Verzweiflung, Hoffnung an Enttäuschung déi mënschlech Situatioun vun der Migratioun charakteriséiert.

Dann erlaabt Der mer vläicht eng Kéier aus awer där juristescher Sprooch, déi noutgedrongenerweis haut deen Débat kennzeechent, auszebriechen, an aus engem wierklech ze empfehlende Roman zu der Problematik vun der Immigratioun vun enger senegalesesch-franséischer Schréftstellerin ze zitéieren. Dee Roman heescht «Le ventre de l'Atlantique». Do steet zu der Problematik esou eng kleng Ballad, an ech begnüge mech einfach mat deenen dräi leschte Versen, dat ass aus afrikanescher Siicht:

Génération africaine de la mondialisation

Attirée puis filtrée, parquée, rejetée, désolée,

Nous sommes les Malgré-Nous du voyage.

Dir wësst, dass deen „Malgré-Nous“ eng Uspillung ass op d’Zwangsrekrutéierung a Lothringen-Alsace deemools, dat waren „des malgré-nous“, soss versteet ee vläicht net genau déi Uspillung.

Am Iwwrege géif ech mengen, dass mir Europäer gutt géifen dorunner doen, an där ganzer Diskussioun iwwert d’Migratioun, Immigratioun an esou weider emol eng Kéier eis eege Geschicht nach eng Kéier ze kucken an eis Reflexiounen, eis Emigratiounsgeschicht, eis europäesch Emigratiounsgeschicht och emol nach eng Kéier opzeschaffen.

Dee leschte Rapport vun der UNO iwwert d’mënschlech Entwécklung huet als Thema d’Migratioun mat dem Titel „Levez les barrières“. Ech géif och mengen, dass mer dee Rapport mat deenen Daten a Reflexiounen, déi do drastinn, an eis Reflexioune missten abauen.

Dat zweet Thema, dat ass also selbstverständlech dat vun de Biergerrechter. Do sinn hei och e ganze Koup richteg Saache gesot ginn. Et kann net sinn, dass d’Bekämpfung vun der Kriminalitéit zu dem Ofbau vun eise Grondrechter féiert. Et däerf een emol net vun enger Balance schwätzen, menger Meenung no, tëschent deem engen an deem aneren, well dat scho géif heeschen, d’Grondrechter kéinten négociéiert gi par rapport zu Sécherheet oder Kriminalitéitsbekämpfung.

De Rolf Gössner ass e Spezialist an deene Froe vu Biergerrechter a biergerrechtlecher Entwécklung an Europa - e war iwwregens och schonn zu Lëtzebuerg -, an deen huet zu där Entwécklung an der EU dat hei ënner anerem geschriwwen: „Im Laufe der vergangenen zehn Jahre ist aus der Europäischen Union eine Art europäischer Sicherheitsunion geworden, in der sich ein nur noch schwer überschaubares Überwachungs- und Kontrollgeflecht entwickelt hat, das laufend ausgebaut wird, ein europäisches Datennetz und eine internationale Polizeibürokratie, die massiv in Persönlichkeitssphäre und Freiheitsrechte der EU-Bürger und von Migranten einzugreifen vermag.“ Dat ass résuméiert. Et war hei och am Detail scho vun enger Rei vu Virriedner un enger Rei vu Beispiller illustréiert ginn.

Wann ech dann awer kucken: Wat steet da bis elo am Stockholmer Programm zu der Protektioun vun deene Grondrechter? Da muss ech soen, dat ass am Moment nach relativ wéineg.

Duerfir sinn ech eigentlech och d’accord an och zefridde mat deem, wat hei an där dote Fro richteg gesot ginn ass, wat an der künfteger Politik vun der EU misst verbessert ginn. Ech kann awer duerfir dem Här Bettel seng Motioun stëmmen. Net déi iwwert d’Bankgeheimnis, déi stëmmen ech net…

Une voix.- Oh!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dat denkt Der Iech, hie weess et schonn.

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst elo esou lues zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech sinn um Schluss. Déi Motioun vun de Majoritéitsparteien, do steet villes dran, mat deem ech och kéint d’accord sinn. Mä eleng wann do steet, mir begréissen de Lissabon-Vertrag, da verstitt Der, dass ech net kann derfir stëmmen.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Elo huet sech nach den Här Schiltz agedroen. Här Schiltz, Dir hutt d’Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no där laanger, opschlossräicher a fondéierter Debatt wollt ech mech op e puer Remarquë beschränken.

Déi éischt Remarque ass déi, datt d’Chamber mat där Debatt hei ënnermauert, op Initiativ vum Här Fayot, datt mer eis mat der Europapolitik ausenanersetzen an datt mer eis net nëmme mat der Europapolitik beschäftegen op eng deskriptiv Manéier, mä aktiv mat abréngen a virun allem aktiv mat abréngen an engem fréie Stadium vun den Diskussiounen.

Ech mengen, datt dat e Wee wär, dee kéint wegweisend - fir déi Expressioun ze gebrauchen - an deenen nächste Jore sinn. Ech erënneren am Iwwregen, datt déi Debatt, déi mer virun zwou Wochen hei haten iwwert d’Landwirtschaft, och eng eminent europäesch Debatt war.

Ech mengen, datt dee Reproche, dee vläicht emol hei oft gemaach ginn ass an der Chamber, datt d’Chamber sech net mat der Europapolitik géif ausenanersetzen, dee Reproche ass, deen ëmmer manner Gültegkeet hei huet. Mir mussen natierlech op där Lignée, wou mer elo sinn, weiderfueren.

Meng zweet Remarque ass déi, datt, vu datt mer eis fréi an d’Debatt mat erabréngen, wat ech virun dräi Minutten ausdrécklech begréisst hunn, hu mer e generellt Dokument virleien, wou elo net déi ganz Ausdäitschung an d’Prezisioune vun de Mechanismen an de Konditiounen drastinn. A vu datt mer e generellt Dokument doleien hunn, heescht dat och, datt déi Äntwerten, Suggestiounen a Propositiounen, déi d’Chamber mécht, nëmme generell Suggestiounen, Propositiounen a Stoussrichtunge si fir d’Regierung.

Ech mengen, datt mer eis eens sinn hei an deem Haus, datt mer net wëllen op de Wee goe vum imperative Mandat zum Beispill, wéi d’Dänen an anerer an nordesche Länner dat maachen.

Nach bleift, datt dat, wat ech elo soe vun der Generalitéit vun der Debatt, net dat invalidéiert, wat ech virdru gesot hunn, nämlech d’Wichtegkeet vun der Debatt an engem fréie Stadium.

An an deem Zesummenhang muss ech och dem Här Bettel dann - une fois n’est peut-être pas coutume - Recht ginn, wann e seet, datt et him u Prezisiounselementer hei feelt an datt e gären d’Saache méi prezis hätt. Mä ech mengen, dat wär zu engem groussen Deel dorop zréckzeféieren, well mer eis fréi erabruecht hunn.

Dat erkläert och, datt all déi Motiounen, déi hei virgeluecht sinn, extrem laang Motioune sinn, well een och probéiert, dat generell anzefänken. A wann een e prezise Punkt hätt, op deen ee géif agoen, oder eng prezis Konditioun, géifen déi Motiounen oft méi kuerz ausfalen. Dat ass aus deem Grond do net de Fall.

Ech sinn d’accord, datt Saache musse méi prezis ginn, an duerfir ass den Dialog mat der Regierung mat där Debatt vun haut net eriwwer.

Drëtte Punkt. Proportionalitéit, Legitimitéit, Confidentialitéit, Libre circulation, Solidaritéit si Grondprinzipien. Ech ernimmen der nëmme véier, fënnef hei, ech kéint och all déi aner, déi meng Virriedner ernimmt hunn, hei repetitiv nach eng Kéier erwähnen. Dat si Prinzipien, déi - mengen ech - hei e globalen Accord fonnt hunn an där Debatt. Et sinn och déi Prinzipië vun der Proportionalitéit, der Legitimitéit, der Confidentialitéit, der Libre circulation an der Solidaritéit, déi eis an deenen nächste Jore solle guidéieren.

Véiertens ass, wéi ech virdru gesot hunn, déi Debatt hei net prématuréiert, mä ass awer vläicht - ech erlabe mer déi Remarque - prématuréiert, fir definitiv Décisiounen ze huelen oder definitiv Orientatioune sech ze ginn.

Ech ginn Iech zwee Beispiller. Wa mer soen, datt mer déi judiciaire Kooperatioun virzéien der administrativer Kooperatioun, dann ass dat - mengen ech - e Prinzip, iwwert dee mer eis kënnen eens ginn. Nach bleift, datt also d’Debatt wéi gesot net prématuréiert ass, mä fir dat auszedäitschen an ze soen, wat elo genau dorënner ze verstoen ass, si mer opgrond vun deenen Dokumenter, déi virleie vun der Kommissioun, an enger schwiereger Situatioun, fir ze soen, de privilegéierte Recours au moyen judiciaire et à la voie judiciaire heescht 1, 2, 3, 4, 5, och wa mer eis iwwert de Prinzip eens sinn.

Dat nämlecht gëllt - dat huet ee vun de Virriedner ugefouert, dat ass mäin zweet Beispill -, wann ee schwätzt vun den Datebanken, wann ee vu suspekten Transfertë schwätzt, da wëllt ee selbstverständlech wëssen, wat dat heescht, da wëllt ee selbstverständlech wëssen, wat d’Konditioune sinn, da wëllt ee selbstverständlech wëssen, wat d’Mechanisme sinn. Mä och do si mer an deem prématuréierte Stadium, wou definitiv Orientatiounen an Décisiounen elo haut hei net ze huele sinn.

Fënneft a virlescht Remarque. Ech mengen, datt mer eis all eens sinn iwwer zum Beispill de Fait, datt de Respekt vun de Grondrechter muss am Mëttelpunkt vun deem Stockholmer Programm stoen. Ech mengen och, datt mer eis eens doriwwer sinn, datt de Schutz vun der Privatsphär en zentraalt Element ass. Ech mengen och, drëttens, datt mer eis doriwwer eens sinn, datt d’Mënscherechter d’Moosslat vun all Aktioun musse sinn. Ech denken, datt mer eis doriwwer eens sinn, datt d’Bankgeheimnis eppes ass, mat deem douce a virsiichteg ëmzegoen ass. Ech denken och, datt mer eis doriwwer eens sinn, datt alles, wat d’Datebanken an Informatiounen ubelaangt, eppes ass, mat deem delikat a mat Fangerspëtzegefill ëmzegoen ass.

All déi Punkte sinn déi Stoussrichtungen, vun deenen ech geschwat hunn, an déi wäerten den Objet vun der Debatt, déi jo weidergeet, an deenen nächste Méint féieren.

Dat bréngt mech zu mengem leschte Punkt: Mir sinn an engem Stadium, wou mer, mengen ech, hei eng utile Debatt gefouert hu virum Hannergrond vun där europäescher Aktualitéit, an net nëmmen der Aktualitéit, mä der Evolutioun vum legislative Prozess. Eng Debatt, déi wéinst deem fréie Stadium leider, dat kann ee bedaueren, e bëssen op vagen an onprezise Prémissë baséiert. Mä eng Debatt, déi awer gewisen huet, datt mer et mat extrem komplexen a mat extrem wichtege Froen ze dinn hunn. Ech hunn der e puer opgefouert, anerer hunn der och e puer opgefouert.

Dat heescht also fir mech, datt d’Chamber muss sech weider an déi Debatt an an déi Diskussioun hei mat abréngen.

Duerfir géif ech och proposéieren, datt mer - net wéi den Här Henckes proposéiert huet - am Dezember oder am Januar an der Kommissioun géifen hei weider doriwwer schwätzen, mä datt mer am November an deenen dräi Kommissiounen, ier déi nächst Etapp op europäeschem Niveau duerchlaf gëtt, mat deenen dräi Ministere weider iwwert déi Pisten, déi hei opgezeechent gi sinn a wou e Grondkonsens, mengen ech, besteet, diskutéieren, an an deem Sënn och vläicht déi dräi oder véier Motiounen, déi virleien, an déi dräi Kommissioune renvoyéieren, fir datt mer och do kënnen eis der Ausdäitschung vun deenen dräi Motioune widmen, an dann dee konstruktiven Débat, dee mer haut gefouert hunn, dee mer an de Kommissioune gefouert hunn, an deem Sënn géife weiderféieren. Dat wier op jidde Fall, Här President, meng Propositiouun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schiltz Merci. Domadder wier d’Diskussioun ofgeschloss. An elo kritt d’Regierung d’Wuert, den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech begréissen och, dass mer déi Debatt hei hunn, an ech wëll drun erënneren, dass ech an der Justizkommissioun gesot hunn, ech géif d’Praxis vu mengem Virgänger weiderféieren, fir regelméisseg alles op den Dësch ze leeën, wat mer och an de JAI-Conseilen diskutéieren, an da virun allem an der Kommissioun, mä och nach méi öffentlech doriwwer diskutéieren, well déi ganz Politik, déi mer JAI nennen, Justiz, Immigratioun, Fräiheet, eng vun deene wichtegsten ass, déi an Zukunft kommen an Europa.

Ech wëll och duerfir op e puer Punkten agoen, déi elo éischter dem Justizminister seng Kompetenz sinn, e bësselchen och nach eng Kéier op d’Natur vun dem Stockholm-Programm a vun der ganzer Politik an deem Domän Justice intérieure a Fräiheet. Ech hunn nämlech hei festgestallt, dass e bësse Konfusioun ass. Zum Beispill hunn ech an de Motioune vun der DP gelies: „de Stockholm-Programm seet“. De Stockholm-Programm seet guer näischt, well et gëtt en net. Et gëtt Diskussiounen. Déi Diskussioune fänken eréischt den 30. November un, wa mer...

Une voix.- Et ass preparéiert ginn, Här Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Et ass eng informell Propositioun vun der schwedescher Présidence, déi nach net diskutéiert gouf. Mir hate se de leschte Freideg, wou mer JAI-Conseil zu Lëtzebuerg haten, net um Ordre du jour. Mir hunn dat den 30. November.

De Stockholm-Programm, wat ass dat? Dat ass eng politesch Deklaratioun vum Europäesche Rot. Dat ass also nach net eng Gesetzgebung. D’Gesetzgebung kënnt eréischt an der drëtter Phas. Déi zweet Phas, an dat ass dann eng Phas, déi d’Kommissioun an de Grapp hëlt, dat ass e Plan d’action ze développéieren. Wann also de Conseil européen Mëtt Dezember déi politesch Deklaratioun mécht, wat eng Deklaratioun ass - dat ass net méi wéi eng Deklaratioun -, dann huet d’Kommissioun d’Verflichtung, opgrond vun där Deklaratioun en Aktiounsprogramm virzeleeën.

An deem Aktiounsprogramm fanne mer da scho méi Detailer eraus. Notamment fanne mer do eraus, wou zum Beispill legislativ Moossnamen um europäesche Plang kommen oder net. An et ass bei deene legislative Moossnamen, wou den Detail dann erëm wichteg ass. Dat heescht, sech elo schonn op den Detail hei ze fokusséieren, ass verfréit. Den Detail kënnt duerno. Respektiv, an dat ass e bëssen en ongutt Gefill, wat ech hei wëll soen, wat ech an der Debatt awer e bëssen hat, dass mer hei ganz, ganz restriktiv un dee Stockholm-Programm eruginn, an nëmme fäerten, hei wier en Detail, deen eis géif stéieren, do wier en Detail, deen eis géif stéieren.

Ech mengen, mir mussen hei méi offensiv a méi positiv erugoen a wierklech fir dee Fräiraum, dee Rechtsraum vu Fräiheet a Sécherheet an Europa kämpfen an eis asetzen. Richteg ass, dass souwuel Tampere wéi Den Haag net dat bruecht hunn, wat ee verlaangt huet. Dat huet awer och eppes mat der Rechtslag an Europa ze dinn, mat deem ganz einfache Grond, dass mer bis elo vum drëtte Pfeiler…

(Interruption)

Pardon, wat hunn ech falsch gesot, Här Braz? Mir hu viru Lissabon… Mir hu jo Lissabon nach net, mä wa mer bis Lissabon kréien, gëtt et aneschters. Bis Lissabon hate mer Unanimitéit, wat mat sech bruecht huet, dass am JAI-Conseil, éischtens, intergouvernemental Politik gemaach ginn ass, an zweetens, wat hei zu Recht gesot gouf, méi Sécherheetspolitik wéi Fräiheetspolitik gemaach gouf. Wa mer elo de Lissabon-Vertrag kréien - duerfir kann ech jo absolut net mam Här Hoffmann d’accord sinn -, da kréie mer eng ganz aner Diskussioun.

Mir kréien net nëmmen eng aner Rechtslag mat der Majorité qualifiée, mir kréien och eng ganz aner institutionell Diskussioun, nämlech, éischtens, hu mer hei Codécisioun mat dem Europaparlament. An ech ginn dovunner aus - awer ech brauch keng Wett drop ze maachen, well ech gewannen déi Wett -, dass duerch d’Europaparlament, wat mat erakënnt, och am JAI-Conseil wäert eng aner Diskussioun gefouert ginn, déi net nëmmen eng sécuritaire Diskussioun ass, mä eng Diskussioun ass iwwer Fräiheeten an de Respekt vu Fräiheeten.

An da kënnt nach eppes derbäi, wat extrem wichteg ass. Et waren der e puer vun Iech derbäi, wéi ech d’Ried gehalen hunn zu den 20 Joer Bestoe vun dem Tribunal vun éischter Instanz um Kierchbierg. Bis elo konnten d’europäesch Geriichter, virun allem de Geriichtshaff selwer, bal net matschwätzen, fir Interpretatiounen ze ginn iwwert dat, wat do ass, well bei verschiddenen Texter kann ee sech doudsécher Froe stellen och vu Kohärenz vum europäesche Recht. Elo kënnt dann och den Europäesche Geriichtshaff mat eran, wat deem méi Aarbecht mécht, mä wat awer och wäert hëllefen, en aneren Équiliber ze kréien.

An deem Sënn, mengen ech, ass et wichteg, dass mer hei och méi pochen op déi zwee éischt Kapitele vun deene véier, déi am Raum stinn. Déi zwee éischt Kapitelen, déi heeschen - an et ass zu deenen, wou ech eigentlech wollt exklusiv Stellung huelen -, d’Europa vum Rechtsraum an

d'Europa vun de Gesetzer, dat ass dat zweet Kapitel vun de Gesetzer a vun der Justiz.

Europa vum Rechtsraum, dat ass eent, wou mer och nach e Problem hunn. Mir hätte gären, wann ee géif den Term vun „citoyenneté européenne" dran hunn, well deen hu mer net. Op där anerer Säit soen ech awer, och par rapport zur Diskussioun, déi hei ass, dass do awer Virschléi vun der schwedescher Presidentschaft sinn, déi absolut richteg a wichteg sinn.

Et ass hei zu Recht ëmmer erëm iwwer Dateschutz geschwat ginn. Wat hate mer bis elo am Dateschutz? Mir hunn eng Dispositioun am Vertrag iwwer allgemengen Dateschutz. Do hu mer jo, virun e puer Joer, eist Dateschutzgesetz der europäescher Direktiv ugepasst. Allerdéngs, alles, wat an dem Domän Sécherheet an Intérieur war, do sinn ëmmer erëm spezifesch legal Basisse gesicht ginn, wat da mat sech bruecht huet, dass een effektiv net ëmmer déi Grondprinzipien erëmfënnt, déi mer brauchen, vu Confidentialitéit, vun allgemenge Regelen, wat d'Dauer ubelaangt, wéi ee muss d'Donnéeën halen. Dat kréie mer elo.

Duerch de Lissabon-Vertrag kréie mer eng horizontal „data protection"-Approche. An dat steet och ganz kloer an dem Virschlag vun der schwedescher Présidence: „Basic principles such as purpose, proportionality an legitimacy of processing, limits on storage time, security and confidentiality need to be restated and comprehensive." Dat heescht, en horizontalen „protection scheme must be established". Ech mengen, dass dat eppes Wesentleches fir eis ass an och eng Politik ass, déi de Justizminister wäert an dem JAI-Conseil weiderdreiwen, fir ze soen, de Prinzip muss ëmmer d'Fräiheet sinn.

D'Sécherheet kann ëmmer nëmmen d'Exzeptioun sinn zu der Fräiheet. Déi muss also prezis definéiert ginn, an déi Aart a Weis, wéi een d'Sécherheet duerstellt, wéi ee se duerchdréckt, muss eng si vun der Proportionalitéit, dat heescht, et muss een ëmmer nëmmen dat maachen, wat dem Sécherheetsprinzip dénglech ass. An dat fanne mer hei erëm, esou dass do emol Punkte sinn, wou mer absolut kee Problem hunn, dat mat ze ënnerstëtzen, wat elo vun der schwedescher Présidence virgeschloen ass. Wat all déi aner soen, dat gesi mer eréischt au fur et à mesure. Mir wëssen net d'Positioun vu jiddwerengem anere Land. Dat ass eppes, wat eréischt duerno op eis zoukënnt.

En zweet Kapitel, wat fir mech besonnesch wichteg als Justizminister ass, dat ass dat iwwert d'Gesetzer an d'Justiz am Allgemengen. Do geet et ëm Zivilrecht, an ech sinn och der Madame Doerner ganz dankbar, dass si op déi dote Punkten agaangen ass. Mir sinn e Land, wou mer elo scho manner Lëtzebuerger hunn, op dem Aarbechtsmaart, wéi Netlëtzebuerger. Mir sinn e Land, wou dauernd Leit erakommen, a mir ginn dauernd an d'Ausland. Mir kucken ëmmer op eis a soen: „Oh, mir musse kucken, dass eis näischt geschitt."

Da kuckt emol, wéi oft mir am Ausland sinn, Vakanzen, schaffen an esou weider. Mir hunn och Intérêt, mat all deenen ëmmer méi multinationale Familljeverhältnisser, dass mer eenheetlech, ech wëll net soen, eenheetlech Rechtsnormen hunn, mä eenheetlech Prozedurnormen hunn, wéi een zu sengem Recht kënnt. Ech denke virun allem un alles, wat Familljerecht ass: Scheedungen, régimes matrimoniaux, Kanner an esou weider.

Mir hunn ëmmer méi Verhältnisser, wou een dauernd am Ausland ass, wou mer hei vläicht en Uerteel hunn, wat mer awer am Ausland net vollstreckt kréien. Duerfir ass et wichteg, dass mer hei no vir ginn. Op deem Punkt, fanne mir als Regierung, dass d'schwedesch Présidence net wäit genuch geet. Mir hätte gär méi an deem ganze Familljerecht, fir dass mer do no vir kommen. Dat hëlleft de Leit. An da verstinn d'Leit och, firwat et wichteg ass, en Europa ze hu vum Rechtsraum an en Europa ze hu vun enger gemeinsamer Justiz.

Duerfir musse mer weidergoe mam Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung vun net nëmme Geriichtsdécisiounen, mä och administrativen Décisiounen, mam Punkt allerdéngs, an dat ass wesentlech - an dat steet och an där Motioun vun der Majoritéit, dat begréissen ech ausdrécklech -, dass mer awer minimal Rechtsnorme mussen hunn, zum Beispill vun der Protection des droits de la défense, vun dem kontradiktoreschen Unhéieren, well dat ass dat, wat kann, zum Beispill bei administrativen Décisiounen, e Problem ginn.

Mir hunn eng ganz gutt Prozedur am Administrativen, nämlech dat, wat mer ënner Juristen „Panc" nennen, Procédure administrative non contentieuse, wou ganz vill Protektioun ass vun där anerer Partei. Mir mussen derfir suergen an Europa, an dat kënnt natierlech eréischt an der zweeter bis an der drëtter Etapp, dass minimal Prozedursrechter gewahrt ginn. Dat steet allerdéngs och an der Propositioun vun der schwedescher Présidence dran. Dat ass also e Punkt, wou mer wëlle vill méi wäit goen a wou mer mengen, dass mer just de Bierger vill bréngen. Duerfir soen ech, mir mussen eng positiv Approche hunn, an net eng negativ, eng defensiv Approche, well mir kënnen eise Bierger hei ganz vill bréngen, wa mer deen dote Rechtsraum schafen.

Et ass och e Punkt dran, deen dem Justizminister besonnesch um Häerz läit, iwwert deen haut net geschwat gouf, dat ass dee vun der Formatioun vun de Riichter. Wa mer gären dee Rechtsraum hätten, deen allgemengen, musse mer och méi op d'europäesch Formatioun vun de Riichter Wäert leeën. Mir sinn amgaang, am Justizministère selwer, iwwert d'Formatioun vun de Riichter nozedenken, wat ee vun den Diskussiounspunkte wäert gi vun deenen nächste Méint, well mer - an dat hutt Dir nach virun de Wahle gestëmmt - hei e Gesetz hunn, wou mer de Stage judiciaire ëmgeännert hunn, esou dass deen net méi all Antwerte gëtt op de Rekrutement vun de Riichter.

Ech mengen, et muss een iwwert d'Formatioun vun de Riichter schwätzen, an an deem Sënn ass dat heiten och eng Approche, déi mer kéinte benotzen, ëmsou méi wou mer och der Meenung sinn, wann ee wëllt esou eng Formatioun vun de Riichter op europäeschem Plang maachen, dass déi sollt eigentlech vun den europäesche Geriichtshäff koordinéiert ginn. Dat géif eng Eenheetlechkeet bréngen. An ech mengen, wa mer gär hätten, dass d'Geriichtsuerteeler, déi bei eis gesprach sinn, och an deene wäitsten Ecker vun Europa unerkannt ginn, dann ass et och wichteg, dass och do d'Riichter wëssen, wat europäescht Recht ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass mer hei grouss Chancen hunn, fir d'Europa vun de Bierger no vir ze bréngen. Selbstverständlech ass dee ganze Programm vu Stockholm nëmmen dat wäert, wéi mer en herno kënnen ëmsetzen. Duerfir brauche mer och de Lissabon-Vertrag. Ouni Lissabon-Vertrag kënne mer dat net erreechen, wat mer am Kapp hunn. Ech huele selbstverständlech gär - an ech mengen, dass meng zwee Kolleegen dat och esou gesinn - d'Propos vum Fraktiounspresident vun der CSV op, fir weider an d'Kommissiounen ze kommen an och iwwer zukünfteg Schrëtter do ze diskutéieren.

Mir wëssen eben, wéi gesot, nach net alles, wat déi aner Länner denken. Et muss een also nach dorobber schaffen. An nach eng Kéier, déi richteg Aarbecht fänkt eréischt un nom Stockholm-Programm, well da muss ee kucken, wat een domadder mécht.

Duerfir nach eng Kéier, zum Schluss, Merci fir d'Debatt, an e besonnesche Merci un de Ben Fayot - ech hat dat ganz vergiess -, deen den Initiator war vun dëser Debatt an deen déi ganz Problematik in- an auswendeg kennt an och hei derfir gesuergt huet, dass mer wierklech ganz konstruktiv an objektiv konnten diskutéieren.

M. le Président.- Ech soen dem Justizminister François Biltgen Merci, an elo huet nach d'Wuert gefrot den Här Innen- an Arméiminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e fräit a séchert Europa am Déngscht vum Bierger, d'Fräiheet, d'Sécherheet an d'Justiz, dat ass am Fong geholl d'zentraalt Uleies vun de Biergerinnen a Bierger aus der EU, a just dëse Stockholm-Programm huet dës Ambitioun. Dee soll jo vun 2010 bis 2014 funktionéieren, an et muss een am Hannerkapp hunn dat, wat mäi Kolleeg aus der Regierung Fränz Biltgen och gesot huet, dass dëse Programm eng ganz aner Nues kritt, wann elo deemnächst den Traité vu Lissabon a Kraaft trëtt.

Als Innenminister wëll ech mech am Fong geholl op d'Kapitel „Een Europa, dat schützt" konzentréieren, an an dësem Kapitel geet et drëm, eng performant intern Sécherheetsstrategie ze definéieren hei an Europa. Dës Sécherheetsstrategie muss natierlech an der Komplementaritéit sinn zur externer Sécherheetsstrategie, well mer wëssen et jo, d'Kriminalitéit, déi huet wierklech keng Grenzen.

Do kommen dann interessant Froen op, wann ech esou eng Strategie opbauen: Wat muss den EU-Stat oder d'EU als solch maachen? Wat mussen déi eenzel State maachen? Dat ass eng schwiereg Fro. Wann ech zum Beispill automatesch Radaren opriichten, muss dëst en europäesche Projet ginn? Muss dat EU-wäit oder muss dat vum eenzelne Memberstat geregelt ginn? Dat ass e gutt Beispill.

Fir mech ass et awer ganz kloer, dass hei ëmmer muss de Subsidiaritéitsprinzip spillen an och de Proportionalitéitsprinzip. Dat steet jo och an där Motioun, déi mer dann deemnächst an der spezieller Chamberskommissioun wäerten diskutéieren.

Mä eppes ass kloer: Déi europäesch intern Sécherheetsstrategie muss am Respekt vun de fundamentale Mënscherechter an de Fräiheete vum europäesche Bierger stoen, an zwar iwwer eng horizontal, proaktiv Démarche. Ech mengen, dësen héich sensibele Prinzip, dee jo och an der Constitutioun, hei an eiser Verfassung verankert ass, dee muss och Europa respektéieren, an och dat, wat de Ben Fayot virdru gesot huet, betreffend d'Souveraineté nationale, och déi muss Europa respektéieren.

Eng integréiert Sécherheetsstrategie ka just Succès hunn, wann d'Solidaritéit zwëschent de Memberstate besteet. An duerfir ass et wichteg, dass déi Agencen, déi mer haut hunn, Europol, Eurojust oder Frontex, gutt zesumme fonctionnéieren. Nach an enger leschter Réunioun virun e puer Wochen zu Den Haag, bei engem Ministertreffen, ass dat och gesot ginn. Eng gutt Zesummenaarbecht zwëschent dësen dräi Agencen, dat si wichteg Schlëssselelementer vun enger interner Sécherheetspolitik, déi gutt fonctionnéiert.

Mir brauchen och am Fong geholl eng integrativ Approche, a Vertrauen an Austausch vun Experienzen, „best practices", mussen och hei am Mëttelpunkt stoen oder Schlëssselwierder si vun dëser Strategie. Duerfir kënnt och dem sougenannten CEPOL, dat ass de Collège européen de police, eng grouss Bedeitung zou. Dëse soll d'Formatioun an der EU vun de Professionelle maachen am Beräich vun der Sécherheet. Doduerch kommen déi eenzel Acteure vun deenen eenzelne Länner méi no beieneen - dat ass wichteg -, doduerch entsti Standarden, Gemeinsamkeeten an der Exekutioun an de verschiddene Memberstaten. Ech mengen, och Échange-Programmen, Stil Erasmus, déi Der alleguerte kennt, gehéieren zu deem Arsenal.

Et ass also wichteg, dass d'Leit méi no beienee kommen. Doduerch kréie mer e besseren Informatiounsfloss an der EU. Dat geet net duer. Mä wat wichteg ass, dass den Disponibilitéitsprinzip, deen och an der Motioun steet, och respektéiert gëtt. Wann eng Informatioun an engem Land ass, ech denken do zum Beispill un den Austausch vu polizeilechen Informatiounen - déi gi jo iwwer eng europäesch Direktiv virgeschriwwen -, wann esou eng an engem Land ass, da muss déi och kënne fir aner Länner zougänglech gemaach ginn. An duerfir drängt sech an dësem Beräich ganz kloer eng Informatiounsmanagementsstrategie, déi heescht och IMS, déi drängt sech ganz kloer op.

An hei muss och dat, wat am Dokument steet, mengen ech, eng IT-Agence oder eng Informatiounstechnologie-Agence op d'Bee gestallt ginn, well dat ass fir mech d'Conditio sine qua non, fir dass déi dräi Informatiounssystemer, de SIS II vu Schengen, de VIS vun de Visaen an och den Eurodac vun de Fangerofdréck am Beräich vun der Immigratioun, kënnen zesumme fonctionnéieren. Iwwerhaapt, Interopérabilitéit a rationellt Schaffe sinn néideg, an d'Spillregelen heeschen, et ass haut de Mëtteg scho gesot ginn: strengen Dateschutz, am Respekt vum Privatliewe vun de Leit, a méi Transparenz an och e bessert Verständnis fir eis Bierger.

Dës Iwwerleeung, am Fong geholl, ass och nees eng Kéier en phase mat der Motioun, déi jo verlaangt, dass d'Privatliewen an de Schutz vu perséinlechen Donnéeë sollt prioritär bei de Verhandlungen am Kader vum Stockholmer Programm considéréiert ginn. Dir gesitt also, den Innenminister ass do mat Iech op enger Wellelängt. D'Technologië spillen och eng wichteg Roll, besonnesch beim Iwwerwaache vu kriteschen Infrastrukturen, zum Beispill, oder beim Schutz vu Cyberattacken. Wichteg ass och a mengen Aen, dass mer bäi Recherche an Entwécklung do all Kräfte bündelen an dass mer do, géif ech soen, verstäerkt op d'PPPen, Public private partnership, zréckgräifen.

Déi europäesch Sécherheetspolitik muss méi effikass gi fir déi kleng Kriminalitéit a fir déi organiséiert Kriminalitéit, duerfir musse mer d'Zesummenaarbecht iwwert d'Grenzen eraus och verbesseren. An ech mengen do ass Lëtzebuerg e gudde Schüler. Mir hunn, Dir wësst et, e Polizei- an Douanezenter, iwwert d'Grenzen eraus, mat de Fransousen a mat Däitschland. Deeselwechte gëtt et d'ailleurs och bei Stroossbuerg, zu Kehl, zwëschent Frankräich an Däitschland.

Mir hunn eng gutt Zesummenaarbecht iwwert d'Grenzen eraus an der Benelux. Hei gi gemeinsam Ausbildung, gemeinsam Zesummenaarbecht bei der Iwwerwaachung vu gefährdete Personalitéiten an och gemeinsam Aushëllef am Beräich vun der öffentlecher Uerdnung praktizéiert, déi sinn am Traité vun der Benelux verankert. D'Manifestatioun vun de Bauere viru kuerzer Zäit, déi war jo e Beispill vun, am Fong geholl, gemeinsamer Aushëllef am Beräich öffentlech Uerdnung.

Dëst, mengen ech, si virbildlech Elementer, an déi sinn hei zu Lëtzebuerg an deem sougenanntene Laboratoire vu grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht gemaach ginn, a si kënne sécherlech als Test, als Projet pilote fir aner Initiativen an der EU déngen.

D'Zesummenaarbecht mat Europol ass a mengen Aen och ganz wichteg. Ech konnt mech dovun iwwerzeege wéi ech elo am Kosovo war, wou mer d'KFOR haten an d'EULEX. Wann doënnen am Kosovo zum Beispill organiséiert Banden untrieden, dann hunn déi jo am Fong geholl Aart a Weise fir ze schaffen, Strategien. Wann déi vun der EULEX dovu Kenntnis kréien, sollen déi déi weiderginn, an esou kréie mer dann och do am Kader vu Missiounen, ESDP-Missiounen, e bessert Zesummespill. Dat ass och e Punkt, dee muss an deenen nächste Méint a Jore peaufinéiert ginn.

Mir brauchen och en Observatoire fir de Crime ze prévenéieren. Dëst ass eng kierzlech, eng rezent Décisioun, fir esou en Observatoire ze maachen. Mir hu jo de Moment dee sougenannten EUCPN. Dat ass jo e Réseau, wou et och ëm d'Prévention du crime geet. Dëse muss ausgebaut ginn. Dat ass eng wichteg Décisioun an eng richteg Décisioun.

D'Vergläiche vu Statistiken, dat ass och ganz wichteg, fir Décisiounen ze huelen op Basis vun der Analys an der Realitéit. Sou kréie mer den organiséierte Crime besser an de Grëff. Awer mir musse Prioritéite maachen. Déi Prioritéiten, déi si jo hei all genannt ginn: Mënschenhandel, Traite des êtres humains.

Mënschenhandel ass wierklech inakzeptabel. Ech fannen, et ass eng richteg Prioritéit gesat.

Wat ee muss diskutéieren, ass: Laut deem Dokument wëllt d'schwedesch Présidence en EU-Koordinator aféieren. Ech stelle mer d'Fro, ob et net méi Sënn géif maachen, dat op nationalem Niveau ze maachen. Well mir hunn zwar en EU-Koordinator

schonn am Beräich vum Terrorismus, mä wann ech dann an all Beräich, dee problematesch ass, ee Koordinator EU maachen, da kréien ech, mengen ech, géif ech scho bal soen, eng Herd vun esou Koordinatoren; an ob dat Sënn mécht, weess ech net.

Ech plädéieren also éischter fir en nationale Koordinator, deen een a Réseau setzt mat deenen anere Länner. Dann, mengen ech, kann ee méi effizient schaffen.

D'Kannerpornographie an d'Ausbeute vu Kanner, eng Prioritéit, eng richteg Prioritéit, gradesou wéi de Cybercrime an och den Drogeberäich, brauche mer eng gestäerkt Koordinatioun. An deenen Zonen, wou Problemer sinn, sollt am Fong geholl déi Koordinatioun verbessert ginn. Mir sollten d'Drogestrategie mat der interner Sécherheetsstrategie ofstëmmen. Doru sollt een denken, wa mer dat Ganzt, dee ganze Programm méi reng maachen.

Wat och ganz wichteg ass, e Punkt, dat ass d'Orientatioun vun der Terrorismusbekämpfung. Ech fannen, hei mussen och onbedéngt d'Mënscherechter an d'Fräiheete vum Eenzelne respektéiert ginn. Et sollte keng Communautéite stigmatiséiert ginn. Versteesdemech an Dialog, och den Dialog zwëschent Reliounen a Kulture sollten am Mëttelpunkt stoe vun eisen Aarbechten an der Bekämpfung. Sou kënne mer dee sougenanntenen „home grown"-Terrorismus effikass bekämpfen. Den Terrorismus muss am Fong geholl un de Wuerzelen ugepaakt ginn an et sollten all méiglech Moossname geholl gi géint d'Radikaliséierungen. Duerfir sollten och hei „best practices" ausgeschafft ginn.

Leschte Punkt, deen ech wollt abordéieren als Minister vun der Protection civile hei zu Lëtzebuerg an der Administration des services de secours, dat ass d'Katastrophebekämpfung an de Management vun de Katastrophen. Och hei sollte mer méi effikass ginn. Dir wësst, déi natierlech Katastrophen, Bëschbränn, Iwwerschwemmungen, Tsunami, alles Stierm…

Une voix.- Tsunamien hu mer nach net oft hei, Här Minister.

(Interruptions et hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* Neen, dat ass richteg, hei zu Lëtzebuerg hu mer nach keng, mä mir brauche jo eng grouss Strategie. An ech mengen, och do misste mer kucken, méi effikass ze ginn.

(Interruption)

De Klimawandel mécht eis d'Saach jo net méi einfach.

(Interruptions)

Mir brauchen also eng besser Gestioun vun de Krisen an eng Integratioun vun allen Acteuren.

M. le Président.- Den Innenminister huet ganz eleng d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* Merci, Här President.

(Interruptions)

Mir sollten also hei - an ech si gläich fäerdeg; fir déi Leit, déi scho gäre wëllen heemgoen, déi mussen nach e bësse waarden -,…

(Interruptions)

Also sollte mer hei net nëmmen an dësem Beräich bekämpfen, mä mir sollten och hei d'Preventioun spille loossen. Hei gëtt et zwee grouss Prinzipien: D'Memberstaten, déi si responsabel fir de Schutz vun hire Bierger, an d'Solidaritéit zwëschent de Memberstaten, wann déi national Mëttelen net méi duerginn, fir eng Hand mat unzepaken.

Hei muss een och wëssen, dass et eng Clause de solidarité gëtt am Traité vu Lissabon. Et ass also eng kloer Situatioun, mä dëse Beräich muss onbedéngt gestäerkt ginn. Duerfir muss de MIC, dat ass de Monitoring and Information Center zu Bréissel, gestäerkt ginn.

Dat ass d'ailleurs virun zwee Joer hei zu Lëtzebuerg - ech wëll dem Här Wagner dat soen: Virun zwee Joer hate mer zu Lëtzebuerg ee groussen Test vun enger Katastroph zu Esch um Belval, oder op Belval, an do ass justement festgestallt ginn, dass de MIC misst gestäerkt ginn, fir ebe Katastrophen, déi eng grouss Envergure hunn, besser ze géréieren.

Dir gesitt also, ech sinn op déi eenzel Punkten agaangen. D'Virstellungen am Basisdokument sinn och Är, géif ech bal soen, an eis och. Ech hoffen, dass mer an der Zesummenaarbecht hei zu Lëtzebuerg vun deenen eenzelne Ministeren, wou Pragmatismus am Mëttelpunkt steet, déi richteg Vitesse fannen, fir zesumme mat der Chamber dësem Dokument dee Wäert ze ginn, deen et verdéngt.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Innenminister Merci. Als leschte Riedner ass dann nach den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit agedroen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* Här President, ech probéieren et ganz kuerz ze maachen. Ech wëll och besonnesch dem Här Fayot Merci soe fir deen Débat. Hei geet et ëm eng wichteg europäesch Debatt. Hei geet et ëm e wichtegt Element vun der europäescher Politik. An ech mengen, datt jo och, obwuel ech net ëmmer konnt hei sinn, well ech mech ëm d'Mesures jeunes bekëmmert schonn hunn, fir déi ze lancéieren, trotz allem de Message ganz kloer ass.

Mir wëlle keng Europe forteresse. Mir sinn en Europa vu Wäerter. Dat Europa ass op Wäerter opgebaut. An dat muss besonnesch an onser Politik an deenen heiten Domäne völleg duerchschloen. Mir sinn en Europa vu Solidaritéit; dat heescht Solidaritéit no bannen zwëschent ons wéi Solidaritéit och no baussen. An dat ass och d'Fro vun der Immigratioun.

Mir sinn all d'accord, datt Europa och an der Zukunft Immigratioun brauch, mä mir musse probéieren, déi Immigratioun mat onse Partneren, mat de Länner, wou d'Immigranten hierkommen, besser ze organiséieren.

Et ass einfach inakzeptabel, datt dausende Mënschen am Mëttelmier ënnerginn, stierwen, ëmgedréit ginn, zréckgeschéckt ginn. Dat si Situatiounen, déi grad fir en Europa vu Wäerter net akzeptabel sinn.

An do ass eigentlech ze agéieren. Do musse mer weisen, datt mer solidaresch sinn. Solidaresch besonnesch och mat deene Mënschen, déi eigentlech näischt méi ze verléieren hunn.

Mir musse legal Immigratioun net nëmme mëndlech favoriséieren. Mir musse kucken, wéi mer se konkret organiséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* Do sinn zwee Weeër. Eng Approche, déi ugefaang huet en œuvre gesat ze ginn, dat ass déi vun de Partenariats de mobilité. Als Lëtzebuerg huele mer un esou engem Partenariat de mobilité deel, dat mam Cap-Vert.

Cap-Vert ass e Land, mat deem mer vill zesummeschaffen am Beräich vum Développement. Cap-Vert ass e Land, wou mer vill, vill Leit hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech muss soen, datt eng Rei illegal hei sinn, eng grouss Zuel vun deenen, déi net legal hei sinn. Dat heescht net, datt déi Leit, déi net legal sinn, net onbedéngt erwënscht sinn. Mä mir mussen déi aus der Illegalitéit erauskréien. Mä mir mussen awer och derfir suergen, datt deen Zyklus vun der Illegalitéit sech net ëmmer reproduzéiert.

An duerfir - mir haten d'Visite virun e puer Deeg vum kapverdianeschen Ausseminister - hunn ech mat him diskutéiert, fir iwwer legal Immigratioun aus dem Cap-Vert konkret ze diskutéieren…

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* …a fir ze kucken, wéi mer legal Immigratioun aus dem Cap-Vert organiséieren, fir iwwert dee Wee déi illegal Immigratioun ze stoppen.

Wann et nëmmen ee Wee gëtt, fir an Europa ze kommen, an dat ass deen illegale Wee, jo, da brauche mer ons net ze verwonneren, datt dee Wee gewielt gëtt.

Mir mussen also hei eng Öffnung opmaachen, déi natierlech muss hir Limiten hunn, mä déi awer och do deenen, déi wëllen immigréieren, eng Méiglechkeet gëtt.

Och de Lien zwëschent Immigratioun an Développement muss verstäerkt ginn, an och am Cap-Vert. Ech mengen, do musse mer kucken, wéi mer déi zwou Saache méi enk zesummebréngen. Besonnesch hu mer hei d'Chance, mat engem Land zesummenzeschaffen, wou mer praktesch dee gréisste Bailleur de fonds sinn. Dat Land ass eent vun onse Pays cibles. An Immigratioun an Développement muss hei enk zesummegoen.

Nun e Wuert iwwert den Asyl. Europa muss en Asylland bleiwe fir déi Leit, déi Asyl brauchen. Ech mengen, do däerf et keen Zweifel dru ginn. An ech mengen, dat ass och festgeschriwwen an deem Programm vu Stockholm.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* Mä dat heescht awer fir déi, déi net Recht op Asyl hunn, do muss et méiglech sinn, déi Leit heemzeschécken.

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Asyl gëtt et nëmmen dann, wann et och fir déi, wou et net Asyl gouf, wa fir déi d'Méiglechkeet opbleift, fir déi Leit heemzeschécken. An dat soen net ech eleng. Dat seet souguer den Här Guterres, den Direkter vum HCR, dee kloer seet, fir déi Dieren opzehale fir déi vrai, fir déi richteg Demandeurs d'asile, muss et och méiglech sinn, fir aner Leit heemzeschécken.

Et ass kloer, mir Lëtzebuerger brauche méi Europa am Asylberäich. Mir kënnen net eng Asyllotterie oder en „asylum shopping" - wéi et nach genannt gëtt - favoriséieren, well mir sinn e Land, wou den Asylant gutt protegéiert ass, wou d'Sécurité sociale héich ass a wou natierlech d'Leit kucken, majo wou ginn ech hin a wou sinn d'Prozeduren trotz allem - ech mengen, do hu mer jo gréisser Fortschrëtter gemaach - besser a méi effikass.

Mir brauchen also hei europäesch Normen, net nëmmen um Pabeier, mir brauche se besonnesch an der Praxis. Op d'Praxis, dorop kënnt et un. Et ass net normal, datt, wann ech aus Tschetschenien an e Land x kommen, refuséiert ginn, a wann ech an e Land y ginn, dann hunn ech eng Chance, fir do Asyl ze kréien. Dat ass net Europa. Dat ass net en Europa vum Asyl.

Mir brauchen also Praxissen, déi ugeglach ginn, an duerfir setzen ech vill Hoffnungen an deen europäesche Büro oder „asylum support office", wéi e genannt gëtt, fir ze kucken, datt mer an der Praxis eis Saache besser zesummebréngen. D'Prozeduren - sécher - si wichteg, d'Législatioune si wichteg, mä besonnesch d'Praxissen, an domat och d'Rechter vun den Demandeurs d'asile, esou wéi se an der Praxis realiséiert ginn, sinn an deem Sënn wichteg.

Ech kann och net dat, wat mat deene jonken Afghane geschitt ass, approuvéieren. Dat ass och eppes, wat mech schockéiert. Et ass net normal, datt a verschiddene Länner Afghanen net an Afghanistan zréckgeschéckt ginn, an an anere Länner gi se zréckgeschéckt. Do ass en Defizit vu Koordinatioun op europäeschem Plang.

Mä dat, wat mech awer nach mindestens gradesou schockéiert, dat ass, wann ech de Werdegang, déi Routë kucken, déi déi jonk Leit hanneru sech geluecht hunn, a wéi se hu missen déi bezuelen, wéi se utiliséiert gi si vun all Zorte vun Trafiquanten, déi mat hinne vill Sue gemaach hunn.

Et gëtt haut gesot, datt den Trafic d'êtres humains méi rentabel ass wéi den Trafic de drogues, an trotz allem schwätze mer ëmmer vum Trafic de drogues a wéineg vum Trafic des êtres humains. Do ass och e Rôle, deen d'Europäer musse méi seriö huelen. Dat kënne mer natierlech net nëmmen als Europäer maachen, mir mussen och do zesummeschaffe mat de Länner, mat de Pays d'origine, mat de Pays de transit.

Et ass och fir afrikanesch Länner en Drama, wa se gesinn, datt hir Jongen op engem Schëff ënnerginn, datt hir Jongen einfach all Wee sichen y compris de Risque vum Doud, fir fortzegoen. Duerfir ass et natierlech zesumme mat onser Kooperatiounspolitik wichteg, déi Saachen zesummenzebréngen.

E lescht Wuert iwwer Visa. Do gëtt et eng Rei vu Konfusiounen. Et ass net esou, datt och elo gläich de Lëtzebuerger e Visa brauch, wann en - wou soll ech elo soen? - an de Maroc an d'Vakanz geet an e wëllt erëm zréck op Lëtzebuerg kommen. Ech mengen, do ass d'Saach e bësse falsch verstanen.

Une voix.- Dat hunn ech net gesot!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* De Lëtzebuerger, deen aus der Europäescher Unioun eran- an erausgeet, dee brauch net, dee gëtt net repéréiert an dee gëtt och net enregistréiert an dee gëtt och net iergendwou an en décke Computer gesat. Dat ass net d'Intentioun.

Wat kloer ass…

Une voix.- Et steet awer um Pabeier, Här Minister!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.-* Neen, do steet dran „entry and exit", fir: Ech kommen net an d'Unioun eran, ech si schonn hei. Dat ass fir déi, déi an d'Unioun erakommen, an déi, déi erauskommen. Dat ass dat, wat de Punkt ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Als Europäer! Als Europäer!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Et ass also fir déi Leit, neen, et ass fir déi Leit, déi net aus der Unioun sinn,...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass falsch!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- ...déi also iwwert dee Wee erakommen. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt ass d'„travel authorization". D'„travel authorization" huet näischt mat Libre circulation ze dinn. D'Libre circulation ass eng Geschicht vun Europäer zwëschent Europäer, zwëschent États membres. Mir hunn d'Libre circulation am Schengenraum voll, an déi ass net a Fro gestallt. An déi huet mat engem System vun „entry and exit" iwwerhaapt näischt ze dinn. Mä doudsécher gi mer net hin a stellen de Prinzip vun der Libre circulation a Fro.

D'„travel authorization", dat ass eppes, wat et elo a Kanada, an Amerika, an Australien gëtt. Dat ass eigentlech e System, dee soll et méi einfach maachen, d'Visapolitik en œuvre ze setzen, well een eben iwwer Computer elo praktesch dann esou eng Autorisatioun kritt. Dat geet ganz oft gemeinsam mat „visa facilitation", dat heescht, d'Leit eigentlech vun der Visaflicht entbannen. Mir sollen och fir déi „visa facilitation", dat heescht, fir d'Entbannung vun der Visaflicht sinn, besonnesch an Europa. Et ass net normal, datt e jonke Serb, wann e wëllt emol Europa, zu deem e gehéiert, entdecken, nach haut e Visa brauch.

Ech hunn héieren, wéi ech um Balkan war, datt déi Leit aus Mazedonien gesot hunn: „Ons Elteren, dat ware Bierger vun der federativer, sozialistescher a jugoslawescher Republik. Déi hu kee Visa gebraucht, fir an d'EU ze kommen. Haut brauch ech e Visa."

Duerfir ass et natierlech urgent, fir eng ganz Rei Länner vum Visa ze entbannen. Mä op där anerer Säit verstinn ech awer och, datt mer e gewëssenen Iwwerbléck, eng gewësse Sécherheet brauchen. Duerfir musse mer ebe kucken, wéi mer trotz allem besser op ons Baussegrenzen oppassen. Well iwwert déi Baussegrenze geschéien awer och eng ganz Rei Traficen, Trafic d'êtres humains en particulier.

Lescht Wuert, dat ass: Och Visa brauch méi Europa. Mir brauchen de VIS. Leider ass en en retard, mir brauchen deen, mä mir brauche vläicht eng Etapp méi. De Programm vu Stockholm gesäit vir e Visa européen vu Schengen, datt mer wierklech eng gemeinsam Visapolitik kréien. Net eng, fir Europa méi zouzemaachen, mä eng, déi déi europäesch Länner méi no bréngt an eng oppe Politik ka besser organiséieren am Sënn vun der Sécherheet, awer och am Sënn vun der Mobilitéit no baussen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Aarbechts- an Immigratiounsminister Merci. An domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions

Mir hunn elo dräi Motiounen hei. Do ass u sech eng ganz räsonnabel Propositioun vum Här Schiltz gemaach ginn, wou ech och d'Impressioun hunn, datt déi op e grousse Konsensus fält, nämlech, fir déi dräi Motiounen an déi zoustänneg Kommissioun ze ginn.

Ech géif froen, ob ech déi Propositioun hei kann zur Ofstëmmung bréngen.

Den Här Bettel freet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech mengen, d'Chamber ass elo souverän, fir ze kucken, ob se räsonnabel ass oder net. Ob Dir et fannt, dat ass emol scho gutt ze wëssen, mä ech mengen, mir hu mam Här Schiltz och geschwat, an ech mengen, et ass am Intérêt, dass mer och e Konsens virun allem fanne bei esou Dossieren an dass et net hei elo zu Votë kënnt.

Duerfir géife mer dann d'Propositioun vum Här Schiltz matdroen, fir dass mer all Motioun, déi mer hei hunn, dat heescht och déi vun der Majoritéit, all Motioun an d'Kommissioun géife renvoyéieren.

M. le Président.- Okay. Do ass just nach eng Formsaach: Déi zwou Motioune vum Här Bettel sinn nëmme bis elo vun engem Member ënnerschriwwen. Dat dierft jo kee Problem sinn.

(Interruption)

Si sinn entre-temps alleguerten ënnerschriwwen?! Dann ass dee Problem och gekläert.

Da wär vläicht nach e leschte Punkt ze klären. Vu datt mer hei dräi Ministeren haten, si mer eis eens, datt déi dräi Motiounen an d'Commission juridique ginn?

Une voix.- Neen! An déi dräi Kommissiounen.

M. le Président.- Neen, an déi dräi Kommissiounen? Okay.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, déi Motioune ginn an déi dräi Kommissiounen, well déi dräi Kommissioune sech an der Vergaangenheet mat der Fro beschäftegt hunn, an et och gutt ass, dass se dat an Zukunft zesumme maachen.

Ech wollt dat soen, net ouni och de räsonnabele Charakter vum Här Bettel senger leschter Interventioun nach eng Kéier ervirgehuewen ze hunn, Här President.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Also, et ass eng räsonnabel Propositioun, déi kann ech jo da par vote à main levée stëmme loossen.

Vote

Mir sinn also alleguerten d'accord, datt déi dräi Motiounen an déi dräi Kommissioune ginn?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Da géif ech Iech Merci soen.

Da kéime mer zum leschte Projet de loi vun eisem Ordre du jour vun haut, nämlech de 6035, eng EU-Staten-Deklaratioun iwwert d'Ariane, de Vega an de Soyouz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur vum Projet de loi, den Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire de la séance publique N°4

Motion et résolution de Mme Viviane Loschetter relatives au 90e anniversaire du droit de vote féminin pages 53-54

Question urgente N°212 de M. André Hoffmann au sujet du plan social chez Villeroy&Boch pages 54-55

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur le bilan et les perspectives futures de la participation luxembourgeoise aux efforts de stabilisation et de reconstruction de l'Afghanistan pages 55-59

Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes page 59

Débat d'orientation sur le programme de Stockholm pages 59-71

6035 - Projet de loi portant approbation de la Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais, faite à Paris, le 30 mars 2007 page 71

Ordre du jour page 71

6. 6035 - Projet de loi portant approbation de la Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais, faite à Paris, le 30 mars 2007

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech hat mäi schréftleche Rapport en détail an der Kommissioun virgestallt, esou dass ech mech hei elo ganz kuerzfaasse kann.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Mat dësem Projet de loi approuvéiere mer eng Deklaratioun, wéi gesot, vu verschiddenen europäesche Regierungen iwwert d'Phase d'exploitation vun de Satellitelanceuren Ariane, Vega a Soyouz am Centre spacial guyanais. Déi ass 2007 gemaach ginn am Mäerz zu Paräis.

Am Intitulé steet dat Wuert Exploitation. Ech wollt dat erklären. Dat ass éischtens d'Fabrikatioun vu Lanceuren, zweetens den Assemblage, drëttens d'Operatioun vun de Lanceuren a véiertens déi ganz Activités de commercialisation.

Et gëtt eng Déclaration de production vun der Ariane, déi schonn iwwer 20 Joer al ass, déi ass véiermol renouveléiert ginn. An der Zwëschenzäit sinn nei Lanceure bäikomm, méi klenger, de Vega, an och mat de Russen ass en Accord gemaach gi mat Roscomos, fir de Soyouz an d'Ariane kënnen ze lancéieren.

Duerch dës Extensioun vun zwee anere Lanceuren huet missen déi Deklaratioun erneiert ginn. Et waren Négociatiounen an d'Resultat ass eben déi Deklaratioun, déi haut hei um Ordre du jour steet. Lëtzebuerg huet décidéiert, do matzemaachen.

Déi Deklaratioun huet véier Objeten, véier Finalitéiten, déi am Rapport nozeliese sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Déi véiert, d'Fro vun der Responsabilitéiten, wann en Dommage bei engem Lancement kënnt, ass ganz interessant och fir Firmae wéi d'SES hei zu Lëtzebuerg.

Wéi gesot, de Statsrot huet d'Genèse retracéiert vun deem ganze Projet an huet och weider keng Äusserunge gemaach. Duerfir géif ech Iech recommandéieren, dëse Projet ze stëmmen. Meng Fraktioun gëtt op jidde Fall den Accord.

Merci.

Une voix.- Da maache mir dat.

Une autre voix.-Très bien!

M. le Président.- Wéi mer dat vum Här Angel gewinnt sinn, war dat erëm méi wéi komplett, sou datt keen heibannen de Besoin verspiert, fir nach dozou ze schwätzen, och net d'Regierung, sou datt ech géif proposéieren, datt mer direkt géifen zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote geet un.

(Interruption)

Ech kommen nach derzou.

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6035 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Norbert Haupert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich (par M. Marc Angel), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydia Mutsch), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, M. Roger Negri et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par Mme Lydie Polfer), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass esou décidéiert.

7. Ordre du jour

Ech wollt Iech just drop opmierksam maachen, datt mer nach eng Motioun vum Här Henckes hunn, déi géif muer geholl ginn. No der Heure d'actualité géif…

(Interruption)

…doriwwer diskutéiert an ofgestëmmt ginn. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.02 heures)

De l'application de l'article 3 (3) de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur

Plusieurs administrations ont refusé de réserver une suite aux démarches du Médiateur au motif que l'introduction d'une action en justice par le réclamant aurait pour effet de le dessaisir de la réclamation.

Ces administrations ont invoqué l'article 3 (3) de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur aux termes duquel celui-ci ne peut intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction, ni remettre en cause le bien-fondé d'une décision juridictionnelle.

Il s'agit là d'une exception qui, suivant le commentaire du projet de loi instituant un Médiateur, se justifie par le principe de la séparation des pouvoirs. Or, la poursuite de la médiation avec l'administration après la saisine du juge n'implique aucune violation de ce principe, car l'action du Médiateur reste en dehors de la procédure suivie devant la juridiction.

L'interdiction faite au Médiateur d'intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction vise l'intervention directe du Médiateur auprès du juge afin d'orienter le cours de la procédure ou d'influencer la décision que le juge doit prendre.

Les prescriptions de l'article 3 susvisé ne peuvent donc signifier que la compétence du Médiateur à l'égard de l'administration se trouve remise en cause par l'engagement d'une procédure judiciaire. La loi du 22 août 2003 ne prévoit en effet aucune disposition contraignant le Médiateur à décliner sa compétence au cas où le réclamant saisit le juge. Le texte n'interdit aucunement de poursuivre une médiation parallèlement à une action judiciaire. Même si une procédure juridictionnelle est engagée, le Médiateur peut continuer à agir auprès de l'autorité administrative compétente pour tenter de trouver un règlement à l'amiable du litige dont il est saisi.

Cette conclusion peut également être tirée de l'article 3 (2) de la loi du 22 août 2003 qui prévoit que «*La réclamation adressée au médiateur n'interrompt pas les délais de recours*». Au début de la procédure de médiation, le réclamant est donc tenu d'intenter une voie de recours afin que la décision qui lui fait grief ne coule pas en force de chose décidée. Empêcher le Médiateur de poursuivre la médiation du seul fait de l'engagement d'une procédure à titre conservatoire reviendrait à vider de toute sa substance la mission légale conférée au Médiateur.

Les actions du Médiateur et du Juge ne sont donc pas exclusives l'une de l'autre.

Telle a été sans conteste la volonté du législateur qui résulte explicitement des commentaires de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle dans son rapport du 9 juillet 2003 sur l'article 3 du projet de loi instituant un Médiateur:

«Le réclamant peut donc saisir le médiateur tout en entamant conjointement une action en justice. Il peut également saisir le médiateur et attendre le résultat de la médiation avant de s'adresser au juge. Dans ce dernier cas il doit toutefois veiller à introduire l'action en justice dans les délais prévus.»

Le rôle du Médiateur n'est-il pas précisément de chercher et de trouver des règlements à l'amiable aux litiges dont il est saisi et par là de permettre aux administrés de faire l'économie de procédures judiciaires généralement longues et coûteuses.

L'article 3 (3) de la loi susvisée interdisant au Médiateur de remettre en cause une décision juridictionnelle lui impose-t-il de décliner sa compétence après le prononcé d'une décision juridictionnelle.

L'article 4 (2) de la loi instituant un Médiateur permet à ce dernier, à l'occasion d'une réclamation dont il est saisi, de recommander au service mis en cause un règlement en équité de la situation du réclamant.

Le Médiateur est habilité par le législateur à émettre une recommandation qui permettra à l'administration de quitter le terrain du droit strict et d'appliquer une loi avec plus de souplesse évitant ainsi des situations d'iniquité. Les juridictions quant à elles ne peuvent pas faire application du principe de l'équité à moins qu'une loi les autorise à y avoir recours.

Le Médiateur pourra toujours émettre même après la fin d'une action judiciaire une recommandation en équité pour régler la situation d'un réclamant. C'est au moment de l'exécution du jugement qu'il interviendra alors, mais seulement à la condition que les conséquences que celle-ci comporte pour le réclamant se traduisent par une charge excessive voire disproportionnée par rapport au but visé par la loi.

Ce faisant, il ne remet pas en cause la décision juridictionnelle dont il ne conteste ni l'appréciation des faits, ni le bien-fondé au regard de la législation applicable. L'action du Médiateur se situe sur un tout autre plan: l'application du principe de l'équité. Le Médiateur pourra donc poursuivre la mission qui lui a été déléguée par le législateur même à l'issue d'un procès à condition de circonscrire son action à l'application du principe de l'équité sur la situation particulière du réclamant dans la mesure où celle-ci peut être qualifiée d'inique.

1.1. Statistiques

Relevé global (du 1er octobre 2008 au 30 septembre 2009)

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres Médiateurs, des affaires que le Médiateur a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

=> TAUX DE CORRECTION: 82,41%

Nombre total de réclamations:	906
Dossiers en cours:	232
Dossiers clôturé:	674

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, permis de travail, visas, passeports

Nombre d'affaires:	96
Affaires clôturées:	75
Affaires en cours:	21

=> taux de correction: 95,65%

1.1.1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires:	33
Affaires clôturées:	20
Affaires en cours:	13

=> taux de correction: 80%

1.1.1.3. Administration judiciaire

Nombre d'affaires:	26
Affaires clôturées:	22
Affaires en cours:	4

=> taux de correction: 62,50%

1.1.1.4. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)

Nombre d'affaires:	125
Affaires clôturées:	102
Affaires en cours:	23

=> taux de correction: 77,77%

1.1.2. Affaires relevant des Communes

1.1.2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires:	44
Affaires clôturées:	27
Affaires en cours:	17

=> taux de correction: 90,90%

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires:	73
Affaires clôturées:	46
Affaires en cours:	27

=> taux de correction: 75%

1.1.3. Affaires concernant les Établissements publics relevant de l'État ou des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF et le FNS)

1.1.3.1. Affaires de Sécurité sociale

Nombre d'affaires:	123
Affaires clôturées:	98
Affaires en cours:	25

=> taux de correction: 62,50%

1.1.3.2. Administration de l'emploi (ADEM)

Nombre d'affaires:	45
Affaires clôturées:	35
Affaires en cours:	10

=> taux de correction: 85,71%

1.1.3.3. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires:	70
Affaires clôturées:	55
Affaires en cours:	15

=> taux de correction: 93,10%

1.1.3.4. Fonds national de Solidarité (FNS)

Nombre d'affaires:	23
Affaires clôturées:	16
Affaires en cours:	7

=> taux de correction: 100%

1.2. Affaires relevant de l'État

1.2.1. Immigration

Le nombre de réclamations formulées à l'encontre de la Direction de l'Immigration a considérablement augmenté par rapport à l'année précédente. Il en est de même des demandes d'informations adressées par les citoyens au Secrétariat du Médiateur en matière de droit des étrangers.

Le Médiateur constate que les prises de position qui lui sont transmises par le Ministre ayant l'Immigration dans ses attributions ont souvent largement dépassé les délais fixés.

La grande majorité des réclamations dont le Médiateur a été saisi concernaient des lenteurs dans le traitement de la part de la Direction de l'Immigration des différents types de demandes en obtention d'une autorisation de séjour alors que ces demandes étaient souvent restées sans réponse depuis plus de six mois.

De telles lenteurs dans l'instruction des dossiers peuvent avoir des conséquences sociales et financières préjudiciables pour les personnes visées qui ne sont pas en mesure de prouver leur droit de séjourner et de travailler régulièrement sur notre territoire pendant la durée d'instruction de leur demande.

L'augmentation importante du nombre de réclamations et de demandes d'informations adressées au Médiateur en matière d'immigration est pour le Médiateur une conséquence directe des difficultés d'application des dispositions de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et de ses règlements d'exécution par la Direction de l'Immigration.

Le Médiateur estime que la mise en œuvre de la loi aurait dû faire l'objet d'une analyse approfondie de l'impact sur le fonctionnement notamment du service des étrangers de la Direction de l'Immigration. Il est entendu que la bonne exécution d'une loi aussi fondamentale et incisive au regard des procédures requiert la mise à disposition de moyens appropriés et suffisants tant au niveau du personnel que de l'infrastructure.

Les difficultés d'ordre structurel du service des étrangers de la Direction de l'Immigration

Le Médiateur a été saisi par un nombre élevé de citoyens qui se plaignaient qu'ils n'aient pas réussi à joindre la Direction de l'Immigration par téléphone ou à obtenir un rendez-vous au guichet d'information pour y solliciter les informations indispensables à la poursuite de leurs démarches.

Il est vrai que dès l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, le Ministère des Affaires étrangères a diffusé sur son site Internet de même que sur le site du guichet de l'État luxembourgeois (http://www.guichet.public.lu) certaines informations et formulaires de demandes des différents types d'autorisation de séjour. Il n'en reste pas moins que les citoyens souhaitent souvent obtenir des informations complémentaires, qu'elles soient d'un d'ordre plus général ou d'ordre individuel.

Le Médiateur a lui-même dû constater lors de l'instruction des réclamations dont il a été saisi qu'il est extrêmement difficile de joindre par téléphone les agents de la Direction de l'Immigration.

Le Médiateur a également noté que dans bon nombre de dossiers les délais d'instruction de demandes en obtention d'une autorisation de séjour étaient excessivement longs.

Face à ces constats, le Médiateur a jugé utile de se rendre dans les locaux de la Direction de l'Immigration afin d'y examiner les causes d'un tel dysfonctionnement administratif et d'y recueillir les observations et doléances tant des citoyens présents sur les lieux que des agents de la Direction de l'Immigration.

Le Médiateur voudrait d'ailleurs remercier aussi bien le Directeur que les fonctionnaires de la Direction de l'Immigration qu'il a rencontrés pour la transparence dans laquelle cette visite a eu lieu. Ainsi, il a pu se faire une idée concrète des difficultés organisationnelles et structurelles que rencontre la Direction de l'Immigration.

Le site Internet du Ministère des Affaires étrangères indique que les guichets d'information du service des étrangers de la Direction de l'Immigration sont accessibles au public du lundi au vendredi de 8.30 à 11.00 heures.

Pendant deux matinées de la semaine un seul guichet est accessible au public alors que pendant les autres matinées deux guichets sont ouverts. Le deuxième guichet est occupé à tour de rôle par un agent du service des étrangers et actuellement par un agent bénéficiant d'une mesure de mise au travail.

Le Médiateur estime que lesdits guichets ne devraient pas être occupés par des nouveaux agents qui, dans la mesure où ils bénéficient d'une mesure de mise au travail, quitteront la Direction de l'Immigration dès qu'ils auront trouvé un emploi à durée indéterminée, mais par des fonctionnaires ou agents publics connaissant parfaitement la réglementation et la pratique administrative en la matière.

Lors de sa visite, le Médiateur a constaté que les citoyens qui se présentaient à la Direction de l'Immigration étaient accueillis par des agents de sécurité, salariés d'une société de droit privé, et non pas par des agents publics.

Ces agents de sécurité autorisent aux citoyens l'accès aux guichets d'information qui se trouvent à un étage supérieur en leur remettant un ticket leur permettant de se présenter auxdits guichets.

Dès lors qu'en raison de la plage horaire assez limitée, ces tickets sont cependant comptés, les citoyens doivent se présenter très tôt le matin au guichet d'accueil c'est-à-dire avant 7.00 heures.

Ainsi, les citoyens qui se présentent à la Direction de l'Immigration plus tard vers 8.30 heures, heure d'ouverture des guichets telle que renseignée sur Internet, se voient le plus souvent refuser l'accès au guichet d'information alors que tous les tickets disponibles ont déjà été distribués.

Il est compréhensible que ce refus d'accès aux guichets d'information opposé au citoyen par un agent de sécurité peut engendrer une certaine frustration et provoquer parfois de sa part des réactions virulentes alors qu'il aura souvent au préalable vainement essayé d'obtenir par téléphone les informations souhaitées.

Le Médiateur note que les agents des deux guichets d'information dont la fonction consiste à réceptionner les pièces d'un dossier, à remettre les formulaires adéquats et à répondre à des questions d'ordre général ne sont pas en mesure de transmettre au citoyen la moindre information concernant son dossier individuel.

Le Médiateur estime que les plages horaires d'ouverture des guichets d'information devraient s'étendre sur toute la journée et pas seulement sur la matinée à raison de deux heures et demie.

Les agents des guichets d'information devraient également faciliter la mise en relation du citoyen avec l'agent traitant son dossier afin qu'il puisse obtenir rapidement des informations individuelles relatives à l'état d'instruction de son dossier.

Le Médiateur, ayant constaté que les locaux de la Direction de l'Immigration ne sont pas adaptés à un accueil adéquat de citoyens de plus en plus nombreux, estime qu'il est indispensable que le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration mette en œuvre tous les moyens qui sont les siens en vue d'une restructuration des locaux d'accueil et d'information de la Direction de l'Immigration en s'inspirant éventuellement de l'expérience des «Biergerzenter» tels qu'ils fonctionnent dans les différentes communes du pays.

Étant donné la diversité des questions avec lesquelles les citoyens confrontent l'agent au guichet d'accueil, il est entendu que ce guichet devait être occupé par un agent public.

Les réclamants ont également informé le Médiateur qu'il leur aurait été quasiment impossible de joindre par téléphone les agents du service des étrangers pour y obtenir une information générale ou individuelle.

Selon le site Internet du Ministère des Affaires étrangères, les agents du service des étrangers de la Direction de l'Immigration devraient être accessibles par téléphone quotidiennement de 14.00 à 16.00 heures.

Or, pendant cette plage horaire restreinte les agents en question ne peuvent répondre qu'à une infime partie des appels téléphoniques entrant à la Direction de l'Immigration. Par ailleurs, si un agent est occupé au téléphone le citoyen n'est pas automatiquement dirigé vers un autre agent éventuellement libre ou mis en attente.

Le Médiateur estime qu'il est contreproductif d'afficher dans l'annuaire téléphonique de l'Administration gouvernementale et sur le site Internet du Ministère des Affaires étrangères des plages horaires pour les appels téléphoniques alors qu'il est quasiment impossible de joindre les agents concernés pendant lesdites plages.

Il est dès lors indispensable que la Direction de l'Immigration soit dotée d'outils de communication moderne répondant aux besoins et aux attentes des citoyens de même que d'un nombre suffisant d'agents maîtrisant la législation pertinente et disponibles pour répondre au téléphone pendant une plage horaire qui devrait être beaucoup plus large.

Par ailleurs, le Médiateur a constaté lors de sa visite que certains services ne contrôlent pas dès la réception d'une demande d'autorisation de séjour si le dossier est complet. Ainsi, l'administré n'est souvent informé que quelques mois plus tard que certaines pièces manquent au dossier.

Le Médiateur estime qu'un citoyen devrait être informé dans un délai de quinze jours sur l'état de son dossier et notamment sur les pièces à apporter pour compléter son dossier.

Le Médiateur voudrait insister sur une collaboration plus directe et moins formelle entre la Direction de l'Immigration et le Bureau des Passeports, Visas et Légalisations qui font partie du même ministère.

Quelques questions de fond soumises au Médiateur

Le Médiateur salue la possibilité de régularisation offerte par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration à un ressortissant d'un État tiers qui se trouve en séjour irrégulier et qui a travaillé sur notre territoire durant huit ans au moins, même si une telle période peut paraître trop longue pour des ressortissants d'États tiers qui pourraient sans problèmes s'intégrer dans notre société en travaillant notamment dans des secteurs qui, même en temps de crise, restent déficitaires en main-d'œuvre (p. ex. certains travaux dans la restauration, dans la construction, de ménage, etc.).

En effet, l'article 89 de la loi dispose que *«sous réserve que sa présence n'est pas susceptible de constituer un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique, et sous condition de n'avoir pas utilisé des informations fausses ou trompeuses relatives à son identité et de faire preuve d'une réelle volonté d'intégration, une autorisation de séjour peut être accordée par le ministre au ressortissant de pays tiers s'il rapporte la preuve par tout moyen qu'il a séjourné de façon continue sur le territoire et qu'il y a habituellement travaillé depuis au moins huit ans»*.

Il n'est néanmoins pas toujours facile à une personne se trouvant en séjour irrégulier et travaillant au noir au Luxembourg de convaincre un employeur d'attester qu'il l'a occupée illégalement pendant une certaine période.

En vertu des principes de transparence, de cohérence de l'action administrative et surtout d'égalité de traitement de même que pour éviter que le pouvoir discrétionnaire du Ministre ne débouche sur l'arbitraire, le Médiateur s'attend à ce que le Ministre précise et rende public les critères qui le guideront dans sa prise de décision sur les demandes de régularisation fondées sur l'article 89 de la loi.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations de ressortissants kosovars appartenant à certaines minorités ethniques (en l'occurrence des bosniaques et des goranais) qui se sont vu retirer le statut de tolérance afin d'être rapatriés vers le Kosovo. Le Médiateur est intervenu auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration en vue de connaître les raisons qui l'ont amené à retirer le statut de tolérance aux personnes visées alors que d'autres ressortissants kosovars issus des mêmes minorités ethniques continuaient à bénéficier du statut de tolérance sur notre territoire.

Le Ministre a informé le Médiateur qu'aucune différence n'était faite en fonction de la région d'origine de la personne concernée, si ce n'est pour des Albanais en situation minoritaire, comme à Mitrovica Nord. Il a par ailleurs précisé que tous les ressortissants kosovars appartenant à des minorités ethniques sont susceptibles de se faire retirer le statut de tolérance pour être renvoyés dans leur pays d'origine.

Le Médiateur, tout en comprenant que le Ministre n'entend pas procéder à une régularisation générale des ressortissants kosovars issus de minorités ethniques, prend acte que le Ministre accorde la prolongation du statut de tolérance en examinant chaque situation individuellement.

Même si l'article 2 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration précise que les bénéficiaires du statut de tolérance ne tombent pas sous le champ d'application de l'article 103 de la loi, le Médiateur estime que le Ministre devrait être guidé par les critères y mentionnés pour procéder à une prolongation au cas par cas du statut de tolérance.

Le Médiateur a également été saisi par plusieurs réclamants auxquels un arrêté ministériel leur interdisant l'entrée et le séjour sur le territoire luxembourgeois avait été notifié pour une durée supérieure à cinq ans (même parfois à vie) sous le régime de l'ancienne loi à savoir la loi modifiée du 28 mars 1972.

La loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration qui est entrée en vigueur le 1er octobre 2008 prévoit dans son article 112 *«qu'une interdiction d'entrée sur le territoire d'une durée maximale de cinq ans peut être prononcée simultanément par le ministre pour des raisons d'ordre public, de sécurité publique ou de santé publique et que la personne faisant l'objet d'une décision comportant une interdiction d'entrée sur le territoire, peut introduire une demande de levée de cette interdiction après un délai raisonnable, en fonction des circonstances, et en tout cas après trois ans à compter de l'éloignement du territoire en invoquant des moyens à établir un changement matériel des circonstances qui avaient justifié la décision d'interdiction du territoire à son encontre»*.

Le Médiateur est dès lors intervenu dans ces dossiers pour demander au Ministre compétent de bien vouloir accorder la mainlevée de l'interdiction de territoire prononcée sous le régime de l'ancienne législation en fonction des circonstances données.

Le Médiateur a encore été saisi par plusieurs ressortissants d'États tiers qui séjournaient et travaillaient régulièrement au Luxembourg et qui avaient sollicité au profit de leur ascendant (père ou mère) une autorisation de séjour en tant que membre de la famille d'un ressortissant d'un État tiers.

La loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit dans son article 70, paragraphe 5, que l'entrée et le séjour peuvent être autorisés par le ministre aux ascendants en ligne directe au premier degré du regroupant ou de son conjoint qui sont à sa charge et qui sont privés du soutien familial nécessaire dans leur pays.

La Direction de l'Immigration a précisé au Médiateur que l'ascendant qui demande à rejoindre son fils ou sa fille sur notre territoire devait déjà être à charge de celui-ci (celle-ci) avant le dépôt de sa demande et qu'il devait prouver que le regroupant (son fils ou sa fille) lui avait versé régulièrement une somme d'argent lui permettant de subvenir à ses besoins dans son pays d'origine pendant une période d'au moins six mois avant le dépôt de la demande en obtention d'une autorisation de séjour.

Dans un autre contexte, le Médiateur voudrait rappeler l'obligation souvent oubliée par les employeurs de déclarer un poste vacant à l'ADEM avant de pouvoir embaucher un ressortissant d'un État tiers.

En effet, même si le permis de travail n'existe plus en tant que tel, l'article 42 de loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose qu'un ressortissant d'un État tiers peut avoir accès au marché du travail luxembourgeois à condition qu'il ne soit pas porté préjudice à la priorité d'embauche dont bénéficient les travailleurs en vertu de dispositions communautaires ou nationales. La déclaration de vacance de poste permet à l'Administration de vérifier et éventuellement d'assigner à l'employeur en question des demandeurs d'emploi qui en tant que ressortissants de l'UE et de l'Espace économique européen (EEE) bénéficient d'une priorité d'embauche.

Le droit au mariage: un droit fondamental

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation par un ressortissant d'un État tiers qui se trouvait en séjour irrégulier sur notre territoire et qui souhaitait se marier avec une ressortissante luxembourgeoise.

Lors de l'instruction de cette réclamation, le Médiateur a découvert sur le site Internet du guichet de l'État luxembourgeois (www.guichet.public.lu) sous la rubrique *«préparer le mariage civil»* une information suivant laquelle *«le mariage sera refusé si la personne ressortissante d'un pays tiers se trouve en séjour irrégulier au Luxembourg»*.

Le Médiateur est intervenu auprès du Ministre de la Justice afin de lui indiquer qu'une interdiction aussi générale n'est pas justifiée alors que toute personne se trouvant sur notre territoire, indépendamment de son statut au regard du droit de séjour, doit pouvoir se marier dès lors que les conditions de fond et de forme requises par la loi luxembourgeoise pour contracter un mariage sont remplies.

Le Médiateur a fait remarquer au Ministre de la Justice qu'une interdiction de principe telle que mentionnée sur le site du guichet de l'État luxembourgeois est contraire à l'article 12 de la Convention européenne des droits de l'Homme qui consacre le droit au mariage. En effet, suivant la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, les limitations imposées au droit d'un homme et d'une femme de se marier et de fonder une famille ne doivent pas restreindre ou réduire ce droit d'une manière ou à un degré qui l'atteindraient dans sa substance même.

Par ailleurs, le Conseil constitutionnel français a retenu dans sa décision n°2003-484 DC du 20 novembre 2003 que *«le respect de la liberté du mariage, composante de la liberté personnelle protégée par les articles 2 et 4 de la Déclaration de 1789, s'oppose à ce que le caractère irrégulier du séjour d'un étranger fasse obstacle, par lui-même, au mariage de l'intéressé et que, si le caractère irrégulier du séjour d'un étranger peut constituer dans certaines circonstances, rapproché d'autres éléments, un indice sérieux laissant présumer que le mariage est envisagé dans un autre but que l'union matrimoniale, le législateur, en estimant que le fait pour un étranger de ne pouvoir justifier de la régularité de son séjour constituerait dans tous les cas un indice sérieux de l'absence de consentement, a porté atteinte au principe constitutionnel de la liberté du mariage»*.

Le Médiateur prend acte que cette interdiction n'est souvent pas observée dans la pratique alors que de nombreuses communes acceptent de marier un homme et une femme alors même que l'un d'entre eux se trouve en séjour irrégulier sur notre territoire tant que les conditions de fond et de forme de la loi luxembourgeoise relative au mariage sont remplies.

Le Ministre de la Justice s'est rallié aux arguments du Médiateur en ce sens que l'officier d'état civil ne peut s'opposer au mariage lorsque les futurs époux remplissent toutes les conditions et formalités prévues par le Code civil.

Le Médiateur remercie le Ministre de la Justice de bien vouloir donner instruction au service compétent afin que la formulation litigieuse soit effacée sur le site internet du guichet de l'État luxembourgeois.

1.2.2. Logement et Classes moyennes

Logement

Le Médiateur estime que la collaboration entre le Secrétariat du Médiateur et les services compétents en matière d'aides au logement est satisfaisante. Il déplore cependant que souvent il a fallu plusieurs rappels avant de voir le Ministre prendre position par rapport à ses interventions.

Aides au logement

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations concernant les aides au logement.

Une réclamation visait le refus du Service d'Aides au Logement d'octroyer certaines aides au logement à une réclamante en raison du non-respect des limites prévues par l'article 7 du règlement grand-ducal

modifié du 23 juillet 1983. Ce règlement dispose que pour obtenir certaines aides au logement la surface utile d'habitation d'une maison unifamiliale doit être de 65 m² au moins et ne doit pas dépasser 140 m². Pour le logement en copropriété divise, la surface d'habitation doit être de 52 m² au moins et de 120 m² au plus. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions peut cependant accorder dans des cas à caractère social une dispense de la condition minimale de surface.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministre a accordé une dispense de la condition de la surface utile d'habitation minimale pour ce logement qui mesurait 45 m². Ce faisant, le Ministre a anticipé l'application du projet de règlement grand-ducal approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 29 mai 2009 et fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. En vertu de ce règlement, l'aide est désormais accordée pour un logement en copropriété divise dont la surface utile est de 45 m² au moins.

Par contre le Ministre n'a pas accepté de dispenser une réclamante du remboursement des aides au logement indûment touchées.

Dans le cas d'espèce, la réclamante touchait une bonification d'intérêt pour ses 4 enfants.

L'article 14bis de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit que: «*L'État est autorisé à encourager l'accession à la propriété respectivement l'amélioration des logements des familles ayant des enfants à charge par l'octroi d'une bonification d'intérêt généralisée.*» Dans ce contexte sont considérés comme enfants à charge les enfants pour lesquels sont perçues des allocations familiales et qui font partie du ménage.

Nonobstant le fait que la réclamante, dont la fille aînée avait élu domicile dans une autre commune, avait dûment informé le Service d'Aides au Logement de ce changement de situation elle a continué à toucher pendant 4 ans une bonification d'intérêt pour ses 4 enfants.

Après ces 4 ans, et tout en ne contestant pas l'erreur qui a été commise, le Ministre a toutefois insisté sur le remboursement de la somme indûment touchée.

Le Médiateur se félicite que le projet du nouveau règlement grand-ducal fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement tient compte de sa préoccupation de voir regrouper en un seul texte les différentes aides au logement versées par l'État et de surtout voir clarifier certaines notions (ménage, bénéficiaire, etc.).

Le Fonds du logement

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations concernant l'attribution d'un logement social locatif. Les réclamants se sont plaints que nonobstant l'écoulement d'un temps considérable depuis le dépôt de leur demande, ils ne soient toujours pas informés de l'état de leur dossier.

Dans son dernier rapport, le Médiateur avait retenu qu'il ne manquerait pas de solliciter des informations complémentaires de la part du Président du Fonds pour savoir si en cas de vacance d'un logement adapté, les différents critères de priorité tels que fixés par les articles 10 et 11 du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement sont effectivement appliqués.

Selon ces critères il y a lieu d'accorder une priorité notamment aux demandes faites par des ménages devant quitter leur logement à la suite d'une décision d'inhabitabilité prise par le bourgmestre, d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, d'une condamnation au déguerpissement si le ménage était de bonne foi. Priorité est accordée en outre aux demandes faites par des ménages occupant un logement non équipé d'une douche ou d'une salle de bains respectivement d'un WC en distinguant si le ménage n'a pas accès à un tel équipement ou si l'accès ne lui est pas réservé exclusivement.

À priorité égale, le logement était attribué au ménage bénéficiant de plusieurs priorités ou, à défaut, au ménage dont l'inscription dans le registre des demandes était la plus ancienne.

Dans sa prise de position le Président du Fonds a estimé que malgré le fait que les articles 10 et 11 du règlement grand-ducal précité retiennent un certain nombre de critères objectifs pour établir un ordre de priorité, un tel ordre de priorité ne peut pas se «réduire à un calcul purement mathématique et qu'il fait l'objet d'un processus dynamique».

Afin de s'assurer du respect des dispositions règlementaires et de l'égalité de traitement des citoyens, le Médiateur a tenu à avoir une entrevue avec le Président et la commission consultative en charge de l'évaluation des différentes demandes pour s'enquérir sur place de l'application des différents critères d'attribution de logement.

En effet cette commission effectue un classement des différentes demandes et se réfère dans ce cadre notamment aux enquêtes sociales réalisées.

Les assistantes sociales du Fonds procèdent à une enquête sociale de chaque demandeur et il semble que lors de l'attribution des logements locatifs une grande attention soit accordée aux résultats de ces enquêtes.

Les membres de la Commission ont expliqué au Médiateur qu'il importe toujours que les logements soient attribués à des demandeurs capables de gérer leur logement en bon père de famille faisant preuve de régularité dans le paiement du loyer et des charges et d'une certaine sociabilité entre voisins.

Même en présence d'une liste d'attente établie sur base des dispositions réglementaires, cette liste ne pourrait pas être statique puisque des demandes de logement plus urgentes pourraient survenir à tout moment.

Eu égard aux réclamations relatives à l'obtention d'un logement locatif dont il a été saisi, le Médiateur n'a pas cessé d'insister sur la nécessaire transparence des critères d'attribution.

Le Médiateur a eu communication du règlement grand-ducal du 6 avril 2009 modifiant notamment le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 précité. Ce règlement abroge les critères précédents pour établir un nouveau mode d'attribution des logements locatifs vacants suivant des critères différents.

Le nouvel article 10 ne prévoit plus d'ordre de priorité contraignant dans le classement des différentes demandes.

Le Médiateur s'est adressé au Ministre du Logement pour avoir de plus amples informations sur les raisons de cette modification.

Dans sa réponse le Ministre du Logement a fait observer qu'il a souhaité améliorer et rendre moins rigide le système d'attribution des logements. Il s'est notamment référé à l'exposé des motifs et au commentaire des articles où il est retenu qu'«*Il est donc proposé de ne prévoir dans le règlement ni une liste exhaustive des critères à prendre en compte, ni un ordre de priorité des critères d'attribution, mais de laisser plutôt au promoteur public le soin de pondérer les critères selon le cas et d'aborder chaque dossier en considération de toutes les particularités présentes.*»

Suite à cette prise de position le Médiateur a de nouveau interpellé le Ministre pour lui faire part de ses préoccupations quant à la conformité du nouveau règlement aux exigences inhérentes au principe de l'égalité de traitement des citoyens. Le Médiateur a fait valoir que dans la mesure où ce principe sous-entend la transparence et l'objectivité de toute décision prise par une administration, il incombe à la Commission de déterminer les critères prépondérants pour l'attribution d'un logement et de se prononcer, si possible, également sur l'agencement de ces différents critères. En agissant ainsi la Commission se donne en effet les moyens d'expliquer aux citoyens concernés les raisons objectives d'attribution respectivement de refus d'attribution d'un logement vacant.

Jusqu'à ce jour, le Ministre n'a pas encore pris position par rapport aux remarques formulées par le Médiateur.

Classes moyennes

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations dirigées à l'encontre du Département des Classes moyennes. Ces réclamations avaient notamment trait à l'honorabilité professionnelle et à l'obligation de justifier d'un siège d'exploitation fixe au Luxembourg pour une société

1.2.3. Administration judiciaire

Le nombre de saisines concernant les réclamations à l'encontre de l'administration judiciaire est resté à peu près stable par rapport à l'année précédente.

Tout comme dans les rapports précédents, le Médiateur tient à souligner l'excellente collaboration avec les services du Parquet auprès du Tribunal d'Arrondissement à Luxembourg. Le Médiateur est en effet très régulièrement contacté par des justiciables qui sont depuis longtemps sans nouvelles quant aux suites réservées à une plainte pénale qu'ils ont déposée auprès de la Police grand-ducale. Tous ces cas ont pu trouver une solution très rapide, généralement par simple voie téléphonique grâce à la disponibilité du Parquet.

Quitte à se répéter, le Médiateur tient à souligner encore une fois la fonction capitale du Service d'Accueil et d'Information juridique fonctionnant auprès du Parquet général. En effet, de nombreux justiciables engagés dans une procédure judiciaire ou voulant engager une telle procédure peuvent y trouver une réponse simple et rapide à des questions de procédure. Nombreux sont les réclamants qui font état au Médiateur de leur satisfaction de ce service doté de fonctionnaires disponibles et compétents.

En général, le Médiateur se doit de constater que la coopération avec les instances judiciaires, difficile au début, s'est nettement améliorée pendant l'exercice écoulé.

Si le Médiateur a dû déplorer dans ses précédents rapports le refus de prises de position assez généralisé qui lui fut opposé par les juges d'instruction à ses demandes sur l'état d'avancement d'une instruction, et ceci toujours sous le prétexte du secret de l'instruction, par ailleurs inopposable au Médiateur, il se doit de constater que de plus en plus de juges d'instruction répondent favorablement et exhaustivement à ses demandes, lui permettant ainsi de procéder à une instruction correcte des réclamations dont il est saisi en cette matière. Il semble en règle générale que de plus en plus de magistrats se sont affranchis de leurs réticences initiales, sinon d'un certain réflexe malvenu de retranchement derrière les prérogatives réservées au troisième pouvoir au détriment d'une bonne collaboration avec le Médiateur.

Tout porte à croire qu'après cinq années d'activité du Médiateur les responsables de l'administration judiciaire sont arrivés au constat que cette nouvelle institution au service des citoyens n'a nullement pour objectif de porter atteinte aux droits et pouvoirs réservés au seul ordre judiciaire, ni de vouloir s'ériger en instance de contrôle de l'administration judiciaire.

Son seul but est de faciliter et de rechercher une solution extrajudiciaire rapide et sans coût à un conflit ou à un litige qui peut opposer une personne physique ou morale à une administration publique, y compris bien évidemment l'administration judiciaire qui, dans l'exercice de ses fonctions génère, outre des décisions judiciaires échappant à toute influence extérieure, également des décisions de nature purement administratives.

Certains efforts de communication entre des Hauts Magistrats et le Médiateur ont largement servi à une meilleure compréhension du rôle et des compétences du Médiateur. Dans ce contexte, le Médiateur tient à privilégier le débat scientifique ayant pour objet de distinguer entre les actes judiciaires et les actes qui de par leur nature sont d'ordre administratif. Une conférence consacrée à ce sujet complexe avait été organisée par le Médiateur, en collaboration avec la Faculté de Droit de l'Université du Luxembourg dans le cadre de la réunion des Médiateurs de la Grande Région qui a eu lieu au Château de Senningen les 11 et 12 décembre 2008. Les fruits de ces recherches feront d'ailleurs l'objet d'une publication prochaine aux Éditions Larcier.

Le Médiateur tient également à se féliciter de l'engagement pris par le nouveau gouvernement de mettre en place un Conseil Supérieur de la Magistrature et de suivre ainsi sa recommandation formulée en la matière. Le Médiateur tient cependant à souligner que, contrairement au projet annoncé par le gouvernement, il maintient son point de vue en ce qui concerne la composition de cet organisme. Afin de garantir un maximum de transparence et d'indépendance au Conseil Supérieur de la Magistrature, il paraît indiqué que celui-ci se compose paritairement de membres issus de la magistrature et de non-magistrats.

Finalement, le Médiateur se voit non rarement confronté à des réclamations de citoyens qui lui font état de lenteurs excessives dans le cadre d'une procédure judiciaire. Or, assez souvent, une analyse approfondie fait ressortir que les avocats mandatés par l'une ou l'autre des parties en cause ne sont pas étrangers à ces lenteurs du fait que surtout dans des procédures civiles, ils ne respectent guère, voire pas du tout, les délais qui leur sont impartis par le juge de la mise en état. Le Médiateur est d'avis que les magistrats en charge de la mise en état d'un dossier devraient en pareil cas faire davantage usage de tous les pouvoirs qui leurs sont réservés par la loi.

Le Médiateur surveillera également avec toute l'attention requise les suites réservées à sa recommandation concernant le tarif des frais mis en compte par les huissiers de justice et certaines propositions de modification du code de procédure civile.

1.2.4. Administration pénitentiaire

L'intervention du Médiateur en matière d'administration pénitentiaire se révèle être particulièrement compliquée et délicate.

La différence notable par rapport à d'autres types de réclamations s'explique par plusieurs facteurs. Premièrement, il y a lieu de relever le cadre très restreint de réclamants potentiels. En effet, le nombre de réclamants se limite à quelque 760 détenus du CPL et du CPG, ainsi qu'à leurs familles.

En second lieu, on doit mentionner que ces réclamants ne constituent d'aucune manière un échantillon représentatif de la société. Ces personnes ont des besoins très spécifiques, qu'ils soient dus ou générés par le simple fait de la détention, par des maladies psychiatriques ou des états psychologiques innés ou acquis, par des faits sociologiques ou par l'abus de stupéfiants par exemple. Ainsi l'intervention du Médiateur en matière d'administration pénitentiaire revêt un caractère très différent de ses interventions auprès d'autres administrations.

En troisième lieu, le Médiateur se doit de signaler l'absence de textes légaux et réglementaires à jour et qui reflèteraient la réalité de la vie carcérale. Bien souvent, la pratique quotidienne tout en étant conforme aux normes internationales applicables en la matière, ne repose pas sur des bases légales claires et précises.

Finalement le Médiateur se doit de mentionner la complexité de l'architecture hiérarchique de l'administration pénitentiaire et la multiplicité des intervenants issus d'administrations diverses. Ainsi la direction générale des établissements pénitentiaires est assurée par le Procureur Général

ou par son Délégué à l'exécution des peines, tous les deux Hauts Magistrats et partant membres de l'administration judiciaire à laquelle appartient également le Secrétariat général de l'administration pénitentiaire. La direction des deux établissements pénitentiaires est de la compétence des deux directeurs, fonctionnaires de l'administration pénitentiaire. S'ajoute une troisième structure dont l'intégration hiérarchique ne repose que sur deux conventions assez floues, à savoir le service médical des établissements pénitentiaires, assuré, en ce qui concerne la médecine somatique par le Centre Hospitalier de Luxembourg et en ce qui concerne la médecine psychiatrique par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck. Les conventions conclues tant avec le CHL qu'avec le CHNP ne permettent pas d'identifier avec la certitude requise si et dans quelle mesure les médecins détachés par ces deux structures aux établissements pénitentiaires se trouvent, sauf en ce qui concerne les considérations de sécurité, sous la tutelle hiérarchique de la direction générale ou sous celle de la direction des établissements pénitentiaires, voire sous aucune des deux. La nécessaire prise en considération du secret médical n'est guère propice à faciliter cette situation.

S'ajoute à cela qu'en certaines matières, les droits et devoirs des détenus ou de certaines catégories de détenus sont également régis par les dispositions du code d'instruction criminelle, ce qui, selon le cas, fait également intervenir les juridictions d'instruction ou encore le Parquet.

Pour toute saisine, le Médiateur se doit donc d'abord d'identifier son interlocuteur dès lors que les compétences sont assez diffuses, notamment en matière médicale. Dans d'autres matières, les compétences sont partagées et le Médiateur se trouve dans l'obligation de rechercher une solution au litige dont il a été saisi avec tous les intervenants ayant souvent des intérêts ou des points de vue divergents.

L'intervention du Médiateur en matière pénitentiaire se révèle également bien souvent délicate quand des détenus en détresse psychologique font appel à ses services pour des problèmes d'ordre plus intime ainsi que pour des problèmes judiciaires échappant aux compétences qui lui sont réservées par la loi.

Ainsi, il n'est pas rare que certains détenus téléphonent plusieurs fois par jour au Secrétariat du Médiateur. Il ne s'agit-là bien sûr que d'une petite minorité de détenus, mais qui demande une attention particulière de la part du Médiateur.

Dans ce cadre, il convient de relever également que les soins psychiatriques et psychologiques dispensés notamment au CPL ne correspondent pas aux normes internationales du fait d'un manque manifeste de personnel. À partir du constat que deux médecins-psychiatres, dont un ne travaille même pas à plein temps au CPL, sont en charge à eux seuls de quelque 680 détenus dont une part non négligeable souffre de pathologies psychiatriques majeures ou présente un profil psychologique anormal, le Médiateur arrive à la conclusion, d'ailleurs corroborée par de nombreux détenus et par des membres du personnel, qu'une telle situation est intenable et que des efforts conséquents doivent être entrepris dans les meilleurs délais.

Le Médiateur se doit également de constater que des efforts sérieux devraient être consentis en ce qui concerne la formation de base et la formation continue des gardiens. En effet, les gardiens exercent une fonction extrêmement délicate et difficile du fait qu'ils se trouvent quotidiennement en contact direct avec les détenus. La pression psychologique qui pèse sur eux et les contraintes auxquelles ils sont soumis dans l'exercice de leurs fonctions appellent la mise en place d'une formation continue adéquate, propre à leur donner des outils psychologiques de compensation nécessaires à un exercice serein de leur fonction. En effet, le nombre de congés pour raisons de maladie, le nombre de départs prématurés ainsi que les dérapages verbaux occasionnels de certains gardiens démontrent clairement le besoin de telles mesures, d'ailleurs largement introduites à l'étranger. Un autre problème bien réel est celui de la situation linguistique particulière du milieu pénitentiaire qui fait que de plus en plus de détenus sont anglophones. Or, le niveau d'éducation auquel les gardiens sont actuellement recrutés ne leur permet pas une maîtrise suffisante de l'anglais. Une offre de cours d'anglais dans le cadre de la formation continue des gardiens leur serait certainement d'une aide précieuse dans l'exercice des fonctions qui leur sont dévolues.

Globalement, les réclamations de détenus ne diffèrent, quant à leur nature, pas de celles dont le Médiateur a déjà été saisi pendant les exercices précédents. Il s'agit majoritairement de problèmes d'accès aux soins médicaux, de problèmes relatifs au régime carcéral, au travail, aux visites et à la libération conditionnelle.

Au vu du nombre important des réclamations contre le service médical du CPL, le Médiateur aura au début du mois d'octobre une entrevue avec les responsables de ce service et avec la direction du CPL.

D'une manière générale, un grand nombre de réclamations concernant les établissements pénitentiaires trouvent leur origine dans la complexité de la structure hiérarchique.

Dans ce contexte, le Médiateur portera une attention particulière aux suites qui seront réservées à sa recommandation relative à une nouvelle répartition des compétences en matière d'exécution des peines privatives de liberté.

Le Médiateur se félicite également de l'avancement du projet de loi 5849 (1) portant approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York le 18 décembre 2002 et (2) modifiant la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur.

Ce projet a été avisé par le Conseil d'État en date du 31 mars 2009 et la Commission juridique de la Chambre des Députés en a été saisie le 30 juillet 2009.

Par le biais de ce projet, visant la mise en place d'un contrôleur externe des lieux privatifs de liberté ayant pour mission de veiller au respect des droits de l'Homme en milieu pénitentiaire, le Médiateur se verra accorder des compétences supplémentaires lui permettant d'intervenir d'une manière proactive en amont contrairement à son intervention actuelle qui a lieu sur réclamation et en aval.

Ces nouvelles compétences permettront au Médiateur de procéder à une analyse approfondie tant du fonctionnement que de la structure des établissements pénitentiaires et de mettre davantage le doigt sur les situations insatisfaisantes auxquelles il est parfois confronté dans l'exercice de ses fonctions actuelles.

1.2.5. Fiscalité

A. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

La collaboration de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines avec le Médiateur est excellente.

Les réclamations récurrentes auxquelles se limite le présent rapport peuvent pour l'essentiel être rangées dans trois rubriques.

1. Le délai d'occupation de l'immeuble prévu dans la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation

Conformément à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002 susvisée, *«la location même partielle de l'immeuble, la cession de l'immeuble et l'interruption de l'occupation intervenues endéans les cinq années donnent lieu au remboursement total de l'abattement accordé»*.

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamants qui se trouvent dans la situation d'avoir presque rempli la condition relative au délai quinquennal, sauf une petite période d'une durée inférieure à deux mois. Il s'agit de personnes qui ont fait une erreur dans le calcul du temps d'occupation de leur immeuble et qui auraient pu facilement remplir la condition relative au délai en continuant à l'occuper quelques semaines de plus.

Etant donné que le délai d'occupation obligatoire a causé beaucoup de problèmes aux administrés, le législateur a réduit ce délai à deux années. Il s'agit d'un délai de rigueur qui doit être respecté tel quel et qui ne souffre aucune exception ou autre mesure de clémence. L'octroi d'une dérogation non prévue par le texte de loi constitue une violation de la loi, l'administration n'étant pas autorisée à accorder des dérogations non prévues expressément.

Une interprétation différente du délai quinquennal risquerait d'engendrer une situation ingérable. En effet, si l'administration accordait une exception en faveur d'intéressés qui invoquent le manque d'une période de deux semaines pour parfaire le délai d'occupation prévu par la loi, elle se verrait confrontée à des demandes d'autres personnes auxquelles manquent trois ou quatre semaines et qui qualifieraient d'extrême injustice le fait de ne pas pouvoir bénéficier de la même mesure de clémence. Si l'administration donnait satisfaction à ces derniers, le même scénario se reproduirait avec d'autres intéressés auxquels une période plus longue fait défaut et l'administration ne saurait plus où s'arrêter.

Il eût été certainement plus équitable de fixer le montant du crédit d'impôt à rembourser proportionnellement à la durée d'occupation de l'habitation ayant donné lieu à l'octroi du crédit d'impôt.

2. L'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévu par la loi du 30 juillet 2002 susvisée

Les conditions de dispense de la durée d'occupation légale prévues par l'article 11 continuent à susciter de nombreuses réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Ainsi un réexamen des dossiers par le Directeur a permis de redresser un certain nombre de décisions négatives qui avaient qualifié de convenance purement personnelle, non constitutive d'une force majeure, le motif présenté par les réclamants pour justifier la cessation de l'occupation respectivement la vente avant l'expiration du délai légal.

L'article 11 de la loi susvisée permet au Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines d'accorder une dispense de remboursement au cas où des événements assimilables à une force majeure ont contraint les intéressés à quitter l'immeuble avant l'accomplissement du délai.

Le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a été d'accord à considérer également la perte par un cadre dirigeant de son emploi auprès d'une compagnie d'assurance au Luxembourg et la nécessité d'un retour en France comme un cas de force majeure, donnant droit à une dispense définitive de remboursement. Celle-ci a pu être accordée du fait que la personne en question avait très peu de chances de trouver un nouvel emploi dans ce secteur au Luxembourg. La décision de rester au Luxembourg aurait abouti rapidement à une situation de surendettement et puis d'insolvabilité totale menant à une vente aux enchères de son appartement. Le cadre s'était par conséquent trouvé dans une situation de contrainte qui lui imposait la vente de l'appartement afin de se libérer de son endettement et de lui permettre de se construire un nouvel avenir en France garantissant la survie économique de sa famille.

Un autre dossier qui a pu être résolu concernait un couple qui avait quitté un appartement avant l'expiration du délai de cinq ans en raison de *«la présence d'une sévère humidité et de champignon dans la cave, la chambre et le living par remontées capillaires sur l'ensemble des murs»*, état qui fut établi par un rapport technique d'une entreprise spécialisée dans le traitement de l'humidité. L'assemblée générale des propriétaires avait dû reporter la décision concernant les travaux de réparation en raison de problèmes de trésorerie. Vu l'important retard dans l'exécution des travaux, les réclamants s'étaient résolus à quitter l'appartement. Une dispense d'occupation leur fut accordée, le but de la loi du 30 juillet 2002 n'étant pas de contraindre les propriétaires à porter atteinte à leur santé pour respecter la condition d'occupation d'une durée de cinq ans.

3. Évaluation de la valeur vénale des immeubles

Conformément à l'article 11 de la loi du 27 décembre 1817 sur le droit de succession, les héritiers tenus au dépôt d'une déclaration de succession y doivent déclarer la valeur vénale d'un immeuble faisant partie de la succession. Par valeur vénale, la doctrine entend «la valeur marchande de la chose, le prix qu'on peut compter en retirer en la vendant» (Donnai, Commentaire du Code des droits de succession). Souvent les héritiers basent leurs déclarations sur des avis d'experts.

Ces dernières années, le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations concernant des héritiers qui, en vendant des immeubles hérités, n'avaient pu réaliser la valeur déclarée.

Au cas où la liquidation a été faite conformément à la déclaration de succession, l'article 13 de la loi du 27 décembre 1817 n'autorise une rectification en moins d'une déclaration de succession qu'endéans un délai de six semaines à partir du jour de la déclaration.

Ce délai extraordinairement bref n'est pas réaliste. Généralement, c'est au bout d'une longue période d'attente, après avoir offert en vente l'immeuble en question au prix déclaré, que les héritiers s'aperçoivent qu'ils ne pourront trouver un acquéreur sur le marché immobilier sans une réduction substantielle du prix.

Très souvent d'ailleurs, le délai de prescription biennale pour la restitution des droits et des amendes prévu à l'article 26 de la loi du 27 décembre 1817 est dépassé au moment de la vente. En pareil cas, même s'il est établi que la valeur indiquée dans la déclaration de succession est largement surfaite par rapport à la valeur vénale, il ne sera plus possible d'obtenir une modification de la liquidation des droits. Une réforme législative s'impose donc dans cette matière.

Dans le cadre de la liquidation des droits de succession, le receveur vérifie le prix de vente d'un immeuble en le comparant à d'autres opérations immobilières récentes concernant des objets situés dans le quartier et augmente le cas échéant la valeur sur la base de laquelle les droits sont établis. L'administration n'acceptera pas un prix inférieur même si le contribuable n'a pas réussi à vendre au montant de la valeur vénale ainsi établie.

Par contre, une transaction subséquente ayant eu lieu à proximité ou dans un quartier équivalent d'une localité et ayant eu lieu à un prix supérieur pourra avoir pour effet une réévaluation de la valeur vénale et un recalcul des droits. Ces comparaisons ne sont cependant pas toujours concluantes, l'administration n'ayant en général pas visité ces habitations et évalué avec précision leur état réel. C'est pourquoi beaucoup de réclamants critiquent ce procédé jugé trop superficiel.

Seule une expertise évaluant avec précision tant l'immeuble en question que ceux auxquels l'administration se réfère pourrait trancher le différend. Il semble que très peu de contribuables s'engagent dans cette voie qui risque de devenir coûteuse. Ils se sentent à juste titre désarmés face à l'administration. Il n'en reste pas moins que cette dernière devrait établir de manière beaucoup plus circonstanciée qu'une vente a eu lieu à un prix inférieur à la valeur vénale de l'immeuble.

B. Administration des Contributions directes

La collaboration de l'Administration des Contributions directes avec le Médiateur est toujours excellente. Dans ce rapport, le Médiateur entend se limiter à évoquer les problèmes itérativement soulevés par les réclamants.

1. Les incidences fiscales d'un partage de la communauté légale

Le Médiateur a été saisi d'un grand nombre de réclamations portant sur ce problème.

Au cas où, lors du partage d'une indivision post-communautaire, un des époux divorcés reprend l'immeuble commun à charge de payer une soulte, il se voit désavantagé fiscalement du fait que les intérêts dont il s'acquitte pour financer ladite soulte ne sont pas déductibles en tant que frais d'obtention.

Cette solution motivée par l'application du principe de l'effet déclaratif du partage prévu aux articles 1476 et 883 du Code civil a été confirmée par les juridictions administratives (jugement n°24686 du 17 juin 2009). Elle est ressentie comme inique par les personnes concernées surtout pour celles dont le seul actif partagé était l'immeuble commun. En effet, l'ex-conjoint qui acquiert un nouveau logement n'aura lui aucun problème pour déduire en tant que frais d'obtention les intérêts débiteurs relatifs au prêt ayant servi à financer l'opération.

En matière successorale, le principe de l'effet déclaratif du partage fait que le transfert de la propriété d'un immeuble attribué à un héritier est censé remonter à la date du décès du de cujus. La situation est moins évidente en cas de partage d'une communauté légale. Selon une jurisprudence du XIX siècle, l'effet déclaratif du partage remonte au jour où le bien était entré en communauté. C'est à cette date que le transfert de propriété de l'immeuble à l'époux attributaire était censé avoir lieu. En ce qui concerne le problème des intérêts débiteurs, la soulte payée par l'ex-conjoint qui reprend l'immeuble ne peut alors avoir un lien juridique avec la transmission de la propriété censée avoir eu lieu à la date de l'entrée du bien en communauté. Il s'agit seulement d'un dédommagement pour équilibrer les deux lots des copartageants. Par conséquent, les intérêts débiteurs ne peuvent être qualifiés de frais d'obtention déductibles.

Selon la doctrine très majoritaire actuelle cependant, l'effet déclaratif du partage remonte au jour où la communauté a été réputée dissoute, c'est-à-dire, en principe, à la date de la demande en divorce conformément à l'article 266 du Code civil. Il faut dès lors nécessairement en déduire un effet translatif du partage entre les deux époux, ce qui ne manquera pas d'avoir des incidences au plan de l'imposition de la plus-value. Pourtant si on admet l'effet rétroactif du partage remontant au jour de la dissolution de la communauté, il ne devrait pas y avoir de problème pour faire jouer pleinement le principe de l'appréciation économique des faits (*«wirtschaftliche Betrachtungsweise»)* qui devrait faire admettre que c'est le financement de la reprise de l'immeuble commun qui a été en fait le but réel du prêt conclu.

La question qui se pose réellement est de savoir si la notion de frais d'obtention prévue à l'article 105 (2) alinéa 1er L.I.R. s'oppose à la prise en compte des intérêts débiteurs en question. Aux termes de cet article, «*constituent également des frais d'obtention: (…) les intérêts débiteurs, dans la mesure où il y a rapport économique direct avec les revenus d'une des catégories mentionnées sub 4 à 8 de l'article 10*».

Cette dernière notion ne fait référence à aucun mode déterminé d'acquisition de la propriété. Selon l'article 711 du Code civil, le partage est un mode d'acquisition de la propriété. Rien n'empêche qu'il puisse générer des frais d'obtention déductibles. Le terme de rapport économique direct dont question à l'article 105 L.I.R. invite d'ailleurs à une évaluation conformément au principe de l'appréciation économique des faits.

Il y a lieu de réfléchir à une réforme des dispositions législatives afférentes qui devrait à la fois maintenir expressément le principe de la non-imposition de la plus-value en cas de partage d'une indivision post-communautaire et accepter la déduction des intérêts débiteurs de l'époux attributaire de l'immeuble commun.

2. Les conséquences fiscales d'un remboursement de traitement à l'Administration du Personnel de l'État

Plusieurs réclamations ont été introduites par des personnes contre lesquelles l'Administration du Personnel de l'État (APE) a fait valoir une demande de remboursement d'un trop-perçu de rémunération ou de pension.

Il se pose dans ce contexte un problème fiscal au cas où le trop-perçu concerne une année antérieure et dont les retenues d'impôt déduites ont déjà été versées à l'Administration des Contributions directes. Ces retenues d'impôt ne peuvent plus être récupérées par l'APE auprès de cette dernière.

C'est pourquoi l'APE demande en pareil cas aux réclamants non seulement le remboursement du trop-perçu mais également les retenues d'impôt qu'elle a transmises à l'Administration des Contributions directes.

Les personnes concernées seront alors obligées de faire elles-mêmes des démarches en vue de récupérer cet impôt auprès de l'Administration des Contributions directes.

Cela pose cependant un problème pour les années qui ont fait l'objet d'une imposition définitive coulée en force de chose décidée. En pareil cas, une régularisation ne peut être effectuée qu'au moyen d'une remise gracieuse accordée par le Directeur des Contributions directes.

La rédaction d'une demande en obtention d'une remise gracieuse et le calcul très fastidieux du montant de la remise à demander obligent les personnes concernées à se faire assister.

Cette situation est ressentie par ces dernières comme très inique, car elles ne comprennent pas que l'Administration du Personnel de l'État ne puisse elle-même se charger de la récupération des retenues d'impôt qu'elle a versées par erreur au fisc.

Il serait donc souhaitable que les textes en vigueur soient réformés.

3. Le boni pour enfant et la classe d'impôt 1a

La réforme entreprise par la loi du 21 décembre 2007 a donné lieu à un certain nombre de réclamations. Les dispositions relatives à la modération d'impôt pour enfants ont été profondément remaniées. Avant cette réforme, suivant le règlement grand-ducal du 3 juillet 1996, la modération d'impôt revenait automatiquement à la mère des enfants qui bénéficiait dès lors de la classe d'impôt 1a, tandis que le père concubin était rangé dans la classe d'impôt 1. Cette solution résultait du fait que dans le cadre de l'union libre, il existe deux ménages fiscaux séparés et en raison de la règle qu'un enfant ne peut faire partie que d'un seul ménage fiscal, seule une personne du couple pouvait bénéficier de la modération d'impôt pour enfants et de la classe d'impôt 1a. Il suffisait que la mère des enfants signe annuellement une déclaration de renonciation pour ranger les enfants dans le ménage fiscal du père qui bénéficiait alors de la classe d'impôt 1a et de la modération d'impôt pour enfants. La mère pouvait sans problèmes se voir verser les allocations familiales dues pour ses enfants. Cette solution s'imposait aux mères sans activité professionnelle qui ne pouvaient pas profiter de la classe d'impôt 1a.

La loi du 21 décembre 2007 a modifié le régime de la modération d'impôt pour enfants en liant cette dernière ainsi que la classe d'impôt 1a à la qualité d'attributaire des allocations familiales.

Aux termes du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2007 portant exécution de l'article 123, alinéa 8 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), l'enfant est réputé faire partie du ménage du contribuable qui est attributaire du premier boni pour enfant auquel celui-ci ouvre droit. Suivant l'article 123 alinéa 3, L.I.R. après le versement du premier boni mensuel au cours du mois de janvier, une modification de la classe d'impôt n'est plus possible.

Les contribuables sont tenus d'accomplir les démarches auprès de la Caisse nationale des Prestations Familiales en vue d'une modification de la personne de l'attributaire des allocations familiales au plus tard durant les premières semaines du mois de janvier. À défaut, ils ne peuvent plus bénéficier de la classe d'impôt 1a pour toute l'année. Par le passé, le Médiateur avait été saisi de réclamations de pères vivant en union libre qui ignoraient la possibilité de se faire ranger en classe d'impôt 1a en versant une déclaration de renonciation signée de la mère. Ces réclamations, souvent introduites par l'intermédiaire d'assistantes sociales, ont pu être résolues favorablement même pour des années antérieures. La réforme susvisée a définitivement fermé la porte à une telle latitude en faveur de ces réclamants à revenus plus modestes et moins informés des démarches administratives à entreprendre. Le père de l'enfant continuera à être imposé dans la classe d'impôt 1, ce qui constitue une perte financière non négligeable pour le ménage au cas où la mère ne poursuit pas d'activité professionnelle

Une autre conséquence inattendue du nouveau régime: dans les cas où les deux personnes vivant en union libre ont plusieurs enfants dans leur ménage, elles pourront toutes les deux être rangées en classe d'impôt 1a, si elles procèdent à un fractionnement des allocations familiales. De plus, elles pourront toutes les deux bénéficier de l'abattement pour enfants ne faisant pas partie de leur ménage, prévu à l'article 127 bis L.I.R. Le Médiateur s'interroge sur les raisons qui justifieraient ce traitement fiscal différent entre couples ayant un enfant et ceux en ayant deux ou plusieurs.

Les résidents luxembourgeois ont la possibilité de changer l'attributaire des allocations familiales pour optimiser fiscalement leur situation. Les non-résidents n'ont souvent pas cette possibilité: au cas où un tel changement n'est pas possible dans leur État de résidence, le père ne pourra toucher le complément différentiel luxembourgeois versé à la mère et c'est cette dernière qui touchera également le boni pour enfant. Elle seule pourra bénéficier de la classe d'impôt 1a, ce qui lui ne sera d'aucune utilité si elle ne travaille pas au Luxembourg.

Le problème affecte surtout les divorcés, notamment ceux de nationalité française, qui adoptent très souvent le régime de la garde alternée et dont la convention de divorce prévoit un partage des droits: l'ex-conjointe bénéficiera des allocations familiales tandis que l'ex-conjoint profitera des modérations d'impôts liées aux enfants qui habitent dans les deux ménages. Ce partage qui est usuel en France ne s'accorde pas avec le système luxembourgeois: en tant qu'attributaire des allocations familiales, l'ex-conjointe bénéficiera tant des allocations familiales et du boni pour enfant que de la classe d'impôt 1a. Le contribuable non-résident ne pourra pas en profiter même si son ex-conjointe ne travaille pas au Luxembourg. La convention de divorce française ne pourra pas recevoir application et devra être modifiée, ce qui nécessitera dans la plupart des cas une nouvelle procédure judiciaire coûteuse.

L'inflexibilité du nouveau système crée des complications pour plusieurs catégories de personnes.

Les couples qui désirent prendre à tour de rôle un congé parental sont tenus de modifier plusieurs fois la qualité d'attributaire auprès de la CNPF afin que la personne poursuivant l'activité professionnelle soit rangée dans la classe d'impôt 1a.

Les parents qui, pour des raisons thérapeutiques, placent durant la semaine de travail leur enfant dans un centre d'accueil auquel la CNPF verse directement les allocations familiales ne peuvent pas bénéficier non plus du boni pour enfant de la part de la CNPF. Il leur reste la possibilité d'introduire auprès de l'Administration des Contributions directes une demande en vue de la régularisation des retenues d'impôt respectivement une déclaration d'impôt. Cette démarche risque cependant de ne pas porter ses fruits dans la mesure où les contribuables n'ont pas payé d'impôts permettant un remboursement à hauteur du boni pour enfant.

Les parents d'enfants qui ont terminé leurs études au début de l'année ne bénéficieront plus du boni pour enfant à partir de cette date. Ils ne pourront cependant pas bénéficier de la bonification d'impôt pour enfant pour toute cette année. Cet avantage, ils ne pourront le recueillir qu'à partir de l'année suivante.

Le lien entre attributaire des allocations familiales et classe d'impôt cause de problèmes multiples en pratique surtout pour les couples avec enfants vivant en union libre. La réforme aurait dû davantage tenir compte de cette catégorie de contribuables qui est largement représentée dans toutes les couches de la population. L'inflexibilité du système peut conduire à des résultats iniques. En outre, le système incite à une optimisation fiscale malsaine.

4. Le délai de prescription annale du § 153 AO opposé aux déclarations d'impôt

Le nombre le plus important de réclamations récurrentes concernait les refus de traitement des déclarations d'impôt des contribuables non soumis à l'imposition par voie d'assiette et auxquels l'alinéa 4 de l'article 153 L.I.R. permet d'y être soumis sur demande en vue de la prise en considération de pertes provenant d'une catégorie de revenus autre que celles ayant subi une retenue à la source.

De nombreux réclamants se sont ainsi vu refuser leur déclaration d'impôt dans laquelle ils ont fait valoir des pertes de location en raison du non respect du délai d'une année prévu au § 153 de la loi générale des impôts AO.

Vu qu'une telle demande ne peut en fait conduire qu'à un remboursement de retenues à la source et ne pourra pas déclencher une imposition en défaveur de l'administré, l'Administration considère ces demandes d'imposition *«comme l'expression du droit de faire valoir un remboursement d'impôts (Erstattungsanspruch) au sens du § 153 de la loi générale des impôts (AO), droit qui s'éteint à la fin de l'année qui suit celle de sa naissance»*.

Une demande d'imposition introduite après l'expiration du délai prévu au § 153 de la loi générale des impôts (AO) sera donc rejetée par l'administration.

L'assimilation d'une déclaration d'impôt à une demande de remboursement n'est cependant pas évidente d'un point de vue juridique. Il s'agit de deux notions juridiques différentes ayant trait à des étapes différentes de la procédure fiscale. Dans les cas visés ci-avant un remboursement d'impôt suppose une imposition préalable par voie d'assiette qui fait naître le droit au remboursement d'un impôt retenu ou déjà payé. Le délai d'une année devrait courir non pas à partir de la déclaration d'impôt, mais à partir du bulletin d'impôt. Et il s'agirait alors du délai de forclusion du § 151 AO qui devrait trouver application. Il serait préférable de prévoir un délai de prescription spécial («Festsetzungsverjährungsfrist») applicable aux impositions ne pouvant aboutir qu'à un remboursement d'impôt.

C. Administration des Douanes et Accises

Il y a lieu de constater que le nombre de réclamations concernant l'Administration des Douanes et Accises dont a été saisi le Médiateur a considérablement baissé depuis l'année dernière.

La collaboration entre les services du Médiateur et l'Administration des Douanes et Accises est excellente dans la mesure où le Directeur ne tarde jamais à transmettre ses prises de position au Médiateur.

Certains réclamants ont soulevé le fait que l'Administration n'a pas répondu à leurs courriers.

La plupart des réclamations portaient sur la question de savoir à partir de quelle date la taxe sur les véhicules routiers n'était plus due suite à une mise hors circulation du véhicule.

La date à prendre en considération est celle du jour où l'Administration des Douanes et Accises a réceptionné la vignette fiscale. Malgré l'indication sur le

bulletin de fixation de la taxe sur les véhicules routiers que la vignette fiscale doit être renvoyée à l'Administration en cas de mise hors circulation, les réclamants n'ont pas toujours procédé à ce renvoi.

Suite à l'intervention du Médiateur, ces dossiers ont été clôturés avec succès dès lors que la mise hors circulation du véhicule avait pu être prouvée.

À cet égard le Médiateur constate que ses propositions tendant à un échange d'informations entre le Service de contrôle technique et l'Administration des Douanes et Accises lors de toute mise hors circulation par le Service de contrôle technique ont été prises en considération par l'adoption du règlement grand-ducal du 26 août 2009 concernant le remboursement de la taxe sur les véhicules routiers.

Ainsi la date à prendre désormais en considération pour calculer le montant de la taxe à rembourser sera celle de l'enregistrement de la mise hors circulation du véhicule dans la base de données du Ministère des Transports.

1.2.6. Affaires générales relevant de l'État

Environnement

Aides financières

Le Médiateur a été saisi de plusieurs dossiers relatifs aux aides tombant sous le champ d'application des règlements grand-ducaux du 3 août 2005 modifié et du 21 décembre 2007 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Il s'agit d'aides financières étatiques allouées pour la construction de nouvelles maisons à performance énergétique élevée, pour l'assainissement énergétique de bâtiments existants, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie et pour la mise en valeur des énergies renouvelables.

Les réclamants ont fait état de délais extrêmement longs dans le traitement et l'instruction de leurs dossiers.

Afin de connaître les raisons de ces retards et d'examiner les différentes possibilités pour y remédier, le Médiateur s'était adressé directement au Ministre de l'Environnement.

Ce dernier a expliqué que les longs délais sont dus essentiellement à un manque d'effectifs pour le traitement en temps utile de tous les dossiers.

Ainsi des agents engagés sur base de contrats de travail à durée déterminée ont démissionné après quelques semaines seulement du fait qu'ils avaient trouvé ailleurs un emploi à durée indéterminée.

Afin de remédier à cette situation, le Ministre de l'Environnement a pris certaines dispositions. Dans le cadre d'une restructuration interne, deux agents ont été affectés directement d'une autre division à la division de l'air et du bruit. Ils ont été chargés d'assister les agents du Service des économies d'énergie dans le traitement des dossiers et ce jusqu'à ce que ce Service soit doté d'un effectif suffisant en personnel.

Dans une période intermédiaire, un rédacteur du Ministère de l'Environnement devrait également aider les agents du Service des économies d'énergies dans l'instruction des dossiers. Par ailleurs 4 agents supplémentaires devraient être affectés au Service sur base de contrats à durée déterminée. Le renforcement des effectifs devrait se consolider à long terme avec l'engagement d'agents supplémentaires.

Comme le nombre de réclamations faisant état de longs délais de traitement pour les dossiers relatifs aux aides financières a considérablement diminué, cette augmentation de personnel semble d'ores et déjà avoir porté ses fruits

Approbation de plans d'aménagement généraux

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation à l'encontre du Ministère de l'Environnement concernant la lenteur de la procédure d'approbation d'un plan d'aménagement général (ci-après PAG) qui était soumis à l'approbation du Ministre du fait de la modification des limites entre le périmètre d'agglomération et la zone verte.

Le problème qui occupait le réclamant était qu'une décision de la part du Ministre de l'Environnement au sujet du PAG n'était toujours pas intervenue, alors que la commune et le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire avaient voté et approuvé le PAP du réclamant. Or le bourgmestre ne pouvait délivrer une autorisation de construire tant que la décision d'approbation du Ministre de l'Environnement au sujet du PAG n'était pas intervenue.

Le vote provisoire du conseil communal remontait au 20 novembre 2003. Les plans du PAG avaient, selon la commune, été envoyés par elle au commissaire de district en date du 2 avril 2004 lequel les avait remis au Ministre de l'Environnement le 15 avril 2004.

Le projet d'aménagement a été voté définitivement par le conseil communal en date du 9 juillet 2004.

Le Ministre de l'Intérieur a ensuite approuvé le vote définitif en date du 18 juillet 2005.

Des réclamations avaient cependant été présentées au conseil communal ainsi qu'au Ministre de l'Intérieur, de sorte que suite à un recours en annulation devant le tribunal administratif, la décision du Ministre a été annulée en date du 1er juin 2006.

Le conseil communal a alors procédé en date du 7 septembre 2007 à la modification du vote définitif du conseil communal en tenant compte du jugement du tribunal administratif.

Ce nouveau vote a fait l'objet d'une approbation de la part du Ministre de l'Intérieur en date du 23 janvier 2008.

Le 29 juillet 2008, le Ministre de l'Environnement a refusé d'approuver le plan d'aménagement général causant ainsi préjudice au réclamant, étant donné que ce refus remettait en question le PAG approuvé par le Ministre de l'Intérieur et retardait forcément la délivrance d'une autorisation de construire, alors pourtant que le reclassement du terrain du réclamant concerné par le PAP n'était pas remis en question par le Ministre dans sa décision de refus.

La décision a été prise en application de la loi du 11 août 1982 sur la protection de la nature. Les actes à approuver étaient le vote provisoire du conseil communal du 20 novembre 2003 et le vote définitif du 7 septembre 2007.

Le Ministre de l'Environnement s'était prononcé uniquement sur le vote provisoire.

Ce qui était critiquable dans cette affaire c'est que le Ministre de l'Environnement ne se soit pas prononcé plus tôt au sujet du vote provisoire de 2003, ce qui aurait permis à la commune d'adapter, le cas échéant, de suite le plan d'aménagement en fonction des objections formulées par le Ministre. Selon le bourgmestre les plans du PAG auraient en effet été envoyés au Ministre de l'Environnement dès avril 2004 par l'intermédiaire du commissaire de district.

Ce qui était encore plus consternant pour le réclamant c'était de constater que le reclassement de son terrain n'était pas directement remis en cause dans la décision du 29 juillet 2008. Le Médiateur a dès lors demandé au Ministre de l'Environnement dans quelle mesure il serait envisageable de laisser le réclamant commencer à construire, au vu notamment du long délai qu'il a fallu pour statuer et du long délai que prendrait une nouvelle procédure d'approbation du PAG.

À l'époque, le Ministre de l'Environnement a estimé qu'au regard des conclusions d'un arrêt de la Cour Administrative du 30 octobre 2008 en matière de PAG (n°24124c du rôle), il n'y avait plus aucun moyen légal de réserver une suite favorable à cette affaire.

Cet arrêt a confirmé l'annulation d'une décision du Ministre de l'Environnement en matière de PAG avec comme motif non pas que la décision du Ministre de l'Environnement était intervenue après le délai prévu à l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 mais en invoquant l'article 108 (4) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 qui dispose que:

«Pour les projets d'aménagement général ou particulier dont la procédure d'approbation est entamée par la saisine de la commission d'aménagement d'après les dispositions de la loi du 12 juin 1937 précitée au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, cette procédure est continuée et doit être achevée dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi. Passé ce délai, une nouvelle procédure d'adoption doit être engagée conformément aux dispositions de la présente loi.»

Au regard de cette jurisprudence le Ministre a d'ailleurs souligné l'importance d'une concertation suffisamment précoce entre les différents acteurs dans le cadre de la procédure d'approbation des PAG.

Si toutefois, selon que la commune en avait informé le Médiateur, le dossier concernant le vote provisoire a été transmis au Ministre par le commissaire de district en date du 15 avril 2004, une prise de position de sa part aurait pu parvenir plus tôt à la commune afin qu'elle en tienne compte dans la suite de la procédure.

Dans son arrêt du 5 mars 2009 rendu dans l'affaire émargée suite au recours en annulation intenté par la commune, les juges de la Cour Administrative ont estimé que la décision de refus du Ministre de l'Environnement était intervenue dans un délai manifestement déraisonnable.

Se posait toutefois encore la question de savoir si la procédure d'adoption et d'approbation du PAG en question était à considérer comme ayant été achevée à la date butoir du 8 août 2006, telle que prévue par l'article 108 (4) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 précitée.

Les juges ont estimé que vu le délai déraisonnable, le Ministre de l'Environnement aurait également été incompétent pour statuer à la date du 8 août 2006. Donc même s'il avait statué dans les deux ans prescrits par l'article 108 (4), sa décision aurait pareillement été considérée comme étant intervenue dans un délai déraisonnable. Partant le PAG n'a pas encouru la caducité prévue par l'article 108(4).

Protection de la nature

La collaboration entre le Ministère de l'Environnement et le Médiateur est dans l'ensemble bonne.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations faisant état d'un délai de réponse trop long.

En ce qui concerne les critères d'attribution d'autorisation de construire en zone verte, le Médiateur constate que, dans son programme de coalition, le gouvernement s'engage à veiller à l'application de critères concis et homogènes au niveau du régime d'autorisation en matière de protection de la nature et au respect d'un délai de traitement des dossiers de trois mois au plus.

Travaux publics

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations à l'encontre du Ministère des Travaux publics. Il s'agissait en l'occurrence de plaintes relatives à des lenteurs de procédure et de problèmes d'indemnisation suite à une emprise.

Transports

Le Médiateur a eu à connaître de quelques réclamations à l'encontre du Ministère des Transports.

Il a notamment été saisi par un réclamant dont le Ministère n'avait pas restitué le permis de conduire étranger quand bien même cette restitution avait été ordonnée par les juges.

Or le Ministre a refusé de donner suite à cette demande parce que le réclamant résidait au Luxembourg et qu'en vertu des dispositions de l'article 91 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ce permis étranger devrait être échangé contre un permis de conduire luxembourgeois.

Toujours est-il que le réclamant a entretemps quitté le territoire luxembourgeois et réside de façon permanente à l'étranger.

Malgré une deuxième intervention du Médiateur le permis étranger n'a toujours pas été restitué au réclamant. Les responsables du Ministère ont conseillé au réclamant de s'adresser aux autorités étrangères pour se voir délivrer un nouveau permis de conduire.

Il semble que le permis du réclamant est introuvable. Le Médiateur constate que suite à la perte de ce document, le réclamant doit présenter une demande en obtention d'un nouveau permis de conduire auprès des autorités étrangères compétentes moyennant paiement d'une taxe de 100 €.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation concernant la reconnaissance sans aucune restriction d'un permis de conduire étranger pour motocycle.

En vertu de la directive 91/439/ CEE du Conseil du 29 juillet 1991 relative aux permis de conduire, transposée en droit luxembourgeois par le règlement grand-ducal du 11 août 1996 adaptant les dispositions concernées du Code de la Route, l'obligation pour les ressortissants communautaires qui transfèrent leur résidence d'un État membre à un autre d'échanger leur permis d'origine contre un permis du nouvel État de résidence a été remplacée par le principe d'une simple reconnaissance réciproque des permis sans transcription du document étranger.

Or, les autorités luxembourgeoises considèrent que les mêmes restrictions applicables aux permis luxembourgeois doivent également être appliquées aux permis de conduire des ressortissants communautaires.

Ce point de vue n'est partagé ni par les autorités étrangères auprès desquelles le réclamant a obtenu son permis ni par les instances européennes compétentes.

Malgré l'intervention du Médiateur, les autorités luxembourgeoises persistent dans leur interprétation de la directive précitée et elles préfèrent attendre une prise de position officielle des autorités communautaires avant de modifier leur attitude.

Économie et commerce extérieur

La collaboration entre le Médiateur et le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est bonne dans la mesure où les délais de réponse fixés par le Médiateur sont généralement respectés.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations concernant des décisions ministérielles de refus d'agrément prises en vertu du règlement grand-ducal modifié du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie.

Les documents comme le calcul de la performance énergétique ou le certificat de performance énergétique peuvent être établis par des architectes, par des ingénieurs-conseils et par des personnes agréées en vertu du règlement précité.

Pour pouvoir être agréée, la personne en question doit notamment «*justifier d'une bonne formation technique ou professionnelle*».

Un règlement ministériel du 22 janvier 2008 précise que: *«Est considéré comme constituant une bonne formation technique ou professionnelle pour calculer la performance énergétique d'un bâtiment et établir le certificat de performance énergétique d'un bâtiment d'habitation, le diplôme de fin d'études secondaires classiques ou secondaires techniques générales suivi d'un cycle complet de 3 années au minimum dans le domaine concerné de l'ingénierie ou de l'architecture.»*

Dans un souci de transparence et d'égalité de traitement des demandeurs, le Médiateur s'était adressé au Ministre pour savoir quelles sont les formations qui relèvent concrètement du domaine concerné de l'ingénierie ou de l'architecture.

Dans sa réponse, le Ministre a expliqué que peuvent être considérés comme relevant du domaine concerné les domaines de spécialisation comme l'énergie, l'électrotechnique ou le génie civil.

Cette énumération ne serait pourtant pas exhaustive. Dans le cas où une spécialisation particulière est prouvée, un examen au cas pas cas est effectué pour déterminer si la formation relève effectivement du domaine concerné.

Éducation nationale et formation professionnelle

Le Médiateur se félicite de la bonne collaboration avec le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle dont les réponses sont transmises dans les délais.

Les réclamations à l'encontre du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ont été de différents ordres.

Ainsi le Médiateur a été saisi d'une réclamation concernant une demande de reconnaissance d'équivalence du bac international avec le diplôme de fin d'études secondaires.

Cette demande d'équivalence avait initialement été refusée du fait de la non-conformité du diplôme avec le règlement en vigueur.

Suite à l'intervention du Médiateur ce diplôme a toutefois pu être reconnu comme étant équivalent et ceci notamment en vertu du nouveau règlement grand-ducal du 9 mai 2008 fixant les modalités de reconnaissance d'équivalence du Baccalauréat International au diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois.

Dans certains cas le Médiateur a été amené à insister auprès du Ministère de l'Éducation nationale afin que les citoyens reçoivent enfin une réponse à leurs courriers adressés au Ministère. Dans ce contexte le Médiateur n'a cessé de rappeler que tout administré qui s'adresse à une autorité publique est en droit de recevoir une réponse.

D'autres réclamations portaient plus spécifiquement sur les demandes de parents désireux de voir inscrire leur enfant dans un autre lycée. Ainsi suite à un déménagement, un réclamant a désiré que son enfant suive ses études dans un lycée plus proche de son nouveau lieu de résidence.

Cadastre et Topographie

Le Médiateur a été saisi de deux réclamations concernant des lenteurs de procédure et de deux réclamations de personnes contestant les limites de terrain retenues par le géomètre de l'Administration. Dans ces deux dossiers il a été retenu qu'un représentant de l'Administration se rendrait sur place pour analyser une nouvelle fois l'affaire. En ce qui concerne les lenteurs reprochées, dans un des cas la demande était non fondée et dans l'autre l'Administration du Cadastre s'était engagée à y remédier dans les meilleurs délais.

Une réclamation dirigée contre le Ministre des Travaux publics et concernant le défaut d'indemnisation suite à une emprise mettait directement en cause l'Administration du Cadastre et de la Topographie. Il est apparu que l'Administration du Cadastre avait omis de procéder au mesurage malgré les rappels annuels de la part du Ministère des Travaux publics.

Police grand-ducale

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations en relation avec des avertissements taxés.

Ainsi il a été donné suite à l'intervention du Médiateur concernant un avertissement taxé dressé de façon injustifiée. En effet un chauffeur a été verbalisé pour usage d'un véhicule non couvert par une vignette fiscale valable alors qu'il roulait pourtant avec une vignette fiscale provisoire encore valable puisqu'émise moins de 30 jours à partir de la première immatriculation.

Le Médiateur n'a par contre pas pu donner suite à toute une série de réclamations mettant en cause les rappels d'avertissements taxés émis dans le cadre d'infractions routières qui restaient impayés. En effet, en vertu de la loi du 5 juin 2009 relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public, la Police Grand-Ducale a pu procéder à l'envoi de rappels relatifs à des avertissements taxés restés impayés en 2008.

Culture, Enseignement supérieur et Recherche

La collaboration entre le Médiateur et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est bonne dans la mesure où les délais de réponse fixés par le Médiateur sont respectés.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations concernant l'attribution des aides financières pour des études supérieures.

Une réclamation visait le refus de la part du Ministère d'accorder une telle aide financière au motif que la formation pour laquelle l'aide financière a été demandée ne tombait pas sous le champ d'application de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État.

Le Médiateur a toutefois fait valoir qu'aux termes de cette loi, l'aide financière peut être accordée pour des études de formation spécialisée et/ou de recherche faisant suite aux études de 2e cycle.

Le Ministère a alors admis qu'une erreur avait été commise lors de l'instruction de ce dossier alors qu'il était manifeste que les études tombaient sous le champ d'application de loi précitée. En conséquence une aide financière a été accordée.

Une autre réclamation dont a été saisi le Médiateur concernait l'admission à la formation spécifique en médecine générale.

Ainsi la réclamante ne répondait pas à la condition de nationalité telle que prévue par l'article 5 du règlement grand-ducal du 24 mai 2004 déterminant les conditions d'accès, les études ainsi que les conditions de réussite de la formation spécifique en médecine générale.

Par ailleurs le Ministère a opiné que la réclamante ne pouvait pas se référer à la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres du fait qu'elle ne serait pas membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne qui séjourne dans un État membre autre que celui dont il a la nationalité.

En effet, le conjoint de la réclamante est de nationalité luxembourgeoise.

Si le conjoint avait été un ressortissant communautaire qui se serait établi au Luxembourg, elle aurait été admise à cette formation spécifique puisque tombant sous le champ d'application de la directive 2004/38/CE.

Lors de son intervention, le Médiateur a renvoyé à la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration par laquelle la directive prémentionnée a été transposée en droit interne. L'article 12 (3) de cette loi prévoit notamment que «*Les membres de la famille, citoyens de l'Union ou ressortissants de pays tiers, d'un citoyen luxembourgeois sont assimilés aux membres de la famille du citoyen de l'Union*».

Il ressort de cette disposition que le législateur a expressément voulu exclure toute discrimination à rebours à l'égard des nationaux.

Comme cependant la décision de refus d'admission avait été prise avant l'entrée en vigueur de la loi précitée, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a invité la réclamante à lui soumettre un nouveau dossier de candidature pour l'accès à la prochaine promotion de la formation spécifique en médecine générale.

Le Médiateur a été saisi d'un dossier de la part d'un étudiant qui s'est vu refuser sa demande en obtention d'une prime d'encouragement de 2e cycle.

Le réclamant avait commencé ses études supérieures en France, à l'Université de Montpellier I, qui lui a décerné, après trois années d'études, le grade de Licence, Sciences et Techniques du Sport. Le programme d'études suivi par le réclamant à Montpellier a été conforme au processus de Bologne, le grade licence correspondant au «bachelor».

Le réclamant avait poursuivi ses études auprès de la «Deutsche Sporthochschule Köln» où il avait suivi un programme ancien non encore adapté au processus de Bologne. Ce programme était constitué de 8 semestres dont les quatre premiers sont dénommés «Grundstudium» et les quatre suivants «Hauptstudium». Le réclamant avait été admis à suivre le cycle d'études dénommé «Hauptstudium» sanctionné par le diplôme de «Diplom-Sportwissenschaftler».

Après l'obtention du grade de licence à Montpellier, le réclamant avait introduit une demande de prime d'encouragement. Le Ministère de la Culture et de l'Enseignement supérieur lui accorda une prime d'encouragement de 2e cycle d'un montant de 2.000 €.

Le Ministère a qualifié le programme d'études licence/master de l'Université de Montpellier en tant qu'études universitaires à deux degrés: un cycle d'études de prélicence et un cycle d'études du type postlicence conformément à l'article 1.4.2 de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures. En pareil cas, d'après les dispositions de la loi susvisée, la licence («bachelor») est à considérer comme un diplôme sanctionnant des études de prélicence assimilées à des études de 2e cycle.

La demande d'une prime d'encouragement introduite après l'obtention du diplôme de «Diplom-Sportwissenschaftler» fut refusée au réclamant au motif qu'une prime d'encouragement pour le 2e cycle lui avait déjà été accordée et qu'il ne pouvait plus prétendre à une seconde prime de 2e cycle.

Dans le cadre de ce dossier, le Médiateur fit savoir au Ministre que la distinction faite entre études universitaires organisées en 3 cycles d'études selon le système ancien et un programme d'études à deux degrés, à savoir prélicence et postlicence, censé refléter les innovations du processus de Bologne, est désuète et que le système de Bologne consiste actuellement en trois cycles d'études, «bachelor», «master» et doctorat. Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche précisa que la loi du 22 juin 2000 reflétait l'état de la réforme dite du processus de Bologne au début de l'année 2000, mais que le texte actuel n'est plus en accord avec l'évolution qu'a connu entre-temps ce processus. Le Médiateur estime qu'une réforme législative en ce sens devrait être mise en œuvre.

D'après l'article 4.2. de la loi susvisée du 22 juin 2000, l'année de «bachelor» (licence en France) est considérée comme équivalente à un diplôme de 2e cycle. Cette disposition est extrêmement avantageuse pour les étudiants. Le seul désavantage résulte du fait que la prime de 2e cycle est versée seulement une fois et qu'au cas où un étudiant, après avoir obtenu un premier diplôme conformément au système de Bologne, change d'université pour suivre un programme non encore adapté à ce système, le second diplôme, considéré aussi comme un diplôme de 2e cycle, ne peut plus donner droit à une nouvelle prime. En raison du changement d'université, le réclamant a perdu une prime d'encouragement, prime qui lui aurait été accordée s'il avait fait toutes ses études auprès de la même université, respectivement s'il avait changé de l'université de Cologne vers celle de Montpellier.

La question qui se posait dans ce dossier a été de savoir si cette perte de prime ne pouvait être considérée comme provenant d'une lacune de la loi permettant d'indemniser le réclamant en application du principe de l'équité. Étant donné cependant qu'en vertu de l'article 7 (2) de la loi du 22 juin 2000 susvisée, la prime de 2e cycle n'est accordée qu'une seule fois, la décision de refus se basait sur une disposition légale claire et précise. Il n'était dès lors pas suffisamment établi qu'elle allait à l'encontre de la volonté du législateur.

L'application du principe de l'équité étant exceptionnelle, ce dossier n'a pu être résolu en faveur du réclamant.

1.3. Affaires relevant des Communes

Les relations entre le Médiateur et les administrations communales sont globalement bonnes sous réserve de quelques exceptions qui confirment la règle. Certaines administrations se distinguent par la qualité des relations avec le Médiateur, comme par exemple l'Administration communale de la Ville de Luxembourg, l'Administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, mais aussi des administrations communales plus petites comme par exemple celle de Steinsel.

Par ailleurs, au vu du nombre d'affaires dont il est régulièrement saisi et qui concernent des lenteurs administratives, le Médiateur constate malheureusement que certaines communes ne sont pas équipées pour rendre un service prompt et, suivant les cas, correct aux citoyens, étant donné le manque de personnel, voire le manque de personnel qualifié, au sein de certaines structures communales.

1.3.1. Urbanisme

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations de la part de personnes qui remettaient en cause tantôt la délivrance par le bourgmestre d'autorisations de construire tantôt le refus de délivrance d'autorisations de construire.

Dans le premier cas, les réclamants se sont plaints de la délivrance par le bourgmestre d'autorisations de construire non conformes aux règlements sur les bâtisses applicables ou de son inaction face à des voisins ne respectant pas les plans de construction autorisés ou encore face à des voisins qui construisent sans autorisation.

Dans le second cas les réclamants ont déploré la non-délivrance par le bourgmestre d'une autorisation de construire pour des projets qu'ils considèrent, à tort ou à raison, comme conformes au règlement sur les bâtisses.

Plan d'Aménagement Particulier (PAP) et Plan d'Aménagement Général (PAG)

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations de personnes se plaignant du reclassement de leur terrain due à une modification du Plan d'Aménagement Général (ci-après PAG) de leur commune. Les réclamants se sont plaints de ne pas avoir été en mesure de faire valoir leurs droits, alors qu'ils n'avaient pas été informés personnellement du reclassement prévu et opéré.

La publicité applicable à la modification ponctuelle du PAG est prévue à l'article 19 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Le plan d'aménagement devient obligatoire trois jours après sa publication par voie d'affiches dans la commune. Il doit de surcroît être publié conformément à la procédure prévue pour les règlements communaux par l'article 82 de la loi communale du 13 décembre 1988 telle qu'elle a été modifiée qui prévoit la mention du règlement et de sa publication dans la commune au Mémorial et soit dans au moins deux quotidiens publiés et imprimés dans le Grand-Duché de Luxembourg soit dans un bulletin communal distribué périodiquement à tous les ménages.

Dès lors que la procédure a été respectée, le Médiateur n'est pas en position de pouvoir intervenir, alors qu'il appartient aux personnes concernées de faire les recours prévus par la loi applicable.

Dans deux autres cas le Médiateur a été saisi de réclamations portant sur l'exigence par la commune d'élaborer un Projet d'Aménagement Particulier (ci-après PAP) alors que les réclamants étaient d'avis qu'une simple autorisation de construire serait suffisante.

Les dispositions transitoires de la loi modifiée du 19 juillet 2004 étant assez peu explicites à ce sujet, il n'est en effet pas toujours aisé de distinguer entre les projets exigeant l'élaboration d'un PAP et ceux qui ne l'exigent pas.

L'article 108bis paragraphe 3 alinéa 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 relative à l'aménagement communal et au développement urbain dispose que:

«Dans le cadre de la mise en œuvre du présent article, l'obligation d'établir un plan d'aménagement particulier incombe aux communes ainsi qu'aux associations, sociétés ou particuliers dans les zones définies au

plan d'aménagement général comme zones soumises à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier et en cas de création ou de développement de lotissements de terrains ou de groupes d'habitations. On entend par groupe d'habitations deux maisons ou plus occupant un terrain qui, en raison de son étendue, de sa situation et de la condition du propriétaire, est destiné à être soumis à un lotissement.»

Cet article reprend d'ailleurs les dispositions de la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes.

Un PAP est nécessaire dans les zones définies au PAG comme zones soumises à l'élaboration d'un PAP ou en cas de création ou de développement de lotissements de terrains ou de groupes d'habitations.

Il est facilement vérifiable, au vu du PAG, si la zone où est projetée la construction est une zone soumise à un PAP ou non. Dès lors que la construction envisagée n'est pas projetée dans une zone soumise à PAP, il faudra apprécier si le projet s'analyse en la création ou le développement de lotissements de terrains ou de groupes d'habitations.

On entend par groupe d'habitations deux maisons ou plus occupant un terrain qui, en raison de son étendue, de sa situation et de la condition du propriétaire, est destiné à être soumis à un lotissement.

Le lotissement se définit à l'article 105 de la loi modifiée de 2004 comme *«la division d'un terrain en deux ou plusieurs parcelles en vue de les affecter à la construction d'un groupe d'au moins deux maisons»*.

Selon un arrêt de la Cour administrative du 13 février 2007, il suffit que l'une des trois conditions qualitatives émargées à l'article 108bis (3) alinéa 2 ne soit point vérifiée pour que l'obligation de recours à un PAP ne soit pas donnée.

Il s'agira donc dans chaque cas de vérifier si le projet s'analyse en la création ou le développement de lotissements de terrains ou si le terrain devant accueillir la construction est, en raison de son étendue, de sa situation et de la condition du propriétaire, destiné à être soumis à un lotissement.

L'appréciation à réaliser n'est pas toujours aisée et l'analyse des 3 critères au cas par cas est forcément en partie subjective. La jurisprudence a tout de même donné quelques points de repère.

Ainsi par exemple un PAP est exigé non seulement dans le cadre d'un lotissement de terrains s'accompagnant de la création d'un groupe d'habitations défini par la loi comme étant composé par deux maisons ou plus et appelé à être loti, mais également dans le cadre d'un lotissement opéré suivant la forme plus récente de la mise en lots à travers l'attribution d'un statut de copropriété conformément aux dispositions de la loi du 16 mai 1975 sur le statut de copropriété.

Il n'en reste pas moins que dans de nombreux cas, le Médiateur déplore le manque de sécurité juridique dans l'application et l'interprétation de l'article 108bis paragraphe 3 alinéa 2.

1.3.2. Inscription au registre de la population

À l'instar des années précédentes, le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations de la part de personnes auxquelles des communes refusaient l'inscription au registre de la population.

Un des cas dont le Médiateur a été saisi s'est distingué par le préjudice causé aux réclamants. Dans ce dossier, un fonctionnaire de l'Administration communale de Kopstal a soumis l'inscription d'une famille au registre de la population à la condition de la présentation, pour chaque membre de cette famille, d'un extrait d'acte de naissance. Le fait est qu'un des deux époux, de nationalité luxembourgeoise, était né dans un pays du Moyen-Orient et qu'il aurait très probablement dû attendre des mois avant d'obtenir un extrait d'acte de naissance. Or, aucune disposition législative ni réglementaire ne prescrit la présentation d'un extrait d'acte de naissance en vue d'une inscription au registre de la population. S'il s'agissait de s'assurer de l'identité du requérant, le livret de famille aurait dû suffire, alors qu'au moment du mariage, un extrait d'acte de naissance avait obligatoirement été présenté.

L'obstination de ce fonctionnaire et le laisser-faire du bourgmestre ont dépassé les limites du tolérable quand le 7 juin 2009, jour des élections législatives, les réclamants se sont vu refuser le droit de vote.

En effet ils étaient rayés des listes électorales de leur commune de départ et n'avaient pas été ajoutés sur la liste de la commune d'arrivée, sous prétexte qu'ils n'étaient pas inscrits au registre de la population.

Or, l'inscription au registre de la population ne conditionne en aucun cas l'inscription sur les listes électorales.

L'article 10 de la loi électorale du 18 février 2003, telle que modifiée par la loi du 19 décembre 2008 dispose que:

«Le domicile électoral du citoyen est au lieu de sa résidence habituelle, c'est-à-dire où il habite d'ordinaire.

En cas de changement de domicile, le transfert du droit de vote dans la nouvelle commune est obligatoire. Le bourgmestre de la commune de départ notifie le changement de domicile à la commune d'arrivée. Le bourgmestre de la nouvelle résidence porte l'électeur sur la liste électorale de la nouvelle résidence. Le bourgmestre de la commune de départ le raye de la liste électorale de cette commune. […]

Pour la détermination du domicile électoral, la preuve de la résidence habituelle peut être apportée par tout moyen.»

En refusant aux réclamants l'exercice de leur droit de vote, les responsables de cette décision se sont rendus coupables de la violation d'un droit fondamental. Les autorités communales, réticentes à l'inscription au registre de la population, auraient dû inscrire les intéressés sur les listes électorales.

Après plusieurs interventions nécessaires de la part du Médiateur et du Ministre de l'Intérieur, la famille concernée a enfin pu être inscrite au registre de la population de la commune d'arrivée.

Il reste toutefois déplorable que les intéressés aient été privés de leur droit de vote.

Se pose, dans un tel cas, la question de la responsabilité et de la responsabilisation des élus communaux qui laissent ainsi agir à son gré un de leurs fonctionnaires.

Il échet de rappeler dans ce contexte que la loi communale du 13 décembre 1988 dispose en son article 63 que:

«En cas d'inconduite notoire, de faute ou de négligence graves, le bourgmestre peut être suspendu de l'exercice de ses fonctions par le Grand-Duc, pour un temps qui ne pourra excéder trois mois, sauf à être renouvelé par décision motivée. Il peut également être démis. Il est préalablement entendu par le ministre de l'Intérieur ou son délégué. Le bourgmestre démis ne peut siéger au collège des bourgmestre et échevins jusqu'au renouvellement du conseil communal qui suit sa démission.»

Dans un autre dossier, les responsables communaux avaient refusé l'inscription d'un mineur au registre de la population en motivant leur décision par le fait que le propriétaire de l'appartement donné en location au père de l'enfant ne souhaitait pas qu'une personne de plus habite dans son appartement qu'il estimait trop petit pour la famille nombreuse qui y logeait et qui s'était agrandie au fil des années.

Le bourgmestre estimait que cette décision était dictée par le bon sens dès lors que l'inscription de personnes à une adresse déterminée et contre le gré du propriétaire lui paraissait insensée.

Le Médiateur est intervenu pour expliquer qu'il n'appartient pas à une commune de refuser l'inscription d'une personne à l'adresse où elle établit sa résidence habituelle en invoquant pour cela la volonté du propriétaire et que les problèmes qui peuvent exister de manière générale entre un locataire et son propriétaire ne sauraient être invoqués pour refuser l'inscription d'une personne à une adresse donnée à laquelle la personne entend établir sa résidence habituelle.

Finalement le bourgmestre a suivi les arguments du Médiateur en acceptant de faire inscrire la personne concernée au registre de la population.

Enfin le Médiateur a été saisi de réclamations de la part de personnes qui se plaignaient d'un refus d'inscription au registre de la population, dans des cas où le bourgmestre justifiait le refus en indiquant que les logements ne remplissaient pas les conditions de salubrité nécessaires.

Si le Médiateur comprend fort bien le souci des autorités communales dans ces affaires, il n'en reste pas moins que les communes ne sauraient invoquer l'insalubrité d'un logement pour refuser l'inscription au registre de la population, alors que nombre de droits sont liés à cette inscription.

Le Médiateur a rappelé aux autorités communales qu'elles devaient engager une procédure séparée en vue de déclarer les logements insalubres afin que plus personne ne puisse y habiter.

Le Médiateur se doit d'insister sur l'intérêt direct et personnel des citoyens de se voir inscrire au registre de la population. Il suffit pour cela de voir le nombre de demandes qui exigent la production d'un certificat de résidence: demande en obtention du revenu minimum garanti, inscription d'un enfant à l'école, déclaration de naissance, demande de renouvellement de la carte d'identité, aides sociales, subsides pour étudiants, attestation d'enregistrement, etc.

Le 28 octobre 2008, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ont déposé un projet de loi relatif aux registres communaux des personnes physiques (document parlementaire n°5949).

Ce projet prévoit notamment que le registre communal est composé d'un registre principal et d'un registre d'attente sur lequel seront inscrites les personnes dont l'inscription au registre principal ne se justifie pas ou pas encore au moment de l'inscription.

L'inscription sur un registre d'attente peut à terme aboutir soit à une inscription au registre principal soit à une radiation du registre communal.

L'existence d'un tel registre d'attente permettra le maintien des droits de personnes se trouvant dans une situation incertaine.

Ainsi il ne sera plus question pour une commune de refuser l'inscription d'une personne au registre de la population pour des questions d'urbanisme, de salubrité ou d'aménagement du territoire. Cette inscription au registre d'attente donnera l'occasion aux autorités communales d'entamer les actions nécessaires pour faire cesser des situations de non-respect de dispositions légales où réglementaires.

Actuellement, comme indiqué ci-avant, des communes refusent l'inscription au registre de la population pour des motifs d'insalubrité, or elles n'ont pas le droit de le faire tant qu'elles n'ont pas fait déclarer le logement insalubre et ordonné aux occupants de quitter les lieux. Le projet de loi prévoit dans ces cas une inscription au registre d'attente et l'obligation pour les autorités communales d'entamer dans les trois mois une action visant le cas échéant à une décision de quitter les lieux, seule décision qui pourra justifier une radiation du registre communal.

1.3.3. Droit de vote

Ici le Médiateur voudrait se référer au cas décrit ci-avant d'un couple qui, lors des dernières élections législatives, n'a pas été admis, à tort, à participer au vote alors que la commune avait auparavant refusé d'inscrire les personnes concernées au registre de la population de la commune.

Le Médiateur a encore été saisi d'une réclamation à l'encontre d'une administration communale en raison du refus qu'elle lui a opposé d'exercer son droit de vote.

La personne en question n'avait pas reçu de convocation. Elle ne s'en était pas inquiétée dès lors que, suivant les informations de la commune, il lui suffirait de se présenter au bureau électoral muni d'une carte d'identité. Le 7 juin 2009, lorsque le réclamant se présenta au bureau de vote, les responsables du bureau ne l'ont pas admis au vote du fait qu'apparemment il ne figurait pas sur la liste des électeurs, mais au contraire figurait sur une liste de personnes privées du droit de vote.

Étant sûr que ceci n'était pas le cas, le réclamant se renseigna auprès du service du casier judiciaire où il lui fut confirmé qu'il n'avait pas subi de condamnation le privant du droit de vote.

Selon les explications de la commune, la loi électorale du 18 février 2003 qui prévoit l'exclusion de l'électorat n'est pas appliquée à la lettre. L'article 11 de la loi prévoit en effet que les radiations des listes s'effectuent sur base du jugement prononçant l'interdiction et normalement la copie du dispositif du jugement est envoyée à cet effet au collège des bourgmestres et échevins de la commune de résidence du condamné.

Selon le bourgmestre, les communes ne recevraient pas copie des dispositifs, peut-être par souci de discrétion. Le bourgmestre explique que traditionnellement le Parquet envoyait aux communes une simple liste des personnes nouvellement privées du droit de vote. Les communes ne connaîtraient donc pas la durée de l'interdiction. Il serait demandé aux condamnés de s'occuper eux-mêmes de leur réinscription une fois la peine écoulée.

Le bourgmestre souligne que la non-application stricte de l'article 11 de la loi électorale par le Ministre de la Justice ou ses services est en partie à l'origine du malentendu et estime que l'information des communes devrait être beaucoup plus claire.

En 2009 deux listes ont été adressées à la commune. Le bureau d'état civil qui s'occupe des listes électorales aurait cependant, selon le bourgmestre, mal interprété le sens de ces deux listes pensant qu'il s'agissait de condamnations nouvelles s'ajoutant aux existantes.

Or, selon la commune, le réclamant était inscrit sur une liste de 2007.

Il s'y ajoute que le réclamant dément avoir été privé du droit de vote, de sorte qu'il reste pour l'heure inexpliqué comment il s'est retrouvé inscrit sur une des listes transmises à la commune au cours des années passées.

Le Médiateur s'est adressé au Ministre de la Justice afin de clarifier la situation à propos de l'article 11 de la loi électorale.

Selon les informations du Parquet Général, l'article 11 de la loi électorale du 18 février 2003, telle que modifiée par la loi du 19 décembre 2008, qui impose au Ministre de la Justice la transmission de la copie du dispositif du jugement à la commune de résidence du condamné, a fait l'objet d'une réunion de concertation entre les représentants du Ministère de l'Intérieur, des Communes, du Parquet Général et du Commissariat de District en date du 11 février 2009.

À l'heure actuelle le Service du casier judiciaire adresse directement à la commune de résidence du condamné une note contenant toutes les informations extraites du dispositif de la décision et une information claire et précise concernant la radiation à effectuer.

Quant à la durée de l'interdiction du droit de vote, le Parquet Général souligne qu'elle est susceptible d'être affectée par des mesures consécutives, entre autres par des décisions de grâce grand-ducale et de réhabilitation (judiciaire et de droit).

C'est la raison pour laquelle il a été convenu que le Service du casier judiciaire continuerait, comme par le passé, à adresser aux communes une liste actualisée comprenant les interdictions de vote, ceci avant chaque élection.

Toutes les communes ont dès lors reçu début mars 2009 une première liste. Certaines communes ont reçu au courant du mois de mars une liste complémentaire étant donné qu'en raison d'un problème informatique la première liste n'était pas complète.

Or, selon les informations du service du casier judiciaire, le réclamant ne figurait pas sur les listes de 2009.

De même, en date du 20 février 2009, une circulaire a été adressée aux communes par le Ministère de l'Intérieur, laquelle les informait qu'une information de la part du Parquet Général sur les personnes touchées par l'article 6 de la loi électorale du 18 février 2003 relative aux personnes exclues de l'électorat serait communiquée à chaque commune en temps utile avant chaque échéance électorale.

Le Médiateur ne s'explique à l'heure actuelle pas pourquoi la commune a commis cette erreur, ni comment le réclamant s'est retrouvé inscrit sur la liste de l'année 2007. Cette erreur est d'autant plus grave qu'elle a privé le réclamant d'un droit fondamental dont doit bénéficier tout citoyen.

1.3.4. Affaires communales générales

Le Médiateur est régulièrement saisi de réclamations relatives au paiement de taxes diverses, à la mise en cause de la responsabilité de la commune du fait de dommages subis à l'occasion de travaux publics ou encore à la non-application du règlement de police en cas de trouble à l'ordre ou à la tranquillité publics.

En ce qui concerne les taxes, elles sont généralement fixées par règlement, de sorte qu'il n'est pas de la compétence du Médiateur d'en discuter la légalité.

Pour ce qui est des questions de responsabilité, il arrive souvent que les communes sont réticentes à reconnaître une quelconque responsabilité et préfèrent que cette question soit tranchée par le juge.

Concernant enfin l'application des règlements de police, le Médiateur constate que bien souvent les réclamants font état d'un trouble de voisinage pour demander l'intervention du bourgmestre sur base du règlement de police et des dispositions relatives à l'ordre et à la tranquillité publics.

Le Médiateur se doit alors de rappeler que l'intervention du bourgmestre sur base du règlement de police est limitée et ne saurait partant valoir dans des cas de troubles isolés qui relèvent plus du trouble du voisinage que du trouble à l'ordre public.

1.4. Affaires concernant des Établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF, et le FNS)

1.4.1. Affaires de Sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM, de la CNPF et du FNS

A. Sécurité sociale

Le Médiateur entretient de bonnes relations avec les organismes de Sécurité sociale qui répondent en général à la saisine du Médiateur dans les délais impartis.

Accès des assurés à l'information

Le Médiateur avait insisté dans ses rapports d'activité précédents sur un meilleur accès des assurés sociaux à l'information en matière de Sécurité sociale afin qu'ils puissent s'informer au mieux sur leurs droits et obligations.

Le Médiateur constate une amélioration sensible de l'information «électronique» transmises aux citoyens dans les différents domaines de la Sécurité sociale et plus généralement de la Santé par la mise en ligne d'un nouveau site Internet, le portail santé (http://www.sante.public.lu).

Ce site Internet regroupe des informations dans le domaine de la Santé en général de même qu'il précise et complète un certain nombre d'informations en matière de Sécurité sociale dont notamment les modalités et conditions de remboursement en matière de traitement ambulatoire et stationnaire à l'étranger.

Les sites Internet des nouvelles Caisse nationale de santé et Caisse nationale d'assurance pension ont certes subi quelques modifications visuelles, mais le Médiateur n'a pu constater aucune modification substantielle quant au contenu des informations diffusées.

Le Médiateur ne constate aucune amélioration quant à l'accessibilité générale des citoyens aux décisions juridictionnelles en matière de Sécurité sociale au sens large (incluant l'ADEM, la CNPF et la Commission mixte de reclassement).

Par ailleurs, le Médiateur n'est pas informé d'un quelconque projet d'élaboration d'une «Pasicrisie sociale» consacrée à la jurisprudence en matière de Sécurité sociale à l'image de la Pasicrisie en matière administrative ou d'un site Internet regroupant les jurisprudences importantes.

L'égalité des armes entre le citoyen, qui n'a pas d'accès aux décisions juridictionnelles importantes en la matière, et l'administration, qui dispose de ces jurisprudences, n'est dès lors toujours pas garantie.

Le Médiateur voudrait une nouvelle fois insister sur la mise en place d'un Guichet unique en matière de Sécurité sociale qui devrait être accessible à tout appel et demande d'informations de la part des assurés sociaux.

Caisse nationale de santé

Le Médiateur a été saisi par une réclamante qui avait été victime d'un cancer du sein et qui, suite au traitement lourd (opérations, chimiothérapie, etc.) de sa maladie, avait été en incapacité de travail pendant près de 52 semaines, limite maximale d'indemnisation par la Caisse nationale de santé. La réclamante a bénéficié d'une mesure de reclassement interne et elle a pu reprendre son travail suivant un régime allégé.

Une nouvelle intervention chirurgicale est néanmoins encore prévue pour le mois d'octobre 2009, de sorte que la réclamante dépasserait la limite de 52 semaines d'incapacité de travail prises en charge par la Caisse nationale de santé.

Le Médiateur a rendu attentif la réclamante sur le fait que la Caisse nationale de santé peut prendre en charge certaines périodes d'incapacité de travail au-delà de la 52e semaine et ce sur fondement de l'article 186, alinéa 4 des statuts de l'UCM.

Le prédit article prévoit *«qu'à la demande écrite de l'assuré, l'indemnité pécuniaire est accordée, par dérogation à l'alinéa 1er qui précède, au-delà de la limite des cinquante-deux semaines pour une ou plusieurs périodes d'incapacité de travail ne dépassant au total pas quatorze jours par mois de calendrier sur avis favorable du Contrôle médical de la sécurité sociale estimant que l'assuré est incapable de travailler sans être atteint d'invalidité permanente ou transitoire, à condition qu'au moment de la survenance de l'incapacité de travail l'assuré ait exercé une activité professionnelle soumise à l'assurance et que la période en question ne donne droit ni à l'octroi d'une rente accident plénière, ni à la conservation légale de la rémunération. Avant d'émettre son avis, le Contrôle médical de la sécurité sociale peut demander l'établissement par le médecin traitant d'un certificat détaillé et motivé.»*

La Caisse nationale de santé avait informé le Médiateur que d'une manière générale, au cas où la limite des 52 semaines d'indemnisation est atteinte, toute personne malade peut bénéficier sur demande de l'application des dispositions de l'article 186, alinéa 4, des statuts de l'UCM à condition de remplir les prescriptions prévues à cette disposition, chaque fois qu'elle tombe malade pour une courte durée (infections bénignes, etc.) sans que cette prise en charge puisse dépasser 14 jours par mois de calendrier.

La réclamante ignorait l'existence de cette procédure et le Médiateur lui a dès lors suggéré d'introduire, sur fondement de l'article 186, alinéa 4 des statuts de l'UCM, une demande écrite accompagnée d'un certificat médical auprès de la Caisse nationale de santé afin de bénéficier d'une prise en charge maximale de 14 jours pour le mois dans lequel elle subira son opération (octobre 2009) alors que la limite de 52 semaines d'indemnisation était déjà atteinte.

Des dossiers sont régulièrement soumis au Médiateur mettant en lumière les problèmes qui se posent dans l'application de la jurisprudence Decker/Kohll de la Cour de Justice des Communautés européennes.

Une réclamante s'était vu prescrire par son médecin traitant une orthèse dans le but de soigner une tendinite. Le médecin lui ayant recommandé de la mettre le plus rapidement que possible, elle préféra traverser la frontière et se procurer l'orthèse auprès d'une pharmacie à Volmerange-les-Mines plutôt que d'attendre le lendemain pour se déplacer à Luxembourg ou à Esch-sur-Alzette où elle aurait pu l'acheter uniquement auprès d'un magasin d'orthopédie.

La Caisse nationale de santé lui a cependant refusé le remboursement de l'orthèse au motif que cet article, prévu dans les dispositions de la nomenclature des orthopédistes-bandagistes, est uniquement remboursé au Luxembourg en cas d'acquisition auprès d'un orthopédiste-bandagiste.

En principe, la Caisse est parfaitement en droit d'opposer aux assurés la nomenclature luxembourgeoise et de refuser une prise en charge non prévue par celle-ci. Il ne faut pas cependant que cet argument soit opposé dans des cas où un remboursement est bien prévu dans la nomenclature luxembourgeoise. Une prise en charge ne saurait être refusée au hasard des divergences qui existent par la force des choses entre le Luxembourg et un pays limitrophe en matière d'organisation des professions médicales, paramédicales et des prestataires de services de santé.

Association d'Assurance contre les Accidents

Le Médiateur a été saisi d'un dossier relatif au calcul d'une rente de maladie professionnelle par l'Association d'Assurance contre les Accidents (AAA). Il s'agissait d'une personne qui exploitait un «nail studio» qu'elle avait été contrainte d'abandonner en raison d'une allergie.

Conformément à l'article 98 du Code de la Sécurité sociale, est pris en considération pour le calcul de la rente, le revenu professionnel des douze mois de calendrier précédant celui de la survenance de l'accident ou de la maladie professionnelle.

La réclamante avait dû arrêter son activité professionnelle de manucure pour raison de maladie au milieu de l'année 2005. L'exercice 2005 se termina pour elle par une perte, qui s'explique du fait que jusqu'à la fin de la liquidation de son exploitation, elle avait eu les mêmes frais fixes, mais ne disposa plus des rentrées d'argent provenant de son activité de manucure. La perte de l'exercice 2005 était donc due précisément par l'arrêt de cette activité pour cause de maladie professionnelle

Le comité-directeur de l'Établissement d'Assurance contre la Vieillesse et l'Invalidité fixa le début de l'indemnisation due à la réclamante au 7 juillet 2005. Pour le calcul de la rente, il prit en compte une période de référence débutant le 1er juillet 2004 et se terminant au 30 juin 2005

Pour ce qui est du revenu relatif aux six derniers mois de l'année 2004, il le fixa au montant de 13.314,84 €. Quant aux six premiers mois de l'année 2005, il l'évalua à zéro du fait que le revenu net de 2005 de la réclamante avait accusé une perte.

Les pertes provenaient de la période située après le 30 juin 2005. Or, cette période ne devrait pas être prise en compte du tout puisqu'elle ne faisait pas partie de la période de référence. Cependant, pour le calcul du revenu professionnel de l'assuré mis en compte comme assiette cotisable pour les six premiers mois de l'année 2005, l'AAA a pris en compte le revenu de l'année entière 2005 se dégageant de la comptabilité annuelle.

Pour respecter la lettre et l'esprit de l'article 98, il aurait fallu chiffrer le revenu professionnel réalisé par la réclamante durant les seuls six premiers mois de l'année 2005, ce qui était cependant difficile à réaliser, car il aurait fallu refaire toute la comptabilité.

La question se posa de savoir si l'AAA était en droit de se référer au revenu négatif de l'année 2005 pour calculer la rente. Il fallait en effet ne pas oublier que la perte pour cette année provenait précisément du fait que la réclamante avait arrêté son exploitation au milieu de l'année 2005 pour raison de maladie professionnelle et qu'elle avait procédé ensuite à la liquidation de son commerce. Or c'était précisément ce revenu nul qui fut pris en compte pour le calcul de la rente censée l'indemniser.

Le Médiateur critiqua ce calcul de la rente comme inéquitable et non conforme à l'esprit de l'article 98 du Code de la Sécurité sociale. Il proposa à l'administration d'effectuer le calcul sur la base des six derniers mois de l'année 2004 en procédant conformément à l'alinéa 2 de l'article 98 du Code de la Sécurité sociale libellé comme suit: *«le revenu annuel servant de base au calcul de la rente est obtenu en multipliant par douze la moyenne de l'assiette cotisable et de l'indemnité pécuniaire se rapportant aux mois de calendrier entièrement couverts.» Ce mode de calcul aurait donné un revenu d'un montant de* $\frac{13.314,84}{6}$ € x 12 = 26.623 €.

L'AAA ne donna pas suite à cette proposition, ce qui obligea la réclamante à engager une procédure judiciaire.

Un autre dossier fut soumis au Médiateur concernant un accident de travail dont a été victime une vendeuse quelques minutes avant l'ouverture du magasin à 9.00 heures du matin. Il s'agissait d'une chute survenue au moment où la réclamante prit une tasse de thé au réfectoire dudit magasin.

Les vendeuses obligées d'être présentes à l'heure précise de l'ouverture sont tenues d'arriver plus tôt à leur lieu de travail. Elles gagnent d'abord leur vestiaire pour revêtir leur tenue de travail et passent ensuite quelques moments libres en attendant l'ouverture du magasin. La question qui se posait dans ce dossier était celle de savoir si cet accident se trouvait en relation connexe avec l'activité assurée par l'Association d'Assurance contre les Accidents (AAA). La position du Médiateur a été que le fait d'attendre tout simplement l'ouverture du magasin dans un local faisant partie de l'entreprise se trouve dans une relation de connexité avec le travail, car le but de cette attente est précisément l'activité professionnelle. Il précisa que l'obligation imposée aux salariés d'être présents exactement à 9.00 heures à leur poste de travail, les oblige à se trouver dans l'immeuble de l'employeur avant cette heure. Les quelques moments qu'ils y passent avant le début du travail leur sont donc imposés par la force des choses et ce temps est en relation avec le travail.

L'AAA a néanmoins refusé de suivre le Médiateur et refusa la prise en charge de l'accident au motif que la présence de la réclamante dans la cantine était dictée par des raisons personnelles, que l'accident n'était pas survenu au cours ni par le fait de l'exécution du travail et qu'au moment de l'accident elle n'exerçait aucune activité dans l'intérêt de l'entreprise. Le Conseil arbitral amené à trancher le dossier réforma à juste titre la décision de refus de l'AAA.

Commission mixte de reclassement

Les délais de réponse de la Commission mixte de reclassement aux courriers du Médiateur sont beaucoup trop longs.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations concernant la procédure de reclassement des travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail conformément aux articles L.551-1. à L.552-3. du Code du Travail.

Certaines difficultés relatives à la procédure de reclassement ont été relevées par le Médiateur dans sa recommandation n°38-2009.

Par ailleurs, la procédure de reclassement telle qu'elle fonctionne actuellement appelle du Médiateur les observations suivantes.

L'article L. 552-2. du Code du Travail prévoit que si, sur base d'un avis motivé établi par le médecin traitant, le Contrôle médi-

cal de la Sécurité sociale estime que le travailleur est susceptible de présenter une incapacité de travail pour son dernier poste de travail, il saisit la Commission mixte du dossier en accord avec l'intéressé.

Si au contraire, le Contrôle médical de la Sécurité sociale estime qu'un assuré ne présente pas une incapacité pour exercer son dernier poste de travail et qu'il décide de ne pas saisir la Commission mixte d'une demande de reclassement, l'intéressé n'en n'est pas informé par une décision susceptible de recours.

Le Médiateur est bien évidemment conscient du contentieux non négligeable qu'engendrerait l'obligation pour le Contrôle médical de la Sécurité sociale de transmettre systématiquement une décision susceptible de recours à la personne concernée lorsqu'il estime que celle-ci ne présente pas une incapacité pour exercer son dernier poste de travail.

Le Médiateur estime néanmoins qu'un mécanisme de saisine de la Commission mixte devrait être mise en place lorsque le médecin-conseil du Contrôle médical de la Sécurité sociale n'engage pas la procédure de reclassement au motif que l'intéressé est apte à reprendre son ancien poste de travail alors qu'au contraire le médecin spécialiste traitant l'intéressé est d'avis que celui-ci est incapable d'occuper son dernier poste de travail.

L'article L.326-6. du Code du Travail prévoit que si un travailleur reprend son activité après une absence ininterrompue de plus de six semaines pour cause de maladie ou d'accident de travail, l'employeur est tenu d'en avertir le médecin du travail. Le médecin peut soumettre le travailleur à un examen médical ayant pour but d'apprécier son aptitude à reprendre son ancien emploi ou de déterminer l'opportunité d'une mutation, d'une réadaptation ou d'une adaptation du poste.

Le Médiateur estime qu'il serait opportun d'envisager une modification du prédit article en ce sens que lorsque le médecin du travail partage, lors de son examen médical qu'il effectue dans le cadre l'article L.326-6. du Code du Travail, l'appréciation du médecin traitant que l'assuré est manifestement incapable d'exercer son dernier poste de travail, il transmet ce dossier au médecin-conseil du Contrôle médical de la Sécurité sociale afin que ce dernier engage la procédure de reclassement.

Par ailleurs, un dossier a été soumis au Médiateur par une personne bénéficiant d'un reclassement interne comportant une réduction du temps de travail à 16 heures par semaine. Elle devint victime d'une aggravation de ses symptômes de dorsolombalgie qui rendaient impossible une reprise de travail en tant que chauffeur professionnel. À l'approche de la 52e semaine de congé de maladie, la réclamante introduisit une demande en obtention d'une pension d'invalidité qui fut cependant rejetée par la caisse de pension.

La Commission mixte, quant à elle, décida la mise en suspens du dossier en vertu de l'article 551-6 du Code du Travail aux termes duquel *«(1) La commission mixte prévue à l'article L.552-1 ne peut décider un nouveau reclassement d'un travailleur endéans l'année suivant la décision de reclassement précédente»*.

Le Médiateur entreprit par la suite des démarches auprès de l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale en vue de l'octroi à la réclamante d'une pension d'invalidité jusqu'à la fin du délai susvisé d'une année. Comme suite à l'avis favorable du Médecin-Directeur, la réclamante s'est vu allouer une pension d'invalidité transitoire. Ce dossier a pu être résolu favorablement, car dès le retrait de la pension d'invalidité, la Commission mixte pourra prononcer un reclassement externe.

Une autre affaire similaire en cours concernant une ouvrière, reclassée interne, travaillant dans un supermarché n'a pas encore pu être menée à bonne fin.

Dans ce dossier, le médecin du travail avait conclu qu'un reclassement interne serait problématique pour cette ouvrière et avait demandé un reclassement externe à la Commission mixte. Dans un courrier, l'employeur avait également conclu en ce sens. La Commission mixte décida cependant que ce dernier n'avait pas rapporté la preuve que le reclassement interne lui causerait des préjudices graves et que, par conséquent, il n'y avait pas lieu de le dispenser du reclassement interne en vertu de l'article L.551-3 du Code du Travail. Par la suite, après avoir occupé pendant quelque temps un nouveau poste en tant que caissière, la réclamante tomba à nouveau malade et déclara n'être plus à même d'exercer le travail imparti.

Elle se vit cependant refuser une pension d'invalidité au motif qu'elle ne pouvait pas être considérée comme atteinte d'invalidité au sens de l'article 187 du Code de la Sécurité sociale. Suite à l'intervention du Médiateur, l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale maintint cette décision de refus en raison du fait qu'une aggravation significative de l'état de santé de l'assurée n'a pu être constatée depuis la décision de reclassement.

Ce dossier montre les problèmes qui se posent dans le cadre du reclassement interne et qui mettent en évidence la nécessité d'une intervention plus active du médecin du travail conformément à la mission légale qui lui est assignée. L'employeur n'ayant introduit aucun recours contre la décision de reclassement est tenu de l'exécuter quitte à procéder à une réorganisation de son entreprise de façon à créer un emploi pour la personne reclassée qui soit adapté aux capacités résiduelles de cette dernière.

B. Administration de l'Emploi (ADEM)

Dans son rapport d'activité 2007/2008, le Médiateur avait analysé de près le fonctionnement de l'Administration de l'Emploi. Dans ce contexte, il avait formulé un certain nombre de propositions visant une réforme structurelle de l'ADEM.

Le Médiateur salue que ses propositions ont été largement partagées par le Ministre du Travail et de l'Emploi.

La Commission du Travail et de l'Emploi a également appuyé ses propos dans son rapport pour avis dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activités du Médiateur (2007-2008).

Le Médiateur prend note que le gouvernement s'est engagé à créer un établissement public dénommé: «Agence luxembourgeoise pour l'Emploi» qui sera géré par un conseil d'administration à caractère tripartite et par un comité directeur qui prendra ses décisions de manière collégiale.

La collaboration entre les services de l'Administration de l'Emploi (ADEM) et le Médiateur est satisfaisante dans la mesure où l'ADEM répond généralement aux interventions du Médiateur dans les délais qui lui ont été impartis.

Suite à l'intervention du Médiateur a été annulée la sanction prise par le Directeur de l'ADEM de retirer à Madame G. l'indemnité de chômage pour 7 jours pour non-présentation auprès du placeur alors que la réclamante a rapporté la preuve que le placeur avait été absent le jour de la convocation.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations concernant l'attribution de l'aide au réemploi.

La plupart de ces réclamations étaient non fondées puisque les décisions prises par l'ADEM étaient conformes aux dispositions du Règlement grand-ducal du 17 juin 1994 modifié fixant les modalités et conditions d'attribution d'une aide au réemploi.

Commission spéciale de réexamen

Le Médiateur constate avec satisfaction qu'il n'est plus saisi de réclamations faisant état de longs délais mis par la Commission spéciale de réexamen pour statuer sur les recours introduits en vue d'un réexamen des décisions portant notamment sur l'attribution, le maintien, le refus ou le retrait des indemnités de chômage prises par le Directeur de l'ADEM ou par des fonctionnaires délégués à cet effet.

Le Médiateur prend acte que suivant les informations du Ministre du Travail et de l'Emploi le délai entre le dépôt du recours et la décision prise par la Commission ne dépasse plus les 2 mois. Le renforcement du personnel et les améliorations informatiques tels qu'introduits en 2008 à la suite de l'intervention du Médiateur ont donc porté leurs fruits.

C. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Le nombre de réclamations dont a été saisi le Médiateur à l'encontre de la Caisse nationale des Prestations familiales reste considérable.

Le Médiateur apprécie la bonne collaboration entretenue avec les responsables de la Caisse dont les prises de position lui sont généralement transmises dans les délais impartis. En plus des réunions entre le Médiateur et le Président sont régulièrement organisées.

De façon générale, les réclamants se sont plaints de la quasi-impossibilité de joindre la Caisse par téléphone et d'obtenir une réponse à leurs courriers. Ainsi les personnes concernées ignorent quelles suites sont réservées à leurs dossiers.

Certains réclamants ont soulevé, par ailleurs, que le paiement de leurs allocations familiales a été suspendu ou arrêté sans aucune explication

Le Médiateur se doit de constater que ni ses propositions ni celles du Président de la Caisse visant à faciliter l'accès et le travail de la Caisse notamment par un renforcement des effectifs n'ont trouvé de suites concrètes et ce nonobstant la décision prise par le gouvernement de prévoir 25 postes supplémentaires dans le cadre du numerus clausus pour l'exercice 2009.

Les réclamations dont a été saisi le Médiateur relèvent de différents ordres.

Un certain nombre de réclamations ont porté sur les conditions à remplir pour pouvoir entrer dans le bénéfice des allocations familiales.

L'article Art. 269 du Code de la Sécurité sociale prévoit notamment qu'*«A droit aux allocations familiales dans les conditions prévues par le présent chapitre, a) pour lui-même, tout enfant résidant effectivement et d'une façon continue au Luxembourg et y ayant son domicile légal; b) pour les membres de sa famille, conformément à l'instrument international applicable, toute personne soumise à la législation luxembourgeoise et relevant du champ d'application des règlements communautaires ou d'un autre instrument bi- ou multilatéral conclu par le Luxembourg en matière de sécurité sociale et prévoyant le paiement des allocations familiales suivant la législation du pays d'emploi.*

La condition suivant laquelle l'enfant doit avoir son domicile légal au Luxembourg est présumée remplie dans le chef de l'enfant mineur lorsque la personne

- auprès de laquelle l'enfant a son domicile légal conformément à l'article 108 du code civil, ou bien

- dans le ménage de laquelle l'enfant est élevé et au groupe familial de laquelle il appartient en application de l'article 270, a elle-même son domicile légal au Luxembourg conformément à l'alinéa 3.

Est considérée comme ayant son domicile légal au Luxembourg pour le besoin de la présente loi toute personne qui est autorisée à y résider, y est légalement déclarée et y a établi sa résidence principale.»

Les personnes concernées doivent attendre la remise de leur titre de séjour avant de pouvoir prétendre aux prestations familiales. Des délais dans la délivrance de ce titre peuvent donc considérablement retarder l'octroi des allocations dues.

Dans une affaire dont a été saisi le Médiateur la Caisse avait arrêté le paiement des allocations familiales pendant la période durant laquelle la réclamante attendait le renouvellement de son titre de séjour. Au vu d'une période d'attente supérieure à 11 mois, le Médiateur a fait valoir que ce délai excessivement long ne pouvait être imputé à la réclamante. Finalement la Caisse a été disposée à verser les allocations familiales à partir du jour de la demande de renouvellement de l'autorisation de séjour.

Dans une autre affaire, la Caisse a également refusé de verser des allocations familiales à un enfant placé définitivement dans une famille à Luxembourg. En effet la Caisse a retenu qu'à défaut de preuve du séjour régulier à Luxembourg de la mère et de son enfant, la famille d'accueil ne pourrait pas bénéficier des allocations familiales.

Le Médiateur a fait valoir que bien que la mère ne disposât pas d'un titre de séjour à Luxembourg, le séjour de son fils était régulier comme en témoignait son attestation d'enregistrement. Par ailleurs par le jugement ayant ordonné le placement de l'enfant dans une famille à Luxembourg, tous les attributs de l'autorité parentale ont été transférés à la personne à qui le mineur a été confié.

En suivant les arguments du Médiateur, la Caisse a finalement procédé au paiement des prestations familiales.

D'autres réclamations dont était saisi le Médiateur concernaient le paiement des allocations familiales en cas d'études des enfants, au-delà de l'âge de dix-huit ans.

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation où la Caisse avait suspendu le paiement des allocations familiales alors que l'étudiant ne pouvait plus suivre les cours pour raisons de santé. À ce moment la Caisse avait informé les réclamants que les interruptions d'études pour raisons de santé pouvaient sous certaines conditions être assimilées aux études dans la mesure où celles-ci étaient reprises après la maladie.

Toutefois, dans le cas d'espèce, lors de la reprise des études, la Caisse n'a pas pris en compte la période d'interruption, mais a simplement payé les allocations à partir de la reprise effective des cours.

Suite à l'intervention du Médiateur, la Caisse a finalement accepté de verser les allocations familiales même pendant la période d'interruption due à la maladie.

Dans une réclamation dont avait été saisi le Médiateur un réclamant a fait valoir qu'il ne s'est rendu compte que 10 ans après la naissance du cadet de ses 3 enfants qu'il n'avait pas touché toutes les prestations familiales auxquelles il pouvait prétendre alors qu'il avait pourtant dûment signalé la naissance de ses enfants à la Caisse.

Dans un premier temps la Caisse a refusé le paiement des prestations familiales au-delà du délai de 2 ans et ce en vertu de l'article 313 du Code de la Sécurité sociale qui retient notamment que les arrérages non payés se prescrivent par deux ans.

Or, le Médiateur a fait valoir que le réclamant avait rempli toutes les diligences nécessaires pour pouvoir prétendre aux différentes prestations et que la non-liquidation de ces prestations résulterait dès lors d'un dysfonctionnement de la Caisse.

Le Médiateur a également constaté qu'il est difficile pour les citoyens d'identifier les prestations qui leur sont versées alors qu'en principe le versement des prestations se fait sans aucune indication précise et détaillée. Suite à l'intervention du Médiateur la Caisse nationale a finalement accepté de verser toutes les prestations familiales non encore liquidées depuis la naissance de cet enfant.

D. Fonds national de Solidarité (FNS)

Le nombre de réclamations contre le Fonds national de Solidarité a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente. La collaboration avec le Fonds national de Solidarité est bonne. Le Fonds national de Solidarité répond généralement aux courriers du Médiateur dans les délais fixés.

Certaines réclamations soumises au Médiateur concernaient des demandes en répétition de l'indu voire des retraits de l'allocation complémentaire de même que des refus à des demandes en obtention du RMG de ressortissants communautaires, notamment de ressortissants frontaliers, qui venaient de s'installer à Luxembourg et qui n'étaient pas en possession d'une attestation d'enregistrement.

Le Médiateur a également été saisi par une réclamante qui vivait ensemble avec son partenaire, son enfant naturel mineur et la fille de sa sœur, également mineure, qui avait été placée chez elle. Le Fonds national de Solidarité avait décidé de réduire

l'allocation complémentaire versée à la réclamante d'un montant mensuel de 170 euros du fait d'une «pension alimentaire de père inconnu» alors que, suivant la décision du Fonds national de Solidarité, la réclamante n'avait, à la naissance de sa fille, pas entrepris les démarches nécessaires pour obtenir la reconnaissance paternelle et que par voie de conséquence elle n'avait pas fait valoir son droit en obtention d'une pension alimentaire à l'encontre du père naturel de l'enfant.

Le Président du Fonds national de Solidarité fondait sa décision sur l'article 21, paragraphe 3, de la loi modifiée du 29 avril 1999 relative au revenu minimum garanti qui prévoit que «s*i le créancier d'aliments refuse de faire valoir ses droits contre le débiteur ou renonce à poursuivre les démarches entreprises, l'organisme compétent fixe l'aide alimentaire à un montant approprié qui est mis en compte pour le calcul de son revenu*».

En consultant les travaux parlementaires ayant abouti à la loi du 29 avril 1999 relative au revenu minimum garanti, le Médiateur a constaté que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés avait retenu dans son rapport du 4 mars 1999 à propos de l'actuel paragraphe 3 de l'article 21 de la prédite loi du 29 avril 1999 que *«la Commission marque son accord avec la disposition du paragraphe (3) relative à la fixation par l'organisme compétent de l'aide alimentaire à un montant approprié mis en compte pour le calcul du revenu lorsque le requérant refuse de faire valoir ses droits à une créance alimentaire ou renonce à poursuivre les démarches entreprises, tout en précisant qu'une telle sanction ne peut en aucun cas aboutir à la mise en compte d'une créance alimentaire, quel qu'en soit le mode de calcul, lorsque le débiteur d'aliment est inconnu ou introuvable. L'impossibilité d'intenter une action en justice ou de la poursuivre ne peut en effet pas entraîner un désavantage pour le requérant. Il en va de l'équité et du principe de l'égalité des citoyens devant la loi» (doc. parl. 4229/16).*

Le Médiateur en a conclu que la volonté du législateur lors de l'adoption de cette disposition n'a pas été d'obliger une requérante du RMG à intenter une action en reconnaissance de paternité contre le père biologique d'un enfant alors que la mère d'un enfant peut avoir des raisons privées et personnelles (p.ex. lorsqu'une mère a eu des relations sexuelles avec plusieurs hommes et qu'elle ne sait pas qui est le père ou lorsqu'un enfant est né suite à un viol ou un inceste, etc.) pour ne pas intenter une telle action envers le père biologique de son enfant.

Pour le Médiateur, la volonté du législateur lors de l'adoption de l'article 21, paragraphe 3 de la loi précitée, était qu'une fois une filiation établie envers le père, la mère, qui était également requérante du RMG, devait mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, y compris la voie judiciaire, pour récupérer une pension alimentaire due par le père de son enfant.

Le Médiateur a estimé qu'obliger systématiquement une mère à intenter une action en reconnaissance de paternité lors de la naissance d'un enfant naturel, serait une ingérence disproportionnée de la part de l'État dans sa vie privée.

Le Président du Fonds national de solidarité, en se ralliant à l'argumentaire du Médiateur, a finalement renoncé à toute réduction de l'allocation complémentaire de la réclamante.

2.1. L'équité dans la pratique

A. Le Médiateur a été saisi d'une réclamation par une veuve divorcée et ses enfants orphelins auxquels une pension de survie avait été refusée au motif que la condition de stage inscrite à l'article 195 du Code de la Sécurité sociale n'était pas remplie.

Les réclamants ont pu verser un certificat médical établissant que le *de cujus* souffrait d'un éthylisme majeur chronique, de graves problèmes psychologiques et des séquelles provenant d'un accident au point qu'il était à considérer comme totalement invalide. La personne en question après avoir perdu son contrat de travail n'avait plus été à même d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des organismes sociaux en vue d'une pension d'invalidité ou d'indemnités de chômage. Ses parents malades n'avaient pas été non plus en mesure de l'assister dans ses démarches. Socialement, il avait vécu complètement isolé et le contact avec son épouse divorcée avait été rompu. Il pouvait être tenu pour certain que s'il avait été encore en mesure de faire valoir ses droits, la condition de stage prévue à l'article 195 CAS se serait trouvée remplie.

La question qui se posait dans ce dossier était celle de savoir si un tel assuré ne s'était pas trouvé dans une situation exceptionnelle permettant, sur la base du principe de l'équité, une application moins rigoureuse de la condition de stage inscrite à l'article 195 CAS.

La Caisse nationale d'Assurance Pension fit valoir qu'il ne saurait être fait application du principe de l'équité que dans les cas où il y a lieu à interprétation des textes légaux ou réglementaires. L'application du principe de l'équité serait exclue si la règle est claire et peut être appliquée telle quelle sans qu'il y ait une marge ou une latitude d'interprétation. Elle invoqua dans ce contexte l'article 4 (2) de la loi susvisée selon lequel la recommandation en équité ne peut intervenir que *«dans le respect des dispositions législatives et réglementaires»*.

Dans son argumentation, la Caisse nationale d'Assurance Pension s'appuya aussi sur les travaux parlementaires de la loi du 22 août 2002 instituant un Médiateur et cita un avis du Conseil d'État selon lequel seulement *«dans la mesure où il existe une marge d'appréciation, du moins une latitude dans l'interprétation de la règle, il [le Médiateur] fera valoir dans sa médiation une solution équitable»*. Elle se référa en outre à la Commission des Institutions et de la Révision Constitutionnelle selon laquelle le principe de l'équité ne peut être appliqué que *«dans la mesure où les textes légaux ou réglementaires permettent une interprétation plus large que celle admise par l'administration»*.

L'article 4 (2) de la loi du 21 août 2003 instituant un Médiateur permet au Médiateur, à l'occasion d'une réclamation dont il a été saisi, de recommander au service mis en cause de régler en équité la situation du réclamant lorsqu'il lui apparaît que *«l'application de la décision incriminée aboutit à une iniquité»*. Il ressort également formellement de l'article 4 (2) que la recommandation ne peut intervenir que *«dans le respect des dispositions législatives et réglementaires»*, le texte précise en outre que le Médiateur peut «suggérer les modifications qui lui paraît opportun d'apporter aux textes législatifs et réglementaires qui sont à la base de la décision».

Il est vrai que l'application du principe de l'équité est une dérogation à la règle de droit. Il n'en reste pas moins que, conformément à l'article 4(2) de la loi susvisée, le Médiateur ne peut aller à l'encontre de la volonté des auteurs du texte litigieux. Cette contradiction apparente peut être résolue: le recours à l'équité est soumis à la condition que les effets iniques d'une prescription n'aient manifestement pas été dans les intentions du législateur et que le résultat obtenu par l'application du principe d'équité ne soit pas contredit par l'esprit de la règle de droit en question et reste toujours conforme à ce dernier. Le recours à l'équité restera exceptionnel et ne doit pas être susceptible de constituer un précédent.

Il y a lieu de signaler que les restrictions apparentes à l'application du principe d'équité résultant des avis cités par la Caisse de Pension ne se retrouvent pas dans l'exposé des motifs et les commentaires des articles du projet de loi du gouvernement qui précise seulement que l'application du principe d'équité ne saurait aller à l'encontre de la volonté du législateur.

L'article 4 (2) de la loi susvisée a été commenté par le gouvernement dans son projet de loi en ce sens que le Médiateur ne peut *«s'opposer à la volonté de l'autorité qui crée la norme»* et qu'il appartient au Médiateur *«de vérifier si les conséquences produites par l'application du texte ont été ou non clairement prévues et acceptées par ses auteurs»*.

Le législateur ne peut prévoir toutes les conséquences d'une loi, car les situations faisant l'objet de sa réglementation sont infiniment diverses. L'exécution stricte de la loi pourra parfois mener à des conséquences qui heurtent le sentiment élémentaire de justice.

C'est pourquoi le législateur a délégué au Médiateur la mission de recommander à l'administration, en pareils cas, des solutions permettant de régler en équité la situation du réclamant. Le Médiateur est habilité par le législateur à émettre une recommandation qui permettra à l'administration de quitter le terrain du droit strict et d'appliquer une loi avec souplesse évitant ainsi des situations d'iniquité.

Dès lors que le législateur n'a pu prendre en considération des situations individuelles et très particulières auxquelles les textes en question sont inadaptés, textes dont l'application conduirait à une iniquité qui n'était pas voulue par le législateur, le Médiateur peut en appliquant le principe de l'équité, émettre une recommandation afin de régler une telle situation. Le principe de l'équité est ainsi un complément voire un correctif du droit écrit.

Cette interprétation du principe de l'équité résulte des commentaires du projet de loi. Elle n'est pas en contradiction avec les extraits cités ci-avant des avis du Conseil d'État et de la Commission des Institutions et de la Révision Constitutionnelle. Il reste en effet exact que le Médiateur ne peut aller à l'encontre de la volonté des auteurs du texte litigieux. La solution qu'il propose doit toujours s'accorder avec cette dernière. On peut ainsi évoquer, comme le laisse entendre la Commission des Institutions et de la Révision Constitutionnelle, un double degré dans l'interprétation des textes légaux et réglementaires: d'une part, l'interprétation de l'administration et des tribunaux et d'autre part, l'interprétation plus large du Médiateur, qui correspond toujours à la volonté des auteurs des textes mais qui fait une place à l'équité dans la mesure où la solution résultant du droit strict engendre une situation d'iniquité qui n'a pas été voulue par le législateur.

Cette interprétation est conforme à la conception de l'équité telle qu'elle a été développée en France dont la législation a largement inspiré le législateur luxembourgeois. En vertu de cette conception, c'est surtout dans les cas où l'administration se trouve en situation de compétence liée que s'est développé le contrôle en équité du Médiateur. L'application du principe de l'équité trouve son terrain d'élection surtout dans les cas où la loi ne confère aucune latitude à l'administration.

La personne concernée dans le dossier était donc dans la situation exceptionnelle d'une personne qui disposait de certains droits sociaux mais qui, en raison de son état de santé, n'était plus en état de les faire valoir, ni de se faire assister dans les démarches par d'autres personnes.

Cette situation exceptionnelle n'était pas directement liée aux conditions de l'article 195 du Code de la Sécurité sociale. Il ne s'agissait donc pas d'une question relative à une application moins rigoureuse de la condition de stage inscrite à l'article 195 susvisée, mais de prendre en considération l'état d'invalidité de l'assuré qui n'a plus été à même d'entreprendre les démarches nécessaires pour faire valoir ses droits qui lui auraient permis de s'assurer une prestation sociale (notamment une pension d'invalidité) permettant le maintien d'une affiliation auprès d'une caisse de pension. La personne concernée s'était trouvée en fait enfermée dans un cercle vicieux, car la condition même ayant trait à l'invalidité et qui aurait justifié l'octroi d'une pension d'invalidité l'a précisément empêché de la faire valoir et de régulariser sa situation. Il s'était trouvé dans une situation exceptionnelle qui est susceptible d'être réglée sur la base du principe de l'équité, car l'intention du législateur n'a certainement pas été qu'un assuré se trouvant dans un tel état respectivement ses ayants droit soient définitivement privés de leurs droits à certaines prestations sociales.

Alors que le comité-directeur de la CNAP s'est rallié à ses arguments, le Médiateur déplore que le Ministre de la Sécurité sociale ait annulé la décision du comité-directeur.

Le Médiateur ne manquera pas d'insister encore une fois auprès du Ministre afin que cette affaire puisse finalement être réglée en équité.

B. Monsieur S. a saisi le Médiateur d'une réclamation à l'encontre de la Commune d'Echternach, qui tout en étant dirigée contre la Commune visait le Ministère de l'Économie.

En effet, Monsieur S. voulait s'implanter dans la zone d'activités communale de la Ville d'Echternach pour y exploiter son activité commerciale.

Il y a lieu de préciser dans ce contexte que, dans une zone d'activités communale, des terrains sont mis à disposition de la Commune par le Ministère de l'Économie moyennant un droit de superficie portant sur une certaine durée.

Toute implantation d'activités économiques doit être autorisée préalablement par les ministres compétents de l'Économie et des Finances, en vertu de la Loi-cadre de développement et de diversification économiques.

Est ensuite conclu un contrat de concession d'un droit de superficie entre l'État et la Commune. Ce contrat indique le montant de la prime unique à payer par la Commune à l'État et celui de l'indemnité unique minimale à payer par l'entreprise à la commune pour la mise à disposition des terrains.

En l'espèce en mai 2005 la Commune d'Echternach avait introduit au Ministre de l'Économie une demande de mise à disposition de terrains en vue d'une extension de sa zone d'activités communale.

Le Ministre de l'Économie a marqué, en août 2005, son accord de principe pour concéder à la Commune un droit de superficie de 2 hectares et 13 ares pour une durée de 50 ans moyennant paiement d'une indemnité unique de 220.000 € par hectare (ce qui correspond à 2.200 € par are).

Ainsi en se référant au prix demandé par le Ministère de l'Économie à la Commune pour une durée de 50 ans, un prix de 2.200 € par are pour un droit de superficie de 30 ans a été retenu entre Monsieur S. et la Commune en décembre 2005.

Considérant qu'il s'agit d'un terrain d'environ 50 ares, la Commune d'Echternach a demandé à Monsieur S. de payer les frais d'infrastructure de l'ordre de 110.000 € à titre de prix du droit de superficie.

En février 2006, la mise en chantier des travaux d'aménagement de Monsieur S. a été avisée positivement par le Ministère de l'Économie. Etait annexé à cet accord le projet de concession à conclure entre l'État et la Commune d'Echternach et qui prévoyait que désormais l'indemnité unique à demander aux entreprises était fixée à 6.100 € par are au minimum, c'est-à-dire à un prix trois fois supérieur au prix demandé jusqu'à cette date.

Or, les responsables communaux ont retenu qu'avant cette date, le Ministère de l'Économie n'aurait jamais fait mention d'une éventuelle augmentation du montant de l'indemnité unique à réclamer auprès des entreprises.

Ainsi Monsieur S. a fait valoir qu'il n'existait aucun élément permettant à la Commune de s'attendre à une telle augmentation de prix.

Or, le Ministre de l'Économie a persisté en retenant que cette augmentation correspondrait au même prix que celui demandé dans des zones d'activités régionales comme celles d'Ellange-Gare, d'Ehlerange et d'Echternach.

La Commune a affirmé qu'à l'époque des discussions avec le Ministère de l'Économie sur une éventuelle extension de leur zone d'activités et de l'autorisation donnée à Monsieur S. à s'implanter dans la zone d'activités communale elle n'était nullement informée d'une éventuelle augmentation du prix de la prime à récupérer auprès des futurs locataires de ces terrains.

Le Médiateur a convoqué tous les intervenants dans cette affaire et a notamment fait valoir que cette augmentation de prix était une charge excessive à supporter par Monsieur S. Ceci était d'autant plus vrai qu'il n'existait aucune preuve que Monsieur S. ait pu avoir connaissance d'une éventuelle augmentation du montant de l'indemnité unique lors de ses négociations avec la Commune d'Echternach.

Le Ministre de l'Économie, tout en retenant que la Commune d'Echternach avait pris vis-à-vis de Monsieur S. des engagements bien avant le contrat de base à conclure avec l'État, a reconnu que Monsieur S. avait commencé ses travaux d'implantation de bonne foi et que dès lors aucune faute ne lui était imputable.

Par ailleurs l'application d'une indemnité de 6.100 € par are dans l'enceinte de la zone d'activités limitrophe n'a été décidée par le Syndicat intercommunal S.I.A.E.E., regroupant les 8 communes du canton d'Echternach, qu'en janvier 2007.

Le Ministre s'est donc déclaré d'accord pour que le prix initialement convenu avec la Commune d'Echternach soit appliqué pour l'implantation de Monsieur S.

C. Madame B. a saisi le Médiateur d'une réclamation à l'encontre du CEDIES, Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement supérieur. Le CEDIES accorde notamment des primes d'encouragement aux étudiants ayant réussi leur diplôme sanctionnant un cycle d'études dans les délais tels que prévus par le règlement grand-ducal du 5 octobre 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures. Il s'agit d'une mesure pour encourager les étudiants à terminer leurs études dans les délais officiellement reconnus, sauf pour la prime de 1er cycle pour laquelle une année supplémentaire est autorisée.

Madame B. a obtenu le grade de Bachelier Assistante Sociale en Belgique.

Ses études sont à considérer aux termes de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures comme des études de 2e cycle.

Or, Madame B. a dû interrompre ses études pour se soumettre à une intervention neurochirurgicale urgente. En conséquence elle n'a pas pu participer aux examens. L'année subséquente elle a repris ses études et elle par la suite réussi tous ses examens.

La prime d'encouragement de deuxième cycle a été refusée à Madame B. alors qu'elle n'avait pas terminé le cycle d'études dans les délais officiellement prévus. Le règlement grand-ducal précité ne prévoit pour le deuxième cycle aucune dérogation concernant la durée des études.

Le Médiateur a demandé une reconsidération du dossier de Madame B. en faisant valoir notamment que l'intention du législateur était de récompenser par les primes d'encouragement des parcours sans faute des étudiants.

Or, il ne serait guère raisonnable d'exiger que la réclamante remplisse la condition de la durée alors qu'elle a dû se soumettre à une intervention neurochirurgicale dont l'urgence était extrême et qu'il paraît exceptionnel qu'une personne opérée du cerveau reprenne de suite les études qu'elle avait engagées.

Par ailleurs le Médiateur a également fait valoir que, comme Madame B. a par la suite réussi tous ses examens, elle peut être considérée comme un étudiant ayant accompli un parcours scolaire sans faute que le législateur a voulu récompenser par des primes d'encouragement

Le Médiateur a dès lors estimé que dans le cas d'espèce une décision en équité ne saurait avoir valeur de précédent.

Le Médiateur est toujours dans l'attente d'une réponse de la part du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

3.1. Des recommandations du Médiateur et des suites y réservées par les autorités compétentes

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a, jusqu'à ce jour, formulé 39 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, 19 ont jusqu'à présent été suivies et transposées ou sont en voie d'être transposées, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

A. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement des administrations concernées

Recommandation N°22 relative au fonctionnement de l'Administration de l'Emploi

Attendu que depuis son entrée en fonctions, le Médiateur a été saisi de plus de cent réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Emploi relatives notamment à des lenteurs constatées dans le processus de paiement de certaines prestations de chômage, aux lenteurs dans la procédure de traitement d'indemnités compensatoires en cas de reclassement interne ou externe, au non-renouvellement de contrats d'auxiliaires temporaires (CAT), au retrait de l'indemnité de chômage pour refus de travail, à la perte temporaire de l'indemnité de chômage pour manquement aux obligations à l'égard du placeur;

attendu qu'en date du 16 mai 2006, le Médiateur a eu une réunion de travail avec Madame le Directeur et les responsables des différents services de l'Administration de l'Emploi;

que suite à cette réunion, deux collaborateurs du Médiateur ont pris contact avec les responsables de l'Administration de l'Emploi pour se faire sur place une idée plus précise du fonctionnement des différents services,

que de ces échanges de vues avec les responsables de l'Administration de l'Emploi se dégagent les considérations suivantes:

considérant que le succès de toute politique volontariste d'intégration ou de réintégration des demandeurs d'emploi sur le marché du travail est essentiellement tributaire du bon fonctionnement et de l'efficacité des services de l'Administration de l'Emploi;

considérant et reconnaissant les efforts accomplis par les responsables de l'Administration de l'Emploi tant au niveau de la réorganisation interne que de l'informatisation;

considérant que ces efforts demandent constamment à être évalués tant au regard des expériences acquises, qu'au regard des faiblesses et des insuffisances subsistantes au niveau du fonctionnement de l'Administration;

considérant que la précarité dans laquelle se trouvent les personnes à la recherche d'un emploi appelle tant de la part de l'Administration et des employeurs un respect et une attention particulières pour les problèmes, les intérêts et les droits des demandeurs d'emploi que de la part de ces derniers une prise de conscience et le respect de leurs obligations;

considérant que l'évolution des exigences du marché du travail et le nombre relativement restreint de placeurs au service des demandeurs d'emploi sont deux facteurs qui devraient interpeller les pouvoirs publics tant au niveau de la formation qu'au niveau du recrutement des agents du service de placement;

considérant que l'encadrement personnalisé des demandeurs d'emploi, le suivi régulier de chaque dossier, les conseils pratiques aux demandeurs d'emploi, le traitement rapide et professionnel des offres d'emploi, de même que l'amélioration des relations entre l'Administration et les employeurs sont autant de charges prioritaires qui incombent aux agents du Service Placement;

considérant l'inadéquation des placeurs disponibles, au nombre de 25, par rapport aux tâches prédécrites;

qu'en effet, exiger d'un placeur de faire un suivi permanent et individuel de ses dossiers à raison de plus de 10.000 rendez-vous annuels et plus de 40 contacts par jour avec les demandeurs d'emploi relève d'une mission quasi impossible;

considérant dès lors que les exigences d'un travail de placement efficace à travers un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois appellent d'urgence un renforcement sensible du nombre des placeurs au service de l'Administration de l'Emploi;

considérant l'absence de formation spéciale dans le chef des placeurs recrutés soit dans la carrière de l'expéditionnaire soit dans la carrière du rédacteur;

considérant cependant qu'au-delà d'un engagement personnel, les diverses charges dont ils sont investis requièrent de la part des placeurs des compétences certaines et notamment des connaissances approfondies en matière de la législation sociale et de la pratique administrative et surtout un savoir-faire et un comportement adaptés aux exigences d'une population souvent difficile parce que fragilisée;

considérant dès lors le besoin de prévoir pour les candidats placeurs une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil qui les attendent;

considérant que l'importance et la difficulté de la tâche incombant aux placeurs ainsi que le stress auquel ils sont quotidiennement exposés militent en faveur du renouvellement périodique de l'effectif;

considérant que les bonnes et surtout les mauvaises expériences accumulées par les placeurs au fil des années comportent tant le risque d'usure que le risque d'un jugement empreint de préjugés, autant de phénomènes qui sont hautement préjudiciables à la qualité du travail de placement;

considérant dès lors la nécessité de prévoir un système de rotation du personnel au service de l'Administration de l'Emploi à travers un remplacement périodique des agents du Service Placement par des agents nouvellement formés;

considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil et de l'encadrement réservés au citoyen;

considérant que la multiplicité des services au sein de l'Administration de l'Emploi dont l'articulation est peu visible de l'extérieur comporte le risque d'un cloisonnement interne peu propice à un traitement efficace des demandes d'emploi;

considérant que le guide du demandeur d'emploi remis à toute personne dès sa première inscription à l'Administration de l'Emploi, pour utile qu'il soit n'est pas suffisant pour lui faire comprendre le sens et la portée des droits et des obligations qui sont les siennes;

considérant que par des informations et des explications claires, précises et exhaustives fournies à l'accueil, l'Administration de l'Emploi faciliterait largement les formalités et les démarches ultérieures à accomplir par les demandeurs d'emploi;

considérant l'utilité de détecter au plus tôt, dès leur inscription, les besoins d'un accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi;

considérant qu'à cet effet un premier entretien individuel avec les demandeurs d'emploi pourrait donner au personnel du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) des indications pertinentes au regard des exigences d'une assistance personnalisée;

qu'une prise en charge individuelle à l'accueil notamment pour informer les demandeurs d'emploi sur leurs droits et leurs obligations et pour les aider, le cas échéant, à remplir correctement et soigneusement leur fiche personnelle faciliterait d'autant le travail des placeurs tout en augmentant les chances des demandeurs d'emploi de trouver dans les meilleurs délais un travail correspondant aux aptitudes et aux compétences qui sont les leurs;

considérant dès lors l'opportunité et l'utilité pour le Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SADPE) d'intervenir en amont du Service Placement en l'occurrence déjà au stade de la première inscription des demandeurs d'emploi et non seulement après six mois depuis la première inscription des adultes respectivement après trois mois depuis la première inscription des jeunes demandeurs d'emploi;

considérant que le retrait de l'indemnité de chômage notamment en cas de refus non justifié d'un poste de travail approprié relève en premier lieu de l'évaluation du placeur;

considérant que la responsabilité incombant au placeur est d'autant plus lourde qu'il n'est pas à l'abri d'une erreur d'appréciation au regard de faits voire d'explications mal articulées ou d'une fausse indication figurant sur la carte d'assignation retournée à l'Administration de l'Emploi par l'employeur;

considérant que le Directeur à qui incombe la décision finale est appelé en cas de contestation à vérifier et apprécier les explications et les arguments avancés par les demandeurs d'emploi en cause;

considérant que le Directeur accaparé par ses différentes tâches n'a guère le temps d'instruire à fond les contestations dont il est saisi et qu'il ne peut à cet effet s'appuyer que sur deux contrôleurs pour procéder, le cas échéant, aux investigations requises;

considérant que la procédure de sanction administrative pourrait être activée et mieux servie par la création d'un Service du Contentieux;

considérant le contentieux assez volumineux dont le Service des Prestations de Chômage complet est quotidiennement en charge sans pour autant disposer d'un seul juriste;

considérant dès lors l'utilité voire la nécessité de créer un Service du Contentieux à rattacher au Service des Prestations de Chômage complet;

considérant que le demandeur d'emploi qui fait valoir son droit à l'octroi aux indemnités de chômage doit présenter une attestation patronale renseignant entre autres sur les périodes d'occupation, les motifs de la cessation de travail, la rémunération brute qu'il a touchée au cours des quatre mois précédant la survenance du chômage;

considérant qu'il n'est pas rare que, pour quelle que raison que ce soit, l'employeur concerné tarde à transmettre une attestation signée au demandeur d'emploi et que, malgré la pression exercée par l'Administration de l'Emploi, il arrive que plusieurs mois s'écoulent avant que le dossier soit complété et que le demandeur d'emploi puisse bénéficier de l'indemnité de chômage;

considérant que de tels retards imputables à des employeurs peu diligents viennent s'ajouter à une période minimale de deux mois requise pour le traitement des dossiers, l'ordonnancement et la liquidation des indemnités de chômage;

considérant que la situation précaire et surtout le besoin matériel dans lequel se trouvent la plupart des demandeurs d'emploi justifient pleinement leur espoir de se voir indemniser aussi rapidement que possible;

considérant dès lors l'opportunité de prévoir et d'appliquer des sanctions à l'égard des employeurs peu soucieux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

considérant que l'Administration de l'Emploi ne dispose que d'un seul médecin du travail dont l'expertise médicale s'avère indispensable pour un certain nombre de services comme celui des travailleurs handicapés et celui des travailleurs à capacité de travail réduite;

considérant que les multiples tâches incombant au médecin du travail expliquent notamment les retards sensibles dans le traitement des dossiers des demandeurs en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ou en obtention d'un revenu pour personnes gravement handicapées;

considérant dès lors la nécessité d'engager d'urgence un second médecin du travail;

considérant que la mission assignée au Service de l'Emploi des Jeunes qui consiste précisément à favoriser, à travers les instruments du contrat d'auxiliaire temporaire (CAT) et du stage d'insertion, l'intégration voire la réintégration sur le marché du travail des jeunes âgés de moins de trente ans;

considérant qu'un des buts poursuivis par le projet de loi n°5501 modifiant notamment la loi du 12 février 1999 portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes est d'en modifier les modalités afin précisément d'en augmenter l'efficacité en termes d'intégration respectivement de réintégration des jeunes en question sur le marché du travail;

considérant qu'à cet effet il serait hautement indiqué d'engager un, voire deux éducateurs gradués afin d'assurer au mieux l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public;

considérant que par l'assistance d'un personnel qualifié, le Service de l'Emploi des Jeunes serait en mesure d'évaluer l'efficacité de la formation pratique et théorique de jeunes bénéficiant d'un CAT en vue de leur intégration sur le marché de l'emploi;

Le Médiateur recommande au Gouvernement et plus particulièrement au Ministre du Travail et de l'Emploi:

de prendre toutes les dispositions requises pour promouvoir l'efficacité du Service Placement notamment par un renforcement sensible du nombre de placeurs;

de prévoir pour les besoins particuliers du Service Placement dans le cadre de l'Institut National d'Administration Publique une formation initiale et continue axée essentiellement sur les tâches d'accompagnement et de conseil des placeurs;

de favoriser l'efficacité et la qualité de travail de placement par le renouvellement périodique des titulaires aux postes de placeur;

de faciliter l'accompagnement personnalisé et d'améliorer les expectatives d'emploi des personnes inscrites à l'Administration de l'Emploi en recommandant l'intervention du Service d'Accompagnement Personnalisé des Demandeurs d'Emploi (SAPDE) à un stade plus avancé dès la première inscription des demandeurs d'emploi;

d'envisager la création d'un Service du Contentieux rattaché au Service des Prestations de Chômage complet;

de prévoir des sanctions à l'égard des employeurs non respectueux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés;

d'envisager d'urgence l'engagement d'un second médecin du travail au service de l'Administration de l'Emploi;

de proposer le recrutement d'un, voire de deux éducateurs gradués pour mieux assurer l'encadrement et le suivi des jeunes bénéficiant d'un CAT dans le secteur public.

Réponse:

En date du 2 juillet 2007, le Médiateur s'est adressé au Ministre du Travail et de l'Emploi en le priant de lui faire connaître l'état actuel de transposition de celles des propositions contenues dans sa recommandation qui ont trouvé un accueil favorable de la part du Ministre.

Par courrier du 28 juillet 2007, le Ministre du Travail a transmis au Médiateur la prise de position suivante:

«L'accompagnement personnalisé a été facilité dans le sens où le dispositif de suivi individualisé a pu être complètement réaménagé et ceci de manière systématique depuis juillet 2007 par une activité de collaboration soutenue entre le Service placement, le Service emploi des jeunes et le Service d'accompagnement.

En ce qui concerne la précocité des interventions, il faut souligner qu'un premier bilan (sommaire) est dressé dès l'inscription par le placeur, à la fois pour les jeunes (moins de trente ans) et pour les adultes (âgés de plus de trente ans). Ce bilan débouche sur une analyse de l'employabilité du demandeur en question. Le placeur dispose alors de toute une panoplie de mesures applicables en fonction de sa première analyse. De plus, dès l'inscription, le placeur encadre en principe les efforts propres du demandeur l'emploi jeune ou adulte.

Le Sapde (Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi) intervient de manière complémentaire, dès le 2e mois d'inscription pour les jeunes demandeurs d'emploi (en dessous de 30 ans). Pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 30 ans une action complémentaire du Sapde est programmée dès le 5e mois d'inscription.

Le moment d'intervention de ces procédures d'intervention est organisé selon des raisons bien précises.

En premier lieu, en ce qui concerne les jeunes demandeurs d'emploi, il s'est avéré utile d'attendre le 2e mois d'inscription pour vérifier la persévérance du jeune dans son inscription auprès de l'ADEM. Lorsque le jeune reste inscrit à l'ADEM, le service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi analyse et traite les obstacles qui se dressent à une première intégration réussie sur le marché du travail. De manière parallèle, le placeur, mais aussi les agents du Service Emploi des Jeunes vérifient individuellement les efforts propres des jeunes.

Ensuite, pour les chômeurs adultes, il s'est avéré que la plupart d'entre eux avaient déjà eu un ou plusieurs emplois avant leur inscription à l'ADEM, et de manière générale, ils savent plutôt comment rechercher du travail et où ils peuvent postuler (ce qui n'est pas forcément le cas chez les jeunes). C'est pourquoi, en ce qui concerne les adultes, ce sont avant tout les efforts propres qui sont importants et qui sont contrôlés et accompagnés (de manière individuelle) en principe par le placeur dès l'inscription du demandeur d'emploi.

De manière complémentaire, un bilan exhaustif sera dressé de la situation (évolutive), par le Service d'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi adultes qui sont toujours inscrits auprès de l'ADEM après cinq mois de chômage. Pour les adultes il y a donc un accompagnement personnalisé qui commence dès l'inscription chez le placeur et qui est intensifié par les actions engagés par le Service Sapde dès le 5e mois d'inscription.

Par ce qui précède, on peut se rendre compte que l'ADEM ait adapté, depuis juillet 2007, ses services d'accompagnement aux besoins spécifiques des demandeurs d'emploi jeunes et adultes tout en déclenchant des actions de suivis et d'encadrement dès leur inscription.»

Le Médiateur se félicite des efforts substantiels accomplis par l'Administration de l'Emploi afin d'intensifier l'accompagnement personnalisé et de le rendre plus conforme aux besoins spécifiques des demandeurs d'emploi. Le Médiateur déplore cependant que malgré un rappel de sa lettre du 2 juillet 2007, il n'a pas encore obtenu d'informations plus précises quant aux suites réservées aux autres propositions formulées dans sa recommandation.

En date du 4 octobre 2007, le Ministre du Travail et de l'Emploi a transmis au Médiateur un certain nombre d'informations complémentaires quant à la proposition du Médiateur de promouvoir l'efficacité du «Service Placement» notamment par un renforcement sensible du nombre de placeurs. Il résulte d'un organigramme de l'Administration de l'emploi établi en 2008 qu'au cours des années 2007 et 2008, 11 postes sont venus s'ajouter aux 25 occupés par des placeurs en 2006.

Sur les 11 agents nouvellement recrutés, 6 ont cependant été affectés au «Guichet unique» dont la tâche consiste d'une part à organiser l'accueil journalier des demandeurs d'emploi, à vérifier les présences obligatoires, à diriger les demandeurs d'emploi vers les bureaux des placeurs et d'autre part à préparer et à gérer les dossiers des demandeurs d'emploi.

Si cette réorganisation permet de décharger les conseillers placeurs de certaines tâches administratives, il n'en reste pas moins que 30 placeurs restent actuellement en charge du placement de quelque 14.200 demandeurs d'emploi.

Le Médiateur prend acte que sur les 18 agents supplémentaires engagés par l'ADEM, seules 5 nouvelles recrues ont été chargées d'une mission de placement proprement dite.

Avec 14.000 dossiers répartis sur une trentaine de placeurs, l'objectif des 100 clients par conseiller placeur tel que préconisé par les experts de l'OCDE est loin d'être atteint.

Quant à l'opportunité, voire la nécessité de prévoir pour les besoins particuliers du «Service Placement» une formation initiale et continue axée essentiellement sur la tâche d'accompagnement et de conseil des placeurs, le Médiateur salue les nouvelles initiatives prises par l'Adem tant en matière de formation initiale qu'en matière de formation continue.

Cependant au regard de l'évaluation des premiers cours de formation organisés depuis 2007, le Médiateur est définitivement d'avis qu'avant leur engagement et à travers une formation initiale appropriée, les candidats à la fonction de placeur devraient rapporter la preuve de leur aptitude et de leur qualification pour une telle fonction.

Quant à la nécessité de prévoir un système de rotation du personnel au service de l'Administration de l'emploi à travers un remplacement périodique des agents du «Service de Placement» par des agents nouvellement formés, le Ministre informe le Médiateur de la mutation interne de 6 placeurs dans un autre service sans indiquer toutefois s'il s'agit en l'occurrence de mutations fortuites opérées à la demande des intéressés ou de mutations voulues par l'Administration suivant un plan de remplacement préétabli.

Quant à l'utilité de créer un Service du Contentieux à rattacher au Service des Prestations de Chômage complet, le Ministre ne fait que transmettre au Médiateur l'avis de Madame le Directeur de l'Administration suivant lequel, faute de personnel qualifié et de bureaux, il serait actuellement impossible d'envisager la création d'un service supplémentaire.

Le Médiateur ne saurait se satisfaire d'une telle réponse, qui revient tout au plus à une explication de la situation actuelle mais non à une justification sur le fond.

Quant à l'opportunité de prévoir et d'appliquer des sanctions à l'égard des employés peu scrupuleux des obligations qui sont les leurs à l'égard des employés licenciés, le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une réponse de la part du Ministre.

Le Médiateur se félicite de l'engagement d'un second médecin du travail à partir du 1er mars 2007 tout comme il salue l'engagement supplémentaire d'un agent chargé d'assurer le suivi des jeunes demandeurs d'emploi qui bénéficient d'un contrat appui emploi (CAE).

Le Médiateur se félicite que dans le projet de loi portant notamment modification de la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation de l'Administration de l'emploi adopté par le Conseil de gouvernement en date du 27 mars 2009 il est tenu compte de sa recommandation, de prévoir la création d'un service du contentieux interne permettant d'aplanir les conflits pouvant surgir entre l'administré et l'administration interne

Recommandation N°24 relative au bon fonctionnement de la Caisse nationale des Prestations familiales

Le Médiateur considérant que bon nombre de réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour ont trait à la quasi impossibilité de communiquer par voie téléphonique avec les agents de la Caisse Nationale des Prestations Familiales;

considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués présuppose leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

considérant que tous les citoyens qui résident au Grand-Duché de Luxembourg ou qui y travaillent tout en résidant à l'étranger, désireux et pressés de s'enquérir sur leurs droits à l'allocation de prestations familiales ou sur l'évolution de leur dossier, sont obligés de se déplacer à Luxembourg-Ville et de se présenter à l'un des guichets de la Caisse ouverts du lundi au vendredi de 8h00–11h30 et de 14h00–15h30;

considérant dès lors il n'est pas rare que des citoyens doivent parcourir un long trajet pour arriver sur place et souvent patienter encore pendant une ou plusieurs heures supplémentaires où même, en cas de forte affluence, être invités à revenir le lendemain avant de recevoir des renseignements qu'ils auraient pu recueillir facilement, et sans la moindre perte de temps, par voie téléphonique;

reconnaissant les efforts entrepris tout récemment afin de mieux répondre aux attentes des citoyens notamment par le déménagement d'un certain nombre de bureaux auxfins de l'aménagement d'une structure d'accueil plus moderne et plus fonctionnelle;

considérant cependant que cette amélioration au niveau de l'infrastructure et de l'organisation interne n'a pas été accompagnée d'un renforcement des effectifs du personnel;

considérant qu'il n'est de toute évidence pas compatible avec le principe d'un bon fonctionnement du service public que des citoyens en quête du moindre renseignement personnel doivent soit se déplacer à Luxembourg-Ville et à cet effet prendre souvent congé pour une demi-journée au moins, soit s'adresser par écrit à la Caisse Nationale des Prestations Familiales au risque d'attendre de longues semaines avant d'obtenir une réponse;

Recommande au Ministre de la Famille et au Gouvernement de prendre les dispositions requises afin qu'aux jours et heures indiqués la Caisse Nationale des Prestations Familiales soit accessible aux citoyens par voie téléphonique et que les réponses aux demandes écrites leurs soient transmises dans des délais raisonnables.

Réponse:

Dans sa réponse du 19 avril 2007, Madame le Ministre de la Famille informe le Médiateur qu'elle va transmettre sa recommandation au Ministre d'État qui est en charge de la mise en place du renforcement des administrations et services de l'État en personnel à charge du numerus clausus 2008.

Madame le Ministre fait observer que le service téléphonique n'est qu'un des services les plus apparents et les plus visibles ou révélateurs des besoins de la Caisse nationale des Prestations familiales mais ne serait pas révélateur en tant que tel des besoins réels importants en personnel de celle-ci.

D'après les explications de Madame le Ministre la Caisse nationale des Prestations familiales a un besoin urgent indéniable et incompressible de vingt postes à durée déterminée dont certains devront être transformés en postes définitifs.

Tout en partageant l'avis de Madame le Ministre quant au besoin d'un renforcement sensible du personnel de la Caisse nationale des Prestations familiales, le Médiateur suivra de près les suites qui seront réservées à sa recommandation et plus particulièrement celle que le Conseil de Gouvernement lui donnera dans le cadre du numerus clausus pour l'exercice 2008.

Tout en se félicitant de l'engagement pris par le précédent gouvernement de renforcer dans le cadre du numerus clausus de l'exercice 2009 les effectifs du personnel de la Caisse Nationale des Prestations familiales par l'affectation de vingt-cinq postes supplémentaires, le Médiateur constate que cette décision n'a pas été suivie d'effet alors que la Caisse n'a vu augmenter ses effectifs que de quatre postes supplémentaires. Nonobstant

les efforts consentis tant par les responsables que par le personnel de la Caisse pour améliorer la situation actuelle, le Médiateur estime qu'en l'absence d'un renforcement de ses effectifs la Caisse ne sera pas en état d'assurer ses nombreuses tâches de manière à respecter les principes inhérents au bon fonctionnement de l'administration et donc à répondre aux attentes légitimes des citoyens

Recommandation N°34 relative à l'introduction d'un Code de bonne conduite

Code de bonne conduite administrative

Le sens du devoir et le respect mutuel sont à la base des bonnes relations entre les agents publics et le citoyen.

Chapitre I^er^ - Champ d'application et Objet

Art. 1^er^. Le présent code s'applique à tous les agents publics.

Art. 2. Il a pour but de préciser les règles et les principes écrits et non écrits d'une bonne conduite administrative.

Chapitre II - Définition

Art. 3. On entend par «agent public»: toute personne au service de l'État, des communes, des établissements publics relevant de l'État et des communes ainsi que des personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public.

Art. 4. On entend par «Administration»: les services de l'État et des communes, de même que des établissements publics relevant de l'État et des communes et des personnes morales de droit privé chargées d'une mission de service public.

Art. 5. On entend par «décision»: toute décision à caractère administratif

Chapitre III - L'accessibilité, l'accueil et le devoir d'information

Art. 6. L'Administration doit être facilement accessible au public.

Art. 7. Cette accessibilité, pour être effective, requiert de tout agent public en contact direct avec le citoyen d'être joignable par courrier électronique et par téléphone au moins pendant certaines plages horaires à indiquer dans l'annuaire téléphonique et sur le site Internet du service concerné pour répondre à toute demande de renseignements, notamment à toute demande d'informations sur les dossiers en cours de traitement.

Son accessibilité, pour être effective, conditionne un service téléphonique dont la capacité répond au mieux à la demande ainsi que des heures d'ouverture des bureaux qui tiennent compte des réalités sociales et familiales.

Art. 8. L'agent public se doit d'être courtois et prévenant dans ses relations avec le citoyen.

Art. 9. L'agent public se doit de faire connaître son nom au citoyen avec lequel il communique et d'indiquer également son numéro de téléphone dans tout courrier postal ou électronique.

Art. 10. L'agent public doit adopter une approche personnalisée et respectueuse du citoyen évitant de traiter celui qui requiert une information ou qui demande un service ou une prestation comme quelqu'un qui bénéficie d'une faveur alors qu'il exerce un droit.

Art.11. Si une question ne relève pas de la compétence d'un agent public, il orientera le citoyen vers le service compétent.

Art. 12. L'agent public doit obéir dans ses relations avec le citoyen aux principes d'impartialité, d'égalité et de transparence.

Art. 13. L'agent public doit s'abstenir de toute manifestation de ses convictions politiques, religieuses ou idéologiques lors de l'accueil d'un citoyen ou du traitement de sa demande d'informations.

Art. 14. Dans ses relations directes avec le citoyen l'agent public devra s'adapter à la compétence langagière et à la faculté de compréhension de son interlocuteur.

Art. 15. Lorsqu'un citoyen sollicite une information en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'agent public devra répondre, dans la mesure du possible, dans la langue choisie par le citoyen**.**

Art. 16. L'agent public a l'obligation d'assister et d'informer le citoyen de manière compréhensible et précise sur ses droits, ses obligations ainsi que sur les démarches administratives que le citoyen doit entreprendre pour obtenir satisfaction.

Art. 17. L'Administration se doit de recourir aux supports appropriés pour mettre à la disposition du public une information aussi complète que possible sur les lois et règlements qu'elle applique et en particulier sur les règles et pratiques régissant les prestations, aides et subventions publiques.

Chapitre IV - L'instruction d'un dossier

Art. 18. L'agent public ne doit se laisser influencer par des intérêts privés ou personnels ou par un quelconque préjugé. En présence d'un tel risque, il doit se dessaisir du dossier.

Art. 19. Les documents et informations qui concernent le citoyen et dont l'agent public a connaissance lors de l'exercice de sa fonction sont à traiter de manière confidentielle.

Art. 20. Toute demande d'un citoyen fera l'objet d'un accusé de réception dans un délai de deux semaines sauf évidemment si dans le même délai une réponse exhaustive peut être transmise au citoyen.

Cet accusé de réception indique le nom ou, pour le moins, des signes distinctifs permettant de contacter l'agent public en charge du dossier, son numéro de téléphone et éventuellement son adresse de courrier électronique.

Art. 21. Les documents originaux nécessaires à l'instruction d'une demande et transmis par le citoyen à l'Administration doivent également faire l'objet d'un accusé de réception et seront retournés au citoyen une fois la décision prise.

Art. 22. En cas de transmission d'un courrier à un service non compétent, l'agent qui réceptionne le courrier le transfère au service compétent en indiquant au citoyen le nom de ce service, son adresse et son numéro de téléphone.

Art. 23. Lorsqu'une demande est incomplète, l'agent public informe le citoyen à bref délai des pièces ou éléments manquants.

Art. 24. Tout agent public peut se réserver le droit de cesser tout échange de courriers avec un citoyen dès lors que les courriers qu'il reçoit peuvent raisonnablement être qualifiés d'abusifs parce que répétitifs, outrageux ou sans objet.

Art. 25. Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'agent public devra se servir, dans sa réponse et dans la mesure du possible, de la langue choisie par le citoyen**.**

Art. 26. L'agent public est tenu d'instruire les dossiers dans un délai raisonnable. Ce délai ne devrait pas dépasser 3 mois.

Si tel ne peut être le cas pour des raisons objectives tenant notamment à la complexité du dossier, l'agent public compétent ne tardera pas d'en informer le citoyen tout en lui indiquant dans toute la mesure du possible les délais dans lesquels il peut raisonnablement s'attendre à une prise de décision.

Art. 27. Avant toute prise de décision, le citoyen doit avoir la possibilité de faire valoir son point de vue ou de fournir tous les renseignements utiles.

Art. 28. Lorsqu'une décision est susceptible d'affecter les droits de tiers, ceux-ci doivent en être avisés dans les formes appropriées afin qu'ils puissent faire valoir toutes leurs observations avant la prise de décision définitive.

Chapitre V - La prise de décision

Art. 29. L'agent public prend ses décisions dans le respect des principes de légalité, d'égalité et de proportionnalité en tenant compte de la spécificité de chaque dossier.

Art. 30. L'agent public rend ses décisions dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Art. 31. L'agent public doit exercer son pouvoir discrétionnaire de manière impartiale ainsi que dans le respect de critères objectifs garantissant l'égalité de traitement de tous les citoyens.

Art. 32. Des citoyens se trouvant dans des situations analogues ou comparables ne peuvent faire l'objet d'un traitement distinct sauf justification objective et raisonnable.

L'agent public ne doit en aucun cas agir de manière discriminatoire ou tirer un avantage personnel financier ou autre d'une décision qu'il est amené à prendre.

Art. 33. Toute décision doit être proportionnée par rapport au but visé. Les mesures prises par l'Administration doivent respecter un juste équilibre entre l'intérêt public et l'intérêt privé.

Art. 34. L'agent public doit veiller à la cohérence de son action en suivant les pratiques administratives usuelles de manière à respecter la confiance légitime du citoyen dans l'Administration.

En cas de changement d'interprétation d'une législation ou d'une pratique administrative, l'agent devra en informer le citoyen. Ces changements doivent se réduire au strict minimum et doivent se justifier par des considérations de sauvegarde de l'intérêt général.

Art. 35. Toute décision portant atteinte aux droits du citoyen doit contenir une motivation claire et précise fondée sur les éléments de droit et de fait pertinents.

Art. 36. L'agent public notifiera toute décision dans les plus brefs délais au citoyen.

Art. 37. En cas d'erreur manifeste lors de l'instruction d'un dossier ou lors de la prise de décision, l'agent public devra mettre en œuvre tous les moyens qui sont les siens pour y remédier dans les meilleurs délais.

Il en est de même en cas de comportement inapproprié ou de propos désobligeants de l'agent public envers le citoyen. Dans cette dernière hypothèse, l'agent public se doit de présenter des excuses au citoyen.

Art. 38. La décision devra indiquer clairement au citoyen les recours dont il dispose y compris le recours gracieux.

Art. 39. Chaque citoyen a le droit d'obtenir communication intégrale de son dossier sauf les restrictions prévues par la loi.

Chapitre VI - Les suites à donner à l'intervention du Médiateur

Art. 40. L'article 4 de la loi du 22 août 2003 instituant le Médiateur prévoit que le Médiateur est informé des suites données à son intervention dans un délai qu'il fixe. Il est dès lors impératif que le responsable de l'administration mise en cause respecte le délai indiqué par le Médiateur.

Art. 41. Toutes les pièces que le Médiateur juge nécessaires à l'instruction d'une réclamation doivent lui être transmises sauf si elles relèvent du secret de la défense nationale, de la sûreté de l'État ou de la politique extérieure.

Art 42. Le Médiateur dispose de la possibilité de formuler des recommandations que l'Administration se doit d'examiner au fond en vue d'y réserver les suites qu'elle estime opportunes.

Réponse:

En date du 12 mai 2009, après avoir procédé à un examen détaillé de la recommandation le Ministre a fait part au Médiateur de sa prise de position notamment à la lumière des différents projets en cours en matière de réforme administrative.

Il s'agit en l'occurrence du développement d'un code de déontologie, d'un projet pilote relatif à l'amélioration de l'accueil téléphonique ainsi que de l'élaboration d'une stratégie intégrée en matière d'accueil et de service sous forme de charte d'engagements.

Pour ce qui est plus particulièrement des aspects du code de bonne conduite administrative en relation avec le comportement exigé de l'agent envers le citoyen, le Ministre précise qu'ils font l'objet d'un projet de code de déontologie. Le Médiateur ayant été informé qu'une version mise à jour d'un projet de code de déontologie a été introduite dans le processus de consultation en janvier de cette année, il s'attend à ce que le gouvernement arrive à le finaliser dans les prochains mois.

Le Ministre indique que les autres éléments du code de bonne conduite concernant plus particulièrement l'administration en tant qu'organisation ont été transposés à travers le projet pilote d'amélioration de l'accueil téléphonique ainsi que le projet des chartes d'accueil et de service.

L'amélioration de l'accueil téléphonique a fait l'objet d'un projet pilote mené conjointement dans les départements de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Ce projet a été mis au point afin d'analyser d'abord la situation et les besoins au sein de ces deux départements, de formuler ensuite des recommandations d'ordre organisationnel et technique, et enfin, de dégager des lignes de conduite générales transposables et applicables par la suite dans d'autres entités administratives.

Le Ministre estime que la qualité de l'accueil, donc aussi de l'accueil par téléphone sera améliorée à travers les engagements d'une charte d'accueil et de service, charte qui oblige l'administration de s'engager à respecter certaines conditions et règles en relation avec le citoyen-usager. À cet effet, les services du Ministère ont élaboré, en collaboration avec le Centre de recherche public Henri Tudor, un guide de réalisation d'une charte d'accueil et de service.

Le Ministre ajoute qu'un projet pilote est en phase de réalisation auprès de la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'Assurance dépendance. Cette administration, en contact fréquent avec le public et soucieuse de vérifier qu'elle assume de manière efficace ses responsabilités envers ses bénéficiaires, a décidé de définir des normes de qualité qu'elle s'engage à respecter. À cet égard, elle en a défini vingt-cinq qui visent à garantir le meilleur service possible des usagers.

Le Ministre conclut en estimant que la mise en œuvre de certaines recommandations et bonnes pratiques contenues dans le code de bonne conduite administrative et qui visent le niveau organisationnel, demandent un long travail de préparation et de support à la mise en œuvre d'actions destinées à répondre à ces recommandations.

Tout en se félicitant de la prise en considération de sa recommandation tant dans le projet d'un code de déontologie que dans d'autres projets relatifs à l'accueil et au service des citoyens, le Médiateur ne manquera pas pour autant de suivre de près l'évolution du processus de réforme et surtout son impact sur la pratique administrative.

B. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention européenne des droits de l'Homme

Recommandation N°8 relative à un éventuel réexamen des dispositions législatives et constitutionnelle relatives à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle

Vu la réclamation dont a été saisi le Médiateur relative à la radiation par le Collège des bourgmestre et échevins de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg du nom d'un électeur des listes électorales;

relevant qu'en 1969, Monsieur D. a écopé d'une peine principale de sept ans de réclusion criminelle prononcée d'antan par la Cour d'Assises et d'une peine accessoire consistant dans l'interdiction des droits civils et politiques pour une durée de vingt ans et que suite à deux arrêtés grand-ducaux de grâce rendus au début des années soixante-dix, la peine privative a été à chaque fois réduite d'une année;

soulignant que le réclamant a été convoqué pour voter aux élections législatives de 1994 et 1999 ainsi qu'aux dernières élections communales;

vu la décision de radiation du Collège des bourgmestre et échevins du 1^er^ mai 2003;

constatant que cette radiation a été opérée en application de l'article 6 de la loi électorale lequel dispose que «sont exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au

vote: 1° les condamnés à des peines criminelles; 2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation; […]»;

notant que l'article 53 de la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 dispose que «ne peuvent être ni électeurs ni éligibles les condamnés à des peines criminelles» et que «le droit de vote peut être rendu par la voie de grâce aux personnes qui l'ont perdu par condamnation pénale»;

considérant que les articles 1er, 2 et 3 de la loi électorale du 18 février 2003 posent comme condition préalable pour être électeur de jouir des droits politiques et de ne pas être déchu du droit de vote;

que l'article 7 du Code pénal énumère les peines criminelles, parmi lesquelles notamment la réclusion à vie ou à temps et l'interdiction de certains droits civils et politiques;

que l'article 11 du Code pénal dispose que «toute décision de condamnation à la réclusion de plus de dix ans prononce contre le condamné l'interdiction à vie du droit de vote, d'élection, d'éligibilité»;

que l'article 12 prévoit que l'interdiction du droit de vote «peut être prononcée à vie ou pour dix à vingt ans contre les condamnés à la réclusion de cinq à dix ans»;

que l'article 14 du Code pénal énumère les peines correctionnelles, parmi lesquelles range notamment l'interdiction de certains droits civils et politiques et l'article 24 de préciser que pareille interdiction est facultative et pour un terme de cinq à dix ans;

relevant que dans un arrêt n°74025/01 HIRST c/ Grande-Bretagne du 30 mars 2004, la Cour Européenne des Droits de l'Homme;

devait se prononcer sur la compatibilité de la législation britannique au regard de la Convention européenne des droits de l'Homme;

que la législation britannique prévoit une privation du droit de voter aux élections législatives pour une personne condamnée à une peine d'emprisonnement, privation limitée à la seule durée de cet emprisonnement;

que dans l'arrêt HIRST, plusieurs principes sont mis en exergue, à savoir que les limitations apportées par les États au droit de vote ne doivent pas réduire le droit de vote de manière inconsidérée, qu'elles doivent poursuivre un but légitime et que les moyens utilisés ne doivent pas être disproportionnées;

qu'après avoir renvoyé aux développements relatifs au principe de la finalité légitime de l'interdiction du droit de vote dans un arrêt Sauvé rendu par la Cour d'Appel fédérale du Canada en date du 31 octobre 2002, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a conclu que la législation britannique, en prévoyant une interdiction automatique et absolue du droit de vote, viole l'article 3 du Protocole N°1;

que l'arrêt Sauvé c/ Canada a examiné la constitutionnalité de l'alinéa 51 e) de la loi électorale du Canada à la lumière de la Charte canadienne des droits et libertés;

que cet alinéa interdit «à toute personne détenue dans un établissement correctionnel et y purgeant une peine de deux ans ou plus» de voter;

qu'il fut notamment jugé que:

«l'alinéa 51 e) ne répond pas au critère de la proportionnalité. En particulier, le gouvernement n'a pas réussi à établir un lien entre la privation du droit de vote prévue à l'al. 51 e) et les objectifs qu'il poursuit. En ce qui concerne le premier objectif, à savoir accroître la responsabilité civique et le respect de la règle de droit, le fait de priver les détenus du droit de vote risque plus de transmettre des messages qui compromettent le respect de la règle de droit et de la démocratie que des messages qui prônent ces valeurs. La légitimité de la loi et l'obligation de la respecter découlent directement du droit de vote de chaque citoyen. Priver les prisonniers du droit de vote équivaut à abandonner un important moyen de leur inculquer des valeurs démocratiques et le sens des responsabilités sociales. La nouvelle théorie politique du gouvernement qui permettrait aux représentants élus de priver du droit de vote une partie de la population n'a pas sa place dans une démocratie fondée sur des principes d'inclusion, d'égalité et de participation du citoyen. Le fait que les démocraties autoproclamées n'adhèrent pas toutes à cette conclusion renseigne peu sur ce que permet la vision canadienne de la démocratie consacrée dans la Charte. De plus, l'argument portant que seuls ceux qui respectent la loi devraient participer au processus politique est inacceptable. Le retrait du droit de vote fondé sur une supposée absence de valeur morale est incompatible avec le respect de la dignité humaine qui se trouve au coeur de la démocratie canadienne et de la Charte»;

tenant compte de ce que la situation factuelle et légale est différente de celle de Grande-Bretagne ou du Canada alors qu'au Luxembourg, l'interdiction du droit de vote ne se limite pas à la durée de la peine privative de liberté et que le vote n'est pas seulement un droit, mais une obligation, une interdiction générale du droit de vote au-delà du temps d'emprisonnement risque de ne pas résister au contrôle de proportionnalité tel qu'exposé dans l'arrêt HIRST c/ Grande-Bretagne rendu en date du 30 mars 2004 par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Le Médiateur recommande aux autorités concernées de réexaminer les dispositions législatives et constitutionnelle à la lumière de l'arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et, plus particulièrement, à la lumière des considérations pré-décrites et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de rendre la législation luxembourgeoise compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

Réponse:

En vue de la mise en conformité de la législation luxembourgeoise avec la Convention européenne des droits de l'Homme le Ministre de la Justice s'est adressé en date du 22 août 2007 à Madame la Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement en la priant de soumettre à la Chambre des Députés la question de l'opportunité d'une modification de l'article 53 de la Constitution avant toute modification législative du Code pénal et de la loi électorale.

En date du 23 juillet 2008, le Premier Ministre a informé le Médiateur que le Gouvernement est intervenu auprès de la Chambre des Députés pour la rendre attentive sur la nécessité de modifier l'article 53 de la Constitution préalablement à toute modification législative du Code pénal et de la loi électorale.

Le Médiateur prend acte de l'intention déclarée par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre des Députés de proposer dans le cadre des travaux relatifs à la réforme constitutionnelle une modification de l'article 53 précité dans le sens d'une limitation de l'interdiction du droit de vote actif et passif à la durée de l'exécution de la peine privative de liberté.

Le Médiateur estime cependant que toute interdiction automatique et absolue du droit de vote pour les condamnés à des peines criminelles de plus de 10 ans ne serait pas conforme au niveau de protection minimum tel que défini par la Convention européenne des droits de l'Homme.

Après avoir pris acte de la proposition de révision portant modification et un nouvel ordonnancement de la Constitution, le Médiateur estime que l'article 65 dans sa version modifiée n'est guère conforme à l'article 3 du protocole n°1 de la Convention européenne des droits de l'Homme alors qu'il prévoit une interdiction automatique et absolue du droit de vote pour des condamnés à des peines criminelles et ce pendant toute la durée de leur détention.

Recommandation N°11 relative au réexamen de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie

Vu la réclamation dont le Médiateur a été saisi par Monsieur S. au sujet de la suspension de sa pension à la suite d'une condamnation à une peine privative de liberté;

attendu qu'en vertu de l'article 210 de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie les pensions sont suspendues pendant l'exécution d'une peine privative de liberté supérieure à un mois;

considérant qu'une telle disposition pose problème par rapport à sa conformité avec la Convention européenne des droits de l'Homme;

qu'en effet même si le droit à la pension n'est pas comme tel garanti par la Convention des droits de l'Homme, il résulte de la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme qu'une pension légalement due est à assimiler à un droit de propriété au sens de l'article 1er protocole 1 de la Convention (arrêt Gaygusuz contre Autriche du 16 septembre 1996, recueil des arrêts et décisions 1996-IV, paragraphe 39-41);

attendu dès lors qu'il convient d'examiner si l'ingérence dans le droit patrimonial du réclamant était justifié en vertu notamment du principe de proportionnalité;

que ce faisant, il y lieu de s'interroger sur la nécessité, au regard de l'intérêt général, de la suspension du droit à la pension dont pouvait se prévaloir le réclamant;

constatant l'absence de tout lien qui existe entre la condamnation pénale d'une personne et la suspension de la pension qui lui revient légalement sur base de cotisations versées tout au long de sa vie active;

qu'à partir de ce constat, il y a lieu de conclure qu'à travers les dispositions de l'article 210 de la loi précitée, le législateur a rompu, au détriment de la personne concernée, l'équilibre qu'il convient de ménager entre la protection du droit à la propriété de l'individu et les exigences liées à l'intérêt général.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de réexaminer la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie à la lumière de la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme afin de la rendre compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

Réponse:

Dans sa réponse du 2 août 2006 à une lettre de rappel du Médiateur datée du 24 juillet 2006, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale l'a informé que l'avant-projet de loi relatif au dispositif légal applicable aux détenus en matière de sécurité sociale devrait être finalisé dans les prochains mois.

Dans cet avant-projet de loi, il serait tenu compte de sa recommandation.

Le Médiateur a dès lors bon espoir que la recommandation sera transposée en droit interne dans un proche avenir.

En date du 25 août 2008, le Ministre de la Justice a confirmé l'intention du gouvernement de tenir compte de sa recommandation dans le cadre d'un projet de loi relatif à la sécurité sociale des détenus qu'il compte présenter ensemble avec le Ministre de la Sécurité sociale au Conseil de Gouvernement en automne 2008.

En date du 29 juillet 2009 le nouveau Ministre de la Justice a informé le Médiateur que le processus de concertation avec le Ministre de la Sécurité sociale ne serait pas encore terminé.

Le Médiateur ne connaît pas les raisons qui expliquent l'absence de progrès au niveau de l'exécutif alors que les pourparlers entre le Ministère de la Justice et le Ministère de la Sécurité sociale remontent à plus de trois ans.

C. Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

Recommandation N°7 relative à la procédure de la déclaration de naissance

Un réclamant s'étant présenté au bureau de l'état civil de la commune de Luxembourg pour déclarer la naissance de son fils s'est vu opposer le refus des fonctionnaires compétents en raison du défaut de présentation d'un document contenant les informations relatives à la naissance de l'enfant délivré par l'établissement où l'accouchement a eu lieu.

Pour des raisons de sécurité juridique notamment dans le but d'éviter des fraudes documentaires apparemment de plus en plus fréquentes le Procureur d'État de Luxembourg a recommandé aux officiers de l'état civil de ne pas se baser sur les seules déclarations de l'intéressé, mais d'exiger dans la mesure du possible la production de pièces.

La pratique recommandée par le Parquet va au-delà des prévisions de la loi car l'article 56 du code civil énumère les différentes personnes qui, à défaut du père, sont habilitées à déclarer la naissance d'un enfant sans aucune indication quant à d'autres formalités à remplir.

Cette pratique ne couvre d'ailleurs pas le cas où l'accouchement est intervenu hors d'un établissement hospitalier ou de la présence d'un gynécologue.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir les dispositions afférentes du code civil à la lumière de la pratique recommandée par le Parquet et de présenter un projet de loi couvrant par ailleurs les situations non réglées par cette pratique.

Réponse:

Dans sa prise de position du 8 décembre 2004, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur, que dans le cadre d'une prochaine réforme, il ne manquera pas de prendre en considération cette recommandation.

Par une lettre en réponse du 24 juillet 2006, le Médiateur s'est adressé au Ministre de la Justice pour avoir des informations plus précises sur l'état d'avancement du projet de réforme.

Dans sa prise de position du 25 août 2008, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur qu'un projet de loi réservant une suite favorable à cette recommandation est en voie d'élaboration et sera soumis fin 2008 au Conseil de Gouvernement.

En date du 4 mai 2009 le Ministre a déposé à la Chambre des Députés un projet de loi portant modification de certaines dispositions du Code civil (document parlementaire n°6039).

Le Médiateur estime que ce projet de loi répond parfaitement aux préoccupations telles qu'exprimées dans sa recommandation. Plus particulièrement, il est proposé de modifier l'article 56 du Code civil en précisant les pièces que l'officier de l'état civil exige du déclarant en vue de l'établissement de l'acte de naissance.

Recommandation N°25 relative à une révision: 1. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes 2. de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds National de Solidarité

Considérant que le Médiateur a été saisi par un nombre important de demandes d'information et de réclamations écrites relevant du domaine de l'application de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, voire du domaine de l'application de la loi modifiante du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes;

conscient de ce que toutes les réclamations en la matière échappent à la compétence directe du Médiateur pour défaut de compétence;

considérant cependant que, tant les demandes d'information adressées au Médiateur que les réclamations dont il a été saisi en la matière dénotent l'existence de certains problèmes dont la gravité diffère selon les circonstances, appelant une analyse approfondie et une révision de la législation précitée.

1. Les saisies et cessions pour des créances autres que les pensions alimentaires et les cessions relatives aux créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

En ce qui concerne le recouvrement de ces créances par voie de saisie-arrêt spéciale sur salaire ou de cession, force est de constater que l'application de la législation

existante peut conduire, dans certains cas, à une disproportion entre les droits du créancier au recouvrement de sa créance et les droits du débiteur au maintien des ressources financières absolument nécessaires pour lui permettre de suffire à ses besoins élémentaires.

En effet, faute de prendre en considération un certain nombre de paramètres sociaux, la législation en vigueur impose une charge excessive au débiteur. Ainsi, la loi prévoit comme seul critère de détermination des quotités saisissables et cessibles le revenu net du débiteur. Si l'on se place dans l'hypothèse d'une créance donnant lieu à l'application des taux maxima saisissables et cessibles, il reste au débiteur (cédant et/ou saisi), en cas d'une saisie ou d'une cession, un minimum de 1.505 € par mois pour subvenir à ses propres besoins. Si le débiteur est confronté à une saisie et à une cession, le restant mensuel qui lui est garanti par la loi est ramené à 1.260 €.

La situation ainsi créée ne tient aucunement compte de la situation familiale du débiteur. Or, s'il est vrai qu'une personne célibataire peut subvenir à ses besoins avec de tels montants minima garantis, il en est autrement pour un couple et surtout pour une famille avec un ou plusieurs enfants, à revenu unique, qui, avec de tels revenus mensuels minima, même augmentés des allocations familiales, sont souvent confrontés à des problèmes existentiels.

Force est de constater que le manque de prise en considération de la situation familiale du débiteur a été souligné et désapprouvé par la Commission des Affaires sociales de la Chambre des Députés, qui dans son rapport du 10 février 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, a fait le commentaire suivant: «*Est-ce admissible? Ici, l'on doit se rendre compte combien imparfait est le critère choisi par la loi pour déterminer les portions cessible et saisissable. C'est le montant du salaire net. Cette donnée est cependant bien insuffisante pour refléter la situation économique d'une famille. Elle ne tient pas compte des charges de la famille, comme le loyer, ni du nombre de personnes devant vivre sur un salaire ni de l'existence éventuelle d'autres sources de revenus.*»

2. Les saisies et/ou la cession sur les traitements et les pensions d'agents jouissant du statut public pour des créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

Par les dispositions de l'article premier de la loi du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes, le législateur a augmenté les pourcentages cessibles sur les traitements, salaires, pensions et rentes dans l'hypothèse d'une créance née d'un contrat d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'une propriété immobilière. Ce faisant, il a introduit une distinction suivant que les débiteurs relèvent du secteur public ou du secteur privé. En effet, pour des raisons non précisées dans les travaux préparatoires, la législation existante assure à un débiteur issu du secteur privé un montant minimum incessible et insaisissable supérieur à celui d'un agent issu du secteur public.

Par ce fait, il a désavantagé les débiteurs issus du secteur public par rapport à ceux du secteur privé. Si la législation existante garantit à un débiteur non issu du secteur public un montant minimum restant de 1.365 € en cas de cession «immobilière» et de 1.120 € en cas d'une cession «immobilière» et d'une ou de plusieurs saisies, ce montant est ramené pour les agents du secteur public à 1.245 € en cas d'une cession et à 1.000 € en cas d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies.

Cette discrimination, qui paraît dénuée de tout fondement, a déjà fait l'objet d'une critique de la part du Conseil d'État qui, dans son avis du 6 juin 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, s'est exprimé en ces termes: «*Le Conseil d'État se prononce contre le taux de cessibilité plus élevé adopté par la Chambre des Députés (…). En effet, la loi du 11 novembre 1970 a pour but de protéger le salarié contre des cessions et saisies-arrêts excessives qui le priveraient des fonds nécessaires pour subvenir aux besoins de sa famille.*»

3. Les saisies-arrêts spéciales sur salaires aux fins de recouvrement de créances issues d'obligations alimentaires

En vertu des dispositions de l'article 8 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, le terme courant non honoré d'une pension alimentaire est prélevé sur la portion insaisissable et incessible du revenu.

Deux cas de figure doivent être distingués, celui, très peu fréquent, du débiteur du terme courant d'une pension alimentaire sans autres arriérés et qui ne fait pas l'objet d'une cession ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire. A priori, les dispositions du prédit article 8 sont ici de nature plutôt théoriques alors qu'en tout état de cause, le débiteur n'est pas exposé au danger de précarité financière.

Le deuxième cas de figure, celui beaucoup plus fréquent, du débiteur de pension alimentaire ayant accumulé des arriérés de pension alimentaire et faisant l'objet d'autres recouvrements par voie de cession et/ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire, est extrêmement délicat. Si l'on admet l'hypothèse d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies au taux légal maximum et l'existence d'une obligation alimentaire mensuelle, le terme courant de cette obligation sera prélevé chaque mois sur la portion insaisissable et incessible, donc en principe garantie, du revenu.

En application de la disposition légale précitée et, dans l'hypothèse d'une pension alimentaire de 500 € par mois, il resterait au débiteur pour subvenir mensuellement à ses propres besoins:

Saisie(s), cession («immobilière»), agent public: 500 €

Saisie(s), cession («immobilière»), agent privé: 620 €

Saisie(s), cession normale: 760 €

Saisie (s): 1.005 €

On constate donc une variation allant du simple au double du montant restant après avoir opéré les déductions légales, selon le profil spécifique du débiteur quant à ses dettes et quant à son statut.

Une telle situation est intenable alors surtout que dans les trois premières hypothèses, les moyens absolument nécessaires au débiteur pour assurer sa subsistance ne sont plus garantis.

En ce qui concerne les pensions alimentaires, il y a lieu de considérer également un autre problème qui ne concerne pas directement les cessions ou les saisies-arrêts spéciales sur salaire, mais dont il importe de tenir compte pour protéger certains créanciers de pensions alimentaires.

En effet, en vertu de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité et par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Fonds national de Solidarité avance le terme courant d'une pension alimentaire et, le cas échéant, également d'éventuels arriérés au créancier, sous réserve cependant que ce dernier ait tenté par toutes les voies légalement prévues d'obtenir lui-même le paiement des obligations alimentaires qui lui sont dues.

Il convient à cet endroit de distinguer trois cas de figure différents. Le premier est celui du débiteur de pension alimentaire qui touche lui-même le revenu minimum garanti (RMG). Comme ce dernier n'est pas saisissable ou cessible, le Fonds national de Solidarité fait l'avance des obligations alimentaires dues tout en étant de ce fait subrogé dans les droits du créancier qu'il pourra faire valoir si ce débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Le deuxième cas est celui d'un débiteur d'obligations alimentaires à revenus très modestes ou, du moins, très proche du salaire social minimum. Si ce débiteur se voit également exposé à des voies de recouvrement de créances par saisie-arrêt spéciale sur salaire ou par voie de cession, on revient au cas de figure décrit plus haut, à savoir que ce débiteur ne disposera plus des moyens financiers nécessaires à sa propre subsistance.

Le troisième cas concerne les débiteurs de pensions alimentaires qui ont les capacités financières pour suffire à leurs obligations, mais qui tentent de s'y soustraire et pour lesquels une procédure de recouvrement par voie de saisie-arrêt sur salaire ou par voie de cession est inopérante alors qu'ils dissimulent une partie de leurs revenus ou qu'ils exercent une activité non salariée.

En pareil cas, il est également possible au créancier d'une pension alimentaire de solliciter l'avance de cette pension par le Fonds national de Solidarité. Cependant, il est fréquent que l'obligation alimentaire est entérinée par une convention de divorce et non par un titre judiciaire, ce qui exclut selon la législation actuelle toute avance par le Fonds national de Solidarité. Or, pour les créanciers de pensions alimentaires à revenus modestes et ce cas est très fréquent, il n'est souvent pas possible d'entamer les voies de recouvrement légalement prévues ou de se procurer un titre judiciaire, faute de moyens financiers suffisants. Il est d'ailleurs à noter dans ce contexte que les critères d'attribution de l'assistance judiciaire ne vont pas au-delà du RMG.

4. Le conflit entre le recouvrement par voie de saisie-arrêt spéciale et le revenu minimum garanti

La législation régissant le droit au revenu minimum garanti ainsi que d'autres dispositions législatives ont consacré le principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité du revenu minimum garanti.

Or, par l'application de ce principe, le législateur consacre une inégalité de traitement entre les débiteurs salariés à revenus modestes frappés d'une ou de plusieurs saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou d'une cession et les bénéficiaires du revenu minimum garanti.

4.1. Le débiteur célibataire sans enfants

Actuellement, le salaire social minimum pour un adulte non qualifié est fixé à 1.570,28 € brut, soit à 1.312,67 € net.

Le revenu minimum garanti est fixé actuellement au montant de 1.097,68 € brut, soit à 1.028,48 € net pour un adulte.

Si l'on se place dans le cas de figure d'un salarié touchant le salaire social minimum et frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies concernant par leur quantum l'intégralité de la portion saisissable et cessible, on arrive aux montants restant au débiteur suivants:

Saisie(s) seulement: 1.177,01 €

Saisie(s) et cession: 1.041,35 €

Dans ce cas de figure, le salarié débiteur ne gagnant que le salaire social minimum dispose d'un solde de salaire qui est de 148,53 € à 12,87 € supérieur au RMG.

4.2. Le débiteur bénéficiant de la classe d'impôt 2 avec ou sans enfants

Il est important d'apporter cette distinction alors que dans cette hypothèse, ni le débiteur bénéficiant du salaire social minimum, ni celui bénéficiant du RMG ne sont soumis à l'imposition sur le revenu.

Les montants restant au débiteur bénéficiaire du salaire social minimum saisi et/ou cédé s'établissent dès lors comme suit:

Saisie(s) seulement: 1.204,16 €

Saisie(s) et cession: 1.059,45 €

Si l'on admet l'hypothèse, assez fréquente, d'un bénéficiaire du salaire social minimum dont le conjoint ne travaille pas et, si l'on procède à une comparaison du revenu de ce ménage avec celui d'un ménage à deux adultes bénéficiant du RMG, qui est dans ce cas de 1.646,56 € brut, soit de 1.545,86 € net, force est de constater que la situation financière d'un ménage bénéficiaire du RMG est nettement plus favorable que celle d'un ménage disposant du salaire social minimum si ce ménage est frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies, la différence se situant dès lors entre 341,70 € et 486,41 € en défaveur du débiteur qui exerce une fonction salariée.

Dans l'hypothèse d'une famille avec enfants, bénéficiant d'un seul salaire social minimum, le fossé se creuse encore davantage. En effet, la législation sur le RMG prévoit un supplément de 99,87 € brut par enfant pour un ménage. Il en découle qu'un ménage avec deux enfants et disposant du RMG a un revenu mensuel net de 1.732,72 €. En pareil cas, la différence se situera entre 528,56 € et 673,27 € en défaveur du débiteur salarié, suivant qu'il est frappé d'une ou de plusieurs saisies avec ou sans cession.

Il est dès lors établi que la législation en vigueur est nettement défavorable au débiteur qui touche le salaire social minimum du fait de son travail, sauf s'il s'agit d'un débiteur célibataire.

5. Considérations d'ordre procédural

S'il est vrai que la procédure régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire ainsi que les actes de cession volontaire ont été révisés par le législateur à bon droit afin de permettre aux créanciers de recouvrer leurs créances par le biais d'une procédure simple et largement gratuite, sans avoir besoin de recourir aux services d'un avocat, il reste cependant que la simplification à outrance peut mener à des situations compromettant la situation de travail des débiteurs ou des présumés débiteurs.

Si l'on compare la procédure des saisies-arrêts spéciales sur salaire avec une autre procédure de recouvrement, assez analogue de par sa simplicité et sa quasi-gratuité, à savoir celle de l'ordonnance conditionnelle de paiement, on est amené à constater que la procédure des saisies-arrêts spéciales fait intervenir dès le début de la procédure une tierce partie, à savoir l'employeur du débiteur ou du présumé débiteur, la partie tierce saisie.

En matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, le présumé débiteur se voit notifier à titre personnel une ordonnance conditionnelle de paiement lui enjoignant de s'acquitter auprès de la partie créancière du montant réclamé, sinon de former contredit dans un délai de 15 jours à partir de la notification au greffe de la Justice de Paix territorialement compétente. Si le présumé débiteur estime ne pas redevoir le montant réclamé, s'il conteste la créance dans son quantum ou dans son principe, ou les deux à la fois, il dispose d'une voie de recours efficace qui interrompt la procédure entamée. Le seul moyen pour le créancier de prospérer dans son instance consiste à solliciter la convocation des parties à une audience. Il appartient dès lors au juge de décider sur le bien-fondé de la demande après avoir contradictoirement entendu les parties en leurs moyens et explications. Le même droit de solliciter la convocation est d'ailleurs accordé au débiteur. Si le juge estime la demande fondée, il émettra un titre judiciaire, susceptible d'appel si le montant de la condamnation dépasse le seuil non appelable. Il appartiendra à la partie créancière de faire opposer ce titre soit au débiteur lui-même, soit à une tierce partie quelconque ou à l'employeur du débiteur aux fins de saisie-arrêt spéciale sur salaire.

En matière de saisie-arrêt spéciale sur salaire, la procédure est différente alors que l'ordonnance de procéder à des retenues sur le salaire du salarié, qui n'est toujours qu'une ordonnance conditionnelle, est dès le début notifiée à la partie tierce saisie. Dès la réception de cette ordonnance, ce dernier est tenu de déposer une déclaration affirmative au greffe et d'opérer les retenues légales.

L'expérience a clairement montré que bon nombre d'employeurs et surtout ceux qui n'emploient que très peu de personnel, considèrent la notification d'une saisie comme preuve d'une faute plus ou moins grave de leur employé. Bien que toute action visant la résiliation du contrat de travail suite à la notification d'une saisie-arrêt spéciale sur salaire ou toute autre action répressive interne soit formellement inter-

dite par le Code du Travail, il n'en reste pas moins que la relation de confiance entre l'employeur et son salarié est souvent sérieusement compromise. Il est à noter que la notification d'un acte de cession produit souvent des effets similaires, même s'il ne s'agit pas d'un acte émanant des autorités judiciaires. Comme la cession est cependant un acte volontaire du débiteur, il n'appartient pas au législateur d'en délimiter les conséquences en ce qui concerne ses possibles répercussions sur les relations de travail.

* * *

Considérant dès lors que des modifications à la législation régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire s'imposent afin de garantir un traitement plus équitable et plus proportionné à la situation familiale du débiteur;

considérant que la distinction entre salariés issus du secteur public et salariés du secteur privé est dénuée de tout fondement;

considérant que les retenues actuellement applicables en matière de pension alimentaire, si elles se trouvent combinées à d'autres saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou à une cession, exposent le débiteur saisi à une situation financière hautement précaire;

considérant que la législation interdisant toute saisie ou cession sur le revenu minimum garanti pénalise fortement le travailleur à revenu modeste par rapport au bénéficiaire du revenu minimum garanti;

considérant que les règles de procédure actuelles en matière de saisies-arrêts spéciales sur salaire ou de cessions sont susceptibles, dans certaines circonstances, de porter préjudice à la relation de travail du débiteur saisi.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir:

1. la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes et

2. la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité, notamment afin

de prendre les dispositions nécessaires à ce que le revenu restant à un débiteur salarié frappé d'une ou de plusieurs saisies et/ou d'une cession ne pourra en aucun cas être inférieur à celui auquel peut prétendre un débiteur bénéficiaire du RMG suivant sa situation familiale;

d'abolir la fixation différente des retenues à opérer en cas d'une cession qui trouve son origine dans un contrat de prêt ou d'épargne signé à des fins de financement d'une acquisition immobilière selon que le cédant est issu du secteur public ou non;

de modifier les dispositions légales pertinentes relatives aux modalités de retenue du terme courant des obligations alimentaires en garantissant au débiteur saisi un revenu minimal insaisissable lui permettant de disposer de moyens de subsistance personnels suffisants qui ne sauraient être inférieurs au revenu minimum garanti;

d'adapter la législation concernant le RMG dans le sens que l'avance d'une pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité soit également envisageable dans l'hypothèse d'un divorce par consentement mutuel;

d'encourager dans la même optique le Ministère public à faire plus systématiquement usage des prérogatives qui lui sont accordées en vertu des articles 391 bis et 391 ter du code pénal;

de modifier les règles de procédure dans le sens de l'introduction d'une ordonnance conditionnelle de saisie-arrêt spéciale sur salaire contre laquelle le débiteur saisi pourrait former contredit dans un délai imparti avant toute notification à l'employeur; en cas de contestation de la créance par le débiteur, l'employeur n'obtiendrait connaissance de la saisie qu'en cas de jugement de validation pris après débat contradictoire, sans préjudice du droit du débiteur de former à tout moment opposition contre une saisie-arrêt spéciale sur salaire.

Réponse:

Le Médiateur espère que, suite à sa recommandation, le projet de loi n°4955 déposé à la Chambre des Députés le 16 mai 2002 et les règlements grand-ducaux afférents visant une refonte majeure de la législation sur les saisies-arrêts spéciales sur salaire et les cessions, seront remis à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

Le Médiateur se félicite de ce que ce projet se recoupe largement avec ses recommandations, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la situation familiale du débiteur, l'abolition d'un traitement différent suivant que le débiteur relève du régime public ou du secteur privé, la limitation des effets du principe de cumul des saisies et cessions ainsi qu'en ce qui concerne la modification des taux applicables aux tranches saisissables et cessibles.

Le Médiateur tient cependant à soulever la question si ce projet de loi qui autorise dans une mesure certes réduite la saisie ou la cession du Revenu Minimum Garanti ne va pas à l'encontre du principe que ce revenu devrait constituer le minimum que l'État garantit, sous certaines conditions, à chaque résidant afin qu'il puisse subvenir à ses besoins les plus élémentaires et participer d'une manière minimale aux actes de la vie sociale.

Le Médiateur se félicite également du fait que le projet de loi n°5155 portant réforme du divorce et déposé en date du 20 mai 2003 se propose de modifier l'article 230 du code civil en ce qui concerne la convention de divorce. Par l'homologation du tribunal, toutes les mesures contenues dans une telle convention, donc également celles relatives au secours alimentaire, seront exécutoires et ce au même titre que la décision ayant prononcé le divorce. Par conséquent le paiement d'une avance de pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité pourrait désormais se faire sans aucun problème, ainsi qu'il a été proposé par le Médiateur.

Le Médiateur salue la remise à l'ordre du jour de la Chambre des Députés du projet de loi n°4955.

Par un courrier du 25 août 2008, le Ministre de la Justice informe le Médiateur que la Commission juridique de la Chambre des Députés se penche actuellement sur ledit projet de loi.

En effet d'après les informations qui lui ont été transmises par le Ministre de la Justice, la Commission juridique de la Chambre des Députés a déjà entamé l'instruction dudit projet de loi alors même qu'il n'a pas encore été avisé par le Conseil d'État.

Il est hautement souhaitable que la Chambre des Députés poursuive activement ses travaux en vue de finaliser dans les meilleurs délais l'instruction du projet de loi n°4955.

Recommandation N°29 relative à l'envoi des cartes d'assignations aux demandeurs d'emploi

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives au refus de maintien de l'indemnité de chômage, voire à la suspension de la gestion des dossiers de demandeurs d'emploi qui n'avaient pas récupéré les cartes d'assignations envoyées par lettre recommandée;

considérant que dans les cas où les demandeurs d'emploi ne sont pas présents au moment du passage de l'agent des postes avec une lettre recommandée de la part de l'Administration de l'emploi, celui-ci remet un avis de garde dans la boîte aux lettres les invitant à récupérer l'envoi recommandé au bureau des postes dans un délai de 30 jours;

considérant qu'à défaut de récupérer le courrier recommandé dans le délai imparti, il est renvoyé à l'Administration de l'emploi;

considérant qu'il arrive que ces avis de garde soient égarés et que dès lors les personnes concernées ne sont pas renseignées sur l'existence d'une lettre recommandée;

considérant que l'article 151-3 du Code du Travail dispose que pour être admis au bénéfice de l'indemnité de chômage complet, le travailleur doit notamment être chômeur involontaire, être disponible pour le marché du travail et prêt à accepter tout emploi approprié;

considérant que l'ADEM exige à juste titre du demandeur d'emploi qu'il soit disponible et qu'il entreprenne avec la diligence requise toutes les démarches nécessaires en vue de sa réinsertion sur le marché de l'emploi;

considérant qu'à défaut de s'être présenté endéans les 30 jours auprès du bureau des postes indiqué pour y récupérer sa ou ses carte(s) d'assignation(s), le demandeur d'emploi n'est plus considéré comme disponible pour le marché du travail;

considérant qu'il résulte de deux arrêts rendus par le Conseil supérieur des assurances sociales en date du 3 octobre 2007 que le fait de ne pas avoir répondu à une assignation, faute de ne pas avoir récupéré le courrier recommandé contenant la ou les carte(s) d'assignation(s), ne suffit pas pour ne plus considérer le demandeur d'emploi comme chômeur involontaire et disponible pour le marché du travail;

considérant qu'il appartient à l'ADEM de prouver que le demandeur d'emploi a effectivement reçu l'avis de garde du courrier recommandé;

considérant que pour éviter que l'égarement d'un avis de garde n'entraîne des conséquences préjudiciables pour le demandeur d'emploi,

le Médiateur recommande au Ministre du Travail et de l'Emploi de modifier la procédure de délivrance des cartes d'assignations en s'inspirant de la procédure telle qu'elle a été introduite par le règlement grand-ducal du 15 mai 1991 relatif aux significations et notifications en matière civile et commerciale.

Suivant cette procédure l'assignation serait confiée sous pli fermé et recommandé à la poste accompagné d'un avis de réception. En même temps une copie de l'assignation serait envoyée au destinataire par simple lettre.

Dans tous les cas la remise de l'assignation serait réputée être faite le jour du dépôt de l'avis par l'agent des postes.

Réponse:

Dans sa prise de position du 17 mars 2008, le Ministre du Travail et de l'Emploi informe le Médiateur qu'il entend se rallier à l'avis négatif de la responsable de l'Administration de l'emploi.

Le Ministre estime que le système actuel pratiqué par l'ADEM fournit toutes les garanties requises notamment au regard de la jurisprudence de la Cour d'Appel.

Le Médiateur regrette, que dans sa prise de position, le Ministre suive l'avis de la responsable de l'administration alors qu'il lui semble évident qu'une procédure consistant à communiquer les assignations par envoi simultané de courriers recommandés avec accusé de réception et de courriers simples écarterait définitivement la possibilité de voir les demandeurs d'emploi contester la réception des assignations qui leur sont adressées.

Le Médiateur note avec satisfaction que, suite à la présentation de son dernier rapport d'activité, l'ADEM a finalement accepté de suivre sa recommandation.

Recommandation N°30 relative à une nouvelle répartition des compétences en matière d'exécution des peines privatives de liberté

Depuis la mise en place de son Secrétariat, le Médiateur a été saisi de 46 réclamations formelles émanant de personnes détenues ayant eu pour objet une contestation née du fait de leur incarcération.

En outre, le Médiateur a été saisi par écrit de quelque 200 demandes émanant de détenus qui ont sollicité des informations en rapport avec des problèmes relatifs ou connexes à leur détention.

Depuis l'ouverture d'une permanence au sein du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL), le Médiateur s'y est rendu à 9 reprises pour entendre les dépositions de détenus qui avaient sollicité un rendez-vous auprès de lui.

Toutes ces saisines, qu'elles aient donné lieu à une réclamation formelle ou non, ainsi que les nombreux entretiens qu'il a menés tant avec les directions des Centres pénitentiaires, les responsables du service médico-psychiatrique, du Service psycho-socio-éducatif (SPSE), du Service central d'Assistance sociale (SCAS) qu'avec la Représentation du personnel de l'administration pénitentiaire lui ont permis de déceler un certain nombre de problèmes ou d'insuffisances souvent récurrents.

Il s'agit globalement de 4 catégories de problèmes ou d'insuffisances, à savoir:

- des problèmes, voire un manque de communication tant entre les différents services à l'intérieur des établissements pénitentiaires qu'entre les responsables à tous niveaux, notamment du CPL et leurs supérieurs hiérarchiques;

- une mise en œuvre et un suivi déficients d'une politique pénologique à double finalité;

- les procédures de prise de décision en matière d'exécution des peines réservées à l'heure actuelle au Délégué du Procureur général, voire à la Commission pénitentiaire (prévue à l'article 12 de la loi du 26 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté), ne sont plus guère compatibles avec les principes du contradictoire et le droit à un recours devant un organe indépendant et impartial;

- un alourdissement inutile des procédures administratives dû à la répartition des compétences administratives entre d'une part les Directeurs des établissements pénitentiaires et d'autre part le Procureur général et/ou son Délégué.

De ces constats, et à l'instar de ce qui s'est déjà fait dans d'autres pays, notamment en France, un remaniement en profondeur du système de l'exécution des peines s'impose.

Il convient de distinguer en cette matière deux aspects différents, à savoir, le domaine de l'administration des services pénitentiaires et celui des décisions de fond en matière d'exécution des peines.

1. Les compétences concernant les décisions de fond en matière d'exécution des peines

Il s'agit ici des compétences réservées par la loi au Délégué du Procureur général ou à la Commission pénitentiaire. Ce domaine vise plus particulièrement les demandes basées sur l'article 100 du code pénal, les demandes de transfèrement du Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) au Centre Pénitentiaire de Givenich (CPG) ainsi que les demandes en obtention d'un congé pénal.

Les décisions sur ces demandes appartiennent actuellement pour tout, en cas de compétence exclusive du Délégué, ou majoritairement en cas de compétence de la Commission pénitentiaire, à des magistrats faisant partie du Ministère public.

Il apparaît donc que le Ministère public, appelé à requérir une peine contre un futur détenu, est à l'heure actuelle également l'instance principalement responsable pour décider d'une libération conditionnelle, voire d'un aménagement de la peine qu'il a lui-même requise auprès d'un Tribunal ou de la Cour.

Force est également de constater que les fonctions de Délégué du Procureur général à l'exécution des peines et de membre de la Commission pénitentiaire ne correspondent pas à des postes prévus dans l'évolution de carrière des magistrats ce qui implique une rotation plus fréquente au niveau des magistrats appelés à remplir ces fonctions. L'expérience a montré que le Délégué du Procureur général change en moyenne tous les trois à quatre ans. Cette pratique va clairement à l'encontre d'une spécialisation à long terme et donc également de l'expérience requise de tout titulaire d'une fonction aussi difficile, complexe et délicate.

De même, il y a lieu de remarquer que les décisions du Délégué ou de la Commission pénitentiaire ne sont pas prises à l'issue d'une procédure contradictoire et qu'elles sont également sans appel quant au fond.

2. Les compétences administratives en matière d'exécution des peines

La direction générale des établissements pénitentiaires est actuellement réservée par la loi au Procureur général d'État qui en pratique délègue cette compétence à un magistrat du Parquet Général. De ce fait, le Secrétariat général des établissements pénitentiaires se trouve également établi près du Service de l'exécution des peines du Parquet général.

Toutes les propositions administratives au niveau budgétaire, incluant donc les ressources humaines, sont actuellement de la compétence du Délégué du Procureur général à l'exécution des peines.

En pratique le plus grand nombre de ces propositions qui sont préparées par les Directeurs des établissements pénitentiaires (budget, acquisitions, équipements, ressources humaines, infrastructures) doivent être soumises au Délégué du Procureur général qui peut y apporter les modifications qu'il estime utiles et nécessaires. En suite ces propositions sont soumises au Procureur général auquel incombe la décision de les transmettre au Ministre compétent. Cette pratique témoigne de l'absence d'autonomie administrative dans le chef des Directeurs des établissements pénitentiaires qui gèrent au quotidien les centres pénitentiaires et qui de ce fait ont une connaissance approfondie de la réalité des prisons et des problèmes qui s'y manifestent, aussi au niveau de la gestion. Ces responsables ont parcouru tous les échelons de leur carrière au sein des établissements pénitentiaires ce qui leur confère une connaissance intime de leur domaine.

3. Redistribution des compétences pour un meilleur traitement pénologique

Si la compétence générale en matière de politique pénologique doit rester acquise au Ministre de la Justice, auquel il appartient de définir les lignes directrices de cette politique, la mise en œuvre concrète et le suivi de cette politique relèvent de la compétence du Procureur général ou de son Délégué qui au demeurant, agissent très souvent sur proposition ou sur l'initiative des Directeurs des établissements pénitentiaires.

Une politique en matière de pénologie efficiente et efficace, tenant à la fois compte des besoins et des intérêts spécifiques des différentes catégories de condamnés pendant et après leur détention ainsi que des intérêts légitimes de la société est le meilleur garant d'un taux de récidive aussi faible que possible et donc également de la sécurité publique.

Cette politique, pour devenir efficiente et utile, doit se baser sur les expériences et les initiatives des experts du milieu carcéral. Il serait partant logique de confier la mise en œuvre et le suivi de cette politique à des personnes qui connaissent au mieux les réalités dans les établissements pénitentiaires, le comportement et l'attitude des détenus ainsi que les besoins spécifiques des détenus et du personnel.

Des ces considérations se dégage la nécessité de revoir l'organisation pénitentiaire dans son ensemble et d'envisager la création de la fonction du Juge à l'application des peines et d'une direction générale de l'administration pénitentiaire autonome, dissociée du Parquet Général. Cette proposition comporterait en matière de peines privatives de liberté, comme en matière des modalités d'exécution des travaux d'intérêt général, l'abolition de la fonction du Délégué du Procureur général à l'exécution des peines dès lors que la loi ne réserverait plus de compétences au Procureur général en ce domaine.

Il est entendu que le Procureur général d'État restera compétent pour l'exécution de toutes les autres peines non privatives de liberté et des amendes pénales.

Le Juge à l'application des peines

Il serait créé auprès de chaque Tribunal d'Arrondissement un Juge à l'application des peines ainsi qu'en matière d'appel, auprès de la Cour, un Conseiller à l'application des peines.

Il appartiendrait à ces magistrats de statuer sur toutes les requêtes qui leur seront soumises sur base de l'article 100 du code pénal, des requêtes en matière de transfèrement du CPL au CPG, des demandes en matière de congé pénal comme plus généralement de toutes requêtes qui tombent actuellement sous la compétence du Délégué du Procureur général ou de la Commission pénitentiaire, prévues notamment aux sections I-IV de la loi modifiée du 26 juillet 1986 relative à certains modes d´exécution des peines privatives de liberté.

La procédure contradictoire serait déclenchée sur requête à présenter par le détenu ou son avocat. Après avoir entendu le représentant du Ministère public en son réquisitoire et le détenu, le cas échéant assisté de son mandataire, en leurs moyens et conclusions, le Juge à l'application des peines rendrait une décision susceptible d'appel par le détenu ou le Ministère public dans un délai à fixer.

Le Juge à l'application des peines se prononcerait après s'être entouré de tels avis du comité de guidance ou de la CLP (commission pour le traitement pénologique des condamnés à de longues peines de prison) qu'il estime utiles et nécessaires. Il est entendu que tant le Ministère public que le détenu ou son représentant seraient admis à déposer toute offre de preuve.

Afin d'éviter une surcharge du Juge à l'application des peines par des requêtes répétitives déposées par des détenus qui n'ont pas prospéré lors d'une précédente saisine, il serait indiqué de prévoir un délai d'attente minimal avant que le détenu ne soit admis à re-saisir le Juge à l'application des peines de la même demande. On pourrait à cet égard s'inspirer du modèle prévu par le règlement grand-ducal modifié du 19 janvier 1989 déterminant l´affectation des rémunérations revenant aux condamnés soumis au régime de semi-liberté et fixant les modalités d´octroi du congé pénal, tout en recommandant avec insistance de lier les délais à prévoir à la nature de la demande et à la durée de la peine privative de liberté.

Actuellement, le recours contre des sanctions disciplinaires infligées par les Directeurs des établissements pénitentiaires aux détenus relève de la compétence du Procureur général. Les recours contre les décisions de placement au régime cellulaire strict, prises par le Procureur général sont de la compétence de la Commission pénitentiaire.

En vue du contrôle judiciaire de toutes les décisions prises en matière d'exécution des peines, il serait opportun d'attribuer aux Directeurs des établissements pénitentiaires l'intégralité du pouvoir disciplinaire et de prévoir un recours judiciaire contre toutes ces décisions devant le Juge à l'application des peines, qui statuerait contradictoirement, le cas échéant par voie d'urgence, et en tout cas sans possibilité d'appel.

Bien que s'agissant en l'occurrence de recours contre des décisions administratives, cette procédure permettrait au Juge à l'application des peines d'obtenir une meilleure connaissance des détenus, connaissance qui peut s'avérer utile si ces mêmes détenus saisiront ce magistrat par une requête sur base des dispositions de l'article 100 du code pénal par exemple.

Il est entendu que la complexité et la responsabilité de la mission du Juge à l'application des peines requièrent la nomination d'un magistrat qui devrait pouvoir se prévaloir d'une certaine ancienneté et d'une certaine expérience en matière pénale. Dans la même optique, il devrait être possible au titulaire de cette fonction de bénéficier d'une évolution de carrière normale.

La direction générale des établissements pénitentiaires

Il serait créé la fonction d'un Directeur général aux établissements pénitentiaires.

La direction générale serait appelée notamment à assurer les missions suivantes:

<u>en matière de l'élaboration de stratégies et du développement de l'institution:</u>

- la mise en œuvre de la politique pénologique;
- l'élaboration et l'application d'un concept de gestion et de coordination entre les différents services de l'administration pénitentiaire;
- la supervision de la gestion au sein des établissements pénitentiaires;
- l'élaboration de statistiques et la mise en place d'outils d'évaluation;
- l'analyse de l'évolution de la démographie carcérale;
- la coordination et la surveillance de l'exécution des grands projets (construction, etc.);

<u>en matière de communication vers l'extérieur:</u>

- la mise en place d'une stratégie de communication externe;
- le contact avec les médias;
- la coordination et le suivi des relations internationales;

<u>en matière de gestion des ressources humaines:</u>

- l'organisation du recrutement, des examens-concours, des examens de carrière et de promotion;
- l'organisation de la formation de base et de la formation continue, l'élaboration des différents curricula;
- la gestion centralisée du personnel et des affaires disciplinaires;
- la gestion et l'organisation centralisée de la médecine du travail;

<u>en matière budgétaire:</u>

- l'élaboration du budget de l'ensemble de l'administration pénitentiaire;
- le contrôle interne de la comptabilité;
- les marchés publics;
- le suivi des PPP (public private partnerships);

<u>en matière de sécurité:</u>

- le développement d'une politique de sécurité;
- l'acquisition, le contrôle, le suivi et l'évaluation des technologies de sécurité;
- l'organisation de la coopération avec la Police grand-ducale;
- l'organisation d'audits et de contrôles en matière de sécurité par des organismes agréés;
- la gestion du volet «sécurité dans la fonction publique»;

<u>en matière de technologies d'information et de communication:</u>

- la gestion centralisée des données informatiques;
- le développement des stratégies et outils informatiques;
- la protection des données;

<u>en matière administrative et juridique:</u>

- le suivi des plaintes pénales dirigées contre l'administration pénitentiaire;

<u>en matière de contrôle et d'inspection:</u>

- la réalisation d'enquêtes internes en cas de besoin;
- la réalisation de missions d'inspection in situ;
- l'inspection de tous les établissements quant au respect des normes sanitaires.

Il est à noter que la mission de contrôle interne compléterait utilement le rôle de l'organe indépendant à créer qui aura pour vocation d'assurer le contrôle général et l'évaluation externe des lieux privatifs de liberté ainsi que le rôle de contrôle politique exercé par la Chambre des Députés.

À cet effet, la direction générale serait dotée d'un cadre de personnel comprenant, outre le Directeur général un nombre suffisant d'agents de la carrière supérieure et moyenne de l'État, voire, pour les compétences à caractère sécuritaire, par détachement du cadre des officiers de police, pour pouvoir remplir les missions ci-avant décrites.

Il est entendu que la direction générale devra également bénéficier de personnel administratif et d'appui.

Les deux établissements pénitentiaires existants resteraient dotés de leurs structures administratives actuellement existantes au sein desquelles des capacités pourront être dégagées par la dévolution de certaines tâches à la nouvelle direction générale.

Il est évident que le Directeur général à recruter devrait bénéficier d'une très large expérience dans le domaine pénitentiaire.

En vue de la mise en œuvre de cette recommandation, mais également au vu du projet tendant à la mise en place d'une maison d'arrêt, il est indiqué de prendre aussi rapidement que possible les dispositions budgétaires qui s'imposent afin de permettre un recrutement suffisant en personnel appelé à assumer des fonctions à responsabilité dans un proche avenir, ceci sans préjudice des besoins supplémentaires en personnel de l'administration pénitentiaire, notamment dans le domaine socio-éducatif.

Réponse:

Dans sa prise de position adressée au Médiateur en date du 25 août 2008, le Ministre de la Justice se prononce en faveur de l'introduction d'un management différemment conçu de l'administration pénitentiaire.

Il estime toutefois que cette idée mérite une analyse plus approfondie quant à son impact budgétaire.

Par ailleurs, sans prendre position par rapport aux autres propositions contenues dans la recommandation notamment par rapport à celle d'envisager la création de la fonction du juge à l'application des peines, le Ministre renvoie aux avis écrits du Procureur général d'État et du Procureur général d'État adjoint.

Après avoir lu attentivement les critiques formulées dans la prise de position des responsables du Parquet général, le Médiateur n'a pas détecté le moindre argument de fond qui militerait contre la prise en compte de sa recommandation.

Les réflexions à la base de sa recommandation relèvent en fait de la seule considération que de par leur nature les compétences et les missions de la direction générale des établissements pénitentiaires ne devraient pas être réservées à un organe externe de même qu'en matière d'exécution des peines privatives de liberté les décisions de nature judiciaire ne devraient plus relever de la compétence de magistrats du corps en charge de la poursuite des infractions à l'ordre public.

En date du 20 septembre 2009 le nouveau Ministre de la Justice a proposé au Médiateur une entrevue afin de discuter des suites à donner à sa recommandation. Cette invitation fait suite à l'engagement pris par le Gouvernement d'examiner en détail les diverses recommandations du Médiateur relatives au fonctionnement de la Justice notamment en ce qui concerne l'introduction d'un juge à l'application des peines et la réforme de la direction des établissements pénitentiaires.

Recommandation N°31 relative à la rectification des actes de l'état civil des transsexuel(le)s

Saisi de deux réclamations de la part de transsexuelles qui se sont plaintes de la lenteur et de la complexité de la procédure à suivre en vue de la rectification des actes de l'état civil et du changement de leur prénom, qui constituent le prolongement logique d'une réassignation sexuelle;

considérant que les réclamantes se sont retrouvées à plusieurs reprises dans des situations très pénibles sinon humiliantes alors que leur physique ne coïncidait plus avec le prénom indiqué sur la carte d'identité, respectivement sur le permis de conduire;

considérant qu'il peut y avoir un intervalle de plusieurs mois, voire même de plus d'une année, entre l'intervention chirurgicale et la rectification des actes de l'état civil et le changement de prénom;

que ce n'est qu'à partir de ce moment, que les personnes concernées peuvent solliciter de nouveaux documents administratifs conformes à leur identité;

que par ailleurs les réclamantes ont dû recourir à un avocat pour engager la procédure en rectification de leur acte de naissance, ce qui a engendré des frais non négligeables;

considérant qu'en vertu de la législation actuelle, un changement de prénom après changement de sexe ne peut se faire que sur la base d'un jugement définitif du Tribunal d'Arrondissement ayant ordonné la modification de l'indication du sexe sur l'acte de naissance des personnes concernées;

considérant que dans d'autres pays de l'Union européenne dont l'Autriche, la Slovaquie, la Slovénie, le Danemark, la Finlande et la Norvège les règles applicables voire les pratiques administratives en la matière sont moins exigeantes et surtout moins onéreuses que les procédures prévues par la législation luxembourgeoise;

considérant qu'en Belgique, une loi relative à la transsexualité du 10 mai 2007 entrée en vigueur le 1er septembre 2007 a allégé considérablement les formalités administratives auxquelles les transsexuel(le)s sont confronté(e)s;

considérant qu'ainsi, le code civil belge prévoit que «toute personne inscrite aux registres de la population qui a la conviction intime, constante et irréversible d'appartenir au sexe opposé à celui qui est indiqué dans l'acte de naissance et dont le corps a été adapté à ce sexe opposé dans toute la mesure de ce qui est possible et justifié du point de vue médical, peut déclarer cette conviction à l'officier de l'état civil auquel il remettra une déclaration du psychiatre et du chirurgien attestant qu'il a cette conviction et qu'il a subi une réassignation sexuelle qui le fait correspondre au sexe opposé»;

recommande au Ministre de la Justice de réexaminer les dispositions afférentes du Code civil afin de simplifier et d'écourter la procédure en vue de la rectification des actes de l'état civil des transsexuel(le)s.

Réponse:

Par lettre du 29 juillet 2009 le nouveau Ministre de la Justice a informé le Médiateur qu'au cours de l'an 2007 il y a eu un revirement de jurisprudence qui a considérablement accéléré l'évacuation des dossiers des personnes transsexuelles et qui a réduit les démarches administratives à accomplir. En effet une seule autorité est compétente dans le cadre de la procédure de rectification.

Par jugement du 4 octobre 2007, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg s'est déclaré compétent pour statuer sur la demande en rectification dans l'acte de naissance non seulement de la mention relative au sexe mais également de la mention relative au prénom. La demande tendant à l'inscription d'un prénom qui correspond au sexe est «l'accessoire» de la demande en rectification de l'inscription du sexe dans l'acte de naissance.

D'après les informations dont dispose le Ministre, la procédure en rectification ne devrait plus dépasser les deux mois dès lors que le dossier est complet.

À la lumière de ces explications comme aussi des autres arguments invoqués par le Ministre à l'encontre de la transposition dans le droit interne de la pratique telle que suivie en Belgique, le Médiateur n'entend plus insister sur d'autres suites à donner à sa recommandation.

Recommandation N°32 relative à l'inscription au registre de la population

Considérant que le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations de la part de personnes auxquelles des communes refusent l'inscription au registre de la population en invoquant pour cela des considérations étrangères au critère de la résidence habituelle, seul critère qui peut être pris en compte pour refuser l'inscription d'une personne au registre de la population,

considérant ainsi que des personnes se sont vu refuser une telle inscription pour des considérations d'ordre urbanistique ou pour des raisons relatives à la réglementation de police,

considérant que selon la jurisprudence des juridictions administratives, «dans la mesure où toute personne, qui établit sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune, est obligée de faire la déclaration y relative au bureau de la population pour se faire inscrire au registre de la population et dans la mesure où la non-observation de cette disposition est pénalement répréhensible, il appartient en principe à la commune de procéder à ladite inscription dès qu'une personne se présente aux services communaux pour y faire inscrire une déclaration d'arrivée» (TA 5 mai 2004),

considérant qu'au droit d'avoir son domicile sur le territoire d'une commune sont liés d'autres droits, comme le droit de séjour et de travail et des droits sociaux comme par exemple le droit au revenu minimum garanti, ainsi que le droit à certaines aides et subventions publiques,

considérant qu'en cas d'incarcération de personnes condamnées à des peines privatives de liberté, certaines communes d'origine des personnes concernées procèdent à leur radiation d'office du registre de la population, sans que par ailleurs les mêmes personnes puissent se faire inscrire au registre de la population de la commune du lieu de leur incarcération,

considérant que des motifs de refus se rapportant à la sécurité, la salubrité, l'hygiène ne sauraient être invoqués pour refuser l'inscription d'une personne au registre de la population,

considérant que «si la commune estime pour des raisons inhérentes à la sécurité, à la salubrité et à l'hygiène que le lieu en question ne se prête pas à une résidence habituelle, il lui appartient d'entamer une procédure séparée en usant de son pouvoir de police général en matière de sécurité et de salubrité, ce pouvoir revenant au bourgmestre, en vertu de l'article 67 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988» (CA 22 mai 2008),

considérant qu'il est impérieux que chaque personne qui habite sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg puisse être inscrite au registre de la population de la commune dans laquelle elle a sa résidence habituelle,

considérant cependant qu'en vertu d'une jurisprudence récente «une commune est en droit de refuser l'inscription sur ses registres de la population d'un administré qui ouvertement et manifestement, par son établissement en un endroit précis du territoire communal entend violer les dispositions du plan d'aménagement général communal qui peuvent prévoir des zones où l'habitation à titre principal est prohibée» (CA 22 mai 2008),

considérant qu'à fortiori une commune est en droit de refuser l'inscription dans le registre de la population d'un administré si elle a édicté un règlement communal pris sur base de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1886 qui contient une disposition délimitant géographiquement les parties du territoire sur lesquelles l'établissement du domicile légal est admissible ou non et ce sur base de motifs tenant à l'aménagement du territoire,

considérant qu'il découle de la jurisprudence actuelle des conséquences sociales graves pour les personnes concernées, alors que de nouveaux arrivants risquent de se voir opposer de plus en plus fréquemment un refus d'inscription et ainsi le bénéfice de droits liés à l'inscription au registre de la population,

considérant qu'à défaut de texte clair et précis sur le registre de la population la jurisprudence semble évoluer dans un sens toujours plus restrictif et donc défavorable au citoyen désirant s'inscrire dans la commune de son choix,

considérant dès lors qu'il est impérieux de légiférer dans cette matière afin de clarifier les droits des personnes et des communes,

recommande au Ministre de l'Intérieur

d'élaborer dans les tous meilleurs délais un projet de loi tenant compte de la nécessité de prévoir une obligation pour les communes d'inscrire, au moins provisoirement, toute personne qui établit sa résidence habituelle sur leur territoire,

en attendant de voir clarifier la situation de par une nouvelle loi, de rédiger une circulaire adressée aux communes afin que celles-ci ne s'opposent pas à l'inscription au registre de la population de personnes ayant établi leur résidence habituelle sur le territoire de la commune et déclaré leur arrivée du moment que ces personnes remplissent toutes les conditions pour satisfaire à une telle inscription et sans qu'il soit tenu compte de considérations liées à la réglementation de police ou à celle relative à l'urbanisme sauf dans les cas où le plan d'aménagement général de la commune contient une disposition expresse concernant les zones du territoire où l'habitation à titre principal est prohibée ou dans le cas où un règlement communal pris sur base de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1886 renferme une disposition délimitant géographiquement les parties du territoire sur lesquelles l'établissement du domicile légal est inadmissible et ce sur base de motifs tenant à l'aménagement du territoire.

Réponse:

Le Ministre de l'Intérieur a informé le Médiateur que par une circulaire du 9 juin 2008 il a transmis la recommandation aux administrations.

En date du 28 octobre 2008, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi relatif aux registres communaux des personnes physiques (document parlementaire 5949).

Le Médiateur approuve ce projet de loi qui, du moins dans ses grandes lignes, répond parfaitement à sa recommandation (voir chapitre «Affaires relevant des communes»).

D. Recommandation visant l'institution d'un nouvel organe constitutionnel

Recommandation N°21 relative à l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice

1. MOTIVATION

Depuis son entrée en fonction, le Médiateur a été saisi de quelque 72 réclamations dirigées contre l'administration judiciaire. Ces réclamations ont essentiellement pour objet des lenteurs de procédure et un manque d'informations de la part des autorités judiciaires à l'égard du justiciable ou de son mandataire.

Force est de constater qu'il n'est pas rare que l'administration de la Justice se voit exposée en public à certaines critiques se rapportant à des problèmes identiques à ceux constatés par le Médiateur.

Le Médiateur s'investit auprès des autorités judiciaires concernées pour remédier au cas par cas, et pour autant qu'ils sont fondés, aux griefs portés à sa connaissance par les citoyens.

Une partie non négligeable des réponses fournies au Médiateur dans le cadre des dossiers dont il a été saisi ne sauraient lui donner satisfaction alors que les autorités judiciaires semblent, dans certains dossiers, ou plutôt dans certaines matières, vouloir se dérober à leur obligation de collaboration en se retranchant derrière le principe de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la Justice ou encore derrière le principe du secret de l'instruction. Ces considérations valent essentiellement pour les dossiers pénaux dont le cabinet d'instruction est saisi.

Or, une telle attitude, peu transparente et non conforme aux droits réservés au Médiateur par sa propre loi organique, n'est évidemment pas de nature à répondre aux attentes légitimes du justiciable vis-à-vis du troisième pouvoir.

Le constat que, en 2004, pour le seul Parquet de Luxembourg, l'action publique s'est éteinte par prescription dans pas moins de 120 affaires relevant du domaine de la criminalité économique et financière, n'est pas non plus de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice.

Après avoir entamé un dialogue avec les autorités judiciaires à ce sujet et, au vu des expériences accumulées lors du traitement des 72 réclamations précitées, le Médiateur a été amené à entamer une réflexion de fond sur le rôle, l'évolution et le mode de fonctionnement de la magistrature et, plus particulièrement, de l'administration de la Justice dans notre société.

2. CONSIDÉRATIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

2.1. Considérations quant à l'évolution du nombre d'affaires

Les statistiques établies par les différentes juridictions luxembourgeoises démontrent clairement qu'un nombre toujours croissant de personnes, physiques et morales ont tendance à porter leurs différends devant les juridictions compétentes, augmentant ainsi considérablement le nombre d'affaires enrôlées par année, notamment en matière civile, commerciale, de bail à loyer et de droit du travail.

Cette tendance est largement favorisée par les possibilités offertes aux citoyens de recourir aux assurances d'assistance juridique aux fins de bénéficier de l'assistance gratuite d'un avocat en cas de besoin. Certaines compagnies d'assurances offrent même automatiquement la protection juridique ensemble avec le contrat d'assurance responsabilité civile pour véhicules.

Parallèlement, on assiste depuis des années à une augmentation importante du nombre d'affaires pénales traitées par les Parquets, dont beaucoup sont fixées à une audience de police, correctionnelle ou criminelle. Au vu des rapports annuels des Procureurs d'État à Luxembourg et à Diekirch, soumis chaque année à Monsieur le Ministre de la Justice, il semble que cette augmentation de dossiers en matière répressive reflète un phénomène sociétal au niveau de la criminalité générale d'une part, tout comme elle serait due à une hausse sensible des crimes et délits en matière économique et financière. Il appert également que l'augmentation des effectifs de la Police grand-ducale contribue à ce phénomène, surtout en ce qui concerne les affaires de la compétence des Tribunaux de Police et des Tribunaux correctionnels à formation de type «juge unique» (infractions et délits commis en violation du code de la route).

Le législateur a de plus en plus tendance à utiliser le droit pénal pour régler un nombre croissant de conflits sociétaux (racisme, xénophobie, harcèlement sexuel, etc.) et offre surtout en matière pénale et sociale, notamment à la magistrature debout, de nouvelles possibilités de règlement et de prévention de conflits (médiation pénale, travaux dans l'intérêt de la collectivité, prévention de crimes et délits, etc.).

2.2. Considérations quant à l'évolution de la fonction du magistrat

La tâche des magistrats devient de plus en plus difficile, notamment de par la pluralité des sources du droit, nationales, internationales et privées auxquelles ils doivent se référer. Ces sources enchevêtrées ont, dans le meilleur des cas, un rapport de complémentarité entre elles, mais elles peuvent aussi se contredire en totalité ou en partie. En bref, les magistrats doivent intervenir souvent sur différents tableaux à la fois qui se dessinent et se redessinent.

À cela s'ajoute l'intervention de plus en plus fréquente du droit dans des domaines techniques qui exigent des connaissances particulières. Il suffit de citer le monde des finances, la bioéthique ou encore les technologies de l'information.

Par ailleurs, la complexité des affaires soumises aux juridictions devient de plus en plus grande. Ceci semble être surtout le cas en matière de criminalité économique et financière, en matière commerciale ainsi qu'en matière civile. Ce phénomène est un reflet direct de la complexification croissante de la vie sociale.

Il n'est pas exagéré de prétendre qu'on assiste actuellement à une «judiciarisation» croissante de la vie politique, économique et sociale, de sorte que la montée en puissance de la figure du magistrat paraît aujourd'hui inexorable dans le monde occidental.

On constate donc un juge davantage sollicité par le législateur et par le justiciable et un procureur davantage engagé dans les affaires de la cité. Ces magistrats, en se voyant confiés des missions et responsabilités grandissantes, deviennent logiquement dépositaires d'une attente accrue de la part des justiciables.

Dans ce contexte, il ne faut pas négliger le rôle des médias qui contribuent très largement à une «vulgarisation» de la justice.

Conscient de la charge sans cesse croissante pesant sur le troisième pouvoir, le lé-

gislateur a approuvé des dispositions visant un renforcement sensible du nombre de magistrats et de greffiers. Ainsi, les effectifs de la magistrature de l'ordre judiciaire ordinaire sont passés de 137 magistrats en 1994 à 202 magistrats au 1er janvier 2006. D'autres dispositions légales ont apporté des améliorations notables au niveau des procédures, telles que la mise en état, les compositions correctionnelles à juge unique, la possibilité de former opposition contre un jugement par défaut par déclaration au greffe, etc. Le but de ces changements était de diminuer les délais auprès des juridictions et de faciliter aux justiciables l'accès à la justice.

Face à l'évolution de la fonction de magistrat, le pouvoir judiciaire doit lui-même évoluer s'il veut rester un pouvoir au service des citoyens.

2.3. Premières conclusions

À la lumière des considérations qui précèdent, on mesure toute l'importance du troisième pouvoir dont l'indépendance reste la clé de voûte d'un État de droit. Seul un pouvoir judiciaire, à l'abri de toute pression ou prise d'influence, peut accomplir sereinement sa mission qui est celle de dire le droit.

L'indépendance est à la fois un privilège et une obligation. L'indépendance oblige les magistrats à veiller à la transparence et au bon fonctionnement de la justice. La confiance des citoyens dans la justice est largement tributaire d'une bonne administration judiciaire.

Or, la confiance ne saurait être acquise sans accepter comme son corollaire un regard jeté de l'extérieur sur le fonctionnement interne de l'administration judiciaire.

Seule une autorité indépendante externe appelée à assurer un tel contrôle serait de nature à renforcer la confiance du citoyen dans la justice et à amener la justice, comme toute autre institution, à rendre compte de son fonctionnement dans sa globalité.

3. SPÉCIFICITÉ DE LA SITUATION AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La situation des autorités judiciaires et partant l'exercice et l'administration de la justice revêt certaines caractéristiques spécifiques par rapport à la situation existante dans d'autres pays.

3.1. La proximité

En premier lieu, il faut mentionner le nombre relativement restreint de magistrats de l'ordre judiciaire ordinaire qui se chiffre actuellement à quelque 202 personnes.

L'exercice de la justice se concentre exclusivement sur trois endroits différents, à savoir Luxembourg-Ville, Diekirch et Esch/Alzette, les trois quarts de l'effectif de la magistrature se concentrant à Luxembourg-Ville, les trois sièges de juridiction étant de surcroît géographiquement très rapprochés.

Deux barreaux existent au Grand-Duché, celui de Luxembourg-Ville, intégrant à lui seul environ un millier d'avocats et celui de Diekirch, affichant une vingtaine de membres.

Ces trois facteurs font qu'il existe une certaine proximité entre les magistrats et même entre magistrats et le barreau. Cette proximité se crée tout naturellement à travers les relations de travail quotidiennes, à travers des liens familiaux ou amicaux qui peuvent se tisser.

Si l'indépendance subjective de la magistrature se présume jusqu'à preuve du contraire, il en va ici de son indépendance objective. En matière d'impartialité, même les apparences peuvent revêtir une certaine importance, surtout au pénal.

3.2. La formation et le recrutement

Au Grand-Duché, il n'existe pas d'établissement dispensant une formation spécifique aux futurs magistrats. La magistrature recrute ses nouveaux membres en règle générale exclusivement parmi les membres actifs des barreaux. Le choix des nouveaux magistrats, bien que nommés par le Chef d'État, se fait en pratique sur base d'une proposition établie par le Procureur Général d'État, les différents Chefs de Corps de la magistrature et le Ministère de la Justice entendus en leur avis. Au-delà de la condition de réussite à l'examen d'avoué, le seul critère objectivement vérifiable appliqué est celui d'avoir obtenu un certain quorum de points à cet examen, encore que cette condition ne soit entérinée nulle part. Force est également de constater que les avocats ayant réussi à l'examen de fin de stage n'obtiennent jamais connaissance des notes obtenues aux épreuves. Les résultats obtenus à l'examen d'avoué sont en effet seulement connus de la magistrature et du Ministère de la Justice, seuls la réussite et le classement à l'épreuve étant communiqués aux candidats.

À partir de ces considérations, on peut aisément comprendre que l'administration judiciaire peut s'exposer au reproche d'afficher un manque de transparence et de s'autogérer à l'abri de tout contrôle extérieur.

De telles particularités ne sont pas de nature à servir la cause du troisième pouvoir et à justifier la confiance que le justiciable doit avoir dans les autorités judiciaires. À défaut de confiance et de respect, l'exercice de la justice ne saurait évoluer dans un cadre de stricte indépendance et de sérénité qui pourtant doit obligatoirement être le sien.

À travers toutes ces considérations, une réflexion à plusieurs niveaux s'impose.

Afin de préserver le climat de sérénité et le statut d'indépendance qui doit présider obligatoirement à l'exercice du troisième pouvoir, il est indiqué de procéder à une analyse approfondie sur les modalités et les critères de recrutement, de nomination et de promotion des magistrats.

À la lumière de l'expérience acquise, le Médiateur ne semble pas être l'institution la mieux adaptée à recevoir des plaintes par toute personne concernée directement et personnellement par un dysfonctionnement de l'administration judiciaire. Ce droit, théoriquement garanti par les articles pertinents de la loi organique modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire doit pouvoir être exercé dans la pratique suivant une procédure claire et transparente.

Les justiciables doivent notamment disposer du droit de formuler des plaintes relatives aux dysfonctionnements de l'administration judiciaire. Aujourd'hui, ces plaintes se dispersent entre les juridictions, l'exécutif et le législatif ainsi que d'autres instances comme le Médiateur du Grand-Duché par exemple. Cette dispersion entrave une approche cohérente et efficace du problème. Il est dès lors indispensable que les plaintes formulées contre l'administration de la Justice puissent être canalisées explicitement vers une institution externe ayant compétence pour connaître de ce genre de plaintes.

Finalement, une réflexion sur la modification de l'exercice du droit disciplinaire des magistrats s'impose. En effet, il est difficilement acceptable que la magistrature, contrairement à toute autre administration étatique ou communale, dispose de son propre pouvoir disciplinaire.

La plupart des problèmes soulevés ci-avant se sont également manifestés à l'étranger, ce qui au cours du XXe siècle a conduit pas moins de 6 pays de l'Union européenne à créer un organisme externe appelé à garantir l'indépendance du magistrat, assumant ainsi une fonction de légitimation et de participation de la magistrature dans le bon fonctionnement de la justice et préservant, à travers la sanction d'éventuels débordements, les droits des justiciables et la sérénité de la fonction de juger (source: Les Conseils Supérieurs de la Magistrature en Europe, Thierry S. RENOUX et al., avant propos, éd. La documentation française).

4. CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Un tel organisme, dénommé ci-après Conseil Supérieur de la Justice (Conseil Supérieur de la Justice) devrait de toute évidence être un organe constitutionnel *sui generis*, totalement indépendant des trois pouvoirs constitutionnels, mais qui, par le fait de sa composition et de ses missions, devrait être en contact permanent avec chacun d'eux. Les travaux parlementaires belges relatifs à la création d'un Conseil Supérieur de la Justice remarquent à juste titre qu': *«(…) il ne devrait pas s'agir d'une instance repliée sur elle-même, pas plus qu'elle ne devrait être soumise à l'autorité d'une quelconque hiérarchie. Disposant d'une légitimité propre, le Conseil Supérieur de la Justice devrait assurer le lien entre les citoyens, la Chambre des Députés, l'exécutif et le judiciaire. (…) Il devrait se trouver au-dessus de la mêlée tout en étant à l'écoute de la société. Il lui appartiendrait également d'être le relais des différentes sensibilités et d'en faire le tri et la synthèse.»* (Sénat de Belgique, annales parlementaires, séance du jeudi, 19 novembre 1998, No.6403).

Il semble préférable d'adopter la dénomination belge de Conseil Supérieur de la Justice, plus vaste, plutôt que celle de Conseil Supérieur de la Magistrature, utilisée en France, alors que l'organe visé aurait comme objectif primaire de veiller au contrôle d'une bonne administration de la Justice dans un référentiel de ressources humaines adapté à ses devoirs et à ses responsabilités. Le champ de compétences d'un tel organe englobe logiquement toutes les fonctions de l'administration judiciaire (magistrature assise et debout, greffe et fonctionnaires des Parquets).

5. QUELLES SERAIENT LES COMPÉTENCES D'UN CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE LUXEMBOURGEOIS

Les trois missions principales d'un Conseil Supérieur de la Justice devraient être les suivantes:

- assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

- procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

- l'exercice du pouvoir disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Quant à la mission de contrôle externe de l'administration judiciaire, il est rappelé que le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait interférer de quelque manière que ce soit dans les décisions judiciaires proprement dites.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi d'une plainte individuelle par toute personne physique ou morale ou par un avocat inscrit à un barreau luxembourgeois. S'il s'avère, après examen du dossier, que la plainte est fondée, le Conseil Supérieur de la Justice formulerait une recommandation qui serait adressée directement aux instances concernées et au Ministre de la Justice. La recommandation serait également communiquée au plaignant.

À la demande de la Chambre des Députés ou du Ministre de la Justice, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi de toute demande d'avis en vue de l'amélioration du fonctionnement général de l'administration judiciaire. Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également se saisir d'office de toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire. Dans les deux cas, le Conseil Supérieur de la Justice émettrait un avis qui serait communiqué à l'autorité demanderesse, ou, en cas d'auto-saisine, aux autorités concernées.

Quant à ses compétences en matière de recrutement et de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice devrait garantir, par l'intermédiaire d'un avis conforme, le recrutement et la nomination des personnes les mieux qualifiées pour exercer les fonctions de magistrat ou de magistrat Chef de Corps. Pour ce faire, le Conseil Supérieur de la Justice devrait se référer à des critères préalablement établis et publiés, de sorte que ses choix se feront sur une base objective. En s'inspirant de la législation belge, il semble utile que le(s) Chef(s) de Corps concerné(s) soi(en)t entendu(s) en son (leur) avis avant que le Conseil Supérieur de la Justice ne se prononce sur la promotion d'un magistrat membre de ce corps ou sur le recrutement d'un candidat à la magistrature.

Quant à l'exercice du pouvoir disciplinaire, il paraît peu opportun de maintenir les dispositions des articles 67 et 155 à 173 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judicaire aux termes desquels le pouvoir disciplinaire interne est confié à la magistrature. Dans l'intérêt d'une plus grande transparence, il semble logique que le pouvoir décisionnel en matière de discipline des magistrats, du greffe et des fonctionnaires du Parquet soit attribué au Conseil Supérieur de la Justice.

Il est entendu que le Conseil Supérieur de la Justice devrait être doté de moyens budgétaires suffisants pour assurer au mieux et en toute indépendance le bon fonctionnement de l'institution.

6. LA COMPOSITION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Eu égard à la taille de l'administration judiciaire luxembourgeoise, un Conseil Supérieur de la Justice composé de dix membres devrait suffire pour répondre aux missions qui lui sont imparties.

Afin de garantir les intérêts de la magistrature et de respecter son indépendance, la moitié des membres du Conseil Supérieur de la Justice serait recrutée parmi les magistrats des juridictions ordinaires, l'autre moitié serait composée de non-magistrats. Dans l'intérêt d'une composition équilibrée, deux des magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être recrutés parmi la magistrature assise et deux parmi la magistrature debout, le cinquième membre serait à élire parmi les magistrats d'un de ces deux corps. La désignation des membres du Conseil Supérieur de la Justice issus de la magistrature devrait se faire par des élections directes et secrètes, séparées pour les deux corps de la magistrature. Le cinquième magistrat appelé à siéger au Conseil Supérieur de la Justice pourrait être membre de la magistrature assise ou debout suivant décision prise conjointement et préalablement aux opérations de vote par le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice.

Afin d'élargir le cercle des candidats potentiels pour un siège au Conseil Supérieur de la Justice, des membres retraités de la magistrature seraient également éligibles, sous les conditions de désignation pré-décrites. En pareil cas, une limite d'âge de 70 ans accomplis au moment de l'entrée en fonction paraît s'imposer.

L'idéal serait évidemment d'accorder un congé spécial aux magistrats membres du Conseil Supérieur de la Justice pendant la durée de leur mandat, mais une décision en ce sens devrait être prise en fonction de l'évolution de la charge de travail incombant à cette institution.

En s'inspirant de la législation belge, les non-magistrats, membres du Conseil Supérieur de la Justice pourraient être recrutés suivant la clé de répartition suivante: deux membres actifs des barreaux luxembourgeois, à élire moyennant scrutin direct et secret conjointement par les deux barreaux, un membre à désigner par la Chambre des Députés, un membre à désigner par le Conseil de Gouvernement, un membre à désigner par le Conseil d'État. Il semble évident que les membres proposés par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne peuvent être membres de ces corps.

Afin de permettre au Conseil Supérieur de la Justice de disposer d'une vue plus globale de sa mission, il serait souhaitable que les trois membres à désigner par la Chambre des Députés, par le Conseil de Gouvernement et par le Conseil d'État ne soient pas nécessairement titulaires d'un diplôme universitaire en droit, sous condition cependant de disposer des qualifications professionnelles ou sur titres jugées nécessaires par les institutions concernées.

Le Conseil Supérieur de la Justice serait doté d'un nombre de membres suppléants égal à celui des membres effectifs, les membres suppléants étant choisis selon les mêmes critères que les membres effectifs.

Tout membre du Conseil Supérieur de la Justice, qui estime qu'une affaire, dont l'institution est saisie, pourrait donner lieu à un conflit d'intérêts dans son chef est tenu de se récuser. Il sera remplacé dans cette affaire par un membre suppléant issu de la même institution ou du même corps.

Sauf ce qui est stipulé au paragraphe précédent, les membres suppléants ne pourraient siéger qu'en cas d'empêchement d'un membre effectif désigné ou élu par la même autorité qu'eux-mêmes. Le membre effectif, dont le mandat deviendrait vacant prématurément, est remplacé par un suppléant issu de la même institution ou du même corps pour le reste de ce mandat.

Tous les membres du Conseil Supérieur de la Justice devraient être de nationalité luxembourgeoise et disposer des garanties et capacités imposées à l'accès à la fonction publique.

Le mandat de membre du Conseil Supérieur de la Justice serait incompatible avec tout autre mandat public électif, il serait également incompatible avec la fonction de juge auprès des juridictions administratives ou sociales ainsi qu'avec celle de greffier ou de fonctionnaire auprès de l'ordre judiciaire ordinaire, administratif ou social.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice ne pourraient être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

Les membres du Conseil Supérieur de la Justice sont tenus par le secret professionnel.

La composition du Conseil Supérieur de la Justice suggérée serait équilibrée dans la mesure où la parité entre magistrats représentant les deux corps de la magistrature ordinaire et personnalités extérieures serait assurée.

7. LA DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat serait de 4 ans. La non-reconductibilité immédiate du mandat paraît être une garantie supplémentaire de l'indépendance des membres du Conseil Supérieur de la Justice.

8. NOMINATION ET PRIVILÈGES

Le contrôle de la procédure de nomination et d'élection serait assuré par le Conseil Supérieur de la Justice sortant, et, pour la première fois par la Chambre des Députés, le Procureur Général d'État et le Président de la Cour Supérieure de Justice entendus en leurs avis.

La nomination et l'assermentation seraient faites par le Chef d'État.

Les membres effectifs et suppléants du Conseil Supérieur de la Justice jouiraient, dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes privilèges que ceux accordés par la loi aux magistrats, y compris, pour les membres non-magistrats, du privilège de juridiction.

9. SAISINE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Sous réserve de sa capacité d'auto-saisine en ce qui concerne toute question concernant le fonctionnement de l'administration judiciaire, le Conseil Supérieur de la Justice pourrait être saisi:

9.1. D'une plainte:

- par tout justiciable, personne physique ou morale, qui s'estime personnellement et directement lésée par le fonctionnement de l'administration judiciaire ou par le comportement d'un magistrat, d'un greffier ou d'un fonctionnaire d'un Parquet dans une affaire pendante devant une juridiction ordinaire ou en cours d'enquête ou d'instruction;

- par tout membre du barreau dans le cadre d'un différend qui l'oppose personnellement et directement aux autorités judiciaires ordinaires dans l'exercice de ses fonctions.

9.2. D'une demande d'avis:

- par la Chambre des Députés, si celle-ci en décide ainsi par vote à la majorité simple;

- par le Ministre de la Justice.

9.3. D'une plainte disciplinaire:

- par le Procureur Général d'État, par le Président de la Cour Supérieure de Justice, par les Présidents des Tribunaux d'Arrondissement, par les Procureurs d'État, par les Juges de Paix directeurs;

- par le Ministre de la Justice.

Par ailleurs, le Conseil Supérieur de la Justice peut lui-même décider d'engager une action disciplinaire à la suite d'une saisine conformément aux dispositions du paragraphe 9.1.

Le Conseil Supérieur de la Justice ne pourrait être saisi de:

- dossiers relevant de la compétence pénale d'autres instances;

- plaintes dont l'objet peut ou pouvait être atteint par l'application de voies de recours ordinaires ou extraordinaires;

- plaintes portant sur le fond de décisions judiciaires;

- plaintes déjà traitées et ne contenant aucun nouvel élément.

La décision de ne pas traiter la plainte devrait être motivée et serait sans recours. Le cas échéant, le plaignant serait renvoyé devant les instances compétentes.

10. LES DÉCISIONS, AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JUSTICE

Les décisions du Conseil Supérieur de la Justice seraient prises en formation collégiale complète, à la majorité absolue des suffrages. En cas de parité des voix, celle du président serait prépondérante.

La présidence du Conseil Supérieur de la Justice serait assurée par un membre effectif, élu pour la durée d'une année par ses pairs. La fonction de président ne pourrait être reconduite et devrait être assurée à tour de rôle par un membre issu de la magistrature et un membre non-magistrat.

Hormis ses compétences en matière de nomination ou de promotion des magistrats, le Conseil Supérieur de la Justice rendrait des avis sur l'amélioration du fonctionnement de l'administration judiciaire, de même qu'il formulerait des recommandations dès lors qu'il estime qu'une plainte individuelle est fondée. Il soumettrait également un rapport annuel sur l'ensemble de ses activités, englobant les avis et les recommandations. Ce rapport serait adressé à la Chambre des Députés, au Ministre de la Justice et aux Chefs de Corps de l'administration judiciaire.

Sauf les décisions rendues en matière disciplinaire et les avis rendus en matière de nomination et de promotion, les avis et recommandations du Conseil Supérieur de la Justice ne seraient pas contraignants.

Le Conseil Supérieur de la Justice pourrait également rendre publics ses avis, recommandations ou rapports sous la forme qu'il jugerait opportune.

Recommandation

À la lumière des considérations contenues dans ce document, le Médiateur recommande à la Chambre des Députés et au Gouvernement l'institution d'un Conseil Supérieur de la Justice, appelé à:

assurer un contrôle externe de l'administration judiciaire, avec les pouvoirs d'investigation, de contrôle et de regard les plus étendus, notamment avec le droit de regard sur tous les dossiers dont cette administration est saisie, sans que le secret de l'instruction ne puisse être invoqué pour priver le Conseil Supérieur de la Justice d'informations dont il pourrait avoir besoin pour remplir sa mission, le tout évidemment sous réserve de l'interdiction du Conseil Supérieur de la Justice d'intervenir dans le fond des affaires;

procéder à la sélection des candidats à la magistrature et se prononcer sur les promotions des magistrats, sans préjudice de leur nomination par le Grand-Duc;

l'exercice du droit disciplinaire à l'égard de la magistrature, du greffe et des fonctionnaires des Parquets.

Réponse:

Par courrier du 30 avril 2007 le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que le Gouvernement continue sa réflexion sur l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice.

Le Médiateur prend acte que dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays du 9 mai 2007, le Premier Ministre a confirmé que le Ministre de la Justice veut dans le dialogue avec tous les acteurs de la justice, promouvoir l'idée d'un Conseil supérieur de la Magistrature qui pourrait examiner les plaintes concernant le fonctionnement de la justice ainsi que certaines questions en rapport avec la nomination des juges.

Enfin dans le rapport relatif au débat d'orientation sur la sécurité à Luxembourg, qui a eu lieu à la Chambre des Députés en date du 4 juillet 2007, la Commission juridique a accueilli favorablement l'idée de l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice.

Voilà autant de prises de position qui, aux yeux du Médiateur, augurent bien des chances de voir se concrétiser l'idée d'un Conseil supérieur de la Justice.

Dans sa prise de position du 25 août 2008, le Ministre de la Justice informe le Médiateur qu'il partage l'idée de l'institution d'un Conseil supérieur de la Justice.

Toutefois, selon le Ministre, les choses se compliqueraient et les opinions divergeraient quant à la composition et aux compétences à attribuer à un tel Conseil.

Le Ministre est d'avis que quelle que soit la solution finalement retenue et aux fins de voir garantie l'indépendance de la Justice, les membres non-magistrats d'un tel Conseil ne devraient pas intervenir en cas de nomination et de promotion des magistrats.

Le Ministre entend informer le public de sa position lors de la rentrée judiciaire 2008-2009.

Dans la mesure où une réforme de cette envergure nécessite une révision constitutionnelle et donc une large majorité parlementaire, le Ministre estime utile de débattre notamment de cette question dans le cadre de la prochaine campagne électorale afin que le Parlement issu des élections du 7 juin 2009 puisse se prononcer.

Dans sa lettre de réponse du 12 septembre 2008, le Médiateur tout en se félicitant de l'approche du Ministre, s'étonne, qu'au motif de vouloir garantir l'indépendance de la magistrature, le Ministre se départe de l'idée de voir les membres non-magistrats du Conseil intervenir dans la procédure de nomination et de promotion des magistrats.

À l'instar du Conseil supérieur de la Magistrature en France et du Conseil supérieur de la Justice en Belgique, le Médiateur ne voit pas d'argument qui s'opposerait à l'intervention de membres non-magistrats du Conseil dans les propositions de nomination et de promotion des magistrats pour autant que ces propositions découlent de critères objectivement définis.

Si, pour des raisons qui échappent au Médiateur, le Ministre persistait néanmoins dans sa position, le Médiateur estime qu'il serait pour le moins indiqué de prévoir des modalités de recrutement des magistrats sur base de critères autrement plus transparents et plus pertinents que ceux du système actuel.

Il constate en effet qu'au-delà de la réussite à l'examen de fin de stage judiciaire le seul critère objectivement vérifiable appliqué est celui d'avoir obtenu un certain nombre de points à l'examen encore que cette dernière condition ne soit entérinée nulle part.

S'agissant là d'un critère qui pour être pertinent ne saurait à lui seul suffire pour garantir le recrutement adéquat des magistrats, le Médiateur recommande au Ministre de bien vouloir définir et rendre publics les différents critères qui serviront à l'évaluation de l'aptitude de tout candidat à la fonction de magistrat.

Le Médiateur se félicite que dans son programme pour la présente législature tel que déposé à la Chambre des Députés en date du 29 juillet 2009 le Gouvernement s'engage à mettre en place un Conseil national de la Magistrature comme garant de l'indépendance de la justice.

E. Nouvelles recommandations

Recommandation N°35 relative à la discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de personnes qui se sont plaintes d'une discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales;

considérant que les parents qui habitent et travaillent au Luxembourg, et dont les enfants naturels ne sont pas élevés dans leur ménage, mais à l'étranger, doivent rapporter la preuve qu'ils sont à leur charge principale;

que par contre, les parents se trouvant dans la même situation mais ayant des enfants légitimes ne sont pas obligés de rapporter la preuve de la charge principale;

considérant qu'en effet, l'article 1er de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales prévoit que:

«A droit aux allocations familiales dans les conditions prévues par la présente loi,

pour lui-même, tout enfant résidant effectivement et d'une façon continue au Luxembourg et y ayant son domicile légal;

pour les membres de sa famille, conformément à l'instrument international applicable, toute personne soumise à la législation luxembourgeoise et relevant du champ d'application des règlements communautaires ou d'un autre instrument bi- ou multilatéral conclu par le Luxembourg en matière de sécurité sociale et prévoyant le paiement des allocations familiales suivant la législation du pays d'emploi. Est considéré comme membre de la famille d'une personne au sens de la présente loi l'enfant appartenant au groupe familial de cette personne, tel que défini à l'article 2. Les membres de la famille visés par le présent texte doivent résider dans un pays visé par les règlements ou instruments en question.»;

que l'article 2 de la même loi prévoit que:

«(2) Sont considérés comme appartenant à un même groupe familial au sens de la présente loi, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'octroi des allocations familiales, tous les enfants légitimes ou légitimés issus des mêmes conjoints, ainsi que les enfants adoptés par les mêmes conjoints en vertu d'une adoption plénière.

(3) Sont assimilés aux enfants légitimes d'une personne, aussi longtemps qu'ils sont légalement déclarés et élevés dans son ménage et qu'ils remplissent les conditions visées à l'alinéa précédent:

a) les enfants adoptés en vertu d'une adoption simple;

b) ses enfants naturels qu'elle a reconnus;

c) les enfants du conjoint ou du partenaire au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats (L. 09.07.2004);

d) ses petits-enfants, lorsqu'ils sont orphelins ou que les parents ou celui d'entre eux qui en a la garde effective sont incapables au sens de la loi.»;

considérant qu'ainsi les enfants visés à l'alinéa 3 précité ne sont pas à considérer comme membre de la famille au sens de la loi modifiée du 19 juin 1985 lorsqu'ils ne sont pas élevés dans le ménage du travailleur;

considérant qu'il résulte de ce qui précède que le parent dont l'enfant naturel n'est pas élevé dans son ménage n'ouvre pas droit aux allocations familiales;

que le travailleur dont l'enfant légitime n'est pas élevé dans son ménage mais à l'étranger ouvre cependant droit aux allocations familiales;

considérant que conformément à l'article 73 du règlement (CEE) n°1408/71, «*le travailleur salarié ou non salarié soumis à la législation d'un État membre a droit, pour les membres de sa famille qui résident sur le territoire d'un autre État membre, aux prestations familiales prévues par la législation du premier État, comme s'ils résidaient sur le territoire de celui-ci*»;

qu'en vertu de l'article 1er f) i) du même règlement, la qualité de membre de la famille est définie par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies. Par conséquent pour les enfants du travailleur occupé au Luxembourg la qualité de membre de la famille de ce dernier doit être remplie conformément à la législation luxembourgeoise (articles 1er et 2 combinés précités);

considérant que pour permettre néanmoins le paiement des allocations familiales en faveur des enfants naturels qui ne résident pas dans le ménage du travailleur mais à l'étranger, la Caisse nationale des Prestations familiales fait application de l'article 1er f) i) du règlement (CEE) n°1408/71 qui prévoit que:

«*Le terme "membre de la famille" désigne toute personne définie ou admise comme membre de la famille ou désignée comme membre du ménage par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies ou, dans les cas visés à l'article 22 paragraphe 1 point a) et à l'article 31, par la législation de l'État membre sur le territoire duquel elle réside; toutefois, si ces législations ne considèrent comme membre de la famille ou du ménage qu'une personne vivant sous le toit du travailleur salarié ou non salarié ou de l'étudiant, cette condition est réputée remplie lorsque la personne en cause est principalement à la charge de ce dernier.*»

qu'en vertu de cet article, même si l'enfant n'habite pas dans le ménage du parent, il est considéré comme membre de la famille si le parent rapporte la preuve de la charge principale;

considérant que suivant une circulaire de Madame la Ministre de la Famille, la preuve de la charge principale est rapportée si le travailleur, qui ne touche que le salaire social minimum, verse régulièrement et mensuellement 150 euros par enfant à titre de contribution alimentaire, et 200 euros dans les autres cas. Des versements réguliers sur une période continue de 6 mois au minimum doivent être prouvés;

considérant que l'article 2 de la loi modifiée du 19 juin 1985 consacre une discrimination, contraire à l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales relatif à l'interdiction de discrimination, combiné avec l'article 8 de la Convention relatif au droit au respect de la vie privée et familiale;

considérant que le comité-directeur de la Caisse nationale des Prestations familiales a déjà proposé une modification de l'article 2 de la loi précitée dans son avis sur le projet de loi relatif aux effets légaux de certains partenariats, en suggérant de lier le groupe familial dans tous les cas de figure à une condition de ménage commun, et d'introduire dans la loi nationale la condition de la charge principale déjà ancrée dans le droit communautaire;

qu'au vu de ce qui précède et afin que les enfants légitimes et les enfants visés à l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales soient traités de manière égale, une modification de cette loi s'impose;

recommande au Ministre de la Famille et de l'Intégration de réexaminer les dispositions afférentes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Réponse:

Le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une prise de position de la part de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration.

Recommandation N°36 relative au coût et à la simplification des procédures de recouvrement de créances par voie d'huissier de justice

Le Médiateur a été saisi depuis son entrée en fonctions par un nombre non négligeable de citoyens exposés à des procédures de recouvrement par voie d'huissier de justice.

Indépendamment de toute question de fond, la presque totalité des débiteurs se sont plaints des coûts de la procédure et surtout des coûts liés au recouvrement forcé de petites créances.

En effet, pour des créances ne dépassant pas 100 ou 200 €, il n'est pas rare de constater que les frais d'un recouvrement forcé se chiffrent jusqu'au sextuple de la créance principale.

Or, il ne peut être dans l'intérêt d'une justice bien comprise d'exposer des débiteurs, qui se trouvent souvent dans des situations très précaires, à des frais pouvant s'élever à plusieurs centaines d'euros pour s'acquitter d'une dette dont le principal n'excède pas 50 euros.

Après avoir procédé à une analyse approfondie de la matière, plusieurs mesures seraient à envisager afin de réduire le coût des procédures de recouvrement forcé.

1. La défiscalisation intégrale de la procédure de recouvrement pour toute créance inférieure à 1.250 euros

Il est proposé d'abolir la TVA, les droits de timbre et les droits d'enregistrement (exemption de droit d'enregistrement) grevant les actes de procédure dans des affaires dont l'enjeu financier ne dépasse pas le montant de 1.250 €. Cette mesure contribuerait largement à assurer une proportionnalité plus raisonnable entre le coût d'un recouvrement forcé et le montant de la créance.

2. Le droit fixe

Il serait utile, toujours dans l'intérêt d'une proportion raisonnable entre le coût d'une procédure de recouvrement et le montant d'une créance, d'établir une proportionnalité entre le droit à percevoir et le montant à recouvrer. Cette pratique existe d'ores et déjà en Belgique où elle a fait ses preuves.

3. L'accès aux bases de données informatiques de l'État et du CCSS

L'impossibilité pour l'huissier d'accéder directement à certaines banques de données entraîne souvent des coûts supplémentaires alors que les huissiers sont obligés à procéder à la recherche de certaines données concernant les débiteurs, leurs employeurs ou organismes débiteurs à leur égard d'une pension, d'une prestation sociale ou d'une rente à l'égard, auprès des administrations ou établissements publics compétents.

Si les huissiers de justice obtenaient un accès informatique à certaines banques de données, les recherches d'adresses auprès des Communes ainsi que celles effectuées à l'heure actuelle sur base d'injonctions délivrées par les Justices de Paix sur base de l'article 11 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes pourraient être directement effectuées par l'huissier, comme c'est notamment le cas en Belgique. Les banques de données principalement concernées seraient celle du CCSS afin de pouvoir déterminer les qualités d'un éventuel employeur ou d'un éventuel organisme débiteur d'une pension, d'une prestation sociale ou d'une rente, celle tenue auprès du Ministère des Transports afin de pouvoir vérifier si un éventuel débiteur dispose d'une voiture et celle existant auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie afin de pouvoir déterminer si un débiteur dispose d'un bien immobilier. Il est évident que ces accès devraient être paramétrés de manière à ne divulguer que les informations strictement nécessaires à l'exercice du ministère.

4. Les frais de route

Afin de garantir un maximum de transparence en matière de mise en compte de frais de route, il serait indiqué d'avoir recours à un système forfaitaire qui tiendrait compte de la distance moyenne entre le siège de l'huissier et l'endroit auquel un acte est à poser. Ce modèle a fait ses preuves en Belgique. À son image, on pourrait prévoir pour le Grand-Duché entre 3 et 6 tarifs.

5. Le principe de l'unicité des actes posés par l'huissier de justice

Si les bases légales et réglementaires actuellement en vigueur énumèrent et précisent les différents actes qu'un huissier de justice est habilité à poser, elles n'en déterminent cependant pas le nombre.

En principe un huissier de justice ne devrait pas poser pour la deuxième fois le même acte, sauf dans des cas exceptionnels dûment justifiés dans l'acte même et dont la justification serait ainsi portée à la connaissance du justiciable.

Il appartient aux autorités judiciaires de contrôle de se prononcer en cas de contestation sur la nécessité de la pluralité d'actes.

6. La procédure de validation des saisies-arrêts spéciales sur salaire

Les textes actuellement en vigueur prévoient une procédure de validation d'une saisie-arrêt spéciale sur salaire, sur demande de la partie la plus diligente ou sur opposition du débiteur même dans les cas où la partie saisissante peut se prévaloir d'un titre exécutoire.

S'il est vrai que les droits de la défense méritent une protection toute particulière, on peut néanmoins s'interroger sur la justification d'une pareille procédure si les procédures applicables ont été observées.

Dans l'intérêt d'une plus grande rapidité des procédures de recouvrement par le biais de saisies-arrêts spéciales sur salaires, mais également dans l'intérêt d'un désencombrement certain des audiences des justices de paix directement concernées, il serait utile de restreindre l'accès à la procédure de validation, en cas d'existence d'un titre exécutoire aux seules contestations de la procédure, à faire valoir par la partie débitrice ou la partie tierce saisie dans un délai relativement court.

7. Les sommations

Les sommations adressées par huissier au débiteur sont en principe à charge du créancier, sauf si les conditions générales d'un contrat prévoient cette procédure par voie d'huissier de justice pour faire courir les intérêts à charge du débiteur. En ce cas, les frais de l'acte de sommation devraient être fixés par le législateur.

8. Le système du Tiers payant automatique en matière d'honoraires médicaux impayés

Dans l'intérêt d'un désencombrement majeur des Justices de Paix, mais également en vue d'abolir des coûts de procédure générés par la mise en intervention d'huissiers de justice par le corps médical, il serait important de modifier les termes du Titre XI, art 67 de la Convention modifiée du 13 décembre 1993 entre l'UCM et l'AMMD conclue en exécution de l'article 61 et du CAS - Convention pour médecins -

En effet l'obligation imposée par ce texte au médecin et au médecin-dentiste de soumettre un titre exécutoire ou un document judiciaire attestant du fait que le débiteur est sans domicile ou résidence connu à l'UCM afin d'obtenir par la voie du Tiers payant paiement des mémoires non honorés par les patients n'a pas seulement fait augmenter d'une façon spectaculaire le nombre d'ordonnances de paiement causant ainsi un encombrement majeur des greffes concernés, mais elle a également généré un surcoût en matière de recouvrement alors que certains médecins font appel à des huissiers de justice pour traiter ces dossiers. Il est évident que les frais générés par l'intervention de l'huissier de justice seront imputés au débiteur. Ceci est particulièrement délicat en matière d'honoraires médicaux qui généralement ne portent que sur des sommes modiques et où la moindre intervention d'un huissier de justice fait de suite augmenter le coût total de l'opération de recouvrement à un multiple de la créance principale.

Il serait donc logique de procéder à la réintroduction de l'ancien système qui laissait au médecin concerné le libre choix, soit de faire parvenir son mémoire non honoré à l'UCM pour obtenir paiement de la part du tiers-payant, soit d'entamer la voie judiciaire.

9. Regrouper les textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice

Dans un souci de transparence et de clarté, il serait utile de codifier tous les textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice et de les compléter par des dispositions régissant la déontologie de la profession de l'huissier de justice.

Y devrait figurer notamment une obligation d'information dans le chef des huissiers de justice, qui, afin d'amener le débiteur à s'acquitter de ses dettes sans autres frais supplémentaires, devraient être obligés d'informer les justiciables lors de l'exécution de tout acte du coût de la procédure entamée, du coût global des actes à venir, du déroulement précis de la procédure ainsi que des moyens de défense à leur disposition.

Un tel code aurait l'avantage de faciliter l'accès à toutes les dispositions légales et réglementaires en la matière, tant aux créanciers qu'aux débiteurs et de leur faire connaître au mieux leurs droits et obligations.

10. Réflexions sur l'évolution de la profession de l'huissier de justice à moyen et à long terme

S'il est indéniable que l'huissier de justice joue un rôle important dans le domaine de la justice et qu'il ne saurait se voir substituer, du moins dans certaines de ses fonctions, par d'autres auxiliaires de la justice, il faudrait néanmoins se poser la question sur les coûts des procédures.

De par la loi, les justiciables sont obligés, dans certaines procédures judiciaires notamment introductives d'instance et d'exécution, de recourir aux services d'un huissier de justice.

Or, plus particulièrement en ce qui concerne l'intervention de l'huissier de justice en matière de recouvrement se pose la question des frais. Si l'huissier de justice peut procéder à un recouvrement d'une créance auprès d'un débiteur solvable, celui-ci doit également s'acquitter des frais engendrés par la procédure de recouvrement. Dans le cas du débiteur indigent par contre, ces frais seront mis à charge du demandeur qui ne se voit pas seulement spolié de son dû au principal, mais qui de surcroît doit supporter les frais de l'exécution.

Il est évident que le montant de ces frais est très largement tributaire de l'attitude du débiteur et que partant il risque d'être plus élevé si le recouvrement s'annonce difficile.

Or, depuis la mise en vigueur de la loi modifiée sur l'organisation judiciaire du 7 mars 1980, qui par l'article 186 a aboli le casuel des greffiers, le principe de la gratuité des services rendus par l'administration judiciaire est largement acquis.

Afin d'étendre ce principe également à la procédure introductive d'instance et à la procédure d'exécution de décisions judiciaires et plus généralement à toutes les procédures dans lesquelles des textes légaux et règlementaires prévoient obligatoirement l'intervention d'un huissier de justice, procédures qui dans nombre de cas génèrent des frais disproportionnés, il serait opportun de prévoir, à terme, la fonctionnarisation des huissiers de justice en tant qu'agents de l'administration judiciaire avec un cadre de personnel propre et correspondant à leur formation.

Une telle réforme, accompagnée d'une législation fiscale adaptée, permettrait au justiciable de faire l'économie des coûts de l'intervention de l'huissier de justice tout en mettant ces coûts à charge de l'État.

Réponse:

Dans sa prise de position du 25 mars 2009 le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que sa recommandation comprend des pistes de réflexion intéressantes qui feront l'objet d'une analyse plus approfondie.

Recommandation N°37 relative à la création de logements d'urgence par les communes

Considérant que le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations de la part de personnes se trouvant en état de grande détresse suite à la perte de leur logement et n'obtenant des communes qu'elles habitent aucun abri d'urgence adéquat,

considérant que les causes à l'origine de la perte du logement sont diverses, qu'il s'agisse de l'aboutissement d'une procédure en déguerpissement, suite à des difficultés d'ordre économique et financier (perte de revenu, surendettement et impossibilité de régler le loyer) ou qu'il s'agisse de problèmes d'ordre personnel et familial (situation familiale difficile, sépara-

tion, violences conjugales, problèmes de santé),

considérant que les contacts pris avec les communes concernées ont très souvent révélé l'incapacité de celles-ci à pouvoir offrir un logement d'urgence à ces personnes,

considérant qu'il résulte d'une enquête réalisée fin 2008 par le Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises («SYVICOL») auprès des communes membres que sur les 94 communes qui ont répondu au questionnaire, seules 12 communes disposent de logements avec une capacité totale de quelque 94 lits pouvant accueillir des personnes en situation de détresse,

considérant que parallèlement aux logements d'urgence des communes, d'autres structures sociales offrent quelque 915 places d'hébergement à travers le pays aux personnes sans abri et adultes en détresse,

considérant cependant qu'un grand nombre de ces structures affichent complet quasiment en permanence,

considérant qu'on peut estimer que quelque 200 à 250 personnes sont quotidiennement sans abri, auxquelles s'ajoutent plus de 700 personnes hébergées dans des structures sociales gérées par des organismes conventionnés et entre 2.000 et 2.500 personnes logées auprès d'amis, de membres de la famille ou dans d'autres logements précaires et souvent insalubres,

considérant qu'annuellement quelque 1.000 personnes se retrouvent à la rue pour une ou plusieurs nuits,

considérant qu'une partie des personnes concernées se sont déjà adressées au Fonds du Logement mais n'ont malheureusement pas trouvé de logement adéquat en temps utile,

considérant qu'aux termes de l'article 26 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation *«Les administrations communales ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune.»*

considérant le projet de loi organisant l'aide sociale à dispenser par l'office social au niveau communal ou intercommunal,

considérant que beaucoup de communes ne sont cependant pas outillées pour faire face à des situations d'urgence et pour répondre positivement à la demande de logement de personnes en situation de détresse,

considérant par ailleurs qu'aucune sanction n'est actuellement prévue à l'encontre des communes qui ne viennent pas en aide à ces personnes,

considérant qu'il est toutefois important que toutes les communes s'investissent dans la création de logements d'urgence et y soient encouragées soit éventuellement par la redistribution des recettes communales provenant du Fonds Communal de Dotation Financière suivant des critères qui tiendraient compte des efforts accomplis par les communes en matière de création de logements d'urgence, soit par une participation directe de l'État,

considérant que l'observation du nombre approximatif de personnes sans-abri ainsi que l'étude du nombre de logements dont disposent les communes qui mettent actuellement à disposition de tels logements d'urgence à leurs habitants fait ressortir que le nombre de logements nécessaires pour faire face à des situations d'urgence serait de l'ordre d'au moins 3 logements pour 6.000 habitants, dont un au moins devrait pouvoir accueillir deux adultes avec un ou plusieurs enfants, étant entendu que le nombre de logements d'urgence à créer est fonction des besoins constatés au regard des demandes du passé et de la structure socio-démographique des communes,

considérant que les communes ne sauraient plus se soustraire à leurs responsabilités en matière de mise à disposition de structures pouvant accueillir les personnes qui ont un besoin urgent d'être relogées,

considérant que ces structures pourraient s'organiser à un niveau intercommunal pour les communes n'atteignant pas les 6.000 habitants,

considérant encore que certaines communes sont confrontées au fait que des personnes auxquelles de tels logements ont été mis à disposition y demeurent pendant quelques années, la plupart du temps parce qu'un retour à la location privée s'avère impossible ou encore parce que le Fonds du Logement n'est pas en mesure de proposer un logement correspondant à leurs besoins,

considérant qu'il est dès lors particulièrement difficile aux communes d'amener ces occupants à libérer leur logement de sorte qu'elles ne peuvent faire face à de nouvelles situations d'urgence,

considérant qu'il importe que ces structures d'accueil ne constituent qu'une solution transitoire et à court terme pour les personnes en détresse, étant entendu que la période d'occupation sera tributaire de la preuve à rapporter par la personne occupant le logement qu'en dépit de sa disponibilité et de ses efforts pour trouver un logement, sa situation n'est toujours pas réglée,

considérant que ces structures ne devraient être dotées que de logements d'un confort élémentaire,

considérant en effet qu'il doit être impérativement établi au début de la mise à disposition que ces logements constituent une solution temporaire et que les dispositions de la loi du 21 septembre 2006 relative au bail d'habitation ne sont pas applicables à la relation entre la personne ainsi logée et la commune, voire l'office social sous la surveillance de la commune ou de la commune siège dans le cas d'un office social commun à plusieurs communes,

considérant qu'il importe également qu'au sein de ces structures, les personnes en détresse soient dûment suivies et encadrées afin qu'elles arrivent à se stabiliser et à trouver une solution à leur problème de logement dans les meilleurs délais,

considérant que le projet de création d'une Agence immobilière sociale, promue par le Ministère de la Famille, sera mise en place dans un avenir proche,

considérant qu'il serait opportun que les personnes ainsi recueillies soient dirigées vers cette Agence immobilière sociale et qu'un accompagnement ultérieur puisse ainsi leur être proposé pour trouver une solution définitive et un logement adapté à leurs besoins, que ce soit sur le marché privé ou en collaboration avec les communes ou le Fonds du Logement,

considérant dès lors qu'il est impérieux d'envisager la création de tels logements d'urgence dont la gestion devrait être attribuée aux offices sociaux des communes,

recommande:

au Gouvernement de promouvoir la création de logements d'urgence au niveau communal ou intercommunal et

aux communes de constituer une réserve suffisante de logements d'urgence dotés d'un confort minimal permettant d'accueillir de manière temporaire des personnes se retrouvant à la rue du fait de la perte de leur logement.

Réponse:

Dans sa prise de position datée du 20 mars 2009 la Ministre de la Famille et de l'Intégration a informé le Médiateur que les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration sont en permanence en contact avec les administrations communales afin d'améliorer la situation de logement des personnes en détresse.

Actuellement un projet (projet Moulin-Eydt) est en train d'être réalisé en collaboration avec la Ville de Luxembourg.

Une convention avec l'Administration communale de Hesperange, concernant la réalisation d'un Foyer pour «Jeunes Adultes» sera prochainement soumise au Conseil de Gouvernement pour approbation.

En octobre 2007 les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration ont adressé un courrier aux administrations communales des 12 agglomérations les plus peuplées du pays, afin de trouver des solutions pour des structures pour adultes en détresse en joignant les efforts du Ministère de la Famille et de l'Intégration à ceux des administrations communales en question. Suite à cette intervention des pourparlers sont en cours avec les administrations communales de Dudelange, d'Esch-sur-Alzette, d'Ettelbruck et de Pétange.

Le Médiateur prend acte de cette prise de position qui ne fait que confirmer que malgré les multiples efforts accomplis par le Ministère afin d'améliorer la situation des logements pour des personnes en détresse, les besoins réels sont loin d'être satisfaits.

La recommandation ayant été formulée tant à l'adresse du Ministère de la Famille et de l'Intégration qu'à l'adresse du SYVICOL (Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises), le Président du SYVICOL a informé le Médiateur qu'en date du 4 août 2009 la recommandation a été transmise aux communes membres par voie de circulaire.

Recommandation N°38 relative aux décisions susceptibles de recours dans le cadre de la procédure de reclassement de travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail

Considérant que le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations concernant la procédure de reclassement par des personnes qui s'estimaient incapables d'occuper leur dernier poste de travail en raison de leur état de santé;

considérant que suivant l'article L.552-2. du Code du Travail, le Contrôle médical de la Sécurité sociale saisit, en accord avec l'intéressé, la Commission mixte de reclassement, désignée ci-après par «Commission mixte», lorsqu'il estime que la personne concernée est susceptible de présenter une incapacité pour exercer son dernier poste de travail;

considérant qu'en vertu du même article du Code du Travail, si l'intéressé remplit les conditions prévues pour un reclassement interne ou externe, la commission mixte saisit le médecin du travail compétent en application du livre III, titre II concernant les services de santé au travail qui convoque et examine l'intéressé endéans les quinze jours;

considérant que si le médecin du travail estime que l'intéressé est capable d'exercer son dernier poste de travail ou régime de travail, il en informe par avis motivé le Contrôle médical de la Sécurité sociale et la Commission mixte;

considérant que dans ce cas l'article L.552-2. du Code du Travail n'oblige pas la Commission mixte à prendre une décision susceptible de recours rejetant la demande de reclassement de l'intéressé;

considérant que si le médecin du travail compétent estime que l'intéressé est incapable d'exercer son dernier poste ou régime de travail, il retourne le dossier à la Commission mixte, qui décide le reclassement interne ou externe de l'intéressé;

considérant que l'article L.326-6. du Code du Travail prévoit que si un travailleur reprend son activité après une absence ininterrompue de plus de six semaines pour cause de maladie ou d'accidents de travail, l'employeur est tenu d'en avertir le médecin du travail. Le médecin peut soumettre le travailleur à un examen médical ayant pour but d'apprécier son aptitude à reprendre son ancien emploi ou de déterminer l'opportunité d'une mutation, d'une réadaptation ou d'une adaptation du poste de travail;

que suite à une décision de reclassement interne et dans le cadre de l'examen médical prévu à l'article L.326-6. du Code du Travail, le médecin du travail peut arriver à la conclusion que le nouveau poste ou régime de travail est adapté aux capacités résiduelles de travail de la personne concernée telles qu'elles ont été retenues dans son avis médical établi lors de la procédure de reclassement;

que la personne concernée peut ne pas partager cet avis;

considérant que tous ces litiges ont trait à des contestations de droit civil;

Le Médiateur recommande au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration de proposer une modification des articles L.552-2 et L.326-6. du Code du Travail et de prévoir qu'une décision susceptible de recours soit transmise à l'intéressé lorsque:

la Commission mixte ne donne pas suite à une demande de reclassement au motif que, suivant l'avis du médecin du travail, la personne concernée est capable d'occuper son dernier poste de travail;

en vertu de l'article L.326-6. du Code du Travail, suite à une décision de reclassement interne, le médecin du travail opine que le nouveau poste ou régime de travail est adapté aux capacités résiduelles de travail de la personne concernée.

Recommandation N°39 relative aux instructions sur les voies de recours figurant au verso des bulletins d'impôt émis par l'Administration des Contributions directes

Les relations que l'Administration des Contributions directes entretient avec les contribuables sont des relations d'autorité. Dans la pratique quotidienne, on peut toujours constater que les contribuables se sentent très souvent démunis face à l'administration et qu'ils ressentent un sentiment d'infériorité dans leurs relations avec celle-ci.

Ce sentiment provient du fait que l'administration pratique un langage juridique mal connu des contribuables et les problèmes ressentis par ceux-ci à comprendre une législation trop complexe et hermétique ne font que le renforcer.

Entre-temps, l'idée que toute administration y compris l'Administration des Contributions directes doit avant tout être une administration de service est généralement acceptée. Cela implique la promotion d'une culture de qualité de service. Les agents de l'administration doivent se mettre à la place du contribuable, s'adapter à ce dernier et ne pas se contenter d'exécuter leur mission légale au sens très étroit du terme. Les relations entre les deux parties évolueront ainsi vers un partenariat fondé sur la collaboration entre les autorités et les contribuables.

Des mesures concrètes doivent être prises en vue de sensibiliser davantage les agents à cette exigence de qualité de service au sein de l'administration fiscale, d'améliorer la communication et le dialogue entre le contribuable et l'administration et d'accroître l'efficacité des recours internes à l'administration. Il ne suffit pas en effet de prévoir des garanties en faveur du contribuable, il faut encore que celles-ci soient effectives en pratique.

Il incombe dès lors à l'administration dans son rôle de prestataire de services de faire surtout un effort de pédagogie. Cela requiert que l'administration clarifie et simplifie son langage.

Certes, les instructions sur les voies de recours dans leur forme actuelle sont conformes aux prescriptions précises de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, dite «Abgabenordnung» (AO). Un jugement du Tribunal d'administratif du 28 janvier 2009 (n°24695) confirmé par la Cour administrative dans un arrêt du 14 juillet 2009 (n°25366C) en a constaté la validité au regard des prescriptions légales.

Il n'en reste pas moins qu'elles ne sont plus compatibles avec la conception moderne de l'administration et de sa mission telle qu'esquissée ci-avant.

Une refonte des instructions sur les voies de recours imprimées au verso des bulletins émis par l'Administration des Contributions directes s'impose.

1. Lisibilité des instructions

L'idée d'une administration de service ne peut pas se baser sur l'image d'un contribuable familier des lois fiscales et restant toujours parfaitement informé.

L'administration s'efforçant de tenir un rôle de prestataire de services doit pouvoir se mettre à la place du citoyen et adapter son fonctionnement aux besoins de ce dernier. Cela implique que l'administration se préoccupe de la bonne compréhension de ses instructions par les contribuables.

Les instructions concernant les voies de recours ont plutôt l'apparence de conditions générales de vente imprimées en caractères minuscules, difficilement lisibles, souvent indigestes et généralement ignorées des consommateurs.

Il importe notamment que les instructions sur les voies de recours soient rédigées de façon claire et compréhensible. Cela requiert une impression de texte qui permet une lecture aisée et une présentation qui fasse ressortir d'emblée les droits et obligations du contribuable dans un langage juridique accessible au contribuable non professionnel.

Les instructions qui se trouvent actuellement imprimées au verso des bulletins d'impôt ne sont guère lisibles du fait qu'il s'agit d'un seul modèle qui intègre toute une série d'instructions différentes en fonction des divers bulletins prévus par la procédure fiscale.

La tâche du contribuable est rendue plus difficile du fait qu'il doit d'abord faire le bon choix des instructions qui s'appliquent à lui.

Les possibilités actuelles de l'informatique devraient permettre de limiter les instructions quant aux voies de recours à celles qui s'appliquent directement au bulletin en question, ce qui permettrait une meilleure présentation formelle et une lisibilité accrue.

2. Défaut d'instructions sur le recours juridictionnel

Les instructions sur les voies de recours actuellement en usage n'informent pas le contribuable sur la possibilité d'introduire un recours devant le tribunal administratif au cas où le Directeur des Contributions directes n'a pas donné suite à la réclamation dans un délai de six mois prenant cours à partir de l'introduction de sa réclamation.

Dans ce cadre, le contribuable devrait également être informé au sujet des conditions de forme et de recevabilité à observer dans l'exercice de ce recours.

Toutes ces indications pourront aussi être utilement répétées dans les accusés de réception qui son adressés aux contribuables suite à l'introduction de leur réclamation.

3. Défaut d'instructions au sujet du sursis à exécution

La page d'information imprimée au verso des bulletins d'impôt indique la règle prévue au paragraphe 251 AO selon laquelle l'effet du bulletin d'impôt n'est pas suspendu par l'introduction d'une réclamation. Le contribuable doit par conséquent s'acquitter des impôts dans le délai imparti.

Cette information est cependant insuffisante, car elle omet d'informer le contribuable sur la possibilité de demander au bureau d'imposition un sursis à exécution prévu au même paragraphe.

4. Confusion entre une demande de redressement auprès du préposé et une réclamation au sens du § 228 AO

Aux termes du paragraphe 228 AO, les contribuables peuvent attaquer les bulletins d'impôts dans un délai de trois mois par voie de réclamation sur laquelle le Directeur des Contributions directes statuera.

Le paragraphe 249 AO prescrit les conditions de forme à observer par le réclamant qui dispose du choix d'introduire une réclamation au sens du paragraphe 228 AO par la voie écrite ou par une déclaration orale qui doit obligatoirement être actée par procès-verbal. En outre, il suffit qu'il ressorte de l'écrit que le contribuable se sent lésé par le bulletin d'impôt et qu'il sollicite un réexamen de l'imposition (§ 249 (2) AO: *«Ein Rechtsmittel gilt als eingelegt, wenn aus dem Schriftstück oder aus der Erklärung hervorgeht, dass sich der Erklärende durch die Entscheidung beschwert fühlt und Nachprüfung begehrt»).*

Bien que la loi générale des impôts (AO) restreigne ainsi au strict minimum les conditions de forme à remplir par les réclamants, ces derniers doivent faire attention à ce que leur réclamation ne soit pas interprétée en tant que demande en redressement du bulletin selon le paragraphe 94 alinéa 1er AO».

Le paragraphe 94 AO prévoit en effet la possibilité pour le bureau d'imposition de redresser les bulletins d'impôt et les décisions administratives à caractère individuel (§ 235 AO) avec le consentement du contribuable endéans le délai de réclamation de trois mois. Il est important de signaler qu'il ne s'agit pas d'un recours proprement dit prévu par la loi, mais d'une possibilité de redressement des bulletins par le bureau d'imposition.

Le paragraphe 249 (3) AO prescrit que la réclamation au sens du paragraphe 228 AO est à introduire auprès du bureau d'imposition auteur du bulletin litigieux, tout en ajoutant que l'introduction auprès du Directeur des Contributions directes est également valable. Il est évident que le réclamant se dirigeant vers le bureau d'imposition rédige sa réclamation en adressant à ce dernier sa demande de réexamen de son imposition.

Or, au cas où il en ressort formellement qu'il attend du bureau d'imposition lui-même une information sur le maintien ou le redressement du bulletin, son courrier risque d'être interprété en tant que «demande en redressement du bulletin selon le paragraphe 94 alinéa 1er AO», demande qui n'a pas pour effet de suspendre le délai de recours de trois mois.

Les contribuables ne disposant que des informations marquées au verso des bulletins d'impôt ne sont pas conscients de ce risque et il est possible qu'ils soient induits en erreur par le libellé desdites instructions selon lesquelles les réclamations peuvent être introduites auprès du bureau d'imposition, auteur du bulletin concerné.

Il faut par conséquent que les instructions concernant les voies de recours soient rédigées et complétées de façon à exclure le risque d'un tel malentendu.

Dans ce contexte, le Médiateur est d'avis qu'aux termes de la loi générale des impôts, toute contestation écrite d'un contribuable respectant les conditions de forme minimales prévues au paragraphe 249 AO devrait être qualifiée de réclamation au sens du paragraphe 228 AO même s'il résulte du libellé de son écrit qu'il attend du préposé lui-même une prise de position. À moins que le bureau d'imposition ne puisse redresser le bulletin en question dans le sens voulu par le contribuable, qui retirera alors sa réclamation, il devrait continuer toute réclamation au Directeur des Contributions directes conformément au paragraphe 249 AO *(§ 249 (3) 4e phrase «Das Rechtsmittel ist in den Fällen der Sätze 2 und 3 der zuständigen Stelle zu übermitteln»).*

Le Médiateur recommande au Directeur des Contributions directes de refondre les instructions concernant les voies de recours

1. en améliorant leur lisibilité

- par une impression de texte qui permette une lecture aisée;

- par une présentation claire et limitée aux instructions applicables au bulletin d'imposition en question;

- par une rédaction dans un langage accessible aux contribuables;

2. en les complétant par des indications relatives au recours juridictionnel et à la possibilité d'une demande d'un sursis à exécution;

3. en éliminant le risque d'une confusion entre "une demande de redressement" au sens du paragraphe 94 AO et d'une réclamation au sens du paragraphe 228 AO.

4.1. L'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF)

L'AOMF (Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie) est une organisation constituée sous la forme d'association de type loi 1901 ayant son siège social à Paris. Elle est officiellement reconnue et subventionnée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Elle réunit actuellement 50 Médiateurs ou Ombudsmans de quelque 40 pays et a essentiellement pour objectif de veiller au respect et à la consolidation de l'État de droit et de la démocratie.

L'AOMF se réunit tous les deux ans en congrès pour étudier ensemble à un niveau supranational des questions transversales intéressant toutes les institutions membres. Lors de ces travaux, qui ont toujours lieu en étroite collaboration avec les milieux académiques ont déjà été traités les sujets suivants: le Médiateur et le judiciaire, les droits des enfants, le Médiateur et le politique, les droits de l'Homme, le Médiateur en tant que garant de l'équilibre entre droits collectifs et droits individuels, les lieux privatifs de liberté, etc.

Lors du dernier Congrès de l'AOMF, qui s'est tenu à Québec du 7 au 9 septembre 2009, le nouveau Conseil d'administration de l'AOMF a été élu et le Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg, M. Marc FISCHBACH, a été élu par ses pairs pour assumer la présidence de l'AOMF pour un terme de deux ans. Les deux Vice-Présidents sont Monsieur Moulay Mhamed IRAKI, Wali al Madhalim (Médiateur) du Royaume du Maroc et Madame Raymonde Saint-Germain, Protectrice du Citoyen du Québec. Monsieur Jean-Paul DELEVOYE, Médiateur de la République française, a été réélu dans sa fonction de Secrétaire général et Madame M'Bam Diatigui DIARRA, Médiatrice de la République du Mali, a été élue comme Trésorière de l'association.

Ont également été élus comme membres du Conseil d'administration, Madame Amina Moussou OUEDRAOGO, Médiatrice du Faso, Monsieur Serigne DIOP, Médiateur de la République du Sénégal, Monsieur André MARIN, Médiateur de l'Ontario, Madame Catherine de BRUECKER et Monsieur Guido SCHUERMANS, Médiateurs fédéraux de Belgique, Monsieur Ixhet MEMETI, Médiateur de l'ARYM ainsi que Monsieur Cédric Gustave DODIN, Médiateur des Seychelles.

Pendant la présidence luxembourgeoise, l'AOMF se propose de mettre notamment à l'étude les sujets suivants: la communication du Médiateur avec le grand public, les médias, les instances administratives et les réclamants, l'indépendance du Médiateur et les droits des enfants.

L'AOMF a mis en place déjà en 2008 un Centre de Formation pour les collaborateurs des Médiateurs. L'offre de formation de ce Centre, qui fonctionne à Rabat, grâce au soutien actif du Wali-al-Madhalim et de l'OIF sera élargie par l'ajout aux activités déjà programmées d'autres formations plus spécifiques dans certains domaines d'activités des Médiateurs comme ceux de l'immigration, des lieux privatifs de liberté et d'autres qui restent à définir.

La présidence luxembourgeoise se clôturera par un congrès de l'AOMF à Luxembourg qui aura lieu au mois de novembre 2011.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés 'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2008-2009		
3273	Claude Adam	Épreuve préliminaire du concours réglant l'accès à la formation d'instituteur
3284	Eugène Berger	Qualifications professionnelles du personnel de l'Éducation différenciée
1re session extraordinaire 2009		
0009	Fernand Kartheiser	Congé de formation pour raisons de santé
0010	Jean Colombera	Frais d'ambulance
0011	Fernand Kartheiser	Traité de Lisbonne
2e session extraordinaire 2009		
0012	Jean Colombera	Prix du lait
0013	Xavier Bettel	Organisation du service d'urgence
0014	Claude Meisch	Accès des autorités américaines à des informations bancaires
0016	Félix Braz	A.s.b.l. inscrites au Registre de Commerce et des Sociétés
0017	Eugène Berger	Accès des enfants fréquentant l'Éducation différenciée aux services des maisons relais
0018	Eugène Berger	Réforme de l'enseignement fondamental
0020	Eugène Berger	Évaluation et autorisation des substances chimiques
0021	Jean Colombera	Budget de la Caisse Nationale de Santé
0022	Félix Braz	Normes de bruit et de pollution maximales que doivent respecter les véhicules motorisés appelés quads
0023	André Hoffmann	Incidents lors de la manifestation des agriculteurs-producteurs de lait du 22 juin au Kirchberg
0024	Marc Spautz	Problématique des litiges subis par des particuliers lors de la réalisation de travaux publics
0025	Anne Brasseur	The Roots and Leaves Association
0026	Mill Majerus	Château de Meysembourg
0027	Mill Majerus	«Palliativ Care»
0028	André Bauler	Lycée de Clervaux - Concept pédagogique et social
0029	André Bauler	Lycée de Clervaux - Travaux de planification
0030	Carlo Wagner	Stand de tir à Niederanven
0031	Lucien Lux	Système de rémunération variable des banques
0033	Jean Colombera	Déchets médicaux
0034	Jean Colombera	Responsabilité de l'État en matière de vaccinations
0035	Fernand Diederich	Signalisation routière
0036	Jean Colombera	Taux d'alcoolémie
0038	André Bauler et Fernand Etgen	Ancienne Clinique St Louis à Ettelbruck
0039	Marc Spautz	Fluidité du trafic au niveau des sorties d'autoroute Bertrange/Helfent
0040	Marc Spautz	Travaux sur les autoroutes
0041	Gilles Roth	Grippe A/H1N1

Session ordinaire 2008-2009

Question 3273 (2.4.2009) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**épreuve préliminaire du concours réglant l'accès à la formation d'instituteur:**

Le concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur prévoit plusieurs épreuves. Le candidat doit, s'il n'en est pas dispensé, réussir une épreuve préliminaire au concours visant à vérifier les connaissances dans les trois langues usuelles du pays et les connaissances générales relatives à la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir pour les cinq dernières années:

- Combien de candidats se sont présentés aux épreuves préliminaires?
- Combien ont réussi ces épreuves?
- Combien en ont été dispensés?
- Combien de candidats ont accompli les autres épreuves du concours ? Combien ont réussi ces épreuves?
- Les candidats à l'examen concours ont obtenu leur diplôme de quelles universités ou écoles supérieures (liste détaillée)?

Réponse (7.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Concernant les épreuves préliminaires au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur il faut préciser que ces épreuves préliminaires visent à vérifier d'un côté les connaissances dans les trois langues usuelles du pays: le luxembourgeois, le français et l'allemand et de l'autre, les connaissances générales relatives à la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises.

Étant donné que des dispenses peuvent être accordées, de sorte que le nombre de candidats aux épreuves préliminaires pour une année donnée ne correspond pas nécessairement à celui des candidats au concours proprement dit.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de candidats ainsi que leurs résultats aux différentes épreuves pour les 5 dernières années.

Année	Nombre de candidats inscrits	Nombre de candidats ayant participé à toutes les épreuves	Réussites	Échecs
2005	257	244	211	33
2006	264	249	205	44
2007	311	295	220	75
2008	359	333	281	52
2009	298	286	180	106

Année	Branche	Nombre de candidats	Admis	Refus	Retiré(s)
2005	Allemand	130	107	23	0
2005	Français	10	3	4	3
2005	Luxembourgeois	8	8	0	0
2005	Législation	129	104	21	4
2006	Allemand	132	84	45	3
2006	Français	15	9	6	0
2006	Luxembourgeois	18	11	6	1
2006	Législation	136	113	19	4
2007	Allemand	129	77	47	5
2007	Français	14	5	8	1
2007	Luxembourgeois	21	13	5	3
2007	Législation	119	96	16	7
2008	Allemand	205	135	63	7
2008	Français	16	6	9	1
2008	Luxembourgeois	21	13	5	3
2008	Législation	119	96	16	7
2009	Allemand	184	125	46	13
2009	Français	11	1	9	1
2009	Luxembourgeois	5	2	2	1
2009	Législation	162	117	35	10

Concernant les résultats des épreuves du concours, le tableau ci-après résume la situation des 5 dernières années.

Le nombre élevé de candidatures dans les années 2007 et 2008 est à mettre sur le compte des chargés de cours qui ont pu obtenir le brevet d'instituteur par la 2e voie de qualification à l'université du Luxembourg.

Q6

Question 3284 (7.4.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **qualifications professionnelles du personnel de l'Éducation différenciée:**

Selon mes informations, le taux des personnes aux qualifications professionnelles spécifiques (par exemple enseignants brevetés, Sonderpädagogen) au sein du personnel de l'Éducation différenciée est assez bas.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cet état malencontreux?
- Madame la Ministre peut-elle me fournir des détails concernant les qualifications professionnelles du personnel engagé dans l'Éducation différenciée?
- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que surtout les enfants aux besoins spécifiques, qui souvent fréquentent l'Éducation différenciée, devraient au maximum être pris en charge par des personnes ayant suivi une formation adéquate et spécialisée?

Réponse (7.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'Éducation différenciée et le Centre de logopédie disposent des personnels suivants repris dans le tableau ci-dessous.

	EDIFF		LOGO	
	M	F	M	F
Éducateurs gradués	10	67	1	6
Éducateurs	6,5	49,5	0	3
Éducateurs-instructeurs	13	5,5	0	0
Instituteurs	13	14,5	1	17
Instituteurs d'enseignement logopédique	0	0	2	2
Instructeurs de natation	1	1	1	0
Pédagogues	3	11	0	0
Professeurs d'enseignement logopédique	0	0	3	*29*
Professions de santé	3	37	0	0
Psychologues	12	17	0	3
Chargés de cours	0	8,5	0	6

Il ressort du relevé des personnels intervenant à l'Éducation différenciée et au Centre de logopédie que 95% des intervenants sont fonctionnaires titularisés. Il s'avère par ailleurs que les chargés de cours qui interviennent pour suppléer au manque de personnel doivent être, ne fût-ce que pour des raisons de responsabilité, eux aussi en possession d'une qualification.

L'information selon laquelle le taux des personnes aux qualifications professionnelles spécifiques serait assez bas ne correspond donc pas à la réalité et ne peut donc être maintenue.

1re session extraordinaire 2009

Question 0009 (17.7.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **congé de formation pour raisons de santé:**

La loi du 24 octobre 2007 portant création d'un congé individuel de formation prévoit à son article L. 234-61 des modalités régissant la durée d'un congé-formation. Elle ne mentionne toutefois pas le cas particulier des personnes devant suivre des cours de formation en raison de problèmes graves de santé, par exemple pour se préparer ou réagir à une situation d'infirmité.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Mesdames les Ministres de l'Éducation nationale et de la Famille:

1. Mesdames les Ministres envisagent-elles de proposer à bref délai à la Chambre des Députés une modification de la loi précitée, afin d'introduire des dispositions généreuses à l'attention des personnes pour lesquelles une formation pour raisons de santé constitue une nécessité évidente?

2. En attendant une éventuelle révision de cette loi, est-ce que Mesdames les Ministres envisagent de traiter des demandes qui leur seraient soumises pour obtenir des congés de formation pour raisons graves de santé de façon pragmatique et flexible, dans l'intérêt des intéressés?

Réponse commune (24.8.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La loi du 24 octobre 2007 portant création du congé individuel de formation s'applique de façon transversale à tous les salariés affiliés depuis six mois au moins à la sécurité sociale luxembourgeoise ainsi qu'à tous les indépendants et personnes exerçant une profession libérale affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise depuis deux ans aux moins.

Elle ne fait pas de discrimination entre sexe, âge, niveau de formation, lieu de résidence ou autres. Par conséquent les personnes qui souffrent d'un problème grave de santé, respectivement les personnes bénéficiant du statut de travailleur handicapé ne sont pas privilégiées spécialement.

Il y a lieu de relever cependant que les personnes qui bénéficient du statut de travailleur handicapé ont droit à six jours de congé supplémentaire dont les frais sont supportés par des crédits budgétaires de l'État. (cf. Art. L.233-4 du Code du Travail)

Question 0010 (22.7.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **frais d'ambulance:**

Am Fall wou keng Noutsituatioun besteet (wéi bei engem Onfall oder engem akuten Noutfall) iwwerhëlt d'Gesondheetskeess d'Ambulanzkäschten zum Deel (70%), wann den Dokter eng Ordonnance schreift. Dëst gëllt awer nëmmen, wann de Patient leie muss oder immobiliséiert ass. Den «transport simple en ambulance» gëtt net vun der Gesondheetskeess iwwerholl, wann de Patient am Sëtzen transportéiert gëtt.

An der Praxis gëtt et awer och Patienten - zum Beispill eeler Leit -, déi regelméisseg op eng Ambulanz ugewise sinn, fir eng adequat medezinesch Fleeg ze kréien. Et si Leit, wou et aus ville Grënn ubruecht ass, datt si sech net eleng déplacéieren, ouni datt si dofir misste leien oder immobiliséiert ginn.

Eng weider onsënneg Regel limitéiert d'Transporter mat der Ambulanz an e Rehabilitatiounszenter op 20 Fahrten. Och hei steet dës arbiträr Zuel net mat den Noutwendegkeete vun der Medezin am Aklang.

Duerfir géif ech gären dës Froen un den Här Minister vun der sozialer Sécherheet riichten:

1. Ass de Minister net och der Meenung, datt all Transport an enger Ambulanz, deen op Grond vun enger Ordonnance vun engem Dokter duerchgeféiert gëtt, muss vun der Gesondheetskeess iwwerholl ginn?

2. Wat wëllt de Minister ënnerhuelen, fir datt d'Gesondheetskeess all Ambulanztransport iwwerhëlt, dee vun engem Dokter ordonnéiert ass?

Réponse (1.9.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Ech erlabe mer, u meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°3133 vum 10. Februar 2009, déi vun den Häre Deputéierten Ali Kaes a Marc Spautz gestallt gouf an déi deeselwechte Sujet hat, ze erënneren *(cf. compte rendu N°11/2008-2009)*.

D'Argumentatioun vum Här Deputéierte Jean Colombera, datt all Krankentransport op en einfacht Rezept vum Dokter hin iwwerholl soll ginn, steet am Widdersproch zu deene Moossnamen, déi 1997 bei der Straffung vun de Statute geholl gi sinn, fir d'Iwwerhuele vun den Transportkäschten ze begrenzen. Dës Moossname sinn deemools geholl ginn, fir d'Käschtenexplosioun vun dësem Posten ze verhënneren. Déi nei Bedéngunge fir eng Prise en charge (Transport am Leien oder immobiliséiert) sollten d'Doktere beim Ausstelle vun den entspriechende Rezepter méi responsabiliséieren.

Wat nun den zweete Volet vun der Fro betrëfft, wëll ech u meng Äntwert op d'Fro N°2728 vum 29. Juli vum Här Deputéierte Carlo Wagner, déi déiselwecht Thematik hat, erënneren *(cf. compte rendu N°1/2008-2009)*.

D'Iwwerhuele vun den Transportkäschte fir funktionell, geriatresch oder kardiologesch Rééducatioun gouf op Beschloss vun der Generalversammlung vun der deemoleger UCM de 15. November 2006 op e Maximum vun 20 Behandlungsdeeg festgesat.

Fir awer Härtefäll ze verhënneren, déi duerch déi erwähnte Limitatiounen entstane sinn, sinn Ëmännerunge vun de Statuten am Transportberäich amgaang ausgeschafft ze ginn. Dës Ëmännerunge mussen awer nach vun de Sozialpartner an de Gremië vun der Gesondheetskeess guttgeheescht ginn.

Question 0011 (24.7.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Traité de Lisbonne:**

Le Traité de Lisbonne, tel qu'il a été ratifié par la Chambre des Députés le 29 mai 2008, prévoit dans son article 17 alinéa 5: «À partir du 1er novembre 2014, la Commission est composée d'un nombre de membres, y compris son président et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, correspondant aux deux tiers du nombre d'États membres, à moins que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, ne décide de modifier ce nombre.»

Le 12 juin 2008, le Traité a été rejeté lors d'un référendum populaire en République d'Irlande. Après le Conseil européen de juin 2009, le Premier Ministre irlandais Brian Cowen a exprimé sa satisfaction après avoir obtenu certaines garanties des chefs d'État et de Gouvernement, garanties qui seront présentées au peuple irlandais appelé à se prononcer une seconde fois sur le Traité de Lisbonne. Parmi ces garanties, se trouverait celle que chaque pays garderait un commissaire au sein de la Commission européenne.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1. Monsieur le Premier Ministre peut-il confirmer que le Luxembourg aura à l'avenir toujours un commissaire au sein de la Commission européenne qui sera investi exactement des mêmes droits que les commissaires des autres États membres? Monsieur le Premier Ministre peut-il communiquer à la Chambre des Députés le texte exact de cette disposition ou décision, la date à laquelle elle a été prise, le document de référence ainsi que l'organe compétent qui en a ainsi décidé?

2. Dans l'hypothèse où une telle décision n'aurait pas encore été coulée dans un texte revêtu d'une valeur juridiquement contraignante, telle que par exemple une décision des chefs d'État et de Gouvernement reprise dans les conclusions par nature informelles d'un Conseil européen, Monsieur le Premier Ministre peut-il indiquer à la Chambre des Députés quelles seront les modalités exactes et le calendrier précis de la transformation d'une telle décision politique en un texte ayant vocation à devenir juridiquement contraignant?

Dans l'hypothèse énoncée dans le passage ci-dessus, le Luxembourg pourrait, le cas échéant, se trouver lié par un Traité international qui n'aurait pas encore trouvé sa forme définitive au moment de son entrée en vigueur. En effet, il ne semble pas exclu que le Traité de Lisbonne pourrait devenir applicable à un moment où certaines de ses dispositions les plus importantes, comme par exemple celles relatives à la composition de la Commission, seraient encore sujettes à négociation ou à modification, respectivement devraient encore être dotées d'une forme juridiquement contraignante. Cette observation reste valable si de telles modifications devaient être précisées dans un protocole ou une annexe au Traité de Lisbonne lui-même.

3. Monsieur le Premier Ministre peut-il citer d'autres Traités internationaux où un tel cas de figure se serait déjà présenté? Monsieur le Premier Ministre n'estime-t-il pas que le respect que le Gouvernement doit au législateur exige pour le moins que le Gouvernement soumette le projet de texte complet et définitif d'un Traité international à la Chambre des Députés afin de permettre à celle-ci d'avoir une vue d'ensemble sur ce Traité avant de se prononcer sur une éventuelle ratification?

4. Monsieur le Premier Ministre estime-t-il que la Chambre des Députés doit avoir le droit de se prononcer sur l'ensemble du Traité de Lisbonne, une fois qu'il aura trouvé sa teneur définitive?

5. Monsieur le Premier Ministre aurait-il l'intention de soumettre des dispositions faisant partie du Traité de Lisbonne, y compris sous forme d'un protocole, d'une annexe, d'une déclaration ou sous toute autre forme, à la Chambre des Députés conjointement ou en concordance temporelle avec un traité portant sur l'adhésion d'un nouvel État membre?

Réponse (14.9.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. Les chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil européen les 11 et 12 décembre 2008, ont pris, pour donner suite aux préoccupations du peuple irlandais présentées par le Premier Ministre irlandais et en contrepartie de l'engagement de ce dernier à rechercher la ratification du traité de Lisbonne d'ici la fin du mandat de l'actuelle Commission, l'engagement suivant:

«En ce qui concerne la composition de la Commission, le Conseil européen rappelle que les traités en vigueur exigent la réduction du nombre des membres de la Commission en 2009. Le Conseil européen convient que, à condition que le traité de Lisbonne entre en vigueur, une décision sera prise, conformément aux procédures juridiques nécessaires, pour que la Commission puisse continuer de comprendre un national de chaque État membre»[1].

Lors du Conseil européen des 18 et 19 juin 2009, cet engagement a été réitéré à l'identique:

«Ayant pris bonne note des préoccupations du peuple irlandais telles qu'exposées par le premier ministre irlandais, le Conseil européen, réuni les 11 et 12 décembre 2008, est convenu que, à condition que le traité de Lisbonne entre en vigueur, une décision serait prise, conformément aux procédures juridiques nécessaires, pour que la Commission puisse continuer de comprendre un national de chaque État membre»[2].

2. La situation juridique est donc très claire: il n'y a pas d'engagement juridiquement contraignant. La décision prévue à l'article 17 paragraphe 5 du traité sur l'Union européenne sera prise suite à et à la condition de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

Les chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'Union européenne ont dès lors pris un engagement solennel et qui ne souffre d'aucune ambiguïté: il est conditionnel - sans entrée en vigueur du traité de Lisbonne les chefs d'État et de gouvernement seraient d'ailleurs dans l'impossibilité de mettre en œuvre leur engagement étant donné qu'ils ne disposeraient pas de la base légale pour le faire - et ne saurait faire l'objet d'interprétations divergentes: il aura pour effet que la Commission sera composée d'un national de chaque État membre.

3. Le gouvernement luxembourgeois a soumis le texte complet et définitif du traité de Lisbonne au législateur. La Chambre des Députés a ratifié ce traité en date du 29 mai 2008. L'article sur base duquel le Conseil européen s'est engagé à prendre une décision ayant pour effet que la Commission européenne continuera à être composée d'un national de chaque État membre s'y trouve et n'a pas subi - et ne saurait su-

[1]) Texte intégral des Conclusions de la Présidence en annexe
[2]) Texte intégral des Conclusions de la Présidence en annexe

bir - la moindre modification. J'ajoute que ce même article se trouvait dans le traité constitutionnel (article I-26 paragraphe 6) soumis par referendum au peuple luxembourgeois en date du 10 juillet 2005.

Il faut donc en conclure que le législateur a accepté l'idée qu'il pourrait y avoir une décision à prendre sur base de l'article 17 § 5 TUE sur le nombre de membres de la Commission après 2014. Nous savons aujourd'hui qu'une telle décision sera prise si le traité en vigueur. Cela ne modifie en rien le droit primaire communautaire.

4. Je répète et souligne donc que le traité de Lisbonne n'a subi aucun amendement - et ne saurait en subir hors ratification parlementaire.

5. Lors de sa réunion des 18 et 19 juin 2009, le Conseil européen a marqué son accord sur une série d'arrangements afin de rassurer le peuple irlandais et de répondre à ses préoccupations. Ces arrangements sont pleinement compatibles avec le traité de Lisbonne et ne requièrent dès lors aucune nouvelle ratification dudit traité.

Ces arrangements prennent la forme suivante:

a) décision des chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil européen, relative aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne (annexe 1 des Conclusions de la Présidence);

b) déclaration solennelle sur les droits des travailleurs, la politique sociale et d'autres questions (annexe 2 des Conclusions de la Présidence).

La décision précitée prendra effet le jour de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

Je rappelle par ailleurs que les chefs d'État ou de gouvernement de tous les États membres de l'Union européenne se sont engagés, lors de la conclusion du prochain traité d'adhésion, à énoncer les dispositions de la décision précitée dans un protocole qui sera annexé, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Je peux donc confirmer à l'honorable Député qu'en cas d'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et lorsque la décision aura été prise d'accepter l'adhésion à l'Union européenne d'un nouvel État, le Gouvernement luxembourgeois soumettra à la Chambre des Députés, ensemble avec le projet de loi visant à approuver ladite adhésion, un projet de loi ayant pour effet de transformer la décision des chefs d'État ou de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil européen, relative aux préoccupations du peuple irlandais concernant le traité de Lisbonne, en protocole à annexer au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Q8

2e session extraordinaire 2009

Question 0012 (30.7.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **prix du lait:**

Esou wéi d'Baueren an der ganzer Europäescher Unioun leiden och déi Lëtzebuerger Bauere staark ënnert dem Réckgank vum Mëllechpräis. De Secteur chiffréiert de Verloscht um Kilo op 10 Euro-Cent.

De President vun der Landwirtschaftskummer huet an engem Interview de Gesamtverloscht fir d'Lëtzebuerger Baueren op 28 Milliounen € d'Joer geschat. Engem mëttelgrousse Betrib feelen esou iwwer 2.500 € de Mount.

Duerfir géif ech gären dës Froen un den Här Landwirtschaftsminister riichten:

1. Wat fir Moossname wëllt de Minister kuerzfristeg ëmsetzen, fir de Baueren ze hëllefen?

2. Ass de Minister zum Beispill bereet, datt de Stat d'Sozial-laaschten (Gesondheetskeess, Pensiounskeess...) vun de Bauerebetriber integral iwwerhëlt, bis datt déi ekonomesch Situatioun sech an de Betriber erholl huet? A wat fir engem Zäitraum wier esou eng Moossnam ze realiséieren?

3. Wat fir Moossname wëllt de Minister ëmsetzen, fir de Lëtzebuerger Mëllechbauere laangfristeg Perspektiven ze sécheren?

4. Wat fir eng Haltung huet Lëtzebuerg op de rezente Conseilë vun der Landwirtschaft an der Fëscherei (22. an 23. Juni zu Lëtzebuerg, 13. Juli zu Bréissel) a Saache Mëllechquoten a Problemer vun de Mëllechbaueren ageholl?

5. Ass de Minister, esou wéi déi aktuell Majoritéit am Conseil, och der Meenung, datt d'Mëllechquote fir 2015 ofgeschaaft solle ginn?

Réponse (14.9.2009) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Monsieur le Député Jean Colombera se montre préoccupé par les pertes que subissent actuellement les producteurs de lait luxembourgeois à la suite du déclin du prix du lait payé par les laiteries. Dans ce contexte, l'honorable Député évoque les propos du Président de la Chambre d'Agriculture qui, lors d'une interview récente, aurait estimé ces pertes à 28 millions d'euros pour l'année 2009. Je tiens à souligner que cette estimation n'est pas représentative puisqu'elle repose sur une comparaison du prix actuel du lait payé aux producteurs avec le prix record payé pendant la période de juillet 2007 à juin 2008. Une évaluation plus objective des pertes supposées pour l'année en cours, évaluation reposant sur une comparaison du prix actuel avec un prix moyen payé au cours des cinq dernières années, donne un résultat sensiblement inférieur au montant précité.

Tous les initiés du monde agricole s'accordent pour dire que les producteurs de lait traversent actuellement une phase particulièrement difficile et qu'il faut tout entreprendre pour soutenir les producteurs en difficulté. Le Gouvernement luxembourgeois est bien conscient de la gravité de la situation précaire dans laquelle se trouvent en premier lieu les producteurs de lait, mais est bien conscient également du fait que de nombreux autres exploitants, qui s'adonnent à des productions alternatives au lait (céréales, viande), touchent actuellement des prix très bas pour leurs produits. Compte tenu du fait que, d'après les prévisions actuelles, cette situation risque de perdurer encore un certain temps, le Gouvernement a fait état de sa volonté de venir en aide à l'ensemble des producteurs agricoles, tout en mettant l'accent dans son paquet de mesures sur la gravité des problèmes rencontrés par les producteurs de lait. À ce sujet, et en concertation étroite avec l'ensemble des syndicats professionnels agricoles, un paquet de mesures sera proposé très prochainement au Conseil de Gouvernement.

En dehors de ce paquet, je tiens également à préciser que les mesures suivantes ont déjà été prises:

- Avancement du paiement d'une part de 70% du montant de la prime unique («Betriebsprime») au 16 octobre 2009 (± 22.000.000 €); paiement du solde (30%) en décembre 2009 (± 12.000.000 €)

- Paiement de la prime pour l'entretien du paysage et de l'espace naturel début novembre 2009 (± 8.900.000 €)

- Avancement du paiement de l'indemnité compensatoire au mois de janvier 2010 (± 15.700.000 €)

- Des pourparlers avec les banques de la place ont eu lieu pour accorder un délai de paiement aux producteurs pour le remboursement des prêts contractés

- L'Administration des contributions directes a été avisée pour accorder un délai de paiement aux producteurs pour le versement des impôts dus et des avances d'impôt

- Traitement prioritaire des demandes en instance en matière d'aides aux investissements

- Étiquetage des fromages: une lettre commune des ministres de l'Agriculture allemand, autrichien et luxembourgeois a été adressée à la Commission Européenne à ce sujet.

En réponse à la troisième question soulevée par le Député Jean Colombera, je voudrais souligner que la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural offre un cadre approprié aux producteurs souhaitant procéder à des investissements dans le secteur de la production laitière. Cette loi leur permettra de se doter d'un outil de production performant garantissant leur compétitivité bien au-delà de l'échéance 2015 où l'actuel régime des quotas laitiers aura touché à sa fin.

Malgré la situation morose que traversent actuellement les producteurs de lait, de tels investissements se justifient puisque les perspectives à moyen et à long terme pour le secteur laitier restent bonnes. En effet, toutes les études de marché prévoient que la demande mondiale en lait et en produits laitiers ne cessera de croître dans le futur à la suite d'une augmentation constante de la population mondiale alors que la production de lait aura, par moments, du mal à suffire à cette demande.

Par ailleurs, j'estime qu'il est indiqué de lancer une campagne de prise de conscience en premier lieu auprès des jeunes producteurs afin de les sensibiliser sur la nécessité d'une formation adéquate et du recours continu à des conseils et des cours de perfectionnement offerts par des services spécialisés de sorte à ce qu'ils disposent des connaissances supposées nécessaires pour pouvoir assurer une gestion de leur exploitation.

Au niveau européen, où les débats seront prochainement menés pour préparer la politique agricole commune de l'après 2013, il s'agira d'œuvrer pour que le modèle agricole européen, tel qu'il a été défini sous la présidence luxembourgeoise, modèle qui préconise une agriculture moderne, multifonctionnelle et durable soit conservé. Ceci présuppose la poursuite du programme de subventionnement de l'agriculture tel qu'instauré par le régime de paiement unique comme compensation des obligations non honorées par le marché.

Je suis persuadé que les producteurs de lait luxembourgeois, en se servant des atouts mis à leur disposition et en utilisant pleinement les capacités de production améliorées, sauront pleinement tirer profit des nouvelles potentialités qui s'offriront dès le moment où l'actuel régime de contingentement aura expiré.

La quatrième question soulevée par l'honorable Député laisse supposer que l'état fébrile du marché est la conséquence logique de la politique menée par le Conseil européen des Ministres de l'Agriculture en collaboration avec les services de la Commission européenne, et plus particulièrement des récentes décisions d'augmentation graduelle des quotas laitiers. Je tiens à réitérer que la période de conjoncture difficile que traversent actuellement les producteurs de lait n'est pas imputable à l'augmentation récente des quantités de référence, comme d'aucuns le prétendent, mais est à mettre essentiellement au compte de la crise financière qui touche le monde entier et des conséquences néfastes qui en découlent pour l'économie mondiale. Ceci se trouve encore illustré par le fait que, malgré les récentes hausses des quotas laitiers, la production totale de lait dans l'Union européenne était inférieure de 4,2% au quota communautaire disponible au cours de la période 2008/09 et que les livraisons de lait aux laiteries étaient inférieures de 0,9% par rapport à la période 2007/08, période au cours de laquelle les prix du lait et des produits laitiers ont connu une flambée historique.

Dans un souci de cohérence des décisions politiques prises dans le passé au niveau communautaire, d'une part, et de crédibilité envers les producteurs de lait, d'autre part, le Luxembourg, en accord avec une très large majorité d'États membres de l'Union européenne, a plaidé lors des Conseils des Ministres de l'Agriculture des 22 et 23 juin et du 13 juillet 2009 pour une transposition résolue des décisions prises dans le cadre du bilan de santé de la PAC en novembre 2008. Je tiens à rappeler que ces décisions prévoient notamment l'expiration de l'actuel régime des quotas laitiers au 31 mars 2015 et, comme transition, une augmentation graduelle de 1% des quotas au cours des périodes 2009/10 à 2013/14. Dans ce contexte, il importe d'attirer l'attention sur le fait que, lors du sommet européen, qui s'est tenu à Bruxelles les 18 et 19 juin 2009, les chefs de gouvernement ont souligné leur attachement aux décisions prises par les Ministres de l'Agriculture dans le cadre dudit bilan de santé.

Compte tenu de ces réalités politiques et des positions majoritaires actuelles au sein du Conseil des Ministres de l'Agriculture à Bruxelles, toute tentative consistant à plaider pour le maintien du régime des quotas laitiers au-delà de l'échéance 2015 ne serait non seulement irréaliste mais même irresponsable, car elle créerait le doute auprès des producteurs à un moment où ils ont grandement besoin de confiance dans les décisions politiques prises. Pour cette raison j'estime qu'il est élémentaire de concentrer toutes nos forces sur la préparation de nos producteurs de lait aux nouveaux défis qui les attendent après la suppression du régime des quotas laitiers en 2015, notamment au moyen d'aides aux investissements et de mesures d'accompagnement adéquates comprenant la promotion de la formation et du conseil des agriculteurs.

Question 0013 (30.7.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**organisation du service d'urgence:**

Il me revient qu'un jugement récent, dans une affaire d'excès de vitesse, a retenu dans sa motivation que «...Attendu qu'il résulte de ces développements que S.P s'est trouvé dans un état de nécessité, lequel n'est pas de son propre fait, mais de l'incurie des autorités publiques, incapables d'organiser un service d'urgence digne de ce nom dans la région concernée de la Moselle, lequel n'a laissé au prévenu aucune autre alternative, à l'effet de sauver éventuellement une vie humaine, le défibrillateur se trouvant notamment dans l'ambulance de Remich...».

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant dudit jugement?

- Peut-il me confirmer le contenu repris ici?

- Que pense Monsieur le Ministre de l'affirmation «l'incurie des autorités publiques, incapables d'organiser un service d'urgence digne de ce nom dans la région concernée de la Moselle»?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

Réponse (20.8.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député fait référence à un jugement du Tribunal de police de et à Luxembourg du 15 juin 2009 dont le Parquet a annoncé vouloir relever appel et je peux confirmer le contenu tel que cité par l'honorable Député.

Je ne peux cependant accepter l'affirmation selon laquelle notre pays ne disposerait pas d'un service d'urgence digne de ce nom, que ce soit dans la région de la Moselle ou dans toute autre région de notre pays. Une telle affirmation ferait tort aux milliers de membres bénévoles des services de secours qui se mettent au service d'autrui avec dévouement et abnégation. En ce qui concerne le service ambulancier de la Protection Civile, ces bénévoles ont effectué en 2008 pas moins de 30.000 interventions, dont la grande majorité s'est déroulée sans encombre et sans donner lieu à réclamation.

Concernant la discussion qui a eu lieu suite à l'affaire qui est à l'ori-

gine du jugement précité, je donne à considérer que le secours d'une personne est rarement le fait d'une seule personne, mais plutôt le concours d'une multitude d'acteurs qui constituent la chaîne de secours. Ainsi, en cas d'urgence vitale, les ambulances de la Protection Civile interviennent toujours en concert avec les antennes mobiles du service d'aide médicale urgente (SAMU). Dans le cas d'espèce, le SAMU de Luxembourg-Ville dépêché sur place a d'ailleurs pu intervenir dans les délais usuels. S'il est vrai que la disponibilité des bénévoles ne permet plus de garantir toujours un service 24h/24h de toutes les ambulances des centres de secours, cette problématique est étrangère au cas d'espèce qui nous occupe.

En effet, l'ambulance territorialement compétente de Mertert était déjà engagée sur une autre intervention au moment de l'alerte. Or, une telle situation, nécessitant l'intervention de l'ambulance d'un centre de secours voisin, pourra toujours se reproduire en cas d'interventions parallèles, même avec un taux de disponibilité de cent pour cent des ambulances.

Afin d'atténuer à court terme le problème de l'indisponibilité des ambulances de la Protection Civile, le Gouvernement en conseil a autorisé dans sa séance du 5 juin 2009 l'engagement de 12 agents professionnels à charge du «numerus clausus» de l'exercice 2009 afin de permettre le renforcement des bénévoles des services de secours. La procédure de recrutement est actuellement sur le point d'être finalisée de sorte à ce que ces agents soient disponibles en automne 2009. Cependant, il est évident que cette mesure est destinée pour parer au plus urgent et que l'introduction d'un système semi-professionnel nécessite une réforme en profondeur des services de secours. C'est la raison pour laquelle le programme de coalition prévoit la réalisation d'un plan national «services de secours» englobant une analyse des risques courants et particuliers pouvant exister dans notre pays ainsi que la définition des moyens nécessaires et adaptés à la couverture de ces risques. Ce plan national servira par la suite de base pour l'équipement, le recrutement ou encore la régionalisation des unités de secours avec une hiérarchisation des centres de secours et la création de centres de compétences pour certains risques spécifiques. Une attention particulière sera portée lors de cette réforme sur le statut des agents volontaires et professionnels des services de secours. Pour lancer le chantier de cette réforme, je compte réunir tous les acteurs concernés des services de secours dès la rentrée, afin de leur expliquer ma démarche, ainsi que de leur présenter le groupe d'experts nationaux et étrangers que j'ai demandé de piloter et de modérer le processus de réforme.

Question 0014 (30.7.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**accès des autorités américaines à des informations bancaires:**

Le 27 juillet 2009, le Conseil des Affaires générales de l'Union européenne a donné mandat à la Commission européenne de négocier un accord avec les États-Unis d'Amérique donnant accès aux autorités américaines aux informations bancaires traitées par le réseau Swift.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il confirmer qu'il ne s'est pas opposé à cette décision?

- La position de la délégation luxembourgeoise à ce sujet a-t-elle fait l'objet d'un examen préalable par le Conseil de Gouvernement? Dans l'affirmative, quand? Si tel ne devait pas être le cas, pourquoi?

- La position de la délégation luxembourgeoise a-t-elle été coordonnée au préalable avec le Ministre des Finances? Si tel ne devait pas être le cas, pourquoi?

- Un accès des autorités américaines à ces informations est-il dans l'intérêt de la place financière luxembourgeoise?

- Un accès des autorités américaines à ces informations est-il compatible avec les dispositions de la législation et de la réglementation sur la protection des données personnelles? Une analyse détaillée peut-elle être fournie?

- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères peut-il préciser pourquoi il ne s'est pas opposé à cette décision, alors qu'il a déclaré à ce sujet à un quotidien (tageblatt du 28 juillet 2009): "En tant que citoyen, j'ai des doutes"?

Réponse commune (9.9.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), une société de droit belge, a été amenée à participer dans le programme de traçage des transactions financières (TFTP) que le Département américain du Trésor avait créé à la suite des attaques terroristes en 2001. Dans un objectif de lutte contre le terrorisme et contre le financement du terrorisme, les autorités américaines ont eu accès aux données de messagerie financière qui se trouvaient sur le serveur américain de SWIFT. En 2006, cette démarche du Département américain du Trésor a été rendue publique et l'Union européenne a tout de suite réagi en procédant à un échange de lettres avec les États-Unis dans un but de protection des données européennes. C'est dans ce cadre légal que la «personne éminente européenne», le juge Bruguière, a été désignée pour vérifier sur place aux États-Unis le respect des engagements américains. Le rapport du juge Bruguière, daté de décembre 2008, conclut à la conformité de l'usage des données, spécifiquement limité à la lutte anti-terroriste, ainsi qu'à l'utilité de l'accès à ces données pour prévenir des attaques terroristes.

La société SWIFT a entre-temps décidé de modifier son fonctionnement informatique. Afin d'assurer la continuité du programme TFTP en dépit de ces changements, la Commission européenne a proposé fin juin 2009 un mandat de négociations, avec comme base légale les traités actuels, dont le but est de conclure un accord intermédiaire entre l'Union européenne et les États-Unis en vue d'assurer que le transfert de données vers les États-Unis ne soit pas interrompu et que le TFTP puisse continuer à fonctionner tant au profit des Américains que des Européens. Les négociations qui auront prochainement lieu entre l'Union européenne et les États-Unis se situeront donc dans la continuité des relations qui lient l'Union européenne et les États-Unis et auront pour objectif de rendre compte d'un ajustement technique dans le flux des données. Dès l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, un nouveau mandat de négociations sera proposé afin de tenir compte, en particulier, de la participation accrue du Parlement européen.

C'est dans ce contexte de collaboration transatlantique que le mandat de négociations pour la Présidence du Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne a été approuvé à l'unanimité par les Ministres des Affaires étrangères lors du CAGRE du 27 juillet 2009. La position prise par le Ministre des Affaires étrangères a été discutée au préalable avec le Ministre des Finances. Le Gouvernement estime en effet qu'il est dans l'intérêt du pays et de sa place financière de se montrer solidaire avec ses partenaires et exemplaire dans la lutte contre le financement du terrorisme. Par ailleurs, le Gouvernement constate que le programme TFTP fonctionne depuis plusieurs années et qu'il n'a pas eu d'impact négatif sur la place financière de Luxembourg au cours de cette période.

Sans qu'il s'agisse de remettre en question le principe même de cette collaboration, le mandat réaffirme l'importance de la protection des données et prévoit des garanties supplémentaires à celles obtenues en 2007. Cette position reflète tout à fait la revendication du Luxembourg sur cette question telle que présentée par les représentants luxembourgeois lors des négociations du mandat. Le mandat prévoit également la désignation d'une autorité intermédiaire européenne pour surveiller le transfert de données qui est désormais effectué vers les États-Unis par SWIFT.

Tout comme pour les négociations sur le mandat, celles portant sur l'accord, qui débuteront donc sous peu, seront étroitement suivies par les ministères compétents, en consultation avec le secteur privé concerné.

Question 0016 (31.7.2009) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant les **a.s.b.l. inscrites au Registre de Commerce et des Sociétés:**

Les associations sans but lucratif jouent un rôle indéniable pour permettre aux citoyennes et aux citoyens de s'organiser, de mettre en route des actions et des projets. Le cadre législatif permet d'obtenir une personnalité juridique à ce type d'associations qui doivent néanmoins, pour la maintenir, respecter de remettre un certain nombre de formalités notamment le dépôt annuel de documents au Registre de Commerce et des Sociétés (RCS).

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part du Ministre de la Justice combien d'a.s.b.l. sont inscrites à ce jour au RCS et combien ont déposé les documents afférents au cours du premier semestre 2009?

Réponse (28.8.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Il résulte d'un certificat du Registre de Commerce et des Sociétés du 14 août 2009 qu'au 31 juillet 2009, 7639 associations sans but lucratif étaient immatriculées au Registre de Commerce et des Sociétés.

Durant la période du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009, 1340 dépôts ont été effectués au Registre de Commerce et des Sociétés concernant la section F relative aux associations sans but lucratif.

Question 0017 (31.7.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**accès des enfants fréquentant l'éducation différenciée aux services des maisons relais:**

Des enfants fréquentant l'éducation différenciée ne peuvent actuellement pas bénéficier des services des maisons relais. Ce fait pose les parents des enfants concernés devant de grands problèmes, notamment pendant les vacances scolaires.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Mesdames les Ministres ne sont-elles pas d'avis qu'en vue d'une meilleure intégration des enfants concernés, les maisons relais devraient, notamment pendant les périodes de vacances scolaires, être également accessibles et offrir des activités spécifiques pour les enfants fréquentant l'éducation différenciée?

Réponse (15.9.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Concernant les enfants à besoins spécifiques scolarisés à l'école fondamentale, un certificat médical présenté par le responsable de la maison relais sert de pièce justificative au Ministère de la Famille et de l'Intégration pour accorder les heures d'encadrement supplémentaires nécessaires pour répondre spécifiquement aux exigences requises par l'accueil de cet enfant dans une maison relais. À noter que ce sont les autorités communales ou respectivement les gestionnaires d'une maison relais qui décident et fixent les critères d'admission.

Concernant les enfants pris en charge actuellement par les centres de l'éducation différenciée, une politique commune de prise en charge sera élaborée par les deux ministères, qui tiendra compte des exigences spécifiques requises au niveau des infrastructures, de l'équipement et de la formation du personnel d'encadrement pour la prise en charge de ces enfants.

Question 0018 (31.7.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **réforme de l'enseignement fondamental:**

Il ressort d'un article de presse (Lëtzebuerger Journal du 31 juillet 2009) que dix des 35 règlements grand-ducaux nécessaires en vue de la transposition de la réforme de l'enseignement fondamental n'ont pas encore été finalisés.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire si ces informations sont exactes? De quels règlements s'agit-il? Est-ce que ces règlements pourront être finalisés jusqu'à la rentrée scolaire?

- Dans sa réponse du 28 juillet 2009 à ma question parlementaire urgente, Madame la Ministre affirme que le cadre conceptuel de l'évaluation pour les cycles 1 et 2 serait actuellement disponible. Quand est-ce que les cadres pour les autres cycles vont-ils être finalisés?

Réponse (8.9.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Concernant les règlements grand-ducaux qui restent à finaliser dans le cadre de la réforme de l'enseignement fondamental il s'agit de trois sortes de règlements:

- le premier concerne le passage de l'enseignement primaire à l'enseignement postprimaire. Ce sont des dispositions sur lesquelles une base réglementaire existe déjà, mais qui devront être adaptées au fur et à mesure que la nouvelle école se mettra en place;

- un autre règlement concerne les activités périscolaires que chaque commune devra mettre en place;

- le 3e groupe concerne les dispositions sur la planification des besoins en personnel enseignant et la mise à disposition d'un contingent de leçons pour les communes. Étant donné que la loi entre en vigueur le 15 septembre 2009, ces dispositions, celles créant la commission de planification et celles déterminant le détail de la fixation du contingent, devront être finalisées au plus tard au printemps 2010/2011.

Concernant le cadre conceptuel pour l'évaluation des résultats des élèves, la démarche sera la suivante: à partir de cette année scolaire l'évaluation des tout petits changera. Rappelons que l'école doit être conçue non de manière que les enfants étudient pour être évalués, mais qu'ils étudient pour devenir compétents et qu'ils soient évalués pour mieux pouvoir progresser par la suite. C'est pour cette raison qu'au 1er et 2e cycles les bulletins seront remplacés par des bilans intermédiaires où les notes seront remplacées par une information détaillée aux parents sur la manière dont leur enfant a progressé dans l'acquisition de compétences. À la fin du cycle, les compétences atteintes sont certifiées dans le bilan de fin de cycle.

Pour les autres cycles la voie est également tracée: tous les enfants recevront à la fin du cycle un bilan de fin de cycle dans lequel seront documentées les compétences qu'ils ont atteintes. Les bulletins seront remplacés progressivement par des bilans intermédiaires à la lumière des expériences faites aux cycles 1 et 2 et en tenant compte de l'évolution de la maturité des élèves.

Question 0020 (31.7.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant **l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques:**

L'article 1er de la loi du 27 avril 2009 relative aux contrôles et

aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques (REACH) stipule que: «Le membre du gouvernement ayant l'environnement dans ses attributions, ci-après désigné le ministre, exerce les attributions de l'autorité compétente aux fins de [...] l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)». Or, l'arrêté grand-ducal du 27 juillet 2009 portant création des ministères ne retient pas comme attribution du nouveau Ministère du Développement durable et des Infrastructures l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques.

Ainsi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons pour lesquelles les dispositions de la loi du 27 avril 2009 n'ont pas été respectées?

- Dans le cas de figure où un autre ministère a été chargé de la mise en œuvre de la loi précitée, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de ce choix.

- S'il s'agit d'un simple oubli, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

Réponse (10.9.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Il est vrai que l'arrêté grand-ducal du 27 juillet 2009 portant constitution des Ministères ne retient pas explicitement comme attribution du nouveau Ministère du Développement durable et des Infrastructures l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques.

Toutefois, la protection de l'environnement humain entre précisément dans les attributions de ce ministère. Le programme gouvernemental mentionne explicitement sous le chapitre de la protection de l'environnement humain que le Gouvernement, en matière de substances, de produits et de préparations chimiques, déclare qu'il reconnaît l'enjeu de compétitivité et d'innovation pour l'industrie luxembourgeoise et l'intérêt pour la protection de la santé et de l'environnement que comportent les produits chimiques.

Le Gouvernement a déclaré veiller à une application sans faille de la réglementation européenne sur l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et les restrictions des substances chimiques et la réglementation européenne sur la classification, l'étiquetage et l'empaquetage des substances et des mélanges. À ces fins, le Gouvernement assurera une collaboration active de ses administrations compétentes avec les institutions européennes et les pays membres de l'UE ainsi qu'avec les industries concernées.

C'est par ailleurs et avant tout la loi du 27 avril 2009 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances qui dispose dans son chapitre 1er que le ministre ayant l'environnement dans ses attributions exerce les attributions de l'autorité compétente dans cette matière. Par ailleurs, cette loi sert de base légale pour les modalités d'organisation et de coopération interadministratives.

Q10

Question 0021 (4.8.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **budget de la Caisse Nationale de Santé:**

An engem Interview virun de Wahlen huet de Minister vun der sozialer Sécherheet behaapt: „Dir wësst, dass mir d'Gesondheetskeess, anescht wéi mir se geierft hu viru fënnef Joer, am Équiliber kënnen ofliwweren."

Elo, wou d'Wahlen eriwwer sinn, kommen awer alarmant Meldungen aus der Press. Do gëtt en Defizit vun der Gesondheetskeess fir 2010 vun 90 Milliounen €... oder 125 Milliounen € gemellt.

Duerfir géif ech gären dës Froen un den Här Minister vun der sozialer Sécherheet riichten:

1. War den Här Minister virun de Wahlen iwwert den annoncéierten Defizit bei der Gesondheetskeess informéiert? Wann neen, wéi ass de schnelle Revirement tëschent Équiliber an Defizit ze erklären?

2. Wéi sinn d'Prognosen iwwert den Ofschloss vun de Konte vun der Gesondheetskeess fir d'Joer 2009?

3. Wéi sinn d'Prognose fir de Budget vun der Gesondheetskeess fir d'Joer 2010?

4. Wat sinn d'Ursaache fir e méiglechen Defizit an de Joren 2009 respektiv 2010?

5. Wellech Moossname schléit de Minister vir, fir datt de Budget vun der Gesondheetskeess, esou wéi d'Gesetz et virschreift, am Équiliber bleift?

Réponse (1.9.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'CNS mécht all Mount (ausser am Mee) eng prospektiv Opstellung vun allen Ausgaben a Recettë vun der Gesondheetkeess. Si schafft dobäi mat deenen offizielle Parameteren, déi vum STATEC opgestallt ginn an iwwert d'Generalinspektioun vun der sozialer Sécherheet matgedeelt ginn.

Gläichzäiteg gëtt eng Fortschreiwung an d'Zukunft gemaach vun de Facteuren an aneren Entwécklungen, déi bis dohi bekannt sinn.

Am Abrëll hunn déi makroekonomesch Donnéeën erginn, dass fir 2009 mat engem Iwwerschoss vun 9,4 Millioune kënnt gerechent ginn.

Am Mee gouf den Décompte vun 2008 opgestallt, dee 25,3 Milliounen Iwwerschoss ausgewisen huet.

Am Juni koum den éischten Tableau mat de Schätzunge fir 2010. An deem Tableau goufen déi nei Wirtschaftsparameter verschafft. Duerch d'Degradatioun vun den Donnéeën iwwert d'Beschäftegung ass en Iwwerschoss vun den Ausgabe geschat ginn, dee 74,7 Milliounen ausmécht.

Déi Ziffere sinn am Juli op Grond vun deenen neitste Parameteren nei ugepasst ginn a weisen e geschätzten Ausgabeniwwerschoss vu ronn 90 Millioune fir 2010 aus. Esou ass déi Entwécklung vun der CNS hire Prognosen ze erklären.

Den Tableau vum Mount Juli weist fir 2009 e méiglechen Defizit vun 8,2 Milliounen aus.

D'Ursaache fir den Iwwerschoss vun Ausgabe sinn an der Haaptsaach beim Réckgank vun den Einnahmen ze sichen, deen op d'Entwécklung vum Emploi zréckzeféieren ass.

Fir 2010 muss d'CNS e Budget virschloen, deen am Équiliber ass. Et ass also kloer, dass den Iwwerschoss vun Ausgaben duerch verschidde Mesurë muss ausgeglach ginn.

D'CNS huet e Katalog mat méiglechen Mesuren opgestallt. Déi ginn elo an enger Virdiskussioun mat de Sozialpartner analyséiert. An der Quadripartite vum 7. Oktober kënnt et zu enger Konzertatioun tëscht alle Partner.

Duerno muss am Hierscht am Comité directeur vun der CNS décidéiert ginn, wellech Moossnamen zréckbehal ginn. Et ass am Moment nach ze fréi fir de Moossnamekatalog öffentlech ze diskutéieren, well virdrun d'Sozialpartner sech musse kënnen doriwwer ausspriechen, wellech Décisioune mat der Regierung zesummen ze huele sinn.

Question 0022 (5.8.2009) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant les **normes de bruit et de pollution maximales que doivent respecter les véhicules motorisés appelés quads:**

Les véhicules motorisés tout terrain à quatre roues, surnommés quads ou quadricycles, se multiplient sur les routes et les sentiers du Luxembourg. Souvent bruyants, ces engins mettent régulièrement à rude épreuve les nerfs de certains riverains ou promeneurs. De plus, la pollution émise par certains quads équivaudrait selon le modèle à celle provenant de plus d'une dizaine de véhicules automobiles de taille moyenne.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part du Ministre:

1. Quelles sont les normes de bruit et de pollution maximales que ces engins doivent respecter?

2. Quels sont les moyens mis en œuvre pour vérifier l'application effective ou encore le respect de ces normes par les conducteurs de ces véhicules?

3. Quelles sont les peines encourues pour le non-respect de l'application de ces normes?

Réponse (15.9.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert quant à la réglementation en place pour les véhicules motorisés tout terrain à quatre roues surnommés «quads» ou «quadricycles».

D'emblée, il convient de noter que ces «quads» sont à considérer d'après l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route, comme «véhicule à moteur à quatre roues dont la vitesse maximale par construction dépasse 45 km/h, dont la masse à vide, non comprise la masse des batteries pour les véhicules électriques, ne dépasse pas 400 kg, respectivement 550 kg pour les véhicules destinés au transport de choses, et dont le moteur a une puissance maximale nette ne dépassant pas 15kW».

En ce qui concerne les dispositions du Code de la Route concernant les normes de bruit et de pollution maximales autorisées, il convient de préciser que l'article 25 prescrit que les véhicules automoteurs ne doivent pas provoquer des bruits susceptibles de causer une gêne aux usagers et aux riverains.

En outre, ce même article prévoit l'interdiction de toute opération tendant à supprimer ou à réduire l'efficacité du dispositif d'échappement silencieux de bruit produit par un tel véhicule qui ne doit pas excéder 82 dB(A).

Les normes de pollution sont régies par la directive modifiée 70/220/CEE du Conseil du 20 mars 1970 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures à prendre contre la pollution de l'air par les gaz provenant des moteurs équipant les véhicules à moteur.

Actuellement, la conformité de ces véhicules aux prescriptions susmentionnées est examinée notamment lors de l'immatriculation du véhicule, lors du contrôle technique et en cas de contrôle routier.

En cas d'infraction aux normes de bruit et de pollution maximales autorisées, le Code de la Route prévoit le décernement d'un avertissement taxé dont le montant peut varier selon la nature de l'infraction de 49 à 74 euros.

Par ailleurs, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que je considère la réglementation actuellement en vigueur comme perfectible et partant je viens de charger la Commission de circulation de l'État d'analyser les possibilités d'une modification des conditions d'accès à cette catégorie de véhicules ainsi que les possibilités d'un contrôle plus rigoureux des dispositifs d'échappement de ces véhicules.

Question 0023 (6.8.2009) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant les **incidents lors de la manifestation des agriculteurs producteurs de lait du 22 juin au Kirchberg:**

Selon des informations provenant de délégués du personnel et de chauffeurs d'autobus de la Ville de Luxembourg lors de la manifestation des agriculteurs producteurs de lait le 22 juin 2009 au Kirchberg, des chauffeurs d'autobus de la Ville de Luxembourg auraient, sur demande des représentants de la Police grand-ducale sur place, et par l'intermédiaire de leurs supérieurs hiérarchiques, reçu l'injonction de barrer avec les autobus de la Ville des voies et des croisements que les manifestants s'apprêtaient à emprunter avec leurs tracteurs. Selon les mêmes sources, des bus de la Ville avec leurs chauffeurs auraient été appelés sur les lieux, après avoir dû faire descendre leurs passagers à différents endroits du réseau, pour que ces véhicules puissent participer à cette opération de barrages. Percevant l'intervention des autobus de la Ville comme une provocation, des manifestants auraient placé une balle de paille sous un bus en menaçant de l'incendier.

Je voudrais donc prier Monsieur le Ministre de l'Intérieur de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations susdites et peut-il décrire le déroulement des événements?

2. De quelle autorité émanait cet ordre de «réquisition» des autobus et des chauffeurs de la Ville de Luxembourg?

3. Sur quelles dispositions législatives et/ou réglementaires aurait-elle bien pu se fonder, puisque ni la loi du 8 décembre 1981 sur les réquisitions («en cas de conflit armé, de crise internationale ou de catastrophe») ni la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale ne semblent applicables au cas présent?

4. Qui aurait été responsable des dommages matériels et/ou personnels éventuels?

5. Se pourrait-il que ces injonctions/réquisitions eussent été motivées par le souci de «ménager» les véhicules des forces de l'ordre en vue de la parade de la Fête Nationale du lendemain?

6. Des indemnisations en faveur de la Ville de Luxembourg ou de personnes lésées (par exemple les passagers) seraient-elles prévues?

7. Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour empêcher des mesures de réquisition non compatibles avec la législation et la Constitution?

Réponse (12.10.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La manifestation des agriculteurs producteurs de lait du 22 juin 2009 peut être considérée comme événement exceptionnel. Les producteurs ont utilisé leurs engins agricoles pour bloquer la circulation, traverser îlots routiers et autres murs durant toute la manifestation.

Vu la situation (heure de pointe, début des festivités de veille de la Fête Nationale) et l'urgence, le responsable du service d'ordre de la Police grand-ducale a fait appel au service des bus de la Ville de Luxembourg, ce afin de marquer un couloir au Rond Point Schumann via Place de l'Étoile vers la route d'Arlon. Les responsables des services d'autobus ont donné leur accord à cette mesure exceptionnelle.

La décision n'est pas à considérer comme réquisition formelle, mais comme solution convenue de commun accord entre les responsables opérationnels sur le terrain et les responsables de la Ville de Luxembourg afin de maintenir l'ordre public lors d'un événement national et d'éviter l'asphyxie totale du Centre Ville.

Le parc automobile de la Police grand-ducale utilisé lors de la manifestation est à considérer comme matériel opérationnel.

Question 0024 (10.8.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **problématique des litiges subis par des particuliers lors de la réalisation de travaux publics:**

Il arrive parfois que lors de la réalisation de travaux publics, des particuliers viennent à subir des dommages, parfois importants, à leur habitation ou à leur terrain. Si la compagnie d'assurance du maître de l'ouvrage - commune ou État - du promoteur ou/et du bureau d'architecte concerné est disposé à prendre en charge l'éventuel préjudice, le dédommagement est souvent incomplet, les dommages et intérêts proposés étant largement en des-

sous du montant du préjudice réellement subi. Dans cette situation, les particuliers n'ont bien souvent pas d'autre choix que d'agir en justice. Or, une action en justice est souvent très coûteuse et parfois très longue avant d'aboutir. Il n'est pas rare que plusieurs expertises soient demandées pour prouver l'ampleur du dommage respectivement pour déterminer la part de responsabilité des personnes concernées par la réalisation des travaux publics litigieux.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement ne pense pas qu'il serait temps de modifier la procédure en l'espèce et de d'obliger en l'occurrence les personnes responsables de la réalisation des travaux publics litigieux à réparer immédiatement et sans attendre l'issue d'une éventuelle action en justice le préjudice subi par les particuliers, quitte à ce qu'elles puissent ensuite se retourner les unes contre les autres afin de déterminer la part de responsabilité de chacune d'entre elles?

Réponse commune (21.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice* et de ***M. Jean-Marie Halsdorf,*** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député Marc Spautz constate que «lors de la réalisation de travaux publics, des particuliers viennent à subir des dommages, parfois importants, à leur habitation ou à leur terrain. Si la compagnie d'assurance du maître de l'ouvrage - commune ou État du promoteur ou/et du bureau d'architecte concerné est disposé à prendre en charge l'éventuel préjudice, le dédommagement est souvent incomplet, les dommages et intérêts proposés étant largement en dessous du montant du préjudice réellement subi». Au vu des litiges qui s'ensuivent, l'honorable Député se demande «si le Gouvernement ne pense pas qu'il serait temps de modifier la procédure en l'espèce et d'obliger en l'occurrence les personnes responsables de la réalisation de travaux publics litigieux à réparer immédiatement et sans attendre l'issue d'une éventuelle action en justice le préjudice subi par des particuliers (...)».

Tout d'abord, il y a lieu de constater que, conformément aux clauses contractuelles concernant la responsabilité civile délictuelle, il est stipulé que:

«D'une façon générale, la mise en œuvre de la responsabilité civile délictuelle se fait conformément aux articles 1382 et suivants du Code Civil luxembourgeois.

L'entrepreneur est responsable des faits et gestes de son personnel.

L'entrepreneur s'oblige à tenir le pouvoir adjudicateur quitte et indemne de toute condamnation encourue par celui-ci en vertu de l'article 1384 alinéa 1er du Code Civil, s'il est établi que l'entrepreneur avait effectivement seul la garde au moment des faits».

À cet effet, les entreprises, avant le commencement des travaux, dressent, le cas échéant, des états des lieux des maisons et terrains dans les environs immédiats des chantiers publics sur lesquels ils travaillent, sous couverture d'assurance. En cas de dommage, il échet de constater la responsabilité éventuelle de l'entreprise (faute ou négligence), le dommage et la causalité entre les deux.

Suivre la recommandation de Monsieur le Député signifierait le renversement de tout un régime juridique bien établi dans le Code civil, en doctrine et en jurisprudence, fonctionnant depuis plus de deux cents ans. Il s'agirait de dédommager une partie sans constat aucun d'une faute ou d'une négligence, sans constat du dommage réellement subi et sans lien de causalité entre les deux. Il s'agirait d'introduire un régime de responsabilité sans faute à l'égard des entreprises, à l'instar de la loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques.

Un tel régime n'est nullement souhaitable d'un point de vue juridique.

D'ailleurs, un tel système risque de provoquer toute une avalanche de réclamations et de demandes d'indemnisation de dommages qui ne sont pas dus aux chantiers en question mais qui relèvent d'autres origines comme la vétusté, des problèmes de construction ou autres.

Enfin, il échet de préciser encore qu'en principe, le maître de l'ouvrage, en adoptant en quelque sorte le rôle de médiateur, veille à sauvegarder les intérêts des particuliers concernés en essayant de trouver un accord à l'amiable entre les entreprises sur le chantier et les particuliers lésés.

Question 0025 (11.8.2009) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **«Roots and Leaves Association»:**

La presse a rendu compte récemment de l'inauguration du «Luxembourg American Cultural Center» à Belgium, Wisconsin; plaçant la «Roots and Leaves Association» de nouveau sous les feux de l'actualité.

Dans son rapport spécial du 9 juillet 2008 concernant les a.s.b.l. para-administratives, la Cour des Comptes analyse notamment l'a.s.b.l. «The Roots and Leaves Association», la citant en exemple d'une association para-administrative et estime que toute a.s.b.l. para-administrative est en principe à considérer comme un pouvoir adjudicateur public et qu'elle est en tant que tel soumise à la législation sur les marchés publics.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

Madame la Ministre de la Culture peut-elle indiquer le montant des subventions mises à disposition de l'a.s.b.l. «The Roots and Leaves Association» depuis la signature de la convention du 1er décembre 2006, au total et exercice budgétaire par exercice budgétaire? Ou est-ce que tout le centre a été financé par des dons privés, comme le souligne la presse?

Madame la Ministre peut-elle fournir les détails de la gestion par l'a.s.b.l. des moyens financiers mis à disposition par le Ministère de la Culture? En particulier, peut-elle fournir une liste des objets d'exposition acquis et des activités organisées par l'a.s.b.l. au bénéfice du «Luxembourg American Cultural Center»?

Madame la Ministre peut-elle donner toute assurance que les marchés passés dans ce contexte par «The Roots and Leaves Association» l'ont été en conformité avec les dispositions de la loi sur les marchés publics et fournir des précisions à ce sujet? Si une telle conformité ne devait pas être donnée, quelles en sont les raisons et quels éléments Madame la Ministre peut-elle faire valoir à l'encontre des conclusions de la Cour des Comptes?

Réponse (28.9.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

L'honorable Député Madame Anne Brasseur s'enquiert sur les moyens financiers mis à disposition par le Gouvernement luxembourgeois et par des privés pour la mise en place du «Luxembourg American Cultural Center» au lieu-dit «New Luxembourg», dans la localité de Belgium, dans l'État du Wisconsin aux États-Unis ainsi que sur le respect de la réglementation en matière de marchés publics par l'a.s.b.l. «Roots and Leaves» mandatée par le Ministère de la Culture pour aider à la réalisation du Centre. J'ai l'honneur d'apporter les réponses suivantes à ses questions:

Rappelons pour commencer que le «Luxembourg American Cultural Center», dont la pré-ouverture („dedication ceremony") a eu lieu le 8 août 2009 en présence entre autres de S.A.R. le Grand-Duc Henri, de l'ancienne Ministre de la Culture, Madame Erna Hennicot-Schoepges, du Gouverneur de l'État du Wisconsin, Jim Doyle, et de l'Ambassadeur du Luxembourg aux États-Unis, Jean-Paul Senninger, ne verra son ouverture officielle („grand opening") que vers juin 2010. En effet, une partie du mobilier muséographique est terminée à l'heure actuelle et a été installée pour août 2009: il faudra attendre la fin de l'année 2009, début 2010 pour que toute la scénographie puisse être fabriquée au Luxembourg et être ensuite acheminée vers, puis installée au Centre.

Si la Luxembourg American Cultural Society (LACS) a tenu à organiser une „dedication ceremony" le 8 août 2009, c'est parce qu'elle organise annuellement au début du mois d'août, ensemble avec la Ville de Belgium, une grande rencontre de ses membres, fête où se retrouvent plusieurs centaines d'Américains d'origine luxembourgeoise. L'association américaine met à profit cette réunion pour réaliser différentes actions de fundraising. Il faut savoir que jusqu'à aujourd'hui, les partenaires américains ont collecté auprès de leurs membres et sympathisants la somme de 1.491.584.- $ (dont 907.080.- $ en espèces, 261.329.- $ en nature et 323.175.-$ en emprunts) avec lesquels ils ont payé:

- les salaires des trois permanents qui travaillent sur le projet depuis quelques années,

- le démontage puis la reconstruction et la restauration de l'ancienne grange, la Marner-Hansen barn, construite en 1872 près de Port Washington,

- la construction du centre de recherche et de conférences, bâtiment qui est relié à l'ancienne grange restaurée,

- le jardin et les chemins entourant le Centre («cultural landscaping»).

Du côté luxembourgeois, le projet du Centre culturel américano-luxembourgeois a été mis en route par une convention signée en date du 26 octobre 2004, entre d'un côté le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de l'époque et, de l'autre, les représentants de la «Luxembourg American Cultural Society», Port Washington, ville voisine de Belgium, étant le siège de l'association.

Aux termes de cet accord, les deux parties se sont fixé comme objectif de construire et d'entretenir aux États-Unis des infrastructures culturelles comprenant un musée, un centre de recherche et un centre de conférences en vue de préserver l'héritage luxembourgeois aux États-Unis et de présenter une image vivante du Luxembourg d'aujourd'hui dans les domaines des institutions, de la culture, de l'enseignement, de la recherche, de l'économie et du tourisme.

Ainsi qu'il ressort du point (1) de cet accord, le Grand-Duché de Luxembourg s'est engagé à prévoir au budget de l'État une participation d'un montant de 400.000,- € au maximum en vue de prendre en charge les frais suivants pour travaux et dépenses en relation avec la mise en place des infrastructures susvisées, ces travaux et dépenses afférentes étant par ailleurs à effectuer au Luxembourg:

a) Les frais de conception et de réalisation d'objets d'exposition, d'installations et de mobilier pour le musée ainsi que les frais de transport de ces objets aux États-Unis;

b) Les frais d'acquisition et de transport de matériel électrique et autre destiné à la construction du musée;

c) Les frais des architectes et des ingénieurs luxembourgeois impliqués dans le projet.

Sur cette somme de 400.000,- € inscrite au budget du Fonds pour les Monuments historiques, 26.319,37 € ont été dépensés, dans le respect des procédures légales et réglementaires, en frais d'études et de conception par le Service des Sites et Monuments nationaux.

En date du 1er décembre 2006, une convention a été conclue entre l'a.s.b.l. «The Roots and Leaves Association» et le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en exécution de l'accord précité. Cette convention confie à l'association luxembourgeoise la mission suivante:

- élaborer, réaliser et faire exécuter la scénographie du Centre culturel «The Roots and Leaves Museum» situé à New Luxembourg, Belgium, Ozaukee County, Wisconsin, États-Unis d'Amérique;

- procéder dans ce cadre à la reconstruction, restauration et production d'œuvres matérielles et immatérielles du patrimoine culturel luxembourgeois relatives à l'objet de l'association «The Roots and Leaves»

- assurer le transport des objets reconstruits ou restaurés du Luxembourg aux États-Unis d'Amérique;

- réaliser l'agencement, la diffusion et l'exposition de ces objets au Musée, et

- réaliser la publicité et les publications relatives au Musée et ses activités destinées à être diffusées au Luxembourg et aux États-Unis d'Amérique.

En conséquence, le solde des 400.000,- €, à savoir les 373.680,63 € restants ont été versés à l'association qui, dans le cadre de la mission lui confiée, a procédé à la conception, à la réalisation et à l'acheminement d'un certain nombre d'objets pour le Centre. Jusqu'en date du 15 juillet 2009, un total de 187.330,09 € ont été déboursés, dont

- 65.204,80 € en 2007,

- 38.542,40 € en 2008, et

- 83.582,89 € en 2009.

Aucune somme supplémentaire, au-delà des 400.000,- € promis en 2003 et formalisés en 2004, n'a été concédée par les autorités luxembourgeoises.

Comme indiqué supra, tous les objets du mobilier muséographique ne sont pas encore prêts. Il est prévu d'installer en tout 44 panneaux texte/images (120 x 80,3 cm) abrités dans des vitrines portées par huit stèles en acier Cor-Ten: ces panneaux expliqueront le Luxembourg d'hier, d'aujourd'hui et l'histoire de son intégration européenne. Actuellement, deux stèles en acier Cor-Ten accueillant sept panneaux sont installées au Centre.

Par contre, l'installation muséographique documentant les Trois Pouvoirs au Luxembourg, l'arbre avec 150 feuilles stylisées représentant d'anciens immigrants, le sol spécial documentant le voyage des immigrants ainsi qu'un ensemble sculptural montrant une famille de cinq immigrants sont d'ores et déjà installés au Centre. En attendant que le reste du mobilier puisse être livré, les panneaux de l'exposition sur l'immigration luxembourgeoise aux États-Unis, montrée au musée de l'immigration à Ellis Island à New York en 2007 ont été provisoirement installés.

Je vous prie de trouver ci-dessous un tableau récapitulatif des dépenses faites jusqu'en date du 15 juillet 2009:

(Voir tableau ci-après)

Il faut mentionner aussi l'apport essentiel des membres de l'a.s.b.l. luxembourgeoise et tout d'abord le temps consacré bénévolement aux travaux de conception, de recherche, de rédaction, de traduction, de relecture, de fabrication de dessins, de plans et de maquettes, de surveillance, de concertation, de voyage. Une estimation prudente des heures prestées bénévolement s'élève à plus de 1.200. D'autre part, un certain nombre des membres de l'a.s.b.l. ont payé de leur poche plusieurs déplacements aux États-Unis pour aider sur place aux travaux de façade, de mise en place de l'arbre, de pose du sol spécial (vols d'avion, location de voiture, frais d'hôtel et de restauration) et ont fait quelque 6.500 km de déplacements en voiture au Luxembourg. Ces frais des membres de l'a.s.b.l. dépassent les 50.000,- € et ont été payés de leur poche. L'effort financier ou en nature par d'autres peut encore être estimé à quelque 20.000,- € supplémentaires.

En ce qui concerne la question concernant les marchés passés par l'a.s.b.l., je voudrais informer l'honorable Député que l'a.s.b.l. avait lancé le 8 décembre 2008 par l'intermédiaire d'un bureau spécialisé une soumission publique pour «travaux de serrurerie pour mobilier muséographique». Cette soumission publique n'a pas soulevé de remarques de la part du contrôle financier. Cinq firmes ont participé à cette soumission. Les offres sont

Tableau récapitulatif: The Roots and Leaves Association ASBL

Budget réalisé jusqu'au 15 juillet 2009

Objet	Budget réalisé au 15 juillet 2009
Mobilier muséographique, vitrines en COR-TEN	28.446,94
Verres vitrines	p.m. (sponsoring)
Concept et impression des panneaux de l'exposition (…sur un total de 44 panneaux)	2.797,95
Mobilier muséographique en bois atelier	19.559,92
Retouchage et impression: photos	2.446,319
Ensemble sculptural famille de 5 émigrés	29.751,11
Support mobile groupe d'immigrants	p.m. (sponsoring)
Vêtements 5 personnages	1.009,89
Chaussures 5 personnages	p.m. (sponsoring)
Arbre généalogique	38.059,76
Impression feuilles pour arbre et autres	5.485,50
Animation musicale	9.157,60
Matériel audiovisuel	4.931,71
Frais d'études et coordination des travaux	18.858,39
Frais de voyage et de concertation (en partie sponsoring)	4.931,71
Emballages, assurances, frais divers	7.197,34
Revêtement du sol de la grange	9.700,25
Frais d'acheminement des objets (sponsorisés en 2007 et 2008, mais non en 2009)	975,71
Frais d'audit	4.020,00
TOTAL:	187.330,09 €

allées de 86.075,20 € (ttc) à 328.900,- € (ttc). L'a.s.b.l. a suivi l'analyse et les recommandations de ses consultants et a choisi l'offre conforme et économique la plus avantageuse au montant de 86.075,20 € (ttc).

Il y a également lieu de noter que, dans le même souci de sélection de la meilleure qualité artistique des panneaux d'exposition tout en tenant compte de l'économicité de la dépense, une soumission restreinte a été faite pour les offres des graphistes.

Mentionnons encore que les comptes 2006, 2007 et 2008 de l'a.s.b.l. ont été contrôlés par un auditeur externe.

Il ressort de ce qui précède que l'a.s.b.l. Roots and Leaves a respecté la lettre et l'esprit de la législation luxembourgeoise en matière de soumissions et de comptabilité publiques. Elle a réussi à aider à mettre en route, en un endroit des États-Unis où vivent encore un grand nombre d'anciens immigrants ou de descendants d'anciens immigrants, un projet qui permettra de mieux asseoir la place du Luxembourg aux États-Unis. Dans son discours du 8 août 2009 au nouveau Centre, l'Ambassadeur luxembourgeois aux États-Unis a parfaitement esquissé le projet du Centre:

But, the ambition of the Luxembourg American Cultural Society has been wider: The Center will not only preserve the records of the past The Cultural Society and this Center will also serve as a showcase for modern Luxembourg, its economic success and prosperity achieved through hard work and good governance. It will tell the story of our traditional openness towards our neighbors, making Luxembourg a truly international and multicultural society. The Center will be home to the arts and culture from Luxembourg and the arts and culture of the MidWest, strengthening the dialogue and exchange that is so essential among societies, especially societies sharing common values, origins, interests, and societies willing to share common ambitions for their future.

Le rôle essentiel du Centre sera d'être une «maison du Luxembourg moderne»

- qui développera, ensemble avec un certain nombre d'Universités, dont celles de Milwaukee et de Chicago, des projets communs,

- qui aidera au développement des relations économiques entre le Luxembourg et les États-Unis: le Gouverneur de l'État du Wisconsin, Jim Doyle, envisage de lancer une mission de prospection économique au Luxembourg,

- qui permettra aux nombreux Américains désireux de s'informer sur le Luxembourg moderne de trouver des renseignements touristiques de première importance,

- qui développera des programmes d'échanges pour élèves et étudiants luxembourgeois et américains.

Je rejoins les partenaires américains qui étaient heureux de constater que d'autres instances luxembourgeoises sont intéressées par une collaboration avec le Luxembourg American Cultural Center de New Luxembourg: le geste important de la Ville de Luxembourg, qui a gracieusement donné plus de 5.500 livres qui seront acheminés par elle au Centre pour l'aider à alimenter sa bibliothèque de recherche, a été largement salué.

Ce qui est en train d'être réalisé aux États-Unis avec l'aide du Luxembourg est destiné à fortifier les relations amicales et de confiance entre les habitants ici et là, et à garder vivante la mémoire du Luxembourg, terre d'origine de ces immigrants, pour que le souvenir de ce pays ne disparaisse pas chez leurs descendants d'aujourd'hui, risque qui est bien réel auprès de la jeune génération. À cet effet, il ne suffit pas de leur rappeler les images du Luxembourg du 19e siècle, mais il faut expliquer et montrer le Luxembourg moderne tel qu'il est aujourd'hui et tracer des voies d'avenir.

C'est à cet effet que la somme de 400.000,- € a été concédée. Elle a été ou sera déboursée au Luxembourg en servant à payer les travaux de firmes, d'entreprises, d'artistes et d'artisans du Luxembourg. Elle est donc injectée directement dans l'économie luxembourgeoise, tout en étant au bénéfice du resserrement des liens de populations ayant les mêmes origines.

La présence du Luxembourg aux États-Unis est importante: la connaissance du Luxembourg et de son histoire, mais aussi de ses capacités modernes actuelles, l'est d'autant plus qu'elle constitue un moyen d'ancrer notre image de marque dans un des grands pays du monde, non pas en vase clos et sans rapport aucun, mais en nous faisant connaître là où des liens historiques existent. Nous savons que l'image du Luxembourg est trop souvent réduite à travers le monde à une dimension péjorative de «paradis fiscal», confiné à un boulevard bancaire.

Tracer du Luxembourg une image réelle et réaliste est une obligation essentielle pour le Gouvernement luxembourgeois: les liens avec les «Américains luxembourgeois» et ce Centre didactique constituent autant de pièces de cette mosaïque.

Q12

Question 0026 (12.8.2009) de **M. Mill Majerus** *(CSV)* concernant le **Château de Meysembourg:**

Les habitants des communes avoisinantes de Meysembourg constatent avec satisfaction que des travaux de réparation sont entamés au niveau du Château de Meysembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Le Gouvernement peut-il préciser la nature et l'envergure de ces travaux?

2) Quelle est la participation de l'État? Quels sont les engagements du propriétaire?

3) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations concernant la destination future du Château de Meysembourg? Le projet de revaloriser ce patrimoine dans le cadre d'un concept de développement touristique et culturel régional reste-t-il d'actualité?

4) Quel est l'effet des dispositions réglementaires en vigueur pour le site du Château de Meysembourg? Risquent-elles d'être trop contraignantes pour motiver des investisseurs privés potentiels? Faudrait-il soit réexaminer ces contraintes, soit envisager une compensation par le biais de subventions publiques?

Réponse (17.9.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question parlementaire qui m'a été adressée par l'honorable Député Monsieur Mill Majerus concernant le site du Château de Meysembourg, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Actuellement, le Service des Sites et Monuments nationaux fait exécuter, en qualité de maître d'ouvrage, des travaux de réfection à la tour carrée du château de Meysembourg, la partie la plus menacée de la toiture. Une fois ces travaux achevés, ce qui est prévu pour fin 2009, la réparation de la tour octogonale du même château pourra être entreprise.

L'État, par le biais du Ministère de la Culture/Service des Sites et Monuments nationaux, assure le financement des travaux en cours de réalisation. Les propriétaires, dont l'habitant des lieux, en assument l'entretien. Une convention entre l'État et les propriétaires réglera entre autres ces travaux.

Sans considération des autres procédures applicables en l'espèce, et eu égard à ce que l'ensemble du site, avec son château et ses dépendances, le parc d'agrément et le parc paysager, est classé monument national, mon département doit autoriser chaque transformation et accompagner le cas échéant un projet de développement par lequel d'autres Ministères seront également concernés. Aussi, mes agents pourraient-ils, dès la présentation d'une esquisse de projet, apporter leur conseil au promoteur potentiel et l'informer sur l'envergure des subventions publiques à ma disposition pour la conservation et la remise en valeur d'un tel site, même si mon département n'est pas le seul concerné par le dossier Meysembourg.

À l'heure actuelle, un projet de remise en valeur culturelle et touristique du château et de ses alentours n'est pas connu. Le Gouvernement reste ouvert à de nouvelles propositions. Il est bien sûr également loisible aux propriétaires, actuels ou futurs, de soumettre un tel projet aux instances gouvernementales.

Question 0027 (13.8.2009) de **M. Mill Majerus** *(CSV)* concernant la **«Palliativ Care»**:

Das Gesetz vom 16. März 2009 über Palliativversorgung («Palliativ Care»), Patientenverfügung und fürsorgliche Betreuung am Lebensende verfügt im 1. Kapitel das Recht von Pflegebedürftigen mit unheilbaren, lebensbedrohlichen oder terminalen Erkrankungen auf eine qualitativ hochwertige palliative Betreuung.

Inhalte und Kriterien dieser Versorgung werden in Artikel 1 Abschnitt 2 des Gesetzes, konform zu den Standards der Weltgesundheitsorganisation, deutlich gemacht:

- Wahrnehmung und Berücksichtigung aller körperlichen, seelischen und spirituellen Bedürfnisse des Pflegebedürftigen;

- Behandlung und Linderung der physischen Schmerzen und des psychischen Leidens;

- Begleitung der Nächsten;

- Übernahme der Behandlung durch ein interdisziplinäres Team;

- gezielte Strukturierung und Koordinierung der Betreuungsprozesse;

- Ausrichtung der Pflege am Prinzip der unantastbaren Würde des Pflegebedürftigen.

Dem Gesetz entsprechend können Betroffene diese palliative Betreuung beanspruchen unabhängig davon, ob sie in einem Krankenhaus, in einem Altenpflegeheim, in einem Hospiz oder auch ambulant zu Hause versorgt werden.

Bei der Umsetzung des neuen Gesetzes haben sich die Verantwortlichen, Artikel 10 des Gesetzes entsprechend, an den Kriterien der Pflegeversicherung orientiert, diese in Anlehnung an Punkt 9 aber nur teilweise berücksichtigt.

1. Meinen Informationen zufolge sind bei der zurzeit gültigen Handhabung des Gesetzes und seiner Ausführungsbestimmungen die ambulanten Betreuungsnetze nicht in der Lage, eine dem Gesetz und der Weltgesundheitsorganisation (WHO, 2002) entsprechende, qualitativ hochwertige palliative Versorgung zu gewährleisten. Für die ambulante Pflege krebskranker Patienten in der Terminalphase stellt die Nationale Gesundheitskasse im Rahmen des neuen Gesetzes anscheinend weniger finanzielle Ressourcen zur Verfügung als für die Betreuung Schwerstpflegebedürftiger im Rahmen der Pflegeversicherung. Das Fazit einer zur Zeit unzureichenden Finanzierung würde natürlich auch für die palliative Versorgung in einem stationären Hospiz oder in einem Altenpflegeheim gelten. Kann der Minister meine Einschätzung der Dinge bestätigen?

2. Teilt der Minister die Einschätzung, dass eine qualitativ hochwertige Palliativversorgung im Krankenhaus, im Altenpflegeheim, im Hospiz oder in der ambulanten Pflege folgende Leistungsangebote umfassen muss:

- spezifische pflegerische Maßnahmen, die in ihrer Art und Frequenz den sich rasch wandelnden Bedürfnissen der Pflegebedürftigen Rechnung tragen und darüber hinausgehen, was die Pflegeversicherung vorsieht (zum Beispiel Mundpflege, «toilette de confort»);

- spezifische pflegerische Maßnahmen, die nicht in der zurzeit geltenden Nomenklatur der Krankenpfleger vorgesehen sind (zum Beispiel Schmerzanamnese, Schmerzevaluation oder Symptomkontrolle);

- spezifische pflegerische Maßnahmen zur psychischen Entlastung und Linderung (zum Beispiel Entspannungsmassagen oder «toilette de confort»);

- soziale, psychische und spirituelle Beratung für Pflegebedürftige und ihre Nächsten;

- Pflege während der Nachtstunden (Pflege rund um die Uhr auch im ambulanten Bereich) und Nachtwachen;

- ergo-therapeutische Maßnahmen und spezifische kulturelle Angebote;

- Unterstützung der Pflegeteams durch palliativ weitergebildete Konsiliarärzte;

- spezifische Weiterbildungs- und Supervisionsangebote für Pflegende, haupt- und ehrenamtliche Betreuer;

- Trauerbegleitung für Verwandte und nahe Freunde.

3. Ist der Minister bereit, die jetzige Auslegung des Gesetzes und der Ausführungsreglemente überprüfen zu lassen, um eine finanzielle Absicherung eines wie oben beschriebenen «Palliativ Care» im Hospiz, im ambulanten Bereich

sowie im Altenpflegeheim über den Weg der Sozialversicherung zu gewährleisten?

4. Teilt der Minister die Ansicht, dass der finanzielle Beitrag der palliativ betreuten Patienten an Pflege- und Therapiekosten (zum Beispiel auch Medikamente) nicht abhängig sein darf von der Tatsache, dass sie im Krankenhaus, im Altenpflegeheim, im Hospiz oder im ambulanten Bereich gepflegt werden?

5. Kann der Minister sich vorstellen, dass in einer Übergangsphase und mit sofortiger Wirkung die in der Pflegeversicherung vorgesehenen Initiativen im Bereich der Unterstützung und Beratung im Interesse aller Palliativpatienten zur Anwendung kommen?

6. Gedenkt der Minister, eine eigene Nomenklatur für den Bereich des «Palliativ Care» einzuführen?

Réponse (14.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

C'est à juste titre que la question parlementaire relève le caractère holistique de la prise en charge des soins palliatifs, qui, d'après l'article 1er, alinéa 2 de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie visent à couvrir l'ensemble des besoins physiques, psychiques et spirituels de la personne soignée et à soutenir son entourage et comportent le traitement de la douleur et de la souffrance psychique. D'après l'alinéa 3 de l'article 1er de la loi précitée les soins palliatifs sont assurés à l'hôpital, dans un établissement ou à domicile suivant les lois sur l'assurance maladie et l'assurance dépendance. La législation en matière d'assurance maladie et d'assurance dépendance à été adaptée en conséquence pour reprendre dans son périmètre la prise en charge des soins palliatifs.

En matière d'assurance maladie, le malade en phase palliative a droit aux prestations de soins de santé non spécifiques, c'est-à-dire les actes actuellement prévus par les nomenclatures des prestataires de soins. Comme ces soins ne se distinguent pas de ceux pouvant être délivrés dans le cadre des soins thérapeutiques normaux, leur dispensation à une personne en fin de vie est prise en charge à travers les instruments et modalités actuellement applicables. À côté de ces prestations générales, la personne en fin de vie a droit à des prestations de soins palliatifs spécifiques, à déterminer dans le cadre des nomenclatures existantes ou par la mise en place de nouvelles nomenclatures. Je conçois que l'acide 65, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale d'après lequel «les nomenclatures peuvent prévoir une cotation forfaitaire pour un ensemble d'actes ou de services professionnels dispensés pour une période ou un traitement déterminé» constitue le cadre juridique approprié à cet effet.

Les statuts de la Caisse nationale de santé (CNS) ne prévoient actuellement pas une règle préférentielle explicite pour les patients palliatifs en ce qui concerne le taux de prise en charge, notamment des médicaments. Toutefois dans le secteur extrahospitalier un certain nombre de règles prévoient la possibilité de dispenser de certaines rigueurs comme la limitation du nombre de consultations ou de visites médicales (art. 36). Ces exceptions sont appliquées dans les cas palliatifs.

Les aides techniques nécessitées par des personnes en fin de vie sont accordées par l'assurance maladie sur base d'une simple ordonnance médicale d'après les statuts. Normalement il s'agit d'une mise à disposition par le Service des moyens accessoires (SMA).

Dans le domaine de la prise en charge des analgésiques, les statuts prévoient une prise en charge préférentielle au taux de 100 pour cent, sur accord du contrôle médical. L'administration de la CNS propose au comité directeur une mesure simplificatrice, ouvrant automatiquement ce droit dès l'arrivée des demandeurs dans la phase palliative.

En prévoyant que la personne en fin de vie a droit aux actes essentiels de la vie jusqu'à un plafond de 38,5 heures par semaine, y comprises les tâches domestiques et à la prise en charge des produits nécessaires aux aides et soins, par dérogation à la procédure d'évaluation et de détermination normale, l'assurance dépendance vient compléter le dispositif de prise en charge pour les personnes soignées en milieu extrahospitalier, y compris les centres d'accueil pour personnes en fin de vie.

Question 0028 (14.8.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Lycée de Clervaux - Concept pédagogique et social:**

Le 26 janvier dernier, le Ministère des Travaux publics a lancé un appel de candidatures relatives aux services d'architecte et d'ingénierie en vue de la conclusion de marchés négociés dans l'intérêt du Lycée de Clervaux (LCL).

Or, à mon avis, des échanges d'expériences entre architectes/ingénieurs et enseignants s'avèrent indispensables pour assurer la construction d'un bâtiment scolaire fonctionnel et convivial. En effet, les planifications architecturales et techniques devraient être étroitement liées au concept pédagogique et social du futur lycée.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations concernant la réalisation d'un éventuel concept pédagogique et social spécifique au nouveau lycée? Quand le Ministère envisage-t-il de lancer les travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'un tel concept?

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer aussi quelles seront les voies de formation offertes au LCL?

Réponse (15.9.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le concept pédagogique et social, spécifique au nouveau lycée à Clervaux, pourra être entamé dès la mise en place d'une direction et d'une équipe pédagogique qui se chargeront de son élaboration.

Le nouveau lycée à Clervaux offrira les classes de la division inférieure de l'enseignement secondaire et du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique.

Question 0029 (13.8.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Lycée de Clervaux - travaux de planification:**

Le 26 janvier dernier, le Ministère des Travaux publics avait lancé un appel de candidatures relatives aux services 1) d'architecte, 2) d'ingénierie en génie civil et 3) d'ingénierie en génie technique en vue de la conclusion de marchés négociés dans l'intérêt du Lycée de Clervaux (LCL).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-il possible d'obtenir des informations sur l'avancement des travaux de planification en relation avec la création du LCL? Qu'en est-il des travaux d'assainissement prévus sur l'ancien site de CTI Systems?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur le concept architectural du nouvel établissement scolaire?

- Le Ministère a-t-il fixé un calendrier définitif concernant la mise en œuvre des travaux de construction proprement dits?

Réponse (8.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député André Bauler souhaite avoir quelques informations sur le projet du lycée Clervaux.

À ce sujet, l'on précise tout d'abord que la démolition des anciennes halles de CTI Systems est prévue pour la fin 2009. Par la suite et afin de définir l'envergure d'un éventuel assainissement, un monitoring des eaux souterraines ainsi qu'un suivi hydrologique de longue durée sont actuellement en cours et se poursuivront en principe jusqu'en 2010.

En ce qui concerne le concept architectural, les architectes et les ingénieurs en charge de ce projet viennent d'être désignés de sorte que la planification proprement dite peut débuter dorénavant. Cependant, dans la mesure où une partie du programme de construction devra encore être précisée, le concept architectural n'est pas encore complètement défini.

Il a été retenu toutefois de réaliser, en une première phase, une construction pour quelque 670 élèves, avec une possibilité d'extension à moyen et à long terme, sous condition que les opportunités du site le permettent (terrain limité de 3,1 ha avec une proximité de la Klerf).

En ce qui concerne enfin le calendrier de ce projet, l'on précise que l'appel de candidatures relatif aux services d'architecte et d'ingénierie du 26 janvier 2009 a été publié dans la presse luxembourgeoise en date du 4 février 2009. Par la suite, le programme de construction modifié transmis en date du 4 mai 2009 par Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a été analysé par l'Administration des Bâtiments publics. Cependant, au motif que les études ne sont qu'au stade de démarrage et que les conclusions de l'étude hydrologique ne sont pas encore disponibles, il s'avère pour le moment impossible d'avancer des dates précises relatives au commencement des travaux de la construction proprement dite.

Question 0030 (17.8.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **stand de tir à Niederanven:**

Il me revient que le Gouvernement se proposerait de soutenir la construction d'un important stand de tir à caractère national et local sur le territoire de la Commune de Niederanven. Il s'agirait d'un stand en plein air avec quatre pistes et 40 couloirs de tir qui serait utilisé à la fois par les instances fédérales, les forces de l'ordre et par des sociétés de sécurité. L'emplacement prévu se trouverait aux abords de l'autoroute de Trèves, de plusieurs lotissements et surtout de la zone rouge de l'Aéroport, en plein axe des couloirs d'atterrissage de l'aéroport du Findel.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire où en est actuellement la procédure d'autorisation ad hoc de ce projet?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des études préliminaires ont pu écarter tout risque de sécurité qu'un stand de tir en plein air pourrait représenter:

- pour les avions en approche du Findel,

- pour les automobilistes sur l'autoroute de Trèves,

- et pour les lotissements se trouvant à proximité.

- Monsieur le Ministre est-il informé que certaines instances aéronautiques internationales regardent d'un œil très critique l'évolution de ce projet?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ce projet risque de porter atteinte à la réputation sécuritaire de notre aéroport national?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des sites alternatifs ont été pris en considération pour la réalisation de ce projet?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si d'éventuels risques de sécurité ne pourraient être éliminés dans le cas d'un stand de tir complètement couvert et fermé?

Réponse (15.9.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Carlo Wagner souhaite avoir quelques informations sur le stand de tir planifié actuellement par la Société de Tir Luxembourg-Cents en collaboration avec le département ministériel des Sports sur le territoire de la Commune de Niederanven.

En ce qui concerne en premier lieu l'état de la procédure d'autorisation «ad hoc» de ce projet, il y a lieu de préciser d'une part que le Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement, sur base de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, a autorisé l'exploitation du stand de tir en question en date du 17 juillet 2009. À préciser que cette autorisation se limite, conformément aux dispositions législatives en vigueur, à déterminer les conditions d'aménagement et d'exploitation visant l'environnement humain et naturel.

En ce qui concerne, d'autre part, les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité du public, il appartient au Ministre ayant dans ses attributions le Travail d'émettre l'autorisation afférente dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 précitée. Cette autorisation n'est pas encore émise à ce jour. Il en est de même de l'autorisation de gestion des eaux indispensable en vertu de la loi du 19 décembre 2008 relative à la protection et à la gestion des eaux.

Quant aux questions de sécurité aérienne soulevées par l'honorable Député Wagner, il échet de préciser qu'une réunion de concertation s'est tenue le 12 décembre 2007 à l'Institut national des sports en présence de la Direction de l'Aviation civile (DAC), lors de laquelle le rapport de sécurité établi par un expert agréé par l'Inspection du travail et des mines, un ingénieur diplômé sarrois, fut discuté.

La DAC a fait part, à ce moment, d'un certain nombre de réserves (à l'instar de celles exprimées par les milieux intéressés de l'aviation civile) à propos d'éventuelles répercussions sur la sécurité aérienne à défaut des conclusions de l'étude spécialisée et a exprimé sa préférence pour un stand de tir entièrement couvert et fermé.

D'ailleurs, il faut signaler que l'intervention de la DAC dans ce dossier ne repose sur aucune obligation légale particulière, à part sa mission générale de promouvoir et de défendre un niveau élevé de la sécurité aérienne. Cependant, l'article 30 du règlement grand-ducal du 17 mai 2006 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs» prévoit que les autorités communales doivent solliciter un avis préalable de l'Administration de la navigation aérienne se limitant pourtant à d'éventuels obstacles en hauteur avant d'émettre une autorisation de construire.

Le 4 mars 2008, la DAC, après analyse du rapport de sécurité rédigé par l'expert, a signalé au département ministériel des Sports son intention de ne pas s'opposer à l'installation du stand de tir partiellement ouvert en tant qu'infrastructure, sous réserve que l'exploitant soit tenu de stipuler dans ses consignes d'exploitation une interdiction d'utiliser des armes à feu dans la partie non couverte du stand. Par ailleurs ce courrier indiquait que la DAC s'attendait à une confirmation par l'Inspection du travail et des mines que l'exploitation du stand de tir ne présente aucun risque pour l'aviation civile et qu'aucun projectile ne pourrait percer les murs ou l'ouverture du bâtiment et toucher ainsi un aéronef. La confirmation de la prise en compte des remarques formulées par la DAC fait actuellement encore défaut. Les mêmes courriers ont été adressés en copie au directeur de l'Inspection du travail et des mines.

À noter enfin que la DAC n'est pas au courant d'éventuels échos critiques exprimés par des instances aéronautiques internationales.

La question sur la recherche d'éventuels sites alternatifs ne relève pas des attributions du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Question 0031 (17.8.2009) de **M. Lucien Lux** *(LSAP)* concernant le **système de rémunération variable des banques:**

La crise financière que nous vivons depuis plusieurs mois a brutalement révélé les principales faiblesses du système financier international. Parmi les facteurs amplificateurs de cette crise, il y a notamment lieu de citer les systèmes de rémunération variable qui ont encouragé la recherche de profits à très brève échéance par le biais de la spéculation et la prise de risques excessifs, au lieu de privilégier les investissements plutôt «sûrs» et durables. Ainsi, des primes souvent astronomiques ont été versées aux dirigeants des instituts financiers et aux opérateurs («traders») actifs dans les salles des marchés en fonction des bénéfices qu'ils ont pu réaliser pour le compte de leurs employeurs respectifs.

Lors du Sommet de Londres en avril 2009, le G20 avait décidé d'établir des règles de rémunération plus contraignantes afin de lutter contre la prise de risques excessifs. Or, force est de constater que depuis quelques semaines, l'actualité financière est de nouveau dominée par des informations selon lesquelles de nombreuses banques, dont également des instituts qui ont été recapitalisés et soutenus avec de l'argent public, ont versé respectivement ont effectué les provisions nécessaires en vue du versement futur des primes en question.

Vu ce qui précède, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre des Finances peut me renseigner sur les politiques de rémunération pratiquées par les deux banques qui ont été recapitalisées avec l'aide de l'État luxembourgeois, à savoir la BGL (ancienne Fortis Banque Luxembourg) et Dexia BIL? Quelles sont les primes qui ont été versées aux dirigeants et aux traders au titre de l'exercice 2008? Quelles sont les lignes de conduite de la politique de rémunération pour l'exercice en cours?

Au niveau législatif et réglementaire, le Gouvernement compte-t-il mettre en œuvre des règles plus contraignantes en matière de rémunération variable, à l'instar des principes préconisés par le G20? Dans l'affirmative, quels sont les instruments que le Gouvernement étudie à cette fin?

Réponse (23.9.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La crise financière a secoué les fondements du système financier et bancaire dans le monde et a fait surgir de nombreux défis, dont la question des bonus. Dans un esprit de bonne gestion des conséquences de cette crise, le Gouvernement participe activement aux discussions européennes relatives aux rémunérations variables des dirigeants de banque et des traders.

En ce qui concerne le principe même des bonus, le Gouvernement estime que ce ne sont pas les rémunérations variables en tant que telles qui sont critiquables, mais surtout celles qui, par leur montant ou par la façon dont elles sont calculées, encouragent les profits à court terme et la prise de risques excessifs. Le Gouvernement estime qu'il y a notamment lieu de limiter la part variable par rapport à la rémunération fixe, d'introduire des critères liant la rémunération variable aux performances à long terme ainsi que des mécanismes de «bonus-malus».

En ce qui concerne la seule banque privée dans laquelle l'État est entré au capital au moment de la crise financière de 2008, à savoir la BGL BNP Paribas (anciennement Fortis), je rappelle qu'aucun bonus n'a été payé aux dirigeants de la banque en 2009 et les administrateurs ont renoncé à tout tantième pour l'année en question.

Soucieux de préserver la compétitivité de la place financière de Luxembourg, le Luxembourg s'inspirera dans sa réglementation des règles qui seront appliquées sur les autres places financières européennes.

Question 0033 (19.8.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **déchets médicaux:**

Concernant les déchets médicaux ou déchets d'hôpital contenant des matières infectieuses, de même que les déchets non infectieux provenant d'hôpitaux et laboratoires, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre de la Santé:

1) Combien de déchets infectieux sont collectés en moyenne par année?

2) Combien de déchets non infectieux sont collectés en moyenne par année?

3) Comment ces déchets sont-ils éliminés? Sont-ils éliminés dans le pays ou sont-ils éliminés dans un pays tiers? S'ils sont éliminés dans un pays tiers, par qu'elle voie se fait le transport?

4) Quelle est la somme dépensée par la collectivité pour l'élimination de ces déchets?

Réponse (23.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir quelques informations sur les déchets médicaux et déchets d'hôpitaux.

L'on précise tout d'abord que par déchets infectieux, l'on entend les déchets contaminés par un agent biologique et pouvant provoquer une maladie ou constituer un danger d'infection. Le code applicable selon la classification européenne est le 180103 (déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis de risques d'infection). L'élimination des déchets infectieux se fait sous couverture d'une notification selon le Règlement (CE) N°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. Les quantités de déchets infectieux collectées au cours des trois dernières années étaient les suivantes:

2006: 311,40 tonnes

2007: 332,50 tonnes

2008: 392,80 tonnes.

Parmi les déchets non-infectieux figurent des déchets regroupés sous le code 180104 (déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection) i.e. vêtements, plâtres et draps, et sous le code 180101 (objets piquants et coupants) i.e. seringues à usage unique, canules, scalpels et ciseaux. L'élimination des déchets non infectieux se fait également sous la couverture d'une notification. Les quantités correspondant aux trois dernières années sont les suivantes:

2006: 19,30 tonnes

2007: 22,40 tonnes

2008: 43,80 tonnes.

Des installations de traitement pour ces déchets n'existent pas au Luxembourg, ce qui rend le transfert à l'étranger obligatoire. Les déchets provenant d'hôpitaux sont transférés par transport routier en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique pour l'élimination par incinération. Quant à la somme dépensée par la collectivité, mes services ne disposent pas d'informations sur les coûts engendrés par l'élimination des déchets provenant des activités de soins, alors que les crédits budgétaires y afférents ne font pas partie du budget de mon département mais sont à charge des hôpitaux.

Question 0034 (19.8.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **responsabilité de l'État en matière de vaccinations:**

Concernant la responsabilité de l'État en matière de vaccinations selon la loi du 16 mai 2000 (lire «loi du 4 juillet 2000»), j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Combien de personnes ont été atteintes d'effets graves secondaires aux vaccinations tels décès, sclérose latérale amyotrophique et sclérose en plaques suite à une vaccination recommandée ou obligatoire (pour être admis dans un institut hospitalier) depuis l'entrée en vigueur de la loi en question?

2) À combien se chiffraient les indemnités?

3) Quelles sont les indemnités accordées

- en cas de décès?

- en cas de sclérose latérale amyotrophique?

- en cas de multiple sclérose?

4) Qui décide du pourcentage de l'invalidité? Quelles sont les voies de recours en cas de désaccord?

Réponse (8.9.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2002 (lire «loi du 4 juillet 2000») relative à la responsabilité de l'État en matière de vaccinations une seule personne a adressé à l'État une demande en indemnisation basée sur la loi en question. Un expert étranger chargé par mes services en dehors de toute procédure judiciaire de se prononcer sur la question de l'existence ou à tout le moins de la probabilité de l'existence d'une relation de cause à effet entre une vaccination subie par le demandeur et le problème de santé rencontré par lui ayant émis un avis négatif, l'affaire en est restée là.

Quant aux indemnités à accorder le cas échéant, la loi ne se prononce pas et ne saurait d'ailleurs se prononcer sur la question. L'indemnité devrait donc être fixée de cas en cas suivant l'importance des dommages subis, soit d'un commun accord entre la victime et l'État, soit par les tribunaux saisis de l'affaire, et dans les deux cas sans doute sur base d'une expertise. Tel serait encore le cas pour la détermination d'un taux d'invalidité, si le dommage subi par la victime donnait lieu à invalidité. À noter toutefois que d'après la loi l'État n'intervient que «dans la mesure où le dommage n'est pas indemnisable en vertu du code des assurances sociales».

Question 0035 (19.8.2009) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant la **signalisation routière:**

Depuis plusieurs semaines déjà, le panneau d'indication de direction vers Luxembourg-Ville au Rond-point Robert Schaffner (dit «Irrgarten») a disparu. Tout en espérant que ce panneau sera remplacé dans les plus brefs délais, cette observation m'inspire un certain nombre de questions concernant la signalisation routière au Luxembourg en général.

- D'abord, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de quelle façon l'Administration des Ponts et Chaussées assure que la signalisation routière soit toujours correcte, complète et à jour. Les services régionaux effectuent-ils des contrôles systématiques de l'état de la signalisation routière, et dans l'affirmative, dans quels intervalles?

- Ensuite, j'aimerais savoir selon quelle logique les panneaux directionnels sur les grands axes de circulation sont apposés. En effet, on peut constater que des localités peu connues comme Gonderange, voire des lieux-dits comme Schlammesté servent de point de repère pour la signalisation directionnelle, alors qu'il serait certainement plus utile d'indiquer des localités voisines d'une plus grande notoriété, telles que Junglinster ou Frisange.

- Enfin, j'aimerais attirer l'attention de Monsieur le Ministre sur le fait que sur l'autoroute A1 Luxembourg-Trèves, les panneaux touristiques sont rédigés en langue française. Or, partant de l'hypothèse qu'une très grande partie des utilisateurs de cette autoroute sont germanophones, il y a lieu de se poser la question s'il ne serait pas opportun, dans un souci de promotion du tourisme et de l'image de marque du Luxembourg, soit de compléter les panneaux existants par des panneaux en langue allemande, soit de les remplacer par des panneaux bilingues. Une telle démarche ne s'imposerait-elle pas pour l'ensemble des panneaux touristiques à travers tout le pays?

Réponse (8.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Au vu de la disparition du panneau d'indication vers Luxembourg-Ville au Rond-point Schaffner, l'honorable Député Fernand Diederich souhaite avoir quelques informations d'ordre général sur la signalisation routière.

En ce qui concerne en premier lieu les contrôles systématiques de l'état de la signalisation routière, l'on précise que les services de l'Administration des Ponts et Chaussées ont la mission de contrôler de façon hebdomadaire l'état et l'équipement de la voirie publique, y compris la signalisation routière. Pour illustrer l'ampleur de cette mission, l'Administration des Ponts et Chaussées remplace chaque année quelque 6.000 à 7.000 panneaux, cadres et poteaux. Des retards occasionnels dans le remplacement des panneaux endommagés à la suite d'un accident s'expliquent en partie par la clarification des responsabilités ou par une surcharge de travail temporaire des ateliers de fabrication des Ponts et Chaussées.

Quant à la logique de la signalisation directionnelle implantée sur les grands axes de circulation, chaque panneau de la signalisation directionnelle comporte en principe une destination plus éloignée et une destination contiguë. La signalisation des lieux-dits et des équipements particuliers, définis en conformité avec le communiqué du 6 mars 1991 relatif au régime des panneaux directionnels, s'ajoute à cette signalisation primaire. Au vu d'une demande accrue provenant notamment des édiles locaux et de comités d'action divers, la signalisation des lieux-dits a vécu malheureusement une certaine prolifération ces dernières années, susceptible d'induire en erreur les automobilistes.

Enfin, concernant la langue utilisée sur les panneaux de la signalisation directionnelle, une signalisation en plusieurs langues, comme proposée par Monsieur le Député, n'est pas recommandable pour différentes raisons.

En effet, les panneaux touristiques sont composés d'un message sous forme d'illustration graphique et de texte, la partie la plus importante étant réservée aux illustrations caractérisant les paysages environnants.

En outre, de par sa taille, le Grand-Duché de Luxembourg est traversé par des automobilistes originaires de beaucoup de pays étrangers; pour rendre le texte compréhensible aux touristes, il faudrait l'afficher au moins dans les quatre langues suivantes: en luxembourgeois, en français, en allemand et en néerlandais. Or, multiplier les lignes de texte signifierait en diminuer la taille et de les rendre ainsi complètement illisibles.

D'autre part, augmenter de façon considérable la taille des panneaux exigerait des fondations énormes pour parer aux forces naturelles des vents.

Au vu de ces arguments précités, l'Administration des Ponts et Chaussées estime que les panneaux en place actuellement constituent le meilleur compromis possible.

Question 0036 (20.8.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **taux d'alcoolémie:**

Concernant la réduction du taux d'alcoolémie de 0,8 à 0,5 pro mille à ne pas dépasser en cas de conduite sur la voie publique, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Y a-t-il eu moins d'accidents dus à l'alcool depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle norme?

2) Combien d'infractions concernant l'alcoolémie supérieure à la norme de 0,5 ont été enregistrées?

3) Y a-t-il eu gonflement pénal suite à la nouvelle norme?

Réponse (23.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se renseigne sur les effets de l'abaissement du taux d'alcoolémie de 0,8 à 0,5‰ quant au nombre d'accidents routiers, au nombre d'infractions en relation avec l'alcool au volant ainsi que ses répercussions pénales au niveau des tribunaux.

À ce stade, il s'avère difficile de mesurer de façon concrète les effets de l'abaissement du taux d'alcoolémie sur le nombre des accidents routiers dus à l'alcool, étant donné que le nouveau seuil maximal toléré n'est applicable que depuis le 1er octobre 2007 et partant les chiffres suivants ne peuvent refléter qu'un bilan instantané.

Nonobstant, en comparant les cinq premiers mois de l'année 2007 avec les chiffres des mois correspondants des années subséquentes, force est de constater qu'une baisse continue s'est installée au niveau du nombre d'accidents causés par des chauffeurs alcoolisés.

Il est à noter que le nombre des accidents routiers enregistrés entre janvier et mai est passé de 80 en 2007 à 70 en 2008 afin d'atteindre le nombre de 65 accidents en 2009. Cette baisse des accidents routiers en relation avec l'alcool au volant va de pair avec une diminution générale des accidents de la route au Grand-Duché de Luxembourg. Dans ce contexte, il convient de signaler que le Luxembourg est le premier État membre de l'Union européenne à avoir atteint l'objectif d'une réduction de la moitié des accidents mortels jusqu'en 2010.

Depuis l'introduction du nouveau seuil d'alcoolémie en octobre 2007, la Police grand-ducale a décerné 430 avertissements taxés en matière de conduite d'un véhicule après avoir consommé des boissons alcooliques en quantité telle que le taux d'alcool est d'au moins 0,5‰ sans atteindre 0,8‰. Étant donné que le fait de conduire un véhicule avec une alcoolémie supérieure à 0,8‰ entraîne des poursuites judiciaires, dont nombre d'affaires ne sont pas encore clôturées, je ne suis pas en mesure d'informer l'honorable Député sur le nombre exact de ces infractions. Toutefois, il est à relever qu'en 2008, 7.986 points ont été retirés dans le cadre du permis à points, suite à des infractions liées à un taux d'alcool supérieur à 0,8‰.

En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Député, je me permets de souligner que les personnes présentant un taux d'alcoolémie d'au moins 0,8‰ ont été également verbalisées avant l'application du nouveau taux d'alcoolémie alors que les personnes présentant une alcoolémie inférieure à 0,8‰ sont passibles d'un simple avertissement taxé. En conséquence, les mesures prises par le législateur n'ont eu aucun effet direct sur un gonflement pénal éventuel.

Question 0038 (24.8.2009) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**ancienne clinique St-Louis à Ettelbruck:**

Les travaux de démolition des bâtiments de l'ancienne clinique Saint Louis à Ettelbruck viennent d'être effectués.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Est-ce que des négociations avec les autorités communales d'Ettelbruck en vue de l'acquisition du terrain par l'État ont déjà été entamées, voire finalisées? Dans l'affirmative, quel en est le résultat?

Est-il prévu de construire le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) sur le site en question? Si tel devait être le cas, dans quels délais le ministère estime-t-il réaliser cette construction? Dans la négative, quels sont d'autres sites envisagés pour l'implantation du LTPS et quelles sont d'autres affectations envisagées pour le site de l'ancienne clinique?

Réponse (9.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Messieurs les Députés souhaitent savoir, suite aux travaux de démolition des bâtiments de l'ancienne clinique Saint Louis à Ettelbruck, si les négociations avec les autorités communales d'Ettelbruck en vue de l'acquisition du terrain par l'État ont déjà été entamées, voire finalisées.

Le Comité d'acquisition auprès du Ministère des Finances a confirmé que les négociations avec la commune d'Ettelbruck ont abouti à un accord de principe qui est actuellement en voie de formalisation auprès de l'autorité communale.

Par conséquent, le Lycée technique pour professions de santé sera réalisé sur une partie du site de l'ancienne clinique Saint Louis. D'ailleurs, ce site se prête particulièrement bien au vu de sa proximité avec le futur Nordstadlycée à réaliser dans le bâtiment de l'actuel Lycée technique agricole après le départ de celui-ci à Gilsdorf, permettant de réaliser les synergies au niveau d'infrastructures communes.

Un bureau d'architectes vient d'être chargé pour élaborer le projet en question dont il est difficile d'avancer dorénavant des délais précis pour sa réalisation.

Question 0039 (25.8.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **fluidité du trafic au niveau des sorties d'autoroute Bertrange/Helfent:**

Tous les jours, des bouchons peuvent être observés pendant les heures de pointe sur les bretelles de sortie de l'échangeur «Helfenterbréck» parce qu'elles sont trop courtes et débouchent sur une route fort fréquentée.

Afin d'assurer à cet endroit un trafic plus fluide et de réduire le risque d'accidents au strict minimum, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il aménager un giratoire ou mettre en place un système de feux rouges aux carrefours susmentionnés respectivement changer la priorité en faveur des automobilistes en provenance de l'autoroute?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il procéder afin de trouver une solution adéquate pour améliorer la situation auxdits carrefours?

Réponse (8.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Au vu des bouchons qui peuvent être observés pendant les heures de pointe sur les bretelles de la sortie de l'échangeur «Helfenterbréck», l'honorable Député Marc Spautz souhaite savoir tout d'abord si l'on envisage d'aménager un giratoire ou de mettre en place un système de feux rouges au carrefour précité.

Certes, aux heures de pointe, des bouchons se forment sur les bretelles de sortie de l'autoroute d'Arlon au droit de l'échangeur de Bertrange/Helfenterbruck, mais également sur la RN34. Les travaux de réaménagement de cet échangeur, autorisés par la loi du 12 juin 2004 relative au réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck, prévoyaient notamment l'aménagement d'un giratoire au droit des bretelles et de la RN34, de même qu'un second giratoire au droit de la RN5 (route de Longwy). Lors de l'élaboration des plans détaillés, l'Administration des Ponts et Chaussées a jugé opportun de revoir les caractéristiques du nouvel échangeur, et plus particulièrement la géométrie du giratoire au droit des bretelles, dans le but d'augmenter la capacité et d'aménager des by-pass pour les bus. L'analyse de l'évolution des conditions de circulation sur le boulevard de contournement entre l'échangeur de Bridel et la croix de Gasperich, et qui tient compte de la suppression de certains mouvements au droit de l'échangeur de Strassen, a validé le nouveau concept de réaménagement de l'échangeur de Helfenterbruck.

Étant donné que la nouvelle géométrie du giratoire nécessite un allongement du viaduc de Helfent qui doit être associé à l'élargissement prévu dans le cadre de la mise à deux fois trois voies de l'autoroute d'Arlon, il a été retenu qu'il valait mieux intégrer le réaménagement de l'échangeur et du viaduc dans le projet global de cette mise à deux fois trois voies.

Cette modification du projet ne met, par contre, pas en cause le réaménagement du carrefour avec la route de Longwy, ni le déplacement de la conduite Sebes. En ce qui concerne le carrefour de la N34 avec la RN5, ce dernier a, de même, subi des modifications par rapport au projet initial. Ne disposant en effet pas de toutes les emprises nécessaires, il est prévu d'aménager d'abord non pas un giratoire, mais un carrefour classique avec régulation par feux tricolores. Une adaptation de ce carrefour en giratoire reste possible et sera prévue dès que les emprises seront disponibles.

Concernant la solution proposée par l'honorable Député d'aménager des feux tricolores au droit des bretelles, l'on estime qu'une partie des bouchons sera absorbée par l'aménagement du carrefour avec la route de Longwy, ce qui facilitera les mouvements de tourne-à-gauche des usagers quittant l'autoroute.

Par contre, un changement de priorité en faveur des automobilistes en provenance de l'autoroute n'est pas réalisable pour des raisons géométriques et de capacité. Le trafic de la RN34 serait en effet fortement pénalisé, ce qui est incompatible avec la prochaine ouverture de la section médiane de la liaison route d'Arlon - route de Longwy.

Question 0040 (25.8.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **travaux sur les autoroutes:**

Lors de travaux sur les autoroutes du Grand-Duché la fluidité du trafic est souvent gravement perturbée et des embouteillages de plusieurs kilomètres de longueur en sont la conséquence.

Dans la plupart de nos pays voisins, le travail par équipes, ininterrompu 24 heures sur 24, est pratiqué sur les grands chantiers afin d'abréger la période de travaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- À l'instar de nos pays voisins et conformément aux normes de sécurité internationales, le Gouvernement ne pourrait-il pas envisager un travail ininterrompu 24 heures sur 24 sur les grands chantiers afin d'éviter un grand nombre d'embouteillages et une pollution de l'environnement?

Réponse (8.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Alors que les travaux d'autoroutes perturbent souvent gravement la fluidité du trafic et provoquent des embouteillages de plusieurs kilomètres de longueur, l'honorable Député Marc Spautz souhaite savoir si le Gouvernement n'envisage pas le travail ininterrompu 24 heures sur 24 sur les grands chantiers, à l'instar des chantiers dans nos pays voisins.

Il y a lieu de préciser tout d'abord que le travail par équipe, ininterrompu 24 heures sur 24, n'est pas la règle dans les pays limitrophes pour les grands chantiers autoroutiers (p.ex. en Allemagne).

Quoi qu'il en soit, les grands chantiers au réseau autoroutier sont organisés en principe au Luxembourg de manière à maintenir, dans la mesure du possible, un nombre de voies de circulation suffisant pendant la durée des chantiers.

Si, au Luxembourg, le travail par roulement 24 heures sur 24 est réalisable sur ces chantiers, le travail en continu pose toutefois des problèmes surtout en ce qui concerne l'évacuation des matériaux de démolition (heures d'ouverture des décharges) et l'approvisionnement des matériaux (heures d'ouverture des centrales à béton, des centrales d'enrobage et des fournisseurs de matériaux).

En outre, maints chantiers se trouvent à proximité de localités de sorte que le niveau de bruit engendré par les activités du chantier poserait sans doute un problème pendant la nuit.

Enfin, les entrées et sorties des camions sur les chantiers posent un grave problème de sécurité pendant la nuit, au vu de la visibilité réduite et des vitesses élevées des usagers.

À remarquer toutefois qu'actuellement déjà le travail en continu est appliqué pour les grands chantiers d'entretien sur les autoroutes pour lesquels ces problèmes sont de moindre envergure. Il s'agit notamment du renouvellement des couches de roulement.

En effet, pour l'exécution de ces travaux les tronçons d'autoroutes concernés sont fermés à toute circulation, les travaux sont exécutés par une seule entreprise qui assure également l'apport des matériaux de ses propres centrales et dépôts et les travaux sont exécutés pendant les weekends pour limiter au strict minimum les nuisances.

C'est ainsi qu'ont été exécutés les travaux de renouvellement de la couche de roulement:

- des bretelles de la Croix de Cessange, A4 direction Trèves et A4 direction Arlon pendant le weekend du 9 au 10 mai,

- de la A1 Hamm - Cargocenter (phase 1) pendant le weekend du 27 au 28 juin,

- de la A1 sortie Kirchberg, bretelle vers A7 pendant le weekend du 4 au 5 juillet,

- de la A1 Cargocenter - Senningerberg pendant le weekend du 18 au 19 juillet,

- de la A4 Pontpierre - Leudelange Nord (phase 1) pendant le weekend du 29 au 30 août et

- de la A4 Pontpierre - Leudelange Nord (phase 2) pendant le weekend du 4 au 5 septembre 2009.

Les travaux débutent toujours le vendredi soir et se terminent le dimanche soir.

Question 0041 (25.8.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **grippe A/H1N1:**

En vue de la rentrée scolaire, le gouvernement français a mis en place un dispositif de prévention contre une progression éventuelle de la grippe pandémique A/H1N1.

Dans le même ordre d'idées plusieurs cantons suisses ont élaboré des directives à l'attention des directions des établissements scolaires et des crèches. Elles explicitent les règles d'hygiène et les mesures à prendre afin d'éviter la propagation de la maladie.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement entend-il mettre en place un dispositif de prévention pour la rentrée scolaire à l'instar de certains autres pays européens?

- Quelles sont les mesures déjà éventuellement prévues?

Réponse (8.9.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je puis confirmer à l'honorable parlementaire que le Gouvernement luxembourgeois, à l'instar d'autres pays européens dans lesquels la rentrée scolaire a déjà eu lieu, entend lui aussi mettre en place un dispositif de prévention pour la rentrée scolaire prochaine, ceci en étroite collaboration avec les Ministères de l'Éducation nationale, de la Famille, de l'Intérieur et du Syvicol.

Comme déjà dit dans le communiqué de presse du 25 août la rentrée scolaire aura bien lieu à la date prévue. Je me concerte régulièrement avec Madame la Ministre de l'Éducation nationale pour finaliser des informations sur la grippe et des mesures pour les établissements scolaires qui seront transmises aux enseignants, aux élèves et aux parents d'élèves dans le cadre d'une campagne de sensibilisation dès la rentrée scolaire à la mi-septembre.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°3** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

5e séance	jeudi	29 octobre 2009
6e séance	mardi	17 novembre 2009
7e séance	mercredi	18 novembre 2009

Le secteur agricole demande des aides



Une délégation de la Chambre d'Agriculture entendue par la Commission parlementaire de l'Agriculture.

«Le secteur agricole va mal», voilà le message principal de la Chambre d'Agriculture, le 25 novembre passé, à l'adresse de la Commission de l'Agriculture de la Chambre. La délégation de la chambre professionnelle a voulu tracer un aperçu de la situation et demander de l'aide pour les exploitants.

Actuellement, les agriculteurs se manifestent moins. Les primes anticipées, promises par l'Union européenne et l'État, ont effectivement été versées. La Chambre d'Agriculture a néanmoins parlé d'un manque à gagner de quelque 28 millions d'euros pour le secteur.

Tous les agriculteurs enregistrent des pertes, indépendamment du secteur dans lequel ils travaillent. Les raisons pour la baisse des revenus agricoles sont multiples:

- la production d'un litre de lait coûte plus cher que le prix payé par les laiteries,
- l'alimentation protéinée des vaches laitières est chère,
- le prix des céréales a chuté,
- même situation pour le prix de la viande porcine et bovine.

Devant la Commission parlementaire, les représentants de la Chambre d'Agriculture en ont conclu: «Les aides européennes et gouvernementales ne suffisent pas pour compenser le manque à gagner des exploitants. Les aides versées de manière anticipée en 2009 feront par ailleurs défaut en 2010.» La Chambre d'Agriculture demande donc l'inscription dans le budget de crédits permettant à l'État de soutenir le secteur et de compenser les pertes et frais extraordinaires auxquels les agriculteurs doivent faire face.

Visite bei der „neier" Luxlait



D'Deputéiert kruten déi modern Installatiounen an d'Produkter vun der Luxlait gewisen.

„D'Luxlait ass e Pilier vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft an dem Mëttelstand." Dat war d'Haaptausso vum Chamberspresident Laurent Mosar no senger Visite um neie Site vun der Luxlait um Rouscht (Bissen). Eng grouss Delegatioun vun Deputéierten aus de Kommissioune vun der Agrikultur an der Ekonomie hunn hie begleet.

Déi Responsabel vun der Luxlait, virop de President John Rennel an den Direkter Claude Steinmetz, hunn den Deputéierten hir nei Installatioune gewisen an hinne parallell dozou och hir aktuell Problemer erkläert. Op där enger Säit d'„Mëllechkris", op där anerer Säit d'Ufankschwieregkeeten, déi mat der Informatiséierung an der Automatiséierung vun den neie Maschinen zesummenhänken. Doduerch konnten zum Beispill verschidde Produkter zäitweis net finaliséiert ginn.

D'Deputéiert konnten sech e Bild maache vum neie Site, mä och vun den Effortë vun der Entreprise Luxlait a Saache Modernisatioun, dat esou gutt wat d'Produktioun wéi och d'Commercialisatioun ugeet.

D'Luxlait huet zënter Mee 2009 d'Produktioun etappeweis vu Märel op de Rouscht geplënnert. De 27. November 2009 huet d'Fabrik zu Märel definitiv zougemaach.

Initiative pour la mobilité dans la Grande Région



(de droite à gauche) 1re rangée: M. Emile Eicher, M. Claude Frieseisen; 2e rangée: M. Fernand Diederich, M. Alex Bodry; 3e rangée: M. Claude Adam.

Les discours du Ministre sarrois de l'Intérieur et des Affaires européennes, M. Stephan Toscani et du nouveau président du Comité économique et social de la Grande Région, M. Hans Peter Kurtz étaient au centre de la 43e séance plénière du CPI qui a eu lieu le 27 novembre 2009 au Landtag de la Sarre sous la présidence de M. Hans Ley, président du CPI depuis le 1er juillet 2009.

Après les élections et la nouvelle composition des délégations belges (Parlement Wallon, Parlement de la Communauté française et Parlement de la Communauté germanophone), luxembourgeoise (Chambre des Députés) et sarroise (Landtag), une grande partie des députés de la Grande Région ont participé pour la première fois à une séance plénière du CPI. Le Ministre Toscani a annoncé une initiative pour la mobilité dans la Grande Région qui profitera en premier lieu au marché du travail transfrontalier. L'initiative de créer une «Task Force Frontaliers» sera poursuivie, de sorte qu'elle puisse être intégrée dans les structures de la Grande Région. La Présidence sarroise souhaite également dresser un bilan intermédiaire du document «Vision d'avenir 2020» adopté en 2003 au 7e Sommet de la Grande Région. L'idée du Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker de célébrer chaque année une «Journée de la Grande Région» est accueillie positivement par la Sarre.

Les parlementaires ont adopté une recommandation de la commission «Affaires sociales» présidée par la Lorraine, prenant position sur le rapport du Comité économique et social de la Grande Région qui avait été présenté lors du 11e Sommet de la Grande Région à Luxembourg. Ils ont en outre adopté une modification du règlement intérieur pour porter la durée des présidences à deux ans à partir du 1er janvier 2011, suite à une décision afférente du 11e Sommet de la Grande Région.

La Chambre des Députés était représentée par les députés Claude Adam, Alex Bodry, Fernand Diederich et Emile Eicher, ainsi que par le secrétaire général Claude Frieseisen.

DANS CE NUMÉRO

Mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental
- Heure d'actualité p. 72

Politique européenne et étrangère
- Déclaration p. 81
- Débat p. 87

Sommaire des séances publiques Nos 5-7 p. 101
Sommaire des questions parlementaires p. Q16

Transport transfrontalier

Le Groupe d'amitié parlementaire France-Luxembourg a été reçu le 26 novembre à la Chambre des Députés. Il est présidé par M. Céleste Lett, député-maire de Sarreguemines en Moselle. Au cours d'un échange de vues avec le Bureau de la Chambre, la Commission des Affaires étrangères et européennes et la Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), les délégations ont notamment abordé les problèmes du transport transfrontalier. Les liaisons ferroviaires existantes permettent déjà d'acheminer quotidiennement des milliers de personnes. Les délégués ont évoqué dans ce contexte l'opportunité d'un système de tram régional circulant entre les centres urbains.

M. Lett a également eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. L'importance des réseaux de communication et des transports dans la Grande Région figurait au centre de l'échange de vues. En tant que député-maire de Sarreguemines, M. Lett a rendu compte des expériences acquises avec le réseau de transport transfrontalier entre Sarreguemines et Sarrebruck.

Les délégués ont salué la bonne collaboration au niveau du groupe d'amitié et se sont proposé d'étendre les contacts réguliers aux députés qui ne font pas partie du Conseil Parlementaire Interrégional.



M. Céleste Lett et M. Laurent Mosar.

Interparlamentaresch Konferenz iwwer Chancëgläichheet



D'Deputéiert Mill Majerus a Viviane Loschetter.

Den 12. an 13. November 2009 hunn d'Deputéiert Mill Majerus, President vun der Chamberskommissioun fir Famill, Jugend a Chancegläichheet, a Viviane Loschetter, Member vun där Kommissioun, op Aluedung vum schwedesche Parlament am Kader vun der schwedescher EU-Presidentschaft, zu Stockholm deelgeholl un enger interparlamentarescher Konferenz iwwer Chancëgläichheet. Den éischten Deel vun der Konferenz huet sech mat dem Asetzen an der Wierkung vu Wahlquote beschäftegt, wéi eng Rei vun EU-Memberstate se agefouert hunn. Et ass ënner anerem diskutéiert ginn, ob d'Aféierung vu Quoten eng gutt Method ass, fir méi eng grouss Participatioun vun de Fraen an der Politik ze erreechen. Am zweeten Deel ass et ëm d'Fro gaangen, wéi d'Chancëgläichheet um Aarbechtsmaart ka verbessert ginn.

D'Deputéiert Lydie Err war op där Konferenz derbäi an hirer Fonctioun als Member vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarot.

Den 22. Oktober 2009 waren d'Deputéiert Mill Majerus a Viviane Loschetter schonn zu Genf um 7. Informatiounsseminar iwwert d'Parlamenter an d'CEDAW (Convention on the Elimination of All Sorts of Discrimination against Women, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes), fir 30 Joer Fortschrëtt am Beräich vun de Fraerechter ze zelebréieren duerch d'CEDAW-Konventioun an hire fakultative Protokoll.

Améliorer la coopération judiciaire

Eurojust, organe européen visant à renforcer la coopération judiciaire entre les pays membres de l'UE, note depuis sa création en 2002 une progression constante des dossiers qui lui sont soumis. Ils étaient de près de 1.200 en 2008 dont les deux tiers concernaient la criminalité économique et financière. 39 dossiers ont été introduits par les autorités judiciaires luxembourgeoises; dans à peu près le même nombre de cas, le Luxembourg était le «pays requis», c'est-à-dire que sa coopération était sollicitée dans le cadre d'une poursuite ou enquête transfrontalière.

C'est ce qui ressort du rapport 2008 de l'organisation que M. Carlos Zeyen, le membre luxembourgeois d'Eurojust, a présenté le 25 novembre à trois commissions parlementaires siégeant en réunion jointe.

Eurojust, mis en place suite au Conseil européen de Tampere en 1999, peut intervenir dans des cas de sérieuse criminalité transfrontalière, surtout organisée, qui concerne au moins deux États membres de l'Union européenne. L'organisation intervient à la demande des autorités judiciaires nationales dans le but de favoriser l'échange d'information, d'encourager la coordination, bref: d'améliorer la coopération judiciaire.



M. Carlos Zeyen présente le rapport 2008 d'Eurojust.

28. Vollversammlung der Baltischen Versammlung

Wirtschaft, Ausbildung, Sicherheit und Umwelt

Die Baltische Versammlung wurde in Tallinn am 8. November 1991 gegründet, kurz nachdem die drei baltischen Staaten ihre staatliche Unabhängigkeit von der Sowjetunion wiedererlangt hatten. Am 13. Juni 1994 nahmen die Parlamente Estlands, Lettlands und Litauens die Strukturen und Grundsätze der Baltischen Versammlung an. Die Baltische Versammlung bildet ein Forum, in dem die Parlamente der baltischen Staaten gemeinsame Positionen zu internationalen Fragen erarbeiten. Durch eine engere inhaltliche Abstimmung bei Angelegenheiten und Projekten von übereinstimmendem Interesse wollen sie ihren Einfluss auf der internationalen Bühne vergrößern. Die Schwerpunkte der Zusammenarbeit liegen in den Bereichen Politik, Wirtschaft, Immigration und Kultur sowie Infrastrukturen, Energieversorgung, Abfallentsorgung, Schutz der Baltischen See, Umweltschutz sowie Sicherheits- und Verteidigungspolitik.

Im Mittelpunkt der diesjährigen 28. Vollversammlung standen die Prioritäten der Zusammenarbeit der drei baltischen Staaten mit Blick auf 2020 und dies in den Bereichen Wirtschaft, Ausbildung und Soziales. Die vor Jahresfrist eingetretene Finanz- und Wirtschaftskrise hat auch diese Länder stark in Mitleidenschaft gezogen. In einzelnen Beiträgen wurde insbesondere auf die hohe Jugendarbeitslosigkeit hingewiesen und auf Möglichkeiten der schnellen Behebung. Da sich viele ausgebildete Jugendliche um Arbeit in anderen europäischen Staaten bewerben, werden diese beim wirtschaftlichen Aufschwung fehlen. Es bedarf deshalb der Ausbildung der heranwachsenden Jugendlichen und der Schaffung von neuen dauerhaften Arbeitsplätzen.

Der Sicherheitsgedanke war ein weiterer Punkt der Tagesordnung. Für die drei baltischen Länder stellt die Einbindung in das NATO-Bündnis ein wichtiger Pfeiler dar. Die gemeinsame europäische Außenpolitik liefert einen hochrangigen Garanten für die baltischen Staaten.

Auch die Umweltkonferenz in Kopenhagen stand im Mittelpunkt der Diskussionen. Es wurde im Speziellen auf den schlechten biologischen Zustand der Baltischen See hingewiesen; diese erneuert sich nur innerhalb von 30 bis 40 Jahren. Bezüglich der Energieversorgung waren sich die Teilnehmer einig, dass die Abhängigkeit von den fossilen Energieträgern verringert und die Nutzung der erneuerbaren Energien gesteigert werden muss. Die geplante Erdgaspipeline „Nord Stream" zwischen Russland und Deutschland findet jedoch nicht die allgemeine Zustimmung, da mit verheerenden Folgen bei der Verlegung auf dem Grund der Baltischen See gerechnet werden muss, dies angesichts der Existenz von Tausenden von Tonnen chemischem hoch toxischem Abfall.

In seinen Beiträgen beleuchtete Marcel Oberweis, der das Benelux-Parlament an der Vollversammlung vertrat, den europäischen Hochschulraum und die Mobilität der Studenten im Rahmen des Bologna-Prozesses. Er wies des Weiteren auf die aktuellen sozialen Probleme vieler europäischer Mitbürger hin. Die effiziente Energienutzung sowie der Ausbau der erneuerbaren Energien würden unter anderem den wirtschaftlichen Aufschwung beflügeln.

Angesichts der Wirtschaftskrise könne es jedoch nicht angehen, dass die finanzielle Last nun auf diejenigen abgewälzt werden soll, die dafür nicht verantwortlich zeichnen. Angesichts der Tatsache, dass der Lissabon-Vertrag nun mit Leben erfüllt wird, hob er die guten Beziehungen zwischen der Baltischen Versammlung und dem Benelux-Parlament hervor.

Le Programme de Stockholm 2010-2014

«Construire l'Europe des citoyens»

Des députés nationaux et européens se sont rencontrés les 17 et 18 novembre à Bruxelles pour débattre du programme de Stockholm relatif à l'espace de liberté, de sécurité et de justice. Ce programme établit les priorités pour les cinq ans à venir en matière de justice, d'affaires intérieures et de sécurité. La délégation luxembourgeoise se composait de M. Ben Fayot et de M. Félix Braz.

Lors de son intervention devant les députés, le Président du Parlement européen, M. Jerzy Buzek a rappelé que le Traité de Lisbonne, qui est entré en vigueur le 1er décembre, confère pour la première fois aux parlements nationaux un rôle actif au niveau de l'UE. En même temps, il renforce les pouvoirs du Parlement européen et voit s'étendre la codécision avec vote à la majorité au Conseil dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice. Enfin, M. Buzek a rappelé que les parlements nationaux et le Parlement européen devraient coopérer pour exécuter un contrôle démocratique sur Europol et Eurojust. À ses yeux, le Traité de Lisbonne devrait permettre de s'atteler aux problèmes de migrations avec solidarité et d'assurer un meilleur équilibre entre la sécurité des citoyens (p.ex. la protection des frontières extérieures, la poursuite de crimes transfrontaliers) et la protection des droits individuels.

Le président de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen, M. López Aguilar, a rappelé que l'Union européenne s'est créée avant tout sur une base de valeurs communes et sur une citoyenneté européenne. Il a estimé que «les droits nationaux ne se dissolvent pas dans l'Union», mais qu'au contraire, le Traité de Lisbonne et la Charte des droits fondamentaux vont les «améliorer et les enrichir».

Au cours du débat, différentes idées ont été discutées. L'harmonisation du droit pénal, la création d'un procureur européen, l'importance de la lutte contre le crime transfrontalier tout en préservant les droits des citoyens à une sphère privée, la Charte des droits fondamentaux et l'exception donnée à quelques États membres et la citoyenneté européenne ont été les sujets soulevés aussi bien par les députés nationaux que les membres du Parlement européen.

Les députés se sont ensuite retrouvés dans trois groupes de travail pour débattre des principaux sujets à l'ordre du jour de cette rencontre, à savoir: «Promouvoir les droits des citoyens: une Europe des droits et des valeurs», «Une Europe de la justice - Renforcer la responsabilité démocratique et la sécurité juridique au niveau européen, national et local», «Protéger les citoyens - une stratégie en faveur d'une sécurité intérieure européenne».

M. Avsan du parlement suédois, rapporteur du groupe de travail consacré à l'Europe de la justice a estimé positif d'aller vers un espace de justice commun, tout en respectant certaines spécificités des États membres. Le rapporteur a déclaré que dans son groupe de travail il y avait un certain consensus en faveur de l'abolition de la «procédure d'exéquatur» ainsi qu'en faveur de la reconnaissance mutuelle des décisions de justice. M. Avsan a toutefois retenu la difficulté en ce qui concerne la reconnaissance des décisions administratives. Cet avis est également partagé par le commissaire Barrot, qui a invité les participants à «abroger un certain nombre d'obstacles.»

Mme Carmen Hermosín Bono, rapporteur du groupe de travail consacré à la protection des citoyens, a identifié «deux courants de pensée qui se détachent»: ceux «qui estiment qu'il faut développer l'espace européen sur les questions de sécurité», et ceux qui sont d'avis que l'exigence de sécurité ne doit pas affaiblir le droit des personnes. Il a été souligné que la Charte ne modifie en aucun cas les droits fondamentaux, mais qu'elle vient plutôt renforcer la législation nationale dans ce domaine.

La Ministre suédoise de la Justice et présidente en exercice du Conseil, Mme Béatrice Ask a jugé nécessaire d'aller «vers une normalisation des échanges de données à des fins policières et vers des normes communes en matière de protection des données et de la vie privée».

Selon Mme Annie David du Sénat français, «les aspects sécuritaires du programme inquiètent» et donnent l'impression d'une «Europe forteresse». M. Alberto Maritati, Sénateur italien, a estimé que «la question la plus brûlante est le phénomène migratoire» face auquel «nous devons arrêter de mettre l'accent sur la répression. On ne peut pas accepter que l'Europe montre les muscles et les dents à des personnes fuyant la guerre.» Il propose notamment une meilleure coopération avec les pays d'origine.

M. Bussutil a rappelé que le marché intérieur reste l'un des plus grands succès de l'Europe. Il a suggéré de faire de l'espace de liberté, de sécurité et de justice le prochain grand projet de l'UE.

Les députés chez «Luxembourg Air Rescue»



Les membres des Commissions parlementaires des Affaires étrangères et du Développement durable ont visité les installations de la LAR.

La LAR (Luxembourg Air Rescue) est notamment active dans les domaines du sauvetage, du service d'urgence en complémentarité avec le SAMU, du transport de personnes malades, mais intervient aussi en cas de catastrophes ou de situations de guerre internationales. Les rapatriements de personnes malades ou accidentées s'effectuent surtout en cas de maladie grave ou d'accident. La LAR collabore étroitement avec des équipes d'interventions d'urgence allemandes et belges.

Ce sont les missions et interventions à l'étranger qui ont tout particulièrement intéressé les Commissions parlementaires des Affaires étrangères et du Développement durable. Le 27 novembre, ses membres ont visité les installations de la LAR situées au Findel.

Les missions à l'étranger de la LAR ont véritablement débuté en 2003 quand le Ministère des Affaires étrangères l'a chargée d'intervenir à Bam en Iran, suite à un tremblement de terre. Ont suivi des missions au Maroc et en Indonésie (après le tsunami de 2004-2005).

En 2005-2006, les équipes de «Luxembourg Air Rescue» ont passé trois mois au Pakistan dans une zone de guerre. Devant les députés, le responsable de la LAR, M. René Closter, a évoqué les situations qui se présentent lors de telles interventions. La LAR regrette dans ce contexte qu'il n'y ait toujours pas de convention avec le Gouvernement sur ces interventions en temps de crise ou de catastrophe naturelle dont l'État luxembourgeois charge la LAR. Autre critique: «Les installations de la LAR ne suffisent pas à nos besoins. Les contributions de l'État sont insuffisantes par rapport aux 21 ans d'activités où nous avons contribué à sauver des vies». Le porte-parole de la LAE se réjouirait si les membres des Commissions parlementaires pouvaient soutenir l'association dans ses efforts en vue d'une amélioration de la situation.

Fondée en avril 1988, la LAR compte aujourd'hui environ 180.000 membres. Elle dispose de six hélicoptères, de trois avions et d'ambulances, travaille avec plus de 80 collaborateurs permanents et a effectué 16.000 missions depuis sa création.

VARIA

Assermentation de deux fonctionnaires de la Chambre des Députés

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» que deux nouveaux fonctionnaires du Greffe, à savoir Mme Christiane Huberty (3e de droite), nommée aux fonctions d'attaché, et Mme Manon Flammang (3e de gauche), nommée aux fonctions de rédacteur ont été assermentées le 25 novembre 2009 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen (au centre). L'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra (à droite), ainsi que des responsables des Services des Commissions, M. Martin Bisenius et des Ressources humaines, Mme Sonja Benassutti (à gauche).



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 5

JEUDI,
29 OCTOBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental et l'introduction de nouvelles méthodes d'évaluation au sein de l'enseignement fondamental

- *Exposé: M. Eugène Berger*
- *Débat: M. Gilles Roth, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

2. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à un moratoire sur le projet d'un tram léger dans la ville de Luxembourg

- *Exposé: M. Jacques-Yves Henckes*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Camille Gira, M. Lucien Lux, Mme Anne Brasseur, M. André Hoffmann*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

3. 5988 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, signé à Bruxelles, le 25 avril 2007 et à Washington, le 30 avril 2007

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5999 - Projet de loi relatif à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Claude Haagen, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6015 - Projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/71CE, 2002/65/CE, 2005/601CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE
- portant modification de:
- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
- la loi moodifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
- la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance
- la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux
- la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers
- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg
- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6027 - Projet de loi

- portant transposition
- de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services
- de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévues par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre de remboursement, mais dans un autre État membre
- de la directive 2008/117/CE du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en vue de lutter contre la fraude fiscale liée aux opérations intracommunautaires
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert den Enseignement fondamental ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84 Alinea 2 vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véierelstonn. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Roth, Fayot, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Eugène Berger als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

1. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental et l'introduction de nouvelles méthodes d'évaluation au sein de l'enseignement fondamental

Exposé

M. Eugène Berger *(DP)*.- Här President, mir hunn dës Aktualitéitsstonn ugefrot, well ronn sechs Wochen no der Schoulrentrée an dem Start vun der Grondschoulreform muss ee feststellen, datt et an der Praxis eng Rei vu Problemer mat der Ëmsetzung vun der neier Reform gëtt. Dat ass net am Intérêt vun där Reform, fir déi jo au départ eng relativ grouss Zoustëmmung bestanen huet, e Konsens war, a wou elo vill Akzeptanz verspillt gëtt. Virun allem ass et net am Intérêt vun de Schüler, den Elteren, den Enseignanten, déi all Dag an der Schoul schaffen.

Fir eng Grondschoulreform effizient ëmzesetzen, brauch een un alleréischter Plaz Léierpersonal an Inspekteren, déi optimal op déi nei Aufgabe preparéiert sinn, an dat ass de Moment net de Fall.

D'Ministesch, déi toured zwar erëm iwwer Land, fir Informatiounsversammlunge fir d'Elteren ofzehalen. Dat ass schéin a gutt, mä fir d'éischt missten emol konsequent d'Enseignanten, d'Léierinnen an d'Schoulmeeschteren informéiert a forméiert ginn, well si sinn et jo, déi all Dag konkret um Terrain déi nei Léiermethoden, déi nei Evaluatiounsmethode mussen ëmsetzen. Et huet een elo schonn esou cocasse Situatiounen, wou d'Eltere praktesch besser informéiert si wéi d'Enseignanten, déi an der Schoul stinn.

D'Léierpersonal gëtt mat ganz vill Pabeier agedeckt, mat Circulairen; si kréie gesot, si sollen dat dann um Internet nokucken, oder si kréien einfach gesot, si solle kucken, datt se eens ginn. Si kréie wéineg systematesch a strukturéiert Formation continue vun dem Ministère, wat zu enger Rei Schwieregkeeten an der Schoulpraxis féiert.

Ech kéint elo hei e Résumé maache vun all deene Mailen, déi ech vun Enseignantë krut an deene leschte Wochen, da bräicht ech mindestens eng Stonn. Ech maachen dat elo net. Ech versichen dofir, e puer kruzial Punkten erauszegräifen.

Et ass eigentlech esou, datt all Enseignant ab dem 15. September, oder all Enseignant, deen den éischten an den zweeten Zyklus betreit, fir déi nei Aufgaben hätt misse forméiert sinn. Dat ass net geschitt. Ech hat dat schonns an der Éducatiounskommissioun gesot an dorop higewisen, datt net all Enseignantë virum Summer aacht Stonne Formation continue suivéiert hunn an datt och net de Contenu vun deene Formatiounen esou gutt a prezis wär, datt se wierklech fit gewiescht wäre fir elo bei der Schoulrentrée.

D'Ministesch hat deemools gesot, datt dat awer net de Fall wär, datt se all an esou enger Formatioun gewiescht wären. Ech kennen eng Rei, déi mer gesot hunn, datt se net virum Summer an enger Formatioun waren. Duerfir wéilt ech nach eng Kéier gär wëssen am Endeffekt, wéi vill Enseignanten an esou enger Formatioun waren a wat genau de Contenu vun deene Formatioune war.

Ech mengen, elo bei der Rentrée natierlech wéi am klassesche Sënn, oder wéi dat och schonn an deene vergaangene Jore war, kréien d'Enseignanten eng ganz Rei Méiglechkeeten, fir a Formation continue ze goen. Da kritt een iwwert d'Circulaire vun der Éducation nationale do e ganze Programm geschéckt, an da kann ee sech no Loscht a Laun dann an deen een oder anere Cours aschreiwen. Dat ass awer a mengen Aen net déi richteg Aart a Weis, well et misst ee kloer Prioritéite setzen. Et soll een net de Leit iwwerloossen, wou se sech da wëllen aschreiwen.

Et ass dann och esou, datt fir déi eng oder aner Formation continue dann och scho Waardelëschte sinn, déi iwwert den November erausginn. Beispill „Plan de réussite", wou dann all Schoul soll zwee Leit hischécken an déi Formatioun: Do waren dräi Formatioune mat all Kéiers maximal 20 Leit virgesinn. Dat geet sécherlech och net duer, fir dann all d'Leit ze forméieren.

Bon, ech wär also frou, wann een och elo kéint vun der Ministesch gewuer ginn, Opschloss kréien, wéi vill Enseignanten, déi elo hiren éischten, zweeten Zyklus betreien, ageschriwwe sinn, a wat fir engem Cours an a wat fir engem Zäitraum se dann duerch déi Coursë geschleist ginn.

Ech bleiwen awer der Meenung, datt déi Aart a Weis, wéi de Ministère an dëser kruzialer Phas un d'Weiderbildung erugeet, wéi en dat organiséiert, datt dat net dem Défi gerecht gëtt, dee mer de Moment hunn.

Et misst ee konsequent Prioritéite setzen, e kloren Zäitplang fixéieren, zum Beispill do, wou besonnesch vill Schwieregkeete si mat den neie Bewäertungsmethoden, fir datt mer systematesch fir all Léierinnen a Schoulmeeschtere bis spéitstens Dezember déi Formatioun gemaach hunn um Terrain bei de Leit selwer, datt se da prett sinn, fir dat kënnen ze maachen.

Ech mengen, dat ass jo och esou, wann een dat wëllt illustréieren a vergläiche mat engem anere Betrib, wann zum Beispill eng Bank seet: „Mir hunn elo nei Produiten. Eis Guichetë fonctionnéieren aneschters", da soen déi jo och net: „Oh kuckt datt Der Iech an deenen nächste Wochen, Méint an e Cours aschreift, an eventuell kënnt Der kucken, wéi de Guichet fonctionnéiert, an engem anere Cours kënnt Der kucken, wéi déi nei Produitë sinn", an da fuere se dann den 1. September lass. Do kréien d'Leit gesot: „Mir fänken den 1. September u mat neie Produiten, mat engem neie Guichet. Dir kommt virdrun alleguerten an eng Formatioun, wou Der gebrieft gitt, datt jiddwereen dann um selwechte Stand ass." Dat geschitt hei net. Och hei an der Schoul misst dat genau d'selwecht goen.

D'Formatioun vun den Inspekteren, deene pedagogesche Virgesetzte vun dem Léierpersonal, déi schéngt och net kohärent ze sinn. Mir hu méi wéi eng Kéier Enseignantë bericht, datt d'Inspekteren och net konnten op hir Froen äntwerten. A jee no der Géigend ass et och esou, datt do och deen een oder aneren Inspekter verschidden Dispositiounen aneschters ausgeluecht huet, oder och da Widderspréch sinn tëschent deem, wat deen een Inspekter an deem enge Bezierk seet, an deen aneren an engem anere Bezierk.

Do wollt ech och froen, wat d'Ministesch gedenkt ze maachen, fir do och eng Kohärenz an Uerdnung an dat eranzebréngen.

Da beklot sech d'Léierpersonal och zu Recht, datt kaum neit Léiermaterial do ass. Dat gëllt besonnesch fir déi nei Evaluatiouns- a Bewäertungsmethoden. D'Bilans intermédiaires, déi also sollen d'Zensuren ersetzen, déi sinn nach net ukomm.

Dann déi Evaluatiounsfichen, déi bedeite ganz vill Aarbecht, där sinn och keng do, an da krute se esou gesot, datt se déi solle selwer erstellen an datt dann also déi eenzel Enseignanten, d'Équipes pédagogiques dat solle maachen. Déi mussen da wierklech ganz vill laang Stonne selwer Material do ausschaffen a sech un d'Saachen eruntaaschten. Dat gëtt och net op alle Plazen d'selwecht gemaach.

Dat heescht, herno hu mer Evaluatiounsfichen, déi an där enger Gemeng oder an där enger Schoul esou ausgeluecht sinn, Evaluatiounsfichen, déi an enger anerer Gemeng aneschters ausgeluecht sinn.

Ech stinn net eleng do mat där Kritik, déi vill Enseignanten do un een erubréngen. Et ass och net méi spéit wéi haut am „L'essentiel", wou d'Monique Adam vum SEW eng Kritik ubruecht huet, wou et ënner anerem seet, datt déi Grilles d'évaluation iwwerstierzt agefouert wären an datt ee sech onbedéngt hätt sollen ee Joer méi Zäit loossen, fir dat a Rou anzeféieren.

D'Monique Adam kritiséiert och wéi aner Enseignanten, datt d'Léierpersonal wierklech enorm, enorm administrativ Aarbecht ze erleedegen huet, Rapporte muss schreiwen, a vill Réunioune muss goen a wierklech net méi genuch Zäit huet, fir sech ëm dat eigentlecht Schoulhalen ze këmmeren. D'Monique Adam schwätzt do vun „Réunitis".

Wat gedenkt also d'Ministesch och do kuerzfristeg ze ënnerhuelen, fir d'Bürokratie erëm op en erträglecht Mooss erofzesetzen?

Här President, an där kuerzer Zäit hunn ech hei natierlech net d'Méiglechkeet, fir op all Punkten anzegoen am Zesummenhang och mat deene Froen, déi méi spezifesch d'Pedagogie an d'Ëmsetze vun där neier Grondschoulreform am Alldag an der Schoulpraxis betreffen.

Ech wéilt duerfir awer och soen, datt eng Rei Problemer si bei den organisatoreschen Aspekter bei dem Schoulalldag, wéi dee muss organiséiert ginn, wou do och vu ville Gemengen Echoe kommen, datt do Schwieregkeeten um Terrain sinn. Dat betrëfft ënner anerem de Fonctionnement vun de Schülercomitéen. Dat betrëfft och déi nei Opdeelung tëschent de Kompetenze vun de Comitéen an de Gemengen, déi op munche Plazen zu ganz groussen Diskussiounen a Reiwereie féiert, wou praktesch gestridde gëtt, wien dann elo d'Schoulbänk oder d'Tafel soll bestellen a wien et net däerf maachen.

Dat betrëfft ënner anerem och d'Andeelung an d'Organisatioun vun der neier Tâche vun den Enseignanten an den Éducateuren. Dat betrëfft och ganz speziell d'Asetze vun dem Ersatzpersonal, wou oft guer kee geschéckt gëtt, well do entweder déi regional Servicer vun den Inspekteren nach net richteg funktionéieren, well net jiddweree weess, wien dann elo am Endeffekt zoustänneg dofir ass.

Do sinn dann och Situatiounen, wou zum Beispill eng Ersatzpersoun nëmmen zweemol hannereneen dierf op enger Plaz agesat ginn, an duerno muss se eng Paus maachen, well et soss e Problem gëtt mam Aarbechtskontrakt an esou weider.

Ech kéint déi Lëscht also nach wierklech ganz laang weiderféieren. Meng Zäit ass begrenzt, duerfir géif ech hei ophalen an zum Schluss kommen. Ech wéilt wierklech nach eng Kéier betounen, datt ganz vill Enseignanten, Madame Ministesch, mat ganz vill guddem Wëllen, oppenem Geescht an Dynamismus un déi nei Erausfuerderung erugaange sinn. Si sinn awer ganz déck amgaangen, d'Flemm ze kréien.

Duerfir wier ech frou, wann d'Ministesch mer hei kéint konkret soen, wat se gedenkt ze ënnerhuelen, fir dës Problemer an dës Mëssstänn schnellstens ze behiewen an den Enseignantë bei hirer Missioun positiv ze hëllefen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als éischte Riedner ass den Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 21. Januar 2009 huet d'Chamber d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Grondschoul gestëmmt. Knapp sechs Wochen no Schoulufank solle mir elo iwwert déi praktesch Ëmsetzung vun der Schoulreform befannen. Fir d'CSV schéngt den Zäitpunkt vun dëser Debatt dach e bësse verfréit, well zum Deel d'Ausféierungsbestëmmunge vum Gesetz nach net oder eréischt viru kuerzem bekannt goufen. Mir verschléissen eis awer duerfir kenger Diskussioun.

Här President, eng effikass Ëmsetzung vun der Schoulreform ass fir d'CSV e Schlëssel fir de sozialen Zesummenhalt an d'Kompetitivitéit vun eisem Land. Mir sinn duerfir all gefuerdert: d'Politik, d'Schoul an d'Elteren.

D'CSV huet dës Schoulreform matgestëmmt. Mir stinn och haut an och an Zukunft dozou.

Sécher, et gëtt de Moment eng Rei Schwieregkeete bei der konkreter Ëmsetzung vun eenzelne Moossnamen, Remplacementer vu Léierpersounen, Besetzung vu Schoulkommissioun, Statut an Tâche vun den Éducateuren, Festleeë vun de Stonnekoeffizienten an den eenzelne Gemengen.

Mä dës Startschwieregkeete si fir d'CSV awer kee Grond, fir dës Reform elo a Fro ze stellen. Mir wëllen, dass dës Reform eng Chance kritt. Richteg ëmgesat mécht dës Reform eise Schoulsystem fit fir d'Zukunft.

Mä mir maachen eis awer näischt vir. Dat Ganzt steet a fält mam Engagement vun den Acteuren op dem Terrain. Un éischter Stell: d'Léierpersonal. D'Schoulpersonal muss d'Reform begleeden an um Terrain ëmsetzen. D'Politik muss den Enseignanten nolauschteren, wa si soen, wou de Schong do dréckt.

„Teamteaching", kompetenzorientéierten Unterrecht, Förderung vun individuelle Stäerkte vun deem Eenzelnen, Plan de réussite scolaire, Weiderbildung vun den Enseignanten däerfe keng eidel Wierder bleiwen. All Kand huet e Recht dorop, onofhängeg, wou et hei am Land an d'Schoul geet.

D'CSV begréisst duerfir d'Effortë vu villen Enseignanten, fir sech den Erausfuerderunge vum neie System ze stellen. Mir erwaarden, dass am Sënn vun der Chancëgläichheet vun de Kanner all Enseignant déi nei Ufuerderungen erfëllt. Weiderbildung an Zesummenaarbecht tëschent den Enseignanten ass fir d'CSV duerfir Flicht. D'Bedeelegung un der Formation continue ass de Moment grouss. An dat ass och gutt esou.

Fir dass dat ganzt Reformwierk richteg dréint, muss all Enseignant sech un d'Spillregelen halen am Respekt zu senge Kolleegen an am Interessi vun de Kanner. D'CSV-Fraktioun fuerdert, dass d'Inspektorat dëst genee an der Praxis suivéiert.

Här President, d'Politik huet Virgabe fir déi nei Schoul ginn. Si dréit dofir d'Verantwortung. Si huet awer am Géigenzuch och d'Recht, dass no dëse Virgabe geschafft gëtt. De Schouldirekter war a bleift fir d'CSV duerfir e wichtegt Instrument fir eng gelongen Ëmsetzung vun der Schoulreform op dem Terrain.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat hätt Der scho kënnen an der leschter Legislatur duerchsetzen!

(Interruptions)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Mir begréissen ausdrécklech, dass, esou wéi de Regierungsprogramm et virgesäit,...

M. le Président.- Den Här Gilles Roth huet elo ganz eleng d'Wuert.

Une voix.- Dir hutt Iech net duerchgesat kritt.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...esou wéi de Regierungsprogramm et virgesäit,...

(Interruptions)

...de Statut an d'Ausbildung vun dem Schouldirekter gepréift ginn, fir bei enger spéiderer Upassung vun dem Gesetz bei gréissere Schoulen eng Vollzäitdirektioun an der Grondschoul anzeféieren.

Här President, d'CSV seet Jo zu der Aféierung vun dem neie Bewäertungssystem mat Tëschebilanen a Schlussbilanen. Fir vill, déi mat klasseschen Zensure mat Punkten a souguer Plazen opgewuess sinn, ass dëst Neiland. Kompetenzorientéierten Unterrecht, Erreeche vu Kompetenzsockele verlaangen awer och ee méi differenzéierte Bewäertungssystem. Dëst bedéngt een Ëmdenke bei den Enseignanten an den Elteren. Alle béid musse sech mat deem neie System familiariséieren.

Här President, och d'Elteren hunn duerch d'Gesetz hir Plaz an der Schoul. Si sinn an d'Ausbildung vun hirem Kand mat agebonnen. Dat ass e Recht, mä och eng Flicht. De Kontakt tëschent Enseignant an Eltere gëtt am Interessi vum Kand méi enk a méi direkt. D'Fleege vun dëser neier Partnerschaft gehéiert elo zur Tâche vum Enseignant. Déi 40 Stonnen, déi d'Joer dofir virgesi sinn, mussen duerfir gutt agesat ginn. D'Zesummeschaffe mat den Elteren ass fir den Enseignant eng nei Erausfuerderung. Fir d'CSV muss d'Weiderbildungsoffer fir d'Enseignanten deem onbedéngt Rechnung droen.

Här President, ofschléissend ass fir d'CSV d'Schoulreform eng Äntwert op d'Erausfuerderunge vun der Zäit. Si huet eng Chance verdéngt. Mir ënnerstëtzen all Efforten, déi gemaach ginn, fir d'Reform effikass ëmzesetzen. Et ass d'Aufgab vun der Politik, d'Ëmsetzung op dem Terrain ze kontrolléieren an, wann néideg, kritesch ze hannerfroen. Loosse mir eis awer dofir déi néideg Zäit ginn. E seriöen Tëschebilan no dräi Joer, esou wéi am Regierungsprogramm virgesinn, bleift fir eis do déi richteg Approche.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Roth Merci. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wëll am Numm vun der LSAP fënnef Bemierkungen zu dëser Heure d'actualité maachen.

Éischtens, d'Reform vun der Grondschoul wëllt all Kand déi bescht Chance fir seng Entfalung ginn. Et gëtt de Konsens an der Politik vun alle Bänken, dass dat eng richteg an noutwendeg Grondausriichtung vun der neier Schoul soll sinn.

Zweetens, zweet Bemierkung: Déi fundamental Optioun war an ass et, net vun uewen erof ze reforméieren, mä iwwer an duerch eng breet Participatioun vun alle Bedeelegte Bewegung an d'Schoul ze bréngen. Ech erënneren un déi jorelaang Diskussioun iwwert d'Grondzich vun der Reform, ier se iwwerhaapt an e Gesetz ëmgesat ginn ass, d'Ausaarbechtung vun de Kompetenzsockelen, d'Reflexioun iwwert de Sproochenunterrecht, d'Roll vun den Enseignanten an de Schoulcomitéen, d'Participatioun vun den Elteren: Ëmmer erëm huet d'Mady Delvaux d'Participatioun vun allen Interesséierte gesicht a voll spille gelooss, well mir wëssen alleguer, dass d'Reform nëmme réusséiere kann, wa se an der Gesellschaft ukënnt, wa se dobausse bei de Leit ukënnt an akzeptéiert gëtt. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer amgaange sinn, dat fäerdeg ze bréngen.

Drëttens, dës Reform ass, erlaabt mer den Anglicisme „work in progress". Si kënnt net aus dem Näischt, aus der Theorie. Si knäppt un u Reformusätz, déi et an der Schoul gouf a gëtt. Si valoriséiert a generaliséiert d'Reflexioun an d'pedagogesch Innovatioun um Terrain vun den Enseignanten, déi elo schonn a virdrun och, virun de Gesetzer, a ville Schoule stattfonnt hunn. Si baut op op nei pedagogesch Usätz a Schoulinnovatiounen. Si gëtt mat Etappen agefouert. Si gëtt no dräi Joer evaluéiert, dat steet am Gesetz. Si gëtt dozwëschent mat Hëllef vun der Uni an iwwer Bedeelegung vun internationalen Etüde monitoréiert, an et kënne permanent Adaptatioune stattfannen, wéi mer dat och schonn an der Kommissioun an onsen Aarbechte gesinn hunn.

Et gëtt sécher nach Problemer, Froen an och Pannen. Dat sief net a Fro gestallt. Ons Diskussiounen doriwwer an der Kommissioun weisen awer, dass de Ministère, d'Ministesch dorop schnell an effikass reagéieren.

Véiert Remarque, zwëschent dem Vote vun de Gesetzer ufanks des Joers an elo ass enorm vill geschitt. D'Ëmsetze vun de Gesetzer stellt e risege Kraaftakt vun allen Enseignanten, dem Ministère, den Inspekteren, dem gesamten Erzéiungspersonal duer, fir deen ee se alleguer muss félicitéieren.

D'Ministesch selwer huet sech de Froe vun allen Interesséierten, Elteren, Enseignanten an iwwerhaapt Bierger an öffentleche Versammlunge gestallt a mécht dat weider, wat an dëser Form wuel eemoleg an der Lëtzebuerger Politik ass.

An, Här President, ech hunn a mengem Liewe vill Erzéiungsministeren erlieft, op déi eng oder déi aner Manéier, mä ech hunn nach keng erlieft, keen erlieft, dee mat deem Asaz un eng Reform erugaangen ass.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Fënneftens, elo schonn ass d'Schoullandschaft eng fundamental aner wéi de 15. September 2008. D'Schoulgebaier goufen an 152 Schoulentitéiten zesummegefaasst. D'Schoulcomitéë funktionéieren, d'Schouléquipen um Niveau vun all Cycle och. 150 Schoulpresidente goufen agesat. D'Elterevertrieder sinn amgaang gewielt ze ginn. An et ass groussen Interessi bei den Elteren, fir ze participéieren.

Déi nei Zensuren a Form vu Bilane leie vir a ginn diskutéiert. Et entwéckelt sech en Teamgeescht an de Schoulen um pedagogesche Plang zwëschent den Enseignanten an och mat de soziopedagogesche Spezialisten. D'Eltere fänken u sech fir den Dialog mat der Schoul ze engagéieren. Déi Aarbecht zum Beispill iwwert d'Plans de réussite scolaire bréngt d'Reflexioun iwwert d'Praxis weider um Terrain an net iergendwou an enger Denkstuff.

Als Konklusioun, Här President: D'LSAP gesäit an dëser Schoulreform e wesentlechen Hiewel vu Chancëgläichheet a Moderniséierung vun onser Gesellschaft. Si muss am Secondaire mat därselwechter Konsequenz an Energie weidergefouert ginn.

Ech gestinn dem Här Berger gären zou, dass et sécher eng Partie Mängel gëtt. Ech hunn em opmierksam nogelauschtert. Mir hunn alleguerten déi Saachen, déi en hei virbruecht huet, och schonn an der Kommissioun évoquéiert. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat och nach weider musse maachen, fir déi Reform konstruktiv a kritesch an ouni klenglech Hoerspléckerei weiderzedreiwen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Fayot Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, am grousse Ganzen hu mer d'Gefill, wéi wann et bis elo relativ gutt mat der Ëmsetzung vum neie Schoulgesetz geklappt hätt. Et si selbstverständlech eng Partie Klengegkeeten, déi d'Léierpersonal Zäit kaschten a Gedold fuerderen. Ech zielen der just e puer op; den Här Berger hat der vill méi opgezielt.

Den neie Plan d'études, deen ass dës Woch emol eréischt mat der Post verdeelt ginn. E war fir de 15. Juli ugekënnegt. Wichteg Publikatioune vum Ministère, wéi zum Beispill de Guide du PRS, kréie just d'Membere vum Comité, an een Exemplar ass fir d'Elterevertrieder. Et si keng Remplaçanten do - ech mengen, dat ass zwar e reelle Problem. D'Léierpersonal muss d'Kanner fir déi Stonnen opdeelen, wou se sech net kënnen am Team ersetzen. Dat ass net glécklech.

D'Schoulgesetz ass eiser Meenung no ze vag, wat d'Elterevertrieder betrëfft. Et war bestëmmt gutt gemengt, fir den Elteren all Fräiheet ze loossen. Mä d'Eltere ginn net gutt eleng eens. Wann d'Gesetz méi prezis wär, hätt de Président d'école déi Aarbecht alt manner.

Här President, mir sinn awer och der Meenung, datt, wa mer d'Schoul wëlle reforméieren, da musse mer och esou Problemer am Ufanksstadium kënnen a Kaf huelen. Och wann all eenzel vun dëse Remarquen et verdéngt huet, seriö geholl ze ginn. Et sinn zum Deel Klengegkeeten, mä „Kleinvieh macht auch Mist".

Eng Rei aner Problemer awer, Här President, sinn an eisen Ae méi geféierlech. Si ware virauszegesinn. Si hu bedéngt, datt de Chantier net gutt preparéiert war. Si verlaangen eng Nobesserung. Mir haten déi Problemer opgezielt beim Débat hei an der Chamber iwwert d'Schoulgesetz.

D'Léierpersonal versteet zum Deel net, firwat d'Reliounspersonal zum Team gehéiert a muss op Versammlungen derbäi sinn, obscho se en anere Patron hunn. Mir verstinn dat och net.

D'Inspektorat ass sech net ganz eens. Déi eng Inspektere verlaange knapps, datt ee sech un d'Gesetz hält. Déi aner si méi helleg wéi de Poopst. Mir hate verlaangt, datt eng Evaluatioun vun dem Inspektorat misst gemaach ginn an datt d'Konklusiounen doraus missten an d'Gesetz afléissen. Mir froen eis och, ob déi regional Inspekteschbüroen nach den neien Ufuerderunge kënne gerecht ginn.

De Bedarf u Weiderbildung - et ass scho gesot ginn - ass enorm. D'Angebot ass och grouss. An eisen Ae misst et awer eng besser Zesummenaarbecht tëschent SCRIPT an Uni ginn. D'Weiderbildung vum Léierpersonal misst kënne mat ECTS-Punkte belount ginn a méi strukturéiert sinn. Dat huet näischt mat guddem Wëllen ze dinn, dat ass e strukturelle Problem.

Wann d'Rentrée scolaire awer op ville Plazen esou gutt iwwert d'Bühn gaangen ass, dann ass dat ënner anerem och de Verdéngscht vu ganz villen engagéierten Enseignanten. An eiser Grondschoul ass op eng Reform gewaart ginn. D'Leit ware bereet matzegoen. Et ass virun allem och de Verdéngscht vu ganz engagéierte Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi sech an de Rôle vun engem Schoulpresident oder enger Schoulpresidentin wiele gelooss hunn. Dës Leit spillen eigentlech de Rôle vun engem Schouldirekter.

Mir hätten eis gewënscht, datt dëse Rôle nach méi kloer definéiert gewiescht wier an datt dës Leit och déi néideg Ressourcen, och Personalressourcë kritt hätten. Ganz vill vun hinne fueren elo een Dag virun der Allerhellgevakanz carrément op der Felg, an dat ass net gesond fir déi Leit, an dat ass schlecht fir d'Schoul.

Kloer Strukture kéinten och verhënneren, datt d'Léierpersonal weiderhin d'Gefill hätt, si misste sech praktesch dout versammelen.

Schlecht fanne mir, datt sech d'Structures d'accueil an d'Schoul net méi no komm sinn. Et sinn ëmmer déiselwecht Kanner vu moies fréi bis owes spéit, fir déi d'Elteren an de Stat d'Verantwortung hunn. Wat maache mir mat eise Kanner? Mir schécke se moies um siwen Auer an eng Betreiungsstruktur, wou se kuerz Zäit drop weider an d'Schoul gereecht ginn, an dat geet de ganzen Dag nach e puermol esou hin an hier. Och hei gesi mir dréngend Handlungsbedarf.

Mir haten och ëmmer betount, datt d'Schoulgesetz misst fir all Kanner gëllen, dat heescht, datt d'Édiff misst an dëst Gesetz integréiert ginn. Dat ass net geschitt, a mir hunn haut een zimleche Kompetenzgerangel tëschent Édiff an Inspektorat, tëschent Édiff-Hëllefen an Hëllefen, déi virum Schoulgesetz vun de Gemengen organiséiert waren an elo och beim Stat sinn. Och hei ass eng Nobesserung dréngend néideg.

D'Kolleege vun der DP - an da kommen ech zum Schluss - hunn an hirer Heure d'actualité och nach eng Debatt iwwert „l'introduction de nouvelles méthodes d'évaluation au sein de l'enseignement fondamental" ugekënnegt. Et hätt een effektiv direkt kënne ganz op Punkte verzichten; well et extrem schwiereg ass, wann ee wëllt Kompetenze préiwen an evaluéieren an et muss ee Punkte ginn.

déi gréng hunn awer Versteesdemech fir d'Virgehensweis vun der Ministesch, fir an deenen zwee éischten Zyklen unzefänken an deenen aneren nach e bëssen Zäit ze ginn. Fir eis ass déi nei Form vun Evaluatioun ee Kärstéck vun der Schoulreform. Stelle mir déi a Fro, da stelle mer alles a Fro.

Ëmsou méi wichteg ass et, datt fir d'Léierpersonal eng Formation continue ugebuede gëtt an datt d'Eltere gutt informéiert ginn. Datt d'Éducatiounsministesch och nach no de Wahle mat duerch d'Land op Informatiounsversammlungen zitt, beweist hiren Engagement. Fir déi gréng ass de Wee vun neien Evaluatiounsmethoden net nëmmen dee richtege Wee, mä deen eenzeg méigleche Wee.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. An elo huet d'Wuert den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR ass fir en objektiven Evaluatiounssystem, deen et erlaabt, Leeschtunge vun de Schüler an enger Klass respektiv an engem Zyklus mateneen ze vergläichen. Duerfir si mir der Meenung, datt Prüfungen och weiderhi sollten op 60 Punkte bewäert ginn. An näischt verhënnert jo dobäi, datt d'Léierpersonal nach Bewäertungen op eng Prüfung oder bei eng Zensur mat dropschreift, wéi dat och bis elo schonn de Fall war.

Och si mir net där Meenung, datt de Begréff „Kompetenzen" en Novum wär. Déi Leit, déi d'Chance haten, fir an der Vergaangenheet duerch deen traditionelle Lëtzebuerger Schoulsystem ze goen, wore mat Sécherheet och kompetent, a wahrscheinlech nach vill méi, wéi déi, déi elo de Pech hunn, an deen zweifelhafte Genoss vun deenen aktuelle sozialistesche Schoulverschlechterungen ze kommen.

(Brouhaha)

Här President, déi multipel Zerstéckelung vun de Bewäertungen no sougenannte Kompetenze féiert och dozou, datt d'Prüfunge systematesch méi héich bewäert ginn, wéi se et verdéngen. Och dat ass eng traureg Realitéit vun deem éducativen Disneyland, an dat d'Sozialisten eis Schoule verwandelen.

Une voix.- Aaahhh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et sinn eis jonk Leit, déi dorënner musse leiden. An zwar spéitstens dann, wa si op den Aarbechtsmaart kommen; well do ass et eriwwer mam Dramland a mat den automatesche Kompensatiounspromotiounen ouni Wëssen, ouni Kënnen, ouni Wëllen.

Wa mir haut scho vill jonk Lëtzebuerger ouni Aarbecht hunn, dann ass et virun allem den traurege Verdéngscht vun 20 Joer Nivellement vers le bas, deen CSV an LSAP an der Unterrechtspolitik ze verantworten hunn. Hir Politik féiert zu enger héijer Sockelaarbechtslosegkeet vu Lëtzebuerger, wéi mer se virdrun net haten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR steet fir Leeschtung an de Schoulen, fir héichwäertegt Wëssen an eng éischtklassesch professionell Formatioun, fir eng gesond Konkurrenz an eng éierlech a konsequent Virbereedung vun eise jonke Leit op en heiansdo haart an ëmmer kompetitiivt Liewen. D'LSAP an d'CSV leeschte mat hirer populistescher Schoulpolitik weder eise jonke Leit nach eisem Land en Déngscht.

(Hilarité)

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Kartheiser Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert; d'Schoulministesch, d'Madame Delvaux.

Une voix.- Dir kënnt roueg laachen. D'Leit am Land laachen net doriwwer!

(Interruptions diverses et hilarité)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, ech wollt eigentlech den Auditoire impressionnéieren, andeem ech…

(Interruption et hilarité)

Une voix.- Dat ass eis jo elo gelongen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- …géif all déi Publikatiounen, déi mer erausginn hu fir d'Elteren…

Une voix.- Mir hu se all gelies.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- …a fir d'Enseignanten, matbréngen - also, ech zielen elo keng Billergeschicht, mä hei ass Text dran, fir all d'Enseignantë virzebereeden; de Plan d'étude -, an elo ass natierlech dee ganzen Dossier, well dat Pult ze kleng ass fir mäi Material, erofgefall.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Den Här Berger kritt dat do ze liesen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Den Här Berger hat jo och gesot, mir hätte vill Pabeier produzéiert. Ech sinn ëmmer dovunner ausgaangen, dass Mënschen an der Schoul kënne liesen an dass se dann och interesséiert sinn, fir Dokumentatiounen ze kréien. Gutt, ech leeën dat heihinner, dann hënnert et net.

(Mme Delvaux-Stehres dépose une documentation sur le Bureau de la Chambre.)

M. le Président.- Merci, Madame Minister.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kopéiert et vläicht.

(Hilarité)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här Gibéryen, jiddwer Member vun der Kommissioun huet dat och geschéckt kritt. A wann Är Kolleegen Iech géife gutt informéieren iwwert dee Sujet, deen Iech jo awer um Häerz läit, da géift Dir dat och alles kennen.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoulgesetz ass am Januar gestëmmt ginn. An dat Gesetz gëtt der Schoul d'Missioun, fir all Schüler op deen héchstméiglechen Niveau vu Qualifikatioun ze bréngen. Dat ass eng Ambitioun, déi mer gemeinsam hunn. Déi gëtt largement gedeelt. An et geet och drëm, d'Qualitéit an der Schoul ze verbesseren.

Datt d'Ëmsetze vun deene schéine Prinzipien net ganz einfach géif ginn, dat hat jiddwereen heibannen och virausgesot. Mir hunn en connaissance de cause dat Gesetz gestëmmt, a seng Mise en vigueur si mer domadder ugaangen.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass et grouss Changementer ginn, déi op d'Schoul zoukommen an op d'Enseignanten an der Schoul. Aus engem Niewentenee vu Klassen hätte mer gären eng Zesummenaarbecht an Équipë vun enger ganzer Schoul am Intérêt vum Kand, fir säi Parcours an der Schoul ze begleeden. Mir gi vun engem programmzentréierte Schoulhalen op ee kompetenzorientéiert Léieren, dat heescht, en differenzéiert Léiere fir d'Kanner, fir all Kand ze begleeden, dass et dauernd a sengem Schoulprozess Progrèsë mécht.

A mir gi vun engem Punktesystem, wou d'Kanner ënner sech verglach ginn, all Schüler mat deem aneren, op ee Bewäertungssystem, wou mer während dem Cycle, während deenen zwee Joer, wou d'Kand am Cycle ass, de Fortschrëtt vum Kand géife gäre moossen a begleeden.

Ech denken, wann ech gutt nogelauschtert hunn, dee gréisste Problem, deen den Här Berger opgeworf huet, dat ass jo den Evaluatiounssystem. Hien huet do vu Fichë geschwat, Fiches d'évaluation, wou ech muss soen, ech weess net genau, wat hien dorënner versteet. Déi nei Bilanen, déi gesinn Descripteure vir, déi beschreiwen, wéi eng Kompetenz vun de Kanner erwaart gëtt an de Fächer: am Däitschen, am Franséischen, an der Mathematik.

Mir hunn och Sockelen definéiert. Ee Sockel, dat ass also dat, wat all Kand muss maîtriséieren, wat et muss kënnen um Enn vum Cycle. Do vergläiche mer also innerhalb vum Cycle d'Kand mat sech selwer. Dat heescht, mir kucken: Wou stoung et wéi d'Joer ugaangen ass? Wou steet et um Enn vum éischten Trimester, vum zweeten Trimester, vum drëtten Trimester?

Do muss ech soen, dee System, deen ass jo nei an dee verlaangt och, dass all Enseignant sech dee selwer appropriéiert. Et gëtt keng Recette, fir ze soen: Wann Der elo x an y maacht, da kënnt automatesch ënnen en informatesche Programm eraus. An dat ass déi grouss Erausfuerderung vun der Schoul fir d'Enseignanten, fir sech mat deenen Inhalter auserneenzesetzen, sech ënnereneen och ze échangéieren, d'Appréciatioun, an dann op dee Wee do ze goen.

Dofir soen ech: Et si ganz vill Formatiounen offréiert ginn. D'Fro ass jo hei gestallt ginn; et ware virun der grousser Vakanz 1.543 Leit an de Formatiounen. Mä selbstverständlech implizéiert dat ëmmer nach eng Begleedung während der Analys vun den Texter, vun de Prüfungen, vun den Tester, déi gemaach ginn.

Ech wëll och hei soen, well ech oft héieren dobaussen an och heibannen - elo hunn ech et zwar nëmmen eemol héieren -, elo géife keng Prüfunge méi gemaach ginn an da wär dat en Dramland, wou d'Kanner higinn. Wichteg ass et mer ze soen: Et mussen ëmmer nach Saache geléiert ginn. A selbstverständlech mussen d'Kanner Vokabele léieren, si mussen d'Einmaleins léieren. Dat gëtt och an der Schoul ofgepréift. Mä just d'Einmaleins kënnen, ass u sech keng Kompetenz.

Kompetenz ass, wann ech dat mathematescht Wëssen an déi Prozedure kann uwenden a verschiddene Situatiounen. Et geet net duer, Vokabelen ze léieren an déi opzeruffen. Et muss ee kënnen en Text schreiwen. Et muss ee kënnen en Text verstoen. An dat ass déi Kompetenz, déi certifiéiert gëtt. Mä dass een um Wee dohinner de Kanner Vokabelen ze léiere gëtt an déi opfreet an der Schoul, dat ass evident. Ech wëll dat hei nach eng Kéier betounen.

Esou dass ech soen: Ech freeë mech iwwert déi Diskussiounen, déi an de Schoule sinn, well dat bedeit eng Ausenanersetzung vun de Schoulmeeschteren, vun de Léierinne mam Programm, mam Plan d'étude an en Ëmsetzen an d'Praxis.

Ech géif awer net soen, dass alles perfekt ass. Also, d'Organisatioun ass ugeschwat ginn. Mir hu richteg Problemer, wat d'Remplacementer ugeet. Dat huet näischt onbedéngt mam Funktionéiere vun de Bureaux régionaux ze dinn. Dat huet dermat ze dinn, dass mer Lëschten hunn, wou Remplaçanten drop sinn, déi eng Ëmstellung bedeiten. Do sinn der deelweis, wou mer e puer Leit untelefonéieren, déi dann net disponibel sinn.

Mir sinn amgaange riseg Efforten ze maachen, fir nach méi Remplaçanten ze fannen, déi mer kënnen an de Schoulen asetzen. Dat ass wierklech eppes, wat mer um Häerz läit. Well et ass net gutt, wann an de Schoule keen Ersatz zur Verfügung ass op Dauer, sou dass dann déi aner déi Kanner opdeele mussen, fir dass den Unterrecht gutt funktionéiert.

Da gëtt et eng Fro ëmmer erëm, déi ech oft héieren. Dat ass déi vun der Bürokratie. Do géifen d'Schoulen elo mat Bürokratie iwwerrannt ginn. Do hunn ech zwee verschidden Domänen identifizéiert.

Dat Éischt ass d'Réunitis do, dass esou vill Réunioune wären. Et mag sinn, dass elo am Unfank bei der Rentrée vläicht méi Réunioune ware wéi déi aner Joren. Dat ass, mengen ech, an engem Ufanksstadium net anormal, well jo villes nei ze organiséieren an ze diskutéieren ass. Dat heescht jo och, dass e Besoin do ass, fir sech zesummenzesetzen, fir iwwer Saachen ze diskutéieren. Well ech ka mer jo net virstellen, dass méi Réunioune gehale ginn, wéi noutwendeg sinn.

D'Tâche vum Enseignant gesäit effektiv vir, dass Réuniounen ofgehale ginn. A wann ech hei d'politesch Welt héieren, dann hätte se och gären, dass awer do eppes géif erauskommen an deene Réuniounen, dass iwwer Saachen diskutéiert gëtt an dass dat novollzéibar ass, dass e Rapport do virläit.

Déi Rapporte brauchen net aus Romaner ze bestoen, mä do muss awer e kuerze Résumé dra sinn: Wéini war d'Réunioun a wéi eng Décisioune sinn do geholl ginn? Dat, mengen ech, ass eng normal Exigenz. An ech denken, wann eng gewësse Routine agetraff ass, dass och déi Opreegung ronderëm déi vill Aarbecht an de Versammlunge sech wäert leeën.

Den zweete Punkt, dee mir erugedroe ginn ass, dat ass, dass d'Presidente soen, si géifen iwwerschwemmt gi mat Courrier. A si hätten dann immens vill Aarbecht, fir dat ze verdeelen zwëschent den Enseignanten. Ech huelen un, dass dat dorunner läit, dass d'Leit esou begeeschtert sinn, eng Adress an enger Schoul ze hunn, dass se vun alle Säite Korrespondenz kréien.

Mir hu mat de Comitéen ofgemaach, dass mer emol en Inventaire maache vun deem, wat an eng Schoul geschéckt gëtt, an dass mer da probéieren deen Tri besser ze organiséieren. Et muss jo net all Envoi, deen un all Enseignant geet, iwwert de President transitéieren. Wann een e Concours organiséiert, dee sech un all d'Klassen adresséiert, da kann e jo direkt d'Enseignanten uschreiwen an e muss dat net iwwert de President lafe loossen. Dat huet natierlech den Inconvénient, dass dann de President eventuell net esou informéiert ass wéi et misst sinn. Mä deen Inventaire maache mer zesumme mat de Presidenten, mat de Comitéen, fir dann ze kucken, wéi mer dat kënnen allégéieren.

Deen drëtte Volet ass d'Formation continue ugaangen. Ech mengen, ech hat scho gesot, wéi vill Leit am Summer schonn also un der Presentatioun vun de Bilanen, deenen neien Zwëschebilanen, deelgeholl hunn. Dat waren der 1.543. Och ware 538 Leit ageschriwwen an de Formatiounen, wou dat neit Material Mila - mir hu jo en neie Mila - fir de Cycle 2 virgestallt ginn ass.

De Moment fir dëst Joer si ronn 3.000 Inscriptiounen an de Formations prioritaires. Am Total si 4.775 Leit a Formatiounen ageschriwwen. Dat ass eng Rekordzuel. Dat freet mech och. An ech hoffen dann och, dass d'Formatiounen den Erwaardunge vun den Enseignanten entspriechen an dass se déi Äntwerten do fannen, déi se sichen.

Ee Wuert nach zum Plan de réussite scolaire. Dat ass jo och en neit Instrument, wat d'Gesetz virgesäit. All Schoul muss e Plan de réussite scolaire maachen. Mir hunn net gesot, si missten dat éischt Joer… Dat, mengen ech, wär och net sënnvoll. De Guide vum Plan de réussite scolaire, deen ass erausgaangen. Do ass bemängelt ginn, dass mer net genuch Exemplairë gedréckt hunn. Da musse mer där nodrécken. Mir haten net gewosst, dass et esou ee Rush op dat Dokument géif ginn. Mä et ass awer kee Problem, fir der nodrécken ze loossen.

De Moment kënnen - elo ass mäin Ziedel um Buedem - 35 Schoule fir de Februar 2010 - dat steet op mengem Ziedel, deen op de Buedem gefall war -, 35 Schoule kënnen hire Plan de réussite fir de Februar 2010 fäerdeg maachen. Dat ass deen éischten Délai, wou déi Plans de réussite scolaire kënne fäerdeg sinn oder musse fäerdeg sinn, well si musse fäerdeg sinn, ier d'Schoulorganisatioun an der Gemeng gestëmmt gëtt. Dat heescht, déi éischt Plans de réussite scolaire musse fir de Februar 2010 fäerdeg sinn.

Et ass net méiglech, dass déi 152 Schoulen zesummen e Plan de réussite scolaire maachen, well et bedéngt och eng gewësse Preparatioun, eng Analys vun der Situatioun, a mir wëssen, dass Schoule scho méi wäit an deenen Iwwerleeunge sinn, an anerer, déi musse sech emol als Équipe fir d'éischt constituéieren, ier se kënnen esou e grousse Chantier uginn.

Duerfir ass virgesinn, dass an dräi Joer sämtlech Schoulen drukomm sinn, fir de Plan de réussite scolaire fäerdeg ze maachen. 35 sinn also prett fir de Februar 2010. Mir rechnen, dass der 60 da fäerdeg gi fir dat Joer duerno. An da bleiwen der nach eng Kéier ronn 50 fir dat drëtt Joer. Déi, déi elo nach kee Plan de réussite dëst Joer maachen oder d'nächst Joer, déi sollen an d'Formatioune goen an déi musse sech déi Informatiounen zesummesichen, déi se brauchen, fir e Plan de réussite scolaire opzestellen - well dee baséiert jo op enger Analys vun deem, wat an der Schoul gutt geet, an deem, wat net esou gutt geet - a Prioritéiten ze setzen: Wat wëlle mir an der Schoul verbesseren? Wat ass dat Dréngendst, wat mer an eiser Schoul, fir eis Schoul wëlle verbesseren? Dat sinn also lauter Saachen, déi elo scho kënne preparéiert ginn, ouni dass de Plang finaliséiert gëtt.

Den Här Adam, deen huet eng Rei méi fundamental Froen nach opgeworf, déi eigentlech strukturell Veränneruge mat sech bréngen. Dat, géif ech soen, dat misste mer an deenen nächste Joren diskutéieren. De Regierungsprogramm gesäit jo vir, dass mer an dräi Joer e Bilan setze vu Saachen, déi musse verännert ginn am Gesetz an an de Reglementer. Ech denken, déi Remarquen, déi hei gemaach gi sinn, déi ähnelen onwahrscheinlech vill deenen, déi bei der Diskussioun ëm de Projet de loi gemaach gi sinn. Déi sinn also bekannt.

Une voix.- Dat ass konsequent, Madame Minister.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Majo, et ass och kee Virworf. Ech soe just, déi gehéieren eigentlech elo net an deen Débat iwwert d'Mise en vigueur vum Gesetz. Et si Froen, déi doriwwer erausginn, déi mer an deenen nächsten zwee, dräi Joer mussen diskutéieren, a wou ech jiddefalls op sinn, fir doriwwer en connaissance de cause a mat der Analys, mat der Evaluatioun ze diskutéieren. Dat concernéiert d'Zesummenaarbecht Édiff a Grondschoul, dat concernéiert d'Organisatioun vum Inspektorat. Dat sinn alles Froen, deene mer mussen an deenen nächste Joren nach méi op de Fong goen.

Als Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wollt ech just soen, ech war mer bewosst, dass et géif eng schwéier Zäit ginn, schwéier an der Ëmsetzung. Ech kréien aus de Schoulen och Echoen. Ech kréie Leit, déi granzen, an ech kréien awer och positiv Réckmeldungen. An ech muss soen, déi positiv, déi freeë mech natierlech méi wéi déi aner, déi huelen ech awer zur Kenntnis, an ech wëll soen, dass mir déi ganz seriö huelen. Mir diskutéiere vill doriwwer. Mir probéieren, déi Offer dann de Schoulen ze ginn, déi an eise Méiglechkeete sinn, fir op déi Demanden do ze äntwerten. Duerfir ass et wichteg, dass mer déi Réckmeldungen och kréien, well soss kënne mer nämlech net dorobber reagéieren.

Ech wëll awer soen, ënnert dem Stréch sinn ech frou, a wat mech freet, dat ass, dass ech feststellen, iwwerall, wou ech ginn, dass et an de Schoulen, zwëschent de Schoulmeeschteren, de Léierinnen an den Équipes pédagogiques, ganz vill Diskussioune gëtt. An ech begréissen dat.

Et gëtt eng Diskussioun, eng Ausenanersetzung iwwert d'Ziler vun der Schoul, iwwert d'Aktivitéiten an der Schoul, iwwert d'Methoden an der Schoul, iwwert de Bewäertungssystem. A wann ech esou schéi kann d'Theoretiker zitéieren, déi soe jo, e Schoulmeeschter, eng Léierin soll e reflektive Praktiker sinn, dann ass dat eppes, wat mer elo amgaange sinn, an eise Schoulen ze entwéckelen. Et ware scho ganz vill Schoulen op deem Wee, an déi hunn et natierlech elo méi einfach. Déi, déi scho sech éischter op de Wee gemaach hunn, hunn eng kleng Avance an hunn déi éischt - wéi soll ech soen? - Kannerkrankheeten hanneru sech. An ech begéinen do ganz villen zefriddenen Enseignanten.

Ech wollt just vu menger Säit nach eng Kéier all den Enseignanten, déi mat groussem Engagement un déi Reform eruginn, villmools Merci soen an hinne soen, si sollen net de Courage verléieren. Well et geet eréischt un. Et ass nach vill ze dinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Schoulministesch Merci. Domadder si mer um Enn vun dësem Punkt.

Den Här Berger wëllt nach d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wëll nach just eng kleng Fro hannendrunhänken. Ech maache Gebrauch vun deem System Parole après ministre.

M. le Président.- Jo, Här Berger, mir sinn zwar elo net onbedéngt an där doter Prozedur. Ech mengen, mir mussen awer hei seriö bleiwen. Mir hunn elo déi Debatt do ofgeschloss. An...

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …no engem Minister d'Wuert ze ergräifen an all Prozedur.

M. le Président.- Neen, dat ass net richteg, Här Bettel. Dat ass, wann den Deputéierte vun deemjéinege Riedner hei direkt ugesprach ginn ass oder eppes Perséinleches iwwer hie gesot ginn ass, wat hei net de Fall war. Also, ech géif wierklech proposéieren, datt mer dës Debatt elo géifen ofschléissen.

Mir kommen elo zu der Motioun vum Här Jacques-Yves Henckes iwwer e Moratoire zum Tramprojet. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

2. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à un moratoire sur le projet d'un tram léger dans la ville de Luxembourg

Exposé

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), auteur*.- Merci, Här President. An onser Motioun geet et dorëm, datt mer an enger Zäit, wou et finanziell dem Stat an der Gemeng Lëtzebuerg méi schlecht geet, datt mer do ons gutt iwwerleeën, wat mer maachen, fir d'Problematik vum Transport an der Stad an am Land ze léisen.

Ons geet et nämlech dorëm, datt mer déi Verkéiersproblemer, déi et an der Stad, am Land an an der Groussregioun gëtt, op eng effikass Aart a Weis léisen. Ee Moyen dovunner ass den Tram, vun deem vill geschwat ginn ass. Et ass och ee Moyen do, dat ass dee fir eng ënnerierdesch Léisung. Et si Moyenen, déi an der Diskussioun sinn och, fir Tëschenelementer ze fannen.

Bref, mir mengen, datt dat eng wichteg Fro ass, an et ass dowéinst, wou een et och misst, ier ee sech op dee Wee do engagéiert, mat kompletten Zuelen ze dinn hunn. Ech gesinn, datt an der Éischt geschwat ginn ass vun 180 Milliounen, dunn 327 Millioune fir den Tram, du 402 Milliounen, a vu 450 Milliounen Euro gëtt geschwat vu verschiddene Politiker elo. Aner Expertisë schwätzen, datt mat deene Fraisen, déi zousätzlech derbäikommen, net also, wat d'Exploitatioun vum Tram selwer ugeet, mä och nach déi Fraisen, déi bei der Neier Bréck ufalen, wou natierlech och eng aner Gewiichtung do ass, wann den Tram doriwwer fiert oder net, datt een do op 1,7 Milliarden Euro géif am Total kommen. Dat ass net näischt!

Et muss een ervirsträichen, datt de Statsbudget fir d'Joer 2010 en Defizit vun 1,3 Milliarden Euro virgesäit. Da gesäit ee schonn, wéi grouss dat heiten ass, wann een déi Debatten op deem engen an deem anere Plang virgesäit.

Duerfir hätte mer gären, datt d'Regierung ons ganz kloer soll soen, wat dee ganze Projet am Ganze kascht, wou et higeet, an datt een dann, an där Zäit bis dat gemaach ass, bis do d'Zuelen um Dësch sinn, natierlech awer och kuckt, ob et net alternativ Projete gëtt wéi d'ënnerierdesch Léisung deelweis oder ganz, déi eventuell kéinte méi bëlleg sinn. Do ass et och esou, datt déi Fraisen anscheinend dobausse vu verschiddenen Expertisë sech elo ganz no erukommen.

Da muss een och menger Meenung no eng Kéier eng Etüd maachen, déi bis elo nach net gemaach ginn ass, sauf op privatem Wee, dat ass fir ze kucken, ob ee mat engem Tram net méi Zäit brauch fir vun der Gare op de Kierchbierg wéi elo mam Bus. Mam Bus dauert dat jee no Stonn tëschent 21 a 27 Minutten. Et sinn Etüden och op privater Basis gemaach ginn, déi schwätzen, datt den Tram 27 bis 48 Minutte brauch, jee nodeem wéi vill Arrêten e mécht.

(Brouhaha général)

Et ass dowéinster, woufir? Well en e gudden Tour mécht a well e méi Leit wëllt transportéieren a soll transportéieren?

Et besteet fir den Ablack - ech si frou, datt den Här Minister do ass - keng Etüd, wéinstens keng public Etüd iwwert d'Zäit, déi ee brauch mam Tram vun der Gare bis op de Kierchbierg. Et ass keng Etüd publizéiert.

Ech mengen duerfir, datt een, ier een esou e wichtegen Invest vu Milliounen, wann net vun iwwer enger Milliard Euro virgesäit, seriö Donnéeë soll hunn, ier ee sech op dee Wee engagéiert.

Onse ganze Souci geet just nëmmen dorëm, datt een an där Zäit net eppes op de Wee gëtt an datt herno iwwert d'Joren déi ganzen Zäit nei an zousätzlech Käschte kommen. Duerfir hätte mer gären déi Reflexioun. Mir wiere frou, wann déi kéint zesumme mat der Regierung an der zoustänneger Kommissioun gemaach ginn. An da soll vläicht d'Motioun an d'Kommissioun verwise ginn, oder si soll ofgestëmmt ginn, dat ass, datt mer hei kéinten eng Ofstëmmung hunn an der Regierung eng ganz Missioun op den Text ginn, an duerfir wäerte mer och op eng Ofstëmmung halen. Well, ech mengen, et geet dorëm, datt mer hei e kloren Text kënnen de Wieler ginn an datt mer och der Regierung eng kloer Missioun op de Wee ginn.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen?

Den Här Spautz huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir et direkt op de Punkt ze bréngen: D'CSV-Fraktioun steet zu der Regierungserklärung vum 29. Juli 2009, an do steet ganz kloer…

(Interruption)

…op der Säit 47, d'Regierung plangt en Tram léger vun der Gare centrale, deen d'Gare centrale mam Centre-ville, mam Kierchbierg, mat Zéisseng a mam Houwald matenee verbënnt, a fir d'Ëmsetzung stellt d'Regierung LuxTram déi néideg Moyenen, materiell wéi finanziell, zur Verfügung. Des Weidere sollen d'Verhandlungen tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Stat ufänke betreffend Käschtenopdeelungen.

An duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, gesi mir net an, firwat mer déi Motioun solle stëmmen, a mir wären der Meenung déi ofzelehnen. Dat alles awer natierlech selbstverständlech ënnert dem Virbehalt vun de Statsfinanzen a wat do erauskënnt.

(Hilarité)

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Spautz Merci. Wie freet nach d'Wuert?

Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Jo, Här President, ech wäert lech net iwwerraschen, wann ech soen, dass mer als Gréng dës Motioun selbstverständlech net stëmmen. Et war eng Kéier eng Iddi, den Tram. Mir stoungen ëmmer zum Tram. Mir stinn och nach haut zum Tram.

Et ass richteg, dass den Tram eng Staang Sue wäert kaschten. déi gréng sinn der Meenung, all Dag, wou den Tram net gebaut ass, kascht et der Lëtzebuerger Gesellschaft, kascht et der Lëtzebuerger Wirtschaft Geld, Zäit a vill Energie.

Duerfir si mir frou, wann d'Schinnen esou séier wéi méiglech geluecht ginn a wann och Voituren doriwwer fueren.

Jiddwereen, Här President, deen an de leschte Méint oder Joren d'Chance hat, zu Bordeaux, zu Nantes, zu Freiburg oder zu Gent e modernen Tram ze erliewen, dee bedauert all Dag, wou esou en Instrument net duerch d'Stroosse vun der Lëtzebuerger Haaptstad fiert.

Duerfir kënnt et fir eis net a Fro, elo nach erëm nozedenken. Während aner Stied a fënnef Joer esou e Projet op d'Schinne setzen, diskutéiere mir 20 Joer ouni Resultat. Duerfir däerfe mer keng weider Zäit verléieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Elo huet den Här Lux d'Wuert gefrot.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir verstitt, et géif ee reizen, zu deem Thema ganz villes ze soen. Wann d'Finanzéierungsfro gestallt gëtt, dann hunn ech d'Gefill, wéi wann den 29. Oktober um 15:24 jiddefalls deen Datum kéint sinn, wou de Projet vum City-Tunnel definitiv gestuerwen ass, well wann d'Finanzéierungsfro déi ass, déi entscheedend ass, da kann ech lech soen, dass den Tunnel eleng vum Hesper Bësch bis op de Kierchbierg, eleng den Tunnel bei 1,5 Milliarden,...

Une voix.- Oh!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- ...also dräi- bis véiermol méi wéi all Käschten, déi ronderëm den Tram ze bezuele sinn, wäert kaschten.

(Interruptions)

Duerfir kënne mer dee Projet jo, mengen ech, dann haut definitiv vergiessen.

A wat d'Motioun ubelaangt, esou hale mer et mat engem Zitat aus dem „Wort", engem Zitat vum zoustännege Minister Claude Wiseler. An op der Iwwerschréft steet „Das Tramprojekt wird benötigt." Dat ass en Zitat vum Här Wiseler, an duerfir wësst Der, wéi mer iwwert déi Motioun wäerten ofstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, ech géif vläicht wëlle soen, dass am Wahlprogramm vun der DP stoung: „Stattdessen wird eine leichte Trambahn bevorzugt, die die Peripheriebahnhöfe mit dem Stadtzentrum sowie dem Zentralbahnhof verbindet. Die DP wird sich dafür einsetzen, dass diese Tramverbindung verwirklicht wird."

Domat ass ganz kloer, dass d'Demokratesch Partei fir dee Projet vum Tram ass. Den Här Henckes, dee seet, et sollen nach Etüde gemaach ginn. Ech mengen, där Etüden, där si ganz vill gemaach ginn, ugefaange vun den Etüde vum BTB, iwwer Verkéierszielungen, wou probéiert ginn ass erauszefannen, wat dee beschte Moyen ass. A mir haten hei eng Debatt 2006 an der Chamber, wou mer zur Konklusioun koumen, dass deen Tram, esou wéi en elo weiderdéveloppéiert ginn ass, dee beschte Moyen wär.

Ech géif allerdéngs suggéréieren, Här President, dass den Här Minister eng Kéier mat de Vertrieder vum GIE - dat heescht mam Groupement d'intérêt économique, dee sech ëm den Tram këmmert - an déi zoustänneg Kommissioun hei an d'Chamber kënnt, fir ze weisen, wou se mat den Etüden dru sinn, well ech weess, dass do ganz vill Berechnunge gemaach gi sinn. D'Konklusioun ass nach net definitiv gezunn, mä dass vläicht eng Zwëschenetapp gemaach gëtt, fir dass esou all Transparenz an deen Dossier kënnt.

Mä mir kënne selbstverständlech als DP déi Motioun hei net stëmmen, well dat wär fir dat Ganzt nach opzehalen. D'Stad Lëtzebuerg brauch endlech e Verkéiersmoyen, fir d'Stad Lëtzebuerg ze entlaaschten.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci. Elo kritt nach d'Wuert den Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Also, ech mengen, eigentlech misst den Tram elo scho fueren. Ech mengen, et huet ze laang,...

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- ...ze laang gedauert. Ech hunn d'Motioun, fir dass do kee Mëssverständnis opkënnt - mä dat brauche mer awer net all Kéiers ze soen -, ënnerschriwwen, an dat maachen ech och an Zukunft, pour appui, well ech der Meenung sinn, dass, wann eng Partei, ech soen dat bewosst, eng Partei, déi net hei Grupp ass, dass déi awer d'Méiglechkeet huet, hir Motiounen hei zur Diskussioun kënnen ze stellen an zum Vote.

Dat erlaabt jo och dann an dësem Fall hei, dass déi eenzel Parteien och da kloer nach eng Kéier Stellung huelen. Bei eis, an eisem Wahlprogramm, stoung ganz eendeiteg, mir si fir den Tram an der Stad an net fir iergendeng aner Léisung.

Et ass also selbstverständlech, dass ech duerfir déi Motioun net ka stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President, just fir ze soen, datt am Fong d'Regierung amgaangen ass, genau dat ze maachen, wat dës Chamber d'Regierung 2006 gefrot huet an enger Motioun. Si ass amgaangen, deen Dossier weiderzedreiwen. Si ass amgaangen, déi Froen, déi nach ze beäntwerte sinn, kucken esou wäit ze studéieren, datt mer eng Äntwert kënne ginn, déi esou prezis wéi méiglech ass. Si ass amgaangen, och déi Finanzéierungsfro ze kucken, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, wat fir eng Modalitéiten ënner zwee Partner, déi um selwechte Projet schaffen, kënne fonnt ginn, fir de Projet an Zukunft ze realiséieren. A si ass och amgaangen, op deem Dossier vun de Gares périphériques weiderzeschaffen, well den Tram jo bekanntlech nëmmen een Element vun engem ganze Mobilitéitskonzept ass. Dat Ganzt si mer amgaangen ze maachen.

Wann elo d'Resultater fäerdeg sinn, kritt d'Chamber natierlech alles virgeluecht, wat se brauch, fir sech dann definitiv eng Meenung iwwert de ganze Konzept ze maachen.

Evidenterweis sinn ech bereet, wann dat d'Demande ass vun der Commission du Développement durable, mat Freed an d'Kommissioun ze kommen, fir lech dann, wann Der wëllt, den Zoustand vun de Studien a vum Dossier ze ginn an och déi Froen ze beäntwerten, déi Der wëllt stellen an déi ech an dësem Moment dann esou gutt beäntwerten, wéi mer se kënne beäntwerten.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun.

Kënne mer par main levée stëmmen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, Här President!

M. le Président.- E Vote électronique ass verlaangt. Da stëmme mer par vote électronique.

Vote sur la motion

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 55 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus (par Mme Christine Doerner), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

M. André Hoffmann.

Domadder wär och dëse Punkt ofgeschloss. Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5988, en Accord iwwert den Transport aérien tëschent der Europäescher Unioun an de Vereenegte State vun Amerika. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Berger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. 5988 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, signé à Bruxelles, le 25 avril 2007 et à Washington, le 30 avril 2007

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Accord 5988 geet et ëm en Accord, dee fonnt ginn ass tëschent der Europäescher Unioun an de Vereenegte State vun Amerika, wat d'Loftfahrt ubelaangt. Deen Accord, deen am Abrëll 2007 ënnerschriwwe ginn ass - et muss een e klenge Réckbléck maachen -, deen ass den 3. Februar vun der Regierung deponéiert ginn. Den 2. Juni koum den Avis vum Statsrot. Den 23. September gouf ech zum Rapporteur genannt, an den 21. Oktober huet d'Kommissioun de Rapport eestëmmeg ugeholl.

Firwat deen Accord? 2002 si bilateral Accordë getraff ginn tëschent England, Dänemark, Schweden, Finnland, der Belsch, Däitschland, Lëtzebuerg an Éisträich mat den USA.

Doropshin ass awer eng Plainte komm, well dës Kompetenz net bei den Nationalstate läit, mä well dat eng Kompetenz ass vun der Europäescher Unioun. Am Uerteel vun 2003 ass gesot gi vun der Cour de justice européenne, dass do misst en Accord européen gemaach ginn an d'Nationalstaten net kéinte mateneen esou Accordë maachen.

Doropshin huet d'EU-Kommissioun 2003 d'Verhandlungen no enger Sitzung vum Ministerrot ugefaange mat Amerika, wat de 25. Juni 2003 de Fall war, fir dass den 30. Abrëll 2007 en Accord dozou fonnt ginn ass. Ënner anerem geet et och do ëm d'Kapitalbedeelegunge vun de Firmen, den Europäer bei den amerikaneschen an ëmgedréint. Dat ass ee vun deene Bestanddeeler, an et geet elo natierlech drëm, dass déi 27 Länner deem Accord zoustëmme wäerten.

De Conseil d'État huet zu deem Projet de loi gesot, et wier selbstverständlech, dass Lëtzebuerg dee Projet de loi misst ëmsetzen, deen Accord misst ratifizéieren, an dat opgrond vum Uerteel vum November 2002. An et war och deementspriechend wou d'Kommissioun unanime de Rapport ugeholl huet, a wou ech lech alleguerte géif bieden, d'Zoustëmmung zu dësem Projet ze ginn, fir dass mer dat dann ee fir allemol ënner Dach und Fach kréien.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Marc Spautz Merci. Ech mengen, dat war alles extrem komplett an detailléiert. Et ass keen heibannen, deen do nach de Wonsch verspiert, dozou Stellung ze huelen, och net d'Regierung. Ech géif proposéieren, datt mer domadder zum Vote géifen iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote geet direkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5988 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Thiel), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Vera Spautz), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer elo de Projet de loi 5999 iwwert de Bau vun enger Logistikhal um Härebierg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Haagen, Braz a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

4. 5999 - Projet de loi relatif à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech lech haut hei presentéieren, ass en zweete Schratt vun insgesamt fënnef, fir d'Kasäre vum Härebierg ze renovéieren an ze moderniséieren.

Viru gutt fënnef Méint hunn ech op dëser Plaz déi éischt Etapp virgestallt, déi a sech haaptsächlech d'Moderniséierung vun de primären techneschen Infrastrukture virgesinn huet. Schonn deemools hat ech ugekënnegt, datt de Projet vun der Hal a sech schonn déposéiert wier. E Projet, dee bluttnoutwendeg ass, wa mer deen héich technologesche Fuerpark, dee mer 2007 an der Héicht vu plus/minus 150 Milliounen Euro gestëmmt hunn, net ganz einfach wëllen an den Dreck setzen.

Wéi schonn am Mee dëst Joer, wëll ech nach emol ënnersträichen, datt zwee esou wichteg Projeten an esou kuerzer Zäit beweisen, datt d'Regierung Neel mat Käpp wëllt maachen, eppes, wat ech nëmme ka ganz ënnerstëtzen a begréissen.

Déi dräi Etappe vun Aarbechten, déi dann elo nach ausstinn, sinn, zur Erënnerung, d'Moderniséierung vum Schéissstand am Bleesdall, d'Moderniséierung vun de bestehende Gebaier vun de Kasären an de Bau vun enger Sportshal, an zu gudder Lescht de Bau vun engem neie Munitiounsdépôt um Plateau Botterweck. Hei sollen NATO-konform Iglue fir d'Munitioun opgeriicht ginn. Et ass net normal, datt eis Arméi zënter enger Rei vu Joren op e Munitiounsdépôt an der Belsch muss zréckgräifen, fir de gréissten Deel vun hirer Munitioun ze lageren.

Dir gesitt, hei komme gréisser Investitiounen op eis zou. D'Erklärung fir dës Investitiounen, déi ass bekannt. D'Militärkasäre Grand-Duc Jean sinn an de 50er Jore gebaut ginn, an un den allermeeschte vun de Gebaier ass bis haut net méi geschafft, moderniséiert respektiv renovéiert ginn. Et wonnert also keen, datt d'Kasären haut an engem relativ schlechten Zoustand sinn an a sech net méi den aktuellen techneschen

Usprech a puncto Funktionalitéit, Sécherheet an Energieperformance entspriechen.

Den État-major vun der Arméi huet duerfir an deene leschte Joren ëmmer erëm ugefrot, datt d'Kasäre solle renovéiert ginn. Am Joer 2002 ass e Bureau d'études beoptraagt ginn, en Audit ze maachen iwwert déi zukünfteg Besoinen an Infrastrukture vun der Lëtzebuerger Arméi. Am Juli 2003 war dës Etüd fäerdeg an huet dräi méiglech Zeenarien opgewisen. Am Juni 2004 ass d'Décisioun op de virleienden Zeenario gefall.

Dëse Choix ass aus folgende Grënn getraff ginn, et sinn der insgesamt sechs: Éischtens, nei Infrastrukture kënnen op Statsrespektiv Gemengenterrainen implantéiert ginn. Zweetens, eng optimal Upassung un déi funktionell Besoinë vun der Arméi ka realiséiert ginn. Drëttens, dräi verschidde Sécurisatiounsniveaue ginn agefouert. Véiertens, et entstinn zwou Stroosse Richtung Kasären, dovunner een exklusive Militärwee. Fënneftens, d'Méiglechkeet, direkt an déi zukünfteg Sportshal ze kommen, ouni duerch dee sécuriséierten Deel vun de Kasäre mussen ze fueren, gëtt erméiglecht. A sechstens, d'Méiglechkeet vun engem weideren Ausbau vun de Kasäre gëtt och domadder perfekt.

Et war schlussendlech awer eréischt Mëtt 2006, nodeems et a sech grave technesch Problemer goufen, wou ee sech definitiv op de Programm a fënnef Etappe festgeluecht huet, wouvu mer dann haut, wéi gesot, déi zweet Etapp unhuele wäerten.

Et muss ee soen, datt, wéi d'Etüd ugelaf ass, d'Moderniséierung vun dräi Wunnpavillonen, mat de Raccordementer un d'Distributiounsréseauen, an Ugréff geholl ginn ass, fir op méi engem klenge Plang ze kucken, wéi dat Ganzt duerno am grousse Stil kéint klappen. D'Fro war, ob et besser a méi präiswäert wier, ze restauréieren oder carrément ofzerappen an ze ersetzen. Dës Aarbechte si verkomplizéiert ginn duerch de Fait, datt déi bestehend technesch Réseauen an de Kasären e Circuit sinn, dee vu Gebai zu Gebai geet, an eng Rei vu Bypass-Installatiounen hu missen an deem Sënn realiséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi vum Hall logistique ass de 4. Mäerz dëst Joer vum Bauteminister déposéiert ginn. De 5. Mee huet de Statsrot säin Avis dozou ginn. D'Chamberskommissioun vum Développement durable huet sech de 7. Oktober mam Projet befaasst an eng Woch drop, de 14. Oktober, mäi Rapport ugeholl.

An dësem Projet geet et drëm, wéi schonns gesot, eng Hal fir logistesch Zwecker ze realiséieren. Momentan si ronn 80.000 verschidden Artikelen op méi Gebaier um Härebierg verdeelt. Dëse Stockage op ënnerschiddleche Plaze bréngt natierlech en enormen administrativen Opwand mat sech an ass doriwwer eraus oniwwersiichtlech.

Zudeem stinn eng ganz Rei vu militäresche Gefierer ganz einfach dobaussen. Bon, bei deem Material, wat d'Arméi momentan huet, do geet dat vläicht nach. Bäi deenen neien, héich technesche Geräter, an enger, wéi ech scho gesot hunn, Gréisstenuerdnung respektiv engem Käschtepunkt vun 150 Milliounen Euro, dat mer wéi gesot 2007 décidéiert hunn, do ass dat ondenkbar, dëst Material, dëst sophistiquéiert Material dobausse stoen ze loossen an all Witterung auszesetzen. Ausserdeem geet et hannen a vir ganz einfach net méi duer mat der Plaz fir ze stockéieren, vun aktuelle Sécherheetsstandarde guer net ze schwätzen.

Et ass och esou, datt bis elo eng ganz Rei Reparaturen op der WSA gemaach gi sinn. Ech mengen, ech brauch kengem vun Iech ze erklären, firwat dat elo net méi méiglech ass. Et sinn och eng ganz Rei Leit vun der WSA op Dikrech transferéiert ginn. D'Atelieren, fir d'Reparaturen ze maachen, ginn deemno och an deem neien Hall logistique integréiert.

Dës Hal ass eng ganz grouss Infrastruktur, déi net direkt an d'Kasären eragebaut gëtt, mä derniewent op de jëtzege Sportsterrain. Dëst verhënnert onnéideg Komplikatiounen, well domadder kann a sech ongehënnert geschafft ginn, ouni datt den normale Betrib um Härebierg gestéiert gëtt. Heiduerch muss awer en neien Zoufahrtswee gebaut ginn. D'Käschte vun dësem Wee sinn awer net an deem heite Projet, mä si schonn am Gesetz vum 19. Mee 2009, dat heescht déi éischt Phas, déi mer hei décidéiert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech Iech e puer Zuelen an Detailer zum Gebai nennen. Bon, d'Hal gëtt op dräi Niveaue gebaut. Et sinn engersäits ganz grouss Dépôte vu bal 6.000 Quadratmeter virgesinn. Eng vun deene Raimlechkeeten ass gutt 3.800 m², déi aner zesummen eng ronn 2.000 m². Et handelt sech heibäi zum Deel och ëm ganz spezifesch Dépôten, notamment fir ganz geféierlech Materialien. Da ginn et nach Atelieren an der Gréisst vun 3.000 Quadratmeter. Fir d'Gefierer ze lackéieren, ass dann och eng speziell Hal virgesi vun iwwer 600 m².

Des Weideren ass en administrativen Deel am Gebai mat enger ganzer Rei vu Büroen, Versammlungssäll an Archiven an esou weider vun enger gesamter Gréisst vu ronn 1.300 Quadratmeter. Selbstverständlech sinn och déi néideg Locaux techniques am Plang virgesinn.

Bon, heizou wëll ech awer nach soen, datt ursprünglech geplangt war, an dësem Gebai de gesamte Chauffage vum Centre militaire ze installéieren. Dëse Projet ass awer zréckgestallt, well ee momentan net esou richteg kann aschätzen, wat fir eng Gréisst vun Installatiounen een do brauch. Dowéinst gëtt den Hall logistique de Moment un de bestehenden Heizsystem ganz einfach ugeschloss. Et ass jo scho virgesinn, vum aktuellen Heizsystem eng Chaudière duerch eng ganz modern Gas-Mazout-Chaudière ze ersetzen.

Ech wëll op dëser Plaz dann net weider op technesch oder architektonesch Erklärungen zu de Fassaden oder Ähnlechem agoen a verweisen dowéinst op mäi schréftleche Rapport an op den Exposé des motifs vum Projet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou e Projet kascht natierlech vill Geld, an zwar ronn 60 an eng hallef Milliounen Euro. Déi jährlech Fraisë sinn och net grad geschenkt mat 2,6 Milliounen Euro fir de Fonctionnement an den Entretien.

Bleift just nach ze soen, datt de Statsrot mam Projet averstan ass, just gemengt huet, datt een dee gesamte Projet vum Ëmbau vum Härebierg hätt sollen an engem Projet integréieren an net a méi Phasen. Bon, heiduerch wier awer de Projet nach weider an d'Längt gezu ginn, an duerfir huet d'Regierung d'Entscheedung getraff, fir eben a verschidden Etappen den Härebierg ze moderniséieren.

Sou vill vu menger Säit. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn d'Zoustëmmung domadder och vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Ali Kaes Merci, an als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Félicitatiounen an een opriichtege Merci un de Rapporteur, den Här Ali Kaes, fir säin exzellente schréftleche Rapport a säi prezise mëndleche Virtrag.

Mir kommen haut zur zweeter legislativer Etapp fir d'Kasäre vun der Lëtzebuerger Arméi um Härebierg, déi an de 50er Jore gebaut goufen, ze erneieren. Et ass längstens gewosst, datt déi bestehend Gebailechkeeten eiser Arméi et net méi erlaben, an engem Ëmfeld ze funktionéieren, dat deenen heitegen Usprech gerecht gëtt.

2004 ass en ambitiéise Bauprogramm ficeléiert ginn, parallell sinn dräi Pavillone restauréiert ginn, fir Erfahrungen ze sammelen a fir de finanziellen Opwand besser kënnen anzeschätzen. Dat war eng gutt Iddi.

Am Abrëll hate mer där éischter Etapp, der technescher Astandsetzung vun de Pavillonen, hei gréng Luucht ginn. Haut solle mer iwwert de Bau vun enger neier Logistikhal ofstëmmen. Insgesamt feelen awer nach dräi aner wichteg Etappen, fir dësen Dossier komplett ze maachen.

Et ass wierklech ee Mammut-Programm an et kann een an der Sprooch vun deene leschte Wochen och scho vun engem Marathon-Programm schwätzen.

De Startberäich ass bekannt. Et ass och gewosst, wou mer sollen ukommen, an dach befanne mer eis nach ëmmer an der Opwiermphas. A well gewosst ass, datt ee Marathon zimlech laang dauert, muss een an der Lag sinn, den Tempo ze halen an zum Schluss nach genuch Otem hunn, fir ze accéléréieren.

Här President, trotz där pragmatescher Approche, de Gesamtinvestitiounsmarathon a fënnef Etappen opzedeelen, hu mer haut nach ëmmer keng definitiv Äntwert, ob et ekonomesch, ekologesch a funktionell net méi sënnvoll wär, déi bestehend Pavillonen ze sanéieren, oder awer ofzerappen an nei opzebauen.

Op den éischte Bléck ass et sécherlech sënnvoll, d'Renovatioun vun den Ariichtunge vum Härebierg a verschiddene Projets de loi ze stéckelen, fir esou eng méi séier Realisatioun ze erméiglechen. D'Gefor bei dëser Prozedur ass awer parallell - an de Statsrot huet a sengem Avis drop higewisen -, datt de Législateur - d'Chamber also – riskéiert, den Iwwerbléck iwwert dee finanzielle Gesamtvolume vum Projet ze verléieren. Grad an Zäiten, wou d'Statskeesen alles aneschters wéi iwwerlafen, ass et awer wichteg, datt d'Chamber sech an aller Transparenz ee Bild iwwer all déi eenzel Projete ka maachen a Prioritéiten ze fixéieren.

Et ass den ausdréckleche Wonsch vun der DP-Fraktioun, datt d'Gesamtmodernisatioun vum Härebierg an engem accéléréierte Rhythmus an eng konkret Realisatiounsphas kënnt. Eis Zaldoten, déi dacks genuch ënner schwierege Bedéngunge bei Auslandsmissiounen hire Mann stinn, hunn et verdéngt, datt si och heiheem ënner akzeptabelen a moderne Konditiounen ënnerbruecht sinn.

Här President, d'Aufgabe vun eiser Arméi hunn an der Zäitspan vun 1950 bis haut fundamental geännert. Besonnesch d'logistesch Infrastruktur vum Härebierg léisst béis ze wënschen iwwreg. De virleiende Gesetzesprojet soll deem elo ophëllefen, getrei deem ale Lëtzebuerger Sproch: „Gutt Geschier ass d'hallef Aarbecht."

Déi nei Logistikhal ass een absolute Must a villfacher Hisiicht. Dee gesamte Maschinepark an all anert Material huet sech an deene leschte Joren a sengem Opbau a vun der Technik hier enorm weiderentwéckelt. Mir schwätzen hei vun Hightech-Material.

Hautdësdags hu Maintenance an Astandhalungskonzepter primär d'Aufgab, eng héich technesch Disponibilitéit vum Gesamtmaterial sécherzestellen. Eng gutt Maintenance an adequate Raimlechkeeten dréit och derzou bäi, éischtens d'Liewensdauer an eng optimal Notzung vum Material an d'Luucht ze schrauwen, zweetens d'Sécherheet ze garantéieren, drëttens eventuell Ausfäll ze vermeiden a last but not least d'Käschte besser ze iwwerbléicken.

An dësem Kontext muss een ausdrécklech betounen, datt bei der Maintenance vun Arméimaterial all Form vun Outsourcing net a Fro kënnt. Eleng schonn aus Sécherheetsgrënn verbitt sech esou eng Mesure. Vill eegenen Know-how iwwert déi speziell Maschinnen, en héicht Mooss un Experienz grad wéi och eng flexibel Disponibilitéit vum technesche Staff sinn hei gefrot.

Mir mussen eis d'Moderniséierung vun eisem militäreschen Zentrum eppes kaschte loossen, net zulescht well d'Formatioun vun engem Deel vun eiser Jugend dovunner ofhänkt a soumat och e Stéck vun eiser Zukunft. D'DP-Fraktioun stellt sech duerfir voll hannert dëse Projet.

Här President, well déi nei Logistikhal op dee bestehende Sportsterrain gebaut gëtt, ass et onerlässlech, datt déi geplangte Sportshal esou séier wéi méiglech realiséiert gëtt. Opgrond vun de kierperlechen Ufuerderungen un eis Zaldoten am Kader vun hirem Training, awer och am Kader vun deene verschiddene Missiounen am Ausland, sinn och adequat sportlech Infrastrukturen eng absolut Noutwendegkeet.

Déi nei Logistikhal gëtt bekanntlech niewent deem bestehende sécuriséierten Espace gebaut. Duerfir falen d'Käschte fir den Aménagement vun den Alentoure proportionell gekuckt extrem héich aus.

Ech wëll drop hiweisen, datt et hei wichteg ass, déi nei Gebailechkeete beschtens am Natur- a Landschaftsbild anzebauen. Och gëllt et, Kompensatiounsmoossname fir d'Natur vun Ufank u mat anzeplangen an duerno och konkret ze realiséieren. Hei muss den Nohaltegkeetsminister zoustänneg fir öffentlech Bauten en intensiven Dialog mam Nohaltegkeetsminister zoustänneg fir d'Ëmwelt féieren.

Datselwecht gëllt fir déi geplangten Zoufahrtsstrooss vum Rond-point Fridhaff aus, wëssend, datt de geplangten Zougank zum neien Hall logistique een Deel vun där neier Stroossebauinfrastruktur ass, déi ee Contournement vum gesamte Militärdomän virgesäit. Dës laangfristeg ausgeriicht nei Verkéiersinfrastruktur hänkt zum Deel vun der Realisatioun vum Nordcontournement vun Dikrech, dat heescht vun der Verbindung vun der Bleesbréck op de Fridhaff of. Duerfir wollt ech och den Nohaltegkeetsminister froen, wou mer mat der Planung vun dësem Projet dru sinn an ob dëse Contournement schonn de prinzipiellen Accord vum Ëmweltdepartement huet.

Här President, eis Zaldoten, déi am Ausland opgrond vun hirem Asaz mat derzou bäidroen, datt mir eisen internationale Verflichtungen nokommen, an datt och eist Land säi klenge Bäitrag an der internationaler Communautéit erfëllt, hunn een Usproch op modern, funktionéierend an de Besoinë vun der Arméi entspriechend Kasären. Et ass héich Zäit, datt mir hinnen dëse Kader zur Verfügung stellen.

Domadder ginn ech dann och d'Zoustëmmung vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dem Här Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Ech wëll hei och elo net méi an den Historique an an d'Detailer vum Entstoe vun dësem Projet de loi agoen. Ech denken, datt de Rapporteur a mäi Virriedner dat schonn in extenso gemaach hunn.

Zum Projet selwer: D'Stad Dikrech an Ëmgéigend, mir nennen de Site haut Nordstad, ass ganz enk mat der Arméi an der Kasär verwuerzelt. Zënter elo schonns méi wéi 50 Joer ass d'Garnisounsstad Dikrech an de Site Härebierg mat der Arméi net méi aus dem kulturellen, sportlechen an ekonomesche Liewe vun der Sauerstad ewechzedenken.

D'Investissementer an d'Kasär an an déi verbonnen Infrastrukturen, wéi en Hall logistique, eng nei Sportshal, d'Astandsetze vum Schéissstand an esou weider, bedeiten och d'Ofséchere vun Aarbechtsplazen an der Nordstad, jo souguer am Éislek. Déi lokal an déi regional Ekonomie huet an deene leschte Jorzéngten och dovunner gelieft a wäert an Zukunft och dovunner profitéieren.

D'Ubanne vum Site Härebierg iwwer ee Contournement vun der Stad Dikrech léist net nëmmen ee militäresche Problem, mä och ee lokalen a regionalen Transport-Problem. An dësem Projet de loi gëtt eng separat Strooss vu ronn engem Kilometer aménagéiert, déi et erlaabt, de Chantier besser ze organiséieren, an déi ausserhalb vun der Enceinte vun der Kasär läit, esou datt de Fonctionnement vun der Kasär während de Bauaarbechten ofgeséchert ass. Dës Strooss ass déi éischt Etapp an der Planung vun engem Contournement.

De Contournement vun der Stad Dikrech ass also eng absolut Bedéngung fir d'Investissementer an der Kasär Grand-Duc Jean esou ze gestalten, datt och de Verkéier an d'Notze vun den Infrastrukturen optimal kënne geregelt ginn.

De Finanzement ebe vun dëser Strooss ass schonn awer am Gesetz iwwert d'Astandsetzung vun de primären techneschen Infrastrukture virgesinn, esou datt deen Aspekt hei nach just der Vollständegkeet halber ugeschwat ass.

Wéi meng Virriedner et scho gesot hunn, ginn d'Investissementer a fënnef Etappen duerchgefouert. Eng éischt Etapp, déi schonns amgaang ass, de Réaménagement vun den technesch primären Infrastrukturen, déi duerch d'Gesetz vum 19. Mee 2009 ofgeséchert ass. Eng zweet Etapp ass dës Konstruktioun vun engem Hall logistique. Déi drëtt Etapp, wéi scho gesot, d'Instandsetze vum Schéissstand Bleesdall. Déi véiert Etapp, d'Modernisatioun vun de bestehende Gebailechkeeten an de Bau vun enger neier Sportshal. Déi fënneft Etapp, de Bau vun engem Munitiounslager um Plateau Botterweck zu Dikrech.

Wann all dës Projeten ofgeschloss sinn, bedeit dat, datt mer eng funktionell Kasär hunn, déi dräi Sécherheetsniveauen huet, déi een exklusive militäreschen Agank huet, an datt ee kann d'Sportshal an den Hall logistique benotzen, ouni mussen an d'Enceinte militaire ze kommen.

Här President, iwwer 50 Joer ass nëmmen an den normalen Entretien an der Kasär investéiert ginn an am Laf vun de Joren ass d'Kasär ganz einfach ze kleng ginn, well se am Ufank - mir schwätze vun 1955 - nëmme geduecht war, fir datt d'Zaldoten do konnte schlofen.

No an no hu verschidde Pavillonen dunn aner Fonctioune kritt, déi awer ni optimal waren. De Problem vum Stockage, Entretien a Maintenance ass ëmmer méi grouss ginn, well d'Gefierer ëmmer méi performant gi sinn. D'Sécherheet an d'Gesondheet vun den Zaldoten, den Ënneroffizéier, den Offizéier an dem zivile Personal sinn ëmmer méi zu engem Problem ginn.

D'Kasär war gebaut gi fir deemools 1.000 Leit opzehuelen, ouni datt ee vum Stockage an deem Ausmooss geschwat huet. Haut sinn d'Gebaier al, si korrespondéieren net méi deenen techneschen Normen an der Sécherheet. Energetesch Performancen an de Gebaier feele ganz an d'Arméi huet ganz einfach Problemer, mat der heiteger Struktur nach optimal kënnen ze fonctionnéieren an ze schaffen, d'autant plus datt och si ëmmer méi international Missioune kritt.

Duerch de Bau vun engem Hall logistique kënnen d'Gebailechkeeten an der Kasär fräigemaach a moderniséiert ginn. Den Timing gesäit vir, datt de Bau vum Hall logistique am Dezember 2012 ofgeschloss ass.

Mat der Restrukturatioun vun der WSA zu Beetebuerg entfält och d'Méiglechkeet vun der Arméi, den aktuelle Stockage weiderhin ze benotzen, sou datt och déi ronn 100 Leit vun der WSA hei um Site kënnen integréiert ginn.

Déi Projeten, déi elo an e puer Etappe genehmegt ginn, sinn deemno dréngend noutwendeg am Hibléck op déi aktuell Situatioun a sinn och wichteg fir d'Regioun. Allerdéngs hu Projete vun esou enger Envergure net nëmme positiv Effekter. Si hunn natierlech och een Impakt op d'Ëmwelt an op de Verkéier.

D'LSAP-Fraktioun begréisst dofir d'Efforten, déi bei der Ausaarbechtung gemaach goufen an nach gemaach ginn, fir dës negativ Auswierkungen esou kleng wéi méiglech ze halen. Ech hu schonn iwwert de Contournement vun der Stad Dikrech geschwat. Et ass awer och gutt, datt zum Beispill d'Maintenance an de Contrôle technique vun deene schwéiere Militärgefierer kënnen um Site selwer gemaach ginn. Just fir ze illustréieren: Déi nei Gefierer wäerten ongeféier ee Gewiicht hu vu ronn zwielef Tonnen hunn.

Här President, aus dem schréftleche Rapport geet och ervir, datt sech bei der Conceptioun vill Gedanken iwwert d'Ëmweltaspekter gemaach goufen. Dat betrëfft den Energiekonzept, dee schonn ugeschwat ginn ass, deen nach muss complétéiert ginn, wa weider Etappe vum Gesamtprojet realiséiert ginn.

Et betrëfft awer och d'Gestioun vum Waasser, wou iwwer separat Kanalisatiounen a mat Hëllef vun engem Réckhaltebecke séchergestallt gëtt, datt d'Ofwaasser aus den Atelieren, wou zum Deel Uelech, Mazout dran ass, net iergendwou versickert oder an déi normal Kanalisatioun leeft. Positiv ass och, datt d'Reewaasser opgefaangen an als Brauchwaasser genotzt gëtt. An Zäiten, wou een d'Bierger mat alle Mëttel probéiert ze motivéieren an ze sensibiliséieren, fir d'Drénkwaasser ze spueren, ass et richteg, datt de Stat an deenen Domäne mam gudde Beispill virgeet.

D'Versigelung, déi op dësem Site duerch d'Realisatioun vun dësem Projet geschitt, huet also keng negativ Auswierkungen op d'Iwwerschwemmungsproblematik am Sauerdall. Och dëst ass e wichtege Punkt an dësem Projet, well an deene leschte Joren de Stat an d'Gemenge vill Suen am Kampf géint d'Héichwaasser do investéiert hunn an och nach wäerten investéieren.

Am Projet si schliesslech 300.000 Euro virgesi fir d'Kompensatiounsmoossnamen. De Fait, datt dës Moossnamen um Site selwer kënne realiséiert ginn, bedeit, datt dës Suen integral kënne fir Ëmweltmoossname genotzt ginn an datt et net néideg ass, supplementar Terrainen opzekafen, ausser wann een zukünftegen Ausbau vun der Kasär Grand-Duc Jean gefrot gëtt.

Wann een am Detail kuckt, wat de Projet alles begräift, ass och de Käschtepunkt, dee mat 60,5 Milliounen Euro net grad niddreg ugesat ass, ze justifizéieren. Aus Grënn vun der Transparenz weist de Rapport - meng Virriedner hunn et gesot - vun der Kommissioun och drop hin, datt déi jährlech Frais d'entretien op 2,6 Milliounen Euro geschat ginn.

D'LSAP-Fraktioun ass op alle Fall der Meenung, datt dëse Projet noutwendeg ass, an ech ginn dofir am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Haagen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här President, mir si ganz kuerz. Eise Vertrieder an der Travaux-publics-Kommissioun, de François Bausch, kann de Mëtte leider net hei sinn. Mä mir ginn awer och als gréng Fraktioun d'Zoustëmmung fir dëse Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An da kënnt nach den Här Kartheiser als leschten agedroene Riedner. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'ADR trëtt fir eng verantwortungsvoll a solidaresch Baussepolitik an. An dat heescht och, datt si sech fir e proportional appropriéierte Verdeedegungsbäitrag vun eisem Land an de westleche Sécherheets-a Verdeedegungsorganismen asetzt.

D'Lëtzebuerger Arméi ka selbstverständlech mat eiser Ënnerstëtzung rechnen.

De Projet 5999, deen eis haut virläit, ass néideg aus all deene Grënn, déi den Här Rapporteur eis haut op eng kompetent Manéier exposéiert huet, a mir soen him dofir Merci.

D'ADR stëmmt deen do Projet mat. D'ADR deelt déi Meenung, datt eis militäresch Infrastrukturen onbedéngt musse moderniséiert ginn. Dat verlaangt schonn deen elementaarste Respekt virun all deene Leit, déi eiser Heemecht an Uniform déngen. Et ass och eng néideg an onverzichtbar Viraussetzung fir en effikasse Fonctionnement vun enger moderner Arméi.

Mat Zefriddenheet stelle mir fest, datt e groussen Deel vun deenen Dépensen, déi mir elo hei wëlle stëmme fir déi nei logistesch Infrastrukturen um Härebierg, fir den Ëmweltschutz sinn, an datt den Aménagement vun enger neier Zougangsstrooss an den urbanistesche Konzept vun der Nordstad passt. Trotzdeem, et ass e ganz deiere Projet. Ganz allgemeng freet meng Partei sech, ob de Stat net dacks ze vill deier baut. Déi Fro misst emol an där zoustänneger Kommissioun an all hiren Aspekter diskutéiert ginn.

Och wat hei dëse Projet ugeet, hu mer eng ganz Rei vu Froen, a mir wäre frou, wann den Här Nohaltegkeetsminister eis déi och kéint beäntwerten.

Zum Beispill froe mer eis, wa mer de Projet gesinn, ob et justifiéiert ass, datt d'Baukäschten op de Kubikmeter berechent méi héich si wéi bei engem zivile Projet. Do wéilte mer vläicht weider Prezisiounen.

Mir wéilten och wëssen, wéini de Projet ka realiséiert ginn an iwwer wéi een Zäitraum. Mir wësse jo, datt ganz vill Projete gestëmmt sinn. Mir kennen d'Finanzsituatioun vum Stat, a mir froen eis, ob dann elo déi Hal um Härebierg bei deene Prioritéiten ass, ob se do mat derbäi ass, déi d'Regierung muss fixéieren.

Mir wëllen och wëssen, ob de Bau vun där do Infrastruktur, a compte tenu vun der Finanzsituatioun vum Stat, dann net negativ Inzidenzen, notamment op d'Modernisatioun vum Logement um Härebierg huet. Mir fannen, datt et ëmmer nach eng Prioritéit muss sinn, datt eis Zaldoten do anstänneg logéiert sinn.

A mir froen eis, ob déi Prozeduren, déi ageschloe ginn, op deen normale Wee vun der Soumission publique ginn, wëssend och, datt mir selbstverständlech och de Wonsch hunn, datt e Maximum vu Lëtzebuerger Betriber herno ka mat un deenen Infrastrukture bauen.

Här President, d'ADR ass jiddefalls net wëlles, fir eventuell eng Rallonge ze accordéieren, falls de Projet vun der neier logistescher Hal um Härebierg nach sollt iere méi deier gi wéi mir dat haut hei mengen. Dee Budget, dee mir stëmmen, muss duergoen an den Devis muss respektéiert ginn. Mir däerfe keng Steiergelder verbëtzen.

Här President, mir hunn an deene leschte Joren e Wee ageschloen, deen et der Lëtzebuerger Arméi soll erlaben, e wichtegen a komplementare Bäitrag zu den europäeschen an atlantesche Sécherheetsstrukturen ze leeschten. Dat bedéngt eng gewësse Spezialisatioun, eng Ausbildung op héijem Niveau an och konsequent Dépensen am Beräich vun de militäreschen Infrastrukturen an Acquisitiounen.

Souwuel am Beräich vun der Modernisatioun vun der Kasär wéi och beim Armement an dem Ausbau vun Transportcapacitéiten handelt et sech ëm wierklech grouss Zommen. Virun allem a Krisenzäite sinn esou Dépensen awer net onëmstridden. An eisen Aen ass et dofir extrem wichteg, datt all déi Programmer enger strikter a konsequenter Kontroll ënnerleien.

Esou Entgleisungen, wéi mir se leider am Beräich vum strategesche Lofttransport mussen erliewen, däerft et net ze ginn. Mir huelen zur Kenntnis, datt d'Regierung décidéiert huet, awer beim Airbus-Programm weider matzemaachen. Mä eis Regierung muss dann awer och op internationalem Niveau onbedéngt mat derfir suergen, datt deen Airbus-Programm net e Faass ouni Buedem gëtt an datt net d'Industrie de gudde Wëlle vun de Regierungen op eng onverantwortlech Manéier exploitéiert.

Mir wäre frou, wann den Här Verdeedegungsminister d'Chamber géif doriwwer informéieren, op wéi eng Manéier d'Lëtzebuerger Regierung mat dorop awierkt, datt d'Käschte bei internationale militäreschen Acquisitiounen op eng effizient Manéier kontrolléiert ginn, a ganz besonnesch och beim Fliger. Och Lëtzebuerg muss als gläichberechtegte Partner am Airbus-Programm mat sengen Experte vun der Cour des Comptes, vun der Inspection générale des Finances a vun der Arméi e finanziellt Matsprooch- a Kontrollrecht bei esou grousse militäresche Projeten hunn.

Här President, d'Entwécklung vun der Arméi a vun eiser Verdeedegungspolitik am Allgemengen ass eng wichteg Fro fir eist Land. D'Presentatioun an d'Diskussioun vun engem verdeedegungspolitesche Gesamtkonzept fir déi nächst Jore wär dofir wierklech sënnvoll. Mir sollten, esou wäit wéi dat nëmme méiglech ass, och e Konsens iwwer all déi Froe fannen. Mat Sécherheet ass d'ADR bereet fir Verantwortung matzedroen, wann et drëm geet, d'Interesse vun eisem Land kompetent an effikass ze vertrieden an eis Arméi bei hire wichtegen Aufgaben ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech dem Rapporteur Merci soe fir déi gutt a schnell Aarbecht, déi en hei op dësem Projet wéi op anere scho virdru geleescht huet, an och alle Riedner, déi hei Stellung zum Projet geholl hunn, Merci soe fir déi Ënnerstëtzung, déi se dem Projet ginn hunn.

E puer Froe si gestallt ginn. Ech wëll och kloer an däitlech op déi Froen äntwerten.

Déi éischt Fro, déi vun e puer Riedner gestallt ginn ass, dat ass déi vum héije Präis respektiv vum Metercarrés-, Metercubespräis par rapport zu aneren Halen, déi am Land gebaut gi sinn. Am Fong, d'Äntwert op déi Fro, déi do gestallt ginn ass, déi ass ganz einfach. Mir hunn dee Bau, dee mer do maachen, „Hall logistique" genannt.

Mä wann ee kuckt, wat mer bauen, dann ass et am Fong guer net einfach eng Hal. Dann ass et vun dem Inhalt hier wesentlech méi wéi eng einfach Hal, wou een eng Rei Gefierer géif ënnerdaach stellen. Et ass emol haaptsächlech e grousse Stockagezentrum mat engem risege Volume; deen erlaabt der ganzer Arméi, déi Logistik, déi elo an de Kasäre respektiv op der WSA stockéiert ass, ënnerzekréien.

An da sinn eng ganz Rei - iwwer zéng - Atelieren dodran. Ateliere vun allen Zorten, fir den Entretien net nëmme vun deene Gefierer, mä am grousse Ganzen; déi Betriber, déi d'Arméi muss fonctionnéieren doen, déi alleguer do konzentréiert si mat sämtlechem Material, wat och am Präis dran ass, wat och heiansdo ganz héich technesch an héich spezialiséiert Material ass, wat also hei an deene sougenannten Halen op eng Aart a Weis ënnerbruecht ass, datt se uerdentlech an nohalteg kënne funktionéieren.

Dat Drëtt, wat dran ass, dat sinn eng enorm Zuel vu Büroen. Ech weess net, ob Der gekuckt hutt, wat de Programme de construction ass a wéivill Lokalitéite vu Büroen hei ënnerbruecht si respektiv ganz Formatiounssäll, Réuniounssäll, didaktesch Säll, déi an deem ganze Komplex do ënnerbruecht ginn. Esou datt et och do wesentlech méi ass wéi eng Hal.

An da schlussendlech déi eigentlech Hal, wou dann déi modern Gefierer vun der Arméi kënnen ënnerbruecht ginn, déi natierlech och alleguer déi noutwendeg Ateliere brauchen, fir den Entretien vun deene Gefierer - Sprëtzkabinnen, Sablage - ze maachen, respektiv de klasseschen Entretien, well et einfach esou ass, datt een net mat deenen Dingoen, déi do kaaft ginn, all Dag an d'Garage fiert, fir den Entretien an de Vidange ze maachen.

Dofir ass et wesentlech méi wéi einfach en Hall logistique. Vläicht war den Numm falsch gewielt, mä den Inhalt weist awer kloer, firwat dee Präis hei ass.

Mir hunn, fir dee Präis hei ze erreechen, éischter de Contraire-Exercice gemaach, well an deenen éischten Etüden, déi do waren, war e Präis, dee wäit driwwer war. Do ware mer op 100 Milliounen ukomm, wou mer gesot hunn: Dat kann esou eng Konstruktioun net kaschten. Duerno sinn eng ganz Rei Exercicë vu Rationalisatioun, Organisatioun gemaach ginn zesumme mat der Arméi, fir da schlussendlech éischtens op dee Programm an op déi hei Bauaart a -weis ze kommen, déi eis de Projet op 60,5 Milliounen erofgesat huet. Dat zum Präis.

Déi zweet Fro, déi gestallt ginn ass, dat ass: Wéini gëtt gebaut, a wéi laang gëtt gebaut? Mir si momentan an der Phas, wou mer dee Projet an de Genehmegungsprozeduren hunn, wou mer amgaange sinn an deenen nächste Méint

och déi Ausschreiwungsprozeduren dann, dat heescht d'Bordereauxen, fäerdeg ze maachen.

Ech denken, datt déi Virbereedungen, déi administrativ Virbereedungsaarbechte wäit an d'Joer 2010 wäerten eragoen, esou datt mer ufanks d'Joer 2011 an aller Normalitéit dee Bau hei kënnen ufänken, deen eis dann zwee bis dräi Joer wäert huelen.

(Coups de cloche de la présidence)

Ech ginn do net gär genau eng Joreszuel un, well dat hei deen Typ vu Bau ass, dee mer net als kurante Bau considéréieren an dofir och net genau op den Dag près kënnen aschätzen, wat d'Durée ass. Zwee bis dräi Joer wäert et eis awer huelen.

Firwat ass dee Bau hei prioritär, a firwat hu mer deen elo virun anere Baute geholl, wéi zum Beispill déi vum Logement? Mä ganz einfach, well mer déi Gefierer, déi d'Arméi elo huet, momentan an der WSA ënnerbruecht hunn a well mer do eng Kéier eraus mussen, well op deem Terrain aner Saache gebaut ginn.

Dofir ass och op Wonsch vun der Arméi deen hei Projet virun aner Projete gezu ginn. E gëtt als prioritär considéréiert a wäert och deementspriechend am Kader vun de budgetäre Saachen, déi mussen nach getässelt gi fir déi nächst Joren - de Programmen -, och déi Plaz kréien, déi en huet, fir weidergefouert ze ginn. An hannendru sinn dann no de prioritären Disponibilitéite selbstverständlech och déi nächst Etappe vun dem Kasäreprojet virgesinn.

Eng aner Fro war déi vun de Soumissiounen. Ginn hei normal Soumissioune gemaach oder gi speziell Soumissiounen no Sécherheetskritären do gemaach? Also, et schéngt mir kloer ze sinn, datt deen hei Projet kann duerch eng normal Soumissiounsprozedur gemaach ginn. Dat heescht, e gëtt normal ausgeschriwwen.

Dann Är Fro: Kënnen da Lëtzebuerger Entreprisë matmaachen? Ma selbstverständlech kënne se matmaachen. Ob se natierlech elo d'Soumissioun gewannen, dat kann ech Iech net soen. Dat gesi mer dann. Mä mir hunn d'Erfahrung an de Bâtiments publics gemaach, datt d'Lëtzebuerger Entreprisë bei deenen Typë vu Bau awer relativ gutt konkurrenzfäeg sinn an duerchaus e groussen Deel vun deene Soumissiounen och kënne positiv fir sech entscheeden.

Aner Froen, déi gestallt gi sinn, dat war och déi, déi de Conseil d'État gestallt huet - an den Här Etgen huet se nach eng Kéier widderholl -, ob d'Chamber duerch de Fait, datt mer hei a fënnef Etappe schaffen, ob mer déi Prozeduren esou géifen anhalen, datt dat och korrekt wär, datt een den Iwwerbléck hätt. Dozou hunn ech zwou Saachen ze soen.

Éischtens kann een net froen op där enger Säit, datt ee wëllt schnell un dee Projet goen, datt en esou schnell wéi méiglech sollt sinn, an dann op där zweeter Säit froen, datt mer alles gemeinsam an engem Projet musse maachen. Well wa mer hätten dat alles misse gemeinsam maachen, da wäre mer elo nach net amgaangen. Mir hunn zesummen de Wee gewielt, fir hei an Etappen ze fueren, ganz einfach fir e finanziellen Iwwerbléck op jiddwer eenzelne Projet ze kréien a fir och kënnen an der Zäit dat Ganzt ze accéléréieren.

Hät Etgen, ech trauen der Chamber zou, datt se ouni Problem kann iwwer fënnef Etappen den Iwwerbléck halen. Ech trauen der Chamber dat zou. An ech mengen, datt Der dat kënnt.

(Interruption)

Déi zweet Fro, dat ass wéi et mam Contournement ass vun dem Norde vun Dikrech. Mä ech mengen, Dir wësst, datt dee Contournement een Deel vum Plan sectoriel «Transports» ass, datt en do och an enger Etapp virgesinn ass am Plan sectoriel «Transports», net an der éischter, mä an enger Etapp, déi duerno kënnt, an datt awer do nach - dat hutt Der selwer gesot - eng Rei Froen, déi ëmwelttechnescher Natur sinn, ze léise sinn. Déi si mer amgaangen ze kucken.

Dir wësst, datt den Departement vum Environnement amgaangen ass eng sougenannten SUP duerchzeféieren. Dat heescht, eng Umweltprüfung vun där ganzer Programmatioun, wou ech dann och hoffen, datt mer definitiv kënnen zu deenen eenzelne Projeten, wat d'Ëmweltfroen, déi sech stellen, ugeet, Décisiounen huelen, fir ze wëssen, wat fir eng dann elo an déi Prioritéitslëscht dragesat gi respektiv wat fir eng eventuell net dragesat ginn. Déi Prüfung ass amgaangen um Ëmweltdepartement ze lafen.

Ech hoffen, dat waren elo all d'Froen, déi Der gestallt hat, wou ech probéiert hunn drop ze äntwerten. Et sinn der eng Rei gestallt ginn, déi elo wäit iwwert dee Projet an iwwert d'Kompetenze vu mengen Departementer erausginn. Déi hunn ech natierlech selbstverständlech net beäntwert. Mä de Verteidegungsminister wäert ee Wuert dozou soen.

M. le Président.- Ech soen dem Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler Merci. An da kritt elo nach d'Wuert den Arméiminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense.*- Fir just ze soen, déi Problematik, déi opgeworf ginn ass iwwert den Investissement am Beräich vun der Défense, déi, mengen ech, sollte mer eng Kéier an där nächster Chamberskommissioun diskutéieren. Dat wär déi richteg Plaz, fir dat ze maachen.

M. le Président.- Da soen ech dem Här Arméiminister Merci fir déi Prezisioun. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5999.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5999 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6015 iwwert de Marché unique des services de paiement. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht a bis elo huet sech just ageschriwwen den Här Claude Meisch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

5. 6015 - Projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/71CE, 2002/65/CE, 2005/601 CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE

- portant modification de:

- **la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**
- **la loi moodifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme**
- **la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance**
- **la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux**
- **la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers**
- **la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif**
- **la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier**
- **la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
- **la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances**

- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wësst et, Roum ass net an engem Dag entstanen, an Europa och net. Éier mir op Neijoersdag 2002 den Euro kruten, war schonn zwielef laang Joer un der europäescher Währungsunioun gebastelt ginn. A wann een et genau hëlt, war déi ganz Entreprise scho vill méi fréi, nämlech 1970, mam Pierre Werner sengem Plang, ugelaf. Mä ofgeschloss ass dee Währungsverbond, deem haut 16 EU-Länner a véier Grenzlänner ugehéieren, genee geholl nach ëmmer net, well nach heiansdo eng Schreiwchen an deem feine Riederwierk feelt.

Eng vun deene Schrauwe solle mir haut andréien. An et ass nawell keng där klengster eng. Mir hu wuel scho laang eisen Euro, mat deem mir haut duerch ganz Europa reese kënnen, mä wat eis bis elo gefeelt huet, ass eng eenheetlech Regelung fir all déi Ariichtungen an och Betriber, déi fir d'elektronesch Ofwécklung vun de Paiementer suergen, sief et elo d'Banken oder d'Kreditkaartenopérateuren oder och nach d'GSM-Bedreiwer, d'Tankstellen a souguer heiansdo de Supermarché ëm den Eck.

Si all si scho laang derzou iwwergaangen, nieft dem Borgeld och elektronesch Suen ze akzeptéieren, déi dann iwwer speziell Zentre bei hinnen oder, wéi am Fall vun eiser Cetrel hei zu Lëtzebuerg, vun enger kollektiver Plattform ofgerechent ginn. Nuren, datt déi Zentrale bis elo net no eenheetleche Regele fonctionnéieren, mä jiddwer Land seng eege Virschréften huet, wat natierlech eng Rëtsch vun Nodeeler matschleeft.

Dat soll elo anescht ginn, an zwar engersäits mat der Ëmsetzung vun der Direktiv iwwert d'Services de paiement, ëm déi et haut geet, an anerersäits mam Lancement vun där Direktiv hirer praktescher Applikatioun a Form vun engem eenheetleche Maart fir elektronesch Paiementer, dee sech SEPA - SEPA steet fir Single European Payments Area - nennt an dee vun de Banke queesch duerch Europa op d'Bee gesat gouf; allerdéngs, dat soll een och derbäisoen, op de méi oder manner doucen Drock vun der Frankfurter Zentralbank an der Bréisseler Kommissioun.

Dat Ganzt mécht Sënn, net nëmmen eleng, well et d'europäesch Integratioun e Stéck weiderbréngt, mä och, well säi prakteschen Nierwäert net ënnerschat däerf ginn. Doduerch, datt déi national Regelen, no deene bis elo d'elektronesch Paiementer ofgewéckelt goufen, elo duerch eenheetlech europäesch Regelen ersat ginn, entsteet effektiv en Espace unique, an deem grenziwwerschreidend Paiementer ouni vill Gedeessëms an deemno séier a mat engem Minimum u Fraisen iwwert d'Bühn kënne goen.

Et kann ee sech liicht ausrechnen, wat dat souwuel fir d'Finanzprofië wéi och fir den eenzelne Konsument bedeit. Doduerch, datt elo dat Ganzt vereenheetlecht gëtt, kënne sech d'Opérateuren aus deem nationale Corselet erausschaffen a sech global europäesch opstellen, wat natierlech substanziell Économies d'échelle an eng vill méi rationell Exploitatioun vun de Paiementskanäl erlaabt.

Dat kënnt um Enn och dem Konsument zegutt, dee sech zum Beispill - nëmmen, fir ee Beispill ze nennen - deemnächst net méi iwwert dat Gespills mat der Date de valeur ze iergere brauch, well d'Paiementer vun elo un iwwer Nuecht ofgewéckelt ginn.

Mat där Vereenheetlechung vun de Regele fir d'Ofwécklung vun de Paiementer gëtt och en neien Typ vu Finanzinstituter geschaf, nämlech dee vum Établissement de paiement. Dat Handwierk ass u sech näischt Neits, mä et gëtt vun deene verschiddensten Acteuren - wéi gesot, ugefaange bei de Banke bis bei de Supermarché an d'Bensinspompel - bedriwwen, ouni datt déi en eenheetleche Statut mat entspriechende Rechter a Flichte bis elo gehat hätten.

Dat ass vun där anerer Woch un anescht, virausgesat, datt Dir der Ëmsetzung vun dëser Service-de-paiement-Direktiv haut Äre Sege gitt. Dann hu mer den Établissement de paiement aus der Daf gehuewen, dee queesch duerch Europa no deeneselwechte Regele funktionéiert, egal ob deen Etablissement elo un enger Bank oder u soss enger Entreprise hänkt.

Här President, well mir eis hei an deem kriddeleche Finanzberäich bewegen, deen no wäitleefeger Meenung jo net genuch kontrolléiert ka ginn, kritt d'Fro no der Iwwerwaachung vun deenen neien Etablissementer natierlech eng besonnesch Bedeitung.

Op den éischten Ablack kéint ee jo mengen, deen Établissement de paiement géif als Finanzacteur an den Zoustännegkeetsberäich vun der CSSF falen, déi jo all déi aner Profië vum Secteur iwwerwaacht. Mä deem stoung d'Argument am Wee, datt fir alles, wat mat Liquiditéiten, also mat der Verfügbarkeet vu Geld ze dinn huet, d'Zentralbanken an deenen eenzelne Länner zoustänneg sinn.

Folglech gouf décidéiert, datt déi nei geschafen Établissements de paiement der Zentralbank ënnerstallt ginn, déi fir sämtlech Paiementssystemer, an an eisem Fall och iwwregens fir de Wäertpabeierofwéckler Clearstream, zoustänneg gëtt. Dat ännert selbstverständlech näischt drun, datt d'Banke mat all hiren aneren Aktivitéite weiderhi vun der CSSF kontrolléiert ginn. Just, datt hir Paiementsfilial der Opsiicht vun der Zentralbank, an eisem Fall der BCL, ënnerleie wäert.

Et entzitt sech allerdéngs menger Kenntnis, ob dee Kontrollsplitting, deen neien do, dofir verantwortlech ass, datt en neit Wuert fir d'Iwwerwaachung agefouert ginn ass: Derbanst d'CSSF fir d'„Supervisioun" vun hire Schützlingen zoustänneg ass, assuréiert dem Bréisseler Jargon no d'BCL vun elo un den „Oversight" vun hire Mëndelen, Dispositioun, déi am Virfeld vun dësem Gesetz fir e bësse Gedeessëms gesuergt huet.

D'Multiplikatioun vu Kontrollinstanzen, déi een e bëssen an alle Beräicher entre-temps feststelle kann, huet dozou gefouert, datt et dacks Diskussiounen iwwert d'Ofgrenzung vun där enger zur anerer Instanz ginn ass.

Dës Kéier goung et awer net wéi soss ëm d'Beréierungsfeld tëschent der Banque centrale, der BCL, an der CSSF, mä ëm de Kontakt, deen d'Zentralbank mat der Kontroll vun de Konkurrenzregele kann hunn, fir déi am Moment dann och nach - fir d'Mooss voll ze maachen - gläich zwou Instanzen ënnert dem Hutt vum Wirtschaftsministère zoustänneg sinn.

D'Fro, ëm déi et sech hei dréit, ass déi, ob d'BCL, eis Banque centrale, déi jo politesch onofhängeg ass, de Konkurrenzkontrolleren all Verstouss géint d'Konkurrenzrecht, dee festgestallt gëtt vun der Zentralbank an hirem Beräich, melle muss oder nëmme melle kann.

Am Ablack gesäit et esou aus, wéi wann d'Zentralbank - jiddefalls gesäit et d'Gesetz esou vir - net laanscht déi Obligatioun kéim, wat sech awer an den Ae vun der Zentralbank erëm eng Kéier anscheinend net mat hirem Statut verdroe géif.

Et war awer net déi Meenungsverschiddenheet, déi de Statsrot dozou beweegt hat, a sengem Avis eng formell Oppositioun unzemellen. Et goung villméi ëm eng technesch Klengegkeet, déi de Puriste vun der héijer Kierperschaft natierlech net entgaange war.

Eist Gesetz vun haut gesouch am Ufank vir, datt de Conseil de la concurrence, an deem deemnächst déi zwou Instanzen - Conseil an Inspection de la concurrence - verschmollt gi wäerten, d'Kontaktinstanz vun der Zentralbank sollt sinn.

Do huet awer de Conseil d'État säin Hoer an der Zopp fonnt, well sech op eppes beruff ginn ass, dat et eigentlech nach net gëtt, well dat Gesetz, wat déi zwou Instanze verschmëlzt, hu mir nach hei am Tirang leien.

Duerfir huet de Statsrot drop bestanen, datt am Gesetz där ablacklecher Situatioun an net där vu muer géif Rechnung gedroe ginn. Wéi d'Finanzkommissioun doropshin en Amendement virgeschloen huet, dee souwuel - fir d'Saach méi einfach ze maachen - d'Inspektioun wéi de Conseil de la concurrence als Adressate vun der BCL hire Verstéissmeldunge virgesouch, huet de Conseil d'État sech nach eng Kéier zu Wuert gemellt an drop higewisen, datt laut der ablacklecher Gesetzgebung genee geholl nëmmen d'Inspektioun an net de Conseil vun der Konkurrenz a Fro kéim.

Brav, wéi mer waren, hu mer eis dann du gefügt, an duerfir steet dann elo d'Inspection de la concurrence eleng am Text, woubäi mer natierlech wëssen, datt spéitstens dann, wann d'Reform vun der Konkurrenzkontroll deemnächst iwwert d'Bühn geet, d'Inspektioun ofgeschaf an duerch de Conseil ersat gëtt. Ersat muss da logescherweis och an dësem Gesetz d'Inspektioun duerch de Conseil ginn.

Wa mir haut dëst Gesetz stëmmen, da si mir also nach net ganz duerch de Bësch domat. Mä et wier jo net dat éischt Gesetz, vun deem schonn dee Moment, wou et gestëmmt gëtt, gewosst ass, datt et spéider nach eng Kéier op de Métier muss.

Vläicht kann dann, wa mer dat da maachen, och den Observatioune vun der Handelskummer Rechnung gedroe ginn, déi leider ze spéit agetraff sinn, well vergiess gi war, d'Chambre de Commerce ëm hiren Avis ze froen.

Här President, virun de Choix gestallt, duerch d'Nobesserungen d'Adoptioun vum Gesetz nach weider a vläicht op Méint erauszeschubsen, oder awer et fristgerecht virum 11. November ze stëmmen, wéi éischtens d'Direktiv et virgesäit an och d'Praxis et verlaangt - well de SEPA-System leeft déi aner Woch un -, huet Är Kommissioun sech fir déi lescht Variant entscheed.

Si hofft, datt déi och den Accord vun der Chamber fënnt. D'Budgets- a Finanzkommissioun schléit also vir, dëst Gesetz a senger virgeluechter Form ze stëmmen. Den Accord vun der CSV-Fraktioun ass him op d'mannst scho sécher.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Thiel Merci. Wéi bei engem Projet virdru verspieren ech och hei kee grousse Besoin vun de Kolleeginnen oder de Kolleegen, fir Stellung ze huelen. De Minister ass och sécherlech mat den Ausféierunge vum Rapporteur d'accord, sou datt ech géif proposéieren, datt mer direkt géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6015 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Une voix.- Et geet net!

Une autre voix.- Här President!

(Brouhaha)

M. le Président.- Mir kucken dat doten no.

(Interruptions et hilarité)

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6015 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm an 1 Enthalung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6015 est adopté par 57 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mir de Projet de loi 6027 iwwert d'Prestations de services. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert kritt elo direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

6. 6027 - Projet de loi

- portant transposition

- de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services

- de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévues par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre de remboursement, mais dans un autre État membre

- de la directive 2008/117/CE du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en vue de lutter contre la fraude fiscale liée aux opérations intracommunautaires

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet 6027 ass e wichtege Projet, net nëmmen, well en eng wesentlech Änneru ng vun eisem TVA-Gesetz virgesäit, mä besonnesch, well en eng éischt Etapp a Richtung Änneru ng vun der Uertsbestëmmung, wou d'TVA soll erhuewe ginn, duerstellt, eng Änneru ng, déi 2015 mat der Uertsbestëmmung iwwert den E-Commerce e wesentlechen Aschnëtt an eis TVA-Recettë wäert bedeiten.

Mä esou wäit si mer nach net. De Projet, dee mer haut virleien hunn, gesäit am Fong geholl d'Ëmsetze vun dräi EU-Direktiven an eist TVA-Gesetz vir. Gläichzäiteg huet d'Verwaltung dervu profitéiert, fir verschidde Schwieregkeeten, déi se bei der Applikatioun vum TVA-Gesetz an der lescht Zäit verspuert huet, aus dem Wee ze schafen.

Eng éischt Direktiv, déi 2008/8, betrëfft also d'Bestëmmung vun dem Uert, wou d'Prestations de services beim intercommunautairen Déngschtleeschtungsverkéier geschéien, an domat, wou d'TVA am Fong geholl muss bezuelt ginn.

Wat heescht dat, wann en Affekot hei vu Lëtzebuerg enger belscher Firma en Avis juridique mécht? Da stellt d'Fro sech: Wou ass déi Déngschtleeschtung geschitt a wou muss also d'TVA behuewe ginn?

Bis elo war et esou, dass bei all Prestation de service d'TVA do erhuewe ginn ass, wou de Fournisseur vun der Prestation de service gewunnt huet respektiv etabléiert war, dat heescht, an eisem Fall géif d'TVA hei zu Lëtzebuerg erhuewe ginn.

An Zukunft soll dat sech awer änneren. D'Direktiv gesäit zwee Fäll vir. En éischte Fall ass deen, wou den Affekot engem Assujetti am Ausland eng Déngschtleeschtung, en Avis juridique also, zoukomme léisst. Dat ass wat se am Jargon nennen eng Déngschtleeschtung B-to-B, Business-to-Business, also en Assujetti vis-à-vis vun engem aneren Assujetti am Ausland. Dann ass et an der Zukunft esou, dass d'TVA net méi do erhuewe gëtt, wou de Prestataire de service etabléiert ass, mä do, wou am Fong geholl de Bénéficiaire vun der Prestatioun wunnt. Dat heescht, an eisem Fall wier et an der Belsch, well dann deen Avis juridique fir eng belsch Firma, eng belsch Firma, déi also och der TVA ënnerläit, geleescht gëtt.

En zweete Modell, dee virgesinn ass an der Direktiv, ass deen, wann déi Prestation de service un en Non-assujetti am Ausland geschitt, dat heescht, e Lëtzebuerger Affekot, deen engem belsche Privatmann, deen net der TVA ënnerläit, en Avis juridique mécht, dann ass et esou, wéi et bis elo de Fall war. Dat heescht, dass déi TVA hei zu Lëtzebuerg, dat heescht um Uert, wou de Prestataire etabléiert ass, erhuewe gëtt.

Dëst bréngt véier Konsequenze mat sech:

Eng éischt Konsequenz ass déi, dass am éischte Fall, dat heescht an der Prestation de service Business-to-Business, de Lëtzebuerger Affekot keng Rechnung fir d'TVA muss ausstellen, also en huet am Fong geholl eng Erliichterung vu senger administrativer Aarbecht.

Déi zweet Konsequenz ass déi, dass de Bénéficiaire awer an der Belsch - dee vun der Prestatioun also profitéiert -, dee muss eng Autoliquidatioun erhiewen, dat heescht, hie muss eng Rechnung fir d'TVA ausstellen, well en déi jo an der Belsch muss bezuelen.

Eng drëtt Konsequenz ass déi, dass de Bénéficiaire vun der Prestatioun, dat heescht déi belsch Entreprise, am Fong geholl keng TVA méi brauch virzefinanzéieren. Et ass also fir déi Entreprise en Avantage de trésorerie.

An eng véiert Konsequenz ass déi, dass d'Fraude am Fong geholl méi schwéier ass, an duerfir am Fong geholl d'Kontroll an Zukunft méi muss verschäerft ginn.

Duerfir kënnt dann eng Direktiv 2008/117, déi seet, dass all Prestataire de services - deen also Déngschtleeschtungen am Ausland, an engem aneren EU-Land erstellt, déi do net, also bäi eis net der TVA ënnerleien -, all Mount oder all dräi Méint, dat hänkt dervun of, wéi grouss dass seng Prestatioune sinn, en État récapitulatif des prestations de services transfrontaliers muss opstellen. E Relevé, deen hien der Lëtzebuerger Administratioun muss virleeën, fir dass déi dee ka kontrolléieren. An déi Lëtzebuerger Administratioun, déi gëtt dee Relevé un d'auslännesch Administratioun virun, fir dass déi ka kontrolléieren, ob och tatsächlech am Ausland déi TVA deklaréiert ginn ass an och bezuelt ginn ass.

Eng drëtt Direktiv ass d'Direktiv 2008/9, déi gesäit d'Modalitéiten an d'Délaie vir beim Remboursement vun der TVA fir Assujettien, déi net am Land residéieren, wou se muss erëmbezuelt ginn. Dat heescht, wann e Lëtzebuerger, eng lëtzebuergesch Entreprise e Remboursement vun der TVA aus der Belsch zegutt huet, da gesäit am Fong geholl déi Direktiv vir, wat d'Modalitéite sinn, a besonnesch wat d'Délaie sinn, déi mussen agehale ginn, fir dee Remboursement ze tätegen. An en plus ass der Lëtzebuerger Entreprise eng Hëllefstellung vun der Lëtzebuerger Administratioun hei iwwert déi Direktiv gewährleescht.

Déi véiert Änneru ng ass natierlech déi, déi ech virdru gesot hunn, dass d'Administratioun dovu profitéiert huet, fir verschidden Änneru ngen an dem Gesetz virzegesinn, Änneru ngen, déi also eng Erliichterung vun der Applikatioun vum TVA-Gesetz mat sech bréngen.

Déi eng gesäit d'Modalitéit vun der Notifikatioun vun de Steierbescheeder, besonnesch am Fall vun enger Rectificatioun vun der Deklaratioun oder vun enger Taxation d'office vir. An déi zweet wichteg Modifikatioun gesäit vir, dass en obligatoresche Recours administratif muss virun engem Recours judiciaire virgeholl ginn. Dat heescht, wann ee géint e Steierbescheed ze reklaméieren huet, da muss ee sech fir d'éischt un d'Verwaltung wenden. Wann d'Verwaltung engem dann nach net Recht gëtt, da kann een eréischt virun d'Geriichter goen. An d'Gesetz preziséiert och, wellech Geriichter zoustänneg sinn.

Dat sinn also déi wesentlech Änneru ngen, déi dëse Projet virgesäit. De Conseil d'État, d'Chambre de Commerce an och neierdéngs d'Chambre des Métiers hunn hiren Avis zu dësem Projet ofgeluecht. Déi dräi Instanzen hunn en Avis favorable zu dësem Gesetz virgesinn. D'Kommissioun huet och mäi Rapport an der leschter Sitzung unanime ugeholl a si schléit dem Plenum hei vir, fir d'Gesetz, esou wéi et hei virläit, ze stëmmen. An ech bréngen och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Norbert Haupert, wéi ëmmer och ganz komplett. Ech gesinn och hei kee Wonsch fir nach zu deem Projet ze intervenéieren, weder vun de Kolleeginnen an de Kolleegen nach vun der Regierung. Duerfir komme mer och direkt hei zum Ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Fin du vote.

De Projet de loi 6027 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6027 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 17., 18. an 19. November.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.37 heures)

SÉANCE 6 MARDI, 17 NOVEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

3. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. André Hoffmann*

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères
- *M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 28.10.2009

6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché)

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.10.2009

6083 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation

Dépôt, à la demande de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 05.11.2009

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 12. November huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Deklaratioun iwwert d'Europapolitik an Aussepolitik vum Här Ausseminister Jean Asselborn. Muer de Mëtten um hallwer dräi hu mer d'Mandatserneierung vun zwee Conseilere bei der Cour des Comptes, an dann d'Debatt iwwert d'Europapolitik an d'Aussepolitik nom Modell 4. En Donnschdeg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 5830 iwwert d'Aide sociale nom Basismodell, dann eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Klimakonferenz vu Kopenhagen nom Modell 2, dann eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Finanzéierung vun de grousse staatlechen Infrastrukturen nom Modell 1, an dann de Projet de loi 6019 iwwert de Bau vun Annexe fir den EU-Justizhaff nom Basismodell.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Den Här Hoffmann huet d'Wuert gefrot.

3. Dépôt d'une proposition de loi

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, ech erlaabe mer, esou wéi ugekënnegt, eng Gesetzespropositioun ze déposéieren. De Géigestand dovunner sinn nei Moossnamen, fir d'Leit, déi an de Betriber schaffen, géint Entloossungen ze protegéieren. Dat heescht, inhaltlech och eng nei Definitioun vu mëssbräichlechen Entloossungen, virun allem dann, wa Betriber Benefisser maachen. Dat implizéiert nei Kontrollrechter fir d'Belegschaften an och en neie Finanzement vum Fonds pour l'Emploi.

6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci.

Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir Lëtzebuerg a fir Europa huet den aussepolitesche Kontext sech an deene leschte Méint a Woche grondsätzlech geännert. Wuel sinn d'Haapterausfuerderungen nach ëmmer déi nämlecht: de Fridde sécheren, d'Aarmut an der Welt bekämpfen, d'Ëmwelt schützen.

D'Wäerter, déi mir no bausse wëllen droen, sinn natierlech och déi nämlecht bliwwen. Méi wéi jee steet d'Europäesch Unioun fir d'Anhale vum internationale Recht, fir d'Verteidegung vun de Mënscherechter, fir Rechtsstaatlechkeet an och fir de Multilateralismus. Ouni déi Fundamenter ass keen nohaltege Fridden, ass keen nohaltege Wuelstand méiglech. Entwécklunge wéi déi rezent Finanzkris oder de Klimawandel hunn d'Wichtegkeet vun deene Fundamenter op en Neits ënnerstrach. Déi Problemer kënne mer nëmmen an engem gemeinsamen Effort upaken, well nëmmen zesumme kënne mer eng nei international Gouvernance an nei Regelen entwéckelen, esou wéi mer se brauchen.

Och wann d'lescht Joer d'Europäesch Unioun sech munchmol schwéiergedoen huet, fir dëse Message effikass eriwwerzebréngen, ginn et elo erëm Grënn, fir vill méi zouversiichtlech ze sinn. Den europäesche Modell ass nees op de Schinnen, an dat ass wichteg, fir Europa, mä och ganz allgemeng fir d'Politik um internationale Plang weiderzebréngen a fir gerecht an nohalteg Léisungen op déi global Problemer ze fannen.

Den éischte wichtege Grond, fir zouversiichtlech ze sinn, ass d'Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag, dat jo stattfanne wäert den 1. Dezember. Mir wëssen all, dass mer domadder eréischt um Ufank vun engem ganz laange Wee stinn. Déi strukturell Problemer vun der europäescher Aussepolitik wäerte selbstverständlech net vun haut op muer geléist sinn. Mä d'Unioun huet sech elo en Instrument ginn, fir hir Wäerter an der Welt vill besser ze verteidegen. Europa kann elo seng intern institutionell Debatten hanner sech loossen an nees no vir kucken.

D'Attraktivitéit vum europäesche Modell ass grouss. D'international Gemeinschaft setzt op déi spezifesch Approche vun der Europäescher Unioun. Mam neien Traité wäert d'Unioun besser an der Lag sinn, deenen héijen Erwaardunge gerecht ze ginn.

Déi zweet bedeitend Ännerung am aussepolitesche Kontext ass natierlech och d'Untriede vun der neier amerikanescher Administratioun. Dem President Obama seng Aussoe ginn der ganzer internationaler Gemeinschaft nei Grënn zur Hoffnung. D'Zäit vum sterilen an dacks op Konfrontatioun ausgeriichten Isolationismus ass eriwwer. Washington bekennt sech elo öffentlech zu enger Approche, déi eise Virstellunge vum Zesummeliewen an der internationaler Gesellschaft vill méi no steet. Amerika - esou sot de President Obama - wëllt elo erëm duerch d'Muecht vu sengem Beispill wierken, an net duerch d'Beispill vu senger Muecht.

An der Fro vum Klimawandel, vun der Finanzkris, vum Iran, vum Mëttleren Osten, vun Afghanistan sinn d'Erwaardungen héich, an Enttäuschunge si selbstverständlech net auszeschléissen. Mä um Wëlle vun der neier Administratioun, d'Welt net méi a Gudder an a Béiser anzedeelen, ka keen zweifelen.

Här President, mat der Ratifikatioun vum Lissabonner Vertrag kënnt eng Diskussioun op en Enn, déi am Dezember 2001 um Sommet zu Laeken hiren Ursprong hat, mat dem Zil, der Europäescher Unioun, déi sech amgaang war ze erweideren no Osten an no Südosten, een optimaalt Fonctionnéieren ze erméiglechen, fir dass se am 21. Jorhonnert och no baussen déi Roll ka spillen, déi hir als gréisste Wirtschafts- an Handelsmuecht, mä och weltwäit éischten Donateur an der Entwécklungshëllef zousteet.

Während de leschte Méint hunn nieft der Tschechescher Republik och Polen, Däitschland an Irland de Vertrag ratifizéiert. Während am Fall vun Däitschland a Polen keng Ännerungen um Vertrag selwer erfuerderlech waren, esou war dat dach bei der Tschechescher Republik a bei Irland, wéi mer wëssen, net de Fall.

Déi Tschechesch Republik krut um Conseil européen vum leschten Oktober d'Méiglechkeet, sech dem Protokoll 30 unzeschléissen. Dat heescht, dass d'Grondrechtecharta sech net nëmmen net op Polen a Groussbritannien applizéiert, mä och net op d'Tschechesch Republik. Dëst ass an den Ae vun der Lëtzebuerger Regierung ee bedauerleche Fakt.

Wat Irland ugeet, huet de Conseil européen bekanntlech am Juni dëst Joer eng

Léisung fonnt, déi bestätegt, dass de Vertrag vu Lissabon déi bestehend konstitutionell Situatioun a verschiddene Politikberäicher an Irland net a Fro stellt, wéi zum Beispill, wéi mer dat wëssen, déi traditionell Neutralitéitspolitik, Elementer awer och vun der Familljepolitik a vun der Fiskalitéitspolitik.

Dës Léisung, esou wéi och déi tschechesch Ausnahmeregelung, ginn a Form vu Protokoller bei der nächster Geleeënheet, dat heescht bei deem nächsten „Traité d'adhésion" zum Beispill, un de Vertrag vu Lissabon bäigefügt.

De Conseil européen vum Juni huet des Weideren och entscheed, dass d'Kommissioun weiderhin ee Vertrieder pro Memberstat soll hunn. Dat war jo eng vun den Haaptrevendicatioune vun Irland, fir den zweete Referendum mat Chance op Succès kënnen ze organiséieren, wat jo och de leschten 2. Oktober geschitt ass.

Dës Décisioun entsprécht enger Méiglechkeet, déi am Lissabonner Vertrag virgesinn ass. Et bedaarf also kenger neier Ännerung an och kenger neier Ratifikatioun vum Vertrag. De Conseil européen wäert also zur gegebener Zäit - dat ka gläich sinn, et kann och méi spéit sinn - opgrond vum Artikel 17 vum Vertrag eng Décisioun huelen, fir dass all Land och no 2014 ee Kommissär ka behalen.

Esou wichteg d'Ratifizéierung och ass, esou bleift dach d'Haapterausfuerderung, déi sech haut un eis stellt, d'Ëmsetzung vum Lissabonner Vertrag. Mir däerfen eis näischt virmaachen: Den Traité stellt wuel d'Enn vu quasi zéng Joer haarder Aarbecht duer, a mir sinn alleguerte frou, dass en elo vun alle Mitgliedstate gedroe ka ginn, mä seng Ëmsetzung ass op d'mannst gradesou eng grouss Erausfuerderung, wann net nach méi eng grouss.

Eréischt duerno wäert sech erausstellen, ob den Traité der Unioun dat bréngt, wat se brauch, haut méi wéi jee, nämlech e solidarescht Europa, an deem all Länner, ob grouss oder kleng, ee Wuert matzerieden hunn; eng Unioun, an där d'strategesch Décisiounen net als Geisel vun deem engen oder anere sougenannte grousse Partenaire geholl ginn, fir national Interessen duerchzesetzen.

De Vertrag vu Lissabon markéiert d'Enn vun enger Evolutioun an den Ufank vun enger neier Europäescher Unioun, wéi mer se bis elo net kannt hunn. Wa mer am Joer 2001 beim Conseil européen zu Laeken och all iwwerzeegt waren, dass mer een anert Europa brauchen, mat Institutiounen, déi et 30 a méi Memberstaten erlaben, eenegermoossen harmonesch zesummenzeschaffen, en integréiert Europa, dat deenen anere Supermächte gewuess ass, fir déi positiv Roll an enger Welt ze spillen, déi zwar zesummegeréckelt ass, mä op kee Fall eng besser ginn ass, dann huet dat awer och laang net bedeit, dass mer eis eens waren, wéi dat neit Europa da soll ausgesinn.

Leider huet sech näischt un der Grondproblematik geännert, nämlech d'Géigeniwwerstellung tëschent deenen, déi et bei engem labbere Statebond wëlle bleiwe loossen, an deenen, am Contraire, déi prett sinn, e gréisseren Deel vu bislaang nationale Souveränitéiten zesummenzeleeën an zesummen ze verwalten. Dëst mécht et esou schwéier, dat staarkt Europa opzebauen a weiderzeentwéckelen, dat mir als Lëtzebuerger brauchen.

De Lissabonner Vertrag gëtt eis ee Kader, deen et erlaabt, d'europäesch Integratioun resolut weiderzedreiwen. Nieft eisen traditionelle communautairë Politike gi wichteg Beräicher vun der Justiz, vun der Innenpolitik, vun der Asylpolitik agegliddert an d'Gemeinschaftsmethod. An der Aussen- a Sécherheetspolitik wäert den neien Haut Représentant als Vizepresident vun der Kommissioun mat engem eegenen Aussendéngscht net nëmmen den Här Kissinger freeën, mä fir nei Impulser an enger méi kohärenter europäescher Diplomatie suergen. Och deen neie Poste vun engem permanente President vum Europäesche Conseil ass jo e Schrëtt an déi Richtung.

Mä: Grondsätzlech liwwert de Lissabonner Vertrag eleng keng definitiv Äntwert op d'Fro vun der Essenz vun der Unioun. Déi Erausfuerderung gëllt et elo unzehuelen an deenen nächste Wochen a Méint, wann et drëm geet, déi nei Strukturen, Politiken, Posten an Institutiounen, vun deenen ech geschwat hunn, konkret ëmzesetzen.

An där Perspektiv huet Lëtzebuerg sech jo, wéi Der wësst, mat senge Benelux-Partner ofgestëmmt, fir zesummen eng Positioun zu deene kapitale Froen auszeschaffen, déi d'Konkretisatioun vum Lissabonner Vertrag op d'Schinn setzen, fir aus der EU eng méi integréiert Unioun ze maachen.

De Benelux-Pabeier ass iwwregens deen eenzegen - leider - offiziellen a substanzielle Bäitrag bannent der Unioun, deen zum neie Vertrag duergeluecht ginn ass. En ass op vill Géigeléift gestouss, dat muss ee soen, a setzt sech jo fir d'Zil a vun enger EU, déi op der Méthode communautaire baséiert.

D'Kommissioun, vun där ech hoffen, dass se am Januar oder Februar vum nächste Joer operationell ass, muss weiderhi fir eis de Motor an - wann ech esou däerf soen - d'Zentralorgan vum europäeschen Integratiounsprozess bleiwen. Nëmmen eng dynamesch, eng staark Kommissioun kann d'Initiative schafen an duerchsetzen, déi d'Unioun weiderbréngt, och géint egoistesch Nationalinteressen.

De Conseil ass jo wuel dee Beräich vun eise jëtzegen Institutiounen, deen am meeschte vun den Neierunge vum Lissabonner Prozess betraff ass. D'Diskussioun iwwert d'Persoun vum neie President vum Conseil européen huet eigentlech jo de Fong vun dëser Reform e bëssen an de Schiet gestallt. Ech wollt just hei drun erënneren, dass d'Zesummespill, dat et elo ze definéiere gëllt, tëschent dem Conseil européen, dem Conseil Affaires générales, dem Conseil Relations extérieures an deenen anere Conseilen ee vun de Schlëssele gëtt vum Erfolleg vum Lissabonner Vertrag. Wa mer et fäerdeg bréngen, dem Conseil européen seng Roll, soe mer emol als „Haapttrendsetter" ze stäerken, an deenen anere Ministerréit hir Funktioun als Décisiounsorganer auszebauen, da mengen ech hätte mer e Gläichgewiicht hiergestallt, dat d'Effizienz vun der Europäescher Unioun garantéiert.

Dat ëmsou méi, wou den Ausbau vun de Kompetenzen, déi dem Europaparlament zeguttkommen, d'Demokratieverständnis bannent der Unioun jo awer konsolidéiert.

Mir hunn den 9. November an der Welt praktesch, mat groussem Opwand, dat wuel wichtegst Evenement vun der zweeter Halschent vum 20. Jorhonnert gefeiert: Virun 20 Joer huet d'Berliner Mauer dem Drock vu Milliounen ze laang ënnerdréckte Mënschen an Osteuropa net standgehal. Haut sinn all d'ex-osteuropäesch Länner - ech klamere selbstverständlech d'Sowjetunioun aus - Membere vun der Unioun. Ech hoffe vu ganzem Häerzen, dass de Gedanken un dat Europa, dat den Zweete Weltkrich provozéiert huet, mat deenen dramatesche Folgen, déi eréischt '89 eigentlech zu Enn koumen, et haut erlabe wäert, keng nei Maueren opzeriichten, och wa se nëmme virtuell sinn. Maueren, déi eis de Wee fir eng nei, integréiert, solidaresch, generéis an effizient Europäesch Unioun verspären an Europa dat internationaalt Gewiicht verwieren eigentlech, dat d'Welt dréngend brauch.

Eng verbessert Gouvernance um Niveau vun der Europäescher Unioun heescht awer och, dass mir d'Gouvernance, Här President, vun der Europapolitik hei zu Lëtzebuerg un déi nei Gegebenheeten upasse mussen.

D'Regierung an d'Chamber hunn d'lescht Joer ee Memorandum ënnerschriwwen, dee virgesäit, den Dialog tëschent deenen zwou Institutiounen ze verstäerken. Sief dat duerch d'Redaktioun vun alljährleche Rapporten iwwert d'Europapolitik, iwwert d'Ëmsetze vum Gemeinschaftsrecht hei zu Lëtzebuerg, sief et duerch Diskussioune mat der Regierung iwwer bestëmmte Propositioune vun der EU-Kommissioun an de spezialiséierte Chamberskommissiounen.

Nëmme wa mir an engem fréie Stadium eis mat de Propositioune vun der Kommissioun an hire Konsequenzen ausenanersetzen, kënne mer se beschtméiglech och beaflossen. Dat ass virun allem an der Chamberskommissioun jo elo geschitt, mä och am Kader vun Orientatiounsdebatten, déi hei an der Chamber stattfannen, wéi mer dat nach virun e puer Woche gemaach hunn am Kader vum Programm vu Stockholm, wäert dat kënnen och weiderhin de Fall sinn.

Duerch de Vertrag awer vu Lissabon kritt d'Chamber d'Méiglechkeet, direkt op Propositioune vun der Kommissioun ze reagéieren, andeems hir d'Recht zousteet, de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ex ante ze préiwen. Bis elo ass d'Chamber vun der Kommissioun am normale legislative Prozess consultéiert ginn a si konnt Avisen ofginn; ee Recht, vun deem se jo och Gebrauch gemaach huet.

D'Chamber gëtt elo direkt Partie prenante vum Gesetzgebungsprozess an ass net méi, wéi dat bis elo de Fall war, nëmmen zoustänneg fir Direktiven ex post ëmzesetzen. Dir wäert an Zukunft hei an der Chamber eng vill méi wichteg Roll spillen duerch de System vun de gielen a vun den orangë Kaarten, déi am Vertrag agebaut sinn. Dëst ass eng nei Manéier fir een Désaccord auszedrécken, direkt wann d'Propositioune vun der Kommissioun um Dësch leien. Wann een Drëttel vun den nationale Parlamenter enger Meenung sinn, dass de Subsidiaritéitsprinzip net respektéiert gouf, kann et zu enger Réevaluatioun oder souguer zu engem Verworf vun enger Propositioun kommen.

Déi Reflexer, déi aus den neie Regelen entstoe wäerten, reie sech an d'Beméien ëm ee méi demokrateschen Entscheedungsprozess an, an deem déi lokal, déi national, déi europäesch Ebene besser vernetzt ginn.

D'Regierung huet sech engagéiert, am Regierungsprogramm, mat allen Acteuren zesummenzeschaffen duerch ee verstäerkten Dialog an ee reegen Informatiounsaustausch. Wa mir alleguerten déi Méiglechkeeten notzen, déi de Vertrag vu Lissabon eis gëtt, kënne mer eisen Afloss maximéieren.

Zënter 2004 läit beim Ausseministère, Här President, d'Verantwortung fir de gudden Empfang vun den europäesche Beamten a fir d'Gebailechkeete vun der Europäescher Unioun an aneren Institutiounen, déi hei zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn. D'Koalitiounsofkommes vun dëser Regierung gesäit vir, dass eng nohalteg Sëtzpolitik och weiderhin zu de Prioritéite vun eiser Aussepolitik gehéiert.

Et ass evident, dass mat der Implantatioun vun enger europäescher Institutioun an enger Stad, respektiv an engem Land, och eng Visibilitéit an een héije Prestige verbonnen ass. Et däerf een net vergiessen, dass dëst och eng Partie Flichte fir Lëtzebuerg mat sech bréngt. Mir hu Flichte géigeniwwer der Europäescher Unioun, de Memberstaten an deenen 11.000 Beamten an hire Familljen, déi hei bei eis liewen a schaffen. Mir huelen dës Aufgaben eescht.

Dëst betrëfft natierlech an éischter Linn d'Gebailechkeeten, an ech wéilt haut nëmmen eng Partie vun de Chantieren ervirsträichen a beliichten:

- Enn September ass en Accord mat der Kommissioun ënnerschriwwe ginn, fir de Bau vun engem Ersatzgebai vun 120.000 m² fir de Jean Monnet - deem seng Alterserscheinungen net ze verkenne sinn. Zukünfteg sollen all Servicer vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg an deem Gebai dann ënnerbruecht ginn.

- D'Aarbechte fir de Bau vum neie Sëtz vum Generalsekretariat vum Europaparlament hunn am Fréijoer 2008 ugefaangen. Iwwer 200.000 m² wäerten hei an deenen nächste Jore gebaut ginn.

- D'Fäerdegstellen ouni weider Délaië vum neie Konferenz-Zentrum bleift ee politesch wichtegen Dossier.

- D'Konditioune goufen och geschaf, dass et der Cour de Justice vun de Communautéiten erlaabt ass, kuerzfristeg mat der Renovatioun vun hiren eelere Gebaier unzefänken. Hei geet et ëm e Budget vun iwwer 80 Milliounen Euro, à charge vun de Communautéiten.

- Zu gudder Lescht wéilt ech nach erwähnen, dass no enger laanger Virbereedung de Schantje vun der zweeter Europaschoul zu Bartreng-Mamer elo an d'konkret Bauphas, wéi mer wëssen, iwwer konnt goen.

Fest steet, dass de Kierchbierg, d'Symbol vun der europäescher Präsenz zu Lëtzebuerg, och an deenen nächste Joren an engem groussen Ëmbau bleiwe wäert. Déi Bauten an déi Servicer, déi hei zu Lëtzebuerg implantéiert ginn, hu mat Sécherheet ee positiven Impakt op d'Wirtschaft hei am Land.

Iwwert déi grouss Bauprojeten eraus, wäerte mer als Ausseministère an den nächste Méint weiderhin a Kontakt mat de Servicer vum Europaparlament a vun der neier Kommissioun bleiwen, fir eng Analys vun de Siège-Accorden ze maachen an déi heiteg Wierkunge wierklech nozepréiwen.

Mir wëllen eis weiderhi fir de Standuert Lëtzebuerg asetzen a säi gudde Ruff och verteidegen. D'Erausfuerderunge si grouss, mä all betraffe politesch Responsabel a Servicer wäerten hiert Bescht maachen, fir dass Lëtzebuerg och an Zukunft e vollwäertege Siège bleift, deen den EU-Institutiounen déi beschtméiglech Aarbechtsbedéngunge garantéiert. Ech wëll duerfir hei op dëser Plaz ee grousse Merci soen, un all déi Verwaltungen, déi eis hëllefen, eise Verflichtungen nozekommen, a besonnesch menge Kolleegen aus der Regierung Claude Wiseler a Luc Frieden.

D'Klimaschutzpolitik dann, ouni Transitioun: Mä, Här President, esou wéi mir als Land versichen, eisen Afloss an der Europäescher Unioun esou grouss wéi méiglech ze halen, esou muss d'Europäesch Unioun dat nämlecht um internationale Plang maachen, fir sech deene groussen Erausfuerderunge vun haut a vu muer ze stellen.

An dat ass, mam A op de Kalenner gekuckt, de Klimasommet jo vu Kopenhagen, deen an engem Mount stattfënnt. A Saache Klimaschutz huet d'Europäesch Unioun eng Virreiderroll iwwerholl, an et gëllt elo déi aner Parteien ze iwwerzeegen, hiren Deel zu engem globalen Accord bäizedroen. An deem Sënn huet d'Europäesch Unioun op deem leschte Conseil européen wichteg Akzenter gesat, déi derzou solle bäidroen, dass Kopenhagen ee Succès gëtt.

„Succès" heescht, dass mer zu Kopenhagen als international Gemeinschaft zu engem éiergäizege politeschen internationalen Accord kommen, deen et erlaabt, d'Erwäermung vun der Äerd op maximal zwee Grad Celsius ze limitéieren, am Verglach zum präindustriellen Zäitalter. Den Enjeu, mengen ech, dee brauch ech Iech net laang ze erklären: Et geet am Fong ëm d'Zukunft vun eisem Planéit, ëm d'Rette vun zéngdausende vu Mënscheliewen an aneren Deeler vun der Äerd, wou sech d'Klimaveränneru ng schonn elo mat dramateschen Auswierkunge weist, ëm d'Erhale vun der Fauna a vun der Flora. Den Effort, dee mer maache mussen, ass kolossal a muss agebett ginn an eng global Äntwert. Jiddweree muss matmaachen, quitte dass een net vu jiddwerengem deen nämlechten Effort ka verlaangen.

Mir hoffen, dass all eis Partner den Enjeu och esou gesinn a sech engagéieren, fir hirer Verantwortung gerecht ze ginn. Un éischter Plaz denken ech un eis europäesch an nordamerikanesch Partner, wéi awer och un déi aner Partner aus der sougenannter éischter Welt. Mä och China, Brasilien, Indien, Russland an all dei aner Schwellelänner, deenen hir CO_2-Emissiounen nach weider dramatesch an d'Luucht ginn, mussen hei hiren Deel bäidroen.

Natierlech musse mer an Europa, an Amerika, an Australien an a Japan mam gudde Beispill a mam richtege Beispill virgoen. Japan zum Beispill huet elo schonn ugekënnegt, seng CO_2-Emissioune wëllen ëm 25% bis 2020 ze reduzéiere par rapport zu 1990.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Och mir Europäer hunn… Pardon?

(Interruption)

Par rapport zu 1990, Fernand. Okay, dat kucke mer.

Also ech hunn ëmmer verstan, dass gekuckt gëtt par rapport zu 1990; dass déi Reduktiounen do an dee Kontext gesat ginn.

Och mir Europäer hu jo décidéiert, eis Emissioune bis 2020 ëm 20% ze reduzéieren; a souguer ëm 30%, am Fall wou déi aner Industriestaten, notamment Amerika, ee vergläichbaren Effort maache géifen an d'Entwécklungs- an d'Schwellelänner och hiren Deel wéilte leeschten.

Deen neien Accord, dee mir eis wënschen, soll net, wéi dat bis elo den Accord vu Kyoto war, op 600 Millioune Leit sech beschränken, mä esou weltëmfaassend wéi méiglech sinn. Ee globalen Accord heescht och global Spillregelen, déi sech op jiddwereen applizéieren. Eng gewësse Koordinatioun um internationalen Niveau ass néideg, fir dass, zum Beispill, den Handel mat Emissiounsrechter effikass gestalt ka ginn, fir dass Emissiounsreduktiounsprojeten an Drëttlänner certifiéiert kënne ginn. Bref, fir dass kloer Spillregelen all Land et erméiglechen, Säint zu dem Kampf géint de Klimawandel bäizedroen.

Dëse globalen Effort, Här President, ass och een Appel un eis Solidaritéit mat deenen, déi am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. An deenen, déi d'Méiglechkeete selwer net hunn, fir deem entgéintzewierken. D'Europäesch Kommissioun schätzt, dass d'Entwécklungslänner eleng, ab 2020, ongefeier 100 Milliarden Euro pro Joer brauchen, fir sech un de Klimawandel unzepassen. Wuel verstan ass dat eng Schätzung, déi op Berechnunge vun der UNO baséiert ass.

Een Deel vun deenen 100 Milliarde pro Joer sollen duerch den Erléis aus dem Handel mat Emissiounsrechter finanzéiert ginn: een Deel vun den Entwécklungslänner selwer an de Rescht duerch international öffentlech Hëllef. Den Deel, deen d'Europäesch Unioun zu deene Milliarden öffentlech Hëllef fir d'Entwécklungslänner soll bäidroen, gëtt zu Kopenhagen décidéiert.

Well et awer wichteg ass, esou séier wei méiglech de Kampf géint de Klimawandel opzehuelen, musse mer déi Zäit bis 2020 iwwerbrécken. Duerfir wëlle mer an der Europäescher Unioun den Entwécklungslänner - duerch de sougenannten „fast start"-Finanzement, deen direkt géif ulafen - ab 2010 ënnert d'Äerm gräifen an eis Ënnerstëtzung bis 2020 da graduell eropschrauwen. D'Europäesch Unioun schätzt de jährleche Besoin vun den Entwécklungslänner fir d'Period 2010-2012 op tëschent fënnef a siwe Milliarden Euro, déi vun der internationaler Communautéit finanzéiert solle ginn.

An dësem Kontext wéilt ech d'Fro opwerfen, awéiwäit mir e gewëssen Deel vun eiser Klimaschutzhëllef iwwer eisen Entwécklungshëllefbudget kéinten a sollte finanzéieren. Et gëtt gesot, dass zousätzlech Sue fir Klimaschutzprojeten an den Entwécklungslänner solle fonnt ginn. Déi Sue sollen net aus der aktueller Entwécklungshëllef ofgezweigt ginn; wat och richteg ass. Déi Remarque ass virun allem pertinent fir déi Länner, déi nach ëmmer net den Objectif vun 0,7% vun hirem PIB oder vun hirem RNB fir d'Entwécklungshëllef erreecht hunn. Mä eisen Entwécklungshëllefbudget, mat verschidden anere Länner - ech mengen, den Här Schiltz weess et besser wéi ech; ech mengen, et sinn der siwen op der Welt -, läit awer schonns iwwer 0,9% vun eisem RNB hei zu Lëtzeburg.

Et misst eis also iwwerlooss sinn, fir mat dem Iwwerschoss tëschent deenen 0,7, déi mer als Europäesch Unioun sollen erreechen, wat also driwwer geet, deen Iwwerschoss, och Klimaschutzprojete kënnen ze finanzéieren, am strikte Respekt vun de bestehende Kritäre vun der OCDE fir Entwécklungshëllef. Ëmsou méi, dass et um Terrain ëmmer méi schwéier wäert ginn, eng strikt Trennung ze maachen tëschent Klima- an Net-Klima-Projeten. D'Entwécklungslänner mussen nohalteg Entwécklungsstrategien ausschaffen, an dat souwuel um wirtschaftlechen, sozialen an ekologesche Plang.

Nieft dem Klimawandel, Här President, an engem Accord zu Kopenhagen, bleift d'Meeschtere vun der Finanz- a Wirtschaftskris eng vun deene gréissten Erausfuerderunge fir d'Europäesch Unioun. Eng Kris, déi sech zu enger regelrechter Sozialkris entwéckelt huet.

Déi global Finanzkris verlaangt eng méi global Finanzarchitektur, an och hei huet d'Europäesch Unioun eng Virreiderroll iwerholl. Dëst gëllt besonnesch fir de G20, dee sech lues a lues als wichtegste Forum fir Diskussiounen a Sichen no Léisungen am Beräich Wirtschaft a Finanzen entwéckelt huet.

Ech wëll hei net drop zréckkommen, wat eise Finanzminister Luc Frieden virun e puer Wochen hei op dëser Plaz gesot huet am Kader vun der Aktualitéitsdebatt iwwert de G20. Ech wëll just nach eemol ënnersträichen, wéi wichteg et ass, dass d'Europäesch Unioun geschlossen am G20 optrëtt, mat engem kloer definéierte Mandat vum Europäesche Rot fir d'Vertrieder vun der Europäescher Unioun - och wann dat eis net garantéiert, dass net awer Décisioune geholl ginn, déi eis net gefale wäerten. Mir hunn déi Erfahrung jo am Abrëll dëst Joer och hei als Lëtzebuerger gemaach.

An der neier Gouvernance vun der Weltwirtschaft, déi de G20 ustrieft, soll dësen nieft dem Fonds Monétaire International an Zukunft och eng wichteg Roll an der makroekonomescher Iwwerwaachung spillen. Hei ass et noutwendeg, dass den Eurogroup bei deem Mechanissem voll a ganz agebonne gëtt. Nëmmen esou kënne mer vermeiden, dass et zu onkohärenten Aussoe kënnt duerch de Fonds Monétaire International/G20 engersäits, an den Eurogroup anerersäits, wat d'Budgetspolitik vun den eenzelne Memberlänner vun der Eurozon ugeet. Dat ass ëmsou méi wichteg, well den Eurogroup duerch de Vertrag vu Lissabon elo formaliséiert gëtt.

D'Virreiderroll, déi d'Europäesch Unioun an dem G20 iwwerholl huet, wat d'Finanzarchitektur ubelaangt, wäert an deenen nächste Wochen hir Verwierklechung kréien duerch d'Adoptioun vun deene betreffende Virschléi vun der Kommissioun, wéi se am Rapport De Larosière proposéiert goufen.

Si wäerten och hei zu Lëtzebuerg zu Ëmstellunge féieren, wat d'Iwwerwaachen an d'Kontroll vun de Banken an Assurancë betrëfft. Et wäert zu enger verstäerkter Koordinatioun op europäeschem Niveau kommen, woubäi déi national Iwwerwaachungsinstanzen awer nach ëmmer fir déi direkt Kontroll sur place zoustänneg bleiwen, wann och mat engem méi begrenzten Handlungsspillraum. Och hei wäerten d'Acteure vun der Lëtzebuerger Finanzplaz sech un nei Spillregele mussen upassen.

Mä ech sinn iwwerzeegt, dass si erëm hir Nues wäerte vir behalen, wéi si dat jo schonns an der Vergaangenheet méi dacks gemaach hunn. Si wäerten och weiderhin op hir Innovatiounscapacitéit a Fachkompetenz setze mussen a kënnen. Et wier allerdéngs eng Illusioun ze mengen, dass eist Land eleng an deene schwéieren Diskussiounen an de Steierdossiere säi Wëlle kéint géint alleguerten déi aner duerchsetzen.

D'Regierung ass beméit, dass et zu enger Paquetsléisung, enger Gesamtléisung kënnt, déi et net nëmmen der Lëtzebuerger Finanzplaz, mä der EU insgesamt erlaabt, sech am internationale Wettbewerb ze behaapten. An dëst, ouni dass et zu Wettbewerbsverzerrunge géif kommen. Et kann net d'Zil sinn, e Resultat ze erreechen, wou zum Schluss d'Kapital an d'Karibik oder an Asien ofwandert.

Kapital, wat jo och dréngend noutwendeg ass, fir ze hëllefen, déi sëlleche Plans de relance ze finanzéieren, fir d'Konjunktur erëm unzekuerbelen. Déi national Relancepläng, zesumme mat deene vun der Unioun, hunn entscheedend derzou bäigedroen, dass de rezente Weltwirtschaftsofschwong ofgebremst konnt ginn. Éischt Zeeche vun enger liichter Reprise sinn ze erkennen. Et geet elo dorëm, e Wee ze fannen, fir erëm zu gesonde Statsfinanzen an der EU an an der Eurozon ze kommen. Well nëmmen, wa mer kollektiv d'Spillregele vum Stabilitéitspakt respektéieren, wäert och eis Gemeinschaftswährung, den Euro, deen Anker vu Stabilitéit bleiwen, deen en an der Kris war. Mä fir d'Regele vum Stabilitéitspakt ze applizéieren, brauche mer déi néideg institutionell Stäerkt, fir noutfalls couragéiert Moossnamen ze huelen. Hei ass d'Kommissioun un éischter Linn gefuerdert.

Sou, wéi et noutwendeg ass, dass mir e gutt funktionéierende Bannemaart fir Finanzdéngschtleeschtunge brauchen, deen op enger neier zolitter Finanzarchitektur berout, esou brauche mir och e Bannemaart, deen ouni Aschränkungen an ouni konkurrenzverfälschend Moossname vun de Memberlänner funktionéiert.

D'Kris huet gewisen, wéi séier et zu engem nationalekonomesche Reflex ka kommen, wat fir eng Wirtschaft wéi eis, déi jo bal zu honnert Prozent vum Export lieft, dramatesch Konsequenze kann hunn. Et däerf net zu enger Fragmentatioun vum Bannemaart kommen. D'Kommissioun muss voll a ganz hir Roll hei spillen, wéi de Vertrag et virgesäit, fir ze verhënneren, dass et zu Konkurrenzaschränkungen an Aschränkunge vun de Grondfräiheete vum Bannemaart kënnt.

De Kommissiounspresident Barroso huet sech a senge politeschen Orientatioune virum EU-Parlament kierzlech zu engem fervente Verfechter vum Bannemaart erkläert an huet och versprach, déi sozial Dimensioune vum Bannemaart ze stäerken. Et sinn dëst Engagementer, déi d'Lëtzebuerger Regierung mat Nodrock ënnerstëtzt an och wäert iwwerwaachen.

Zur Finanzkris wéilt ech nach zum Schluss hei eng méi allgemeng Remarque maachen: Et mussen hei zu Lëtzebuerg, an Europa an an der Welt déi néideg Léieren aus der Kris gezu ginn. Mir kënnen net esou weiderfuere wéi virdrun a maachen, wéi wann näischt geschitt wär.

Et kann net sinn, dass d'öffentlech Hand op enger Säit Milliarden an d'Banke stécht, fir se ze retten, wann op där anerer Säit awer monter Bonien a Milliounenhéicht ausbezuelt ginn. D'Banken hunn déi primär Aufgab, der Ekonomie ze déngen an duerfir Kreditter zur Verfügung ze stellen.

Anerersäits ënnerstëtze mir op europäeschem an op internationalem Plang och all Bestriewungen, déi derzou féieren, d'Banken esou ze encadréieren, dass se keng exzessiv, hir eegen Existenz eigentlech a Fro stellend Risiken huelen, déi eleng der Profitmaximéierung déngen. Déi Entwécklung, wéi mer se virun der Kris haten, dierf sech net erëm widderhuelen.

Här President, esou wéineg d'Europäesch Unioun sech et ka leeschten, Barrièren no bannen ze toleréieren, esou wéineg ka se sech no baussen erlaben, dass et zum Retour vun engem blanne Protektionismus kënnt.

D'Europäesch Unioun ass dee weltwäit gréissten Handelsblock: Ee Fënneftel vum weltwäiten Handel mat Gidder geet op de Kont vun der Europäescher Unioun. Wa mir just vum Commerce vun de Servicer schwätzen, also beispillsweis dem Transport, der Logistik oder der Telekommunikatioun, da gesäit een, dass d'Europäesch Unioun mat engem Undeel vu 27% dee weltwäit gréissten Exportateur ass; virun Amerika a viru Japan. Am weltwäite Verglach sinn et och déi europäesch Betriber, déi am meeschten am Ausland investéieren. Op där anerer Säit gëtt een Drëttel vun allen net europäeschen auslänneschen Investitiounen an der Europäescher Unioun realiséiert.

Dat heescht och, dass keen anere Maart méi offen ass wéi dee vun der Europäescher Unioun. D'Europäesch Unioun hält hir Diere weiderhin och grouss op fir Importer an Investitiounen aus Drëttlänner. An Zäiten, wou verschidde Regierunge sech derzou verleede loossen, nei Handelsbarrièren opzeriichten, a versichen, hir Länner géint auslännesch Konkurrenz ze protegéieren oder carrément ofzeschotten, ass dat en Zeechen, wéi eescht a verantwortungsbewosst mir als Unioun eis Roll als gréissten Handelspartner huelen. Doduerch weise mer als Unioun, dass eis gemeinsam Handelspolitik net op kuerzfristeg an, jee nodeem, kuerzsiichteg Virdeeler aus ass. Villméi maache mer eis och Gedanken doriwwer, wéi sech dëse Politikberäich kann op d'Entwécklungsprozesser vun eisen Handelspartner auswierken.

Mä, wat ass konkret an der Lescht op dësem Feld geschitt?

D'Europäesch Unioun huet dësen Oktober e wichtegt Fräihandelsofkommes mat Südkorea ofgeschloss. Dernieft huet d'Europäesch Unioun mat Kanada ugefaangen ze verhandelen, fir dass eis Betriber och bei eise kanadesche Frënn e besseren Zougank op de Marché kréien. Schliesslech verhandelt d'Europäesch Kommissioun am Numm vun de 27 Memberstate sougenannten Associatiounsofkommesse mat Länner a Mëttel- a Südamerika aus. Och an Asien iwwerpréift d'Europäesch Unioun, wéi eng Länner dee gréissten Interessi hunn a mat wéi engem Handelspartner et am meeschte Sënn mécht, e bilateraalt Fräihandelsofkommes ofzeschléissen.

Et ass ze ënnersträichen, dass d'Europäesch Unioun am Kader vun dësen Ofkommesse versicht, den Handel tëschent de Länner aus der jeeweileger Regioun ze förderen. Doduerch wëlle mir déi regional Zesummenaarbecht, an anere Wierder déi regional Integratioun stäerken. Dernieft kréien d'Entwécklungslänner am Kader vun dësen - an aneren - handelspoliteschen Ofkommessen déi néideg Hëllef zur Verfügung gestallt, déi hinnen et erlaabt, hir Wirtschaftsstruktur esou unzepassen, dass se konkurrenzfäeg Wueren a Servicer kënnen ubidden.

Gläichzäiteg huele mer als Unioun selbstverständlech Rücksicht op déi spezifesch Stäerkten a Schwächte vun deene Länner a mir loossen hinne genuch Zäit, fir hir Grenzen no an no fir eis Wueren opzemaachen. Allerdéngs setze mer als Europäesch Unioun als Konditioun viraus, dass dës Länner d'Mënscherechter respektéieren, an dat net nëmmen um Pabeier. Ass dat net de Fall, kann d'Europäesch Unioun déi handelspolitesch Virdeeler aussetzen, wéi zum Beispill am Fall vu Sri Lanka, wou et zu uerge Mënscherechtsverletzunge jo kierzlech komm ass.

Duerch esou eng Approche, déi Handel an Hëllef sënnvoll matenee kombinéiert, si mir iwwerzeegt, dass grad d'Entwécklungslänner am beschte kënnen déi Chancen notzen, déi d'Unioun hinnen am Kontext vun der europäescher Handelspolitik erméiglecht.

Dëst sinn nëmmen e puer Beispiller vun der gemeinsamer europäescher Handelspolitik, déi sech als grousst Zil setzt, d'Konditioune fir wirtschaftleche Wuesstum an domadder d'Schafe vun Aarbechtsplazen ze verbesseren. Gläichzäiteg suergt d'Unioun derfir, dass grad déi äermste Länner, doduerch, dass si besser an de weltwäiten Handel agebonne ginn, iwwert déi néideg Mëttele verfügen, fir hiren eegenen Entwécklungsmodell esou ëmzesetzen, dass déi meeschte Leit an deene Länner eppes dovunner hunn.

Ech wëll an dësem Zesummenhang emol eng Kéier betounen, dass d'Europäesch Unioun eng Rei vu spezielle Programmer, Instrumenter a Moossname virgesäit, déi deenen äermste Länner et erméiglechen, hir Wueren, grad déi aus der Landwirtschaft, ouni Aschränkungen op den europäesche Maart ze bréngen.

Esou gëtt et zum Beispill säit dem 1. Oktober nei Regelen, fir Zocker aus Afrika, der Karibik an anere Staten aus der Pazifikregioun ze importéieren: Duerch dës Regelen hunn dës Länner et méi einfach, fir hiren Zocker hei bei eis ze verkafen. Derniewent kënnen och all aner Produkter, ausser Waffen - am Kader vun deene sougenannten „everything but arms" - Regelen -, aus deenen äermste Länner zollfräi an ouni quantitativ Aschränkungen an Europa importéiert ginn. Fir Iech just zwee Chifferen ze nennen, Här President: Ënnert dësem Regime huet d'Europäesch Unioun am Joer 2008 Wuere fir insgesamt 5,8 Milliarden Euro aus deenen äermste Länner importéiert.

D'Stats- a Regierungschefen aus Europa hunn dann och op hirem informellen Treffe vum 17. September de G20 invitéiert, déiselwecht Regele wéi d'Europäesch Unioun zu Gonschte vun deenen äermste Länner gëllen ze loossen, an zwar direkt. Well et si grad déi Schwächsten, déi an onsécheren Zäite wéi dësen dee gréisste Misär hunn. Dës Beispiller weisen, wéi eescht d'Europäesch Unioun hir Verantwortung hëlt als de weltwäit gréissten Handelsblock; eng Verantwortung, déi grad och vis-à-vis vun den Entwécklungslänner elo méi wichteg ass wéi jee.

Grad haut, Här President, wou d'FAO-Konferenz - Dir wësst, d'Welternährungskonferenz vun der UNO - zu Roum taagt, erlaabt mer drop opmierksam ze maachen hei an dësem héijen Haus, dass bei de Millennium-Ziler vun 2000 eigentlech, déi jo d'Zil haten, d'Aarmut bis 2015 ze halbéieren, deemools 800 Millioune Leit am Joer 2000 Dag fir Dag géint Honger an Duuscht ze kämpfen haten. Haut ass déi Zuel ugewuess op iwwer eng Milliard!

Den Zär ass also virugelaf, en ass net zréckgaang. Fir d'Weltgemeinschaft ass dëst zu engem risegen Challenge ginn, wou Lëtzebuerg, d'Europäesch Unioun, d'UNO sech staarkmaache mussen, fir dës Entwécklung ëmzedréinen.

Ech bedaueren, Här President, dass et bis elo net méiglech war, déi sougenannten Doha-Ronn am Kader vun der Weltwirtschaftsorganisatioun ofzeschléissen. Et ass schued, well et si virun allem déi arem an déi äermste Länner, déi am meeschten dorënner leiden, dass dës Verhandlungen nach net konnten ofgeschloss ginn. An dat an engem Moment, wou de Welthandel, bedéngt duerch d'Weltwirtschaftskris, vun August d'lescht Joer bis dësen August ëm ganzer 18% erofgaangen ass. Grad an esou enger Situatioun kann d'Europäesch Unioun net d'Hänn an de Schouss leeën an op besser Zäite waarden.

Et ass elo un alle Bedeelegten, virun allem awer un den entwéckelte Länner an deene sougenannten „économies émergentes", den opstriewenden Entwécklungsländer - also China, Brasilien, Indien, Südafrika -, fir déi lescht Efforten ze ënnerhuelen, déi néideg sinn, fir zu engem gudden Ofschloss vun der Doha-Ronn ze kommen.

D'Liberaliséierung vum Handel am Kader vun der OMC heescht awer och, dass mir eis als Weltgemeinschaft eens sinn, dass den Handel tëschent de Länner een Deel vun der Léisung an net een Deel vum Problem ass, wann ët drëms geet, déi global Erausfuerderungen zesummen ze meeschteren; sief dat de Klimawandel, den Honger an der Welt oder och d'Migratiounen.

Europa a Lëtzebuerg sinn net nëmme gefuerdert, wa se ëm déi global Problemer vun dëser Zäit streiden. Een direkten a konkreten Asaz ass néideg fir déi Länner, déi an eiser direkter Noperschaft sinn. An och do gëllt et, Institutiounen ze verstäerken, Regelen ze adaptéieren an ze respektéieren. Déi fundamental Viraussetzunge fir den europäeschen Integratiounsprozess sinn och pertinent, fir Stabilitéit an ekonomesche Wuesstum bei eisen Noperen ze bréngen.

Éischt Beispill ass natierlech geographesch gesinn de Balkan.

Mir wëssen hei alleguerten, wéi wichteg dës Géigend ass, wat d'konkret Auswierkungen op Europa kënne si vun den Entwécklungen an de Balkan-Länner.

D'europäesch Aussepolitik ass zwar net um Balkan gebuer ginn, mä si ass sécherlech ganz staark um Balkan groussginn. Och duerfir bleift dës Géigend fir d'Kredibilitéit vun der europäescher Aussepolitik esou wichteg. D'Joer, wat elo op en Enn geet, war ee ganz wichtegt Joer fir de Balkan, mä dat Joer, wat virun eis läit, virun der Dier steet, wäert ee kruziaalt Joer ginn.

Wichteg war et, well an deene leschten zwielef Méint zwee Länner vum Balkan - Montenegro am Dezember 2008 an Albanien 2009 - hir EU-Kandidatur ofginn hunn. Et ass domadder ze rechnen, dass och Serbien dëse Schrëtt wäert am nächste Joer maachen.

Leider konnten den Associatiounsofkommes an den Accord intérimaire tëschent der EU a Serbien nach net a Kraaft trieden. Et wär staark ze begréissen, wann all - ech betounen all - eis EU-Partner endlech deen néidege Schrëtt zum Ratifizéiere kéinten huelen.

FYROM, also Mazedonien an der fréierer jugoslawescher Republik - FYROM oder ARYM -, dat schonns méi laang de Kandidatestatus huet, kann opgrond vun enger positiver Evaluatioun vun der Kommissioun domat rechnen, dass elo d'Bäitrëttsverhandlunge geschwë kënnen ufänken. Fir Kroatien stinn no dem Accord mat Slowenien d'Perspektiven no méintelaange Blocagen erëm besser, fir un een Ofschloss ze denken. Hei ass d'Zesummenaarbecht mat ICTY awer, dem Tribunal zu Den Haag, extrem wichteg, wann net entscheedend fir ee séiere Fortgank vum Adhésiounsprozess.

Mam neie Lissabon-Vertrag hu mer elo och den institutionelle Kader, dee mir fir weider Erweiderunge brauchen. Et ass awer net esou, dass all déi Länner muer scho wäerte Member gi vun der Europäescher Unioun. Mä hir Beméiungen, fir an déi europäesch Famill opgeholl ze ginn, kënnen a mussen eescht geholl ginn. Et ass eng historesch Flicht an ee Verspriechen, wat mer hinnen 2003 zu Thessaloniki ginn hunn.

Vum 19. Dezember 2009 u wäerte viraussiichtlech d'Awunner vun dräi Balkan-Länner - Mazedonien, Montenegro a Serbien - ouni Visa am Schengen-Raum kënnen zirkuléieren. Et ass dëst eng ganz wichteg Moossnam, déi Lëtzebuerg aktiv ënnerstëtzt huet. Mir gleewen nämlech, dass de Mentalitéitswiessel, deen an där Géigend esou dréngend noutwendeg ass, nëmme ka stattfannen, wa speziell déi jonk Leit aus deene Länner sech duerch Reesen an eise Länner kënnen ëmkucken.

Relativ positiv war d'Entwécklung am Kosovo - relativ, selbstverständlech. Virun e puer Deeg hu Regionalwahlen - dat war de 15. November - stattfonnt. Et sinn déi éischt Wahlen, déi säit der Onofhängegkeetserklärung konnten ofgehal ginn. Déi albanesch-kosovaresch Autoritéiten hunn alles gemaach, fir dass hir serbesch Matbierger un dëse Wahle konnten deelhuelen. De Fait, dass iwwer 30 serbesch politesch Gruppéierungen ageschriwwe waren, ass eng positiv Entwécklung. D'Sécherheetslag huet sech och wäitgehend berouegt, a Serbien huet och säi Verspriche gehalen, d'Kosovo-Fro wëllen iwwer friddlech, iwwert diplomatesch Weeër ze léisen. Natierlech kënne mer net vu Belgrad verlaangen, dass se de Kosovo vun haut op muer unerkennen. Sou ee Schrëtt brauch Zäit, ganz vill Zäit.

Uganks Dezember, vum 1. bis den 11., wäerten um Internationale Geriichtshaff dann zu Den Haag déi sougenannten „oral hearings" ufänken: D'Cour ass gefrot ginn, een Avis iwwert d'Legalitéit vun der Onofhängegkeetserklärung vum Kosovo auszeschaffen. Lëtzebuerg hat am Virfeld ee schréftleche Kommentar eragereecht, an deem mir den onofhängege Kosovo ënnerstëtzt hunn. Mam Avis vun der Cour, dee ganz wichteg wäert sinn, ass ze rechne Mëtt 2010 oder Enn 2010.

Trotz deene villen, méi positiven Entwécklungen, ass nach laang - selbstverständlech - net alles roseg um Balkan. Déi international Wirtschaftskris huet och déi fragil Balkan-Ekonomië ganz staark getraff, an d'Gefor, dass d'Rezessioun déi eng oder aner Regierung kéint destabiliséieren, ass net auszeschléissen.

A Bosnien - engem Balkan um Balkan, kann ee soen - hunn déi néideg Reforme leider bis ewell op sech waarde gelooss. Spannungen tëschent de Vertrieder vun deenen dräi Völker sinn erëm verstäerkt opkomm, a mir sinn nach wäit ewech vun engem viabele Stat. An dësen Deeg sollen ënnert der EU-Médiatioun weider Verhandlungen zu Butmir lafen, fir d'bosnesch Politiker ze iwwerzeegen, hir Divergenzen op der Säit ze loossen a sech fir een eenheetleche Stat anzesetzen. Dëst ass ëmsou méi wichteg, wéi d'nächst Joer solle legislativ Wahle stattfannen. Fir d'Bosnier virun hir Verantwortung ze stellen, muss och de Büro vum Héije Vertrieder - esou menge mer -, den Office vum Héije Vertrieder (OHR) zougemaach ginn a seng Pouvoiren ënnert d'Verantwortung vun de bosneschen Autoritéite gestallt ginn. Eventuell Bäitrëttsverhandlunge mat der EU kënne just mat engem Land jo awer gefouert ginn, deem seng intern Situatioun gekläert ass.

Här President, wéi nuancéiert d'Progrèsen um Balkan sinn, weist och d'Beispill Albanien. Albanien huet, wéi gesot, seng EU-Kandidatur déposéiert an ass dëst Joer Member ginn am Abrëll vun der NATO. An dach goufen et och hei manner positiv Entwécklungen: D'legislativ Wahlen, déi am Juni stattfonnt hunn, hunn nach net 100% den internationalen Normen entsprach a suerge fir Opreegung an der Oppositioun, déi am Moment d'Parlament komplett boykottéiert.

Och an der Visa-Liberalisatioun wäert Albanien, esou wéi Bosnien, nach waarde mussen. Béid Länner konnten an deem Dossier den Usprëch vun der Kommissioun net gerecht ginn. Et ass wichteg, déi zwee Fäll ze ënnersträichen: Si beweise ganz kloer, dass d'Unnäherung un d'Unioun keen automatesche Prozess ass, mä dass d'Balkan-Länner natierlech hir Hausaufgaben ze maachen hunn, selbstverständlech mat eiser Hëllef.

Vill vun deene positiven Entwécklunge sinn der Europäescher Unioun ze verdanken. Kee vun deene Problemer, déi nach opstinn, sinn ouni de politesche Wëlle vun de Länner vum Balkan an der Hëllef vun der Europäescher Unioun gemeinsam ze léisen. Ouni eng reell europäesch Perspektiv kënnt et laangfristeg net zu engem stabile Balkan. Dat wësse mer.

Lëtzebuerg huet am vergaangene Joer säin Deel bäigedroen. Bilateral hu mer eis Kooperatiounsprojete weidergedriwwen, politesch hu mer all proeuropäesch Regierungen an där Regioun ënnerstëtzt. Multilateral hu mer u Wahlobservatiounsmissioune participéiert an aktiv u Missiounen - ob KFOR oder EULEX - deelgeholl.

Esou wichteg, Här President, de Balkan och ass fir Europa, et ass natierlech net déi eenzeg Géigend, wou den europäesche Modell vu Gouvernance Positives kann an och muss bewierken.

Eng stabil Noperschaft ass wesentlech fir e stabilt Europa. Duerfir ass et besonnesch wichteg, dass mer an Europa enk zesummeschaffe mat eisen direkten Noperen am Süde souwuel wéi am Osten. Och hei musse mer Eist derzou bäidroen, fir dass Institutioune geschafe ginn a Regelen adoptéiert ginn, déi noutwendeg sinn, net nëmmen, fir de Krich ze verhënneren, mä och fir Demokratie, Rechtsstaatlechkeet a Wuesstum ze erméiglechen.

Am Juni dëst Joer hu mer e Schratt a Richtung stabil Noperschaft gemaach, mat der Grënnung vum sougenannte Partenariat oriental tëschent der Europäescher Unioun an hire sechs östlechen Noperen: Wäissrussland, Ukraine, Moldawien, Georgien, Armenien an Aserbaidschan.

Déi verschidden Aarbechtsgruppe vum Partenariat si scho virum Summer ugelaf. Konkret Projete sinn an der Maach, fir de Memberen aus dem Partenariat um politeschen an och um ekonomesche Plang ze hëllefen. Et geet haaptsächlech dorëm, a Beräicher wéi der bonne Gouvernance, de Mënscherechter an der politescher Participatioun vun der Zivilgesellschaft ze hëllefen.

Och wann nom Konflikt vum August 2008 Georgien haut net méi am Zentrum vun der politescher Aktualitéit steet, esou verfolge mer d'Aktualitéit dach ganz genee, wat sech do zoudeet.

Déi international Enquêtëkommissioun, déi och ënnert dem Drock vun eis - vu Lëtzebuerg - zustane komm ass, huet bewisen, dass d'Ursaache vum Konflikt am Summer 2008 net esou schwaarz a wäiss waren, wéi déi zwee Haaptacteuren dat ëmmer wëllen duerstellen. Vill vun eis Ausseministere louche richteg, wéi se spontan gesot hunn, dass Georgien de Konflikt déclenchéiert huet a Russland iwwerproportional reagéiert huet.

D'Situatioun a Georgien ass haut méi stabil wéi virun engem Joer, wat zum groussen Deel der Europäescher Unioun ze verdanken ass. Déi Beobachtungsmissioun vun der Europäescher Unioun - déi sougenannten EUMM - ass weiderhi präsent um Terrain mat iwwer 300 Leit, an Dir wësst: Dorënner sinn och zwee Lëtzebuerger.

Déi international Diskussiounen, déi zënter Oktober 2008 zu Genève stattfannen, sinn och weiderhin immens wichteg, fir dauerhaft Léisunge fir Georgien grad wéi och fir déi zwou Regioune Südossetien an Abchasien ze fannen. Zu Genève sinn och schonn éischt Resultater, wann och zaghafter, erziilt ginn, wéi zum Beispill d'Kreatioun vun engem Fréiwarnsystem, fir potenziell nei Ausbréch vu Gewalt kënnen ze entschäerfen. D'Zil vun esou Moossnamen ass, fir d'Vertrauen tëschent de Géigner vun 2008 lues awer erëm sécher opzebauen, fir ze verhënneren, dass et erëm zu Gewalt kënnt.

D'Stabilitéit muss weider gefestegt ginn am Kaukasus, virum allem duerch demokrateschen a wirtschaftleche Fortschrëtt. Do muss an eisen Aen nach vill gemaach ginn a Georgien, besonnesch fir de politeschen Dialog tëschent der Regierung an der Oppositioun ze verbesseren, mä och, fir de Wahlsystem, d'Justiz, Pressefräiheet an d'fräi Meenungsbildung ze demokratiséieren.

Nieft Georgien, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ass et awer virun allem d'Ukraine, déi mer net dierfen aus den Ae verléieren. D'Ukraine, mat hirer Gréisst an hire bal 50 Milliounen Awunner, ass e Land mat engem enorme Potenzial, wat eng ganz wichteg Roll spille kann a seng Nopere positiv beaflosse kann.

D'Ukraine ass leider zënter Joren duerch politesch Instabilitéit geplot, mä d'Hoffnung, dass d'Presidentschaftswahlen am Januar dat wäerten änneren, ass scho grouss op ukrainescher wéi och op europäescher Säit. Déi Reformen, déi d'Ukraine batter néideg huet, fir hirem Potenzial gerecht ze ginn, musse mer weiderhin ënnerstëtzen. Mir si prett, fir der Ukraine op hirem Wee tatkräfteg zur Säit ze stoen.

D'Relatiounen, Här President, mat de Länner vum Partenariat oriental sinn natierlech net ze trenne vun den EU-Russland-Relatiounen. Ech wëll hei nach emol ënnersträichen, dass Russland kee Vetorecht huet iwwert de Wee, dee Länner wéi Georgien an Ukraine aschloe wëllen. Mä et ass wesentlech, dass och de russesche Bedenke Rechnung gedroe gëtt, fir d'Stabilitéit an d'politescht Gläichgewiicht an dëser Regioun net muttwëlleg op d'Spill ze setzen. D'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Russland sollen op gemeinsame Wäerter an Interessen, an net op Mësstraue baséieren. Datselwecht trëfft zou fir d'Relatiounen tëschent der NATO a Russland.

Et ass duerfir ëmsou méi positiv, dass d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Russland sech an dësem leschte Joer no der schwiereger Period vun der Georgien-Kris 2008 erëm normaliséiert hunn. D'Europäer schaffen elo erëm méi konstruktiv mat Moskau un der Bewältegung vun de groussen Erausfuerderungen, virun deene mer alleguer zesumme stinn an déi mer och zesumme mussen ugoen, wa mer se wëllen zum Wuel vun de Populatiounen op béide Säite meeschteren. Ech denken do natierlech virop un d'Weltwirtschaftskris, un de Klimawandel an un d'Sécherheet um europäesche Kontinent.

Et wäert jiddwerengem aliichten, dass dës Sujeten nëmme kënnen zefridde stellend behandelt ginn, wa sech d'Europäesch Unioun a Russland wéi zwee Partner verhalen.

Et ass duerfir ze begréissen, dass d'Europäesch Unioun a Russland dëst lescht Joer grouss Fortschrëtter konnte maache fir d'Verhandlunge vun engem neie Kaderofkommen, dat d'Relatioune laangfristeg festegen an hiren Ausbau erlabe wäert. Béid Säite verspriche sech vun deem neien Accord eng zolidd Basis fir eng méi déif Kooperatioun an deenen nächste Joren, eng Kooperatioun, duerch déi mer d'Vertrauen - eng wichteg Grondlag an all Bezéiung - weider zementéiere kënnen.

Zu enger strategescher Partnerschaft an deem domat verbonnene Vertraue gehéiert och, dass een Divergenzen oppen a konstruktiv kann uschwätzen. Mir hunn d'Gefill, wéi wa mer dat mat Moskau erëm nei kéinte maachen. Ech begréissen dem President Medwedjew seng Deklaratiounen, no deenen d'Mënscherechter, d'Demokratie an d'Rechtsstaatlechkeet - alles Punkten, déi ouni Zweifel nach Defiziter hunn a Russland - a Russland wesentlech gestäerkt misse ginn. Et ass am Dialog mat Russland, wou d'Europäesch Unioun kann hëllefen, déi Ziler um Terrain ëmzesetzen.

Ech hunn et scho gesot: Russland ass a bleift e wichtege Partner, och a Froe vun der Reform vum Weltwirtschaftssystem, gradesou wéi a Froe vum Kampf géint de Klimawandel. D'Europäesch Unioun zielt duerfir dorop, dass Russland seng Gestaltungskraaft an déi domat verbonne Res-

ponsabilitéiten am G20 sougutt wéi am Kader vun de Kopenhagen-Diskussiounen erkennt an unhélt.

A Saachen europäescher Sécherheetsarchitektur, déi op Ureegung vum President Medwedjew am Kader vun der OSZE - awer och an der Europäescher Unioun, an der NATO an an anere Foren - analyséiert gëtt, si mir d'accord, dass mer eise Sécherheetskader an Europa kënnen a musse verbesseren. Dat heescht net, dass mer bestehend Strukturen iwwer Bord solle geheien. Am Géigendeel, mir sollen op hinnen opbauen a se verdéiwen.

D'OSZE huet jo als Kader de Virdeel, Russland an eng Rei aner Staten, déi och net Member vun der Europäescher Unioun a vun der NATO sinn, a voller Transparenz a Gläichberechtegung an déi Diskussioun mat anzebezéien, well se Member sinn. Mir hoffen deemno, dass dee sougenannte Korfu-Prozess besonne weidergefouert gëtt a Verbesserungsvirschléi produzéiert ginn, déi am Interessi vun alle Parteien zur Sécherheet op eisem gemeinsame Kontinent bäidroe wäerten.

Et geet dorëms, d'Sécherheet an Europa mat Russland opzebauen, an net géint Russland. Datselwecht sollt ëmgedréint a Russland de Geescht och vun der politescher Zesummenaarbecht mat der Europäescher Unioun sinn.

Op engem méi vastë Plang ass et natierlech och kloer, dass Russland, duerch säi politescht Gewiicht a seng Plaz als permanente Member vum UNO-Sécherheetsrot, op alle Sujete vun der Welt-Aussepolitik - ech nennen als Beispill just d'Netproliferatioun vu Massevernichtungswaffen an déi doruner gebonnen nordkoreanesch an iranesch Dossieren - e Partner wäert bleiwen, mat deem Europa all Interêt huet, zesummenzeschaffen.

Här President, de Rapprochement tëschent Russland an den USA ass an dësem Sënn och ze begréissen. D'Diskussioun iwwert de Successeur vum START-Traité si scho wäit fortgeschratt, a béid Länner hoffen, dass et dëst Joer nach kann zu enger Ënnerschréft kommen.

Den nuklearen Ofbau ass an onsen Aen e ganz wichtegen Dossier. D'Signal, dat d'Russen an d'Amerikaner schécken, wa si décidéieren, hiert Arsenal ze verklengeren, geet an déi richteg Richtung, notamment och en vue vun den Diskussioune mam Iran an awer och en vue vun der Revisiounskonferenz vum Traité iwwert d'nuklear Proliferatioun, déi am Mee 2010 wäert stattfannen.

Déi Entwécklung ass eng positiv Konsequenz och vum politesche Wiessel an Amerika.

Et ass net ofzestreiden, dass déi nei Administratioun vill méi Versteesdemech weist fir d'europäesch Aart a Weis d'Problemer unzepaken. En neien Toun gëtt ugewannt, nei Akzenter sinn do. Wierder wéi Engagement, Multilateralismus, Concertatioun, Kooperatioun sinn a ginn nees no laanger Zäit erëm gebraucht. Et besteet endlech e Bewosstsinn, dass déi international Institutiounen a Regele musse verstäerkt ginn. An anere Wierder, eng Verbesserung vun der globaler Gouvernance muss ugestrieft ginn.

Déi nei Grondastellung féiert elo schonn zu vill méi Dialog an enger gréisserer Konvergenz tëschent der Europäescher Unioun an de Vereenegte Staten. Déi ass och noutwendeg, fir eng Chance ze hunn, d'Erausfuerderunge vun dëser Zäit kënnen unzegoen.

D'transatlantesch Relatioun ass jo scho laang net méi nëmmen eng Relatioun, wou et eleng ëm d'Sécherheet an Europa geet. Et geet villméi ëm d'Kooperatioun an der Welt, fir global Problemer gemeinsam ze léisen. Heifir brauche mer en éierlechen transatlanteschen Dialog.

Dësen Dialog ass an der Vergaangenheet duerch zwee Facteure limitéiert ginn: Europa war dacks net an der Lag, mat enger Stëmm ze schwätzen. De Lissabon-Vertrag wäert eis duerfir nei Grondlage schafen. An anererséits - muss een och soen -, Amerika war och net bereet, Europa nozelauschteren.

Déi nei amerikanesch Administratioun huet hei fir encourageant Signaler gesuergt. Ech wëll dovunner nëmmen dei wichtegst nennen: d'Modifikatioun vun de Pläng fir e Rakéiteschëld an Europa, dee souwuel der aktueller Bedrohung aus dem Iran méi gerecht gëtt wéi et och ee méi positiivt Klima vis-à-vis vu Russland schaaft. D'Visioun vun enger atomfräier Welt, wéi et zu Prag an der Ried vum President Obama gesot ginn ass, wéi och d'Ouverture vis-à-vis vun der muslimescher Welt sinn zwar keng Projeten, dei kuerzfristeg ze realiséiere sinn, si droen awer derzou bäi, en neit Klima vu Kooperatioun an och vu Vertrauen ze schafen.

D'Akzeptanz op USA-Säit, dass Amerika sech un dem globalen Effort géint de Klimawandel muss bedeelegen, ass natierlech och bedeitungsvoll.

An dësem Kontext kann een och d'Initiativ fir eng grondleeënd Gesondheetsreform an Amerika ervirhiewen. Et ass dëst e Beispill, wéi gesellschaftspolitesch Iddien och den ëmgedréinte Wee iwwert den Atlantik kënne wanderen. Dës Initiativ versprécht, d'sozial Realitéiten op onsen zwee Kontinenter méi no beieneen ze bréngen a vläicht den ideologeschen Discours tëschent Géigner a Verfechter vum europäesche Modell och bei ons ze entschäerfen.

Eng ganz konkret Initiativ, Dir wësst et, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ass, dass ons amerikanesch Partner wëllen, dass mer hinne bäistinn, wat d'Zoumaache vum Gefaangenelager zu Guantánamo ugeet. Lëtzebuerg huet sech bereet erkläert, mat finanzielle Mëttelen den Transfert vu Gefaangenen no anere Länner ze ënnerstëtzen an domadder e schwieregt Kapitel an den transatlantesche Relatiounen, dat dem internationale Rechtssystem esou vill Schued verursaacht huet, ofzeschléissen.

D'transatlantesch Erneierung mécht sech och bemierkbar am Kontext vun der NATO. Virun 20 Joer, wou d'Mauer gefall ass, hu vill Leit sech gefrot, ob mer d'NATO nom Enn vum Kale Krich iwwerhaapt nach brauchen. 20 Joer no der Vereenegung vun Europa bleift d'NATO a mengen Ae weiderhin een zentralen Acteur, wann et drëm geet, d'Sécherheet an d'Stabilitéit ze assuréieren. Firwat? D'Ëmfeld, an deem d'NATO sech placéiert an operéiert, ass haut anescht. D'NATO ass net méi eng reng militäresch orientéiert Organisatioun.

Haut si mir mat neie Gefore konfrontéiert: d'Instabilitéit vu schwaachen oder zesummegebrachene Staten, Attacken iwwer Internet, Energiesécherheet, Piraterie. Geforen, déi keng Grenze kennen, déi ausserhalb vun de Grenze vun der NATO entstinn an eis Bierger an eise sozialen a politesche System bedrohen.

Virun engem Mount ass zu Lëtzebuerg mat der Bedeelegung vun der Madame Albright deen éischte vun enger Serie vu Seminairë lancéiert ginn, déi sollen derzou bäidroen, een neit strategescht Konzept fir d'NATO ze entwéckelen. Dat neit strategescht Konzept soll um NATO-Sommet am Hierscht 2010 zu Lissabon virgeluecht ginn. Dëst wäert der NATO d'Äntwerte liwweren op déi nei Erausfuerderungen am 21. Jorhonnert.

Här President, d'Froe vun der Gouvernance a vun der Stabilitéit stelle sech natierlech net nëmmen östlech vun der Europäescher Unioun. D'Situatioun vun de südlechen Nopere verlaangt och eisen Engagement.

Ech wëll hei net virenthalen, dass de Rhythmus vun de Reformen net an alle Beräicher eisen Hoffnungen entsprach huet, wéi zum Beispill am Beräich vun der Demokratiséierung an der Promotioun vun de Mënscherechter, wou mir ganz gären e méi resolut Engagement a verschiddene Länner gesinn hätten. Mir wäerten eis och weiderhin derfir asetzen, dass dëse wichtegen Aspekt an eise Relatioune mat deene Länner net ze kuerz kënnt. Dëst net, andeems mir deene Länner wëlle vun uewen erof Lektioune ginn, mä an engem konstruktiven Dialog mat hinnen.

Wat déi multilateral Zesummenaarbecht mat der südlecher Noperschaft vun der EU ugeet, hu verschidde wichteg Faktoren, dorënner virun allem de Konflikt an der Gazasträif, et verhënnert, dass d'Unioun fir d'Mëttelmier sech konnt esou entwéckelen, wéi se dat eigentlech vu sech selwer erwaart hat. Sämtlech Aktivitéite vun dëser Partnerschaft sinn a Reaktioun op de Gazakrich vun eisen arabesche Partner agefruer ginn, wat eng Première ass - ech soen dat: wat eng Première ass - zënter '95.

De groussen Atout, Här President, vun dem Barcelona-Prozess war ëmmer deen, dass, onofhängeg vun der Situatioun am Noen Osten, en ee Forum gebueden huet, wou all Parteie sech treffen an diskutéiere konnten. D'Mëttelmieruniouun ass also direkt betraff vum Gazakonflikt an et wäert nach eng Rei Méint, wann net nach méi laang daueren an och haart Aarbecht kaschten, bis dës Partnerschaft erëm op d'Gleisen ze setzen ass.

Och hunn déi verschidden institutionell Erneierungen, déi d'Schafe vun der Mëttelmieruniouun mat sech bruecht huet, bis elo nach net déi gewënschten Effeten erziilt. Déi nei Architektur vun der euro-mediterraner Partnerschaft ass méi komplex ginn, esou wéi och d'Entscheedungsmechanismen an d'Sekretariat vun der Unioun, wat ee Kärstéck soll bilden an der Ëmsetzung vun de Projeten, nach net operationell sinn. Lëtzebuerg wäert op jidde Fall sech derfir asetzen, dass d'Europäesch Unioun als solch en Acteur an dëser Partnerschaft bleift, mat all de Memberstaten, déi vum Mëttelmier an awer och déi wéi mir.

Am Laf vum vergaangene Joer konnt Lëtzebuerg säi Profil an Nordafrika, dem Noen Osten a Mëttleren Oste weider schäerfen, sief et um politeschen oder um ekonomesche Plang. Dozou hunn net nëmmen déi sëlleche bilateral Kontakter tëschent Ministeren um Rand vun internationalen Treffe bäigedroen, mä och d'Reesen, déi vun de verschiddene Membere vun der Regierung an dës Géigend ënnerholl gi sinn.

A menger Capacitéit als Ausseminister hat ech dëst Joer d'Geleeënheet, a Syrien, Tunesien, am Oman ze sinn. Des Weideren hat ech eng sëlleche bilateral Gespréicher, ënner anerem mat mengen Homologen aus Israel, dem Iran an dem Qatar.

Ech war ëmmer der Iwwerzeegung, dass een den Dialog muss sichen, och a virun allem mat Länner, déi net déiselwecht Prioritéite verfolge wéi mir selwer. Dëst ass net ëmmer einfach. D'Entwécklunge sinn oft lues a schwéierfälleg. An et ass eréischt iwwer e gewëssenen Zäitraum, wou ee kann eng Verbesserung feststellen.

D'lescht Joer hunn ech hei op dëser Tribün gesot, et misst ee Syrien als Deel vun der Léisung betruechten. An ech hu mech derfir agesat, den Dialog mat deem Land ze sichen. Esou ware mer net onzefridden doriwwer, dass sech och aner Länner aus der Europäescher Unioun deem ugeschloss hunn an dass elo erëm eng méi enk Zesummenaarbecht mat deem Land ugestrieft gëtt, souguer dass mer et fäerdeg bréngen, an deenen nächste Wochen nach den Associatiounsvertrag mat Syrien ze ënnerschreiwen. Mir hu kloer Erwaardungen un d'Syrer. Erwaardungen, déi sech am beschten an engem méi intensiven a strukturéierten Dialog ausdrécke sollen.

Et ass iwwregens och kloer, dass den Dialog kee Selbstzweck soll sinn. D'Partner an engem Dialog hu kloer Erwaardungen uneneen, a wann dës net erfëllt ginn iwwer e längeren Zäitraum respektiv wann den Dialog net derzou bäidréit, dat néidegt Vertrauen ze schafen, dat fir eng nei a méi enk Zesummenaarbecht néideg ass, da soll den Dialog mat méi konkreten Ureizer verbonne ginn.

Esou wéi am Fall vum Iran, wou mer eng doubel Approche hunn. Engersäits hale mer um Dialog fest, andeems mer dem Iran eng Rei vu Kooperatiounsméiglechkeete proposéiert hunn am Fall, wou hien eise Bedenken, wat säin Nuklearprogramm ugeet, Rechnung dréit.

Op där anerer Säit huet d'international Gemeinschaft eng Rei vu Moossname geholl, fir dem Iran ze verdäitlechen, dass säi Behuelen och e Präis huet. Lëtzebuerg dréit säin Deel derzou bäi, andeem déi Mesuren, déi am Kader vun der UNO décidéiert goufen, och hei am Land eent zu eent ëmgesat ginn. Et däerf kee Wee um Respekt vun de jeeweilegen UN-Sécherheetsresolutioune laanschtféieren.

Eng nei Propos ass dem Iran am Kader vun der AIEA ënnerbreet ginn. An et bleift ze hoffen, dass den Iran dës Offer unhélt an dass lues a lues doduerch d'Vertrauen erëm kéint hiergestallt ginn. Et soll ënnerstrach ginn, dass et sech hei ëm eng Propos handelt, déi net nëmme vum Weste gedroen ass, mä och mat der aktiver Ënnerstëtzung, Engagement vu Russland entstan ass. Vill Zäit bleift net, wann ee wëllt weider Sanktioune verhënneren. Ech hoffen, dass den Iran sech däers bewosst ass.

Den Dialog iwwert dem Iran säi kontroversen Nuklearprogramm soll d'Mënscherechtssituatioun an deem Land net vergiessen doen. Déi Demonstratiounen, déi am Iran no de Presidentschaftswahlen ausgebrach sinn, hunn eng ganz Rei vu Froen opgeworf, déi bis haut selbstverständlech net zefridde stellend beäntwert sinn.

Ech hu selwer dem iraneschen Ausseminister zu New York am September gesot, dass déi barbaresch Stengegungen an Exekutiounen net méi an dëst Jorhonnert gehéieren. Och wäerte mer net zécken, eis weiderhi fir d'Mënscherechter an dësem Land anzesetzen - staark anzesetzen -, sief et am direkten Dialog oder am Kader vun der UNO.

Konnt ech d'lescht Joer, Här President, nach hei op dëser Tribün vun engem virsiichtegen Optimismus schwätzen, esou huet sech d'Situatioun am Noen Osten op dramatesch Aart a Weis verschlechtert. En neie Krich huet d'Regioun heemgesicht, deen onendlecht Leed iwwert d'Gazasträif bruecht huet. Ech hat d'Geleeënheet, hei den 21. Januar am héijen Haus an enger Erklärung de Standpunkt vun der Regierung zu deem Konflikt duerzeleeën.

Et ass ganz kloer, dass Israel d'Recht muss hunn, sech a seng Bierger géint all Form vun Attacken ze schützen. Wa mir also d'Rakéitenugréff aus Gaza op Israel kloer veruerteelt hunn, esou hunn ech och déi intensiv Bombardementer vun der israelescher Arméi op Wunnquartieren zu Gaza zudéifst veruerteelt. Israel huet kloer am Gazakrich duerch d'Militäraktioun internationaalt Recht verletzt.

Wann een de Goldstone-Rapport gelies huet, weess een, mat wat fir enge Mëttelen operéiert ginn ass. Et ass zu uerge Verstéiss géint d'humanitäert Recht komm, dorënner ondiskriminéiert Attacke géint Zivilisten an zivil Installatiounen. Mir hunn zesumme mat eisen europäesche Partner d'Konfliktparteien derzou opgefuerdert, dass déijeeneg, déi internationaalt Recht verletzt hunn, och duerfir zur Rechenschaft musse gezu ginn.

Eng vun eise Prioritéiten an der Mënscherechtspolitik ass jo, d'Impunitéit - d'Stroffräiheet - ze verhënneren. An do däerf keng Ausnahm gemaach ginn. D'UNO rifft d'Konfliktparteien op, innerhalb vun dräi Méint kredibel a virun allem onofhängeg Ënnersichunge vun deenen uerge Verstéiss an d'Wee ze leeden, esou wéi dat an der diesbezüglecher Resolutioun vun der UNO-Vollversammlung gefuerdert ginn ass.

Ech hätt mer gewënscht, Här President, dass mer als Europäesch Unioun eng gemeinsam Positioun beim Vote a Saache Goldstone-Rapport an der UNO d'lescht Woch hätte kënnen anhuelen. Mir ware mat der Palästinensescher Autoritéit ganz no derbäi. Schliesslech si mer un engem Wuert, wéi esou dacks, an der UNO gescheitert.

Vill EU-Memberlänner, och Lëtzebuerg, hu gemengt, et sollt een de Goldstone-Rapport a Rechnung huelen, „take into account", wat de Palästinenser laang gepasst huet. À la fin du compte ass awer op Drock vun eenzelnen arabesche Länner de Rapport, dat „take into account", duerch „endosser" ersat ginn.

Lëtzebuerg war du bei 14 aneren EU-Länner - der EU-Présidence Schweden, Frankräich, d'Belsch zum Beispill a villen aneren - bei der EU-Majoritéit, déi sech dunn enthalen hunn. D'Palästinenser hunn nom Vote deene Länner Merci gesot, déi mat hinne gestëmmt hunn, mä si hunn och

deene Merci gesot, déi sech enthalen hunn. Also hu se Versteesdemech opbruecht fir eis Argumenter.

Lëtzebuerg hëlt iwwert dee Vote eraus dëse Rapport extrem eescht an engagéiert sech, fir dass en déi Suitë kritt, déi dee Goldstone-Rapport verdéngt an déi e brauch, fir dass esou Evenementer sech net widderhuelen.

Wat Israel ugeet, wëll ech de fréieren israeleschen Ambassadeur zu Bréissel an zu Lëtzebuerg zitéieren, den Avi Primor, deen an der „Süddeutschen" geschriwwen huet, säi Land kënnt sech net all Joer ee Krich erlaben, an de Goldstone-Rapport komplett ofweisen, dat wier e grousse Feeler. Dat ass eng staark Ausso, déi net komplettéiert brauch ze ginn.

Wat d'Palästinenser ugeet, ass ze hoffen, dass den interpalästinenseschen Dialog, d'Réconciliatioun vun der Fatah a vun der Hamas, esou séier wéi méiglech Contoure kritt. Gewalt, Haasspriedegten, Intoleranz si keng Weeër, mat deenen d'palästinensescht Vollek seng Interesse kënnt verteidegen.

De Goldstone-Rapport deckt kloer déi inakzeptabel Methode vun der Hamas op. Methoden, wou Terror absolut Prioritéit huet, wou Mënschen als Schutzschëlder benotzt ginn, sinn ouni Restriktioune condamnabel an mussen och bestrooft ginn.

Ech wëll awer hei och déi aktuell tragesch Situatioun an der Gazasträif uschwätzen. Déi illegal israelesch Blockad vun deem Territoire fuerdert do weiderhin ee schwéieren Tribut vun der Zivilbevölkerung. Ech kann hei nëmme mäin Opruff un d'israelesch Regierung erneieren, fir d'Grenziwwergäng zu Gaza direkt an onkonditionell fir all Zort humanitär, kommerziell Gidder an och de Persouneverkéier opzemaachen.

Et ass net hinzehuelen, dass déi Leit virum Abroch vum Wanter nach ëmmer mussen a Ruine wunnen an dass hinnen all Perspektiv geholl gëtt, fir hir Liewenskonditiounen ze verbesseren. Dëser kollektiver Bestrofung muss en Enn gesat ginn.

Wat de Friddensprozess ugeet, ass et mir onverständlech, dass déi nei oder déi jëtzeg israelesch Regierung d'Verhandlunge mat de Palästinenser net wëllt viruféieren, do, wou d'Virgängerregierung opgehalen huet a wou, den Haaptacteuren no, ee Friddensvertrag a Reechwäit war. Dëst ass e schwéiere Réckschlag fir de Fridden an der ganzer Regioun, an déi nächst Wochen a Méint wäerten an deem Kontext kruzial sinn.

Et ass méi wichteg wéi jee, dass d'Israelien an d'Palästinenser esou séier wéi méiglech d'Verhandlungen erëm ophuele kënnen, an dat am Respekt vun deene viregte Verträg, vun deene viregten Ofmaachungen. Dat heescht un éischter Plaz, dass Israel muss direkt de Bau vu Siedlungen total astellen, an dëst am besaten Ost-Jerusalem wéi och an der Westbank. Dës permanent Provokatioun vu Siedlungsbau dreift Waasser op d'Mille vun den Extremisten. Land stielen, awer doriwwer eraus vu sengen Noperen, ass an allen Hisiichten, international-rechtlech gesinn, eng schwéier Verfeelung.

Ech hu virdru vun den neien Akzenter geschwat, déi hautdësdags aus Washington kommen. An dëser Fro vun de Siedlunge muss ech ganz kloer soen, dass ech do op kloer Wierder waarden. Kloer Wierder, déi de President Obama a senger Ried zu Kairo gesot huet. Kloer Wierder ginn allerdéngs net méi duer. Et mussen elo Dote folgen.

D'EU ass prett, hiren Deel ze leeschten, fir de Parteien ze hëllefen, e Friddensvertrag ëmzesetzen. Doriwwer eraus sinn d'Diskussiounen ugelaf, wéi d'EU d'Beméiunge vun der palästinensescher Regierung kann ënnerstëtzen, fir en eegene Stat opzebauen. D'palästinensescht Vollek konnt an der Vergaangenheet ëmmer op d'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg zielen, an dat wäert och esou bleiwen, wann et drëm geet, en eegene Stat opzebauen.

Déi aktuell Situatioun kann net unhalen. Ouni en Zréckkommen un de Verhandlungsdësch riskéiert d'Regioun eng nei Well vu Gewalt ze erliewen. D'Palästinensesch Autoritéit ass an enger prekärer Situatioun, an déi leschten Aussoe vum President Abbas musse seriö geholl ginn. Et wäert net méiglech si fir Israel, a Sécherheet ze liewen, soulaang d'Palästinenser sech an enger verzweifelter Situatioun befannen. Et bleift ze hoffen, dass och déi aktuell israelesch Regierung dat endlech agesäit, zum Wuel vun der Sécherheet vun Israel selwer.

Et wär ee gravéierende Feeler, Här President, eis Opmierksamkeet ze beschränken op eis direkt Noperen, op déi grouss Acteuren. Afrika ass e Kontinent, op deem an deene leschte Jore staark u politescher a wirtschaftlecher Bedeitung gewonne gouf.

D'Afrikaner sinn zu wichtege politesche Partner fir Lëtzebuerg an Europa ginn, mat deene mir enk zesummeschaffen. D'afrikanesch Staten hunn ëmmer méi Gewiicht um internationale Plang. An Europa wäert gefuerdert sinn, sech mat hinnen zesummenzedinn, fir déi grouss international Erausfuerderungen effikass unzegoen. Ech denken notamment wéi ëmmer do un de Klimawandel, d'Weltwirtschaftskris, de Kampf géint den Terrorismus.

Afrika ass um richtege Wee. Trotz alle Réckschléi an Hiobsbotschaften, déi mir an den Noriichten héieren a gesinn, mécht de Kontinent bedeitend Fortschrëtter. Et ginn ëmmer méi funktionéierend Demokratien do an d'Wuesstumsrate vun de Volekswirtschaften an Afrika gehéieren zënter Joren zu deenen héchsten an der Welt. D'Afrikaner sinn och amgaang, eng kontinental Organisatioun, d'Afrikanesch Unioun, opzebauen, déi op de Modell vun der Europäescher Unioun zougeschnidden ass an déi de Kontinent intern soll weiderbréngen an den Afrikaner op der internationaler Zeen eng méi staark, gemeinsam Stëmm ginn.

Lëtzebuerg begréisst déi Entwécklung ganz staark. Duerfir wäert Lëtzebuerg an deenen nächste Méint och fir d'éischte Kéier en net résidenten Ambassadeur bei der Afrikanescher Unioun akkreditéieren.

Trotz alle Fortschrëtter si leider och nach ëmmer seriö Réckschléi ze bemierken. Déi rezent Coupen an enger Partie afrikanesche Länner maachen eis Suergen. Westafrika, eng Regioun, wou Lëtzebuerg besonnesch präsent ass, ass dovunner speziell betraff.

Fir eis Bezéiungen iwwert d'Entwécklungshëllef eraus och op politeschem a wirtschaftlechem Plang ze entwéckelen, hu mer eis Entwécklungsbüroen um Cap-Vert, am Senegal, am Burkina Faso zu Ambassaden ausgebaut. Westafrika wäert, ënner anerem wéinst senger geographescher Proximitéit zu Europa, an den nächste Joren ëmmer méi Bedeitung kréien. Aus deem Grond ass et wichteg, eis Bezéiunge mat där Regioun ze festegen, fir souwuel déi gemeinsam Erausfuerderunge kënnen effikass unzegoe wéi och déi sech biddend Opportunitéiten ze notzen.

Här President, ons Relatioune mam asiatesche Kontinent sinn och ganz wichteg; duerfir si mer mat véier Ambassaden um asiatesche Kontinent vertrueden. Véier Ambassaden decken am Ganzen 13 asiatesch Länner of. Zënter dem Abrëll ass onsen Ambassadeur zu Bangkok och beim Generalsekretariat vun der ASEAN - der Associatioun vun de südostasiateschen Natiounen -, déi jo, wéi Der wësst, zu Jakarta baséiert ass. D'ASEAN huet an de leschte Joren enorm Fortschrëtter um Niveau vun der regionaler Integratioun gemaach: Déi zéng südostasiatesch Länner hunn zum Beispill eng Charta adoptéiert, déi am Dezember d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass. Dës Charta gesäit vir, dass bis 2015 eng ASEAN-Communautéit gebaut gëtt, déi op dräi Feiler steet, nämlech der Sécuritéit, der Ekonomie an dem soziokulturelle Beräich.

Op hirem leschte Sommet hunn déi zéng Länner och d'Schafe vun enger Mënscherechtskommissioun décideiert. Et ass wichteg, dass Lëtzebuerg d'Wichtegkeet vun dëse Länner, nieft där vun de schonns allsäits bekannte Gréisste wéi China, Japan, Südkorea oder och Indien, erkennt. Well quitte, dass d'ASEAN-Länner och duerch eng Baisse an hiren Exporter vun der weltwäiter Wirtschaftskris gehäit sinn, esou sinn et dach si, déi sech entre-temps mat China als potenzielle Motor vun der globaler wirtschaftlecher Reprise erausschielen. An dësem Kontext wëll ech dorop hiweisen, dass verschiddener vun dëse Länner net nëmme wichteg fir de Gidderhandel sinn, mä och fir eisen Échange vu Servicer, also am finanzielle Beräich.

Här President, zu Afghanistan - doriwwer hate mer jo viru 14 Deeg eng ausgiebeg Debatt - wëll ech just dräi Saache soen, well mer gëschter och am Conseil Affaires générales zu Bréissel eng Diskussioun doriwwer haten.

1) Zefridde kann een net sinn, dass den zweeten Tour vun de Presidentschaftswahlen net stattfonnt huet. D'Legitimitéit vum President Karsai huet dorënner gelidden. D'UNO huet schliesslech de President unerkannt grad wéi och d'Europäesch Unioun.

2) Et muss een ëmmer nees däitlech an haart soen, dass d'afghanesch Regierung elo um Zuch ass, fir d'Korruptioun ze ënnerbannen, d'Strukture vum Stat opzebauen an d'Sécherheet entscheedend ze verbesseren. Dofir brauch Afghanistan d'international Communautéit; dofir brauch Afghanistan d'UNO, d'NATO, d'Europäesch Unioun a vill aner Länner. Lëtzebuerg ass och an Zukunft bereet, mat sengen Zaldoten um Flughafe vu Kabul wichteg Aufgaben ze iwwerhuelen am Kader vun der ISAF.

3) Et gëllt elo, mat Hëllef vun enger grousser internationaler Konferenz deen neien „Afghan Compact" - deen ale leeft 2010 aus -, also d'Zesummenaarbecht afghanesch Regierung - international Gemeinschaft fir den Opbau vum Land unzegoen. Duerfir brauch een d'militäresch Präsenz, fir d'Sécherheet esou gutt wéi méiglech ze garantéieren. D'Zil allerdéngs ass et, de Schwéierpunkt op Opbau, an net op militäresch Akten ze leeën. Dëst an der Perspektiv, esou séier wéi méiglech Afghanistan zu honnert Prozent den Afghanen ze iwwerloossen.

D'Réconciliatioun vum afghanesche Vollek ass d'Conditio sine qua non, fir dëst nobelt Zil vun der internationaler Gemeinschaft kënnen ze erreechen.

D'Welt vun haut weist eng Villfalt vu Problemer op, Här President, déi awer all e gemeinsame Kär hunn: schwaach Institutiounen, schwaach Gouvernance, kee Rechtsstat, kee Respekt vun de Mënscherechter.

Mir probéieren als Lëtzebuerger, als Europäer, eisen Deel derzou bäizedroen, dass Verbesserungen an hoffentlech och Léisungen zustane kommen.

Mir gleewen awer, dass et net dorëm geet, dem Rescht vun der Welt eis Weisheeten opzezwéngen. Léisunge mussen erreecht ginn am Dialog an am Kader vu multilateralen Institutiounen, Regelen a Prozeduren.

Dat ass net just eng theoretesch Iwwerleeung: Mir praktizéieren, wat mir soen, andeem mir eis asetzen am Kader vun der UNO. Eis Kontributiounen zum gewéinleche Budget an zum Budget fir d'Friddensmissioune vun der UNO si bedeitend. D'Lëtzebuerger Arméi huet matgemaach a mécht weider mat an enger Rei vun UNO- an UNO-mandatéierte Missiounen. Mir bedeelegen eis aktiv um Liewe vun der Organisatioun an iwwerhuelen d'Verantwortung an deene verschiddensten UNO-Gremien. Esou assuméiert Lëtzebuerg zum Beispill de Moment d'Présidence vum Wirtschafts- a Sozialrot vun der UNO, an déi groussaarteg Aarbecht vun eiser Ambassadrice gëtt gelueft an héich geschat.

Als Grënnungsmember vun de Vereenten Natiounen, dat seng Aussepolitik resolut op d'Integratioun, op de Multilateralismus opgebaut huet, ass et nëmme logesch, dass mir och bereet sinn, déi ultimativ Verantwortung fir d'Erhale vum Fridden an der internationaler Sécherheet matzedroen.

Duerfir och eis Kandidatur, déi, wéi Der wësst, schonns 2001 gestallt gouf, fir Member vum UNO-Sécherheetsrot fir d'Joren 2013 an 2014 ze ginn. Et wär dann un eis ze beweisen, dass och e klengt Land um héchsten Niveau vun der Welt-Gouvernance seng Kontributioun kéint bréngen.

Eng international besser Gesellschaft kënnt net vum selwen, Här President, an och net fir näischt. D'international Politik ass do net anescht wéi déi national. Verbesserunge kommen dann, wann all sech beruff fillen, Hiert bäizedroen. D'Leit an d'Länner si gefuerdert. Mir sinn eis däers bewosst an agéieren och deemno am nächste Joer.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Ausseminister. Muer de Mëtteg féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.30 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.28 heures)

d'Chamber online op **www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 7

MERCREDI,
18 NOVEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes
- *M. le Président*
- *Vote sur l'application de l'article 4 (5) du Règlement*

2. Débat sur la politique européenne et étrangère
- *Débat: M. Norbert Haupert, Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot (dépôt d'une motion), M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann, Mme Lydie Err*
- *Mme Lydie Polfer*
- *M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères (interviennent MM. André Hoffmann et Jean-Louis Schiltz)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes

Mir kommen elo zu de Mandatserneierunge vun zwee Conseillere bei der Cour des Comptes. D'Demandë fir d'Mandatserneierunge vun den Häre Georges Ramos a Ralph Kass sinn un d'Deputéierte verdeelt ginn. Ech wëll Iech hei nach eng Kéier an Erënnerung ruffen den Artikel 4, Alinea 5 vum Chambersreglement. Mir hunn elo zwou Méiglechkeeten:

a) soit l'application de l'article 4 (5): «Au cas où pour la nomination (…) le nombre des candidats correspond au nombre de places à pourvoir, le ou les candidats peuvent être proclamés élus sans qu'il soit nécessaire de procéder au scrutin prévu aux alinéas précédents.»

b) soit, à la demande d'un député, un vote sur chaque candidat - oui, non, abstention.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 4, Alinea 5 vum Chambersreglement ze applizéieren an domadder kee Vote iwwert déi zwou Mandatserneierungen ze maachen?

Vote sur l'application de l'article 4 (5) du Règlement

Ech géif déi bieden, déi domadder averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ass een do dergéint?

Eng Enthalung?

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Domadder sinn dem Här Georges Ramos an dem Här Ralph Kass hir Mandater als Conseiller vun der Cour des Comptes verlängert ginn. Da kéinte mer dee Punkt domadder ofschléissen a mat eisem Ordre du jour weiderfueren.

Als zweete Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer d'Debatt iwwert d'Europa- an Aussepolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 4 festgeluecht. Bis elo hu sech ageschriwwen: den Här Haupert, d'Madame Polfer, den Här Fayot, den Här Braz, den Här Kartheiser, den Här Hoffmann an d'Madame Err. Als éischte Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Merci, Här President. Eng vun de gréissten Erausfuerderunge vun eiser Zäit ass a bleift d'Bekämpfung vum Honger an der Welt. Den Honger stellt eng Gefor fir de Fridden duer, a seng Bekämpfung ass mat him Bestanddeel vun enger globaler Aussen- a Sécherheetspolitik. Iwwer eng Milliard Mënschen op der Welt leiden Honger. All Dag stierwen iwwer dausend Kanner, well se näischt oder net genuch z'iessen hunn.

Elo steet schonns fest, datt d'Millennium Goals, dat heescht d'Objektiver, déi sech déi räich Länner am Joer 2000 gesat hunn, bis 2015 d'Aarmut an den Honger op der Welt ëm d'Halschecht ze reduzéieren, net erreecht kënne ginn. Dat sinn Zifferen a Fakten, déi ze bedenke ginn.

Dofir sinn ech frou, dass den Ausseminister gëschter a senger Deklaratioun zur Aussepolitik dës Problematik och kuerz gestreift huet. Enttäuscht dierf een awer iwwert d'Erklärung vum Welternährungsgipfel sinn, deen d'lescht Woch, oder déi lescht Deeg villméi, zu Roum getaagt huet, an där nëmmen onverbindlech Ziler am Kampf géint den Honger stinn.

Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, virun zwou Woche gouf den 20. Joresdag vum Fall vun der Berliner Mauer gefeiert; net nëmme Symbol vun der däitscher Wiedervereenegung, mä och Ufank vum Zerfall vun der Sowjetunioun, dem Aleede vun engem Demokratiséierungsprozess an de fréieren Ostblockländer, an domat d'Schafe vun enger Perspektiv fir eng Erweiderung vun der Europäescher Unioun no Osteuropa.

Alles Ëmstänn, déi d'Ausleeë vun der Aussen- a Sécherheetspolitik an der Welt wäitestgehend verännert hunn. Aus enger polariséierter Ausriichtung vun der Aussen-a Verdeedegungspolitik, wéi mer se ënnert dem Kale Krich kannt hunn, mat den USA an hiren Alliéierte vun der NATO engersäits, an dem Warschauer Pakt dominéiert vun enger mächteger Sowjetunioun anerersäits, huet sech eng Politik vum Multipartenariat entwéckelt, déi d'Evenementer an der Welt begleede soll.

A senger Ried virun der UNO-Vollversammlung am September vun dësem Joer huet sech den amerikanesche President fir e verstäerkten neie Multilateralismus ausgeschwat. Seng Efforten, ënner net einfachen Ëmstänn den Hiewel vun der amerikanescher Aussepolitik nei ze gewiichten, fir engem gewëssenen Unilateralismus esou de Réck ze dréien, verdéngen eis Opmierksamkeet. Dës nei Ausriichtung vun der amerikanescher Aussepolitik, dëse sougenannten „smart power" versicht op intelligent Aart a Weis diplomatesch, wirtschaftlech, politesch, militäresch, legal a kulturell Instrumenter mateneen ze verknäppen.

Duerch d'Oflehne vun ze vill ideologesch rigide Postulaten an duerch eng Verbesserung vum Dialog wëllt den amerikanesche President méi op dat agoen, wat an der Welt gesot gëtt. Demokratie a Mënscherechter gewannen esou u Stäerkt. Dësen neie Multilateralismus, vun deem den Här Obama schwätzt, soll op géigesäitegem Interessi a Respekt baséieren a setzt op eng besser Opdeelung vun der Beméiung, fir déi global Problemer an der Welt ze léisen.

De Barack Obama zielt op de gudde Wëlle vun der Weltgemeinschaft, fir d'Erausfuerderungen um globale Plang gemeinsam unzegoen, sief dëst fir sech géint déi nuklear Ofrëschtung oder géint hir Verbreedung, fir den Opbau vun engem stabilen Afghanistan, fir de Fridden am Mëttleren Osten, géint d'Klimaverännerung souwéi och an der Bewältegung vun der Wirtschaftskris anzesetzen.

Ech denken, datt et sech beim amerikanesche President ëm en Opruff virun allem och un eis Europäer handelt. En Opruff, deen et heescht unzehuelen, besonnesch wa mir eis gemeinsam Wäerter a Prinzipien a sengem Discours erëmfannen.

Dir Dammen an Dir Hären, esou musse mir versichen als Europa vereent opzetrieden, fir eis aktiv kënnen an dëse Multilateralismus anzeklénken, fir nieft den Amerikaner als responsabel an eegestänneg Muecht d'Welt ze versiche matzeprägen, an awer och méi Verantwortung op eis ze huelen.

An där Hisiicht ass et wichteg, d'Chancen ze notzen, déi eis de Lissabonner Vertrag gëtt, fir d'Europäesch Unioun vu bannen a vu baussen ze konsolidéieren an esou méi Gewiicht ze kréien an dat och no baussen zum Ausdrock ze bréngen. D'Akraafttriede vum Traité ass eng Erliichterung fir all Memberstat. Endlech ass et méiglech, aus dem Blocage erauszekommen, an deem d'Europäesch Unioun spéitstens zënter dem Neen zum Referendum vu Frankräich an Holland am Joer 2005 stécht.

Dëse Blocage huet de ganzen Dynamismus vun der europäescher Konstruktioun gelähmt an zu grousser Onsécherheet Ulass ginn. Dës Onsécherheet ass souzesoe gekoppelt mat engem gewësse Manktum un Orientéierung vu ville Bierger an europäesche Froen, déi sech haut dann och schwéierdinn, fir sech an der Europäescher Unioun erëmzefannen.

Iwwer een halleft Jorhonnert huet d'europäesch Konstruktioun e kloert Objektiv. Et ass drëms gaangen, fir ee Kontinent, deen duerch den Zweete Weltkrich ausenanergerappt gouf, nei opzebauen an nees zesummenzefëieren. Dës Befestegung vum Fridden ass duerch d'Integratioun vun den nationale Mäert um Kontinent weider verankert ginn.

Obwuel dëst Objektiv vum Fridden hautdësdags bäibehalen a weider verstäerkt muss ginn, schéngt et awer kloer, dass dëst net eleng méi duergoe kann, fir den europäesche Projet no vir ze dreiwen. Haut muss en neit Objektiv, eng nei politesch Visioun derbäikommen, déi den europäesche Bierger den néidegen Opdriff ginn, sech op en Neits mat Europa identifizéieren ze kënnen.

Aus deem Grond ass et méi wéi jee haut noutwendeg, eng Clarificatiouns- an Erläuterungsaarbecht vum europäesche Projet ze maachen. Firwat ass Europa do? Wat si seng politesch, wirtschaftlech an international Ziler? Dës Froe brauchen eng seriö fundéiert Äntwert, fir dem sougenannte politeschen Defizit oder souguer engem op enger Rei Plaze gefillte Sënndefizit vun der Unioun entgéintzewierken.

Här President, vereinfacht gesot ass d'Fro haut déi, wat dann d'Plaz vun der EU an enger globaliséierter Welt ass. Wéi eng Roll soll d'Unioun spillen? Wéi eng Roll muss se spillen? A wat sinn hir Aufgaben? Dës Iwwerleeunge sinn net nei. Schonn zënter dem Maastrichter Vertrag gëtt versicht, der Unioun déi néideg Instrumenter ze verschafen, fir net nëmmen um wirtschaftlechen, mä och um aussepoliteschen a sécherheetspolitesche Plang hir Roll ze spillen.

Wat nei ass, ass, dass fir d'Alleréischt an der Geschicht vun der europäescher Konstruktioun déi negativ Konsequenze vun der Mondialisatioun mat voller Wucht an d'Liewe vun den europäesche Bierger aschloen. De globale Charakter vun der Wirtschaftskris zum Beispill, oder awer och de Klimawandel, fir just zwee vun deene bekannteste Beispiller ze nennen, maachen, datt d'europäesch Bierger sech bewosst ginn, datt et haut net méi méiglech ass, fir dës Problemer um nationale Plang ze léisen oder d'Auswierkunge vun dësen op de Grenzen unzehalen.

Esou fënnt sech lues, mä sécher ëmmer méi Konsens an Europa fir eng méi staark Koordinatioun vun den nationale Politiken, fir op europäescher Ebene ze versichen, en zolidd Gewiicht an enger zousehends multipolarer Welt auszemaachen. Nëmmen esou, wa mer eis weider koordinéieren a mer an Europa méi no beieneeréckelen, kënne mer als vollwäertege Partner am Concert vun de Groussen, déi haut Amerika a China, mä muer och Indien a Brasilien heeschen, optrieden.

Här President, an dëser Hisiicht ass et da wichteg, datt d'Europäesch Unioun versicht, eng gemeinsam Strategie fir eng vigouréis a couragéiert international Politik op d'Been ze setzen, déi sech duerch eng gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik artikuléiert.

Staark duerch hir gemeinsam Wäerter a Prinzipien um sozialen a wirtschaftleche Plang souwéi duerch hir fundamental demokratesch Aart a Weis, am Konsens Décisiounen ze huelen, verfügt d'Europäesch Unioun iwwer eng Glafwierdegkeet, déi hir esou séier keen ofschwätze kann. Dës Glafwierdegkeet dréit derzou bäi, datt sech souwuel déi europäesch Bierger wéi och déi international Communautéit vun der Unioun hirer Nëtzlechkeet a Legitimitéit iwwerzeege kënnen. Dësen eenzegaartege Modell mécht der Europäescher Unioun et méiglech, eng eegestänneg Plaz am Krees vun de globalen Acteuren an der Weltpolitik ze fannen an anzehuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Lissabonner Vertrag mat sengen institutionellen Erneierunge bitt eis e staarkt Potenzial, fir genau dës europäesch Capacitéiten ze stäerken an esou kënne kollektiv op der internationaler Zeen ze agéieren. Eng stabel Présidence vum Europäesche Rot an en Héije Représentant vun der Aussepolitik sollen den europäeschen Aarbechte méi Kohärenz a Kontinuitéit ginn.

D'Visibilitéit vun der Unioun gëtt vu bannen a vu bausse gestäerkt, d'Telefonsnummer vun Europa, déi de fréieren amerikaneschen Ausseminister Kissinger esou staark vermësst huet, kann elo opgeschriwwen a verdeelt ginn.

Iwwert de Wee vum Lissabonner Vertrag versiche mer virun allem, fir eng besser Effikassitéit vum europäesche Steierungssystem ze suergen. Dat geschitt iwwert de Wee vum permanente President vum Europäesche Rot, dat geschitt iwwert de Wee vum Héije Vertrieder vun der Aussepolitik, déi allen zwee zesumme mam Kommissiounspresident fir dat neit institutionellt Europa stinn.

An dach ginn et, besonnesch am Kontext vun der Roll an de Kompetenze vum President vum Europäesche Rot, eng Rei Froen. Am Lissabonner Vertrag eleng fënnt een net eng Äntwert op all déi Froe wéi déi: Wat si ganz genee seng Kompetenzen? Mat wéi enge Mëttele ginn dës Kompetenze genee ugewannt? Wéi organiséiert sech d'Zesummenaarbecht mam Kommissiounspresident a mam Héije Vertrieder vun der Aussepolitik?

An dësem Kontext huet Lëtzebuerg an Zesummenaarbecht mat senge Kolleegen aus der Benelux e ganz wichtege Memorandum ausgeschafft, wou si hir Positioun, wat déi prezis Modalitéiten ubelaangt, festhalen. Et ass also eng extrem utile Kontributioun am Sënn vun engem Preziséierungsinstrument.

An eis Fraktioun wëllt hei ausdrécklech ënnersträichen, datt dëse Memorandum genee déi richteg Akzenter setzt, fir datt och an Zukunft déi communautaire Method weider als zentraalt Element Bestand huet an dat institutionellt Gläichgewiicht och optimal garantéiert ka ginn.

Här President, wéi virdru schonns bemierkt, misst d'Europäesch Unioun nieft där gemeinsamer Aussepolitik hiert Profil iwwert de Wee vun enger couragéierter Sécherheets- a Verdeedegungspolitik um

internationale Plang weider schäerfen. Ech denken, datt de Lissabonner Vertrag eis och hei genee déi zousätzlech Mëttelen zur Verfügung stellt, déi mir brauchen, fir eis Politik an dësem Beräich weiderzeentwéckelen an esou u Visibilitéit ze gewannen.

D'Europäesch Unioun huet am Joer 1999 zu Köln décidéiert, eng gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungspolitik ze développéieren, dat virum Hannergrond vun den Evenementer um Balkan. A relativ kuerzer Zäit huet d'EU doropshin ee modernt an zukunftsträchtegt Konzept op d'Bee gestallt, dat net méi am Kader vun enger globaler Krisebewältegung ewechzedenken ass an op dat esou munch anerer mat groussem Interessi kucken.

D'Europäesch Unioun ka mat senger Sécherheetspolitik mëttlerweil op eng ganz Bandbreet vun Instrumenter a Ressourcen zréckgräifen, fir enger Kris zevirzekommen, si ze verhënneren oder no engem Konflikt de Fridden nees hierzestellen an den Neiopbau weiderzedreiwen oder ze begleeden, jee nodeem.

Natierlech ass den europäesche System an der Praxis net ëmmer applizéierbar. Mä de Fakt, datt d'UNO hir Déngschter ëmmer méi an Usproch hëlt, weist, datt d'EU mat hiren Iwwerleeungen a Projete richteg louch an nach ëmmer richteg bleift.

Mir hunn et also haut: déi gemeinsam europäesch Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik. Elo kënne mer op Lissabon zréckgräifen, fir dës Politik weider auszebauen. Och mam Lissabonner Vertrag verfügen an allen europäesche Memberstaten d'Parlamenter iwwert dat lescht Wuert am Beräich vun der Aussen- a Sécherheetspolitik. Wat hei feelt, ass a mengen Aen déi interparlamentaresch Dimensioun vun dëser Politik.

Den Direkter vun dem Institut fir Sécherheetsetüde vun der Europäescher Unioun huet d'Schafe vun engem europäesche parlamentaresche Conseil fir Sécherheet a Verdeedegung virgeschloen, déi hien als kruzial fir d'Réussite vun der PESD, dat heescht der Politique européenne de Sécurité et de Défense, ugesäit.

D'UEO, d'Westeuropäesch Unioun, huet bis elo esou e Forum duergestallt. D'Fro, déi sech stellt, ass déi, wéi een d'UEO oder en ähnleche Forum an d'Struktur vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik mat agebonne kritt. Ech wär frou vum Ausseminister ze héieren, wellech Virschléi um europäesche Plang an där Hisiicht am Raum stinn.

Här President, eng staark europäesch Sécherheetspolitik ass och am Intérêt vun der NATO, besonnesch elo am Kontext vun enger Réevaluatioun vun hirem strategesche Konzept. Esou ass et wichteg, déi europäesch Sécherheetspolitik besser ze ëmräissen, fir datt d'Europäesch Unioun hir Plaz als eegestänneg a komplementar Konfiguratioun nieft der NATO anhuele kann, woubäi den Akzent ëmmer op der Komplementaritéit muss leien.

Mat hiren aktuellen Asätz stéisst d'NATO un d'Limite vun hire militäresche Ressourcen, an eng Adaptatioun vun hire Struktur schéngt onëmgänglech. D'Erausfuerderungen, déi sech der NATO stellen, si ganz verschiddenaarteg. Mä et schéngt awer esou, wéi wann d'Haapterausfuerderung déi vun hirer Ausriichtung wier.

D'Divergenzen, wat dës Ausriichtung ubelaangt, sinn 2003 mam Irak-Krich méi wéi däitlech ginn. Dës Divergenzen hunn net nëmmen Europa an Amerika opposéiert, mä virun allem d'Europäer ënnereneen. Dës Divergenze gehéieren elo glécklecherweis der Vergaangenheet un, an dat ass deemno e gudde Point de départ fir d'Diskussioun iwwert dat strategescht Konzept.

D'Memberstate vun der NATO si sech haut, denken ech, wäitgehend doriwwer eens, datt d'Haaptobjektiv vun der NATO weiderhin de Wëllen an d'Bereetschaft ass, fir déi kollektiv Verdeedegung vun all de Memberstaten ze garantéieren. Duerno eréischt, als zweet Objektiv, kommen d'Missiounen am Asaz fir de Fridden an d'Stabilitéit an Afghanistan an op anere Plazen.

Doriwwer eraus leien haut d'Haapterausfuerderunge fir eis Sécherheet a Beräicher wéi Terrorismus, Energieapprovisionnement, Proliferatioun vun de Massevernichtungswaffen a sougenannter Cyberkriminalitéit. De weltwäite Charakter vun dësen Erausfuerderunge verlaangt, datt dat strategescht Konzept vun der NATO sech domat auserneesetze muss.

Och d'Partnerschaft mat Russland muss neien Driff kréien. Besonnesch am Hibléck op de globale Charakter vun den heitege Menacë mussen d'NATO a Russland un engem Strang zéien. Dofir muss d'NATO sech mobiliséieren, fir d'Partnerschaft mat Russland, déi zënter dem Georgien-Krich op Sparflamme brennt, zesumme mat de Russen ze reaktivéieren. Wichteg ass an dësem Kontext, datt d'NATO sech mat de Russen hire Suerge par rapport zu der NATO an hirer Politik, besonnesch wat d'Erweiderung vun dem Bündnis no Osten ubelaangt, auserneesetzt an dëst eescht hëlt.

Ëmgedréint mussen d'Russe sech och mat de legitime Belaange vun der NATO an och den op d'mannst akut präsenten Ängschte vu verschiddene Memberlänner auserneesetzen an hinne positiv begéinen. Et muss de Russen och kloergemaach ginn, datt all dëst nëmmen an de bestehende Strukture geschéie kann, an zwar ass dat am Kader vum NATO-Russland-Rot.

Här President, d'Konfliktpreventioun an de Krisemanagement, ech hunn et schonn ugedeit, sollen awer och weiderhin eng vun den Haaptmissioune vun der NATO bleiwen. Besonnesch an Afghanistan gëllt d'Regel, datt fest verankert Stabilitéit net ouni en effikasst a koordinéiert Zesummewierke vun all de Parteien um Terrain méiglech ass. Militäresch, diplomatesch an an den Entwécklungsmoyenen ass et dat, wat mer brauchen, an den Akzent muss op d'Koordinatioun gesat ginn. D'Koordinatioun vun der ziviler an der militäresche Dimensioun stellt fir d'NATO an déi aner international Antennen eng vun den Haapterausfuerderungen duer. Et misst dach an deem Kontext endlech méiglech sinn, eng Zesummenaarbecht tëschent deenen zwou Organisatiounen, der Europäescher Unioun an der NATO, am Kader vun enger verbesserter, richteg operationeller Partnerschaft ze formaliséieren an ze verdéiwen.

Mir kennen alleguer d'Grënn, déi et net méiglech maachen, datt mir op deem Punkt weiderkommen an doduerch dat Ganzt onzefridde stellend ass a schlussendlech och Konsequenze fir d'Sécherheet vun eise Leit um Terrain kann hunn. An dat ass net akzeptabel.

Ech wier frou, Här Minister, wann Dir eis matdeele géift, ob Dir dës Relatioun tëschent der europäescher Sécherheetspolitik an der NATO och esou gesitt. Ech wollt wëssen, wat d'Regierung gedenkt ze maachen, fir de Blocage tëschent NATO an Europäesch Unioun endlech aus der Welt ze raumen. An iwwerhaapt, no welleche grondlegende Kritären eng Réevaluatioun vun der NATO-Strategie an den Ae vun eiser Regierung geschéie soll.

Här President, d'Europäesch Unioun huet och am Konflikt tëschent Israel a Palästina eng Roll ze spillen. Grad am Blocage vum Friddensprozess am Noen Oste misste mir eiser Virreiderroll gerecht ginn an derfir suergen, datt eist sougenannten „irréprochabelt" Handelen, dat d'Stäerkt vun eisem europäesche Modell ausmécht, an der konkreter Uwendung als Beispill dénge sollt.

Am Konflikt tëschent Israel a Palästina ass de Friddensprozess blockéiert, an d'Perspektiv fir e friddlecht Zesummeliewe vun zwee State schéngt am Moment an den Ae vu villen nëmme méi eng illusoresch Hypothees ze sinn. Palästina ass an zwee gedeelt: Westjordan, wou d'Fatah regéiert engersäits, an de Gaza, a Ruinen, komplett vu Westjordan ofgetrennt, wou d'Hamas d'Soen huet anerersäits. Palästina ass zougemauert bis praktesch op déi lescht Parzell.

De Combel vun der Tragédie, wann een esou wëllt, ass, datt d'Vollek zerstridden ass an domat vergësst, datt den eenzege Grond vun hirem Kampf an hirem Widderstand de Wonsch vun engem eegestänege Stat war. An awer bleift d'Erausfuerderung eng duebel:

1. D'Schafe vun engem palästinensesche Stat schéngt deen eenzege Garant fir de Fridden an d'Sécherheet an der Regioun ze sinn. An dee Fridden ass wichteg, well de Konflikt tëschent Israel an de Palästinenser am Zentrum vu ville steet.

2. D'Bewosstsäin, datt eng nohalteg Existenz vum Stat Israel och vun der Kreatioun vun engem palästinensesche Stat ofhänkt.

Mat der neier israelescher Regierung schéngt de Problem sech ze verschäerfen. Den Här Netanjahu ass bereet, e Friddensaccord mat Palästina ofzeschléissen, fir en demilitariséierte palästinensesche Stat ze schafen, ënnert der Bedéngung, datt Palästina Israel als e jüdesche Stat unerkennt. Hie refuséiert awer d'Afréiere vun dem Bau vu Wunnengen an de Kolonien an all Négociatioune mat der Hamas.

Et sief awer bemierkt, datt d'Hamas déi legislativ Wahle vun 2006 gewonnen huet, nodeems se schonn 2004 eng écrasant Majoritéit bei de Kommunalwahlen am Gaza dervugedroen hat.

Déi international Communautéit huet eigentlech refuséiert, d'Resultat vun deene Wahlen unzeerkennen, wat am Nachhinein als Feeler kéint betruecht ginn. Well dëst zur Konsequenz hat: 1. datt Israel weider refuséiert, déi Douanestaxen, déi Palästina missten zoukommen an déi vun Israel erhuewe ginn, un d'Hamas weiderzeleeden; 2. déi international Donateuren, notamment d'Europäesch Unioun, hir direkt Hëllefen agefruer huet; an 3. d'Donë vun den arabesche Länner och net méi fléissen, well hir Banken net a Konflikt mat der antiterroristescher Gesetzgebung komme wëllen.

Alles dat huet a leschter Analys zu nei Marginalisatioun, nei Frustratioun, nei Leed an nei Gewalt geféiert. Mir missten eigentlech aus deem léieren, wat 2006 war. An ech denken net, datt mer dat ganz gemaach hunn.

Am Optrag vun dem Mënscherechtsrot vu Genève huet eng Kommissioun ënnert dem Virsëtz vum südafrikanesche Völkerrechtler Richard Goldstone ee Bericht iwwert de Gaza-Krich vum leschte Januar erstallt, dee weltwäit e politesche Stuerm vun Empörung lassgeléist huet.

De Goldstone-Rapport hält fest, datt vun den israelesche souwuel wéi vun de palästinenseschen Truppen am Gaza-Krich Aktiounen duerchgefouert goufen, déi mat Krichsverbriechen a souguer deelweis mat Mënscherechtsverbriechen ze vergläiche wieren. De Rapport schléit dem Sécherheetsrot vir, vun deenen zwou Parteien ze verlaangen, eng neutral an zouverlässeg Enquête iwwert déi Virwërf ze starten, anerefalls de Rapport fir d'éischt un den UNO-Sécherheetsrot an duerno un de Procureur vun der Cour pénale internationale weiderzeleede wier.

De 5. November huet d'Vollversammlung vun de Vereenegten Natiounen d'Konklusioune vum Goldstone-Rapport ugeholl an d'UNO fuerdert an enger Resolutioun déi zwou Parteien op, déi noutwendeg Enquêten ze starten.

Lëtzebuerg huet sech bei deem Vote enthalen, an ech si frou, datt den Ausseminister gëschter a sengen Ausféierungen déi Abstentioun justifiéiert huet.

No der Publicatioun vum Rapport huet Israel gesot, datt et déi am Rapport geäussert Bedenken zwar eescht huele géif, de Rapport awer als Ganzt wéinst inhaltlechen a methodesche Feeler zréckweise misst. D'juristesch Schlussfolgerunge wären och bedenklech.

Dës Haltung vun den israelesche Responsabelen ass méi wéi bedenklech. Aussoe wéi déi vun der Oppositiounschefin a fréierer Ausseministesch Livni, datt Israel dee Rapport ignoréiere wäert an och an der Zukunft seng Awunner virun dem Terror schütze wäert, si carrément onverantwortlech. De Rapport schwätzt Israel jo net d'Recht of, sech géint d'Rakéite vun der Hamas wieren ze dierfen. Hie verlaangt, datt Israel erkläre muss, firwat Waasserleitungen, Kliniken a Fabriken zerstéiert goufen.

Duerch seng Haltung probéiert Israel, denken ech, sech iwwert dat internationaalt Recht ewechzesetzen. Dat kann an däerf net sinn.

Här President, duerch de Blocus vum Gaza, eng vun den Ursaache vun dësem ganze Sträit, sinn 120.000 Aarbechtsplaze verluer gaang, 75% vun der Bevölkerung befanne sech an enger Situatioun vun alimentärer Onsécherheet, 90% liewen an der Aarmut, 10.000 Leit hu keen Accès un d'Waassernetz, 50 bis 80 Millioune Liter ongekläert Waasser fléissen all Dag an d'Mëttelmier, mat den ekologeschen a sanitäre Schied, déi doraus entstinn.

Dobäi ass d'Strategie vun Israel, fir d'Hamas vun dem Rescht vun der palästinensescher Populatioun ze isoléieren, och gescheitert. Am Géigendeel: D'Operatioun „Plomb durci", wéi de Krich vum leschte Januar heescht, huet d'Bedürfnis vun de Palästinenser, sech un den Israeli ze rächen, nach weider gesteigert. E Ressentiment, dee vun der arabescher Opinioun gedeelt gëtt an d'Feindschaft vun de Leit vun der Strooss géintiwwer dem Westen, deem se virwerfen, Komplize vun Israel ze sinn, verschäerft huet.

Doriwwer eraus bleift d'Fro vun de Kolonien a Westjordan an zu Jerusalem. Dem internationale Recht no ass d'Zersiedlung vu besetzte Gebidder illegal, an den UNO-Sécherheetsrot huet elo schonns e puermol den illegale Statut vun dëse Kolonien dénoncéiert an Israel opgeruff, d'Kolonien ze démanteléieren. Dës Kolonië verstoussen zudeems géint d'Genfer Konventioun, déi Israel am Joer 1951 ratifizéiert huet, a wat de Statut de Rome aus dem Joer 1998 ubelaangt, si mer do um Thema Krichsverbriechen ukomm.

Och hei ignoréiert Israel ganz einfach dat internationaalt Recht. D'Zuel vun de palästinensesche Réfugiéë gëtt haut op siwe Millioune Mënsche geschat. Méi wéi 1,3 Millioune Réfugiéë liewen an 59 Campen an de palästinensesche Gebidder, a Jordanien, Syrien an dem Libanon, déi vun de Vereenegten Natioune verwalt ginn. Der OLP no ass keng global Léisung vum Konflikt tëschent Israel a Palästina méiglech, wann d'Rechter vun de Réfugiéën net respektéiert ginn.

Här President, de Konflikt tëschent Israel an de Palästinenser dominéiert déi ganz Situatioun am Noen Osten. Duerfir ass et kruzial, Israel derzou ze kréien, anzegesinn, datt d'Ignoréieren an d'Ewechkucke vun den international unerkannten Normen derzou bäidroen, net nëmmen den Haass an d'Roserei vun der arabescher Welt op sech ze zéien an ze stäerken, mä och sech um internationale Plang zusehends ze isoléieren.

Wéi kann de Konflikt zu enger Léisung fannen? Wellech Roll kënnen an deem Sënn Ägypten, d'Arabesch Unioun a Syrien spillen?

Dat si wichteg Froen. Besonnesch, wat d'Roll vu Syrien ubelaangt - op déi Dir, Här President, als mandatéierte Spriecher vun eiser Fraktioun d'lescht Joer higewisen hat -, sinn ech frou, datt den Ausseminister dëst Land als Deel vun der Léisung betruecht an och deementspriechend Gespréicher mat de syreschen Autoritéite gefouert huet.

Kloer ass awer, datt Amerika nach ëmmer ee vun de Schlëssele fir de Fridden an der Regioun an der Hand hält. Den neie President huet bei sengem Amtsuntrëtt ugekënnegt, datt et ënnert him am Noen Oste keen „business as usual" géif ginn. An anere Wierder: Solidaritéit mam israelesche Stat däerf net méi a reflexhaft Ofwier vu jeglecher internationaler Kritik un Israel münden.

De President Obama huet ausdrécklech déi alldeeglech Erniddregung vun de Palästinenser, déi ënnert der Occupatioun wunnen, veruerteelt. Hien huet ënnerstrach, datt et keng richteg Sécherheet ouni de Respekt fir d'Mënscherechter an déi legitim Usprëch vun de Palästinenser géif ginn. Dës sinn déi richteg Usätz.

An dach ass dem amerikanesche President seng Positioun keng einfach, well hien zusehends a sengem eegene Land ënnert Drock geréit, wat d'Verwässerung vu sengen initiale Fuerderunge géigeniwwer Israel, wat en totaalt Afréiere vun der Koloniesaktivitéit ubelaangt, zum groussen

Deel erkläre kann. Trotzdeem, dem Obama säi Message ass op der Weltbühn ukomm. Elo ass et un eis.

Huet d'Europäesch Unioun eng kohärent a global Politik am Noen Osten? Dat ass meng Fro.

Si mer als Europäesch Unioun kohärent genuch? Kloer ass, datt et fir déi bedeelegt Parteien Israelis a Palästinenser eng Saach vun der Onméiglechkeet ass, selwer eng Léisung fir de Fridden ze fannen. Duerfir muss dëse Fridde vu bausse mat initiéiert ginn, an do ass dann nieft den USA Europa gefuerdert. An anere Wierder, et ass un der internationaler Communautéit, eng Léisung ze fannen an déi ënnert der Garantie vun der UNO duerchzesetzen. Lëtzebuerg huet och do eng Roll ze spillen, déi, wéi mer am Ausseminister senger Ried héieren hunn, och ganz intensiv ausgeféiert gouf.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wollt ech soen, datt déi nei amerikanesch Ausriichtung vun der Aussepolitik eng Chance fir d'ganz Welt ass, déi vun eis Europäer muss opgegraff ginn.

En aktiivt a produktiivt Matwierken an dësem Multilateralismus säitens Europa setzt awer viraus, datt Europa sech bewosst gëtt, wéi wichteg et ass, a senge Virstellunge vereent opzetrieden. Dëst ass besonnesch elo wichteg, wou op där enger Säit den europäesche Bierger no engem neie Sënn vum europäesche Projet sicht a wou et op där anerer Säit kloer gëtt, datt e vereent Optriede vun Europa no baussen déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir an enger zusehends multipolarer Welt matzeschwätzen.

De Lissabonner Vertrag leet eis d'Instrumenter an de Schouss, fir genau dëst kënnen ze maachen. Elo ass et un eis, dës Instrumenter op intelligent Aart a Weis ze notzen an ëmzesetzen, fir dem Défi, Europa an der globaler Welt politesch méi Gewiicht ze schafen, kënnen ze begéinen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Haupert Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, Här Ausseminister, d'aussepolitesch Deklaratioun ass all Joers e wichtege Moment fir dëst Haus, fir ons alleguer an och fir déi, déi ons dobaussen nolauschteren. Et weist ëmmer nees drop hin, wéi wichteg d'Aussepolitik besonnesch fir e klengt Land wéi onst ass.

Gëschter huet den Ausseminister ons net an 90 Deeg, mä an 90 Minutte matgeholl op en Tour vun der internationaler Situatioun, gesinn duerch ons Lëtzebuerger Aussepolitik. An ech muss soen, et war do am Fong kee Moment, wou ech mer gesot hunn: Domat kanns de net d'accord sinn. Dat ass och net verwonnerlech, well Gott sei Dank hei zu Lëtzebuerg d'Aussepolitik vun enger grousser Kontinuitéit gekennzeechent ass. Dat erlaabt mer och, fir Iech net nach eng Kéier matzehuelen op esou eng Rees, eng Rei Saachen net méi hei unzeschwätzen.

Dat heescht net, wéi gesot, datt mer net d'accord sinn, ganz au contraire. Jo, mir sinn d'accord. Mir wëssen ëm d'Wichtegkeet vun der internationaler Handelspolitik. Mir wëssen ëm d'Wichtegkeet vun engem glécklechen Ofschléisse vum Doha Round, an d'Wichtegkeet heivun besonnesch fir déi ënnerentwéckelt Länner. Mir wëssen ëm d'Wichtegkeet vum Balkan. Mir wëssen ëm d'Wichtegkeet vun Asien, vun Afrika. Mä wéi gesot, ech wëll dorop net méi zréckkommen.

Déi grouss Linne vun eiser Aussepolitik, sief et eisen europäeschen Engagement oder och d'Bekenntnis zum Multilateralismus, sinn ebe vun deene successive Regierunge matgedroe ginn. Et kann ee ganz einfach soen, datt ebe villes vun deem, wat virun engem Joer wouer war, dofir och haut net falsch ass.

An dach muss een ënnersträichen, datt d'Joer 2009 e Joer vu grousse Changementer an Europa an an der Welt war. Changementer, deene mir an eiser Aussepolitik musse Rechnung droen.

Jo, d'Joer 2009 war aussepolitesch en ausergewéinlech schwéiert Joer fir Lëtzebuerg. Et war e Joer, wou onsen Image als Land staark gelidden huet. 2009 war nämlech dat Joer, wou Lëtzebuerg op Initiativ vun aneren EU-Partnerstaten, jo vun Noperstaten op eng gro Lëscht vun der OECD gesat ginn ass. 2009 war dat Joer, wou däitsch Spëtzepolitiker verbal Attacke géint Lëtzebuerg geridden hunn, wou een déi net méi fir méiglech gehalen hätt. 2009 war dat Joer och, wou den Image vu Lëtzebuerg an auslännesche Medië mat Féiss getrëppelt ginn ass an op eng karikatural Aart a Weis duergestallt ginn ass.

Dëst sinn Evenementer, déi mer net einfach kënne vergiessen, och wann elo gëschter net esou vill dovu Rieds war. Mä wat et méi schlëmm mécht, dat ass, datt déijéineg, déi eis am stäerksten ugegraff hunn, bis elo eis wichtegst Alliéierte waren. An all gutt a perséinlech Relatioune vun deenen engen an deenen aneren hunn ons net gehollef. Mä och d'Europäesch Kommissioun, a besonnesch de President vun der Kommissioun, hunn hire Rôle net gespillt.

D'Méthode communautaire, déi iwwer laang Joren de Garant war fir e gudde Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, ass méi wéi eng Kéier an deene Méint a Fro gestallt gi vun deene groussen europäesche Memberstaten. An de Fazit ass einfach: Wéi et drop ukomm ass, stounge mer ganz eleng do.

Här President, dat sinn Entwécklungen innerhalb vun der Europäescher Unioun, déi mir mat Suerg verfollegen. Dëst sinn Entwécklungen, virun deene mer de Kapp net dierfen an de Sand stiechen. Mir mussen eis d'Fro stellen, wéi Lëtzebuerg dorobber reagéiere muss, wa mer net wëllen, datt onsen Afloss op der Kaart vun Europa méi kleng, verschwindend gëtt.

Et muss ee sech d'Fro stellen, wéi et esou wäit konnt kommen, datt Lëtzebuerg an der Diskussioun ronderëm d'Bankgeheimnis esou konnt isoléiert ginn a finalement mam Réck widdert der Mauer stoung. Ass d'Regierung um falsche Fouss erwëscht ginn? Hu mer ze laang gewaart, fir Alliéierten ze sichen? Gewëss, den 9. Mäerz dëst Joer war nach e Minisommet zu Senningen aberuff ginn, wou eng Tournée duerch eng Rei vun europäesche Staten ugekënnegt gouf, fir d'Positioun vu Lëtzebuerg ze erklären.

Et koum awer net méi zu dëser Tournée, well Lëtzebuerg schonn e puer Deeg méi spéit huet missen noginn ënnert dem enormen internationalen Drock. Zu deem Zäitpunkt war et schonn ze spéit, fir d'Lëtzebuerger Positioun ze erklären an Alliéierten ze sichen. Iwwer Méint ewech haten auslännesch Politiker - a wahrscheinlech, et gouf een dat Gefill net lass - op eng concertéiert Aart a Weis déi sougenannte Steieroasen zum Sündenbock vun der Finanzkris gemaach. Am Mäerz du war et ze spéit, fir dorobber ze reagéieren.

Eng éischt Konklusioun, déi een dorauser muss zéien, ass, datt Lëtzebuerg keng laangfristeg Strategie hat, wéi mer op esou eng Situatioun sollte reagéieren. Dobäi hätt Lëtzebuerg d'Méiglechkeet gehat, fir fréizäiteg an den internationale Gremien an an der internationaler Öffentlechkeet géint dës eesäiteg Duerstellung vun onser Bankeplaz ze steieren. D'Lëtzebuerger Bankeplaz huet nämlech näischt mat der Finanzkris ze dinn. Dat wësse mer alleguerten heibannen.

D'Problematik vun der Steierflucht muss een an engem internationale Kontext gesinn. Mir haten zu Feira eng Léisung fonnt, déi vun deenen zwou Säiten ugeholl ginn ass. Déi war dee Moment net einfach ze fannen. Ech weess, vu wat ech schwätzen. Mä mir hu se awer fonnt.

D'Bankgeheimnis ass nämlech, esou wéi mir et hei zu Lëtzebuerg verstinn, ënner engem liberale Gesiichtspunkt ganz einfach e Biergerrecht. Et ass e Geheimnis, e Beruffsgeheimnis esou wéi eng ganz Rei anerer och. Sief dat d'Postgeheimnis, sief dat d'Beruffsgeheimnis vun den Dokteren oder och nach vun den Affekoten.

D'Bankgeheimnis ass ganz gewëss net - a mir sti gerued dofir, mir mat eiser Législatioun -, d'Bankgeheimnis ass ganz gewëss net dat Schlupflach fir kriminell Machenschaften. Dëst sinn alles Messagen, mat deene mer eis hätte kënne Gehéier verschafen. Mä ënner enger Bedéngung: Dass all d'Acteuren zesummen un enger kohärenter Approche bedeelegt gewiescht wieren, an dat net eréischt zënter haut oder gëschter.

D'Verdeedegung vun de wirtschaftlechen Interesse vun onsem Land läit am Zoustännegkeetsberäich vun enger ganzer Rei vun Acteuren, ugefaange beim Premier, dem Wirtschaftsminister, dem Ausseminister an dem Finanzminister, wann et ëm d'Bankeplaz geet. Eng koordinéiert Approche war do awer net ëmmer ze gesinn an ze spieren.

Här President, dëst ass eng zweet Konklusioun, déi een aus deenen Ereignisser vun dësem Joer muss zéien. Mir brauchen eng Cohérence des politiques am Beräich vun der Aussepolitik, wa mer effikass d'Intérête vun onsem Land wëlle verteidegen. An dat steet an der Regierungserklärung esou. Ech wier frou, wann ee géif gesinn, datt dat och an der Praxis géif esou duerchgezu ginn.

Et wonnert mech duerfir e bëssen, datt haut den Ausseminister eleng op der Bänk sëtzt an datt e gëschter seng Deklaratioun a Präsenz vun nëmmen engem Member vun der Regierung gemaach huet.

Och dat ass e Bewäis, wann ee wëllt d'Koordinatioun an d'Kohärenz vun de Politiken ënnersträichen, och dat wier en Zeeche gewiescht. D'nächst Joer geet et vläicht besser.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Madame Polfer!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Mir…

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Madame Polfer, ech mengen, dat beweist dat grousst Vertrauen, wat d'Regierung an den Ausseminister huet.

(Hilarité)

Mme Lydie Polfer *(DP).*- De Mënsch lieft vun der Hoffnung. Ech mengen, dat ass effektiv eng ganz wichteg Eegeschaft, déi ee muss hunn, besonnesch wann een esou schwiereg an esou schwéier Aufgaben huet wéi Är, Här Minister.

Eng drëtt Konklusioun awer, déi ech aus deene vergaangene Méint zéien, ass, datt iwwerall do, wou mer e Wuert matschwätze kënnen, mir och e Wuert matschwätze mussen. Mir erënneren ons dorun, dass d'Regierung gezéckt huet, fir sech un de Gespréicher ronderëm déi gro Lëscht um Niveau vun der OECD ze bedeelegen. An am Oktober 2008 war eng Réunioun iwwert d'Fraude an d'Évasion fiscale um Niveau vun der OECD, mä d'Regierung war net derbäi. Ass d'Regierung éieren dovun ausgaangen, datt mir als klengt Land staark genuch gewiescht wieren, fir esou eng Situatioun auszesëtzen?

Et ass op alle Fall net an der Traditioun vun der Lëtzebuerger Politik, fir sech aus internationale Gremien erauszezéien, dann, wann et heikel gëtt. Am Géigendeel, nëmme wann een um Dësch matsëtzt, kann een och matbestëmmen, wou et higeet. An et muss een natierlech duerfir déi ganzen Zäit derbäi sinn. Net nëmmen, wann een déi aner brauch, mä och, fir deenen aneren ze hëllefen. An dat gëllt an allen internationale Gremien, ob dat an der Europäescher Unioun ass, ob dat am Europarot ass, ob dat an der OECD ass oder natierlech an der UNO.

An, Här Ausseminister, Dir sidd bestëmmt net iwwerrascht, wann ech Iech nach eng Kéier soen, wéi wichteg ech et fannen, datt Lëtzebuerg déi Propositioun, déi ech 2001 gemaach hunn, datt d'Regierung déi dee Moment opgegraff huet an datt Dir se och mat ganz vill Engagement weidergeféiert hutt, dat heescht, datt Lëtzebuerg Kandidat ass, fir Member vum Sécherheetsrot ze ginn, an dat fir d'Period 2012/13.

Firwat ass dat esou wichteg?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- '13/14!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- '13/14.

Firwat ass et esou wichteg? Mä éischtens, mir si Grënnungsmember a mir haten, ech mengen als eenzegt Grënnungsland, eis Kandidatur nach ni gestallt. Or, mir sollen ënner Bewäis stellen, datt mir e fiabelen, e kredibelen, e verléissleche Partner och op der internationaler Bühn sinn an datt mir gewëllt sinn, eben déi Responsabilitéite matzedroen. Dat ass eng éischt Ursaach.

Mä eng zweet Ursaach ass natierlech déi, datt mer och schonn dee Moment 2001 woussten, datt d'Europäesch Unioun amgaange war, sech nei opzestellen. An datt mer wahrscheinlech an der Zukunft - a wann ee seet Zukunft, da muss een dee Moment un Décennieën denken - net méi onbedéngt déi Méiglechkeeten hunn, fir um internationale Plang oder och um europäesche matzeschwätzen. Duerfir gëtt dat hei eis - och wann d'Présidencë wéi gesot zwar nach bäibehale ginn, mä awer net méi an deem Mooss wéi virdrun - eng Méiglechkeet, um internationale Plang mat um Dësch ze sëtzen, a gewëss heescht dat och, ëmmer eis Responsabilitéite matzehuelen.

Mä et ass och scho wichteg am Virfeld, fir all déi Gespréicher ze féieren, déi mer ufanks 2002 ugefaangen hunn an déi Dir mat ganz vill Beharrlechkeet weiderféiert, a wéi gesot: Ech kann Iech nëmmen doran ënnerstëtzen.

Et gëtt ons d'Méiglechkeet, mat de Partner, mat eisen internationale Partner a Kontakt ze kommen. Mat hinnen ze schwätzen. Net nëmmen, fir eis Kandidatur virzeleeën, mä och fir an deem Moment ons Intérêten, natierlech och ons Suergen an ons Wënsch kënne virzedroen.

Dat ass e wichtegt Instrument, an ech wënschen Iech, ech wënschen awer virun allem ons, ech wënsche Lëtzebuerg, datt mer wéi gesot dee Match do maachen. Mä souguer wa mer en net géife fäerdeg bréngen, da war et e ganz wichtegen an en utilen Exercice.

Well, nach eng Kéier: Mir musse mat um Dësch sëtzen, do, wou d'Décisioune preparéiert ginn, do, wou d'Décisiounen diskutéiert ginn an do, wou d'Décisioune geholl ginn.

Dat ass jo och ee vun den Haaptelementer vun eiser Präsenz um europäeschen Niveau, an ech kommen elo dorop. D'Europäesch Unioun gëtt nei opgestallt. Villes an der Welt gëtt nei, mä an der Europäescher Unioun gëtt och villes nei opgestallt, zënter datt mer eben elo sécher sinn, datt de Lissabon-Vertrag kann a Kraaft trieden den 1. Dezember.

Mir kréien do nei Mëttelen, mir kréien nei Instrumenter. Mä mir wëssen och alleguerten, datt et net duergeet mat dem Akraaftriede vum Lissabon-Vertrag, mir mussen och Suerg derfir droen, datt deen am Sënn vun dem communautairë Geescht ausgeféiert gëtt.

Zwee nei Instrumenter: De President vum Conseil an den neien europäeschen Ausseminister, dee mer zwar net dierfen esou nennen, mä Haut Représentant, mä deen dat neit Instrument kritt, datt en eben och Vizepresident vun der Kommissioun gëtt.

Dat gëtt ons, an ech kommen herno nach dorop zréck, dat wäert ons, wa mer et da wëllen, well et ass ëmmer de politesche Wëllen, deen ausschlaggebend ass, dat gëtt ons d'Méiglechkeet, eng aner Visibilitéit op der internationaler Bühn ze kréien, méi eng staark Positioun ze kréien.

Mir mussen derfir suergen, mat deem neie Vertrag, datt mer zwou Saachen erreechen. Engersäits déi intern Kohesioun stäerken, an dat kann nëmme geschéien, wann net dat weidergesponne gëtt, wat an deem leschte Joer ze oft gesponne ginn ass: de G4 géint de G23. Dat kann net d'Grondlag si vun engem solidareschen an effikassen Europa.

An ech maachen un ons Vertrieder nëmmen den Opruff, mä ech weess, datt si och esou denken, well se et och niddergeschriwwen hunn, datt mer deenen doten Tendenze konsequent mussen entgéintwierken. Mir musse fir d'Cohésion interne suergen.

Da geet och dorëm, wa mer iwwer Mënscherechter schwätzen, dann hu mer

heiansdo d'Tendenz, d'ganz Welt als Bühn ze huelen. Dat ass scho richteg, mä mir mussen och bei ons heiheem duerno kucken. Mat heiheem mengen ech elo wierklech Lëtzebuerg, mä mat heiheem mengen ech och an engem erweiderte Sënn Europa.

Och bei ons an der Europäescher Unioun gëtt et nach ze oft Situatiounen, wou een net ka soen, datt d'Grondrechter vun de Bierger respektéiert ginn, oder op d'mannst, datt se heiansdo a Gefor sinn. Ech denken do zum Beispill elo nëmmen un eng ganz aktuell Situatioun, wou a Litauen Gesetzer sinn, wou ee kéint fäerten, datt d'Homosexualitéit nees kriminaliséiert gëtt. Et huet also net vill Wäert, iwwert d'Mënscherechter am Rescht vun der Welt ze schwätzen, wa mer et net fäerdeg bréngen, hei an der Europäescher Unioun déi Saach am A ze halen.

Dat gëllt och wa mer vum Rechtsstat schwätzen. De Rechtsstat, wat jo elo wierklech awer d'Grondbasis vun enger funktionéierender Communautéit ass, ob dat elo déi europäesch ass oder déi international. Ech si frou, datt an der Transparency-Opstellung vun der Korruptioun, vun de meescht korrupten a mannst korrupte Länner op dëser Welt d'Halschent op d'mannst vun deene 15 éischten, iwwert d'Halschent europäesch Länner sinn. Ech zielen do alt emol d'Schwäiz an Norwegen derbäi, quitte datt se net an der Europäescher Unioun sinn, mä et sinn awer Europäer. Ech muss soen, dat ass e gutt Zeechen.

Mä dat weist awer och, datt mer nach munche Wee ze maachen hunn, well munch vun deenen europäesche Länner sinn awer op vill manner enviablë Plazen. A wie Korruptioun seet, dee weess, datt do de Rechtsstat net ka wierklech funktionéieren, datt do d'Justice, d'Juridictiounen net kënnen esou funktionéieren, wéi mir ons et virstellen, fir datt déi Regelen, déi mer dann zesummen unhuelen, wierklech och kënnen esou ausgeféiert ginn.

Dat sinn alles Erausfuerderungen, déi intern op eis duerkommen. Op eis, dat heescht, op déi nei opgestallten Europäesch Unioun, déi sech jo dann déi méi grouss Effikassitéit wëllt gi mat deem nei ze wielende President vum Conseil européen.

Ech brauch et heibannen net nach eng Kéier ze soen: Dir wësst, datt mir zu siwe vu 15 Länner - well dee Moment, wéi mer heiriwwer geschwat hunn, ware mer nach nëmmen zu 15 an der Europäescher Unioun - am Fong der Meenung waren, datt dat keng gutt Propositioun war, déi vun dem Här Giscard d'Estaing am Konvent virgeluecht ginn ass. An am Abrëll 2003 haten déi siwe Länner sech hei zu Lëtzebuerg op Invitatioun vum Premier afonnt, wou mer nach eng Kéier eis Bedenken dozou gesot hunn. Am Sënn vum Konsens an am Sënn vum zesumme Weidermaachen hu mer herno dat awer ugeholl, mä et war awer ganz kloer, datt et extrem wichteg wär, datt dee Mann oder déi Fra, dee Mënsch, deen déi Fonctioun géif ausüben, en ausseruerdentlech ausgewogenen an déif europäesche Mënsch misst sinn.

Déi Diskussiounen, déi mer an deene leschten Deeg a Woche matgemaach hunn, weisen net grad op eng grouss intern Kohesioun hin, fir deen do Posten ze besetzen. Ech maachen et dann esou, wéi den Ausseminister et gesot huet: Ech wëll net weider ze vill an deem Dëppe réieren. Mä ech soen et awer ganz kloer heibannen: Ech géif mer wënschen, datt de Jean-Claude Juncker d'Vertraue vu senge Pairë kréich, fir dee Posten do auszeüben.

Et wär gutt fir Lëtzebuerg, well dat géif deem Image de marque, dat awer an deene leschte Méint staark gelidden huet, wierklech zeguttkommen. Et wär awer och ganz gutt fir Europa, well keen, vun deene geschwat gëtt, huet esou vill Erfahrung an europäeschen Affäre wéi eise Premier, an duerfir, drëttens, géif ech him et wierklech wënschen.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Déi nächst Deeg wäerten eis weisen, ob et dann esou geet.

Mä ech wéilt nach op eppes hiweisen: Et wäert ons och weisen, wéi d'Kohesioun dann och wierklech um europäesche Plang ass, well Dir wësst jo, et steet an dem Traité vu Lissabon, datt dee Posten, also datt de President, à la majorité qualifiée benannt gëtt. Dat heescht, e muss d'Halschent plus eent vu Länner hanner sech hunn, an e muss Länner, déi 65% vun der Populatioun duerstellen, hanner sech hunn. An eng Minorité de blocage kann nëmme vu minimum véier Länner gemaach ginn. Firwat? Mä fir ze verhënneren, datt déi dräi grouss Länner, déi eleng scho 40% vun der Populatioun duerstellen, eleng all Décisioune kéinte blockéieren.

Et wäert interessant ginn, ze gesinn, mat wéi enger Majoritéit a vu wiem déi Persoun, déi da genannt gëtt, op dee Posten do kënnt. Et wär wichteg, an et ass dat, wat ech nëmme kann un d'Häerz leeën, datt wéinstens do déi, déi d'Décisioune mussen huelen, géife weisen, datt se gëeent hannert där Persoun stinn, déi se nennen, well wat op deem senge Schëlleren herno wäert laaschten, dat ass net näischt. An nëmmen, wann e wierklech d'Ënnerstëtzung vun hinnen all huet, kann en déi do Aarbecht, déi op en zoukënnt, gutt maachen.

Ech hu gesot: Europa gëtt nei opgestallt. Mä Europa net eleng. Och an der Welt gi munch Saachen nei opgestallt, an d'Élection vum Barack Obama als neien amerikanesche President virun engem Joer huet weltwäit immens Hoffnunge fräigesat an och ganz erhéicht Erwaardunge mat sech bruecht. D'Amerikaner, Amerika ginn als neie Partner an enger multilateraler Welt ugesinn. D'Welt ass rassuréiert. An deen enorme Sympathieundeel, deen de Barack Obama fäerdeg bruecht huet, an deene verschiddensten Deeler vun der Welt ze suscitéieren, gëtt engem Hoffnung. Et versteet een och, datt deen Nobelpräis, deen e krut, jo net e Präis war fir e Wierk, wat e schonn hanneru sech huet, mä et ass am Fong en Encouragement, fir weiderzemaachen, fir weider dozou bäizedroen, datt déi Konflikter an déi Situatiounen, déi ons all um Häerz leien an déi net einfach sinn, geléist ginn.

Gewëss, Amerika kann et net eleng. Si sollen et och net eleng. Dat wëlle mir och net. An do, an ech kommen herno nach dorop zréck, just do si mer jo ebe gefuerdert mat deem neien Instrument, wat mer kréien, den Haut Représentant vun der europäescher Aussepolitik matzehëllefen.

Mä Amerika gëtt erwaart. An en huet jo och elo schonn eng Rei Saachen an Aussiicht gestallt, déi wierklech vill Hoffnung maachen: d'Zoumaache vum Militärprisong zu Guantánamo, oder - besser gesot - d'Annonce vun dem Zoumaachen, ass awer och e ganz staarkt Zeeche vun dem neie President, dat effektiv e Strëch ënner aacht Joer Bush-Politik setzt. Guantánamo soll also definitiv am Januar 2010 der Vergaangenheet ugehéieren. Dat wär e wichtege Schrëtt.

Aner wichteg Zeeche sinn och gesat gi mat dem Wëllen, zum Beispill, sech méi aus dem Irak ze désengagéieren an au contraire sech méi an Afghanistan ze engagéieren. Mir haten eng laang Diskussioun doriwwer virun e puer Wochen. Ech brauch net méi dorop anzegoen.

D'Dialogbereetschaft mam Iran, déi opgemaach ginn ass, ass e wichtegt Zeechen, grad ewéi manner crispéiert Relatioune mat Russland, wou iwwer en neien Accord de désarmement nucléaire diskutéiert gëtt. Russland ass e wichtege Partner fir Amerika, mä och fir ons.

Och wann 20 Joer no eben der Zerbrécklung vun der Sowjetunioun Russland net op déi demokratesch Kritäre komm ass, wéi mir eis et géife wënschen, mä dat ass weder fir ons nach fir Amerika e Kritär, fir net méi mat hinnen ze schwätzen. Au contraire, dat muss eis encouragéieren, nach méi mat hinnen ze schwätzen.

Dat sinn also alles Zeechen, wéi gesot, vun der amerikanescher Politik, déi hoffe loossen.

Mä et sinn och ganz schwiereger derbäi. An ech denken zum Beispill - an den Här Haupert ass virdru ganz ausféierlech dorop agaangen - un den Dossier Israel-Palästina, un deem sech der scho vill d'Zänn ausgebass hunn a wou ee riskéiert, heiansdo wierklech ze verzweifelen un der Situatioun. Well, wéi oft hate mer schonn d'Gefill, oder wollte mer, gleewen, datt mer no un enger Léisung dru waren, an dann hunn eis d'Extreme vun där enger oder vun där anerer Säit déi Hoffnungen zerstéiert?

De President vun Amerika huet sech engagéiert mat der Fuerderung fir e Stopp vun allen israelesche Kolonien. Mä en ass do zréckgaangen, en huet opginn, wat d'Palästinenser dann nees op där anerer Säit dozou gefouert huet, en Accord als onrealistesch ze bezeechnen, a wat souguer den Abbas dozou bruecht huet, seng Demissioun ze évoquéieren. Alles dat weist nëmmen, wéi schwiereg et ass. An et geet net duer, datt mer do eleng op d'Amerikaner kucken. Och mir musse mat deenen neie Mëttelen, déi mer eis ginn, mathëllefen eng Léisung ze fannen. Well dee mënschleche Misär, dee mer gesinn am Gaza, dee kann d'Sécherheet vun Israel ganz bestëmmt weder à moyen terme nach op laangen Terme sécheren.

Dofir musse mir mat den Amerikaner zesumme sichen an dësem Noen-Osten-Dossier ze operéieren. Et geet net duer, finanziell Mëttelen ëmmer erëm zur Verfügung ze stellen, fir en Neiopbau ze proposéieren, deen entweder iwwerhaapt net zustane kënnt, oder dann, wann en zustane kënnt, bei der nächster Offensiv nees erëm an de Koup gehäit gëtt.

Et ass och net gedoe mat Bereetstelle vu Liewensmëttelen a Medikamenter, wa wéinst eben dem Embargo an der Gazaregioun nëmmen e Brochdeel, wann iwwerhaapt, bei de Leit ukënnt. Et ass e Fait: Den Embargo huet eng katastrophal humanitär Situatioun mat sech bruecht. An zesumme musse mer deem en Enn maachen.

Mir kréien elo d'Chance, mat deem nei opgestalltenen Europa, fir eis um internationale Plang als méi staarke Partner ze positionéieren. Loosse mer déi Chance net verpassen! Mä mir kënnen dat natierlech nëmmen, wa mer eis bewosst sinn ëm d'Wichtegkeet vum Konsens.

An ech soen do nëmmen ee Wuert. Den Här Ausseminister huet ons gëschter d'Explikatioun ginn, firwat Lëtzebuerg sech enthal huet beim Rapport Goldstone, dee jo ganz kloer d'Responsabilitéiten op den zwou Säite gesäit, a ganz kloer gesot: Mir kënnen deen net vergiessen. Mir mussen eis drun halen. Mä leider hu mer awer misse gesinn, datt Europa et alt nees eng Kéier - muss ech bal soen - net fäerdeg bruecht huet, mat enger Stëmm ze schwätzen. Dat mécht Europa net méi staark. Loosse mer eis alt un dat Zeeche vun Hoffnung uklammeren, datt et mat deenen neien Instrumenter, déi mer eis wäerte mam Lissabon-Vertrag ginn, do besser geet.

Als Konklusioun wëll ech dofir soen, datt souwuel um europäesche wéi um internationale Plang mir als Europäer ons bewosst sinn, datt mer nëmmen zesumme kënnen eppes erreechen. Den Dalai-Lama huet eng Kéier gesot: „Wie schnell wëllt virugoen, dee geet eleng. Mä wie wäit wëllt goen, dee geet zesummen." Loosse mer eis dee Gedanken zu Häerz huelen an drun denken.

Ech wëll ënnersträichen, datt d'Diplomatie do ass, fir Brécken ze bauen, fir en Austausch méiglech ze maachen, och an ebe just, géif ech bal gär soen, wann d'Positiounen an d'Intérête vun deenen engen an deenen anere contraire sinn. Dëst war an der Vergaangenheet och eng Stäerkt vu Lëtzebuerg. Besonnesch natierlech innerhalb vun der Unioun. Mir hu vermëttelt tëschent deene grousse Länner a waren ëm gutt Bezéiungen zu eisen Nopeschlänner beméit.

An och elo, an trotz den Enttäuschunge vun deene leschte Méint, vun deem vergaangene Joer, hu mer keen anere Choix, wéi fir op deem Wee weiderzemaachen. Dat geet awer nëmmen - an ech versichen et elo ganz diplomatesch auszedrécken -, wann een d'Diplomatie net mat Mediëpräsenz an och Interview à chaud verwiesselt.

Wa mir gär respektéiert ginn, da musse mer dat och aneren zougestoen. Nëmmen esou kënne mer och an Zukunft der Stëmm vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun Gehéier verschafen. Ech wënsche mer et. Ech wënschen ons et. An ech hoffen, datt mer dat geschwënn op héchstem Niveau och kënne weidermaachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Polfer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, mir hunn an dësem Joer 2009 hei an der Chamber schonn e puermol gewisen, dass mer méi wéi jee ons bewosst sinn, dass d'Welt zesummewiisst, dass et net nëmmen ëm ee Land geet, ëm Lëtzebuerg, dass et net nëmmen ëm 27 Länner vun der Europäescher Unioun geet, mä dass et ëm 192 Länner vun der ganzer Welt geet, déi mat Problemer befaasst sinn, déi mer nëmmen zesumme kënne léisen.

Ech rappeléieren, dass mer net méi spéit wéi de leschte Mount eng Aktualitéitsdebatt iwwert de G20 haten, déi vum President vun der LSAP-Fraktioun Lucien Lux ageruff gouf oder proposéiert gouf, an där et kloer ginn ass, dass déi weltwäit Wirtschafts- a Finanzkris onse Lëtzebuerger Wuelstand an och ons Aarbechtsplazen a Matleedeschaft gezunn huet an dass mer grouss Ustrengunge fir d'Zukunft wäerte maache mussen.

Mir hunn och nach am Oktober eng Debatt hei gehat iwwert de Programm vu Stockholm, an deem iwwert d'Fräiheet, d'Sécherheet an d'Gerechtegkeet geschwat ginn ass, mä och iwwert d'Migratiounen an der Welt, besonnesch och vun deenen aarme Länner hin zu deene räichen, dat heescht, an Europa.

An eiser Welt, esou seet de Flüchtlingskommissariat vun der UNO iwwert déi Millioune Flüchtlingen, déi mer dorëmmer gesinn, gëtt et 747.000 Flüchtlingen, déi säit Joren an heiansdo säit Jorzéngten a Lager sëtzen an déi keng Hoffnung hunn do erauszekommen, wann net entwéckelt räich Länner bereet sinn, fir se opzehuelen, esou wéi mer dat dann och als Lëtzebuerger ugefaangen hunn, andeem mer 28 Flüchtlingen aus dem Irak aus Lager hei zu Lëtzebuerg ophuelen.

Am Oktober hu mer iwwert den Afghanistan-Konflikt geschwat, wou onse Spriecher Marc Angel drop higewisen huet, dass et ons bei deem Afghanistan-Konflikt an der Haaptsaach ëm zivilen Opbau geet an net esou séier ëm eng militäresch Konfrontatioun.

Mir hunn och muer eng Debatt iwwert d'Klimakonferenz zu Kopenhagen, dat heescht iwwer onse Planéit insgesamt. De Klimagipfel zu Kopenhagen soll jo och erëm eng Kéier 192 Länner dozou bréngen, hir CO_2-Emissioune bis 2050 ëm 50% ze reduzéieren an d'Äerderwäermung op zwee Grad Celsius par rapport zum préindustriellen Niveau ze beschränken. Wa mer dat net fäerdeg bréngen, da riskéiere mer an deenen nächsten 20, 30 Joer eng Klimakatastroph, besonnesch do, wou d'Mënschen am äermste sinn.

Da schlussendlech hu mer dës Woch zu Roum op der Konferenz vun der Welternährungsorganisatioun vun der UNO erëm eng Kéier kloergemaach krut, dass eng Milliard Mënschen uechtert d'Welt un Honger leiden, och souguer an Europa un Honger leiden, an dass ouni Solidaritéit vun de Räiche mat den Äermste keng Léisung fonnt gëtt.

Ob mer et also wëllen oder net, Här President, mir mussen ons fir déi Welt vun haut net nëmmen interesséieren, mä mir mussen och als héich entwéckelt a selbstännegt Land ons Verantwortung an där Welt iwwerhuelen. Dat bedéngt och vun ons e groussen Asaz op alle Pläng.

Den Ausseminister huet gëschter e vasten Tableau gemaach vun deene verschiddenen Aspekter vun onser Aussepolitik an huet gewisen, wéi Lëtzebuerg déi Verantwortung iwwerhëlt. Ech wëll hei ganz kloer am Numm vun der LSAP soen, dass mir dës Politik voll a ganz matdroen an och ënnerstëtzen.

Et heescht, solidaresch fir de Fridden an d'Gerechtegkeet an der Welt anzetrieden. Et heescht dobäi natierlech - dat wëll ech ganz kloer soen - d'Gewiichtung zwëschent eegenen Interessen, och souguer an engem klenge Land, heiheem a solidareschem Matmaachen dobaussen ze fannen. Ons Aussen- an Europapolitik dréckt e Selbstverständnis vun engem eegestännegen a souveränen an héich entwéckelte Land aus, wat sech net egoistesch op national Interesse fokaliséiert, mä sech als e Glidd vun der internationaler Gemeinschaft emfënnt an dobäi kredibel a sengen Effortë wëllt sinn an, mengen ech, och ganz oft ass.

Dat geschitt, Här President, op ville Pläng. Ech wëll dat hei soen, well mer jo hei Aussepolitik als méi gesi wéi reng als Diplomatie. Mir gesinn Aussepolitik a ville Komponenten um wirtschaftlechen, um sozialen, um entwécklungspoliteschen, um Migratiounsplang. Dofir wëll ech dat och hei trotzdeem mat erabréngen. Ons Aussepolitik geschitt da fir d'éischt mat vill Suen an och mat Expertise an der Kooperatiounspolitik.

Et ass haut kee spezifescht Thema, mä et gehéiert zur Aussepolitik, ob déi Kooperatiounspolitik nun iwwer offiziell Programmer, bilateraler oder multilateraler, geschitt, oder duerch déi vun de privaten ONGen. Et däerf awer net sinn, mengen ech, an do si mer ons all eens, dass mer onsen Effort op deem Plang vun der Kooperatiounspolitik erofsetzen. Mir si lues a lues bei ee Prozent vun dem PIB komm. Wann een d'Besoinen an Afrika, an Asien an a Latäinamerika kuckt, da gesäit een, dass mer deen ee Prozent vun onsem PIB voll a ganz fir déi Entwécklungshëllef mussen asetzen.

Déi Aussepolitik geschitt och mat Zaldoten, Offizéier, Experten, Wahlobservateuren a Missiounen a ville Länner, ob dat an Afghanistan, am Kosovo, a Georgien, an Afrika oder am Libanon ass. Mir entscheeden, dat wëll ech och soen als President vun där zoustänneger Kommissioun, dobäi vu Fall zu Fall, och no grëndlecher Analys vun de Geforen an och vun de Méiglechkeete vun onser Arméi oder dem Stat.

Ech mengen, ons Arméi huet an deene Missiounen, déi mer do décidéieren op Propositioun vun der Regierung, eng Daseinsberechtegung fonnt, wéi si se an der Vergaangenheet seelen zu Lëtzebuerg hat. Mir hunn och dobäi ëmmer erëm gesicht ënnert deene verschiddene Fraktiounen e Konsens ze fannen, well et wierklech dorëm geet, fir mat Mënschen dobaussen an net nëmme mam Scheckheft och Lëtzebuerg an d'Solidaritéit vun deenen anere Länner anzebannen.

Mir maachen dat och, Här President, mat enger Immigratiouns- an Asylpolitik, déi op d'Méiglechkeeten an d'Interesse vun onsem Land zougeschnidden ass an déi de Respekt vun den internationale Konventiounen a vun der humanitärer Solidaritéit mat Mënschen aus Drëttlänner, déi a schwierege Situatioune sinn, ausdréckt.

Dann och véiertens, mir maachen eng aktiv Aussepolitik, och erëm eng Kéier a Moosse vun de Méiglechkeete vu Lëtzebuerg, fir déi mer den Ausseminister a säi ganze Ministère musse félicitéieren. Och all déi Diplomaten, déi Lëtzebuerg an der ganzer Welt vertrieden, musse mer dobäi abannen.

Schlussendlech, fënneftens, eng Europapolitik, déi duerch de Vertrag vu Lissabon op en Neits staark gefuerdert wäert ginn.

Ech hunn de leschte Méindeg zu Bréissel e léiwen Ausdrock fonnt, wéi dat jo an deenen europäesche Milieuen dann ëmmer och kënnt: E gudden Deel vun där Europapolitik, déi gëtt elo lissaboniséiert. Et ass also eppes, op wat mer ons kënne gefaasst halen.

Ebe just dee Vertrag vu Lissabon. Vläicht fir d'éischt e puer Blécker zréck, well mer jo awer dee Vertrag vu Lissabon elo an der drëtter Legislatur behandelen.

Vergiesse mer net, Här President, wéi dee Vertrag entstanen ass. Deen ass entstanen aus der Onzefriddenheet mat der Manéier, wéi an der Dunkelkammer vun Nice de Vertrag vun Nice ausgehandelt gouf. Am Dezember 2000 ass dann dunn déi Iddi vum Konvent ervirkomm, fir do op eng oppen an demokratesch Manéier en neie grondlegende Vertrag auszeschaffen.

Dat waren zwee Konventer. Deen een, dat war dee vun der Charta vun de Grondrechter - ech kommen nach op déi zréck - vun 1999, an dat anert war deen, fir de Verfassungsvertrag vun 2003 auszeschaffen.

Vergiesse mer déi Method net, Här President. Vergiesse mer den demokrateschen Duerchbroch net. Vergiesse mer den demokrateschen Duerchbroch net, deen am Vertrag vu Lissabon dran ass. D'EU muss eng representativ Demokratie ginn - den Term steet am Vertrag: representativ Demokratie - mat zwee gläichberechtegte Législateuren: d'Parlament an de Ministerrot.

Et muss d'Matbestëmmungs- a Kontrollrecht vun den nationale Parlamenter respektéiert ginn. D'Bedeelegung vun den nationale Parlamenter zum Beispill u Vertragsännerungen iwwert de Wee vun engem Konvent gëtt doranner festgeluecht. D'Méiglechkeet och fir eng Millioun Bierger, d'Kommissioun opzefuerderen, e Gesetzesvirschlag anzebréngen. Also, eng wierklech déif gräifend Demokratiséierung, déi sech och an der Ausaarbechtung vum Vertrag gewisen huet an déi natierlech zu Enn komm ass, wéi an zwee Referenden dee Verfassungsvertrag ofgelehnt ginn ass.

Da wëll ech och nach soen trotzdeem, an deem neie Lissabon-Vertrag besteet och d'Méiglechkeet, sech aus der Europäescher Unioun ze verofschieden. An do wär et wichteg, wann een emol dem Här Klaus, President vun Tschechien, géif erklären, dass d'Europäesch Unioun effektiv keng Sowjetunioun ass, well all Land fräiwëlleg an déi Unioun kënnt an all Land och gradesou gutt aus der Europäescher Unioun erausklamme kann, wann et da wëllt. Dat war natierlech an der Sowjetunioun net méiglech.

Dann hu mer och nach an deem Vertrag d'Charta vun de Grondrechter, déi verbindlech erkläert gëtt, an d'Adhésioun vun der Europäescher Unioun un d'Mënscherechtskonventioun. Ech muss natierlech hei bedaueren, an dat wäerten och déi Leit, déi an deem Konvent waren - ech gesinn den Här Meyers -, fir d'Charta vun de Grondrechter auszeschaffen, bedaueren, dass déi Charta net méi am Traité steet, dass een also muss elo an d'Annexe kucke goen. Virun allem bedaueren ech déi Optouten, déi schonn am Vertrag stinn an déi nach derbäikommen.

Ech muss Iech éierlech soen, Här President, ech bedaueren déi Dunkelkammer-Manéier, wéi de leschten Opt-out vun Tschechien an enger Nacht- an Nebelaktioun drakomm ass, grad wéi och - dat wëll ech hei ënnersträichen - deen Tour de passe-passe, deen den Europäesche Rot, de Conseil européen also, och eng Kéier an engem ganz schnelle Manöver gemaach huet, wéi en den Iren assuréiert huet, dass si hire Kommissar géife behalen a sech dobäi op en Niewesaz vum Artikel 17 vum Traité vun der Europäescher Unioun beruff huet, wou eng laang Schmier an deem Artikel ass, fir ze soen, wéi dann elo déi zukünfteg Kommissioun soll méi effikass ginn, wéi se méi kleng soll ginn, wéi se besser soll kënne schaffen, an dann an engem hallwe Saz gesot gëtt, dass awer de Conseil européen, also de Conseil vun deenen ieweschte Chefen, dass dee ka maachen, wat e wëllt.

Dat ass eppes, wat och fir d'Europäesch Unioun net ganz glécklech ass, quitte dass ee kann ëmmer dat verdeedegen a soen: Doduerch hu mer den Traité gerett. Mir hunn den Traité duerchkrut. Mä et bleift trotzdeem en Nogeschmaach fir eppes, wat mer héchstwahrscheinlech an deenen nächsten Traités d'adhésion, wa se da kommen, wäerten hei och an der Chamber misse schlécken.

Här President, trotz deene Blécker no hannen, och awer e puer Blécker no vir, wat deen Traité ugeet. De Vertrag ass elo ratifizéiert. Dat ass eigentlech elo alles zimlech kale Kaffi. Et geet elo drëm, d'Potenzialer vun deem Vertrag ëmzesetzen. Dat wäert guer net esou einfach ginn. Wa mer gesinn hunn, wéi schwiereg et ass, sech op zwee Nimm ze eenegen, da kënne mer ons virstellen, wéi et mat den Inhalter a mat de Prozedure wäert ginn.

Zu Lëtzebuerg ass an deene leschte Joren, besonnesch och nom Referendum, villes geschitt, fir d'Europadiskussioun unzekuerbelen. Ech wëll awer hei ënnersträichen, dass d'Regierung e ganz gudden Internetsite, och Europaforum genannt, agefouert huet, dee vill consultéiert gëtt. Ech wëll och ënnersträichen, dass d'Europapolitik all Joers an engem Rapport hei virgestallt gëtt. An ech mengen och, et wär gutt, wann een dee Rapport annuel géif public maachen.

D'Haaptsuerg, Här President, fir Lëtzebuerg ganz konkret a praktesch, muss sinn, ganz fréi ze erkennen, wat aus Bréissel op ons duerkënnt. A wa mer Problemer domat hunn, ganz fréi ze reagéieren a gescheit ze reagéieren, dat heescht net ëmmer nëmmen einfach ze blockéieren, ze soen, mir leeën onse Veto an, mä gescheit ze reagéieren, dat heescht genee ze erkennen, wou d'Problemer sinn.

Dofir mengen ech, dass mer ons europäesch Gouvernance op alle Pläng mussen ausbauen, dat souwuel wat d'Regierung ugeet wéi och wat d'Chamber ugeet wéi och wat d'Kräften, wirtschaftlech a sozial Kräften an onsem Land ugeet.

Mir stousse sécher do op d'Grenze vun onse mënschlechen an administrative Ressourcë verglach mat grousse Länner, dat ass keng Fro. Mä wa mer ons Présidencë jo esou gutt réusséiere kënnen, an dat maache mer jo - déi, déi ech op jidde Fall an deene leschte Jorzéngten erlieft hunn, ware réusséiert Presidencë mat enger grousser Ustrengung vun alle Kräften an der Regierung -, da gëtt et menger Usiicht no keng Ursaach, fir net ons dagdeeglech Gouvernance vun Ufank bis zu Enn esou effikass wéi méiglech ze maachen, dat heescht am Virfeld bis iwwert d'Verhandlungen a bis d'Transpositioun, déi jo och dozou gehéiert.

Här President, iwwert der Chamber hir Verantwortung hunn ech schonn öfters hei geschwat, fir just dat hei haut ze soen, à l'adresse vun all deene Kolleeginnen a Kolleegen, déi heibannen nolauschteren: Ech si méi wéi jee iwwerzeegt, dass ons Chamber sech vill an nach méi fir europäesch an international Froe muss interesséieren, well ech mengen, dass all Deputéierten, all eenzelnen Deputéierten, net nëmmen déi eelef aus der aussepolitescher Kommissioun, all eenzelnen Deputéierten huet eng lokal Dimensioun, en huet eng regional Dimensioun, en huet eng national Dimensioun; hie muss och eng europäesch an eng international Dimensioun hunn. Et hänkt vun deem Engagement vun all eenzelnen Deputéierten of, ob mer wierklech als Chamber och an deem Deel vun der Politik eescht geholl ginn oder net.

Dofir wëllt jo d'Chamber méi oft, wéi dat bis elo war, an der Plénière mat europäeschen Dossiere schaffen. Mir hunn et mat Stockholm gemaach, mir maachen et mat Kopenhagen. Mir hunn och gesot, dass all Kommissioun, déi esou eng europäesch Dimensioun huet, sech domat soll befaassen, wann et da se interesséiert, Ministere ruffen, mat hinnen diskutéieren, hir Meenung soen, Débaten ufroen an esou weider, well ons national Politik méi wéi jee an déi international Politik agebett ass.

No baussen e puer Wuert iwwert d'Zukunft vun der Europäescher Unioun. Ëmmer erëm d'Fro vun der Verdéiwung vun der Integratioun an d'Fro vun der Erweiderung.

Här President, d'Europäesch Unioun muss natierlech op sinn. Dat ass jo och eng Thees, déi bal vun alle Länner an der Unioun vertratt gëtt. Vun deenen engen e bësse méi wéi vun deenen aneren. Mä si muss dobäi ganz ferm op d'Konditioune pochen, fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen.

Deene Länner, déi an d'Europäesch Unioun era wëlle kommen, muss vill méi kloer mengen ech wéi bis elo gesot ginn, wat dat bedeit, an der Europäescher Unioun ze sinn. Déi Kloerheet gouf et bei Zypern zum Beispill net. Si muss awer zum Beispill fir d'Länner vum Westbalkan gëllen. Wann een nämlech mat deene Responsabelen, mat enger Partie Responsabele vun deene Länner schwätzt, dann huet een oft d'Impressioun, si géife mat hire Problemer an d'Europäesch Unioun wëllen erakommen, fir dass d'Europäesch Unioun déi Problemer fir si léist, wa se emol dobanne sinn.

Dat heescht, menger Usiicht no misst d'Konditioun sinn, dass si mussen hir Problemer fir d'éischt ënner sech léisen, éier se an d'Europäesch Unioun kommen.

D'europäesch Perspektiv kann net d'Léisung si fir all Problemer; si ass en Hiewel an deene Länner, fir dass se hir Problemer selwer besser bewältegen, éier mer se dann an d'Europäesch Unioun ophuelen, wou se wëllkomm sinn, natierlech. Mä wa mer d'Zukunft vun der Europäescher Unioun net wëllen hypothekéieren, da musse mer oppassen, wéi mer deen Erweiterungsprozess duerchzéien.

Da wëll ech och nach soen, dass een d'Impressioun huet, dass, wat all eenzelt Land d'Europäesch Unioun méi brauch, fir déi global Erausfuerderungen ze meeschteren, vill Länner, an dozou gehéiert och eng Partie vun onse Lëtzebuerger Matbierger, d'Europäesch Unioun ëmmer méi refuséieren. Et gëtt an der Bevölkerung, an de Bevölkerungen, ob dat an den neie Bäitrëttslänner, an deene fréieren, an deenen ale Gründerlänner ass, eng Opinion publique, déi ëmmer méi kritesch vis-à-vis vun der Europäescher Unioun gëtt.

Besonnesch an engem Zäitpunkt, wou dës Europäesch Unioun an onsen Aen indispensabel ass, fir eben d'Problemer vun enger globaler Welt matzehëllefen ze léisen.

Firwat ass dat? Firwat gëtt dat Friddens- a Wuelstandswierk, dat d'Europäesch Unioun ass, dat Instrument, dat mer hunn, fir an der globaliséierter Welt ze bestoen, vu ville Leit a Fro gestallt?

Eng éischt Äntwert hunn ech: Ech mengen, et gëtt oft ze vill versprach am Numm vun der Europäescher Unioun, an net genuch erkannt, dass d'Europäesch Unioun eigentlech nëmmen dat kann, wat d'Länner hir erlaben ze maachen. Dat heescht, et gëtt nun eemol zwëschent de Memberlänner grouss Ënnerscheeder, wat d'Opfaassung vun Europa ugeet. An déi Verspriechen, déi am Numm vun Europa gemaach ginn, sinn net ëmmer anzehalen.

Eng zweet Erklärung ass, dass de grousse Bannemaart sech gutt a schnell entwéckelt huet. Dat huet Wuesstum an also och Wuelstand bruecht. Dat war profitabel fir d'Entreprisen, awer net ëmmer fir d'Salariat a fir d'Verbraucher, besonnesch a Krisenzäiten. An dofir muss d'Europäesch Unioun endlech dat Gläichgewiicht zwëschent Wirtschaft, sozialer Gerechtegkeet an ekologescher Virsiicht hikréien.

Ech weisen drop hin op déi horizontal Artikele vu 7 bis 17 am Traité vun dem Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. Dëst heescht am Kloertext, dass wirtschafts- a finanzpolitesch Entscheedunge musse mat berücksichtegen, wat um sozialen, um ekologesche Plang derzou gehéiert. Dat heescht och, dass déi maartwirtschaftlech Logik net déi eenzeg ka sinn, déi Europa déterminéiert.

Öffentlech Déngschter zum Beispill musse virun enger sturer Liberaliséierung geschützt ginn. Hei sinn d'Traditioune vu Land zu Land verschidden. Lëtzebuerg, wëll ech soen, huet sech ëmmer dergéint gewiert, fir Servicer, déi e Land strukturéieren, deem Maart ze iwwerloossen, well de Maart nëmmen op Profit aus ass an eng Partie öffentlech Aufgaben - öffentlechrechtlech Aufgaben - net wëll a kann iwwerhuelen. Dofir mengen ech schonn, dass déi nei Kommissioun an dass dat neit Europa, wat aus dem Traité vu Lissabon ervirgeet, och muss do nei Akzenter setzen.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Här President, ech wëll net op alles zréckkommen, wat den Ausseminister hei gesot huet. Villes vun deem fënnt ons Zoustëmmung. Ech ginn och mam Ausseminister eens, wann e seet, dass säit der leschter aussepolitescher Erklärung zwou wesentlech Ännerungen agetratt sinn. Dat ass d'Ratifizéierung vum Vertrag, ech hunn dovunner geschwat, an dann och déi nei amerikanesch Administratioun. An dozou wëll ech awer och e puer Wuert soen.

Här President, d'Begeeschterung fir den neien amerikanesche President Obama huet sech e bëssen ofgekillt, well Resultater op sech waarde loossen. D'Annoncë ware staark, d'Resultater sinn nach ongewëss.

Et muss een awer kucken an aller Objektivitéit, wat fir en Trümmerhaufen de President Bush dem President Obama hannerlooss huet.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Eng riseg Finanzkris. Kricher, déi weder gewonnen nach zu Enn gefouert goufen. De Mépris fir d'UNO. De Refus, Amerika an de Klimaschutz anzebannen. Guantánamo. D'Rakéiteschëld an Osteuropa an domat Problemer mat Russland. Den Israel-Palästina-Konflikt an esou weider.

Dass den neie President Obama keng Patentrezepter brénge konnt, ass evident. Mä hien huet déi Konfrontatioun, déi eigentlech vun 1945 net nëmme bis 1990, mä bis 2008 gedauert huet, also bis zum Enn vun der Bush-Ära, déi Konfrontatioun huet en opgehalen an e System vun Zesummenaarbecht mat Europa an deenen anere grousse Länner a Gruppe vu Länner an der Welt bruecht, ageleet.

Dat wëllt net soen, dass d'USA ophalen, eng Super-Puissance ze sinn. D'USA kënnen iwwerall op der Welt agéieren, wou se wëllen. Mä si wëllen hir Muecht op jidde Fall, esou wéi de President Obama dat ausgedréckt huet, an den Déngscht vun der Zesummenaarbecht stellen, an net vun der Konfrontatioun. An dat ass wichteg fir d'Zukunft vun enger neier Aussepolitik an der Welt.

Wat fir eng Roll Europa dobäi niewent Russland, China, Indien an den USA spille kann, hänkt selbstverständlech vun den europäesche Länner selwer of. An dofir mengen ech schonn, dass mer ons net solle mat schnellen Uerteeler iwwert de President Obama vun deene grousse Visioune verofschieden, mä mir sollen au contraire probéieren, am Sënn vun deene Visiounen och mat der amerikanescher Administratioun zesummenzeschaffen.

En zweete Problem, deen ech kuerz wëll behandelen, ass de Konflikt Israel-Palästina. Mir haten hei am Januar 2009 direkt nom Krich a Gaza eng Aktualitéitsstonn, an där mer ons iwwert d'Zerstéierung vu Spideeler, Schoulen an öffentlech Institutiounen am Gaza-Sträifen duerch d'israelesch Arméi opgereegt hunn an ons kloer och dergéint ausgesprach hunn. Mir hunn ons och dergéint ausgesprach, dass d'Hamas d'Zivilbevölkerung als Schëld geholl huet an als Geisel an d'israelesch Zivilbevölkerung mat Rakéite bedroht huet. Mir hunn ons géint Extremisten op béide Säiten ausgeschwat, mä säit deem Waffestëllstand säit dem Januar ass am Fong geholl keng Perspektiv fir de Fridden entstan, an dat ass wierklech extrem bedauerlech.

Zu deem, wat den Ausseminister gëschter gesot huet, an dat waren, mengen ech, ganz kloer Wierder, hunn ech näischt bäizefügen. Besonnesch bedauere mer déi tragesch Situatioun vun de Mënschen, vun der Zivilbevölkerung am Gaza-Sträifen, déi souzesoe vun der Aussewelt ofgeschnidden ass, an dofir hätte mer gären, dass d'EU sech weider an energesch fir de Friddensprozess soll asetzen.

Mir hunn dofir, Här President, eng Motioun ausgeschafft - et ass bis elo déi éischt Motioun, a vläicht och déi eenzeg, déi mer presentéieren -, an ech si frou kënnen ze soen, dass déi ënnerschriwwe gëtt vun der CSV, vun der DP, vun onse grénge Kolleegen, vun der ADR hunn ech och Zoustëmmung kritt, selbstverständlech och vun der LSAP - ech hunn elo vum Här Hoffmann nach näischt gehéiert -, sou dass also d'ganz Chamber déi d'Motioun géif droen.

Déi Motioun, déi berifft sech op d'Deklaratioun vum Ausseminister zu der Israel-Palästina-Fro. Si constatéiert, dass de Friddensprozess am Noen Osten erëm enliséiert ass. Dat heescht, dass mer net wëssen, wéi et weidergeet. Mir rappeléieren natierlech d'Recht vun Israel fir a séchere Grenzen ze existéieren a mir betounen och d'Recht vun de Palästinenser op Selbstbestëmmung, wat bedeit, dass mer d'Schafung vun engem eegene palästinenseschen onofhängegen an demokratesche Stat fuerderen.

Mir constatéieren, dass Israel seng Politik vu Kolonisatioun am Westjordanland an och an Ost-Jerusalem weiderféiert, an och d'Separatiounsbarrière zwëschent Israel a Palästina weider opbaut. Mir bedaueren de Blocus, wat Gaza ugeet, an déi humanitär, déi dramatesch humanitär Situatioun.

Mir huelen Akt vun de Konklusiounen an de Recommandatioune vum Goldstone-Rapport a mir begréisse ganz besonnesch, dat wëll ech hei a Klammere soen, selbstverständlech déi Erklärung, déi den Ausseminister ons gëschter ginn huet, wat d'Abstentioun vu Lëtzebuerg dozou ugeet an der Vollversammlung vun der UNO. Ech si frou, dass en déi Kloerstellung gemaach huet, well mir mengen, dass een déi Enquête do soll eescht huelen. Déi ass jo och vun engem seriöe Grupp mat engem seriöe President opgestallt ginn. Et kann een déi also net der Demagogie bezichtegen.

Mir invitéieren dofir d'Regierung, fir an der Europäescher Unioun derfir anzetrieden, dass d'Europäesch Unioun d'israelesch Regierung invitéiert, fir de Blocus vu Gaza opzehalen, fir d'Aide humanitaire zouzeloossen, fir och déi Matériauxë fir opzebauen, an déi bis elo net komm sinn, fir déi duerchzeloossen an och nach e Point de passage mat der Aussewelt erëm opzemaachen, an der Haaptsaach Rafah.

Mir froen, dass d'israelesch Regierung d'Politique de colonisation ophält, direkt ophält. Mir froen och, natierlech, dass déi palästinensesch Partie d'Recht vun Israel unerkennt fir ze existéieren, mir hätten och gär, dass déi palästinensesch Partie sech kloer emol zesummefënnt, fir dass mer weiderkommen an deem Friddensprozess.

Mir wëllen och, dass d'Instanze vun der UNO mat deem Rapport Goldstone saiséiert bleiwen, fir dass och d'Konklusiounen an d'Recommandatiounen op allen Niveauen agesat ginn an dass d'Responsabel vu Violatioune vun dem Mënscherecht viru Geriicht bruecht ginn. A mir hätten och gär, dass eng gemeinsam Positioun an der Europäescher Unioun iwwert d'Zukunft vun de Relatiounen zwëschent Israel an der Europäescher Unioun ausgeaarbecht gëtt.

Ech si ganz frou, Här President, dass dës Motioun déi grouss Zoustëmmung vun der Chamber fënnt. Mir hoffen och, dass mer domat net nëmmen d'Positioun vun der Regierung stäerken, déi jo an deem Sënn geschwat huet, mä dass mer och no baussen en Zeeche setzen, dass mer als Chamber ons asetzen, fir dass et endlech an där Géigend zu Fridde kënnt.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ah, Madame President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- prenant acte de la Déclaration de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères;

- notant que le processus de paix au Proche-Orient est à nouveau enlisé;

- rappelant le droit d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres de même que le droit des Palestiniens à l'autodétermination, comportant la création de leur propre État indépendant démocratique viable;

- constatant qu'Israël poursuit sa politique de colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est de même que la construction de la barrière de séparation;

- déplorant le blocus imposé par Israël contre la Bande de Gaza et la situation humanitaire dramatique qui en résulte;

- prenant acte des conclusions et recommandations du rapport de la Mission d'établissement des faits instituée par l'organisation des Nations Unies sur le conflit de Gaza (rapport Goldstone);

- rappelant que ce dernier recommande le lancement d'une enquête sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme, tant par Israël que par la partie palestinienne;

- estimant que les responsables des violations du droit humanitaire international commises durant l'offensive de Gaza sont tenus, quels qu'ils soient, de répondre de leurs actes;

invite le Gouvernement

- à promouvoir au sein de l'UE une politique cohérente permettant à l'UE d'user de toute son influence pour faire avancer le processus de paix au Proche-Orient et qui devrait comporter notamment les éléments suivants:

- demander au Gouvernement israélien de mettre rapidement un terme au blocus de la Bande de Gaza, d'autoriser l'accès de l'aide humanitaire, de permettre l'entrée des matériaux indispensables à la reconstruction et de contribuer à la réouverture des points de passage, notamment Rafah;

- demander au Gouvernement d'Israël de décréter l'arrêt immédiat de la politique de colonisation dans les territoires palestiniens occupés et de faciliter ainsi la reprise du processus de paix dans un climat de confiance mutuelle;

- demander à la partie palestinienne de reconnaître sans ambiguïté le droit d'Israël à l'existence, de renoncer à la violence contre la population civile israélienne et de s'entendre sur un seul et même objectif politique pour l'avenir d'une Palestine démocratique et pacifique;

- en appeler à l'unité des Palestiniens;

- œuvrer pour que les instances de l'ONU restent saisies du rapport Goldstone, que les conclusions et recommandations du rapport soient mises en œuvre à tous les niveaux requis et que les responsables de violations du droit humanitaire soient traduits en justice;

- définir une position commune sur le développement futur des relations entre Israël et l'UE qui doit aller de pair avec les progrès du processus de paix.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, Lydie Err, Norbert Haupert, André Hoffmann, Fernand Kartheiser, Lydie Polfer.

Mme le Président.- Merci, Här Fayot. Ech géif dann d'Wuert un den Här Braz ginn. Also den Här Braz huet d'Wuert. Geet de Mikro net?

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Am Sall gëtt gefrot, ob de Mikro geet. Ech weess net, d'Technik, ob een do kann eppes änneren.

Mme le Président.- Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. D'Erklärung vun eisem Ausseminister gëschter war bei dësem Thema wéi esou oft eng vun der Kontinuitéit. Kontinuitéit an der Form, mat där se presentéiert gëtt. Et ass en Iwwerschlag iwwert déi wesentlechst Punkten, wann et och keen exklusiven Iwwerschlag ass vun der Aktualitéit op eisem Planéit aus Lëtzebuerger Vue.

Si ass och an der Kontinuitéit, well se eng kontinuéierlech Politik dokumentéiert vun de successive Regierungen. Si ass och leider an der Kontinuitéit, dass op der Regierungsbänk ëmmer relativ wéineg Begeeschterung unzetreffen ass, well den Här Ausseminister net fir d'éischte Kéier bal eleng deen Exercice am Numm vun der Regierung soll maachen. Ofgesi vun engem ganz kuerzen, frëndleche Besuch - soe mer emol - vum Här Frieden fir e puer Minutten, ass dat hei net déi éischte Kéier, wou d'Aussepolitik nëmmen den Ausseminister op Regierungsbänk interesséiert.

Den Ausseminister huet a senge Wierder schlussendlech dach e relativ optimistescht Bild wëlle vermëttelen. En optimistescht Bild vun deem, wat d'Lëtzebuerger Regierung mécht, an awer och schlussendlech en optimistescht Bild bei de Perspektive vun den eenzelne Konflikter. Ech hu kee Konflikt héieren, wou den Ausseminister sech pessimistesch erkläert hätt oder net géif de Wëllen hunn, dorun ze gleewen, dass et géif besser goen.

Mir wäerten als gréng Fraktioun elo op eenzelner vun deene Saachen agoen, déi gesot gi sinn, anerer vläicht ergänzen, fir och kloerzemaachen, ob mer d'Regierung bei deene Punkten ënnerstëtzen oder net. Mir wäerten och vläicht déi eng oder aner Saach nach opwerfen, déi bis elo ongesot war.

Den Ausseminister huet sech frou doriwwer erkläert, dass de Lissabonner Vertrag den 1. Dezember kann a Kraaft trieden. Mir sinn als gréng Fraktioun därselwechter Meenung. Och mir si frou, dass et schlussendlech geklappt huet, trotz enger Rei vu Kritiken am Kader vun deene successiven Debatte ronderëm dat, wat schlussendlech als Lissabon-Traité elo a Vigueur wäert trieden. Déi Kritiken hu mer formuléiert. Mä mir si frou, dass deen interne Sträit mat sech selwer, déi Sich no engem Instrument fir sech selwer endlech en Ofschloss konnt fannen.

Den Ausseminister huet op d'Initiativ vun de Benelux-Länner verwisen, eng positiv Initiativ, fir wierklech ze probéieren, deem Lissabon-Vertrag scho praktesch eng nei Perspektiv ze ginn, wéi an deenen nächste Wochen a Méint soll diskutéiert ginn. An an deem Benelux-Vertrag gëtt ënner anerem och op d'Bedeitung vun der Méthode communautaire gepocht. Dat gesinn och mir als gréng Fraktioun als ganz richteg un.

D'Méthode communautaire ass an de leschte Méint mat Momenter ënnert d'Rieder geroden, mat Momenter zolidd ënnert d'Rieder geroden. An notamment - an duerfir hunn och déi gréng am Europaparlament deem alen an neie Kommissiounspresident d'Zoustëmmung verweigert - well de Kommissiounspresident Barroso, wou et haart op haart gaangen ass, sech an de Schiet gestallt huet nëmme vun deene sougenannte grousse Länner a sech net méi vill derfir interesséiert huet, wat méi kleng Länner zu deem Thema ze soen haten.

Duerfir fanne mer et jo dann och bedauerlech - an ech hu gëschter Owend dem Här Asselborn op der Télee opmierksam nogelauschtert -, duerfir fannen ech et jo och da bedauerlech, wann engersäits déi Bedeitung vun der Méthode communautaire ënnerstrach gëtt, wa sech beméit gëtt am Kader vun der Benelux eng Initiativ dozou ze huelen, wann dann eis sozialistesch Kolleegen am Europaparlament bei der Ofstëmmung den Här Barroso net verhënnert hunn duerch hire Vote an duerch hir Enthalung.

Konsequent wier et gewiescht, wann een do och da Faarf bekannt hätt a kloergemaach hätt, dass eng Persoun, déi op esou enger wesentlecher Fro fir eng ganz grouss Zuel vun europäesche Länner, dass een déi Persoun aus politeschen a kengen anere Grënn misst symbolesch ersetzen, fir dass et eng praktesch nei an aner Ausriichtung vun der europäescher Zesummenaarbecht ka ginn: eben déi, déi am Benelux-Dokument elo beschriwwe gëtt, ganz zu Recht. An de Besoin vun deem Dokument, mengen ech, brauch ech net weider ze ënnersträichen.

Lissabon - et ass gutt, dass et dee Vertrag elo gëtt. Elo gëtt et awer och Zäit, dass mam Lissabonner Vertrag déi Aktiounen, déi politesch Initiative geholl ginn, déi mer jo alleguerten oder bal alleguerte probéiert hunn, de Leit an Aussiicht ze stellen, wa mer dat Instrument bis hätten, dat Instrument, wat méi politesch Unioun méiglech soll maachen. Da sinn awer all déi, déi derfir geworben hunn, dass de Lissabonner Vertrag kann a Kraaft trieden, och elo gefuerdert, politesch Inhalter nokommen ze loossen; politesch Initiativen nokommen ze loossen, déi weisen, dass d'Europäesch Unioun an hir Instrumenter fir d'Leit do sinn, fir e bessert Europa, an net just fir en Deel vun Europa. Well et gëtt der jo genuch, déi net midd ginn, dat doten ze behaapten.

Ech denken, dass et elo Zäit wär, mat Aktiounen, mat Handlungen déi Ligen ze strofen, déi ouni ee Bléck och nëmmen op dat Erreechtent ëmmer nëmmen op dat wëlle mam Fanger weisen, wat nach net erreecht ginn ass, an awer och all Äntwert doriwwer schëlleg bleiwen, mat wéi engem aneren Instrument een dat da besser kéint erreechen, wéi mat enger politescher Kooperatioun an Europa.

Mir sinn och frou iwwert d'Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag, well domadder dee ganze Volet JAI endlech och an déi „normal" - entre guillemets - Prozeduren elo kann eriwwerkommen. Dat ass dee ganze Volet, wou et ëm den Espace de liberté, den Espace de sécurité, den Espace judiciaire geet, wou an de leschte Joren

duerch déi reng intergouvernemental Prozedur oft fir eise Begréff Positiounen erauskomm sinn, déi ze vill eesäiteg op déi sécuritaire Aspekter, op d'Kontrollaspekter ausgeluecht waren a wou d'Grondrecht an d'Biergerrecht net déi Plaz gemaach kritt hunn, déi se verdéngt hätten, wat eiser Meenung no elo mat der Codécisiounsprozedur a mam Matsproocherecht vum Europaparlament misst kënne besser ginn.

Duerfir sinn och mir traureg - den Här Fayot huet dat och schonn ënnerstrach - iwwert déi lescht Konzessioun, déi op eng cavalière Aart a Weis nach un den tschechesche President gemaach ginn ass, fir nieft Polen a Groussbritannien och nach Tschechien an d'Lëscht vun deene Länner opzehuelen, déi sech der Grondrechtecharta net verflicht musse spieren. Dat ass bedauerlech. Dat ass schued. An dat ass och kee gutt Zeechen.

Dëse Méindeg war den Internationalen Dag vun der Toleranz, an an enger Rei vu Länner, notamment a Polen, hunn eng Rei Leit Manifestatioune gemaach fir d'Rechter vu gläichgeschlechtleche Koppelen. Et gëtt där Länner eng Partie an Europa, déi an den nächste Méint a Joren op där doter Fro wesentlech Fortschrëtter musse maachen. Do hoffe mer, dass déi Grondrechtecharta an deenen aneren, an deene 24 Länner, wou se zur Applikatioun kënnt, zum Beispill fir déi dote Froe vu Minoritéiterechter wäert eng konkret Hëllef duerstellen.

Déi Biergerrechter ginn och gefrot, si gi gebraucht a si gi bis zulescht - bis zulescht! -, ier de Lissabon-Vertrag soll a Kraaft trieden, zum Deel och a Fro gestallt. Mir wëssen, dass am Moment Diskussioune lafe ronderëm dat Swift-Ofkommes, wou och an enger Dunkelkammer, well déi Dokumenter geheim sinn, well een net doru kënnt, emol net als Parlamentarier kann een dodru kommen, do lafen Diskussioune fir den Datenaustausch mat den USA, notamment an der Haaptsaach natierlech d'Bankendaten an deem heite Fall, wou nach gemurkst gëtt, fir dass dat Ofkommes kéint duerchgoen, nach ier de Lissabon-Vertrag den 1. Dezember soll a Kraaft trieden.

Dat ass definitiv dee falsche Wee. An dass do elo mat Geheimhaltung sech esou gehetzt gëtt, fir dat doten nach duerchzebaatschen, kënne mir op keng Aart a Weis ënnerstëtzen, a mir fuerderen d'Lëtzebuerger Regierung op an och all déi aner Regierungen, dat doten net matzemaachen a sech am Kader vun deem doten Ofkommes nëmmen dann zu engem Ofschloss bereet ze erklären, wann et och kloer ass, dass et Garantië gëtt am Kader vum Informatiounsaustausch ronderëm d'Rechter vun de Leit, Garantien am Beräich vum Weiderreeche vun Informatiounen, wat ongekläerte Froe sinn, Garantien awer och, wat de Rechtsschutz betrëfft vun den Uniounsbierger, wa se missten an den USA sech viru Geriicht an dëse Froen hei erëmfannen. Dat si wesentlech Froen, déi bis haut net gekläert sinn.

Där Erausfuerderunge gëtt et der also genuch. An déi, déi Hoffnung hunn, dass et mam Lissabonner Vertrag op deenen dote Punkte besser gëtt, där gëtt et der vill. Ech muss allerdings soen, dass mer schonn - zu deenen zielen ech mech och - en éischten Dämpfer kritt hunn, dass d'Europaparlament elo eleng séileg maachend wier an där doter Fro.

D'lescht Woch ass schonn am Europaparlament iwwert de Resolutiounsentworf diskutéiert gi ronderëm de Stockholm-Programm. Ech muss soen, dat Dokument ass net op alle Punkte begeeschterend. Et ass éischter souguer op verschiddene Punkten enttäuschend, wat d'Europaparlament bis elo als Minimalkonsens do erreecht huet. Do ass nach ëmmer net erauszespieren, dass d'Iwwerwaachungsinstrumenter solle méi kritesch beliicht ginn an do a Fro gestallt ginn, wou se mussen a Fro gestallt ginn: Op de Rechter vun Immigranten, Rechter vun Asylanten, d'Minoritéiterechter an aner Froen nach huet d'Europaparlament bei sengem éischten Draft dann nach net dee grousse Worf fäerdeg bruecht.

Et geet also och an deenen nächste Joren net duer, fir vun den nationale Parlamenter aus ze mengen, dass mat där neier Codécisiounsprozedur an deem, wat ee bis elo drëtte Pilier genannt huet, dass et do net duergeet, sech op d'Europaparlament ze verloossen, mä dass mer weider gefuerdert bleiwen.

Mir ënnerstëtzen och d'Regierung bei de Perspektive vun der Visa-Liberaliséierung - Westbalkan, de sougenannte Rapport Fajon - a mir mengen och, dass et muss zu Perspektive komme fir de Kosovo, wou jo d'Gemengewahlen déi aner Woch positiv an encourageant Signaler ausgestraalt hunn. Duerfir gëtt et vun der grénger Fraktioun eng Ënnerstëtzung fir déi Perspektiven am Beräich vun der Liberaliséierung vun der Visa. Dat ass e wesentleche Punkt, wann ee wëllt, dass déi Länner mat den aktuelle Memberlänner sech kënne méi no kommen.

Den Här Ausseminister huet gëschter den Term gebraucht am Kader vum Lissabon-Vertrag, e géif Strukture schafe fir 30 a méi. Elo si mer zu 27, dat heescht also, dass den Ausseminister dovun ausgeet, dass der wéinstens véier nach - wéinstens véier nach, ech mengen awer nach méi - solle bäikommen.

Dir hutt eng Rei vun deene Länner erwähnt. D'Türkei hutt Der net erwähnt an Ärer Ried gëschter. Ech denken awer, dass een och an deem dote Kontext als Ausseminister e puer Wuert zur Türkei hätt kënne soen. An der Türkei gëtt et ëmmer nees widderspréchlech Signaler, a mir gehéieren zu deenen, wou ech denken, dass den Här Ausseminister och derzou gehéiert, déi denken, dass d'Türkei à terme fir d'Europäesch Unioun eng Beräicherung ka sinn, dass se déi Bréck ka sinn tëschent den zwou Welten, déi se jo och geographesch haut schonn duerstellt, wann d'Konditioune vum Gespréich kënnen erfëllt ginn.

Elo kritt een aus der Türkei widderspréchlech Signaler. Engersäits gëtt et elo ganz rezent eng Deklaratioun vun der Regierung, déi grouss Hoffnung mécht am Beräich vun de Rechter vun de kurdesche Minoritéiten, wou an Aussiicht gestallt ginn ass, dass sämtlech Sproocherestriktiounen, déi bis elo gegollen hunn, sollen ofgeschaf ginn, a wou och en Antidiskriminéierungscomité soll agesat ginn an der Türkei, fir d'Applikatioun vun deenen neie Regelen ze monitoren an ze kontrolléieren. Dat ass e ganz grousse Schratt, wann ee weess, wéi kruzial a wéi brisant déi Fro an der Türkei ass, dass mer op där doter Fro esou Signaler elo héieren, dann denken ech, dass dat ganz positiv Zeeche sinn.

Et kritt een awer och, och aktuell, aus der Türkei aner Signaler, an do géife mer gären den Ausseminister opfuerderen, sech fir eng bestëmmte Cause och aus aktuellem Ulass anzesetzen.

Et sinn an de leschte Méint eng Rei Leit an der Türkei festgeholl ginn, déi als Gewerkschaftler a Gewerkschaftlerinne sech agesat hunn. Dat sinn Enseignanten, an awer net nëmmen: Och Leit, déi anerwäerts sech fir d'Rechter vun Aarbechter an Aarbechterinnen agesat hunn, déi aus den Informatiounsquellen, déi eis zur Verfügung stinn - dat ass an der Haaptsaach d'Associatioun Marche mondiale des femmes, wou eng Rei Lëtzebuerger Associatiounen dra sinn, wéi Lidia, de Cid-Femmes, de Conseil national des femmes luxembourgeoises an esou weider -, wou déi mam Fanger drop weisen, dass an der Türkei Leit agespaart gi sinn ouni legal Basis, well se sech fir gewerkschaftlech Rechter wollten asetzen a well se sech fir eng Rei Causë wollten asetzen. Déi Leit sinn zum Deel haut nach am Prisong a solle virun engem türkesche Geriicht elo hiert Uerteel ofhuelen.

Mir sinn der Meenung, dass och d'Lëtzebuerger Regierung deen doten Dossier soll am A behalen an dass d'Lëtzebuerger Regierung soll bei der türkescher Representatioun intervenéieren a kloermaachen, dass dat dote fir d'Lëtzebuerger Regierung op kee Fall ka goen. Wa Leit, just well se probéieren, elementar Rechter, gewerkschaftlech Rechter auszeüben a Leit zu hiren elementare Rechter ze verhëllefen, wann dat zu Inhaftéierunge féiert an der Türkei, da si mer op deem dote Punkt trotz enger Partie anere positiven Zeechen awer net esou wäit virukomm, wéi mer dat zu enger Rei am Joer 2009 gehofft haten.

Den Ausseminister huet och gëschter nach eng Kéier ënnerstrach, dass de Rôle vun den nationale Parlamenter méi e wichtege muss ginn an Zukunft. Ech hu virdru scho gesot, dass mer bei all Hoffnung an d'Europaparlament jo schonn en éischten Dämpfer kritt hu ronderëm de Resolutiounsentworf vum Stockholm-Programm. An ech mengen och duerfir, grad wéi den Ausseminister, dass et wichteg ass, dass d'national Parlamenter méi eng wichteg Roll ze spille kréien, wéi Dir et gesot hutt, fir d'Subsidiaritéit vun der europäescher Aarbecht ze préiwen, awer och d'Proportionalitéit. Et ass net eleng d'Subsidiaritéit, et ass och ze kucken, wéi verhältnismëisseg dass déi Instrumenter sinn, déi Europa sech gëtt.

Mir mengen och, dass déi Logik vun där Kooperatioun net déi soll si vun de gielen an orangë Kaarten, fir ze verhënneren, ze rejetéieren an ze verlaangen, dass muss réevaluéiert ginn. Dat mag en Instrument sinn, wat ee kann notzen, mä mir halen et fir vill méi wichteg, dass d'Parlament zu Lëtzebuerg an an deenen anere Länner sech méi fréi positiv an de Prozess kéint abréngen, net duerno Réevaluatioune froen, wa se bis geschriwwe sinn, mä am Virfeld mat derfir suergen, dass eng Réevaluatioun duerno net méi noutwendeg gëtt, well se au départ méi positiv sinn, dass mir also net vum Europaparlament gesot kréien, wéi eng Texter dass mer hei sollen ëmsetzen, mä dass mir eigentlech dem Europaparlament soen, wat mir gären hätten, dass si maachen an den Texter, déi se unhuelen.

Elo si mer natierlech dovunner meilenweit ewech op dem Dag vun haut, mä ech mengen awer, dass d'Ambitioun déi misst sinn - an de Kolleeg Fayot huet se och beschriwwen -, dass ee méi fréi sech an deen dote Prozess aklickt.

Ech si mat allem, wat den Här Fayot op där do Fro seet, ëmmer d'accord. Nëmme musse mer awer als gréng Fraktioun dann ëmmer nees hannendrunhänken: Wa mer Problemer hunn hei zu Lëtzebuerg, fir eis hei als Chamber nach méi an dee Prozess do ze implizéieren, da läit dat och un engem Zäitproblem. Et ass och en Zäitproblem vun de Parlamentarier, well mer hei zu Lëtzebuerg déi duebel Mandater heegen a fleegen.

A leider war et an der leschter Mandatsperiod, der Legislatur esou, dass ënner anerem d'LSAP net bereet war, déi doten Diskussioun bis zu Enn ze féieren, an d'Fro vun den duebele Mandater am allgemenge Konsens - well soss huet et net vill Sënn - zu Lëtzebuerg enger anerer Léisung zouzeféieren, fir dass mer dat duebelt Mandat Gemeng/Chamber kënnen ersetzen duerch d'duebelt Mandat Chamber a vill Intérêt fir europäesch Politik.

Et sinn der vill heibannen, déi frou wären, wa se déi Zäit kéinten opbrénge fir europäesch Politik, déi dat och verlaangt. Wa mer dat net maachen, da kléngt awer villes huel vun deem, wat mer soen.

Den Ausseminister huet och dem President Obama seng Roll positiv bewäert an huet natierlech higewisen op säin éischten intermédiairë Succès bei der Gesondheetsreform.

Ech denken awer, Här Ausseminister, dass fir d'Bewäertung vum Här Obama senger Politik aner Saache méi relevant sinn, notamment säi Plädoyer fir de Multilateralismus. Mir sinn eis eens, dass et fir d'amerikanesch Innenpolitik ganz wichteg ass, dass all déi dote Leit endlech zu enger Sécurité sociale kënne kommen. Et geet ëm zeg Millioune Leit. Mä nach méi wichteg, mengen ech, an der internationaler Politik ass et, der amerikanescher Administratioun hir Resultater ze kucken am Beräich vun der Klimaschutzpolitik, Stéchwuert Kopenhagen, an och am Beräich generell vun der Aussepolitik.

De Klimaschutz, dee wäert hei an der Chamber muer de Mëtteg debattéiert ginn. Duerfir mengen ech ass et ubruecht, fir sech haut net vill doriwwer auszeloossen. Mir kréie muer dozou Geleeënheet.

Ech wëll awer ee Punkt opgräifen, deen den Ausseminister gëschter hei erwähnt huet a relativ kuerze Sätz. Mir hunn zu Lëtzebuerg als eent vun de rare Länner haut scho méi wéi 0,7% vun eisem PIB, déi mer der Kooperatioun zoufléisse loossen. Domat si mer weltwäit am Peloton de tête.

Den Ausseminister huet, wann ech e richteg verstanen hunn, an dat géif ech awer gäre vum Ausseminister herno nach eng Kéier kloer erkläert kréien, wéi en dat gemengt huet, ob den Ausseminister der Meenung ass, dass mer déi Suen, déi mer am Moment an d'Kooperatiounspolitik investéieren, dass mer déi an Zukunft sollen - wéi soll ech dat elo soen? - kontabel zweemol wëlle verbuchen.

Mir sinn der Meenung, dass et dee falsche Wee wär. Et ass villes dozou ze soen am Beräich vun der...

(Interruption)

Här Ausseminister.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Ech wollt just soen, Madame Polfer, ech hunn dat net gesot, mä wann Der wëllt, nom Débat géif ech eng Kéier dorobber zréckkommen a mech do da vläicht méi kloer ausdrécken.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- D'accord. Ech sinn och gespaant op Är…

Mme le Président.- Här Ausseminister, Dir kritt herno esou laang d'Wuert, wéi Der et gär hätt.

(Brouhaha)

Elo huet awer eleng den Här Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Well mer der Meenung sinn als gréng Fraktioun, dass et definitiv de falsche Wee wär, wa mer géifen ofréckele vun eisem Engagement a vun deenen 0,9%, déi mer am Moment investéieren an d'Kooperatioun, wa mer géifen elo déi Saachen, déi mer musse maachen, fir eise Klimaschutzobligatiounen nozekommen, wa mer déi elo wéilten zum Deel iwwert déi doten 0,9% finanzéiere mam Verweis, dass mir méi maache wéi anerer.

Dat ass bis elo éischtens Konsens hei zu Lëtzebuerg gewiescht, dass mer d'Kooperatiounspolitik, och wann déi am Idealfall soll op hir klimapolitesch Auswierkunge kritesch gepréift ginn, wat haut net geschitt. Mir hunn haut bei deene mannste Projeten e kloren Iwwerbléck oder Duerchbléck doriwwer, wat bei der Kooperatiounspolitik fir Konsequenzen um Klimaplang erauskommen. Mir hu Problemer mat Kohärenz vun eise Politiken, well mer zu Lëtzebuerg am Endresultat net dat hunn, wat mer op anere Plaze vum Planéit probéiere mat Suen ze erreechen. Do hu mer also genuch Matière à discussion.

Mä haut wëllen op de Wee ze goe vun deenen 0,9%, déi mer bäisteieren, en Deel vun eise Klimaschutzengagementer wëllen a Rechnung ze stellen, dat huet eis Ënnerstëtzung net, a mir si wéi gesot gespaant, wat Der herno am Detail als Erklärung kënnt ginn, well dat vu gëschter, Här Ausseminister, war net honnertprozenteg kloer.

Wéi wichteg dass déi Lienë sinn - den Här Fayot huet och dat scho virdrun erwähnt -, gesäit een, wann ee sech mam Thema Honger an der Welt beschäftegt. Zu Roum ass grad amgaange während enger ganzer Woch d'international Communautéit sech mat deem Thema ze beschäftegen. Mir haten an de leschten zwee, dräi Jorzéngten deels Verbesserungen op där doter Fro. Mir hunn awer haut erëm am Joer 2009 eng Situatioun wéi an de 70er Joren, wat den Honger an der Welt betrëfft. Haut ass iwwer eng Milliard vun de Mënschen an enger Hongersituatioun. All sechste Mënsch um Planéit huet Honger. All sechs Sekonne stierft e Bëbee un Honger um Planéit - all sechs Sekonnen! A villes vun de Léisungen huet näischt mat engem Manktum u Liewensmëttel ze dinn. Et si genuch a masseg Liewensmëttel do.

D'Problemer si villschichteg. Ee vun de Problemer ass zum Beispill d'Investitiounen a lokal Infrastrukturen. Wa mer schonn nëmmen et géife fäerdeg bréngen, lokal déi Infrastrukturen hëllefen opzeriichten, déi et géifen erlaben, dass déi regional a lokal Produzenten hir Wuer bei déi lokal a regional Konsumente kréien, ouni dass 30, 40% um Transport futti ginn, da wär scho vun de verfügbare Liewensmëttel hier en

enorme Bäitrag geleescht. Déi Infrastrukturen, déi feelen awer nach.

Wann een da gesäit, dass verschidde Länner hir Hëllef zréckschrauwen, wéi am Moment Italien, déi ouni vill État-d'âmë ganz rapid mam Verweis op d'Kris gesot hunn: Jo, wann dat esou ass, da musst Der awer och verstoen, mir hunn awer vill gemaach a mir brauchen et och elo fir eis Leit, da kann een domat net d'accord sinn.

Dofir fanne mer et jo och falsch, wa mir géifen op engem méi héijen Niveau deeselwechte Reflex un den Dag leeën a wa mer géifen op engem méi héijen Niveau datselwecht reproduzéiere wéi dat, wat d'Italiener op där doter Fro amgaang sinn ze maachen.

Mä déi si jo am Moment och méi domadder beschäftegt, onwürdeg Gesetzer ze maachen, fir dem Här Berlusconi aus allem erauszehëllefen, wat och vläicht an der Europäescher Unioun net nëmmen eis italienesch Frënn dierft beschäftegen. Well mir schwätze jo gäre vu Länner, déi rezent bäigestouss sinn, fir ze soen, dass bei hinnen net alles klappt, ob dat elo Rumänien ass oder Bulgarien an anerer nach. Mä ech mengen, dass och hei eis italienesch Frënn alles anescht wéi virbildlech sinn. An dat si Gesetzer, wou mer eigentlech gemengt haten, dass et déi net méi kéint ginn!

Den Ausseminister ass och agaangen op d'Doha-Ronn. Jo, mir bedauere selbstverständlech och wéi den Ausseminister, dass een zënter ganz laange Joren do net virukënnt. An Dir hutt gesot, Här Ausseminister, dass Liberaliséierung vun de Mäert heescht, sech eens sinn, dass Handel net en Deel vum Problem ass, mä dass Handel en Deel vun der Léisung ass.

Deem wëll ech net prinzipiell widdersprieche. Handel ass en Instrument, ass een Instrument vun der Léisung, well Handel heescht jo näischt anescht wéi Wuere vun engem Produzent bei e Konsument ze brëngen an dee Mechanismus, deen dozou féiert. Wa mer awer vu Liberaliséierung a vun Ouverture vun de Mäert schwätzen, da muss een awer och kloer sinn - a mir hoffen, dass dat och d'Lëtzebuerger Positioun ass bei deenen do Verhandlungen -, dass een Ouverturë vu Mäert an Offenheet tëschent verschiddene Mäert awer nëmmen do ka praktizéieren, wou och méi oder wéineger gläich Chancë bestinn.

Wann ee Mäert opmécht, déi net prett si fir eng Ouverture, déi näischt entgéintzesetzen hunn dem Import, dann ass dat keng Liberaliséierung. Dann ass dat einfach en Opkafen oder en Iwwerschwemme vun deem Land.

Dofir hoffen ech, dass d'Lëtzebuerger Regierung bei deenen Diskussiounen am Kader vun der Doha-Ronn ëmmer nees insistéiert, dass Liberaliséierung an Handel grondsätzlech en Instrument ass vun der Léisung, mä dass een awer och dat Instrument esou muss handhaben, dass et zu gläiche Chancen an zu gudde Resultater féiert an dass et net op d'Käschte vu regionale Strukture geet, net op d'Käschte geet vu regionale Rechter, net op d'Käschte geet vu Verscholdung vu Leit an deene Länner, wou d'Marchéen nei opgemaach ginn. Well soss hu mer näischt geschafft.

Dat geet och nëmmen iwwer Investitiounen zum Deel an deene Länner, erëm eng Kéier déi Logik vun der lokaler Infrastruktur, déi muss opgebaut ginn, fir dass Handel wierklech dann eppes Positives brëngt an net d'Zerschloung ass vu lokalen Instrumenter.

Ech denken och, dass een an deem Kontext e kritesche Bléck muss geheien op d'Politik vun der Weltbank a vum FMI, déi mat hirer Geldpolitik a mat hirer Verscholdungspolitik haut eng mindestens esou grouss Responsabilitéit droe wéi d'Welthandelsorganisatioun um Misär vun enger Rei vu Länner. A vläicht si mer alleguerten ze vill kritesch mat der Welthandelsorganisatioun an ze vill indulgent mam FMI a mat der Weltbank. Do sinn eiser Meenung no eng ganz Partie Saachen och an Zukunft méi kritesch ze betruechten, net nëmmen um Niveau vun der WTO.

Mir hu mat Freed d'Aschätzung héiere vum Ausseminister iwwert de Rôle vun der OSZE. E Gremium, dat an de leschte Joren e bëssen an déi zweet Rei gerutscht ass. Et ass e Gremium, wat zu den Zäite vum Kale Krich eng aner Bedeitung hat, wéi et se an de leschte Joren elo kritt huet, wat mer awer bedaueren. Well mer mengen, dass d'OSZE nach ëmmer eng éischt Adress misst sinn, fir an Europa an an der transatlantescher Relatioun kënnen zesummenzeschaffen.

Et ass bis haut déi eenzeg Plattform, déi et gëtt, wou d'Länner vum europäesche Kontinent a vun Nordamerika zesummesëtzen - alleguerten, vun den USA bis zu de Russen, an allem, wat dertëschent läit -, fir sech zesummen iwwer eng Rei Krisen ze ënnerhalen. A mir mengen als gréng Fraktioun, dass een enger Opwäertung vun der OSZE net soll am Wee stoen, mä dass een au contraire déi Plattform do an den nächste Joren éischter soll valoriséieren, wéi an hirer Bedeitung zréckzeschrauwen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Zum Beispill de Verzicht vun der amerikanescher Administratioun op hire Rakéiteschëld ass fir eis en exzellente Punkt vum éischte Bilansjoer vum Obama, well et gëtt jo ëmmer gemaach wéi wann am Moment do nëmmen Ukënnegunge gewiescht wieren an nach guer keng Resultater. Esou ass et jo och nees net. Dat do ass zum Beispill e konkret Resultat vun engem Joer Obama-Politik, wat mir ausdrécklech ënnerstëtzen.

Mä gläichzäiteg huet een awer och gemierkt, dass dee Verzicht op dee Rakéiteschëld an enger Rei mëttel- an osteuropäesche Länner zur Veronsécherung gefouert huet. Et ass also aus hirer Vue net onbedéngt eng gutt Noriicht gewiescht. Grad fir esou Diskussioune brauch een dann déi Plattform wéi d'OSZE, fir kloerzemaachen, dass dat, wat déi meescht vun eis als eng positiv Entwécklung fannen, net zum Nodeel ass vun deene Länner, well se sech kënnen op e kollektive Friddenssystem verloossen, deen zesumme mat den Amerikaner, mat de Russen a mat all den europäesche Länner géif opgebaut ginn.

Dofir hoffe mer natierlech och den 18. November, dass bei deem EU-Russland-Sommet zu Stockholm Saachen derbäi erauskommen - also haut; pardon -, déi wierklech d'Europäesch Unioun a Russland méi no beieneebréngen. Bei all de Kritiken, déi ee muss um politesche System vu Russland artikuléieren, déi sinn nach ëmmer richteg. Et muss een awer och probéieren, Russland kënnen Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen.

Dat sot iwwregens schonn den Andrej Sacharow 1989, dass een am Ëmgang mat Russland misst eng Mëschung vu Kritik a vun Ënnerstëtzung gëlle loossen. A mir mengen, dass dat nach ëmmer haut wouer ass.

Wann een dem President Medwedjew seng rezent Ried zu der Lag vun der Natioun e bësse suivéiert huet, do war een op enger Rei vu Punkten awer éischter agréabel iwwerrascht, dass e selwer vun enger Rei vu Mëssstänn a vu Retarde geschwat huet.

Op deem dote Wee sollt d'Europäesch Unioun hir Kooperatioun ubidden, zum Beispill bei nächste Wahlen, dass mer als Europäesch Unioun ganz gären, wa Russland dat matmécht, Wahlobservateuren a Russland schécken, fir bei deem Prozess do ze hëllefen. Mä do musse mer eis dann iwwerrasche loossen, ob bei der nächster Kéier dee Wonsch op russescher Säit dann esou ausgeprägt ass, wéi et elo a rezente Riede vläicht konnt eraninterpretéiert ginn.

Mir ënnerstëtzen natierlech dann och all Effortë fir den nuklearen Ofbau. D'Startofkommes ass déi gëeegent Adress, fir dat doten ze diskutéieren. An och wa mer do als Lëtzebuerger Land an als Lëtzebuerger Regierung keng allze vill grouss Roll spille bei deenen Diskussiounen, solle mer awer keng Geleeënheet verpassen, fir fir weltwäit Ofrëschtung ëmmer nees ze plädéieren, besonnesch wann ee kuckt, wéi vill Suen dass d'Rëschtung weltwäit kascht - weltwäit kascht! -; d'Zifferen.

Mir haten - d'Madame Mergen an ech - d'lescht Woch d'Geleeënheet zu Roum derbäi ze si bei där FAO-Journée parlementaire. Déi Zuelen, déi do genannt gi sinn, sinn eigentlech erschreckend. Erschreckend! Dat, wat weltwäit pro Joer fir Rëschtung ausgi gëtt, ass 30 bis 40 Mol dat, wat et géif brauchen, fir den Honger an der Welt gestëllt ze kréien. Et ass an engem Verhältnis eent zu 30 bis eent zu 40 tëschent Waffen an dat, wat et géif brauchen, fir dem Honger bäizekommen.

Dat sinn Zuelen, wou een d'Flemm kritt, wann ee se héiert, a wou ee weess, dass duerch d'Oprëschtung an duerch d'Setzen op Waffen op dësem Planéit wahrscheinlech méi Misär gemaach gëtt wéi Guddes erreecht gëtt. Dat ass leider net nei an dat ass och leider nach net eriwwer.

Dir sidd och agaangen op 20 Joer Mauerfall an op d'Ëmorientéierung vun der NATO. D'NATO wäert hiert neit strategescht Konzept virstellen. Dat ass jo rezent zu Bratislava schonn en Thema gewiescht fir Afghanistan. Op deem Hannergrond soll dann am Hierscht 2010 zu Lissabon déi nei Strategie vun der NATO arrêtéiert ginn.

Mir mengen, Här Ausseminister, dass Der misst e Wee fannen, fir zumindest an Ärem Land d'Parlament dorunner ze bedeelegen un deenen doten Diskussiounen. Wat mir net kënnen ënnerstëtzen, dat ass, dass mer, wéi esou oft wann et ëm d'NATO geet, iergendwann eng Kéier e fäerdegen Accord hunn, dee mer dann zu résuméierten Deeler géifen ex post matgedeelt kréien.

D'NATO ass haut wäit méi - wäit méi! - wéi just nach e Militärbündnis. D'NATO huet mëttlerweil en Aufgabegebitt an eng Vernetzung mat anere Gebidder, déi aus der NATO méi mécht wéi dat, wat se originär exklusiv war. Dofir menge mer, dass och dann d'NATO sech muss enger Rei anere Regele mat ënnerwerfe kënnen. Regele vun Transparenz, Regele vun Demokratie.

A wann de Multilateralismus eescht geholl gëtt vun all deenen, déi dat Wuert an de Mond huelen, dann ass et fir eis kloer, dass déi nei strategesch Orientéierung vun der NATO net soll diskutéiert ginn, ouni dass d'Parlamenter vun der NATO - d'NATO-Parlament, mä och d'Parlamenter vun de NATO-Memberlänner - sech mat där doter neier strategescher Ausriichtung mussen ausenanersetzen. Dat kann net nëmmen eng Politik vum Fait accompli sinn an engem Joer zu Lissabon. Do wäre mer frou, wa mer géife vum Ausseminister gesot kréien, wéi e sech dat virstellt.

Mir hate virun e puer Wochen op Ureegung vun der grénger Fraktioun och eng Debatt hei an der Chamber iwwer Afghanistan. Dofir konnt dat gëschter méi kuerz behandelt ginn. Ech muss awer soen, ech wëll nach eng Kéier kuerz drop zréckkommen, Här Ausseminister, well bei där Debatt waren net all d'Froe beäntwert ginn, déi mer gestallt haten. Et war an de Konklusiounen herno net zu allem och eng Äntwert komm.

Mir bedauere grad wéi Dir, dass et keen zweeten Tour schlussendlech ginn ass an Afghanistan. A mir mengen och wéi Dir, dass ee sech elo soll asetze fir wat genannt gëtt eng Afghanisatioun vum Prozess op der Plaz. Mir mengen awer och, dass et eng Strategie dofir muss ginn, dass et net duergeet ze soen: Mir sinn all derfir.

Rezent huet jo och nach deen englesche Premier sech elo derfir agesat, fir eng Réckzuchsstrategie ze diskutéieren. Déi Strategie géife mer gären héieren, och vun der Lëtzebuerger Regierung. Wéi gëtt sech et virgestallt, dass een den Afghanen hiert Land integral kann zréckginn? Dass also déi Afghanisatioun kann ofgeschloss ginn? Dat ass manner d'Fro no engem Datum, et ass méi d'Fro no engem Prozess, no enger Method. An dozou bleift d'Communautéit bis haut méi oder wéineger all Äntwerte schëlleg.

Mir wieren endlech frou, wann ee kéint och hei der Lëtzebuerger Chamber erklären, wéi déi Stratégie de sortie an den nächste Méint soll ëmgesat ginn, mat hirer militärescher Dimensioun, awer och mat hirer polizeilecher, mat hirer judiciairer a mat hirer ziviler Dimensioun. Well dat ass dat, wat an den nächste Méint a Jore muss am Vierdergrond stoen. Well mir mengen, dass, wann et bis haut an Afghanistan op enger Rei vu Punkten nach ëmmer net virugaang ass, dann och, well et net genuch zivil Dimensioun am internationalen Asaz op der Plaz gëtt.

Ech wëll och dofir zréckkommen op eng Etüd, déi ech och scho bei där Debatt iwwer Afghanistan hei erwähnt hat. Et ass eng Etüd aus dem Hierscht 2009, eng ganz rezent, vum European Council on Foreign Relations. Dat ass e ganz seriöt Institut, dat eng Analys gemaach huet vun all deenen Asätz, déi et méi oder wéineger weltwäit gëtt vun der Europäescher Unioun, awer net nëmmen, wou mer och mat zivile Kräfte präsent sinn; net amplaz vun de militäreschen; et ass ganz oft zesumme mat de militäreschen.

De Constat, dee se maachen, ass éischtens emol deen, dass mer d'une façon générale net genuch zivil Kräften an net genuch zivil Konzepter hunn. Wäre mer an der ziviler Aarbecht - wou mer vläicht voll gudde Wëlle sinn - an deene Konfliktpunkten esou gutt organiséiert an esou gutt strukturéiert wéi militäresch, da wär dat an der Rei. Mä dat si mer net. Mir si militäresch méi oder wéineger straff organiséiert, mä mir sinn awer an der ziviler Begleedung nach wäit hannendrun. Dat ass en éischte Constat.

En zweete Constat, dee se gemaach hunn, ass, dass d'Länner vun der Europäescher Unioun net all d'selwecht gutt opgestallt sinn. Si maachen dräi, véier grouss Kategorien: tëschent deenen, déi méi oder wéineger gutt organiséiert sinn, an deenen, wou et net esou gutt ass.

Lëtzebuerg ass op där doter Fro leider am hënneschte Peloton. Mir si bei deenen, déi am mannste gutt opgestallt sinn. Sief et d'Personal; a si kucken dat schonn a Relatioun an net just en chiffres absolus. Mir si personell, vun de Strukturen hier, vum Training, vum Suivi an esou weider hirer Meenung no relativ schlecht opgestallt.

En drëtte Constat, dee se maachen, ass, dass an Zukunft de Rôle vun den zivilen Interventiounen - Beispill: déi EULEX-Missioun am Kosovo -…, dass Konflikter ëmmer méi wäerten där doter Interventioune froen a manner där militäreschen. An der Gazaträif, do ass d'NATO net präsent. Si géif och do net vill hëllefen. Do ass éischter eppes aneschters gefuerdert. Och an Afghanistan ass haut kloer, dass mer wesentlech Effortë musse leeën op eng méi staark zivil Präsenz. An hir Analys ass, dass an Zukunft d'Konflikter ëmmer méi där doter Präsenze wäerte verlaangen.

De Jean-Marie Guéhenno, deen aacht Joer laang bei der UNO zoustänneg war fir Peacekeeping-Missiounen, deen huet sech an dëser Etüd och implizéiert. Dee kënnt genau zu där doter Konklusioun och: dass mer also musse probéieren, an eise polizeilechen, zivilen, judiciairen Interventiounen an de Konfliktgebidder gradesou gutt organiséiert, gradesou reaktiv ze ginn, gradesou professionell ze ginn, wéi mer et zu groussen Deeler zumindest am militäresche Beräich sinn. Dass also de Rôle vun den zivile Kräfte bei der europäescher gemeinsamer Sécherheets- a Verteidegungspolitik eng vill méi grouss Roll muss spillen.

Do gëtt och eng Iddi lancéiert, där mer eis wéilten uschléissen. D'Iddi ass déi vun der Schafung och vun engem europäeschen Institut, wat e Monitoring ka maachen, wat e Bündling, e Bundling ka maache vun deenen doten Efforten, déi am Moment op Regierungsniveau décidéiert ginn, op engem intergouvernementalen Niveau ad hoc fir eenzel Missiounen, wou och Leit voller guddem Wëllen oft gutt Resultater och erreechen, mä wou et awer net déi Strukturéierung gëtt, wéi et se, wéi gesot, bei de militäreschen Operatioune gëtt, a wou mir mengen, dass een op deem dote Gebitt an Europa op e wesentlech méi héijen a professionelle Level misst kommen, wesentlech méi strukturéiert an der Virbereedung virdrun, an dee Briefing duerno am Iwwergang an esou weider, wou lauter Lacunë festgestallt gi si vun deem doten Institut.

Mir mengen, dass grad Lëtzebuerg an deem dote Beräich eng kredibel Kaart kéint spillen. Méi eng kredibel Kaart wéi bei eise militäreschen Operatiounen, wou mer awer ëmmer nëmmen e ganz klengen Opérateur - wann ech esou dierf soen - sinn. Mir mengen, dass Lëtzebuerg déi do-

ten Iddi um europäeschen Niveau - well do lafe jo och eenzel esou Gespréicher, de Korfu-Prozess beispillsweis -, déi dote Logik vum Opbau vun zivile Kräfte vun der Europäescher Unioun als een Element vun der europäescher gemeinsamer Sécherheetspolitik soll ënnerstëtzen an dass mer eis och als Lëtzebuerger Regierung sollen derfir asetzen, dass et zur Schafung vu Strukture kënnt an deem dote Beräich.

Mir mengen och, dass Lëtzebuerg dee bei sech da kéint usiedelen, wann et dann esou wier, dass déi Iddi géif hire Wee maachen; dass mer zu Lëtzebuerg géifen deen Know-how wëllen usiedelen a bündelen, fir an Zukunft als Europäesch Unioun mat professionellen Zivilkräfte kéinten an der Welt hëllefen d'Konflikter ze léise mat aneren Instrumenter wéi déi militäresch; och wann déi net ëmmer am Widdersproch zuenaner stinn, mä sech oft leider mussen ergänzen.

Nach zwou, dräi kuerz Remarquen zum Schluss.

Eng éischt, fir Iech ze ënnerstëtzen an Ärer Politik, dass Der och den Dialog mat Länner sicht, wou vill Länner sech schwéierdinn, mat deenen den Dialog och ze sichen. Ech mengen den Iran, ech menge Syrien. Do läit d'Lëtzebuerger Aussepolitik eiser Meenung no richteg, dass se mat manner Virbehalter oder souguer ouni Virbehalter probéiert, Léisungen am direkte Gespréich méiglech ze maachen, an net an engem Blockdenken oder Verdäiwelungsdenken ass.

Wat net heescht, dass een dat richteg fënnt, wat déi Leit am Iran, notamment hire President, maachen. Mä dat heescht awer, dass ee probéiert, op eng realistesch Aart a Weis e stéck Gespréichspartner kënnen ze sinn. Vun eis wäert Der dofir net kritiséiert ginn, mä éischter Ënnerstëtzung fannen.

De Mëtten ass och scho vill geschwat ginn iwwert de Konflikt tëschent Israel a Palästina, wou de Ben Fayot d'Motioun virdrun duergeluecht huet, déi mir ausdrécklech ënnerstëtzen an all deem, wat se seet, an och an deenen Nuancen, wou se mécht, an och an deene Rappellë vu Prinzipien, déi se mécht. Sief et déi Zweestateléisung, sief et d'Recht op Verteidegung vu béide Staten, an aner Elementer nach, déi mir ausdrécklech ënnerstëtzen.

Déi Motioun ass wichteg, well se domadder et kloermécht, wat d'Lëtzebuerger Parlament denkt. Ech mengen awer contrairement zu deem, wat eenzel Kolleege virdru gesot hunn, dass déi Erklärunge vum Ausseminister gëschter zu där Enthalung fir eis net esou iwwerzeegend waren.

Ech mengen, dass Lëtzebuerg sech bei deem dote Vote besser net enthal hätt. Ech verstinn och, dass déi Motioun gemaach gëtt. Mä ech interpretéieren déi Motioun net als eng Ënnerstëtzung vun deem, wat d'Regierung ronderëm d'Diskussioune vum Goldstone-Rapport gemaach huet. Well wann een dës Motioun do ëmgesat hätt, dat, wat haut an der Motioun steet, hätt een eiser Meenung no sech do net enthal, mä et hätt ee mat Jo gestëmmt.

Den Ausseminister huet eis gëschter erkläert, firwat dass et zu der Lëtzebuerger Enthalung koum. Ob dat elo exakt dat war, wat den Ausseminister selwer geduecht huet, oder ob do vläicht net en cours de route eppes verluer gaangen ass, huet en eis net erkläert. Mir mengen awer op jidde Fall, dass et méi richteg gewiescht wär, dem Goldstone-Rapport a senge Konklusiounen zouzestëmmen, aus engem einfache Grond:

Éischtens ass den Här Goldstone eng absolut kredibel Perséinlechkeet. Dat ass net iergendeen. Dat ass e Mann, dee mat all den Nuancen a mat all Fachkenntnis e Rapport op den Dësch geluecht huet, deen esou gutt a richteg a prezis ass wéi e ka sinn.

Wat net heescht, dass eenzel Elementer vum Goldstone-Rapport net vläicht falsch sinn. D'Amerikaner hu jo eng Rei Saachen am Rapport fonnt, déi hirer Meenung no faktesch net zoutreffen. Dat mag duerchaus sinn. Well wann ee weess, wéi schwéier et war, dee Rapport do zesummenzestellen, da kann dat duerchaus passéiert sinn. Mä dat ännert awer näischt un de Konklusiounen.

An och wann ee Reserve kann ausdrécke beim Contenu vum Rapport bei eenzelnen Aspekter, menge mir awer, dass et falsch war, sech de Konklusiounen net unzeschléissen. Well d'Konklusioune sinn dach grondvernünfteg. Do steet dach näischt anescht dran, wéi dass e seet, opgrond vun allem, wat gewosst ass, dass béid Säite Saache gemaach hunn, déi net ze akzeptéiere sinn. A vum Point de vue vum internationale Recht kann et jo awer net sinn, dass mer et net fäerdeg bréngen ze soen: „Kuckt emol, en droit interne mat Ären eegene rechtsstaatleche Mëttel, wéi se sinn, erauszefannen, wat falsch gelaf ass an eventuell Responsabilitéiten ze sichen."

Wann d'international Communautéit et net fäerdeg bréngt, enger elementarer Schlussfolgerung wéi där doter hir Zoustëmmung ze ginn, wat sollen déi dann nach fäerten, deenen an deene Länner op béide Säiten d'internationaalt Recht egal ass?

Wann d'Communauté internationale net ka soen: „Mir stelle Saache fest, déi als Verbriechen un der Mënschlechkeet kéinte gewäert ginn, déi als Krichsverbrieche kéinte gewäert ginn, a mir maachen d'Opfuerderung: Kuckt bei Iech, mat Ären eegene Rechtsmëttel eng Analys a Konklusiounen ze maachen" - wann dat schonn ze vill ass, jo, dann ass d'international Communautéit par rapport zum Rescht inexistent. Da brauchen déi an Israel an op palästinensescher Säit, déi net u Fridden interesséiert sinn, awer guer näischt méi ze fäerten, wat an iergendengem Gesetzbuch steet.

Dofir menge mer, dass et schued war, dass et e verpasste Rendez-vous war, bei all Verständnis fir déi Diskussiounen. D'Enthalung war eiser Meenung no falsch. Mir hätte besser gehat, déi Konklusioune vum Goldstone, eiser Meenung no, ze ënnerstëtzen, wéi och eng Rei aner europäesch Länner dat gemaach hunn. Dës Motioun, mengen ech, ass net nëmme komplett Ënnerstëtzung fir d'Positioun vun der Regierung, mä si stellt verschidde Saache kloer fir eis international Partner, fir vläicht Douten dann elo aus der Welt ze raumen, déi duerch déi Enthalung konnten entstan sinn.

Dat gesot, Här President, wëlle mer als gréng Fraktioun domadder och eis Zoustëmmung zu där doter Motioun bréngen. A mir si gespaant op déi Erklärungen, déi den Ausseminister eis herno nach wäert ginn, hoffentlech och op déi dräi, véier Saachen, déi mer opgeworf hunn, an ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Braz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Neen, neen, neen, et ass den Här Kartheiser. Et ass den Här Kartheiser, Madame Err. Dir kommt duerno nach eng Kéier. Den Här Fayot war jo schonn drun.

(Interruption)

Et ass elo un dem Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- D'Madame Err ass nei heibannen!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu geduecht, mir schwätzen haut iwwer e Sujet, iwwert deen den Här Asselborn gëschter a senger Deklaratioun net geschwat huet, nämlech d'Lëtzebuerger Aussepolitik.

Vläicht just e puer Wuert zu där visionärer Ried vu gëschter. Och déi baltesch State waren, natierlech géint hire Wëllen, an der Sowjetunioun, a mir si frou, si haut als Partner an der Unioun ze hunn. A mir sinn nach méi frou, datt eis Regierung niewent der progressiver Entdeckung vun der europäescher Geographie an der Geschicht vum Baltikum sech och nach als Prioritéit gesat huet, fir sech endlech wëlle fir déi sozial Dimensioun vum Bannemaart anzesetzen. Mir si scho ganz gespaant dorop, wéi si dat da wäert maachen.

Spannend gëtt et och, wann d'Europäesch Kommissioun déclaréiert, datt si sech wëllt ewell fir de Bannemaart bei Finanzdéngschtleeschtungen asetzen. Et war just schued, datt si am Abrëll zu London grad an deem do Beräich vum europäesche Recht vun enger zäitweileger Amnesie geplot war. Mir kucken dann elo gär no, wéi d'Froen ëm zum Beispill déi britesch rechtlech Sonderstatussen, souwuel territorialer wéi personaler Natur, vun der Kommissioun resolut ugepaakt ginn.

Här President, Lëtzebuerg hat et an deem leschte Joer op internationalem Plang esou schwéier wéi scho laang net méi. Bal wéi keen anert Joer virdru krute mir vun deene Grousse gewisen, wéi kleng an onbedeitend datt si mengen, datt eist Land wier. A bal nach méi schlëmm: Eis Regierung selwer bezeechent eis haut ganz open als klengt Land an Europa an an der Diplomatie als eent vu villen; wat jo och géif heeschen, datt mir op eng besonnesch Roll an Europa, wéi mir se bis elo haten, verzichten. Hu mir dann als Land op europäeschem Plang keng Ambitioune méi?

An der Debatt ëm d'Quellesteier an den Informatiounsaustausch goufe mir dunn och nach vun der Europäescher Kommissioun am Stach gelooss. Eng Kommissioun, op déi mir eis bis elo nach konnten eenegermoosse verloossen, wann et drëm goung, europäescht Recht ze verdeedegen. Och déi Zäite sinn ewell eriwwer.

Mir sinn aussepolitesch ëmmer méi, virun allem dacks leider och nëmme méi op eis selwer gestallt. Loosse mer d'Realitéite kucken: D'Méthode communautaire ass just nëmmen esou laang interessant, wéi d'Institutiounen hire Rôle éierlech a fair spillen. Si ass awer geféierlech, wann d'Kommissioun näischt anescht méi ass wéi just nëmmen nach den Exekutivsekretariat vun deene Groussen.

Am Laf vum leschte Joer wär et extrem wichteg gewiescht, datt eis Regierung Stäerkt oder op d'mannst determinéiert Präsenz op internationalem Niveau gewisen hätt. Mä just dat huet si net gemaach.

Seele war eist Land esou schwaach international vertrueden, wéi vun dëser Regierung an där virdrun.

(Interruption)

Seele louch eng Regierung an der Aschätzung vun den aussepolitesche Prioritéite vun eisem Land esou derniewent, wéi déi hei an déi virdrun. Seele goufen Entwécklungen esou falsch ageschat, a mat esou dramatesche Konsequenzen, wéi d'Entwécklungen am Steierberäich an an der OCDE zejoert am Hierscht. Eng Politik vum eidele Stull war falsch, dramatesch falsch.

Loosst mech vläicht just e puer Faiten an Erënnerung ruffen, déi eis am leschte Joer beweegt hunn: Wou zejoert am Hierscht déi grouss Länner den Drock op eis erhéicht hunn, fir d'Bankgeheimnis ofzeschafen an den Informatiounsaustausch anzeféieren, huet eis Regierung d'Geleeënheet verschlof, fir séier Allianze mat anere gläichgesënnte Staten a Finanzzentren ze schléissen.

(Interruptions)

Dat hätt direkt missen no där informeller Konferenz vun der OECD zu Paräis am Oktober geschéien. Déi Konferenz hat sech mat der Fro vun deene sougenannte Steieroase beschäftegt. 17 State waren do, op Ufro vun der däitscher a franséischer Regierung. Mir waren invitéiert, mä mir sinn net dohi gaang. Dat war e schwéiere Feeler.

D'OCDE huet als international Organisatioun, an hire Generalsekretär ganz perséinlech, vill Regele verletzt, déi an der Diplomatie ze gëllen hunn. Eng international Organisatioun hänkt vum Wëlle vun hire Memberstaten of, an net ëmgekéiert.

D'Schwäizer Regierung huet mat Recht Konsequenzen ugekënnegt; déi Lëtzebuerger Regierung huet dat net gemaach.

Här President, dat war nach e schwéiere Feeler. Als Memberstat vun der OECD hu mir Rechter. Si verfalen, wa mir net op si insistéieren a si och net duerchsetzen.

Den Här Ausseminister huet et verpasst, d'Ambassadeure vun eisen Nopeschlänner ze convoquéieren, wou wichteg ekonomesch Interesse vun eisem Land um Spill stoungen. Aner Länner an aner Ministeren hunn dee Courage gehat, an alt nees a ganz besonnesch d'Schwäiz. Wéi aarmséileg schwaach muss am Vergläich dozou dat Bild vu Lëtzebuerg zu Paräis an zu Berlin ausgesinn hunn! E puer Télefonsgespréicher ersetze keen diplomatesche Protest. Dat weess - ausser eisem - all Ausseminister op der Welt. Dat war nach e schwéiere Feeler.

Zënterhier hunn d'Evenementer sech précipitéiert. Och duerch déi schëlleg Passivitéit vun der Regierung, hirem Onverméigen, d'Gefore mat Zäit ze erkennen, an hirer Onfäegkeet, dynamesch a proaktiv ze reagéieren, huet eis Finanzplaz grousse Schued erlidden.

Zënter dem ominéise G20 vum Abrëll zu London si mir just nach amgaang, op Uerder vun deene Groussen nei Duebelbesteierungsofkommes ze ënnerschreiwen. An dann héiere mir och nach vum Här Asselborn, datt hien de G20 als eng Zort Décisiounsgremium schéngt unzegesinn.

Ma, Här President, déi hunn iwwerhaapt näischt ze décidéieren!

Mir sollten drop bestoen, datt d'Suggestiounen aus dem G20 emol an deene Gremien diskutéiert ginn, an deene mir vertruede sinn. Dovun ofgesinn, wär et emol sënnvoll, eng politesch Analys iwwert d'Chancë vun enger Durabilitéit vum G20 ze maachen. An der geographescher an ekonomescher Kompositioun vun deem Forum, an der Kontroversitéit vu sengen Themen, an de Loyautéitsverstréckunge vun de Memberen an anere Fora, an der Rivalitéit zu etabléierten internationalen Organisatioune leien zentrifugal Facteuren, déi de G20 als net onbedéngt stabil erschénge loossen.

Här President, och d'CSV, déi jo ëmmer schrecklech gär behaapt, datt si finanzpolitesch Kompetenzen hätt an datt si géif eist Land op engem séchere Wee halen, huet zënter dem europäesche Sommet vu Feira a Portugal just nëmmen eppes bewisen: Hire séchere Wee war einfach nëmmen dee vun der hondsgeméinlecher Kapitulatioun.

(Interruption)

Séchere Schrëtt fir séchere Schrëtt hunn d'CSV-Ministeren eis national Interessen opginn.

De Problem ass, datt dës Regierung, gradesou mann wéi déi virdrun, iwwerhaapt emol net capabel ass, fir eng global a kohärent Analys vun eisen aussepoliteschen Interessen ze maachen an dann déi identifizéiert national Interessen an e globaalt aussepolitescht Konzept mat klore Prioritéiten an Handlungsachsen ze iwwersetzen.

Mir hu keng Aussepolitik!

(Interruption)

Lauschtert dach dem Här Ausseminister seng Ried! Et geet vun Europa Rieds, a bal nëmme vun Europa.

Mä, Här President, weess den Här Ausseminister dann net, datt déi gesamteuropäesch Interesse sech nach laang net ëmmer mat eise lëtzebuergeschen Interessen decken an datt mir souguer dacks Konkurrente vun eisen europäesche Partner sinn? Datt mir eis heiansdo mussen Ënnerscheeder oder och emol nëmmen Nuancen ausdenken, wa mir wirtschaftlech Interessen ze verdeedegen hunn?

Mir brauchen e lëtzebuergeschen Ausseminister, deen d'Interesse vun eisem Land erkennt an déi och verdeedegt. Vun engem lëtzebuergeschen Ausseminister däerf ee sech jo sécher méi erwaarden, wéi datt en eis hei e Copier-coller vu virgebakenen europäesche Conseilstexter virliest.

A wat huet eis Regierung sech fir verwonnerlech aussepolitesch Prioritéiten erausgesicht!

Hir Prioritéit ass eng Memberschaft am UNO-Sécherheetsrot vun 2013 bis 2014. Am Hierscht 2012 si Wahlen, bei deene mir géint Finnland an Australien mussen untrieden. Mir fannen dës Prioritéit vun der Regierung an där prominenter drëttleschter Zeil vun der zweetleschter Säit vum Här Asselborn senger beandrockender Erklärung.

A firwat déi do Prioritéit? „Aus Grënn vun der Visibilitéit", seet eis den Ausseminister, a well mir als Grënnungsmember vun der UNO bis elo nach ni Member an deem Gremium waren.

Dat éischt Argument, Här President, ass e geféierlecht. Well wa Visibilitéit weltwäit demonstréiert Inkompetenz heescht, da verzichte mir léiwer dorop. Ausserdeem kann een dorun zweifelen, ob fir e klengt Land dee Genre vu Visibilitéit e wierklechen Notze bréngt, zumools dann, wann et ëm Konflikter geet, wou e puer vun eisen Haapthandelspartner kéinte mat opposéierten Interessen dra verwéckelt sinn.

A wat dat anert Argument ugeet: Dann hätte mir emol léiwer, mir sollten domat ufänken, fir eng OSZE-Présidence en exercice ze briguéieren. Déi hate mir bis elo och nach net, an dat Wëssen aus esou enger Présidence, déi ganz schwéier ass, mä alt wéinstens nëmmen ee Joer dauert, wär schonn eng wäertvoll Plus-value fir eis Diplomatie gewiescht.

Wann een eng Kandidatur stellt, soll déi och kredibel sinn. An eis UNO-Kandidatur, Här President, ass net kredibel!

Mir wëllen zwar e puer weider Leit op New York schécken, déi dann - et ass bal net ze gleewen - op anere Plaze sollen ofgezu ginn, mä domat ass et net gedoen. En UNO-Mandat ass en nationaalt Mandat, an do hu mir keng Hëllef vun europäesche Strukturen. An duerfir brauche mir vill Diplomaten zu New York, an dobäi nach eng ganz Rei vu Spezialisten, zum Beispill am Sanktiounsrecht. Mir brauche personell Verstäerkunge fir eis Missiounen, virun allem an deenen aneren UNO-Sëtz-Stied, virun allem och zu Wien an zu Genève. A mir brauchen och méi Diplomaten hei zu Lëtzebuerg, well dat Mandat dauert zwee Joer, Vakanzen abegraff, siwen Deeg op siwen, 24 Stonnen op 24. Mat deene puer Leit, déi mir hei an der politescher Direktioun hunn, ass dat einfach net ze maachen.

A wéi gesäit dat do politesch aus? Ech stelle fest, datt 2014 hei zu Lëtzebuerg Wahle sinn an datt also vum Hierscht 2013 un d'Disponibilitéit vun eisen Aussepolitiker wuel wäert staark limitéiert sinn.

Ech stelle fest, datt deen neien Ausseminister - hoffentlech ee vun der ADR -, also deen,…

(Interruptions et brouhaha)

…wou no de Wahlen am Juni 2014 sech muss prioritär op eng EU-Présidence 2015 virbereeden, dann och net vill fir d'UNO disponibel ass. Alles dat schwächt nach weider d'Kredibilitéit vun dëser onglécklecher Kandidatur. An ech stelle fest, datt esou eng Kandidatur kaum eisem Asaz fir e gemeinsamen europäesche Sëtz am Weltsécherheetsrot méi Gewiicht gëtt.

Dat alles, Här President, sinn Tatsaachen. Mä eis Regierung gëtt sech eemol méi net d'Moyenë vun hiren Ambitiounen. An dowéinst ass esou eng Kandidatur net kredibel an net ze vertrieden. Si schuet der internationaler Reputatioun vun eisem Land.

Ech ginn emol dovunner aus, datt, wa mir am Hierscht 2012 net sollten an de Sécherheetsrot gewielt ginn, den Här Asselborn dann esou vill Anstand huet, fir seng Demissioun ze ginn.

(Hilarité)

Well hien eleng huet et dann ze veräntwerten, datt mir net anstänneg virbereet an net gutt opgestallt an déi Wahlen eragaange sinn.

(Interruption)

Wa mir schonn dobäi sinn, doriwwer ze schwätzen, wéi Lëtzebuerg seng Aussepolitik soll ausbauen a strukturéieren, da wëll ech awer och nach e puer aner Sujeten uschneiden. Zum Beispill dee vun eisem Rôle an der Europäescher Unioun. Ech schwätzen hei net vu strikt persounebezunnene konjunkturellen Ëmstänn, wéi zum Beispill der Tatsaach, datt den Här Juncker zäitlech begrenzt President vum Eurogroup ass.

Ech profitéieren iwwregens vun der Geleeënheet, fir dem Jean-Claude Juncker Gléck fir déi nächst Deeg ze wënschen.

Neen, ech schwätzen elo iwwert d'Lëtzebuerger Roll an Europa, eventuell ouni oder no dem Jean-Claude Juncker. Dobäi klameren ech d'Sëtzfro vun den europäeschen Institutioune fir den Ableck aus. Déi Debatt féiere mir awer ganz gär eng aner Kéier.

Mä ech wëll awer dorun erënneren, datt et Zäite gouf, wou mir eng Roll fir eis an Europa konnten erausschaffen, obschonns mir och deemools kee ganz grousst Land waren, duerch eng intelligent Politik, gedroe vu motivéierte Politiker a Beamten, mat Engagement, Courage an Initiativgeescht.

An haut, wie si mir dann haut nach am Europa vun deene 27, am Joer sechs vun der Aussepolitik vum Här Minister Asselborn? Mir hunn et fäerdeg bruecht, als eng Quantité négligeable betruecht ze ginn, als déi dräi lescht Buschtawen an der Benelux, wann et nach gutt geet.

Den Här Asselborn huet gëschter och vun der Ëmsetzung vum Lissabon-Vertrag geschwat an dobäi gemengt, datt déi institutionell Debatten elo hanner eis géife leien. Sou denke mir net. Et schéngt eis éischter wahrscheinlech, datt déi institutionell Debatten nach virun eis leien.

Am Europäesche Ministerrot hu mir duerch deen neien Traité vu Lissabon esou gutt wéi iwwerhaapt kee Gewiicht méi. Wann een esou grouss ass wéi mir a kee wierklecht politescht, militärescht oder ekonomescht Gewiicht huet, dann däerf een net och nach liichtfankeg seng institutionell Pouvoiren a Rechter opginn.

Europa hätt och gutt weider funktionéiert ouni Majoritéitsdécisiounen an alle méigleche Beräicher. D'Kultur vum Konsensus huet nach kengem geschuet.

Mir gesinn elo schonn, wéi déi grouss Länner et maachen. Si kucken, datt hir Sujeten an de Conseil européen kommen, do, wou d'Stats- a Regierungschefe sëtzen, an do, wou net ofgestëmmt gëtt. An der Praxis wäert et also esou sinn, datt just déi Kleng am Ministerrot iwwerstëmmt ginn, an déi Grouss versichen, hir Kompromësser am Europäesche Conseil ze fannen.

Här President, wéi ass Lëtzebuerg haut an Europa drun? Mat deene limitéierte Mëttelen, déi mir hunn, kënne mir den europäeschen Integratiounsprozess net méi gutt a séier genuch verfollegen. Weder eis Verwaltungen nach d'Chamber sinn nach capabel, fir déi Lawin vun Dokumenter, Initiativen, Entwécklungen nach esou ze verschaffen, datt mir mat Zäiten d'Lëtzebuerger Interesse géifen erkennen, am Virfeld Afloss huelen, effikass verhandelen an europäesch Rechtsinstrumenter geschéckt ëmsetzen. Mir si ganz einfach iwwerfuerdert. An awer zéie mir net déi richteg Konsequenzen.

Mir leeschten ons zwar op d'mannst ee komplett iwwerflëssege Ministère, mä mir sinn net amstand, fir do genuch Leit ze engagéieren, wou et wierklech wichteg an néideg ass, an den europarelevante Ministèren an hei an der Chamber, fir déi europäesch Froen esou gutt wéi nëmme méiglech ze behandelen.

(Interruption)

Wa mir elo als Parlament méi e grousst Matsproocherecht an Europa solle kréien, da musse mir och derfir suergen, datt dat net nëmmen Theorie bleift. Mir brauche Leit, fir déi sëllechen Dokumenter bannen e puer Wochen ze examinéieren. Mir mussen eis mat deenen aneren nationale Parlamenter vernetzen, a mir brauchen eng national Doctrine iwwert d'Interpretatioun vun der Subsidiaritéit.

D'Chamber brauch Leit, an d'Fraktiounen, d'Gruppen an d'Sensibilitéite brauchen och Leit, well alleguer zesumme sti mir hei, fir d'Interesse vun eisem Land an Europa ze vertrieden. Alleguer wëlle mir en Europa bauen, an deem mir eis Interessen erëmfannen an dat eis net dat Gefill gëtt, datt Bréissel iwwer eis Käpp ewech regéiert.

Mir mussen eis iwwerleeën, wéi mir eis Souveränitéitsrechter nach wëlle vertrieden, a wéi, wéini a wou mir bereet sinn, fir e Veto ze benotzen an deene Fäll, wou mir dann nach esou eng Méiglechkeet hunn. Well e Vetorecht ass eng Waff, déi ee muss virsiichteg an intelligent asetzen. Mä wann een dat mécht, dann awer och ganz, an net, fir kuerz drop dem Drock nozeginn an awer ëmzefalen. Eise Veto däerf net stompeg sinn.

Mir sollten eis och hidden, fir virun de Won ze lafen, besonnesch am Beräich vun der Justiz. Déi Iddi vun der CSV, fir d'Prozedur vum Exequatur am Zivilrecht ganz ofzeschafen, ass fir d'Rechtssécherheet vun de Lëtzebuerger Bierger méi wéi geféierlech. Vill Justizapparater an der Unioun si korrupt oder wäit ënnert dem Standard vun der Lëtzebuerger Justiz. Mir wëllen net, datt eis Bierger esou Justizsystemer ouni iergendeng Schutz- oder Kontrollméiglechkeet ausgeliwwert sinn.

Loosse mer hei kloer soen, datt déi Lëtzebuerger Aussepolitik vun der CSV an der LSAP am Kontext vum constitutionnellen Traité, an duerno vum Traité vu Lissabon, an deene leschte Joren a Méint op d'mannst op eng Manéier komplett désavouéiert gouf. An der Fro vum lëtzebuergesche Kommissär huet eis Regierung jorelaang aktiv derfir plädéiert, datt net méi all Land soll e Kommissär hunn. Keen Effort war der Regierung ze grouss, fir och op dës Manéier eis Positioun an Europa wëllen ze schwächen. Mir verdanken et just nëmmen der Intelligenz an der Wäisheet vum iresche Vollek, datt et net zu där Entwécklung koum. Erlaabt mir duerfir, och wann den ireschen Ambassadeur haut ënner eis ass, him e Merci duerfir ze soen, datt d'Iren eis erlaben, datt all Land an Zukunft och säi Kommissär wäert behalen.

An nach a villen anere Beräicher, wéi zum Beispill an der Familljepolitik an an der Justiz, huet d'Regierung et verpasst, Lëtzebuerger Reserven unzemellen an d'Intérête vun eise Bierger ze schützen. Ech wéilt dem Här Ausseminister och däitlech soen, datt d'Vertriedung vun nationalen Interessen net soll als egoistesch bezeechent ginn, well d'Vertriedung vun nationalen Interessen, och an engem integréierten europäesche Kontext, ass nun eemol eng Flicht fir all Regierung. Et géif eisem Land guttdoen, wann eis Regierung dee Grondprinzip vun der Aussepolitik endlech och emol géif verstoen. Op jidde Fall hoffe mir ganz staark, datt mer elo net schonn nees an eng weider Integratiounsdebatt erarutschen, an datt elo direkt, no der extrem schwiereger Adoptioun vum Lissabonner Traité, net schonn déi nächst Etappe fir eng weider Verdéiwung vun der Unioun aus dem Tirang gezu ginn.

En anere wichtege Sujet, deen den Här Asselborn och kaum ernimmt huet, ass dee vum Élargissement. Mir soen duerfir och nach eng Kéier, datt mir der Kandidatur vun Island am Prinzip positiv géintiwwerstinn, genausou wéi där vu Kroatien, ënnert der Konditioun natierlech, datt all Grenzfroen och definitiv geregelt sinn. Mir sinn awer décidéiert géint eng Adhésioun vun der Türkei. Mir verlaangen och, datt d'Türkei direkt domat ophéiert, den Territoire vun engem anere Memberstat vun der Unioun, nämlech der Republik Zypern, zu bal der Halschent militäresch ze besetzen, a mir verlaangen, datt eis Regierung zu deene Sujete kloer Positioun bezitt.

Här President, an deene leschte Jore ware mir ganz allgemeng mat deenen internationalen Organisatiounen, an deene mir Member sinn, vill ze vill generéis. Eis finanziell Kontributiounen zu praktesch allen internationalen Organisatiounen, an deene mir Member sinn, sinn disproportionéiert héich. Eis Regierung hat ni de Courage, eis Intérêten esou déterminéiert ze vertrieden, wéi déi aner Länner hir Interesse vertrueden hunn - et housch einfach, mir wiere jo e räicht Land -, mat dem Resultat, datt mir elo a Krisenzäiten nach ëmmer vill ze vill bezuelen, an dat deet elo eréischt richteg wéi. Gläichzäiteg stelle mir fest, datt, och wann emol e Lëtzebuerger an den Institutioune vun deenen Organisatioune wëllt schaffen, hien dacks grouss Problemer gemaach kritt. Esou geet dat natierlech net, Här President. Mir sollten duerfir eis Kontributiounen an den internationalen Organisatiounen nei rechnen an no ënne revidéieren.

Mir mussen och eis eegen aussepolitesch Strukturen heiheem méi effikass a méi kohärent maachen. Et ass einfach onverantwortlech, wéi an eisem Land all Minister säin eegenen Auslandsréseau wëllt opbauen. Den Ausseministère huet seng Ambassaden a Konsulater, wéi et normal ass. Den Entwécklungsministère huet seng Kooperatiounsmissiounen, déi sech zwar och elo Ambassaden nennen, mä ouni an de Réseau vum Ausseministère voll agebonnen ze sinn. Den Ekonomiesministère huet seng BED-Büroen. Den Tourismus huet och seng eegen Auslandsvertriedungen. De Kulturministère huet seng Maison de Luxembourg, an derbäi kommen nach „Luxembourg for finance", „Luxembourg for culture" an esou virun.

Här President, d'Komplexitéit vun der amerikanescher Administratioun ass näischt am Vergläich zu onser. D'ADR proposéiert emol kräfteg ze rationaliséieren. Een anstänneg a personell gutt besate Réseau fir eis Auslandsvertriedunge geet wierklech duer, quitte datt all Fachminister selbstverständlech seng Weisungskompetenz a sengem Zoustännegkeetsberäich behält.

An Europa ass et och essenziell wichteg, fir bei alle 26 anere Regierungen am Virfeld vun europäeschen Décisiounen d'Lëtzebuerger Positiounen ze erklären, Reklamm ze maachen an ëm Ënnerstëtzung ze bieden. Eis bilateral Ambassadë sinn am Europa vun deene 27 net iere manner wichteg ginn, mä am Géigendeel méi wichteg wéi jee. E gudden Ausseminister misst dee Réseau geschéckt a kompetent leeden a benotzen. Mir musse kënne mat alle Länner an der Unioun séier a punktuell Allianzen agoen. Duerfir sollte mir konsequent domat virufueren, fir eisen diplomatesche Réseau an Europa auszebauen.

Ech huelen dës Geleeënheet, fir all eise Mataarbechter am Ausseministère an an den diplomateschen, konsulareschen an honorarkonsularesche Missiounen an hire Familljen e grousse Merci fir hiren engagéierten Asaz fir d'Interesse vun eisem Land ze soen, dacks ënner ganz schwéiere Konditiounen. Dee Merci gëllt och fir all eis Leit a militäreschen an zivilen Operatiounen uechtert d'Welt an hire Familljen a Frënn heiheem.

Et ass un der Zäit, Här President, datt och de Reglement iwwert de Statut vun eisen Auslandsmissiounen aus dem Joer 1988 emol grëndlech reforméiert gëtt. Mir mussen derfir suergen, datt eis Leit am Ausland hir Aarbecht kënnen ënner zäitgeméisse Konditioune maachen. E Land, dat wéi Lëtzebuerg e grousst Gewiicht op multilateral Diplomatie leet, däerf awer dobäi de kontinuéierlechen Op- an Ausbau vun de bilaterale Relatiounen zu senge Partner an Alliéierten net vernoléissegen. Dat gëllt natierlech un éischter Plaz fir eis Noperen. Mir begréissen et an deem Zesummenhang, datt esou politesch Housécker wéi dem Här Asselborn seng Parteifrënn Müntefering a Steinbrück an Däitschland verschwonne sinn, an datt de Minister Westerwelle Lëtzebuerg schonn als véiert Land no sengem Funktiounsuntrëtt besicht huet.

Här President, op internationalem Niveau muss eis Aussepolitik kohärent sinn. Dat heescht och, datt d'Entwécklungshëllef ënnert dem Primat vun der Aussepolitik steet, an net gläichberechtegt niewent hir. Mir däerfe keng kontradiktoresch Décisioune géintiwwer verschiddene Länner huelen, jee nodeem ob mir e Land aus dem Bléckwénkel vun der Aussepolitik, meeschtens an Hisiicht op d'Mënscherechter, oder vun der Entwécklungshëllef kucken. Mir brauchen eng iwwerzeegend Kohärenz an der Baussevertriedung vun eisem Stat. Déi Informatiounen, déi mir iwwert d'Welt dobausse glannen oder kréien, an déi Ressourcen, mat deene mir déi Informatioune wëlle verschaffen an doropshin agéieren, gehéieren zesummegefaasst. Dat bedéngt eng Reform vum Ausseministère, an et heescht och, datt den Ausseministère net elo sollt plange fir an e Gebai ze plënneren, nämlech an dat aalt Geriicht, vun deem scho vu virera gewosst ass, datt et ze kleng ass.

Här President, en anert Uleies vun der ADR ass et, datt mir endlech d'Lëtzebuerger Sprooch an Europa opwäerten. Déi Conseilsdécisioun vun 2005, déi eis dat

géif erlaben, soll endlech och vun eiser Regierung ëmgesat ginn. Déi Décisioun gouf geholl, fir d'Akzeptanz vun Europa an alle Länner a bei alle Bierger vun der Unioun méi grouss ze maachen. Mir sollten déi Chance och fir Lëtzebuerg notzen. Mir géifen och eiser Sprooch e grousse Gefale leeschten, wa mir hir d'Chance ginn, sech duerch nei lexikalesch Erausfuerderunge weiderzeentwéckelen. Mir verlaangen och, datt am Ausseministère e Service fir d'Lëtzebuerger am Ausland geschaf gëtt. Zemools duerch déi falsch Politik vun der Regierung am Wunnengsbau an an der Landesplanung si jo vill vun eise Matbierger an deene leschte Joren an d'Grenzregioune verdriwwe ginn.

Här President, d'ADR wëllt e staarkt Lëtzebuerg an Europa. Mir ënnerscheeden eis vun anere Parteien hei am Sall net doduerch, datt mir géifen d'europäesch Integratioun a Fro stellen - déi ënnerstëtze mir och -, mä mir ënnerscheeden eis an de Prioritéiten. Fir Eenzelner heibanne kënnt Europa viru Lëtzebuerg, fir d'ADR awer kënnt Lëtzebuerg virun Europa. Mir mussen d'Entwécklung vun Europa, elo no dem Lissabonner Traité, ganz genee am A halen. Besonnesch d'Haltung vun den europäeschen Institutioune géintiwwer deene klengen a mëttlere Länner.

Duerfir erlaabt mir, mat engem Message un d'Institutiounen ofzeschléissen. Ech maachen dat op Franséisch, da kënnt et vläicht do un, wou et soll hikommen: «Ce message s'adresse tout particulièrement aux autorités européennes. L'Europe ne pourra compter sur l'appui de ses États membres et des Nations qui la composent que si les institutions européennes respectent toujours et pleinement chaque État et chaque Nation. L'Europe s'est vu confier beaucoup de pouvoirs, qui lui ont été dévolus par la volonté des peuples. Ce qui signifie avant tout que les responsabilités que les institutions doivent assumer envers les États membres se sont accrues. Nous observerons le comportement des institutions européennes de près, et nous les jugerons sur leurs actes.

Ce sont les États membres qui leur ont, souverainement, donné leurs pouvoirs. Par conséquent, ils ont tous le droit d'être traités avec des égards. Ils ont tous un droit égal à demander que leurs intérêts soient pris en compte. Les pouvoirs que les institutions européennes ont reçus ne doivent jamais mener à l'arrogance et ne doivent faire naître aucun abus, mais ils doivent au contraire inciter à la sagesse, à l'équité et à la modération. La façon par laquelle s'exercera le pouvoir européen devra être digne des valeurs que l'Europe désire représenter.»

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an zéng Minutte probéieren ech siwe Punkten.

Éischtens, mir sinn der Opfaassung, an dat wësst Der jo och schonn, dass zivil Strategien absolut Prioritéit mussen hunn amplaz militäresch Interventiounen, ëmmer an iwwerall, am Irak, also och an Afghanistan, an dass d'Vermëschung vun zivilen a militäreschen Interventiounen an der Regel déi zivil Strategien erschwéiert an net erliichtert. Do hu mer also manifestement eng aner Positioun wéi eis Regierung.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Däerf ech dozou…

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Dir däerft. Wann dat net bäi meng Zäit...

M. le Président.- Erlaabt Der dem Här Asselborn eng Fro?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Just fir d'Differenz nach eng Kéier ze soen tëschent dem Irak an Afghanistan. Am Irak war kee Mandat vun der UNO do. An Afghanistan ass e kloert Mandat vum Conseil de Sécurité vun der UNO, fir deem Land eng Chance ze ginn erëm Infrastrukturen opzebauen. An ech mengen, d'international Communautéit ass jo net nëmme militäresch do. Si ass wierklech och do, fir d'Kooperatioun a fir d'Rechtsstaatlechkeet opzebauen. An ouni dat Militärescht geet et leider bis zu dësem Zäitpunkt net. Duerfir muss een eng kloer Differenz maachen tëschent deenen zwee Fäll.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Mir waren och an der Fro vum Irak-Krich, par rapport zur Regierung, jo net esou wäit ewech deemools. Ech muss awer soen, et huet awer och eng Zäit laang gedauert, bis dass an der Fro vum Irak-Krich eis Regierung hei eng relativ däitlech Positioun ageholl huet.

Zweetens, mir si fir d'Selbstbestëmmungsrecht, och vum palästinensesche Vollek, wéi an anere Fäll, selbstverständlech mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech brëngt. Dat ass net nëmmen e Grondrecht innerhalb vum Völkerrecht, dat ass och d'Grondviraussetzung fir eng friddlech Entwécklung am Noen Osten an doriwwer eraus, an ech mengen och méi e wierksaamt Mëttel an der Bekämpfung vum Terrorismus wéi Bommen an Afghanistan.

An där Fro vu Palästina si mer net esou wäit ewech vun der Regierung wéi an där vun Afghanistan. Déi Motioun, déi den Här Fayot hei virgeluecht huet, kënne mer matdroen, hu mer mat ënnerschriwwen, och mat deene Fuerderungen, déi drastinn: also de Blocus vum Gazaträif endlech ophiewen, Schluss mat der Koloniséierung, d'Recommandatioune vum Goldstone-Rapport wierklech och ëmsetzen. Dorobber wëll ech nach eng Kéier ganz kuerz zréckkommen.

Drëttens, méi wäit ewech si mer erëm an der Bewäertung vum Lissabonner Vertrag. Wa mir herno nach e bëssen Zäit bleift, wëll ech dorobber nach zréckkommen. Mä déi Positioun vun eis kennt Dir jo och.

Véiertens, fir mech ass déi wichtegst Fro, an den Diskussiounen iwwer eis Aussepolitik, déi vun engem seriöen a kontinuéierlechen Engagement géint déi himmelschreiend Ongläichheeten an Ongerechtegkeete weltwäit. An dat geet net, mengen ech, wa mer net brieche mat där wirtschaftsliberaler Dogmatik, déi eis Politik um nationalen an um internationale Plang geprägt huet an deene leschte Jorzéngten, mat deene Konsequenzen, déi mer jo elo awer ganz däitlech gesinn.

Här Minister, déi himmelschreiend Ongläichheet an eis Responsabilitéit an der Entwécklungsfro sougutt wéi an der Klimafro missten eis et eigentlech verbidden, och nëmmen drun ze denken, d'Klimahëllef aus dem Dëppe vun der Entwécklungshëllef ze huelen. An do waarde mer also vun lech nach eng Kéier op eng kloer Ausso herno bei Ärer Äntwert.

Fënneftens, déi klassesch Trennung tëschent Innen- an Aussepolitik, wou d'Aussepolitik den Domän vun de Bezéiunge mat anere Länner, Diplomatie, Allianzen, Krich a Fridde war, gëtt et offensichtlech haut net méi. Haut vermësche sech Bannen- an Aussepolitik. Vill Décisiounen, déi eis gesellschaftlech Entwécklung hei zu Lëtzebuerg betreffen, ginn op engem supranationalen Niveau geholl. Doraus entstinn awer zwee grondsätzlech Problemer. Deen éischte Problem ass dee vun der Demokratie. Wien trefft, mat wéi engem Mandat, Entscheedungen um internationale Plang, déi och eis gesellschaftlech Entwécklung hei zu Lëtzebuerg betreffen?

Dat ass selbstverständlech scho méi laang kloer um europäesche Plang. Duerfir och e Beispill aus der Europäescher Unioun: Vu wiem hat eis Regierung d'Mandat, an der Fro vun der europäescher Aarbechtszäitdirektiv géint d'europäesch Gewerkschaften a géint d'Majoritéit vum Europaparlament ze stëmmen?

An dann nach eng Kéier dat Beispill vum Goldstone-Rapport: Vu wiem hat eis Regierung d'Mandat, sech beim Vote vun der UNO iwwert de Rapport zum Gazakrich ze enthalen? Ech muss och soen, déi Erklärung, déi den Här Minister eis gëschter ginn huet, andeem hie sech beruff huet, am Fong geholl, op eng Wuertspillerei eigentlech, huet mech net iwwerzeegt. Duerfir sinn ech also och frou, dass an där Motioun, déi mer elo hei, ech denken, jo wuel unanime stëmmen, awer vill méi däitlech gesot ass, dass net nëmme Rechnung gedroe gëtt dem Goldstone-Rapport, mä dass och d'Konsequenzen esou doraus gezu ginn, wéi et an de Konklusioune vun deem Rapport steet.

Deen anere Problem ass dee vun der Kohärenz vun der Politik. Also zum Beispill d'Fro, ob eis Entwécklungspolitik op där enger Säit, an op där anerer Säit eis Wirtschafts-, eis Handels-, eis Steierpolitik matenaner iwwerenee stëmmen oder sech widderspriechen. Et gouf hei zu Lëtzebuerg risegrouss Opreegung iwwer eng Etüd, déi ausgesot huet, mir géifen iwwer Steierflucht méi Suen aus den Entwécklungslänner erauszéien, wéi mer iwwert d'Entwécklungshëllef hinne géife ginn. Et war awer natierlech keen amstand, konkret an iwwerpréifbar aner Zuele wéi déi am Rapport, där Etüd, déi natierlech nëmme geschat waren, op den Dësch ze leeën. Do besteet also an der Fro vun der Kohärenz a vun der Transparenz vun där Kohärenz - entschëllegt de Reim, deen net gewollt war - erheblechen Nohuelbedarf. An ech mengen, do muss och nach munchen Tabu a Fro gestallt ginn.

Sechstens, den Här Ausseminister huet, fannen ech, völleg zu Recht gëschter a senger Erklärung der Fro vum internationale Recht e relativ grousse Raum zougestanen. Dass et en internationaalt Recht gëtt, wat jo wäit iwwert dat klassescht Völkerrecht erausgeet, ass en erheblechen historeschen Acquis. Awer och do stelle sech selbstverständlech Froen.

Déi éischt Fro ass déi: Wéi kënnt dat Recht zustanen? Mat wéi engen demokratesche Prozedure gëtt dat internationaalt Recht geschafen? Ech mengen, do wier och nach erhebleche Klärungs- an Nohuelbedarf. An déi zweet Fro ass déi vun der Uwendung. Wa Rechtsnormen net gläichméisseg ugewannt ginn, mä nom Prinzip «deux poids, deux mesures», da gi se kapott.

Duerfir och nach eng Kéier e Beispill, vun deem mer scho geschwat hunn: Jugoslawien huet missen zerstéckelt ginn, fir dass quasi all Ethnie hiren eegene Stat krut. Am Noen Osten, do kämpft e Vollek zënter Jorzéngte fir säi Selbstbestëmmungsrecht, an nach ëmmer ouni Erfolleg. Mir gesinn och, dass déi Resolutioune vun der UNO a Bezuch op den Noen Osten zu engem groussen Deel net beuecht ginn. Och dat ass selbstverständlech net vereinbar mat enger Konzeptioun vum internationale Recht.

Siwentens, e lescht Wuert zu der Europäescher Unioun. Déi Begeeschterung, déi bal hei vun alle Bänken ausgedréckt ginn ass iwwert de Lissabonner Vertrag, deelen ech net, dat wësst Der.

Déi Aart a Weis, wéi no e puer Referenden an Europa dee liicht ëmgewandelte Vertragsentworf dann duerchgeschleist, fir net ze soen duerchgeboxt ginn ass, dat ass fir mech net vereinbar mat de Prinzipië vun der Demokratie. A vum sozialen Europa, vun deem ëmmer esou vill geschwat gëtt, gesinn ech nach ëmmer näischt.

Ech muss och éierlech soen un den Här Fayot gewannt, dass déi horizontal Sozialklausel, déi an deem Vertrag dann do soll stoen, dass ech bis elo nach ëmmer Zweifel un der Wierksamkeet vun där horizontaler Klausel hunn, bis dass een da wierklech och Effetë gesäit.

Soulaang wéi mir net en héicht europäescht soziaalt Regelwierk opbauen - an net nëmmen eng relativ vag horizontal Klausel -, also e verbindlecht europäescht soziaalt Regelwierk, soulaang wéi mer net duerch eng Harmoniséierung vun de Steiersystemer den Dumping verhënneren, soulaang geet déi Standuertkonkurrenz innerhalb vun der Europäescher Unioun, tëschent de Länner an Europa an tëschent der Europäescher Unioun an dem Rescht vun der Welt weider. An dat heescht dann och den Ofbau vun eise soziale Rechter a méi grouss sozial Ongläichheet.

Dobäi misst jo awer eigentlech déi Finanz- a Wirtschaftskris eis enges Bessere beléiert hunn, mä seng al Meenungen a Fro stellen, dat ass bekanntlech och net déi einfachst Saach vun der Welt.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Da kënnt elo d'Madame Err nach drun. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt besonnesch elo ëm dëse Moment mech méi kuerzfaasse wéi dat, wat ech wëlles hat. Eigentlech hat ech wëlles, iwwer zwee Themen ze schwätzen, éischtens, d'europäesch Aussepolitik am Zesummenhang mat der europäescher Mënscherechtspolitik. Dorunner wëll ech mech och halen.

Ech wëll awer am Viraus e puer Sätz soen, fir mech verschiddene grondsätzlechen Iwwerleeungen unzeschléissen, déi hei gemaach gi sinn zu verschiddenen Dispositioune vum Lissabon-Vertrag, deen ech herno a mengen Ausféierungen eigentlech just am aussepolitesche Volet wéilt huelen.

Ech wollt hei mech ausdrécklech deem uschléissen, wat d'Virriedner, notamment de Ben Fayot, op dëser Tribün gesot hunn, wat d'positiv Säite vun dësem Vertrag ubelaangt, dass ech dat begréissen, wéi zum Beispill d'Augmentatioun vun de Pouvoiren vum Europaparlament, d'Initiative populaire natierlech, a virun allem och eng verbessert Roll vun den nationale Parlamenter an Europa-Saachen, an och, an ech mengen, och wann dat fir d'lescht kënnt, ass et „last, but not least", d'Méiglechkeet, déi agefouert gëtt, bei d'EU net nëmmen anzetrieden, mä och d'Méiglechkeet, auszetrieden. Dat wäert et an Zukunft hoffentlech verschiddene Partner méi einfach oder méi schwiereg maachen, an der Praxis mat hiren interne Kontradiktiounen eens ze ginn.

Ech wollt och een negative Punkt hei formell begréissen, an zwar deen, dass d'Dunkelkammer Conseil européen hei am Fong keng Verbesserung duerstellt. Quitte dass et eng Realitéit ass, dass de Conseil européen existéiert an eng Roll spillt, ass et sécherlech net schlecht, fir et virzegesinn, mä wann net méi Transparenz kënnt an déi Décisiounsstrukturen, dann, mengen ech, ass et schwiereg, fir dëse Punkt als e groussen Acquis vum Lissabon-Vertrag unzegesinn.

Ech wollt awer dann zréckkommen op dat, wat ech eigentlech wollt soen zu der europäescher Aussepolitik, fir ze soen, dass mer an enger komplexer Welt liewen, enger multipolarer Welt, déi vu lokalen, regionalen an innerstaatleche Konflikter, Terrorismus an internationaler Kriminalitéit geprägt ass, dass dës Bedroung a Form vu Konflikter, bei deenen oft och netstaatlech Acteure bedeelegt sinn, et awer net eréischt säit 20 Joer gëtt, zënter dem Fall vun der Mauer, mä haaptsächlech si se vun do aus vill méi visibel. Si waren do virdrun, mä wéinst der bipolarer Struktur vum deemolegen internationale System si se iwwerlagert ginn, sou dass alles, wat sech net ugesäit wéi eng Verbesserung, net forcément eng Verschlechterung ass, mä eng Verbesserung vun der Visibilitéit vu Circonstancen, déi et virdrun och gi sinn.

Net nëmmen den internationale Kontext huet sech geännert, besonnesch och duerch d'Wirtschafts- an d'Finanzkris, déi eng vun deene schlëmmsten ass, déi eis Welt kannt huet, mä och d'Europäesch Unioun huet sech ganz staark an deene leschten 20 Joer no dem Mauerfall verännert: vun zwielef op 27 Memberstaten. 500 Milliioune Mënsche liewen an der Europäescher Unioun. Nëmme China an Indien iwwertreffen als eenzel Länner am Fong den Ensemble Europa. Mir stellen awer als Europäesch Unioun nëmme 7% vun der Weltbevölkerung duer, an dat wäert sech och net verbesseren an deenen nächste Joren. Duerfir ass et wichteg, dass och um Plang vun der EU eng aktiv Immigratiounspolitik bedriwwe gëtt.

Et ginn och ongeféier an der Europäescher Unioun 20% vum Welthandel ofgewéckelt, an den Undeel vum PIB vun der EU par rapport zum weltwäite PIB louch am Joer 2007 ronderëm 30%.

Vun den CO_2-Emissioune kéint een och schwätzen, mä d'Ziffere sinn esou kloer net an déi wäerte jo och nach an enger anerer Debatt am Laf vun dëser Woch zur Diskussioun kommen.

An dëser verännerter Welt mat enger Europäescher Unioun an an där Dimensioun,

déi se op dem Weltplang duerstellt, brauche mer natierlech eng Europäesch Unioun, déi sech mat verännert. Mir hoffen domadder, dass den Traité vu Lissabon… Iwwregens eng Remarque u mäin Noper, den Här Hoffmann: Ech mengen, dass een ëmmer ka mat eppes net zefridde sinn, mä ech mengen awer och, dass et richteg ass, fir ze soen, dass „le meilleur est toujours l'ennemi du bien". Ech sinn och net iwwerzeegt, dass de Lissabon-Vertrag elo dat Gielt vum Ee ass. Dee Vertrag virdru war et vläicht och net. Mä wat ee menger Meenung no awer net ka contestéieren, ass, dass et e Fortschrëtt ass par rapport zu der Situatioun wéi mer se esou haut hunn. An duerfir wëll ech ganz kuerz op den Ist-Zoustand vun der Unioun hei agoen.

Ech denken, dass ee ka soen, dass eleng d'Erweiderung vun der Unioun, déi och vill méi schnell komm ass, wéi se gewënscht war, mä déi war net politesch geplangt, déi war historesch imposéiert, u sech zu méi Stabilitéit um Kontinent gefouert huet. An deem Kontext soll een net vergiessen, dass Europa vun Ufank un e Friddensprojet war an dass dat fir eist Europa mindestens geklappt huet. Dat kann ee jo net contestéieren.

Mat der europäescher Noperschaftspolitik gouf och e Kader geschaf, fir doriwwer eraus eis Relatioune mat eisen Noperen ze verbesseren. Ech denken, dass domadder e Bäitrag geleescht gëtt fir méi Stabilitéit, Sécherheet a Wuelstand, souwuel bei eis wéi bei eisen Nopeschlänner. Ech denken och, dass dat am Gesamtkontext als ganz positiv ze kucken ass.

Bei der europäescher Noperschaftspolitik handelt et sech ëm eng privilegéiert Partnerschaft, déi op Wäerter wéi Demokratie, Mënscherechter, Rechtsstaatlechkeet a gutt Gouvernance baséiert. Et ass evident, wann och e Gefälle bleift, dass all Effort, deen um Niveau vun der Noperschaftspolitik gemaach gëtt, net nëmme gutt ass fir eis Noperen, mä och gutt ass fir eis selwer, fir d'Unioun.

Dann ass et vläicht derwäert, fir ze soen, dass eis Noperschaftspolitik streng ze trennen ass vun der Erweiderungspolitik. Dat ass och eng vun deenen Ursaachen, firwat d'Türkei net an der Noperschaftspolitik mat dran ass, well se zënter - wéi vill ass et? - an déi 1990, 1999 de Statut vun engem offizielle Bäitrëttskandidat huet.

Ech wëll mech elo net op eng Türkei-Debatt hei aloossen, mä eppes schéngt mir kloer: Wat och ëmmer d'Resultat vun deene Bäitrëttsverhandlunge wäert sinn, schéngt et entre-temps ganz kloer, dass, wann d'Resultater net den Erwaardungen entspriechen an net de Kopenhagen-Kritären entspriechen, een net contestéiere kann, dass d'Verhandlunge selwer e Progrès duerstellen, net nëmme fir d'Türkei, mä och fir eis, fir d'Unioun als Noperstat.

De Félix Braz huet hei ugeschwat, dass et gutt, positiv Zeeche gëtt aus der Türkei wat d'Droits culturels fir d'kurdesch Bevölkerung ubelaangt. Wann dat richteg ass, wat haut oder gëschter an der Zeitung stoung iwwert d'Ophiewe vun der Isolatioun vum Öcalan, da kann een och dat an dee Kontext do mat eran zielen. Dat kann natierlech net iwwer aner Manktumen ewechtäuschen, mä et ass mir awer jiddefalls kloer, dass déi Progrèsen net ze verzeechne wieren, wann net den Drock vun der Adhésiounsprozedur amgaang wär, deen d'Türkei natierlech derzou incitéiert, dat Beschtméiglecht an hirem Kontext ze maachen. A méi wéi dat, wat méiglech ass, mengen ech, ass schwéier ze verlaangen, och dann, wann et am Endeffekt net soll duergoen. Sollt et no enger gewëssener Zäit net duergoe fir de Bäitrëtt, mengen ech, ass kengem, weder der Unioun nach der Türkei, domadder eng negativ Erfahrung passéiert, well e Progrès, mengen ech, bleift, ob et dann elo an oder ausserhalb vun der Unioun sollt sinn.

Nieft der europäescher Noperschaftspolitik gëtt et och nach d'Union pour la Méditerranée an de Partenariat oriental als weider Kooperatiounsplattformen an d'Stabiliséierungs- an d'Aktiounsofkommesse fir d'Bäitrëttskandidaten. Ech fannen, dass dat alles zesummen e kohärent Ganzt mécht, vun deem ee sech eigentlech e Progrès kann erwaarden, net nëmmen an de géigesäitege Bezéiungen, mä och an der Konflikt- a Krisebewältegung, déi jo d'Unioun sech och op den Hutt geschriwwen huet.

Am Kader vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik huet d'EU entre-temps 20 Missiounen erausgeschéckt. Ech wëll se hei net opzielen, well se hei schonn ugeschwat gi sinn. Jiddefalls ass et kloer, dass am Kader vun deene Missiounen och Lëtzebuerg säi Bäitrag geliwwert huet, souguer op der somalescher Küst, wou mer mat Hëllef vun enger Privatfirma et fäerdeg bruecht hunn, e valabele Bäitrag zur Bekämpfung vun der Piraterie an där Géigend do ze leeschten, esou wéi et och dës Woch nach an den Zeitungen ze liese war.

Et ass mer derwäert, fir op den EU-Know-how a Saachen aussepolitesch Affären anzegoen, deen eigentlech par rapport zu anere Länner eng speziell Method ass. D'Stéchwierder vun där Method sinn: Konsens sichen, lauschteren, Solidaritéit weisen, Médiatioun zwësche Sträitparteien, Diplomatie, Verhandelen, mat Gedold no Léisunge sichen, gestäipt op international Regelen an Institutiounen. Ech denken, dass de Bewäis erbruecht ass, dass och Lëtzebuerg mat där Method, déi spezifesch ass fir d'EU-Aussepolitik, deelweis op Zoustëmmung am Ausland treffe konnt.

D'EU gëtt generell, an ech denke mat Recht, als neutralen - „honest broker" souzesoen - Drëtten akzeptéiert, an net als Bedroung ugesinn. An dat eleng, denken ech, ass eng Method, déi sech differenzéiert vun aneren an déi derwäert ass, weidergefouert ze ginn.

Lëtzebuerg huet seng Verantwortung a verschiddene Missiounen assuréiert, ob dat elo a Georgien, zu Rafah, am Kosovo oder a Bosnien war. Ech denken, dass et vun hei aus och derwäert ass, de Courage vun deene Leit aus der Polizei an aus der Arméi ze ënnersträichen, déi fräiwëlleg sech bereet erklären, un esou Missiounen deelzehuelen. Mir wëssen alleguerten, dass dat net einfach ass, net fir si selwer an och net fir hir Familljen.

D'Krisen an d'Konflikter an dëser Welt stinn oft a Verbindung mat Aarmut, Honger a Verbreedung vu Krankheeten an och scho mam Klimawandel. Wat d'Welthandelsorganisatioun an den Nahrungsmëttelmangel ubelaangt, mengen ech, ass hei scho munches ugeschwat ginn, sou dass ech mer dat kann haut erspueren.

Ech wëll just soen, dass d'Unioun an hir Memberstaten am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht den éischten Acteur weltwäit duerstellen, an dass och dat - a Lëtzebuerg ass ee vun den Haaptacteuren dovunner - sécherlech eng Tatsaach ass, déi een net ka genuch ënnersträichen, well se och en Deel ass vun enger EU-Method a Saachen Aussepolitik.

Och am Klimaschutz ass d'Unioun eng dreiwend Kraaft. Mir hoffen, dass d'Kraaft zum Ausdrock kënnt op deem nächste Meeting, deen elo kuerz usteet.

Zu den Dispositioune vum Lissabonner Vertrag ass villes scho gesot. Ech wëll just op e puer Saachen agoen am Zesummenhang mat der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik, wou nach ëmmer d'Décisioune musse generell eestëmmeg getraff ginn. D'Entscheedungsprozedure bremse soumadder d'Capacitéit vun der Unioun, fir rapid an effikass um aussepolitesche Plang ze handelen.

D'Verantwortung fir d'aussepolitesch Representatioun vun der Unioun ass opgedeelt zwëschent der Kommissioun, déi sech ëm communautär Politike vun der

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Action extérieure këmmert, den Aussenhandel, d'Kooperatioun, d'Erweiderungspolitik, an dem Conseil an dem Héije Représentant fir gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik, deen ech och, wéi d'Madame Polfer, hei ganz salopp wëll den europäeschen Ausseminister nennen.

Derbäi kënnt, dass d'Kommissioun wäitaus méi Ressourcen huet wéi de Rot, wat sech zum Beispill doranner weist, dass d'Kommissioun mat hiren 130 Vertriedunge beschtens an Drëttstaten a bei internationalen Organisatioune representéiert ass. Dëse generéisen Dispositif kann awer leider nëmme fir communautär Ugeleeënheete benotzt ginn, net fir d'Aussen- a Sécherheetspolitik. Et ass sécher e Schwaachpunkt vun der Kohärenz vun der europäescher Aussepolitik, déi nach keng kloer Representatioun no baussen huet an doduerjer iwwert d'Présidence duerch Diskontinuitéit geprägt ass.

De Conseil européen gëtt am Traité verstäerkt doduerjer, dass en e stännege President kritt, deem seng Amtszäit theoretesch zweeanenhalleft Joer bedréit. Ech wëll mech hei elo net ëm déi Diskussioun këmmeren, déi den Ausseminister muer sécher huet an iwwert déi en d'Parlament sécher schnellstméiglech informéiere wäert.

Et ass kloer, dass dee Posten zesumme mat deem vum europäeschen Ausseminister net ganz einfach wäert sinn a vill wäert ofhänke vun der Perséinlechkeet vun deenen zwee Responsabelen, fir dass jiddwereen, deen en Deel vu Kompetenzen an der Aussen- a Sécherheetspolitik huet, dat och am Intérêt vun der Unioun ka maachen.

Et bleift, dass och déi nei Dispositiounen net allze vill kloer sinn an dass et weiderhi Matière gëtt, fir méi Kohärenz a méi Effizienz op deem Gebitt unzestriewen. Och dann, wa mer wëssen, dass dat doten ouni Zweifel eng Verbesserung duerstellt par rapport zum Ist-Zoustand, well déi Leit, déi Acteuren, déi elo d'Europäesch Unioun no bausse vertrieden, si wierklech gemeinsam Vertrieder an net méi Vertrieder vun engem eenzelne Land, déi kéinten emol geleeëntlech dozou sech verleede gelooss hunn, och hir national Intérêten am Kapp ze hunn, wa se fir d'EU verhandelt hunn.

Eng ganz Rei vu klengen Neierungen, déi nach net weider ugeklonge sinn am Lissabonner Vertrag an déi menger Meenung no derwäert sinn, och hei mentionnéiert ze ginn: d'Bäistandsklausel ass eppes, wat d'Leit dobaussen och verstinn, während se eis Prozedursdiskussiounen hei vläicht net ëmmer esou appréciéieren; d'Solidaritéitsklauselen am Fall vun terroristeschen Attacken oder Naturkatastrophen, a virun allem och d'Clause passerelle, déi hei eigentlech nach ganz wéineg zu Éiere komm ass, mä déi et du moins méiglech mécht, op d'Eestëmmegkeetsregel am Conseil européen ze verzichten en faveur vun enger Majorité qualifiée, och dann, wa mer wëssen, dass déi Passerelle nëmmen da ka gebraucht ginn, wann et net ëm militäresch Implikatiounen oder ëm de Beräich vun der Verdeedegung geet.

D'institutionell Struktur gëtt also verbessert, bleift awer komplizéiert. Et ass evident, dass dat, wat haut zielt, och muer nach wäert zielen, an zwar de politesche Wëlle vun deenen eenzelnen Acteuren, well ouni dee wäert et net méiglech sinn, a wat fir enger Fro och ëmmer zu engem Konsens ze kommen. Duerfir denken ech, dass mer nieft den institutionelle Reforme wierklech en Appel musse maachen un de politesche Wëllen, Europa um aussepolitesche Plang méi plausibel ze maachen, méi aktiv ze maachen, wéi dat haut de Fall ass.

Vun der europäescher Aussepolitik wëll ech da ganz kuerz nach op d'europäesch Mënscherechtspolitik iwwergoen an domadder zum Conseil de l'Europe kommen. Den Traité vu Lissabon gëtt der Union européenne eng Personnalité juridique, an déi Personnalité juridique mécht et méiglech, dass d'Unioun als Ganzt der Europäescher Konventioun fir Mënscherechter bäitriede kann a soll. Si ass opgefuerdert ginn an huet och scho versprach, dat ze maachen, esou séier wéi et méiglech ass.

Et schéngt mir eng Urgence ze sinn, dass dat esou schnell wéi méiglech geschitt, an zwar, well et evident ass, dass duerch d'Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag mat der Charta vun de Libertés fondamentales mir mussen och no baussen demonstréieren a kloermaachen, dass de Fait, dass mer net nëmmen zwou Konventiounen iwwer Mënscherechter, mä och zwou Geriichtsbarkeeten an Europa hunn, déi doriwwer kënne statuéieren, no baussen eng Plus-value duerstellt an net eng Komplikatioun vun enger Situatioun, wéi mer se haut hunn. Mir wëssen, dass déi zwee international Geriichtshäff matenee schaffen an dass bis elo zu Lëtzebuerg a Saache Mënscherechter d'Interpretatioun vum Stroossbuerger Geriichtshaff ugeholl ginn ass.

Et bleift, dass et méi kohärent wier, wann déi Adhésioun géif stattfannen, well domadder d'Europäesch Unioun och no baussen demonstréiert, dass si sech selwer net ze schued ass, fir sech enger Kontroll vun engem Tribunal ze ënnerleeën, wann et ëm Mënscherechtskritäre geet. Dat heescht an anere Wierder, dass, am Fall wou Europa a sengen Akte géif e Mënscherecht verletzen, net nëmmen d'State kënne belaangt ginn, mä dass och d'Unioun kéint belaangt gi fir eng Violatioun vun de Mënscherechter.

Mir denken net, dass dat passéiert, mä d'Méiglechkeet, déi opgemaach gëtt doduerjer, déi beweist d'Disponibilitéit vun der Unioun, fir sech net selwer wëllen enger Kontroll ze entzéien, déi déi eenzel Memberstate vun därselwechter bereet waren unzehuelen.

Den Europarot huet dëst Joer säi 60. Gebuertsdag gefeiert. D'Joer ass bal eriwwer. Eigentlech wier dat eng gutt Geleeënheet gewiescht, och déi Geleeënheet gewiescht, fir an der Chamber déi Tatsaach ze würdegen. Dat war net bis elo de Fall. Mir hoffen, dass dat nach kann nogeholl ginn. Net onbedéngt, fir e Loblidd ze sangen op den Europarot, fir wat verschidde Kolleegen hei am Sall sécherlech gäre bereet gewiescht wieren, mä virun allem och, fir op Problemer hinzeweisen, déi et och do wéi op aner Plaze gëtt.

Ech wëll duerfir op e puer Problemer hiweisen, an zwar déi et am Europarot haaptsächlech gëtt.

Éischtens, budgetär Problemer. Et gëtt gesot, ech kann dat net genee beleeën, mä dass d'Käschte vum Transport vum Sekretariat vum Europaparlament op Stroossbuerg esou deier gi wéi de Fonctionnement vum ganze Conseil de l'Europe an engem Joer.

Wann dat soll esou sinn, géif ech mengen, wier dat eng Tatsaach, fir festzestellen, dass ech iwwerzeegt sinn, dass d'Aktivitéiten um Niveau Mënscherechter vum Conseil de l'Europe vill méi wäert si wéi den Transport vum Sekretariat vun enger Plaz op déi aner, an dass ee sech eigentlech misst iwwerleeën, ob déi Position budgétaire fir de Conseil de l'Europe effektiv muss do bleiwen, wou se ass.

Sollt dat net de Fall sinn, sollt do keng Bewegung drakommen, esou schéngt et mer evident, dass duerch de Bäitrëtt zur Europäescher Mënscherechtskonventioun du moins d'Geriichtsbarkeet vu Stroossbuerg, déi jo och dann e Geriicht ass, wou d'Europäesch Unioun vertruede wier, kéint finanziell opgestockt ginn an da wéinstens dee schlëmmsten Drock ewechzehuelen, deen op der Institutioun Conseil de l'Europe läit.

Well finalement ass d'Europäescht Mënscherechtsgeriicht vu Stroossbuerg wierklech d'Kärstéck vun deem, wat Europa a Saache Mënscherecht virzeweisen huet, a géif wierklech verdénge gestäipt ze ginn a sech weider kënnen ze entwéckelen.

D'Visibilitéit vum Conseil de l'Europe ass sécherlech och am Zesummenhang mat de Ressources budgétaires eng ze schwaach fir dat, wat virgesinn ass. Vläicht ass et méiglech, duerch de Bäitrëtt vun der Unioun un d'Europäesch Konventioun d'Cour européenne des droits de l'Homme net nëmme finanziell opzestocken, mä och hir no baussen erëm dee Prestige ze ginn, dee se ouni Zweifel huet.

De Moment sinn um Stroossbuerger Mënscherechtsgeriicht bal 100.000 Affären unhängeg: 97.300. Dat heescht, 23% méi wéi den 1. Januar 2008. Doduerjer passéiert et elo, dass d'Délaien, fir Décisiounen ze kréien, ëmmer méi laang ginn. An dat degradéiert eigentlech den Image vun där Cour. Besonnesch dann, wa mer wëssen, dass déi meescht Affären, déi vu Lëtzebuerg aus zu Stroossbuerg toiséiert gi sinn, mat ze laangen Délaien an de Prozeduren ze dinn haten.

Et gëtt abwegeg, wa mer et net fäerdeg bréngen, deenen Délaien do zu Stroossbuerg opzehëllefen. Dat heescht an anere Wierder, dass mer et musse fäerdeg bréngen, net nëmme finanziell opzestocken, mä och statutaresch opzestocken, wat d'Personal a wat d'Prozeduren ubelaangt.

Wa mer wëssen, dass 90% vun de Prozeduren um Stroossbuerger Geriicht Irrecevabilitéite sinn, da musse mer eis eppes afale loossen, fir déi Irrecevabilitéiten do méi schnell aus de Féiss ze kréien, fir dass d'Riichteren, déi do schaffen, sech kënnen op déi aner 10% konzentréieren.

Et ass jo och net fir näischt, dass zu Interlaken eng wichteg Konferenz iwwert d'Reform vum Europäesche Mënscherechtsgeriicht virgesinn ass, wou verschidden Neiegkeete sollen diskutéiert an ugeholl ginn. Ech wëll also elo haut do net op déi Detailer agoen, mä ech proposéieren haut scho vun dëser Plaz, dass mer op déi Debatt vun Interlaken a vum Fonctionnement vun der Cour an enger spezieller Debatt deemnächst an dësem Haus zréckkommen, ob dat elo virun der Konferenz vun Interlaken ass oder duerno.

Jiddefalls ass et indispensabel, dass mer punktuell esou Saachen och bei eis am Haus hei diskutéieren, a sief et nëmmen - an dat soen ech besonnesch fir d'Attentioun vu menge Kolleegen, déi zesumme mat mir an der Delegatioun vum Europarot sinn -, fir eng Resolutioun vum leschte Joer - 1640 - ze respektéieren, déi d'national Parlamenter opfuerdert, fir iwwer Sujeten ze debattéieren, déi an der Assemblée debattéiert ginn, fir d'Exekutioun von den Arrêten, déi si selwer betreffen, ze iwwerwaachen, a virun allem - an dat gëtt et zu Lëtzebuerg net, och doriwwer misste mer eis eng Kéier ënnerhalen - en indépendantë Mechanismus ze kreéieren, dee chargéiert géif gi mat der Konformitéit vun der neier Législatioun par rapport zur Jurisprudenz, déi zu Stroossbuerg erauskënnt.

Dat bréngt mech am Fong ganz zum Schluss op en Artikel, deen elo viru kuerzem an der Zeitung stoung an dee vum Romain Durlet iwwertitelt war: „Gilt das Straßburger Urteil auch für Luxemburg?". Dorobberhi gëtt et eng ganz einfach a kuerz juristesch Äntwert: theoretesch net. Mä wann dat passéiert, wat ech unhuelen, zu Interlaken, da kann et ganz gutt sinn, dass et muer esou ass, dass Décisiounen, déi ee Land an enger prinzipieller Fro betreffen, och vun anere Länner musse respektéiert ginn, fir ze évitéieren, dass d'Cour muss ëmmer op déiselwecht Saachen zréckkomme mat deeneselwechten Argumenter op deeneselwechte Froen.

Duerfir denken ech, dass mer zwar nach net do sinn, mä wahrscheinlech dohinner kommen. Dat ass och eng vun deenen Ursaachen, firwat ech wëll doriwwer an dësem Haus schwätzen.

Eng ganz lescht Remarque. Do wëll ech soen, dass de fënnefte Problem vum Europarot ee vun der Kohärenz ass, an zwar net nëmmen intern Kohärenz zwëschent der Assemblée an dem Conseil des Ministres, mä virun allem och d'Kohärenz mat der Politik vun der Europäescher Unioun.

Mir hunn elo festgestallt, dass et Problemer gëtt, ëm déi op deenen zwou Plaze sech gekëmmert gëtt. An ech schwätzen elo notamment mat engem Beispill vun där Problematik vun de Mënscherechter.

A Saache Mënscherechter ass am Europarot zesumme mat den Deputéierten eng Konventioun ausgeschafft gi géint den Trafic. An där Konventioun ass och e Kontrollmechanismus virgesinn, en onofhängege Kontrollmechanismus. E puer Joer drop mécht d'Unioun mat gudder Begrënnung och eppes a Saache Mënschenhandel, mä si gesäit an engem Nieweneffekt am Fong eng Kontrollstruktur vir, ouni eng Kollaboratioun zwëschent deenen zwee Kontrollmechanisme virzegesinn.

Dat ass bedauerlech, well dat no baussen ausgesäit wéi wann eng Konkurrenz do wier, während keng do ze sinn huet. Well den Accent vun der Aktioun vun der Europäescher Unioun war deen, fir d'illegal Immigratioun ze bekämpfen an doduerjer en Aspekt ze leeën op dee penalen Aspekt, während um Conseil de l'Europe d'Prioritéit um Opferschutz war.

Déi zwou Saachen, déi zwee Begréffer kënnen also ganz gutt zesummegoen. Et ass awer net ze vertrieden, dass, wann an zwou europäeschen Institutiounen zu deemselwechten Thema eppes gemaach gëtt, net zumindest de Suivi gemeinsam organiséiert gëtt.

Ech denken, dat misst dra sinn, well et kann net sinn, dass et an Europa e puer Moosse gëtt fir Mënscherechter, e puer Moosse fir Demokratieverständnis an e puer Moosse fir gutt Gouvernance. Dat, wat mer deenen aneren ofverlaangen, misste mer och kënne selwer intern demonstréieren. An dat erwaarden ech mer ebe vun enger Verbesserung vun der Kohärenz zwëschent deenen zwou Organisatiounen.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Err Merci. D'Madame Polfer hat gefrot, fir nach eng Kéier ganz kuerz ze intervenéieren. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wäert mech ganz kuerzfaassen. Ech soen Iech awer och Merci, Här Minister, datt Der akzeptéiert, datt ech nach dräi Wierder soen. Ech hätt nämlech am Eifer des Gefechts ee ganz wichtege Punkt vergiess unzeschneiden. Dat ass dee vun der Politique du siège.

Ech mengen, Dir sidd luewenswäerterweis ganz prezis drop agaang, wat d'Regierung mécht, fir eben de Siège ze assuréieren, fir d'Infrastrukturen ze schafen. Mir ënnerstëtzen dat och. Dir wësst, mir hunn dräi Institutioune fest hei: d'Cour de Justice, d'Banque Européenne d'Investissement an d'Cour des Comptes. Déi zwee, déi opgedeelt sinn - d'Parlament, dat zu Bréissel an eben och zu Stroossbuerg ass, an d'Kommissioun -, do hu mer Accordë fonnt gehat. Ech wier frou, wann Der eis nach géift soen, wéi déi de Moment stinn.

Ech selwer hat en Accord ënnerschriwwe mam Här Kinnock, am Mäerz 2003, wou d'Kommissioun fir déi fënneft wichteg Institutioun, déi och hei zu Lëtzebuerg etabléiert ass, eis assuréiert huet, datt mer bis d'Joer 2010 3.400 Fonctionnairë géifen assuréiert kréien, an dat net nëmme quantitativ, mä och qualitativ, wou mer dat ganz prezis festgehalen hunn. Vu datt 2010 virun der Dier steet, wier ech Iech dankbar, Här Minister, wann Der eis géift soen, ob déi Pourparlere schonn amgaang sinn, fir deen Accord weiderzeféieren. Well ech weess, wéi laang mer doru geschafft hunn. Duerfir wier ech frou, wann Der eis do kéint rassuréieren.

Dann nach ee Wuert an der Aktualitéit vun der Politique du siège: Virun e puer Deeg ass an enger Kommissioun iwwert de Lycée français net ofgestëmmt ginn, well d'franséisch Autoritéiten, wéi et schéngt, net hiren Accord ginn hunn zu deenen 20%, net zum Prinzip, mä well déi 20% hinne méi geschéngt hu wéi dat, wat si soss an der Welt investéieren, wa se ee Lycée bauen. Ech kann nëmmen drop hiweisen, datt dat awer vun enormer Wichtegkeet ass. An dat hëlt jo vun eisen 80%, déi d'Regierung iwwerhëlt, näischt ewech.

Duerfir géif ech och do bieden ze kucken, datt een awer esou schnell wéi méiglech do eng Eenegung kéint fannen, well mir brauchen dee Lycée, well dat gehéiert ganz einfach derzou, datt mer deene Leit, den Netlëtzebuerger, déi hei wunnen, bei den Institutioune schaffen oder soss op der Finanzplaz, uerdentlech Konditioune kënnen ubidden.

Ech soen Iech Merci, Här Minister, wann Dir eis doriwwer kënnt Opklärung ginn.

M. le Président.- Sou, ech soen der Madame Polfer och nach eng Kéier Merci, an elo kritt d'Wuert nach eng Kéier den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, et ass spéit. Ech wäert elo wéi e Villche probéieren alles erauszepicken, wou ech mengen, dass et néideg wier ze äntwerten. An ech fueren do einfach chronologesch der Rei no, mat deem éischte Riedner, dat ass den Här Norbert Haupert gewiescht vun der CSV. Ech mengen, et war eng Fro, Här Haupert, déi Dir opgeworf hutt, dat ass de Problem, dee mer kennen tëschent der Zesummenaarbecht vun der NATO an der Europäescher Unioun.

Et ass net alles negativ do. Wann ee kuckt: E Méindeg den Owend war nach de Generalsekretär vun der NATO zu Bréissel, wou mer eng Réunioun hate mat alle Länner vun der Europäescher Unioun. Mir hunn och elo bei all ministerielle Conseil vun der NATO den Dag virdrun een „transatlantescht Iessen", wéi een dat nennt; do sinn alleguerten d'EU-Länner an alleguerten d'NATO-Länner, zesumme mat den Amerikaner selbstverständlech, an alleguerten déi Länner, déi wichteg sinn an der NATO an an der Europäescher Unioun.

De Problem, dee sech stellt, ass jo de Konflikt Türkei mat Zypern. Do hu mer et de Moment nach net fäerdeg bruecht, dass d'Türkei an der Agence européenne pour la défense ka sinn. Si wëllen do erakommen. Zypern, Griichenland an anerer blockéieren, well dee Konflikt ebe besteet. An ech mengen, och op villen anere Plaze wësse mer, dass d'Türkei sech schwéierdeet, eben duerch dee Konflikt, fir do eng Zesummenaarbecht an d'A ze faassen, wéi mir se kéinte gesinn.

Ech wëll allerdéngs do d'Schold net eleng der Türkei ginn. Et ass och d'Schold e wéineg vu Memberlänner vun der Europäescher Unioun. Dat bleift ee Klompfouss, mä mir musse wëssen - zum Beispill am Kosovo stellt d'Türkei dat gréisste Kontingent vun net europäesche Länner -, dass déi Zesummenaarbecht trotzdeem op ville Plaze klappt, mä déi muss, wéi Dir richteg sot, verbessert ginn.

Ech wëll dann der Madame Polfer soen, dass 2009 effektiv e schwieregt Joer war. Mä ech wëll hir vläicht direkt e grousse Merci soe fir déi Ënnerstëtzung fir de Conseil de Sécurité. Ech fannen, dat ass richteg. An dee Saz, deen Dir gesot hutt zum Schluss, deen hunn ech och scho gesot. Och wa mer et net géife packen, ech mengen eleng deen Effort, dee mer maachen, och déi Visibilitéit, déi mer kréien als Lëtzebuerg an der Welt, ass scho bemierkenswäert. An dat wäert och konkret Resultater bréngen, och fir d'Renommée vun eisem Land an der Welt.

Ech wëll awer och kuerz soen, dass jo een Här Deputéierten heibannen e wéineg oder vill Problemer domadder schéngt ze hunn. Leider, wéi dat sech ugesäit, ass dat net deen eenzege Problem vun deem Här. Mä ech wëll awer soen, dass mer hei wierklech wëssen, dass ganz vill Leit - zu mir kann ee soen, wat ee wëllt, dat mécht der Kaz kee Bockel, ech packen dat -, déi sech an eiser Diplomatie domadder ofginn, déi Dag an Nuecht derfir schaffen, wa se esou eppes vun engem fréiere Kolleeg hei op dëser Tribün ze héiere kréien, dass se sech do schummen. Ech weess dat, dass se sech schummen, dass esou een Deputéierten aus hire Reie kënnt. Awer gutt, jiddweree gëtt op seng Manéier séileg, an och deen Här, deen hei da geschwat huet, soll dat maachen.

Ech wëll da méi seriö zu deem kommen, wat Dir, Madame Polfer, gesot hutt iwwert d'Bankeplaz an dat, wat domadder zesummenhänkt: „D'Regierung huet keng Strategie." Ech wëll dräi Punkten nëmme soen, well ech net Finanzminister sinn an nëmmen e klengen Ausseminister. Mä ech wëll Iech soen, dass éischtens emol Feira, wou Dir derbäi waart, an haut seet d'Regierung nach ëmmer: „Feira, an nëmme Feira." Dat heescht, zu Feira waren zwou Optiounen do: Déi eng war den Échange d'informations, an déi aner Optioun war d'Quellesteier. Dat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung nach ëmmer, och elo, wou mer an de Verhandlunge sinn an Europa.

(Interruption)

Dat Zweet, wat ech Iech wëll soen,...

(Interruption)

...da waart, ass: Dir wësst hoergenee, a jiddwereen heibannen, Madame Polfer, weess, dass mer um Niveau vun den duebele Besteierungsofkommen net méi virukomm sinn. Mir hu keng méi kënnen ofschléisse mat kengem Land, well mer dee Blocage haten, déi Exceptioun, déi mer bei der OCDE haten. Dat heescht also, dass d'Éisträicher, d'Schwäizer, d'Belsch a mir do net méi virukomm sinn. Mir hu kee méi kënnen ofschléissen an deene leschte Joren, an dat war dramatesch. An deen Drock, dee komm ass, selbstverständlech och do, fir do awer trotzdeem ze kucken erëm eng Kéier an déi Filière eranzekommen, huet matgespillt.

Mä dat, wat entscheedend war, wann Der Iech gutt kënnt erënneren, ass wat geschitt ass tëschent der Schwäiz an Amerika. Dat war jo uganks dës Joers. An duerno ass wierklech dat geschitt, wat mir net wollten. Um Conseil européen ass jo gesot ginn: Et kënnt kee Land, wat effektiv... A mir haten dat den 13. Mäerz 2009 gemaach, do hate mer jo zu der OCDE gesot: „Neen, mir wëllen déi Ausnahm do net, a mir ginn Informatioune sur demande", esou dass mir do op déi gro Lëscht komm sinn. Géint eng Décisioun vum Conseil européen ass dat geschitt.

Also mir haten eng kloer Positioun um Conseil européen, just déi Leit, déi dat dann exekutéiert hunn... Mir sinn do leider nach net derbäi bis elo, beim G20, mä do ass dat geschitt, wat geschitt ass. A mir hunn dann dunn, Dir wësst dat, den 13. Mäerz, dat war scho virdrun, mat der Schwäiz, mat Éisträich déi Exceptioun fale gelooss. A mir hu jo elo eist Bankgeheimnis nei redefinéiert a mir sinn elo beim Échange d'informations sur demande. Dat ass d'Strategie vun der Regierung.

Ech mengen, d'Bankeplaz, wëll ech och soen, an Zukunft déi Islamic finance, d'Mikrofinanzaktivitéiten, mä awer och d'Fongenindustrie, wou mer jo awer weltwäit nach ëmmer eng wichteg Positioun hunn, esou dass ech iwwerzeegt sinn, dass eis Bankeplaz och mat deem Know-how, dee se huet, sech wäert duerchschloen. An d'Regierung steet komplett hannendrun a wëllt och déi Strategie weiderféieren.

Dem Ben Fayot wëll ech soen, dass net iwwerall alles esou transparent ass wéi an der Lëtzebuerger Regierung an an der Lëtzebuerger Chamber. Mä ech wëll him awer äntwerten, dass dee Rapport iwwert d'Europapolitik elo schonn um Site ass vum Europaforum. Dee Forum ass vun der Regierung, do kann all Mënsch sech dee Rapport erofhuelen an dee liesen.

Dir hutt komplett Recht, Här Fayot, an dat ass och d'Astellung gewiescht vun der Lëtzebuerger Regierung: Mir hunn net verstanen, wierklech net verstanen, mä dat war eigentlech ze huelen oder net ze huelen, dass d'Tscheche sech esou do fokusséiert hunn, fir déi Exceptioun bei der Charta ze kréien. Dat ännert 0,000 bei hirem Problem, dee se soi-disant hu mat de Beneš-Dekreter. Dat huet guer näischt domadder ze dinn, absolut näischt domadder ze dinn. Mä dat war de Wee, fir eben dann dem Här President an der Tschechei do e wéineg Recht ze ginn - doduerch ass dann déi Exceptioun do, mat elo de Polen a mat den Englänner. Wierklech, ech mengen, do ka keen driwwer frou sinn, dee sech agesat huet fir d'Charta, dass déi soll verankert ginn, an och fir d'Substanz, déi an der Charta ass.

Den Här Braz huet mer gesot, an ech hunn dat och verstanen, dass ech hei kee Pessimismus verstreet hätt. Mä, wann een als Ausseminister Pessimismus nach verstreet, dann ass ee séier beim Fatalismus, an dee Schrëtt wëll ech net maachen. Duerfir vläicht op déi Froen, déi Dir gestallt hutt: d'Parlament informéieren iwwert dat, wat an der NATO virgeet. Absolut mat Iech d'accord. Ech wëll awer soen, dass an deene véier Réuniounen, an déi éischt war jo hei zu Lëtzebuerg mam Madeleine Albright als Presidentin, d'Parlementairen derbäi sinn. Ech hunn och Lëtzebuerger Parlementairen do gesinn. Déi sinn also mat agebonnen.

Mä Dir hutt Recht. Wann déi Konklusiounen um Lissabon-Sommet kommen - ech huele jo un, dass de Secrétaire général vun der NATO se virstellt. Et ass net den Akt, et ass net de Comité vun de Ministeren oder vun den Ambassadeuren, mä et ass hie selwer, deen dat virschléit, an do muss entweder virdrun oder duerno en Débat stattfannen, well ech ka mer net virstellen, dass déi Konklusiounen dann direkt dat sinn, wat geschléckt gëtt. An do hutt Der Recht, ech mengen, et ass eng ganz wichteg Saach, déi musse mer ganz no considéréieren.

Ech géif proposéieren, Här Braz, dass mer eis iwwert déi Geschicht vun den zivile Konzepter eng Kéier wéilten an der Kommissioun in extenso ënnerhalen. Ech mengen, wa mer dat elo hei maachen, do sinn… Lëtzebuerg, just fir dat ze soen, ass ganz staark involvéiert an zivile Missiounen. Zum Beispill Rafah. Do hate mir eng vun den Haaptperséinlechkeeten, déi während Méint do déi Saach gefouert huet, de Pascal Schumacher.

Mir maache jo och a villen anere Missioune mat, a Georgien an esou virun. Mä kommt, mir ënnerhalen eis eng Kéier, wann Der domadder d'accord sidd, an der Kommissioun, a mer kucken dann och, dat e wéineg opzebauen, ze strukturéieren. Wa Lëtzebuerg do, wéi Der sot, gutt équipéiert oder gutt gestallt wär, fir kënnen do eng féierend Roll ze spillen, wann dat eppes sollt ginn - gären! Ech mengen, dorunner soll et bei mir net scheiteren.

Dann dee Punkt vum Goldstone-Rapport. Also, den Här Hoffmann an anerer - ech mengen och Dir - hu mech gefrot, wéi dat gaangen ass. Ech kann Iech elo hei keng Geschichten erzielen, dat féiert ze wäit.

(Interruption)

Ech wëll Iech awer d'Wourecht soen. Also, mir sinn e klengt Land a mir schaffe mat deene Moyenen, déi mer hunn, och an deene groussen Décisiounen, déi geholl ginn um internationale Plang. Mä et weess ee jo ëmmer eréischt, dass se grouss sinn, wa se scho geholl gi sinn.

Ech kann Iech soen: Also, bei mir ass den Tëlefon owes um Véierel op eelef gaangen. D'Madame Lucas, dat ass eis Ambassadrice, war um Tëlefon, déi huet gesot: „Passt op, esou wéi ech dat hei gesinn, kann dat schifgoen. Mir si leider net méi op enger Positioun. Mir hu gesinn, dass mer dräi Positioune kréien. An et ass esou, dass effektiv iwwert dat Wuert «endosser», wat herno an d'Spill komm ass, an «taking to account», wou d'Palästinenser selwer och domadder d'accord ware mat «taking to account», awer elo Drock kënnt vu verschiddene Länner aus der arabescher Welt, fir d'Palästinenser do éischter op de Wee vun enger méi haarder Linn ze drécken."

Sou, elo kritt Der dat da gesot. An dann ass jo mäin éischte Reflex: Wou ass d'Europäesch Unioun drun? Bon, da gëtt mer gesot: „D'Présidence, Frankräich, d'Belsch, d'Majoritéit vun de Länner, 15 Länner, schéngen op d'Enthalung hin ze steieren."

Enthalung iwwert de Rapport heescht jo net, dass mir dergéint sinn, au contraire, ech hunn dat jo och kloer gesot, dass mer derfir sinn, dass déi Konsequenze vun deem Rapport och effektiv exekutéiert ginn.

Et si fënnef Länner, déi hu mat de Palästinenser gestëmmt. Mä wat mech wierklech onglécklech gestëmmt huet, mä ech kennen, ech weess, wéi dat Gerüst do an der Europäescher Unioun ass, wéi d'Sensibilitéite sinn: Et sinn der siwen, déi hunn dergéint gestëmmt. Carrément dergéint gestëmmt! An ech kann Iech soen, dass verschidde Länner deen Débat guer net méi ofgewaart hunn, mä dergéint waren aus Prinzip. Dat hu se schonn da Stonne virdru gesot: „Halt, do ass eis Positioun. Mir sinn dergéint."

Well, Dir wësst, dass beim Goldstone-Rapport, dat huet jo eng Geschicht, dass verschidde Länner, gréisserer, gemengt hunn, et soll een net domadder d'accord sinn, fir dat elo direkt virun de Conseil de Sécurité ze schécken, mä nach ze probéieren, ob een do kéint Zäit fannen zu Genève an eréischt déi Diskussioun féieren am Fréijoer. Doropshin ass jo déi ganz Revolt ugaangen, eigentlech, och géint de President Abbas, dat wësst Der, a Palästina.

Dat hei ass awer elo, mengen ech, ganz konkret eng Mesure, déi eis gutt zu Gesiicht steet, wou mer als Lëtzebuerger och mathëllefen, dass déi Konsequenze gezu ginn, déi an deem Rapport do dra sinn, dass dat och esou geschitt, wéi et elo décidéiert ginn ass op der UNO.

Ech wär, wann Der mech aus mengem Häerz frot, selbstverständlech och léiwer derbäi, wann déi 15 europäesch Länner elo wierklech mat deene fënnef, déi Jo gestëmmt hunn, wann déi 20 Jo gestëmmt hätten, da wär keng Schwieregkeet gewiescht.

De Problem ass ëmmer, dass een awer muss de Reflex och hunn, wat mir och ëmmer hei priedegen: „Wéi steet et an der Europäescher Unioun? Wou si mer?" An ech mengen och, dass ee muss oppassen do op eent, dass een, wann een déi Décisiounen hëlt, sech net à l'écart setzt. Et muss ee wëssen, dass et ëm d'Substanz geet, dat stëmmt. Awer gëschter, mengen ech, meng Ried war kloer an der Substanz. Mir wäerten alles maachen als Lëtzebuerger, och zu New York, dass dat wierklech eng Suite kritt, an och zu Genève, dass dat eng Suite kritt, déi et muss kréien, fir dass dat do sech net méi widderhëlt, wat geschitt ass a Gaza.

Bon, da vläicht nach e wichtege Punkt oder e ganz wichtege Punkt. Ech hunn do zesumme mat der Kooperatioun och geschwat. Ech géif Iech elo vläicht, fir dass ech kloer sinn, Här Hoffmann an Här President, soen, wat eis Positioun ass a Saachen Entwécklungshëllef a Klimaschutzpolitik - den Här Braz huet dat jo gefrot -, fir dass mer eis do kloer verstinn.

Also, de Prinzip, éischtens emol: D'Entwécklungspolitik an d'Klimaschutzpolitik vun der Regierung däerfe sech net géigesäiteg aushiewelen. Dat ass emol ee wichtege Punkt. Also, et kann net sinn, dass déi eng Politik op d'Käschte vun där anerer gemaach gëtt. Duerfir steet d'Regierung hannert hiren Engagementer an deem enge wéi och an deem aneren Dossier.

Elo gëtt et awer zweetens Kritäre vun der OCDE, déi generell definéieren, wat ee mat Entwécklungshëllefsgelder ka finanzéieren a wat net ka finanzéiert gi mat Entwécklungshëllefsgelder am Beräich ebe vun Adaptatiounsmesurë géint de Klimawandel an den Entwécklungslänner, wat also méiglech ass. An dovunner solle virun allem déi Länner, déi méi wéi 0,7% an d'Entwécklungshëllef ginn - Dir wësst, déi 0,7% ass d'Zilsetzung, déi ënnert der

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Lëtzebuerger Présidence, an den Här Schiltz war do eisen Entwécklungsminister, jo festgehale ginn ass, dass mer 2015 sollen op déi 0,7% kommen -, déi Länner, déi also doriwwer sinn, solle kënnen och fir dee Surplus - fir de Surplus, nach eng Kéier -, dat, wat d'OCDE-Normen akzeptéieren, investéieren.

Am Kloertext heescht dat, nach eng Kéier, an entschëllegt, dass ech Iech dat elo liesen, fir prezis ze sinn, dass mer an der Kooperatioun an Zukunft verstäerkt dat wäerte weidermaachen, wat mer schonn an der Vergaangenheet gemaach hunn, nämlech Projeten am Beräich Hëllef géint d'Désertificatioun, d'Gestioun vu Bëscher, Waasser, Aarteschutz an esou weider iwwer Entwécklungshëllef kënne finanzéieren, déi d'Regele vun der OCDE respektéieren an och als Adaptatiounsmesuren ugerechent ginn.

Fir Iech nëmmen ze soen: Am Joer 2008 hu mer zum Beispill mam Averständnis vun der OCDE ronn fënnef Milliounen Euro dëser Adaptatiounsprojete mat Entwécklungshëllefsgelder bezuelt. Ech hunn och elo déi Lëscht hei, wou mer dat gemaach hunn: dat ass Bangladesch, Burkina Faso, Chile, Haiti, Indien, Laos, Mongolei, Niger, Peru, Philippinen, Tadschikistan a Vietnam. Iwwerall do hu mer gehollef, fir mat deene Mesuren do eben déi Ëmweltprojete weiderzedreiwen.

(Interruption)

Jo, waart ee Moment, Här Hoffmann.

Dat heescht net, an elo kommen ech zu engem wichtege Punkt, dass mer automatesch elo all Euro, deen iwwert déi 0,7% fir d'Entwécklungshëllef am Budget virgesinn ass, fir esou Projete benotzen. Dat heescht et also net. Mir bleiwe bei eiser Iddi a bei eisem Zil fir d'Millenniumsentwécklungsziler am Sozialsecteur, virun allem. Deene bleiwe mer och trei.

Et wäert och méi wéi wahrscheinlech net néideg sinn, all Euro iwwer 0,7% an Adaptatiounsmesuren ze stiechen, well déi finanziell Charge, déi Lëtzebuerg an deem Kontext muss droen, net esou héich wäert sinn. Mat leschter Sécherheet wäerte mer eréischt wëssen, wann zu Kopenhagen d'Décisioun geholl ginn ass, wou mer do stinn, wéi d'Laaschtenopdeelung ze bewierkstellegen ass.

Also d'Konklusioun, fir et op de Punkt ze bréngen: Mir hunn zu Bréissel a mir hunn och bei der UNO ëmmer fir méi international Entwécklungshëllef plädéiert, fir besser géint d'Folge vum Klimawandel am Süde kënne virzegoen. Mä dat däerf net zu engem Etiketteschwindel vis-à-vis vun onse Partnerlänner am Süden ausaarten. Domat géife mer ons international Glafwierdegkeet op d'Spill setze vis-à-vis vu Partner, déi an deenen zwee Dossieren Entwécklungshëllef a Klimaschutz op ons zielen.

Dat heescht also, déi, déi iwwer 0,7% bis 0,9% oder bis 1%, wou mer elo sinn - an ech soen Iech nach eng Kéier, dat si siwen, aacht Länner vun der Welt, méi sinn et der net, siwen, aacht Länner vun der Welt, dat ass de G-null-Komma-aacht, wéi verschidde Leit dat soen -, sinn, kënnen, wann déi Investitiounen den OCDE-Normen entspriechen, matgezielt ginn, fir eben déi Adaptatiounsmesuren ze finanzéieren. Dat ass de Punkt.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Hoffmann Iech nach eng Kéier eng Fro dozou stellt?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Selbstverständlech.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Also, ech sinn net sécher, ob et mer kloer ass oder net, mä ech hunn awer den Androck, dass dat, wat Dir elo erkläert hutt, awer heescht am Endeffekt, dass mer en Deel vun eiser Entwécklungshëllef huele fir d'Klimahëllef.

Déi prezis Fro ass jo eigentlech déi: Soe mer emol, mir hunn elo 0,8%, 0,9% - ech wëll net bestreiden, dass dat beachtlech ass, obwuel dat awer och dann nach eng Kéier d'Fro vun der Kohärenz ass, mä dat net nach eng Kéier -, dat ass da beachtlech am Verglach zu anere Länner. D'Fro ass, ob mir op déi - wéi vill sinn et der am Moment? Kommt, mer soen 0,9% -, ob mir op déi 0,9%, deen Undeel, dee mir eis elo zourechnen opgrond vun enger hypothetescher Décisioun zu Kopenhagen, ob mir deen Undeel do dropsetzen oder net. Dat ass déi prezis Fro. Dat, wat Dir elo geäntwert hutt, leeft drop eraus: net. An dat fannen ech eigentlech awer net tragbar.

Ech konnt de Moien net bis zum Schluss an der Commission du développement durable sinn. Do war en Amendement vun de Kolleege vun deene Gréngen. Ech weess och elo net sécher, wat ugeholl ginn ass. Mä do war awer en Amendement, wou ech interpretéiert hunn, dat wier awer däitlech, dass dat net kann esou erofgerechent ginn, wéi Dir elo gesot hutt. Also ech mengen, dass mir als räichst Land - ausser wiem? - vun der Welt, ausser...

M. le Président.- Här Hoffmann, ech mengen, et geet just drëm, datt Dir eng Fro stellt, net erëm hei nei Développementer maacht. Et war elo eng laang Fro. Ech géif elo wierklech proposéieren, datt mer...

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Am Fong geholl hätt ech gär, wann de Minister mer géif soen: „Mir ginn net un déi 0,9% fir d'Klimahëllef, sondern mir setzen d'Klimahëllef nach dodrop."

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Neen, elo hutt Der Iech gëiert. Mir hunn net 0,9% Klimahëllef, mir hunn 0,9% Entwécklungshëllef. Also nach eng Kéier - loosse mer elo awer net méi helleg si wéi de Poopst -, et gëtt bei Projeten elo schonn, vun der OCDE, déi definéiert si vun der OCDE, déi kënnen als Adaptatiounsmesurë betruecht ginn. Dat hunn ech gesot, dat steet an den Texter dran. Esou, elo hunn ech gesot, mir kënnen...

Wat mer vill méi Suerge mécht, Här Hoffmann, dat ass, dass elo schonn an Europa vill Länner, ouni iwwer 0,7% ze sinn, zréckginn, dramatesch zréckginn. An duerfir ass dat hei eng Positioun, déi a Konformitéit ass mat der OCDE. Loosse mer awer elo do net ze vill den Däiwel un d'Wand molen. Déi Projeten, déi mer maachen, déi mer elo schonn hei gemaach hunn - mir hunn dëst Joer scho fir fënnef Milliounen Euro esou Projete gemaach -, dass mer awer dann och musse kënnen doriwwer houfreg sinn, dass mer esou Projete maachen. Dat ass awer wierklech dat, wat d'Leit vun eis verlaangen. Mä ech mengen, den Här...

M. le Président.- Jo, den Här Schiltz stellt och nach eng Fro.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech wollt awer zwou Remarquë maachen, ier ech dem Här Ausseminister eng Fro an deem Beräich stellen. Dat Éischt, wat een einfach muss gesinn hei, dat ass, datt déi grouss Erausfuerderung vun den Entwécklungslänner haut alles ass, wat mat Klima a Klimawiessel ze dinn huet. Fir einfach d'Aen zouzemaachen an ze soen: „Dat eent an dat anert muss politesch getrennt ginn", ass eng Illusioun. An all deenen internationale Foren, wou Entwécklungspolitiker sech mat där Fro auserneesetzen, ginn déi Saachen zesumme gemaach.

Zweetens kann een net hei an dräi an enger hallwer Minutt oder siwe Minutten iwwert déi Finanzmechanismen diskutéieren, op eng liicht burschikos Manéier, wann Der mer dat als Remarque erlaabt. D'Fro, déi ee sech nämlech stelle muss, ass: Wat sinn d'Kritäre vu Marrakesch? An deen, dee mer hei am Plenum kann d'Kritäre vu Marrakesch an dräi Minutten opsoen, mat deem kënne mer weider doriwwer diskutéieren.

Duerfir meng Fro un den Här Ausseminister, ob hien net mengt, déi Fro hei, déi an deenen nächste Jore wäert international diskutéiert ginn - well et si scho Länner amgaangen, déi amgaange si sech op 0,7% hin ze bewegen, fir ze soen: „Ma da musse mer dat och klimaméisseg verrechent kréien", an dat ass en Débat, laanscht dee mer net kommen -, duerfir wollt ech den Här Ausseminister froen, ob hien net eigentlech mengt, déi Fro do, wat eng politesch ass, dat ass mäin éischte Punkt, an eng héich technesch, dat ass mäin zweete Punkt, géif besser am Detail en présence vun der Ministesch an der Kommissioun diskutéiert ginn?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Voilà, ech mengen, dass ech dem Här Schiltz do nëmme ka bäiflichten, well mir hu jo hei och een Débat iwwert d'Entwécklungspolitik. Ech mengen, dee war am Fréijoer, deen ass d'nächst Joer och erëm am Fréijoer. Wa mer hei jo iwwert d'Aussepolitik schwätzen, hu mer ganz vill Gebidder unzeschwätzen. Mä den Detail heivunner, do si mer jo nach net. Den Detail heivunner, do sinn ech komplett d'accord mam Här Schiltz, dass mer dee wierklech mat der Entwécklungsministesch uginn an da kucken...

(Interruption)

Jo, den Débat iwwer Kopenhagen.

Sou, kënnt Der mech entloossen?

M. le Président.- Dir sidd entlooss. Ech géif dem Ausseminister Merci soen, a mir wieren domadder um Enn vun eiser Debatt.

Motion 1

Mir hunn awer hei nach eng Motioun zur Ofstëmmung virleien. Wann ech do richteg hei d'Gefill vun de Kolleeginnen an de Kolleege kritt hunn, dann hunn ech, wéi gesot, d'Impressioun, datt déi vun enger ganz grousser Majoritéit gedroe gëtt. Duerfir froen ech, ob mer déi Motioun kënne par main levée ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Da géif ech Iech Merci soen, an domadder si mer...

Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Also beim Siège, just zwou Saachen. Dat eent, dat ass, Madame Polfer, et gëtt mir gesot vun eiser Diplomatie, dass deen Accord net géif oflafen, mä dass deen Accord weidergefouert géif ginn duerch Diskussiounen, déi och elo scho stattfannen. Eise Secrétaire général ass amgaange mat den Autoritéiten zu Bréissel doriwwer ze schwätzen. Dat leeft also de Moment, a mir sinn iwwerzeegt, dass Äre bedeitenden Accord Polfer-Kinnock ka weidergefouert ginn.

M. le Président.- Gutt, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.28 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 5, 6 et 7

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental et l'introduction de nouvelles méthodes d'évaluation au sein de l'enseignement fondamental pages 72-75

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à un moratoire sur le projet d'un tram léger dans la ville de Luxembourg pages 75-76

5988 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, signé à Bruxelles, le 25 avril 2007 et à Washington, le 30 avril 2007 page 76

5999 - Projet de loi relatif à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch pages 76-79

6015 - Projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et

- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/71CE, 2002/65/CE, 2005/601CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE

- portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- la loi moodifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

- la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance

- la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux

- la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers

- la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique pages 79-80

6027 - Projet de loi

- portant transposition

- de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services

- de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévues par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre de remboursement, mais dans un autre État membre

- de la directive 2008/117/CE du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en vue de lutter contre la fraude fiscale liée aux opérations intracommunautaires

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 80-81

Communications page 81

Ordre du jour page 81

Dépôt d'une proposition de loi page 81

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères pages 81-86

Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes page 87

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 87-101

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°3** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2e session extraordinaire 2009		
0032	Gast Gibéryen	Système de rémunération des banques
0042	Xavier Bettel	Acclimatation de la veuve noire
0043	Gilles Roth	Morcellements de terrains par l'Administration du Cadastre et de la Topographie
0044	Eugène Berger	Staphylocoque doré méticilline résistant (MRSA) en milieu hospitalier
0045	Eugène Berger	Conditions de travail dans les restaurants chinois
0046	Xavier Bettel	Brouilleur de téléphones mobiles au Centre pénitentiaire de Schrassig
0047	Xavier Bettel	Autopsies et biopsies des mort-nés
0048	André Bauler	Chômage des jeunes
0049	André Bauler	Réseau de pharmacies
0053	Xavier Bettel	Résultats d'autopsies de détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig
0056	Gilles Roth	Manque de lits disponibles auprès de l'Institut National de Chirurgie et de Cardiologie Interventionnelle (INCCI)
0057	Jean Colombera	Ergothérapie
0058	Fernand Kartheiser	Commémoration du 70e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk
0059	Jean Huss et Viviane Loschetter	Structure d'accueil pour toxicomanes à Esch/Alzette et Ettelbruck
0060	Marc Spautz	Noms et prénoms figurant sur les titres de voyage, cartes d'identité et autres documents de l'État civil
0061	Fernand Kartheiser	Attaque aérienne en Afghanistan
0062	Jean Colombera	Vaccin contre le cancer du col utérin
0063	Jean Colombera	Information médicale
0064	Claudia Dall'Agnol	Centre d'intervention dans la rue Glesener
0065	Marc Angel	Inscription à l'Université du Luxembourg
0067	Claude Adam	Centre National de Littérature
0068	Claudia Dall'Agnol	Alphabétisation
0069	François Bausch	Taxe mondiale sur les transactions du marché financier
0070	Gilles Roth	Projet de la société Google Inc. d'étendre prochainement son service Street View au Grand-Duché de Luxembourg
0071	Marcel Oberweis	Atteintes à l'environnement pour les années 2004 à 2009
0073 cf. 90	Gast Gibéryen	Remboursement de la taxe sur les véhicules routiers
0074	André Bauler	Conditions d'admission aux études de physiothérapeute
0075	André Bauler	Aide financière étatique octroyée aux étudiants
0076	Gilles Roth	Avancement des travaux préparatoires sur le plan informatique devant aboutir au paiement automatique par le Centre commun des crédits d'impôts pour les employés de ménage
0077	Lucien Clement	Rémunération des apprentis
0080	Jean Colombera	Prise en charge des soins ambulatoires par la Caisse Nationale de Santé
0081	André Bauler et Fernand Etgen	Travaux de renouvellement de la N7 (E421) près de Hosingen
0082	Fernand Kartheiser	Code de déontologie statistique
0083	Fernand Kartheiser	Drapeau «Roude Léiw»
0086	Marc Spautz	Mise à disposition d'un test sanguin visant à détecter de manière précoce les cancers du côlon
0087	André Hoffmann	Associations agréées pour ester en justice
0089	André Bauler	Rénovation de la grande tour de l'abbaye bénédictine de Clervaux
0090 cf. 73	Carlo Wagner	Procédure de mise hors circulation d'un véhicule
0091	Roger Negri	Autorisation ministérielle pour la cueillette de champignons comestibles
0094	Fernand Etgen	Extension du système des chèques-services aux jeunes sapeurs-pompiers
0098	Ben Scheuer	Signalisation à messages variables aux abords des écoles
0100	Jean Huss et Félix Braz	Traitement de substitution au mephenon
0102	Claude Adam	Statistiques sur les études supérieures
0104	Jean Colombera	Euro Health Consumer Index
0105	Ben Fayot	Bail à usage d'habitation
0107	André Bauler et Fernand Etgen	Infrastructures du Lycée technique d'Ettelbruck
0112	Fernand Etgen	Fermeture des bureaux de l'Administration des Douanes et Accises de Mersch et de Goetzingen
0113	Eugène Berger	Formation de l'assistant technique médical (ATM)
0114	Camille Gira	Analyse de la situation financière des communes par le Conseil supérieur des Finances
0115	André Bauler	Étude ICCS (International Civic and Citizenship Education Study)
0116	Claude Meisch	Place financière luxembourgeoise et le départ de la Landesbank Baden-Württemberg Luxembourg S.A.
0119	Jean Colombera	Conséquences du glissement de terrain entre Michelau et Erpeldange
0120	Gast Gibéryen	Répercussions de la fusion entre BGL et BNP Paribas Luxembourg
0121	Ben Fayot	Plan de maintien dans l'emploi de l'entreprise Villeroy&Boch
0141	Marc Lies	Stationnement de véhicules
0142	Fernand Etgen et André Bauler	Musée National d'Histoire Militaire (MNHM)
0143	Gast Gibéryen	Taux de chômage au Luxembourg
0144	Alex Bodry	Autoroute ferroviaire Luxembourg-Perpignan
0146	Marc Spautz	Pratiques de plusieurs maisons de retraite et de soins pour personnes âgées
0147	Ben Fayot	Nombre de contribuables dans les différentes classes d'impôts
0150	André Hoffmann	Arrêt d'embauche dans le secteur hospitalier
0152	Jean Colombera	Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique
0154	Fernand Kartheiser	Représentation luxembourgeoise auprès du Service européen d'action extérieure (SEAE)
0155	Claude Adam et Camille Gira	Site du centre agro-industriel
0158	Jean Colombera	Effets secondaires du vaccin contre le cancer du col utérin
0159	Jean Colombera	Contrôle des ingrédients chimiques contenus dans les cosmétiques et les produits d'hygiène personnelle
Session ordinaire 2009-2010		
0163	Ali Kaes	Vente éventuelle de l'usine de tréfilerie «Wire Plant» appartenant au complexe industriel Goodyear
0164	Marc Angel	Carrière du surveillant (de musée) auprès de l'État
0165	Jean Colombera	Prolongation de la durée de validité du permis de conduire
0166	Carlo Wagner	Obligation d'emmener les papiers du véhicule à chaque stationnement
0167	Ali Kaes	Attribution d'autorisation de port d'armes
0188	Fernand Kartheiser	Participation du Luxembourg à l'opération Atalanta
0190	Carlo Wagner	Grippe A/H1N1 – Vaccin
0191	Jean Colombera	Aides financières de l'État pour des projets touristiques
0193	Claude Haagen	Congé pour raisons familiales pour les parents d'enfants atteints d'une maladie grave
0216	Gilles Roth	État des lieux du centre pénitentiaire de Schrassig
0235 urgente	Claude Adam	Paquet télécom

2e session extraordinaire 2009

Question 0032 (17.8.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **système de rémunération des banques:**

Onkoscher Methoden op der internationaler Bankeplaz hunn 2008 eng weltwäit Finanz- a Wirtschaftskris ausgeléist. Dës Kris huet och Lëtzebuerg net verschount. De Stat huet misse mat Milliardebeträg bei Fortis Banque Luxembourg an Dexia Luxembourg intervenéieren, fir de Kollaps vum Bankesystem ze vermeiden.

Knapps ee Joer méi spéit gëtt et erëm Banken, déi héich Profitter umellen... a mam System vun enorme Rémunératiounen - fixe a variable - weiderfueren.

Zum Beispill huet BNP Paribas eng Milliard Euroen provisionéiert, fir Bonussen ze bezuelen. Iwwert d'Rettungsaktioun vu Fortis Lëtzebuerg ass de Lëtzebuerger Stat um Kapital vun BNP Paribas bedeelegt.

An dësem Kontext wëll ech folgend Froen un de Finanzminister stellen:

1. Huet de Lëtzebuerger Stat a senge Verhandlunge mat de Banken, déi ënnerstëtzt gi sinn, och d'Héicht vun de Rémunératioune vun de Manager ugeschwat?

2. Wa jo, wéi héich sinn d'Plafonge vun der „rémunération fixe" respektiv „rémunération variable" (Bonus), déi bei deene Banke kënnen ausbezuelt ginn? Wat fir Méiglechkeeten huet de Stat, fir ze kontrolléieren, datt esou Plafongen och agehale ginn?

Wann neen, wat gedenkt de Finanzminister ze ënnerhuelen, datt net indirekt Steiersuen an iwwerméisseg héich Paien, Bonussen oder „gëlle Fallschiermer" fléissen?

Réponse (13.11.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Ech erlabe mir fir op meng Äntwert vum 22. September 2009 op d'Question parlementaire N°0031 vum honorabelen Deputéierte Lucien Lux *(cf. compte rendu N°2/2009-2010)* ze verweisen, wou ech op Froe betreffend Rémunératiounen a Bonië vu Bankemanager aginn.

Question 0042 (25.8.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**acclimatation de la veuve noire:**

Selon divers articles parus dans la presse belge ces derniers jours, la veuve noire se serait acclimatée en Belgique. Inquiets par cette évolution, les arachnologues recommandent aux autorités compétentes de prévoir désormais un stock de contrepoison nécessaire en cas de morsure.

Sachant que le risque d'acclimatation de la veuve noire à nos latitudes est réel et que la morsure peut être mortelle dans certains cas, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Y a-t-il des indices pour une acclimatation de la veuve noire au Luxembourg?

- Quelle est la procédure prévue en cas de découverte d'une de ces araignées?

- Existe-t-il un stock de contrepoison au Luxembourg? Dans la négative, est-il prévu de créer un tel stock?

Réponse (1.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'araignée dite «veuve noire» est effectivement apparue sporadiquement en Belgique. Elle y est entrée par les ports de mer.

Parmi les 8 à 10 espèces d'araignées vraiment dangereuses pour l'homme, la veuve noire européenne *(Latrodectus mactans tredecimguttatus)* est la seule à pouvoir survivre dans nos conditions climatiques, c'est-à-dire climat plutôt humide et hivers assez rudes.

La veuve noire *(Genre Latrodectus)* est une petite araignée, qui mesure en moyenne 4 à 5 centimètres. Ce n'est pas en principe une araignée agressive, mais sa morsure, dans 5% des cas, est mortelle, surtout quand elle porte sur des sujets sensibles tels que les enfants, les personnes âgées ou les malades du cœur. La morsure de la femelle contient un poison à action neurotoxique. Extrêmement douloureux, il provoque une paralysie respiratoire qui peut entraîner la mort.

Un contrepoison peut être administré jusqu'à quatre jours après la morsure.

Jusqu'ici cette araignée n'a pas été détectée au Luxembourg.

En cas de suspicion de présence de la «veuve noire » au Luxembourg, le Musée d'Histoire Naturelle peut apporter toute aide requise pour son identification.

Par mesure de précaution des flacons d'antivenin spécifique seront stockés dans la trousse d'urgence nationale gérée par le Service Incendie et Ambulance de la Ville de Luxembourg.

Question 0043 (27.8.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **morcellements de terrains par l'Administration du Cadastre et de la Topographie:**

Il s'avère que l'Administration du Cadastre et de la Topographie procède régulièrement à des morcellements de terrains dans des zones constructibles sans que ces morcellements n'aient au préalable été autorisés par les autorités communales compétentes sur base de la loi de 2004 relative à l'aménagement communal respectivement sur base d'un règlement des bâtisses communal.

De par cette pratique les propriétaires de terrains estiment se voir créer des terrains à bâtir alors même que d'un point de vue de la législation communale une telle viabilisation n'existe pas.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances et de l'Intérieur:

- Sur quelle base légale de tels morcellements de terrains sont effectués par l'Administration du Cadastre et de la Topographie?

- Est-ce que Messieurs les Ministres estiment que cette pratique est conforme au principe de l'autonomie communale?

- Ne faudrait-il pas mentionner sur les extraits cadastraux consacrant de tels mesurages qu'ils ne valent que «sous réserve» ou «sans préjudice» de l'approbation par l'autorité communale territorialement compétente?

Réponse commune (6.10.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire appelle des réponses à chacune des trois sous-questions:

ad 1) En ce qui concerne la base légale pour les morcellements de terrains en zones constructibles, la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit en ses articles 105 et 106 que toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui veut procéder au morcellement de parcelles est soumise à l'obligation d'élaborer un plan d'aménagement particulier conformément à la procédure prévue dans la loi précitée, lorsque le but de l'opération est d'aliéner ou de louer un ou plusieurs lots en vue de la mise en œuvre des dispositions du plan d'aménagement général afférent.

De plus, pour les autres cas de figure, l'article 106 alinéa 2 de la même loi prévoit que dans les communes disposant d'un service technique approprié, les projets de morcellement peuvent être décidés par le conseil communal sur proposition du collège des bourgmestre et échevins à condition que le projet respecte les conditions énoncées dans le même article.

De même pour les communes ne disposant pas de service technique approprié, sauf que, dans ce cas de figure, les conditions prévues à l'article 106 alinéa 3 sont distinctes.

Toutefois, les dispositions transitoires, et plus précisément l'article 108bis de la loi du 19 juillet 2004 prévoient que les dispositions des articles 105 et 106 sont suspendues et ne pas appliquées dans les communes disposant d'un plan d'aménagement général «ancienne mouture», c'est-à-dire des plans d'aménagement général approuvés par le Ministre de l'Intérieur conformément à la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, qui existent au 1er août 2005 et qui n'ont pas encore fait l'objet d'une refonte et d'une adaptation complète conformément au paragraphe 1 de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 précitée.

Suite à une jurisprudence qui a analysé le problème sus-énoncé, l'Administration du Cadastre et de la Topographie ne réalise plus de morcellements à des fins d'urbanisation sans l'autorisation préalable des autorités communales, donc dans le respect de la jurisprudence précitée.

Le législateur est en connaissance de cause de cette problématique et le projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juillet 2004 en ses articles 26 et 31, actuellement déposé auprès du Conseil d'État pour avis, prévoit la procédure et les conditions à respecter pour effectuer les morcellements à des fins d'urbanisation.

L'article 26 dudit projet de loi dispose que «le projet ou plan d'aménagement particulier «quartier existant» précède toute autorisation de construire. Toute modification de limites d'une parcelle, en vue de son affectation à la construction, couverte par un plan d'aménagement particulier «quartier existant» est décidée par le conseil communal et publiée conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988».

Et l'article 31 dispose que «en cas de fixation de nouvelles limites d'une propriété foncière par suite de lotissement en vue de son affectation à la construction, une attestation certifiant la conformité de cette fixation de limites avec le projet d'aménagement particulier «quartier existant», respectivement avec le plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» est délivrée par le bourgmestre au géomètre officiel réalisant cette opération».

Pour les plans d'aménagement «nouveau quartier» le problème ne se pose pas, vu que l'élaboration d'un PAP classique est obligatoire et règle d'avance la problématique du morcellement.

À noter encore que le morcellement a comme autre base légale l'article 815 du code civil suivant lequel «nul ne peut être contraint de demeurer dans l'indivision et le partage peut toujours être provoqué à moins qu'il n'y ait été sursis par jugement ou convention».

Il résulte que le morcellement de terrains en zones constructibles sur base de l'article 815 du code civil, par exemple en cas de succession, est parfaitement légal.

ad 2) En ce qui concerne la conformité du morcellement en zones constructibles avec le principe constitutionnel prévu à l'article 107 de la Constitution, les dispositions légales et pratiques actuelles respectent minutieusement l'autonomie communale.

En effet, les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoient l'accord du conseil communal, que ce soit sur base d'un plan d'aménagement particulier ou sur proposition du collège des bourgmestre et échevins (articles 105 et 106).

De plus, l'Administration du Cadastre et de la Topographie n'effectue pas de morcellement sans l'autorisation préalable des autorités communales.

Les dispositions contenues dans le projet de loi précité respectent évidemment l'autonomie communale, vu que les plans d'aménagement particulier en question sont toujours approuvés par la commune, et le bourgmestre délivre une attestation certifiant la conformité de la fixation de nouvelles limites avec les plans d'aménagement particuliers.

ad 3) Concernant les mentions proposées sur les extraits cadastraux telles que «sous réserve» ou «sans préjudice», il y a lieu de rappeler que sur les extraits cadastraux en question, il figure une formule de réserve qui a la teneur suivante: le(s) lot(s) figurant comme «place» ne peut(vent) être considéré(s) comme place à bâtir qu'après obtention de toutes les autorisations prévues par la loi.

Question 0044 (26.8.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **staphylocoque doré méticilline résistant (MRSA) en milieu hospitalier:**

Le staphylocoque doré est une bactérie présente sur la peau ou dans le nez d'un quart environ de la population. Dans certains cas elle peut provoquer une infection. Le staphylocoque doré méticilline résistant (MRSA) est quant à lui un staphylocoque doré contre lequel certains antibiotiques ont perdu leur efficacité, alors que certaines souches de MRSA s'avèrent résistantes à pratiquement tous les antibiotiques. Cet état des choses peut s'avérer particulièrement dangereux en milieu hospitalier, ce qui y justifie le recours à des mesures de prévention pour éviter la dissémination du MRSA.

Une émission télévisée diffusée par une chaîne publique allemande sur les germes en milieu hospitalier a fait état de pas moins de 1,5 millions de patients atteints en Allemagne, dont 40.000 morts par an suite à une infection au MRSA, alors que la situation serait beaucoup moins dramatique aux Pays-Bas, et ce grâce à des mesures d'hygiène plus strictes en milieu hospitalier (politique dite de „search and destroy"), avec un microbiologue par 250 lits et un test MRSA pour chaque personne admise.

Le projet MRSA-net est un projet EUREGIO entre les Pays-Bas et l'Allemagne visant à réduire les risques d'infections aux MRSA.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Dispose-t-on de statistiques concernant les patients atteints de MRSA et les patients décédés suite à une infection MRSA au Luxembourg?

- Quels sont les efforts réalisés au Luxembourg afin d'endiguer la prolifération de MRSA en milieu hospitalier?

- Peut-on envisager une participation luxembourgeoise à des initiatives comme le projet MRSA-net?

Réponse (1.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Afin de mieux connaître la diffusion du MRSA, une étude nationale de prévalence MRSA a été réalisée en 2003 et 2008 dans tous les établissements hospitaliers du pays. Il a été proposé à chaque patient hospitalisé le jour de l'étude d'y participer. Cette étude recherchait si les patients hospitalisés avaient du MRSA au niveau du nez, de la gorge et/ou de la peau. Une infection au MRSA est souvent précédée d'un portage de MRSA aux endroits précités.

La prévalence MRSA nationale (pourcentage de patients testés positifs au MRSA) était de 2,55% lors de l'étude 2008; elle était de 2,37% lors de l'étude 2003.

Cette valeur ponctuelle de la prévalence est représentative, alors que l'étude a englobé tous les établissements hospitaliers et plus de 96% des patients y présents le jour de l'étude. La valeur de prévalence trouvée est un taux favorable au niveau européen et international. Par exemple, la grande étude de prévalence APIC faite aux États-Unis en 2006 sur 28% de la population hospitalisée a montré un taux de prévalence MRSA de 4,6%.

On ne dispose pas de données sur le nombre d'infections MRSA au Luxembourg ni sur le nombre de décès suite à une telle infection, cette infection n'étant pas soumise à déclaration obligatoire.

Les établissements hospitaliers mettent en œuvre un programme de prévention des infections nosocomiales comprenant entre autres l'élaboration et l'actualisation régulière des plans d'hygiène pour leurs différents secteurs, la formation continue et la sensibilisation du personnel aux

pratiques destinées à limiter le plus possible les infections nosocomiales, l'analyse régulière des pratiques, la surveillance des infections nosocomiales et leur analyse en vue d'améliorations éventuelles du programme.

Les hôpitaux appuient leur lutte contre les infections nosocomiales sur un/des infirmier(s)-hygiéniste(s) (le nombre dépendant de la taille de l'hôpital) travaillant en équipe avec un médecin désigné par l'hôpital pour aider et conseiller en matière de prévention des infections nosocomiales. Comme prévu à la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, les résultats de la surveillance et le programme de prévention des infections nosocomiales sont analysés dans chaque hôpital par un comité de prévention des infections nosocomiales, qui fait des propositions à la direction.

Dans ce cadre le groupe national de guidance en matière de prévention de l'infection nosocomiale a sorti en 2002 une recommandation nationale pour la lutte contre le MRSA dans les hôpitaux aigus. Cette recommandation énumère les mesures à prendre, entre autres le dépistage des porteurs MRSA (cette recommandation a précisé des groupes à risque de portage plus élevé, chez lesquels elle recommande fortement le dépistage systématique) ainsi que l'éradication du portage chez les personnes détectées.

Elle a rappelé aussi l'importance primordiale de la désinfection des mains du personnel, afin d'éviter la contamination des mains et ainsi la transmission des germes aux patients ou au public.

Pour renforcer les efforts entrepris par les établissements et continuer et amplifier la sensibilisation des professionnels de santé, mon Ministère organise prochainement, en concertation et avec l'aide de nombreuses organisations partenaires, la première campagne nationale de désinfection des mains dans le cadre des soins de santé. Elle comporte les actions recommandées également par l'Organisation mondiale de la santé (répartition suffisante des flacons de solution hydro-alcoolique au sein de l'établissement, sensibilisation des professionnels de santé par différents moyens, formation continue, audit des pratiques avant et après campagne). Cette campagne sera présentée le 25 novembre à la presse ainsi qu'aux patients et au public, notamment dans les établissements hospitaliers.

Un autre levier important est la promotion d'un usage raisonné des antibiotiques entre autres par le feedback aux médecins des données issues du suivi des types d'antibiotiques prescrits exprimés en nombre de doses journalières, et l'information sur l'état des résistances contre les antibiotiques ainsi que la promotion des lignes directrices de traitement.

Dans ce cadre, le site web MRSA-net Twente/Münsterland constitue une source très intéressante d'informations pratiques pour les professionnels de santé, étant entendu que d'autres sources et publications contenant des informations pratiques et détaillées sont également disponibles, telles que (de façon évidemment non exhaustive) le guide pratique MRSA destiné aux institutions de soins aigus, réalisé par des praticiens belges en hygiène hospitalière.

Q18

Question 0045 (27.8.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant **les conditions de travail dans les restaurants chinois:**

Selon un article de presse dans l'hebdomadaire allemand «Der Spiegel», des bandes de passeurs assistent, souvent à l'aide de faux papiers, des centaines de cuisiniers chinois à venir en Europe. Une fois arrivées en Europe, les personnes concernées sont recrutées par des restaurants asiatiques et forcées de travailler dans des conditions extrêmement laborieuses (jusqu'à 13 heures par jour) pour un salaire largement inférieur à toute convention collective et tout salaire minimum (300-600 euros par mois).

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Y a-t-il des indices pour l'existence de telles méthodes criminelles au Luxembourg?

- Quels sont les moyens de contrôle des autorités compétentes? Combien de contrôles ont été effectués au cours de l'année passée? Quel en a été le résultat?

Réponse (21.10.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Se basant sur un article de presse paru dans un hebdomadaire allemand, l'honorable Député me demande si des faits et des méthodes tels que décrits dans l'article en question existent également au Luxembourg.

En ma qualité de Ministre du Travail et de l'Emploi et de Ministre de l'Immigration, je n'ai pas connaissance que des agissements criminels, tels que relatés dans la presse allemande, existent au Luxembourg. Or, si de tels agissements devaient exister dans un État membre de l'Union européenne, il serait pour le moins curieux qu'ils n'aient lieu que dans ce seul État membre.

Sur base de l'article 134 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, la Police grand-ducale effectue des contrôles dans le milieu des restaurants chinois au Luxembourg. Ces contrôles sont effectués soit par des unités de police, soit par des agents de l'Administration des Douanes et Accises, soit en coopération entre les deux administrations.

En 2008, la Police grand-ducale a effectué dix contrôles dans le milieu concerné, ce qui a permis de découvrir 18 personnes en situation irrégulière. L'Administration des Douanes et Accises pour sa part a contrôlé pendant la même période 144 personnes dans 52 restaurants chinois. Outre 13 infractions en relation avec l'hygiène générale, une personne a été trouvée en situation irrégulière.

Parmi ces personnes, 16 ont été placées en rétention, trois personnes ont été transférées, sur base de la réglementation Dublin vers un autre État membre de l'Union, trois autres ont été rapatriées vers la République populaire de Chine, dont un retour volontaire. Les dix autres ont été libérées, alors qu'une identification, donc un rapatriement n'ont pas été possibles.

Question 0046 (27.8.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **brouilleur de téléphones mobiles au centre pénitentiaire de Schrassig:**

Le centre pénitentiaire d'Offenbourg dans le Land de Bade-Wurtemberg dispose depuis peu d'un brouilleur ultramoderne qui permet de bloquer de façon instantanée toute communication par le biais de téléphones mobiles à l'intérieur de son enceinte. Il n'est plus besoin de rappeler que le brouilleur dont est équipé le centre pénitentiaire de Schrassig a connu depuis son installation des problèmes de mise en marche et des pannes répétées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le brouilleur dont est équipé le centre pénitentiaire de Schrassig fonctionne maintenant de manière satisfaisante?

- Quelles sommes au total ont été engagées à ce jour dans le système de brouillage actuel?

- Monsieur le Ministre connaît-il le système mis en place dans le centre pénitentiaire d'Offenbourg?

- Serait-il envisageable d'en équiper le centre pénitentiaire de Schrassig?

- Dans la négative, quelles en seraient les raisons?

Réponse (8.9.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1. Actuellement aucun système de brouillage n'est installé au centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig. Le système BAHIA21 qui a été testé en 2005 et 2006, fut abandonné en septembre 2006. Depuis lors, une analyse détaillée sur les différents systèmes de brouillage a été entamée avec le résultat que seulement une installation décentralisée pourra fonctionner de manière satisfaisante au centre pénitentiaire de Luxembourg.

2. Plus ou moins 140.000 € ont été engagés à l'heure actuelle.

3. Le système installé dans le centre pénitentiaire d'Offenbourg est le système ComStop de la société allemande EFE, qui est exactement le même système qui a été testé et perfectionné grâce aux tests de l'ILR au centre pénitentiaire de Luxembourg.

4. Il s'agit d'un système décentralisé de détection avec l'option de rajouter le brouillage. Après des tests réalisés à Schrassig, l'ILR n'a pas pu donner son feu vert à l'utilisation de la partie brouilleur à cause de la proximité de l'aéroport de Luxembourg. Depuis lors, la société EFE a amélioré ses filtres. L'installation à Offenbourg est ainsi le premier système de brouillage en Allemagne autorisé par la «Bundesnetzagentur» (institution allemande comparable à l'ILR).

5. À côté des aspects techniques, se posent toutefois encore d'autres questions liées notamment à la santé du personnel et des détenus ainsi que des considérations de coût et d'efficacité, compte tenu des prochaines générations de GSM qui vont faire leur apparition sur le marché.

6. Les services concernés sont en train de finaliser l'étude du dossier. Avant prise de décision, le soussigné entend également prendre l'avis des membres de la Commission juridique de la Chambre des Députés.

Question 0047 (28.8.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **autopsies et biopsies des mort-nés:**

Il me revient que les résultats des autopsies et biopsies des mort-nés prendraient souvent des délais d'attente considérables. En effet, certains des parents concernés attendraient les résultats de ces analyses depuis plusieurs mois.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Combien de telles analyses le Laboratoire national effectue-t-il par année?

- Pour quelles raisons ces analyses prennent-elles un tel retard?

- Sachant que les personnes concernées souffrent énormément sous le choc d'un tel évènement tragique, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les autopsies des mort-nés devraient être traitées plus rapidement afin de réduire les délais?

Réponse (1.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Il n'est pas clair si la question de l'honorable parlementaire se limite aux enfants mort-nés proprement dits, c'est-à-dire ceux ayant dépassé la 27e semaine de grossesse, ou si, puisqu'il y est question de biopsies, ce sont aussi les examens faits à la suite d'une fausse-couche qui sont visés.

Les indications de ces examens sont le dépistage d'une éventuelle insuffisance placentaire ou d'autres malformations susceptibles d'influer sur le cours d'une grossesse subséquente.

S'agissant des mort-nés proprement dits, l'examen macroscopique, permettant de détecter les malformations visibles, est effectué de suite et le résultat est communiqué par téléphone le jour même ou le lendemain au médecin prescripteur. L'examen microscopique nécessite davantage de temps pour la confection des coupes histologiques, l'interprétation de ces coupes ainsi que pour la rédaction du compte-rendu. En moyenne ce processus prend 32 jours depuis l'entrée du prélèvement au LNS.

S'agissant des examens réalisés en rapport avec une fausse-couche, la durée moyenne de communication du résultat était de 9,2 jours en 2008 et de 8,6 pour l'année en cours. En cas d'ambiguïté les coupes sont envoyées dans des centres spécialisés à l'étranger. Mais pour 3,8% des cas seulement, examinés dans un contexte de fausse-couche ces quatre dernières années, le temps de réponse total a dépassé le mois.

De 2005 à 2008 47 autopsies ont été réalisées sur des enfants mort-nés et 78 prélèvements ont été examinés suite à une fausse-couche.

J'en conclus que les délais d'attente sont moins longs que ne le suggère l'honorable parlementaire dans sa question. Il faut laisser au médecin qui réalise l'autopsie le choix des méthodes utilisées ainsi que le temps nécessaire pour procéder avec la méticulosité requise pour arriver à un résultat fiable.

Question 0048 (28.8.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **chômage des jeunes:**

Dans un article publié dans l'organe de presse électronique «Editpress - Le journal du soir» en date du jeudi 27 août 2009, le Ministre du Travail et de l'Emploi se dit soucieux de l'accroissement «drastique» des jeunes inscrits au chômage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations détaillées concernant le profil des jeunes qui sont à la recherche d'un emploi? Le chômage en question est-il essentiellement de nature conjoncturelle?

- Face à cette montée inquiétante, voire «drastique» du nombre de jeunes demandeurs d'emploi, le Ministère se propose-t-il de repenser les mesures d'accompagnement et de formation spécifiques organisées à leur intention?

Réponse (13.10.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En ce qui concerne les jeunes demandeurs d'emploi, il faut relever qu'en août de cette année 2.163 personnes âgées de moins de 26 ans étaient inscrites à l'Administration de l'emploi.

Ceci constitue une augmentation de plus de 600 unités en un an. Ce chiffre en valeur absolue est certes important, mais l'augmentation relative est comparable à celle constatée pour l'ensemble des inscrits.

Actuellement, les jeunes représentent 16,8% du total des personnes sans emploi; le taux était de 16,6% l'année dernière et de 19% en août 2007.

Sur les 841 jeunes demandeurs d'emploi de niveau inférieur, 53% sont issus de l'enseignement dit «complémentaire», 46,5% ont bénéficié d'un enseignement secondaire technique et seul 0,5% d'un enseignement secondaire, 66% ont suivi leurs études au Luxembourg et 20,4% au Portugal.

Sur les 1.115 jeunes se prévalant d'un niveau de formation moyen, 95% proviennent d'un régime de formation de type secondaire technique et 5% sont issus du régime secondaire classique. 81,5% de ces jeunes demandeurs d'emploi de niveau moyen ont fait leur dernière année d'études dans un établissement scolaire luxembourgeois.

On retient que seulement 20% (222 personnes) des jeunes demandeurs d'emploi disposant d'un niveau de formation scolaire moyen proviennent d'une classe terminale de l'enseignement secondaire: 180 de l'enseignement secondaire technique (classe de 13e) et 42 du secondaire dit «classique» (classe de 1re).

Néanmoins, près de 95% de ces jeunes ont terminé avec succès leur dernière année d'études secondaires et sont titulaires du baccalauréat. En d'autres termes, 5% ont abandonné leur classe terminale du post-primaire.

En ce qui concerne plus précisément le régime technique, on note un effectif élevé de jeunes arrêtant leurs études avant la fin du cycle d'études: 214 jeunes viennent d'une classe de 10e, 159 d'une 11e et 106 d'une 12e.

Les taux de réussite pour ces trois années d'études sont respectivement de 53%, 70% et 88%. À souligner encore que dans cette population au total quelque 350 personnes disposent d'un diplôme ou certificat équivalant au CATP.

En ce qui concerne les jeunes ayant entamé des études postsecondaires (au total 179 personnes), 147 personnes sont issues d'un régime de niveau universitaire. Une analyse plus détaillée fait ressortir que 27 personnes ont terminé avec succès une troisième année d'études universitaires et 41 personnes ont poursuivi avec succès au moins quatre années d'études.

Quant à la nature de ce chômage, il est très difficile à l'heure actuelle de différencier entre l'aspect conjoncturel et l'aspect structurel, d'autant plus qu'une majeure partie de ces jeunes n'ont jamais fait partie du monde du travail.

Pour ce qui est des mesures d'accompagnement et de formation spécifiques des jeunes demandeurs d'emploi, je me permets de renvoyer au projet de loi N°6068 concernant certaines mesures visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes que je viens de déposer en date du 25 septembre 2009.

Question 0049 (31.8.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réseau de pharmacies:**

La déclaration gouvernementale, prononcée par Monsieur le Premier Ministre le 29 juillet 2009 à la Chambre des Députés, évoque un renforcement du réseau de pharmacies et une révision de la procédure d'attribution de concessions pour pharmacies afin d'assurer une couverture appropriée dans l'intérêt de la santé publique.

Dans ce contexte, je prends la respectueuse liberté de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Combien de pharmacies supplémentaires le Gouvernement se propose-t-il de créer durant la législature 2009-2014?

Quels sont les cantons qui se verront accordés de nouvelles pharmacies?

Dans quel sens la procédure d'attribution de concessions pour pharmacies sera-t-elle révisée?

Réponse (1.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Mon Ministère poursuit depuis des années une politique continue de renforcement du réseau de pharmacies. Si l'on part d'un nombre optimal de résidents à desservir par une pharmacie, qui tourne autour de 5.000, la nécessité de ce renforcement découle de la seule augmentation de la population à travers le pays.

Pendant la législature en cours l'augmentation du nombre des officines sera sensiblement la même que sous la législature précédente, c'est-à-dire que la création de 5 à 6 officines peut être envisagée. Ces officines nouvelles seront réparties à travers tout le pays, y compris à l'Est et au Nord du pays.

Le but à atteindre par une répartition adéquate des officines doit être d'assurer à la population un service public de proximité, tout en gardant à l'œil la viabilité économique des pharmacies. L'application quasi mécanique du seul critère des 5.000 habitants par pharmacie ne conduit cependant pas à un résultat satisfaisant, alors que plusieurs paramètres, parfois contradictoires, sont à prendre en considération. L'on sait que la sollicitation de services pharmaceutiques est particulièrement forte dans les localités disposant d'une infrastructure hospitalière et par là même d'une forte densité médicale, attirant une clientèle nombreuse en provenance de toute la région. En région rurale les pharmacies doivent être réparties de façon à éviter des déplacements trop longs aux habitants, tout en assurant leur viabilité, d'où des arbitrages pas toujours faciles à faire de cas en cas.

Question 0053 (3.9.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **résultats d'autopsies de détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Un détenu vient de décéder dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Schrassig. Afin de déterminer les causes exactes de sa mort, le Parquet a ordonné, comme toujours en pareil cas, une autopsie. Or, la population n'est que rarement informée sur le résultat de ces autopsies. Dans ma question parlementaire N°1412 du 17 novembre 2006 *(cf. compte rendu N°5/2006-2007)*. je m'étais enquis du nombre de personnes décédées de 1998 à 2006 d'une overdose au sein de l'établissement pénitentiaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de détenus sont décédés dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Schrassig au cours des dix dernières années?

- Quelles sont les causes exactes ayant conduit à ces décès?

- Quel est le pourcentage de décès suite à une surdose de stupéfiants?

- Quelle est l'évolution depuis fin 2006? La lutte contre le trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig a-t-elle porté ses fruits?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Question 0055 (3.9.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **consommation de drogue au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Il y a quelques jours un détenu est décédé à la prison de Schrassig. Le décès est dû vraisemblablement à une overdose de drogues. Il s'agit du 3e mort en six mois au bloc Alpha. Il me revient que toutes ces morts sont dues à une overdose de cocaïne ou d'héroïne alors que les trois personnes étaient connues pour être des consommateurs réguliers de drogues au sein de la prison. Par ailleurs il me revient que d'autres détenus, également consommateurs de drogues, ont failli décéder d'une overdose de drogues voire des médicaments prescrits et n'ont pu être sauvés qu'in extremis.

La lutte contre le trafic de drogues au sein de la prison laisse à désirer. Les contrôles spécifiques de dépistage des drogués au sein de la prison sont effectués apparemment de façon peu systématique et peu professionnelle. Le pourcentage de drogués entrant à la prison serait de quelque 28%, le pourcentage à la sortie serait au contraire beaucoup plus élevé, de quelque 60% environ. À leur sortie ces ex-détenus risquent de se retrouver en prison uniquement du fait qu'ils ont commis des délits en relation avec leurs besoins en drogues.

Durant les années passées des chiffres assez variés, souvent contestés par la direction, circulaient quant à l'importance du phénomène du trafic et de la consommation de drogues au sein de la prison.

J'aimerais vous poser les questions suivantes dans ce contexte:

1. Pouvez-vous me confirmer la mort récente d'un détenu?

2. Quelles sont les causes de sa mort?

3. Combien de détenus sont morts à la prison ou ont dû être transportés d'urgence à un hôpital au cours de l'année 2009 alors que leur vie était en danger? Des autopsies et analyses médicales voire de police scientifique, ont-elles été effectuées pour déterminer la cause de ces décès et aggravations subites de l'état de santé des détenus en question? Quels en sont les résultats?

4. Quel est, selon la direction de la prison, le pourcentage de détenus entrant en prison et pouvant être qualifiés de drogués et quel est le même pourcentage à la sortie? Des études ont-elles été menées à ce sujet? Si oui, lesquelles et de quelle année datent-elles?

Réponse (12.11.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Au vu des liens existant entre les deux questions parlementaires en question, il y est répondu conjointement.

En ce qui concerne les décès de détenus au Centre pénitentiaire à Schrassig (CPL), les causes des 27 décès ayant eu lieu entre le 1er janvier 2000 et le 15 septembre 2009 peuvent être ventilées comme suit:

- 6 cas de pendaison (22,2%),

- 7 cas d'intoxication (25,9%),

- 6 cas pour cause indéterminée (22,2%),

- 7 cas de mort naturelle (maladie) (25,9%), et

- 1 cas pour cause d'incendie (3,7%).

Les quatre décès suspects survenus au cours de l'année 2009 rangent actuellement parmi les cas dont la cause de mort est encore indéterminée. Le décès du détenu intervenu le 1er septembre 2009, auquel l'honorable Député Jacques-Yves Henckes se réfère et qui peut donc être confirmé, fait également partie de cette catégorie alors que le résultat de l'enquête n'est pas encore connu. Le 5e décès intervenu au CPL au cours de l'année 2009 figure parmi les décès dus à une cause naturelle alors que ce détenu a succombé à une longue maladie. Tous les cas de cette catégorie sont par ailleurs des décès dus à une maladie.

Chaque décès qui survient au CPL fait l'objet d'une enquête menée par le Parquet de Luxembourg sur laquelle ni la direction du CPL, ni le Ministre de la Justice d'ailleurs, n'ont une influence. Les autopsies et analyses à effectuer suite aux décès intervenant au CPL sont du ressort des autorités judiciaires, respectivement des experts médicolégaux auxquels ces examens sont confiés par les autorités judiciaires.

Concernant la lutte contre le trafic des stupéfiants au CPL, il est à relever qu'elle est organisée en étroite coopération avec la Police grand-ducale et qu'elle porte ses fruits, bien qu'une telle lutte doive être constamment adaptée pour augmenter son efficacité. Chaque infraction constatée est systématiquement dénoncée aux autorités judiciaires.

Quant aux transports hospitaliers de détenus, il est à souligner qu'ils ne sont pas ventilés en fonction de la question de savoir s'il y a urgence ou non, alors que cette distinction impliquerait nécessairement un examen détaillé préalablement au transport lui-même, ce qui retarderait évidemment le transport et constituerait partant une mise en danger inutile de la vie ou de la santé du détenu.

En ce qui concerne les rapports entre toxicomanes à l'entrée et à la sortie du CPL, il faut relever qu'une enquête systématique sur base d'un questionnaire réalisé par le service médical du CPL révèle qu'en moyenne 40% des personnes incarcérées avouent avoir consommé, avant leur arrestation, plus ou moins régulièrement des substances illicites à des degrés et suivant des manières diverses; il s'agit donc de 240 détenus sur un total d'environ 600. Cette enquête systématique est effectuée depuis le mois de février 2009 et montre que le chiffre en question est resté constant au cours des derniers mois.

Sera également disponible à partir de l'année prochaine, dans le cadre du rapport d'activité annuel, le nombre de consommateurs sortants ayant été pris en charge et qui suivent un projet de réinsertion tel qu'une thérapie ambulatoire ou stationnaire.

Par ailleurs, en collaboration avec le CRP Santé, le questionnaire «RELIS» est rempli par les détenus consommateurs de drogues illégales afin de fournir au CRP Santé les chiffres nécessaires dans le cadre de projets effectués au niveau européen.

Question 0056 (3.9.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **manque de lits disponibles auprès de l'Institut national de chirurgie et de cardiologie interventionnelle (INCCI):**

Il s'avère qu'à l'heure actuelle des citoyens, victimes de crises cardiaques, au nord du pays ne peuvent pas être transportés en urgence et soignés directement à l'INCCI et ce en raison d'un manque de lits disponibles. Il en résulte qu'un séjour temporaire de durée non précisée à l'Hôpital d'Ettelbruck est de mise pour les personnes concernées, sans que les soins appropriés ne puissent être prodigués en urgence.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce que le Gouvernement est au courant de telles situations qui mettent gravement en danger la vie des patients concernés?

- Est-ce que le manque de lits disponibles à l'INCCI est «permanent» ou s'agit-il d'une situation tout à fait exceptionnelle?

- En tout état de cause, quels sont les moyens que le Gouvernement entend déployer afin d'assurer une prise en charge immédiate des victimes de crises cardiaques par l'INCCI et cela quel que soit le lieu de résidence des victimes concernées?

Réponse (8.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député s'enquiert de la prise en charge médicale des patients qui sont victimes, dans le nord du pays, d'une crise cardiaque, et affirme qu'en raison d'un manque de lits ces patients ne seraient pas toujours directement transférés vers l'INCCI pour y être traités.

Je voudrais d'emblée rappeler que le plan hospitalier national, mis en vigueur par règlement grand-ducal du 13 mars 2009, prévoit, en ce qui concerne l'INCCI, une augmentation du nombre de lits de 15 à 20. La création de ces cinq unités nécessite toutefois une extension du site actuel.

Toujours est-il que dans l'attente de la réalisation de l'agrandissement de l'ouvrage existant, l'INCCI vient de procéder à une transformation interne de son bâtiment de sorte que la capacité en lits vient d'être augmentée de deux unités.

Dans le cadre de ses activités de cardiologie interventionnelle, l'INCCI dispose également d'une salle de surveillance pré- et post-coronarographie. De surcroît, les patients de l'INCCI peuvent encore être dirigés vers les lits de cardiologie intensive implantés au Centre Hospitalier de Luxembourg.

Cela étant, pour pouvoir procéder à une coronarographie (avec dilatation coronarienne le cas échéant) en grande urgence, l'INCCI admet immédiatement les patients victimes d'une crise cardiaque, quitte à devoir régler l'attribution du lit d'hospitalisation et/ou de surveillance intensive postérieurement à l'admission.

Contacté par mes services, le directeur de l'INCCI est formel pour affirmer ne pas avoir eu connaissance de cas où, en présence d'indications de grande urgence, une

admission immédiate à l'INCCI aurait été refusée. De leur côté, ni les médecins spécialistes en cardiologie, ni ceux en anesthésie de l'Hôpital St-Louis d'Ettelbruck, n'ont eu connaissance de tels refus portant sur un transfert immédiat vers l'INCCI, et qui auraient été prononcés au motif d'un manque de lits disponibles.

Je ne suis dès lors pas en mesure de partager l'inquiétude exprimée par Monsieur le Député, étant donné que l'enquête diligentée par mes services n'a pas révélé d'anomalies dans la prise en charge médicale de patients, victimes d'une crise cardiaque dans le nord du pays.

Question 0057 (8.9.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**ergothérapie:**

Le règlement grand-ducal du 15 février 2002 concernant les ergothérapeutes règle:

1) les études en vue de l'obtention du diplôme d'ergothérapeute.

2) les modalités de reconnaissance des diplômes étrangers.

3) l'exercice de la profession d'ergothérapeute.

Malgré la reconnaissance de cette branche liée étroitement à l'exercice médical, les actes et les services issus de l'ergothérapie ne sont pas pris en charge par l'assurance maladie, du moins en ce qui concerne l'exercice en milieu libéral (une séance d'une heure étant facturée à 60 euros sans remboursement).

J'aimerais de ce fait poser les questions suivantes:

- Y a-t-il eu depuis 2002 une démarche des ergothérapeutes auprès de l'UCM (actuellement CNS) concernant une convention conformément à l'article 61 du Code des assurances sociales?

- Pourquoi n'y a-t-il pas de nomenclature? (article 65 du CAS).

Réponse (21.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En réponse à sa question parlementaire, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que conformément à l'article 65, alinéa 7 du CSS, les membres effectif et suppléant représentant l'Association luxembourgeoise des ergothérapeutes diplômés a.s.b.l. (ALED) au sein de la commission de nomenclature ont été nommés par arrêté ministériel du 18 mai 2009.

Un ensemble de documents consistant dans une description de l'activité de l'ergothérapeute dans le cadre de la prévention, de la rééducation et de la réadaptation, d'une première proposition d'actes d'ergothérapie pouvant éventuellement figurer dans une nomenclature et d'une annexe consistant dans un relevé d'extraits de documents collectés à l'étranger (notamment en Suisse et en Allemagne) a été soumis à Monsieur le Président de la commission de la nomenclature. Celui-ci se propose de mettre la problématique à l'ordre du jour d'une des prochaines réunions de ladite commission.

Question 0058 (8.9.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **commémoration du 70e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk:**

Il ressort d'une communication du Gouvernement que:

«Le 1er septembre 2009, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, Nicolas Schmit, représente le Gouvernement luxembourgeois à la commémoration du 70e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk.

À cette commémoration participent notamment la chancelière allemande Angela Merkel, le Premier Ministre français, François Fillon, le Premier Ministre de la Russie, Vladimir Poutine, le Premier Ministre des Pays-Bas, Jan Peter Balkenende, la Premier Ministre de l'Ukraine, Ioulia Tymochenko, et le Premier Ministre de l'Italie, Silvio Berlusconi.

En tout, 19 chefs de Gouvernement assistent à cette cérémonie qui marque le 70e anniversaire de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne.»

Il me semble que la commémoration officielle du début de la Deuxième Guerre mondiale et à laquelle 19 chefs de Gouvernement ont tenu à participer personnellement aurait largement mérité la présence du Premier Ministre luxembourgeois ou du moins celle du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères.

Il n'est sans doute pas nécessaire de souligner ici l'importance de la Deuxième Guerre mondiale pour notre patrie ou de rappeler les innombrables souffrances du peuple luxembourgeois pendant cette guerre.

Monsieur le Premier Ministre peut-il expliquer à la Chambre des Députés pourquoi le Gouvernement ne s'est fait représenter à cette importante cérémonie que par un Ministre n'ayant pas une compétence de représentation générale de l'État selon les règles du Droit international public, à savoir le Ministre du Travail, au lieu de veiller à une représentation protocolaire adéquate, à savoir au niveau du Premier Ministre ou du Ministre des Affaires étrangères?

Réponse (8.10.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En raison de la préparation des réunions de l'Eurogroupe et de l'Ecofin du 2 septembre à Bruxelles, le Premier Ministre n'a pas pu assister à la cérémonie de commémoration du 70e anniversaire du déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale. Le Premier Ministre a veillé à informer personnellement son homologue polonais de ce contretemps provoqué par l'organisation par la Présidence suédoise du Conseil d'une réunion extraordinaire de préparation du G20.

Or, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères n'était pas en mesure d'assister à la cérémonie puisqu'il effectuait une visite de travail en Serbie les 1er et 2 septembre 2009.

Par ailleurs, la fiche en annexe montre que le Luxembourg ne fut pas le seul pays à ne pas être représenté par son Chef de Gouvernement. En effet, sur les 27 États membres de l'Union européenne, seul quatorze États membres furent représentés par leur Chef de Gouvernement, alors que les autres États membres furent représentés au niveau ministériel, par un Secrétaire d'État ou encore par leur Ambassadeur.

August 31th, 2009

The celebrations commemorating the 70th anniversary of the outbreak of World War II

(voir tableau haut de page)

	List of countries	Confirmed participants
1	Albania	Sali Berisha Prime Minister
2	Australia	Allan Griffin Minister of Veterans' Affairs
3	Austria	Werner Faymann Chancellor of Austria
4	Belarus	Siarhiej Sidorski Prime Minister
5	Belgium	Pieter De Crem Minister of Defence
6	Bulgaria	Boyko Borissov Prime Minister
7	Canada	Gregory Francis Thompson Minister of Veterans' Affairs
8	Croatia	Jadranka Kosor Prime Minister
9	Cyprus	Titos Christofides Secretary of State to the President
10	Czech Republic	Jan Fischer Prime Minister
11	Denmark	Hans Michael Kofoed-Hansen, Ambassador in Warsaw
12	Estonia	Andrus Ansip Prime Minister
13	Finland	Matti Vanhanen Prime Minister
14	France	François Fillon Prime Minister
15	Germany	Angela Merkel Chancellor of Germany
16	Greece	Gabriel Coptsidis, Ambassador of the Hellenic Republic
17	Hungary	Peter Balazs Minister of Foreign Affairs
18	Ireland	
19	Iceland	
20	Israel	Yuli Edelstein Minister of Diaspora Affairs
21	Italy	Silvio Berlusconi Prime Minister
22	Latvia	Valdis Dombrovskis Prime Minister
23	Lithuania	Andrius Kubilius Prime Minister
24	Luxembourg	Nicolas Schmit, Minister of Labour
25	Malta	Gaetan Naudi, Ambassador in Warsaw
26	Netherlands	Jan Peter Balkenende Prime Minister
27	New Zealand	Judith Collins Minister of Veterans' Affairs, Police and Corrections
28	Norway	
29	Portugal	
30	Romania	Emil Boc Prime Minister
31	Russia	Wladimir Putin Prime Minister
32	Serbia	Mirko Cvetković Prime Minister
33	Slovakia	Dušan Čaplovič Vice Prime Minister
34	Slovenia	Borut Pahor Prime Minister
35	Spain	Francisco Femández Fábregas, Ambassador in Warsaw
36	Sweden	Fredrik Reinfeldt Prime Minister
37	Turkey	
38	Ukraine	Julia Tymoszenko Prime Minister
39	United Kingdom	David Miliband Minister of Foreign Affairs
40	United States of America	William Perry, Former Secretary of Defence
41	President of the European Parliament	Jerzy Buzek President of the European Parliament
42	President of the European Commission	

Question 0059 (8.9.2009) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* et de **M. Jean Huss** *(déi gréng)* concernant la **structure d'accueil pour toxicomanes à Esch-sur-Alzette et Ettelbruck:**

Dans le cadre de l'implantation de la structure définitive d'accueil pour personnes toxicomanes «Tox-in» à Luxembourg-Ville, le Ministère de la Santé vient d'annoncer que des projets similaires étaient en voie de planification pour les Villes d'Esch-sur-Alzette et Ettelbruck.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut nous donner de plus amples informations concernant les délais de réalisation et de prise en fonction de ces structures ?

2. Est-ce qu'il existe un projet concret concernant l'implantation d'une telle structure à Ettelbruck ou dans la «Nordstad»? Est-il prévu d'associer les communes à l'élaboration de ce projet?

3. Est-ce que des structures d'accueil pour personnes toxicomanes s'imposent dans d'autres villes du pays?

4. Le Ministère de la Santé a instauré un groupe de travail sur l'évaluation des besoins pour aider plus efficacement sur le terrain les toxicomanes. Ce groupe de travail a-t-il terminé ses enquêtes et quelles sont les conclusions qu'il a tirées de ses travaux?

Réponse (2.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

De prime abord je voudrais informer les honorables parlementaires qu'il existe depuis 1989 une offre à Esch-sur-Alzette faite aux toxicomanes, qui est assurée par l'antenne que Jugend-an Drogenhëllef entretient dans cette ville. Cette offre a été progressivement élargie et comprend désormais l'échange de seringues, le traitement par substitution, un service de consultation avec prise en charge ainsi qu'un service couvrant des besoins primaires (douche, tasse de café, etc.).

Le projet de création d'un centre d'accueil de nuit pour personnes toxicomanes à Esch-sur-Alzette est en cours de planification. Étant donné que l'accord existe de la part de la Ville d'Esch-sur-Alzette pour la mise en place d'une telle offre, les travaux de construction devraient pouvoir commencer en 2010. Cette structure sera complétée progressivement par les autres offres bas seuil, en concertation étroite avec les autorités de la ville.

Il existe depuis 2002 une offre de prise en charge spécialisée pour personnes toxicomanes à Ettelbruck et les données relatives à la fréquentation du service visé témoignent d'une demande réelle et croissante. Étant donné que l'expérience a montré que le développement de services dans un domaine sensible tel que l'encadrement de personnes toxicomanes gagne à être assuré de façon différenciée et progressive, il est prévu dans un premier temps de mettre en place une offre de réduction des risques, des dommages et des nuisances par le biais d'une extension des services de la Fondation Jugend-an Drogenhëllef. Cette mesure sera par ailleurs inscrite dans le projet de stratégie et de plan d'action gouvernemental 2010-2014 en matière de lutte contre les drogues et les toxicomanies.

Sur base des résultats obtenus et des besoins constatés, l'offre pourra être complétée en concertation avec la ou les communes d'implantation en question. Cette même approche a par ailleurs été adoptée lors du développement des structures à Luxembourg-Ville et à Esch-sur-Alzette.

Le plan d'action national en matière de lutte contre les drogues et les toxicomanies 2010-2014 prévoira la création à Esch-sur-Alzette d'une structure d'accueil pour toxicomanes ainsi que le développement d'une offre de réduction des risques, dommages et nuisances à Ettelbruck. Il est, pour des raisons évidentes, prématuré à l'heure actuelle de se prononcer sur l'impact de ces mêmes mesures et sur l'évolution des besoins d'ici 2014.

Le groupe de travail auquel font référence les honorables Députés œuvre dans le cadre de l'élaboration de la stratégie d'action 2010-2014. Les recommandations de ce groupe serviront de base à la conceptualisation du volet de la réduction de la demande du plan d'action en question, dont la teneur sera présentée au public suite à sa finalisation.

Question 0060 (9.9.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **noms et prénoms figurant sur les titres de voyage, cartes d'identité et autres documents de l'État civil:**

D'après mes Informations, de nombreuses femmes d'origine russe ayant acquis la nationalité luxembourgeoise rencontrent des difficultés au moment où elles font leur demande pour obtenir le passeport luxembourgeois. Le problème réside dans le fait que les passeports mentionnent le nom de jeune fille de ces femmes. Si cela ne pose pas de problèmes pour celles qui n'ont jamais été mariées, l'affaire est tout autre pour les divorcées remariées à des luxembourgeois notamment si elles ont choisi de garder le nom de leur ex-conjoint après leur divorce. En effet, et sauf erreur, d'après la législation russe, les femmes mariées

peuvent acquérir le nom de leur conjoint au moment de leur mariage et perdent partant définitivement leur nom de jeune fille. Elles continuent à porter le nom de leur conjoint même en cas de divorce.

Lorsque ces femmes s'installent dans notre pays voire s'y marient et ont des enfants, tous les documents officiels, à commencer par la carte de séjour en passant par l'acte de mariage et les actes de naissance des enfants ne reprennent pas le nom de jeune fille originaire de ces concernées, mais celui qu'elles se sont vues attribuer lors de leur premier mariage.

Les documents accordant la nationalité luxembourgeoise reprennent par ailleurs ce dernier nom, même si parfois le nom de jeune fille originaire y est également mentionné.

Il résulte de ce qui précède que la plus grande insécurité juridique règne en la matière puisque divers documents officiels renseignent des noms de famille différents. Les personnes concernées craignent de rencontrer des problèmes lorsqu'elles décident de se rendre à l'étranger, notamment de rendre visite à leurs parents restés en Russie. Le problème se pose de manière plus exacerbée pour les femmes qui ont également des enfants issus de leur premier mariage. Les documents de voyage de ces enfants, établis par les autorités russes, risquent de renseigner un autre nom de famille de leur mère que ceux des enfants issus du mariage luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, de Monsieur le Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Si le Gouvernement est au courant de cet état de choses?

- Dans l'affirmative, quelles sont les solutions que le Gouvernement entend proposer notamment à court terme afin de clarifier la situation juridique des personnes et familles concernées?

Réponse commune (20.10.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

En vertu de l'article 3 du Code civil, les nom et prénoms d'une personne relèvent du statut personnel qui est régi par sa loi nationale. Dès lors, nos autorités doivent appliquer aux résidents étrangers la loi de leur(s) pays d'origine et aux Luxembourgeois le droit luxembourgeois.

Lorsque l'étranger s'installe au Grand-Duché, le titre de séjour est établi au nom du conjoint lorsque le passeport étranger indique ce nom. Dans le cas où l'étranger demande la nationalité luxembourgeoise, les documents établis dans la procédure de naturalisation mentionnent le nom du conjoint qui est suivi du nom porté au moment de sa naissance.

Dans l'hypothèse où la personne naturalisée demande un passeport luxembourgeois, ce document est établi au nom de naissance en application de la loi du 6 fructidor an II portant qu'aucun citoyen ne pourra porter de nom ou prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance.

Sur demande spéciale, le nom du conjoint peut être ajouté sur une page additionnelle (page d'observation) du passeport luxembourgeois à condition que le mariage ainsi que les nom et prénoms du conjoint aient été dûment ajoutés au registre du Répertoire national des personnes immatriculées. Tel pourrait également être le cas pour des personnes divorcées lorsqu'elles conservent le droit d'employer le nom de leur conjoint divorcé.

Dans le cas décrit par l'honorable Député, le nom figurant dans le passeport luxembourgeois peut être rectifié lorsque la personne concernée présente à la commune de résidence ou au Ministère des Affaires étrangères un acte de naissance certifié conforme qui comporte une mention ultérieure suivant laquelle celle-ci porte le nom du conjoint divorcé.

D'une manière générale, l'existence de documents officiels mentionnant des noms différents pour une même personne ne favorise pas la sécurité juridique et peut être à l'origine de problèmes d'identification au niveau des personnes. Avec la multiplication des cas de double ou multiple nationalités, des situations risquent de se présenter où le passeport étranger et le passeport luxembourgeois d'une même personne sont établis à des noms différents.

Dans un souci de renforcer la sécurité juridique et de prévenir des problèmes d'identification, le Gouvernement envisage de légiférer. En ce qui concerne les personnes naturalisées, l'objectif est de garantir que les différents documents administratifs concernant une même personne indiquent le même nom.

Question 0061 (9.9.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**attaque aérienne en Afghanistan:**

En marge d'une réunion du type Gymnich qui s'est tenue du 4 au 5 septembre 2009 à Stockholm, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a vivement critiqué un raid aérien qui avait été effectué vendredi dernier par les forces de l'OTAN contre des camions-citernes capturés préalablement par les talibans. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a également demandé qu'une enquête soit faite sur cette opération militaire, ceci d'ailleurs à un moment où les autorités responsables sur place en avaient déjà décidé ainsi. Tous les responsables politiques et militaires de l'Alliance atlantique regrettent unanimement que cette opération ait été accompagnée de pertes civiles.

Cette attaque aérienne avait été sollicitée par le commandant du camp militaire allemand de Kunduz. Celui-ci, tenant compte des attaques incessantes dont ses troupes font l'objet, de la situation généralement instable dans la région et des éléments d'information concrets à sa disposition, était arrivé à conclure que la capture de ces camions par des forces ennemies constituait une menace potentielle contre ses propres forces.

En évaluant cette mesure, il faut tenir à l'esprit que, par le passé, des camions-citernes, respectivement des camions bourrés d'explosifs ou de matières hautement inflammables ont déjà été utilisés dans des attaques terroristes, par exemple au Liban, causant parfois des centaines de morts, y inclus dans la population civile.

Il y a également lieu de noter que les talibans renforcent actuellement leurs attaques contre les troupes allemandes sur place et ce sans doute aussi dans le contexte de la campagne électorale en cours dans notre pays voisin.

Compte tenu de ces éléments, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères n'estime-t-il pas qu'une opération de l'OTAN, comme celle conduite actuellement en Afghanistan, ne peut réussir que si les Alliés font preuve de solidarité et ne se critiquent pas mutuellement en public, et ce notamment en l'absence de renseignements complets et vérifiés comme par exemple dans le cas actuel où les résultats d'enquêtes en cours ou annoncées ne sont même pas encore connus?

2. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères est-il d'avis que les soldats alliés en Afghanistan méritent le soutien des autorités politiques de l'Alliance dans l'exercice de leur périlleuse mission? Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'un commandant militaire allié a le droit de protéger ses troupes par des mesures préventives si les éléments de renseignement à sa disposition indiquent un danger grave pour les troupes lui confiées?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères aurait pris des positions similaires à celles qu'il a adoptées à Stockholm si des soldats luxembourgeois avaient été stationnés dans le camp militaire de Kunduz?

Réponse (18.9.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Le raid aérien effectué par l'OTAN en Afghanistan, dans la province du Kunduz, le 4 septembre 2009, a suscité une émotion considérable dans la communauté internationale, y compris parmi les Ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'UE, réunis en conseil informel à Stockholm au même moment. Ainsi, à côté de moi-même, le représentant de la présidence suédoise du Conseil, M. Carl Bildt, tout comme MM. Kouchner (France) et Miliband (Royaume-Uni) ont fait part, parmi d'autres, de leur préoccupation.

1. L'effectif militaire international engagé en Afghanistan a une mission extrêmement difficile, celle de gagner la paix dans un pays ravagé par trente ans de guerre larvée ou ouverte. Il va sans dire, cependant que l'activité militaire doit se plier aux règles internationalement fixées et acceptées qui assurent la protection de la population civile dans un conflit armé. Poser des questions légitimes face à des actions militaires susceptibles d'avoir fait des victimes innocentes ne s'apparente point à une absence de solidarité entre alliés. Cela relève plutôt de l'obligation sacrée qu'a tout État de droit de faire respecter les règles internationales y compris celles en vigueur en cas de conflit militaire. Je note que, concernant le raid aérien du 4 septembre, l'instauration d'une commission d'enquête témoigne, si besoin en était, du sérieux de l'incident.

2. Les militaires et civils, afghans et non-afghans, engagés dans la reconstruction d'un Afghanistan démocratique, ont payé un lourd tribut ces dernières années. Ces hommes et ces femmes méritent notre plus profond respect et tout notre soutien. Cela d'autant plus, nous le savons depuis le 11 septembre 2001 au plus tard, que notre sécurité ici dépend aussi de la restauration d'un État de droit en Afghanistan. À ce titre, tout a été fait pour assurer aux militaires les conditions d'exercer leur difficile mission en leur garantissant le degré de sécurité le plus élevé. Il est bien entendu, toutefois, que cette sécurité ne saurait s'exercer aux dépens de la population civile, celle-là même que nous prétendons protéger.

3. En tant que Ministre et en tant que Luxembourgeois je défends les intérêts de mes compatriotes et de mon pays où que ce soit et je suis particulièrement sensible au sort des Luxembourgeois exposés à des situations dangereuses au service de l'État et au service de la paix. Cela étant, j'estime que toutes les vies humaines, quelles soient luxembourgeoises, allemandes, afghanes ou autres, sont précieuses et doivent être protégées et préservées par tous les moyens. Donner à penser le contraire, reviendrait à nier les principes justes et généreux pour lesquels des milliers de personnes ont laissé leur vie en Afghanistan et ailleurs.

Question 0062 (9.9.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **vaccin contre le cancer du col utérin:**

Über den Nutzen der Impfung gegen Halsmutterkrebs wird unter Medizinern noch heftig diskutiert. Desweilen wurden die Ergebnisse einer groß angelegten Studie in den USA zu Nebenwirkungen veröffentlicht. Bei Auswertung der Daten von 12.424 geimpften Frauen wurden 6 Prozent schwere Nebenwirkungen festgestellt, unter anderem Ohnmachtsanfälle, Blutgerinnsel, starke allergische Reaktionen und Autoimmunstörungen. Es hat auch 32 Todesfälle gegeben.

Deshalb möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Sind dem Gesundheitsministerium schon Fälle mit schweren Nebenwirkungen bekannt?

2) Wie viele Mädchen wurden derweil schon geimpft?

3) Wie viel kostet durchschnittlich eine Impfung pro Person?

4) Ist angesichts der umstrittenen Impfung, das Gesundheitsministerium der Meinung die Impfkampagne gegen Halsmutterkrebs weiterzuführen?

5) Wäre es nicht legitim die Leute über mögliche schwere Nebenwirkungen zu informieren?

Réponse (14.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Depuis le début de la campagne de vaccination, c'est-à-dire mars 2008, jusqu'à fin juillet 2009, 25.079 vaccins ont été administrés.

Le coût du vaccin est de 105,60 € hors TVA.

Des effets secondaires sérieux, tels que ceux dont fait état l'honorable Parlementaire, n'ont pas été rapportés à mes services. Je n'ai dès lors pas l'intention d'arrêter le programme.

Comme tous les médicaments, les deux vaccins utilisés en l'occurrence, à savoir Cervarix et Gardasil, sont suivis de façon très stricte sur le plan international. Les notices pour le public sont, s'il y a lieu, réadaptées en fonction des incidents signalés.

Il appartient au médecin d'informer son patient sur les effets indésirables possibles, figurant sur la notice. En l'occurrence les effets indésirables les plus fréquents sont des réactions au site d'injection, telles que douleurs, rougeurs, gonflement, et éventuellement de la fièvre.

Question 0063 (9.9.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**information médicale:**

D'Patienten hunn e Recht op eng neutral, novollzéibar a qualitativ heichwäerteg Informatioun iwwer Krankheeten, Behandlungen a Medikamenter. Nëmmen esou kënne se gutt informéiert Entscheedungen huelen.

No enger däitscher Etüd ass all drëtte Patient duerch d'Packungsbäilag vu Medikamenter veronséchert. D'Informatioune wäre weder ze liesen nach ze verstoen.

Dës Problematik gëtt nach verschäerft duerch d'Offer vu Medikamenter um Internet. Och d'Mobilitéit vun de Patienten, déi sech duerch d'ganz europäesch Unioun kënne behandele loossen, werft de Problem vun der Informatioun op, zum Beispill iwwer hir spezifesch Rechter am Land wou se medezinesch versuergt ginn.

Duerfir géif ech gären dës Froen un den Här Gesondheetsminister riichten:

1. Wat fir Moossnamen denkt de Minister ze huelen, fir datt d'Patienten am Allgemenge besser informéiert ginn?

2. Wat envisagéiert de Minister ze ënnerhuelen, fir spezifesch d'Informatiounen iwwert d'Medikamenter ze verbesseren, och mam Bléck op déi besonnesch Sproochesituatioun am Land?

3. Wat ass virgesinn, fir d'Patiente besser iwwer hir Rechter opzeklären, souwuel bei Behandlungen am Land wéi och am Ausland?

Réponse (14.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Den éierewärten Deputéierte schwätzt d'Packungsbäilage vun de Medikamenter un, deenen hir Informatioune laut enger däitscher Etüd, op déi hie sech berifft, «weder ze liesen nach ze verstoen» wieren.

D'Informatiounen, déi op der Packungsbäilag vum Medikament stinn, sinn zimlech strikt duerch eng europäesch Direktiv geregelt, déi och am lëtzebuergesche Recht iwwerholl ginn ass. Den Text vun där Bäilag ass en Deel vun der „autorisation de mise sur le marché". Lëtzebuerg erkennt déi Genehmegungen un, déi entweder zentral fir déi ganz EU oder an engem Nopeschland erdeelt ginn, wann den Antragsteller sech zum Beispill op eng belsch oder däitsch Genehmegung berifft.

D'Bäilag muss entweder op Franséisch, Däitsch oder Lëtzebuergesch verfaasst sinn. Déi Quantitéiten, déi e grousse Laboratoire op Lëtzebuerg liwwert, sinn esou kleng, datt et illusoresch wier eng Beschréftung op Lëtzebuergesch ze verlaangen. Datselwecht gëllt

fir all aner Ännerung vun der Bäilag.

Eng europäesch Direktiv gesäit vir, datt d'Packungsbäilag engem „Liesbarkeetstest" muss ënnerworf ginn. Den Test muss vum Produzent vun deem Land virgeholl ginn, wou d'Medikament fir d'éischt op de Maart kënnt, fir Lëtzebuerg also meeschtens d'Belsch, Däitschland oder Frankräich. Den Test soll mat enger Zilgrupp vu Leit duerchgefouert ginn, déi als Konsumente vun deem Medikament a Fro kommen.

D'Informatiounen op der Packungsbäilag si besonnesch wichteg bei deene Medikamenter, déi méi grouss Niewewierkunge kënnen hunn. Déi Medikamenter sinn awer och all rezeptflichteg. Ech ginn dovun aus, an den éierewäerten Deputéierten, dee selwer Dokter ass, ass bestëmmt do mat mer averstan, datt e gewëssenhaften Dokter am Kader vu senger Informatiounsflicht säi Patient voll opkläert iwwert d'Medikament, wat hien him verschreift, esou datt en net op d'Packungsbäilag ugewisen ass. Datselwecht gëllt och fir den Apdikter, deen dem Patient d'Medikamenter gëtt.

Wat d'Verschécke vu Medikamenter ubelaangt, déi iwwer Internet bestallt ginn, esou huet en Uerteel vum europäesche Geriichtshaff déi Praxis erlaabt, awer nëmme fir net rezeptflichteg Medikamenter. Wann also e Lëtzebuerger sech e Medikament iwwert dee Wee verschaaft, kënnt et sinn, datt d'Beschréftung nëmmen, zum Beispill, op Englesch oder Hollännesch ass. Ma de Patient weess jo dann, wat e mécht, a muss sech den eventuelle Konsequenze bewosst sinn. Ma ech widderhuelen, datt déi net rezeptflichteg Medikamenter normalerweis och méi onbedenklech sinn.

Question 0064 (9.9.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **Centre d'Intervention dans la rue Glesener:**

Un rapport établi par des experts allemands sur l'état et la sécurité du Centre d'Intervention situé dans la rue Glesener à Luxembourg-Ville a relevé bon nombre de risques et de déficiences. Il incombe à la Ville de Luxembourg, en tant que propriétaire, d'entreprendre les travaux nécessaires pour assurer la sécurité du bâtiment. Tout en saluant le fait que les travaux de rénovation soient en cours, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que le bâtiment en soi est approprié pour accueillir un Centre d'Intervention principal de la police, étant donné que ledit rapport a également relevé un accès trop facile pour personnes non autorisées?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'accès aux garages de l'immeuble en question devrait être réservé exclusivement aux agents de la police ainsi qu'aux personnes convoquées au Centre d'Intervention?

Réponse (20.10.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Depuis la réorganisation de la Police grand-ducale, l'État a repris les surfaces antérieurement mises à disposition du Commissariat central de la Police par la Ville de Luxembourg, en location pour la Circonscription régionale de la Police de Luxembourg. Le parking public situé en dessous du bâtiment, et malgré de nombreuses réclamations de la part de la Police, n'a jamais fait partie du contrat de location.

Suite au rapport établi par les experts allemands sur l'état de la sécurité du bâtiment, des modifications et mesures de sécurité importantes ont été prises.

Cependant, vu l'état général du bâtiment, le Gouvernement a décidé de loger la Région de Luxembourg à moyen terme dans le bâtiment administratif de la Police grand-ducale à Verlorenkost. Actuellement, des études de transformation et d'extension du bâtiment sont en cours.

Question 0065 (9.9.2009) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**inscription à l'Université de Luxembourg**:

À plusieurs reprises, il m'est parvenu que les étudiants désireux de s'inscrire à l'Université du Luxembourg sont confrontés à des obstacles administratifs quant à leur inscription.

Conformément à la loi du 29 mai 2009 relative à «L'abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original», il devrait désormais être possible de procéder à l'inscription en présentant de simples copies des documents administratifs requis. Selon cette loi «La certification conforme à l'original de la copie d'un document délivré par une autorité administrative luxembourgeoise ou d'une autorité administrative d'un autre État membre de l'Union européenne (...) ne peut être exigée».

- Pourtant, selon mes informations, les services d'inscription de l'Université du Luxembourg ne semblent pas appliquer cette loi. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cette situation? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent cet état des choses? Comment est-ce que Monsieur le Ministre entend intervenir auprès de ces services?

- Est-ce que l'Université du Luxembourg et les services en question ont été suffisamment informés sur les dispositions de cette loi? Quelles ont été les démarches entreprises afin de les rendre attentifs sur ce changement législatif important?

Réponse (15.10.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire N°65 de l'honorable Député Marc Angel, j'ai l'honneur de vous apporter les précisions suivantes:

L'inscription des étudiants à l'Université du Luxembourg se fait selon les dispositions de la loi du 29 mai 2009 relative à l'abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original.

Il est donc possible de s'inscrire à l'Université du Luxembourg en présentant de simples copies des documents administratifs requis.

Question 0067 (11.9.2009) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **Centre national de littérature:**

Par l'achèvement des travaux de rénovation de la Maison Becker-Eiffes, le Centre national de littérature (CNL) disposera sous peu d'une nouvelle annexe. Dans ces locaux supplémentaires ont été aménagés des bureaux, une salle de réunion ainsi que des dépôts climatisés pour la conservation des documents.

D'après mes informations, le projet de l'annexe du CNL aurait connu quelques difficultés lors de sa réalisation, retardant considérablement son ouverture.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quand la nouvelle annexe du CNL sera-t-elle définitivement mise en service?

2. Quelles étaient les raisons du retard?

3. Quel est le coût global des travaux de rénovation de la Maison Becker-Eiffes?

4. Considérant que le Café littéraire n'est actuellement ouvert que lors de réceptions ponctuelles, est-ce qu'un aménagement de ces locaux en véritable café-restaurant, exploité professionnellement, ne pourrait pas contribuer à une augmentation des rencontres et échanges au CNL?

Réponse commune (13.10.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture* et de ***M. Claude Wiseler,*** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir quelques informations sur les travaux de rénovation de la Maison Becker-Eiffes, l'annexe du Centre national de littérature (ci-après le «CNL»).

En ce qui concerne en premier lieu la date de la mise en service définitive de l'annexe, il y a lieu de préciser, d'une part, que les bureaux situés dans cette annexe ont été finalisés vers la mi-janvier 2009 alors que, d'autre part, les archives ou dépôts climatisés ont été mis en service en début juin 2009. Enfin, le réaménagement des alentours est actuellement en cours. L'inauguration des lieux par les Ministres de la Culture et des Travaux Publics est fixée à la date du 22 octobre 2009.

Concernant en deuxième lieu les raisons du retard, l'on précise tout d'abord que les premiers problèmes se sont manifestés en 2005 au cours des travaux de terrassement et de reprises en sous-œuvre où il s'est avéré que le sol était gorgé d'eau. Bien que des études de sols aient été effectuées préalablement, ce problème avait été sous-estimé par les bureaux d'études. En concertation avec un bureau spécialisé, la décision a été prise par la suite de procéder à l'aménagement de fondations sur micropieux. En considération des frais engendrés par ces mesures et afin de respecter le budget alloué, le projet a dû être modifié en conséquence. Ainsi, l'espace devant servir de jonction entre le CNL et la Maison Becker-Eiffes a dû être réduit et les niveaux ont été adaptés. En outre, une modification de l'autorisation de bâtir a été nécessaire et de nouveaux bordereaux de soumission ont dû être élaborés de sorte que le projet a connu une interruption de neuf mois environ.

Quant à la question soulevée en troisième lieu relative au coût du projet, le devis de 2001 s'élevant à 2.850.000 € a été adapté à l'indice des prix à la construction de sorte que le budget tel qu'inscrit à la loi budgétaire de 2009 correspondant à 3.250.000 € sera respecté, et ce en dépit de travaux supplémentaires non prévus à l'origine, à savoir la réfection du parking suite aux dégâts subis par le chantier, l'aménagement de nouveaux raccordements aux réseaux urbains et l'adaptation des alentours suite à la modification prémentionnée du projet.

Pour ce qui est du Café littéraire, rappelons que l'idée d'un Café littéraire sous gestion autonome a son origine dans les documents annexes au Projet de loi N°3462 relatif au réaménagement de la Maison Servais à Mersch dans l'intérêt du Centre national de littérature, y compris l'aménagement des abords, la construction d'un logement de service, l'acquisition des équipements nécessaires et la fourniture de mobilier. Or, faire fonctionner le Café littéraire en tant que café-restaurant exploité professionnellement s'est avéré assez difficile, sinon impossible. Les localités existantes ne répondant pas aux normes requises en matière de restauration, il faudrait en premier lieu prévoir d'importants travaux de transformation. D'autre part, il est très difficile de trouver un patron qualifié qui soit à la fois cabaretier, restaurateur et animateur culturel. Plusieurs soumissions publiques sont d'ailleurs restées sans réponse. Enfin, l'ouverture d'un Café littéraire avec restaurant risque d'être perçue comme une concurrence déloyale par le commerce local. Quoique le Café littéraire ne fonctionne donc pas comme café-restaurant exploité professionnellement, il joue néanmoins son rôle de lieu de rencontre et d'échange. Quiconque participe à la vie culturelle de notre pays, a su se rendre compte que le Café littéraire est à la disposition du public au besoin des activités du CNL, que ce soient des séances de formation, des rencontres d'auteurs, des foires de théâtre, des colloques, des expositions ou des séances de lecture. Dans le cas où des collations sont requises, le CNL a recours aux fournisseurs locaux.

Question 0068 (11.9.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**alphabétisation:**

Chaque année, le 8 septembre, on célèbre la Journée Internationale de l'Alphabétisation pour souligner l'importance de la lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme. À ma question parlementaire N°852 du 18 janvier 2006 concernant les cours d'alphabétisation *(cf. compte rendu N°8/2006-2007)*, Madame la Ministre a répondu que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle organise depuis des années des cours d'alphabétisation dans le cadre de la Formation des Adultes et soutient des organismes qui œuvrent dans la même direction.

D'après le Ministère, le fait que relativement peu de gens s'inscrivent dans ces cours s'explique autant par l'embarras des personnes d'avouer leur déficience que par la difficulté d'atteindre les clients potentiels par les moyens ordinaires d'information et de communication.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-ce qu'il existe des estimations, voire des statistiques fiables sur le taux d'analphabétisme au Luxembourg?

- Comment Madame la Ministre envisage-t-elle résoudre la difficulté d'atteindre les clients potentiels afin de les encourager à s'inscrire dans des cours d'alphabétisation?

Réponse (15.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Au Chapitre six du rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de 2006 l'UNESCO retrace les développements des définitions de l'alphabétisme et de l'analphabétisme. Si jadis l'alphabétisme était défini comme capacité de lire et d'écrire, les définitions récentes prennent en considération l'utilisation de cette capacité en vue du développement personnel et socioéconomique.

«L'alphabétisme est la capacité d'identifier, de comprendre, d'interpréter, de créer, de communiquer et de calculer en utilisant des matériels imprimés et écrits associés à des contextes variables. Il suppose une continuité de l'apprentissage pour permettre aux individus d'atteindre leurs objectifs, de développer leurs connaissances et leur potentiel et de participer pleinement à la vie de leur communauté et de la société tout entière». (Définition de la littératie convenue lors d'une réunion organisée en juin 2003 par l'Institut pour l'éducation de l'UNESCO, la Section de l'éducation de base de l'UNESCO et l'ISU)

En 1978, l'UNESCO adopte une définition de l'analphabétisme fonctionnel, toujours en usage aujourd'hui: «Une personne est analphabète du point de vue fonctionnel si elle ne peut se livrer à toutes les activités qui requièrent l'alphabétisme aux fins d'un fonctionnement efficace de son groupe ou de sa communauté et aussi pour lui permettre de continuer d'utiliser la lecture, l'écriture et le calcul pour son propre développement et celui de la communauté.»

Le terme illettrisme a été créé en 1981 par la Fondation ATD Quart Monde. On parle d'illettrisme quand il y a eu apprentissage de la lecture et de l'écriture mais que cet apprentissage n'a pas conduit à leur maîtrise ou que la maîtrise en a été perdue.

Une analyse de la situation au Luxembourg, sur la base de ces définitions oblige à faire les constats suivants:

1. Il n'existe pas de statistiques nationales fiables et récentes sur l'illettrisme et l'analphabétisme.

2. Il en découle, que pour mener une lutte efficace contre l'illettrisme et l'analphabétisme, il importe de mener des actions préventives au niveau du système scolaire et, au niveau des adultes, de créer une offre ciblée permettant d'atteindre les clients potentiels.

3. On ne peut pas cerner le problème de l'illettrisme et de l'analphabétisme au Luxembourg sans considérer que nous sommes un pays d'immigration.

Les actions au niveau du système scolaire: Depuis que le Luxembourg participe à l'étude PISA, il existe des indications sur le nombre d'élèves qui à l'âge de 15 ans ont de très faibles compétences linguistiques. Comme la grande majorité de ces jeunes est scolarisée dans le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, différentes mesures sont prises afin d'élever leur niveau de compétences et de leur permettre d'atteindre une qualification professionnelle de base en vue d'une insertion sur le marché de l'emploi: école de la deuxième chance, classes d'insertion professionnelle dans le CNFPC et dans les lycées techniques, mesures dans le cadre de la scolarisation des enfants étrangers. En cas de besoin un apprentissage fonctionnel d'une ou plusieurs langues leur est offert.

Au niveau des adultes on rencontre à la fois le problème d'illettrisme et le problème de l'analphabétisme fonctionnel qui concerne presque exclusivement les migrants, qui dans leur pays d'origine n'ont pas eu la possibilité de fréquenter l'école. Il est certain que ces personnes sont trop embarrassées pour manifester leur problème. Voilà pourquoi le Ministère doit diversifier son approche pour atteindre les clients potentiels et aller à leur rencontre.

Jusqu'à présent le Ministère a organisé des cours d'alphabétisation dans le cadre de la formation des adultes (cours ICA et cours conventionnés de communes et d'associations). Dans les cours ICA (instruction complémentaire d'adultes), dispensés à Walferdange et à Ettelbruck 84 personnes ont été inscrites pendant l'année scolaire 2008/09. S'y ajoutent une quinzaine de personnes inscrites dans des cours conventionnés. Même si cette offre ne couvre certainement pas tous les besoins, il faut savoir que depuis 1998 jusqu'à aujourd'hui le nombre d'inscriptions est passé de 42 à 120.

Une approche prometteuse réside dans la collaboration avec les organismes qui par leur travail sont ou viennent au contact avec les clients potentiels.

Tel est le cas au niveau communal, ou il existe une étroite collaboration entre services sociaux, services scolaires et l'organisateur des cours d'alphabétisation. Dans ce même ordre d'idées, le Ministère soutient les associations d'étrangers qui offrent des cours d'alphabétisation. Par ailleurs, l'option de cours d'alphabétisation est aussi prévue dans la formation linguistique du contrat d'intégration. L'offre de cours d'alphabétisation et de littératie est aussi une des missions de l'Institut national des Langues créé par la loi du 22 mai 2009.

Question 0069 (11.9.2009) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **taxe mondiale sur les transactions du marché financier:**

En Allemagne, le parti social démocrate SPD vient de proposer une taxe mondiale sur les transactions du marché financier pour ainsi faire participer les banques, assurances et fonds d'investissements aux frais de la crise financière mondiale. Une proposition de taxe sera faite au prochain sommet économique mondial des nations du G20. Celle-ci prévoit une taxe à hauteur de 0,05% de la valeur des papiers mis sur le marché.

Les petits et moyens contribuables ne devant pas payer seuls les frais de la crise financière actuelle, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce qu'en principe le Gouvernement luxembourgeois soutient l'idée d'une telle taxe, qui devrait évidemment être appliquée au niveau de tous les pays de l'OCDE?

- Est-ce que, pour des raisons d'équité de taxation, le Gouvernement luxembourgeois a l'intention de s'engager activement dans la discussion en relation avec l'introduction d'une telle taxe?

Réponse (22.10.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement soutient le principe d'une taxe mondiale sur les transactions financières pourvu que cette taxe soit en effet adoptée et appliquée uniformément au niveau mondial. Bien que l'idée ait été évoquée à plusieurs reprises et dans différentes enceintes, une réelle discussion sur l'opportunité et la faisabilité d'une telle taxe n'a pas encore eu lieu. Cette idée n'a par ailleurs pas été retenue lors des récentes réunions du G20. Si la question se posera, le Gouvernement s'y impliquera pleinement.

Question 0070 (11.9.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **projet de la société Google Inc. d'étendre prochainement son service Street View au Grand-Duché de Luxembourg:**

Street View, est une application accessible depuis le service de cartographie Google Maps et permettant de visualiser des rues et des immeubles au niveau de l'œil. Cet outil est agrémenté d'un système de vision à 360°, avec des photos panoramiques. L'utilisateur a ainsi la sensation de pouvoir regarder la totalité de la rue, à l'aide des fonctions directionnelles. Depuis quelques jours, la société Google Inc. a entamé la prise des photos du Luxembourg afin d'offrir des vues du Grand-Duché pour son service Street View. Or, selon mes informations, les personnes qui ne souhaitent pas que leurs propriétés immobilières soient photographiées par Google Inc., peuvent faire recours contre cette démarche auprès d'un cabinet d'avocats, apparemment désigné par Google Inc..

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les conditions qui ont été imposées à la société Google Inc. en matière de protection des données privées? Ces conditions sont-elles actuellement respectées par la société en question?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'en dehors du cabinet d'avocats apparemment désigné par Google Inc., des recours contre la publication des prises de vues peuvent être directement adressés à la Commission nationale pour la protection des données?

Réponse (8.10.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Quant à la première question:

La Commission nationale pour la protection des données (CNPD[1]) a suivi exactement la démarche harmonisée convenue après une concertation entre autorités nationales de protection des données des pays de l'Union européenne et de l'Espace économique européen au sein du groupe de travail de l'article 29.

Les prises de vues à 360° opérées, le traitement et la mise en ligne par Google des photos sur son site Internet à travers lequel on peut naviguer à l'aide de la souris (avant, arrière, droite, gauche, haut, bas) ne sont pas considérés comme contraires au cadre légal de la protection des données à caractère personnel si un certain nombre de conditions précises sont remplies, à savoir:

- Annonce publique préalable des périodes de prises de vues avec indication des principales localités concernées;

- «Floutage» soigneux des images préalablement à la mise en ligne sur Internet en vue d'éviter que des personnes ou leurs voitures n'apparaissent de façon à pouvoir être identifiées;

- Instauration d'une procédure simple et gratuite permettant à tout un chacun de signaler des images où l'anonymisation des personnes ou d'objets pouvant être mis en relation avec elles n'étant pas suffisante ou sur lesquelles des situations gênantes sont en outre visibles;

- Retrait ou retouchage appropriés de telles images rapidement après leur signalement à Google;

- Respect du droit d'opposition des personnes concernées dans les conditions prévues par la loi;

- Abstention de toute commercialisation ou transmission à des tiers des images ou de tout usage autre que pour le service «Street View»;

- Garantie de la confidentialité et de la sécurité des données à caractère personnel dans toute la chaîne de production (des prises de vues à la mise en ligne sur Internet) et durée de la conservation des images brutes (non encore retouchées, anonymisées) limitée au strict nécessaire.

La Commission nationale pour la protection des données a été contactée fin 2008 en vue de la mise en conformité de «Google Street View» avec la loi luxembourgeoise.

Après avoir notifié le traitement des données auprès de la CNPD à la mi-février 2009, Google Inc. (Mountain View, CA) a fourni peu à peu à cette dernière les explications et assurances écrites nécessaires sur les points essentiels évoqués ci-dessus. À ce jour, la CNPD n'a pas eu connaissance de violations constatées des engagements pris par Google; qui sont d'ailleurs les mêmes que ceux obtenus par les autorités de protection des données d'autres pays européens, notamment la RFA (à travers l'intervention du Datenschutzbeauftragter de Hambourg).

Quant à la deuxième question:

Il importe de préciser que le droit d'opposition doit être exercé auprès du responsable du traitement de données, à savoir en l'occurrence la société mère américaine Google Inc..

Les demandes individuelles peuvent être adressées directement et sans frais à son représentant à Luxembourg Me Gary Cywie que Google, n'ayant pas d'établissement au Grand-Duché, a dû désigner en vertu de la loi.

Pour faciliter les démarches des citoyens, la Commission nationale pour la protection des données a publié une lettre-type sur son site Internet (www.cnpd.lu).

Ce n'est qu'en cas de non-respect des droits reconnus aux citoyens que ceux-ci peuvent saisir la Commission nationale pour qu'elle intervienne.

La CNPD suivra donc l'évolution de ce dossier, en particulier lors de la publication des vues du Grand-Duché au début 2010.

1 La Commission nationale pour la protection des données est un établissement public indépendant créé par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Question 0071 (11.9.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **atteintes à l'environnement pour les années 2004 à 2009:**

Dans son accord de coalition pour la période législative de 2009 à 2014, le nouveau Gouvernement CSV-LSAP souligne qu'il veillera à ce que toutes les décisions et initiatives politiques majeures soient compatibles avec une croissance économique durable, la lutte contre le changement climatique ainsi que les engagements nationaux en matière de protection de la nature.

L'exemple de la France, où les autorités compétentes en matière de protection de l'environnement ont constaté pas moins de 58.000 infractions au droit de l'environnement pour la seule année 2007, démontre clairement combien la lutte pour préserver la nature reste d'actualité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer le chiffre global et la nature des atteintes à l'environnement qui ont été répertoriées au Luxembourg pour la période allant de 2004 à 2009? De quelle manière ces infractions ont-elles été sanctionnées?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de renforcer davantage le cadre législatif en la matière?

Réponse (12.11.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

À travers sa question parlementaire l'honorable Député souhaite s'enquérir du chiffre global et de la nature des atteintes à l'environnement qui ont été répertoriées au Luxembourg pour la période allant de 2004 à 2009. Dans le même contexte, il souhaite être informé sur la manière selon laquelle ces infractions ont été sanctionnées.

Il convient tout d'abord de relever que le constat d'infractions en matière d'environnement, pour ce qui en est de la compétence du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, relève de la compétence des agents de l'Administration de l'environnement et de l'Administration de la nature et des forêts.

1. Administration de l'environnement

En ce qui concerne le domaine des déchets, différents programmes d'inspections environnementales sont régulièrement effectués.

Ensemble avec l'Administration des douanes et accises, les agents de l'Administration de l'environnement effectuent des contrôles de transferts de déchets. Le tableau suivant renseigne sur l'envergure de ces contrôles et des constatations.

Année	Nombre de campagnes de contrôle	Véhicules contrôlés	dont véhicules transportant des déchets	Nombre d'infractions constatées
2004	6	113	36	15
2005	5	86	50	18
2006	7	96	44	16
2007	11	207	81	48
2008	9	116	54	24
2009[1]	10	223	95	36

[1] données jusqu'en septembre 2009

En fonction de la gravité des infractions, soit des avertissements ont été émis, soit des mesures administratives ont été prises, soit des sanctions judiciaires ont été entamées par la transmission des dossiers au Parquet.

Par ailleurs, l'Administration de l'environnement procède depuis 2005 à des inspections systématisées des décharges pour déchets inertes. Au cours de ces inspections, la conformité de l'exploitation et des installations des décharges est comparée avec les dispositions des autorisations. Alors que certaines non-conformités mineures par rapport aux autorisations sont régulièrement constatées, des infractions graves n'ont pas pu être détectées. En cas de constatation de non-conformités, les exploitants des décharges sont invités à présenter un plan de remise en conformité.

D'autres inspections sont effectuées sur une base plus sporadique, notamment en cas de plaintes provenant de particuliers et concernant des dépôts incontrôlés de déchets, des incinérations de déchets à l'air libre, des abandons non autorisés de déchets, etc.. En règle générale, lorsqu'une infraction est constatée, le responsable de l'infraction est invité à remédier à la situation constatée dans un délai lui imposé. Le Parquet en est informé. Ces contrôles ne font pas l'objet de statistiques systématiques.

En ce qui concerne le volet «établissements classés», la situation est la suivante:

L'unité contrôle et inspections du service des autorisations établissements classés et déchets de la division des établissements classés de l'Administration de l'environnement a été créée en septembre 2005. Il n'existe donc malheureusement pas de chiffres statistiques pour la période antérieure à cette date. Des chiffres détaillés n'existent que depuis 2007:

En 2005, le Service a traité 53 dossiers dont les causes étaient les suivantes:

causes	
13	nuisances acoustiques et vibratoires
6	nuisances olfactives
4	incommodations par des poussières
2	pollution du sol
26	conformité avec la législation
2	autres

En 2006, il s'agissait au total de 234 dossiers, dont les causes étaient les suivantes:

causes	
20	nuisances acoustiques et vibratoires
13	nuisances olfactives
2	incommodations par des poussières
3	pollution des eaux
3	pollution du sol
192	conformité avec la législation
1	autres

En 2007, 99 dossiers ont été traités dont les causes et les suites étaient les suivantes:

causes	
15	nuisances acoustiques et vibratoires
8	nuisances olfactives
5	pollution des eaux
4	pollution du sol
62	conformité avec la législation
5	autres

suites	
76	visites des lieux
83	rapports transmis au Parquet, à la Police ou toute autre autorité
114	demandes de prises de position adressées à l'exploitant
26	derniers avertissements à l'exploitant avant mise en demeure
3	mises en demeure
1	suspension d'exploitation

En 2008, il y a au total 169 dossiers, dont les causes et les suites sont indiquées ci-dessous:

causes	
12	nuisances acoustiques et vibratoires
6	nuisances olfactives
1	incommodation par des poussières
7	pollution des eaux
4	pollution du sol
94	conformité avec la législation
39	disponibilité d'une autorisation
6	autres

suites	
45	visites des lieux
142	rapports transmis au Parquet, à la Police ou toute autre autorité
209	demandes de prises de position adressées à l'exploitant
32	derniers avertissements à l'exploitant avant mise en demeure
7	mises en demeure
2	suspension d'exploitation
1	apposition de scellés

En 2009, au total 79 dossiers ont été traités jusqu'à fin septembre, dont les causes et les suites étaient:

causes	
12	nuisances acoustiques et vibratoires
9	nuisances olfactives
1	pollution des eaux
3	pollution du sol
35	conformité avec la législation
16	disponibilité d'une autorisation
3	autres

suites	
18	visites des lieux
23	rapports transmis au Parquet, à la Police ou toute autre autorité
56	demandes de prises de position adressées à l'exploitant

Il convient de relever que la législation actuelle en matière d'environnement prévoit des mesures suffisantes pour rechercher et constater des infractions dans les différents domaines de l'environnement. Une dernière lacune vient d'être fermée par la loi du 19 décembre 2008 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets prévoyant désormais également des sanctions pénales pour des infractions commises envers les dispositions du règlement (CE) N°1013/2006 relative aux transferts de déchets.

Le programme gouvernemental prévoit une réorganisation de l'Administration de l'environnement dans le cadre de laquelle la création d'un service spécifique d'inspections environnementales sera discutée.

2. Administration de la nature et des forêts

Au niveau de l'Administration de la nature et des forêts les atteintes à l'environnement sont constatées en premier lieu par les brigadiers et gardes forestiers des triages respectifs ainsi que par les agents de l'entité mobile en charge de la prévention et de la répression en matière de la nature, des forêts, de chasse et de pêche. Un certain nombre d'infractions en matière d'environnement naturel sont constatées par les agents de l'Administration de la douane et des accises qui disposent également d'un pouvoir de police en la matière.

Le relevé ci-après ne tient pas compte des constats dernièrement nommés.

Année	Nombre des inspections de contrôle	Nombre des procès-verbaux dressés
2004	275	65
2005	292	52
2006	327	29
2007	437	26
2008	406	23
2009	145	13

Le relevé permet de constater que les enquêtes des agents de l'Administration de la nature et des forêts n'aboutissent pas nécessairement à une verbalisation. Il en est plutôt que les interventions des agents - et ceci plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'infractions mineures - sont à considérer comme invitation à une régularisation de la situation litigieuse dans un délai spécifiquement défini. Ce n'est que dans l'hypothèse où cette première intervention reste infructueuse que des procès-verbaux sont dressés.

Les jugements ainsi que la nature et l'envergure des sanctions ne sont communiqués à l'administration que dans le cas de figure où les sanctions retenues impliquent une remise en état des lieux ou toute autre action présupposant l'intervention de l'Administration de la nature et des forêts.

À la question de l'honorable Député concernant l'opportunité de renforcer le cadre législatif, il convient de relever qu'en matière de l'environnement naturel les dispositions pénales sont définies par les articles 64 et suivants de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ceux-ci constituent un cadre législatif suffisamment contraignant en matière pénale et il n'est pas jugé opportun de le renforcer davantage.

Compte tenu du champ d'activité de plus en plus large des agents en charge de verbaliser, notamment en raison des missions de contrôle assumées en matière du «FEOGA» et de la «cross-compliance» des réflexions sont menées dans le contexte de la réforme de l'Administration de la nature et des forêts dans le cadre de la loi du 5 juin 2009 portant a) création de l'administration de la nature et des forêts, b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'Administration des eaux et forêts, qui devront aboutir à un renforcement de la structure de l'entité mobile.

Question 0073 (16.9.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **remboursement de la taxe sur les véhicules routiers:**

Am Mémorial vum 4. September 2009 gouf e Règlement grand-ducal publizéiert dat dem Automobilist an dem Motocyclist néi Schikanen operleet.

Esou muss een neierdéngs, wann een zum Beispill säi Gefier fir de Wanter ofmellt, den «Certificat d'immatriculation» an enger Kontrollstatioun vun der SNCT ofginn an da seng Steiervignette an d'Administratioun vun der Douane eraschécken, fir de Betrag vun de Steieren rëmzekréien.

Wann den Auto oder d'Motorrad nei ugemellt gëtt, muss een zréck op d'Statioun vun der SNCT fueren, fir d'Pabeieren rëmzekréien.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un de Minister vun der Nohaltegkeet an de Finanzminister:

- Wat sinn d'Ursaache fir den Automobilisten an de Motocyclisten dës nei Moossnamen opzeerleeën?

- Wéi vill Autoen a Motorrieder ginn all Joer un- an ofgemellt, zum Beispill iwwert de Wanter? Sinn an deene Fäll Abusë festgestallt ginn?

- Wéi verdréit sech déi Moossnam mat der «Simplification administrative»?

- Wéi vill CO_2 gëtt muttwëlleg ausgestouss, wann all déi implizéiert Proprietairen zweemol d'Joer onnéideg op eng Kontrollstatioun vun der SNCT fueren?

- Kënnen d'Ministere sech virstelle méi eng einfach Prozedur anzeféieren, fir d'Gefierer of- an unzemellen, oder ganz einfach op déi al Prozedur - wou nëmmen d'Steiervignette rageschéckt gëtt - zréckzekommen?

www.chd.lu

Question 0090 (23.9.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **procédure de mise hors circulation d'un véhicule:**

Selon la nouvelle procédure en vue de la mise hors circulation temporaire d'un véhicule routier, le détenteur du véhicule doit remettre à la SNCT une des deux parties du certificat d'immatriculation. Pour la remise en circulation, le détenteur du véhicule doit se rendre à la station de contrôle technique afin de récupérer une des deux parties.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette nouvelle procédure va à l'encontre de la politique de simplification administrative prônée par le Gouvernement?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'entend-il pas revenir à l'ancienne procédure de mise hors circulation, laquelle n'exigeait pas la remise à la SNCT d'une des deux parties du certificat d'immatriculation?

Réponse (22.10.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les questions parlementaires posées par Messieurs les Députés Carlo Wagner et Gast Gibéryen touchent toutes les deux à la procédure relative à la mise hors circulation d'un véhicule et notamment à l'interprétation qui en est donnée suivant le règlement grand-ducal du 26 août 2009 concernant le remboursement de la taxe sur les véhicules routiers. Je me permets d'y apporter une réponse commune par les explications suivantes.

En ce qui concerne le cadre législatif, il est utile de rappeler la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité spéciale et de politique de l'environnement portant réforme de la taxe sur les véhicules routiers ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 22 décembre 2006 portant exécution des mesures d'application de la loi du 22 décembre 2006.

Sur base de ces dispositions, les principes et la procédure suivants s'appliquent:

- La taxe sur les véhicules routiers est redevable pour les véhicules soumis à l'immatriculation au Luxembourg ou admis à la circulation au Luxembourg.

- Cette taxe peut être remboursée lors de la mise hors circulation provisoire ou définitive du véhicule.

- À cette fin, la vignette fiscale est à renvoyer à l'Administration des Douanes et Accises.

Cet enchaînement n'a pas été fondamentalement affecté par la modification opérée par le règlement grand-ducal du 26 août 2009. Ce qui change est la date à prendre en considération pour le remboursement de la taxe qui n'est plus celle de la réception de la vignette par l'Administration des Douanes et Accises, mais celle de la mise hors circulation du véhicule enregistrée dans la base de données de la Société nationale de contrôle technique (SNCT).

La précision qui est ainsi apportée au niveau de la date à prendre en considération résulte d'un souci accru de transparence et d'équité dans le traitement des demandes. Dans l'ancien système, l'on pouvait rencontrer la situation que la taxe soit remboursée sans que la mise hors circulation soit réellement effectuée auprès de la SNCT. Afin d'empêcher de telles situations et de garantir le fonctionnement équitable du système, le règlement grand-ducal du 26 août 2009 prévoit que la mise hors circulation du véhicule soit enregistrée dans la base de données de la SNCT. Il est évident que cette modification est dans l'intérêt général de tous les détenteurs de véhicule.

Quant aux modalités pratiques de ces démarches administratives, il y a lieu de noter que la SNCT n'exige pas que les détenteurs de véhicule se déplacent pour remettre la déclaration de mise hors circulation, mais accepte que les documents requis soient envoyés par courrier (Code de la route). Tant la mise hors circulation que la remise en circulation des véhicules routiers peut être effectuée au moyen d'une démarche soit par déplacement soit par voie postale auprès de la SNCT.

Question 0074 (16.9.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **conditions d'admission aux études de physiothérapeute:**

Je viens d'apprendre que des élèves ayant terminé avec succès la «Realschule» peuvent accéder à la formation de physiothérapeute en Allemagne. Après trois années d'études, ils obtiennent le diplôme permettant d'exercer la profession en RFA. Dès ce moment, ils ont le droit de s'établir dans un autre pays de l'Union européenne à condition de satisfaire aux critères définis dans la directive européenne 2005/36/CE du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles. En cas de différences substantielles avec les exigences de formation requises par le pays d'accueil, celui-ci peut imposer des mesures compensatoires, soit un examen, soit un stage d'une durée maximale de trois ans.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre est-elle d'avis qu'une formation de type «Realschule», comme par exemple une dixième luxembourgeoise, est suffisante pour accéder aux études de physiothérapeute alors que dans la grande majorité des pays de l'UE le diplôme du bac «classique» ou «technique» est une conditio sine qua non pour entamer de telles études?

- Si l'Université du Luxembourg se proposait d'organiser une formation de physiothérapeute (masseur-kinésithérapeute), quelles seraient les conditions d'admission à ces études? Qu'impose la réglementation en vigueur à l'heure actuelle?

- Considérant la marge de manœuvre réservée aux pays de l'UE dans le cadre de la directive concernée, Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il faudrait renforcer les mesures compensatoires afin d'éviter des discriminations au niveau de la formation de base et d'assurer une kinésithérapie de qualité?

Réponse (19.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La réglementation luxembourgeoise en vigueur concernant la profession de masseur-kinésithérapeute prévoit une formation postsecondaire professionnelle de 3.000 heures d'enseignement théorique, technique et pratique après l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires.

Selon l'article 11 de la directive européenne 2005/36/CE concernant la reconnaissance des qualifications professionnelles la formation est de niveau d. Toutefois l'article 13 de cette directive prévoit que l'accès à la profession et son exercice doivent également être accordés à un demandeur qui peut se prévaloir d'un titre de formation attestant un niveau immédiatement inférieur à celui exigé dans l'État membre d'accueil. Les autorités compétentes allemandes ont inscrit le titre de «Physiotherapeut» au niveau c, ii, c'est-à-dire à une formation à structure particulière correspondant à un enseignement postsecondaire d'une durée minimale d'un an.

Le grade allemand de bachelor en physiothérapie décerné à un luxembourgeois ou autre citoyen européen peut donc être directement reconnu équivalent à la qualification professionnelle de masseur-kinésithérapeute, tandis que pour l'«Urkunde über die Erlaubnis zur Führung der Berufsbezeichnung Physiotherapeut» sanctionnant une formation d'une «Fachschule», des mesures de compensation, c'est-à-dire un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude tels que prévus par la directive européenne sont imposées.

Les conditions et procédures européennes de reconnaissance sont donc appliquées scrupuleusement et je n'ai nullement l'intention d'outrepasser le cadre réglementaire européen à ce sujet.

Si l'Université du Luxembourg se proposait d'organiser une formation de masseur-kinésithérapeute, les conditions d'admission devraient correspondre à celles prévues par la réglementation luxembourgeoise.

Question 0075 (16.9.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**aide financière étatique octroyée aux étudiants:**

Il me revient que les étudiant(e)s ayant terminé leurs études d'assistant(e) social(e) à l'étranger sont obligé(e)s de suivre une quatrième année de formation en vue de l'obtention du diplôme de l'État luxembourgeois. Durant cette année, les étudiant(e)s doivent effectuer et un stage pratique et une formation théorique d'une durée totale de 1.500 heures.

Or, il se trouve que les personnes concernées ne se voient octroyer ni aide financière étatique ni indemnité de la part de l'institution qui les prend en charge.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Pourquoi les étudiant(e)s, qui jusqu'alors bénéficiaient d'une aide financière de la part de l'État, n'ont-elles/ils plus le droit à une prolongation de celle-ci?

- Madame, Monsieur la/le Ministre ne pensent-ils pas que cette situation, comparée à celle d'autres étudiant(e)s, donne lieu à une discrimination?

- Quelle solution le Gouvernement propose-t-il à l'intention des étudiant(e)s qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent plus compter sur l'aide matérielle de leurs parents? Ne pourrait-on pas considérer cette quatrième année de formation comme une année d'études au Grand-Duché de Luxembourg, ce qui permettrait à ces étudiant(e)s de bénéficier de l'octroi d'une aide financière de la part de l'État?

Réponse commune (23.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Les étudiants ayant terminé leurs études d'assistant social à l'étranger peuvent choisir, en vue de l'autorisation d'exercer cette profession réglementée au Grand-Duché de Luxembourg, entre une 4e année de formation de 1.500 heures et la reconnaissance de leur titre de formation étranger moyennant une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation. Selon la récente législation relative à la transposition de la directive 2005/36/CE concernant la reconnaissance des qualifications professionnelles, le demandeur ayant choisi ce stage d'adaptation est lié à une institution sociale par un contrat de travail à durée déterminée et a donc droit au salaire social minimum. Ceci permet l'accès à l'exercice de la profession également aux étudiants qui ne peuvent plus compter sur l'aide matérielle de leurs parents.

Concernant la partie relative aux aides financières de l'État pour études supérieures de la question parlementaire sous rubrique, il est renvoyé à la réponse de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche à la question parlementaire N°3004 du 1er décembre 2008 de Monsieur le Député Claude Adam *(cf. compte rendu N°6/2008-2009)*.

Ci-dessous le libellé de ladite réponse:

«Nous avons l'honneur d'apporter la réponse suivante à la question parlementaire N°3004 de Monsieur le Député Claude Adam relative aux aides financières pour études supérieures pour les stagiaires qui préparent le diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social.

Les étudiants qui se destinent à l'exercice de la profession d'assistant social bénéficient des aides financières pour études supérieures de l'État tant qu'ils sont inscrits dans une institution d'enseignement supérieur qui dispense cette formation. Ceci vaut pour les étudiants inscrits en bachelor en sciences sociales et éducatives à l'Université du Luxembourg ainsi que pour les étudiants qui poursuivent cette formation à l'étranger, notamment en Belgique.

Afin de pouvoir exercer la profession d'assistant social au Luxembourg, les détenteurs d'une qualification professionnelle étrangère d'assistant social doivent se soumettre à une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation en vue de la reconnaissance de leur diplôme. Ceux qui optent pour l'obtention du diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social sont tenus d'effectuer un stage d'au moins quinze cents heures au Luxembourg, stage qui est certifié par un certificat d'évaluation du stage. Ces candidats ne sont inscrits, ni dans un établissement d'enseignement supérieur, ni dans un cycle d'études supérieures. Or, «les aides sous forme de bourses et de prêts sont définitivement accordées et liquidées au profit du requérant sur production d'un certificat d'inscription». (Règlement grand-ducal du 5 octobre 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures; article 4.- De la liquidation de l'aide financière). Les candidats en question ne peuvent de ce fait pas bénéficier des aides financières de l'État pour études supérieures puisqu'ils ne peuvent produire de certificats d'inscription».

Question 0076 (17.9.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**avancement des travaux préparatoires sur le plan informatique devant aboutir au paiement automatique par le Centre commun des crédits d'impôts pour les employés de ménage:**

D'après mon état d'information, le Gouvernement a engagé d'importants travaux sur le plan informatique devant aboutir au versement automatique du crédit d'impôt dont bénéficient les salariés tombant sous le champ d'application de la procédure simplifiée d'affiliation tels que les employés de ménage. En attendant, les quelque 12.000 salariés concernés n'ont pas encore bénéficié du crédit d'impôt, contrairement au reste des salariés qui touchent ce dernier depuis le 1er janvier 2009.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quel est l'état d'avancement de ces travaux? Sont-ils terminés ou sur le point de l'être ou bien faudra-t-il encore du temps avant que le versement automatique par le Centre commun de la bonification d'impôt soit définitivement mis en œuvre? Dans cette dernière hypothèse, combien de temps faudra-t-il encore attendre avant que le système de versement automatique ne soit opérationnel?

Réponse (14.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le Centre commun de la sécurité sociale vient de terminer, avec le concours de l'Administration des contributions directes, l'analyse détaillée des mesures à prendre pour la détermination et le versement du crédit d'impôt des personnes occupées dans les ménages. Il est dès lors possible d'entamer prochainement les travaux de programmation informatiques proprement dits.

Il est prévu de payer à la mi-février 2010 aux bénéficiaires le crédit d'impôt relatif à l'exercice 2009. Ensuite, il pourra être versé mensuellement au rythme du calcul des cotisations.

À ce sujet, il convient de relever que le retard dans l'accomplissement de cette mission entièrement nouvelle s'explique par le fait que le Centre commun a dû effectuer des travaux considérables suite à l'introduction du

statut unique pour les salariés du secteur privé.

Pour de plus amples détails, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire N°3184 du 3 mars 2009 de l'honorable Député *(cf. compte rendu N°12/ 2008-2009)*.

Question 0077 (17.9.2009) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **rémunération des apprentis:**

Dans un entretien au Tageblatt du 15 septembre 2009, le Directeur de la Chambre des Métiers a annoncé que sur les 800 postes d'apprentissage proposés seuls 300 environ ont pu à ce jour être occupés, ce qui ne représente même pas la moitié des postes. Si le Directeur de la Chambre des Métiers se veut tout de même optimiste et si sans aucun doute l'orientation professionnelle n'est pas suffisamment dynamique, il est permis de se demander si le déséquilibre entre offre et demande en matière de postes d'apprentissage ne vient pas aussi quelque part des conditions de rémunération de l'apprentissage qui ne sont pas des meilleures, notamment si on les compare avec les salaires touchés via un contrat de travail normal et plus particulièrement avec les indemnités touchées par les jeunes bénéficiaires de mesures telles que les CAE et CIE.

Sans remettre en question - loin s'en faut - le bien-fondé et la nécessité de telles mesures, il est tout de même étonnant que l'apprentissage classique soit moins avantageux en termes de rémunération que les mesures en faveur de l'emploi des jeunes qui comportent d'ailleurs elles aussi une part «d'apprentissage».

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- S'il ne partage pas l'étonnement du soussigné.

- S'il n'estime pas qu'il y aurait lieu de rendre l'apprentissage plus attrayant financièrement en mettant les indemnités perçues par les apprentis au même niveau que celles perçues par les détenteurs d'un CAE ou d'un CIE (au moins 80% du salaire social minimum) ou du moins en prévoyant des indemnités minima nettement plus élevées que celles qui sont actuellement prévues.

- S'il n'est pas d'avis que l'État, afin de rendre l'apprentissage classique plus attrayant sans pour autant faire peser une charge excessive sur les entreprises, devrait intervenir au niveau de la rémunération des apprentis et prendre en charge une partie des rémunérations versées à ces derniers à l'instar de ce qui est fait en matière de CAE et CIE?

Réponse (12.11.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question de l'honorable Député, nous tenons à noter que le Gouvernement est conscient des différences entre les indemnités perçues par les bénéficiaires d'une mesure en faveur de l'emploi des jeunes, telle le CAE ou le CIE, et de celles déboursées dans le cadre d'un apprentissage.

L'importance de l'artisanat, à la fois pour l'emploi et pour l'économie nationale est considérable. Il s'agit d'un secteur d'avenir pour notre économie. Dès lors, toute mesure visant à promouvoir l'artisanat et, partant, l'apprentissage, doit être soutenue et favorisée. Dans ce contexte, je compte proposer au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'au Ministre des Classes moyennes d'étudier toutes les mesures susceptibles d'encourager des jeunes à s'orienter vers les métiers de l'artisanat, y compris une adaptation des rémunérations des apprentis.

Question 0080 (18.9.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **prise en charge des soins ambulatoires par la Caisse Nationale de Santé:**

D'Gesondheetskeess iwwerhëlt, fir eng ambulant Behandlung, keng Käschte fir sterilt Material oder Sprëtzen. Bei gewësse Krankheete gëtt awer vill dëses Material gebraucht. Als Beispill kann ech ang Famill zitéiere mat engem Kand dat un enger schwéierer Pilzkrankheet leit. Dës Famill huet Käschte vu 1.500 bis 2.000 € de Mount fir hiert Kand uerdentlech ze behandelen.

Duerfir hunn ech dës Froen un den Här Gesondheetsminister:

1. Firwat gëtt Material, dat vum Dokter verschriwwe gëtt a bei bestëmmte Krankheeten néideg ass, net - zumindest zum Deel - vun der Gesondheetskeess remboursëiert?

2. Wann d'Sozialpartner dëst Material och an Zukunft net wëllen an d'Nomenclature iwwerhuelen, wat fir Méiglechkeete gëtt et dann, datt an esou Fäll d'Solidaritéit spillt, besonnesch bei Krankheeten, déi sech iwwer länger Zäit hinzéien?

3. Wei erkläert de Minister, datt de Stat d'Käschte fir steril Sprëtze bei Drogenofhängegen iwwerhëlt (wat ze begréissen ass), dës Moossnam awer net am Krankheetsfall gëllt?

Réponse (21.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député prétend dans sa question parlementaire que «dans le cadre d'un traitement ambulatoire la CNS ne prend pas en charge les frais du matériel stérile et des seringues». Il se réfère au cas concret d'une famille dont les dépenses pour offrir un «traitement convenable à leur enfant se situeraient entre 1.500 et 2.000 euros par mois».

Il m'est difficile de prendre position par rapport à ce genre d'affirmations à la fois abstraites et polémiques, ne me permettant de vérifier ni le bien-fondé ni les causes éventuelles d'une telle situation, à supposer qu'elle existe.

En application de l'article 12 des statuts, les prestations prises en charge par l'assurance maladie sont limitées à celles inscrites dans les nomenclatures ou dans les listes prévues par les statuts. En ce qui concerne les dispositifs médicaux, cette liste se retrouve à l'annexe A et plus précisément dans le fichier B1.

Ce fichier reprend un certain nombre de fournitures stériles (compresses, pansements, seringues, etc.) qui sont prises en charge par l'assurance maladie d'après un taux de prise en charge appliqué à un prix de référence déterminé pour chaque fourniture individuellement. Si ce matériel est délivré sur prescription médicale, rien ne s'oppose à une prise en charge par l'assurance maladie.

Par ailleurs il convient de citer également l'article 5 du règlement grand-ducal arrêtant la nomenclature des actes et services des infirmiers pris en charge par l'assurance maladie qui dispose que le tarif des actes infirmiers comprend les frais d'appareil et de l'installation, le coût de la stérilisation des instruments réutilisables, le matériel destiné à la protection et à l'hygiène ainsi que tout autre petit matériel. Il en est de même de la trousse à perfusion, les accessoires de perfusion, les seringues, les compresses, les aiguilles, les lancettes, les sets de pansements et les sets de sondage pour autant que les produits soient énumérés au libellé de l'acte de la nomenclature.

En guise de conclusion, il faut constater que l'affirmation figurant au volet 2) de la question parlementaire est en tant que telle erronée et qu'à défaut de disposer de plus amples renseignements, je ne suis pas en mesure de prendre position.

Question 0081 (21.9.2009) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **travaux de renouvellement de la N7 (E421) près de Hosingen:**

Depuis fin août, des travaux de renouvellement de la N7 (E421) entre le rondpoint «Schinker» et le rondpoint à l'entrée de Hosingen sont en cours. Ce chantier provoque tous les jours des embouteillages considérables, notamment aux heures de pointe, ce qui gêne avant tout les transports scolaires et professionnels. Comme la N7 (E421) est la seule route principale reliant le canton de Clervaux à Diekirch, nous nous empressons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quand Monsieur le Ministre estime-t-il la fin de ce chantier?

- Au vu des problèmes qui se posent, est-il prévu d'envisager une réorganisation du chantier en vue d'accélérer les travaux sur ce tronçon?

- Quel profil-type a été retenu pour le tronçon en question?

- Le segment de route réaménagé permet-il une jonction au contournement projeté de la localité de Hosingen?

- Quand les travaux de construction de ce contournement pourront-ils débuter au plus tard?

Réponse (15.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Messieurs André Bauler et Fernand Etgen relative aux travaux de renouvellement de la N7 (E421) entre le rondpoint «Schinker» et le rondpoint à l'entrée de Hosingen, il y a lieu de préciser que le gabarit de la chaussée et les habitations en place ne permettent pas de travailler sans entrave pour le trafic. Comme le chantier est situé sur une route européenne, la E421, et vu les charges du trafic importantes, la mise en place d'une signalisation tricolore très performante était nécessaire.

Étant donné qu'il y a eu un certain nombre de pannes de la signalisation, celle-ci a été constamment améliorée respectivement échangée. Le type de l'installation actuellement en place est un des plus performants et la programmation a pu être optimisée. Les radars ont été remplacés plusieurs fois, un module d'avertissement de l'équipe de maintenance fut installé, et la radiotransmission a été remplacée par une transmission par câbles afin d'éliminer d'éventuelles interférences magnétiques et électromagnétiques.

Enfin, une campagne de sensibilisation a été lancée pour rendre les conducteurs attentifs aux problèmes inhérents à une installation en radars.

Depuis le début des travaux, l'entreprise a organisé le chantier de façon à minimiser l'impact sur le trafic routier. La longueur des tronçons a été optimisée pour une circulation alternée. Des tronçons plus courts pourraient légèrement améliorer la performance au niveau des feux rouges, mais prolongeraient la durée des travaux.

D'autres mesures d'accélération, comme par exemple le travail à deux postes, de 6 heures du matin à 22 heures le soir, ainsi que le travail pendant le weekend, se heurtent aux critères de qualité, d'organisation, de surveillance et de qualité de vie des riverains.

La fin du chantier, hors intempéries, était prévue pour le 21 mai 2010. Or, comme l'entreprise a également modifié la méthode de terrassement pour avancer plus vite, les travaux sont planifiés maintenant de façon à se terminer aussi vite que possible, le cas échéant encore avant l'hiver pour autant que les conditions atmosphériques le permettent.

Comme il s'agit d'un tronçon d'une faible longueur entre les deux rondpoints, et vu la présence de plusieurs accès individuels, le profil-type sera celui d'une route à deux voies principales avec une voie de tourne à gauche au milieu pour sécuriser les accès des riverains et augmenter la performance des flux principaux.

Le tronçon en chantier se trouve au Sud du contournement de Hosingen, dont le raccordement est prévu au giratoire desservant la zone d'activités.

Le contournement de Hosingen est actuellement en étude et la planification se trouve au niveau d'avant-projet sommaire. Il a été intégré au PST (avant-projet du plan sectoriel transport) où il figure parmi les projets de la deuxième priorité.

Question 0082 (21.9.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant un **Code de déontologie statistique:**

Actuellement, un institut luxembourgeois procède à un sondage auprès de la population portant simultanément sur plusieurs questions dont, entre autres, la sécurité nucléaire, une supposée différence de salaire entre hommes et femmes et les compétences de la Commission Européenne en matière d'intervention en cas de catastrophe naturelle.

Ce sondage donne lieu à des irritations auprès de beaucoup de personnes du fait que les questions sont formulées de façon tendancieuse et ne permettent pas à la personne interrogée de sortir du cadre référentiel imposé par le questionnaire. Il faut en conclure que l'intention de ce sondage est manipulatrice, dans le sens que les commanditaires de ce «sondage» essaient d'obtenir des statistiques, prétendument objectives ou scientifiques, afin d'en abuser à des fins politiques. Souvent les vraies alternatives ne sont même pas indiquées ou des suppositions douteuses sont présentées comme problèmes réels auxquels il conviendrait de répondre de façon plus ou moins urgente, évidemment dans un sens et par des moyens pré-indiqués.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Premier Ministre:

1. Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois ou une structure subordonnée au Gouvernement ou encore une autre instance publique, y inclus une instance européenne, figurent parmi les donneurs d'ordre de ce sondage?

2. Est-ce que M. le Premier Ministre estime que des questions posées dans un sondage doivent être formulées de telle façon à ce que les réponses puissent être considérées comme objectives?

3. Est-ce que M. le Premier Ministre estime qu'un code de déontologie statistique devrait être élaboré afin de prévenir notamment tout sondage manipulateur?

4. Est-ce que M. le Premier Ministre n'estime pas que les instances publiques devraient donner l'exemple en matière de déontologie statistique et est-il d'accord pour engager un dialogue critique avec la Chambre des Députés, les médias et des hommes scientifiques à ce sujet?

Réponse (23.10.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Afin d'éviter les confusions, il y a d'abord lieu de différencier entre un sondage d'opinion, sujet de la présente question, et le domaine plus large des statistiques.

Un sondage d'opinion consiste à interroger un échantillon d'une population en vue d'extrapoler ces résultats afin d'en déduire les opinions de toute la population visée. Les techniques utilisées dans ce cadre sont issues des sciences humaines et ont, pour autant que la rigueur scientifique nécessaire soit respectée, fait leurs preuves. Une spécificité d'un sondage est cependant que ses résultats font objet d'un intervalle de confiance, aussi appelé marge d'erreur, une enquête par échantillon ne pouvant avoir la même fiabilité qu'une enquête auprès de toute une population. L'importance de cet intervalle de confiance dépend en premier lieu de la rigueur scientifique avec lequel le sondage est effectué.

Un sondage d'opinion n'est donc pas à confondre avec des observations objectives telles que reflétées dans des statistiques à l'exemple de celles publiées au Luxembourg par le Service central de la Statistique et des Études économiques (Statec). La collecte de données brutes et la compilation de statistiques est encadrée par un dispositif légal et réglementaire national, européen et international, complété par des codes de bonne conduite, assurant la plus grande rigueur dans ces travaux et donc la nécessaire fiabilité des statistiques produites.

En ce qui concerne le sondage d'opinion spécifique auquel il est fait référence dans la question, il semble, pour autant que la description sommaire des questions

posées permette de tirer des conclusions définitives, qu'il s'agisse du sondage Eurobaromètre d'automne 2009, effectué au cours de la seconde moitié de septembre 2009.

Les sondages Eurobaromètre sont depuis 1973 réalisés à un rythme biannuel dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne à la demande du secteur Analyse de l'opinion publique de la Commission européenne. En ce qui concerne la publication des résultats, force est de constater qu'elle se fait en toute transparence. Les résultats de l'Eurobaromètre 71.3 de printemps 2009 ont ainsi été publiés, en ce qui concerne les résultats pour le Luxembourg, dans une brochure de 65 pages, reprenant notamment la formulation exacte des questions et des réponses proposées. Tout citoyen a dès lors la possibilité d'apprécier la qualité scientifique du sondage en général et de la formulation des questions en particulier. La publication des résultats reprend en outre de manière exemplaire l'ensemble des détails relatifs à la composition de l'échantillon ainsi qu'aux intervalles de confiance à prendre en compte.

Plutôt que de soulever des questions relatives à la qualité scientifique d'un sondage d'opinion, la question de Monsieur le Député semble avoir davantage trait à l'interprétation à faire d'un sondage et donc à des aspects relevant de la liberté d'opinion et d'expression.

Question 0083 (21.9.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **drapeau «Roude Léiw»:**

Den 12. Februar 2007 huet d'Initiativ Roude Léiw dem Chamberspresident eng Petitiounslëscht mat ronn 26.600 Ënnerschrëften iwwerreecht, déi iwwer Internet a Lëschte gesammelt goufen. D'Signatairë vun där Petitioun hunn d'Iddi ënnerstëtzt, fir datt de Roude Léiw Nationalfändel soll ginn.

De 6. Juli 2007 huet de Regierungsrot sech du mat der «Fändelsfro» befaasst, an den Här Statsminister huet um Briefing fir d'Press mat dëse Wierder erklärt, datt den «Roude Léiw» legaliséiert sollt ginn: «Eise Fändel bleift dee roud-wäiss-bloe Fändel, well mer esou sinn, wéi mer sinn. An de Roude Léiw gëtt gläichberechtegt unerkannt nieft deem roud-wäiss-bloe Fändel, legal a sengem Statut opgrond vun de Gewunnechten, déi et am Land gëtt, a kann och bei nationalpatrioteschen oder sportlechen oder kulturellen (…) opgehaang ginn. Dee roud-wäiss-bloe Fändel bleift an e muss bleiwen, well mer esou sinn, wéi mer sinn. An de Roude Léiw kënnt derbäi (…), well eis Leit déi zwee Fändelen ëmmer als hir Fändelen - och am Häerz - akzeptéiert hunn».

Well bis zu dësem Zäitpunkt nach net an dëser Fro légiféréiert ginn ass, géif ech dem Har Statsminister gär dës Froe stellen:

1) Firwat ass bis haut nach kee Gesetzesprojet, deen eng Legaliséierung vum Roude Léiw virgesäit, virgeluecht ginn?

2) War d'Fändelsfro e Sujet während de Koalitiounsverhandlunge mat der LSAP, a wa jo, wéi ass iwwert dës Fro tranchéiert ginn?

3) Bleift de Statsminister bäi senger Ausso vun 2007, datt de Roude Léiw legaliséiert soll ginn, oder ass dëse Sujet entre-temps ad acta geluecht ginn? Am Fall vun enger positiver Äntwert op den zweeten Deel vun der Fro 3) géif ech gäre vum Här Statsminister wëssen, firwat e seng Meenung geännert huet?

Réponse (23.10.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

A senger parlamentarescher Ufro berifft den Deputéierte sech op de Pressebriefing vum 6. Juli 2007, an deem gesot gouf, datt de roud-wäiss-bloe Fändel eise Fändel bleift, mä datt den «Roude Léiw» soll gläichberechtegt unerkannt ginn an datt an déi Richtung soll légiféréiert ginn.

Hei meng Äntwerten op dem Deputéierte seng Froen zu dësem Thema:

1) Niewent der Prinzipiëfro, ob de roud-wäiss-bloe Fändel de Lëtzebuerger Fändel bleift oder ob mir den «Roude Léiw» als nationale Fändel sollen unerkennen, gëtt et eng ganz Rei vu méi technesche Problemer am Zesummenhang mat deenen anere Fändelen, déi hei zu Lëtzebuerg benotzt ginn (Pavillon maritime, Fändel vun der Police, Fändel vun der Arméi, Cocarde de l'aviation militaire), déi d'Regierung am Kader vum Gesetzesprojet, dee si der Chamber wëllt virleeën, wollt geléist hunn. Dës Froe sinn zesumme mat den Experte vun der Commission héraldique diskutéiert ginn, an d'Léisungen, déi zréckbehale goufen, wäerten hiren Nidderschlag am Gesetzesprojet fannen.

2) D'Fändelsfro ass net an de Koalitiounsverhandlunge behandelt ginn.

3) D'Regierung wäert bannent kuerzem e Gesetzesprojet zur Fro vum Lëtzebuerger Fändel déposéieren.

Question 0086 (22.9.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **mise à disposition d'un test sanguin visant à détecter de manière précoce les cancers du côlon:**

Il résulte d'un article paru cette semaine dans le magazine allemand «Focus» que l'Allemagne s'apprête à commercialiser et mettre à la disposition du public un premier test sanguin de détection des cancers du côlon («Sept9-Krebstest»). Ce test devrait être disponible à partir du 1er octobre 2009. Il constituerait de l'aveu de certains chercheurs et médecins-experts une bonne alternative à la coloscopie très envahissante permettant de découvrir 50% des cancers à un stade très précoce et près de 80% des cancers à un stade plus évolué. Il est rappelé que le cancer du côlon constitue, après le cancer des poumons, la deuxième cause de décès en Europe.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Le Luxembourg va-t-il également commercialiser et mettre à la disposition ce test sanguin?

2. Dans l'affirmative, quand sera-t-il disponible?

3. Sera-t-il remboursé par la Caisse nationale de santé respectivement les caisses de maladie du secteur public?

4. Si le Luxembourg se dote d'un tel test, n'y aurait-il pas lieu de lancer une campagne de sensibilisation visant tant les médecins que les patients, surtout les personnes âgées de plus de 50 ans, à l'instar de ce qui se fait déjà par exemple pour la mammographie?

5. Si le Luxembourg n'entend pas suivre l'exemple allemand, quelles sont les raisons du refus de mise à disposition du test en question?

6. Dans cette dernière hypothèse, quelles sont les alternatives non-envahissantes proposées pour améliorer et optimiser la prévention du cancer du côlon?

Réponse (23.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le test de diagnostic in vitro: «Epi pro Colon» consiste en trois «kits»

- Epi pro Colon Plasma DNA Präparations-Kit

- Epi pro Colon real-time PCR-Kit

- Epi pro Colon Work Flow Kontroll-Kit

Le test a fait l'objet d'une notification et d'un enregistrement auprès de l'autorité compétente en Allemagne en date du 6 octobre 2009. Ce test porte le marquage CE de conformité et peut donc librement circuler en Europe et être mis sur le marché et mis en service.

Ce test vise à amplifier et à rechercher l'ADN méthylé de la région V2 du «Septin 9-Gen (SEPT9)» dans le plasma sanguin. Ce bio marqueur (mSEPT9) n'existe pas dans la muqueuse normale du gros intestin et est donc révélateur d'une pathologie.

D'après les renseignements actuellement disponibles le test donne 30% de faux négatifs, c'est-à-dire que 30% de cas de cancer ne sont pas diagnostiqués. En raison des faux négatifs le test devrait être refait à intervalles réguliers.

Par ailleurs d'autres pathologies à l'intestin (Crohn, rectocolites, ulcère gastrique) ainsi que certaines affections inflammatoires articulaires peuvent donner des résultats positifs. Donc, en cas de résultat positif, une coloscopie s'impose pour faire la part des choses.

Le test en question n'est pas à ce jour disponible au Luxembourg, alors qu'aucun laboratoire luxembourgeois n'a encore été approché par son distributeur en vue de sa commercialisation.

Quant à sa prise en charge par les organismes de la sécurité sociale, celle-ci présuppose une demande en ce sens adressée à la CNS, suivie d'une négociation sur le prix. Sauf erreur de ma part la CNS n'a pas encore été saisie d'une demande en rapport avec ce test.

Actuellement il existe une étude internationale «PRESEPT» en vue d'évaluer l'utilité d'une détection systématique précoce du cancer du côlon, du point de vue clinique et socioéconomique, à l'aide du test sanguin mSEPT9. Les premiers résultats sont attendus pour la fin de l'année ou au début de l'année 2010.

Pour l'instant la coloscopie reste l'examen de choix.

Question 0087 (22.9.2009) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant les **associations agréées pour ester en justice:**

La loi du 19 juillet 1997 sur l'incrimination de racisme dispose, en son article VI, que «toute association, d'importance nationale, dotée de la personnalité morale et agréée par le ministre de la Justice peut exercer les droits reconnus à la partie civile» et donc ester en justice si les intérêts collectifs pour lesquels elle s'engage sont en cause.

La loi du 6 décembre 2006 sur l'égalité de traitement et l'interdiction des discriminations reprend le même droit pour «toute association sans but lucratif d'importance nationale dont l'activité statutaire consiste à combattre la discrimination (…) et qui a été préalablement agréée par le ministre de la Justice».

Les deux lois précisent que l'action en justice des associations agréées requiert, quand il s'agit de faits portant préjudice à des personnes considérées individuellement, l'accord explicite des personnes victimes de ces faits.

Il serait donc utile que le public, et notamment les victimes ou les victimes potentielles connaissent les coordonnées des associations agréées par le Ministre de la Justice, soit pour se faire conseiller, soit pour défendre leurs intérêts.

Je voudrais donc prier Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

- Quelles sont les associations agréées au titre de la loi de 1997 et celles agréées au titre de la loi de 2006?

- Puisque les deux lois énumèrent (à juste titre) les différentes formes de discrimination, quels sont les motifs de discrimination couverts par les agréments respectifs?

- Le Ministre de la Justice aurait-il aussi refusé globalement ou partiellement des demandes d'agrément soumises par des associations, et si oui, quels ont été les motifs de ce refus?

Réponse (21.10.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1. Agréments au titre de la loi du 19 juillet 1997 sur le racisme et de la loi du 28 novembre 2006 sur l'égalité de traitement.

Les associations sans but lucratif suivantes ont été agréées au titre de la loi précitée du 19 juillet 1997:

L'a.s.b.l. «ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS», en abrégé «ASTI», a été agréée par arrêté ministériel du 27 octobre 1997.

L'a.s.b.l. «CENTRE DE LIAISON, D'INFORMATION ET D'AIDE POUR LES ASSOCIATIONS DES PROJETS AU LUXEMBOURG», en abrégé «CLAE SERVICES ASBL», a été agréée par arrêté ministériel du 27 octobre 1997.

Les associations sans but lucratif suivantes ont été agréées au titre de la loi précitée du 28 novembre 2006:

L'a.s.b.l. «ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS», en abrégé «ASTI», a été agréée par arrêté ministériel du 18 février 2008.

L'a.s.b.l. «INFO-HANDICAP, CONSEIL NATIONAL DES PERSONNES HANDICAPÉES» a été agréée par arrêté ministériel du 25 mars 2009.

L'a.s.b.l. «CHIENS GUIDES D'AVEUGLES AU LUXEMBOURG» a été agréée par arrêté ministériel du 22 juillet 2009.

2. Les agréments ne précisent pas les motifs de discrimination couverts, mais contiennent une référence globale aux articles applicables, c'est-à-dire à l'article VI de la loi du 19 juillet 1997 et à l'article 7 de la loi du 28 novembre 2006.

3. À ce jour, aucune demande n'a été refusée.

Question 0089 (23.9.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **rénovation de la grande tour de l'abbaye bénédictine de Clervaux:**

Depuis plusieurs années, la grande tour de l'abbaye bénédictine de Clervaux disparaît derrière un échafaudage impressionnant sans que les travaux en question ne semblent progresser visiblement.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Dans quelle mesure le Ministère de la Culture intervient-il dans la rénovation de la tour?

- Quelle est sa part dans le financement de ces travaux?

- Quelles sont les raisons de la stagnation du chantier?

- Pour quand Madame la Ministre envisage-t-elle la fin des travaux?

- À combien s'élèvent les coûts de location de l'échafaudage depuis son installation?

Réponse (13.11.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question parlementaire N°89 de l'honorable Député Monsieur André Bauler relative aux travaux de réparation de la tour de l'abbaye de Clervaux, il est répondu comme suit:

Ayant assumé la maîtrise d'ouvrage, au début des années 1990, de la réfection de la tour de l'abbaye de Clervaux, et vu l'apparition d'infiltrations d'eau à partir de 1994, l'État a fait procéder, ensemble avec les propriétaires de l'abbaye, à une expertise afin de faire déterminer l'origine des ces infiltrations. Après plusieurs années, cette expertise vaste et compliquée, assortie de nombreux travaux d'essais, a mené l'État et les propriétaires à un arrangement qui consiste pour les propriétaires d'achever les travaux de réparation. Ces travaux ont d'ailleurs déjà pu être entamés par les propriétaires, parallèlement aux travaux d'expertise.

Les travaux d'expertise et les travaux d'essais ont été financés par l'État pour la somme de 391.520,42 euros, y inclus les coûts relatifs à l'échafaudage de l'ordre de 128.220,55 euros.

Quant à la question de la durée des travaux restants, ainsi qu'il découle des alinéas précédents, elle sera déterminée par le maître d'ouvrage, à savoir le propriétaire, et les corps de métiers effectuant les travaux.

Question 0091 (24.9.2009) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**autorisation ministérielle pour la cueillette de champignons comestibles:**

Le règlement grand-ducal du 19 août 1989 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces végétales de la flore sauvage prévoit dans son article 5 que «La cueillette dans un but non lucratif des champignons comestibles énumérés à l'annexe B2 est limitée à 1 kg poids frais par personne et par jour.

Une autorisation ministérielle est requise pour la cueillette des champignons comestibles de l'annexe B2 dans un but lucratif. L'autorisation doit être présentée à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

De toutes les autres espèces de champignons il ne peut être prélevé que trois carpophores au maximum par personne».

Or, il me revient qu'un grand centre d'alimentation en gros au Luxembourg vend des «truffes du Luxembourg» (tuber aestivum), un champignon sauvage qui ne figure pas à l'annexe B2 et qui, d'après l'alinéa 3 de l'article précité, fait partie des espèces protégées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de personnes détiennent une autorisation ministérielle pour la cueillette des champignons comestibles de l'annexe B2 dans un but lucratif?

- Est-ce que les champignons mis sur le marché de cette façon sont contrôlés de manière systématique?

- Dans l'affirmative, existe-t-il des mesures supplémentaires pour garantir que des champignons non contrôlés, respectivement des espèces protégées ne soient mis en vente?

Réponse (19.11.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Pour l'année 2009, vingt personnes détiennent une autorisation ministérielle pour la cueillette des champignons comestibles de l'annexe B2 du règlement grand-ducal du 19 août 1989 dans un but lucratif. Ces autorisations sont personnelles et valables jusqu'au 31 décembre 2009. La cueillette est, pour toute personne autorisée, limitée à un poids de cinq kilos de champignons frais par jour.

Les agents de l'Administration de la nature et des forêts contrôlent les personnes cueillant des champignons dans les bois à chaque fois qu'ils le jugent nécessaire.

Si les champignons mis sur le marché de cette façon ne sont donc pas contrôlés de manière systématique, il convient cependant de relever que le Ministère de la Santé et ses services procèdent à des contrôles de l'ensemble des aliments, ce qui inclut donc également les champignons.

Enfin, il est important de noter qu'un projet de règlement remplaçant le règlement grand-ducal du 19 août 1989 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces de la flore sauvage est en cours de procédure et que les champignons sont également visés par le projet en question.

Q28

Question 0094 (24.9.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**extension du système des chèques-services aux jeunes sapeurs-pompiers:**

À partir du 15 septembre 2009, le groupe des prestataires du «chèque-service accueil» a été étendu aux institutions d'enseignement musical dans le secteur communal et aux services d'animation et de formation sportive au niveau associatif.

Sachant que, selon le programme gouvernemental, «des initiatives en faveur du bénévolat permettant d'aider les clubs sportifs et témoignant d'une reconnaissance aux bénévoles méritants» seront lancées par le Gouvernement, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle m'expliquer pour quelles raisons les corps de sapeurs pompiers ne figurent pas parmi les bénéficiaires du système des chèques services, alors que ceux-ci apportent, via la formation de nombreux jeunes, une contribution substantielle dans le bénévolat luxembourgeois?

- Est-il envisagé d'étendre le système des chèques-services aux jeunes sapeurs-pompiers? Si oui, dans quels délais pourra-t-on s'attendre à une telle décision?

Réponse (12.10.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il y a lieu de noter que le corps des sapeurs-pompiers est déjà actuellement retenu comme prestataire du chèque et ce au même titre que tous les services agréés offrant des activités de vacances, selon les modalités suivantes:

Les enfants qui vivent dans les ménages bénéficiaires du revenu minimum garanti et les autres enfants exposés au risque de pauvreté bénéficient d'une inscription gratuite à des activités de vacances complémentaires organisées pendant les vacances scolaires et/ou l'inscription gratuite dans une institution d'enseignement musical dans le secteur communal, dans une école de sport et/ou dans un service de formation informelle au niveau associatif reconnus à cette fin par leur ministre de tutelle respectif, sur avis favorable des services psycho-sociaux, socio-éducatifs ou médico-sociaux.(cf.: chapitre 5; brochure chèque service accueil)

Concernant une extension du système des chèques services accueil aux activités régulières et/ou hebdomadaires des organisations offrant des activités d'animation aux enfants, elle ne sera envisagée qu'après une évaluation détaillée de l'extension actuelle aux écoles de musique et aux associations sportives reconnues; donc au plus tôt pour 2011.

Question 0098 (25.9.2009) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant la **signalisation à messages variables aux abords des écoles:**

Dans plusieurs pays européens, il existe une signalisation à messages variables aux abords des écoles qui permet de réduire la limitation de la vitesse maximale autorisée à 30 ou 20 km/h aux seuls moments d'entrées et de sorties de l'école. Ainsi, les enfants et adolescents peuvent être mieux protégés, même à des endroits où une limitation de vitesse permanente à 30 km/h n'est pas envisageable.

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que des mesures similaires pourraient être appliquées au Luxembourg? Dans l'affirmative, est-il prévu d'installer une telle signalisation à quelques endroits précis à titre d'essai?

Réponse (26.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se renseigne sur la possibilité de limiter, de façon temporaire, la vitesse à respectivement 20 ou 30 km/h aux abords des écoles, moyennant des signaux routiers à messages variables.

Tout en reconnaissant, a priori, le bien-fondé d'une telle mesure qui pourrait être indiquée aux abords des écoles, force est de constater que l'introduction de pareille mesure présuppose une modification de la législation routière, en l'occurrence de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

En effet, alors qu'en application des «Dispositions Générales concernant les signaux d'interdiction et de restriction» du chapitre III de l'article 107 du Code de la Route, l'utilisation de panneaux à messages variables est possible, le Code de la Route ne prévoit en revanche pas de limitations de vitesse non permanentes et exige que chaque modification d'un signal d'interdiction ou de restriction doit faire l'objet d'un règlement de circulation. Une seule exception existe pour les panneaux à messages variables du CITA sur les autoroutes qui, selon les dispositions de l'article 156bis du Code de la Route, sont d'application dès leur affichage.

Il s'ensuit que la mise en pratique de la proposition de Monsieur le Député exigerait donc non seulement une modification du Code de la Route, mais également la mise en place d'une instance publique qui enclenche et déclenche le système au commencement et à la fin des plages horaires prévues.

Étant donné qu'un groupe de travail de la Commission de circulation de l'État est en train de reconsidérer les critères d'aménagement de zones de trafic apaisé (zones résidentielles, zones 30 km/h, zones de rencontre), j'inviterai ledit groupe à intégrer votre proposition dans ses réflexions.

Question 0100 (28.9.2009) de **MM. Jean Huss** et **Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **traitement de substitution au mephenon:**

Un grand nombre de patients toxicomanes suivent un traitement de substitution au Mephenon, un médicament à base de méthadone en forme de pilule. Afin de garantir efficacement qu'un médicament atteigne un groupe ciblé, il faut, d'une part, qu'il soit disponible de stock et, d'autre part, que de nombreuses pharmacies en assurent la délivrance.

Selon nos informations, ce médicament aurait été en rupture de stock durant plusieurs mois. Nous aimerions, dans ce contexte, avoir des précisions de la part du Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que ces informations sont correctes?

- Dans l'affirmative, quel a été l'impact de cette pénurie? Quelles en sont les raisons? Comment les patients ont-ils pu suivre leur traitement? Comment éviter cela à l'avenir?

- Est-ce que toutes les pharmacies peuvent délivrer ce médicament?

- Dans la négative, pourquoi? Est-ce que cet état de fait n'entraîne pas inévitablement une concentration inutile de ces patients pour certaines pharmacies? Monsieur le Ministre trouve-t-il cette situation convenable? Quelles solutions le Ministre pourrait-il envisager pour parer à cette situation?

Réponse (30.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les honorables Parlementaires font état d'une rupture de stock concernant le médicament Mephenon (méthadone DCI), couramment employé dans le traitement de la toxicomanie par substitution.

Je puis confirmer cette rupture de stock, qui perdure. Cet état de choses semble être dû au fabricant. La société détentrice de l'autorisation de mise sur le marché, établie en Belgique, ne s'est même pas donné la peine d'en avertir mes services.

Actuellement la méthadone, qui est la substance active du Mephenon, est délivrée aux toxicomanes sous forme de préparation magistrale, réalisée par le pharmacien. La méthadone est disponible en quantités suffisantes.

La préparation magistrale du produit de substitution prend cependant davantage de temps que la simple délivrance du médicament sous forme de comprimés, circonstance qui pourrait éventuellement dissuader l'un ou l'autre pharmacien d'assurer ce service. Compte tenu cependant de la limitation légale du nombre des officines et du fait que celles-ci assurent dès lors un service public, je puis affirmer que les pharmaciens sont obligés d'assurer la délivrance du produit de substitution.

Il existe un deuxième médicament de substitution, bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché, produit en Allemagne. Il se fait cependant que ce médicament n'est pratiquement pas utilisé en Allemagne et peu prescrit au Luxembourg, de sorte que le laboratoire allemand n'en produit que très peu. Il semblerait que les toxicomanes seraient demandeurs plutôt du Mephenon, plus facilement manipulable en vue d'une injection que le produit allemand correspondant. Cette attitude, si elle se confirmait, laisserait supposer une utilisation à des fins plutôt détournées du produit de substitution et ne s'opposerait certainement pas à un remplacement du médicament belge par le médicament allemand.

Le producteur allemand est disposé à produire des quantités plus importantes de son médicament pour le marché luxembourgeois, mais demande des garanties d'écoulement de cette production. Mes services sont en train d'examiner les problèmes pratiques et juridiques que cela comporte.

Question 0102 (15.9.2009) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **statistiques sur les études supérieures:**

En réponse à ma question parlementaire N°0810 de décembre 2005 *(cf. compte rendu N°7/2005-2006)* sur les intentions du Gouvernement de créer une base de données fiable concernant le parcours des étudiants du Luxembourg qui poursuivent des études supérieures à l'étranger ou au Luxembourg, la Ministre de l'Éducation nationale, conjointement avec le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, m'indiquaient que:

«Pour ce qui est de la création d'une base de données relative aux étudiants qui résident au Luxembourg et qui poursuivent des études supérieures à l'étranger ou au Luxembourg, mes services sont en concertation avec la Caisse nationale des prestations familiales du Grand-Duché de Luxembourg.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Madame la Ministre de l'Éducation nationale dispose-t-elle désormais de ces données statistiques?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous faire part de ces données?

- Dans la négative, comment le Gouvernement peut-il poursuivre le but ambitieux de «50% de bac plus» s'il ne dispose pas de ces données statistiques élémentaires? Quels sont les problèmes survenus avec la Caisse nationale des prestations familiales afin d'obtenir certaines informations statistiques? Quand et comment le Gouvernement pense-t-il pouvoir détenir ces données?

Réponse (29.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je ne dispose pas encore de façon régulière des données statistiques concernant les étudiants qui résident au Luxembourg et qui poursuivent des études supérieures. Mon département entend poursuivre dans les mois à venir la collaboration avec la Caisse nationale des prestations familiales afin d'aboutir à une saisie régulière de données en matière de transition et de poursuite d'études ultérieures.

Je vous informe qu'en ce moment, le développement de deux méthodes de collecte de données est poursuivi par mes services:

1. Une collecte de données par la Caisse nationale des prestations familiales: celle-ci remet à la fin de chaque année scolaire un questionnaire aux personnes ayant atteint l'âge de 18 ans et ne fréquentant plus l'école post-primaire au Luxembourg. Ce questionnaire requête sur la situation des jeunes, notamment eu égard à la poursuite d'études supérieures à l'étranger. Les questionnaires, complétés à la main par les jeunes gens, sont ensuite scannés par les services de la CNPF pour les intégrer dans un fichier électronique.

2. Une collecte par le Centre de Documentation et d'Information sur les Études Supérieures (CEDIES): ces données concernent les étudiants qui ont introduit une demande pour une aide financière pour leurs études. Afin que mon département puisse accéder à ces données, une autorisation préalable auprès de la

Commission nationale pour la Protection des données a été introduite le 5 octobre dernier.

Question 0104 (29.9.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **Euro Health Consumer Index:**

Der Euro Health Consumer Index 2008 zeigte Luxemburg unter 31 Ländern an vierter Stelle hinter den Niederlanden, Dänemark und Österreich.

Auch wenn das Resultat sich quantitativ zeigen ließ, so gab es doch qualitativ erhebliche Mängel, hauptsächlich im Bereich der Patienteninformation und der Patientenrechte, im Bereich e-health und im Bereich Effektivität der Therapien.

Im Euro Health Consumer Index 2009 hat unser Land fünf Plätze verloren, hauptsächlich weil verschiedene medizinische Therapien nicht so gut sind wie in anderen europäischen Ländern.

Deshalb möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was will das Ministerium unternehmen, um eine qualitativ bessere medizinische Versorgung zu gewährleisten?

2) Um welche medizinischen Therapien, die nicht mit den besten Ländern mithalten können, handelt es sich?

Réponse (10.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Der ehrenwerte Abgeordnete schließt aus den Resultaten 2008 beziehungsweise 2009 des Euro Health Consumer Index, dass es in Luxemburg Mängel im Bereich der Patienteninformation und der Patientenrechte, im Bereich e-health und im Bereich der Effektivität der Therapien gibt.

Ich möchte dieser Bewertung des Fragestellers widersprechen, oder sie zumindest stark nuancieren, auch wenn es in den angesprochenen Bereichen sicher Verbesserungspotential gibt.

Insbesondere möchte ich daran erinnern, dass,

1) was die Patienteninformation und -rechte anbelangt, Luxemburg 1998 eines der ersten europäischen Länder war, welches diese Thematik in seiner Gesetzgebung verankerte (loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers). Zudem wurde diese Thematik auch 2006 in der Neufassung des „Code de déontologie médicale", vertieft.

Ich erinnere auch daran, dass das Gesundheitsministerium die Patientenvertretung finanziell stark unterstützt und unter anderem deren mehrsprachige Broschüren zu dieser Thematik integral finanziert. Zudem hat das Gesundheitsministerium 2009, in Zusammenarbeit mit dem CRP-Santé und e-Santé, das Gesundheitsportal (www.santé.public.lu) zu besagtem Zwecke geschaffen.

2) in der Bewertung des Euro Health Consumer Indexes 2009 Luxemburg im Bereich e-health mit 42 von möglichen 75 Punkten zum Beispiel noch vor seinen Nachbarn Frankreich (33), Belgien und Deutschland (je 38) erscheint.

3) was die Effektivität der Therapien anbelangt, Luxemburg in drei detaillierten Studien die bisher von den Autoren des Euro Health Consumer Indexes in den europäischen Ländern durchgeführt wurden,

- 2008 als Nummer 1 im Bereich der Versorgung des Herzinfarktes ausgezeichnet;

- 2008 als Nummer 15 in der Diabetesversorgung eingestuft;

- 2009 wiederum als Nummer 1 im Bereich der Versorgung der HIV/Aids-Patienten ausgezeichnet wurde.

Darüber hinaus kann ich dem Abgeordneten versichern, dass, wie in der Regierungserklärung vorgesehen,

- ein modernes Gesetz über die Patientenrechte und -informationen in Ausarbeitung ist, und das obengenannte Krankenhausgesetz in Überarbeitung ist,

- im Bereich e-health, unter anderem über das Programm „e-Santé", in Zusammenarbeit mit sämtlichen Akteuren im Gesundheitswesen schon weit fortgeschrittene Anstrengungen laufen, um den relativen Rückstand im Vergleich mit den in dieser Hinsicht besser klassierten Ländern aufzuholen,

- mehrere Arbeitsgruppen daran arbeiten, die epidemiologische Datenerfassung zu verbessern, um unter anderem auch die Effektivität der Therapien besser nachvollziehen zu können.

In der Tat gibt es kein Indiz und keinen triftigen Grund anzunehmen, dass die Effektivität der Therapien im Großherzogtum unzureichend wäre; es fehlt aber an Transparenz, hauptsächlich mangels Erhebung verschiedener Daten und Instrumente (Register). Hier besteht ganz sicher Nachholbedarf, und dies haben wir auch klar, zum Beispiel in den letzten Ausgaben der „carte sanitaire" öffentlich hervorgestrichen und dazu Aktionspläne vorgelegt.

Eine endgültige und nachhaltige Verbesserung dieser Lage wird aber erst durch eine national vereinheitlichte elektronische Patientenakte erreicht, an deren technischen und legalen Voraussetzungen wir arbeiten. Es gibt schon bemerkenswerte lokale Lösungen - wie zum Beispiel das Pilotprojekt „Metavision" im CHL - das alle Voraussetzungen für die Anforderungen von Nachvollziehbarkeit, Informationsfluss und Belegung der Effektivität der Therapien erfüllt.

Der ehrenwerte Abgeordnete möchte des Weiteren wissen, in welchen medizinischen Therapien Luxemburg nicht mit den besten Ländern mithalten könnte, laut Euro Health Consumer Index.

Er beruft sich hier wahrscheinlich auf folgendes Zitat aus der Pressemitteilung 2009 über das Euro Health Consumer Index ranking:

«Le Luxembourg offre un bon système de soins de santé à ses citoyens, explique le Dr Arne Bjornberg, Directeur de recherche pour l'Indice européen des Consommateurs de soins de santé. Néanmoins, ce système perd les points requis pour être au début du classement à cause de quelques résultats de traitements médicaux qui ne sont pas parmi les meilleurs en Europe».

Der Autor wird in seiner Aussage nicht deutlicher und ich kann auch nicht nachvollziehen, was er genau damit meint.

Ich möchte noch hervorheben, dass einer von meiner Dienststelle vorgetragenen Reklamation zum Teil Rechnung getragen wurde und Luxemburg nunmehr im abschließenden Klassement um einen Platz verbessert auf Platz 8 erscheint, mit 777 Punkten und im Vergleich zu 2008 sein Resultat um 20 Punkte verbessert.

Question 0105 (29.9.2009) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **bail à usage d'habitation:**

La presse de ce jour relate l'inauguration d'une Agence immobilière sociale créée par le Gouvernement et signale qu'elle est installée au premier étage d'un immeuble dans une rue typiquement résidentielle de Bonnevoie.

La loi relative au bail à usage d'habitation du 21 septembre 2006 a donné aux communes une base légale (articles 26 et 27) pour éviter que des habitations disponibles ne soient affectées à d'autres fins que le logement. Comme la situation en matière de logements est particulièrement tendue dans la ville de Luxembourg, il importe de faire respecter le plan d'aménagement général qui prévoit les secteurs réservés aux habitations.

J'aimerais donc demander à Monsieur le Ministre si l'État a bien contrôlé que le plan d'aménagement général de la ville de Luxembourg permet d'installer des bureaux dans ladite rue, en d'autres termes s'il ne contrevient pas à la loi du 21 septembre 2006.

Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste des organismes relevant du Gouvernement ou de l'État en général ou subventionnés par l'État disposant de bureaux qui sont installés dans les quartiers d'habitation de la ville de Luxembourg, en contravention au PAG de la ville?

Réponse (10.11.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

L'agence immobilière sociale (AIS) n'a pas été créée par le Gouvernement tel qu'annoncé par l'honorable Député Ben Fayot, mais constitue un service de la Fondation pour l'Accès au Logement, qui elle est un établissement d'utilité publique. Une convention signée entre le Ministre de la Famille et de l'Intégration, le Ministre du Logement et ladite Fondation assure le financement public de ce service.

Les bureaux de l'AIS se trouvent par contre effectivement à Bonnevoie, 60 rue des Romains, une rue typiquement résidentielle, dans un immeuble occupé depuis des années déjà par l'a.s.b.l. Wunnengshëllef.

Pour ce qui est de la situation juridique de ces locaux à l'égard de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, il y a lieu de noter que le législateur ne se réfère aucunement au PAG d'une commune, mais soumet la transformation d'un logement, tout en précisant qu'il doit encore s'agir d'une habitation habituellement louée pour servir de logement, en bureau ou local à usage commercial ou artisanal à l'autorisation de la part du collège des bourgmestre et échevins.

Ne sont donc pas visés:

- Les locaux locatifs transformés en bureaux qui n'ont jamais servi à l'habitation;

- Les logements transformés en bureaux occupés par leurs propriétaires;

- Les logements locatifs habituellement loués pour servir d'habitation transformés en bureaux avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les baux à loyer, l'ancien texte de 1955 ne disposant d'aucune sanction en cas d'infraction.

Question 0107 (29.9.2009) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **infrastructures du Lycée technique d'Ettelbruck:**

Depuis des années, les infrastructures du Lycée technique d'Ettelbruck (LtEtt) ne répondent plus aux besoins de sa population scolaire qui compte actuellement environ 1.400 élèves.

Les pavillons hébergeant une partie des salles de classe se trouvent de nos jours dans un état vétuste. Les structures d'accueil, destinées à encadrer les élèves en dehors des leçons proprement dites et à accompagner des élèves en difficultés, font défaut. Le LtEtt manque en effet de locaux, tels une bibliothèque ou encore une salle de fêtes, nécessaires pour les activités littéraires et culturelles d'un lycée. À part quelques travaux de réfection et de rénovation, le projet de la transformation infrastructurelle du LtEtt semble rester sans perspective.

Dans ce contexte, nous nous empressons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions sur l'avancement des travaux de planification concernant la modernisation, voire l'agrandissement du LtEtt?

- Quel concept architectural le Ministère privilégie-t-il?

- Le Ministère a-t-il fixé un calendrier concernant la mise en œuvre de ces travaux?

Réponse (12.11.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les honorables Députés souhaitent avoir des informations sur le Lycée technique d'Ettelbruck dont les infrastructures ne répondent plus, à leur avis, aux besoins de sa population scolaire actuelle.

Il est précisé tout d'abord que depuis 2001, quelque six millions d'euros ont été investis dans différents travaux de modernisation du Lycée technique d'Ettelbruck concernant notamment des travaux de transformation du laboratoire de chimie, de la salle de travaux pratiques et de l'amphi physique, de la salle de biologie et des salles électro, des travaux de réaménagement du secrétariat et de la direction, de la loge du concierge et des salles pour le SPOS ainsi que l'aménagement d'un atelier polyvalent «carrosserie et peinture» et un laboratoire électrotechnique.

Quant aux infrastructures techniques, les travaux suivants ont été réalisés: transformation et modernisation de la chaudière, des installations électriques, y compris le remplacement de la commande centralisée, des tableaux électriques et de l'éclairage des couloirs ainsi que investissement dans l'installation d'un réseau informatique.

Il serait erroné de parler, par conséquent, de «quelques travaux de réfection susceptibles de laisser le Lycée technique sans perspective».

En outre, entre 2006 et 2009, il a été procédé à la remise en état du complexe sportif et de la piscine. Les salles de classe ont été remises en état et la toiture du bâtiment principal a été refaite ainsi que l'étanchéité des pavillons à caractère provisoire hébergeant une partie des classes.

Enfin, un parking à caractère écologique a été aménagé.

Pour 2010 il est prévu de pourvoir au remplacement des fenêtres des pavillons provisoires, de créer deux nouvelles sorties de secours pour les ateliers, de réaménager la salle des fêtes, de créer un espace préau couvert entre le bâtiment principal et le complexe sportif et de procéder à la remise en état des sanitaires.

À toutes fins utiles, il est précisé encore que des études sont en cours concernant la rénovation des bâtiments de l'actuel Lycée technique agricole à Ettelbruck. En effet, il est prévu que le Lycée technique agricole déménage dans de nouvelles infrastructures qui seront construites à Gilsdorf. Par la suite, les bâtiments existants du lycée technique agricole à Ettelbruck seront rénovés pour les besoins du Nordstadlycée. Dans ce contexte, il est prévu de construire des infrastructures communes (sport et cantine) pour le Nordstadlycée et le Lycée technique d'Ettelbruck à côté des bâtiments de l'actuel Lycée technique agricole.

Question 0112 (30.9.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **fermeture des bureaux de l'Administration des Douanes et Accises de Mersch et Goetzingen:**

Il me revient que les bureaux de l'Administration des Douanes et Accises de Mersch et Goetzingen seraient prochainement fermés et que les personnes concernées seraient alors affectées au Centre douanier à Gasperich.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels sont les motifs pour la fermeture des bureaux de l'Administration des Douanes et Accises concernés? Dans quels délais seront-ils fermés?

Réponse (21.10.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'Administration des Douanes et Accises est actuellement en train de revoir certains aspects de son organisation. La structure de l'Administration des Douanes et Accises n'est plus, au lendemain de l'abolition des frontières intracommunautaires, adaptée à répondre aux multiples défis et aux nouvelles tâches qui reviennent aux douaniers.

Cette réflexion ne mettra pas en cause le principe même des implantations régionales, mais il faudra éventuellement procéder à des regroupements de bureaux et de brigades existants pour créer des centres dotés de personnel en nombre suffisant pour permettre un fonctionnement efficace. Aucune décision définitive a été prise à cet égard.

Question 0113 (1.10.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **formation de l'assistant technique médical (ATM):**

Il me revient que le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) rencontre actuellement

des problèmes en vue de l'organisation des stages pratiques des élèves suivant la formation d'assistant technique médical (ATM).

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les problèmes susmentionnés? Dans l'affirmative, combien d'élèves sont concernés?

- Quel est exactement le profil d'un assistant technique médical (ATM)? Quels sont d'éventuels débouchés professionnels pour ce type de formation? En quoi consistent les différences par rapport à la formation du laborantin?

- Étant donné que l'Entente des hôpitaux envisage de ne plus engager des ATM de laboratoire, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la question d'une réforme de la formation ATM offerte par le LTPS se pose?

Réponse (23.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La direction du Lycée technique pour professions de santé a attiré notre attention sur le fait qu'un grand nombre d'élèves ont souhaité entamer la formation d'assistant technique médical de laboratoire et sur le nombre réduit de postes d'enseignement clinique dans les laboratoires luxembourgeois. Il y a actuellement 25 élèves inscrits en classe de 12eSL.

Le profil professionnel de l'assistant technique médical de laboratoire et celui du laborantin sont clairement définis dans la réglementation en vigueur: ils effectuent toutes les analyses médicales courantes: chimiques, hématologiques, bactériologiques, etc., et pratiquent les prélèvements nécessaires par prise de sang, tubage gastrique ou duodénal, oculaire, buccopharyngé et cutané. Les ATM travaillent sous la surveillance du laborantin qui assume également une fonction d'encadrement du personnel du laboratoire et qui a des compétences dans la mise au point et l'utilisation des appareils employés dans le travail de laboratoire. Ils peuvent travailler aussi bien dans les laboratoires d'établissements hospitaliers que dans les laboratoires d'analyses médicales privés.

La formation de l'assistant technique médical de laboratoire est d'une durée de trois ans au niveau de l'enseignement secondaire technique, tandis que le laborantin effectue une formation universitaire à l'étranger.

Vu l'évolution au sein des laboratoires médicaux due aux fusions et synergies des hôpitaux, de l'automatisation des analyses médicales et de l'offre des laboratoires privés, j'ai demandé au Ministre de la Santé de saisir les organes consultatifs du secteur pour nous faire savoir les besoins actuels et futurs en ce qui concerne le personnel et sa qualification professionnelle.

Question 0114 (1.10.2009) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant l'**analyse de la situation financière des communes par le Conseil supérieur des Finances:**

Q30

Le Conseil supérieur des Finances communales a été mis en place début 2003 suite à la diminution de l'impôt commercial communal de 0,8% qui a été décidée dans le cadre de la réforme fiscale de fin 2001. Le Conseil fut chargé de trouver des solutions de sauvegarde de la capacité financière des communes.

Par la crise économique et financière les communes se voient à nouveau confrontées à une situation où leur capacité financière future sera sérieusement compromise, tant par les dépenses découlant de leur contribution à l'amortissement du choc de la crise que par la chute de leurs revenus et dotations. Considérant ces problèmes, les responsables locaux auront besoin de conseils éclairés afin de garder leurs budgets équilibrés à court et à moyen terme. Le Conseil supérieur des Finances communales, composé de membres des Ministères de l'Intérieur et des Finances ainsi que de représentants des communes, pourrait y jouer un rôle Important.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- L'élaboration des budgets communaux pour les exercices à venir étant imminente, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le Conseil supérieur des Finances, qui ne s'est plus réuni depuis novembre 2007, devrait être convoqué d'urgence pour analyser la situation financière des communes et élaborer des propositions quant aux budgets futurs?

Réponse (14.10.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Lors de la dernière réunion entre le Syvicol et le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire (début de l'année 2009) la question de l'évolution de la situation financière pour les semestres à venir fut abordée et il a été décidé d'instaurer un groupe de travail technique entre des spécialistes à désigner par le Syvicol et des spécialistes de l'État pouvant fournir les données et les perspectives d'évolution.

La prochaine réunion de ce groupe aura lieu le 12 octobre 2009 où il sera fait l'état des recettes des neuf premiers mois et où il sera essayé de fournir une estimation des recettes pour l'année entière.

Sur le vu des résultats de cette entrevue au niveau technique le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région abordera immédiatement par après la question de l'évolution des finances des communes avec le bureau du Syvicol. La circulaire budgétaire aux communes pour la préparation des budgets de 2010 devrait par la suite être finalisée.

Une réunion du Conseil supérieur des Finances communales pourra être convoquée avant la fin de l'année pour discuter de la marche à suivre.

Question 0115 (2.10.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**étude ICCS (International Civic and Citizenship Education Study):**

Lors de sa conférence de presse du 29 septembre dernier, le président de l'APESS a vivement critiqué l'étude ICCS (International Civic and Citizenship Education Study), menée en avril et en mai 2009 pour l'Université du Luxembourg dans les classes de 6e et de 8e sur l'éducation à la citoyenneté. Selon les responsables de l'APESS, cette étude aurait comporté des questions tendancieuses et l'anonymat des réponses n'aurait pas été garanti.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des détails sur l'étude susmentionnée, notamment en termes de finalités et de coûts?

- Madame la Ministre peut-elle me dire si les dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ont été respectées dans le cadre de cette étude, notamment en ce qui concerne l'anonymat des réponses fournies par les élèves?

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer qui peut accéder à ces résultats?

Réponse (26.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La «International Civic and Citizenship Education Study» (ICCS) est une étude internationale dont la finalité est de mieux comprendre comment les jeunes sont préparés à assumer leur rôle de futurs citoyens dans les différents pays. L'école doit permettre à chacun de devenir pleinement responsable - c'est-à-dire autonome et ouvert à l'initiative - et assumer plus efficacement sa fonction d'éducation sociale et civique.

Les indicateurs développés par l'étude sur les activités des élèves, des enseignants et des directions, sur leurs dispositions, leurs attitudes face à une éducation à la citoyenneté contribueront à améliorer le climat scolaire en soutenant le développement d'une gouvernance plus démocratique de l'école. Les résultats de l'étude donneront des informations multiples sur les aspects de l'éducation à la citoyenneté compte tenu des curricula existants, de la culture propre à l'école et de la diversité des identités nationales. Elle s'inscrit dans le cadre des orientations politiques poursuivies par le Ministère de l'Éducation nationale puisque le Luxembourg ne possède, jusqu'à présent, pas de données fiables sur le savoir des élèves en matière civique, ni sur les valeurs acquises dans le cadre de l'enseignement.

Au total, 38 pays à travers le monde y participent. Au Luxembourg, l'étude principale s'est déroulée dans toutes les classes de 6e/8e de l'enseignement post-primaire au courant du 3e trimestre 2008/2009. Dans chaque lycée, les épreuves étaient réparties sur deux jours. La première journée était consacrée à la partie internationale de l'ICCS. La deuxième journée comportait un volet national.

La partie nationale de l'étude ICCS évaluait, au moyen d'un questionnaire élaboré par des chercheurs de l'Université du Luxembourg, les connaissances et les attitudes des élèves. Sa finalité est de fournir des éléments sur le sentiment de citoyenneté des jeunes directement rattachés au contexte luxembourgeois, afin d'arriver à des conclusions qui tiennent compte des spécificités de la société luxembourgeoise.

Les dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ont été respectées. L'anonymat du traitement des réponses fournies par les élèves est garanti à travers une convention de collaboration scientifique liant le MENFP et l'unité de recherche EMACS.

La participation à l'étude a été subventionnée par la Commission européenne puisque ICCS concourt à la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne en matière de cohésion sociale et de citoyenneté démocratique. De ce fait, la Commission européenne a pris en charge la totalité des frais de participation internationale qui s'élèvent à 90.750 € par pays participant. Les frais d'organisation pour le Luxembourg s'élèvent à environ 110.000 € par an pour une durée totale de trois ans.

Les résultats de l'étude ICCS sont attendus pour le 2e semestre 2010. Ils seront publiés dans le cadre d'un rapport international.

Question 0116 (2.10.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **place financière luxembourgeoise et le départ de la Landesbank Baden-Württemberg Luxembourg S.A.:**

Il ressort de plusieurs articles de presse que la Landesbank Baden-Württemberg Luxemburg S.A., qui actuellement occupe 230 personnes, va fermer son implantation à Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les motifs du départ de l'institution bancaire en question? La décision de départ est-elle notamment liée aux discussions sur le secret bancaire et les «paradis fiscaux» présumés?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la place financière court le risque du départ d'autres établissements bancaires publics allemands?

- Quelles ont été dans le passé et quelles sont actuellement les initiatives du Gouvernement pour exposer aux décideurs allemands les avantages de la place financière luxembourgeoise?

Réponse (12.10.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les décisions annoncées par la Landesbank Baden-Württemberg s'inscrivent dans le contexte des restructurations imposées par la Commission européenne des banques publiques allemandes et n'ont rien à voir avec les discussions relatives à la coopération fiscale internationale.

Dans le cadre de ses compétences en matière de concurrence et d'aides d'État, la Commission européenne exige de certaines banques des Länder allemands de se concentrer sur leur marché national. Il va sans dire que ces décisions surprennent dans une logique de marché intérieur européen et ne trouvent pas notre approbation.

Le Gouvernement continuera à s'engager dans les discussions au niveau européen pour le maintien du marché européen des services financiers et à présenter, dans cette logique européenne, les atouts de la place financière notamment aux dirigeants de maisons-mère des filiales bancaires luxembourgeoises et aux acteurs économiques des autres pays, y compris de l'Allemagne.

Question 0119 (2.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **conséquences du glissement de terrain entre Michelau et Erpeldange:**

Bei der Exploitatioun vun der Steekaul, tëschent Méchela an Ierpeldeng, ass et de 6. Juli 1997 zu engem Äerdrutsch komm, bei deem eng ganz Rei vun décke Fielsbrocken op d'Strooss gefall sinn. D'Steekaul gouf zougemaach an d'Strooss huet musse gespaart ginn. D'Käschten, déi dem Stat duerch dësen Äerdrutsch entstane sinn, belafe sech op iwwer 740.000 €.

Laut der parlamentarescher Äntwert op d'Fro Nummer 3190 uganks vum Joer *(cf. compte rendu N°12/2008-2009)* ass de Stat vum Joer 2008 u Proprietär vun dëser Steekaul an et wier eng Analys an Optrag gi ginn, fir iwwert d'Zukunft vun dëser Plaz ze befannen. D'Analys sollt bis Mëtt vun dësem Joer ofgeschloss sinn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi héich war de Kafpräis vun dëser Proprietéit?

2. Déi duerch den Äerdrutsch verursaacht Käschte fir d'Allgemengheet belafe sech jo op iwwer 740.000 €, wéi deelen déi sech op?

3. Ass d'Analys ofgeschloss, a wat sinn d'Konklusiounen?

4. Laut den Aussoe vum Här Minister besti jo zwou Méiglechkeeten, fir dëser Situatioun no iwwer zwielef Joer en Enn ze bereeden. Wat fir eng Léisung gouf zréckbehalen, a wéi ass hei den Zäitplang?

Réponse (10.11.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Deputéierte Jean Colombera wëllt gär e puer Informatiounen iwwert den Äerdrutsch vun 1997 op der Route nationale 27 tëscht Méchela an Ierpeldeng.

De Kafpräis vun der deemoleger Proprietéit aus der Faillite Walch & Schou, déi siwe Parzellen ëmfaasst, beleeft sech op 28.205 Euro, bei engem Präis vu 50 Euro den Ar an enger Gesamtfläch vu 564,10 Ar.

Déi bis elo ugefale Käschten, ongeféier an der Gréisstenuerdnung vu 740.000 €, verdeele sech esou:

Etüden: 15%,

Reconnaissancen a Moossungen: 3,5%,

Provisorisch Déviatioun: 75%,

Locatioun vun Terrainen: 6,5%.

Déi däerzäiteg Etüden hunn als Zil, eng käschtegënschteg Méiglechkeet fir eng akzeptabel an definitiv Léisung fir de Site vun der Carrière wéi och d'Stroosseverbindung vun der N27 tëschent Méchela an Ierpeldéng ze sichen. Et ass ugeduecht, d'Strooss op dem lénke Sauerufer ëmzeleeden a se entspriechend ze schützen. Aus dëser Ursaach goufen no dem Ukaf duerch de Stat zousätzlech Reconnaissancen an der Carrière duerchgefouert, mam Zil, eng Parameterstudië mat verschiddene mathemateschen a geomechanesche Modelle mat analyteschen a numeresche Methoden duerchzeféie-

ren, fir d'Risikozeenarien, déi vum Site ausginn, ze bestëmmen.

Duerno gëtt d'Machbarkeet vu Schutzmoossnamen iwwerpréift, fir déi nei Strooss um selwechte Sécherheetsniveau ze schütze wéi aner Stroossen a fielsege Gebidder.

Wann déi technesch a finanziell Machbarkeet geséchert ass, mussen duerno déi entspriechend Genehmegunge bei aneren Departementer ageholl ginn. Wann d'Autorisatiounen da virleien, kënnen, a Funktioun vun de budgetären Disponibilitéiten, déi Mesuren ëmgesat ginn. Falls d'Machbarkeet awer net gewährleescht wier, misst den initiale Bréckeprojet exekutéiert ginn.

All déi Analyse sinn nach net ofgeschloss, d'mathematesch Modelle sinn awer schon opgestallt, an d'Parameterstudië sinn amgaangen. Viru kuerzem goufen awer schonn d'Risikozeenarien definéiert. An nächster Zäit kann d'Faisabilitéit vun de Sécherheetsmoossname studéiert ginn. Et ginn also momentan nach keng ëmsetzbar Konklusiounen, et ass och momentan nach net méiglech, en Zäitplang ze nennen. D'Autorisatiounsprozedure vun der definitiver Déviatioun vun der N27 goufen awer schonn ugefrot op Basis vun engem Avant-projet, deen awer wäert nach mussen adaptéiert ginn, a Funktioun vun de Resultater vun de Risikoanalysen.

Question 0120 (2.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **répercussions de la fusion entre BGL et BNP Paribas Luxembourg:**

Depuis le 21 septembre de cette année, BGL est devenue BGL BNP Paribas. Le 28 septembre, BNP Paribas a annoncé la fermeture - en France - de soixante agences Fortis (sigle précédent de la BGL) et de 20 centres d'affaires.

L'État luxembourgeois a investi 2,5 milliards d'euros dans l'ancienne Fortis Luxembourg et est actuellement, à côté du groupe BNP Paribas, un «actionnaire significatif» de la banque luxembourgeoise BGL BNP Paribas en détenant 34% du capital.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Quelles sont les garanties que l'État luxembourgeois a négociées vis-à-vis du maintien de l'emploi au Luxembourg dans l'ancienne Fortis Luxembourg respectivement BGL?

2. Quelles seront les répercussions au Luxembourg de la fusion des entités de la BGL et BNP Paribas Luxembourg?

3. Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il garantir que les déclarations «de ne pas licencier» ne cachent pas, comme c'est le cas pour Dexia Luxembourg, une réduction importante des effectifs de la banque par d'autres moyens?

Réponse (12.10.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Au moment de l'entrée au capital de la BGL par BNP Paribas, dans le contexte des opérations de soutien étatique aux banques systémiques du Luxembourg, le nouvel actionnaire BNP Paribas s'est engagé vis-à-vis du Gouvernement luxembourgeois à ne pas faire de plan social. Cet engagement de ne pas faire de licenciements économiques vaut évidemment aussi pour la fusion des entités des deux groupes au Luxembourg. Le Gouvernement ne dispose pas d'informations selon lesquelles «une réduction importante des effectifs de la banque par d'autres moyens» serait prévue.

Question 0121 (2.10.2009) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **plan de maintien dans l'emploi de l'entreprise Villeroy&Boch:**

L'entreprise Villeroy&Boch a prévu de fermer ses unités de production situées dans la ville de Luxembourg à la fin de 2010. 230 employés, dont 210 dans la production et 20 dans l'administration, seront alors sans emploi.

Grâce à la mobilisation des salariés, un plan de maintien dans l'emploi a pu être signé. Il a été retenu que chaque salarié qui trouverait un nouvel emploi serait libéré de ses fonctions sans perdre les indemnités négociées dans le cadre du plan de maintien dans l'emploi. Seuls les salariés occupant un «poste clé» ne pourront pas partir immédiatement.

Une première bourse de l'emploi vient d'avoir lieu le 28 septembre. Selon un communiqué de l'OGB-L, la direction a précisé à l'occasion de l'annonce de cette bourse qu'elle ne pourrait pas laisser partir plus de 16 personnes de la production, plus 20 salariés administratifs. Ce qui voudrait dire que presque 190 salariés de la production seraient considérés comme «postes clés», bloquant ainsi l'avenir professionnel de ces personnes.

J'aimerais demander à Monsieur le Ministre du Travail s'il considère que cette interprétation rigide du plan de maintien dans l'emploi par la direction de Villeroy&Boch est acceptable. À défaut, ne pourrait-on pas s'attendre à plus de flexibilité de la part de l'entreprise dans l'intérêt de ses salariés, entreprise qui profite de l'aide substantielle de l'État luxembourgeois à travers le chômage partiel pour des raisons conjoncturelles?

Réponse (11.11.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

S'il est vrai que le plan de maintien dans l'emploi signé entre la direction de la société Villeroy&Boch et la délégation du personnel et les syndicats OGB-L et LCGB a bien été homologué sur base d'un avis positif du Comité de conjoncture, il n'appartient cependant pas au Ministre d'interpréter ce plan.

Comme ce plan de maintien dans l'emploi prévoit une cellule de reclassement composée de représentants de toutes les parties signataires, il me semble que cette cellule devrait normalement constituer l'enceinte idéale en vue de la mise en œuvre correcte du plan.

L'honorable Député relève à juste titre qu'une première bourse de l'emploi s'est tenue le 28 septembre 2009, et s'il est vrai que lors de celle-ci peu de départs ont pu être organisés, alors que la production sur le site devra être assurée jusqu'au milieu de l'année 2010, il a été retenu d'organiser une seconde bourse en janvier ou février 2010.

En ce qui concerne les aides accordées par l'État dans le cadre du chômage partiel de source conjoncturelle, qui s'applique d'ailleurs uniquement pour les postes de travail qui vont rester à Luxembourg au-delà de 2010, il est évident que le secrétariat du Comité de conjoncture fait et continuera à faire un suivi régulier de l'exécution de cette mesure.

Question 0141 (6.10.2009) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **stationnement de véhicules:**

L'article 167bis du règlement grand-ducal du 19 mars 2008 arrête qu'aux endroits où la durée de stationnement doit être indiquée à l'aide d'un disque de stationnement, «l'indication horaire inexacte de l'immobilisation du véhicule ainsi que la modification de l'indication horaire initiale sans que le véhicule ait été déplacé sont interdits». L'article 167bis ancien, qui a été abrogé par le règlement grand-ducal cité ci-dessus, précisait que «le déplacement du véhicule à une distance inférieure à 150 m n'autorise pas la modification des indications horaires initiales».

Ce manque de précision quant au déplacement des véhicules rend la tâche des agents municipaux très difficile, notamment dans les quartiers du stationnement résidentiel des communes, qui sont souvent utilisés comme parking par un grand nombre de personnes employées à proximité.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait apporter les précisions nécessaires au règlement en question afin que les quartiers résidentiels de certaines communes soient délestés et afin d'éviter les abus de certains automobilistes en la matière?

Réponse (10.11.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des précisions sur le stationnement de véhicules aux endroits où la durée de stationnement doit être indiquée à l'aide d'un disque de stationnement.

L'obligation figurant à l'ancienne version de l'article 167bis de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), consistant dans l'obligation, pour le conducteur d'un véhicule en stationnement avec disque, d'effectuer un déplacement de 150 mètres pour pouvoir entamer une nouvelle période de stationnement, a été supprimée par le règlement grand-ducal du 19 mars 2008 au motif que pareille disposition est, en pratique, difficilement voire impossible à contrôler.

À relever à cet égard que la demande d'amender le Code de la Route en ce sens a été formulée à l'époque aussi bien par les représentants de la Police grand-ducale que par des autorités communales siégeant au sein de la Commission de Circulation de l'État. Par conséquent, il n'est pas prévu d'amender à nouveau la réglementation routière sur ce point.

Question 0142 (6.10.2009) de **MM. Fernand Etgen** et **André Bauler** *(DP)* concernant le **Musée national d'histoire militaire (MNHM):**

Au cours de ses 25 années d'existence, le Musée national d'histoire militaire de Diekirch (MNHM) a pris une envergure considérable en attirant de plus en plus de visiteurs venant de tous les coins du monde. Commémorant l'engagement des anciens combattants luxembourgeois dans les rangs des forces alliées au cours de la Seconde Guerre mondiale, ce musée constitue de nos jours l'un des lieux de mémoire de notre histoire nationale. La qualité pédagogique du MNHM et son succès sur les plans culturel et touristique sont dus surtout à l'engagement d'une poignée de bénévoles passionnés. À noter également que le musée a vocation de devenir un centre de documentation et de recherche historique.

Le MNHM, devenu musée national en 1993, est toujours géré en partie par la commune de Diekirch. Afin que le MNHM puisse se développer davantage, il faudrait - d'après le président du conseil d'administration du musée - revaloriser et agrandir non seulement les locaux actuels, mais avant tout se diriger vers une professionnalisation de la gestion administrative en engageant du personnel qualifié tels un conservateur, un archiviste ou encore un bibliothécaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Le Gouvernement partage-t-il l'ambition de faire du MNHM un véritable musée d'envergure nationale?

- Madame la Ministre de la Culture estime-t-elle qu'une gestion professionnelle du musée s'avère nécessaire?

- Quels moyens financiers le Gouvernement prévoit-il de mettre à la disposition du MNHM - à moyen et à long terme - afin de garantir son développement futur?

Réponse (19.11.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Les honorables Députés, MM. Fernand Etgen et André Bauler, s'enquièrent sur l'avenir du Musée national d'histoire militaire de Diekirch qui a développé, au cours des 25 dernières années, grâce à l'engagement d'une poignée de bénévoles et grâce à l'aide logistique et financière de la commune de Diekirch et de l'État luxembourgeois, une envergure considérable.

En réponse aux trois questions posées par les honorables Députés, je voudrais d'abord rappeler les réponses que le Ministre des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement et moi-même avions fournies le 11 mai dernier à la question parlementaire N°3308 de l'honorable Député Ali Kaes *(cf. compte rendu N°13/2008-2009)*, puisqu'elles me permettront de tracer convenablement l'évolution ultérieure du dossier:

«Lors de la visite effectuée par le Ministre du Budget et la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche le 27 mars 2008 au Musée national d'histoire militaire de Diekirch (MNHM), un certain nombre de décisions ont été prises, précisément, pour répondre aux questions

- de la rénovation et de l'agrandissement de l'actuel Musée,

- de l'adaptation de son concept aux développements muséographiques d'aujourd'hui et

- du financement de ses activités.

C'est ainsi que la convention annuelle que le MNHM a avec le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été doublée au budget 2009, pour atteindre la somme de 40.000.-. Le Ministère de la Défense, de son côté, a consenti, outre une aide annuelle plus modeste, une aide exceptionnelle pour des travaux de réaménagement. Enfin, les Ministères du Tourisme et de la Culture ont inscrit dans leur budget 2009 une ligne budgétaire pour payer une étude de faisabilité concernant l'orientation future du Musée. Le projet de réaménagement et de modernisation du Musée militaire figure également sur la liste des projets communaux susceptibles à être subventionnés dans le cadre du 8e programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. Par ailleurs, il faut relever que la commune de Diekirch continue d'aider financièrement le Musée.

Lors d'une réunion qui a eu lieu à la mairie de Diekirch en date du 21 avril dernier, et qui a rassemblé les représentants de l'État, de la Ville de Diekirch et de l'association, une étude architecturale a été présentée. Forts de cette étude, les représentants de l'État, de la Ville de Diekirch et de l'association ont décidé de demander les conseils d'une firme spécialisée en concepts muséologiques. Trois firmes spécialisées ont été contactées depuis: elles rencontreront les responsables du Musée dans les semaines à venir, sur le site, pour discuter d'une mission qui comprendra une étude pour traduire en réalité muséale le nouveau concept élaboré par l'association en mars 2009 et qui, d'autre part, fera des propositions pour une gestion et un financement adaptés aux nouvelles possibilités générées par un Musée plus grand et plus moderne.

Dès que le choix de la firme de consultants aura été décidé, un groupe de travail constitué par les représentants de l'État, de la Ville, de l'association et des experts choisis développera des propositions concrètes qu'il présentera au nouveau Gouvernement sorti des élections du 7 juin.»

À côté d'autres travaux préparatoires qui ont impliqué des collaborateurs de mon département et de celui du Tourisme avec ceux du MNHM, trois firmes spécialisées ont pu, entre-temps, rencontrer les responsables du Musée national d'histoire militaire de Diekirch. Une rencontre supplémentaire avec un des trois consultants potentiels a été fixée au 9 décembre prochain qui réunira, outre les représentants de l'a.s.b.l. «Dikricher Geschichtsfrënn» et de la commune de Diekirch, des représentants des Ministères de la Culture, du Tourisme et de celui de la Défense pour affiner la mission de l'équipe chargée de proposer un concept muséologique global pour le Musée.

Ce n'est qu'en connaissance des travaux proposés et de leurs implications financières qu'ils comporteront que le Gouvernement

pourra se prononcer sur les moyens qu'il pourra débloquer pour assurer une gestion professionnelle d'un musée entièrement restauré.

Question 0143 (6.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **taux de chômage au Luxembourg:**

Enn August hate ronn 13.000 Mënschen zu Lëtzebuerg keng Aarbecht. Rechent een d'Leit derbäi, déi vun enger Beschäftegungsmoossnam profitéieren, komme mer op ronn 16.000 Mënschen ouni Aarbecht, wat engem Chômagetaux vu 6,9 Prozent entsprécht.

An der Sendung „Kloertext" de 4. Oktober 2009 op RTL Tëlee Lëtzebuerg huet, a Presenz vun der Directrice vun der ADEM, Madame Mariette Scholtus, de laangjährege Placeur bei der ADEM, den Här Marc Mackel, gemengt, datt dës Zuelen net onbedéngt der Realitéit entspriechen.

Den Har Mackel sot, datt mer zu Lëtzebuerg duerch eng Partie Gesetzer speziell Situatiounen hunn, zum Beispill vu Leit, déi no laanger Krankheet entlooss ginn oder extern reklasséiert ginn, an esou weider. „Et schéngt mer esou ze sinn, datt déi net an den Zuelen opdauchen", sot de Marc Mackel.

D'Présentatrice vun der RTL Sendung huet hirersäits ausgesot, datt een opgrond vun hire Gespréicher fir d'Sendung vun „no un 20.000" Chômagedossiere misst ausgoen.

An dësem Kontext wëll ech dem Här Aarbechtsminister dës Froe stellen:

1) Ass et tatsächlech esou, datt déi uewe beschriwwe Kategorië vu Leit net an den offizielle Chômagezuelen opdauchen?

2) Wann neen, wéi kann de Minister sech dës Aussoe vu Mataarbechter vun der ADEM erklären?

3) Wa jo, dann ergi sech eng Partie weider Froen:

a) Aus wéi engem Grond ginn dës Persounen net an den offizielle Chômagestatistike gefouert?

b) Wat fir eng Kategorië vu Leit ouni Aarbecht ginn nieft deenen uewegenannten och net an der offizieller Chômagestatistik gefouert, a firwat?

c) Ëm wéi vill Leit handelt et sech am Ganzen?

Réponse (12.11.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Population des demandeurs d'emploi* au 31 août 2009 et au 30 septembre 2009

Mois	Demandeurs d'emploi		
	2007	2008	2009
Janvier	10.698	10.205	12.798
Février	10.510	10.185	13.006
Mars	10.045	9.500	12.860
Avril	9.616	9.509	12.761
Mai	9.075	9.255	12.482
Juin	8.957	9.047	12.512
Juillet	8.951	9.270	12.787
Août	9.074	9.374	12.910
Septembre	9.230	9.892	13.394
Octobre	9.651	10.441	
Novembre	9.854	10.801	
Décembre	9.815	11.511	

**Demandeurs d'emploi résidents: personnes sans emploi, résidentes sur le territoire national, disponibles pour le marché du travail, à la recherche d'un emploi approprié, non affectées à une mesure pour l'emploi, indemnisées ou non indemnisées et ayant respecté les obligations de suivi de l'ADEM*

Au 31 août 2009, la population totale des demandeurs d'emploi inscrits à l'Administration de l'emploi s'élevait à 12.910 personnes, ce qui correspond à un taux de chômage de 5,6%, tel que calculé par le Statec.

Par ailleurs, 3.032 personnes résidentes bénéficiaient d'une mesure pour l'emploi à cette même date. À rappeler que les personnes affectées à une mesure ne figurent pas parmi le nombre de demandeurs d'emploi et n'affectent donc pas le niveau du taux de chômage.

Au 30 septembre 2009, la population totale des demandeurs d'emploi inscrits à l'Administration de l'emploi s'élevait à 13.394 personnes. Le taux de chômage était de 5,7% en cette fin de mois.

3.246 personnes résidentes bénéficiaient d'une mesure pour l'emploi à cette même date.

Lors de l'extraction des chiffres mensuels relatifs au chômage, certains «filtres» sont appliqués à la totalité des dossiers qui sont actifs dans les fichiers de l'ADEM à une date précise, pour déterminer la population à prendre en compte dans les statistiques officielles. Ces «filtres» servent à faire correspondre au maximum les statistiques à la définition du demandeur d'emploi susmentionnée.

Ainsi donc, ne sont pas reprises dans les statistiques officielles des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM les catégories suivantes:

1) les personnes (résidentes ou non-résidentes) bénéficiant d'une mesure en faveur de l'emploi. Le tableau 3 du Bulletin de l'emploi renseigne sur les personnes en mesure résidentes;

2) les travailleurs à capacité de travail réduite (CTR) ne résidant pas sur le territoire national;

3) les personnes en emploi (c'est-à-dire sous contrat de travail), qui désirent changer d'employeur;

4) les personnes handicapées (DHE) en attente d'un contrat de travail auprès d'un atelier protégé (dispensées du suivi);

5) les personnes ayant retiré un dossier d'inscription dans le service d'accueil mais ne l'ayant pas encore communiqué au service compétent;

6) les personnes qui ne sont pas disponibles pour le marché de l'emploi ou qui n'ont pas respecté la condition de suivi régulier auprès du service compétent (Guichet unique - GUL).

Définition du suivi: il est demandé aux personnes enregistrées à l'ADEM d'entretenir un contact régulier avec leur personne de contact du GUL du Service placement. Ainsi, un contact est prévu une fois toutes les trois semaines sous forme d'une présentation personnelle ou à défaut sous forme d'une prise de contact par téléphone.

Les personnes malades et/ou en reclassement externe ou licenciées suite à une longue maladie et résidentes sur le territoire national sont donc comptabilisées dans les chiffres publiés tous les mois, pour peu qu'elles remplissent les conditions d'inscription et de suivi.

Nombre de personnes ne répondant pas à la définition du demandeur d'emploi et donc non comptabilisées dans les statistiques mensuelles	Août 2009	Septembre 2009
1 - Personnes en mesure (résidentes et non résidentes)	3.047	3.273
2 - CTR non résidents	1.324	1.336
3 - Personnes en emploi	186	189
4 - DHE	254	260
5 - Demande d'inscription en cours d'instruction	107	155
6 - Personnes non disponibles pour le marché de l'emploi ou n'ayant pas respecté la condition de suivi	286	146

Il est fort discutable de faire l'amalgame de ces états de situation si le but est de caractériser la charge de travail qui revient aux agents assumant les activités de placement. En ce qui concerne en particulier le «suivi de demandeurs d'emploi», un rôle-clé revient au guichet unique (GUL) en charge de cette activité. À noter également qu'en septembre 2009, plus de 60% des personnes non reprises dans les statistiques officielles «demandeurs d'emploi enregistrés» ne sont pas concernées par cette obligation d'une présentation régulière à l'ADEM. Il s'agit notamment des personnes en mesure (à l'exception des ATI) et des «DHE».

Question 0144 (6.10.2009) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**autoroute ferroviaire Luxembourg-Perpignan:**

Selon des articles de presse récents, l'autoroute ferroviaire Luxembourg-Perpignan connaît un succès remarquable ces derniers mois. D'après le directeur général de la société Lorry-Rail, il serait prévu d'élargir l'offre jusqu'à quatre départs journaliers pour contrer la sous-capacité actuelle. La presse fait encore état de rumeurs selon lesquelles la SNCF aurait l'intention d'augmenter sa part dans le capital de la société Lorry-Rail.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus? Quelle est l'évolution des transports effectués par Lorry-Rail au cours des douze derniers mois?

- Est-ce qu'il est prévu de modifier l'actionnariat de la société Lorry-Rail?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une extension de l'autoroute ferroviaire, notamment vers l'est, est envisageable?

Réponse (10.11.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Alex Bodry souhaite avoir quelques informations sur l'autoroute ferroviaire Luxembourg - Perpignan.

En effet, l'on constate, en premier lieu, qu'en dépit de la crise économique, la Société Lorry-Rail S.A., exploitant la première autoroute ferroviaire de longue distance en Europe, connaît un succès grandissant en termes de semi-remorques transportées entre Bettembourg et Le Boulou. La cadence de desserte a été portée à deux allers-retours par jour et les travaux préparatoires sont en cours pour doubler cette offre.

Cependant, le principal obstacle pour réaliser cette performance est la capacité limitée du terminal de Bettembourg ainsi que la mise à disposition, à court terme, de wagons spéciaux supplémentaires pour le transport de semi-remorques.

En ce qui concerne, en deuxième lieu, le capital de la société Lorry-Rail S.A., celui-ci est détenu par les cinq actionnaires suivants: Caisse des Dépôts, Vinci Concessions, Modalohr, SNCF et CFL. Les CFL détiennent actuellement 13,88%. Des réflexions sont en cours pour procéder à une réorganisation éventuelle de l'actionnariat. Sur base de propositions susceptibles d'être soumises prochainement au Conseil d'Administration de Lorry-Rail S.A., les CFL se proposent, le cas échéant, d'augmenter leur participation au capital de cette société.

Enfin, en ce qui concerne la troisième question de l'honorable Député sur une extension éventuelle de l'autoroute ferroviaire, l'on précise que depuis un certain temps, les CFL, par le biais de leur filiale Multimodal S.A., ont pris des initiatives en vue de développer davantage le transport multimodal à partir de la plateforme de Bettembourg. Les axes de développement sous forme d'autoroute ferroviaire se situent vers le Nord de l'Allemagne, la Pologne ainsi que vers les ports de la Mer du Nord. En cas de concrétisation de ces projets, une extension de la plateforme intermodale de Bettembourg s'imposera.

Question 0146 (7.10.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **pratiques de plusieurs maisons de retraite et de soins pour personnes âgées:**

Il semblerait que certaines maisons de retraite et de soins pour personnes âgées ont pour pratique de demander aux pharmacies des rabais et autres pourcentages sur les produits pharmaceutiques dont elles ont besoin respectivement dont ont besoin leurs pensionnaires, y compris sur les médicaments relevant du régime du «tiers payant». Les pharmacies qui refusent une telle pratique se sont vues, du moins pour certaines d'entre elles, sanctionnées, les maisons de retraite et de soins en question ayant décidé de s'approvisionner ailleurs. Non contents de cela, il semblerait que ces établissements orienteraient également leurs pensionnaires vers d'autres pharmacies les empêchant ainsi de s'approvisionner à la pharmacie de leur choix.

La pratique de ces établissements est d'autant plus étonnante et choquante que les établissements en question ne répercutent nullement la baisse des prix des produits pharmaceutiques sur les prix qu'ils demandent à leurs pensionnaires, les grands perdants de toute cette histoire.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Si le Gouvernement peut confirmer la véracité de ces pratiques?

2. Si ces pratiques sont licites et/ou déontologiquement admissibles?

3. Dans la négative, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour stopper ces pratiques au Luxembourg et sanctionner les établissements concernés?

4. En tout de cause, et quand bien même ces pratiques ne seraient pas illicites au sens strict, le caractère pour le moins douteux de celles-ci n'exige-t-il pas une intervention de la part du Gouvernement voire des organismes représentant les parties en cause afin de réglementer cette pratique et d'établir des règles claires, valables pour tous, et qui tiennent également compte de l'intérêt des pensionnaires des maisons de retraite et de soins?

5. Ne serait-il pas temps que notre pays se dote d'un Code de déontologie pour les pharmaciens?

Réponse commune (19.11.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

D'après les informations des membres du Gouvernement interpellés, la majorité des centres intégrés pour personnes âgées et/ou maisons de soins cherchent à établir des relations préférentielles avec la/les officine(s) de pharmacie implantée(s) dans l'environnement direct de leur établissement. Pour les situations d'implantation avec plusieurs officines, différentes institutions, dans un esprit d'équité, recourent même aux services de l'ensemble de ces officines selon un système de roulement établi.

Certains gestionnaires ont effectivement obtenu de pharmacies des avantages financiers par rapport aux achats opérés (pour le compte de leurs pensionnaires). Alors que les uns cèdent ces avantages aux pensionnaires, d'autres organismes ne le font pas.

Même si cette pratique paraît critiquable, les deux Ministres se doivent de préciser qu'il ne s'agit pas de pratiques illicites au vrai sens du terme. A fortiori, il n'y a pas de base légale permettant aux ministères interpellés de «stopper ces pratiques et sanctionner les établissements concernés» comme le suggérait l'honorable Député dans sa demande.

La législation en matière d'exercice de la profession de pharmacien prévoit effectivement un Code de déontologie à établir par le Collège médical et à sou-

mettre à l'approbation du Ministre de la Santé. Le Syndicat des pharmaciens a préparé un projet de code que le Ministre de la Santé est en attente de recevoir de la part du Collège Médical.

D'un autre côté, si effectivement les marges bénéficiaires des pharmaciens permettent des ristournes, il faudrait envisager la réduction de ces marges et en faire bénéficier la CNS et donc l'ensemble des assurés.

Question 0147 (7.10.2009) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **nombre de contribuables dans les différentes classes d'impôts:**

Il ressort d'une interview avec le président du syndicat OGB-L, parue le 5 octobre 2009 dans le «Quotidien», que les chiffres renseignant sur le nombre de contribuables rangés dans les différentes classes d'impôt ne sont pas disponibles, alors que ces informations permettraient d'évaluer entre autres les répercussions financières d'une réduction respectivement d'une augmentation du taux d'impôt. Il convient par ailleurs de noter que ni le rapport d'activités de l'Administration des contributions directes, ni l'étude réalisée par la même administration sur l'introduction de l'imposition individuelle ne révèlent les chiffres en question.

- De ce fait, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il peut confirmer l'absence de ces chiffres. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent cet état des choses?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que l'administration en question devrait se doter sans délai des moyens nécessaires permettant des calculs précis et fiables?

- Si ces chiffres existent, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur la ventilation exacte du nombre de contribuables dans les différentes classes d'impôt? Pour les trois classes d'impôt, quel est à chaque fois le pourcentage de contribuables tombant dans la tranche d'imposition maximale?

Réponse (13.11.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'Administration des contributions directes est en train d'élaborer une base de données contenant, entre autres, les chiffres sur le nombre de contribuables rangés dans les différentes classes d'impôt. À ce stade de la mise en place de ce système, les informations suivantes peuvent être communiquées:

Les contribuables ménages résidents et non résidents se répartissent sur les différentes classes d'impôt comme suit:

classe 1:	168 547 contribuables
classe 1A:	72 802 contribuables
classe 2:	209 077 contribuables

La part des contribuables bénéficiant de revenus tombant dans la tranche de revenu imposable au taux de 38% s'élève à:

classe 1:	18%
classe 1A:	21%
classe 2:	13%

Question 0150 (8.10.2009) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant l'**arrêt d'embauche dans le secteur hospitalier:**

Selon mes informations, lors d'une réunion entre Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et les représentants de l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois (EHL), Monsieur le Ministre aurait demandé voire exigé des directeurs des hôpitaux de procéder à un arrêt d'embauche de personnel supplémentaire à partir de 2010. Cette exigence aurait été motivée par un déficit probable de la Caisse Nationale de Santé (CNS) pour les années budgétaires 2010 et 2011. Cette logique devrait aussi concerner les médecins: les hôpitaux ne devraient plus affecter de médecins supplémentaires.

Je voudrais donc prier Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations susdites?

- Si oui, pourrait-il préciser les termes de cette exigence de l'arrêt des embauches?

- Une augmentation du nombre de patient/es étant plus probable qu'une stagnation (voire diminution), ne serait-ce qu'en raison du vieillissement de la population, une politique restrictive en matière de personnel n'aurait-elle pas comme double conséquence une dégradation de la qualité des soins aux patient/es et une dégradation des conditions de travail des salarié/es et des médecins travaillant dans le secteur hospitalier?

- L'exposé des motifs du projet de loi N°6068 sur l'emploi des jeunes précise explicitement que «des débouchés pour des CAE (Contrats d'appui-emploi) pourraient ainsi être additionnellement débloqués dans les emplois techniques, administratifs ou d'appoint des secteurs hospitalier et de soins». L'arrêt de l'embauche précisément dans ces secteurs n'est-elle pas en contradiction avec les objectifs déclarés de ce projet de loi, et/ou les mesures pour les jeunes viseraient-elles intentionnellement la création d'emplois temporaires et précaires et sous-rémunérés - notamment dans des secteurs où la qualité du service aux usagers est particulièrement importante ?

Réponse (19.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

L'engagement pris par le programme gouvernemental de préserver un système de santé basé sur la solidarité, l'équité, l'accessibilité et la qualité dans le cadre du conventionnement obligatoire, a comme corollaire la maîtrise de l'évolution du coût global de sorte à assurer la pérennité de notre système de santé.

Le déficit cumulé de l'assurance maladie-maternité s'élève à ±90 millions d'euros pour 2010, équivalent à 4,5 pour cent du budget total. Ce déficit est principalement la conséquence de la stagnation des cotisations due à la crise économique et surtout au ralentissement de l'augmentation de l'emploi. L'évolution des prestations en nature présente une augmentation annuelle moyenne de 6 pour cent sur les dix dernières années.

Dans le cadre du projet de loi du budget 2010, le Gouvernement a proposé d'abaisser la limite inférieure de la réserve obligatoire. Cette mesure unique a permis de renoncer pour 2010, année qui sera particulièrement marquée par les effets de la crise, aussi bien à une augmentation des cotisations qu'à une augmentation de la participation des assurés, respectivement une réduction des prestations. D'autre part, le Gouvernement n'a pu se déclarer d'accord avec les mesures unilatérales aux dépens des seuls assurés proposées par les représentants des employeurs.

Comme proposé lors de la réunion du Comité quadripartite du 7 octobre 2009, le Gouvernement a donné la préférence à une démarche combinée prévoyant un pacte de stabilité et visant également une réforme structurelle de l'assurance maladie-maternité. Cette démarche permettra d'aboutir à des mesures équilibrées impliquant la prise de responsabilité de tous les acteurs.

Le pacte de stabilité prévoit un «stand still» de certains paramètres d'évolution, notamment du nombre de médecins agréés dans les établissements et de certains frais connexes. Les détails de ces mesures doivent encore être négociés avec les hôpitaux. Il est à préciser que l'évolution des emplois des établissements hospitaliers est directement liée à leur niveau d'activité. D'après les dispositions en vigueur les budgets des hôpitaux et plus particulièrement les dotations en personnel font l'objet de négociations entre la Caisse nationale de santé et les établissements hospitaliers.

Les facteurs d'évolution du coût global de l'assurance maladie-maternité sont multiples et complexes. À côté de l'évolution du nombre de personnes résidentes et/ou assurées, de l'évolution objective des besoins ou des progrès médicaux et techniques, il faut aussi citer les facteurs liés à l'offre de soins et la nécessité de cadrer et de structurer cette offre.

Question 0152 (6.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique:**

Professor Wulf Rössler, der Berater der Santé im Bereich der Psychiatrie, pochte im April dieses Jahres vehement auf die Enthospitalisierung von Langzeitpatienten aus dem CHNP und auf eine Weiterführung der Dezentralisierung des Angebots. Professor Rössler bemängelte, daß diesbezüglich noch kein Konzept seitens des CHNP vorliege.

Er bedauerte, daß das CHNP auf den Vorschlag aus dem Jahr 2005 zur Umsetzung eines Zentrums für Früherkennung, Frühbehandlung und Prävention verzichtet habe. Dieser Schritt wäre ein Meilenstein in die Richtung der Überwindung des Image der Psychiatrie gewesen, so Rössler.

Meine Fragen:

1) Da die Psychiatrie als Sanktionsinstrument einer ausgrenzenden Gesellschaft empfunden wird, möchte ich wissen, ob im CHNP und in welchen Fällen kranke Leute noch fixiert werden. Wenn ja, wie lange ist die durchschnittliche Dauer einer Fixierung? Sind die Patienten bei einer Fixierung ständig unter Beobachtung, um unangenehme Zwischenfälle zu vermeiden?

2) Wie ist die allgemeine Haltung der Regierung gegenüber einer Umsetzung eines Zentrums für Früherkennung, Frühbehandlung und Prävention?

Réponse (13.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Parlementaire évoque la question de la fixation de patients ou de pensionnaires au CHNP.

C'est sans doute la contention appliquée sur les patients en état d'agitation que vise l'honorable Parlementaire. Dans le cadre d'un programme de qualité les contentions physiques de ce type sont systématiquement recensées non seulement au CHNP, mais encore aux services de psychiatrie des hôpitaux généraux. En 2008, 32 cas de contention ont été enregistrés au CHNP, soit 0,04 cas sur 100 journées d'hospitalisation.

La contention est appliquée lorsque le patient est dans un état d'agitation tel qu'il est sur le point ou qu'il risque soit de causer des blessures à soi-même, soit de mettre en danger la sécurité et la santé d'autres patients, de visiteurs ou du personnel.

La durée moyenne d'une contention était de 7,75 heures en 2008. La contention se fait dans un local à part. Le patient y fait l'objet d'une surveillance par caméra. Par ailleurs toutes les trente minutes un membre du personnel se rend dans le local pour se rendre compte de l'état du patient.

Les règles relatives à la contention et à l'isolement en psychiatrie figurent parmi les innovations du projet de loi en matière de psychiatrie adopté fin octobre par la Chambre.

L'honorable Parlementaire soulève ensuite la question de la création d'un centre pour le dépistage et le traitement précoce ainsi que la prévention de maladies mentales.

Je suis tout à fait d'accord pour dire que la prévention et le diagnostic ainsi que la prise en charge précoces des troubles mentaux sont le meilleur moyen pour éviter l'isolement social et la stigmatisation des personnes concernées, raison pour laquelle d'ailleurs des réflexions et actions stratégiques en cette direction font partie intégrante de la réforme de la psychiatrie actuellement en cours.

Aussi aimerais-je rendre attentif l'honorable Parlementaire aux nombreuses initiatives prises ces dernières années en faveur de la promotion de la santé mentale, cela tant dans les structures existantes que par exemple au moyen de la création du «service de détection et d'intervention précoce», qui intervient en cas de troubles psychiques constatés à l'école ou encore au moyen du programme «bien-être au travail» mis en place dans le cadre de la médecine du travail.

Par ailleurs un groupe de travail interministériel est en train d'élaborer un plan d'action dit «promotion de la santé mentale chez les jeunes», qui pourra probablement être présenté au début de l'année prochaine, conformément aux déclarations y relatives faites dans le programme gouvernemental.

Finalement, la «plate-forme psychiatrie» discute régulièrement des possibilités d'amélioration en matière de détection précoce et de prévention de troubles mentaux, aussi dans le sens d'une collaboration plus poussée avec les médecins de famille.

Question 0154 (9.10.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **représentation luxembourgeoise auprès du Service européen d'action extérieure (SEAE):**

Suite aux développements récents en Irlande, l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne est devenue plus probable. D'ores et déjà, les pays membres comme les Institutions européennes se préparent à la mise en œuvre du Service européen d'action extérieure (SEAE).

Ce service doit comporter un certain nombre de diplomates issus des États membres. La déclaration gouvernementale annonce que le Luxembourg sera représenté «de façon adéquate» au sein du SEAE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Combien de diplomates luxembourgeois et de quel rang seront mis à la disposition du SEAE? Quels sont les modalités et les délais prévus pour cette mise à disposition?

2. Sous quelle forme administrative se fera cette mise à disposition et quel sera le statut légal des fonctionnaires luxembourgeois au SEAE?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères est disposé à présenter, le moment venu, à la Chambre des Députés un rapport sur les fonctions obtenues par les diplomates luxembourgeois au sein du SEAE et ce notamment en comparaison avec les fonctions détenues par les diplomates des autres États membres?

4. Est-ce que les diplomates mis à la disposition du SEAE seront remplacés au sein du Corps Diplomatique luxembourgeois, notamment par le biais de nouveaux recrutements et dans quels délais?

5. Est-ce que Monsieur le Ministre peut-il présenter le plan prévisionnel de recrutement du Ministère des Affaires étrangères pour la période de 2010 à 2014 à la Chambre des Députés et ce notamment au regard de

- la genèse du SEAE,

- la candidature luxembourgeoise au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour la période de 2013 à 2014,

- la Présidence luxembourgeoise du Conseil des Ministres de l'UE en 2015?

Réponse (13.11.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Les discussions, au sein de l'UE, devant mener à la concrétisation des différentes réformes institutionnelles qu'engendrera l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, ont été suspendues après la signature du Traité dans la capitale portugaise en 2007, pour ne pas gêner le processus référendaire irlandais.

Ces travaux n'ont donc repris que depuis. Bien qu'ils avancent rapidement, beaucoup reste à faire. La Présidence suédoise s'applique actuellement à mettre d'accord les États membres sur les grandes lignes qui permettront de donner au futur SEAE sa

forme et son contenu définitifs. Un rapport sur ses efforts a été présenté au Conseil européen du 29 et 30 octobre 2009.

Ce rapport, bien qu'il n'offre pas de réponses précises et définitives à toutes les questions posées par Monsieur le Député, m'autorise à donner les informations suivantes:

1. Le SEAE sera constitué par la mise en commun de services dépendant actuellement du Secrétariat général du Conseil ainsi que de ceux relevant de la Commission, en charge de la confection et de l'exécution de la politique extérieure de l'UE, y compris les volets sécurité et défense. Ces services seront complétés par la mise à disposition au SEAE de fonctionnaires détachés, sous une forme à convenir, des États membres. Une fois que le SEAE se trouvera définitivement constitué, le Secrétariat général du Conseil, la Commission et les États membres contribueront à part égale à son effectif. Il y aura une répartition équitable entre États membres pour ce qui est du nombre de fonctionnaires à détacher auprès du SEAE. Ces fonctionnaires seront recrutés dans tous les rangs de la carrière. Les postes à pourvoir se trouveront à Bruxelles et dans les Représentations de l'UE dans les pays membres et dans les pays tiers.

Le statut légal final des futurs fonctionnaires du SEAE demeure en discussion. Le SEAE devrait se voir attribuer un statut légal différent de ceux du Secrétariat général du Conseil et de la Commission, donc un statut «sui generis». Les fonctionnaires qui en feront partie seront soumis à une certaine mobilité afin d'assurer une représentation équitable de tous aux postes de responsabilité.

Concernant les fonctionnaires issus des pays membres, ils seront mis à disposition du SEAE pour une durée vraisemblablement de quatre à cinq ans, non renouvelable et pris en charge financièrement par le SEAE. Il me reste à ajouter qu'il échoit au futur Haut Représentant de désigner les fonctionnaires au SEAE sur les listes de candidats que chaque État membre sera appelé à lui soumettre, le moment venu.

La mise en place du SEAE se fera de manière progressive, par phases successives. La première phase débutera par l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et ira jusqu'au moment où le Conseil de l'UE se prononcera définitivement sur l'organisation et le fonctionnement du SEAE. Cette décision pourrait intervenir avant le terme du premier semestre 2010. Jusqu'à cette date, une équipe réduite, issue de représentants du Secrétariat général du Conseil, de la Commission et d'États membres, sera constituée pour assurer la mise en place du SEAE.

Une fois que le Conseil se sera définitivement prononcé, donc dès la fin du premier semestre 2010, le SEAE commencera à exercer ses fonctions normalement et mettra en place les sections administratives dont il aura besoin pour mener à bien ses tâches. On table sur une période de 18 à 24 mois pour conclure cette mise en place. Elle devrait être achevée en 2012.

À partir de 2012 le SEAE sera sensé tourner à plein régime. Après deux ans de fonctionnement, donc en 2014, une évaluation globale du SEAE sera entreprise.

2. Sous toutes réserves quant au statut légal à conférer au SEAE, l'hypothèse la plus probable concernant la forme administrative que prendra la mise à disposition de fonctionnaires luxembourgeois au SEAE, sera l'octroi d'un congé spécial aux fonctionnaires luxembourgeois entrés au service d'institutions internationales, régi par la loi du même nom du 27 août 1977.

3. Je suis, bien entendu, à la disposition de la Chambre des Députés pour faire rapport sur l'intégration des fonctionnaires luxembourgeois dans le SEAE.

4. Dans la mesure où les fonctionnaires luxembourgeois, qui rejoindront le SEAE, y resteront pour une période de plusieurs années, les vacances de postes qu'ils laisseront à Luxembourg devront être suppléées par l'engagement de nouveaux fonctionnaires.

Ceci n'entraînera toutefois pas de dépenses supplémentaires à charge du budget de l'État, étant donné que les agents relevant du SEAE seront rémunérés sur le budget de l'UE.

Les délais encourus sont ceux instaurés par le dispositif réglementaire luxembourgeois qui encadre le recrutement des agents de l'État. Pour autant que des vacances de postes sont prévisibles suffisamment en amont, l'engagement de nouveaux fonctionnaires pourra se faire de manière à coïncider avec le départ de ceux des candidats qui auront été retenus pour intégrer le SEAE.

5. Concernant le SEAE, comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer ci-avant, il faudra attendre quelques mois encore avant de savoir combien de Luxembourgeois exactement seront éligibles pour en faire partie. Ensuite, un nouveau délai courra avant de voir les candidats luxembourgeois retenus rejoindre leurs nouvelles affectations. Au fur et à mesure que ces différents paliers seront franchis, mon administration aura eu l'occasion de faire en sorte, en collaboration avec le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, que toutes les vacances de postes, quel qu'en soit le nombre dans le contexte de la mise en place du SEAE, seront occupées en temps voulu.

Pour ce qui est de notre accession au Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui sera décidée à l'issu du vote de l'Assemblée générale des Nations Unies à l'automne 2012, nous nous concentrons actuellement sur notre campagne visant à convaincre les États membres des NU de nous accorder les suffrages nécessaires. Le moment venu, nous nous pencherons sur le dispositif à mettre en place en 2013 et 2014 afin d'honorer notre qualité de membre du CSNU de manière crédible. D'ores et déjà je tiens à dire que ce dispositif se traduira essentiellement par un renforcement temporaire de l'effectif de notre Représentation Permanente auprès des NU à New York à partir de moyens existants. De même demanderons-nous, le cas échéant, l'autorisation de conclure un nombre très restreint de contrats à durée déterminée afin de compléter notre dispositif. En tout état de cause, l'effort financier supplémentaire à fournir durant ces vingt-quatre mois restera circonscrit.

Enfin, pour ce qui est de la Présidence luxembourgeoise de l'UE en 2015, il y a lieu de rappeler que les travaux préparatoires démarrent 3 à 4 ans avant le début effectif de celle-ci. Il est clair, par ailleurs, que les présidences nationales semestrielles sont vouées à déléguer une partie considérable de la charge qui était la leur avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, aux nouveaux mécanismes, instances et dispositifs, à l'instar du SEAE, introduits par le nouveau Traité. J'attendrai donc de voir ce qui restera précisément aux présidences nationales en termes de charge de travail semestrielle, avant de me prononcer en détail sur le dispositif de la présidence luxembourgeoise requis en vue du Conseil de l'UE en 2015.

Q34

Question 0155 (9.10.2009) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **site du centre agro-industriel:**

Les exploitants du centre agro-industriel vont interrompre leurs activités sur leur site actuel à Mersch. En mai de cette année-ci un nouvel emplacement se trouvant à Pettingen a été présenté à la presse. Le site proposé se trouve dans une zone verte et fait partie d'un vaste espace naturel vert.

Dans ce cadre, et conformément à notre règlement interne, nous nous permettons de poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quels sont les critères qui ont amené Monsieur le Ministre à approuver l'implantation future du centre agro-industriel sur ce site? Est-ce que des emplacements alternatifs ont été pris en considération lors da la définition du site?

- Les plans du projet correspondent-ils aux dispositions retenues dans les différents plans sectoriels (paysages, zones d'activités économiques)? Est-ce qu'ils sont conformes au concept de l'IVL ou au Programme directeur? Est-ce que le projet ne risque pas d'entraver les mesures compensatoires qui ont été prévues dans le cadre de la construction de la «Route du Nord»?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut nous donner des détails concernant l'état d'avancement du projet, son envergure définitive et toutes les activités ou entreprises prévues sur le site en question?

- Est-il prévu de faire élaborer une étude d'impact prenant en compte tous les effets de l'implantation du centre agro-industriel sur l'environnement naturel et humain?

Réponse (12.10.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

À l'occasion de la présentation à la presse, qui a eu lieu au mois de mai dernier, le Ministre de l'Environnement de l'époque avait adopté une position favorable quant à l'implantation future du centre agro-industriel sur le site de Pettingen évoqué dans la question parlementaire de Messieurs les honorables Députés.

Toutefois, il n'existe aucune autorisation de l'ancien Ministre de l'Environnement Lucien Lux pour un éventuel reclassement du site en question, de la zone verte en zone d'activités, ni pour d'éventuels travaux de construction en zone verte.

La localisation du centre agro-industriel à d'autres endroits a effectivement été envisagée par le promoteur. Cependant, aucun d'entre eux n'aura réuni toutes les prémisses nécessaires pour débloquer ce dossier dont l'enjeu reste primordial à double titre, d'une part, en tant qu'élément charnière au niveau de l'économie agricole et, d'autre part, dans le contexte du développement urbanistique du quartier de la gare à Mersch qui présuppose la délocalisation de centre agro-industriel existant.

Les honorables Députés s'interrogent également sur la compatibilité du projet avec les orientations fondamentales de l'aménagement du territoire respectivement avec les dispositions retenues dans les différents plans sectoriels.

Il est à l'heure actuelle prématuré de prendre position par rapport aux plans sectoriels qui se trouvent toujours au stade d'avant-projet et qui sont actuellement soumis à l'évaluation telle que requise en vertu de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programme sur l'environnement. En ce qui concerne un présumé impact négatif sur les mesures compensatoires mises en œuvre dans le contexte de la construction de la «Route du Nord», il convient de signaler qu'au niveau de l'analyse actuelle que permettent les informations à disposition du Ministère du Développement Durable et des Infrastructures, le projet n'impliquera pas d'impact surfacique négatif.

Étant donné que le Ministre n'est à l'heure actuelle pas saisi d'une demande d'autorisation en vue d'un reclassement éventuel du site en question, il n'est pas en mesure de donner des détails en relation avec le projet.

Tout impact environnemental éventuel fera l'objet d'une analyse dans le cadre d'une étude d'évaluation des incidences sur l'environnement naturel, ceci conformément aux exigences de l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. L'étude devra, le cas échéant, faire partie intégrante du dossier à introduire par l'autorité communale auprès de l'autorité de tutelle en vue du reclassement des fonds actuellement situés en zone verte en une zone appropriée à ces fins selon les dispositions de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Les études détermineront si une approbation peut intervenir ou non.

Question 0158 (12.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **effets secondaires du vaccin contre le cancer du col utérin:**

Im Jugendratgeber Gesundheit, Liebe und Sexualität behauptet das Gesundheitsministerium die Impfung Cervicarix oder Gardasil (die übrigens von der Gesundheitskasse an Mädchen zwischen 12 und 17 Jahren zurückerstattet wird) schütze gegen zwei humane Papilloma-Viren, die in mehr als 70% der Fälle an der Entstehung von Gebärmutterhalskrebs beteiligt seien.

Im New England Journal of Medecine 2008 steht, dass keiner die Wirksamkeit der Impfung gegen Gebärmutterhalskrebs kenne.

Das Ludwig Boltzmann Institut in Wien hat seinerseits in einer für die Österreichische Regierung erstellten Kosten-Nutzen-Analyse auf eine Erfolgsquote von maximal 10% unter maximal optimistischer Annahme hingewiesen.

Andererseits werden ebenfalls viele Fälle von Nebenwirkungen gemeldet.

Das Paul Ehrlich Institut berichtet so von zehn Fällen an multipler Sklerose und das US-Amerikanische Meldesystem Vaers meldet vier schwere Krankheitsbilder auf 100.000 Impfungen.

Bezugnehmend auf diese Informationen möchte ich vom Herrn Minister wissen:

1) Kennen Sie die genannten Studien?

2) Was stimmt das Gesundheitsministerium, vor dem Hintergrund einer solch niedrigen Erfolgsquote und vieler Nebenwirkungen, so optimistisch hinsichtlich des Erfolgs genannter Impfungen?

3) Wäre es nicht angebracht die Öffentlichkeit ebenfalls über diese Nebenwirkungen zu informieren?

Réponse (16.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Faisant état d'un article paru au New England Journal of Medicine, d'une analyse coût-efficacité réalisée par un institut autrichien ainsi que d'informations prétendument fournies par le Paul Ehrlich Institut, l'honorable Parlementaire commence par me demander si j'ai connaissance desdites «études».

En fait les sources sur lesquelles l'honorable Parlementaire se base ne peuvent pas être qualifiées d'études.

J'ai connaissance de l'article paru au New England Journal of Medicine. Mes services ont également pris des renseignements auprès du Paul Ehrlich Institut. Ils ont de même contacté le Ludwig Boltzmann Institut à Vienne, mais la personne ayant réalisé l'analyse coût-efficacité dont il s'agit s'est révélée injoignable endéans le délai imparti pour la réponse à la présente question.

L'honorable Parlementaire m'interroge sur l'efficacité prétendument très réduite de la vaccination ainsi que sur les effets secondaires sérieux dont il fait état. Il m'importe de bien distinguer entre ces deux aspects de la question.

S'agissant des effets secondaires, l'article du New England Journal of Medicine s'étend très peu sur ce volet de la question. Quant à l'analyse faite par le Ludwig Boltzmann Institut, dont je n'ai pas connaissance, comme dit ci-dessus, elle semble se limiter à l'étude de la relation coût-bénéfice, d'après les indications fournies par l'honorable Parlementaire lui-même, sans donc faire état d'effets secondaires. Enfin, quant aux effets indésirables graves prétendument rapportés par le Paul Ehrlich Institut, il n'en est rien. Certes, cet institut reçoit notification d'effets indésirables, et il en a reçu en fait en rapport avec la vaccination dont question, dont l'une ou l'autre notification d'un effet secondaire grave. Mais pour ces derniers, aucune relation de cause à effet avec la vaccination n'a pu être mise en évidence au Paul Ehrlich Institut.

Je conclus donc pour ce premier aspect de la question, sans doute le plus important, qu'il n'y a aucune raison de santé publique pour arrêter le programme de vaccination en cours. J'ajoute que les vaccins sont soumis à un plan de gestion des risques suivi de très près par le Comité des Spécialités Pharmaceutiques, organe de l'Agence communautaire des Médicaments, avec siège à Londres.

S'agissant maintenant de la relation coût-bénéfice, l'article du New England Journal of Medicine pose une foule de questions, et va même jusqu'à faire le pronostic que l'impact réel de la vaccination sur le cancer cervical ne sera pas connu avant des décennies. Est-ce à dire qu'il faut s'abstenir de vacciner pendant des décennies encore? L'auteur de l'article admet pour le moins que le vaccin est hautement efficace (highly successful) pour réduire l'incidence de lésions cervicales précancéreuses causées par les HPV (human papillomavirus) les plus importants, à savoir les génotypes 16 et 18, responsables de la très grande majorité des cancers du col de l'utérus.

L'OMS reconnaît l'utilité de prévenir les lésions précancéreuses en vue de réduire le risque de développer un cancer du col de l'utérus. Le profil d'innocuité du vaccin est reconnu comme étant excellent. De nombreux autres pays pratiquent la vaccination. Le risque de voir se développer des effets indésirables graves paraît minime. Aussi, et en attendant d'avoir davantage d'informations et de certitudes, le principe de précaution commande de vacciner plutôt que de ne pas vacciner.

Question 0159 (12.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **contrôle des ingrédients chimiques contenus dans les cosmétiques et les produits d'hygiène personnelle:**

Eine gesunde Umwelt und sichere Produkte sind von lebenswichtiger Bedeutung für Verbraucher, vor allem für die am meisten gefährdeten, wie zum Beispiel Kinder. Erstaunlicherweise dürfen Kosmetika und medizinische Pflegeprodukte wie Seife, Zahnpasta und Shampoo Substanzen enthalten, die Allergien, hormonelle Störungen und toxische Schäden auslösen können. Eine fundierte und angemessene Sicherheitsbewertung chemischer Substanzen, die in kosmetischen Mitteln eingesetzt werden, müsste garantiert sein. Eine strenge Kontrolle der chemischen Nanopartikel wäre hier höchste Priorität.

In diesem Zusammenhang habe ich folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister:

- Was gedenkt der Minister zur Produktsicherheit bei Kosmetika und medizinischen Pflegeprodukten zu unternehmen?

- Gibt es eventuell eine Zusammenarbeit zu diesem Thema auf EU-Ebene. Wenn nicht, gedenkt der Minister diese einzuleiten?

Réponse (18.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Il existe en matière de produits cosmétiques une vaste réglementation communautaire, transposée dans le droit national.

D'une façon générale le producteur est responsable pour l'évaluation de sécurité de son produit. Toutefois, aux termes de la réglementation communautaire, certaines substances sont interdites dans la composition des cosmétiques et produits similaires. D'autres sont soumises à une évaluation de leur sécurité par un comité d'experts mis en place au niveau communautaire, à savoir le «Scientific Committee for Consumer Products (SCCP)». Ces substances ne sont permises dans les produits cosmétiques que si et dans la mesure où le SCCP a donné feu vert.

Mise à part la réglementation spécifique s'appliquant aux cosmétiques, il convient encore de relever la législation dite REACH, également intervenue au niveau communautaire, réglementant de façon générale l'emploi de substances chimiques, et interdisant notamment l'emploi de substances cancérigènes et mutagènes dans des produits destinés à être appliqués sur l'homme.

Tout comme pour les médicaments, il y a pour les cosmétiques un système communautaire d'information rapide en cas de problème survenu dans un pays membre en rapport avec un cosmétique. Mes services collaborent étroitement avec les services correspondants de nos voisins en cas de problème rencontré avec un produit cosmétique.

Session ordinaire 2009-2010

Question 0163 (14.10.2009) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **vente éventuelle de l'usine de tréfilerie «Wire Plant» appartenant au complexe industriel Goodyear:**

D'après mes Informations, le complexe Industriel Goodyear serait sur le point de vendre son usine de tréfilerie «Wire Plant». Cette usine, installée à Bissen, qui fabrique du câble d'acier, emploie 286 personnes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-ce que ces informations correspondent à la réalité?

- Si tel est le cas, quelles sont les répercussions d'une telle vente sur le personnel que l'usine occupe ainsi que sur l'entreprise Goodyear dans son ensemble?

Réponse (19.11.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Ali Kaes, j'ai l'honneur de confirmer que Goodyear poursuit depuis des années une stratégie de recentrage sur ses activités essentielles que sont la conception et la production de pneus pour voitures de tourisme et pour camions. Les autres activités sont reconsidérées et des études sur leur positionnement futur sont en cours. Ceci vaut également pour l'usine de tréfilerie «Wire Plant» à Bissen.

D'ailleurs, à notre connaissance, les représentants du personnel sont informés régulièrement par la direction de Goodyear.

Question 0164 (14.10.2009) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **carrière du surveillant (de musée) auprès de l'État:**

Selon les dispositions du Code du fonctionnaire et de l'employé de l'État, la carrière du surveillant (de musée) auprès de l'État s'étend sur cinq grades, avec le grade 2 comme grade de début de carrière et le grade 6 comme grade de fin de carrière. Conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration, il y a lieu d'entendre par changement d'administration la nomination du fonctionnaire dans une autre administration pour autant que ce changement se fasse dans la même carrière ou dans une carrière comparable et dans le même grade. Par carrière comparable, on entend toute carrière qui, par rapport à la carrière initiale du fonctionnaire, est classée dans le même grade de computation de la bonification d'ancienneté et qui comprend les mêmes grades de début de carrière et de fin de carrière que ceux de la carrière initiale du fonctionnaire.

Or, pour les surveillants fonctionnarisés cette dernière condition rend un éventuel changement d'administration difficile, vu que la plupart des carrières pouvant entrer en ligne de compte, notamment la carrière du huissier de salle, ont un autre grade de fin de carrière.

Par ailleurs, il me revient que les postes devenus vacants suite au départ à la retraite de surveillants ne sont plus occupés par des fonctionnaires, de sorte que la carrière du surveillant auprès de l'État risquera d'être supprimée dans un avenir proche.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les faits relatés ci-dessus?

- La carrière du surveillant risquera-t-elle d'être supprimée dans un avenir proche?

- Monsieur le Ministre compte-t-il, le cas échéant, remédier à cette situation de manière à ce que les surveillants actuellement en service puissent se réorienter plus aisément vers des carrières étatiques ayant un profil qui correspond à leurs expériences professionnelles acquises? Dans l'affirmative, quelles mesures entend-il prendre?

Réponse (16.11.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire N°164 du 14 octobre 2009, l'honorable Député Monsieur Marc Angel s'interroge sur les modalités de changement de carrière des agents de la carrière du surveillant des instituts culturels et sur de prétendues menaces qui pèseraient sur la pérennité de ladite carrière.

Pour ce qui est du premier volet de la question, relatif aux modalités de changement de carrière des agents de la carrière du surveillant des instituts culturels, je confirme les faits relatés par l'honorable Député, à savoir que la législation et la réglementation applicables prévoient que tout changement de carrière ne peut se faire que dans une même carrière ou une carrière comparable, et ce si la carrière de destination comprend le même grade de début et de fin de carrière que la carrière de départ.

Dans ce contexte, je puis aviser l'honorable Député et les surveillants de ce que la déclaration gouvernementale prévoit une réforme du statut général des fonctionnaires de l'État dans le cadre de laquelle il sera tout à fait logique de soumettre à un réexamen entre autres les modalités du changement d'administration en vue de les adapter, si besoin en était, aux exigences d'un service public moderne et efficace.

Pour ce qui concerne le deuxième volet de sa question parlementaire, l'honorable Député semble faire allusion à la conversion d'un poste de surveillant en un poste d'employé D en 2008. Cette conversion de poste fut nécessaire pour permettre l'exécution d'un jugement du Tribunal administratif. Au moment dudit jugement, il n'existait qu'une seule vacance de poste au Musée national d'histoire et d'art et c'est bien celle-là qui a été utilisée en fin de compte.

Je rejette donc tout procès d'intention en ce qui concerne la suppression d'un poste de la fonction de surveillant voire de la fonction de surveillant toute entière, ceci d'autant plus que le Ministère de la Culture a procédé en 2008 et 2009 à deux examens-concours pour l'accès à la fonction de surveillant et que dans la même période trois nouveaux surveillants ont été admis au stage.

D'une manière générale cependant, je donne à considérer qu'il n'est jamais possible de donner des garanties pour la conservation de l'état actuel des effectifs d'aucune carrière. Actuellement et eu égard à la situation budgétaire avec ses répercussions au niveau de la création de nouveaux postes, les options de la conversion ou du transfert de postes, qui sont des moyens organisationnels légaux, doivent garder toute leur valeur; il est clair que les considérations d'ordre général et l'intérêt général doivent prévaloir vis-à-vis d'intérêts particuliers.

Question 0165 (14.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **prolongation de la durée de validité du permis de conduire:**

Am 1. Januar 2010 soll eine neue Regelung bezüglich der Gültigkeitsdauer des Kraftfahrzeugführerscheins in Kraft treten. Demnach soll der Führerschein nicht mehr mit 50 sondern mit 60 Jahren erneuert werden müssen.

Wie man aus ärztlicher Erfahrung weiß, waren vor allem viele Mitbürger seit Jahren bei keiner ärztlichen Vorsorgeuntersuchung mehr, wenn sie mit 50 Jahren zur obligatorischen Arztuntersuchung zwecks Führerscheinerneuerung geladen werden. Diese Gelegenheit wird bisher von der Ärzteschaft genutzt, um die Leute zu einer Vorsorgeuntersuchung in Bezug auf Darm- und Prostatakrebs zu bewegen.

Wenn diese wichtige Vorsorgeuntersuchung jetzt riskiert, durch die genannte Neuregelung, erst mit 60 Jahren durchgeführt zu werden, laufen wir die Gefahr einer Häufung akuter und nicht mehr zu heilender Darm- und Prostatakrebserkrankungen.

In diesem Zusammenhang möchte ich den Herrn Ministern folgende Fragen stellen:

1) Wie definitiv ist die Entscheidung die Führerscheinerneuerung um 10 Jahre nach hinten zu verschieben?

2) Was gedenkt der Gesundheitsminister zu unternehmen, um diese gefährliche Lücke von 10 Jahren zu schließen?

Réponse commune (19.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La prolongation de la validité du permis de conduire des catégories A, B, B+E et F de 10 ans, c'est-à-dire jusqu' l'âge de 60 ans, a été mise en vigueur par un règlement grand-ducal du 27 mai 2009. D'après ce règlement tous les permis de conduire des catégories précitées, établies après le 1er janvier 2010, seront valables jusqu'au soixantième anniversaire de leur titulaire.

Cette innovation a été introduite suite à des études internationales faisant ressortir qu'un réexamen de l'aptitude à conduire ne fait sens d'un point de vue médical qu'à partir de l'âge de soixante ans.

S'il est un fait que l'examen médical fait à l'âge de 50 ans a permis de détecter un certain nombre de cancers, il n'en reste pas moins que ce dépistage ne fait nullement l'objet de l'examen médical d'aptitude pour le permis de conduire.

Mon Ministère travaille sur un projet de «checks préventifs» à des âges clefs, devant permettre de détecter à un stade précoce certaines pathologies, dont aussi le cancer.

Question 0166 (14.10.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**obligation d'emmener les papiers du véhicule à chaque stationnement:**

Selon mes informations, tout détenteur d'un véhicule se verrait obligé à chaque stationnement d'emmener avec lui les papiers du véhicule (carte grise, assurance, etc.). Au cas où les papiers se trouveraient à bord du véhicule, les compagnies d'assurances refuseraient tout dédommagement en cas de vol.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Cette obligation a-t-elle une base légale?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il disposé à changer le texte légal en question?

Réponse (10.11.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite savoir si le détenteur d'un véhicule est obligé, à chaque stationnement, d'emmener avec lui les papiers du véhicule.

En ce qui concerne le Code de la Route, l'on peut confirmer qu'une telle disposition n'existe pas.

D'après des informations requises auprès du Commissariat aux Assurances, celui-ci ignore également l'existence d'une telle obligation, voire le refus d'une compagnie d'assurances de tout dédommagement en cas de vol si

les papiers du véhicule se trouvaient à l'intérieur du véhicule.

Question 0167 (15.10.2009) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant l'**attribution d'autorisations de port d'armes:**

D'après mes informations, il semble que le Ministère de la Justice enregistre des retards considérables dans la remise d'autorisations de port d'armes dont les chasseurs ont besoin pour aller à la chasse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que ces informations correspondent à la réalité?

- Si tel est le cas, n'y a-t-il pas moyen de remédier à ces retards, et ceci dans les délais les plus brefs, en vue de l'ouverture de la traditionnelle chasse en battue, qui commence dans deux jours, le 17 octobre 2009?

Réponse (23.10.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Au sujet de l'émission des permis de port d'armes, de chasse ou autres d'ailleurs, il échet de relever tout d'abord que l'impression de ces permis n'est pas effectuée par le Service des armes prohibées du Ministère de la Justice, mais par le Centre des technologies de l'information de l'État, suivant un rythme hebdomadaire, et en règle générale le mardi de chaque semaine.

Il faut savoir dans ce contexte que le Service des armes prohibées, composé de trois agents permanents, un agent à durée déterminée, et un poste non occupé pour l'instant, évacue en moyenne plus de 250 dossiers par semaine, gérant ainsi environ 90.000 armes légales réparties sur 18.500 personnes (dossiers), y non compris toutes les demandes d'agrément relevant de la matière du gardiennage et traitées par le même Service. Étant donné que chaque demande doit faire l'objet d'un traitement administratif et d'une saisie informatique, suivis, après réception des permis de la part du Centre des technologies de l'information de l'État, de la finalisation des permis et de leur expédition, la durée moyenne de traitement d'une demande varie actuellement entre dix jours et deux semaines.

À noter encore que, pour certains requérants, le délai de traitement normal est évidemment prolongé par des éléments sur lesquels le Service des armes n'a pas d'influence, comme des demandes incomplètes, l'existence de procès-verbaux de police à charge du requérant ou encore un casier judiciaire non vierge. Figurent également dans cette catégorie, avec un pourcentage non négligeable, les cas où le requérant, deux à trois jours seulement avant une chasse programmée, découvre que son permis est expiré ou veut faire inscrire sur son permis de port d'armes de chasse une arme nouvellement acquise.

Tout dépend donc de la question de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par «retard considérable».

Le cas le plus fréquent donnant lieu à des demandes de renseignements ou des réclamations est celui de l'expiration du permis de port d'armes de chasse au moment de l'ouverture de la chasse, pour la simple raison que ce permis a été émis cinq ans auparavant à la même période de l'année.

Ce problème a pu être résolu entre-temps dans une très large mesure, en coopération avec les chasseurs concernés et la Fédération des chasseurs elle-même. Le Service des armes prohibées a, au cours des dernières années et dans un esprit de dialogue avec les administrés, fait passer systématiquement aux chasseurs concernés le message qu'il suffit d'avancer une seule fois l'introduction de la demande de renouvellement du permis afin de faire en sorte que le permis expire en dehors de la ou des périodes de chasse envisagées.

Cette solution semble d'ailleurs avoir trouvé un accueil favorable au sein de la Fédération des chasseurs alors qu'elle a, d'après les informations du Service des armes prohibées, consacré ou prévu de consacrer en ce sens un article relatif à cette problématique dans sa publication associative.

En tout cas, le Service des armes prohibées a pu constater que les cas dans lesquels la problématique en question continue à surgir sont en régression constante et tend actuellement à se limiter aux chasseurs qui, pour des raisons inconnues, ne procèdent pas à cette demande de renouvellement anticipée.

Par conséquent, je ne suis pas en mesure de confirmer que le Ministère de la Justice doit faire face à des «retards considérables» dans cette matière.

Question 0188 (16.10.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **participation du Luxembourg à l'opération Atalanta:**

Le Luxembourg participe actuellement à l'opération Atalanta par le biais de l'affrètement d'avions de reconnaissance d'une firme privée basée à l'aéroport du Findel. Ces avions, qui seraient au nombre de trois, disposent d'un outil optique hautement performant destiné à la reconnaissance aérienne à basse altitude.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre de la Défense:

1. Est-ce que les avions qui participent à ces opérations de reconnaissance battent pavillon luxembourgeois?

2. Comme ces avions semblent opérer à partir des Seychelles, le Luxembourg a-t-il conclu un accord spécifique avec les autorités de Victoria? Dans quelle mesure les autorités locales sont-elles informées des opérations menées à partir de leur territoire à la demande du Gouvernement luxembourgeois?

3. Comme les missions de reconnaissance se font à basse altitude, les avions sont susceptibles d'être exposés à des tirs ennemis. Est-ce que le Gouvernement a des informations spécifiques concernant l'armement des pirates et en particulier concernant d'éventuelles armes légères anti-aériennes? Quelle est l'évaluation des risques faite par les autorités militaires?

4. En cas d'accident, suite à des actions ennemies ou en raison d'autres circonstances imprévues, les membres de l'équipage d'un tel avion pourraient tomber dans les mains des pirates. Quel serait alors le statut de ces personnes au regard du ius in bello? Le Gouvernement considère-t-il qu'il s'agit de civils non-combattants ou est-il disposé à leur reconnaître un statut de combattant du fait qu'ils participent à une opération militaire sur ordre du Gouvernement? Le Gouvernement envisage-t-il d'accorder un statut militaire à ces personnes, par exemple par la voie d'un commissionnement?

5. Le Gouvernement a-t-il accordé des avantages ou des assurances spécifiques aux personnes participant à une opération militaire dans l'intérêt du Gouvernement luxembourgeois dans le cadre de l'opération Atalanta, par exemple en application des dispositions pertinentes de la loi relative aux Opérations pour le maintien de la paix?

6. De façon générale, de quelle manière le Gouvernement a-t-il organisé le cadre légal de cette participation luxembourgeoise à l'opération Atalanta,

- avec la Chambre des Députés;

- avec la firme privée concernée;

- avec les autorités civiles et militaires des Seychelles;

- avec les autorités civiles et militaires responsables pour la mise en œuvre de l'opération Atalanta, notamment au niveau de l'Union Européenne et de l'Alliance atlantique;

- avec les pays membres de l'UE et les pays alliés disposant d'Ambassades ou de représentations consulaires dans la région concernée?

7. Quels sont les coûts prévisionnels de cette opération? Quelle est la ligne budgétaire que le Gouvernement propose à la Chambre des Députés pour couvrir ces frais?

Réponse commune (20.11.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

L'Union européenne a lancé l'opération navale, EU NAVFOR ATALANTA, au large des côtes somaliennes, en décembre 2008, à l'appui des résolutions 1814, 1816, 1838 et 1846 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le but de l'opération est de protéger les navires du Programme alimentaire mondial (PAM) qui acheminent l'aide alimentaire aux populations déplacées de Somalie. Par ailleurs, il s'agit de contribuer à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de vols à main armée au large des côtes de la Somalie. Le mandat de l'opération de l'Union européenne est fixé par l'action commune 2008/851/PESC du Conseil du 10 novembre 2008, publiée au Journal officiel de l'Union européenne L301/33 du 12 novembre 2008.

Le Luxembourg s'efforce de manière générale d'apporter des contributions utiles à toutes les opérations de l'UE. En cours d'exécution de l'opération ATALANTA, les autorités militaires ont constaté un besoin renforcé de capacités de surveillance aérienne, capacités qui sont relativement peu nombreuses, également du côté militaire.

Une telle capacité étant disponible au Luxembourg par le biais de l'entreprise CAE Aviation, le Conseil de gouvernement a arrêté, en date du 5 juin 2009, le principe d'une contribution de cette nature à l'opération ATALANTA.

Au cours de la séance de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, du 14 septembre 2009, le Ministre de la Défense a informé celle-ci des intentions du Gouvernement et de la signature prochaine d'un contrat avec la société CAE Aviation, en vue d'une contribution luxembourgeoise à l'opération de l'Union européenne en question.

Le contrat commercial conclu avec CAE Aviation prévoit le déploiement de deux avions civils non armés, immatriculés l'un au Luxembourg et l'autre aux États-Unis, pour une période de six mois aux Seychelles, à partir du 1er octobre de cette année. Ce contrat, de l'ordre de 4,5 millions d'euros, fixe les obligations du prestataire de service et est financé par la ligne budgétaire du Département de la Défense concernant les contributions du Luxembourg aux opérations UE, OTAN ou encore ONU.

Le Gouvernement et l'entreprise se sont évidemment renseignés sur les risques opérationnels éventuels et ont pris les mesures jugées adéquates pour minimiser ceux-ci, notamment en respectant une distance de sécurité par rapport aux objets observés. La performance des instruments d'observation embarqués sur les aéronefs de CAE Aviation permettent d'ailleurs des observations à grande distance. Selon le contrat, la responsabilité d'assurer le personnel civil ainsi que les moyens matériels revient à la société en question.

CAE Aviation est la seule entreprise en Europe à disposer d'une capacité et d'une expertise dans le domaine de la reconnaissance et de la surveillance aérienne, active depuis quelques années pour le compte de l'OTAN dans les Balkans ou encore au profit de l'agence européenne Frontex. La grande majorité du personnel de l'entreprise sont d'anciens militaires.

Pour assurer le bon déroulement de la contribution luxembourgeoise à l'opération ATALANTA, le Gouvernement luxembourgeois a conclu un échange de lettres avec le quartier général de l'opération à Northwood, définissant, notamment, la chaîne de commandement ainsi que la mise à disposition des résultats des missions effectuées par l'entreprise dans le cadre de l'opération.

Pour ce qui est des relations avec les autorités des Seychelles, l'accord «Status of Forces Agreement» (SOFA) entre l'Union européenne et les Seychelles règle la question de l'information des autorités locales sur la présence et les missions des avions luxembourgeois dans le cadre de l'opération de l'Union européenne ATALANTA.

L'Ambassadeur des Seychelles accrédité au Luxembourg a d'ailleurs, lors d'une récente visite auprès du Ministre de la Défense, exprimé toute la gratitude des autorités seychelloises pour la contribution luxembourgeoise en particulier et l'opération de l'Union européenne en général. En effet, les actes de piraterie dans la région ne sont pas sans conséquences économiques pour ce pays.

Tel qu'indiqué, lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères en question, nous avons l'intention de déployer, à partir de janvier 2010, un officier luxembourgeois à l'État-major opérationnel à Northwood, pour permettre un suivi permanent de l'opération et de la contribution luxembourgeoise. Une proposition de règlement grand-ducal afférent sera soumise à la Commission des Affaires étrangères encore ce mois-ci. Entre-temps, des arrangements de liaison ont été pris avec Northwood.

Question 0190 (16.10.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **grippe A/H1N1 – Vaccin:**

Lors de sa conférence de presse du 12 octobre 2009, Monsieur le Ministre a signalé que le Luxembourg disposait de quantités «plus que nécessaire» du vaccin contre la grippe A(H1N1) et qu'il entendait «montrer de la solidarité envers les pays qui n'ont pas eu la possibilité de commander assez de vaccins».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de vaccins commandés par le Gouvernement?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les coûts de cette commande?

- Monsieur le Ministre peut-il m'éclairer sur les raisons, qui l'amènent à penser que le Luxembourg disposerait d'une abondance de vaccins contre la grippe A(H1N1), ceci à un stade peu avancé de la pandémie?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conditions précises sous lesquelles le Luxembourg serait prêt à céder une partie de ses vaccins à un pays tiers?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner de plus amples informations sur les engagements contractuels pris par le Gouvernement envers les producteurs de vaccin?

Réponse (18.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le Luxembourg a commandé 700.000 doses de vaccin.

Le coût total de la commande s'élève à 2.500.000 €.

Si, en règle générale, deux doses de vaccin sont administrées pour les vaccins pandémiques, de nombreuses études en cours tendent à démontrer que dans le cas de la grippe A(H1N1) il suffira d'injecter une seule dose.

Il est encore trop tôt de se déterminer en vue d'une cession à des pays tiers de doses dont le Luxembourg pourrait ne pas avoir besoin. Pareille cession pourrait par exemple se faire par l'intermédiaire de l'OMS.

Le Gouvernement luxembourgeois a pris en l'occurrence envers le producteur du vaccin les engagements contractuels d'usage en la matière, concernant notamment la réception du vaccin à la livraison, le paiement du prix, la notification d'éventuels effets indésirables.

Question 0191 (19.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **aides financières de l'État pour des projets touristiques:**

Am Kader vum 7. an 8. Fënnefjoresplang fir d'Verbesserung vun der touristescher Infrastruktur aus de Joren 2003 respektiv 2008

huet d'Regierung d'Méiglechkeet, op Virschlag vum Här respektiv der Madame Tourismusminister, verschidde finanziell Hëllefe vum Stat eropzesetzen, wann e Projet vun nationaler Bedeitung ass.

Laut deene verschiddene groussherzogleche Reglementer zu dëse Gesetzer sinn dës finanziell Hëllefen an der Regel op 15 bis 50% begrenzt, jee nodeem. Wann e Projet vun nationaler Bedeitung ass, kënnen dës Hëllefen eropgesat gi bis op maximal 70%.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Minister:

1) Wat sinn déi genee Kritären, fir datt den «intérêt national» fir e Projet unerkannt gëtt?

2) Fir wéi eng Projeten ass vun 2003 bis haut den «intérêt national» unerkannt ginn?

3) Wéi héich sinn déi staatlech Hëllefe fir déi verschidde Projeten?

Réponse (13.11.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

1) Wat sinn déi genee Kritären, fir datt den «intérêt national» fir e Projet unerkannt gëtt?

Den «intérêt national» gëtt nëmmen «à titre exceptionnel» engem Projet zouerkannt. Et gëtt keng spezifesch Kritären, den zoustännege Minister muss nëmmen dem Regierungsrot eng motivéiert Propositioun ënnerbreeden, deen dann e Projet kann d'«intérêt national» deklaréieren (Article 4 de la loi du 11 mars 2008 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un 8e programme quinquennal de l'infrastructure touristique).

2) Fir wéi eng Projeten ass vun 2003 bis haut den «intérêt national» unerkannt ginn?

Zënter 2003 ass kee Projet als d'«intérêt national» agestuuft ginn.

3) Wéi héich sinn déi staatlech Hëllefe fir déi verschidde Projeten?

Dës Fro eriwwregt sech an deem Fall.

Question 0193 (19.10.2009) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **congé pour raisons familiales pour les parents d'enfants atteints d'une maladie grave:**

Selon l'alinéa 1 de l'article L.234-50 du Code du travail «peut prétendre au congé pour raisons familiales, le travailleur salarié ayant à charge un enfant, âgé de moins de quinze ans accomplis, nécessitant en cas de maladie grave, d'accident ou d'autre raison impérieuse de santé la présence de l'un de ses parents». L'alinéa 3 précise que «la limite d'âge de quinze ans accomplis ne s'applique pas aux enfants qui bénéficient de l'allocation spéciale supplémentaire (...)», en l'occurrence l'allocation pour enfants handicapés.

L'alinéa 4 de l'article L. 234-51 du Code du travail dispose que «la durée du congé pour raisons familiales peut être prorogée, sur avis conforme du Contrôle médical de la sécurité sociale, pour les enfants atteints d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle, à définir par règlement grand-ducal. La durée maximale de la prorogation est limitée à un total de cinquante-deux semaines pour une période de référence de cent quatre semaines (…)».

Or, pour les familles d'enfants atteints d'une maladie grave, tel un cancer, nécessitant un traitement lourd et une hospitalisation de plusieurs semaines voire de quelques mois, il est essentiel de pouvoir accompagner l'enfant et d'être près de lui, même s'il est âgé de 15 ans ou plus. Ceci est d'autant plus vrai que bon nombre de ces enfants doivent être traités et hospitalisés à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame et Messieurs les Ministres les questions suivantes:

- Madame et Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'un enfant atteint d'une maladie grave, nécessitant un traitement lourd et/ou une hospitalisation d'une durée plus ou moins longue, éventuellement même à l'étranger, a besoin de la présence d'un de ses parents?

- Madame et Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la condition de la limite d'âge ne devrait pas s'appliquer aux enfants atteints de maladies graves et que la prorogation du congé pour raisons familiales devrait pouvoir être décidée au cas par cas sur avis conforme du Contrôle médical de la sécurité sociale?

Réponse commune (18.11.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les dispositions du Code du travail citées par l'honorable Député ont notamment pour objet d'accorder aux parents un congé spécial afin de leur permettre d'être présents auprès de leur enfant en cas de maladie grave, d'accident ou d'autre raison impérieuse de santé.

Le congé pour raisons familiales a été introduit dans la législation luxembourgeoise par la loi[2] du 12 juin 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi et ce dans le cadre de la transposition de la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par les organisations patronales et syndicales représentatives au niveau européen.

En matière de congé pour raisons familiales le législateur a fait le choix de définir le congé pour raisons familiales, lequel a pour objectif de permettre aux personnes exerçant une activité professionnelle et qui ont à charge un enfant âgé de moins de 15 ans accomplis, de s'occuper de cet enfant en cas d'urgence, de maladie grave, d'accident ou d'une autre raison impérieuse concernant la santé.

La durée de base du congé pour raisons familiales a été fixée à deux jours par enfant et par an et à 4 jours par enfant et par an en cas de prise en charge d'un enfant gravement handicapé.

La condition de la limite d'âge de quinze ans est inhérente au concept même du congé pour raisons familiales. En utilisant le terme «enfant» le législateur a clairement délimité le champ d'application du congé à une période de dépendance allant de la naissance à l'adolescence. Le terme «enfant» que le Code du travail définit comme «tous jeunes qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans» est à mettre en opposition avec le terme «adolescent» comme étant «tous jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans». À partir de quinze ans l'enfant devient adolescent et aspire à quitter la dépendance.

C'est pour le cas où ce gain d'autonomie est amoindri du fait du handicap ou du fait de la survenance de la maladie d'une gravité exceptionnelle que le législateur a prévu des dérogations respectivement à la condition de limite d'âge et à la durée du congé pour raisons familiales.

1. Exception à la condition d'octroi de la limite d'âge:

Il est fait exception à la limite d'âge de 15 ans à l'égard des enfants présentant un handicap d'une certaine gravité. L'alinéa 3 de l'article L.234-50 du Code du travail dispose que la limite d'âge de 15 ans accomplis ne s'applique pas aux enfants qui bénéficient de l'allocation spéciale supplémentaire, allocation définie actuellement par l'article 272 du Code des assurances sociales (CAS), article, visant tout enfant âgé de moins de 18 ans, atteint d'une ou de plusieurs affections constitutives d'une insuffisance ou diminution permanente d'au moins 50% de la capacité physique ou mentale d'un enfant normal du même âge.

2. Exception quant à la durée du congé pour raisons familiales:

L'autre exception prévue par l'article L.234-51 du Code du travail a trait à la durée du congé pour raisons familiales, article, aux termes duquel cette durée peut être prorogée, sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale pour les enfants atteints d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle telles les affections cancéreuses en phase évolutive et les pathologies entraînant une hospitalisation en secteur aigu d'une durée dépassant deux semaines consécutives. Dans ces cas la durée maximale de la prorogation du congé pour raisons familiales est plafonnée à un total de 52 semaines pour une période de référence de 104 semaines.

Il s'ensuit de ce qui précède que la dérogation à la limite d'âge de 15 ans ne vise que les enfants présentant un handicap d'une certaine gravité et non les adolescents atteints d'une maladie ou d'une déficience d'une gravité exceptionnelle.

Il convient de noter dans ce contexte qu'aux termes de l'accord de coalition une révision du congé parental est envisagée suite à la signature du nouvel accord-cadre par les partenaires sociaux le 18 juin 2009, accord, qui trouvera son entrée dans le droit national grâce à une directive qui est en voie d'élaboration.

La clause numéro 7 dudit accord-cadre prévoit la possibilité pour les États membres de prendre des mesures en accord avec la législation nationale fondées sur des raisons familiales impératives en cas de maladie ou d'accident rendant la présence de la personne pouvant prétendre au congé pour raisons familiales indispensable auprès de l'enfant malade.

La transposition de la directive sur le congé parental donnera l'occasion au législateur et/ou aux partenaires sociaux de déterminer les conditions d'accès et les modalités d'exécution du droit au congé pour raisons familiales.

2 Article XXIV à la page 209 et suivantes au Mémorial A N°13 du 12 février 1999.

Question 0216 (28.10.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**état des lieux du centre pénitentiaire de Schrassig:**

Dans un article paru sur le site de RTL Luxembourg (www.rtl.lu) un professeur de droit de l'Université du Luxembourg dresse un état des lieux du centre pénitentiaire de Schrassig et de la politique en matière d'exécution des peines pénales plutôt critique. Outre le problème de la surpopulation du centre pénitentiaire en question, qui devrait être désamorcé grâce à l'établissement prévu d'une maison d'arrêt à Sanem ainsi que celui d'un centre de rétention pour demandeurs d'asile déboutés au Findel, l'article fait état d'un manque chronique de mesures pédagogiques et de concepts thérapeutiques visant la réinsertion sociale des prisonniers. Le personnel du centre pénitentiaire ne serait pas non plus suffisamment formé d'après cet article, qui épingle finalement la politique en général, pour lui reprocher un manque de volonté en ce qui concerne la mise en place de mesures d'exécution des peines pénales qui soient dans l'intérêt des prisonniers.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quelles sont les mesures thérapeutiques et pédagogiques offertes aux prisonniers dans le cadre de leur incarcération? Sont-elles suffisantes et adaptées? Combien de prisonniers bénéficient de telles mesures?

2. Combien de personnes encadrent les prisonniers notamment en ce qui concerne l'aspect thérapeutique et pédagogique? De quelles formations disposent ces personnes en particulier et le personnel du centre pénitentiaire en général? Ont-elles une formation spécifique adaptée au milieu carcéral? Le Ministre pense-t-il qu'il faille augmenter le nombre du personnel encadrant respectivement qu'il faille exiger des formations complémentaires à celles déjà exigées?

3. Concernant l'aspect de l'exécution des peines pénales, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend mettre sur pied et qui permettront de prendre davantage en considération la personne du prisonnier et favoriseront dès lors son insertion sociale?

Réponse (10.11.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*:

Me référant à l'objet repris sous rubrique, je tiens à vous informer qu'il est et qu'il restera dans les intentions déclarées du Ministre de la Justice, de faire régner toute la transparence requise notamment dans la problématique de la politique pénitentiaire. Dans ce contexte le travail scientifique effectué en toute liberté académique au courant de l'année 2006 déjà, relaté par un reportage sur les ondes de RTL en date du 28 octobre 2009, constitue un élément parmi d'autres qui aident le département de la Justice à mieux documenter ses réalisations politiques effectuées respectivement en cours.

Ces travaux scientifiques sont de nature à mettre en exergue de manière objective les problèmes rencontrés et de proposer des solutions qui permettent de définir les politiques futures. J'aimerais vous renvoyer dans ce contexte à la déclaration gouvernementale qui souligne: «que le Gouvernement continuera ses efforts pour un régime pénitentiaire humain et pour la réinsertion sociale des détenus. Le Gouvernement veillera en outre à un recours plus poussé aux alternatives à l'incarcération (entre autres les travaux d'intérêt général). Dans cet ordre d'idées, le système du bracelet électronique, qui permet le maintien du tissu social des condamnés, sera étendu.

Le placement des mineurs en prison est une préoccupation majeure du Gouvernement. Il prendra toutes les mesures possibles pour éviter ces placements et s'engage à instaurer un centre spécialisé pour assurer une prise en charge adéquate de délinquants mineurs. Le Gouvernement s'engage à examiner en détail les diverses recommandations du Médiateur relatives au fonctionnement de la Justice, notamment en ce qui concerne l'introduction d'un juge à l'application des peines et la réforme de la direction des établissements pénitentiaires.

Les règles internes des centres pénitentiaires seront modernisées et les détenus seront soumis à un régime de sécurité sociale. Il sera procédé à l'élaboration d'un Code pénitentiaire. Le Gouvernement a l'intention d'engager la procédure législative pour la construction d'une maison d'arrêt dans la commune de Sanem».

Or, la mise en œuvre de cette politique visant en premier lieu la resocialisation des détenus se doit d'être concertée avec tous les acteurs intervenant de près ou de loin dans ce processus à but hautement humain et social. J'ai d'ores et déjà eu des réunions de concertation notamment avec le médiateur et j'ai fixé, d'ici le début du mois de décembre, des réunions bilatérales avec les autres concernés par les politiques pénitentiaires afin de me fixer définitivement sur les mesures à prendre dans la suite.

J'entends début 2010, après consultation de la Commission juridique de la Chambre des Députés, présenter des nouvelles lignes directrices en la matière.

Cette démarche visera prioritairement la resocialisation des détenus et ex-détenus. Cette approche constitue à mes yeux le seul moyen efficace permettant d'éviter largement la récidive, respectivement le dérapage de l'ex-détenu et son retour malencontreux dans un milieu criminel. Cette resocialisation sera nécessairement globale, visera la personne dans son intégralité et agira de la manière et sur le milieu social et sur une intégration, voire réintégration dans le milieu de travail. Dans ce contexte, le travail scientifique, réalisé il y a deux ans déjà, fera notamment partie des éléments de discussion dans mes entretiens avec les acteurs concernés.

Je vous ai joint le rapport en question en annexe[3] de la présente réponse, rapport qui a été fait en connaissance du Ministère de la Justice, sans que pour autant le rapport final lui ait été transmis avant la publication du reportage sur RTL en date du 28 octobre 2009. Je vais par ailleurs publier le rapport en question sur le site internet du Ministère de la Justice (www.mj.public.lu).

3 *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*

Aussi tiens-je à rendre attentif aux importants travaux en cours entre mon département et Monsieur Hans-Jürg Bühlmann, expert suisse en matière pénitentiaire, d'une part, et les représentants des centres pénitentiaires respectivement le Parquet général, d'autre part, qui visent un nouveau concept de prise en charge des prisonniers, l'hébergement, la réorganisation administrative pénitentiaire, le recrutement du personnel de garde, la formation continue etc. Dès finalisation de ces travaux d'envergure, je vais en informer dans les meilleurs délais la Commission juridique, afin d'associer activement les membres de la Chambre des Députés aux nouveaux concepts à mettre en place.

Il faut cependant noter que le reportage en date du 28 octobre 2009 a laissé pointer l'hypothèse de constats non avérés. S'agissant de la population au centre pénitentiaire de Schrassig (CPL), le reportage sur RTL affirme: «De Prisong ass komplett iwwerbesat, seet de Stefan Braum. Ursprénglech war e fir zwee- bis dräihonnert Leit gebaut ginn. Haut sinn der tëscht 800 bis heiansdo 1100 do ënnerbruecht». Dans ce contexte, je vous transmets les chiffres du 29 octobre 2009. Il y avait en tout 587 personnes au CPL, comprenant retenus, détenus et prévenus, dont 558 hommes et 29 femmes. D'ailleurs le centre pénitentiaire avait été conçu pour une population de 550 personnes.

Il y avait parmi ces 587 personnes, 333 résidents luxembourgeois dont 176 étaient de nationalité luxembourgeoise. Je peux donc affirmer que 52,85% des prisonniers résidant au Luxembourg sont effectivement des personnes de nationalité luxembourgeoise. 157 personnes, respectivement 47,15%, sont des résidents non-luxembourgeois. Par rapport à la population totale au CPL, ce pourcentage est de 26,75%.

Parmi les 587 personnes au CPL à la date du 29 octobre 2009, il y avait 254 non-résidents sur le territoire luxembourgeois, soit au total 43,27% de la population carcérale. Or, cette population échappe entièrement à tout effort de politique de cohésion sociale de la part du Gouvernement. Aussi est-il très difficile à ce sujet d'opérer une resocialisation des personnes en question dans leur pays d'origine.

Par ailleurs, au vu du pourcentage élevé de détenus non-résidents étrangers au CPL, il est prévu, dans le cadre d'une politique pénitentiaire cohérente, de faire plein usage des instruments de l'Union européenne adoptés récemment en vue de permettre à des étrangers condamnés au Luxembourg de purger leurs peines de prison, voire des mesures de probation, dans leur pays d'origine.

Une décision-cadre, à savoir celle du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne, a d'ores et déjà fait l'objet du projet de loi N°6060, déposé à la Chambre des Députés par mon prédécesseur en date du 26 juin 2009.

Sous peu, un autre projet de loi sera déposé afin de mettre en œuvre une autre décision-cadre du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution. Enfin, le Conseil des Ministres vient d'adopter lors du Conseil ayant eu lieu au Luxembourg le 23 octobre dernier une troisième décision-cadre concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire qui sera également mise en œuvre au Luxembourg dans les meilleurs délais.

Les chiffres qui précèdent démontrent, tout comme par ailleurs l'étude en question, qu'il s'agit d'une population très hétérogène. Bien qu'il ait été possible de réduire sensiblement le nombre des prisonniers au CPL, il faudra continuer à déployer nos efforts envers une réduction supplémentaire et une amélioration de la prise en charge.

Voilà pourquoi nous travaillons d'arrache-pied ensemble avec les autres départements ministériels concernés à la réalisation des nouvelles infrastructures nécessaires. Je cite à ce sujet la nouvelle maison d'arrêt à Sanem, la maison de rétention au Findel (en collaboration avec le Ministère de l'Immigration), la structure adéquate à une prise en charge des mineurs à Dreiborn (avec la collaboration du Ministère de la Famille et de l'Intégration), ainsi que la structure de semi-liberté pour femmes qui sera finalisée d'ici peu à Givenich (CPG).

S'agissant des notions «thérapeutiques» et «pédagogiques» au sens strict, ces termes reproduisent une image fausse parce qu'insuffisante du fonctionnement de la prison, qui n'est pas un centre thérapeutique. Sa mission étant de «prendre toutes les mesures destinées à faciliter la réintégration (des personnes lui confiées sous mandat de justice) dans la société» (règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, art. 16), il faudra, pour les besoins de la réponse à la question de l'honorable Député Gilles Roth, interpréter les termes précités dans un sens plus large pour désigner l'éventail complet de l'offre d'aide dans le cadre de la réinsertion des justiciables.

Même si la question vise plus spécialement le CPL, l'on ne peut passer sous silence les différentes modalités de l'exécution de la peine prévues par la loi du 24 juin 1986 (congé pénal, semi-liberté, suspension de peine, libération anticipée), la libération conditionnelle (art. 100 du Code pénal), le projet-pilote de surveillance électronique (dite du «bracelet») ou encore le transfèrement du condamné au CPG à régime semi-ouvert, qui constituent tous des mesures à valeur socio-pédagogique.

Dès son admission dans un centre pénitentiaire, chaque justiciable est pris en charge par un agent du SPSE (service psychosocial et socio-éducatif) qui va l'accompagner durant sa détention. Au moyen d'entretiens individuels, le SPSE informe le détenu sur ses droits et devoirs, procède aux anamnèse, diagnostic et pronostic ainsi qu'à des bilans périodiques discutés dans un «comité de guidance» auxquels participent les autres acteurs concernés (direction, service de garde, agents de protection du SCAS (service central d'assistance sociale), médecin, etc.) définit un programme individuel (Vollzugsplan) en tenant compte des besoins individuels de la personne et veille à sa mise en pratique en étroite coopération avec les autres acteurs.

Pour garantir l'équivalence de la qualité des soins médicaux, dentaires et psychiatriques - éléments importants dans le processus de l'insertion - le Ministère de la Justice a conclu des conventions avec le CHL et le CHNP. L'éducation sanitaire et à une meilleure hygiène de vie, la prévention des maladies sexuellement transmissibles font partie intégrante de l'offre pédagogique. Plus spécialement, les personnes toxicodépendantes peuvent bénéficier d'un traitement de substitution. Une équipe d'intervenants spécialisés (programme TOX) sont chargés de la prévention primaire, secondaire et tertiaire, de l'encadrement des toxicomanes, et dans des cas individuels de leur préparation à une thérapie dans un centre spécialisé à Manternach ou à l'étranger.

Les CPL et CPG participent également au programme d'échange de seringues dans une optique de pure prévention. Une assistance spirituelle est offerte à tous ceux qui la demandent. L'accès à une psychothérapie avec un thérapeute indépendant est donné chaque fois qu'il est nécessaire, possible et souhaité par le détenu.

Le SPSE agit en étroite coopération avec le réseau associatif et recherche des synergies à chaque fois qu'elles sont dans l'intérêt du reclassement du détenu. Les responsables de l'administration pénitentiaire sont ouverts à tout projet prometteur de résultats, que ce soit le «Feldenkreis» à Givenich, l'intervention assistée par l'animal (Tiergestützte Intervention) offerte par un agent du SCAS ou encore un «Antiagressivitätstraining» en préparation par un membre du SPSE au CPL. Cette liste n'est pas exhaustive.

En fin de compte, les activités classiques offertes en prison restent des outils hautement valorisés, voire essentiels, pour mettre le détenu à l'épreuve, évaluer ses capacités et les amender pour améliorer ses chances de réinsertion - et en même temps l'occuper durant sa détention et donc œuvrer contre l'oisiveté si destructrice de la personnalité. Il s'agit notamment du travail dans 10 ateliers artisanaux, la buanderie centrale et les services domestiques et logistiques; de la possibilité de suivre une formation professionnelle; des nombreux cours d'enseignement différenciés et adaptés aux besoins recensés; des activités sportives offertes en groupes 6 jours par semaine; d'activités de loisirs dirigées et culturelles, entre autres du projet BLUES d'initiation à la musique proposé par la Fondation EME - Écouter pour mieux s'entendre.

Toutes ces activités et programmes, bien qu'adaptés, seront toujours insuffisants, et se développeront au fil des années. La majorité des programmes sont accessibles à tous les détenus, sauf les restrictions découlant de l'obligation des autorités pénitentiaires de séparer hommes et femmes, adultes et mineurs, retenus, prévenus et condamnés, certains complices parmi les prévenus.

À titre d'exemple, le service médical recense une centaine de consultations par jour; les ateliers emploient 220 détenus à l'heure actuelle, alors que 180 détenus poursuivent un enseignement. Le sport attire aux alentours de 500 détenus par semaine.

Pour d'autres activités, la participation - individuelle par nature - est plus sporadique, voire non recensée de façon centrale.

Le SPSE est composé au 30.10.2009 de 4 psychologues, 1 assistant social (+3 vacances), 7 éducateurs gradués (+1 vacance de poste), complétés par 11 contremaîtres-instructeurs, 8 enseignants plein temps détachés par le Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle, 5 moniteurs sportifs. L'équipe médicale, psychiatrique et sanitaire regroupe une cinquantaine d'intervenants.

Le registre des intervenants extra-pénitentiaires recense près de 200 visiteurs bénévoles conventionnés du secteur social, thérapeutes et autres coopérants. Il est notoire que l'outil de formation spécifiquement pénitentiaire reste à être développé davantage. Des premiers efforts ont été réalisés récemment.

Question urgente 0235 (4.11.2009) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **paquet télécom:**

Les négociations entre le Conseil et le Parlement européen pour le «paquet télécom» entrent sur la dernière ligne droite. Le comité de conciliation composé de la présidence de l'Union européenne et des membres du Parlement européen va siéger ce soir pour une réunion décisive. Les parties doivent se mettre d'accord sur la question si une décision préalable d'un juge est nécessaire avant toute interdiction de l'accès Internet à un particulier. Tout accord en la matière est soumis à l'approbation des représentants des États membres qui en sont informés par le biais de la présidence suédoise.

J'aimerais dès lors savoir quelle est la position officielle du Luxembourg en la matière:

- Le Ministre va-t-il appuyer fermement la position du Parlement européen selon laquelle une décision préalable d'un juge est requise avant toute interdiction d'accès?

- Quelles autres garanties concrètes pour les droits des utilisateurs d'Internet le Luxembourg appuie-t-il?

- Comment le Luxembourg veut-il transposer le paquet télécom au niveau des droits des utilisateurs? Le Ministre va-t-il utiliser la marge de manœuvre des États membres et imposer une décision judiciaire préalable avant toute interdiction d'accès?

Réponse (7.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Justice:*

Le Ministre des Communications et des Médias représente le Luxembourg au sein du Conseil des ministres qui a négocié le «paquet télécom» avec le Parlement européen et la Commission européenne. Lors de la réunion du comité de conciliation le 4 novembre 2009, le Luxembourg a participé aux discussions pour trouver une solution au dernier point de désaccord qui existait entre les institutions, question concernant l'accès à Internet des citoyens européens. Il convient de rappeler que le «paquet télécom» couvre toute une panoplie de dispositions inscrites dans cinq directives et un règlement visant notamment une meilleure protection du citoyen, une plus grande sécurité juridique et prévisibilité réglementaire pour les entreprises ainsi qu'un renforcement du marché intérieur.

Le Luxembourg salue vivement l'accord qui a pu être dégagé en conciliation et qui sauvegarde les droits fondamentaux des utilisateurs d'Internet. Désormais inscrits dans la législation européenne, les citoyens verront leurs droits protégés dans un environnement numérique. Ainsi le compromis dispose qu'une «procédure préalable, équitable et impartiale» soit garantie avant toute restriction d'accès à Internet. Ces restrictions devront être «adéquates, proportionnées et nécessaires dans une société démocratique». Les principes de présomption d'innocence, du respect de la vie privée et le droit au recours judiciaire, explicités dans le compromis, sont des affirmations du droit luxembourgeois et ne font donc que renforcer la protection du citoyen luxembourgeois.

Tout au long des négociations, le Luxembourg s'était clairement positionné en tant que défenseur des droits fondamentaux des utilisateurs d'Internet. Il importe d'ajout que l'accord en conciliation ne devrait en rien ombrager l'adoption par le Conseil de la Directive «Droits des citoyens» le 26 octobre 2009, Directive qui fait partie intégrante du «paquet télécom» et qui est entièrement dédiée aux droits et à la protection des consommateurs européens. Parmi les avancées majeures, citons l'obligation de plus de transparence dans les contrats avec les opérateurs de télécommunications, une protection de la vie privée et des données personnelles plus accrue et l'ajout de dispositions concernant les besoins spécifiques des utilisateurs présentant un handicap.

En ce qui concerne la transposition du «paquet télécom», le Gouvernement entend l'appliquer 1:1 en droit luxembourgeois. Les consultations nécessaires pour cette transposition seront évidemment menées avant tout dépôt de texte à la Chambre des Députés.

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°4** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

8e séance	jeudi	19 novembre 2009
9e séance	mardi	1er décembre 2009
10e séance	mercredi	2 décembre 2009
11e séance	jeudi	3 décembre 2009

Les parlements nationaux au lendemain de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et M. Per Westerberg, Président du Parlement suédois.

Les Présidents des Parlements de l'Union européenne se sont rencontrés le 12 décembre 2009 à Stockholm lors d'une réunion extraordinaire de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne, placée sous le thème général de «Préparation pour le Traité de Lisbonne - Conséquences pour les Parlements nationaux et pour la coopération entre le Parlement européen et les Parlements nationaux». Le Parlement luxembourgeois était représenté par M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

La réunion a été convoquée par la présidence suédoise dans l'objectif de soulever les questions de priorité qui doivent être abordées dans le contexte du nouveau rôle que le Traité de Lisbonne, entré en vigueur en date du 1er décembre 2009, confère aux Parlements nationaux.

La présidence a proposé quatre aspects à étudier de manière plus approfondie, à savoir le contrôle du respect du principe de subsidiarité, le renforcement de la coopération interparlementaire, le futur rôle de la Conférence des Présidents et la surveillance dans les domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice.

Dans son intervention, M. Laurent Mosar a évoqué la définition de la subsidiarité. «La notion de subsidiarité est une notion éminemment politique et non pas une notion juridique. Il appartient aux Parlements nationaux de la préciser et non pas aux juridictions.», a-t-il expliqué à ses homologues.

Les Présidents ont convenu de ne pas créer de nouveaux organes de coopération, mais au contraire de mieux coordonner les réunions interparlementaires et de recourir davantage aux instruments existants, dont le réseau des représentants des Parlements nationaux établis dans les locaux du Parlement européen et le site Internet IPEX (Interparliamentary EU Information Exchange). Ledit site constitue une base de données établie par les Parlements nationaux et le Parlement européen pour faciliter l'échange d'informations concernant l'Union européenne.

La prochaine Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne se réunira les 14 et 15 mai 2010 à Stockholm.

Contrôle des principes de subsidiarité et de proportionnalité

Entrevue avec des chambres professionnelles et le CES



(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Laurent Mosar, Président, M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, et Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe de la Chambre des Députés.

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre, et M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, se sont entretenus le 10 décembre avec des délégations de la Chambre de l'Agriculture, de la Chambre des Métiers, de la Chambre des Salariés, ainsi qu'avec des représentants du Conseil économique et social.

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne depuis le 1er décembre confère aux Parlements nationaux de nouveaux pouvoirs, notamment en matière de contrôle des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Les députés nationaux disposent en effet de huit semaines pour signaler aux autorités européennes si les projets de textes législatifs qu'ils élaborent respectent ces principes.

C'est dans ce cadre qu'un échange de vues a réuni des membres de la Chambre des Députés, des chambres professionnelles et du Conseil économique et social. Ils ont évoqué les possibilités d'une future collaboration dans le traitement des dossiers européens.

Deux autres chambres professionnelles, à savoir la Chambre des Fonctionnaires et la Chambre de Commerce seront reçues par la Présidence de la Chambre des Députés au mois de janvier.

À partir du 1er janvier 2010

Chamber TV change de satellite



À partir du 1er janvier 2010, Chamber TV changera de satellite. Les foyers ne disposant pas d'accès au câble ni à la télé des P. & T. ou à la télévision numérique terrestre (TNT ou DVB-T), mais captant leurs programmes de télévision uniquement par satellite, devront changer la tête (LNB) de leur parabole pour rester en mesure de suivre les retransmissions des séances publiques de la Chambre des Députés et les émissions hebdomadaires «Chamber aktuell».

Depuis son lancement en décembre 2001, la chaîne parlementaire avait été diffusée par un satellite ASTRA positionné à 19,2° Est. Huit ans après, Chamber TV sera migré vers un satellite sur position orbitale 23,5° Est. L'installation d'un double LNB permet de capter la chaîne sans être contraint de renoncer aux multiples programmes diffusés sur 19,2° Est. Pour toute demande d'assistance technique, veuillez vous adresser à l'un des installateurs d'antennes agréés par SES-ASTRA (http://sat.rtl.lu).

DANS CE NUMÉRO

Budget 2010
- Rapport Lucien Thiel p. 123
- Exposé Luc Frieden p. 136

Grands projets d'infrastructure p. 117

Lutte anti-tabac p. 134

Sommaire des séances publiques Nos 8-11 p. 140

Sommaire des questions parlementaires p. Q39

Lycéens et députés en discussion «budget»



Des jeunes de quatre lycées ont eu un échange de vues...

2009 est l'année qui suit celle du début de la crise financière et économique: les médias en parlent et les professeurs d'économie traitent le sujet en classe. La majorité des jeunes rassemblés le vendredi, 4 décembre dans la salle plénière de la Chambre n'en ont cependant pas encore ressenti les effets.

75 élèves de quatre lycées du pays (*) ont rencontré les députés autour du sujet économique qui à ce moment-là a dominé la plupart des débats de la Chambre. Le projet de budget a été discuté en séance publique à partir du 8 décembre.

Les soucis des jeunes ont rejoint certaines des préoccupations des membres de la Commission des Finances et du Budget: la hausse de l'endettement et la baisse des réserves. Les députés ont expliqué qu'il faudrait garder un bon niveau d'investissement et construire aujourd'hui les infrastructures pour les activités de demain, qui sont par exemple les éco- et biotechnologies ou les télécommunications.

Face aux questions sur le chômage et leur avenir professionnel, les députés ont encouragé les jeunes à poursuivre leur scolarité au-delà du baccalauréat: «Une crise touche toujours en premier lieu les travailleurs peu diplômés. Faites des études universitaires qui vous plaisent, mais si possible dans des domaines porteurs d'avenir. Notre économie a toujours besoin de gens bien formés.»

Que fait l'État pour garantir à l'avenir les pensions? «À l'heure actuelle, l'État dispose encore de solides réserves d'un montant de 9 milliards d'euros.» Le rapporteur du projet de budget, M. Lucien Thiel a cependant ajouté qu'avec une croissance économique ralentie et au vu de la situation démographique, des études sont en cours pour chercher des modèles de financement alternatifs au système existant.

«Nous avons l'impression que vous n'investissez pas assez dans nos infrastructures scolaires.», se sont plaints les délégués de plusieurs lycées. «Les écoles et l'Université du Luxembourg font partie des priorités publiques.», ont répondu les députés. Esch aura un nouveau lycée sur les friches de Belval. Pour le Lycée technique Michel Lucius, une solution est recherchée sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

D'autres questions ont tourné autour de la TVA, des impôts sur les revenus, des investissements pour sauver les banques, du coût des vaccinations contre la grippe A ou du budget de l'armée luxembourgeoise.

(*) *Les quatre lycées: Lycée classique de Diekirch; Lycée Hubert Clément d'Esch-sur-Alzette; Lycée Aline Mayrisch et Lycée technique Michel Lucius, tous deux de Luxembourg-Ville.*



... avec les membres de la Commission des Finances et du Budget.

L'OAI à la Commission du Logement

«Les architectes et ingénieurs-conseils ont un rôle important à jouer en matière de développement durable et de qualité de l'environnement.», affirme leur représentation, l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils. Une délégation de l'OAI a été reçue le 3 décembre par la Commission du Logement de la Chambre. L'échange de vues a porté sur différentes initiatives gouvernementales comme le Pacte Logement ou le programme en matière de logement.

L'OAI demande donc à ce que les maîtres d'ouvrages aient recours aux hommes et femmes de métier dans l'intérêt des clients.

L'OAI

- plaide pour un soutien, dans le secteur de la construction, de l'initiative privée à côté du secteur public et des acteurs commerciaux,

- demande l'interdiction des ventes de terrains combinées à des contrats de construction,

- propose la généralisation de l'obligation de contracter une assurance responsabilité civile et professionnelle pour tous les acteurs du domaine de la construction et non seulement pour les architectes et ingénieurs-conseils.

L'échange de vues avec les députés a aussi porté sur une uniformisation et harmonisation des procédures, les moyens dont disposent les communes en matière d'aménagement durable et de qualité, le carnet de l'habitat ou le bilan de performance énergétique des constructions.





Les représentants de l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils reçus par la Commission du Logement.

Remise du 1er rapport CET

«L'égalité de traitement de tous les hommes reste un sujet d'actualité, partout au monde, et également au Luxembourg.» Telle a été la réaction du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar lors de la remise du 1er rapport du Centre pour l'égalité de traitement (CET) à la Chambre.

Entre octobre 2008 et octobre 2009, le Centre pour l'égalité de traitement a été saisi de 124 dossiers, dont 41 ont pu être clôturés. Dans son rapport, le CET formule également un certain nombre de recommandations notamment en ce qui concerne la cohérence de la législation.

Lors de la remise du rapport, le Président du CET, M. Patrick de Rond a notamment regretté le fait que, dans le cadre de ses missions, le centre ne dispose pas de pouvoir contraignant envers les institutions, personnes privées, etc., qui ne souhaiteraient pas collaborer avec lui.

Le Centre pour l'égalité de traitement a été créé par la loi du 28 novembre 2006. Dans l'exercice de sa mission, il peut notamment publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations, ainsi qu'apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination (www.cet.lu).



M. Patrick de Rond (2e de droite) a remis le rapport du CET au Président de la Chambre.

Visite de la «Stëmm vun der Strooss»



Le Président a reçu une délégation de la «Stëmm vun der Strooss».

«La Chambre des Députés ne perd pas de vue les personnes moins favorisées de la société, surtout en ces temps de crise.» C'est ainsi que s'est exprimé le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, lorsqu'il a reçu la «Stëmm vun der Strooss».

L'association œuvre en faveur de l'intégration sociale et professionnelle des personnes défavorisées. Des sans-abri, des chômeurs, des bénéficiaires du RMG, des ex-détenus, des demandeurs d'asile, des émigrés et des personnes atteintes de troubles psychiques et/ou dépendantes de la drogue, de l'alcool et des médicaments constituent sa clientèle.

La Stëmm propose divers services tels qu'un café-restaurant, un dispensaire médical gratuit, une distribution gratuite de vêtements, un service social et une agence immobilière sociale. Les personnes accueillies à la Chambre ont écouté les explications sur l'histoire et le fonctionnement de l'institution.

La délégation de la «Stëmm vun der Strooss» a été reçue suite à une invitation lancée par le Président de la Chambre lors de sa visite, en juillet, dans les locaux de l'association à Bonnevoie.

Parlamentaresch Versammlung vun der WEU

Marcel Glesener, neien Éieremember



(vu lénks no riets) D'Deputéiert Marc Spautz, Anne Brasseur a Fernand Boden, d'Madame an den Här Marcel Glesener, d'Madame Toiny Thommes-Gerbec aus dem Service des Relations internationales, an den Deputéierten Norbert Haupert.

De Marcel Glesener ass neien Éieremember vun der Parlamentarescher Versammlung vun der Westeuropäescher Unioun (WEU/UEO). Déi Auszeechnung krut de fréiere Lëtzebuerger Deputéierten am Kader vun der 57. Sessioun vun der Europäescher Versammlung fir Sécherheet a Verdeedegung vum 1. bis den 3. Dezember 2009 zu Paräis. De Marcel Glesener, deen d'Lëtzebuerger Chamber jorelaang an där Versammlung vertrueden huet, war och eng gewëss Zäit hire President, an zwar 2004, nodeems hien 2003 schonn den Interim assuréiert hat.

Grousst Thema bei där 57. Sessioun war d'Situatioun am Afghanistan, méi präzis: d'Escalatioun vun der Gewalt. De Marc Spautz huet an enger Interventioun zu deem Thema derfir plädéiert, déi international Truppen op der Plaz ze loossen. „Mir sinn hinnen an eis dat schëlleg, fir dass den Déploiement vun Zaldoten am Afghanistan net zu enger onsënneger Missioun gëtt.", sot de Lëtzebuerger Deputéierten. Hir Präsenz wär néideg, fir den Afghane bäizestoen, bis se selwer à même sinn, fir Sécherheet a fir transparent an demokratesch Institutiounen ze suergen.

Aner wichteg Theme waren ënner anerem d'Europäesch Unioun an d'Friddensmissioune vun de Vereenten Natiounen, eng nei Sécherheetsarchitektur fir Europa, d'Sécherheet am Mëttleren Orient an de Budget vun der Versammlung fir 2010.

D'Chamber war vertrueden duerch d'Deputéiert Norbert Haupert, President vun der Delegatioun, Lydie Err, Anne Brasseur, Fernand Boden a Marc Spautz.

Déi nächst Sessioun ass vum 15. bis 17. Juni 2010 zu Paräis.

Visite de députés serbes à la Chambre

Les relations de la Serbie avec l'Union européenne et la déclaration d'indépendance du Kosovo ont figuré au centre de l'entrevue entre une délégation du Parlement serbe et des membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission des Institutions de la Chambre le 14 décembre. «L'Europe a intérêt à ce que les pays des Balkans occidentaux accèdent à la paix et à la prospérité.», a souligné M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères. «Le Luxembourg, en tant que membre de l'Union européenne, soutient donc toute démarche sur le chemin du développement et de la paix.»

La délégation serbe a tout d'abord salué le fait que l'Union européenne a décidé d'accorder, à partir du 19 décembre 2009, une exemption de visas aux ressortissants serbes, macédoniens et monténégrins. «La Serbie pourra faire fonction de pont entre l'Union européenne et la Fédération russe.», a laissé entendre M. Vlatko Ratković, le président de la Commission juridique de l'Assemblée nationale serbe.

La Serbie figure parmi les États souhaitant rejoindre l'Union européenne. Elle fait partie du processus de stabilisation et d'association que l'Union européenne entretient avec certains États des Balkans occidentaux en vue de leur future candidature d'adhésion.

La question du Kosovo est actuellement discutée devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) de La Haye. Le 17 février 2008, le Kosovo avait déclaré son indépendance. La Serbie a demandé à la CIJ d'analyser la validité de cet acte. Ensemble avec 62 autres pays, le Luxembourg soutient la thèse de la validité juridique de la déclaration d'indépendance.



M. Vlatko Ratković signe le Livre d'or de la Chambre entouré des députés M. Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Frank, M. Xavier Bettel, M. Ben Fayot, M. Marc Angel, M. Fernand Kartheiser et Mme Nancy Arendt.

Une entrée musicale pour la dernière séance publique



Les députés se rendant à la dernière séance publique de la Chambre des Députés avant les vacances de Noël ont été agréablement surpris par l'accueil qui leur était réservé par des élèves d'une classe de 2e F (section de sciences musicales) de l'Athénée. Les jeunes lycéens ont présenté leur répertoire de chansons de Noël et se sont vus récompensés par les applaudissements des députés et des personnes de passage au Marché-aux-Herbes.

SÉANCE 8

JEUDI,
19 NOVEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale
- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6082 - Débat d'orientation au sujet de la 15e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) à Copenhague
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden*
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Fernand Boden (dépose une motion), M. Eugène Berger (dépose deux motions), M. Roger Negri, M. Camille Gira (dépose une motion), M. Jean Colombera, M. André Hoffmann*
- *M. Fernand Boden*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. André Hoffmann et M. Eugène Berger lui posent des questions)*
- *Motions: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, M. Jean Colombera, M. le Ministre Claude Wiseler, M. André Hoffmann, M. Camille Gira (à qui M. Lucien Lux répond), M. Jean-Louis Schiltz, M. Eugène Berger*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée), M. André Hoffmann*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 3 modifiée (adoptée)*
- *Motion 4: M. Jean Colombera, M. Camille Gira*
- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*

3. 6079 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden (dépose une motion et une liste de projets)*
- *Débat: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes (dépose une motion), M. Roger Negri*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Motion 1: M. François Bausch*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 (irrecevable)*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Claude Wiseler, Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5830 iwwert d'Aide sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo hu sech just ageschriwwen: déi Häre Berger an Hoffmann. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

1. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet féiert bekanntlech e Recht op Sozialhëllef hei am Land an an ersetzt eng vereelste Gesetzgebung aus dem 19. Jorhonnert. Jiddwereen, dee sech zu Lëtzebuerg ophält, huet d'Recht op Sozialhëllef, déi him et soll erméiglechen, e mënschewierdegt Liewen ze féieren.

Ofgesi vun deene ville Gesetzesinitiativen aus de leschte Jorzéngten, déi insgesamt an der Sozialpolitik geholl goufen, ass et elo och absolut dréngend, fir d'Sozialhëllef op lokalem, also kommunalem Niveau nei ze organiséieren. Dat heescht, dass de Fonctionnement vun den Office-socialen nei geregelt gëtt. Et si jo d'Gemengen, déi no beim Bierger sinn an domat beschtens placéiert sinn, fir de Mënschen an Nout an hirem direkten Émfeld déi néideg Hëllef zoukommen ze loossen iwwer eng Vernetzung vun den Hëllefsservicer op lokalem Niveau.

De Moment ass et ëmsou méi dréngend, well a Krisenzäite geet et de Leit manner gutt, an eng ganz Rei Leit vun hinne wäerten op Sozialhëllef ugewise sinn. Et kënnt also ouni Zweifel méi Aarbecht op d'Office-socialen duer. Dat bestätegt sech iwwregens och elo schonn um Terrain, wéi zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg an zu Esch, wou d'Zuel vun de Leit, déi Hëllef brauchen, massiv an d'Luucht geet.

D'Chamber huet sech jo scho mam Projet de loi 5830, deen den 22. Januar 2008 vun der Familljeministesch, der Madame Marie-Josée Jacobs, déposéiert gouf, an hirer Sitzung vum 7. Mee 2009 befaasst an en éischte Vote geholl, trotz enger verbliwwener Opposition formelle vum Statsrot.

Dësen éischte Vote huet stattfonnt op Basis vum Rapport, deen zesumme vun där deemoleger Kommissioun vun der Famill, der Jugend an der Chancëgläichheet a vun der deemoleger Kommissioun vum Intérieur an der Landesplanung de 5. Mee dëst Joer ugeholl gouf. Duerfir wäert ech och a mengen Ausféierungen net méi op d'Detailer vun där Gesetzesvirlag agoen, mä ech wäert mech limitéieren op déi néideg Explikatiounen zu deem, wat an der Tëschenzäit domat geschitt ass.

Just als Rappel: Déi Opposition formelle bezitt sech op de virgesinnene forcéierte Regruppement vun de Gemenge geméiss enger Awunnerzuel vu 6.000, fir en Office social ze bilden. Et ass jo virgesinn, dass all Gemeng vun op d'mannst 6.000 Awunner en Office social schaaft oder, wa se dat décidéiert, zesumme mat anere Gemengen engem gemeinsamen Office social bäitrëtt. Gemenge vu manner wéi 6.000 Awunner musse sech hirersäits mat enger oder méi Gemenge regruppéieren, fir op eng Mindestbevölkerung vu 6.000 Awunner ze kommen an esou e gemeinsamen Office social duerzestellen, deen ënnert der Opsiicht vun där Gemeng, déi den Haaptsëtz kritt, gesat gëtt.

De Statsrot hat hei de Prinzip vun der kommunaler Autonomie invoquéiert, deen net géif respektéiert ginn. Déi Masse critique vu 6.000 Awunner huet awer an den Ae vun deenen zwou Kommissiounen e räsonnabele Kompromëss duergestallt, fir eng optimal Gestioun vun deenen neie Strukturen ze garantéieren an d'kommunal Autonomie esou wäit wéi méiglech ze respektéieren. Sou gëtt e vergläichbare Qualitéitsservice am ganze Land ugebueden, deen no genuch beim Bierger ass.

Déi zwou parlamentaresch Kommissiounen haten déi Objektioun vun der Netkonformitéit zu der Constitutioun net opgegraff an décidéiert, de System, dee vun der Regierung proposéiert gouf, bäizebehalen. Doropshin huet de Statsrot d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel den 2. Juni 2009 refuséiert.

No de Wahle vum 7. Juni goufen d'Familljen-, d'Jugend- an d'Chancëgläichheetskommissioun gradesou wéi d'Intérieurs-, Groussregiouns- a Policekommissioun nei konstituéiert an der Chamberssitzung vum 28. Juli. D'Conférence des Présidents vum 30. Juli huet d'Familljekommissioun nees nei mam Gesetzesprojet befaasst, an d'Intérieurskommissioun gouf och nees mat bäigezunn.

Et kënnt awer elo haut net zu engem zweete Vote vum Gesetzesprojet, well déi parlamentaresch Kommissiounen nach zwee Amendementer zum deemools gestëmmtene Gesetzestext ugeholl hunn an hirer Sitzung vum 6. Oktober. Dës Amendementer sinn éischter technescher Natur a si folgend: Beim Artikel 37, deen ëm d'Astellung vum Personal um Familljeministère geet, fir déi Sozialreform ze begleeden, gouf d'Referenz op d'Budgetsjoer 2009 gestrach. Beim Artikel 38 gëtt den Datum vum Akraafttriede vum Gesetz ëm ee Joer verréckelt, also vum 1. Januar 2010 op den 1. Januar 2011. Dat gëllt just net fir de viregten Artikel 37, dee scho soll de véierten Dag no der Publikatioun am Mémorial a Kraaft trieden, fir dass d'Personal vum Familljeministère déi Reform ka beschtens virbereeden. D'Gemenge sollen also hir Zäit gelooss kréien, fir d'Ëmsetze vum Gesetz anstänneg virzebereeden, a kréien dobäi déi néideg Ënnerstëtzung vum Ministère.

De Statsrot hat iwwregens an enger Remarque a sengem éischten Avis vum 3. Februar gemengt, dass déi méi fréi Mise en vigueur fir den 1. Januar 2010 just an der Rei wier, wann déi legislativ Prozedur zur Zäit ofgeschloss wier. Sou huet de Statsrot dann och a sengem zweeten Avis complémentaire kee Problem mat dësen techneschen Amendementer gehat. E weist awer dorop hin, datt deen heitege Vote doduerjer nees als éischte Vote iwwert deen amendéierte Gesetzestext ze betruechte wier. Déi zwou Kommissiounen hu jiddefalls bestätegt, dass si sech dem Rapport vum 5. Mee 2009 géife ralliéieren, mat Ausnahm vun deenen zwee amendéierten Artikelen. De virleiende Rapport complémentaire gouf an enger gemeinsamer Sitzung den 10. November ugeholl.

Der Chamber recommandéieren ech, de Gesetzestext ënner senger neier Form ze stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, heimat wäerte mer dësem wichtege Gesetz gréng Luucht erdeelen, fir dass déi Leit, déi an Nout geroden, op eng mënschewierdeg Aart a Weis kënnen ënnerstëtzt ginn an och iwwerall am Land gläich behandelt kënne ginn. En plus hunn d'Gemengen dann déi néideg Zäit, fir sech op dës wichteg Sozialreform virzebereeden. Heimat ginn ech och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Gesetzesprojet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Rapportrice, der Madame Andrich-Duval, Merci fir hire Rapport. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert elo net weider op de Projet agoen. Ech mengen, och nach d'Rapportrice huet jo hei déi puer Haaptelementer eng Kéier skizzéiert. Mir kënnen och eisen Accord ginn zu dësem wichtege Projet respektiv zu deem Amendement.

Ech wollt am Fong geholl nëmmen d'Wuert ergräifen, fir eng Remarque ze maache respektiv zwou Froen ze stellen un d'Ministesch, déi jo och hei ass. Zum Éischte wëll ech soen, datt mer begréissen, datt virgesinn ass, datt de Familljen- an den Intérieursministère Informatiounsversammlunge virgesinn hunn, fir d'Personal vun den Office-socialen ze briefen, well do sinn awer nach eng Rei Froe bei de Gemengen, déi opstinn. Et ass also gutt, wann déi hinnen hei kënnen zur Säit stoen.

Ech hunn och zwou Froen dann nach iwwer eppes, wat eben net esou kloer aus dem Text erausgeet, an och, ech mengen, d'Madame Flesch, déi sech ganz vill an deem Dossier implizéiert hat, hat déi Froe jo schonn an der Vergaangenheet opgeworf, ouni definitiv Äntwerten ze kréien.

Duerfir wéilt ech déi Froen hei nach eng Kéier kuerz erläuteren. Dat ass zum engen déi Fro: Wéi ass den zukünftege Statut vum Personal vun den Office-socialen? Ginn dat alleguerte Privatbeamten oder net?

Dann ass et och esou, datt d'Funktioun vum Receveur, vum Gemengereceveur net am Gesetz drasteet. Duerfir ass et och dann net ganz kloer, wien d'Keese vun den Office-socialë géréiert. Ass dat de Service vun der Recette communale? Oder wéi ass dat och am Fall, zum Beispill, wann et Syndikater sinn?

Ech wier frou, wann d'Ministesch eis do awer kéint Opschloss ginn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un d'Rapportrice, d'Madame Andrich, fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport. Awer och e spezielle Merci, fir datt si deenen neien Deputéierten an der Chamber dëse Projet nach eng Kéier presentéiert huet.

Dëst Gesetz geet an déi richteg Richtung. Deen eenzege Regret, an dat ass hei scho gesot ginn, ass, datt eréischt 2011 dëst Gesetz zum Droe kënnt. Mir sinn elo schonn an enger sozialer Kris, a vill Leit klappen un der Dier vum Office social. Et ginn der ëmmer méi. Et wär virdeelhaft gewiescht, wann d'Gesetz direkt a Kraaft getruede wier.

Bei dësem Gesetz ass et wichteg, datt d'Leit am Virfeld informéiert ginn. Haaptsächlech an de klenge Gemenge mat wéineg Awunner, wou et nach haut als

Scham emfonnt gëtt, fir am Office social unzeklappen an ëm Almosen ze biedelen. Duerfir ass eng regional Struktur méi anonym, an hei kann een éischter uklappen, ouni weider ze fäerten, datt deen een oder deen anere mam Fanger weist oder déplacéiert Remarquë mécht. Duerfir fanne mir déi Masse critique vu 6.000 Awunner pro Office social eng räsonnabel Approche.

En contrepartie zur Aide sociale huet den Office d'Recht, fir eng aktiv Participatioun vun den Demandeuren ze verlaangen, fir datt si méi autonom ginn. Et kéint ee sech virstellen, datt dës Leit sech méi aktiv um Liewe vun de Veräiner géifen interesséieren an hei duerch hiert Bénévolat dem Veräinsliewe méi Dynamik garantéiere géifen. Eng Hand wäscht déi aner.

Ech denken do un eng Participatioun bei de Pompjeeën, bei de Museksveräiner, bei de Sportsveräiner an esou weider, a firwat net eng aktiv Mathëllef an de Bëscher oder an de Gemengen? Et muss een alles ënnerhuelen, fir datt dës Leit net chronesch an hirer Situatioun vu Sozialempfänger bleiwen.

Da stellt sech d'Fro, ob déi Persoun, déi Sozialhëllef empfängt, déi zur Verfügung gestallt Mëttelen eng Kéier rembourséiere muss, wa si an eng besser Situatioun geréit. Sécherlech wäert dat absurd sinn, wa se eng nei Aarbecht géif fannen, fir déi Suen ze rembourséieren. Mä wéi ass et am Fall, wa si eng Kéier beim Lotto géif gewannen? Misst si dann der Aide sociale hir Suen zréckbezuelen?

Am Text gi mer am Artikel 31 gewuer, datt den Office social déi Sue kann zréckreklaméieren, wann eng besser Situatioun optrëtt. Dësen Artikel ass fir eis relativ vag a vläicht als Schwaachstell unzegesinn. Duerfir wéilte mer do vläicht déi eng oder déi aner Prezisioun hunn.

Dat gesot, Här President, bréngen ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, mir haten am Mäerz 2008 - „mir" heescht déi Lénk - en ausféierlechen Avis ausgeschafft zu där éischter Fassung vun deem Gesetz iwwert d'Offices sociaux, iwwert d'Aide sociale, also haaptsächlech iwwert d'Offices sociaux.

Mir haten deemools eng Rei vu Kritiken zum Text vum Gesetz ausgedréckt, déi awer zu engem groussen Deel entre-temps hifälleg sinn, well d'Gesetz effektiv geännert ginn ass op e puer wesentleche Punkten. Zum Beispill dee Kontrakt, dee virgesi war, ass eraus. D'Zuel vun den Awunner fir en Office social ass erofgesat gi vun 10.000 op 6.000. Mir haten deemools awer och gemengt, 3.000 wär eigentlech och schonn nach vill fir eng Assistante sociale, fir esou en Territoire ofzedecken. Eraus ass och déi privatrechtlech Buchhaltung, déi virgesi war. Dat heescht, dat bleiwen elo wierklech Établissements publics, wéi et der waren.

Wat fir mech nach ëmmer net ganz kloer ass, dat ass d'Fro vum Droit. Ech sinn awer absolut derfir, dass hei den Droit drasteet, well dat ass wierklech e grousse Fortschrëtt. Par contre, dat, wat fir mech net kloer ass: Wéi gesäit et aus mat engem Recours par rapport zu engem Refus vun dem Droit? A wat fir Méiglechkeeten huet dann den Office social selwer, wann en eventuell géif veruerteelt ginn, well en engem Droit, aus wéi enge Grënn och ëmmer, net nokomm wär?

Dat heescht, do riskéiert den Office social hänken ze bleiwen op engem Punkt, wou en net responsabel ass, zum Beispill wann ee klot, e kréich net e Logement. Den Office social mécht awer keng Logementer, sondern d'Gemeng oder de Stat. An déi sinn awer am Fong geholl dann aus dem Droit eraus. Duerfir ass menger Meenung no do nach eng Onkloerheet.

E wesentlechen Deel vun eisem Avis deemools bleift awer nach voll aktuell. Ech mengen haut nach ëmmer, dass mer d'Geleeënheet verpasst hunn, fir eng aner Logik, eng aner Philosophie an d'Sozialpolitik um kommunalen, um lokale Plang eranzekréien, am Sënn vun enger Politique de développement social local, régional. Wat dann nach géif natierlech bedeiten, dass ee sech nei Instrumenter och misst ginn a Richtung vun enger kontinuéierlecher Sozialberichterstattung mat engem Service, deen um lokalen oder um regionale Plang sozial Analysen, sozial Planung ka maachen an esou weider an esou fort. Wat fir mech och bedeit, dass een an deem Sënn och d'Gemengegesetz misst änneren, an dass een den Développement social als eng Aufgab...

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Et ass dee leschte Saz, Här President.

…dass an d'Gemengegesetz also d'Aufgab vun de Gemengen am Beräich vum Développement social géif ageschriwwe ginn, wat natierlech dann awer och bedeit, dass d'Gemengen d'Méiglechkeet hätten, och finanziell a personell Méiglechkeeten, fir deenen Aufgaben nozekommen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci.

(Interruption)

Elo kritt nach d'Wuert d'Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif wëlle fir d'éischt der Rapportrice, der Madame Andrich-Duval, Merci soe fir hiren zweete Rapport - wa se Chance huet, ka se och nach en drëtte maachen -, mä awer och där fréierer Kommissioun an hirer Presidentin an där jëtzeger Kommissioun an hirem President, datt mer esou séier hei virukomm sinn an datt mer haut kënnen deen heite Projet fir d'éischte Kéier stëmmen, an ech hoffen, datt mer et da vläicht definitiv dës Kéier packen. Ech wëll och net méi op dat Gesetz agoen, wat mer en long et en large hei diskutéiert an debattéiert hunn a vun deem d'Madame Andrich elo nach eng Kéier déi eenzel Punkte virgestallt huet.

Ech géif wëlle probéieren, op déi Froen ze äntwerten. Den Här Berger hat gefrot no dem Statut vum Personal. Do wësse mer, datt, jee nodeem wéi d'Gemengen dat wëlle maachen, se fir d'Affären entweder selwer Personal kënnen astellen. Se kënnen dat astellen ënnert dem Statut vu Fonctionnaires communaux, se kënnen awer och dee Service erausgi bei eng Associatioun, wéi zum Beispill d'Croix-Rouge, dat da selbstverständlech Personal ass, wat ënnert dem Statut vum Salarié funktionéiert.

Respektiv däerf awer keen eppes verléieren. Dat ass an engem vun deene leschten Artikelen, wou drasteet, datt keen däerf ee vu sengen Avantagë verléieren duerch dat neit Gesetz.

Beim Receveur, do ass et jo esou, datt, wa méi Gemenge sech zesummendinn, se selwer entweder kënne bestëmmen, wien dann dee Receveur ass, deen zum Deel fir si schafft als Office social, an dann awer och op där anerer Säit, dat muss jo da gedeelt ginn, mat där Aarbecht, déi deen eventuell nach a senger Gemeng hätt.

Wann ech d'Fro vum Här Colombera richteg verstinn, da geet et do éischter ëm de Remboursement. An do ass et jo esou, datt mer och am Fong elo ewell ëmmer Méiglechkeeten hunn, fir erëmfroen ze goen, wann entweder net gemellt gouf, wann d'Situatioun vun der Persoun sech verbessert huet, oder wa se eng Ierfschaft gemaach huet, oder soss iergendeppes an hirem Liewen agetratt ass, wat changéiert huet. Et ass ëmmer eng Kann-Bestëmmung, et ass ni eng Muss-Bestëmmung. Dat heescht, et gëtt dann all eenzelne Fall gekuckt, an et gi relativ vill - wéi soen ech dat? - Recoursë gemaach géint Décisiounen, wou dann eventuell Suen zréckgefrot ginn, wou d'Leit da mat méi oder manner gudden Argumenter kommen, fir dann awer net mussen erëm zréckzebezuelen. Mä wéi gesot, et ass awer eng Bestëmmung, an et geet och no deene Kritären, wou mer eigentlech och elo Erfahrungen am Fong hunn. Et ass also an deem Sënn näischt Neies, wat mer afëieren.

Dem Här Hoffmann géif ech wëlle soen, datt mer jo eigentlech virgesinn herno, datt et net nëmmen op lokalem Plang ass, wou dat hei ka geschéien, mä op regionalem Plang. Ech fannen do déi Iddi gutt, déi jo justement développéiert gouf, och vun all deenen Office-socialen, déi bis elo am Norde bestanen hunn, fir sech do an engem eenzegen ze regruppéieren, wou quasi e ganze Kanton mateneen do schafft, a wou natierlech dann och eng ganz Partie Kompetenzen do beienee kënne kommen, déi dann och verschiddenaarteger Formatioune kënne sinn, fir dann och domadder besser kënnen op déi eenzel Besoinë vun de Leit anzegoen, wéi dat bis haut de Fall war.

Mir hunn och an deem Gesetz drastoen, besonnesch och op d'Demande ëmmer erëm vun de Leit aus deene südleche Gemengen, fir ze soen: „6.000, dat riskéieren der nach ze vill ze sinn", fir eben also och ze kucken, wa besonnesch Situatiounen an eenzelne Gemengen, an eenzelnen Offices sociaux sech géife presentéieren, datt och da kënnt zousätzlecht Personal agestallt ginn, esou wéi dat, wéi gesot, am Projet selwer virgesi ginn ass.

Ech hoffe virun allem, datt mer et domadder fäerdeg kréien, datt déi vill Servicer, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, och domadder besser zesummeschaffen, datt um Feld, um Terrain fir déi eenzel Leit, déi Hëllef brauchen, dat sech besser auswierkt.

Ech wollt lech just vläicht e puer Ziffere soen an och eng Rei vu Servicer soen oder Aktivitéiten, déi mer an der leschter Zäit gemaach hunn, déi jo justement géint d'Aarmut solle sinn.

Dir wësst, datt vum Chèque-service eng vun deenen Ursaachen, firwat mer dat géife maachen, déi ass, fir eben och géint d'Kanneraarmut virzegoen. An do ass et interessant ze gesinn, datt mir gerechent hunn, datt 2.500 Kanner a Famillje sinn, déi den RMG kréie respektiv nach 1.500 Kanner kéinte sinn a Situatioune vun Aarmut, wat also 4.000 Kanner am Ganze géif ausmaachen, mer awer elo gesinn, datt der 1.500 nëmme profitéieren iwwert de Chèque-service, fir eben och deene Kanner awer besser kënnen ze hëllefen.

Ech wollt vun dëser Plaz och jiddwereen nach eng Kéier, deen iergendwou eppes domat ze dinn huet, ob dat an de Schoulen ass, ob dat an de Maisons relais selwer ass, ob dat d'Assistantes sociales sinn, opruffen, wierklech och deene Leit, déi dat vläicht haut net wëssen, ze soen, datt och fir déi 3.000 Kanner, déi elo nach do sinn an déi net dovu profitéieren, dat eng Méiglechkeet ass, fir datt se mëttes ze iesse kréien, datt een do ass, dee se surveilléiert bei hiren Hausaufgaben an esou virun. Do gesitt Der och, datt mir gemengt hunn, all Mënsch géif eppes wëssen iwwert dee Chèque-service. Datt dat also manifestement nach net ëmmer de Fall ass, denken ech, geet aus deenen doten Zifferen ervir.

Mir hunn och an deene leschte Joren eis vill beméit, fir dorëmmer Gemengen ze fannen, déi mat op de Wee géife goen, fir Logementer, besonnesch och fir Leit, déi schlecht dru si respektiv fir Obdachloser, ze maachen, a besonnesch ass ëmmer erëm gesot ginn, mer wéilten net méi, datt ähnlech Strukture wéi de Foyer Ulysse géifen opgemaach ginn. Duerfir ass et vläicht och interessant ze héieren, datt mer de Moment am Ganze 558 esou Logementer hunn, an datt de Foyer Ulysse 64 Plazen huet, wat also och weist, datt dat der nach 500 awer iwwert d'Land verdeelt sinn.

Mir sinn elo de Moment amgaang mat der Gemeng Hesper, mat de Gemengen Ettelbréck an Tandel, wou zousätzlech Plaze geschaf ginn, respektiv och mat der Gemeng Helmseng, an dann och d'Gemengen Diddeleng a Péiteng, déi sech bereet erklärt hunn, a wou meng Mataarbechterinnen do op d'Plaz waren, fir eben ze kucken, wat een do kënnt maachen. Esou datt Der gesitt - steter Tropfen höhlt den Stein -, datt een, wann ee laang genuch insistéiert, awer och da Leit fënnt, déi bereet sinn, mat op de Wee ze goen, fir eben och dat ze dezentraliséieren, wat natierlech de groussen Avantage huet, datt net alles nëmmen op enger Plaz ass, mä datt dat och e bësselchen iwwert d'ganzt Land verdeelt ass.

Dir hutt vläicht gesinn, datt d'lescht Woch zu Esch d'Épicerie sociale vun der Caritas opgoung. D'nächst Woch wäert och eng Épicerie sociale zu Déifferdeng opgoen, déi géréiert gëtt vun der Croix-Rouge. Dat sinn also och Punkten, déi mer am Regierungsprogramm drastoen haten. Et wäerten an absehbarer Zäit och an der Stad Lëtzebuerg an zu Dikrech nach esou Servicer nokommen, fir och domadder deene Leit besser kënnen ze hëllefen, déi bis haut vläicht ëmmer just iwwer Sue gehollef kritt hunn, mä wou mer mierken, datt dat och net ëmmer dat ass, wat gebraucht gëtt, mä datt een och nach aner Mëttelen duerfir brauch.

E Wuert iwwert d'Agence immobilière sociale, déi och am Regierungsprogramm steet an déi zesumme mat dem Minister vum Logement opgaangen ass, a wou mer bis haut 160 interesséiert Propriétairen haten, déi sech gemellt hunn, bis elo 40 Logementer visitéiert goufen an der 21 bis elo géréiert gi vun der Agence immobilière sociale, bei 140 Demanden, déi bei hinnen eragaange sinn. Do gesitt Der also, wann een esou Servicer schaaft - et ass jo elo nach net laang, wou déi funktionéieren -, datt awer eng relativ grouss Demande do ass, an dat dann och sécher deene Situatiounen entsprécht, a mer domadder och hëllefen enger Partie vun Aarmut hei zu Lëtzebuerg ze begéinen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen der Madame Familljeministesch Merci, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5830.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, den Här Etgen huet mech mat procuréiert, ech sinn awer hei präsent an hu fir en aneren...

M. le Président.- Mir wäerten dat redresséieren, Här Berger. Mir wäerten dat alles richteg procuréieren heiuewen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5830 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, géint 6 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5830 est adopté par 50 voix pour et 7 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Spautz), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Fernand Etgen, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz).

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Orientéierungsdebatt iwwert d'Klimakonferenz vu Kopenhagen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Berger, Negri, Gira, Colombera an Hoffmann, an den honorabelen Här Fernand Boden presentéiert eis elo de Rapport vun der Commission du développement durable. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

2. 6082 - Débat d'orientation au sujet de la 15e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) à Copenhague

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der internationaler Konferenz vu Kopenhagen iwwert de Klimawandel vum 7. bis den 18. Dezember vun dësem Joer geet et ëm net manner wéi d'Zukunft vun eiser Äerd. Déi Décisiounen, déi do getraff ginn, oder och net getraff ginn, déi hu ganz sécher grouss Auswierkungen, och fir Lëtzebuerg. An duerfir war d'Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung der Meenung, datt d'Chamber sech misst mat dëser Problematik befaassen.

Mir soen also der Conférence des Présidents Merci, datt eise Virschlag ugeholl gouf a mir haut kënnen hei an der Chamber eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Konferenz vu Kopenhagen an iwwert de Klimawandel féieren. D'Kommissioun huet sech ganz vill Méi ginn, fir déi Debatt beschtens virzebereeden, an et wier wënschenswäert gewiescht, datt dës Debatt vläicht e bësse méi Zäit kritt hätt, well mer hu gesot kritt, et wier Modell 1 an net Modell 2, fir der Wichtegkeet vun dëser Problematik besser kënne gerecht ze ginn. Ech huelen awer gären déi Offer hei un, fir dann nom Modell 2 ze fueren, dann hunn ech e puer Minutte méi Zäit fir hei ze schwätzen, well et ass villes ze soen.

Ech wëll mech awer a mengem mëndleche Rapport trotz allem esou kuerz wéi méiglech halen, mech op dat Wesentlecht beschränken, wat net ganz einfach ass, an da fir all Detailer op mäi schréftleche Rapport hiweisen, dee mat Ausnahm vun enger Enthalung eestëmmeg ugeholl ginn ass.

Op der Konferenz vu Kopenhagen soll en internationalen Accord négociéiert ginn, deen de Protokoll vu Kyoto ersetze soll. De Protokoll vu Kyoto, deen ass 2001 hei an der Chamber ratifizéiert ginn an en huet déi éischte Kéier verbindlech Engagementer geschaf a puncto Reduktioun vun den Zäregasen oder GESen, wéi se och genannt ginn, a besonnesch vum CO_2-Ausstouss. Dës Engagementer hunn an enger globaler Reduktioun vu fënnef Prozent vun de GES-Emissioune bestanen, an dat a 37 Industrielänner an an der EU, während der Period 2008 bis 2012 am Verglach zu 1990. Dës Engagementer hunn awer vu Land zu Land variéiert, an ech wëll drun erënneren, datt Lëtzebuerg sech derzou verflicht huet, seng Emissiounen ëm 28% ze reduzéieren.

De Kyoto-Protokoll gesäit dräi Haaptmechanisme vir, fir deenen eenzelne Parteien ze hëllefen hir Objektiver ze erreechen, an zwar de System vum Austausch vun Emissiounsrechter, de Mechanisme vum sougenannten Développement propre, den MDPe wéi se genannt ginn, an dann d'Mise en œuvre conjointe vu Projeten, MOCen. A senger aktueller Versioun, ech mengen doriwwer besteet Eestëmmegkeet, erlaabt de Kyoto-Protokoll et net, fir eise Klimasystem ze stabiliséieren.

Nei Engagementer, déi méi ambitiéis sinn, déi méi ëmfaassend sinn, sinn onëmgänglech, wann een de Klimawandel bremsen oder stoppe wëllt. Well datt de Klimawandel stattfënnt, ass kaum nach ze bestreiden, mat allem Misär, mat allem Leed, deen dat schonn elo Joer fir Joer a ville Géigende vun der Welt mat sech bréngt. An d'Auswierkunge vum Klimawandel wäerten ëmmer méi dramatesch ginn, wa keng geziilt, wa keng wäitgräifend Moossnamen ergraff ginn.

D'Wëssenschaftler aus der ganzer Welt, déi sech am Mäerz vun dësem Joer zu Kopenhagen getraff hunn, fir hir rezentst Kenntnisser iwwert de Klimawandel auszetauschen, déi hu sech ganz alarméiert gewisen iwwert den Zoustand vun eisem Planéit. Et däerf net méi laang gezéckt ginn, fir ze handelen. D'Chancen, fir d'Tendenz vum Klimawandel ëmzedréinen, gi ganz schnell méi kleng. Et besteet grouss Eestëmmegkeet ënnert de Wëssenschaftler, a Gott sei Dank och ëmmer méi ënnert de politesch Responsabelen - dat war zum Beispill de Fall beim Sommet vun Aquila am Juli vun dësem Joer, wou och déi grouss emergent Ekonomië vertratt waren -, also Eestëmmegkeet doriwwer, datt déi weltwäit Klimaerwiermung op kee Fall zwee Grad Celsius iwwerschreiden däerf.

Déi wëssenschaftlech Etüde vun de Klimaexperte weisen, datt dës zwee Grad Celsius Limite bedeit, datt déi weltwäit Emissiounsreduktioun bis 2050 op d'mannst 50% bedroe muss am Verglach zu 1990, an datt d'Uwuesse vun den Emissioune misst bis 2020 zu Enn sinn. De „Peak" vun Emissiounen, dee misst also spéitstens schonn 2020 erreecht ginn. Dat ass awer nëmmen de Fall, wann déi industrialiséiert Länner hir Emissioune bis 2020 ëm 25 bis 40% reduzéieren a bis 2050 souguer op d'mannst ëm 80%.

Och de Conseil de l'Europe huet an enger rezenter Resolutioun drop insistéiert, datt et zu Kopenhagen zu engem Accord soll kommen, deen dësen Erkenntnisser Rechnung dréit an deen eng weltwäit staark Reduktioun vun de GES-Emissioune virgesäit. Duerfir musse sech all Länner un deem Accord bedeelegen an hire Méiglechkeeten no Effortë maachen.

Déi industriell Länner musse mam gudde Beispill virgoen a weisen, datt eng staark Reduktioun vu GES-Emissioune méiglech an och souguer ekonomesch tragbar ass. Et ass en effikassen internationale Kader néideg, deen et erméiglecht, adequat Spillregelen, Instrumenter an Incitatiounen ze schafen, fir den Handel mat Emissiounsrechter méiglechst effikass ze gestalten a fir d'Investitiounen an eng kuelestoffaarm Technologie an Ekonomie ze favoriséieren, dat souwuel an entwéckelte wéi och an den Entwécklungslänner.

De Kyoto-Protokoll, dee leeft Enn 2012 aus. D'Zäit drängt also fir zu engem neie globalen an ambitiéisen internationalen Accord ze kommen. Datt ee schnell zu esou engem Accord kënnt, imposéiert sech och aus Grënn vun elementarer sozialer Gerechtegkeet, well ouni Accord wäerten déi äermste Länner d'Haaptaffer vun de klimatesche Veränneruge ginn. Si sinn nämlech besonnesch vulnérabel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Dir all wësst, huet d'Nohaltegkeetskommissioun am Virfeld vun dëser Orientéierungsdebatt zum Sommet vu Kopenhagen, an zwar den 21. Oktober, en öffentlechen Hearing an der Chamber organiséiert, wou verschidden Organisatiounen invitéiert goufen. Dëst waren: de Panel 180°; de Mouvement écologique; Votum Klima; de Syvicol; d'Klimabündnis Lëtzebuerg an déi verschidde Chambres professionnelles.

D'Zil vum Hearing war et, datt dës Acteuren aus der Zivilgesellschaft kéinte Stellung huelen zu deene villfältegen Aspekter vun dësem komplexen, awer ganz wichtegen Thema.

Fir datt dat Ganzt méiglechst geuerdnet a strukturéiert oflafe sollt, gouf e Questionnaire ausgeschafft a virum Hearing un déi verschidden Associatioune verschéckt. Sou konnten d'Diskussioune besser kanaliséiert an den Themeberäich méi kloer ofgestach ginn.

Eng zentral Fro war et erauszefannen, wat a wéi Lëtzebuerg kann zu den internationalen Ustrengunge bäidroen, mam Zil, den Ustieg vun der globaler Temperatur wäitméiglechst ze limitéieren, op jidde Fall ënner zwee Grad Celsius.

D'Ëmweltorganisatioune Votum Klima, Mouvement écologique an de Panel 180° hunn d'Drénglechkeet vun der Klimaproblematik ënnerstrach an d'Konsequenzen opgezielt, déi e Manktum u Courage an dëser Saach géife mat sech bréngen.

De Syvicol an d'Klimabündnis Lëtzebuerg hunn op de méigleche Bäitrag vun de Gemenge beim Kampf géint d'Äerderwiermung higewisen, an och d'Beruffschambere koumen zu Wuert. Jiddwereen huet d'Importenz vun der Konferenz vu Kopenhagen unerkannt an et ass unisono ënnerstrach ginn, datt en Accord zu Kopenhagen néideg wär. Et misst dobäi e Gläichgewiicht fonnt ginn tëschent Ëmweltaspekter, Klimaaspekter engersäits, a wirtschaftlechen a sozialen Aspekter anerersäits.

Natierlech hunn d'Ëmweltorganisatiounen éier drop higewisen, datt mer wäit ewech si vun den Objektiver, déi mer eis am Kyoto-Protokoll gesat hunn, an datt méi politesche Courage néideg wär, während aner Associatiounen éischter op den eventuellen Impakt vun ze vill Ëmwelt- an CO_2-Reduktiounsmoossnamen op d'Wirtschaft an d'Beschäftegung higewisen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech op e puer Punkten aginn, déi am Laf vum Hearing vun deene verschiddenen Acteure gesot goufen. Fir den Detail vun de Bäiträg an der Diskussioun verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Et gouf allgemeng d'Meenung ausgedréckt, datt virun allem d'Secteure vun der Mobilitéit, dem Bau, der Landwirtschaft an de Finanze verstäerkt mussen an de Kampf géint de Klimawandel agebonne ginn. Zudeem muss nach méi wéi bis elo op erneierbar Energië gesat ginn.

D'Ëmweltorganisatioune stinn de sougenannten MDP-Projeten - also Mécanismes de développement propre - relativ kritesch géintiwwer. Bei dësem System kënnen industrialiséiert Länner a méi aarme Länner Projete finanzéieren, déi derzou bäidroen, den CO_2-Ausstouss an dëse Länner ze reduzéieren oder ze évitéieren, an als Belounung kréien dann déi industrialiséiert Länner Kreditter guttgeschriwwen, déi se kënne benotze fir hir eegen Emissiounsobjektiver ze erreechen.

De Mouvement écologique an och anerer, déi sinn der Meenung, datt een, amplaz an deelweis zweifelhaft a kontraproduktiv Projeten ze investéieren, besser sollt déi Zomme benotzen, fir de System vun eisem Wirtschaftswuesstem an eng méi ëmweltfrëndlech Richtung ze orientéieren.

D'Beruffschambere virun allem haten zu den MDP-Projeten awer vill méi eng nuancéiert Meenung. A puncto Flexibilitéitsmécanismë vum Kyoto-Protokoll hu si festgestallt, datt dës u sech net problematesch, jo souguer fir den Technologietransfert an d'Entwécklungslänner wichteg a fir Lëtzebuerg onëmgänglech sinn, mä datt se ganz einfach an der Praxis net zefridde stellend fonctionnéieren.

Et musse méi kloer Spillregelen a besser Kontrollmechanismen agefouert ginn. Dat soll awer net verhënneren, datt Lëtzebuerg prioritär op nationalem Plang Moossname muss huelen, fir sengen Engagementer gerecht ze ginn.

Am Hearing hu sech opgrond vun eiser Froestellung och nach aner ganz interessant Aspekter erausgeschielt, vun deenen ech der e puer wëll hei opzielen. Déi meescht waren der Meenung, datt, falls d'USA oder aner wichteg Schwellelänner wéi China, Indien, Brasilien a Mexiko, aus wat fir engem Grond och ëmmer, zu Kopenhagen net un engem Accord sollten deelhuelen, d'EU a besonnesch Lëtzebuerg déi moralesch Flicht hätten, hir Efforten am Beräich vum Klimawandel awer weiderzedreiwen an e Reduktiounszil vun 30% unzestriewen, op d'mannst awer d'Moossname vum EU-Klima-Energie-Paquet ze verwierklechen.

Déi international Berechnungsmethod vun den Emissioune vu GESen nom Prinzip vun der Territorialitéit huet net nëmmen Nodeeler fir Lëtzebuerg, ass festgestallt ginn, besonnesch wat d'Produktioun vun Électricitéit ubelaangt. Si ass fir Verschiddener awer nëmmen akzeptabel, wa genuch Flexibilitéit fir aussergewéinlech Emissioune besteet, fir déi ze neutraliséieren.

D'Entwécklungshëllef dierf op kee Fall mat den Hëllefen am Kader vum Klimawandel vermëscht ginn. Doriwwer bestoung eng quasi Eestëmmegkeet.

Fir datt mer eis Kyoto-Ziler erreeche kënnen, brauch Lëtzebuerg eng courageiert Politik, ass zum Ausdrock komm. Et muss eng global Strategie entwéckelt ginn, awer och sektoriell Strategien. Sou muss zum Beispill de Bausecteur iwwerduecht ginn. Et ass gesot ginn, mir géifen nach vill ze vill Haiser bauen, déi Energiefriesser wären, amplaz Niddregenergie- oder Passiv-Haiser. Den ekologesche Gedanken an Energiespuermoossname missten och fir d'Renovatioun vun alen Haiser méi am Vierdergrond stoen. A puncto Transportwiese misst weiderhin u propperen Technologië fir d'Automobilindustrie geschafft ginn an den öffentlechen Transport muss ausgebaut a méi attraktiv gemaach ginn.

Et ass och iwwert d'Landwirtschaft Rieds gaangen an et ass gesot ginn, och wann d'Landwirtschaft eng wichteg Quell vu GES-Ausstéiss ass, sou baut se awer der och eng ganz Partie of. Säit 1990 gëtt et eng Baisse vun 8% vun den Emissiounen an der Landwirtschaft. Et muss ee sech awer weiderhi bewosst sinn, datt d'Landwirtschaft e Secteur ass, dee ganz sensibel op de Klimawandel reagéiert. Et wier also néideg, eng regelrecht Recherche- an Entwécklungspolitik ze bedreiwen an dësem Beräich, fir déi landwirtschaftlech Aktivitéite méi nohalteg a méi effizient ze maachen an hir Bedeelegung un der Produktioun vun alternativen Energien ze stäerken.

Et wier natierlech och en Appel un d'Konsumenten ze riichten, datt si hir Verantwortung sollten a puncto Klimaschutz iwwerhuelen a se sollte méi staark op regional Produkter zréckgräifen an esou den Iesswuerentourismus mat laangen Transportweeër hëllefen ze vermeiden.

Et gouf vun alle Säite Kritik um bestehende Primen- a Subventiounssystem, well dëse ganz deier wär an d'ekonomesch Acteuren an enger gewësser Hisiicht géifen deresponsabiliséiert ginn. Et missten op jidde Fall sozial Kritäre bei der Verdeelung vun de Subsiden a Primë matspillen. D'Regierung misst d'Festleeë vun neie Standarde privilegéieren, nom Motto: Förderen jo, mä vill méi fuerderen. De Klimaschutz hätt nämlech säi Präis.

Et ass kee Wonner, datt d'Thema Tanktourismus och ganz kontrovers op deem Hearing diskutéiert ginn ass. D'ekologesch Associatioune verlaangen, datt mir fir den Tanktourismus, dee ronn 40% vun de gesamten CO_2-Emissioune vu Lëtzebuerg duerstellt, kuerzfristeg Léisunge misste fannen.

Anerer sinn der Meenung, datt mer besonnesch an der heiteger Situatioun kuerzfristeg net op déi ronn eng Milliard Euro Recettë verzichte kéinten, déi duerch de Verkaf vu Bensin an Diesel an d'Statskeess fléissen, an et misst een och berücksichtegen, datt ronn 2.000 Leit duerch den Tanktourismus eng Aarbechtsplaz hunn. Et misst ee bei dëser Problematik also méi virsiichteg a méi progressiv virgoen.

Zum Thema Tanktourismus erlaabt de Rapporteur sech och eng Suggestioun ze maachen: Ech mengen, d'Regierung sollt méiglechst schnell eng Etüd maache loossen iwwert den Impakt op eisen CO_2-Ausstouss an och op eis Statsfinanze vun deene groussen Entwécklungen, un deenen am Moment ganz intensiv an der Automobilindustrie geschafft gëtt, hin zu Autoe mat manner Verbrauch, mat manner CO_2-Ausstouss an zu elektresch gedriwwenen Autoen.

D'Fro vun der Noutwendegkeet vun engem neie Wuesstemsmodell ass och opgeworf ginn am Hearing. Misst d'Problematik vum Klimawandel net derzou féieren, fir d'Qualitéit an d'Quantitéit vun eisem aktuelle Wuesstemsmodell a Fro ze stellen?

D'Meenung ass ausgedréckt ginn, datt Lëtzebuerg wäert Problemer kréien, be-

sonnesch am soziale Beräich, fir en nohaltege Modell vu wirtschaftlechem Wuesstem schnell op d'Been ze setzen.

D'Transitioun a Richtung vun enger kuelestoffaarmer Ekonomie wär sécher eng Erausfuerderung fir eis Kompetitivitéit, ass och gemengt ginn, mä kéint awer och Wuesstemsopportunitéite mat sech bréngen. Et missten also méiglechst schnell Politiken an d'Wee geleet gi fir d'Entwécklung vun Technologien, déi kuelestoffaarm an héich effizient sinn. Fir de Wuesstem ze moossen, missten och amplaz vum BIP nei gréng Indicateuren agesat ginn. Et misst och eng Reflexioun stattfanne mat dem Zil, eng méi ekologesch Wirtschaft ze schafen, ouni datt Aarbechtsplaze verluer ginn.

Des Weidere sollte mer eng méi ekologesch ausgeriichte Fiskalitéit ustriewen op der Basis vum Prinzip vum Pollueurpayeur.

Dir gesitt also, et si ganz interessant a flott Suggestioune komm, déi et derwäert sinn, datt se an Zukunft och nach weider verdéift ginn.

Fir awer elo eis op dës Orientéierungsdebatt virzebereeden, hunn d'Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun och déi international an déi europäesch Preparative fir Kopenhagen ënnert d'Lupp geholl. Mir hu vum Minister - an ech muss soen, datt de Minister ganz kooperativ war an eis ganz vill Informatioune ginn huet - e Bericht kritt iwwert de Verlaf vum Sommet vun New York iwwert de Klimawandel vum 22. September 2009, wou hien an och den Ausseminister drun deelgeholl hunn. Do waren iwwer honnert politesch Leaderen aus der ganzer Welt zesummen am Siège vun der UNO a si hu versicht, déi Klimakonferenz virzebereeden.

Et muss ee soen, datt d'Positiounen do nach wäit ausenaner waren. Déi ambitiéist Offer ass vun der EU komm, fir d'Emissioune bis zu 30% ze reduzéieren. Et gesäit een, datt an den USA mat deem neie President grouss Effortë gemaach ginn, mä datt intern awer och ganz vill Schwieregkeete sinn, fir dës Efforten och politesch ze begleeden. Japan huet duerch seng nei Regierung matgedeelt, datt se hiert Reduktiounszil wéilten ëm 10% an d'Luucht hiewen.

Déi grouss emergent Länner wéi China an Indien hu sech nach bedeckt gehalen. Si hätte gäre méiglechst vill Gelder, fir den Technologietransfert, dee se musse maachen, dat wësse se, finanzéiert ze kréien.

Eng zweet wichteg Etapp um Wee op Kopenhagen war den Ëmweltministerrot vum 21. Oktober, well hei e Kompromiss fonnt ginn ass iwwert d'Positioun vun der EU en vue vu Kopenhagen. Och do huet de Minister eis déi wichtegst Konklusioune matgedeelt; ech wëll der e puer dervun hei ernimmen.

Éischtens ass do e laangfristegt Zil fixéiert ginn, eng Reduktioun vu 50% vun den Emissioune bis 2050 par rapport zu 1990. Dat ass e weltwäit Zil, dat et ze erreeche gëllt. Dat bedeit also, datt d'Industrieländer musse méi héich Reduktioune maachen, an zwar ëm 80 bis 95% bis 2050.

Dann ass sech och op e mëttelfristegt Zil gëeenegt ginn. Ech hu scho gesot, datt zu där beschlossener 20%-Reduktioun eng weider Offer gemaach ginn ass. Déi Reduktioun soll op 30% opgestockt ginn, wann déi aner Industrieländer an och déi gréisste Schwellelänner matzéien an dëser Hisiicht.

Dann ass d'Integratioun vun der Aviatioun, vum Flugverkéier a vum Schëffsverkéier, och festgehale ginn. Bis 2020 missten d'Fluggesellschaften hir Emissiounen ëm 10%, d'Schëfffahrt hir ëm 20% reduzéieren.

Wat nun d'Hëllefe fir d'Entwécklungslänner ubelaangt, esou ass et eng Tatsaach, datt dës Länner am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. Et ass also noutwendeg, datt en Transfert vun nohaltegen Technologien an dës Länner stattfënnt, fir datt och si kënne mathëllefen, déi ugepeilten Ziler ze erreechen. Heifir sinn zousätzlech - an ech ënnersträichen, zousätzlech - finanziell Moyenen néideg. Lëtzebuerg ënnerstëtzt och dës Fuerderung, huet de Minister eis gesot.

Zu Kopenhagen mussen och Négociatioune stattfannen iwwert déi sougenannten UQAen, Unités de quantité attribuée. Verschidde Länner hunn am Kader vum Kyoto-Prozess Emissiounsquote stockéiert, déi se elo wëlle mat an d'Spill bréngen, wann den neien Accord ausgehandelt gëtt. Déi europäesch Ministere sinn awer der Meenung, datt, wann dës Quote mat abezu ginn, et schonn direkt en Déséquiliber gëtt, an déi Entscheedungen, déi geholl ginn, datt déi net effikass si vun engem ekologesche Standpunkt hier. Hei misst also zu Kopenhagen eng zefridde stellend Léisung ausgehandelt ginn.

Dann: Eng weider Etapp war den europäesche Rot vum 30. November. Do wëll ech och just e puer wichteg Konklusiounen hei soen.

Fir d'éischt, datt emol d'Reduktioun vun 30% festgehale ginn ass, wann anerer matzéien.

Et ass en Accord komm, datt den aarme Länner muss gehollef ginn an dem Kampf géint d'Klimaerwäermung.

D'EU ass bereet, sech un der Finanzéierung vun engem Fong ze bedeelegen, deen dësen aarme Länner hëllefe soll. D'Gesamtkäschte vun dëse Klimaschutzmoossnamen an den Entwécklungslänner bedroe ronn 100 Milliarden Euro pro Joer vun 2020 un. Dovunner mussen der eng gutt Partie vun der öffentlecher Hand bezuelt ginn an dobäi mussen all Länner, mat Ausnahm vun deenen am mannsten entwéckelten, hiren Deel bäisteieren.

Fir den Entwécklungslänner méiglechst schnell ze hëllefen, musse kuerzfristeg zousätzlech Flux financiers schnell ulafen an da progressiv klammen. Do ass vun engem Montant vu fënnef bis siwe Milliarde pro Joer geschwat ginn.

Et ass extrem wichteg, Moossnamen ze ergräifen, déi de Privatsecteur incitéieren, sech un der technologescher Kooperatioun ze bedeelegen, fir och deen Technologietransfert do fäerdeg ze bréngen.

De Conseil européen huet och all Konklusioune vum Ëmweltministerrot vum 21. Oktober ugeholl, an ech mengen domadder hätt d'EU elo eng zolidd Basis geschaf, fir datt se zu Kopenhagen eng staark an eng konstruktiv Roll an de Verhandlunge spille kann.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wëll ech bemierken, datt mer an der Nohaltegkeetskommissioun gutt a vill zesummegeschafft hunn, fir dës Orientéierungsdebatt virzebereeden. E grousse Merci all deenen, déi do Hand mat ugepaakt hunn.

D'Kommissioun hofft, datt déi politesch Responsabel aus der ganzer Welt hir kuerzfristeg Divergenze vergiessen an et fäerdeg bréngen, e weltwäiten Accord auszeschaffen, deen e würdegen Nofolger fir de Kyoto-Protokoll ass an deen ageet op déi grouss Enjeuen, op déi et elo ukënnt, an deen och d'Marschroute festleet fir déi nächst Jorzéngten.

Dat wäert natierlech op internationalem an och op nationalem Plang vill Konsequenzen hunn, an an enger zweeter Etapp, no Kopenhagen, an ech menge vum Januar 2010 un ass et da wichteg, datt mer hei am Land eng méi national Debatt uginn, mam Zil, en nationalen Aktiounsplang auszeschaffen, deen déi eventuell Entscheedunge vu Kopenhagen ëmsetzt.

Lëtzebuerg muss prett sinn, dës Erausfuerderungen unzehuelen, an all seng Méiglechkeeten asetzen, fir matzehëllefen, d'Zukunft vun eisem Planéit ofzesécheren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Fernand Boden Merci fir säi Rapport. Als éischte Riedner ass elo den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, erlaabt mir am Ufank dem honorabelen Här Fernand Boden Merci ze soe fir deen ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat war eng Sisyphusaarbecht, all déi Saache beieneen ze schreiwen an hei an enger kuerzer Form virzedroen. Mir hunn et haut mat engem Dossier ze dinn, deen och an de Kontext vun der aktueller Finanz- a Wirtschaftskris agereit ka ginn. Et geet ganz einfach ëm d'Bezuele vun dem Upassungsprozess un déi schläichend Konsequenze vun dem Klimawiessel an ëm d'Protektioun vun eiser Ëmwelt.

Op der Ëmweltkonferenz zu Kopenhagen am Dezember vun de Vereente Natioune musse sech 192 Länner iwwer en neie Protokoll zum Klimaschutz eens ginn. Dat däerft net einfach ginn. De Kyoto-Protokoll aus dem Joer 1997 leeft am Dezember 2012 aus, et ass hei gesot ginn. D'klimatesch Verännerungen, déi permanent ökologesch Zerstéierungen, d'Spannungen tëschent de Räichen an den Aarmen op dëser Welt mussen an de Mëttelpunkt vun der Konferenz gesat ginn.

De Klimawiessel bedréit elo schonn d'Liewensqualitéit vu Millioune Mënschen, besonnesch Mënschen an den Entwécklungslänner. Si sinn duerch Naturkatastrophen an Hongersnéit am meeschte betraff. Si, déi de Klimawiessel net ervirgeruff hunn. D'Aussoe vun der Ernährungskonferenz zu Roum dës Woch vun de Vereenten Natioune waren eendäiteg: Eng Milliard Mënsche vu bal siwe leit mëttlerweil Honger, an et kommen all Dag Millioune Mënschen derbäi.

Duerch de Klimawiessel verléiert eise Planéit all Dag weider Agrarflächen, déi awer dréngend noutwendeg wieren, fir déi steigend Populatioun ze ernähren. E rezent Beispill dozou: An eisem Kooperatiounsland Mali gi pro Joer sechs Milliounen Tonne Bësch ofgeholzt an net méi ersat. A wat bleift zréck? Kahlschlag! A wat geet weider? D'Wüst dréngt an déi Terrainen eran, an d'Mënsche réckelen an d'Stied, well an Afrika réckelen d'Mënschen an d'Stied, well se menge méi Chancen do ze hu wéi um Land. An domat gëtt de Misär an de Länner ëmmer méi grouss.

An ze mengen, et kënnt een de Problem elo duerch e massiven Asaz vun OGMe bekämpfen, ass en totalen Trugschluss. Doriwwer eraus kënnt et och zu engem erhéichte Verlosch vun der Biodiversitéit. Momentan verléiere mer all Sekonn ronn 3.000 m² Bësch an hëtzen eis Atmosphär esou staark op, dass vill Déieren- a Planzenzorten op der Welt ausgerott ginn. Déi räich Industrieländer, och mir, behuele sech mëttlerweil esou a puncto Ressourcëverbrauch, als wiere si eleng do an hätte véier bis fënnef Planéiten zur Dispositioun. Dobäi hu mer nëmmen een, an dat fir bal siwe Milliarde Mënschen.

Wa mir hei vum Klimaschutz schwätzen, dann däerfe mer awer net vergiessen, dass et sech eigentlech ëm den Ëmweltschutz handelt, well et geet drëm, déi dräi Liewensressourcë Loft, Buedem a Waasser ze protegéieren. Si, déi op ville Plaze vun der Welt mat Féiss getrëppelt ginn. Zënter der virindustrieller Zäit, dat heescht 1769, huet sech d'Temperatur vun eiser Atmosphär ëm 0,8 Grad Celsius erhéicht. An Europa bedréit dës Erhéijung schonn ee Grad Celsius, an op verschiddene Plazen op der Welt nach vill méi. Dës Temperaturerhéijung gëtt zum gréissten Deel duerch den onmoossesche Verbrauch vun de fossilen Energien an eise räiche Länner verursaacht.

Wann de Weltenergieverbrauch esou weider uwiisst wéi bis elo, da klammen duerch d'Verbrennung vun de fossilen Energien och d'CO_2-Emissioune weider. Am Joer 2008 waren et der ronn 33 Milliarden Tonnen, an et muss een dovun ausgoen, dass dee Chiffer op 45 Milliarde bis 2030, also bannent 20 Joer, klëmmt. Am Joer 1990, dem Referenzjoer, hate mer just 18 Milliarden. An da kommen all déi aner Dreifgasen derbäi, déi hiert Onwiesen an der Atmosphär dreiwen.

Well awer d'Reserven u fossilen Energien - Kuel, Äerdgas an Äerduelech - ëmmer méi kleng ginn, an d'Europäesch Unioun dës Energien zum gréissten Deel jo aféiere muss, klëmmt hir Energieofhängegkeet permanent. Hir Energieversuergung gëtt ëmmer méi prekär. Mir hunn dat an de leschte Jore schonn e puermol erlieft. Et gëtt geschätzt, dass d'Europäesch Unioun beim Äerduelech zu 93% a beim Äerdgas zu 84% am Joer 2030 ofhängeg wäert ginn.

Déi lescht Woch huet d'international Energieagentur zu Paräis Alarm geschloen. Si huet fir e radikale Wiessel am Energieverbrauch plädéiert, well et soss zu engem drameteschen Uklamme vun der Atmosphärentemperatur géif kommen. Si schätzt, dass de Weltenergieverbrauch ëm 40% bis, wann et 20 Joer dauert, uwuesse wäert, an domat och dann déi geféierlech Dreifhaus-Emissiounen. Fuere mir viru wéi bis elo, da kënnt et zu enger Erhéijung vun iwwert déi zwee Grad Celsius, an da stelle sech ganz nei Froe fir eis Gesellschaft, wou mir bestëmmt alleguer nach wëllen derbäi sinn.

Fir awer déi gewënschte Begrenzung vun der Temperaturerhéijung an der Atmosphär op zwee Grad Celsius par rapport zur virindustrieller Zäit ze erreechen, mussen - et ass hei gesot gi vum Rapporteur - massiv Investitiounen am Energieberäich vun honnerte Milliarden duerchgeféiert ginn. Dat muss ee sech vläicht eng Kéier op der Zong zergoe loossen. Ech hu gesot gehat, 0,8 Grad Celsius ass d'Atmosphärentemperatur geklommen zënter 1769, a mir kréie gefrot nach zwee Grad am Ganzen. Dat heescht, et verbleiwen eis nach 1,2 Grad Celsius, a keng zwee, wéi déi meescht Leit mengen. Nach 1,2 bis 2050!

D'Europäesch Unioun ass fir 14% vun der weltwäiter CO_2-Emissioun responsabel. Hiren Energieverbrauch berout momentan zu 80% op de Fossilenergien, an et deit näischt op eng Ännerung hin. Däerf ech drop hiweisen, dass sech d'Emissioune vun der Europäescher Unioun awer vun 1990 bis 2007 ëm 12,5% reduzéiert hunn. Mir kenne wuel d'Ursaachen, mä ëmmerhin, mir hunn e Beispill gesat fir d'Welt.

Eng weider Konsequenz vun der Erhéijung vun der Atmosphärentemperatur stellt, dat ass dat Drameteschst, d'Uklamme vum Mieresniveau duer. Zënter der Industrialiséierung eleng schonn 20 Zentimeter, a bis Enn vun dësem Jorhonnert musse mer mat engem Uklamme bis bal 60 Zentimeter, am schlëmmste Fall ëm e Meter rechnen. Déi 300.000 Awunner vun de Malediven mussen dann hir Insele raumen, well den Indeschen Ozean si iwwerschwemmt. Hire President sot elo kuerz un d'Adress vun de räiche Länner: „Wann Dir dës Welt rette wëllt, da fänkt ganz einfach bei ons un." Net fir näischt hunn d'Malediven bei den Australier e Recht kritt, wann hiert Land ënner Waasser gesat gëtt, da kënne se dohinner auswanderen. Si mir bereet, och Leit opzehuelen, wa se musse vun hiren Insele réckelen?

Awer net nëmmen d'Mënschen an den Entwécklungslänner mussen hir Heemecht verloossen, mä och an de räiche Länner musse mer eis vun de Küsten ewechbewegen, an dës Migratioun rifft vill Sträit op. Vergiesse mer net, dass all véierte Mënsch op der Äerd bei de Küsten oder laanscht d'Küste lieft. Och d'Schmëlze vun de Gletscheren am Himalaya, an Afrika an an den Alpe mécht de Leit, déi do wunnen, Kappzerbriechen.

Derniewent bréngt dat rabiat Ofholze vun dem Reebësch mat sech, dass ëmmer manner Kuelendioxid gebonne gëtt. Eleng am Amazonasberäich oder -bësch ginn all Joers zegdausende Quadratkilometer ëmgehaen, an déi feelen als Sauerstoffspender. An ee vun de gréisste Problemer, deen erliewe mer haut schonn duerch d'Kricher, dat ass de Krich ëm d'Waasser. Ëmmer méi Plazen op der Welt gi mat deem Problem befaasst.

Doriwwer eraus däerfe mer net vergiessen, dass ronn 2,4 Milliarde Mënschen op dëser Äerd nach keen Accès hunn zum Stroum wéi mir en hunn. Kucke mer eis nëmmen de Kontinent Afrika nuets un, deen ass däischter. Firwat? Do gëtt et weder Stroum nach Beliichtung.

Den aktuelle Wäert vun der CO_2-Konzentratioun an der Atmosphär bedréit zurzäit 387 ppm, an dat géintiwwer dem Wäert vun 270 ppm um Ufank vun der industrieller Ära. Duerch international Négociatioune muss erreecht ginn, dass sech dës Konzentratioun bei maximal 450 ppm stabiliséiert an duerno erëm iwwer eng

laang Period op 350 ppm zréckgefouert gëtt.

D'Wëssenschaftler si sech eens: Dës Limite däerf net iwwerschratt ginn, well et soss zu geféierlechen an irréversiblen a kaum beherrschbare Suitë fir d'Natur an och fir d'Gesellschaft kënnt. Dat schaffe mer awer nëmmen dann, wann d'Emissioune vun den Dreifhausgasen hire Maximum ganz kuerz bannent den nächsten zéng Joer erreechen an duerno erëm zréckgefouert musse ginn.

D'Europäesch Unioun gesäit am Klimawiessel dofir eng grouss Gefor fir de Fridden an der Welt. Schonn eleng duerch déi vill Ëmweltflüchtlingen, déi aus hiren Heemechtslänner, notamment laanscht d'Küste vun de Mierer, verdriwwe ginn.

Si wëllt duerfir duerch e ganz ambitiéise Pak, dee sougenannten Energie-Klima-Pak, hir CO_2-Emissiounen ëm 20% a souguer ëm 30% reduzéieren, d'Energie ëm 20% méi effikass notzen an 20% erneierbar Energien an hirem Energiemix asetzen; an dat par rapport zu 1990.

Vun de räiche Länner, zu deene mir och gehéieren, gëtt also erwaart, dass si hir Dreifhausgasemissioune ganz staark, souguer ëm bal 95% bis 2050, also banne 40 Joer par rapport zu 1990 reduzéiere mussen. A mengen Aen eng gigantesch Aufgab. Si ass awer nëmmen dann ze meeschteren, wa mir alleguerten, Industrielänner, Schwellelänner an Entwécklungslänner, an déiselwecht Richtung marschéieren.

D'Ëmweltkonferenz vu Kopenhagen muss duerfir déi Rumm opspanen, an där déi néideg Mesurë fir dëse liewenswichtegen Upassungsprozess opgeholl musse ginn. Si mussen, dat sinn d'Industrielänner, hir Energie alleguer méi effikass notzen. An do ka kee sech erausfuddelen, andeem e seet, bei sech doheem wäre ganz aner Problemer virrangeg.

„Et kann an dësem Prozess kee sech erausmogelen. Et geet hei ëm d'Iwwerliewe vun ons alleguerten!", dat huet eng Kéier e Mann erkläert mat engem Boot. Hei sëtze se alleguer an engem Boot, a wann dat Boot bis eng Kéier ënnergeet, da gi mer alleguerte mat ënner. Et kann also kee mengen, e kéint do erausklammen.

Et muss also, wéi ech gesot hunn, zu engem Ëmdenke vum Energieverbrauch an an der Energieversuergung kommen. Notamment an deene Länner, déi en héije Pro-Kapp-Verbrauch hunn.

Mëttlerweil ass déi weltwäit Produktioun vun de fossilen Energië méi kleng wéi de weltwäite Verbrauch. Dat heescht, et kënnt zu Enkpäss an der Welt. An da kënne sech nëmmen nach déi räich Länner erëm Energië leeschten, an d'Schwellelänner an déi aarm Länner, déi elo schonn näischt hunn, déi kommen ëmmer méi an d'Labränten.

Ganz besonnesch spillen déi erneierbar Energien eng eminent wichteg Roll; et ass och ugeschwat ginn hei vum Rapporteur. Mir sti ganz einfach um Enn vun enger Zäit vun de fossilen a mir fänken un d'Zäit vun den erneierbaren Energien. Hei zu Lëtzebuerg brauche mir duerfir en nohaltegen Asaz vum Stat, de Gemengen, de Betriber an den Haushalter. Mir brauchen eng nohalteg Opbrochstëmmung.

D'Energie muss méi effikass agesat ginn. Doduerch kënne mir och da probéieren, lues a sécher vun deenen 30 Tonnen Emissioune pro Kapp ewechzekommen. Elo, wou eis d'Aarbechtsplazen ewechbriechen, mécht et Sënn, d'Mënschen ëmzeschoulen an hinnen eng nei an dauerhaft Aarbechtsplaz an dësem faszinéierenden Energie- an Ëmweltberäich unzebidden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kyoto-Protokoll ass de 16. Februar 2005 a Kraaft getrueden an onst Land hat sech verflicht, seng Emissiounen ëm 28% bis 2012 ze reduzéieren, an dat par rapport zu 1990. Dat waren deemools ganz kéng Wierder. Mir wëssen awer, mir si wäit dervun ewech.

Deemools hate mir eng Emissioun vun 13,2 Milliounen Tonnen. Am Joer 2008, also d'lescht Joer, hate mer der 12,5 Milliounen. Duerch déi Neiberechnung fir d'Emissioune vun den Dreifhausgasen duerch d'Europäesch Kommissioun muss Lëtzebuerg elo seng Emissiounen ëm 20% bis 2020 par rapport zu 1990 reduzéieren. Dat heescht, mir mussen dann op 10,6 Millioune kommen. Mir ware bei 13,2, d'lescht Joer bei 12,5, an elo op 10,6.

Fir Betriber aus dem ETS-System sinn dat 2,14 Milliounen a fir all déi aner nach 8,5 Milliounen. Mir mussen deemno bis 2020 nach ronn 2,7 Milliounen Tonnen an eiser Pro-Joer-Emissioun aspueren.

Dat ass ze maachen, wa mer eis alleguerte gutt druginn. Mä d'Fro ass berechtegt: Packe mir dës Reduktioun iwwerhaapt eleng, och wa mir dës Aufgab heiheem ganz seriö uginn, duerch e massiivt Energiespueren? Oder musse mir bei aneren europäesche Memberstaten Hëllef ufroen? Sief dat zum Beispill iwwert d'„joint implementation" oder mat Drëttweltlänner, andeem mer mat hinnen dann déi Mécanismes vun der nohalteger Entwécklung diskutéieren.

Et ass ugeklongen: D'Lutte géint de Klimawiessel ass eng eminent wichteg Ugeleeënheet fir d'Zukunft vun eisem Planéit, méi wéi d'Finanz- an d'Wirtschaftskris. Op kee Fall dierfe mir zouloossen, dass déi aktuell Finanz- a Wirtschaftskris als Virwand geholl gëtt, fir eben näischt ze maachen. Et muss villméi zu engem vernetzten Zesummewierke vun der Wirtschaft an der Ëmwelt, an dat virum sozialen Hannergrond, kommen.

Dat war schonn op der éischter Klimakonferenz zu Rio am Joer '92 festgehale ginn, awer déi wéinegst Länner hu sech dru gehalen. Den engleschen Ekonomist Sir Nicholas Stern huet op der UN-Konferenz zu Bali am Joer 2007 kloer gesot: „Wa mir näischt géint de Klimawandel ënnerhuelen, da musse mir - dat si mer alleguerten erëm - 5 bis 20% vun dem gesamte globale Bruttoinlandsprodukt vun der Welt am Joer 2020 fir Ëmweltschied opbréngen."

Dat heescht, mer schaffe quasiment all fënneften Euro, fir d'Ëmweltschied dann erëm ze sanéieren.

Mir mussen dervun ausgoen, dass 100 Milliarden Euro pro Joer no 2020 agesat musse ginn, fir d'Konsequenze vun dem Klimawiessel opzefänken. Héich Investitioune fir d'Reduzéierung vun den Dreifhausgase musse mir duerchféieren.

Dierf ech am Vergläich just eppes zitéieren hei? Déi lescht Zuel, déi ech nofonnt hat, war d'Joer 2020. Do hätte mer, no Rechnunge vun de groussen Assurancen, 55 Milliarde Klimaschied ze bezuelen. Déi weltwäit agéierend Assurancen - fir keng Nimm ze nennen hei - schätzen, dass dës Ëmweltschied am Joer 2020 bis op 600 Milliarden Dollar eropklamme wäerten.

Ech hu schonn drop higewisen, dass eist Land an de kommende Jore säin Energieverbrauch an domat och seng Dreifhausgase staark muss reduzéieren. An doriwwer eraus si mir opgefuerdert, den Undeel vun erneierbaren Energien am Energiemix op 11% bis 2020 eropzehiewen. Momentan sti mer bei 3,7%. Mir kënnen eis also gutt virstellen, dass et nach e laange Wee dauert, bannent deenen nächsten zéng Joer op déi 11% ze kommen.

Et läit vill Aarbecht virun ons heiheem. Mä, erëm eng Kéier, muss ee vläicht dann Hëllef siche goe bei aner gréisser Memberstate vun der Unioun, oder de Réckgréff op d'CDMen huelen, de flexibele Mechanismus aus dem aktuelle Kyoto-Protokoll.

Mir dierfen awer nëmme 4% vun den Emissiounen aus dem Joer 2005 aus nohaltegen CDM-Projeten akafen, an dat vun 2013 un. Dat sinn awer nëmme 400.000 Tonnen aus deenen 2,7 Milliounen, déi mer do à disposition hunn, déi mer musse reduzéieren.

An hirer Kommunikatioun Nummer 29 vum 28. Januar dëst Joer weist d'Europäesch Kommissioun op dësen Asaz vun den CDMen hin. Et gëtt do kloer definéiert, wéi esou en CDM-Projet mat engem Entwécklungsland oflafe muss. Déi obligatoresch Ëmweltverträglechkeetsprüfunge mussen duerch déi Sozialverträglechkeetsprüfungen nach verschäerft ginn.

Dierf ech drop hiweisen, dass vun deene bis elo duerchgeféierten 1.900 CDM-Projeten an der Welt een Drëttel a China duerchgefouert ginn ass? E Land, dat ëmmerhi méi wéi e Schwelleland ass.

No mengen Informatioune sinn der nëmmen eng Handvoll mat Länner an Afrika duerchgeféiert ginn. Eng Blamage fir déi räich Länner.

D'Europäesch Kommissioun verlaangt duerfir, dass zu Kopenhagen den CDM-Prozess reforméiert muss ginn.

Och huet sech d'Europaparlament a senger rezenter Sessioun iwwert d'Applikatioun vun CDM-Projeten ausgelooss a verlaangt kloer definéiert Regelen, fir dass den Abus agestallt gëtt, dee mëttlerweil festgestallt ginn ass.

Op der 15. Ëmweltkonferenz vun de Vereenten Natiounen zu Kopenhagen geet et deemno ëm d'Zukunft vun der Mënschheet op dem bloe Planéit. An duerfir musse mir am Klimaschutz déi wichtegst global Aufgab gesinn. Dat kann awer nëmme geschéien, wa mir endlech agesinn, dass d'Emissioun vun Dreifhausgasen e kloer kalkuléierte Präis kritt.

De Präis fir déi gehandelt CO_2-Zertifikater louch am Joer 2008 bei 20 bis 25 Euro pro Tonn. Mir haten deemools gemengt gehat, et kéinten der 100 ginn; 100 Euro. Am Februar dëst Joer louch en nëmmen nach bei aacht Euro pro Tonn an am Juli bei 14 Euro. Also dat ass eendeiteg ze mann, fir ee massive Mentalitéitswiessel erbäizeféieren.

Mir waren et bis elo gewinnt, permanent méi ze konsuméieren, ouni ze hannerfroen, wou d'Ressourcen hierkommen a wéi se produzéiert ginn a welch negativ Agréffer si an eis Natur hunn.

Et heescht elo, déi wëssenschaftlech gebueden Ziler ze erkennen an no hinnen ze handelen. Dat ass fir vill Mënschen eng batter Pëll. Mä mir musse se alleguerte schlécken. Ze mengen, de Klima- an den Ëmweltschutz zum Nulltarif ze kréien, ass de falsche Wee. Dat wier ökologesch irresponsabel an doriwwer eraus och technologesch kuerzfristeg.

Mir kënnen net méi waarden, well mir hunn eng ze vill grouss Responsabilitéit virun de kommende Generatiounen an eiser Ëmwelt. Wa mir dat net agesinn, da verpasse mir eng eemoleg Chance als Nofolgeprotokoll vu Kyoto. Fir et ganz däitlech ze soen, schreift den däitsche Conseil supérieur vun de globalen Ëmweltverännerungen dozou: Fir der Atmosphär an der Ëmwelt laangfristeg eng reell Chance ze ginn, dierft d'Pro-Kapp-Emissioun am Joer 2050 nëmmen nach zwou Tonnen CO_2 pro Joer bedroen.

Dat heescht konkret, Dir Dammen an Dir Hären, déi néng Milliarde Mënschen, déi da liewen, hu just nach e Joresenergieverbrauch pro Kapp zegutt an der Héicht vu 600 Liter Mazout. Vu 600 Liter Mazout! Dat heescht, jiddwereen dierf nach 4.000 km fueren, net méi hëtzen a keng Pharmaprodukter notzen. Haut hu mir e Weltduerchschnëtt vu 4,8 Tonnen CO_2 am Joer.

Wann ee sech de Verbrauch vun haut an den Industrielänner ukuckt, da gesäit een, wat fir eng Herkules-Aufgab virun ons alleguerte läit, an dat vis-à-vis vun den Drëttweltlänner. D'Konferenz vu Kopenhagen muss also eng Chance fir eng concertéiert Aktioun tëschent der Wirtschaft an der Politik am Sënn vun der nohalteger Entwécklung ginn. Mat intelligente Léisungen an Investitiounen an eng zukunftsfäeg Wirtschaft kënne mir dës schwiereg Erausfuerderung meeschteren.

Zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, vu menger Interventioun wëll ech ënnersträichen, dass mir elo am Prozess vun der Konferenz vu Kopenhagen stinn. Duerno gëtt d'Aarbecht an d'Responsabilitéit fir déi 27 Memberstaten a puncto Dreifhausgasemissioun-Reduktioun bis 2020 verhandelt. An da gesi mer eis nach eng Kéier erëm hei. Da musse mer froen, wat onst Land selwer wëllt maachen.

D'CSV op alle Fall wäert sech awer mat Nodrock an dësem wichtegen Upassungsprozess engagéieren. Fir si ass kloer: Mir mussen déi gefuerdert kuelestofffräi Gesellschaft opbauen. An duerfir invitéiert se jiddwer Matbierger, sech un dëser Aufgab ze bedeelegen. Et lount sech wierklech, well d'Zäit vum Iwwerfloss an dem Gaspillage ass eriwwer. An déi onmoosseg Belaaschtung vun den dräi Liewensressourcë muss ganz séier en Enn kréien.

Et gëllt deemno, fir mech op alle Fall: D'Konferenz vu Kopenhagen muss en Erfolleg gi fir d'Mënschen, fir eis Ëmwelt a fir de Klima. Mir hu kee Plang B. Mir hunn awer nach Zäit a mussen déi sënnvoll usetzen a verwenden.

Merci villmools fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Marcel Oberweis Merci. Virdrun hat de Rapporteur Fernand Boden vergiess seng Motioun ze deponéieren. Ech géif him nach eng Kéier ganz schnell d'Wuert ginn, fir dat elo nach nozehuelen.

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Merci fir d'Wuert nach eng Kéier. Effektiv wollt ech am Numm vun der CSV eng Motioun déposéieren, déi mer awer an der Kommissioun duerchdiskutéiert haten, wou och d'LSAP-Fraktioun an d'DP-Fraktioun gesot hunn, si géifen déi Motioun ënnerstëtzen. Bei anere stoung dat nach op.

Duerfir wollt ech dës Motioun déposéieren, fir datt jiddweree Kenntnis vun der leschter Versioun hei huet an datt e kann eventuell nach zu där Motioun adhéréieren. Ech erlabe mer herno dann als Member vun der CSV-Fraktioun nach eng Kéier heirobber zréckzekommen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), signée à Rio de Janeiro en juin 1992 et ratifiée par la Chambre des Députés en 1994;

- vu le protocole de Kyoto, signé en décembre 1997 et ratifié par la Chambre des Députés en 2001;

- considérant que, dans ce contexte, le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre pour la période 2008-2012 de 28% par rapport à leurs niveaux de 1990;

- considérant que malgré la mise en œuvre de politiques et mesures ambitieuses, le Luxembourg n'a pu réduire que légèrement ses émissions de gaz à effet de serre à cause de circonstances nationales particulières, et a dès lors dû recourir aux mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto, notamment les activités de projet «mécanismes de développement propre - MDP»;

- considérant que la décision N°406/2009/CE du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020 impose au Luxembourg un objectif de réduction de 20% d'ici 2020 par rapport à 2005 des émissions des secteurs qui ne sont pas concernés par le système européen d'échange de quotas d'émission;

- considérant que la 15e Conférence des Parties à la CCNUCC respectivement la 5e réunion des Parties au protocole de Kyoto auront lieu en décembre 2009 à Copenhague, en vue de renforcer la CCNUCC et de donner une suite aux engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre du protocole de Kyoto;

- affirmant sa volonté de voir aboutir Copenhague à un accord international ambitieux et efficace, juridiquement contraignant, incluant également tous les pays qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto et les pays émergents;

- faisant siennes les conclusions du monde scientifique, en particulier du Groupement intergouvernemental des experts sur le climat (GIEC), selon lesquelles la hausse de la température moyenne mondiale ne doit pas dépasser de plus de 2° Celsius les niveaux de l'ère préindustrielle, qu'il est dès lors indispensable que les émissions mondiales de gaz à effet de serre soient réduites d'au moins 50% d'ici 2050 par rapport à 1990, que cela signifie que les pays développés devraient réduire collectivement leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% d'ici 2050 par rapport à 1990, tandis que les pays en

développement pris ensemble devraient rester en-deçà du taux de croissance des émissions prévu actuellement;

- considérant les conclusions sur le changement climatique du Conseil Environnement de l'Union européenne du 21 octobre 2009 et du Conseil européen du 30 octobre 2009;

- notant que la conclusion par la Communauté européenne et ses États membres d'un nouvel accord international au titre de la CCNUCC nécessitera un accord de répartition des charges entre les États membres sur base des résultats de la conférence de Copenhague et conformément à la décision N°406/2009/CE;

invite le Gouvernement

- à soutenir, sur le plan international, l'adoption à Copenhague, d'un accord international de lutte contre le changement climatique, suffisamment ambitieux et efficace, juridiquement contraignant, incluant tous les pays, et avec des objectifs de réduction ambitieux pour les pays développés ainsi que des engagements fermes de la part de ces pays en vue d'un financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement;

- à plaider pour l'intégration des secteurs de l'aviation et de la navigation dans les accords de Copenhague;

- à traiter la question des unités de quantité attribuée (UQA) inutilisées de sorte que la gestion du surplus d'UQA n'affecte pas l'intégrité environnementale de tout accord conclu;

- à prévoir des mesures d'incitations pour faire participer le secteur privé à la coopération technologique;

- à œuvrer sur le plan européen pour porter l'objectif de réduction communautaire de 20% à 30% d'ici 2020 par rapport à 1990, pour autant que d'autres pays développés s'engagent à atteindre des réductions d'émission comparables et que les pays en développement apportent une contribution adaptée à leurs responsabilités et leurs capacités respectives;

- à plaider pour une priorité aux actions au niveau national avant d'avoir recours aux mécanismes flexibles au niveau international comme élément complémentaire aux actions au niveau national;

- à plaider pour une révision des critères applicables aux «mécanismes de développement propre CDM» afin d'intégrer les aspects du développement durable;

- à plaider pour une approche par étapes des projets «Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation REDD» et à ne pas reconnaître à ce stade de tels projets comme élément du marché de carbone ou pour la réduction des gaz à effet de serre;

- à adopter, dans le cadre de l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020, un objectif de réduction ambitieux au niveau national qui, tout en donnant la priorité aux mesures nationales, tient compte de nos circonstances nationales spécifiques;

- à soutenir les efforts de l'Union européenne pour atteindre un accord sur le financement des mesures visant à aider les pays en développement à mettre en œuvre des stratégies ambitieuses en matière d'atténuation et d'adaptation, dont le surcoût global est estimé par la Commission européenne à quelque 100 milliards d'euros par an d'ici 2020, et à définir la participation du Luxembourg en fonction de l'accord sur le financement obtenu;

- à plaider pour la supplémentarité de ces moyens financiers pour ainsi garantir le maintien intégral du volume actuel des aides internationales au développement;

- à plaider pour une claire distinction entre les fonds que les pays contribuent dans le cadre de l'aide publique au développement et les fonds à verser dans le cadre de leur responsabilité «climat»;

- à tenir la Chambre des Députés informée des négociations et des conclusions de la conférence de Copenhague;

- à faire entamer, sur base des résultats de Copenhague, les travaux de préparation d'un 2e plan d'action national en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et à organiser à cet effet une large consultation avec la société civile et les milieux concernés, ainsi qu'avec le Syvicol;

- à présenter le projet du 2e plan d'action national en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre en séance plénière à la Chambre des Députés dans le cadre d'un débat de consultation.

(s.) Fernand Boden, Eugène Berger, Roger Negri, Marcel Oberweis, Ben Scheuer.

M. le Président.- Merci. Als nächste Riedner ass elo den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass e souveräne Stat, dee seng eege Revendicatioune beim Klimasommet an Dänemark ka virdroen a verteidegen. Dat wäert eis Delegatioun, dat wäert eis Regierung awer net maachen, well mer am Klimadossier solidaresch mat der Positioun vun den EU-Länner sinn. An déi hunn d'Schwéierpunkte schonns op deene verschiddene Ministeschconseilen an de leschte Woche festgeluecht, an d'Lëtzebuerger Regierung huet déi och gutt geheescht.

Wa mer also haut de Mëtten hei en Débat féieren iwwert d'Positioun vu Lëtzebuerg zu Kopenhagen, dann ass dat elo knapp dräi Woche virun der Konferenz zwar gutt gemengt - et war och vill Aarbecht an der Kommissioun gemaach ginn, mir haten en Hearing -, mä trotzdeem kann een awer soen: Et ass e bësse Moutarde après dîner.

Ech wëll awer direkt ënnersträichen, datt mir als DP dës Positioun vun der Europäescher Communautéit kënnen deelen, ëmsou méi, well de Klimaschutz jo ee vun deene wéinege globalen, weltpoliteschen Dossieren ass, wou Europa an der Vergaangenheet oft Leadership gewisen huet, wou Europa an der Vergaangenheet och trotz all de Schwieregkeeten ëmmer nees konnt Fortschrëtter erzilen. An Europa, hoffen ech, wäert dat och an Zukunft weiderhi maachen. Sécherlech bleift a verschiddenen Detailfroen, wat déi europäesch Verhandlungspositioun ubelaangt, déi eng oder aner kleng Differenz tëschent deenen eenzelne Memberlänner, mä déi Haaptausriichtung, déi stëmmt awer.

Opgrond vun de leschten Erkenntnisser vun de Wëssenschaftler misst jo och elo de gréisste Skeptiker agesinn, datt d'Äerderwäermung reell ass. Virdrun huet mäi Virriedner, de Marcel Oberweis, vun e puer Beispiller geschwat, ënner anerem d'Gletscher am Himalaja. Dofir wëll ech dat och nach eng Kéier hei - wéi soll ech soen? - ënnermaueren, déi perséinlech Experienz, déi ech hunn.

Ech war effektiv dëse Summer nach eng Kéier op engem Trekking am Himalaja op Plazen, wou ech fir d'lescht virun 20 Joer war, an ech konnt feststellen, datt do wierklech d'Gletscher net nëmmen 100 oder 200 oder 300 Meter zréckgaang sinn, mä carrément iwwer een, zwee Kilometer si se zréckgaangen. Also, do kann ee wierklech an der Natur gesinn, wat dat bewierkt respektiv wéi schnell datt dat ka goen. D'Klammer awer nees zou.

D'Unheize vun der Äerdatmosphär ass eng vun deene gréissten Erausfuerderungen an eisem Jorhonnert ginn. A wa mer d'Klimaerwäermung, déi haaptsächlech jo duerch den CO_2-Ausstouss verursaacht ass, net gebremst kréien, dann huet dat katastrophal Folge fir eise Planéit. Virun allem wäerten dann d'Drëttweltlänner, déi awer net responsabel si fir déi CO_2-Emissiounen, als Éischt mussen d'Folgen droen, kleng Inselstaten, Küstegebidder a virun allem och aarm Länner mat sozial prekäre Mënschen a Gesellschaften.

Och déi finanziell Nofolgekäschten, dat betrëfft da méi déi industrialiséiert Länner, wäerten, wa mer d'Äerderwäermung net kënne stoppen, eng Kéier vill méi deier ze stoe komme wéi de Präis, deen et elo géif kaschten, wa mer elo géife preventiv handelen an investéieren.

Mir kënnen also aus deene Grënn deem zoustëmmen, wat Europa wëllt op der Cop15 an Dänemark verteidegen. Mir brauchen onbedéngt eng Limitatioun vun der duerchschnëttlecher Äerderwäermung op 2 Grad Celsius. Duerfir brauche mer contraignant Reduktiounsziler, souwuel fir d'Weltcommunautéit an och insbesonnesch fir Europa, dat jo als Kontinent mat dem Gros vun den industrialiséierten Natiounen eng besonnesch Responsabilitéit dréit.

Duerfir muss d'EU och prett sinn, fir e substanziellen Undeel vun de Reduktiounen ze droen. Duerfir kënne mer also och dat Zil, am beschte Fall minus 30% CO_2-Reduktiounen an der EU bis 2020, voll ënnerstëtzen.

Ech ginn elo net weider an den Detail vun der Positioun vun der EU an, déi, wéi gesot, och déi ass, déi Lëtzebuerg solidaresch matdréit. D'Motioun vun der Majoritéit zielt déi wichtegst Positiounen, déi ënner schwedescher Présidence ausgeschafft gi waren, op. An duerfir wäerte mir déi Motioun och kënne matstëmmen, och wa se awer hätt kënnen an deem engen oder anere Punkt méi prezis sinn, méi prägnant hätt kënne sinn, besonnesch wann ee méi op de spezifesch lëtzebuergesche Kontext géif agoen.

D'Fro, déi sech jiddweree stellt, ass déi, wat da schlussendlech zu Kopenhagen wäert erauskommen. An deene leschten Deeg liest een ëmmer erëm nei Meldungen an de Medië mat Reviramenter, neien Amenter, Positioune vu Länner a Regiounen, sief dat, datt d'APEC-Länner elo kee juristesch contraignanten Accord méi wëllen, sief et - an dat ass besonnesch enttäuschend a mengen Aen -, datt den amerikanesche President Obama net ka seng Verspriechen halen, well en am Réck säi Senat sëtzen huet, sief et, datt China net wëllt mat éischte konkreten Engagementer matmaachen.

An da geet ëmmer méi Rieds vun engem Minimalkonsens, wou am beschte Fall eng politesch Absichtserklärung wäert zustane kommen.

Ech wéilt hei och eng kleng Klammer opmaachen. Zu Kopenhagen sinn iwwer 40 Statspresidenten oder Premieren, déi do präsent sinn, fir hir Delegatiounen unzeféieren. Lëtzebuerg ass zwar wahrscheinlech och gutt vertrueden duerch eise Superminister, den Nohaltegkeetsminister. D'Fro awer: Firwat géif net och vläicht eise Premier, de Jean-Claude Juncker, dee jo awer eng ganz grouss Akzeptanz an Europa huet, dee jo do och bekannt ass als wierklech en haartnäckegen Ambassadeur vun europäeschen Iddien, matgoen? Da wär och vläicht d'Positioun vun Europa an deenen Diskussioune gestäerkt. Klammer zou.

Trotz all den Efforten, déi d'EU wäert bréngen, mat eisem Premier oder ouni hien, soen ech Iech elo schonn, datt Kopenhagen wäert aus der Perspektiv vum Ëmwelt- a Klimaschutz eng Enttäuschung ginn. An et riskéiert wierklech zu enger renger Symbol- an Ukënnegungsdécisioun ze kommen, minus 20%, minus 30%, minus 50%, bis minus 50. Wie bitt am Endeffekt méi? Mä konkret gëtt zu Kopenhagen näischt an d'Wee geleet.

Dat ass awer par rapport zum Grand public och net kredibel, wann een net weess, mat wat fir enge Moyenen een déi héich gestallten Ziler eben da wëllt erreechen.

Bon, dat dierf eis hei zu Lëtzebuerg awer net ofhalen, eisen Deel vun der Verantwortung ze iwwerhuelen, well esou oder esou hu mir hei zu Lëtzebuerg nach e gudden Deel vun eisen Hausaufgaben am Beräich vun de Reduktioune vun Dreifhausgaser ze maachen.

Ech ginn elo net op d'Zuelen an; mir haten d'lescht Joer oder an der leschter Legislatur eng ganz interessant Debatt. Mir hunn e ganz liichte Recul vun eisen Emissiounen, deen haaptsächlech op d'Wirtschaftskris zréckzeféieren ass. Egal wéi, mir sinn do nach wäit vun eisem Zil ewech.

Ënnert deem Bléckwénkel géif ech souguer ganz provokativ soen: Et kann eis am Fong geholl hei zu Lëtzebuerg komplett egal sinn, wat zu Kopenhagen décidéiert gëtt, well mir bleiwen hei zu Lëtzebuerg esou oder esou, mat oder ouni Kopenhagen, fir eng weider Reduzéierung vun CO_2-Gase gefuerdert. Ech wéilt mech duerfir och elo net weider mat de Virbereedunge vu Kopenhagen méi ofginn, mä ech wëll duerfir hei e puer kruzial Froe stellen, wéi mer méi konkret hei zu Lëtzebuerg eis Ziler am Beräich Klimaschutz wëllen erreechen.

Wéi ass d'Strategie vun der neier Regierung fir d'Reduktioune vun den Emissioune vun Dreifhausgaser an deene verschiddene Beräicher? Wéi gesinn d'Aktiounspläng aus, fir eis Ziler ze erreechen?

Den Nohaltegkeetsminister huet an der Kommissioun e puermol drop vertréischt, datt ee misst Kopenhagen ofwaarden, ier ee Pläng a Strategië kéint opstellen.

Dat ass a mengen Aen, Här Minister, verlueren Zäit, well all Dag, dee verluer geet, fir esou Strategien opzestellen, en duebel verluerenen Dag ass.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- D'Problemer an d'Aktiounsfelder am Beräich Klimaschutz sinn hei zu Lëtzebuerg jo beschtens bekannt. Dat ass an éischter Linn den Transportberäich, dat ass de ganze Beräich vum Hausbau, vun der Energieeffizienz, vun den erneierbaren Energien.

Déi nei Regierung schéngt net ëmmer prezis a kloer Virstellungen zu deene verschiddenen Aktiounspläng ze hunn. D'DP, mir, hunn awer ganz kloer Virstellungen, mir hunn der eng ganz Rei, an ech wéilt der hei op dëser Plaz verschiddener nach eng Kéier rappeléieren, da ka sech jo dann d'Regierung dorunner inspiréieren.

De Beräich vum lëtzebuergeschen Transport muss absolut Prioritéit genéissen, an d'Pläng fir eng integréiert Strategie fir den öffentlechen Transport, déi schonn ënnert engem DP-Minister virun iwwer fënnef Joer ausgeschafft gi waren - Stéchwuert mobilitéit.lu -, musse systematesch a konsequent ëmgesat ginn.

Et gëtt ëmmer erëm un deene Pläng gefréckelt. Zum Beispill hunn ech viru kuerzem héieren, an ech hunn och eng Question parlementaire gestallt, op déi ech nach keng Äntwert hunn, datt eng direkt Verbindung Stad-Esch-Lëtzebuerg elo net méi am Gespréich wär.

Duerfir wär et da gutt, do Opschloss ze kréien, oder ech waarden dann op d'Äntwert, déi ech op d'Question parlementaire kréien. Dat ass nëmmen e Beispill, fir ze weisen, datt ëmmer nees an deene Pläng Neies derbäikënnt oder datt doru gefréckelt gëtt.

Et geet Zäit verluer, a virun allem gesäit een och, datt de Bauteminister awer e bëssen eng Doppelstrategie verfollegt. Hien ënnerstëtzt op där enger Säit zwar de Schinnenausbau, mä op där anerer Säit dreift en awer och intensiv de Stroossebau weider. Dat ass a mengen Aen e falscht Signal fir d'Leit dobaussen.

E Beispill, wéi gesot, mir ginn elo zum Beispill a Richtung Tram, wat eng super Iddi ass. Op där anerer Säit gëtt awer dann och den Ausbau vun der Autobunnsstreck Lëtzebuerg-Arel oder Lëtzebuerg-Diddeleng virugedriwwen.

(Interruption)

Da kann d'Rechnung net opgoen. Da kënne mer net eist Zil erreeche vum „modal split" vu 25 zu 75%.

Wann een Transportberäich seet, kënnt een och net derlaanscht, iwwert den Tanktourismus e Wuert ze verléieren. D'DP seet kloer, datt mer musse lues awer sécher aus där Fal erauskommen. Hei geet et dorëm, fir de gréissten Undeel vun eisen Emissiounen an der Kyoto-Bilanz erofzesetzen. An et geet awer natierlech och do derbäi ëm essenziell finanziell Froe fir de Lëtzebuerger Stat.

Mir hunn e virtuellen Ausstieg proposéiert, dat heescht ënner anerem, datt mer elo ufänken, eise Budget esou ze gestalten, wéi wa mer ouni déi Recettë missten auskommen. Och hei kéint ee sech froen: Wat ass am Endeffekt netto ënnert dem Stréch wat mer do vu Recetten hunn, wann ee gesäit, wat fir eng Käschten awer och den Tanktourismus alles mat sech bréngt? Egal. Mir missten also esou eise Budget gestalten, datt mer och elo scho géife soen: Mir mussen ouni déi Recetten auskommen,

wann et der sinn, well enges Daags wäert et souwisou op eis zoukommen, a wann et nëmmen doduerjer ass, datt déi europäesch Bestriewunge vun der Harmonisatioun vun den Accisen op Bensin oder Diesel virukommen, datt dann deen Avantage, deen deen, deen tankt hei zu Lëtzebuerg, huet, net méi wäert hunn, an datt dann also och den Tanktourismus wäert schnell ophéieren.

En zweete Beräich also ass dee vun der Albausanéierung. Och am Beräich vun der Albausanéierung besteet e ganz grousse Potenzial, fir CO_2 anzespueren. Laut Experte kéinte mer hei e ronnen Drëttel vun eiser Bilanz am netindustrielle Secteur doduerch verbesseren, wann ee géif systematesch nei Haiser am Niddreg- oder Passivenergiestandard bauen; wa mer géife systematesch eis al Bausubstanz energetesch astand setzen, besser isoléieren, fir Energie - dat heescht am Endeffekt och Brennes, Mazout - ze spueren.

D'DP hat an hirem Wahlprogramm gesot, datt mer eng grouss ugeluechte Campagne bräichten, fir bis 2020 all eis Haiser optimal ze assainéieren. Dobäi soll dann de Stat iwwer eng Klimabank de Leit hëllefen oder iwwer „contracting" dës Aarbechte virfinanzéieren, datt och jiddwereen an de Genoss dovunner ka kommen.

Esou e Programm kann ee jo och Hand an Hand mat de mëttelstännegen Entreprisen hei zu Lëtzebuerg maachen, déi ganz vill Know-how doranner hunn. Déi kréien dann och nei Débouchéeën, déi kënne sech Kompetenzen entwéckelen, an do kann ee se da fit maache fir d'Zukunft. Et kéint een domadder och e nohaltegen Investitiounsprogramm maache fir e Konjunkturpak.

Ech muss och do soen, leider - mir hate jo d'Diskussioune virun de Wahle fir de Konjunkturprogramm - ass do ganz vill a Bëton investéiert ginn, mä ganz wéinig an esou nohalteg Projeten.

Wann ee géif esou en Albausanéierungsprogramm duerchzéien, dann hätt een ënnert dem Stréch nëmme Gewënner: D'Klima géif gewannen, well mer also da manner CO_2 mat eisen Haiser ausstoussen; de Stat, well e manner Strofe kritt am Kyoto-Protokoll, well en also och do seng Bilanz kéint verbesseren. Virun allem deen eenzelne Bierger hätte mer als Gewënner, well dat a sengem Portmonni géif manner kaschten, wann en en Haus huet, dat optimal energetesch astand gesat ass, da bezilt e manner oder vläicht guer kee Brennes méi. Dee kann also och do gewannen. A schlussendlech och d'Entreprisen, d'Wirtschaft, d'Ekonomie, well nei Aarbecht do ass, nei Marchéë fir d'Entreprisen do sinn, nei Aarbechtsplaze kënne geschafe ginn. Dat gëllt souwuel fir dat, wat d'Privathaiser ubelaangt, wéi awer och fir déi öffentlech Gebaier, wou de Stat jo och muss d'Virreiderroll spillen.

D'DP huet och proposéiert, fir ab 2013 nëmmen nach Haiser ze bauen, déi ouni fossil Brennstoffer géifen auskommen. Dat ass keng Utopie. Dat sinn Experten, déi hunn dat ënnerstrach, an dat ass absolut méiglech, well et gëtt schonn am Ausland esou Modellsiedlungen, wou dat realiséiert ginn ass. Och elo rezent si jo Aarbechten an der EU ugaangen. Do ass eng EU-Direktiv an Ausaarbechtung, wou d'Energiestandarde fir d'Gebaier och bis 2020 sollen op deen Niveau bruecht ginn, datt se also praktesch ouni fossil Brennstoffer sollen auskommen. Sou oder sou wäert dat also och da kommen. Kloer ass, datt mer esou Strategien nëmme kënnen effikass ëmsetzen, wann een adequat an onofhängeg Berodungsstrukturen huet. Och do hapert et nach ëmmer.

Här President, ech hunn all déi Iddien do nach eng Kéier an enger Motioun, oder verschiddener vun deenen Iddien, an enger Motioun verfaasst, déi och vun deene Gréngen an dem Här Hoffmann vun deene Lénken ënnerschriwwen ass, déi awer op ass och nach fir déi aner Fraktiounen, wa se déi wëllen ënnerstëtzen. Ech géif déi dann hei ofginn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les engagements pris par le Luxembourg en matière de réduction de gaz à effet de serre dans le cadre du protocole de Kyoto;

- considérant les négociations de la conférence de Copenhague afin d'aboutir a un accord global sur le climat pour la période 2012 à 2020;

- considérant l'accord trouvé au niveau de l'Union européenne sur la directive «performance énergétique des bâtiments» prévoyant que les nouveaux bâtiments construits dans l'Union européenne devront à partir de 2020 s'approcher des critères «zéro énergie»;

- considérant les résultats de l'étude des potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour le Luxembourg effectué par l'Institut FIFO en 2006;

- considérant le premier plan d'action du Gouvernement qui détermine l'assainissement énergétique des bâtiments comme une des priorités à suivre pour le Luxembourg en vue d'une réduction des émissions de CO_2;

- soucieuse de l'évolution du prix du pétrole et des coups financiers croissants engendrés pour les consommateurs qui dépendent des énergies fossiles;

- considérant les efforts du Gouvernement dans le domaine de la diversification économique et plus précisément en vue d'attirer des entreprises de la «Green Economy» au Luxembourg;

- convaincue des compétences des PME actifs dans le domaine de la construction et de l'artisanat au Luxembourg et des opportunités que représente l'assainissement énergétique des bâtiments en vue d'une expansion de leurs activités;

invite le Gouvernement à

- anticiper les objectifs de la directive «performance énergétique des bâtiments» afin de se doter d'un avantage en vue de l'implantation de nouvelles entreprises de la «Green Economy» au Luxembourg;

- lancer un programme de grande envergure pour la remise en état et l'assainissement énergétique d'immeubles impliquant tous les acteurs concernés (OAI, PME du domaine de la construction et de l'artisanat, etc...);

- introduire de nouveaux concepts de préfinancement, tels le «contracting énergétique» ou la création d'une banque climatique, dans le domaine de l'assainissement énergétique d'immeubles ou bien le recours aux énergies renouvelables;

- créer un service de consultation sur l'énergie et l'environnement, centralisé et indépendant, lequel regrouperait des acteurs publics, de l'artisanat et d'autres corps de métiers concernés (architectes, ingénieurs...).

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Fernand Etgen, Camille Gira, André Hoffmann.

Ech wéilt awer nach e puer aner Elementer vun deem, wat ee kann hei zu Lëtzebuerg maachen, fir eis Klimaziler besser ze erreechen, kuerz erwähnen. Dat ass de Beräich vun den erneierbaren Energien. Do musse mer déi bestehend Potenzialstudien duerch eng Wirtschaftlechkeets- an eng Nohaltegkeetsanalys ergänzen an och kucken, wéi mer do schnell esou eppes ëmsetzen.

Ech mengen, wann ech dat an Erënnerung hunn, déi Potenzialstudië ass vun 2006. De Marco Schank, de Minister, weess dat och relativ gutt. Déi läit do, an deen Dossier ass säitdeem am Stand-by, do geschitt näischt.

Well d'erneierbar Energien an Technologien, déi d'Energieeffizienz steigeren, si souwisou déi wirtschaftlech Zukunft. Hei deet sech e grousse Marché op, an hei misst elo Lëtzebuerg wierklech resolut op déi Weeër goen. Ëmsou méi, well mer jo och duerch d'Finanzkris gesinn, datt eis d'Standbee vun der Bankeplaz ëmmer méi ënnert de Féiss ewechrutscht, misste mer kucken, d'Ausriichtung vun eiser Wirtschaft ze iwwerdenken, ze diversifizéieren a verstäerkt op gréng Technologië setzen.

Mir brauchen, och wa mer keng Klimaproblemer hätten, en Ëmdenken an eiser Energiepolitik, well déi fossil Brennstoffer sinn net onendlech. Si ginn ëmmer méi rar, an doduerjer gi se och ëmmer an Zukunft méi deier. An ech wëll dorun erënneren, et ass nach guer net esou laang hier, 2006, 2007, virun der Kris: Wou war dunn de Präis vum Barrel Uelech? Do ware mer wäit iwwer 100, wann net 150 US-Dollar, an déi Zäite wäerten eng Kéier erëmkommen, wann den Uelech méi rar gëtt.

Ech wëll awer och kloer ënnersträichen, wierklech ënnersträichen, datt Lëtzebuerg, fir seng Klimaschutzziler ze erreechen, prioritär fir d'éischt muss seng Hausaufgaben heiheem maachen.

Fir d'DP sinn a bleiwen déi national Mesuren am Klimaschutz éischt Prioritéit. A wann ee kuckt, wat d'Regierung an hire Regierungsprogramm, an hiren Accord geschriwwen huet, da gëtt een d'Impressioun net lass, datt se wëlles huet, an Zukunft awer nach verstäerkt, an den nächste Joren, op déi flexibel Mechanisme vum Kyoto-Protokoll zréckzegräifen, op d'CDMen, op d'„joint implementation", op den Emissiounshandel, dat heescht also, Projeten am Ausland matfinanzéieren, fir sech hei fräizekafen, amplaz hei zu Lëtzebuerg Reduktiounsefforten ze maachen.

Dat ass de falsche Wee. Déi flexibel Mechanisme sinn zwar Basiskonzept vum Kyoto-Protokoll, mä si dierfen awer net mëssbraucht ginn, fir alles op si ofzewälzen an national Efforten da minimal ze halen.

Laut Informatiounen, déi mir an der Nohaltegkeetskommissioun kruten, sinn an de vergaangene Jore praktesch integral eis Reduktiounen, déi mer erreecht hunn, doduerch erreecht ginn, datt mer se iwwert déi flexibel Mechanismen akaaft hunn. Dat ass aus villen Iwwerleeungen net ze veräntwerten, aus Ursaache vu Verantwortung a Gerechtegkeet géigeniwwer Drëttweltlänner, well jo ganz vill Projeten an Drëttweltlänner da gemaach ginn. Mir sinn d'Verursaacher, duerfir solle mir eis Problemer hei fir d'éischt léisen an net op d'Drëttweltlänner ofwälzen an dohinner verlageren.

D'Effizienz vun esou Projeten - CDMen, „joint implementation" - am Intérêt vum Klimaschutz ass net ëmmer kloer. Ass et net absurd, wann een dann héiert, datt iwwer esou Projeten zum Beispill Kuelekraaftwierker finanzéiert ginn? An och ekonomesch maache se net ëmmer ganz vill Sënn. Lëtzebuerg huet, laut eise leschten Informatiounen, ronn 100 Milliounen Euro iwwert de Kyoto-Fong fir flexibel Mechanismen am Ausland engagéiert.

Firwat hëlt een net déi Suen, déi 100 Milliounen, fir se konkret hei zu Lëtzebuerg zum Beispill an den Albausanéierungsprogramm ze investéieren?

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Mat deene Sue kéint een dat also finanzéieren. Et kéint een hei zu Lëtzebuerg och ganz vill bewierke bei den Entreprisen, a mir géifen hei zu Lëtzebuerg CO_2 spueren.

Mä wat maache mir amplaz? Mir finanzéieren elo iwwer eise Kyoto-Fong, also mat deene Suen, déi mir elo iwwer eis Autosteier, déi esou beléift ass, erakréien, iwwert de Kyoto-Cent, domadder bezuele mir zum Beispill e puer Wandmillen a China - e Land, dat et fäerdeg bréngt, fir Rakéiten op de Mound ze schéissen, dat Atombommen huet a wou all Dag dausenden nei Autoen immatrikuléiert ginn! Mat deene Suen also, wou mir all Dag tanke ginn, wou mer eis Autosteier bezuelen, bezuele mer deenen dann och nach zwou oder dräi Wandmillen, fir dann dohannen a China d'Klima ze retten. Dat ass wierklech einfach absurd.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Oder d'Regierung investéiert a sougenannten „carbon founds" fir iwwer 43 Milliounen Euro. Dat sinn dann international Konsortien, wou ee finanziell participéiert, mä awer ouni e kloren Ableck ze hunn, wat da mat de Sue gemaach gëtt, wat fir eng konkret Projete fir de Klimaschutz realiséiert ginn.

Do stellt een dann e bëssen..., dat ass esou wéi... Wéi soll ech dat soen? Et huet een eng Participatioun do un engem Fong, an da sinn do aner Leit, déi iergendwou an der Welt décidéieren, wat mat deene Sue gemaach gëtt, an herno kritt een dann iergendwéi eng Kéier e Schäin erëm, wou ee seet: „Voilà, Dir hutt elo esou vill Tonnen CO_2 dann zegutt." Dat ass eng grouss Nébuleuse, wou keng Transparenz ass, a wou een net wierklech weess, ob déi Suen do sënnvoll an nohalteg a Projeten am Ausland realiséiert gi sinn. Mir fannen, dat ass ganz ongesond, an datt mer also ëmsou méi solle kucken, fir mat deene Suen aus dem Kyoto-Fong national Mesurë prioritär ze finanzéieren an domat hei eis Hausaufgaben ze maachen.

Et ass awer duerfir och noutwendeg, an duerfir kommen ech zu mengem Schluss, ech gesinn, d'Zäit leeft mer ewech, et ass immens noutwendeg, datt mer duerfir och kuerzfristeg d'Bilanz maache vun eisen Engagementer an deene flexibele Mechanismen, an den CDMen an den „joint implementation". Aus där Bilanz musse mer dann awer och Konklusiounen zéien a kucken, ob mer iwwerhaapt nach un esou Projete participéiere respektiv wat fir eng Projete mer nach kënnen ënnerstëtzen.

Fir eis ass kloer: Wa mer dat scho musse maachen, sollen et wierklech nëmmen effizient, nohalteg Projete sinn.

Voilà, ech géif an deem Sënn eng Motioun hei, déi och nach op ass fir aner Fraktiounen, wa se déi wëllen ënnerschreiwen, déposéieren.

Ech géif Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que le Protocole de Kyoto définit trois mécanismes flexibles, à savoir le commerce de droits d'émissions, la mise en œuvre conjointe et le mécanisme de développement propre dans la stratégie visant à une réduction des gaz à effet de serre;

- considérant que le Luxembourg a largement recours à ces mécanismes flexibles;

- considérant le Plan National d'Allocation de Quotas II (PNAQ II) couvrant la période de 2008 à 2012;

- considérant que des sommes considérables sont engagées par le fonds de financement des mécanismes de Kyoto, en vue de la participation aux différents projets de CDM (Clean Development Mechanism) et de JI (Joint Implementation);

- considérant que la Chambre des Députés est soucieuse du nombre d'engagements financiers pris dans le cadre des mécanismes flexibles;

- considérant la participation du Grand-Duché de Luxembourg aux Fonds Carbone de la Banque Mondiale et de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement;

- regrettant qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun bilan précis sur ces mécanismes flexibles auxquels le Luxembourg a eu recours, ni en termes de moyens financiers engagés, ni en termes de durabilité;

- insistant sur la nécessité d'avoir une totale transparence dans ce domaine;

- insistant sur la nécessité de la priorité d'actions nationales en matière de lutte contre les changements climatiques;

invite le Gouvernement à

- présenter dans les meilleurs délais un bilan détaillé des mécanismes flexibles auxquels le Luxembourg a eu recours;

- vérifier que les projets auxquels il a participé respectent les critères écologiques, sociaux et économiques de durabilité;

- vérifier si les réductions d'émissions de gaz à effet de serre accréditées sont à la hauteur des moyens financiers engagés;

- se désengager des projets n'apportant aucune plus-value en termes de durabilité.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Fernand Etgen, Camille Gira, André Hoffmann.

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir

d'éischt wëll ech dem President-Rapporteur Fernand Boden Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport an him och nach en extrae Merci soe fir säi Bestriewen, eng Motioun op d'Been ze setzen, déi de Konsens vun eis all hei am Haus soll fannen. Merci dofir.

Säit dem industriellen Zäitalter, Här President, huet de Mënsch ëmmer méi d'Loft verschmotzt, an dat an engem Mooss, dass eise ganzen Äerdglobus ënnert dem sougenannten Treibhauseffekt sech ëmmer méi erhëtzt an et lues a lues zu katastrophale Folge fir d'Mënschheet féiere wäert.

De Klimawandel bréngt ausserdeem dramatesch Veränneruge vun eisen Ökosystemer mat sech. Och wann am Detail schwéier anzeschätzen ass, wat fir eng Proposen am realisteschste sinn, esou gëtt et dach um Niveau vun den Experten e Konsens, dass eng global Erwäermung iwwer e gewëssent Mooss eraus Konsequenzen huet, déi net méi ze iwwerblécke sinn.

Dat international festgeluechtent Zil vun net méi wéi zwee Grad Celsius global Erwäermung vun eiser Äerd dierf aus deem Grond net méi a Fro gestallt ginn. Mir hunn also eng zimlech gutt Virstellung dovun, wat mir am Klimaschutz bis zum Joer 2050 ze maachen hunn, wa mer verhënnere wëllen, dass schonn an zwou oder dräi Generatioune ganz Regiounen, an deenen haut Millioune Mënsche liewen, net méi bewunnbar sinn.

An deem Kader ass et ze begréissen, dass d'Europäesch Unioun am Klimaschutz eng Virreiderroll iwwerhëlt a bis elo als eenzeg unilateral verbindlech Ziler virgeschloen huet mat der sougenannter 20-20-20-Strategie: 20% méi Energieeffizienz, 20% manner CO_2-Emissiounen an 20% erneierbar Energien. D'EU huet och bis elo als eenzeg d'Bereetschaft signaléiert, bei der Finanzéierung iwwert den Emissiounshandel eraus e wichtegen Deel ze iwwerhuelen.

Wéi mer net nëmme säit dem APEC-Sommet - dem Asiatesch-Pazifesche Wirtschaftsforum - vum leschte Weekend zu Singapur wëssen, zécke bis elo aner grouss Länner, sech verbindlech op fest Ziler ze verflichten. Déi 21 APEC-Länner, déi zesumme 60% vun de weltwäiten Treibhausgase verursaachen, wëllen elo trotz jorelaange Virverhandlunge sech net direkt méi op en Nofolgeprotokoll vu Kyoto eenegen.

Si schéngen dem dänesche Regierungschef, dem Lars Løkke Rasmussen, Gehéier ze schenken, dee proposéiert huet, en neit Klimaofkommen an zwou Etappen unzestriewen, an dat no Kopenhagen am Dezember d'nächst Joer op enger Kopenhagen-Nofolgekonferenz, wahrscheinlech a Mexiko. Fir de Sommet zu Kopenhagen ze retten a politesch net auserneenzedreiwen, brauchen déi 192 Mitgliedsstate vun der UN-Klimarahmenkonventioun, der UNFCCC, anscheinend elo méi Zäit, fir sech eens ze maachen.

Och fir den amerikanesche President Barack Obama muss een elo dat néidegt Versteesdemech a Fangerspëtzegefill opbréngen. Den Obama huet d'USA elo endlech op déi richteg Klimapist gesat.

Une voix.- Schwätzt net ze frél.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Esou wéi et gëschter an der „Financial Times - Däitschland" stoung, sprinten d'USA elo an déi richteg Richtung. A wa se wëlle sprinten, da kënne se dat och, a gutt, wéi mer all wëssen. D'USA sinn amgaang, hire Senat op d'Zil vu reellen Emissiounsreduktiounen anzeschwieren. Si hunn nach net dee richtegen Tratt fonnt, mä dat ass nëmmen eng Fro vun der Zäit, an déi Zäit sollte mer hinne loossen.

Och huet den amerikanesche President Barack Obama virun zwee Deeg bei senger Visite a China mam chineesesche President Hu Jintao ofgemaach, dass et zu Kopenhagen zu enger Eenegung komme misst, déi direkt Auswierkungen hätt an net nëmmen eng politesch Absichtserklärung sollt sinn, wéi gëschter am „Tageblatt" stoung.

Als EU sollte mir aus deem Grond engersäits zu Kopenhagen net derfir streiden, dass d'Ziler nach ëmmer méi héich gesat ginn, mä anerersäits awer konsequent derfir suergen, dass mer zesummen a solidaresch an der EU déi am Januar 2009 gesaten 20-20-20-Klimaziler konsequent ëmsetzen, onofhängeg vum Resultat vu Kopenhagen, well eis dat op d'laang Weil net nëmmen e Virsprong an der Klimareduktioun gëtt, mä och e Virsprong an der Technicitéit duerch Innovatioun a Recherche.

Duerfir solle mir dee sougenannten „new green deal" elo agoen, deen Aarbechtsplaze schaaft a spéider och nach duerch méi Kompetitivitéit Avantagë bréngt vis-à-vis vun deene Länner, déi elo net mat an de Klimazuch klammen an do matfuere wëllen.

Dës strategesch Manövere soll d'Europäesch Unioun awer net vun hiren ambitiéisen Zilsetzungen ofbréngen. Mä als EU musse mir awer och derfir suergen, dass, wa mer déi aner grouss Länner net mat an d'Klimaboot kréien, et net zu enger Distorsion économique kënnt, a mir eis besonnesch an dëse Krisenzäiten net ekonomesch - jo - austrickse loossen.

Här President, mir wëssen, dass d'Zäit drängt an dass et vu Joer zu Joer, wou d'Industrielänner et net fäerdeg bréngen, eng eendeiteg Trendwend erbäizeféieren, ëmmer méi schwéier gëtt, eisen Impakt op de Klimawandel an erträgleche Grenzen ze halen. Dat heescht, dass weltwäit d'Mënschen, an haaptsächlech an den Entwécklungslänner, d'Konsequenze vum Treibhauseffekt droe mussen, wa besonnesch déi räich, industrialiséiert Länner sech net eens ginn, fir schnell zu enger Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen ze kommen.

A wann ech Konsequenze soen, esou wäerte mer, wa met et net fäerdeg bréngen, an nächster Zäit eis op e weltwäit verbindlecht Klimaschutzgesetz ze eenegen, dann iergendwann an eise Regioune Klimaflüchtlingen ophuele mussen, niewent wéi bis elo Krichsflüchtlingen oder Sozialflüchtlingen.

Aus dëser Perspektiv eraus gëtt d'Konferenz vu Kopenhagen vu villen als eng lescht Chance gesinn. Esou en Drock opzebauen ass gutt, fir ze verdäitlechen, wéi dréngend mer zu Kopenhagen zu engem Accord komme mussen an ze ënnersträichen, dass all Regierung, déi sech am Dezember net engagéiere wëllt, eng schwéier Responsabilitéit op sech hélt. Viséiert sinn hei virun allem all déi industrialiséiert Länner.

Dass dësen europäeschen Drock och zu sënnvolle Resultater féiert a weider féiere wäert, kann een nach haut am „Lëtzebuerger Wort" noliesen, wou de russesche President Dmitrij Medwedjew gëschter zu Stockholm op engem Spëtzentreffe mat der EU d'Zouso gemaach huet, dass Russland de Wee vun Europa géint de Klimawandel um Sommet zu Kopenhagen matgoe wëllt, a wou Russland fir sech eng Reduktioun vu 25% vun den CO_2-Emissioune par rapport zu 1990 ugekënnegt huet.

Här President, mir brauche verbindlech Ziler a kloer Ofmaachungen, souwuel bei de Reduktiounsziler, awer och beim Emissiounshandel an an de Finanztransferten. Ouni Emissiounshandel geet et net, weder innerhalb vun der EU nach global gesinn. Vum Prinzip hier ass dat och positiv, wa mer do den CO_2 reduzéieren, wou et am einfachsten an am bëllegste geet, a wa mir mat enger bestëmmter Zomm Sue méiglechst vill CO_2 spueren, dann ass dat am Sënn vum Klimaschutz global.

An der Praxis hu sech d'Problemer beim Kyoto-Protokoll awer kloer gewisen, zum Beispill mat den CDMen, de sougenannte flexibele Mechanismen. Dee System muss reforméiert ginn. Wann et just Schäinoperatioune sinn, déi net wierklech zu Resultater féieren, zu enger Zort Ablassbrief, da sinn déi Sue ganz einfach verschwent. Dat kënne mer eis net leeschten. Trotzdeem brauche mer d'Méiglechkeet, zousätzlech zu deem, wat mer an der EU selwer erreeche kënnen, och Projeten an Drëttstate kënnen ze finanzéieren an dës CO_2-Reduktiounen der EU unzerechnen.

Mä an den Entwécklungslänner musse mer zilorientéiert virgoen an duerno och d'korrekt Anhale vun dëse Projete kontrolléieren, fir Abusë maximal ze verhënneren. Dobäi ass d'Fro ze kläre, wat d'Entwécklungslänner als Bäitrag leeschte mussen a wat fir eng Hëllef se kréien. Et muss gekuckt ginn, wéi een e maximalen Impakt erzile kann. Beispill: d'Déforestatioun, also d'Ofholze vun den Tropebëscher stoppen duerch eng finanziell Kompensatioun vun den industrialiséierte Länner un d'Entwécklungslänner.

Zum Stéchwuert Finanzéierung muss ee soen, dass dëst e schwieregen Accord wäert ginn. Och hei huet d'EU eng Virreiderroll gespillt, andeem se zumindest emol den Usaz ënnerstëtzt, dass zousätzlech zum Emissiounshandel substanziell Finanztransferten néideg sinn, fir deene méi aarme Länner, déi am mannsten Emissiounen hunn, mä am meeschten ënnert de Konsequenze vum Klimawandel leide wäerten, ze hëllefen ze wuessen, ouni dass am selwechte Mooss hir CO_2-Emissiounen eropginn.

Op dës Manéier sollen déi aarm Länner net, wéi bis elo, déiselwecht Entwécklung wéi d'USA oder Europa duerchmaachen, mä direkt vum Know-how an de beschten Technologië profitéiere kënnen, déi elo schonn zur Verfügung stinn. Et gëllt, d'Konkurrenzdenken ze bremsen an innovativ Technologien net jalous fir sech ze behalen, fir e maximale Profit doraus ze zéien, mä esou schnell wéi méiglech den Transfert vun Know-how unzestriewen. Dëst verlaangt vill méi eng staark Interventioun vun der öffentlecher Hand bei der Recherche an Entwécklung.

D'Problemer dobäi si folgend:

Éischtens, wie bezilt wat, global gesinn? „Burden-sharing", Stéchwuert, innerhalb vun der EU? Wa jo, wat fir eng Kritäre ginn ugewannt?

Zweetens, wann en Accord fonnt ginn ass, wat geschitt mat deene Suen? Wie kritt se? Wie géréiert se? De Risiko vun ze vill Verlosch duerch Bürokratie engersäits, Korruptioun an Zweckentfremdung anerersäits. All dës Froe mussen am Virfeld gekläert ginn.

Här President, et ass kloer, dass all dës Froen net am Dezember zu Kopenhagen beäntwert wäerte kënne ginn. Mir mussen awer elo viru Kopenhagen op alle Borden Drock maachen an dru schaffen, dass et der EU bis Enn dës Joers geléngt, méiglechst vill Acteure mat an d'Klimaboot ze zéien an dobäi grondsätzlech Zousoen ze kréie vun deene wichtegsten Industrienatiounen an awer och vun den Entwécklungslänner, déi e staarke Wuesstem hunn, de sougenannte Pays émergents wéi China, Brasilien, Indien oder Südafrika.

Doriwwer eraus musse mer eis op e laangwieregen a schwéiere Verhandlungsprozess astellen. D'Lëtzebuerger Regierung soll d'EU-Vertrieder maximal dobäi ënnerstëtzen. Dëst ass fir d'Europäesch Unioun och eng Fro vun hirer weltwäiter Kredibilitéit. Wann d'EU hir Ziler an deenen nächste Joren esou ëmsetzt, wéi se dat am Moment ukënnegt, gëtt domat och eventuell d'Bereetschaft vun anere State méi grouss, fir verbindlech Zousoen ze maachen.

Zu där Glafwierdegkeet muss och Lëtzebuerg säin Deel bäidroen. D'Ëmkéierung vum Klimatrend ass endlech do, mä et ass nach e wäite Wee. A wéi esou oft ass de Wee och zugläich d'Zil. Mir hunn zougesot, eis CO_2-Emissiounen ëm 28% par rapport zu 1990 ze reduzéieren. Tëschent 1998 an 2005 si se awer konstant gewuess. An eréischt ab 2004 ënnert dem Impuls vun der leschter Regierung goufen a Saache Klimaschutz Mesurë geholl, déi Kyoto-relevant fir Lëtzebuerg sinn an elo ugefaangen hunn ze gräifen, esou dass mer haut ongeféier bei enger Reduktioun vu 5,5% leien.

Dat gesäit net no schrecklech vill aus, mä zu Lëtzebuerg hate mir zënter 1990 och en aussergewéinleche Wuesstem. Dobäi sollte mer net vergiessen, dass de Kyoto-Protokoll vun 1997 sech op d'Joer 1990 zréckrefereiert.

Als Beispill hate mir am Joer 1991 eng Populatioun vu ronn 385.000 Leit, haut sinn et der ronn 495.000. 1990 hate mir ëm déi ronn 35.000 Frontalieren, haut sinn et der bal 150.000. 1990 hate mir zu Lëtzebuerg ronn 187.000 Aarbechtsplazen. 2008 waren et der 349.000.

Zënter dem Referenzjoer vum Kyoto-Protokoll hu mir deemno 162.000 nei Aarbechtsplaze geschaf, 110.000 nei Awunner si bäikomm, an et kommen all Dag 115.000 Frontaliere méi bei eis an d'Land schaffen, wéi dat nach 1990 de Fall war. Esou e Wuesstem geet onweigerlech mat engem zousätzleche Konsum- an Energieverbrauch zesummen. An deem Kontext ass d'Trendwend zur CO_2-Reduktioun vu bis elo 5,5% och net grad näischt.

Sécher, eenzel Projeten a Moossnamen hätte méi schnell virugoe kënnen, mä d'Feststellung, dass mer trotz exzeptionellem Wuesstem den Trend ëmkéiere konnten an elo um richtege Wee sinn, léisst hoffen, dass et geléngt, d'Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen an deenen nächste Joren ze beschleunegen.

Déi wirtschaftlech Situatioun, déi eis am Moment vill Suerge mécht, wäert als Nieweneffekt hunn, dass den Impakt vun de Klimaschutzmesurë méi sichtbar gëtt, well dëst Resultat net direkt erëm duerch de Wuesstem absorbéiert gëtt, also nohalteg am Sënn vum Wuert ass. D'Konditioun dofir ass, dass mir d'Investissementer, déi an deem Beräich virgesi sinn, konsequent realiséieren.

Et gëtt an der Lescht vill driwwer geschwat, dass all Projeten ënner finanziellem Virbehalt stinn. Wann et ëm Projete geet, déi hëllefen, eis CO_2-Emissiounen ze reduzéieren, muss een awer mat akalkuléieren, dass et och eppes kascht, wa mer dës Projeten net realiséieren.

(Interruption)

Neen. Déi maache mer. Verloosst Iech drop.

(Interruptions)

All Tonn CO_2, déi mer weider brauchen, well Gebaier net sanéiert sinn oder den öffentlechen Transport net performant genuch ass, musse mer akafen.

Här President, d'Erfahrunge mam Kyoto-Protokoll weisen eis, dass et eng Saach ass, sech éiergäizeg Ziler ze setzen, an eng aner, se ze erreechen.

Den Accord vu Kyoto vun Enn 1990 konnt eréischt esou richteg gräifen, wéi eise fréieren Ëmweltminister Lucien Lux Enn 2004 mat eis hei an der Chamber de Kyoto-Protokoll an e Lëtzebuerger Gesetz ëmgesat huet an doraus en nationalen Aktiounsplang ausschaffe konnt.

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Vun do aus ass den Zuch géint de Klimawandel hei zu Lëtzebuerg eréischt un d'Rulle komm, mat de Moossname wéi Autosteier, de Kyoto-Cent, wat näischt anescht ass wéi d'Uwendung vum Principe pollueur-payeur. An do hu mer net missen op d'Hollänner waarden, déi d'lescht Woch ganz grouss ugekënnegt hunn, eng sophistiquéiert Trajetstaxenofrechnung anzeféieren…

(Interruptions)

…an dobäi de Leit hir Trajete bis an de leschten Detail ze verfolgen, wou d'Privatsphär bei där hollännescher Propos total verluer geet, wann ee liest, dass dat Ganzt iwwer GPS ofgerechent soll ginn.

Eng Klammer op: Dat si Proposen, déi kann een net einfach Technokraten iwwerloossen. Do muss dach déi politesch Hand erëm zum klore Mënscheverstand zréckféieren. Klammer zou.

Mat de Primen op d'Autoen huet d'Regierung et fäerdeg bruecht, vu ronn 5% op 25% schadstoffaarm Autoe vu manner wéi 120 mg CO_2 hei zu Lëtzebuerg ze kommen. Dat ass e Véirel, ëmmerhin e Véirel vun eisem ganze Fuerpark. Dat soll een dach ënnerstëtzen. Ech kann d'Regierung nëmme félicitéieren, d'lescht Woch décidéiert ze hunn, dës Mesuren ze verlängeren. Dat soll och déi néideg Unerkennung fannen.

(Interruption)

Mir wësse jo alleguerten, dass mer méi an den öffentlechen Transport investéiere mussen. Dat wäerte mer och maachen. Mä d'Mobilitéit ass och e Grondrecht. A

wa mer mat Care-Primen an esou weider deen néidegen Ustouss kënne ginn, dass d'Leit méi kleng an domat Autoe mat manner CO_2-Emissioune kafen, da kann dat net falsch sinn.

Här President, als Konklusioun wëlle mir hei haut de Mëtten, ronn zwou Woche virum Klimacountdown zu Kopenhagen, soen, dass et zu Kopenhagen extrem schwiereg gëtt, e globalen Accord ze fannen, dee jiddwereen als realiséierbar, als zoumuttbar an als gerecht emfanne wäert. An d'EU ass dobäi nëmmen een Acteur vu villen.

Et muss ee sech deemno drop astellen, dass d'Décisiounen, déi zu Kopenhagen falen, hannert de Propose vun der EU zréckbleiwe wäerten an dass zu Kopenhagen keng weltwäit verbindlech Reduktiounsziler akzeptéiert wäerte ginn.

Dat ass dann awer kee Grond fir ze resignéieren. Wat mer weltwäit méi laang brauchen, eis CO_2-Emissiounen drastesch ze reduzéieren, wat d'Auswierkunge méi schlëmm ginn.

Et kann also wuel en Zäitpunkt ginn, wou et ze spéit ass, fir en Zil, dat mer eis selwer gesat hunn, ze erreechen. Mä et gëtt kee Moment, wou et ze spéit ass fir ze handelen.

Wat mer méi spéit reagéieren, wat eis Effortë méi grouss musse ginn, fir eisen Impakt op de Klimawandel kleng ze halen.

D'Konferenz vu Kopenhagen ass deemno net den Ofschloss vun engem Débat, mä si steet zimlech am Ufank vun engem Prozess, deen an deenen nächste Jorzéngten ëmmer erëm an dauernd gefouert muss ginn.

An engem Artikel vum „Spiegel" vum 2. November 2009 sot den Al Gore, fréieren amerikanesche Vizepresident, dass Kopenhagen den Ufank vun engem grousse Verännerungsprozess am weltwäite Kampf géint de Klimawandel gëtt. Als Beispill zitéiert den Al Gore d'Ozonlach, dat 1985 iwwert der Antarktis entdeckt gouf an zwee Joer méi spéit zum Protokoll vu Montréal gefouert huet.

Deemools ass och vu ville gesot ginn, dass de Protokoll ze schwaach an onbedeitend wier. Mä duerch dee Protokoll géint d'Ozonlach huet sech d'Bewosstseinsbildung verstäerkt a virun allem hunn d'industriell Betriber och ugefaangen, hir Attitüden ze veränneren. An och esou musse mir all zesummen am weltwäite Kampf géint de Klimawandel Drock maachen, dass sech duerch en neit weltwäit Klimaschutzgesetz d'Mënschen op der ganzer Welt endlech drusetzen, fir eis wonnerschéin Äerdkugel virum Klimakollaps ze retten.

Als LSAP fuerdere mir eisen Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler op, onofhängeg wat zu Kopenhagen erauskënnt, och wann et net direkt zu verbindlechen Ziler kënnt, dann net ofzewaarden, mä direkt ze handelen.

Dobäi soll d'Chamber no Kopenhagen mat agebonne bleiwen an déi weider Schrëtt am Klimaschutz mat gestalten, wéi zum Beispill den zweeten Aktiounsplang zum Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg, deen esou séier wéi méiglech vum Nohaltegkeetsminister opgestallt soll ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Roger Negri Merci. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, stellt Iech vir, zéng Leit maachen eng Marche duerch d'Wüst. Si hunn zéng Liter Waasser bei sech. Op eemol stellt sech eraus, datt zwee Leit schonn d'Halschent vum Waasser eleng gedronk hunn. Et wier dach net richteg, an déi aacht, déi bleiwen, wäerten net dermat d'accord sinn, fir de Rescht vum Waasser gläichméisseg opzedeelen. Villméi missten déi zwéin, déi schonn d'Halschent vum Waasser gedronk hunn, sech op d'Sich maachen no neie Waasserquellen.

Dat, Här President, ass, mengen ech, op eng flott Aart a Weis vum President vum däitschen Nohaltegkeetsrot illustréiert, ëm wat et zu Kopenhagen geet. D'Äerd verdréit nëmmen eng bestëmmte Quantitéit CO_2. Déi huet den Norden an deene leschten 150 Joer schonn opgebraucht. A wa mer keng sécher Katastroph wëllen, da kann nach ganz wéineg bis 2050 an d'Loft geblose ginn, fir d'Erwäermung ënner zwee Grad ze halen.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Mir, déi zwee aus dem Norden, haten zu Kyoto deenen aneren aacht aus dem Süde versprach, mir géifen eise Waasserkonsum drastesch reduzéieren an no neie Quelle siche goen. Abee, mir wëssen et alleguerten an Tëschenzäit: wäit gefeelt!

Zënter 1990 sinn d'CO_2-Emissiounen an den OECD-Länner ëm 15% gestiegen a mer sinn eis eens, mengen ech, dass d'alternativ Energië wuel amgaang sinn, eng gewëssen Dynamik ze erliewen, mä si si wäit dervun ewech, eng substanziell nei Quell duerzestellen.

Amplaz eise Konsum drastesch ze reduzéieren an eis Wirtschaft ëmzestellen, loosse mir, déi zwee aus dem Norden, déi vill Suen hunn, eis ëmmer nei Tricken afalen, fir dass mir eise Liewensstil net mussen änneren. Mir ginn deenen aneren aacht Suen a soen: „Sicht Dir no neie Quellen." Dat sinn déi sougenannten CDMen. Oder mir ginn hinne Suen a soen: „Schränkt Dir Äre Verbrauch an a loosst eis Äert Waasser drénken." Dat si Senken oder déi nei Mechanisme vum REDD, wou et drëm geet, dass Länner hir Tropebëscher solle schützen, keng wirtschaftlech Entwécklung solle maachen, fir dass mir weiderhi kënnen eis développéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Accord ass nëmme méiglech zu Kopenhagen, wa mir Länner aus dem Norden eis historesch Schold endlech zouginn, no neie Quelle siche ginn an déi finanziell entschiedegen, deenen hir Quantitéit mir schonn zu engem gudden Deel mat verbraucht hunn.

Wéi kéint dann en neien, e klimagerechte Protokoll an eisen, a gréngen Aen ausgesinn? Mir deelen als Gréng d'Meenung vun deenen, déi hei am Hearing gesot hunn: „D'Klima ass net verhandelbar." Et geet hei net ëm wirtschaftlech Tractatiounen, et geet hei ëm d'Natur. Duerfir muss all Accord op deene leschte wëssenschaftlechen Erkenntnisser berouen. Dat bedeit, dass eiser Meenung no d'Spëtzt vun den Emissioune spéitstens 2015 misst erreecht ginn. Duerno missten extrem staark Reduktioune stattfannen, sou dass 2050 ëm déi 80% manner Ausstéiss géifen an d'Atmosphär geblose gi wéi 1990.

Dat géif bedeiten, éischtens, dass déi industrialiséiert Länner sech engagéieren - verbindlech awer, dat wëll ech betounen -, hir Emissioune kuerzfristeg ëm 25 bis 40% bis 2020 ze reduzéieren. Mir begréissen hei wuel d'Virreiderroll vun der EU mat deenen eventuell an d'Fënster gestallten 30%. Ech wëll awer och betounen, dass trotz allem och dës 30% nach ëmmer net déi historesch Schold vun der Europäescher Unioun duerstellen. Duerno misst et da weider erofgoen, sou dass ëm 2050 aus dëse Länner praktesch iwwerhaapt keng CO_2-Emissioune méi kommen.

Zweetens, d'Schwellen- an Entwécklungslänner misste sech engagéieren, bis 2020 ëm déi 15 bis 30% vun hirem prognostizéierten Emissiounspart no ënnen ofzebriechen. Well si awer net schëlleg sinn a si sécherlech och e Recht op Entwécklung hunn, misste mir dat Aschränke finanzéieren. An do soen déi gréng ganz kloer an däitlech: zousätzlech - ech betounen: zousätzlech - zu där bestehender Entwécklungshëllef.

Drëttens, bis 2050 misst eng Konvergenz ugestrieft ginn, fir dass duerno all Land eng fest an déiselwecht Quantitéit CO_2 pro Awunner zegutt huet. Optimiste schätzen dës Quantitéit op zwou Tonne pro Kapp, Pessimisten - oder soll ech soen: d'Realisten? - schwätze vläicht vun enger hallwer Tonn CO_2 pro Kapp.

Véiertens, wann een eis historesch Responsabilitéit géif korrekt uwenden, dann hätt den Norden eigentlech ab 2030 keng eenzeg Tonn CO_2 méi zegutt. Mir sinn eis awer eens, dass dat weder technesch nach politesch ëmsetzbar ass, an duerfir kënnen och mir eis virstellen, dass mat enger Iwwergangszäit nach e gewëssenen Emissiounshandel géif stattfannen. Ech wëll awer ganz kloer soe mat all deene viru mer, déi dat scho gesot hunn: net a Form vun deenen CDMen, déi elo stattfannen. Do musse ganz kloer transparent Kritären ugewannt ginn, ökologesch Kritären, sozial Kritären; et muss eng ganz neutral Kontroll gemaach ginn.

Mir sinn och der Meenung, dass et wierklech, wéi de Virriedner Eugène Berger hei dat esou schéi geschildert huet, absurd ass, wa Lëtzebuerg Wandmillen a China subventionéiert an duerfir hei weider ka virun CO_2 an d'Loft erausloossen. Dat fanne mer wierklech absurd. Mä ech sinn der Meenung, dass, wann et nach CDMe gëtt, déi wierklech beschränkt musse sinn op déi äermst Länner op dëser Welt.

Grad an dëse Wochen ass jo déi Kritik un den CDMen extrem no vir komm. Et war en Treffe vun ONGen, internationalen ONGen, an ech ka vläicht hei en Zitat maache vun engem eminenten indesche Wëssenschaftler, dee gesot huet: „Geschaffen für den Kampf gegen den Klimawandel, hat sich CDM stattdessen zu einem billigen Mittel für die Industriestaaten entwickelt, ihre eigenen Treibhausgase nicht zu reduzieren." Ech mengen, dat résuméiert an engem Saz e bëssen dat, wat aus dësem gutt geduechtenen Instrument ginn ass. Also, et huet op jidde Fall säin Zil verfeelt, insgesamt CO_2 ze reduzéieren a gläichzäiteg en Technologietransfert an eng Entwécklung an de Länner am Süden ze maachen. Ech mengen, do muss bal alles frësch op de Leescht geholl ginn an nei gemaach ginn.

Mir däerfen och keng Senke méi an den Emissiounshandel mat eranhuelen. Ech hat d'Chance, selwer virun engem gudde Mount am Ecuador am Kader vun enger Studierees mam Klimabündnis eng sougenannten - tëschent Anführungszeichen - „Senk" kënne besichen ze goen. Do stellt ee sech dann awer zumindest e Bësch vir.

Abee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Eenzegt, wat mer gesinn hunn op 3.500 m Héicht an den Anden, dat waren e puer verkrëppelt Piniebeem, déi souwisou vun der Aart net dohipassen. Mir hu just festgestallt, dass do indigen Communautéite schonn dräi Joer virum Kyoto-Protokoll vun enger hollännescher Firma massiv iwwert den Dësch gezu gi sinn.

Dat ass wierklech pervers. Do schummt ee sech als Europäer, wann een dann déi do Situatioun vun Indios duergeluecht kritt. Also, dat kann et net sinn, dass mir nach als Lëtzebuerg hëllefen, och nëmmen een Euro an ee Sou an esou Projeten ze stiechen. Dat ass wierklech Kolonialismus an der puerster Form am 21. Jorhonnert. Dat däerf net geschéien.

Wann ech dann héieren, dass anscheinend donidden um Terrain elo och schonn erëm Firmaen aus dem Norden déi sougenannt REDD-Mechanismen testen, dann hu mir kee gutt Gefill bei där ganzer Saach. Mir hunn dat Gefill, dass deemools viru Kyoto hollännesch an aner europäesch an amerikanesch Firmen donidden Tatsaache geschaf hunn, behaapt hunn, dat wär d'Zukunft, an dann Drock gemaach hunn, fir dass zu Kyoto esou Mechanismen iwwerhaapt ugeholl si ginn. A mir fäerten, dass eigentlech elo zu Kopenhagen eppes Ähnleches mam Mechanismus REDD geschitt.

Duerfir, ech kommen herno bei der Motioun nach dorop zréck, géife mer wierklech d'Lëtzebuerger Regierung bieden, zumindest derfir ze suergen, dass zu Kopenhagen iwwer REDD selbstverständlech geschwat gëtt, mä op jidde Fall e Moratoire décidéiert gëtt an op kee Fall doru geduecht gëtt, esou Mechanismen haut schonn an den Emissiounshandel mat eranzehuelen. Dat wär eng eenzeg Katastroph fir déi Leit donidden um Terrain.

Et sinn awer och Leit, Dir Dammen an Dir Hären, déi ëmmer méi soen, dass mer mussen ewechkomme vun enger Diskussioun tëschent Emissiounen tëschent räiche Länner an aarme Länner an hikommen eigentlech zu enger Diskussioun tëschent Emissioune vu wuelsituéierte Leit an aarme Leit. Et sinn net nëmmen déi räich Länner, déi d'Emissioune provozéieren. Eigentlech misst ee soen, et sinn déi räich Leit, déi eise Liewensstil adoptéiert hunn, déi responsabel sinn, an där gëtt et och an de Länner am Süden.

Ech mengen, eng Lëtzebuerger Wittfra mat der Mindestrent, déi an engem klengen Appartement wunnt, keen Auto huet an net mam Fliger an d'Vakanz flitt, ass héchstwahrscheinlech bei enger CO_2-Emissioun, déi méi no bei der chineesescher Moyenne ass, wéi vläicht iergendeen arabesche Scheich, dee mam Rolls-Royce duerch d'Géigend fiert. Ech mengen, et wäert eng Kéier kloer ginn, dass et eng Diskussioun ass tëschent deenen, déi en iwwerdriwwene Liewensstil féieren op d'Käschte vun deenen aneren. Déi Diskussioun steet nach un. Dat soll beileiwen elo net d'Responsabilitéit vun de Länner aus dem Norde schmäleren, mä mir mussen eng Kéier ganz kloer iwwert déi do Distributioun am Allgemengen diskutéieren.

Meng Virriedner hunn et scho gesot: Mir wëssen, dass mer am Moment wäit ewech vun esou engem Accord sinn, wéi ech probéiert hunn, ze skizzéieren. Ech ginn och net méi am Detail op all déi Ursaachen an, meng Virriedner hunn dat exzellent gemaach.

Ech mengen, dass niewent deem, wat schonn alles gesot ginn ass, ech vläicht nach e puer aner Grënn wëll hei un den Dag féieren. Mir mengen, dass eigentlech net déi richteg Leit um Verhandlungsdësch op deene wichtege Plazen, wou d'Décisioune geholl ginn, sëtzen. Am G20 sëtzen net déi äermste Länner, déi herno am meeschten um Klimawiessel ze leiden hunn. Et sëtzen och néierens um Verhandlungsdësch Vertrieder a Vertriederinne vun deenen nächste Generatiounen. Et sinn awer déi, déi de Klimawandel wäerten auszedrénke kréien.

An och néierens, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sëtze Stied a Gemenge mat um Dësch. Et gëtt ëmmer méi kloer, a souguer d'Europäesch Kommissioun huet dat erkannt, dass et ouni d'Gemengen an d'Stied Klimaschutz net wäert ginn, mä bis elo sëtzen déi och nach néierens mat um Verhandlungsdësch. Et sinn awer genau déi lokal Strukturen, déi de Klimawandel oder d'Klimaschutzpolitik mussen ëmsetzen.

Ech mengen, et gëtt awer virun allem ee wirtschaftleche grondsätzleche Problem, an dat ass, well d'Energie net dee richtege Präis huet. Wann ech Iech soen, dass an engem Barrel, deen - loosse mer emol soen - haut 80 Dollar kascht, esou vill Energie stécht, wéi wann ee Mënsch zwee Joer laang onënnerbrach 24 Stonnen den Dag géif schaffen, dann ass et gutt illustréiert, wou eise Problem ass. Wann ee mat 80 Dollar esou vill Energie huet wéi e Mënsch, deen zwee Joer laang 24 Stonnen den Dag géif schaffen, da wësse mer, wou de Problem ass, da wësse mer, dass d'Energie net hire richtege Präis huet.

Wann een dann nach weess, dass am Norden nach ëmmer ganz staark Autos- an Energielobbye sinn, déi nach ëmmer probéieren, éischtens ze maachen, wéi wann et de Klimaproblem net géif ginn, an déi alles probéieren ze versichen, dass beileiwe kee Vertrag, weder an hire Länner nach zu Kopenhagen, zustane kënnt, da brauch ee sech schlussendlech net ze wonneren, dass mer net méi wäit sinn.

Ech hu viru kuerzem eng Etüd gelies, déi gesot huet, dass nach dëst Joer an den USA, fir de President Obama ze contrecarréieren, déi do Lobbyen net manner wéi 200 Milliounen Euro ausginn hunn, fir alles ze maachen, fir dass keen Accord am Senat a soss anzwousch zustane kënnt.

Dat ass awer insgesamt, mengen ech, duebel onverständlech, dass mer eis Hausaufgaben net gemaach hunn, well och - an och dat hu meng Virriedner scho gesot - ouni Klimaproblematik, Här President, musse mer eise Wirtschaftsmodell op eng CO_2-neutral Gesellschaft ëmstellen, well d'Enn vum Uelechzäitalter ass agelaut.

Ech hunn och de Cri d'alarme vun der internationaler Energie-Agence gelies dës

Woch, déi dréngend dozou oprifft, dréngend op alternativ Energien ëmzesteigen. An och dat konnt een an engem Artikel an enger franséischer Zeitung liesen, d'Energie-Agence schreift et zwar nach net, mä an de Kulisse soe se et: „Den «peak oil» steet virun der Dier." Eenzelner menge souguer, e wär 2006-2007 gewiescht.

Wat dat fir den Uelechpräis heescht, léif Kolleeginnen a Kolleegen, do brauch ee kee Wirtschaftswëssenschaftler ze sinn, fir ze wëssen, wou mer an deenen nächste Joren domadder wäerten hikommen.

Mir brauchen also méi wéi eng industriell Revolutioun, fir a 40 Joer eng fossilofhängeg Gesellschaft op en CO_2-neutrale Modell ëmzekrempelen. Jo, do wäert et Verléierer ginn, mä ënnert dem Strécht wäert et méi Gewënner ginn. Et si Wirtschaftsinstituter, déi ausgerechent hunn, dass fir een Job, deen an der fossiler Wirtschaft verluer geet, siwen neier an der Solargesellschaft wäerten entstoen.

Da kommt, mer ginn dann endlech dem CO_2 dee richtege Präis. Fuerscher vun der UNO soen, mir misste mëttel- a laangfristeg op 120 Dollar d'Tonn kommen. De Conseil supérieur pour un développement durable fixéiert zwar och kee Präis fir Lëtzebuerg, mä seet awer och, dass dat deen eenzege Wee ass, fir dass d'Leit sech och klimakonform an Zukunft wäerte verhalen. Déi Europäesch Ëmweltagentur seet, mat 50 Euro sollte mer ufänken an all Joer bis 2020 fënnef Euro droptässelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, an deem Sënn ass och eigentlech Kopenhagen keng Klimakonferenz, mä eng Weltwirtschaftskonferenz, wéi de Joschka Fischer viru kuerzem an engem Interview gesot huet. An duerfir wär et och wichteg, wa sämtlech Stats- a Regierungschefe mat hire Wirtschafts- a Finanzministere géifen dohi goen.

A Lëtzebuerg dann an deem Ganzen? Abee, wann d'Situatioun weltwäit net roseg ass, dann ass se zu Lëtzebuerg an eisen Ae katastrophal. Mir louchen 2007 nach bei 25 Tonne pro Kapp, an ech wëll betounen: ouni Tanktourismus, awer mat dem importéierte Stroum. Dat ass 2,5-mol esou vill wéi en Duerchschnëttseuropäer, sechsmol esou vill wéi e Chinees an zwielefmol esou vill wéi en Inder. Mir hunn eis 1997 verflicht, 28% Reduktioun par rapport zu 1990 ze maachen.

Wat hu mir gemaach? Eng Zuel vun der Europäescher Ëmweltagentur gëtt ze denken, déi seet, mindestens fir 2007, Lëtzebuerg wäert mat grousser Wahrscheinlechkeet 28% flexibel Mechanismen zoukafe mussen, fir säin Zil ze erreechen.

Domat, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wäerte mir eis héchstwahrscheinlech zu 100% fräikafe mam Scheck. Mir hunn ëmmer do virdru gewarnt. Mir hu gesot, dat kann et dach net sinn, weder moralesch nach wirtschaftlech ass dat sënnvoll. An duerfir ass dat, well dat elo awer agetratt ass, an eisen Aen e Skandal.

Dobäi hat Lëtzebuerg sech 1997 zu Kyoto eigentlech zu engem ganz einfachen Zil verflicht. Sécherlech kléngt minus 28% no bausse ganz gutt, mä ech wëll nach eng Kéier dorun erënneren, dass de Kyoto-Protokoll net 1990 ënnerschriwwe ginn ass, mä 1997, a wou ware mer do? Ech hunn hei e Graphique. Ech sinn iwwerzeegt, Dir gesitt dat souguer vu wäit. Hei ass 1990, hei ass 1997, an hei ass dat, zu wat mer eis am Kyoto-Protokoll verflicht hunn. Mir waren 1998 zwee Prozent ënnert deem, zu deem mer eis dat Joer virdrun...

(Interruption)

Här Lux, dat ass richteg. Jo!

Bon, ech mengen, mir haten eis industriell Revolutioun hanner eis. Ech wëll just soen, nach eng Kéier: Et sinn awer Länner, déi sech 1997 zu Resultater verflicht hunn, déi se nach net erfëllt haten, déi wierklech reell Reduktiounen hu missen agoen. Mir haten eigentlech eist Zil, wéi mer et ënnerschriwwen hunn, schonn duerch den Ëmbau vun der Stolindustrie erreecht. Et wär duergaang, opzepassen, wat an deenen eenzelne Beräicher géif passéieren an eis Emissiounen ze stabiliséieren. Statt-dessen hu mer se an zéng Joer praktesch ëm ronn 30% klamme gelooss.

Ech wëll och mat enger anerer Graphik beweisen, dass ee muss ophale mat deem Mäerchen, dass dat just duerch den Tanktourismus ass. Hei gesitt Der d'Kurv vum Inlandsverkéier. Hei ass déi, wéi mer se hätte missen, laut Kyoto, maachen. Hei ass dat, wat geschitt ass. Mir waren 1990 op 0,8 Milliounen Tonnen, mir sinn haut bei 1,6. Dat ass och eng Verdueblung vun den Emissiounen duerch den Inlandsverkéier. Dat ass also net nëmmen den Tanktourismus, deen eis haut Problemer mécht. Praktesch all Secteur, ausser dem industriellen, mécht der.

Et ass och duerfir vläicht normal, dass an der Majoritéit leider keng Bereetschaft do war, am Kader vun dëser Orientéierungsdebatt kritesch Bilanz ze zéien an och Ursaachefuerschung ze bedreiwen, well natierlech déi jeeweileg Regierunge responsabel un dëser katastrophaler Situatioun sinn.

Ech menge kënnen ze soen, dass am Ufank de Problem ënnerschat ginn ass. Et ass ze laang gewaart ginn, fir den Dossier konsequent unzegoen. Déi positiv Initiativen, déi deelweis geholl si ginn, sinn awer des Öftere stümperhaft ugaange ginn. Ech erënneren un den Op an Of vun de Reglementer iwwert d'alternativ Energien. Ech erënneren och un den Debakel vun enger gutt gemengter, awer schlecht ausgeféierter Autosteier. Schlussendlech, mengen ech, feelt awer bis haut de Courage, de politesche Courage, fir de Leit d'Wourecht ze soen, nämlech, dass och Lëtzebuerg sech esou oder esou muss ëmstellen.

déi gréng mengen awer och, dass eng grouss Verantwortung läit bei deem Mann, dee vläicht den Owend President vun Europa gëtt. Ech wëll dat hei ganz kloer an däitlech soen: déi gréng erkennen dem Jean-Claude Juncker seng wichteg Roll am europäeschen Integratiounsprozess un, a mir wënschen him, dass hien dee Posten, fir deen hie sécherlech net dee mannst Qualifizéierten ass, den Owend kritt.

déi gréng soen awer gradesou kloer, Här President: Zu Lëtzebuerg huet de Jean-Claude Juncker am Klima- an Energiedossier op der ganzer Linn versot. Och hien huet an eisen Aen den Dossier jorelaang vernoléissegt an ënnerschat.

Mir hu seng Rieden zur Lag vun der Natioun nogekuckt. Et huet bis 2006, néng Joer no Kyoto, gedauert, bis e wierklech eeschthaft sech mat dësem Problem a senger Ried befaasst huet. All dat anert, dat waren e puer Sätz. Mä dat war wierklech net de Problem ugepaakt.

A wann een zréckdenkt, wat alles ënner senger Regie geschitt ass, da muss een awer soen: Huet net de Finanzminister Juncker et verpasst, d'Accisë vum Pëtrol unzepassen an domat den Tanktourismus aus dem Rudder lafe gelooss?

Huet net de Finanzminister Juncker et bei deene grousse Steierreformen 2001-2002, mä och nach 2007-2008 verpasst, eng ökologesch Steierreform duerchzeféieren an domat deen néidege Strukturwandel zu Lëtzebuerg anzeleeden?

Wien huet et verpasst, den Tram a senger Partei an deelweis och bei senge Koalitiounspartner duerchzesetzen?

Här President, de Jean-Claude Juncker huet op dëser Tribün gesot, et wär e Verbriechen un der nächster Generatioun, wa mer keng Pensiounsreform geschwë géifen ugoen. déi gréng deelen dës Meenung. Bei de Pensiounen hu mer awer wéinstens nach e puer Joer Zäit. Beim Klima hu mer zu Lëtzebuerg keng Zäit méi.

Duerfir si mer der Meenung als Gréng, dass, wat während deenen dräi leschte Regierungen ënnert dem Premierminister Juncker am Kontext Klimaschutz gemaach ginn ass - oder soll ech besser soen: net gemaach ginn ass? -, e Verbriechen un der nächster Generatioun ass. Well et muss jo kee mengen, dass déi radikal Ännerungen, déi virun der Dier stinn, net och zu Lëtzebuerg misste geschéien.

D'Verbriechen ass, Här President, dass mer se elo mussen duerchféieren a kierzester Zäit a bei ellenen - pardon -, jo, ellenen, awer virun allem eidele Keesen, wou mer Geleeënheet gehat hätten an deene leschten zwielef Joer, se a Rou a bei volle Keesen unzegoen.

Mir sinn derniewent ganz schlecht virbereet. Mir hunn emol keng Virstellung vun enger ökologescher Steierreform. Elo kann ee vun der Taxe carbone a Frankräich a vun der Iddi vun den Hollänner, fir elo d'Autoen anescht ze besteieren, halen, wat ee wëllt. Do sinn awer emol Iddien um Dësch, do gëtt driwwer diskutéiert; zu Lëtzebuerg wäit gefeelt.

Mir hunn nach ëmmer keng uerdentlech Dynamik an den alternativen Energien. E puer Graphiken, déi de Kolleeg Henri Kox bei EUROSOLAR ausschaffe gelooss huet, weisen, dass mer emol net an deem konservativen Zeenario vun der LuxRes-Etüd dra sinn. Och do ass d'Dynamik éischter gebrach, wéi dass se an d'Luucht geet.

Mir hunn nach ëmmer keng flächendeckend Energieberodung. Nach laang wäert den Tram net fueren, an nach ëmmer ass keng Bereetschaft am Innenministère do, fir de Gemengen déi Roll zouzegestoen, déi néideg ass, fir dass mer de Klimaschutz an de Grëff kréien.

Trotz dëser dramatescher Situatioun hu mer dat Gefill, dass an dëser Majoritéit et och nach un Asiicht feelt, den haarde Realitéiten an d'Aen ze kucken. Dat ass och d'Ursaach, dass mir dës Motioun vun der Majoritéit net droen. Ech erkennen d'Bereetschaft vun der Majoritéit un, eis en Deel Wee entgéintzekommen.

Mir haten eng Rei konkret Propose gemaach. Ech sinn och dankbar, dass eng Rei vun deenen opgeholl si ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass, besonnesch wat déi kritesch Analys, besonnesch awer wat d'Oploosse vun neien Hannerdieren, besonnesch awer wat d'Gravitéit vun der Situatioun ubelaangt, d'Motioun dat net total erëmgëtt. An dofir hu mer wuel déi Motioun als Basis geholl, awer eng Rei Saachen, déi eis ganz wichteg sinn an eis um Häerz leien, dragesat. A mir géifen lech déi zum Vote dann och virleeën.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- vu la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), signée à Rio de Janeiro en juin 1992 et ratifiée par la Chambre des Députés en 1994;

- vu le protocole de Kyoto, signé en décembre 1997 et ratifié par la Chambre des Députés en 2001;

- considérant que, dans ce contexte, le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre pour la période 2008-2012 de 28% par rapport à leurs niveaux de 1990;

- considérant que le Luxembourg n'a guère réussi à réduire ses émissions domestiques des gaz à effet de serre et que pour atteindre les objectifs susmentionnés le pays a dû prendre de façon prépondérante le recours aux mécanismes flexibles - surtout moyennant les «mécanismes de développement propre CDM»;

- considérant que la décision N°406/2009/CE du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020 impose au Luxembourg un objectif de réduction de 20% d'ici 2020 par rapport a 2005 des émissions des secteurs qui ne sont pas concernés par le système européen d'échange de quotas d'émission;

- considérant que la 15e Conférence des Parties à la CCNUCC respectivement la 5e réunion des Parties au protocole de Kyoto auront lieu en décembre 2009 à Copenhague, en vue de renforcer la CCNUCC et de donner une suite aux engagements de réduction des émissions de gaz a effet de serre du protocole de Kyoto;

- affirmant sa volonté de voir aboutir Copenhague à un accord international ambitieux et efficace, juridiquement contraignant, incluant également tous les pays qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto et les pays émergents;

- faisant siennes les conclusions du monde scientifique, en particulier du Groupement intergouvernemental des experts sur le climat (GIEC), selon lesquelles la hausse de la température moyenne mondiale ne doit pas dépasser de plus de 2° Celsius les niveaux de l'ère préindustrielle, qu'il est dès lors indispensable que les émissions mondiales de gaz à effet de serre soient réduites d'au moins 50% d'ici 2050 par rapport à 1990, que cela signifie que les pays développés devraient réduire collectivement leurs émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% d'ici 2050 par rapport à 1990, tandis que les pays en développement pris ensemble devraient rester en-deçà du taux de croissance des émissions prévu actuellement;

- considérant les conclusions sur le changement climatique du Conseil Environnement de l'Union européenne du 21 octobre 2009 et du Conseil européen du 30 octobre 2009;

- notant que la conclusion par la Communauté européenne et ses États membres d'un nouvel accord international au titre de la CCNUCC nécessitera un accord de répartition des charges entre les États membres sur base des résultats de la conférence de Copenhague et conformément à la décision N°406/2009/CE;

invite le Gouvernement

- à adopter la position d'établir sur base scientifique un budget global terrestre pour les émissions à effet de serre jusque 2050 et d'établir par la suite une stratégie de transition qui vise finalement à répartir ces émissions équitablement par tête d'habitant de la planète;

- à soutenir, sur le plan international, l'adoption à Copenhague, d'un accord international de lutte contre le changement climatique, suffisamment ambitieux et efficace, juridiquement contraignant, incluant tous les pays, et avec des objectifs de réduction ambitieux pour les pays développés ainsi que des engagements fermes de la part de ces pays en vue d'un financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement;

- à plaider pour l'intégration des secteurs de l'aviation et de la navigation dans les accords de Copenhague;

- à traiter la question des unités de quantité attribuée (UQA) inutilisées de sorte que la gestion du surplus d'UQA n'affecte pas l'intégrité environnementale de tout accord conclu;

- à s'abstenir dans sa future stratégie de toute utilisation de ces quantités attribuées (UQA) inutilisées;

- à prévoir des mesures d'incitations pour faire participer le secteur privé à la coopération technologique;

- à œuvrer sur le plan européen pour porter l'objectif de réduction communautaire de 20% à au moins 30% d'ici 2020 par rapport à 1990, pour autant que d'autres pays développés s'engagent à atteindre des réductions d'émission comparables et que les pays en développement apportent une contribution adaptée à leurs responsabilités et leurs capacités respectives;

- à plaider pour une priorité aux actions au niveau national avant d'avoir recours aux mécanismes flexibles au niveau international comme élément complémentaire aux actions au niveau national;

- à plaider pour une révision des critères applicables aux «mécanismes de développement propre CDM» afin d'intégrer les aspects du développement durable et d'éliminer les projets «puits» (absorption des gaz à effet de serre par par exemple reforestation) de ces mécanismes ainsi que plaider pour un monitoring des projets CDM par une organisation neutre;

- à plaider pour une approche par étapes des projets «Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation REDD» et à ne pas reconnaître à ce stade de tels projets comme élément du marché de carbone ou pour la réduction des gaz à effet de serre;

- à adopter, dans le cadre de l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020, un objectif de réduction ambitieux au niveau national;

- à soutenir les efforts de l'Union européenne pour atteindre un accord sur le financement des mesures visant à aider les pays en développement à mettre en œuvre des stratégies ambitieuses en matière d'atténuation et d'adaptation, dont le surcoût global est estimé par la Commission européenne à quelque 100 milliards d'euros par an d'ici 2020, et à définir la participation du Luxembourg en fonction de l'accord sur le financement obtenu;

- à plaider pour la supplémentarité de ces moyens financiers pour ainsi garantir le maintien intégral du volume actuel des aides internationales au développement;

- à plaider pour une claire distinction entre les fonds que les pays contribuent dans le cadre de l'aide publique au développement et les fonds à verser dans le cadre de leur responsabilité «climat»;

- à faire dans notre pays cette claire distinction entre les fonds «aides au développement» et «responsabilité climat»;

- à tenir la Chambre des Députés informée des négociations et des conclusions de la conférence de Copenhague;

- à faire entamer, sur base des résultats de Copenhague, les travaux de préparation d'un 2e plan d'action national en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de mettre en place une table ronde sur le changement climatique (sur l'exemple français du «Grenelle de l'Environnement»);

- à élaborer ce plan d'action en étroite collaboration avec les responsables du niveau communal et à considérer les communes luxembourgeoises comme partenaires essentiels pour la mise en œuvre de ce plan d'action;

- à présenter le projet du 2e plan d'action national en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre en séance plénière à la Chambre des Députés dans le cadre d'un débat de consultation;

- de créer un institut luxembourgeois du climat, dont l'objectif serait de développer des stratégies concrètes et des plans d'action pour lutter contre le réchauffement climatique ainsi que de faire une évaluation régulière de la situation au Luxembourg.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ouni Kyoto, och ouni Kopenhagen musse mer eraus aus der Ofhängegkeet vum Uelechbaxter, un deem déi Lëtzebuerger Wirtschaft an déi Lëtzebuerger Gesellschaft méi wéi anerer hänken. Mir mussen eraus aus der Uelechfal, wou mer déi sozial Schwaach amgaang sinn ze féiere mat eise schlecht isoléierten Haiser an eiser Autofixéiertheet.

Dat gëtt net einfach. Däers si mir als Gréng eis och bewosst. An duerfir musse mer och nei Diskussiounsmethoden erfannen, eraus aus deene klasseschen Décisiounsprozesser, eraus aus der Tripartite, eraus op d'Place publique.

Nennt et Grenelle du climat, nennt et Klima-Quadripartite, nennt et Forum, eis ass dat egal. Wichteg ass, dass dës Kéier awer wierklech mat alle Kreesser an intensiv diskutéiert gëtt, an net nëmmen déi eng oder aner Alibidiskussioun stattfënnt.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat gëtt Heulen an Zähneknirschen, Här President, awer déi gréng sinn der Meenung, dass trotz allem dës Ustrengung sech lount. Firwat? Stellt Iech Lëtzebuerg am Joer 2030 vir: Den Tram, deen duerch d'Stad an d'Randgemenge fiert; Stroosse mat manner Autoen, mat manner Stau, mat Elektroautoen, déi mat gréngem Stroum fueren; Dierfer a Stied mat Solaranlagen op all Daach; mir wunnen a Gebaier, déi méi Energie produzéieren, wéi se brauchen; Uertschafte gëtt et, wou Wunnen, Schaffen a Fräizäit erëm beienee leien; e Land mat gesonde Liewensmëttel an enger propperer Loft.

Dat ass jo awer keng Horrorvisioun, oder? Duerfir, kommt, mir paken dat dach endlech un! Mir sinn eis, awer virun allem, Här President, der nächster Generatioun dat schëlleg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gira Merci. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et vergeet keen Dag, wou mer net mat engem Katastrophenzeenario konfrontéiert ginn, wéi Iwwerschwemmungen, staark Hëtzewellen oder aner Naturkatastrophen. An anscheinend soll et ëmmer méi schro ginn.

Dat alles gëtt mat enger Äerderwäermung explizéiert, déi ëmmer méi staark soll ginn, an all déi grouss Metropolen, déi no beim Mier sinn, haaptsächlech an Asien, wéi Jakarta, Schanghai, Dhaka, souguer Finanzzentre wéi Hongkong a Singapur solle vun dëse Katastrophe befall ginn. De WWF appeléiert un déi entwéckelt Länner, fir finanziell an technologesch ze intervenéieren, fir esou Katastrophen ze verhënneren.

Fir dës dramatesch Entwécklung ze erklären, ass ee Responsabele fonnt ginn, nämlech den CO_2. Richteg un d'Rullen ass dës Problematik eréischt komm, wéi den amerikaneschen Exvizepresident Al Gore mat sengem Film sech massiv fir de Bloe Planéit agesat huet an hin an hier gereest ass, fir d'Leit iwwert d'Konsequenze vun der Äerderwäermung ze warnen.

Här President, fir an enger Debatt komplett ze sinn, muss een awer och déi Wëssenschaftler zitéieren, déi eng aner Meenung vertrieden a kontradiktoresch Aussoe maachen. Hirer Meenung no soll d'Äerd sech net bis 2100 ëm véier oder sechs Grad erwäermen, mä ëm 1,3 Grad. Hirer Meenung no gouf et ëmmer kal a waarm Zyklen, a mir géifen elo erëm an eng méi Kalfront kommen.

Hirer Meenung no wär den CO_2 net eleng den eenzege Responsabele vun der Äerderwäermung, mä do géifen och aner Gaspartikelen a Fro kommen, nämlech de Waasserdamp, dee proportionell vill méi héich wéi den CO_2 representéiert ass. An hirer Meenung no misst een alles relativéieren an net den Däiwel un d'Wand molen. An déi vill ze vill apokalyptesch Iddien, déi vun de Medien an Émweltorganisatioune promulgéiert ginn, géifen iwwert si erausgoen a vill ze vill politiséiert ginn.

Bon, mir haten en Hearing an der Chamber. Wat mer bedaueren, ass ebe vläicht déi kontradiktoresch Ausso, déi mer gebraucht hätten. Mä, Här President, bei dëse kontradiktoreschen Aussoen ass et natierlech fir eis schwéier, well mer jo keng Wëssenschaftler sinn, déi richteg Approche ze fannen. Mä mir wëllen eis net laang an eng Querelle d'école amëschen. Duerfir loosse mir de Principe de précaution gëllen a mir ginn dovunner aus, dass den CO_2 da responsabel un der Äerderwäermung ass. Duerfir mussen déi néideg Mesuren ergraff ginn, fir den CO_2-Pegel ze senken. A mir däerfen eis net eiser Verantwortung entzéien.

Fir dass d'Temperatur net méi wéi zwee Grad steige soll, mussen am Duerchschnëtt bis 2050 d'CO_2-Reduktioune bis zu 50% par rapport zu 1990 zréckgoen. Dat heescht, datt déi entwéckelt Länner hir Emissiounen ëm 80 bis 95% zréckschrauwe mussen.

Also, Här President, beim beschte Wëllen, fir aktiv un dëser Problematik matzeschaffen a matzehëllefen, dat schéngt eis awer irrealistech an utopesch ze sinn. Do muss een eis erklären, wéi dat ze erreechen ass.

Esou een Zeenario bedeit awer och drastesch Konsequenzen. Gëschter ass e Rapport vum Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA, publizéiert ginn, an do steet geschriwwen: «Il faut d'urgence aider les femmes à faire moins d'enfants pour lutter contre le péril climatique. La natalité galopante des pays en développement est l'un des principaux moteurs du réchauffement et l'un de ses premiers risques.

Certes, un nouveau-né nigérian promet de créer au cours de sa vie une empreinte écologique bien moindre qu'un petit Américain. Mais les pays en développement connaissent une croissance rapide et très émettrice en carbone, argumente le Fonds des Nations Unies pour la Population.

Ainsi, dans un monde aux ressources limitées, freiner la croissance de leur population permettrait aux pays pauvres, non seulement de sortir de la misère, mais aussi de réduire le volume de leurs émissions de CO_2 et de mieux s'adapter aux effets du réchauffement - manque d'eau, insécurité alimentaire -, estime l'agence de l'ONU, selon laquelle „des modes viables de consommation et de production ne peuvent être atteints et maintenus que si la population mondiale ne dépasse pas un chiffre écologiquement viable".»

Also, hei ginn déi aarm Länner, déi net um Klimawiessel schëlleg sinn, invitéiert, fir manner Gebuerten ze hunn,… pour le moins ass dat étonnant.

Wéi schon hei zitéiert, meng Virriedner, den Här Negri an den Här Gira, hu gesot, dass an Holland eng Tax géif agefouert gi vun dräi Cent pro gefuerene Kilometer mat Tendenz no uewen, fir d'Leit ze obligéieren, esou wéineg wéi méiglech mam Auto ze fueren.

Mir mussen awer ganz genau oppassen, wou mer histeieren. De Leader vun der britescher Émweltadministratioun huet virgeschloen, datt all Bierger e perséinleche Kuelendioxidkonto soll kréien. Fir de Moment leie mir an der Moyenne bei néng Tonne pro Joer pro Kapp un CO_2-Emissiounen. Hei a Lëtzebuerg si mer souguer bei 30 Tonnen. An déi néng Tonnen, déi sollen da bis op ee Véierel erofgesat ginn, bis op zwou Tonne pro Joer pro Kapp.

Dat bedeit, wéi gesot, eng massiv Aschränkung vun der Liewensqualitéit, haaptsächlech da fir eis. Ee Véierel vun de Vakanzen, ee Véierel vun den Autofahrten, ee Véierel vum Stroumverbrauch, ee Véierel vum Konsum sinn dann nach erlaabt.

Offensichtlech kënnt et hei zu enger Aféierung vun enger Contrainte mat totalitäre Moossnamen, déi déi ganz Wirtschaft géifen ofwiergen. Den eenzelne Bierger muss ee Kuelendioxid-Ausweis bei sech hunn, wou all déi Operatiounen, déi hien tätegt, agedroe ginn, also zum Beispill d'Akafe vu Bensin, vu Fleesch, d'Stroumrechnung, d'Buchung vun de Vakanzen, an alles, wat vum CO_2 ofhängeg ass. Esou falen zum Beispill d'Orangen aus der Türkei méi an d'Wo wéi d'Orangen aus Frankräich, well déi jo méi ee laangen Transportwee hunn.

Wann elo jiddweree säi Kontingent iwwerschratt huet, da muss hien Emissiounsrechter akafen oder eng Strof bezuelen.

Wa mir elo dat heiten Denken extrapoléieren: Zum Beispill, wa mer elo e Kuelendioxid-Pass fir e Bauerebetrib ausstellen - d'Kéi produzéiere jo och CO_2 a Methan -, da riskéiere mir, net méi kredibel ze sinn. Huet dee Bauerebetrib säin CO_2-Kontingent erschöpft, da muss dëse Betrib entweder eng Strof bezuelen, Emissiounsrechter akafen oder schlicht an einfach x Kéi an d'Schluechthaus féieren. Domadder géif déi aktuell Mëllechiwwerproduktioun vläicht geléist ginn, mä de Bauer hätt do e méi klenge Revenu. Ass dat de Sënn vun der ganzer Saach?

Mir mengen, hei muss ee mat de Féiss um Teppech bleiwen. Wann een CO_2-Reduktioune proposéiert, da mussen déi awer och realisabel sinn.

Mir haten hei zu Lëtzebuerg eis engagéiert, fir 28% CO_2-Reduktiounen duerchzesetzen. Mat der Schléissung vun den Héichiewe vun der ARBED wär dat méiglech gewiescht, mä den Tanktourismus an den Inlandsverkéier hunn eis dunn e Stréch duerch d'Rechnung gemaach.

Hei a Lëtzebuerg kéinte mir ganz schnell mat eisen CO_2-Emissiounen an de Soll-Beräich kommen. Mir kéinten den Tanktourismus opginn, mir kéinten d'Zementfabrik opginn, mir kéinten d'Kueleregulatiounszentral opmaachen. Dann hätte mir eisen CO_2-Problem geléist. Mä wat bedeit dat fir déi Gesamtatmosphär, wann dës ökonomesch Secteuren déi aner Säit vun der Grenz géifen delokaliséiert ginn? An ech wéilt hei op d'Beispiller vu Cattenom a vum Ikea hiweisen, déi guer kee Problem geléist hunn, weder d'Angscht virun enger Atompann nach de Verkéier.

Här President, zu Kopenhagen gëtt haaptsächlech déi finanziell Enveloppe definéiert, déi d'Länner droe mussen, dat heescht, och de Bäitrag vu Lëtzebuerg. Esou, wéi eisen Ausseminister undeite gelooss huet, wär et wënschenswäert, wa mir de Surplus vun der Aide au développement guttgeschriwwe kréichen.

Mir bezuele jo 0,96% vum RNB, mir bräichte jo nëmmen 0,7% ze bezuelen. Déi Differenz soll eis, wann ech gelift, Här Minister, bei de Verhandlungen ugerechent ginn. Dofir sollt Dir Iech asetzen.

Mir däerfen eis hei net austrickse loosse mam Argument, well de PIB héich ass, datt mer e räicht Land sinn, datt mer dat kënne finanzéieren. Mir sinn och an enger ganz sozialer Kris, wéi alleguerten déi aner Länner. Mir hu scho Solidaritéit bewisen. An och bei de Katastrophen, déi déi lescht Zäit komm sinn, hu mir eise Bäitrag gemaach. Mir hunn en extrae Fonds do opgemaach, fir déi Leit ze ënnerstëtzen.

Iwwregens, Här Minister, sollt Dir déi aner Leit invitéieren, fir datt déi och op 0,7% hir Part sollen eropschrauwen, an net wéi elo ënner 0,7%. Dat géif den anere Länner hëllefen, fir och hiren Hongerproblem ze léisen. Dat wär ganz wichteg.

Här President, datt mir eis fir alternativ Energiequellen asetze sollen, dat steet hei net zur Diskussioun. Domat si mer d'accord. Mir wëllen, datt déi Recetten, déi mir als Land erafueren an déi mat den CO_2-Emissiounen a Verbindung sinn, och hei am Land investéiert ginn an der Fuerschung vun neien Technologien, an der Promotioun vun alternative Forme vun Energien an als Ënnerstëtzung vum eenzelne Bierger bei der Renovatioun vu senge véier Maueren. Den CO_2-Problem muss realistesch a mat kloerem Mënscheverstand ugepaakt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci. Als nächste Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann d'Haus brennt, da fänkt ee méiglechst direkt un ze läschen an et waart een net onbedéngt, bis dee leschte Pompjeesauto och ukomm ass. Fir mech ass et selbstverständlech, dass ee muss versichen zu Kopenhagen respektiv dann duerno zu engem internationalen Accord ze kommen, deen den Erausfuerderunge gerecht gëtt.

Wann dat awer net de Fall ass, wann dat net méiglech ass, da kënne mer eis net verstoppen derhannert, dass et net zu engem Accord komm wär. Da musse mer eis eege Verantwortung iwwerhuelen. An dat heescht fir mech konkret, eis eege Verantwortung: d'Europäesch Unioun eng Reduktioun vu mindestens 30% bis d'Joer 2020, onofhängeg dovun, zu wat déi aner Diskussiounspartner zu Kopenhagen sech wëllen engagéieren.

An dat heescht da selbstverständlech fir Lëtzebuerg entspriechend Reduktiounsziler, déi deem Prozentsaz entspriechen. Dat ass iwwregens och de Virschlag an dem Avis vum Conseil de développement durable.

Fir nach eng Kéier, obwuel et hei des Öftere scho gesot ginn ass, op d'Gréissenuerdnung hinzeweisen, mat där mir hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn. Mir verbrauchen am Moment iwwer 20 Tonne pro Persoun. Mir missten am Joer 2050 op maximal zwou Tonnen, anerer soen eng Tonn, pro Persoun kommen. Dorunner gesäit een, mat wat fir enger dramatescher Aufgab dass mer konfrontéiert sinn.

Dat geet net, mengen ech, ouni dass mer eise Wuesstumsmodell, eisen Entwécklungsmodell och hei zu Lëtzebuerg zur Diskussioun stellen. An dat heescht fir mech natierlech och eise Produktiounsmodell a Konsummodell.

Elo weess ech net, Här President, ob mer nach ëmmer beim Modell 1 oder beim Modell 2 ukomm sinn, well nom Modell 1 wär ech scho fäerdeg.

(Hilarité)

Une voix.- Braucht Dir dann de Modell 2?

M. le Président.- Fuert emol virun, Här Hoffmann!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech fueren emol einfach onbegrenzt...

M. le Président.- Mir kucken, op wivill Minutten datt Der kommt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et weess een ni, ob 2 oder 3.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Soulaang et net ze vill CO_2 mécht…

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Also, Dir hutt awer elo gesinn, wat een an zwou Minutte ka soen, gell?

(Interruption)

Net vill.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dat war schonn net schlecht.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Zweetens, ech kommen awer nach eng Kéier dorobber zréck, wat mer gëschter diskutéiert hunn. Ech bleiwe ganz décidéiert der Meenung, dass déi 0,9% Entwécklungshëllef net däerfe geholl ginn, fir dorauser och d'Klimahëllef ze finanzéieren. Ech sinn ëmgedréint der Meenung, dass mer dat maachen, wat d'Regierungen elo zënter Jore versprach hunn, ugekënnegt hunn, dass mer op ee Prozent Entwécklungshëllef solle kommen an dass selbstverständlech alles, wat mer am Beräich vun der Klimahëllef finanzéieren, onbedéngt dorobber muss gesat ginn.

Ech gi jo de toute façon dervun aus optimistesch, dass eis Projeten am Kader vun der Entwécklungshëllef no de Kritäre vun der nohalteger Entwécklung ëmmer de toute façon gepréift ginn; ech ginn emol dovunner aus. An ech wëll awer och nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Klimafro eng sozial Fro ass, eng Verdeelungsfro, an dass mer dorunner net däerfe spueren.

D'Ongläichheet vun der Responsabilitéit spigelt sech erëm an enger Ongläichheet bei dem Droe vun de Konsequenzen. Déi am mannste Responsabel sinn, leiden am meeschten, bezuelen am meeschte fir d'Konsequenze vum Klimawandel.

An ech si mam Här Gira absolut averstanen, wann e seet: Et muss ee selbstverständlech an deene Länner, deene mer d'Klimahëllef ginn, déi vum Klimawandel betraff sinn, sozial differenzéieren. Selbstverständlech. Dat musse mer selbstverständlech, awer och hei. Dat heescht also, och hei d'Fro stelle vun der sozialer Gerechtegkeet par rapport zum Klimawandel oder zu der Klimagerechtegkeet weltwäit. Dat heescht also, och hei.

Wat den Emissiounshandel betrëfft an déi flexibel Mechanismen, hunn ech prinzipiell gréisser Bedenken, well se - wat och schonn hei gesot ginn ass - ganz oft net transparent sinn, dass Magouillen dermat gedriwwe ginn. Ech mengen, esou däerf een et schonn nennen. An ech mengen, dass se allze oft och benotzt ginn als Alibi, als Virwand, fir am eegene Land net genuch ze maachen.

Ech kann d'Motioun vun der Regierung, wa se net ëmgeännert gëtt duerch Amendementer, déi ugekënnegt gi sinn an en aneren Inhalt kritt, net stëmmen. Ech erklären da bei menger Abstentioun firwat.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Dann hätt den Här Boden nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Här President, nodeem datt de Marcel Oberweis am Numm vun der CSV op d'Problematik vum Klimaschutz agaangen ass, wëll ech hei och nach eng Kéier kuerz Stellung bezéien zur Positioun vun der CSV. Eng Positioun, déi am Fong erëmgespigelt gëtt an där Motioun, déi ech eréischt déposéiert hat, a wou eng ganz Partie Kolleegen a Fraktioune sech ugeschloss hunn.

Ech géif also wëllen an zéng Punkte résuméieren, wat d'Positioun vun der CSV ass.

Éischtens emol hätt d'CSV gären, datt en Accord bei der Klimakonferenz zu Kopenhagen erauskéim, op d'mannst ee Kaderaccord, deen déi wichtegst Ziler, Parameter an Instrumenter verbindlech festleet. De Klimawandel fënnt nämlech statt, an et muss méiglechst schnell eng Trendwend do geschéien.

Zweetens, an et ass vu ville Riedner hei ervirgestrach ginn: Dësen Accord muss den Erausfuerderunge vum Klimaschutz gerecht ginn a sech op wëssenschaftlech Erkenntnisser baséieren. Wat dat am Detail a puncto Reduktiounsziler bedeit, ass och hei schonn e puermol erwähnt ginn. Ech wëll dat net nach eng Kéier verdéiwen.

Drëttens: Dësen Accord muss méi ambitiéis, muss méi global si wéi de Kyoto-Protokoll. Dëse Kyoto-Protokoll hat wuel de Verdéngscht, eng éischte Kéier verbindlech Engagementer festzehalen, wat d'Reduktioun vun den Zäregasemissiounen ubelaangt, mä hat den Nodeel, datt ganz wichteg Emissiounslänner wéi Amerika, China, Indien, Brasilien, Mexiko an anerer net matgemaach hunn, an datt déi festgehalen Ziler net duerginn, fir de Klimawandel ze bremsen.

Et muss also, véiertens, zu engem Accord kommen, wou d'Länner all matmaachen, wou d'Engagementer fir d'Reduktioun vun den Emissioune vill méi ambitiéis sinn, wéi dat beim Kyoto-Protokoll de Fall war. Besonnesch déi industrialiséiert Länner musse mam gudde Beispill virgoen. Si hunn, an et ass gesot ginn hei, eng Bréngschold. Mä och d'Entwécklungslänner, besonnesch déi méi avancéiert, musse strategesch Aktiounspläng entwéckelen, fir den CO_2-Ausstouss ze reduzéieren. Mir sinn der Meenung, datt do 15 bis 30% manner Ausstouss wéi geplangt misst méiglech sinn.

Fënneftens: Et däerf ee beim Accord op déi wichteg Komponent vum Emissiounshandel net verzichten, an et muss een och bei dësem Emissiounshandel d'Entwécklungslänner konsequent mat abannen. Den Handel mat Emissiounsrechter hëlleft hinnen, hir Aktiounspläng ze verwierklechen an nohalteg Projeten ze entwéckelen an och ze finanzéieren, an dat, wéi gesot, no Aktiounspläng an no sektoriellen Objektiver.

Déi international Spillregele musse geännert ginn. Si mussen esou opgestallt ginn, datt d'Fuite de carbone an d'Delokalisatioun vu Betriber a Länner, déi manner héich Usprécher stellen, vermiede ginn. Den Emissiounshandel an déi flexibel Mechanisme mussen dozou féieren - a si kënnen dat -, datt all Länner, och d'Entwécklungslänner, zu enger méi karbonaarmer Wirtschaft higefouert ginn. Beim Opbau vun hirer Industrie däerfen net déi nämlecht Feeler gemaach ginn, wéi dat bei eis de Fall war. Duerfir ass den Technologietransfert ganz wichteg, an de Privatsecteur muss incitéiert ginn, fir an Innovatioun a Recherche ze investéieren, fir nei kuelestoffaarm Technologien ze entwéckelen, fir alternativ Energien ze förderen a fir insgesamt den CO_2-Ausstouss ze reduzéieren.

Sechstens: D'Finanzéierungsmodalitéite musse Bestanddeel vum Accord ginn, an den Aspekt vun der Solidaritéit, den Aspekt vun der sozialer Gerechtegkeet, och dat ass hei vun anere gesot ginn, muss kloer zum Droe kommen. Déi aarm Länner däerfen net am meeschten ënnert dem Klimawandel leiden. Hei stinn déi industrialiséiert Länner an der Flicht, se net hänken ze loossen, fir hinnen och duerch öffentlech Gelder finanziell ze hëllefen, beim Opbau vun hirer Ekonomie a bei der Reduktioun vun den Emissiounen.

De globale Käschtepunkt gëtt ab 2020 op 100 Milliarden Euro pro Joer geschat. Dës Sue solle finanzéiert ginn deels duerch den Erléis vum Handel mat Emissiounsrechter, duerch international öffentlech Hëllef, zum Deel och vun den Entwécklungslänner selwer, besonnesch d'Schwellelänner. An hei ass et wichteg an evident, datt d'EU, datt och Lëtzebuerg muss en ugemiessene Bäitrag zu der internationaler öffentlecher Hëllef bäidroen, an datt dës Gelder zousätzlech zu deene vun der bestehender Entwécklungshëllef komme mussen.

Mir sinn d'ailleurs - hei wëll ech eng Klammer opmaachen - frou iwwert de groussen Engagement vum Lëtzebuerger Stat, vu villen ONGen an der Entwécklungshëllef. Dee leschte Sonndeg war eng Partie vu Leit hei aus der Chamber derbäi, beim 50. Gebuertsdag vun der Entwécklungshëllef vun de Lëtzebuerger Jongbaueren a Jongwënzer. Et konnt ee sech do iwwerzeegen, wat fir eng Pionéieraarbecht si an Afrika gemaach hunn, ënnert dem Motto: „Hilfe zur Selbsthilfe". Ech mengen, dat verdéngt Respekt an Unerkennung. A wéi gesot, et si vill ONGen, déi sech an deem Beräich ganz staark engagéieren.

Siwentens: Mir begréissen ausdrécklech, datt d'EU sech zu engem gemeinsame Verhandlungsmandat duerchrénge konnt. Dëst erlaabt hir, eng Virreiderroll bei de Verhandlungen zu Kopenhagen ze spillen. Mir ënnerstëtzen d'Offer vun der EU, fir ënner gewësse Konditiounen op 30% Reduktioun eropzegoen.

Aachtens: De Flugverkéier an d'Schëfffahrt mussen och mat agebonne ginn, well dës Verkéiersmëttelen en enormen CO_2-Ausstouss hunn, dee mir einfach net ignoréiere kënnen.

Néngtens: Lëtzebuerg muss ambitiéis Ziler upeilen. Trotzdeem muss de spezifesche Contrainten, an där bestinn der an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, Rechnung gedroe gi bei der Opdeelung vun den Oplagen an der EU. An och wa Kopenhagen net sollt zum gewënschten Erfolleg féieren, mussen d'Ziler vun der EU a vu Lëtzebuerg ambitiéis bleiwen, an d'Négociatioune mussen um internationale Plang weidergefouert ginn. Méiglechst vill Länner muss ee mat an d'Boot kréien, fir kënne wierklech eppes ze erreechen.

Zéngtens dann: D'CSV encouragéiert d'Regierung, esou wéi et d'ailleurs och an der Regierungserklärung virgesinn ass, a wéi aner Memberstate vun der EU dat och gemaach hunn, bis 2012 en nationalen Upassungsplang fir de Klimawandel auszeschaffen, deen eng ganz Rei vun Domänen ëmfaasst, wéi d'Upassung vun der Ekonomie, de Kampf géint d'Iwwerschwemmungen, d'Gestioun vun de Bëscher, d'Landwirtschafts-, d'Waasser-, d'Naturschutz-, d'Gesondheets- an och d'Beschäftegungspolitik. An dësen Upassungsplang soll e wichtege Bestanddeel si vun der Gesamtstrategie am Kampf géint de Klimawandel.

Mir encouragéieren d'Regierung och, op der Basis vun de Resultater vun der Klimakonferenz vu Kopenhagen, en zweeten nationalen Aktiounsplang auszeschaffen, deen eis et engersäits erlaabt, eis Kyoto-Ziler ze erreechen, an anerersäits déi vun der EU fixéiert Objektiver, wat d'Reduktioun vun den Emissioune bis 2020 ubelaangt, an deene Secteuren, déi net vum europäeschen Emissiounsquotenhandel ofgedeckt sinn. D'Zivilgesellschaft, déi concernéiert Kreesser an och de Syvicol, well d'Gemengen, dat ass beim Hearing kloer erauskomm, wëllen an hunn och an der Ëmsetzung vun esou engem Plang eng wichteg Roll ze spillen a solle bei der Ausschaffung vun dësem zweete sozialen Aktiounsplang consultéiert ginn.

Am Kader vum Hearing sinn eng ganz Rei vun interessanten, wann heiansdo och kontradiktoresche Virschléi an Iddië virbruecht ginn, déi et derwäert sinn, datt ee sech domat weider auserneesetzt. A mir hätten natierlech gär, esou wéi mer dat, wéi gesot, och an der Motioun froen, datt d'Chamber e Projet vum zweeten nationalen Aktiounsplang virgeluecht kritt, an datt mer doriwwer och hei an der Chamber eng Consultatiounsdebatt féiere kënnen.

Well den Objet vun der Orientéierungsdebatt vun haut net d'Diskussioun ass iwwert dësen zweeten nationalen Aktiounsplang, fir d'Zäregasemissiounen ze reduzéieren, wëll ech och net am Détail op dës Problematik agoen. Ech wëll just soen, datt mer d'Stoussrichtung, déi an der Regierungserklärung opgezeechent ass, begréissen, an ech zitéieren: «Le Gouvernement visera à accomplir les efforts de réduction post 2012 en priorité par des mesures nationales. Ces dernières étant complétées par le recours aux mécanismes flexibles et l'échange de droits d'émission entre pays.»

Also, et ass kloer an der Regierungserklärung gesot, wou d'Prioritéite leien. Dat, wat den Här Berger also d'éinescht hei gesot huet, ass net richteg, a wat anerer gesot hunn, datt d'Regierung wëllt 100% akafen: neen! An der Regierungserklärung ass kloer dokumentéiert, datt d'Prioritéit op nationale Moossname soll leien, an dat soll jo och dann am zweeten Aktiounsprogramm zum Virschäin an zum Droe kommen.

Ech wëll och soen, datt d'CSV zu den Iddië steet, déi zu dësem Sujet an der Regierungserklärung entwéckelt ginn. An de Statsminister huet och a senger Ried vun der Regierungserklärung do eng ganz kloer Sprooch geschwat, ech zitéieren: „Mir wëllen d'Kyoto-Ziler erreechen. Mat alle Mëttelen. An ouni Finanzéierungsvirbehalt. Mir leeën den Akzent op Energiespueren an op erneierbar Energien a ginn der Albausanéierung, der privater an der öffentlecher, ee kräftege Schubs." Ech mengen, dës Ausso kann d'CSV voll a ganz ënnerstëtzen an d'Regierung encouragéieren, dës Moossnamen ze ergräifen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Fernand Boden Merci, an elo kritt d'Wuert den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech fänken och un, andeem ech dem President vun der Kommissioun an der ganzer Kommissioun Merci soe fir déi Aarbecht, déi se geleescht hunn. Ech mengen, dat war an deene puer Wochen, puer Méint, wou mer elo haten, vill Aarbecht, déi gemaach ginn ass. Haaptsächlech och fir den Hearing heibannen, wou eng ganz flott Diskussioun erauskomm ass, wou eng ganz Rei Iddië konnten ugeschwat ginn, a wou och eng ganz Rei Associatiounen d'Méiglechkeet haten, fir sech zu deem do Sujet ze exprimëieren, wat a mengen Ae scho wichteg war. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, ass, datt ech och frou sinn, datt mer hoffentlech dann haut aus dëser Diskussioun eng Motioun erauskréien, wou d'Regierung an deenen Diskussiounen, wat schwiereg Diskussioune ginn, déi elo zu Kopenhagen am Dezember kommen, dann och e Kader huet respektiv e Réckhalt huet, fir déi Diskussiounen ze féieren.

Ech wëll ufänken, andeem ech am Fong soen, datt an all deenen Diskussiounen, déi mer elo heibannen haten, déi ech mat lech gefouert hunn, déi mer zu Lëtzebuerg féieren, an all deenen Diskussiounen, déi international gefouert ginn, well dat hei ass jo am Fong d'Virbereedung op d'Diskussiounen, déi mer um internationale Plang, net nëmme mat europäesche Länner, mä mat sämtleche Länner vun der Welt féieren, awer d'Ufuerderungen, de Kader e wéineg anescht sinn.

Ech wëll och haut an deem, wat ech äntwerten, mech dann op dat konzentréieren, wat elo an deenen nächsten dräi Woche wäert virun eis stoen, also déi Erausfuerderungen, déi Froen, déi zu Kopenhagen ugeschwat ginn, wëssend, datt mer am Ufank nächst Joer och nach déi eng oder déi aner Kéier hei mat eisen eegene Moossname mussen eis auserneesetzen, an datt ech dat eent vun deem aneren awer wollt trennen. Well dat, wat vun eis als Aussoe gefrot gëtt, mengen ech, no bausse si mer eis éischter eens wéi bei deem, wat duerno no bannen déi Diskussioun wäert sinn, op déi ech mech awer freeën.

Ech fannen et emol fir d'éischt extrem wichteg, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, op europäeschem Niveau - an dat ass heibannen esou als Evidenz eriwwerkomm, mä dat war alles guer net esou evident, och an deene leschte Méint net -, ech sinn emol frou, datt mer op europäeschem Niveau eis konnten duerchsetzen, fir ze soen, datt all déi wëssenschaftlech Zilsetzungen, déi mer hunn...

An Dir hutt, Här Colombera, gesot: „Et weess een net, wiem ee méi soll gleewen." Duerfir hutt Der elo emol de Principe de précaution. Mä ech soen awer ganz kloer: De GIEC ass am Fong eng Zesummesetzung vun deene gréisste Wëssenschaftler, déi aus alle Länner kommen, wou et hei awer gemeinsam zu wëssen-

schaftleche Konklusioune komm ass. Ech sinn och net Wëssenschaftler, mä ech soen, wann awer esou vill Wëssenschaftler do zesummekommen, déi zu enger gemeinsamer Konklusioun kommen, da ginn ech awer dovunner aus, datt ech kann dat unhuelen an datt ech dat ka gleewen, wat do steet.

Dir hutt dat mat e wéineg Zweifel ëmschriwwen, an dat huet duerno e wéineg gequietscht, wéi Der erëm op de Wee zréckkomm sidd. Dir hutt duerno gesot, Dir kënnt dat deelen. Ech sinn och frou doriwwer, mä ech wëll soen, dat muss awer kloer si fir jiddwereen, viru wat fir Erausfuerderunge mer hei stinn an datt mer net kënne Saachen a Fro stellen, déi, mengen ech, net méi a Fro ze stelle sinn.

Zwee Grad Opwiermung ass den absolute Maximum, dee mer kënnen akzeptéiere bis 2050. Eng Erofsetzung vu 50% respektiv 80-95% fir d'industrialiséiert Länner ass och déi Zilsetzung, déi mer mussen hunn an déi, Gott sei Dank, an Europa jiddweree mat akzeptéiert huet.

Schwiereg an den Diskussioune wäert et och nach ginn, fir datt mer, niewent där enger Zilsetzung vun 2050 - wou et u sech jo liicht ass, doriwwer eens ze ginn, well all déi Politiker, inklusiv mir, wëssen, datt mer héchstwahrscheinlech 2050 jo awer net méi esou derbäi sinn, well mer ginn emol dovunner aus, duerfir ass et liicht, sech doriwwer eens ze ginn -, fir déi fir 2020. Dat heescht, datt mer à partir vu Januar ufänken, Moossnamen ze huelen. Do fänken d'Diskussiounen un da vill méi haart ze ginn.

Duerfir sinn ech frou, datt Europa sech zesummegeraaft huet a gesot huet: Mir maachen emol direkt minus 20. Mir maachen dat ouni Konditiounen. Mir maachen dat elo a mir maachen et direkt. Alles dat war awer net esou evident. An datt Europa gesot huet: Mir maache minus 30, mä mir hätten awer trotzdeem gär, datt, wa mir minus 30 maachen, dann awer och aner Länner e Stéckche vun deem Wee maachen. Mir froe jo net, datt alleguer déi Länner och musse minus 30 bis 2020 maachen. Mä mir froen awer, datt se e räsonnabelen Deel vun deem Wee do matginn, datt mer gemeinsam kënnen déi Zilsetzung erreechen.

30% just fir Europa bréngt der Welt net ganz vill, wa keen anere matmécht. 30% fir Europa bréngt der Welt vill, wa mer Partner fannen, déi op deem Wee do matginn. An dat ass dat, wat mer probéieren.

Ech sinn och frou, wa mer konnten déi Leadership-Roll, déi mer haten, och als Europäer mat op Kopenhagen huelen. Dat ware wierklech net onbedéngt einfach Diskussiounen. Dir konnt dat an deem leschte Mount jo alleguer an der Zeitung suivéieren. Ech sinn och frou, datt mer hoffentlech duerno e Back-up vun deene Positiounen an der Chamber elo hei kréien. Dat war deen éischte Punkt.

Dann ass et a mengen Aen och relativ kloer, wat och an der Motioun erauskënnt, déi relativ gutt déi Zilsetzung, déi mer eis gesat hunn, beschreift, datt mer och mussen eng Rei Messagë weiderginn, datt mer och musse kloer an däitlech soen, datt mer déi finanziell Hëllefe fir d'Entwécklungslänner och selbstverständlech weiderféieren an datt all déi finanziell Mesuren, déi an dem Klima zur Verfügung gestallt gi fir Entwécklungslänner, och Mesurë musse sinn, déi additionnel sinn. Mir hunn et an der Motioun supplementar genannt; de richtegen Term, esou wéi e gebraucht gëtt weltwäit, ass „additionnel Moossnamen", wou ee sech kann drop fiéieren, datt se och kommen.

Mir mengen awer just, datt et och net onsënnvoll wär, wann de Pak vun deenen additionnelle Mesuren oder Moossnamen definéiert gëtt, datt mer dann och kënne soen: Ma kuckt emol, wat mir scho vun 0,97 maache par rapport zu Länner, déi wesentlech manner maachen. An an deem Pak vun additionnelle Moossnamen, datt mer do soen, datt déi grouss Efforten, déi mir elo schonn amgaang sinn an der Entwécklungshëllef ze maachen, mat respektéiert ginn.

Mä kloer ass: D'Mesurë mussen additionnel sinn. A kloer ass och, datt all déi Moossnamen, déi mer huelen, net kënne fir eis Entwécklungshëllef op där enger Säit kontabiliséiert ginn a fir de Klimaschutz op där anerer Säit. Et muss kloer an däitlech eng Trennung vun der Kontabilisatioun bestoen. Et kann een nëmmen op enger Säit eppes unzielen. Dat schéngt mer och logesch ze sinn. Dat schéngt mer och deen normale Prinzip ze sinn.

(Interruption)

Duerfir wollt ech dat och kloer hei soen. Kuckt, wat an der Motioun elo steet, esou, wéi mer et hei hunn.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, däerf ech eng Fro stellen?

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Minister, datt den Här Hoffmann Iech eng Fro stellt?

(Assentiment)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech wollt Iech just froen, ob Der Iech mat eisem Här Ausseminister ofgeschwat hutt? Well deen huet gëschter eppes anescht zu där do Fro gesot.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, d'Positioun, déi mer hei festgesat hunn, déi ech elo gesot hunn, ass eng Positioun, wou mer soen, datt mer op där enger Säit eng Additionalitéit mussen hu vun deene Moossnamen, an op där anerer Säit evidenterweis déi Efforten - an dat ass och dat, wat den Här Ausseminister och gemengt huet -, déi Efforten, déi mer elo scho maachen, mat unerkannt kréien an deem Kontext, wéi ech en elo genannt hunn. Datt mer déi Moossname musse mat unerkannt kréien, dat steet jo och bei eis an der Motioun, enger Motioun, déi vun alle Parteien heibannen ënnerschriwwe gëtt.

Deen nächste Punkt, deen ech wëll soen, dat ass deen, datt ech der Meenung sinn, an och dat war eng schwéier Diskussioun, datt d'Fligerei an d'Schëfffahrt, déi net a Kyoto dra sinn, fir eis mussen och am Kader vun enger sektorieller Approche um internationalen Niveau unerkannt ginn. Well mer soss, wa mer dat net um internationalen Niveau unerkennen a wa mer just eenzeg an eleng fir Europa d'Fligerei an d'Schëfffahrt mat eranhuelen, dann eng Distorsioun vu Konkurrenz hunn, déi mer absolut musse vermeiden. Duerfir ass dat fir eis eng absolut Obligatioun, datt d'Schëfferei an d'Fligerei och mat doranner ageschriwwe ginn.

E puer aner Saachen, déi och wesentlech sinn, dat sinn déi, datt mer musse kucken, wéi mer mat de sougenannten AAUen ëmginn. An do, mengen ech, hu mer e klengen Ënnerscheed. Duerfir kann ech och déi Motioun vun de Gréngen net esou akzeptéieren an där Absolutheet, wéi se dosteet.

Mir sinn natierlech der Meenung, datt, wann déi attribuéiert Emissiounsquote vu Kyoto, déi eng Rei Länner hunn, haaptsächlech och déi nei Länner an Europa - Russland, Ukraine -, datt, wann déi an der Allgemengheet esou unerkannt ginn a kënne gebankt ginn, mer dann natierlech e Problem hunn, fir d'Integritéit vun eisen ekologeschen Ziler och oprecht ze halen. Dat schéngt eis evident ze sinn.

Mä ech muss op där anerer Säit soen, wann ee wëllt an där Diskussioun weiderkommen, an dat ass fir déi Länner och eng wesentlech Diskussioun, da kann een net eng Attitüd hunn, wou ee seet: „Doriwwer diskutéiere mer net." Dat geet einfach net. Et muss een eng Attitüd hunn, fir ze soen, mir wëllen am Kader vun där Diskussioun, wat eng wesentlech Diskussioun ass, d'Integritéit vun den Ëmweltziler net gefährden, a mir musse kucken, wa mer iwwert de Verkaf oder de Banking vun AAUe schwätzen, datt déi Länner dann och d'accord sinn, fir Objektiver, méi ambitiéis Reduktiounsobjektiver ze akzeptéieren, fir datt d'Zilsetzungen, d'Ëmweltzilsetzungen och kënnen an hirer Integritéit bewahrt bleiwen. Dat schéngt mer och e wesentleche Punkt ze sinn.

Vläicht nach kuerz e puer Äntwerten op Saachen, déi hei gesot gi sinn an der Diskussioun. Ech wëll och nach eng Kéier kloer setzen, wat zu Lëtzebuerg dann déi Situatioun war, vun där mer ausgaange sinn. Et muss een einfach gesinn, datt mer 1990 en Ausstouss vun 13,2 Milliounen Tonnen haten, déi essentiellement op d'Sidérurgie, op de Secteur ETS, op d'Sidérurgie zréckzeféiere waren, datt mer 2005 op e Quotum vun 13,4 Tonnen eropgestiege sinn, nodeem datt mer awer zum Schluss vun den 90er Jore relativ wäit bis op néng erofgaange waren an deelweis do schonn déi Ziler erreecht haten.

Mä d'Ziler waren awer net fir Enn 1990 festgesat. D'Ziler ware festgesaten Ziler fir déi Joren, déi elo kommen. Also sinn an deenen anere Joren Effortë gemaach ginn. Mir sinn awer elo an eng Situatioun erakomm gewiescht, wou d'Ekonomie sech extrem schnell développéiert huet, wou mer och déi ganz Froe vun der Consommatioun vu Bensin haten a wou sech eng Rei Evolutiounen zu Lëtzebuerg gestallt hunn, déi relativ particulier waren, déi also den Tonnage eropgesat hunn. A wann ee vun 2005 bis elo kuckt, da gesäit een, datt dat och erëm liicht erofgaangen ass, sou datt mer momentan dovunner kënnen ausgoen, datt mer par rapport zu 1990 net erop, mä eng Baisse vu 5,2 % bis 5,5% momentan wäerten erreecht hunn.

Ech wëll awer och eng Kéier kloer soen a kloerstelle fir all déi Leit, déi soen, mir wären an d'Luucht gaangen: Mir sinn net genuch erofgaangen, mä mir sinn awer an der Richtung erofgaangen.

Et ass och wichteg, fir eng Kéier ze gesinn hei zu Lëtzebuerg, wat fir eng Verhältnisser dat eent an dat anert huet. Well fir all déi Leit, déi da soen, datt déi Politiken, déi an de leschte Joren en place gesat gi sinn, guer keng Effikassitéit haten: Et muss een emol einfach gesinn, wéi an deene verschiddene Secteuren d'Evolutioune sinn, well déi weisen engem jo, wou Problemer sinn a wou keng Problemer sinn.

An der industrieller Produktioun hu mer tëschent 1990 an 2008 eng Baisse vun 63% vun dem CO_2-Ausstouss. An an deene leschte Jore -4,3%. An dem nationalen Transport - och dat ass wichteg - hu mer eng Augmentatioun tëschent 1990 an 2008 vun 88%. Vun 88% tëschent 1990 an 2008.

Elo muss een och kucken, wéi eis Demographie an d'Luucht gaangen ass an den 90er Joren, wéi vill Mobilitéit mer bäikritt hunn, wéi vill Besoin mer bäikritt hunn. Wann een awer da kuckt, wéi et 2007 an 2008 gaangen ass, do hu mer eng Baisse vu 4,9% op dem nationalen Transport routier.

Duerfir hätt ech awer och gär, datt mer déi do zwou Zuelen, déi vun 1990 bis 2008, kucken, mä awer och kucken, wéi d'Evolutioun an deene leschte Jore war, wou mer et hei mat enger Baisse ze dinn haten. Bei den Transports routiers, exportation de carburants routiers hate mer déi enorm Hausse, déi eis natierlech hei eis Schwieregkeete bréngt, déi tëschent 1990 an 2008 170% an d'Luucht gaangen ass. An dat mécht jo eise ganze Bilan esou problematesch. Mä och do an deene leschte Joren, 2007, 2008, hu mer eng Baisse vu -1,6%.

Wann een da kuckt, wat d'Consommatioun vun de Ménagen, de Commercen an de Servicer ass, esou gesi mer, datt mer iwwert déi ganz Period eng Baisse vu -1,4% haten, a vun 2007 op 2008 eng Baisse vu -1,2%, sou datt ech soen, datt déi Politiken, déi an der leschter Regierung en place gesat gi sinn, wann een déi Zuele kuckt, wéi et 2007, 2008 evoluéiert huet, op alle Secteuren negativ Resultater opzeweisen hunn. Ech wollt et einfach eng Kéier fir d'Korrektheet vun der Diskussioun hei soen. Ech hoffen, datt déi Evolutiounen och esou weiderlafen.

Nach eng aner Diskussioun, déi hei ugeschwat ginn ass. Ech wollt net ze vill op déi national agoen, well mir hu jo nach Geleeënheet genuch, dorop anzegoen. Mä et sinn e puer Saache gesot ginn, wou ech einfach wëll mat den Zuele soen, wéi d'Situatioun ass, fir datt et jiddwerengem kloer ass.

Wa mer op déi Diskussioun aginn, well mir soe jo oft, datt mir e ganz grousse Problem hunn, well mer dee Verkaf vun dem internationale Bensin, dat heescht den Tanktourismus, op eis zougeschriwwe kréien. Dat gëtt jo oft gesot an dat ass jo och richteg esou. Da gëtt eis geäntwert: „Jo, mä op där anerer Säit kréie mer jo net ugerechent d'Elektresch, dat hei verbraucht gëtt, well dat gëtt jo am Ausland produzéiert. Gutt. An dat ass jo och richteg.

Sou, wat heescht dat awer an Zuelen? Well dat ass jo dat, wat interessant ass, wat dat an Zuelen heescht.

(Interruption)

Wa mer et géifen nämlech ëmdréinen a wa mer géife soen, déi normal Logik wende mer hei un, an zwar d'Logik vun der Consommation nationale, dat heescht, wat hei verbraucht gëtt, Elektresch, wat haut verbraucht gëtt, Bensin, wou wäre mer dann drun? Dann hätte mer eng Emissiounsbaisse, déi ëm déi 20% géif leien.

Einfach fir déi Zuelen eng Kéier mateneen ze vergläichen. Dat eent Räsonnement stëmmt, dat anert Räsonnement stëmmt och. Wann een zwee Räsonnementer zesummenhëlt, komme mer op -20% vun den Evolutiounen. Ech wollt just déi Zuel, ouni se elo ze vill ze verdéiwen, awer fir d'Nuance vun der Diskussioun eng Kéier hei opbréngen.

Da krut ech gesot, datt mer hei kee Plan d'action hätten. All Dag, dee verluer geet, ass e verluerenen Dag. All Dag, dee verluer geet, Här Berger, ass e verluerenen Dag. Domat sinn ech jo och d'accord. Elo wëll ech awer och hannendru soen, datt mer dat wëssen an datt mer jo net elo emol véier Méint näischt maachen, mä datt mer eng ganz Rei Moossnamen amgaange sinn ze kucken, eng ganz Rei Moossnamen amgaange sinn ze analyséieren, Preparatiounen ze maachen, an datt mer da prett sinn, hoffen ech, fir am Januar, wa mer alles dat zesummen hunn, fir dann eng grouss Diskussioun ze lancéieren.

Dir gitt jo net einfach an eng Diskussioun esou eran, onvirbereet. Mir sinn amgaang, eng ganz Rei Moossnamen ze maachen, deelweis déi, déi Der ugeschwat hutt, déi wesentlech sinn, déi wichteg sinn; eis Gedanken doriwwer ze maachen, wéi mer kënnen ufänken, a mir mengen, datt mer prett sinn am Januar, Februar, Mäerz, fir eng öffentlech Diskussioun ze lancéiere mat all deene Partner, déi da wëlle mat eis diskutéieren.

Mir sinn hei amgaangen, och elo ze kucken, wat fir eng Form déi Diskussioun soll hunn, mä dat muss jo alles organiséiert ginn. Et muss ee wëssen, wien, wou, wéini, wien dat soll leeden, wéi d'Konklusiounen erauskommen. Ech menge wierklech, datt mer aus esou enger Diskussioun, déi wesentlech a mengen Aen ass, dann och mussen eppes Grousses maachen, well et kann een esou Diskussioune jo haaptsächlech gutt benotzen, fir déi Cause, déi ee wëllt verständlech maachen, dann och dobaussen ze explizéieren, a fir Plattformen - d'Regierung, d'Chamber, all déi Leit, déi dorunner interesséiert sinn - ze fannen, fir déi noutwendeg Explikatiounen dobaussen ze ginn.

Well de grousse Problem duerno, dat gëtt jo deen, an dat wësse mer all, an all déi, déi Responsabilitéiten an Ëmweltberäicher hunn, déi hunn dat jo an deene leschte Jore gespiert, de grousse Problem gëtt jo deen, wa mer déi Moossnamen eng Kéier definéiert hunn, fir se dann och ëmzesetzen, an haaptsächlech, fir se dobaussen akzeptéieren ze doen. Well et ass jo ganz schwéier. Oder et ass ganz einfach.

(Interruption)

Ech kréien hei am Fong de Soutien zu deem, wat ech elo gesot hunn, vun deem Richtegen, fir deen ze ginn. Et ass jo einfach, dat hei...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Wann een eng Autosteier huet, fir Wandmillen ze bezuelen, dat geet net riicht aus.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et ass jo einfach, fir dat alles hei ze décidéieren. Duerno muss een et och ëmsetzen. An d'Ëmsetzung, déi muss explizéiert ginn.

Ech mengen, datt an deem Plan d'action national, dee mer musse maachen, wa mer e grouss uleeën, wa mer esou vill Leit wéi méiglech un den Dësch bieden, fir

kënne matzediskutéieren, mer och deelweis e Konsens op deene Moossname kréien, déi mer virstellen. Op jidde Fall erhoffen ech mer, datt mer d'Bewosstsinn vun der Problematik kënnen doduerch e gutt Stéck weiderdreiwen.

An dann, Här Berger, déi Dossieren, déi Der ugeschwat hutt, déi vun der Mobilitéit. Mä ech soen Iech, mir si wierklech amgaang, dorunner mat Volldamp - wann ech mech däerf nach esou ausdrécken - ze schaffen. All déi Froe vun dem Zuch, vun dem Tram, vun dem mobil 2020, vun alles deem, wat do ëmgesat gëtt, mä et ass jo net, datt mer opgehalen hunn do. Au contraire!

All déi Froe vun Albausanéierung, déi Der ugeschwat hutt, och do ass de Logementsministère amgaang, sech Froen ze stellen, wéi en d'Réarticulatioun vun de Primë soll maachen, wéi een d'Facilitatioun vun deene Primë soll maachen, och wéi déi Froe vun der Energie an den Haiser soll anescht reglementéiert ginn. Den Här Schank, wann e wëllt, kann do sécherlech nach e puer Wuert vill besser wéi ech doriwwer soen. Mä alles dat si Reflexiounen, déi lafen.

An dann, ech soen Iech nach eng Kéier, mir hunn dat schonn e puermol gesot: Ech fannen déi Kontradiktioun, déi Der ëmmer siche gitt tëschent Schinn a Strooss, einfach eng Kontradiktioun, déi net zäitgeméiss ass, well se einfach net stëmmt. Mir mussen hei eng Mobilitéit garantéieren. Mir mussen hei eng Mobilitéit an dësem Land assuréieren. Dommerweis fueren och an engem Modell vu 75/25, wou mer erreecht hätten, nach 75% vun de Leit iwwert d'Strooss, an 80% vum öffentlechen Transport geet och nach iwwert d'Strooss. Duerfir kann een net einfach soen: „Dir maacht dat eent ze vill, an dofir dat anert net."

Mir probéieren, e Konzept ze entwéckelen, wat global ass, wou den öffentlechen Transport Prioritéit huet, mä wou d'Stroossen noutgedrongenerweis och nach gebraucht ginn. A wa mer Diskussiounen iwwer zum Beispill den Tram an der Stad maache respektiv den öffentlechen Transport an der Stad, ma da muss een natierlech och iwwerleeën, well mer da manner Plaz fir den Individualverkéier wäerten an der Stad hunn, wou mer en Deel vum Verkéier aus der Stad eraushalen, wéi mer deen da ronderëm d'Stad féieren. Alles dat sinn awer Froen, déi einfach vun der Realitéit, der Basisrealitéit sinn an déi een och muss beäntwerten, wann ee wëllt einfach deene Konzepter vum öffentlechen Transport déi Realitéit ginn, datt en eng Chance huet, fir uerdentlech ze funktionéieren.

(Interruption)

M. le Président.- Här Berger, de Minister huet d'Wuert. Wann Der gär eng Fro stellt, da stellt eng Fro, mä gräift net einfach esou an d'Diskussioun an. Wëllt Der eng Fro stellen, Här Berger?

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, ech wollt elo net direkt eng Fro stellen, ech wollt awer nach eng Kéier…

M. le Président.- Jo, neen, Här Berger, entweder Dir stellt eng Fro oder Dir loosst den Här Minister ausschwätzen, mä derzwëschent gëtt et näischt.

(Interruption)

Da stellt Är Fro, wann ech gelift.

M. Eugène Berger *(DP).*- Mengt de Minister dann net, e seet, et bräicht een esou Saachen, wann een dann nieft de Schinne Projeten huet wéi den Ausbau vun der Autobunn op dräi Spuren, datt dat awer net dat falscht Signal ass, datt een do d'Leit encouragéiert, nach méi den Auto ze huelen, amplaz datt een aner Mesuren hëlt, wou ee se éischter découragéiere géif, fir den Auto ze huelen?

(Interruptions)

M. le Président.- Fuert Dir elo virun, Här Minister. Dir hutt elo ganz eleng…

(Interruption)

Neen, neen. Also ech hätt elo wierklech gär, datt mer hei dem Minister nolauschteren. Jiddwereen, dee wëllt, ka sech jo herno nach eng Kéier androen. Mä elo schwätzt ganz eleng de Minister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, den Här Berger huet awer eng Fro gestallt. Obwuel ech em drop geäntwert hätt, och wann et keng Fro gewiescht wär, Här Berger.

(Hilarité)

Also ech mengen, datt och deelweis en Ausbau vun Autobunnen, do wou mer momentan 60, 70, 80.000 Véhiculë par jour hunn, wou mer eng Rei Sécherheetsproblemer hunn, wou mer zwee Verkéieren hunn, déi nieftenee lafen, de Penetratiounsverkéier vun der Stad an en Duerchgangsverkéier, wat tëschent Frankräich an der Belsch leeft, wou all Dag Accidenter geschéie mat Stauen, wou mer wëssen, datt, wa mer eng Verbreederung maachen, mer do einfach vun den Accidenter der wesentlech manner hunn an dee Moment vill méi Fluiditéit op der Autobunn, schonn eppes ass, wat ee sech kann iwwerleeën, ouni domat an der Mobilitéit, déi mer wëllen dësem Land ginn, eppes ze maachen, wat negativ ass.

Ech menge schonn, datt dat ka Sënn hunn. Evidenterweis muss ee kucken, wéi een an deem Finanzkader, deen een an deenen nächste Joren huet, sech seng Prioritéite gëtt. Domat sinn ech jo och d'accord.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

An dann, muss ech soen, ass alles dat, wat Der gesot hutt: „Mir sinn hei mat de CD-Men an Ähnleches an enger Nébuleuse, an dat ass alles net transparent." Ech muss soen, dat, wat de Fernand Boden scho virdru gesot huet: Mir wëllen evidenterweis déi national Mesurë prioritär hei maachen. Mir wëllen déi prioritär maachen.

Mä et muss een awer och gesinn, wa mer 100 Milliounen Euro, déi mer zur Disponibilitéit hunn, géifen elo alleguer - a mir maache scho ganz vill an der Albausanéierung, mir kënnen eng Kéier doriwwer wierklech schwätzen, well déi Milliounen, déi all Joer an d'Albausanéierung fléissen, notamment fir den Neibau vun de staatleche Gebaier, wou mer gutt weiderkomm sinn am Konjunkturpak, dat léisst sech duerchaus weisen -, mä géife mer all déi Milliounen an d'Albausanéierung maachen, da muss een och kucken, wat dat als CO_2-Resultat immédiat hätt. Well mir hu jo awer eng Obligatioun, fir eis CO_2en erofzesetzen. An ech soen: Déi do Suen alleguer just op deem Typ vu Projet benotzen, huet als eenzegt an elengt Resultat vum Abaissement vun CO_2 sécherlech net dat, wat mer mussen erreechen.

An elo soen ech hannendrun: An där Diskussioun, an déi mer kommen, ass dat do e wesentleche Facteur. Déi „cost efficiency", déi mer hunn, ass e wesentleche Facteur; e wesentleche Facteur bei internationale Moossnamen, e wesentleche Facteur bei nationale Moossnamen. A fir datt mer déi do Diskussioun och kënne féieren op eng korrekt Aart a Weis, op eng uerdentlech Aart a Weis, hätt ech och wierklech gär, datt mer eis géifen en Instrument ginn, wou mer kucken, wat dann déi Suen, déi mer an CO_2-Moossnamen, Spuermoossnamen investéieren, wat déi dann och als Effikassitéit duerno hunn. Ech wëll wëssen, wat et eis kascht, kuerzfristeg a laangfristeg. Ech wëll einfach wëssen, wat et eis kascht. Ech wëll wëssen, wat fir eng Mesuren effizient sinn, wat fir eng manner effizient sinn, wat fir eng laangfristeg effizient sinn. Dat däerf ee jo awer wëssen.

Ech gesinn, si kucke mech kritesch hei un. Ech fannen dat wesentlech, datt mer wëssen, wat fir eng... Dobäi soen ech jo net hannendrun, datt mer nëmmen dann déi bëllegst Mesurë musse maachen. Dat ass jo net domadder ausgedréckt.

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Soss maache mer nëmmen CDMen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Soss maache mer nëmmen CDMen. Ech soe jo net, datt mer net déi bëllegst Mesuren, just déi musse maachen.

(Interruptions)

Mir mussen och déi maachen, déi mer brauchen, déi mer wëllen, well mer wëllen op e gewëssene Créneau goen. Alles dat schéngt mer jo och sënnvoll a logesch. Mä ech wëll et just wëssen. Ech wëll wëssen, fir eben esou Diskussiounen ze vermeiden, fir ze soen: „Maacht just Albausanéierung." Ech wëll wëssen duerno, wou mer dostinn, an dat ass och en Deel vun der Iwwersiichtlechkeet, déi ee muss an der Politik kréien, well hei geet et jo awer schlussendlech ëm relativ vill Suen, déi mer wäerten an der Zukunft fir déi do Projete brauchen an, Gott sei Dank, och zur Verfügung gestallt kréien.

Sou, elo nach zum Schluss e puer Wuert iwwert d'Motiounen. Ech mengen, iwwert déi Motioun vun der grénger Fraktioun brauch ech net laang ze schwätzen, well déi Diskussioun hate mer an der Kommissioun selwer, an déi Moossnamen, déi mer bäigesat hunn, déi Dir bäigesat hutt an d'Motioun, do hunn ech schonn eng ganz Rei Saachen ugeschwat, an dat ass de Grond firwat ech recommandéieren, datt mer d'Motioun 4 also net kënne stëmmen.

Bei der Motioun 2, mengen ech, seet den Här Schank nach zwee Wuert driwwer, well déi éischter Logementsfroe betrëfft.

Bei der Motioun 3 géif ech dem Här Berger proposéieren, datt mer e puer Saachen änneren. Wann e mat den Ännerungen d'accord wär, da géif ech suggéréieren, datt een déi kéint och stëmmen.

An zwar géif ech do proposéieren, datt mer bei de Considéranten deen drëttleschten Tiret an deen zweetleschten Tiret ewechhuelen: «regrettant qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun bilan précis». Mir hunn iwwert all déi Moossnamen, déi mer gemaach hunn, selbstverständlech Bilanen. Si sinn och a Questions parlementaires vu mengem Virgänger scho beäntwert ginn. A wa se sollen an enger Kommissioun zur Verfügung gestallt ginn an nach eng Kéier diskutéiert gi respektiv nach eng Kéier opbereet ginn op den aktuelle Stand, da maache mer dat selbstverständlech.

Deen zweetleschte Punkt: «insistant sur la nécessité d'avoir une totale transparence dans ce domaine». Wann ech elo soen, Dir sollt deen ewechhuelen, da gesäit dat natierlech schrecklech aus, wann ech dat soen, well hei wëllt Der jo just Transparenz froen.

Ech soen Iech awer, firwat ech mengen, mer mussen et ewechhuelen: Mir hunn an enger ganzer Rei vun deene Kontrakter do Prix négociés. Fir déi Prix négociés steet eng Clause de confidentialité dran an duerch déi Clause de confidentialité kann een net déi Präisser publizéieren, well mer eis engagéiert hunn, se net ze publizéieren, an da kann een och net esou déi Transparenz dann hei garantéieren, wéi een dat normalerweis gewinnt ass. Dat ass kontraktuell bedéngt. Mä ech wëll och, datt et esou verstane gëtt, an net elo gesot gëtt: „Si wëlle keng Transparenz hunn, elo huele se dat ewech." Esou ass et net geduecht.

Da bei den Inviten, do wëll ech just eng Remarque maache bei dem zweeten Tiret: «vérifier que les projets auxquels il a participé respectent les critères écologiques, sociaux et économiques de durabilité». Ech wëll just soen, déi Projeten, déi mer elo maachen, déi si vum CDM-Executive Board ugeholl ginn an déi respektéieren déi Kritäre vun Additionalitéit, déi respektéieren déi Kritären, déi am Kader vun der Conférence des partis geholl ginn an déi vun den UNFCCC definéiert gi sinn. An et ass par ailleurs schwéier, fir déi par rapport zu engem Land, wa mir se missten als Land elo all eenzel da vérifiéieren. Dofir musse mer zu engem Deel Vertrauen hunn op eng Vérificatioun, déi dann en anere mécht. Wann et esou ze verstoen ass, mengen ech, kann een dat akzeptéieren.

Par contre, dee leschten Tiret: «se désengager des projets n'apportant aucune plus-value en termes de durabilité». Also ech mengen net, datt mir iergendwellech Projete gemaach hunn, déi «aucune plus-value en termes de durabilité» hätten. Et kann een natierlech diskutéieren, wéi vill se der hunn, dat ass schonn eng Diskussioun, déi ee ka féieren. Mä esou ass d'Formulatioun, mengen ech, net akzeptabel. An ech mengen och net, datt ee ka soen, mer missten eis direkt désengagéiere vu Projeten, well et si jo awer Kontrakten, déi lafen. Wann hei elo gemengt gëtt, déi wären net durabel genuch, kann ech mech awer net, well Kontrakter geholl ginn, désengagéieren.

Ech géif Iech eng Formule proposéieren, déi géif heeschen: «à veiller à ce que les projets qu'on accepte ou acceptait acceptent une grande plus-value en termes de durabilité»...

Une voix.- Apportent.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, „apportent". Ech konnt et net méi liesen. Also: «à veiller à ce que les projets apportent une grande plus-value en termes de durabilité». Dat heescht, mir soen eppes fir d'Zukunft, an et ass mer evident. Ech soen zwar och hannendrun: Wann de Projet keng Plus-value „en termes de durabilité" huet, géife mer en och net maachen. Mä mir kënnen et awer och schreiwen. Dat ass awer kee Problem.

Wann Der domat kéint d'accord sinn, ech mengen, da géif ech suggéréieren, datt mer déi Motioun mat deenen do Modifikatioune kéinte stëmmen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Häre, dat war dat, wat ech wollt soen.

M. le Président.- Ech géif dem Här Schank fir d'éischt d'Wuert ginn, a mir kommen zréck bei déi eenzel Motiounen, Här Berger, wann Der domadder d'accord wiert. Pardon, ech hu vergiess de Knäppchen ze drécken. Voilà, Här Minister Schank, Dir hutt d'Wuert. Dir wollt Stellung huelen zur Motioun N°2.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ganz genau. Ech wollt am Numm vun der Regierung soen, datt inhaltlech déi Motioun N°2 dem Claude Wiseler a mir eigentlech ganz léif ass, well dräi wesentlech Aspekter dra virkommen, déi och elo diskutéiert goufen. Dat engt ass d'Albausanéierung, e ganz wesentlechen. Dat anert ass dee vun der Berodung, an deen drëtten ass dee vun de Finanzéierungskonzepter.

Ech muss awer soen, datt genau déi Aspekter do prezis am Accord gouvernemental stinn an och eis eigentlech ganz wichteg sinn. Mir sinn och amgaang iwwert déi Saachen ze diskutéieren an ze kucken, wat mer kënnen en place setzen, wa mer d'nächst Joer déi Diskussioun féiere mat all deenen Acteuren, déi néideg sinn.

Wat mer awer net wollten hunn, dat ass, an dofir wollte mer proposéieren, fir se ofzelehnen; mir wollten eis elo net festleeën, mat wéi engen Acteuren datt mer dat maachen a mat wéi enge Konzepter datt mer dat maachen. An och, wann ech dee leschten Tiret kucken: «créer un service de consultation» an esou weider. Dee Service gëtt et jo schonn. Mir wëllen awer dee Service méi performant maachen, optimiséieren. Vun dohier, mengen ech, ass dat och net korrekt, esou wéi et elo dosteet.

Mä am Résumé, de Fong vun der Motioun steet am Regierungsprogramm a fir déi verschidde Punkten Albausanéierung, Berodung, déi wesentlech sinn, soe mer och, wéi ee Programm mer eis wëlle ginn an der Promotioun vun den Économies d'énergie, vun den erneierbaren Energien an och déi Régimes d'aide, déi mer wëllen nei agencéiere respektiv weiderféiere mat de Projets pilotes Plus-Energiehaiser, nohaltegt Bauen an esou weider. Alles dat wëlle mer maachen.

Ech wëll och betounen, datt mer net eréischt ugefaang hu virun enger Woch oder esou, mä datt mer direkt no der Vereedegung eigentlech gekuckt hunn, fir ze kucken, wou mer wëllen higoen. An da wëlle mer d'nächst Joer breet mat der Zivilgesellschaft, mat den Acteuren och um Niveau vun deem neie Plan d'action a puncto Klimaschutz schaffen.

M. le Président.- Ech soen och dem Här Minister Schank Merci fir seng Wuertmeldung. Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir géifen dann zur Diskussioun an zur Ofstëmmung vun deenen eenzelne Motioune kommen.

Mir hu véier Motiounen hei virleien. Ech géif se der Rei no huelen, wéi se hei déposéiert si ginn.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun N°1, déi déposéiert ginn ass vum honorabelen Deputéierte Fernand Boden, déi fënnef Ënnerschréften huet. Gëtt et zur Motioun N°1 eng Wuertmeldung?

(Interruption)

Jo, den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Ech wollt nach eng Kéier do nofroen. Do steet an der Motioun: «à plaider pour la supplémentarité de ces moyens financiers». Ass dat, wat Dir, Här Minister, virdru gesot hutt,… déi Mesures additionnelles? Versteet een dat als Mesures additionnelles, oder versteet een do Moyens financiers, wéi d'Wuert et seet, wéi et am Term drasteet? Wëllt Dir gär méi Suen engagéieren oder ass et dat, wat Der virdru gesot hutt?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Sot mer nach eng Kéier.

M. Jean Colombera *(ADR).*- «À plaider pour la supplémentarité de ces moyens financiers pour ainsi garantir le maintien intégral du volume actuel des aides internationales au développement.» Ass dat elo datselwecht, déi Moyens financiers, wéi dat, wat Der hei op der Tribün gesot hutt, déi Mesures additonnelles?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also mir wëllen, wat de Klimaschutz ugeet, Mesures additionnelles maache par rapport zu deene Suen, déi momentan engagéiert sinn an der Aide au développement.

War dat d'Äntwert op Är Fro?

(Interruption)

Ech verstinn d'Fro net richteg.

(Interruption)

Okay.

M. le Président.- Okay. Ass soss nach eng Wuertmeldung zu där Motioun? Den Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech wäert mech enthalen. Ech hätt och kënnen d'Enthalung elo begrënnen; dat ass jo egal. Ech wëll drop hiweisen, wou ech Problemer mat der Motioun hunn. Bei dem Dispositif, een, zwee, dräi, véier, fënneften Abschnitt, déi 30%: «pour autant que d'autres pays développés s'engagent», hat ech virdru gesot: „Ech sinn der Meenung, dass een déi 30% och onofhängeg vun engem Accord sech soll als Zil setzen."

Deen Abschnitt duerno: «priorité aux actions au niveau national» an «mécanismes flexibles (…) comme élément complémentaire». Dat ass mer relativ vag, wat do Priorité heescht a complémentaire.

Op der zweeter Säit den drëtten Abschnitt, leschten Niewesaz: «qui, tout en donnant la priorité aux mesures nationales, tient compte de nos circonstances nationales spécifiques». Dat ass esou e Gummi, eng Gummibestëmmung, déi eigentlech d'Dier fir alles opléisst.

An et sinn zwee Aspekter, déi mir wierklech wichteg schéngen an déi an der Motioun guer net ugeschnidde sinn. Dat ass awer déi Fro vun der Klimagerechtegkeet, also an engem soziale Sënn, an d'Fro vun dem Wuesstumsmodell a vum Produktiounsmodell.

An no deenen Erklärunge vum Här Asselborn gëscht a vum Här Wiseler haut weess ech nach ëmmer net genau, wéi dat dann elo geet.

(Interruption)

Ech mengen, si wëssen et och selwer nach net genau, wéi dat dann elo geet mat deene Fongen aus der Entwécklungshëllef respektiv deene fir d'Klimahëllefen.

(Interruption)

Also wann dat, wat den Här Wiseler esou gesot huet, däitlech stëmmt - dat huet elo näischt mat mengem Vote ze dinn -, dann ass et natierlech dat, wat ech och mengen. Dat heescht, Entwécklungshëllef 0,9, ëmmer no de Kritäre vun der Nohaltegkeet, plus, selbstverständlech net do mat eragerechent, alles, wat mer am Kader vun der Klimahëllef hunn. Mä dat war net dat, wat Der gëschter gesot hutt.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Hoffmann. Den Här Gira huet nach d'Wuert gefrot.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech hat während menger Ried schonn e puer Ursaache gesot, firwat mir eis bei dëser Motioun, déi zu engem gudden Deel, besonnesch wat déi international Démarche ubelaangt, eis Vuen deckt, awer wäerten enthalen an eng eege Motioun eragereecht hunn, déi sech och zu engem gudden Deel op déi Motioun baséiert, awer a Punkte méi wäit geet. Ech wollt dozou nach zwee Wuert awer soen an och kuerz an engems op déi eng oder aner Ausso vum Minister zréckkommen.

Mir hunn e Problem zum Beispill mat der Analys am Considérant Nummer 4. Mir sinn eben net der Meenung, dass déi Politiken, déi an deene leschten zwielef Joer gemaach si ginn, ambitiéis waren an dass mer esou besonnesch Situatiounen haten.

Ech wëll dat opgräifen, wat de Minister gesot huet. Et ass zwar elo, wa mer 2006, 2007 rechnen, den Tanktourismus eraus, de Stroum derbäi, dass mer minus 20 sinn. Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, dass 1997, wéi mer dee Kyoto-Protokoll ënnerschriwwen hunn, deen Territorialprinzip eis eigentlech konnt egal sinn. Do war dee Montant, deen duerch den deemolegen Tanktourismus entstanen ass, identesch mat deem, deen deemools mam Stroumimport konnt verrechent ginn. Dat war jo awer jiddwerengem bekannt, a wat mir einfach soen, dass een dann net einfach hätt däerfen den Tanktourismus fortlafe loossen. Et hätt ee misse wëssen, dass all Liter Diesel oder Bensin, deen zu Lëtzebuerg an Zukunft géif méi getankt ginn, op dës Rechnung géif maachen.

An da wëll ech awer soen, dass een och fir de Rescht… Mir erkennen un, dass vläicht dat eenzegt Spezifescht, wat Lëtzebuerg an där Zäit hat, dat ass déi demographesch Entwécklung. Mä och wann ee seet, dass mer vläicht ëm 20% Populatioun bäikritt hunn, dann ass dat nach keng Erklärung, dass mer 88% méi Emissiounen am nationale Verkéier hunn.

Dat ass ganz einfach, well mer eng falsch Mobilitéitspolitik déi ganz Jore gemaach hunn, well mer eréischt ganz zum Schluss eng Autosteierreform ugaang sinn, déi mir och ëmmer matgedroen hunn, wou awer och ëmmer gesot ginn ass: „Dat ass deen éischte Punkt."

Wat mer all deene Regierunge virwerfen, ass, dass se haaptsächlech keng Strategie hunn. Mir hunn déi Autosteierreform ëmmer matgedroen als Gréng, zu enger Konditioun: Dass mer, wa mer déi privat Leit besteiert hätten, duerno d'Betribsautoe géifen ugräifen. A wat ass geschitt? Déi al Regierung huet hiert Wuert net gehal, an ech hu bis elo och näischt am Koalitiounsofkommes vun där neier gelies, dass mer elo och déi dote Reform uginn.

Ech si souguer iwwerzeegt, dass dat vill méi géif bréngen… Wann ee gesot kritt aus informéierte Kreesser, dass mer 20 bis 30.000 Betribsautoen doruechter lafen hunn, wou Salariéë vun hirem Patron gratis den Auto, de Bensin an alles zur Verfügung gestallt kréien, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da musst Der wierklech immens Idealist sinn, wann Der dat gratis zur Verfügung kritt, quitte dass Der e klengen Deel musst versteieren, wann Der dann nach géift den Zuch huelen, fir vun Esch, vun Diddeleng oder vun hanner Metz an d'Stad ze fueren.

Mir sinn der Meenung, dass do e risege Potenzial ass. Dat ass zum Beispill eng Mesure, déi kascht guer näischt. Déi géif dem Stat nach e ganze Koup Suen erabréngen. Mir fannen et och sozial ongerecht a mer wonneren eis, dass eng LSAP, déi en éischten Deel vun där Autosteier konnt matdroen, nach net bereet ass, endlech deen zweeten Deel unzegoen, nämlech do unzegräifen, wou Leit, déi meeschtens scho keng schlecht Pai hunn, wou déi och nach en Auto, ech soen emol hallef gratis zur Verfügung gestallt kréien.

(Interruption)

Dann hu mer just nach zwou Saachen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här Gira, däerf ech lech just berouegen, dass d'Revisioun vun de Konditioune vun der Ofsetzbarkeet bei de Betribsween eng Dispositioun ass, déi am Koalitiounsprogramm drasteet.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Da waarde mer mat Spannung, wéini dass dat dann endlech ugaange gëtt a wat dann d'Resultat ass.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et steet awer dran.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Da wollt ech nach just kuerz soen, dass mer nach zwou Saache bäigefügt och hunn. Dat eent ass eng Propos, déi hei am Hearing opkomm ass, déi mir awer och deelen. An dat ass d'Geschicht vun engem Institut luxembourgeois du climat.

Et konnt een déi zwielef Joer, wou mer hei diskutéiert hunn, ëmmer erëm feststellen, dass mer eng miserabel Datenlag hunn an dass mer deelweis Jore gebraucht hunn, ier mer eis iwwerhaapt eens waren, wien dann elo wéi vill Tonnen CO_2 an deem Land géif emittéieren. Ech hunn och dat Gefill, dass mer haut nach ëmmer deelweis schwammen, och wa mer lues a lues méi eens sinn. Ech mengen, mir bräichte wierklech een onofhängegt Institut, wat éischtens géif hëllefen, och Strategien auszeschaffen, och baséiert op wëssenschaftleche Kritären, wat awer virun allem och eng neutral Evaluatioun géif maachen. Ech mengen, dat géif där ganzer politescher Diskussioun och zeguttkommen, dass mer net ëmmer erëm streiden iwwer Chifferen.

Mir hunn dee Paragraph iwwert d'Gemengen eragesat. Mir begréissen, dass am Koalitiounsofkommes virgesinn ass, e Pakt mat de Gemengen ze maachen. Mir mengen awer och, dass endlech muss d'Regierung dem Innenminister soen, dass Klimaschutz ouni d'Gemengen net méiglech ass, an dass ouni Kompetenze vun de Gemengen am Energieberäich d'Gemenge keen aktive Klimaschutz kënne maachen. Dat ass e wesentleche Punkt fir eis. Dat erkläert e bëssen, dass mer niewent der Majoritéitsmotioun, wou mer eis wäerten enthalen, eng eege presentéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Den Här Schiltz huet d'Wuert nach gefrot.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, ech wollt zu där Fro „Entwécklung a Klima" nach eng Kéier Stellung huelen, well einfach hei Saache behaapt ginn, déi op kenger textlecher Grondlag baséieren. Et muss een einfach déi international Dokumenter kucken, och wat d'Applikatiounsregele vu Kyoto ubelaangt, wou kloer an däitlech drasteet, datt déi Finanzementer, déi am Kader Kyoto bereetgestallt ginn, net zu engem Détournement vun Entwécklungsgelder däerfe féieren. Dat huet Lëtzebuerg ënnerschriwwen, dat hunn déi aner Länner ënnerschriwwen, dat ass geltend internationaalt Recht.

Elo kënne mer iwwer Kommaen an de Motiounen hei diskutéieren an den Text no riets an no lénks kéieren, dat ännert näischt un deenen internationalen Engagementer, déi de part et d'autre geholl gi sinn. Ech soen awer derbäi, datt ech lech elo scho viraussoen, datt aner Länner wäerten déi international Engagementer a Fro stellen.

Am Iwwrege wonneren ech mech, datt mer just hei fir de Maintien intégral vum Volume international des aides au développement plädéieren. Et kënnt jo emol heeschen, datt mer net méi wëllen, datt déi aner op 0,7 ginn. Mä ech mengen net, datt dat d'Intentioun ass. Duerfir brauche mer den Text och net ze änneren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schiltz Merci. Den Här Berger huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech hat schonn an der Kommissioun ugekënnegt, datt mir géifen déi Motioun hei och ënnerstëtze respektiv matstëmmen, well eng Rei Saachen dra sinn, deene mer kënnen zoustëmmen. Ech hat awer och virdru gesot a menger Ried, datt et eng minimalistesch Motioun ass, datt ee kënnt méi wäit goen. Ënner anerem ass déi Motioun vun deene Gréngen eis ganz sympathesch, wou och zum Beispill d'Iddi vum Institut du climat dra virkënnt. Nëmme fir ze soen, datt mer déi hei wäerte stëmmen, awer och herno da wäerten déi vun deene Gréngen, déi méi wäit geet, matdroen.

M. le Président.- Zum Ofschloss vun der Diskussioun zu der Motioun géif ech dann der Regierung nach eng Kéier d'Wuert ginn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Just fir Stellung ze huelen zu zwee, dräi Punkten. Den éischte Punkt iwwert d'Entwécklungshëllef, mengen ech, huet den Här Schiltz elo perfekt erkläert, besser wéi ech dat hätt kënnen. Mä et ass ganz kloer, datt dat d'Descriptioun vun der Situatioun ass.

Ech wëll just hannendrufügen - wann Dir sot: „Alles dat ass jo mat de Kritären net kloer an net transparent" - ech mengen, mir ginn hei e Prinzip un, eng Philosophie, wéi mer wëllen an d'Verhandlungen eragoen, an d'Verhandlungen zu Kopenhagen, wéi mer déi Équilibere wëlle maachen. Wat dann duerno definitiv prezis an däitlech bei de Verhandlungen erauskënnt, dat décidéiere mir jo elo net heibannen. Duerfir, mengen ech, musse mer de grousse Prinzip elo festleeën - deen hu mer an der Motioun festgeluecht - a mat deem Prinzip an deem Négociatiounskader muss d'Regierung kënnen déi Diskussiounen zu Kopenhagen féieren. An et ass dat, wat mer wëllen hei erreechen.

Zweete Punkt, deen ech wëll soen - Dir sot: „Et muss ee minus 30 direkt elo ginn" - mä do och nach eng Kéier, mir schwätzen hei ëmmer wéi wa mer just zu Lëtzebuerg déi Diskussioun hei géife féieren. Mir sinn hei an Négociatiounen. D'Regierung an déi aner europäesch Regierunge mussen op Kopenhagen goen a mussen en Négociatiounskader hunn. Mir soen: „Minus 20 gi mer", mä mir mussen awer och kënnen eng Négociatioun féieren, a mir mussen och kënnen déi aner Länner bewegen, datt se och matmaachen.

An déi Zilsetzung, an ech wëll dat kloer an däitlech soen, vun eisen Diskussiounen a vun eisen Négociatiounen zu Kopenhagen als Lëtzebuerg an als Europäer, dat ass op minus 30 ze kommen. Mir géife gär dohinner kommen. Mir wëllen dat maachen. Mä mir hätten awer och gär, datt déi aner op deem Wee do matginn. An ech mengen, dat brauche mer awer als Négociatiounsbasis an als Kontext, an eppes wat mer op den Dësch leeën, wa mer dee Répondant kréien, an esou ass et och ze verstoen.

Dann déi Geschicht vun deene spezifesche Saachen, déi Spécificités nationales, déi mer hunn. Ech gesinn der awer e puer méi wéi déi, déi den Här Gira elo virdru gesot huet. Wann een einfach kuckt, d'Gréisst vun eisem Land an d'Influenz, déi d'Implantatioun vun enger Fabrik hei zu Lëtzebuerg huet, déi engem dee ganze Prozentsaz, deen een do ausrechent, duerch d'Ophalen oder duerch d'Neiopriichte kann duerjerneegeheien, esou ass et awer a kengem anere Land, esou ass et bei eis.

Mir hunn awer an den 90er Jore Circonstances particulières gehat, datt mer méi wéi all anert Land mat eiser Demographie an d'Luucht gaange sinn, datt d'Zuel vun de Frontaliere massiv an d'Luucht gaangen ass an domat d'Mobilitéit, déi mer brauchen, fir d'Frontalieren op déi Aarbechtsplazen ze kréien, wou mer frou sinn, datt se hei sinn. Alles dat ass awer particulier fir Lëtzebuerg.

Schlussendlech och deen Transit, dee mer awer duerch d'Gréisst vun eisem Land an haaptsächlech duerch d'geographesch Situatioun vun eisem Land kennen, dat sinn awer Circonstances particulières, deenen einfach Rechnung ze droen ass, a wou déi Situatioun an déi Prozentsätz méi schnell anescht kënne ginn oder méi schwéier prévisibel sinn, a mer duerfir eng gewësse Flexibilitéit ganz einfach an deem System brauchen, méi wéi vläicht en aneren.

M. le Président.- Vläicht, mengen ech, sollte mer d'Diskussioun elo ofschléissen. Et hat jiddwereen d'Geleeënheet, fir alles ze soen, wat en derzou ze soen hat.

Ech géif wëllen zum Vote vun der Motioun N°1 iwwergoen. Ass de Vote électronique gefrot oder kënne mer dat duerch Handofstëmmung maachen? Maache mer dat duerch Handofstëmmung?

(Assentiment)

Ech stellen da fest, wéi d'Fraktiounen dostinn.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat der Motioun 1 d'accord?

Wien ass do dergéint?

A wien enthält sech?

Dat sinn zwou, véier, sechs Enthalungen. Sechs Enthalungen a véier. Bei zéng Enthalungen ass déi Motioun dann ugeholl.

(Interruption)

Jo, dat war fënnef a véier an eng, dat ass zéng.

Den Här Hoffmann wëllt seng Abstentioun nach eng Kéier motivéieren, obschonn Dir et schonn, Här Hoffmann, an Ärer éischter Interventioun...

(Interruptions)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech weess selbstverständlech den Ënnerscheed.

M. le Président.- D'Reglement gesäit vir, datt den Här Hoffmann däerf seng Abstentioun motivéieren.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech géif dat och mengen. Ech weess och den Ënnerscheed tëschent Obligatioun vu Mëttelen an Obligatioun vu Resultat bei internationale Verhandlungen. Dat kennen ech. An dorunner géif sech och näischt änneren, wann ee bei deem zweetleschten Abschnitt vum Dispositif e Punkt géif setzen hannert 1990. Dat heescht also, déi Bedéngung, datt déi aner matmaachen, géif ewechloossen. Da wier et nach ëmmer nëmmen: „Invite le Gouvernement à œuvrer" an déi dote Richtung, a selbstverständlech net eng Verflichtung, zu deem Resultat ze kommen. Also insoufern war dem Här Minister seng Äntwert am Fong geholl net eng op meng Propositioun zu deem doten Abschnitt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat war awer elo keng Motivatioun zu Ärer Abstentioun, dat do.

(Interruption)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Wat dann? Wat war dat do dann?

(Interruption)

Motion 2

M. le Président.- Fir datt mer an der Rumm bleiwe vun der Diskussioun hei, géife mer zur Motioun N°2 iwwergoen. D'Motioun N°2 ass déposéiert gi vum Här Eugène Berger. Här Berger, wëllt Dir d'Wuert nach eng Kéier?

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Wann ech deenen Explikatioune vum Minister Schank konnt suivéieren, wier him am Fong geholl déi Motioun hei ganz sympathesch, well eng Rei Saachen dra sinn, déi d'Regierung och wëllt ëmsetzen. Duerfir géif ech et jo awer dann ëmsou méi interessant fannen, wann d'Chamber hei kënnt massiv der Regierung de Réck stäipe mat dëser Motioun, fir datt se dann och duerch de Bësch géife kommen. Duerfir verstinn ech net, firwat d'Majoritéit déi Motioun net wëllt stëmmen, an invitéiere se nach eng Kéier, se ze stëmmen.

M. le Président.- Bon, mir géifen zum Vote kommen. Ech ginn dovun aus, datt hei de Vote électronique gefrot ass.

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

De Vote fänkt un. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resultat ass: Mat Jo hunn 20 Deputéiert gestëmmt a mat Nee 37.

Résultat définitif après redressement: la motion 2 est rejetée par 20 voix pour et 38 voix contre.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Ali Kaes), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Raymond Weydert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Weiler), Laurent Mosar (par M. Norbert Haupert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Michel Wolter), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Motion 3

Mir géifen dann zur Motioun N°3 kommen. De Minister huet dem Här Berger, deen och hei den Dépôt gemaach huet vun der Motioun, eng Rei vu Propositioune gemaach, ënner welchen d'Regierung kënnt mat där Motioun d'accord sinn. Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech hunn effektiv den Erklärunge vum Minister genau nogelauschtert, an en huet jo och verschidden Explikatioune ginn, déi ech ka verstoen an déi ech och kann akzeptéieren, an ech wier duerfir och d'accord mat deene Modifikatiounen, déi hie proposéiert.

Fir eis ass virun allem wichteg d'Zil dovunner, dat heescht, datt mer d'Bilanz kënne maache vun deene Projeten, wou mer engagéiert sinn, an och dann deementspriechend herno kënne Korrekture virhuelen, an nëmme wierklech a Projete ginn, wou och wierklech d'Nohaltegkeet garantéiert ass, wa mer mussen eben déi flexibel Mechanisme gebrauchen. Ech hoffen, datt mer dann doduerch och an Zukunft net méi an der Situatioun sinn, datt mer mat eiser Autosteier Wandmillen a China musse bezuelen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Ech géif vläicht nach eng Kéier résuméieren, datt an der Motioun, esou wéi se déposéiert ginn ass, dann an de Considéranten den zweetleschten an drëttleschte Considérant géife gestrach ginn, an dass am Dispositif dee leschten Dispositif géif heeschen: «à veiller à ce que les projets apportent une grande plus-value en termes de durabilité». Wann dat esou akzeptéiert ass, da géif ech déi Motioun zum Vote stellen.

Motion 3 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que le Protocole de Kyoto définit trois mécanismes flexibles, à savoir le commerce de droits d'émissions, la mise en œuvre conjointe et le mécanisme de développement propre dans la stratégie visant à une réduction des gaz à effet de serre;

- considérant que le Luxembourg a largement recours à ces mécanismes flexibles;

- considérant le Plan National d'Allocation de Quotas II (PNAQ II) couvrant la période de 2008 à 2012;

- considérant que des sommes considérables sont engagées par le fonds de financement des mécanismes de Kyoto, en vue de la participation aux différents projets de CDM (Clean Development Mechanism) et de JI (Joint Implementation);

- considérant que la Chambre des Députés est soucieuse du nombre d'engagements financiers pris dans le cadre des mécanismes flexibles;

- considérant la participation du Grand-Duché de Luxembourg aux Fonds Carbone de la Banque Mondiale et de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement;

- insistant sur la nécessité de la priorité d'actions nationales en matière de lutte contre les changements climatiques;

invite le Gouvernement à

- présenter dans les meilleurs délais un bilan détaillé des mécanismes flexibles auxquels le Luxembourg a eu recours;

- vérifier que les projets auxquels il a participé respectent les critères écologiques, sociaux et économiques de durabilité;

- vérifier si les réductions d'émissions de gaz à effet de serre accréditées sont à la hauteur des moyens financiers engagés;

- veiller à ce que les projets apportent une grande plus-value en termes de durabilité.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Fernand Etgen, Camille Gira, André Hoffmann.

Vote sur la motion 3 modifiée

Ech ginn dovun aus, datt mer déi par main levée kënnen elo ofstëmmen.

Wien ass domadder d'accord?

Wien enthält sech?

Wien ass dergéint?

Mat Unanimitéit wär déi Motioun 3 ugeholl.

Motion 4

Mir géifen dann zur Motioun 4 kommen, déi vum Här Camille Gira déposéiert ginn ass. Gëtt et do nach Wuertmeldungen? D'Regierung huet proposéiert, déi Motioun ofzelehnen.

Wa keng Wuertmeldungen do wären, da géif ech gär zum Vote kommen.

Den Här Colombera freet d'Wuert nach.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, ech wollt den Här Gira froen: Wien ass alles op där Table ronde do derbäi? Wie géift Dir do invitéieren?

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Bon, ech mengen, mir kéinten zum Vote...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo, komme mer zum Vote, soss sëtze mer muer de Moien nach hei, wann ech dem Här Colombera all déi Leit muss opzielen, déi do sollen derbäi sinn.

M. le Président.- Här Gira, hätt Der gären de Vote électronique?

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo, jo!

M. le Président.- Da géife mer dee lancéieren.

Vote sur la motion 4

De Vote ass un.

Une voix.- Da kënne mer se net matstëmmen…

M. le Président.- Mir géifen dann iwwergoen op d'Procuratioun. De Vote wär ofgeschloss.

D'Resultat vum Vote vun dëser Motioun ass: 14 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 40 mat Neen an een Deputéierten huet sech enthalen.

Résultat définitif après redressement: la motion 4 est rejetée par 41 voix contre, 14 voix pour et une abstention.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox).

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus (par M. Lucien Weiler), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Raymond Weydert), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Michel Wolter), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Lucien Lux);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Domat wär dann d'Diskussioun vun dësem Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss. Mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Finanzéierung vun de grousse staatlechen Infrastrukturen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht ginn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Etgen, den Här Diederich, den Här Bausch, den Här Henckes, den Här Hoffmann an den Här Negri. Den honorabelen Här Fernand Boden presentéiert eis de Rapport vun der Commission du développement durable. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

3. 6079 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no 2006, 2007 an 2008 hu mer haut hei an der Chamber déi véierte Kéier den Débat iwwert de Finanzement vun de groussen Infrastrukturprojeten, déi de Stat realiséiert. Nei ass, datt dëst Joer, bedéngt duerch déi nei Regierungsopdeelung, doduerch, datt mer elo e Ministère vun der nohalteger Entwécklung an den Infrastrukture geschaf hunn, datt mer een Débat spueren, well haut souwuel den Domän vun den Travaux publics wéi och dee vum Transport hei zesumme virgestallt ginn.

Zënter Joren ass an der Chamber an och an der Regierung doriwwer diskutéiert ginn, wéi d'Plangen, wéi de Bau vu gréisseren Infrastrukture vum Stat kéinte méi schnell gemaach ginn, méi transparent gemaach ginn, méi einfach, ouni datt awer d'Matsproocherecht vun der Chamber, d'Kontroll vun der Chamber géife beschnidde ginn.

Zënter 2006 gëtt also eng nei Prozedur applizéiert, sou datt ech net nach eng Kéier dorobber wëll agoen. Ech wëll Iech just, Här President, eng Lëscht hei iwwerreeche vun allen Infrastrukturprojeten, déi an deenen dräi leschte Joren eng Autorisatioun vun der Chamber duerch déi nei Prozedure kritt hunn. Déijéineg, déi dat nokucken, wäerte gesinn, datt dat scho ganz appréciabel ass.

(M. Fernand Boden dépose une liste récapitulative des projets ayant fait l'objet d'une autorisation par motion.)

M. le Président.- Merci.

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Eropsetzung vu 7,5 Milliounen Euro op 40 Milliounen Euro vun deem Seuil, vun deem un all Engagement vum Stat muss duerch e Gesetz autoriséiert ginn - dat ass am Abrëll vum leschte Joer geschitt -, ass och déi Prozedur, déi hei ofgemaach war, e bëssen ëmgeännert ginn. Et sinn e puer nei Änneronge komm.

De finanzielle Seuil vun de Projeten, déi an der Nohaltegkeetskommissioun all Joer musse presentéiert ginn, deen ass vu 7,5 Milliounen net op 40, mä op zéng Milliounen eropgesat ginn. Gläichzäiteg kréien d'Deputéiert, déi mat deem engen oder anere Projet net d'accord sinn, awer d'Geleeënheet, fir hei an der Chamber eng separat Motioun ze presentéieren niewent där genereller Motioun, fir datt och iwwer hir Positioun kann ofgestëmmt ginn.

Well awer och ëmmer méi Urgencë virkommen, déi een net virausgesi kann, och beim beschte Wëllen net, war et néideg, d'Autorisatiounsprozedur och e bësse méi flexibel ze gestalten. Duerfir kann d'Chamber an esou Fäll vun Urgence och am Laf vum Joer duerch eng Motioun hir Autorisatioun fir spezifesch Bauprojete ginn.

Wat elo soss d'Matsproocherecht an d'Kontroll vun der Chamber ugeet, bleift et esou, datt fir Projeten, déi méi wéi 40 Milliounen Euro kaschten, e Projet de loi muss ausgeschafft an och hei an der Chamber gestëmmt ginn.

Wat de finanzielle Suivi vun de Chantieren ugeet, déi schonn amgaange sinn, ass et säit e puer Joer esou, datt de Minister all sechs Méint an d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire kënnt, fir déi finanziell Evolutioun vun de Projeten do ze presentéieren.

Dëse Modus Vivendi soll och bäibehale ginn, mä soll sech net nëmmen op déi Projete vun engem Käschtepunkt vun iwwer 40 Millioune begrenzen, mä soll ziele fir all Projet, dee méi wéi zéng Milliounen Euro kascht. Fir d'Ausféierung vun de Projeten tëschent zéng a 40 Milliounen Euro, fir déi kee Gesetzesprojet muss ausgeschafft a gestëmmt ginn - et ass awer net verbueden, wëll ech hei derbäifügen -, ass d'Comexbu stänneg mat agebonnen, wat de finanzielle Suivi ubelaangt. De Minister ass och bereet, fir déi fir d'Infrastrukturen zoustänneg Kommissioun regelméisseg ze informéieren iwwert de Weidergang vun de Projeten tëschent zéng a 40 Milliounen, fir déi d'Ausschafe vu Pläng an Etüden autoriséiert ginn ass. Sou datt wéi gesot déi zwou Kommissiounen och permanent iwwert de Fortgang vun de Projete Bescheed wëssen.

Dir gesitt, dës puer Ännerunge vun der Prozedur erlaben eis méi eng grouss Flexibilitéit; se erlaben der Regierung am Noutfall méi séier kënnen ze reagéieren, an trotzdeem behält d'Chamber nach déi néideg Kontroll iwwert dat Ganzt.

Dir Dammen an Dir Hären, modern Infrastrukture si wichteg fir déi zukünfteg Entwécklung vun eisem Land. De Konjunkturprogramm gëtt 2010 op vollem Niveau weidergefouert. Dat ass wichteg a richteg, fir eise Betriber ze hëllefen, dës Kris ze iwwerwannen. Mä et ass och wichteg, fir datt hei zu Lëtzebuerg d'Land no der Kris gutt dosteet an datt potenziell Investisseuren hei am Land kënne performant Infrastrukturen ugebuede ginn.

Gewëss, mer wëssen alleguer, datt de Budgetsdefizit 2010 - an doriwwer kréie mer nach Geleeënheet ze schwätzen - ganz héich ass an datt mer 2011 mussen ufänken, zolidd ze spueren, fir deen Defizit erëm ofzebauen. Dat wäert ganz sécher net ouni aschneidend Moossname goen. Och bei den Infrastrukturen. Mä et däerf een awer net deen einfache Wee wielen a virun allem beim Ausbau vun den Infrastrukture Gelder aspueren, well trotz Budgetsdefizit musse gewëssen Investissementer elo gemaach ginn, fir datt mer no der Kris net nach méi schlecht dostinn, wéi dat soss de Fall wär.

No dësem kuerzen Exkurs wëll ech da kuerz och op d'Lëscht vun de Projeten agoen, well dat an der Prozedur virgesinn ass, d'Projeten, déi de Minister eis an der Kommissioun virgestallt huet.

Mir hunn d'ailleurs vum Minister a vu senge Mataarbechter all Informatiounen an Äntwerte kritt, déi mer gebraucht hunn. Duerfir soen ech hinnen all Merci fir déi gutt an effikass Zesummenaarbecht.

D'Chamberskommissioun huet all eenzelne Projet vun der Lëscht analyséiert an och diskutéiert. Duerfir verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, fir dat méi am Detail nozeliesen. Hei wëll ech déi Projeten eenzel a ganz kuerz virstellen.

Ech fänken u mat de Projete vun den Travaux publics, an do mat deene vun der Bauverwaltung. Fir d'éischt geet et ëm d'Renovéierung vun de militäreschen Infrastrukturen um Härebierg. D'Gebaier um Härebierg stamen aus de 50er Joren. Se sinn an engem schlechten Zoustand, duerfir muss dréngend eppes geschéien. Et geet hei ëm eng Gesamtsurface vu 74.000 m², an do gëtt gekuckt, ob se am beschte renovéiert ginn, oder wat fir eng mussen ofgerappt an nei opgebaut ginn. De Käschtepunkt beleeft sech op ronn 100 Milliounen Euro.

Da kommen eng ganz Rei vu Schoulprojeten. Dir gesitt also, d'Regierung leet prioritär och Gewiicht op de Bau vun neie Schoulinfrastrukturen. Et geet fir d'éischt ëm den Ausbau an d'Renovéierung vum technesche Lycée vu Bouneweg. Dës Aarbechte sinn néideg, fir de Lycée vu Bouneweg de modernen Ufuerderungen un d'Schoul gerecht ze maachen, fir nei pedagogesch Konzepter do kënnen unzebidden, zum Beispill d'Ganzdagsschoul. Et gi provisoresch Strukturen ofgerappt, an den Alimentatiounsberäich gëtt HACCP-konform gemaach. Dësen Investissement kascht de Stat 105 Milliounen Euro.

Da geet et ëm de Bau fir eng Schoul vun der zweeter Chance. Dës Schoul ka bis 400 Schüler ophuelen, déi sech an enger Iwwergangsphas tëschent Schoul an Aarbechtswelt befannen. 40 Milliounen Euro wäert de Stat hei investéieren, fir datt dës Schüler besser Chancë kréien, fir eng Aarbechtsplaz um Aarbechtsmaart ze fannen.

Da geet et ëm d'Kantinn an d'Sportshal vun der Handwierkerschoul hei an der Stad. 25 Milliounen Euro kascht et, fir datt e Restaurant fir 350 Schüler, datt eng Cafeteria mat 170 Plazen an eng Sportshal mat dräi Unitéite gebaut ginn. Des Weidere gëtt e Solarlabo ageriicht, e Parking fir 110 Autoe gebaut an d'Alentours ginn aménagéiert.

Da kéime mer un de Centre de logopédie. Déi bestehend Infrastrukture stamen aus dem Joer 1971, se ginn den aktuellen Ufuerderungen net méi gerecht, a fir ronn 20 Millioune ginn déi al Gebailechkeeten ofgerappt a ginn neier opgeriicht.

Da gi mer un d'temporär Strukturen, déi néideg sinn, fir datt den Athenäum ka komplett renovéiert ginn. Bei dësem Projet handelt sech ëm eng qualitativ ganz héichwäerteg temporär Struktur vun 11.000 m², déi ronn 1.400 Schüler aus dem Kolléisch ophuele kann während der Renovéierung vum Athenäum. Déi héich Käschte vun 20 Milliounen Euro fir eng temporär Struktur, déi erkläre sech doduerch, datt et sech hei ëm eng ganz héichwäerteg prefabrizéiert Struktur mat gudden Energiewäerter handelt. Dës Infrastruktur soll eng Liewensdauer hu vun zéng bis 20 Joer a si soll an enger zweeter Phas och kënne genotzt ginn, wann aner Lycéeën um Geesseknäppche renovéiert ginn.

Da kéime mer un de Sportslycée um INS - Fetschenhaff. Dëse Projet, deen déi néideg Strukture schaaft, fir datt 350 bis 450 jonk talentéiert Sportler Schoul a Sport optimal ënner een Hutt kréien, kascht 6,9 Milliounen Euro. Ech wëll net verheemlechen, datt dëse Projet dem Éierepresident vun der Dëschtennisfederatioun, dee viru Joren d'Sportsklasse mat initiéiert huet, ganz vill Freed mécht.

Da kéime mer un de Lycée technique pour professions de santé am Süde vum Land. Momentan gëtt et nach kee richtege Site fir dëse Lycée, dee Plaz fir 430 Schüler vun de Gesondheetsberuffer soll hunn an deen dës Formatioun, déi och haut schonn am Zentrum an am Norden ugebuede gëtt, soll weider dezentraliséieren. Momentan si verschidden Terrainen am Süde virstellbar, mä sollt deen neie Lycée fir Gesondheetsberuffer op e gemeinsame Site komme mat engem anere Lycée, si selbstverständlech eng Rei vu Synergië méiglech, zum Beispill am Beräich vun de Sportshalen oder am Beräich vun der Restauratioun. De Budget wäert sech op ronn 30 Milliounen Euro belafen.

Da kéime mer un d'Extensioun vun der Cour des Comptes. Ech mengen, mir wëssen alleguer, ëm wat fir e Gebai et sech do handelt. Ënner anerem soll hei eng Vergréisserung a Richtung fréier Gebai vum Service national de la Jeunesse virgeholl ginn. Et soll eng eenzeg Entrée an der Avenue Monterey geschaf ginn. Weider Detailer fannt Der am schréftleche Rapport. D'Käschte belafe sech op ronn 7,4 Milliounen Euro.

Da kéim de Bâtiment Jean Monnet 2 fir déi Europäesch Kommissioun. Dëst Gebai, fir dat nach kee Budget definéiert ass, gëtt an zwou Phase realiséiert. An enger éischter Phas entsteet Plaz fir 1.850 Leit, an enger zweeter Phas fir 1.050 Leit, sou datt ronn 3.000 Leit insgesamt wäerten an deene Gebailechkeete kënnen hir Aarbechtsplaz fannen. Insgesamt wäert dëst Gebai um Kierchbierg eng Surface hu vun 200.000 m², an et ass virgesinn, datt dat Ganzt iwwer eng Location-vente soll bezuelt ginn. De Stat prefinanzéiert also an e kritt d'Sue vun der EU-Kommissioun erëmbezuelt.

Erlaabt mer dann, datt ech zu de Projete kommen, déi vun de Ponts et Chaussées realiséiert ginn.

Do geet et fir d'éischt ëm e Contournement Olm-Kielen. Dëse Projet, deen als prioritär agestuuft ass, steet och am Avantprojet de plan directeur sectoriel «Transports». E soll d'Aktivitéitszone vu Capellen a vu Kielen effikass un d'Stroossennetz ubannen, an e soll d'Uertschafte Kielen an Olm entlaaschten, fir deenen hir Liewensqualitéit ze verbesseren, wat jo ganz sécher eisem Frënd Félix Eischen vill Freed wäert maachen. Dëse Projet kascht de Stat 18,26 Milliounen Euro.

Da kéime mer un de Flughafen, wou en neien Dépôt fir de Kérosène soll geschaf ginn. Deen aktuellen Dépôt ass an de 70er Jore gebaut ginn, erfëllt net méi déi heiteg Normen an Exigenzen an de Beräicher vun der Sécherheet, vun der Gesondheet, vum Ëmweltschutz. Des Weideren ass och d'Capacitéit vum aktuellen Dépôt net grouss genuch, fir dem momentane Loftverkéier kënne gerecht ze ginn. E gëtt zwar permanent iwwer eng NATO-Pipeline versuergt, mä e muss awer op d'mannst fir fënnef Deeg Reserven hunn. Duerfir faasst deen neien Dépôt elo dräi Reservoire vu jeeweils 5.000 m³. D'Reservoire sinn duebelwänneg, ginn an de Buedem agegruewen an erfëllen duerfir elo all Normen. Éischten Evaluatiounen no gëtt dëse Projet op 20 bis 30 Milliounen Euro geschat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéim dann ofschléissend zum Volet Transport. Do geet et fir d'éischt ëm d'Erneierung vun der Nordstreck. Bei dësem Projet vun enger finanzieller Envergure vu 85 Milliounen Euro ass virgesinn, verschidde Streckenofschnëtter tëschent der Stad an Ëlwen op enger Gesamtlängt vun 52 km ze erneieren. Fir d'lescht ass do tëschent 1982 an 1989 un dëser Streck erneiert ginn. Et sinn dräi Streckenofschnëtter concernéiert, Luerenzweiler-Miersch, vu Cruuchten op Ettelbréck-Bürden a vu Wëlwerwolz op Clierf.

Dann dee leschte Projet, deen och op der Nordstreck ass. Et ass d'Rekonstruktioun vun enger Bréck iwwert d'Uelzecht virun der Ettelbrécker Gare. Hei soll d'Zuchbréck iwwert d'Uelzecht virun der Ettelbrécker Gare nei gebaut ginn. Dës Bréck ass 1860 gebaut ginn. Se ass 1884 an 1900 zweemol staark ëmgeännert ginn. Och nom Zweete Weltkrich ass nach eng Kéier dru geschafft ginn, well de Krich seng Spuren do hannerlooss hat.

Duerch eng staark Augmentatioun vum Zuchverkéier huet d'Bréck an de leschte Joren awer staark gelidden, sou datt se a kengem gudden Zoustand méi ass. Et goufen zum Beispill Rëss an der metallener Struktur festgestallt, wou d'Schinnen drop leien. Dës Schied si wuel gefléckt ginn. Mä eng Etüd ass zur Konklusioun komm, datt et besser wär, dës Bréck esou séier wéi méiglech ze ersetzen, wat iwwregens och positiv Auswierkungen op d'Iwwerschwemmungsgefor zu Ettelbréck hätt, also och en zweet positiivt Element, wat mat dem Neibau vun dëser Bréck verbonne wär. Momentan beleeft dëse Projet sech op 17 Milliounen Euro.

Ofschléissend wëll ech soen, datt d'Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung keng extra Awänn hat géint déi verschidde Projeten, déi ech elo grad virgestallt hunn. D'Kommissioun huet also en eestëmmegen a favorabelen Avis ginn zu alle Projeten, déi, wéi ech schonn ufanks gesot hunn, zur Verbesserung vun den Infrastrukture vun dësem Land bäidroen.

Aus dësem Grond réit also d'Kommissioun der Chamber, hiren Accord ze ginn, fir datt déi noutwendeg Etüde fir d'Verwierklechung vun de Projete kënnen ausgeschafft ginn.

Domadder huet, wéi gesot, de Rapporteur säi mëndleche Rapport ofgeschloss. Ech géif dann als Spriecher vun der CSV-Fraktioun den Accord vun eiser Fraktioun zu dëse Projetë bréngen.

Ech déposéieren eng deementspriechend Motioun, déi och an der zoustänneger Kommissioun guttgeheescht ginn ass. Si ass vu bal alle Fraktiounen ënnerschriwwen. Déi gréng Fraktioun wollt nach op d'Äntwert vum Minister waarden, fir och eventuell hir Ënnerschréft dorënner ze ginn. Ech wëll se also hei um Chambersbüro déposéieren.

Merci bien.

Une voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

- vu d'autre part:

l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001;

la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 et du 10 juillet 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un APD à charge du département du Développement durable et des Infrastructures en 2009/2010, présentée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures lors des séances des 14 et 28 octobre 2009 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée,

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2010 afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'administration des bâtiments publics

- procéder à la modernisation des bâtiments existants de la caserne Herrenberg alors que les infrastructures actuelles datent des années 50 et se trouvent dans un état vétuste; rénovation selon les principes de la performance énergétique actuels;

- réaliser une extension et une rénovation Lycée technique de Bonnevoie permettant de supprimer définitivement les structures provisoires hébergeant 35 salles de classe, permettre la mise en conformité des infrastructures alimentaires (normes HACCP) et offrir un concept pédagogique novateur (Ganzdagsschoul);

- construire une École de la Deuxième Chance sur le territoire de la Ville de Luxembourg permettant aux jeunes «décrocheurs scolaires», «primo-arrivants» et aux jeunes n'ayant pas trouvé de poste d'apprentissage d'avoir une formation et un diplôme;

- réaliser pour le Lycée technique des Arts et Métiers une cantine et des infrastructures sportives alors que les infrastructures existantes pour ces deux fonctions sont insuffisantes à l'heure actuelle;

- construire un nouvel immeuble pour le Centre de Logopédie à Luxembourg/Strassen alors que les bâtiments actuels datent de 1971 et se trouvent dans un état vétuste; la nouvelle construction sera également réalisée conformément au concept de la performance énergétique actuelle;

- ériger une structure temporaire pour les besoins de l'Athénée de Luxembourg qui sera complètement rénové et assaini;

- construire un bâtiment définitif pour le Lycée Sports-Études à l'INS Fetschenhof qui fonctionne depuis un an à cet endroit dans des structures provisoires;

- réaliser un Lycée technique pour Professions de Santé au Sud du pays afin de pouvoir continuer la décentralisation de cette formation qui est offerte également au Centre et au Nord du pays;

- procéder à la rénovation des bâtiments de la Cour des Comptes, rue Monterey suite au départ du Service national de la Jeunesse;

- effectuer, pour le compte de la Commission européenne, les études et, par la suite, la réalisation d'un nouveau Bâtiment Jean Monnet 2;

b) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'administration des ponts et chaussées

- construire à l'aéroport de Luxembourg un nouveau dépôt de carburant en particulier au motif que la capacité de stockage de l'actuel dépôt est trop faible et qu'il échet de réaliser, pour des raisons de sécurité, des réservoirs «enterrés»;

- réaliser le contournement de Olm-Kehlen [N6-A6-N12], inscrit dans l'avant-projet du plan sectoriel transports afin de raccorder efficacement les zones d'activités de Capellen et de Kehlen au réseau routier primaire.

c) en ce qui concerne le champ d'intervention du département des transports

- procéder au renouvellement de différents tronçons de voie de la Ligne du Nord avec amélioration de la plate-forme en vue de la mise en œuvre de traverses en béton pour en augmenter la durée de vie et diminuer les coûts de maintenance;

- réaliser la reconstruction du pont rivière situé au point kilométrique 46,930 en Gare d'Ettelbruck pour remplacer un ouvrage d'art à la limite d'usure.

(s.) Fernand Boden, Lucien Clement, Fernand Diederich, Fernand Etgen, Jacques-Yves Henckes, Roger Negri.)

M. le Président.- Merci dem Här Boden fir säi Rapport am Numm vun der Kommissioun. Ech géif dann als éischte Riedner den Här Etgen bieden, hei bei d'Pult ze kommen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëschte gëtt et der iwwerall an eisem Alldag: To-do-Lëschten, Akafslëschten, Lëschte mat Cadeaue fir de Kleeschen oder fir Chrëschtdag an esou weider an esou fort. Dës Lëschten hunn alleguer eppes gemeinsam: Si sinn dofir do, datt mer wichteg Saachen net vergiessen. Si sinn dofir do, datt mer e Stéckchen Uerdnung an eist Liewe kréien. Si sinn do, fir ofgeschaaft ze ginn.

Wat passéiert dann elo, wa mer dës Lëschten zum Beispill am Gewulls vun engem onopgeraumte Büro géife verléieren oder einfach vergiessen? Da gëtt d'Steiererklärung net gemaach, mëttes ass kee Bifdeck um Teller, a virun dem Chrëschtbeemche sëtze Kanner, déi kräischen.

Här President, mir sollen haut an dësem Haus iwwert d'Lëscht mat de Prioritéite vun de groussen Infrastrukturprojeten diskutéieren. An ech hunn d'Gefill, wéi wann d'Regierung dee leschten Akafsziedel am Gewulls verluer huet, well vill vun deene Projeten, iwwert déi mer an deene leschte Joren hei diskutéiert hunn, sinn nach ëmmer net als Projet de loi an d'Chamber zréckkomm.

Jiddwereen heibannen ass sech der Wichtegkeet vun der Prozedur, déi zënter 2006 applizéiert gëtt, fir en optimale finanzielle Suivi vun de groussen öffentlechen Infrastrukturprojeten ze garantéieren, bewosst. Déi grouss Infrastrukturprojeten, déi op dëser Lëscht stinn, sollten eigentlech dat Joer drop oder méi Joren drop an enger méi detailléierter Form hei an d'Chamber kommen.

Vun all deene Projeten, déi zënter 2006 op deene verschiddene Lëschte stoungen, ass d'Chamber bei villen nach net mat engem entspriechende Projet de loi befaasst ginn. An et sinn net déi mannsten, jo, et sinn eigentlech déi wichtegst Projete fir d'Zukunft vun eisem Land. Et sinn déi deierst Projeten. Et sinn déi komplizéiertst Projeten, déi an de vergaangene Joren net ofgeschaaft gi sinn. Ech wëll der nëmmen e puer zitéieren.

2006 stoungen op der Lëscht d'direkt Zuchlinn tëschent der Stad an Esch, woubäi e Kolleeg, den Eugène Berger, viru kuerzem eng Fro un de Minister gestallt huet, well ee säit Méint näischt méi vun deem Projet héieren huet. 2006 hate mer och schonn all déi aner grouss Projeten op der Lëscht, déi den Transportminister Henri Grethen a sengem integréierte Verkéierskonzept Mobilitéit.lu virgesinn hat: d'Gares périphériques, den Tram an esou weider an esou fort.

(Interruption)

Här President, mir hu mat der Prozedur vun 2006 een Tube geschaf, deen eis et sollt erméiglechen, fréizäiteg iwwer grouss Projeten ze diskutéieren, ier se ënner enger konkreter Form vu Projet de loi nees an d'Chamber zréckkommen.

Ech stelle fest, datt dësen Tube verstoppt ass mat grousse Projeten, déi net ofgeschaaft ginn. Ech stelle fest, datt d'Regierung et net fäerdeg brëngt, wichteg Projeten ofzeschafen, déi essenziell si fir d'Liewensqualitéit vun de Lëtzebuerger a fir d'zukünfteg wirtschaftlech Entwécklung vun eisem Land. Ech stelle fest, datt d'Regierung den Iwwerbléck verluer huet, fir d'Prioritéite bei den öffentlechen Infrastrukture festzeleeën.

Wéi eng Projete ginn dann elo fir d'éischt realiséiert? Déi, déi haut op der Lëscht stinn, oder déi, déi scho säit 2006 dorobber waarde realiséiert ze ginn? Dës Prozedur däerf net zu enger purer Ukënnegungsprozedur verkommen, wou de Minister just Tape à l'œil mécht, fir vläicht opgereegt Gemidder dobaussen ze berouegen.

Den Timing, fir dës Projeten ze realiséieren, hänkt net nëmme vum Minister senge Wënsch a Wonschvirstellungen of. Ech wollt duerfir de Minister froen, wéi et mam Timing ass vun all deene Projeten, déi an deene leschte Joren dës éischt Etapp passéiert hunn. De Bauprogramm ass eng Saach, et kënnt awer op d'Programmation financière un.

Wat fir eng Enveloppe stellt dëse Programm duer? A wat fir eng Enveloppe huet de Superminister - oder méi richteg ausgedréckt: den Investitiounsminister - an deenen nächste Joren zur Verfügung?

Mir mussen de Bauprogramm och finanzéiert kréien. D'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger hu scho wéineg Verständnis derfir, wann dee ganze Wahlprogramm ënner Finanzéierungsvirbehalt steet. Ech mengen, si hätte guer kee Verständnis, wann elo och nach d'Politik vum Minister ënner eben deem Finanzéierungsvirbehalt géif stoen. Ech huelen un, datt de Minister duerno ee Wuert dozou seet.

An dësem Kontext wëll ech och op d'Reflexiounen hiweisen, déi de Conseil d'État a sengem Avis zum Budget 2009 an 2010 zu den öffentleche Finanze gemaach huet. Et ass sécher richteg, déi öffentlech Investitiounen a Krisenzäiten an der Logik vun enger antizyklescher Politik héich ze halen. De Conseil d'État weist och drop hin, datt déi öffentlech Investitiounen am Verglach zum PIB proportionell méi héich sinn, wéi dat bei eisen Noperen de Fall ass.

Mir mussen also eng méi déif gräifend Analys maache fir déi kommend Budgetsjoren. A wirtschaftlech méi schwéieren Zäite gëllt et och, d'Prioritéiten ze iwwerpréiwen an op hir Opportunitéit ze analyséieren.

Dës Debatt iwwert de Finanzement vun deene groussen Infrastrukturprojete vum Stat soll awer och derzou déngen, fir drop hinzeweisen, datt net nëmmen de Finanzement wichteg ass, mä datt all Virgäng an der Planung effizient musse gesteiert ginn. Et gëllt d'Projeten esou ze ficeléieren, datt se a puncto Effizienz beschtméiglech geplangt sinn. Virun allem mussen d'Erausfuerderungen, esou wéi se am IVL-Konzept duergestallt sinn, gemeeschtert ginn.

Mir mussen eis drugi mam IVL an der Mobilitéitsorganisatioun. Als DP bedauere mir hei haaptsächlech, datt de Stat et net fäerdeg brëngt bei sengen Décisiounen, déi grouss Linne vum IVL ze respektéieren. An dobäi misst dach grad bei engem integrative Konzept de Stat mam gudde Beispill virgoen.

Nach ëmmer gëtt un deem sougenannte Plan sectoriel erëmgedoktert, ouni datt mer haut ee koordinéiert Konzept hunn. Nach ëmmer wësse mer net, wat een hei am Land op engem bestëmmte Metercarrée dierf maachen, well d'Plans sectoriels fir deeselwechte Metercarré verschidden an awer konträr Méiglechkeete virgesinn.

Dat ass gläich bei enger ganzer Rei vu Projeten, déi vun 2006 un op de Prioritéitslëschte stoungen, de Fall. All dës Projete sinn awer Deel vun engem Gesamtkonzept, wéi d'Transportwiese sech hei zu Lëtzebuerg soll weiderentwéckelen, wéi den öffentlechen Transport ausgebaut an organiséiert gëtt, wéi d'Entwécklung vum Stroossennetz dorobber opbauend soll virugoen.

Et dierft och net méi virkommen, datt de Stat nei Bauteprojeten op een net IVL-kompatibele Site implantéiert. Dëse Prioritéiteprogramm mécht méi wéi däitlech, datt de Stat beim Festsetze vun de Prioritéite bei der klassescher Duebelstrategie bleift: engersäits Ausbau vun den öffentleche Verkéiersinfrastrukturen, an anererséits Ausbau vun den Infrastrukture vum Individualverkéier.

A well et esou ass, wëlle mir als DP op en Neits drop hiweisen, datt weider Effortë musse gemaach gi fir d'Ariichte vu groussen Opfangparkinge laanscht den Eisebunnsréseau; esou wéi dat iwwregens och am IVL virgesinn ass. Dës Opfangstrukture si wichteg, well wann d'Leit alleguerten d'Flemm hunn, wa se laang no enger Parkplaz gesicht hunn a keng fonnt hunn, dann ass et normal, da fuere se léiwer direkt mam Auto op hir Schaff. Wann d'Leit op de Garë keng Parkméiglechkeete fannen, maache se, an dat ass och logesch a mënschlech verständlech, ganz einfach net Gebrauch vum öffentlechen Transport.

Deen Exercice, dee mer dagdeeglech vun hallwer aacht un zu Miersch, zu Ettelbréck, zu Ëlwen an op verschiddene Grenzparkinge kënnen observéieren. Den Transfert vun enger Plaz op déi aner muss séier goen. De Verkéier, egal ob den öffentlechen oder den individual, muss flëssег, séier an duerchgehend vun enger Plaz A op eng Plaz B goen.

Här President, fir d'Prioritéite bei de groussen Infrastrukturprojete musse folgend Considératiounen a Betruecht gezu ginn: d'Sécherheet verbesseren, d'Liewensqualitéit eropschrauwen, Infrastrukture fir d'wirtschafltech Kompetitivitéit optiméieren, a last but not least Infrastrukture fir d'Ausbildung vun eiser Jugend schafen.

D'Sécherheetsproblemer op der N7 si bekannt a wäerte sech mam zouhuelende Verkéier an deenen nächste Joren nach verschäerfen. Déi rezent Mesuren, fir akute Sécherheetsmängel bäizekommen, ginn net onbedéngt an déi richteg Richtung. Hei kann ee scho vun engem regelrechte Schilderwirrwarr schwätzen. Verkéiersberouegung schaaft een net mat bemoltem Blech. An domadder mengen ech ee Verkéiersschëld hannert deem aneren. Mä Verkéiersberouegung geschitt an de Käpp vun de Leit an haaptsächlech awer duerch der Situatioun ugepassten Infrastrukturen.

Här President, erlaabt mer elo e puer Projete vun der Lëscht vun dësem Joer méi genee ze analyséieren.

D'Ëmgehung Ollem/Kielen ass scho laang am Gespréich. Bei enger Stäerkten-Schwächten-Analys kënnt een hei zur Konklusioun, datt all Elementer - d'Verkéierssécherheet, de Konfort vun de Benotzer an Urainer, dee wirtschaftlechen Aspekt opgrond vun de bestehenden Industriezonen, d'Ubannen un d'Autobunnsnetz - dëse Projet rechtfertegen.

Dat Erfreelechst bei dësem Projet ass awer, datt en eng wesentlech Verbesserung vum öffentlechen Transport an de concernéierten Uertschaften a besonnesch vum Bridel aus a Richtung Stad méiglech mécht. D'Landschaftszerstécklung bleift op een akzeptabele Minimum beschränkt.

Här President, op der Lëscht fanne mer dëst Joer och ganz vill Schoulgebaier. Als DP wëlle mer dat ausdrécklech begréissen. De Stat huet et an deene leschte Jore verfeelt, d'Gebaier infrastrukturell de Besoinë vun eiser Zäit unzepassen. Adequat Gebailechkeete prägen déi, déi an hinnen enseignéieren a léieren. Do, wou d'Leit wéi d'Hierken an der Tonn sëtzen, entsteet keng Atmosphär vu konstruktivem Schaffen a kreativem Zesummesinn, an d'Schüler kréien d'Gefill, datt se näischt wäert sinn. Dat wierkt sech op hir ganz Astellung vis-à-vis vun der Schoul a vum Studium aus. Mir mussen eis eis Schoulen eppes kaschte loossen, well d'Formatioun vun eise Kanner dovunner ofhänkt an domadder verbonnen, ouni wëlle pathetesch ze sinn, ee Stéck vun eiser eegener Zukunft.

Haut solle mer haaptsächlech vun de Projete schwätzen, déi op der Prioritéitslëscht stinn, an net vun deenen, déi net op der Lëscht stinn.

Une voix.- Très bien.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, ech kommen awer net derlaanscht, fir e puer Wierder iwwert d'Schoullandschaft an der Nordstad ze verléieren. Besonnesch fir de Lycée technique Ettelbréck vermëssen ech ee kohärent Gesamtkonzept. Mat Gepléischters a Geflécks geet et hei net méi duer. Opgrond vun de Problemer, déi sech hei weisen, brauche mer hei Léisungen, déi een direkt kann ëmsetzen, an net eréischt an aacht oder zéng Joer. Et huet een den Androck, datt d'Regierung d'onzoumuttbar Zoustänn am Lycée technique verkennt, op déi liicht Schëller hëlt a ganz einfach net eescht hëlt.

Och wëll ech widderhuelen, datt den aktuelle Site vun der Ackerbauschoul net gëeegent ass fir den Nordstad-Lycée opzehuelen, nach fir eng Erweiderung vum Lycée technique. Dëse Standuert zitt zousätzleche Verkéier an de Stadzentrum, ganz besonnesch awer an déi elo schonn iwwerlaaschten Avenue Salentiny.

Nei Infrastrukture gehéieren op d'Zentralachs, op d'Achs Ettelbréck-Dikrech.

Une voix.- Aaahhh!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Hei hu mer wierklech ee Paradebeispill, wou de Stat d'IVL-Kritäre mat Féiss trëppelt.

Et geet net duer fir ee Ministère fir nohalteg Entwécklung ze schafen, vun nohalteger Entwécklung ze schwätzen, et muss een och kënnen Décisiounen iwwerdenken.

Grad bei Investitiounen a Schoulgebaier, déi vill Va-et-vient, vill Trafic op sech zéien, wou d'Accessibilitéit enorm wichteg ass, ass et eng absolut Noutwendegkeet, ouni Kompromisser duerch de Brëll vun der Nohaltegkeet ze kucken.

An dësem Sënn begréisse mer d'Investitiounen an d'Schinnennetz. Well d'Nordstreck nëmmen eegleiseg ass, ass et ëmsou méi wichteg, den Tronçon Lëtzebuerg-Ëlwen ze erneieren, fir ee permanenten optimale Fonctionnement op alle Segmenter sécherzestellen.

D'Eisebunnsbréck op der Ettelbrécker Gare päift net nëmmen aus deem leschte Lach,

si ass zum Deel och nach eng vun den Ursaache fir grouss Iwwerschwemmungen. D'Erneierung vun dëser Bréck ass iwwerfälleg.

Här President, zum Schluss wollt ech ausdrécken, datt dës Prioritéitslëscht keng Simple déclaration d'intention ass, mä datt konkret elo op dësem Projet geschafft gëtt an eng Realisatioun a kuerzer Zäit méiglech gëtt. Prioritéite setzen, däerf jiddefalls net heeschen, déi Projeten auswielen, déi solle leie bleiwen.

No all deenen Explikatiounen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun zu dëser Lëscht, an och wat d'Motioun ubelaangt, ginn. Et geet hei ëm Investitiounen an d'Zukunft, mat Gelder, déi ons vum Steierzueler uvertraut ginn. Ech géif mer wënschen, datt all Projeten, well si sinn all néideg, gutt virukommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, ouni awer wëllen dem Rapporteur, dem Kolleeg Fernand Boden, Merci ze soe fir säi prezise schréftlechen a mëndleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech hunn Iech, Här Etgen, doranner verstanen, datt Der dem Här Boden wëllt Merci soen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport.

M. le Président.- Well déi Aart a Weis, wéi Der Äre Saz gedréint hat, deen huet exakt de Contraire gesot, mengen ech, vun deem, wat Der wollt soen.

(Interruption)

Ech soen Iech Merci fir Är Wuertmeldung an ech géif d'Wuert weiderginn un den Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Rapporteur ass elo grad op déi aktuell Prozedur am Zesummenhang mat de groussen Infrastrukturprojete vum Stat agaangen an huet déi néideg Erklärungen och iwwert déi eenzel Projete ginn. Ech wëll him Merci soe fir säi Rapport an ech ka mech da limitéieren op e puer kuerz Remarquen zu eenzelne Projeten.

Wat d'Verwaltung vu Bâtiments publics ubelaangt, esou concernéiere siwe vun zéng Projeten d'Éducation nationale. Dëst entsprécht dem Regierungsprogramm, an och de Minister Claude Wiseler huet an der leschter Kommissiounssëtzung drop higewisen, datt d'Schoulgebaier niewent anere soziale Strukturen zu de Prioritéite gehéieren.

Wichteg ass d'Konstruktioun vun engem Gebai fir d'École de la deuxième chance, dëst op dem Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Zu Hamm soll déi Schoul hikommen. Fir datt mer déi Schoul méiglechst schnell kënnen a Betrib huelen, nodeem d'Gesetz vun der Éducation nationale schonn eng Rei Méint gestëmmt ass.

Bei anere Lycéeën handelt et sech virun allem ëm Extensiounen oder Renovatioune vu bestehende Gebaier. De Rapporteur ass op Bouneweg agaangen, huet och do vun den Norme geschwat, déi mussen erreecht ginn, a besonnesch am Zesummenhang mat der Kichen a mat de Liewensmëttel, déi do och verschafft ginn. An interessant war och seng Ausso iwwert de Projet vun der Ganzdagsschoul.

Fir den Athenäum gi provisoresch Strukture fir 1.400 Schüler opgeriicht, déi et erlabe sollen, dat bestehend Gebai etappeweis ganz ze renovéieren. Dëst Gebai am Préfabriqué soll iwwer zéng Joer stoe bleiwen, fir och aner Chantieren ze erlaben um Campus Geesseknäppchen.

Mir konnten eis viru kuerzem mat de Ministeren Delvaux a Wiseler iwwerzeege bei der Feier zu Gréiwemaacher bei der Aweiung iwwert dat Gebai, wat do steet, als Iwwergangsstruktur, a wat et erlaabt, datt de Schoulbetrib net gestéiert gëtt, bis dat definitiivt Gebai fäerdeg ass.

Een definitiivt Gebai soll och de Lycée „Sports-études" um INS Fetschenhaff kréien, dee provisoresch a Strukture funktionéiert an dee sech viru kuerzem an enger interessanter Porte ouverte virgestallt huet. Hei gëllt et, beschtméiglech Konditiounen ze schafen, fir datt déi talentéiert jonk Sportler souwuel an hirem Sport kënne gefördert ginn, awer och all Chancë behale fir hir schoulesch a berufflech Ausbildung.

Am Süde vum Land soll e Lycée technique pour professions de santé realiséiert ginn. Beim Vote vum Gesetz iwwert de Lycée an der Stad war schonn drop higewise ginn, den Ausbau ze dezentraliséieren, déi Offer ze verbesseren am Norden, awer och am Süden, Här Boden. Ech mengen, et funktionéiert schonn eng Schoul de Moment zu Bascharage, déi fréier zu Esch war, an enger fréierer Primärschoul, an et gëllt elo, wéi gesot, dat Gebai nei ze gestalten, fir dann och déi Offer méi auszedehnen am Süden.

Um Härebierg, et ass schonn hei gesot gi vu menge Virriedner, sollen déi bestehend Infrastrukturen erneiert a renovéiert ginn. Mir konnten eis alleguerten do iwwerzeege mat deenen zwou Kommissiounen, déi viru kuerzem Visite um Site gemaach hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virgëschter huet den Ausseminister a senger Deklaratioun op d'Wichtegkeet vun europäeschen Ariichtunge fir d'Visibilitéit vun enger europäescher Haaptstad higewisen an op eng Rei Chantieren higewisen, déi schonn an engem méi oder wéineger avancéierte Stadium sinn. An dësem Zesummenhang soll en neit Gebai och entstoen: Jean Monet 2, an zwou Etappen, fir dat aalt Gebai ze ersetzen, wou all Servicer vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg wäerten ënnerbruecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu datt mäi Kolleeg Roger Negri spéider nach kuerz wëllt op e puer Projete vum Transport a vun der Eisebunn agoen, wëll ech hei d'Zoustëmmung ginn zu de Bauprojeten, zu deenen zéng alleguerten, wou ech elo net zu all Projet wollt schwätzen, fir net, wéi gesot, alles ze widderhuelen, wat den Här Rapporteur scho gesot huet.

An ech wëll Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir soen och dem Här Diederich Merci a ginn da bei den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt elo d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll elo, am Contraire vläicht zu anere Kolleegen, déi hei méi generell Ausflich gemaach hunn an d'gesamt Transportpolitik vun der Regierung an der Baupolitik, dat net maachen, well ech mengen, dat ass haut net dee richtegen Dag fir dat ze maachen. Do kréie mer aner Geleeënheeten.

Mä ech wëll mech reduzéieren op dat, wat haut usteet, nämlech déi Projeten, vläicht och fir ze preziséieren, a wat fir engem Zeenario - ech hunn heiansdo e bëssen d'Impressioun, datt et nach ëmmer net esou richteg kloer ass bei der Diskussioun hei - mer hei sinn. Mir diskutéiere jo hei nach net iwwert de Projet als solches, mä eréischt iwwert de Stadium, wou d'Regierung dierf iwwerhaapt Gelder labber maachen, fir Etüden ze maachen iwwer e Projet.

Ech mengen, dat ass eng grouss Differenz, dat dierf een net vergiessen. Wa mer och hei dann décidéieren, zum Beispill deen een oder anere Projet, an där Motioun hei, da wëllt dat net heeschen, datt deen herno och gebaut gëtt; fir dat emol eng Kéier kloer esou ze soen.

Ech wëll direkt soen, datt mir bei deem Gros vun deene Projeten hei kee Problem gesinn, fir der Regierung gréng Luucht ze ginn, fir Etüde lasszekappen, fir ze kucken, ob déi Projeten do realisabel sinn. Et ass een - ech kommen nach duerno drop zréck -, wou mer e puer Froen hunn un de Minister an op Basis vun den Indiquen, ob mer herno d'Motioun stëmmen oder eis wäerten enthalen.

Ech wëll fir d'éischt aganks eng Bemierkung awer maachen. Et si ganz vill Saache vum Héichbau hei dran, ganz vill Schoulgebaier, wéi scho gesot ginn ass. Also, vill Gebailechkeeten, déi hei gebaut ginn. A wat eis ganz uewe läit, dat ass natierlech net nëmmen, datt zum Beispill vill Schoule gebaut ginn, mä och, wéi se gebaut ginn an haaptsächlech den energeteschen Aspekt.

Mir hunn elo just vill diskutéiert iwwert d'Wichtegkeet vun der Energie am Beräich vum Wunnen oder vun de Gebaier insgesamt, wou mer eis ophalen als Mënschen; loosse mer emol esou soen. An deementspriechend fanne mir op alle Fall, datt bei all Neibau, bei all Renovatioun oder Extensioun vu bestehende Gebaier obligatoresch eigentlech mindestens den Niddregenergiestandard misst zréckbehale ginn.

Bis elo huet d'Regierung nach keng ganz kloer Linn doranner. Ech wär frou vläicht vum neie Minister gewuer ze ginn, ob d'Regierung awer net wëlles hätt, an Zukunft mindestens obligatoresch op dee Standard ze goen, wëssend eben och dat, wat mer virdrun diskutéiert hunn, wat fir eng Wichtegkeet deen Aspekt huet am Kontext och vun de Klimadiskussiounen.

Da wëll ech am zweete Punkt agoen op dee Projet, wou mer e puer Froen hunn. An dat geet ëm de Contournement vun Ollem/Capellen. Fir d'éischt emol virausschéckend, datt eigentlech - dat ass natierlech eng Feststellung; do kënne mer haut näischt méi drun änneren - dee Problem, dee sech stellt - Ollem/Capellen hat ech virdru gesot; Ollem/Kehlen, pardon - zu Kehlen.

Zum Beispill dee Misär, deen d'Leit hunn, datt esou vill Camionen duerch hir Uertschaft do fueren, deen huet natierlech emol un alleréischter Stell mat enger schlechter Landesplanung vun der Vergaangenheet ze dinn. Well déi Aktivitéitszonen, esou wéi se do geplangt ware respektiv entwéckelt gi sinn, entspriechen net onbedéngt deem, wat eng gutt Landesplanung kéint sinn. Mä bon, dat ass eng Feststellung, déi mer haut musse maachen a mat där mer haut musse liewen. Déi sinn elo do.

Et sinn Aktivitéiten do an de Problem ass, datt d'Leit zu Kehlen de Misär hunn, datt déi Camionen natierlech dauernd duerch hir Uertschaft fueren. Duerfir hu mir och absolut Verständnes, datt se gär eng Léisung hätten, datt d'Camionen net méi duerch hir Uertschaft fueren.

D'Fro, déi sech natierlech elo stellt: Wat maache mer an deem dote Fall? Gëtt et eng Variant? Gëtt et méi Varianten, déi mer analyséieren? Dat ass dat eent. Mä bon, ech mengen, et geet jo hei an d'Richtung, fir éischter eng Variant erauszesichen.

Do interesséiert eis natierlech virun allem d'Fro vun der Étude d'impact, déi soll gemaach ginn. Gëtt déi gemaach? Wat fir eng gëtt gemaach? Mir hätte gär do Preziséiounen herno vum Minister an där Hisiicht, a wéi eng Richtung en do wëllt goen. Dat ass fir eis extrem wichteg bei der Décisioun, wéi mer eis wäerten herno verhalen.

Dann natierlech och virun allem d'Analyse de trafic. Dat heescht, et ass jo net nëmme wichteg, ze soen: Mir bauen eng Strooss. Mä mir mussen och eng Trafic-Analys maachen, wa mer herno dann déi Strooss gebaut hunn, ob se och dat bréngt, wat mer gären hätten. Respektiv: Gëtt et net och vläicht aner Méiglechkeeten, wéi mer kënnen zu deem Zil kommen, fir datt ebe keng Camione méi duerch déi Uertschaft do fueren?

Wéi gesot, dat sinn déi Froen, déi mer gär gekläert hätten, ier mer eis hei positiv derzou wäerten ausdrécken.

Dann, de leschte Punkt ass awer eng ganz kloer - ech wëll net soen, eng Warnung, mä - eppes, wat mer awer wëllen hei mat aller Stäerkt zum Ausdrock bréngen. Mir hoffen, datt et sech hei effektiv nëmmen ëm d'Suerg dréit, fir de Contournement ze baue vun Ollem/Kielen, dat heescht, fir déi Leit vu Kielen an Ollem ze entlaaschte par rapport zu de Camionen.

Mir hoffen net, datt et hei eng éischte Salamischeifchen ass vun enger Strategie, fir no an no mat ëmmer méi Contournementen d'Westtangente ze baue vun der Nordstrooss. Dir wësst, datt do e Projet an der Diskussioun war. Laang si ganz grouss Iddië gegeeschtert am Baute-ministère bei Ponts et Chaussées, fir d'Westtangente awer nach ze bauen.

Ech wëll ganz kloer soen hei am Numm vu menger Fraktioun, datt mir dat wierklech géife katastrophal fannen, well dat de falsche Wee wär, dee mer géife wielen, fir déi och nach ze bauen. Wéi gesot, mir hätte kee Problem hei, fir an d'Richtung matzedenken, fir deene Leit aus deenen Uertschaften do hire Problem ze léisen. Mä mir hunn awer e grousse Problem domadder, wann et sech soll ëm eng Salamitaktik handelen, fir dann iergendwann eng Kéier déi Westtangente awer ze realiséieren. Och do wäre mer frou, wa mer e klärend Wuert vum Minister kréichen.

Dat wären déi Saachen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi meng Fraktioun zu där Motioun an zu deene Projeten à ce stade hei ze soen hätt. Wéi gesot, wa mer zefridde stellend Äntwerte kréien, stëmme mer d'Motioun mat. Ansonste wäerte mer eis enthalen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci a ginn d'Wuert virun un den Deputéierten Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. À première vue gesäit sech déi Debatt an déi Lëscht, déi mer hei krut hunn, wéi eng Lëscht un, déi d'Kanner un de Kleesche solle fir de 6. Dezember verschécken. Dat heescht, datt een also e Wonschziedel un d'Regierung erugëtt, wat soll hei gebaut ginn. Dat ass och, mengen ech, ze verstoen aus der Prozedur, déi d'Chamber sech ginn huet. Mä jiddweree weess, datt natierlech de Wonschziedel heiansdo grouss ass, mä datt en och nach muss herno finanzéiert ginn. An duerfir wollt ech e puer Froen un de Minister stellen an deem Kontext.

Mir hunn elo schonn eng etlech Projeten ënnert der viregter Regierung an och schonn ënnert dëser Regierung gestëmmt. Mir géifen also gäre wëssen, wou déi Projeten dru sinn, ob Der ons dat kéint a schréftlecher oder mëndlecher Form soen, dat heescht, ob déi Projeten elo effektiv schonn ausgeschriwwe sinn oder ginn, wou een do drun ass. Well et héiert een näischt méi dovunner, au moins natierlech, datt ee géif d'Soumission-publiquen dohierter novollzéien, wat net onbedéngt awer ons Missioun ass. Duerfir wier ech frou, wann ee kéint do Opschloss kréien. Entweder, wann Der et kënnt maachen, mëndlech, wann net, datt Der ons dat da schréftlech kéint matdeelen.

Da geet et och doriwwer, datt mer eng etlech Projeten hunn, déi zwar elo net méi mussen duerch d'Chamber goen, mä déi awer wichteg si fir eenzel Administratiounen oder fir eenzel Servicer. Duerfir wier ech och frou, wa mer och do kéinten eng Lëscht kréie vun deene Saachen, déi d'Regierung als signifikativ ugesäit, déi elo schonn amgaange si realiséiert ze gi respektiv déi realiséiert solle ginn a wou et drëm geet also och Informatiounen ze kréien, wat eigentlech effektiv duerchgezu gëtt.

Ech ginn nuren ee Beispill. Et ass geschwat gi vun engem Velodrom, dee soll um Zéissenger Tipp gebaut ginn. Vu datt den Zéissenger Tipp relativ schwéier ass, fir datt een do eppes kéint drop bauen, soll dann eng Autobunn vergréissert ginn, an den Zuch soll och nach tëschent dem Velodrom an dem Piff an der Kaul fueren. Do stelle sech also eng etlech Froen. Ech wier zum Beispill bei esou engem Projet nawell frou gewuer ze ginn, ob dee Projet dann elo realiséiert gëtt.

Duerfir hunn ech gefrot, datt mer entweder mëndlech oder schréftlech vun der Regierung sollten eng Lëscht kréie vun deene Projeten, déi och net elo op dëser Lëscht sinn, ob se realiséiert ginn oder net. Well dat sinn awer interessant Froen, wann herno och sech finanziell Enkpäss sollte stellen.

Wat déi Projete selwer hei ugeet, do wëll ech direkt soen, datt mir als ADR déi Projeten als nëtzlech ugesinn an datt mer och dofir déi Motioun an deem Sënn, déi virgeluecht ginn ass, mat ënnerschriwwen hunn. A mir wäerte se och matstëmmen.

Nach stelle sech an dësem Kontext awer e puer Froen, wou ech d'Impressioun hunn, datt et gutt wier, datt ee géif positiv

denken, fir éischtens, verschidden Norme festzeleeën an enger Zäit, wou et schwiereg ass um finanzielle Gebitt fir de Stat a fir d'Gemengen, datt do d'öffentlech Hand misst soen: Wat sinn déi ekologesch Normen, déi solle bei de Gebailechkeeten ugewannt ginn? Wat sinn d'Normen a Metercarréen a Metercuben, déi solle gebraucht gi fir eenzel Gebailechkeeten? An datt dat net vum Ministère no changéiert.

Duerfir wär et wichteg, datt een also do verschidden Normen hätt, datt een och en nationalen Aktiounsplang hätt. An ech ginn nuren ee Beispill vun enger Saach un. Dat ass, fir eng Schoul ze bauen, eng Primärschoul, do gëtt et verschidden Normen, déi festgeluecht gi vum Ministère de l'Éducation nationale. Wann dann um véier Auer dat Schoulgebai oder en Deel vun deem Schoulgebai net méi gebraucht gëtt fir Schoul, mä als Crèche oder Garderie, da gëllen aner Normen, déi vum Ministère de la Famille festgeluecht gi sinn an déi villech méi wäit ginn. Et sinn awer déiselwecht Kanner.

Och do gesäit een, datt et gutt wier, wa méi Kohärenz an deem Ganze wier. An duerfir wëll ech och soen, datt mer eng Motioun hei déposéieren, wou mer d'Regierung opfuerderen ze kucken, fir méi d'Ökoproduiten an d'Ökotechnologien an dem öffentlechen Akaf ze favoriséieren, fir Norme festzeleeën, wéi d'Gebailechkeete solle gebaut ginn, a fir datt dat uniform ass. Well dat gëtt jo verlaangt. Niddregenergiehaiser gi jo verlaangt bei private Leit. Si gi verlaangt bei den Entreprisen. A beim lëtzebuergesche Stat gëtt et keng Normen. Duerfir wier et gutt, wann een do eenheetlech Normen hätt, an net en Duercherneen.

Déi Motioun hunn ech elo fir den Ablack eleng ënnerschriwwen. Ech géif proposéieren, datt et méiglech wier, fir mam zoustännege Minister déi Motioun an der zoustänneger Kommissioun kënnen ze diskutéieren, fir datt mer herno och zu konkreten Aktioune kënne kommen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'État ne peut ignorer dans sa gestion quotidienne les objectifs de développement durable qu'il souhaite voir prendre en compte par les entreprises et les consommateurs;

- considérant que les dépenses de fonctionnement des administrations doivent apporter une contribution significative face aux défis environnementaux et sociaux;

- considérant que ces dépenses de fonctionnement doivent être économiquement et financièrement efficaces et contribuer au soutien des écoproduits et des écotechnologies;

- considérant que les administrations doivent établir les dispositions assurant la prise en compte des objectifs d'un développement durable dans le fonctionnement des services et des établissements publics placés sous leur responsabilité;

- considérant qu'il y a lieu d'établir des normes éco-responsables et financièrement efficaces pour la construction d'immeubles pour compte de l'État et des communes;

- considérant qu'il y a partant lieu d'établir un programme d'optimisation des achats éco-responsables de l'État et des communes incluant le but de réduire les frais de fonctionnement administratifs et les coûts de construction notamment par la professionnalisation des acheteurs publics, la mutualisation des achats, le suivi de la performance;

demande au Gouvernement

- d'élaborer un Plan national d'action pour des achats publics durables et un guide des administrations éco-responsables.

(s.) Jacques-Yves Henckes.

Ech mengen, et huet als Sënn an als Zweck, datt mer ökologesch responsabel, nohalteg kënnen agéieren, mä et huet och zum Zweck, an därselwechter Motioun, fir ze kucken, datt een d'Dépensë bei Gebailechkeeten, beim Achat vu Gidder ka reduzéieren. Do gëtt et haut Méiglechkeeten, iwwer Centrales d'achat an esou weider, iwwert d'Gruppementer vun Achaten, an datt een déi ganz Problematik do eng Kéier duerchhëlt mat deenen Optiken, déi ech elo grad gesot hunn.

Dat ofschléissend nach eng Kéier, datt mer mat deene Propositiounen, wéi se hei virgeluecht sinn, d'accord sinn. An ech wëll och dem Rapporteur e grousse Merci soen. Hie war ganz explizit an huet mer duerfir och erlaabt, datt ech zu deem Sujet do e bësselche méi kuerz konnt sinn.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. De leschten ageschriwwene Riedner fir dëse Projet ass den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt och dem Rapporteur Fernand Boden Merci soe fir säin exzellente Rapport a wäert am Numm vun der LSAP just e puer Wuert un Iech riichten zu den Infrastrukturen, déi d'Eisebunn, de Stroossebau an d'Fligerei betreffen.

Mir fänken u mat der Eisebunn. Hei geet et ëm e Renouvellement vun de bestehenden Anlage vun der Nordstreck. Dir gesitt, dass och d'Nordstreck permanent an der Rei gehale gëtt. Et ass enorm wichteg, dass déi bestehend Anlage permanent erneiert ginn. Dir wësst, dass d'Eisebunn d'Réckgrat ass vun eisem ganze Konzept, dat eise fréieren Transportminister Lucien Lux mam Konzept Mobil 2020 op d'Bee gestallt huet a vu wou aus d'Feinverdeelung geschitt op Bus a spéider Tram.

Ech wëll just nach eng Kéier hei ernimmen, dass déi dräi Projete vun der Nordstreck, wéi gesot, en einfache Renouvellement sinn, e Renouvellement pur et simple. D'Liewensdauer vun esou engem Gleis ass ëm déi 30 Joer. Do si mer à échéance. Wann dat net erneiert gëtt, dann entsti Sécherheetsproblemer, déi een net ka verantwerten. Duerfir gëllt dee sougenannte finanzielle Virbehalt hei net. An ech mengen, do däerf een net domat spillen. Bei neie Projeten, déi kann ee verschieben, mä bestehend Anlagen, wou dauernd Zich drop fuere mat 120 Stonnekilometer, do ass net ze spaassen. Duerfir wëll ech nach eng Kéier derfir sensibiliséieren, dass, wann déi ganz Iwwerleeungen iwwert d'Investissementer kommen, een deene Sécherheetsconsidératiounen do Rechnung dréit.

Deen zweete Projet geet an déiselwecht Richtung, dat ass déi Bréck vun der Nordstreck och zu Ettelbréck. Den Här Boden huet elo gesot, si ass 1860 gebaut ginn, wéi d'Streck gebaut ginn ass. Et ass eng genitte Bréck. Si ass wierklech an engem ganz schlechten Zoustand. Déi grouss Suerg, déi d'Eisebunn huet, ass, dass bei Iwwerschwemmungen am Uelzechtdall - an dat kënnt jo net selte vir - déi Bréck een immense Problem mat där Dispositioun vun de Pilieren huet. An do ass et esou, an dat weess ech aus menger eegener Erfahrung, wann do d'Waasser kënnt, da ginn op déi Bréck do schwéier Eisebunnswagone gesat, déi voll beluede sinn, fir d'Bréck unzehalen, fir dass se net fortschwëmmt. Ech wëll dat eng Kéier ganz däitlech soen.

Ech mengen, dat weist ganz kloer, dass hei wierklech groussen Handlungsbedarf ass, fir dass et net eng Kéier zu enger Katastroph kënnt. An ech géif de Minister och froen, dass bei deem neie Konzept och wierklech dat do berücksichtegt gëtt, dass déi Situatioun vun deem Setze vun de Wagonen net néideg wier. An deem Sënn hunn ech awer all Zouversiicht, dass och déi Projeten do vun der Eisebunn zügeg kënne realiséiert ginn, fir dass mer do keng Sécherheetsproblemer kréien.

Dann zum Projet vum Contournement, vum Stroossebau zu Kielen. Dat begréisse mer, dass do déi Etüde gemaach ginn. Et ass kloer, dass mer elo hei jo am Beräich vun den Etüde sinn, an net scho vun der Exekutioun an Approbatioun. Et mussen also all Prozeduren agehale ginn. Dovunner gi mer aus. Ech wëll awer just hei ganz kloer soen, dass Kielen eng Uertschaft ass, déi wierklech ganz grave vum Verkéier belaascht gëtt mat de Camionen. Op enger Distanz vu manner wéi engem Kilometer leie véier S-Kurven hannereneen, wou ganz vill Camionen duerchfueren. Déi Leit, déi do wunnen, hu wierklech guer keng Liewensqualitéit, an et ass och immens gefäierlech, iwwert d'Strooss ze goen, virun allem fir d'Kanner, an do ass och nach e Foyer du jour. Also dat ass wierklech gefäierlech. Ech géif do wierklech och sensibiliséieren, fir dass do an där Richtung eppes geschitt.

Gradesou wichteg ass et och an deem Projet, de Raccord un déi bestehend Zone industrielle vu Kielen ze maachen, op d'Strooss tëschent Mamer a Kielen, gradesou gutt wéi de Rond-point, deen elo amgaangen ass geschwënn ugefaangen ze ginn, mat den Aarbechte vu Mamer Richtung Kielen, fir och do d'Zone industrielle vun deem neie Parc d'activité vu Capellen do unzeschléissen an domat och deene Leit aus der Kielener Strooss zu Mamer eng Entlaaschtung ze bréngen, fir och hir Liewensqualitéit ze verbesseren.

Dann nach e lescht Wuert zu deem Projet vum Findel, deen ech och ganz wichteg fannen. D'Approvisionnement vum Kerosin duerch d'NATO-Pipeline ass jo am Fong eng ökologesch Léisung, wou mer keng Camione mussen iwwert d'Strooss op de Findel permanent schécke mat wierklech explosivem Kerosin. Dat ass eng ganz gutt Saach. Et ass awer och ganz wichteg, an dat ass mäi leschte Saz dozou, dass déi Tanken erneiert ginn, well se am Fransousegrond leien. Dir kennt déi Situatioun. Dat ass en ökologesch sensibelt Gebitt, wat jo zougemaach ginn ass, wou een awer ënnendrënner weess, dass dat vum ëmwelttechnesche Punkt gutt ass, dass dat elo sanéiert gëtt. An deem Sënn wëll ech och de Minister encouragéieren, do esou séier wéi méiglech ze handelen.

An domadder ginn ech och den Accord zu den Infrastrukturprojete vun der LSAP.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Domat wier d'Diskussioun ofgeschloss, an ech géif der Regierung d'Wuert ginn. Ech géif, dans la mesure wou mer nach zwee Voten hunn, all d'Kolleegen elo bieden, déi puer Minutten nach auszehalen, well mer si just op der Limite vun deem, wat benéidegt gëtt, fir dass mer nach de Quorum hunn. Ech soen Iech Merci fir Äert Entgéintkommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech probéieren och an der Limite vun deem ze bleiwen, wat dann zoumuttbar ass a mech kuerzzefaassen. E puer Froe sinn awer gestallt ginn. Ech wëll fir d'éischt nach eng Kéier drun erënneren, wat mer mat dëser Motioun wëllen, well ech awer an den Interventiounen eng ganz Rei Remarquen héieren hunn, déi gutt an aneren Diskussioune gewiescht wieren, mä net onbedéngt an dëser.

Wat wëlle mer mat dëser Motioun? Mat dëser Motioun wëlle mer am Fong der Regierung d'Méiglechkeet ginn, eng Planifikatioun ze maachen, déi méi wäit geet wéi dat am Fong virun dräi oder véier Joer nach de Fall war. Fir déi, déi nach net an der Chamber ware respektiv dat net esou genau suivéiert hunn, wëll ech eng Kéier rappeléieren: Mir soen hei, datt mer wëllen an zwou Etappen an d'Chamber kommen. Virdru si mer just mat engem Gesetz an d'Chamber komm.

Elo komme mer an zwou Etappen an d'Chamber, an zwar ganz, ganz fréi, do, wou am Fong nach guer näischt op engem Projet gemaach ginn ass, ausser datt de Projet als Projet an de Käpp existéiert an e puer Méiglechkeete gekuckt ginn, wat geet a wat net geet - bei verschidde Projeten ass jo och emol nach net genau definéiert, wou en hikënnt -, fir da kënnen de Gesetzestext wesentlech méi spéit ze maachen, well mer da wëlle weiderkommen an den Diskussiounen, well mer da weider wëlle kommen an der Planifikatioun, fir hei an d'Chamber ze komme mat vill méi prezise Pläng, wou mer och finanziell méi no bei der Realitéit duerno sinn.

Déi heite Prozedur ass entstanen duerch all déi Problemer vun Dépassementer, déi mer sengerzäit hate mat Pläng, déi net esou prezis waren a wou een net konnt finanziell esou no goen, wéi mer dat hei kënnen. Dat ass am Fong d'Zilsetzung dovunner.

Wann een da seet: Deen éischte Vote, dat war am Dezember 2006, dat sinn elo nach keng dräi Joer hier. A wann een da seet: Firwat sinn déi Projeten nach net alleguer ugefaangen? Wa mer hei Projete votéiert hu virun dräi Joer, wou nach am Fong näischt um Pabeier war, dann ass dat am Fong eng Normalitéit. Eng Rei Projete si mer amgaang elo schonn ze maachen; eng Rei Projete sinn nach an der Planifikatioun, well dat laang Zäit brauch, well d'Autorisatiounen nach net alleguer do sinn, well d'Gesetzesprozedur amgaang ass, oder well mer amgaang sinn, d'Terrainen ze kafe respektiv Emprisen ze kafen. Dat alles ass awer am Beräich vun dem absolut Normalen.

Wann ech dann déi Lëscht kucken - well ech hu se matbruecht - vun deem, wat 2006, 2007 an 2008 votéiert ginn ass, da muss ech soen, da sinn awer och eng Rei Projete schonn am Bau, wéi zum Beispill d'Lycéeë vu Miersch, de Lycée Belval, d'Universitéit, de Bâtiment administratif, wou alles Projete sinn, déi 2006 stoungen, déi elo schonn ugefaangen hunn, déi also d'ganz Prozedure vun hanne bis vir duerchgelaf sinn. Aner Projete sinn an der Planifikatioun fäerdeg, fir déposéiert ze ginn. De Boulevard Raiffeisen, de Pont frontalier de Grevenmacher sinn och eppes, wat relativ kuerzfristeg kann ufänken.

Wann ech op 2007 eriwwerginn, all déi Lycéeën, déi am Norde sinn, déi sinn amgaangen ugefaangen ze ginn. D'Cour de Justice européenne, den A, B, C misst theoretesch haut gestëmmt ginn. Just no dësem Vote. Dat ass eppes, wat mer 2007 ofgehaakt hunn. De Lycée agricole, doriwwer hutt Der selwer geschwat, datt deen an der Kreatioun, an der Planifikatioun ass; de Lycée Sports-Études d'selwecht, do si mer amgaange mat den Autorisatioune mat der Stad Lëtzebuerg ze kucken. Beim Pont Adolphe si mer quasiment fäerdeg mat dem Pont provisoire. Also, do sinn ech bei 2007, ech kann esou weiderfueren op 2008 och nach. Also, ech si gär bereet, an déi Kommissioun ze kommen an all eenzel Projet mat Iech duerchzekucken, wou mer…

(Interruption)

Eng kleng Note, hein? Dat wär dat Bescht.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, ech komme gär an d'Kommissioun, fir dat mat Iech duerchzediskutéieren, wou mer do dru sinn, fir Iech déi noutwendeg Explikatiounen evidenterweis op deene Projeten ze ginn.

An da muss ech soen, ass dat hei jo och keng Finanzdiskussioun, déi mer féieren. Hei ass eng Diskussioun iwwert do, wou mer plangen, an dann duerno ginn eng Rei Projeten, déi urgent sinn, kucke mer an d'Planifikatioun, an de Pluriannuel eranzekréien. Eng Rei aner Projeten, do si mer fäerdeg mat der Planifikatioun. A wann en net an de Volume vun de Finanzen erageet, mä da musse mer duerno kucken, wéini mer e kënnen drasetzen. Well wa mer hei ufänken ze plangen, weess ech jo nach guer net, wat finanziell kann erauskommen. Ech ginn Iech bei verschiddene Projeten eng Rei Indikatiounen, do, wou ech mengen, datt mer wéissten, wou mer hikommen. Bei anerer gi mer iwwerhaapt keng Indikatiounen, well ech net weess.

Also ass et och ganz schwéier, fir elo ze soen, wéini dat an all Projet ufänkt, well et en fin de compte deelweis vum Resultat vun den Etüden erauskënnt an da vun der Finanzéierungsplanifikatioun, déi mer kënnen op där Basis maachen.

Dir wësst, well Der de Budget hutt, wat an deenen nächste Joren als Somme-globalen an deene verschiddene Fonge steet, sou datt Der Iech kënnt virstellen, wat fir e Volume an deenen nächste Joren ausgëtt. Prezisioune mussen awer elo nach an deenen nächste Méint gemeinsam gemaach ginn, well Der jo och wësst, datt mer déi ganz Planifikatioun mussen am Gréff behalen, fir iwwert d'Ronnen an deenen nächste Joren ze kommen.

Dann ass et esou, datt nach e puer Froe gestallt gi sinn, notamment iwwert d'Aart a Weis wéi mer bauen. Niddregenergiehaiser - ech mengen, dat wär den Här Bausch, deen dat gefrot huet: Mir wëllen à

partir vun 2010, datt all déi Bauten, déi mer maachen an deem Kontext, och déi öffentlech Bauten, déi mer maachen an deem Kontext, esou kënne gemaach ginn. Niddregenergie soll e Standard gi beim öffentleche Bau. Mir kënnen net iwwerall op Passivenergie eriwwergoen, well notamment Schoule sech net onbedéngt als Passivenergiebauten eegnen. Par contre ass awer dee Standard, dee mer elo schonn an de Schoulen amgaange sinn ze bauen, een, dee sech méi wäit wéi Niddregenergie an zwëschent Niddregenergie a Passivenergie befënnt.

Dat heescht, do si Konzepter, déi développéiert gi sinn, déi och scho virgestallt ginn, an déi mer an all deene leschte Bauten, déi mer ugefaangen hu respektiv plangen, an d'Realitéit ëmsetzen. Dat schéngt mer normal ze sinn, a mir hunn och virgesinn, datt mer zwee Projeten elo ufänken ze plangen, wou mer Positiv-Energie-öffentlech-Baute wëlle probéieren emol, wéi een d'Planifikatioun ka maachen a wéi wäit mer mat esou engem Projet kommen. Also schonn eng relativ grouss Recherche an deem Contournement... an deem Kontext.

(Hilarité)

Wann ech da wëll op… Ech hunn dat hei opgeschriwwen, Contournement, dat war mäin nächste Punkt, mä wann ech da wëll op d'Motioun vum Här Henckes kommen, ech mengen, datt d'Regierung do extrem vill scho gemaach huet. Et muss een einfach wëssen, datt mer elo schonn den ekologesche Leitfaden hunn, wou all déi Bauaart a -weisen, wéi soll ekologesch gebaut ginn, sämtlechen Architekten, déi fir eis bauen, zur Verfügung gestallt ginn, respektiv och deenen Architekten, déi wëlle fir Gemenge bauen, kënnen zur Verfügung gestallt ginn, wa se sech wëllen dorunner halen, respektiv datt mer och fir den öffentleche Bau evidenterweis grouss Prinzipië festgeluecht hunn, wéi mir wëllen un d'öffentlech Bauten erugoe mat Energie spueren.

Et sinn awer an der Diskussioun - ech hat elo net genuch Zäit, fir iwwer Är Motioun ze kucken -, mä et sinn natierlech an deem, wat Der an der Diskussioun gesot hutt, eng Rei Saachen, déi natierlech och problematesch sinn. Also, déi Geschicht mat de Centrales d'achat. Dat ass also eppes. Dir wësst, datt mer am Juni gekuckt hunn hei, wéi mer solle kënnen eis Kritären, wéi mer kënne Marchés de gré à gré maachen, eropzesetzen, fir méi schnell kënne virunzemaachen. Wa mer elo déi aner Richtung vun de Centrale-d'achaten erëm ginn, da gi mer awer erëm total an en anere Wee, dee kontradiktoresch ass zu deem, wat mer hei am Juni décidéiert hunn, fir schnell kënne virunzekommen, fir och mat PMEe kënnen ze schaffen. Dir wëllt elo den anere Wee goen. Ech weess net, ob dat gutt ass...

M. le Président.- Här Minister, déi Motioun ass souwisou geduecht, fir emol an der Kommissioun eng Kéier gekuckt ze ginn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also géif ech mengen,…

(Interruption)

…datt ech d'accord sinn, datt mer se sollen an der Kommissioun eng Kéier ganz seriö an allen Detailer duerchdiskutéieren.

Dann zu zwou anere Froen, dat ass déi vum Velodrom, déi hei gestallt ginn ass. Do muss ech soen, äntwerten ech lech net drop, well de Velodrom ass net en Objet, dee bei dem Budget vum Ministère vum Développement durable steet, mä ass e Projet, deen zesumme gemaach gëtt mat dem Sportsministère a mat deene Gemengen, déi dat maachen, sou datt dat elo net hei den Objet vun haut ass.

Da wëll ech dem Här Bausch nach äntwerten op seng Fro, déi hie ganz prezis gestallt huet iwwert de Contournement vun Olm-Kehlen, a wéi mer dat ugi mat de ganze Prozeduren, respektiv wat fir eng Prozedure mer wielen. D'Äntwert op déi Fro ass relativ kloer an däitlech, duerfir wëll ech se och esou soen: Mir hunn eng nei Prozedur jo am Juni zesummen hei gestëmmt an der Chamber, déi de Gesetzestext, dee mer fréier haten, wat mer de 97/11/CE nom Numm vun der Direktiv genannt hunn, deen déi vereinfacht, dee se administrativ wesentlech méi einfach mécht.

An deem neie Gesetzestext, do ass e Reglement, wat momentan nach net publizéiert ass, well et nach beim Conseil d'État läit, wat ganz genau Kritäre virgesäit, wéini e Projet muss an dat - wat ech soen - déi kleng Prozedur oder an déi grouss Prozedur goen. D'Impaktstudië ass Partie vun där grousser Prozedur.

Elo ass et esou, datt deen hei Projet net ënnert déi grouss Prozedur géif falen, wann ech e just vu senger Längt géif huelen, well en an der Längt net esou grouss ass, datt en automatesch misst drënner falen. Dann hu mer awer an dem Reglement an am Gesetz d'Méiglechkeet, fir en trotzdeem drënner falen ze loossen, wann en eng Rei Zones protégées d'intérêt communautaire sträift. Duerfir hunn ech viru 14 Deeg oder dräi Wochen, den 2. November, der Administratioun Instruktioun ginn, datt mer wëllen hei déi grouss Prozedur maachen, datt, well mer hei Zäit hu bei deem Projet, mer dat och sollen nun ulafe loossen, datt se also sollen déi Studien, esou wéi d'Gesetz virgesäit, maachen, wou se eng Deskriptioun vum Projet musse maachen.

Ech liesen Iech dat einfach vir, datt Der genau wësst, wat hei gemaach gëtt:

«- une description du projet au stade d'avant-projet sommaire comportant des informations relatives au site, a la conception et aux dimensions du projet,

- une description des mesures envisagées pour éviter et réduire des effets négatifs importants et, si possible, y remedier,

- les données nécessaires pour identifier et évaluer les effets principaux que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la sécurité,

- une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le maître de l'ouvrage et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement,

- un résumé non technique des informations visées aux tirets précédents.»

Da geet e selbstverständlech an déi Konsultatiounsprozedur, esou wéi een esou e Projet wëllt maachen. Ech mengen, dat ass normal fir dat, wat mer hei maachen. Duerfir wëll ech dat hei kloer an däitlech soen.

Ech hoffen dann, datt Der déi Motioun hei och esou kënnt an deem Kontext mat ënnerschreiwen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister och Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

Motion 1

Et ass eng Motioun N°1 eragereecht ginn, zu där den Här Bausch d'Wuert freet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ënnert deenen dote Konditioune si mer d'accord, fir d'Motioun ze ënnerschreiwen a se och matzestëmmen.

M. le Président.- Da géif ech d'Motioun erofginn, dass Der dat kënnt direkt maachen.

Ass dozou nach eng Wuertmeldung?

(Négation)

Da kéime mer zum Vote iwwert déi dote Motioun.

Vote sur la motion 1

Ech ginn dovun aus, se ass vun all Fraktiounen elo ënnerstëtzt, dass mer dann dat kënne par main levée maachen. Mir hunn de Quorum heibannen; ech hunn dat kontrolléiert.

Wien ass derfir?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass déi Motioun unanime ugeholl ginn.

Motion 2

Mir hunn dann nach eng Motioun 2. Do hunn ech e Problem vun der Recevabilitéit zurzäit. Et ass eng Ënnerschrëft drop.

(Interruption)

Ech ka se leider net an d'Kommissioun ginn, seet d'Sekretariat mer, soulaang se net recevabel ass. Mä den Här Henckes kann awer an enger nächster Kommissiounssitzung, ginn ech emol dovun aus, ouni dass et sous forme de motion ass, déi Froen hei eng Kéier op den Ordre du jour bréngen.

Ech gesinn de President vun der Kommissioun, deen nickt zoustëmmend, sou datt ech mengen, datt mer déi Motioun hei net als Form vu Motioun, mä als Form vun Input vum Här Henckes an eng Kommissiounssitzung géife ginn.

4. Ordre du jour

Mir hunn dann nach e leschte Punkt um Ordre du jour: de Projet de loi 6019. Et ass gefrot ginn opgrond vun der Zäit, an där mer elo sinn - et ass zwanzeg op siwen -, dass mer dee Projet haut den Owend net géife stëmmen an dass mer dee géife reportéieren op d'Woch vum 1. Dezember, wou en zesumme mat zwee anere Bauprojeten, déi da wäerten um Ordre du jour sinn, kéint behandelt ginn.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Wann dat de Fall ass, da stellen ech fest, dass mer domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm sinn. Déi nächst Sitzunge si virgesinn den 1., den 2. an den 3. Dezember.

Ech géif och domadder d'Sitzung dann ophiewen an Iech Merci soen.

(Fin de la séance publique à 19.21 heures)

d'Chamber online op www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 9

MARDI,
1ER DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Intervention de M. Xavier Bettel concernant l'annonce du retrait du rôle des affaires du projet de loi 6054 par M. le Ministre François Biltgen dans les médias
- *M. Xavier Bettel, M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

2. Communications
- *M. le Président*

3. 6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Neen, Här President.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Bettel freet d'Wuert.

1. Intervention de M. Xavier Bettel concernant l'annonce du retrait du rôle des affaires du projet de loi 6054 par M. le Ministre François Biltgen dans les médias

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech wollt Iech just froen, d'Regierung huet jo keng Matdeelung hei gemaach, fir eis ze informéieren, mä ech hu festgestallt, dass den Här Biltgen an engem Interview gesot huet, dass e Gesetzesprojet iwwert d'A.s.b.l.en him net géif goen. An ech zitéieren: «Je me suis tout de suite dit qu'il faudrait changer le projet de loi sur les associations en tant que nouveau ministre de la justice.»

Mir kréien ëmmer hei vun der Regierung matgedeelt, wann en neie Projet de loi déposéiert gëtt, et ass ëmmer e solennelë Moment. Mä mir kréien net matgedeelt, wann iergendwéi mat engem Projet de loi e Problem ass. Dat heescht, et wier vläicht net schlecht, wann e Minister wéilt e Projet de loi zréckzéien, dass dat och esou hei ugekënnegt gëtt, an net, dass een duerch d'Press gewuer gëtt, dass e Minister net mat engem Projet de loi zefridden ass.

Dowéinst sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass de Minister net do ass, fir eis och déi Informatioun matzeginn.

M. le Président.- Den Här Finanzminister Luc Frieden, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, ech kann den Här Bettel berouegen. D'Regierung zitt de Projet de loi iwwert d'As.b.l.en net zréck. Mä d'Regierung, esou wéi bei all Projet de loi, deen um Instanzewee ass, lauschtert no, wou gutt Suggestioune sinn.

Dee Projet de loi, dee vun där leschter Regierung abruecht ginn ass, huet eng ganz Rei Améliorationne fir de Funktionement vun den As.b.l.en an de Fondatioune virgesinn. Déi kann een op enger Rei Punkte verbesseren. An dat geschitt am Kader vun der Procédure législative. Et ass net d'Intentioun vun der Regierung, duerch e formellen Akt dee Projet de loi zréckzezéien. Datt e verbessert gëtt, domat huet d'Regierung, esou wéi och bei aner Projet-de-loien, kee Problem.

2. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6084 - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure

Dépôt, à la demande de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des infrastructures, le 16.11.2009

6085 - Projet de règlement grand-ducal portant modification:

- du règlement grand-ducal du 30 décembre 1992 portant application de la directive N°91/672/CEE du Conseil du 16 décembre 1991 sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure;

- du règlement grand-ducal du 12 décembre 2002 portant application de la directive N°76/135/CEE du 20 janvier 1976 sur la reconnaissance réciproque des attestations de navigabilité délivrées pour les bateaux de navigation intérieure telle qu'elle a été modifiée par la directive du 23 novembre 1978

Dépôt, à la demande de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des infrastructures, le 16.11.2009

6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs

Dépôt: M. André Hoffmann, le 17.11.2009

6087 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 23.11.2009

6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.11.2009

6090 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

Dépôt, à la demande de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 27.11.2009

6091 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections présidentielles en Ukraine

Dépôt, à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.11.2009

3) Du 28 septembre au 2 octobre 2009 s'est tenue à Strasbourg la 4e partie de la session ordinaire de 2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté les six membres de la délégation luxembourgeoise à savoir, la présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le vice-président, M. Norbert Haupert et les membres effectif et suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (13 résolutions et sept des recommandations) ont été distribués.

La 1re partie de session de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 25 au 29 janvier 2010. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra à Berne, le 20 novembre 2009.

3. 6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 26. November huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6086 vum Här André Hoffmann géint ongerecht Entloossungen.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 26. November huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Presentatioun vum Rapport iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2010.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer: de Projet de loi 6090 iwwert de Bau vun Annexe fir den EU-Justizhaff nom Basismodell; zweetens, de Projet de loi 6043 iwwert de Bau vun der Maison des sciences humaines zu Belval, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 6061 iwwert de Bau vun der zweeter Phas vum Laboratoire national de Santé zu Diddeleng, och nom Basismodell; an dann de Projet de loi 5823 iwwert d'Permission de voirie nom Modell 1. Dann zum Schluss hu mer d'Question avec débat N°4 vum Här Jean Huss iwwert d'Antitubaksgesetz.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer den Exposé vum Finanzminister iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2010.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi vum Statsbudget fir d'Joer 2010, an dat esou wéi et am Artikel 109 vum Chambersreglement festgehalen ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel.

5. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madame an Häre Ministeren, et ass nees esou wäit! Wann d'Chamber sech iwwert de Budget hiermécht, da geet d'Joer op säin Enn zou, da sinn de Kleeschen an d'Chrëschtkëndchen net méi wäit an da rabbelt et an de Buttekskeesen. Dat wäert och dëst Joer net vill anescht sinn. An dat, obwuel jiddweree spiert, datt iergendeppes sech geännert huet an datt et net méi gradesou ass wéi soss, net méi esou, wéi mir et an deenen zwee leschte Jorzéngte gewinnt waren, wéi et dem Gros vun eis Lëtzebuerger dach net allze schlecht gaangen ass.

Ech hu mir erlaabt, eng Etikett op mäi Budgetsrapport ze pechen. Eng al Déformation professionnelle, mat där ech an engems hoffen, menge fréiere Beruffskolleegen aus der Press d'Liewe méi liicht ze maachen, andeems ech hinnen direkt en Titel fir hir Artikele matliwweren. Ech hu mäi Rapport iwwerschriwwen: Un budget pour l'année charnière 2010. E Budget fir e besonnescht Joer, well et wuel en Iwwergangsjoer vun enger dach éischter gëllener Zäit an eng méi moer Period wäert sinn, déi dem Land a senge Leit a virun allem hire Politiker eppes méi wéi soss wäert ofverlaangen.

Dofir, an ech hoffen, datt Dir mir dat net iwwel huelt, huelen ech e bësse méi wäit a mengem Rapport aus a probéieren Iech iwwert de Bord vum Teller, an dësem Fall iwwert d'Joer 2010 eraus, matzehuelen, fir e bëssen iwwert dat nozedenken, wat op eis zoukomme kéint a wéi mir deem begéine kéinten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een natierlech net iwwer eist Land a seng Zukunft nodenken, ouni dee méi breeden internationale Kontext a Betruecht ze zéien. Mir Lëtzebuerger, a grad mir, liewen net op enger verloossener Insel wäit ewech vun allem a vun allen an nëmmen op eis eleng ugewisen. Just de Contraire ass wouer. Mir sinn, wat een esou nennt, eng offen Ekonomie, an zwar där eng, déi ouni Exporter an Importer iwwerhaapt net bestoe kéint, an dat am Contraire zu eise groussen Noperen, déi sech noutfalls - awer nëmmen noutfalls - nach ëmmer an eng gewëssen Autarkie flüchten an als Selbstversuerger iwwerliewe kéinten.

Dat ass jo och de Grond firwat mir eis säit iwwer 150 Joer a gréissere Wirtschaftsraim erëmdreiwen a firwat mir vun Ufank u bei Europa derbäi waren. Dat Europa, iwwert dat mir eis dacks genuch iergeren, mä dat eis um Enn dach jett méi bruecht huet, wéi mir eis selwer agestoe wëllen.

Dat lescht Joer war vun enger vun deene schlëmmste Wirtschaftskrise säit Mënschegedenke markéiert. Bal esou schlëmm wéi deemools virun 80 Joer, wéi Amerika an d'Depressioun geschliddert ass an e gudden Deel vum Rescht vun der Welt mat sech gerappt huet.

Och dës Kéier ass d'Kris vun de Finanzmäert ausgaangen, méi genee vun Amerika, wou vill ze laang eng Politik vun de bëllege Sue bedriwwe ginn ass, fir de Leit esou eppes wéi en éiwege Boom virzemaachen. Mam Resultat, datt op Däiwel komm eraus Sue gepufft gi sinn, bis datt dann dat Ganzt gebascht ass.

D'Verschëldung vun den amerikaneschen Haushalter bei de Banke war awer an der Tëschenzäit en drolege Wee gaangen. Dee louch net méi bei de Banken, war net méi an hire Bicher, mä e war iwwert de Wee vu

sougenannten Titrisatiounsprodukter - fréier hätt ee gesot Scholdschäiner - iwwert de ganze Globus gestreet ginn.

Duerch d'Globaliséierung, déi aus der Welt en eenzegt grousst Duerf gemaach huet, ass et eréischt méiglech ginn, datt en Duerchschnëttsverdénger an Europa, deen eppes fir seng al Deeg wollt maachen, ouni et ze wëssen, där fauler Scholdschäiner aus Kalifornien oder soss anzwousch an Amerika kaaft huet.

Mat un deem Rad hunn esou muncher gedréit an dobäi och kräfteg verdéngt. Fir d'alleréischt d'Banquieren an déi aner Mëttelsmänner aus der Finanzwelt, déi déi schéi verpaakte Scholdschäiner - am Fachjargon „Subprimes" genannt, well vun Ufank u gewosst war, datt et sech net grad ëm dat Gielt vum Ee géif handelen -, also déi, déi an Zertifikater an an aner blénkege Pabeier verpaakte Subprimes un de Mann respektiv un d'Fra bruecht hunn.

Dobäi waren hinnen déi sougenannt Ratingsagencë behëlleflech, fir bei den Titrisatiounspäck déi beschten Nouten opzekliewen an esou hiren Deel derzou bäizedroen, datt um Wee aus enger Hand an déi aner déi Wäertpabeieren ëmmer méi deier gi sinn, derbannst a Wierklechkeet hire Wäert ëmmer méi ofgeholl huet.

Dat Spill konnt einfach net riicht ausgoen, och wa munche Spezialist geduecht hat, elo hätte mir den Trick vun dem an d'Onendlecht wuessende Räichtum fir jiddwereen eraus. Mir kennen all d'Enn vum Lidd. Et huet gehéireg gerabbelt. Et sinn e puer Banken d'Baach erofgaangen, dorënner eng vun deene gréissten amerikaneschen Investmentbanken, derbannst déi aner mat Milliardesprëtzen aus de Statskeesen hu misse virun der Faillite gerett ginn.

Déi grandios Blos mat hire Milliarden Zommen, deenen nach just e klenge Brochdeel, e ganz klenge Brochdeel u reellem Wäert géigeniwwerstoung, war geplatzt an hat Millioune Spuerer ronderëm d'Welt ëm hir Sue bruecht.

Op eemol ware si ganz kleng ginn, déi bis dohinner bewonnerten a beneidte Goldjongen oder Goldjéngelcher, déi mat deenen anere Leit hire Sue Casino gespillt, sech domat d'Täsche gefëllt a sech liichtfankeg iwwert déi ekonomesch Grondregel ewechgesat haten, datt de Gewënn an enger direkter Relatioun zum Risiko steet. Mä dat hat si kaum gedréckt. De Gewënn hate jo si, an de Risiko hir Clienten; an um Enn de Stat, also de Steierzueler, well deen huet missen asprangen, fir d'Finanzwelt virum Kollaps an d'Wirtschaft virun enger katastrophaler Depressioun ze retten.

An der Tëschenzäit war de Fonke jo op d'ganz Ekonomie iwwergesprongen. Déi Éischt, déi et gemierkt hunn, war d'Autosindustrie, virun allem déi amerikanesch, bei där nach derbäikoum, datt si sech vill ze vill laang däers allgemengen Trends zu méi spuersamen a méi ëmweltfrëndlechen Autoe foutéiert hat. Kee Wonner, datt do déi Firma, déi jorzéngtelaang déi gréissten op der Welt war, nämlech General Motors, op eemol an d'Schliddere geroden ass an nëmme mat honnerte vu Milliounen Dollar aus der Statskeess virun der Faillite gerett konnt ginn. An dat ass nëmmen ee Beispill vu villen.

D'Politik, déi bis dohinner éischter passiv all deene Goldjongen an hirem Gespills nogekuckt hat a si souguer ëm hir Succèsë beneit huet, ass dunn endlech erwächt an huet sech op d'hënnescht Bee gestallt, fir d'Kar erëm aus dem Dreck ze zéien. A si huet dës Kéier dat Richtegt gemaach. Si ass net, wéi deemools nom Schwaarze Freideg am Oktober '29 an der Wall Street, mat zwee Féiss op d'Brems gesprongen, wat zwar als Reflex ze verstoen ass, mä wat d'Saach deemools nach vill méi schlëmm gemaach hat a schliesslech an där grousser Depressioun gëennegt ass.

Dës Kéier gouf genee den ëmgekéierte Wee geholl. Esou wéi den John Maynard Keynes et an den 30er Jore virgeschloen hat, hunn d'Regierungen dës Säit an déi Säit vum Atlantik net op d'Brems, mä op de Gas gedréckt. Si hunn eben dat gemaach eigentlech, wat jiddweree vun Iech weess, wat ee muss maachen, fir aus der Kéier ze kommen ouni am Gruef ze landen. Doduerch, datt all Regierunge Suen an hir Ekonomië gepompelt hunn, fir d'Banken an der Riicht ze halen, den Entreprisen hir Optragsbicher ze fëllen oder erëm ze fëllen a virun allem d'Kafkraaft vun de Leit ze stäipen, konnt dat Schlëmmst verhënnert ginn.

Esou hunn déi Regierungen et fäerdeg bruecht, hir Ekonomië virum Däiwelskrees vun der Rezessioun an hirem Ofsacken an d'Depressioun mat all hire wéischte Konsequenzen ze retten. Dat alles huet allerdéngs säi Präis. De Revers vun esou enger antizyklescher Politik ass déi Verschëldung, an déi dann och d'State mat hire Rettungsaktioune gerutscht sinn. Déi Wéinegst hate genuch Suen op der Säit, fir hir Ekonomien ze stäipen an hunn dofir misse puffe goen, wat natierlech zu enger onmoosseger Verschëldung geféiert huet.

Eng Rëtsch vun europäesche State sinn dann och entre-temps iwwert déi Maastrichter Kritären erausgeschoss; d'Fransouse louchen am Summer scho bei 75% vun hirem PIB; d'Belsch si längst erëm iwwer 100%; a souguer déi däitsch Musterschüler sinn entre-temps mat 63% iwwert d'Maastricht-Grenz eraus.

Här President, bei eis heiheem schéngt dat alles net esou schlëmm ze sinn, well mir leien nach ëmmer mat eiser Statsverschëldung ënner 20% a kéinten eis deemno nach deen een oder aneren Hoff leeschten. Dat ass jiddefalls d'Meenung vun esou muncherengem hei am Land; wat och ze verstoen ass, well keen drop versiess ass, elo op d'Spuerbrems ze drécken an eventuell de Rimm e bëssen unzezéien. Mä just dat kéint eis elo bléien, well de Krisestuerm och net iwwer eist Land ewechgezunn ass, ouni seng Spuren ze hannerloossen.

Natierlech huet et och dobäi eis Banken erwëscht, fir d'alleréischt eis Banken, well mir haten et jo fir d'éischt mat enger Finanzkris ze dinn. Do wär et wuel e Wonner gewiescht, wann eis Finanzplaz ongeschueren dervukomm wär. Eis zwou traditionell Privatbanke kruten allerdéngs duerch hir Mammen am Ausland, an net, well si heiheem net gutt geschafft hätten, d'Kris voll ze spieren an hunn am September d'lescht Joer an enger Weekendsaktioun misse vum Stat gerett ginn: déi eng mat enger Garantie iwwer véier an eng hallef Milliard, déi aner mat enger Kapitalsprëtz vun zwou an enger hallwer Milliard.

Déi Suen - dat muss een allerdéngs wëssen - sinn awer net à fonds perdus, well iergendwa kritt de Stat se erëm, an an der Tëschenzäit kasséiert hien Zënsen an Dividende vun deenen zwou Banken.

Och déi aner Banken, vun deene mir der nach knapps 150 bei eis hei am Land hunn, kruten es of, wann och net an deemselwechte Mooss wéi hir Schwësteren an hir Mammenhaiser am Ausland. Dat hänkt domat zesummen, datt déi meescht Geldinstituter, déi bei eis aktiv sinn, eng éischter konservativ Schinn fueren a sech net un där verréckter Spekulatioun bedeelegt haten, an déi sech déi sougenannt Investmentbanke gestierzt haten. Déiselwecht, déi - niewebäi gesot - schonn erëm ganz schéi monter sinn an erëm an hir al Naupe verfalen, nach éier d'Politiker hinnen d'Zamgeschier ugedoen hunn.

Well si mat deem reelle Geld vun hire Clientë geschafft hunn, an net mat deene Monopolis-Sue vun hire Kolleegen Investmentbänker, hunn eis Banken net déiselwecht Risquë geholl an och net an deemselwechte Mooss Sue verluer. A well si alleguerten Universalbanke sinn, déi op méi Been danze kënnen - eng Kéier op deem vum Zënsmarsch, eng aner Kéier op deem vum Kommissiounsgeschäft -, hu si esou eppes wéi eng Féckmillchen: Wann dat eent emol manner gutt leeft, da leeft dat anert ëmsou besser, an ëmgekéiert.

Trotzdeem kruten eis Banken alleguerten eng geméitscht. Déi eng méi, déi aner manner. Hir Resultater ware schonn zejoert fënnef Prozent no hanne gaang. An 2009 gesäit et nach e bësse méi schlëmm aus; besonnesch am Private banking, wat allerdéngs net nëmme mat der Kris ze dinn huet. 780 Aarbechtsplazen, dat heescht, zwee Prozent vum Emploi am Secteur si schonns an de Banke verschwonnen, an et däerften der nach bis zu dräimol méi an der nächster Zäit ewechfalen, well eng Rëtsch vu Banke wahrscheinlech bei eis de Buttek zoumaache wäerten.

De Stat kritt dann och dat bei de Recetten ze spieren, well eleng bei der Kierperschaftssteier sinn d'Banken an déi aner Finanzacteure mat zwee Drëttel derbäi. Deemno wéi een elo rechent, kritt d'Steierverwaltung fir dëst Joer nëmmen e Brochdeel vun där gewinnter Kierperschaftssteier, well d'Banken all déi faul Titren - si haten der och an hire Portefeuillen - hu misse provisionnéieren, an dat waren iwwer véier Milliarden 2008, wat da mat sech bruecht huet, datt den Imposable - also do, wou d'Steieren drop gerechent ginn - deementspriechend geschrompt ass.

Net vill besser ass et deem anere Bee vun eiser Finanzplaz, nämlech den Investmentfonge gaang. Deenen hir Avoirë ware vun 2.100 Milliarden Euro op 1.600 Milliarden erofgebonzelt. An et ass eréischt säit kuerzem, datt et dank der Hausse op de Bourssen erëm biergop geet. Och dee Creux huet de Stat ze spiere kritt. D'Taxe d'abonnement, déi op den OPC, also den Organismes de placement collectif ufält, wäert dëst Joer ronn 135.000 Milliounen Euro manner erabréngen, wéi nach dat Joer virdrun, an domat 170 Milliounen ënnert de Budgetserwaardunge leien. Datt do dem Finanzminister seng Rechnung net méi opgoe kann, läit wuel op der Hand.

Am beschte schéngen nach d'Assurancen dervukomm ze sinn, och wann hiert Schluechtschëff, nämlech d'Liewensversécherungsgeschäft, iwwert d'Grenzen ewech - dat heescht da Libre prestation de services, ofgekierzt LPS - eng zimlech Bëlls kritt huet. Wann et ënnert dem Strëch trotzdeem gutt ausgesäit, da virun allem doduerch, datt déi gréisste Réckversécherungsgesellschaft vun der Welt kierzlech hiren europäeschen Headquarter bei eis opgeschloen huet an d'Resultater doduerch kräfteg no uewe gepusht gi sinn. Wat alt erëm eng Kéier - a Klammere gesot - weist, datt een an enger klenger Ekonomie wéi eiser net ze vill mat makroekonomesche Miessinstrumenter hantéiere soll, well eng eenzeg Firma d'ganz Statistik iwwert d'Kopp geheie kann; natierlech am Gudde wéi am Schlechten.

Mä domat emol einstweile genuch iwwert d'Finanzplaz. Eis Ekonomie besteet schliesslech net nëmmen aus Banken, och wann déi bal e Véirel zu eisem PIB bäidroen, wann een d'Ëmgeréits matrechent souguer en Drëttel.

Méi nach wéi d'Finanzplaz goufen Eenzelner vun deenen anere Wirtschaftssecteure getraff, virop eis Industrie. Ob et elo d'Betriber sinn, déi fir d'Automobilsindustrie schaffen an déi duerch d'Kris bis zu 40% vun hirem Ëmsaz agebéisst hunn, oder eis Stolindustrie, déi nëmmen nach mat hallwer Kraaft an hire Lëtzebuerger Wierker fiert, well net méi Commanden do sinn. Dat soll elo neierdéngs erëm e bësse besser ausgesinn, well weltwäit d'Konjunktur erëm unzezéie schéngt. Mä mir sinn nach e gutt Stéck vun där Vitesse de croisière ewech, mat där mir virun der Kris gefuer sinn.

Am mannsten hunn nach déi Beräicher vun eiser Ekonomie gelidden, déi méi op de Bannemaart fixéiert sinn; op de Lëtzebuerger Bannemaart, wuelgemierkt. Mol ofgesi vun eiser Landwirtschaft, déi sech mat miserable Maartpräisser souwuel fir d'Käre wéi och fir d'Fleesch a besonnesch fir d'Mëllech erëmschloe muss an op öffentlech Hëllef ugewisen ass, schéngen déi aner Secteuren um Bannemaart d'Kris ouni ze vill Blessen hannert sech bruecht ze hunn, wann och déi eng emol mat méi Blesse wéi déi aner.

Dat gëllt fir de Bausecteur, dee sech allerdéngs nëmme méi mat dem Wunnengsbau iwwer Waasser hale kann, well de Marché vun de Bürosgebaier quasi um Buedem läit.

Eng ähnlech Erfahrung mécht och am Ablack eis Luxair, déi zwar weiderhin äifreg Inclusive-Tours fir d'Vakanze verkeeft, mä mat eidele Businesssëtzer doruechter flitt, well an de Betriber dat grousst Spueren ausgebrach ass.

Dat gesäit een e bëssen iwwerall. Alles, wat mat den Entreprisen ze dinn huet, ass massiv zréckgaangen. Mä soubal d'Privatkonsumenten an d'Spill kommen, dann ass d'Kris esou gutt wéi ewechgeblosen.

Dat huet natierlech eppes mat där antizyklescher Politik ze dinn, déi d'Regierungen iwwerall an och bei eis heiheem praktizéieren. D'Paien an d'Nettoakommes vun deene meeschte vun eis hunn nach net gelidden. Ofgesinn natierlech vun deenen, déi an der Kuerzaarbecht hänken oder souguer hiren Job verluer hunn. Mä well et sech bei deene Leschten nach ewell gär fir d'éischt ëm Grenzgänger handelt, mir also zum Deel eise Chômage exportéieren, ass d'Kris eigentlech nach net esou richteg an deene meeschte Käpp bei eis ukomm.

Hei hu mir Politiker, a mat eis, géif ech soen, och d'Medien, eng Aufgab ze erfëllen, laanscht déi mer eis net drécken däerfen. A wann et och nach esou désagréabel ass, musse mir de Leit d'Wourecht soen. Déi Wourecht, datt mir riskéiere vun eiser gewinnter Flughéicht erof méi no bei déi aner ze kommen an dann an d'Gewulls ze geroden.

An anere Wierder: Wa mir vun eisem Duerchschnëttswuesstum vun ëm déi 5% an der Vergaangenheet erof op 3 oder souguer 2% falen, wou déi meescht aner Länner sech erëmklappen, da musse mir eis méi waarm undinn an e puer agréabele Gewunnechten Äddi soen, déi mir eis bis elo leeschte konnten.

Ech weess, datt keen dat gär héiert an datt de Budgetsrapporteur mat esou Aussoen net onbedéngt dat erëmgëtt, wat deen een oder deen aneren och heibannen an dësem héijen Haus denkt. Mä ech mengen, et ass besser, datt mir eis op e bësse manner gutt Perspektiven astellen, fir herno keng béis Surprise ze kréien. Wann et sech dann erausstelle sollt, datt den Härgott dach nach ëmmer e Lëtzebuerger ass an derfir suergt, datt mir an aller Gemittlechkeet weiderfuere kënne wéi bis elo, derbannst ronderëm eis all déi aner sech an Austéritéit übe mussen, da kënne mir desto méi frou doriwwer sinn. Mä ech kann net esou richteg doru gleewen.

Här President, an dëst agestoenermoosse subjektiivt an nach laang net vu jiddwerengem gedeelte Stëmmungsbild era situéiert sech dann de Budget fir 2010, iwwert dee mir elo befanne sollen. Dir kennt alleguer seng Eckwäerter, well Dir Iech säit der Rentrée intensiv dermat beschäftegt hutt, esou datt ech Iech elo net mat Zuele bombardéiere muss. Déi fannt Dir souwisou an deem déckeche Buch vun eisem Finanzminister an an ofgespeckter Form och a mengem schréftleche Rapport.

D'Zäiten, wou mir en ausgeglachene Budget haten a wou mir souguer eppes op d'Säit leeë konnten, fir den Ausbau vun eisen Infrastrukturen ze finanzéieren, sinn einstweilen eriwwer. D'Chiffere loossen nun ebe keen anere Schluss zou. Et huet keen Zweck, eis an d'eegen Täsch ze léien an ze maachen, wéi wann näischt geschitt wier.

Mir hunn eis mat där antizyklescher Politik, déi - dat sief nach eng Kéier ënnerstrach - déi eenzeg richteg Reaktioun op d'Kris war, e kënschtleche Wuelstand erhalen, fir dee mir mat enger progressiver Verschëldung bezuele mussen. Wann, wéi dat am Budget fir dat anert Joer de Fall ass, d'Dépensë vum Stat ëm bal 6% an d'Luucht ginn, an déiselwecht Zäit deemselwechte Stat seng Recetten ëm bal 8% zréckginn, da misst ee sech dach eigentlech eeschtlech Gedanke maachen!

Et brauch ee kee Mathematiker ze sinn, fir zur Konklusioun ze kommen, datt déi Rechnung net opgoe kann. Deen Écart vun 13 Prozentpunkte mécht een Defizit vun 1,3 Milliarden Euro aus. Dat wieren an ale Frangen 53 Milliarden.

Déi 1,3 Milliarde mussen da bei déi 2,2 Milliarde gezielt ginn, déi eis schonn 2008 an der Keess gefeelt hunn, well mer d'Banken deemools hu misse retten, an och bei déi 400 Milliounen, déi dem Finanzminister um Enn vun dësem Joer feele wäerten, obwuel hie vum engem ausgeglachene Budget ausgaange war. Zesumme mécht dat e Lach vu bal véier

Milliarden, dat dann aus der Reserv gefëllt muss ginn. A well och déi amgaang ass eidel ze ginn, bleift soss keen Auswee méi wéi Verschëldung. An déi wäert dat anert Joer gär iwwer siwe Milliarde klammen, an dat ass da ronn ee Fënneftel vun deem, wat mir esou an engem Joer erwirtschaften.

Et ass eigentlech net verwonnerlech, datt sech do d'Leit Froe stellen. Zum Beispill déi, wéisou mir nach weiderfueren, wéi wann näischt wier, an dobäi d'Waasser eis geschwë bis un den Hals steet. Oder, méi gehuewen ausgedréckt: Wéi laang kënne mir eis nach dee keynesianeschen „deficit spending" iwwerhaapt leeschten? Wat dann den normale Bierger erëm esou iwwersetzt: Wann et esou schlëmm ass, wéini klamme mir dann endlech op d'Brems, amplaz nach weider Gas ze ginn?

De Lëtzebuerger, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir wësst et, ass duerch d'Bänk vu klenge Leit hier an huet duerfir e ganz feint Gespier fir déi ekonomesch Virgäng. Hie spiert, datt do eppes net klappe kann, wann d'Schéier tëschent Dépensen a Recetten ëmmer méi wäit opgeet, wann d'Reserven eidel ginn an op eemol keng Sue méi do sinn, fir dem Land déi Infrastrukturen ze ginn, déi him et och nach an Zukunft erlabe sollen, mat deenen anere Länner matzehalen.

Duerfir muss een de Leit dobaussen erklären, firwat mir trotz där quokeleger Finanzsituatioun nach ëmmer e kënschtleche Wuelstand erhalen oder einstweilen nach erhalen, amplaz eis direkt der Decken no ze strecken.

Mir wëssen, wéi all déi aner och, datt esou enger antizyklescher Politik Grenze gesat sinn. Nëmmen, do, wou d'Meenungen auserneeginn, ass iwwert den Zäitpunkt, wou ee vun der Gas- op d'Bremspedal wiessele muss. Déi eng mengen, datt dat scho laang hätt misse geschéien, well grad e klengt Land wéi eist sech keng esou eng déck Schold leeschte kéint wéi e grousst Land.

Déi aner mengen, dat alles däerft een net esou enk gesinn, zëmools mir nach e bësse Sputt hätte fir eis ze verschëlden. Mol eng Kéier dovunner ofgesinn, datt béid Säiten, déi eng wéi déi aner, alt esou hir Hannergedanken hunn, wa se hir Positioune verdeedegen, wäerte mir wuel maache wéi déi aner Länner och an déiselwecht Zäit wéi déi aner op d'Brems trëppelen.

Wann een esou héiert, misst dat am Laf vum iwwernächste Joer sinn. E bësse méi fréi, wann et den Europäer géif nogoen, déi esou séier wéi méiglech zu geuerdnete Finanzverhältnisser zréck wëllen; e bësse méi spéit, wann een den Amerikaner nolauschtert, déi sech offensichtlech net esou vill Gedanken iwwert hir Verschëldung maachen, obwuel déi all Rekorder brécht.

Mä och dat wäert net esou einfach sinn, fir déi Kéier ze huelen. Schliesslech wier dat, wéi wa mir vum fënnefte Gank an de Réckgank géife schalten, wat bekanntlech net ouni Gekrätschs ofgeet. Déi Kéier ka wuel nëmme mat Beduecht geholl ginn, net abrupt an och net am Powerslide. Dat heescht awer, datt et seng Zäit wäert daueren, bis mir eis gedréit hunn, an datt an där Zäit d'Verschëldungsauer monter weiderleeft.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, op d'mannst sollt ee sech elo alt emol scho Gedanken driwwer maachen, wou een den Hiewel usetze muss, fir d'Situatioun ëmgekéiert ze kréien an erëm aus dem Scholdelach erauszekommen.

Normalerweis ginn et an esou enger Situatioun dräi Léisungen. Entweder fänkt de Stat u kräfteg ze spueren, fir iwwert dee Wee erëm an d'Gläichgewiicht ze kommen, oder hien dréit d'Steierschrauf erop, fir esou zu deene Suen ze kommen, déi hie fir seng Budgetsbalance brauch, oder awer e kombinéiert déi zwou Léisunge mateneen, fir op déi Aart a Weis säi But ze erreechen.

Elo kéinte mir hei stonnelaang driwwer streiden, wat fir eng dann elo déi beschte Solutioun wier. Ech mengen awer, et soll ee kee Reliounsträit aus där Fro maachen. Ech hätt perséinlech eng liicht Preferenz fir déi kombinéiert Léisung, déi awer doranner bestoe géif, datt ee fir d'éischt probéiert, esou vill wéi méiglech ze spueren, a wann een do all Ecken ausgekraazt huet an dat nach ëmmer net duergeet, da soll een eréischt un d'Steierschrauf dréie goen.

Fir esou eng Reiefolg gëtt et natierlech e Grond. Mir si jo alleguer driwwer eens, datt ee fir d'éischt déi Sue verdénge muss, déi ee verdeele wëllt. Fir awer Sue lousen ze kënnen, muss een déi néideg Viraussetzunge matbréngen, zu deene virun allem d'Kompetitivitéit vun der eegener Ekonomie gehéiert. An déi erëm hänkt eng Kéier zu engem gudden Deel vun der Produktiounscapacitéit vun der Volkswirtschaft of.

Ech weess, d'Patronë sinn droleg Gesellen, an déi eng sinn emol méi, déi aner emol manner frou mat hinnen, mä ouni si an hir Produktiounsapparater geet et nun eemol net. Wann een hinnen awer elo d'Steierschrauf zoudréit, well een et jo do huele soll, wou angeblech eppes ze huelen ass, da kéint et emol eng Kéier engem bléien, datt déi Patronë sech anerwäerts etabléieren oder iwwerhaapt emol guer net bei eis an d'Land kommen, an da misste mir kucken, mat wat mir eis Suen da géife verdéngen.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Duerfir soll een net ze séier un d'Steierschrauf dréie goen, fir seng Finanzen an d'Rei ze bréngen. Et gëtt bestëmmt eng Rëtsch vu Méiglechkeete fir ze spuere beim Stat an a sengem Liewensstil, deen net ëmmer vu Spuersamkeet gekennzeechent ass.

Op anere Plazen ass scho probéiert ginn, de Verwaltungsapparat ënnert d'Lupp ze huelen an de Spuerhiewel unzesetzen. Esou e Screening mécht sech meeschtens bezuelt a wier an eisem Fall sécher ubruecht, well een dach d'Tendenz huet, a gudden Zäiten e bësse méi large am Ëmgank mat de Suen ze sinn an domat gewëssen Onsitten aräissen, déi mat der Zäit richteg an d'Geld schloe kënnen. Zwar ass an deene leschte Joren d'Kontroll an deem Beräich däitlech verstäerkt ginn, mä eng grëndlech Radiographie, déi bis an de leschten Tirangseck kucke géif, gouf et esou nach net.

Da sief och d'Fro erlaabt, ob een net gutt géif drun doen, fir emol erëm déi gutt al Budgetsnorm aus dem Schaf ze huelen, un där sech fréier Regierunge festgehalen hunn. Esou eng Norm, déi an der Regel aus engem Mix vu mëttelfristegem Wuesstum, Inflatiounserwaardung an engem Elastizitéitsfacteur besteet, mat deem der Steierprogressioun Rechnung gedro gëtt, géif als Riichtschnouer déngen, un déi sech da jiddweree beim Stat ze halen hätt. Grad an esou enger Situatioun wéi déi, an där mir eis haut befannen, géif esou en Disziplinscorselet wuel säin Déngscht maachen.

Wa mir schonns vu Rigueur budgétaire schwätzen, da soll hei och e Wuert iwwer eng Iddi verluer ginn, déi de Kolleeg Roger Negri sengerzäit als Budgetsrapporteur hei op d'Tapéit bruecht hat a bei där et sech ëm eng méi performant a méi transparent Budgetiséierung handelt. D'Fransousen hunn esou eppes, bei hinnen heescht dat „loi organique relative aux lois des finances", ofgekierzt LOLF; mä ech hunn nach iwwer eng hallef Dosen aner Beispiller uechtert d'Welt fonnt, déi et all derwäert sinn, studéiert ze ginn.

Entre-temps huet sech eis Cour des Comptes erfreelecherweis der Saach ugeholl an un engem Lëtzebuerger Modell gezammert, deen op eis Verhältnisser zougeschnidden ass a mat deem mir eis hei an der Chamber emol méi intensiv beschäftege sollen, genee wéi mat der Propositioun vum Kolleeg Roger Negri, déi jo schonn eng Zäit hei virläit.

Knäipe bei deenen anere soll an dësem Fall emol ausnahmsweis net verbuede sinn.

Fir dat Kapitel iwwert d'Budgetstechnik ofzerënnen, dierft een nach wuel e puer Wierder iwwer zwou weider Iddië verléieren. Et geet op där enger Säit ëm d'Evaluatioun vun de Recetten, déi natierlech net mat leschter Prezisioun virausberechent kënne ginn, mä ouni méiglechst exakt an aktuell Donnéeën ass et schwéier, e verstännege Budget opzestellen. Dofir misste mir eis Evaluatiounsmethod nach e bësse verfeineren.

Den éischte Schrëtt ass jo schonns domat gemaach ginn, datt de Finanzminister eis Kommissioun - d'Budgets- a Finanzkommissioun - um Lafenden iwwert d'Steierrecetten hält. Mä déi Methodologie léisst sech nach perfektionéieren, fir datt d'Extrapolatiounen an d'Previsiounen am Budget esou no wéi méiglech un déi ze erwaardend Realitéit erugefouert kënne ginn.

Deen anere Punkt huet eppes mat der Transparenz vum Budget ze dinn an domat, wéi en och fir den Netageweihten, fir de Bierger verständlech gemaach ka ginn. Dat ass awer grad mat der Maastricht-Method net méi einfach, mä am Contraire méi komplizéiert a méi onduerchsiichteg ginn. Säit zu Maastricht d'nei Kritäre fir d'Budgete vun de Memberen opgestallt gi sinn, fuere mir zweegleiseg, wat dauernd zu Konfusioune féiert.

Eisen traditionelle Budget fousst um Statskontabilitéitsgesetz vun 1999, dat nëmmen de sougenannten Zentralstat berücksichtegt, dofir awer d'Spezialfongen net ausklamert, déi sengerzäit als eng Zort Spuerbécks erfonnt goufen, fir doraus déi grouss Infrastrukturaarbechten ze finanzéieren.

D'Maastricht-Method, déi hirersäits op dem europäesche Kontabilitéitssystem SEC 95 baséiert, këmmert sech net ëm eis Fongen, zitt awer dofir d'Sozialkeesen op där enger Säit an d'Gemengen op där anerer Säit mat a Betruecht.

Dat erkläert dann och, firwat mir bei Maastricht besser mat eisem Budget ewechkommen, well eis Pensiounskeesen nach ëmmer lwwerschëss ausweisen a well op där anerer Säit d'Gemenge bis elo ëmmer als finanziell ausgeglach op Bréissel gemellt gi sinn.

Dat si se wahrscheinlech net. Mä well eis Gemengen därmoosse mat hirem Reporting hannendra sinn - ech entschëllege mech bei de Kolleege Buergermeeschteren -, gëtt alt ganz einfach hir Finanzsituatioun iwwert den Domm geschat.

Kee Wonner, datt kee sech méi an deem Duercherneen erëmfënnt, a scho guer net de Bierger, deem mir jo grad de Budget an iwwerhaapt d'Politik méi no bréngen wëllen. En éischte Versuch, fir e bëssen den Duerchbléck ze kréien, gouf virun dräi Joer gemaach an huet domat gëennegt, datt sech de Budget ëm en drëtte Band vergréissert huet, dee Maastricht mat eranhëlt. Mä wann ee wierklech transparent wëllt ginn, an dat ass een dem Bierger schëlleg, da misst ee sech vläicht iwwer eng eenheetlech Presentatioun eens ginn, an där da jiddweree sech géif erëmfannen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et goung éinst vill iwwert d'Kris an iwwert hir Auswierkunge Rieds an et gouf do och schonn drop higewisen, datt eis Ekonomie, an domat mir alleguerten, vläicht méi rauen Zäiten entgéintginn. Elo huet dat eent awer nëmmen indirekt mat deem aneren ze dinn an et soll een déi zwou Saachen ausenanerhalen, fir net ze vill Duercherneen ze maachen.

D'Kris, déi grouss Weltwirtschaftskris, ass virun allem eng Konjunkturkris, eng ganz gehéireg wuel, awer dach eng, déi eriwwergeet, wéi all Kris eriwwergeet, déi aus engem iwwerhëtzte Marché entstanen ass. Wëllt dat dann elo heeschen, datt, wann d'Kris eriwwer ass, a si ass jo anscheinend schonn um beschte Wee dohinner, dann erëm alles esou gëtt wéi virdrun? Virausgesat natierlech, d'Politik setzt sech duerch an hëlt d'Finanzjongleuren an d'Gitt, éier déi erëm an hire Casinoskapitalismus verfalen.

Dat wäert wuel esou kommen. D'Weltwirtschaft erhëlt sech erëm, et geet op en Neits biergop bis uewen un d'Spëtzt an op déi nächst Surchauffe zou, an duerno geet et erëm biergof an iergendwéi rabbelt et erëm. Dat war nach ëmmer esou, just datt déi Achterbahn mat der Zäit entschäerft ginn ass an net méi esou extrem Héichten an Déifte kennt. D'Politiker a virun allem d'Zentralbanquiere kënnen haut relativ séier op Konjunkturschwankunge reagéieren an hinnen d'Spëtzten ofbriechen. Wëllt dat dann elo heeschen, datt och mir Lëtzebuerger deemnächst aus dem Schneider sinn? Lande mir erëm do, wou mir virun der Kris waren?

Ech fäerten net. Et huet sech nämlech an der Kris eppes gedoen, dat gréisstendeels iwwersi ginn ass an dat sech elo eréischt esou richteg bemierkbar mécht. Et ass net ausgeschloss, datt sech hannert där grousser konjunktureller Weltwirtschaftskris eng aner Kris verstoppt, déi nëmme mat Lëtzebuerg ze dinn huet an déi net konjunktureller, mä struktureller Aart ass; also eng Kris hannert der Kris.

Ëm wat geet et da bei där Kris? Mä an alleréischter Hisiicht ëm eis Finanzplaz, déi definitiv a stiermescht Waasser geroden ass an elo riskéiert, dat eent oder anert vun hire Segelen ze verléieren.

Mir wëssen, datt ee vun hire gréissten Atouten an der Vergaangenheet d'Bankgeheimnis war, op deem se zu engem gudden Deel opgebaut ginn ass. Haut ass dat zwar net méi grad esou, well mir eis dach awer mat der Zäit aus där Ofhängegkeet vun dem Secret bancaire erausgeschafft hunn. Datt mir awer de Secret weiderhi brauchen, steet fest. Well hie gehéiert einfach zum Bild, wat d'Clienten dobausse vu Lëtzebuerg hunn: nämlech dat vun enger Finanzplaz, wou d'Sue gutt verwalt ginn a wou dem George Orwell säi Big Brother bis elo nach näischt verluer hat. Mir halen op deen Nimbus vun der seriöer, zolitter a kompetenter Finanzplaz, déi nach Respekt virun deem huet, wat den Engländer „privacy" nennt an op dat eigentlech all Mënsch en Urecht huet - och de Bankclient.

Dat gesinn déi meescht aner Länner awer net esou. Hinne geet et net duer, datt si iwwert de Wee vun der Quellesteier, déi mir virun e puer Joer agefouert hunn, zu Hirem kommen, well mir hir Résidentë besteieren, wa se e Kont bei eis hunn, an dann d'Suen anonym natierlech an hiert Heemechtsland iwwerweisen. Neen, si hätte gär nach méi. Si hätte gär en total transparente Steierzueler, iwwert dee si automatesch alles gewuer ginn, wann hien e Kont am Ausland huet.

Déi ganz Geschicht mam Bankgeheimnis huet sech mat der Kris nach zougespëtzt. Op där éischter Sitzung vum G20 zu London, op där Ausweeër aus der Finanzkris sollte fonnt ginn, hat ee vun de Statschefe sech därmoossen an d'Bankgeheimnis verbass, grad wéi wann dat schold un der Kris gewiescht wier, an huet sech net ginn, bis datt seng Roserei op déi sougenannt Steierparadäiser hiren Néierschlag och am Schlusscommuniqué fonnt huet. Dat war deemools, wéi déi ominéis schwaarz oder gro Lëscht entstanen ass, mat där quasi all Finanzplazen - natierlech bis op deene Groussen hir! - dozou gezwonge goufen, dem Drock nozeginn an hire Secret méi labber ze maachen.

Domat kënnen d'Lëtzebuerger an hir Finanzplaz nach zur Nout liewen. Virausgesat, et bleift bei enger Kontrollmatdeelung op Ufro, enger Entraide administrative sur demande tëschent de Fiskalverwaltungen eben dee Moment, wann et e Verdacht op Steierhannerzéiung gëtt. Just dat awer ass a Fro gestallt. Allerdéngs nëmmen am Fall vun deenen zwee EU-Staten Éisträich a Lëtzebuerg. An anere Wierder: Fir all aner Finanzplaze soll d'Entraide sur demande gëllen, derbannst, wann et der Bréisseler Kommissioun no geet, automatesch alles iwwer eis Bankclienten un deenen hire Fisc am Ausland misst gemellt ginn.

De Luc Frieden ass net ze beneiden, wann hien eist Bankgeheimnis an domat e Stéck vun eiser Finanzplaz verdeedege muss. Well hien huet dobäi ausser den Éisträicher keng Alliéiert, op déi hien ziele kéint, duerfir awer lauter Kolleegen, déi esou séier wéi méiglech mat der Lëtzebuerger Finanzplaz oder op d'mannst mat hirem Bankgeheimnis Schluss maache wëllen an dobäi net mierken, datt souguer esou eng Operatioun mat engem kräftege Selbstgoal fir Europa endege wäert.

Mir halen eisem Finanzminister an deenen, déi muer mat him zu Bréissel - muer, hein! - zu Bréissel am ECOFIN untriede mussen, d'Daumen, fir datt et hinne geléngt, dat Schlëmmst ofzewieren, och wa se déi aner alt erëm eng Kéier net vun der Stéchhalteg-

keet vun eisen Argumenter iwwerzeegt kréie sollten.

Eise Finanzminister wäert hinne fir d'x-te Kéier erklären, datt en automateschen Informatiounsaustausch zu enger flagranter Konkurrenzverzerrung bannent der EU féiere wäert, well déi meescht aner Länner bei sech doheem un hirer Quellesteier festhale wäerten a keng automatesch Kontrollmatdeelung am Land selwer aféiere wäerten. Dat heescht, den däitsche Fisc géif automatesch alles iwwer en däitsche Bankclient zu Lëtzebuerg gewuer, mä näischt, wann dee säi Kont zu Tréier hätt.

Datselwecht Argument, dat Argument vum berühmten „level playing field" gëllt och vis-à-vis vun den Drëttlänner, déi natierlech eis Lëtzebuerger eng laang Nues dréine wäerten, well si keen automateschen Échange, mä nëmmen een op Demande hi maache mussen. Datt Europa sech domadder an den eegene Knéi schéisse géif, well d'Suen dann all aus Europa erausgéingen, schéngt eise léiwe Partner nach net opgaangen ze sinn. Am Contraire zu deemools, wéi Lëtzebuerg grad mat deem Argument um Sommet zu Feira d'Quellesteier fir sech an nach zwee aner Länner duerchgesat hat.

Et steet also muer esou munches um Spill zu Bréissel. Ech wëll elo net der Däiwel un d'Mauer molen a behaapten, et géif muer ëm alles oder näischt. Eis Finanzplaz ass och entre-temps esou gutt opgestallt, datt si jo och ouni Bankgeheimnis net gläich ënnergoe géif. Mä ongeféier 6.000 Aarbechtsplazen, heescht et, wiere wuel duerch d'Päif, wa mir d'Privatkonnegeschäft ofschreiwe missten - d'Privatkonnegeschäft, bei deem et ëmmerhin ëm gutt 250 Milliarden Avoire geet a vläicht nach e bësse méi, well en Akzident an eisem Private banking derzou féiere kéint, datt eis Plaz lues a lues esou vill Substanz verléiert, datt si um Enn net méi genuch kritesch Mass huet, fir weiderzebestoen.

A wann een da weess, wéi vill Gewiicht déi Finanzplaz an eiser Ekonomie huet - leider, muss ee soen -, da kann ee sech liicht ausmolen, op wéi engem dënnen Äis mir am Ablack heiheem danzen. Mä och ouni datt et zu deem GAU kënnt, ass déi Virstellung, datt mir an Zukunft méi kleng Bréidercher bake missten, guer net esou dernieft. Eng och nëmme liicht deziméiert Finanzplaz an eng Exportindustrie, där d'Konkurrenz aus de Bëlleglänner ëmmer méi op de Pelz réckelt, sinn op alle Fall net déi beschte Viraussetzungen, fir erëm zu engem ekonomeschen „high flyer" ze ginn, wéi mir dat bis elo waren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, esou eng Perspektive sollten eis dann och derzou unhalen, net ze liichtfankeg un der Verschëlldungsschrauf ze spillen, nëmme fir datt mir eis net der Decken no strecke mussen, déi eppes méi kuerz ginn ass.

Näischt géint eng krisebedéngt Verschëldung, géint en „deficit spending", mat deem d'Spiral no ënnen an d'Depressioun évitéiert ginn. Och näischt géint eng Verschëldung, déi duerch d'Investitioun an d'Infrastruktur vum Land entsteet, well schliesslech profitéiere virun allem déi dovunner, déi no eis kommen. An da kënne se jo och mat upake beim Bezuelen.

Mä bei där Scholdelaascht inklusiv Zënsen an Zréckbezuele wäert et net bleiwen. Mir tässelen eise Kanner an eise Kandskanner nach eng weider Laascht op de Bockel, déi zum Iwwerdross net ofhuelen, mä permanent zouhuele wäert. Dir hutt et geroden: Ech schwätze vun de Pensiounen.

Et stëmmt, mir hunn am Privatsecteur dee beschte Pensiounsregime wäit a breet, mä e Schéinheetsfeeler huet en dach: Hie baséiert op dem Prinzip vun der Répartitioun, also vun engem sougenannten Ëmlageverfahren, bei deem déi, déi schaffen, fir d'Pensioune vun hire Virgänger opkommen.

Dee System funktionéiert awer nëmmen esou laang gutt, wéi sech Aktiver a Pensionéiert d'Woschuel halen. Wann deen Équiliber eng Kéier gestéiert ass, geet d'Rechnung net méi op! Entweder wiisst d'Zuel vun den Aktive méi séier wéi déi vun de Pensionéiert, da gëtt et en Iwwerschoss an de Pensiounskeesen. Dat ass jo haut de Fall, do leien am Moment - mengen ech - néng Milliarden, genuch fir eis véier Joer laang iwwer Waasser ze halen ouni een Euro Recette.

Wann et awer ëmgekéiert ass, an dat schéngt eis elo ze bléien, wann d'Beschäftegung wéinst der méi lueser Wirtschaftsentwécklung offlaacht, da gëtt et och deen anere Wee, da gëtt d'Laascht ëmmer méi grouss fir déi Aktiv, déi ës eng Kéier wuel genuch kréien an dat vläicht spéitstens dann, wa bis d'Halschent vun hirem Revenu fir der Virgängergeneratioun hir Pensiounen dropgeet.

An hirer Etüd iwwert d'Zukunft vun eise Pensiounen, op déi ech e bësse méi wäit a mengem schrëftleche Rapport aginn, huet d'Inspektioun vun der Sécurité sociale ausféierlech op déi Problematik higewisen. Bei der Lecture vun deem Dokument kënnen engem schonn d'Hoer zu Bierg stoen. Zum Beispill dann, wann d'IGSS engem virrechent, datt mat nëmme méi 2% Wuesstum an der Moyenne bis 2060 - dat ass vill méi nobäi, wéi déi meescht mengen - den Emploi hei am Land sech verdräifache misst an datt da bei eiser demographescher Entwécklung op ee Lëtzebuerger véier Frontaliere komme missten, fir datt mir iwwerhaapt nach d'Kéier mat eisem Pensiounssystem kréichen.

Et misst deemno jiddwerengem aliichten, datt mir eppes ënnerhuele mussen, an zwar geschwënn. Et ass eng vun deene virdrénglechsten Aufgabe vun dëser Regierung, dee Pensiounsproblem, virun deem mir eis vläicht vill ze vill laang gedréckt hunn, endlech richteg an de Grapp ze huelen an Ausweeër aus der Sakgaass ze fannen, ier mir an déi berühmt Rentemauer knuppen.

Un Iddien a Virschléi feelt et net: Vun engem no hanne geréckelte Pensiounsalter iwwer eng Verstäerkung vum zweeten a vum drëtte Pilier - wuelgemierkt als Ergänzung, net als Ersatz fir déi gesetzlech Pensioun - bis op eng Mëschformel tëschent Ëmlo- a Kapitaldeckungsverfahre fënnt sech esou alles, wat denkbar ass, an deem Iddiëkuerf. Et brauch een nëmmen dranzegräifen. An dat schéngt jo am Moment an deem Rentegrupp vum Sozialminister ze geschéien, deen enger 15 Punkte fir eng Reform erausgeschielt huet.

Här President, wann ee vu muer schwätzt a sech wéi eis Regierung Gedanken - hoffentlech - doriwwer mécht, wéi mir eis opstelle mussen, fir eis och nach muer als Land ze behaapten, als klengt Land, deem haut näischt méi geschenkt gëtt an dat gehéireg struewele muss, fir mat deene grousse mathalen ze kënnen, da kënnt een net derlaanscht, sech Gedanken iwwert d'Zukunft vun eiser Ekonomie ze maachen. Mir haten hei an der Chamber deen Exercice am Ufank vum Joer gemaach, wéi mir eis am Kader vun eiser Spezialkommissioun mat der Wirtschafts- a Finanzkris auserneegesat hunn, an dat ënnert der Mathëllef souwuel vun de Wirtschaftskräften, vun in- an auslänneschen Experten an och vun der Regierung selwer.

Ech wëll elo net méi hei all dat opdëschen, wat deemools an der Krisekommissioun zesummegedroe gouf a wat a liicht aktualiséierter Form och haut nach Bestand huet, och wann et deemools e bëssen an der virelektoraler Wull ënnergoung. Hei nëmme just e puer Gedanken iwwert dat, wat mir ënnerhuele kéinten, ënnerhuele missten, fir eise Liewensstandard méiglechst ze erhalen an och deenen, déi no eis kommen, en Handwierksgeschier ze hannerloossen, dat hinnen erlaabt, op d'mannst net méi schlecht wéi hir Virgänger ze liewen.

Wat eis Ekonomie ubelaangt, ass de Mot d'ordre ganz einfach deen heiten: Mir mussen eis Finanzplaz konsolidéieren, well ouni si geet et einstweilen emol nach net, a mir mussen eis Ekonomie diversifizéieren, fir datt se och an Zukunft op méiglechst stabile Bee steet.

Wat d'Finanzplaz ubelaangt, gëllt et, déi Diversifizéierung weiderzeféieren, un där säit jeehier geschafft ginn ass. De Wee ass dobäi bal ëmmer deeselwechten. Et gëtt gekuckt, wat sech esou doruechter an der Welt an deem Beräich deet, wou sech nei Mäert opdinn, wou nei Clienten ze huele sinn a wéi eng Produkter grad am Komme sinn. Da gëtt, wann néideg, e gesetzleche Kader fir dat neit Produkt oder déi nei Produkter gezammert, ginn d'Acteuren op der Plaz an hir Mammenhaiser iwwert déi ugestrieften Innovatiounen an d'Bild gesat, a schliesslech ginn d'Marketingspezialisten an d'Welt geschéckt, fir déi néideg Reklamm fir déi nei Produkter ze maachen.

Wann Dir mech elo frot, wat eis Finanzplaz dann elo Neies ze bidden huet a wat am Tube ass, kann ech Iech nëmmen dat widderhuelen, wat och schonn am Premier senger Regierungserklärung gesot ginn ass. Eis Plaz ass amgaang, sech als Spezialist vun der Begleedung an der Mikrofinanz ze etabléieren. Si huet sech hannert d'Philanthropie geklemmt, déi sech als villversprriechend Pist erausstellt, a si huet den „islamic banking" an d'Viséier geholl, ëm dee sech zwar am Ablack jiddweree rappt, deen awer aus enger Rëtsch vu Grënn zu Lëtzebuerg besser opgehuewe wär, wéi soss anzwousch an Europa.

Dernieft gëtt et natierlech weider déi scho klassesch dräi Piliere vun eiser Plaz, ronderëm déi dauernd nei Aktivitéiten entstinn, sief et elo an der Verméigensverwaltung, am Fongegeschäft oder bei der Liewensversécherung.

Eng nei Pist am Private banking wär déi, d'Clienten aus dem Beräich vun de sougenannten „high net worth individuals" - an der Ofkierzung HNWI - unzezéien, fir all déi Konnen ze erzetzen, déi der Plaz duerch dat Gedeessems ëm d'Bankgeheimnis verluer ginn, well et ginn der verluer. Or, ech héiere schonn d'Gejäiz, datt mir keen zweet Monaco wëlle ginn. Mä ech schwätzen hei vu Clienten, déi kengesfalls Steiere strëppe wëllen, mä déi just op der Sich no enger zolitter, politesch zolitter, sozial zolitter Finanzplaz sinn, déi déi néideg Kompetenz opzeweisen huet, fir hir Verméigensverwaltung gutt ze maachen.

Bei de Fongen deet sech och en neie Créneau op mat engem Produkt, dat wuel net méi ganz esou nei ass, awer scho muncherengem den Hick gëtt, wann een et nëmmen ernimmt. Ech mengen d'Hedge-Fongen, déi nuren doduerjer a Verruff gerode sinn, well si an deene falschen Hänn gelant waren, an déi un a fir sech genee wéi d'Titrisatiounsprodukter total an der Rei sinn. Mir kënnen dann natierlech e spatze Mëndche maachen a soen, mir wéilten dat alles net bei eis.

Abee gutt, och dat wär e Choix. Dann huelen déi aner sech eben dee Business a verdéngen domat déi Suen, op déi mir gefleet hunn.

An hirem Rapport hat d'Krisekommissioun sech och des Laangen an des Breede mat den Diversifizéierungsméiglechkeete vum Rescht vun eiser Ekonomie beschäftegt an dobäi virun allem d'Betounung dorop geluecht, datt mir nëmmen op déi Façon fäerdeg bréngen, eis lues a lues aus där geféierlecher Ofhängegkeet vun eisem Haaptsecteur, nämlech der Finanzplaz, erauszestruewelen.

Och wann den Trend hin zur Déngschtleeschtung net ze leegnen ass, bleiwen am Industrieberäich dach nach ëmmer genuch Nische fir Kleng- a Mëttelbetriber, déi an hiren Ateliere Komponente fir all Zorte vu Gidder produzéieren. Nure mussen déi Nischeprodukter esou élaboréiert an esou sophistiquéiert sinn, datt si genuch ofwerfen, fir eisen Écart zu den Niddreglounlänner ze kompenséieren.

Do, wou awer eis gréisste Chancë leien, ass am Serviceberäich. Do hu mer jo schonns eis Erfahrungen dran, ugefaange beim RTL Group, deen zwar haut engem däitsche Konzern gehéiert, deen awer weiderhi seng Zentral zu Lëtzebuerg huet an do seng Roll als Pivot vun engem Multimediascluster spillt. Datselwecht kann ee vun eiser Satellitefirma SES ASTRA soen, déi och Maartleader an hirem Beräich ass, déi gläich e puer nei Satelliten a Commande ginn huet an déi sech elo och mat anere Lëtzebuerger Firmen an de Galileosprojet gehaangen huet. Dir wësst jo: deen europäesche Pendant zum amerikanesche GPS, deen zwar genial ass, awer deen een Nodeel huet, an zwar den Nodeel, datt en de Monopol vun enger Groussmuecht ass, déi muer de System ausschalte kéint, wa si et fir militäresch noutwendeg géif halen.

Dat beschte Beispill fir e Cluster-Zesummespill ass natierlech d'Cargolux, déi leider vill Schlagzeilen am Moment mécht, mä där hir Problemer awer wahrscheinlech elo geléist sinn. D'Cargolux, déi e ganze Schwaarm vun Transporteuren ugezunn huet an d'Regierung op d'Iddi bruecht huet, voll op d'Logistik ze setzen, an do deet sech och esou Etleches.

Geneesou wéi am Beräich vum E-Commerce, an deem eist Land sech zimlech gutt positionéiere konnt, well et gelongen ass, e puer Schwéiergewiichter aus där Branche wéi Apple, eBay, Amazon an esou weider dozou ze bréngen, hiert europäescht Haaptquartéier hei zu Lëtzebuerg opzeschloen.

Och wann ee vun eise Standuertavantagen, nämlech déi niddreg TVA, bis 2015 seng Attraktivitéit sollt abéissen, well eben eis léif europäesch Partner eis dee Succès net grad vergonnen, kéinte mir dach nach am Geschäft bleiwen, net fir d'lescht, well déi Acteuren, déi scho bei eis sinn a sech hei wuelfillen, déi beschte Reklamm fir eist Land vis-à-vis vu méiglechen aneren Acteure sinn.

Et léisst sech nach villes iwwert den Ausbau vun eisem Wirtschaftsapparat soen, och iwwert dat, wat sech am Handwierk an am Commerce deet, déi zwar alle béid am Moment nach nëmmen eng kleng Roll am Export spillen, deenen hir Begleederfunktioun an eiser Ekonomie een awer net ënnerschätzen däerf. Hei schaffen ëmmerhin eng 130.000 Leit, also e gudden Drëttel vum Gesamtemploi.

Eng vun de virrangegen Ambitioune vun deenen zwee Secteuren - ech mengen d'Handwierk an de Commerce - muss elo déi sinn, iwwert déi al Grenzen eraus de Maart vun der Groussregioun opzerullen, sief et doduerch, datt d'Handwierksbetriber sech déi entspriechend Dimensioun ginn an datt de Commerce säi But erreecht, d'Handelsmetropol vun der Groussregioun ze ginn, enger Groussregioun, vun där Lëtzebuerg schonn den Haaptemployeur ass. Dat solle mer net vergiessen!

Wa mir vu Wirtschaftsdiversifizéierung a vun Innovatioun schwätzen, da sollte mir och dat formidabelt Instrument net vergiessen, dat mir eis virun e puer Joer ginn hu mat eiser Uni. Och wa sech fir munchereen d'Uni op eng simpel Standuertfro ze reduzéiere schéngt, stécht dach immens vill méi do derhannert.

Dank der zolitter finanzieller Ënnerstëtzung duerch de Stat, déi op kee Fall gekierzt däerf ginn, an och dank enger dynamescher Féierung - dat soll een och emol eng Kéier soen - huet eis Uni sech a kierzester Zäit op der akademescher Weltkaart positionéiert an zitt haut Studente vun iwwerall un. Mä de Studium ass nëmmen déi eng Facette, déi aner ass d'Recherche, déi op der Uni bedriwwe gëtt an déi zum Deel schonn éischt Resultater bis an d'praktesch Verwäertung duerch d'Ekonomie eran opzeweisen huet.

Dank der Uni si mir amgaang, eis zum Kompetenzzentrum, zum Centre of excellence an eenzelne Beräicher wéi dem europäesche Recht oder de Finanzwëssenschaften ze entwécklen.

A wann een dann nach bedenkt, datt ënnert der Regie vun därselwechter Uni ganz nei Créneauë wéi beispillsweis am Beräich vun der Biomedezin amgaange sinn, sech opzedinn, da versteet een, firwat déi Uni vun existenzieller Wichtegkeet fir eist Land ginn ass. Et kann ee sech just froen, firwat mer esou laang domat gewaart hunn.

(Interruption)

Well ech a mengem schrëftleche Rapport e bësse méi in extenso op de Marketing an op d'Promotioun vum Standuert Lëtzebuerg a senge Produkter aginn - déi, déi mech kennen, déi wëssen, datt dat mer besonnesch um Häerz läit -, wëll ech dee Punkt hei iwwersprangen - also, ech iwwerwanne mech - an zum Schluss kommen, well ech hunn Är Gedold scho laang genuch strapazéiert.

(Interruption)

Mäi lescht Uleies ass dat, wat och schonn am Rapport vun der Krisekommissioun

kuerz ugeschnidde gi war a mat deem ech mech dës Kéier e bësse méi intensiv am schréftleche Rapport befaasst hunn. Dir wësst, datt de Begréff, deen haut vun de Politiker, den Ekonomisten, Statistiker am dackste beméit gëtt, dee vum Produit intérieur brut, vum PIB ass, mat deem d'Leeschtungskraaft vun enger Volleks-wirtschaft gemooss gëtt. Elo ass et awer esou, datt dat Instrument nëmme just d'Produktioun, dat heescht déi ekono-mesch Performancë moosst, also reng quantitativ Moossstäb uleet an och nëmme materiell Wäerter berücksichtegt. Dat war jo bis elo an der Rei, mä et ass awer dach vill ze kuerz gegraff, well d'Wirtschaft nun emol net den Alpha an Omega vun der mënschlecher Natur ass.

Vun der Ekonomie eleng kann de Mënsch net liewen. Eisem PIB, esou wéi mer en haut hunn, feelt ganz einfach déi human Dimensioun. Duerfir gëtt scho méi laang no engem Ersatz fir dat Moossinstrument gesicht. Déi eng hu gemengt, et misst een e PIB du bonheur ausschaffen, wat natier-lech e bëssen naiv war, well wéi kann ee schonn dat ganz individuellt a subjektiivt Element Gléck moossen? Anerer hu vun engem PIB vert geschwat, wat scho méi realistesch, awer vläicht dach e bëssen ze kuerz gegraff ass.

Elo schéngt sech dann eng Eenegung iwwert de Begréff PIB du bien-être ofze-zeechnen, deen op dräi Aggregater berout: éischtens op dem ekonomeschen, also op de Bestanddeeler vum aktuelle PIB, allerdéngs a verfeinerter Form; zweetens dem nohaltegen, dat jo och scho laang am Gespréich ass a grad elo erëm mam Klimawiessel aktuell ginn ass; an drëttens dem sozialen, mat deem dann de Mënsch mat alle sengen duerchaus subjektive Be-findlechkeeten definitiv an de Mëttelpunkt vun allem gestallt soll ginn.

Iwwert déi dräi Stäipe besteet haut am Prinzip méi oder wéineger Eenegkeet. Mä wéi se berechent gi sollen, doriwwer zer-brieche sech d'Spezialisten nach d'Käpp. D'Fransousen hunn elo kierzlech probéiert, sech schlauzemaachen, a si hu gläich zwee Nobelpräisdréier derhannert gespaant. Een dovu war de Joseph Stiglitz. De Joseph Stiglitz, deen eigentlech jiddwer Journalist säin Häerz misst méi héich schloe loossen, well hien d'Theorie opgestallt huet, datt et déi ideal Demokratie esou laang net gi kann, bis datt all Mënsch d'selwecht gutt a komplett informéiert ass. Ech hoffen, datt meng al Kolleegen dat matkritt hunn.

Dee Punkt fënnt sech allerdéngs net an deenen zwielef Recommandatioune vun der Stiglitz-Kommissioun fir de PIB du bonheur erëm. Mä déi Recommandatioune sinn dach e ganz wäertvolle Bäitrag zur ëmmer méi breet gefeierter Diskussioun iwwert de Wuesstumsmodell vu muer, un deem elo e bëssen iwwerall gezammert gëtt.

Et wäert awer wuel nach Joren, wann net Jorzéngten daueren, bis déi Aarbechten ofgeschloss sinn a jiddweree mat de Kri-tären d'accord ass, op deenen deen neie PIB als weltwäit akzeptéiert Norm op-gebaut wäert sinn.

Et kéint een natierlech soen: Wat hu mir kleng Lëtzebuerger dann an deem Spill ze sichen, dat am Enn dach déi Grouss ënner sech ausmaache wäerten? Mä ech mengen, datt et wuel derwäert wär, datt mir eis dodranhänken an datt eise Statec vun Ufank u mat um Dësch sëtzt, wann déi Kritäre fir de PIB du bien-être aus-geschafft ginn. Net well mir onbedéngt de Rescht vun der Welt wëlle mat eisen Usiichte schoulmeeschteren, mä well mir och eng Meenung doriwwer hunn, wéi de Mënsch mat all sengen Ambitiounen, senge Stäerkten an och sengen Onzou-länglechkeete sech a sengem Emfeld posi-tionéiere misst.

An anere Wierder: Dat vill beméite Schlag-wuert vun eis Politiker vum „Mënsch am Mëttelpunkt" soll kee Schlagwuert méi bleiwen, mä et soll endlech Realitéit ginn. Wa mir dat ronnkréien, dann hu mir schonn eppes geleescht, fir eis selwer an nach méi fir déi, déi no eis kommen.

Déi wäerten eis dofir Merci soen, esou wéi ech lech elo fir Är Gedold, fir Är Ausdauer a fir Är Opmierksamkeet och Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci an ech ginn him Akt vu senger Deklaratioun. En Donneschdeg um hallwer dräi héiere mer den Exposé vum Finanzminister Luc Frieden. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.05 heures)

SÉANCE 10

MERCREDI,
2 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Fernand Kartheiser*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Gast Gibéryen*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006
- *M. Jean Huss, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech gesinn, et ass nach kee Regierungs-vertrieder hei. Da brauch ech also och net ze froen, ob d'Regierung eng Kommuni-katioun ze maachen huet.

Eisen éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 6019 betreffend de Bau vun Annexe fir den EU-Justizhaff. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rappor-teur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

1. 6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg

Rapport de la Commission du Dévelop-pement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stater Quartier Kierchbierg gëtt zënter Jorzéngten niewent de Banke virun allem vun imposante Gebaier vun der Euro-päescher Unioun dominéiert. Ënnert deene Gebaier stiechen natierlech direkt déi Handvoll Héichhaiser an d'Aen, déi ron-derëm d'Place de l'Europe stinn.

M. le Président.- Ech géif Iech och bieden alleguerten, e bësselche besser opzepassen. Da géif een och den Här Clement besser verstoen.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Geet et elo besser? Nach net.

Ënnert hinne befanne sech zënter dem Joer 2008 och déi zwee Tierm vum Euro-päesche Geriichtshaff, déi am Kader vun der véierter Erweiderungsphas gebaut gi sinn. Mat dësem Neibau huet sech de Ge-riichtshaff vun den europäesche Commu-nautéite ganz kloer zum Site Lëtzebuerg bekannt a seng Präsenz elei am Land nach weider gefestegt.

Dobäi ass de Geriichtshaff eng vun deenen europäeschen Institutiounen, déi hire Sëtz vun Ufank un elei zu Lëtzebuerg hat an déi net am Laf vun der Zäit op Bréissel oder Stroossbuerg geplënnert ass.

Esou hat den Europäesche Geriichtshaff vun 1952 bis 1972 säi Sëtz fir d'éischt an der Villa Vauban an an engem Gebai an der Côte d'Eich, éier en dunn 1972 defi-nitiv op de Kierchbierg geplënnert ass.

Am Laf vun de Joren ass dat Gebai um Kierchbierg regelméisseg ëmgebaut respektiv och vergréissert ginn. Esou koum 1985 d'Gebai Erasmus, 1989 d'Gebai Thomas More, am Dezember 1990 d'Gebai C an ebe viru kuerzem, am Dezember 2008, déi zwee Tierm an d'Vergréisserung vum Haaptgebai derbäi.

All dës Gebaier stellen zesummegeholl schonns en imposanten architektoneschen Ensemble duer. Allerdéngs leien tëschent deenen dräi éischten Erweiderungen an där véierter ronn 18 Joer, wat derzou féiert, datt déi eenzel Gebaier vum Euro-päesche Geriichtshaff net déiselwecht modern Aarbechtsbedéngungen hunn an deemno och keen eenheetlecht Bild no baussen duerstellen.

Fir deem entgéintzewierken, huet d'Lëtzebuerger Regierung am Accord mat dem Geriichtshaff décidéiert, fir déi be-stehend Gebaier A, B an C ze renovéieren a se deem modernsten Deel vum Ge-riichtshaff dann och unzepassen.

An dësem Sënn huet de Bauteminister, den Här Claude Wiseler, de virleienden Text de 24. Mäerz 2009 an der Chamber dépo-séiert. De Statsrot huet säin Avis zum Projet den 22. September 2009 ofginn. An an der Sëtzung vun der Bautekommissioun vum 26. Mäerz 2009 gouf ech zum Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet genannt. An der Réunioun vum 14. Oktober 2009 hunn d'Membere vun der Nohaltegkeets-kommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert, fir dunn den 28. Oktober och de Rapport unzehuelen.

Här President, de virleiende Gesetzesprojet wäert déi méi al Gebaier vum Europäesche Geriichtshaff zwar renovéieren, mä gläich-zäiteg awer och Wäert drop leeën, datt d'Gronderscheinungsbild vun de Gebaier net déif gräifend verännert gëtt. Esou wäerte bausse just d'Diech erneiert an den Zougank zum Erasmusgebai vergréissert ginn. An de Gebaier selwer gi virun allem d'Büroen, d'Audienzsäll, d'Iwwersetzer-kabinnen, d'Sanitärinstallatiounen an déi zwee Parkinger moderniséiert. Ausserdeem wäert d'Sécherheet verbessert ginn an d'Energiespuersamkeet vun de Gebaier gëtt och verstäerkt. Am grousse Ganze stellen déi betraffe Gebaier eng Gesamt-fläch vu 60.000 m^2 an e Volume vun 219.000 m^3 duer.

Fir déi gesamt Renovéierung si maximal 88 Milliounen Euro am virleiende Projet virge-sinn. D'Finanzéierung ass dann och konform mam Gesetz vum 13. Abrëll 1970, dat d'Konditioune festleet, no deenen d'Regierung Gebaier baue kann, déi vun öffentlechem Interessi sinn.

Dëst Gesetz vun 1970 gesäit och vir, datt de Remboursement souwuel vum Invest wéi och vun de Chargë vun esou Gebaier garantéiert ass. D'Formel, op déi sech de Lëtzebuerger Stat an den Europäesche Geriichtshaff bei dësem Projet gëeenegt hunn, ass iwwregens Location-vente. Op dësem Prinzip hate sech de Stat an den Europäesche Geriichtshaff schonn zum Deel 1994 an enger Konventioun an dunn definitiv 2007 an engem neien Zousazvertrag gëeenegt.

Här President, de virleiende Gesetzesprojet gouf vum Statsrot den 22. September aviséiert. Déi héich Kierperschaft hat mat verschiddene Bestëmmunge vum Text Problemer, notamment mat der legaler Limite fir öffentlech Investissementer, bei där d'Regierung net den Accord vun der Chamber froe muss, an hat souguer eng formell Oppositioun dobäi ugekënnegt. Allerdéngs huet déi zoustänneg parlamentaresch Kommissioun dem Statsrot senge Bedenke Rechnung gedroen an dëse Passage am Gesetzesprojet dann och gestrach.

Ze soe bleift nach, datt et sech elei ëm e Virfinanzéierungssystem handelt an de komplette Montant vum Invest laut Konventioun vun der Europäescher Communautéit zréckbezuelt gëtt. Des Weidere ginn d'Frais de fonctionnement, déi sech op 2.350.000 Euro pro Joer belafen, vun deem Dag un iwwerholl a bezuelt, wou d'Cour de justice d'Gebaier och occupéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou vill vu menger Säit. Fir weider Detailer zur Renovatioun vun de Gebaier A, B an C vum Europäesche Geriichtshaff, déi éischter technescher Natur sinn, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport a selbstverständlech och op de Gesetzestext.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, denken awer, datt dëse Projet eng grouss Zoustëmmung elei an der Chamber fanne wäert a ginn och den Accord vun der CSV zu dësem Projet.

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Lucien Clement Merci. Als éischten an och gläichzäiteg leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet 6019 iwwert d'Mise à niveau vun den ABC-Gebaier vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchberg ass d'ADR och d'accord. Ech soen och dem Här Rapporteur Merci fir säi gudde Rapport a seng ausgezeechent Aarbecht. Ech wéilt duerfir och net vill Wierder iwwert de Projet selwer verléieren, mä éischter d'Geleeënheet notzen, fir e puer méi allgemeng Froen ze stellen - freet Iech net ze frél, Här Wolter - an e puer Iwwerleeunge mat Iech ze deelen.

De Finanzement vum Projet 6019 geschitt iwwert de Wee vum Garantiegesetz vun 1970. D'ADR wëllt an deem Zesummenhang den Här Minister froen, fir der Chamber en aktualiséierte finanziellen Iwwerbléck iwwer all déi Garantien ze ginn, déi de Stat am Ablack iwwert dat Gesetz gëtt. Mir wären och frou fir eng Confirmatioun ze kréien, datt déi Zommen net ënnert d'Maastricht-Kritäre falen.

Et géif eis och interesséieren, fir e synopteschen Tableau iwwert déi verschidde grouss europäesch Bauprojete vun deene leschte Joren um Kierchberg ze kréien, mat hirem jeeweilege Finanzéierungsmodus, dee jo variabel ass, a mat enger Beschreiwung vun der jeeweileger Situatioun am Hibléck op d'Propriétéit respektiv d'Notzungsrechter vun deene betraffenen Terrainen.

Wat speziell den Europäesche Geriichtshaff ugeet, wäre mir frou, fir kënne vum Här Minister gewuer ze ginn, wéi wäit de Projet vum drëtten Tuerm ass, an och, ob schonn de Finanzement vun deem Tuerm konnt mam Geriichtshaff gekläert ginn.

D'ADR ass der Meenung, datt dee sougenannte klenge Kueb misst renovéiert ginn, fir de Sëtzungssall beschtméiglech fir Kongresser kënnen ze notzen. An deem Kontext stellt sech dann och d'Fro vun der definitiver Ënnerbréngung vum europäeschen Iwwersetzungsdéngscht a vum EFTA-Geriichtshaff.

Här President, den europäesche Quartier um Kierchbierg huet ongeféier deen urbanistesche Charme vu Brasilia. Mir wäre frou, wa mir an där zoustänneger Kommissioun kéinte vum Fonds du Kierchbierg e Konzept presentéiert kréien, wéi e bësse Fuerf a Liewen an dee Quartier sollt bruecht ginn.

Och den Dossier vun enger neier Nationalbibliothéik muss viru verfollegt ginn. Wéi steet et ëm d'Planifikatioun fir d'Verleeë vun de Servicer vum Europaparlament? A wéini gëtt d'Schuman-Gebai ofgerappt? Ass d'Regierung nach ëmmer där Meenung, datt déi nei Nationalbibliothéik soll op déi aktuell Plaz vum Schuman-Gebai kommen?

Här President, d'ADR ënnersträicht d'Wichtegkeet vum Koordinatiounscomité fir d'Installatioun vun europäeschen an internationalen Organisatiounen. Si hätt gär, datt dee Comité sollt ëmmer esou zesummegesat sinn an och genuch Handlungsméiglechkeeten hunn, fir kënnen aktiv matzehëllefen, fir nei Institutiounen op Lëtzebuerg ze bréngen.

D'ADR huet den Androck, datt d'Regierung vill ze vill passiv un d'Sëtzfro erugeet a kee Konzept huet fir déi weider Stäerkung an den Ausbau vum Siège. Niewent den europäeschen EU-Institutioune sollten, wa méiglech, och nach aner europäesch oder international Institutiounen op Lëtzebuerg bruecht ginn. D'ADR freet duerfir d'Regierung, fir an der aussepolitescher Kommissioun hire Konzept an der Sëtzfro ze presentéieren.

Schliesslech wéilt ech nach ënnersträichen, datt d'Regierung sollt aktiv am Dialog mat de franséischen Autoritéiten a mat deene concernéierten Associatioune bleiwen, fir datt dee wichtegen Dossier vum Lycée Vauban kann esou séier wéi méiglech virugedriwwe ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Déi Fro ass net nëmme wichteg am Kontext vum Siège, mä och fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg fir auslännesch Entreprisen.

Villmools Merci, Här President.

M. le Président.- An ech soen dem Här Kartheiser Merci. An elo huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Éischtens wëll ech och dem Rapporteur an der ganzer Kommissioun Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi se geleescht hunn. Mir sinn och frou, datt mer dësen Text elo kënne schnellstméiglech iwwert d'Bühn kréien an datt mer den Accord vun alle Fraktiounen dozou hunn.

Ech hunn eng Rei Froe vum Här Kartheiser gestallt kritt, woubäi ech wëll bemierken, datt déi Froen am Fong, ausser déi éischt vläicht, mä soss keng, hei näischt mat dem Projet en tant que tel ze dinn hunn, datt ech der e puer hei beäntwerten, bei enger Rei anerer awer, mengen ech, elo net den Nohaltegkeetsminister den Adressat vun der Fro direkt ass.

Déi éischt Fro: Evidenterweis ass et iwwerhaapt kee Problem, fir en aktualiséierten Iwwerbléck der Chamberskommissioun, wa se dat gär hätt, zoukommen ze loossen iwwer all déi Projeten, déi iwwert d'Loi de garantie lafen, respektiv iwwert d'Previsioun vun de Remboursementer, déi gemaach gi vum Bezuelen. Dat ass kee Problem. Do brauch entweder d'Finanzkommissioun oder d'Commission de l'exécution budgétaire, oder wien och ëmmer dat wënscht, nëmmen ze froen, fir den Tableau ze kréien.

Dat Zweet, dat ass vun de Maastricht-Kritären: Souwäit meng Informatiounen elo sinn, falen déi hei Gebaier och ënner Maastricht, ënnert d'Dépensen, déi gemaach ginn. An do ass eng Diskussioun nach noutwendeg, sécherlech, mat den europäeschen Instanzen.

Drëtte Punkt, dat ass dee vum drëtten Tuerm: Et ass esou, datt dat reservéiert ass bei der Cour de justice als Extensiounsméiglechkeet, déi d'Cour ka kréien. Mir hunn ëmmer probéiert bei allen europäeschen Institutiounen, déi mer implantéieren, Reservterrainë virzegesinn, och bei deem hei. Mä d'Diskussiounen, fir méi definitiv momentan un den drëtten Tuerm ze goen, déi sinn net entaméiert an do sinn och nach keng prezis Projeten do.

Wat de klenge Kueb ugeet, do ass et och esou, datt momentan an dem ganze Projet vun der Renovatioun vum Centre de conférences, wat jo een enorme Projet ass, wou mer mëtten dra momentan sinn, wou och elo wäert de Centre de presse hannendru ganz frësch gemaach ginn. Par ailleurs wëll ech soen, datt dee Sall, dee Plenarsall, deen elo scho fäerdeg ass, immens flott ass an och ka scho benotzt ginn an och scho benotzt gëtt. Mä wat de klenge Kueb ugeet, ass elo nach kee Projet definitiv do, fir deen och frësch ze maachen. Mir sinn elo emol frou, wa mer déi Projeten, déi mer amgaang sinn, esou schnell wéi méiglech fäerdeg kréien.

Wat de Quartier ugeet vum Kierchbierg selwer, do loossen ech dem Här Kartheiser säin eegent Jugement, ob en et schéi fënnt oder net schéi fënnt.

Ech stelle fest, datt mer hei e Quartier hunn, deen a senger Konzeptioun an de 60er Joren als en europäesche Quartier geplangt war, mat enger urbanistescher Konzeptioun, déi déi vun de 60er Jore war. Datt awer an den 90er Joren déi Konzeptioun och fundamental geännert huet an datt extrem vill Effortë gemaach gi sinn, fir vun enger urbanistescher Konzeptioun aus de 60er Joren eriwwer ze kommen, fir dorauser e Stadquartier ze maache mat all senge Funktionalitéiten, ob dat elo Bürosraum, europäesche Bürosraum, anere Bürosraum ass, oder ob et Commercë sinn, oder ob et Wunnen ass, oder ob et sozial Infrastrukture sinn, oder ob et kulturell Infrastrukture sinn. A wann ee kuckt, wat alles u kulturellen a sozialen Infrastrukture geschaf ginn ass um Kierchbierg, do gesäit een déi grouss Efforten, déi souwuel von der Privathand wéi vun der staatlecher Hand, vun der öffentlecher Hand an de Kierchbierg eragaange sinn.

Weider wëll ech soen, datt och um ganze Kierchbierg Konzepter si fir d'Mobilitéit, fir d'Mobilité douce, Konzepter si fir Kultur, Konzepter si fir Parkinfrastrukturen ze maachen. A schlussendlech och déi Wunnquartieren, déi um Kierchbierg installéiert ginn, an déi weider installéiert ginn, déi hunn eng gewësse Liewensqualitéit, déi schonn derwäert ass. Mä, wéi gesot, mir kommen aus de 60er Joren aus engem aneren Urbanismus eraus, an dat däerf een och net vergiessen.

Wat d'Nationalbibliothéik ugeet, esou ass déi Fro einstweilen um Standpunkt, datt mer kucken, wéini d'Europaparlament kann aus dem Schuman erausgoen, fir do d'Nationalbibliothéik ze installéieren. Dat ass awer nach eng Diskussioun, déi op ass, an ech wëll net en definitiven Datum momentan avancéieren, well den definitiven Datum, deen hänkt jo evident dovunner of, wéini d'Europaparlament mat sengen neien Infrastrukturen, déi d'Europaparlament selwer um Kierchbierg baut, déi also net vun der Administratioun vun de Bâtiments publics gebaut oder vum Stat prefinanzéiert ginn, fäerdeg ass.

A schlussendlech dee leschte Punkt, deen den Här Kartheiser gesot huet, deen ëm d'Sëtzfro geet. Do géif ech mengen, datt nun effektiv den Nohaltegkeetsminister elo net an der Regierung dee richtegen Adressat ass, fir iwwert d'Sëtzfro ze äntwerten. Do musst Der scho bei Diplomaten aus der Aussepolitik ufroen, fir dat ze maachen.

Ech soen Iech Merci, an nach eng Kéier Merci fir d'Ënnerstëtzung fir dee Projet.

(Interruption)

M. le Président.- Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6019.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass heimat ofgeschloss an de Projet de loi 6019 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Raymond Weydert), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6043 iwwert de Bau vun der Maison des Sciences humaines zu Belval. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Mutsch an den Här Gibéryen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

2. 6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter 2005 steet fest, datt de gréissten Deel vun der Uni Lëtzebuerg a ganz nei Gebaier um Site vun den alen Industriebroochen op Esch-Belval plënnere wäert. Dovunner betraff si ganz sécher emol d'Fakultéit vun de Wëssenschaften, der Technologie an der Kommunikatioun, an d'Fakultéit vun de Sproochen, den Humanwëssenschaften, der Konscht an den Erzéiungswëssenschaften.

Zu där integraler Implantatioun vun dëse béide Fakultéiten op Belval huet sech déi nei Regierung an hirem Koalitiounsprogramm gëeenegt oder bekannt. D'Uni Lëtzebuerg wäert op Belval dee wichtegste Bestanddeel vun der sougenannter Cité des Sciences duerstellen, een Ensemble vun zéng bis 15 Gebaier, déi alleguerten op där fréierer Héichuewenterrass gebaut ginn an déi all déi wichteg universitär Funktiounen enthale wäerten. Dat geet u bei der Fuerschung iwwert den Unterrecht hi bis zur Administratioun.

Als éischte konkrete Projet vun der Cité des Sciences gouf an der leschter Legislaturperiod vun der Chamber de Bau vun der Maison du savoir gestëmmt. Zur Erënnerung, d'Maison du savoir enthält d'Infrastrukture fir allgemeng Coursen, fir Konferenze souwéi fir d'Administratioun vun der Uni, dorënner och d'Büroe vum Rektorat. D'Maison du savoir ass also deen éischte Bausteen vun dem zukünftege Site vun der Uni Lëtzebuerg op Esch-Belval.

Iwwert deen zweete Steen solle mir dann haut ofstëmmen, well dee virleiende Projet mat der Nummer 6043 de Bau vun der Maison des Sciences humaines virgesäit. Wéi den Numm et schonns seet, wäert dat geplangte Gebai de Sëtz vun den Humanwëssenschafte ginn, déi jo en Deel vun der Fakultéit vun de Sproochen, Humanwëssenschaften, der Konscht an der Erzéiungswëssenschaft ass.

An dësem Sënn huet de Bauteminister, den Här Claude Wiseler, de virleienden

Text dann och den 12. Mee 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis zum Projet den 22. September 2009 ofginn. An der Sitzung vun der Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung vum 14. Oktober gouf ech dann och zum Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet genannt. An därselwechter Réunioun hunn d'Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert, fir dunn den 28. Oktober och de Rapport heivunner unzehuelen.

Här President, d'Konzept vum zukünftegen Haus vun den Humanwëssenschaften erlaabt e Maximum u Funktionalitéit. Doduerch gëtt et méiglech, datt Synergien tëschent de Fuerscher geschafe ginn an datt d'Équipementer optimal genotzt wäerte ginn.

D'Struktur vum Gebai wäert flexibel sinn an d'Andeelung a verschidde Kompartimenter erméiglechen, esou wéi se grad dann och gebraucht ginn. Esou ass eng séier Upassung un d'Besoinë vun der Fuerschung, déi sech jo bekanntlech ganz séier och verännere kann, méiglech.

Déi Haaptaktivitéite vun der Maison des Sciences humaines sinn dann och d'Fuerschung an den Unterrecht. Derniewent wäerten et nach sekondär Aktivitéiten, wéi eng logistesch Ënnerstëtzung oder kulturell a sozial Aktivitéiten, hei ginn.

D'Maison des Sciences wäert op engem Grondstéck gebaut ginn, dat nördlech vum Haaptgebai vun der Dexia läit. Westlech vum Gebai wäert deen neie städtesche Boulevard Porte de France verlafen, während sech op där östlecher Säit d'Maison du savoir befanne wäert.

D'Parzell, op där d'Maison des Sciences humaines gebaut gëtt oder gebaut gi wäert, huet eng Fläch vun 8.300 m². Op dësem Stéck gëtt allerdéngs net nëmmen d'Maison des Sciences humaines gebaut, mä och nach 140 Studentewunnengen an 30 Appartementer fir Fuerscher vun der Uni. D'Entrée vun der Maison des Sciences humaines läit op der Säit vun engem iwwerdeckte Parvis, wou sech och eng universitär Librairie an en öffentleche Bistro befanne wäerten.

D'Häerzstéck vum neie Gebai ass awer ouni Zweifel de Foyer, vu wou aus een an déi verschidden Deeler vum Haus wäert goe kënnen. De Foyer wäert dofir och déi Plaz sinn, wou sech dat soziaalt Liewen am Haus ofspille wäert, well jiddwereen, ob Student, Professer, Fuerscher oder Visiteur, gezwongen ass hei duerchzegoen.

Um Rez-de-chaussée an der Verlängerung vum Foyer ass eng Salle polyvalente geplangt, déi ënnerschiddlech grouss agedeelt ka ginn. Um éischte Stack wäerte sech d'Unterrechtssäll, d'Säll fir déi praktesch Aarbechten, fir de Multimediaberäich an d'Sprooche befannen. Op den ënnerierdesche Stäck befanne sech schliesslech all déi spezifesch Fuerschungsraim mat deenen noutwendegen techneschen Installatiounen.

Här President, fir dem Konzept vun der nohalteger Entwécklung och Rechnung ze droen, ass bei der Maison des Sciences humaines bewosst op eng relativ einfach Architektur zréckgegraff ginn, déi sech duerch eng massiv Struktur, e kompakte Volumen an der Reduzéierung vun techneschen Installatiounen auszeechent. D'Gebai ass dann och esou gebaut, datt et net vill Energie wäert verbrauchen a gläichzäiteg awer e grousse Confort ubidde wäert.

Fir dee ganze Projet vun der Maison des Sciences humaines um Belval huet d'Regierung eng Enveloppe vu maximal 67.414.725 Euro virgesinn. De jährleche Coût d'entretien ass op 1.473.000 Euro ugeschloen.

Wat de Parkraum ubelaangt, ass ze soen, datt fir dee ganze Site 3.500 Parkplaze virgesi sinn. Haut si mer bei ronn 500. De Parkraum ass public an entsprécht a senge Berechnungen oder Estimatiounen engem „modal split" vu 60/40. Wann een déi estiméiert Zuel vun de Studente kuckt, esou ass fir 20% vun hinnen eng Parkplaz virgesinn. Et geet een deemno dervun aus, datt 80% vun de Studenten öffentlech Verkéiersméiglechkeeten notze wäerten.

Wat d'Zuel vun de Studenten ugeet, gëtt et u sech zwou Estimatiounen no zwee Zeenarien.

Deen éischten ass deen, dee mir haut kennen, an zwar, datt 1,65% vun der Bevölkerungszuel dann och Studente sinn. Laut Statec liewen hei zu Lëtzebuerg am Joer 2020 ongefeier 511.000 Leit. Dat géif beim éischten Zeenario vun 1,65% bedeiten, datt ongefeier 8.432 Studenten op der Uni wieren.

Europawäit gëtt et awer eng aner Estimatioun oder eng aner Tatsaach. Well do hu mer an der Moyenne 3,3% vun der jeeweileger Bevölkerung als Studenten op den Unien. Bei dësem Prozentsaz kéim een dann awer praktesch op dat Duebelt, vu 16.863 Studenten. Hei muss een also kucken, wéi dat Ganzt sech dann an Zukunft entwéckele wäert.

Zum Schluss wëll ech dann nach soen, datt de Statsrot ausser e puer méi klenge Bemierkungen, déi mam Konzept selwer ze dinn hunn, déi mam öffentlechen Transport ze dinn hunn, déi mat der Mobilitéit vun handicapéierte Persounen ze dinn hunn, mam virleiende Projet d'accord ass. Op déi vum Statsrot opgeworfe Froe krute mer an der Kommissioun Äntwerten an och zefridde stellend Erklärungen.

Här President, esou wäit vu menger Säit. Fir weider Detailer, wat de Bau vun der Maison des Sciences ugeet, verweisen ech dann och, wéi beim leschte Projet, op den Exposé des motifs an op mäi schréftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a bréngen zu dësem Projet och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Clement Merci. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo. Merci, Här President. Ech ka ganz kuerz sinn. Ech wéilt éischtens dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht.

Wat elo déi technesch Aspekter ubelaangt, wëll ech virun allem ervirsträichen, datt hei e besonneschen Akzent op d'Nohaltegkeet beim Gebai geluecht gëtt, wat ech begréissen, besonnesch wat d'Energiekonzepter ubelaangt. Et steet wéinstens emol am Projet de loi, datt do géif vill Méi sech gemaach ginn, fir do déi lescht Technologië kënnen dann och ze applizéieren.

Mir begréissen awer och dëse Projet, well et ass e wichtege Baustee vun der Uni Lëtzebuerg. An et ass och doriwwer eraus e wichtege Baustee fir d'Frichë vun Esch-Belval, déi mer wëllen développéieren. Duerfir hoffe mer virun allem, datt dat hei elo ka schnell ëmgesat ginn, net wéi zum Beispill aner Projeten op deem Site, wéi Belval Plaza. A mir hoffen och, datt geschwënn all déi aner Elementer vun deem, wat do soll op de Frichë geschéien, kënnen deemnächst an Ugréff geholl ginn. Dat, fir ze soen, datt mer och natierlech als Fraktioun wäerten deem Projet zoustëmmen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, also fir d'éischt natierlech e Merci un de Rapporteur, deen net nëmmen de Bauprojet vun der Maison des Sciences humaines op Belval presentéiert huet, mä och e gudden Iwwerbléck ginn huet iwwert de Gesamtkontext, an dee sech de Projet agliddert. An dofir wäert ech dat natierlech net maachen. Ech wollt dat alles net widderhuelen, mä just e puer Punkten ervirsträichen, déi entweder nach net zur Sprooch komm sinn oder net esou am Detail zur Sprooch komm sinn.

Mir hunn natierlech als Land prezis Virstellungen, wéi sech d'Uni an deenen nächsten zéng bis 15 Joer soll entwéckelen. A mir hunn natierlech op d'Erfahrungen aus dem Ausland zréckgegraff, fir anzeschätzen, wéi grouss déi nei Gebaier musse sinn, déi mer plangen, wivill Raum déi eenzel Beräicher vun der Universitéit missten hunn a wat fir spezial Équipementer misste gebraucht ginn; well mir hunn dat jo schonn oft hei mat op de Wee kritt.

Vun Natur aus ass eng Uni eng Institutioun, déi sech ëmmer erëm entwéckelt an déi, virun allem, wa se an der Opbauphas ass, net ëmmer esou genau ka virausgesinn, wat fir wéi eng Bedürfnisser - Léier a Fuerschung - an zéng oder 20 Joer muss do sinn. Dobäi ass eng Uni e Projet, dee vill méi laangfristeg ugeluecht ass, well wäit iwwert deen doten Zäitraum muss e jo nach kënnen ënner gudde Bedéngunge funktionéieren.

Ma genau dorobber - an am Usaz huet de Rapporteur dat och scho gesot - ass dëse Projet vun der Maison des Sciences humaines ganz gutt virbereet, well gebaut gëtt an Etappen, esou dass et méiglechst schnell genuch Raimlechkeet fir e gudde Start op deem neie Site Belval gëtt, a gläichzäiteg awer - an dat ass wichteg - alles virbereet gëtt, fir dass d'Gebaier parallell zur Entwécklung vun de Studentenzuele kënne wuessen.

Och vum Konzept hier ass d'Maison des Sciences humaines esou geplangt, dass d'Opdeelung vum Raum innerhalb vum Gebai flexibel ass. Also, och do nees déi nämlecht Flexibilitéit: multifunktionell Säll, déi kënnen ënnerschiddlech ënnerdeelt an och genotzt ginn, a wou déi eenzel Équipementer kënne mat ville Studenten an och als kleng Seminärraim genotzt ginn. Dat ass wierklech wichteg.

Doriwwer eraus bitt de Site op Belval nach Ausbauméiglechkeeten. Dat hu mer hei och schonn e puermol ënnerstrach. An dat war jo och eent vun den Argumenter, dass d'Regierung am Dezember 2005 dovun iwwerzeegt war, fir op de Site vu Belval ze goen. Eng nei Uni, déi nach voll am Opbau ass, brauch Plaz a Flexibilitéit. A si brauch, fir net isoléiert ze sinn, eng urbanistesch Ubannung un déi gewuesse Struktur ronderëm, wat jo mat der Mixitéit vun de Funktioune vun eben deem Quartier, deen um Territoire vun zwou Gemenge läit, ginn ass.

E Virworf, deen d'Politik oft gemaach kritt, wann et ëm grouss Bauprojete geet - an dat ass och hei an deem Zesummenhang an der Vergaangenheet net aneschters gewiescht -, ass deen, dass ze vill Wäert géif op de Prestige geluecht ginn an net genuch Wäert op d'Funktionalitéit; dass mer ze vill Sue géifen ausginn, fir - gëtt dann ëmmer gesot - den Numm vun internationalen Architekten an de Vierdergrond ze stellen, fir eng iwwerdriwwe luxuriéis Ausféierung vum Projet ze maache par rapport zur Benotzerfrëndlechkeet.

Majo, bei der Maison des Sciences humaines am Quartier Belval ass dat mat Sécherheet net de Fall. Den Optrag vun den Architekte war et, e flott, innovatiivt Konzept auszeschaffen, wat de Studenten an dem Personal et virun allem géif erméiglechen, fir sech an hirem Quartier an an hirer Uni wuel ze fillen an ënner optimale Bedéngungen ze schaffen. An dat net nëmmen an deenen éischte Joren, mä och nach an deenen nächste puer Jorzéngten, fir déi jo awer déi do Gebaier an déi ganz Uni konzipéiert sinn.

Mir si bei eis an der Fraktioun der Meenung, dass d'Architektin, d'Madame Fabeck, dës Aufgab ganz exzellent geléist huet an en plus e ganz attraktive Projet hei virgeluecht huet. Doriwwer eraus konnt si och allen anere Wënsch Rechnung droen, wéi et och zum Deel elo scho gesot ginn ass, fir e méiglechst effizient Energiekonzept, dat an enger Cité des Sciences eng Selbstverständlechkeet misst sinn an an dësem Fall och ass.

Vun Ufank u mat agefloss sinn och Iwwerleeungen zu de spéidere Maintenancekäschten, wat net nëmmen a Krisenzäiten, mä och ënnert de Kritäre vun der Nohaltegkeet absolut Sënn mécht.

Meng Fraktioun ass deemno der Meenung, dass de Bau vun der Maison des Sciences humaines net nëmmen e wichtegen, mä och e gutt konzipéierte Projet ass an engem wirtschaftleche Gesamtkontext, Universitéit a Fuerschung, deen eiser Meenung no fir d'Zukunft vun eisem Land onverzichtbar ass.

Ech géif domat d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem wichtege Projet mat op de Wee ginn.

M. le Président.- Ech soen der Madame Lydia Mutsch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Lucien Clement als Rapporteur Merci soe fir dëse Projet an och gläichzäiteg zu dësem wichtegen, fir eis och wichtege Projet d'Zoustëmmung vun eiser Säit aus bréngen.

Ech wollt, Här President, wann Der erlaabt, déi puer Minutten, wou mer hei zoustinn, eng allgemeng Remarque maachen. Mir stëmmen haut de Mëtteg hei an der Chamber dräi Projeten, déi all zesummen eng Valeur hu vu ronn 200 Milliounen Euro oder aacht Milliarden aler Frang. Dovunner sinn 88 Milliounen, déi mer als Stat rembourséiert kréien iwwert d'Europäesch Communautéit iwwer eng Konventioun, wat d'Cour de justice ubelaangt um Kierchbierg. Mä et bleiwen trotzdeem dann nach 112 Millioune fir de Statsbudget iwwreg.

Mir hu viru 14 Deeg hei an der Chamber eng „Hall" gestëmmt fir eis Arméi um Härebierg zum Präis vu 64 Milliounen. Wann een dat kuckt, dat waren 2,6 Milliarden aler Frang. Dat, wou ech mat dëser Interventioun wëll drop opmierksam maachen, dat ass, datt mir hei iwwert d'Funktionalitéit an iwwert d'Wichtegkeet vun de Projete schwätzen an do an der Regel eis och ëmmer eens sinn, mä datt mer net méi iwwert de Präis schwätzen.

Mir stëmmen hei déi Projeten, wéi wa mer géifen eng Dose Bréidercher kafe goen. Mir hu Projeten hei, déi kaschten zwou Milliarden oder aacht Milliarden, stëmme mer, aler Frang, haut de Mëtteg. A mir hunn de Modèle de base gewielt, fir heiriwwer ze diskutéieren. Dat sinn zwee bis dräi Pei-Muséeën, déi mer de Mëtten hei stëmmen, wat d'Valeur ubelaangt.

A wann ech dann zréckdenken, wat mer deemools Diskussiounen haten iwwert dat Geld, datt dat ze vill war, an et ass méintelaang a Joren driwwer gestridde ginn. Hei stëmme mer de Mëtte fir 200 Milliounen Euro Projete laut dem Modèle de base a mer maachen eis net mat enger eenzelner Minutt Gedanken iwwert de Finanzement.

Ech wëll dat net als e Virworf gesinn, well mir hunn och als Partei ëmmer déi dote Projete matgestëmmt, a mer stëmme se och haut mat. Mä ech wëll just drop opmierksam maachen, datt gëschter de Kolleeg Lucien Thiel hei als Rapporteur drop opmierksam gemaach huet, datt mer misste Sue spueren, an datt en am Fong gesot huet: Mir mussen och beim Stat kucken, ob mer net kënnen all Dépensen duerchkucken, wou mer kënne spueren. Et ass geschwat gi vu méi klenge Bréidercher baken.

Alles dat ass richteg, mä ech géif mengen, datt grad op dësem Punkt, wat d'Investitiounen ubelaangt, mer kéinte spueren. Mer kéinte spueren! An duerfir géif ech invitéieren, datt mer als Chamber eis géife mat deenen zoustännege Ministeren zesummesetzen, fir emol eng Kéier seriö driwwer ze diskutéieren, wéi mer déi Projeten do kéinte méi analyséieren, wat de Finanzement ubelaangt, wat d'Investissement ubelaangt, well mer jo awer wëssen, datt mer virun enger Rei vu Joren - och do maachen ech kee Virworf -, wéi et eis nach terribel gutt gaangen ass am Fong, gesot hunn no baussen: Wat kascht de Rescht vun der Welt? Mir Lëtzebuerger, mir kafen et.

An an deem Genre hu mer och gebaut hei zu Lëtzebuerg. Et ass weider net nom Präis gekuckt ginn. Dat Schéinst an dat Bescht war grad gutt genuch.

Mir gesinn awer, datt am noen Ausland ähnlech Gebaier opgeriicht ginn, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg och opriichten. A wa mer dann d'Präisser vun deene vergläichen, wat déi investéieren, fir esou eppes ze realiséieren, a mer kucken, wat mir investéieren hei zu Lëtzebuerg, da gesi mer, datt dach awer do e risen Ënnerscheed tëschent den Investitiounskäschte läit.

Meng Interventioun geet dohinner - wéi gesot, ouni e Virworf ze maachen -, datt mer eis sollten, sief et an der Comexbu, an der Finanzkommissioun oder an der Kommissioun vun der Nohaltegkeet, mat der Regierung zesummesetzen an emol eng Kéier kucken, wat fir eng Moyenë mer hunn a wat fir eng Kritären datt mer kéinte setzen, fir an Zukunft och d'Projete méi iwwert d'Finanzéierung kënnen ze duerchliichten.

Mir wëssen alleguerten, datt d'Investissementsfonge vum Stat 2010 op en Enn ginn. Mir hunn also alleguer en Intérêt drun, fir ze kucken eis Projeten esou finanziell anzestufen, datt mer och nach all Projete realiséiert kréien, déi mer brauchen, déi d'Land bluttnéideg brauch un Infrastrukturen, net datt mer elo drop lasschloen.

Wa mer kucken, wat dëst Parlament elo an deene puer Wochen, wou mer zesumme sinn, scho fir 200 Millioune Projeten hei gestëmmt huet - ouni déi Projeten, déi d'Regierung realiséiert, fir déi se net méi brauch an d'Chamber ze kommen, déi ënner 40 Millioune leien -, da muss ee sech d'Fro stellen, ob mer herno och nach Suen hunn, fir déi Projeten ze realiséieren, déi och an zwee, an dräi, a véier Joer musse realiséiert ginn. Dat schéngt mer trotzdeem eng Diskussioun ze sinn, déi haut méi wéi jee wichteg ass.

Ech wollt dat mat an dës Diskussioun erabréngen, wéi gesot, ouni Virworf, mä datt mer eis sollen, d'Regierung an d'Chamber, zesummesetzen, fir zesummen ze kucken, wéi mer datselwecht Resultat fir manner Geld kënnen erreechen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. An elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech soen och hei dem Rapporteur villmools Merci fir déi gutt Aarbecht an der Kommissioun, och fir déi schnell Aarbecht, déi gemaach ginn ass. An och der Ënnerstëtzung vu sämtleche Fraktiounen villmools Merci.

E puer Remarquen awer zu deem, wat den Här Gibéryen gesot huet. Dat Éischt, wat ech wëll soen, dat ass, datt d'Chamberskommissioun fir Nohaltegkeet an Infrastrukturen an där leschter Sëtzung, déi se hat, eng Diskussioun mat der Regierung iwwer staatlech Investissementer hat, wou mer gekuckt hunn, wat d'Prioritéite sinn an no wat fir enge Prioritéiten déi zukünfteg Politik en général sollt ausgeriicht ginn.

An et ass evident, datt och de Projet, wéi zum Beispill deen, dee mer elo stëmmen iwwert d'Uni Lëtzebuerg, ee vun deene Projeten ass, deen awer, och wa mer a schwéieren Zäiten haut sinn, zukunftsvirbereedend ass, well en eis en neie Créneau opmécht a well en eis aus der schwiereger Situatioun, wou mer elo dra sinn, erausbréngt a Weiche setzt, déi eis an Zukunft ekonomesch mat Investissementer och kënnen op där Plaz do hëllefen.

Ech si selbstverständlech an d'Regierung ass selbstverständlech bereet, an der Kommissioun och weiderzefueren Diskussiounen ze féieren iwwert d'Investissementer, wéi mer wat a wat fir enger Zäit investéieren. A wann ech an der Kommissioun kann eng Diskussioun féieren doriwwer, wéi mer eenzel Projete kënne méi bëlleg maachen, si mer selbstverständlech och bereet dozou.

Ech wëll awer just déi ganz kleng Remarque maachen, datt ganz oft an de Kommissioune Froe gestallt ginn, a wa mer Iech all Kéier géife positiv drop äntwerten, se oft net deen Effekt hätten, wéi Der en elo beschriwwen hutt, mä heiansdo de konträren Effekt hätten, deen Der beschriwwen hutt.

Dofir sinn ech ganz frou, wa mer déi Tendenz gemeinsam kënne probéieren an de Gréff ze kréien, Här Gibéryen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler Merci.

Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6043.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6043 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Clement), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Raymond Weydert), Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Da kéime mer elo zum Projet de loi 6061 iwwert de Bau vun der zweeter Phas vum Laboratoire national de Santé zu Dudeleng. D'Riedezäit ass och nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Berger, Bodry an Henckes. D'Wuert huet elo nach eng Kéier de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

3. 6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Gesetz vum 19. November 2003 huet der Regierung d'Erlaabnis ginn, fir zu Diddeleng en neien nationale Gesondheetslaboratoire ze bauen. D'Missioun vun deem Laboratoire ass et, ze kontrolléieren, ze diagnostizéieren a mat anere Fuerschungs- a Gesondheetsinstituter zesummenzeschaffen. Fir dës Aktivitéite vum nationale Gesondheetslaboratoire ze garantéieren, gouf dann dunn och décidéiert, fir d'éischt emol ee Gebai ze bauen. Mam Bau vum éischten Deel vum Laboratoire ass dann och am Januar vun dësem Joer ugefaange ginn.

De virleiende Projet gesäit logescherweis de Bau vun dem zweeten Deel vum Gesondheetslaboratoire zu Diddeleng vir. An dësen zweeten Deel wäerten de Veterinärslaboratoire, de Service vun der molekularer Pathologie, den Institut vun der Geriichtsmedezin an de radiophysesche Laboratoire drakommen. Am Ufank war och geplangt, fir de Waasser- an Ëmweltlaboratoire zu Diddeleng ze bauen, mä am Februar 2006 huet d'Regierung décidéiert, fir dëse Laboratoire op Esch-Belval ze setzen.

An dësem Sënn huet de Bauteminister de virleienden Text och den 23. Juli 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet och heizou säin Avis den 22. September 2009 ofginn. An der Sitzung vun der Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung vum 23. September 2009 gouf ech zum Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet genannt. An der Réunioun vum 14. Oktober 2009 hunn d'Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert, fir dann den 28. Oktober och de Rapport unzehuelen.

Här President, well e Laboratoire e Gebai ass, dat duerch seng spezifesch Funktioune bestëmmt gëtt, gouf et fir d'Architekten deemno och kee grousse Spillraum. Esou baséiert d'Struktur vum Gebai op enger strenger Organisatioun vun de Laboratoiren an integréiert deemno all déi néideg an technesch Infrastrukturen. Gläichzäiteg bitt d'Gebai eng grouss Flexibilitéit, esou datt et zu all Moment un déi verännert Besoinë vun der Fuerschung an der Technik ugepasst ka ginn.

Den typesche Laboratoire wäert eng Déift vun 8,6 m an eng Héicht vun 3,5 m hunn. Deen Deel vum Laboratoire, dee sech laanscht dem Gank befënnt, enthält all déi technesch Apparater, während an deem Deel, dee sech op der Säit vun der Fassad befënnt, d'Büroe sinn. Déi zwee Deeler sinn duerch eng Fënster ee vun deem anere getrennt. D'Ausgesi vum Gebai gëtt duerch Flächen, déi relativ zou sinn, an duerch eng hellbeige Bëtonsschicht bestëmmt.

Et sief och drop higewisen, datt dat geplangte Gebai alle Sécherheetsufuerderungen entsprécht an datt deen neie Laboratoire energiespuersam gebaut wäert ginn.

Ech denke schonn, datt et Sënn mécht, fir déi verschidde Laboe beieneen ze bauen. Verschidde Synergië wäerten och hei entstoen. Dës Iddi vun deem Labo-Campus entsprécht och dem Wëllen hei vun der Chamber, déi dat dann och per Motioun zum Ausdrock bruecht hat.

Fir dee ganze Projet vum zweeten Deel vum nationale Gesondheetslaboratoire zu Diddeleng huet d'Regierung eng Enveloppe vu maximal 45.125.000 Euro virgesinn. D'Entretienskäschte belafe sech op 866.000 Euro pro Joer.

Zum Schluss bleift nach festzestellen, datt de Statsrot mam virleiende Projet d'accord ass.

Här President, esou vill vu menger Säit. Och elei fir weider technesch Detailer zum zweeten Deel oder zum Bau vum zweeten Deel vum nationale Gesondheetslaboratoire verweisen ech op mäin Exposé, op den Exposé des motifs an op mäi schréftleche Rapport.

Här President, dat war elo deen drëtte Rapport vu mir iwwer Bauprojete fir de Mëtteg. An do wëll ech un dat unhaken, wat den Här Gibéryen gesot hat. Et waren zäitlech gesi relativ kleng Rapporten, mä dofir ëmsou méi deier Rapporten. Mir hunn elo an enger gudder Dräivéierelstonn 200 Millioune gestëmmt, wat schonn enorm ass. Allerdéngs muss een do berücksichtegen, datt, wéi den Här Gibéryen dat och gesot huet, 88 Millioune Remboursement wäerte kommen.

Et ass bei allen dräi ëm relativ zimlech vill Geld gaangen, mä et muss een awer och soen, datt et lauter Projete waren, déi een awer muss an enger Kontinuitéit gesinn, wou schonn en Ufank gemaach ginn ass an déi een einfach net an der Halschecht kann ophalen. Déi musse weidergebaut ginn.

Dat gesot, Här President, sinn ech frou, wann dee Projet hei och eng grouss Zoustëmmung an der Chamber kritt, a bréngen och wéi bei deenen aneren den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, Merci. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci. Ech wéilt dem Rapporteur hei vun dëser Plaz aus Merci soe fir säi kuerzen, awer ganz ausféierleche Rapport. Mir wëssen alleguerten, datt en nationale Laboratoire zu Lëtzebuerg eng Noutwendegkeet ass. Ech ka mech erënneren un Zäiten, et ass nach net allze laang hier, wou mer Diskussiounen haten, well mer guer keng Infrastruktur hei zu Lëtzebuerg dofir haten, datt de Laboratoire a schlechte Raimlechkeete war. Mëttlerweil hu mer eng éischt Phas scho gestëmmt gehat. De Projet geet och ganz gutt virun. Mir waren eng Kéier mat enger Kommissioun dat kucken. Elo si mer dann amgaang, déi zweet Phas ze plangen, ze stëmmen, wat also eng gutt Saach ass, wat mer kënne begréissen.

Bon, méi speziell als Süd-Députéierte géif ech och soen, datt ech frou sinn, datt esou e Projet, en nationale Projet, an de Süde kënnt an datt och net nëmmen alles op Esch-Belval kënnt, mä datt och aner Standuerten am Süde ganz interessant sinn, wéi hei eben Diddeleng, an datt mer dat also och begréissen.

Dat gesot, géif ech dann och den Accord vu menger Fraktioun abréngen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Eugène Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir Dammen an Dir Hären, d'sozialistesch Fraktioun begréisst, dass de Stat seng Effortë fortsetzt, fir déi öffentlech Laboratoiren éischtens ze regruppéieren an zweetens hinnen och modern a funktionell Infrastrukturen zur Verfügung ze stellen.

Déi Leit, déi an deene leschten 20 Joer d'Chance oder de Pech haten, an de Statslabo an d'Stad kucken ze goen, wëssen, ënner wat fir enge Konditiounen do huet misse geschafft ginn. Ech muss soen, dass et héich Zäit ginn ass, dass do endlech Neel mat Käpp gemaach si ginn an dass elo u sech déi Projete vun neie Laboen ufänken, konkret Konturen ze kréien. Och wann dat urspréinglecht Zil, wat nach 2003 hei an der Chamber och festgehale gi war, fir sämtlech öffentlech Laboen um Site vun Diddeleng ze regruppéieren, elo net wouergemaach gëtt, well décidéiert ginn ass, fir d'Laboe vun der Waasserwirtschaft respektiv vun der Ëmwelt op Belval ze implantéieren.

Et ass esou, dass de Statslabo amgaang ass, gebaut ze ginn. Eng Enveloppe vun 88 Millioune war fir déi éischt Phas hei vun der Chamber accordéiert ginn. An de Bau, deen elo effektiv monter virugeet, soll bis spéitstens Enn 2011 fäerdeg sinn. Haut geet et dorëm, dass déi zweet Phas gestëmmt gëtt vun deem neie Statslabo. Véier nei Servicer, véier nei Laboe solle bei deen am Bau befindlechen Deel vum Statslabo zu Diddeleng derbäikommen.

Installéiert ginn déi Gebailechkeeten an enger kommunaler Aktivitéitszon. Et ass d'Gemeng Diddeleng, déi déi Zon do erschloss huet an déi d'Terrainen un de Stat weiderverkaaft huet.

Mä de sympatheschen Diddelenger Buergermeeschter huet mer viru kuerzem an d'Ouer geflüstert, Dir Häre Ministeren, dass déi vertraglech Verflichtungen, déi de Stat géigeniwwer der Gemeng agaangen ass, net respektéiert gi si bis haut. Dat heescht, 1,8 Milliounen Euro, dat ass fir d'Gemeng Diddeleng relativ vill Geld, stinn nach ëmmer aus,…

(Interruption)

…obwuel d'Échéancen, déi festgehale waren an engem gemeinsame Compromis, scho laang erfall sinn.

Une voix.- Abee jo!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- All Versich, fir bei der staatlecher Verwaltung do un déi richteg, zoustänneg Leit ze kommen, si bis elo gescheitert. Ech wär also frou, wann deen Dû vun der Gemeng och géif an nächster Zäit ausbezuelt ginn, esou wéi och d'Gemeng probéiert, géigeniwwer dem Stat hire Verflichtungen nozekommen.

Et ass ugeduecht, an dat ass wichteg - de Wirtschaftsminister huet déi eng oder aner Iddien an déi Richtung schonn entwéckelt -, dass ronderëm dee Statslabo do an där Aktivitéitszon och aner Aktivitéiten an Zukunft ugebaut kéinte ginn, déi sech am Beräich Gesondheetstechnologie oder Ëmwelttechnologie géife bewegen. Et géif Sënn maachen, dass ee géif probéieren,

vun deem Statslabo do ze profitéieren, fir eng Rei vun zousätzleche Servicer, Aktivitéiten dorop opzebauen, also Synergië méiglech ze maache mat aneren, och privaten Instituter, déi kéinten do sech usiedelen.

Et ass och ugeduecht vu Säite vun der Gemeng Diddeleng respektiv vum CHEM oder vun der Fondation François-Elisabeth, fir en neien Zenter eigentlech fir déi geriatresch Rehabilitatioun och bei deem Statslabo do unzesiedelen. D'Gemeng Diddeleng huet op jidde Fall an deene leschte Méint do zousätzlechen Terrain kaaft, fir dat doten och praktesch méiglech ze maachen.

Dëse Projet ass, dat wëll ech betounen, och e Beispill vu konkreter Dezentralisatioun bei der Uplanzung vu staatlechen Institutiounen, eng Politik, déi awer relativ nei ass, déi nach e bëssen an de Kannerschong stécht, mä déi awer lues a lues Fortschrëtter mécht an och konform ass zu de Richtlinnen, déi d'Landesplanung zënter laange Jore schonn an där doter Hisiicht gëtt.

Et ass och esou, dass den Emplacement en direkten Uschloss huet un eist Netz vun den Autobunne respektiv och eng Zuchverbindung an der direkter Noperschaft ass. Konkret gëtt och geplangt un enger Buslinn, fir ze garantéieren, dass also d'Ubannung un d'öffentlecht Verkéiersnetz garantéiert ass op deem dote Site, wat wichteg ass, well jo och do eng ganz Rëtsch vun Aarbechtsplazen dohinner kommen, wou bis elo weider keng Aktivitéite waren.

Dat ass also elementar, wéi et och wichteg ass - an den Nohaltegkeetsminister weess dat och a senger aler Fonctioun als Bauteminister -, dass déi Opfahrt an Ausfahrt vun der Collectrice du Sud op Biereng muss ëmgebaut ginn, dass do muss e Rond-point hikommen, och am Hibléck op d'Erschléissung an déi nei Orientéierung, déi déi al WSA-Terrainë sollen zu Diddeleng/Beetebuerg kréien, wou et also jo ugeduecht ass, fir e Logistikzenter do opzebauen. Och dat bedeit natierlech vill Trafic, dat bedeit och d'Noutwendegkeet, fir do also och d'Viraussetzunge vun den Infrastrukturen hier ze schafen, dass esou e Site, dee bis zu 1.000 Aarbechtsplaze kéint an enger Endphas opfänken, och kann uerdentlech fonctionnéieren.

Dat gesot, mengen ech, ass festzestellen, dass dat hei e wichtege Projet ass fir eis national, eis öffentlech Laboen, e wichtege Projet ass natierlech och fir de Süden a besonnesch och fir de Raum Diddeleng/Beetebuerg. An deem Sënn gëtt eis Fraktioun selbstverständlech den Accord zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Alex Bodry Merci. Als leschte Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der ADR begréissen, datt mer dëse Projet de loi endlech virleien hunn. Ech wëll dorun erënneren, datt ech den 21. Mäerz 2008 an enger Question avec débat an och am Oktober 2008 iwwer eng Question parlementaire gefrot hat, wou mer dann dunn endlech mat deem Projet dru wieren, well mer notamment e ganz grousse Problem hunn am Kader vun der Médecine légale.

Mir wëssen, datt mer am Ablack eng ronn 80 Autopsien am Kader vun der Médecine légale maachen. Do kommen nach eng 800 Autopsies civiles derbäi. Mir hunn och e Problem vun ADN, well déi Analysen, déi do gemaach ginn, queesch uechtert d'Welt geschéckt ginn. Et ass also wichteg, datt déi op enger Plaz konzentréiert ginn an datt se och do analyséiert ginn. An deem Sënn ass et jo och elo e Progrès, datt dat elo soll geschéien.

Nach muss een awer och ervirsträichen, datt aus dem Projet de loi net ganz kloer ervirgeet, wat fir eng Aktivitéiten higinn. Sou wéi ech et verstanen hunn aus dem Commentaire des articles, sollen dohinner kommen also: d'Médecine légale proprement dite, mä awer och d'ADNen an d'Toxikologie.

Wat feelt a mengen Aen, ass, datt och d'Police scientifique misst op déi Plaz kommen, well souwuel d'Médecine légale also an d'ADNen an alles an d'Police scientifique ganz oft musse matenee schwätzen a souguer heiansdo mussen zesummen op den Terrain goen.

Duerfir wier et net schlecht, Här Minister, wann och an deem Gebai, wat virgesinn ass, géif d'Police scientifique mat ënnerbruecht ginn. Quitte, datt mer da vläicht mam Innenminister e bësselche Schwieregkeeten hätten, wien dann do d'Kompetenzen hätt, mä ech géif awer unhuelen, datt et méiglech wier, fir dat doten um Niveau vun der Regierung ze regelen, fir datt mer hei eng effikass Organisatioun kréien.

An deem Kontext sinn ech och frou, datt den Här Gesondheetsminister elo hei bei dësen Debatten derbäi ass. Well an der Äntwert, déi e mir op meng Question parlementaire ginn hat, hat en dorop higewisen, datt: «Le Gouvernement entend déposer sous peu un projet de loi portant réorganisation du Laboratoire national de Santé…», fir datt justement déi Evolutiounen, déi elo noutwendeg sinn, sollte kommen.

Duerfir wier ech frou, wa mer do e puer zousätzlech Informatioune kéinte kréien. Well à mon avis, vläicht iren ech mech jo do, mä hunn ech de Projet de loi nach net gesinn. Et wier awer elo gutt, wa mer kéinten op jidde Fall dee Projet de loi fäerdeg hunn, ier d'Gebai selwer dosteet.

Et ass wichteg, datt hei déi eenzel Fonctionnalitéiten diskutéiert ginn, fir datt mer méi effikass kënne schaffen a fir datt mer - just nëmmen, fir Iech d'Wichtegkeet unzeginn - d'ADN-Analysen hei zu Lëtzebuerg maachen. Et kann net esou sinn, datt Leit sechs Wochen am Prisong sëtzen, ier eng ADN-Analys gemaach ka ginn an datt se dann herno erausfannen, datt déi Persoun total onschëlleg ass a muss fräigesat ginn. An der Tëschenzäit kënnt Der Iech denken, wat mat sengem Employeur an an der Famill geschitt ass. Dat däerf et net ginn. Duerfir ass et wichteg, datt mer dëse Projet esou séier wéi méiglech duerchkréien an datt och d'Aart a Weis, wéi soll am Laboratoire geschafft ginn, déi ganz Konzentratiounen an d'Missiounen, sollen och zesummen diskutéiert ginn.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Elo kritt d'Wuert d'Regierung. Fir d'éischt den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Villmools Merci, Här President. Ech soen och hei nach eng Kéier dem Rapporteur an der Kommissioun Merci fir déi gutt Aarbecht, déi se geleescht hunn.

Zwou Saachen, déi ech wollt äntwerten. Fir d'éischt dem Här Bodry, datt ech wäert kucken, wéi et mat de Sue vun der Gemeng Diddeleng ass, fir datt mer dat, wat de Stat der Gemeng schëlleg ass, och esou schnell wéi méiglech geregelt kréien. Ech weess elo net genau, wou deen Dossier drun ass, mä dat wäerte mer vérifiéieren.

Dat Zweet, fir dem Här Henckes ze soen, datt et effektiv esou ass: Wa mer hei d'Médecine légale maachen, dann ass dat effektiv an deem Laboratoire hei, datt dräi Sektioune fonctionnéieren, déi e groussen Deel vun deem, wat Dir elo gefrot hutt, awer wäerten operationell kënne maachen: op där enger Säit déi ganz Autopsiemédico-légalen, also all déi Aarbecht, déi do ronderëm läit; dat Zweet, dee ganze Laboratoire vun den ADNen, wou relativ kuerz, schnell kënnen ADN-Analyse gemaach ginn, wat och e wesentleche Bestanddeel vun enger Police scientifique ass; an dat Drëtt ass d'Toxicologie légale, wat sech och dorëmmer beweegt. Sou datt ech mengen, datt mer hei e ganzen operationellen Apparat kënnen op d'Bee setzen niewent all deenen anere Strukturen, déi dësen zweeten Deel kritt an déi den éischten Deel souwisou schonn hat.

Et ass nach eppes, wat vum Här Bodry opgeworf ginn ass: Datt hei effektiv de Waasserlaboratoire net mat dran ass. Et huet een ëmmer verschidde Synergiméiglechkeeten, wann ee probéiert, esou Laboratoiren ënnerdaach ze kréien. Hei ass décidéiert, fir deen op Belval ze setzen, mat enger Rei anere Strukturen, wou en och dobäi gepasst huet, enger Rei aneren Administratiounen, wou en och Sënn mécht. Et hätt een esou oder anescht kënnen entscheeden. Mir hunn déi hei Entscheedung esou geholl. An ech mengen, déi ass och an der ganzer Logik vun der Opdeelung vun deenen eenzelnen Institutioune sënnvoll an novollzéibar.

Iwwert déi aner Froen, déi nach gestallt gi sinn, mengen ech, wollt de Gesondheetsminister nach e Wuert soen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler Merci. Da kritt nach d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Villmools Merci, Här President. Just fir drop hinzeweisen, dass den Avant-projet de loi fir de Statut, den neie Statut vum Gesondheetslabo zënter längerer Zäit fäerdeg ass, dass allerdéngs dee Projet de loi oder Avant-projet de loi keng Äntwert op eng Rei vu spezifesche Froe konnt ginn, déi sech haut am Labo stellen.

Et ass e Projet de loi, dee baséiert op engem Statut vun engem öffentlechen Haus, also engem Établissement étatique. Nu stelle sech awer bei enger Rei vu Carrièrë respektiv Spezialitéiten extrem Problemer, fir iwwerhaapt déi Spezialitéiten nach rekrutéiert ze kréien. Dat gëllt ënner anerem fir d'Pathologen, Leit, déi zwielef Joer Universitéitsstudië mussen absolvéieren an déi een no engem klassesche Statsbarème kaum kann ugemiesse bezuelen. Déi si scho souwisou esou selte wéi rosa Elefanten. Wann ee se dann nach vill méi schlecht bezilt, wéi se am Ausland a spezialiséierten Instituter bezuelt ginn, da kritt ee keng oder et kritt een déi falsch, sou dass d'Regierung an hirem Regierungsprogramm festgehalen huet, dass mer entweder ganz kuerzfristeg eng Äntwert op déi dote Problematik fannen am Rahme vum öffentleche Statut.

Mir mussen allerdéngs Gas ginn, well soss verkümmeren eenzel wichteg Abteilunge vun deem Labo. Oder mir mussen op de Wee vun engem Établissement public goen, fir déi Fräiheet ze kréien, déi dobausse gebraucht gëtt, fir dass eenzel Spezialitéiten iwwerhaapt nach kënne besat ginn.

Hannert dem Begréff Anapath stinn déi Analysen, déi mer brauche fir Diagnose kënnen ze maachen, ob ee vun engem Kriibs befall ass oder net. An do ass wierklech net de Geck dermat ze maachen. Et huet och den Avantage, dass, wann déi Analysen eleng iwwert de Labo gemaach ginn, mer en anstännege Register kënnen opstellen.

Et ass also an deenen nächste Méint, wou sech décidéiert, ob mer Moyenë kréien am Rahme vum öffentleche Statut, oder mer, wa mer déi net kréien, malgré nous, mussen op de Wee goen, fir dem Labo déi Fräiheet ze ginn, fir kënne virun ze fonctionnéieren. Et ass kee Selbstzweck, mä wann et net an deem enge System geet, da muss een deen anere probéieren, well deen Etablissement, an dat hunn déi lescht Méint gewise bei der neier Gripp, ass en extrem wichtegen Etablissement fir d'Santé publique a mer däerfen deen net verkümmere loossen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Gesondheetsminister Merci fir seng zousätzlech Explikatiounen. Mir sinn domadder um Enn vun eiser Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 6061 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Raymond Weydert), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5823 iwwert d'Permissions de voirie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Hären Etgen, Diederich a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

4. 5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet mat der Nummer 5823, iwwert dee mer haut am Parlament hei ofstëmmen, ass u sech en éischter techneschen Dossier, well en déi sougenannte Permissions de voirie regele soll.

Sou kënnen déi meeschte Leit sech dann och ënnert dem Begréff „Permission de voirie" net direkt eppes virstellen, obwuel schonn a sech praktesch jiddweree vun eis a sengem Liewen op d'mannst eemol mat enger Permission de voirie ze dinn hat, an zwar dann, wann en zum Beispill en Haus, eng Garage, eng Mauer, eng Zoufahrt baue respektiv eng Stee oder e Schëld opriichte wollt. An deem Fall huet en, esou wéi dat fir all Zorte vun Aarbechten, Aménagementer a Konstruktioune laanscht d'öffentlech Stroosse gëllt, eben eng Permission de voirie beim zoustännege Ministère oder awer bei der Gemeng ufroe missen.

Dir gesitt also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Permission de voirie jiddweree vun eis betreffe kann an de virleiende Projet deemno eng grouss Inzidenz huet. Datselwecht gëllt och fir de Lëtzebuerger Stat, fir deen d'Permission de voirie net nëmmen e wichtegt administratiivt, mä och politescht Instrument ass.

Et däerf een am Kontext vun de Permissions de voirie nämlech net vergiessen, datt de Stat duerch de Minister vun den öffentleche Bauten de Wiechter vum öffentleche Stroossennetz ass. Esou ass et eng vun den Haaptaufgabe vum Stat derfir ze suergen, datt dat öffentlecht Stroossennetz am beschtméiglechen Zoustand ass, fir datt de Verkéier geregelt a sécher ka fonctionnéieren. Doriwwer eraus muss de Stat awer och d'Zuel vun den individuellen a kollektiven Accèsen zum öffentleche Stroossennetz begrenzen an am A behalen, an dat fir ze verhënneren, datt an

eisem Land total chaotesch Zoustänn kënnen entstoen.

Här President, mat all dëse Punkte beschäftegt sech eben dëse Gesetzesprojet, deen ënnert dem Stréch d'Modalitéiten an d'Prozedure festhält, no deenen de Minister vun den öffentleche Bauten an enker Zesummenaarbecht mat der Administratioun vun de Ponts et Chaussées d'Permissions de voirie fir d'gesamt Stroossennetz accordéiert.

Bis dato ginn a sech d'Permissions de voirie am Groussen a Ganzen nach vu Gesetzer aus de Joren 1843 an 1976 geregelt. Allerdéngs enthale béid Gesetzer eng ganz Rei vu Bestëmmungen, déi mëttlerweil scho laang iwwerholl sinn. Duerfir ginn dës Gesetzer an Zukunft duerch de virleienden Text ersat. An dësem Sënn huet de Bauteminister de Gesetzesprojet Nummer 5823 den 19. Dezember 2007 an der Chamber déposéiert.

De Statsrot huet am ganzen dräi Avisen zu dësem Projet ofginn. En éischten Avis de 7. Oktober 2008, en zweeten den 31. Mäerz an den drëtten de 5. Mee 2009.

An der Bautekommissioun vum 15. Januar 2008 gouf ech zum Rapporteur vun dësem Projet genannt. Duerno hu sech d'Membere vun der Bautekommissioun véiermol getraff, fir de Gesetzesprojet, awer och den éischten Avis vum Statsrot ze analyséieren.

Während deene Réuniounen huet d'Bautekommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi dunn dem Statsrot zougestallt gi sinn. De Statsrot huet déi Amendementer den 31. Mäerz aviséiert an un d'parlementaresch Kommissioun zréckgeschéckt. D'Bautekommissioun huet sech doropshin am Abrëll zweemol getraff, fir den zousätzlechen Avis vun der héijer Kierperschaft ënnert d'Lupp ze huelen an hirersäits nees eng Rei Ännerungsvirschléi unzehuelen, déi dunn zréck un de Statsrot gaange sinn.

Déi héich Kierperschaft huet déi parlamentaresch Amendementer an hirer Sëtzung du vum 5. Mee 2009 behandelt. An der Réunioun vum 23. September 2009 huet d'Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung, déi no de Wahlen d'Bautekommissioun ersat huet, mäi Mandat als Rapporteur vum virleiende Gesetzesprojet bestätegt.

Une voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- De 14. Oktober huet d'Nohaltegkeetskommissioun dunn den zweeten zousätzlechen Avis vum Statsrot analyséiert an d'Virschléi vun der héijer Kierperschaft alleguerten ugeholl. Schlussendlech huet déi zoustänneg parlamentaresch Kommissioun dëse Rapport an der Sëtzung vum 11. November dëst Joer ugeholl.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech op déi substanziell Ännerungen, déi de Gesetzesprojet par rapport zur där aler Gesetzgebung virgesäit, aginn, wëll ech en essentiellen Aspekt vum virleiende Projet ervirhiewen, deen engem a sech beim Liese vum Text vläicht net direkt bewosst gëtt. Déi nei Gesetzgebung huet nämlech am Verglach zu den aktuelle gesetzleche Bestëmmungen de Virdeel, datt si offiziell d'Tatsaach berücksichtegt, datt d'Permissions de voirie eng kruzial Roll bei der Ëmsetzung vum IVL an der Landesplanung spillen.

Zur Erënnerung: Beim IVL an der Landesplanung geet et am Résumé dorëm, datt eist Land méi staark dezentraliséiert gëtt, datt fir eng méi funktionell Mëschung gesuergt gëtt, datt d'Distanzen tëschent der Aarbechtsplaz an dem Wunnuert verkierzt ginn, datt den öffentlechen Transport an déi liicht Mobilitéit gefördert an eng méi dicht Bebauung ënnerstëtzt ginn.

Bei der Ëmsetzung vum IVL-Konzept an der Landesplanung huet de Stat mat de Permissions de voirie e praktescht Mëttel an der Hand, fir méi effikass kënne géint déi aktuell an zukünfteg Verkéiersproblemer virzegoe respektiv se ze bekämpfen. Ze bekämpfen, well et duerch si zum Beispill méiglech ass, fir méi Couloire fir den öffentlechen Transport respektiv fir d'Mobilité douce wéi de Vëlo ze schafen, andeems d'Stroosse vergréissert ginn oder awer dem Foussgänger méi Plaz a Komfort ze bidden, andeems d'Trottoirë méi breet gemaach ginn.

Derniewent wäert dëse Projet de loi derfir suergen, datt den individuellen a kollektiven Accès zum staatleche Stroossennetz konform zum IVL an zur Landesplanung ass, fir esou ze verhënneren, datt d'Stroosseverbindungen iwwerall wéi Champignonen aus dem Buedem schéissen an onkontrolléiert an onkoordinéiert un den öffentleche Réseau ugeschloss ginn.

Här President, et stellt ee bei engem zweete Bléck op de virleienden Text also séier fest, datt d'Permission de voirie e wichtegt politescht Instrument fir déi zukünfteg Gestaltung vun eisem Land ass.

Op wéi eng Stroossen, technesch Beräicher bezitt sech de virleiende Projet dann elo? Bon, emol fir d'éischt op déi ënneran iwwerierdesch Infrastrukture vun de Gemengen a vun de Concessionnairen. Dann natierlech och op d'Infrastrukturen, déi d'Verkéierssécherheet verstäerken, wéi zum Beispill Stroosseverklengerungen, Parkplazen, Gréngzonen, Ralentisseuren, Foussgängersträifen oder Vëlospisten. A schlussendlech awer och op all méiglech Zorte vu Schëlder, dorënner zum Beispill och Reklammschëlder.

Niewent dëse Beräicher gesäit de Gesetzesprojet folgend wesentlech gesetzlech Ännerunge vir: Do wier emol als éischte Punkt deen, datt de Gesetzesprojet d'Permissions de voirie net nëmme fir déi normal Stroossen, mä och fir déi sougenannte Grandes voiries, wéi zum Beispill Autobunnen, aféiere wäert, an dat souwuel fir Aarbechten a Konstruktiounen innerhalb vun der bebaubarer wéi och der net bebaubarer Zon oder „Zone non aedificandi" genannt. Hei handelt et sech zum Beispill ëm Poteauen oder Électricitéitsmasten.

A puncto Voiries normales, wéi zum Beispill d'Nationalstroossen an d'Chemins repris, ënnerscheet sech de Gesetzesprojet zu där aler Gesetzgebung duerch folgend Punkten: De Projet de loi respektéiert d'Hierarchie vum Stroossennetz, dat heescht, d'Andeelung vun de Stroossen a verschidde Kategorië wéi Autobunnen, Ëmgehungsstroossen, Nationalstroossen, andeems et den Zougank zu de Stroossen, déi als Ëmgehung déngen, verbitt a méi restriktiv Bestëmmunge fir d'Nationalstroosse wéi fir d'Chemins repris hëlt.

Erlaabt mer hei ze soen, datt mer, wa mer dëst wichtegt Gesetz gehat hätten an der Vergaangenheet, op ville Plazen an eisem Land net déi Situatioun hätten, datt laanscht Nationalstroosse gebaut ginn ass an datt ganz vill Opfahrten an Offahrten entstane sinn, an da wier sécher de Verkéiersfloss haut vill besser, wéi dat ass, trotzdeem datt de Verkéiersopkomme jo awer och e ganzen Deel do derzou bäidréit.

Ech wëll u sech mat engem Beispill hei déngen. E Beispill, wat ech natierlech gutt kennen an… Bon, deen een oder deen aneren, dee laacht schonn, mä et ass effektiv esou, wann ech d'N7 kucken, wou esou vill Verkéier opkënnt a wou mer effektiv am Plan sectoriel «Transports» zwou Ëmgehunge vun Housen a vun Hengescht stoen hunn. Mä Realitéit ass, datt virun Housen an och tëschent Housen an Hengescht ëmmer méi Bremse vum Verkéier kommen. Ech wëll nëmmen erwähnen, datt viru kuerzem nach zousätzlech Insele komm sinn. An ech wëll awer kloer hei soen, datt dat ass fir d'Sécherheet op där Strooss ze assuréieren.

Ech wëll also guer net déi Inselen hei kritiséieren, mä ech wëll ganz einfach soen, datt mer mat all deene Saachen de Verkéier ëmmer méi bremsen an datt et fir mech ganz kloer ass, datt, wann ee wierklech - an duerfir gesäit d'Gesetz jo och grad vir, datt Ëmgehungsstroossen esou eng Situatioun net méi kënne kréien, well et verbueden ass, dann nach eng Kéier laanscht d'Ëmgehungsstroossen ze bauen an en Accès op d'Ëmgehungsstrooss ze kréien - dohi geet an et baut een eng Ëmgehungsstrooss vu virun der Houschterdéckt bis hanner Hengescht, dann huet een all déi zeg Problemer, déi op där Streck sinn, d'un coup geléist.

Ech wëll do emol net hei vun enger Véierspuregkeet oder enger Zweespuregkeet schwätzen, mä einfach vum Prinzip vun all deenen Hindernisser. An net nëmmen, datt de Verkéier gebremst gëtt, mä virun allem och ganz kloer, datt et och, wat d'Sécherheet ugeet, net déi ideal Situatioun ass, wéi se sech presentéiert.

Mä dat, wat ech hei fir d'N7 gesot hunn, gëllt selbstverständlech och fir...

(Interruption)

Ech hunn e Beispill gesot, Här Gibéryen.

…fir dat Ganzt, d'Wichtegkeet vun deem Gesetz hei ze ënnersträichen. Loosst mer also d'Méiglechkeet, dat esou ze maachen.

Et ginn also och vill aner Stroossen, wou déiselwecht Situatioun ass. An duerfir ass et also ganz wichteg, datt mer dat Gesetz hei kréien, fir datt an Zukunft eng Méiglechkeet ass, fir dat dote wierklech ze verhënneren.

E weidere wichtegen Aspekt vum Text ass, datt eng Permission de voirie an der Regel gratis ass. Wann allerdéngs déi staatlech Stroosseninfrastrukture bei der Ausféierung vun autoriséierten Aarbechte beschiedegt ginn, da mussen an Zukunft d'Käschten zum Deel vum Demandeur iwwerholl ginn.

Och beim Verleeë vun Telekommunikatiouns-, Électricitéits- an Äerdgasinfrastrukturen an öffentleche Stroosse gëllt zwar en Droit de passage, dee gratis ass. Allerdéngs muss de Permissionnaire en Deel vun den administrative Käschten, déi bei der Beaarbechtung vun esou enger Ufro vun engem Droit de passage entstinn, iwwerhuelen.

Op där anerer Säit gesäit den Artikel 11 ënner anerem awer vir, datt och de Stat sech am Fall vun Infrastrukturaabechte vun öffentlechem Notzen, déi op Initiativ vum zoustännege Minister gemaach ginn, un Ofschreiwungen oder u Méikäschte bedeelege kann, déi entstane sinn, well ebe vum ursprünglechen Tracé huet missen ofgewach ginn.

Dann hält de Gesetzesprojet fest, datt eng Permission de voirie entweder zäitlech begrenzt, zum Beispill fir eng Reklamm, oder awer och permanent ka sinn.

Doriwwer eraus gesäit de geplangte Gesetzestext vir, datt d'Cantonniere vu Ponts et Chaussées, déi all Exame fir hir Carrière gepackt hunn, vum Direkter vun der Administration des Ponts et Chaussées d'Polizeigewalt iwwerdroe kënne kréien an doduerch an Zukunft d'Recht kréien, fir Protokoller bei Verstéiss géint d'Permissions de voirie ze schreiwen.

A sengen Avisë war de Statsrot allerdéngs ganz reservéiert iwwert d'Tatsaach, datt d'Beamte méi Kompetenze solle kréien, fir Verstéiss opzedecken, fir déi si u sech net déi néideg Formatioun hätten.

Well d'Bautekommissioun awer un dësem Punkt festhale wollt, huet de Statsrot dorobber bestanen, datt déi Beamten hirer Fonctioun a Graden no, déi si innerhalb vun der Administration des Ponts et Chaussées hunn, ausgewielt ginn an datt si déi néideg professionell Formatioun hunn oder mussen hunn.

Déi zoustänneg Kommissioun huet dem Virschlag vun der héijer Kierperschaft Rechnung gedroen, an esou mussen déi betraffe Cantonnieren eng speziell Formatioun matmaachen, wou si geléiert ginn, wéi ee Verstéiss géint d'Gesetz erausfënnt a feststellt, wéi eng Strofen an deenen eenzelne Fäll da gëllen. Ausserdeem mussen déi Cantonnieren en Eed schwieren, datt si hir Aufgaben integer, exakt an onparteiesch ausüben.

De virleiende Gesetzesprojet definéiert dann och ganz genee d'Sanktiounen, déi bei Verstéiss applizéiert musse ginn. Esou wäerten d'Geldstrofen an Zukunft eropgesat ginn an tëschent 251 an 12.000 Euro leien. Ausserdeem kritt de Bauteminister d'Méiglechkeet, fir Konstruktiounen ofrappen ze loossen, déi ouni gülteg Permission de voirie gebaut gi sinn.

Dann definéiert de Gesetzesprojet och d'Prozedur, déi beim Festleeë vun engem Plan d'alignement général muss respektéiert ginn. Ausserdeem bestëmmt den Artikel 4, a wéi engen anere Fäll, déi net ënner eng Procédure vun engem Plan d'alignement général falen, d'Festleeë vun engem Alignement néideg ass. Zum Beispill, wann eng Strooss wéinst der Schafung vun enger Busspur muss verbreedert ginn. Dann och, wéini e Plan d'alignement général muss festgeluecht ginn. A schlussendlech, datt de Plan d'alignement général vun öffentlechem Notzen ass.

De virleienden Text suergt awer och weiderhin derfir, datt d'Privatterrainen, déi ausserhalb vum Perimeter vun de kommunalen Aménagementspläng leien, keen Accès un d'öffentlecht Stroossennetz hunn. Doduerch soll, wéi ech dat schonn am Ufank gesot hunn, verhënnert ginn, datt sech d'Dierfer a Stied onkoordinéiert vergréisseren an doduerch a sech schwiereg Situatioune fir de Verkéier op eise Stroossen entstinn.

Schliesslech schaaft dat neit Gesetz verschidde Gesetzer of, déi net méi applizéiert ginn. Ënnert déi ofgeschaafte Gesetzer fält eben och d'Gesetz aus dem Joer 1843, dat bis dato zum gréissten Deel d'Permissions de voirie fir Konstruktiounen an Aménagementer laanscht d'Schinne geregelt huet.

De Statsrot hat a sengem Avis d'parlamentaresch Kommissioun drop opmierksam gemaach, datt een dat Gesetz net einfach esou ofschafe kéint, an dat, well de Statsrot sech gefrot huet, ob duerch déi méi prezis gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Permission-de-voirien d'Erhalung an d'Erschléissung vum Eisebunnsréseau nach genuch ofgeséchert ass, an ob ënnert deenen neie gesetzleche Konditiounen déi spezifesch Besoinë vum Eisebunnsberäich och genuch berücksichtegt ginn.

Déi héich Kierperschaft hat dann och mat enger formeller Oppositioun gedroht, déi awer no Amendementer vun der parlamentarescher Kommissioun nees zréckgeholl gouf. Allerdéngs huet d'Bautekommissioun un hirer Grondphilosophie festgehalen, datt d'Permissions de voirie, déi déi eenzel Zorte vun den öffentlechen Infrastrukture betreffen, net harmoniséiert solle ginn an datt den Eisebunnsberäich net an deen neie Gesetzestext mat abezu wäert ginn.

De Statsrot huet du fir säin Deel a sengem zweeten zousätzlechen Avis eng Iwwergangsléisung fir Permission-de-voirië fir de Schinneréseau virgeschloen, mat där déi nei Nohaltegkeetskommissioun dann och averstane war. Esou gëtt d'Gesetz vun 1843 net ofgeschaaft. Gläichzäiteg gëtt preziséiert, datt dat aalt Gesetz net méi fir d'Permission-de-voirië vum Stroosseréseau, mä just nach fir déi vum Schinneréseau gëlle wäert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt also, datt de Gesetzesprojet e relativ techneschen an administrativen Dossier ass an awer zur gläicher Zäit en immens relevante Projet fir déi zukünfteg Gestaltung vun der Transport- a Landesplanungspolitik duerstellt. De virleiende Projet enthält wesentlech Verbesserunge géigeniwwer der aler Gesetzgebung, déi einfach net méi un d'Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert ugepasst ass.

Den Text, iwwert dee mer elo ofstëmmen, ass awer och e ganz gutt Beispill vum Zesummespill tëschent den eenzelne politeschen Institutiounen, wéi dat déi vill parlamentaresch Amendementer an Textpropose vum Statsrot beweisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou vill vu menger Säit. Fir weider Detailer zum Projet verweisen ech Iech op mäi schréftleche Rapport. En ass relativ voluminéis, mä an der Kommissioun hat den zoustännege President da gemengt, et wär derwäert en am Detail ze liesen, well et kënnt ee sech eng Rei Informatiounen eraushuelen. Erlaabt mer nach zum Schluss, all deene Merci ze soen, déi um Ausschaffe vum Gesetzesprojet bedeelegt waren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Gesetzesprojet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur, dem honorabelen Här Ali

Kaes, Merci. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virwech Félicitatiounen an een opriichtege Merci un de Rapporteur, den Här Aly Kaes, fir säi voluminéisen, exzellente schréftleche Rapport a säin engagéierte mëndleche Virtrag. De Rapporteur huet drop higewisen, datt mer scho viru méi wéi 150 Joer eng Législatioun iwwert d'Permissions de voirie haten, fir de gudden Zoustand vun eise Stroossen ze garantéieren, d'Visibilitéit sécherzestellen, verkéiersberouegend Elementer anzebauen an d'Verkéierssécherheet ze garantéieren an esou weider an esou fort.

Déi al Réimer haten zwar schonn exzellent Stroossen, Verkéiersregelen a Regele ronderëm waren hinnen awer total onbekannt, well d'Stroosse fir hir Zaldote gebaut goufen an déi grondsätzlech Virfahrt haten. Mam Ënnergang vum réimesche Räich huet kee sech méi ëm d'Stroosse gekëmmert, a jiddwereen huet op an niewent der Strooss gemaach, wat e gewollt huet. Et war duerfir, datt den Napoleon virun 200 Joer derfir gesuergt huet, datt streng a prezis Regele ronderëm d'Verkéiersnetz opgestallt goufen.

Här President, haut wäre mer vläicht frou, wann eis Stroossen nëmme vun eisen Zaldote géife benotzt ginn an de Rescht vun der Bevölkerung op den öffentlechen Transport ëmgeklomme wär.

Une voix.- Maacht e Gesetz!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Mä mir hunn haut niewent dem Verkéier ronderëm eisem Härebierg dagdeeglech 600.000 Autosbewegungen an d'Stad eran an eraus. Queesch duerch d'Land sinn et der nach vill méi.

D'Erausfuerderungen un eist Stroossennetz sinn also geklommen, a mat hinnen d'Noutwendegkeet fir kloer a prezis formuléiert Regelen, wéi et organiséiert muss sinn. Mir brauche Regelen. Mä dës Regelen hunn an där heiteger Zäit awer nach aner Ziler, wéi dat fréier de Fall war.

Mir brauche Léisungen, déi net nëmme gutt fir de Verkéier sinn, mä och nach d'Natur an de Liewensraum nieft de Stroosse berücksichtegen. Mir brauchen eng effizient a sécher Verkéiersplanung, déi gläichzäiteg d'Natur schount an de Mënschen eng optimal Liewensqualitéit gëtt. An dësem Spannungsverhältnis fënnt sech d'Stroosseplanung hautdësdags. Dobäi ass et net ëmmer einfach, eng Léisung ze fannen.

Jiddwereen, deen um Terrain mat der Problematik vun de Permissions de voirie konfrontéiert ass, weess, datt et oft dorëms geet, verschidden Interesse géinteneen ofzeweien: d'individuell Interessen, fir een Zougang fir säin Haus oder Lotissement zum Stroossennetz ze kréien; d'Sécherheetsbedenke vun de Ponts et Chaussées an esou weider an esou fort.

An der Vergaangenheet ass do méi wéi eng Kéier eng Extrawurscht gebrode ginn. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt kloer Rahmebedéngunge geschafe ginn, andeem déi dräi Facteure Mënsch, Natur a Verkéier berücksichtegt ginn. Esou eng integréiert Approche ass och den Ausgangspunkt vum IVL. An dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, erhieft den Usproch, een Deelinstrument ze ginn, mat deem den IVL praktesch ëmgesat soll ginn.

Här President, dëst Gesetz gëtt dësem Usproch awer net gerecht. De Stroosseverkéier gëtt an dësem Gesetz nach ëmmer nëmme gesinn als Méiglechkeet, fir méiglechst séier a bequem vun engem Punkt A op e Punkt B ze kommen. Vun enger integréierter Approche ass net vill ze gesinn. Dat eigentlecht Zil misst sinn, de Verkéier mat méiglechst wéineg Verkéier ze regelen.

Als DP bedauere mir, datt een dës Grondphilosophie am virleiende Projet net genügend erëmfënnt. Et ass net fäerdeg bruecht ginn, ee Ruck an d'Uerdnung vum Verkéiersraum ze bréngen. An och am Gesetz feelt de Ruck, fir der gesamter Verkéiersuerdnung ee qualitative Sprong no vir ze ginn a mam Gesetz iwwert d'Permissions de voirie e reellt Deelinstrument ze schafen, fir den IVL ëmzesetzen. Schued, wierklech schued! Vill gëtt vun nohalteger Politik geschwat, mä wa mer vu Verkéierspolitik schwätzen, fale mer allze oft an al Denkschemen zréck.

Här President, mat deem virleiende Gesetz ginn d'Méiglechkeete geschafen, fir eng uniform Applikatioun vun de bestehende Regelen iwwert den Territoire vum ganze Land, wat virauser net onbedéngt de Fall war, wou et verschidden Applikatiounen, jee no Regionalbüro vun de Ponts et Chaussées, gi sinn. Mir kënnen elo ee prezisen, kloer strukturéierte Guide d'application opstellen. Dëst Gesetz schaaft méi Gerechtegkeet, eng besser Transparenz a méi kloer formuléiert Objektiver. An dat wëlle mer als Demokratesch Partei ausdrécklech begréissen.

Här President, mat deem virleienden Text kritt de Stat eng Rei vun Instrumenter, déi him et sollen erméiglechen, seng Approche, seng Politik a Saache Stroossennetz méi kohärent duerchzezéien. Op enger Rei vu Punkten ass am Moment am Gesetz awer nach net gekläert, wéi d'Décisioune geholl solle ginn am Fall wou zum Beispill tëschent Gemeng a Stat ënnerschiddlech Point-de-vuë bestinn. Et bleift ze fäerten, datt de Stat hei an Zukunft einfach d'Dampwalz eraushuelen an d'Gemenge platt maache wäert.

Fir d'DP sollen d'Gemengen awer responsabel si fir d'Organisatioun, d'Planifikatioun an d'Ëmsetzung vun engem Verkéierskonzept op hirem Territoire. D'Gemenge mussen dofir als Partner gesi ginn, an net als Géigner, wann et ëm eist Stroossennetz geet. Dësen Esprit fënnt een am momentane Gesetz awer net erëm. Et bleift ze fäerten, datt an der Praxis den Handlungsspillraum vun de Gemenge weider beschnidde wäert ginn.

Här President, ee wichtegt Element am Gesetz iwwert d'Permissions de voirie sinn déi Infrastrukturen, déi besonnesch bannent den Uertschaften ënnert dem Stroosseraum ënnerbruecht ginn. Et handelt sech ëm wichteg Infrastrukture fir d'Liewensqualitéit vun de Leit, well et elementar Déngschtleeschtunge sinn. Ech schwätze vum Réseau vun der Waasserversuergung, der Waasserentsuergung, dem Elektreschen, Tëlefon, Antenn, de Wärmenetzer. An et kommen der nach all Dag derbäi.

Et läit an der Saach, datt hei déi verschidde Bedreiwer all hir eege Logik hunn. Mir brauchen duerfir och hei prezis a kloer strukturéiert an hierarchiséiert Regelen. Besonnesch am städtesche Raum gëtt duerch eng Panoplie vu multitubulairë Kabelen am Telekommunikatiounsberäich d'Plaz ënnert dem Trottoire ëmmer méi enk bemooss.

Här President, nieft all Regelwierk ass hei awer eng gesond, pragmatesch Approche gefrot. Déi verschidde Bedreiwer mussen hir Aarbecht an Zukunft nach besser koordinéieren a mateneen ofschwätzen. Dauerchantieren dénge weder dem Verkéiersfloss nach der Liewensqualitéit vun de Leit. Iwwerreglementéierunge bréngen eis awer derzou, datt d'Chantieren iwwerméisseg laang higezu ginn. Dat kréie mer och mat dësem Gesetz leider net an de Griff. Dat hänkt éischter vun anere Reglementatiounen of.

Esou ass et zum Beispill onbegräiflech an net ze verstoen, datt all Kéier, wann ee Waasserservice ee Stéck Rouer muss ersetzen oder Verstäerkungen um Réseau muss virhuelen, Aarbechten, déi zur Responsabilitéit vun de Gemengen zielen, déi staatlech Waasserverwaltung am Viraus pour avis conforme muss gefrot ginn. Hei geet vill Zäit verluer, d'Onversteesdemech vun de Leit ass ze verstoen, mä virun allem gi mat méifachem Oprappen an Zourappen d'Projeten onnéideg verdeiert. D'Gemeng a Ponts et Chaussées gi verdäiwelt, ouni derfir ze kënnen.

Här President, wa fréier d'Gesetz iwwert d'Permissions de voirie ee wichtegt Element war, fir d'Bebauung ze organiséieren duerch d'Festsetze vun de sougenannte Points kilométriques laanscht d'Landstroossen, dem Festsetze vum Recul antérieur vun den Haiser, muss een awer haut soen, datt duerch ee bessert Ofstëmme mam Gesetz iwwert d'Lotissementer an d'kommunal Bebauung d'Ziler vun engem modernen Urbanismus mat dësem Gesetz besser erreecht ginn.

Ech denken hei besonnesch un d'Feeler, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn, um Beispill vun der N7 am Uelzechtdall bis erop op d'Wämperhaart. An de Rapporteur huet dat schonn exzellent skizzéiert.

(Interruption)

Duerfir kënnt och den Dispositiounen iwwert de Réseau vun der Grande voirie eng wichteg Bedeitung zou, datt d'Feeler aus der Vergaangenheet sech net solle widderhuelen.

Här President, am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei wëll ech d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn, well et eng wesentlech Verbesserung ass vun deem, wat mer bis elo haten. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Fernand Etgen Merci. Elo kritt d'Wuert den Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 5823 bestëmmt d'Regelen an d'Prozeduren, no deenen de Minister vun den Travaux publics d'Permissions de voirie fir d'Gesamtheet vum staatleche Stroossennetz festleet. Den IVL, deen am Joer 2004 ausgeschafft gouf - de Rapporteur ass zwar schonn drop agaange virdrun -, huet als Zil, d'Objektiver vum Aménagement du Territoire, vum Transport a vun der Ëmwelt openeen ofzestëmmen.

Bis d'Joer 2020 soll en „modal split" vu 25/75 op Landesniveau erreecht ginn, wat nëmme méiglech ass duerch e konsequenten Ausbau vum öffentlechen Transport, op der Schinn an op der Strooss. Nei Bebauungsforme solle fir eng besser Mixitéit vun de Funktioune Wunnen, Schaffen, Schoulinfrastrukturen, Handel a Fräizäitméiglechkeete suergen an d'Distanzen dozwësche reduzéieren. Déi bestehend souwéi déi nei Bebauung soll ausserdeem verdicht ginn. D'Gesetzgebung iwwert d'Permissions de voirie gehéiert zu de reglementareschen Instrumenter, déi an dësem Kontext zur Uwendung kommen.

Den Artikel 4 leet fest, datt op Initiativ vum Minister op Stroossenofschnëtter ausserhalb oder innerhalb vun den Uertschafte kann e generellen Alignementsplang opgestallt ginn, nodeem déi concernéiert Gemeng ëm hiren Avis gefrot ginn ass. Dëse Plang gëtt vun der Verwaltung vun de Ponts et Chaussées ausgeschafft an an der concernéierter Gemeng déposéiert.

Bannent 15 Deeg muss de Schäfferot d'Bierger duerch Aushang an duerch Publikatioun a véier Dageszeitungen informéieren. Duerno hunn d'Bierger 30 Deeg Zäit, de Projet zur Kenntnis ze huelen an hir Observatioune schréftlech dem Schäfferot matzedeelen, dee se bannent aacht Deeg der Regierung matdeelt. Den definitive generellen Alignementsplang gëtt a Form vun engem groussherzogleche Reglement festgehalen.

Niewent dëser Prozedur kann een Alignement eng Oftriedung vun engem Deel vum Privateegentum nëmmen a folgende Fäll festleeën: wann den öffentleche Stroosseraum verbreedert muss ginn am Hibléck op d'Schafung vu Spure fir den öffentlechen Transport souwéi vum öffentleche Raum fir Cyclisten a Foussgänger; wann an der Traversée vun enger Uertschaft de Stroosseverlaf opgrond vu Contraintë muss redresséiert ginn - dëse Projet muss duerch déi zoustänneg Autoritéit genehmegt sinn -; an drëttens, wann eng Verbesserung vun der Visibilitéit am Interessi vun der Sécherheet vun de Stroossebenotzer an den Ustéisser noutwendeg ass. Déi zwou Forme vun Alignementer ginn als Utilité publique deklaréiert.

Laut Artikel 5 ass eng Permissioun och erfuerdert, wann déi entspriechend Konstruktiounen oder Plantatioune realiséiert ginn op enger Distanz vu manner wéi zéng Meter vum Alignement vun der öffentlecher Strooss. Dës Distanz bedréit 25 Meter bei den Nationalstroossen. Fir Ëmännerungen u bestehende Gebaier, bei deenen d'Emprise um Sol net geännert gëtt an déi bestehend Geometrie vun den Accèsë respektéiert gëtt, brauch ee keng nei Permissioun, wann d'Affektatioun vun de Gebailechkeeten net geännert huet.

Den Artikel 6 gesäit néng verschidde Kategorië vun Accèsë vir: vum individuellen Accès an ee Feld oder an ee Bësch, zu engem Feldwee oder Syndikatswee, enger eenzelner oder Zweefamilljewunneng, enger Tankstell. Kollektiv Accèsë gëtt et zu engem Lotissement oder engem öffentleche Parking, enger Industrie- oder Handelszon an engem Gemengewee.

Eng Permissioun kann nëmme fir eng Kategorie erdeelt ginn. Si gëtt nëmmen ausgestallt, nodeem kontrolléiert ginn ass, datt d'Destinatioun konform ass zu de Bestëmmunge vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain. Fir all d'PAPe muss eng Permissioun ausgestallt ginn, fir déi gemeinsam Aménagementer ze definéieren, zum Beispill den Emplacement vun de kollektiven an individuellen Accèsen, Parkplazen iwwer an ënnert dem Buedem respektiv d'Uschlëss un déi bestehend Leitungen.

Am Artikel 7 gëtt festgehalen, datt d'Ausstelle vun enger Permission de voirie gratis ass. Den Här Rapporteur ass zwar schonn drop agaangen: Wann awer d'Qualitéit vun der definitiver Reparatur vun de Beschiedegungen et noutwendeg mécht, décidéiert de Minister d'Erëmhierstellung vum öffentlechen Eegentum duerch d'Administration des Ponts et Chaussées zu Laaschte vun deem, deen d'Permissioun ugefrot huet.

Niewent dem gratis Passage op öffentlechen Terrain vun den Infrastrukture vun den Telekommunikatiounen, dem Elektreschen an dem Naturgas muss de Permissionnaire een Deel vun de Fraisen iwwerhuelen, déi duerch Dossierskäschten oder d'zäitweileg Benotzung vum öffentleche Raum während den Aarbechten entstane sinn.

Den Artikel 8 vum Kapitel 3 enthält Bestëmmunge fir déi öffentlech Stroossen, déi zur Grande voirie gehéieren, fir d'Contournementer vun Uertschafte respektiv déi Stroossenofschnëtter, déi en Échangeur un dat normaalt Stroossennetz uschléissen.

Eng Permission de voirie ass och noutwendeg fir d'Interventiounen an de Zones non aedificandi, déi duerch d'Gesetz vum 16. August 1967 festgeluecht sinn, souwéi fir folgend Aménagementer, déi an dësen Zone virgeholl ginn: d'Baue vun engem Schacht, zum Beispill am Zesummenhang mat ënnerierdeschen Aarbechten, d'Opriichte vu Poteauen oder och Baussenaménagementer op de Privatpropriétéiten.

Laut Artikel 9 kann de Minister de Gestionnairë vu Réseauen e prezise Couloir zouweisen, an deem se hir Équipementer mussen installéieren, fir esou de Patrimoine vun der Strooss ze schützen. D'Permissioune kënne permanent sinn oder zäitweilegen Effet hunn. D'Fraisë fir Adaptatiounen, déi noutwendeg sinn, wa Stroossen duerch den Tracé vun enger Autobunn geschnidde ginn, gi vum Stat iwwerholl op enger maximaler Längt vun 250 Meter, wann de Gabarit vun der neier Strooss vun der bestehender Situatioun ofwäicht.

Bon, den Här Rapporter huet vill Saache gesot, déi ech elo kann ewechloossen.

Géint de Refus vun enger Genehmegung kann e Recours virum Verwaltungsgeriicht agelueche ginn. De Minister kann awer och dréngend Moossnamen ergräifen, fir ze évitéieren, datt d'Sécherheet vun de Stroossebenotzer a Gefor geréit duerch Aarbechten, déi ouni Permissioun ausgefouert ginn oder ouni déi entspriechend Konditiounen ze beuechten. Hie ka Publicitéitsschëlder oder Panneauen ewechhuele loossen, déi opgestallt goufen, ouni d'Bestëmmunge vum Gesetz ze respektéieren. D'Fraisë sinn an dësem Fall fir déi responsabel Persounen.

Den Här Kaes ass och schonn op d'Strofen agaangen, ech kann dat dann och, wéi gesot, ewechloossen.

De Riichter kann awer och décidéieren, datt den Terrain muss an den urspréngleche Zoustand zréckversat ginn, dëst zu Laaschte vun där Persoun, déi d'Gesetz mëssuecht huet. D'Uerteel leet den Délai fest, dee maximal ee Joer ka sinn, bannent deem d'Aarbechte mussen ausgeféiert ginn.

D'Fonctionnairen aus der Carrière vum Cantonnier vun de Ponts et Chaussées kënne vun hirem Direkter domat beoptraagt ginn, Infractiounen zu dësem Gesetz a senge Reglementer festzestellen.

Ech wollt do nach just soen, datt déi Leit och mussen eng spezial Formatioun matmaachen, ier se kënnen natierlech déi Funktiounen als Officier de police judiciaire exerzéieren.

D'Permissiounen, déi ausgestallt goufen no de fréiere Bestëmmungen, bleiwen a Kraaft während der Dauer vu maximal fënnef Joer vun deem Datum un, wou dat neit Gesetz a Kraaft trëtt. Déi Demanden, déi ënnerwee sinn, mussen dann a Konformitéit gesat gi beim Akraafttrieden och vun den neie Bestëmmungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer wëssen, datt et ëmmer méi schwiereg gëtt, op eise Stroossen ze zirkuléieren, besonnesch zu de Spëtzestonnen, bedéngt duerch d'Verdichtung vun der Bebauung, esou hoffen ech, datt d'Bestëmmunge vun dësem Gesetz wäerten dozou bäidroen, d'Zesummeliewe vun alle Stroossebenotzer ze verbesseren, dëst besonnesch am Hibléck op d'Sécherheet an d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi op der Strooss fueren, déi op d'Strooss wëllen erausfueren an déi laanscht Strooss oder am direkten Ëmfeld dovu wunnen.

An deem Sënn wëll ech Iech den Accord vu menger Fraktioun heimat bréngen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Fernand Diederich Merci. Et ass kee Riedner elo méi agedroen, sou datt elo d'Regierung d'Wuert kritt. Den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Och do nach eng Kéier dem Rapporteur villmools Merci, deen de Projet wierklech an all sengen Detailer souwuel schrëftlech wéi mëndlech duergeluecht huet, an och der ganzer Kommissioun fir déi vill Aarbecht, déi geleescht ginn ass.

Ech mengen, dat hei ass e Projet, deen extrem technesch ass, deen och mat dem Conseil d'État zesummen eng ganz Rei Hin-an-Hieren hat, wou mer hu misse wierklech oppassen, datt och all Detail géif klappen. Dat war eng wierklech minutiéis Aarbecht, déi hei an der Kommissioun geleescht ginn ass, an dofir villmools Merci.

E puer Wierder wëll ech soen iwwert déi Remarquen, déi hei gefall sinn. Dat Éischt ass, datt et fir mech wichteg ass, datt - et war awer en Text vun 1943, deen effektiv net méi un d'Situatioun vun haut ugepasst war - mer elo en Text hunn, deen eis erlaabt, un déi Froen do erunzegoen, andeem mer déi noutwendeg Instrumenter hunn, fir eng Politik och kënnen op deem do Niveau ëmzesetzen.

Et si vun deene Leit, déi virdru geschwat hunn, vum Här Etgen, eng Rei positiv an negativ Säite genannt ginn. Ech wëll soen, datt mer an deem Text hei eng ganz Rei kloer Objektiver dran hunn, Objektiver, déi eis erméiglechen, fir eng kloer Hierarchisatioun vun dem Stroossennetz ze hunn, déi eis erméiglechen, fir och op deem Stroossennetz esou kënnen ze agéieren, datt mer den Objektiver, déi mer deenen eenzelne Stroosse ginn, och gerecht ginn, an datt mer deem Charakter, dee mer de Stroosse wëlle ginn, och kënne gerecht bleiwen. An dat ass fir mech e wesentlechen Aspekt.

Eng Permission de voirie an e Permission-de-voiries-Text, Här Etgen, dat wollt ech soen, ass net en Text, mat deem een Traficproblemer kann definitiv léisen. Dofir gëtt et aner Regelen, dofir gëtt et aner Texter. Dat hei ass en Text, deen eis erlaabt, deen Deel vun dem Ëmsetze vum IVL, wat d'Hierarchisatioun vun de Stroossen ass, an dee Moment kloer Festsetzungen, wou een Typ a wou en aneren Typ vu Verkéier soll fléissen; deen eis erlaabt, déi Zilsetzunge besser ze erreechen; deen eis och erlaabt, Couloiren ze fixéieren; an deen eis och erlaabt, preventiv ze schaffen, fir eis déi noutwendeg Fonctionnalitéiten zukunftsgerecht oprecht ze halen.

Op där anerer Säit ass et och esou, datt mer - an déi Fro ass och ukomm - op Basis vun der Organisatioun vun de Stroossen a vun de Chantieren, déi gemaach ginn, eis awer duerch den Text emol eng Kéier eng richteg Méiglechkeet ginn, fir d'Gestioun dovunner besser ze maachen. Et ass evident, datt eng Rei Opérateuren, déi hir Netzer mussen ënnert d'Strooss leeën, och dat musse kënnen, well einfach e Besoin ass, datt déi Netzer doleien, datt déi Netzer och musse reparéiert ginn. Mä duerch dësen Text gi mer eis awer d'Méiglechkeet notamment, fir Couloire relativ kloer op deem wichtege Stroossentissu ze definéieren, datt mer genau wëssen, wou se sollen hikommen, datt mer och kënnen d'Organisatioun vun der Strooss korrekt bäibehalen.

En plus ass et esou, datt an der Praxis, och wa Chantiere gemaach ginn, och probéiert gëtt, déi sämtlech Opérateuren unzeschreiwen, datt, wann an engem Chantier, dee gemaach gëtt, nach aner Opérateuren zousätzlech wëllen op deem Chantier dat maachen, wat si ënnert der Äerd wëlle maachen, si dat och an enger Operatioun kënne maachen, datt mer esou mann wéi méiglech Chantieren op de Stroossen hunn, well mer hunn der scho genuch. Mä dësen Text erlaabt eis, dat vläicht e wéineg anescht an de Grëff ze kréien.

Dat waren déi puer Remarquen, déi ech wollt zu deem Gesetz maachen. Nach eng Kéier all de Fraktioune Merci fir d'Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Ech soen dem Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler Merci. Domadder si mer um Enn vun eiser Diskussioun, a mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5823 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont vot oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, an zwar zu enger Question avec débat vum Här Jean Huss iwwert d'Antitubaksgesetz. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Elo huet den Här Huss d'Wuert.

5. Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Merci, Här President. Meng Question avec débat, déi ech den 19. November dëst Joer agereecht hunn, bezitt sech op d'Tubaksgesetz, wat 2006 gestëmmt ginn ass, wat also elo dräi Joer a Kraaft ass. Dat Tubaksgesetz hat eng Rei vu Fortschrëtter hei a Lëtzebuerg ouni Zweifel bruecht. Mir waren als Gréng trotzdeem onzefridden iwwert dat Tubaksgesetz, well et eis net wäit genuch gaangen ass, virun allem wat d'Situatioun ubelaangt vun de Caféen, vun de Bistroen, vun den Diskothéiken an esou virun, wou nach kee Fëmmverbuet deemools festgehale ginn ass, am Ënnerscheed zu anere Länner aus dem Ausland, aus dem europäeschen Ausland, wou dat och schonn deemools geschitt ass.

Meng Froen: Ech hu véier Froen hei, déi ech un de Gesondheetsminister an un d'Regierung hei ze riichten hunn. Déi éischt bezitt sech elo op eng Evaluatioun vun dësem Gesetz, op e Bilan also no dräi Joer. No dräi Joer muss ee kënnen en Zwëschebilan vun esou engem Gesetz zéien. Et ass also d'Fro: Wéini kréie mer déi Evaluatioun do ze gesinn? Dat ass eng éischt Fro.

Eng zweet Fro, déi ech gestallt hat, huet sech dorobber bezunn, eben op déi Saachen, wou mir onzefridde waren 2006, nämlech, ob net doru géif geduecht ginn, fir dat Tubaksgesetz, dat Fëmmverbuet auszedehnen och op Caféen, op Bistroen, op Diskothéiken. Engersäits wéinst dem Passivfëmmen, deem do d'Personal ausgesat ass, an anerersäits natierlech och d'Passivfëmmen, deem d'Clienten ausgesat sinn. Et ass also an där duebeler Situatioun do, wou da Passivfëmme ka geféierlech sinn.

Ech si frou, datt de Gesondheetsminister vun dëser Regierung am Fong schonn, ier ech hei elo d'Fro gestallt hunn, um Rand vun enger Pressekonferenz dorobber geäntwert huet an deem Sënn, datt e wëllt dat Verbuet ausweiden op d'Bistroen an op d'Diskothéiken, wouriwwer mir als Gréng absolut frou sinn, wann dat sollt geschéien.

Mir mengen nämlech, datt et déck Zäit gëtt, datt hei zu Lëtzebuerg och an de Caféen, Bistroen an Diskothéiken et zu engem Fëmmverbuet kënnt, esou wéi dat beispillsweis an eisem Nopeschland Frankräich de Fall ass, esou wéi dat an engem Land wéi Irland de Fall ass, wat ëmmerhi bekannt ass fir seng Puben, fir seng Kultur vun de Puben, esou wéi et och scho virun 2005 war an Italien, wou also schonn an Italien, vum Süde bis an den Norde vun Italien, e Fëmmverbuet och an de Bistroen, an de Caféen an Diskothéike virgeherrscht huet. Mir mengen, datt dat aus Grënn vum Schutz virum Passivfëmmen absolut noutwendeg ass.

Ech wëll och drun erënneren, datt an dësem Kontext, net méi spéit wéi gëschter oder haut, vun der Ligue luxembourgeoise contre le cancer - déi e remarquabele Match mécht op deem dote Gebitt, fir d'Gesondheet ze schützen - e Communiqué publizéiert ginn ass, wou laut enger europäescher Etüd hei zu Lëtzebuerg eleng duerch d'Passivfëmme pro Joer géife 86 Leit stierwen, dorënner iwwer 20 Leit, déi selwer Netfëmmerte wieren.

Wat jo awer Zuele sinn, déi eis missten ze denke ginn, wa mer eis, op där enger Säit, ëmmer berechtegterweis opreegen iwwert déi Verkéiersdoudeg, déi mer hei am Land hunn, wa mer eis och ufänke Gedanken ze maachen iwwert déi Leit, déi selwer hirem Liewen en Enn setzen iwwert d'Suiciden, déi jo och zahlreich sinn, da missten eis och 86 Doudeger duerch d'Passivfëmmen interpelléieren. A mir mengen, datt also déi Fëmmverbueter missten och op Diskothéiken, op Bistroen, Caféen, Brasserien an esou virun ausgedehnt ginn.

Déi Leit, déi do dergéint plädéieren, soen - d'Clientë beispillsweis, mä och Politiker -, dat wier eng Aschränkung vun der Fräiheet. Am Fall vu Clienten, déi mengen, si missten am Bistro kënne weider fëmmen, stellen ech mer awer do Froen. Leit, déi gezwonge sinn, während enger Stonn, wou se dosëtzen, awer da mussen ze fëmmen, sinn déi Leit da wierklech fräi? Sinn déi fräi, oder si se ofhängeg? Den Nikotin ass jo bekanntlech eng Sucht. Wou kann een do iwwerhaapt vu Fräiheet schwätzen?

Eng zweet Saach ass déi: Wéi steet et da mat der Fräiheet vun all deene Leit, an dat ass déi large Majoritéit hei am Land, déi net fëmmen an déi och gären an e Bistro géife goen oder a Caféë géife goen oder a Brasserieë géife goen, an, wann et Jonker sinn, an d'Diskothéike gäre géife goen, an déi do eben net fräi sinn eranzegoen, wa se sech wëlle schütze virun deem Passivfëmmen, virun de Gesondheetsschied, den nogewisene Gesondheetsschied vun deem Passivfëmmen? Wéi ass dat mat der Fräiheet vun deenen?

Ech mengen, wann ee kuckt, wat am Ausland lass ass, wann een iwwer eis Grenz geet, ob een elo a Frankräich, a Lothringen geet, oder - et brauch een net an Italien oder an Irland ze goen - elo gläich am Saarland, wou datselwecht wäert kommen. Wann een dat mécht - et kënnt een aner Länner hei nach zitéieren -, da misst et dach awer och esou sinn, datt dat hei zu Lëtzebuerg méiglech wier, dee Schratt no vir ze maachen, fir och a Caféen, a Bistroen e Fëmmverbuet, en allgemengt Fëmmverbuet ze maachen, fir engersäits d'Personal ze schützen an anerersäits d'Clienten ze schützen, déi net de Gesondheetsgefore vum Passivfëmmen ausgesat wëlle ginn.

Et wier dach einfach, mengen ech, fir déi Leit e wéineg Respekt ze weisen. An all deene Länner, wou dat Fëmmverbuet gëllt, ass et esou, datt déi Leit nach ëmmer gradesou vill Clienten an hire Caféen an och an den Diskothéiken hunn. Dat hunn ech jo nach d'lescht Woch a Frankräich, zu Paräis, gesinn. Da si Jonker do, déi ginn da virun d'Dier, da gesäit ee fënnef, zéng Stéck virun der Dier do fëmmen, an da gi se erëm eran. Herno kommen e puer aner Jonker eraus, fir ze fëmmen, an da gi se erëm eran. Dat misst dach awer méiglech sinn, zwou, dräi Minutte sech ze déplacéieren eraus, fir datt de Raum, de geschlossene Raum propper bleift. Da kënnen nämlech och aner Leit... An et gi vill Leit, déi net méi a Bistroe ginn, well gefëmmt gëtt, well se deen Zigarettendamp net méi kënne verdroen, well se mat Kappwéi reagéieren an esou virun. Déi Leit mussen och d'Recht hu kënnen an d'Bistroen ze goen.

M. le Président.- Här Huss, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Ech kommen och gläich zum Schluss. Ech kommen dann zu der drëtter Fro, déi ass ganz kuerz. Et ass och suggéréiert ginn, scho virun e puer Joer, vun der Ligue luxembourgeoise contre le cancer, fir besonnesch Jonker dovunner ofzehale fir ze fëmmen. Ob do d'Regierung géif drun denken, d'Accisen um Tubak progressiv an d'Luucht ze hiewen?

An déi véiert Fro ass eng Fro, déi reng mat Opklärung, mat Informatioun ze dinn huet. Dat ass de Schutz vun de Kanner a vun de Jugendlechen, deen an eisen Aen nach net genügend assuréiert ass, a wou mer mengen, datt een nach méi cibléiert, spezifesch Campagnë misst maachen, bei Kanner beispillsweis: Opklärung. Wat ass dat fir e Bild? Mech erschreckt dat ëmmer, wann ech mam Auto fueren an ech gesinn, datt Autoe laanscht fueren oder niewent mer fueren, wou dann eng jonk Fra sëtzt, an de Puppelche sëtzt hannendran, an da fëmmt déi an hirem Auto. Ech mengen, iwwer esou Situatioune misst ee kënnen Opklärung maachen, well d'Leit et nach ëmmer ënnerschätzen, déi Geforen, besonnesch fir d'Bëbeeën.

An dann, wat Jugendlecher ubelaangt, menge mer och, datt do nach méi cibléiert Aktioune misste gemaach ginn, well et jo esou ass, datt Jugendlecher awer nach ëmmer vill fëmmen. Ob dat elo Jongen oder Meedercher sinn, mä bei Meedercher mécht et mer nach zousätzlech Suergen,

well déi jo herno eng Kéier Kanner wëlle kréien, eventuell. A wa se Kanner wëlle kréien, da muss ee wëssen, wann ee fëmmt, da geet et net duer, datt een, wann ee schwanger gëtt, just virdrun ophält.

M. le Président.- Här Huss, Dir musst awer elo wierklech zum Schluss kommen. Dir hutt schonn iwwer zwou Minutten iwwerzunn.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Ech si beim leschte Saz. Jonk Fraen, déi schwanger wëlle ginn, musse wëssen, datt et net duergeet, deen Dag, wann ee schwanger ginn ass, opzehale mat fëmmen. Beim Fëmme kënnt et zu enger Akkumulatioun vun deene Gëfter am Kierper, an d'Fra entgëft sech herno an der Schwangerschaft op hire Bëbee. Dat heescht, wann ee wierklech kannerléif ass, da mengen ech, datt een nach méi misst maache fir de Schutz besonnesch vun de Bëbeeën, vun de Kanner a vun de Jugendlechen, an zwar awer am Sënn vun Opklärung.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci, an elo huet de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e gudde Rot un den Här Huss: Passt op de Bluttdrock op!

(Hilarité)

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Deen ass bei mir normalerweis gutt.

Une voix.- Soss gëtt och nach dat haart Schwätze verbueden.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech muss nach e Joer maachen, da kréien ech meng Autorisation d'exercer.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass en eeschte Sujet, iwwert dee mer haut schwätzen, an duerfir erlaabt mer vläicht just ganz kuerz déi Diskussioun, déi mer elo hunn, déi mer och virun e puer Joer haten, an dee richtege Kontext erëm eranzestellen. Hei geet et net drëm, fir Juegd op déi Leit ze maachen, déi fëmmen, mä et geet drëm, an dat fannt Dir och am Regierungsprogramm erëm, fir de Schutz vun deenen, déi net fëmmen an déi net matfëmme wëllen, esou gutt an esou effikass wéi méiglech ze maachen.

Et geet net drëm, fir hei eesäiteg Fräiheeten anzeschränken, mä et geet drëm, fir en elementare Prinzip ze respektéieren, dass jiddwerengem seng Fräiheet do ophält, wou deem anere seng ufänkt. Dat heescht, et gëtt eng Rei vu Schnëttstellen, wann ee vu Fräiheet schwätzt, wou net nëmmen engem seng eegen an d'Spill kënnt, mä wou och déi vun aneren an d'Spill kënnt. Duerfir hu mer sengerzäit, mengen ech, mat Unanimitéit hei an der Chamber d'OMS-Konventioun fir d'Lutte anti-tabac - net anti-fumeur, d'Lutte anti-tabac - ënnerschriwwen an och gestëmmt. Duerfir hu mer 2006 eis e Gesetz ginn, fir de Schutz vun deenen, déi net fëmmen, ze verbesseren.

No deenen dräi Joer ass et effektiv un der Zäit, fir e Bilan ze zéien. Dir fannt iwwregens och zum gudden Deel eng Äntwert op dem Här Huss seng Fro am Regierungsprogramm, well mer am Regierungsprogramm gesot hunn: „Mat der Finalitéit, fir de Schutz vun deenen, déi net fëmmen, ze verbesseren, maache mer d'Evaluatioun vum Gesetz vun 2006." Domat si mer amgaang. A mer wäerten den „Plan tabac" a Kraaft setzen, en „Plan tabac", mat deem eng éischte Kéier d'Regierung befaasst war a wou d'Regierung nach wäert hir Bemierkungen derzou maachen.

Den „Plan tabac" ass mat de Leit vum Terrain ausgeschafft ginn, well mer eis vun Ufank un net wollten drop beschränken, fir Verbueter ze dekretéieren. Mir hu fir eng positiv a konstruktiv Approche optéiert, fir déi, déi net ugefaangen hu mat fëmmen, ze encouragéieren, dat net ze maachen, fir deenen, déi fëmmen, zur Säit ze stoen, wa se wëllen ophalen, a fir déi, déi net wëlle matfëmmen, ze schützen. Mir hunn dat gemaach iwwert d'Ariichtung bei deene Jonken am Schoulmilieu duerch e Réseau „Écoles sans tabac". Mir hunn dat gemaach iwwert den „Programme de sevrage tabagique", wou déi, déi wollten ophalen, wëllen ophale mat fëmmen, vun der Gesondheetskeess dobäi gehollef kréien.

Dir kënnt Iech erënneren, dass déi Diskussioun, déi mer virun e puer Joer ugefaangen hunn, ganz emotional gefouert ginn ass, an dass och den Däiwel un d'Mauer gemoolt ginn ass, wat dann d'Konsequenze vun deem Gesetz vun 2005 wäerte si fir dee Secteur, dee betraff ass. Bon, wann een haut mat e bësse méi Distanz kuckt, wat geschitt ass - dat kann een haut scho soen, esou wäit ass dee Bilan intermédiaire gemaach -, dann huet dat Gesetz eng ganz Rei vun Hoffnungen, déi an et gesat gi sinn, erfëllt, well mer duerch déi Diskussioun an duerch den Effekt vum Gesetz, zënter 2003, vun engem Prozentsaz vun deemools 33% vun de Leit, déi gefëmmt hunn, haut op e Prozentsaz vu 24% konnten erofgoen.

Do ass en Deel d'Diskussioun schold, et ass en Deel d'Gesetz schold, et sinn en Deel déi Moossnamen, déi mer zesumme geholl hunn, schold. Spektakulär gëtt déi doten Evolutioun bei deene Leit, déi deklaréieren, all Dag ze fëmmen: Do ass d'Prévalence erofgaange vun 28% op haut 19%. Dat ass europawäit kee schlecht Resultat.

Dat Gesetz huet also sécher eppes um Terrain bruecht fir d'Gesondheet, well, an dat war déi zweet Ursaach, firwat mer op dee Wee gaang sinn, den Tubak déi Haaptursaach ass vu Krankheeten, déi kënne verhënnert ginn. Den Tubak ass e Krankmécher, an dat ass am beschten un engem Beispill illustréiert: Wa mer keen Tubak hätten, dann hätte mer néng vun zéng Longekriibsen net. Néng vun zéng Longekriibsen!

Ech huelen dee Kriibs eraus, vun deem jiddweree weess, dass e kee ganz schéine Verlaf huet. Ech huelen deen eraus, fir ze illustréieren, dass den Tubak net méi deen Image verdéngt, deen en iwwer Jorzéngten hat, mä den Image verdéngt als Krankmécher, an deen den Image verdéngt vun engem, deen ee vun zwee vu senge Frënn net nëmme schwéier krank mécht, mä fréizäiteg ëmbréngt. Ech mengen, dat ass den Image, deen e verdéngt, deen och souguer vun de Leit um Terrain net méi bestridde gëtt.

Ech wëll drun erënneren, dass mer jo eng Polemik haten iwwert déi Ausnahmebestëmmungen, déi sollte gemaach ginn an de Restauranten, déi Salons à part, wou dann iwwer komplex Entlüftungsanlage sollt erméiglecht ginn, dass een awer nach a Restaurante kënnt fëmmen. Do si gutt 50 Demanden erakomm. Ech wëll Iech awer soen, dass net een eenzegen esou e Salon à part mat schwéieren Anlagerealiséiert ginn ass. Do, wou Restaurante waren, wou e Client sech onbedéngt wollt an engem Niewesall zréckzéien, fir seng Zigar ze fëmmen, do si pragmatesch Solutioune fonnt ginn, mä dat, wat Inhalt war vun der Problematik,...

Ech si vun engem Kolleeg gefrot ginn: „Jo, wat wier dann elo, wa mer méi e strikt Fëmmverbuet géife maachen, mat all deenen deieren Investitiounen, déi gemaach gi sinn opgrond vun deem Gesetz vun 2006? Déi wiere jo da fir näischt gemaach ginn." Jo, wa se gemaach gi wieren, da wiere se fir näischt gewiescht. Mä déi sinn net gemaach ginn, well een um Terrain och gesinn huet, dass déi Evolutioun vill besser war, wéi een dat gemengt huet.

Zënter dem Akraafttriede vum Gesetz sinn ongeféier 3.000 Kontrolle gemaach gi vun der Inspection sanitaire, vun der Douane, an och vereenzelt vun der Polizei, an d'Zuel vun de Procès-verbalen, déi gemaach hu misse ginn, ass denkbar niddreg. Dat sinn e puer Handvoll. Et huet also net misse repressiv geschafft ginn. Iwwerall do, wou dat Gesetz kloer war, ass dat Gesetz och gutt agehale ginn, an dat kritt een iwwerall bestätegt.

Bon, zu deene konkrete Froe vum Här Huss. D'Evaluatioun kënnt uganks dës Joers. De „Plan tabac" wäert ech deemnächst nach eng Kéier an d'Regierung bréngen, fir dass d'Regierung, esou wéi dat am Regierungsprogramm virgesinn ass, de Plang kann a Kraaft setzen. Gefeelt huet nach eng Fiche financière, well an deem „Plan tabac" nämlech net nëmme virgesinn ass, fir den Nichtraucherschutz a Richtung vun deenen Etablissementer, déi vun Iech ugeschwat gi sinn, auszedehnen, mä och d'Präispolitik betraff ass, fir à terme, wou mer jo och ouni Eegenzougrëff, iwwer Bréisseler Diskussiounen, ech wollt elo soen: „gehollef kréien", fir an déi dote Richtung ze goen, oder guidéiert ginn an déi dote Richtung ze goen.

Dat heescht, opgrond vun der Evaluatioun a vun der Akraaftsetzung vum „Plan tabac" wäerte mer dat maachen, wat mer eis op de Fändel geschriwwen hunn. Mir wäerten de Schutz vun deenen, déi net fëmmen an net wëlle matfëmmen, verstäerken, a mir ginn och dora bestäerkt duerch déi Statistiken, déi elo rezent op den Dësch komm sinn, wou iwwer Schätzunge vun europäeschen Instituter net nëmmen e puer honnert Leit hei zu Lëtzebuerg direkt um Tubak stierwen, mä och nach iwwer 60 duerch déi indirekt Konsequenze vum Tubak stierwen.

Ech hunn, an dat sief mer erlaabt als Konklusioun, duerch meng Ausso, déi ech ulässlech vun enger Pressekonferenz gemaach hunn, wat mäi Gefill ass a wou ech meng Meenung als Gesondheetsminister ausgedréckt hunn, munch Reaktiounen ausgeléist. Ech wëll präziséieren, dass et bis op Weideres net e Gesondheetsminister ass, dee sech wéi en Diktator hei am Land ka verhalen, mä dass et selbstverständlech esou ass, dass opgrond vun enger anstänneger Evaluatioun, opgrond vun deene gudde Viraarbechten, déi gemaach gi sinn an deene leschte Joren, Propositiounen op den Dësch vun der Regierung a vun dësem Haus kommen, an dass een dann, wann ech gelift, sech soll vu Fakten iwwerzeege loossen, d'Emotiounen ee Moment an den Eck stellen, a mir och d'Recht ginn als Gesondheetsminister, als Haaptzil ze hunn, méi Gesondheet fir d'Leit kënnen ze garantéieren.

Ech soen Iech villmools Merci och, dass mer d'Geleeënheet haten, fir hei an enger sereiner Atmosphär doriwwer ze diskutéieren.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Gesondheetsminister Merci. Här Huss, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Här President, ech wollt de Gesondheetsminister froen, wéi wäit dann elo dat gediehen ass, déi Ausdehnung vum Fëmmverbuet. Ass dat just seng perséinlech Meenung? Ech gi jo net dovun aus. Dir hutt jo no baussen als Gesondheetsminister geschwat, net als Individuum einfach esou, mä als Gesondheetsminister vun der Regierung. Ass dat dann esou, datt et an déi Richtung an Ärem „Plan d'action tabac" geet?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Merci fir d'Nofro. Wann ech net prezis genuch gewiescht wier, wat ech awer net mengen, wëll ech just hei de Regierungsprogramm zitéieren, dee jiddwerengem zougänglech ass a wou et ganz kloer heescht: „En vue de renforcer la protection des non-fumeurs, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte anti-tabac sera évaluée. Le projet plan tabac sera mis en vigueur." An an deem „Plan tabac" ass als eng vun den Haaptmesurë proposéiert, fir kënnen den Nichtraucherschutz op déi Etablissementer, déi vun Iech ugeschwat ginn, auszedehnen.

Merci.

M. le Président.- An ech soen nach eng Kéier dem Gesondheetsminister Merci. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.40 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 11

JEUDI,
3 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

- *Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir héieren dann elo den Exposé vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2010. Den Här Finanzminister Luc Frieden huet d'Wuert.

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, de Budget 2010 gëtt hei am Parlament diskutéiert an enger Zäit, déi wirtschaftlech, sozial a finanziell keng einfach ass. Keng einfach heiheem a keng einfach am Ausland. Eisem Land geet et wirtschaftlech net gutt, mä et geet em besser wei villen anere Länner an Europa an an der Welt. Nach ni hate mer an der Europäescher Unioun an och an der Eurozon, déi Länner also, déi den Euro als gemeinsam Währung hunn, e wirtschaftleche Réckgang vu 4% vum Bruttoinlandsprodukt a bal gradesou en héijen och hei zu Lëtzebuerg.

Et ass evident, datt Konsequenzen op d'Statsfinanzen an op den Aarbechtsmaart an esou enger Situatioun inévitabel sinn an och staark ze spiere sinn. D'Fro, déi sech der Regierung beim Budget gestallt huet, ass: Wéi reagéiert een op déi dote Kris, a wat ass dat Bescht fir eist Land no der Kris? Wëssend, datt dës Kris eng global Kris ass, also eng, déi d'ganz Welt ëmfaasst, all Wirtschaftssecteur och betrëfft. An dat ass och e groussen Ënnerscheed mat de Krisen, déi mer an der Vergaangenheet kannt hunn, déi meeschtens ee geographeschen Deel vun der Welt oder ee Wirtschaftszweig betraff hunn.

Duerfir huet natierlech an deem dote Kontext d'Budgets- a Finanzpolitik eng besonnesch Bedeitung, well et ass d'Schlësselinstrument vum politeschen Handele ganz sécher während an no der Kris.

Ech soen och an deem Kontext gären hei zum Ufank vu menger Interventioun am Numm vun der Regierung der Finanzkommissioun vum Parlament an hirem President Michel Wolter, all de Membere vun der Finanzkommissioun a besonnesch natierlech dem Budgetsrapporteur, dem honorabelen Här Lucien Thiel, villmools Merci fir déi vill Aarbecht, déi se am Bezuch op de Budget gemaach hunn, mä och déi Analys, déi se gemaach hunn an déi sécherlech wäit iwwert dat erausgeet, wat de Budget 2010 u sech eleng gefuerdert hätt. Dat ass hëllefräich. Sécherlech kann deen een oder deen anere mat deem engen oder anere Saz eng ënnerschiddlech Meenung hunn, mä et reegt un zur Diskussioun. An ech mengen, och dat ass wichteg, wa mer wëllen d'Finanz- a Budgetspolitik als Grondlag vun den anere Politiken hei am Land ugesinn, déi se ganz sécherlech an dësen Zäiten och ass.

D'Fro, déi mer eis haut hei wëlle stellen, ass déi: Wou sti mer? A wou gi mer hin? A wat fir engem Kontext steet dëse Budget fir d'Joer 2010 fir d'Regierung? An ech géif och duerfir versichen, vläicht fir d'éischt e Bléck ze werfen op d'wirtschaftlech an d'finanziell Lag, an där mer fir de Moment sinn, kucken op de Budget 2010, dee fir d'Regierung d'Äntwert op dës Kris ass, mä och versichen, e bëssen op d'Period vun dëser ganzer Legislaturperiod ze kucken.

Dëst ass deen éischte Budget, wéi Der wësst, vun där neier Regierung, déi aus de Wahle vum Summer ervirgaang ass. Wa mer d'Situatioun kucken, déi wirtschaftlech Situatioun an Europa, da stelle mer en fait fest, datt mer an deene leschte Joren, an all deene leschte Joren an der Moyenne an der Eurozon iwwer null waren. Mir haten also eng positiv Wirtschaftscroissance. An 2009 ass déi erstmaleg zënter laange Joren op e staarke Minus zréckgaangen, an d'Europäesch Kommissioun an hiren Hierschtprevisioune schwätzt vu minus 4%. D'Europäesch Kommissioun mengt och, datt 2010 an 2011 mer erëm liicht iwwer 0% wären, nämlech 0,7% fir d'nächst Joer an 1,5% fir d'Joer 2011.

Wat Lëtzebuerg ubelaangt - an do gesäit een och, datt sech déi nämlecht Tendenz erëmspigelt -: Mir haten ëmmer e positive wirtschaftleche Wuesstum, mä mir haten net nëmmen e positive wirtschaftleche Wuesstum, mir haten en extrem héije wirtschaftleche Wuesstum, an esou hate mer an der Period 2002 bis 2006 eng Croissance annuelle vu 4,2% vum Bruttoinlandsprodukt. Et goufe Joren, wou dat souguer nach driwwer war. Ech huelen nëmmen d'Joren 2006, 2007.

An dunn, wat ass geschitt? Vun 2007, wou mer nach eng Croissance hate vu 6,5%, si mer 2008 op null Prozent erof gefall. An dëst Joer gëtt dervun ausgaangen, datt mer e wirtschaftleche Réckgang vu minus 3,5% hunn. Fir d'nächst Joer mengt d'Europäesch Kommissioun, datt mer 1,1% Wuesstum hätten, an 2011 1,8%.

Elo ass a wirtschaftlech schwieregen Zäiten ëmmer d'Aschätzung vun der wirtschaftlecher Croissance schwiereg. Ech mengen awer, datt déi Chifferen, déi d'Europäesch Kommissioun virgeluecht huet, opgrond vun all deenen Informatiounen, déi eis zougänglech sinn, relativ realistesch sinn. An et sinn och déi nämlecht Chifferen, déi d'Lëtzebuerger Regierung geholl huet, wéi se de Budget fir 2010 opgestallt huet.

Mir hu gesot, datt eise Budget op enger Wirtschaftsprogressioun baséiert vun tëschent engem an annerhallwem Prozent; dat ass also en ligne mat de Previsioune vun der Europäescher Kommissioun. Déi si manner héich wéi déi, déi de Statec viru kuerzem virgestallt huet, déi eis net disponibel waren, wéi mer de Budget gemaach hunn. Ech mengen och, datt dee Modell, dee vum Statec gebraucht ginn ass, vläicht ze vill e mathemateschen, op d'Vergaangenheet opgebautene Modell ass an net alle Contrainten, déi och d'Lëtzebuerger Ekonomie betreffen, Rechnung dréit.

Fakt ass a Fakt bleift, datt mer konfrontéiert si mat engem enorm staarke Réckgang, egal, ob et 1, 1,5 oder 2% ass, well mer koumen, wéi ech et virdrun erënnert hunn, vu 6,5% op null an elo dann 2009 op ongeféier minus 3,5%.

2010 an 2011, soen all déi statistesch Ämter, geet et e bësse besser. Mä et muss ee gesinn, datt dee Wuesstum an enger historescher Perspektiv extrem schwaach ass, an och wann ee kuckt, op wat fir enge Wuesstumshypotheesen eis Budgetspolitik, mä och eis ganz Politik vun der sozialer Sécherheet opbaut, dann hate mer eis do un aner Prozentsätz gewinnt wéi déi, mat deene mer elo konfrontéiert sinn.

Frappéiere muss een d'Brutalitéit vun der Kris, wéi schnell vun engem Joer zum aneren de wirtschaftleche Réckgang ze verzeechnen ass. An zu Lëtzebuerg si mer natierlech dovunner déck betraff, well Lëtzebuerg ass logescherweis, wéinst der Klengheet vun eisem Territoire, eng ganz oppen Ekonomie. Vill vun eise Secteure liewe vum Export, sief dat vu Gidder oder vun Déngschtleeschtungen, a mir sinn natierlech vun där Kris duerfir och am selwechte Mooss betraff.

Dee schwaache Wuesstum, dee mer an Europa gesinn, Wuesstum, deen zum Deel iwwregens dohier kënnt, datt déi eenzel Länner zolidd Konjunkturprogramme maachen, also staatlech Ënnerstëtzung vun der Ekonomie ginn, dee geet net duer fir déi wuessend Aarbechtslosegkeet an Europa ze bremsen oder fir déi zolidd zréckzeféieren. Déi hëlleft, datt net nach méi Leit an d'Aarbechtslosegkeet kommen. Mä déi Situatioun, an där mer fir de Moment sinn, déi huet net an Europa derzou gefouert, datt fir de Moment d'Aarbechtslosegkeet zréckgeet.

Fir 2007 an 2008 hate mer an Europa, an der Eurozon op d'mannst, eng Aarbechtslosegkeetequot vu 7,5%, an 2011 geet d'Europäesch Kommissioun dervun aus, datt mer op 11% souguer kommen an der Eurozon. Dat ass vill, dat ass vill méi wéi zu Lëtzebuerg, wou mat ronn 7% da gerechent gëtt, mä all eenzelne Prozentsaz als eenzelne Prozentsaz reflétéiert esou vill Mënschen, déi hir Schaff verléieren, an dat kann engem net egal sinn an do muss ee kucken, wéi een do kann hëllefen deene Leit, wéi een do kann hëllefen der Ekonomie, mä datt dat och nach um Enn fir e Land finanzéierbar bleift.

Et ass richteg, datt zu Lëtzebuerg déi Kris, déi an de Chifferen zolidd ass, net iwwerall an net vu jiddwerengem gespuert gëtt. Dat ass gutt, dat ass flott fir d'Leit, déi hei am Land wunnen, an dat hänkt natierlech erëm eng Kéier mat der Dimensioun vun eisem Land zesummen, well vill vun deenen, déi bis elo hir Schaff verluer hunn, wunnen net onbedéngt bei eis, et begéint ee se also mat hirem Misär net all Dag. Vill vun deenen, déi vläicht an de Chômage komm sinn, konnten op hirer Schaff bleiwen, well mer zolidd déi Moossname konnten asetzen, déi d'Kuerzaarbecht sinn, wou de Stat finanziell deene Betriber entgéintkënnt, an och aner Moossnamen, notamment a verschiddene Secteuren, vun der fréizäiteger Pensionéierung hunn derzou gehollef, datt d'Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg net esou staark ass vläicht wéi an enger Rei anere Länner an Europa.

Mä déi Kris huet selbstverständlech Répercussiounen, an déi Répercussioune wäerte bleiwen op dem Aarbechtsmaart, sou wéi se och op d'Statsfinanzen zolidd Répercussiounen huet, an dat souwuel heiheem wéi an Europa.

Wann ech kucken, och do erëm eng Kéier, wéi an der Eurozon d'Evolutioun vun de Solden ass, vun deem also, wat feelt an den nationale Budgeten, fir d'Ausgaben ze tätegen op enger reng annueller Basis, da gesäit een, datt mer an deene leschte Joren an der Eurozon schonn ëmmer en negative Finanzéierungssaldo haten, mä dee war an der Moyenne ënnert deenen 3% vun dem Bruttoinlandsprodukt. 2008 zum Beispill war et minus 2%, 2007 war et minus 0,6%.

Erstmaleg awer ass 2009 och do eng brutal Verschlechterung vun der Defizitsituatioun an der Eurozon komm, nämlech datt d'Europäesch Kommissioun dëst Joer mengt, datt mer op minus 6 bis minus 6,5% Defizit an den Eurolänner kommen, an dat geet ongeféier d'selwecht déi nächst zwee Joer virun.

Dat ass eng alarmant Situatioun, well deen héijen Defizit an enger Eurozon heescht och en héijen Defizit fir fundamental Daten, déi eiser gemeinsamer Währung ënnerleien. Eis kann et net egal sinn, wéi den Defizit an d'Finanzéierung vum Defizit an anere Länner vun der Eurozon ausgesäit, well mer zesummen en Intérêt drun hunn, datt mer eng Währung hunn, déi eis Ekonomie stäerkt an déi net duerch Iwwerverscholdung finanzéiert gëtt.

Déi Tendenz vun engem klengen Defizit op e groussen Defizit ass zu Lëtzebuerg bei de Solde vun eisem Budget e bëssen anescht, well mir haten déi lescht Joren ëmmer en Iwwerschoss an eise Budgetschifferen, wann ech d'Administration publique, also alles dat, wat an Europa matenee verglach gëtt, den Zentralstat, d'Gemengen an d'Sozialversécherunge kucken.

Mir haten an der Period 2002-2006 en moyenne en Iwwerschoss vun 0,6% vum Bruttoinlandsprodukt. Et gouf nëmmen eng Ausnahm, dat war d'Joer 2004, zwee Joer. 2004, wou mer e ganz staarke Réckgang haten a wou mer en Defizit vun den öffentleche Finanze vun 1,2% vum PIB haten. Dat war also schonn eng Kéier e ganz schwierege Moment, mä deen huet sech duerno an de Joren '05, '06, '07 an '08 erëm verbessert.

Dëst Joer ass dat net de Fall. Mir schléissen of mat engem Defizit a fir d'nächst Joer - dee Budget, dee mer elo am Parlament diskutéieren - hutt Der gesinn, datt d'Regierung vun engem Defizit vu ronn 4% vum Bruttoinlandsprodukt och ausgeet. Och d'Kommissioun, d'Europäesch Kommissioun gesäit deen Defizit opgrond vun deene Berechnungen, déi si gemaach huet, an ähnlecher Héicht.

Och do ass d'Tendenz déi, déi ee muss feststellen: Vun enger positiver Situatioun an all deene Jore virdrun, mat Ausnahm vum Joer 2004, si mer op eemol an eng Defizitsituatioun gerutscht, déi en plus no deenen aktuelle Berechnunge fir d'Joer 2010 iwwert deenen 3% vun de Kritäre vun der europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun leien.

Natierlech muss een dat, wann een d'Situatioun vun de Statsfinanze kuckt, an engem méi breede Kontext kucken. Den Defizit ass een Aspekt, et ginn awer och nach aner Aspekter, déi ee muss kucken, an dat ass sécherlech ënner anerem d'Schold an d'Reserven, mat deenen een eventuell Defiziter ka finanzéieren.

D'Schold an der Europäescher Unioun, déi amgaange war méi kleng ze ginn, wiisst erëm zolidd. An der Eurozon wäerte mer elo op 70 respektiv 80% vum Bruttoinlandsprodukt als öffentlech Schold kommen. Dat ass extrem héich. Erënnert Iech och do, datt am Fong an der europäescher Währungsunioun een net dierf iwwer 60% vum Bruttoinlandsprodukt kommen. Mir sinn also an der Eurozon wäit doriwwer ewech.

Zu Lëtzebuerg, opgrond vun där Finanzpolitik, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, si mer wäit ewech vun deene 60%. Mir hunn haut e Scholdestand vu ronn 15%, deen an deenen nächste Jore wäert klammen, dee fir d'Joer 2010 klëmmt - an deene Chifferen, déi mer lech virgeluecht hunn - op eppes siwe Milliarden, ronn 19% vum Bruttoinlandsprodukt.

Woubäi een zu Lëtzebuerg muss bei deene siwe Milliarden, wat historesch vill ass, awer ëmmerhi bedenken, datt dovunner ronn 5%, also zwou Milliarden, hierkommen aus der Rekapitalisatioun vun enger systemescher Bank zu Lëtzebuerg. Dat sinn also keng Scholden, déi mer definitiv ausginn hunn, mä déi mer dee Moment, wou mer aus deem Kapital

erausginn, och wäerte récupéréieren. Sou datt een am Fong vun enger Schold vun eppes fënnef bis sechs Milliarden, wann ech dat ofrechnen, kann ausgoen.

Nach ass d'Schold eppes, wat een an enger laangfristeger Perspektiv muss gesinn. Eng Schold vun 10 oder 20% ass akzeptabel. An engem klenge Raum ass sécherlech eng Schold vu 60% net akzeptabel. Duerfir, dat, wat an Europa an a groussen Ekonomië kann e Kritär sinn, ka keen zu Lëtzebuerg sinn, aus deem ganz einfache Grond, datt mer net genuch Moyenen hunn, fir enges Daags eng zolidd Schold zréckzebezuelen.

Duerfir kann ee sécherlech iwwer eng gewëssen Zäit och eng gewësse Schold maachen, mä Schold maachen heescht ëmmer, datt een enges Daags muss déi rembourséieren, a Schold rembourséieren heescht en fait, datt een déi Suen iergendwou muss fannen. An deene meeschte Länner féiert dat zu engem gewëssene Moment zu zolitte Steiererhéijungen.

Or, zolidd Steiererhéijungen, déi mussen déi bezuelen, déi no eis kommen. Zolidd Steiererhéijunge schueden der Ekonomie a schueden der Kafkraaft vun de Leit, well d'Betriber ginn net an déi Länner, wou d'Steieren héich sinn, an do, wou d'Leit héich Steiere musse bezuelen, hu se keng Kafkraaft. Also ass dat ëmmer eng Solutioun, déi nëmme ka ganz um Enn vun allen anere Méiglechkeete stoen.

Fir eis, fir d'Regierung ass eng substanziell Verscholdung och iwwert déi nächst Jore keng Alternativ. Datt een eng gewësse Schold muss maachen, grad och fir d'Joer 2010, schéngt eis normal, besonnesch wann een domadder Investissementer finanzéiert. Wann ee Schold iwwer eng laang Zäit mécht, da gesäit een an deene Länner, déi dat gemaach hunn - an et sinn der no bei eis, déi dat gemaach hunn -, datt déi enorm vill vun hiren normale Budgetsmëttele gebrauche mussen, fir d'Schold ze rembourséieren, fir d'Zënslaascht ze bezuelen. Si hunn also domadder manner Suen, fir aner Aktivitéiten ze tätege respektiv fir d'Kapital ze rembourséieren.

Eis Schold wäert eropgoen, wäert e bëssen eropgoen, mä mir wäerte se net eropgoe loossen zu engem Niveau, wou de Remboursement an de Finanzement vun den Zënsen irresponsabel wär, an duerfir musse mer wäit ewech bleiwe vun deene 60%, déi an Europa erlaabt ginn.

Ech wëll och e Wuert hei soen iwwert d'Reserven. Zënter Jore gëtt gesot, dat nächst Joer si keng Reserve méi do. An et ass richteg, datt besonnesch a Krisenzäiten an an Defizitzäiten d'Reserve musse gebraucht ginn, fir den Defizit ze finanzéieren.

Fakt ass awer, datt mer déi Reserven hunn, datt mer déi Reserven och an deene Jore '06, '07, '08 zousätzlech constituéiert hunn. Dat heescht en fait, d'Iwwerschëss bei den Einnahmen, déi net am Budget am Ufank virgesi waren, hu mer op d'Säit gesat, hu mer an déi eenzel Investitiounsfonge gesat, mat deene mer d'Investissementer finanzéieren.

Mir haten 2004, wéi déi lescht Regierung ugefaangen huet, eng Reserv vun 1,9 Milliarden; dat sinn also d'Avoirë vun de Fongen. Mir hu fir de Moment eng Reserv vu ronn zwou Milliarden; dat heescht also, déi nämlecht Zomm nach ëmmer. Dat sinn net fräi disponibel Suen, mä dat sinn déi Suen, déi Der an deenen eenzelne Fonge fannt fir de Finanzement vun deenen Infrastrukturprojeten, déi mer an der Chamber diskutéieren oder diskutéiert hunn, an déi amgaange sinn, exekutéiert ze ginn.

Déi Zomm muss ee gesi par rapport zum Defizit, dee mer hunn. Déi Zomm déngt derzou, den Defizit, besonnesch do, wou mer Investitiounstätegkeete maachen, ze finanzéieren. Dat ass net eng Zomm vu Suen, mat där ee ka jorelaang liewen, mä si erlaabt eis, notamment fir d'Joer 2010, déi Finanzementer ze tätegen, déi mer proposéieren, kombinéiert mat engem Emprunt, deem seng Héicht een eréischt kann am Laf vum Joer definitiv fixéieren, wann ee gesäit, wéi d'genee Situatioun evoluéiert.

Duerfir freet d'Regierung vun der Chamber jo eng Autorisatioun fir en Emprunt. Genee wéi vill, wäerte mer am Laf vum Joer definéieren an dann och mat der Finanzkommissioun vum Parlament selbstverständlech doriwwer diskutéieren.

D'Situatioun vun de Statsfinanze fir d'Joer 2010 muss een natierlech am Liicht gesi vun deem, wat fir de Moment amgaangen ass ze geschéien. Ech hunn Iech gesot, wéi mer d'wirtschaftlech Situatioun gesinn, déi Brutalitéit an deem Réckgang vum Wuesstum. Ech hunn Iech nach eng Kéier rappeléiert, wéi de Gesamtsaldo vun de Statsfinanzen an der Eurozon an zu Lëtzebuerg ausgesäit.

Ech géif och gären hei e kuerzt Wuert soen iwwert d'Joer 2009, wat geschwë sengem Enn zougeet, quitte datt mer déi definitiv Budgetschifferen natierlech eréischt am Mäerz d'nächst Joer hunn, well eng ganz Rei Payementer, déi op de Budget 2009 lafen, bis de Mäerz d'nächst Joer kënne getätegt ginn.

Ech géif wëlle bei de Steieren d'Chamber driwwer informéieren, wéi déi leschte Recettë sinn, dat heescht also, d'Recettë bis Enn November. Mir si jo elo e puer Deeg nom Enn vum November. Do gesäit een och déi Tendenzen, déi mer an der Finanzkommissioun vum Parlament och an deene leschte Woche gesinn hunn.

Bei der Kierperschaftssteier leie mer relativ en ligne mat deem, wat mer am Budget fir d'Joer 2009 virgesinn haten. Mä bei der Kierperschaftssteier, wou mer fir de Moment ronn 1,2 Milliarden erakritt hunn - am Budget stoungen 1,4 Milliarden -, do muss een ëmmer berücksichtegen, datt d'Steierverwaltung natierlech déi Jore virdru besteiert an ni deen Exercice, an deem mer selwer sinn, besteiert gëtt; also keng richteg Indikatioun iwwert d'Gesondheet vun der Wirtschaft.

Bei der Gehältersteier, do hu mer fir de Moment ronn 6% manner erakritt wéi beim nämlechten Zäitraum vum Joer 2008. Ech muss allerdéngs do drun erënneren, datt fir d'Joer 2009 jo eng Steierreduktioun, eng Steierreform a Kraaft getrueden ass, an duerfir hate mer och fir dat Joer, fir dëst Joer also, scho manner am Budget virgesinn. Mir wäerte bei där Steier, wou mer also e Réckgang hu par rapport zur nämlechter Zäit 2008, awer plus ou moins, esou wéi een dat haut ka gesinn, op dee Chiffer kommen, dee mer am Budget stoen hunn.

An dann, wat déi gréissten indirekt Steier ubelaangt, nämlech d'TVA, d'netto TVA, déi, déi also an de Statsbudget kënnt, stelle mer fir de Moment e Réckgang par rapport zum leschte Joer an der nämlechter Period vu 4% fest. Dat ass en fait déi Steier, déi ganz no un der wirtschaftlecher Entwécklung hänkt. Déi Steier ass par rapport zu deem, wéi et d'lescht Joer gelaf ass, an enger Situatioun, déi net wäit vun där leschter läit. Allerdéngs, wat do vill méi frappant ass, dat ass, datt déi Croissance vun der TVA, déi mer tëschent dem Joer 2007 an 2008 haten, an déi mer gemengt hunn och 2009 ze kréien, datt déi net komm ass.

Mir haten am Budget 2009, esou wéi d'Chamber e gestëmmt huet, bei der TVA 2,2 Milliarden ageschriwwen; mir hunn der fir de Moment 1,7 Milliarden erakritt. Och wann am Dezember elo nach eng Rei Millioune bäikommen, dann ass et evident, datt op der TVA, par rapport zu deem, wat mer am Budget haten, e gréissert Lach bestoe bleift vun e puer honnert Milliounen. An dat ass selbstverständlech, well déi Croissance, déi déi Jore virdru war, a wou mer 2008 hei am Parlament gesot kritt hunn, datt mer d'TVA vill ze vill niddreg agesat hätten, hu mer se 2009 méi héich agesat, an déi war visiblement no der Kris ze héich.

D'Resultat vun 2009 wäert, wat déi gesamt öffentlech Finanzen ubelaangt, eng Situatioun sinn, déi mat engem Defizit ofschléisst. En Defizit, deen héchstwahrscheinlech méi niddreg ass wéi déi minus 2,3%, déi mer am September pronostiquéiert hunn. Mä dat heescht a Chifferen ausgedréckt, um Niveau vun der Administration publique wäert et tëschent minus 1 an 1,5% leien, bei der Administration centrale, do, wou de Stat also zoustänneg ass, wäerte mer bei ronn minus 2,8% leien.

Dat heescht, der Administration centrale feelt ronn eng Milliard Euro fir d'Joer 2009. An et ass déi Milliard, déi mer mussen iwwert d'Reserve finanzéieren. Eng Milliard; et sinn also ronn Chiffere mat Previsiounen, déi ee fir de Moment ka maachen, wat d'Administration centrale betrëfft. Um Niveau vun der Administration publique wären dat da ronn minus 400, 500 Milliounen. Wéi gesot, dat si provisoresch Chifferen, déi awer, mengen ech, wichteg sinn, datt ee se kuckt.

Net Rechnung droend oder net direkt iwwerdroend ass dat natierlech op d'Joer 2010, well d'Joer 2010 an d'Joer 2011, an dat gëtt oft vergiess, do besteiert jo d'Steierverwaltung dann déi Jore vun der Kris. Dat heescht, d'Kris an de Steieren an notamment bei der Kierperschaftssteier spiert een natierlech méi déi Joren duerno wéi am Joer selwer. Bei der TVA ass dat e bëssen anescht.

Et kënnt derbäi, an do kommen ech herno drop zréck, datt mir selbstverständlech zu Lëtzebuerg eng ganz grouss Volatilitéit vun eise Recetten hunn. An dat gesäit ee jo och duerch déi oppen Ekonomie an déi Secteure vun der Ekonomie, déi mer hunn.

De Constat ass also, datt mer eng ugespaante Finanzsituatioun hunn, an deem Sënn, datt mer no 2004 fir d'éischte Kéier fir dëst Joer en Defizit hunn an datt mer fir d'Joer 2010 mat engem nach vill méi héijen Defizit musse rechnen.

Elo ass dann d'Fro fir d'Regierung gewiescht fir de Budget 2010, wëssend, datt deen Defizit géif kommen: „Wéi gi mer mat deem Budget vum Joer 2010 ëm?" An duerfir war den Appel vu villen, och heibannen: „Da muss een direkt spueren." An anerer hu gesot: „Wann ee Betrib net genuch Suen huet, da muss e spueren."

Nu kann e Betrib op Moossnamen zréckgräifen, déi e Stat net an deem Mooss ka maachen. E Betrib, dee kann eng Rei Käschte reduzéieren, vläicht heiansdo mécht en et richteg, vläicht heiansdo ze vill séier oder ze vill brutal. De Stat huet eng ganz Rei Obligatiounen, op déi en net ka vun haut op muer, ouni dramatesch Konsequenze fir déi Leit an déi Betriber, déi dat betrëfft, zréckkommen.

Och hëlleft de Stat de Betriber, an duerfir wär eng brutal Spuerpolitik während der Kris an den Ae vun der Regierung falsch gewiescht. Och mir hätte selbstverständlech kënnen d'Investissementer massiv zréckféieren a mir hätten och eng Rei aner Moossname kënnen huelen. Déi hätten an eisen Aen den Defizit zwar reduzéiert, mä et wär keng Äntwert op d'Kris gewiescht.

De Budget 2010 ass fir d'Regierung en Antikrisebudget, e Budget, deen eng Äntwert op d'Kris sicht, deen eng Äntwert op d'Kris an eisen Aen och fënnt. Duerfir hu mer d'Dépensen op engem héijen Niveau gelooss, op engem Niveau, deen awer besonnesch héich ass do, wou mer d'Ekonomie ënnerstëtzen, an do, wou mer Solidaritéit mat deenen, déi ënnert der Kris leiden, kënne weisen.

Mir hunn natierlech gekuckt, éier mer ugefaangen hunn, wéi d'Recettë géifen dat nächst Joer evoluéieren. Ech hunn Iech virdru gesot, datt d'Aschätzung selbstverständlech schwiereg ass. An Dir hutt gesinn, bei der TVA, a liest Är eege Budgetsrieden no, wéi deemools, 2008, d'Aschätzung vun der TVA heibanne behandelt ginn ass.

Mir musse feststellen, oder mir mengen, datt d'Recetten d'nächst Joer net op deem nämlechten Niveau bleiwen, besonnesch net wat d'Kierperschaftssteier ubelaangt a wat d'Taxe d'abonnement ubelaangt. Duerfir hu mer am Budget fir d'nächst Joer d'Recetten ëm 8% méi niddreg agesat wéi am Budget 2009, insbesondere wat d'Kierperschaftssteier, d'TVA an d'Taxe d'abonnement ubelaangt, wou mer all Kéiers 15% manner agesat hu wéi am Budget 2009. Ech mengen net, datt dat iwwerméisseg virsiichteg wär, mä datt dat einfach d'international Finanzsituatioun reflétéiert.

Ech soen nach eng Kéier: Eis Recetten hunn dat als Besonnescht, datt mer eng extrem volatile Recettësituatioun hunn. Huelt nëmmen déi Taxe d'abonnement, déi d'Fonge bezuelen. Déi hänkt un dem Bourssëgeschäft, op dat Lëtzebuerg, d'Chamber, d'Regierung, d'Lëtzebuerger allgemeng absolut keng Influenz hunn, wat awer an eise Budget a gudde Jore 700, 800 Milliounen erabruecht huet, wou mer fir d'nächst Joer mat 550 Milliounen nëmmen an de Budget agesat hunn.

Datselwecht gëllt fir aner Aktivitéiten, och bei der TVA, wou Finanzdéngschtleeschtungen och TVA erabréngen, awer och de Commerce électronique, deen och international natierlech seng Geschäfter mécht, wou villes matspillt, niewent der Reglementatioun och déi international Wirtschaftssituatioun. An dorobber hu mer keen Afloss, mä mir liewen awer largement dovunner.

Datselwecht gëllt fir d'Accisen an den Tubak. Och do muss een ëmmer erëm drop hiweisen, wéi vill eist Land och aus deem Secteur kritt. Dat ass also och net duerfir e Secteur, deen ee kann aus dem A verléieren. Mir wäerten am Joer 2009, also am lafende Joer, eleng duerch d'Accisen um Bensin an um Diesel 800 Milliounen erakréien, an iwwert d'Recettë vum Tubak ronn 500 Milliounen. Dat heescht, Accisen an Tubak bréngen an de Statsbudget am lafende Joer an och no eise Previsiounen am nächste Joer ronn 1,3 Milliarden Euro eran. Et muss een déi Chifferen am Kapp hunn, och wann een Zukunftspolitik an Zukunftsdépensen diskutéiert.

Déi Volatilitéit vun deene Recetten ass eng wichteg. An duerfir, mengen ech och, wär et gutt, wa mer och an deenen Debatten an den nächste Wochen eis géife mat deene Chifferen auserneesetzen.

Mir hunn op der Dépensësäit - hunn ech gesot - besonnesch d'Investitiounsausgaben op engem héijen Niveau gehalen. Déi Investitiounsausgaben d'nächst Joer belafe sech op 1,8 Milliarden Euro. Dat ass eng Croissance vu ronn 11%. Och do hätt

Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

ee kënne vläicht méi a méi zolidd spueren. Mä an der Kris hu mer dat als falsch emfonnt.

Ech soen awer direkt derbäi: Ech sinn der Meenung, datt d'Investitiounsausgaben zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren ze vill schnell geklomme sinn. An et muss een oppassen, och wann een e Konjunkturpak mécht, wann een en Antikrisepak mécht, datt een net ze vill eng Ofhängegkeet vun de Betriber un d'staatlech Dépensë mécht.

Et ginn ze vill Betriber haut, déi sech zu engem ganz groussen Deel finanzéieren aus den öffentleche Konjunkturprogrammer. Dat ass en allgemenge Problem an Europa, an d'Gefor ass, datt nom Konjunkturprogramm ze vill Betriber vun der öffentlecher Hand ofhängeg sinn. An duerfir ass dat och eng Diskussioun, déi mer an Europa konnte kucken, wéi mer aus de Strategien do erauskommen. Well wann de Stat alles muss finanzéieren, féiert dat natierlech zu massive Steiererhéijungen, déi d'europäesch Ekonomie - dat ass net nëmmen e Lëtzebuerger Problem - massiv wäerte schwächen.

Well Verschiddener mengen, datt dee Saz, deen ech virdru gesot hunn, net verständlech war, iwwert d'Croissance vun den Dépenses d'investissement: Et muss ee kucken, wou mer hierkomm sinn. Also d'nächst Joer gi mer op 1,9 Milliarden. Dat ass eng gewollte Politik vun der Regierung duerch de Konjunkturprogramm.

Mä mir waren am Joer 2004, also am Ufank vun där leschter Legislaturperiod, eréischt bei 1,2 Milliarden. Mir hunn also eleng iwwer eng Legislaturperiod eisen Investitiounsbudget vun 1,2 op 1,9 Milliarde gehéicht. Dat ass also eng enorm Croissance, déi gutt war fir d'Infrastrukturen zu Lëtzebuerg, déi gutt war fir d'Ekonomie, mä déi een net à la longue ka mat där nämlechter Croissance weiderféieren, ouni d'Statsfinanzen an domadder och d'Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen a Steiere bezuelen, ze vill ze belaaschten.

Mir wollten och an der Kris net d'Bäihëllefe fir d'Betriber reduzéieren. Mir gi vill Milliounen an deenen eenzelne Secteuren - Ekonomie, Mëttelstand, Tourismus, Agrikultur - un déi eenzel Betriber. Mir hu gemengt, datt dat gutt wär, datt d'Betriber och an der Kris géifen ënnerstëtzt ginn, wa se investéieren. Duerfir hu mer och déi Montanten am Budget 2010 bäibehalen.

Mir wollten och an der Kris d'Zäit no der Kris weiderentwéckelen. Duerfir menge mer och, datt de ganze Beräich vun der öffentlecher Fuerschung weider muss vum Stat ënnerstëtzt ginn. Mir hunn dat virun enger Rei Joren ugefaangen an dat geet och am Budget 2010 weider.

Dat sinn Ausgaben, wou een net direkt d'Resultat gesäit, well Fuerschung ass ëmmer laangfristeg ugeluecht. Mir kommen d'nächst Joer op en öffentlechen Deel vun der Fuerschung am PIB vun 0,58%. Um Ufank vun där leschter Legislaturperiod ware mer bei 0,27%. Also d'Evolutioun vun 0,27 op 0,58%, ronn 200 Millioune sinn dat haut, beweist, a wéi eng Richtung d'Regierung do wëllt goen, fir d'Zukunft ze preparéieren.

Natierlech an der Kris - an och dat erkläert de Budgetsdefizit vun 2010, och dat erkläert, firwat d'Ausgaben am Budget 2010 zolidd klammen - hu mer de Volet vun der Solidaritéit, besonnesch mat deenen, déi hir Schaff verléieren, misse massiv ënnerstëtzen, och do missen déck zréckgräifen op déi Iwwereinnahmen, déi mer aus deene Jore virdrun haten. Dat ass insbesondere de Fall beim Fonds pour l'Emploi, deem seng Dépensen iwwert déi lescht Jore substanziell geklomme sinn.

A wann ech nëmmen d'Joer 2008 kucken, hate mer Dépensen am Fonds pour l'Emploi vun 380 Milliounen. Dëst Joer wäerte mer der vu 520 Millioune kréien, an d'nächst Joer 580 Milliounen. Dat sinn also eleng op deem Fong 200 Millioune méi vun Dépensen, déi eis noutwendeg schéngen, fir deene Leit ze hëllefen hir Schaff net ze verléiere respektiv déi, déi hir verluer hunn, erëm eng ze fanne respektiv ze iwwerbrécken déi Zäit, wou se keng Schaff hunn.

De Fonds pour l'Emploi awer wär largement net ze finanzéiere gewiescht, wa mer net aus deenen Iwwerschëss vun deene Jore virdru substanziell Dotatioune

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

während dem Exercice dem Fonds pour l'Emploi zouginn hätten.

Mir hunn eleng an deene leschte 24 Méint 300 Milliounen zousätzlech Dotatiounen un de Fonds pour l'Emploi gemaach. Suen, déi mer ewechgeholl hunn aus Steiereinnahmen, fir datt dee Fong à tout moment voll kënnt sengen Obligatiounen nokommen. An dat schéngt eis och noutwendeg an der Kris. An déi Kris ass selbstverständlech nach laang eng Kris, wann een d'Ziffere vun der Aarbechtslosegkeet an Europa an zu Lëtzebuerg kuckt.

Mir mussen also feststellen, datt mer eng ganz Rei vun Dépensen hunn, déi klammen aus deene Grënn, déi ech genannt hunn, am Budget 2010; Investitiounen, Investissementer an d'Zukunft wéi d'Recherche a Sozialausgaben, déi eis noutwendeg schéngen an der Kris. An op där anerer Säit si mer konfrontéiert mat enger Situatioun, wou d'Recetten zréckginn, wou se héchstwahrscheinlech an deenen nächste Joren nach méi zréckginn, well mer dann notamment bei der Kierperschaftssteier d'Situatioun vun der Kris nach méi spieren. An dorauser entsteet natierlech eng Differenz, déi et heescht ze finanzéieren.

Déi Differenz muss een och kucken am Kontext natierlech vun den ekonomeschen Erausfuerderungen, déi sech do derbäi nach ëm eist Land stellen. D'Situatioun vun eise Banken ass vum Budgetsrapporteur hei laang diskutéiert ginn a verlaangt duerfir och net nach eng weider breet Ausféierung. Sauf fir ze soen, datt dat selbstverständlech e Geschäft ass, wat vu ganz villen internationalen Ëmstänn ofhänkt, a wat mir net eleng kënnen eis op dee Pilier, deen de wichtegste Pilier vun eiser Ekonomie en terme de recettes fiscales ass a bleift, an deen d'voll Ënnerstëtzung vun der Regierung fënnt, mä wou eng ganz Rei Ëmstänn sinn, déi an enger oppener Ekonomie net eleng vun der Lëtzebuerger Regierung ofhänken.

An deene leschte fënnef Joer sinn an deem Secteur 12.000 nei Aarbechtsplaze bäikomm. Elo ginn eng Rei Aarbechtsplazen do ofgebaut a Restrukturéierungen. Et muss een awer nach ëmmer gesinn, datt d'Croissance vun deenen Aarbechtsplazen an deene leschte Jore grouss war. Mä déi Croissance war esou grouss, datt ech net mengen, datt déi sech widderhëlt.

Derbäi kommen eng Rei europäesch Diskussiounen, och déi, déi mer gëschter erëm am Conseil vun de Finanzministere gefouert hunn, déi selbstverständlech wäerten eng Inzidenz op verschidden Aktivitéiten hunn, woubäi ech net allerdéngs d'Meenung vum Budgetsrapporteur deelen iwwert d'Importenz, déi just d'Bankgeheimnis fir de Private banking zu Lëtzebuerg huet.

Ech mengen, an dat ass d'Positioun vun der Regierung, déi mer och explizéiert hunn, datt dat e wichtegt Element ass, mä datt dat et net nëmme ka sinn, well ech mengen, datt d'Aktivitéit vun der Finanzplaz eng méi breet ass an datt och et ganz schwiereg ass, anzeschätze bei deem eenzelne Client, wéi wichteg dat Element ass.

Datt et en Element ass, wat d'Ënnerstëtzung vun der Regierung fënnt, ass eng Saach; datt et en Element ass, wat vu 25 Memberstaten an der Europäescher Unioun net gedeelt gëtt, ass selbstverständlech och e Punkt, deen een hei net däerf aus dem A verléieren.

Déi Diskussiounen, déi mer gëschter am ECOFIN-Conseil, am Conseil vun de Finanzministere vun der Europäescher Unioun gefouert hunn, hu ganz däitlech gemaach, datt déi aner Memberstate vun der Europäescher Unioun net gewëllt sinn, op eng sachlech Diskussioun mat eis iwwer eng Rei vu Géigepropositiounen oder -argumenter anzegoen. Déi Texter, déi vun der Europäescher Kommissioun komm sinn, an déi och an deenen eenzelnen Aarbechtsgruppen diskutéiert gi sinn, fannen d'Zoustëmmung vu 25 Memberstaten, mä fannen net d'Zoustëmmung vun zwee Memberstaten.

Mir mengen, datt deenen Ännerungen, déi Lëtzebuerg ënnerholl huet an deene leschte Joren - d'Aféierung vun enger europäescher Quellesteier, d'Aféierung vun dem Informatiounsaustausch op Ufro no OECD-Modell nom G20 -, an deenen europäeschen Diskussiounen och misst Rechnung gedroe ginn. Dat ass fir de Moment an eisen Aen net genuch de Fall. A mir hunn d'Impressioun, datt fir eng Rei Länner dësen Débat net dierf mat all sengen Implikatioune gefouert ginn.

Dat bleift fir Lëtzebuerg e schwéieren Débat. Well eng permanent defensiv Haltung vun engem Land ass selbstverständlech och en Element vun Onsécherheet fir d'Clienten, déi ëmmer erëm gesinn, datt déi Diskussiounen do net zu engem Enn kommen, a sech d'Fro stellen: Wéi geet dat Ganzt da weider?

D'Fro ass also net nëmmen: Si mer fir oder géint d'Bankgeheimnis? - wouriwwer et an dësem Parlament e breede Konsensus gëtt. D'Fro ass: Wat kënnen d'Répercussioune vun där Haltung laangfristeg si fir eist Land a fir déi Finanzplaz, wann all déi aner dee System kee gudde System fannen?

An där Situatioun si mer am Fong zënter méi wéi zéng Joer. Erënnert Iech un d'Diskussiounen am Joer 2000. Mä déi Diskussioune sinn net ofgeschloss, a mir wäerten nach weider an Diskussioune mam Parlament déi um europäesche Plang aktiv suivéieren.

Mä domadder hänkt awer och zesummen - egal wéi wichteg dat Element am Private banking ass, an doriwwer kann ee selbstverständlech verschidden Hypotheese maachen -, et ass en Element an et beweist och, datt ee muss an der Aschätzung vun den Einnahmen, déi aus dem Finanzsecteur kommen, och eng Rei Fragezeeche mat am Kapp hunn, an net einfach soen: Déi Croissance vun de Recettë geet automatesch déi nächst Joren, wéi an deene leschten zéng Joer, erop.

Ech mengen, datt eis Finanzplaz eng zolidd international diversifizéiert Finanzplaz ass. Mä et muss ee gesinn, datt onofhängeg vun der Fro ronderëm d'Bankgeheimnis et eng ganz staark Tendenz an Europa gëtt, fir déi national Finanzzentren erëm méi ze stäerken, an domadder och ze kucken, datt déi grenziwwerschreidend Finanzaktivitéite manner wichteg ginn.

Vu datt eis Finanzplaz virun allem vu grenziwwerschreidende Finanzdéngschtleeschtunge lieft, ass dat eng Tendenz, déi mer mat enger gewëssener Suerg gesinn. Déi gesi mer och an enger Rei vun Décisioune vun der Europäescher Kommissioun, déi d'Auslandsgeschäft fir eng Rei Banke wëllt empêchéieren, well se dat als ze vill risikoräich ugesäit.

Mir mussen och duerfir zu Lëtzebuerg, niewent dem Encouragement vu Formatioun, niewent dem Encouragement vun enger méi sophistiquéierter Berodung vun enger internationaler Kliantell, kucken, datt mer zousätzlech Aktivitéiten op Lëtzebuerg kréien. Net Aktivitéiten, déi alles aneschters kënnen ersetzen, mä déi sech un déi Panoplie vun Déngschtleeschtungen a Produkter, déi mer haut schonn hunn, derbäisetzen.

Beispiller sinn och hei an der Ried vun dem honorabelen Här Thiel genannt ginn, wéi d'Mikrofinanz, d'Philanthropie, de Finanzement vun Ekotechnologien. Mä alles dat ersetzt net déi traditionell Aktivitéite vun der Fongenindustrie a vum Private banking, et ergänzt se. Et mécht d'Palette méi breet, gradesou wéi eng héich sophistiquéiert, spezialiséiert Bourse a Clearing-Institutiounen, déi och d'Ënnerstëtzung vun der Regierung wäerte weider fannen.

Mä mir mussen och kucken als Regierung, datt mer op neie Marchéen nei Clientë kréien. Duerfir ass och déi kloer Démarche vum Wirtschaftsminister a vu mir selwer, fir ëmmer erëm ze versichen, net nëmmen eist Land bekannt ze maachen an deenen traditionelle Marchéen, wou mer sinn, mä och nei Dieren opzemaachen, sief et an de Golfstaten, sief et an Asien, sief et a Latäinamerika, wou mer manner haut bekannt sinn, wéi dat vläicht soll sinn. Duerfir wäerte mer do eis Efforten och an deenen nächste Méint a Jore redoubléieren.

D'Finanzplaz bleift wichteg, a mir mussen zugläich d'Diversifikatioun vun der Ekonomie weiderdreiwen. Dat eent ass net op d'Käschte vun deem aneren. Mir brauchen eng diversifizéiert staark Finanzplaz. Mir brauchen eng diversifizéiert Ekonomie. Dat ass méi liicht gesot wéi gemaach.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Mä mir musse kucken, datt mir déi Atouten, déi mer haten, erëm eng Kéier an d'éischt Rei setzen. Mir musse séier Décisioune kënnen zu Lëtzebuerg huelen. Mir dierfen net méi komplizéiert si wéi eis Noperen. Mir musse bei den Normen net Normen asetzen, déi dräimol déi si vun eisen dräi Noperen oder d'Additioun vun den Norme vun eisen Noperen.

A mir musse konkurrenzfäeg bleiwen. Dozou gehéiert och d'Steierpolitik, well déi Iddi, déi ee kann hunn, fir d'Steiere vun de Betriber ze héijen, ass eng Iddi, déi engem sympathesch ka sinn, déi funktionéiert awer an enger reeller Ekonomie net. A wann d'Regierung an der Regierungserklärung gesot huet, datt se héchstwahrscheinlech d'Betribsbesteierung muss senken, dann ass dat net, well se mengt, se hätt ze vill Suen, mä mir hunn eis ëmmer orientéiert un der Moyenne vun den OECD-Staten.

Dat bleift och an Zukunft d'Linn vun der Regierung. Well wa mir Steieren hunn zu Lëtzebuerg, déi vill méi héich si wéi déi vun eisen Nopeschlänner, a wa mer wëlle Betriber am Ausland unzéien, datt déi heihinner schaffe kommen an hei produzéiere kommen, da kucken déi natierlech op eng Rei Elementer.

D'Steiere sinn eent dovunner. Duerfir mussen d'Steieren zu Lëtzebuerg fir d'Betriber an och fir d'Leit, déi do schaffe selbstverständlech, konkurrenzfäeg bleiwen, dat heescht en ligne bleiwe mat deenen aneren Ekonomien, mat deene mer a Konkurrenz sinn. An dat sinn nämlech d'Ekonomië vun der OECD.

Mir hunn also 2010 en Antikrisebudget gemaach. Mir akzeptéiere fir 2010 en Defizit. Mä dat, wat mer 2010 maachen - wëll ech ganz kloer an däitlech hei am Parlament soen -, dat kann een net dräi- oder véiermol hannerenee maachen.

Dach, dat kann ee maachen, mä da kritt een eng Schold, déi ee sécherlech net méi zréckbezuele kann. Da kann een zwar soen: Dat muss d'Generatioun vun eise Kanner maachen. Mä ech mengen, dat wär irresponsabel. Ech mengen net, datt een dat heibanne wëllt. An et kéint een och an eng Situatioun kommen, wou mer ganz vill Schwieregkeete géife kréien, fir iwwerhaapt nach op engem gewëssene Moment Sue geléint ze kréien.

Et ginn nun eemol Fäll an Europa, an der Welt, déi bewisen hunn, a wéi eng Situatioun ee ganz séier ka kommen. Dir wéi ech liest, wat geschitt ass an Island. Mir gesinn, wat geschitt ass a verschiddene baltesche Staten. Mir gesinn, wat fir eng schwiereg Situatioun eis Kolleegen aus Griichenland hunn, wat och gëschter um Finanzministerconseil natierlech e wichtegt Thema war, erëm eng Kéier, well mer jo all zesummen an enger Währungsunioun sinn.

Mir wëllen net an déi dote Situatioun kommen. Mir si wäit vun där Situatioun ewech. Mä mir hunn d'Verantwortung, datt mer net dohinner kommen. Duerfir gëllt et an deene Joren 2011 bis 2014, wann ech dës Legislaturperiod kucken, fir eng Rei Ännerungen ze maachen, fir en Zil ze erreechen, wat mer eis an der Regierungserklärung ginn hunn.

An der Regierungserklärung steet ganz kloer, datt mer gäre gesond Statsfinanzen hätten. An zu de gesonde Statsfinanze gehéiert en ausgeglachene Budget. Wann dat e Joer net de Fall ass, ass dat net dramatesch. Wann een dat besonnesch mat Reserve ka finanzéieren iwwer fënnef Joer, kann een dat net maachen; besonnesch och, wann een ëmmer erëm muss bedenken d'Volatilitéit vun eisen Einnahmen.

Wann et esou wär, datt all d'Betriber zu Lëtzebuerg géifen och déi nächst Jore ganz vill Steiere bezuelen, da wär dat kee Problem. Mir sinn der Meenung, datt een do muss ganz virsiichteg sinn, wëssend, mat wat fir engen Erausfuerderunge mer konfrontéiert sinn.

Och do huet d'Regierung kloer Faarf bekannt, wéi se dat wëllt maachen. An der Regierungserklärung, déi vum Statsminister hei virgedroe ginn ass, stinn - souwuel am franséische wéi am lëtzebuergeschen Text - déi dräi Pisten, wat och déi normal Piste sinn, un deenen ee muss schaffen:

- Dat sinn d'Fonctionnementskäschten; wat allerdéngs e Begréff ass, wat vill méi ass wéi just deen normale Fonctionnement vum Stat. An der Definitioun Fonctionnementskäschte sinn och eng ganz Rei Ausgaben, déi de Stat mécht, déi och an d'Ekonomie fléissen.

- Mir musse kucken, datt d'Investitiounsausgaben op engem héijen Niveau bleiwen. Mä déi kënnen net all Joer nach eng Kéier méi héich ginn, well dat ass net ze finanzéieren.

- A mir musse bei de Sozialausgabe kucken, datt mer déi op eng sozial gerecht a finanzéierbar Aart a Weis och an Zukunft kënnen tätegen.

Mir sinn - an dat ass ganz kloer, an ech mengen, och doriwwer wär Konsensus an dësem Parlament - fir e staarke Sozialstat. Mä d'Definitioun vun deem Sozialstat ass vläicht net fir jiddwereen déiselwecht. Fir mech ass de Sozialstat e Stat, deen de Mënschen hëlleft, verschiddener vun hiren Ziler, verschiddener vun hiren Objektiver ze erreechen, déi se eleng net oder nëmme schwéier kënnen erreechen.

Mä et ass net e Stat, dee fir alles a fir all Aktivitéit a fir all Iddi vun de Leit onbedéngt muss an allen Ëmstänn och intervenéieren. De Stat ass kee Kleeschen an de Stat ass och keng Kaskoversécherung. Mä de Stat huet eng grouss a wichteg Aufgab, dat ass déi och vun der Solidaritéit.

(Interruption)

Här President, ech mengen, den Här Lux wëllt eng Fro stellen.

(Interruption)

Ah.

M. le Président.- Fuert virun, Här Minister!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- De Sozialstat ass also de Stat, deen de Gedanke vun der Solidaritéit muss staark ënnerstëtzen. Solidaritéit vis-à-vis vun deene Leit, déi keng Schaff hunn oder déi riskéieren hir Schaff ze verléieren; Solidaritéit vis-à-vis vun deenen, déi an der Krankheet sinn; Solidaritéit vis-à-vis vun deenen, déi en Handicap hunn; Solidaritéit vis-à-vis vun deenen, déi e Wunnengs-

problem hunn, an ech kéint d'Lëscht weiderfueren. Leit, déi net mat hiren eegene Mëttele kënnen eng Rei vun Ziler erreechen, déi d'Gesellschaft, a mir vertrieden déi Gesellschaft heibannen als Deputéierten, als noutwendeg fënnt.

Zum Sozialstat gehéiert och an zur Verwierklechung vun den Ziler gehéiert och, datt ee kuckt, datt mer d'Familljen, déi hei am Land mat Kanner wunnen, och ënnerstëtzen, datt se kënne fir hir Kanner eng Zukunft virbereeden, déi würdeg a liewenswäert ass.

Mä dee Sozialstat kann net reng an der Theorie entstoen. Ech ka mer an engem Sozialstat nach honnertdausend interessant Iddië virstellen. De Sozialstat ass nëmmen en zolitte Sozialstat, soulaang en och finanzéierbar ass a bleift. E Sozialstat, dee just an der Theorie fonctionnéiert, mä deen herno muss duerch massiv Scholde finanzéiert ginn, kann net fonctionnéieren, an och net duerch eng substanziell Augmentatioun vun de Steieren. Dat hu mer an der Vergaangenheet ni gemaach a mir sollten dat och an der Zukunft net maachen, well do gesi mer notamment an de skandinavesche Länner, wat fir eng Kurskorrekturen déi hu misse viru Joren an deem dote Kontext maachen.

Fir eis ass och net all Ëmbau oder Reform am Sozialstat e Sozialofbau. Et kann een e Sozialstat hunn an et kann ee Moossnamen hunn, déi an engem gewëssene Moment agefouert gi sinn, déi een duerno diskutéiert a fënnt, datt ee se kann ëmschichten op aner sozial Ausgaben. An duerfir muss ee besonnesch an enger schwiereger Finanzéierungszäit, wou et méi einfach wier, einfach ze soen, mir loossen alles lafen, mengen ech, de Courage hunn, iwwer verschidden Ausgaben ze diskutéieren an ze kucken, ob se noutwendeg sinn, ob se an hirer ganzer Dimensioun noutwendeg sinn, oder ob ee se net kann anescht oder fir aner Zwecker cibléieren.

Kommt, mir diskutéieren am Liicht vun enger dach substanziell international changéierter Finanzsituatioun. De luese Wirtschaftswuesstum fir déi nächst Joren an d'Volatilitéit vun de Steieren an natierlech d'Schwieregkeete vun der europäescher Ekonomie verlaange sécherlech déi eng oder déi aner Ännerung, mä déi steet net a Kontradiktioun an eisen Aen zu engem staarke Sozialstat.

Mir brauchen eng gutt funktionéierend Ekonomie, mir musse Rahmebedéngungen hunn, datt international Betriber heihinner kommen, a mir musse kucken, datt de Sozialstat finanzéierbar bleift.

(Interruption)

Mir mussen dat op eng Fassong maachen, déi an eisem Land eng Traditioun huet. An et ass duerfir, wou mer mengen, datt déi Diskussioun muss gefouert ginn iwwer eng gewëssen Zäit an datt déi Diskussioun muss gefouert gi mat all deenen, déi am Land Verantwortung hunn.

Do steet d'Regierung an enger wichteger Plaz, mä selbstverständlech ass dat eng wichteg Roll vum Parlament an ass dat eng wichteg Roll vun de Sozialpartner. An duerfir ass d'Regierung gewëllt, am Laf vum nächste Joer déi Diskussiounen ze féieren, fir ze konsultéieren, ze dialogéieren iwwert d'Ziler an iwwer Weeër dohinner.

Et bréngt näischt, fir dat ze maachen op eng Fassong, wou ee vun uewen erof eppes diktéiert. Zu eisem Stat, an och dat gehéiert zu deem Stat, dee mer zesummen hei opgebaut hunn, gehéiert en Dialog, gehéiert eng Konsultatioun, och eng Auseinandersetzung mat verschiddenen Iddien. Ech mengen och, datt do déi Parlamentsdebatte kënnen hëllefen, well d'Stäerkt vun enger Demokratie läit an ënnerschiddleche Meenungen, déi een deen anere soll dra respektéieren.

Mir hunn eis e klore Kalenner ginn. De Budget 2010 ass en Antikrisebudget, an iwwert déi Joren duerno musse mer konform zu den europäeschen Diskussioune kucken, wéi mer aus dem Defizit erauskommen. Déi sougenannten „exit strategies" - wat e grousst Wuert ass, fir am Fong de Bon sens ze beschreiwen - sinn, wéi ee graduell iwwert déi nächst Joren an Europa, an duerfir och heiheem, aus dem Defizit erauskënnt a wéi een évitéiert, datt d'Verschëldung vun de Staten an Europa klëmmt.

Ech soen nach eng Kéier, d'Verscholdung spiert een net direkt. Keen, deen an der Groussgaass spadséiert, spiert, wann de Stat Schold huet. Mä déi, déi a Joren duerch d'Groussgaass oder d'Uelzechtstrooss spadséieren, déi spieren et, wa se mussen déi Schold zréckbezuelen.

Et ass eis Verantwortung haut, och wann et méi einfach wär, Schold ze maachen, fir ze évitéieren, datt déi, déi no eis kommen, net vun esou enger gudder Finanzsituatioun kënne profitéieren, wéi déi, déi mir geierft hunn an déi mir an deene leschten zéng Joer gemaach hunn.

Här President, de Budget 2010 ass e Budget, deen eng zolidd Äntwert op d'weltwäit Wirtschaftskris gëtt, eng zolidd Äntwert op d'Répercussioune vun där Wirtschaftskris heiheem. Et ass en Antikrisebudget, et ass e Budget, dee gewollt d'Ekonomie an d'Leit hei am Land ënnerstëtzt.

Et ass en Antikrisebudget, deen deenen hëlleft, déi hir Schaff riskéieren ze verléieren oder verluer hunn, datt déi notamment duerch héich Ausgabe vum Fonds pour l'Emploi zolidd ënnert d'Äerm gegraff kréien. Dat ass de Gedanke vun der Solidaritéit, dee fir eis noutwendeg ass.

En ënnerstëtzt d'Kafkraaft vun de Leit, well mir hunn d'Steiersituatioun net geännert fir d'Joer 2010, well mer net wollten do eng Brems an de Konsum an an d'Investitioun vun de Privatleit aleeën. En ënnerstëtzt d'Betriber duerch héich Investitiounen an och do duerch e Status quo bei der Steierlaascht.

Dësen Antikrisebudget kënne mer, wéi gesot, finanzéieren duerch Reserven an duerch eng zousätzlech Schold, déi mer wäerten d'nächst Joer ophuelen. Mä d'Zil vun der Budgetspolitik, vun der Finanzpolitik vun der Regierung bleift mëttelfristeg gesond Statsfinanzen, esou wéi dat an der Regierungserklärung steet, déi vun dësem Parlament ugeholl ginn ass. Net héich Schold an net héijen Defizit kënnen eis Linn sinn, well si maachen d'Liewen an deenen nächste Jore vun deenen, déi dann hei liewen, extrem schwéier.

Mir brauchen also als Objektiv ausgeglache Statsfinanzen - mëttelfristeg -, a mir brauchen als Objektiv en Ëmfeld, wou d'Betriber och an Zukunft op Lëtzebuerg kommen, wou och d'Betriber an Zukunft zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze schafen, wou Kompetitivitéit par rapport zu aneren Ekonomien och besteet, an domadder finanzéiere mer e staarke Sozialstat, bei deem de Gedanke vun der Solidaritéit, de Gedanke vun der Hëllef fir déi, déi et am meeschte brauchen, muss am Vierdergrond stoen. Net e Sozialstat, deen alles mécht, wat en herno net ka finanzéieren.

Duerfir wëlle mer am Dialog - ech soen lech et nach eng Kéier - mat der Chamber, am Dialog mat de Sozialpartner an och de Leit hei am Land - well déi hunn och eng Meenung zu där Fro, déi wëssen och, wat et heescht, wann ee manner erakritt an dann ee Moment muss manner ausginn -, mat all deene wëlle mer d'Zil vun eise mëttelfristeg ausgeglachene Statsfinanzen erreechen.

(Interruption)

Do, wou de Konsensus méiglech ass, siche mer en a begréisse mer en. Do awer, wou de Reformwëllen oder den Diskussiounswëlle guer net besteet, schéngt et eis noutwendeg, datt mer dann eis Verantwortung als Regierung iwwerhuelen. Et geet dorëm, d'Dépensen ze iwwerkucken; et geet dorëm, d'Recetten ze iwwerkucken. An do, mengen ech, muss een ouni Tabu an ouni Ideologie eng Rei Diskussioune féieren.

Spueren nëmme bei deenen anere kann net d'Léisung sinn. Steieren, ouni d'international Konkurrenzfäegkeet a Fro ze stellen, ze diskutéieren, ass selbstverständlech. Dat hu mer och an deenen aneren, an deene leschte Jore gemaach. Dat muss och an dëser Debatt noutwendeg sinn. Mir musse béid Säite vum Budget am Liicht vun der internationaler Finanzsituatioun kucken.

Mä mir mussen och d'Reformen, ouni Klassekampf an ouni ee géint deen aneren auszespillen, féieren, well et soss, mengen ech, net an där Aart a Weis ka virugoen, wéi mer dat an der Vergaangenheet fäerdeg bruecht hunn, an ech sinn dovun iwwerzeegt, datt mer dat fäerdeg bréngen.

Et geet schlussendlech an dëser Debatt net ëm abstrakt Chifferen. Et geet ëm Chifferen, déi eppes ze doen hu mat eisem Land a mat deene Leit, déi hei am Land wunnen. Et geet net ëm déi nächst Wahlen. Et geet ëm de laangfristege Succès vun eisem Land. Et geet ëm d'Qualitéit, ëm d'Liewensqualitéit hei am Land, an dozou gehéieren, fir déi ze erreechen, och gesond Statsfinanzen.

Et geet also via d'Finanzpolitik - an duerfir freeën ech mech op déi Debatten, déi an dësem Parlament an deenen nächsten Deeg, mä virun allem och am nächste Joer stattfannen, an och dobaussen, well och déi Debatte si wichteg - dorëm, eng Gesellschaft ze schafen, an där et engersäits eng grouss Solidaritéit gëtt a wou anererséits Aarbechtsplazen duerch gutt Kaderbedéngungen och an Zukunft geschafe ginn.

Fir dat, wat eis charakteriséiert a verbënnt, fir dat awer och, wat eis Virgänger opgebaut hunn, a verännerte Konditiounen ze erhalen, duerfir musse mer, ob mer et wëllen oder net, eng Rei Ännerunge virhuelen. Wien haut stoe bleift, fält muer zréck.

De Budget 2010, fir deem seng Zoustëmmung ech hei am Numm vun der Regierung bei der Chamber plädéieren, well et eng Äntwert ass op d'Kris, gëtt eis d'Zäit, fir an deem Krisejoer 2010 Reforme fir no der Kris konstruktiv, hoffen ech, ze diskutéieren, well d'Zäit no der Kris wäert sécherlech e bëssen anescht si wéi d'Zäit virun der Kris. Wien déi Meenung net deelt, deen, mengen ech, sollt et soen, an och, firwat e mengt, datt d'Situatioun vu virun der Kris géif liicht an Europa an heiheem erëmkommen. Mir mengen, datt eng Réi Ännerungen noutwendeg sinn an datt mer net kënne jorelaang mat defizitäre Budgete fueren.

Am Fong ass eis Aufgab schwiereg, an trotzdeem muss ee Respekt hu virum Courage, virun der Wäitsiicht vun deenen, déi virun eis Krise géréiert hunn. A mir sollen eis un hinnen e Virbild huelen: Déi, déi nom Zweete Weltkrich eist Land an eis Ekonomie erëm opgebaut hunn, an déi, déi no der Stolkris eist Land a seng Wirtschaft diversifizéiert hunn, iwwerall do fanne mer Elementer vun Äntwerten, déi eis och an dëser Kris wäerten hëllefräich sinn.

Ech wënsche mer op jidde Fall als Finanzminister en zukunftsorientéiert, reformfäegt, attraktiivt Land, fir kënnen ze liewen a fir ze schaffen, an d'Finanzpolitik spillt do natierlech an deem doten Zil eng éischt Gei.

Mä nëmmen, wa mer eis zesummesetzen, wa mer zesummen iwwert déi eenzel Pisten do diskutéieren, zesumme fir d'éischt awer och iwwert d'Objektiver vun eisem Stat a vun eiser Finanzpolitik diskutéieren, ouni Tabu an ouni ideologesch Scheiklappen, ech mengen, da géife mer och mat klengen Ännerunge Grousses kënnen erreechen an och mat engem neien Élan eist Land op d'Zukunft kënne virbereeden.

Virun eis läit eng grouss Aufgab. De Budget 2010 setzt éischt Jalonen dovunner als Äntwert op d'Kris, mä et kënnt och eng Zäit no der Kris, a wa mer déi richteg upaken, dann ass et mer net baang ëm d'Zukunft vun eisem Land. Mä mir brauchen en neien Élan, fir deen d'Finanzpolitik wäert hire wesentleche Bäitrag leeschten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Finanzminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2010 fänken d'nächst Woch en Dënschdeg un.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 8. an den 9. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.33 heures)

Sommaire des séances publiques N^os^ 8, 9, 10 et 11

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale pages 102-104

6082 - Débat d'orientation au sujet de la 15e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) à Copenhague pages 104-117

6079 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État pages 117-122

Ordre du jour page 122

Intervention de M. Xavier Bettel concernant l'annonce du retrait du rôle des affaires du projet de loi 6054 par M. le Ministre François Biltgen dans les médias page 123

Communications page 123

6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs page 123

Ordre du jour page 123

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 123-127

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances pages 136-140

6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg pages 127-128

6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval pages 128-130

6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange pages 130-131

5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes pages 131-134

Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006 pages 134-135

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°4** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2008-2009		
3307	Aly Jaerling	Paquet de mesures conjoncturelles
3316	Aly Jaerling	Prestations hospitalières moyennant des forfaits
2e session extraordinaire 2009		
0037	Ben Scheuer	Repeuplement des fleuves
0050	Marc Spautz	Travail des élèves et des étudiants
0051	André Bauler et Fernand Etgen	Château de Wiltz
0054	Viviane Loschetter et Xavier Bettel	Manque de personnel temporaire des crèches, foyers de jour et garderies
0066	Xavier Bettel	Déclarations de partenariats
0072	Marc Spautz	Délinquance juvénile
0078	Gast Gibéryen	Primes étatiques «PRIMe CAR-e et PRIMe CAR-e plus»
0079	Ben Scheuer	Impact de la prime à la casse
0084	Marc Spautz	Politique menée par le Service des Sites et Monuments Nationaux aux fins de préserver le caractère «historique» de certains sites
0085	Marc Angel	Ligne de bus RGTR 118 (Luxembourg-Trèves)
0088	André Bauler et Fernand Etgen	Distribution du courrier et quota de personnel facteur remplaçant
0092	Claudia Dall'Agnol	Gratuité des transports publics pour les enfants de moins de 12 ans accompagnés par un adulte
0093	Léon Gloden	Agrandissement du Lycée Technique Joseph Bech à Grevenmacher
0095	Claude Adam	Travaux de rénovation de la cathédrale Notre-Dame
0096	Eugène Berger	Pollution des sols dans les alentours de l'aire de Berchem
0097	Claude Haagen	Tribunal d'arrondissement de Diekirch
0099	Ben Scheuer	Procédures d'immatriculation et de mise hors circulation de véhicules
0101	Robert Weber	Immeuble «Gare de Berchem»
0103	Claude Adam	Nombre d'heures d'instruction par an
0106	Roger Negri	Restructuration de CFL cargo
0109	Jean Colombera	Décharge du SIDEC au Fridhaff
0110	Marc Spautz	Mise en place d'une banque de données en matière de moelle osseuse
0111	Jean Colombera	Géothermie de profondeur
0118	Jean Colombera	Maisons médicales
0145	Marc Spautz	Ampoules fluo-compactes
0148	François Bausch	Organisation du City marathon 2010 dans la Coque au Kirchberg
0151	Jean Huss	Refus de la direction d'un hôpital à pratiquer une aide directe à mourir alors que toutes les conditions de la loi en question étaient remplies
0153	Jean Colombera	Zitha Gesondheetszentrum
0156	Marc Spautz	Déclarations d'un membre de l'Agence Luxembourgeoise Antidopage (ALAD) lors de la présentation du plan de lutte
0160	Fernand Kartheiser	Vétérans luxembourgeois de la Guerre de Corée
Session ordinaire 2009-2010		
0162 cf. 0202	Eugène Berger	Formation luxembourgeoise des infirmiers
0189	Claudia Dall'Agnol	Institut grand-ducal
0192	Claude Haagen	Enfants atteints d'un cancer
0194	Ben Fayot	Utilisation d'immeubles destinés au logement comme bureau ou surface commerciale
0195	André Bauler	Reconnaissance de la formation du «Rettungsassistent»
0196	Jean Colombera	Registre du cancer de l'enfant
0197	Ben Fayot	Autorisation d'accès à l'aéroport
0198	Marcel Oberweis	Stratégie d'Enovos en matière de l'utilisation des énergies renouvelables
0199	Claude Haagen	Production d'électricité issue de sources renouvelables
0200	Sylvie Andrich-Duval	Éventuelle pénurie de places à l'Université du Luxembourg
0202 cf. 0162	Jean Colombera	Formation des infirmiers au Luxembourg
0203	Fernand Etgen	Projet des commissariats de proximité et d'intervention (CPI)
0205	Emile Eicher	Droit de superficie
0206	Henri Kox	Réduction de la consommation d'énergie de l'éclairage public
0207	Jean Colombera	Cellule d'encadrement et de soutien aux personnes impliquées dans la pratique d'une euthanasie ou d'un suicide assisté
0213	Camille Gira	Procédure d'autorisation des forages pour l'alimentation du chauffage d'une maison unifamiliale
0214	Léon Gloden	Implantation éventuelle de six réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert
0217	Marc Spautz	Élèves assistants techniques médicaux de laboratoire
0218	Claude Haagen	Augmentation de capital de la banque BNP Paribas
0219	André Bauler	Encadrement des familles en difficultés
0220	Henri Kox	Extension des installations du port de Mertert
0221	Camille Gira	Nouvel échelon B6 chez l'impôt foncier
0224	Jean-Paul Schaaf	Modalités de fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves dans les écoles fondamentales
0227	Claude Meisch	Bégaiement
0230	Claude Adam et Camille Gira	Contamination du site des futurs Lycées à Mersch
0232	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - Effets secondaires du vaccin

Session ordinaire 2008-2009

Question 3307 (21.4.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **paquet de mesures conjoncturelles:**

Baséierend op de Resultater vun den Diskussiounen an der Krisekommissioun vun eiser Chamber, huet d'Regierung zum Deel Virschléi aus dem Rapport opgegraff an zu engem Moossnamepak zesummengeschnouert.

Geheie mer emol ee Bléck iwwert d'national Grenzen eraus, fir ze kucke wéi aner Länner et gemaach hunn, fir dës Kris Meeschter ze ginn.

Den 10. am Ouschtermount 2009 huet Japan zum Beispill säin drëtte Konjunkturplang virgeluecht.

Dëse soll genau wéi déi viregt Programmer déi ökonomesch Aktivitéite stimuléieren.

Allerdéngs fält op, datt déi japanesch Regierung versicht iwwert dësen drëtte Konjunkturprogramm vill méi wéi nach virdrun, nei an innovativ Wirtschaftssektoren ze förderen, fir op laangfristeg an nohalteg Effekter ze setzen.

Do héiert ee vu Moossnamen am Gesondheets- a Sozialberäich, mat zum Beispill Projete fir behënnert Mënschen.

Et gëtt massiv d'Solarenergie gefördert, esou sollen a Japan e Groussdeel vun öffentleche Schoulen an deenen nächste Jore mat Solarenergiegeneratoren ausgerüst ginn.

Virun allem schéngen d'Japaner an hirem drëtte Konjunkturprogramm op wierklech frësch a stimulant Moossnamen ze setzen.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Sinn och esou geaart innovativ, iwwert den traditionelle Kader erausgoend, Moossnamen am Lëtzebuerger Konjunkturprogramm dran?

2) Ass et denkbar, dass an der Ausféierung vun eisem nationale Konjunkturprogramm ausdrécklech den Akzent op innovativ an nohalteg Projete gesat gëtt?

3) Gëtt et hei am Land eng Ulafstell, wou Leit mat neie Kompetenzen, Entrepreneure mat elo wierklech gefuerdertem Initiativgeescht, sech wende kënnen, fir matzeschaffe bei der Konzipéierung an Ëmsetzung vun innovative Projeten, esouer déi et hei zu Lëtzebuerg nach net ginn an déi awer fir d'Virbereedung vun eiser Zukunft vu Wichtegkeet sinn?

4) Wéi kommunizéiert d'Regierung hir Ëmsetzpläng vum nationale Konjunkturprogramm?

5) Gëtt et een interaktiven Internetsite vun der Regierung, deen den Dialog mat allen Interessente fleegt, a wou och Iddien aus dem Vollék afléisse kënnen?

6) Gëtt et zum Beispill kuerzfristeg a mëttelfristeg nei a couragéiert Moossnamen an eiser nationaler Ökonomie, déi ganz spezifesch de Sozial-, Gesondheets-, Bildungs-, Wunnengsbau- an Technologiesektor betreffe wäerten?

7) A wéi engem Mooss kënnen esou Moossnamen net nëmmen ee wirtschaftleche Stimulus duerstellen, mä och een nohaltegen Diversifizéierungseffekt fir eis national Ökonomie hunn?

8) Wat si konkret Iwwerleeungen a Moossname vun der Regierung an dëser Hisiicht?

9) Gëtt och bei eis opgerechent wivill Aarbechtsplaze gerett, geséchert an eventuell nei geschafe gi mat eenzelnen Antikrisemoossnamen aus dem Konjunkturpak?

Réponse commune (4.11.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

D'Opstelle vun engem Konjunkturplang an enger Kris viséiert déi kuerzfristeg Baisse vun der Demande vum Privatsecteur, sief et vun de Betriber oder den Haushalter, sou schnell wéi méiglech duerch méi grouss Ausgabe vun der öffentlecher Hand zumindest deelweis ze kompenséieren. Dat Schwieregst an engem Konjunkturprogramm ass dobäi d'Dépensen ze identifizéieren, déi en effet ouni laang Délaie gemaach kënne ginn. Ze oft kënnt et nämlech vir, an dat hu vill Etüde beluecht, datt d'Dépensen aus Konjunkturpläng eréischt gemaach ginn, wann dat déiwste Konjunkturlach schonns nees laanscht ass.

Et däerf een duerfir e Konjunkturprogramm net mat der allgemenger Wirtschaftspolitik verwiesselen. Iwwert déi lescht Joren huet d'Regierung eng ganz Rei vu Mesurë geholl, fir nei ökonomesch Aktivitéiten, innovativ Betriber an nei Technologien ze ënnerstëtzen. Als Beispill kann een d'Agence Luxinnovation nennen. Och am Energieberäich goufe Mesurë geholl, sief et fir erneierbar Energien ze ënnerstëtzen oder Investitiounen an

d'Spuere vun Energie ze verstäerken. D'Agence My Energy ass hei fir d'Bierger den Haaptulafpunkt. Zumools an enger Kris, wou et drëm geet d'Zukunft ze preparéieren, sinn dëst wichteg Initiativen. Si hunn awer nëmmen an deem Mooss Agank an de Konjunkturplang vun der Regierung kritt, wéi se effektiv duerch nei Regierungsmooss-namen en immédiaten Effet op d'Konjunktur hunn.

Genee wéi déi allgemeng Wirtschaftspolitik net e Konjunkturplang, deen op eng spezifesch Situatioun reagéiert, ersetzt, genee sou kann e Konjunkturplang net eng allgemeng engagéiert an innovativ Wirtschaftspolitik ersetzen. De Konjunkturplang, dee vu senger Natur aus sech op dat Immédiat konzentréiert, muss also och weider duerch méi laangfristeg politesch Zilsetzunge kompletéiert ginn, sou wéi dat och an de leschte fënnef Joer, virun der Kris, de Fall war.

Question 3316 (27.4.2009) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant les **prestations hospitalières moyennant forfaits:**

Am Regierungsprogramm vun der jetzeger Koalitioun steet folgenden Aktiounspunkt:

«En dehors des budgets hospitaliers, la prise en charge des prestations hospitalières moyennant des forfaits, établis par groupes de malades présentant des caractéristiques communes du point de vue de la discipline médicale, du diagnostic, de la thérapeutique et des ressources hospitalières devrait être évaluée.»

Et gouf also dru geduecht - deemzurfolleg och esou am Regierungsprogramm (wann och am conditionnell) festgeschriwwen, fir ze bewäerte wat sougenannt Fallpauschalen an der Finanzéierung vun eisem Gesondheetssystem géife bréngen, dat nodeems mer bekanntlech am Ufank vun dëser Legislaturperiod mat Defiziter an eise Krankekeessen ze dinn haten.

Der Finanzéierung opgrond vu Fallpauschalen geet de Ruff viraus, datt se fir méi Transparenz an der Käschtestruktur vun den Déngschtleeschtunge suerge kënnen an dass se zu méi Qualitéitsverhale motivéieren, an och zu méi Zesummenaarbecht tëschent den Déngschtleeschter ureege géifen, dat virun allem am Interessi vum Patient.

Kann den Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gouf dës Bewäertung vun der Utilitéit vu Fallpauschalen tatsächlech an dëser Legislaturperiod ënnerholl?

2) Wa jo, wat waren d'Resultater a wou kann een déi noliesen?

3) Wa se net gemaach gouf, wat sinn d'Grënn, déi d'Regierung dovunner ofgehalen hunn, fir dës Evaluatioun ze maachen?

4) Hu Fallpauschalen dach awer eng Plaz am zukünftege Finanzéierungsmodell vun eiser Gesondheetsversuergung?

5) Woufir hu mer net scho laang, genau wéi aner Länner an Europa, Fallpauschalen an eiser Gesondheetsversuergung agefouert?

6) Wa Fallpauschalen keng Optioun fir eise Gesondheetssystem si sollten, wat sinn der Regierung hir Alternativen, fir eng nohalteg Stabiliséierung vun de Finanzen an dësem System ze garantéieren, och opgrond vun aktuell drohenden Defiziter an der Gesondheetskeess, wann d'Kris méi laang unhale sollt wéi gemengt gëtt?

7) Wieren esou Ziler, wa se duerch de Bedreif vu Fallpauschalen erreecht géife ginn, net schonns d'Aféierung vun dëse selweschte Pauschale wäert?

Réponse (30.10.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En 2007, une étude, commandée par l'ancienne UCM sur les options de financement des frais variables des établissements hospitaliers, avait notamment analysé les risques et les opportunités d'un système basé sur des DRG («Diagnosis related groups») appliqué dans un certain nombre de pays.

Nonobstant les questions de principe et les problèmes techniques à clarifier, il est clair que ni les établissements hospitaliers, ni les organismes gestionnaires de l'assurance maladie ne sont actuellement outillés pour assumer un tel changement de paradigme. Néanmoins, il est certain qu'il faudra s'investir davantage dans l'étude de ces questions, notamment par rapport aux référentiels applicables et au périmètre d'application de ces forfaits.

2e session extraordinaire 2009

Question 0037 (24.8.2009) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant le **repeuplement des fleuves:**

Un article paru récemment dans le quotidien français «Le monde» fait état de la réapparition du saumon dans la Seine. Le repeuplement naturel d'un grand fleuve par une espèce disparue depuis des décennies constitue non seulement un enrichissement du cheptel piscicole, mais il livre la preuve que la pollution des eaux a été significativement diminuée et que les obstacles à la migration des poissons ont été enlevés. En voilà donc une avancée écologique importante chez nos voisins français.

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement du programme «Rhin 2020» de réintroduction des grands migrateurs dans le système fluvial du Rhin, programme auquel le Luxembourg participe, puisque le bassin mosellan, la Sûre avec les ruisseaux affluents, sont compris dans le système de monitoring en question?

- Quel est le succès des repeuplements en smolts et alevins dans la Sûre et dans l'Our pratiqués depuis le début des années 90? Est-ce que des retours ont déjà pu être constatés? À quels endroits se font des récupérations à la nasse?

- L'adaptation des ouvrages techniques du barrage de Rosport telle que proposée en 2007 et en 2008 est une condition nécessaire à la réalisation du programme. Quel en est actuellement l'état des choses?

Réponse (4.11.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le programme international «Saumon 2000» concernant la réintroduction du saumon atlantique et des autres poissons «grands migrateurs» dans le bassin du Rhin et ses affluents, prôné par la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR), dont le Luxembourg est État membre, a été suivi du programme «Saumon 2020».

Depuis, maintes mesures ont été réalisées dans les cinq pays membres de la CIPR, c'est-à-dire l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Suisse et notamment le Luxembourg. Ces mesures consistaient essentiellement en la reconstitution d'une souche de «saumon-Rhin» via des repeuplements importants en juvéniles de saumon de différentes provenances, ainsi qu'en des projets de rétablissement de la continuité biologique des cours d'eau des cinq États riverains du bassin du Rhin.

En 2009, l'étude «Analyse ichtyo-écologique globale et évaluation de l'efficacité des mesures en cours et des mesures envisagées dans le bassin du Rhin pour réintroduire les poissons migrateurs» a été finalisée au sein du sous-groupe «SALM», groupe de travail spécialement conçu à cet effet au sein du groupe B de la CIPR, et dont le Luxembourg assurait la présidence.

Entre 1992 et 2004, le service de la pêche procédait à des repeuplements en alevins et en smolts de saumon sur différents tronçons de la Sûre et de l'Our, chaque fois en aval des barrages insurmontables d'Esch/Sûre et de Vianden.

La croissance et la survie des saumoneaux dans la Sûre et dans l'Our sont très bonnes. C'est à l'âge d'un ou de deux étés, quand les poissons ont atteint une taille entre 15 et 20 cm, qu'ils quittent nos cours d'eau au mois de mai pour entamer leur migration vers la mer, où après un à quatre années, ils atteignent la maturité sexuelle avant d'entamer leur retour sur les frayères natales.

Actuellement, le bassin mosellan avec les ruisseaux de l'Eifel et le projet partiel luxembourgeois entrent en ligne de compte comme unité de suivi (monitoring) du programme «Saumon 2020». Le contrôle des saumons mâtures retournant de la mer est effectué par la nasse placée sur le barrage le plus en aval de la Moselle, à la hauteur de Coblence.

Jusqu'à ce jour, environ 60 saumons remontant la Moselle pendant leur migration de frai ont pris le chemin de la passe à poisson à Coblence. Ces géniteurs sont soustraits à la reproduction naturelle pour créer une nouvelle souche saumon Rhin/Moselle.

Sur la Moselle entre Coblence et Wasserbillig, 10 obstacles se dressent actuellement à la remontée des poissons vers les cours d'eau luxembourgeois. À l'heure actuelle, ces écluses sont toujours difficilement franchissables pour les grands migrateurs.

Jusqu'à ce jour, aucun saumon adulte remontant les cours d'eau luxembourgeois ne nous a été signalé. C'est ainsi qu'en 2005, le Luxembourg a arrêté les repeuplements en saumons juvéniles en attendant que des décisions soient prises par l'Allemagne concernant l'amélioration de la continuité écologique dans la Moselle allemande.

En 2009, une convention à ce sujet a été signée entre le Land de Rhénanie-Palatinat et le Bund allemand.

La loi du 13 mai 2009 relative à la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport inclut différentes mesures concernant l'amélioration de la continuité écologique de la Sûre. Ces mesures se composent de plusieurs volets:

- Amélioration de la continuité écologique au barrage principal et à l'aval des turbines hydroélectriques;

- Détermination et respect du débit minimal résiduel dans le méandre de la Sûre court-circuité;

- Mesures de protection des poissons et surtout des anguilles lors de la dévalaison dans le canal d'amenée des eaux.

La réalisation de ces mesures est prévue pour 2011, c'est-à-dire lors des travaux de réhabilitation de la centrale hydroélectrique. Des mesures concernant la protection des anguilles lors de leur dévalaison par le canal d'amenée des eaux vers les turbines sont effectuées à Rosport depuis quatre ans déjà.

La réintroduction du saumon dans l'hydrosystème du Rhin est un projet de renommée internationale dans le cadre du développement des cours d'eau et de la protection des espèces. Le nombre croissant d'adultes de retour et les premières preuves d'une reproduction naturelle ont contribué à accroître la popularité de ce projet. De 1990 à 2009, on a ainsi compté plus de 900 saumons mâtures lors de captures de contrôle dans l'hydrosystème de la Sieg (Rhénanie-du-Nord-Westphalie et Rhénanie-Palatinat). Sur le Rhin supérieur également, on a enregistré le passage d'environ 400 saumons dans la passe à poissons d'Iffezheim entre 1995 et 2009. Sous l'angle de l'écologie fluviale, l'évolution est localement positive. Conséquence directe du projet Saumon 2000, le rétablissement de la continuité linéaire (vers l'amont et vers l'aval) a pris une place importante dans le développement des cours d'eau. La passe à fentes verticales mise en service il y a quelques années au barrage d'Iffezheim sur le Rhin est la plus grande passe à poissons européenne. Différents affluents à frayères (potentiels) sont entre-temps à nouveau ouverts aux saumons et autres poissons migrateurs. La restauration des frayères s'impose également depuis que la problématique de l'oxygénation insuffisante des œufs et des alevins dans le milieu interstitiel du substrat de fond dans les rivières est connue.

Il reste à préciser que les saumons pris dans la Seine en France sont des «rôdeurs» vu qu'aucun programme de réintroduction de saumons atlantiques n'a eu lieu dans ce cours d'eau les dernières années. La Seine présente en outre peu ou pas d'obstacles à la migration des poissons.

Question 0050 (1.9.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **travail des élèves et des étudiants:**

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi concernant le travail des élèves et des étudiants, et plus précisément j'aurais aimé savoir:

- Combien de postes de travail ont été réservés cette année aux élèves et aux étudiants? Par rapport aux années précédentes, ce nombre est-il croissant, décroissant ou stable?

- Comment fut cette année la collaboration entre l'Administration de l'Emploi et les entreprises privées concernant le travail des élèves et des étudiants?

- De quelle manière les élèves et les étudiants doivent-ils se préparer pour le monde du travail respectivement quelles sont les démarches qu'ils doivent accomplir pour trouver un emploi d'été notamment au vu du fait que de nombreux jeunes n'ont pas trouvé d'emploi pendant les vacances d'été?

- Quelles sont les mesures mises en place par le Gouvernement pour aider les élèves et les étudiants concernés afin d'optimiser leurs chances de trouver un emploi d'été? Dans ce contexte, le Gouvernement pense-t-il que l'éducation nationale accompagne suffisamment les élèves par exemple en les informant à temps des possibilités qu'ils ont de travailler pendant les vacances d'été ou en les aidant à rédiger un CV?

- Le Gouvernement entend-il intervenir auprès des entreprises qui acceptent en début d'année d'engager des jeunes pendant les vacances d'été et donnent aux principaux intéressés un accord de principe en ce sens et qui ne maintiennent malheureusement pas leur promesse le moment venu?

Réponse commune (30.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'emploi des élèves et étudiants pendant les vacances scolaires est régi par les articles L.151-1 à L.151-9 du Code du Travail.

Conformément à l'article L.151-3 du Code du Travail, tout employeur occupant des élèves ou étudiants est tenu de communiquer à l'Inspection du Travail et des Mines une copie du contrat dans les sept jours suivant le début du travail.

Cette communication du contrat d'engagement vise à permettre à l'Inspection du Travail et des Mines de vérifier:

- si l'employeur respecte bien ses obligations légales relatives aux mentions obligatoires à inclure dans le contrat d'engagement énumérées à l'article L.151-3,

- si la durée maximale de deux mois d'occupation par année civile pour un élève ou étudiant (article L.151-4) n'est pas dépassée,

- si l'employeur verse bien à l'élève ou étudiant qu'il occupe un salaire qui ne peut être inférieur à 80% du salaire social minimum, gradué le cas échéant en raison de l'âge (article L.151-5).

Ces contrats d'élèves ou d'étudiants n'étant cependant pas enregistrés ou regroupés dans une base de données, les services de l'Inspection du Travail et des Mines ne sont actuellement pas en mesure de renseigner quant

au nombre exact de contrats reçus, ni quant à l'évolution du chiffre de contrats transmis sur plusieurs années.

En ce qui concerne la collaboration entre l'Administration de l'Emploi et les entreprises il faut relever que ces dernières n'ont pas d'obligation de déclarer les postes vacants pour étudiants/élèves à l'Administration de l'Emploi. L'embauche se fait le plus souvent par la voie non formelle, notamment le bouche-à-oreille, respectivement par le biais de sites Internet spécialisés.

Durant l'été 2009, 330 jeunes ont sollicité l'aide de l'Administration de l'Emploi dans leur quête de trouver un job pour étudiants. 244 postes ont été déclarés à l'Administration de l'emploi. À noter qu'il y a une forte inadéquation entre les postes déclarés et le profil des jeunes sollicitant l'aide de l'Administration de l'Emploi: la plupart des postes déclarés s'adressent à des jeunes ayant 18 ans au moins alors que la majeure partie des jeunes se manifestant à l'Administration de l'Emploi ont moins de 18 ans.

Aussi l'Administration de l'Emploi n'est elle pas en mesure de vérifier combien de postes déclarés ont pu être pourvus par des jeunes assignés par l'Administration de l'Emploi alors qu'il n'existe pas d'obligation d'information ni pour les jeunes, ni pour les entreprises.

Il est difficilement envisageable pour le Gouvernement d'intervenir auprès des entreprises, a fortiori en imposant des contraintes, alors que le travail des vacances est autant une activité sociale volontaire des entreprises qu'une activité économique.

Question 0051 (1.9.2009) **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **Château de Wiltz:**

Il nous revient que l'ouverture des nouveaux bâtiments du Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) à Wiltz est prévu pour automne 2009. Dès la fin du mois de décembre, les locaux actuels du CIPA aménagés dans l'enceinte du château de Wiltz seront disponibles pour d'autres usages.

Puisque le développement industriel, commercial et touristique de Wiltz est en déclin depuis des années et comme tout retard de réaffectation du château se solderait par des répercussions socio-économiques graves pour la ville, nous prenons la respectueuse liberté de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget:

Nous référant à la réponse relative à la question parlementaire N° 2297 du 12 février 2008, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations sur les réunions de concertation qui ont eu lieu au printemps 2008? Quelles en sont les conclusions?

Au cas où des projets concrets de réaffectation du château de Wiltz seraient envisagés, quels sont les ministères intéressés, quel est leur concept et qu'en est-il de l'avancement des travaux de planification?

Est-ce qu'un calendrier concernant la mise en œuvre des travaux de construction proprement dits a déjà été fixé?

Réponse (28.10.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les locaux utilisés pour le centre intégré pour personnes âgées (CIPA), actuellement aménagés dans l'enceinte du château de Wiltz, seront libérés vers la fin 2010, lorsque les nouveaux locaux du CIPA ouvriront leurs portes. Dans ce contexte, la question de la réaffectation du château de Wiltz revêt une importance primordiale pour toutes les raisons invoquées dans la question parlementaire.

Le Gouvernement n'a pas encore pris de décision quant à l'utilisation future de cet immeuble. Il envisage d'arrêter sa position à la lumière d'une part des travaux préparatoires des différents ministères et des autorités communales et d'autre part de la situation financière de l'État au cours du premier trimestre 2010.

Question 0054 (3.9.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* et de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant le **manque de personnel temporaire des crèches, foyers de jour et garderies:**

Au Luxembourg, les activités dans les domaines social, familial et thérapeutique sont réglementées par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Pour obtenir l'agrément, les requérants doivent notamment disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers. Le niveau et le type de qualification professionnelle ou de formation équivalente ainsi que la dotation minimale en personnel sont fixés en considération des prestations offertes, des besoins des usagers et du fonctionnement du service.

L'État peut accorder un soutien financier pour l'exercice de ces activités à condition que le bénéficiaire accepte de signer avec l'État une convention. Il s'avère que notamment les crèches, foyers de jour pour enfants et garderies conventionnés doivent faire face à des pénuries de personnel qualifié en cas de congés de maladie, situation qui risque de s'aggraver en cas de pandémie, notamment de grippe A/H1N1.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Est-ce que les prestataires du secteur conventionné tels que crèches, foyers de jour pour enfants et garderies peuvent, à titre exceptionnel, en cas de pénuries de personnel qualifié, déroger aux termes de la convention et de l'agrément et engager, le cas échéant, afin de pallier temporairement à ce manque en ressources humaines, du personnel ne remplissant pas toutes les conditions requises, notamment en termes de qualification?

- Pourrait-on envisager, comme mesure d'urgence, de faire fonctionner crèches, foyers de jour pour enfants et garderies avec du personnel restreint, ce qui leur éviterait de fermer leurs portes?

- Dans la négative, quelle solution Madame la Ministre propose-t-elle aux crèches, foyers de jour pour enfants et garderies conventionnés afin de leur permettre d'assurer un service adéquat en cas de manque de personnel temporaire?

Réponse (29.10.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les prestataires du secteur conventionné tels que crèches, foyers de jour pour enfants et garderies ont parfaitement la possibilité de pallier temporairement à un manque de ressources humaines, alors que l'article 12 du règlement grand ducal du 20 décembre 2001 intitulé «le personnel d'encadrement» dispose: «le personnel d'encadrement se compose pour la moitié au moins de personnes qualifiées, compte tenu des tâches hebdomadaires. Lors du départ d'un membre du personnel qualifié le gestionnaire dispose d'un délai de six mois pour procéder à un nouvel engagement. (Si le seuil tombe en dessous des 50% requis). Pour cette période le membre du personnel qualifié absent doit être remplacé sans que le remplaçant ne doive justifier d'une qualification. Le gestionnaire d'une structure d'accueil existante lors de la mise en vigueur du présent règlement et dont l'effectif du personnel se compose d'un nombre insuffisant de personnes qualifiées au sens de l'alinéa précédent est tenu, sous peine de retrait de l'agrément, d'ajuster sa structure du personnel en remplaçant au fur et à mesure des départs les personnes non qualifiées par des personnes dûment qualifiées.

Sauf le cas de l'absence de plus d'un tiers des enfants d'un groupe, le membre du personnel d'encadrement de ce groupe doit être remplacé en cas d'absence planifiée de plus de quatre jours consécutifs. Si l'effectif du personnel dépasse de 20% au moins l'effectif minimal défini par le présent règlement, le recours à des remplaçants n'est pas requis.»

À noter que le personnel d'encadrement pour les crèches conventionnées est un personnel qui dispose dans la majorité des cas d'une qualification.

Concernant les absences de courte durée de la part du personnel socioéducatif (par exemple: congé de maladie, congé récréatif etc.), le personnel qualifié est assez souvent remplacé par des agents de qualifications inférieures.

Pour des congés de longue durée (par exemple: congé de maternité, congé parental etc.) le remplacement se fait dans la mesure du possible par des personnes de qualification similaire.

Il échet de signaler que les institutions dont référence ne sont pas des structures directement gérées par l'État, mais par des associations sans but lucratif respectivement par des Communes.

Il revient par conséquent aux gestionnaires eux-mêmes d'en décider, tout en respectant les modalités de la Convention signée avec l'État et bien sûr le cas échéant les modalités et mesures prévues dans le cadre d'un plan pandémie élaboré sous la compétence du Ministère de la Santé.

Il y a lieu de rappeler que les ratios d'encadrement éducatif tels que définis à l'article 13 du règlement grand ducal mentionné ci-avant prévoit des effectifs minima en fonction du nombre d'enfants maximal pour chaque groupe d'enfants et ce en fonction de l'âge et des infrastructures disponibles.

Cet effectif minimum est déterminé séparément pour chaque groupe d'enfants en fonction du nombre de places, du nombre d'heures d'ouverture par semaine ou encore du nombre d'enfants par agent d'encadrement.

Question 0066 (11.9.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **déclarations de partenariats:**

Aux termes de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, les déclarations de partenariat sont conservées au répertoire civil tenu par le parquet général.

Il me revient que la communication aux intéressés de ces déclarations de partenariat prendrait un certain délai. D'après certaines informations, les personnes ayant conclu un partenariat seraient obligées de joindre chaque année à leur déclaration fiscale leur déclaration de partenariat afin de prouver que celui-ci n'a pas été dissous.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quels sont les délais d'attente pour la communication aux intéressés des déclarations de partenariat de la part du répertoire civil tenu par le parquet général? Quelles en sont les raisons?

- Est-il exact que les personnes ayant conclu un partenariat sont obligées de joindre chaque année à leur déclaration fiscale leur déclaration de partenariat afin de prouver que celui-ci n'a pas été dissous? Dans l'affirmative, pour quelles raisons, alors que les couples mariés ne sont pas obligés de fournir annuellement une telle preuve?

Réponse commune (5.11.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

D'après les informations fournies par les autorités judiciaires, les délais d'attente pour la communication aux intéressés des déclarations de partenariat de la part du Parquet général, service du répertoire civil, sont d'environ deux semaines. Cette durée s'explique par le fait que le service du répertoire civil est investi de nombreuses autres tâches et que le nombre des demandes de copie de déclaration de partenariat est élevé.

Lorsqu'un contribuable invoque pour la première fois le partenariat, l'Administration des Contributions directes lui réclame une copie de la déclaration de partenariat pour le motif qu'il s'agit actuellement du seul moyen permettant de vérifier le statut de la personne concernée. Contrairement à ce qui est le cas pour les personnes mariées, divorcées, séparées ou veuves, les déclarations de partenariat, de même que les déclarations de dissolution de partenariat, ne sont inscrites ni dans les registres de l'état civil ni dans le répertoire national des personnes immatriculées.

Toutefois, la création d'une base légale permettant l'inscription de ces déclarations est prévue. D'après l'article 1er du projet de loi N°5904 portant modification de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, il est proposé de faire mention de la déclaration de partenariat, en marge de l'acte de naissance de chaque partenaire, lorsque l'acte de naissance a été dressé ou transcrit au Luxembourg. Suivant l'article 6 du projet de loi N°5950 relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité, les déclarations de partenariat, respectivement de dissolution de partenariat, seront inscrites au nouveau registre national des personnes physiques.

Question 0072 (17.9.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **délinquance juvénile:**

La délinquance juvénile devient de plus en plus préoccupante au Luxembourg. On doit malheureusement constater une nette augmentation du nombre des infractions répertoriées, une agressivité accrue des auteurs, un non-respect répandu à l'égard des biens (graffitis) et un intérêt croissant des jeunes à l'égard des alcools et substances illicites.

Les infractions ont lieu en général en milieu urbain et principalement dans les lieux fréquentés assidument par les jeunes.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Afin de mieux lutter contre la délinquance juvénile, le Gouvernement pourrait-il envisager une extension du service protection de la jeunesse auprès de la Police grand-ducale, à savoir une formation plus spécialisée en la matière ou l'assistance de la part d'éducateurs?

- Dans le même ordre d'idées et dans un souci de protection des victimes, ne devrait-on pas repenser les heures d'ouverture des commissariats de proximité?

Réponse (29.10.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Tous les membres de la Police grand-ducale bénéficient d'une formation de base ainsi que d'une formation continue en matière de protection de la jeunesse en général et de délinquance juvénile en particulier.

Les phénomènes de délinquance juvénile sont traités soit par les centres d'intervention fonctionnant 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 ou les commissariats de proximité soit par les Services de Protection de la Jeunesse du Service de Police judiciaire et des Sections de Recherches et d'Enquêtes criminelles.

Par ailleurs, la Police, par le biais de projets pilotes anti-violence, anti-graffiti etc. organise des campagnes de prévention régulières en matière de protection de la jeunesse.

Le Gouvernement, par son programme gouvernemental, met par ailleurs l'accent sur l'élaboration d'un concept de police de proximité et procèdera à une adaptation des structures organisationnelles de la Police grand-ducale.

Question 0078 (17.9.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **primes étatiques «PRIMe CAR-e et PRIMe CAR-e plus»:**

Laut dem Reglement dat e finanziellen Driff gëtt, fir ëmweltfrëndlech Autoen ze kafen (PRIMe CAR-e an PRIMe CAR-e plus), lafen dës Primen of fir Gefierer déi no dem 31. Dezember 2009 ugemellt ginn.

Duerzou hunn ech dës Froen un den Här Minister vun der Nohaltegkeet:

1. Wéi vill Primë si bis elo am Kader vum PRIMe CAR-e an PRIMe CAR-e plus ugefrot gi respektiv ausbezuelt ginn?

2. Wat ass de globale Käschtepunkt fir de Staatsbudget?

3. Wat fir Auswierkungen hunn dës Primen op de lokalen Aarbechtsmaart?

4. Wat fir Auswierkungen hunn dës Primen op d'Verhale vun den Autoskeefer?

5. Gesäit de Minister vir dës Primen iwwert den 31 Dezember 2009 ze verlängeren, a wann net, woufir?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Gast Gibéryen, il échet de préciser ce qui suit :

En ce qui concerne en premier lieu le nombre de primes payées, l'Administration de l'Environnement a enregistré, fin septembre 2009, près de 5.250 demandes de subvention pour l'acquisition d'une voiture à faibles émissions de CO_2 dont 3.460 primes ont été accordées à ce moment, dont 940 refus émis en raison du non-respect des conditions exigées par le règlement grand-ducal, et dont 850 dossiers sont en cours d'instruction par l'Administration ou doivent encore être complétés par les demandeurs.

Il y a lieu de remarquer que la très grande majorité des dossiers de demandes relatifs aux voitures commandées lors du festival automobile 2009 (et livrées en principe quelques mois plus tard) ne sont pas encore parvenus à l'Administration de l'Environnement, sachant que les demandeurs doivent être en possession de la voiture pendant au moins sept mois avant de pouvoir introduire leur demande. Il en est de même pour la prime à la casse (CAR-e plus) qui concerne le remplacement d'une voiture âgée de plus de 10 ans par une nouvelle voiture mise en circulation en 2009, où seulement 270 demandes des 5.250 demandes précitées sont parvenues à mes services à l'heure actuelle.

En ce qui concerne en deuxième lieu le coût global à charge du budget de l'État, l'on estime, pour l'ensemble de la période considérée (voitures mises en circulation pour la première fois entre le 1er juin 2007 et le 31 décembre 2009), à quelque 14.000 le nombre de bénéficiaires de la prime CAR-e de sorte que le coût correspondant, imputé sur le fonds de financement des mécanismes de Kyoto, s'élèverait à 10,5 millions d'euros. Pour ce qui est de la prime CAR-e plus, les estimations sont plus difficiles à établir. Entre 4.000 et 6.000 voitures, mises en circulation pour la première fois au courant de l'année 2009, devraient pouvoir en profiter, ce qui engendrerait le coût entre 6,5 er 9,75 millions d'euros.

Les répercussions de ces primes sur le marché de l'emploi sont difficiles, voire impossibles à évaluer avec précision. En effet, au vu d'une augmentation continue de nouvelles immatriculations au cours des dernières années, le nombre de nouvelles immatriculations semble baisser d'environ 11% comparé à 2008, sous réserve que la tendance actuelle se poursuive. Or, il est évident que cette baisse aurait été plus importante en l'absence des aides financières étatiques, et en particulier, de la prime à la casse.

En ce qui concerne l'influence de la prime sur le comportement des automobilistes, l'on constate sur les huit premiers mois de 2009 que 22,9% des voitures nouvellement immatriculées présentent des émissions de CO_2 ne dépassant pas 120 g/km, chiffre en très nette progression par rapport aux années précédentes: 17,9% en 2008, 11,9% en 2007 et 10,1% en 2006. Les parts de marché des voitures présentant des émissions de CO_2 élevées (plus de 200 g/km) quant à elles ont fortement chuté ces dernières années, passant de 17,9% en 2006 à 9,5% en 2009.

Bien que l'industrie automobile ait accompli des progrès au cours des dernières années, cette très forte augmentation du nombre de voitures économes en carburant est à attribuer avant tout à la prise de conscience croissante des citoyens et des entreprises quant aux bénéfices tant économiques qu'environnementaux de ce type de voitures. Ensemble avec le relèvement progressif des accises sur les carburants routiers opéré début 2007 («Kyoto-cent») ainsi que la taxe sur les véhicules routiers désormais structurée selon des critères environnementaux, les primes CAR-e et CAR-e plus ont clairement contribué à réorienter le choix sur des voitures à faibles émissions.

Enfin, en ce qui concerne la prolongation éventuelle de ces mesures, alors que les régimes d'aide actuellement en place prennent fin au 31 décembre 2009, la date de première mise en circulation de la voiture étant déterminante en l'occurrence, mes services sont actuellement en train d'élaborer un projet de règlement grand-ducal définissant les modalités de poursuite de ces primes, en tenant compte de l'évolution technologique.

Q42

Question 0079 (18.9.2009) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant l'**impact de la prime à la casse:**

Le Ministère allemand de l'Environnement vient de publier une étude qui dresse un premier bilan de l'impact écologique de la prime à la casse en Allemagne. D'après cette étude, réalisée par l'«Institut für Energie- und Umweltforschung Heidelberg», la prime à la casse a contribué de manière significative à la réduction des émissions en CO_2 et d'autres polluants, et elle a favorisé l'achat de voitures économes en carburant, malgré le fait que la prime allemande était conçue comme une mesure purement conjoncturelle et ne comportait pas de critères écologiques.

- Monsieur le Ministre peut-il donner un premier aperçu sur l'impact de la prime à la casse introduite en janvier 2009 au Luxembourg? Combien de demandes le Ministère a-t-il reçues depuis lors? Quel est l'âge moyen des voitures de plus de dix ans remises à la casse? Quel est le type de voitures qui les ont remplacées et quel est le niveau des émissions en CO_2 des nouvelles voitures? Selon les estimations de Monsieur le Ministre, quelle est la réduction des émissions de CO_2, d'oxydes d'azote et de particules fines attribuable à la prime à la casse, si celle-ci avait incité les propriétaires d'anciennes voitures à les remplacer un an plus tôt que prévu?

- D'une manière générale, quelle est l'évolution récente des émissions moyennes de CO_2 des voitures nouvellement immatriculées par année? Quel est le pourcentage des voitures nouvellement immatriculées par année dont les émissions ne dépassent pas 120 g/km?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Ben Scheuer, l'on précise que sur les quelque 5.250 demandes de subvention pour l'acquisition d'une voiture à faibles émissions de CO_2, enregistrées jusqu'en fin septembre 2009 par l'Administration de l'Environnement, seules 270 concernent la prime à la casse CAR-e plus.

Ce nombre relativement faible s'explique par le fait que la très grande majorité des dossiers de demandes relatifs aux voitures commandées lors du festival automobile 2009 et livrées en principe quelques mois plus tard ne sont pas encore parvenus à l'Administration de l'Environnement, étant donné que le demandeur de l'aide doit être en possession de la voiture pendant au moins 7 mois avant de pouvoir soumettre sa demande. Il est dès lors à l'heure actuelle difficile de dresser un bilan fiable de l'impact de la prime à la casse. Alors que l'âge moyen des voitures mises à la casse est de 13,8 ans, les émissions de CO_2 moyennes des nouvelles voitures les remplaçant s'élèvent à 125 g/km. Les voitures à moteur diesel bénéficiant de la prime sont obligatoirement équipées d'un filtre à particules performant.

Les caractéristiques des nouvelles voitures immatriculées en 2009 mettent en évidence que, ensemble avec les autres mesures mises en place par le Gouvernement (restructuration de la taxe sur les véhicules routiers selon des critères environnementaux, relèvement progressif des accises prélevées sur les carburants routiers («Kyoto-cent»), campagnes de sensibilisation), les primes CAR-e et CAR-e plus ont contribué à une augmentation très nette des parts de marché des voitures à faible consommation de carburant.

En effet, les voitures dont les émissions de CO_2 ne dépassent pas 120 g par kilomètre représentent 22,9% des voitures immatriculées durant les huit premiers mois de l'année 2009, contre 17,9% en 2008, 11,9% en 2007 et 10,1% en 2006. En parallèle, les parts de marché des voitures présentant des émissions de CO_2 élevées (plus de 200 g/km) ont fortement chuté ces dernières années, passant de 17,9% en 2006 à 9,5% en 2009.

Cette accélération nette de l'augmentation des parts de marché des voitures économes en carburant se traduit aussi par une tendance à la baisse des émissions de CO_2 moyennes des voitures neuves immatriculées chaque année. Cette valeur moyenne, pour l'année 2009 (8 premiers mois), s'élève à 154,6 g de CO_2 par km parcouru, contre 168,2 g en 2006. Comparées aux quelque 50.000 voitures nouvellement immatriculées en 2006, les nouvelles voitures génération 2009 - sous l'hypothèse que leur nombre reste à peu près constant - émettent donc environ 10.000 tonnes de CO_2 de moins par année.

Question 0084 (21.9.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **politique menée par le Service des Sites et Monuments Nationaux aux fins de préserver le caractère «historique» de certains sites:**

D'après mes Informations, depuis le début de l'année en cours, de nombreux commerçants, comme par exemple ceux de la Ville de Mersch, se voient obligés, sur demande du Service des Sites et Monuments Nationaux, de revoir leurs enseignes et autres distinctifs commerciaux au motif que ceux-ci ne seraient pas conformes aux prescriptions légales. Ne manquant pas de bonne volonté, bon nombre de ces commerçants ont introduit, conformément au souhait dudit Service, une demande d'autorisation auprès de leur commune, aux fins de se voir autorisés à utiliser leurs enseignes et autres signes distinctifs.

Dans la plupart des cas, les communes ont rendu un avis positif.

Or, malgré ces avis positifs, le Service des Sites et Monuments Nationaux continue à exiger le retrait des enseignes et des autres distinctifs litigieux. Outre le fait que ces enseignes et ces signes distinctifs ne sont souvent pas «nouveaux», mais existent depuis plusieurs années voire, pour certains, depuis plusieurs décennies sans qu'il y ait eu de plainte ou de réclamation de quiconque, il n'y a pas dans les alentours immédiats de la plupart des enseignes visées de monuments présentant un intérêt architectural ou historique justifiant une telle attitude.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Culture:

- Combien de commerçants sont concernés en tout?

- S'il est bien opportun en l'espèce et compte tenu notamment de la présente situation économique, d'exiger mordicus l'application de la législation y afférente - pour autant qu'elle soit d'application en l'occurrence - ou s'il ne faudrait pas essayer de trouver un accord avec les commerçants concernés et éviter ainsi, le cas échéant, tout préjudice dans le chef des commerçants?

- Si en tout état de cause, il ne faudrait pas revoir les critères légaux relatifs aux enseignes, publicités et autres et les aménager de telle façon à ce que les intérêts de chaque partie soient préservés?

Réponse (29.10.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

La loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État a donné comme mission au Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) d'assurer entre autres l'exécution des lois et règlements relatifs aux enseignes publicitaires.

Ainsi, à côté de l'instruction des demandes en autorisation, le SSMN procède à l'inventaire des enseignes et publicités non autorisées. La raison en est la volonté du service d'assurer un traitement égal aux commerçants et aux entreprises. En effet, il serait injuste de voir les uns, qui sont nombreux, se conformer aux règles établies en la matière, ceci en sollicitant des autorisations et en respectant les décisions prises, et de laisser les autres mettre en place des publicités et enseignes non autorisées.

En ce qui concerne le territoire de la commune de Mersch, tous les commerçants et entreprises qui ont installé des publicités non conformes aux textes régissant la matière furent invités par le SSMN à régulariser leur situation. Ainsi 104 commerçants et entreprises ont été saisis, dont un grand nombre ont entre-temps introduit une demande en autorisation respectivement en régularisation. À ce jour, environ 20% des concernés n'ont pas encore donné de suite. Pour les dossiers soumis à mes services, 39 autorisations ont été accordées, 20 demandes ont été partiellement approuvées et seules sept demandes d'autorisations ont été refusées; je précise que je tiens toujours à ce que des propositions de solution alternatives soient faites dans ces cas de figure ou à tout le moins qu'elles découlent de la motivation donnée, afin qu'une réaction et nouvelle proposition soit possible.

Il découle de ces chiffres que l'action en la matière tend, à Mersch comme ailleurs, à trouver un équilibre entre la nécessaire visibilité de tout commerce et une pléthore de publicités et d'enseignes susceptibles de dégrader, par une véritable pollution optique, l'allure de nos villes, villages et paysages dont la protection constitue la mission du service. De plus, une telle pléthore de publicités est nuisible à la visibilité de chaque publicité prise isolément: en effet, plus il y a de publicités, moins elles produisent l'effet souhaité parce que cachées par d'autres publicités, ce qui nuit directement à chacun des commerçants ou entreprises concernés; on aboutirait à un paysage illisible, car surpeuplé de réclames, qui conduit à l'effet inverse que celui escompté par toute publicité. Aussi, la bonne et juste application de la législation en l'espèce, avec ses moyens de dérogation aux critères fixés par règlement grand-ducal, assure-t-elle à tout moment et pour tout endroit une appréciation objective, qui est de surcroît renforcée par les soins d'une commission avisant chaque demande individuellement.

Enfin, je précise qu'un projet de règlement grand-ducal en cette matière a déjà été élaboré et avisé par le Conseil d'État. Au moment de la mise en vigueur d'une nouvelle loi sur la protection et la conservation du patrimoine culturel, dont le projet est pendant, cette nouvelle réglementation va notamment prévoir des dispositions plus larges pour les publicités et enseignes à ériger dans les zones artisanales, commerciales et industrielles.

Question 0085 (21.9.2009) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **ligne de bus RGTR 118 (Luxembourg-Trèves):**

Selon mes informations, des problèmes existent concernant la ligne RGTR 118 (Luxembourg-Trier/Trier-Luxembourg via Wasserbillig et Mesenich). Ainsi, il semble que le prix des titres de transport ait changé plusieurs fois au cours des derniers mois pour en arriver à une augmentation de plus de 130%, sans que les clients en aient été informés au préalable.

Les détenteurs d'un titre de transport valable sur le territoire du Grand-Duché se plaignent encore que celui-ci n'est pas pris en

compte sur la ligne 118 et qu'ils sont obligés de payer le tarif intégral qui s'élève à 7 euros. Par ailleurs, il semble que les utilisateurs au départ de Trèves voyagent parfois gratuitement parce que le chauffeur du bus n'a plus de billets.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces problèmes? Est-ce qu'il peut confirmer l'augmentation du prix précitée? Dans l'affirmative, quelle a été l'évolution exacte du prix du billet de transport pour la ligne 118 depuis le début de l'année passée?

- Pourquoi les titres de transport valables pour le réseau national ne sont pas pris en compte pour la partie du trajet entre Luxembourg et Wasserbillig?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nombre de voyageurs sur la ligne 118 a diminué sensiblement depuis la dernière augmentation des prix?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Monsieur le Député a appris que des problèmes relatifs à la tarification existent sur la ligne RGTR 118 Trèves-Mesenich-Luxembourg alors que les prix aient augmenté de 130% au cours des derniers mois sans information préalable des clients concernés.

La tarification sur cette ligne, qui consiste en un abonnement mensuel et un billet journalier, existe depuis la création de cette ligne du 3 novembre 1992.

La dernière adaptation des prix a eu lieu le 1er juillet 2007. Il ne peut dès lors être question de plusieurs changements des prix ces derniers mois.

Les prix appliqués depuis le 1er juillet 2007 sur la relation Trèves-Luxembourg sont de 75 euros pour l'abonnement mensuel et de 7 euros pour le billet journalier. Ces deux titres de transport donnent également droit à l'usage du réseau entier des transports publics au Grand-Duché de Luxembourg.

À partir du point frontalier Mesenich vers Luxembourg-ville, la tarification nationale est acceptée, c'est-à-dire l'abonnement mensuel sur cette ligne coûte 45 euros alors que le billet pour un jour coûte 4 euros.

Cependant, au cours de 2008, certains chauffeurs d'autobus, par mégarde, ont appliqué différemment ces tarifs. Il s'agissait d'une application plus favorable pour les clients. Le redressement de cette situation aux tarifs applicables depuis le 1er juillet 2007 précités par les mêmes conducteurs a suscité quelques réactions auprès des voyageurs en début 2009, étant donné qu'ils n'en connaissaient pas la cause réelle.

Mon département en a par la suite informé la clientèle moyennant deux communiqués émis en date des 28 janvier 2009 respectivement 7 mai 2009.

À noter enfin que depuis la dernière augmentation des prix en 2007 et même au courant de cette année 2009, le nombre de voyageurs sur la ligne 118 a continuellement augmenté, pour atteindre aujourd'hui quelque 3.200 clients par jour; l'occupation des courses d'autobus surtout aux heures de pointe touche le maximum des capacités actuellement mises en circulation.

Question 0088 (22.9.2009) de **MM. André Bauler** et de **Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **distribution du courrier et quota de personnel facteur remplaçant:**

Il nous revient qu'au cours de la semaine passée, le courrier n'a pas pu être distribué pendant deux jours (jeudi et vendredi) dans la localité de Gilsdorf.

Partant, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Est-ce que des problèmes pareils se sont posés ailleurs au cours de la dernière année?

- Dans sa réponse à la question parlementaire N°3289 *(cf. compte rendu N°16/2008-2009)*, Monsieur le Ministre avait expliqué que le «quota de personnel facteur remplaçant» s'élevait à quelque 30% (avril 2009). Vu le fait que la distribution du courrier semble poser parfois problème, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (28.10.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire N° 0088 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et Commerce extérieur:

En date du 17 et 18 septembre 2009, l'ancien bureau de Diekirch, qui desservait entre autres la localité de Gilsdorf, n'a pu assurer la distribution du courrier dans ladite commune qu'avec une intensité de couverture d'environ cinquante pour cent, suite à un manque inopiné de personnel. Une priorité dans la distribution du courrier a été accordée à des clients tels que les commerces, sociétés, indépendants etc. ainsi que la remise de courrier contre signature comme les lettres recommandées, alors qu'effectivement - comme le constatent les honorables Députés à juste titre - une partie du courrier n'a pas pu être distribuée pendant ces deux jours.

Telle situation n'est pas sans précédent et j'avais eu l'occasion de clarifier les origines de ces problèmes dans une réponse à la question parlementaire N°3289 du 8 avril 2009 de l'honorable Député Ali Kaes.

Dans ce cas plus récent, il faut préciser que le remplacement du personnel distributeur de courrier n'est pas uniquement tributaire du nombre total d'agents disponibles, mais également des connaissances des tournées dont ces derniers disposent et du nombre d'agents rattachés à chaque bureau respectivement à chaque centre de distribution.

Ce dernier nombre est directement lié à la dimension du centre de distribution. Moins il y a de tournées, moins il y a de remplaçants disponibles, ce qui réduit la marge de manœuvre des responsables de l'organisation des services dans des situations exceptionnelles.

À côté du personnel directement affecté sur place, il existe un pool de remplaçants central pour parer à des manques de personnel, mais, vu la nécessité de procéder à des apprentissages de tournées, ce pool intervient en premier lieu pour des absences de plus longue durée.

En cas de besoins additionnels, des heures supplémentaires sont prestées. Dans un tel cas de figure, quatre distributeurs se répartissent le travail d'un collègue absent et l'exécutent après leur propre tournée. Ce nombre d'agents est indispensable pour pouvoir respecter la législation sur les heures de travail quotidiennes. Évidemment des bureaux avec peu de tournées disposent de ressources moins importantes pour la prestation d'heures supplémentaires.

Une reproduction de tels problèmes ponctuels ne peut évidemment jamais être exclue. Pour l'année 2009 les défauts de livraison de courrier se sont chiffrés à 17 évènements, comparés à quelque 80.000 tournées effectuées.

L'Entreprise des P&T s'efforce évidemment à mettre en œuvre toutes les options en matière d'organisation pour éviter ce genre d'incidents. Parmi celles-ci figure par exemple le regroupement des bureaux régionaux en centres de distribution.

Pas plus tard que le 5 octobre 2009, deux nouveaux centres de distribution ont été mis en service, dont celui de Ingeldorf, regroupant les anciens bureaux de Diekirch et Ettelbruck, ce qui devrait permettre de garantir une meilleure couverture voire une plus grande flexibilité en cas de manque de personnel et in fine permettre une réduction de la probabilité de tels incidents.

Question 0092 (24.9.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **gratuité des transports publics pour les enfants de moins de 12 ans accompagnés par un adulte**:

Le règlement ministériel du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics prévoit au niveau de son article 8 que:

«b) Les enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 12 ans, accompagnés d'une personne ayant au moins atteint l'âge de 18 ans et munie d'un titre de transport valable, sont transportés gratuitement sans titre de transport. Le nombre d'enfants bénéficiant sous ces conditions de la gratuité du transport est limité à quatre.

Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux groupes se déplaçant dans le cadre d'une activité scolaire ou parascolaire.

c) Les enfants visés par le paragraphe b) qui ne sont pas accompagnés doivent être munis d'un titre de transport valable».

Cette disposition a pour conséquence qu'un adulte qui accompagne cinq enfants doit veiller à ce que le cinquième soit muni d'un titre de transport. Même s'il s'agit de montants relativement modestes, il semble peu logique que, à titre d'exemple, une famille nombreuse avec quatre enfants en dessous de 12 ans puisse profiter entièrement de la gratuité du voyage pour ses enfants, tandis qu'une famille de plus de quatre enfants de la même catégorie d'âge n'en profite que partiellement.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi la gratuité des transports publics pour les enfants en dessous de 12 ans accompagnés par un adulte a été fixée à quatre enfants? Monsieur le Ministre n'est-t-il pas d'avis qu'il faudrait supprimer cette limitation?

- Par ailleurs, le deuxième alinéa du point b) précité exclut les groupes d'enfants qui se déplacent dans le cadre d'une activité scolaire ou para-scolaire. Quelle est la raison d'être de cette disposition?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée souhaite avoir des précisions relatives au règlement ministériel du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics.

En effet, l'extension de la gratuité du transport public aux enfants jusqu'à l'âge de 12 ans a été introduite seulement à partir du 1er juillet 2007. Avant cette date, seuls les enfants âgés de moins de 6 ans avaient droit au transport gratuit, lorsqu'ils étaient accompagnés d'un adulte.

La présence d'un adulte est motivée par le fait que ce dernier doit être en possession d'un titre de transport qui constitue également le contrat d'assurance pour le voyage, et dont la validité s'étend aux enfants en sa compagnie. C'est la raison pour laquelle le nombre maximal d'enfants a dû être limité.

Comme les capacités sont limitées en particulier dans les autobus, il est demandé aux utilisateurs voyageant en groupe d'annoncer leurs voyages à l'avance. Ainsi, un tarif de groupe est offert dans ces cas.

Afin de garantir le confort et la sécurité aux enfants transportés en groupe (classes scolaires ou autres) il est encore inévitable de déterminer un nombre maximal de jeunes pouvant voyager sous la surveillance d'une seule personne.

Question 0093 (24.9.2009) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**agrandissement du Lycée Technique Joseph Bech à Grevenmacher:**

Actuellement les travaux de démolition de l'ancien Lycée Technique Joseph Bech sont en cours en vue de la construction d'une nouvelle annexe de ce lycée.

Le Lycée Technique Joseph Bech se trouve dans un quartier résidentiel. Selon mes informations, il n'est pas prévu de construire un garage souterrain. J'attire l'attention sur le fait que le lycée se trouve dans un quartier résidentiel et que des réflexions sont actuellement menées au sein du conseil communal de la ville de Grevenmacher pour un nouveau règlement de stationnement et de circulation qui interdirait le stationnement des véhicules des personnes non résidant dans ce quartier. Ceci aura pour conséquence que le corps enseignant et le personnel administratif et technique n'auront pas le droit de se stationner dans les alentours du lycée.

En outre, il y a lieu de souligner qu'en période scolaire plus ou moins 500 adultes fréquentent chaque semaine (+/- 100 par jour) les cours du soir pour adultes organisés par le Ministère de l'Éducation nationale au Lycée Technique Joseph Bech. La plupart de ces personnes sont des frontaliers. En outre, le transport public dans la région de Grevenmacher ne peut pas satisfaire la demande de ce public du point de vue horaire et destination. Ainsi quasiment toutes ces personnes se rendent en voiture aux cours du soir.

Selon mes informations, il serait prévu de compenser le manque de parking dans les alentours du lycée par la mise en place provisoire d'un parking sur le terrain appartenant à l'État sis dans la rue Centenaire et sur lequel sont implantées actuellement des infrastructures provisoires hébergeant certaines classes du lycée.

Encore selon mes informations, il serait prévu de construire un parking souterrain au Lycée Technique des Arts et Métiers au Limpertsberg qui, comme le Lycée Technique Joseph Bech se trouve dans un quartier résidentiel.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

- Pourriez-vous confirmer que le projet actuel des travaux d'agrandissement du Lycée Technique Joseph Bech sis à Grevenmacher ne prévoit pas la construction d'un parking souterrain?

- En cas de réponse affirmative, au vu des considérations ci-dessus, ne jugez-vous pas utile, voire même nécessaire la construction d'un parking souterrain dans l'annexe à construire, ceci d'autant plus que l'espace creusé pouvant accueillir un tel parking souterrain est disponible après l'enlèvement des débris de l'ancien bâtiment?

- En cas de réponse négative, quelle alternative serait envisagée étant donné que l'installation provisoire d'un parking sur un terrain sis en plein centre-ville ne pourrait pas être une solution définitive alors que l'utilisation d'un tel terrain pourrait être destinée à d'autres infrastructures publiques, répondant davantage à l'idée d'un développement durable de la région, et notamment de la ville de Grevenmacher (comme par exemple une piscine scolaire couverte)?

Réponse commune (4.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Léon Gloden souhaite avoir quelques informations sur le projet d'extension du Lycée Technique Joseph Bech à Grevenmacher, et en particulier sur les possibilités de stationnement prévues dans le cadre de ce projet.

En effet, le projet d'extension actuel (nouveau bâtiment C) ne prévoit en principe pas la réalisation d'un parking souterrain, en particulier, pour des motifs économiques. En effet, l'on précise que la construction d'un parking souterrain de quelques 50 emplacements s'avère très onéreuse par rapport au coût d'un parking en surface.

L'on a analysé en détail les besoins et les capacités de places de stationnement en surface qui se présentent sur le site et ses environs, aussi bien transitoirement lors du chantier que définitivement après la mise en service des nouveaux bâtiments scolaires. Avant le début des travaux de démolition des anciens bâti-

ments, un nombre total de 70 emplacements était disponible sur trois parkings différents, à savoir sur les deux parkings de la rue de Muenschecker avec 20 respectivement 25 emplacements et sur le parking situé devant l'ancienne aile C avec 25 emplacements.

En phase transitoire, le nombre d'emplacements disponibles se réduit à 25 places au vu de la mise en place d'une structure provisoire sur un des parkings de la rue de Muenschecker. Cependant, les responsables du lycée ont reçu l'accord de principe d'une société privée pour pouvoir aménager provisoirement quelques 40 emplacements sur un terrain rue des Caves, de sorte que le nombre total de places disponibles sera équivalent à la situation existante.

Après l'achèvement du projet d'extension, les deux parkings précités de la rue de Muenschecker seront de nouveau entièrement disponibles. S'y ajouteront au moins 55 emplacements sur un parking qui sera aménagé à l'arrière du hall des sports dans la rue du Centenaire, après l'enlèvement des anciennes structures provisoires.

Par conséquent, il est prévu que le Lycée Technique Joseph Bech puisse disposer d'un certain nombre d'emplacements ce qui devrait suffire à pourvoir aux besoins d'un lycée de cette taille.

Néanmoins, le département des Travaux publics analysera de façon détaillée la faisabilité d'un parking souterrain dans le contexte de la planification détaillée ainsi que le coût précis de ces installations. Une décision définitive sera prise dès que tous les éléments nécessaires seront disponibles.

Question 0095 (25.9.2009) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **travaux de rénovation de la cathédrale Notre-Dame:**

Pour l'instant des chantiers sont en cours à la cathédrale Notre-Dame tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment. D'après mes informations, il s'agirait de travaux de rénovation de la façade et de divers projets de réaménagement à l'intérieur de l'édifice. Des travaux de fouilles archéologiques seraient également prévus dans le cadre de ces chantiers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Cultes, à Monsieur le Ministre du Développement durable et à Madame la Ministre de la Culture:

- Pouvez-vous me fournir des détails sur ces chantiers, notamment en ce qui concerne les raisons et la durée de ces travaux?

- Quels seront les coûts totaux de ces travaux et quelle y est la participation financière de l'État?

- Pouvez-vous me donner des informations concernant le but et l'envergure des fouilles archéologiques?

Réponse commune (29.10.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes* et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

La Cathédrale de Luxembourg présente la caractéristique exceptionnelle de remplir la double fonction d'église paroissiale et de siège épiscopal.

Au moment de la création de l'Évêché de Luxembourg, le statut juridique d'église paroissiale a été expressément conservé à l'église-Cathédrale Notre-Dame par l'arrêté royal grand-ducal du 23 juin 1873 portant reconnaissance de l'évêché de Luxembourg, qui en son article 2, alinéa 2 dispose que: «L'église de Notre-Dame est érigée en Cathédrale et conserve néanmoins le caractère d'église paroissiale, sauf à régler ultérieurement les rapports civils entre les deux établissements, s'il y a lieu».

Selon la législation en vigueur concernant les fabriques d'églises, les dispositions à prendre au sujet de l'édifice de la Cathédrale sont réparties dans les attributions respectives de Monseigneur l'Archevêque de Luxembourg, de la Fabrique d'église Notre-Dame et de la Ville de Luxembourg. L'État n'étant donc pas le propriétaire du bâtiment, nous nous permettons de signaler à cet endroit que la question parlementaire s'est adressée inutilement à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

D'après les renseignements dont le Ministère de la Culture dispose en raison de diverses demandes que lui a adressées la Ville de Luxembourg en sa qualité légale de maître d'ouvrage pour le gros œuvre de l'édifice, il est actuellement procédé à d'importants travaux de réfection des façades de la Cathédrale. Ces travaux sont techniquement nécessaires afin de rétablir l'étanchéité et de garantir la bonne conservation de l'édifice.

Le Ministère de la Culture n'étant pas le maître de l'ouvrage, il ne peut pas renseigner ni sur les coûts totaux, ni sur la durée des travaux en cours. En revanche, la Ministre de la Culture a promis à la Ville de Luxembourg des subsides à hauteur totale de 117.779 euros pour le cas d'une réalisation conforme aux indications du Service des sites et monuments nationaux des positions maçonnerie/pierre de taille; charpente-couverture; menuiseries extérieures (y inclus la restauration des portes d'entrée en bois massif de la façade XVIIe siècle).

En ce qui concerne le souterrain du bâtiment et des parties attenantes, il peut être confirmé que des fouilles archéologiques ne sont pas prévues. D'après les informations reçues du Musée National d'Histoire et d'Art, il sera procédé au creusement d'un petit fossé pour la pose d'un canal d'eau de pluie. L'envergure de ce chantier sera aussi limitée que des fouilles archéologiques ne seront pas nécessaires.

Pour ce qui est de l'intérieur de la Cathédrale, il est vrai qu'il existe, depuis une bonne dizaine d'années, différents plans et études concernant le réaménagement architectural, liturgique et artistique du chœur de la Cathédrale qui ont été commandés par l'autorité ecclésiastique et soumis par celle-ci à la Ville de Luxembourg et au Ministre des Cultes.

Qu'il soit permis dans ce contexte de signaler que l'intérieur de la Cathédrale n'est pas immédiatement du ressort des autorités municipales et que ladite démarche de l'autorité ecclésiastique visait à obtenir le soutien financier des autorités étatiques et municipales.

Il n'en reste pas moins que l'initiative des travaux doit venir directement de l'autorité ecclésiastique. Or, à ce qu'il paraît, les plans ne sont pas prêts. Il nous paraîtrait indécent, voire contraire au principe de la liberté des cultes, d'ébruiter des projets de l'Archevêché avant même que ce dernier s'y soit prononcé définitivement.

Toutefois, en ce qui concerne une éventuelle participation du Gouvernement au réaménagement de l'intérieur de la Cathédrale, la position de principe du Ministre des Cultes est la suivante: la représentativité de la Cathédrale revêt un intérêt incontestable pour l'État, étant donné

- sa fonction de lieu de cérémonies officielles de l'État et de la Maison grand-ducale;

- sa fonction de lieu de pèlerinage avec rayonnement au niveau national et à l'échelle de la Grande Région;

- sa fonction de lieu de culte principal pour l'Église catholique, sachant que les lieux de culte principaux des autres cultes conventionnés bénéficient au même titre du soutien financier à charge du budget du Ministère des Cultes.

Question 0096 (25.9.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **pollution des sols dans les alentours de l'aire de Berchem:**

En mars 2009, un reportage télévisé avait relevé que les environs de l'aire de Berchem, et plus précisément le lieu-dit «a Gärtchen» seraient fortement pollués par les eaux usées des stations de services voisines. Dans leur réponse commune à ma question parlementaire N°3252 *(cf. compte rendu N°13/2008-2009)* le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et le Ministre des Travaux publics avaient annoncé une série d'études et de mesures à prendre afin d'améliorer la situation. Depuis, la situation au lieu précité ne s'est guère améliorée.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer, si les mesures annoncées ont été réalisées?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le résultat des études effectuées? Si tel devait être le cas, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les mesures prises afin de remédier à la pollution du site précité?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de ce manquement? Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les institutions responsables de l'exécution de ces mesures?

- Si non, Monsieur Ministre peut-il m'informer comment il entend éviter de tels blocages entre institutions qui se trouvent désormais sous ses seules attributions en tant que Ministre du Développement durable et des Infrastructures?

Réponse (26.11.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question de l'honorable Député Eugène Berger qui fait référence à la réponse commune du Ministre de l'Environnement, du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre des Travaux publics à la question parlementaire N°3252 du 25 mars 2009, il y a lieu d'apporter les compléments d'information suivants:

Les analyses effectuées par l'organisme agréé chargé de déterminer l'étendu et le degré de pollution des sols au lieu-dit «Im Gärtchen» chiffrent la teneur en hydrocarbures des sédiments jusqu'à un maximum de 103.310 mg/kg et estiment la quantité de terres polluées à environ 4.000 m^3.

Les investigations sur l'état constructif des installations confirment encore que la pollution provient des aires de service et non pas de l'autoroute. La raison principale des pollutions se situe au niveau des installations de déshuilage des eaux superficielles. En effet, il a été constaté que les déshuileurs existants sont rapidement colmatés en cas de pluie par des sédiments en provenance des aires de service, surtout après des périodes de sécheresse prolongées.

Il est certain que la solution durable du problème de la pollution doit donc passer par la transformation conséquente des installations, voire même par le remplacement des installations existantes par une meilleure technologie. Les travaux seront effectués dès que les résultats seront disponibles.

L'étude technique concernant la technologie et le dimensionnement des installations à mettre en place est confiée à une société agréée luxembourgeoise et à une société allemande spécialisée en la matière.

Dès à présent et pour parer dans l'immédiat autant que possible à de nouvelles pollutions il a été convenu avec les exploitants des aires de service d'augmenter la fréquence des nettoyages des déshuileurs afin d'empêcher l'obstruction progressive des filtres de déshuilage. Par ailleurs, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a mandaté un organisme agréé d'un contrôle plus fréquent de la qualité des eaux à la sortie des installations.

Dans le but d'améliorer à court terme la situation pour les habitants qui vivent à proximité du site d'autres mesures temporaires seront prochainement mises en œuvre sous la supervision d'un comité d'accompagnement que le Ministre de l'Intérieur et le Ministre du Développement durable et des Infrastructures viennent d'instaurer et qui a pour mission de coordonner les actions des différents administrations et services compétents en matière de protection des eaux et de l'environnement. Dans ce contexte l'Administration des Ponts et Chaussées procédera à court terme à l'aménagement d'un bassin à ciel ouvert à la sortie des déshuileurs afin de collecter les eaux déversées et de faciliter les contrôles de leur qualité. En outre l'exécutoire existant qui déverse dans un ruisselet au lieu-dit «Unter dem Bongert» sera prochainement modifié de façon à réduire les nuisances pour la population locale.

En fin de compte, il est évident qu'un assainissement des terres polluées devra être opéré. Il est estimé préférable que cet assainissement se fasse après que les mesures constructives soient réalisées.

Question 0097 (25.9.2009) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **tribunal d'arrondissement de Diekirch:**

Dans un article paru dans le quotidien «Tageblatt du 23 septembre 2009», le procureur d'État près du Tribunal d'arrondissement de Diekirch déplore le manque de magistrats auprès du Tribunal de Diekirch. Tout en accueillant favorablement la création d'une troisième chambre ainsi que l'affectation d'un juge supplémentaire, le procureur d'État remarque que le volume de travail est trop important pour que toutes les affaires soient traitées dans un délai raisonnable. Il regrette notamment que le parquet de Diekirch ne dispose pas d'un procureur d'État adjoint. Par ailleurs, le procureur d'État revendique l'engagement d'un substitut supplémentaire.

En outre, le palais de justice de Diekirch, qui fut construit au 19e siècle, apparaît aujourd'hui beaucoup trop petit, de sorte qu'une extension, voire la construction d'une annexe ou d'un nouveau bâtiment s'avère nécessaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il y a actuellement un manque de magistrats auprès du tribunal de Diekirch?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'affecter plus de magistrats à ce tribunal?

- Quel est le nombre d'affaires ayant rencontré un problème d'interférence lors de la composition de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel siégeant en composition collégiale?

- Quelle est la proportion du nombre d'affaires annuellement traitées par les magistrats actuels au tribunal d'arrondissement de Luxembourg et celui de Diekirch?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le palais de justice de Diekirch est encore approprié pour accueillir un tribunal d'arrondissement où travaillent une soixantaine de personnes?

- Est-ce que le bâtiment en question satisfait encore de manière générale aux normes de sécurité?

- Au vu du manque de place devant l'entrée du bâtiment, Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'accueil des détenus peut avoir lieu en toute sécurité?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures n'estime-t-il pas qu'une extension du bâtiment existant, voire la construction d'un nouveau palais de justice s'avère nécessaire? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches que Monsieur le Ministre compte entreprendre en ce sens?

Réponse (29.10.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député estime que «le Palais de Justice de Diekirch, qui fut construit au 19e siècle, apparaît aujourd'hui beaucoup trop petit, de sorte qu'une extension, voire la construction d'une annexe ou d'un nouveau bâtiment s'avère nécessaire».

Suite à des questions d'adaptation des mesures de sécurité visant en particulier le transport

des détenus et le manque de places de stationnement pour le personnel du Tribunal et du Parquet de Diekirch, un bureau d'architecture avait été chargé en 2003 pour faire une étude de transformation du Palais de Justice avec pour objet de trouver d'éventuelles synergies avec le projet de construction du complexe scolaire de la Ville de Diekirch, limitrophe au Palais de Justice, pour lequel le même bureau d'architecture a été chargé à l'époque.

Compte tenu des diverses solutions proposées par l'architecte, la construction d'une annexe dans la cour arrière du Palais de Justice permettant aux fourgons un accès direct à la cave du bâtiment existant et une circulation contrôlée des détenus à l'intérieur du tribunal fut retenue comme étant la solution la mieux adaptée. D'ailleurs, cette variante aurait augmenté la surface de bureaux en créant une quinzaine de places de travail supplémentaires. C'est ainsi que ce projet a été inscrit au Fonds d'investissements publics administratifs en 2005 et 2006 avec un coût prévisionnel de quelque 4.500.000 euros. Cependant et pour des motifs d'économies, ce projet a dû être reporté dans le temps.

En mars 2008, il a été décidé de relancer le projet en question et les autorités judiciaires ont été sollicitées d'établir un programme de construction actualisé pour le Palais de Justice Diekirch.

Pour faire face au manque actuel d'espace, le département de la Justice a transmis une demande de location d'espaces supplémentaires à la Commission des loyers auprès du Ministère des Finances, qui sera évaluée en prenant en considération le contexte global des besoins en locaux des autorités judiciaires à Diekirch.

Par conséquent, une solution définitive à ce sujet sera cherchée prochainement d'un commun accord avec toutes les parties concernées.

Question 0099 (25.9.2009) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant les **procédures d'immatriculation et de mise hors circulation de véhicules:**

Dans un article paru dans le quotidien «Tageblatt» du 25 septembre 2009, un résident luxembourgeois a énuméré toute une série de problèmes administratifs qu'il a rencontrés lorsqu'il a voulu immatriculer sa voiture électrique d'occasion achetée en France. Il ressort de l'article que les différents employés et techniciens de la station de contrôle technique de Sandweiler qui traitaient son dossier avalent du mal à lui expliquer de façon claire et précise quels documents il devait produire pour pouvoir immatriculer une telle voiture. À part le fait qu'il passait plusieurs fois à la station de contrôle technique de Sandweiler avant de se voir délivrer les papiers nécessaires, il devait payer une taxe pour réception à titre isolé s'élevant à 432 euros alors qu'il était en possession d'un certificat d'homologation européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la procédure d'immatriculation pour une voiture importée est contraire à la politique de simplification administrative et à la politique d'intégration européenne prônées par le Gouvernement? Dans l'affirmative, quelles mesures compte-t-il prendre afin de remédier à cette situation?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que la formation du personnel travaillant à la SNCT est adaptée pour contrôler des voitures électriques et/ou importées et fournir des informations claires et précises quant aux pièces requises pour l'immatriculation de telles voitures?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la taxe de réception pour une voiture à zéro pourcent d'émission de gaz à effet de serre va à l'encontre des mesures gouvernementales de promotion des voitures économes en carburant? Dans l'affirmative, quelles mesures entend-il prendre?

- Étant donné que la nouvelle procédure de mise hors circulation temporaire d'un véhicule exige la remise à la SNCT d'une des deux parties du certificat d'immatriculation, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre du Développement durable, s'il estime que cette nouvelle procédure est justifiée notamment à l'égard de la politique gouvernementale de simplification administrative et si, le cas échéant, Monsieur le Ministre compte intervenir auprès du Ministre des Finances afin de revenir à l'ancienne procédure de mise hors circulation?

Réponse (4.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert sur une éventuelle simplification administrative en matière d'immatriculation de véhicules, sur la formation du personnel travaillant auprès de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) ainsi que sur la taxe de réception applicable aux véhicules à «zéro pourcent d'émissions de gaz à effet de serre».

L'on précise tout d'abord que dans le cas concret visé par l'honorable Député, le client n'était pas en possession, pour le véhicule en question, d'un certificat d'homologation européen, mais uniquement d'une seule réception nationale française. Cependant, celle-ci n'est valable que sur le territoire français.

Bien que la simplification administrative soit une des priorités du Gouvernement, il faudra néanmoins faire en sorte qu'une telle simplification ne se fasse au détriment de la sécurité des véhicules routiers mis en circulation.

Dans le cas du véhicule électrique visé par l'honorable Député, les contrôles administratifs et techniques effectués par la SNCT étaient tous en relation exclusive avec l'état de sécurité du véhicule et ne concernaient nullement le fait que celui-ci était à propulsion électrique.

Il convient par ailleurs de souligner que la SNCT effectue depuis plus de 50 ans des activités de contrôle technique et de réception de véhicules routiers et que les experts techniques du Service «Agréation» de la SNCT ont bénéficié et vont bénéficier d'une formation très poussée en matière de réception de véhicules.

En ce qui concerne les tarifs perçus pour les opérations de contrôle technique et d'agréation des véhicules routiers, il y a lieu de rappeler que ceux-ci ont été évalués et fixés de manière à assurer l'autofinancement des mêmes opérations, sans pour autant générer un bénéfice quelconque pour la SNCT.

Quant à l'application du règlement grand-ducal du 26 août 2009 concernant le remboursement de la taxe sur les véhicules routiers, il est renvoyé à la réponse de Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances, aux questions parlementaires N°0073 et N°0090 concernant la taxe sur les véhicules routiers *(cf. compte rendu N°3/2009-2010)*.

Question 0101 (29.9.2009) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant l'**immeuble «Gare de Berchem»:**

Depuis plusieurs années, la Gare de Berchem ne fait plus fonction de gare avec guichet. Dès lors se pose la question de la destination future de cet immeuble qui devrait toujours être la propriété des CFL. D'après mes Informations, certaines associations de la commune de Roeser seraient intéressées à utiliser les locaux de l'immeuble.

- Monsieur le Ministre, pourriez-vous me renseigner sur le propriétaire de l'immeuble, sur les projets d'affectation future de l'immeuble ou si cet immeuble pourrait être donné en location, voire même être vendu (éventuellement à l'Administration communale de Roeser).

Réponse (9.11.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Robert Weber souhaite avoir quelques informations sur l'immeuble «Gare de Berchem» qui ne fait plus fonction de gare avec guichet.

En effet, le bâtiment-voyageurs en gare de Berchem fait partie du patrimoine de l'État (Fonds du Rail) défini par la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire et est repris en vertu de l'article 3 modifié de ladite loi dans le relevé en annexe du règlement grand-ducal modifié du 29 juin 1997 énumérant les propriétés domaniales de l'infrastructure ferroviaire.

L'immeuble en question n'est plus utilisé à des fins ferroviaires (guichet et vente de billets) depuis plusieurs années et se trouve dans un état vétuste.

Cependant, la mise à disposition de locaux se situant à proximité immédiate des quais et des voies ferrées à des clubs ou associations locales, comme le préconise l'honorable Député, est susceptible d'entraîner des risques non négligeables d'accidents dans l'emprise ferroviaire. Quoi qu'il en soit, la compétence pour la location d'immeubles appartenant à l'État appartient au Ministère des Finances, commission des loyers.

Dans ce contexte, l'on précise encore que le projet de mise en conformité pour personnes à mobilité réduite de l'arrêt de Berchem, actuellement à l'étude avec le concours de la commune, aura sans doute des incidences importantes sur le site entier. Dès lors, afin de garantir la faisabilité de cette mise en conformité, une vente du bâtiment est à déconseiller.

Question 0103 (16.9.2009) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **nombre d'heures d'instruction par an:**

Le Ministère de l'Éducation nationale a dévoilé, à travers un communiqué datant du 8 septembre 2009, certaines données statistiques provenant de l'édition 2009 de la publication de l'OCDE «Education at a glance - Regards sur l'Éducation».

Le nombre d'heures d'instruction par année y est exposé pour les élèves de 7 à 15 ans du Luxembourg ainsi que la moyenne européenne.

Au Luxembourg, si pour les élèves de 7 à 8 ans on compte en moyenne 847 heures d'instruction par an (h.i./an), pour les élèves de 12 à 14 ans on en compte 782 h.i./an pour finir à 750 h.i./an vers 15 ans. Une diminution de près d'une centaine d'heures entre 7 et 15 ans pour ces élèves. La tendance européenne y est, quant à elle, inversée avec une moyenne de 781 h.i./an pour les 7 à 8 ans, 881 h.i./an pour les 12 à 14 ans pour atteindre les 918 h.i./an à 15 ans, soit une augmentation progressive des heures d'instruction en fonction de l'âge des élèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Madame la Ministre de l'Éducation nationale peut-elle me confirmer que les données publiées dans ce communiqué sont correctes?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'expliquer pourquoi les heures d'instruction par an de nos élèves diminuent au fur et à mesure que nos élèves vieillissent alors que celles-ci augmentent avec l'âge des élèves dans la plupart des autres pays européens?

Le nombre d'heures d'instruction a été retenu comme un des trois indicateurs de qualité relatif à l'environnement pédagogique, à côté de la taille des classes et la rémunération des enseignants.

Le communiqué ne tire cependant aucune conclusion sur ce point. J'aimerais donc également savoir:

- En ce qui concerne le nombre d'heures d'instruction, le choix adopté par notre pays est-il finalement un indicateur positif ou négatif de qualité.

Réponse (28.10.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les chiffres sur le nombre d'heures d'instruction pour le Luxembourg publiés par l'OCDE dans «Regards sur l'Éducation» ne sont pas exacts. L'explication réside dans le fait que l'OCDE a, à des fins de comparabilité, transcrit les données du Luxembourg en heures d'instruction. Or, ces données ont été transcrites au préalable par mes services en heures d'instruction ce qui fait que la procédure de rendre comparable les données a été lancée deux fois.

Le calcul des heures d'instruction au niveau de l'enseignement fondamental est le suivant: 28 leçons hebdomadaires à 55 minutes sur 36 semaines par année font 1.008 leçons annuelles à 55 minutes. Ceci correspond à 924 heures d'instruction.

Le calcul pour les heures d'instruction au niveau de l'enseignement postprimaire est le suivant: 30 leçons hebdomadaires à 50 minutes sur 36 semaines par année font 1.080 leçons annuelles à 50 minutes. Ceci correspond à 900 heures d'instruction.

L'OCDE, qui partait de leçons prestées, a refait ce calcul ci-avant pour arriver ensuite à 847 heures d'instruction pour l'enseignement fondamental (924h* (55/60)) et 750 heures d'instruction pour le postprimaire (900h* (50/60)).

La date de référence a été fixée par l'OCDE au 1er janvier de l'année. Les élèves de 7 à 12 ans sont comptés dans l'enseignement fondamental. À partir de 13 ans, les élèves fréquentent en principe l'enseignement postprimaire. L'OCDE a calculé la moyenne des heures d'instruction obligatoire des élèves de 12 à 14 ans dans l'enseignement public en prenant une fois les heures d'instruction de l'enseignement fondamental et deux fois les heures d'instruction de l'enseignement postprimaire:

{[924*(55/60)] + [900*(50/60)] + [900*(50/60)]} / 3 →
(847+750+750) / 3 = 782

Cette moyenne devrait être calculée comme suit:

{[1008*(55/60)] + [1080*(50/60)] + [1080*(50/60)]} / 3 →
(924+900+900) / 3 = 908

Les responsables de l'OCDE ont été avertis et les données publiées dans le chapitre D1 dans «Regards sur l'Éducation» seront corrigées à partir de l'édition 2010.

En ce qui concerne le nombre total d'heures d'instruction pour les élèves de 7 à 14 ans dans les établissements publics, le Luxembourg passera à 7.344 heures (6*924 + 2*900) et dépassera donc la moyenne des pays de l'OCDE. En ce moment, il est difficile d'allonger pour les élèves la durée hebdomadaire des enseignements. Toutefois, une plus grande flexibilité des enseignements ainsi qu'une réduction des périodes creuses avant les congés et vacances devront être visées.

Question 0106 (29.9.2009) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **restructuration de CFL Cargo:**

Récemment, la société CFL Cargo a fait savoir qu'elle était confrontée à une réduction de 40% de ses trafics et de son chiffre d'affaires suite à la crise économique. Parmi les mesures pour faire face à cette situation, le communiqué de CFL Cargo cite entre autres un plan de restructuration qui prévoit une réduction des effectifs de 520 à 394 vers la mi-2010. Le communiqué précise encore que cette restructuration se fera sans licenciements et qu'il a «fait l'objet de concertations régulières avec les partenaires sociaux».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est l'impact de cette restructuration sur les conditions de travail du personnel de la CFL Cargo? Le règlement grand-ducal du 24 août 2007 portant modification du statut du personnel des chemins de fer luxembourgeois comporte entre autres des dispositions qui définissent le temps de travail, l'amplitude, la durée du repos journalier et le nombre des tours de service entre deux repos hebdomadaires. Est-ce qu'il est prévu de modifier

ces dispositions dans le cadre de la restructuration? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de modifier les conditions existantes, issues des négociations menées au printemps 2007 suite à la création de CFL Cargo?

- Par ailleurs, les représentants du personnel sont mécontents du manque d'information concernant la restructuration de CFL Cargo. Ainsi, il semble que de nouveaux plans de roulement du personnel aient été établis sans concertation préalable avec les syndicats. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce problème? Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une meilleure transparence concernant les décisions à prendre et un dialogue renforcé entre la direction de la CFL Cargo et le personnel pourraient améliorer le climat de travail auprès de la CFL Cargo? Est-il disposé à intervenir en ce sens auprès des personnes responsables?

Réponse (5.11.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Roger Negri souhaite poser quelques questions sur l'impact de la restructuration de la société CFL Cargo sur les conditions de travail du personnel de cette même société.

Dans ce contexte, il échet de rappeler tout d'abord les conclusions de la tripartite ferroviaire du 20 décembre 2005 qui prévoient entre autres que: «Le statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des CFL sera maintenu, sous réserve des conditions de travail qui seront alignées pour les agents actuels et futurs du Groupe CFL sur celles du secteur privé et ainsi adaptées aux besoins d'une entreprise performante afin d'assurer la pérennité de la Société nationale des CFL. Parmi ces besoins comptent notamment une plus grande flexibilité au niveau des heures de travail et une plus grande polyvalence, ceci pour permettre de moderniser les méthodes de travail et pour améliorer le niveau de productivité du personnel et du matériel. Ces adaptations se feront dans le respect des impératifs de la sécurité ferroviaire tout en tenant compte des aspirations des cheminots au niveau de la qualité de vie ainsi que de la sécurité et de la protection de la santé au travail.»

Par règlement grand-ducal du 24 août 2007, les modifications y relatives ont été inscrites au Statut du Personnel de la Société nationale des CFL. Ces modifications ont d'ailleurs été préalablement avisées favorablement par les conseils d'administration des CFL et de CFL Cargo au sein desquels les partenaires sociaux sont également représentés. Parallèlement il a été convenu de confirmer les conditions de travail applicables auprès de la filiale CFL Cargo moyennant un accord d'entreprise.

Cet accord d'entreprise, signé le 21 novembre 2007 entre la Direction de CFL Cargo et les partenaires sociaux stipule entre autres que

«a) les conditions de travail s'appliquent à tout le personnel de CFL Cargo;

b) un repos journalier de neuf heures sera introduit dans le respect de la semaine de 40 heures pour le personnel travaillant à service irrégulier;

c) CFL Cargo s'engage à développer durant la validité de l'accord d'entreprise un modèle de travail permettant d'accorder un repos journalier supérieur à neuf heures tout en maintenant le principe des repos périodiques prolongés.»

L'accord d'entreprise précité expire le 30 juin 2010.

Par conséquent, il est prévu d'instituer sous peu un groupe de travail comprenant des experts de la maison-mère et de la filiale CFL Cargo dans l'optique d'analyser d'éventuelles opportunités s'offrant en matière de conditions de travail afin de trouver, en accord avec les partenaires sociaux, une solution pour la période d'après juin 2010.

Il y a finalement lieu de préciser que les partenaires sociaux sont représentés auprès de CFL Cargo au niveau du conseil d'administration, du comité de suivi des effectifs, du comité mixte d'entreprise ainsi que, récemment, sur initiative du président du conseil d'administration, au comité de pilotage. Toutes ces institutions se réunissent à intervalles réguliers et tous les sujets concernant le personnel y sont discutés d'une façon circonstanciée.

Question 0109 (30.9.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **décharge du SIDEC au Fridhaff:**

Auf die parlamentarische Frage N°2072 vom 25. Oktober 2007 *(cf. compte rendu N°6/2007-2008)* hatte das Umweltministerium folgende Frage an das SIDEC aufgeworfen:

«Meng Servicer hunn de SIDEC kontaktéiert, fir eng Erklärung ze kréien, wéi et zu deene festgestallten Differenzen a Bezuch op d'Volumenangabe kënnt.»

Der SIDEC-Präsident hat in einem Interview behauptet, dass es auf Fridhaff eine autorisierte Restkapazität gäbe, die jedoch unter der tatsächlich ausschöpfbaren Kapazität liege.

Meine Fragen:

1) Wie lautete die Erklärung des SIDEC in Bezug auf die vom Ministerium gestellte Nachfrage?

2) Ist die autorisierte Restkapazität schon gebaut oder wird sie erst gebaut werden?

3) Wann wurde die Genehmigung erteilt?

Réponse (10.11.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Durch den ministeriellen Beschluss N°96/CD/08 vom 16. Juli 1997 wurde eine Gesamtrestkapazität der Deponie SIDEC von 370.000 m³ Verfüllvolumen genehmigt. Dieses Volumen teilt sich auf zwei Flächen auf, nämlich 120.000 m³ auf einer neuen, abzudichtenden Fläche im südlichen Bereich der Deponie, Fläche, welche in der Zwischenzeit bereits verfüllt ist, sowie 250.000 m³ in dem Bereich wo eine Zwischenabdichtung auf die alte Deponie aufgebracht wurde. Von letzterem Volumen sind zurzeit noch ungefähr 100.000 m³ verfügbar, was einer Restlaufzeit der Deponie von weniger als vier Jahren entspricht.

Im Abfallwirtschaftsplan des SIDEC von 2006 wurde für dieses Datum eine Restkapazität der Deponie von 300.000 m³ angegeben. Diese Angabe basiert auf einem, vom SIDEC angenommenen Gesamtvolumen für die beiden oben genannten Flächen von 495.000 m³. Gegenüber dem 1997 genehmigten Verfüllvolumen würde dies einer Kapazitätserweiterung der Deponie von ungefähr 125.000 m³ entsprechen. Das aktuelle Restvolumen der Deponie würde somit entsprechend den Angaben des SIDEC bei ungefähr 225.000 m³ liegen und würde einer Restlaufzeit von etwa neun Jahren entsprechen.

Es kann also festgehalten werden, dass die restlichen Kapazitäten in jedem Fall noch für mindestens vier Jahre ausreichen werden.

Die Abweichungen zwischen diesen vom SIDEC angegebenen Mengenangaben und derjenigen, die in dem oben genannten Beschluss festgehalten sind, lassen sich folgendermaßen erklären.

Einerseits beansprucht der zwischenzeitlich erfolgte Einbau einer Zwischenabdichtung aus Bitumen weniger Volumen als die ursprünglich geplante mineralische Abdichtung. Hervorzuheben ist in diesem Zusammenhang, dass dieser Einbau gemäß dem diesbezüglich spezifischem ministeriellen Beschluss N°1/01/0400, der keine Kapazitätserweiterung vorsieht, durchgeführt wurde.

Zum anderen können diese Abweichungen aus einer möglicherweise vom SIDEC geplanten Änderung der Endprofilierung der Deponieoberfläche entstehen. Ein diesbezüglicher Antrag liegt der Umweltverwaltung zurzeit allerdings nicht vor.

Tatsache ist demnach, dass die genehmigte Kapazität der Deponie nach wie vor jene ist, welche 1997 im ministeriellen Beschluss N°96/CD/08 festgeschrieben wurde.

Allerdings wurde SIDEC bereits im November 2008 ausdrücklich darauf hingewiesen, dass ein Ausbau der Restkapazität auf das in seinem Abfallwirtschaftsplan angegebenen Maximalvolumen nur nach vorheriger Genehmigung erfolgen kann.

Question 0110 (30.9.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **mise en place d'une banque de données en matière de moelle osseuse:**

La greffe de moelle osseuse constitue parfois l'ultime recours dans des cancers hématologiques comme les leucémies. S'il arrive souvent que les donneurs de moelle osseuse se trouvent parmi les membres de la famille immédiate, Il n'est pas rare que les personnes qui ont besoin d'une greffe doivent s'orienter vers des dons en provenance de personnes non apparentées compatibles. Il est dès lors primordial que ces personnes puissent se mettre en contact avec des donneurs potentiels. Or, si nous disposons de banques de données par exemple en matière de sang, une banque de données relative aux donneurs de moelle osseuse fait, sauf erreur, défaut au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Pourquoi le Luxembourg, à l'instar d'autres pays européens, ne dispose-t-il pas d'une banque de données ou d'un registre national en matière de dons de moelle osseuse?

2. Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faille remédier à cette situation, sinon en mettant en place une telle structure, du moins en permettant aux Luxembourgeois concernés de consulter les banques de données étrangères?

3. Le Gouvernement n'est-il pas d'avis, au vu de l'importance des dons de moelle osseuse, qu'il y aurait lieu de sensibiliser les personnes sur le sujet et ainsi amener des personnes à vouloir se porter donneur, quand bien même le bénéficiaire du don soit une personne non apparentée?

Réponse (2.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Parlementaire soulève la question de l'opportunité de la mise en place d'un registre national ou banque de données de donneurs de greffe de moelle osseuse, telle que cela existe à l'étranger.

Or, le Luxembourg ne dispose pas de la masse critique nécessaire, en fait du volume de population requis, pour justifier et faire fonctionner correctement pareil registre.

La masse critique fait défaut à plus d'un titre. Tout d'abord la détermination de la «carte d'identité biologique» (système HLA - antigènes d'histocompatibilité) demande pour la moelle osseuse des connaissances et techniques particulièrement pointues. Les quelque huit à dix cas par an qui se présentent au Luxembourg ne justifient pas l'acquisition de ce savoir-faire.

Par ailleurs, toujours compte tenu de la population nationale limitée, les chances de trouver pour un receveur déterminé un donneur compatible sur un registre national sont très peu élevées.

Dans les conditions données, en cas de besoin de greffe de moelle osseuse, les résidents luxembourgeois sont dirigés vers les grands centres à l'étranger (Institut Bordet, UCL, hôpitaux universitaires en France), qui disposent des structures et des moyens nécessaires pour déterminer la «carte d'identité biologique», transmise génétiquement. Si une allogreffe familiale ne peut pas se réaliser, un donneur sera recherché dans la base de données du pays ou du centre spécialisé auquel il est fait appel.

Les résidents désireux de donner leur moelle osseuse sont mis en contact avec un des centres spécialisés étrangers dont question ci-dessus, aux fins d'inscription dans la banque de données y tenue.

Il faut savoir que la question de la masse critique est quelque peu différente pour la transplantation d'organes. Pour les organes en effet Eurotransplant, qui réunit sept pays, tient une banque de données centrale. En cas de disponibilité d'un organe, l'ordinateur recherche parmi les personnes en attente d'un organe, inscrites sur les sept registres nationaux, le receveur le plus compatible.

Question 0111 (30.9.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **géothermie de profondeur:**

Op der Sich no alternativen Energiequelle kënnt der Geothermie a speziell der Déiften-Geothermie haut nach keng grouss Bedeitung zou. Dobäi kéint de weltwäite Bedarf un Energie mat der Hëllef vun Erdwäermt iwwer e laangen Zäitraum gedeckt ginn. Duerch d'Entwécklung vun neien Technologië gesi vill Experten an der Notzung vun dëser Geothermie, speziell der Déiften-Geothermie, eng Zukunft am Beräich vun der erneierbarer Energie. Ausserdeem ass d'Erdwäermt ëmwelt- a klimafrëndlech a praktesch ouni Risiko.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Goufen zu Lëtzebuerg Etüde gemaach, fir d'Déiften-Geothermie ze notzen? Wa jo: Wéi sinn hei d'Resultater a wat sinn d'Konklusioune vun dësen Etüden? Wann neen: Ass d'Regierung bereet d'Recherchen, speziell an der Déiften-Geothermie ze ënnerstëtze respektiv anzeleeden?

2. Wéi vill Demanden fir d'Installatioun a fir Subsidë fir eng «normal» Geothermie-Anlag goufen an de leschte Joren agereecht? Wéi vill Autorisatioune sinn accordéiert ginn, wéi vill Subsidë sinn ausbezuelt ginn a wéi gesäit de Gesamtvolume fir d'Subsiden aus?

Réponse (4.11.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als Äntwert op d'parlementarech Fro vum honoréisen Deputéierte Jean Colombera betreffend d'Déiften-Geothermienotzung zu Lëtzebuerg, kann ech Iech folgend Informatioune matdeelen:

Am Joer 2007 ass vum Wirtschafts- an Aussenhandelsministère an dem Emweltministère d'Etüd «Bestimmung der Potenziale und Ausarbeitung von Strategien zur verstärkten Nutzung von erneuerbaren Energien in Luxemburg» (étude Luxres) presentéiert ginn, déi vum Fraunhofer Institut für System- und Innovationsforschung (Fh-ISI), vum Energy Economics Group, TU Wien (EEG) a vum BSR-Sustainability realiséiert gouf. Am Kader vun dëser Etüd sinn och d'Potenzialer vun der Déiften-Geothermie analyséiert ginn.

Als Déiften-Geothermie-Notzung gëtt an der Fachliteratur d'Notzung vun der Geothermie ab enger Déift vu 400 Meter geschwat. Aus dëser Etüd geet ervir, dass et zu Lëtzebuerg kee realiséierbaart Potenzial an der Déiften-Geothermie gëtt, well zu Lëtzebuerg keng potenziell Sitë mat geologeschen an geothermesche Viraussetzungen bekannt sinn, wou d'Déiften-Geothermie effizient kënnt genotzt ginn.

D'Etüd weist allerdéngs e Potenzial fir d'Geothermie an der Géigend vun der Uewwerfläch aus. Bei dëser Technologie kann d'Wäermt aus dem Buedem fir Heizzwecker an och fir d'Preparatioun vu Brauchwaarmwaasser iwwer Wärmepompele genotzt ginn. D'Etüd Luxres weist, datt dat realiséierbaart Potenzial zu Lëtzebuerg an dësem Beräich bei 30 GWh/pro Joer am Joer 2010 an bei 180 GWh/pro Joer am Joer 2020 läit.

Vum 1. Januar 2008 bis den 29. September 2009 goufen am Ganze 65 Demandë fir Subsidë fir Wärmepompelen agereecht. Dovu sinn der 39 subventionéiert ginn, wat engem Gesamtmontant vun 236.995 € entsprécht. 26 Demandë waren net komplett, wat engem estiméierte Montant vun 156.000 € entsprécht.

D'Unzuel vun den Demandë fir eng Commodo Autorisatioun vu

Geothermie-Notzung fir d'Joren 2006-2008 gesäit folgendermoossen aus:

Geothermie < 15 kW (classe 3)	15	43	44	82
Geothermie ≥ 15 kW (classe 1)	3	3	3	14
Total:	18	46	47	96

99% vun den Demandë goufen autoriséiert. Dëst kënnt dohir, dass e groussen Deel vun den Anlage virun der eigentlecher Commodosprozedur vun der Waasserwirtschaftsverwaltung, («Administration de la gestion de l'eau, Division des eaux souteraines et des eaux potables») op d'Machbarkeet vum Projet analyséiert ginn.

De Reschtprozent, deen net autoriséiert gouf, kënnt dohir, dass d'Exploitantë net an den Délaien äntwerten, déi vum Commodosgesetz festgehal sinn, oder si sech net am Virfeld mat der Waasserwirtschaftsverwaltung iwwert d'Machbarkeet vun hirem Projet concertéiert hunn.

Question 0118 (2.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **maisons médicales:**

Zënter dem 1. Dezember 2008 fonctionnéieren dräi «Maisons médicales» am Land, an zwar an der Stad, zu Esch an zu Ettelbréck. Am Oste vum Land gouf bis elo nach keng «Maison médicale» geschafen, obschonns och hei eng Noutwendegkeet besteet. Et ass onméiglech, fir zum Beispill an enger Grippezäit all Demanden un eventuell Visiten nozekommen, well d'Dierfer am Norden an am Oste vum Land vill ze vill wäit ausernee leien an nëmmen een Dokter am Norden zur Verfügung steet. Esou muss de Patient heiansdo méi wéi sechs Stonne waarde bis den Dokter an d'Haus kënnt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat sinn déi éischt Erkenntnisser, respektiv wéi ass den éischte Bilan vun dësen dräi Zentren?

2) Ass den Här Minister vun der Gesondheet bereet am Oste vum Land esou eng «Maison médicale» anzeriichten, a wa jo, wéi ass hei den Zäitplang?

3) Sinn nach weider Zentren a Planung?

Réponse (4.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

De Comité d'évaluation huet de 15. Juli en éischte Bilan gezunn iwwert de Fonctionnement vun de «Maisons médicales».

De Bilan fält duerchweegs positiv aus. Samsdes gëtt den Déngscht am Zentrum, am Süden an am Norden am Duerchschnëtt respektiv 85, 57 a 56 mol opgesicht. Sonndes ass et respektiv 73, 65 an 58 mol. An der Woch schwanken d'Zuele vun de Konsultatiounen am Duerchschnëtt tëschent 13 a 15 pro Nuecht am Zentrum, 12 an 18 am Süden, 11 a 16 am Norden.

D'Visiten, déi d'Dokteren am Kader vun dësem Déngscht heem maache ginn, beziffere sech fir all Dag vum Weekend an all Feierdag duerchschnëttlech op 22 am Zentrum, 18 am Süden a 14 am Norden. Während der Woch, d'Feierdeeg net agerechent, sinn et duerchschnëttlech 7 Visiten déi vum Zentrum, 6 vum Süden a 5 vum Norden aus gefuer ginn.

D'Polikliniken an den Noutdéngscht an de Spideeler ginn awer nach ëmmer e bësse méi an Usproch geholl wéi et misst sinn, esou datt d'Bevölkerung nach besser op dësen Déngscht muss opmierksam gemaach ginn.

Ufank vum nächste Joer wäerte mer de Bilan no engem Joer Lafzäit zéien, an iwwert d'Upassung respektiv d'Ausdehnung vum Ugebuet diskutéieren.

Question 0145 (7.10.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **ampoules fluo-compactes:**

Depuis le 1er septembre 2009, les ampoules à incandescence de 100 W sont interdites à la vente. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la directive-cadre «Ecoconception» et constitue la première étape vers le remplacement intégral des ampoules incandescentes tradiwtionnelles par les ampoules fluo-compactes d'ici 2012. Or, depuis l'entrée en vigueur de la première partie de la directive-cadre submentionnée, les polémiques concernant la dangerosité de ces ampoules ont enflées.

Si certains se veulent rassurant, d'autres sèment le doute. Ainsi par exemple, le CRIIREM (Centre de Recherche et d'Information Indépendantes sur les Rayonnements ÉlectroMagnétiques) a, dès 2007, déconseillé l'utilisation de ces ampoules en tant que lampes de chevet ou de bureau en mettant en évidence la pollution électromagnétique de ces ampoules. Cette pollution, dont l'intensité est souvent supérieure au seuil légal, serait susceptible ce perturber fortement les personnes. À noter que l'Agence de la protection de la santé britannique (Health Protection Agency) a admis en partie ce problème, en conseillant dès octobre 2008 que seules les ampoules à double enveloppe devraient être utilisées pour les lampes à chevet.

Les ampoules à basse consommation ne présentent pas uniquement de risque en cours d'utilisation mais aussi après usage. C'est surtout la poudre de mercure à l'intérieur des bulbes qui est ici en cause et qui rendrait les ampoules potentiellement dangereuses. Certains pays donnent d'ailleurs des consignes précises en cas de rupture de telles ampoules. Ainsi par exemple, le Département pour l'Environnement, la Nourriture et les Affaires rurales britannique (DEFRA Department for Environment, Food and Rural Affairs), qui après avoir affirmé que la rupture accidentelle de telles ampoules ne devrait pas causer de problèmes de santé («is most unlikely to cause any health problem»), a prodigué quelques conseils pratiques pour éviter tout contact avec le mercure. Il a entre autres conseillé de ramasser les débris avec un torchon humide et de placer les débris ainsi que le torchon dans un sac plastic hermétiquement clos qui doit lui-même être placé dans un second plastique à fermer grâce à du ruban adhésif!

Il n'est pas exagéré d'affirmer que le public face à ces positions parfois contradictoires est déstabilisé et peu rassuré.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé, de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Existe-il des études indépendantes fiables qui démontrent l'innocuité des ampoules à basse consommation? Si oui lesquelles? Parmi ces études y'en a-t-il qui ont été commanditées par le Gouvernement luxembourgeois? Le Gouvernement s'est-il basé sur ces études pour approuver la démarche européenne? Quels sont les critères qui ont guidé le Gouvernement dans son choix quant aux études retenues?

2. Le Gouvernement estime-t-il que les étiquettes des ampoules à basse consommation, qui peuvent être à simple ou double enveloppe et partant se prêter à des usages différents, sont suffisamment claires et précises afin d'en assurer un bon usage respectivement pense-t-il que le public, mais aussi les professionnels de la vente sont suffisamment renseignés sur les différents types d'ampoules à basse consommation?

3. Pourquoi n'existe-il pas au Luxembourg de consignes précises à l'adresse du consommateur devant l'aider tant au moment de l'achat des ampoules qu'au moment où elles doivent être remplacées? Le Gouvernement entend-il donner de telles consignes? Si oui, quelles sont ces consignes?

4. Comment s'organise concrètement le traitement des déchets des ampoules? Les points de vente ou les centres de recyclage sont-ils équipés et formés afin de minimiser les éventuels risques que la manipulation de ces ampoules peut entraîner?

Réponse commune (25.11.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur,* de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Comme l'honorable Parlementaire le souligne lui-même, les mesures prises en matière de lampes à usage domestique s'inscrivent dans un cadre communautaire, en l'occurrence la directive 2005/32/CE, dite directive-cadre «Ecoconception», transposée dans le droit national par une loi du 19 décembre 2008. Les lignes directrices générales tracées dans la directive «Ecoconception» sont mises en œuvre pour les lampes à usage domestique par le Règlement (CE) 244/2009 du 18 mars 2009. Les règlements CE ne nécessitent pas de mesure nationale de transposition. Ils sont directement applicables et ne laissent pas de marge de manœuvre aux autorités de pays membres.

Les prédits instruments juridiques communautaires n'ont pas été précédés d'études nationales. Depuis 2008 cependant plusieurs études menées à l'étranger ont analysé les effets des rayons UV des ampoules à basse consommation. Aucun effet néfaste n'a pu être formellement mis en évidence.

S'agissant de la production de champs magnétiques, en l'occurrence à fréquence moyenne, ceux-ci diminuent de façon inversement proportionnelle au carré de la distance. Il en résulte des champs extrêmement faibles, voire inexistants, à une distance supérieure à un mètre.

Le département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures compte lancer prochainement une vaste campagne d'information et de sensibilisation en la matière, au moyen de spots à la radio et à la télévision, d'une brochure toutes boîtes et de matériel d'information disponible dans le commerce. À l'heure actuelle des informations sommaires sont déjà disponibles sur le site www.emwelt.lu ainsi que moyennant le guide d'achat on-line www.oekotopten.lu.

À noter aussi que dans le cadre de l'action «Clever akafen» de la «SuperDrecksKëscht» de nombreuses informations en la matière ont déjà été fournies depuis 2006 aux clients en collaboration avec le commerce.

Il est vrai que les lampes «basse consommation» contiennent des substances toxiques, dont le mercure, et sont dès lors considérées comme déchets spéciaux. Elles ne doivent dès lors pas être éliminées par l'intermédiaire des déchets ménagers, mais doivent soit être retournées aux points de vente, lesquels sont tenus de les reprendre gratuitement, soit être déposées dans un des 17 centres de recyclage disposant d'une «SuperDrecksKëscht». Par ailleurs la «SuperDrecksKëscht» mobile visite quatre fois par an toutes les communes du pays.

Les personnes qui reprennent les ampoules dans le secteur de la distribution et le personnel des points de collecte fixes et mobiles de la «SuperDrecksKëscht» bénéficient de formations régulières afin d'éviter tout risque qui pourrait en émaner.

Il convient de préciser également dans ce contexte que la directive 2002/95/CE, transposée par le règlement grand-ducal du 18 janvier 2005 relatif aux déchets des équipements électriques et électroniques ainsi qu'à la limitation d'emploi de certains de leurs composants dangereux, fixe le contenu maximal de mercure dans les lampes fluorescentes à 5 mg par lampe. Une adaptation de ce seuil vers le bas est actuellement en discussion.

Question 0148 (7.10.2009) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant l'**organisation du City marathon 2010 dans la Coque au Kirchberg:**

Le président du conseil d'administration de la Coque au Kirchberg vient de publier une interview dans laquelle il évoque des problèmes en relation avec l'organisation du City marathon 2010.

La Coque est un établissement public avec un représentant du Ministère des Sports au sein de son conseil d'administration. Elle accueille non seulement des événements sportifs non lucratifs, mais également des grands spectacles commerciaux organisés par des sociétés privées (par exemple des concerts, spectacles musicaux, etc.). Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un événement sportif d'envergure nationale comme le City marathon, bien qu'organisé par une société privée à caractère commercial, n'est pas conforme avec la gestion «en bon père de famille» de la Coque?

- Est-ce qu'il existe une structure officielle et publiée des tarifs pour la location des grandes salles, du mobilier ou autres installations techniques de la Coque pour les évènements sportifs ou culturels? Dans l'affirmative, où est-elle publiée? Dans la négative, qui décide des tarifs à appliquer pour les différentes manifestations et sur base de quels critères?

Réponse (2.11.2009) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

1) Il convient de se référer à la loi du 29.06.2000 qui organise la Coque et dont les dispositions de l'article 2 définissent, selon les priorités à respecter, les missions du Centre.

Ainsi la mission primordiale de la Coque est de gérer les installations dans l'intérêt des activités et manifestations sportives de tout genre. Le marathon constitue un événement sportif ayant la particularité d'attirer un grand nombre de participants et de public. Il est donc éligible pour avoir lieu à la Coque.

La nature juridique de l'organisateur n'est pas un critère d'admission à la Coque. Les sociétés commerciales, au même titre que les organismes sportifs, ou toute autre structure peuvent y organiser des événements d'envergure sous leur propre égide ou associés à la Coque.

Au titre de l'occupation des installations, il importe d'accorder la priorité au sport fédéral et scolaire. C'est d'ailleurs pourquoi les grandes manifestations sont programmées de manière à ce que, d'une part, elles n'entravent pas le programme des activités et compétitions fédérales et que, d'autre part, il y ait des arrangements avec les établissements scolaires et les utilisateurs sportifs.

C'est pour concilier cette priorité d'accès dans le contexte des capacités d'accueil du Centre que le conseil d'administration de la Coque tend à maintenir les manifestations d'envergure à un nombre de quelque six à huit événements par an, cette décision correspondant aussi à la volonté du législateur, soucieux de préserver les réservations sportives.

La gestion en «bon père de famille» caractérise les façons dont les missions doivent être exécutées, elle vise la mise en œuvre judicieuse et responsable des fonds investis. Dans le cas du marathon, elle repose sur trois critères fondamentaux: une structure d'organisation solide et transparente, le respect des conditions générales de location, l'acceptation de la tarification de la Coque.

Assurer le fonctionnement de la Coque «en bon père de famille» signifie encore le plein emploi, l'utilisation sous toutes ses formes et disponibilités.

Le Conseil d'administration était en l'espèce d'avis qu'une collaboration avec Step by Step et son mandataire n'était pas conforme à ces trois principes de base de la gestion «en bon père de famille». Il y a mis fin sans pour autant se refuser à accueillir le marathon avec un autre organisateur ou mandataire de la FLA dans le respect des critères énoncés ci-dessus.

2) Une liste des prix de location (d'espaces, de mobiliers, d'équipements) et des services a été élaborée et validée par le Conseil d'administration de la Coque en 2002. À quelques retouches près, tenant compte notamment de l'évolution

de l'indice des prix pour les services et prestations, les tarifs sont restés inchangés depuis lors.

Il est envisagé de revoir et d'affiner les modalités et les prix tarifaires dans le courant de l'année 2010 pour répondre aux développements et aux diversifications continus des activités de la Coque. Il appartiendra au conseil d'administration de les fixer et il en donnera connaissance au ministre de tutelle.

Le catalogue des prix est applicable pour tous les clients, quel que soit leur statut ou forme juridique et quel que soit leur objet (sportif, culturel ou congressiste). À l'instar des autres grands ensembles, le catalogue n'est pas diffusé au public, mais, sur demande, il sert de base à faire une offre en fonction des prestations et services demandés par le client, à formaliser, le cas échéant, moyennant un contrat fixant les locations, les prestations et les coûts.

Les fédérations sportives bénéficient de tarifs et de formules avantageux pour l'ensemble des services et prestations auxquels elles font appel. D'une façon générale toutefois, les services, pour lesquels la Coque doit payer elle-même, leur sont refacturés au prix coûtant.

Au niveau de la facturation, une distinction est faite. Les mises à disposition aux fédérations sportives nationales pour leurs entraînements ou compétitions sportives, de même que les utilisations par les établissements scolaires du postprimaire relevant de l'Éducation nationale ou les activités régies par le département ministériel des sports sont gratuites pour autant qu'elles entrent dans le champ des missions prioritaires du Centre et qu'elles sont prises en charge moyennant une dotation budgétaire annuelle de fonctionnement pour la Coque.

Lorsqu'une fédération sportive organise ou cautionne une manifestation de caractère commercial, elle agit comme un organisateur privé et ne bénéficie plus de la gratuité, quitte à ce que des conditions particulières soient convenues. Dans le cas contraire, la Coque serait d'ailleurs submergée de demandes de tout genre, les organisateurs privés ayant vite découvert ce subterfuge pour réduire leurs frais d'organisation. Ceci avait d'ailleurs fait l'objet d'un courrier adressé par la Coque au COSL dès décembre 2003 afin d'en saisir ses fédérations membres.

Question 0151 (8.10.2009) de **M. Jean Huss** *(déi gréng)* concernant le **refus de la direction d'un hôpital à pratiquer une aide directe à mourir alors que toutes les conditions de la loi en question étaient remplies:**

Selon mes informations, la direction d'un hôpital du Grand-Duché aurait interdit la pratique d'une aide directe à mourir, alors que toutes les conditions requises par la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide auraient été remplies.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, ne s'agit-il pas d'une violation des dispositions de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide?

- Monsieur le Ministre entend-il ouvrir une enquête à ce sujet?

- Quelles sont les mesures à prendre afin de garantir que les patients en question puissent avoir recours aux droits que leur confère la loi du 16 mars 2009 aussi bien dans le secteur hospitalier qu'à domicile?

Réponse (2.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Parlementaire fait état d'informations d'après lesquelles «la direction d'un hôpital du Grand-Duché aurait interdit la pratique d'une aide directe à mourir, alors que toutes les conditions requises par la loi auraient été remplies».

Compte tenu des renseignements que j'ai pris et sans vouloir nier en l'occurrence de fortes réticences manifestées par les gestionnaires de l'hôpital, je pense qu'il faudrait tout de même nuancer quelque peu la description des faits donnée par l'honorable Parlementaire.

Répondre à la question de principe si un refus opposé par une direction d'hôpital à la pratique d'une euthanasie ou aide au suicide dans son établissement s'analyse en une violation de la loi revient à interpréter la loi du 16 mars 2009. Or, l'interprétation authentique des lois relève de la Chambre, et cela d'autant plus que, comme en l'occurrence, la loi a été prise sur initiative parlementaire. Sous cette réserve je pense pouvoir dire qu'il est certes dans l'esprit de la loi qu'une euthanasie ou une aide au suicide puisse être pratiquée dans une institution telle qu'hôpital, maison de soins ou de retraite, sans que la direction de l'établissement ait la faculté de s'y opposer. Je suis d'ailleurs intervenu dans ce sens auprès des responsables de l'hôpital. Mais le droit pénal étant de stricte interprétation, et à défaut d'une disposition expresse dans la loi incriminant le fait de s'opposer à une euthanasie ou aide au suicide, je ne pense pas que le gestionnaire qui manifesterait pareille opposition s'expose à des poursuites pénales.

En revanche il est bien évident que le médecin hospitalier qui pratiquerait l'euthanasie dans le respect de la loi, malgré l'opposition de sa direction, échapperait lui aussi à toute sanction pénale.

Finalement j'ai bon espoir que les cas qui pourront se présenter à l'avenir puissent trouver une solution dans le cadre des procédures à mettre en place dans les hôpitaux concernés.

Question 0153 (8.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **Zitha Gesondheetszentrum:**

Si l'ouverture du Zitha Gesondheetszentrum constitue un changement de paradigme dans le secteur de la santé en ouvrant l'horizon à la médecine préventive, néanmoins ces services ne sont pas pris en charge par la sécurité sociale et relèvent donc de la volonté de chacun, plus généralement d'un coup de pouce de l'employeur, car ce sont surtout des clients institutionnels qui sont visés et ceci en vue de garantir le moins d'absentéisme dû à la maladie sur le lieu du travail.

Question:

- Qu'envisage Monsieur le Ministre pour faire bénéficier tout le monde de cette offre de médecine préventive?

Réponse (12.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'offre des initiateurs du «Zitha Gesondheetszentrum» s'est adressée dès le départ aux entreprises et aux institutions. Les initiateurs se rendaient bien compte que les prestations offertes n'étaient pas susceptibles de remboursement de la part de la CNS.

Quant à la question de savoir si tout le monde ne devrait pas bénéficier de cette offre de médecine préventive, sans doute aux yeux de l'honorable Député à charge de la collectivité, j'aimerais le rendre attentif à l'arsenal assez complet de mesures de médecine préventive existant d'ores et déjà au Luxembourg. Il s'agit-là tant d'examens préventifs légalement obligatoires, je cite notamment la médecine du travail et la surveillance de la maternité et des enfants en bas âge, que de mesures facultatives gratuitement offertes à la population, telles que le programme de mammographie, le sevrage tabagique etc..

Ceci étant dit je suis disposé à engager des réflexions sur d'autres mesures de médecine préventive pouvant être proposées à la population, dans le respect bien évidemment d'un bon rapport bénéfice-coût.

Question 0156 (12.10.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **déclarations d'un membre de l'Agence Luxembourgeoise Antidopage (ALAD) lors de la présentation du plan de lutte**:

Dans l'Essentiel du 8 octobre 2009, un membre de l'ALAD, professeur de son état, a affirmé que «nos jeunes sont les mêmes que les jeunes Français ou Belges, mais ici il leur est plus facile de se procurer certains produits dopants car ils ont plus de moyens financiers. Beaucoup de jeunes ici peuvent tout acheter, n'importe quand».

D'après cette même personne, le sport amateur ne serait pas épargné, plusieurs cas de dopage ayant été découverts.

Ces affirmations suscitent une série de questions auxquelles voudront bien répondre Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Monsieur le Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre des Sports, à savoir:

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces affirmations?

- Le dopage parmi les jeunes est-il un phénomène en pleine croissance?

- Disposons-nous de chiffres précis de jeunes concernés par des problèmes de dopage?

- Combien y a-t-il d'affaires de dopage impliquant de jeunes sportifs?

- Quelles sont les substances illicites en cause?

- Comment expliquer que les jeunes puissent se procurer aussi facilement ces substances dans la mesure il ne s'agit forcément pas - du moins de l'avis du soussigné - que d'une question de moyens financiers?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin de lutter contre le phénomène du dopage des jeunes sportifs ou non?

Réponse commune (2.11.2009) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports*, **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les Ministres concernés se distancent des déclarations mentionnées par Monsieur le Député, puisque celles-ci ne reposent pas sur des faits fondés ou sur des données probantes. À l'heure actuelle, le Luxembourg ne possède pas d'analyse ni d'étude permettant de conclure que le phénomène du dopage est en croissance ou en décroissance.

Toutefois, des études en France et en Allemagne ont démontré que la prise de substances dopantes existe au-delà du milieu professionnel, chez les jeunes comme chez les adultes.

Dans le cadre de la participation du Luxembourg à l'étude HBSC (Health Behavior in School-aged Children) de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), une relation positive entre la consommation de tabac et l'argent de poche a pu être mise en évidence. Ce constat ne peut cependant pas être transposé tel quel dans le contexte de la consommation de substances dopantes. Au niveau de la comparaison internationale, les élèves du Luxembourg dans cette même étude se situent dans la moyenne des pays participant pour ce qui est de la consommation de cigarettes et d'alcool.

Il est un fait que les très rares cas de dopage confirmés au Luxembourg ont concerné des sportifs licenciés amateurs, mais il n'y eut à aucun moment un mineur d'âge. Les substances impliquées étaient des cannabinoïdes, des stimulants, des anabolisants ainsi que des suppléments alimentaires contaminés par des substances illicites.

Par ailleurs le professeur cité n'a jamais affirmé qu'il serait plus facile pour les jeunes Luxembourgeois de se procurer certains produits dopants que les jeunes des pays voisins, dans la mesure où ils disposeraient de plus d'argent.

Ce à quoi ce professeur a fait allusion c'est que les jeunes Luxembourgeois achèteraient plus de produits alimentaires de substitution (vitamines, sels minéraux, oligoéléments…), donc des produits autorisés, que les jeunes étrangers qui se tiendraient plus aux produits usuels (pomme, orange….).

Depuis des années le Gouvernement soutient activement la lutte antidopage, ceci dans le cadre de la Convention contre le Dopage du Conseil de l'Europe de 1989 et plus récemment par la ratification en 2006 de la Convention internationale contre le Dopage dans le Sport de l'Unesco.

Par la loi sportive du 3 août 2005, l'État s'est donné les moyens de poursuivre devant les tribunaux les infractions, en ce domaine, notamment celles liées au trafic de substances dopantes. Sur le plan mondial, par l'Agence mondiale antidopage (AMA), les substances et méthodes interdites recherchées sont déterminées dans une liste soumise à révision et adaptation annuelle après consultation de toutes les parties prenantes.

À travers l'Agence Luxembourgeoise Antidopage (ALAD), le Gouvernement, ensemble avec le mouvement sportif, s'est engagé à combattre le dopage au Luxembourg. L'ALAD a entre autres pour mission de promouvoir des actions de sensibilisation, d'information et d'éducation.

En créant un site internet, l'Agence essaie de joindre le plus grand nombre de sportifs, notamment les jeunes. Le site permet aux sportifs de consulter en tout lieu et en tout temps les documents nationaux et internationaux en vigueur liés à la lutte contre le dopage, dont notamment la liste des substances et méthodes interdites.

Depuis quelques années l'ALAD est présente aux réunions d'information des fédérations sportives, contribue aux formations des entraîneurs et assiste aux réunions des médecins du sport.

Depuis la création du Sportlycée, des séances d'éducation sur la problématique du dopage sont régulièrement à l'ordre du jour des jeunes talents.

Un projet e-Learning en matière de lutte antidopage pour les jeunes sera introduit dans les semaines à venir au Sportlycée et il est prévu de le diffuser plus largement.

Le projet «Kanner staark maachen», mené ensemble avec le Centre pour la prévention des toxicomanies, existe depuis des années et connaît un véritable succès.

Conscient du fait que le contrôle antidopage et les sanctions ne suffisent pas à éradiquer le fléau du dopage, le Gouvernement soutient toutes les actions de prévention de l'ALAD et il encourage tant les collaborations interministérielles que les tribunes poursuivant des missions préventives similaires.

Question 0160 (14.10.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **vétérans luxembourgeois de la Guerre de Corée:**

De 1950 à 1953, le Luxembourg a participé à la Guerre de Corée par l'envoi de plusieurs contingents militaires. Les anciens militaires ayant participé à ce conflit rappellent maintenant à juste titre certaines de leurs doléances et vous en ont fait récemment part par voie écrite.

Je tiens à souligner les mérites exceptionnels des anciens volontaires de la Guerre de Corée pour notre pays. Malheureusement leur engagement exemplaire pour la défense du monde libre pendant la Guerre dite «froide» n'a jamais été reconnu de façon suffisante et honorable par les autorités luxembourgeoises.

À ce titre, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Le Gouvernement est-il disposé à reconnaître de façon officielle que les militaires luxembourgeois morts en Corée sont «tombés au champ d'honneur» pour la Patrie?

2. Est-ce que le Gouvernement est disposé à allouer une indemnité forfaitaire d'invalidité aux survivants luxembourgeois de la Guerre de Corée?

Réponse (19.11.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député voudrait savoir si le Gouvernement est disposé:

1. à reconnaître officiellement que les militaires luxembourgeois morts en Corée sont «tombés au champ d'honneur»;

2. à allouer une indemnité forfaitaire d'invalidité aux survivants luxembourgeois de la Guerre de Corée.

Ad 1

Il convient tout d'abord de remarquer que l'expression «tombés au champ d'honneur» est une expression commune en France qui n'est pas entrée dans les coutumes linguistiques luxembourgeoises.

Les mérites des volontaires luxembourgeois de la Guerre de Corée ont par ailleurs été reconnus de façon tout à fait officielle.

Dans ce contexte, je voudrais rappeler à Monsieur le Député que les inscriptions ajoutées au Monument du Souvenir «Gëlle Fra» mentionnent les volontaires de la Guerre de Corée au même titre que les volontaires des guerres de 1914-1918 et de 1940-1945.

La plaque qui fait référence aux volontaires de la Guerre de Corée porte le texte suivant:

«Je cite à l'ordre du jour de l'armée: nos quatre-vingt-cinq compatriotes, qui à l'appel du Gouvernement se sont mis spontanément au service de la Nation pour aller défendre le peuple coréen.

Du 31 janvier 1952 au 27 juillet 1953, ils ont mené dans des conditions de combat pénibles, de par la nature du terrain et des conditions climatiques, une lutte acharnée contre un ennemi en surnombre pour rétablir, dans le cadre de la mission des forces des Nations Unies en Corée, la paix et la sécurité internationale. Nos volontaires pour la Corée ont fait pendant cette période honneur à l'armée et à leur patrie.

Henri, Grand-Duc»

Ce texte a été approuvé par toutes les parties concernées et a fait suite aux revendications formulées par les volontaires de la Guerre de Corée en vue d'une reconnaissance de leurs mérites.

Je voudrais ensuite informer Monsieur le Député que dans le cadre de la commémoration du 60e anniversaire de la Guerre de Corée, organisée sous l'égide du Ministère d'État, un mémorial BUNC (Belgian United Nations Command) sera inauguré le 25 juin 2010 au Musée National d'Histoire Militaire à Diekirch. Ce mémorial comportera une plaque commémorative qui énumérera les noms de tous les volontaires luxembourgeois qui ont participé à la Guerre de Corée. De même, une plaque sera inaugurée en langue luxembourgeoise sur le mémorial de Dong-Ducheong en Corée.

Ad 2

En cas d'accident, les volontaires luxembourgeois de la Guerre de Corée ont pu bénéficier par le biais de loi militaire d'une rente accident, calculée sur une base comparable à celle des rentes de dommages de guerre accordées aux militaires des forces alliées et aux enrôlés de force de la seconde guerre mondiale.

Les volontaires de la Guerre de Corée ont, par ailleurs, été assimilés aux militaires des forces alliées et aux enrôlés de force en ce qui concerne le supplément de pension alloué en cas d'invalidité ou de décès précoces en application de la loi du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant.

Leur régime d'indemnisation est identique à celui institué ultérieurement par la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Alors que les volontaires luxembourgeois de la Guerre de Corée ont pu bénéficier d'une indemnisation appropriée, aucun élément ne plaide en faveur de l'allocation d'une indemnité supplémentaire.

Session ordinaire 2009-2010

Question 0162 (13.10.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **formation luxembourgeoise des infirmiers:**

Dans leur réponse commune du 16 janvier 2009 à une question parlementaire afférente *(cf. compte rendu N°7/2008-2009 - question parlementaire N°3034)*, Madame et Monsieur le Ministre avaient déclaré que la formation luxembourgeoise des infirmiers correspondait aux exigences de la directive 77/453/CEE du Conseil du 27 juin 1977 concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux.

Or, la Commission européenne vient d'adresser un avis motivé au Gouvernement dans lequel elle exige une réforme de cette formation, notamment parce qu'elle ne semble pas être conforme aux dispositions de la directive susmentionnée.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quels sont les reproches exacts de la Commission européenne?

- Sur quels points la Commission européenne ne partage-t-elle pas l'avis du Gouvernement concernant la conformité de la formation des infirmiers aux exigences de la directive 77/453/CEE?

- Comment et dans quels délais le Gouvernement entend-il réformer la formation des infirmiers, même si cette réforme nécessaire, imposée par la Commission européenne, ne trouverait pas l'adhésion de l'ensemble des représentants professionnels?

Question 0202 (21.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **formation des infirmiers au Luxembourg:**

Le 8 octobre 2009, sous forme d'un avis motivé, la Commission européenne a demandé au Luxembourg de modifier sa législation nationale sur les formations requises pour les infirmiers généralistes afin de répondre aux exigences stipulées par la directive sur la reconnaissance des qualifications professionnelles (2005/36/EC).

Le problème de fond repose sur la durée de formation des infirmiers qui est actuellement de 3.364 heures au Luxembourg contre un minimum de 4.600 heures requis par la réglementation européenne. De fait, ce problème a été porté à la connaissance du Gouvernement dés 1996 par diverses associations. Le Luxembourg risque non seulement une condamnation par la Cour de Justice des Communautés européennes, mais encore le diplôme d'infirmier décerné par l'Éducation nationale risque de n'être plus reconnu au niveau européen.

Dans ce contexte, je souhaite poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Comment et dans quel délai le Gouvernement compte-t-il se mettre en règle vis-à-vis de la directive (2005/36/EC) sur la reconnaissance des qualifications professionnelles?

Réponse commune (26.11.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La Commission européenne a fait parvenir au Gouvernement luxembourgeois un avis motivé daté au 8 octobre 2009 concernant la formation de l'infirmier au Luxembourg. La directive européenne concernant la reconnaissance des qualifications professionnelles prévoit pour la formation de l'infirmier une durée de trois ans ou 4.600 heures d'enseignement. La Commission semble toutefois interpréter ces deux critères de façon cumulative et non alternative. Force est cependant de constater que parmi nos pays limitrophes, ni la France, ni la Belgique ne remplissent cette double condition. Seule la formation de l'infirmier prévue en Allemagne comprend 4.600 heures réparties sur trois années de formation. Par ailleurs la Commission reproche au Luxembourg d'avoir omis de faire référence à la directive européenne dans le texte réglementaire définissant la grille horaire de la formation de l'infirmier au Luxembourg.

Cela étant, le Gouvernement luxembourgeois a d'ores et déjà prévu de procéder à la modification du règlement grand-ducal en question et entend engager des pourparlers avec la Commission européenne afin de clarifier les points de vue divergents relatifs à la durée et au volume de la formation.

Question 0189 (16.10.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**Institut grand-ducal:**

Dans le dernier numéro des Actes de la Section des sciences morales et politiques, volume 11, les membres de cette section de l'Institut grand-ducal expriment des sentiments d'amertume profonds concernant l'avenir de l'Institut et de ses riches bibliothèques. En effet l'Institut, créé en 1868, «vit encore dans le provisoire». «C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés 'sections' et non pas 'académies', comme tel est le cas à l'étranger».

En rapport avec l'Institut grand-ducal et ses six sections, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelles sont les raisons qui ont empêché jusqu'aujourd'hui la transformation de l'Institut grand-ducal en une vraie Académie nationale, dotée de personnel administratif qualifié, selon les modèles étrangers?

- Est-ce qu'il est envisagé de donner une base légale à l'Institut grand-ducal par le biais d'une modification de la loi du 25 juin 2004 sur la réorganisation des instituts culturels de l'État?

- Selon l'article 19 de l'Arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, portant approbation du règlement pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg «Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut [sciences historiques, sciences naturelles et mathématiques & sciences médicales] sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'État.»

- Dans le cadre du projet de construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, est-ce que Madame la Ministre voit une possibilité d'y intégrer également les bibliothèques des sections de l'Institut grand-ducal, sachant que celles-ci abritent des dizaines de milliers de volumes?

Réponse (26.11.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée concernant l'avenir des six sections de l'Institut grand-ducal, je voudrais rappeler que trois de ces sections, à savoir

- celle des sciences historiques,

- celle des sciences naturelles et mathématiques

- et celle des sciences médicales

ont été créées par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Les trois autres sections, à savoir

- celle de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique (appelée initialement «section de linguistique, de folklore et de toponymie»),

- celle des arts et lettres

- et celle des sciences morales

ont été créées au cours de la première moitié du XXe siècle. Elles ont donc commencé à travailler à un moment où il n'y avait pas encore de Centres de recherche publics ni d'Université du Luxembourg; on ne saurait sous-estimer le rôle de stimulant intellectuel qu'elles ont joué, et qu'elles continuent de jouer pour le plus grand bien du pays. Elles remplissent pleinement le rôle attribué communément à une «académie», à savoir, selon le Petit Robert, celle d'une «société de gens de lettres, savants, artistes».

Conscient des mérites que l'Institut grand-ducal a acquis, le Gouvernement a toujours l'intention de reloger les six sections avec leurs bibliothèques dans un espace qui leur sera spécialement réservé au sein de la nouvelle Bibliothèque nationale et universitaire. Le projet prévoit toujours de leur donner de meilleures conditions de travail et de réunion que celles dont elles disposent actuellement.

Rappelons encore que les six sections sont placées sous l'autorité du Ministère de la Culture, mais qu'elles travaillent en toute indépendance et sont subventionnées par le Ministère de la Culture.

Question 0192 (19.10.2009) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **enfants atteints d'un cancer:**

Pour les familles d'enfants atteints d'un cancer, le diagnostique constitue un choc psychologique. Souvent leur vie s'en trouve bousculée de fond en comble. La maladie et le traitement entraînent des charges morales, psychologiques, financières et organisationnelles considérables, d'autant plus que bon nombre des enfants concernés doivent être traités dans des instituts et services spécialisés à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le nombre d'enfants en dessous de 18 ans qui ont été atteints d'un cancer durant les cinq dernières années?

- Quelle est la part de ces enfants hospitalisés et traités à l'étranger?

- L'État luxembourgeois dispose-t-il de structures et services adéquats au Grand-Duché de Luxembourg pour le traitement et le suivi d'enfants atteints d'un cancer? Les capacités de ces structures sont-elles suffisantes?

- L'État luxembourgeois dispose-t-il de structures à l'étranger destinées à faciliter le déplacement de ces enfants et leur accompagnement par un adulte lors d'un traitement à l'étranger?

- Quel est le montant annuel des cinq dernières années investi au Grand-Duché de Luxembourg et/ou à l'étranger dans ces différentes structures?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il faudrait à l'avenir favoriser les investissements dans ce domaine afin d'augmenter les capacités des structures et services disponibles au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre pense-t-il qu'il y a lieu de renforcer les «structures d'accompagnement» à l'étranger pour renforcer le soutien aux familles d'enfants atteints d'un cancer?

Réponse (26.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'incidence annuelle du cancer chez les enfants de moins de 18 ans, c'est-à-dire le nombre de nouveaux cas de cancer par an dans ce groupe d'âge, est actuellement difficile à déterminer avec exactitude. En effet, le registre morphologique des tumeurs tenu par le Laboratoire national de Santé ne peut pas servir de source de données, étant donné que les examens anatomo-pathologiques en matière de cancer dans ce groupe d'âge sont souvent réalisés à l'étranger, cela pour suffire aux critères d'entrée dans les protocoles thérapeutiques auprès des grands hôpitaux/services pédiatriques à l'étranger.

Selon l'oncologue pédiatrique de la Clinique pédiatrique à Luxembourg, on peut cependant estimer le nombre annuel de nouveaux cas entre 12 à 16 enfants de moins de 15 ans.

La grande majorité des enfants souffrant d'un cancer sont hospitalisés à l'un ou l'autre moment de leur prise en charge à l'étranger. Ces enfants sont inclus dans des protocoles thérapeutiques internationaux et peuvent ainsi bénéficier d'un traitement optimal. Dans la mesure du possible ce traitement, initialisé à l'étranger, est dans la suite délivré au Luxembourg, dans le respect du schéma thérapeutique arrêté à l'étranger. D'après les données de la CNS le nombre des enfants ayant bénéficié d'un traitement

cancérologique à l'étranger est resté assez stable ces dernières cinq années et tourne autour de 60 à 70 patients.

La Clinique pédiatrique du Centre Hospitalier de Luxembourg vient d'être rénovée et modernisée de façon très importante. Outre des unités d'hospitalisation permettant aussi l'accompagnement par un parent, elle comporte un service de soins intensifs et un hôpital de jour réservés aux enfants. La prise en charge optimale des enfants souffrant d'un cancer constitue une de ses missions prioritaires; à cet effet elle dispose d'un personnel médical et soignant spécialisé pour cette tâche, qui collabore de façon étroite avec des équipes étrangères ainsi qu'avec les pédiatres établis au pays.

La Fondation Kriibskrank Kanner dispose d'une maison pour parents à Bruxelles, actuellement en cours de rénovation et permettant d'accueillir six familles à la fin des travaux. Cette maison, financée par les dons reçus par la Fondation, suffit aux besoins d'accompagnement à Bruxelles, selon les avis recueillis. Dans une moindre mesure des enfants sont envoyés à l'Hôpital Universitaire de Nancy et à l'Hôpital d'Enfants à Paris. Ces structures disposent de maisons d'accueils pour parents.

Pour être complet j'ajoute que l'association «Een Häerz fir Kriibskrank Kanner» offre elle-aussi une panoplie de services aux enfants atteints d'un cancer et à leur famille.

Question 0194 (19.10.2009) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**utilisation d'immeubles destinés au logement comme bureau ou surface commerciale:**

La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer contient à l'article 27(1) une disposition destinée à empêcher que des logements ne soient utilisés à des bureaux: «Une habitation ou un local habituellement loué pour servir de logement ne pourra être soustrait à cette destination pour être transformé en bureau ou local à usage commercial ou artisanal, sauf autorisation expresse (…)». Cette disposition est particulièrement importante pour la ville de Luxembourg où cette tendance a contribué ces dernières décennies à vider les quartiers centraux de nombre de leurs habitants.

Le bourgmestre de la ville vient cependant de déclarer dans un récent «Cahier d'opinions» de la Fondation de l'architecture et de l'ingénierie: «Si l'on avait voulu donner aux communes le moyen de récupérer du logement, il aurait toutefois fallu parler d'immeubles destinés au logement par le permis à bâtir et/ou par le PAG. En l'état actuel de la législation, les tribunaux n'ont d'autre choix que de constater qu'un immeuble qui depuis quelques années déjà sert de bureau n'est plus un immeuble 'habituellement' réservé au logement et donc n'est pas soumis à la sanction de la loi.»

Ces remarques m'amènent à demander à Monsieur le Ministre si des jurisprudences relatives à l'article 27(1) de la loi du 21 septembre 2006 existent effectivement et quelles analyses le Ministère en a faites.

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas modifier la dite loi en précisant le terme «habituellement» par une référence au PAG de la commune ou au permis de construire pour donner enfin aux communes un moyen juridiquement solide pour empêcher que les bureaux ne supplantent les habitations dans des quartiers entiers de la ville?

Réponse (30.11.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

En complément à la réponse du Ministre du Logement du 9 courant à la question parlementaire N°0105 du 29 septembre 2009, posée par l'honorable Député Ben Fayot concernant le bail à usage d'habitation, et en réponse à la question parlementaire émargée *(cf. compte rendu N°3/2009-2010)*, il y a lieu de souligner que pour résoudre le problème du «non-respect» des dispositions des plans d'aménagement général (PAG), projets d'aménagement particulier (PAF) et autorisations de bâtir, il n'est par indiqué de se focusser sur la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer.

En fait, cette loi a pour but principal de régler les relations entre le bailleur et le locataire de logements à usage d'habitation. Seulement accessoirement, cette loi détermine dans son chapitre VI les missions incombant aux communes, notamment la mission communale de sauvegarder le parc locatif privé.

C'est plutôt la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain qui, dans son article 107, fixe les sanctions pénales et mesures administratives pour «tous ceux qui enfreignent de quelque manière que ce soit les prescriptions des plans ou projets d'aménagement généraux ou particuliers, du règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites ou des autorisations de bâtir».

Finalement, il y a lieu de noter qu'aucune jurisprudence relative à l'article 27(1) de la loi modifiée du 21 septembre 2006 n'existe à l'heure actuelle.

Question 0195 (19.10.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **reconnaissance de la formation du «Rettungsassistent»:**

Afin d'améliorer la qualité et la rapidité des services de secours, les membres du corps professionnel des sapeurs-pompiers de la Ville de Luxembourg ont suivi le cours du «Rettungsassistent» en Allemagne.

À l'heure actuelle, les attributions techniques acquises durant cette formation ne sont pas reconnues par la législation luxembourgeoise et ne peuvent donc pas être pratiquées légalement sur le territoire national.

Partant, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Police et de la Grande Région:

- Le Gouvernement est-il disposé à instituer la fonction du «Rettungsassistent» au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, pour quand le Gouvernement envisage-t-il d'actualiser la législation luxembourgeoise dans ce sens?

- Dans la même optique, ne serait-il pas opportun d'offrir la formation propre à cette nouvelle fonction dans une institution spécialisée au Grand-Duché de Luxembourg?

Réponse commune (30.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question de l'honorable Député est à mettre en relation avec le projet de réforme des services de secours dont les travaux ont été lancés lors d'une réunion avec les acteurs concernés des services de secours qui a eu lieu le 24 septembre 2009 au Ministère de l'Intérieur.

En effet, le programme gouvernemental prévoit qu'«une attention particulière sera portée lors de cette réforme sur le statut des agents volontaires et professionnels des services de secours. Le Gouvernement continuera le processus entamé de la semi-professionnalisation des services de secours avec l'engagement des agents professionnels nécessaires pour encadrer et soutenir les volontaires et garantir ainsi à tout instant la disponibilité des unités de secours afin de secourir les personnes victimes d'un accident, d'une maladie, d'un incendie ou de tout autre sinistre.»

La définition du statut des agents des services de secours comporte nécessairement la question des compétences et attributions techniques de ces agents, notamment en ce qui concerne le secours à personnes. Il appartiendra au projet de réforme d'apporter des réponses à ces questions et de faire des propositions concrètes quant au niveau de formation requis pour les membres professionnels et volontaires des services de secours. Il est évident que dans le cadre de ces travaux, les expériences positives existantes au Luxembourg et ses pays voisins seront prises en considération. Les conclusions de cette réforme seront mises en œuvre dans le cadre d'un projet de loi portant réorganisation des services de secours. Ce projet de loi devra alors également prendre les mesures nécessaires pour permettre l'exercice des compétences et attributions requises des agents des services de secours, ainsi que les dispositions pour fixer les conditions dans lesquelles ces compétences pourront être acquises dans le cadre de la formation des membres des services de secours.

Question 0196 (20.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **registre du cancer de l'enfant:**

De Professer Norbert Graf, Direkter vun der Kanneronkologie zu Homburg huet virgeschloen, Lëtzebuerg an de Kannerkriibsregister vu Mainz opzehuelen. Och de Professer Michel Coleman vun der London School of Hygiene and Tropical Medecine huet fir esou eng Approche plädéiert. Esou géif eng Plattform geschafen an d'Virgoensweis géint de Kriibs besser koordinéiert ginn, wat zu bessere Resultater am Beräich Therapie, fréizäiteg Diagnos a Qualitéit vun der Begleedung géif féieren.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi gesäit de Minister dës holistesch Approche?

2. Goufe schonns Kontakter an dës Richtung geholl?

Réponse (25.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les finalités de l'élaboration d'un registre sont en premier lieu des raisons statistiques et épidémiologiques nationales. En ce qui concerne les cancers, le Luxembourg dispose d'ailleurs d'excellentes données d'incidence. Cependant, en ce qui concerne les cancers des enfants, les données manquantes concernent les tumeurs non solides, c'est-à-dire par exemple les leucémies. Le diagnostic de ces maladies est souvent fait, non pas au LNS, mais dans les hôpitaux même respectivement dans des centres hématologiques spécialisés à l'étranger.

Je compte élargir le registre anapathologique des cancers existant vers un registre d'incidence, de suivi et de surveillance. Il va de soi que les cancers des enfants en feraient partie. L'élaboration de collaborations avec des centres à l'étranger sont des aspects inhérents à ce projet; l'identification d'un centre particulier dépendra de différents facteurs: collaborations médicales existantes, centres d'excellence reconnus au niveau international pour un certain type de cancer etc.. Ce projet requiert cependant des moyens humains dont je ne dispose pas encore à l'heure actuelle.

La majorité des cancers des enfants sont des maladies rares, présentant des incidences de moins de 1/2000. Dans ce cadre mes services sont très actifs, tant au niveau national qu'international. Les collaborations internationales pour la collecte et l'analyse épidémiologique des ou de certains types de cancers des enfants font objet du projet international «Rare Diseases». Parmi les problèmes à résoudre pour le recueil de données figurent entre autres l'harmonisation des collectes et la comparabilité des données.

Dans le contexte prédécrit les possibilités de collaboration avec un registre des cancers de l'enfant fonctionnant à l'étranger seront explorées. Le fait cependant que ce registre devra être alimenté non seulement par des données en provenance du LNS et des hôpitaux du pays, mais encore par des données à fournir par des hôpitaux et laboratoires étrangers, dont certains situés dans un pays autre que le pays dans lequel le registre serait établi, risque d'être source de difficultés.

Question 0197 (20.10.2009) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**autorisation d'accès à l'aéroport:**

Le règlement grand-ducal du 24 août 2007 règle les conditions d'accès à l'Aéroport de Luxembourg et aux contrôles de sûreté y applicables. Pour obtenir une autorisation d'accès, le requérant est obligé, entre autres, de remplir un questionnaire biographique et de fournir d'autres informations concernant sa personne spécifiées à l'article 3. L'article 16 dresse une liste de cas de figure qui peuvent motiver le refus de l'octroi d'une autorisation. Or, il semble que le questionnaire utilisé par la Police grand-ducale dans le cadre des demandes d'autorisation d'accès ne fait pas référence uniquement au type d'informations prévues par les articles 3 et 16 précités. Selon mes informations, le requérant est ainsi obligé à donner des informations concernant sa situation financière et à confirmer qu'il n'est pas susceptible de devenir la victime d'un chantage.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer par qui et selon quels critères le questionnaire prémentionné a été élaboré? Monsieur le Ministre est-il d'avis que les données personnelles recueillies dans le cadre d'une demande d'obtention de l'autorisation d'accès sont «adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement», tel que prévu à l'article 4 (b) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

- Qui est responsable du traitement des données personnelles recueillies par la Police grand-ducale? Qui a accès à la base de données y relative? Quelle est la durée de conservation de ces données?

Réponse (24.11.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Suite aux attentats de 2001, le Parlement européen a adopté des règles communes dans le domaine de l'aviation civile (règlement CE 2320/2020). Les dispositions de ce règlement ont été transposées par voie de règlement grand-ducal du 23 décembre 2003, abrogé et remplacé par le règlement grand-ducal du 24 août 2007 relatif aux conditions d'accès à l'Aéroport de Luxembourg.

Le questionnaire utilisé par la Police grand-ducale a été élaboré par le Comité National de la Sûreté de l'Aviation Civile «Conatsac». Les données du questionnaire sont conservées sous forme de dossier pendant la durée de validité des cartes d'identité aéroportuaires, donc au maximum cinq ans sans être intégrées dans une base de données informatisée. L'accès aux dossiers est strictement limité.

La Police grand-ducale a demandé au Conatsac de revoir le questionnaire à remplir. Actuellement la Direction de l'Aviation Civile analyse l'éventuelle nécessité de modification de l'article 16 du règlement grand-ducal visé.

Question 0198 (20.10.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **stratégie d'Enovos en matière de l'utilisation des énergies renouvelables:**

La société Enovos s'est engagée à se tourner de plus en plus vers les énergies nouvelles et renouvelables. Ainsi, elle vient d'investir dans une nouvelle centrale solaire à Trèves et dans une installation de biogaz à Mertzig.

D'autres projets, notamment la construction d'installations photovoltaïques et éoliennes, sont encore prévus en Allemagne, en France et également en Italie et en Espagne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Pour quelles raisons la société Enovos investit-elle davantage à l'étranger?

- Quels sont les projets prévus au Luxembourg?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il atteindre l'objectif de l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique de 11% à l'horizon 2020?

Réponse (26.11.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire N°0198 concernant la stratégie Enovos en matière de l'utilisation des énergies renouvelables appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Le groupe Enovos est le résultat de la fusion de trois sociétés: Cegedel, Soteg et Saar Ferngas. Le but recherché par les actionnaires a été la création d'un acteur énergétique ayant une taille suffisante pour être compétitif dans la Grande Région et ayant l'assise financière requise pour accroître ses investissements dans le domaine de la production d'électricité, dont les énergies renouvelables.

Alors que Cegedel était surtout active en fourniture d'électricité au Luxembourg et en Allemagne, Soteg était principalement présente dans les marchés de gaz naturel au Luxembourg et en France, tandis que l'activité de Saar Ferngas se concentrait sur le marché de gaz naturel en Allemagne (surtout en Sarre et en Rhénanie-Palatinat).

Suite aux informations recueillies auprès d'Enovos, la stratégie d'investissement en matière d'énergies renouvelables poursuivie par Enovos consiste à se concentrer sur les technologies de la biomasse et du biogaz, de la photovoltaïque, de l'éolien «on-shore» ainsi que de la petite hydroélectricité. En ce qui concerne le périmètre géographique visé, ce sont surtout les pays de l'Europe de l'Ouest qui sont visés, en fonction de l'attractivité au niveau des potentiels des différents pays et, par ricochet, de la préséance économique des projets identifiés.

D'après Enovos, une certaine priorité est donnée à des projets renouvelables permettant de renforcer les relations avec les distributions locales (dans lesquelles le groupe Enovos détient des participations), tels que la centrale photovoltaïque de 5,8 MWp à Kenn (près de Trèves) mise en service récemment.

En ce qui concerne les projets prévus au Luxembourg, Enovos rappelle que la société a participé au développement de projets renouvelables luxembourgeois, dont surtout des projets éoliens et a pris des participations dans les sociétés respectives. Par ailleurs, depuis 20 ans, la société est active dans le domaine de la cogénération électricité/chaleur.

Question 0199 (21.10.2009) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **production d'électricité issue de sources renouvelables:**

Dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques et vu l'épuisement à moyen terme des énergies fossiles, le Gouvernement encourage l'exploitation de sources d'énergie renouvelables. Le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables fixe, entre autres, le taux de rémunération pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, solaire, hydroélectrique, à partir du biogaz, du gaz des stations d'épuration d'eaux usées, ainsi qu'à partir de la biomasse solide et du bois de rebut. Ces rémunérations sont prévues pour une période totale de 15 ans à partir de la première injection d'électricité par la centrale dans le réseau électrique du gestionnaire.

Il semble que, suite à une baisse substantielle du prix de l'énergie à la bourse, la production d'électricité issue de sources d'énergie renouvelables soit déficitaire, malgré la rémunération déterminée par le règlement grand-ducal précité. Selon mes informations, les propriétaires de certaines centrales produisant de l'énergie à partir du biogaz respectivement de l'énergie hydroélectrique risqueraient de ne plus investir dans ce type de production si la rentabilité n'est pas garantie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de centrales hydroélectriques d'une puissance électrique nominale inférieure ou égale à 1 MW respectivement de centrales hydroélectriques d'une puissance supérieure sont rémunérées selon les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 8 février 2008?

- Combien de centrales produisant de l'énergie à partir du biogaz sont rémunérées selon les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 8 février 2008 et à laquelle des quatre catégories de puissance électrique nominale déterminées par le règlement grand-ducal appartiennent-elles?

- Est-ce que le nombre des centrales prémentionnées tend plutôt à la hausse ou à la baisse?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la rémunération en question constitue une incitation financière suffisante pour encourager les producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables? Est-ce que les taux de rémunération appliqués sont plutôt supérieurs ou inférieurs à ceux appliqués dans nos pays voisins?

- Aux yeux de Monsieur le Ministre une durée d'amortissement de 15 ans semble-t-elle réaliste? Sinon, serait-il opportun de prolonger la période prévue actuellement pendant laquelle la rémunération peut être versée?

Le règlement grand-ducal du 8 février prévoit à son article 3 l'établissement d'un système de garantie d'origine par lequel l'exploitant d'une centrale peut certifier que l'électricité qu'il vend est produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

- Combien de garanties d'origine de ce type ont été établies par le régulateur à ce jour? La garantie d'origine est-elle équivalente aux certificats verts établis en France et en Belgique et reconnue comme telle?

Réponse (26.11.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire N°0199 de l'honorable Député Claude Haagen concernant la production d'électricité issue de sources renouvelables appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En ce qui concerne la question sur les installations hydroélectriques nouvellement installées au Luxembourg, il y a lieu de noter qu'au moment de la rédaction de la présente réponse, aucune nouvelle centrale hydroélectrique n'est rémunérée selon les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables.

Le nombre total d'installations hydroélectriques au niveau national s'élève actuellement à 25 dont la dernière a été installée en 2006. Le nombre limité de nouvelles centrales hydroélectriques installées au cours des dernières années est principalement lié au fait que le potentiel réalisable au Luxembourg est peu important, ce qui a été confirmé par l'étude Luxres sur le potentiel des énergies renouvelables à Luxembourg réalisée en 2007. En conclusion, la croissance au niveau de nouvelles centrales hydroélectriques va rester limitée.

Le nombre de centrales produisant de l'énergie à partir du biogaz rémunérées selon les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables dans les différentes catégories se présente comme suit:

Installations de 0 à 150 kW:	9
Installations de 151 à 300 kW:	2
Installations de 301 à 500 kW:	1
Installations de 501 à 2.500 kW:	1

Vu les potentiels notables qui restent encore à être développés au Luxembourg dans le domaine du biogaz, le nombre de centrales produisant de l'énergie par le moyen de biogaz va très probablement observer une tendance à la hausse, y inclus les installations d'injection de biogaz dans les réseaux de gaz naturel.

En ce qui concerne les rémunérations prévues par le règlement grand-ducal du 8 février 2008, celles-ci ont été élaborées sur base des analyses et des conclusions de l'étude Luxres présentée au public en date du 26 mars 2007. Les tarifs d'injection ont été définis en considérant les expériences réalisées au Luxembourg dans le passé tout en tenant en compte des potentiels existants dans les différentes catégories technologiques au Luxembourg. Dans le domaine de la biomasse et du biogaz, les niveaux des tarifs pour l'électricité et la chaleur ont été déterminés de manière à créer une plus grande efficacité énergétique des installations par une utilisation plus poussée de la chaleur générée par les installations qui n'était généralement pas entièrement valorisée dans le passé. Pour l'hydroélectricité, les tarifs ont été dimensionnés de façon à pouvoir développer davantage les potentiels, certes très limités, dans ce domaine.

C'est ainsi que les tarifs actuellement en vigueur ont été déterminés dans l'optique d'une incitation adéquate pour les différentes catégories technologiques et ont été calculées dans ce sens sur une durée totale de 15 ans. Les tarifs d'injection tiennent compte des aides à l'investissement accordées dans le cadre d'autres législations ou réglementations telles que la loi-cadre du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, la loi-cadre du Ministère des Classes moyennes et du Tourisme, la loi du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural concernant le soutien au développement rural, le Fonds pour la protection de l'Environnement ainsi que les règlements grand-ducaux y relatifs du Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Une comparaison des tarifs en vigueur au Luxembourg avec les mécanismes d'aide appliqués dans les autres États membres de l'Union européenne n'est pas une opération facile du fait de la grande panoplie des différents mécanismes. Néanmoins, de façon plus générale, on peut dire que le Luxembourg se situe dans la moyenne européenne au niveau du soutien aux énergies renouvelables.

En ce qui concerne la garantie d'origine, il faut considérer que le recours à cet instrument diffère généralement d'un État à l'autre. En 2001, la directive 2001/77/CE du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité a instauré le cadre pour les garanties d'origine qui ont pour but «de permettre aux producteurs d'électricité utilisant des sources d'énergie renouvelables d'établir que l'électricité qu'ils vendent est produite à partir de sources d'énergie renouvelables.» Entretemps, les États membres ont transposé cette directive en droit national, mais l'application pratique diverge fortement d'un État membre à l'autre. Une modification et une extension du système des garanties d'origine ont récemment été introduites au niveau européen par la directive du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE. Les analyses pour la transposition des nouvelles dispositions de cette directive sont actuellement en cours afin que la transposition de la directive en droit national puisse intervenir dans les meilleurs délais.

Au Luxembourg, aucune garantie d'origine n'a été établie par le régulateur, car aucune garantie d'origine ne fut demandée jusqu'à ce jour par un exploitant d'une centrale.

Sur la question du système des certificats verts utilisés en Belgique, il y a lieu de souligner que c'est la région wallonne qui pratique ce système qui n'a rien en commun avec un système de soutien sur base de tarifs réglementés tel que pratiqué au Luxembourg et dans la majorité des autres États membres de l'Union européenne. Ce système prévoit que des labels de garantie d'origine (LGO), qui correspondent à la garantie telle que prévue par la directive 2001/77/CE, soient émis pour attester la quantité d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération à haut rendement. Par le biais du système de certificats verts tel qu'appliqué dans la région Wallonne en Belgique, les producteurs d'électricité renouvelable disposent d'un incitatif intéressant leur garantissant une rentrée financière et permettant la réalisation économique de leurs projets d'investissement.

À côté de ce mécanisme particulier, il existe un mécanisme appelé RECS («Renewable Exchange Certificate System») basé sur des certificats avec la même dénomination et qui est le pendant privé des garanties d'origine tel que prévu par les directives européennes prémentionnées. En France, ces certificats RECS sont parfois appelés certificats verts tandis que l'appellation certificat vert en Belgique est réservée aux certificats de soutien destinés à financer le surcoût de production de l'électricité renouvelable (ou de cogénération).

Finalement, il y a lieu de préciser que les garanties d'origine ne servent ni à vérifier la réalisation des objectifs indicatifs prévus par la directive 2001/77/CE, ni pour les objectifs contraignants prévus par la directive 2009/28/CE. Ces objectifs sont vérifiés sur base des statistiques nationales, tout en tenant compte des statistiques des autres États membres en prenant également en compte, le cas échéant, le recours aux mécanismes flexibles tels que prévus par la directive 2009/28/CE.

Question 0200 (21.10.2009) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**éventuelle pénurie de places à l'Université du Luxembourg:**

D'après les propos de certains enseignants de l'Université du Luxembourg, diffusés le 15 octobre 2009 sur une chaîne de radio, la capacité d'accueil de certains auditoires et équipements de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'éducation à Walferdange, serait à l'heure actuelle largement dépassée. Cette pénurie de places serait due au nombre sans cesse croissant d'étudiants s'inscrivant chaque année à l'Université du Luxembourg.

Tout en sachant que la plupart des infrastructures universitaires seront délocalisées dans les années à venir à Esch/Belval, les enseignants en question estiment que cette perspective ne constitue pas un remède à la situation actuelle qui place l'Université du Luxembourg devant de sérieux problèmes d'ordre fonctionnel et organisationnel. Enfin, toujours selon ces mêmes enseignants, la capacité d'accueil des auditoires prévus sur le nouveau site de l'Université du Luxembourg à Esch/Belval serait d'ores et déjà insuffisante par rapport à l'évolution actuelle du nombre d'étudiants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres songent-ils remédier à court et à moyen terme à cette pénurie de places?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, peut-il m'indiquer la capacité d'accueil des auditoires qui vont être construits sur le nouveau site de l'Université du Luxembourg?

- Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, peut-il m'indiquer le nombre actuel des étudiants inscrits à l'Université du Luxembourg ainsi que l'évolution projetée de ce nombre dans les années à venir?

Réponse commune (11.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée Madame Sylvie Andrich-Duval souhaite avoir quelques informations relatives à une prétendue pénurie de places à l'Université du Luxembourg.

En ce qui concerne l'infrastructure existante sur le campus de Walferdange de l'Université du Luxembourg, il convient de relever qu'outre la rénovation des bâtiments existants, un investissement supplémentaire a été réalisé dans les années 2007-2008 par la réalisation d'un bâtiment de 4.300 m² avec 117 postes de travail fixes supplémentaires. Les effectifs en poste au 1er juin 2009 étaient de 252 personnes toutes catégories confondues. De façon générale, les espaces encore disponibles permettent à l'heure actuelle une croissance de 20% du personnel affectés à la Faculté des Lettres, des Sciences humaines des Arts et des Science de l'éducation à Walferdange et une croissance de 30% sur les deux autres campus.

Pour ce qui est de la capacité d'accueil des auditoires qui vont être construits sur le nouveau site de l'Université à Belval, la capacité d'accueil de la Maison du Savoir, destinée à accueillir les enseignements de bachelor et de master est de 4.295 places.

Suivant son taux d'occupation, la Maison du Savoir peut accueillir ainsi jusqu'à 5.650 étudiants. La Maison des Sciences humaines aura une capacité de 375 places réservées pour les étudiants inscrits en thèse, soit au niveau du master ou au niveau du doctorat de sorte que cette la Maison des Sciences humaines pourra accueillir jusqu'à 610 personnes, enseignants chercheurs ainsi que personnels scientifiques et administratifs de support confondus.

Au 10 octobre 2009, l'Université du Luxembourg comptait 4.750 étudiants inscrits dont 50,7% de sexe féminin et 49,3% de sexe masculin, ce qui constitue une augmentation de 9,15% par rapport à l'année académique 2008-2009. Ces étudiants se répartissent de la manière suivante sur les trois facultés:

Faculté des Sciences,
de la Technologie
et de la Communication:
1.007 étudiants

Faculté de Droit,
d'Économie
et de Finance:
1.968 étudiants

Faculté des Lettres,
des Sciences humaines,
des Arts et des Sciences
de l'éducation:
1.775 étudiants

À noter qu'en ce qui concerne la faculté de Droit, d'Économie et de Finance, 766 étudiants sont inscrits dans des formations relevant des sciences économiques.

Les effectifs pour les formations de bachelor et de master tels qu'indiqués dans le 2e plan quadriennal de l'Université couvrant la période du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2013, se répartissent comme suit:

Faculté des Sciences,
de la Technologie
et de la Communication:
1.050 étudiants

Faculté de Droit,
d'Économie
et de Finance:
2.100 étudiants

Faculté des Lettres,
des Sciences humaines,
des Arts et des Sciences
de l'éducation:
1.800 étudiants

Nombre de doctorants:
450 étudiants

Q52

Question 0203 (22.10.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **projet des commissariats de proximité et d'intervention (CPI):**

La direction générale de la Police grand-ducale a décidé par le biais de la note de service N°78/2009 d'étendre le concept des commissariats de proximité et d'intervention (CPI) en regroupant davantage des centres d'intervention principaux (CI) et des centres d'intervention secondaires (CIS) ainsi que des commissariats de proximité (CP). Or, la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale ne fait référence qu'aux seuls commissariats de proximité (CP) et centres d'intervention (CI/CIS) comme services régionaux de la police.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le projet des commissariats de proximité et d'intervention (CPI) s'appuie sur une base légale?

• Dans l'affirmative, de quelles sources légales s'agit-il?

• Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les procédures, par lesquelles l'hiérarchie des nouveaux commissariats de proximité et d'intervention a été établie?

- Est-il exact que des chefs de commissariat de proximité (CP), respectivement des chefs de centre d'intervention (CI) et de centre d'intervention secondaire (CIS), seront dégradés à la fonction d'adjoint au chef du commissariat de proximité et d'intervention (CPI)?

• Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre, peut-il me donner son appréciation sur le bien-fondé légal d'une telle dégradation par voie de note de service?

• Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les personnes concernées par une telle dégradation, dans le cadre de la création de commissariats de proximité et d'intervention (CPI), ont été entendues, tel que stipulé à l'article 6.5 du Code administratif?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette façon de procéder ait des retombées négatives sur le climat de travail, au sein des commissariats de proximité (CP) et des centres d'intervention (CIS) concernés?

Réponse (26.11.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Suite à des audits de l'Inspection Générale de la Police grand-ducale sur les centres d'intervention, un groupe de travail, regroupant des membres de la police, de l'inspection générale ainsi que des représentants syndicaux, a analysé les possibilités d'amélioration de fonctionnement de ces centres d'intervention notamment secondaires et les commissariats de proximité implantés dans une même localité. À la suite de ces travaux et depuis le 1er janvier 2008, le projet pilote du «Commissariat de Proximité et d'Intervention» (CPI) a été lancé à Differdange et à Wiltz.

Vu le grand succès auprès du public, des autorités étatiques et locales ainsi que du personnel policier concerné, le projet pilote a été progressivement développé. Actuellement dix CPI fonctionnent et l'évaluation du fonctionnement est prévue en 2010. Il est évident qu'en cas de résultats aussi concluants qu'il n'y paraît, la loi sur la police et l'inspection générale va être modifiée et adaptée.

Pour les structures de gestion de ces centres, un groupe de commandement du CPI se composant du chef du CPI assisté d'adjoints a été créé dans la limite du nombre de postes à responsabilités disponibles. Le prochain groupe de commandement sera installé à Echternach à partir du 1er janvier 2010.

Les fonctions de chef respectivement chefs adjoints ont été attribuées suivant le seul critère de l'ancienneté. Le changement de fonction ne comporte ni un emploi inférieur en rang ni en traitement.

Question 0205 (22.10.2009) de **M. Emile Eicher** *(CSV)* concernant le **droit de superficie:**

Les zones d'activités économiques à caractère régional (ZAER) sont destinées à accueillir des entreprises de production qu'elles soient issues des domaines industriels ou artisanaux. Pour ce faire, les parcelles de terrains sont cédées aux entreprises éligibles sous forme de contrats de concession d'un droit de superficie d'une durée de 30 années.

Les contrats signés lors d'une implantation d'une entreprise dans une telle ZAER ont tous été régis par les dispositions de la loi du 10 janvier 1824 sur le droit de superficie. Ces contrats avaient certaines particularités que la loi permettait d'appliquer, notamment:

- Le concessionnaire ne pouvait exercer d'autres activités que celles précisées dans l'acte qu'avec l'accord préalable et écrit du concédant et du Ministère.

- Le concessionnaire ne pouvait ni aliéner ni mettre à la disposition d'un tiers son droit de superficie qu'avec les accords préalables et écrits du concédant et du Ministère.

Cette manière de procéder garantissait notamment que l'activité sur le site restait conforme aux objectifs en matière de diversité économique et les autorités pouvaient toujours «aiguiller» l'évolution économique et éviter toute spéculation immobilière sur les terrains concernés.

L'introduction du «pacte logement» par la loi du 22 octobre 2008 a cependant apporté des changements substantiels en abrogeant en son article 38 la loi du 10 janvier 1824. La nouvelle loi prévoit en son article 14-5 que le superficiaire a la faculté d'aliéner son droit et de grever l'immeuble de servitudes pendant la durée du droit de superficie.

Or, cette possibilité d'aliénation va à l'encontre des objectifs recherchés par les contrats signés et jusqu'ici régis par l'ancienne loi, à savoir garantir que les activités dans la ZAER continuent à être aiguillées, notamment en interdisant l'aliénation du droit de superficie.

La conséquence en est qu'aucun nouveau droit de superficie pour intégrer une ZAER n'a été signé durant les douze derniers mois, malgré que de nombreuses demandes d'implantation existent. Sans signature du droit de superficie, aucune hypothèque ne peut être enregistrée. Or, sans cette possibilité de disposer de garanties suffisantes, il est évident que les instituts financiers ne vont pas prêter de l'argent aux sociétés concernées.

Cette situation constitue un frein sensible au développement économique et a déjà mis la pérennité de certaines entreprises en danger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour remédier à cette situation et dans quels délais?

- Quel est le nombre d'entreprises pour lesquelles des actes de concession d'un droit de superficie sont en suspens?

- Quelle est la situation juridique actuelle des actes de droit de superficie passés sur base de la loi du 10 janvier 1824?

Réponse (7.12.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire N°0205 de l'honorable Député Emile Eicher concernant l'adaptation des actes de concession de droits de superficie pour tenir compte des nouvelles dispositions légales fixées par la loi du 22 octobre 2008 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a transmis, en date du 21 octobre 2009, aux communes et syndicats intercommunaux concernés un nouveau contrat-type pour la concession de droits de superficie dans l'enceinte des zones d'activités économiques à caractère communal ou régional.

Ce nouveau contrat-type tient compte des changements apportés par la loi du 22 octobre 2008 au sujet du pacte logement, portant par ailleurs sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, ce qui devrait permettre le déblocage des actes restés en suspens depuis l'abrogation de l'ancienne base légale par l'article 38 de la loi susmentionnée du 22 octobre 2008.

Pour ce qui est des actes de droits de superficie passés sur base de la loi du 10 janvier 1824, il y a lieu de signaler qu'ils restent en vigueur jusqu'à expiration ou résiliation du droit de superficie.

Tout amendement à apporter le cas échéant auxdits actes devra se faire toutefois par un nouvel acte, basé sur la loi du 22 octobre 2008.

Question 0206 (23.10.2009) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **réduction de la consommation d'énergie de l'éclairage public:**

L'éclairage public est un gros consommateur d'énergie qui représente pour les communes un volume allant jusqu'à 40% de leur consommation d'électricité. Pour cette raison, différentes communes ont pris ou aimeraient prendre des mesures afin de réduire cette consommation en diminuant la tension du système de l'éclairage public pendant la nuit. Si cette mesure est surtout appliquée dans des rues de quartiers résidentiels, certaines communes aimeraient l'étendre à différents chemins repris (CR) ou routes nationales (RN) traversant leur territoire et qui sont peu fréquentés la nuit.

Selon mes informations, les responsables de l'Administration des Ponts et Chaussées auraient, à plusieurs reprises, refusé d'office les requêtes de communes qui désiraient appliquer cette mesure aux CR et RN, ceci pour des raisons de sécurité.

J'aimerais dès lors poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre dans ce dossier?

- Sur quelle base scientifique et/ou juridique la position actuelle des responsables de l'Administration des Ponts et Chaussées est-elle fondée?

- Quelles conditions faut-il remplir pour se voir accorder cette mesure aux CR et RN par l'Administration des Ponts et Chaussées?

- Le Ministère du Développement durable ne devrait-il finalement pas être l'initiateur d'un plan national de réduction énergétique de l'éclairage public?

Réponse (11.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député, Monsieur Henri Kox, se réfère au programme gouvernemental qui inclut l'efficacité énergétique comme priorité absolue du Gouvernement, pour poser des questions relatives à l'éclairage public représentant d'importantes consommations en énergie.

D'une part, l'on insiste tout d'abord à signaler que 100% de l'énergie utilisée pour l'éclairage des autoroutes et des tunnels en 2009 et pour 2010 provient d'une source d'énergies renouvelables.

D'autre part, l'Administration des Ponts et Chaussées analysent et expérimentent depuis un certain temps déjà différents systèmes susceptibles de réaliser des économies d'énergie.

Ainsi, en premier lieu, et déjà en 1983, l'Administration des Ponts et Chaussées avait mis en place un système de réduction de puissance qui consistait à couper un tiers des luminaires à 20.00 heures, un deuxième tiers à 22.00 heures et le reste, le cas échéant, à 00.00 heures. Après plusieurs années de pratique, ce système dénommé «délestage» a dû être abandonné sur l'ensemble du réseau routier étatique pour diverses raisons, même si, techniquement, il est toujours possible à l'intérieur des agglomérations alors que toutes les armoires de l'éclairage public sont équipées des installations nécessaires.

Cependant, sur les autoroutes, des contraintes d'ordre sécuritaire dues à l'augmentation du

trafic de nuit ont conduit à l'abandon du délestage alors qu'à l'intérieur des agglomérations, le délestage s'est heurté au mécontentement des responsables locaux.

En deuxième lieu, la réduction de puissance d'un circuit (groupe de luminaires) est susceptible de réaliser des économies d'énergie. Cependant, ce système ne peut pas s'appliquer à des installations mixtes et nécessite la mise en place d'une armoire supplémentaire pour abriter les appareillages. En outre, des problèmes surgissent sur des longueurs d'installation de maximum 1.500 mètres, alors que les luminaires en bout de ligne ne fonctionnent plus correctement.

Néanmoins, l'Administration des Ponts et Chaussées a prévu de faire des tests avec deux ou trois fabricants au début de l'année 2010, dans un but de rechercher de nouvelles méthodes permettant une réduction de la consommation d'énergie.

En troisième lieu, la réduction de puissance «point par point» pourrait s'appliquer sur presque tous les types d'installation, mais est très onéreuse. Par ailleurs, seules les sources à l'intérieur des agglomérations se prêtent au «dimming». La réduction de puissance par points lumineux a été mise en œuvre dans plusieurs localités. Ces projets pilotes ont été suivis de près, voire cogérés par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Cependant, l'expérience tirée de ces projets-pilotes démontre que le système n'est actuellement pas encore opérationnel. À une exception près, les responsables communaux ont dû céder devant les problèmes occasionnés par les composants installés pour le dimming. La réduction de puissance point par point nécessite un entretien accru du réseau de collecte des données ainsi que du personnel qualifié spécialement formé.

Actuellement, les communes sont libres à installer des modules de communication nécessaires à relier les différents chemins vicinaux aux moindres frais au vu d'un système de dimming de cette voirie secondaire.

Cependant, en ce qui concerne les autoroutes, les routes nationales et les chemins repris, sous la gestion de l'État, un système de dimming à l'échelle du pays ne peut pas encore être installé alors que les composants n'ont actuellement pas encore une fiabilité suffisante. Or, l'on attend les résultats des expériences faites par l'Administration des Ponts et Chaussées et les communes dans ce domaine et l'on observe de près les efforts des fabricants dans ce domaine visant à améliorer la fiabilité de leur matériel.

Enfin, il ne faut jamais oublier dans ce contexte des motifs liés à la sécurité des usagers des routes, ainsi que le respect des normes applicables: l'Administration des Ponts et Chaussées se conforme à la norme européenne en matière d'éclairage public EN 13201 parties 1 à 4. Sur les autoroutes et hors des agglomérations, il est recouru à des sources du type sodium basse pression (SOX) qui ont le rendement le plus élevé de toutes les sources utilisables en éclairage public, à savoir 180-200 lm/W. L'utilisation de lampes SOX permet d'obtenir une luminosité accrue avec une consommation réduite en courant électrique. Or, les luminaires équipés de lampes SOX ne sont pas ou très peu «dimmables». À l'intérieur des agglomérations, les luminaires sont équipés depuis des années de lampes du type sodium haute pression SON-T, alors que ces lampes permettent une meilleure perception des couleurs que les lampes SOX. Les lampes SON-T ont un rendement lumineux d'environ 150 lm/W et peuvent être réglées en puissance.

Question 0207 (23.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **cellule d'encadrement et de soutien aux personnes impliqées dans la pratique d'une euthanasie ou d'un suicide assisté:**

Am Zesummenhang mam Gesetz vum 16. Mäerz 2009 iwwert d'Euthanasie huet de Collège médical a sengem «Info-Point» Nummer 6 vum Juli 2009 op deen heiten Ëmstand, ech zitéieren, higewisen:

«Contrairement au praticien qui refuse d'accomplir le geste d'euthanasie ou de suicide assisté, le médecin qui a consenti à effectuer ce geste se trouve dans une situation d'isolement car privé de soutien.

Le collège médical, de concert avec l'AMMD, propose en complément des dispositions prévues par la loi la création d'une cellule d'encadrement et de soutien aux personnes impliquées dans la pratique d'une euthanasie ou d'un suicide assisté, cellule pouvant être active Ex ante et Ex post.»

Mat Bezuch op dës Propositioun vu Collège médical an AMMD wëll ech dem Här Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1) Kennt de Minister déi uewen zitéiert Doléancë vum Collège médical a vun der AMMD?

2) Kann de Minister dës Doléancë verstoen?

3) Gedenkt de Minister eppes z'ënnerhuelen, fir dësen Doléancë Rechnung ze droen?

Réponse (26.11.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Mir ass bekannt, datt de Collège médical an/oder d'AMMD d'Fro vum Schafe vun esou enger Struktur opgeworf hunn.

Ech wëllt den éierewäerten Deputéierten drop opmierksam maachen, datt laut Gesetz den Dokter och net esou eleng gelooss gëtt wéi hien et duerstellt.

Fir d'éischt emol huet den Dokter déi gesetzlech Flicht, een aneren Dokter zu Rot ze zéien iwwert d'Fro, ob de Patient, dee Stierfhëllef freet, ganz schlëmm an onheelbar krank ass.

Doriwwer eraus huet den Dokter d'Méiglechkeet sech mat der ganzer Équipe ofzespriechen, déi sech ëm de Patient bekëmmert, et sief dëse géif sech deem formell opposéieren.

Schliesslech kann, laut Artikel 3 vum Gesetz, den Dokter sech vun engem Expert vu senger Wiel berode loossen an deem seng Stellungnahm an den Dossier vum Patient leeën.

Ech wëll och drop hiweisen, datt haut schonns all Spidol iwwer eng Ethikkommissioun verfügt, mat där sech den Dokter gegebenenfalls berode kéint.

Ech sinn der Meenung, dass dëse legalen Dispositiv duergeet fir den Dokter net mat senger Décisioun eleng ze loossen.

Erënnert sief och drun, datt d'Gesetz eng speziell Kontroll an Evaluatiounskommissioun agesat huet, déi der Chamber all zwee Joer iwwer méiglech Problemer berichte soll an dobäi Virschléi maache kann, fir d'Gesetz unzepassen.

Question 0213 (27.10.2009) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **procédure d'autorisation des forages pour l'alimentation du chauffage d'une maison unifamiliale:**

Les forages en profondeur, y compris ceux pour l'alimentation d'une installation de chauffage d'une maison unifamiliale (énergie géothermique), sont mis en commodo classe 1 par règlement grand-ducal du 26 novembre 2008, modifiant le RgD modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés.

L'administration compétente pour les établissements classés considère lesdits forages comme «Industrie extractive». Dans cette même rubrique se trouvent entre autre les «Forages pour le stockage des déchets nucléaires», ou l'«Extraction de pétrole et de gaz naturel à des fins commerciales, …».

La classification en classe 1 des forages pour le chauffage de maisons familiales représente pour les ménages un obstacle administratif presque insurmontable ainsi que des frais de dossier considérables (par exemple publication dans quatre quotidiens). Vu que la géothermie représente une source énergétique considérable qui, par cette façon de procéder, ne sera malheureusement guerre exploitée, j'aimerais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la classification actuelle en classe 1 des forages en question soit justifiée? Dans l'affirmative, quels en sont les raisons et avantages présumés?

- Est-ce qu'il ne serait pas plus raisonnable de classer les forages en profondeur pour alimenter le chauffage de maisons familiales (de moindre puissance par exemple < 15 kW) en classe 3B, pouvant être autorisés par le Ministre de l'Environnement?

Réponse (4.12.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Le Gouvernement a adopté un projet de règlement grand-ducal modifiant, entre autres, l'actuel point 208 sur l'industrie extractive du règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés.

La proposition de modification de la nomenclature des établissements classés s'inscrit dans le cadre d'une simplification administrative, tout en maintenant un niveau élevé de la protection de l'environnement.

Elle prévoit de ranger les forages géothermiques verticaux d'une puissance d'absorption thermique totale des sondes inférieure ou égale à 15 kW en classe 3 dans tous les cas où une évaluation au titre du règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement n'est pas requise.

Or, de toute évidence, les installations destinées au chauffage des maisons individuelles ne nécessitent en règle générale pas une évaluation de ce genre.

Par ailleurs, le reclassement des installations en question en classe 3 aurait l'avantage supplémentaire d'éviter les coûts additionnels de la publication dans quatre quotidiens, obligatoire lors d'une enquête publique.

On peut donc conclure de ce qui précède que la modification réglementaire précitée reçoit les préoccupations énoncées dans la question parlementaire.

Question 0214 (27.10.2009) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**implantation éventuelle de six réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert:**

Il me revient qu'actuellement des réunions ont lieu entre les autorités locales et le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur concernant l'implantation éventuelle de six réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert.

À ce propos, je souhaite poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Dans le cadre de la solidarité nationale, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la concentration de réservoirs à un seul endroit pourrait poser un problème au niveau de la sécurité?

- En cas de réponse négative, est-ce que le Ministre pourra indiquer si tout au plus trois réservoirs supplémentaires seraient le cas échéant implantés sur le site du port de Mertert à proximité de la ville de Grevenmacher?

- Monsieur le Ministre pourra-t-il confirmer qu'il faut respecter une distance d'au moins 500 mètres entre le lieu d'implantation d'un réservoir de pétrole et les habitations les plus proches?

- Est-ce que le Ministre peut confirmer que l'implantation de réservoirs supplémentaires respectera la distance de 500 mètres précitée?

Réponse (30.11.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Léon Gloden concernant l'implantation éventuelle de six réservoirs supplémentaires de stockage de pétrole dans le port de Mertert, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le Gouvernement n'envisage nullement de concentrer le stockage de produits pétroliers dans la seule région Est, mais il prévoit au contraire une diversification géographique des sites de stockage.

En ce qui concerne en particulier le projet d'implantation de nouvelles capacités de stockage dans le port de Mertert, il y a lieu de rappeler que le port de Mertert est le seul port national et que le transport fluvial présente des avantages au niveau de la sécurité de transport et du point de vue environnemental alors qu'il est en général le moyen de transport le moins énergivore en comparaison avec le transport par train ou par camion-citerne.

Pour ce qui est de l'implantation de réservoirs complémentaires dans l'enceinte du port de Mertert, les questions relatives au périmètre de sécurité seront réglées dans le cadre des procédures d'autorisation nécessaires à l'établissement de réservoirs de stockage. Il appartiendra donc aux instances compétentes de fixer, sur base des dossiers de demande leur soumis, les périmètres de sécurité ainsi que les limites au niveau du flux radiatif en cas d'incendie.

Question 0217 (28.10.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **élèves assistants techniques médicaux de laboratoire:**

Selon mes informations, le Lycée Technique pour Professions de Santé (LTPS) se trouve pour l'année scolaire 2009-2010 dans l'incapacité d'offrir à tous les élèves assistants techniques médicaux de laboratoire des postes de stage dans les différents laboratoires luxembourgeois. De plus, il paraît que les hôpitaux luxembourgeois n'ont plus l'intention d'embaucher dans les années à venir des assistants techniques médicaux de laboratoire alors qu'il y a actuellement une soixantaine d'élèves en formation au LTPS.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, comment Madame et Monsieur les Ministres songent-ils remédier à court et à moyen terme à cette situation?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'indiquer s'il n'existe pas, à côté des laboratoires, d'autres opportunités de stages et de débouchés pour les assistants techniques médicaux de laboratoire, notamment dans le secteur privé?

- Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle n'estime-t-elle pas que la situation difficile dans laquelle se trouvent les élèves assistants techniques médicaux de laboratoire impose une véritable réforme de l'orientation professionnelle dans les écoles luxembourgeoises?

Réponse commune (7.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Concernant la première partie de la question parlementaire sous rubrique, il est renvoyé à la réponse de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à la question parlementaire N°0113 du 1er octobre 2009 de Monsieur le Député Eugène Berger *(cf. compte rendu N°3/2009-2010).*

Monsieur le Ministre de la Santé a saisi la commission consultative des laboratoires, le conseil supérieur de certaines professions de santé et l'association luxembourgeoise des assistants médicaux de laboratoire avec les questions soulevées par la présente question parlementaire.

Entre-temps la direction du Lycée Technique pour Professions de Santé en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a fait le nécessaire pour trouver suffisamment de postes d'apprentissage dans les laboratoires afin de garantir aux actuels élèves une formation de qualité.

Une fois diplômés, ces élèves pourront trouver des emplois aussi bien dans les laboratoires, des établissements hospitaliers que dans les laboratoires privés. Par ailleurs, ces élèves seront également détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires techniques qui leur permettra de poursuivre leurs études au niveau supérieur ou universitaire.

Dès que les analyses et conclusions des milieux professionnels seront disponibles, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ne manquera pas d'informer par le biais des services d'orientation scolaire les élèves des lycées concernés de la situation sur le marché de l'emploi et des évolutions potentielles futures dans le secteur.

Question 0218 (29.10.2009) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**augmentation de capital de la banque BNP Paribas:**

Le porte-parole du Ministère des Finances a affirmé dans la presse luxembourgeoise que l'État luxembourgeois a l'intention de souscrire à l'augmentation de capital de la banque BNP Paribas. Toujours selon le porte-parole du ministère, il s'agira d'une opération budgétairement neutre qui sera réalisée par la vente en bourse d'une partie des droits préférentiels de souscription attachés aux actions de la banque qui se trouvent entre les mains de l'État luxembourgeois.

Vu ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la valeur financière actuelle de la totalité des droits préférentiels de souscription qui se trouvent entre les mains de l'État luxembourgeois?

- Suite à l'augmentation de capital de 4,3 milliards d'euros prévue par BNP Paribas, l'État luxembourgeois verra sa part diminuer de 1,17% à 1% en tenant compte de sa vente de droits préférentiels de souscription.

- Quels objectifs financiers et stratégiques le Gouvernement poursuit-il avec la participation très limitée dans le capital de BNP Paribas?

- Quel devra être le prix de vente minimum de l'action BNP Paribas pour obtenir une opération neutre pour l'ensemble des investissements effectués dans le contexte du sauvetage de l'ancienne Fortis Banque Luxembourg?

Réponse (4.12.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans le cadre de l'augmentation de capital de BNP Paribas S.A. dont la période de souscription s'étendait du 30 septembre 2009 au 13 octobre 2009, l'État du Grand-Duché de Luxembourg a vendu ses droits préférentiels de souscription dans le but de souscrire à l'augmentation de capital pour les droits restants.

Les droits de souscription préférentiels ont été vendus pendant la période prémentionnée à un prix et des conditions de marché et ont permis à l'État d'obtenir 307.590 actions nouvelles, sans que cela entraîne une dépense budgétaire.

À noter que l'État a détenu avant l'augmentation de capital et avant l'exercice d'options pendant la période de souscription environ 1% du capital et 1,17% des droits de vote de BNP Paribas S.A..

D'après les chiffres prévisionnels et à l'issue des opérations qui ont eu lieu dans ce contexte, l'État détiendrait quelque 1,09% du capital et 1,09% des droits de vote de BNP Paribas S.A..

Il importe de relever que l'État détient actuellement 34% du capital de BGL BNP Paribas et que l'État a obtenu la participation initiale dans BNP Paribas S.A. en rémunération des apports à BNP Paribas S.A. d'une participation d'environ 16,57% du capital et des droits de vote de BGL S.A. et d'une participation complémentaire d'environ 0,69% du capital et des droits de vote de BGL S.A..

La participation continue dans le capital de BNP Paribas S.A. reflète l'importance que l'État accorde au partenariat avec ce groupe pour réaliser le projet industriel pour BGL BNP Paribas.

La participation de l'État dans les établissements financiers privés reste toutefois exceptionnelle et temporaire.

Question 0219 (29.10.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**encadrement des familles en difficultés:**

Dans son rapport d'activité 2008, le Service National d'Action Sociale note que, durant l'année scolaire 2007-2008, 1.028 enfants ont bénéficié d'une ou de plusieurs interventions sociales prestées par la Ligue médico-sociale. 60% de toutes les demandes d'intervention sont des demandes nouvelles. Les problèmes les plus importants rencontrés au début de la prise en charge chez les enfants sont, par ordre décroissant, les problèmes comportementaux, la négligence, les problèmes de l'apprentissage scolaire, l'absentéisme à l'école fondamentale, les conflits au niveau des parents, la suspicion de maltraitance et les problèmes de santé.

Un quart des enfants pris en charge sont traités par l'équipe multidisciplinaire de la Commission d'inclusion scolaire dont fait partie l'assistant social de la médecine scolaire. À remarquer que les enfants pris en charge se répartissent de la manière suivante: 395 sont localisés dans la région Centre (38,45%), 201 au Sud (19,55%) et 432 au Nord (42%).

Lors de l'année scolaire 2007-2008, le nombre de demandes non satisfaites s'est élevé à 60. Ce chiffre s'explique largement par la surcharge des professionnels de terrain qui n'arrivent pas à couvrir tous les besoins. En comparant le nombre d'interventions par région effectuées en 2006-2007 par rapport à celles de 2007-2008, l'on observe que le Nord du pays enregistre la plus forte progression (82%) suivi du Sud (57%) et du Centre (36,4%).

Force est de constater que l'encadrement des familles en difficultés s'avère être trop fragmenté. En effet, le plus souvent, plusieurs assistants sociaux interviennent dans les foyers concernés pour effectuer différentes tâches si bien qu'il sera difficile de développer le climat de confiance tout en assurant un suivi durable et intégratif par des personnes de référence. Afin d'accroître l'efficience du travail réalisé par les assistants sociaux et de renforcer la confiance entre les professionnels du secteur et les familles concernées, des experts recommandent d'éviter tout éparpillement des efforts et d'intensifier les contacts par une limitation stricte du nombre d'intervenants.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le Gouvernement est-il disposé à pallier au manque de personnel en augmentant le nombre d'assistants sociaux, notamment dans la partie septentrionale du pays? Quelles sont les raisons qui expliquent la montée inquiétante du nombre d'interventions au Nord du pays?

- Est-il prévu de repenser, voire de réorganiser la méthode d'intervention des assistants sociaux?

- Le Gouvernement envisage-t-il la création de nouvelles structures d'accueil pour enfants provenant de milieux familiaux en difficultés?

- Dans quelle mesure l'Office National de l'Enfance pourra-t-il remédier aux problèmes qui se posent?

- Le Gouvernement se propose-t-il d'organiser une coopération entre les maisons-relais, l'école fondamentale et l'ONE afin d'augmenter l'efficacité du travail réalisé par les professionnels de terrain?

- Finalement, j'aimerais savoir si le Gouvernement pense que les statistiques disponibles sont suffisantes pour analyser de façon adéquate la situation?

Réponse commune (10.12.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire aux chiffres énoncés dans le rapport d'activité 2008 de la Ligue médico-sociale - et non pas dans celui du Service National d'Action Sociale (SNAS), tel qu'indiqué - et plus précisément au chapitre 2 portant sur la médecine scolaire, qui est donc de la compétence du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.

Certains chiffres cités se rapportent au chapitre 2.3.2. concernant le «Volet social de la Médecine scolaire» (page 35 du rapport susmentionné).

En ce qui concerne les moyens d'action de l'Office National de l'Enfance (ONE) par rapport aux problèmes soulevés, plusieurs objectifs et missions principales de ce nouveau dispositif sont à souligner. En effet, la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille met l'accent sur la prévention, la prise en charge précoce et diversifiée des situations de détresse dont peuvent être concernés des enfants, des jeunes et leurs familles. Un des principaux objectifs visés par la loi est un saut qualitatif dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la famille. Celui-ci devra se traduire par un renforcement de la coordination, de la cohérence et de la continuité des mesures d'aide ainsi que par une implication directe des jeunes et des familles dans les décisions qui les concernent. Afin de suffire aux objectifs entérinés par la loi, le projet de mise en œuvre du dispositif ONE prévoit la création d'une nouvelle fonction dans le domaine du travail psycho-social et pédagogique, à savoir celle du service de coordination du projet d'intervention (CPI) pour un enfant et sa famille. Le service CPI aura la mission d'élaborer pour toute famille avec un ou plusieurs enfants en détresse un projet d'intervention fondé sur un bilan global de la situation de l'enfant et de sa famille et de coordonner, de suivre et d'adapter la mise en œuvre de ce projet en étroite concertation avec le jeune, la famille et les prestataires des mesures d'aide concernés. Le service CPI soutiendra la famille dans toutes les questions relatives à la disponibilité des aides nécessitées, à leur organisation et à leur financement. Le service CPI sera un service agréé par le Ministre de la Famille et de l'Intégration et lié par un contrat de collaboration à l'ONE. L'ONE pour sa part aura la mission de désigner le service CPI pour une situation précise, d'analyser, de valider et de financer les projets d'intervention établis par les services CPI et de veiller à l'évaluation continue des projets d'intervention et des mesures d'aide.

Ce nouveau dispositif qui répartit de manière précise les fonctions de coordination, de surveillance et de prestation de mesures d'aide entre différentes instances et services devra permettre de remédier aux problèmes de l'éparpillement et de l'interruption des interventions que vous soulevez.

Quant à la coopération entre maisons-relais, ONE et enseignement fondamental, je puis vous informer qu'un groupe de travail interministériel composé de représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, de l'Office National de l'Enfance, du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et du Ministère de la Santé analyse actuellement les interfaces à créer entre les différents dispositifs législatifs et institutionnels qui viennent d'être créés. Le renforcement de la coordination interministérielle sous-tend évidemment les efforts de coordination à fournir par les professionnels œuvrant sur le terrain dans les domaines psychosociaux et pédagogiques, scolaires et médicaux.

Par ailleurs, la coopération entre les structures assurant l'accueil socio-éducatif des enfants et les équipes pédagogiques ainsi que les comités d'école est ancrée dans la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. En effet celle-ci stipule en son article 10 que chaque équipe pédagogique invite à ses réunions au moins une fois par trimestre un ou plusieurs membres de l'organisme assurant l'accueil socio-éducatif des élèves. De l'article 41 de la même loi découle une collaboration similaire entre les comités d'école et les représentants des organismes d'accueil.

En ce qui concerne la création de nouvelles structures d'accueil pour enfants provenant de milieux familiaux en difficultés, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts. Au cours des années 2006 à 2008, quelque 100 nouvelles places dans des centres d'accueil et des structures thérapeutiques ont été créées. Environ 40 nouvelles places sont prévues pour les années 2010 à 2012, dont la moitié au Nord du pays et ceci notamment à Goesdorf et à Erpeldange. Il s'agit de structures à gérer par la Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf.

En matière de statistiques sur la situation des enfants, jeunes et familles en détresse, la nouvelle loi relative à l'aide à l'enfance et à la famille prévoit le traitement de données à caractère personnel sous la responsabilité de l'Office National de l'Enfance et évidemment en accord avec les principes relatifs à la protection des données nominatives. À partir des données recueillies et rendues anonymes par l'ONE sur les difficultés et besoins des enfants et familles en détresse, il sera désormais possible d'établir des statistiques plus fiables, cohérentes et globales sur la situation nationale dans le domaine de l'enfance et de la famille en détresse.

Question 0220 (28.10.2009) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**extension des installations du port de Mertert:**

Des travaux de modernisation et d'extension des installations du port de Mertert sont actuellement en cours, de même qu'une extension des capacités de stockage pétrolier de la société Tanklux. Des riverains continuent à se plaindre des nuisances sonores liées aux activités du port surtout lors du déchargement de produits pétroliers. Des mesures acoustiques indiquaient que la société ne respectait pas les seuils légaux en matière de bruit, particulièrement pendant la nuit.

Monsieur le Ministre avait déclaré, en réponse à mes questions parlementaires d'avril et de décembre 2008 *(questions parlementaires N°2494 et N°3035 - cf. comptes rendus N°7 et N°13/2008-2009)*, vouloir attendre les résultats d'une étude d'impact sonore pour l'ensemble du port de Mertert avant de décider de toute autre mesure.

Quant au concept de stockage national, voire régional des produits pétroliers, Monsieur le Ministre avait déclaré que les analyses et travaux n'avaient pas encore abouti. Le Conseil de Gouvernement avait cependant déjà décidé de l'extension du site de stockage de Mertert plus d'un an auparavant, le 11 mai 2007 *(cf. exposé des motifs: projet de loi N°6045).*

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est l'état d'avancement du concept national de stockage stratégique des produits pétroliers?

- Est-ce que la stratégie d'un stockage régional a été abandonnée vu la décision du Conseil de Gouvernement de mai 2007?

- Quels sont les résultats de l'étude d'impact sonore concernant le port de Mertert?

Réponse (30.11.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant l'extension

des installations du port de Mertert, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le livre blanc sur la stratégie énergétique du Luxembourg a entre autres abordé la sécurité d'approvisionnement des produits pétroliers. Le document confirme la nécessité de créer de nouvelles capacités de stockage sur territoire national et de recourir à des capacités accrues au niveau régional. Il reste qu'une partie importante de stocks physiques doit être tenue sur le territoire national en vue de sécuriser l'approvisionnement de notre pays à moyen et long terme.

Le Gouvernement, à côté du soutien qu'il apporte au projet d'extension prévu dans le port de Mertert, est actuellement en train d'analyser d'autres sites potentiels pour l'implantation de capacités de stockage afin de garantir une diversification géographique et logistique. Il s'agira d'éviter une concentration trop forte sur un nombre limité de sites de stockage tout en garantissant que les moyens d'acheminement soient raisonnablement répartis sur la voie fluviale, les chemins de fer et la route.

Dans le cadre de la transposition en droit national de la récente directive 2009/119/CE du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers abrogeant les directives 73/238/CEE et 2006/67/CE, des réformes du cadre juridique en matière de stockage de produits pétroliers seront nécessaires et devront prévoir la création des structures nécessaires afin de garantir un maximum de sécurité d'approvisionnement au Luxembourg.

Sur la stratégie régionale en matière de stockage de produits pétroliers, je tiens à souligner le fait que, malgré le soutien à des projets spécifiques au niveau national, le Gouvernement ne souhaite pas parallèlement abandonner les pistes régionales. Il faut rappeler dans ce contexte que des quantités physiques sont depuis longtemps détenues, sur la base d'accords bilatéraux pour le compte d'opérateurs luxembourgeois, sur des sites de stockage qui se situent dans la région.

En ce qui concerne l'étude de bruit concernant le port de Mertert, la société du port de Mertert m'a informé que celle-ci a été établie entre-temps et qu'elle sera intégrée dans l'étude des incidences sur l'environnement pour la zone d'activités à caractère national en question.

L'étude, qui devra éventuellement être complétée pour tenir compte de certains aspects techniques spécifiques, a décelé quelques dépassements d'immissions sonores pendant un nombre d'intervalles de temps très limité.

Il appartiendra aux administrations délivrant les autorisations d'exploitation de prendre les mesures nécessaires pour le respect des normes de bruit aux points d'impacts tels que définis dans la législation.

Question 0221 (29.10.2009) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **nouvel échelon B6 chez l'impôt foncier:**

La loi du 22 octobre 2008 portant sur la promotion de l'habitat et créant un pacte logement avec les communes instaure la possibilité pour les communes d'échelonner le taux foncier B à six niveaux différents. La nouvelle catégorie B6 concerne les terrains à bâtir à des fins d'habitation et permet aux communes d'augmenter ce taux pour ainsi influencer la mise sur le marché de nouvelles places à bâtir. Or, souvent l'impact de cette mesure est atténué considérablement, puisque l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines n'a pas encore adapté la valeur unitaire des terrains (qui est la base d'assiette de l'impôt), malgré que les communes aient introduit l'inventaire des terrains en question en bonne et due forme.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Intérieur de des Finances:

- Pourquoi l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines n'a-t-elle pas encore fixé la nouvelle valeur unitaire des terrains suivant les inventaires établis par les communes?

- Quand est-ce que cette adaptation de la valeur unitaire sera enfin réalisée?

Réponse (4.12.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Je souhaite tout d'abord préciser que l'Administration des Contributions directes est compétente pour la détermination des valeurs unitaires ainsi que pour la base d'assiette de l'impôt foncier des immeubles.

En ce qui concerne la démarche pour le reclassement des terrains dans la nouvelle catégorie B6 des terrains à bâtir à des fins d'habitation avec effet au 1er janvier 2009 elle résulte bien évidemment de la collaboration entre les communes et l'Administration des Contributions directes. Les communes ont, pour leur part, introduit l'inventaire des terrains, mais force est de constater que ces inventaires présentent souvent encore des imperfections (numéros cadastraux erronés, erreurs dans la désignation des propriétaires ou indivisions, superficies inexactes, etc.) qui doivent être corrigées. Par ailleurs, cet exercice de reclassement des terrains représente un travail qui s'ajoute à la tâche normale des agents concernés. Pour ces raisons, certains retards ont eu lieu mais il est prévu de finir ces travaux de reclassement au cours du 1er semestre 2010 en ce qui concerne les relevés remis dans le délai légal.

Question 0224 (29.10.2009) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant les **modalités de fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves dans les écoles fondamentales:**

Le partenariat entre les enseignants et les parents constitue sans aucun doute un des éléments clés de la réforme de l'enseignement primaire. Actuellement ont lieu les élections des représentants des parents d'élèves au sein des 152 écoles fondamentales du pays. Cependant, force est de constater que les textes à la base des élections des représentants des parents, notamment le règlement grand-ducal du 28 mai 2009, explicitent les modalités de l'élection, mais restent, tout comme la loi elle-même, muets quant aux modalités de fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre, peut-elle m'indiquer les raisons pour lesquelles les modalités de fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves ne sont pas explicitement réglées par des dispositions législatives?

- Madame le Ministre, estime-t-elle que l'organisation des groupes de représentants des parents d'élèves dans les écoles fondamentales incombe au choix soit à la commune, soit au comité d'école, soit aux parents eux-mêmes? À qui appartiendra dans ces cas la responsabilité d'organiser les réunions internes (convocations, ordre du jour, rapports de réunions) des représentants des parents d'élèves?

- Madame le Ministre, ne partage-t-elle pas l'avis qu'il soit opportun de régler les tâches administratives des groupes de représentants des parents d'élèves, voire même de doter cette institution d'une présidence?

- Quelle est la position de Madame le Ministre quant à la démarche de fusion des associations de parents d'élèves et des groupes de représentants des parents d'élèves, étant donné que ce sont souvent les mêmes personnes qui s'engagent dans les deux institutions en question? Dans l'hypothèse d'une «fusion», les représentants des parents épouseraient la structure juridique existante d'une a.s.b.l.. Est-ce compatible avec la logique du législateur en la matière?

- La durée du mandat des membres des commissions scolaires n'est fixée par la loi que pour certains d'entre eux. Ainsi, la durée du mandat des représentants des parents est de deux ans alors que celle des représentants des enseignants est de cinq ans. Enfin, la durée du mandat des membres à désigner par les conseils communaux n'est pas réglée du tout. Par conséquent, les communes ont-elles la possibilité de limiter librement ces mandats? Madame le Ministre n'estime-t-elle pas qu'il ait lieu de proposer aux communes de renouveler les commissions scolaires après les élections communales de 2011?

Réponse (30.11.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les questions de l'honorable Député Monsieur Jean-Paul Schaaf appellent les réponses suivantes:

L'objet du règlement grand-ducal du 28 mai 2009 est de déterminer les modalités d'élection des représentants des parents d'élèves à l'école et à la commission scolaire, les modalités d'élection des représentants du personnel des écoles à la commission scolaire ainsi que l'organisation et le fonctionnement de la commission scolaire communale conformément à l'article 48 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

C'est l'article 49 de la loi précitée qui règle le fonctionnement des groupes de représentants des parents d'élèves en précisant que:

- les représentants des parents d'élèves se réunissent au moins trois fois par année scolaire avec le comité d'école pour

1. discuter et le cas échéant amender et compléter la proposition d'organisation de l'école ainsi que le plan de réussite scolaire élaborés par le comité d'école;

2. organiser les réunions et manifestations communes des partenaires scolaires;

3. formuler, en y associant les élèves, des propositions sur toutes les questions en relation avec l'organisation de la vie scolaire;

- ces réunions sont organisées soit sur convocation du président du comité d'école, soit à la demande des représentants des parents de l'école.

J'estime que la définition du mode de fonctionnement interne des représentations des parents appartient à celles-ci, dans le cadre des dispositions légales mentionnées ci-dessus. Par ailleurs, j'encourage les autorités communales à mettre à la disposition des représentations des parents d'élèves les locaux nécessaires le cas échéant pour organiser des réunions respectivement à leur fournir un appui logistique en cas de besoin.

Le législateur n'a pas prévu une réglementation du fonctionnement interne des représentations des parents et, en un premier temps, j'entends poursuivre cette démarche.

Concernant la demande d'une synergie des ressources investies dans l'intérêt du bon fonctionnement des écoles, je vous informe qu'il est souhaitable qu'il y ait des liens étroits entre les représentations des parents auprès des écoles et les associations des parents d'élèves. Par ailleurs le législateur n'a pas explicitement prévu de faire fonctionner les représentations des parents auprès des écoles comme associations sans but lucratif.

La commission scolaire étant une commission communale, il me semble approprié que les mandats dont l'attribution relève de la compétence du conseil communal soient renouvelés au début de chaque nouvelle législature communale.

Question 0227 (2.11.2009) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **bégaiement:**

1% de la population mondiale bégaierait, selon les estimations, soit environ 60 millions de personnes, dont environ 5.000 au Luxembourg en plus, 5% des jeunes enfants, quelque 300 enfants par an, traversent une période de bégaiement. La journée mondiale du bégaiement (22 octobre) est l'occasion d'une prise de conscience par les non bégayants des difficultés qu'entraine cette infirmité.

Même si les spécialistes n'ont pas encore déterminé, de façon certaine, les causes de ce trouble du langage, il est possible de le contrôler ou de le guérir par des traitements orthophoniques et psychologiques.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien d'enfants et d'adultes sont connus être concernés par cette infirmité au Luxembourg?

- À qui incombe la responsabilité pour leur traitement (enfants et adultes)? Quelle est la formation des responsables pour leur traitement?

- Combien d'adultes suivent un traitement à l'étranger? Ce traitement est-il remboursé par la Caisse Nationale de Santé?

- Selon mes informations, la nomenclature permettrait uniquement aux logopèdes de traiter les adultes atteints de l'infirmité du bégaiement? Vu le nombre assez restreint de personnes concernées, une spécialisation des logopèdes devient quasiment impossible. Ne serait-il, dans le but d'un meilleur traitement du bégaiement, pas opportun de permettre une spécialisation aux logopèdes?

Réponse commune (10.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le bégaiement n'est pas une affection à déclaration obligatoire, de sorte qu'il n'existe pas de chiffres fiables sur la prévalence de ce trouble.

Il existe plusieurs études internationales en matière de prévalence du bégaiement dans la population, qui arrivent à des résultats divergents. Le chiffre de 5.000 bègues au Luxembourg avancé par l'honorable Parlementaire constitue plutôt l'estimation maximale. Suivant les critères appliqués la prévalence de ce trouble dans la population nationale peut être estimée comme se situant entre 3.000 et 5.000 cas.

Les mêmes études internationales estiment qu'environ 5% des enfants traversent une période de bégaiement au cours de leur développement linguistique. Le bégaiement ne persisterait cependant que dans 15% des cas *(étude danoise de Mansson, Yairi et Ambrose 1999/2000)*. À partir de ces chiffres les cas nouveaux d'enfants atteints de bégaiement peuvent être estimés à une quarantaine par an au Luxembourg.

Les Services audiophonologiques du Ministère de la Santé contactent tous les parents des enfants au moment où ceux-ci atteignent l'âge de deux ans et demi pour faire un «bilan 30», c'est-à-dire un examen rapide et gratuit du développement linguistique à l'âge de 30 mois. Environ 55% des enfants résidant au pays sont vus dans ce cadre par les orthophonistes de ce service, qui propose un suivi orthophonique de l'enfant jusqu'à son entrée en 2e classe du premier cycle de l'enseignement fondamental.

La prise en charge du bégaiement relève de l'orthophoniste, ce professionnel étant dénommé logopède en Belgique. Les techniques de prise en charge font partie de la formation initiale de l'orthophoniste. De nombreux orthophonistes ont approfondi leurs connaissances dans ce domaine au moyen de formations continues. C'est ainsi que l'Association luxembourgeoise des Orthophonistes a organisé avec le soutien du Ministère de la Santé une formation continue sur le traitement du bégaiement.

Outre les orthophonistes des Services audiophonologiques il y

a au Luxembourg des orthophonistes exerçant en régime libéral, sur prescription médicale. Il n'y a cependant pas au pays des centres ou instituts spécialisés dans la prise en charge du bégaiement. De tels centres appliquant des techniques particulières *(hypnose, respiration)* existent notamment en France et en Allemagne.

Dans le cadre de l'assurance-maladie, le traitement des troubles de bégaiement se fait par les orthophonistes sur base d'une prescription médicale. La nomenclature des actes et services des orthophonistes contient un acte qui vise la «rééducation orthophonique du bégaiement, après l'âge de quatre ans, sur présentation d'un avis pédopsychiatrique ou psychiatrique, APCM» (Q28).

Le nombre d'actes de rééducation orthophonique du bégaiement (Q28) pris en charge par l'assurance maladie se chiffre comme suit:

Année	2006	2007	2008
Actes Q28 pris en charge	1.174	755	724
Nombre de patients	82	71	56
Nombre de patients mineurs	82	67	49
Nombre de patients adultes		4	7

En ce qui concerne les traitements à l'étranger, la CNS n'est pas en mesure de fournir des chiffres, étant donné que la pathologie du bégaiement n'est pas reprise comme diagnostic isolé dans le cadre de la gestion des autorisations de traitement à l'étranger.

La circonstance que l'assurance-maladie n'intervienne qu'après l'âge de quatre ans s'explique par le fait qu'avant cet âge le traitement est assuré gratuitement par les Services audiophonologiques du Ministère de la Santé.

Pour ce qui est finalement du problème du bégaiement en milieu scolaire, les professeurs d'enseignement logopédique du Centre de Logopédie, école relevant de la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale, prennent en charge les élèves avec bégaiement durant l'âge de l'obligation scolaire. Ainsi, en 2009 trois bègues étaient en rééducation dans les classes du Centre de Logopédie. 29 élèves sont rééduqués par les professeurs des centres régionaux dans leur environnement scolaire habituel. Leurs parents et enseignants bénéficient d'une psychoéducation et d'une guidance appropriées.

Les professeurs d'enseignement logopédique reçoivent une formation solide concernant le bégaiement dans le cadre de leur formation universitaire initiale et approfondissent leur savoir et savoir-faire au cours de formations continues au sein du Centre de Logopédie.

Question 0230 (16.10.2009) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **contamination du site des futurs Lycées à Mersch:**

Le site devant accueillir les futurs lycées de Mersch (Neie Lycée et le Lycée pour éducateurs) serait contaminé. Des hydrocarbures aromatiques polycycliques, communément appelés HAP, pollueraient les sols et les eaux souterraines contiendraient des phénols. Il y aurait également un transfert de polluants provenant des terrains du chemin de fer et de l'ancienne fonderie.

Vu que ce lieu sera très fréquenté par la suite, nous aimerions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Lors des travaux d'assainissement, quel fut le constat en relation avec le degré de pollution des terres et des eaux?

- Quelle est la quantité totale de terres polluées qui a été excavée? Quelle quantité a été déplacée à l'étranger pour y être traitée?

- De quelle façon les eaux souterraines ont-elles été traitées?

- Quelles précautions ont été prises pour éviter le transfert des polluants entre les différents terrains?

Réponse (11.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le site d'implantation des futurs lycées de Mersch a été le sujet d'une première étude de détermination du degré de pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines en 2007. Cette étude a mis en évidence la pollution d'une partie des sols par les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) et la pollution des eaux souterraines par les phénols.

En 2009, l'étude détaillée du degré de pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines a confirmé la pollution d'une partie des sols par les HAP et a permis de délimiter son extension latérale et en profondeur. Pour ce qui est de la pollution des eaux souterraines par les phénols, l'étude détaillée a permis de préciser que les phénols mesurés en 2007 étaient en relation avec la présence d'acides humiques naturellement présents dans le sol de sorte qu'ils ne proviennent aucunement d'une activité humaine. Par conséquent, les phénols ne doivent pas faire l'objet d'un assainissement.

Le plan d'assainissement du site se limitait à l'enlèvement de la pollution du sol par les HAP. Au vu de l'absence d'une pollution requérant une intervention dans les eaux souterraines, la question d'un éventuel transfert de pollution entre différents terrains ne se pose pas.

Actuellement environ 2.800 tonnes de terres contaminées essentiellement par les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) ont déjà été évacuées du site vers l'Allemagne pour élimination. Environ 1.500 tonnes de terres présentant le même type de contamination sont en attente d'évacuation par la même filière. Elles seront évacuées après obtention du résultat d'analyses certifiant la bonne fin des travaux d'assainissement.

Les travaux de certification après assainissement par une personne agréée, conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement, ne sont pas encore achevés de sorte que le rapport final relatif aux travaux d'assainissement du site n'est pas encore disponible.

Question 0232 (4.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **gippe A/H1N1 - effets secondaires du vaccin:**

A Schweden gëtt géint d'Schwéngsgripp deeselwechten Impfstoff «Pandemrix» agesat wéi zu Lëtzebuerg. Déi schwedesch Gesondheetsservicer hunn den 29. Oktober en éischten offizielle Rapport iwwert d'Niewewierkunge publizéiert.

Dëse Rapport hält ënner anerem fest:

- 200 Meldunge vun Dokteren a 400 bis 500 Meldunge vu Patienten («consumers») iwwer Niewewierkungen;

- 5 Doudesfäll vu Patienten, déi mam Pandemrix geimpft gi sinn (tëschent 12 Stonnen a véier Deeg no der Impfung);

- 41 allergesch Reaktiounen, dovunner 15 schlëmm Fäll.

An dësem Kontext wëll ech dem Gesondheetsminister folgend Froe stellen:

1. Gëtt zu Lëtzebuerg och en zentrale Register gefouert, wou d'Niewewierkunge vun der Impfung mam Pandemrix festgehale ginn? Wa jo, wat sinn déi éischt Konklusiounen?

2. Ass de Minister net der Meenung, dass opgrond vun deene Meldungen aus Schweden d'Impfcampagne mam Pandemrix misst direkt ënnerbrach ginn a Lëtzebuerg op alternativ Impfstoffer sollt waarden, déi besser getest sinn a manner Niewewierkungen opweisen?

3. Ass de Minister bereet d'schwedesch Resultater a senger Informatiounscampagne - zum Beispill um Site www.grippe.lu - ze publizéieren?

Réponse (7.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

De Pandemrix® grad esou ewéi all déi aner Impfstoffer géint d'Gripp A(H1N1) ënnerleien enger besonnesch enker a seriöser Iwwerwaachung vun de Länner, déi e benotzen, vun der Europäescher Agence vun de Medikamenter (EMEA) a vun der OMS.

Esou publizéiere verschidden national Agencë vun de Medikamenter, zum Beispill déi schwedesch Agence, regelméisseg d'Niewewierkungen, déi vun den Dokteren an/oder de Patiente selwer gemellt ginn, op hiren Internetsiten.

Esou sinn a Schweden, gemäß hirem leschte Rapport vum 26. November, mëttlerweil 2.000.000 Leit mam Pandemrix® geimpft, dovun op d'mannst 31.000 schwanger Fraen, 26.000 Kanner ënner dräi Joer a 430.000 Kanner tëscht dräi an 13 Joer.

Dovu sinn 1.000 Reaktioune vun Dokteren an 1.300 vu Patiente selwer gemellt ginn.

Dëst si Reaktiounen, déi an zäitlechem Zesummenhang mat der Impfung stinn, déi also kënnen duerch d'Impfung ervirgeruff gi sinn, mä déi awer och kënnen Zeeche vun enger Krankheet sinn, déi de Patient scho virdrun hat, an also net an engem kausalen Zesummenhang mat der Impfung stinn.

Fir festzestellen ob d'Impfung selwer un enger Reaktioun Schold ass, muss de Fall genee ënnersicht ginn. Esou konnt a Schweden, fir déi Doudesfäll, déi den Deputéierten usprécht, an déi gemellt gi sinn, well se an zäitlechem Zesummenhang mat der Impfung stongen, no Autopsie bis elo kee Fall op d'Impfung selwer zréckgefouert ginn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg schonn zënter Joren e System fir d'Niewewierkunge vun de Medikamenter an Impfstoffer ze iwwerwaachen an hunn dofir eng Konventioun mam Centre de Pharmacovigilance vun Nanzeg gemaach, deen d'Fäll fir ons analyséiert.

Fir elo dës Impfung géint A(H1N1) speziell suergfälteg ze iwwerwaachen hu mer en Appell un all ons Doktere gemaach, ons all onerwaarten oder schwéier Niewewierkungen ze mellen, an hinnen dofir e spezielle Formulaire zoukomme gelooss; deeselwechten, deen och a Frankräich benotzt gëtt.

Donieft hu mir eng gratis Infoline ageriicht, wou d'Leit all méiglech Froe kënne stellen an och hir Niewewierkunge kënne mellen.

Vun den Doktere krute mir bis elo eelef esou Niewewierkunge gemellt: eng neurologesch Reaktioun, fënnef Fäll vu Muskelpéng, déi eng bis dräi Wochen ugedauert hunn, ee Fall vun héijem Féiwer während zwee Deeg a véier Fäll vu grippenähnleche Symptomen, déi awer no zwee bis dräi Deeg erëm an der Rei waren.

Op der Infoline goufe bis zum 27. November 74 Fäll vun de Leit selwer gemellt. Et waren dat haaptsächlech: während zwee bis dräi Deeg Wéi an Aarm a Schëller an déi se geimpft gi sinn, Féiwer, Kappwéi, Middegkeet, grippenähnlech Symtomer, e puer Fäll vun Iwwelzegkeet an zwou allergesch Reaktiounen, déi awer net am Spidol hu misse behandelt ginn.

Opgrond vun dëse Resultater, an nodeems d'OMS de 27. November matgedeelt huet, dass mëttlerweil weltwäit 100 Milliounen Mënsche géint déi nei Gripp geimpft gi sinn a bis ewell keng onerwaarten a keng anormal heefeg oder anormal schwéier Impfreaktiounen opgetratt sinn, gesinn ech net firwat d'Impfcampagne mam Pandemrix® oder soss engem Vaccin géint A(H1N1) misst ofgebrach ginn. Mir verfollege selbstverständlech weiderhi ganz opmierksam, wat op dësem Plang an onsem Land an an der Welt geschitt.

D'Resultater aus Schweden sinn um site www.MPA.se fir jiddereen zougänglech.

Déi hei zu Lëtzebuerg gemellte Fäll kann een op dem Site www.grippe.lu ënner Froen an Äntwerten zum Thema Impfunge fannen.

d'Chamber online op **www.chd.lu**

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

12e séance mardi 8 décembre 2009

Visite officielle du Bureau de la Chambre des Députés à Lisbonne



Le Président de la Chambre et son homologue portugais, M. Jaime Gama.

Le 11 janvier 2010, le nouveau Bureau de la Chambre des Députés a été reçu au Portugal, à Lisbonne, pour sa première visite officielle à l'étranger. Le Président, M. Laurent Mosar ainsi que les membres participants du Bureau, MM. Lucien Lux, Xavier Bettel et François Bausch y ont rencontré une délégation du Bureau du Parlement portugais.

L'échange a porté essentiellement sur des questions européennes. Selon l'avis du Président de l'Assemblée de la République du Portugal, M. Jaime Gama, une simple modification des procédures - telle que prévue par le Traité de Lisbonne - ne suffira pas: Il faudra changer les mentalités pour avancer! Par ailleurs, M. Gama plaide pour une meilleure collaboration des parlements nationaux des pays de l'UE et de leurs présidents.

La délégation luxembourgeoise a également été reçue par le Ministre des Affaires étrangères, M. Luís Filipe Marques Amado. Ce dernier s'est félicité des excellentes relations bilatérales entre le Portugal et le Grand-Duché, tout en soulignant que les relations commerciales pourraient être approfondies.



M. Laurent Mosar reçu par le Président de la République portugaise, M. Aníbal Cavaco Silva.

Finalement, une rencontre du Président de la Chambre luxembourgeoise avec le Président de la République portugaise, M. Aníbal Cavaco Silva a clôturé la partie officielle de cette visite.

Réception de Nouvel An à la Chambre

2010: année de grands défis



Le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen a présenté les voeux du personnel au Président et aux Membres du Bureau de la Chambre des Députés, a dressé un bilan des travaux de l'administration et a jeté un regard sur les perspectives de l'avenir. (de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, M. Laurent Mosar, M. Jean-Louis Schiltz, M. Lucien Lux, M. Xavier Bettel et M. François Bausch.

La Chambre des Députés devra s'impliquer dans les procédures d'élaboration de mesures anti-crise et accompagner les travaux de la tripartite: c'est un des principaux défis soulevés par le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, le 6 janvier, lors de son discours de Nouvel An devant les membres du personnel, le Bureau de la Chambre et la presse parlementaire. Les modalités de cet engagement seraient encore à définir.

Un souci majeur du Président est d'assurer la transparence du processus décisionnel et de bien communiquer le travail de la Chambre au grand public. C'est ainsi qu'il s'est montré satisfait du fait qu'au futur les rapports des réunions en commission parlementaire seront publiés. En même temps, il a remercié le groupe politique «déi gréng» pour la cession de l'adresse Internet «www.chamber.lu» au Parlement.

Les commissions parlementaires continueront à siéger à huis clos, à l'exception des auditions qui pourront, comme par le passé, être publiques. La retransmission de certaines réunions en commission par Chamber TV sera possible, après aménagement du Règlement intérieur.

La Chambre des Députés - autre défi - est appelée à s'investir davantage dans les procédures européennes. Le Traité de Lisbonne permet aux parlements nationaux d'intervenir lorsqu'ils estiment que le principe de subsidiarité n'est pas respecté.

Finalement, M. Mosar a indiqué que des contacts informels ont eu lieu en vue de l'acquisition par la Chambre de l'îlot de bâtiments de la Dresdner Bank. S'agissant de 11.000 m², il s'agira de vérifier si le Gouvernement pourrait s'associer à l'achat et aussi de négocier le prix.



Une audience attentive: les membres du personnel de la Chambre des Députés.

Conférence de Copenhague sur le changement climatique

Une délégation de la Chambre des Députés a assisté à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, qui s'est tenue du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague. La délégation parlementaire, présente du 13 au 18 décembre, était composée de MM. Eugène Berger, Fernand Boden, Camille Gira, Roger Negri et Marcel Oberweis.

Dans le cadre de cette conférence, elle a également assisté, en date du 16 décembre 2009, à une réunion parlementaire organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Folketing danois.

La Conférence de Copenhague, qui avait suscité tant d'espoir dans le monde entier, a finalement débouché sur un accord minimaliste. Ce n'est pour le moment qu'une déclaration d'intention, non contraignante et qui ne contient ni des objectifs précis de réduction des émissions de CO_2, ni de mécanisme de suivi ou de monitoring. La plupart des observateurs se sont donc déclarés déçus des résultats de la conférence, alors que les attentes initiales étaient si ambitieuses.

L'accord de Copenhague se borne en effet à fixer l'objectif de limiter l'augmentation de la température planétaire à 2° Celsius par rapport aux niveaux préindustriels et à prévoir des investissements à court terme de 30 milliards de dollars annuels afin d'aider les pays les plus vulnérables à s'adapter à l'impact du réchauffement climatique.

Les points positifs de l'accord sont la reconnaissance que plus de 100 milliards d'euros seront nécessaires à partir de 2020 dans la lutte contre le changement climatique, de même que la création d'un fonds spécial pour le climat chargé de gérer les sommes investies.

Sur le plan national, il s'agira maintenant de se fixer des objectifs, notamment en matière d'aide aux pays les plus pauvres et en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Chambre des Députés se verra ainsi impliquée dans le pacte national pour le climat et le développement durable. Ce pacte est un ensemble de mesures politiques, de débats ou d'événements, qui permettra de définir la politique nationale contre le changement climatique et pour le développement durable, avec des objectifs à moyen et à long terme.

La démarche fixée par le Gouvernement, qui se veut globale, inclura des débats multipartites avec tous les acteurs concernés. Ce pacte est présenté en janvier 2010 au Conseil de Gouvernement et, d'après l'agenda fixé, sera débattu en automne 2010 à la Chambre des Députés.



La Chambre des Députés était représentée à Copenhague par MM. Roger Negri, Camille Gira, Fernand Boden, Marcel Oberweis et Eugène Berger.

DANS CE NUMÉRO

- Budget 2010
  Débat p. 141
- Rapport d'activité 2008-2009 p. R1

Sommaire de la séance publique N°12 p. 158
Sommaire des questions parlementaires p. Q57

Les députés reçus par «Objectif Plein Emploi»…

Le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar et des membres de la Commission du Travail et de l'Emploi ont visité en date du vendredi, 8 janvier 2010 les infrastructures de l'organisme «Objectif Plein Emploi» dans le sud du pays. «Objectif Plein Emploi» travaille notamment dans le domaine de la création d'emplois, de la formation et de la réinsertion de chômeurs de longue durée sur le marché du travail.

Au cours de la matinée, les députés ont visité les installations de différents projets des Centres d'Initiative et de Gestion Locaux (CIGL) à Sanem et à Esch-sur-Alzette et du CIGS Archipel. Ils ont notamment pu s'informer sur le projet «Vël'OK» et l'«Internetstuff» à Esch, la cour de l'école d'Ehlerange, aménagée en collaboration avec les enfants, le site «Gewännchen» à Sanem et les projets liés à la créativité artistique et culturelle comme «Île aux clowns», «Sentiers Rouges», «Konschtkëscht», «Kalendula-jardin solidaire» et «Go4Lunch».



Le projet solidaire «Vël'OK» de l'OPE fut expliqué aux parlementaires.

«Objectif Plein Emploi» (OPE) a été fondé en 1999 et s'engage dans le système de l'économie solidaire. Le réseau est organisé en 30 Centres d'Initiative et de Gestion (CIG). Il dispose d'un budget annuel de 28 millions d'euros, de 850 employés et de 400 bénévoles. Le but du réseau «OPE» est de favoriser la cohésion sociale, la mise en œuvre d'un développement local durable et de créer ainsi des emplois.

… et par le «Forum pour l'emploi»



Les députés se sont intéressés au Bummelbus, une des activités du FPE.

Le «Forum pour l'emploi» concentre ses activités dans le nord et l'ouest du Grand-Duché. Il s'est donné pour première mission la réinsertion sur le marché de l'emploi de chômeurs.

L'employabilité des demandeurs d'emploi est améliorée à travers des formations techniques et professionnelles, des conseils et un accompagnement personnalisé.

Les députés ont notamment pu s'informer sur les activités de «Haushëllef» (buanderie, nettoyage, lavage, repassage), du «Bummelbus» (28 bus circulant dans 26 communes), de l'«Internetstuff» et de «Holzfrënn» (travaux de menuiserie, restauration de mobilier).

Le «Forum pour l'Emploi» a été créé en 1998 dans le cadre du Plan d'Action National pour l'Emploi (PAN). 650 personnes ont pu retrouver un emploi suite à leur passage au FPE. Les activités du Forum sont financées avec des fonds nationaux et européens. Les partenaires de chaque projet (ministères, communes, syndicats intercommunaux, syndicats d'initiative, associations, entreprises ou particuliers) apportent une contribution d'au moins 25% du coût total du projet.

«Mierscher Lieshaus»

Le 7 janvier 2010, les membres de la Commission de la Culture se sont rendus au «Mierscher Lieshaus» où ils ont été reçus par le président de la bibliothèque associative, M. Claude Adam, et la coordinatrice, Mme Angelika Bräutigam.

Cette visite s'est inscrite dans le contexte du projet de loi N°6026 relatif aux bibliothèques de lecture publiques et d'information. En effet, dans le cadre de l'instruction de ce projet de loi, les membres de la Commission avaient estimé qu'une visite d'une bibliothèque publique pourrait être utile et intéressante.

Après une brève visite guidée de l'immeuble, suivie d'une réunion d'information, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues avec les représentants des bibliothèques de Mersch, Vianden et Esch-sur-Alzette.



Les membres de la Commission de la Culture au «Mierscher Lieshaus».

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Comptes généraux 2005-2007

5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005

5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006

5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007

Le **compte général de l'exercice 2005** se présente comme suit (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	6.629.300.041,33
II. Dépenses	7.323.614.341,79
III. Excédent de dépenses	694.314.300,46
IV. Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	-464.287.170,17

B. Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	3.175.815.739,19
II. Dépenses pour ordre	3.168.921.951,32
III. Excédent de recettes pour ordre	6.893.787,87
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	33.357.693,10

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes	2.195.425.498,03
II. Dépenses	2.670.527.852,53
III. Excédent de dépenses	457.102.354,50
IV. Report du solde des recettes et dépenses	2.172.052.495,89

***

Le **compte général de l'exercice 2006** se présente comme suit (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	8.391.951.069,69
II. Dépenses	8.140.188.962,10
III. Excédent de recettes	251.762.107,59
IV. Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	-212.525.611,32

B. Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	3.702.519.174,55
II. Dépenses pour ordre	3.700.303.733,35
III. Excédent de recettes pour ordre	2.215.441,20
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	35.573.134,30

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes	3.216.723.587,57
II. Dépenses	2.822.478.435,33
III. Excédent de recettes	394.245.152,24
IV. Report du solde des recettes et dépenses	2.566.297.648,13

***

Le **compte général de l'exercice 2007** se présente comme suit (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes	8.735.747.092,86
II. Dépenses	8.284.160.765,42
III. Excédent de recettes	451.586.327,44
IV. Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	239.061.264,86

B. Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre	4.307.056.629,55
II. Dépenses pour ordre	4.316.926.354,49
III. Excédent de recettes pour ordre	9.869.724,94
IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	25.703.409,36

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes	2.761.658.371,70
II. Dépenses	2.751.593.049,01
III. Excédent de recettes	10.065.322,69
IV. Report du solde des recettes et dépenses	2.576.362.970,82

***

Les **dépenses courantes et en capital** dépassent en 2005 de 4,49%, en 2006 de 6,7% et en 2007 de 3,17% le total des dépenses prévues. En valeur absolue, cet écart correspond à 314,4 millions d'euros en 2005, à 510,9 millions d'euros en 2006 et à 254,7 millions d'euros en 2007.

Par rapport au compte général de l'exercice précédent, la **progression des dépenses courantes et en capital** a été:

en 2005: de 6,31%;

en 2006: de 11,15%;

en 2007: de 1,77%.

Les fonds spéciaux

En ce qui concerne la situation financière des fonds spéciaux de l'État pour l'exercice 2005, la Cour des Comptes constate une diminution de 31,7 % de leurs avoirs au courant de l'exercice 2005 (-15,31 en 2004).

En ce qui concerne la situation financière des fonds spéciaux de l'État pour l'exercice 2006, la Cour des Comptes constate une augmentation de 12,79 % de leurs avoirs au courant de l'exercice 2006. Au cours de l'exercice 2006, des emprunts au total de 532 millions d'euros ont été crédités sur le Fonds du rail et le Fonds des routes.

En ce qui concerne la situation financière des fonds spéciaux de l'État pour l'exercice 2007, la Cour des Comptes constate une diminution de 0,55% de leurs avoirs au courant de l'exercice 2007. Au cours de l'exercice 2007, le produit des emprunts d'un montant total de 200 millions d'euros a été crédité sur le Fonds du rail et le Fonds des routes. Déduction faite de ces emprunts, la diminution des avoirs des fonds spéciaux est de l'ordre de 14,03%.

Dépôt du projet de loi 5591 par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 22.06.2006

Rapporteur: M. Félix Braz

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes (Président: M. Henri Grethen):

08.01.2007 Présentation du rapport général par la Cour des Comptes
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Colette Flesch):
28.01.2008 Désignation d'un rapporteur
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):
19.10.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur
04.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°250, page 4402

Dépôt du projet de loi 5740 par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.06.2007

Rapporteur: M. Félix Braz

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes (Président: M. Henri Grethen):

02.07.2007 Désignation d'un rapporteur
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
25.02.2008 Présentation du projet de loi par M. le Ministre du Trésor et du Budget
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Président: Mme Colette Flesch):
25.02.2008 Présentation du projet de loi par M. le Ministre du Trésor et du Budget
19.05.2008 Présentation du rapport général par la Cour des Comptes
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):
19.10.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur
04.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°251, page 4580

Dépôt du projet de loi 5891 par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.06.2008

Rapporteur: M. Félix Braz

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Colette Flesch):

27.04.2009 Présentation du rapport de la Cour des Comptes
Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):
19.10.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur
04.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N° 252, page 4760

Permissions de voirie

5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Le présent projet de loi a comme objet de définir les règles et procédures selon lesquelles le Ministre ayant dans ses attributions le département des Travaux publics, délivre des permissions de voirie concernant l'ensemble du réseau routier de l'État.

En effet, l'État est, par l'intermédiaire du Ministre des Travaux publics, le gardien de son réseau routier. Il doit en garantir les meilleures conditions de circulation possibles par le maintien dans un bon état de la couche de roulement de la chaussée, la sauvegarde des conditions de visibilité, la supervision des réalisations de mesures d'apaisement ou d'autres aménagements entrepris dans l'intérêt de la sécurité routière, et le contrôle du nombre et de la fonction des accès individuels ou collectifs donnant sur les routes du réseau de la voirie de l'État.

Cadrage par le concept IVL: Le concept intégré des transports et du développement spatial (en allemand: *Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept = IVL*) a été élaboré en 2004 en vue d'assurer la coordination et l'intégration des objectifs de l'aménagement du territoire, des transports et de l'environnement. La mise en œuvre de l'IVL se fait par référence aux cinq grands axes d'intervention qui sont les plans et projets, les mesures d'incitation financière, les mesures réglementaires ainsi que le pilotage de la démarche d'ensemble. La législation sur les permissions de voirie fait partie des instruments réglementaires à appliquer dans ce contexte. Elle peut contribuer à atteindre les trois objectifs fondamentaux de l'IVL, à savoir:

- aboutir jusqu'à l'horizon 2020 à un modal-split 25/75 dans la moyenne nationale. Ce taux très ambitieux se laisse uniquement réaliser par une organisation performante des transports en commun, tant sur le rail que par la route;

- rechercher des formes d'urbanisation assurant une bonne mixité des fonctions par la juxtaposition de l'habitat et du lieu de travail, des établissements scolaires, du commerce et des centres de loisir, en limitant ainsi la distance des chemins à parcourir;

- arriver à une urbanisation plus dense, voire densifier l'urbanisation existante, particulièrement en ce qui concerne l'habitat.

Accès à la voirie de l'État: Le présent projet de loi ne doit pas s'opposer à une extension de l'urbanisation le long des routes de l'État si cette extension se fait en profondeur et non pas de façon tentaculaire sous forme de rubans de faible profondeur. Les enjeux pour l'Administration des Ponts et Chaussées sont les suivants:

- la sécurité des usagers de la route,

- l'impact sur les infrastructures souterraines,

- les avantages pour les riverains.

Pour atteindre ces objectifs, le présent projet de loi a recours aux moyens suivants:

- prise en considération de la hiérarchie du réseau routier, en optant pour des conditions plus sévères sur les voies publiques d'ordre supérieur;

- autorisation séparée pour chaque changement de la catégorie d'accès. Par cette nouvelle formule, on essaie de combattre la modification ou la multiplication du trafic engendré par le changement de destination de constructions existantes ou la réalisation de nouvelles exploitations implantées en dehors de la limite d'autorisation soumise à l'octroi d'une permission de voirie;

- limitation des accès directs à la périphérie des agglomérations à la première rangée de maisons des zones d'habitation à développer en profondeur;

- création d'une possibilité de définir les caractéristiques géométriques minimales soit par voie de règlement grand-ducal, soit sous forme de lignes de conduite à édicter par le ministre;

- augmentation de la sécurité routière par une orientation perpendiculaire des accès donnant sur la voirie de l'État;

- introduction d'une double procédure d'autorisation pour les plans d'aménagement particulier, l'une concernant les parties communes, l'autre les parties privatives.

Les autres domaines d'application: À côté des accès à la voirie de l'État, les permissions de voirie concernent toute une série de travaux:

- les infrastructures souterraines ou aériennes des communes ou des concessionnaires,

- les aménagements visant l'amélioration de la sécurité,

- les enseignes publicitaires.

Les dispositions concernant la grande voirie: Les assises des tracés autoroutiers traversant le paysage constituent des couloirs idéaux pour mettre en place les conduites maîtresses des réseaux d'infrastructures régionaux tels que les câbles P&T, les conduites d'eau potable ou de gaz naturel. À côté du profil aplani, ces couloirs ont l'avantage d'une bonne accessibilité et ils épargnent aux concessionnaires tous les problèmes de droit de passage sur les terrains privés. Sur le plan de l'environnement, ces solutions ont l'avantage d'éviter des impacts multiples en concentrant toutes les infrastructures sur un même ruban de terre.

La permission de voirie représente l'instrument réglementaire approprié pour assigner le couloir à emprunter par ceux des concessionnaires investis d'un droit de passage sur le domaine public de la grande voirie, pour définir les conditions d'exécution et pour fixer les responsabilités des concessionnaires tant pour la pose de leurs infrastructures le long des tracés autoroutiers, c'est-à-dire dans la zone non-aedificandi, que pour celles devant traverser des tracés autoroutiers. Si la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une Grande Voirie de Communication et d'un Fonds des Routes, telle qu'elle a été modifiée dans la suite, fixe une zone non-aedificandi de 25 mètres de largeur bordant des deux côtés l'emprise des autoroutes, elle reste muette sur la nature des activités qui peuvent y être tolérées. Comme la raison d'être de cette zone non-aedificandi n'est pas la création d'une zone de transition ou de protection, mais la réservation d'une bande de terrain pouvant servir d'emprise lors d'un élargissement éventuel des voies de communication, aucune revalorisation d'un intérêt vital pour les établissements implantés sur les terrains attenants ne peut y être autorisée. La réalisation de divers aménagements présentant un intérêt public ou facilitant l'exploitation de ces fonds peut cependant être tolérée. Ici c'est encore l'instrument de la permission de voirie qui peut servir pour l'octroi des autorisations afférentes.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 19.12.2007

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

15.01.2008 Désignation d'un rapporteur

10.11.2008 Examen de l'avis du Conseil d'État

19.11.2008

24.11.2008

01.12.2008

08.12.2008

15.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

23.04.2009 Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

14.10.2009 Examen du projet de loi

Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

11.11.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2009

Aide sociale

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale

Le projet de loi sous rubrique a pour but de moderniser le système de protection sociale qui remonte pour l'essentiel au 19e siècle, et plus particulièrement à l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 concernant la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance ainsi qu'à la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours.

Les principaux éléments du projet de loi sous rubrique

1. Affirmation d'un droit à l'aide sociale

La principale innovation du projet de loi sous rubrique consiste en l'affirmation d'un droit à l'aide sociale dans un texte de loi. L'aide sociale devenant formellement un droit, le requérant se voit également reconnaître un droit de recours contre les décisions prises en la matière.

2. Caractère global et cohérent de l'aide sociale

L'aide sociale ne doit pas se résumer à une simple distribution d'argent. Elle doit être perçue comme une démarche cohérente qui prend en compte les différents aspects des difficultés des personnes et met en œuvre une dynamique précise en fonction des objectifs à atteindre dans le temps.

Le projet de loi met l'accent sur l'accompagnement social de la personne en difficultés, cet accompagnement pouvant, le cas échéant, être assorti d'une aide matérielle en nature ou en espèces. L'aide matérielle est une partie intégrante d'un suivi global des concernés.

3. Maintien de l'aide sociale dans le cadre communal

L'inclusion des personnes et des familles en détresse exige le recours au tissu social local et toute centralisation exagérée risque d'être contreproductive. Par ailleurs, le maintien de l'aide sociale dans le cadre communal évite des changements structurels radicaux et permet de respecter le travail déjà très engagé de certaines communes dans le domaine social.

4. Adaptation des structures et du fonctionnement des offices sociaux

L'office social continuera à exister sous la forme d'un établissement public doté de la personnalité juridique et continuera à être placé sous responsabilité communale. Le nombre des établissements publics sera cependant réduit.

Chaque commune de 6.000 habitants au moins institue un office social ou adhère à un office commun, lorsqu'elle décide de former ensemble avec une ou plusieurs communes un établissement commun. Les communes de moins de 6.000 habitants doivent, quant à elles, se regrouper avec une ou plusieurs communes, peu importe le nombre d'habitants de cette ou de ces communes, en vue d'atteindre une population minimale de 6.000 habitants pour former un office social commun, placé sous la surveillance de sa commune siège.

5. Responsabilisation des bénéficiaires de l'aide sociale

En reconnaissant aux offices sociaux le droit d'exiger des bénéficiaires de l'aide sociale qu'ils participent activement aux mesures proposées, il est possible de concrétiser les démarches réciproques du requérant et du service social dans le projet commun d'aide.

6. Fonctionnement de l'office social

L'office social est administré par un conseil d'administration composé de cinq membres au moins. Il appartient notamment au conseil d'administration d'établir un budget annuel et d'arrêter les comptes de l'office, de statuer sur les demandes de prestations et sur les restitutions, de prendre des décisions quant au placement de la fortune de l'office, d'engager, de nommer et de congédier le personnel de l'office ou encore de documenter annuellement, à des fins statistiques et d'évaluation, les demandes présentées, les aides rétribuées et les objectifs réalisés.

7. Respect du secret professionnel

Le projet de loi sous examen prévoit que toute personne qui, à quelque titre que ce soit, participe aux activités d'un office social et obtient ou reçoit communication de données personnelles est tenue au secret professionnel. L'article 458 du Code pénal trouve son application en la matière.

8. Répartition de la charge financière

Le projet de loi sous rubrique prévoit que l'État et la commune prennent en charge, à parts égales, le déficit annuel résultant de l'aide accordée, des frais de gestion de l'office ainsi que des frais du personnel, pour autant que ce personnel travaille pour l'office et que son nombre ne dépasse pas une quote-part de 1/6000 habitants pour le personnel d'encadrement social et de 0,5/6000 habitants pour le personnel administratif. Le même principe de partage s'applique aux indemnités du président et aux jetons de présence des membres du conseil d'administration.

En cas d'office commun, les parts respectives des communes regroupées sont déterminées au prorata de leur population la plus récente.

Les aides urgentes accordées aux personnes qui ne remplissent pas les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale, sont, quant à elles, entièrement à charge de l'État.

En ce qui concerne les frais d'immeubles et les frais de projets non prévus par le projet de loi sous examen, ainsi que les frais résultant de l'engagement de personnel supplémentaire, la participation de l'État et de la commune, voire des communes, est fixée via un accord.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.01.2008

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des Chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

20.03.2008 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank)

et de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

20.05.2008 Examen du projet de loi

09.07.2008 Suite des travaux

01.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

06.04.2009 Continuation des travaux

21.04.2009 Présentation du projet de rapport

30.04.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

05.05.2009 Adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes) et de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Mill Majerus):

06.10.2009 Présentation sommaire du dossier destiné spécialement aux nouveaux députés

Présentation et adoption d'amendements

28.10.2009 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

10.11.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 19.11.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°260, page 5474

Rénovation de la Cour de justice européenne

6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg

Établie à Luxembourg dès 1952, la Cour de justice des Communautés européennes est installée depuis 1972 sur le plateau de Kirchberg dans un immeuble qui a fait l'objet au cours des années d'une série de réaménagements et d'agrandissements rendus indispensables suite à l'évolution du rôle de la Cour de justice dans l'ensemble du dispositif institutionnel communautaire et suite à l'adhésion de nouveaux États membres. Ces travaux ont consisté en quatre extensions autorisées respectivement par les lois des 25 juillet 1985 (bâtiment Erasmus), 1er juin 1989 (bâtiment Thomas More), 18 décembre 1990 (bâtiment C) et 18 juillet 2002 (projet Perrault). La quatrième extension ayant été inaugurée en décembre 2008, il reste maintenant à réaménager les bâtiments Erasmus, Thomas More et C.

À l'instar des projets antérieurs, le financement du projet de rénovation envisagé sera réalisé conformément à la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut acquérir certains immeubles présentant un intérêt public soit garantir le rendement et les charges locatives de tels immeubles. La formule retenue est celle de la location-vente. Il faut savoir que suite à un changement dans la politique immobilière des Communautés européennes privilégiant désormais l'achat des bâtiments occupés par ses institutions en lieu et place d'une prise en location, une convention a été conclue, le 15 novembre 1994, entre l'État luxembourgeois et la Cour de justice, combinant des prestations de location et l'achat différé des bâtiments Erasmus, Thomas More et C. À la demande de la Cour de justice, un avenant à la convention précitée a été signé le 18 octobre 2007 afin de soumettre l'ensemble des bâtiments au même régime de location-vente et de reporter la date finale de remboursement du solde à payer pour les bâtiments Erasmus, Thomas More et C sur celle concernant la quatrième extension. En effet, comme il s'agit de soumettre à un même régime juridique les bâtiments de la quatrième extension et les bâtiments Erasmus, Thomas More et C, la durée d'amortissement de ces derniers expirera au plus tard en 2026, en même temps que s'achèvera l'amortissement de la quatrième extension. C'est à ce moment-là également qu'expirera la garantie du rendement locatif et des charges locatives des bâtiments à accorder par le Gouvernement pour cette nouvelle opération de financement.

Le projet du réaménagement des bâtiments Erasmus, Thomas More et C est marqué par le respect de l'existant, d'une part, et la présence des bâtiments neufs de la 4e extension, d'autre part. L'architecture des trois bâtiments à rénover sera conservée et les modifications visibles de l'extérieur se limiteront au réaménagement de l'ensemble des toitures et à l'agrandissement de l'accès existant du bâtiment Erasmus en tant qu'accès unitaire. La rénovation de ces bâtiments contribuera à l'amélioration du confort des lieux au travers notamment de la remise à neuf complète des espaces bureaux, de la modernisation et du renforcement de l'acoustique des salles d'audience et des cabines d'interprète, du réaménagement des sanitaires, de l'ajout de kitchenettes ainsi que du réaménagement et de la mise en conformité des deux parkings existants. En outre, les niveaux -2 et -1 du bâtiment C seront réaffectés en centre de santé et en service médical.

Le coût engendré par le projet ne pourra pas dépasser le montant total de 88.000.000.- euros, ce montant correspondant à la valeur 666,12 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2008. Les frais d'entretien annuels sont, quant à eux, évalués à 2.350.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 24.03.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

26.03.2009 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

14.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.10.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°256, page 5443

Maison des Sciences humaines

6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval

Le projet de loi 6043 autorise le Gouvernement à procéder à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval pour les besoins de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg. Ce pôle des sciences humaines est le second pôle scientifique de la Cité des Sciences qui se compose d'un ensemble de 10 à 15 bâtiments indépendants qui regroupent les fonctions spécifiques de l'enseignement et de la recherche, ainsi que les fonctions périphériques à l'Université du Luxembourg.

La conception de la Maison des Sciences humaines permet un maximum de fonctionnalités pour rendre possibles des synergies entre les équipes de chercheurs et l'utilisation optimale des équipements spécialisés. La flexibilité de la structure et du compartimentage répond aux besoins de changements rapides et prévisibles du monde de la recherche. L'activité scientifique est l'activité principale dans la Maison des Sciences humaines et se caractérise par la recherche de l'enseignement. Les activités secondaires de l'université connaissent trois volets:

- un soutien logistique et infrastructurel pour accompagner les activités principales;

- des activités sociales et culturelles;

- la mise à disposition de points de vente pour l'approvisionnement divers du personnel de la structure et du grand public.

La Maison des Sciences humaines sera implantée sur une parcelle située au Nord du bâtiment principal de la Banque Dexia. La parcelle est bordée à l'Ouest par le boulevard urbain «Porte de France». Du côté Est de la parcelle se situe le terrain d'implantation de la Maison du Savoir. La parcelle a une superficie de 8.300 m^2. Elle est destinée, outre à la construction de la Maison des Sciences humaines, à l'implantation de quelque 140 logements pour étudiants et 30 appartements pour chercheurs, qui seront réalisés dans le programme d'ensemble de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation.

L'entrée de la Maison des Sciences humaines est située sur le parvis couvert desservant la librairie universitaire, ainsi qu'un bistrot ouvert au public.

Les différentes zones du programme de construction sont distribuées à partir du foyer qui est l'accès principal unique du bâtiment et sert de nœud central de distribution. Le foyer comporte toutes les fonctions d'accueil et d'orientation, d'attente, de surveillance et permet d'organiser éventuellement des expositions thématiques liées à la recherche. Le hall d'entrée sera l'articulation centrale de la vie sociale de la Maison des Sciences humaines, le lieu de passage obligé de tous.

Le plateau technique de la recherche et de l'enseignement regroupe tous les locaux à caractère spécifique nécessaires à la recherche et à l'enseignement dans le domaine des Sciences humaines. Le plateau technique de recherche est situé sur les quatre étages inférieurs de l'immeuble. La salle polyvalente se trouve au rez-de-chaussée dans le prolongement du hall d'entrée. Elle est conçue pour rester flexible dans son utilisation. Le cloisonnement mobile de la salle permet plusieurs configurations d'utilisation soit comme extension du foyer central soit comme une grande salle pour manifestations soit encore comme deux salles de réunions. Quatre autres salles destinées à des réunions de travail viennent compléter l'offre pour couvrir les besoins des activités publiques de la recherche.

Au premier étage sont situées les salles de séminaires pouvant accueillir jusqu'à 50 personnes, les salles de travaux pratiques, les salles et laboratoires multimédia et les laboratoires de cognition et de phonétique.

Les espaces de bureaux sont subdivisés en deux catégories: les bureaux destinés aux activités de recherche et les bureaux de l'administration centrale de la Maison des Sciences humaines.

La logistique de l'immeuble comporte tous les locaux de logistique technique ainsi que les locaux nécessaires à la gestion domestique de l'immeuble.

La Maison des Sciences humaines est conçue dans l'esprit de la conception durable. La simplicité architecturale, la compacité du volume, la réduction des installations techniques et une structure massive permettent la mise en place d'un bâtiment au fonctionnement clair et avec de faibles coûts d'exploitation et d'entretien, sans pour autant préjudicier le confort des utilisateurs. Il s'agit d'un lieu de travail et de concentration, mais en même temps d'un lieu de vie. La forme simple et épurée du bâtiment est essentiellement générée par les contraintes urbanistiques, d'une part, et par l'exigence de flexibilité du bâtiment, de l'autre. Un volume sans artifices, revêtu d'une peau en fibre béton rugueuse et mate, posé sur un rez-de-chaussée vitré et transparent, reprend les limites de propriété.

Le cadre spécifique de l'urbanisation du site de Belval offre l'opportunité unique de développer un projet-pilote quant à l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'intégration des sources d'énergies renouvelables et des types de construction à faible consommation d'énergie qui s'inscrivent parfaitement dans un contexte de développement durable et d'une utilisation rationnelle de l'énergie. Le bâtiment est conçu de façon à garantir des consommations énergétiques réduites tout en garantissant un confort satisfaisant pour les utilisateurs.

Le coût engendré par le projet ne pourra pas dépasser le montant total de 67.414.725 euros, ce montant correspondant à la valeur 666,12 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2008. Les frais d'entretien et de consommation annuels sont, quant à eux, évalués à 1.473.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.05.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

14.10.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.10.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N° 256, page 5444

Compte général 2008

6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008

Le **compte général de l'exercice 2008** se présente comme suit (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I – Recettes effectives
11.479.989.154,85

II – Dépenses effectives
11.396.372.702,46

III – Excédent de recettes
83.616.452,39

IV – Report du solde des recettes

et dépenses courantes et en capital
322.677.717,25

B. Recettes et dépenses pour ordre

I – Recettes pour ordre
4.696.921.501,41

II – Dépenses pour ordre
4.689.699.401,89

III – Excédent de recettes pour ordre
7.222.099,52

IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre
32.925.508,88

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes
3.005.185.310,48

II. Dépenses
2.821.025.966,27

III. Excédent de recettes
184.159.344,21

IV. Report du solde des recettes et dépenses
2.760.522.315,03

Dans ses rapports généraux portant sur les exercices 2006, 2007 et 2008, la Cour des comptes rappelle que le projet de loi 5789 relative à l'affectation du résultat du compte général 2006, déposé le 10 octobre 2007, prévoit qu'un montant total de 240 millions d'euros sera affecté à l'alimentation de certains fonds spéciaux. Selon les propositions gouvernementales relatives à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2007, 450 millions d'euros devraient alimenter certains fonds spéciaux. Le projet de loi 5789 n'ayant pas encore été avisé par le Conseil d'État en date du 29 septembre 2009, le projet de loi 6100 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (déposé le 29/09/09) prévoit en son article 56 l'affectation suivante des montants en question:

«(1) L'excédent des recettes de l'exercice 2006 est affecté, à charge de cet exercice budgétaire, pour un montant total de 240 millions d'euros à l'alimentation des fonds spéciaux ci-après:

- Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales: 20.000.000 euros

- Fonds pour la protection de l'environnement: 20.000.000 euros

- Fonds du rail: 50.000.000 euros

- Fonds pour l'emploi: 50.000.000 euros

- Fonds pour la gestion de l'eau: 75.000.000 euros

- Fonds de financement pour les mécanismes de Kyoto: 25.000.000 euros

Le solde restant de l'excédent des recettes est porté au crédit du compte «report du solde des recettes et des dépenses courantes et en capital».

(2) L'excédent des recettes de l'exercice budgétaire 2007 est affecté, à charge de cet exercice budgétaire, pour un montant total de 450 millions d'euros à l'alimentation des fonds spéciaux ci-après:

- Fonds d'investissements publics administratifs: 75.000.000 euros

- Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux: 10.000.000 euros

- Fonds des routes: 50.000.000 euros

- Fonds d'investissements sociofamiliaux: 50.000.000 euros

- Fonds pour la gestion de l'eau: 70.000.000 euros

- Fonds pour la protection de l'environnement: 30.000.000 euros

- Fonds pour l'emploi: 95.000.000 euros

- Fonds agraire: 40.000.000 euros

- Fonds d'équipement militaire: 30.000.000 euros.

Le solde restant de l'excédent des recettes est porté au crédit du compte "report du solde des recettes et des dépenses courantes et en capital".

(3) L'excédent des recettes de l'exercice budgétaire 2008 est affecté, à charge de cet exercice budgétaire, pour un montant total de 80 millions euros à l'alimentation du fonds pour l'emploi.

Le solde restant de l'excédent des recettes est porté au crédit du compte "report du solde des recettes et des dépenses courantes et en capital"».

Une fois le projet de loi 6100 voté, le volet A du compte général 2008 se présentera de la manière suivante (montants exprimés en euros):

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

I – Recettes
11.479.989.154,85

II – Dépenses
11.396.372.702,46

III – Excédent de recettes
83.616.452,39

IV. Affectation du résultat du compte général 2006
-240.000.000,00

V. Affectation du résultat du compte général 2007
-450.000.000,00

VI. Affectation du résultat du compte général 2008
-80.000.000,00

VII. Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital
-447.322.282,75

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 31,85% le total des dépenses prévues pour 2008. En valeur absolue, cet écart correspond à 2.752,9 millions d'euros.

Par rapport au compte général de l'exercice 2007, la progression des dépenses courantes et en capital a été supérieure à 37,57%.

En ce qui concerne la situation financière des Fonds spéciaux de l'État, la Cour constate une augmentation de 9,65% des avoirs des fonds spéciaux de l'État au courant de l'exercice 2008. Cette augmentation était imprévue et s'explique par le fait que les recettes des fonds spéciaux ont été plus importantes que prévues (+12,89%) et que l'évolution des dépenses a été moins prononcée que prévue en 2008 (-8,41%).

Avec le compte général 2008, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire s'efforce de donner tout son sens à l'adoption parlementaire des comptes généraux et fera en sorte qu'à l'avenir le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice N-1 puisse être évacué au cours de l'exercice N, et ceci parallèlement à la loi budgétaire (exercice N+1).

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire demande au Gouvernement que les données soumises à l'examen de la Cour des Comptes dans le cadre de l'élaboration de son rapport général portant sur un compte général de l'État soient à l'avenir accompagnées d'explications permettant une véritable analyse de fond.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.06.2009

Rapporteur: M. Félix Braz

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):

19.10.2009 Désignation d'un rapporteur

23.11.2009 Présentation du rapport général par la Cour des Comptes

04.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°253, page 4934

Laboratoire national de santé

6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange

La loi du 19 décembre 2003 avait autorisé le Gouvernement à procéder à la construction d'un nouveau Laboratoire national de santé à Dudelange afin que ce dernier puisse mieux assumer ses missions. Le projet de loi 6061 marque le début d'une prochaine étape et vise à autoriser le Gouvernement à procéder à la construction de la deuxième phase du Laboratoire national de santé à Dudelange comprenant le Laboratoire de médecine vétérinaire, le Service de pathologie moléculaire, l'Institut de médecine légale et le Laboratoire de radiophysique de la division de la radioprotection.

Comme un laboratoire est avant tout un bâtiment marqué par ses fonctions, peu de marges sont laissées aux interventions architecturales. La structure du bâtiment est basée sur une organisation stricte des laboratoires et intègre toutes les infrastructures techniques nécessaires, tout en restant flexible afin de permettre une évolution du bâtiment au rythme des développements techniques.

À partir du foyer situé au rez-de-chaussée, on accède au noyau central qui se compose d'une cage d'escalier, d'un ascenseur et d'un monte-charge. Aux étages, on accède d'abord à la partie bureaux des instituts, l'accès aux laboratoires se faisant en passant par la zone des vestiaires. Une deuxième cage d'escalier se situant entre les deux couloirs des laboratoires sert de sortie de secours. Le laboratoire a une profondeur de 8,6 m et une hauteur de 3,5 m. La partie située le long du couloir est équipée d'appareils de laboratoire et de paillasses, alors que la partie située le long de la façade et séparée des laboratoires par une paroi vitrée comprend des places de documentation équipées d'ordinateurs. Les techniques installées sous le plafond sont apparentes et distribuées horizontalement à partir des gaines d'alimentation qui se situent dans la zone centrale entre les couloirs. Le bâtiment principal comprend tous les laboratoires et les zones de bureaux. Le volume reliant la phase 1 avec la phase 2 sur deux niveaux comprend des locaux utilisés en commun comme les salles de réunion et la cafétéria. L'aspect du bâtiment est déterminé par des surfaces fermées, matérialisées par un revêtement en béton de couleur beige clair contrastant avec les surfaces vitrées. La structure portante des bâtiments des phases 1 et 2 est similaire. Elle est constituée d'une structure en béton armé qui permet une adaptabilité et une flexibilité maximale, tout en garantissant une résistance au feu implicite.

Le projet remplit toutes les exigences de sécurité relatives à un tel laboratoire. Les laboratoires sont principalement classés en catégorie de sécurité S1 et S2, seul le LMVE possède des locaux de classe de sécurité S3. En temps normal, ces laboratoires sont utilisés comme des locaux S2, l'utilisation comme locaux de classe S3 ne s'applique qu'en cas d'urgence.

Le coût engendré par le projet ne pourra pas dépasser le montant total de 45.125.000.- euros, ce montant correspondant à la valeur 673,64 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2008. Les frais d'entretien annuels sont, quant à eux, évalués à 866.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 23.07.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

23.09.2009 Désignation d'un rapporteur

14.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.10.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°256, page 5444

Budget 2010

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

Un budget pour l'année charnière 2010

Le pays, son économie et sa communauté nationale se trouvent au seuil d'une année charnière, une année qui s'intercale entre une suite d'années fastes où la croissance économique atteignait plus de 4% en moyenne et un avenir qui risque d'être marqué par une croissance plus modeste et plus près de la moyenne internationale. Ce changement qui, loin de nous mener dans la détresse, risque tout de même de nous obliger à certaines adaptations qui devraient dès à présent trouver leur reflet dans la politique budgétaire de l'État, y inclus une plus grande rigueur budgétaire au travers d'une méthodologie améliorée.

Ce rapport ne pourra donc se limiter à une simple analyse du budget pour le prochain exercice. Son ambition est de décortiquer, au-delà du budget 2010, les risques qui guettent l'économie luxembourgeoise et ses diverses composantes, les moyens de les éviter et les opportunités à saisir pour assurer l'avenir également des générations suivantes.

1. Pour le Luxembourg, la crise financière et économique mondiale se révèle être ***une crise à retardement***. Ressentie comme telle par ceux qui en souffrent directement,

dont nombre de frontaliers, la crise n'est toujours pas arrivée dans les portemonnaies et a fortiori dans les têtes d'une majorité des concitoyens. Les chiffres sont pourtant là pour prouver que le Grand-Duché n'a pas été épargné. Les premiers à s'en ressentir sont les entreprises obligées à des coupes sombres dans leurs frais de fonctionnement. Les victimes de ces mesures sont évidemment les salariés frappés de chômage partiel, voire de licenciements. L'autre victime c'est l'État qui se trouve confronté, pour la première fois depuis longtemps, à un déficit budgétaire notable et à des réserves qui s'épuisent rapidement.

2. Comme la crise a été déclenchée par le monde financier avant de devenir une crise économique, elle s'est forcément répercutée sur ***la place financière de Luxembourg***. Ses piliers principaux, la banque privée et l'administration des fonds d'investissement, ont été affectés dans une mesure telle que les revenus ont baissé notablement, que le nombre de banques est en diminution et l'emploi en régression. Bien que les résultats pour l'année 2009 ne s'annoncent pas trop mauvais, les menaces que la politique européenne fait planer sur l'avenir de la place comme centre de gestion patrimoniale font ressortir les dangers inhérents au quasi monolithisme de l'économie luxembourgeoise, trop dépendante du seul secteur financier.

3. Confronté à un ***déséquilibre budgétaire*** inhabituel et à des perspectives de croissance bien inférieures aux performances du quart de siècle passé, le Gouvernement n'aura pas de choix: il doit continuer la politique anticyclique jusqu'à fin 2010 et profiter de cette année pour définir un cadre de redressement pluriannuel. Vu le besoin urgent de freiner le rythme des dépenses afin d'éviter que l'État ne sombre dans un endettement difficile à maîtriser par la suite, le virage devra être pris au plus tard avec le budget 2011 ce qui exigera des préparations intensives dès le début de l'année prochaine.

4. Comme toute crise conjoncturelle, celle que nous vivons pour l'instant va passer. Mais il ne faut pas sous-estimer la crise structurelle à laquelle le Grand-Duché risque de se voir exposé, une ***crise derrière la crise*** qui se dégage des déficiences structurelles de l'économie nationale, déficiences cachées par le niveau de vie plus que confortable dont nous ont gratifiés les années fastes. La vérité primaire selon laquelle il faut d'abord gagner l'argent avant de pouvoir le dépenser par après reste d'actualité, aussi et surtout pour un petit pays aux ressources limitées.

5. Aussi faudrait-il éviter le piège, ô combien tentant ***d'un endettement*** grâce auquel on espérerait échapper aux adaptations qui s'imposent. Un endettement substantiel rien que pour maintenir un niveau de vie devenu intenable avec un rythme de croissance réduit, relèverait de l'irresponsabilité vis-à-vis des générations montantes. En fait, nos enfants et petits-enfants auront à subir non seulement la charge de la dette accumulée par leurs prédécesseurs, mais encore la tare autrement lourde que représentera la charge des pensions, qui, à défaut d'une réforme fondamentale, s'alourdira de façon exponentielle.

6. Après tout, l'avenir de notre économie sera celui que nous lui aurons préparé nous-mêmes. Aussi les responsables politiques n'échapperont-ils pas au devoir de poursuivre le double objectif de ***consolider la place financière et de diversifier l'économie nationale***, mission certes plus permanente que révolutionnaire, mais devenue incontournable suite à la mutation dans laquelle notre communauté nationale se trouve engagée. Encore faut-il que le gouvernement se dote des moyens nécessaires pour atteindre cet objectif.

7. Au-delà des considérations rivées sur le développement de l'outil de production national, le Luxembourg a un intérêt certain à s'impliquer dans les travaux visant à mettre en place un nouveau concept de la croissance. Dorénavant le PIB ne se mesurera plus au travers du seul critère matériel qu'est l'évolution économique, mais tiendra compte, dans une mesure égale, des aspects environnementaux et sociaux. Ce ***tryptique de la croissance*** trouvera son application dans le concept du PIB du bien-être, dont les fondements sont en voie d'élaboration à l'échelle internationale. Ce nouveau modèle de croissance répondra de façon idéale aux aspirations de notre communauté nationale qui, depuis toujours, sont focalisées sur la condition humaine, mettant l'homme au centre de toutes les préoccupations.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.09.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Michel Wolter):

31.07.2009	Désignation d'un rapporteur
29.09.2009	Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances et le Directeur de l'Inspection générale des Finances
12.10.2009	Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec les administrations fiscales
16.10.2009	Échange de vues sur l'évolution mensuelle de la situation budgétaire
	Échange de vues avec les représentants du Trésor et du Commissariat aux Assurances
20.10.2009	Échange de vues avec les représentants du Statec
30.10.2009	Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et avec le Ministre de la Sécurité sociale
10.11.2009	Présentation de l'avis de la Banque Centrale
17.11.2009	Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
20.11.2009	Nouvel échange de vues sur l'évolution mensuelle de la situation budgétaire
	Échange de vues avec les représentants de la Commission de Surveillance du Secteur financier
24.11.2009	Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
	Nouvel échange de vues avec les représentants du Statec
27.11.2009	Présentation et l'adoption d'un projet de rapport
	Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):
18.11.2009	Examen des projets de budget des départements du Développement durable et des Infrastructures
	Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):
26.11.2009	Examen des projets de budget pour l'exercice 2010 des départements de la Santé et de la Sécurité sociale

Vote en séance publique: 09.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°254, page 5109

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 12

MARDI,
8 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

- *M. le Président*

2. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*

3. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

- *Discussion générale: M. Jean-Louis Schiltz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch (M. Lucien Lux et M. Jean-Louis Schiltz lui posent des questions), M. Gast Gibéryen (dépose deux motions), M. André Hoffmann*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, den

6067 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 14 octobre 1981 portant application de la directive 80/181/CEE du Conseil du 20 décembre 1979 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux unités de mesure

vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 3. Dezember huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Budgetsdebatten nom Modell 4; muer de Moien um néng Auer fuere mer viru mat de Budgetsdebatten, a muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'éischt den Ofschloss vun de Budgetsdebatten an duerno d'Projets de loi 5591, 5740, 5891 a 6058 iwwert d'Konte vun den Exercicer 2005 bis 2008 nom Basismodell. An dann hu mer och nach muer de Mëtteg de Vote iwwert de Budget 2010.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Gast Gibéryen freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech froen d'Wuert zum Ordre du jour, ouni datt ech wëll eng Modifikatioun vum Ordre du jour kréien, mä et geet mer haaptsächlech ëm de Modell 4, dee mer beim Temps de parole geholl hu fir d'Budgetsdebatten. Ech fannen, datt dat e Modell ass, deen eis net genuch Riedezäit gëtt, virun allem deene klenge Gruppen, fir déi politesch Meenung zu deem wichtegste Gesetz, wat mer am Joer hunn, eriwwerzebréngen.

Mir hate virun e puer Joer souguer eng Kéier beim Budget iwwerhaapt kee Modell festgeluecht, datt mer gesot hunn, beim Budget soll am Fong all Partei heibannen dat kënne soen, wat se fir richteg fënnt an och déi Zäit kréien, déi se brauch, fir dat ze soen. A mir hunn deemools eng gutt Erfahrung gemaach. Mir hunn ouni vill Temps de parole net vill méi Zäit gebraucht, fir déi Budgetsdebatten ze maachen, wéi wa mer eis op iergendwéi e Modell fixéiert hätten.

Ech wëll awer elo net heihinner kommen a soen, mir solle kee Modell festleeën, also absolut kee Modell, mä méi en héije Modell, de 5 oder de 6, festleeën, fir datt déi eenzel Gruppen awer hir Meenung kënnen heibanne soen. D'autant plus, well laut dem Modell 4, dee mer elo festgeluecht hunn, d'Regierung och nëmme 40 Minutten Zäit huet, d'Regierung awer schonn heiansdo zu dësem Projet iwwer eng Stonn geschwat huet. Dat heescht, déi huet hir Zäit och schonn iwwerzunn. An ech fannen och, d'Regierung kënnt jo bestëmmt nach gären eng Kéier no den Debatten eraus, fir hir Meenung zum Projet ze soen, sou datt ech géif mengen, datt mer eis net zu deem wichtegste Projet, dee mer am Joer hei stëmmen, zäitlech esou sollte limitéieren, mä datt mer eis déi Zäit sollte ginn, déi ee brauch, fir esou eng Diskussioun seriö ze féieren. Ech sinn also Demandeur, fir de Modell 4 auszedehnen op de Modell 5 oder 6.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ass zu där Propositioun vum Här Gibéryen eng Stellungnahm? Den Här Hoffmann hëlt nach gär dozou Stellung.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Selbstverständlech ënnerstëtzen ech dat. Ech hunn zéng Minutten.

Une voix.- Ech ënnerstëtzen den Här Hoffmann.

M. le Président.- Ech wëll just dem Här Gibéryen soen, datt d'Presidentekonferenz sech op de Modell 4 festgeluecht hat. Ech gesinn och, Här Gibéryen, Dir hutt 40 Minutten, ech mengen och net, datt Der, wéi ech Iech kennen, onbedéngt vill méi laang wéi 40 Minutte schwätzt.

(Interruption)

Wat gelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Regierung schwätzt jo dann och net méi zum Projet, well déi huet der schonn iwwer 40 geschwat.

M. le Président.- Neen, mä ech mengen, d'Regierung huet d'Méiglechkeet. Si huet eng Kéier hei zum Budget geschwat. Elo si mer an der Diskussioun, an ech mengen do empêchéiert näischt d'Regierung, och nach eng Kéier Positioun ze huelen. Dat ass jo ëmmer esou gehandhaabt ginn. An ech gesinn och net, firwat datt dat dëst Joer anescht wär.

Ech géif Iech proposéieren, Här Gibéryen, ech sinn da mat Iech net esou streng. Wann Dir op 45 Minutte kommt, mengen ech, datt ech och kann domadder liewen. Ech géif awer proposéieren, datt mer géife beim Modell 4 bleiwen.

(Interruption)

Gutt, Här Hoffmann, Dir wësst, ech hunn Iech nach ni hei op d'Fangere geklappt, wann Der eng Minutt méi laang gefuer sidd, an ech wäert dann och déi Kéier net ze vill streng sinn, mä ech géif awer proposéieren, datt mer géife beim Modell 4 bleiwen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Sot emol 15!

M. le Président.- Dat ass also esou décidéiert.

Une voix.- Dat ass esou décidéiert.

M. le Président.- Mir géifen dann elo mat de Budgetsdebatten ufänken. Wéi gesot, d'Riedezäit ass nom Modell 4 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Jean-Louis Schiltz, Claude Meisch, Lucien Lux, François Bausch, Gast Gibéryen, André Hoffmann, Xavier Bettel, Alex Bodry a Roger Negri. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Louis Schiltz agedroen. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

3. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

Discussion générale

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als drëtte Majoritéitsriedner zum Budget schwätzt nom Rapporteur an och nom Minister, wann een esou wëllt, dann huet een eigentlech dräi Méiglechkeeten: Déi éischt, dat ass déi, et probéiert een e bëssen dat, wat d'Virriedner gesot hunn, ze widderhuelen an ze paraphraséieren, an da kléngt dat e bësse wéi e Papagei. Déi zweet Méiglechkeet ass déi, datt een d'Approche wielt, fir wéi e Schoulmeeschter laang Räsonnementer duerzeleeën, honnerte vun Zuelen ze exposéieren, grouss Konzepter ze explizéieren an ze erklären, datt ee schonn ëmmer alles besser wosst wéi déi aner.

Déi drëtt Méiglechkeet, Här President, ass déi, datt ee probéiert, d'Saachen an de Kontext ze stellen, an d'Perspektiv ze setzen, déi national an déi international. Et wäert keen iwwerraschen, datt ech déi drëtt Méiglechkeet hei mir zu eege maachen an och zréckbehalen hunn.

D'Globaliséierung, Här President, ass e Fait. Mir hu mat enger Finanzkris ze dinn, wat eng ekonomesch Kris ginn ass, wat op ville Plaze schonn eng Sozialkris ass, op anere Plazen eng Sozialkris gëtt, eng Kris, déi flächendeckend ass, vun där jiddwereen op der Welt betraff ass, sief et Europa, sief et China, sief et Amerika oder anerer. An och wann eist Zil ëmmer dat war, fir déi Globaliséierung ze steieren a se sozial ze gestalten an och déi ëmweltpolitesch Komponent mat eranzebréngen, a wann dat Zil och muss eist Zil bleiwen, da musse mer eis dach d'Fro gefale loossen, ob et haut net a ville Fäll d'Globaliséierung ass, déi eis steiert, vill méi als wéi mir d'Globaliséierung steieren.

Wa virun zwee Joer ee gesot hätt, mir géifen eis op enger groer Lëscht vun engem G20 zréckfannen, dann hätt kaum een dat fir seriö geholl. Wann een op där anerer Säit kuckt déi weltwäit Sozialstandarden, fir déi mir eis ëmmer staarkgemaach hunn a weider staarkmaachen, wou mer do entre-temps hikomm sinn, nämlech net ganz wäit, da musse mer eis déi Fro, mengen ech, gefale loossen.

An dee Phenomeen, datt d'Mënsche vläicht méi vun der Globaliséierung gesteiert ginn, wéi datt si déiselwecht steieren, ass e Phenomeen, dee sech selbstverständlech net op Lëtzebuerg beschränkt. Och dee gréissten Acteur an der Welt - d'Amerikaner - kritt d'Globaliséierung net méi gesteiert. Wa si, d'Amerikaner, déi Globaliséierung gesteiert kréichen, hätte mer kee Lehman gehat; wa se d'Globaliséierung kéinte weider steieren, hätte mer kee Flächebrand duerno gehat, keng Rezessioun a mir hätten och keng Reprise, déi nëmme fragile wär.

Vill soen der am Iwwregen, datt mer amgaange sinn, eis op eng Welt zouzebewegen, wat eng Welt ass, déi vun engem G2, zesummegesat vu China an Amerika, organiséiert gëtt, an déi d'Richtung uginn, als vill méi eng Welt, wou d'UNO erëm eng zentral Roll géif spillen oder den FMI den zentrale Forum wär.

Et weess een haut net, ob dee G2 zustane kënnt oder net. An dach gëtt et eng Rei Zeechen, déi an déi Richtung weisen. D'Ofhängegkeeten tëschent Amerika a China si kloer. Déi amerikanesch Schold gëtt vun de Chineese gehalen; d'Exporter, wat déi ubelaangt, ass China op Amerika ugewisen, fir nëmmen déi zwee Elementer hei ervirzehiewen.

De President Obama, dee vill gelueften, huet am Mount November duerch Asien getourt, net duerch Europa, fir a China a mat deenen aneren asiatesche Länner sech iwwer Wirtschaft a Finanzen ze ënnerhalen. A wann ee kuckt, wien um APEC-Sommet war - dat ass de Sommet vun den asiateschen an de Pazifikstaten, déi 40% vun der Weltpopulatioun duerstellen -, da war dat den Agencëmeldungen no de President Obama an de President Medwedjew, vun Europäer keng Spur, op d'mannst no den Agencëmeldungen. Ech mengen, och dat seet eppes aus iwwert d'Manéier, wéi déi Welt amgaangen ass ze evoluéieren.

Duerfir uganks vu menger Ried e staarke Plädoyer fir en Europa, fir e gëeent Europa, fir en Europa, dat mat enger Stëmm schwätzt.

Vu datt ech bei Asien war, wollt ech e puer Wuert soen zu der Reprise vun der Ekonomie. An Asien wier se do, déi Reprise, soen d'Analysten eis. Richteg kéim se am éischte Semester 2010. China géif ëm 8% wuessen, an Amerika géifen et och éischt kleng Unzeeche vu Reprise ginn, och wann een op där anerer Säit muss bemierken, datt net méi spéit wéi d'lescht Woch erëm sechs Banken an Amerika faillite gemaach hunn an datt och d'Chrëschtgeschäft, wat e Gradmiesser ass fir d'Temperatur, fir d'Wirtschaftsklima, net ganz gutt unzitt an iwwerhaapt net leeft bis dato. Dat Ganzt ass also, wat den amerikaneschen Aspekt ubelaangt, op d'mannst verwuess.

Wann een dann an Europa kuckt, da seet d'Zentralbank eis, datt mer am Joer 2010 eng graduell Normalisatioun vun de Finanzmäert wäerten erfueren, e Refinanzement, wat am Laf vum Joer 2010 sech och géif normaliséieren, eng liicht Reprise am Joer 2010. Dir wësst, datt d'Previsioune vun der Zentralbank entre-temps de leschte Mount vun 0,2% Croissance am Joer 2010 op 0,8% am Joer 2010 eropgesat gi sinn. An dach bleift, datt déi Reprise eng fragile Reprise ass, eng schwaach Reprise, eng empfindlech Reprise, jo, op ville Plazen eng zerbriechlech Reprise oder eng Reprise, déi net richteg unzitt. Ech kommen herno nach op Lëtzebuerg ze schwätzen.

An och wann der vill soen, datt den Zeenario vum „W", nämlech, datt nodeem d'Wirtschaft sech erkritt, se nach eng Kéier géif eroffalen, ëmmer manner probabel gëtt, esou kann deen trotzdeem net total ausgeschloss ginn. Fakt ass, datt déi sozial Auswierkunge vun der Kris iwwerall - och do, wou d'Saachen unzéien - weider undaueren, an déi Sozialkris ass op ville Plazen eréischt virun eis, net hanner eis.

An et bleift och, wann ee vu Probabilitéite schwätzt, a wann een och ka soen, datt et méi probabel ass, datt op ville Plazen d'Saache biergop ginn, wéi erëm eng

Kéier biergof ginn, bleift, datt ee keng Certituden huet, an et bleift derniewent och, datt mer weiderhin eng Rei Phenomeener hunn, déi de Risiko vun neie Bullen an, par voie de conséquence, vun neien Explosioune mat beinhalten.

Et muss een ëmmer erëm drun erënneren, datt mer an engem Kontext sinn, wou mer virun engem Joer nëmme millimeterschaarf laanscht eng Mega-Monster-global-Kris komm sinn.

An dach bleift, datt säitdeem et och nach Phenomeener gëtt, déi beonrouegend sinn. Griichenland läit an der Eurozon an huet grouss Schwieregkeeten. De Finanzement vun de griichesche Statsbongen ass ëm e Multipel méi deier wéi deen zum Beispill vun den däitsche Statsbongen. D'Evolutioun a Griichenland ass préoccupant.

Dubai war virun zéng Deeg an aller Mond. Och wann een et net soll iwwerbewäerten, ass dat dach awer erëm e Phenomeen gewiescht, dat mat enger Bulle ze dinn huet, déi e bëssen entgleist ass.

D'baltesch Staten, insbesondere Litauen a Lettland, sinn och net iwwert de Bierg. En anert Land an Europa huet an dräi Etappen, zum Beispill, d'Statsbeamtepaien ëm 15% Prozent erofgesat respektiv net ugepasst: Dat Land ass Irland.

Alles dat si keng isoléiert Eenzelfäll an alles dat sinn och potenziell Schwieregkeeten, déi Auswierkunge kënnen op anerer hunn.

Wien hätt da geduecht, virun zwee Joer, datt eng Kris an Island Répercussiounen op d'Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg hätt? Mir hu gesinn an der rezenter Vergaangenheet, datt dat de Fall war.

D'Bourssë ginn erëm erop. Och do muss ee sech d'Fro stellen: Hu mer et do mat engem Phenomeen vun enger neier Bulle ze dinn?

Wat d'Matières premières ubelaangt, hu mer erëm Bulle-ähnlech Elementer, déi net ze verkenne sinn. D'Spekulatioun kënnt erëm, mat potenziell dramatesche Konsequenzen, insbesondere op d'Entwécklungslänner, ëmsou méi d'Récolten op ville Plaze sech als net gutt annoncéieren.

D'Präisser a China sinn an deene leschte Méint massiv eropgaangen, Rekordhaussen zu Schanghai. D'Fro muss erlaabt sinn, ob dat seriö an nohalteg ass oder ob et eng nei Bulle ass.

An de Banke leie weider Perten, wann een dem Dominique Strauss-Kahn, Generaldirekter vum FMI, ka gleewen, vläicht nach 50% vun de Perten, déi opzedecken sinn an Europa, mä awer och an Amerika.

A well ech d'Stéchwuert FMI erwähnt hunn, wëll ech hei soen, datt déi Pläng vum Fonds monétaire international dohinner ginn, fir net eng Transaktiounssteier anzeféieren, déi op all Geschäfter ugewannt gëtt mat engem Prozentsaz, mä Pläng, déi déi sinn, datt déi Banken, déi Risiken huelen, solle bezuelen, datt déi, déi grouss Risiken huelen, méi bezuelen, datt déi, déi systemesch Risiken duerstellen, nach méi bezuelen. De System vun enger Prime d'assurance, un deem den FMI amgaangen ass ze schaffen - e System, deen eng ganz Rei Virdeeler huet par rapport zu deenen anere klasseschen Taxatiounsmodeller, déi emol vun deem engem oder deem aneren an deene leschte Méint a Joren an d'Gespréich bruecht ginn.

De System, un deem den FMI amgaangen ass ze schaffen, wat e System vu Prime d'assurance ass, ass méi realistesch wéi eng weltwäit Transaktiounssteier, méi einfach ëmzesetzen, méi zilorientéiert, well nämlech déi bezuelen, déi d'Risiken huelen, an ech mengen, dat wär de richtege Wee.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den internationalen Exkurs hei hunn ech net fir näischt gemaach, well dat Internationaalt an dat Nationaalt net méi ze trenne sinn. Alles dat, wat an der Welt geschitt, insbesondere am wirtschaftlechen an am ekonomesche Beräich, ass net neutral fir Lëtzebuerg. Mir sinn, dat wësse mer haut alleguer, keng Insel, vun där ee kann einfach nokucken a soen, dat betrëfft mech net. Mir sti matzen dran. An duerfir, wa mer mat engem A op eis national Suerge kucken, da musse mer dach awer ëmmer mat deem aneren A op dat internationaalt Ëmfeld kucken.

Dat bréngt mech, Här President, zu mengem zweeten Deel: déi national Perspektiv. Woubäi ech virausschécke wëll, datt mer an der verhältnisméisseg glécklecher Lag sinn, datt eis Statsfinanze virun der Kris an der Rei waren. Dat gëtt oft vergiess. Doriwwer eraus hu mer wéi anerer och e Problem. De Problem ass vläicht net esou grouss wéi bei aneren, mä mir hunn trotzdeem e Problem oder villméi en duebele Problem.

Mir hu keng richteg Reprise haut - ech kommen herno nach dorobber zréck - a mir hunn duerch d'Kris an als Konsequenz vun der Kris de Problem op der Recettësäit vum Budget am Joer 2009, mä nach vill méi am Joer 2010 an am Joer 2011, e Problem, deen net kleng ass, e Problem, dee substanziell ass.

Wann ech vun deenen zwee Problemer schwätzen, nämlech keng richteg Reprise an de Problem op der Recettësäit vum Budget, da wëll ech am gläichen Otemzug, souzesoen als drëtte Punkt, awer hei mat Nodrock dorop hiweisen, datt Lëtzebuerg och e Land ass, wat vill Atouten huet. Mir hu vill där Atouten, fir aus där Kris erauszekommen, a gutt do erauszekommen. Vläicht net mat därselwechter Stäerkt, vläicht net méi staark, mä awer och net manner staark, sécherlech anescht staark. A mir mussen déi Atouten asetzen. Si sinn oft determinant fir déi zwee aner Elementer, vun deenen ech geschwat hunn - Reprise a Recettësäit vum Budget -, wa mer am Neilëtzebuergesche vun „exit strategy" schwätzen, nämlech d'Nees-équilibréiere vun de Statsfinanzen an d'Zréckféieren à terme vun de Konjunkturpäck.

D'Reprise, Här President, wa mer déi rezentesten Zuele vum Statec kucken, da gesi mer, datt mer Zuele virgeluecht kréien, déi ëm 2,1% sech géife bewegen, wat d'Joer 2010 ubelaangt. D'OCDE gebraucht souguer, wann ech mech richteg entsënnen, eng Zuel vun 2,4%. Dat ass, an dat ass den éischte Kommentar dozou, massiv manner wéi soss.

Dat ass, zweetens, eng Zuel, déi op statisteschen Extrapolatioune baséiert, wäitgehendst, also eng Zuel, déi sécherlech eng perspektivesch statistesch Wourecht duerstellt, déi awer nach muss de Bewäis erbréngen, datt et och eng ekonomesch, wirtschaftlech a finanziell Wourecht duerstellt. De Statec selwer seet am Iwwregen, datt d'Saachen net roseg sinn an datt de Chômage wäert weider eropgoen.

Et muss een eben einfach wëssen, an dat ass am Rapport vum Lucien Thiel, dem exzellente Rapport vum Lucien Thiel, nozesichen, datt, wann d'Banken 2006 nach Resultater vu 5,7 Milliarden opweises haten, da sinn et 2008 nach 570 Milliounen. 5,7 Milliarde verglach mat 570 Milliounen! Wann ee weess, datt dee Secteur 40% vun eiser Ekonomie duerstellt, da weess een, datt et schwéier nozevollzéien ass, datt mer eng substanziell Croissance am Joer 2010 vun 2% oder méi kréien.

D'OCDE, déi grosso modo mat deenen nämlechten Zuele wéi de Statec operéiert, seet, datt d'Land seriö ënnert der Kris gelidden hätt, seet derbäi, datt et verschidden Zeeche géif ginn, datt d'Aktivitéit sech erëm géif verbesseren. A wann een da kuckt, wat d'OCDE am November gesot huet, firwat et géif besser goen, da seet d'OCDE, si géif mengen, et géif besser goen, an Zeechen, d'Aktivitéit hätt sech zum Positive lues a lues gewendt, well d'Bourssen erëm eropginn a well mer de Konjunkturpak hätten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch Iech keng Zeechnung ze maachen, fir datt Der wësst, datt dat do eng Reprise ass, déi op de Konjunkturpäck an op der Bourse baséiert, a keng ekonomesch gedriwwe Reprise ass, keng Reprise ass, déi den Term „nohalteg" verdéngt. D'OCDE fügt derbäi, an ech mengen dat ass wichteg och ervirzesträichen, datt se dovun ausgeet, datt opgrond vun der Verbesserung vun de finanzielle Bedéngungen a vun der Reprise weltwäit och d'Saache sech géifen zu Lëtzebuerg verbesseren.

Ech gleewe gär dodrunner, mä et gëtt awer och Räsonnementer, déi méi zolidd a méi staark sinn, wéi dee Räsonnement do. An da muss een och de leschte Saz aus dem Résumé vun der OCDE hirem Rapport liesen: «Les autorités devraient définir un plan crédible d'assainissement budgétaire à moyen terme.»

Dat heescht, datt d'Reprise, esou wéi se kënnt, net wäert eis dee budgetäre Problem, dee mer hunn, léisen. Dat heescht, datt mer an alle Fäll de budgetäre Problem hunn, an ech biede séier drëm, datt dat zur Kenntnis geholl gëtt. Wann de Wirtschaftsmotor géif usprangen an direkt an de fënnefte Gank goen a mat Vollgas ulafen, wat net wahrscheinlech ass, gëtt de Problem vläicht méi kleng. Et bleift e Problem. Wann de Wirtschaftsmotor weider am éischten oder zweete Gank stottert, gëtt de Problem méi grouss. Dat ass méi probabel an duerfir komme mer och net laanscht Aspuerungen. Duerfir musse mer an deenen nächste Jore spueren. Ech kommen herno dorobber zréck.

Entre-temps schéngt och all Mënsch dat verstanen ze hunn. An duerfir kënnen déi Diskussiounen am neie Joer och ulafen.

D'Kris wäert, ech hunn dat gesot, massiv op der Recettësäit vum Budget '10 an '11 aschloen. Ech wëll am Iwwrege soen, datt am Juni, prezis de 5. Juni hei an der Chamber am Kader vun der Finanzkommissioun vun enger Diminutioun vun de Recettë vun 8% geschwat ginn ass. A wann Der d'Zuel vun der Budgetspresentatioun am Oktober kuckt, da si mer nach ëmmer bei 8%. Virun de Wahlen 8%, no de Wahlen 8%. Wat d'Defiziter ubelaangt, Administration publique, esou war d'Forschett vun der Konjunktur dem Statec no vu virun de Wahlen, kombinéiert mat deenen Elementer, déi aus der Expertsnote aus de Koalitiounsverhandlungen ervirgeet, tëschent 4,2 a 4,9% am November. Wann een d'Zuele kuckt, si mer tëschent 4,3 a 4,8%.

Mir haten also virun de Wahlen eng Forschett uginn an ëm de Wahltermin hu mer eng Forschett uginn tëschent 4,2 a 4,9%. Wat den Defizit vun der Administration publique ubelaangt am November, si mer bei 4,3 bis 4,8%. Dat eent läit am nämlechte Gewässer wéi dat anert. Déi, déi also net midd si ginn ze soen, et géif hei gelu ginn, a mat falschen Zuelen operéiert hunn, mengen ech, missten och eng Kéier deen Detail do op d'mannst zur Kenntnis huelen.

Et bleift, datt mer e reelle Problem hunn. An d'Banque centrale seet eis souguer, datt dee Budget, dee géif virleien, ze vill optimistesch wär. Dat kann engem elo gefalen oder net gefalen, datt d'Banque centrale dat seet. Ech sinn och net do fir den Här Mersch hei ze verdeedegen. Ech wëll just vläicht awer hei eng Kéier soen, datt seng Previsiounen aus der Vergaangenheet sech oft als richteg erwisen hunn an der Realitéit entsprach hunn; och dat soll ee vläicht heiansdo zur Kenntnis huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet net duer, de Constat ze maachen. Et geet och drëms ze soen, wat ze geschéien huet, datt mer d'Saachen erëm an d'Riicht kréien. An et wär net schlecht, wa mer eis do kéinten op e puer Grondprinzipien eens ginn.

Mir hunn e Problem op der Recettësäit vum Budget. Nun, et kann een drun denken, fir d'Steieren eropzesetzen. Nun ass dat a mengen Aen net deen intelligenteste Wee, deen ee ka wielen. Méi een intelligente Wee, fir Recetten ze generéieren, ass fir ze probéieren, déi Recetten iwwert de Wee vun neien Aktivitéiten ze generéieren. Och andeems een déi Aktivitéiten, déi mer hei hunn, stabiliséiert. Nei Aktivitéite vun deenen Entreprisen, déi hei sinn, nei Entreprisen, déi heihinner kommen, Stéchwuert Diversifikatioun, awer och Stabilisatioun vun deenen Aktivitéiten, déi do sinn, Stéchwuert a Beispill d'Bankeplaz, Mëttelstand an anerer.

Wa mer nei Recettë wëlle generéieren, dann ass déi intelligentst Manéier déi, fir eis Ekonomie weider ze diversifiéieren. An an deem Zesummenhang geet et drëm, op eis traditionell Atouten ze setzen, déi do sinn an déi an deene leschte Wochen a Méint vläicht e bëssen an den Hannergrond geréckelt sinn. Mir bréngen et weider fäerdeg, a ville Fäll, vläicht net méi an allen, fir datt Lëtzebuerg als Land vun deene berühmte kuerze Weeër gëllt. Mir hu weiderhin e stabilt reglementarescht Ëmfeld. Mir hunn eng Steierlandschaft, déi net negativ ass, och wa mer kee Steierparadäis sinn, n'en déplaise à d'aucuns.

Mir hu gutt Infrastrukturen. Mir hunn eng héich Liewensqualitéit. Mir hunn e geschäftsfördernd Ëmfeld. Mir hu spezifesch Atouten, déi ee kann asetzen am Beräich zum Beispill vun der Propriété intellectuelle. Mir kënnen eng Politik maachen, déi zentral Fonctioune vu grousse Gruppen op Lëtzebuerg unzitt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, ob dat stëmmt, datt Escada op Lëtzebuerg kënnt mat zentrale Fonctiounen. Mä wann ech Escada wär, da géif ech mer dat gutt iwwerleeën an ech géif dat maachen. Ech géif domadder net méi an net manner maachen, wéi dem Beispill vun anere follegen. Anerer hunn et virgemaach. Lëtzebuerg ass eng Plaz, wou weiderhin zentral Fonctioune vun Entreprisen europawäit aus gutt kënnen erfëllt ginn. RTL ass dat klasseschst Beispill, wat mer hunn. Rakuten aus Japan an Huawei aus China weisen, wéi breet d'Palette entre-temps ginn ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Frot den Här Krecké! Bei Escada musse mer den Här Krecké froen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Da frot Dir e muer, Här Bettel. Ech hu mat enger Tréin am A festgestallt, datt Der haut net géift un d'Riednerpult trieden,…

Une voix.- Aha!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …mä ech féieren dat dorop zréck, datt Der Iech fir d'éischt nach musst un Ären neie Brëll gewinnen, oder nach de Kleesche verdauen. Ech freeë mech schonn op muer!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech kann Iech en awer léinen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Nee merci, ech gesinn nach gutt mat mengem.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen, wann ech vun zentrale Fonctiounen hei zu Lëtzebuerg schwätzen, alles maachen, datt déi Leit sech hei wuel fillen zu Lëtzebuerg, datt se sech weider wuel fillen hei zu Lëtzebuerg. Dofir musse mer eis Atoutë weider ausbauen a weider un där enger oder anerer Schrauf dréien.

Mir hunn dat fäerdeg bruecht zum Beispill an der Vergaangenheet, andeems mer d'Gesetzgebung geännert hunn iwwert d'Propriété intellectuelle. Mir hunn éischt vill verspriechend Schrëtt gemaach am Beräich Technologie de la santé a Biotechnologie. Mir missten déi Schrëtt ausbauen, sou datt mer an Zukunft vun engem richtege Cluster vu Bioekonomie kéinte schwätzen, fir datt déi Suen, déi mer haut investéieren, och muer eppes bréngen am Intérêt vun eiser Ekonomie an am Intérêt vun eis alleguerten.

A wann ech soen, datt mer mussen un där enger oder anerer Schrauf dréien, da mengen ech och, datt mer eis misste mat der Fro ausenanersetzen, wéi mer kënne Weeër fannen, fir datt déi Entreprisen, déi 100 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen, datt déi Entreprisen, déi sech hei zu Lëtzebuerg etabléieren a 50, 100 Aarbechtsplaze schafen, datt de Kader fir déi attraktiv gëtt an datt och de Kader attraktiv ass a vläicht nach méi attraktiv gëtt fir déi, déi dofir responsabel sinn, datt déi nei Aarbechtsplaze vun neie Firmen hei zu Lëtzebuerg geschafe ginn.

Ech schwätzen do vu steierlechen Avantagen an anere Saachen. Ech mengen, datt dat géif e Plus bréngen, an ech mengen, datt dat e wichtegen Aspekt wär vun enger Politik, déi sech géif drëm beméien, ekonomesch relevant Acteure mat Lëtzebuerg ze verbannen a si hei ze verankeren.

Dat maache mer net, well et eis Spaass mécht oder well et eis gefält, mä well doduerjer Aktivitéiten entstinn. Aktivitéiten, déi Steierrecettë generéieren. Steierrecetten, déi eis erlaben, Politiken, insbesondere Sozialpolitiken ze konzipéieren an ëmzesetzen, am Intérêt vun eis alleguer.

A wann ech soen, datt mer musse kucken, wéi mer eis kënnen drëm beméien a wéi mer kënne Weeër fannen, fir datt déi, déi nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen, och vun engem attraktive Kader kënne bénéficiéieren an datt mer do u Schrauwe mussen dréien, dann heescht dat awer och, datt mer mussen oppassen, u wat fir eng Schrauwe mer net dréie ginn!

Wann ech zum Beispill soen, datt mer musse kucken, wéi mer méi attraktiv kënne gi fir déi, déi Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg an neie Betriber schafen, da schéngt mer d'Erëmaféierung vun der Verméigenssteier do net de richtege Wee ze sinn; fir et emol manéierlech auszedrécken. Deen, deen nämlech un d'Schrauf vun der Verméigenssteier wëllt dréie goen, muss eng Äntwert dorop ginn, wat dat fir d'Ekonomie heescht. Wéi vill ginn der fort? Wéi vill kommen der net? Dat ass déi richteg Fro.

(Interruption)

Meng Iwwerzeegung ass déi, datt en Dréien un där Schrauf massiv negativ Konsequenze fir eis Ekonomie gëtt. Hei geet et net drëm fir déi Déck an déi Kleng op där enger Säit an op där anerer Säit, hei geet et net ëm déi Déck géint déi Kleng, hei geet et ëm d'Zukunft vum Land.

Wou een ëmmer muss, wann ee vu Verméigenssteier schwätzt, och dräi Saache soen. Mir hu se 2006 ofgeschaaft fir d'physesch Persounen. Elo se erëm anzeféieren, wär e Broch, iwwert d'Erëmaféieren eraus, mat enger laanger Traditioun, wat nämlech déi Traditioun ass vu Lëtzebuerg, datt mer e previsibelt an e stabelt reglementarescht Émfeld hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Op Lëtzebuerg war an ass ëmmer Verlooss gewiescht, wat d'Reglementatioun ubelaangt. Dräi an halleft Joer, nodeem een eppes ofgeschaaft huet, et erëm anzeféieren, wär e Broch domadder. Mir géifen domadder ee vun den Haaptatoutë vun eisem Standuert präisginn.

Et muss een am Iwwrege wëssen, datt d'Erëmaféieren, wann een dat oprechent mam Déchet fiscal vun deemools aus dem Joer 2006, alles an allem géif 30 Milliounen duerstellen. Am Iwwrege ruffen ech an Erënnerung, datt de toute façon déi Steier fir d'Betriber nach besteet, datt mer hei also just vun de physesche Persoune schwätzen.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech vun de Recettë schwätzen, da kommen ech onweigerlech och zu der Bankeplaz. Si representéiert 40% vun eiser Ekonomie; een Drëttel vun eise Steierrecetten an der Vergaangenheet, obwuel d'Recetten agebrach sinn an also mer an deenen nächste Joren net méi mat deem Drëttel kënne rechnen.

Et ass net fir liichtfankeg mat deem Pilier vun eiser Ekonomie ëmzegoen. Dat hu mer och net gemaach bis dato. Et ass wichteg, datt d'Bankgeheimnis erhale bleift. An ech wollt hei ausdrécklech déi vill a gutt Efforten, déi de Finanzminister an deem Beräich mécht, ervirsträichen. Et geet hei ëm den „level playing field". Et geet hei ëm de Prinzip vun der Égalité des armes, souwuel wat d'Produkter ubelaangt wéi wat d'Plazen ubelaangt; ech schwätze vun der Geographie, wann ech vu Plaze schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir am Dossier „Bankgeheimnis" d'Hänn um Réck zesummegestréckt kréien, kënne mer net méi am Orchester matspillen. Wann zur gläicher Zäit de Kolleeg niewendrun, ech schwätze vun eise Schwäizer Frënn, weider ka mat zwee Hänn mat vollem Jumm op d'Tromm schloen, jo da brauch ee keng Zeechnung fir ze wëssen, wou dat kann hifféieren. Duerfir musse mer weider kämpfen. Här Minister, Dir hutt eis voll Ënnerstëtzung op deem do Punkt wéi op deenen aneren och.

Nichtsdestotrotz wär et net virsiichteg an net responsabel, fir net ze plange fir de Fall wou. Mir wënschen eis dat net a mir wëllen et och net. Mä wat wär wann? Déi Fro musse mer eis stellen. De Rapporteur huet sech an eis se am Iwwregen och gestallt. An d'Äntwert dorobber kann nëmmen déi si vun der Innovatioun a vun der Diversifikatioun.

Duerfir, Här President, seet meng Fraktioun Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi d'Fongenindustrie stäerkt. Zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi Mikrofinanz an ethesch gelagert Produitë fördert. Zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi déi islamesch ausgeriichte Produitë mat oppenen Äerm ophëlt, och wa mer duerfir mussen, le cas échéant, d'Gesetzer änneren.

Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi dozou bäidréit, datt Leit mat grousse Verméigen déi vun hei aus verwalte loossen. Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi sech net ze schued derfir ass, fir Fongen, déi uerdentlech reguléiert sinn an déi eng Plus-value duerstellen, hei ze accueilléieren. Bref: Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi op Exzellenz, Qualitéit, intelligent opgebauten Nischen a Weideres méi baut. An anere Wierder: Jo zu enger Finanzplaz, déi d'Zukunft opbaut an net der Vergaangenheet nokräischt.

An, Här President, wa mer Effortë musse maachen, fir eis Ekonomie ze diversifiéieren, a bei allen Efforten och am Kader a ronderëm d'Bankeplaz dierfe mer net vergiessen, datt de Mëttelstand de Réckgrat vun eiser Wirtschaft ass. E Mëttelstand, deen Aarbechtsplaze schaaft, deen och Steierrecettë generéiert, dee vum Konjunkturpak bénéficiéiert. Dat ass gutt esou. Mir mussen oppassen, datt mer de Mëttelstand net ze vill belaaschten. Mir mussen oppassen, datt de Mëttelstand net mëttelfristeg ënner Perfusioun geréit, well dee Konjunkturpak, dee kuerzfristeg gutt war, laangfristeg géif oprechterhale ginn. Aufgab vum Minister ass et, fir sech ze mellen an ze aktivéieren, soubal d'Clignotanten no orange hin tendéieren. An duerfir ass et och richteg a gutt, datt et e Minister gëtt, dee sech spezifesch ëm de Mëttelstand bekëmmert an där heiteger Regierung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nei Aktivitéite bréngen nei Recetten. Gläichzäiteg wäerte mer och spuere mussen. An anere Wierder: Villes vun deem, wat mer net iwwert de Wee vun neien Aktivitéiten, déi zousätzlech Recettë generéieren, regelen, wäerte mer op der Dépensëséit musse regelen. De Finanzminister huet, wou en de Budget presentéiert huet, dräi Piste kuerz virgezeechent: d'Fonctionnementskäschten, d'Investissementer an d'sozial Transferten. Ech wëll zu deenen dräi Pisten e puer Remarquë maachen.

Fonctionnementskäschten: Den Train de vie vum Stat muss sech weider no ënne bewegen. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt et do nach Margë gëtt. Chamber a Regierung solle mam gudde Beispill virgoen.

Ech plädéieren awer och fir méi eng grouss Responsabilitéit am Kader vun der Exécution budgétaire, dat heescht gläichzäiteg méi eng grouss Flexibilitéit. D'Regel, datt deen Euro, deen net ausgi gëtt, op enger Ligne budgétaire dat Joer drop emol a priori fort ass, muss definitiv a flächendeckend der Vergaangenheet ugehéieren.

Här Minister, ech weess, datt Der an déi Richtung amgaang sidd ze schaffen. Et kéint ee sech virstellen, wann een och net, wéi de Rapporteur, d'Normes budgétaires wëllt global aféieren, ee se fir d'Fonctionnementskäschten emol géif experimentéieren.

Ech mengen net, Här Rapporteur, contrairement zu deem, wat Dir mengt, datt eng Reorganisatioun vum Contrôle financier, esou wéi se Iech virschwieft, géif vill bréngen. Mä mir kënnen doriwwer diskutéieren.

Objektiver an Evaluatioun si sécher am Budget och eppes Richteges. De Fait, datt fir kleng Dépensen 20 Ënnerschrëften néideg sinn, ass eppes, wat ech ni verstan hunn an och ni wäert verstoen.

Déi zweet Pist, déi de Minister opgezeechent huet, war déi vun den Investitiounen. D'Investitioune kann ee strecken, muss ee strecken, wäerte mer weider strecken. Dat ass dat eent.

Dat Zweet: Ech mengen, datt een och déi Lëscht vun den Investitiounen nach eng Kéier kéint ofklappen. Bréngt all Projet eng Plus-value? Brauche mer alles, wat an deenen eenzelne Projete virgesinn ass? Wat ka wou méi bëlleg gebaut ginn?

Ech weess, datt ech beim Bauteminister, deen haut Développement-durabels-Minister heescht, oppen Dieren arennen, wann ech dat soen.

Wichteg schéngt eis awer och als CSV-Fraktioun, datt mer d'Schold op där enger Säit, d'Statsschold op där enger Säit an Investitiounen unenee bannen. Fir d'éischt geet et drëm, datt déi Statsschold, déi mer musse maachen, net aus dem Rudder leeft, mä da geet et awer och drëm, fir déi Statsschold den Zukunftsinvestitiounen zouzewennen: Schoul, Héichschoul, Fuerschung, Innovatioun, nei Technologien, Infrastrukturen, Energien. Dat sinn déi Secteuren, an déi mer mussen investéieren. An dat sinn och déi Secteuren, wou an eisen Ae mer kënne Schold maachen, fir déi Investissementer ze tätegen.

D'Zil dierf net dat sinn, fir Schold ze maachen. Zil muss et sinn, fir d'Zukunftsinvestitiounen ze finanzéieren. Dat mécht déi Schold och vertrietbar. Dat mécht et vertrietbar, fir Schold ze maachen, ebe well déi Investissementer och fir déi zukünfteg Generatiounen do sinn.

Beispill: Mir hunn an deene leschte Joren de schnellen Internet entwéckelt. Mir mussen elo de ganz schnellen Internet entwéckelen. Mir brauchen do e Plang vun der Regierung. Dat schéngt mer indispensabel ze sinn.

Klammer op: D'SES huet an engem ähnleche Beräich 500 Milliounen an d'Satelliten d'lescht Woch investéiert. E Fait, dee kaum Beuechtung fënnt. Mä e Fait, deen awer weist, datt et och ganz Secteure vun der Ekonomie ginn, wou et nach gutt fonctionnéiert.

A wann ech soen, datt mer eis Gedanken driwwer solle maachen an och konkret ginn d'nächst Joer, wat d'Strecke vun Investissementer ubelaangt, d'Iwwerkucke vun Investissementer, da froen ech mech, ob mer net an deem engen oder anere Beräich och kéinten d'Iddi vun engem Moratorium an d'A faassen. Gëtt et net Beräicher, wou mer esou gutt équipéiert sinn, datt mer emol e puer Joer näischt bräichten ze maachen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et fäerdeg bruecht, um Härebierg während 30 Joer näischt ze maachen. Et wäerten dach och Beräicher ginn an aner Domäner, wou mer et och e puer Joer géife fäerdeg bréngen, näischt ze maachen. Ech wëll net, datt mer dat an engem Beräich maachen, wou mer sous-équipéiert sinn. Mä et gëtt sécherlech deen een oder deen aneren, wou mer esou gutt équipéiert sinn, datt mer net direkt muer musse weider massiv investéieren.

All deenen, déi mech elo froen, ech soll e Beispill nennen, soen ech: Ech nennen haut keent. Ech nennen och muer keent an ech nennen och dëst Joer keent. Alles dat gehéiert zu deene Punkten, déi mer d'nächst Joer wäerten diskutéieren.

Drëtte Punkt, drëtte Block. Mir wäerten d'Sozialtransferten iwwerkucken. Dat steet am Koalitiounsaccord. Dat geschitt am Sënn vum sozialen Ausgläich. Dat geschitt am Sënn vun der sozialer Kohesioun. Et geet net, datt mer am soziale Beräich massiivst den Hiewel géifen usetzen an an all deenen anere Beräicher just géife Saache maachen, déi Peanuts duerstellen, gradesou wéineg wéi et geet, datt mer am soziale Beräich näischt géife maachen. Och deen Deel muss am Pak mat dra sinn. E Pak, deen équilibréiert muss sinn.

Wann zum Beispill gesot gëtt, datt Abattementer a Subventiounen op hir Zilsetzung am Impakt iwwerkuckt solle ginn, dann huet dat net nëmmen, mä awer och eppes mat sozialer Selektivitéit ze dinn.

Här Di Bartolomeo, ech gesinn, Dir sidd scho ganz nervös. Wa mer soen, datt mer iwwermuer,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn Iech am A.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Wa mer soen, Här Di Bartolomeo, datt mer iwwermuer e Problem an de Pensiounen hunn an duerfir muer mussen op deene 16 Pisten - wann ech mech richteg erënneren, sinn et der 16 - schaffen, dann huet dat och eppes mat sozialem Ausgläich ze dinn. Näischt ze maachen am Beräich vun de Pensiounen ass a mengen Aen asozial vis-à-vis vun deenen zukünftege Generatiounen, well et e Broch vum Generatiounevertrag vun dëser Generatioun vis-à-vis vun där nächster kéint duerstellen.

De Problem klengzerieden, hëlleft och näischt. Och do ass Fangerspëtzegefill gefrot. Dir hutt dat. Och do…

(Interruption)

…muss de sozialen…

(Hilarité)

Ech hunn Iech net richteg héieren, Här Di Bartolomeo. Sot et nach eng Kéier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir kéint mäi Pressespriecher sinn.

(Interruption et hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech spiere mech net extrem qualifizéiert, Här Di Bartolomeo, fir fir en Job ze postuléieren, wou ech weess, datt ech permanent den zweete Präis kréich.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Par rapport zu Iech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir waart awer no drun.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sozial Selektivitéit kann a wäert awer nëmme funktionéieren zesummen am Pak mat anere Mesuren. Sozial Selektivitéit kann a wäert nëmme funktionéiere mam Zil vum sozialen Ausgläich a virum Hannergrond vun der sozialer Kohesioun.

Wat d'Steieren ubelaangt, esou huelen ech et mam Rapporteur: 1. Steieren dierfen net en Tabu vu virera sinn; 2. Mir mussen d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie am Bléck halen; 3. Steiere kommen an d'Spill, wann all dat anert Spuerpotenzial ausgekraazt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Oppositioun gëtt net midd, der Majoritéit virzewerfen, si géif net soen, wou d'Rees géif higoen. Ech weess net, wat Der Iech erwaart hat haut, Här Meisch. Ech weess net, ob Der Iech erwaart hat, datt mer Iech géifen e Pak vun 20, 25 Mesuren hei virliesen. Hätte mer dat gemaach, hätt Der sécher gejaut, et géif vun uewen erof décidéiert ginn, d'Majoritéit géif mat kengem schwätzen, si géif alles besser wëssen a si hätt keng Gespréichskultur.

Et ass ëmsou méi erstaunlech, wat Der an deene leschten Deeg zu deene Problemfelder gesot hutt, well am Numm vun Ärer Fraktioun am Juli gesot ginn ass, Dir wäert mat der Zilsetzung vun der Koalitioun d'accord, nämlech: mëttelfristeg équilibréiert Statsfinanzen; keng iwwerdriwwe Verscholdung; sozial Transferten, déi iwwerkuckt ginn; an eng wirtschaftlech Kompetitivitéit, déi misst verbessert ginn.

Wann Der also, wéi den Här Bettel am Juli gesot huet, mat deenen Ziler d'accord sidd, a wann Der mengt, et wär elo de Moment komm, fir konkret Proposen ze maachen, dann hoffen ech, datt Der se elo maacht, wann Der hei op dat Pult trëtt, nodeem ech fäerdeg sinn.

D'Method vun der Majoritéit ass eng aner. Dat ass déi vum Gespréich, fir d'éischt mat de Fraktiounen, wéi de Finanzminister et am Oktober hei gesot huet, wou en de Budget virgestallt huet, duerno mat de Sozialpartner, d'Tripartite ënner Abannung vun der Chamber, virdrun, währenddeem an duerno. D'Zil ass dat, e globale Pak virzeleeën an dann ze verabschieden.

Här President, Dir Dammen an dir Hären, wann ech vum internationale Kontext schwätzen, vum nationale Kontext, vun eisen Atouten, vun der Diversifikatioun, vun der Recettësäit vum Budget, vun den Aspuerungsméiglechkeeten op der Dépen-

sësäit, dann huet dat alles eppes mat där neilëtzebuergescher Exit-Strategy - fir dat Wuert nach eng Kéier ze gebrauchen - ze sinn. D'Stratégie de sortie de crise, fir et op Franséisch ze soen. Déi Strategie setzt selbstverständlech viraus, datt et keng nei Réckschléi a keng Bullë ginn. Ech hunn dat virdrun illustréiert.

Eng Stratégie de sortie de crise, déi et ze preparéiere gëllt. Am Ausland ass dat am lwwregen net anescht. Och do si se amgaangen, d'Stratégie de sortie de crise ze preparéieren. Och do si se eréischt amgaangen, se ze preparéieren. Och dat erkläert, firwat haut, d'lescht Woch an d'nächst Woch net 20, 25 Mesurë virgeluecht ginn hei. Och dat erkläert, firwat déi Reprochen, insbesondere vun der Demokratescher Partei, déi der Majoritéit Konzeptlosegkeet virgeheien, näischt daachen.

Op d'Fro, wéi et da mat der Sortie de crise géif stoen, sot den Dominique Strauss-Kahn, Generaldirekter vum FMI, virun zéng Deeg: Jo, et muss ee se virbereeden, déi Pläng, fir aus der Kris erauszekommen. Neen, et dierf een dës Pläng net ze fréi ëmsetzen. Et gëtt méi deier, seet de Strauss-Kahn, ze fréi aus de Konjunkturpäck erauszeklammen, wéi ze spéit doraus erauszeklammen. Obwuel d'Konjunkturpäck deier sinn, musse se weidergefouert ginn.

Deemno geet et drëms, éischtens, d'Sortie de crise elo virzebereeden. Dat maache mer. Dat si mer amgaangen ze maachen. Zweetens geet et drëms, fir ze soen, wéi dat ze geschéien huet. Hei zu Lëtzebuerg geschitt dat ab Ufank vum neie Joer. Drëttens geet et drëms, dat Ganzt duerno ëmzesetzen. Dat geschitt am Joer `11 an duerno.

Mir sinn also gutt am Timing dran. Mir si gutt am Timing dran, wann ech kucken, wat international och amgaangen ass ze geschéien. Dat ëmsou méi mer, éischtens, e Point de départ virun der Kris haten, deen net allze schlecht war, mat engem Budget, deen an der Rei war; dat ëmsou méi d'Gespréich an d'Diskussiounen zentraalt Element sinn hei zu Lëtzebuerg vun all Léisung, déi gedroe wëllt ginn; dat ëmsou méi, drëttens, datt et richteg ass, datt de Konjunkturpak den Ament weiderleeft.

Et ass wichteg, datt dee Pak weiderleeft, well e stabiliséierend Wierkungen op d'Ekonomie huet. Dee Konjunkturpak, dee weiderleeft, dierf awer net zum permanente Baxter fir eis Ekonomie ginn. De Minister huet dat d'lescht Woch illustréiert; ech ginn net am Detail dorobber an.

Wat mer doriwwer eraus brauchen, wann ech vun der Sortie de crise schwätzen a wann ech Konklusiounen zéien aus deenen Elementer, déi ech elo hei gesträift hunn oder analyséiert hunn, wann ech déi Konklusiounen zéien, da soen ech, datt mer am Joer 2010 e Plang brauchen, eng Roadmap - fir Neilëtzebuergesch ze schwätzen -, fir d'Saachen erëm an d'Riicht ze bréngen; en zäitleche Plang, en thematesche Plang.

Bref, mir mussen e Redressementsplang ausschaffen, deen ëmgesat ze ginn huet, wann d'Ekonomie erëm uspréngt, au fur et à mesure wéi se uspréngt, op eng durabel Manéier, esou datt privat Investissementer an Dépensë progressiv déi staatlech, déi während der Kris néideg sinn, erëm ersetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kris ass eréischt eriwwer, wann de Chômage erofgeet. Or geet e weider erop. An et bréngt och näischt an deem Zesummenhang, fir mat alarmisteschen Zuelen ze operéieren. Fakt ass, datt de Chômage weider eropgeet. Fakt ass, datt d'Kris eréischt eriwwer ass, wann e massiv erofgeet. Fakt ass, datt, deemno wat geschitt, e méi oder manner wäert eropgoen.

Duerfir ass et wichteg, datt mer en zolitten Arsenal hunn, fir d'Konsequenze vun deem Chômage opzefänken an ofzefiederen, vervollstännegt am Oktober iwwert de Wee vum Gesetz, wat sech mat deene méi Jonken, déi riskéieren an de Chômage ze falen, auserneesetzt.

Nieft deene Jonke musse mer awer och, an dat läit menger Fraktioun um Häerz, speziell Efforten op déi konzentréieren, déi keng Qualifikatioun hunn, an och op déi Chômeuren, déi alt e bësse méi al si wéi déi aner.

De Kampf géint de Chômage beschränkt sech awer net op d'Offiedere vun de Konsequenzen an d'Neesopfänke vun deene Betraffenen. E beschränkt sech jo och net op de Maintien de l'emploi an de Maintien dans l'emploi. Diversifikatioun an nei Aktivitéiten, och dat ass proaktiv Anti-Chômage-Politik. Awer nëmmen ënner enger Konditioun; ënnert der Konditioun, datt Formatioun a Schoul esou ausgeriicht sinn, datt eis Jonk och déi Plaze kréien, déi geschaf ginn.

Wéi oft héiert een e Patron vun enger internationaler Firma, dee seet, e géif jo gäre Lëtzebuerger astellen, e géif just keng fannen. Duerfir ass et - och wann dat vläicht net ëmmer richteg ass, ass et sécher och net ëmmer falsch - wichteg, datt mer weider un eiser Schoul schaffen, datt mer weider reforméieren am Beräich vun de Schoulen, datt mer weider d'Formatioun verbesseren, fir datt déi Plazen, déi geschaf ginn, och, wéinstens zu engem Deel, vu Lëtzebuerger kënne besat ginn. Dat ass haut a ville Secteuren an op ville Plazen - leider, géif ech gär soen - net de Fall.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Titel vum Rapporteur sengem Rapport war: 2010, une année charnière. De Rapporteur huet eis domadder invitéiert, iwwert de Budget 2010 erauszekucken. Ech hunn där Tentatioun och net résistéiert, well ech er net wollt résistéieren. Et ass an deem Sënn a virun deem Hannergrond, wou meng Fraktioun dee Budget hei wäert stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zäiten, déi op eis zoukommen, gi sécherlech keng einfach. Dat ass dat eent. Dat anert ass, datt mer Atouten a Strategien hunn, fir aus de Saachen erauszekommen a gestäerkt mat neier Stäerkt aus der Kris eraus an duerno erëm ze wuessen. An, wa mer net selwer alles schlechtrieden, wa mer net selwer eis an Detailer verhedderen, wa mer net selwer eis ze Doud diskutéieren, da packe mer dat all zesummen. Dat ass meng Iwwerzeegung. Dat ass déi vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schiltz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi dësjähreg Budgetsdebatte fannen an engem komplett anere Kontext statt, wéi mer dat iwwer laang Joren, bal Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn.

Mir ginn oder wëllen d'nächst Joer 2010 als lëtzebuergesche Stat 22% méi ausginn, wéi mer erakréien. Mir kennen d'Envergure vum Lach an der Gesondheetskeess. Mir wëssen, datt mer Mount fir Mount nei Rekordzuelen am Chômage schreiwen. Rekordzuelen, wou mer mëttlerweil deelweis iwwert der Situatioun am noe Grenzgebitt leien.

Mir kennen an diskutéieren hei all Dag iwwert den internationalen Drock, deen opgebaut gëtt, fir Lëtzebuerg an eenzelnen Domäner en Deel vu sengem Succès ewechzehuelen, ewechzenäiden. Gëschter war et de Commerce électronique, haut ass et d'Bankgeheimnis, muer vläicht nees den Tanktourismus.

Mir kennen eng ganz Rei vun al bekannte Problemer, déi net nei sinn, déi net krisebedéngt sinn. Mir schwätzen haut wéi mer iwwert déi lescht Joren iwwert d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie geschwat hunn. Mir schwätzen haut wéi mer déi lescht Joren iwwert d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie geschwat hunn.

Mir schwätzen elo, an elo just nach, iwwert d'Rentemauer an déi Diskussioun, déi noutwendeg ass, fir ze kucken, wat mer maachen, fir och deene Jonken, deene künftege Generatiounen nach eng sécher Rent kënnen ze assuréieren, datt se Vertrauen hunn an ee vun deenen zentrale Piliere vun eiser Sécurité sociale.

Mir wëssen, datt mer d'Kyoto-Ziler méi wéi däitlech wäerte verpassen. Mir kennen all Dag d'Iwwerlaaschtung vun eise Verkéiersinfrastrukturen an de Besoin un zousätzlechen Infrastrukturen an u grousse Investitiounen, déi nach do noutwendeg sinn. Mir wëssen, datt Joer fir Joer dausende vu jonke Leit aus de Schoule kommen ouni Ofschloss. An ouni Ofschloss heescht ganz oft ouni Zukunftschancen.

Mir wëssen och, datt et mëttlerweil iwwer 15.000 Lëtzebuerger gëtt, déi net méi zu Lëtzebuerg doheem sinn, mä am noe Grenzgebitt, well Wunnen hei offensichtlech ze deier ginn ass.

Nieft deem dote Kontext, nieft neien Erausfuerderungen an neie Problemer, déi sech akut an der Kris gestallt hunn, nieft deene Problemer, déi mer déi lescht Joren - ech wëll emol soen - matgeschleeft hunn, gëtt et eng ganz Rei vun Zukunftserausfuerderungen, deene mer eis och net kënne verschléissen. Et geet sécherlech drëms, déi nächst Joren nei a weider Kompetenzen opzeriichten an ze schafen hei zu Lëtzebuerg, fir Lëtzebuerg, eist Land, op d'Zukunft ze preparéieren.

Am Mëttelpunkt steet do d'Universitéit, déi nach an enger Opbauphas ass. An Opbauphas mengen ech do ganz besonnesch, wann et drëms geet, definitiv Raimlechkeeten zur Verfügung ze stellen. Et geet drëms, fir dat, wat mer opgebaut hunn am Domän vun der Fuerschung, kënnen ze stabiliséieren, auszebauen a virun allem a Richtung Exzellenz weider ze développéieren.

Mir wëssen, datt mer e groussen Nohuelbedarf hunn, wat d'Kannerbetreiung ubelaangt, souwuel quantitativ wéi qualitativ.

Do komme grouss weider Erausfuerderungen op eis duer, nieft all deem, wat Dag fir Dag un Hiobsbotschaften op eis erareent. An dat no 20 fette Joren, no 20 gudde Joren, no 20 Joren, wou mer däitlech wirtschaftlech gewuess sinn, wou mer exzellent Statsfinanzen haten, well déi Wirtschaftscroissance Joer fir Joer méi Geld an d'Statskeese gespullt huet, wéi mer eis et eigentlech am Ufank vum Joer virgeholl haten.

An elo si mer an der Situatioun, datt no 20 gudde Joren ee Joer Kris eigentlech duergaangen ass, datt all d'Reserven opgebraucht sinn an datt mer elo schonn amgaange sinn, d'Scholdenauer unzedrécken.

D'Regierung kann also net fir alles, wat net riicht ass, fir alles, wat nach ze maache bleift, der Kris d'Schold ginn. Villes läit einfach dorunner, datt mer Problemer iwwert déi vergaange Jore virun eis hiergedréckt hunn, datt mer heiansdo och Problemer probéiert hunn ze léisen, andeems mer einfach Suen an de Grapp geholl hunn an domadder d'Problemer zougedeckt hunn. Nun, déi Sue sinn elo net méi do an d'Problemer tauche ganz, ganz schnell erëm op.

2005 an 2006 hate mer eng Diskussioun hei am Land iwwer eng Rei vu strukturelle Problemer a mir hunn dee Moment eng Rei vu Mesurë geholl. Mesuren, déi awer och gläichzäiteg 2009 nees ausgelaf sinn. An datt mam Auslafe vun de Mesuren d'Problemer net éiweg verschwonne waren, musse mer haut nees feststellen.

Mir hunn also haut net nëmmen eng konjunkturell Kris, ausgeléist duerch eng grouss international Finanzkris, Wirtschaftskris a Sozialkris, neen, déi strukturell Problemer vun 2006 goufen nëmmen temporairement cachéiert. Si existéieren nach ëmmer an aggravéieren eigentlech de Problem.

Wann ech de Budgetsrapporteur, deem ech wëll félicitéiere fir seng Fläissaarbecht op där enger Säit an awer och seng Denkustéiss op där anerer Säit, déi e souwuel am schréftleche wéi och mëndleche Rapport ginn huet, richteg verstanen hunn an engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" d'lescht Woch, gesäit en dat eigentlech net ganz vill aneschters.

De Finanzminister huet d'lescht Woch hei op dëser Plaz gesot, de Stat wär kee Kleeschen. Ech mengen, méi richteg wär et, wann e gesot hätt, de Stat wär kee Kleesche méi. Well am Laf vun de leschte Joren ass de Stat oft higaangen an huet Kleesche gespillt. An oft sinn nei weider Mesurë geschaf ginn, wahltaktesch Geldleeschtungen, déi agefouert goufen, déi oft net haart an däitlech gefrot goufen doruechter, mä déi awer elo eise Budget belaaschten.

Den Här Frieden huet dann och gesot, d'Situatioun wär schwiereg, et misst gespuert ginn. Kee Wuert allerdéngs vun him, kee Wuert vum Budgetsrapporteur, kee Wuert och haut, an en huet ganz kloer hei nach eng Kéier gesot, et géif och kee Wuert kommen, vum Spriecher vun der CSV-Fraktioun, wou da ganz konkret sollt gespuert ginn.

D'Fro stellt sech also: Wat geschitt elo? An d'Regierung huet, andeem se esou wéi se bis ewell op déi Kris reagéiert huet, déi Politik, déi se gemaach huet, eigentlech gewisen, datt se dach relativ einfallslos virgaangen ass. Eng antizyklesch Politik gëtt esou iwwersat, datt een einfach emol näischt mécht.

D'Gesondheetskeess an Éieren, dat heescht eigentlech emol nëmmen d'Reserve fir e Joer unzape goen. D'Betriber ënnerstëtzen, dat gëtt gemaach, andeem se zum Deel verstaatlecht ginn, andeem se zum aneren Deel öffentlech Opträg kréien. A Weeër aus der Kris sichen, do gëtt d'Parlament gefrot, do ginn d'Sozialpartner gefrot, fir dach emol e gudde Rot ze ginn.

D'Fro, déi munchem heibanne wahrscheinlech op de Lëpse läit, ass: Jo, wat géif d'Demokratesch Partei dann aneschters maachen?

Une voix.- Dat hat ech gefrot.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Jo. An ech wëll och dozou kommen, well ech hat et och déi lescht Deeg gesot, wou Der jo anscheinend dat opmierksam suivéiert hutt, mä trotzdeem net alles.

(Interruption)

Da ginn ech Iech elo nach eng Kéier d'Chance hei. Duerfir ass et jo gutt, datt mer eis dann och heiansdo hei an dësem Haus begéinen.

D'Demokratesch Partei wäert sech an där doter Diskussioun net verstoppen. D'Demokratesch Partei huet, wann et am Interessi vum Land war, sech déi lescht Jorzéngten net verstoppt. D'Demokratesch Partei huet sech 2006 net verstoppt, wou mer Problemer haten, déi net déi heiten Envergure haten, mä wou mer trotzdeem responsabel waren a munches matgedroen hunn. A mir wäerten eis och elo net verstoppen.

D'Demokratesch Partei ass bereet, fir Verantwortung ze iwwerhuelen. Allerdéngs si mer net bereet, fir egal wat ze maachen. Mir wëlle matschaffen un enger zukunftsorientéierter Reformpolitik. Eng zukunftsorientéiert Reformpolitik, déi déi strukturell Problemer, déi mer am Land hunn, ugeet an net nëmme weider viru sech hierdréckt.

Mir hu virun de Wahle gesot, mir hunn och no de Wahle gesot, mir hunn och am Juni, Juli gesot, datt mer d'Iwwerleeung deelen, fir e Konjunkturpak opzeleeën. E Konjunkturpak, deen derzou soll hëllefen, op d'mannst en Deel vun deem, wat un Demande aus dem Privatsecteur, vun de Stéit, vun den Entreprisen zréckgeschrauft ginn ass zënter iwwer engem gudde Joer elo, kënnen ze kompenséieren. Wa mer dat nämlech net gemaach hätten, an do si mer eis nach wie vor alleguerten eens, dann hätte mer sécherlech d'Situatioun nach däitlech verschlechtert.

Allerdéngs geet et an engem Konjunkturprogramm net nëmmen dorëms, an däerf et net nëmmen dorëms goen, fir Geld auszeginn: Et muss dorëms goen, Geld sënnvoll auszeginn. An duerfir hu mer och vun Ufank u gesot, kommt, mer machen eppes an enger Rei vun Domänen, wou mer wierklech en nohaltegen Effet kënnen hunn, an enger Rei vun Domänen, wou mer viru groussen Erausfuerderunge stinn, an enger Rei vun Domänen, wou mer souwisou fréier oder spéider mussen eis drumaachen, fir eppes an de Grapp ze huelen.

Ënner anerem d'Albausanéierung war fir eis, wann et ëm e Konjukturpak geet, eent vun den zentralen Themen, wou Der wësst, datt mer, amplaz iwwert déi Subsidiëpolitik ze fueren, déi d'Regierung do préféréiert, éischter iwwert de Wee vun enger Virfinanzéierung vun deene Mooss-

namen do géife fueren, wou d'Leit dat haut iwwer eng Klimabank virfinanzéiert kréichen, wou se et duerno géife rembourséiere mat deem, wat se Mount fir Mount un Energiekäschte géife spueren.

Dat hätt ganz konkret an engem vill méi grousse Volume konkret Opträg fir d'Lëtzebuerger Handwierk bedeit. Et hätt jiddwer Eenzelnem d'Méiglechkeet ginn, definitiv der Energiefal ze entkommen, a finalement hätt de Stat och nach emol dovunner profitéiert, well e manner an dat grousst Kyoto-Dëppen hätt missen eraverséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir hunn och proposéiert, op där anerer Säit dem ganze Konjunkturpak e weidert Element ze ginn, wat mer vermësst hunn. Nämlech en Element, fir och de private Konsum e Stéck unzekierpen. Wann de Budgetsminister hei an d'Chamber kënnt, a beim Dépôt vum Budget huet en dat gesot, e seet, datt ganz vill Handwierksbetriber queesch uechtert d'Land eigentlech frou wären, datt momentan nach öffentlech Opträg do wären, well vum Rescht kéim eigentlech näischt méi, da wësse mer, wéi schwaach momentan de private Konsum ass, an da wësse mer, wa mer nohalteg eppes wëllen erreechen, fir virun allem dem mëttelstännege Secteur hei am Land ze hellëfen, datt mer och musse kucken, datt d'privat Leit, datt Familljen nees Geld an de Grapp huelen an investéieren.

Duerfir wollte mer higoen an d'Déductibilitéit vun de Scholdzënsen um eegene Logement verdräifache fir jonk Familljen an duerno degressiv zréckféieren. Dat hätt ganz konkret Kafkraaft geschaf fir jonk Familljen; et hätt de Wunnengsbau ënnerstëtzt; et hätt den Handwierkssecteur ënnerstëtzt.

Op där anerer Säit gëtt et en anere grousse Chantier zu Lëtzebuerg, an dat ass nach wie vor d'Wunnen, et ass dat deiert Wunne fir Leit mat engem ebe méi bescheidene Revenu. An do hätte mer eis kënne virstellen, datt een och en Deel vun deene Moyenë geholl hätt, déi de Stat am Konjunkturpak fräigemaach huet, fir och privat Promoteuren ze favoriséieren, am soziale Wunnengsbau aktiv ze ginn. Och do hätte mer eppes erreecht, nämlech, datt méi bëlleg wunnen zu Lëtzebuerg méiglech gewiescht wär a mer domadder finalement manner Drock op d'Lounkäschte gehat hätten, well eng ganz Rei vun anere Secteuren och an Zukunft an deenen Diskussiounen, déi mer nach elo musse féieren, dann anscheinend ab 2010, wat deenen zeguttkomm wär.

En aneren, e méi nohaltege Konjukturpak wär also méiglech gewiescht; e Konjunkturpak, dee jonk Familljen ënnerstëtzt; e Konjunkturpak, dee wunnen zu Lëtzebuerg weiderhi méiglech gemaach hätt; e Konjunkturpak, deen der Mëttelschicht en Deel vun hirer Kafkraaft zréckginn hätt; e Konjunkturpak, dee kleng a mëttelstänneg Entreprisë virun allem ënnerstëtzt hätt. Jo, an och e Konjunkturpak, mat deem mer op d'mannst en Deel vun eisen Hausaufgaben am Klimaschutz hätte kënne maachen. Dat wär e Konjunkturpak gewiescht, dee wierklech an d'Zukunft vun eisem Land investéiert hätt.

Elo si mer higaangen a mir hunn 2009 virun allem d'Dépensë lafe gelooss, wéi gesot, wat mer aneschters orientéiert hätten, mä datt et gemaach ginn ass, domadder hu mer net de Problem, 2010 eigentlech och net. Mä mer mussen awer wëssen, datt dat dote keng Politik däerf sinn, déi Defizitpolitik, déi momentan gemaach gëtt, keng Politik däerf sinn, déi ka weider geschriwwe ginn, well d'Konsequenze wären, datt Lëtzebuerg net méi dat Land wär, wéi mer et kennen, datt Lëtzebuerg net méi dat Land wär, wéi mer et gären hunn.

Wat wären d'Konsequenzen? Mir wëssen, datt mer, wa mer pro Joer zwou oder méi Milliarde méi ausginn, wéi mer erakréien, ufänken, eng Kéier déi dote Montanten iwwer Emprunt mussen ze finanzéieren, datt iergendwann eng Kéier de Spillraum fir d'Politik um Enn ass. Mir wëssen, datt mer dann iergendwann eng Kéier eng erdréckend Scholdelaascht hunn, déi mer deene künftege Generatioune wäerten hannerloossen.

Mir wëssen, datt d'Scholde vun haut och d'Steiererhéijunge vun der Mëttelschicht fir muer wäerte sinn. Net nëmme vun der Mëttelschicht, mä och fir d'Betriber. Mir wëssen, datt mer dann, wat de Standuert Lëtzebuerg ubelaangt, sécherlech méi schlecht Rahmebedéngunge wäerten hunn, a mer wëssen, datt mer doduerjer fréier oder spéider an eng Ofwäertsspiral hei zu Lëtzebuerg wäerten erageroden, well da mat méi héije Steiere mer éischter manner Betriber hei zu Lëtzebuerg wäerten hunn an da manner Recetten an d'Statskeess erakommen, woubäi ech do mam Fraktiounspresident vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei absolut enger Meenung sinn, a wann dat emol de Fall ass, da soll dat nämlech och heibanne gesot ginn.

(Interruption)

Ech hunn et d'ailleurs gëschter bei der Pressekonferenz gesot, datt do, wou mer der Meenung sinn, wou mer kënnen eng Hand upaken, wou mer eis begéinen, datt een do sech net soll schummen, dat och emol eng Kéier kloer an däitlech ze soen.

(Interruption)

Mir däerfen also weiderhin d'Aen net zoumaache virun där doter Realitéit. Mir riskéiere finalement, wa mer net bougéieren, Zukunftschancen ze vernichten. Mir riskéieren, datt dat, wat mer haut ausginn an haut ze verantwerten hunn, spéider vun deene Jonken an deenen nächste Generatiounen ze bezuelen ass, a mer riskéieren, datt mer deene Jonke finalement e sinistréiert Land géifen hannerloossen.

Den Här Frieden huet och d'lescht Woch op dëser Plaz en Appel gemaach, fir ze spueren, datt mer eis dat ab 2010 sollen iwwerleeën an ab 2011 da konkret domadder sollen ufänken.

Nun, ech froe mech, ob spueren duergeet, ob et duergeet, elo ze soen: „Wou huele mer eppes ewech, wou gi mer e bëssen aschneiden, e bësse këppen?"

Mir mengen, an dat hu mer och schonn an eisem Wahlprogramm ugedeit, datt d'Aufgab eng aner misst sinn: nämlech, fir eise Budget strukturell nei opzestellen an ëmzebauen, fir wierklech ze kucken, wou de Stat mat manner Geld - well et ass es elo net méi esou vill do - eigentlech eng besser Politik ka maachen, wou de Stat ka méi intelligent mat de Steiergelder ëmgoen.

A strukturellen Ëmbau vum Budget, dat heescht fir eis eben net, nëmme riets a lénks e bësse sträiche goen, eppes ewechzehuelen. E strukturellen Ëmbau vum Budget, dat heescht virun allem, mat manner Geld méi ze maache fir d'Leit.

Do hu mer eng ganz Rei vu Propositiounen, déi mer hei, déi mer an eisem Wahlprogramm, déi mer och queesch uechtert d'Land ëmmer nees proposéiert hunn. Ënner anerem de Subventiounsdschungel eng Kéier op de Leescht ze huelen, dat, wat vill Geld kascht, well d'Politik gären eppes hätt, dat deen Eenzelnen an d'Betriber solle maachen.

Mir mengen, datt e Subsid eigentlech soll eppes sinn, wat iergendwann elo eng Kéier eng begrenzte Liewensdauer huet, a wou mer dès le départ och soen, wéi laang datt mer d'Leit finanziell ënnerstëtzen, wa se eppes maachen, an ab wéini iergendwann eng Kéier déi finanziell Ënnerstëtzung ewechfält respektiv se degressiv ofgebaut gëtt, an ab wéini een da muss e gewëssent Verhalen och adaptéiert hunn.

Mir hu ganz konkret Virstellungen iwwer eis Klimabank - ech widderhuelen et nach eng Kéier -, wat de Beräich vun der Albausanéierung ubelaangt, wat de Beräich vun den erneierbaren Energien ubelaangt, wou mer mat manner staatlechem Input u Budgetsmëttele vill méi kéinte bewegen, wat bei de private Leit doheem alles kéint geschéien.

Mir mussen eng aner Aarbechtsmaartpolitik maachen. Do däerfe mer eis och elo net op dat limitéieren, wat dann awer elo emol endlech soll ugoen, nämlech eng strukturell Reform vun der Administration de l'Emploi, déi méi op Regionaliséierung wëllt goen, déi dorop hi wëllt goen, fir elo do, wou de Besoin wierklech grouss ass, och schnell zousätzlech Placeure kënnen ze engagéieren. Mä mir mussen och eng aner Politik an deem doten Domän maachen. Eng aner strukturell Form. Méi Leit, déi do schaffen, dat eleng wäert, fäerten ech, an dëser Situatioun net duergoen.

Duerfir nach eng Kéier eise ganz kloren Appel: Weiderbildung, Weiderbildung, Weiderbildung an deem doten Domän ganz eropzesetzen, an elo net nëmmen aus der Administration de l'Emploi en Établissement public ze maachen, mä eigentlech eng Agence, déi prioritär Weiderbildung ubitt, fir datt d'Leit dee Bagage kréien, dee se um éischten Aarbechtsmaart brauchen, fir do definitiv kënne Fouss ze faassen.

A wann et dann och Leit gëtt, déi sech bis ewell an deem ganze System emol heiansdo derlaanscht gedréckt hunn, fir an enger Formatioun musse matzemaachen, fir en Job unzehuelen, da mengen ech, muss een och aneschters mat deene schwätzen an där Situatioun, wou mer haut dra sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir stellen eis och vir, datt mer eis Familljepolitik, eis Sozialpolitik kënnen iwwerdenken. Mir haten och an eisem Wahlprogramm e Modell virgeschloe vum sougenanntene Wunngeld, wou mer déi Moyenen, déi mer haut als Kannergeld bezuelen, méi gerecht a méi selektiv verdeelt hätten.

Ech erënnere mech allerdéngs un d'Diskussiounen, wéi et do gaangen ass, wann een emol eng Kéier eng konkret Propositioun héi gemaach huet, an duerfir verstinn ech dann och vläicht de Fraktiounspresident vun der CSV, datt hie se net hei wëllt maachen, mä mer widderhuele se awer nach eemol, well mer se nach wie vor derwäert fannen, fir seriö ze diskutéieren.

A wa mer de Budget haut kucken, fannen ech, ass et méi derwäert nach wéi jee, fir doriwwer ze diskutéieren.

Mir wëllen nach wie vor och an der Familljepolitik, datt mer ewechkomme vun där Geldleeschtungspolitik, vun där Politik, déi d'Geld verdeelt, ouni datt mer wëssen, ob et da wierklech doheem bei der Famill eppes ännert, eppes zum Besseren ännert, notamment fir d'Kanner, méi hin zu Sachleeschtungen a virun allem do an deem Beräich, wou mer e groussen Nohuelbedarf hunn, bei der Kannerbetreiung weiderhin eppes maachen. Och do kënne mer net alles maachen. Do musse mer virun allem Prioritéite setzen.

Duerfir hu mer net richteg verstanen, firwat elo de Chèque-service op all méiglech Domäner soll ausgeweit gi bis hin zu de Senioren. Wa mer grouss Chantieren détectéiert hunn, wou et eng gesellschaftlech Aufgab ass, fir e Stéck virunzekommen, da musse mer eis emol dorobber konzentréieren, amplaz datt mer weiderhin e bëssen eppes maache fir jiddwereen.

Mir wëllen eng Sozialpolitik, déi deene Leit hëlleft, déi Hëllef brauchen, déi och deene Leit hëlleft, déi méi Hëllef brauchen. Mir wëlle virun allem och eng Sozialpolitik, déi de Leit hëlleft, aus hirer mëssleche Situatioun erauszekommen, an net nëmme sech dorop beschränkt, déi mëssleche Situatioun fir d'Leit e Stéck méi erträglech ze maachen.

Mir mengen dann och, datt deen Ëmbau vun de Statsfinanzen, vun deene Finanzéierungsmechanismen, wéi mer se kennen, méi fréi hätt missen asetze wéi elo 2011, an datt mer duerfir och d'Diskussioun méi fréi hätte missen ufänke wéi elo am Joer 2010.

Well, maache mer eis näischt vir: Wa mer déi doten Aufgab wëlle virhuelen a mer fänken iergendwann uganks nächst Joer un, doriwwer ze diskutéieren, da si mer jo net virum Summer fäerdeg an da ginn all d'Gesetzer gemaach an all d'Verwaltunge kënne sech op nei Situatiounen astellen, a mer hu vu Grond op Systemer nei erfonnt a reforméiert an déi Reformen, déi klappen einwandfrei ab dem 1. Januar 2011. Duerfir menge mer wierklech, datt Zäit verluer gaangen ass an datt mer dat, wat dann elo ab dem nächste Joer soll gemaach ginn, schonn hätte kënne virzéien, mä leider ass d'Majoritéit net op deen dote Wee matgaangen.

An eisen Ae féiert kee Wee laanscht déi Diskussioun, fir e besseren a méi en zilgerechten Ëmgang mat öffentleche Gelder kënnen erbäizefeieren.

Ech soen awer och ganz kloer, datt fir Ënnergangsstëmmung, och an der jëtzeger Situatioun, an eisen Ae keng Plaz ass, datt Horrorzeenarien eis an der jëtzeger Situatioun sécherlech net wäerte weiderbréngen. Ech gleewen…

(Interruption)

Ech gleewen och net un dat, wat vu ville gesot ginn ass, och aus Regierungskreesser, datt mer an Zukunft dozou condamnéiert wären, mat 2% Wirtschaftswuesstum eens ze ginn, datt et quasi eng Fatalitéit wär, datt d'lëtzebuergesch Ekonomie net méi schnell géif wuesse wéi d'Ekonomië ronderëm eis, wéi aner europäesch Länner respektiv eis Grenzregiounen. E qualitativen, héije Wuesstum muss nach wie vor d'Zil si vun der lëtzebuergescher Politik an Defätismus ass hei sécherlech feel op der Plaz.

Mir brauchen also net nëmmen eng Strategie op där enger Säit, fir de Budget strukturell ëmzebauen. Mir brauchen op där anerer Säit ganz kloer och eng Wuesstumsstrategie. Wa mir eis do richteg uleeën, dann ass et an eisen Aen absolut méiglech, och an Zukunft iwwerduerchschnëttlech Wirtschaftscroissancen zu Lëtzebuerg ze erreechen. Dat grad, well mer e klengt Land sinn. Dat grad, well mer méi schnell a méi cibléiert kënne reagéieren. Dat grad, well eenzel Wirtschaftssecteuren an engem klenge Land dach vill méi kënne bewege wéi an anere Länner ronderëm eis, déi do vill méi breet opgestallt sinn.

Wa mer vu Croissance schwätzen, da komme mer natierlech net laanscht dee Secteur, deen déi lescht Joren d'Ekonomie zu Lëtzebuerg wuesse gedoen huet, nämlech d'Bankeplaz un éischter Stell. Kee kann hei am Land op d'Bankeplaz verzichten: d'Banquieren net, déi Leit, déi do schaffen, net, an all déi aner Leit och net, well e gudden Deel vun deem, wat hei an dësem Budget, an deene Budgete virdrun an och an deenen nächste Budgete verdeelt wäert ginn, och am soziale Beräich, och an der Familljepolitik, bei den Investitiounen an den Infrastrukturen, kënnt vun der Bankeplaz.

Duerfir menge mer, datt mer d'Bankeplaz mussen nei opriichten, datt mer se mussen nei ausriichte virun allem no deem neie Wirtschafts- a Finanzmodell, deen op internationalem Niveau amgaangen ass definéiert ze ginn. A mir gesinn duerchaus eng Rei vu Chancen och fir d'Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg.

D'Bankgeheimnis ass wichteg. D'Bankgeheimnis huet der Finanzplaz Lëtzebuerg ganz vill bruecht, an et ka kee vun haut op muer op dat Bankgeheimnis do verzichten. Mä trotzdeem däerfe mer eis an der Diskussioun ëm d'Bankgeheimnis an ëm d'Zukunft vun der Finanzplaz net dorop beschränken, d'Finanzplaz vu gëschter ze verdeedegen. Dat kënne mer maachen, mä gläichzäiteg musse mer no vir kucken an och d'Finanzplaz vu muer ufänken opzebauen.

Do ass et och am Discours vum Här Thiel, am Discours vu menge Virriedner eng Rei vu Piste ginn, fir nei Produiten zu Lëtzebuerg kënnen ze développéieren, net ze développéieren, mä se als Nisch kënnen ze développéieren, wéi zum Beispill déi vun den Hedge-Fongen. Do musse mer eis d'Fro stellen, oder mer mussen eis bewosst sinn, datt et net nëmmen duergeet, de Fanger auszestrecken an ze soen: „Kommt wann ech gelift heihinner." Mir mussen eis ganz konkret d'Fro stellen: Wat heescht dat dote fir eis? Wou musse mir eis Hausaufgabe maachen? A wat fir engen Domäner muss d'lëtzebuergesch Finanzplaz besser ginn? A wat fir engen Domäner musse mer ëmdenken?

Wa mer d'Hedge-Fonge gären zu Lëtzebuerg hätten, geet dat sécherlech iwwer eng seriö Reglementatioun och an deem dote Beräich. Et geet iwwer eng kompetent Opsiicht, well wann déi Hedge-Fonge sech jo international en neit Doheem sichen, dann ass et grad, well se oft do waren, wou d'Reglementatioun an

d'Opsiicht eben net esou perfekt funktionéiert hunn, an déi brauchen eng Finanzplaz, wou dat klappt. Mir brauchen och do en attraktiivt Ëmfeld fir d'Manager vun deene Fongen, well et si finalement och déi, déi d'Décisiounen huelen, wou de Fong wäert doheem sinn.

Mir brauchen och nei Clientë fir déi Finanzplaz. An do gesi mer et och esou, datt mer am Domän vun deene grousse Fortunen nach kënnen eppes bewege fir d'lëtzebuergesch Finanzplaz. Mä och do musse mer eis dann erëm d'Fro stellen: Jo, wat muss da geschéien? Wéi kënne mer eng integréiert Politik maachen, déi dann och d'Leit mat hirem Geld oder de Leit hiert Geld op Lëtzebuerg lackelt?

Dat eent ass d'kompetent Aarbecht op der Finanzplaz am Secteur selwer. Dat anert ass alles dat, wat ronderëm muss gi sinn. A wa mer d'Diskussioun ëm d'Bankgeheimnis féieren, da muss d'Reaktioun doriwwer jo net sinn, datt d'Leit hiert Geld siche kommen, mä et kann och sinn, datt d'Leit bei hiert Geld wunne kommen. Och dat, mengen ech, ass eppes, wat mer net sollten aus den Ae verléieren.

Hei just also zwou Pisten, an et gëtt der sécherlech nach ganz vill méi, déi mer kënnen diskutéieren, wann et dorëm geet, der Finanzplaz nei Perspektiven ze ginn. Mir mussen awer se wëlle poursuivéieren a mer mussen och do eng integréiert Politik maachen an zesummen an eng Richtung kënnen zéien.

Ech riskéieren, mech elo ze widderhuelen, wann ech iwwert d'Fuerschung an eis Efforten um nationale Plang am Domän vun der Fuerschung schwätzen, well all Joer soen ech eigentlech, datt et wichteg ass, datt mer méi Moyenë fir d'Fuerschung zur Verfügung stellen, datt et op där anerer Säit awer gradesou wichteg ass, datt mer dat cibléiert maachen, datt mer net an alles fuersche ginn, datt mer och kucken, do ze fuerschen, wou mer Resultater kënnen erzilen, virun allem Resultater, déi uwendbar sinn herno zu Lëtzebuerg vu konkreten Entreprisen, an datt mer virun allem betribsno solle fuerschen an am beschte Fall mat de Betriber zesummen.

Mir widderhuelen eis eigentlech alleguerten, wann et ëm nei Secteure geet wéi Ëmwelttechnologien, wéi Biotechnologie an anerer, wou mer jo gäre wëllen développéieren, mä och do musse mer da kucken: Firwat hu mer eis Ziler bis ewell nach net alleguerten erreecht?

Wa mer iwwer Ëmwelttechnologië schwätzen, da kéint zum Beispill e groussen Effort an der Albausanéierung a bei den erneierbaren Energien den néidege Schub sinn, fir do eppes lasszeléisen. An och an deenen doten Domäner musse mer eis konzentréieren, kënne mer net alles maachen, mä mer musse kucken, datt mer an deene klengen Nischesecteuren, wou mer do täteg sinn, datt mer do déi néideg kritesch Mass beieneekréien, fir wierklech eppes a Bewegung ze setzen.

Oft hu mer d'Gefill, datt an deenen Diskussiounen do déi traditionell Secteuren eigentlech ze kuerz kommen, well et si nach wie vor sinn, déi d'Ekonomie hei am Land stäipen, déi dee gréissten Deel vum Emploi ubidden, déi am stabilste sinn an am globaliséierungsresistenteste sinn.

Duerfir musse mer eis wierklech d'Fro stellen, ob mer alles gemaach hunn, fir de Mëttelstand weider ze développéieren a fir d'Zukunftschancen hei zu Lëtzebuerg. Hu mer alles gemaach am Beräich vum Tourismus? Hu mer alles gemaach a Medien a Kommunikatioun? Hu mer alles gemaach am Commerce électronique? Sécherlech nach net. Wann ee mat de Leit aus dem Secteur schwätzt, da weess een, datt nach munches do ze bewege bleift.

Oft si mer an enger defensiver Logik a ganz besonnesch déi lescht zwielef Méint gewiescht. An nach schlëmmer: Oft diskutéiere mer eigentlech nëmmen, fir dat ze halen, wat mer hunn. Dobäi gëtt et ganz bestëmmt hei zu Lëtzebuerg a ganz ville Secteuren nach Entwécklungspotenzial; mir mussen et détectéieren an développéieren.

Ech froe mech, wou do déi al Lëtzebuerger Dugende bliwwe sinn? Mir erginn eis jo net einfach esou. Bis ewell hu mer dat op jiddwer Fall net gemaach. Mir si gewinnt ze kämpfen, dergéint ze halen, d'Äerm eropzestrëppen. Mir probéiere méi schnell ze si wéi anerer. Mir probéiere méi effikass ze si wéi anerer. An alles dat ass gefuerdert, wa mer wëllen um ekonomesche Plang weiderhi virukommen, well mer wäerten näischt geschenkt kréien déi nächsten Zäit.

Mir mussen och de Leit Vertraue maachen, Vertrauen an d'Leit setzen, déi, déi wëllen eppes bewegen, déi, déi wëllen eng Entreprise opmaachen, datt mer se net blockéieren, mä datt mer se maache loossen.

Ech si fest dervun iwwerzeegt, datt Lëtzebuerg eng Längt Avance kann halen, wa mer eis op eis Stäerkte konzentréieren. Déi Stäerkte vun de kuerze Weeër an engem klenge Land fir schnell Décisioune kënnen erbäizeféieren. Eng Stäerkt fir eng kloer Strategie ze développéieren an déi dann och duerchzezéien an no bausse Vertrauen ze vermëttelen, datt mer en ugefaangene Wee och viruginn.

D'Stäerkt vun enger koordinéierter Politik tëschent eenzelnen Instanzen hei am Land, zesummen eppes kënnen a Bewegung ze setzen. Och kucken, datt mer dat, wat eng Stäerkt war vu Lëtzebuerg, eng Aussepolitik, déi Vertrauen no bausse gemaach huet, datt mer déi och erëm méi staark an de Mëttelpunkt setzen. Dat ganz besonnesch als Reaktioun op den internationalen Drock, deem mer am Laf vun deene leschte Méint ausgesat waren. Wa mer wëllen eis Ziler heiheem erreechen, brauche mer och Partner am Ausland an an de Länner ronderëm eis an doriwwer eraus. D'Hausaufgaben heiheem musse gemaach ginn, mä och déi dobaussen.

Spuere geet an eisen Aen also eleng net duer, fir aus der Situatioun erauszekommen. Aus enger Situatioun, wou, wa mer et eleng iwwer Spuereffortë misste maachen, mer jo quasi all fënneften Euro, deen de Stat ausgëtt, missten abehalen. Mir missten also queesch uechtert de Budget bei de Paie vun de Beamten, beim Kannergeld, beim Zuschuss fir d'Sozialversécherung, bei allem, wat de Stat esou a sengem Budget ausgëtt, e Fënneftel aspueren. A mer wëssen, datt dat net geet. Also wësse mer och ganz schnell, datt eleng iwwert den Ëmbau vum Statsbudget, eleng iwwer Spuerefforten d'Lach net ze fëllen ass.

Duerfir nach eng Kéier wëll ech ganz kloer soen, datt mer op där anerer Säit eben och eng Wuesstumsstrategie brauchen, mä och eleng duerch eng Wuesstumsstrategie kréie mer d'Enner net besser beieneen. Well wa mer en Écart hu vun 22% vun deenen zéng Milliarden Euro, déi mer anhuelen, an déi 12,2 Milliarden Euro, déi mer ausgi pro Joer, a mer fänken erëm u mat normale Rhythmen ze wuesse vun zwee, dräi, véier oder souguer fënnef Prozent pro Joer, musse mer wëssen, datt, esou wéi eis Systemer gestréckt sinn, net nëmmen d'Recettë wäerten eropgoen, mä och d'Dépensë wäerten eropgoen an den Écart vun deenen 22% wäert plus ou moins d'selwecht bleiwen.

Duerfir brauche mer also béides, de strukturellen Ëmbau vum Statsbudget an op där anerer Säit mat voller Kraaft eng Wuesstumsstrategie. Béides brauche mer, soss wäert et finalement net duergoen.

Lëtzebuerg huet nach ëmmer gutt Chancen, fir déi Erausfuerderungen do ze packen. Chancen, déi sécherlech net méi schlecht si wéi munnech anerer ronderëm eis. Mir mussen awer bereet sinn, och do déi ausgetrëppelt Pied ze verloossen. Mir musse bereet sinn, ëmzedenken. Mir mussen de Courage hunn, och emol nei Weeër ze goen. An ech zweifelen dorunner, ob déi jëtzeg Majoritéit dee Courage huet, fir dee Kraaftakt do ronnzebréngen.

Ech gesinn, datt d'Regierung ofwaart momentan an eigentlech op e Wonner hofft. Dat Wonner, wat dann, sou wéi vläicht 2006/2007 et geschitt ass duerch eng Reprise vun der Ekonomie, nämlech ganz schnell géif ganz vill Geld an d'Statskeese spullen.

D'Positioune vun de Sozialpartner leie jo wäit auserneen. Esou wäit auserneen, wéi eigentlech scho laang net méi. Wat doduerjer ze erklären ass, datt mer elo am Virfeld vun enger Tripartite sinn a jiddweree sech wëllt positionéieren. Mä wann ee sech jo awer déi Avisen zum Budget vum Joer 2010 esou ugelies huet, da mierke mer, datt do d'Positioune ganz wäit auserneeginn, datt se zum Deel diametral opposéiert sinn. An dat net nëmme bei deem, wat proposéiert gëtt ze maachen, mä och scho bei deem, wann d'Situatioun analyséiert gëtt.

D'Regierung huet bis ewell op jiddwer Fall keng konkret Virstellungen op den Dësch geluecht, keng Strategie definéiert a wëllt eigentlech dann tëschent deenen diametral opposéierte Virstellunge vun de Sozialpartner an der Tripartite d'nächst Joer vermëttelen.

Mir mengen awer, datt eng Regierung do ass fir ze regéieren an datt et net duergeet, sech als Médiateur am Land opzeféieren an ze kucken, datt herno op engem Kompromëss deen een e bësse kritt an deen aneren e bësse Recht kritt. Dat wär an dëser Situatioun op jiddwer Fall déi falsch Politik.

D'Regierung huet eng komfortabel Majoritéit hei an dësem Haus. Si brauch net ze fäerten, datt bei der éischter Propos, déi gemaach gëtt, se géif un d'Wackele kommen. Also waarde mer op ganz konkret Proposen.

Mir hu virun de Wahlen dorobber gewaart. Mir hunn no de Wahlen dorobber gewaart. Mir hu beim Budget 2010 dorobber gewaart a mir waarden an der alldeeglecher Politik dorobber. A bis ewell hu mer op jiddwer Fall nach näischt héieren.

Ech wollt och nach soen, datt mer net géint déi Tripartite do sinn. Mä eng Tripartite ass eng Zesummekunft vun dräi Partner. An zwee Partner hunn eigentlech hir Meenung definéiert a mir waarden op d'Meenung an d'Positioun vun deem drëtte Partner. Mir si jo net géint den Dialog a mir sinn och net géint e Kompromëss, wann et e gudde Kompromëss ass. Mir wären awer géint e Kompromëss, wann et just e faule Kompromëss wär. An duerfir hoffe mer eben, datt d'Regierung hir Ambitiounen endlech dann och ficeléiert a mat kloren Ambitiounen an déi Diskussiounen do erageet.

Wéi gesot, mir hu se net am Wahlprogramm erëmfonnt, mir hu se net am Koalitiounsaccord erëmfonnt. De Budget seet näischt, déi alldeeglech Politik seet näischt, an duerfir kënne mer eigentlech och dëse Budget hei net stëmmen als Demokratesch Partei.

Mir wäerten deem Budget eis Zoustëmmung net ginn, well mer nach wie vor dervun iwwerzeegt sinn, datt näischt maachen eigentlech déi schlechtste vun den Alternativen ass. An an dësem Budget gëtt näischt gemaach, gëtt näischt ugedeit a gëtt näischt virgeschloen, wat ee fir déi Joren duerno soll an d'A faassen.

Mir brauchen also och haut en Ëmsteieren, fir an den nächste Jore kënnen eng Ofwäertsspiral, wéi ech et genannt hunn, ze évitéieren, fir an den nächste Jore Steiererhéijunge kënnen ze évitéieren, fir an den nächste Joren eng Verschlechterung vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg kënnen ze évitéieren a fir eben der nächster Generatioun net just e Koup Schold ze hannerloossen. Fir der nächster Generatioun och nach den néidege Spillraum ze loossen, fir dann déi Problemer, déi op si wäerte waarden - an et wäerten och nach anerer op si waarden -, fir déi kënnen unzegoen. A fir dat ze maachen, brauche mer eng aner Politik wéi déi, déi dës Regierung wëllt maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Kolleegen aus der Regierung, fir d'éischt emol vun eiser Säit en opriichtege Merci un de Budgetsrapporteur Lucien Thiel, deen et fäerdeg bruecht huet, souwuel am schréftleche wéi och am mëndleche Rapport eis all Facettë vun der Problematik, déi mer an der Finanzéierung vun de Politiken an deenen nächste Joren hunn, virzeleeën. A virun allem et och fäerdeg bruecht huet, eis vun der Aufgab ze befreien, nach vill iwwer Zuelen ze schwätzen - all Zuele leien um Dësch -, duerch déi Aufgab, déi hie gemaach huet. Ech wäert dofir éischter eng politesch Appréciatioun gi vun deem, wat de Budget 2010 ass, mä virun allem och e Bléck geheien op dat, wat hannendrun op eis waart.

Mir deelen als Fraktioun mam Kolleeg Lucien Thiel déi stringent Beschreiwung vun der Finanzkris, déi en a sengem Rapport gemaach huet, als Kenner schounungslos opgewisen huet, wat an deene leschte Méint geschitt ass an där Finanzwelt. Mir deele mat him d'Noutwendegkeet - ech mengen, mir deelen déi mat alle Memberen aus der Finanzkommissioun - vu feste Gronddaten, vun engem Tableau de bord mat objektiven Zuelen, déi mer brauchen, fir méi Transparenz ze kréien; Konditioun, fir eng objektiv Debatt an deenen nächste Wochen a Méint hei am Land kënnen ze féieren.

Mir deele mat him d'Erausfuerderung vun der Noutwendegkeet vun enger weiderer Diversifizéierung vun eiser Ekonomie, den Erhalt vun eiser Kompetitivitéit, e wesentlecht Element, eng wesentlech Konditioun, fir méi Wuesstum a méi Aarbechtsplazen ze erreechen.

A mir deele mat him och d'Ofso un all iwwerdriwwe Scholdepolitik an dofir d'Noutwendegkeet, eng wuelbeduechten, koordinéiert an diskutéiert Spuerpolitik iwwer 2011, '12, '13 bis '14 ze maachen; Bedéngung fir zukünftege Spillraum fir déi zukünfteg Generatiounen, awer och virun allem fir nei Politik.

D'Zäit vun de Choixen ass also do, an d'sozialistesch Fraktioun wäert sech an deenen nächste Wochen a Méint konstruktiv un där Debatt bedeelegen. Mir si skeptesch - Här Thiel, Dir wousst, dass dat géif kommen -, mir si skeptesch, an Ärem schréftleche Rapport, zum Deel och an Äre mëndlechen Aussoen, wat déi allze negativ Beschreiwung vun dem État vun eisem Pensiounssystem ubelaangt.

Mir wëssen, an dat ass eng Aufgab, déi de Sozialminister säit zwee Joer amgaangen ass ze maachen - ech hoffen, dass jiddwereen dat matkritt huet -, mir wëssen, dass Handlungsbedarf do ass, awer d'Systemfro stellt sech net. Mir hunn all Grond, mir hunn all Argumenter, beim Ëmlageverfahren ze bleiwen. Mir hunn all Grond, beim Generatiounepakt ze bleiwen. Mir hunn all Grond, ze bauen, och an deenen nächste Joren, op e Pensiounssystem, deen op Solidaritéit baut.

Wann ech elo grad dem Kolleeg Claude Meisch nogelauschtert hunn, hunn ech dru geduecht, dass, wa mer viru Joren de Wee vun der DP a vun de Liberalen, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä europawäit gaange wären, fir méi Richtung Kapitaldeckungsverfahren ze goen, méi op Kapitaliséierung ze setzen, da wären och zu Lëtzebuerg, grad wéi an Amerika, dausende vu Renten duerch d'Finanzkris a Gefor geroden. Dann hätte mer vill méi soziale Misär nach, wéi mer es am Moment schonn hunn.

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- An zweetens si mer skeptesch…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dir laacht och nach iwwert de Misär vun deenen aneren!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sidd d'Resultat vun Ärer Politik, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Oh, mäi léiwen Här!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien. D'Leit soen lech Merci!

(Interruption)

M. le Président.- Elo huet ganz eleng den Här Lux hei d'Wuert!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oh! D'Regierung provozéiert eis!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir sinn och skeptesch, Här Thiel, mir soen dat ganz riicht eraus, och vis-à-vis vun aneren, déi déi Politik maachen, fir eng Politik ze maache vun der, ech nennen dat emol vun der Hofiérung vu Millionären a Milliar-

dären, déi emol fréier mam Begréff vum Monaco-Kapitalismus, haut heescht dat „high net worth individuals“, déi also déi Politik, an do hu mer bal philosophesch Problemer domadder eis virzestellen, dass een onbedéngt deenen, deenen et am beschte geet, déi déi meeschte Mëttel hunn, dass een deene Cadeaue muss nogeheien, fir ze investéieren a fir e Standuert erauszesichen.

Dat ass fir eis, an dat muss erlaabt sinn an enger politescher Debatt, déi mer déi nächst Wochen an Méint wäerte féieren, fir kloerzemaachen, dass mer fatalerweis déi virtuell Héichglanzwelt, déi domadder verbonnen ass an déi an deene leschte Wochen a Méint Schëffbroch weltwäit erlidden huet, dass mer net begeeschtert sinn; mä den Här Schiltz huet sech säit de Moie virgeholl, fir mer 100 Argumenter ze liwwere fir déi Politik. Ech hoffen, dass hien et fäerdeg bréngt, mech dovunner an deenen nächste Wochen ze iwwerzeegen. Et wäert jiddefalls bei esou engem Éisleker Klatzkapp, wéi ech ee sinn, ganz schwéier ginn, fir eis dovun ze iwwerzeegen, dass dat de richtege Wee ass.

Ech wëll e puer prinzipiell Agangsbemierkunge maachen. Déi Kris hannert der Kris, déi den Här Thiel beschriwwen huet a gesicht huet, huet fir eis nëmmen een Numm: Et ass d'Sozialkris. Si huet fir eis nëmmen een Numm, dat ass dee vun enger héijer Aarbechtslosegkeet, mat där mer dobausse konfrontéiert sinn. 14.000 Aarbechtsloser zu Lëtzebuerg; 35% méi wéi virun engem Joer. 22 an eng hallef Millioun Aarbechtsloser an Europa, an der EU; fënnef Millioune méi wéi virun engem Joer. An domadder verbonnen, forcément, sozial Ausgrenzung a soziale Misär.

D'Kris vun den öffentleche Finanzen, an dat wëll ech ganz däitlech soen, déi mécht eis Suergen. Awer mir sinn iwwerzeegt dovunner, dass mer an deenen nächste Wochen a Méint Äntwerte wäerte fannen. Mir gleewen drun, dass den Dialog, de Lëtzebuerger Modell et fäerdeg bréngt, och déi Suergen do ze iwwerwannen.

Déi sozial Kris awer, déi sech hannendru verstoppt, déi hëlt eis de Schlof. Well si wäert undaueren, si wäert déif Wonne schloen a si wäert bei ville Millioune Leit d'Vertrauen un d'Demokratie, souwuel déi politesch wéi och déi sozial Demokratie kaschten.

Bei enger weltwäiter Ëmfro, déi e kanadescht Institut virun e puer Woche gemaach huet a 29.000 Leit gefrot huet, ass erauskomm, dass nëmme méi 11% fannen, dass de Kapitalismus gutt funktionéiert. Et ass en déift Mësstrauen do, wat an deene leschte Méint geschloe ginn ass duerch d'Finanz- an duerch d'Wirtschaftskris, un där ze schaffen ass.

De Banke geet et jiddefalls generell an der Tëschenzäit erëm gutt, eenzelne souguer blendend. Villen, ganz ville Leit leider net, an ech mengen dofir bleift déi Maxime fir eis topaktuell, dass d'Mënschen hannert där Kris eis do interesséieren an dass d'Mënschen ze stäerken, virun allem an där Kris, eist Leitmotiv muss sinn.

Dofir ee konkrete Virschlag: Déi Debatten, déi mer elo nom 1. Januar 2010 ze féieren hunn iwwer eis öffentlech Finanzen, iwwer Haushaltskonsolidéierung hei am Parlament, mat de Sozialpartner, mussen onbedéngt de Raum bidden, iwwer 2010 eraus, fir weider un enger proaktiver Beschäftegungspolitik ze schaffen, fir derfir ze suergen, dass déi antizyklesch Wirtschafts- a Budgetspolitik, déi mer zesummen am Konsens décidéiert hunn, och positiv Beschäftegungseffekter huet.

D'Reform vun der ADEM, méi Personal an der ADEM, all déi Politiken do weiderdreiwen, an esou wéi meng zwee Virriedner och gesot hunn, an där Diskussioun däerf net vergiess ginn, dass d'Mëttelen, fir weider eng konsequent Politik vun der Qualifizéierung vun eise Leit, enger Ëmschoulung vun eise Leit, enger Weiderbildung vun de Mënschen dobaussen dozou musse gehéieren.

Dat däerf net nëmmen eng Debatt iwwer öffentlech Finanzen, dat däerf net nëmmen eng Debatt si vu Spueren. Et muss och eng Politik sinn, fir ze kucken, wou sinn nach Mängel do, un deene mer musse schaffen an un deene mer mussen investéieren.

Spuere jo, awer esou, dass et net weider mat méi Aarbechtslosegkeet verbonnen ass. Ech weess, dat ass eng ganz schmuel Gratwanderung, déi mer musse maachen, mä et ass déi Gratwanderung do, déi déi eigentlech Erausfuederung vun deenen nächste Wochen an Méint hei am Land wäert sinn.

Mir brauchen dobäi zwee Mots d'ordre: Optimismus a Voluntarismus. Optimismus, an dat ass gesot gi scho vum Kolleeg Schiltz, den Opschwong, deen ass do, en ass schwaach, en ass fragile, en ass eng zart, eng kleng Pflänzchen, oder wéi och ëmmer, mä all si sech driwwer eens - an et kann een et all Dag an den Zeitungen noliesen -, dass et erëm biergop geet. Wahrscheinlech eng V-Kris, nom V e schnellen Opschwong also. Méiglecherweis awer och eng a Form vun engem U, also eréischt an zwee, dräi Joer eng décidéiert Croissance. Onwahrscheinlech an der Tëschenzäit eng sougenannten L-Kris, also en Opschwong, deen eréischt no 2014 géif kommen.

An et gëtt Geforen, an den Här Schiltz huet der e puer opgezielt, et gëtt och Geforen, déi nach an der Tëschenzäit do sinn, zum Beispill déi, wann ee gesäit, dass een oppasse muss och op eng nei Bankekris, déi kéint kommen, wann ee gesäit, dass eleng an Däitschland duerch weider Ofschreiwunge vu sougenanntene Gëftpabeieren 100 bis 120 Milliarden Euro un Eegekapital vernicht kënne ginn. Ech hunn de Moien nach gelies, dass den Internationale Währungsfonds virgerechent huet, dass eréischt 50% vun alle Gëftpabeieren an der Tëschenzäit ofgeschriwwe sinn. Do läit also munch Potenzial vu weidere Krisenerscheinungen nach ëmmer drun.

Mir sollten eis och net - an ech mengen, och dat ass de Mëtteg schonn hei gesot ginn - um Erop an Erof vun der Bourse oder vun de Kapitalmäert festmaachen. Mir sollte gesinn, dass déi hir Leitfunktioun an der Tëschenzäit wäitgehend verluer hunn, genau wéi all déi selbstgenannten Experten, déi alles virausgesot hunn, just net dat, wat agetraff ass. An och déi, déi eis während Jore mat hirem Deregulëierungskredo gemengt hunn de Wee ze weisen, wéi mer eis Gesellschaft sollten opbauen. Gott sei Dank hu mer zu Lëtzebuerg a ville Politiken hei och nëmmen den absolute Minimum verfollegt an ëmgesat.

Dofir sollte mer méi op fundamentalen Entwécklungen an Iwwerzeegungen eis festmaachen, de Signaler vun der reeller Ekonomie weltwäit a virun allem an de Vereenegte Staten, a mir sollten och gesinn, dass en Accord zu Kopenhagen um Enn vun der nächster Woch d'Investitiounen am Beräich vun de gréngen Technologien, vun den erneierbaren Energien a villen anere Politiken kéint fräimaachen, Wuesstumsmäert kéint fräimaachen, déi och fir Lëtzebuerg a fir Europa ganz wesentlech kéinte sinn.

Ech hu gesot, Voluntarismus. Ech mengen, loosse mer emol festhalen, dass et eng grouss Leeschtung vun der Stategemeinschaft, och där aktiver Roll vun der EU a vum Euro ass, duerch politesch koordinéiert Handelen den Ofstuerz an eng global Depressioun ze verhënneren.

Dat léisst hoffen, an de Kolleeg Lucien Thiel huet a sengem schréftleche Rapport jiddefalls de Primat vun der Politik erëm ervirgehuewen. Et wär ze hoffen, dass d'Léiere vun deem, wat mer an deene leschte Méint op dëser Welt erlieft hunn, wierklech zu engem Primat féieren an och wierklech zu politeschen Décisiounen.

Elo gëtt däitlech - an ech mengen, dat muss ee kloer soen -, dass e staarke Stat gefrot ass, fir dobaussen derfir ze suergen, Regelen anzeféieren, ze korrigéieren, uerdnungspolitesch do ze handelen, wou et néideg ass.

D'Politik huet also gutt reagéiert. D'Fro ass och elo, ob se et fäerdeg bréngt, gutt ze agéieren. Also, ech soen et ganz kloer, well mer eis eppes musse bewosst sinn: De Bierger, de Steierzueler oder déi Beschäftegt dobausse wäerten net eng zweete Kéier einfach esou de Bockel dohinner hale fir eng Finanzwelt, déi ouni Moral an ouni Verantwortungsbewosstsinn nëmmen eleng fokusséiert ass op de schnelle Profit, op déi déck Bonien, op dat schnellt Geld. Wa mer d'Léieren net zéien aus deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass a firwat et geschitt ass, an dorauser politesch Décisiounen huelen nom Primat vun der Politik, deen den Här Thiel gären hätt, dann hu mer wierklech eng grouss Chance verpasst, derfir ze suergen, dass mer an Zukunft net nach eng Kéier esou iwwerrascht ginn.

Dofir mussen déi ugeduechte méi streng Regele schnell ëmgesat ginn, éier sech eng nei Kris ubahnt. Ech weess och, dass och dat, wéi vill aner Saachen, eng schmuel Gratwanderung ass tëschent op där enger Säit méi haarde Regelen, méi Reglementéierung engersäits, an op där anerer Säit enger Iwwerreglementéierung, déi och Wuesstum kéint kaschten. Mä déi Gratwanderung do musse mer versichen ze goen, fir dass mer, wéi den Här Köhler, de Bundespresident - ech hat e schonn eng Kéier hei zitéiert -, et genannt huet, d'Monster kënne bändegen a versiche Léieren ze zéien.

Also, méi Eegekapital, en Härtegrad vu Reglementéierung no dem Risiko vum Geschäft, Virschréfte bei kuerzfristeger Verschëldung, Moossnamen, och staatlecher, wéi se am Moment an Däitschland diskutéiert ginn, fir d'Kreditklemm, zum Beispill fir d'Betriber am Mëttelstand, ze erreechen. An dofir wär et och, mengen ech, gutt hei zu Lëtzebuerg vläicht Ufank d'nächst Joer emol erëm eng Kéier an enger Ronn mat den Entreprisen an de Banken ze kucken, wéi d'Situatioun sech hei zu Lëtzebuerg op deem Gebitt stellt.

Reglementéierung vun de Bonien; zum Beispill, wann ee gesäit, dass d'Besteierung vu Bonien a Groussbritannien an op villen anere Plaze ganz eeschthaft diskutéiert gëtt.

Mir sinn als LSAP-Fraktioun ausdrécklech der Meenung - an ech mengen, mir deelen dat mam Finanzminister -, dass eng Taxéierung vu Finanzgeschäfter komme muss. Dat kann net iwwer national Elenggäng goen. Awer dës Form vu Verursaacherprinzip, derfir ze suergen, dass deen, deen d'Schied - Milliarde Schied! - ugeriicht huet, och dofir muss riichtstoen, muss ëmgesat ginn.

Den FMI huet den Optrag kritt vum G20, fir bis den Abrëll, Mee vum nächste Joer konkret Virschléi op den Dësch ze leeën. Mir géifen d'Regierung encouragéieren, am europäesche Verbond derfir ze suergen, dass déi Regelen um europäeschen Niveau och schnell kënnen ëmgesat ginn.

Wann ee vu Voluntarismus schwätzt, da muss een och e Wuert iwwert d'Roll vum Stat soen. Wat hu mer eis an deene leschte Joren net alles missen ulauschteren? De Stat soll sech eraushalen aus allem. De Stat ass e schlechten Entrepreneur. De Stat als Aktionär ass e Klompfouss fir eenzel Entreprisen.

Ech ka mech am Ufank vun der leschter Legislaturperiod als Transportminister erënneren, dass an der Aviatioun, besonnesch och bei der Cargolux ëmmer de Message war: De Stat soll sech zréckhalen. En ass, fir weider nei Aktionären ze kréien, éischter negativ am Bild.

Ma ech mengen, dass déi Leit do alleguerte frou waren, dass an deene leschte Wochen a Méint ënnert de Fittiche vum Nohaltegkeetsminister derfir gesuergt ginn ass, d'Cargolux erëm op fest Been ze setzen. Et war d'aktiv Roll vum Stat, déi derfir gesuergt huet, dass dat méiglech war.

Déi Finanzkris huet also och munch ideologesch Debatten zu Enn gefouert. An déi liberal Ideologe vu gëschter gesinn dobäi ganz schlecht aus, woen zwar haut schonn erëm eng déck Lëps, fir eenzel Politiken ze verteidegen. Mä, mengen ech, wann een d'Léieren zitt aus deem, wat mer an deene leschte Méint erlieft hunn, muss een dat kloer festmaachen.

Voluntarismus heescht also, d'Kris als eng Chance ze verstoen an ze notzen; Léieren zéien, Handelen, dass d'Gemeinwohl eis iewescht Prioritéit bleift an d'Nohaltegkeet eis iewescht Maxime.

Eng lescht prinzipiell Bemierkung als Reaktioun op d'Ried vum Finanzminister de leschten Donneschdeg hei op dëser Plaz zum Budget, a virun allem seng Bemierkungen zum Sozialstat. D'Ausso vum Finanzminister, de Sozialstat wär kee Kleeschen a keng Kaskoversécherung huet eis natierlech hellhöreg gemaach, huet eis interpelléiert, well d'Sprooch heiansdo jo och verréit, wat een hannendrun dobäi denkt, wéi paternalistesch a wéi karitativ, wéi Almosepolitik een eenzel Saache gesäit.

An ech wollt d'Fro stellen: Vun der Kaskoversécherung, souwäit ech et gesinn, hunn an deene leschte Méint virun allem d'Banke profitéiert. Waren déi gemengt beim Finanzminister? Ech weess et net. A wat fir eng Cadeauen de Kleesche gemengt huet a wat fir eng Cadeauen dat a Wierklechkeet solle sinn, huet een och net esou richteg erausfonnt.

De Sozialstat ass an eisen Aen e Modell vu Rechter a vu Flichten. E verantwortlechen Ëmgank vu Ressourcen, finanziellen an natierlechen. Et ass de Generatiounevertrag an et ass Generatiounegerechtegkeet. Et ass Solidaritéit vu Staarke vis-à-vis vu Schwaachen a méi Schwaachen. Oder ass d'Kannergeld e Geschenk vum Kleeschen? Wunnengsbauhëllefen? Den RMG? Oder dat Lescht, wat ech esou kucken, dat vun de Chèque-servicen?

Wann ech gesinn, dass d'Kreditter vum Familljeministère an deem leschte Joer ëm 13% an d'Luucht gaange sinn, froen ech mech: Waren déi gemengt, wann ee vum Kleesche schwätzt?

Et kann een - an ech wëll dat och ganz däitlech soe bei deene Beispiller - dat alles do méi gerecht gestalten, awer et bleiwen an eisem sozial an human geprägte Modell Rechter, déi et ze diskutéieren an och dobausse mat de Leit ze dialogéiere gëllt.

An engem Moment, wou Amerika mat vill Méi, mat vill Krämpes versicht, eng universell Gesondheetsvirsuerg ze kréien, fir sech eisem méi humane Modell unzeschléissen, steet bei eis an deenen nächste Wochen a Méint an der Diskussioun net d'Aushielegung vum Sozialstat, net d'Aushielegung vu Sozialversécherungssystemer, mä d'Stäerkung, déi mëttel- a laangfristeg Stäerkung vun deene Systemer op der Dagesuerdnung a soss näischt.

(Interruption)

Wien also vum Kleesche schwätzt, muss dann och de Courage opbréngen, fir Beispiller ze nennen. Mir wäerten da vläicht an deenen nächste Wochen a Méint gesinn, iwwer wat mer dann do schwätzen. 2010 stinn do eng Rei vun Décisiounen un. Ech mengen, däers si mer eis bewosst a sinn och bereet, déi Diskussiounen do ze féieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Aschätzung zum Budget 2010, an doriwwer eraus eng Rei vu Remarquen.

Mir bekennen eis ausdrécklech zu där antizyklescher Ausriichtung vum Budget 2010. Dës Method ass zum honnerste Mol erkläert an diskutéiert ginn. Awer nach eng Kéier: Wa mi dobausse kollabéieren, wann de Wuesstum fält, wa Präisser falen an Opträg ewechbriechen, wann doropshin Aarbechtsplaze verschwannen, Betriber schléissen, d'Aarbechtslosegkeet an d'Luucht geet, dann ass et déi verdammte Flicht a Schëllegkeet vun der öffentlecher Hand, dergéintzehalen an dergéintzesteieren.

Dat war virun engem Joer op dëser Plaz Konsens. Dofir huet dës Majoritéit zesummen am Konsens Investitiounen héich gehalen, Konjunkturpaquete geschnürt, d'Finanzéierung vun der Kuerzaarbecht an iwwer honnert Entreprisen assuréiert, Bankerettungspläng virgeluecht, d'Kafkraaft vun de Bierger erhalen a souguer gefördert mat enger Rei vu Moossnamen um Enn vun der leschter Legislaturperiod, fir de Konsum ze festegen.

Gëtt et - an dat ass déi Fro, déi ech heibanne jiddwerengem stellen - a gouf et zu där och op EU-Niveau ofgeglichener Strategie iergendeng Alternativ? Ech soe ganz däitlech: Et gouf iwwerhaapt keng Alternativ! Dass dës Politik bei krisebedéngte Mannerrecetten a gläichzäiteg héijen Ausgaben, well mer dat esou wollten, d'öffentlech Finanze belaascht an Defizit a méi

eng héich Verscholdung bedeit, läit wuel op der Hand. Ech mengen, dat ass d'Logik selwer.

Awer eent och: All déi Moossnamen, déi geholl gi sinn, wäerten derfir suergen, an doriwwer si se sech alleguerten eens, dass d'Konjunktur belieft gëtt an dass mer méi schnell aus der Kris erauskommen.

An ech soen, de deux choses l'une: Virun engem Joer - erënneren ech mech hei - bei de Budgetsdebatten hu se alleguerten hei am héijen Haus Konjunkturpaquete gefuerdert. Si konnten net grouss an net ëmfaassend genuch sinn.

De Kolleeg Claude Meisch huet den 22. Abrëll 2009 hei gesot, hien hätt d'Impressioun wéi wann d'Regierung bei där Konjunkturbeliewung do hei géif mam Gaardeschlauch probéieren de Bëschbrand ze läschen. Den Här Meisch hätt also léiwer gären de ganze Pompjeeszuch gehat, fir zur Konjunkturbeliewung bäizedroen. De Gaardeschlauch ass him net duergaangen. E muss wëssen, an doriwwer soll en dann och net lamentéieren, dass esou eng Politik also deementspriechend och nach méi Defizit an nach méi Verschëldung mat sech bruecht hätt.

Et kann een net an der Politik an all Zuch sëtzen. An deem Zuch, dee gëschter no méi gejaut huet, an deem Zuch, deen haut lamentéiert, dass mer Defiziter hunn, an héchstwahrscheinlech, wa mer muer erëm méi Wuesstum hunn, da wäert e matdiskutéieren a warne virun enger Wuesstumseuphorie.

(Interruption)

Dat ass also, mengen ech, och eng Fro vu Kohärenz, déi een huet. An déiselwecht Inkohärenz, déi mer hei feststellen, muss een och ganz däitlech an den Avisë vun de Patronatschambere gesinn, déi net midd gi sinn, virun engem Joer vun der Politik ze verlaangen, am Bausecteur, an der Automobilbranche, am Commerce an op villen anere Gebidder derfir ze suergen, dass d'öffentlech Hand soll antizyklesch derfir suergen, dass Opträg géife kommen, an haut Säiten a Säite schreiwen iwwer héich Defiziter. De deux choses l'une! Ech mengen, et muss een hei och e bësse kohärent mat sech selwer sinn.

Ech géif och soen, dass bei der Verschëldung et vläicht noutwendeg ass, e bësse méi genau dohinner ze kucken. Net nëmme brauche mer den europäesche Verglach net ze scheien, wann ech gesinn, dass déi Zounahm vu 7% Verschëldung par rapport zum PIB op haut dëst Joer zu ronn 16% virun allem a bal ausschliesslech eisem Rettungsplang zugonschte vun der BGL an der Participatioun bei der BGL geschëllt ass.

Et muss een awer soen, dass dëst Geld net an de Sand gesat ass, ganz am Géigendeel. Den Aktiëpaquet bei der BGL sollt een dofir och net op d'Schnell fräisetzen. An et soll een derfir suergen, dass ee souwuel bei der industrieller Strategie, zum Beispill an der Form vun engem Plan de sortie, en A drop behält, wat an deenen nächste Joren do geschitt. Mä et ass och eng Dividend, op déi een net schonn 2010, mä 2011 oder `12 ka kucken.

Déi Garantiezomm bei der Dexia ass iwwregens och rémunéréiert a wäert, wann een dovun ausgeet haut, dass se net ugetaascht wäert ginn, och hei erëm eng Kéier zu Recettë féieren. Et ass also net auszeschléissen, dass de Stat Notznéisser en fin de compte - an ech mengen, dat kann een hoffen - vun esou enger Operatioun wäert sinn.

Mir brauchen elo, wéi gesot, virun allem e beliewend, e positiivt A op eisen Aarbechtsmaart. Eis Finanzplaz bleift och weiderhin en extrem wichtegt Standbeen vun eiser Ekonomie. Awer d'Zäiten, an deenen et net duergeet, fir Steier- a Souveränitéitsnischen auszenotzen, fir dat grousst Geschäft ze maachen, si mam Drock um Niveau vun der EU, dem Drock um Niveau vum G20, dem Drock um Niveau vun der OECD, mengen ech, an der Tëschenzäit eriwwer. An dat ass jiddwereen heibanne sech bewosst.

Wann eis Finanzplaz weider wëllt expandéieren a weider och wëllt deen Emploi kreéieren, da muss se sech wandelen, muss se sech weider vun enger Offshore- zu enger Onshore-Plaz wandelen, déi hir Aktivitéiten am Aklang mat der neier internationaler Finanzuerdnung och entwéckelt.

Dat gëllt virun allem fir de Private banking, wou net méi eleng op d'Bankgeheimnis ka gesat ginn, mä wou d'Qualitéit vun der Berodung, wou d'Déngschtleeschtung um Client vu muer mussen iwwerzeegen. Ausserdeem muss d'Finanzplaz weider diversifizéiert ginn.

Den Här Schiltz huet eng Rei vu Propositioune virdru schonn hei gemaach. Niewent den Investmentfongen an dem Private banking musse sécherlech Aktivitéiten am Beräich vun der Mikrofinanz, der Philanthropie oder de Beräicher vu sozialan ëmweltverträglechen Investments ausgebaut ginn.

Eng Zukunft, mengen ech, ass fir Lëtzebuerg och am Industrieberäich ze erreechen, wa mer et fäerdeg bréngen, och dat dobaussen am Aklang mat all deenen eenzelne Politiken an der Nohaltegkeet kënnen ze maachen. Et huet ee mat Intérêt a positiv gesinn, dass eng Etüd, déi de Fraunhofer-Institut virun e puer Woche virgeluecht huet, gewisen huet, dass haut nëmmen nach 7% géint 40% nach viru Joren - virun zwee Joer - vu Betriber d'Produktioune wëllen délocaliséieren, an eng Rei vun Entreprisen, déi délocaliséiert hunn, opgrond vun Argumenter, déi se haut gesinn, an Trëmp, déi se haut gesi bei eis, amgaange sinn och erëm zréckzekommen.

Ech hu gesot, drëttens, de Beräich vum Greentech duerch en Accord zu Kopenhagen. Ech denken och, dass de Logistikberäich mat deenen zéng Nischen an der Spezialiséierung, zum Beispill der Chaîne de froid, kann derfir suergen, dass hei nei Aktivitéite kënnen entstoen.

Mir sinn ze vill eleng, denken ech, fokusséiert op d'Exit-Strategie a gesinn net, dass an deem Budget 2010, dass dat keng Klammer, dass dat keng Parenthèse ass - wäit gefeelt -, mä dass an deem Pak vun Investitioune vun 2010 héich Investitiounen am Schoulberäich, am Spidolsecteur, an der Schinn, an der Strooss, héich Kreditter fir Famill, Fuerschung, héich Kreditter bei Energie- a Klimaschutz sinn. Dat si kloer Beschreiwunge fir en Zukunftsprojet, dee mer hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore wëlle goen.

E Standuert vu Liewensqualitéit, mä e Standuert virun allem och vu sozialer Kohesioun, vun engem Sozialstat, dee seng Aufgaben eescht hëlt, fir wirtschaftlech Entwécklung, kulturell Villfalt, Stäerkten a Chancen, Kompetenzen, déi eis Leit hunn.

Do sinn ech d'accord mam Kolleeg Claude Meisch, wann e seet, mir sollten net lamentéieren, mä mir sollten d'Äermel eropkrempelen an derfir suergen, aus där Kris do och eng Chance fir déi nächst Joren ze maachen.

Ech wëll e puer Bemierkungen zu eenzelne Politiken an deem Budget 2010 maachen. Deen éiwege Verweis - ech sot dat virdru scho bei der Aufgab, déi de Sozialminister amgaangen ass säit zwee Joer um Beispill vun der angehender Pensiounsreform ze maachen - op den héijen Undeel vun den Ausgaben aus der Sécurité sociale kënnt engem heiansdo verdächteg vir.

Et géif vill aner Politiken ginn, iwwert déi ee kéint schwätzen, mä et ass ëmmer nëmme mam Fanger ze weisen op déi Ausgaben um Niveau vun der Sécurité sociale. An och do soen ech bei der Fro vun der Selektivitéit, vun der Ofkier vun der Géisskanepolitik: Dat ass jo eppes, dat héiert ee säit Joren an dësem Haus.

Da géif ech emol gären eng Kéier héieren, dass ee Ross a Reiter nennt, dass ee ganz prezis seet, wat een dann dorënner versteet a wou een déi sozial Selektivitéit wëllt usetzen.

(Interruption)

Ech sot, ech géif an deenen nächste Wochen nom 1. Januar endlech gären héiere vun alle Fraktiounen hei, wat mer ënnert där sozialer Selektivitéit verstinn.

Ech wëll bei de Rente soen an och bei de Krankekeese soen oder bei der Gesondheetskeess soen - wéi een et elo muss soen; entschëllegt, Här Minister -: säit 30 Joer stabil Rentebäiträg hei zu Lëtzebuerg. Säit 30 Joer stabil Rentebäiträg zu Lëtzebuerg! Héich Reserven an enger Zuel vun néng Milliarden Euro.

Wann d'Banque centrale och eng Rei vu Warnungen ausgeriicht huet, sech iwwregens an hirem Calcul e besse gëiert hunn, mä wann een d'Zuele gesäit vun der IGSS, déi virgeluecht ginn, déi weisen, dass mer bei engem Wuesstum vun 2,2% an deenen nächste Joren a bei engem Emploi, deen ëm en hallwe Prozent géif an d'Luucht goen, wat also eng trotz allem virsiichteg Attitüd ass, dass mer do bis 2030 wäerte fueren iwwert der Limite vun der annerhallefmol Joresreserv, déi mer hunn, da weist dat, dass mer hei par rapport zu all deenen - zu Däitschland, déi Reserven hu vun dräi Wochen -, dass mer hei…

(Interruption)

Ech hunn am Ufank scho gesot, wann Der nogelauschtert hätt, dass mer Handlungsbedarf hunn. An ech wäert dat och nach eng Kéier soen.

…mä dass een awer och hei net alles soll esou schlechtrieden an net gesinn, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, mat de Bäiträg vum Stat, mat de Bäiträg vun de Beitragszahler a vun den Entreprisen eppes opzeriichten, wat sech weise léisst, a wou mer am Moment nach eng Situatioun hunn, wou mer un eenzelne Schrauwe kënnen dréinen - déi 15, 16 Schrauwen, déi virgeluecht sinn -, fir a rouegen Dicher, ouni dass hei eng Katastroph bevirsteet, dat kënnen ze maachen.

An ech soen dat och: Wann een emol eng Kéier de Versuch mécht, fir déi sozial Lounniewekäschte vun de Länner ronderëm eis - Rentebäiträg a Krankekeesebäiträg - niewenteneen ze leeën,…

- **Une voix**.- Richteg!
- **M. Lucien Lux** *(LSAP)*.- Haalt dach op, ze lamentéieren iwwert d'Situatioun zu Lëtzebuerg a leet Iech emol eng Kéier d'Zuele vir, wéi vill dass Bäiträg musse bezuelt gi fir d'Renten a fir d'Krankekeesen an eisen Nopeschlänner niewendrun, fir ze mierken, dass mir dach an enger Situatioun sinn, wou mer mat roueger Hand an deenen nächste Wochen a Méint mat de Sozialpartner, mat der Chamber kënnen diskutéieren, fir eenzel Saachen unzepassen, fir zur Stäerkung vun de Sozialversécherungssystemer - net zur Aushielegung vun de Leeschtunge vun de Sozialversécherungen! - kënne bäizedroen.

Ech soen och um Niveau vun de Krankekeesen oder vun der Gesondheetskeess, wann ech gesinn, dass an deene leschten 30 Joer… Lauschtert gutt no: An deene leschten 30 Joer sinn zu Lëtzebuerg d'Krankekeessbäiträg ëm 0,9% an d'Luucht gaangen. Gitt emol iergendwou ronderëm kucken, ob nach anerer et fäerdeg bruecht hunn, op déi dote solidaresch Aart a Weis derfir ze suergen, gesond Sozialversécherungssystemer ze hunn.

A wann ech gesinn, dass gläichzäiteg an deene leschte fënnef Joer déi Krankekeessbäiträg stabil bliwwe sinn, dass souguer déi vun der Onfallversécherung zréckgaange sinn ëm 0,35%, da weist dat, mengen ech, dass mer hei eng gutt Situatioun hunn, wou ee soll ophalen dobaussen ze lamentéieren an de Leit Saachen ze zielen, déi net richteg sinn.

Eng zweet Bemierkung wëll ech zur Mobilitéit maachen. Et ass schued, dass souwuel de Kolleeg Paul Helminger huet misse fortgoe wéi och den Nohaltegkeetsminister. Mä ech mengen, dat kann een nohuelen.

Ech wëll eng Bemierkung zur Mobilitéit maachen. De groussen Acquis vun der leschter Legislaturperiod, de groussen Acquis war deen, dass mer endlech e breede Konsens am Mobilitéitskonzept fonnt hunn am Konzept vum mobil 2020; ofgemaach mat der Stater Gemeng a mam Schäfferot a mat villen aneren och hei an dëser Chamber.

Endlech hate mer eng kloer Linn iwwert dat, wat mer wéilte maachen, endlech konkret Realiséierung, endlech substanziell méi Geld an d'Schinn investéiert wéi an d'Strooss. Eis Mobilitéitsproblematik - an och do sollte mer ophalen, eis Märercher ze zielen dobaussen - ass nëmmen an eng entscheedend Trendwend ze kréien, wa mer deen „modal split" vu 25/75, deen ugeduecht war scho beim IVL, fir den öffentlechen Transport fäerdeg bréngen.

Mir kënnen esou vill Stroossen niewentenee bauen, mir kënne bei all Duerf ee Contournement lénks, ee Contournement riets, en Tunnel ënnendrënner an eng Bréck uewendriwwer bauen. Dat wäert eis Mobilitéitsproblemer net léisen, wa mer net eng wierklech Trendwend hin zum öffentlechen Transport wäerte kréien. An ech mengen, do däerf een net fackelen an där Politik, déi dofir och an deenen nächste Jore muss gemaach ginn.

Awer et ass wierklech eng Sënn, an ech soen et esou, wéi ech et denken, et ass eng Sënn, wann een an dësem Moment dat Konzept, wat mer eis ofgemaach hunn, zerriet an eegennëtzeg hei agéiert.

(Interruptions diverses)

Ech halen duerfir de Virschlag, dee leschte Virschlag, deen de Stater Buergermeeschter, ech weess net, am Numm vum Schäfferot oder a sengem eegenen Numm gemaach huet - ech weess et net, dat kann den Här Bausch eis vläicht herno direkt beäntwerten -, mä dee Virschlag, dee gemaach ginn ass, halen ech fir héchst zweifelhaft.

Et mag fir d'Stad, egoistesch gesinn, Sënn maachen, fir d'Streck, déi mer amgaange sinn ze bauen, déi Eisebunnsstreck vun der Gare iwwert de Findel op de Kierchbierg, op Äis ze leeën an déi Suen ze huelen a se ze investéieren an d'Gare centrale an derfir ze suergen, dass een dee Quartier do kann développéieren. An et mag och, egoistesch gesinn, Sënn maache fir d'Stad, fir derfir ze suergen, dass den Tram nëmme fiert vun der Gare iwwert de Kierchbierg bis op de Findel an do ophält.

Dat mag fir d'Stad Sënn maachen. Ech soen awer, dass all Partner sech an deene leschte véier Joer eens waren, dass den Désenclavement vun der Gare centrale, do, wou mer wierklech extrem grouss Potenzialproblemer hunn, dass deen Désenclavement fir eis alleguer e wichtegen Deel war, fir d'Konzept esou ze strécken, dass kee Lach däerf entstoen tëschent dem Findel an der Gare centrale, wou näischt méi steet, weder Tramsstreck nach Eisebunnsstreck, well dat dat nationaalt Konzept a Gefor bréngt a wierklech hypothekéiert.

Duerfir mengen ech, géif et héich Zäit ginn, derfir ze suergen, dass een zu deem eigentleche Konzept erëmkënnt an dass een déi Verhandlungen tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg iwwert d'Finanzéierung vum Tramsprojet esou schnell wéi méiglech zu Enn bréngt, fir do - wéi den Innenminister géif soen - endlech Neel mat Käpp ze maachen an derfir ze suergen, dass mer weiderkommen.

Ech wëll eng drëtt Bemierkung maachen zu deem Budget, iwwert dat, wat noutwendeg ass zu Kopenhagen. Säit gëschter sinn dausenden Delegéierten amgaangen, zu Kopenhagen ze diskutéieren. Mir brauchen zu Kopenhagen, och wa mer keen Nofolgeregime fir de Kyoto-Protokoll fäerdeg bréngen, global a virun allem kontinental Reduzéierungsziler an eng konkret Finanzarchitektur, wou d'Verantwortung vun den Industrienatioune par rapport virun allem zu deene mat Mëttele schwaache Länner - technologesch an och finanziell schwaache Länner - ka féieren.

Vläicht ass déi wichtegst Décisioun an deene leschte Stonnen an Amerika gefall, déi wichtegst Décisioun, fir zu engem Accord ze kommen, nämlech déi, dass d'Energie- an Ëmweltagence an Amerika décidéiert huet, fir d'Treibhausgasen als gesondheetsgefährdend anzestufen an domadder no engem alen „act" dem President d'Méiglechkeet ze ginn, fir bei den CO_2-Emissioune selwer ze regléieren, sou dass en net de Kongress brauch, fir dat ze maachen.

Ech mengen, dat hëlt eng ganz schwéier Hypothéik ewech, fir zu engem Accord ze kommen. Mä ech mengen, dass mer duerno, no der Konferenz, no Kopenhagen, och schnell national musse reagéieren.

Deen éischten Aktiounsplang vun 2006 ass esou gutt wéi opgeschafft. D'Reduzéierung,

déi mer fäerdeg bruecht hunn 2008 ëm -5,2%, ass e klengen Hoffnungsschimmer, mä trotzdeem en Usaz, un deem mer weider musse schaffen. Mir brauchen also ganz schnell am Ufank 2010 eng Diskussioun iwwer en zweeten Aktiounsplang, fir derfir ze suergen, den Trend do ze stäerken a Courage och an deem Zesummenhang do ze weisen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll bei der Aschätzung vun der finanzieller Situatioun vun eisem Land net laang ronderëmrieden. Tatsaach ass, mir hu bei manner Recetten a gewollt héijen Ausgaben e Problem. De Verweis op aner Länner hëlleft eis do net weider - och, wa Lëtzebuerg 2010 mat enger Schold, mat engem Endettement vun 19% géigeniwwer tëschent 70 an 80% an der Eurozon nach relativ gutt dosteet.

Mir gesinn, an dat ass vum Här Meisch hei gesot ginn, krass ënnerschiddlech Interpretatioune bei de Sozialpartner. Dat ass awer net verwonnerenswäert, wann ee gesäit, dass mer virun enger Tripartite sinn, wou amgaangen ass eng Kuliss opgebaut ze ginn, wou jiddweree seng Argumenter op den Dësch leet. Ech mengen, och déi Verschätzungen, déi mer bei den Experte gesinn, hëllefen eis do net weider.

Ech wëll fir d'LSAP-Fraktioun, Här Schiltz, e puer Punkte soen, déi fir eis wichteg sinn an deenen nächste Wochen a Méint.

Une voix.- Ah!

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Éischtens, mir wäerten, an dat hunn ech schonn am Ufank gesot, um Spueren net derlaanschtkommen. Dat gëtt och eng Chance, sech ze konzentréieren op dat Wesentlecht. All Ausgabe mussen no hirem Notzen an no hirer Nohaltegkeet gepréift ginn, a si mussen och esou sinn, dass se der Beschäftegung kënnen hëllefen.

Ech denken, dass Iddien, iwwert déi laang diskutéiert ginn ass hei, fir zum Beispill derfir ze suergen, dass ee bei deenen eenzelne Ressorten eng linéaire Kierzung vun hire Budgeten virhëlt, mä hinnen awer d'Méiglechkeet gëtt, innerhalb vun deene Budgete méi grouss Autonomie ze hunn, fir mat deem Geld ze schaffen, schonn eng Iddi wär, déi ee relativ schnell kéint upaken an dorauser eppes maachen.

Déi staatlech Gouvernance ze verbesseren, d'Effizienz vun eenzelnen öffentlechen Déngschter ze verbesseren, bleift dobäi eng Aufgab. D'Motivatioun an d'Weiderbildung vun den öffentleche Beamten ze förderen an ze assuréieren.

Zweetens, de Wee an eng Scholdefal ass en Ierwee, an Dir wäert eis net gesinn, dee Wee wëlle matzegoen. Eng Verscholdung vun iwwer enger Fourchette vun 30, 40% vum PIB ass net wënschenswäert - och wa 60% innerhalb vun de Maastrichter Kritären erlaabt sinn. A beim Defizit ass en Zil mëttel- a laangfristeg vu plus/minus 1% fir eis an der Rei. Mir brauchen eng Politik an deenen nächste Wochen a Méint, déi och deenen zukünftege Generatiounen Handlungsspillraum fir hir Aspiratiounen a fir nei Politike léisst.

Drëttens, et däerf bei der Diskussioun, déi elo ugeet, keng Tabue ginn. Weder bei den Ausgaben nach bei de Recetten. Awer et muss gëllen - an do ënnerschreiwe mer gären dat, wat de Lucien Thiel eis virgewisen huet -, dass een, mengen ech, kohärent fir d'éischt ufänkt ze kucken, wou ee spuere kann, dass een iwwert d'Investitioune schwätzt - ech wëll nach e Wuert dozou soen - an dass een dann och iwwer nei Recettë ka schwätzen, dass mer haut, an dat soen ech, dat ass vläicht deen éischte Virschlag, deen da gemaach gëtt bei de Recetten, dass mer laanscht eng Augmentatioun vun der Solidaritéitssteier net wäerte kommen.

Dat wäert jo wuel heibanne keen dobaussen iergendengem beim Patt wëllen erzielen. Wann ee gesäit, wéi d'Dépensen am Fonds pour l'Emploi sech entwéckelen, ass dat e gerechte Wee, derfir ze suergen, zu neie Recetten ze kommen.

Ech wëll iwwregens, well ech d'Gefill hat, dass den Här Schiltz, wéi e laang iwwert d'Erëmaféierung vun der Verméigenssteier geschwat huet, ech wëll dann als Porteparole vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit iwwregens hei soen, dass den Här Schmit dementéiert huet, um Kongress vum OGB-L dat Wuert Verméigenssteier iwwerhaapt an de Mond geholl ze hunn.

(Interruption)

Et ass also iwwerhaapt net proposéiert ginn, mä de Verweis, deen den Nicolas Schmit op deem Kongress gemaach huet, op en Artikel aus der „Financial Times", deen zur Konklusioun komm ass, dass ee wuel an engem Moment, wou mer haut stinn an den öffentleche Finanzen, och däerf iwwer nei Recettë bei de Steieren diskutéieren, dee wäert wuel erlaabt sinn. Ech mengen, dass jiddwereen deen ënnerschreift. Mä d'Verméigenssteier ass als Méiglechkeet do net genannt ginn, an et ass iwwregens och haut net Programmatik vun der LSAP an e Virschlag, dee mer géife maachen.

(Interruption)

Une voix.- Dat heescht am Fong, wann déi Steier kënnt, dann ass dat der „Financial Times" hir Schold, oder wéi?

M. le Président.- Wann Der gär dem Här Lux eng Fro stellt, da frot hei d'Wuert. Ech mengen, mir kënnen hei net duerjeneeschwätzen. Här Lux, fuert emol virun!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Wësst Der, kuckt Iech emol eng Kéier den Owend um Internet all déi Länner un, déi eng Verméigenssteier hunn. Da stellt Iech d'Fro, ob dat lauter sozialistesch Héichbuerge sinn an esou virun, fir vläicht méi roueg a méi moderat mat der Fro do ëmzegoen.

(Interruption)

Méi roueg domadder ëmzegoen. Et muss och, wa mer iwwer nei Recetten diskutéieren a wa mer iwwer sozial Selektivitéit diskutéieren - dat ass dat Eenzegt, wat mer heibanne kloer wäerte maachen -, gerecht zougoen, an et muss nom Prinzip zougoen, dass breet Schëllere méi droe kënne wéi schmuel Schëllere kënnen droen.

Et muss kloer sinn, dass d'Balance tëschent de Steiere vun de Bierger dobaussen an de Betriber, dass déi Balance muss vermëttelbar bleiwen, dass eng gerecht Belaaschtung vun de Mëttelschichte muss gewahrt bleiwen, déi oft déi sinn, déi musse bedalen an net vu soziale Mesuren a vu sozialen Hëllefe kënne profitéieren.

Ech mengen, et ass och ze diskutéieren, ob nei Laaschten, déi mer diskutéieren, ob déi och temporär kënne sinn an un d'Dauer an den Ëmfang vun der Kris kënne gekoppelt sinn.

Ech mengen, dass heibäi och de Prinzip fir déi, déi an deenen nächsten Deeg op Kopenhagen wäerte fueren - heibanne sinn der jo eng Rei, déi dat wäerte maachen -, dass de Prinzip vun der Nohaltegkeet, der Noutwendegkeet an dësen Zäite vu Klima a vun Ëmweltkris - et huet een net Zäit, fir méi laang ze schwätzen - och, mengen ech, dee Kritär do vun enger grousser Wichtegkeet muss sinn.

Mir sinn eis heibannen, Här Schiltz, doriwwer eens, dass dee Kurs eraus aus der antizyklescher Politik kee Crash-Kursus ka sinn, dass mer och dat mat Bedarf musse maachen an dass mer wéi gesot och hei mussen derfir suergen, dass all Effizienz an dass d'Beschäftegungskompatibilitéit vun de Moossname muss gi sinn.

Ech wëll - véiertens - soen, dass bei den Investitioune mer net dee Wee wëlle goen, wéi mer en hei emol am September beim Dépôt vum Budget héieren hunn, fir ze soen: „Mir hunn elo 1,8 Milliarden Investitiounen. Mir setzen dat einfach blann elo erof op 1,4."

Mir mengen, dass een deen ëmgedréinte Wee muss goen, dass ee sech déi nächst Wochen a Méint muss Zäit huelen, fir ze kucken, wat an den Investitioune bis 2014 noutwendeg ass, fir de Standuert an d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze assuréieren, wéi et méiglech ass, méi bëlleg ze bauen, wéi et méiglech ass, fir derfir ze suergen, dass bei der Ëmsetzung et besser geet.

Ech mengen, dass dat an eenzelne Beräicher - den Transportberäich ass een dovunner, de Schoulberäich ass een dovunner -, dass et eng ganz Rei vu Beräicher gëtt, wou een dat muss maachen.

A fënneftens a leschtens, d'Method, wéi mer dat an deenen nächste Wochen a Méint maachen, muss déi sinn, dass mer kloer Virgabe mussen hunn. Mir ënnerstëtzen dee Souci, deen de President vun eiser Finanzkommissioun an deene leschte Wochen an all Sitzung bal ausgedréckt huet, dass mer dee kloren, objektiven Tableau de bord brauchen, wou all Partner dobaussen ënnerschreiwen, fir ze soen, dat doten ass d'Situatioun a keng aner, fir dass mer net iwwer Zuele musse wochelaang diskutéieren, wiem seng Zuelen dann elo déi richteg Zuele sinn.

Ech mengen, dass mer deen Tableau de bord brauchen, fir dass mer e konsensfäegt Spuerzil vun 2011 bis 2014 kënnen ofmaachen. A mir brauchen natierlech d'Verhandlungen dobausse mat de Sozialpartner.

Ech halen et, Här Meisch, wierklech net fir en negative Punkt, dass eng Regierung an dass eng Majoritéit sech virhëlt nom Modell Lëtzebuerg, deen Är Partei an de 70er Joren awer maßgeblech och mat beaflosst huet, dass se sech d'Aufgab virhëlt, an deenen nächste Wochen a Méint sech nach Zäit ze ginn, fir mat de Sozialpartner, déi dobaussen, mengen ech, d'Forces vives vun der Natioun duerstellen, zu enger Eenegung ze kommen, Antagonismen an ënnerschiddlech Intérêten zesummen auszegläichen, fir zu enger Politik ze kommen, hannert där sech d'Leit kënne gesinn.

An ech mengen och, dass mer alleguerten, wéi mer heibanne sinn, an deenen nächste Wochen a Méint mussen de Staf huelen an an d'Land mussen erausgoen an an de Versammlunge mat de Bierger iwwer eis Situatioun diskutéieren a mat de Bierger, mat den…

(Interruption)

Herrgott nach emol!

Une voix.- Hutt Dir keng Positioun als Sozialisten?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Also wierklech! Ech mengen, Dir hutt net nogelauschtert. Dir rennt déi ganzen Zäit ronderëm an da kommt Der heihin an da jäizt Der erëm.

La même voix.- Jo, jo.

(Hilarité générale)

Une voix.- Dir jäizt eng hallef Stonn!

Une autre voix.- Dir jäizt eng hallef Stonn, Dir hutt nach näischt gesot!

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech mengen also, dass et noutwendeg ass, fir derfir ze suergen, dass mer dobausse mat de Leit deen Dialog do sichen och iwwert déi Moossnamen, déi mer eraushuelen, fir beim Débat iwwert den État de la nation dann zu enger Konklusioun ze kommen.

Et kënnt also an deenen nächste Méint a Joren - ofschléissend an als Konklusioun - op folgend fënnef Politikziler un:

1) Esou wéi et hei virdru scho gesot ginn ass, Mënsche stäerken, Beschäftegung förderen, fir sozial Kohesioun suergen. Dat ass de gesellschaftleche Choix, bei deem mir net ee Millimeter wäerte wackelen an deenen nächste Wochen a Méint.

2) Op Bildung, Qualifizéierung, op Fuerschung an op eis Universitéit setzen.

3) Déi Banken- a Finanzwelt reglementéieren, de Monster zähmen, op Realekonomie an net op Monaco- oder Dubai-Kapitalismus setzen, well dat an eisen Aen en Ierwee ass.

4) De Standuert Lëtzebuerg nohalteg stäerken, d'Infrastrukturen ausbauen, Energie spueren a Klimaschutz och national konkretiséieren.

5) De Budget zur Politikgestaltung notzen, fir gesond Parameteren hei erëm suergen, gerecht Léisunge sichen am Dialog, a fir déi zukünfteg Generatiounen och näischt verbauen.

Ab dem 1. Januar, mengen ech, musse mer déi Aarbecht do upaken, se am Dialog upaken, a fir dat ze erreechen, brauche mer e selbstbewossten an tatkräftegen Optimismus.

Un dëser Grondhaltung steet eisen Avis zu deem Budget 2010 an un där Grondhaltung do wäerte mer Jo soen zu deem Budget 2010, wa mer da muer doriwwer ofstëmmen, an zu där Grondhaltung wäerte mer och an deenen nächste Wochen a Méint fir d'Problemer doriwwer eraus suergen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Lux Merci. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt, fir unzefänken, dem Rapporteur Merci ze soe fir säin ausgiebege schréftleche Rapport, wou eigentlech d'Zuelematerial op eng zimlech gutt Aart a Weis analytesch erëmbruecht ginn ass. Ech wäert duerfir, genau wéi hien och oder aner Kolleegen haut de Mëtteg, Iech net bombardéiere mat Zuelen. Déi stinn an deem Rapport dran. Un deenen ass eigentlech och vum Fong hier, wat d'Zuelematerial ubelaangt, näischt auszesetzen.

Ech wäert profitéiere vun där Budgetsried hei, fir méi eng fundamental Kritik ze maachen engersäits, an awer och en Ausbléck ze maachen iwwert d'Budgetsjoer 2010 eraus, well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech war nach ni der Meenung, datt et Sënn géif maache bei engem Budget, deen een diskutéiert, nëmme sech op ee Joer ze bezéien, well dat eigentlech e falscht Bild ofgëtt iwwert de generellen Zoustand vum Land, wann een iwwert dat wichtegst Gesetz vum Joer diskutéiert, nämlech de Budget, mä dëst Joer fannen ech et desto méi wichteg, datt een iwwert den Tellerrand vum Joer 2010 erauskuckt a sech wéi gesot net beschränkt nëmmen op d'Zuele vun 2010 an e Bléck werft och op déi nächst Joren duerno.

Well wa mer eppes de Moment net brauchen, dann ass et Kuerzsiichtegkeet, well Kuerzsiichtegkeet géif eis ganz séier an déi nächst Mauer eraféieren.

Mir hunn et ze dinn entre-temps mat enger Wirtschafts- a Finanzkris, déi dramatesch Ausmoossen ugeholl huet, an déi kann een net klengrieden - och, wann een dobausse gär e bëssen Tendenz huet, fir da bei där viller Dramatik awer ze mengen, et misst een Optimismus verspreeën.

Wann ee kuckt, wat geschitt ass zënter 2008 a wat nach ëmmer amgaangen ass ze geschéien, da muss een einfach sech mat där haarder Realitéit, mat där mer haut konfrontéiert sinn, ausenanersetzen.

Mir haten 2007 e Wuesstum vu 6,5%. Mir si vun 2007 op dann elo Enn 2009, wou mer genau wäerte landen, wësse mer nach net, loosse mer soen tëschent -3,6 a -3,9% Wuesstum ukomm. Dat heescht, bannent emol net zwee Joer ass eise Wirtschaftswuesstum ëm 10,1% erofgefall. 10,1%, dat ass en enorme Chiffer!

Zur Erënnerung: 2000 bis 2003 hate mer jo och eng Wirtschaftskris, an zwar duerch déi sougenannten Internet-Bulle, déi geplatzt ass. 2000 hate mer dat Joer mat deem héchste Wirtschaftswuesstum an der Nokrichszäit - souguer 2007 ass net dovu getopt ginn ,- nämlech 9%. Mir sinn du vun 9% am Joer 2000 op 2% am Joer 2001 ofgesackt. Dat sinn och 7%, mä éischtens ass dozou ze soen, et sinn net 10%, a virun allem ass awer ze soen: Mir waren nach ëmmer am positive Wuesstum. Par contre si mer elo ganz staark am negative Wuesstum.

Wat virun allem och ganz problematesch ass, dat ass, datt déi Kris, déi mer haten 2001 bis 2003, datt mer eng Talfahrt gemaach hunn an duerno ganz rapid erëm eropgaange sinn. Dat heescht, datt mer ab 2004 erëm ganz rapid geklomme sinn, d'Ekonomie gewuess ass, eise Wuesstum och, eise PIB immens séier eropgaangen ass, fir eben op den Niveau vu 6,5% erëm am Joer 2007 ze kommen. Et ass also rapid erofgaangen a gradesou rapid erëm eropgaangen.

Dat huet natierlech dozou gefouert, datt déi Regierung, déi 2004 ugetratt ass, déi nach am Fong an der Logik war deemools vun där Kris, déi 2001 ugefaangen huet, a sech och erwaart huet deemools, datt de

Risiko géif bestoen, datt déi Kris net esou séier géif op en Enn goen an donc d'Statsfinanzen och deemools hätte kënnen zolidd nach méi abriechen, dunn ugefaangen huet, an enger Tripartite mat de Sozialpartner ze négocéieren, fir d'Statsfinanzen erëm an den Équiliber ze bréngen, während deene Verhandlungen natierlech de Wuesstum erëm gestiegen ass mam Héichpunkt vu wéi gesot bal 7% am Joer 2007, datt dann eigentlech den Accord ofgeschloss ginn ass mat de Sozialpartner zu engem Zäitpunkt, wou mer schonn erëm massiv op der positiver Wuesstumskurv waren.

Mir hunn awer dës Kéier eng Situatioun, déi eiser Meenung no ganz aneschters ass, well mer riskéieren net nëmmen e luesen Opstieg ze kréien, mä mer riskéieren och nach ëmmer Réckschléi ze kréien. Wann ee kuckt, eleng wat vun Noriichte komm ass an deene leschten Deeg - déi nach net ausgestane sinn, och nach ëmmer par rapport zum Finanzsecteur -, da muss een einfach der Realitéit an d'Ae kucken a soen, et sinn nach ëmmer grouss Risiken do, datt mer en zolitte Réckschlag kënne kréien um wirtschaftlechen Niveau.

Mä virun allem ass et awer och esou, datt, wéi gesot, de Wuesstum vill méi lues wäert ugekuerbelt ginn, a virun allem riskéiere mer, an dovunner si mer awer entre-temps iwwerzeegt - wann een e bësselche kuckt, wéi eis wirtschaftlech Struktur opgebaut ass a mat wat fir enge Problemer mer och elo no der Kris nach wäerte konfrontéiert ginn -, datt mer net méi esou séier wäerten, oder iwwerhaapt erëm wäerten eng Kéier op en Niveau kommen, wéi mer en zum Beispill 2007 haten, wou mer largement iwwert dem Duerchschnëtt louche vu Wuesstum vun deenen aneren europäesche Länner, dat heescht a Beräicher vu fënnef, sechs a siwe Prozent.

Dat heescht am Kloertext, un dat, wouru mer eis gewinnt haten tëschent 1995 an 2007, nämlech mat enger Moyenne vu Wuesstum vu véier Prozent, an och deementspriechend natierlech exceptionnel héije Recettë fir de Stat, mat deenen Zäite wäert et emol mindestens fir déi nächst Joren eriwwer sinn. Dat heescht, mer wäerten eis éischter apendele bei engem Wirtschaftswuesstum, deen, wann et da gutt geet, tëschent 1,5 an zwee Prozent, vläicht och emol 2,5 Prozent sech wäert apendelen, an an der Moyenne wäerte mer op alle Fall net méi wéi véier Prozent erreechen.

Wann ee meng lescht Budgetsrieden déi lescht zéng Joer nogelies huet, da sinn ech och net midd ginn, am Numm vu menger Fraktioun dat nämlecht ze soen, nämlech ze erklären, datt mer eigentlech hei zu Lëtzebuerg op enger Wolke sieben géife schwiewen, nämlech ze menge mir kënnten - géint all Logik, déi et an de Wirtschaftsbicher gëtt - éiweg mat enger Moyenne vu véier Prozent rechnen, obschonn de Rescht vun der Europäescher Unioun eng Moyenne hat bei een, zwee Prozent, an déi nach domadder natierlech schrecklech zefridde sinn, well zwee Prozent Wuesstum vum PIB, dat ass emol nach guer keng schlecht Situatioun, wéi mer jo elo konnte feststellen 2009.

Mä op alle Fall ass et net méi eng Moyenne vu véier Prozent, an deementspriechend ass et och kloer, datt mer beim Stat, esougutt bei de Recettë wéi bei den Dépensen, mä virun allem bei den Dépensë mussen oppassen, well mer haten eis an eng Logik erabeginn, datt mer eis Dépensen opgebaut hunn op e Wuesstum mat enger Moyenne vu véier Prozent. An ech kommen nach op e puer Punkten ze schwätzen, op wat dat Auswierkunge wäert hunn.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

De gréisste Reproche, deen déi gréng deene leschte Regierunge maachen, déi tëschent 1995 an 2007 um Pouvoir waren, dat ass - an dat hu mer och méi wéi eng Kéier hei gesot, a méi wéi eng Kéier ware mer hei d'Rufer an der Wüst -, datt a gudde Joren déi héich Plus-valuen, déi mer haten, wierklech dat gëllend Kallef, ronderëm dat gedanzt ginn ass, datt dat net genuch genotzt ginn ass, fir engersäits direkt an d'Zukunft ze investéieren oder Suen op d'Säit ze leeën, fir sech ze iwwerleeën, wéi mer dëst Land op d'Zukunft kéinte virbereeden.

Mä vill ze vill oft hu mer de Wee gewielt, oder huet dëst Parlament de Wee gewielt, mat deenen ënnerschiddlechste Majoritéiten, fir nei sougenannte Sozialleeschtungen ze schafen, an ech soe sougenannte Sozialleeschtungen, well et war och oft, datt verschidde Sozialleeschtungen, déi mer an deene leschten zéng, 15 Joer geschaf hunn, éischter en elektoraalt Zil haten, wéi datt se e ganz kloert Zil haten, fir e reelle soziale Problem unzegoen. Dat wëll ech hei emol eng Kéier betounen, an ech sinn och gär bereet, Beispiller do ze liwweren, wann et muss sinn, mä jiddwereen, deen eis déi lescht 15 Joer hei nogelauschert huet, dee weess genau, vu wat ech schwätzen.

Dat ass och eng Konsequenz, datt natierlech déi Leeschtungen, déi mer geschaf hunn, datt déi eise Budget elo an enger Situatioun, wou mer dann net méi véier Prozent Wuesstum hunn, wou mer dann och wahrscheinlech, wa mer zu där Zäit an dëser Situatioun gewiescht wieren, ons déi dote Saachen net geleescht hätten, mä se awer elo am Budget hunn, an déi dann eise Budget all Joer wäerte belaaschten.

Firwat hu mer et net gemaach wéi zum Beispill e Land wéi Norwegen, dat och eng eigentlech exceptionnel Situatioun an deene leschte Jorzéngten hat, nämlech datt se d'Chance haten, fir eng gewëssen Zäit Pëtrolsreserven ze hunn, a sech doduerjer ganz héich Recetten opgemaach hu fir de Stat. D'Norweger hunn an den 90er Jore schonn en Zukunftsfong geschaf, en nationalen Zukunftsfong, a si hunn d'office ëmmer een Drëttel vun hire Plus-valuen, déi se erakritt hunn, iwwert déi Recetten, wéi gesot, déi duerch de Pëtrol erakomm sinn, an dee Fong gestach.

Firwat hu se dat gemaach? Ma well se sech gesot hunn, déi dote Ressourcen, déi hu mer nëmmen eng gewëssen Zäit - well effektiv, an Norwegen wäert de Pëtrol lues a lues zu Enn goen am Buedem -, an da musse mer kucken, wat mer mat deene Sue maachen, déi mer de Moment hunn, mat deenen héije Plus-valuen, déi mer de Moment hunn, wéi mer déi kënnen asetzen, fir nei Secteuren opzebauen, fir d'Land dann och fir déi Zäit nom Pëtrol kënne virzebereeden.

Dat war eng intelligent Approche, a mir hu méi wéi eng Kéier hei alarmistesch och a gudden Zäite gesot, mer sollten dat och maachen - mir hunn och Motiounen deementspriechend erabruecht -, mä dat huet net vill Leit déi Zäit interesséiert.

Mir wieren elo frou, wa mer an där glécklecher Situatioun gewiescht wieren, datt mer dat gemaach hätten, wat d'Norweger, wéi gesot, an den 90er Joren ugefaangen hunn. Mir kënnten dann zum Beispill elo vill méi einfach décidéieren, verschidde strukturell Defiziter, déi mer hunn, ze begläichen, oder, wat nach vill méi wichteg ass, no Kopenhagen, wann déi ganz Envergure vun deem, wat do da wäert décidéiert ginn - entweder zu Kopenhagen direkt oder an deene Méint duerno, do solle mer eis näischt virmaachen, an dat ass och richteg esou a mir hoffen et och -, fir datt déi Suen eis da géifen hëllefen, aktive Klimaschutz heiheem ze maachen, deen an engems och nach géif derzou bäidroen, datt mer wirtschaftlech eis besser kënnten opstellen, wéi dat haut de Fall ass.

An duerfir kommen ech dann och bei den zweete Punkt - dee leider, an ech mierken och ëmmer an all de Rieden hei, datt deen einfach onheemlech ënnerschätzt gëtt -, nämlech deen, datt mer net nëmmen eng Wirtschafts- a Finanzkris hunn, mä datt eng vill méi grave Kris an deenen nächste Jorzéngten eis wäert beschäftegen, nämlech déi vun der Klima- an Ëmweltkris. Well mer sinn net nëmmen an enger Klimakris, et ass eng regelrecht Ëmweltkris, an där mer eis befannen, an déi wäert eis vill ofverlaangen an deenen nächste Joren. An déi wäert och zolidd Auswierkungen hunn, esougutt op d'Recettë wéi op d'Dépensë vun dësem Stat.

Déi Finanz- a Wirtschaftskris, déi natierlech an hirer Heftegkeet extrem ass a wou een awer nach kann, wann ee wëllt, dergéint reagéieren, kuerzfristeg, wéi dat elo an deenen eenzelne Länner gemaach gëtt oder probéiert gëtt ze maachen, da soen ech Iech, wa mer bei där dote Kris net handelen, kuerzfristeg, da wäerte Konsequenzen op eis zoukommen, déi, éischtens, eis vill méi deier wäerten ze stoe kommen, an déi wäerten Auswierkungen hunn, wou et vill méi schwiereg wäert ginn, fir net ze soen onméiglech wäert ginn, fir esou kuerzfristeg eis aus där Kris erauszeféieren. Konsequenzen: Laut deem, wat zu Kopenhagen oder am nofolgenden Deel vu Kopenhagen wäert ausgehandelt ginn, wäert dat direkt Implikatiounen hunn.

Et kann awer natierlech och eng Chance bedeite fir eist Land, wa mer dat objektiv a kloer kucken, a virun allem, wa mer offensiv un déi Erausfuerderung eruginn, déi do un eis gestallt gëtt. Awer offensiv dorun erugoen heescht net dat - wat mir fäerten -, wat erëm wäert zu Lëtzebuerg geschéien, nämlech haaptsächlech erëm un d'Scheckheft ze denken an ze probéieren eis iwwert d'Scheckheft fräizekafen. Mir mengen, éischtens, datt d'Geld ëmmer méi knapp wäert ginn, och fir dat ze maachen, mä virun allem ass et total onsënneg, well et vill méi intelligent ass, datt ee versicht seng Hausaufgaben nach vill méi heiheem ze maachen, donc och heiheem ze investéieren, wat dann och als Konsequenz huet, datt ee wirtschaftlech diversifizéiert an datt een och Aarbechtsplazen heiheem schaaft respektiv Plus-valuen heiheem schaaft.

Dat heescht, et gëtt een eigentlech zum duebele Gewënner bei där ganzer Geschicht: Amplaz datt een, wann ee seng Hausaufgaben net heiheem mécht - an dann an d'Ausland d'Sue schéckt, fir datt se do investéiert ginn, ee sech iwwert dee Wee fräikeeft -, dann nëmmen een Deel Gewënner ass, an deem Sënn, datt een natierlech vläicht säi Soll erfëllt doduerjer, mä datt een eben de wirtschaftlechen Deel, deen drunhänkt, iwwersäit an dovunner dann näischt huet. An ech muss och soen, datt et eigentlech erstaunlech ass, datt net méi doriwwer diskutéiert gëtt, iwwer verschidden aner Konsequenzen. Well, wann ech soen, et ass eng Ëmwelt- a Klimakris, déi eis do beschäftegt, da misst ech am Fong nach derbäi soen, et ass och eng Energiekris, déi eis beschäftegt.

Mir hunn eng Ekonomie, déi total op d'fossil Energieträger opgebaut ass. Mir hunn eng Gesellschaft, déi total dorobber opgebaut ass. Mir sinn, wéi mäi Kolleeg Claude Turmes gesot huet, Junkië ginn, regelrecht vum Pëtrol, an den Här Di Bartolomeo weess jo, wat et heescht, wa Leit ofhängeg sinn. Hei ass eng ganz Gesellschaft ofhängeg vu Rohstoffer, déi eis wäerten enorme Misär maachen.

A wann ech dann nëmme just deen ee Beräich eraushuelen, deen och fir eis Statsrecetten eng Roll spillt, nämlech dee vum Tanktourismus, iwwert dee jo de Moment nach ëmmer kee wëllt schwätzen, an ech gesinn, a wéi eng Richtung sech dat entwéckelt: Mir wäerten op zwee Niveauen do ënner Drock geroden an den nächste Joren. Dat Éischt ass emol den Drock, dee wäert kommen innerhalb vun der Europäescher Unioun op eise Präisdifférentiel. Do kënne mer natierlech nach e bësse spillen a mir kënnen nach e bëssen Zäit gewannen a mir kënnen eis e bësselchen Drock, duerch Géigendrock, dee mir da maachen, iwwert d'Ronne rette fir e puer Joer.

Mä mat eppes wäerte mer eis net méi kënnen iwwert d'Ronne retten, well dat huet iwwerhaapt näischt méi mam Präisdifférentiel ze dinn, nämlech duerch de Fait, datt duerch dat, wat zu Kopenhagen diskutéiert gëtt, an duerch déi industriell Revolutioun, déi virun allem am Automobilsecteur wäert kommen, an enger Rei Joren de Konsum vum Bensin, also vun Uelech am Beräich vun dem motoriséierte Verkéier wäert zu null tendéieren, an donc eleng doduerjer déi Nisch Tanktourismus, méi séier wéi et eis léif wäert sinn, wäert ewechfalen, well ganz einfach d'Elektromobilitéit wäert an de Vierdergrond kommen, donc, wéi gesot, de Bensin keng Roll méi wäert spillen an Tanke wäert keng Roll méi spillen. Mengt net, datt bei gréissere Gefierer wéi bei Camionen an esou Saachen net och déi Revolutioun genau esou schnell géif goen. Och do geet et genau esou schnell weider, aus verschiddenaartege Grënn.

Donc wäert déi Nisch Tanktourismus, déi enorm Recette, déi dat wäert hu fir de Statsbudget, déi wäert souwisou an deenen nächste Joren ewechfalen. A mir gesinn nach ëmmer net, wat dann do d'Regierung gesäit als Solutioun op där anerer Säit, wann een dann de Budget insgesamt kuckt. Wëssend, datt mat deene Recetten, déi mer do kritt hunn, e ganze Koup Saachen, och zum Beispill am soziale Beräich, finanzéiert gi sinn.

Mir mussen duerfir kolossal Ustrengunge maachen hei zu Lëtzebuerg an der Mobilitéit, mir musse kolossal Ustrengunge maachen an der Fuerschung, an der wirtschaftlecher Diversifizéierung, fir datt mer déi gréng industriell Revolutioun net verpassen. Et ass evident, an dat seet entretemps all Expert, datt déi meeschten Aarbechtsplazen, Millioune vun Aarbechtsplazen an deenen nächste Jorzéngte wäerten an de Beräicher Ëmwelttechniken, Energieeffizienztechniken, erneierbar Energië kommen. Do ass de gëllene Buedem vum Wuesstum ze erwaarden an deenen nächste Joren an do wäerten och déi Milliounen Aarbechtsplazen entstoen. A mir gesi bis elo net eng Grimmel vun enger Strategie vun dëser Regierung, wéi se wëllt deen dote Beräich besetzen.

An och, wann ech da kucken, datt dat jo net nëmmen e Problem duerstellt fir de Budget am Fong direkt vun de Recetten, mä och fir de Chômage, deen amgaang ass ze klammen. Mir wäerte Chômagezuelen erreechen elo emol, wéi et ausgesäit, vun ëm déi 7%. Mä et ginn der och schonn, déi soen, datt mer Enn 2010 bei 8% kënne landen. Woubäi mer nach guer net wëssen, wat fir eng Iwwerraschungen op eis kënnen zoukommen. Et kënnen eenzel Secteuren nach zesummebriechen an der Nofolgesituatioun vun där Kris, déi dann de Chômage nach méi wäert an d'Luucht dreiwen. Et weess och keen, wat fir eng Konsequenzen déi ganz Neiregulëierung am Bankesecteur huet, och déi ganz Nokrissituatioun am Bankesecteur huet, wéi vill Aarbechtsplazen am Bankesecteur wäerten ofgebaut ginn.

Lëtzebuerg wäert duerfir dës Kéier net méi an der Situatioun sinn, dovu si mer fest iwwerzeegt, wéi an deene Krise vläicht virdrun, wou mir et meeschtens méi séier fäerdeg bruecht hunn, souguer wéi eis Nopeschlänner ronderëm, fir eis aus där ganzer Situatioun erauszekrabbelen. Mir wäerte mat héijer Aarbechtslosegkeet konfrontéiert ginn. Wahrscheinlech déi héchsten Tauxen an der Nokrichszäit. Mir wäerte strukturell a sektoriell extrem vill Schwieregkeete kréien, virun allem am Finanzsecteur. An duerfir menge mir, datt den Danz ronderëm dat gëllend Kallef, wat mer während 15 Joer konnten zelebréieren, datt dat eriwwer ass.

Elo, wann ech dat soen, mengen ech natierlech net, datt dat alles just nëmmen einfache Pessimismus ass, deen ech hei wëll un d'Wand molen, datt mer näischt kënne veränneren. Mä ech menge schonn, datt do Chancë bestinn, fir datt mer och nach eppes kënnen änneren, mä da musse mer wierklech dat elo rapid ugoen.

Wann ech kucken, wat fir e Secteur - fir op d'Recetten zréckzekommen - dem Stat déi meeschte Gelder an deene leschte 17 Joer agespillt huet, dann ass et ganz kloer de Finanzsecteur. Mir wëssen et alleguerten, datt dee Finanzsecteur, dee wäert eng wichteg Roll och fir Lëtzebuerg spillen an deenen nächste Joren. Dee wäert op kee Fall verschwannen. Mä mir wëssen awer och, datt duerch dat, wat passéiert ass an där Kris, wou d'Leit d'Finanzen an d'Banken an de Finanzsecteur ganz aneschters gesi weltwäit an doduerjer Drock entsteet, datt doduerjer, mä awer och duerch Drock, deen hei bei eis entstan ass Richtung Oplackeren, fir net ze soen Ofschafe vum Bankgeheimnis an esou weider, datt dat Konsequenze wäert hunn op dee Secteur an datt eigentlech déi Logik vum schnelle Räichginn am Finanzsecteur, lassgekoppelt vun der realer Ekonomie, eriwwer ass.

Dat musse mer eis awer och bewosst sinn, datt mir hei zu Lëtzebuerg ganz vill an deene leschte 15 Joer vun där Logik profitéiert hunn an dovunner gutt gelieft hunn.

Et ass och gutt, datt déi eriwwer ass, well fir d'Stabilitéit vun eiser Ekonomie a fir déi generell global Gerechtegkeet ass et eng absolut Noutwendegkeet, datt mer erëm e Finanzsystem kréien, deen éischtens transparent ass, oder méi transparent ass, an deen net méi lassgeléist fonctionnéiert vun der realer Ekonomie. Mä dat bedeit awer fir eis, datt mer eis mussen op manner Recetten astellen an deenen nächste Joren an och, datt den Emploi an deem Secteur bäi Wäitem net méi déi Envergure wäert hunn, wéi en déi déi leschte Joren hat.

Dat bréngt mech dann och zu deem zweeten an aneren Damoklesschwert, dat iwwer eise Käpp hänkt an dat mer och schonn, wéi esou eng waarm Gromper, zënter Laangem virun eis hiergeschoben hunn, oder och konnte virun eis hierschieben, well mer deen Danz ronderëm dat gëllend Kallef zelebréiert hunn déi lescht Joren. Dat ass déi finanziell Ofsécherung vun eisem Generatiounevertrag.

Ech muss soen, ech hunn elo just dem Här Lux mat Interesse nogelauschert, wéi en hei gesot huet, et wär kee Grond fir Panik ze maachen, an en huet eis hei opgezielt, wéi vill datt bei de Pensiounen zum Beispill d'Reserven do evoluéiert sinn an deene leschte Joren, fir net ze soe Jorzéngten, an datt duerfir alleguer déi, déi géifen dovu wëlle schwätzen, dat wär nëmme Panik gemaach an d'Leit zu Onnëtz beonrouegt. Et hätt een nach wonnerbar Zäit an et soll een an aller Rou - dat ass iwwregens näischt Neits, dat gëtt schonn zënter datt ech hei an der Chamber sinn an ëmmer erëm op verschidde Saachen opmierksam maache gesot. Et gëtt ëmmer gesot, mir hunn nach gutt Zäit a mir kënnen eis nach all Rou vun der Welt ginn, fir dat ze maachen.

Wann den Här Lux déi do Zuelen opzielt, da muss en awer vläicht e puer Saachen hei soen. Firwat huet eise soziale Sécherheetssystem an deene leschte 15 Joer esou gutt funktionéiert? A firwat hat e kee Problem bei der Finanzéierung? Mä éischtens, well mer e wirtschaftleche Wuesstum haten, deen iwwert d'Mooss louch. Ech hu gesot, Moyenne 4%. Dat ass largement iwwert deem, wat aner Länner haten an Europa, och eis Nopeschlänner haten.

Mir haten awer och gläichzäiteg e permanent klammenden Emploi, deen och wäit iwwert deem louch, wat an iergendengem aneren europäesche Land ze gesi war. An Zäite souguer vu Kris ass bei eis den Emploi nach ëmmer massiv gewuess. An duerfir déi Recetten, déi héich Recetten, déi mer hunn an deene verschiddene soziale Sécherheetssystemer, déi hu mat deenen zwee Faktoren ze dinn. Et huet bei de Krankekeesen ze dinn, well mer natierlech, an och bei de Pensiounskeesen, well den Emploi enorm gewuess ass an deene leschte 15, 20 Joer an donc doduerjer d'Reserve sech opgebaut hunn.

Et huet awer och domadder ze dinn, well mer e System hunn, dee bei de Pensiounen zum Beispill zu engem Drëttel fiskaliséiert ass, bei de Krankekeesen ass den Undeel vum Stat nach méi héich, dee mer eis awer och nëmme kënne leeschten an deem Mooss, well mer exceptionnel héich Recetten hate beim Stat.

Donc, wa mer elo an een Zeenario kommen an deenen nächste Joren, wou mer net méi 4% Wuesstum an der Moyenne hunn, an donc och manner Recetten hu fir de Stat, a mer ufänke mussen ze spuere lénks a riets, da gëtt et natierlech och op eemol enk fir de soziale Sécherheetssystem a fir de Generatiounevertrag.

Et ass duerfir och, firwat mir ëmmer gesot hunn, datt de Fait, datt dat esou en héijen Undeel ass bei den Dépensë vum Stat, datt ee muss sech iwwerleeë fir aus dem Cercle vicieux do erauszekomme vun engem System, deen opbaut dorobber, datt mer dervun ausginn, datt mer ëmmer 4% Wuesstum hunn an donc ëmmer dervu kënnen ausgoen, datt dem Stat säin Undeel an deem System do ëmmer esou héich ka bleiwe wéi haut.

Mir hunn nämlech jo derbäi nach eppes aneschters, dat ass, elo kommen d'Recetten a Schwieregkeeten, an donc wäerte mer, wann d'Diskussiounen ugi bei den Aspuerunge beim Stat, do wäert jo iwwer alles missen diskutéiert ginn an da wäert och iergendwann eng Kéier, wann et esou weidergeet mat niddrege Recettë vum Stat, iwwert déi dote Bedeelegungen diskutéiert ginn.

Dann hu mer awer nach derbäi de Problem, datt mer am Rentesystem selwer, zum Beispill, Équipen hu vun der Alterspyramid, datt mer e System hunn… Dee Generatiounevertrag ass jo gegrënnt ginn zu enger Zäit, wou den Duerchschnëttsalter vun de Leit net 70 an 80 Joer war, mä wou e 50 a 55 war, am Ufank souguer drënner. De Bismarck huet eise System erfonnt. Déi Zäit war den Duerchschnëttsalter vun de Leit 45 Joer. Do hunn déi meescht Leit iwwerhaapt emol net vun der Pensioun profitéiert herno.

Mir leien elo bei de Männer bal bei 80 Joer, bei de Fraen iwwer 80 Joer. Am Fong entre-temps si mer esou laang an der Pensioun wéi mer am aktive Liewe sinn. A mir riskéieren eng Kéier eng Situatioun ze kréien, datt mer ebe méi Leit an der Pensioun hu souguer, wéi mer kënnen am aktive Liewen hunn, je nodeem wéi den Emploi sech zum Beispill och entwéckelt an nächster Zäit.

Dat si jo alles Problemer, déi ee muss awer unerkennen. An da muss ee wëssen, datt et natierlech aus ganz gudde Grënn, an dem Generatiounevertrag zum Beispill, eise ganze Pensiounssystem, well d'Generatiounen uneneegekoppelt ginn, dat ass eppes wéi e schwéieren Tanker, wou ee ganz schwéier d'Kéier dermat gemaach kritt an eng aner Richtung, op den Äisbierg zou, an et kritt een e ganz schwéier gedréit. Firwat? Majo, well een net kann oder ganz schwéier ka bannent enger Generatioun eng Spillregel änneren.

Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei gesot: Wann Der eng Persoun hutt, déi an e Beruffsliewen erantrëtt mat 25 oder 26 Joer, an Dir erkläert där op eemol mat 50 Joer, gudde Kolleeg, viru 25 Joer hu mir Dir dat versprach, mä elo ass alles anescht, elo ännere mir Dir hei d'Spillregelen an Du muss elo selwer kucken, datt s De ufänks Der nach, iwwer en zweete Pilier zum Beispill, eppes opzebauen, da seet deen: „Ma Dir maacht de Geck mat mir, well: Wéi soll ech dann nach an där Zäit, wou ech nach iwwreg behalen a mengem aktive Liewen, eppes kënne maachen? Da geet dat jo guer net méi."

Donc, wéi gesot, et kann ee schwéier bannent enger Generatioun eppes maachen, an duerfir sinn ech net d'accord, ech si schonn zënter 15 Joer net d'accord mat all deenen, déi hei behaapten, mir hätten nach wonnerbar a gutt Zäit fir unzefänken doriwwer ze diskutéieren, fir de Generatiounevertrag ofzesécheren och fir déi nächst Generatiounen, well dorëms muss et jo goen.

An do gëtt et dräi Punkten, iwwert déi muss een diskutéieren. Mir hunn och nach ni e Problem gehat, fir déi hei opzewerfen. Dat Éischt ass, mir mussen emol erëm an der Öffentlechkeet de Leit kloermaachen, datt mer eis hei an engem Assurancësecteur befannen an datt, fir datt een Usproch kann hunn zum Beispill op eng Rent, ee muss eng gewëssen Zäit u Jore cotiséiert hunn, ier een iwwerhaapt an de Genoss kënnt, fir déi Assurance och ze profitéieren.

Dat heescht, zum Beispill si mir der Meenung, datt de Minimum vu 40 Cotisatiounsjore strikt misst applizéiert ginn. Dat heescht an der Praxis awer och, datt mer natierlech am Rentenalter, an der Moyenne wou mer haut si bei 57, 58 Joer, mussen eropgoen. Mir wäerten dann, wa mer iwwer Leit schwätzen, déi eréischt mat 26 oder 27 Joer an d'Aarbechtsverhältnis kommen, déi mussen da wäit iwwer 60 Joer...

(Interruption)

Här Lux, mir sinn an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen, dat ass richteg, well mer bei den Invaliderenten op enger ganz Rei Punkten eppes gemaach hunn, ganz sécher.

(Interruption)

Mä ech wëll Iech awer just soen, et ass awer, dat geet awer eigentlech extrem lues. Mir si bei der Logik vu 40 Joer awer nach e gutt Stéck dervun ewech. Do sidd Der mat mer d'accord.

Well wann Der haut wëllt 40 Joer voll cotiséieren, da wësst Der jo och, mat wéi vill Joer datt Der da misst an den Aarbechtsprozess kommen, fir dorobber ze kommen, fir kënne mat 60 Joer a Pensioun ze goen. Guer net ze schwätze vun ënnendrënner.

Mä dat ass eppes, dat musse mer mat de Leit diskutéieren.

Dat Zweet ass, mir mussen emol definéieren endlech den éischte Pilier, dat jo dee wichtegsten ass an och dee wichtegste muss bleiwen, nämlech deen öffentlechrechtlechen. Bis wat fir en Niveau soll deen ofsécheren en Ersatzgehalt fir d'Leit herno an hirer Rent? Kann dat egal wéi héich sinn, oder musse mer net eng Kéier driwwer diskutéieren, ob den éischte Pilier sécherlech substanziell eng Zomm muss ofsécheren? Et geet net drëms, fir ze soen, den éischte Pilier soll elo op en Niveau erofgeschrauft ginn, datt bal all Zweete muss sech nach derniewent versécheren. Mä mir mussen awer déi Diskussioun eng Kéier kënne féiere fir d'Zukunft.

Dat Drëtt ass den Ausbau vum zweete Pilier, zum Beispill virun allem…, dat heescht, fir déi Leit, déi e ganz héije Revenu hunn oder e gewëssene Revenu hunn an déi sech an der Zukunft wëllen eppes ofsécheren, datt, wa se wëllen den nämlechten Ersatzrevenu hunn an hirer Rent, datt den öffentleche System net kann onendlech bis egal wat fir eng Zommen ofsécheren, datt se sech da musse selwer organiséieren, a wéi mer em déi Moyenë wëlle ginn, datt en dat ka maachen.

Dat sinn déi dräi wesentlech Punkten, eiser Meenung no, iwwert déi ee muss schwätzen. Mä mir mussen awer endlech ufänken driwwer ze schwätzen.

(Interruption)

Mä ech gesinn… Jo, Här Minister, mir studéieren elo schonn zéng Joer do ronderëm, mä an der Praxis stellen ech awer fest, datt mer nach net... Jo, mir sinn nach ëmmer kee Meter vum Fleck komm.

(Interruption)

Ja.

(Interruption)

Jo, um Rentendësch ware mir mat enger ganzer Rei Saachen net d'accord,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mä voilà.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …an Dir kënnt och noliesen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat heescht, 2003, Här Bausch, entschëllegt. Mir si vun 2003 aus enger wonnersamer Verdeelungsaktioun, déi vu quasi jiddwerengem gedeelt ginn ass,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, dat ass net wouer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- …wou mer an enger Verdeelungsaktioun d'Rentenausgaben ëm 10% gehéicht hunn, wou mer vis-à-vis vun 2003 haut wesentlech besser dru sinn,…

(Interruptions diverses)

…wesentlech besser dru sinn an eise Rentekeesen, hu mer et fäerdeg bruecht, awer eng öffentlech Diskussioun ze féieren, wou mer haut iwwer eng Rei vu Parameteren eens sinn. Am Regierungsprogramm fannt Der déi 40 Joer.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Di Bartolomeo, Här Di Bartolomeo...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Entschëllegt, wann Der erlaabt, just fir d'Diskussioun e bësse méi...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen. Ech si ganz dermat d'accord, datt de Minister eng Fro stellt,…

(Hilarité)

…mä wann en een Discours wëllt féieren…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo mä, wann Der eppes sot, wat net richteg ass, Här Bausch, däerf ech wann ech gelift dat nuancéieren.

(Interruptions)

Am Regierungsprogramm fannt Der déi 40 Joer erëm. An Dir hutt virdru gesot, datt déi 40 Joer, datt mer do wäit drënner sinn. Och dat ass ze nuancéieren. Déi Leit, déi bis virun e puer Joer a Pensioun gaang sinn,…

M. le Président.- Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- …déi haten alleguer 40 Déngschtjoren. Et si just déi nei Generatiounen, déi wëlle genee datselwecht hu wéi déi, déi scho 40 Joer geschafft hunn, mä mat manner wéi 40 Joer.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Entschëllegt, Här President.

M. le Président.- Mir sinn net an enger Rentendiskussioun hei. Et ass kee Problem, dass, wann den Här Bausch fäerdeg ass an Dir hutt am Numm vun der Regierung eppes dozou ze soen, Der Iech dann...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ma villmools Merci.

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, zweet...

M. le Président.- Et ass Usus, dass een eng Fro ka stellen. Mä ech mengen, et ass net gutt, dass een eng Géigeried hält, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech halen dann d'Chronologie an, Här President. Merci villmools!

M. François Bausch *(déi gréng).*- 2000, wéi dee Rentendësch diskutéiert gouf, Här Di Bartolomeo. Meng Fraktioun ass op den Dësch komm an dat, wat mir deemools proposéiert hunn, fir dropzeleeën, dat war..., ech mengen, dat waren zwou Zeilen. Mä wat mer awer gär gehat hätten deemools, dat war, datt iwwert d'BIT-Studië, déi deemools um Dësch louch, déi jo d'Grondlag sollt stelle fir déi Diskussiounen, datt iwwert déi sollt geschwat ginn. D'Diskussioun iwwert d'BIT-Studië, déi war an zéng Minutten eriwwer. Et war einfach keen Interessi do vu kengem, fir driwwer ze schwätzen.

Ech muss och soen, et war jo och eng ganz genial Iddi, déi deemools de Premierminister hat, fir de Rentendësch anzeruffen am Joer 2000, wou mer 9% Wirtschaftswuesstum hate mat, wann ech mech erënneren, dat waren aler Lëtzebuerger Frang, 40 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang Plus-valuen. Dat huet natierlech derzou gefouert, datt d'Bereetschaft, ausser bei eis, extrem kleng war, fir doriwwer ze diskutéieren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Mä nëmmen, ech wëll dat alles hei rappeléieren, fir ze soen, datt net scho Versucher gemaach gi sinn an datt op jidde Fall kee menger Fraktioun ka virwerfen, datt se net scho méi wéi eng Kéier versicht huet driwwer ze schwätzen.

Elo hu mer erëm eng Kéier zéng Joer Zäit verluer. Mir si vun enger gëllener Period erëm gerëtscht an eng manner gëlle Period. An ech fäerte just, an dat ass dat, wat ech Iech soen... Wat ech fäerten, dat ass, well mir wësse jo och an där hei Diskussioun, et gëtt hei zwee verschidde Campen. Et gëtt e Camp vun deenen, déi sech berechtegt Suerge maachen, fir dee Generatiounevertrag ze retten an ze verteidegen, och fir nächst Generatiounen, fir en ofzesécheren. Mä et gëtt der och, déi wëllen de Generatiounevertrag ofschafen.

An ech fäerten, datt mer elo an eng Phas erakommen, wou et vill méi heikel gëtt ze diskutéieren, well natierlech den Drock méi grouss gëtt, vu datt d'Statsfinanze méi kleng sinn, an donc haaptsächlech, an dat wäert Der gesinn, op Ären État am meeschten Drock wäert gemaach ginn an deenen nächste Joren, well Dir natierlech bei de Sozialtransferten d'Nummer eent sidd an an der viischter Fënster wäert stoen. An da wäert Der gesinn, datt den Drock méi grouss gëtt, fir datt dann net

diskutéiert gëtt nëmmen iwwert d'Ofsécherung vum Generatiounevertrag fir déi nächst Generatiounen, mä einfach blanne Sozialofbau wäert gemaach ginn.

(Interruption)

An duerfir hu mir ëmmer gesot, esou Saachen diskutéiert een, wann d'Zäite gutt sinn, wann ee wierklech nach gutt Zäit huet a wann een et a Rou kann diskutéieren. An ech fäerten, datt mer an deenen nächste Joren et net méi wäerten a Rou kënnen diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech och wichteg am Moment dat ze maachen, wat d'Regierung mécht, fir an där Kris, wou mer sinn, d'Investitiounsausgaben héich ze halen an doranner ze investéieren. Ech kommen awer och nach eng Kéier dorobber zréck. Mir hunn och do e Problem mat der Virgehensweis vun der Regierung.

Wat awer falsch ass, eiser Meenung no, dat ass fir net direkt iwwert d'Fonctionnementskäschte vum Stat ze diskutéieren an do ze spueren. An ech muss soen, esou frou wéi ech och war iwwert de Luef vum Här Thiel, deen ech jo da par interposé och kritt hunn iwwert deen Effort, dee mer an der Stad gemaach hunn, an en huet sech jo och inspiréiert un eiser Iddi vum „screening", dee mer an der Stad gemaach hu vun eise Servicer, an en huet och gesot, et wär richteg gewiescht, de Wee, dee mer gewielt hunn, fir bei de Fonctionnementskäschte schonn an de Projet de budget fir 2010 anzespueren, esou traureg sinn ech driwwer, datt d'Regierung dat fir 2010 net gemaach huet.

Ech kann net verstoen, firwat datt et net méiglech gewiescht wär, dat ze maachen, wat eng kleng Gemeng mécht op deem doten Niveau, d'Regierung hätt kënne maache mat deem risegen Apparat, deen d'Regierung zur Verfügung gestallt kritt. Ech mengen, datt et duerchweegs och méiglech gewiescht wär fir d'Joer 2010 bei de Fonctionnementskäschte vum Stat schonn ze détectéieren, wou Aspuermoossnamen dra sinn, wou Loft dran ass. Well wann e seet, a wou ech em Recht ginn, datt een natierlech, dat ass mënschlech, wann d'Sue fëlleg do sinn, da gëtt och deementspriechend manner op de Su gekuckt a méi großzügeg verfuer domadder, an donc ass vill Loft oft dran nach an enger éischter Phas, déi een emol kann dann erausloosse fir ze spueren, déi emol nach net richteg engem wéi deet.

An ech mengen, dat hätt och misse méiglech sinn, menger Meenung no, als Exercice scho fir 2010. Well de Problem, dee sech jo fir eis hei stellt, dat ass, datt mer héich Investitiounskäschten hunn, an awer och nach héich Fonctionnementskäschten.

Da kommen ech awer zu den Investissementer. Ech mengen, datt et net richteg ass, datt mer bei den Investissementsprojete keng Prioritéite setzen. Mir hunn e formidabelt Wuert an deem Koalitiounsofkommes vun dëser Majoritéit stoen. Nämlech bei all öffentlecher Investitiounsausgab steet drënner, dat wär „ënner Finanzéierungsvirbehalt". Ech soen elo, an der Praxis heescht dat, datt een am Fong kéint de Schlëssel ënnert den Teppech leeën an enger Fiduciaire d'Gestioun vum Stat ginn, an da géif de Stat just kucken, datt de Budget am Équiliberberäich bleift, a fir de Rescht loosse mer d'Projeten einfach nëmmen esou lafen.

Dat ka jo net sinn. D'Regierung muss eis dach soen, wou d'Prioritéite sinn. Et kann net bei allem e Finanzéierungsvirbehalt stoen. Et muss ee soen, wou ee gesäit, datt en Handlungsbedarf urgent ass fir dëst Land, wou mer Defiziter hunn a wou keen ass oder wou mer ës manner hunn zum Beispill.

Ech wäert herno soen, wou mir eis Prioritéitelëscht gesat hunn. Ech vermëssen dat total bei dëser Regierung. Mir hu wierklech a kenger Hisiicht bis elo kënnen erausfannen, wou genau d'Prioritéite vun dëser Regierung bei den öffentlechen Investitiounsausgabe sinn. An dat ass sécherlech net de richtege Wee, deen ee soll goen.

Ech hoffen, datt mer an deenen nächste Méint déi Diskussioun méi intensiv ze féiere kréien, well soss riskéiere mer och vläicht op déi falsch Päerd ze setzen an net ze gesinn, wou eis Schwächte respektiv eis Defiziter sinn, an da Suen auszegi fir Saachen, déi mer net brauchen, an awer keng Sue méi herno ze hunn, fir an déi Saachen ze investéieren, déi mer brauchen.

Dat nämlecht betrëfft och d'Sozialtransferten en tant que tel. Mir mussen natierlech eng Diskussioun féieren iwwert d'Sozialtransferten, mä do wéisst ech awer och gär, wat d'Virgab ass. Elo kann ee mer soen: D'Virgab ass einfach keen Tabu hunn; mir diskutéieren einfach iwwer alles.

Jo, dat kann ee maachen. Ech mengen awer net, datt dat zu ganz schrecklech vill féiert, well ech mengen, eng Regierung muss awer och soen, wat dann hir Virgab ass. Zum Beispill si mir der Meenung, datt een dat misst analyséieren an enger Logik, wou ee seet: D'Prioritéit vu Leeschtungen a Form vu Strukturen oder Infrastrukturen, voire de Chèque-service, oder eng Kéier d'Ustriewe vu gratis Kannerbetreiung a manner an d'Geldleeschtungen ze investéieren. Dat heescht am Kloertext natierlech op där anerer Säit, da muss een och bei de Geldleeschtungen, déi ee mécht, méi selektiv virgoen oder kucken, wou een do dann Aspuermoossnamen trëfft.

Dat kann ee bei der Kannerversuergung gesinn. Dat kann ee bei och anere Saache gesinn. Mir hunn de Moment, wann ech déi zwee Niveaue kucken, wann ech d'Geldleeschtunge kucken, mir hu Kannergeld, mir hu Gebuertsprimen, mir hu Schoulgeld an esou weider an esou fort, an op där anerer Säit si mer amgaange Crèchen, Foyer-du-jouren, Maison-relaisen an esou weider opzebauen, déi mer haut iwwer Chèques-services hunn, mat dem Zil jo, eng Kéier eng gratis Kannerbetreiung wëllen opzebauen.

Déi zwee zesumme geet net fir jiddwereen. Mir brauche Geldleeschtung ëmmer fir sozial schwaach Leit. Dat ass ganz evident. Et gëtt Leit an eiser Gesellschaft, wa mer deenen net och nach zousätzlech Geldleeschtunge ginn, och zum Beispill bei der Kannerbetreiung, da komme se net iwwert d'Ronnen. Mä dat ass awer eppes aneschters wéi datt ee seet: Mir hunn op där enger Säit Geldleeschtungen, déi einfach jiddweree kritt, egal wat fir ee Revenu datt en huet, an nach niewendru gratis Kannerbetreiung, déi och jiddweree kritt.

Dat geet am Endeffekt net op. Do wéisste mer och gär, wou dann d'Prioritéit vun eiser Regierung an deenen nächste Jore wäert sinn.

An dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een net - an do sinn ech mat villen d'accord, déi hei och geschwat hunn - iwwert d'Ausgaben diskutéieren nëmmen eleng. Et muss een och iwwert d'Recettë schwätze vum Stat, iwwert d'Steieren.

Ech wëll emol eng Kéier erëm an Erënnerung ruffen, ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt, wann iwwer Steiere geschwat gëtt, déi meescht Leit déi vill Funktiounen, déi d'Steieren hunn, net méi gesinn. Vill dovun argumentéieren och permanent, wéi wann de Stat just géif Steieren ophiewen, fir de Leit Suen aus der Täsch ze huelen, fir se ze emmerdéieren, fir se ze strofen oder Gott weess wat. Mä d'Steieren hunn an eisem gesellschaftleche Fonctionnement, an eisem Stat véier Funktiounen.

Dat Éischt ass natierlech, datt de Stat Recettë kritt, fir verschidden Infrastrukturen ze bauen. Dat si Stroossen, dat kënne Schinnen, Schoulinfrastrukture sinn, Kulturinstituter, wat och ëmmer. Dat heescht, alles Infrastrukturen, wou d'Gesamtpopulatioun dovunner profitéiert. Déi wichtegst si fir de Fonctionnement vun der Gesellschaft.

Zweet Funktioun vum Steiersystem, an dat ass eng, déi ass an deene leschten 20 Joer komplett zu Buedem gaangen oder komplett ënnergaangen, dat ass, datt de Steiersystem och eng Ëmverdeelungsfunktioun muss hunn; nämlech eng Ëmverdeelungsfunktioun, fir sozial Gerechtegkeet hierzestellen, fir datt effektiv staark Schëllere méi musse kënnen droen an enger Gesellschaft wéi schwaacher. Dat heescht am Kloertext, datt een, wann een iwwert d'Steieren diskutéiert, muss am A behalen…

Leider ass eiser Meenung no vill ze vill oft geklappt gi bei Steierreduktiounen an deene leschte Joren. Ech erënneren drun: 2001 an 2002 stounge mir och als „einsame Rufer in der Wüste" eleng hei géint déi Steiererliichterungen, déi deemools gestëmmt gi sinn, well mer gesot hunn: Dat, wat Der do maacht, dat stellt à la longue d'Finanzcapacitéit vum Stat a Fro. A virun allem gëtt et eng kleng Gefor fir de Sozialstat, well Der d'Steieren esou wäit no ënne schrauft, virun allem d'Betribssteieren, de Spëtzesteiersaz an esou weider, datt mer eng Kéier wäerte Schwieregkeete kréie bei dem Finanzement vu verschiddene Leeschtunge vum Stat.

A leider, muss ech soen, hunn deemools och d'Gewerkschafte mat geklappt, wéi déi Steierreform gemaach ginn ass 2001/2002. Ech hunn ëmmer gesot déi Zäit: Dat wäert eng Kéier deier ze stoe kommen. An Dir wäert gesinn, datt mer an deenen nächste Joren an déi Situatioun kommen.

Dat heescht, zweet Funktionalitéit: D'Steieren hunn och eng Ëmverdeelungsfunktioun, déi mir nach ëmmer wichteg fannen. An ech sinn och fest iwwerzeegt, duerch déi Kris, déi mer elo haten, datt déi Ëmverdeelungsfunktionalitéit ëmmer méi staark erëm wäert an de Mëttelpunkt réckele vun der öffentlecher Diskussioun iwwerall an der Welt.

Drëtt Funktionalitéit: eng Lenkungsfunktioun. Mir kënnen iwwert d'Steieren... Natierlech kann de Stat verschidde Lenkungseffekter kréien. E ka se kréien, andeem e Steiererliichterunge gëtt, wann en zum Beispill wëllt en zweete Pilier förderen am Rentesystem, andeem en do verschidden Abattementë schaaft.

E kann awer och, andeem e penaliséierend wierkt iwwert d'Steieren, wëllen e Lenkungseffekt kréien; bei den Zigaretten zum Beispill. Wann ech gären hätt, datt den Zigarettekonsum erofgeet, da kann ech déi Saache maachen, déi den Här Di Bartolomeo elo mécht, andeem ech versichen an den öffentleche Lieuen déi Leit ze schützen, déi emol net fëmmen. Mä et kann een awer och d'Accisen op den Zigaretten natierlech, wéi vill Länner dat maachen, erhéijen, fir iwwert dee Wee och derfir ze suergen, net nëmmen, datt Recetten an d'Keess vum Stat kommen, mä datt d'Leit vum Konsum vun där gesondheetsschiedlecher Zigarett ewechkommen.

Dat heescht, eng Steierungsfunktioun, déi natierlech virun allem an engem Aspekt eiser Meenung no eng vill méi grouss Funktioun misst kréien, dat ass am ekologesche Beräich. D'ekologesch Steierreform ass nach ëmmer keen Thema zu Lëtzebuerg. Et gëtt zwar de Moment a ganz Europa diskutéiert, mä déi wichteg Lenkungsreform, déi mer bräichten doriwwer, gëtt ignoréiert. Also, wéi gesot, drëtte Punkt: Lenkungsfunktioun.

An dann de véierte Punkt. Deen hu mer erëm nei entdeckt am Kader vun der Kris. Dat ass, datt d'Steieren och wichteg sinn herno, fir datt de Stat kann eng Rettungsfunktioun ausüben. An zwar eng Rettungsfunktioun, fir Betriber ze retten, fir grouss Banken ze retten, mat Milliarde Gelder doranner ze investéieren, fir datt déi net zesummebriechen.

Donc, mengen ech, wann een iwwert d'Steieren diskutéiert, an iwwer Steierreduktiounen oder iwwer Steiererhéijungen diskutéiert, muss een déi ëmmer diskutéieren a Funktioun vun deene véier Funktiounen do, déi de Steiersystem huet. Ech weess natierlech, datt dat méi komplizéiert ass wéi populistesch Aart a Weise mat de Steieren ëmzegoen, andeem ee seet „d'Steieren erof" oder „d'Steieren erop", wéi et eben ëmmer grad kënnt.

Dat kënnt bei deenen enge gutt un a bei deenen anere schlecht un. Mä dat ass awer op alle Fall déi falsch Aart a Weis, well wa mer d'Steieren an hire véier Funktionalitéiten net gesamt kucken, da riskéiere mer en aarme Stat ze kréien. An en aarme Stat ass e schwaache Stat, an e schwaache Stat ass en inaktive Stat. A wa mer an dëser Kris, wou mer hei sinn, en inaktive Stat gehat hätten, zu wat dat gefouert hätt, dat wäert jo jiddwereen entre-temps verstoen.

Duerfir wëlle mir gär schwätzen iwwer Steieren am Liicht vun deene véier Funktionalitéiten an deene leschte Joren. A mir mussen d'Steieren, donc d'Recetten, och doranner deementspriechend kucken.

Duerfir kënne mer eigentlech net novollzéien, firwat eng Regierungskoalitioun an engem Koalitiounsofkommes eigentlech net vill Konkretes draschreift, mä zum Beispill ratsch bei de Steieren draschreift: D'Betribsbesteierung gëtt an deenen nächste Joren ëm 4,5% einfach ofgesenkt.

(Interruption)

Jo, am Prinzip, am Prinzip. Mä et ass awer emol komesch. Bei allem hutt Dir de Finanzéierungsvirbehalt stoen. Hei hutt Der en net stoen. An Dir hutt och bei allem déck berechent, just hei hutt Der en net.

Ech muss och soen, ech fannen, déi Diskussioun eleng och an deem Zeenario, wou mer eis de Moment befannen, et muss een awer emol kucken, wat fir ee Signal datt dat no bausse gëtt, wat mer do senden no baussen. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer mat öffentleche Steiergelder - mat Milliarden öffentleche Steiergelder - Betriber gerett hunn. Mir ginn duerno hin an da schwätze mer driwwer, datt, soubal d'Situatioun besser wär, géife mer, och nach erëm eng Kéier fir déi nämlecht, déi mat à l'origine vun der Kris wären, d'Steiere wëllen erofsetzen.

(Interruption)

M. le Président.- Här Bausch, däerf den Här Schiltz lech eng Fro stellen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech muss lech soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Bausch?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Eng Sekonn, Här President. Ech wëll just nach meng zwee Sätz fäerdeg maachen,...

M. le Président.- Da maacht Är Gedanke fäerdeg an duerno stellt den Här Schiltz seng Fro.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …da kritt den Här Schiltz gär d'Wuert.

Dat ass eng Argumentatioun, déi extrem gefëierlech ass, well déi läit natierlech an där Logik, wéi mer d'Steieren ebe gesinn hunn an deene leschte 15, 20 Joer, nëmmen eben op mat eppes ze kucken, an net an der Logik vun deene véier Funktionalitéiten, wou ech gesot hunn.

A wat ech lech soen, ass, datt ech der fester Iwwerzeegung sinn, datt d'Leit dat net méi wäerte matmaachen. Dir wäert net kënne verlaangen an deenen nächste Méint a Joren, datt Der Appeller musst maachen, déi zum groussen Deeler och nach berechtegt sinn, datt jiddweree muss mathëllefe spueren, well mer an enger schwiereger Situatioun sinn, a gläichzäiteg missten d'Leit dann nach nokucken, datt, wann de Wuesstum bis ufänkt erëm eropzegoen, verschidde Leit och nach géife belount ginn, déi am Ufank schold waren un der Kris.

Dat wäert net funktionéieren. Da kritt Der sozial Opstänn, wéi Der der nach ni wäert gesinn hunn. An ech wënsche mer déi, oder meng Fraktioun wënscht sech déi op kee Fall.

Duerfir hätte mir och gär, Här President - an da kann den Här Schiltz mer d'Fro stellen -, datt bei all Steierreduktiounen, déi mer maachen, d'Regierung eis derniewent leet, wou d'Géigefinanzéierung ass vun der Steierreform. An ech soen lech, et soll kee mer kommen: D'Géigefinanzéierung besteet doranner, datt mer dovunner ausginn, datt mer an zwee, dräi Joer erëm méi en héije Wuesstum hunn an donc doduerjer méi Recettë kréien an dat eis am Endeffekt méi erabréngt.

Dat ass dat, wat de Moment an Däitschland gemaach gëtt. An ech muss lech soen, ech hu selten erlieft, datt e Vollek esou op den Äermche geholl ginn ass wéi dat, wat an Däitschland de Moment geschitt, wou eigentlech op Pomp Steiererliichterunge virgeholl ginn, net fir d'Mass vun de Leit, mä fir ganz bestëmmte

Kreesser, déi kee Mënsch weess, wéi se finanzéiert ginn, an déi éischter nach de Statsdefizit massiv weider wäerten héijen an deementspriechend derfir wäerte suergen, datt déi Leit, déi souwisou am meeschte misste mat d'Kris elo bezuelen, dat och nach wäerte misse matbezuelen.

M. le Président.- Den Här Schiltz stellt elo seng Fro.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Bausch, et deet mer wierklech leed, datt ech dat elo hei muss soen. Et gëtt mer bericht, datt Der gutt Grënn gehat hätt, fir net do ze sinn, wou den Här Lux an ech geschwat hunn. Mä et ass extrem schwéier, eng Diskussioun mat Iech ze féieren, wann Der wierklech net gehéiert hutt, wat mir gesot hunn.

Also, et deet mer wierklech leed, Här Bausch. Ech weess net, wéi mer solle weiderdiskutéieren hei. Duerfir stellen ech d'Fro un Iech: Wéi solle mer hei weiderdiskutéieren, wann Der dem Här Lux a mir net nogelauschert hutt?

(Interruption)

Ech soen nach eng Kéier, Här Bausch: Dir hat gutt Grënn dofir vläicht. Ech stellen déi och net a Fro. Mä da kommt elo net heihin a sot, d'Koalitioun géif näischt soen, wou souwuel den Här Lux eppes dozou gesot huet wéi ech eppes dozou gesot hunn.

(Interruption)

Da gestitt eis dat Recht och zou!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Schiltz…

M. le Président.- Sou, elo huet den Här Bausch erëm ganz eleng d'Wuert!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll Iech just eent soen: Ech gi jo net dovun aus,…

(Interruption)

…dass Der éischtens eppes aneschters gesot hutt wéi an den Debatten an der Finanzkommissioun.

An ech ginn och zweetens net dovun aus, datt Der eppes ganz aneschters gesot hutt wéi Äre Kolleeg Lucien Thiel an de Rapport geschriwwen huet.

An ech ginn drëttens net dovun aus, datt Der eppes aneschters sot wéi dat, wat Är Regierungsvertrieder an deem dote Beräich bis elo gesot hunn.

An duerfir, maacht net wéi wann Der an där doter Fro elo wesentlech nei Saache gesot hätt. Ech weess genau, obschonn ech net hei war, wat Der gesot hutt, well Der déi nämlecht Saachen och nach an der Finanzkommissioun gesot hutt.

Ech war iwwregens aus gesondheetleche Grënn net hei déi lescht dräi Stonnen. Da wësst Der och, firwat ech net hei war.

(Interruption)

Jo, ech wëll dat just soen, well dat gëtt emol esou gär an de Raum gestallt, fir datt dat awer och eemol kloer ass, firwat ech net hei war.

Mä ech fannen, dat…

(Interruption)

Neen, dat mécht d'Diskussioun guer net schwéier, well da sot och éierlech, datt mer an der Finanzkommissioun ëmmer och déi nämlecht Diskussiounen hunn. An dee Sträitpunkt do, deen hunn ech mat verschiddene Leit heibanne schonn zënter zéng Joer. Dat ass eigentlech guer keng nei Diskussioun. Et ass iwwerhaapt keng nei Diskussioun an deem dote Kontext. Mä ech bleiwen…

M. le Président.- Entschëllegt, Här Bausch. Den Här Lux wëllt Iech och nach eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Selbstverständlech, Här President.

M. le Président.- Här Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Däerf ech Iech just virliesen,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …dass den Här Thiel a sengem Rapport geschriwwen huet: «Il est évident qu'un relèvement de la charge fiscale grevant les ménages devrait être accompagné, pour des raisons d'équité, d'une hausse adéquate de la taxation des entreprises.»

Dat heescht, souwuel an dësem Rapport wéi och an de Riede vun haut ass kloergemaach ginn, dass et eng Balance muss ginn tëschent deem, wat um Niveau vun de Steiere bei de Ménagë geschitt a bei den Entreprisen, an dass et net a Fro kënnt, dass mer déi Zilsetzung vun der OECD-Moyenne unilateral - déi minus 4,5% - géifen attackéieren an engem Moment, wou mer d'Charge vun de Ménagë mussen an d'Luucht setzen, fir eis Problemer um Niveau vun den öffentleche Finanzen an d'Rei ze kréien.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Genau dat do hunn ech mer geduecht. Da kënnt dat berühmten OECD-Argument.

(Interruption)

Dat ass jo genau de Punkt, Här Lux. De Problem ass jo de folgenden, datt an Däitschland déi Steierreform elo bestëmmt ginn ass. An Dir sot, an Dir hutt jo elo selwer virgelies, d'Argument vun der OECD, datt mer an dem Steierwettbewerb op OECD-Niveau musse konkurrenzfäeg bleiwen. An do entscheet et sech.

An et ass dat, wat meng grouss Suerg ass. Dat ass jo och dat, wat iwwregens de Finanzminister déi lescht Woch a senger Ried hei gesot huet.

Wat ech awer contestéieren: Ech sinn éischtens der Meenung, datt - natierlech, et kann een net egal wat maache bei de Steieren; et kann een net egal wat fir eng Steiertauxe maachen - et awer net onbedéngt ubruecht ass, fir wann zum Beispill et an Däitschland elo erofgeet bei der Betribsbesteierung an där nächster Zäit, datt mir dann dat nämlecht géife maachen, just well Däitschland erofgeet.

(Interruption)

An da sinn ech der Meenung - jo, Här Henckes -, wa mer da wéilten higoen… Huelt Iech eemol de Fall gesat, mir géifen d'Betribsbesteierung ëm 2% erofsetzen an dem nächste Joer. Dat kascht eis jo eng Staang Geld. Dat ass en zolitte Manque à gagner bei eise Recetten.

Da wëllt Der jo op där anerer Säit, wann ech dann an der Logik…

(Interruption)

M. le Président.- Här Henckes, loosst elo wann ech gelift den Här Bausch schwätzen. Wann Der wëllt eng Fro stellen, stellt eng Fro.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech si richteg frou iwwert déi animéiert Debatt, mä ech muss just heiansdo e Saz kënnen ausschwätzen. Méi wëll ech net. Här Schiltz, Dir kritt duerno och d'Wuert. Eng Minutt.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Hei, elo fuere mer der Rei no. Den Här Schiltz hëlt nach eng Kéier eng…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wéilt nach fir d'éischt dem Här Henckes awer eng Äntwert ginn.

M. le Président.- Den Här Henckes huet zwar keng Fro gestallt, mä e kann awer gär eng…

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, wann ech hei nëmmen op dat géif äntwerten, wou Froe géife gestallt ginn, hätt ech nach kee Wuert brauchen ze soen, well dat sinn alles Tëscheriff, déi hei gemaach ginn. Mä sou ass nach kaum eng Fro gestallt ginn.

M. le Président.- Sou, elo stellt den Här Schiltz eng richteg Fro.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wollt den Här Schiltz dat?

Une voix.- Sot Ärem Pressespriecher Bescheed.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech mengen, datt mer hei eng Diskussioun wierklech op falsche Basë féieren. Dir lancéiert Saachen an d'Landschaft, déi net esou am Koalitiounsaccord stinn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi stinn awer esou dran, et deet mer leed.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dir huelt net zur Kenntnis, datt ech a menger Ried gesot hunn, éischtens, datt d'Steieren net vu vireran dierfen en Tabu sinn, datt ech zweetens gesot hunn, datt mer den Impakt op d'Ekonomie mussen am Bléck halen, an drëttens, datt d'Steieren an d'Spill kommen, wann all Spuerpotenzial ausgekraazt ass.

Do si schonn Elementer vun Äre Steierungs- an aneren Elementer mat dran. Dat heescht, mir hätte kënnen eng flott Diskussioun doriwwer féieren.

An ech wëll nach eng Kéier soen, Här Bausch, datt ech…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wou ass d'Fro?

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi kënnt nach, Här Bettel. Si kënnt nach.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …mat näischt wëll hei a Fro stellen, datt Der gutt Grënn hat, fir net do ze sinn. Ech wëll dat nach eng Kéier soen, well Dir hutt elo nach eng Kéier insinuéiert, ech hätt Iech dat reprochéiert. Ech reprochéieren Iech dat net. Ech weess just net, wéi mer hei kënnen eng Debatt féieren…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä si ass dach amgaang!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …- an dat ass meng Fro -, wann Der emol déi Punkten, déi ech hei gesot hunn an déi de Lucien Lux ähnlech gesot huet, net zur Kenntnis huelt.

(Brouhaha)

Duerfir froen ech Iech: Wéi féiere mer déi Debatt, wann Der dat net zur Kenntnis huelt?

M. le Président.- Sou! Elo géif ech proposéieren, elo hält den Här Bausch seng Ried. A jiddwereen, deen dozou wëllt eppes soen, dee schreift sech an. Well mir hu muer nach laang a vill a genuch Zäit, datt jiddweree seng Meenung doriwwer ka soen. Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech muss soen, ech kann net verstoen, datt den Här Schiltz seet, hei kéint ee keng lieweg Debatt kréien. Dat, wat mer hei amgaange sinn ze maachen, dat ass dach super. Ech géif mer wënschen, datt an Zukunft, wann een aneren hei steet, datt deen och esou oft erlaabt, datt en ënnerbrach gëtt, en Tëscheriff gemaach kritt, Äntwerte kritt. Da kréiche mer emol méi interessant Debatten hei. Dat wären da manner erofgeliese Rieden, wéi dat vläicht oft de Fall hei ass. Mä si géifen e bësse méi spannend ginn. Do sinn ech ganz mat Iech d'accord.

(Interruption)

Mä ech wëll awer dann nach eng Kéier zréckkommen op de Fong vun der Saach. Dee ganze sprangende Punkt ass jo: Wa mer an enger Situatioun sinn, wou mer eng öffentlech Schold hunn, déi op 20% zougeet, a mer net wëllen dat kréien, wat meng Virriedner hei gesot hunn, datt mer iwwer 40% op eemol öffentlech Schold hunn, a wa mer op eemol an den Zeenario kommen, datt mer da wéinst OECD-Grënn, aus Steierkonkurrenzgrënn zum Beispill bei de Betribssteieren 2% erofginn, an dann dat maachen, wat den Här Lux mer elo virgelies huet, gläichzäiteg och nach d'Frais-de-ménagen dimmen, mä dat geet jo erëm all Kéiers op d'Käschte vun de Recetten!

Dat heescht, dat si jo Ausgaben, déi ech zousätzlech betätegen. Da muss awer ee mer soen, wou en déi Suen alleguer wëllt hierhuele respektiv wou en op där anerer Säit wëllt sträiche goen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir sollen dat net maachen, seet dee Saz.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den OECD-Saz, huet de Finanzminister hei d'lescht Woch gesot, e ka mer dat bestätegen, e sëtzt hei. An Dir hutt mer en och elo selwer zitéiert, an Dir wësst och ganz genau, datt en esou an Ären Texter steet.

(Interruption)

Mir mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt, wéi gesot, d'Steieren ënnert deene véier Funktionalitéite missten diskutéiert ginn. A wa mer dann iwwer éischtens emol, ob et elo Reduktiounen oder Erhéijunge sinn, diskutéieren, dann hätte mir léiwer, mir géifen eng Gesamtsteierreform maachen, wou zum Beispill ënner anerem och ekologesch Kritären dra wären, mä wou dann awer och virun allem géif gekuckt gi bei Steierreduktiounen, zum Beispill bei Betriber, ob et net méi sënnvoll ass, ganz geziilte Saachen ze maachen.

Zum Beispill iwwer nach nei Crédit-d'impôten, déi ee géif aféieren, oder aner Mechanismen, ee ganz geziilt déi Secteure géif favoriséieren, déi entweder a Schwieregkeete sinn, oder kucken, neier anzeféiere fir Secteuren, déi ee wëllt op Lëtzebuerg unzéien.

Op alle Fall ass dat eng aner Logik, déi een da géif uwenden, wéi déi, wou een einfach breet mat der Géisskan d'Steiere fir eng Kategorie erof wëllt setzen; wat menger Meenung no och nach an deem heite Fall falsch wär.

Ech hu gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt eis gréisste Kritik baséiert awer dorop, datt mer bei dëser Regierung net gesinn, wou hir Prioritéite sinn, an datt dat eigentlech net geet. Datt een net ka soen: Mir maachen héich öffentlech Investitiounsausgaben, ouni datt een d'Prioritéite bekannt gëtt. Et kann een net alles ënner Finanzéierungsvirbehalt gläichzäiteg setzen.

An ech hunn Iech och gesot, datt mir géife ganz kloer eis Prioritéit setzen. Dat si sechs Beräicher, wou mir géife prioritär investéieren, an all déi aner, déi ech elo hei net nennen, dat sinn déi, wou mir mengen, wou duerchweegs misst dann zréckgeschrauft ginn.

Dat sinn d'Schoul an d'Bildung. Dat Zweet ass d'Fuerschung an d'Uni Lëtzebuerg. Ech wëll och do dem Rapporteur soen: En huet vill a sengem Rapport iwwert d'Uni geschwat, wat ech och gutt fannen, mä en huet net genuch iwwert déi véier CRPe geschwat, déi mer hunn, déi och e wichtege Bestanddeel vun der Uni sinn. D'autant plus, wou mer jo an der Recherche zu Lëtzebuerg eis eens sinn, datt mer haaptsächlech d'Recherche appliquée wëlle förderen, an d'CRPe spillen do eng wichteg Roll. Ech mengen, et soll een net vergiessen, ëmmer déi dobäi ze erwähnen.

Deen drëtte Punkt ass d'wirtschaftlech Diversifizéierung - alles, wat domadder ze dinn huet. Dee véierte Punkt ass d'Mobilitéit, an do déi grouss Prioritéit natierlech op dem öffentlechen Transport, der Mobilité douce. Dat heescht, all déi Verkéiersacteuren, déi am Zesummenhang stinn och mat eisen Obligatiounen, déi mer haut schonn hunn an och nach méi wäerte kréien no Kopenhagen.

Fënnefte Punkt ass den Energieeffizienzprogramm, d'Sanéierung vun ale Gebaier, dat heescht och erëm Aspekter, déi am Kader vum Klimaschutz wichteg sinn. An de sechste Punkt ass d'Kannerbetreiung.

Dat sinn déi sechs Punkten, wou mir géifen eis Schwéierpunkte setzen a prioritär géifen investéieren. An dann op enger Skala, wann ee muss ufänken, ze spueren, vun uewe bis ënnen, géif do als lescht gespuert ginn. Bei all deenen aneren als Éischt, respektiv Verschiddener missten dann deementspriechend zréckgestallt ginn.

Mir verlaangen, datt dës Regierung eis och seet, wou hir Prioritéite sinn. Well soss diskutéiere mer an d'Bland eran. Wéi gesot, ech hu gesot, wann een dat net mécht an et setzt een alles ënnert de Finanzéierungsvirbehalt, da kann een och direkt der KPMG oder Pricewaterhouse-Coopers de ganze Statsbudget iwwerginn, da kënnen déi derfir suergen, datt en am Équiliber ass, an da si mer fäerdeg.

Mir mengen och, Här President, wa mer dat esou maachen, dat heescht, wa mer engersäits bei de Fonctionnementskäschten eis gewësse Spuermoossnamen operleeën; wa mer iwwert déi Aspekter vum Sozialstat an deem Sënn diskutéieren, wéi ech dat versicht hunn ze beschreiwen; wa mer d'Steierpolitik esou gesinn, wéi ech se virdru beschriwwen hunn; wa mer

eis Prioritéite setzen, esou wéi mir se gesinn, datt mer dann als Land och brauche keng Angscht ze hunn. Da brénge mer et fäerdeg, an deenen eenzelne Beräicher vun eiser Ekonomie éischtens dee Kurswiessel ze kréien, dee mer brauchen. Sief et bei eise Banken duerch d'Schafe vun neien Nischen, zum Beispill, an et ass opgezielt ginn, den ethesche Banking, mä mir gesinn den ethesche Banking als e klenge Bestanddeel.

Wat vill méi wichteg ass, dat wäert de Finanzement vum Kurswiessel gi vum ekologeschen Ëmbau vun eisen Industriegesellschaften. Do wäerte sech enorm potenziell Marchéen opmaachen. Do brauch ee ganz geziilte Produkter, nei Produkter. Déi Finanzplaz hei soll sech dorobber ausriichten. Dat ass sécherlech en enorme Créneau fir d'Zukunft. Mä och nach aner Aspekter kënne mer eis do virstellen. Da brauche mer och keng Angscht ze hunn, datt no Kopenhagen d'Konsequenzen dovun eis op de Kapp falen. Mä da wäert dat souguer éischter, wa mer dat offensiv an deem Sënn uginn, fir eis eng Chance ginn.

Mir wäerten dann och musse verstoen, datt d'Zukunft vu Lëtzebuerg haaptsächlech am Beräich vun innovative Kleng-a Mëttelbetriber läit. Do denken ech net nëmmen elo u kleng Handwierksbetriber, mä haaptsächlech och héich technesch Mëttelbetriber. Et sinn déi, déi mer kënnen op Lëtzebuerg unzéien, mat der Recherche, déi mer wëllen eben opbauen. Dat soe mer scho méi laang hei zu Lëtzebuerg. Wa mer dat alles esou notzen, wéi mir dat virdru beschriwwen hunn, mengen ech, datt mer och gutt Chancen hunn, aus där Kris hei als Gewënner an net als Verléierer erauszegoen.

Ech wëll da just ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach awer e puer Wuert soen, well den Här Lux mech dorobber ugeschwat huet, an zwar d'Problematik vum Transport a vun den Iddien, déi entwéckelt gi si vum Buergermeeschter aus der Stad Lëtzebuerg ronderëm den Ausbau vun der Eisebunn op de Findel respektiv op de Kierchbierg.

Ech muss dem Här Lux soen, datt ech et scho relativ komesch fannen, wann een eng Ausso wéi déi doten direkt an d'Kategorie Egoismus setzt a seet, deen hätt dat elo nëmme gemaach aus Egoismus, well en a senger Stad, wou hie Buergermeeschter ass, gären doduerjer fir sech de Maximum erausschléit.

Wann een heiansdo eppes hannerfreet, an den Här Lux weess et…

(Interruption)

Den Här Lux weess, datt déi dote Fro, déi dote Saachen de Schäfferot vun der Stad, mä mir och als Fraktioun schonn an der Vergaangenheet a Fro gestallt hunn, datt dat eigentlech guer näischt Neies ass, datt am Fong och mir guer net eleng dostinn, an datt et och ganz vill Associatioune gëtt, déi där do Meenung scho laang sinn an déi oft mat him doriwwer diskutéiert hunn. Dann ass dat vläicht, well een och e puer gutt Grënn huet, fir dat ze diskutéieren.

Ech mengen nach ëmmer, datt et kee Sënn mécht, en Zuch ze bauen, dee ronderëm d'Stad mat engem risegen Détour op de Kierchbierg fiert, fir dann do d'Leit erauszeloossen an do nach eng Kéier se ëmsteigen ze dinn op den Tram, well déi meescht Leit wëllen net uewen nëmmen eleng bei d'Luxexpo, déi wëlle verdeelt op de Kierchbierg goen. Ech mengen och net, datt, wann den Tram bis eng Kéier fiert, wat ech hoffen, datt dat geschwënn ass, dann d'Leit wäerte mam Zuch dee ganzen Détour fueren, wa se vum Süde kommen, ronderëm déi ganz Stad op de Kierchbierg, wa se d'Méiglechkeet hunn, op der Gare ëmzesteigen op en Tram, dee se direkt eropbréngt an dann och dohinner direkt bréngt ënnen op de Kierchbierg, wou se wëlle kommen.

A wann Der schwätzt iwwert den Désenclavement vun der Gare Lëtzebuerg, do sinn ech mat Iech d'accord, datt een dee brauch. Mä den Désenclavement vun der Gare Lëtzebuerg, dee kréie mer net duerch d'Gare um Kierchbierg, mä dee kréie mer duerch d'Gares périphériques Zéisseng an Houwald, wou den Tram jo och soll dohinnerfueren, wou mer dann nei Ëmsteigméiglechkeete schafen, fir och vu Südwesten erof an d'Stad ze kommen, oder souguer dann ebe vum Süden erofzekommen, fir do ëmzesteigen.

Dofir brauche mer net eng ganz deier Streck ze bauen, déi e risegen Détour mécht, wou mer jo alleguerte wëssen, datt déi eigentlech am Kader vun dem Mobilitéitskonzept deemools vum Här Grethen nëmmen eng Noutléisung war, well deemools den Tracé duerch d'Stad net zur Diskussioun stoung. Ech mengen, dat musse mer vläicht emol eng Kéier an Erënnerung ruffen.

Deemools ass den Här Grethen Transportminister ginn, an en huet awer relativ séier natierlech mat senge Beamte gesinn, datt ee misst Léisunge fannen, fir dem Verkéier do Meeschter ze ginn, an datt den öffentlechen Transport misst ausgebaut ginn. An dunn ass d'Noutléisung gesicht ginn, fir ronderëm d'Stad ze fueren. Dat war dach de Grond, firwat de Kierchbierg ugepeilt ginn ass, a keen aneren.

Dat ass wierklech net e Projet zerriet, wann ee sech déi Fro stellt, ob et net aus Käschtegrënn, éischtens, mä och aus Effizienzgrënn méi Sënn mécht, datt een zum Beispill géif mam Tram carrément bis op de Findel fueren, an da méi schnell d'Gares périphériques Zéisseng an Houwald baut, wéi datt ee sech plot, fir dohanne laanscht op de Kierchbierg ze fueren, wou d'Leit nach ëmmer mussen deelweis souguer zweemol ëmsteigen. Déi vum Oste kommen, déi herno op de Parking Héienhaff wäerte fueren, déi musse jo dann do op den Zuch ëmklammen an um Kierchbierg nach eng Kéier op den Tram ëmklammen. Dat wäert an Zukunft kee maachen.

Dat sinn awer gutt Grënn. An déi Grënn sinn, wéi gesot, vu menger Fraktioun net nei, an och fir de Stater Schäfferot - ech stinn zwar net an där Funktioun hei - si se net nei, déi hu mir Iech ëmmer gesot.

Mir hunn natierlech net ze décidéieren, wat d'Regierung wëllt maachen an der Stad. Mä et ass awer nach ëmmer eist Recht, eis Meenung zu deem Thema ze soen. An déi huet an där Hisiicht sech am Fong net verännert par rapport zu virun e puer Joer. Ech mengen och net, datt Är Argumenter hei immens aussagekräfteg sinn, fir dat ze justifiéieren. Zumindest muss et derwäert sinn, déi Berechnung do ze maachen a sech dat nach eng Kéier gutt ze iwwerleeën.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Also iwwert d'Argumenter kann ee jo diskutéieren, mä datt mer eng Motioun hei 2006 unhuele mat Äre Stëmmen, wou genau dat do Konzept mat där do Linn drastoung an dann dräi Joer laang zesummen op Pressekonferenzen dat ze vertrieden no baussen, an haut eng Kehrtwendung maachen, ass allerdéngs en erstaunleche Virgang. E ganz erstaunleche Virgang!

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, Här Lux, mir hunn Iech deemools bei den Debatten, dat kënnt Der roueg noliesen, déi zu där Motioun gefouert hunn, och nach eng Kéier hei gesot, datt mir dee ganze Projet an déi Motioun matdroen, well an där Motioun stoung jo net nëmmen den Tracé op de Kierchbierg dran, mä et stoungen all déi aner Projeten och dran. Do stoung den Ausbau vun der Linn zweegleiseg op Beetebuerg an esou weider an esou fort, déi nei Escher Streck, alles dat si mer jo derfir.

Dat heescht, mir hu gesot deemools: „Mir hunn zwar nach ëmmer Bedenken doriwwer, datt dat eng Prioritéit soll sinn, op de Kierchbierg ze fueren, mä mir stëmmen et mat, well mer all déi aner Projeten extrem wichteg fannen a wierklech prioritär fannen." Och do huet eis Meenung sech net fir fënnef Sou geännert an deene leschte Joren. Wa mir eis Meenung änneren, da soe mir dat meeschtens. Ech kann Iech soen, Dir kënnt dat noliese goen. Meng Rieden hu sech an deem Mooss, eis Positioun huet sech net geännert. An ech fannen, datt et duerchweegs derwäert ass, an där Zäit, wou mer sinn, iwwert dat doten nozedenken, an datt et duerchweegs och Sënn mécht.

Här President, Dir verstitt aus mengen Ausféierungen eraus, déi ech gemaach hunn, datt mir dëse Budget net wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e Wuert vu Merci un de Kolleeg Lucien Thiel als Rapporteur vu sengem Budget. Ech mengen, et ass fir déi zweete Kéier, wou en dat mécht, an esou wéi déi éischte Kéier ass och dës Kéier dee Rapport ganz explizit. A virun allem ass et och e Rapport, dee Positioun bezitt. Et ass e Rapport, deen deenen engen an deenen aneren d'Geleeënheet gëtt, fir ze diskutéieren driwwer.

Dat hei ass den éischte Budget vun der neier Regierung. De Budgetsrapporteur huet en als en Iwwergangsbudget tituléiert. D'Fro, déi ee sech stellt, wann et en Iwwergangsbudget ass, ass: Wou geet et hin? Gëtt et besser oder gëtt et méi schlecht? - Et ass en Iwwergank.

Wa mer hei, Här President, iwwert de Budget vun 2010 schwätzen, muss een awer fir d'éischt, mengen ech, e Bléck zréckwerfen op de Budget vun 2009. Jiddwereen heibanne wousst, wéi mer virun engem Joer heibannen diskutéiert hunn iwwert de Budget vun 2009, datt dee Budget net esou géif ofschléissen, wéi en hei géif gestëmmt ginn, wéi e presentéiert a vun der Majoritéit gestëmmt ginn ass, an datt den Defizit vill méi grouss géif ginn, wéi en am Budget virgesi war. D'Regierungsparteien hunn deen Defizit ëmmer erofgespillt. Dat war bei den Debatten d'lescht Joer esou an dat ass weidergaange bis bei d'Wahlen.

Nach den 21. Abrëll dëst Joer, also kuerz virun de Wahlen, huet den Här Statsminister hei bei Geleeënheet vun der Debatt zur Lag vun der Natioun gesot, datt mer e Gesamtdefizit vu 640 Milliounen am Joer 2009 wäerte kréien. Am Numm vun der ADR hunn ech zu därselwechter Geleeënheet gesot, an ech zitéiere mech: „Mir als ADR ginn dovun aus, datt d'Defiziter däerften zum Schluss, oder wann d'Konten do sinn, tëschent 1,5 an zwou Milliarde fir d'Joer 2009 leien."

Elo stelle mer an den Dokumenter zum Budget vun 2010 fest, datt den Defizit do fir d'Joer 2009 mat genau 1,5 Milliarden ageschriwwe ginn ass, esou wéi mir en uganks dëses Joers virausgesot hunn. D'CSV huet bis d'Wahlen ëmmer vun engem Defizit vu 600 bis 700 Millioune geschwat.

Dat ass awer net elo, Här President, datt mir vun der ADR kéinte besser rechnen oder datt mer besser Finanzpolitiker wären, mä et ass ganz einfach, well mer d'Wourecht gesot hunn opgrond vun deene Chifferen, déi an der Finanzpolitik eis virgeluecht si ginn, virun allem d'Chifferen, déi jiddwereen am Fong an der Finanzkommissioun wousst. Mä aner Leit hu virun de Wahlen den Defizit erofgespillt, an no de Wahle kënnt dann elo d'Wourecht eraus.

Datt de Budget vun 2010 nach méi Defizit géif maachen, ass och virun de Wahle jiddwerengem bekannt gewiescht. Dat ass also elo keng Iwwerraschung, datt mer am Budget vun 2010 iwwer 20% Dépensë méi hu wéi Recetten. Dat wosst och jiddweree virun de Wahlen.

Här President, et ass déi éischte Kéier, datt mer manner Recetten erakréie wéi d'Joer virdrun an d'Dépensë weider klammen. An an de Joren 2011 an 2012 dierft et och net besser ginn. Och dat ass jo jiddwerengem bekannt, an zwar och virun de leschte Chamberswahle bekannt.

D'Regierung gräift op Emprunten zréck fir d'Finanzéierung vun normalen Dépensen. Dat ass zwar zäitlech begrenzt och vertrietbar. Et gëtt gesot, datt mer maximal zwee Joer eis dat kéinte leeschten, an duerch déi Emprunten, déi mer opgeholl hunn, ass d'Statsschold op d'Grenz vun 20% eropgaangen. D'Maastricht-Kritären erlaben eis 60%, a mer sinn eis parteiiwwergräifend eens an der Finanzkommissioun gewiescht, datt dat ni kéint en Zil si fir Lëtzebuerg, fir esou en héije Prozentsaz u Scholden unzestriewen, well et fir e klengt Land vill méi schwiereg ass, déi Scholden do zréckzebezuelen.

Mä schlëmm ass awer, Här President, datt d'Regierung déi Scholden net zréckbezuelt. Dës Regierung an déi viregt Regierung hu permanent Emprunten opgeholl an nëmmen d'Zënsen zréckbezuelt, mä kee Kapital. Soss wär den Defizit am Budget nach méi grouss ginn, wann d'Regierung géif, wéi all Betrib, wéi all Famill, déi Emprunten ophuelen, da Kapital an Zënsen zréckbezuelen. Dës Regierung bezilt nëmmen Zënsen zréck, well soss den Defizit nach méi grouss gi wär.

Et war e bëssen iwwerraschend, datt grad den Här Finanz- a Budgetsminister d'lescht Woch hei nach gesot huet, datt mer net däerfen eng Scholdepolitik maachen, déi déi kommend Generatioune belaascht. Ma déi heite Scholdepolitik ass näischt méi an näischt manner, wéi déi kommend Generatiounen ze belaaschten. Et ass eng Hypothéik op déi kommend Generatiounen, well mir elo Scholde maachen a mer bezuelen nëmmen Zënsen a mer bezuele kee Kapital zréck. Da mussen déi, déi no eis kommen, d'Scholden zréckbezuelen.

Et ass also genau de Contraire vun deem, wat d'Regierung hei gesot huet.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hei gëtt déi nächst kommend Generatioun staark hypothekéiert, an dat dierft an deenen nächste Joren esou weidergoen. An et muss ee sech d'Fro stellen, wann 2014 déi éischt Emprunten oflafen, wou da misst d'Kapital en bloc zréckbezuelt ginn, vu wat mer dat dann zréckbezuele mat deene Finanzaussiichten. Wahrscheinlech geet d'Regierung dann hin a verlängert einfach déi Emprunten nach eng Kéier op déi nächst Generatiounen.

Genausou, Här President, war bekannt virun de Wahlen, datt d'Fongen 2010 eidel wären. Och vill aner hunn dat gesot a geschriwwen, net nëmme mir als ADR. Dat konnt ech schonn d'lescht Joer an de Rapportë souwuel vun der Zentralbank wéi vun der Cour des Comptes feststellen, datt 2010 d'Konten eidel wären. Och hu mir als ADR ëmmer gesot, datt dat Geld, wat 2010 nach op de Fonge steet, kee Geld méi aus de gudde Joren ass, aus Plus-valuë géif bestoen, mä nëmme méi aus Emprunten, déi an de leschte Joren opgeholl si ginn an op d'Fonge gesat si ginn. An och am Budget vun 2010 ginn erëm Emprunten opgeholl, fir d'Fongen ze speisen. D'Cour des Comptes huet dat och an hirem Rapport festgehalen.

Si huet eng Graphik gemaach, Här President, wou een hei gesäit: Déi blo Bâtone sinn d'Suen, déi nach op de Fonge sinn, an déi rout drënner ass d'Schold, déi op de Fongen ass. An et gesäit ee schéi bei 2009, wou mer elo sinn - dat ass dann d'Cour des Comptes -, dat, wat nach an de Fongen ass, ass exklusiv - well et wäit sech aus - vun Empruntë gedeckt, a vun 2010 u si méi Empruntsgelder op de Fongen a guer keng aner Suen.

An anere Wierder, Här President, vum Geld aus de gudde Joren ass kee Rouden a kee Wäisse méi do. D'CSV mécht awer riicht esou virun, wéi wann dank der CSV, den CSV-Finanz- a Budgetsministeren - an och d'lescht Woch huet den Här Frieden nach hei versicht ze erklären -, dank enger wäitsiichteger Finanzpolitik vun der CSV elo nach Gelder op de Fonge wieren. An ëmmer erëm gëtt awer vergiess ze soen, datt dat keng Sue méi aus Plus-valuë sinn, mä datt dat nach just Empruntë sinn, déi an deene leschte Joren opgeholl si ginn.

E weidere Punkt, Här President, wat d'Transparenz ubelaangt, ass d'Entwécklung vun der Trésorerie. Hei kréie mer keng prezis Informatiounen iwwert de Stand, iwwert d'Evolutioun, iwwert d'Zesummesetzung, iwwert wat vu Flësseggeld oder vu Participatiounen do ass, wat vu Geld placéiert ass.

Vu wéini u war déi Finanzsituatioun vum Stat bekannt? Spéitstens d'lescht Joer beim Vote vum Budget 2009 war déi Situatioun jiddwerengem heibanne bekannt. Et war jiddwerengem virun de Wahle bekannt, datt de Budget vun 2009 géif en Defizit

maache vun ongeféier 1,5 Milliarden. Et war jiddwerengem bekannt, datt d'Budgete vun 2010, 2011 an 2012 nach méi Defizit géife maachen. Et war jiddwerengem bekannt, datt d'Fongen 2010 eidel wären. Dat war jiddwerengem bekannt. Also och der CSV. An et war der CSV méi wéi iergendengem anere bekannt, well si jo d'Statsfinanze géréieren.

Mä virun de Wahlen huet d'CSV esou gemaach, wéi wann dank der CSV alles an der Rei wär. Wahlcadeaue si verdeelt ginn, Steiererliichterungen, Chèques-services, d'Gehälter vun den Enseignanten an de Grondschoule sinn ëm 1.000 Euro de Mount geheicht ginn. D'ganz Welt huet vun der Kris geschwat, awer virun de Wahlen huet d'CSV esou gemaach, wéi wann dank hirer Lëtzebuerg iwwerhaapt net vun der Kris betraff wär. Mir kéinten nach weider Gelder verdeelen, alles géif nach besser ginn. Virun de Wahle sinn d'Problemer hei am Land mam Scheckheft geléist ginn.

Wann d'CSV éierlech gewiescht wär, dann hätt se virun de Wahlen de Wieler gesot: „Mir haten elo 20 Joer Héichkonjunktur. Mir haten 20 Joer, wou et hei am Land geboomt huet, 20 Joer, wou mer Plus-valuë kritt hunn, 20 Joer ass d'Geld nëmmen esou an d'Statskeesen eragereent komm. 20 Joer hate mer CSV-Finanzministeren, an um Schluss vun deenen 20 Joer ass kee Rouden a kee Wäisse méi an der Keess."

Trotzdeem ass d'CSV mat engem Wahlslogan an d'Wahle gaangen: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen." Dat war de Slogan, deen d'CSV virun de Wahle queesch duerch d'Land affichéiert huet: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen."

Et muss een näidvoll agestoen, Här President, datt dee Slogan gegraff huet. D'Leit hunn et gegleeft. Mä an der Zwëschenzäit weess awer och jiddwereen, datt Lëtzebuerg nach ni esou belu ginn ass wéi virun de leschte Wahlen, well, obschonn d'Finanzsituatioun…

(Interruption)

…virun de Wahle bekannt war, huet d'CSV de Leit net gesot, wat Saach ass.

D'CSV-Strategie vun haut ass déi: Elo gëtt esou gemaach, wéi wann elo no de Wahle ganz plötzlech déi Finanzsituatioun eréischt entstane wär, kee Mënsch hätt dat virun de Wahle gewosst oder kéinte wëssen. No de Wahlen ass dat ganz plötzlech, onerwaart, quasi iwwer Nuecht op eis eragebrach. An duerfir gëtt d'Land elo op den Ofbau virbereet. Et gëtt vun engem Iwwergangsbudget vum Här Rapporteur geschwat. Et kéint een och soen, e Budget vu gudden a schlechten Zäiten.

Elo freet jiddwereen no Iddien, d'CSV freet no Iddien, wou Geld kënnt gespuert ginn oder wéi an d'Statskeess kënnt weider erakommen. All Mënsch, all d'Parteien, d'Gewerkschaften, d'Patronats- an d'Salariatssäit, jiddweree soll der CSV elo soen an hëllefen, wéi d'Statsfinanzen erëm sollten an den Équiliber bruecht ginn. Den Här Minister Luc Frieden huet de leschten Donneschdeg hei gesot, d'Regierung wëllt dat mat allen diskutéieren, mat alle Leit. Keen Diktat, mä Dialog, keng Tabuen, keng ideologesch Klassekämpf an esou weider.

Neen, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV, Dir hutt virun de Wahle gesot: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen." Dir hutt vum Wieler duerfir massiv d'Vertraue geschenkt kritt. Dir hutt vum Wieler e Mandat, jo, en Optrag kritt, fir dat ze maachen, wat Der de Wieler virun de Wahle gesot hutt. „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen." Also maacht dat, wat Der virun de Wahle gesot hutt! Dir hutt jo alles virun de Wahle gesot, hutt Der geschriwwen. Dann ass elo näischt méi ze diskutéieren.

Oder hutt Der de Wieler belunn? Da sot em et. Wann Der elo musst diskutéieren, dann hutt Der jo virun de Wahlen net gesot, wat Saach ass. A wann Der et gesot hutt, dann huelt Är Responsabilitéit a regéiert. Duerfir hutt Der vum Wieler e Mandat kritt. Maacht dat, wat Der virun de Wahle gesot hutt! Alles aneschters ass Wielerbedruch, wier eng Wahlligen.

Här President, hei géif ech och gär e Wuert onsem Statsminister, dem Här Jean-Claude Juncker, soen. Mir haten alleguer och Versteesdemech, datt den Här Juncker, am Hibléck op d'Nominatioun vum éischte President fir den Europäesche Conseil, vill am Ausland ënnerwee war. Déi Grouss an Europa hunn anescht décidéiert, wéi mir et am Interessi vun Europa fir richteg befonnt hätten. Mir géifen elo awer mengen, datt d'Zäit komm wier, wou den Här Juncker emol erëm misst Statsminister vu Lëtzebuerg spillen.

D'Problemer hei am Land gi vun Dag zu Dag méi grouss, an et kann een e Land an esou enger Situatioun net niewelaanscht regéieren. Eng Legislaturperiod huet fënnef Joer oder 60 Méint. Et kann net sinn, datt den Här Juncker 60 Méint on Tour ass, 59 am Rescht vun der Welt, an ee Mount virun de Wahlen hei zu Lëtzebuerg. D'Lëtzebuerger hunn den Här Juncker un alleréischter Stell als Statsminister gewielt, an et géif duerfir héich Zäit, datt e säin Zelt erëm heiheem zu Lëtzebuerg zäitweileg géif opschloen.

Här President, ech hu virdrun iwwert d'Transparenz geschwat. Esou hält sech och insgesamt d'Transparenz iwwert d'Statsfinanzen. Drëpseweis musse mir als Deputéierten Informatioune vun der Regierung quasi eraussuckelen. Verschidden Informatioune kréie mer iwwerhaapt net. An déi, déi mer kréien, sinn all Kéier aneschters presentéiert.

Mä dëst Parlament léisst sech dat mat senger Kopfnickermajoritéit einfach gefalen. Wier et net normal, datt all Mënsch, net nëmmen d'Chamber oder d'Membere vun der Finanzkommissioun, neen, jiddwereen am Land permanent sech misst kënnen iwwer novollzéibar Chifferen iwwert d'Finanzsituatioun vun eisem Stat informéieren? Wéi de Stand vun de Recetten an den Dépensen ass vis-à-vis vum Budget an dem Budget vum Joer virdrun, wéi de Stand vun den Investitiounsfongen ass, wéi de Stand vun der Trésorerie ass, wéi vill liquide ass a wat fest ugeluecht ass, wat vu Steiersolden nach anzedreiwen ass, a wéi vill de Stat de Bierger an de Betriber nach schëlleg ass, wéi d'Steierrecetten net nëmmen am Joer erakommen, mä och wéi se sech op dat eenzelt Steierjoer oder den Exercice zesummesetzen. Dat misst an engem normale Rechtsstat Normalitéit ginn. Zu Lëtzebuerg hält d'Regierung dës Chifferen zu engem groussen Deel zréck. Et si Statsgeheimnisser.

Datselwecht ass mat de Solden. Do hu mer aus dem Rapport vun der Cour des Comptes, also net vum Finanzminister, festgestallt a sinn informéiert ginn, datt dëst Joer d'Betribssteier, déi an der Regel 300 Milliounen - wat d'Décompten ausgemaach huet - war, 2009 op 500 Milliounen eropgaang ass. 2009 sinn also 200 Millioune méi Décompten agezu gi bei der Betribssteier wéi déi Jore virdrun. An d'nächst Joer geet se erëm op 300 Milliounen zréck. D'Fro ass: Wéi vill Soldë stinn dann nach aus 2005, 2006, 2007, 2008? Woubäi mer wëssen, datt 2005, 2006 an 2007 jo awer nach gutt Jore waren. D'Regierung seet eis, si kënnt eis dat net soen. Ech behaapten, Här President, d'Regierung weess et, mä si wëllt eis et net soen.

Här President, 80 bis 85%, ass eis gesot ginn, vun der Betribssteier géifen ongeféier 120 bis 150 Betriber bezuelen. De Rescht, 15 bis 20% vun deenen aneren Zéngdausende vu Betriber, datt 80% vun deene Betriber keng Steiere musse bezuelen. D'Regierung bräicht also nëmmen déi 120, 150 Betriber ze kucken, fir ze wëssen, wat nach u Solden aussteet. Si weess et och duerfir, mä si seet eis et net. An dat ass ganz schlëmm, an et wier nach méi schlëmm, wa se et net géif wëssen, well da wier se och nach oncapabel, d'Statsfinanzen uerdentlech ze géréieren. D'Chamber an d'Öffentlechkeet hunn e Recht drop, integral iwwert d'Statsfinanzen informéiert ze ginn.

2006 huet dréngend eng Tripartite missen ageruff ginn, well de Statsbudget am Viraus och als staark defizitär dohigestallt ginn ass. Beim Kont war et awer keen Defizit, mä et war eng staark Plus-value. D'Konsequenz vun där defizitärer Ukënnegung war awer dee gréisste Sozialofbau, dee Lëtzebuerg an der Nokrichsgeschicht erlieft huet. D'Gewerkschaften hu sech deemools ugeschmiert gefillt, déi matgaange sinn op dee Wee, well gesot ginn ass, de Budget wier staark defizitär. D'Gewerkschaften hu sozialen Ofbau matgedroen, an zum Schluss war en net defizitär, mä et si gutt Iwwerschëss erauskomm. E gudden Iesel, Här President, stéisst sech bekanntlech nëmmen eemol. An duerfir wäerten och dës Kéier d'Gewerkschaften d'Kaarten op den Dësch verlaangen, wéi d'Statsfinanzen an der Wierklechkeet ausgesinn.

An, Här President, ech géif an deem Sënn Iech och zwou Motioune ginn, fir datt an Zukunft d'Chamber méi detailléiert a regelméisseg Informatiounen iwwert d'Statsfinanze kritt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la crise financière et économique actuelle va avoir des répercussions sur les finances publiques pour les années à venir;

- qu'afin de pouvoir réagir d'une façon adéquate contre la crise, les responsables politiques nécessitent des informations financières complètes, fiables et mises à jour régulièrement;

- que pour des raisons de transparence le citoyen doit avoir accès à ces informations;

invite le Gouvernement

- à publier mensuellement la situation des recettes et dépenses de l'État pour l'année en cours et à les comparer à la période correspondante de l'année précédente et au projet de budget en cours;

- à publier mensuellement une situation détaillée de la trésorerie de l'État reprenant:

a) le montant des liquidités;

b) le montant et le détail des participations de l'État dans des sociétés de droit privé ou de droit public;

c) le détail (montant garanti, montant accordé, montant émis ou maximum autorisé et en cours) des garanties financières accordées par l'État à des sociétés de droit privé ou de droit public;

- à publier mensuellement le montant et le détail de la dette publique (dette à moyen et court terme, bons du trésor, circulation monétaire des pièces émises par l'État ainsi que déficit et dette du Gouvernement général);

- à publier mensuellement la situation financière des fonds spéciaux de l'État;

- à publier mensuellement et par secteur d'activité le montant des recettes fiscales pour l'année en cours;

- à publier mensuellement le montant et le détail des soldes à percevoir des particuliers et des entreprises à l'Administration des contributions directes et à l'Administration de l'enregistrement et des domaines;

- à publier mensuellement les soldes dus par l'Administration des contributions directes et par l'Administration de l'enregistrement et des domaines à des particuliers et à des entreprises.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'afin de prendre des mesures adéquates pour réagir contre la crise financière et économique actuelle, les responsables ont besoin d'informations financières complètes et fiables;

- que ladite crise aura de sérieuses répercussions sur les finances publiques pour les années à venir, non seulement au niveau de l'État mais également au niveau des communes et des syndicats intercommunaux;

- que la situation financière des communes est susceptible d'avoir des répercussions sur la situation financière de l'État et de l'économie dans son ensemble;

- que les projets de budget des communes sont soumis pour approbation au Ministre de l'Intérieur;

- que les dispositions du pacte de stabilité de Maastricht prennent compte également des dettes communales;

invite le Gouvernement

- à publier pour le 31 janvier de chaque année un tableau reprenant

a) le niveau d'endettement global des communes au 31 décembre de l'année précédente;

b) le niveau d'endettement et le détail des emprunts (durée et montants ainsi que détail du capital et des intérêts) pour chaque commune au 31 décembre de l'année précédente;

c) les emprunts nouveaux envisagés par chaque commune pour l'année budgétaire suivante.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Datselwecht hu mer bei de Gemengen. Mir wëssen alleguer, datt, laut de Maastricht-Kritären, d'Verscholdung vun de Gemengen ee vun de Kritären ass. D'Fro, wéi vill Scholden déi 116 Gemengen zesummen hei am Land hunn, seet den Innenminister, wier net méiglech, fir dat ze beäntwerten. De Minister approuvéiert awer all Joer sämtlech Budgete vun de Gemengen. An allgemeng: De Budget ass eng Säit, keng zwou, keng dräi, keng véier, neen, eng Säit, an do steet d'Schold vun all Gemeng, esou opgezielt op den 31. Dezember vun dem lafende Joer, souwuel wat d'Kapital wéi wat d'Zënse sinn, déi mussen zréckbezuelt ginn. A wann nei Empruntë fir deen Exercice hannendru stinn, da stinn déi Chifferen och dran.

Et ass duerfir, ech soen dat esou haart, wéi et ass, fir mech eng Trauregkeet, jo, eng Frechheet vun engem Innenminister, engem Parlament dës Chiffere virzëenthalen. Fir der Kommissioun ze soen, d'Gemenge géifen déi Chifferen net richteg liwweren, oder si wieren informatesch net richteg um leschte Stand, dat ass eng Lächerlechkeet, fir dat ze maachen. Et brauch een nëmme vun deenen 116 Gemengen - an net all Gemeng huet emol eng Schold, et sinn der souguer manner - déi Zifferen zesummenzehuelen.

Wann d'Buergermeeschteren, d'Schäffen an d'Conseilleren hei an der Gemeng géifen dat Blat aus hirem Budget matbréngen, dann hätte mer an enger Véierelstonn 90% vun den Defiziter aus dem Land zesummen, mä den Innenminister bréngt dat net fäerdeg. Mir missten...

Une voix.- Et ass d'Postkutschenzäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gelift? D'Postkutschen?

Neen, si wëllen net. Si wëssen et, mä si wëllen net. An da muss ee sech d'Fro stellen, firwat se net wëllen déi Chiffere virleeën. Do kann een op gelunge Gedanke kommen. Well do gi jo esou Chifferen no Bréissel genannt. An ech ka mer virstellen, datt, wa mer emol eng Kéier déi Chifferen hei richteg hunn, dat kënnten eventuell anerer si wéi déi, déi op Bréissel ginn.

Mir missten dach hei als Chamber engem Minister kënne soen: „An aacht Deeg hu mer déi Chifferen hei leien, oder du muss däin Hutt huelen." Well dat ass de Bewäis, datt e soss onfäeg ass, fir säi Ministère ze leeden. Zielt engem Mënsch dat, et gleeft keen et! Wa mir als Parlament ons dat dote gefale loossen, da kritt eisen allze fréi verstuerwene Frënd Fernand Rau nodréiglech eng weider Kéier Recht, deen eng Kéier hei, bei enger ähnlecher Geleeënheet, wéi d'Chamber sech dat vun enger Regierung gefale gelooss huet, gesot huet, Lëtzebuerg hätt dat dommste Parlament vun der Welt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mech bis elo haaptsächlech mat der CSV beschäftegt,...

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...mä ech wollt awer, fir de gerechten Ausgläich, och e puer Wierder iwwer eis sozialistesch Kolleege soen. Et ass allerdéngs nach net vill iwwer si ze soen, well si hunn nach net vill gemaach an deene puer Méint no de Wahlen. Mat Ausnahm, datt de Sozial-

minister virun de Wahlen ëmmer gesot huet, datt d'Keese gesond wieren. Esou war virun de Wahlen d'Krankekeess gesond, an no de Wahlen, aacht Deeg duerno, war d'Gesondheetskeess krank.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.-* Zwëschenduerch war eng kleng Kris, déi hutt Dir net matkritt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).-* E gudde Minister weess aacht Deeg virun de Wahle genau datselwecht wéi aacht Deeg no de Wahlen.

D'LSAP, déi an der leschter Legislaturperiod am Fong just doduerch opgefall ass, datt se de gréisste Sozialofbau mat duerchgezunn a verdeedegt huet. D'Sozialisten haten och e Slogan virun de Wahlen: „Jo zum Sozialstat, Jo zu de Sozialisten."

Mir kucken, Här President, d'Sozialistesch Partei méi am Detail d'nächst Joer, well de Mëtteg ass hei nach geschwat ginn, och vum Här Lux, vun der Verméigenssteier, mä et muss een awer wëssen, datt et d'Sozialiste waren, déi an der leschter Legislaturperiod d'Verméigenssteier mat ofgeschaaft hunn an d'Quellesteier fir déi kleng Leit agefouert hunn. An elo gi vun deselwechte Leit, déi se ofgeschaaft hunn, d'Truppe mobiliséiert ronderëm, fir ze soen: „Ma kommt, mer schafen déi Verméigenssteier of." Dir hätt se net sollen aféieren, da bräicht Der elo déi Diskussioun do net ze féieren. Et waren och d'Sozialisten, déi deemools vum Kapitalismus, vum Casino-Kapitalismus geschwat hunn. Haut wëlle se näischt méi dovu wëssen.

Elo gëtt d'Land, an dat ass d'Strategie, Här President, lues awer sécher op déi katastrophal Finanzsituatioun vum Stat preparéiert. Bei de Sozialpartner sollen elo uganks vum Joer Sondagë geféiert ginn. D'Strategie ass, datt fir d'éischt elo ofgewaart gëtt, bis d'Sozialwahlen an der Fonction publique uganks vum Joer eriwwer sinn. Duerfir gëtt dann och nëmmen e Sondage gefouert. A soubal wéi déi Wahlen erëm sinn, da gëtt d'Tripartite zesummegeruff, a spéitstens am Abrëll, dat ass den Timing, soen ech Iech, vun der Regierung, da kommen d'Propositions de loi op den Dësch. Well déi missten, laut hirer Strategie, d'nächst Joer nach gestëmmt ginn, also virum Joer 2011, well 2011 ass d'Joer vun de Gemengerotswahlen, an do wëlle se net mat deene Projeten erakommen. An den nächste Jore wäerte mer eis also méi mat de Sozialiste beschäftegen.

A mer wësse jo, Här President, datt d'Sozialisten zënter der Regierungserklärung an der Zwëschenzäit och wëssen, nodeems se dee Slogan opgehaangen haten: „Jo zum Sozialstat", wéi den Här Lux eis hei erkläert huet bei der Regierungserklärung, ech liesen dat vir: „D'LSAP-Fraktioun setzt dräi Chantieren an de Mëttelpunkt. Éischtens, ech hunn am Duden d'Definitioun vum Sozialstat gëschter gekuckt." Dat heescht, Här President, den Här Lux, dee säi Liewe laang an der LSAP war, dee Generalsekretär war, deen duerch d'ganzt Land Plakate gesat huet: „Jo zum Sozialstat", deen huet e Mount no de Wahlen emol am Duden nogekuckt, wat dat Wuert „Sozialstat" bedeit.

A mir hoffen, datt en et verstanen huet, nodeem datt déi Partei awer schonn esou laang do ass an an der Regierung war, datt se dann elo hir Roll spillen. An dat, wat en an deem intelligente Buch do gelies huet, datt dat dann och elo als Sozialisten, de Sozialstat an deenen nächste Joren... Wann d'Sozialisten also dat maachen, wat se op hirer Affiche haten, da begéine se eis op hirem Wee d'nächst Joer. Mä wa se awer esou wéi an der leschter Legislaturperiod erëm ëmfalen a mat der CSV Sozialofbau maachen, da begéine se eis op där anerer Säit vum Wee, da sti mer frontal vis-à-vis.

Här President, ech wéilt nach e Wuert verléieren iwwert d'Banken. Mir wëssen alleguer, wéi mer Feira décidéiert hunn hei an der Chamber, do ass vu Regierungssäit, an och vum Bankesecteur kann dat gesot ginn, Rou am Bankesecteur gewiescht. Mäi Parteikolleeg Jacques-Yves Henckes huet deemools hei gesot, Feira wier den Ufank vum Enn vum Bankgeheimnis. An och de Finanzsecteur selwer huet deemools, geneesou wéi d'Regierung, gesot: „Elo ass emol endlech Rou am Finanzsecteur."

Mä wou war déi Rou da bis haut? Et war nach keng sechs Méint, wou déi Rou war. An och den Här Finanzminister, den Här Frieden, huet den 18. September 2004, Här President, an der Börsenzeitung eng Fro gestallt kritt, wéi dann elo op der Finanzplaz hei, wat d'Privatkundengeschäft ugeet, d'Konkurrenzfäegkeet wier. An den Här Frieden huet geäntwert: „In der Vergangenheit gab es stets Unsicherheiten. Dank dieser europäischen Richtlinie wird sich das Privatkundengeschäft im Großherzogtum verstärken. Die Kunden wissen jetzt genau, wie es in den nächsten zehn bis 20 Jahren im Luxemburger Geschäft aussehen wird."

Här President, wann een déi Äntwert do héiert, da mengt een, déi wier viru 15, 20 Joer gi ginn, well jo gesot gëtt: „Et ass elo 15, 20 Joer roueg zu Lëtzebuerg", mä déi Äntwert ass gi ginn am September 2004. Och do gesi mer, datt dat, wat de Kolleeg Henckes deemools gesot huet, datt dat den Ufank vum Enn wier, an datt mer keng Rou hätten...

An haut si mer iwwerzeegt, datt et keng Rou gëtt, bis d'Bankgeheimnis ganz ofgeschriwwen ass. A wann een och hei d'Kontradiktioun héiert tëschent engersäits dem Här Schiltz an dem Rapporteur an op där anerer Säit dem Här Frieden, dann huet een esou d'Gefill, wéi wann d'Regierung schonn d'Bankgeheimnis ofgeschriwwen hätt, an aner Leit an der CSV mengen, et géif nach iergendwéi bestoen.

Mä mir hunn awer och festgestallt, datt et duerno riicht virugaangen ass, wéi mer d'lescht Joer an Europa eng blamabel Roll gespillt hunn, wou d'Diskussioun op den Niveau vun der OECD geluecht ginn ass, a wéi mer op eemol op enger groer Lëscht stoungen, wou mer gesot hunn, mir misste kuerzfristeg Duebelbesteierungsofkommesse maachen. Am Ableck hu mer der schonn 18, a bis Enn vum Joer, huet de Minister eis gesot, wieren et der 20, an uganks vum Joer ginn déi da mat Gesetz ëmgesat. Mä mat all Duebelbesteierungsofkommes, wat mer maachen, musse mer och wëssen, ass erëm e Stéck vum Bankgeheimnis fort. Et schéngt duerfir, wéi wann d'Regierung, an dat fënnt een ëmmer méi eraus, d'Bankgeheimnis schonn opginn hätt. D'Kontradiktioun, wéi gesot, tëschent dem Rapporteur an dem Finanzminister.

Awer de Wäert vum Finanzsecteur, Här President, ass fir dëst Land esou wichteg wéi fir keen anert Land. Et ass keen anert Land, wat a sengem Statsbudget esou vill direkt an indirekt Recetten ze verzeechnen huet vun engem Secteur, vum Finanzsecteur, wéi dat hei zu Lëtzebuerg ass. Mat iwwer 50% fënnt een déi direkt an indirekt Recetten. D'Schwäiz, wat och e Land ass mat engem Finanzsecteur, kënnt op zéng Prozent vu sengem Budget, an Éisträich, wat och e Finanzsecteur huet, kënnt op zwee Prozent. Mir hunn also hei e gesamten Intérêt, fir dee Finanzsecteur esou héich wéi méiglech ze halen. Mir hunn och en Intérêt, fir d'Bankgeheimnis esou laang an esou gutt wéi méiglech ze erhalen.

Den Här Budgetsrapporteur huet och hei Chiffere genannt, déi beängstigend sinn. Ech froe mech och, firwat hie se genannt huet. Ass dat, fir Onrou an ee Secteur ze bréngen? Wa gesot gëtt, datt duerch d'Finanzkris zéng Prozent vun der Belegschaft ofgebaut ginn, dat sinn tëschent 2.500 an 3.000 Leit, wou am Ableck der dovunner schonn 800 fort sinn, a wann en dann am selwechten Zesummenhang seet, datt, wa mer d'Bankgeheimnis opginn an d'Privatgeschäft net méi leeft, da 6.000 Aarbechtsplazen nach kënnten a Gefor sinn.

Dat heescht, an anere Wierder huet den Här Budgetsrapporteur hei gesot, datt quasi all drëtt, véiert Aarbechtsplaz am Finanzsecteur um Spill steet. Dat wier dramatesch, an duerfir musse mer, Här President, alleguer zesummen, souwuel de Banke- wéi de Versécherungssecteur, alles maachen, fir mat den Acteuren aus deene Secteuren eng Législatioun opzebauen, fir déi Méiglechkeeten, déi sech nach an deem Spillraum, deen ëmmer méi kleng gëtt, international, awer nach esou ze bewegen, fir datt d'Finanzplaz och eng Zukunft huet. Well d'Konsequenze vun engem Abroch vun de Finanze gi fir dëst Land soss dramatesch.

Mir hunn alleguer, jiddwereen, egal wou e steet, an der Vergaangenheet vun deem Finanzsecteur profitéiert. Wa mer virdru gesot kritt hunn, datt 80% vun de Betriber keng Steiere bezuelen, dann ass dat méiglech gewiescht, well eben ee Secteur esou vill Steieren eraginn huet. Wann all déi aner Betriber Aarbechte kruten, gutt Léin konnte bezuelen, wa mer gutt Sozialpolitik konnte maachen, dann ass et a priori, well vun deem Finanzsecteur esou vill Gelder erakomm sinn. Mir mussen also wëssen, wéi wichteg dee Secteur ass. Mir hunn awer esou d'Gefill, wéi wann d'Regierung hei permanent an der Defensiv wär.

Vu Feira un ass gesot ginn: „Elo hu mer Rou." A mir hu keng sechs Méint no Feira Rou geholl. An elo ass schonn erëm um ECOFIN déi nächst Etapp agelaut. Nodeem d'lescht Joer d'Etapp OECD war, kënnt elo d'Etapp ECOFIN. An dat geet virun, bis d'Bankgeheimnis fort ass. An do sinn also déi Aussoen, déi no Feira gemaach si ginn, datt mer do zéng bis 20 Joer Rou hätten, vun der Regierung, déi ware komplett falsch. Et ass just de Contraire agetratt.

Här President, et ass an dësen Debatte vill vu Pensioune geschwat ginn. Den Här Budgetsrapporteur huet ugefaangen a bal duerno huet jiddwereen driwwer geschwat. D'ADR ass och fir eng Diskussioun, fir datt eis Pensioune solle laangfristeg ofgeséchert ginn. Mä d'Fro stellt sech, firwat datt dat d'Haaptthema bei de Budgetsdiskussiounen ass. Well och wa mer iwwer eng laangfristeg Ofsécherung schwätzen, huet dat am Prinzip keng Répercussiounen op de Budget vun 2010 oder 2011 oder 2012.

Mir hunn am Privatsecteur Reserve vun néng Milliarden, et ass gesot ginn, an de System ass duerfir sécher. Mä wann awer esou vill hei am Zesummenhang vun de Pensioune mam Budget geschwat gëtt, da gëtt een hellhöreg, da muss een oppassen. Well wéi mer déi lescht Tripartite 2006 haten, do ass och op eemol e Konsens fonnt ginn tëschent der Regierung, dem Patronat an de Gewerkschaftsorganisatiounen, deen zu engem gudden Deel op d'Käschte vun de Pensiounskeese gaangen ass. Do ass de Stat vun enger Rei vun Obligatiounen, déi e vis-à-vis vun de Pensiounskeesen hat, entbonne ginn, fir de Statsbudget ze entlaaschten. An ech fäerte ganz, datt hei verschidde Leit, well mer eben do esou héich Reserven hunn, zwar vun enger laangfristeger Finanzéierung schwätzen, awer kuerzfristeg am Kapp hu fir kënnen d'staatlech Participatioun vis-à-vis vun de Pensiounskeesen ze kierzen.

Ech wëll duerfir warnen, wann et de Leit sollt hir Absicht sinn, datt dat eppes wéi eng Krichserklärung wier. Et kann net sinn, datt de Stat seng Participatioun, seng Obligatioun vis-à-vis vun de Pensiounssystemer och nëmmen zum Deel a Fro stellt.

Dat ass an der leschter Tripartite geschitt. Dat däerf net nach eng Kéier geschéien. Et kann net gesot ginn: „Mir schwätzen iwwer eng laangfristeg Finanzéierung", an de Stat wëllt seng Participatioun kierzen. Well wat huet se soss an der Diskussioun vun de Budgeten ze dinn, wann et de Budget ass vun 2010 oder 2011 oder 2012? Eng laangfristeg Finanzéierung huet näischt mat Budgete kuerzfristeg ze dinn. Well dat awer ëmmer permanent hei kënnt, läit de Gedanke ganz no, datt do Leit schlecht Gedanken hunn.

Mir bekennen eis als ADR zu eisem Sozialversécherungssystem, deen op de Generatiounevertrag an op eng national Solidaritéit opbaut. Mir hunn iwwer Jorzéngten, ech géif bal soen am leschte Jorhonnert gebraucht, fir souwuel eis Pensiounskeesen, eis Krankekeesen, d'Unfallkeesen opzebauen, an eis lescht grouss sozial Errongenschaft war d'Fleegeversécherung. Eng Fleegeversécherung, wou mer eng national Solidaritéit spille loossen, wou jiddwereen drabezilt, an zwar net plafonéiert, mä opgrond vu senge Revenuen, a wou jiddwereen am Land, ob räich oder aarm, eng mënschegerecht Fleeg garantéiert kritt.

Dat si Systemer, eis Krankekeess, eis Pensiounskeess, eis Fleegeversécherung, déi op enger nationaler Solidaritéit, op engem Generatiounevertrag opgebaut sinn, an un deene musse mer festhalen. Et kann net sinn, datt Leit mengen, et misst een do derniewent eppes opbauen, wou da souwisou nëmme Leit mat Geld sech kënnen eppes derniewent opbauen, well normal schaffend Leit kënne sech net och haut nach niewent deem normale System en anere System opbauen.

D'Famill ass fir eis ganz wichteg. Duerfir sinn all Investitiounen, déi an d'Famill ginn, fir eis als ADR enorm wichteg. Mir hu virun de Wahle gesot, wéi d'Chèques-services agefouert gi sinn, datt mer fir Chèques-services sinn, awer fir all Mammen. Fir all Mammen oder Pappen, déi d'Kanner versuergen. D'Regierung huet déi virun de Wahle lancéiert, ouni datt se duerchduecht waren. Kee wousst zu deem Zäitpunkt, wat finanziell géif op de Budget zoukommen. Kee wousst am Land, ob mer genuch Strukturen hätten, wéi se géife fonctionnéieren. An elo no de Wahle gesi mer, wat alles do op eis zoukënnt.

Dat Éischt, wat d'Regierung no de Wahle gemaach huet: Si huet déi Chèques-services nach eng Kéier ausgebaut, obscho keng Demande do war, op sportlech a kulturell Federatiounen. Sou datt haut am Fong jiddwereen am Land Chèques-services kritt, mä just déi Fra, déi Mamm, déi doheem bleift, fir d'Kannererzéiung ze maachen, déi kritt guer näischt. Déi kritt wuel Chèques-services, mä da muss se hir Kanner an eng Struktur ginn. Mä déi, déi seet: „Ech maache gär meng Erzéiungsaarbecht selwer doheem", déi kritt vun dësem Stat keng Unerkennung.

Duerfir hu mir jo och Betreiungsgeld proposéiert, an dat kéint een och an dëser Diskussioun, och am Kader vun de Finanzen, diskutéieren. E Betreiungsgeld, wou een all déi familljepolitesch Moossname géif zesummesetzen. An et kann ee souguer iwwerleeën, ob ee se net kéint steierlech ënnerwerfen, fir och eng sozial Gerechtegkeet eranzebréngen, an dann all Famill dat Familljegeld ginn, an d'Famill décidéiert selwer, ob se dann hiert Kand an eng Struktur gëtt oder ob se d'Erzéiung doheem mécht.

Mä, hu mer och gesot: „Et muss e Flichtbetrag sinn, fir datt déi Fra, déi doheem bleift, dann och muss an d'Pensiounskeese bezuelen." Well an eisem ganze Sozialsystem, wat ech virdru gelueft hunn, gëtt et eng Kategorie vu Leit, déi net sozial ofgeséchert sinn. Dat sinn d'Fraen, déi doheem bleiwen. An ech mengen, déi maachen eng wäertvoll Aarbecht. An et ass och eis Flicht als Politiker, fir déi Fraen ofzesécheren, déi doheem déi wäertvoll Aarbecht maachen, datt déi spéiderhin, wann iergendwéi eng Scheedung géif kommen oder soss eppes, och sozial ofgeséchert sinn. Duerfir bleiwe mir bei eiser Iddi, fir d'Erzéiungsgeld anzeféieren an dëser Legislaturperiod, all familljepolitesch Moossnamen zesummenzeleeën an dann awer eng Obligatioun dranzemaachen, fir an eng Pensiounskeess ze bezuelen.

Nach e Wuert iwwert den öffentlechen Transport, Här President. Der wësst alleguer, datt d'ADR déi eenzeg Partei ass, déi fir de City-Tunnel ass. A wéi ech de Mëtten de Kolleeg Bausch elo héieren hu schwätzen, war ech bal der Meenung, e géif hei e Plädoyer fir de City-Tunnel halen, well en huet do geschwat: „Et kann net sinn, datt ee mam Zuch bis op de Kierchberg fiert, an da muss een do an den Tram ëmklammen. D'Leit, déi fuere gär direkt mam Zuch oder mam Tram op déi richteg Plaz." Duerfir ass de City-Tunnel schonn déi richteg Léisung an, Här President, mir sinn eis jo och heibannen eens, datt den Tram ni wäert gebaut ginn.

(Interruption)

D'DP huet viru kuerzem der CSV Zickzackkurs virgeworf, well d'CSV - an dat kenne mer vun hir, si huet jo doranner 2.000 Joer Erfahrung -, datt si op deenen zwou Hochzäiten danzt. National ass d'CSV fir den Tram, a kommunal ass se géint den Tram. Dat hate mir iwwregens schonn eng Kéier

virun zwielef Joer bei Gemengerotswahlen. Do ass d'CSV och schonn duebelspureg gefuer; op där enger Schinn mam Tram an op där Schinn niewendru mam Zuch.

Dat hate mer schonn alles. Duerfir huet den Här Helminger och mat Recht gesot, datt d'CSV do en Zickzackkurs géif fueren. En hat sech just gëiert, wéi e gesot huet, genausou wéi d'ADR. Well an där heiter Fro hat d'ADR nach ëmmer eng ganz, ganz kloer Linn a mir hunn do eis Positioun nach net geännert.

Wann den Här Helminger deemools vum Zickzackkurs geschwat huet vun der CSV, wéi gesot, wou e richteg louch, hätt en och kënne bei sech selwer an d'Partei kucke goen, bei d'DP. D'Madame Polfer ass elo net méi hei. Mä jiddweree weess awer nach, wéi d'Madame Polfer Buergermeeschter war, wéi se an der Neier Avenue d'Bussen hannereneegestallt huet, fir de Stater Leit virzedemonstréieren, wéi grausam a schrecklech esou en Tram hei an der Stad wär. Bei der Madame Polfer, déi awer fir hir Gradlinegkeet an hir Korrektheet bekannt ass, kann ech mer net virstellen, datt déi, wat se 1999 hei an der Stad plädéiert huet, wéi schrecklech esou en Tram wär an der Stad, datt déi elo op eemol sollt higoen a soen: „Neen, esou en Tram ass awer dat Bescht, wat mer kënne maachen."

Mir sollen also och higoen, wa mer spueren, Här President, all déi Suen, déi mer nach an de Projet investéieren, just fir no baussen de Leit ze soen: „Hei, den Tram, dee lieft awer nach iergendwéi." Mir sollten direkt ophale mat deem Unfug a keng Gelder méi an Etüde stiechen.

Ech hunn iwwregens eng Question parlementaire gestallt - ech hunn nach keng Äntwert kritt -, fir gewuer ze ginn, wat iwwerhaapt schonn alles an Etüde vum Tram investéiert ginn ass. Et muss schrecklech vill sinn, Här President, well d'Regierung ass elo scho sechs Wochen amgaangen ze rechnen a se huet mer nach ëmmer keng Äntwert ginn.

Duerfir, wéi gesot, Här President, haalt op mat deem Unfug, fir nach weider Gelder an e Projet ze investéieren, wou souguer den Här Lux heibannen net méi dru gleeft, datt en nach eng Kéier sollt realiséiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da solle mer an Investitioune Prioritéite setzen, Här President. Prioritéiten, wat fir eng Projete wierklech noutwendeg sinn hei am Land. Ech hunn elo grad ee genannt, deen net noutwendeg ass, mä et gëtt awer eng Rei vu Projeten, wat Infrastrukture sinn, déi noutwendeg sinn, an d'Regierung soll och do elo emol eng Kéier Fuerf bekennen, wou dann hir Prioritéite sinn.

Wierklech gutt zum Ausdrock, wéi d'Meenung vun der Regierung ass, huet de Fraktiounspresident vun der CSV de Mëtten hei virdemonstréiert, wéi e gesot huet: „Éischtens, ech soen haut näischt; zweetens, ech soe muer och näischt; an drëttens, ech soen dëst Joer näischt." Dat ass wierklech esou gutt dokumentéiert, wéi d'Meenung vun der CSV ass, an et ass och esou, wéi mer hei d'Prioritéiten an dësem Dossier gesinn, well mer hu bis elo nach näischt héiere vun enger CSV oder vun enger Regierung, wéi dann hei déi Prioritéite festgeluecht ginn.

Dann hunn ech schonn d'lescht Woch hei an enger Debatt gesot, datt d'Regierung och soll emol Projeten iwwerkucken. Mir waren hei zu Lëtzebuerg gewinnt, fir ze soen: „Wat kascht de Rescht vun der Welt? Mir hunn et jo." Dat Bescht war grad gutt genuch an et ass nach e bëssen dropgeluecht ginn. Mir mussen och kucken, ob dat, wat mer maachen, ob mer wierklech mussen esou investéieren.

Här President, gëschter hate mer d'Comexbu, d'Kontrollkommissioun, an et war engem Kolleeg vun der CSV opgefall - duerfir sinn ech och dankbar -, datt zum Beispill bei der Nordstrooss opgezielt ass, wat d'Nordstrooss alles kascht. An do gëtt et dann eng Bréck, déi fir d'Wëld ass. Esou eng Wëldbréck. Dat ass jo fein a gutt, mä wann een dann awer weess, Här Schiltz… Wat kascht esou eng Bréck? Wat mengt Der dann?

(Interruption)

Aacht an eng hallef Milliounen Euro! An da kënnt nach 15% Architekt an Ingenieur derbäi, da si mer bei zéng Milliounen. Da kascht déi Bréck 400 Milliounen aler Frang, fir Wëld vun där enger Säit op déi aner Säit ze kréien. A wann et Pech huet, steet do e Jeeër an erschéisst et nach.

(Hilarité)

Jo, mä et muss ee sech dat virstellen! 400 Millioune fir eng Bréck iwwer eng Autobunn ze bauen. Mir laachen driwwer. Mä ass et net verréckt? Ass et net verréckt, mat wat fir enge Moossen hei Geld zur Fënster an deene leschte Jorzéngten erausgeworf ginn ass?

Och do ass d'Geld ze verdéngen. A virun allem, éieren d'Leit op d'Iddi kommen, fir Sozialofbau ze maachen oder fir Steiererhéijungen ze maachen, gitt emol an déi Dossieren do kucken, an da gesitt Der, wéi vill Geld a verschiddene Projeten ze spueren ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech kéim domadder zum Schluss. Ech mengen, opgrond vun deem, wat ech elo alles gesot hunn, verroden ech Iech kee Geheimnis, wann ech soen, datt mer mat Iwwerzeegung géint dëse Budget wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner fir de Mëtteg kënnt elo nach den Här André Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am räichste Land vun Europa maachen d'Croix-Rouge an d'Caritas sougenannte sozial Épicerien op, fir dass en Deel vun eiser Bevölkerung iwwerhaapt nach kann iwwerliewen. 13, 14% vun eiser Bevölkerung ënnert der Aarmutsgrenz, iwwer 20% vun de Kanner: Dat war bei dëse Budgetsdébaten erstaunlecherweis kaum en Thema, weder am Rapport nach an den Ausféierunge vum Finanzminister.

Den Här Minister huet net d'Fro gestallt, wéi mer ugesiichts vun esou enger Entwécklung dann elo endlech vun uewen no ënne misste verdeelen, mä hien huet d'Fro gestallt, ob a wéi laang nach de Sozialstat ze finanzéiere wär, an enger Sprooch - huet den Här Lux gesot -, déi déif blécke léisst. Kee Kleeschen, keng Kaskoversécherung. Do réckelt Der, Här Minister, awer ganz no un d'Sprooch vun deenen erun, déi léiwer haut wéi muer all sozial Leeschtunge wéilten ofbauen.

Dir hutt ganz treffend festgestallt, dass net jiddwereen déiselwecht Definitioun vum Sozialstat gëtt. Ech hu gelies an enger Zäitschréft vun der Handwierkerfederatioun, wéi op d'mannst een Deel vum Patronat sech de Sozialstat virstellt. Do stoung, e wär dofir do, fir deenen Äermsten an der Nout ze hëllefen.

Wann dat de Sozialstat ass, da si mer 100 Joer zréck. Well deenen Äermsten an der Nout ze hëllefe musse mer dann, wann de Sozialstat seng Aufgab net erfëllt. Da musse mer zu karitative Moossname gräifen. An ech fäerten awer, dass d'Regierung mat hirem berühmte Begréff vun der „selektiver Sozialpolitik" un déi Virstellunge vum Patronat eruréckelt; also sozial Épicerien amplaz Erhéijung vum Mindestloun.

De moderne Sozialstat däerft genau dat net sinn. Et ass - an et soll och esou bleiwen a souguer weider ausgebaut ginn - e komplext Regelwierk, haaptsächlech ronderëm déi lounofhängeg Aarbecht. Universell Rechter fir d'Leit, déi vun hirer Arbecht liewen. An déi Rechter, déi sinn net vum Himmel gefall. Déi sinn an engem jorhonnertelaange Sozialkonflikt géint déi destruktiv Logik vum sougenannte fräie Maart duerchgesat ginn, an och zum gréissten Deel géint d'Patronat.

„Die Gesellschaft schützte sich selbst gegen die einem selbstregulierenden Marktsystem innewohnenden Gefahren. Dies war das bedeutendste Merkmal der Geschichte dieses Zeitalters." - Dat schreift de Wirtschaftshistoriker Karl Polanyi schonn Enn vun de 40er Joren an engem Wierk, wat am Fong geholl nach ëmmer seng Aktualitéit behalen huet.

Déi Protektioun vun der Gesellschaft virun den Auswierkunge vum fräie Maart, déi ass an deene leschte Jorzéngten, dat wësse mer, a Fro gestallt ginn, an dat ass och eng vun den déiwen Ursaache vun der Kris, déi mer am Moment erliewen. Awer weder den éierewäerte Rapporteur nach den Här Minister hunn d'Fro no den déiwen Ursaache vun där Kris gestallt, sondern sech am Fong geholl nëmme mat de Symptomer ausenanergesat. An da stellt ee sech natierlech d'Fro, wéi een dann dorauser Lektioune kann zéien, respektiv wéi een da ka behaapten, Äre Budget wär eng Äntwert op d'Kris, oder Äre Budget wär en Antikrisebudget.

Den Här Lux huet op d'mannst e puer wesentlech Froen hei opgeworf, allerdéngs waarde mer nach op den Test vun der Praxis, an do kommen ech awer nach eng Kéier drop zréck.

Den honorabelen Här Thiel, sidd mer net béis, huet eis zwar eng schéi Bande dessinée gezielt, déi och net falsch war, vun der Entwécklung vun der Kris.

(Interruption)

E puer irresponsabel Zockerten an de Vereenegte Staten, e puer iwwerverschëllte Familljen, e puer ongedeckte Scholdschäiner, a schonns ass d'Weltwirtschaft zesummegebrach.

Wéi gesot, dat ass natierlech jo och net falsch. E puer wesentlech Biller hunn awer an där Geschicht gefeelt: Dass dat Gezocks iwwerhaapt nëmme méiglech war opgrond vun enger wirtschaftsliberaler Politik, iwwerall, an der ganzer Welt, och bei eis, an deene leschte Jorzéngten, an dass déi riseg Geldblos, déi do geplatzt ass, d'Resultat war vun enger enormer Ëmverdeelung vun ënnen no uewen. Ëmmer méi Drock op d'Léin, ëmmer manner Steieren op den décke Revenuen a Verméigen a Benefisser, och bei eis. Enorme Räichtum ganz uewen, deen net produktiv investéiert ginn ass, well net genuch Nofro do war, deen no unanständegen, wierklech unanständege Rendite verlaangt huet; 20, 25% bei engem Wuesstum vun der Wirtschaft vun 2 bis 3%, an domadder natierlech déi real Wirtschaft, wéi och d'Leit, déi schaffen, wéi och d'Natur zum Deel futti gemaach huet.

Also de Stiglitz beispillsweis, deen Der kennt, den Nobelpräisträger, schreift: „Eine robuste und nachhaltige Erholung der Wirtschaft erfordert es, sich zugleich mit dem Grundproblem zu befassen, dem Mangel an gesamtwirtschaftlicher Nachfrage" - dat ass ënnen - „in Folge der globalen Ungleichheit."

Also Lektiounen aus der Kris ze zéien, dat heescht natierlech de fräie Maart nei reguléieren; awer och dovunner hunn ech an dësen Diskussiounen eigentlech net ganz vill héieren. Mä et heescht och, kräfteg vun uewen no ënne verdeelen.

Den Här Minister huet gemengt, mir sollten elo keng Steieren erhéijen, fir nei Recetten ze kréien. En huet vergiess drun ze erënneren - an dat huet den Här Bausch awer schonn hei ervirgehuewen -, dass mir an deene leschte Jorzéngte quasi obsessionell d'Steiere gesenkt hunn, an zwar grad op deenen décke Revenuen, Verméigen a Benefisser.

De Spëtzesteiersaz ass vun iwwer 50% op 38% erofgaangen. Domadder leie mer ënner alle vergläichbare Länner an der Europäescher Unioun: d'Verméigenssteier ofgeschaaft an d'Besteierung vu de Benefisser vum Kapital drastesch erofgesat. Also déi Räich méi räich, an d'Finanzblos méi déck.

An da seet den Här Schiltz: Dat däerfe mer awer net réckgängeg maachen. An der Situatioun, wou ee Lektiounen aus der Kris soll zéien, mat engem Postulat dohinner ze kommen, mir däerften näischt änneren un där Politik vun deene leschte Jorzéngten, ass fir mech ganz einfach schier onverständlech.

Den Här Minister huet gesot, mir däerften déi Steieren net erhéijen - dat huet den Här Schiltz och gesot -, well soss keng Betriber méi op Lëtzebuerg kéimen. Mä wat heescht dat? Dat heescht, de Standuertkrich mam Steiersystem. Dat schaaft keng eenzeg Aarbechtsplaz. Dat féiert just derzou, dass Aarbechtsplaze verlagert ginn. Dat ass deen een Effet.

An deen aneren Effet ass deen, dass déi Konkurrenz déi sozial Ëmverdeelungsfunktioun vun de Steieren ëmmer méi ënnerhielecht, dat heescht d'Mëttele vun der öffentlecher Hand erofschrauft, d'Investitiounen - déi öffentlech - méi schwéier mécht an domadder och Aarbechtsplazen a Gefor bréngt.

Den Här Minister sot an engem Interview - dat ass awer, mengen ech, schonn zwee Joer hier -: „La concurrence fiscale est quelque chose de sain,…" - sain: s-a-i-n; gesond - „…car elle évite que les impôts ne soient harmonisés vers le haut." An ech muss Iech soen, ech si genau der géigendeeleger Meenung. Ech sinn der Meenung, dass mer aus deem Steierdumping mussen erauskommen an dass mer just eng Harmoniséierung vun de Steieren op den décke Revenuen, Verméigen a Benefisser no uewe missten ustriewen, op d'mannst am Kader vun der Europäescher Unioun. An dat ass och méiglech.

Ech däerf Iech och drun erënneren, dass de Roosevelt, dat war jo kee Lénksextremist, am Kader vum „New Deal" de Spëtzesteiersaz op deenen héije Revenuen op 90% eropgesat huet. An Amerika, an de Vereenegte Staten, war iwwregens dee Spëtzesteiersaz bis de Reagan koum nach ëm déi 80%; also am Land vun der wierklech - kënnt ee jo bal soen - absolut fräier Maartwirtschaft, bis dass dann eng aner Steierpolitik weltwäit gemaach ginn ass, och bei eis, mat deene Konsequenzen, déi mer entre-temps kennen.

Den Här Minister huet gemengt, mir missten am Konsens an ouni Klassekampf aus der Kris erauskommen. Ech gebrauchen dee Begréff „Klassekampf" och net méi gär. Ech froen Iech just: Wat ass dat da bei Villeroy & Boch? Ass dat net de Klassekampf, an zwar de Klassekampf vun uewen?

Den Här Minister huet gemengt, mir misste solidaresch si mat deenen, déi hir Aarbecht verléieren - also zum Beispill déi bei Villeroy & Boch -, wéi wann dat en Naturgesetz wär. Mir huelen hei mat Bedaueren, awer a voller Passivitéit zur Kenntnis, dass e Patronat - et ass natierlech en extreemt Beispill, awer signifikativ -, dat sech wéi Feudalhäre behëlt a jo och nach den Adelstitel dréit, d'ganz Belegschaft op d'Strooss setzt, fir säi Geschier an Asien ze produzéieren, fir et dann heihinner ze exportéieren. Sozial an ekologesch néfaste, awer natierlech gutt fir d'Revenuë vun den Aktionären.

Wéi wär et dann, wa mer endlech eis géifen Instrumenter ginn um nationale wéi um europäesche Plang, fir esou eng Patronatspolitik ze ënnerbannen? A wéi wär et dann, wann de Stat mat Steiererhéijungen op de Benefisser, déi net investéiert ginn, öffentlech Investitiounsprogrammer mat neien Aarbechtsplaze géif finanzéieren? Zum Beispill am soziale Wunnengsbau, an enger alternativer Energiepolitik oder an den Ausbau vun den öffentleche Servicer.

A wéi wär et dann, wann och d'Reserve vun der Pensiounskeess géifen investéiert ginn an déi regional Entwécklung mat neien Aarbechtsplazen, amplaz dass se an Aktien iwwert d'ganz Welt verspreet ginn an domadder eigentlech an de spekulative Circuit kommen?

Da sinn ech beim Här Lux, well ech hu mat groussem Intérêt gelauschtert, wat e gesot huet. An ech kann och e ganzen Deel vu sengen Aussoen op d'mannst mat enger Hand ënnerschreiwen. Ech hu mech awer gefrot, wéi ech em nogelauschtert hunn, ob d'Sozialistesch Partei net awer un enger liichter Form vu Schizophrenie géif leiden. Well an deene puer Wochen, zënter dass dës Chamber taagt, huet den Hunn dräimol gekréit mindestens, huet d'LSAP mindestens dräi Geleeënheeten net verpasst, fir deem, wat den Här Lux eigentlech hei gesot huet, ze widderspriechen.

Beim Emploi Jeunes hu se prekär Aarbechtsplazen ausgebaut amplaz ofzebauen, plus onverständlech Cadeauen un d'Entreprisen; iwwregens muss een esou soen och un net kommerziell Entreprisen. Bei der Privatiséierung vun den Energienetzer hat d'LSAP och kee Problem, an och kee Problem mat der Auslagerung

vum öffentleche Personal. An, also nach eng Kéier, wat d'Pensiounskeesereserve betrëfft, hu se och kee Problem dermat, déi an d'ganz Welt ze schécken.

An ech weess net… Also, den Dossier - ech soen Iech et -, wou opgezielt ass, a wéi eng Entreprisen dass déi Aktië ginn, deen ass 100 Säiten déck. An op all Säit stinn 20 Entreprisen. Dat geet vun Nestlé bis bei iergendeng Firma a Südafrika. An et ass selbstverständlech, dass dat a Wierklechkeet also e Spekulatiounsgeschäft ass.

Also, Här President, Schlussfolgerung. Amplaz sozial Épicerië méi Sozialstat, méi Rechter fir déi Leit, déi vun hirer Aarbecht liewen, a méi Steiergerechtegkeet. Dir hutt och erausfonnt, dass ech ënnert deene Prémissen natierlech Äre Budget net ka stëmmen.

M. le Président.- Sou! Ech soen dann nach dem Här Hoffmann Merci. Domadder wäre mer fir den Owend um Enn vun eise Budgetsdiskussiounen.

Dir Dammen an Dir Häre, muer de Moien um néng Auer fiert d'Chamber mat de Budgetsdebatte virun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.19 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire de la séance publique N°12

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 141

Ordre du jour page 141

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

- Discussion générale pages 141-158

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2e Session extraordinaire 2009		
0122	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0123	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0124	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0125	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0126	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0127	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0128	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0129	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
Session ordinaire 2009-2010		
0341 urgente	Camille Gira	Date limite de la consultation publique de l'avant-projet du plan national pour un développement durable

2e Session extraordinaire 2009

Question 0122 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'informations pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Me référant à la question parlementaire de Monsieur le Député Gast Gibéryen au sujet de la liste mentionnant le coût des campagnes d'informations organisées par le Ministère d'État en 2008 et au 1er semestre 2009, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes:

- Campagne de promotion des Journées nationales de l'Emploi

Réalisation d'un spot de radio: 704,95 €

Diffusion sur DNR: 4.140,00 €

Diffusion sur RTL Radio: 10.631,15 €

Diffusion sur Eldoradio: 3.739,74 €

- Mise en place du guichet unique virtuel

Étude de plusieurs prestataires en vue de l'élaboration d'une identité visuelle pour le guichet unique virtuel:	4.600,00 €
Conception d'une identité visuelle pour la gouvernance électronique et une identité visuelle pour le guichet unique:	22.988,50 €
Réalisation de photos pour le guichet unique virtuel:	3.220,00 €
Diffusion d'un spot sur RTL Radio:	20.468,88 €
Diffusion d'un spot sur RTLNET et RTL Télé Lëtzebuerg:	34.738,05 €
Diffusion d'un spot sur Eldoradio:	3.953,74 €
Diffusion d'un spot cinéma:	11.093,60 €
Diffusion d'un spot sur radio DNR:	4.855,55 €
Annonce au sujet du guichet unique dans le programme de la radio 100,7:	1.012,00 €

- Réalisation d'un DVD au sujet du Luxembourg multiculturel: 19.999,65 €

- Réalisation d'un film en vue de la promotion d e l'image de marque du Luxembourg à l'étranger

Élaboration conceptuelle d'un projet audiovisuel: 22.712,50 €

Réalisation d'un film de promotion multisectoriel du Grand-Duché de Luxembourg: 34.500,00 €

Les frais liés à la mise en œuvre des campagnes d'informations émargées s'élèvent dès lors au total à 203.358,31 €, dont 92.736,49 € pour l'année 2008 et 110.621,82 € pour le 1er semestre 2009.

Question 0123 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'informations pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de l'informer que les campagnes d'information lancées par mon Ministère visent à informer l'opinion publique luxembourgeoise sur les principales questions d'actualité de l'Union Européenne. Les diverses campagnes et actions concrètes sont, en règle générale, mises en œuvre à travers europaforum.lu, créé suite au Conseil européen de juin 2005, dans le cadre de la période de réflexion que ce dernier avait résolu 0de consacrer à l'avenir de l'Union européenne. Il a été décidé qu'europaforum.lu continuerait à promouvoir le dialogue avec le citoyen luxembourgeois sur l'avenir de l'Europe au-delà de la période de réflexion.

Le volet «information» est assuré par le site Internet www.europaforum.lu. Pour ce qui est de l'impact auprès du public, force est de constater qu'en termes de fréquentations, le site a dépassé les pronostics les plus optimistes. Il a compté 260.000 visiteurs entre novembre 2008 et octobre 2009, presque le double de l'exercice précédent. Les visiteurs ont consulté quelque 1.050.000 pages, également le double de l'année précédente.

Au titre du volet «sensibilisation», europafoprum.lu a organisé ou coorganisé entre autres les actions concrètes suivantes en 2008 et au premier semestre de 2009:

- En 2008, une brochure d'information sur le traité de Lisbonne a été rédigée par les collaborateurs d'europaforum.lu, puis éditée avec le concours du Service Information et Presse du Gouvernement. Cette dernière a été imprimée et diffusée en 70.000 exemplaires et en quatre langues, avec le soutien de la Commission européenne. Elle a été distribuée dans les communes, les lycées, les administrations publiques, à la Foire internationale et sur demande.

- En partenariat avec le Syvicol, des réunions régionales ont été organisées en 2008 à Steinfort, Dudelange, Marnach et Born avec les communes luxembourgeoises pour les sensibiliser aux opportunités offertes par les programmes européens FEDER, Interreg, FEADER, LEADER et FSE. Plusieurs centaines de responsables ont participé à ces réunions, animées par le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, le Ministère du Travail et de l'Emploi et mon propre Ministère.

- Plusieurs débats sur des sujets européens ont été organisés en 2008, notamment au Lycée Michel Lucius (Luxembourg), au Lycée technique Nic Biever (Dudelange) et au Lycée du Nord (Wiltz), avec la participation de personnalités politiques et issues de la société civile.

- En 2008, europaforum.lu a coorganisé un mini-festival du film européen «Europe behind the facade» à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg, avec le concours du Media Desk Luxembourg et du Service Information et Presse du Gouvernement.

- Le 9 mai 2008 et le 9 mai 2009, europaforum.lu a coorganisé avec la Commission européenne et le Parlement européen la Fête de l'Europe à Luxembourg.

- En 2009, europaforum.lu a été un des partenaires de la campagne de sensibilisation pour l'inscription des ressortissants de l'UE sur les listes électorales.

- Europaforum.lu a participé à la soirée électorale organisée par RTL le 7 juin 2009 pour suivre les élections européennes et renforcer leur visibilité auprès des citoyens luxembourgeois, dans le cadre d'un stand commun avec la Commission européenne et le bureau d'information du Parlement européen.

- Dans le cadre de son partenariat avec le programme «Gouvernance européenne» de l'Université de Luxembourg, europaforum.lu a participé à l'organisation en mars 2009 de la conférence nationale pour le Luxembourg de la «Consultation européenne des citoyens» à Canach.

- En mai 2009, une table-ronde avec des étudiants de l'Université de Maastricht a été organisée en la présence du Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

- Au cours du premier semestre de 2009, europaforum.lu a enfin organisé à l'Athénée de Luxembourg une conférence sur la Déclaration universelle les droits de l'Homme dans un contexte européen tenue par Monsieur Stéphane Hessel, un des corédacteurs de cette dernière. Environ deux cents élèves y ont assisté. Dans le même contexte, un déjeuner-débat fut organisé avec des ONG luxembourgeoises actives dans le domaine des droits de l'Homme avec la participation de Monsieur Hessel et du Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

Le coût des diverses actions de sensibilisation à l'Union Européenne organisées ou coorganisées en 2008 par europaforum.lu pour le compte de mon Ministère fut de 37.105,69 €.

Le coût total des actions entreprises au premier trimestre de 2009 s'est élevé à 32.245 €. Cette augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique par la décision du Gouvernement, prise en conseil du 28 novembre 2008, chargeant le Ministère des Affaires étrangères d'organiser les travaux en vue de créer, dans le cadre de la célébration du 25e anniversaire de la signature des accords de Schengen en juin 2010, une exposition permanente sur ces accords au Centre européen d'information de Schengen. Cette exposition fait partie des actions d'information et de sensibilisation de l'opinion publique relatives à l'Union européenne.

Question 0124 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau

de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Suite à la demande exprimée par l'honorable Député, j'ai l'honneur de lui fournir ci-après une liste des campagnes d'information respectivement financées et cofinancées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et qui ont été lancées en 2008 ainsi qu'au premier semestre 2009.

Campagne (titre et/ou slogan):

Promotion des marques nationales (article 19.0.12.140)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 18.596,54 €
- Spots radio:
- SpotsTV:
- Spots cinéma:
- Affiches:
- Dépliants/brochures:
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands: 63.262,32 €
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD:

Total des coûts: 81.858,86 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Développement rural: frais de publicité, de sensibilisation et d'information
(article 19.0.12.146)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite:
- Spots radio:
- Spots TV:
- Spots cinéma:
- Affiches:
- Dépliants/ brochures: 1.220,00 €
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands:
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD:

Total des coûts: 1.220,00 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Frais de publicité dans l'intérêt des produits laitiers, de la viande de porc, des salaisons fumées, de la viande de veau, de la viande bovine et participation à des expositions et manifestations (article 19.2.12.140)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 1.000,000 €
- Spots radio:
- Spots TV:
- Spots cinéma:
- Affiches:
- Dépliants/brochures:
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands:
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD:

Total des coûts: 1.000,00 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Frais de publicité de sensibilisation et d'information; dépenses diverses (article 19.4.12.140)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite:
- Spots radio:
- Spots TV:
- Spots cinéma:
- Affiches: 1228,20 € (panneaux Foire agricole Ettelbruck)
- Dépliants/brochures:
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands:
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD:

Total des coûts: 1.228,20 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Frais de publicité, de sensibilisation et d'Information; dépenses diverses (19.7.12.140)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite:
- Spots radio:
- Spots TV:
- Spots cinéma:
- Affiches:
- Dépliants/brochures: 10.985,10 €
- Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):
- Foires, stands: 30.665,65 €
- Cadeaux publicitaires, gadgets:
- Film, DVD: 943,00 €

Total des coûts: 42.693,76 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Pas d'évaluation proprement dite.

Q58

Question 0125 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Le département des classes moyennes du Ministère des Classes moyennes et du Tourisme organise régulièrement des campagnes d'information sur les instruments dont il dispose pour œuvrer en faveur des PME. Ces campagnes, notamment des «road-shows» sont gratuites et le coût se limite aux frais de personnel des fonctionnaires impliqués.

Le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme est cependant à l'origine de plusieurs campagnes de promotion qui visent la promotion du Luxembourg en tant que destination touristique et comme pôle du commerce de la Grande Région.

La campagne de promotion du Luxembourg comme pôle de commerce de la Grande Région est lancée à travers la clc (Confédération luxembourgeoise du commerce). La contribution étatique à ce programme est imputée à l'article 21.0.33.000 du budget des recettes et des dépenses de l'État.

L'évaluation d'impact de ce programme se fait régulièrement par le biais de sondages auprès des consommateurs.

Les résultats de ces sondages montrent que les campagnes de promotion ont un effet positif sur le nombre de consommateurs achetant des produits au Luxembourg.

Pour ce qui est des campagnes d'information et de promotion touristiques, c'est en principe l'Office National du Tourisme qui est l'organe en charge de la promotion touristique nationale. Les interventions du Ministère du Tourisme en matière de communication visuelle ou audiovisuelle ne sauraient dès lors revêtir un caractère limité et ponctuel.

Les frais pour ces actions de sensibilisation sont à imputer à l'article 21.1.12.140. Les montants des crédits s'élèvent à 240.000 € pour l'année budgétaire 2008 et à 280.000 € pour 2009.

Projet initiés en 2008:

«The Parliament Magazine's»: insertion dans le magazine du Parlement européen

«ADAC Tourenkarte»: réalisation d'une carte routière

«Fortis Championships»: package promotionnel dans le cadre de ce tournoi de prestige

«Touristik - und Heimatwettbewerb»: organisé par l'ADAC Sarre

«Wandermagazin»: tiré à part sur les randonnées au Luxembourg

«Travel Magazine»: série de cinq insertions en 2008, à l'attention des agents de voyages belges

«MIM - meeting incentive media»: tiré à part sur le tourisme de congrès au Luxembourg

«voyages en écologie»: insertion dans le programme d'un tour-opérateur écologique français

«scncf-voyages.com»: campagne internet pendant un mois, promotion du TGV-Est

«circuit FraBeLux»: sur le marché japonais, en collaboration avec l'Office de Tourisme de la France et de la Belgique

Projet initiés en 2009 (1er semestre):

«ADAC Motoclassics»

«BGL Luxembourg Open»: package romotionnel dans le cadre du tournoi de tennis

«Colophon 2009 - International Magazine Symposium»: package promotionnel dans le cadre de l'événement

«The Parliament Magazine's»: insertion dans le magazine du Parlement européen

«Bradt Travel Guide»: sponsoring d'un guide de voyage consacré au Luxembourg

«circuit FraBeLux»: commercialisation du produit auprès de tour-opérateurs japonais

En 2008, le Grand-Duché de Luxembourg a participé à 12 foires grand public et a 4 salons professionnels. L'enveloppe budgétaire globale pour l'organisation de ces participations s'élevait à 650.000 €.

En 2009, une présence sera assurée à 11 foires (ainsi qu'à l'exposition mondiale à Shanghai) et 4 salons, pour un coût total de 690.000 €.

L'impact d'actions ou de campagnes de promotion, qui ne sont pas liées à la commercialisation directe d'un produit, est difficile à déterminer. Toutefois, pour ce qui est du choix des salons et foires auxquels le Grand-Duché de Luxembourg participe, celui-ci repose sur la volonté exprimée des partenaires privés qui nous accompagnent. Le Ministère se rallie ainsi à l'avis des professionnels du tourisme luxembourgeois.

Question 0126 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question parlementaire N°126 de M. le Député Gast Gibéryen concernant les campagnes d'information du Ministère et de ses administrations, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

D'ordre général, il y a lieu de signaler que, à l'opposé de ce qui se fait souvent à l'étranger, le Ministère de la Culture lui-même n'organise pas de campagnes d'informations au sens généralement accepté du terme. Certaines actions de promotion ou de publicité sont néanmoins évidentes notamment pour les expositions, qui sont le propre de toute action d'un ministère de la Culture et de ses administrations.

1) Le tableau *infra* renseigne sur les différentes actions entreprises ainsi que sur leur coût:

2) Les réponses aux autres questions sont données dans l'ordre du tableau quantitatif:

2.0. Ministère:

Le Ministère a fait faire des panneaux pour différents stands (au MIDEM et aux salons du Livre) au montant de 1.700,56 €. Les frais de stand pour la participation du Luxembourg à la Popkomm à Berlin et au MIDEM se sont élevés à 46.309,75. Le calendrier pour annoncer les tournées du Bicherbus a coûté 1.357,76 €.

2.1. Musée national d'Histoire et d'Art (MNHA)

Le Musée national d'histoire et d'art publie un dépliant paraissant six fois par an (23.000 exemplaires), bilingue (français-allemand), sept volets (en moyenne), annonçant les expositions temporaires, les visites guidées et les ateliers pour enfants; 19.000 exemplaires en sont distribués par une société dans les hôtels, restaurants, cinémas, institutions culturelles…) au Grand-Duché de Luxembourg et dans la Grande Région (Lorraine, Luxembourg belge, Trèves et Sarrebruck).

En outre, chaque exposition temporaire est annoncée par une campagne publicitaire diversifiée: affiches (colonnes Morris, gares, lycées), annonces dans la presse écrite, dépliants envoyés dans les établissements d'enseignement postprimaire. Les chiffres repris ci-avant dans la statistique se rapportent aux campagnes publicitaires des sept expositions temporaires de 2008 et 2009 pris ensemble.

Une annonce publicitaire à caractère plus général (collections permanentes du musée) se fait sur les plans de la ville de Luxembourg, dans des agendas pour jeunes, etc. et dans le dépliant «museumsmile» des stater Muséeën (distribution par les canaux officiels du Ministère des Affaires étrangères: ambassades, consulats, représentations touristiques à l'étranger…).

En ce qui concerne l'impact des différentes actions énumérées, le MNHA ne dispose pas d'évaluation externe précise. Il constate cependant une augmentation continue du nombre de visiteurs et de participants aux activités proposés (ateliers, conférences publiques etc.).

2.2. Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL)

1) Il n'y a pas eu de «campagne publicitaire» au sens où l'entendent les spécialistes de la communication: une campagne ciblée, d'une certaine durée et se composant de plusieurs types d'action.

2) Évaluation:

L'effet des moyens engagés peut être mesuré par la fréquentation de la BnL: or, le nombre des entrées à la BnL a augmenté en 2008 et (prévisiblement) en 2009,

- malgré l'ouverture de la nouvelle et excellente Bibliothèque municipale de la Ville de Luxembourg dont le public a augmenté de manière explosive et qui a reçu de la Ville de Luxembourg des moyens supplémentaires importants pour allonger ses heures d'ouverture et pour organiser des campagnes de promotion en bonne et due forme,

- malgré le développement des services des bibliothèques de l'Université ayant également reçu des moyens supplémentaires très importants en personnel contrairement à la Bibliothèque nationale.

Outre les entrées physiques à la BnL, la consultation à distance des contenus numériques offerts par la BnL est aussi en forte progression.

Un consensus international existe sur la nécessité de rendre les bibliothèques davantage «users-oriented» et d'aider les usagers à découvrir et à utiliser l'énorme volume de documents et informations qui est désormais à leur disposition. Au Luxembourg nous constatons que beaucoup trop de gens, y compris des usagers classiques de la BnL, ne connaissent pas, ou peu, respectivement sous-estiment l'énorme potentiel des contenus numériques. Pour y pallier, il est vrai qu'il faudrait faire des campagnes systématiques avec matériel didactique, séances d'information, de perfectionnement etc.

2.3. Archives nationales du Luxembourg (ANLux)

Affiches

Des affiches et des dépliants ont été imprimés pour les deux expositions qui avaient lieu en 2009 aux Archives Nationales, à savoir celle sur le Codex Mariendalensis et le patrimoine écrit d'Ansembourg organisée en collaboration avec la BnL, ainsi que celle commémorant le cinquantenaire du statut de la Bibliothèque nationale et des ANLux.

Brochures

- Participation à la brochure pour le mois européen de la photo. À cette occasion les ANLux ont présenté une exposition de photographies de Joseph Tomassini (avril 2009).

- Réalisation d'un dépliant et d'une fiche d'information comportant des informations générales sur les Archives nationales. Ces documents sont envoyés aux nouveaux lecteurs avec leur carte de lecture et sont à disposition à la réception des ANLux.

Foires

Participation à la Journée Nationale de Généalogie, organisée un Cercle Culturel et Historique en collaboration avec divers autres groupements de généalogistes. Plusieurs centaines de personnes ont visité les stands, dont celui des Archives nationales pour demander des informations sur la manière dont il faut procéder pour l'établissement d'un arbre généalogique ou pour demander de l'aide concernant des problèmes survenus lors de recherches.

Cadeaux, gadgets

Distribution exceptionnelle de roses aux visiteurs lors de la porte ouverte organisée à l'occasion de la journée du livre.

Films, CD-Rom

Sans que cet outil ne puisse être qualifié de campagne d'information, l'on peut mentionner pour être complet que les ANLux ont élaboré un outil multimédia avec une présentation générale des Archives et un guide du lecteur mis en ligne sur le site Internet des Archives nationales. Le guide explique aux lecteurs les démarches à suivre lors d'une première visite aux ANLux (explication de termes comme carte de lecteur, demande en consultation, demande de reproduction, levées des documents, inventaires des fonds, heures d'ouverture, plan d'accès etc.). Cet outil multimédia sert également d'appui lors des visites guidées, organisées régulièrement aux Archives nationales, aussi bien pour des groupes de jeunes que pour des adultes. Il permet aux néophytes d'avoir une meilleure compréhension de l'histoire, du fonctionnement et de la structure interne des Archives nationales.

Il remplit par ailleurs une mission pédagogique dans le sens où il peut servir aux professeurs d'histoire de support pour expliquer aux élèves où et comment sont conservés les sources de l'histoire luxembourgeoise. Il pourra encore servir aux étudiants d'université dans leur formation en tant que futurs chercheurs.

2.4. Centre national de l'Audiovisuel (CNA):

Les campagnes d'information et de publicité du CNA en 2008 et 2009 se sont appuyées essentiellement sur des annonces dans la presse écrite, des affiches et la diffusion de dépliants.

Ces campagnes ont été ciblées soit sur une manifestation précise comme une exposition ou plus généralement sur une activité comme la programmation des cinémas, la présentation de nouveaux produits du réseau Films made in Luxembourg, des stages ou d'autres activités spécifiques comme par exemple les ciné-goûters ou les ciné-conférences.

L'impact de ces actions promotionnelles ne peut être chiffré, mais mesuré comme suit:

- Pour les cinémas et les expositions: le nombre de visiteurs est en constante progression en salles et en expositions.

- Pour le réseau Films made in Luxembourg: les ventes sont en lente progression.

- Pour les stages, les inscriptions sont devenues régulières après leur reprise.

- Pour les autres manifestations, comme la participation au festival du film documentaire ou celui de Villerupt, le mouvement des visiteurs ne se distingue guère de celui dans les autres lieux: un public cible intéressé et dont le nombre varie avec la thématique.

2.5. Centre national de Littérature (CNL):

1. Annonce dans le supplément «recherche» de l'hebdomadaire luxembourgeois «Lëtzebuerger Land» le 17/10/08

L'annonce fait partie d'une campagne de sensibilisation à moyen et long terme. Cf. dépliants «Présentation CNL» et dépliants «Publications CNL».

2. Promotion de l'exposition «Golo Mann: Geschichte und Geschichten» qui a eu lieu au CNL du 28/02-25/04/08.

3. Promotion de l'exposition «Pierre Buraglio» qui a eu lieu au CNL du 01/10-19/12/08

4. Promotion de la soirée d'hommage «Regard sur regard - José Ensch 1942-2008» qui a eu lieu au CNL le 5 juin 2008.

5. Dépliants «Publications CNL» informant sur les publications du CNL

Il s'agit d'une campagne de sensibilisation et d'information à moyen et à long terme. Les dépliants sont distribués lors de toutes les manifestations au sein de la Maison Servais (siège du Centre de Littérature), ainsi que lors de manifestations en collaboration avec d'autres acteurs culturels au Luxembourg et en Europe (foires aux livres, partenaires européens - archives et maisons de littérature).

Augmentation nette de la vente de publications, qui sont le fruit de recherches scientifiques conformément à la mission du CNL, au Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

6. Dépliants «Présentation CNL» informant sur les activités du CNL

Il s'agit là encore d'une campagne de sensibilisation et d'information à moyen et à long terme, et ces dépliants-ci sont distribués à l'instar des autres dépliants du CNL.

Le CNL a connu une augmentation du nombre de visiteurs, inscrits dans nos fichiers d'adresses (newsletter, liste d'invités - environ 149 nouvelles inscriptions).

Le CNL, ainsi que ses manifestations, ont bénéficié d'une bonne couverture médiatique (presse nationale, radio, télévision - plus de 230 articles et émissions).

2.6. Musée national d'Histoire naturelle «Naturmusée» (MNHN)

Expositions temporaires au «natur musée» (Nature sans frontières, Tiefgekühlt, Coquilles coquines), activités éducatives et de loisir organisées par le service éducatif du musée.

Outils d'évaluation utilisés: statistiques des entrées au «natur musée» et des participations aux activités du service éducatif dont celles organisées par le Panda-Club et le Science-Club.

Résultats de l'évaluation: Si les annonces dans la presse écrite se répartissent à intervalles réguliers afin d'assurer une présence continue dans l'esprit du consommateur culturel qui a à choisir parmi une masse croissante de manifestations culturelles et de loisirs, les campagnes d'affichage et de radio se concentrent avant tout autour et pendant les vacances scolaires sachant qu'elles y atteignent sensiblement le plus grand nombre de notre public de famille.

Les brochures et programmes du service éducatif (programme annuel des visites guidées pour classes et groupes au «natur musée», 5x par an Panda-News, 5x Science-News, 4x Panewippchen) sont destinés en premier lieu aux membres inscrits dans les fichiers d'adresses respectives et assurent ainsi une fidélisation de la clientèle. La pertinence des brochures est réelle étant donné que la très grande majorité des inscriptions (plus de 6000 individuels par an aux activités des deux clubs, plus de 2.000 aux activités pour classes au «natur musée») se font dans les quelques jours suivant l'envoi des brochures d'information.

Question 0127 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

I. Département de l'environnement:

En matière de changements climatiques, le montant global des dépenses encourues s'élève à 1.600.000.- € arrondi, réparti sur les campagnes suivantes:

- Campagne «Think climate, act clever», lancée le 15/10/07, s'est poursuivie jusqu'au mois de juillet 2008 (campagne de sensibilisation aux mesures d'économies d'énergie) et brochure spécifique pour les régimes d'aides pour les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans le domaine du logement (début 2008) – Cette campagne ainsi que la brochure ont engendré des coûts à hauteur de € 300.467.-. Les frais comprennent la diffusion des annonces et spots à l'échelle nationale, la conception de la campagne et de la brochure.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	23.800.-
Presse quotidienne	129.230.-
Presse audiovisuelle	113.860.-
Brochure etc.	33.577.-

- Campagne «Car-e», lancée au préalable du festival automobile 2008, a été ciblée sur le marché automobile luxembourgeois avec une campagne publicitaire conçue à cet effet. Elle a engendré des coûts à hauteur de € 418.000.-.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	18.940.-
Presse quotidienne	169.095.-
Presse audiovisuelle	133.850.-
Divers (flyers, gadgets, etc.)	96.115.-

- Campagne d'information et de sensibilisation aux mesures d'économie d'énergie et à l'utilisation des énergies renouvelables dans le domaine du logement relancée en novembre 2008 sous la désignation de «Prime House». Cette campagne a engendré des coûts de l'ordre de 248.127 €. Une brochure a été envoyée à tous les ménages.

Conception	49.965.-
Presse quotidienne	77.540.-
Presse audiovisuelle	73.000.-
Brochure	47.622.-

- Campagne Prime cool: aides financières pour la promotion des appareils électroménagers réfrigérants à basse consommation d'énergie (A++) (janvier 09) - Cette campagne a engendré des coûts à hauteur de € 206.000.-. Les frais comprennent la diffusion des annonces et spots à l'échelle nationale et la conception de la campagne.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	50.000.-
Presse quotidienne	70.000.-
Presse audiovisuelle	86.000.-

- Au préalable festival automobile 2009, relance campagne Prime CAR-e + nouvelle Prime CAR-e plus. Cette campagne a engendré des coûts à hauteur de € 225.900.-. Les frais comprennent la diffusion des annonces et spots à l'échelle nationale et la conception de la campagne.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	50.500.-
Presse quotidienne	71.500.-
Presse audiovisuelle	103.900.-

Au niveau de la protection de la nature, il y a lieu de soulever

- la campagne biodiv qui a coûté en 2008 138.030 €; ledit montant inclut la conception de la brochure «Natur, Lust auf Leben» ainsi que la production et la diffusion de spots publicitaires, diffusés sur les ondes hertziennes, insérés dans la presse écrite ainsi que dans les cinémas, et ceci dans le cadre de la journée mondiale de la biodiversité. Une telle opération a eu également lieu cette année.

La répartition des frais se fait comme suit

Conception	23.200.-
Presse écrite	7.000.-
Presse audiovisuelle	100.200.-
Web	7.630.-

Par ailleurs, le département est présent sur l'Oekofoire avec un stand propre respectivement en collaboration avec d'autres ministères et départements. Le coût de l'opération s'élève à 16.316.- (y compris location et conception du stand et publication de brochures spécifiques).

Le département était également présent à la Foire d'automne 2008, opération conjointe avec l'agence de l'énergie et le Ministère des Transports (coûts 11.500.- € part département de l'Environnement).

L'action de sensibilisation «Klimaquiz» a été réalisée par le département de l'Environnement en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Musée national d'histoire naturelle et l'Action Solidarité Tiers Monde (ASTM). Son objectif, outre la sensibilisation des enfants au phénomène du changement climatique, consiste à donner aux enfants des informations justes ainsi qu'à leur indiquer les moyens qui leur permettront de faire face aux changements sociétaux que ce phénomène implique et impliquera dans le futur. Les frais s'élèvent à 9.530 €.

II. Département de l'aménagement du territoire:

Les campagnes d'information du Département de l'aménagement du territoire se déroulent sous trois formes:

- La présence aux foires, en 2008 la Foire du Logement
- L'édition de brochures
- La présence sur différents sites Internet

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Les frais y consacrés s'élèvent en 2008 et 2009 aux sommes suivantes:

Sujet	Montant
Campagnes d'information réalisées par le DATer - 2008	
Enregistrement noms de domaine Internet	200,00 €
Total - Internet:	200,00 €
Brochure «Regionalen Ort Halde Schifflingen»	3.500,00 €
Brochure «Nordstad - Masterplan»	7.118,50 €
Total - Brochures:	10.618,50 €
Semaine de logement 2008: location stand	5.538,40 €
Semaine de logement 2008: fixation et mat. divers	552,00 €
Semaine de logement 2008: fixation et mat. divers	153,41 €
Total - Foires:	6.243,81 €
Total 2008:	17.062,31 €
Campagnes d'information réalisées par le DATer - 1er semestre 2009	
Enregistrement noms de domaine Internet	160,00 €
Total - Internet:	160,00 €
Traductions en français de brochures ESPON	1.725,00 €
Total - Brochures:	1.725,00 €
Total 2009 - 1er semestre:	1.885,00 €

III. Département des transports:

Campagnes d'information	dépenses (en €)	média
«Le respect, la meilleure des conduites», appel au civisme en matière de sécurité routière (avril 2008)	107.711,51	télévision, radio, presse, internet, streetmarketing, affichage
«Let it Roll», sécurité des motocyclistes (juin 2008)	2.240,20	internet, journée d'information, dépliant
Semaine de la mobilité 2008	3.373,10	internet, conférences
Oeko-Foire 2008, présentation du projet du tram	58.453,68	participation au stand
«Cool fueren, Sprit spueren», présentation des principes à la base de la conduite écologique (octobre 2008)	143.830,72	internet, radio, télévision, presse, conférence, brochure, affichage routier
Ecotour 2008 (conduite écologique), participation	4.544,70	sponsoring
Foire d'automne 2008 «conduite écologique»	66.302,94	stand
Transports publics, divers frais de publicité, de sensibilisation et d'information (exercice 2008)	3.622,50	dépliants
Annonce «conduite écologique» pour l'Almanach de l'Automobile (janvier 2009)	4.945,00	presse
Divers frais de publicité, promotion, sensibilisation (exercice 2008)	3.706,30	divers
«Kommt mir fueren esou weider!», appel en matière de sécurité routière (janvier 2009)	103.541,51	internet, radio, télévision, presse
«Cool fueren, Sprit spueren», impression d'autocollants (janvier 2009)	1.782,50	imprimés
«ESP – 3 Buschtawen, déi Iech d'Liewen kënnen retten…», information sur les équipements automobiles de sécurité routière (janvier 2009)	80.260,66	internet, télévision, kits garages (Autofestival), streetmarketing, dépliants
Foire de printemps 2009 «Sécurité routière pour tous»	120.079,50	Stand, quiz sécurité routière
Code de la rue (en collaboration avec La Sécurité Routière a.s.b.l.)	2.875,00	brochure
Participation à l'exposition au centre commercial Belle Etoile à l'occasion du cent cinquantenaire des CFL, avec présentation du concept Mobil 2020 (mai 2009)	43.360,75	stand
«Fit for your bike», rappel des principes de sécurité pour les motocyclistes (mars/avril 2009)	15.675,88	internet, journée d'information, panneaux routiers
Annonce «conduite écologique» pour le magazine Léon	2.242,50	presse
Annonces, dépliants, brochures, stands, porte ouverte (autres frais 1er semestre 2009)	94,80	divers
Production de gadgets pour la sensibilisation et la sécurité routière, 5.000 sacs à dos réfléchissants, 1.000 gilets de sécurité et 5.000 boîtes clic clac «Merci d'être sympa» (mars 2009)	21.844,25	gadgets promotionnels

Il est à relever que la campagne de sensibilisation pour les motocyclistes «Let it Roll» a comporté une consultation écrite du public sur les catégories «deux roues» du permis de conduire telles que définies par la directive européenne 2006/126/CE.

Le recours notamment à des simulateurs de conduite afin de véhiculer les messages «Cool fueren, Sprit spueren» et «Sécurité routière pour tous» sur les stands des foires respectives a rencontré un franc succès auprès du public.

La demande de participation à des cours de conduite écologique fut également très grande.

Le Luxembourg est le premier pays de l'Union européenne qui a jusqu'à présent atteint l'objectif affiché par la Commission européenne de réduire le nombre des tués de la route de 50% à l'horizon de 2010, résultat d'une politique volontariste tant en matière répressive qu'en matière préventive.

IV. Département des travaux publics:

néant

Q60

Question 0128 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire N°128 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

A. Journées du Consommateur

a. Foire de Printemps 2008 («Bien gérer votre énergie - ça porte ses fruits» en coopération avec l'ULC et myenergy GIE)

b. Foire de Printemps 2009 («Notre mission: Défendre le consommateur» en coopération avec l'ULC, le CEC et la Police grand-ducale)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Foires, stands: 73.000 € (2008) + 75.000 € (2009)

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Durant la Foire de Printemps, le Ministère organise chaque année un sondage qui s'adresse aux visiteurs du stand.

En 2008, 827 bulletins ont été remplis. Le stand et l'information qui y est diffusée ont été accueillis de façon très favorable par le public.

En 2009, 992 bulletins ont été remplis. Le stand et l'information qui y est diffusée ont été accueillis de façon très favorable par le public.

B. Energiepass (février 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Total des coûts: 122.158,77 €

- Spots radio: 27.094,29 €

- Spots TV: 22.200 €

- Spots cinéma: 26.231,98 €

- Affiches: 14.432,5 €

- Production matériel: 32.200 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Les appels téléphoniques de la part de citoyens désirant avoir de plus amples informations à ce sujet sur le numéro gratuit introduit dans la campagne ont été très nombreux; ils ont en effet doublé pendant les trois premiers jours par rapport à la moyenne habituelle.

C. CASES (automne-hiver 2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Total des coûts: 56.500 €

- Spots cinéma: 11.500 €

- Foires, stands: 37.000 €

- Dépliants/brochures: 8.000 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Cette démarche s'inscrit dans le long terme afin de sensibiliser les citoyens à la sécurité de l'information en général. Il s'agit dans une première étape d'établir la notoriété de CASES, le portail de la sécurité de l'information du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur. Un sondage a été réalisé à cet effet auprès de plus de 1.000 personnes lors de la Foire d'Automne 2009 dont les résultats sont en cours d'évaluation.

D. Nackt im Netz! Sichern Sie Ihre Daten! (janvier-février 2009)

En partenariat avec Cactus, Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Commune de Sanem, Commune de Schengen, Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Ministère de la Famille et de l'Intégration, NORTIC, Police grand-ducale, Entreprise des P&T, Service National de la Jeunesse, Syndicat d'initiative de Schengen, Ville d'Ettelbruck, Ville de Luxembourg.

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Total des coûts: 30.900 €

- Spots radio: 5.900 €

- Affiches: 14.000 €

- Cadeaux publicitaires, gadgets: 11.000 €

3. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Cette démarche s'inscrit dans le long terme: Suite à l'établissement de la notoriété de CASES, le portail de la sécurité de l'information du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, dans une première étape (voir sous C. ci-dessus) la campagne «Nackt im Netz!» vise la consolidation de cette notoriété et la sensibilisation à un sujet plus ciblé de la sécurité de l'information, notamment la protection des données personnelles dans l'usage d'internet. Un sondage a été réalisé à cet effet auprès de plus de 1.000 personnes lors de la Foire d'Automne 2009 dont les résultats sont en cours d'évaluation.

E. Portail entreprises: www.entreprises.lu (2008+2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 17.439,75 (2008) + 13.564,25 (2009)

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Nous remarquons que le nombre des visiteurs sur le site www.entreprises.lu (en moyenne 2.300 par jour!) a augmenté substantiellement au moment de la campagne.

F. Trau dech! (2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Spots TV: 56.966,93 €

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Promouvoir l'esprit d'entreprise étant un objectif de long terme, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer l'impact de la campagne «Trau Dech».

Question 0129 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Foire de l'étudiant:

organisation d'un stand d'information sur les professions de l'enseignement (novembre 2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Foires, stands: 32.517,96 EUR

- Total des coûts: 32.517,96 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

La foire de l'étudiant a, pour le MENFP, le but d'informer les jeunes des classes supérieures de l'enseignement postprimaire sur les besoins futurs en personnel enseignant et sur les possibilités et modalités d'accès à la profession enseignante. Or, le jeune ne peut accéder à cette profession qu'après avoir fait des études supérieures, donc des années plus tard. Vu ce décalage, il est impossible de concevoir un outil d'évaluation qui permette d'établir un lien direct entre les efforts de sensibilisation consacrés dans le cadre de la foire de l'étudiant et le nombre de demandes d'admission à fonction enseignante introduites.

eBac - Offrez une seconde chance à votre vie professionnelle:

promotion de eBac, programme de formation à distance en vue de l'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires (2008 et 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 7.914,30 EUR

- Spots radio: 6.079,24 EUR

- Affiches: 2.609,21 EUR

- Dépliants/brochures: 530,10 EUR

- Cadeaux publicitaires, gadgets: 1.646,73 EUR

- Total des coûts: 18.779.58 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Le suivi régulier du nombre d'inscriptions en formation eBac permet d'apprécier la visibilité et l'efficacité des actions de communication y liées. Ce nombre d'inscriptions est en constante évolution. Entre novembre 2008 et novembre 2009, le nombre d'eLearners a connu une augmentation de 100%.

Matinée d'orientation et d'information pour élèves et parents sur les sections et divisions de l'enseignement postprimaire

organisée par différents lycées du pays (mars 2008 et mars 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Foires, stands: 11.350,50 EUR (2008) et 11.350,50 EUR (2009)

- Total des coûts: 22.701 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Le nombre croissant, d'année en année, d'élèves et de parents qui viennent se renseigner sur la procédure d'orientation 9e-10e et les possibilités de formation scolaire et professionnelle offertes confirme non seulement les besoins d'information, mais également le succès du mode d'organisation de cette manifestation (stands d'information, présence de nombreux acteurs, etc.).

Raconte-moi: découvrir le plaisir des livres dès les premières années de sa vie:

campagne qui met en évidence la relation entre les habitudes de lecture et la réussite scolaire et qui invite les parents à accompagner leur très jeune enfant dans la découverte d'albums illustrés (novembre 2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 605 EUR

- Dépliants/brochures: 89.490,2 EUR (45.000 albums illustrés offerts à tous les enfants de 4 ans, ensemble avec un dépliant de sensibilisation pour les parents)

- Total des coûts: 90.095,20 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

La visibilité de la campagne auprès du public peut être appréciée par différents moyens: couverture dans la presse, nombre de demandes d'information y relatives adressées au MENFP, etc. Quant à l'efficacité d'une campagne qui vise à influer sur le comportement du public visé, en l'occurrence les habitudes de lecture des jeunes enfants, elle ne pourra être analysée que dans plusieurs années.

Information sur l'acquisition de la double nationalité

campagne organisée en collaboration avec l'Institut national des langues et le Ministère de la Justice (novembre 2008)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Dépliants/brochures: 32.240,33 EUR (dépliants d'information sur la procédure d'acquisition de la nationalité, avec CD sur les tests de connaissance de la langue luxembourgeoise)

- Total des coûts: 32.240,33 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Le MENFP ne dispose pas d'un outil d'évaluation qui permette d'établir un lien direct entre les actions de communication liées à la procédure d'acquisition de la double nationalité et le nombre de personnes qui se sont portées candidats à cette procédure. Toujours est-il que, depuis le vote de la loi sur la nationalité, 837 personnes se sont inscrites aux épreuves du «Sproochentest Lëtzebuergesch», dont 813 personnes se sont présentées aux épreuves. En parallèle, les examens de luxembourgeois langue étrangère «Lëtzebuergesch als Friemsprooch» ont connu, de 2008 à 2009, un grand essor avec une augmentation de 55%. Par ailleurs, les cours de luxembourgeois à l'Institut national des langues ont connu une augmentation des inscriptions de 31% entre le 15 octobre 2008 et le 15 octobre 2009.

«Léierplazevermëttlung»:

information des élèves et des parents sur les services offerts par les SPOS en matière d'orientation vers des postes d'apprentissage (juin 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Spots radio: 8.424,13 EUR

- Total des coûts: 8.424,13 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

Il n'est pas possible d'établir un lien direct entre la diffusion des spots d'annonce et le nombre d'élèves qui ont conclu un contrat d'apprentissage à l'issue. Toujours est-il qu'au début de l'été 2009, le nombre de jeunes qui avaient trouvé un poste d'apprentissage a largement dépassé le nombre enregistré les années précédentes.

Wëssen - Kënnen - Wëllen:

campagne d'information des enseignants et des parents sur la nouvelle École fondamentale (février-juin 2009)

1. Répartition de coûts selon les différents médias:

- Annonces presse écrite: 39.662,79 EUR

- Spots radio: 46.938,30 EUR

- Spots TV: 104.574,10 EUR

- Affiches: 9.759,02 EUR

- Dépliants/brochures: 93.825,83 EUR (plus de 65.000 brochures d'information destinées respectivement aux parents et aux enseignants)

- Foires, stands: 29.869,30 EUR (réunions d'information des parents)

- Total des coûts: 324.629,34 EUR

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

La campagne d'information sur la nouvelle École fondamentale avait comme défi de toucher un très grand public cible: quelque 4.500 membres du personnel enseignant, plus de 50.000 parents d'élèves, les autorités communales et autres partenaires scolaires. Étant donné l'envergure et la complexité des informations à véhiculer ainsi que l'hétérogénéité des publics cibles, une multiplication des vecteurs de communication s'est imposée. La visibilité de la campagne a pu être appréciée par différents moyens: la très large audience lors des réunions d'informations pour parents d'élèves (plus de 6.000 personnes), les taux de téléchargement des pages Internet liées à la réforme, le nombre de commandes supplémentaires de brochures, etc. À l'heure actuelle, le MENFP ne dispose pas d'outils d'évaluation qui permettent d'évaluer dans quelle mesure le public cible s'est effectivement approprié les informations communiquées.

Session ordinaire 2009-2010

Question 0341 urgente (23.12.2009) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la date limite de la consultation publique de l'avant-projet du plan national pour un développement durable:

L'article 11 § 4 de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable prévoit que «le Ministre arrête les mesures permettant de donner à l'avant-projet de plan la notoriété la plus étendue possible et de consulter la population à ce sujet».

L'avant-projet du plan national pour un développement durable est disponible depuis la fin octobre sur le site Internet du Ministère du Développement durable. En novembre, des annonces parues dans la presse quotidienne ont été diffusées afin d'inciter la population à consulter ce site pour prendre connaissance du texte de l'avant-projet et émettre un commentaire sur celui-ci par e-mail.

Les citoyens et citoyennes ne trouvent cependant aucune précision sur l'expiration du délai permettant de déposer des commentaires.

Sachant que la Commission interdépartementale du développement durable finalisera le texte du projet de plan en début d'année 2010, j'aimerais, conformément à notre règlement interne, poser une question parlementaire urgente au Ministre du Développement durable et des Infrastructures ou au Ministre délégué du même ressort.

- Quelle est la date limite de cette consultation publique permettant de laisser un commentaire sur cet avant-projet de plan?

- Ne faudrait-il pas la préciser sur les annonces et le site Internet du Ministère?

Réponse (04.01.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La consultation publique répond à l'article 11, paragraphe 4 de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable qui stipule que «le Ministre arrête les mesures permettant de donner à l'avant-projet de plan la notoriété la plus étendue possible et de consulter la population à ce sujet». La consultation publique moyennant le site Internet du Ministère du Développement durable et des Infrastructures a été annoncée dans la presse quotidienne les 2, 5 et 7 décembre et elle a été ouverte au public le 2 décembre.

La loi précitée ne prévoit pas de date limite pour cette consultation publique. Dès lors aucune date limite pour les commentaires n'a été annoncée sur le site Internet du Ministère.

La Commission interdépartementale du développement durable rédigera le projet définitif de plan, conformément à l'article 11, paragraphes 5 et 6 de loi, en tenant compte de l'avis de la Chambre des Députés et du Conseil Supérieur pour le Développement Durable. Dès réception de ces avis prévus pour début 2010, la Commission dispose de deux mois pour finaliser le projet de plan.

Par conséquent les remarques introduites jusqu'à ce moment dans le cadre de la consultation politique pourraient être prises en considération pour la rédaction du projet de plan.

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2008-2009

L'année parlementaire 2008-2009

53 séances publiques. Près de 180 heures de débats en séance plénière. 126 projets de loi évacués. 541 réunions de commissions et de groupes de travail. 441 questions parlementaires adressées aux membres du Gouvernement - sans parler des quatre heures de question au Gouvernement en séance publique avec leurs 41 questions, des 23 questions urgentes, des quatre questions avec débat, des cinq débats d'orientation, des six interpellations, etc.

Ces quelques chiffres-clés de la session 2008-2009, la dernière de la législature, seront développés - parmi tant d'autres - dans le présent rapport d'activité qui fournit un compte rendu détaillé des travaux parlementaires depuis l'ouverture de la session 2008-2009 le 14 octobre 2008 jusqu'à la dissolution de la Chambre des Députés le 7 juin 2009.



Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

Session 2008-2009

CSV	24 députés
LSAP	14 députés
DP	10 députés
Déi Gréng	7 députés
ADR	4 députés
Indépendant	1 député

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés par circonscription électorale

Députés de la Circonscription du Sud	**Appartenance politique**
ANDRICH-DUVAL Sylvie	CSV
ARENDT Nancy	CSV
BERGER Eugène	DP
BODRY Alex	LSAP
BRAZ Felix	Déi Gréng
CASTEGNARO John	LSAP
DALL'AGNOL Claudia	LSAP
DOERNER Christine	CSV
ERR Lydie	LSAP
GIBERYEN Gaston	ADR
GLESENER Marcel	CSV
HAUPERT Norbert	CSV
HUSS Jean	Déi Gréng
JAERLING Aly	Indépendant
MEISCH Claude	DP
MUTSCH Lydia	LSAP
NEGRI Roger	LSAP
ROTH Gilles	CSV
SCHREINER Roland	LSAP
SPAUTZ Marc	CSV
SPAUTZ Vera	LSAP
SUNNEN Fred	CSV
WOLTER Michel	CSV
TOTAL: 23 députés	9 CSV 8 LSAP 2 Déi Gréng 2 DP 1 ADR 1 Indépendant

Députés de la circonscription du Centre	**Appartenance politique**
ADAM Claude	Déi Gréng
ANGEL Marc	LSAP
BAUSCH François	Déi Gréng
BETTEL Xavier	DP
BRASSEUR Anne	DP
DIEDERICH Fernand	LSAP
FAYOT Ben	LSAP
FLESCH Colette	DP
GANTENBEIN-KOULLEN Marie-Thérèse*	CSV
HELMINGER Paul	DP
HENCKES Jacques-Yves	ADR
KLEIN Jean-Pierre	LSAP
KRIEPS Alexandre	DP
LOSCHETTER Viviane	Déi Gréng
MEYERS Paul-Henri	CSV
MOSAR Laurent	CSV
OBERWEIS Marcel	CSV
SANTER Patrick**	CSV
SAUBER Marcel	CSV
STEIN-MERGEN Martine	CSV
THIEL Lucien	CSV
TOTAL: 21 députés	8 CSV 5 DP 4 LSAP 3 Déi Gréng 1 ADR

Députés de la Circonscription du Nord	**Appartenance politique**
ETGEN Fernand	DP
GIRA Camille	Déi Gréng
GOERENS Charles	DP
KAES Ali	CSV
KOEPP Jean-Pierre	ADR
SCHAAF Jean-Paul	CSV
SCHANK Marco	CSV
SCHNEIDER Romain	LSAP
WEILER Lucien	CSV
TOTAL: 9 députés	4 CSV 2 DP 1 Déi Gréng 1 LSAP 1 ADR

* remplacée le 10/2/2009 par GAUL Fabienne
** remplacé le 17/3/2009 par WEYDERT Raymond



Députés de la Circonscription de l'Est	**Appartenance politique**
CLEMENT Lucien	CSV
FRANK Marie-Josée	CSV
HETTO-GAASCH Françoise	CSV
KOX Henri	Déi Gréng
MEHLEN Robert	ADR
SCHEUER Jos	LSAP
WAGNER Carlo	DP
TOTAL: 7 députés	3 CSV 1 Déi Gréng 1 DP 1 LSAP 1 ADR

	2004	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
Professions indépendantes	**28**	**23**	**23**	**23**	**21**
avocat / notaire	11	7	7	7	6
médecin / vétérinaire / pharmacien	2	1	1	1	1
commerçant / industriel / indépendant / artisan	4(2)	11(1)	11(1)	11(1)	10(1)
agriculteur / viticulteur	1	2	2	2	2
sans profession et autres (p.ex: TII)	10	2	2	2	2
Salariés secteur privé	**10**	**11**	**11**	**11**	**11**
ouvrier	0	0	0	0	0
syndicaliste	2(1)	2	2	2	2
journaliste	1	0	0	0	0
ingénieur	0	0	0	0	0
autres employés	7(1)	9(3)	9(3)	9(3)	9(3)
Salariés secteur public	**22**	**26**	**26**	**27**	**28**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0
agent CFL	2	4	4	3	3
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0
agent secteur communal	5	0	0	0	0
fonctionnaire	15(1)	22(1)	22(1)	24(1)	25(1)
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi que par le Règlement intérieur, élaboré par la Chambre elle-même.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se clôture le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque législature, la Chambre institue, pour organiser ses travaux, son Bureau, une commission nommée Conférence des Présidents.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre des Députés sont de représenter la Chambre, de maintenir l'ordre, de faire observer le règlement, de juger de la recevabilité en la forme des textes, des motions et autres propositions, d'accorder la parole, de poser les questions et de les mettre aux voix, d'annoncer le résultat des votes et des scrutins, de prononcer les décisions de la Chambre, de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président, lorsqu'ils le remplacent. A défaut de Président et de Vice-Présidents, le député le plus âgé - le Doyen d'âge - préside la Chambre.

Le Bureau

L'article 8 du Règlement interne de la Chambre des Députés dispose que:

«Art. 8.- (1) Le Bureau représente la Chambre sur le plan national et international. Il décide de la composition des délégations, sauf en ce qui concerne celles aux assemblées internationales.

(2) Le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes, à l'exception de l'ordre du jour de la Chambre qui est de la compétence de la Conférence des Présidents.

(3) Le Bureau s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend toutes les décisions relatives à l'organisation et à la discipline du personnel.

(4) Le Bureau peut confier à un ou plusieurs de ses membres des tâches générales ou particulières relevant de la compétence du Bureau. En même temps sont fixées les modalités d'exécution de ces tâches.»

Le Bureau de la Chambre s'est réuni dix-sept fois au cours de la session 2008-2009.

Le Bureau s'est composé comme suit: M. Lucien Weiler, Président; M. Jos Scheuer, Mme Colette Flesch et Laurent Mosar, Vice-Présidents; MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens, François Bausch, Lucien Clement et Alex Bodry, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

En leurs réunions du 18 février 2009 et du 18 mars 2009, les membres du Bureau ont décidé d'octroyer le titre honorifique de leur fonction à Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen ainsi qu'à Monsieur Patrick Santer, les deux députés ayant renoncé à leur mandat au cours de la session ordinaire 2008-2009.

D'après les missions qui lui sont conférées par le Règlement interne, le Bureau a représenté sur le plan international la Chambre des Députés dans le cadre de visites parlementaires et gouvernementales.

Ainsi le Bureau a reçu en visite officielle:

Son Excellence Monsieur Dr. H. Hidayat Nur Wahid, Président de l'Assemblée délibérative du peuple de la République d'Indonésie (14 novembre 2008)

Son Excellence Monsieur José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne (4 décembre 2008)

Son Excellence Monsieur Norbert Lammert, Président du Bundestag (5 février 2009)

Son Excellence Monsieur Patrick M. Antonio Herminie, Président de l'Assemblée nationale de la République des Seychelles (20 février 2009)

Son Excellence Madame Gerdi A. Verbeet, Présidente de la Deuxième Chambre des Etats-Généraux du Royaume des Pays-Bas (28 mai 2009)

Au niveau des missions internes qui lui sont conférées par le Règlement de la Chambre, le Bureau règle les questions financières et d'organisation concernant les députés, le Parlement et ses organes et s'occupe de façon générale de la gestion des affaires de la Chambre des Députés.

A relever que les membres du Bureau se sont vus présenter par le Secrétaire général le plan d'action du CAF, acronyme de Cadre d'Auto-évaluation des Fonctions publiques.

Le CAF est une réalisation du Groupe pour des Services publics innovants (IPSG), groupe d'experts européens en management public issus des services publics des Etats membres de l'Union Européenne. Le but poursuivi est d'améliorer continuellement les processus de travail en utilisant des instruments analytiques et en impliquant l'ensemble des collaborateurs. En pratique, un groupe de travail représentant l'ensemble des agents d'une entité administrative produit une évaluation critique de l'administration dans tous les aspects qui la composent en vue d'obtenir une «photo» avec ses points forts et ses points d'amélioration. Cette démarche aboutit à un plan d'action.

La Conférence des Présidents

La Conférence des Présidents se composait durant la session ordinaire 2008-2009 de: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés et des Présidents des groupes politiques MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Charles Goerens et François Bausch.

Au cours de cette session, les Présidents des groupes politiques se sont réunis 18 fois pour régler les questions administratives de la Chambre, pour décider des questions relatives à l'organisation de ses travaux et pour proposer l'ordre du jour des séances publiques.

La Conférence des Présidents a au cours de ses réunions des mois de novembre et décembre 2008 déterminée les modalités de création ainsi que les missions de la Commission spéciale «crise économique et financière».

Enfin, elle a avisé 9 projets de règlement grand-ducal dont elle était saisie.

Les commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

Pour faciliter et pour rationaliser ses travaux parlementaires, la Chambre institue des commissions réglementaires, des commissions permanentes et des commissions spéciales dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Au sein des commissions il est tenu compte de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

Les commissions s'occupent en outre des dossiers européens qui concernent leur domaine de compétence.

Les travaux parlementaires en commission sont non public.





Liste alphabétique des Commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Commission du Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Commission des Pétitions

Commission du Règlement

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Commission de l'Environnement

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Commission des Finances et du Budget

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Commission juridique

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Commission des Transports

Commission du Travail et de l'Emploi

Commission des Travaux publics

Commission spéciale

Commission spéciale «Crise économique et financière»

Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales

Commissions réglementaires

Commission des Comptes



Président: Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Vice-Présidents: Frank Marie-Josée (CSV), Castegnaro John (LSAP)
Membres:
CSV: Haupert Norbert, Roth Gilles, Thiel Lucien
LSAP: Angel Marc, Negri Roger
DP: Etgen Fernand, Wagner Carlo
ADR: Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008/2009 les membres de la Commission des Comptes se sont réunis à **quatre** reprises.

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006:

Lors de la réunion du **22 janvier 2009**, Monsieur Camille Gira a été nommé rapporteur des comptes pour l'exercice 2006 à l'unanimité des membres présents.

Ensuite, les membres de la commission ont examiné les comptes 2006.

Les comptes annuels 2006 sont présentés sous forme d'un bilan et d'un compte de revenus et charges.

Au bilan qui retrace les ressources et les emplois, on trouve à l'actif le poste «CREANCES» comprenant les postes «Produits à recevoir» et «Remboursements frais à recevoir», le poste «AVOIRS EN BANQUES ET ENCAISSE» qui regroupe les actifs disponibles au 31 décembre 2006 et le poste «COMPTES DE REGULARISATION ACTIF» où sont repris les charges payées d'avance en 2006 pour l'exercice 2007.

Au passif du bilan figurent les postes «PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES» et «DETTES». Le «Fonds de réserve Assurance Accidents» est constitué des réserves prélevées sur les crédits budgétaires pour effectuer des remboursements à l'Association d'Assurance contre les Accidents. Les «DETTES» représentent les «Dettes échéant dans l'année» qui regroupent les charges à payer au 31 décembre 2006, les «Frais de photocopieurs à payer» ainsi que les «Frais mobilier de bureau à payer»; il s'agit de provisions constituées en vue de l'acquisition ultérieure de photocopieurs et de mobilier de bureau. Sur décision du Bureau de la Chambre des Députés, chaque groupe politique respectivement chaque sensibilité politique a droit au remboursement des frais d'acquisition d'un photocopieur par législature jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 12.400 € voire de 3.100 €. En outre, chaque groupe politique respectivement sensibilité politique ont également droit au remboursement des frais d'acquisition de mobilier de bureau par législature jusqu'à concurrence d'un montant de 12.400 € par groupe voire de 2.500 € par sensibilité politique et de 500 € par député.

Au compte de revenus et charges de l'exercice 2006 sont reprises les recettes de l'exercice qui, diminuées des charges, font ressortir le résultat de l'exercice.

L'exercice 2006 se termine par un excédent des revenus sur les charges de 3.031.204,93 €.

Au 1er janvier 2007, les excédents budgétaires cumulés se chiffrent à 12.729.350,96 € (9.698.146,03 € d'excédents au 1er janvier 2006 augmentés du résultat de l'exercice 2006 de 3.031.204,93 €).

Cette réserve financière permettra entres autre l'acquisition éventuelle d'un immeuble administratif pour parer au manque de surface de bureaux pour les besoins du Greffe.

Afin d'éviter que des excédents aussi substantiels se répètent, il incombe de veiller à ce que, lors de l'établissement de futurs budgets, les crédits demandés s'alignent davantage sur les dépenses effectives.

Les comptes annuels de la Chambre des Députés sont établis conformément aux principes comptables généralement admis à l'exception des investissements en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges.

Dans sa réunion du **4 février 2009**, le Président-rapporteur, a présenté le rapport de la commission, qui a été approuvé à l'unanimité des membres de la Commission des Comptes.

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007:

Lors de la réunion du **20 avril 2009**, les membres ont nommé Monsieur Camille Gira rapporteur des comptes de l'exercice 2007.

L'examen des comptes a fait ressortir que la réserve se chiffre à 14.571.933,88 € au 1er janvier 2008 soit une augmentation de 1.842.582,92 €.

Les dépenses de la Chambre des Députés sont réparties sur 6 sections, à savoir:

A) Députés 9.910.344,38 €

B) Institutions parlementaires internationales 644.671,78 €

C) Groupes politiques 2.196.951,64 €

D) Personnel 5.624.073,89 €

E) Administration 5.966.465,78 €

F) Compte rendu 1.041.550,66 €

Au 31 décembre 2007 les dépenses de la Chambre des Députés se sont chiffrées à 25.384.148,13 € soit une augmentation de 6,25 % (1.492.342,32 €) par rapport à l'exercice 2006.

L'exécution du budget de la Chambre des Députés a accusé des moins-values de dépenses de l'ordre de 1.419.764,87 € par rapport au budget adopté (-5,30 %).

Dans sa réunion du **29 avril 2009**, le Président-rapport a exposé les différents chapitres du projet de rapport. Après un échange de vues et exament du projet de rapport, la commission a adopté le rapport à l'unanimité des membres présents.

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Président: Goerens Charles (DP)
Vice-Présidents:
Membres:
CSV Wolter Michel
LSAP Fayot Ben
DÉI GRÉNG Bausch François

Le contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat fut mis en place par la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat et plus particulièrement par les articles 14 et 15 de la loi précitée:

«Art. 14.- Mise en place d'un contrôle parlementaire

Sans préjudice des contrôles et inspections organisés en vertu des dispositions légales et réglementaires, les activités du Service de Renseignement sont soumises au contrôle d'une Commission de Contrôle parlementaire composée des présidents des groupes politiques représentés à la Chambre des Députés. Chaque membre y dispose d'un nombre de voix égal au nombre des membres du groupe qu'il représente. Les règles de fonctionnement de la Commission sont définies par le règlement d'ordre intérieur de la Chambre des Députés.

Art. 15.- Fonctionnement de la Commission de Contrôle parlementaire

(1) Les réunions de la Commission se tiennent à huis clos. Les délibérations au sein de la Commission sont secrètes.

(2) Le Directeur du Service de Renseignement informe la Commission sur les activités générales de son service, y compris les relations avec les services de renseignement et de sécurité étrangers.

(3) La Commission peut procéder à des contrôles portant sur des dossiers spécifiques. A cette fin, la Commission est autorisée à prendre connaissance de toutes les informations et pièces qu'elle juge pertinentes pour l'exercice de sa mission, à l'exception d'informations ou de pièces susceptibles de révéler l'identité d'une source du Service ou pouvant porter atteinte aux droits de la personne d'un tiers. La Commission peut entendre les agents du Service de Renseignement en charge du dossier sur lequel porte le contrôle.

(4) Lorsque le contrôle porte sur un domaine qui requiert des connaissances spéciales, la Commission peut décider, à la majorité des deux tiers des voix et après avoir consulté le Directeur du Service de Renseignement, de se faire assister par un expert.

(5) A l'issue de chaque contrôle, la Commission dresse un rapport final à caractère confidentiel qui inclut les observations, conclusions et recommandations formulées par ses membres et, le cas échéant, les commentaires relatifs aux contrôles spécifiques définis au paragraphe (3). Ce rapport est adressé au Premier Ministre, Ministre d'Etat, au Directeur du Service de Renseignement et aux députés qui sont membres de la Commission de Contrôle parlementaire.

(6) Le Premier Ministre, Ministre d'Etat peut demander à la Commission d'élaborer un avis concernant des questions liées au fonctionnement et aux activités du Service de Renseignement.

La Commission peut de même et de sa propre initiative émettre un avis concernant les questions visées à l'alinéa précédent.

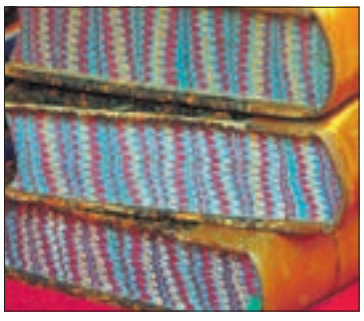
(7) La Commission de Contrôle parlementaire est informée tous les six mois des mesures de surveillance des communications ordonnées par le Premier Ministre, Ministre d'Etat à la demande du Service de Renseignement.

(8) La Commission de Contrôle parlementaire soumet chaque année un rapport d'activités à la Chambre des Députés.»

La commission s'est composée durant la session visée de Monsieur Charles Goerens, Président, de Messieurs Michel Wolter, Ben Fayot et François Bausch, membres.

La Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat s'est réunie trois fois au cours de la session 2008-2009 en vue de s'acquitter des obligations de contrôle parlementaire lui dévolues par la loi.

A la fin de la session ordinaire 2008-2009 les membres de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat ont publié leur rapport d'activités, conformément à l'article 15(8) de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat.



Commission des Pétitions

Président: Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Vice-Président: Err Lydie (LSAP)
Membres:
CSV Doerner Christine, Gaul Fabienne, Schank Marco, Weydert Raymond
LSAP Diederich Fernand, Spautz Vera
DP Bettel Xavier, Brasseur Anne
ADR Koepp Jean-Pierre



Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission des Pétitions s'est réunie à neuf reprises.

Lors de sa réunion du 11 novembre 2008, elle a procédé à un échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur.

En date du 20 novembre 2008, ensemble avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire, la Commission des Pétitions a procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur au sujet de la recommandation N°32-2008 du Médiateur relative aux principes régissant l'inscription d'une personne au registre de la population. Ensuite, les membres de la Commission des Pétitions ont poursuivi leur échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur. Ils ont par ailleurs examiné deux nouvelles pétitions: la pétition N°288 en vue d'actions à poursuivre afin d'obtenir un redressement des criantes inégalités discriminatoires qui entachent notre régime fiscal sur le revenu et la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach.

Au cours de la réunion du 15 décembre 2008, les membres de la Commission des Pétitions se sont entretenus avec les pétitionnaires de la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach. Ils ont ensuite examiné deux nouvelles pétitions: la pétition N°291 pour la dépénalisation de l'euthanasie et la pétition N°292 pour la vie. En outre, l'échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur a été poursuivi.

En date du 5 février 2009, les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues avec le Ministre du Travail et de l'Emploi et avec le Ministre de la Santé au sujet de la pétition N°290 contre les nuisances excessives aux environs de la station émettrice de RTL à Marnach.

Au cours de la réunion du 19 février 2009, la Commission a poursuivi l'échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur, puis a examiné la recommandation du Médiateur N°35-2008 relative à la discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Lors des réunions des 3 et 17 mars et du 21 avril 2009, la Commission a poursuivi l'échange de vues sur le rapport annuel du Médiateur et préparé le débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur. Finalement, en date du 28 avril 2009, la Commission des Pétitions s'est vue présenter le projet de rapport relatif audit débat d'orientation. Ce projet de rapport a par la suite été adopté à l'unanimité (voir document parlementaire 5998).

Commission du Règlement

Président: Gibéryen Gaston (ADR)
Vice-Président: Angel Marc (LSAP)
Membres:
CSV Andrich-Duval Sylvie, Glesener Marcel, Weydert Raymond, Wolter Michel
LSAP Fayot Ben, Schreiner Roland
DP Bettel Xavier, Flesch Colette
DÉI GRÉNG Bausch François

Durant la législature 2008 - 2009, la commission du Règlement a adopté deux modifications majeures du Règlement interne de la Chambre:

1. Procédure d'examen des propositions de loi (rapporteur: M. Gast Gibéryen, doc. parl. 5864):

La procédure ancienne était trop compliquée et contenait trop d'étapes. Vu que l'initiative législative parlementaire constitue un droit fondamental de chaque député et qu'il s'agit de la promouvoir, la commission a essayé d'alléger la procédure, de modifier la procédure de retrait et propose donc les étapes suivantes:

1. Décision sur la recevabilité par la Chambre suite à une proposition de la Conférence des présidents. La commission a décide de supprimer l'ancienne première phrase de l'article 58 (1), afin que le Règlement ne fasse plus référence à l'ordre public et aux bonnes mœurs, notions difficiles à cerner et à appliquer dans le contexte des propositions de loi.

2. Dans un délai de 6 mois, la proposition de loi doit figurer à l'ordre du jour d'une réunion de commission et d'une séance publique. Le gouvernement peut fournir un avis au sujet de la proposition de loi, mais n'y est pas obligé.

3. Après la présentation en séance publique, la Chambre doit se prononcer par un vote sur la poursuite de la procédure législative. En cas de vote positif, la proposition de loi entre dans la procédure législative classique (examen en commission, avis du Conseil d'Etat et des chambres professionnelles concernées). En cas de vote négatif, la proposition de loi est classée sans suite, c'est-à-dire retirée du rôle.

2. Coopération entre la Chambre et le gouvernement en matière de politique européenne (rapporteur: M. Ben Fayot, doc. parl. 5979):

La Chambre des Députés entend s'impliquer davantage dans les affaires européennes, afin d'intervenir à un stade précoce durant la phase de négociation des textes et de ne plus se limiter à la transposition de directives adoptées. L'aide-mémoire conclu entre la Chambre et le gouvernement définit le cadre des relations de confiance entre les deux institutions et décrit les informations à transmettre par le gouvernement.

La commission a décidé de formaliser le contenu de l'aide mémoire en l'annexant au Règlement.



Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président:	Fayot Ben (LSAP)	
Vice-Présidents:	Glesener Marcel (CSV), Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP	Angel Marc, Err Lydie
	DP	Bettel Xavier (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Helminger Paul (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
	DÉI GRÉNG	Braz Félix
	ADR	Henckes Jacques-Yves (sauf pour le volet Défense), Koepp Jean-Pierre (pour le volet Défense)



Au courant de la session ordinaire 2008 - 2009, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration s'est réunie à quarante-quatre reprises. Les travaux législatifs de la commission étaient concentrés en particulier sur l'organisation du Centre de rétention, la Convention sur les armes à sous-munitions ainsi que sur l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie à l'OTAN.

A relever que les membres du Parlement européen sont systématiquement invités à participer aux travaux de la commission. Les députés européens en profitent pour présenter les dossiers en discussion au Parlement européen.

Affaires étrangères

Dans le volet «affaires étrangères», la commission a analysé onze projets de loi, a accueilli huit délégations, dont trois Présidents de Parlement et trois Ministres des Affaires étrangères et s'est intéressée à des sujets aussi variés que la situation au Proche-Orient, le litige entre la Russie et l'Ukraine sur l'approvisionnement en gaz ou encore la fermeture du camp de Guantanamo.

Travaux législatifs

Les membres de la commission ont adopté les rapports relatifs aux projets de loi suivants:

- **5752** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006
- **5753** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006
- **5841** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007
- **5850** - projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007
- **5882** - projet de loi portant création de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg
- **5961** - projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008
- **5962** - projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008
- **5963** - projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008
- **5964** - projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007
- **5970** - projet de loi portant approbation - du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958 - du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux - de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008
- **5981** - projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Entretiens dans le cadre des visites officielles auprès de la Chambre des Députés

Les membres de la commission ont procédé à des échanges de vues avec les responsables politiques suivants:

- 12 novembre 2008: Son Excellence Monsieur Abdelwaheb Abdallah, Ministre des Affaires étrangères de la République tunisienne
- 14 novembre 2008: Son Excellence Monsieur Dr H. Hidayat Nur Wahid, Président de l'Assemblée délibérative du peuple de la République d'Indonésie
- 25 novembre 2008: M. Andrei Klimov, Vice-Président de la Commission des relations internationales et Coordinateur du Groupe parlementaire d'amitié de la Douma d'Etat de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie avec les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg
- 5 février 2009: Son Excellence Monsieur Norbert Lammert, Président du Bundestag allemand
- 6 mars 2009: Son Excellence Monsieur Nur Hassan Wirajuda, Ministre des Affaires étrangères de la République d'Indonésie
- 18 mars 2009: Son Excellence Monsieur Grigol Vashadze, Ministre des Affaires étrangères de Géorgie
- 24 avril 2009: Monsieur Vadim Goustov, Président du Comité pour les relations avec la Communauté des Etats indépendants du Conseil Fédéral de la Fédération de Russie
- 28 mai 2009: Son Excellence Madame Gerdi A. Verbeet, Présidente de la Deuxième Chambre des Etats-Généraux du Royaume des Pays-Bas

Autres travaux

Le 27 octobre 2008, les membres ont discuté sur une mission d'observation des élections présidentielles en Azerbaïdjan.

La visite de Monsieur Andrei Klimov. Vice-Président de la Commission des relations internationales de la Douma d'Etat de la Russie et Coordinateur du Groupe parlementaire d'amitié de la Russie avec les Parlements des Etats du Benelux a été préparée le 24 novembre 2008.

En date du 15 décembre 2008, les membres ont eu un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la signature de la Convention internationale contre les armes à sous-munitions (BASM).

La réunion du 5 janvier 2009 était consacrée à un échange de vues sur la situation au Proche-Orient.

Le 12 janvier 2009, les membres ont discuté avec le Ministre des Affaires étrangères sur le litige entre la Russie et l'Ukraine à propos de l'approvisionnement en gaz et sur le conflit israélo-palestinien dans la Bande de Gaza,

En date du 19 janvier 2009, la commission a donné un avis positif sur la prolongation de la participation luxembourgeoise à la mission de police en Géorgie et en date du 22 janvier 2009 sur la participation luxembourgeoise à la mission de contrôle de l'Union européenne à la frontière entre l'Egypte et Gaza à Rafah.

Les membres ont été informés le 9 février 2009 sur une récente entrevue informelle avec la communauté des Baha'is et sur les doléances de la communauté des Bidjans.

Le 2 mars 2009, la commission a procédé à un bref échange de vues sur le camp de Guantanamo et a approuvé la participation luxembourgeoise à la mission d'observation de l'OSCE des élections parlementaires en Moldavie.

Lors d'une réunion jointe avec la Commission juridique en date du 11 mars 2009, les membres ont eu une entrevue avec le Ministre de la Justice et le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur le point «Guantanamo» figurant à l'ordre du jour de la réunion du Conseil Justice - Affaires intérieures des 26 et 27 février 2009.

Le 23 mars 2009, la commission a analysé les recommandations du Médiateur énoncées dans son rapport d'activités 2007 - 2008 qui concernent les matières pour lesquelles la commission est compétente. Lors de la même réunion, le Ministre des Affaires étrangères a informé sur la réunion Durban II et sur la situation au Moyen-Orient.

En date du 30 mars 2009, les membres ont eu un entretien avec Monsieur Vic Reuter, retourné au Luxembourg après une mission au Kosovo, et ont approuvé la prolongation de la participation luxembourgeoise à ladite mission.

Le 9 avril 2009, la commission a discuté avec le Ministre des Affaires étrangères sur l'actualité politique internationale, dont la conférence internationale sur l'Afghanistan, le sommet de l'OTAN, le sommet entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, la Conférence sur l'Alliance des civilisations et la situation en République tchèque.

Lors de la même réunion, les membres ont donné un avis positif sur la participation luxembourgeoise à la mission d'observation électorale de l'OSCE en Albanie à l'occasion des élections parlementaires du 28 juin 2009.

Affaires européennes

La commission assure la coordination générale des dossiers européens et effectue un tri des dossiers communiqués par la Commission européenne en les classant en «documents A»

(documents ne présentant aucun intérêt politique, économique, législatif ou financier particulier pour le Luxembourg ou documents dont la procédure est déjà trop avancée sur le plan européen) ou en «documents B» (documents méritant un examen plus détaillé). Les «documents B» sont renvoyés par la Conférence des Présidents aux différentes commissions sectorielles.

Entretiens dans le cadre des visites officielles de la Chambre des Députés

Au courant de la session ordinaire 2008 - 2009, la commission a accueilli tant Monsieur José Manuel Barroso, le Président de la Commission européenne, que Monsieur Hans-Gert Pöttering, le Président du Parlement européen.

L'échange de vues avec Monsieur José Manuel Barroso a eu lieu le 4 décembre 2008, après une discussion en séance publique. Monsieur Hans-Gert Pöttering a été invité le 13 mars 2009. Le Président du Parlement européen a procédé avec les membres de la commission à un échange de vues avec des étudiants de l'Université du Luxembourg sur les élections européennes et sur la crise économique.

Les membres de la commission ont en outre reçu la visite de délégations parlementaires des deux pays qui ont exercé la présidence de l'Union européenne en 2009, à savoir la République tchèque et la Suède. Ainsi, un échange de vues a eu lieu le 2 février 2009 avec une délégation de la Commission des affaires européennes du Riksdagen du Royaume de Suède sous la conduite de sa Présidente, Madame Anna Kinberg Batra, et une autre discussion a été organisée le 28 avril 2009 avec une délégation de la Commission des Affaires européennes du Sénat de la République tchèque, présidée par Monsieur Ludek Sefzig.

Autres travaux

Les membres de la commission ont analysé à plusieurs reprises les listes des nouveaux documents communiqués par la Commission européenne et étudié les documents B qui sont dans sa compétence.

Le 20 octobre 2008, la commission a procédé à un échange de vues avec la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne sur le processus de Barcelone et sur l'Union pour la Méditerranée.

Le 27 octobre 2008, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a présenté le rapport sur la politique européenne du Gouvernement (2007 - 2008).

En date du 10 novembre 2008, les membres ont été informés sur la XLième COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes) qui s'était réunie en octobre à Paris.

Des documents sur la politique économique et sur la fiscalité des revenus de l'épargne ont été analysés le 24 novembre 2008. Lors de la même réunion, l'échange de vues avec Monsieur José Manuel Barroso du 4 décembre a été préparé.

Le 15 décembre 2008, le Ministre des Affaires étrangères a donné des informations sur le Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008 ainsi que sur la réunion du CAGRE des 8 et 9 décembre 2008. Le 2 février 2009, le Ministre des Affaires étrangères a renseigné sur la réunion du CAGRE des 26 et 27 janvier 2009, consacrée notamment à la situation à Gaza et à la fermeture du camp de Guantanamo.

En date du 9 février 2009, les membres ont discuté de manière générale sur l'examen des dossiers européens par la Chambre des Députés.

La commission a été informée le 2 mars 2009 sur la réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC qui s'est déroulée au mois de février à Prague.

Un échange de vues a été organisé le 23 mars 2009 avec le Ministre des Affaires étrangères sur l'actualité politique internationale, et en particulier sur le référendum irlandais.

Les activités d'Europol étaient à l'ordre du jour de la réunion du 20 avril 2009, en présence de Monsieur Romain Nettgen, Directeur général de la Police grand-ducale, et de Monsieur Patrice Solagna, Directeur de la Police judiciaire.

Le 4 mai 2009, la commission a étudié le bilan de la stratégie européenne de la Chambre des Députés et le traitement des dossiers européens par les commissions permanentes.

En date du 11 mai 2009, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères sur le rapport relatif à la transposition des directives.

Défense

Travaux législatifs

La commission a approuvé le rapport du projet de loi 5938 portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde.

Autres travaux

Lors de la réunion du 20 octobre 2008, le Ministre de la Défense a renseigné sur des réunions au niveau de l'Union européenne, à savoir sur une réunion des Ministres de la Défense de l'Union européenne à Deauville les 1er 2 octobre 2008, une réunion informelle des Ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN, organisée les 18 et 19 septembre 2008 à Londres ainsi que sur une réunion informelle des Ministres de la Défense des pays de l'OTAN à Budapest, les 9 et 10 octobre 2008. La commission a également été informée sur une entrevue que le Ministre de la Défense a eue avec Monsieur Robert Gates, secrétaire d'Etat à la Défense américain, qui s'est déroulée le 17 octobre 2008 à Washington.

Le 10 novembre 2008, les membres ont discuté sur la réunion des Présidents des commissions parlementaires de défense, qui s'est déroulée le 27 octobre 2008 à Paris.

En date du 15 décembre 2008, la commission a été renseignée sur un déplacement en Afghanistan et a procédé à un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères sur la réunion des Ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN, qui s'est déroulée les 2 et 3 décembre 2008.



Le 2 février 2009, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre de la Défense sur les missions au Liban, au Tchad, en Bosnie, en Afghanistan, sur la reconversion, sur les groupements tactiques et sur le hall logistique à construire dans la Caserne Grand-Duc Jean de Diekirch.

Le Ministre de la Défense a informé le 9 mars 2009 sur la participation luxembourgeoise à la FINUL, à l'ISAF, au Groupement tactique ainsi que sur l'avion de transport A 400 M. Lors d'une réunion jointe avec la Commission des Travaux publics organisée le même jour, le projet de loi 5952 a été étudié.

En date du 16 mars 2009, le Ministre de la Défense a donné des explications sur le sommet de l'OTAN, les adhésions de l'Albanie et de la Croatie à l'Alliance, la situation en Afghanistan, le concept stratégique de l'OTAN, la situation au Liban et au Kosovo, la reconversion ainsi que sur l'avion de transport A 400 M. Le Ministre a également renseigné sur une visite de l'Ecole royale militaire (ERM) en Belgique.

Le 7 avril 2009, la commission a visité ensemble avec la Commission des Travaux publics la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch.

Coopération

Le 20 octobre 2008, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre de la Coopération et a été informée sur le renouvellement de la Convention entre Lux-Development et l'Etat. Lors de la même réunion, les membres ont discuté sur le rapport d'activités 2007 du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants.

En date du 16 janvier 2009, le Ministre de la Coopération a informé sur la situation à Gaza.

Le 2 février 2009, la commission a procédé à un échange de vues avec le Ministre de la Coopération sur le rôle des Parlements dans la coopération au développement, les assises de la coopération, l'éducation au développement, les agréments des ONG et la situation à Gaza.

Un échange de vues avec le Cercle de coopération des ONG de Développement de Luxembourg a été consacré le 16 mars 2009 à la crise financière et à la crise climatique.

Le 11 mai 2009, la commission a eu un échange de vues sur la coopération interparlementaire.

Immigration

Travaux législatifs

La commission a adopté le rapport relatif au projet de loi 5947 portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant 1. le Code de la sécurité sociale, 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, 3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Echange de vues dans le cadre des visites officielles auprès de la Chambre des Députés

Le 30 mars 2009, les membres ont eu un échange de vues avec Monsieur Antonio Guterres, Haut Commissaire pour les réfugiés (UNHCR).

Autres travaux

Le 17 novembre 2008, la commission a discuté avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur les rapatriements.

En date du 1er décembre 2008, une entrevue informelle a été organisée avec M. Pierre-Emmanuel Chabry, le directeur du Centre de rétention de Genève.

Le 16 février 2009, un échange de vues a été organisé avec le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne. Le Ministre a également donné des explications sur plusieurs documents élaborés par la Commission européenne et renseigné sur la situation au Kosovo. De surcroît, un premier bilan sur la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration a été dressé.

La loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection a été analysée lors de la réunion du 30 mars 2009.



Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Président: Schank Marco (CSV)
Vice-Présidents: Klein Jean-Pierre (LSAP), Helminger Paul (DP)
Membres:
CSV: Gaul Fabienne, Roth Gilles, Sunnen Fred
LSAP: Diederich Fernand, Mutsch Lydia
DP: Etgen Fernand
DÉI GRÉNG: Gira Camille
ADR: Gibéryen Gaston

La Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a commencé la session parlementaire, suite à une motion du 25 octobre 2007 du groupe parlementaire «déi gréng», par une réunion consacrée à la présentation par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des mesures concrètes réalisées depuis novembre 2007 au ministère afin d'y améliorer la situation et notamment en relation avec «le constat de maintes communes qui déplorent des déficits d'ordre organisationnel, structurel et décisionnel au sein du Ministère de l'Intérieur».

Une réunion jointe avec la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse avait pour objet la présentation par la Ministre de la Famille du système des chèques-service.

Les avant-projets des plans sectoriels «Transports» (rapport technique) et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers» ont été présentés au cours d'une réunion jointe de la Commission des Transports, de la Commission de l'Environnement, de la Commission des Travaux publics et de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire.

Une autre réunion jointe avec la Commission des Pétitions avait pour objet un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au sujet de la recommandation N°32-2008 du Médiateur relative aux principes régissant l'inscription d'une personne au registre de la population.

Par ailleurs, une réunion jointe avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports était réservée à la présentation de l'avant-projet du plan sectoriel «Zones d'activités économiques».

Dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur 2007-2008, la Commission a analysé les recommandations la concernant.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a présenté à la Commission les règlements d'exécution de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, de même que les règlements grand-ducaux modifiant les dispositions du congé politique des mandataires locaux.

La Commission a également eu un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire concernant les finances communales dans le contexte de la crise économique et financière.

La présentation par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des règlements grand-ducaux relatifs à la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau a fait l'objet d'une autre réunion.



En réunion jointe avec la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a présenté l'avant-projet du Plan directeur sectoriel «Logement».

Projets de loi

La Commission a terminé au cours de cinq réunions ses travaux relatifs au **projet de loi 5695 relative à l'eau** (Rapporteur: M. Marco Schank), notamment en examinant le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat et en adoptant son projet de rapport. (*Loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau)*

Elle a également terminé ses travaux concernant le **projet de loi 5859 portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national** (Rapporteur: M. Marco Schank) par l'adoption d'une série d'amendements, l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption de son projet de rapport. (*Loi du 19 décembre 2008 portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national)*

Les travaux de la Commission relatifs au **projet de loi 5893 portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux** (Rapporteur: M. Gilles Roth) ont abouti à la *Loi du 3 mars 2009 portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux*.

Au cours de trois réunions, la Commission a aussi poursuivi l'examen du **projet de loi 5828 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)** (Rapporteur: M. Gilles Roth) qui est devenu la *Loi du 19 mai 2009 portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)*.

Elle a encore examiné le **projet de loi 5953 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure**. (Rapporteur: M. Fred Sunnen) *(Loi du 16 juin 2009 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure)*

La Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5846 sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz** (Rapporteur: M. Gilles Roth) et la **proposition de loi 5746 - modifiant la loi communale du 13 décembre 1988; - modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux**. Elle a examiné l'avis du Conseil d'Etat et, suite à l'adoption de deux séries d'amendements au projet de loi 5846, elle a analysé l'avis complémentaire et le deuxième avis complémentaire de la Haute Corporation. Le projet de rapport a été présenté et adopté au cours de la réunion du 21 avril 2009.

En cinq réunions jointes avec la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, la Commission a achevé ses travaux relatifs au **projet de loi 5830 organisant l'aide sociale** (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval), notamment par l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption de son projet de rapport.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a fait à la Commission une présentation succincte du **projet de loi 6023 portant modification: 1. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 2. de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 3. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles 4. de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain 5. de la loi du 13 mars 2007 portant transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.**

Le **projet de loi 5994 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen** (Rapporteur: M. Marco Schank) a fait l'objet de deux réunions de la Commission et est devenu la *Loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen*.

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président: Oberweis Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Schneider Romain (LSAP), Goerens Charles (DP)
Membres:
CSV: Clement Lucien, Frank Marie-Josée, Schaaf Jean-Paul
LSAP: Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos
DP: Wagner Carlo
DÉI GRÉNG: Kox Henri
ADR: Mehlen Robert

Au cours de cette dernière session parlementaire de la législature 2004-2009, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural s'est réunie à neuf reprises.

Ces réunions lui ont notamment permis d'examiner et de porter au vote de la Chambre des Députés deux projets de loi. Il s'agit des lois suivantes:

- la loi du 26 mai 2009 ayant pour objet de modifier: 1) l'article 832-4 du code civil; 2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé (doc. parl. 5958), votée le 5 mai 2009 et dont M. Lucien Clement était Rapporteur;
- la loi du 28 mai 2009 portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (doc. parl. 6002), votée le 5 mai 2009, dont M. Marcel Oberweis était Rapporteur.

Régulièrement, la commission a fait le point en ce qui concerne l'activité des instances communautaires en matière agricole en examinant de près les documents européens transmis aux parlements nationaux (propositions de directives, de règlements, de décisions, rapports d'évaluation, livres verts, etc.). Le cas échéant, elle a requis des précisions supplémentaires ou une prise de position de la part du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

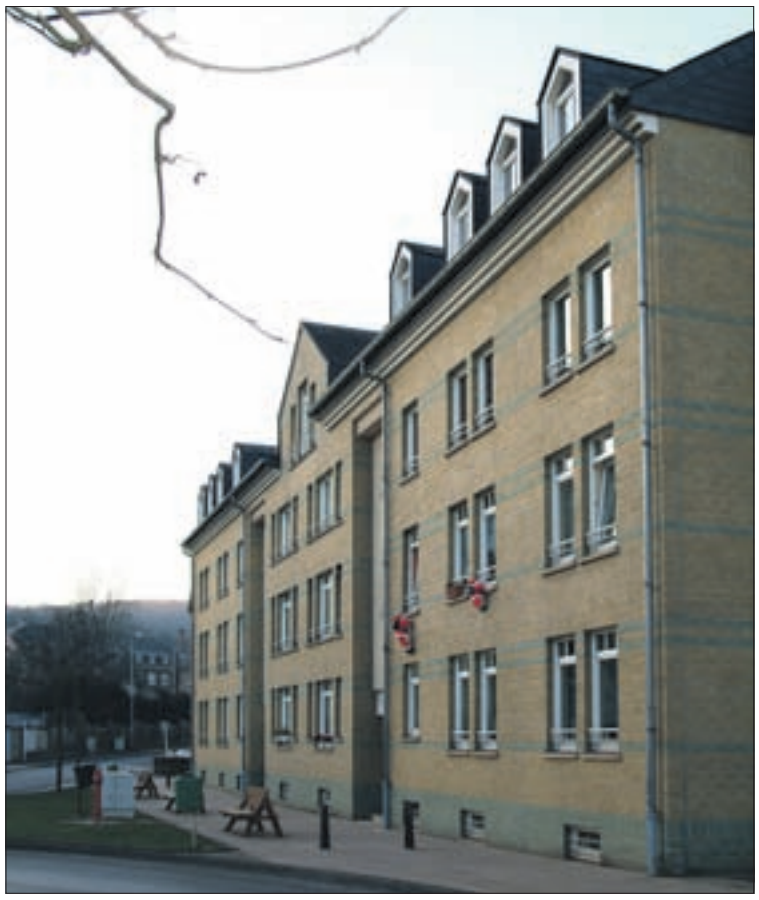
La commission parlementaire a continué à être à l'écoute des acteurs du monde rural. Ainsi, une série d'entrevues ont eu lieu:

- le 12 novembre 2008 et le 20 mai 2009 avec des représentants de la Chambre d'Agriculture, dont un thème majeur a été la chute des prix de vente de maints produits agricoles et notamment du lait;
- le 27 novembre 2008 avec une délégation de la Fédération des Unions d'Apiculteurs au Grand-Duché de Luxembourg concernant la situation actuelle de l'apiculture;
- le 15 janvier 2009 avec des délégations de l'association syndicale du remembrement forestier à Tarchamps et de l'association Lëtzebuerger Privatbësch ainsi qu'avec des hauts fonctionnaires compétents en ce qui concerne les remembrements forestiers.

Par ailleurs, intéressée par le développement d'activités visant à diversifier l'économie rurale, la commission a visité, le 5 mars 2009, une ferme pédagogique à Schuttrange. Une autre visite, en date du 23 mars 2009, lui a permis de se faire une idée des possibilités de la recherche scientifique appliquée dans les domaines de l'environnement et des agro-biotechnologies au Luxembourg, ainsi que de l'état actuel de différents projets de recherche.



Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement



Président:	Haupert Norbert (CSV)	
Vice-Présidents:	Spautz Vera (LSAP), Berger Eugène (DP)	
Membres:	CSV	Clement Lucien, Hetto-Gaasch Françoise, Sauber Marcel
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Scheuer Jos
	DP	Bettel Xavier (pour le volet Logement), Etgen Fernand (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)
	DÉI GRÉNG	Kox Henri
	ADR	Henckes Jacques-Yves (pour le volet Logement), Koepp Jean-Pierre (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)



25.3.2009: Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5984 modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Examen du projet de loi et des avis

Examen des parties du rapport d'activité du Médiateur (2007-2008) qui concernent la Commission

22.4.2009: Examen et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 5984 (Rapporteur: M. Lucien Clement)

Examen et adoption du projet d'avis de la Commission relatif au rapport d'activité du Médiateur

4.5.2009: Présentation du Plan sectoriel «Logement» (réunion jointe avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire)

13.10.2009: Présentation par la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme du programme gouvernemental concernant le département des classes moyennes et du tourisme

Organisation des travaux

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Présidente:	Flesch Colette (DP)	
Vice-Présidents:	Wolter Michel (CSV), Castegnaro John (LSAP)	
Membres:	CSV	Clement Lucien, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP	Fayot Ben, Negri Roger
	DP	Goerens Charles
	DÉI GRÉNG	Bausch François
	ADR	Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire s'est réunie à 18 reprises sous la présidence de Mme Colette Flesch.

En date du 13 octobre 2008, Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a présenté le contenu du projet de loi 5911 portant sur la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'exposition universelle à Shanghai en 2010 et a suscité l'autorisation des membres de la Commission de pouvoir procéder aux premières soumissions en attendant que le projet de loi correspondant soit voté.

Le 10 novembre 2008, M. Henri Grethen, membre de la Cour des comptes européenne, a présenté le rapport annuel 2007 de la Cour aux membres de la Commission.

En date du 15 décembre 2008, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la réforme administrative a présenté l'évolution du programme «eGouvernement» aux membres de la Commission.

Au cours de cette même réunion, ainsi que de celle du 19 janvier 2009, Monsieur le Ministre des Travaux publics a présenté le bilan financier des grands chantiers aux membres de la Commission.

Vu le contexte de crise économique générale, Monsieur le ministre du Trésor et du Budget a régulièrement présenté l'évolution mensuelle de la situation budgétaire aux membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission des Finances et du Budget. Des réunions à cet effet ont ainsi eu lieu les 12 février 2009, le 7 avril 2009, 12 mai 2009 et le 5 juin 2009.

Le 9 mars 2009, la Commission (en présence des membres de la Commission des Transports) a entendu Monsieur le ministre des Transports au sujet de problèmes rencontrés dans le cadre du projet de réaménagement général de la tête Nord de la Gare de Luxembourg et a pris acte que des transferts de crédits auront lieu entre les différents projets repris dans la loi du 18 avril 2004 et qu'un nouveau projet de loi précisant les changements de programme sera déposé.

En vue du passage du seuil à partir duquel le gouvernement doit soumettre un projet de loi à la Chambre des Députés de 7,5 millions d'euros à 40 millions d'euros (projet de loi 6011), la Commission a défini, en date du 20 avril 2009 et en collaboration avec Monsieur le ministre des Travaux publics, une nouvelle procédure permettant à la Chambre des Députés d'être informée et de pouvoir s'exprimer quant aux projets n'atteignant pas ce nouveau seuil. Cette procédure a été communiquée au gouvernement par le biais d'une motion; elle sera intégrée au règlement de la Chambre des Députés suite au vote d'une résolution allant dans ce sens.

Le 27 avril 2009, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a approuvé les comptes annuels de la Cour des comptes pour les exercices financiers 2006 et 2007.

Rapports spéciaux de la Cour des Comptes:

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur le Bâtiment Tour B situé sur le Plateau du Kirchberg le 3 décembre 2007. M. François Bausch a été nommé rapporteur du rapport spécial et a présenté une première version de son rapport aux membres de la Commission le 1er décembre 2008. Suite aux discussions en commission, une série de questions a été transmise à MM. les ministres du Trésor et du Budget, des Travaux publics et de la Fonction publique (pour les questions relatives à la mise en place éventuelle d'un code de déontologie destiné aux fonctionnaires). Le 6 avril 2009, Monsieur le ministre des Travaux publics et de la Fonction publique a répondu à ces questions. La Commission a discuté de la nouvelle version du projet de rapport au cours de la réunion du 11 mai 2009 pour en adopter la version définitive le 20 mai 2009.

La Cour des comptes a présenté son rapport spécial sur les associations para -administratives le 26 janvier 2009. Ce rapport spécial a été réalisé sur demande de la Commission à la suite de problèmes apparus entre le ministère de la Culture et le contrôle financier au sujet de l'asbl «The roots and leaves association».

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur les établissements publics - année 2006 le 27 avril 2009.

La Cour des comptes a présenté son rapport spécial sur le Musée de la Forteresse au cours de la réunion du 10 mars 2008. Suite à une entrevue avec Madame la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche en date du 2 juin 2008, la Commission a rencontré l'IGF au sujet des résultats de l'audit réalisé par un auditeur externe dans le cadre de l'établissement de l'état financier du projet du Musée de la Forteresse, ainsi que des constatations et conclusions de l'IGF. Cette rencontre a eu lieu le 21 juillet 2008. Le 16 mars 2009, la Commission a une première fois examiné le projet de rapport du rapporteur, M. Norbert Haupert, pour en adopter la version finale le 30 mars 2009 en présence de Mme Octavie Modert.

Projets de loi:

La Cour des comptes a présenté son rapport général portant sur le projet de loi 5891 portant règlement du compte général de l'exercice 2007 aux membres de la Commission le 27 avril 2009. Ce projet de loi a été avisé par le Conseil d'Etat en date du 10 novembre 2009 et a été évacué en séance publique avec les comptes généraux des exercices 2005, 2006 et 2008 le 9 décembre 2009.



Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Président: Bodry Alex (LSAP)
Vice-Présidents: Sauber Marcel (CSV), Flesch Colette (pour les volets Economie, Energie et Postes) (DP)
Membres:
CSV Hetto-Gaasch Françoise, Schank Marco, Spautz Marc
LSAP Castegnaro John, Scheuer Jos
DP Berger Eugène, Brasseur Anne (pour le volet Sports)
DÉI GRÉNG Huss Jean (pour le volet Sports), Kox Henri (sauf pour le volet Sports)
ADR Henckes Jacques-Yves (sauf pour le volet Sports), Koepp Jean-Pierre (pour le volet Sports)

Au courant de la session ordinaire 2008-2009, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports s'est réunie à 21 reprises.

En cette période de fin de législature 2004-2009, les travaux de la commission furent marqués par l'aggravation de la crise financière internationale en automne 2008 qui s'est rapidement répercutée sur l'activité économique.

Ses réunions ont notamment permis à la commission d'examiner et de porter au vote de la Chambre des Députés dix projets de loi. Il s'agit des lois suivantes:

1) la loi du 18 décembre 2008 modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques; 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie. Monsieur John Castegnaro était le rapporteur de ce projet de loi *(dossier parlementaire N°5910)*, voté le 19 novembre 2008 par la Chambre des Députés;

2) la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5725)*, voté le 18 décembre 2008;

3) la loi du 19 décembre 2008 autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5887)*, voté le 18 décembre 2008;

4) la loi du 25 mars 2009 transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5555)*, voté le 11 février 2009:

5) la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5684)*, voté le 11 février 2009;

6) la loi du 29 avril 2009 relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant - la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative; - la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers; - la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance; - la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5881B)*, voté le 23 avril 2009:

7) la loi du 22 mai 2009 portant transposition de la directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier: - la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données, - la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention. Monsieur Jos Scheuer était le rapporteur de ce projet de loi *(N°5895)*, voté le 12 mai 2009;

8) la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique. Monsieur John Castegnaro était le rapporteur de ce projet de loi *(N°6003)*, voté le 12 mai 2009;

9) la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique. Monsieur John Castegnaro était le rapporteur de ce projet de loi *(N°6004)*, voté le 12 mai 2009;

10) la loi du 5 juin 2009 ayant pour objet 1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation 2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche 3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie. Monsieur Alex Bodry était le rapporteur de ce projet de loi *(N°6005)*, voté le 12 mai 2009.

Ces trois derniers projets de loi, déposés le 11 mars 2009, faisaient partie du «*Plan de conjoncture du Gouvernement*» et revêtaient un caractère urgent.

Ses réunions ont également permis à la commission d'accompagner activement la politique économique du Gouvernement par l'intermédiaire de divers échanges de vues qui portaient:

- en date du 21 novembre 2008, sur les volets du budget de l'Etat 2009 concernant les départements de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports ainsi que sur les prévisions économiques du Statec;
- les 21 novembre et 5 décembre 2008, sur la présence luxembourgeoise lors de l'exposition universelle 2010 à Shanghai;
- le 5 février 2009, sur la fusion finalement réalisée entre Cegedel, Soteg et Saar Ferngas;
- le 12 mars 2009, sur le plan de relance économique du Gouvernement et le Livre blanc sur la stratégie énergétique du Luxembourg;
- les 12 et 23 mars 2009, sur l'avant-projet de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques»;
- le 21 avril 2009, sur les développements de la crise financière et économique dans le secteur de la sidérurgie et l'application du plan Lux 2011.



Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Président: Scheuer Jos (LSAP)
Vice-Présidents: Hetto-Gaasch Françoise (CSV), Brasseur Anne (DP)
Membres:
CSV Gaul Fabienne, Roth Gilles, Sunnen Fred
LSAP Castegnaro John, Diederich Fernand
DP Berger Eugène
DÉI GRÉNG Adam Claude (sauf pour le volet Formation professionnelle), Loschetter Viviane (pour le volet Formation professionnelle)
ADR Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle s'est réunie à 28 reprises pour accomplir les travaux présentés ci-dessous.

1) Travaux législatifs

Dans sa réunion du 15 octobre 2008, la Commission a adopté le projet de rapport présenté par le rapporteur M. John Castegnaro et concernant le **projet de loi 5805** portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail. Par le biais de ce projet de loi est modifié le Code du Travail en ce qui concerne son volet portant sur la formation continue.

Lors de la même réunion, la Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat sur le **projet de loi 5622** portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail. Le 12 novembre 2008, la Commission a analysé le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat portant sur des amendements gouvernementaux et sur un amendement parlementaire pour adopter ensuite le projet de rapport établi par le rapporteur M. John Castegnaro. Le projet de loi sous rubrique restructure le système de formation professionnelle.

La Commission a consacré de nombreuses réunions aux projets de loi relatifs à la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Ainsi, dans sa réunion du 29 octobre 2008, la Commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat portant sur le **projet de loi 5758** relative à l'obligation scolaire. C'est le 7 janvier 2009 qu'est adopté le projet de rapport présenté par le rapporteur M. Fernand Diederich. Le texte propose d'étendre la durée de la scolarité obligatoire de onze années à douze années. L'obligation scolaire prend désormais son point de départ au premier cycle de l'enseignement fondamental dont la fréquentation est obligatoire pour tout enfant âgé de quatre ans révolus avant le 1er septembre de l'année en cours.

Le 3 décembre 2008, la Commission a analysé l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au **projet de loi 5759** portant organisation de l'enseignement fondamental. Dans sa réunion du 14 janvier 2009, elle a adopté le projet de rapport présenté par le président-rapporteur M. Jos Scheuer. Le projet de loi institue l'enseignement fondamental comprenant neuf années de scolarité, réparties en quatre cycles d'apprentissage. Le premier cycle englobe une année d'éducation précoce dont la fréquentation est facultative et deux années d'éducation préscolaire faisant partie de l'obligation scolaire. Les deuxième, troisième et quatrième cycles constituent l'enseignement primaire. Le projet fixe le cadre de l'organisation et des objectifs pédagogiques de l'enseignement fondamental et en définit également les structures administratives et gestionnaires.

Pour ce qui est du **projet de loi 5760** concernant le personnel de l'enseignement fondamental, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et élaboré une série d'amendements dans ses réunions des 19 et 26 novembre 2008, ainsi que des 1er et 3 décembre 2008. Le 7 janvier 2009, elle s'est penchée sur l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et a formulé une nouvelle proposition d'amendement. Le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat a été analysé le 14 janvier 2009. Le même jour, le projet de rapport présenté par le président-rapporteur M. Jos Scheuer est adopté. Le projet de loi sous rubrique crée un corps du personnel enseignant et éducatif de l'enseignement fondamental, définit les conditions d'admission, de nomination et d'affectation du personnel de cet ordre d'enseignement et contient des dispositions quant à la discipline, aux remplacements et à la planification des besoins.

Le 8 décembre 2008, en remplacement de M. Fernand Diederich, M. Jos Scheuer a été désigné rapporteur du **projet de loi 5847** portant modification 1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovtion pédagogiques



et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Education; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Education; 2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques; 3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Dans la même réunion, la Commission a procédé à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat, avant d'adopter le projet de rapport le 7 janvier 2009. Réorganisant le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT), ce projet de loi constitue en quelque sorte le quatrième pilier de la réforme de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Dans sa réunion du 8 décembre 2008, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au **projet de loi 5787** portant 1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle, 3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, 4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

Le 4 février 2009, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5975** portant création d'une Ecole de la 2e chance. Dans ses réunions du 16 février 2009 et du 4 mars 2009, elle a procédé à l'examen des articles. Le 2 avril 2009, elle a analysé l'avis du Conseil d'Etat et adopté une série d'amendements. Le 23 avril 2009 a été examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat. A la même occasion, le projet de rapport présenté par le rapporteur M. Fernand Diederich a été approuvé. Le projet de loi a pour objet de créer une base légale pour la mise en œuvre d'une nouvelle structure d'enseignement à l'intention de tous les élèves qui, pour des raisons d'échec scolaire, de mauvais choix au niveau de l'orientation scolaire et professionnelle ou de manque de motivation, ont décroché des classes traditionnelles de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Il s'agit ainsi de leur donner une 2e chance éducative.

Au cours de la réunion du 4 mars 2009 a été présenté le **projet de loi 5909** modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer: 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer. A la même occasion, la Commission s'est penchée sur le texte du projet de loi, ainsi que sur l'avis du Conseil d'Etat. Le 11 mars 2009, le projet de rapport établi par le rapporteur M. Roger Negri est adopté. Le projet de loi prévoit que le lycée de Mamer pourra désormais organiser des classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire. Dans ce contexte, il est proposé que l'établissement scolaire porte dorénavant la dénomination de «Lycée» au lieu de «Lycée technique».

Le **projet de loi 5883** modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée», a été présenté le 11 mars 2009. Dans la même réunion, la Commission a examiné le texte du projet ainsi que l'avis du Conseil d'Etat, travaux qu'elle a poursuivis le 24 mars 2009. C'est le 2 avril 2009 que le projet de rapport présenté par le rapporteur M. Fernand Diederich a été adopté. Le projet de loi a pour objet de compléter l'offre scolaire du lycée-pilote dénommé «Neie Lycée» par la mise en place d'un cycle supérieur. Ce «cycle de formation» comprend la division supérieure de l'enseignement secondaire, à l'exception de la classe polyvalente, et les cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique. L'extension de la scolarité au «Neie Lycée» par la création d'un cycle de formation et l'augmentation du nombre des élèves en résultant conduisent à des besoins supplémentaires en personnel enseignant, socio-éducatif, administratif et technique. Par ailleurs, le projet de loi prévoit un renforcement du personnel pour les besoins de l'internat de l'«Atert-Lycée» par l'engagement de six fonctionnaires de la carrière de l'éducateur gradué.

Dans ses réunions des 11 et 24 mars 2009, la Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au **projet de loi 5884** portant création a) d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. A la même occasion, elle a adopté une série d'amendements. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été analysé le 29 avril 2009. Le même jour, le projet de rapport présenté par le président-rapporteur M. Jos Scheuer a été adopté. Le projet de loi vise tout d'abord à donner à l'Institut national des langues (INL), successeur du Centre de langues Luxembourg (CLL) actuel, l'autonomie dont il a besoin pour se développer et pour réagir de manière flexible et rapide aux changements démographiques du pays. En même temps, il établit une structure administrative avec une direction adaptée à la taille de l'établissement et à l'envergure de ses missions. De plus, le projet de loi confère un statut reconnu aux enseignants de luxembourgeois en créant le professorat de langue luxembourgeoise.

2) Dossiers européens

Dans sa réunion du 26 mars 2009, la Commission a examiné six documents européens concernant les sujets suivants: le cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation, les expériences faites dans le cadre de l'initiative «eLearning» mise en route en 2000, l'évaluation externe du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, l'évaluation finale du programme d'action communautaire pour la promotion des organismes actifs au niveau européen et le soutien d'activités ponctuelles dans le domaine de l'éducation et de la formation, le fonctionnement du système des écoles européennes et la Fondation européenne pour la formation.

3) Sujets généraux, échanges de vues et visites

Dans ses réunions des 22 et 29 octobre 2008, la Commission a mené une discussion sur le **cours d'instruction religieuse et morale, le cours de formation morale et sociale et l'éducation aux valeurs dans le système scolaire luxembourgeois**.

Le 4 février 2009, Mme la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a présenté les conclusions d'un **projet pilote d'orientation scolaire professionnelle** lancé en 2007-2008 dans quatre lycées et lycées techniques du pays.

Le 18 mars 2009, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, ensemble avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, a eu une entrevue avec des représentants de l'Université du Luxembourg au sujet de la **formation des enseignants de l'enseignement fondamental**.

Le 19 mars 2009, les études sur le «**Girls' Day – Boys' Day 2008**» ont été présentées à une réunion jointe de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, ainsi que de la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Suite à une demande du groupe politique «déi gréng», une entrevue avec Mme la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sur la **mise en vigueur de la loi portant organisation de l'enseignement fondamental** a eu lieu au cours de la réunion du 26 mars 2009.

Le 1er avril 2009, la Commission a visité l'établissement **«Eis Schoul»** à Luxembourg-Kirchberg, école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive. Le même jour, elle s'est aussi renseignée sur le **projet «schoul.ID»** mis en œuvre à Berchem, dans la commune de Roeser.

Enfin, le 20 mai 2009, la Commission a procédé à une visite de l'**école préscolaire et primaire de Bourglinster** qui est une des cinq écoles du pays appelées **«écoles en mouvement»**. A l'instar des écoles de Schifflange, Beaufort, Roodt-Syre et Grosbous, l'école de Bourglinster, dès l'année scolaire 2008-2009, a commencé à mettre en pratique certains éléments de la réforme de l'enseignement fondamental.



Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président:	Sunnen Fred (CSV)	
Vice-Présidents:	Fayot Ben (LSAP), Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV	Oberweis Marcel, Stein-Mergen Martine, Thiel Lucien
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Mutsch Lydia
	DP	Brasseur Anne
	DÉI GRÉNG	Adam Claude
	ADR	Mehlen Robert

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture s'est réunie à onze reprises pour accomplir les travaux présentés ci-dessous.

1) Travaux législatifs

Dans sa réunion du 18 février 2009, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5693** portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006. A la même occasion a été présenté le **projet de loi 5878** portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses Etats membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006. La Commission a désigné M. Lucien Thiel comme rapporteur des deux projets susmentionnés, avant de procéder à l'analyse du texte des projets de loi et des avis respectifs du Conseil d'Etat. Les projets de rapport ont été adoptés le 4 mars 2009.

Le système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil, souvent appelé GALILEO, est un programme européen de radionavigation par satellites. Il a été lancé à l'initiative de la Commission européenne et développé conjointement avec l'Agence spatiale européenne (ESA). Complémentaire des systèmes actuels, GALILEO augmentera la fiabilité et la disponibilité des services de navigation et de localisation dans le monde entier. Etant donné que le système GALILEO sera un système mondial, la coopération internationale constitue un élément essentiel pour tirer le maximum de bénéfices de ce programme. Ainsi, la République de Corée, quatrième puissance économique d'Asie, est un pays possédant un grand savoir-faire dans le domaine de la technologie spatiale et de ses applications. Quant à l'accord de coopération avec le Royaume du Maroc, signé le 12 décembre 2006 à Bruxelles, il permettra aux entreprises marocaines d'acquérir une expertise dans une nouvelle génération de systèmes fondés sur la radionavigation par satellite. S'y ajoute la création d'un nombre considérable d'emplois à moyen terme.

Le **projet de loi 5866** portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003, a été présenté le 18 février 2009. Au cours de la même réunion, la Commission a examiné le texte du projet et l'avis du Conseil d'Etat. Le rapport établi par le président-rapporteur M. Fred Sunnen a été adopté le 4 mars 2009.

L'Institut Forestier Européen a été créé en 1993 pour renforcer la coopération scientifique européenne en matière forestière et pour stimuler la prise en compte de la recherche forestière au niveau européen. Après dix ans d'existence, l'Institut a décidé de poursuivre son internationalisation en changeant de statut pour devenir une organisation internationale dont les nouveaux membres sont des pays, tandis que les anciens membres - organismes à caractère scientifique, pédagogique, industriel ou commercial - deviennent membres associés. La nouvelle convention a été signée en 2003 par 20 pays dont le Luxembourg. Elle est entrée en vigueur le 4 septembre 2005.

Dans sa réunion du 4 mars 2009, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5865** portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007. Le texte du projet et l'avis du Conseil d'Etat ayant été analysés à la même occasion, le projet de rapport établi par la rapportrice Mme Martine Stein-Mergen est adopté le 2 avril 2009.

Notons que l'Accord de coopération entre le Luxembourg et le Laos porte sur la coopération dans les domaines de la culture, de la recherche et de l'enseignement supérieur. L'accord est conclu pour une durée de cinq ans, renouvelable par reconduction tacite pour une période indéterminée.



Au cours de la réunion du 10 mars 2009, sur base d'un relevé des points donnant lieu à des problèmes de nature juridique, la Commission s'est livrée à un échange de vues au sujet du **projet de loi 4715** relative à la protection et à la conservation du patrimoine culturel.

Lors de la réunion du 25 mars 2009, la Commission a désigné M. Marcel Oberweis comme rapporteur du **projet de loi 5876** portant organisation de l'enseignement supérieur, fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur; modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg; abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur. A la même occasion, la Commission a examiné le texte du projet à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat et a adopté une série d'amendements. Le 22 avril 2009, elle a analysé l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter le projet de rapport dans sa réunion du 29 avril 2009.

L'objet du projet de loi précité est de compléter la réforme de l'enseignement universitaire et supérieur luxembourgeois, réforme entamée par la mise en vigueur de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Le projet vise, d'une part, à accorder une nouvelle assise légale au brevet de technicien supérieur qui sanctionne un cycle d'études d'une durée de deux ans et, d'autre part, à régler, par le biais de l'accréditation, les conditions préalables à l'établissement au Luxembourg d'organismes d'enseignement supérieur publics et privés, luxembourgeois et étrangers, dispensant un enseignement universitaire qui conduit à la délivrance d'un diplôme.

Le **projet de loi 5921** ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service a été présenté à la Commission dans sa réunion du 25 mars 2009. Dans cette même réunion, la Commission a désigné son président, M. Fred Sunnen, comme rapporteur et elle s'est penchée sur le texte gouvernemental, ainsi que sur l'avis du Conseil d'Etat. Le 2 avril 2009, la Commission a adopté une série d'amendements. L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été analysé lors de la réunion du 22 avril 2009 et le projet de rapport a été adopté le 29 avril 2009.

Ce projet de loi a pour objet de transposer en droit national plusieurs dispositions de la directive 2005/36/CE sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. De façon générale, la directive confère aux personnes ayant acquis leurs qualifications professionnelles dans un Etat membre la garantie d'accès à la même profession et d'exercice de cette profession dans un autre Etat membre avec les mêmes droits que les nationaux.

2) Sujets généraux et échanges de vues

Le 27 novembre 2008, dans le cadre d'une réunion jointe avec la Commission des Travaux publics, la Commission s'est vu présenter le **projet de loi 5898** relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'Etat à Belval, ainsi que le **projet de loi 5897** relatif à la construction de la Maison du Savoir sur la friche industrielle Belval pour les besoins de l'enseignement, de l'administration centrale et du rectorat de l'Université du Luxembourg. Dans ce contexte a pu être menée une **discussion sur le concept de «Cité des Sciences»**.

Au cours de la réunion du 10 mars 2009, suite à l'interpellation de M. Ben Fayot et au vote unanime d'une motion en date du 23 octobre 2008, la Commission a dressé un état des lieux concernant la **question de la Bibliothèque nationale de Luxembourg**. A la même occasion, Mme la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement et à la Recherche a fourni des renseignements concernant le **statut de l'artiste professionnel**, renseignements sollicités le groupe politique DP le 4 décembre 2008. En outre, suite à des demandes du groupe politique «déi gréng» datant du 31 août 2007, du 5 octobre 2007 et du 25 février 2008, Mme la Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement et à la Recherche et M. Patrick Sanavia, directeur du Service des Sites et Monuments nationaux, ont apporté des précisions au sujet du fonctionnement et de la composition du **Service des Sites et Monuments nationaux**.

Dans la réunion du 12 mars 2009, des membres du **Comité d'évaluation externe de l'Université du Luxembourg** ont présenté les résultats de leur évaluation et se sont livrés à un échange de vues avec les membres de la Commission.

Le 18 mars 2009, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, ensemble avec la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, a eu une entrevue avec des représentants de l'Université du Luxembourg au sujet de la **formation des enseignants de l'enseignement fondamental**.

Enfin, le 19 mars 2009, les études sur le «**Girls' Day – Boys' Day 2008**» ont été présentées à une réunion jointe de la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, de la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle ainsi que de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture.



Commission de l'Environnement

Président: Negri Roger (LSAP)
Vice-Présidents: Oberweis Marcel (CSV), Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Membres:
CSV Schaaf Jean-Paul, Schank Marco, Stein-Mergen Martine
LSAP Angel Marc, Schneider Romain
DP Berger Eugène, Goerens Charles
ADR Mehlen Robert

Lors de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de l'Environnement s'est réunie à 18 occasions.

Au cours de la réunion du 16 octobre 2008, les membres de la Commission ont examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5819 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses. Les membres de la Commission ont en outre débuté les travaux parlementaires concernant le projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, en désignant Monsieur Roger Negri Rapporteur du projet et en examinant le texte du projet de loi et l'avis du Conseil d' Etat.

En date du 28 octobre 2008, conjointement avec la Commission des Transports, la Commission des Travaux publics et la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du territoire, la Commission de l'Environnement s'est vue présenter les avant-projets des plans sectoriels «Transports» et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers».

Lors de la réunion du 03 novembre 2008, les membres de la commission parlementaire ont examiné la prise de position du Mouvement écologique au sujet de projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, puis ils ont adopté une série d'amendements à ce projet de loi. Ils ont en outre examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5855 a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Au cours de la réunion du 19 novembre 2008, la Commission de l'Environnement a adopté le projet de rapport concernant le projet de loi 5855 a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. En outre, elle a entamé les travaux parlementaires relatifs au projet de loi 5903 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, en désignant M. Roger Negri Rapporteur et en analysant le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Pour finir, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 644 (Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché):
- COM (2008) 645 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Combattre la déforestation et la dégradation des forêts pour lutter contre le changement climatique et la diminution de la biodiversité):
- COM (2008) 651 (Communication de la Commission – Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs assignés au titre du Protocole de Kyoto):
- COM (2008) 660 (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Établissement du plan de travail 2009-2011 dans le cadre de la directive sur l'écoconception).

Lors de la réunion du 03 décembre 2008, la commission parlementaire a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

En date du 15 janvier 2009, les membres de la Commission ont procédé à l'adoption du projet de rapport relatif au projet de loi 5903 a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Ils ont par ailleurs examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5819 a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses. Pour finir, un nouvel amendement parlementaire au projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux a été adopté.



Le 09 février 2009, Monsieur le Ministre de l'Environnement a présenté aux membres de la commission parlementaire les plans d'action de lutte contre le bruit à élaborer par le Luxembourg en application de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. La Commission de l'Environnement a en outre examiné le projet de règlement grand-ducal à prendre en exécution de la future loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (Projet de loi 5903).

Lors de la réunion du 09 mars 2009, la commission parlementaire a analysé le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5819 a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses.

En outre, les membres de la Commission ont examiné le troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5877 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Ils ont par ailleurs discuté les documents européens suivants:

- COM (2008) 748 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Surveillance mondiale de l'environnement et de la sécurité (GMES): le souci d'une planète plus sûre):
- COM (2008) 773 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions relative à l'application du droit communautaire de l'environnement):
- COM (2008) 768 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Énergie éolienne en mer: réaliser les objectifs de politique énergétique à l'horizon 2020 et au-delà):
- COM (2008) 809 (Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques):
- COM (2008) 810 (Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques):
- COM (2008) 811 (Livre Vert sur la gestion des biodéchets dans l'Union européenne):
- COM (2008) 812 (Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil concernant la phase II de la récupération des vapeurs d'essence, lors du ravitaillement en carburant des voitures particulières dans les stations-service).

En date du 12 mars 2009, les membres de la Commission de l'Environnement ont adopté deux projets de rapports, à savoir celui relatif au projet de loi 5819 et celui relatif au projet de loi 5877. Ils ont en outre entamé les travaux parlementaires relatifs à deux nouveaux projets de loi: le projet de loi 5933 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE et le projet de loi 5957 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux. Dans les deux cas, ils ont désigné Monsieur Roger Negri Rapporteur du projet, puis examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat. Ils ont encore procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre Lucien Lux concernant les mesures anti-crise à prendre dans le domaine de l'environnement.

Au cours de la réunion du 25 mars 2009, les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues concernant le rapport annuel du Médiateur (2007-2008).

En date du 1er avril 2009, ils ont adopté une prise de position au sujet du rapport annuel du Médiateur. Ils ont en outre procédé à l'examen des documents européens suivants:

- COM (2008) 838 (Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) N°1080/2006 sur le Fonds européen de développement régional et portant sur l'éligibilité des investissements en efficacité énergétique et énergies renouvelables liées au logement):
- COM (2008) 864 (Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions – Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action communautaire en faveur de la diversité biologique):
- COM (2008) 875 (Rapport de suivi de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant la communication sur la rareté de la ressource en eau et la sécheresse dans l'Union européenne):
- COM (2009) 9 (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Surveillance des émissions de CO_2 des voitures particulières dans l'UE: données concernant les années 2005, 2006 et 2007):
- COM (2009) 27 (Proposition de décision du Conseil définissant la position à adopter au nom de la Communauté européenne, en ce qui concerne les propositions de modification des annexes A, B et C de la convention de Stockholm, lors de la quatrième conférence des parties du 4 au 8 mai 2009):
- COM (2009) 39 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Vers un accord global en matière de changement climatique à Copenhague):
- SEC (2008) 3104 (Commission Staff working document - Integrated climate change research following the release of the 4th Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) and most recent research developments);
- SEC (2009) 102 (Commission Staff working document accompanying the Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European economic and social Committee and the Regions Committee - Towards a comprehensive climate change agreement in Copenhagen - Additional background information);
- SEC (2009) 53 (Commission Staff working document analysing the replies to the Green Paper on market-based instruments for environment and related policy purposes);
- Directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre:
- COM (2009) 82 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions - Une approche communautaire de la prévention des catastrophes naturelles ou d'origine humaine).

Au cours de la réunion du 06 avril 2009, les membres de la Commission de l'Environnement ont examiné l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5888 relative à la chasse, ainsi que les avis complémentaires du Conseil d'Etat relatifs au projet de loi 5933 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE et au projet de loi 5957 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux.

Le 15 avril 2009, la Commission de l'Environnement a adopté deux projets de rapports, le premier concernant le projet de loi 5933 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE et le second concernant le projet de loi 5957 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux.

Le 23 avril 2009, la commission parlementaire a entamé ses travaux relatifs au projet de loi 5934 portant a) création de l'administration de la Nature et des Forêts b) modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts. Elle a désigné Monsieur Roger Negri Rapporteur du projet puis examiné le texte du projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat.

Au cours de la réunion du 30 avril 2009, il a été procédé à l'adoption du projet de rapport relatif au projet de loi 5934 portant a) création de l'administration de la Nature et des Forêts b) modification du code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts. En outre, les membres de la Commission se sont vus présenter le Plan national de gestion des déchets.

Toujours en date du 30 avril 2009 et conjointement avec la Commission des Travaux publics, la Commission de l'Environnement a procédé à l'examen du projet de loi 6008 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée 4. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 5. modification de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles, ainsi qu'à l'avis du Conseil d'Etat y afférent.

Au cours de la réunion du 06 mai 2009, la Commission de l'Environnement s'est vue présenter la nouvelle nomenclature des établissements classés, puis elle a continué son échange de vues sur le Plan national de gestion des déchets.

Toujours en date du 06 mai 2009, la Commission de l'Environnement et la Commission des Travaux publics ont adopté le projet de rapport concernant le projet de loi 6008 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée 4. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 5. modification de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles.

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Présidente:	Frank Marie-Josée (CSV)	
Vice-Présidents:	Dall'Agnol Claudia (LSAP), Bettel Xavier (pour les volets Egalité des chances et Jeunesse depuis le 20/12/2007) (DP)	
Membres:	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Arendt épouse Kemp Nancy, Schaaf Jean-Paul
	LSAP	Angel Marc (sauf pour le volet Egalité des chances), Diederich Fernand (pour les volets Famille et Jeunesse), Err Lydie (pour le volet Egalité des chances), Spautz Vera (pour le volet Egalité des chances)
	DP	Berger Eugène, Etgen Fernand (pour le volet Famille)
	DÉI GRÉNG	Loschetter Viviane
	INDEP	Jaerling Aly



En ce qui concerne les volets «Famille» et «Jeunesse»:

La Commission a commencé la session parlementaire par un échange de vues avec la Ministre de la Famille et le Ministre de la Justice au sujet du système des chèques-service.

Elle a consacré une réunion à la présentation et la discussion du Rapport 2008 de l'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand).

Une autre réunion, auxquelles se joignaient la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, était destinée à la présentation et à la discussion de l'étude sur le Girls' Day-Boys' Day 2008 par Mme Christa Brömmel du Centre d'information et de documentation des femmes «Thers Bodé» (CidFemmes) et le Dr. Anette Schumacher de l'Université du Luxembourg.

Les représentants de la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise (CGJL) ont été reçus par la Commission pour une entrevue au sujet des résultats de la Convention des Jeunes «A toi la parole!» du 21 novembre 2008.

Dans le cadre du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur 2007-2008, la Commission a analysé les recommandations la concernant.

Projets de loi:

La Commission a achevé au cours de deux réunions les travaux concernant le **projet de loi 5825 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg** (Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank), par l'examen du deux-

ième avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption du projet de rapport. (*loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg)*

Les travaux relatifs au **projet de loi 5754 relatif à l'aide à l'enfance et à la famille** (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) se sont terminés par l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et l'adoption du projet de rapport. (*Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille*)

Au cours de cinq réunions jointes avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire, la Commission a continué ses travaux concernant le **projet de loi 5830 organisant l'aide sociale** (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval), en examinant l'avis et l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et en adoptant le projet de rapport.

La Commission a encore examiné le **projet de loi 5937 autorisant la participation de l'Etat à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval** (Rapportrice: Mme Nancy Arendt épouse Kemp) (*Loi du 28 mai 2009 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Belval*) et le **projet de loi 5985 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden** (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) (*Loi du 19 mai 2009 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden*).

En ce qui concerne le volet «Egalité des chances»:

Une réunion était consacrée à la présentation des textes communautaires suivants:

- COM (2008) 530-1 Proposition de DÉCISION DU CONSEIL sur la conclusion, par la Communauté européenne, de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées;
- COM (2008) 530-2 Proposition de DÉCISION DU CONSEIL sur la conclusion, par la Communauté européenne, du protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées;
- COM (2008) 503 COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL, AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Rapport d'évaluation final de la stratégie-cadre et du programme d'action communautaire concernant la stratégie communautaire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2001-2006);
- COM (2008) 635 COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Redoubler d'efforts pour mieux concilier vie professionnelle, vie privée et vie de famille;
- COM (2008) 636 Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante et abrogeant la directive 86/613/CEE;
- COM (2008) 638 RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Mise en œuvre des objectifs de Barcelone concernant les structures d'accueil pour les enfants en âge préscolaire.

La préparation de la Journée internationale de la femme s'est étendue sur quatre réunions avec, comme sujet, l'analyse des recommandations du Comité CEDAW de l'ONU relatives au 5e rapport périodique du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW).

Projets de loi:

La Commission a terminé ses travaux relatifs au **projet de loi 5874 portant sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile** (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval) (*Loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile*).



Commission des Finances et du Budget



Président: Mosar Laurent (CSV)
Vice-Présidents: Mutsch Lydia (LSAP), Goerens Charles (DP)
Membres:

CSV	Haupert Norbert, Thiel Lucien, Wolter Michel
LSAP	Fayot Ben, Negri Roger
DP	Meisch Claude
DÉI GRÉNG	Bausch François
ADR	Gibéryen Gaston

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission s'est réunie à 44 reprises.

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Budget 2009:

Le rapporteur du budget 2009, M. Norbert Haupert, a été nommé le 16 septembre 2008. L'examen du projet de budget pour 2009 (document parlementaire 5900) a débuté le 2 octobre 2008 et s'est terminé par l'adoption du rapport de la Commission en date du 27 novembre 2008.

En tout, la Commission a consacré 11 réunions à l'examen du budget. Les deux premières réunions (celles du 2 et du 7 octobre 2008) ont eu lieu dans le cadre de la session 2007-2008. Les neuf réunions suivantes ont eu lieu au cours de la session 2008-2009.

(La Commission avait consacré 9 réunions au budget au cours de l'année précédente).

- Le 7 octobre 2008, la Commission a entendu l'Administration des Contributions Directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et l'Administration des Douanes et Accises au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat;
- Le STATEC a présenté les dernières prévisions économiques aux membres de la Commission le 17 octobre et le 21 novembre 2008;
- Le 31 octobre 2008, les membres de la Commission ont eu un échange de vues avec les représentants du Conseil Supérieur du Développement durable;
- Le 11 novembre 2008, la Commission a eu une entrevue avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale;
- La Commission a examiné l'avis de la Cour des Comptes au cours de sa réunion du 13 novembre 2008.
- La Commission a entendu la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2009 le 14 novembre 2008.
- La Commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et les avis des chambres professionnelles lors de sa réunion du 18 novembre 2008.
- Le 20 novembre 2008, la Commission a eu une entrevue avec Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au sujet de la situation et de l'évolution financière des communes.

Visites et échanges de vues:

Durant les trois premiers mois de l'année, la Commission a effectué un certain nombre de visites de travail auprès de ses homologues des Parlements suisse, autrichien et français.

- Une délégation de six membres de la Commission s'est ainsi déplacée à Berne les 12 et 13 janvier 2009.
- Une deuxième visite de travail a été effectuée à Paris les 4 et 5 mars 2009, afin de rencontrer une délégation de députés et de sénateurs français.
- Enfin la troisième visite avait pour objet de rencontrer une partie des membres des Commissions des Finances du *Nationalrat* et du *Bundesrat* à Vienne le 29 et le 30 mars 2009

Le 17 novembre 2008 la Commission a eu un échange de vues avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget au sujet de l'évolution de la crise financière internationale.

L'entrevue du 20 décembre 2008 avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget avait pour objet de faire le point sur l'évolution des dossiers de certains établissements financiers en relation avec la crise financière.

Le 8 janvier 2009, La Commission des Finances et du Budget a assisté à une entrevue avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget sur la proposition de modification de la directive sur la fiscalité de l'épargne.

Le 15 janvier 2009, la Commission a reçu des représentants de l'Association des Cadres Fonctionnaires de la Douane dans le cadre d'une entrevue au sujet du projet de loi 5901 (Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises).

Un certain nombre d'entrevues (notamment celles du 11 et du 13 mars ainsi que celle du 7 avril 2008) avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget avaient comme sujet le secret bancaire ou l'échange d'informations et les listes publiées par l'OCDE.

Par ailleurs, dans le contexte de la crise économique et financière, la Commission des Finances et du Budget et la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont organisé un certain nombre d'entrevues avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget afin de faire le point sur l'évolution mensuelle de la situation budgétaire. Ces réunions ont eu lieu le 12 février, le 11 mars, le 7 avril, le 12 mai et le 5 juin 2009. Le principe d'une réunion mensuelle devrait être maintenu tout au long de la session 2009-2010.

Autres travaux et projets de loi traités:

La Commission des Finances et du Budget a examiné les documents européens qui lui ont été attribués au cours de quatre réunions.

Le projet de loi 5815 *relative au système des ressources propres des Communautés européennes* figurait à l'ordre du jour de la réunion du 23 octobre 2008. Lors de cette réunion, le projet de rapport (rapporteur M. Lucien Thiel) a été présenté et adopté.

Le projet de loi en question a pour objet d'approuver la décision du Conseil de l'Union européenne relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2007-2013 et de remplacer, une fois la décision 2007/436/CE en vigueur, la loi du 31 janvier 2002 relative au système des ressources propres des Communautés européennes pour la période 2000-2006.

Le projet de loi 5745 *portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financier* a fait l'objet d'une réunion, le 23 octobre 2008.

Cet accord simplifie les procédures d'assistance mutuelle, prévoit leur accélération et l'élargissement de leur champ d'application.

L'accord a pour objectif de mettre un terme aux activités illégales dans le domaine financier. Il comporte des avancées significatives dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne l'obligation de coopération en matière de fiscalité indirecte, l'extension du champ de l'entraide, la possibilité de transmission directe des demandes entre auto-

rités judiciaires, le principe du respect par l'autorité requise des exigences procédurales et des délais spécifiés par la partie requérante, la limitation du contrôle de double incrimination et l'obligation de coopération en matière de recueil des informations bancaires et financières. Lors de la réunion du 23 octobre, les membres de la Commission ont examiné l'avis du Conseil d'Etat. Par ailleurs, ils ont examiné et adopté le projet de rapport (rapporteur M. Laurent Mosar).

La Commission a consacré cinq réunions au projet de loi 5924 *portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs; - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal; - de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; - de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs; - de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale; - de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes; - de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement; - de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances; - de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.*

Les mesures prévues par le projet de loi sous rubrique s'inscrivent dans la continuité de la politique fiscale décidée en 2007 et s'appliquant à partir du 1er janvier 2008, à savoir la réduction générale de la pression fiscale et l'introduction du boni pour enfant.

Au niveau des personnes physiques, le projet de loi propose une adaptation du tarif d'imposition des revenus des personnes physiques de 9%.

Le boni pour enfant a introduit l'impôt négatif au Luxembourg en favorisant notamment les enfants des ménages ne payant aucun ou peu d'impôt sur le revenu. Ce changement fiscal de cap est continué en 2009 par l'introduction de plusieurs crédits d'impôt.

Au niveau des entreprises, le projet de loi entend favoriser, en dehors de l'abolition du droit d'apport et de l'adaptation tarifaire, la distribution des dividendes du Luxembourg vers les sociétés mères étrangères.

Par ailleurs il entend encore soutenir davantage le mécénat et la philanthropie tant des personnes physiques que des collectivités par des adaptations fiscales.

A l'origine le projet de loi prévoyait en outre de modifier la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur bancaire. Or, la Commission des Finances et du Budget a proposé la suppression dans le projet de loi des dispositions relatives à l'adaptation de la législation fiscale aux nouvelles normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards, IFRS) et de la modification du système de garantie de dépôts et de créances et autres instruments d'investissement. Cet amendement a été essentiellement motivé par la crise financière qui rend nécessaire une analyse approfondie des répercussions inhérentes et intrinsèques.

Le projet de rapport a été présenté et adopté (rapporteur M. Laurent Mosar) lors de la réunion du 12 décembre 2008.

Le projet de loi 5913 *portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement - portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux - modifiant: · la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. · la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif · la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation · la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) · la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep · la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés - et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement* a été examiné au cours de cinq réunions.

L'objectif de ce projet de loi est de transposer en droit national la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux et d'abroger le droit d'apport avec effet au 1er janvier 2009. Un autre objectif du projet de loi sous rubrique est de réviser le régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 12 décembre 2008.

L'objet du projet de loi 5902 *approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international* consiste dans l'actualisation des engagements du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement et dans l'approbation de deux amendements au statut du Fonds monétaire international. Le premier amendement vise à élargir le pouvoir d'investissement et le deuxième à réformer la gouvernance du Fonds monétaire international. Ce projet de loi a fait l'objet de deux réunions. Le projet de rapport (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 9 décembre 2008.

Le projet de loi 5757 *ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;- la loi générale des impôts ("Abgabenordnung");- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes;- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale* figurait à l'ordre du jour de la réunion du 9 décembre 2008.

Ce projet de loi a pour objet d'établir les bases légales pour une coopération intensifiée entre l'Administration des Contributions Directes et l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Il fait partie d'un ensemble de mesures visant à améliorer sur le plan national les capacités d'actions des deux administrations dans la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. Il s'agit de renforcer le dispositif légal afin de permettre un échange d'informations efficace entre ces administrations en vue de la détermination surtout des impôts budgétairement les plus importants, à savoir l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le revenu des collectivités, la TVA et les droits d'enregistrement. A noter que l'Administration des Douanes et Accises est également pleinement associée à la coopération avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Le projet de loi crée également le cadre légal pour un échange de données entre les administrations fiscales, d'un côté, et l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale, le STATEC, le Centre Commun de la Sécurité Sociale, le Ministère des Transports, la Caisse Nationale des Prestations Familiales, le Fonds National de Solidarité et l'Inspection du Travail et des Mines de l'autre côté. En effet, ces administrations détiennent des informations nécessaires à l'établissement correct et au recouvrement des différents impôts et taxes relevant des compétences des administrations fiscales.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté le 9 décembre 2008.

Le projet de loi 5901 *portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises* propose de réorganiser les cadres de l'Administration des douanes et accises à travers une modification de la loi modifiée du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises.

Le projet de loi complète l'ensemble des mesures destinées à renforcer progressivement les moyens d'action des administrations fiscales dont le bon fonctionnement est indispensable à la conduite des affaires publiques par le pouvoir exécutif. Après y avoir consacré les réunions du 15 et du 20 janvier, les membres de la Commission ont adopté le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) le 16 avril 2009.

L'objet du projet de loi 5880 *relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce* est d'autoriser le Gouvernement à dépenser pour la période 2006 à 2014 un montant maximum de 29.658.000.- euros pour la mise en place d'un système informatisé permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce appelé «Paperless Douanes et Accises (PLDA)». Ce projet de rapport a fait l'objet de trois réunions. Le projet de rapport (rapporteur: M. Norbert Haupert) a été adopté le 16 avril 2009.

La Commission des Finances et du Budget a consacré deux réunions au projet de loi 6009 *modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.* Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre du plan de relance adopté par le Gouvernement en vue de faire face à la crise économique.

Pour assurer la mise en pratique de ce plan de relance dans le secteur du bâtiment, le présent projet de loi envisage de modifier les articles 26 (Fonds d'investissements publics) et 29 (Fonds des routes) de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009.

La modification susmentionnée est la suite logique de la modification de l'article 80 (1) c) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat qui porte le seuil pour les réalisations de projets d'infrastructure au profit de l'Etat de 7.500.000 euros à 40.000.000 euros (cf. projet de loi N°6011A). En conséquence bon nombre de projets prévus par le programme pluriannuel des fonds d'investissements publics et du fonds des routes ne nécessitent dorénavant plus le vote, par la Chambre des Députés, d'une loi spéciale d'autorisation, indispensable jusqu'à maintenant pour les projets d'investissement dépassant le seuil de 7.500.000 euros.

C'est la raison pour laquelle des projets, dont le montant d'investissement se situe entre 7,5 et 40 millions d'euros et qui étaient en attente d'une loi spéciale tout en étant prêts à être mis en adjudication, sont ajoutés aux articles 26 respectivement 29 de la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009.

Le projet de rapport (rapporteur M. Norbert Haupert) a été adopté le 16 avril 2009.

Le projet de loi 6011A *portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat* fait également partie du plan de relance de l'économie du Gouvernement en vue de faire face à la crise économique et de contribuer au redressement de l'économie nationale.

Le projet de loi a pour objet d'augmenter le seuil défini à l'article 80 paragraphe (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat d'un montant de 7.500.000 euros respectivement de 15.000.000 euros à un montant de 40.000.000 euros.

En pratique, les seuils préalablement applicables se sont révélés être relativement bas. Par conséquent les nouvelles constructions



d'envergure moyenne de l'Etat, ainsi que de nombreuses rénovations ou réhabilitations nécessitaient le vote d'une loi d'autorisation.

Le relèvement des différents seuils à 40.000.000 euros permet ainsi de simplifier et d'accélérer la mise en chantier de bon nombre de projets d'investissements publics qui ne nécessitent dorénavant plus le vote par la Chambre des Députés d'une loi spéciale d'autorisation.

Le projet de rapport (rapporteur M. Laurent Mosar) a été adopté le 23 avril 2009

Le projet de loi 6011B *portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financie* a été examiné lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget du 30 avril 2009.

L'article unique du projet de loi sous rubrique porte modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans sa partie relative à la protection des dépôts bancaires.

Aux fins de renforcer la protection des déposants dans le contexte actuel de crise financière, il est prévu d'apporter des changements ponctuels aux articles qui régissent les systèmes de garantie des dépôts.

Ces changements visent en outre à transposer certaines dispositions de la directive 2009/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts en ce qui concerne le niveau de garantie et le délai de remboursement.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 30 avril 2009.

La Commission des Finances et du Budget a consacré une réunion au projet de loi 5936 *portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/ CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance, – et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit*.

Le projet de loi a pour objet de transposer, en ce qui concerne les établissements de crédit, la directive 2006/46/CE modifiant les directives concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, les comptes consolidés, les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance. La transposition est effectuée moyennant une adaptation de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit.

La directive 2006/46/ CE a pour objectif de faciliter l'investissement transfrontalier, d'améliorer la comparabilité des états financiers et des rapports de gestion dans toute l'Union européenne et de renforcer la confiance du public envers ces publications par l'insertion d'informations spécifiques, de meilleure qualité et au contenu cohérent.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 30 avril 2009.

Par ailleurs, la Commission des Finances et du Budget a poursuivi son travail en relation avec la conclusion de conventions contre la double imposition. Les quatre conventions suivantes s'inscrivent dans la liste des nombreuses conventions fiscales conclues au cours des dernières décennies par le Gouvernement luxembourgeois afin de créer un cadre fiscal compétitif dans l'intérêt de l'intensification des relations économiques du pays et de la place financière en particulier.

- Le projet de loi 5862 *portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong, le 2 novembre 2007* a fait l'objet de deux réunions.

La convention sous rubrique offrira des opportunités d'investissements aux entreprises désirant s'implanter à Hong Kong, ainsi qu'aux entreprises originaires de la RAS de Hong Kong et de Chine désirant investir au Luxembourg.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 4 décembre 2008.

- La Commission a consacré trois réunions au projet de loi 5767 *portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Emirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005*.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 23 avril 2009.

- Le projet de loi 5799 *portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006* a été examiné au cours de la réunion de la Commission du 23 avril 2009.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 23 avril 2009.

- Au cours de sa réunion du 23 avril, la Commission a également examiné le projet de loi 5948 *portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008*.

Le projet de rapport (rapporteur: M. Lucien Thiel) a été adopté le 23 avril 2009.

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications



Président:	Thiel Lucien (CSV)	
Vice-Présidents:	Diederich Fernand (LSAP), Etgen Fernand (DP)	
Membres:	CSV	Meyers Paul-Henri, Roth Gilles, Weydert Raymond
	LSAP	Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland
	DP	Berger Eugène
	DÉI GRÉNG	Adam Claude
	ADR	Gibéryen Gaston

Au cours de la session parlementaire 2008-2009, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications s'est réunie à onze occasions.

Le 27 octobre 2008, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 106 (Proposition de Décision du Parlement européen et du Conseil instituant un programme communautaire pluriannuel visant à protéger les enfants lors de l'utilisation de l'internet et d'autres technologies de communication);
- COM (2008) 207 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la protection des consommateurs, et en particulier des mineurs, en ce qui concerne l'utilisation des jeux vidéo);
- COM (2008) 313 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions: faire progresser l'Internet - Plan d'action pour le déploiement du protocole Internet IPv6 en Europe);
- COM (2008) 334 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Évaluation finale du programme eTEN);
- COM (2007) 833 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Une approche européenne de l'éducation aux médias dans l'environnement numérique).

Lors de la réunion du 24 novembre 2008, la commission parlementaire a procédé à un échange de vues avec des représentants de LuxTrust S.A. Elle a par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 579 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative aux conclusions du réexamen du fonctionnement du règlement (CE) N°717/2007 du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2007 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de téléphonie mobile à l'intérieur de la Communauté et modifiant la directive 2002/21/CE);
- COM (2008) 580 (Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) N°717/2007 concernant l'itinérance sur les réseaux publics de téléphonie mobile à l'intérieur de la Communauté et la directive 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques);
- COM (2008) 594 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur les réseaux et l'internet du futur).

Lors de sa réunion du 1er décembre 2008, la Commission a procédé à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5870 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public. En outre, Monsieur Paul-Henri Meyers a été désigné Rapporteur du projet de loi 5889 modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

La commission parlementaire a entamé l'examen dudit projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Elle a ensuite examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques, puis elle a procédé à l'examen des documents européens suivants:

- COM (2008) 481 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Huitième communication relative à l'application des articles 4 et 5 de la directive 89/552/CEE "Télévision sans frontières", telle que modifiée par la directive 97/36/CE, pour la période 2005-2006);
- COM (2008) 572 (Communication de la Commission au Parle-



ment européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur le deuxième réexamen de la portée du service universel dans les réseaux et services de communications électroniques, conformément à l'article 15 de la directive 2002/22/CE).

Au cours de la réunion du 8 décembre 2008, les membres de la commission parlementaire ont procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre des Communications sur les conclusions du "Conseil Télécommunications" du 27 novembre 2008. Ils ont en outre adopté les projets de rapport relatifs aux projets de loi suivants:

- Projet de loi 5870 portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public;
- Projet de loi 5889 modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne

d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration

e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

En date du 12 janvier 2009, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues sur le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Ils ont par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 703 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Procurer les avantages du marché unique en renforçant la coopération administrative);
- COM (2008) 720 (Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant une Autorité européenne du marché des communications électroniques);
- COM (2008) 723 (Proposition modifiée de Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2002/22/CE concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques, la directive 2002/58/CE concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et le règlement (CE) N°2006/2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs).

Lors de la réunion du 19 janvier 2009, les membres de la Commission ont adopté une série d'amendements parlementaires concernant le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Ils ont par ailleurs examiné les documents européens suivants:

- COM (2008) 724 (Proposition modifiée de Directive du Parlement européen et du Conseil modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux et services de communications électroniques ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques);
- C (2008) 5925 (Recommandation de la Commission du 15.10.2008 concernant les notifications, délais et consultations prévus par l'article 7 de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques);
- COM (2008) 804 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - « Vers une société de l'information accessible »);
- COM (2008) 845 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Cadre juridique pour les réseaux et les services de télévision mobile: Meilleures pratiques en matière d'autorisation – le modèle de l'Union européenne).

En date du 2 mars 2009, la Commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5734 relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Elle a ensuite adopté le projet de rapport y relatif. En outre, la Commission a examiné le projet de loi 5912 portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat y afférent. Elle a également nommé Monsieur Paul-Henri Meyers Rapporteur de ce projet de loi.

Le 16 mars 2009, la Commission a adopté le projet de rapport relatif au projet de loi 5912 portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat. Elle a en outre examiné le document européen COM (2008) 892 (Proposition de Décision du Parlement européen et du Conseil instituant le programme *MEDIA Mundus* de coopération audiovisuelle avec les professionnels des pays tiers).

Le 30 mars 2009, les membres de la Commission ont entamé leurs travaux relatifs au projet de loi 5996 portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information. Ils ont nommé Monsieur Lucien Thiel Rapporteur du texte puis discuté le projet de loi. Par ailleurs, ils ont examiné le document européen COM (2009) 64 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Evaluation finale de la mise en œuvre du programme communautaire pluriannuel visant à promouvoir une utilisation plus sûre de l'internet et des nouvelles technologies en ligne).

En date du 22 avril 2009, la commission parlementaire a examiné l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5996 portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information; elle a ensuite adopté le projet de rapport y afférent. Pour finir, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2009) 103 (Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Améliorer l'accès des régions rurales aux technologies de l'information et de la communication);
- COM (2009) 116 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Une stratégie pour la R&D et l'innovation en matière de TIC en Europe : passer à la vitesse supérieure).

Au cours de la réunion du 5 mai 2009, la Commission a désigné Monsieur Lucien Thiel Rapporteur du projet de loi 6012 portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original. Elle a ensuite examiné le texte du projet ainsi que l'avis du Conseil d'Etat, puis elle a adopté le projet de rapport afférent. En outre, la Commission a examiné les documents européens suivants:

- COM (2009) 108 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Infrastructures TIC pour la science en ligne);
- COM (2009) 140 (Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – 14e Rapport d'avancement sur le marché unique européen des communications électroniques).

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président:	Meyers Paul-Henri (CSV)	
Vice-Présidents:	Bodry Alex (LSAP), Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV	Doerner Christine, Sauber Marcel, Weydert Raymond
	LSAP	Err Lydie, Negri Roger
	DP	Helminger Paul
	DÉI GRÉNG	Braz Félix
	ADR	Henckes Jacques-Yves



a) **6030** - Proposition de révision de la Constitution portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution

La Commmission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a consacré une dizaine de réunions (22 et 29 octobre, 26 novembre 2008,14 et 28 janvier, 11 février, 11, 18 et 25 mars, 1er avril 2009) aux discussions relatives à un nouvel ordonnancement de la Constitution.

Elle a entre autres revu les articles de la Constitution à l'aide de tableaux synoptiques qui lui ont permis finalement d'aboutir au dépôt du document parlementaire 6030 le 21 avril 2009.

b) **5458** - Projet de loi portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat (Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers)

La commission a consacré une réunion aux suites à réserver au projet de loi 5458.

c) **5967** - Projet de révision de l'article 34 de la Constitution (Rapporteur : Monsieur Paul-Henri Meyers)

La commission parlementaire a examiné non seulement le projet de révision en question, mais également l'avis du Conseil d'Etat afférent. Finalement elle a adopté son rapport le 10 décembre 2008. A la suite des deux votes constitutionnels (11 décembre 2008 et 12 mars 2009), le projet sous rubrique a abouti à la loi du 12 mars 2009 (Mém. A N°43 de 2009).

d) **6025** - Proposition de révision de la Constitution visant à introduire dans notre Constitution un Chapitre XII De l'Union européenne (Auteur : Monsieur Jacques-Yves Henckes)

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a consacré une réunion à la discussion de la proposition de révision 6025.

e) Echange de vues sur les modifications éventuelles à apporter à la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Commission juridique

Présidente: Doerner Christine (CSV)
Vice-Présidents: Err Lydie (LSAP), Bettel Xavier (DP)
Membres:
CSV Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent, Roth Gilles
LSAP Bodry Alex, Klein Jean-Pierre
DP Flesch Colette
DÉI GRÉNG Braz Félix

Sous-Commission «Divorce» de la Commission juridique

Présidente: Doerner Christine (CSV)
Membres:
LSAP Err Lydie
DP Flesch Colette
DÉI GRÉNG Braz Félix
ADR Henckes Jacques-Yves

I. résumé des travaux législatifs pour la session 2008-2009

a) **5155** Projet de loi portant réforme du divorce

- présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'Etat du 16 mars 2004 (réunion du 15 octobre 2008)

Examen: 19 novembre, 8 décembre 2008, 5 mai 2009

En date du 22 octobre 2008, il a été décidé d'instituer une sous-commission «Divorce».

Réunions de la Sous-commission «Divorce»

- 28 octobre, 11 et 12 novembre, 2 et 9 décembre 2008

- 13 et 30 janvier, 3 février, 24, 27 et 30 mars 2009

Le projet de loi 5867 et les propositions de loi 5285, 5304 et 5553 ont été examinés dans le cadre de la réforme du divorce.

b) **5867** Projet de loi relatif à la responsabilité parentale

Les **propositions de loi 5285** (M. Laurent Mosar), **5304** (M. Jacques-Yves Henckes) et **5553** (Mme Marie-Josée Frank et M. Laurent Mosar) sont examinées dans le cadre de l'examen du projet de loi 5867

Examen: 19 novembre, 8 décembre 2008, 31 mars 2009, 6 et 15 avril,

c) 5860 Projet de loi relatif à la traite des êtres humains, (1) portant approbation:

(a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et

(b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005;

(2) modifiant le Code pénal; et

(3) modifiant le Code d'Instruction criminelle

Examen: réunions du 22 octobre, 12 et 19 novembre 2008

Adoption du rapport: 28 janvier 2009

d) **5894** Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Examen: réunion du 29 octobre 2009

Adoption du rapport: 12 novembre 2008

e) **5588** Projet de loi portant portant

1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche

2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Examen: réunions du 29 octobre, 12 novembre 2008, 1er avril 2009

Adoption du rapport: 22 avril 2009

f) **5716** Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Réunions: 10 septembre 2008

Adoption du rapport: 5 mars 2009

g) **5156** Projet de loi renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et améliorant la protection des témoins

La **proposition de loi 4839** (M. Alex Bodry) est examinée dans le cadre du projet de loi 5156.

Examens: le 24 septembre, 19 novembre 2008, 9, 14, 28 et 29 janvier 2009, 4 et 11 février, 25 mars, 1er avril,

Adoption du rapport: 29 avril 2009

h) **5770** Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant:

1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;

2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;

4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leur activités dans un autre Etat membre des Communautés Européennes

Réunions: 21 mai 2008, 2 juillet 2008 et 12 novembre 2008

Le projet de loi a été voté lors de la séance plénière du 20 novembre 2008

i) **5837** Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier:

- le Nouveau Code de procédure civile,

- le Code civil,

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

- la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.

Réunions: 26 novembre 2008, 14 janvier 2009

j) **5730** Projet de loi portant modernisation de la loi modifiée du 10 août 1915

concernant les sociétés commerciales

Réunions: 7 janvier 2009, 18 février,

k) **5660B** Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. des articles 2273 et 2276 du Code civil

Réunions: 28 janvier 2009, 11 février 2009

l) 5848 Projet de loi portant modification:

1. de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil;

3. de l'article 1046 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Réunion: 18 février 2009,

Adoption du rapport: 18 mars 2009

m) **5907** Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

Réunion: 11 mars 2009

Adoption du rapport: 22 avril 2009

n) **5718** Projet de loi 1. Introduisant la responsabilité des personnes morales dans le

Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle, 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

Réunion: 27 mars 2009

o) **5986** Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:



- Du Code d'instruction criminelle, et

- De la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la police

Réunion: 25 mars 2009

Adoption du rapport: 22 avril 2009

p) **5829** Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes;

ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

– du Code du travail

Réunion: 1er avril 2009

Adoption du rapport: 29 avril 2009

q) **5955** Projet de loi relative à l'œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant: - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des pairs relatifs aux épreuves sportives

Réunion: 22 avril 2009

Adoption du rapport: 29 avril 2009

*

A côté de l'instruction de ces nombreux projets de loi, la Commission juridique a également procédé à d'autres travaux.

II. échanges de vues

- échange de vues, suite à une lettre du groupe politique DP du 31 octobre 2008, avec Monsieur le Ministre de la Justice sur l'application de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise jusque fin décembre 2008 et sur la mise en œuvre de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise (le 12 novembre 2008),
- échange de vues avec M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration sur le point «Guantanamo» figurant à l'ordre du jour de la réunion du conseil JAI des 26-27 février 2009 (11 mars 2009),
- échange de vues avec Monsieur le Ministre de la Justice relatif à l'information relatée par M. le Procureur d'Etat auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg quant à la disparition de pièces à conviction dans le cadre de l'enquête dite «Bommeleeër» (18 mars 2009),

III. débat d'orientation

- sur demande du groupe politique «Déi Gréng», un débat d'orientation au sujet de l'organisation interne de la Police, plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle a été organisé.

Réunions: 29 janvier 2008, 13 et 20 février 2008, 7 mai 2008, 4 et 10 juin 2008

Adoption du rapport: 4 et 11 février 2009,

IV. visites

- visite du nouveau Centre Pénitentiaire de Nancy (le 28 novembre 2008)

V. examen de demandes en naturalisation

La Commission juridique a instruit un nombre important de demandes en naturalisation au cours des mois de septembre à décembre 2008. Il convient de souligner qu'avec l'entrée en vigueur au 1er janvier 2009 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, les demandes en naturalisation relèvent désormais de la compétence du Ministère de la Justice.

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Présidente:	Mutsch Lydia (LSAP)	
Vice-Présidents:	Stein-Mergen Martine (CSV), Wagner Carlo (DP)	
Membres:	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Frank Marie-Josée (sauf pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Meyers Paul-Henri, Santer Patrick (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909), Schaaf Jean-Paul (pour le projet de loi 5584 et la proposition de loi 4909)
	LSAP	Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain
	DP	Krieps Alexandre
	DÉI GRÉNG	Braz Félix (pour le volet Sécurité sociale), Huss Jean (sauf pour le volet Sécurité sociale)
	NDEP	Jaerling Aly

Au cours de la session 2008/2009, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, sous la présidence de Mme Lydia Mutsch, a traité les points suivants:

Dans ses réunions des 16 et 23 octobre 2008, la commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5584 relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et la proposition de loi 4909 sur le droit de mourir en dignité par l'euthanasie et l'assistance au suicide. Dans sa réunion du 30 octobre, la commission a adopté de nouveaux amendements. Dans sa réunion du 27 novembre 2008, la commission a examiné le troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif à la proposition de la loi 4909. Dans la réunion du 4 décembre 2008, la commission a adopté le rapport complémentaire du projet de loi 5584 établi par la présidente-rapportrice Mme Lydia Mutsch ainsi que le rapport de la proposition de loi 4909 établi par les rapporteurs Mme Lydie Err et M. Jean Huss.

Dans la réunion du 13 novembre 2008, M. le Ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo a présenté le projet de règlement grand-ducal établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures. Suite à cette présentation, un échange de vues a eu lieu dans cette même réunion ainsi que dans celle du 29 janvier 2009.

Dans sa réunion du 27 novembre 2008, la commission a examiné le projet de loi amendé 5839 modifiant 1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension; 2. le Code des assurances sociales; 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat; 4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales; 5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg, ainsi que les avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 11 décembre 2008, la commission a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Romain Schneider.

Dans cette même réunion, la commission a encore examiné les projets de loi 5768 portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006 et 5885 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale ainsi que les avis y relatifs du Conseil d'Etat avant d'adopter dans la réunion du 11 décembre 2008 les rapports établis par le rapporteur M. Romain Schneider.

Dans la réunion du 4 décembre 2008 la commission a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du projet de loi 5941 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007. Dans cette même réunion, la commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport dans sa réunion du 11 décembre 2008.

Dans cette même réunion du 4 décembre 2008, M. le Ministre Mars Di Bartolomeo a présenté le projet de loi 5900 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009 relatif aux départements de la Santé et de la Sécurité sociale.

Dans sa réunion du 15 janvier 2009, la commission a examiné la Proposition de directive du Parlement Européen et du Conseil relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation en vue d'un test de subsidiarité de la COSAC avant d'adopter dans sa réunion du 29 janvier 2009 un avis.

Dans cette même réunion du 15 janvier 2009, le bilan intermédiaire de la mise en œuvre du plan d'action 2005 - 2009 en matière de lutte contre les drogues et la toxicomanie a été présenté à la commission par l'expert gouvernemental.

Dans la réunion du 29 janvier 2009, la commission a examiné le projet de loi 5920 portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers ainsi que l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter dans la réunion du 12 février 2009 le rapport établi par la présidente-rapportrice Mme Lydia Mutsch.

Dans cette même réunion, la commission a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du projet loi 5925 portant modification: 1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale, et 2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. La commission a adopté des amendements relatifs à ce projet de loi. Dans sa réunion du 2 avril 2009, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 23 avril 2009, elle a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Romain Schneider.

Dans ses réunions du 29 janvier et 12 février 2009 la commission a examiné le projet de loi 5856 relatif à l'hospitalisation sans leur



consentement de personnes atteintes de troubles mentaux et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police ainsi que l'avis du Conseil d'Etat.

Dans sa réunion du 19 février 2009, la commission a examiné le projet de loi 5927 portant création de l'établissement public "Centre Hospitalier du Nord" avant d'adopter, dans sa réunion du 19 mars 2009, le rapport établi par le rapporteur M. Romain Schneider.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, dans sa réunion du 19 février 2009, a désigné des rapporteurs concernant différentes directives européennes. Dans la réunion du 2 avril 2009, Mme Martine Mergen, rapportrice, a présenté à la commission les directives COM(2008) 414 - Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers et COM (2008) 415 - COMMUNICATION DE LA COMMISSION Un cadre communautaire relatif à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers. Dans la réunion du 23 avril 2009, Mme Martine Mergen, rapportrice a présenté à la commission les documents COM/2008/0836 FIN - COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci et COM/2008/0837 FIN - Proposition de RECOMMANDATION DU CONSEIL relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci.

Dans sa réunion du 19 mars 2009, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale a présenté sa prise de position concernant le rapport d'activité du Médiateur (2007/2008) relative au volet Sécurité sociale

Dans sa réunion du 26 mars 2009, la présidente Mme Lydia Mutsch a été désignée comme rapportrice du projet de loi 5552 relatif à la recherche biomédicale. Dans cette même réunion la commission a examiné le projet de loi 5552 ainsi que le projet de loi 5528 portant approbation - de la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, ouverte à la signature, à Oviedo, le 4 avril 1997 - du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des Droits de l'Homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine, portant interdiction du clonage d'êtres humains, ouvert à la signature, à Paris, le 12 janvier 1998 - du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 24 janvier 2002 - du Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine, relatif à la recherche biomédicale, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 25 janvier 2005 et modifiant la loi du 25 novembre 1982 réglant le prélèvement de substances d'origine humaine ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 2 avril 2009, le Gouvernement a présenté à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale sa prise de position par rapport à l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi 5552.

Dans sa réunion du 23 avril 2009, M. le Ministre de la Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo a présenté le rapport de l'Inspection générale de la Sécurité sociale à l'intention du «Groupe de Réflexion Pensions» sur les mesures envisageables pour garantir la viabilité à long terme du système de pensions.



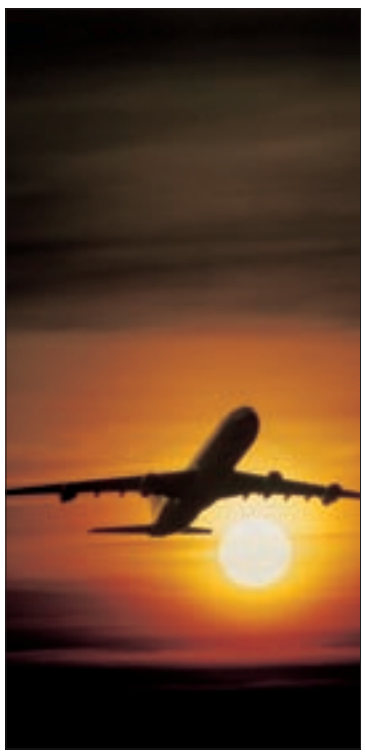
Commission des Transports

Président: Schreiner Roland (LSAP)
Vice-Présidents: Spautz Marc (CSV), Braz Félix (DÉI GRÉNG)
Membres:
CSV Kaes Ali, Schaaf Jean-Paul, Wolter Michel
LSAP Angel Marc, Negri Roger
DP Berger Eugène, Helminger Paul
ADR Koepp Jean-Pierre

Sous la présidence de M. Roland Schreiner, la Commission des Transports s'est réunie à neuf reprises durant cette ultime session parlementaire de la législature 2004-2009.

Ainsi, six projets de loi ont pu être examinés, voire amendés le cas échéant, et portés au vote de la Chambre des Députés. Il s'agit des lois suivantes:

- la loi du 5 juin 2009 ayant pour objet de modifier 1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile; 3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (*doc. parl. 5273),* votée le 7 mai 2009 et dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (*doc. parl. 5905),* votée le 7 mai 2009, dont M. Roger Negri était Rapporteur;
- la loi du 5 juin 2009 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, l'article 179 du Code d'instruction criminelle, et l'article 40 de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (*doc. parl. 5906),* votée le 7 mai 2009, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 5 juin 2009 autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (*doc. parl. 5968),* votée le 7 mai 2009, dont M. Roger Negri était Rapporteur;
- la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer, b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (*doc. parl. 5710),* votée le 28 avril 2009, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur;
- la loi du 22 juillet 2009 ayant pour objet A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires; B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire; C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et D) de modifier a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (*doc. parl. 5824),* votée le 28 avril 2009, dont M. Roland Schreiner était Rapporteur.



La Commission des Transports ne s'est toutefois pas limitée au seul travail législatif. Ainsi, lors d'une réunion jointe, en date du 28 octobre 2008, la commission parlementaire a pris connaissance de l'avant-projet du plan sectoriel «Transports», tandis qu'une autre réunion jointe, le 9 mars 2009, lui a permis d'analyser des dépassements des crédits accordés en relation avec les projets d'infrastructure ferroviaire de la Gare de Luxembourg.

La commission a en outre consacré une réunion à la présentation du nouveau contrat de service public RGTR (Régime général des transports routiers) ainsi qu'à l'examen de l'état d'avancement de la renégociation des contrats avec la société CFL, d'une part, celui concernant la gestion de l'infrastructure ferroviaire et, d'autre part, ceux concernant le service public par rail et par route. Elle s'est par ailleurs appliquée, fin avril 2009, à une première évaluation de la mise en œuvre des recommandations retenues par le Plan d'action national pour la mobilité douce.

Commission du Travail et de l'Emploi

Président: Glesener Marcel (CSV)
Vice-Présidents: Castegnaro John (LSAP), Krieps Alexandre (DP)
Membres:
CSV Clement Lucien, Kaes Ali, Spautz Marc
LSAP Schneider Romain, Spautz Vera
DP Etgen Fernand
DÉI GRÉNG Loschetter Viviane
INDEP Jaerling Aly



Au cours de la session 2008/2009, la Commission de Travail et de l'Emploi, sous la présidence de M. Marcel Glesener, a traité les points suivants:

Dans sa réunion du 21 octobre 2008, la Commission du Travail et de l'Emploi a examiné le projet de loi 5886 portant: 1. introduction du congé linguistique; 2. modification du Code du travail et M. le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat et elle a adopté des amendements.

Dans cette même réunion, la commission a également examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5144 contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant 1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau, 2. l'article L. 631-2 du Code du Travail. La commission, dans sa réunion du 29 octobre 2008, a adopté un texte coordonné et amendé. Dans sa réunion du 9 décembre 2008, la commission a examiné le troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat. Dans la réunion du 13 janvier 2009, la commission a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes.

Dans la réunion du 29 octobre 2008, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi a donné des explications concernant la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Dans cette même réunion du 29 octobre 2008, M. Marcel Glesener a été désigné comme rapporteur du projet de loi 5943 modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum. M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté le projet de loi. Dans la réunion du 18 novembre 2008, la commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter dans sa réunion du 9 décembre 2008 le rapport établi par le président-rapporteur M. Marcel Glesener.

Dans cette même réunion, M. Ali Kaes a été désigné comme rapporteur du projet de loi 4942 portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 et concernant la problématique du détachement de travailleurs. M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen a présenté le projet de loi.

Dans sa réunion du 18 novembre 2008, la commission a examiné le projet de loi 5853 portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du code du travail avant d'adopter dans sa réunion du 10 février 2009 le rapport présenté par M. le rapporteur Ali Kaes.

Dans sa réunion du 25 novembre 2008, le Médiateur M. Marc Fischbach a présenté le volet consacré à l'ADEM de son Rapport d'activité couvrant la période du 1er octobre 2007 au 30 septembre 2008. Dans la réunion du 3 février 2009, la commission a désigné M. le Président Marcel Glesener comme rapporteur pour avis. Dans sa réunion du 17 février, la commission a examiné l'avant-projet de rapport pour avis avant d'adopter, dans la réunion du 3 mars 2009, le rapport établi par le président-rapporteur M. Marcel Glesener.

Dans sa réunion du 9 décembre 2008, la commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5886 portant 1. introduction d'un congé linguistique 2. modification du Code du travail 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche. Dans la réunion du 13 janvier 2009, la commission a adopté le rapport établi par M. Marc Spautz.

Dans sa réunion du 16 décembre 2008, la Commission du Travail et de l'Emploi a eu un échange de vues avec M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, en vue du Conseil européen des Affaires sociales du 17 décembre 2008, en particulier en ce qui concerne l'évolution du dossier «Aménagement du temps de travail».

Dans cette même réunion du 16 décembre 2008, la commission a également eu un échange de vues sur les premières «Journées Nationales de l'Emploi».

Dans la réunion du 13 janvier 2009, la commission a examiné le projet de loi 5973 1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail. Dans la réunion du 15 janvier 2009, la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et a adopté le rapport établi par le rapporteur M. Marc Spautz. Dans cette même réunion, la commission a eu un échange de vues sur le projet «INDURA», projet pilote pour l'intégration durable dans le marché du travail de chômeurs inscrits à l'ADEM par le biais d'une collaboration avec les entreprises de travail intérimaire.

Dans la réunion précitée du 13 janvier 2009, la commission a encore eu une réunion d'information sur l'organisation et le fonctionnement de l'ADEM et une entrevue avec Mme le Directeur et différents responsables de service. Cette réunion s'est tenue dans les localités de l'ADEM.

Dans la réunion jointe du 10 février 2009, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues avec M. le Ministre Nicolas Schmit sur la libre circulation des travailleurs dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne.

Dans la réunion du 3 mars 2009, la Commission du Travail et de l'Emploi a procédé à l'examen de l'état d'avancement de certaines directives européennes et de communications européennes ressortissant de la compétence du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Dans la réunion du 24 mars 2009, la commission a désigné M. Ali Kaes comme rapporteur du projet de loi 6006 portant modification de la loi du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail et elle a examiné le projet de loi. Dans sa réunion du 21 avril 2009, la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport établi par le rapporteur M. Ali Kaes dans sa réunion du 28 avril 2009.

Dans la réunion jointe du 21 avril 2009, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports et la Commission du Travail et de l'Emploi ont eu un échange de vues avec M. le Ministre du Travail et de l'Emploi sur les développements de la crise financière et économique dans le secteur de la sidérurgie – application du plan Lux 2011.

Commission des Travaux publics

Président: Clement Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Scheuer Jos (LSAP), Etgen Fernand (DP)
Membres:

CSV	Andrich-Duval Sylvie, Kaes Ali, Sauber Marcel
LSAP	Diederich Fernand, Schreiner Roland
DP	Brasseur Anne
DÉI GRÉNG	Loschetter Viviane
ADR	Mehlen Robert

28.10.2008: Présentation des avant-projets des plans sectoriels «Transports» et «Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers» (réunion jointe avec la Commission des Transports, la Commission de l'Environnement et la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

10.11.2008: Désignation des rapporteurs pour les projets de loi 5911 relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai et 5898 relatif à la construction du bâtiment laboratoires et administrations sur la friche industrielle Belval

Présentation du projet de loi 5911 et examen de l'avis du Conseil d'Etat

Examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823 sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

19.11.2008: Adoption d'un projet de rapport concernant le projet de loi 5898 (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval)

Examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823 (Rapporteur: M. Ali Kaes)

Explications par M. le Ministre des Travaux publics concernant la mise à niveau des bâtiments de la Cour de Justice des Communautés européennes

24.11.2008: Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi 5952 relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Présentation du projet de loi 5897relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg (Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval) et examen de l'avis du Conseil d'Etat

Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5823

27.11.2008: Discussion sur le concept Cité des Sciences concernant les projets de loi 5898 et 5897 (réunion jointe avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture)

1.12.2008: Présentation et adoption d'un projet de rapport concernant le projet de loi 5897

Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823

5.12.2008: Entrevue au sujet de l'aspect organisationnel de la présence luxembourgeoise lors de l'exposition universelle 2010 à Shanghai; projet de loi 5911 (Rapporteur : M. Lucien Clement) (réunion jointe avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports)

8.12.2008: Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823

11.12.2008: Présentation et adoption d'un projet de rapport relatif au projet de loi 5911

9.3.2009: Examen des projets de loi 5952 relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch (Rapporteur: M. Ali Kaes) et 5940 concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport (Rapporteur: M. Lucien Clement) et des avis du Conseil d'Etat (réunion jointe avec la Commission des Affaires étrangères et européennes)

26.3.2009: Examen et adoption des projets de rapport concernant les projets de loi 5952 et 5940

Désignation des rapporteurs pour les projets de loi 5991 relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé, 6007 portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, 6008 portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement 3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, 6010 portant modification de l'article 8 et de l'article 20 de la loi modifiée du 30 juin 2003 sur les marchés publics et 6014 portant réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées

7.4.2009: Visite de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch (ensemble avec la Commission des Affaires étrangères et européennes)

15.4.2009: Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5823

Examen des projets de loi 6007 (Rapporteur: M. Lucien Clement), 6010 (Rapporteur: M. Lucien Clement), 5655 (Rapporteur: M. Lucien Clement) et des avis du Conseil d'Etat

16.4.2009: Continuation de l'évacuation de l'ordre du jour de la réunion du 15.4.2009

23.4.2009: Examen et adoption des projets de rapport concernant les projets de loi 6007 et 6010

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat relatif au projet de loi 5823

30.4.2009: Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant le projet de loi 5655

Présentation et adoption d'un projet de rapport

30.4.2009: Examen du projet de loi 6008 (Rapportrice : Mme Sylvie Andrich-Duval) et de l'avis du Conseil d'Etat (réunion jointe avec la Commission de l'Environnement)

6.5.2009: Examen et adoption du projet de rapport concernant le projet de loi 6008

Examen du projet de loi 5991 (Rapporteur : M. Lucien Clement) et de l'avis du Conseil d'Etat

Examen et adoption d'un projet de rapport y relatif



Commission spéciale

Crise économique et financière

Président: Thiel Lucien (CSV)
Vice-Présidents: Bodry Alex (LSAP), Goerens Charles (DP)
Membres:

CSV	Mosar Laurent, Spautz Marc, Wolter Michel
LSAP	Castegnaro John, Fayot Ben
DP	Meisch Claude
DÉI GRÉNG	Bausch François
ADR	Gibéryen Gaston



La Commission spéciale «Crise économique et financière», instituée lors de la séance publique du 11 décembre 2008, s'est réunie à vingt-quatre reprises, au cours de la session 2008-2009, aux dates et avec les ordres du jour suivants :

1. Le vendredi 19 décembre 2008 pour un échange de vues sur l'organisation des travaux.

2. Le mardi 23 décembre 2008 pour la constitution du bureau: M. Lucien Thiel a été désigné Président, MM. Alex Bodry et Charles Goerens ont été désignés Vice-Présidents.

3. Le lundi 5 janvier 2009, pour un échange de vues sur l'organisation des travaux.

4. Le mercredi 14 janvier 2009, pour une entrevue avec des représentants de l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg (ABBL), Association of the Luxembourg Fund Industry (ALFI), Association des Compagnies d'Assurance (ACA) et LuxembourgforFinance (LFF) au sujet du secteur financier;

5. Le vendredi 16 janvier 2009, pour une entrevue avec le Président de la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) et les représentants du Commissariat aux Assurances au sujet du secteur financier;

6. Le lundi 19 janvier 2009, pour une entrevue avec le Professeur Norbert Walter et le Directeur général représentants de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au sujet du secteur financier;

7. Le vendredi 23 janvier 2009, pour une entrevue avec M. Gian-Marco Magrini au sujet du secteur financier.

Lors de cette réunion, M. Lucien Thiel a été désigné comme rapporteur.

8. Le mardi 27 janvier 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Fédération des industriels luxembourgeois (FEDIL), de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), du Conseil Economique et Social (CES), et de l'Université de Luxembourg au sujet de la diversification industrielle;

9. Le jeudi 29 janvier 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Fédération des artisans et de la Chambre des métiers au sujet de la construction et de l'artisanat;

10. Le mardi 3 février 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC) et de la Chambre du Commerce au sujet du commerce et des services;

11. Le vendredi 6 février 2009, pour une entrevue avec des représentants de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT), de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (BCEE), de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) et de Lux-Development au sujet des agents économiques du secteur public;

12. Le lundi 9 février 2009, pour une entrevue avec des représentants de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (SYVICOL) et de Fédération générale de la fonction communale (FGFC) au sujet de l'apport du secteur public;

13. Le vendredi 13 février 2009, pour une entrevue avec M. Lionel Fontagné du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) au sujet de l'environnement international dans le cadre de la crise économique et financière;

14. Le lundi 16 février 2009, pour une entrevue avec M. Raymond Torres de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) au sujet de l'emploi et de la sécurité sociale dans le cadre de la crise économique et financière;

15. Le vendredi 20 février 2009, pour une entrevue au sujet de l'emploi et de la sécurité sociale dans le cadre de la crise économique et financière avec des représentants de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), de la Chambre des Salariés, de l'Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg (OGBL) et du Lëtzebuerger Chrëschtleche Gewerkschaftsbond (LCGB);

16. Le lundi 2 mars 2009, pour une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Trésor et du Budget, M. le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative;

17. Le vendredi 6 mars 2009, pour une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre des Communications, M. le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, M. le Ministre du Travail et de l'Emploi et Mme Mariette Scholtus, Directrice de l'Administration de l'emploi (ADEM);

18. Le mercredi 11 mars 2009, pour une entrevue avec M. Jean-Luc Annaert de la Commission européenne au sujet de l'environnement international dans le cadre de la crise économique et financière;

19. Le vendredi 13 mars 2009, pour une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre de l'Environnement et M. le Ministre de la Sécurité sociale;

20. Le lundi 16 mars 2009, pour:

- une entrevue au sujet de l'analyse des conséquences budgétaires dans le cadre de la crise économique et financière avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et
- une lecture du projet de rapport

21. Le vendredi 20 mars 2009 à 10h30, pour une entrevue avec des représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au sujet de l'environnement international;

22. Le vendredi 20 mars 2009 à 14h30, pour une lecture du projet de rapport;

23. Le lundi 23 mars 2009, pour l'adoption du projet de rapport (doc. parl. N°5977), intitulé «Vers un nouveau modèle de croissance»;

24. Le mardi 24 mars 2009, pour l'approbation des dernières modifications.

Le projet de rapport contient 21 recommandations à l'adresse du Gouvernement. Ces recommandations se dégagent des réflexions de la Commission spéciale et reprennent l'essentiel des conclusions. Elles sont orientées surtout vers le moyen et le long terme.

Clés:

CSV	Chrëschtlech Sozial Vollekspartei (Parti chrétien social)
LSAP	Lëtzebuerger Sozialistesch Arbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)
DP	Demokratesch Partei (Parti démocratique)
DÉI GRÉNG	(Les Verts)
ADR	Alternativ Demokratesch Reformpartei (Parti démocrate réformateur)
INDEP	Député Indépendant



Affaires européennes


Robert Goebbels


Erna Hennicot-Schoepges


Astrid Lulling


Lydie Polfer


Jean Spautz


Claude Turmes

Institutions

Sur le plan institutionnel, l'événement le plus remarquable est certainement l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne pour le 1er décembre 2009. Le processus de ratification qui a débuté en décembre 2007 a pu être finalisé grâce à un second référendum populaire en Irlande et la ratification par le Parlement tchèque. En effet, le peuple irlandais avait rejeté le traité lors d'un premier référendum le 12 juin 2008, mais après la garantie d'un paquet de concessions, comme par exemple le maintien d'un commissaire par Etat membre, le respect de la neutralité irlandaise ainsi que le maintien de sa souveraineté en matière de fiscalité, de questions sociales et éthiques, les Irlandais ont voté en faveur du traité.

Le traité de Lisbonne vise à simplifier le processus décisionnel en introduisant une réforme du système de vote au Conseil et en étendant le vote à la majorité qualifiée à 40 domaines politiques, notamment ceux liés à l'asile, l'immigration, la coopération policière et la coopération judiciaire en matière pénale. Le traité introduit également deux nouvelles hautes fonctions européennes: un président qui présidera les réunions des sommets européens pour un mandat de deux ans et demi et un nouveau responsable de la politique étrangère. Lors d'un sommet extraordinaire le 19 novembre 2009 à Bruxelles, les chefs d'Etats et de gouvernements de l'UE ont soutenu unanimement le premier ministre belge Herman Von Rompuy pour le poste de premier président permanent du Conseil européen et l'actuelle commissaire au Commerce, la Baronne Catherine Ashton, pour le poste de Haut représentante aux Affaires extérieures.

Le traité de Lisbonne renforce également les droits des parlements nationaux. Pour la première fois, un article spécifique est consacré au rôle des parlements nationaux dans un traité, tout en distinguant entre trois catégories de droits; le droit d'information, le droit d'objection et le droit de participation. Les parlements nationaux sont ainsi directement destinataires de l'ensemble des documents d'information de la Commission, ainsi que de tous les projets d'actes législatifs, qu'ils émanent de la Commission Européenne ou d'un groupe d'Etats membres. Le droit d'information est étendu à toutes les propositions de révision des traités ou aux révisions de traité simplifiées et aux nouvelles candidatures de pays souhaitant adhérer à l'UE. Les parlements nationaux ont un droit d'objection appelé «carton jaune» ou «carton orange» vis-à-vis de toute législation ne respectant pas le principe de subsidiarité. Dans un délai de huit semaines à compter de la transmission d'un projet d'acte législatif, les parlements nationaux ont le droit d'adresser aux institutions de l'Union un «avis motivé» exposant les raisons pour lesquelles ils estiment que le texte ne respecte pas le principe de subsidiarité. Lorsque 1/3 des parlements nationaux identifient une violation du principe de subsidiarité, la Commission européenne doit réexaminer le projet (carton jaune); si un projet d'acte législatif est contesté à la majorité simple des voix attribuées aux parlements nationaux et si la Commission décide de le maintenir, le Conseil et le Parlement européen doivent se prononcer sur la compatibilité de ce projet avec le principe de subsidiarité (carton orange) et le projet est écarté lorsque le Conseil (à la majorité de 55 % de ses membres) ou le Parlement (à la majorité simple des suffrages exprimés) donne une réponse négative. Par ailleurs, un parlement national a la possibilité de porter devant la Cour de justice tout acte qui, à ses yeux, viole le principe de subsidiarité. En dernier lieu, l'article 12 assure un droit de participation aux parlements en reconnaissant qu'ils participent activement au bon fonctionnement de l'Union, au contrôle d'Eurojust et d'Europol et à la coopération interparlementaire.

Les septièmes élections au Parlement européen, élu au suffrage direct, ont également marqué l'année 2009. Elles ont permis l'élection de 736 députés européens, comme prévu par le traité de Nice, alors en vigueur (le traité de Lisbonne portera leur nombre à 750 plus le Président du Parlement européen). Suite aux élections européennes et la victoire de la droite européenne devant les socialistes, les libéraux et les verts, M. Barroso a reçu le soutien unanime des chefs d'Etat et de gouvernements lors du sommet du 18 et 19 juin pour un second mandat de cinq ans à la tête de la Commission européenne. Le 16 septembre, le Parlement européen lui a donné son aval pour prendre la barre de la Commission européenne pour un second mandat de cinq ans. Le gouvernement luxembourgeois a proposé Mme Reding pour un troisième mandat de commissaire européenne. Mme Reding prendrait la tête de la DG Justice et serait responsable des droits fondamentaux et des libertés civiles, y compris les droits de citoyens et de minorités. Les candidats désignés aux postes de commissaire seront encore auditionnées par le Parlement européen avant que celui-ci puisse confirmer la nouvelle Commission au mois de janvier.

Affaires économiques et financières

Imposition des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

En 2009, un certain nombre de textes importants dans le domaine économique et financier ont été examinés comme par exemple la modification de la directive relative à l'imposition des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. Cette directive permet aux pays européens d'échanger des informations sur l'épargne des non résidents placée dans leurs banques, sauf pour les pays qui ont opté pour le système de retenue à la source comme le Luxembourg pendant une période de transition. En effet, l'Autriche et le Luxembourg peuvent appliquer ce système transitoire jusqu'à ce que la Confédération suisse, la Principauté d'Andorre, la Principauté de Liechtenstein, la Principauté de Monaco et la République de Saint-Marin garantissent un échange effectif et complet d'informations. L'objectif de la Commission est de mettre un terme à cette exception du système de retenue à la source en faveur d'un système d'échange d'informations. Pour l'instant, cette proposition législative est toujours en attente d'une décision finale du Conseil Ecofin.

Solvabilité II

L'adoption de la directive Solvabilité II permet de réviser fondamentalement le droit des assurances de l'UE et vise à améliorer la protection des consommateurs, à moderniser la supervision, à accroître l'intégration des marchés et à renforcer la compétitivité des assureurs européens. Dans le nouveau régime, il incombe aux assureurs de prendre en compte tous les types de risques auxquels ils sont exposés et de gérer ces risques plus efficacement et de manière plus transparente. Le texte introduit deux notions nouvelles, le capital de solvabilité requis et le minimum de capital requis. Le premier est établi selon une approche basée sur le risque et s'il tombe sous ce seuil, c'est le contrôleur qui interviendra. Le deuxième seuil est calculé sur base du capital de solvabilité requis et se situe entre 25 et 45% de celui-ci en fonction des capacités à rester opérationnel. Si le seuil du minimum de capital requis est franchi, la licence de la compagnie sera retirée.

De plus, la directive introduit également un nouveau système de supervision; les autorités nationales pourront désormais contrôler de façon plus efficace les activités des groupes d'assureurs en se basant sur un ensemble de principes tout en conférant à l'une des autorités nationales le rôle de superviseur de groupe. Le superviseur de groupe contrôle les activités des compagnies multinationales et implique tous les superviseurs dans le processus de décision concernant les affaires du groupe.

Réforme des fonds d'investissements

L'UE s'est mis d'accord sur une vaste révision du cadre communautaire régissant les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), qui offre aux consommateurs la possibilité d'accéder, à un coût raisonnable, à des placements gérés par des professionnels. Il est vrai que le marché européen des fonds d'investissement reste fragmenté par rapport à celui des Etats-Unis et, en particulier, il est formé d'entités dont la taille est plus petite. En outre, des interprétations différentes des Etats membres entravent la vente transfrontalière des produits. La directive actuelle permet déjà la vente transfrontalière des produits, mais une procédure de notification très encombrante ralentit les transactions transfrontalières de façon significative, et selon des estimations de la Commission européenne, cette procédure engendre des coûts de 45 millions d'euros par année.

L'adoption de cette directive permet de lever les obstacles administratifs à la distribution transfrontalière des fonds des OPCVM, en remplaçant par exemple la procédure de notification par une procédure électronique, de créer un cadre pour les fusions entre fonds d'OPCVM. Elle permet également l'utilisation de structures «maître-nourricier», de remplacer le prospectus simplifié par un nouveau concept d'«informations clés pour l'investisseur», d'améliorer les mécanismes de coopération entre autorités de surveillance nationales et d'introduire des provisions pour les fusions entre les fonds d'investissements pour remédier au problème de la taille relativement restreinte des fonds européens.

Suite à l'intervention du Parlement européen, un passeport des sociétés de gestion a été intégré à la directive afin de permettre à ces sociétés de transférer leurs services de gestion collective des portefeuilles sur tout le territoire de l'UE, en vertu du principe de la libre prestation des services. Ainsi, les fonds autorisés dans un État membre pourraient être gérés à distance par une société de gestion établie dans un autre État membre.

Energie

Marché de l'électricité et du gaz

Depuis la première directive européenne relative au marché de l'énergie, une discussion sur le meilleur moyen de créer un marché européen de l'énergie intégré était amorcée dans lequel les consommateurs - que se soit les ménages privés ou les installations industrielles - peuvent acheter de l'électricité auprès d'un vaste choix de fournisseurs concurrents en dehors ou au sein des frontières de leur propre Etat membre.

Le point d'achoppement du paquet gaz et électricité concerne la question du dégroupage de la production et du transport du gaz et de l'électricité. En avril, un accord sur ce point essentiel est dégagé entre le Conseil et le Parlement européen. Ce compromis permet aux Etats membres d'opérer un choix entre trois possibilités pour séparer les activités de production et d'approvisionnement de la gestion des réseaux, aussi bien pour le marché du gaz et de l'électricité:

- la dissociation totale des structures de propriétés
- un gestionnaire de réseau indépendant
- un gestionnaire de transport indépendant

La dissociation totale des structures de propriété force les entreprises d'énergie intégrées à vendre leurs réseaux de transport de

gaz et d'électricité créant ainsi des gestionnaires séparés des réseaux de transport d'énergie. Une entreprise de production et d'approvisionnement ne pourra donc pas détenir la part majoritaire dans une entreprise gestionnaire de réseau. Le gestionnaire de réseau indépendant et le gestionnaire de transport indépendant sont des alternatives offertes aux entreprises pour garder la propriété de leurs réseaux de transport. Pour libéraliser le marché, les Etats membres peuvent obliger les entreprises de confier la gestion de leur réseau à un organisme spécifique désigné à cet effet, le gestionnaire indépendant du système. En ce qui concerne la troisième alternative, le gestionnaire de transport indépendant, elle permet aux entreprises intégrées de conserver les activités de production et de transport, mais oblige les entreprises à se conformer à certaines mesures pour garantir que ces deux branches d'activités fonctionnent de manière réellement indépendante.

La nouvelle directive permet notamment de renforcer les droits des consommateurs, comme par exemple de changer de fournisseur sans frais en trois semaines, de recevoir un décompte de clôture final au plus tard six semaines après le changement de fournisseur ou de recevoir toutes les données relatives à la consommation de gaz et d'électricité. Les consommateurs devraient également avoir accès à des calorimètres intelligents, destinées à éviter les pics de consommation en énergie. La directive prévoit que 80% des consommateurs devront disposer de tels systèmes en 2020.

La directive prévoit également de protéger particulièrement les consommateurs vulnérables, et les Etats membres devraient prendre des mesures appropriées pour adresser la pauvreté énergétique par des plans d'action nationaux ou l'utilisation des systèmes de sécurité sociale pour garantir l'approvisionnement en énergie à ces consommateurs vulnérables.

Un autre point important concerne l'agence communautaire de coopération des régulateurs de l'énergie. Cette agence sera indépendante, mais devra rendre des comptes devant le Parlement européen. L'agence est compétente en matière de questions transfrontalières et établit un cadre pour les régulateurs nationaux. Cependant, les lignes directrices auront un caractère non contraignant. Les Etats membres peuvent charger la Commission européenne d'adopter des codes de réseau contraignants basés sur les lignes directrices de l'Agence - par exemple sur les procédures à suivre en cas de situations d'urgence.

Société de l'information

Paquet télécom

En novembre 2009, le Parlement européen et le Conseil se sont mis d'accord sur une révision générale des règles régissant les communications électroniques proposée par la Commission européenne en 2007. Les divergences entre le Conseil et le Parlement européen étaient très importantes, notamment sur la protection des utilisateurs et des fournisseurs de services internet. Selon la proposition du Conseil, l'accès internet d'un utilisateur pouvait être bloqué par une autorité spéciale suite à des violations des dispositions relatives au piratage, prévoyant même la suspension de l'accès aux Internautes récidivistes. Le compromis adopté par le Conseil et le Parlement européen dans le comité de conciliation stipule que l'accès d'un utilisateur à Internet pourra être restreint si cela est jugé «nécessaire et proportionné» au terme d'une procédure dite «juste et impartiale» tenant compte du droit pour l'internaute d'être entendu, de la présomption d'innocence et du droit à la vie privée.

Le paquet renforce le droit des citoyens et la protection des données. Il prévoit des contrats plus clairs entre les citoyens et leurs opérateurs, un numéro d'appel d'urgence plus accessible, une hotline pour les enfants disparus, une meilleure prise en compte du droit des personnes handicapées ou encore la possibilité de changer d'opérateur télécom en un jour. En outre, il introduit des mesures visant l'harmonisation du spectre radioélectrique dans l'UE, dans le but de faciliter la transition de la télévision analogique vers le numérique d'ici 2012. Afin de permettre davantage de concurrence sur le marché des télécommunications, les opérateurs dominants devront effectuer une séparation entre leurs réseaux de communication et la prestation de leurs services commerciaux.

Emploi

Directive sur le temps de travail

La directive sur le temps de travail reste une question épineuse au niveau européen depuis des années. La première directive datant de 1993 devait être révisée à la suite d'un certain nombre de décisions de la Cour de justice des communautés européennes, et un projet d'acte législatif était proposé par la Commission européenne en mai 2004. Cependant, en avril 2009, le Conseil et le Parlement européen ont constatent l'échec des négociations.
En principe, le temps de travail devait être limité à 48h par semaine, mais un certain nombre d'Etats ne voulaient pas renoncer à leurs dérogations. La clause «d'opt-out» à la règle de la semaine de 48 heures a été originellement introduite à la demande du gouvernement britannique et a permis aux Etats membres d'aller bien au-delà des 48 heures de travail hebdomadaire. Cette clause était le principal point d'achoppement de la proposition et il n'a pas été possible de trouver un accord, même en comité de conciliation (troisième lecture).

Chambre des Députés
Séances publiques - Heures de séances

Session ordinaire 1977-1978:
328,40 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1978-1979:
423,35 hrs (85 séances)

1re session extraordinaire 1979:
2,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1979:
16,20 hrs (3 séances)

Session ordinaire 1979-1980:
335,50 hrs (72 séances)

Session ordinaire 1980-1981:
346,45 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1981-1982:
332,50 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1982-1983:
379,05 hrs (91 séances)

Session ordinaire 1983-1984:
311,35 hrs (71 séances)

1re session extraordinaire 1984:
2 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1984
21,20 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1984-1985:
306,40 hrs (77 séances)

Session ordinaire 1985-1986:
349,20 hrs (87 séances)

Session ordinaire 1986-1987:
309,55 hrs (84 séances)

Session ordinaire 1987-1988:
341,30 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1988-1989:
318,45 hrs (91 séances)

Session extraordinaire 1989:
27 hrs (7 séances)

Session ordinaire 1989-1990:
260 hrs (70 séances)

Session ordinaire 1990-1991:
335,45hrs (82 séances)

Session ordinaire 1991-1992:
344,05 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1992-1993:
300,15 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1993-1994:
231,15 hrs (61 séances)

Session extraordinaire 1994:
19,55 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1994-1995:
211 hrs (64 séances)

Session ordinaire 1995-1996:
204,25 hrs (60 séances)

Session ordinaire 1996-1997:
240,35 hrs (61 séances)

Session ordinaire 1997-1998
221,40 hrs (63 séances)

Session ordinaire 1998-1999
195,20 hrs (58 séances)

1re session extraordinaire 1999
1,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1999
11 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1999-2000
169,35 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2000-2001
240,10 hrs (72 séances)

Session ordinaire 2001-2002
232,55 hrs (66 séances)

Session ordinaire 2002-2003
263,40 hrs (75 séances)

Session ordinaire 2003-2004
255,00 hrs (67 séances)

1re session extraordinaire 2004:
57 min. (1 séance)

2e session extraordinaire 2004:
6,48 hrs (4 séances)

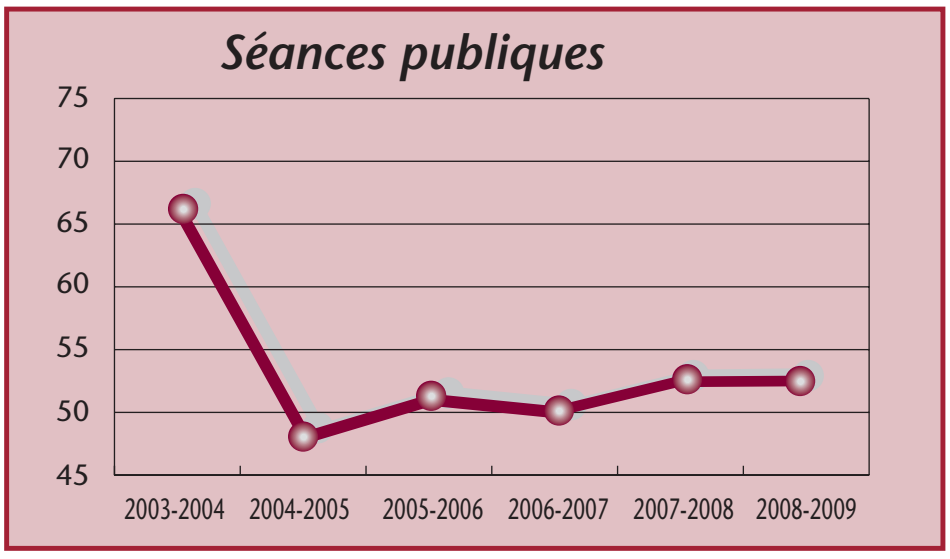
Session ordinaire 2004-2005:
153,58 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2005-2006:
162,57 hrs (51 séances)

Session ordinaire 2006-2007:
151,25 hrs (50 séances)

Session ordinaire 2007-2008:
185,08 hrs (53 séances)

Session ordinaire 2008-2009:
177,59 hrs (53 séances)



Chambre des Députés
Rapport d'activité de la session parlementaire 2008-2009
Supplément commun aux quotidiens: Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek.
Contenu rédactionnel: Services de l'administration parlementaire. ***Photos:*** Chambre des Députés, Martine May, Pierre Matgé, ImageForum, Nathalie Flenghi, Christian Simon, Tageblatt archives. ***Conception et mise en page:*** Polygraphic Communication, Differdange.
Concept et coordination générale: BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Les séances publiques

Projets de loi adoptés en premier vote constitutionnel

1) 15.10.2008 **5620** Projet de loi sur la nationalité luxembourgeoise

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.10.2006

Loi du 23 octobre 2008. Mémorial A, N°158, p.2222

2) 15.10.2008 **5698B** Projet de loi portant adaptations et modifications de la loi du 29 mars 1978 concernant la reconnaissance des droits sur aéronef pour certaines catégories de biens aéronautiques

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.03.2008

Loi du 9 décembre 2008. Mémorial A, N°182, p.2452

3) 15.10.2008 **5842** Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière de Luxembourg et modifiant - les dispositions concernant les lettres de gage dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 21.02.2008

Loi du 24 octobre 2008. Mémorial A, N°161, p.2250

4) 21.10.2008 **5805** Projet de loi portant modification du Code du Travail

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 22.11.2007

Loi du 19 novembre 2008. Mémorial A, N°196, p.2614

5) 22.10.2008 **5882** Projet de loi portant création de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg

Rapporteur: Madame Lydie Err

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 22.05.2008

Loi du 21 novembre 2008. Mémorial A, N°180, p.2442

6) 23.10.2008 **5818** Projet de loi concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

Loi du 26 novembre 2008. Mémorial A, N°174, p.2402

7) 11.11.2008 **5825** Projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg

Rapporteur: Madame Marie-Josée Frank

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 31.12.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°209, p.3156

8) 18.11.2008 **5622** Projet de loi portant réforme de la formation professionnelle et portant modification a) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; b) de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; c) de la loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue; d) de la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.10.2006

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°220, p.3274

9) 19.11.2008 **5752** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 24 février 2006

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°190, p.2570

10) 19.11.2008 **5753** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant la protection réciproque des informations classifiées, signé à Berlin, le 17 janvier 2006

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.08.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°189, p.2562

11) 19.11.2008 **5841** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2007

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.02.2008

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°191, p.2578

12) 19.11.2008 **5910** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 01.09.2008

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°193, p.2590

13) 20.11.2008 **5745** Projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.07.2007

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°204, p.3108

14) 20.11.2008 **5754** Projet de loi relatif à l'aide à l'enfance et à la famille

Rapporteur: Monsieur Jean-Paul Schaaf

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 22.08.2007

Loi du 16 décembre 2008. Mémorial A, N°192, p.2584

15) 20.11.2008 **5770** Projet de loi transposant, pour la profession d'avocat, les dispositions de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant: 1. la loi du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; 2. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 3. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 4. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre Etat membre des Communautés Européennes

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 05.09.2007

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°195, p.2608

16) 20.11.2008 **5815** Projet de loi portant approbation de la décision 2007/436/CE, Euratom du Conseil du 7 juin 2007 relative au système des ressources propres des Communautés européennes

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 07.12.2007

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°205, p.3122

17) 20.11.2008 **5894** Projet de loi portant modification de l'article 545 du Code civil

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 16.06.2008

Loi du 18 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3141

18) 03.12.2008 **5855** Projet de loi a) relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 18.03.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°219, p.3256

19) 10.12.2008 **5862** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong, le 2 novembre 2007

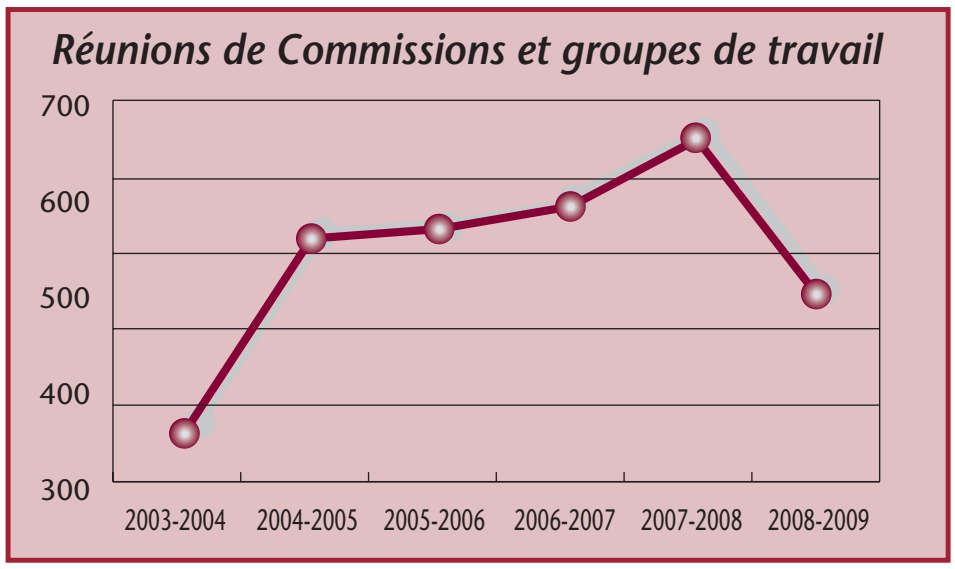
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.04.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°202, p.3084

20) 10.12.2008 **5897** Projet de loi relatif à la construction de la Maison du Savoir à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg



Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3142

21) 10.12.2008 **5898** Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment administratif pour compte de l'Etat à Belval

Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 02.07.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3141

22) 11.12.2008 **5695** Projet de loi relative à l'eau modifiant 1. la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre, 2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, 3. la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, 4. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 5. la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, 6. la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, 7. la loi du 3 août 2005 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant 1. les articles 7, 14 et 40 à 44 de l'édit du 13 août 1669 de Louis XIV portant règlement général pour les eaux et les forêts, 2. l'arrêté du 9 mars 1798 (19 ventôse an VI) du Directoire exécutif, contenant des mesures pour assurer le libre cours des rivières et canaux navigables et flottables, 3. la loi modifiée du 16 mai 1929 concernant le curage, l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, 4. la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau, 5. la loi du 27 mai 1961 concernant les mesures de protection du barrage d'Esch-sur-Sûre, 6. l'article 41 de la loi du 24 décembre 1999 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2000

Rapporteur: Monsieur Marco Schank

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 08.03.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°217, p.3206

23) 16.12.2008 **5900** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2009

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°200, p.2771

24) 16.12.2008 **5913** Projet de loi - portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement - portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux - modifiant: · la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. · la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif · la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation · la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) · la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep · la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés - et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.09.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°207, p.3136

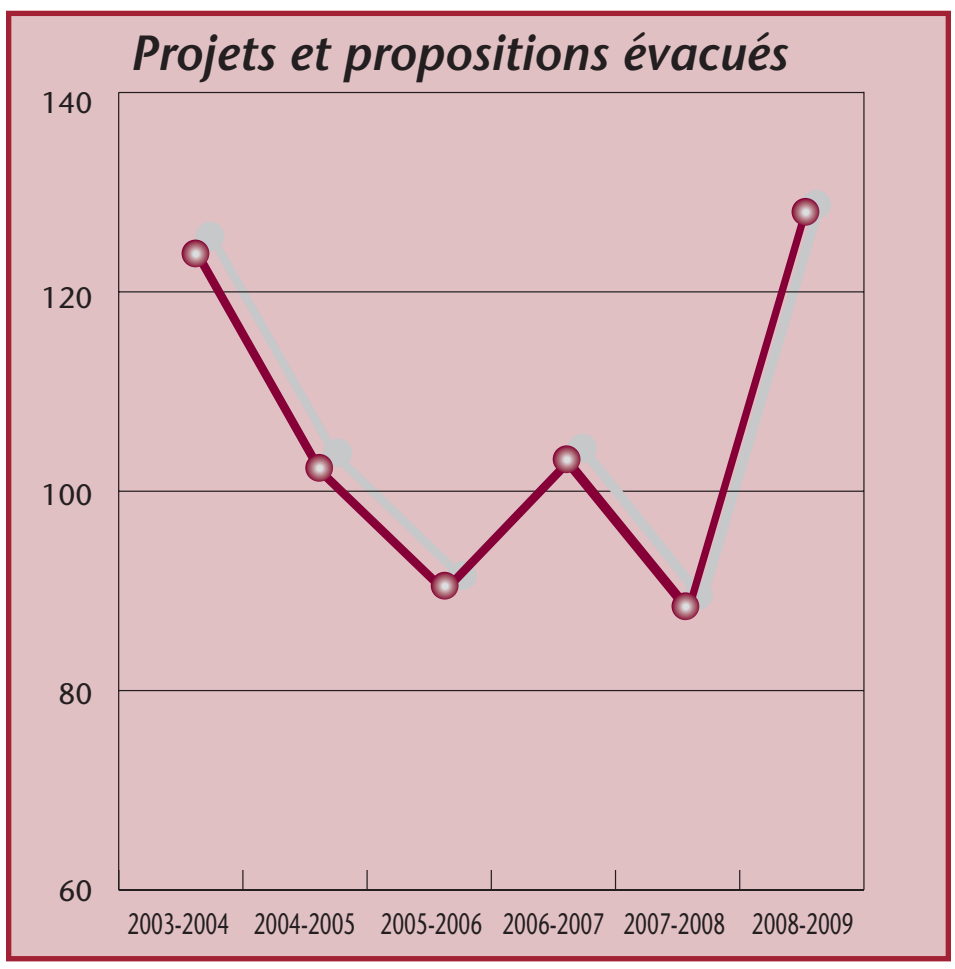
25) 16.12.2008 **5924** Projet de loi portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs; - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial communal; - de la loi modifiée du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; - de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs; - de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale; - de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes; - de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement; - de la loi modifiée du 9 juillet 1937 concernant l'impôt sur les assurances; - de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 01.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°198, p.2622



26) 17.12.2008 **5757** Projet de loi ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; - la loi générale des impôts ("Abgabenordnung"); - la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes; - la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines; - la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.08.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°206, p.3130

27) 17.12.2008 **5768** Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Macédoine, faite à Luxembourg, le 28 novembre 2006

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°203, p.3096

28) 17.12.2008 **5839** Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension; 2. le Code de la sécurité sociale; 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat; 4. la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales; 5. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois; 6. la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 01.02.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°212, p.3178

29) 17.12.2008 **5859** Projet de loi portant modification 1. de la loi électorale modifiée du 18 février 2003; 2. de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Rapporteur: Monsieur Marco Schank

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°210, p.3162

Commentaire: PPL 5575 et 5669 évacuée avec le PL

30) 17.12.2008 **5870** Projet de loi portant création de l'Administration des Services médicaux du Secteur public

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 29.04.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°215, p.3194

31) 17.12.2008 **5885** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Monténégro en matière de sécurité sociale

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.05.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°201, p.3072

32) 17.12.2008 **5889** Projet de loi modifiant et complétant a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat b) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat c) la loi du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne d) la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'Etat peut se faire changer d'administration e) la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire f) la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 04.06.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°214, p.3186

33) 17.12.2008 **5902** Projet de loi - approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 15e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international en faveur d'une extension de l'autorité d'investissement du Fonds - approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international modifiant la structure des quotes-parts et renforçant la représentation des pays à faible revenu, et autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'augmentation de la quote-part du Luxembourg au Fonds monétaire international

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 08.07.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°221, p.3290

34) 17.12.2008 **5911** Projet de loi relatif à la construction du Pavillon luxembourgeois pour l'Exposition universelle 2010 à Shanghai

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.09.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°208, p.3142

35) 17.12.2008 **5941** Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie 2007

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 21.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°222, p.3303

36) 18.12.2008 **5584** Projet de loi relatif aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie et modifiant: 1. le Code de la sécurité sociale; 2. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat; 3. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux; 4. le Code du travail

Rapporteur: Madame Lydia Mutsch

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 07.06.2006

Loi du 16 mars 2009. Mémorial A, N°46, p.610

37) 18.12.2008 **5725** Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 02.05.2007

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°211, p.3172

38) 18.12.2008 **5887** Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un neuvième programme quinquennal d'équipement sportif

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre des Sports, le 03.06.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°222, p.3303

39) 18.12.2008 **5943** Projet de loi modifiant l'article L. 222-9. du Code du travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.10.2008

Loi du 19 décembre 2008. Mémorial A, N°222, p.3303

40) 21.01.2009 **5144** Projet de loi contribuant au rétablissement du plein emploi et complétant: 1. le livre V du Code du Travail par un Titre IX nouveau 2. l'article 631-2 du Code du Travail

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 20.05.2003

Loi du 3 mars 2009 Mémorial A, N°41, p.568

41) 21.01.2009 **5758** Projet de loi relative à l'obligation scolaire

Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°20, p.198

42) 21.01.2009 **5759** Projet de loi portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°20, p.200

43) 21.01.2009 **5760** Projet de loi concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 24.08.2007

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°98, p.1471

44) 21.01.2009 **5847** Projet de loi portant modification 1) de la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Education; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Education; 2) de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques; 3) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 28.02.2008

Loi du 6 février 2009 Mémorial A, N°19, p.192

45) 21.01.2009 **5886** Projet de loi portant 1. introduction d'un congé linguistique 2. modification du Code du travail 3. modification de la loi du 19 août 2008 relative aux aides à la formation-recherche

Rapporteur: Monsieur Marc Spautz

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 29.05.2008

Loi du 17 février 2009 Mémorial A, N°33, p.434

46) 21.01.2009 **5893** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 11.06.2008

Loi du 3 mars 2009 Mémorial A, N°47, p.622

47) 21.01.2009 **5973** Projet de loi 1) portant modification de l'article L.511-12 du Code du Travail 2) dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail

Rapporteur: Monsieur Marc Spautz

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 11.12.2008

Loi du 17 février 2009 Mémorial A, N°35, p.444

48) 10.02.2009 **5903** Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°166/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689/CE et 96/61/CE b) portant création d'un registre national des rejets et des transferts de polluants c) modifiant l'article 15 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 09.07.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°53, p.700

49) 11.02.2009 **5555** Projet de loi transposant la directive 92/75/CEE du Conseil du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres sources par voie d'étiquetage et d'information uniformes aux produits

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 17.03.2006

Loi du 25 mars 2009 Mémorial A, N°71, p.878

50) 11.02.2009 **5684** Projet de loi relative à la compatibilité électromagnétique

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 14.02.2007

Loi du 25 mars 2009 Mémorial A, N°69, p.866

51) 11.02.2009 **5837** Projet de loi relatif aux procédures européennes d'injonction de payer et de règlement des petits litiges et ayant pour objet de compléter et de modifier: - le Nouveau Code de procédure civile, - le Code civil, - la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, - la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 31.01.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°50, p.668

52) 11.02.2009 **5860** Projet de loi relatif à la traite des êtres humains, (1) portant approbation: (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005; (2) modifiant le Code pénal; et (3) modifiant le Code d'instruction criminelle

Rapporteur: Madame Christine Doerner

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.03.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°51, p.672

53) 11.02.2009 **5961** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées, signé à Luxembourg, le 22 février 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 13 mars 2009. Mémorial A, N°57, p.728

54) 11.02.2009 **5962** Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Croatie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 20 février 2009 Mémorial A, N°31, p.412

55) 11.02.2009 **5963** Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République d'Albanie, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 20 février 2009 Mémorial A, N°31, p.408

56) 18.02.2009 **5853** Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2003/72/CE du Conseil du 22 juillet 2003 complétant le statut de la société coopérative européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs; 2. modification du Code du travail

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 14.03.2008

Loi du 18 mars 2009 Mémorial A, N°63, p.824

57) 18.02.2009 **5920** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Rapporteur: Madame Lydia Mutsch

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 19.09.2008

Loi du 23 mars 2009 Mémorial A, N°68, p.858

58) 10.03.2009 **5693** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite à usage civil entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Helsinki, le 9 septembre 2006

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.03.2007

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°89, p.1036

59) 10.03.2009 **5716** Projet de loi sur le dépôt par voie électronique auprès du registre de commerce et des sociétés modifiant - le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et - la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°80, p.946

60) 10.03.2009 **5734** Projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques

Rapporteur: Monsieur Patrick Santer

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Madame Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 14.06.2007

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°109, p.1608

61) 10.03.2009 **5866** Projet de loi portant approbation de la Convention de l'Institut Forestier Européen, faite à Joensuu, le 28 août 2003

Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.04.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°86, p.1014

62) 10.03.2009 **5878** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne ainsi que ses Etats membres, et le Royaume du Maroc, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 29.04.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°90, p.90

63) 12.03.2009 **5850** Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 15 octobre 2007

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 14.03.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°96, p.1108

64) 12.03.2009 **5964** Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à la participation de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Espace économique européen ainsi que de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 25 juillet 2007

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 26.11.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°107, p.1562

65) 18.03.2009 **5819** Projet de loi a) relatif aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) N°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) , instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) N°793/93 du Conseil et le règlement (CE) N°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission b) modifiant la loi modifiée du 15 juin 1994 - relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses - modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses c) modifiant la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses d) abrogeant la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 12.12.2007

Loi du 27 avril 2009 Mémorial A, N°94, p.1090

66) 19.03.2009 **5877** Projet de loi relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 28.04.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°82, p.968

67) 19.03.2009 **5909** Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 2001 portant 1. création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Mamer 2. modification de la loi du 3 août 1998 relative à la construction d'un lycée à Mamer

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 26.08.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°87, p.1020

68) 24.03.2009 **5874** Projet de loi sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Egalité des chances, le 22.04.2008

Loi du 8 mai 2009 Mémorial A, N°129, p.1778

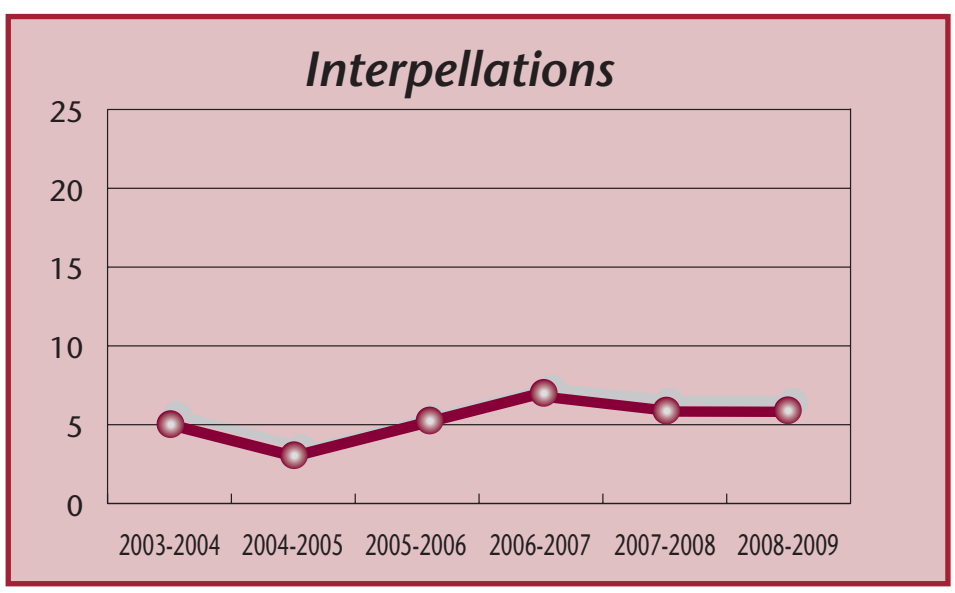
69) 24.03.2009 **5912** Projet de loi portant création du Centre des Technologies de l'Information de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 05.09.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°81, p.962



70) 24.03.2009 **5927** Projet de loi portant création de l'établissement public "Centre Hospitalier du Nord"

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 06.10.2008

Loi du 20 avril 2009 Mémorial A, N°84, p.1000

71) 25.03.2009 **5938** Projet de loi portant réglementation des compensations et récupérations en faveur du personnel militaire de carrière pour sa participation aux entraînements et instructions militaires ainsi qu'au service de garde

Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 16.10.2008

Loi du 22 avril 2009 Mémorial A, N°95, p.1104

72) 23.04.2009 **5881B** Projet de loi relative aux pratiques commerciales déloyales et modifiant

- la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative;

- la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et modifiant l'article 4 de la loi du 2 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers;

- la loi modifiée du 16 avril 2003 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance;

- la loi modifiée du 18 décembre 2006 sur les services financiers à distance

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 09.10.2008

Loi du 29 avril 2009 Mémorial A, N°88, p.1028

73) 23.04.2009 **5883** Projet de loi modifiant et complétant a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote; b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur Attert, dénommé par la suite "Atert-Lycée"

Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

Loi du 12 mai 2009 Mémorial A, N°106, p.1558

74) 23.04.2009 **5940** Projet de loi concernant la réhabilitation des installations hydroélectriques de Rosport et la mise en conformité de la continuité de la Sûre à Rosport

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 21.10.2008

Loi du 13 mai 2009 Mémorial A, N°109, p.1618

75) 23.04.2009 **5952** Projet de loi relatif à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.11.2008

Loi du 19 mai 2009 Mémorial A, N°121, p.1719

76) 28.04.2009 **5710** Projet de loi sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics et modifiant a) la loi modifiée du 17 décembre 1859 sur la police des chemins de fer, b) la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers et c) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.03.2007

77) 28.04.2009 **5824** Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer communautaires;

B) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sécurité ferroviaire;

C) d'instituer une Administration des Chemins de Fer; et

D) de modifier

a) la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation et

b) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 20.12.2007

78) 28.04.2009 **5828** Projet de loi portant diverses mesures d'application du règlement (CE) N°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT)

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

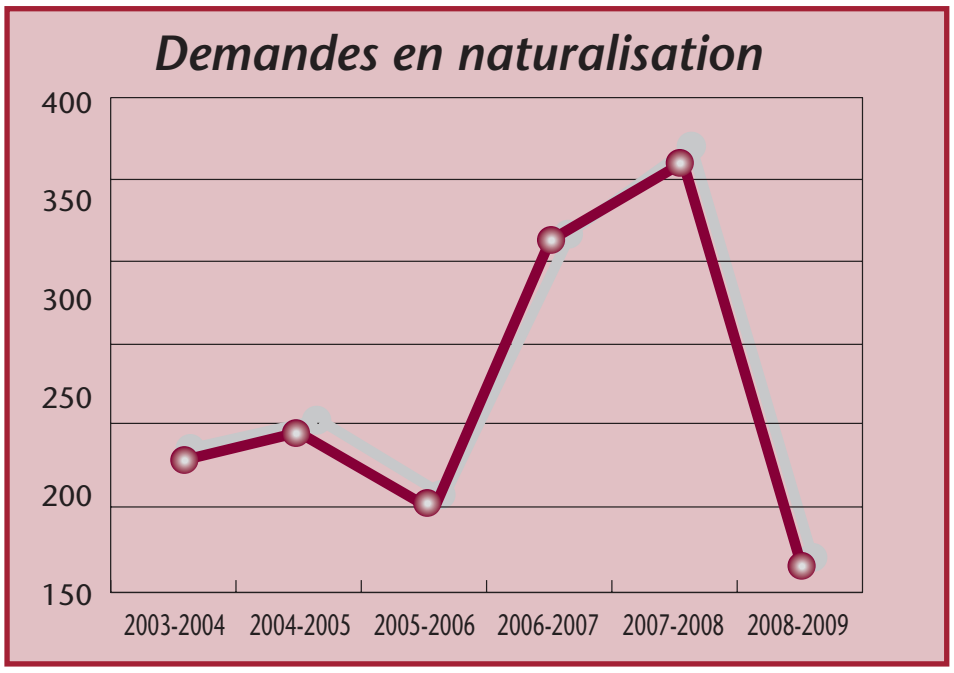
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.01.2008

Loi du 19 mai 2009 Mémorial A, N°121, p.1718

79) 28.04.2009 **5933** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et d'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés et des ouvrages techniques annexes du SIGRE

Rapporteur: Monsieur Roger Negri



Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 13.10.2008

Loi du 14 mai 2009 Mémorial A, N°142, p.1974

80) 28.04.2009 **5957** Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°689/2008 du Parlement Européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 17.11.2008

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°142, p.1974

81) 29.04.2009 **5767** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Emirats Arabes Unis tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et de son Protocole, signés à Dubai, le 20 novembre 2005

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.09.2007

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°136, p.1900

82) 29.04.2009 **5799** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Bakou, le 16 juin 2006

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 05.11.2007

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°138, p.1928

83) 29.04.2009 **5880** Projet de loi relative au financement d'une solution informatique permettant la création d'un environnement sans support papier pour la douane et le commerce

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.05.2008

Loi du 14 mai 2009 Mémorial A, N°109, p.1621

84) 29.04.2009 **5901** Projet de loi portant renforcement des structures de direction de l'Administration des douanes et accises

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 08.07.2008

Loi du 14 mai 2009 Mémorial A, N°109, p.1618

85) 29.04.2009 **5986** Projet de loi relative à l'accès des autorités judiciaires, de la Police et de l'Inspection générale de la Police à certains traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par des personnes morales de droit public et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle, et

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 02.02.2009

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°135, p.1896

86) 29.04.2009 **5996** Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2006 sur la construction d'autoroutes de l'information

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 20.02.2009

Loi du 12 mai 2009 Mémorial A, N°102, p.1527

87) 30.04.2009 **5925** Projet de loi portant modification:

1. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations et des juridictions de la sécurité sociale, et

2. de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

3. du Code de la sécurité sociale

Rapporteur: Monsieur Romain Schneider

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 02.10.2008

Loi du 13 mai 2009 Mémorial A, N°104, p.1546

88) 30.04.2009 **5975** Projet de loi portant création d'une École de la 2e Chance

Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 23.12.2008

Loi du 12 mai 2009 Mémorial A, N°105, p.1550

89) 30.04.2009 **5984** Projet de loi modifiant la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 28.01.2009

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°134, p.1888

90) 30.04.2009 **5985** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Vianden

Rapporteur: Monsieur Jean-Paul Schaaf

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 28.01.2009

Loi du 19 mai 2009 Mémorial A, N°121, p.1718

91) 05.05.2009 **5655** Projet de loi sur les marchés publics

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 19.12.2006

92) 05.05.2009 **5958** Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) l'article 832-4 du code civil;

2) la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19.11.2008

Loi du 26 mai 2009 Mémorial A, N°128, p.1768

93) 05.05.2009 **6002** Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.03.2009

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°124, p.1752

94) 06.05.2009 **5829** Projet de loi relative aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux, à la simplification des modalités de constitution des sociétés anonymes et de maintien et de modification de leur capital, portant transposition:

- de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux;

- de la directive 2006/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 modifiant la directive 77/91/CEE du Conseil en ce qui concerne la constitution de la société anonyme ainsi que le maintien et les modifications de son capital;

- de la directive 2007/63/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 modifiant les directives 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil pour ce qui est de l'exigence d'un rapport d'expert indépendant à réaliser à l'occasion des fusions ou des scissions des sociétés anonymes, ainsi que modification

- de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, et

- du Code du travail

Rapporteur: Madame Christine Doerner

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.01.2008

Loi du 10 juin 2009 Mémorial A, N°151, p.2268

95) 06.05.2009 **5848** Projet de loi portant modification:

1° de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2° du Livre premier, Titre X, Chapitre 1er du Code civil;

3° de l'article 1046 du Nouveau Code de procédure civile

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.03.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°134, p.1889

96) 06.05.2009 **5907** Projet de loi insérant un article 442-2 dans le Code pénal en vue d'incriminer le harcèlement obsessionnel

Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 28.07.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°134, p.1889

97) 06.05.2009 **5936** Projet de loi

- portant transposition pour les établissements de crédit de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance,

- et modifiant la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 16.10.2008

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°133, p.1882

98) 06.05.2009 **5948** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à New Delhi, le 2 juin 2008

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.10.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°137, p.1912

99) 06.05.2009 **5955** Projet de loi relative à l'Œuvre Nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte et à la Loterie Nationale et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives

Rapporteur: Madame Christine Doerner

Commission juridique

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.11.2008

Loi du 22 mai 2009 Mémorial A, N°120, p.1714

100) 07.05.2009 **5273** Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports, Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Henri Grethen, Ministre des Transports, le 14.01.2004

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°146, p.2024

101) 07.05.2009 **5876** Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 28.04.2008

Loi du 19 juin 2009 Mémorial A, N°153, p.2286

102) 07.05.2009 **5905** Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 18.07.2008

103) 07.05.2009 **5906** Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 25.07.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°154, p.2294

104) 07.05.2009 **5934** Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la nature et des forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission de l'Environnement

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 15.10.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°142, p.1976

105) 07.05.2009 **5937** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Belval

Rapporteur: Madame Nancy Arendt épouse Kemp

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.10.2008

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°130, p.1782

106) 07.05.2009 **5947** Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat,

3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, le 24.10.2008

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°119, p.1708

107) 07.05.2009 **5953** Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure

Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 07.11.2008

Loi du 16 juin 2009 Mémorial A, N°152, p.2279

108) 07.05.2009 **5968** Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Commission des Transports

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.12.2008

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°134, p.1888

109) 07.05.2009 **5970** Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration

signés à La Haye, le 17 juin 2008

Rapporteur: Monsieur Marc Angel

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2008

Loi du 4 juin 2009 Mémorial A, N°139, p.1942

110) 07.05.2009 **5981** Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Rapporteur: Monsieur Ben Fayot

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.01.2009

Loi du 4 juin 2009 Mémorial A, N°147, p.2038

111) 07.05.2009 **5994** Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

Rapporteur: Monsieur Marco Schank

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 17.02.2009

Loi du 28 mai 2009 Mémorial A, N°125, p.1756

112) 12.05.2009 **5884** Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise

et portant modification

a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg;

b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 23.05.2008

Loi du 22 mai 2009 Mémorial A, N°112, p.1638

113) 12.05.2009 **5895** Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, le 25.06.2008

Loi du 22 mai 2009 Mémorial A, N°117, p.1684

114) 12.05.2009 **5921** Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est

a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles

b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles

Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 19.09.2008

Loi du 19 juin 2009 Mémorial A, N°156, p.2310

115) 12.05.2009 **5991** Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 12.02.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°126, p.1760

116) 12.05.2009 **6003** Projet de loi instituant un régime temporaire d'aide au redressement économique

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1730

117) 12.05.2009 **6004** Projet de loi instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Rapporteur: Monsieur John Castegnaro

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1732

118) 12.05.2009 **6005** Projet de loi ayant pour objet

1. la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

3. la création d'un Fonds spécial pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapporteur: Monsieur Alex Bodry

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 5 juin 2009 Mémorial A, N°150, p.2256

119) 12.05.2009 **6007** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

Rapporteur: Monsieur Lucien Clement

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1737

120) 13.05.2009 **6006** Projet de loi portant modification de la loi du 17 février 2009 portant

1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail

2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail

Rapporteur: Monsieur Ali Kaes

Commission du Travail et de l'Emploi

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1736

121) 13.05.2009 **6008** Projet portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

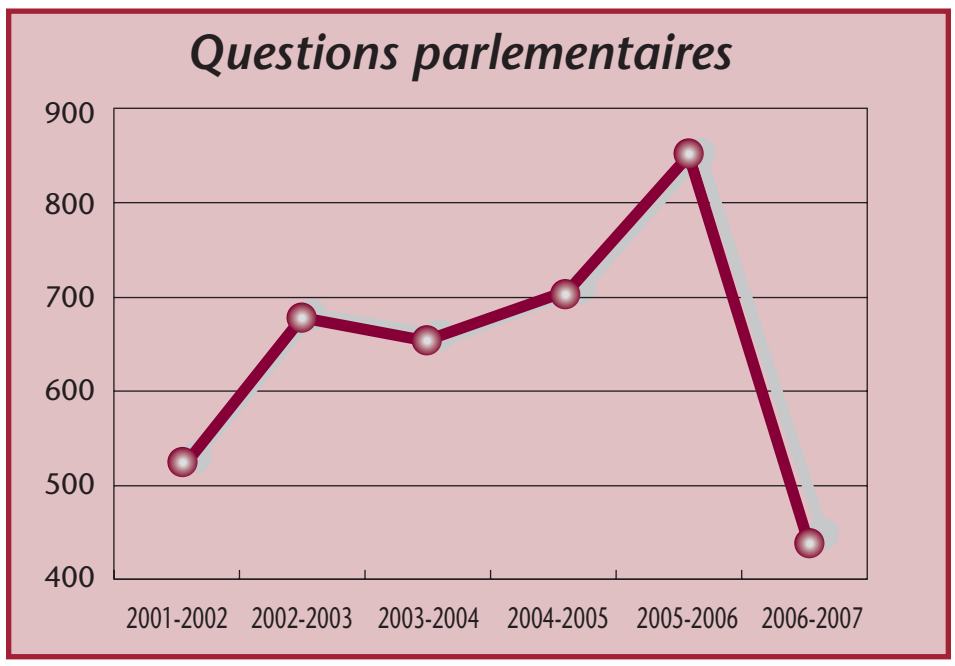
3. modification de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Rapporteur: Madame Sylvie Andrich-Duval

Commission des Travaux publics

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1738



122) 13.05.2009 **6009** Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1742

123) 13.05.2009 **6011A** Projet de loi portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat

Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 16.04.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1744

124) 13.05.2009 **6011B** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission des Finances et du Budget

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 16.04.2009

Loi du 29 mai 2009 Mémorial A, N°122, p.1744

125) 13.05.2009 **6012** Projet de loi portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original

Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 11.03.2009

Projets de loi adoptés en second vote constitutionnel

1) 15.10.2008 **5696** Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes, 2. sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie, 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs; b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier; c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; d) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé "Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall"; e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation; f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 08.03.2007

Loi du 22 octobre 2008. Mémorial A, N°159, p.2230

Propositions de loi adoptées en premier vote constitutionnel

1) 18.12.2008 **4909** Proposition de loi sur l'euthanasie et l'assistance au suicide

Dépôt: Madame Lydie Err, Monsieur Jean Huss, le 05.02.2002

Rapporteur: Madame Lydie Err, Monsieur Jean Huss

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Loi du 16 mars 2009. Mémorial A, N°46, p.615

Commentaire: 1er vote: 19.02.2008 Refus de la dispense par le CE: 04.03.2008

Projets de révision de la Constitution votés en second vote constitutionnel

1) 12.03.2009 **5967** Projet de révision de l'article 34 de la Constitution

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 03.12.2008

Loi du 12 mars 2009 Mémorial A, N°43, p.586

Propositions de révision de la Constitution adoptées en second vote constitutionnel

1) 15.10.2008 **5595** Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 12.07.2006

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Loi du 23 octobre 2008. Mémorial A, N°213, p.3184

2) 15.10.2008 **5672** Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1er de la Constitution

Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 30.01.2007

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Loi du 23 octobre 2008. Mémorial A, N°213, p.3184

Autres évacuations

1) 11.02.2009 **5989** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006

Dépôt: , le 04.02.2009

Rapporteur: Monsieur Camille Gira

Commission des Comptes

2) 07.05.2009 **5864** Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

Dépôt: Monsieur Gaston Gibéryen, le 08.04.2008

Rapporteur: Monsieur Gaston Gibéryen

Commission du Règlement

3) 07.05.2009 **5979** Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne

Dépôt: Monsieur Ben Fayot, le 12.01.2009

Rapporteur: Monsieur Ben Fayot

Commission du Règlement

4) 07.05.2009 **6032** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007

Dépôt: , le 29.04.2009

Rapporteur: Monsieur Camille Gira

Commission des Comptes

Demandes en naturalisation

1) 16.10.2008 165 demandes en naturalisation

Total: 165 demandes en naturalisation adoptées

Motions adoptées

1) 23.04.2009 Motion de M. Jean Huss au sujet de la participation à la Journée Internationale contre l'homophobie avec campagnes d'information et de sensibilisation

Résolutions adoptées

1) 22.10.2008 Résolution de Madame Lydie Err concernant l'organisation d'un débat annuel sur le rapport d'activités de la Commission Consultative des Droits de l'Homme

2) 18.11.2008 Résolution de M. Charles Goerens concernant l'instauration d'une commission spéciale pour le suivi de tous les aspects liés à la crise financière et au ralentissement économique

3) 11.02.2009 Résolution de M. Camille Gira concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2006

4) 05.05.2009 Résolution de M. Camille Gira concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2007

5) 05.05.2009 Résolution de Madame Colette Flesch concernant les comptes de l'exercice 2006 de la Cour des Comptes

6) 05.05.2009 Résolution de Madame Colette Flesch concernant les comptes de l'exercice 2007 de la Cour des Comptes

7) 06.05.2009 Résolution de M. Charles Goerens concernant la condamnation des déclarations du Ministre allemand des Finances comparant le Luxembourg au Burkina Faso en matière de transparence fiscale

Heures d'actualité

1) 22.10.2008 Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet du nouveau plan hospitalier

2) 19.03.2009 Heure d'actualité demandée par le groupe déi greng au sujet de la Conséquences de la réforme scolaire sur le SREA et le SGE

3) 24.03.2009 Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la future stratégie de la compagnie aérienne nationale ainsi que le dépistage d'un partenaire stratégique pour ladite compagnie

Débats de consultation

1) 16.10.2008 Débat de consultation sur le projet de Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré par le Gouvernement dans le cadre du nouveau cycle triennal de la stratégie de Lisbonne (2008-2010)

Débat d'orientation

1) 23.10.2008 Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat

2) 17.02.2009 Débat d'orientation sur l'organisation interne de la Police plus particulièrement de ses mécanismes de contrôle et d'autocontrôle

3) 17.03.2009 Débat d'orientation sur la situation des personnes handicapées

4) 26.03.2009 Débat d'orientation sur la crise économique et financière

5) 06.05.2009 Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2007-2008)

Débats

1) 14.10.2008 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier

2) 21.10.2008 Débat suivant la déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie

3) 19.11.2008 Débat suivant la déclaration de politique européenne et étrangère présentée par Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

4) 21.01.2009 Débat suivant la déclaration de Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur la situation à Gaza

5) 25.03.2009 Débat suivant la déclaration de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire

6) 22.04.2009 Débat suivant la déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

Interpellations vidées

1) 23.10.2008 Interpellation de M. Ben Fayot au sujet de la bibliothèque nationale

2) 11.11.2008 Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet de la politique en matière de médecine scolaire ainsi que les aspects psychosociaux de l'intégration scolaire

3) 18.02.2009 Interpellation de M. Charles Goerens au sujet de la prise de position du Conseil supérieur pour le développement durable relative au développement durable des finances publiques

4) 19.02.2009 Interpellation de M. Félix Braz au sujet du plan sectoriel Transport

5) 18.03.2009 Interpellation de M. Alexandre Krieps au sujet des grossesses chez les jeunes filles et les avortements

6) 25.03.2009 Interpellation de M. Eugène Berger au sujet de la poli-

tique du Gouvernement en matière d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments d'habitation

Questions avec débat

1) 21.10.2008 Question avec débat N°37 de M. Claude Adam et de Mme Viviane Loschetter relative à une étude sur le décrochage scolaire au Luxembourg
2) 23.10.2008 Question avec débat N°38 de M. Claude Adam au sujet du fonctionnement et de la composition du Service des Sites et Monuments
3) 19.03.2009 Question avec débat N°41 de M. Felix Braz au sujet de la mise en œuvre au niveau national d'un système similaire à la «Jobkaart» de la Ville de Luxembourg
4) 24.03.2009 Question avec débat N°42 de M. Marco Schank relative aux problèmes de la circulation lors de la période hivernale

Déclarations

1) 14.10.2008 Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, au sujet de la crise mondiale dans le secteur financier
2) 21.10.2008 Déclaration de M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, sur la situation en Géorgie
3) 19.11.2008 Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
4) 21.01.2009 Déclaration de Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration sur la situation à Gaza
5) 25.03.2009 Déclaration de Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire
6) 21.04.2009 Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat

Divers

1) 14.10.2008 Allocution de bienvenue à M. le Député Jean-Pierre Koepp
2) 23.10.2008 Prise de position du Parlement luxembourgeois relative à la présentation de la place financière luxembourgeoise à la télévision française
3) 04.12.2008 Visite et déclaration de Monsieur José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne
4) 11.12.2008 Institution et composition de la Commission «Crise économique et financière»
5) 18.12.2008 Discours de fin d'année de M. le Président Lucien Weiler
6) 21.01.2009 Hommage à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen à l'occasion de la démission de son mandat de député
7) 10.02.2009 Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Fabienne Gaul
5) 10.03.2009 Octroi du titre honorifique de sa fonction à Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen
6) 10.03.2009 Hommage à M. Patrick Santer à l'occasion de la démission de son mandat de Député
7) 17.03.2009 Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Raymond Weydert
8) 24.03.2009 Octroi du titre honorifique de sa fonction à M. Patrick Santer
9) 28.04.2009 Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement
10) 13.05.2009 Discours de fin de législature de M. le Président Lucien Weiler



- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op

www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

13e séance	mercredi	9 décembre 2009
14e séance	mardi	15 décembre 2009
15e séance	mercredi	16 décembre 2009

Visite officielle d'une délégation mongole



Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes ont eu un échange de vues avec la délégation mongole.

Au cours de sa visite officielle au Luxembourg, M. Rinchinnyamyn Amarjargal, Président du groupe d'amitié parlementaire Mongolie-Luxembourg, s'est entretenu le 19 janvier 2010 avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, le Bureau de la Chambre et la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Les échanges de vues ont porté pour l'essentiel sur une intensification des relations bilatérales commerciales et culturelles entre les deux pays. La Mongolie dispose d'importantes ressources en minerais (charbon, or, cuivre, uranium). Après des décennies d'économie planifiée, le pays entreprend une difficile transition vers l'économie de marché. En parallèle, la Mongolie, État enclavé d'Extrême-Orient, ayant des frontières terrestres avec la Chine et la Russie, souhaite s'émanciper de ses voisins directs.

La délégation mongole a insisté sur le fait que le pays vient de décréter un moratoire sur la peine de mort le 17 janvier dernier. Souhaitant se démarquer davantage de la Fédération russe, la Mongolie estime que la route vers la démocratie passe par l'abolition de la peine capitale.

Cet hiver s'avère particulièrement rude pour les Mongoles et les pertes en bétail se chiffrent par centaines de milliers. Les populations rurales souffrent considérablement et on assiste à d'importantes migrations vers les villes.

Les députés ont souhaité avoir des précisions sur différents projets de coopération financés avec des crédits luxembourgeois. La délégation mongole s'est félicitée du bon fonctionnement de la coopération bilatérale. Un projet pilote, lancé en 2001, porte sur la télémédecine. Pour ce qui est de la coopération multilatérale, le Luxembourg finance un projet intitulé «Strengthening the Disaster Mitigation and Management System in Mongolia». En coopération avec le Programme des Nations unies pour le Développement, le Luxembourg investit 1,3 millions d'euros entre 2008 et 2010.



M. Laurent Mosar et M. Rinchinnyamyn Amarjargal.

Depuis 2008, quelque 500 jeunes Mongols bénéficient d'une formation bancaire offerte dans leur pays et financée par le Luxembourg. Une centaine de stagiaires bancaires mongols ont par ailleurs été accueillis et formés au Grand-Duché. Un projet de formation linguistique dans le domaine de la défense comprend l'apprentissage du français et de l'anglais.

DANS CE NUMÉRO

Débats budgétaires (suite et fin)	p. 159
Chômage des frontaliers	p. 179
Discours de fin d'année du Président	p. 196
Sommaire des séances publiques Nos 13-15	p. 197
Sommaire des questions parlementaires	p. Q62

Traitement des dossiers européens



Entrevue avec les représentants de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne depuis le 1er décembre confère aux parlements nationaux de nouveaux pouvoirs, notamment en matière de contrôle des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Les députés nationaux disposent en effet de huit semaines pour signaler aux autorités européennes si les projets de textes législatifs qu'ils élaborent respectent ces principes.

La Chambre des Députés souhaite jouer pleinement son rôle. Elle a donc décidé d'approfondir ses contacts avec les représentations du monde économique luxembourgeois.

La possibilité d'une future collaboration dans le traitement des dossiers européens a été le sujet de deux entrevues du Président de la Chambre, M. Laurent Mosar et du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Ben Fayot avec une délégation de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics le 15 janvier 2010, d'une part, et des représentants de la Chambre de Commerce et de l'UEL en date du 25 janvier, de l'autre.

Les délégations étaient d'accord pour dire que le Traité de Lisbonne demande à tout organisme de se tenir bien informé afin de pouvoir réagir à temps: «Il est dans l'intérêt du pays que le monde économique et le pouvoir législatif collaborent. Il est dans notre intérêt commun que l'échange d'informations se passe de manière aussi efficace que possible.»

Le 10 décembre 2009, MM. Mosar et Fayot avaient déjà reçu dans le même contexte des délégations de la Chambre de l'Agriculture, de la Chambre des Métiers, de la Chambre des Salariés et du Conseil économique et social.



(de gauche à droite) Mme Héloïse Antoine, MM. Pierre Bley, Pierre Gramegna, Laurent Mosar, Ben Fayot et Claude Frieseisen.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Profession de l'audit

5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:

- portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,

- portant organisation de la profession de l'audit,

- modifiant certaines autres dispositions légales, et

- portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises

1. Objet du projet de loi sous rubrique

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006, dite huitième directive modifiée, concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 76/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil.

La directive 2006/43/CE précitée vise à harmoniser et à renforcer le contrôle légal des comptes dans les États membres de l'Union européenne. Elle comporte un certain nombre de dispositions essentielles. Elle prévoit ainsi des règles d'harmonisation en matière d'agrément, de formation et d'enregistrement des contrôleurs légaux des comptes ou des cabinets d'audit agréés ou encore des normes minimales en matière de déontologie. Elle réaffirme l'indépendance des contrôleurs légaux, ainsi que le respect de la confidentialité et du secret professionnel.

Elle prévoit encore que les États membres veillent à ce que les contrôleurs légaux de comptes et les cabinets d'audit effectuent le contrôle légal conformément à des règles de contrôle ou d'audit internationales et que les contrôleurs légaux ou les cabinets d'audit soient soumis à un système d'assurance qualité minimale. In fine, la directive plaide pour la mise en place d'un système d'enquête et de sanctions efficace afin de détecter, corriger et prévenir une exécution inadéquate du contrôle légal des comptes.

Il échet dans ce contexte de rappeler brièvement les raisons qui ont amené les autorités communautaires à adapter le cadre en matière de contrôle légal via l'adoption de la huitième directive modifiée précitée. La directive de 2006 constitue la réponse européenne aux scandales financiers survenus au début des années 2000 tant en Europe (notamment l'affaire Parmalat) qu'aux États-Unis (les affaires Enron et Worldcom) et dans lesquels la qualité du contrôle légal des comptes a été mise en cause.

Aux États-Unis, l'affaire «Enron» avait incité les autorités américaines à mettre sur pieds un cadre légal pour les professions de l'audit. La loi fédérale américaine du 31 juillet 2002 sur la reforme de la comptabilité des sociétés cotées et la protection des investisseurs, communément appelée loi Sarbanes-Oxley, du nom de ses promoteurs les sénateurs Paul Sarbanes et Mike Oxley, impose de nouvelles règles sur la comptabilité et la transparence financière. Elle a notamment introduit:

- l'obligation pour les présidents et les directeurs financiers de certifier personnellement les comptes;

- l'obligation de nommer des administrateurs indépendants au comité d'audit du conseil d'administration; ou encore

- l'encadrement des avantages particuliers des dirigeants (comme la perte de l'intéressement en cas de diffusion d'informations inexactes ou l'interdiction des emprunts auprès de l'entreprise).

Cette loi oblige aussi à prévoir un contrôle interne s'appuyant sur un cadre conceptuel.

La loi Sarbanes-Oxley ou loi SOX a eu des répercussions internationales importantes. En effet, de nombreuses sociétés non américaines sont cotées à la bourse de New York et par là même soumises à la loi SOX. Sont également concernées les sociétés européennes dont les comptes sont consolidés au niveau d'autres sociétés elles-mêmes cotées aux États-Unis et appartenant à un même groupe de société. Il n'est dès lors pas étonnant que les autorités communautaires aient décidé d'adapter à leur tour les dispositions relatives au contrôle légal en s'inspirant de la loi SOX. Il s'agissait en premier lieu de s'assurer que la qualification et la supervision des contrôleurs des comptes européens puissent être considérées comme équivalentes et que les contrôleurs légaux des comptes de sociétés européennes cotées aux États-Unis ou faisant partie de groupes cotés aux États-Unis ne doivent pas être soumis à un contrôle supplémentaire des autorités américaines.

L'objectif premier du projet de loi sous rubrique est de garantir voire de rétablir la confiance du public dans les sociétés appelées à contrôler les sociétés commerciales.

Le projet de loi sous rubrique propose dans ce sens de soumettre le réviseur d'entreprises agréé, qui accomplit des missions qui lui ont été confiées il y a 25 ans à la surveillance et au contrôle de l'État. Il incombera désormais à l'État, par le biais de la CSSF, établissement public, chargée de la supervision publique, de s'assurer que les réviseurs d'entreprises effectuent des contrôles des comptes de qualité.

2. Les grandes lignes du projet de loi sous rubrique

Champ d'activités des réviseurs d'entreprises et distinction entre réviseurs d'entreprises et réviseurs d'entreprises agréés

En l'état actuel de la législation, les réviseurs d'entreprises ont un champ d'activité plus large que les seuls contrôles légaux des comptes visés par la directive de 2006. Si le champ d'activité des réviseurs d'entreprises demeurera le même que sous la loi de 1984, une distinction est introduite entre, d'une part, les réviseurs d'entreprises et, d'autre part, les réviseurs d'entreprises agréés. Si ces deux catégories de réviseurs continuent à être membres de l'IRE et s'ils seront habilités à exercer toutes les activités de la profession, certaines activités seront réservées aux réviseurs d'entreprises agréés. Il en est ainsi du contrôle légal des comptes, mais aussi de l'établissement de rapports sur les apports en nature, de rapports de liquidation, de fusion ou encore de scission.

Parmi les activités qui ne sont pas incompatibles avec les activités spécifiques à la profession de l'audit et qui ne sont pas spécialement réservées aux professionnels de l'audit, et qui peuvent partant être exercées par les réviseurs d'entreprises et les réviseurs d'entreprises agréés, il est possible de citer la domiciliation, le contrôle contractuel des comptes, le conseil en matière fiscale, l'organisation et la tenue de comptabilités ou encore l'analyse par les procédés de la technique comptable de la situation et du fonctionnement des entreprises sous leurs différents aspects économique, juridique et financier.

La distinction entre les réviseurs d'entreprises et les réviseurs d'entreprises agréés permettra aux personnes qui ont la qualification professionnelle de porter le titre, même si elles n'exercent pas ou plus la profession de l'audit ou si elles se limitent à exercer les autres activités non réservées aux professionnels de l'audit.

Le titre de «réviseur d'entreprises» n'est plus lié à l'exercice effectif de la profession de l'audit, mais à la qualification acquise pour pouvoir exercer les missions qui lui sont exclusivement dévolues.

Le titre de «réviseur d'entreprises» et de «réviseur d'entreprises agréé» sera attribué par la CSSF qui peut également décider de retirer ce titre au cas où les conditions prévues par la présente loi pour l'attribution de ces titres ne sont plus remplies.

Il appartient également à la CSSF d'accorder aux réviseurs d'entreprises respectivement aux cabinets de révision l'agrément pour effectuer le contrôle légal des comptes voire exécuter d'autres missions réservées par le projet de loi exclusivement aux réviseurs d'entreprises agréés. La CSSF est, par voie de conséquence, également responsable du retrait de l'agrément.

Afin de s'assurer que la profession de réviseur d'entreprises reste un gage de qualité, le projet de loi soumet les réviseurs d'entreprises et les réviseurs d'entreprises agréés à certaines conditions. Ils sont ainsi tenus de participer à des programmes adéquats de formation continue ou de respecter certains principes de déontologie tenant à l'intégrité, à l'objectivité ou encore à l'indépendance professionnelle.

Introduction d'une désignation spécifique pour les personnes morales

À l'instar de l'approche de la directive 2006/43/CE, le projet de loi sous rubrique introduit une désignation spécifique pour les personnes morales, à savoir celle de «cabinet de révision» et de «cabinet de révision agréé» selon que ces personnes morales sont constituées majoritairement de réviseurs d'entreprises appelés à exercer des activités non spécifiquement réservées aux réviseurs d'entreprises agréés ou qu'elles sont agréées pour le contrôle légal des comptes ou autres activités réservées.

La plupart des cabinets de révision exercent à la fois des activités d'audit, des activités d'expertise comptable et fiscale, des activités réglementées par des textes spécifiques et des missions de conseil en organisation. Le projet de loi permet aux cabinets de révision agréés de maintenir cette structure pluridisciplinaire tout en prévoyant des règles visant à renforcer l'indépendance des réviseurs d'entreprises agréés et éviter ainsi des conflits.

Renforcement des exigences en matière de déontologie et d'indépendance

La directive 84/253/CEE concernait principalement l'agrément des personnes chargées du contrôle légal et ne mentionnait que de manière succincte un certain nombre d'exigences en matière de conscience professionnelle, d'indépendance et de publicité. La directive 2006/43/CE, que le projet de loi sous rubrique entend transposer en droit national, vient renforcer ces exigences. Elle oblige les États membres à mettre en place des structures destinées à encadrer les personnes effectuant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et à poser les critères auxquels ces structures doivent répondre[1], elle prévoit en outre un certain nombre d'exigences concernant la conduite même du contrôle légal des comptes, la coopération entre les États membres ainsi qu'avec les pays tiers et elle fixe enfin des exigences particulières concernant le contrôle légal des comptes d'entités d'intérêt public[2].

Les réviseurs d'entreprises et les cabinets de révision agréés ou non sont tenus au respect de principes déontologiques d'intégrité, d'objectivité, de compétence, de diligence et d'indépendance professionnelle.

Le projet de loi sous rubrique souligne l'importance de l'indépendance de la profession à plusieurs reprises. L'exercice des activités d'un réviseur d'entreprises ou d'un cabinet de révision, qu'il soit ou non agréé, n'est compatible qu'avec des activités de nature à ne pas porter atteinte aux principes de l'indépendance de la profession. Afin de garantir cette indépendance, il est également précisé que lorsqu'un réviseur d'entreprises ou un réviseur d'entreprises agréé accepte un emploi salarié et lorsqu'il souhaite exercer l'une des activités visées à l'article 1er, point 29), il ne saura le faire que dans le cadre d'un cabinet de révision ou d'un cabinet de révision agréé.

Les réviseurs d'entreprises agréés et les cabinets de révision agréés doivent être indépendants de l'entité contrôlée: ils ne peuvent partant pas être associés au processus décisionnel de cette entité, de même qu'ils ne sauraient être liés par une relation financière, d'affaire ou d'emploi ou de toute autre nature, directe ou indirecte, avec l'entité contrôlée. Si l'indépendance est soumise à des risques (par exemple l'autorévision, l'intérêt personnel), le réviseur d'entreprises agréé ou le cabinet de révision agréé doit appliquer des mesures de sauvegarde. Le cas échéant, si les risques encourus sont plus importants que les mesures de sauvegarde, le réviseur d'entreprises agréé ou le cabinet de révision agréé renonce au contrôle légal des comptes.

Si l'entité contrôlée est une entité d'intérêt public, le réviseur d'entreprises ou le cabinet de révision agréé ne saurait procéder à un audit s'il y a autorévision ou intérêt personnel.

L'indépendance des réviseurs d'entreprises agréés qui effectuent le contrôle légal des comptes pour le compte d'un cabinet de révision agréé est préservée en ce sens que ni les actionnaires ou propriétaires du cabinet de révision agréé, ni les membres des organes d'administration, de direction et de surveillance de ce cabinet ou d'une entreprise apparentée n'interviennent dans l'exécution d'un contrôle légal des comptes d'une façon pouvant compromettre l'indépendance et l'objectivité du réviseur d'entreprises agréé.

Secret professionnel

Les réviseurs d'entreprises et les cabinets de révision agréés et non agréés sont tenus au secret professionnel. Ils sont obligés de garder secrets les renseignements confiés à eux dans le cadre de leurs missions. Ce secret n'est pas opposable à la CSSF, à l'IRE et à leurs représentants lorsqu'ils agissent dans le cadre de leurs attributions. Il en est de même pour les réviseurs d'entreprises agréés et les cabinets de révision agréés qui peuvent communiquer des informations à la CSSF et à l'IRE, dès lors qu'ils agissent dans le cadre des pouvoirs qui leur sont confiés, mais aussi à des réviseurs d'entreprises agréés ou cabinets de révision agréés, en cas de remplacement du réviseur d'entreprises ou du cabinet de révision. Le secret professionnel ne fait pas non plus obstacle à un réviseur d'entreprises ou à un cabinet de révision agréé de transmettre des informations au contrôleur du groupe responsable du contrôle légal des comptes consolidés d'un groupe d'entreprises.

La fin de la mission de contrôle ne signifie pas, au contraire, que le réviseur d'entreprises ou le cabinet de révision agréé soit délié de son obligation.

Lorsqu'une mesure de procédure civile ou d'instruction criminelle est effectuée auprès ou à l'encontre d'un réviseur d'entreprises ou d'un cabinet de révision, agréé ou non, il ne peut y être procédé qu'en présence du président de l'IRE ou son représentant ou si ceux-ci ont été dûment appelés.

Obligation de coopération et obligations professionnelles

Les réviseurs d'entreprises et les cabinets de révision, agréés ou non, sont tenus de coopérer de manière aussi complète que possible avec les autorités chargées de l'application de la loi lorsqu'elles s'adressent à eux dans l'exercice de leurs compétences.

Ils sont aussi soumis à certaines obligations professionnelles qui découlent de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme telles que l'obli-

---

[1] Voir points suivants

[2] Idem

gation de vigilance à l'égard de la clientèle ou encore l'obligation d'organisation interne adéquate.

Mise en place d'un système de supervision publique

Parmi les principales innovations du projet de loi sous rubrique, il y a lieu de mentionner la mise en place d'un système de supervision publique. Le projet de loi sous rubrique institue la CSSF comme autorité de supervision publique de la profession de l'audit. Tous les réviseurs d'entreprises et cabinets de révision agréés sont dès à présent soumis à la supervision de la CSSF. Ce faisant, le projet de loi sous rubrique va plus loin que la directive de 2006 qui elle n'exigeait que la supervision des personnes exerçant le contrôle légal des comptes. Or, le contrôle de la CSSF s'étendra à toutes les missions confiées à titre exclusif aux réviseurs d'entreprises agréés.

La CSSF est l'organe qui répond au mieux à l'exigence d'indépendance tant par rapport aux réviseurs d'entreprises que par rapport au système de supervision posé par la directive de 2006.

La CSSF est investie, dans le cadre de la supervision publique, de pouvoirs d'inspection. Les inspections, qui sont régulières, sont un moyen pour s'assurer de la qualité élevée des contrôles légaux. Le champ de ces inspections s'étendra à la vérification du respect des diligences professionnelles en matière de contrôle légal des comptes et de missions réservées exclusivement aux réviseurs d'entreprises et cabinets de révision agréés. La CSSF a également le droit d'effectuer des enquêtes, de prononcer des injonctions ou des rappels à l'ordre ainsi que des sanctions. Le pouvoir d'enquête ne sera toutefois exercé que dans des circonstances exceptionnelles lorsqu'en raison des résultats de l'examen d'assurance qualité ou en réponse à une demande de coopération internationale la CSSF estimera utile de procéder à une vérification plus poussée.

La CSSF est également chargée de la mise en œuvre d'un système d'assurance qualité auquel sont soumises les personnes effectuant les contrôles légaux et soumis à la supervision publique. Dans ce contexte, la CSSF vérifiera que les personnes qui procèdent aux examens d'assurance qualité disposent d'une formation et d'une expérience professionnelle adéquates, entre autres en matière de contrôle légal des comptes et d'information financière. Elle veillera également à ce que les personnes chargées d'une mission d'examen d'assurance qualité spécifique soient sélectionnées de manière objective afin d'éviter un éventuel conflit d'intérêt.

À noter dans ce contexte que les activités compatibles avec la profession de l'audit et qui ne sont pas exclusivement attribuées à la profession par la loi et qui partant ne tombent pas sous le champ d'application du système de l'assurance qualité sont néanmoins soumises à contrôle. Pour ces activités, l'IRE peut procéder à des contrôles et demander des informations dans l'accomplissement de ses missions. L'IRE doit entre autres veiller au respect des normes et devoirs professionnels ou au respect par ses membres de leurs obligations professionnelles découlant de la législation en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Imposition d'obligations supplémentaires en matière de contrôle légal des «entités d'intérêt public»

Comme l'écrivent les auteurs du projet de loi, l'une des innovations majeures issue de la transposition de la directive 2006/43/CE consiste dans l'imposition d'une série d'obligations supplémentaires en matière de contrôle légal des sociétés considérées comme «*entités d'intérêt public*». Il y a lieu d'entendre par «*entité d'intérêt public*» une société significative à raison notamment de la nature de son activité, de sa taille ou du nombre de ses employés.

À noter que les entités d'intérêt public qui n'ont pas émis de valeurs mobilières admises à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article 4, paragraphe (1), point 14) de la directive 2004/39/CE et leurs réviseurs d'entreprises ou cabinets de révision agréés sont exemptés de ces exigences, sauf celle relative à l'établissement d'un rapport de transparence.

Les réviseurs d'entreprises et les cabinets de révision agréés des entités d'intérêt public doivent rendre public, dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice comptable, un rapport de transparence. Le projet de loi prévoit un catalogue d'informations minimales que le rapport doit contenir. Il doit, ainsi, inclure entre autres une description de leur structure juridique et de capital, éventuellement une description du réseau auquel appartient le cabinet de révision ainsi que des dispositions juridiques et structurelles qui organisent ce réseau, une description du système interne de contrôle qualité ou encore des informations financières montrant l'importance du cabinet de révision agréé tel que le chiffre d'affaires total.

Chaque entité d'intérêt public doit être dotée d'un comité d'audit chargé notamment du suivi du processus d'élaboration de l'information financière, du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne voire de gestion des risques de la société ou encore du suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés.

Au moins un membre du comité d'audit doit être indépendant et avoir des compétences en matière de comptabilité et/ou d'audit.

Dans la mesure où l'obligation d'établir un comité d'audit peut constituer pour certaines entités d'intérêt public une exigence disproportionnée par rapport à leurs structures de fonctionnement se traduisant par des coûts indus influençant la rentabilité de manière négative, des exceptions sont prévues. Ainsi, dans les PME les fonctions attribuées au comité d'audit peuvent être exercées par l'organe de gestion ou de surveillance dans son ensemble à condition au moins que, lorsque le président de cet organe est un membre exécutif, il ne soit pas le président du comité d'audit. Il est encore prévu que les entités qui disposent d'un organe remplissant des fonctions équivalentes pourront, sous certaines conditions à fixer par la CSSF, déroger à certaines exigences. Les entreprises filiales, les OPC et assimilés, les entités d'intérêt public dont la seule activité consiste à émettre des titres reposant sur des actifs au sens de l'article 2, paragraphe (5) du règlement CE N°809/2004 sont exemptés de l'obligation de disposer d'un comité d'audit.

Les réviseurs d'entreprises et cabinets de révision agréés d'entités d'intérêt public doivent, afin de préserver leur indépendance, examiner entre autres tous les ans avec le comité d'audit les risques pesant sur leur indépendance et les mesures de sauvegarde prises pour atténuer ces risques. Le projet de loi prévoit encore à cette fin, que l'associé principal chargé d'effectuer un contrôle légal des comptes est remplacé dans sa mission au plus tard sept ans à partir de sa nomination et n'est autorisé à participer à nouveau au contrôle de l'entité contrôlée qu'à l'issue d'une période d'au moins deux ans.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.04.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

02.12.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

18.03.2009 Désignation d'un rapporteur
16.09.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
23.09.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
07.10.2009
14.10.2009
21.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.12.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2009

www.chd.lu

Droit de mutation

5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant

- la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession

- la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

Le projet de loi sous avis tend à abolir les cas de traitement inégal en matière de droits de succession et de mutation par décès suivant les cas où le défunt („de cujus") avait ou non son dernier domicile sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. L'objectif est de rendre la législation nationale sur le droit de succession conforme aux principes communautaires de liberté d'établissement, de libre circulation des personnes et de libre circulation des capitaux.

La législation actuellement en vigueur prévoit une imposition différente pour certains ayants droit dépendant du lieu de résidence du défunt ou de la défunte. Si le défunt avait son dernier domicile au Luxembourg, sa succession est soumise aux droits de succession. Si le défunt n'avait pas son dernier domicile au Luxembourg, sa succession est soumise aux droits de mutation par décès.

Actuellement, la succession légale d'une personne dont le dernier domicile n'était pas situé sur le territoire luxembourgeois est imposée exclusivement sur l'actif immobilier brut situé sur le territoire luxembourgeois, à raison d'un taux de base de 2% en ligne directe et de 5% entre époux et entre partenaires ayant des enfants ou descendants communs. Ce taux de base est majoré d'un facteur multiplicateur qui augmente en fonction de la valeur de l'immeuble transmis par succession. Si le dernier domicile était au Grand-Duché, il y a exemption du droit de successions. Selon la jurisprudence la notion de domicile est à considérer au sens de la loi fiscale comme lieu où l'on a établi son habitation réelle, effective, continue.

Sans vouloir toucher aux distinctions fondamentales entre le droit de succession et le droit de mutation, le projet sous avis tend à abolir cette différenciation de régime et étend donc le cercle des bénéficiaires des exemptions aux situations visées, sans distinguer selon que le défunt ou de cujus avait son dernier domicile au Luxembourg ou non.

Le projet de loi vise plus précisément à mettre sur un pied d'égalité les ayants droit en ligne directe, les époux ayant des enfants ou des descendants communs et les partenaires liés depuis au moins trois ans par une déclaration de partenariat inscrite conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ayant des enfants ou descendants communs.

En outre, le projet de loi a pour objet d'étendre l'abattement de 38.000 euros prévu en matière de droits de succession en faveur des époux et des personnes unies par un partenariat au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004, qui n'ont pas d'enfants ou de descendants communs, également aux droits de mutation par décès, le taux d'imposition de base étant de 5% dans les deux cas.

Par une lettre adressée le 16 octobre 2008 au Gouvernement luxembourgeois, la Commission européenne a conclu que la législation établissant les droits de mutation en cas de décès d'une personne non domiciliée au Grand-Duché de Luxembourg est incompatible avec les obligations incombant au Luxembourg en vertu des dispositions du traité CE concernant la libre circulation des personnes et des capitaux.

Ces conclusions ont été confirmées par un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 11 septembre 2008.

La Commission européenne a notamment identifié quatre points où l'absence de domicile au Luxembourg au jour du décès donne lieu à une imposition par voie de droits de mutation par décès plus lourde par rapport à la situation d'un défunt domicilié au Luxembourg au jour de son décès:

1. les droits de mutation par décès sont assis sur la valeur brute des immeubles sans distraction possible de dettes à charge de la succession;

2. la franchise de 1.250 euros n'est pas applicable en cas de droits de mutation par décès;

3. l'abattement entre époux de l'ordre de 38.000 euros ne s'applique pas en cas de droits de mutation par décès;

4. certaines exemptions sont exclues pour les droits de mutation par décès.

À la suite de la lettre précitée du 16 octobre 2008, le Gouvernement a décidé d'intégrer les résultats de l'analyse de la Commission et de l'arrêt précité en amendant le projet de loi susvisé.

Les amendements portent sur deux points:

- l'extension de la franchise de 1.250 euros aux droits de mutation par décès;

- la définition du passif susceptible d'être déduit de la valeur des immeubles sis au Luxembourg en cas de droits de mutation par décès: l'imposition se fait ainsi sur base d'une assiette définie en tant que valeur nette à la fois en cas de droits de succession et en cas de droits de mutation par décès.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 07.11.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

31.07.2009 Désignation d'un rapporteur

01.12.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°256, page 5442

Personnel des P.&T.

5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Le projet de loi sous objet modifie la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications (EPT). Ces modifications s'imposent suite à l'introduction d'un statut unique, entré en vigueur le 1er janvier 2009.

À part des adaptations purement terminologiques induites par la suppression de la distinction entre «ouvriers» et «employés privés», le projet de loi prévoit deux changements majeurs au niveau de la:

1. représentation du personnel au sein du Conseil d'administration

La fusion des deux statuts permet de conférer aux anciens employés privés le droit de participer activement et passivement aux élections des représentants du personnel de l'entreprise au Conseil d'administration de cette dernière, droit qu'ils n'avaient pas, puisqu'au moment du vote de la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications cette catégorie n'existait pas encore au sein de l'entreprise.

Le Conseil d'administration se compose actuellement de douze membres, dont quatre représentants du personnel. Le nombre des représentants du personnel au Conseil d'administration sera augmenté de deux unités, soit une unité pour les agents tombant sous le statut de la Fonction publique et une unité pour les salariés. Pour maintenir l'équilibre actuel au niveau de la représentation, il est proposé d'augmenter également le nombre des représentants de l'État de deux unités.

2. gestion des salariés

Suite à l'introduction du statut unique, le contrat collectif des ouvriers de l'État ne peut plus servir de base pour définir le régime de travail du personnel de droit privé de l'EPT. Les références au contrat collectif des ouvriers de l'État sont à remplacer.

Une disposition transitoire prévoit que les dispositions du contrat collectif des ouvriers de l'État et des avenants s'y rapportant en vigueur le 1er janvier 2009, ainsi que les contrats de travail individuels, continueront à s'appliquer jusqu'à la mise en vigueur d'une convention collective pour les agents salariés de l'EPT.

Par ailleurs, la libéralisation totale des marchés postaux de l'Union européenne, pour le 1er janvier 2013 au plus tard, exige de l'EPT de s'adapter à un environnement concurrentiel et libéralisé. Ce nouveau contexte a également des conséquences au niveau de la gestion du personnel de l'EPT, où un besoin accru de flexibilité, comparable à celle de ses concurrents, se manifeste.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 03.02.2009

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

01.12.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi, des avis des chambres professionnelles et de l'avis du Conseil d'État

09.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°249, page 4398

Inventions biologiques

6013 - Projet de loi

1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980 ainsi que son règlement d'exécution, adopté le 28 avril 1977 et modifié le 20 janvier 1981 et le 1er octobre 2002

2) modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Le traité à approuver vise à simplifier les formalités administratives en rapport avec certains dépôts de brevets d'invention dans le domaine biologique.

Le Traité de Budapest fait partie de la liste des traités internationaux en matière de propriété intellectuelle auxquels les États membres de l'Union européenne se sont engagés à adhérer. Parmi les 33 États membres de l'Organisation européenne des brevets, seuls le Luxembourg, Chypre et Malte n'ont pas encore ratifié le Traité de Budapest.

Le Luxembourg a signé le Traité de Budapest le 8 décembre 1980. L'obligation toutefois de déposer un échantillon de micro-organismes pour le dépôt d'une demande de brevet pour une invention impliquant une matière biologique n'a seulement été introduite dans la législation luxembourgeoise par la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, entrée en vigueur le 1er janvier 1998.

Pour qu'une invention soit protégée par un brevet, elle doit être divulguée au public de sorte qu'un expert puisse reproduire l'invention à partir de la description que comporte la demande de brevet. La spécificité de la divulgation des inventions impliquant l'utilisation de micro-organismes se caractérise par le fait qu'elle n'est guère réalisable à partir de la seule description écrite et de dessins. Souvent, le micro-organisme lui-même doit être considéré comme partie essentielle d'une divulgation de l'invention.

Par conséquent, dans les années 1960, les offices de brevets nationaux ont rendu obligatoire ou ont recommandé que la description écrite de l'invention dans le domaine de la microbiologie soit complétée par un dépôt du micro-organisme auprès d'un institut gérant ces collections.

Or, à défaut d'un système uniforme de dépôt et de reconnaissance d'un tel dépôt, beaucoup de titulaires de brevets se voyaient obligés de déposer le même micro-organisme dans plusieurs collections dans des États différents, pour s'assurer contre la possibilité d'annulation de leur brevet pour cause de divulgation insuffisante de l'invention. C'est dans ce contexte que le Traité de Budapest a été élaboré. Ce traité a instauré un système international uniforme de dépôt de micro-organismes.

L'adhésion aura comme effet que, si un dépôt de brevet impliquant une matière biologique aura lieu au Luxembourg, le déposant pourra utiliser les mécanismes de reconnaissance internationale du dépôt de micro-organismes prévus par le traité, au lieu de faire un dépôt auprès d'un institut indiqué à cet effet par l'administration luxembourgeoise.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.03.2009

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

01.12.2009 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°264, page 5500

INAP

6031 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Le projet sous avis a principalement pour objet d'ouvrir la fonction publique aux ressortissants communautaires, tout en réservant l'accès aux postes comportant une participation à l'exercice de la puissance publique aux ressortissants luxembourgeois. Le projet fait suite à un avis motivé de la Commission européenne du 27 juin 2007 estimant que la législation luxembourgeoise en matière d'accès à la fonction publique n'est pas conforme au droit communautaire.

Le projet de loi modifie ainsi plusieurs textes de lois relatifs au personnel de l'État et des communes, à savoir la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État et, sur proposition du Conseil d'État, la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Soulignant l'importance de la connaissance des trois langues administratives, les auteurs du projet de loi ont inséré dans le texte plusieurs modifications à apporter à la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique. L'INAP se voit confier une mission de formation et de contrôle plus efficiente pour le contrôle des connaissances des trois langues administratives.

Le projet de loi sous rubrique comporte donc deux volets, à savoir l'ouverture de la fonction publique aux ressortissants communautaires et une modification de la connaissance des trois langues administratives pour l'accès à la fonction publique.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 22.04.2009

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative (Président: M. Norbert Haupert):

19.10.2009 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

28.10.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

11.11.2009 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen et adoption de propositions d'amendements

19.11.2009 Examen et adoption de propositions d'amendements

07.12.2009 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°248, page 4394

Bac international

6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier le troisième alinéa de l'article 3 de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international.

L'article unique dispose que les élèves des classes internationales admissibles à l'examen du Baccalauréat international ne doivent plus avoir suivi un cycle d'études de quatre années dans une troisième langue autre que la langue française ou la langue anglaise, mais qu'ils doivent désormais avoir atteint le niveau A2 du Cadre commun de référence pour les langues établi par le Conseil de l'Europe. Il s'agit du niveau de connaissances inscrit au socle de compétences que tous les élèves à l'école fondamentale luxembourgeoise doivent avoir atteint avant d'accéder à l'enseignement postprimaire.

Cette modification s'explique essentiellement par des expériences peu convaincantes résultant de la disposition initiale qui a exigé un cycle d'études de quatre années.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.08.2009

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

03.12.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: N 265, page 5520

Station d'épuration Moselle

6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure

Le projet de loi autorise l'État à participer au financement de la station d'épuration pour la Moselle inférieure, cette station permettant le traitement des eaux résiduaires des communes luxembourgeoises de Stadtbredimus, Wormeldange, Lenningen, Grevenmacher et Mertert.

Dans une optique de rationalisation des investissements publics, le projet prévoit également la construction des infrastructures d'assainissement du Port de Mertert et le raccordement de ces infrastructures à la station d'épuration intercommunale, ainsi que le raccordement de l'aire d'autoroute de Wasserbillig à la station d'épuration de Grevenmacher.

La construction de la nouvelle station d'épuration est nécessaire pour répondre aux exigences de la réglementation européenne qui impose aux agglomérations supérieures à 2.000 équivalents-habitants au moins un traitement biologique des eaux usées. Actuellement, les eaux résiduaires des agglomérations sont collectées par un réseau d'égouttage plus ou moins complet et éconduites sans traitement communal préalable directement dans la Moselle.

Les investissements prévus s'inscrivent dans la ligne droite d'un autre projet qui a fait l'objet de la loi du 16 juin 2009 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 03.08.2009

Rapporteur: M. Raymond Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

29.10.2009 Désignation d'un rapporteur

19.11.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

15.12.2009 Adoption d'un rapport adapté

Vote en séance publique: 16.12.2009

Loi du 18 décembre 2009

Mémorial A: 2009, N°256, page 5443

www.chd.lu

Accord de réadmission

6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009

Le projet de loi porte approbation de l'accord de réadmission de personnes en séjour irrégulier entre les États du Benelux et l'Arménie ainsi que du Protocole d'application de l'accord.

Les accords de réadmission admettent comme principe général que chaque partie réadmet sur son territoire ses ressortissants qui se trouvent en séjour irrégulier sur le territoire d'une autre partie contractante.

À l'instar d'autres accords de réadmission, l'accord entre les pays du Benelux et l'Arménie définit les conditions et les modalités pratiques de la procédure de réadmission, dont les données à inclure dans la demande de réadmission, les délais, la forclusion de l'obligation de réadmission, la répartition des frais de transport ou encore les règles sur le transit des personnes à destination de leur pays d'origine.

Le but est de faciliter dans la mesure du possible l'émission de documents de voyage en vue du retour d'une personne en séjour irrégulier dans son pays d'origine.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 28.10.2009

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

30.11.2009 Désignation d'un rapporteur

07.12.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2009

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

SÉANCE 13

MERCREDI,
9 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel
- *M. Xavier Bettel*

3. Communications (suite)
- *M. le Président*

4. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)
- *Discussion générale (suite): M. Michel Wolter, M. Xavier Bettel (M. Marc Angel intervient) M. Alex Bodry, M. Roger Negri*

5. Dépôt d'une proposition de loi
- *M. Roger Negri*

6. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

7. 5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005
5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006
5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007
6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008
- *Rapports de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: M. Félix Braz*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Anne Brasseur, M. Claude Haagen, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions: M. Gast Gibéryen*
- *Vote sur les motions 1 et 2 (rejetées)*

9. Motion de M. Xavier Bettel relative à la création du groupe de travail interinstitutionnel prévu par le programme gouvernemental pour discuter de l'implication, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'État
- *Exposé: M. Xavier Bettel*
- *Discussion générale: M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, M. André Hoffmann, M. Jean-Louis Schiltz (à qui M. Xavier Bettel répond)*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung, déi net hei ass, eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

(Hilarité et brouhaha)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Par lettre du 27 novembre 2009, le Premier Ministre a informé le Président de la Chambre qu'à la suite du départ du conseiller d'État Alain Meyer, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 11 janvier 2010, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1. être de nationalité luxembourgeoise;

2. jouir des droits civils et politiques;

3. résider au Grand-Duché;

4. être âgé de trente ans accomplis.

Den Här Bettel freet dozou d'Wuert.

2. Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, an deem Kontext wollt ech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei - de Fraktiounschef vun deene Gréngen huet dës Motioun och ënnerschriwwen - der Chamber eng Motioun presentéieren, wou mer och feststellen, dass tatsächlech e Poste fräi gëtt, a wou mer se invitéieren, am beschten Délai de Groupe de travail interinstitutionnel, esou wéi en och am Accord du Gouvernement dran ass, direkt ze féieren. Et kënnt nach zu Renouvellementer vun anere Posten, an et soll een net waarde bis 2011, 2012 oder 2013, fir esou eng Diskussioun ze hunn.

Dowéinst froe mer, fir dass dat ganz séier gemaach gëtt. Hei ass den Dépôt vun der Motioun. Et sinn am Moment zwou Ënnerschrëften drop. Ech ka mer virstellen, dass awer de Gros vun der Chamber domadder averstanen ass. Mä et ass just, dass mer eis fixéieren, dass mer net nach bis 2014 waarden, fir d'Diskussioun ze féieren.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il s'agit de pourvoir à brève échéance à la vacance d'un siège au Conseil d'État;

- estimant que la composition du Conseil d'État devrait refléter à peu près celle de la Chambre des Députés;

- constatant que tel n'est pas forcément le cas, compte tenu du fait que les nominations se font pour une durée de 15 ans et que durant cette période le paysage politique est susceptible de se voir remodelé;

- considérant les discussions au cours de la législature précédente au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur le projet de loi N°5458 portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État;

- estimant que le Conseil d'État devrait exercer ses prérogatives en matière législative et réglementaire dans les meilleures conditions possibles et ce face à l'augmentation et la complexité croissante des projets de textes normatifs dont il est saisi;

- considérant qu'une réforme en profondeur du Conseil d'État s'avère indispensable;

- estimant qu'il y a lieu d'approfondir les discussions sur la procédure de nomination des conseillers d'État;

- estimant qu'il faudrait se pencher sur la question du champ d'application des oppositions formelles;

- considérant que la Haute Corporation estime qu'il y a lieu de se pencher sur la question d'un renforcement au niveau de son organisation administrative et structurelle;

- considérant le programme gouvernemental 2009 qui prévoit qu'un groupe de travail interinstitutionnel à haut niveau entre le Gouvernement, la Chambre et le Conseil d'État sera constitué afin de renforcer le dialogue entre les institutions sur certains aspects de la procédure législative (notamment la communication des textes, les délais, les oppositions formelles);

invite le Gouvernement à

- constituer dans les meilleurs délais le groupe de travail interinstitutionnel à haut niveau prévu par le programme gouvernemental 2009;

- s'engager à ce que la nomination et la composition du Conseil d'État fassent l'objet d'une discussion approfondie et soient traitées prioritairement;

- étendre la discussion à l'implication, au rôle et aux pouvoirs dévolus au Conseil d'État.

(s.) Xavier Bettel, Claude Adam, François Bausch, Fernand Etgen, Gast Gibéryen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Ech géif proposéieren, mir géife méi spéit zu der Motioun kommen an da gegebenenfalls och e Vote doriwwer huelen.

3. Communications (suite)

3) Du 1er au 3 décembre 2009 s'est tenue à Paris la 57e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Y ont participé cinq membres de la délégation luxembourgeoise à savoir, le Président de la délégation, M. Norbert Haupert, Mme Lydie Err, Vice-présidente, et Mme Anne Brasseur, Membre effectif, et MM. Fernand Boden et Jean Spautz, Membres suppléants. M. Jean Huss s'est excusé.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, les sujets suivants:

- Vers une nouvelle architecture de sécurité pour l'Europe?

- Réponse au rapport annuel du Conseil

- Modèles et structures de coopération interparlementaire

- La sécurité européenne et le Moyen-Orient

- La surveillance maritime européenne

- La guerre en Afghanistan: les implications régionales

- L'Union européenne et les missions de maintien de la paix des Nations unies - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Les développements en cours en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires

- Renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Informations fournies par les Conseils de l'UE et de l'UEO sur la politique européenne de sécurité et de défense

- Sécurité de l'Europe et élargissement: l'évolution de l'opinion publique.

L'Assemblée a adopté une résolution et neuf recommandations en rapport avec les susdits points à l'ordre du jour.

Cinq orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session notamment,

- M. Håkan Jevrell, Secrétaire d'État à la défense, représentant la Présidence suédoise de l'UE,

- M. Theodoros Pangalos, Vice-Premier Ministre de la République hellénique, représentant la Présidence grecque de l'UEO,

- S.E.M. Vladimir Chizhov, Ambassadeur de la Fédération de Russie auprès de l'Union européenne,

- S.E.M. Carlos Fernández Arias Minuesa, Représentant permanent de l'Espagne au Conseil de l'UEO/Comité politique et de sécurité de l'UE, représentant M. Miguel Ángel Moratinos, Ministre des Affaires étrangères, représentant la Présidence entrante espagnole de l'UE/UEO et

- M. Göran Lennmarker, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement suédois et de la Conférence des Présidents des commissions des Affaires étrangères (Présidence suédoise de l'UE).

La 58e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale se tiendra à Paris du 15 au 17 juin 2010.

D'Chamber fiert de Moie weider mat de Budgetsdebatten. Et sinn elo nach ageschriwwen: déi Häre Michel Wolter, Xavier Bettel, Alex Bodry a Roger Negri. Als éischte Riedner huet haut de Moien d'Wuert: den Här Michel Wolter.

4. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech wëllen an d'Rei vun deenen uschléissen, déi eisem Rapporteur, dem Här Thiel, wëlle félicitéiere fir déi exzellent Qualitéit vu senger Aarbecht, déi hie gemaach huet an der Finanzkommissioun, där hire President ech jo entre-temps sinn. Do hu mer an deene leschte Wochen a Méint, mengen ech, eng ganz interessant an eng ganz gutt Aarbecht am Virfeld vun den Diskussioune vum Budget gemaach. Déi Diskussiounen an de Kommissioune kommen net gradesou eraus, mä mir alleguerten an der Kommissioun waren der Meenung, dass de Rapport, deen den Här Thiel presentéiert huet, e Rapport ass, deen derwäert ass, gelies ze ginn, well en eng Rei vun Analyse mécht, déi och fir Leit, déi och an der Politik net esou bewandert sinn, op eng lieserlech Aart a Weis novollzéibar sinn.

Et ass en Dokument, wat d'Genèse vun engem Problem eriwwerbréngt, dee fir Lëtzebuerg eng dach speziell Situatioun mat sech bruecht huet. Lassgetréppelt duerch eng Finanzkris an Amerika, där hir Ursaache wäit vun eisem Land ewech ze siche sinn, huet sech relativ séier eng

international Kris doraus erginn, déi sech net op de Finanzsecteur limitéiert huet an déi schlussendlech an enger Budgetskris zu Lëtzebuerg gelant ass. Fir eisen Deel a fir de Moment sinn dat déi gréissten Auswierkungen.

Mir sinn, mengen ech, an enger totaler Diskrepanz, wann een d'öffentlech Meenung dobaussen, déi gefillte Meenung bei de Leit analyséiert, an d'Realitéit vun deem, an deem mer dra sinn, an ech hunn och d'Gefill gehat, wann ee gëschter d'Debatten hei suivéiert huet, dass dat vun alle Säiten och esou gesi gëtt.

Déi gefillte Meenung bei ville Leit, net bei allen - et kann ee jo ni generaliséieren op honnert Prozent -, mä déi gefillte Meenung bei ville Leit ass déi, dass déi Kris am Fong e bësse laanscht eis gaangen ass, dass mer awer net esou touchéiert gi sinn dovun, dass certes de Chômage an d'Luucht gaangen ass, dass méi Leit an der Aarbechtslosegkeet sinn, mä dans la mesure, wou dat haaptsächlech an der Industrie de Fall ass, wou déi gréisste Schwieregkeete sinn, an an deene Secteuren, déi betraff sinn, haaptsächlech Frontaliere schaffen, ass an der gefillter Lëtzebuerger Meenung déi Kris nach net esou ukomm - ech soen ëmmer, mat Ausnahmen -, wéi dat vläicht am Ausland de Fall ass.

Et ass eng antizyklesch Politik gemaach. Ech kommen direkt herno nach eng Kéier dorobber zréck. Et ass also Geld do, d'Moyenë stinn zur Verfügung, souwuel fir Investissementer ze maache wéi och fir déi normal Aktivitéiten ze finanzéieren. D'Geschäfter lafen. Wann Der a Geschäfter eragitt, da gesitt Der, dass dee Business nach ganz gutt funktionéiert. Also ass déi gefillte Meenung e bëssen déi, huet een d'Gefill, wéi wann et déi Kris wuel ginn ass, et huet ee se gesinn, mä et huet ee se hei zu Lëtzebuerg net esou gespuert.

D'Realitéit ass an eisen Aen awer e bëssen eng aner, well mir eng Rei vu Problemer an deene leschten zwielef Méint hu missen entdecken, déi riskéieren, souwuel konjunkturell wéi och strukturell Konsequenzen op de Fonctionnement vun eisem Land ze hunn.

Eng vun de Konsequenzen, iwwert déi ganz wéineg gëschter geschwat ginn ass, dat ass de Problem, dee mer gesinn an der Industrie. Ech ginn d'Impressioun net lass, wéi wann déi Kris, déi hei amgaangen ass, wesentlech méi schwéier an och méi definitiv Aschnëtt an d'Industrie, an den Industriesecteur, an eis Industrieaktivitéit hei zu Lëtzebuerg wäert kréien, wéi mer dat haut wouerhunn.

Mir hunn, an dat wësse mer nach net esou richteg, dat huet een och gëschter gespuert an den Diskussiounen, entweder e konjunkturellen oder e strukturelle Problem op eiser Finanzplaz. Mir sinn eis nach net esou eens driwwer, ob et konjunkturell, ob et strukturell oder ob et eng Kombinatioun vun deenen zwee Effekter gëtt, well ee gesäit, dass aus där Kris eraus jo och an der Sich no potenzielle Schëllege mam Fanger op Leit, op Plaze gewise gëtt, an dass probéiert gëtt vu gewëssener Säit, fir eng Rei vu Rieder aneschters ze dréinen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Mir hu virun allem, an dat ass gëschter hei erauskomm, awer ganz däitlech e strukturelle Problem an eisem Budget, well mer eis Dépensësäit net méi gedeckt kréie wéi an der Vergaangenheet duerch Recetten, a well doduerjer entstanen ass eng ganz Reflexioun ronderëm déi dote Fro.

De Risiko, deen d'Politik a sech dréit, an dat hu mer an der Finanzkommissioun des Längeren an des Breeden diskutéiert, dat ass dann, wann d'Weltwirtschaftssitiuatioun sech géif verbesseren, liicht verbesseren, mir hu jo elo matkritt, dass dat an deene leschte Woche geschitt ass, haaptsächlech duerch Influenzen, déi aus China eriwwerkommen, dat d'Stëmmung weider nach géif verschäerfen an eng Richtung, fir ze soen: „Majo, en fin de compte ass déi Saach jo gutt laanschtgaangen. Et ass eis net richteg eppes passéiert." Wann ech de Vécu luxembourgeois awer kucken, wann ech déi Saache kucken, iwwert déi mer diskutéieren, den Déséquiliber, dee strukturellen Déséquiliber, dee mer tëschent de Recetten an den Dépensen hunn, dann ass dat e ganz anert Bild.

Duerfir hu mer an der Finanzkommissioun och esou dorop insistéiert, a mir wäerten och an deenen nächste Woche weider dorobber insistéieren, dass mer e System kréien, e Kontrollsystem an en Informatiounssystem, deen effikass ass, deen transparent ass, fir dass mer de Suivi vun den öffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg besser kënne maachen an och méi vulgariséieren, dass mer e méi enger grousser Unzuel vu Leit zougänglech maachen, dass mer all deenen, déi d'Lëtzebuerger Politik an hir Finanze suivéieren, eng Méiglechkeet ginn, fir op eng neutral, eng transparent Aart a Weis sech selwer e Bild kënnen ze maachen iwwert d'Situatioun vun de Statsfinanzen an hir Evolutioun, déi se huet.

Mir hunn domadder ugefaangen an der Finanzkommissioun doduerch, dass mer mat der Comexbu zesummen all Mount beim Minister beieneekommen, fir iwwert déi leschten Donnéeën informéiert ze ginn. Ech mengen - an ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck -, dass en vue och vun der Tripartite, déi soll kommen, a wann déi Tripartite e Succès soll ginn, et extrem wichteg wäert sinn, dass déi Chifferen, déi op den Dësch kommen, Chiffere sinn, déi vun alle Säite kënnen akzeptéiert ginn, déi net kënne falsch gemaach ginn, déi net kënne contestéiert ginn, well, wann een an dëser Situatioun, an där mer sinn, net vun enger gemeinsamer Basis ausgeet, wann een net vu gemeinsame Chifferen ausgeet, da gëtt et och relativ schwéier, fir eng Diskussioun ze féieren, déi objektiv ass.

Wat ass geschitt? Et ass jo vill doriwwer diskutéiert ginn, wat geschitt ass an deene leschten zwee Joer. Ma, geschitt ass, dass mer tëschent 2008 an 2010 mat dem Budget, dee mer elo sur place hunn, en Déséquiliber an eisem Budget wäerte kréien, dee ronn 20 bis 22% ausmécht, wat en enorme Chiffer ass. An zwar an enger Rapiditéit, wéi mer se am Fong net viraus konnte gesinn. Wann ech d'Basis huelen, 2008, an ech soen: „Meng Recetten 2008 waren 100 a meng Dépensen 2008 waren och 100", wann ech also alles op deeselwechten Niveau setzen, da sinn ech am Joer 2009 an enger Situatioun, dass meng Recetten nach 95 sinn a meng Dépensen 109. Dat heescht, ech maachen am Joer 2009 en „gap" tëschent Einnahmen an Ausgabe vu ronn 14%. A mam Budget vum Joer 2010 ginn d'Recetten nach eng Kéier vu Basis 100 op 94 erof. A meng Dépensë gi vu Basis 100 op 115 erop.

Dat ass de Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn, de Problem, dass mer erstmoleg an der rezenter Geschicht vun eisem Land net nëmmen ee Joer oder zwee Joer an enger Situatioun sinn, dass mer net manner méi kréien, mä dass mer an der Situatioun sinn, dass mer reell manner Einnahme kréie wéi déi Jore virdrun, während op där anerer Säit eis Ausgabe weider lafen, weider funktionéieren, opgrond vun engem Modell, deen opgebaut ginn ass, deen op e gewëssent Wirtschaftswuesstum opgebaut ass, dee mat enger Rei vun Automatismen an eisem Budget versinn ass, déi et mat sech bréngen, dass ouni legislativ Ännerung de Budget op eng gewëssen Aart a Wéi schonn evoluéiert.

Mä, an dat gëtt d'Erausfuerderung vun deenen nächste Méint a Joren, dat ass, fir ze kucken, wéi een deen „gap" do, wéi een deen nees zoukritt. An dat ass eben net esou, wéi wann een ee Joer kuerzfristeg e puer Sue manner kritt, mä mer sinn um Enn vum Joer 2010, wann net iergendeppes geschitt op der Recettësäit, wat mer awer alleguerten net gesinn, an der Situatioun, dass mer en Différentiel hunn tëschent eisen Einnahmen an eisen Ausgabe vu ronn 20%.

D'Konscht vun der Politik vun deenen nächste Jore wäert doranner bestoen, an och d'Konscht vun der Ausenanersetzung heibannen an dobausse wäert doranner bestoen, fir ze kucken: Wéi bréngen mer et fäerdeg, fir déi doten Differenz nees op null ze kréien? Dat muss d'Objektiv vun der Politik hei zu Lëtzebuerg sinn, fir se nees op null ze kréien.

D'Fro, déi gëschter hei behandelt ginn ass vun enger Rei vu Spriecher, ass déi: Wat hu mer da falsch gemaach? Hu mer eppes falsch gemaach an der Vergaangenheet? Hu mer eis falsch beholl? Hätte mer aner Weiche misse stellen?

Op zwee Niveaue wéilt ech dat emol beliichten. Dat Éischt ass d'Period 1998 bis 2007. Wa mer déi lescht zéng Joer kucken, ier d'Kris komm ass, hu mer zu Lëtzebuerg 7% méi Einnahme gehat pro Joer an der Moyenne, a 5% méi Dépensen an der Moyenne pro Joer. Mir haten also e System, deen iwwert d'Längt, iwwer eng Period vun zéng Joer all Joer 2% PIB-Iwwerschoss generéiert huet. Déi 2% Iwwerschoss sinn dann affectéiert ginn an d'Investitiounsfongen, haaptsächlech fir eist Land ze moderniséieren, respektiv och eis Sozialpolitik. Eis Sozialpolitik, well ech mech kann erënneren an deene leschte Joren, dass mer öfters hei de Finanzminister, deen deemools just Budgetsminister war, hu misse verteidege géint aner Leit, déi gesot hunn: „Ma dee sëtzt op senge Suen, dee gëtt seng Suen net aus. Firwat muss dann alles an déi Fongen do goen? Wär et net besser, mer géifen nach e bësse méi verdeelen?"

Wa mer an der Situatioun sinn, an där mer haut sinn, an dat ass awer dat normaalt Spill vun der Demokratie, dann huet et och eppes domadder ze dinn, dass, wann ee vill Einnahme generéiert, ee vill Goûten, vill Demandë kritt. An ee Beispill ass jo och gesot gi gëschter hei an der Diskussioun, dat ass de Rentendësch vun 2000/2001, un deem alleguerten d'Parteien derbäi waren, an och, wann déi eng vläicht méi haart, déi aner vläicht e bësse méi lues emol eng Kéier e Bémol agesat hunn - perséinlech gehéieren ech jo éischter zu deenen, déi emol heiansdo e Bémol gesat hunn an der Vergaangenheet -, esou ware mer awer alleguerten derbäi, wann et dorëm gaangen ass, déi Suen, déi mer erwirtschaft hunn, méi oder manner gerecht, awer méiglechst gerecht, tëschent eis alleguerten ze verdeelen.

Wann ech dann d'Pressekonferenz vun der Demokratescher Partei vun e Méindeg kucken, ass dat och eng ganz interessant Saach ze gesinn, dass op de Pressekonferenzen een Dag virum Débat parlementaire den Toun eng Nuance méi héich ass, a wann dann de Spriecher vun der Demokratescher Partei, wat de Parteipresident war, deen déi Ried da scho méindes gehalen huet virun der Press, déi en dann dënschdes hei an der Chamber hält, dann ass se eng Nuance méi gemittlech.

Well e Méindeg den Owend huet een do kënne matkréien, wat dann an deene leschten 20 Jore geschitt wier a wat fir eng katastrophal Politik en fin de compte do gemaach gi wier, mä ech géif soen deenen Dammen an Häre vun der Demokratescher Partei: Dir waart déi lescht 20 Joer ëmmer derbäi, op allen Niveauen, ob et um Niveau vun der Regierung war, ob et um Niveau vun de Gemenge war, ob et um Niveau… Jo, ëmmer derbäi,…

(Interruption)

…mä awer och ëmmer derbäi an der Revendicatioun, fir néi Saachen ze maachen.

(Interruption)

Just, Här Bettel, wann een 20 Joer laang derbäi war, wann Dépensë generéiert gi sinn, da kann een net op eemol kommen a maachen, wéi wann een déi leschten 20 Joer vun der Politik net derbäi gewiescht wier.

(Interruptions)

Da muss ee seng Responsabilitéit mat huelen. An ech soe ganz kloer fir eis Partei, dass mir eis Responsabilitéit mat huelen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéini hate mer de Finanzminister?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir huelen eis Responsabilitéit mat.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech ka mech net dorun erënneren, Här Wolter.

(Interruptions)

Scho ganz laang hier.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, dat ass, Här Bettel, well Dir eng ganz komesch Opfaassung hutt vun der Politik. Dir haalt net vill vun der Notioun vun enger Koalitioun, wou een zesumme Saache mécht, och wann een de Regierungsmember an engem gewëssenen Departement net huet.

Op jidde Fall brauche mir eis vun eiser Säit net ze schumme fir dat, wat mer déi lescht 20 Joer zu Lëtzebuerg gemaach hunn, fir déi Politik, déi mer gemaach hunn. Ech mengen, dass mer déi richteg Weichen an deem Land hei gestallt hunn, dass mer Investitiounspolitik gemaach hunn, dass mer Politik gemaach hu fir d'Nohaltegkeet vun eisem Land, fir dat ze développéieren, an dass mer och Sozialpolitik gemaach hunn do, wou mer et konnten. Heiansdo och do, wou mer higedriwwen oder higedréckt gi sinn, hu mer déi Politik gemaach.

Allerdéngs musse mer wëssen, dass mer déi Politik gemaach hunn opgrond vun enger gewëssener Situatioun, a mer mussen de Reflex hunn a mer mussen d'Subtilitéit hunn, fir ze gesinn, dass, wa sech mëttel- oder laangfristeg déi dote Wirtschaftswuesstumsprognosen net méi bewahrheiten, d'Rentréeën net méi kommen, mer och mussen da méi lues fueren. An dat ass fir mech d'Essence vun der Politik. D'Essence vun der Politik besteet notamment doranner, fir generéis ze sinn, mä fir och sécherzestellen, dass dee ganze System op d'Längt ka funktionéieren. Et gëtt also en Zesummespill tëschent kuerzfristeger a laangfristeger Politik.

Da kommen ech op den zweeten Deel, dat ass déi kuerzfristeg Politik, antizyklesch Politik genannt, 2009-2010, déi mer zesummmen décidéiert hunn. Ech hunn an der Chamber am Ufank vum Joer 2009 keen héieren, mir hu keen héieren, deen déi Politik do grondsätzlech a Fro gestallt huet.

Mir hu gëschter certes vum Här Meisch héieren, dass hie wesentlech méi Suen an d'Albausanéierung hätt wëlle stiechen. Woubäi, wann ech e Pak maache vun 1,2 Milliarden Euro, an déi Haaptkritik besteet doranner, dass d'Regierung net genuch an d'Albausanéierung gemaach huet, da ginn ech emol dovunner aus, dass ech 95% bis 98% vun deem, wat do gemaach ginn ass, an der Substanz ënnerstëtzen.

Mir vun der CSV ënnerstëtzen déi Politik, déi d'Regierung gemaach huet, 2009-2010 wëlles huet, ze maachen, well mer bewosst an eng gewësse Richtung wëlle goen. Mir maachen eis awer näischt vir. Mir wëssen, dass se net strukturell ass, déi dote Politik. Mir wëssen, dass et eng konjunkturell Politik ass.

Et ass pure Keynes, dee mer maachen. Et ass pure Keynes. Mir maachen…

Plusieurs voix.- Kéis?

Plusieurs voix.- Keynes!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, dat ass nees Äre Problem.

(Interruptions et hilarité)

Neen. Här Bettel, dat ass nees Äre Problem, dass Der Är Klassiker net emol kennt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech kennen den Här Keynes, mä Dir schwätzt vu Kéis. Ech hat geduecht, Dir géift direkt schonn d'Regierung hei beuerteelen.

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Et ass pure Keynes, deen an Europa gemaach gëtt. Mir maache Relance iwwert d'Demande. Dat nenne mer zu Lëtzebuerg d'Kafkraaft héich halen, a mir maache staatlech Investitiounsprogrammer.

Nu muss ee wëssen, dass de Keynes e Mann aus den 30er Jore war, dee seng Theorië mat der Kris vun den 30er Joren développéiert huet, an dass sech d'Welt awer entre-temps geännert huet. Notamment d'Relance iwwert d'Demande, déi war an den 30er Joren direkt spierbar doduerch, dass Produktiounsanlagen do waren, wou d'Consommatioun och war, dass et also en direkten Effet tëschent Produktioun a Consommatioun ginn ass, an zwar um Territoire, wou déi Politik am Fong applizéiert ginn ass. An dat ass an enger globaliséierter Welt eppes ganz anescht.

Dat Zweet, dat ass, dass sech d'Theorië vum Keynes ni méi wéi 18 Méint éierens gehalen hunn, well et keng strukturell Relance ass, mä well et eng konjunkturell Relance ass, an dass een déi och als konjunkturell Relance muss gesinn. Well de Keynes an och mir kommen net laanscht eng Wourecht. An déi Wourecht, déi besteet doranner, dass een ëmmer nëmme kann esou vill Suen ausginn, wéi een der verdéngt.

Et kann een à court terme emol eng Kéier an d'Verschëldung goen, et kann ee liicht méi Suen ausginn, et kann ee probéieren, laanscht verschidden Effeten ze kommen, mä wann een op d'Längt gesäit, dass strukturell gesinn den Déphasage just tëschent den Einnahmen an den Ausgaben ass, dann ass d'Politik an der Flicht fir ze reagéieren; an et ass och dat, wat mer wëlles hunn ze maachen.

Do wëll ech dem Kolleeg Lux soen, dee gëschter am Numm vun der LSAP hei geschwat huet, dass hien net de Monopol an och seng Partei net de Monopol huet vun deene mam gudden Häerz, vun deene Mënschen, déi gutt mat de Mënsche sinn, an dat anert e bëssen esou… Ech hunn dat gëschter esou emfonnt hei, esou dee Minister, dee kale Minister, deen am Fong just mat Chiffere rechent, a mir ginn an eng aner Richtung.

Mir maachen och, an ech géif soen all Partei heibanne mécht Politik fir d'Leit. Et ass d'Essenz vun der Politik hei zu Lëtzebuerg, fir Politik fir d'Leit ze maachen, an net fir Politik géint d'Leit ze maachen.

Ech ënnerstellen Iech net, dass Dir Politik géint d'Leit maacht, an ech ginn dervun aus, dass et och net elo an deenen nächste Méint wäert esou goen, och wann ee verschidde Meenungen zu verschiddene Sujete kann hunn, dass ee fundamental emol dervun ausgeet, dass déi eng oder déi aner Partei géint d'Leit Politik wëllt maachen, an eng aner Partei fir d'Leit Politik mécht. Well e Land an d'Schold eragoen ze loossen, an d'Scholdespiral eragoen ze loossen, do stellen ech mer d'Fro, ob dat, wann ech op d'Längt kucken, op de laangen Term kucken, ob dat wierklech eng Politik ass, déi fir d'Leit ass.

Wann ee fir d'Leit décidéiert, e Land ze verscholden, iwwer seng Capacitéiten eraus. Kuckt d'Beispill vun der Belsch, wat se an den 80er Jore gemaach hunn. An der zweeter Generatioun si se amgaangen, d'Feeler vun enger Generatioun zréckzebezuelen. Et muss een also en Équiliber fannen tëschent Mesuren, fir ze kucken, nees dohinner ze kommen, wou een als klengt Land muss kommen, an den Équiliber. An dat...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dir hutt och net den Amalgame vun deenen, déi mengen, dass se dee Wee do sollte goen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wéi sot Der?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dir hutt och net den Amalgame vun deenen, déi mengen, dass een dee Wee do an d'Scholdefal soll goen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, neen. Dat ass an der Rei.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Och dat ass, mengen ech, gëschter vu jiddwerengem kloergemaach ginn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mir wëlle ganz kloer an eng Richtung goen. An och wann een do an der Nuance verschidde Meenunge kann hunn, mengen ech, solle mer eis eens bleiwen, well dat gehéiert och zum Toun vun der Politik - an ech kommen herno nach drop zréck -, dass mer alleguerten heibanne schaffe fir d'Zukunft vun eisem Land an dass mer alleguerten der Meenung sinn, dass et eis ëm d'Leit an eisem Land geet.

Ech kommen dann zu mengem drëtte Punkt. An dat ass deen, wat an eisen Aen déi grouss Erausfuerderunge sinn. An ech hu se schonn ugeschwat. D'Erausfuerderung Nummer 1 ass ganz sécher, fir den Équiliber tëschent Einnahmen an Ausgaben erëm hierzestellen. Ech mengen, mir mengen, dass een als klengt Land souwisou keng Alternativ huet. Mir sinn haut als Land Triple A Grade a mir mussen Triple A bleiwen. Eleng schonn nëmme wéinst der Struktur vun eiser Wirtschaft, musse mer als Land Triple A bleiwen, well wa mer nämlech net méi Triple A wären, mä nëmmen Double A oder A, hätt dat direkt Répercussiounen op dee gréisste Secteur, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, an dat ass eise Finanzsecteur.

Dat heescht, wann ech et kucke vun de wirtschaftlechen Impératifs eraus, musse mer als klengt Land am Équiliber bleiwen. A souwisou, an do ginn ech mengem Fraktiounspresident 100%eg Recht, wat e gëschter hei gesot huet, solle mir eis net vergläiche mat Länner, mat deene mer eis net vergläiche kënnen.

Mir sollen eis net vergläiche mat Däitschland oder mat Frankräich oder mat England, déi ganz aner Moyenen hunn an hirer Reaktioun, mä mir mussen eis vergläiche mat anere klenge Länner, déi ganz wéineg Moyenen hu fir ze reagéieren.

Mir hunn, an dat gëtt d'Konscht, d'Erausfuerderung, fir en Différentiel vun 20 opzehuelen. Do geet kee Wee derlaanscht. Dee geet nëmmen, wa mer méi Recetten hu wéi Ausgaben. Well wa mer an enger Situatioun bleiwen, dass mer méi Ausgaben hu wéi Einnahmen, da komme mer jo ni méi an den Équiliber zréck.

Mir mussen also sécherstellen, dass mer méi Einnahme kréie vun 2011, '12 un, wéi mer Ausgabe kréien, respektiv iwwer en Zäitraum, wou ee muss mateneen diskutéieren, déi Differenz ëmmer méi kleng maachen, fir nees op null ze kommen.

An da gëtt et ganz basic: Wann ech 2% méi Einnahme generéiere wéi Ausgabe vum Joer 2011 un, da brauch ech bis zum Joer 2021, ier ech nees am Équiliber sinn. Wann ech 3% méi hunn, da brauch ech bis zum Joer 2017. A wann ech 4% méi Einnahmen hunn, da brauch ech bis zum Joer 2015, bis ech nees am Équiliber sinn.

Ech muss also, wann ech bis un d'Enn vun dëser Legislatur oder bis den Ufank vun der nächster Legislatur am Équiliber nees wëll sinn, an ech gi vu minus 20 aus, an ech ginn emol dervun aus, dass dat dann Enn 2010 d'Resultat ass, da muss ech et fäerdeg bréngen, 4% méi Einnahme pro Joer ze kréie wéi ech Ausgaben hunn, fir um Enn vun där Period nees am Équiliber ze sinn.

An dat wollt ech och soen: Firwat schwätze mer esou vill iwwer Sécurité sociale? Firwat schwätze mer esou vill iwwert deen Deel vun der Politik, de Sozialbudget vun eisem Land?

Majo, well dat deen Deel ass an eisem Budget, an den Här Bausch huet gëschter dorobber higewisen, et ass deen Deel an eisem Budget, deen net nëmme vun der Gewiichtung hier deen déckste Block ass, mä deen och vu senger automatescher Weiderentwécklung deen déckste Block ass, well déi 45%, déi de Sozialbudget ausmaachen, déi wuessen an der Moyenne ëm 6,5% pro Joer ouni legislativ Ännerungen. Dann hu mer d'Salairen, 20%, déi wuessen ëm 3%.

Jo, ech huelen hei just Chifferen, déi vun den Experte vun der Regierung virgeluecht gi si während de Koalitiounsverhandlungen. Sou dass am Fong de variabelen Deel vun eisem Budget, deen Deel, op deem mer nach kënne Politik maachen, wann ech et esou ka soen, dee representéiert quasi nëmme 35% vun eisem Budget. A mat deem Budget, mat deem Deel vum Budget wëlle mer all déi Politike gestalten, déi mer awer och musse maachen.

Mir musse weider investéieren an eis Zukunft. Mir mussen d'Recherche virundreiwen, Innovatioun, Moderniséierung, Schoule bauen. Mir mussen eis weiderentwéckelen als Land, wa mer konkurrenzfäeg wëlle bleiwen.

Bleift deen dote Posten immuabel, bleift d'Halschent vum Budget immuabel a klëmmt ëm sechs an en hallwe Prozent d'Joer iwwert den automatesche System, dann ass dat net neutral, well dann huet dat automatesch Répercussiounen op de Rescht vum Budget an op d'Méiglechkeeten, déi s de hues, am Rescht vum Budget nach Politik ze maachen.

An dat ass de Grond - ech mengen, den Här Lux hat gëschter och doriwwer diskutéiert a gesot: „Firwat schwätze mer ëmmer nëmmen iwwert de sozialen Deel?"

Mir schwätzen net nëmmen iwwert de Sozialbudget. Mä mir mussen awer wëssen, dass 45% vun eisem Budget haut à législation constante ëm 6,5% klammen. A wann ech an eng Situatioun wëll kommen, déi ech virdru beschriwwen hunn, dass ech muss 4% méi Einnahme wéi Ausgabe vum Joer 2011 u generéieren, fir am Joer 2015 am Équiliber ze sinn, an d'Halschent vu mengem Budget klëmmt ëm 6,5% d'Joer automatesch, da sinn ech jo relativ séier iwwer eng Règle de tris do, wou ech an der Einnahmepolitik dann nees muss sinn, fir dat dote kënnen ze finanzéieren.

Da kommen ech op Tauxen, da komme mer op Tauxen hei zu Lëtzebuerg, wou mer 7, 8, 9% Augmentatioun vun de Recettë missten hunn, fir dat doten ze kompenséieren. An ech hu grad just gesot, dass mer dat net emol erreecht hunn an de Spëtzejore vun 1998 bis 2007.

Dat ass déi Erausfuerderung, déi mer hunn: Wéi brénge mer et fäerdeg, fir deen Équiliber do hierzestellen, andeem mer un enger ganzer Multitude vu Schrauwen dréien, fir dohinner ze kommen?

Dat muss een ëmmer an ëmmer erëm widderhuelen: Mir däerfen an där doten Aart a Weis fir Politik ze maachen net an eng Scholdespiral erakommen. Mir hunn dat ausgerechent. Dat ass relativ einfach auszerechnen, well doduerch, dass de de Prêt ophëls, dass de Sue léine gees, dat ass dee schnellsten Akt. Mä du muss déi Suen, déi s de geléint hues, herno zréckbezuelen, an du muss se zréckbezuelen net nëmmen à leur valeur nominale, mä du muss se mat Zëns an Zënseszëns zréckbezuelen.

A wann s de als Basis hëls dat Dokument vun den Experten, wat mer an der Finanzkommissioun diskutéiert hunn, wat d'Plaz war vun eisen Diskussiounen och an der Finanzkommissioun, da stellt ee fest, dass ee bei engem Endettement vum Joer 2011 un - well vun 2011 u musse mer all Excédent de dépenses iwwer Prêten, iwwer Empruntë finanzéieren - um Enn vun dëser Legislatur scho bei tëschent 6 an 8 an am Joer 2015 tëschent 8 an 10% vun eisem ordinäre Budget ass, déi mer fir soss näischt gebrauche wéi fir Remboursement ze maache vun der Scholdelaascht, plus op d'Säit leeën, fir d'Kapital zréckzebezuelen.

Wann ech virdru gesot hunn, dass mer schonn nëmme 35% vun eisem Budget zur Verfügung hunn, fir Politik ze maachen, déi mer awer musse maachen, wa mer wëlle virukommen, a mer ginn dann op där anerer Säit eis deen Deel vun der Politik och nach belaaschte mat risegen Zënsremboursementer, da muss ee mer iergendwann eng Kéier erklären, wéi déi ganz Geschicht nach soll opgoen.

Also musse mer ganz gutt oppassen, dass mer net an déi Fal kommen, déi awer fein ass, mat där d'Leit ganz zefridde sinn am Ufank, fir ze soen: „Okay, elo ännere mer näischt, elo gi mer Sue léinen." Well vun 2011 un ass all Euro, dee mer léinen, een, dee mer de Leit en fin de compte net ginn. Dat ass een, wou mer fir d'Leit léine ginn, an deen d'Leit iergendwann eng Kéier herno, also mir alleguerten, d'Kollektivitéit, d'Lëtzebuerger Land, d'Lëtzebuerger Natioun zréckbezuele muss.

Mir mussen oppassen op eng Rei vu Geforen, déi mer am Budget hunn. Ech hunn der e puer schonn ugeschwat. De Finanzsecteur: Mir hu länger Zäit an der Finanzkommissioun driwwer diskutéiert, wéi mer mengen, dass d'Evolutioun do kéint sinn. Well ee jo niewent dem Fait, dass een zwar elo am Joer 2010 eng ganz Rei vun technesche Korrekture bei de Banken an de Bilanë wäert kréien, awer d'Impressioun huet, dass d'Gesundung weltwäit vun de Banken net esou virugedriwwen ass, wéi dat elo zum Deel scho gemengt gëtt.

Et ass gëschter hei gesot ginn, dass den FMI notamment der Meenung ass, dass nach 50% mindestens misst provisionéiert gi vun deem, wat scho provisionéiert ginn ass, fir d'Konsequenze vun der Kris am Fong ze behiewen. Mir wëssen net - et stoung haut an der Zeitung; eise Minister ass an den Diskussiounen -, wéi et mat der Bankereguléierung an Europa an den nächste Jore virugeet. Alles dat riskéiert jo, an engem méi oder manner grousse Mooss Répercussiounen ze hunn dann op d'Einnahmesäit vun eisem Budget, well eis Bankeplaz, an dat ass jo och gëschter e puermol hei gesot ginn, zu 40% am Fong eise Budget belaascht.

Tanktourismus, Zigaretten, déi och an de Volet vum Tanken eragehéieren, wou mer ganz vill Plus-valuë kréien, alles dat si Recettësäiten, déi mer net wëssen, wéi se an den nächste Jore weiderginn.

Mech huet an der Diskussioun gëschter gewonnert, wéi wéineg iwwert d'Gemenge geschwat ginn ass. Well dat ass e Sujet, dee jo awer meeschtens hei an dëser Chamber ganz staark debattéiert gëtt. A wann ech da mäi Bléck op d'Dépensësäit kucken an dervun ausginn, dass d'Experte vun der Regierung gesot hunn, dass hire Modell, dee se do ausgeschafft hunn, hir Prognosen, déi se ausgeschafft hunn, nëmme Bestand halen, wa mer et fäerdeg bréngen, d'Dépensen op 4% pro Joer ze limitéieren, net méi wéi 4% d'Joer d'Dépensen an d'Luucht ze setzen, hu mer elo schonn e bësse Retard kritt duerch 2009 an 2010.

Mä wa mer iwwert d'Period 4% d'Augmentatioun vun den Dépensen hunn, da komme mer op dat Resultat, wat se gesot hunn, mä si hunn awer an deene 4% eng Rei vu Risike mat dran, déi hir Konsequenz op de Rescht vun der Budgetspolitik hunn. Zum Beispill de Fonds pour l'Emploi, wou mer jo Mount fir Mount mierken, dass mer méi Aarbechtslosegkeet kréien. Also d'Dépensen am Fonds pour l'Emploi riskéieren, 2010 an 2011 minimum staark iwwert dat ze wuessen, wat de Fonds pour l'Emploi an deene leschte Joren hat.

De Gemengesecteur: Ech perséinlech sinn ee vun deenen, déi fäerten, dass de Gemengesecteur wesentlech méi hefteg betraff wäert gi vun de Konsequenze vun dëser Budgetskris wéi de Stat, eleng nëmmen doduerch, datt de Gemengesecteur quasi 50% vu sengen Dépensen als Salairesdépensen huet, déi incompressible par définition sinn. De Stat huet 20%. 50% ass et bei de Gemengen. Also kréien d'Gemengen nach wesentlech vill méi Schwieregkeeten, fir sech ze adaptéieren u manner Recetten, wéi de Stat dat huet.

Mir diskutéieren zu Kopenhagen. Kyoto leeft 2012 aus. Kyoto riskéiert, méi deier ze gi wéi dat, wat haut an de Budgete steet, a wesentlech méi deier ze ginn.

An deene Berechnunge sinn och selbstverständlech op der Salairesfront keng gréisser Spréng mat aberechent, déi, wann ee kuckt, wat d'Revendicatioune jo awer sinn, riskéieren ze kommen.

Wann een dat dann zesumme kuckt, an ech limitéiere mäint op 4%, dass ech soen: „Dat ass dat, wou ech der Meenung sinn, driwwer däerf ech net goen, an dat do kënnt awer un Ausgaben, déi ech muss maachen"; majo, da muss de d'Diskussioun iergendwann eng Kéier lancéieren, fir ze soen: „Majo, wou sinn dann déi Posten am Budget, wou ech dat dann aneschters gestalte muss?"

Schlussendlech mengen ech, dass ee sech och Gedanke muss maachen, wéi ee strukturell an Zukunft vläicht mat manner Wirtschaftswuesstum auskënnt.

Eng intelligent Politik wier et, den Här Bausch huet et ugemahnt, an ech hoffen, dass mer et maachen, einfach emol e Schema ze berechnen, alleguerten zesummen. Wa mer net iwwer zéng Joer, eng Zéngjoresperiod, 4% Wuesstum hätten, mä wa mer vläicht iwwert déi nächst Zéngjoresperiod nëmmen 2% oder 2,5% Wuesstum hätten, wat fir eng Konsequenzen dass dat am Fong dann op den Équiliber vun eise Statsfinanzen hätt, fir dass een an der Diskussioun, déi d'nächst Joer lassgeet am Fong, eng méiglech Répercussioun dovun och ka mat aberechnen a säi ganze Modell, deen ee wëllt opstellen.

Mir hunn de Choix, mir hunn an der Finanzkommissioun och doriwwer geschwat, a mengen Aen tëschent zwou Reaktiounen.

Sou wéi d'Belsch reagéiert hunn an den 80er Joren, perséinlech géif ech dat net

recommandéieren, d'Saachen erauszeschieben, bis et net méi geet, an d'Wourecht huet dat Land ageholl; an zwar wesentlech méi brutal, wéi se sech dat geduecht haten.

Mir hunn en zweete Modell presentéiert kritt, deen ee misst analyséieren, dat ass de schwedesche Modell aus den 90er Joren, déi gesinn hunn, datt se dee System, dee se opgebaut hunn, wat e generéise System war, net méi géife finanzéiert kréien, an dunn an engem Kraaftakt deen adaptéiert hunn un nei Realitéiten, ouni dass doduerch Schweden verschwonnen ass. Haut ass Schweden nees e kompetitiivt Land, an deem d'Leit ganz gutt liewen, mä wou d'Politiker à un certain moment gesot hunn: „Mir hunn hei e Modell opgebaut, deen ass vun enger Rei vun Hypotheesen ausgaangen. Déi Hypotheesen, déi sinn net méi do. Also musse mer kucken, fir se ze adaptéieren."

Mir sinn och dervun iwwerzeegt, dass mir als Lëtzebuerger Land eng ganz Rei vun Atoutë behalen. Och an engem Europa, wou mir méi kleng ginn. De Codeplafi notamment beweist, dass, wann een d'Leit beienee brëngt, déi Iddien hunn, ee mat enger ganzer Rei vun neie Saache ka kommen. Ech hu mat Freed gesi gëschter, wéi vill am Fong Gedanken, déi do gebuer si ginn am Austausch tëschent den Acteure vun der Plaz, haut an der Politik als méiglech Alternativen duergestallt ginn, wann et drëm geet, eis Finanzplaz nei opzestellen. Ech géif mer wënschen, mir géifen eis wënschen, dass mer esou Akzenter och géifen an anere Secteure vun eiser Ekonomie maachen.

Wa mer iwwer nei Recettë schwätzen, dat huet mech gëschter wierklech gestéiert, da schwätze mer haaptsächlech elo schonn driwwer, fir d'Steieren an d'Luucht ze setzen. Misste mer net zesumme wesentlech méi driwwer diskutéieren: Wéi kënne mer nei Sources de revenu schafen? Wéi kënne mer neie Business op Lëtzebuerg brëngen, an zwar net nëmmen op der Bankeplaz, op der Finanzplaz an an den neien Technologien? Mä doriwwer eraus musse mer eis Gedanke maachen, wéi mer strukturell als Land, wat ëmmer als Nischeplayer bekannt war, nei Nische kënne fannen, och wa se net méi esou einfach ze fanne sinn. Och wa se vläicht net méi esou laang daueren, wéi dat an der Vergaangenheet war, menge mir, dass een deen Effort muss maachen.

Wann ech der Regierung kéint e Wonsch mat op de Wee ginn, oder eng Recommandatioun, ech weess, dat ass net einfach, da wier et an der Regierung, fir ze weisen, dass dat doten deen neie Wee ass, an der Regierung ee bis zwee Leit domadder ze beschäftegen, quasi exklusiv ze kucken, nei Recetten ze generéieren, ewechzekomme vun engem Schema, wou ee sech haaptsächlech mat den Ausgabe beschäftegt. Mir mussen hikommen zu engem Schema, wou ee resolut och no baussen de Leit vun der Spëtzt u seet: „Mir hunn och Leit an eiser Regierung, déi schécke mir elo duerch d'Welt mat hire Beroder, mat hire Leit, fir ze kucken, nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien."

Nom System 1-10-100, een un der Spëtzt, deen zéng Leit federéiert, an déi zéng federéieren nees zéng Leit, an do musse mer kucken, déi beschten hei zu Lëtzebuerg, an där hu mer der ganz vill, esou ze federéieren, fir nei Recetten ze generéieren. Wa mer dat wëllen erreechen, wat mer alleguerte wëllen erreechen, e Sozialstat ze bleiwen, dee generéis ass mat eise Leit, wa mer dat wëllen erreechen, wat mer wëllen erreechen, fir e Land ze bleiwen, wat resolut sech der Zukunft zouwennt, dann, mengen ech, musse mer eis resolut der Einnahmesäit vun eisem Budget zouwenden a resolut an deenen nächste Joren Effortë maachen, fir ze kucken an nei Domäner virzestoussen, an deene mer sinn.

Ech mengen, mir mussen nach eppes maachen, an dat gëtt net einfach. Mir mussen en Industrieland bleiwen. Mir mussen e Land bleiwen, an deem Leit mat, déi net eng gutt Formatioun hunn… An do kënne mir iwwer Formatioun, Formatioun, Formatioun schwätzen, Weiderbildung, Weiderbildung, Weiderbildung, mir behale Leit zu Lëtzebuerg, déi iwwer e gewëssenen Niveau net erauskommen, a wa mer se weiderbilde bis zur Vergasung, komme se net eraus.

Mir mussen deene jonke Leit an der nächster Generatioun eng Aarbecht kënnen ubidden. An déi ass net an Hightech-Gesellschaften. An ech weess, dass mir hei zu Lëtzebuerg alleguer an deem Sënn och e bësse liddereg gi sinn, well mer soen: Dat gefält eis awer net ganz gutt. Den Damp, dee Kaméidi, dee Fait, dass do e Betrib ass, dee produzéiert, dee Knascht mécht oder esou.

Mir mussen ewechkommen dovunner, dass mer mengen, dass dat nëmme schlecht wier. Mä wa mer eng ganz Palette als Land wëlle behalen a wa mer net iergendwann eng Kéier total ofhängeg just vum Servicendeel wëlle ginn, ass et a mengen Aen extrem noutwendeg, dass mer och um Niveau vun der Industrie alles maachen, fir ze probéieren, fir Aarbechtsplazen ze halen.

Wa mer net kompetitiv sinn, dann, mengen ech, da muss een analyséieren: Firwat ass een net kompetitiv? Wat sinn d'Grënn, firwat dass esou Betriber sech zu Lëtzebuerg net méi wëllen nidderloossen? A wat musse mer maachen, fir dass esou Betriber sech nees zu Lëtzebuerg nidderloossen? An dat schéngt mir d'Erausfuerderung ze sinn, déi mer an deenen nächste Jore mussen ugoen.

Mir maachen et, mengen ech, am richtegsten, wa mer eng Dräiphasen-Diskussioun géifen d'nächst Joer maachen. De Statsminister huet jo gesot, hie géif elo an enger éischter Phas emol kucken an Eenzelgespréicher am Januar d'Leit beieneen ze kréien. Dat ass awer eppes, iwwert dat si mer eis eens an der Finanzkommissioun.

Mir brauchen, éier déi Diskussiounen uginn, e gemeinsame Constat, dee validéiert ass, au risque, dass d'Tripartite, déi, wa se eng Daseinsberechtegung huet, an esou enger Situatioun vu Kris nun awer muss beieneekommen. Ech soen dat als een, deen éischter skeptesch ass zu engem Modell, deen doranner besteet, à tort et à travers d'Tripartite anzeruffen.

Mä wann d'Land virun enger existenzieller Kris ass, da muss d'Sozialpartnerschaft agebonne ginn, wann et drëm geet, fir Léisungen ze sichen. Net exklusiv. D'Politik muss och agebonne ginn an esou eng Diskussioun. Mä d'Sozialpartnerschaft muss agebonne ginn an eng Diskussioun, wou et drëm geet, fir d'Zukunft vun eisem Land ze diskutéieren.

Da kann et net sinn, dass Leit ufänken ze soen: Jo, wann dat do an dat do net ass, da komme mir iwwerhaapt net. Da kann et net sinn, dass op falsche Chifferen am Fong Argumenter da fonnt ginn, fir ze soen: Mir wëllen eis eiser Responsabilitéit entzéien.

An eppes Leschtes, wat ech wëll soen, dat ass, dass mer zimlech erféiert sinn iwwert den Toun, mat deem mer... Mir sinn nach net un, an déi Aart a Weis wéi verschidde Leit argumentéieren. Ech fannen, dass, wann een an där Situatioun ass, an där een ass, an et geet ee just d'Schold bei deen anere sichen, de part et d'autre, et seet een: Ech hunn am Fong näischt domadder ze dinn, an deen anere muss kucken, dass en de Problem léist, da si mer um falschen Dampfer.

Mir hunn dat Land hei zesummen opgebaut an deene leschten 20, 25 Joer. Zesummen hu mer et opgebaut mat deenen Nuancen, déi mer hunn. Mä ech mengen, dass mer an der grondleeënder Aart a Weis, wéi mer dat Land hei opgebaut hunn, d'accord sinn, dass mer et esou gemaach hunn.

Dann hu mer och déi verdammte Flicht, alleguerten ze probéieren, wa Redressementer ze maache sinn, fir déi zesummen ze maachen. An dat geet nëmmen, wann een de Partner, deen op där anerer Säit ass, respektéiert, wann een em nolauschtert, wann ee mat em diskutéiert a wann een dann zesumme probéiert, Solutiounen ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Wolter Merci. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Thiel Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport. Ech wollt am Ufank e Wecker matbréngen, fir de Leit ze soen, dass et Zäit wier, fir ze erwächen. Ech muss Iech awer soen, dass ech eppes fonnt hunn, wat menger Meenung no an dësen Zäite méi néideg ass fir d'Koalitiounspartner, dat ass en UHU-Stick; ech hu leider keen „Fast" fonnt.

Mä mat deene Schierbelen, wéi hei d'Koalitiounspartner gëschter mat dem Hummer deen een op deen anere geschloen hunn, kënnt Der e bësse Pech brauchen. Op jidde Fall déi gréisst Oppositiounspartei offréiert Iech gären eng Hëllef, wann Der ee Médiateur braucht tëschent Iech zwee.

Tëschent enger 1.-Mee-OGB-L-s-Ried vun engem Här Lux an enger vill méi konzilianter a realistescher Ried vum Här Schiltz muss ee sech d'Fro stellen, wat elo déi richteg Versioun vun dëser Regierung wäert sinn.

E Wecker, dee schellt, Här President, dat war nämlech ongeféier de Message, deen 2006 de Statsminister hei, wéi de Comité vun der Tripartite zesummegeruff ginn ass, dem Land matgedeelt huet. Et ass deemools net méi an net manner drëms gaang, déi strukturell Problemer, déi d'Land kennt, an Ugréff ze huelen.

Wéi komme mer dem wuessende Chômage bäi? Wéi léise mer de Problem vun ze héijen Dépensë bei gläichzäiteg manner Recetten? Wéi garantéiere mer d'Rente vu muer? Wéi stoppe mer d'Lach an der Gesondheetskeess? Wéi brénge mer et fäerdeg, dass eis Wirtschaft méi kompetitiv gëtt?

Dat sinn net manner déi Froen, op déi de Comité, d'Tripartite, eng Äntwert sollt ginn. D'DP huet awer net gewaart, bis do de Konklav an den Damp erauskomm ass, an huet säin 33-Punkte-Programm presentéiert.

Haut, den 9. Dezember 2009, schellt de Wecker nach eng Kéier, Här President. Awer dës Kéier ass et net den Här Juncker, mä d'DP, déi seet, dass et héich Zäit ass, fir ze reagéieren. Gläichzäiteg soe mer och, dass mer net do sinn, fir Panik ze maachen. Mä et soll een awer d'Wourecht soen.

Mir hätten nämlech just gären, dass een éierlech mat de Leit an dem Land ass a wierklech d'Wourecht seet. Dat war leider virun de Wahlen net de Fall, och wann d'CSV dat jiddwerengem erzielt huet. An dat ass och haut net de Fall. Ech ka mech erënneren un de séchere Wee an de Wahlspot vun der CSV: „Mir soen, wat Saach ass, elo, net no de Wahlen."

Ech mengen, d'Subtilitéit vun der Lëtzebuerger Sprooch an der Ponctuatioun si gutt. Well et misst ee jo awer soen: „Mir soen, wat Saach ass. Elo net." - Punkt - „Mä no de Wahlen." Dat wier méi richteg gewiescht, op jidde Fall, wann de Wieler dobaussen hei nolauschtert.

Also, heiansdo muss ee sech och d'Fro stellen, wéi et ass mat… Ech wëll net soen, vu psychiatresche Krankheeten, well et kann een net alles an een Dëppe geheien. Mä wou ass d'Wourecht? Wat ass d'Meenung vun deem engen a vun deem aneren?

Ech ginn een eenzegt Beispill: Secret bancaire. Den Här Thiel seet: „Wa mer d'Suppressioun vum Secret bancaire zu Lëtzebuerg hunn, si 6.000 Aarbechtsplazen a Gefor." Ech zitéieren de Budgetsrapporteur.

Den Här Frieden seet, dat wier net esou dramatesch. Hien huet jo souguer a senger Ried gesot, hie géif déi Zuele vum Här Thiel net deelen. Wann ee mat verschiddene Banquiere schwätzt, déi soen, do géif ee bal op 10.000 Leit kommen, wann de Secret bancaire verschwanne géif. Wat ass d'Wourecht? Wat ass richteg?

D'Sozialisten hate gesot: „Grad an dësen Zäite brauch Lëtzebuerg déi bescht Formatioun fir jiddwereen. Lëtzebuerg brauch gutt a sécher Aarbechtsplazen, eng breet gefächert Ekonomie an eng zolidd sozial Sécherheet. Lëtzebuerg brauch de roude Fuedem mat nohaltege Léisunge fir Mënsch an Ëmwelt. Zesumme si mer staark."

Roude Stréch, roude Fussel, roude Fuedem. Haut weess een net méi, wou wat ass. Béid Regierungsparteien hu sech verkaf, wéi wa si eleng d'Land rette kéinten. Déi eng si scho längst net méi um séchere Wee, an déi aner, bei deenen ass de roude Fuedem scho längst gerass.

Erënnert Iech och nach un e Radiospot vun der CSV mat enger Stëmm vun engem klenge Kand: „Mäi Papp, dee fäert fir seng Aarbechtsplaz. Mir maachen eis Suergen, mä mir vertrauen dem Jean-Claude Juncker." All Dag um Radio. De leschte Juni hu mer 12.512 Leit am Chômage gehat. Am Oktober 14.062. Ech géif nawell gäre wëssen, wou dat klengt Meedchen haut ass, wa säi Papp bei Delphi, bei Villeroy & Boch geschafft huet. Huet de Papa nach ëmmer esou vill Vertrauen an dës Regierung?

Här President, sécher, d'Finanzkris huet eng Incidence op eis Ekonomie gehat an huet onweigerlech dozou bäigedroen, dass déi strukturell Problemer, déi mer 2006 schonn haten, elo nach méi staark duerchgeschloen hunn. Ech muss soen, ech hunn dofir och e grousse Problem domadder, wann ee sech haut heihinner stellt a seet, mir hätten elo den Antikrisebudget an et hätt een et souwisou net kënne besser maachen.

De Finanzminister seet och am selwechten Otemzuch, dass mir esou en Antikrisebudget nëmme fir den Exercice kënne maachen an dass et zu kenge Steierer-héijunge bei de Privatpersounen a bei de Betriber kënnt. Wéi gesäit et da fir d'Joren '11, '12, '13 a '14 aus?

Wéi ass et mat der Schold? Ech zitéiere souguer de Laurent Zeimet, deen an enger Zeitung schreift, déi mir manner nosteet wéi verschiddene Koalitiounsmemberen, dee selwer seet: Wou sinn d'Äntwerten? Wou gëtt et eng eenzeg Propositioun, wéi ee kann d'Dette zréckbezuelen?

Kommt, mer sinn dach éierlech: Mir hypothekéieren déi nächst Generatiounen. Dat ass dëser Koalitioun jo ganz egal. Wéi ass et mat der Schold? Wie bezilt se? Keng Äntwert! Mä da gëtt gesot: Wësst Der, wann et besser geet, da wäerte mer se zréckbezuele kënnen.

Ech erlabe mer dann, den Här Krecké ze zitéieren, deen op der Hierschtfoire gesot huet: «Les demandes de chômage partiel sont passées de 3 en septembre 2008 à 135 en février 2009, touchant aujourd'hui 12.000 salariés. Certaines sociétés affichent des carnets de commande en 2009 de moins 20 à moins 40 pour cent par rapport à 2008. En juin, la production industrielle a connu une diminution de 15% par rapport à 2008.»

An dann: «Finalement l'aveu que les années fastes de la place financière risquent d'appartenir au passé et qu'il sera peu probable que les niveaux d'activité et de production puissent rapidement retrouver leur niveau d'avant crise.»

Wou sinn dann d'Äntwerten, wou et jo dann direkt no dësem Budget wäert vill besser goen a wou een dann den Defizit kann decken?

Mir kréien erkläert, dass de Fonds pour l'Emploi huet misse finanziell staark ënnerstëtzt ginn an dat och weider de Fall soll sinn. Mä dat awer net aus der Statskeess. Maache mer eis näischt vir! Dat heescht also, dass deemnächst d'Fra oder de Mann vun der Strooss bei d'Keess geruff ginn iwwert d'Solidaritéitssteier.

Gëschter huet ee gemierkt, deen ee seet Neen, deen anere seet Jo. Bei där lénker Säit hei freet ee sech, fir wéini et ass a wéi de Montant ka sinn. Op der rietser Säit gëtt gesot: Net mat eis!

Ech muss soen, Här President, viru mir tëschent der CSV an der LSAP sinn hei an där Chamber véier Meter. Mä dee Gruef tëschent där Politik, déi deen een an deen aneren hei verteidegen, dat ass ee Meteren a Meteren a Kilometer déiwe Gruef, deen hei tëschent deene Leit ass.

An ech zitéieren och nees eng Kéier den Här Lux. Et trëfft also nees déi, déi all Dag d'Äerm eropstréppen, fir eis Ekonomie um

Lafen ze halen. Déi vun de breede Schëlleren, erënnert Iech, déi sinn nees gëschter hei zitéiert ginn. Den Här Juncker hat och scho vun deene geschwat.

Den Här Frieden seet: E staarke Sozialstat ass e finanzéierbare Sozialstat. Esou wéi de Statsminister, seet den Här Frieden och elo, dass net all Reform an der Sécurité sociale als sozialen Ofbau ze kritiséieren ass an d'sozial Kohesioun a Gefor kéint bréngen. Ech kann nees ënnersträichen, dass ech déi Positioun mat béiden Hänn ënnerschreiwen. Ech hat deemools schonn am Koalitiounsaccord jo gesot, dass si bei der DP Ënnerstëtzung fënnt.

Mä mir wëssen och, dass et innerhalb vun dëser Majoritéit Divergenze gëtt, wann et ëm d'sozial Selektivitéit geet. D'Regierung géif awer gutt drun doen, sech e bëssen eens ze ginn, well wann d'Problemer nees… An dat ass jo och nees d'Leitmotiv bei de Sozialisten: Kommt, mir kucken nach! Gëschter, et muss nach mat deem engen oder mat deem anere geschwat ginn. Ech verstinn, da gëtt nees eng Tripartite gemaach.

Nëmmen net - an dofir sinn ech frou, dass den Här Wolter gesot huet, dass d'Politiker och hir Verantwortung mussen iwwerhuelen -, nëmmen net, dass heibannen een d'Schold ka kréien, dass en duerno manner eng Sozialpolitik mécht wéi déi Lénk, well dat ass jo le danger à gauche! Den Här Hoffmann, op eng Kéier kënnt deen nach mat dräi, véier Sëtz hei an d'Chamber, wa mir net dee roude Fuedem an eis Sozialpolitik verteidegen. Dat heescht, mir mussen dann nach méi lénks, do an deem sozialen Eck nëmmen net iwwerholl ginn.

Bon, wësst Der, wann d'Leit d'Wiel hunn tëschent engem, dee seng Sozialpolitik verteidegt, an engem aneren, deen net weess, a wéi eng Richtung e geet, riskéiert et fir d'Sozialistesch Partei op jidde Fall méi schwéier Zäiten op se duerzekommen.

(Interruptions et hilarité)

Dir kënnt jo e Groupe technique, Här Hoffmann, mat hinne vläicht eng Kéier maachen. Op jidde Fall, et muss een hei soen, dass d'Divergenzen tëschent deenen zwee jo och hei ganz grouss sinn.

Et gëtt héich Zäit, Här President, de Realitéiten an d'Aen ze kucken. Et geet net, weiderzemaache wéi virdrun. Domadder hunn déi al an déi nei Regierung sech vun 2006 u probéiert iwwert d'Zäit ze retten. Mä elo muss agéiert ginn, well mir soss de Risque lafen, d'Zesummeliewen an d'Solidaritéit innerhalb vun eiser Gesellschaft staark op d'Prouf ze stellen.

Wann de Clivage tëschent dem Räichtum vu Jonk an Al an eiser Gesellschaft ëmmer méi grouss gëtt, wa jonk Famillje sech d'Liewen zu Lëtzebuerg net méi leeschte kënnen, wann ëmmer manner Jonker fir ëmmer méi eeler Leit mussen opkommen, wann ëmmer déiselwecht Schëlleren ëmmer méi Belaaschtung aushale mussen, vill Schoule gemaach hunn, zu zwee schaffe ginn a vill leeschten an déi zwee Enner um Enn vum Mount net zesummekréien, dann heescht et opzepassen.

D'Lëtzebuerger waren a sinn an der Kris nach ëmmer solidaresch mat deenen, déi manner hunn. Dat wäert och dës Kéier net aneschters sinn, well si spieren, dass d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft dovunner ofhängeg ass. Mä si wëllen awer, dass hiren Effort an deem Sënn honoréiert gëtt, dass och d'Hëllef réellement do ukënnt, wou Nout un der Fra oder um Mann ass.

D'Lëtzebuerger si solidaresch, mä déi Objektiver, déi d'Politik sech setzt, sollen och gefällegst erreecht ginn. Mat hire Sue soll Nout net géréiert ginn, mä d'Sozialpolitik soll esou vill wéi méiglech de Leit et erlaben, de Wee zréck an en onofhängegt Liewen ze fannen. A si wëllen och, dass, wa si par malheur sollten eng Kéier an esou eng Situatioun kommen, si dann och gehollef kréien.

Eng richteg verstane Sozialpolitik setzt net eenzeg an eleng op d'Geldleeschtung, esou wéi dat am Land säit Jorzéngte gehandhaabt gëtt. Eng richteg Sozialpolitik, Här President, ass déi, déi do usetzt, wou se de Leit eng richteg Perspektiv verschaaft. An eng Perspektiv kréien d'Leit doduerch, dass si schnell nees eng Aarbecht fannen an de Wee aus der Aarmut erausfannen.

D'sozial Kohesioun, Här President, ass vun deem Moment un a Gefor, wann een dat, wat offensichtlech ass, net erkenne wëllt, well een déi néideg Schrëtter och net wëllt ënnerhuelen, fir nëmmen net dat Schlëmmst ze kréien a fir dat Schlëmmst ze verhënneren. Mir sollen net de Solidaritéitswëlle vun de Leit iwwerstrapazéieren, wann een net de Courage huet, d'Sozialausgaben, déi aus dem Rudder lafen, an de Grëff ze kréien.

Här President, wa mir vun den Dépensë schwätzen, da muss ech leider och nach Folgendes lassginn, och wann et de Majoritéitsparteie vläicht net esou gutt deet. Wéi laang gëtt schonn an de successivë Budgetsrapporten drop opmierksam gemaach, dass d'Dépenses courantes fortlafen, dass een zu enger méi grousser Rigueur budgétaire muss iwwergoen? D'DP huet alt emol den „zero base budgeting" proposéiert. Anerer hunn déi franséisch Loi organique sur les finances - genannt de LOLF - ugefouert. Mir si jo iwwert d'Zil eens, da kommt, mir maachen et och!

Wann Der erlaabt, Här President, zielen ech och aus menger eegener Erfahrung, do, wou ech selwer Responsabilitéit droen. Et ass an der Stad Lëtzebuerg. L'exemple le plus édifiant ass deen nämlech, dass all d'Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg am Summer gekuckt huet mat de Servicer, déi em ënnerstinn, fir 18% vun de renge Frais de fonctionnement, an do sinn net d'Personalkäschten derbäi, par rapport zum Budget 2009 ze spueren.

Dat waren ëm déi 40 Milliounen Euro op engem Budget vun 260 Milliounen. Elo kann ee sécher net alles eent zu eent einfach eriwwertransportéiere vun der Gemeng op de Stat, mä et muss een awer zouginn, dass et méiglech ass, wann een et wierklech wëllt. Duerfir hu mer och e Screening gemaach vun all eise Servicer, wou genau beschriwwe ginn ass, wie wat mécht, a wat misst selwer gemaach ginn a wat en sous-traitance misst gemaach ginn. An do ass dann nach eng Kéier en Ënnerscheed gemaach ginn tëschent de legalen Obligatiounen, de wichtegen Aufgaben an de sougenannten „nice to have".

Et si Funktiounsbeschreiwunge vun de wichtegste Posten opgestallt gi mat Organigrammen, déi kritesch hannerfrot gi sinn. Dat heescht: Huet de Service genuch oder ze vill Moyenen, fir déi Aufgaben ze erfëllen? An en fin de compte: Wat ass d'Plus-value fir de Bierger? De Bewäis ass also erstallt, dass et méiglech ass. Mir hunn net bis 2011, `12, `13 oder `14 gewaart, fir et unzepaken, mä elo direkt.

Et kann een an dësem Land eng besser Politik maache mat manner Geld. Ech ginn Iech e Beispill och vun de Servicer vun der Madame Loschetter bei de Kolonien. D'Madame Reding huet e Méindeg manifestéiert virun der Gemeng, wou se da gesot huet, dat wär net normal, dass mer de Budget fir d'Vakanze bei Kanner géife sträichen. Amplaz e puer Kanner an d'Ausland ze schécken, kann ee vill méi Kanner an enger Kolonie hei am Land hunn. An et ass dat Zesummeliewen.

Wat ass den Ënnerscheed ass, ob se op Lombarsijde ginn, oder ob se op Iechternach ginn? Firwat kënne mer net méi Kanner hei am Land versuergen, eng Cohésion sociale, zesummen e Weekend verbréngen, amplaz all Mënsch mat den Transporter mussen an d'Ausland ze féieren? Neen, dat huet d'Madame Reding - also, pardon, d'Madame Adam-Reding oder Reding-Adam, ech weess jo net, wéi se sech nennt elo ganz richteg, mä d'Madame Reding op jidde Fall - ervirgehuewen, dass dat net géif goen, dass mir do Coupë géife maachen. Wat sinn d'Reaktiounen?

Et muss een heiansdo oppassen, well Revendicatiounen, déi net fondéiert sinn, kënnen och e Bumerang sinn. A wann ee verschidde Reaktioune kuckt, déi och lénks a riets waren, muss ee sech d'Fro stellen, ob dat déi richteg Haltung war.

M. le Président.- Här Bettel, den Här Angel wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här Bettel, ech wollt Iech froen, ob Der mat deene Leit, déi Der elo zitéiert, eng Entrevue hat a schonn eng Kéier déi Dossieren duerchgekläert hutt, oder ob Der Iech just op déi Informatiounen,…

(Interruption)

…déi Der kritt hutt, baséiert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech verstinn,…

M. Marc Angel *(LSAP).*- Neen, hien zitéiert hei Leit…

M. Xavier Bettel *(DP).*- …dass den Oppositiounsconseiller Angel vun der Gemeng Lëtzebuerg elo hei e bëssen d'Plaze verwiesselt huet. Ech wëll awer just...

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ma! Dir hutt ugefaangen! Also!

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wëll awer just soen, Här President,...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Bettel, da sot eis och vläicht nach, ob den Här Meisch erëm seng Schipist mécht dëst Joer zu Déifferdeng.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Op jidde Fall, Här President,…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dat ass jo lächerlech, dat do.

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hunn net ugefaang.

M. Xavier Bettel *(DP).*- …hu mir als Schäfferot se empfaang virun der Finanzkommissioun. An ech muss Iech soen, ech sinn zimlech enttäuscht, wann een dann owes op der Tëlee héiert, dass mer se net wollten empfänken am Gemengerot. Mir sëtzen am Gemengerot, mir kënnen awer keng Interruption d'audience maachen, fir dass si kommen.

(Interruption)

Jo, mä… Sot, Här President, den Här Schiltz reegt sech op, den Här Angel stellt eng Fro, mä da gitt lech eens. An dann…

M. le Président.- Här Bettel, ech mengen, mir sollen erëm alleguerten hei op de Krautmaart zréckkomme vum Knuedler. A fuert elo, wann ech gelift, virun hei mat Ärer Budgetsinterventioun.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President,…

(Brouhaha général)

…sechs Méint si säit de Wahlen an d'Land gezunn, eng Regierung huet misse schnell forméiert ginn, well mir an der Kris waren. D'Regierung léisst sech elo gär ee Joer Zäit, fir konstruktiv ze diskutéieren. Ech hu scho virdru gesot, wéi dat da wäert ausgoen.

Solle mir nach weider dreemen? Solle mer de Leit d'Gefill ginn, et wier näischt lass, dës Regierung huet alles am Grëff. Mir kréie just gesot: „Wien haut stoe bleift, fält muer zréck. Dat Land hei brauch en neien Élan."

Wou sinn dann déi Impulser fir dësen Élan? Wou sinn déi Impulser, déi eis solle weiderbréngen, fir muer net zréckzefalen? Wou sinn déi Impulser, déi eise Sozialstat finanzéierbar an domadder och staark solle maachen?

Déi Reformen, déi mer 2006 versprach kruten, sollen elo fréistens 2011 kommen. Fir d'Joren '10, '11, '12, '13, '14 wäerte mir an der Moyenne all Exercice en Defizit vun 2,3 Milliarden Euro am Budget verbuchen. Der Regierung hiert Zécken, hir Hin-an-Hier-Politik kascht all eenzelne Bierger hei am Land 5.111 Euro am Joer. D'Bierger soe Merci!

D'Verléierer vun dëser Politik wäerten déi kommend Generatioune sinn, déi den Defizit, dee mir haut accumuléieren, mussen zréckbezuelen. D'Verléierer wäerten déi jonk Famillje sinn, déi sech d'Liewen zu Lëtzebuerg net méi wäerte leeschte kënnen. D'Verléierer wäerten d'Mëttelschichte sinn, déi d'Steiererhéijung vu muer mussen zréckbezuelen. D'Verléierer wäerten d'mëttelstänneg Betriber sinn, déi duerch déi steigend Sozialausgaben u Kompetitivitéit wäerte verléieren.

De Finanzminister an den Här Wolter sollen eis, wann ech gelift, kee Cours méi ginn iwwer Budgetspolitik oder besser iwwer Defizitpolitik hei an der Chamber oder Keynes-Politik, wou mir erklärt kréien, wéi si eis évitéiere wëllen, an d'Defizitfal ze geroden.

Här President, wien haut stoe bleift, fält zréck. D'Regierung steet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, loosst eis vläicht vum Knuedler erëm op de Krautmaart zréckkommen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- A loosse mer och net nëmmen hei aus der Zitatekëscht zitéieren an al Virschléi opwiermen, mä loosse mer zur Situatioun vun haut schwätzen an zu deene Perspektiven, déi sech dorauser erginn.

Wann een nëmme géif den Ausgabendeel vum Budget kucken, kéint een eigentlech op den éischte Bléck mengen, dass dëse Budget e Budget wär wéi all déi Jore virdrun, en normale Lëtzebuerger Statsbudget. D'Dépensë steigen ëm knapp 6% géintiwwwer dem Virjoer, de Budget courant weist souguer eng Progressioun vu 6,9% op, d'staatlech Investitioune klamme weider op ronn 1,8 Milliounen Euro. Géigeniwwer dem Virjoer 2009 bleift also am europäesche Verglach en eemolege Progressiounsrhythmus an eisem Ausgabendeel vum Budget festzestellen.

Atypesch gëtt dëse Budgetsprojet doduerjer, dass sech op der Einnahmesäit d'Grondtendenze vun deene leschten 20 Joer net méi répétéieren. Zu Lëtzebuerg hate mer nämlech déi aussergewéinlech Situatioun, dass iwwert déi zwee lescht Jorzéngten an der Moyenne d'staatlech Einnahmen ëm net manner wéi 7% vu Joer zu Joer eropgaange sinn. Fir 2010 rechent de Finanzminister mat manner Einnahme vun 8,7%. Op där enger Säit also eng Grondtendenz iwwert déi lescht 20 Joer +7% pro Joer, an engem Joer 2010 gëtt gerechent mat engem Minus vun Einnahme vun 8,7%. Ënnert dem Strëch bleift dann e Lach - wann ech mech däerf esou salopp ausdrécken - vu geschätzten 1,3 Milliarden Euro respektiv souguer 2,1 Milliarden Euro, wann déi nom europäesche Rechnungsmodell betruecht ginn, wou och d'Investitiounsfongen notamment mat hirem Ausgabefong berücksicht ginn.

Esou e Lach vun zwou Milliarden Euro, dat sinn net nëmmen e Fënneftel vum Statsbudget, mä dat ass och eng Finanzenveloppe, wa mer déi Suen hätten. Mä hei dréint et sech leider ëm e Lach. Eng Finanzenveloppe, déi géif et méiglech maachen, 20 Lycéeën ze bauen oder 40 Fleegeheimer oder 80 Sportshale mat Schwemm. Nëmmen, fir ze verdäitlechen, wat d'Envergure ass vun deem Defizit, dee mer hei opweisen. Déi Sue feelen also, fir esou Investissementer ze tätegen.

Et ass also schonn en enormen Defizit, deen d'Regierung fir dat nächst Joer prognostizéiert. An och, wa sech d'Wuesstums- an d'Inflatiounsviraussoe liicht verbessert hu par rapport zu deenen, déi nach am September gegollt hunn, wéi d'Regierung de Budgetsprojet definitiv festgehalen huet, a wa mer och vläicht kënnen 2010 mat engem Wuesstum ëm 2% rechnen, bleift, dass, wat d'Einnahmesäit vum Budget d'nächst Joer ugeet, net mat radikale Veränneerungen ze rechnen ass. Et muss ee sech astellen op en zolitten, en ni gekannten Defizit an engem Budget hei zu Lëtzebuerg.

An eisem Budgetsminister hei zu Lëtzebuerg kënnt urplötzlech eng nei Missioun zou, eng nei Missioun fir Lëtzebuerg, well am Ausland kenne se déi doten Aufgabe

scho méi laang: Defiziter ze verwalten, ze reduzéieren an erëm op eng parallell Entwécklung vun Einnahmen an Ausgaben hinzeschaffen. Bis elo war dat zu Lëtzebuerg, mat Ausnahm vun e puer Joer, net d'Haaptaufgab vun eisem Budgetsminister. D'Konscht vum Lëtzebuerger Budgetsminister huet haaptsächlech doranner bestanen, d'Einnahmen ze ënnerschätzen, fir net nei Appetiter waakreg ze maachen, d'Ausgabe regelméisseg an d'Luucht klammen ze loossen an och nach d'Méiglechkeet ze hunn, Geld an d'Reserven ze setzen.

Jo, 2010 kënnt Lëtzebuerg an der realer Budgetswelt vun Europa un.

Et kann ee sécherlech iwwert d'Ausmooss vum Statsdefizit hannert dem Komma streiden. D'Propose vun Experten, international an national, sinn net gefestegt, wéi och d'Reprise nach net gefestegt ass. Mä den Eescht vun der Situatioun iwwert d'Joer 2010 eraus gëtt hei net geleegnet, dat huet och keng politesch Kraaft hei an dësem Parlament gemaach.

Fir dat ze beleeën a fir sech ee Moment lasszeléise vum Spill vun den Zuelen am Budget, muss een eng aner Zuel virun Aen hunn. Dat ass déi Zuel vun 20.000 méigleche Leit, déi wäerten Enn d'nächst Joer, wa sech d'Prognose bewahrheiten hei zu Lëtzebuerg, no enger Aarbecht sichen. 20.000 Leit - dat ass enorm, dat ass dramatesch.

Mir wëssen alleguerten, dass, wa sech souguer géif d'Konjunktur erhuelen, wa mer erëm Wuesstumsrate vun 3% géife kuerzfristeg schreiwen an de Joren 2012-2013, dat no eisem Lëtzebuerger Modell keng direkt positiv Auswierkungen op d'Entwécklung vum Aarbechtsmaart huet. Beschtefalls kann et zu enger Stagnatioun op ganz héijem Niveau vun der Zuel vun deene Leit féieren, déi hei eng Aarbecht zu Lëtzebuerg sichen.

Et ass déi Situatioun, déi eis wuel esou staark soll interpelléiere wéi d'Diskussioune ronderëm de Budgetséquiliber an d'Anhale vun de Maastrichter Stabilitéitskritären, woubäi natierlech och ëmmer en enken Zesummenhang tëschent deem engen an deem anere besteet.

Déi dote Fro, déi sozial Fro, déi sozial Kris, déi sech eréischt amgaang ass voll ze entfalen, muss an dem Mëttelpunkt stoe vun den nächste Berodungen tëschent der Regierung an de Sozialpartner, Berodungen och tëschent der Regierung an dem Parlament.

Nei Aarbechtsplaze brauch dëst Land an enger Zäit, wou eleng am Bankesecteur wäerten an deenen nächste Joren duerch d'Ëmstrukturéieren, dat sech international wäert maachen, duerch d'Drécke vun de Betribskäschten dausende Plaze verluer goen. An och den Industriesecteur riskéiert, aus dëser Kris net gestäerkt, mä éischter geschwächt erauszegoen.

Duerfir ass et kloer, dass d'Regierung richteg läit, weiderzefuere mat där Politik, déi an deene leschte Jore gemaach ginn ass, fir nei Secteuren an der Wirtschaft opzebauen am Beräich vun den Ëmwelttechnologien, am Beräich vun de Gesondheetstechnologien, am Beräich vun der Logistik oder dem Internetbusiness. Mä all dat dote brauch Zäit. All dat dote ka kuerzfristeg keng Äntwert sinn. Laangfristeg ass et schonn de Schlëssel fir en neien Ufank hei zu Lëtzebuerg.

Ugesiichts vum Ausmooss also vun deenen Erausfuerderungen, déi virun eis stinn, ass fir d'LSAP ausser Fro, dass all d'Investissementer, déi en direkten, positiven an en nohaltegen Impakt virun allem op d'Wirtschaft, op d'Bildung, op d'Beschäftegungsstrategie hunn, an deenen nächste Jore mussen absolut Prioritéit kréien.

Mir si jo hei amgaang, och déi lescht Wochen nach, monter nei Projeten ze stëmmen, wéi wann näischt wär. D'Leit dobausse menge jo, muer géif mam Bau ugefaange ginn, wa se net scho mengen, de Bau wär amgaang, wann d'Chamber doriwwer hei diskutéiert.

Mir sinn eis alleguerte bewosst, an dat solle mer och däitlech soen, dass e gudden Deel vun deene Projeten net méi wäerten an deenen nächsten een, zwee, dräi Joer ugefaange kënne ginn, well mer och do an deenen nächste Méint - dat dauert keng Jore méi - musse Prioritéite setzen. An och do ass eis kloer, dass Investissementer a Projeten am Beräich Innovatioun/Fuerschung, nei wirtschaftlech Secteuren, Aus- a Weiderbildung, Uni Lëtzebuerg prioritär Domäne sinn.

Et ass och fir eis ganz kloer, dass, wa mer am Transportsecteur musse Prioritéite setzen, d'Prioritéit muss geluecht ginn op den öffentlechen Transport. Mir kënnen eis de Luxus net méi weider leeschten - dat konnte mer mat 7% Progressioun am Schnëtt vun eisen Einnahmen iwwert déi lescht 20 Joer -, fir iwwerall a gläichzäiteg ze investéieren. Mir musse kloer no deenen Aufgaben, déi sech eis stellen, déi Prioritéite setzen an dat och dobaussen däitlech maachen.

Fir 2011 ass fir eis och kloer, dass d'Budgetspolitik fir d'Opstellung vum nächste Budget muss doranner bestoen, dass net nëmmen op déi grouss Bléck diskutéiert gëtt, wou mer honnerte vu Milliounе menge kënnen ze verréckelen, mä dass se och am klenge Mooss gefouert ginn, dass mer effektiv all Dépense beim Stat, an dat ass nach ni zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mussen iwwerpréiwen, ob se da wierklech néideg ass, ob se och effizient ass, an ob se déi Ziler, déi se eigentlech sech setzt, och erfëllt.

Insgesamt gëllt dat jo och fir d'Budgetspolitik vun eisem Fraktiounskolleeg, dem Negri Roger, mengen ech, deen déi Richtung uginn huet. An dee wäert haut do en Tëppelchen dropsetzen an d'Richtung uginn, fir eng zilorientéiert Budgetspolitik ze féieren. Do musse mer aus de getréppelte Pied vun 20, 30, 40 Joer hei an der Budgetspolitik eraus, a mir mussen also méi kloer eng Evaluatioun maache vun deene Geldmëttelen, déi mer ausginn, an da kucken, ob se och wierklech richteg ukommen an ob se déi Effete bewierkt hunn, déi politesch gewënscht waren. Dat ass déi Aufgab, virun där mer eis net méi kënnen drécken, an déi muss bei der Opstellung vum Budget 2011 getätegt ginn.

Et ass evident, dass, wa mer dann un déi grouss Budgetsposte kommen, et dann net onlogesch ass, och vu Sozialausgaben ze schwätzen, well dat glécklecherweis e gudden Deel vum Lëtzebuerger Statsbudget ausmécht.

Da muss een awer och kënnen, dat maache mir als LSAP, deene Leit, déi nëmme wëlle vun Afrostellung vu Sozialausgabe schwätzen, soen, dass mer gären déi Diskussioun awer méi breet gefouert hätten: iwwert de Gesamtéquiliber, d'Gerechtegkeet an eisem allgemenge Steiersystem.

Wat bréngen d'Betriber vu Steieren op? Wat bréngen d'Privatpersoune vu Steieren op? Wéi gesäit et mat der Besteierung vum Akommes aus? Wéi gesäit et mat der Besteierung vu Grond a Besëtz hei zu Lëtzebuerg aus? Wéi ass et mat der Besteierung vun der Aarbecht respektiv mat der Besteierung vum Konsum? Wou stounge mer do virun 20 Joer? Wou hu mer eis entwéckelt an deene leschte Jorzéngten? A wat mécht haut Sënn, wat ass haut wichteg, wat ass haut och gerecht?

Am Steiersystem ass an eisen Aen d'Fro vun der Gerechtegkeet, vum Empfanne vun der Gerechtegkeet eng ganz wesentlech Fro.

Ass et da wierklech aberrant, ze schwätzen, dass ee kéint - de Lucien Lux huet dat gemaach - erwägen, d'Solidaritéitssteier an d'Luucht ze setzen? Déi Solidaritéitssteier, doru wëll ech erënneren, ass entstan an enger Krisenzäit, am Beräich vun der Stolkris, déi wahrscheinlech, gesi mer haut, net esou déif war allgemeng fir d'Land wéi déi, an där mer momentan hei zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner och drastiechen. Si ass zäitlech begrenzt a war sengerzäit geduecht, fir och d'Ausgaben am Aarbechtsloseberäich ze finanzéieren. Déi Ausgaben, déi chiffréiert d'Regierung d'nächst Joer op 580 Milliounen Euro. D'Solidaritéitssteier, wéi se haut besteet, bréngt ganzer 120, 130 Milliounen Euro. An an eisen Aen ass dat doten eng Diskussioun, déi muss gefouert ginn.

Ech däerf dorun erënneren, dass an der Tripartite 2006 schonn den Accord bestanen huet tëschent alle Sozialpartner, fir op eng Héijung vun der Solidaritéitssteier sech eens ze setzen. Deen Accord ass herno vun der Regierung net duerchgezu ginn, well eigentlech sech deemools déi konjunkturell Situatioun verbessert hat an d'Budgetssituatioun aus de rouden Zuelen erëm eng Kéier a schwaarz Zuelen erakomm ass.

Ech sinn och der Meenung, dass mer zu Lëtzebuerg mussen d'Diskussioun iwwert d'Besteierung vun de Spëtzegehälter féieren. De Spëtzesteiersaz, ënner anerem. D'Diskussioun gëtt an alle Länner gefouert, wou iwwer Konjunkturprogrammer an iwwer Exitstrategien diskutéiert gëtt. An eisen Aen ass dat och eng Diskussioun, déi op den Dësch gehéiert an déi och öffentlech soll debattéiert ginn.

Selbstverständlech soll och nogeduecht ginn a mussen och Décisioune geholl ginn, iwwer wat fir ee Wee a wat fir eng Beräicher eng gewësse Sozialtransfertsleeschtung vum Stat méi wierksam kann usetzen. Do sinn och Décisiounen ze huelen. Ech kéint mer virstellen, dass an deenen Diskussiounen, déi d'Regierung féiert, am Endeffekt e Stufeplang eraus kéint kommen, e Stufeplang iwwert déi nächst Joren, wou ee vu verschiddenen Hypotheesen ausgeet, déi mer haut net all kënnen determinéieren - well kee weess, wéi wierklech de Wuesstum an zwee, dräi Joer ass; kee weess, wéi d'Beschäftegungszuel an zwee, dräi Joer ass, kee weess, wat d'Inflatiounsrat an zwee, dräi Joer ass -, an dass een ebe vu verschiddenen Hypotheesen ausgeet a jee no Hypothees festleet, wat fir eng Moossnamen an deem Fall da kënne geholl ginn.

Wat fir mech net a Fro kënnt - dat soen ech och ganz kloer -, d'Patronatschamberen hunn dat mat Nodrock gefuerdert och an den Avisen zu dësem Statsbudget 2010, dat ass eng Ausserkraaftsetzung vun der Indextranche am Joer 2010. An ech mengen, opgrond vun all deene Positiounen, déi all Parteien hei virun de Wahle geholl hunn an hire Wahlprogrammer an öffentleche Stellungnahmen duerno, ass et fir eis Partei ganz kloer, dass déi automatesch Indexupassung vu Léin a Gehälter a Renten net zur Diskussioun steet an där ganzer Exitdiskussioun, déi mer elo ufänken.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mer, wat de Rentesystem ugeet, deen net direkt eppes mat dësem Budget ze dinn huet, mä deen awer och d'Fro stellt vun der laangfristeger Ofsécherung, dass mer wäerten zu Décisioune kommen. An ech vertrauen do éierlech dem Verhandlungsgeschéck och vun dem zoustännege Minister, fir dat an Diskussioune mat de Sozialpartner ronnzekréien, opgrond vun Experteberichter, déi jo scho virleien, an ze sécheren, dass mer herno wäerten, wann dës Period fäerdeg ass, e méi stabile Rentesystem hunn, laangfristeg besser ofgeséchert, wéi dat haut nach de Fall ass, deen also och e Konjunkturknacks ka verkraaften, an dat ass fir eis immens wichteg.

Kloer ass och, dass fir eis Partei d'Léisung net doranner besteet, fir aus dem Repartitiounssystem, dat heescht, dem Solidarvertrag tëschent de Generatiounen erauszeklammen an an e Kapitaliséierungssystem bei eise Renten eranzegoen.

Jiddwereen ass gefuerdert, mengen ech, net nëmmen hei ze zitéieren aus Wahlprogrammer, mä jiddwereen ass gefuerdert an deenen Diskussiounen hei, ob Majoritéit oder Oppositioun, an dat gëtt eng kontrovers Diskussioun.

A fir mech ass et menger Usiicht no keng Schan fir d'Koalitiounsparteien, déi jo selwer alleguerten hire Wee elo sichen. Et huet jo keen eng fäerdeg Léisung hei an der Täsch, wéi et soll weidergoen. Fir mech ass et keng Schan, dass dat diskutéiert gëtt, dass dat fräi, offen, fair, sachlech diskutéiert gëtt.

Mir brauche jo eng öffentlech Diskussioun dobaussen. Dat hei, déi Diskussioun, déi mer ze féieren hu ronderëm méi Beschäftegung, ronderëm eng Sanéierung vun den öffentleche Finanzen, dat muss eng öffentlech Diskussioun sinn. Dat däerf dach net an engem klenge Krees vu Regierung, Sozialpartner an enger Tripartite och nach respektiv och hei ënner 60 Deputéierten eng Diskussioun bleiwen. Do muss jiddweree mat agebonne ginn an déi Debatt, an déi däerfe mer, mengen ech, och als politesch Partei an och als Chamber net fäerten. Jiddwereen ass gefuerdert, seng Iddien ze testen a mat kohärente Konzepter an déi doten Debatt eranzegoen. Jiddweree muss also och Faarf bekennen an deenen dote Froen, déi sech stellen.

Ech géif mer just wënschen, dass mer als Approche keen Defätismus hei un den Dag leeën, dass mer eng offensiv, eng positiv Grondastellung hunn, wa mer iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg schwätzen a wa mer iwwert d'Neiausriichtung vun eiser Ausgabepolitik hei zu Lëtzebuerg ënner anerem schwätzen, wa mer driwwer schwätzen, wéi mer méi Leit erëm kënnen an eng Beschäftegung erabréngen.

Deen doten neie Pakt fir Beschäftegung, fir nohaltege Wuesstum a fir ausgeglachen öffentlech Finanze muss équilibréiert, zukunftsorientéiert a gerecht sinn. Mir sinn eis an der Koalitioun eens, dass d'Kris net wäert um Bockel vun deene sozial Schwaachen ausgedroe ginn, duerfir steet och eng LSAP. Et geet also drëm, par rapport zu där wirtschaftlecher, där finanzieller an där sozialer Kris Perspektiven opzezeechnen. An ech mengen, dass net nëmmen eleng eng Exitstrategie gefrot ass, mä och eng Entrystrategie, en Astieg an en neien Entwécklungsmodell hei zu Lëtzebuerg. Nohalteg ausgeriichte politesch Décisioune brauche mer, an dat ass dat Element, wat mir och als LSAP wëllen an déi Diskussioun mat erabréngen.

Ech hu gesot, dat heescht an de Finanzen, dass mer eng nei Budgetspolitik maachen, déi op anere Grondprinzipien opgebaut ass. Dat heescht och, dass mer eng Reform vun der Statskontabilitéit musse maachen, fir déi Elementer do, déi zilorientéiert Budgetspolitik eranzekréien. Dat heescht awer och, dass eng iwwerfälleg Reform vun der Gemengekontabilitéit muss gemaach ginn.

An ech kommen elo e bësse méi ausféierlech op dee ganze Gemengesecteur zréck, deen e bëssen an där ganzer Diskussioun ronderëm d'öffentlech Finanzen - et geet jo net nëmmen ëm d'Statsfinanzen - bis elo weder am Budgetsrapport nach an den Ausféierunge vum Budgetsminister iergendwéi Erwähnung fonnt huet. De Frënd Michel Wolter war deen Éischten, deen op deen dote Punkt agaangen ass. Ech wëll dat och nach e bësse méi am Detail maachen, wou sech eis Aschätzungen allerdéngs gréisstendeels iwwerschneiden, wat d'Situatioun vum Gemengesecteur ugeet, wou ech awer och wëll eng Kritik ubréngen - ech hunn dat scho gemaach - un der Aart a Weis, wéi eigentlech net probéiert ginn ass, vu Regierungssäit d'Gemengen och an dee Konjunkturprogramm mat eranzekréien.

Null Kontakter, nix, zwou verschidde Welten an deem klenge Lëtzebuerg. Op där enger Säit de Stat an d'Regierung, an op där anerer Säit eis Gemengen hei. Dat ass eigentlech net normal. Dat hieft sech och of vun all deene Prozeduren a Strategien, déi déi aner Länner sech ginn. Wann ech kucken, wat an Däitschland, wat an der Belsch, wat a Länner wéi Spuenien zréckbehale ginn ass, bei hire Konjunkturprogrammer 2009 an 2010, dat waren ëmmer gemeinsam Programmer vu Stat, der Regioun an de Stied, wou deelweis och Projeten aus dem Gemengesecteur konnte mat an déi Konjunkturprogrammer iwwerholl ginn. Dat, wat zu Lëtzebuerg drolegerweis net de Fall ass.

Ech wier frou, wa mer net géifen op där doter Schinn weiderfueren, mä wa mer déi noutwendeg Concertatioun tëschent de Gemengen an dem Stat géife virundreiwen, och besonnesch wat d'Exitstrategie ugeet. Dat Niewenteneen, domat muss definitiv Schluss sinn, well soss meeschtere mer déi dote Problematik definitiv net. Dann huet vläicht de Stat iergendwéi eng Léisung fir seng Problemer fonnt, mä fir d'Problemer vum Gemengesecteur besteet dat net.

Ech wëll soen, wat d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg duerstellen - et gëtt jo vu villen als Quantité négligeable ugesinn. D'Gemengen hei zu Lëtzebuerg, dat ass e risegen Déngschtleeschtungsbetrib, dee ville Betriber a ville Leit Aarbecht gëtt. Dat sinn, wann ech d'Totaler kucke vun de

Budgete vun de Gemengen hei zu Lëtzebuerg, gutt zwou Milliarden Euro jährlech vu Budget. Dat sinn, wat déi ausseruerdentlech Ausgaben ugeet, gutt 400 Milliounen Euro jährlech Investissementer, déi vun den eenzelne Gemengen hei getätegt ginn. Dat mécht 20%, 25% vum Statsbudget a vun de Statsinvestissementer aus. Dat ass net ze vernoléissegen. Dat ass also en immensen Impakt, deen do ass.

An et ass ganz richteg virdrun hei bemierkt ginn, dass vill Gemenge wäerten an déck Problemer kommen. Déi eng méi wéi anerer. Firwat déi eng méi wéi déi aner? Well de Verdeelungsschlëssel dee Verdeelungsschlëssel ass, dee mer schonn zënter Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg kennen an deen net méi richteg ass. Verschidde Gemengen hu bei dësem Budget scho Schwieregkeeten, den ordinären an den Équiliber ze kréien. Aner Gemenge kréien der d'nächst Joer. E puer Gemenge wäerten et wahrscheinlech ni kréien. Et ass net onbedéngt de Mérite vun deene Gemengen, mä eise Verdeelungsschlëssel vun de Statssteiere wëllt dat hei esou zu Lëtzebuerg.

Fir d'Drëtt, wann net fir d'Véiert huet eng Regierung, eng Koalitioun schonn an hirem Programm stoen: „Reform vun de Gemengefinanzen". Et géif endlech Zäit ginn, dass sech deem doten Dossier géif ugeholl ginn. An ech géif hei och d'Protestpotenzial net ënnerschätzen, wat besteet an enger andauernder Kris, wann d'Gemengen net méi wëssen, wéi se sollen eens ginn, wa se d'Enner net méi zesummekréien, well effektiv den Handlungsspillraum vun enger Gemeng vill méi e klengen ass wéi dee vum Stat. D'Gemeng ka keng Gesetzer maachen.

Si huet, wat zousätzlech Einnahmen ugeet, strikt Regelen ze observéieren, wou se kann a wéini se kann op Taxen zréckgräifen. Hiert Aspuerpotenzial ass och - ausser vun e puer grousse Gemengen, déi vläicht och relativ kräfteg geréiert hunn an deene leschte Joren an den Ausgaben - net datselwecht, well iwwerall 40, 45, 50% vun de Gemengeneinnahme Personalkäschte sinn. Personalkäschten, déi sech net op null wäerte weiderentwéckelen, Personalkäschten, déi automatesch steigen; am Schnëtt, iwwert déi lescht zéng Joer, ouni Neiastellungen, ass dat 4 bis 5% pro Joer Steigerung. Dat heescht, et huet ee schonn am Gemengebudget d'Halschent vun den Ausgaben, déi, op de ganze Budget gerechent, dann ëm 2 bis 2,5% steigen.

Wann dann d'Einnahmen zréckginn, da kann déi Rechnung do net méi opgoen. Da féiert dat zu enger Veraarmung vun de Gemengen, oder zu enger Verschëldung vun de Gemengen, oder zu engem Erofsetze vun den Déngschtleeschtungen an de Gemengen. Et gi keng honnert Méiglechkeeten, an duerfir muss déi concertéiert Aktioun tëschent Stat, Regierung, Gemenge gefouert ginn, an d'Gemengefinanzreform an d'Gemengekontabilitéitsreform muss an dëser Period duerchgezu ginn.

E Wuert och zur Chamber. Et wier gutt, an éischt Usätz sinn do iwwert déi lescht een, zwee Joer gemaach ginn, wann och d'Chamber sech als Institutioun géif emanzipéieren, wat de Budget ugeet. Ech weess et, dës Chamber huet et nach ni fäerdeg bruecht, fir een Amendement - ech si scho laang derbäi, jo - zum Budget duerchzesetzen.

(Interruption)

Ech kennen och déi Spillregelen. Ech hunn dat doten awer ëmmer kritiséiert, duerfir sinn ech hei an der Linn, déi ech zënter 25 Joer, Här Boden, hei vertrieden, an deenen ech d'Chance hat, an der Chamber ze sinn.

Et bleift awer, dass elo eng Chance besteet, an ech spieren awer an der Finanzkommissioun, dass si dat wëllt maachen, fir elo bei der Opstellung vum Budget mat derbäi ze sinn - herno gëtt et schwéier, Saachen ëmzeänneren, wann een un engem Riedchen dréit, da riskéiert een, en anert Riedchen erauszedréien -, wann elo eigentlech de Kader gesat gëtt.

Dat geschitt schonn an engem Mount. Bis Enn Dezember muss d'Regierung Bréissel matdeelen, der Kommissioun matdeelen - dat gëtt jo dann och diskutéiert an deenen zoustännegen europäesche Gremien -, wat hir Zilsetzung ass am Kader vum europäesche Wuesstums- a Stabilitéitspakt. Do muss se ënner anerem uginn, wat elo eis direkt interesséiert, wéi si mengt, dass an deenen nächste puer Joer den Équiliber vum Statsbudget ausgesäit. Do setzt d'Regierung, setzt Lëtzebuerg e Kader. Ech si frou, mat kënnen derzou bäigedroen ze hunn, dass mer elo am Januar wäerten d'Regierung dozou héieren, fir ze gesinn, op wat fir enge Grondlagen a mat wat fir enger Zilsetzung si dat mécht.

Do geet et jo net drëm, fir einfach Politik weiderzeschreiwen, mä do geet et wierklech drëm ze soen: „Mir mengen, mat deene politeschen Akzenter, déi mer setzen, wëlle mer déi nächst Joren do an do erauskommen." Et ass also do, wou de Kader gesat gëtt, wou d'Eckdate praktesch fixéiert gi fir déi Diskussiounen, déi mer dann an deenen nächste Méint ze féiere kréien. Et ass also wichteg, dass d'Parlament do mat derbäi ass.

Wichteg ass och, dass d'Parlament bei der Opstellung vum Budget a bei der Kontroll vun der Exekutioun vum Budget weider derbäi bleift. Et war mühseleg, do si vill Effortë gemaach ginn. Mir sinn haut do an enger anerer Welt, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war. Ech spieren do, dass iwwer all Parteigrenzen eraus de Wëllen do ass, och dass d'Parlament an där doter Fro méi eng aktiv Roll spillt an net nëmme reaktiv praktesch hei agesat gëtt.

D'Grondlag vun deenen Diskussioune wäert en iwwerschafftene Bericht vun den Experte sinn. E Bericht, dee jo agefloss ass Ufank Juli an d'Debatte während de Koalitiounsverhandlungen, deen och jo Bestanddeel ass vum Koalitiounsaccord, deen also och veröffentlecht ginn ass, a wou d'Experte versicht hunn - se soe selwer, et ass iwwer sechs Méint eraus net kloer festzeleeën - virauszegesinn, wéi sech dann de Wuesstum, wéi sech och d'Parametere vun de Statsfinanzen, vun den öffentleche Finanze wouméiglech déi nächst Joren entwéckelen.

Elo kann ee soen, dass se fir 2009 ze pessimistesch waren. All déi Donnéeën, déi mer haut hunn, weisen, dass awer eng Rei vu Steiere méi héich Einnahme verzeechnen, wéi nach gemengt gi war viru fënnef Méint. Dat gëllt besonnesch fir d'Kierperschaftssteier an d'Gewerbesteier, wou eben eng Rei vu Réckstänn agedriwwe gi sinn, sou dass een haut kann dervunner ausgoen, dass do in etwa déiselwecht Zuele wäerten erakommen, wéi dat am Budget 2009 stoung, obwuel d'Experte mat eppes aneschters gerechent haten.

Also zu engem Defizit vun 1,5 Milliarden Euro 2009 wäert et sécherlech net kommen. Mä dat huet awer Ursaachen, déi liicht nozevollzéie sinn. An déi Suen, déi elo do sinn, feelen eventuell an deene Joren hannendrun.

Wann ech also soen, dass se ze pessimistesch ware fir 2009, kann een awer sech d'Fro stellen haut, mä kee kann dorop eng sécher Äntwert ginn, ob se net ze optimistesch waren, wat déi allgemeng Wuesstumsprognose fir d'Joren 2012, 2013 an 2014 uginn, wou si dovunner ausginn, dass mer erëm no an no op eisen ale Wuesstumsrhythmus vu 4,5%, 5% eropkommen.

A mat all deenen Hypotheesen do, ze pessimistesch fir 2009, vläicht ze optimistesch fir déi Joren hannendrun, soe se eis awer, dass mer mat Statsdefiziter ze rechnen hunn am Statsbudget vun iwwer zwou Milliarde praktesch pro Joer, bis zu 2,5 Milliarde pro Joer. Dat géif derzou féieren, dass mer nach eng Kéier eng Verdueblung géife fäerdeg brénge vun eiser Scholdelaascht. Mir géifen op ronn 40% kommen. Alles dat ass natierlech vum Béisen.

An ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass, wann ee selbstverständlech an dësen Zäiten eng Verschëldung muss akzeptéieren, a wa mer och sécherlech net op d'Nullverschëldung wäerte komme pro Joer bis zum Enn vun dëser Mandatsperiod, et net ka sinn, dass mer eis Problemer vun haut ausschliesslech léisen um Bockel vun deenen zukünftege Generatiounen. Dozou steet och eis Partei.

D'Fro, déi ech wollt opwerfen, ass d'Fro vun enger Budgetsnorm. Ech soen direkt: „Mir sinn nach net an Däitschland." Ech mengen, et denkt kee Mënsch drun, sou Geschichten an eng Verfassung anzeschreiwen. An ech mengen, et deet den Däitschen och scho batter leed, dass se dat gemaach hunn.

Et bleift, et ass awer déi Iddi vun der Budgetsnorm, eng Iddi, déi e sozialistesche Budgetsminister an d'Welt gesat huet, och a Krisenzäiten - et geet op de Jacques Poos zréck -, déi ëmmer belächelt ginn ass vun eisem aktuelle Premier an allen Diskussiounen, déi elo awer an den Avisen erëm vill méi staark opkënnt, ob dat awer net och eppes ass, iwwert dat ee wierklech sollt seriö nodenken.

Ech hunn déi Norm nämlech oder d'Anhalung vun esou enger Norm vermësst oft iwwert déi lescht Joren. Eng Norm, déi sech also um mëttelfristege Wuesstum orientéiert, déi d'Inflatioun berücksichtegt a gläichzäiteg awer och en Élasticitéitsfacteur beinhalt, fir kënnen och antizyklesch eng Politik ze féieren.

Ech mengen, mir sollten eis esou eng indikativ Norm scho ginn. Déi ass nëtzlech bei der Opstellung vun deenen nächste Budgeten an dëser Legislaturperiod, wéi mer och eis Moossinstrumenter vun der Entwécklung vun der Wirtschaft, um Aarbechtsmaart, an den öffentleche Finanze musse moderniséieren a verbesseren. Ech hunn nach ëmmer den Androck, dass mer do hannendrunhippe par rapport zu deem, wat awer aner Länner schéngen als Moossinstrumenter zur Verfügung ze hunn. An esou Zäiten, wou mer elo sinn, ass et wichteg, awer och schnell op fiabel Date kënnen zréckzegräifen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Wat jo opfalend ass bei dëser Debatt, ass, dass se inhaltlech komplett anescht gefouert ginn ass wéi all Debatten, déi ech bis elo zum Statsbudget kannt hunn.

Mir hunn eigentlech eis fixéiert op d'Defiziter. Mir hunn eigentlech vergiess ze soen, wat am Budget steet. Wéi wann dat en eidelt Buch wär a just géif bestoen aus deem Lach, wat besteet tëschent den Einnahmen an den Ausgaben op där anerer Säit.

Dëse Budget ass e Budget, wou vill drasteet, wou grouss Déngschtleeschtungen hei finanzéiert ginn op héijem Niveau, wou mer investéieren a sämtlech wichteg Beräicher hei am Land. Dat däerfe mer awer och net vergiessen, bei aller Nodenklechkeet, déi mer an dësen Debatten hunn, iwwer eng Fro, wéi et weidergeet. Ech mengen, et sollt een och betounen, dass dëse Budget och kloer Akzenter fir haut setzt a weider den Niveau vun den Déngschtleeschtungen, den Niveau vun den Investissementer hei zu Lëtzebuerg op engem par rapport zum Ausland wierklech ganz héijen Niveau hält.

De Budgetsminister huet virdru gesot, déi Diskussioun elo hei ëm déi dote Froen, d'Finanzen, do däerft keen Tabu an et däerft keng Ideologie matspillen.

Erlaabt mer deem Ausdrock, wat den zweeten Deel ugeet, ze widderspriechen. Ech si schonn der Meenung, dass et verschidde Sensibilitéite gëtt, verschidden Ideologië gëtt, wéi een un d'Fro erugeet, de Budgetséquiliber mëttelfristeg erëm hierzestellen.

Wéi vill ee wëllt op Schold setzen, wéi vill a wou ee wëllt spueren, ob ee sech nei Einnahme verschaaft a wou ee sech se verschaaft; alles dat si Froen, mengen ech, déi scho mat Iddien zesummenhänken. An hei muss eng Konfrontatioun vun den Iddië kommen.

A kuckt all déi Diskussiounen hei am Ausland. Kuckt d'Diskussioun an Däitschland, zum Beispill, wat d'Positioune vun de Parteien do sinn, wéi ee soll aus der Kris erauskommen. D'liberal Partei zum Beispill, déi seet: „Ma d'Krankekeesen, do ass et elo eriwwer, dass deen, dee manner verdéngt, manner och an d'Krankekeess bezuelt, an deen, dee méi verdéngt, méi an d'Krankekeess bezuelt"; wéi dat bis elo an Däitschland de Fall ass an och hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Déi Liberal an Däitschland zum Beispill soe ganz kloer: „Mir si fir eng Kaufpauschal. Mir sinn derfir, dass jiddwereen d'selwecht behandelt gëtt, egal ob en eemol de Mindestloun oder 20-mol de Mindestloun verdéngt. Fir eis ass jiddweree gläich." Dat ass eng liberal Approche, fir un esou Froen erunzegoen.

Ech mengen also schon…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hu mir dat gesot?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, mä Dir freet Iech esou iwwert de Succès vun de Liberalen an Däitschland.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wat mécht de Gordon Brown?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir freet Iech iwwert déi dote Froen. Duerfir wëll ech soen…

(Interruptions)

Net esou nervös ginn!

(Interruptions diverses)

Ech sinn haut net gewuer ginn, wat d'DP wëllt. Ech sinn haut net gewuer ginn, wat d'DP wëllt. D'DP huet zitéiert vu villen anere Leit a si huet eis net gesot, wat se wëllt maachen.

(Brouhaha)

Duerfir beruffen ech mech alt emol op liberal Parteien, déi scho gesot hunn, wat se wéilte maachen, als Beispill, fir ze soen, dass et schonn net egal ass, wien determinéiert, wéi een aus där heiter Finanzkris erauskënnt. Do ginn aner Prioritéite gesat. An déi Diskussioun, mengen ech, sollte mer all zesummen hei féieren. Et ass fir mech normal, dass et do zu enger Konfrontatioun vun den Iddië kënnt.

Mä eent ass kloer, wëll ech nach zum Schluss soe mengem Frënd, neie Parteikolleeg, President: Keng Partei huet sécherlech de Monopol vum Häerz, mä och keng Partei hei zu Lëtzebuerg huet de Monopol vum Vertriede vun den nationalen Intérêten. Dat wëlle mer all.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci. Als leschte Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt dem Budgetsrapporteur Lucien Thiel ze félicitéiere fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, an him awer och en extrae Merci ze soen, dass en ënner anerem och déi vu mir a mengem Budgetsrapport fir d'Joer 2006 gefuerdert nei Budgetsarchitektur a sengem Rapport thematiséiert huet.

Och déi viregt Budgetsrapporteure Lydia Mutsch an Norbert Haupert ware schonns op déi nei zilorientéiert Budgetsreform agaangen. Ech erënneren drun, dass et drëms geet, fir eng nei Budgetskultur anzeféieren, wou de Budget net méi an enger Logik vu Moyenen, mä an enger Logik vu Resultater opgestallt gëtt. Dobäi soll méi eng grouss Budgetstransparenz geschafe ginn duerch permanent Evaluatiounsmechanismen, déi et der Chamber erlaben, hirer Kontrollfunktioun nach méi gerecht ze ginn, an domat am Endeffekt d'Effikassitéit vun de Statsfinanzen optimiséieren.

Den 18. Mäerz 2009 hat ech an deem Sënn eng Proposition de loi deponéiert, déi drop baséiert huet, d'Kontabilitéitsgesetz vum 8. Juni 1999 an 19 Artikelen ëmzeänneren. D'Proposition de loi baséiert op der franséischer Loi organique relative aux lois de finances, kuerz LOLF genannt.

Ech widderhuele kuerz, wat d'Genèse an d'Ziler vun der LOLF sinn. Et ass eng Method fir de Statsbudget opzestellen, déi iwwert d'Approche comptable eraus an och haaptsächlech nom Sënn an Zweck vun der Action publique kuckt, déi net nëmmen d'Legalitéit oder d'Regularitéit vun enger Dépense kuckt, mä och hir Effikassitéit, déi d'Logique des moyens duerch eng Logique des résultats ersetzt, déi um Niveau vun der Administratioun méi Flexibilitéit mat méi Responsabilitéit am Ëmgang mat de Steiergelder verbënnt.

Ee vun den zentralen Aspekter vun der LOLF ass d'permanent Evaluatioun vun de Politiken, déi de Stat respektiv den öffentleche Secteur insgesamt ëmsetzen. Ouni eng systematesch, dat heescht eng permanent, concomitant Evaluatioun vun eiser Politik ass et quasi net méiglech, eng Ausso ze maachen iwwert d'Effizienz an d'Effikassitéit vun eisem politeschen a budgetären Handelen.

Wéi mer wëssen, huet de Stat an der Zukunft enorm finanziell Laaschten ze droen. Da muss eisen alleréischten Objektiv natierlech dee sinn, fir méiglechst effikass mat deene Moyenen ëmzegoen, déi mer zur Verfügung hunn. A fir ze wëssen, ob een effikass schafft, ob ee seng Suen optimal ausgëtt, ob d'Ziler, wou ee sech an der Politik gesat huet, mam minimalen Opwand erreecht ginn, muss ee seng Politik kontinuéierlech a permanent evaluéieren. Dat ass eng Haaptsuerg vun der franséischer LOLF.

Wat déi franséisch LOLF an ähnlech Modeller aus anere Länner eis léieren, ass, dass mer sollen ufänken, eis Politik insgesamt méi systematesch ze hannerfroen an ze iwwerpréiwen, ze evaluéieren also, fir op Dauer eis finanziell Ressourcë besser anzesetzen. Dozou gehéiert natierlech och, dass ee seng politesch Objektiver kloer formuléiert a wa méiglech och quantifizéiert a sech déi néideg Indicateure gëtt, fir ze iwwerpréiwen, ob déi gesaten Ziler erreecht goufen a mat wat fir engem Opwand.

Déi Instrumenter muss ee sech natierlech an enger éischter Phas ginn. Dat ass opwändeg a komplizéiert, mä noutwendeg, wann een d'Statsfinanzen an Zukunft wëllt am Équiliber halen, ouni un d'Leeschtungen an un d'Missioune vum Stat schneiden ze goen.

Domat gëtt de Budget also net méi an enger Logik vu Moyenen opgestallt, mä an enger Logik vu Resultater. Wann ech hei vu LOLF a vun der Moderniséierung vun eiser Budgetsarchitektur a Budgetsprozedur schwätzen, a mir eis domat méi Transparenz, méi Demokratie, méi Evaluatioun fir méi Effikassitéit am Statsbudget wëlle ginn, bedeit dat och, dass mir als Volleksvertrieder eis eng aner Manéier ginn, fir eis mam Statsbudget ze beschäftegen. Mir hunn do als Chamber eng Responsabilitéit, déi mer jo och wëllen huelen, a wou eise President vun der Finanzkommissioun Michel Wolter och amgaang ass, éischt Akzenter ze setzen, déi an déi richteg Richtung ginn an déi mer all, alleguer voll ënnerstëtzen.

Et geet einfach net méi duer, dass mer als Chamber Mëtt Oktober gespaant erwaarden, wéi de Budget soll ausgesinn, en dann analyséieren. Mir loossen eis déi üblech Avisë ginn, debattéieren am Dezember monter driwwer, an da gëtt dat Ganzt in globo gestëmmt, an esou wéi de Budget am Oktober hei zur Dier erakomm ass, gëtt en och am Dezember hei erëm erausgedroen a gestëmmt, sou wéi mäi Kolleeg Alex Bodry dat elo grad och scho gesot huet. An och wa mer säit dësem Joer regelméisseg all Mount iwwert de Stand vun den Zuelen informéiert ginn, sou geet et hei ëm vill méi.

Bei enger Politik vun Objektiver, vu Qualitéitsziler, do muss d'Chamber mat ageschalt sinn a permanent validéieren, a wat fir eng Richtung et geet. A méi schlechten Zäite kënne mir eis net drop verloossen, wat mer iergendwann als Resultat zerwéiert kréien, an dann ass et eben esou. Wann dat och bis elo ëmmer gutt gaangen ass, ass dat keng Garantie fir d'Zukunft; an déi Garantie hätte mir als LSAP an Zukunft gär.

Här President, opgrond vum neie Chambersreglement iwwert d'Propositions de loi ass am Ufank vun dëser Legislaturperiod am Oktober meng Proposition de loi vum 18. Mäerz 2009 erëm vun der respektiver Lëscht, oder, wéi mer hei am Haus soen, vum Rôle geholl ginn. Haut wëll ech de Redépôt vun dëser Proposition de loi maachen, woubäi ech e puer Mises à jour mat agebaut hunn.

Am Exposé des motifs vun der Proposition de loi hat an hunn ech eng impressionnant Lëscht vun Organisatiounen an Institutiounen, nationaler an internationaler, opgefouert, déi sech och fir eng Reform vun eisem budgetäre Kader ausgeschwat hunn.

Net méi spéit wéi de leschten 23. September 2009 huet eng Institutioun, an dat ass an dësem Kontext keng där mannster eng, bien au contraire, huet also eis Cour des Comptes an hirem Konterapport fir 2008 de Sujet opgegraff an eng ganz nei Rei Recommandatioune formuléiert, déi sech wäitgehend mat deem iwwerschneiden, wat ech schonn am Mäerz a menger Proposition de loi proposéiert hat. Och d'Method vun der Cour des Comptes, fir sech un der franséischer LOLF ze inspiréieren an dovunner Haaptelementer erauszehuelen, dës u Lëtzebuerger Gegebenheeten unzepassen an d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 punktuell ofzeänneren, ass déi Method, déi ech an der Proposition de loi applizéiert hunn.

Här President, den Hannergrond vum neie Chambersreglement iwwert d'Propositions de loi ass jo bekanntlech eng Ëmännerung duerch déi d'Chamber versicht, Gesetzespropositioune méi effikass a virun allem och méi séier duerch d'Prozeduren ze bréngen. Et soll net méi sou sinn, dass Propositioune jorelaang an der Schläif hänken an op en Avis vun der Regierung oder vum Statsrot gewaart gëtt. Ech hoffen, och wann ech weess, dass eist Reglement keng Obligatioun virgesäit, ech hoffen also, dass d'Regierung e motivéierten Avis zu der Proposition de loi ofgëtt. An ech wär eisem zoustännege Budgetsminister Luc Frieden dankbar, wann en eng Zouso an deem Sënn maache géif.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an iwwerreechen Iech, Här President, meng Proposition de loi. Wann ech gelift!

5. Dépôt d'une proposition de loi

6092 - Proposition de loi visant - à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés, - à promouvoir la modernisation de la gestion publique, et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État; b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances; c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roger Negri. An da géif elo nach d'Wuert kréien den Här Finanzminister Luc Frieden.

6. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géif gäre jiddwerengem, deen an dësem Débat intervenéiert huet, Merci soen.

Deen Débat huet am Fong a mengen Aen zwou Saache gewisen. Fundamental, mengen ech, ass d'Ausriichtung vum Budget 2010, wat säin Objektiv ass, eng Politik ze maachen, déi an der Kris net soll d'Ekonomie schwächen, mä éischter d'Ekonomie ënnerstëtzen, déi ass net fundamental a Fro gestallt ginn. Den Débat huet sech op largë Plagen dorobber konzentréiert, fir ze kucken, wéi een dann an der Period '11 bis '14 mat där schwiereger Wirtschafts- a finanzieller Situatioun vum Land soll eens ginn. Do sinn ënnerschiddlech Point-de-vuen ausgedréckt ginn. Dat fannen ech gutt, well dat beräichert den demokrateschen Débat.

D'Regierung ass der Meenung - an dat hunn ech d'lescht Woch hei an der Interventioun vun der Regierung gesot -, datt mer dat, esou wéi dat an der Traditioun vu Lëtzebuerg de Fall ass, an der Diskussioun mat de politesche Kräften an de Sozialpartner hei am Land wëllen diskutéieren.

Datt dobäi d'Regierung an d'Majoritéitsparteien eng besonnesch Verantwortung hunn an och eng gewëssen Initiativroll ze spillen hunn, schéngt mer evident. Et ass och hei keen dobanne gewiescht, dee sech dem Débat verschloss huet. Datt deen ee vläicht méi op d'Reduktioun vun den Dépensen Akzent leet, datt deen anere vläicht d'Dépensen e bësse wëllt réorientéieren, an deen Drëtte wëllt bei de Steiere gewëssen Ännerunge virhuelen, ech mengen, dat ass legitim.

Dat ass deen Débat, dee mer d'nächst Joer solle féieren. Dee brauche mer net haut ze féieren, well fir d'Joer 2010 hu mer eng Marschroute festgeluecht. An ech soen et nach eng Kéier: Ech mengen net, datt déi antizyklesch Politik hei fundamental a Fro gestallt ginn ass.

Ech mengen och net, wann ech den Débat richteg nogelauschtert hunn, datt een a Fro gestallt huet, datt mer fir d'Period '11 bis '14 mussen eng Rei Ännerunge virhuelen. Wéi d'Gewiichtung vun deenen Ännerungen ass, dat musse mer an deenen Diskussiounen, déi am Januar ufänken, an déi och net an engem Dag oder an enger Woch kënnen ofgeschloss sinn, feststellen.

Ech géif mengen, datt, wa mer bis zur Erklärung vun der Lag vun der Natioun respektiv fir verschidde Moossname bis zum Budget, deen am Oktober d'nächst Joer déposéiert gëtt, déi Orientéierunge festgestallt hunn, dann hätte mer dat richteg ugepaakt, fir um Enn vun dëser Legislaturperiod erëm eng Finanzsituatioun ze hunn, déi am Équiliber ass, an zugläich och eng Wirtschaft ze hunn, déi staark ass. Eng Wirtschaft, déi also och eng oppe Wirtschaft bleift, wou d'Betriber hei am Land Aarbechtsplaze schafen, sief dat national oder international Betriber.

Dat muss eist gemeinsaamt Zil sinn, well, wéi de Moien nach gesot ginn ass, mir maache Politik fir d'Leit. D'Leit, déi hei am Land liewen a schaffen. An do ass d'Finanzpolitik e wesentlechen Deel dervun.

Ech géif och, Här President, well Der mer d'Wuert ginn hutt, zu där Motioun vläicht Stellung huelen, an där gefuerdert ginn ass gëschter, datt d'Regierung géif d'Chifferen, d'Recetten an d'Dépensë vum Stat, méi matdeelen. Ech muss soen, datt ech relativ erstaunt sinn iwwert déi Motioun, déi vum Här Gibéryen gëschter agereecht ginn ass, well ech kommen zënter engem Joer, also och schonn um Enn vun där leschter Legislaturperiod an an dëser Legislaturperiod, all Mount mat alle Chifferen an d'Finanzkommissioun, an deelen déi aus. Dat ass also vill méi wéi dat, wat mer fréier gemaach hunn. Bei där leschter Kéier oder der virleschter Sitzung hu mer se duerno souguer op den Internet gesat.

Dat heescht, ech si schonn d'accord mam Inhalt vun där Motioun, mä en fait maache mer dat. Ech ginn der Chamber all d'Informatiounen iwwert d'Steiereinnahme Mount fir Mount. An dat war och den ausdréckleche Wonsch vum neie President vun der Finanzkommissioun, dem Här Wolter. Ech bréngen all Kéiers déi zwee Direktere vun deene grousse Steierverwaltunge mat, fir do och déi Froen ze beäntweren: Wivill Soldë stinn nach aus? Wéi ass d'Evolutioun vun den Avancen?

Ech gesinn also net an, datt mer hei mussen eng Motioun unhuele fir eppes, wat ech all Mount maachen a wat ech och wichteg fannen, datt ech et maachen. Well als Finanzminister ass et meng Flicht, d'Parlament ze informéieren iwwert d'Evolutioun vun de Recetten an Dépensen, besonnesch an enger schwiereger Zäit wéi där, an där mer sinn.

Wat d'Motioun N°2 ubelaangt, dat war déi iwwert de Scholdestand vun de Gemengen, sou ass et richteg, datt een do muss méi Informatioune kréie generell vun der Finanzsituatioun vun de Gemengen. Dat huet d'Finanzkommissioun à itératives reprises gewënscht. Dat läit net nëmmen an den Hänn vum Stat, scho guer net vum Finanzminister, mä och net nëmmen an den Hänn vum Innenminister.

D'Gemenge mussen, an do hu mer jo och eng Rei Exercicer versicht ze maachen, och hir Donnéeën no deenen europäesche Kritären eraginn. An ech mengen, et wär gutt, datt mer an der Finanzkommissioun vläicht zesummen nach eng Kéier mat der Kommissioun fir Innenpolitik kucken, wéi mer op d'mannst d'Donnéeë vun deene gréissere Gemenge méi schnell op déi europäesch Moossstief adaptéiert kréien.

Dat ass jo nach eng technesch Operatioun. Mä ech sinn d'accord, fir, soubal mer déi Donnéeën hunn iwwert den Endettement vun de Gemengen, prezis Gemeng fir Gemeng, och déi der Chamber matzedeelen. Och duerfir mengen ech net, datt een d'Regierung extra muss opfuerderen.

Schliesslech, wat d'Motioun ubelaangt, déi vum Här Bettel abruecht ginn ass, wou et drëm geet, fir e Groupe de travail interinstitutionnel anzesetzen, do muss ech dem Här Bettel soen, datt ech mengen, och déi Motioun ass inhaltlech an der Rei, mä déi ass am Regierungsprogramm virgesinn. An ech mengen net, datt et noutwendeg ass, datt d'Chamber fir all Moossnam, déi d'Regierung am Koalitiounsprogramm virgesinn huet, datt een duerfir eng extra Motioun brauch.

Et ass déi ferm Intentioun vum Statsminister, fir e Groupe anzesetzen, virun allem fir ze kucken, datt déi Koordinatioun tëscht deene staatlechen Institutioune méi schnell a besser ka gemaach ginn. An duerfir mengen ech, datt och déi Motioun net bräicht vun der Chamber gestëmmt oder ugeholl ze ginn. Net, well mer mam Inhalt net d'accord wären, mä well dat souwisou d'Intentioun ass vun der Regierung. Oder et mécht een honnert Motiounen, well et stinn nach honnert aner gutt Iddien am Koalitiounsprogramm, déi d'Regierung gewëllt ass ëmzesetzen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Finanzminister Merci. Domadder wäre mer um Enn vun eise Budgetsdiskussiounen.

Mir kommen herno zum Vote iwwert de Budget. Mä elo komme mer emol fir d'éischt nach zu der Diskussioun vun de Projet-de-loien Nummer 5591, 5740, 5891 a 6058 iwwert d'Konte vun den Exercicen 2005 bis 2008. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Eischen, d'Madame Brasseur an den Här Haagen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun de Projet-de-loien, den honorabelen Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

7. 5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005
5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006
5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007
6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008

Rapports de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Félix Braz *(déi gréng), rapporteur.*- Merci, Här President. Et geet effektiv ëm véier Projets de loi. Dräi dovu si vun der Commission de l'exécution budgétaire an engem Rapport zesummegefaasst ginn. Dat sinn d'Projeten 5591, 5740 an 5891. Deen aneren, dee véierte Projet de loi, dee gëtt separat behandelt am Rapport zum Projet de loi 6058.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Et gëtt dee Saz, dee seet: Les bons comptes font les bons amis. Wann dee Saz wouer wär, da missten d'Relatiounen tëschent Chamber, Regierung, Cour des Comptes a Statsrot ganz schrecklech ugespaant sinn, well mir hu scho ganz laang keng Konte méi gemaach. Dee leschte Kont, dee mer hei an der Chamber ugeholl hunn, betrëfft d'Budgetsjoer 2004. Zënterhier huet d'Parlament sech net méi ofschléissend mat de Konte vun der Regierung hirem Budget, hirer Exekutioun vum Budget beschäftegt.

Dat eleng geet duer, fir Iech ze erklären, firwat dass meng Explikatiounen zu deenen dräi Projets de loi do sech wäerte relativ kuerz dann och halen, vu dass deen Intérêt an deene leschte Joren net méi grouss war. Dat sinn allerdéngs déi dräi Projets de loi, déi dräi Budgetsjoren, wou

een hätt kënne soe wéi den Här Thiel: Dat waren nach Zäiten!

Déi Zuelen, déi an deene Rapporten duergeluecht ginn, waren effektiv ganz gutt Zuelen. 2008 si mer schonn an eng aner Zäit eriwwergerutscht, déi fir d'Finanze vum Stat méi schwiereg ass, wat mer och bei den Diskussiounen zum Budget 2010 jo hei nach eng Kéier an der Chamber konnten diskutéieren.

An der Kommissioun ass fonnt ginn, dass de Fait, dass mer elo mat esou vill Retard d'Konte vun de Joren 2005 bis `07 missten evaluéieren, eigentlech eng Farce wär. Eng Farce, déi och contraire zu enger Rei gesetzlechen Texter am Fong ass. An et ass och gemengt ginn, dass de Rapport zu de Konte vum Budgetsjoer 2008 en Exercice de style wär, well jo, wann een éierlech ass, dat, wat mer an der Comexbu do diskutéiert hunn, net wierklech nach konnt an d'Debatte fir de Budget vum Joer drop erafléissen.

Ech well, wéi gesot, dofir just e bësse méi am Detail op de Kont 2008 agoen, och wann deen net konnt allze vill nach an de Budgetsdebatten dëst Joer Aschlag hunn. Mä d'Ambitioun vun der Kommissioun, a mir hoffen och d'Ambitioun vun der ganzer Chamber, muss et sinn, fir d'Joer drop, also fir de Budget vun 2011 am Hierscht, Wanter 2010, eng Diskussioun vun de Konte vun 2009 kënnen ze féieren, iert d'Budgetsdebatte stattfannen, fir dass tatsächlech eng Rei Reflexioune vun deenen Analysen an deen neie Budget kënnen eriwwerfléissen.

Wa mer déi Retarden hunn an deene leschte Joren, da läit dat net dorunner, dass d'Regierung hire Projet de loi ze spéit déposéiert hätt. D'Regierung bréngt et fäerdeg, an aller Regel de Projet de loi mat de Konte virum Summer, an der Regel am Juni, an der Chamber ze déposéieren. Dat war och dëst Joer de Fall fir de Kont vun 2008, den 12. Juni 2009.

D'Cour des Comptes huet an der Kommissioun hiren Avis den 23. November 2009 presentéiert, wat eigentlech ausserhalb vun dem legalen Délai ass. An de Statsrot huet gëschter säin Avis zum Projet de loi der Chamber matgedeelt. Ech wäert um Enn vu menger Interventioun den Avis vum Statsrot och nach an de mëndlechen Explikatioune kuerz abauen, well e jo net konnt an dee schréftleche Rapport Anzuch halen, dee jo schonn déi aner Woch e Freideg an der Kommissioun ugeholl ginn ass.

2008 wäert mat Sécherheet an Erënnerung bleiwen als dat Joer, wou mer d'Banken hu misse retten. Et ass och am Kont ganz kloer dat, wat als Éischt erausstécht a muss ënnerstrach ginn. Dat ass de Fall bei de Recetten, et ass de Fall bei den Dépensen, et ass och de Fall bei der Verschëldung. Dat ass déi Haapt- dominant Iddi, déi permanent am Kont an och virun allem am Rapport vun der Cour des Comptes zum Kont 2008 ënnerstrach gëtt.

Déi öffentlech Schold ass an deem Joer geklomm vu 6,9 op 14,7% vum PIB, also eng méi wéi Verdueblung vun der öffentlecher Schold. Dat ass natierlech besuergniserregend, och wa mer domadder nach ëmmer zolidd ënnert de 60% vum PIB leien, déi opgrond vum Stabilitéitspakt mussen agehale ginn.

D'Zentralverwaltung huet am Exercice 2008 nach ëmmer e positive Finanzéierungssaldo an der Gréissenuerdnung vun 943 Milliounen Euro. Dat si ronn 2,6% vum PIB. Et muss een och ënnersträichen, dass d'Recettë vum Stat eng Augmentatioun vu 6,7% matgemaach hunn, haaptsächlech opgrond vun enger Hausse bei der TVA, awer och bei de Salairen, well d'Zuel vun Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg nach ëmmer och am Joer 2008 an enger Croissance war.

An déi zwee maachen dann de Gros vun där Augmentatioun vun de Recettë vu 6,7% aus, wou gläichzäiteg awer och géintiwwer am Kont 2008 eng Augmentatioun vun den Dépense-publiquë steet an der Gréissenuerdnung vun 10,1%. Esou dass also am Joer 2008 och schonn déi öffentlech Ausgabe méi séier gewuess si wéi d'Recetten.

An e puer Zuelen ausgedréckt - an ech wëll awer probéieren der net ze vill ze nennen; Dir kënnt déi am Rapport noliesen, fir déi, wou se all wéilten hunn -: Mir hu fir 2008 am Compte général bei de Recettes an Dépenses courantes a Recettes an Dépenses en capital en Excédent vun de Recettë vun 83,6 Milliounen Euro, wat am Report vun de Solden 322,6 Milliounen ausmécht.

Beim Budget pour ordre, also pour compte de tiers hu mer en Excédent de recettes vu 7,2 Milliounen, an am Report vun de Soldë fanne mer 32,9 Millioune mëttlerweil erëm. An an de Fongen, déi bei der Trésorerie vum Stat déposéiert sinn, hu mer fir de Kont 2008 en Excédent vu Recettë vun 184,1 Milliounen Euro. En Total am Report vun de Soldë vun 2,76 Milliarden Euro op der Clôture vum Kont vun 2008.

Am Total hu mer am Kont vun 2008, wéi gesot, 83,6 Milliounen Excédent. Déi Fro, déi all Joers och da muss beäntwert ginn, ass: Wat maache mer mat deenen Excédenten? Och do hu mer jo an der Vergaangenheet an der Prozedur net ëmmer alles ganz ronngedréint kritt. Och do sinn an der Zukunft an der Chronologie, soe mer emol, vun där Prozedur Verbesserunge méiglech.

Et ass awer virgeschloen, dass den Excédent vun de Recettë vun 2006 an der Héicht vun 240 Milliounen affektéiert gëtt op eng Rei Fongen, notamment d'Infrastructures socio-familiales, den Ëmweltschutz, de Fonds du rail, de Fonds pour l'Emploi, d'Gestion de l'eau an de Kyoto-Fong. Fir 2007 geet et ëm 450 Milliounen, déi an d'Fonge sollen affektéiert ginn. Dee Projet de loi war leider zum Moment vum Dépôt vum Projet de loi iwwert de Budget 2010 nach net aviséiert, esou dass dat nach net konnt integral appréciéiert ginn.

An déi 83 Milliounen Iwwerschoss vum Kont 2008 sollen zu 80 Milliounen affektéiert ginn an de Fonds pour l'Emploi. Déi aner 3,6 Millioune sollen dann an de Report du solde weidergereecht ginn.

Et muss een och feststelle fir 2008, dass eng Rei Dépense-couranten zolidd an d'Luucht gaange sinn. Am Total sinn dat 31,8% vun den Dépensen, déi virgesi waren. A selbstverständlech sinn déi Augmentatiounen do zréckzeféieren op den Asaz fir d'Rette vun enger Rei Finanzinstituter. Dat fënnt ee selbstverständlech och erëm, wann een den Detail dovunner kuckt.

Dann zum Contrôle vun den Dépensen, deen 2008 gemaach ginn ass. De Contrôleur financier hat am Total eppes iwwer 218.000 eenzel Operatiounen ze kontrolléieren. Ech erspueren Iech och do den Detail an de Sous-détail dervun. Ech wëll just feststellen, dass och 2008 nach eng Kéier eng ganz Rei Refus de visa ausgeschwat gi sinn.

Et muss ee soen, dass d'Refus de visa an de leschte Joren am Fong geholl an hirer Zuel réckleefeg waren. Mir haten am Joer 2003 nach bal 600 Refus de visa. Déi sinn an de leschte Jore liicht réckleefeg. Par contre muss ee soen, par rapport zum Joer 2007 ass awer nees eng kleng Augmentatioun festgestallt ginn, och wann et nëmmen eng ganz kleng war. Eng Zuel - dozou kommen ech herno nach -, déi de Statsrot awer insgesamt als ze héich aschätzt. Net well e mengt, dass ee misst soen, et wär an der Rei, mä well e bemängelt, dass vill där doter Situatiounen eigentlech kéinten évitéiert ginn.

D'Haaptgrënn fir de Refus de visa si méi oder wéineger stabel duerch d'Joren. Et ass oft eng Absence de base légale. Dat ass bei all drëttem Refus de visa de Fall. Bei ronn 28% sinn et Engagementer, déi ex post gemaach ginn. Och do gëtt an der Regel dann de Visa refuséiert.

Da sinn och nach Netrespekter vun der Législatioun iwwert d'Marché-publicë fir all Aarte Refus zoustänneg. A mir hunn och nach eng Kéier Enn 2008 eng Rei Dossieren, déi vun der Regierung net clôturéiert waren, 34 am Ganzen, wou, obwuel et e Refus de visa gouf, d'Regierung jo d'Méiglechkeet hätt, mam Passer outre virunzekommen; wat awer net geschitt ass. Esou dass do nach 34 Dossieren en suspens leien. Dat zu den Zuelen.

D'Kommissioun huet sech awer nieft deenen doten Zuelen, déi d'Cour des Comptes nach eng Kéier erausgeschielt huet, och nach eng Kéier mat dräi, véier aneren Aspekter beschäftegt, déi an der Meenung vun der Kommissioun wierklech vu Bedeitung sinn. Besonnesch, wann een an Zukunft wëllt, dass deen Exercice vun der Analys vun de Konten e méi politeschen a budgetäre Sënn soll hunn, wéi dat am Moment de Fall ass.

Um Niveau vun de Gemengen, a vill vun de Membere vun der Chamber si jo och a Gemengen- a Schäfferéit vertrueden. An de Gemenge gëtt ëmmer gesot, d'Wourecht wär am Kont. Et ass och richteg. De Budget prévisionnel ass am Fong e politescht Dokument, wou gemengt gëtt, wat een dat Joer drop mécht. Dat ass jo zu 60, 70% dann och de Fall esou queesch duerch d'Gemengen. Zu engem groussen Deel ginn déi Saachen, déi am Budget an Aussiicht gestallt ginn, schlussendlech net esou realiséiert, well se méi spéit realiséiert ginn oder wéi och ëmmer. Et ass also e politescht Dokument.

De Kont, par contre, gëtt dat eenzegt richtegt detailléiert Bild doriwwer of, wat reell gemaach ginn ass. D'politesch Leeschtung, d'finanziell Engagementer, déi stinn am Kont vill méi, wéi dass se am Budget stinn. Dofir ass och an der Meenung vun der Kommissioun deen Exercice, dee bis elo wierklech en Exercice de style war dans le meilleur des cas, en noutwendegen a wichtegen Exercice.

Dat ass keng nei Meenung, vun där d'Kommissioun d'Land misst iwwerzeegen. Dat steet och esou an eise Gesetzer an där doter Matière. A mir missten eigentlech et fäerdeg bréngen, an Zukunft déi dote Saache méi seriö ze maachen, méi no am Délai a méi detailléiert quant au fond.

D'Kommissioun gesäit awer do e puer Problemer, déi vun der Cour des Comptes zum groussen Deel soulevéiert gi sinn an deene sech d'Kommissioun och eigentlech alleguerte konnt ralliéieren, wann ee wëllt, dass an Zukunft déi Wourecht, déi an de Konte stécht, och eng Wourecht gëtt, déi hei analyséiert an diskutéiert gëtt, an och eng Wourecht gëtt, déi dann en Néierschlag muss fannen am Budget fir dat Joer drop.

Den éischte Problem, dee vun der Cour soulevéiert gëtt a wou sech d'Kommissioun ralliéiere kann, ass d'Qualitéit vun den Informatiounen, déi am Compte général vun der Regierung geliwwert ginn. An aller Regel ass am Projet de loi eng relativ sommaire - komplett wuel an den Zommen, an de Montanten, awer relativ sommaire - Énumératioun vun de Posten, déi d'Consommatioun indiquéieren, déi op dësem oder deem Budgetsposten an deem Joer do gemaach ginn ass.

Wann ee wëllt och vun der Cour des Comptes verlaangen, dass se net nëmmen hir Délaien anhält, well op deem Punkt däerf et an Zukunft keng Dépassementer méi ginn, mä dass d'Cour des Comptes och eng méi seriö Analys quant au fond ka maachen, da muss ee sech wierklech Gedanken doriwwer maachen, ob déi dote Form vu Presentatioun mat enger Énumératioun vun de Consommatioune vun de Posten an Zukunft kann duergoen.

D'Kommissioun ass éischter der Meenung, dass et effektiv esou misst sinn, wéi d'Cour des Comptes suggéréiert, dass een do mat méi Informatioune muss kënnen déngen. Dat ass allerdéngs méi séier gesot wéi gemaach. Da misst ee sech och doriwwer ënnerhalen, seriö ënnerhalen, wéi eng Informatiounen dat da musse sinn. Well et ass och kengem gehollef, wa mer aus engem schlanken Dokument elo e Wälzer maachen, deen herno fir kee Mënsch méi ze bewältegen ass, och net an deenen Délaien, an deene mer och gären hätten, dass e muss bewältegt ginn. Duerfir musse mer eis mat där doter Fro, eiser Meenung no, och beschäftegen, fir wierklech dann och ze kucken, wat da méi ass, ier et ze vill gëtt där Informatiounen. Déi Diskussioun ass nach net gefouert ginn, an déi musse mer awer nach féieren.

Zweete Punkt, dat ass dee vun der Réforme budgétaire. Do gëtt et jo an anere Länner eng Rei Beispiller. De Budgetsrapporteur, de Lucien Thiel, huet jo a sengem Rapport fir 2010 eng Rei Länner kuerz opgelëscht a kuerz erkläert, wéi an deene Länner déi nei Comptabilité publique gefouert gëtt, wou och Aspekter vu Qualitéit mussen erafléissen, an net nëmmen eng quantitativ Bewäertung vun Zuelen, déi am Équiliber solle stoen.

D'Cour des Comptes huet sech an hirem Rapport zu de Konten 2008 ganz detailléiert, wierklech ganz detailléiert - ech kann all Mënsch nëmme recommandéieren, eng Lecture dovunner ze maachen -, mat der franséischer Loi organique iwwert d'Loi des finances beschäftegt. Net well mer der Meenung wieren, dass een déi eent zu eent misst iwwerhuelen, mä d'Cour des Comptes huet an enger ganz gudder Aarbecht probéiert ze kucken, awéiwäit ee kéint dee franséische Modell vun der LOLF op Lëtzebuerg importéieren an op eise Modell iwwerleeën.

Den Här Thiel huet och kuerz kloergemaach, dass et bei deenen anere Modeller, déi hie verglach huet, kee fäerdege Modell gëtt, deen eent zu eent kéint transposéiert ginn. D'Comexbu ass duerfir der Meenung, dass mer eis am Laf vum nächste Joer mat där doter Fro grad wéi d'Finanzkommissioun, déi jo eigentlech do, mengen ech, de Lead huet, sollte beschäftegen a kucken, wat de geneeë Modell ass, deen op Lëtzebuerg géif kënnen iwwerdroe ginn. Mä et ass ganz kloer, dass mer am Laf vun 2010 och als Comexbu eis mat där doter Fro wäerte beschäftegen.

Den drëtte Punkt, wou eiser Meenung no an der Comexbu Saachen an Zukunft mussen anescht kënne gemaach ginn, dat sinn d'Fongen. Zu den Zuelen: D'Entwécklung bei de Fonge war 2008 am Kont eng favorabel. Et ass eng Augmentatioun vun den Avoiren op de Fonds spéciaux vun 9,65% zustane komm, doduerch, dass eng ganz Rei Recetten zolidd gewuess sinn, ëm 12,89%, a bei den Dépensen e Minus war vun 8,41%. Wat am Saldo eng Augmentatioun vun den Avoirë mécht vun 9,65%.

Wat awer net zefridde stellend ass, ass och do den Informatiounsgehalt iwwert d'Fongen. Och do géif d'Cour des Comptes gäre méi doraus maachen. Och dat ass awer net méiglech, well an der Presentatioun, wéi et se elo gëtt, am Kont am Fong nëmmen d'global Situatioun vun den eenzelne Fonge rapportéiert gëtt. Et gëtt awer keng Informatiounen doriwwer, wat bannent deenen eenzelne Fonge vun Affektatioune gemaach gëtt. Wéi eng Projete ginn an deem Joer iwwert dee Fong mat wéi enge Montanten engagéiert? Wat gëtt genau domadder gemaach?

Déi qualitativ Analys ass also och bei de Fongen absolut net ze maachen. A wa mer, wéi gesot, an Zukunft wëllen, dass den Exercice vun der Analys vun de Konte säi Sënn soll hunn, da mussen d'Informatiounen, déi mer beim Kont liwweren, och bei de Fonds-spécalen däitlech verbessert ginn, fir dass wierklech och eng qualitativ Analys ka gemaach ginn.

De leschte Punkt wëlle mer just als Comexbu nach eng Kéier kuerz rappeléieren. Mir haten d'Visite an eiser Kommissioun den 23. November vum Henri Grethen, dem Lëtzebuerger Member an der Europäescher Cour des Comptes, deen eis dorop opmierksam gemaach huet, dass opgrond vum Akraafttriede vum Traité vu Lissabon an Zukunft d'Länner, d'Memberstate vun der Unioun, méi staark wäerten agebonne ginn an d'Exekutioun vum communautairë Budget, dass also och an Zukunft eng Rei Efforten op d'Verwaltung zu Lëtzebuerg wäerten duerkommen, well se méi agebonne ginn an d'Exekutioun vum communautairë Budget. Et wäerten och méi Kontrollen, méi Monitoring mussen zu Lëtzebuerg gemaach ginn. An do wäerten also erwaardungsgeméiss no den Aussoe vum Här Grethen eng Rei supplémentaire Efforten op eis duerkommen, op déi sech d'Verwaltung misst ëmstellen.

Als Konklusioun, Här President, wëll ech soen, dass déi Rapporten an der Kommissioun majoritär ugeholl gi sinn.

Ech wëll awer och nach kuerz soen, wat de Statsrot a sengem Avis vum 8. Dezember soulevéiert huet. En huet sech an engem Saz wéi an zéng grosso modo och de Konklusioune vun der Cour des Comptes ralliéiert, notamment wat d'Informatioune betrëfft, déi an Zukunft solle verbessert ginn, fir eng besser Analys kënnen ze maachen.

De Statsrot huet och nach eng Kéier seng scho bekannte Positioun rappeléiert, dass e wëllt, dass an Zukunft och manner Refus de visa doduerch zustane kommen, dass d'Verwaltung eng ganz Rei Feeler, vun deene se weess, dass se automatesch zu engem Refus féieren, einfach net méi mécht, dass also d'Zuel vun de Refus vun de Visaen erofgeet doduerch, dass déi dote Feeler am Viraus évitéiert ginn. Mir mengen och als Kommissioun, dass dat zoutreffend ass. Déi Zuel misst kënnen nach par rapport zu de Jore virdru weider erofgedréckt ginn. Si ass schonn erofgaangen zënter 2003, mä si misst kënne weider nach erofgedréckt ginn.

An Zukunft, wéi gesot, wëllt d'Comexbu ganz staark dorobber insistéieren, dass all d'gesetzlech Dispositiounen, déi et an der Matière vum Kont, vun der Budgetsprozedur eigentlech gëtt, an Zukunft hei à la lettre applizéiert ginn. Dat wäert sech doranner äusseren, dass mer hoffen als Comexbu, dass d'Regierung wéi an der Vergaangenheet virum Summer hire Projet de loi kann déposéieren zum Kont vum Joer virdrun, dass mer dann am Laf vum fréien Hierscht, wéi d'Gesetz et verlaangt, vun der Cour des Comptes en Avis zu deem Dokument kënne kréien, dass de Statsrot och nach eng Grëtz méi fréi wéi dëst Joer säin Avis kann dozou déposéieren, dass also d'Comexbu hir Aarbecht am Laf vum Oktober ka maachen an dass an der Plénière am Laf vum November misst kënnen iwwert d'Konte vum Joer N minus eent diskutéiert ginn, fir dass mer dann am Dezember och an der Plénière iwwert de Projet de budget fir d'Joer N plus eent kënnen en parfaite connaissance de cause diskutéieren. Dat ass de Wonsch vun der Comexbu, a mer wäerten als Comexbu ganz kloer op d'Anhale vun där doter Prozedur insistéieren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Eis Presidentin -, där ech wierklech wëll besonnesch Merci soe fir d'Aart a Weis, wéi se zënter dem Ufank vun dëser Legislatur déi Kommissioun presidéiert -, ech sinn iwwerzeegt, dass si wäert derfir suergen, dass op dëse Froe vun Délaien an Zukunft net méi transigéiert gëtt an dass mer hoffentlech och qualitativ dann an Zukunft déi Diskussioune kënne féieren an zu Konklusioune bréngen, dass den Exercice wierklech säi volle Sënn huet. Well en huet ganz vill Sënn, mir hunn e just nach ni wëllen notzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Félix Braz Merci. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no den Diskussiounen iwwert de Budget vum nächste Joer gi mer dann elo kuerz erëm zréck an d'Vergaangenheet a beschäftegen eis mat dem Contenu vun de Budgeten aus de véier leschte Joren, ob se dann elo konform exekutéiert goufen oder och net.

An deene véier Projets de loi, déi virleien, geet et engersäits ëm d'Exekutioun vun de jeeweilege Regierungsbudgeten an op där anerer Säit iwwert d'Remarquen, déi d'Cour des Comptes an hire respektive Rapporten zu deenen eenzelne Budgete gemaach huet. Dës Rapportë si wichteg a maachen et der zoustänneger Chamberskommissioun méi einfach, d'Exekutioun vun de Statskonten am Fong ze analyséieren.

D'CSV ass der Meenung, dass d'Cour des Comptes zu de Konten 2005, 2006, 2007 an 2008 exzellent Rapportë verfaasst huet a wéilt hir dann och vun dëser Plaz aus Merci soen a félicitéieren.

Här President, d'Rapportë vun der Cour des Comptes hunn et dem Rapporteur, dem Här Braz, erlaabt, déi véier virleiend Projete vun der zoustänneger Chamberskontrollkommissioun iwwert d'Ausféierung vun de leschte Statsbudgeten ze erstellen.

Well de Rapporteur a sengen exzellente schréftleche wéi och mëndleche Rapporten, fir déi ech him vun dëser Plaz aus wëll Merci soen, am Detail op déi eenzel Aspekter vun de Statskonten aus de leschte Joren agaangen ass, esou wéi d'Cour des Comptes se analyséiert huet, wëll ech net op all déi Chifferen aus dem Rapport vum Rechnungshaff an den Avis vum Statsrot agoen. Et bréngt net vill, wann een hei nach eng Kéier déi Chifferen nennt, déi am Fong jiddweree säit Jore misst kennen.

Et ass awer net oninteressant, kuerz ze kucken, wat an deene leschten Exercicer geschitt ass. Ofgesi vum Kont 2005, deen nach mat engem kräftegen Defizit ofgeschloss huet, wëll ech zum Beispill dorop hiweisen, dass d'Estimatioune vun de Recetten am Joer 2006 ëm 14,5%, am Joer 2007 ëm 11,4% an am Joer 2008 ëm 5,3% dépasséiert goufen.

Wat d'Affektatioun vun de Plus-valuen aus den dräi leschtgenannten Exercicer vun ëmmerhi 770 Milliounen ugeet, esou begréisse mer ausdrécklech, dass se a Spezialfonge fléisse sollen, wat mam Vote vum Budget 2010 dann och wäert geschéien. Si erlaben eis, weider an Zukunft déi Investitiounen am Grand-Duché ze tätegen, déi mer brauchen, fir no der Kris gutt opgestallt ze sinn, hëllefen awer och, déi direkt Auswierkunge vun där Kris, zum Beispill um Aarbechtsmaart, ze pléischteren. Sou sinn eleng 225 Millioune fir d'Speise vum Fonds pour l'Emploi virgesinn.

Här President, et ass awer och esou, dass net nëmmen d'Recetten ënnerschat goufen, och d'Estimatioune vun den Dépensë si laut de Konte vun 2005 bis 2008 dépasséiert ginn. Dat lescht Joer souguer ëm 30%, wat awer zum gréissten Deel duerch d'Rettungsoperatioune fir d'Finanzinstituter ze erklären ass. Soulaang d'Konte mat Iwwerschëss ofgeschloss hunn, war den Dépassement vun den Estimatioune bei den Dépensë jo kee grousse Problem. Dat wäert jo awer elo bekanntlech änneren, well mer elo emol an nächster Zäit viraussiichtlech net op déi Iwwerschëss kënnen zréckgräifen.

An deem Kontext sief och den Appel gemaach, dass an Zukunft all Effortë solle gemaach ginn, fir dass d'Budgetsprevisioune souwuel bei de Recettë wéi och bei den Dépensen nach méi no un der Realitéit solle leien.

Mir begréissen duerfir och ausdrécklech, dass de Finanzminister permanent d'Finanzkommissioun iwwert d'Evolutioun vun de Steierrecetten um Lafenden hält. Ech sinn awer och wéi de Budgetsminister der Meenung, dass sech déi Methodologie nach perfektionéiere léisst, fir dass d'Extrapolatiounen an d'Previsiounen am Budget esou no wéi méiglech un déi ze erwaardend Realitéit erugeféiert kënne ginn. Dass dat keng einfach Affär ass, ass gewosst, well déi ekonomesch Parameteren, no deenen de Budget opgestallt gëtt, meeschtens net identesch si mat deene Parameteren, déi der Wirtschaftsentwécklung a Wierklechkeet entspriechen, déi dann en fin de compte déi reell Chiffere vun de Statskonte bestëmmen.

Här President, an dem Kontext vun de Remarquë vun der Cour des Comptes zu de Konten 2008 bleift vun eiser Säit nach kuerz Folgendes ze soen: D'Budgetskontrollkommissioun huet sech mat der Problematik vun der Qualitéit vun den Informatiounen an de Statskonte respektiv och zu de Spezialfonge beschäftegt. Si deelt och d'Meenung vun der Cour des Comptes, déi an hirem Rapport fir eng Réforme budgétaire plädéiert.

Mir sinn der Meenung, dass mer effektiv eng méi performant an eng méi transparent Budgetiséierung brauchen, a begréissen duerfir ausdrécklech, dass d'Cour des Comptes sech där Saach ugeholl an un engem Lëtzebuerger Modell geschafft huet, deen op eis Verhältnisser zougeschnidden ass, a mat deem mir eis hei an der Chamber emol méi intensiv beschäftege sollten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem exzellente schréftleche Rapport vum Rapporteur Félix Braz ass u sech näischt méi bäizeflécken. D'CSV-Fraktioun ka sech de Virschléi an de Schlussfolgerunge vun der Budgetskontrollkommissioun uschléissen a wäert och déi véier Gesetzesprojete matstëmmen.

Domadder, Här President, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Eischen Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wat mer hei maachen am Moment, just ier mer iwwert de Budget ofstëmmen, ass en Exercice de style. Et ass bal eng Farce, an dat ass net gutt, well et geet hei ëm d'Statsfinanzen. Et geet ëm d'Konten.

Firwat ass dat bal zur Farce degradéiert? Well mer ons selwer net un ons eege Procédurë gehalen hunn. 1999 hu mer en neit Gesetz iwwert d'Budgetsprocédure an iwwert d'Kontabilitéit an d'Trésorerie vum Stat hei gestëmmt. Et gëtt applizéiert, mä et gëtt sech net un d'Délaie gehalen, déi an deem Gesetz virgesi sinn. Et steet am Artikel 11 vun deem Gesetz, dass d'Regierung fir den 31. Mee all Joer d'Konte muss vum Joer virdrun déposéieren. Dorun hält d'Regierung sech.

Da steet weider an deem Gesetz, dass d'Cour des Comptes muss bis den 30. September hire Rapport dozou maachen, an d'Cour des Comptes huet sech bis elo Zäit gelooss a koum méi spéit mat hirem Rapport eraus. Mä duerno ass dat un de Conseil d'État gaangen. An de Conseil d'État huet sech Joren Zäit gelooss, fir verschidde Konten ze approuvéieren.

Déi Procédure kënne mer wierklech net méi esou suivéieren, well wann een e Budget wëllt etabléieren, da muss ee jo op eppes Konkretes opbauen. An dat Konkret, wat ass dat? Dat sinn d'Konten, déi vum Virjoer engem virleien. Et ass jo och net vun ongefäier, dass an de Gemenge beispillsweis mam Budget d'Konten an de Budget rectifié presentéiert ginn, an et baséiert ee sech op d'Konten, fir de Budget ze preparéieren.

Beim Stat war dat bis elo net de Fall, a mir sinn der Chamber dankbar, Här President, dass Der d'accord waart, dat awer elo nach op den Ordre du jour ze huelen, quitte dass mer net vill Zäit hunn, dat ze diskutéieren, fir dass mer vun elo un an e Rythme de croisière kommen, vum nächste Joer un, an dass mer dann, esou wéi de Rapporteur, deem ech och wëll villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, an ech soen dat och am Numm vun der Kommissioun, déi ech jo däerf presidéieren, fir dass mer da vum nächste Joer u wierklech an den Délaien déi Débate kënne féieren, a fir dass dann déi Konte vun dësem Joer, vun 2009, d'nächst Joer als Basis kënnen dénge fir d'Finanzkommissioun, fir och méi eng profund Analys vum Budget 2011. Dat ass onse Wonsch, an duerfir wollte mer all déi Konten elo ofschléissen, quitte dass dat net esou gemaach ginn ass, an net déi Zäit dorop verwent gëtt, déi mer am Fong missten dorop verwenden.

Ech wëll hei net op d'Chifferen agoen, de Rapporteur huet dat ganz gutt gemaach an de Riedner vun der CSV och. Mä ech wollt ebe just iwwert d'Procédure schwätzen, wou mir ons mussen eng Richtlinn ginn, mä wou natierlech och déi aner, déi mussen do mat agebonne ginn, dass déi sech och un d'Délaien halen.

Ech wär frou, Här President, wann Dir da kéint beim Conseil d'État intervenéieren, dass deen Exercice awer muss stattfannen an dass d'nächst Joer se wierklech mat Zäit hiren Avis ginn.

Et ass ëmsou méi wichteg, well mer elo an Zäite sinn, wou mer net méi Plus-values de recettes kënne géréieren, a wou mer dann der Regierung virgeworf hunn, si géif jo systematesch d'Recetten ënnerschätzen. Wann een dat kuckt, déi Konten 2006, 2007, da kann ee soen: Bon, Gott sei Dank hu mer ons do e Polster fir haut kënnen accumuléieren. Mä elo, wou d'Recettë vill méi knapp ginn, musse mer dach d'Dépensen och vill méi genee am A halen, am Bléckwénkel hunn, an duerfir muss dësem Exercice vun de Konte méi eng grouss Bedeitung zoukommen.

Op jidde Fall, d'Budgetskontrollkommissioun wäert alles maachen, fir hirem Optrag gerecht ze ginn. Well et ass jo eng vun deene wichtegsten Aufgaben awer, déi e Parlament huet, d'Regierung ze kontrolléieren an d'Budgetsausgaben, d'Budgetsexekutioun vun der Regierung ze kontrolléieren. Mir mussen ons dann och d'Moyenë ginn, dat richteg an uerdentlech ze maachen.

Wa mer iwwert d'Procéduren och an Zukunft ons wäerten ënnerhalen, da geet et ëm d'Organisatioun vum Budget. An de Rapporteur huet ugeschwat, dass dat franséischt Gesetz iwwert d'Organisatioun iwwert d'Finanzen ënnert d'Lupp geholl ginn ass vun der Cour des Comptes. Ech muss der Cour des Comptes och Merci soe fir deen Exercice, well dat ass eng gutt Basis, fir dass mer kënnen diskutéieren. De Budgetsrapporteur huet jo och verschidde Modellen a sengem Budgetsrapport ugeschnidden. Mä mir mussen do zu Konklusioune kommen.

Nach ee Wuert zur Procédure. Wann een de Budget, wat e politescht Dokument ass, och richteg wëllt exekutéieren, muss et Procédurë ginn. Déi Procédurë sinn awer heiansdo esou enk gestréckt, dass de Contrôle vun de Procédurë méi deier kascht wéi den Enjeu selwer. Do schwätzen ech vun den Transferts de crédit. Déi kritt d'Budgetskontrollkommissioun ëmmer matgedeelt, an ech hu se bis elo gekuckt, an natierlech kënnt dat um Schluss vum Joer, wann d'Kreditter net méi duerginn.

Do hu se an engem Ministère 348 Euro weider gebraucht, well de Concierge éischter a Pensioun gaangen ass a well se keng Suen haten, fir deem neien dann d'Masse d'habillement ze ginn. Duerfir koum en Transfert de crédit: 348 Euro. Mä ech hunn nach en anere fonnt, do geet et ëm fënnef Euro Indemnités d'habillement, wou dann en Transfert de crédit ugefrot ginn ass. Wann ech kucken, wat d'Procédure kascht, fir déi fënnef Euro Transfert de crédit ze maachen, ech muss Iech soen, Här President, dann hu mer en enormen Déséquiliber. An och do muss ee sech iwwert d'Procéduren ënnerhalen, well et muss een ëmmer de But am A behalen. Et ass d'Effikassitéit, an et kann net sinn, dass d'Kontrollmechanisme méi deier gi wéi dat, wat ee kontrolléiert.

No deene puer allgemengen Observatioune wollt ech Iech soen, dass d'DP-Fraktioun sech wäert beim Vote vun dëse véier Projeten enthalen.

Mir hu constatéiert, dass déi Budgete selon les règles de l'art exekutéiert gi sinn. Déi Bescheinegung gi mer dem jëtzege Finanzminister a fréiere Budgetsminister ganz gär. Mir constatéieren och, dass et zu enger Verbesserung kënnt, an dat gesäit een un der Zuel vu Refus de visa, déi Gott sei Dank ofhëlt. Mä mir kënnen natierlech awer déi Konten net approuvéieren, well dat si Budgeten, mat deene mer, vun deene politesche Choixen, net d'accord waren, esou dass mer ons bei deene Votë vun dëse véier Projete wäerten enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci, an als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen dat Meescht zu de Konten ass gesot. Ech géif awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Rapporteur Félix Braz villmools Merci ze soe fir déi Aarbecht an déi Presentatioun an déi Analys, déi hie gemaach huet vun de Konten 2005, 2006, 2007 an 2008.

Ech denken, datt et wichteg ass, datt bei der Presentatioun vun engem Projet de loi iwwer e Budget d'Konte misste virleien, datt se virleien an datt se ofgeschloss sinn, datt déi verschidden Avisen och do sinn. De leschte Kont, an de Rapporteur huet dat gesot, war de Kont vun 2004, deen an dësem Haus ugeholl ginn ass. Et wier also wënschenswäert, wa bei der Presentatioun vum Budget 2011 d'Avisen zum Kont vun 2009 och kënnte virleien, well een als Deputéierte sech dann och kann eng Meenung maachen iwwert déi verschidde Statsfinanzen, wéi se an der Wierklechkeet och sinn. Ech denken, datt a Krisenzäiten dat besonnesch wichteg ass, well et eng richteg Aschätzung vun der finanzieller Lag vun de Statsfinanzen erlaabt.

Eng lescht Remarque, an ech maachen et kuerz, wat d'Konte vun 2008 betrëfft: Am Rapport général - an et ass och schonn ugeschwat gi vun der Presidentin, an och vum Rapporteur an och vum Här Eischen - vun der Cour des Comptes iwwert de Kont 2008 steet eng Remarque, wat d'Qualitéit vun den Informatiounen ugeet. D'Presentatioun très sommaire vun de Finanze mécht et der Cour des Comptes, an esou steet et ganz genau am Rapport, onméiglech, impossible, fir eng approfondéiert Analys ze maachen.

D'Cour des Comptes plädéiert also fir een neie Kontabilitéitsmodell fir öffentlech Finanzen, also eng Réforme budgétaire, déi hei och scho vu verschiddene Riedner ugeschwat ginn ass. An dësem Sënn huet jo och de Kolleeg Roger Negri eng Proposition de loi de Moien iwwerreecht vun der LSAP iwwert d'LOLF, Loi organique relative aux lois des finances, an déi ass och déposéiert ginn.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Haagen Merci, an dann ass nach agedroen den Här François Bausch. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, ech erlabe mer och, am Numm vun der grénger Fraktioun, dem Rapporteur villmools Merci ze soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. An ech kann et och duerfir kuerz maachen, Här President. Ech maachen et d'nämlecht wéi d'Madame Brasseur an hirer Konklusioun: Mir hunn näischt un der Exekutioun vum Budget auszesetzen, mä mir waren natierlech mam Inhalt vun deene Budgeten do net d'accord. Duerfir wäerte mer eis enthalen.

M. le Président.- An dann ass nach den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen de Wierder vu mengem Virriedner, dem Kolleeg François Bausch, uschléissen, fir dem grénge Rapporteur, dem Félix Braz, Merci ze soe fir déi Konten.

Et ass am Fong schued oder schlëmm, kann ee bal soen, datt en Oppositiounspolitiker - mä et ass awer esou d'Gepflogenheet - d'Konte vun enger Regierung hei virdréit, déi e politesch sécherlech net matdréit, wat den Inhalt ubelaangt. Ech mengen, mir hunn déi Budgeten net gestëmmt, esou datt een am Prinzip och d'Konten net ka stëmmen. Mä wat awer hei muss mat zum Ausdrock bruecht ginn, ass, datt d'Gestioun vun de Finanzen awer richteg dokumentéiert gëtt, an dat muss een awer ëmmer unerkennen. An duerfir wäerte mer eis och bei dësem Vote dann enthalen.

M. le Président.- Da soen ech och nach dem Här Gibéryen Merci. Da kritt elo nach d'Wuert de Finanzminister, den Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, bei de Budgetsdiskussiounen a bei der Diskussioun ronderëm d'Konte sinn am Fong zwee Elementer, déi zum Virschäi kommen. Dat eent - et ass wierklech d'Grondlag vun der Politik an et ass en Häerzstéck vun der Demokratie, an dat mierkt een duerch zwee Aspekter -, dat ass, datt mer d'lescht Woch an dës Woch iwwer esou munch politesch Beräicher geschwat hunn, an datt mer hei bei der Approbatioun vun de Konten och gesinn, datt d'Lëtzebuerger Demokratie funktionéiert, nämlech notamment an der Symbolik, déi doranner besteet, datt d'Kontrollkommissioun vun der Exekutioun vum Budget vun engem Politiker vun der Oppositioun geféiert gëtt, an datt och dee Rapport iwwert d'Konte vun engem Rapporteur, deen aus de Reie vun der Oppositioun kënnt, gemaach gëtt.

Ech soen duerfir dem Här Braz Merci fir dee Rapport an och der Madame Brasseur, déi an dëser Legislaturperiod op eng, fir si gewinnten, streng, seriö, mä konstruktiv Aart a Weis déi Aarbechte vun där Kommissioun féiert.

Fir de Finanzminister ass dat e wesentlecht Stéck vun enger gudder Gestioun vun de Statsfinanzen. Ech gesinn dat ni un als eppes, wat mech a menger Aarbecht stéiert, mä fir am Fong op eng uerdentlech Aart a Weis dat auszeféieren, wat de Gesetzgeber eis mat op de Wee ginn huet. Mir kréien de Budget vun der Chamber gestëmmt. De Budget muss vun eis ausgeféiert ginn, woubäi et normal ass, datt bei enger Rei Dépensen a bei enger Rei Recetten een dat net millimetergenee kann am Budget festleeën. Et weess een net haut, wéi vill ganz genee an där enger oder anerer Steierkategorie erakënnt, a verschidden Dépensë sinn net op den Euro genee am Virfeld anzeschätzen.

Mä duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt dat Gesetz, wat mer vun der Chamber gestëmmt kréien, och am Nachhinein iwwerpréift gëtt. Ech sinn äusserst dankbar, datt mer elo eng Kéier an engem Siëss déi Konten do alleguerten approuvéieren. Well et ass och fir eis, déi fir d'Statsfinanzen zoustänneg sinn, net flott, wa während Joren déi Konten dorëmmer hänken, quitte datt mir déi Suen an deene Fongen affektéieren, mä si sinn ëmmer nëmme provisoresch affektéiert bis mer d'Approbatioun en bonne et due forme vun der Chamber hunn. Et ass also flott, datt mer elo endlech déi Avisen zu deene Konten haten, an datt déi hei kënnen approuvéiert ginn.

Ech wëll hei nach eng Kéier soen, am Numm vun der Regierung, datt ech och wäert déi nächst Joren drop halen, an dat verspriechen ech Iech hei, datt déi Konte mat Zäit an d'Chamber kommen. Dat war enorm vill Aarbecht. Et ass och vill Aarbecht, déi naturellement d'Beamten aus dem Finanzministère maachen, well dat ass jo virun allem eng Kontabelsaarbecht, wann een dat esou wëllt nennen. Mir hunn eis Délaien do wäitaus verbessert. Mä duerfir muss och de parlamentareschen Débat duerno stattfannen, well fënnef Joer duerno huet deen Débat kee Sënn. Do sinn ech ganz d'accord mat deem, wat heibanne gesot ginn ass.

Ech stellen awer och fest, inhaltlech, datt mer déi Mehreinnahmen affektéiert hunn u Fongen, fir domadder laangfristeg Investitiounsausgaben ze tätegen. Et ass eng Politik, fir déi ech mech ëmmer agesat hunn an déi ech och nach wie vor richteg fannen. Sollten also och an Zukunft nach eng Kéier Mehreinnahme kommen, mengen ech, sollt een dat och esou maachen.

Wat d'Prozedur ubelaangt, hu mer iwwert d'Konte geschwat. Ech wëll nach e Wuert soen iwwert d'Prozedur beim Budget, well dat souwuel an der Budgetsdebatt wéi och hei de Moien opkomm ass. Ech mengen, datt Elementer vun eiser Budgetsprozedur iwwerlieft sinn. Fir awer automatesch op de Wee ze goen, fir dat ze kopéieren, wat en Nopeschland gemaach huet, do hunn ech Retizenzen. Och wann ech gesinn, datt de franséische Budget aus allen Noute fiert a mat engem ganz héijen Defizit ofschléisst, ass dat net onbedéngt de Problem vun der Prozedur, mä et ass och net onbedéngt d'Prozedur, déi zum équilibréierte Budget a Frankräich geféiert huet.

Ech sinn also dankbar fir déi Suggestiounen, déi komm si vun der Cour des Comptes an och där Proposition de loi vum Här Negri. Ech wëll Iech soen, datt mer an der Regierungserklärung och stoen hunn, mir géifen iwwert d'Prozedur kucken. Ech sinn amgaang och d'Prozeduren an e puer anere Länner ze kucken, fir sécherzestellen, datt mer e bësse méi Flexibilitéit aféieren innerhalb vun den Departementer. An déi Beispiller, déi hei d'Madame Brasseur ginn huet, och bei den Transferts de crédit, beweisen, datt mer heiansdo vläicht eng ze vill detailorientéiert bürokratesch Approche hunn.

Mä op där anerer Säit wëll ech évitéieren, datt mer duerch ze vill flexibel Regelen dat Gesamtbild net méi ënner Kontroll behalen. Do den Équiliber fannen, dat ass eis Aufgab. A vläicht fanne mer u Modeller vun anere Länner an Europa, kombinéiert mat deene Suggestiounen, déi gemaach gi sinn, e méi moderne Wee, fir eise Budget opzestellen. De Budget ass vläicht haut ze vill detailléiert. Dat erlaabt heiansdo, méi en Iwwerbléck ze hunn iwwer eng Rei Dépensen, mä ech mengen et kann ee vläicht innerhalb vun den Departementer e bësse méi Flexibilitéit aféieren.

An et ass och esou, datt ech net mengen, datt de Finanzminister muss all Transfert de crédit, notamment déi ënner enger gewëssener Zomm, am Detail approuvéieren, an datt déi och musse vun der Chamber da gekuckt ginn. Mä do sinn ech gäre bereet, mat der Chamber eng Diskussioun doriwwer ze féieren, wann ech meng Viraarbechten e bësse méi wäit gemaach hunn.

Datselwecht gëllt fir dat, wat den Här Braz gesot huet betreffend d'Opstellung vun de Konten. Et huet effektiv kee Sënn, datt mir Iech mat esou Dokumenter beliwweren. Dat brénge mer fäerdeg am Finanzministère, mä déi Informatioune liest herno kee méi.

Also, kommt mer kucken tëschent deem vläicht ze vill kuerze Projet de loi, wéi mer en elo eraginn, an deem, wat d'Chamber fir den demokrateschen Débat méi wëllt hunn, wat fir eng zousätzlech Informatioune gewënscht sinn, an ech sinn der Meenung, datt mer ouni Schwieregkeet dann och déi Informatioune kënne liweren.

Generell appréciéieren ech, datt hei net fundamental d'Exekutioun vum Budget a Fro gestallt ginn ass. Ech fannen, et ass eng Logik, wann een de Budget net gestëmmt huet, datt ee sech da bei de Konten net kann op eemol hei zu enger Jubelstëmmung hiräisse loossen. Duerfir appréciéieren ech awer ëmsou méi, datt d'Oppositioun sech hei schéngt just ze enthalen an net géint déi Konte stëmmt.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Finanzminister Merci. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Diskussioun iwwert déi verschidde Projets de loi a mir kéimen elo zur Ofstëmmung.

Fir d'éischt iwwert de Projet de loi 5591.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5591 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5591 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, géint 21 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5591 est adopté par 39 voix pour et 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5740.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5740 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5740 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, géint 21 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5740 est adopté par 39 voix pour et 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat ass net de Fall.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5891.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5891 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5891 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen an 21 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Norbert Haupert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat ass net de Fall.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de leschte Projet de loi, wat d'Konten ubetrëfft, de Projet de loi 6058.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6058 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6058 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen an 21 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6058 est adopté par 39 voix pour et 21 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

8. 6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Statsbudget vum Joer 2010.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6100 iwwert de Statsbudget ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, géint 21 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6100 est adopté par 39 voix pour et 21 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Michel Wolter), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer zwou Motiounen. Fir d'éischt d'Motioun N°1 vum Här Gast Gibéryen.

Motion 1

Wëllt nach een dozou Stellung huelen? Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

▶ **M. Gast Gibéryen** *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hat gëschter déi zwou Motiounen hei deponéiert, a vu datt den Här Minister esou frëndlech war, fir Stellung dozou ze bezéien, géif ech och nach eng Kéier kuerz d'Wuert dozou huelen.

D'Motioun 1, do deelen ech net d'Meenung, déi den Här Frieden elo grad hei gesot huet. Den Här Frieden sot, hie géif all Mount an d'Finanzkommissioun kommen an do den aktuelle Stand vum Mount virdrun, wat d'Recettë vun de Steieren an esou weider géif ubelaangen, ofginn. Dat stëmmt. Dat ass souguer op Wonsch vun ons komm, well mir hunn d'lescht Joer hei bäi de Budgetsdebatten als ADR dat verlaangt, a mir hunn et duerno an der Finanzkommissioun verlaangt, an dat leeft och elo vun Ufank dëses Joers un.

Mä dat, wat mer hei an dëser Motioun verlaangen, ass vill méi wéi dat, wat mer bis elo all Mount kréien. Mir verlaangen hei zum Beispill och, datt all Mount net nëmmen d'Entwécklung vun den Haaptsteieren, déi de Stat erakritt, d'Finanzkommissioun kritt, mä mir verlaangen och hei, datt all Mount zum Beispill am Detail d'Entwécklung vun der Statstrésorerie matgedeelt gëtt. Mir soen, datt all Mount och soll de Stand vun der Dette publique vum Stat matgedeelt ginn, datt all Mount och soll matgedeelt ginn, wat op de Spezialfonge vum Stat steet.

Mir soen, datt och misst bei de Recetten, déi vum Stat bei der Steier erakommen, net nëmme sollt gesot ginn: „Dat ass eng Recette fir dëst Joer", mä si misst och ventiléiert ginn, wou gesot gëtt: „Déi setzt sech zesummen aus de folgende Steieren: Déi dote kommen nach aus dem Joer 2007, déi do kommen aus dem Exercice 2008", esou datt een och ka feststellen, wat reell pro Exercice vu Steieren erakënnt, an net nëmmen ee Chiffer, deen op de Budgetsexercice gemaach gëtt.

Mir soen, datt och misst dostoen, wat de Stat nach u Scholden ze bezuelen huet, souwuel wat d'Steierverwaltung wéi den Enregistrement vis-à-vis vun de Leit a vis-à-vis vun de Betriber ze bezuelen hunn, an och op där anerer Säit, wat de Stat respektiv seng Verwaltung nach vu Suen oder Steieren ze encaisséieren huet.

A wann een déi Chifferen do alleguer huet - ech mengen, wann dat permanent géif all Mount kommen -, da kann am Fong jiddwereen, net nëmmen an der Chamber, mä all Mënsch am Land, sech eng genau Situatioun iwwert d'Statsfinanze maachen. Dat misst am Fong eppes ganz Normales sinn. An et ass jo och hei an der Debatt zum Budget quasi vun alle Säite gesot ginn, datt mer misste méi Informatiounen, méi Transparenz an d'Statsfinanze kréien.

Hei ass am Fong net méi an net manner wéi dat, wat mer alleguer soen a wat mer och musse kréien, well soss froe mer et all Mount iwwert de Wee vun enger Question parlementaire, wann et muss sinn, datt mer déi Chiffere kréien. Et schéngt mer awer eppes Elementares ze sinn, datt dat vun enger Regierung automatesch geliwwert gëtt.

Déi zweet Motioun, Här President, wat d'Gemengen ubelaangt: Do deelen ech och net d'Meenung vum Här Frieden, deen hei seet: „Mir mussen do nach mat de Gemenge kucken." Neen, do ass u sech näischt ze kucken, well all Gemeng stëmmt e Budget. Dee Budget kritt de Minister vum Intérieur eragereecht an dee Budget muss am Prinzip virum 31. Dezember gestëmmt ginn. An an all Gemengebudget gëtt et eng Tabell, wou eng Gemeng all hir Emprunten, wa se Emprunten huet, opféiert, op den 31. Dezember vun dem lafende Joer. An et steet och dran, wat se vun Emprunten dat nächst Joer envisagéiert opzehuelen, esou datt also den Innenminister déi Donnéeën alleguer den 31. Dezember am Prinzip a sengem Ministère muss dobannen hunn. E muss se just, wann en dat net kann informatesch maachen, ma da muss en eben e Beamten dohinner setzen, deen déi Kreditter zesummenzielt.

Dann hunn ech net gesot, datt dat muss direkt geschéien, mä mir hunn nach bis den 31. Januar Zäit gelooss, fir datt de Minister der Chamber einfach e globale Chiffer da matdeelt, wat d'Empruntë sinn.

Här Minister, ech hunn déi Motioun hei gemaach, well mer elo e puermol an der Finanzkommissioun den Här Innenminister do haten a mer hunn awer ni déi Chiffere kritt. Da sinn ëmmer aner Ursaache virgeschéckt ginn, mä mer hu se bis haut nach net kritt. An ech mengen, wa mer als Parlament soen: „Mir hätten déi doten elo gär bis den 31. Januar", da wier dat wierklech näischt ze vill verlaangt. An ech mengen och, datt d'Chamber, wa se sech wëllt seriö huelen, dann deenen zwou Motiounen hei sollt zoustëmmen.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Wëllt nach een zu deenen zwou Motioune schwätzen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kéime mer elo zur Ofstëmmung. Fir d'éischt d'Motioun N°1 vum Här Gibéryen. Ass de Vote électronique gefrot? Kënne mer par main levée ofstëmmen?

▶ **Une voix**.- De Vote électronique.

▶ **M. le Président**.- De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 1

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 36 Nee-Stëmme géint 24 Jo-Stëmmen, a kenger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 39 voix contre et 21 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Jacques-Yves Henckes), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Da kéime mer zu der Motioun N°2 vum Här Gibéryen.

Motion 2

Ech huelen un, datt hei och de Vote électronique gefrot ass?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

Déi Motioun ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Ech wollt och nach de Vote iwwert de Budget redresséieren. De Projet de budget ass ugeholl mat 39 an net mat 38 Jo-Stëmmen.

Da kéime mer elo nach zum Schluss vun eiser Sitzung zu der Motioun vum Här Bettel. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Bettel huet d'Wuert.

9. Motion de M. Xavier Bettel relative à la création du groupe de travail interinstitutionnel prévu par le programme gouvernemental pour discuter de l'implication, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'État

Exposé

▶ **M. Xavier Bettel** *(DP), auteur.*- Här President, wéi gesot, virdru sinn ech ganz kuerz op d'Motioun agaangen. Wéi Der wësst, gëtt elo eng Plaz nom Départ vum Alain Meyer am Statsrot fräi. Ech mengen, de Statsrot ass selbstverständlech eng Instanz, déi eng ganz wichteg Roll huet an eiser Procédure législative. An den Här Frieden huet et och a sengen Aussoe gesot, dass an der Regierungserklärung eppes doriwwer géif stoen. Ech zitéieren och: «certains aspects de la procédure législative, la communication des textes, les délais des oppositions formelles» géife gekuckt ginn, an dass do e Rapport soll Fin 2010 sinn.

De Fait ass awer, déi Leit gi genannt fir 15 Joer. An dat representéiert net d'Bild vun

enger Chamber. Wann d'CSV elo dee Sëtz nach bäikritt, kënnt d'CSV iwwer 42%. Bon, wann een haut d'„Tageblatt" liest, ass dat déi Zuel, déi se am Oste géife kréien, mä si kann awer dovunner nach dreemen, fir déi um nationalen Niveau ze kréien.

(Interruption)

47% souguer géife se kréien, seet mäi Kolleeg hei, den Här Bausch. Dat heescht, et ass net representativ vun deem, wat an enger Chamber ass. An ee fir 15 Joer laang ze nennen, ass sécher fir verschidde Leit eng flott, sécher Plaz, vis-à-vis vun heibannen ze sëtzen, wou een dann all fënnef Joer muss zréckgewielt ginn. Mä et ass awer bestëmmt net déi Ursaach, firwat e Statsrot soll Leit nenne fir 15 Joer, an dass een duerno gesäit, dass et vläicht e Bonbon ka si fir deen een oder deen aneren, dee sech aus der aktiver Politik zréckgezunn huet. Mir deelen déi Meenung, dass dat déi falsch Richtung ass, an där dës Regierung geet.

Eis gréng Kolleegen hu siwe Sëtz heibannen. Ech si bestëmmt net deen, deen elo deene Gréngen hiren Affekot ass, mä et ass net normal,…

(Brouhaha)

…dass se ee Vertrieder an deem Statsrot hunn. Duerfir hu mir och gesot, dass et wichteg ass - an d'ADR huet zum Beispill keen, mä et muss ee sech d'Fro stellen, ob een elo muss eng Fraktioun sinn, fir iwwerhaapt kënnen e Member vum Statsrot ze kréien, oder net. Do muss eben also déi Sitzung zesummekommen, fir do ze kucken, wéi mer et wëlle maachen.

Mir soe just, dass d'Regierungserklärung seet, dass se wëlle kucken, wéi d'Communication des textes, les délais des oppositions formelles ass.

Dir gesitt, eise Pabeier geet vill méi wäit. Eise Pabeier seet nämlech, dass d'Nominatioun an d'Compositioun vum Conseil d'État «fassent l'objet d'une discussion approfondie et soient traitées prioritairement». Dat heescht, dat, wat den Här Frieden als superfétatoire bezeechent hat virdrun, andeem e gesot huet, dass dat jo schonn an der Regierungserklärung dra géif stoen, kënne mer net deelen. Et ass en aneren Discours. Oder mir wëllen Toilettage maachen, andeem ee seet, et muss ee kucken, fir dass d'Procédure législative méi séier geet, oder et soll een eng déif Reform maachen, an dat rapidement, fir ze kucken iwwert d'Nominatioun, iwwert d'Délaie vun de Memberen, d'Appartenance am Statsrot, fir dass dat méi transparent ass.

Ech fannen et ëmmer zimlech schlëmm, dass een an der Zeitung ka liesen, wien a wéi eng Partei am Fong… An dat ass jo dat, wat am krasseste war - Här President, entschëllegt den Ausdrock -, dass bei Koalitiounsverhandlunge schonn Diskussioune gewiescht sinn. „Ech ginn der een, du gëss mer een." Dee Kouhandel ass net déi richteg Plaz. Esou e Kouhandel ass net fir am Statsrot.

(Brouhaha général)

Mir regrettéieren esou eppes, Här President. Dir gesitt schonn, wéi nervös se ginn hei, d'CSV an d'Sozialisten.

(Brouhaha général)

Ech verstinn, wann ech 47% elo an där Institutioun hätt, dat ass eng Iwwerrepresentatioun vun der CSV. Et sinn der hei scho vill, de Wieler huet der CSV och esou vill Mandater hei an der Chamber ginn. Mä de Wieler huet doudsécher der CSV keng 47% am Statsrot ginn. Da kommt, mir kommen nees mat de Féiss op de Buedem. A wann d'Sozialisten alles matmaachen, bon, däers si mer elo gewinnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Den Här Gibéryen hat d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- De Fränz ass nach vir, Här President!

M. le Président.- Den Här Bausch war anscheinend vir. Den Här Gibéryen iwwerléisst dem Här Här Bausch de Virtrëtt, dann ass den Här Bausch fir d'éischt drun.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir halen eis gär un d'Spillregelen.

Discussion générale

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter zéng Joer kämpft meng Fraktioun derfir, datt mer, wat déi héich Institutioun Statsrot ubelaangt, aner Spillregele kréien, sougutt wat d'Nominatiounsprozedur ubelaangt wéi och wat de Fonctionnement ubelaangt.

Virdrun hu mer och schonn nach fir en zousätzlechen Aspekt gekämpft. Deen ass haut am Fong geléist. Dat war dee vun der Trennung vun de juristesche Kompetenzen. Ewechgeholl sinn also déi administrativ, juristesch Kompetenzen, déi de Statsrot déi Zäit nach hat. Dat ass jo haut gekläert. Do hu mer eng Cour administrative geschafen.

Haut geet et eis nach haaptsächlech dorëm, well de Statsrot eng eminent wichteg politesch Funktioun och an eisem Stat huet, fir ze kucken, datt mer éischtens, wat d'Nominatiounsprozedure vun de Membere vum Statsrot ugeet wéi awer och de Fonctionnement, op en anere Wee kommen.

Mir hunn eigentlech d'Flemm, soen ech Iech. Zéng Joer si mer elo amgaangen domadder. X-mol krute mer versprach, datt mer op de Wee vun enger Reform géife goen. Mä mir ginn eis net méi zefridde mat Verspriechen, well mir hu festgestallt an der Vergaangenheet, datt an der Praxis et ëmmer erëm weidergaangen ass wéi gehabt. Dat heescht, datt verschidde Parteien, haaptsächlech an deem hei Fall meeschtens ëmmer d'Regierungsparteien, sech ënnerenee gëeenegt hunn, wéi d'Nominatioun soll virgoen am Statsrot a wie soll d'Virschlagsrecht kréien.

Mir hunn eng Nominatiounsprozedur, déi total ontransparent ass. Et leeft de Moment dorobber eraus, datt zwar dräi Institutiounen ofwiesselnd d'Nominatioun maachen, dovunner dann och eng Kéier d'Chamber. Mä mir wëssen alleguerten, datt et en total ofgekaartent Spill ass, datt ëmmer an de Regierungskoalitiounsverhandlungen och de Statsrot d'Besetzung mat en Thema ass, wéi vill aner Posten, an einfach do Ofmaachunge virgeholl ginn, déi dann deementspriechend herno an der Praxis och hiren Niddersclag fannen, nämlech, datt dann eben op Basis vun deem Accord, deen d'Regierungsparteien ënner sech ausgemaach hunn, eenzel Parteien e Virschlagsrecht kréien, well et ass jo keen Nominatiounsrecht, mä e Virschlagsrecht, dat se kréien, mä wat awer ënnert dem Stréch dann derzou féiert, datt am Statsrot eng gewësse politesch Representatioun besteet.

Et ass elo esou, datt mir der Meenung sinn, datt éischtens emol generell gesinn et am transparenteste wär, wann nëmmen nach d'Chamber géif nominéieren. Aus deem ganz einfache Grond, well, wéi mer haut och hei gesinn, wann d'Chamber proposéiert, dat heescht, wann déi Prozedur déclenchéiert gëtt, da kann een eng öffentlech Diskussioun doriwwer féieren, da gëtt dat och eng Debatt no baussen. Dat heescht, et ass fir jiddwereen dann och novollzéibar, wéi et zu wat fir enger Beschlussfaassung komm ass oder och net komm ass.

Dat Zweet ass awer dann och, wann een dann d'Chamber décidéiere léisst, da misst een och derniewent kloer Spillregele festschreiwen an d'Gesetz, wéi e Virschlagsrecht ze passéieren huet. Wa mer op de Wee da ginn, fir weiderzefueren, esou wéi et haut jo ass, datt ëmmer erëm eigentlech d'Parteien de Virschlag maachen - an et soll elo kee mer soen, dat wär net de Fall, well déi eenzel Memberen, déi virgeschloe gi beim Statsrot, déi ginn ëmmer bei deenen eenzelne Parteien an de Gremien ofgestëmmt, sief et beim Generalrot bei der LSAP oder bei der CSV hirem Nationalrot, wou och ëmmer. Dat heescht, et ass ganz kloer, datt d'Décisiounen an de Parteizentrale falen an datt do Virentscheedunge falen, déi meeschtens och, fir net ze soen ëmmer, hei respektéiert ginn -, da musse mer och kloer festleeën, wiem dat Virschlagsrecht do proportional zoukënnt. An nëmmen eppes kann d'Basis dovunner sinn, nämlech et kann nëmmen d'Spigelbild si vun dem Suffrage universel, dat heescht vun eisen normale Wahlen.

De Statsrot selwer huet keng Legitimatioun; et ass kee gewieltent Gremium. Et ass keng zweet Kummer. An ech mengen, dat Wichtegst wär duerfir, wa mer wëllen him och dann eng politesch Legitimatioun ginn, datt en da muss d'Spigelbild muss gi vun deem, wat d'Wieler décidéiert hu bei Wahlen.

Do gëtt et e Modell, dee mir als Gréng eragereecht hu scho viru Méint. Deen ass elo net nei, deen hu mer och scho viru Joren eng Kéier proposéiert, an dee kéint ee parfaitement uwenden, fir deem gerecht ze ginn.

De Statsrot dierf net méi betruecht ginn, wéi dat awer elo an der Vergaangenheet vill ze vill de Fall war, als Belounung a verschidde Parteie fir eenzel Politiker oder - nach schlëmmer - als Ofstellkummer, fir innerparteilech Konflikter ze léisen, well dat war et och an der Vergaangenheet. Dat dierf et och net méi sinn. Duerfir ass déi Institutioun einfach ze wichteg.

Et muss een och soen, wa mer dat maachen, dann ass et och net richteg… Ech hu gelies an engem Interview vum scheedende President vum Statsrot, dee seet, dann hätte mer eigentlech eng zweet Kummer, well déi géif dann einfach d'Spigelbild gi vun der Chamber. Dat stëmmt net. Et huet een nëmmen e Virschlagsrecht an et kann ee sech duerchweegs iwwerleeën, wann ee virschléit, datt et net onbedéngt en treie Parteigänger muss sinn, mä et kënne Personalitéiten aus der Société civile sinn, déi een nominéiert, et kënne gutt, eminent Juriste sinn, déi een och do brauch, wat och ëmmer. Dat ass alles duerchweegs méiglech.

Et soll een do eiser Meenung no net reng kucken no der Parteikaart. Mir hunn do e Beispill geliwwert, anerer an der Vergaangenheet och schonn. Mä ech mengen duerfir, datt déi Nominatiounsprozedur nëmmen iwwert dee Wee kann transparent sinn.

Drëtte Punkt, dee mer gär diskutéiert hätten, dat ass d'Incompatibilitéiten. Do gëtt et och eng Rei Saachen ze soen, sou wéi dat haut ass.

De véierte Punkt ass: Mir mengen, datt d'Frae misste besser representéiert sinn am Statsrot. Duerfir menge mer, datt een och do misst eng Spillregel aféieren.

An dee fënneften a leschte Punkt, dat ass d'Öffentlechkeet vum Statsrot. De Statsrot soll net öffentlech tagen, dat menge mer net. Mä eng gewësse méi Öffentlechkeet, wat do wierklech diskutéiert gëtt, géif awer och do där Institutioun net schueden a sécherlech wär dat och kompatibel mat der Aarbecht, déi se kéint maachen.

Här President, dat sinn déi Saachen; déi si scho laang an der Diskussioun. A mir ginn eis och dës Kéier net zefridden. Mir sinn net d'accord a mir wäerten net akzeptéiere bis zum Allerleschten hei, bis de Vote hei gefall ass, a wa mer dann iwwerall iwwerstëmmt ginn, datt erëm eng Kéier elo hei Faits accomplis geschafe ginn an einfach weidergemaach gëtt wéi virdrun. An dat huet och zur Konsequenz, datt effektiv déi Iwwerrepresentatioun vun eenzelne Parteien a virun allem hei vun der CSV nach méi staark gëtt.

M. le Président.- Här Bausch, Dir misst awer elo zum Schluss kommen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President. Datt déi nach méi staark gëtt. Mir wäerten dat net méi akzeptéieren. Mir wäerten eis wierklech hei mat alle politesche Méiglechkeeten, déi mer hunn, wiere bis Enn Januar, bis dann déi leschten Décisioun iwwer eis Käpp ewech wäert geholl ginn, wa mer dat net méi wëlle matdroen. Da weess zumindest d'Öffentlechkeet, wat hei passéiert ass an dësem Parlament.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Gast Gibéryen kritt elo d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech begréissen ausdrécklech déi Motioun, déi hei vum Kolleeg Xavier Bettel am Numm vun der DP an och vun deene Gréngen deponéiert ginn ass. Mir hu se och duerfir mat ënnerschriwwen, well mir och elo schonn iwwer 20 Joer hei am Parlament fir méi eng gerecht Zesummesetzung vum Statsrot eis asetzen.

Ech mengen, et kann ee wuel higoen a soen: „Et ass engersäits d'Regierung, d'Chamber, déi de Statsrot benennen; d'Leit, déi drakommen." Mä mer wëssen awer ënnert dem Stréch, datt, egal vu wat fir enger Säit se genannt ginn, et awer ëmmer eng politesch, eng parteipolitesch Nominatioun ass, déi gemaach ginn ass.

An ech mengen, et ass och duerfir net richteg, wa mer de Wëllen, deen am Vollek bestanen huet… An der parteipolitescher Landschaft huet d'Vollek an deene leschten 20, 30 Joer e grousse Changement hei an der Chamber mat sech bruecht.

Virun 30 Joer sinn et nach keng Gréng heibanne ginn, d'ADR ass et nach net ginn, dann och nach déi Lénk sinn et virun 30 Joer net ginn. A wann een haut awer kuckt, datt hei eis Populatioun bei de Wahlen haut am Fong 25% vun de Stëmmen ofgëtt, déi niewent deenen - fréier konnte se dat soen: „traditionellen" Parteien; well déi aner kéint ee jo och scho bal als traditionell am Ablack ugesinn -, mä niewent deenen dräi Parteien CSV, LSAP an DP gëtt et haut awer hei am Land 25% vun de Wieler, déi niewent deenen dräi Parteie wielen, an déi sinn och deementspriechend hei an der Chamber vertrueden.

Sou datt am Fong och déi Entwécklung, dee Schratt eng Kéier misst a Richtung Conseil d'État gemaach ginn, datt deen och am Fong d'Spigelbild vum Vollek erëm géif ginn. Ech mengen, dat wier an engem demokratesche Stat eng Normalitéit.

A Leit, déi sech widdersetzen, déi dat, wat am Fong dem Wielerwëlle seng Décisioun ass, net respektéieren, sinn a mengen Aen am Fong schlecht Demokraten, déi e Pouvoir festhalen opgrond vun Traditiounen oder vu Gesetzer, déi se net wëllen adaptéieren.

E Pouvoir festhalen, dee géint de Wielerwëlle geet. Well d'Vollek huet eng aner Décisioun geholl wéi d'politesch Landschaft sech hei zu Lëtzebuerg zesummesetzt. An an engem Rechtsstat misst dat dann och Normalitéit sinn, datt deem Wielerwëllen op allen institutionellen Niveaue géif Rechnung gedroe ginn.

Wann een elo zum Beispill géif d'Resultater vun de Wahlen huelen. Mir als ADR wäerten uganks Januar och eis Propositioune festleeën, mä ech kann awer scho soen, datt mer an den Diskussiounen esou wäit sinn, datt mer och mengen, datt een net sollt d'Wahle vun engem Exercice huelen, mä datt een eventuell sollt eng Moyenne huele vun zwee oder vun dräi Exercicen, fir méi een Équiliber ze kréien, well déi grouss Schwankungen, déi eng Partei ka kréien no uewen oder no ënnen, sech an der Regel herno och net bannent fënnef Joer um Terrain realiséiere loossen. Well et weess ee jo net, wat fir eng Mandater fräiginn, sou datt een och do keng esou grouss Schwankunge kritt, datt da gutt Jore mat viruginn, mä datt awer och schlecht Jore vu Wahlresultater mat viruginn, mä datt een doriwwer kéint awer méi eng Stabilitéit kréien tëschent de Parteien a keng allze grouss Schwankungen. Et ass op jiddwer Fall eng Iddi, déi mir wäerte mat an d'Diskussioun erabréngen.

Mir géifen also hei en Appel un déi Parteie maachen, déi sech bis elo nach ëmmer deem widdersat hunn, datt se alleguer ëmmer priedegen, mir wieren hei an engem demokratesche Rechtsstat. Ech mengen, da misst och all Partei eng Kéier iwwert hire Schiet sprangen an dem Wielervote, dem Wielerwëllen - et ass jo dat, wat muss drop erauskommen, eng Demokratie zum Ausdrock bréngt, wat eng Demokratie ausmécht -, da misst och jiddwereen dee Wielerwëllen op allen Niveaue respektéieren. An dat kéinte mer hei beim Statsrot maachen. A wa mer dat net maachen, da respektéiere mer net déi demokratesch Prinzipië vun engem Rechtsstat.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Den Här Lux hat d'Wuert gefrot.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, mir kënnen eis där Motioun hei net

uschléissen, well mer der Meenung sinn, dass se sans objet ass, an dat aus dräi Grënn: Deen éischten ass, dass scho gesot ginn ass, dass am Regierungsprogramm ganz kloer drasteet, dass et de Wëllen ass vun der Majoritéit, fir derfir ze suergen, dass deen interinstitutionelle Groupe de travail bis Enn 2010 eng Rei vu Froen, déi och ganz prezis doran opgezielt sinn, wëllt diskutéieren a Virschléi ausschaffen.

Zweetens hu mer an der Presidentekonferenz virun zwou Wochen, souwuel den Här Schiltz wéi ech selwer, ganz kloer zum Ausdrock bruecht, dass mer bereet sinn, am Februar iwwert déi Virschléi, déi am Moment just vun deene Grénge prezis virleien, ze diskutéieren, mä wa muer aner Virschléi kommen, dat och wëlle maachen. Ob mer dat an der Method weider do maachen oder ob mer och déi Froe vun der Kompositioun, vun der Procédure de nomination an dee Groupe interinstitutionnel wëllen huelen, ass dann ze kucken.

An drëttens si mer der Meenung, eleng och fir d'Qualitéit vun der Aarbecht vum Conseil d'État, dass mer déi vakant Plaz esou schnell wéi méiglech, no där Prozedur, déi mer eis ginn hunn an déi jo de Moien démarréiert ginn ass, an der éischter Sëtzungswoch am Januar solle besetzen, fir dass de Conseil d'État mat senger gesamter Kompositioun dann och ka weiderschaffen.

Dofir si mer der Meenung, dass mer op deenen dräi Punkten amgaang sinn, déi Diskussiounen opzemaachen, an dofir si mer och der Meenung, dass dat heiten a sech oppe Scheierpaarten arennt, well mer bereet sinn, am Joer 2010 déi Diskussiounen do alleguerten ze féieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Hoffmann hat nach d'Wuert gefrot.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo, kuerz. Manner iwwert d'Délaien, mä iwwert d'Fro, iwwert wat mer dann eigentlech herno diskutéieren.

Ech hunn zwar mat groussem Intérêt de bisherege President vum Statsrot… Den Här Meyer, dee war eng Stonn laang um Radio, wou en ënner anerem gesot huet, dass d'Parteizougehéieregkeet - elo drécken ech mech virsiichteg aus - oft keng Roll géif spillen an den Diskussioune vum Statsrot. Woubäi jo awer ech mengen, dass déi Leit, déi am Statsrot - ech gebrauchen elo erëm e Wuert vu gëschter, dat huet awer näischt dermat ze dinn -, dass déi Leit am Statsrot awer net kënne schizophren sinn. Dat heescht, dass se awer noutgedrongenerweis wahrscheinlech op iergendeng Aart a Weis déi politesch Iwwerzeegungen, déi se hunn, net ganz op d'Säit kënnen drécken.

Fir mech stellt sech awer an der Diskussioun net nëmmen d'Fro vun der Representativitéit vun dem Statsrot par rapport zu der Wielerschaft respektiv par rapport zum Parlament.

Ech fanne souguer, dass dat eng bedenklech Logik ass, well d'Logik vun der Wielerschaft, déi dréckt sech aus hei am Parlament, an dat ass dat souveränt Organ, wat d'Gesetzer mécht. An d'Funktioun vum Statsrot…

Une voix.- Dat eenzegt!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dat eenzegt Organ! An d'Funktioun vum Statsrot ass jo net déi vun engem legislativen Organ, sondern eigentlech nëmme vun engem berodenden Organ, wat allerdéngs kann…

(Interruption)

Richteg! …wat allerdéngs kann opschieben, Oppositions formelles ausschwätzen an esou weider an esou fort, mä am Endeffekt bleift awer de legislative Pouvoir hei bei der Chamber.

Duerfir mengen ech, dass ee muss oppassen, dass een déi zwee institutionell Niveauen net einfach matenaner verwiesselt oder vermëscht. Duerfir wär meng Fro éischter: Wéi brénge mer et fäerdeg, de Statsrot iwwerhaapt méi aus där parteipolitescher Logik erauszekréien?

Richteg méi erauszekréien. Dat wëllt jo net heeschen, dass een elo net däerf Member vum Statsrot ginn, wann ee Member vun der CSV oder vun der Lénker ass, oder vu wiem och ëmmer, sondern dat kéint awer heeschen, dass déi do Zesummesetzung - an dat verlaangt natierlech eng laang Diskussioun an eng prozedural Diskussioun - awer géif ageschränkt ginn an dass par contre de Poids vu Leit zouhëlt, déi haaptsächlech wéinst hirer Sachkenntnis - et kann ee jo kengem verbidden, enger Partei unzegehéieren - an deene Froen, déi do traitéiert ginn, an dat sinn der jo vill, dra sinn. Dat däerfen och net nëmme Juriste sinn.

Une voix.- Très bien!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dat muss schonn e relativ breede Spektrum vu Sachkenntnis sinn.

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst zwar lues zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech sinn och fäerdeg. Ech kann déi Motioun…

Just d'Fro: Wat diskutéiere mer?, ass fir mech méi wichteg wéi: Wéini diskutéiere mer et an a wéi enger Logik? Ech kann awer déi Motioun hei stëmmen, wann dat bedeit, dass et méi schnell soll goen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou! Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt d'Wuert nach den Här Jean-Louis Schiltz.

(Interruption)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, ech wollt mech fir d'éischt den Ausféierunge vum Kolleeg Lux ralliéieren. Am Regierungsprogramm steet dee Groupe de travail. Mir brauchen eis also net nach eng Kéier selwer dozou ze invitéieren oder d'Regierung selwer dozou ze invitéieren, deen anzesetzen. De Kolleeg Lux an ech selwer hunn och an der Presidentekonferenz gesot, datt mer am Februar bereet wieren, iwwert déi Froen ze diskutéieren.

Mir féieren haut hei net eng Debatt iwwert de Contenu. Et géif vill ze soe gi vun engem juristesche Standpunkt zu deenen Ausféierungen, déi vun deenen engen oder vun deenen aneren, iwwert d'Kompositioun insbesondere, gemaach gi sinn. Ech wëll an Erënnerung ruffen, datt ganz vill intelligent Leit scho sech mat der Fro an der Vergaangenheet ausenanergesat hunn, wéi een déi Kompositioun kéint ännere respektiv den Nominatiounsmodus änneren, a bis elo nach all déi intelligent Leit et net fäerdeg bruecht hunn, weder kuerzfristeg nach laangfristeg, mat enger Propos ze kommen, déi besser ass wéi déi, déi mer hunn.

Mä mir hu gesot, mir géifen driwwer diskutéieren. Mir diskutéieren och iwwer Äre Prozedursvirschlag, Här Bausch, deen dohigeet, datt d'Chamber se alleguerten nennt. Och dee werft eng Rei Froen op.

Zweetens wëll ech soen, datt mer hei net méi a net manner maachen, wéi d'Gesetz respektéiere respektiv d'Reglement respektéieren. Well am Reglement sinn Délaie virgesinn. Wann de Poste vacant gëtt respektiv wann de President vun der Chamber informéiert gëtt, datt de Poste vacant ass, da muss hien d'Chamber driwwer informéieren, an da leeft eng Prozedur of, wou Délaie vun dräi Wochen an dräi Méint virgesi sinn. Wa mer also déi Prozedur hei ulafe loossen haut, da maache mer net méi an net manner wéi eis un dat Reglement, dat mer eis selwer ginn hunn, ze halen.

Drëttens, den Här Bettel huet hei mat der Arithmetik argumentéiert, a bal exklusiv mat der Arithmetik argumentéiert. Nun ass et richteg, datt d'Arithmetik eng Roll spillt a mengen Aen, mä net nëmmen. Wa mer nämlech vun Arithmetik schwätzen a wa mer dat lescht Wahlresultat kucken, dann huet mat 14,98% a mat néng Sëtz vu 60 d'DP exakt genau dräi Conseiller-d'États zegutt, or hutt Der der fënnef de Moment.

(Interruption)

Wann Är Argumentatioun, wat d'Arithmetik ubelaangt, also soll stéchhalteg sinn, da musst Der zur Kenntnis huelen, datt Der mat Hemmer, Gillen, Schneider, Schmit an Durdu der zwee ze vill hutt. A wann ech och nach een oder zwee Wahlresultater vu virdru matrechnen, dann hutt Der der nach ëmmer ze vill hei. Dat heescht, wann den Här Bausch sech beklot,…

(Interruption)

…en hätt der net genuch,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat heescht, Dir gitt eis Recht, Här Schiltz? 15 Joer ass ze laang.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …da soll hie bei Iech kommen, Här Bettel, an Iech ee froen. Ech sinn iwwerzeegt, datt bei där nächster Nominatiounsprozedur Der Iech grousszügeg wäert weisen, well Dir jo mat der Arithmetik argumentéiert hei, an deemno een ofgitt, an den Här Bausch dann ee méi kritt. Wann Der Nohëllefstonne braucht, ech schenken Iech meng Rechemaschinn!

Ech soen Iech Merci.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Mir hu gesot, während 15 Joer ass ze vill.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Merci dem Här Schiltz. Den Här Bettel nach eng Kéier ganz kuerz.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, e puer Saachen. Ech si frou, dass den Här Schiltz mer jo am Fong Recht gëtt, dass e seet, dass 15 Joer ze laang ass an dass e Wahlresultat vun haut mat 26 Sëtz vläicht net de Fall ass. Virun e puer Wochen ass d'Madame Hennicot genannt ginn. Ech weess net, ob a 15 Joer d'Madame Hennicot nach ëmmer representativ ass, déi Zuel vu Memberen, déi Dir am Statsrot hutt.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- D'Madame Hennicot kritt 2013 72 Joer. Dat ass a fënnef Joer.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, si kann nëmme fënnef Joer bleiwen. Jo, wéinst dem… Pardon, mä bon.

D'Regel ass, dass ee jo awer fir 15 Joer genannt gëtt, ausser den Alter.

Dat ass de Problem, Här President, justement, dee mir gäre géifen diskutéieren. Et ass net representativ, wa mer e Mandat hei hu vu fënnef Joer an eent am Statsrot vu 15 Joer.

Zum Här Lux sengen Aussoen, Här President. Deen huet nees dat gesot, wat een hei vun dëser Majoritéit gewinnt ass: Dat kucke mer. Mir hunn d'Flemm ze kucken, mir hätte gär Aktioun.

M. le Président.- Sou! Ech mengen, et ass alles gesot zu där Motioun. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Vote sur la motion

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun vum Här Bettel ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 22 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 39 voix contre et 21 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Marc Spautz), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 15. an de 16. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.16 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

www.chd.lu

SÉANCE 14

MARDI,
15 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Gast Gibéryen*
- *M. Fernand Etgen, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Xavier Bettel*

3. Heure de questions au Gouvernement

Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Lucien Lux - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

4. Hommage à la mémoire de M. Nic Klecker
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

5. Heure de questions au Gouvernement (suite)

Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- *M. Robert Weber - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contrefaction de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
- *M. André Bauler - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

Question N°297 du 4 décembre 2009 de Mme Viviane Loschetter et de M. Félix Braz relative au paiement de salaires suite à l'introduction du statut unique

et

Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- *M. Félix Braz - Mme Claudia Dall'Agnol - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- *M. François Bausch - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Mill Majerus - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances
- *M. Fernand Kartheiser - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances*

Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélèvement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. Claude Haagen - M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
- *M. André Bauler - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*

6. Question N°187 de M. Fernand Etgen au sujet de la restauration du château d'Useldange et le projet pilote «Perception» de l'UNESCO
- *M. Fernand Etgen - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*

7. Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers
- *M. Robert Weber - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

8. 5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications
- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Robert Weber, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6013 - Projet de loi

1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980

2) portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée
- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. André Bauler*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Här President. D'Ministere soen, si hätten näischt geschafft.

M. le Président.- Dat ass gutt.

(Interruption)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de loi suivante a été déposée en séance publique:

6092 - Proposition de loi visant

- à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,

- à promouvoir la modernisation de la gestion publique,

et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999

a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Dépôt: Monsieur Roger Negri, Député, le 09.12.2009

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 9. Dezember huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; dann d'Question avec débat N°3 vum Här Robert Weber iwwert de Chômage vu Frontalieren; de Projet de loi 5987 iwwert d'Post nom Basismodell; de Projet de loi 6013 iwwert den Traité vu Budapest iwwert d'Unerkennung vu Breveten, och nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6080, en Accord tëschent de Benelux-Staten iwwert d'Réadmission des personnes en séjour irrégulier, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6063 iwwert de Bau vun enger Kläranlag op der Ënnermusel, nom Modell 1; dann de Projet de loi 5954 iwwert d'Ierfschaftssteier nom Basismodell; de Projet de loi 5872, eng Direktiv iwwert d'Beruffer vum Audit, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6064 iwwert de Bac international, nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6031, eng Ofännerung vum Statsbeamtestatut, och nom Basismodell.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Gibéryen freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech froen net eng Ännerung vum Ordre du jour, mä ech froen, ob mer kéinte muer de Mëtte beim Punkt 5 vun eisem Ordre du jour, beim Projet de loi 6031 iwwert d'Reform vum Statut général vum Fonctionnaire a vun de Fonctionnaires communaux... Do huet d'Presidentekonferenz de Modèle de base, wat d'Riedezäit ubelaangt, festgesat.

Mir haten an eiser Kommissioun driwwer diskutéiert, an d'Kommissioun hat de Modell 1 festgehalen an dee proposéiert. Et war souguer an der Kommissioun gefrot ginn, ob een net sollt de Modell 2 huelen. Ech hunn deemools gesot an der Kommissioun, de Modell 1 géif duergoen. An do ware mer eis dann dunn an der Kommissioun eens ginn, de Modell 1 ze huelen. Et ass awer elo de Modèle de base hei zréckbehale gi fir dee Projet. Ech géif awer mengen, datt dat e Projet ass, wou awer méi driwwer ze diskutéieren ass wéi grad iwwert de Modèle de base.

Ech muss generell soen, datt ech verwonnert sinn, wéi vill Projeten an der leschter Zäit hei an d'Chamber kommen, wou nach just de Modèle de base festgehale gëtt. D'Chamber ass jo awer dat Gremium, wou soll déi politesch Meenung vun deenen eenzelne Parteien zum Ausdrock kommen. A mir kommen ëmmer méi, datt mer ëmmer méi Projeten hei am Modèle de base maachen.

Et ass jo awer net, wéi wa mer keng Zäit hätten. Ech erënneren drun, datt mer viru Jore vläicht an deem aneren Extrem waren, datt mer ze laang geschwat hunn an Nuetssitzungen hu misse gemaach ginn. Mä elo fale mer an deen aneren Extrem, datt mer Sitzunge sträichen. Mir maachen de Budget an zwou Sitzungen. Mir konnten d'lescht Woch eng Sitzung dovu sträichen.

Soss hu mer déi Woch viru Chrëschtdag nach missen nuets Sitzunge maachen. Elo hu mer déi Woch viru Chrëschtdag nach just zwou Sitzungen zesummekritt. Dat

heescht, mir si vun deem engen Extrem elo an deen aneren Extrem gefall. An ech géif awer mengen, datt et dem Parlament och géif guttdoen, wa mer eis géife genuch Zäit huelen, ouni iwwerdriwwen Zäitmodeller ze huelen, fir iwwer Projeten ze schwätzen.

An ech géif mengen, datt, esou wéi d'Kommissioun dat selwer proposéiert hat, ee sollt fir dee Projet do awer de Modell 1 huelen, fir datt awer all Partei heibannen déi Zäit huet, fir zu deem Projet ze schwätzen, wéi et wichteg a richteg wier. Ech wier also Demandeur, fir dem Projet 6031, Punkt 5 op eisem Ordre du jour vu muer, de Modell 1 ze ginn.

M. le Président.- Ass een, deen dozou wëllt Stellung huelen?

Ech wëll awer vläicht och dem Kolleeg Gibéryen äntwerten, datt bis elo nach iwwerhaapt kee Problem war. All déi Modeller, déi mer zréckbehalen haten, déi si largement duergaangen, fir all Intervenanten hei ze héieren. An ech géif och proposéieren, mir géife beim Basismodell bleiwen. Ech verspriechen Iech allerdéngs, Här Gibéryen, datt ech als President dann e bësselche méi large sinn. Wann dann deen een oder deen anere vun de Kolleegen do e bësselchen iwwerzitt, ass dat dee Moment net esou schlëmm.

Ass d'Chamber soss mam Ordre du jour averstanen?

Dat schéngt esou de Fall ze sinn.

(Interruption)

Den Här Etgen hëlt nach eng Kéier gär d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir hutt et gesot: Haut hu mer d'Lëscht vun deenen onbeäntwerte Froe kritt. An ech hunn déi grouss Éier, d'Nummer eent op dëser Lëscht ze sinn. Dat heescht, d'Hitparad vun deene Froen, wou den Délai vun engem Mount erfall ass, unzeféiere mat enger Fro un d'Kulturministesch iwwert d'Restauratioun vum Useldenger Schlass mat engem Projet pilote vun der UNESCO.

D'Fro ass vum 15. Oktober, also schonn zwee Méint al. Laut eisem Reglement hu mir dann d'Méiglechkeet, dës Fro mëndlech an der Chamber ze stellen. D'Kulturministesch hat gesot, si wier de Mëtten hei. An duerfir hätt ech se wëlle froen, wéi et mat der Äntwert ass, wuelwëssend awer, datt se net op all Detailer vun dëser Fro haut hätt hei kënnen agoen.

Ech muss awer soen, datt ech et e bësse respektlos vun der Regierung awer fannen, datt d'Froen ëmmer erëm esou laang iwwerzu ginn. An ech mengen dat besonnesch awer och vun der Ministesch, déi zoustänneg ass fir d'Relatioune mam Parlament.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Premier, wann ech gelift.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, déi Kloen, dass d'Regierung net an adequaten Zäitformen op d'Froe vun den Deputéierten äntwert, si Froen, déi mech begleeden zënter 15 Joer, och an där Zäit tëscht 1999 an 2004, wou d'Dauer vun der Regierung, fir Froen ze beäntwerten, net däitlech méi spektakulär war wéi elo.

Ech halen awer ëmmer drop - meng Kolleegen aus der Regierung wëssen dat -, et ass hei am Parlament, wou d'Regierung Rechenschaft muss ofleeën, an den Délaien äntwert, a wa se dat net kann - esou Ursaache kann et ginn -, dem Parlament an nëtzlecher Zäit matdeelt, firwat dass dat net geet. D'Kulturministesch äntwert Iech innerhalb vun aacht Deeg.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President!

M. le Président.- Den Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech wollt just dem Här Statsminister soen, dass mer frou sinn iwwer seng Ausso, dass awer de Bureau vun der Chamber och décidéiert huet, déi Question-parlementaires, déi an der fréierer Legislaturperiod 2004-2009 elo nach ëmmer net beäntwert gi sinn, ze sträichen. Well ech kann Iech just soen, dass den Här Fayot an ech selwer, oder den Här Gibéryen, mengen ech, Froen hunn, déi iwwer zwee Joer al sinn.

Bon, 24 Méint missten duergoen normalerweis, fir op eng Fro ze äntwerten. Mä mir hunn et opginn. Mir hunn einfach gesot, da géife mer se fale loossen. Mä wéi gesot, zwee Joer ass awer wierklech ganz, ganz laang, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech sinn zärtlech beréiert, dass den Här President vun der DP-Fraktioun sech mat esou vill Äifer fir den Här Jaerling asetzt.

(Hilarité)

M. le Président.- Gutt, ech hat eigentlech d'Fro gestallt, ob mer mam Ordre du jour averstane wären. Dat ass esou décidéiert.

3. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen. An d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°16 vum Här Lucien Lux un de Statsminister iwwert d'Méiglechkeete vun engem Accord op der Klimakonferenz zu Kopenhagen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Statsminister, Dir fuert fir en Donneschdeg an e Freideg op Kopenhagen op de Sommet iwwert de Klimaschutz. An et wäert sech dann erausstellen, ob mer et fäerdeg bréngen, nodeem mer d'Banke gerett hunn, och de Klima ze retten. Dat däerft an deenen nächsten Deeg eng relativ grouss Kraaftustrengung, politesch, finanziell an och soss, duerstellen.

Et stelle sech eng Rei vu Froen, ob mer och als Europäesch Unioun de Wëlle wäerten hunn, de Courage hunn, d'Wäitsiicht hunn, fir derzou bäizedroen, dass déi Konferenz do net scheitert. Well ech mengen, e Scheitere wär an dësem Moment eng Katastroph an, ech mengen, och keng Alternativ virun der Noutwendegkeet, e Protokoll zustanen ze bréngen, wann net am Laf vun dëser Woch, mä an deenen nächste Méint op enger nächster COP15, an domadder de Bierger dobaussen ze weisen, dass een d'voluntaristesch Aktioun huet, a virun allem och den Entreprisen, déi, wéi een héieren huet, zu Kopenhagen ganz zahlreich vertruede sinn. All déi grouss Entreprisen, all déi grouss Banken, all déi grouss Assurancë sinn zu Kopenhagen, fir Planungssécherheet ze kréien iwwert déi nächst Joren, bis 2020.

Meng Froen un Iech, Här Statsminister, de Mëtten dréie sech engersäits ëm d'Roll vun der Europäescher Unioun, déi um Conseil européen d'lescht Woch nach eng Kéier hir Strategie an och hir Positiounen diskutéiert huet. An d'Froe si virun allem déi, ob et eng gëeente Positioun bei der Europäescher Unioun gëtt, déi d'Virreiderroll, déi d'Europäesch Unioun all déi Joren an deem Dossier do hat, och nach eng Kéier ka weisen a beweisen. Si mer do an de praktesche Propositiounen, déi mer déi nächst Deeg wäerte maachen, fir de Sommet, d'Konferenz ze développéieren, en phase mat deem, wat déi grouss Rieden heiansdo, déi grouss Theorien dobausse sinn, déi een héiert?

A virun allem mengen ech och: Si mer an der Lag, fir vis-à-vis vum Blocage vun Amerika a vu China, déi am Moment jo amgaange si sech géigesäiteg ze blockéieren a géigesäiteg drop ze waarden, fir ze bougéieren, dass d'Europäesch Unioun, esou wéi ech gemengt hat vun Iech ze héieren, d'accord ass, fir vläicht méi schnell, fir e Push an déi Négociatiounen ze kréien, déi minus 30% op den Dësch ze leeën, fir domadder eng Kéier kloerzemaachen, dass mir jiddefalls als Industrienatioune bereet sinn, an deene Fourchettë vu Reduktioun e grousse Wee ze goen?

An dann, wann ech gesinn, dass de schwedesche Conseilspresident als Ëmweltminister, den Här Carlgren, seet, dass déi Propositiounen, déi um Dësch leien, déi zwee Grad Celsius, d'Zilsetzung mat Sécherheet net wäerten erreechen, ass natierlech d'Fro, ob mer iwwert dee Wee erausginn.

Ech hu gëschter gelies, dass den Delegatiounsleader vun den Entwécklungslänner, den Här Dia-Ping, gesot huet: D'Europäesch Unioun geheit eis just Broutgrimmelen dohinner. An dofir ass den drëtten Deel vun der Fro deen: Si mer an der Finanzarchitektur wierklech iwwerzeegt, dass déi 7,2 Milliarde fir d'Europäesch Unioun fir déi dräi...

M. le Président.- Här Lux, Dir misst awer esou lues zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech sinn direkt fäerdeg.

…Joren 2010, `11 an `12 respektiv déi 100 Milliarden, déi doriwwer erausginn, duergi fir eng Finanzarchitektur, déi et erlaabt, eng gerecht Opdeelung vun der Laascht duerzestellen?

Dat sinn déi Froen, déi sech och Ärem Verhandlungsgeschéck an deenen nächsten Deeg wäerten erweisen, ob et dann zu engem Resultat kënnt.

Merci.

M. le Président.- Sou! Den Här Statsminister huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, léif Kolleegen, mäi Frënd Lucien Lux, deen an der Vergaangenheet - mä dat war meng Schold - net ëmmer déi richteg Äntwerte fonnt huet op déi Froen, déi en haut stellt, stellt haut déi richteg Froen. Wier et och nëmmen no mir gaang, hätt hien haut de Mëtteg déi Froe misse selwer beäntwerten, well wier et no mir gaang, da wier en haut de Mëtteg zu Kopenhagen an net hei.

Ech sinn awer frou, dass en hei ass,…

Une voix.- Ouh?

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, well hie war nämlech een héich responsabelen, engagéierten an ugefaange Gedankegäng verlängernden Ëmweltminister. Esou dass ech och emol eng Kéier hei offiziell wollt soen, dass ech fonnt hunn, dass en déi Aarbecht, déi en an der Regierung gemaach huet, zu jiddefalls menger vollster Satisfaktioun gemaach huet.

A well et fir d'éischt ass, dass ech eng Fro vum Fraktiounschef vun de Sozialisten, deen elo Lux heescht, heibannen däerf beäntwerten, wollt ech awer net ouni Schlenker op seng rezent Vergaangenheet dat emol eng Kéier soen, well e seng Aarbecht an der Regierung gutt gemaach huet; wéi seng Virgänger iwwregens och.

Den Här Lux stellt an der Substanz dräi Froen.

E freet éischtens: Wéi ass et mat deem Endzil, fir derfir ze suergen, dass mer an der Welt op eng Temperatursituatioun zousteieren, déi sech doduerch auszeechent, dass se net méi héich ass wéi 2% par rapport zu der preindustrieller Zäit? Ech wëll hei drun erënneren, well kee Mënsch - fir dat net anescht auszedrécken - dat méi seet, dass mer an der lëtzebuergescher Presidentschaft 2005 fir d'éischt dat Zil vun net méi Temperaturustieg wéi 2% definéiert hunn am Gesamtzesummenhang vun der Renovatioun an der Novelléierung vun der Lissabon-Strategie.

Mir ass haut de Mueren agefall, wéi ech den dänesche Premierminister héieren hunn, dass déi Eenzeg, déi eigentlech deemools net ganz iwwerzeegt dervu waren, well se gesot hunn: Wou wëllt Dir Lëtzebuerger da wëssen, wéi d'Temperatur an der preindustrieller Zäit war?, den dänesche Premierminister vun där Zäit war. Mä deen ass entre-temps NATO-Generalsekretär ginn an huet aner Suergen. Déi Regierung, déi en zréckgelooss huet, erkennbarerweis och.

Mir halen dru fest, dass et der universeller Communautéit als Obligatioun operluecht ass, derfir ze suergen, dass d'Temperatur net méi séier klëmmt wéi 2% par rapport zu der preindustrieller Zäit. Meng Informanten a Büchsenspanner, déi zu Kopenhagen sëtzen, soe mer, dass dat Zil, net méi wéi 2% Temperaturustieg par rapport zur preindustrieller Zäit, an deem leschte Kompromissvirschlag vun den UNO-mandatéierte Kompromissler verschwonn ass. An d'Lëtzebuerger Regierung ass domat net d'accord.

D'Europäesch Unioun kann och domat net d'accord sinn, well dat war déi Ausgangssituatioun, déi d'Europäesch Unioun, an ergo och hir 27 Memberstaten ëmmer als de Mindestréquisit verlaangt hunn, wat d'Choreografie vu Kopenhagen a vun no-Kopenhagener-Konferenz ubelaangt. Mir trieden also weider derfir an a setzen eis och offensiv derfir an zu Kopenhagen fir dat Zil.

Dat Zweet, dat ass och eng Fro vum Lucien Lux: Wéi ass et mat deenen Emissiounsreduktiouns-Targeten - wéi mer op Lëtzebuergesch soen „Ziler" - minus 20% par rapport zu 1990, minus 30% par rapport zu 1990? Ech sinn derfir, dass d'Europäesch Unioun däitlech mécht, dass eist Zil minus 20% par rapport zu 1990 ass.

Déi aner räich Bléck vun der Welt - mir si jo net déi eenzeg Räich op der Welt - maache Propositiounen, déi lamentabel schwaach sinn, well se sech an hire Reduktiounsziler, déi se affirméieren an déi prozentual gutt kléngen, op d'Joer 2005 referéieren an net op d'Joer 1990, wat eigentlech d'Ambitiounsstartzil... -startmoment, pardon, ass. Mir sinn der Meenung, dass et mindestens minus 20 muss sinn, wat den europäeschen Effort ubelaangt.

Ech hu bei de Conseilssitzunge vun dëser Woch - der leschter Woch, pardon - zu Bréissel gesot, ech wier fir 30%, wuelwëssend, dass dat fir eist Land jo net ouni immédiat operationell Konsequenzen ass. Ech loosse mech net iermaache vun deene pseudowëssenschaftlechen Awërf, déi soen, déi Klimaproblematik géif iwwerdriwwe ginn. Ech gesinn doranner d'Wierk vun donkele Kräften.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An ech sinn doduerch net ze bewegen. Souguer wann net alles stëmmt, wat de geballte Wëssenschaftskonglomerat vun der Welt zesummegedroen huet, a souguer wann nëmmen d'Halschent stëmmt vun deem, wat opgereegte Wëssenschaftler zum Ausdrock bréngen, dann ass d'Halschent Ursaach genuch, fir dat ze maachen, wat muss gemaach ginn.

Ech rejetéieren also des pieds et des mains déi héchstverdächteg Einwürfe, déi elo an deene leschten Deeg komm sinn. Ech weess, dass d'Wëssenschaftler ëmmer iwwerdreiwen. Ech weess, dass d'Politiker ëmmer iwwerdreiwen. Ech weess, dass d'Wëssenschaftler heiansdo ënnerdreiwen, an d'Politiker och, mä d'Klimakatastroph ass immuablement an d'Zukunftsgeschicht vun der Mënschheet ageschriwwen.

A wa mer net massiv, och mir kleng Lëtzebuerger heiheem a jiddwer eenzelne Lëtzebuerger heiheem, dergéint virginn, da gi mer deenen nächste Generatiounen a virun allem der iwwernächster Generatioun eng Welt zur Gestaltung, déi sech net méi gestalte léisst, well se net méi gestaltbar ass. An dofir ass elo de Moment komm. Elo ass de Moment, trotz Wirtschaftskris a grad wéinst der Wirtschaftskris, a klimapolitescher Hisiicht déi Meilesteng anzeplanzen, déi de Wee an d'Zukunft weisen.

An dofir sinn ech der Meenung, dass d'Europäesch Unioun - dat ass elo diplomatesch net ganz klug, wat ech hei soen: An der Nuecht vum 17. op den 18. Dezember, dann treffen d'Stats- an d'Regierungschefe vun der Europäescher Unioun sech - soll einseiteg erklären, dass mir e Reduktiounszil vun 30% ustriewen.

An der Hoffnung, dass dat de Gesamtreduktiounsprozess esou dynamiséiert, dass sech aner Deeler vun der Welt - USA, deenen hire Bäitrag ongenügend ass; China, deem säi Bäitrag ongenügend ass; Indien, deem säi Bäitrag net satisfaisant ass - an déi Zukunftslogik do aspäre loossen, déi wëllt, dass mer d'Welt wëlle retten. Well dorëms geet et leschten Enns, obschonn ech dat net wëll hei dramaturgesch iwwerspëtzen.

Wann dann déi aner net matmaachen, dann ass ëmmer nach Zäit, fir op eis Positioun zréckzekommen. Wann déi aner net matmaachen, ass ëmmer nach Zäit, fir Zwëschestadien, emissiounsreduktiounsméisseg, esou ze definéieren, dass mer dann d'Ziler fir 2025, 2030 an déi Joren duerno fixéieren. Mä et kann net esou sinn, dass d'Europäer, déi net deen éischten Émissaire an der Welt sinn, den Haapteffort maachen, an dass déi aner Regiounen, klassifizéiert staark Regioune wéi d'Amerikaner, klassifizéiert opstriewend Regioune wéi d'Chineesen, hei de Luusspätter spillen.

Ee Land wat, wéi China - ech war där Deeg do -, 9% d'Joer wiisst, méi wiisst wéi all déi aner, dat seng Währung op d'Käschte vun aneren, notamment dem Euro, ofwäert, mat enger u Systematik grenzender Beharrlechkeet, kann net verlaangen, dass d'Europäer fir China bezuelen. China muss selwer een Effort maachen. C'est une grande nation. Et ass ee grousst Land. Et ass ee Land mat dichtege Leit, mat ville Potenzialitéiten, mat ville Virtualitéiten. D'Chineese mussen hei een identesch staarken Effort maache wéi d'Europäer.

Dass dat fir d'Amerikaner gëllt, brauch ech hei net auszeféieren. Et kann een net d'Prétentioun hunn, de Leadership an der Welt ze behalen, an ewechzesacken, wann et ëm essenziell Zukunftsfroe geet. Mä fir déi aner ze stellen, am frëndschaftleche Sënn vum Wuert, ass et gutt, wann Europa seet: „Mir si fir 30% Reduktioun, a maacht elo mat." A wa se net matmaachen, da musse mer eis Positioun revidéieren.

Wat d'Finanzaspekter - drëtt Fro vum Frënd Lucien Lux - ubelaangt, hu mer zu Bréissel ofgemaach, dass mer als Europäer 2,4 Milliarden d'Joer bezuelen, an deem wat een den „fast start" nennt. Dat heescht, an de Joren 2010, 2011, 2012, well de Post-Kyoto-Accord jo eréischt vum 1. Januar 2013 u gräift.

Mä d'Klimabeharrlechkeet ass manner ausgeprägt wéi d'politesch Immobilitéit. Ergo muss an deenen nächsten dräi Joer eppes geschéien. An do brénge mer fir déi aarm Länner vun der Welt - ech soen dat net despektierlech, mä beschreiwend - als Europäer 7,2 Milliarden, 2,4 Milliarden d'Joer, an Opstellung.

Dat ass ee gutt Resultat, wat mer do erreecht hunn, well wéi mer zu Bréissel ugefaang hunn d'lescht Woch ware mer op 1.750.000.000, an doduerch, dass mer - nëmmen 22 Länner wollte matmaachen - op déi fënnef aner Länner, déi net wollte matmaachen, Drock gemaach hunn, si mer op 2,4 Milliarde komm; vun deene Lëtzebuerg 9 Milliounen Euro iwwerhëlt, wat alle méigleche Schlësselen entsprécht. Awer a leschter Instanz, wa mer zu Kopenhagen musse méi wäit goe wéi 2,4 Milliarden - an dorunner däerf et jo net scheiteren, d'Kopenhagener Resultat, dat kënne mer nach no uewe bewegen -, muss Lëtzebuerg sech selbstverständlech och no uewe bewegen.

Mir iwwerhuelen een Deel, mä ech fannen, eise moraleschen Deel ass méi grouss wéi dee gerechenten Deel. An ergo musse mer och bereet sinn, iwwert déi 9 Milliounen, déi mer proposéiert hunn, erauszegoen an dat och heiheem konsequent ze vertrieden.

Et entsteet eng Konfusioun bei eisen afrikanesche Frënn, well se verwiesselen déi 7,2 Milliarde bis 2012 an de Gesamtfinanzeffort, dee mer fir déi sougenannten aarm Länner, déi jo a villerlei Hisiicht och kulturell méi räich si wéi viller vun eis, wëlle maachen.

Mir sinn der Meenung an Europa, dass ee muss bis zum Joer 2020 graduell den Effort fir d'Drëtt Welt, wann ech dat esou däerf nennen, obschonn déi Expressioun mer net gefält, op 100 Milliarden Euro unhiewen. Dat deelt sech op tëscht privaten Efforten an öffentlechen Efforten, an d'Europäesch Unioun ass bereet, 30% dovun ze iwwerhuelen. Elo héieren ech, dass d'Chineese soen: „Dat geet net duer. Dat mussen 300 Milliarde sinn." Da musse se och een Effort maachen, deen e bësse méi grouss ass wéi deen, dee se bis elo bereet waren ze maachen.

D'Katastroph vun dëser Verhandlung, den eigentleche Grond, firwat ech op Kopenhagen fueren, well ob ech do soen: „esou vill" oder „esou vill", dat beweegt kee ganz staark, egal wie wat seet, beweegt kee ganz staark: Ech wëll net hunn, dass mer op deem essenziellen Zukunftsthema ee Konflikt kréien tëscht der sech entwéckelnder Welt, notamment Afrika an Deeler vun Asien, an Europa. Mir mussen hei wëssen, dass mer op e multipolare Gestaltungssystem am 21. Jorhonnert zouginn. An do mussen Afrika, Asien an Europa aus engem Mond schwätzen, aus enger Zukunftsflënt schéissen.

An ech ginn op Kopenhagen, fir sécherzestellen, wat eis ubelaangt, eist klengt Land, eise butzege Fleck vun der Welt, dass d'Solidaritéit hei mat der Drëtter Welt stattfënnt. An dofir sinn ech och der Meenung, dass mer och zu Kopenhagen selwer nach eng Kéier mussen driwwer diskutéieren, wat dann de Finanzbäitrag in fine vun der Europäescher Unioun a besonnesch vun deene räiche Länner vun der Europäescher Unioun, déi sinn an der Eurozon, anerer si manner gutt drun, duerstelle muss, fir dass d'Welt an Uerdnung kënnt. Well wa se esou viruwiisst wéi bis elo, bleift se net an Uerdnung.

Dat ass d'Aufgab, d'Missioun vun der Lëtzebuerger Delegatioun de Moment zu Kopenhagen. An dat ass och dat, firwat ech mech do wäert asetzen.

4. Hommage à la mémoire de M. Nic Klecker

Här President, däerf ech dës Geleeënheet notzen, fir menger Emotioun doriwwer Ausdrock ze ginn, dass den Nic Klecker haut gestuerwen ass? Dat ass, mir, déi mer eis dacks froen, wat d'Société civile eigentlech ass, een, dee se op eng exemplaresch, breet an déif Aart a Weis duergestallt huet.

Ech hunn e gefrot gehat, fir den éischte President vun der Mënscherechtskommissioun zu Lëtzebuerg ze ginn. An ech sinn em dankbar derfir, dass en dee Posten iwwerholl huet. Ech sinn em och perséinlech dankbar derfir, zu deem esou grousse Krees net vu Mënsche gehéiert ze hunn, déi mäi politescht Denken op eng essenziell Aart a Weis beaflosst hunn.

Ech hunn en - ech wëll net vu mir schwätzen - 1972, '73 kenne geléiert als President vun amnesty international, hu mat grousser Begeeschterung matgemaach eng Campagne, déi e lancéiert hat, géint d'Folter an duerno eng géint d'Doudesstrof. Et gëtt haut 142 Länner op der Welt, déi d'Doudesstrof ofgeschaaft hunn. Ouni den Asaz vu laizisteschen, toleranten, global denkenden, ökumenesch funktionéierenden Humaniste wéi dem Nic Klecker wieren esou Bewegunge weder an der Welt nach hei zu Lëtzebuerg méiglech gewiescht.

Ech verneige mech mat déiwem Respekt viru sengem Liewenswierk.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Statsminister Merci. A mir kéimen dann elo zu der Fro N°17 vum Här Robert Weber un den Aarbechtsminister iwwert d'Ofschafe vun Aarbechtsplaze bei Arcelor Mittal. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement (suite)

- Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

M. Robert Weber *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, gëschter ass an der internationaler Press an an der nationaler Press eng Informatioun zirkuléiert, dass de leschte Mëttwoch am europäesche Betribsrot vun ArcelorMittal zu Bréissel sou d'Remarque fale gelooss ginn ass, dass de Stolkonzern am Joer 2010 nach eng Kéier 10.000 Aarbechtsplaze géif ofbauen. Do drängt sech natierlech d'Fro op, well et eng relativ grouss Beonrouegung an de soziale Milieue ronderëm Europa gëtt, och zu Lëtzebuerg, virun allem da bannent de Gewerkschaftskreesser, mä och an de Belegschafte vun de Betriber, ob Lëtzebuerg heivunner betraff ass. A wa jo, a wat fir engem Ausmooss a wou a wat fir Sitë sinn eigentlech da betraff?

Eng aner Fro geet an déi Richtung, fir ze soen: Wat seet de Lux 2011, dee jo a sech och seng Date butoire da selwer definéiert 2011, betreffend Ofbau?

Wann een ee Joer zréckkuckt, mengen ech, ass et net oninteressant eng Kéier ze kucken: Wéi vill Aarbechtsplaze sinn an deem zréckleiende Joer dann zu Lëtzebuerg ofgebaut ginn? Wat fir Sitë sinn ofgebaut ginn? Op wat fir Siten ass ofgebaut ginn? An dann awer och: Wéi vill Leit an Aarbechtsplaze sinn 2009 am Corporate bis haut ofgebaut ginn? Ech wollt drop hiweisen, dass d'Diskussioun an de vergaangene Méint emol gelaf ass, dass am Corporate géifen iwwer 400 Leit ofgebaut ginn.

Merci.

M. le Président.- Den Aarbechtsminister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, mir hunn natierlech och déi Nouvellen aus der Press gelies, wou ech muss derbäi soen, datt an enger ganzer Rei vu Presseorganer dat momentan emol am Conditionnel formuléiert war. Dat heescht, dat sinn éischt Informatiounen, déi awer nach net bestätegt sinn.

Ech brauch Iech jo net ze soen, datt ArcelorMittal e globale Grupp ass. Dat heescht, e Grupp, dee weltwäit aktiv ass, mat extrem verschiddene Produktiounsunitéiten. An et ass och sécher, datt et an deem Grupp, esou wéi dat och aus enger Rei vun Informatiounen ervirgeet, Unitéite gëtt, wou natierlech d'Produktivitéit wäit hannert deem läit, wat hei zu Lëtzebuerg oder an aneren Unitéite gängeg ass.

Elo kann ee sech natierlech néierens driwwer freeën, wann Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, och wann dat a Rumänien oder aner Regioune vun der Welt geschitt.

Wat elo Lëtzebuerg ubelaangt, kann ech soen, datt mer den 30. Oktober dëses Joers eng Réunioun hate vum Comité de suivi, wou mer de Point gemaach hunn iwwert d'Situatioun vun den Effectifs, an datt do natierlech keineswegs vu weiderem Ofbau Rieds gaangen ass. Datt eigentlech déi Engagementer, déi am Lux 2011 drastinn, an där Réunioun, wou souwuel d'Gewerkschafte wéi och d'Regierung an natierlech d'Direktioun vun ArcelorMittal vertruede sinn, wou dat nach eng Kéier confirméiert ginn ass.

Wat elo geschitt ass zwëschent dem Oktober 2008 an dem Oktober 2009, do stelle mer fest, datt et eng Diminutioun vun der Beschäftegung bei ArcelorMittal ginn ass vun 264 Posten, an dat sinn déi Posten, déi och am Lux 2011 virgesi waren. Et ass also keng weider, keng nei Indicatioun do, fir datt ee kéint dervun ausgoen, datt méi, zousätzlech zu deem, wat geplangt ass, weider Plazen hei zu Lëtzebuerg géifen ofgebaut ginn.

Déi Chiffere sinn och nach eng Kéier de 24. November 2009 am Comité mixte répétéiert ginn. Och do ass net Rieds gaang vun engem weideren Ofbau an de Wierker hei zu Lëtzebuerg.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci. An elo komme mer zu der Fro N°18 vum Här André Bauler un de Gesondheetsminister iwwer gefälschte Medikamenter. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contrefaction de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

M. André Bauler *(DP).*- Här President, ech hunn eng Fro un den Här Gesondheetsminister, an zwar iwwert d'Problematik vun de gefälschte Medikamenter.

D'lescht Woch konnt een op „wort.lu" liesen, dass och Lëtzebuerg vum Phenomeen vun de gefälschte Medikamenter net verschount bleift. Virun e puer Wochen hat d'EU-Kommissioun schonn Alarm geschloen a vu Millioune Fälschunge geschwat, déi den europäesche Marché géifen iwwerschwemmen.

An deem Kontext wollt ech dem Här Minister folgend Froe stellen: A wéi engem Ëmfang ass Lëtzebuerg vun dësem Phenomeen betraff? Ginn et Medikamenter, déi sech besonnesch eegne fir gefälscht ze ginn? Wa jo, wat fir eng Medikamenter sinn dat?

Wat ënnerhëlt d'Regierung géint dat verstäerkten Opkomme vu gefälschte Medikamenter? Gi méi Stéchprouwe gemaach? Ginn et um europäeschen Niveau schonn Initiativen, mat deenen een dëse Phenomeen ka bekämpfen?

Ass et richteg, dass ee Barcode-System soll agefouert ginn, ähnlech wéi bei Envoië vun der Post, mat Hëllef vun deem een de Wee vun engem Medikament ka genee retracéieren?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass direkt keng Mëssverständnisser opkommen: Lëtzebuerg ass zwar keng Insel, och wat gefälschte Medikamenter ugeet. Sécher kann awer de Konsument, de Patient, den Assuré sech fillen, wann e sech an deene klassesche Réseauen approvisionnéiert.

An anere Wierder: Lëtzebuerg huet e reglementéierten Apdiktesystem. Zu Lëtzebuerg sinn déi nei Forme vu Vertrib vu Medikamenter d'Ausnahm. Mir hunn net fir näischt op déi klassesch Verdeelungssystemer gesat, mir hunn déi och verteidegt, och am europäeschen Ëmfeld, well mer doduerch iwwer Professioneller dem Client eng Garantie, dem Patient eng Garantie ginn, dass en éischtens gutt berode gëtt, dass e Qualitéitsprodukter kritt, déi vun de Laboen iwwert d'Grossiste bei den Apdikten a bei de Spideeler landen. Dat gëtt eng wäitgehendst Garantie, wann een déi dote Weeër hëlt, fir seng Medikamenter ze kafe respektiv fir sech mat Medikamenter ze versuergen.

Wann een awer nom Motto wëllt fueren, deen an eisem Nopeschland jo geprägt gëtt: „Geiz ist geil", a probéiert bei liewenswichtegen oder anere Medikamenter den Euro oder de Centime ze spueren an doduerch iwwer Internet oder nach iwwer méi dubios Weeër seng Medikamenter wëllt kréien, ma da spillt ee Russesch Roulette. Well an der Zwëschenzäit sinn déi Medikamenter, déi iwwert deen dote Circuit zirkuléieren, ganz staark betraff vu Fälschungen, an de Prozentsaz vun de Fälschungen ass net marginal, mä hëlt zou.

Dofir mengen ech, dass et wichteg ass, dass een déi richteg Messagen erausgëtt, de Leit seet, wäitgehendst op d'Selbstmedikatioun ze verzichten. Wann een dat awer mécht, dass een op de Rot vum Apdikter soll zréckgräifen. Dass een d'Fangeren ewech soll loosse vun deene Weeër, déi vläicht op den éischte Bléck gënschteg ausgesinn, mä wou een awer mat senger Gesondheet spillt.

Richteg ass och, dass mer - sou wäit wéi dat méiglech ass, well ee jo net all déi Weeër ka retracéieren an net hannerun all eenzelne Computer kann e Kontroller setzen - probéieren, iwwert d'Douane, iwwer systematesch Kontrollen, iwwert den LNS kucken, wat de Phenomeen hei zu Lëtzebuerg duerstellt.

Mir mengen, dass mer déi beschte Preventioun doduerch kënne maachen, dass mer net d'Risikoverhale vun de Patiente promouvéieren doduerch, dass mer dubios Approvisionnementskanäl begënschtegen,

mä dass mer sollen déi klassesch Filièrë begënschtegen an an deem Sënn de Patient, den Assuré, de Client informéieren, sensibiliséieren, fir d'Fangeren ewechzeloosse vun der Billigware.

Merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zu der schréftlecher Fro N°297 vun der Madame Viviane Loschetter an dem Här Félix Braz souwéi zu der mëndlecher Fro N°19 vun der Madame Claudia Dall'Agnol iwwert d'Ausbezuele vun den Indemnitéite säit Aféiere vum Statut unique. Ech géif proposéieren, datt mer fir d'éischt dem Här Braz géifen d'Wuert ginn. An duerno kritt d'Madame Dall'Agnol dann och nach d'Wuert. Här Braz, wann ech gelift.

- Question N°297 du 4 décembre 2009 de Mme Viviane Loschetter et de M. Félix Braz relative au paiement de salaires suite à l'introduction du statut unique

et

Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. D'Madame Loschetter an ech selwer hunn de 4. Mäerz eng Fro un de Statsminister, un de Sécurité-sociale-s-Minister an un den Aarbechtsminister geriicht zu engem Disput, deen et gëtt tëscht de Patronatsassociatiounen an de Gewerkschaften zënter dem Akraafttriede vum Statut unique.

Et geet dobäi ëm d'Interpretatioun, déi den Artikel L.121-6, Paragraph 3 vum Code du Travail ze kréien huet. En Artikel, deen am Kader vun der Aféierung vum Statut unique net geännert huet, an en Artikel, dee festschreift, u wéi enge Regelen dass een - op Neilëtzebuergesch - „d'Lohnfortzahlung" muss interpretéiere bei Leit, déi Schichte schaffen an déi da krank ginn. Wat ass do d'Basis vun där Interpretatioun? Den normale Salaire oder de Salaire, dee fälleg gewiescht wär opgrond vun dem Plan de travail, deen eben och Nuets- a Weekendaarbecht a Schichte berücksichtegt?

Et gëtt doriwwer eng Interpretatiounsdifferenz. D'Patronatsassociatioune soen, et wär am Kader vun der Aféierung vum Statut unique doriwwer e mëndlechen Accord getraff ginn, dass dat an Zukunft géif anescht interpretéiert ginn. D'Gewerkschafte bestreiden, dass et esou en Accord ginn ass.

Et ass och schonn eng Questioun am Mäerz 2009 un déi viregt Regierung gestallt ginn. An där Äntwert op déi Fro huet déi viregt Regierung kloergemaach, dass si der Meenung wär, dass d'Interpretatioun vun deem Artikel net geännert hätt, an ech zitéieren: «…que l'employeur a l'obligation de verser au salarié une rémunération fixée en fonction du plan de travail arrêté au préalable, y compris dès lors les samedis et dimanches respectifs».

Doropshin huet den 30. Mäerz 2009 d'UEL e Bréif un de Premier geschriwwen, wou se de Premier opfuerdert, déi Interpretatioun do ze tranchéieren. Duerfir stelle mer déi Fro och un déi nei Regierung: Wéi interpretéiert déi nei Regierung den Artikel L.121-6, Paragraph 3 vum Code du Travail? Sollt se bei der Interpretatioun vun der viregter Regierung bleiwen, wéi eng Moyenë wëllt Dir dann uwenden, fir dass et zum Ausbezuele vun deene Salairen, déi en retard sinn, kënnt? Oder léisst d'Regierung et zou, dass dat doten, am Fall vum Refus vun eenzelnen Employeuren, bis hin zu Geriichtsuerteeler muss kommen, wat éischter eng schlecht Method wier an engem Land, wou d'Tripartite eng Roll spillt, dass ee misst iwwert d'Geriichter, quasi als Quadripartite, den Droit du travail interpretéiere loossen?

A lescht Fro: Ass d'Regierung der Meenung, dass d'ITM genuch Kompetenzen huet, fir am Fall vu Blocagen an de Betriber kënnen Déblocagen erbäizeféieren, am Sënn, dass déi bestehend Gesetzer applizéiert ginn? A sollt et ieren zu Geriichtsuerteeler kommen, déi géifen eng aner Meenung vertriede wéi déi vun der Regierung, ass d'Regierung da gewëllt, um legislative Plang aktiv ze ginn, fir hir Interpretatioun vun dëser Fro duerchzesetzen?

Merci.

M. le Président.- D'Madame Dall'Agnol kritt dann elo nach d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, den 18. Mäerz schonn huet eisen ehemolege Kolleeg Aly Jaerling dës Fro gestallt gehat, schréftlech deemools, un déi zwee Ministeren, Sécurité sociale an och Aarbecht, an e krut deemools souguer d'Drénglechkeet vu senger Fro zréckbehalen. D'Äntwert vun deenen zwee Ministeren hunn ech hei. Déi war och ganz kloer, an et stoung och esou dran: „Il s'ensuit que les dispositions sont claires." Ech mengen, dat seet alles.

Gëschter ass awer erëm eng Kéier och an de Lëtzebuerger Dageszeitungen driwwer Rieds gaangen, nämlech, datt et esou ausgesäit, datt an eenzelne Betriber de Problem trotz allem nach ëmmer net geléist ass, au contraire, datt e sech souguer zouspëtzt. Dat heescht, d'Fro ass nach ëmmer héich aktuell. D'FEDIL huet anscheinend eng Circulaire un hir Memberen erausgeschéckt gehat, wou se soen, datt déi Zoulagen net geschëllt sinn. D'Salariatsvertrieder weise mat Recht drop hin, datt dës Zoulagen awer tëschent 20 a 25% vum Loun vun engem Salarié kënnen ausmaachen. An ech mengen, mir sinn eis alleguerten heibannen eens, datt dat jo also net näischt ass.

Wou de Problem hierkënnt, mengen ech, dorobber ass mäi Virriedner an d'Detailer agaangen. Dat brauch ech dann och elo hei net méi ze maachen.

Laut den Artikelen an den Dageszeitunge gëschter ass et awer och mëttlerweil esou, datt net alleguerten d'Patronen der Circulaire vun der FEDIL Rechnung droen, esou datt et elo zwou Situatioune ginn: déi Patronen, déi weider d'Supplémenten ausbezuelen, an déi Patronen, déi dat net maachen.

Mech interesséiert dann natierlech genausou wéi mäi Virriedner d'Positioun vum Minister respektiv och vun der Regierung. Net nëmmen, wéi si de Statut ausleeën - dat schéngt mer kloer ze sinn, wann ech déi Äntwert op dem Här Jaerling seng Drénglechkeetsfro hei viru mer leien hunn -, mä virun allem och, wéi et elo soll weidergoen, wéi si gedenken de Problem definitiv aus der Welt ze schafen, an ob dann d'Salariéen och réckwierkend dat Geld kënnen zréckkréien, wat se elo eventuell net kritt hunn.

Ech wëll den Däiwel hei net un d'Mauer molen, mä mir wësse ganz genau, datt déi Leit mat deem Geld gerechent hunn, datt déi Prêten hunn, datt se vläicht Kanner op der Schoul hunn, a wat et heescht, 20 oder 25% manner an der Paitut ze hunn, dat, mengen ech, liicht jiddwerengem an.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, Här Deputéierten, Madame Deputéierten, et ass jo evident, datt déi nei Regierung an deen neien Aarbechtsminister an deen ale Gesondheets- a Sozialminister net eng aner Interpretatioun hu wéi déi, déi déi viregt Regierung mat deem ale Sozialminister, deen och deen neien ass, hat. Also kann ech mech nëmmen un déi Interpretatioun uleeën an déi och hei nach eng Kéier ganz kloer bestätegen.

Op déi Fro vum 18. Mäerz 2009 - wou déi Fro, Dir hutt et scho mentionnéiert, Madame Dall'Agnol, opgeworf ginn ass -, do ass eng Äntwert vun deenen zwee Ministere gi ginn, an déi steet och haut nach absolut. Fir se einfach eemol an hirer Konklusioun ze répétéieren, liesen ech Iech dat vir, wat déi zwee deemoleg Ministere gesot hunn. Déi hu gesot: «Pendant la période», déi ass op Franséisch, well et war eng Question écrite, «de conservation de la rémunération, l'employeur doit respecter tous les éléments du contrat de travail. S'il résulte de l'organisation des horaires de travail constituant une planification du temps de travail de chaque salarié par l'employeur, que le salarié concerné aurait dû travailler tel ou tel weekend, mais en a été empêché pour cause de maladie, l'employeur a l'obligation de verser au salarié une rémunération fixée en fonction du plan de travail arrêté au préalable, y compris dès lors les samedis et dimanches respectifs.»

Dat ass elo eng vun de Konklusiounen, déi an där Äntwert stoungen. An dat trëfft natierlech och fir d'Nuetsaarbecht zou. Wann d'Nuetsaarbecht an engem normalen Aarbechtskursus vun engem Salarié dran ass, da muss se och bezuelt ginn, wann déi Persoun krank ass. Ech hat dat Gléck oder dee Pech, net bei deenen Négociatioune vum Statut unique derbäi ze sinn, mä ech kréie gesot, datt dat och esou d'Interpretatioun war. Esou ass op jidde Fall déi Interpretatioun verstane ginn.

Ech stellen elo fest, an och ech krut Bréiwer vun notamment der UEL, datt déi Interpretatioun net vu jiddwerengem gedeelt gëtt, datt also haaptsächlech d'UEL dat a Fro stellt, a si féiert och eng Rei Argumenter op, firwat si mengen, datt dat net de Fall wier. Argumenter, déi ech a priori net esou mat vollzéien. Nun, wann d'Interpretatioun vum Aarbechtsminister respektiv vum Sozial- a Gesondheetsminister déi ass, déi et ass, da steet déi natierlech esou do, mä si huet net an deem Sënn eng Rechtskräftegkeet. Dat heescht, mir kënnen net maachen, datt déi, déi zum Beispill dat net wëllen esou praktizéieren, a priori sech domat automatesch schëlleg maachen.

D'Konsequenz, déi logesch Konsequenz ass déi, datt, wann also eng Situatioun entsteet, wou en Employeur déi Zousätz net bezilt am Kader vun der Lohnfortzahlung, dann d'Méiglechkeet op ass, fir op e Geriicht ze goen. An dat ass och geschitt. Mir hunn eng Rei Fäll, déi unhängeg si virun der Juridiction du travail, an et ass also elo d'Missioun vum Riichter, dat doten definitiv ze tranchéieren. An dat Uerteel ass natierlech fir jiddwereen applikabel an dat huet Rechtskräftegkeet, contrairement zu enger Interpretatioun, och vun zwee Ministeren, déi net automatesch bindend ass.

Mir waarden also elo op déi Uerteeler, mä ech mengen, souwuel ech selwer wéi och d'Kolleegen aus der Regierung, a besonnesch de Gesondheetsminister, wäerte keng Geleeënheet scheien, fir kloerzemaachen, datt ons Interpretatioun déi ass, déi ech elo hei nach eemol rappeléiert hunn. An ech géif och soen, datt ech eng Rei vun Entreprisë géif opfuerderen, dat esou ze liesen, ënner anerem, well eng Rei Entreprisen dat och elo praktizéieren. Et ass also net esou, datt et keng Entreprisë géif ginn, déi dat net esou praktizéieren.

Ech géif och mengen, datt et am Interessi vum soziale Fridden, an ech géif och soe vun enger sozialer Ausriichtung vum Statut unique a vun deem, wat virdru bestanen huet, vun der Praxis, déi bestanen huet, ganz normal ass, datt dat déi richteg Interpretatioun ass.

Merci.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- A wann d'Geriicht dat anescht gesäit?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Wann d'Geriichter dat esou gesinn, dann ass jo kee Problem. Wann d'Geriichter dat net esou gesinn, da musse mer dorobber zréckkommen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Aarbechtsminister Merci. Mir kommen dann elo zu der Fro N°20 vum Här François Bausch un den Innenminister iwwert de Präis vum Drénkwaasser. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech wollt den Här Innenminister froen, wéi e gedenkt par rapport zu de Gemengen dann elo virzegoen. Ech hu mat vill Interessi gelies, datt an alle Gemengen de Moment Diskussioune sinn iwwert d'Upassung vun dem Drénk- an Ofwaasser par rapport zu där neier Direktiv, fir op de Käschtendeckungsgrad ze kommen. Allerdéngs hunn ech bei enger Rei Gemengen, notamment dorënner d'Gemeng Mamer, elo an de leschten Deeg gelies, datt si sech net géifen un den Délai hale vun 2011, fir bis dohin um Käschtendeckungsgrad ze sinn. Ech weess net, ob dat eng gutt Approche ass, wa vun enger Gemeng ausgehend en Deputéierten, en Député-maire och nach, seet, datt e sech net un d'Gesetz wëllt halen.

Mä ech wollt awer duerfir gär elo vum Innenminister wëssen, wat dann elo d'Consigne ass, generell. Ass dat dann esou, datt op den 1. Januar 2011 an all Gemeng muss dee Käschtendeckungsgrad do bestoen? Jo oder neen? Oder ginn do Ausnahme gemaach? Oder wéi gesäit de Minister et an der Zukunft? D'europäesch Direktiv ass jo relativ kloer, déi schreift eis et vir. Mä wéi gesäit de Minister dat? Wéi wëllt en domadder ëmgoen, fir datt all d'Gemengen do d'nämlecht behandelt ginn?

Merci.

M. le Président.- Den Här Innenminister huet elo d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Innenminister huet an dëser Problematik eng kloer Devise: Dat ass déi, dass en d'Legalitéit vun deem, wat d'Gemenge maachen, muss kontrolléieren. Hei hu mer e Gesetz, dat am Dezember 2008 gestëmmt ginn ass, wat de Gemengen erméigleche soll, de reelle Waasserpräis ze applizéieren. De reelle Waasserpräis, deen orientéiert sech um Käschtepunkt, deen déi eenzel Gemengen hunn, fir eben d'Waasser, d'Drénkwaasser, sprëch d'Ofwaasser un hir Bierger weiderzeginn.

Dëse Käschtepunkt, dee musse se rechnen, an duerfir hat ech de Gemengen de 15. November eng Circulaire geschéckt, nodeem ech eng Methodologie kritt hat, déi ausgeschafft gi war vun eiser Waasserwirtschaftsverwaltung a vun der ALUSEAU, wéi ee kann esou e Käschtepunkt vum Drénkwaasser a vum Ofwaasser rechnen.

Ech waarden elo drop, dass d'Gemenge mer do beschtméiglech soen, wat hir Präisser sinn, wou eventuell Problemer sinn, firwat dass et méi deier ass oder esou deier ass, wéi et dann eben ass. A wann ech dat hunn, da kann ech och deementspriechend mat de Gemenge communiquéieren an och mat hinnen zesumme versichen, dëst Gesetz ëmzesetzen.

Kloer ass, am Mëttelpunkt steet d'Autonomie communale. D'Gemenge mussen also an hirer Autonomie sech un d'Gesetz halen, a si mussen, wéi et am Gesetz och steet, bis den 1. Januar 2010… a sech fuerderen ech se op, invitéieren ech se, fir dat Gesetz dann ze applizéieren, dat heescht, de reelle Waasserpräis anzeféieren.

Et steet awer och am Gesetz, dass se mussen déi Reglementer, déi d'Gesetz betreffen, bis den 3. Januar 2011 huelen. Duerfir ass eng gewësse Latitude dodran. D'Gemenge sollen also kucken, op de Wee ze goe vun engem reelle Waasserpräis, wéi en dann eben am Gesetz virgesinn ass.

Wann ech elo déi Präisser emol hu vun alle Gemengen - ech hu bis elo zwielef Gemengen, déi mer hir Käschtepunkte matgedeelt hunn -, kann ech de Gemengen och matdeelen, wéi se dann hire Waasserpräis kënnen ausrechnen op Basis vun hirem Käschtepunkt. Well et ass esou, dass een net muss de Käschtepunkt honnertprozenteg ëmsetzen an de Waasserpräis. Do huet een d'Méiglechkeet ze moduléieren. Do steet am Artikel 12 vum Gesetz, Alinea 4, dass ee kann op d'Conséquences géographiques, wirtschaftlecher Natur an environnementales verschidde Käschten erausrechne fir d'Allgemengheet, dass dann de Waasserpräis net esou héich gëtt.

Mir sinn hei bäi Neiland, an ech waarden eben drop, wat sech elo ergëtt, an da kucke mer zesummen dëst Gesetz ze respektéieren, esou dass deen Dag, wou dann déi verschidde Waasserpräisser am Ministère opdauchen, mer kucke wäerten, ob d'Legalitéit respektéiert gëtt oder net. Mir wäerten deementspriechend da Remarquë maachen, wëssend awer och, dass am Gesetz keng Sanktioune stinn, fir déi Gemengen, déi sech net drun halen, ze sanktionéieren.

Mir wäerten dat also maachen, a mir kucke beschtméiglech dës schwéier Problematik vun engem Waasserpräis hinzekréien, ëmsou méi, well et am Industrieberäich an och am Beräich vun der Agrikultur Bestriewunge gëtt, fir och do eng Harmoniséierung ze kréien. Ech sinn och do gär d'accord, eng Hand mat unzepaken, wëssend och hei, dass, wéi mer am original Gesetzesprojet wollten e Kader setzen am Beräich vun der Agrikultur a vun der Industrie, de Statsrot eng Opposition formelle gemaach huet, well e gesot huet „Autonomie communale".

Ech si gewëllt hei pragmatesch an a Kollaboratioun mat de Gemengen dës schwiereg Aufgab ze léisen. An ech mengen, dass mer et hei scho wäerte fäerdeg brénger, dass d'Gesetz respektéiert gëtt. Op d'mannst ass dat meng Aufgab als Innenminister, als Tutelle, d'Legalitéit vun deem, wat eis Gemenge maachen, ze kontrolléieren. Duerfir steet de Minister zur Verfügung, duerfir steet d'Administration de la gestion de l'eau zur Verfügung. Mir kënnen zesummen dee Problem léisen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Innenminister Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°21 vum Här Mill Majerus un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Kanner mat Sproochstéierungen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Mill Majerus *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Minister eng Fro stellen iwwert d'Lycéesschüler mat Sproochproblemer. Laut Experte sinn et ongeféier dräi Prozent vun eise Kanner a Jonker, déi ënnerschiddlech Sproochproblemer hunn. Bis zum Alter vun zwielef Joer hu mer eng gutt schoulesch Betreiung iwwert de Wee vum Centre de logopédie. De Problem stellt sech éischter bei de Jonken, déi vun dem Enseignement fondamental eriwwer ginn an eis Lycéeën.

Et gëtt zwou flott Pisten. Dat eent ass e Pilotprojet am Lycée technique du Centre an de Klasse Septième bis Neuvième. An dat Zweet, Madame Minister, ass dat Dokument, wat Dir am Juni 2008 op de Wee bruecht hutt a wat Schüler mat spezifesche schoulesche Problemer zum Inhalt huet. Et ass eng flott Analys. Et gëtt Referenz gemaach op wesentlech Dokumenter, wéi zum Beispill d'UNO-Konventioun iwwer Mënsche mat Behënnerungen. An op der Säit 14 gëtt et an deem Dokument dräi interessant Pisten: e Suivi pédagogique adapté, e Suivi logopédique pour les troubles spécifiques an e Plan de formation individualisé, woubäi, mengen ech, besonnesch déi drëtt Pist éischter méi innovativ ass.

D'Froen un Iech, Madame Minister, wieren der dräi. Dat eent ass: Wéi wäit si mer, wat d'Ëmsetze vun dëse wichtege Mesuren ugeet? Déi zweet Fro ass: Kënnt Dir eis eppes soen iwwert d'Evaluatioun vum Pilotprojet am Lycée technique du Centre? An déi drëtt Fro ass: Kann ee mat enger Extensioun vun dëse Mesurë rechnen, éischtens op d'Klassen ab der Dixième, an zweetens op aner Lycéeën hei am Land?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- D'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres huet elo d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Majerus huet eng Fro gestallt, déi natierlech eng ganz laang Äntwert géif beinhalten, well hie mécht e Renvoi op en Dokument, wat de Ministère vun der Éducation nationale geschriwwen huet, och an d'Schoule geschéckt huet fir Consultatioun, well mer vun deem Constat ausginn, dass et an der Grondschoul e ganze Koup Instrumenter gëtt fir Kanner, déi Schwieregkeeten hunn, wat d'Schwätzen ugeet, wat all méiglech Dys-en, Dyscalculie, Dysphasie, Dyslexie oder, richteg, nach méi prononcéiert Handicapen ugeet. Do hu mir e ganzen Dispositif. Dat heescht, fir e Kand, wat Schwieregkeeten huet, wat de Socle net erreecht an enger bestëmmter Zäit, ass eng Prozedur fir eng Commission d'inclusion scolaire virgesinn, déi dann en Diagnostic mécht an e Plan individualisé de formation opstellt fir dat Kand.

Also, ech mengen, wéi mer alleguerte wëssen, hu mer deen Dispositif an de Lycéeën net, well d'Praxis ass esou, dass e Kand, wat eng Hëllef krut bei klassesch SREA, respektiv wat an der Logo betreit ginn ass bis dohinner, wann dat an de Lycée kënnt an et kënnt do mat Succès weider, dann huet et eng liicht Betreiung nach weider. Ech mengen, Dir hutt dat. Ech kommen herno op de Projet am Lycée technique du Centre. Mä Kanner, déi a Logosklasse waren an déi an de Lycée ginn, déi ginn nach periodesch an déi regional Zentren, fir suivéiert ze ginn.

Mir hunn och fir Kanner, déi net gutt héieren an doduerjer dann och Troubles kréien an der Schoul, en Encadrement vu Professere vu Logopédie, déi periodesch an d'Schoule ginn, fir mat den Enseignantë vun deene Schüler eng Berodung ze maachen an ze kucken, ob dat funktionéiert. Dat sinn, et muss een awer soen, net ganz vill Kanner, déi an eise Lycéeën esou scolariséiert sinn.

A well ech dat festgestallt hunn, a well mer jo och e ganze Koup vun internationale Konventiounen hunn, wou Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet a wou mer mussen dann och kucken, dass mer dat ëmgesat kréien, hu mir eigentlech e ganze Katalog am Ministère opgestallt, fir ze soen, wéi eng Hëllefe mer missten zur Verfügung stellen, fir dass d'Kanner och déi Rechter, déi mer no de Konventiounen hinne misste ginn, fir net diskriminéiert ze ginn, an de Schoulen och géife kënnen zegutt kréien.

Ech muss soen, dass d'Reaktiounen aus de Schoule ganz ënnerschiddlech sinn. Déi Schwieregst, dat mat dem Net-gutt-Schwätzen, dat ass an der Lëtzebuerger Schoul eigentlech kee gréisseren Handicap, well mir jo immens op d'Schrëftlecht fixéiert sinn. Wa mer awer elo en neie Wee ginn, fir ze soen, mir hätte gären, dass alleguerten d'Kompetenze besser erfaasst ginn, da musse mer dat natierlech méi staark berücksichtegen.

Den Timing vum Ëmsetzen ass esou, dass mer e Gesetz musse maachen. Et geet net duer mat engem Règlement grand-ducal. Dat heescht, mir musse légiféréieren. A mengem Timing war am Fong virgesinn, dass mer dat géifen an dee Kader vun enger Reform vun den ënneschte Klasse vun de Lycéeën, also iwwerhaapt d'Reform vun de Lycéeën, mat aschreiwen, fir dass mer déi Instrumenter géife kréien.

Et wär och interessant, an der Kommissioun vun der Chamber d'Meenung och vun den Deputéierten ze huelen, well dat hei ass eigentlech en Débat, deen iwwer eng kleng Schwieregkeet an der Schoul erausgeet, well et dorëm geet: Wéi eng Hëllefsmëttele si mir bereet, de Schüler zur Verfügung ze stellen, fir dass si zu engem Diplom kommen? An do ass et eigentlech bei Kanner, déi daf sinn, dat, dass déi en Hörapparat kréien. Mä bei Kanner zum Beispill, déi eng Dyslexie hunn, ginn d'Meenungen immens wäit auserneen. Wéi vill Hëllef kënne mer hinnen zur Verfügung stellen? Duerfir kann ech elo iwwert den Ausgang vun där ganzer Diskussioun hei nach net äntwerten.

Just ee Wuert iwwert déi Classes Dysphasie. Mir hunn am Lycée technique du Centre säit enger Rei Jore Klasse vu Schüler, déi eng Dysphasie hunn. Dat implizéiert emol fir d'éischt, dass mer e seriöen Diagnostic hunn, dee seet, dat do ass eng Dysphasie. An da sinn déi an enger Klass am Lycée technique du Centre, wou an der Zwëschenzäit och e gewëssene Know-how vun Enseignanten do ass, fir mat deene Schüler ëmzegoen. An do sinn dann och Professere vun der Logopédie, déi déi mat begleeden.

Dat geet eigentlech normalerweis gutt bis op Neuvième. An da stellt sech natierlech déi dramatesch Fro: Wat geschitt no der Neuvième? An do hu mer de Moment, dat soen ech ganz éierlech, keng zefridde stellend Léisung. Vill Kanner ginn dann notamment an Däitschland a Schoulen, well fir déi Kanner oft d'Schwieregkeet vun der Mehrsproochegkeet dann awer esou grouss gëtt, dass se net zu enger Qualifikatioun kommen.

Jo, voilà, esou vill zu där Fro, déi eigentlech vill méi komplex ass, wéi se sech a priori ugelies huet.

Merci.

M. le Président.- Mir kommen dann elo zu der Fro N°22 vum Här Fernand Kartheiser un d'Chancëgläichheetsministesch iwwert déi häuslech Gewalt. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Ech wollt d'Madame Minister Hetto op eng Deklaratioun uschwätzen, déi si virun e puer Wochen op enger Pressekonferenz gemaach huet, wou si zouginn huet opgrond vu Chifferen, déi si deen Ablack zur Verfügung hat, datt ongeféier 12% vun de Fäll vu Gewalt doheem hei am Land vu Fraen ausginn.

Ech wollt dorunner erënneren, datt an deene leschte Jore jo ëmmer gesot ginn ass, dee Problem wär just e Männerproblem. Ech hu mech duerfir gefreet, datt déi éischte Kéier hei am Land, och vun offizieller Säit, och emol eng Kéier zougi ginn ass, datt och Frae Gewalt ausüben, datt Kanner, datt eeler Persounen, déi vu Frae gefleegt ginn, datt Männer och kënnen Affer vu Gewalt doheem sinn.

Et ass esou, datt wahrscheinlech déi Zifferen a Wierklechkeet nach méi héich sinn, well jo vill Männer och zécken, fir dat zouzeginn, well eis Gesellschaft dat, wéinstens hei am Land, nach net esou akzeptéiert, datt se fäerten, ausgelaacht ze ginn oder an hire Suergen net eescht geholl ze ginn.

Duerfir wëll ech eng Fro un d'Madame Minister stellen. An der Propaganda vum Fraeministère...

Här Bettel, ech wär frou, wann d'Madame Minister mech och géif héieren. Wann Der duerfir wéilt e bësse méi lues schwätzen!

Ech wollt d'Madame Minister froen, ob si net mengt, datt eben d'Propaganda, déi hire Ministère mécht, wou ëmmer nëmme gewise gëtt, datt e Mann doheem ewechgeholl gëtt - mir kennen dat vun der Televisioun, aus de Kinoen -, e Bild ass, wat d'Realitéit net wierklech erëmgëtt, an datt mer net duerfir sollten higoen an och emol an engem Prozentsaz, dee wéinstens deem entsprécht, wat d'Madame Minister gesot huet - soe mer emol 12% -, vun deene Spote solle Frae weisen, déi vun der Polizei ewechgeholl ginn, well se ebe Gewalt ausüben. Ech mengen, dat wär vill méi e gerecht Bild, dat d'Realitéit och méi géif erëmspigelen.

Ausserdeem géif ech och gär d'Fro stellen, ob et net un der Zäit wär, fir hei am Land, wéi et och schonn am Ausland de Fall ass, och doriwwer nozedenken, ob mer net sollten emol Foyeren ariichte fir Männer a Bouwe speziell och, déi Affer vu Gewalt ginn. Am Ausland gëtt et dat. Hei gëtt et dat net. Hei hu mer Foyere fir Fraen a Meedercher, wat eng gutt Saach ass. Mir hunn awer näischt an deem Sënn fir Männer a Jongen. Ech mengen, och do misste mer emol politesch nodenken, ob et net héich un der Zäit wär, fir de Suerge vun deene Leit méi entgéintzekommen an och fir déi Foyeren anzeriichten.

Villmools Merci.

M. le Président.- D'Madame Chancëgläichheetsministesch huet elo d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, der Madame Minister nozelauschteren.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- …et sinn direkt e puer Saachen, wou den Här Kartheiser hei ugeschwat huet. Ech wëll als Éischt op déi Tëleespoten ze schwätze kommen. Déi ware scho ganz laang gebucht. Déi sinn effektiv 14 Deeg op der Tëlee gelaf an da vum 13. bis de 27. November am Kino diffuséiert ginn.

Fakt ass, dass 12% vun den Affer männlech sinn. Fakt ass awer dee Moment och, dass nach ëmmer 88% vun den Affer Frae sinn. An ech mengen, an deem Sënn ass dee Spot esou gedréit, dass een d'Frae gesäit. Do kann een awer doriwwer nodenken, ob een dat och nach ka geschlechterspezifesch dann aneschters applizéieren. Ech weess awer net, ob dat Sënn mécht.

Ech mengen, et geet eis einfach dorëm, Här Kartheiser, dass mer wëllen op e Mëssstand an eiser Gesellschaft hiweisen.

An zwar ginn ech Iech einfach elo emol e puer Zuele mat op de Wee. Dir hat mer déi Fro hei wolle stellen de 27. Oktober. Zu deem Moment hate mer hei am Land vum 1. Januar un 228 Wegweisungen. Et si mëttlerweil sechs Woche vergaangen. Et sinn der 60 bäikomm. An ech fannen, dat sollt eis alleguer ze denke ginn. 60 Wegweisunge bannent sechs Wochen, dat sinn der zéng d'Woch. A wéi enger kranker Gesellschaft liewe mer dann?

Ech mengen, do ass et elo net wichteg, doriwwer ze schwätzen, wéi esou e Spot soll ausgesinn, mä do ass et wichteg, doriwwer ze schwätzen, dass mer emol solle versichen, dat Ganzt an de Grëff ze kréien.

Ech wëll awer och soen, dass den 8. September 2003 dat Gesetz hei mat 59 vu 60 Stëmme gestëmmt ginn ass. Et war eng Enthalung, déi war vun der DP. D'ADR hat d'Gesetz matgestëmmt. Duerfir wonneren ech mech am Fong geholl e bëssen iwwer Är Fro, déi Der mer hei stellt.

(Interruption)

Ech wëll awer och nach soen, dass, zënter dass mer dat Gesetz hunn, d'Statistike permanent an d'Luucht ginn. 2008 hate mer der 22 pro Mount. Mir sinn elo 2009 bei 28 Wegweisunge pro Mount.

Dir musst och wëssen, an duerfir wäert ech och deemnächst dann an d'Chamberskommissioun kommen, dass mer amgaange sinn, eng Reform vun deem Gesetz do ze maachen. Ech denken, dass mer do genuch Geleeënheete kréien, mat Iech zesumme konstruktiv - hoffen ech - an der Chamberskommissioun doriwwer ze diskutéieren, ënner anerem, wann et ëm d'Bannmeile geet respektiv ëm d'Obligatioun, eng Éducatioun fir déi Leit ze froen, déi mat hirer Gewaltbereetschaft net eens ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, mir kéimen dann elo nach zu der Fro N°23 vum Här Claude Haagen un de Finanzminister iwwert d'Moossname géint d'international Finanzspekulatiounen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélèvement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, um Sommet vu Pittsburgh de leschte September hat de G20 décidéiert, dass de Fonds monétaire international eng Analys iwwert d'Aféierung vun enger

Transaktiounssteier op internationale Finanztransfertë soll maachen. Um Europäesche Conseil d'lescht Woch zu Bréissel ass déiselwecht Décisioun geholl ginn, nämlech, fir och den FMI ze beoptragen, esou eng Etüd ze maachen.

Dës Finanztransaktiounssteier bedeit eng Steier op den internationale spekulative Finanztransaktiounen. Mat der Aféierung vun der sougenannter Tobin-Steier, vun där fir d'éischt an de 70er Jore geschwat ginn ass, kéinten am Fall vun enger Besteierung op de spekulative Finanzoperatioune gréisser Zommen direkt zréck an d'Ekonomie fléissen. Dës Steier ass keng Besteierung vum Ophiewe vun de Suen oder Iwwerweisungen, also betrëfft net normal Bankoperatiounen. Ech begréissen natierlech, dass d'Tobin-Steier net den Normalbierger betrëfft, deen duerch d'Finanzkris scho genuch bezuelt huet.

Duerfir hunn ech folgend Froen un de Finanzminister: England, Frankräich an Däitschland, déi jo och féierend Finanzmaartzentre sinn, drängen op d'Aféierung vun dëser Steier. Kéint dës Steier och unilateral an nëmmen innerhalb vun der EU agefouert ginn?

Wa jo, géif dës Aféierung an enger Direktiv oder an engem Reglement geschéien? Wéini kéint dës Steier agefouert ginn? An zu wat fir engen Zwecker géifen dës Steiersue benotzt ginn? Géife se a Fonge fléissen, als Reserv ugeluecht ginn oder direkt erëm investéiert ginn?

An deemselwechte Kontext wollt ech folgend Fro iwwert d'Bonuszahlunge vun de Bankiere stellen. Am Kader vun der Bankekris ass ëmmer erëm dorop gedrängt ginn, fir dës Bonuszahlung ze limitéieren an ze reglementéieren.

De Fall England weist elo, datt an deene leschten Deeg déi top bezuelt Bankieren alles probéieren, sech deenen neie Steierregelen op de Boni ze entzéien. Zu dësem Thema Reglementatioun vun dëse Boni sollt d'CSSF eng Circulaire ausschaffen. Wéini kënne mer mat dëser Circulaire rechnen?

An déi lescht Fro: Wat ass d'juristesch Bedeitung vun esou enger Circulaire?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. le Président.- Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, déi Fro vum Här Haagen betrëfft eng Thematik, déi, wéi e selwer a senger Fro seet, am Fong zënter 30 Joer diskutéiert gëtt. An déi ass ëmmer un engem Punkt gescheitert: Sou eng Steier mécht nëmme Sënn, wa se op der ganzer Welt ageféiert gëtt.

A wann Dir sot, Här Haagen, datt Däitschland, Frankräich an England esou eng Steier ënnerstëtzen, dann ass dat net meng Lecture vun hiren Aussoen um leschte Sommet vun de Stats- a Regierungschefe vun der Europäescher Unioun. Well en fait ass do just festgehale ginn, datt een nach eng Kéier den FMI, den Internationale Währungsfong, encouragéiert, ze studéieren, wéi een dat kéint maachen.

Lëtzebuerg ass der Meenung, datt esou eng Steier an der Theorie sympathesch ass, mä datt déi nëmme Sënn mécht, wa se an Amerika, an Asien an an Europa zugläich géif ageféiert ginn. Et gëtt kaum eng Aktivitéit, eng ekonomesch Aktivitéit, déi méi international ass wéi déi grouss Finanztransaktiounen. Déi si global par nature. A wann een dat just géif an der EU aféieren, da wären déi Aktivitéiten zu New York deen anere Moien oder zu Tokio oder soss entzwousch. An duerfir och mengen ech, datt et am Fong eng Iddi ass, déi ganz schwiereg ze realiséieren ass.

Ech weess, datt déi Iddi gutt kléngt an duerfir och zënter 30 Joer ëmmer erëm och vun Universitéitsprofesseren, vun Ekonomisten, vu Politiker an d'Diskussioun bruecht ginn ass, mä se ëmzesetze schéngt mer extrem schwiereg ze sinn.

Ech mengen och, datt en fin de compte héchstwahrscheinlech d'Banke se net géife bezuelen, mä se iergendwéi en fin de compte awer vun de Leit géif bezuelt ginn. Well déi Steieren, déi do vun de Banke misste bezuelt ginn, oder vun deene Finanzinstituter, déi dat géife maachen, sécherlech net direkt déi normal Finanztransaktioune concernéieren, wéi Dir och zu Recht gesot hutt, mä iergendwéi géifen déi awer am Réseau vun engem bezuelt ginn. An ech mengen, dat wär herno awer erëm - leider, kann ee soen - beim Bierger.

Trotzdeem, mengen ech, ass d'Iddi an der Theorie gutt. Do geschéie spekulativ Operatiounen, déi en fait näischt mat der reeller Ekonomie ze doen hunn. Mä, wann d'Ëmsetzung einfach wär, hätt den FMI se längst scho proposéiert. Also, mir sinn op där nämlechter Linn wéi Däitschland a Frankräich, déi déi Iddi do ënnerstëtzen, wa se sollt kommen; mir sinn dergéint, datt d'Europäesch Unioun, a scho guer net Lëtzebuerg, dat kéint a soll eleng maachen.

Wat d'Bonussen ubelaangt, esou ass et kloer, datt et och dorëm geet, net d'Bonussen, dat heescht, de variabelen Deel vun der Pai en tant que tel ze verbidden, mä ze évitéieren, datt duerch de Mechanismus vun de Bonussen am Fong ganz héich riskant Finanzgeschäfter massiv encouragéiert ginn, datt Leit also, fir nach méi ze verdéngen, ganz riskant Operatioune maachen.

Ech hu bei der Budgetsried gesot, datt meng Meenung ass, datt déi Bonussen éischtens emol musse par rapport zum fixen Deel vun der Pai eng gewësse Limite hunn. Dat heescht, et kann net esou sinn, datt de variabelen Deel vill méi ass wéi de fixen Deel vun der Pai.

Et ass och esou, datt ech mengen, datt et eng gutt Iddi ass, wann een déi Bonussen net op engem Moment ausbezilt, mä datt ee se iwwer e puer Joer ausbezilt. Dat heescht, fir ze kucken, och, wann an engem Joer e ganz gutt Resultat war, ob dat och en durabele Charakter huet. An ech mengen, et sollt ee kucken, datt net ka berechent ginn op reng spekulative Geschäfter, déi en fait Risike fir d'Bank comportéieren.

D'CSSF ass amgaangen, déi Circulaire ze maachen. Ech hat se fir Enn des Joers gefrot. Et kann och uganks vum nächste Joer sinn, datt se erauskënnt. Ech weess, datt déi Aarbechten amgaange sinn. Mir inspiréieren eis do un de grousse Prinzipien, déi an europäesche Recommandatioune festgehale sinn. An déi wäert sech och da retroaktiv uwenden.

Vu datt d'CSSF zoustänneg ass fir d'Iwwerwaachung vun de Banken, huet se och e contraignantë Charakter. Eng Bank, déi sech net un d'Circulaires vun der CSSF hält, déi huet e Feelverhalen, wat vun der CSSF ka sanktionéiert ginn.

Ech schléissen net aus, wann eng Direktiv eng Kéier ugeholl gëtt, an esou Direktive sinn an der Diskussioun, datt mer dann och eng Kéier an deem dote Beräich musse légiféréieren.

Schlussendlech wëll ech soen, datt déi Bonusdiskussiounen, déi an Europa geféiert ginn, virun allem London concernéieren, wou d'Montantë bei esou Bonusse fir d'Traderen, déi mir an där Form iwwerhaapt net richteg hunn, wäitaus méi héich si wéi variabel Deeler vu Paien, déi bei de Lëtzebuerger Finanzinstituter bezuelt ginn.

Merci.

M. le Président.- Sou, mir kéimen dann elo zu der leschter Fro vun haut, der Fro N°24 vum Här André Bauler un de Gesondheetsminister iwwert d'Taux de cotisations de la mutualité des employeurs. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech hunn och nach eng zweet Fro un de Gesondheetsminister, an zwar iwwert déi verschidden Tauxe vun de Cotisatioune bei der Mutualité des employeurs.

Mat der Aféierung vum Eenheetsstatut gouf eng Mutualité des employeurs geschaf, wou jee no Risikoklass d'Patronë méi oder manner abezuele mussen. Deemools gouf vun der Regierung och gesot, dass Mesurë géifen ergraff ginn, fir verstäerkt géint den Absentéismus virzegoen. Dat schéngt awer entweder net wierklech de Fall ze sinn oder awer dës Mesurë gräifen net.

Oder wéi ass et ze erklären, dass d'Gesondheetskeess eleng an enger Novemberwoch soll méi wéi 14.000 Krankeschäiner enregistréiert hunn, respektiv d'Cotisatioune vun enger Kategorie vun Employeuren an der Mutualitéit mussen opgrond vun engem méi héijen Taux d'absentéisme eropgesat ginn, wéi et aus engem Courrier vum 3. Dezember vun der Mutualitéit ervirgeet?

Ech géif duerfir gären den Här Minister Folgendes froen: Wéi ass d'Entwécklung vum Absentéismus zënter der Aféierung vum Eenheetsstatut? Ass se réckleefeg oder net?

Wat fir eng Moossnamen huet d'Regierung bis elo ergraff, fir den Taux ze reduzéieren?

Gëtt et eng verstäerkte Kollaboratioun mat auslännesche Kontrolldokteren, fir den Absentéismus bei de Grenzgänger méi genee ze suivéieren?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll just nach eng Kéier - och erëm eng Kéier, fir dass keng Mëssverständnisser opkommen - ënnersträichen, dass d'Mutualitéit, déi am Rahme vun dem Statut unique geschaf ginn ass, eng Patronatsassurance ass, déi also net ze verwiesselen ass mat där klassescher Sécurité sociale, déi an Tripartite-Form géréiert gëtt. Hei handelt et sech ëm eng Réckversécherung vum Patronat fir de Risiko vun der Krankheet a sengem Betrib.

Mir hunn, wéi ofgemaach am Rahme vun den Diskussiounen iwwert de Statut unique, well mir eis ëmmer un dat halen, wat ofgemaach ass, e Groupe de haut niveau agesat, deen d'Ursaache soll kläre vun der Ofwiesenheet wéinst Krankheetsfall. Am Rahme vun deenen Etüden, déi bis elo gemaach gi sinn, zesumme mat dem CEPS, ass erauskomm, dass mer hei zu Lëtzebuerg net mat engem aussergewéinlech héije Phenomeen vu Krankschreiwunge konfrontéiert sinn. Am Verglach mam Ausland léisst d'lëtzebuergesch Entwécklung sech weisen. Mir hunn also Situatioune ronderëm eis, déi méi grave si wéi dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg fannen. Dat ass deen éischte Fait.

Deen zweete Fait: Et ass nach ze fréi, fir déi lescht Statistiken ze hunn iwwert d'Entwécklung vum Krankestand. Mä mir haten d'lescht Woch eng Réunioun, fir eben de Suivi ze maache vun där Démarche, fir d'Ursaache vum Feelen am Betrib ze klären. An do hu mer gesot kritt vun de Patronatsvertrieder, dass eng Berouegung sech géif weisen am Feelen an de Betriber. Do si sécher eng Rei vun Ursaache schold drun, op déi ech elo net wëll méi no agoen.

Vläicht huet de Statut unique derzou gefouert, dass méi e grousst Gesondheetsbewosstsinn an de Betriber komm ass, dass ee sech méi ëm Phenomeener këmmert, déi net eesäiteg ze interpretéiere sinn, mä déi op eng ganz Rei vun Ursaache kënnen zréckkommen.

Sécherlech féiert awer och déi ekonomesch Situatioun dobaussen derzou, dass d'Leit sech Suerge maachen a vläicht och heiansdo op d'Aarbecht kommen, wann et hinnen net onbedéngt esou ass, wéi et hinne misst sinn. Mä déi Ursaache ginn an deem dote Rahme gekläert.

Ech wëll och soen, dass et richteg ass, dass déi Cotisatioune fir d'Mutualitéit vun de Patronë regelméisseg festgeluecht ginn, net vun dem Minister vun der Sécurité sociale, net vun de Sozialpartner, mä vun de Patronë selwer. Do ass et e Fait, dass bei där niddregster Risikoklass sech erausgestallt huet, dass déi Schätzung, déi d'Mutualitéit gemaach huet fir déi niddregst Risikoklass, net de Realitéiten entsprach huet, well wahrscheinlech duerch de Statut unique Ofwiesenheeten, déi bis elo net gemellt gi sinn, déi am Ganzen ënnergaang sinn, méi systematesch gemellt ginn. Dat heescht, dass d'Mutualitéit, d'Cotisatioun fir den Einstiegscotisatiounsgrupp, eropgesat huet.

Et muss een allerdéngs soen, dass an dëser Period, déi eng Iwwergangsphas ass, jo den Differenzial, d'Cotisatioun vum Aarbechter, an de Betriber bliwwen ass. Dat heescht, dass d'Betriber déi Cotisatioun, déi bis elo d'Aarbechter bezuelt hunn an d'Krankekeess, haut d'Gesondheetskeess, dass se déi während dräi Joer nach zur Dispositioun hunn, fir de Krankheetsrisiko ofzefiederen.

Den éierewäerten Deputéierte ka gewëss sinn, dass mer déi doten Evolutioun ganz genee suivéieren, dass mer awer och d'Feelen am Betrib an all senge Facettë kucken, net nëmmen an der Optik vu sougenanntem abusiven Absentéismus. Selbstverständlech kucke mer dat och, mä mer kucken awer och aner Ursaachen, déi dozou féieren; ënner anerem d'Betribskultur, a sécher och déi Situatioune familiärer Natur, déi derzou kënne féieren, dass een heiansdo gezwongen ass, Solutiounen ze huelen, déi vu kengem gewënscht sinn.

Här President,...

M. le Président.- Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- ... wann ech nach 20 Sekonnen hunn, géif ech vun der Geleeënheet profitéieren, dass ech hei iwwert de Statut unique däerf schwätzen, fir am Rahme vun der viregter Fro u mäi Kolleeg den Aarbechtsminister ze confirméieren, dass, esou wéi hien d'Interpretatioun gesäit vun der Berechnung bei dem Krankegeld bei Nuets- respektiv Sonndes- a Feierdaagsschichten, hie ganz genee richteg läit. Ech war bei där Diskussioun derbäi.

Déi dote Fuerderung, wéi se elo vun eenzelne Betriber interpretéiert ginn ass, louch ni um Dësch. Ier mer déi Äntwert ginn hunn, de viregten Aarbechtsminister an ech selwer, hu mer nogefrot an deene Betriber, déi de Statut unique schonn haten, wéi déi déi Dispositiounen interpretéiert hunn. An ech wëll Iech soen, dass déi Betriber, déi de Statut unique schonn haten, a bei deene mer nogefrot hunn, dat genee esou interpretéiert hunn, wéi mir dat och interpretéieren. Dat heescht, dat wäert anere Betriber hir Choixë vläicht facilitéieren.

Merci, Här President.

M. le Président.- Sou! Domadder wäre mer um Enn vun der Froestonn.

Elo ass et awer esou, datt d'Kulturministesch, d'Madame Modert, sech bereet erkläert huet, nach direkt op dem Här Etgen seng Fro ze äntwerten. Dat heescht, wann d'Chamber d'accord ass,…

(Interruption)

…da kéint nach eng Kéier den Här Etgen ganz schnell seng Fro stellen, an d'Madame Kulturministesch géif dann direkt op déi Fro äntwerten. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

6. Question N°187 de M. Fernand Etgen au sujet de la restauration du château d'Useldange et le projet pilote «Perception» de l'UNESCO

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Merci, Här President. Merci, Madame Minister. Ech hat virun zwee Méint eng Fro gestallt iwwert d'Renovatioun vum Useldenger Schlass, verbonne mat engem Pilotprojet, engem Projet pilote, vun der UNESCO. Ech mengen, et ass schonn zwee Méint hier, datt ech déi Fro gestallt hunn an ech hu bis elo nach ëmmer keng Äntwert kritt. A well den Deputéierten d'Méiglechkeet huet, fir déi Fro duerno an der Plénière ze stellen, wollt ech vun där Méiglechkeet Gebrauch maachen.

Et ass mer awer bewosst, datt d'Ministesch vläicht net op all d'Detailer vun der Fro hei an der Plénière elo kann äntwerten, mä en attendant déi schréftlech Äntwert wiere

mer awer frou, eng ganz Rei Prezisiounen zu där doter Fro ze kréien, fir gewuer ze ginn, wou d'Äntwert stécht. An ech wëll zum Schluss awer net verfeelen ze soen, datt den Här Statsminister en personne mer awer versprach huet, datt ech déi schréftlech Äntwert an deenen nächsten aacht Deeg kréich.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Jo, ech hat zwar elo gemengt, Här Etgen, d'Madame Modert géif Iech elo op d'Fro äntwerten. Da géif se awer net nach eng Kéier schréftlech drop äntwerten. Entweder kritt Der elo eng mëndlech Äntwert oder Dir kritt eng schréftlech. Et kann een net alles kréien am Liewen, Här Etgen.

(Interruption)

Här Etgen, sidd Der dann dermat d'accord, datt d'Madame Modert Iech elo mëndlech op déi Fro äntwert, an domat ass se beäntwert?

M. Fernand Etgen *(DP).*- Bon, ech sinn d'accord, wann d'Madame Minister à même ass, fir mer de Moment op all Elementer vun der Fro, esou wéi ech se gestallt hunn, hei an der Plénière ze äntwerten. Mä et waren eng ganz Rei Zuelen, déi gefrot gi sinn, wou ech awer da geduecht hat, datt ech déi nach schréftlech kréich.

M. le Président.- Da loosst emol der Madame Minister eng Chance. Si äntwert elo emol op déi Fro. Madame Kulturministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President. Ech si ganz frou iwwert déi Affectioun vum Här Etgen, datt e mir hei déi Fro stellt.

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, der Madame Modert nozelauschteren!

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Et deet mer leed, datt déi Fro nach net beäntwert ass zurzäit. Ech mengen, et ass och nach net grad zwee Méint hier, well Dir kënnt Iech erënneren, Här President, wéi den Här Etgen och, datt se zréckgezunn huet misse ginn, fir se aneschters ze formuléieren, well se eng individuell Froestellung mat beinhalt hat.

Wat ech Iech hei ka soen, ass: Dir wësst, datt bei deem Projet Useldeng déi éischt Aarbechte gemaach gi sinn, an den 80er Joren, vun der DAC, deemools och ënnert der Kontroll vum Denkmalschutzamt. An 2000/2001 huet dann och d'Denkmalschutzamt dee Projet an Ugréff geholl, fir, wéi den Här Deputéierte gesot huet, dorauser e Pilotprojet ze maachen - deen d'UNESCO als ganz auszeechnungswürdeg fonnt huet - fir déi Leit, déi, haaptsächlech, net esou gutt gesinn.

Mir hunn déi Aarbechten an deene leschten zwee, dräi Joer, esou wéi all déi aner Aarbechten och, déi iwwer Sites et Monuments realiséiert gi waren, op de Leescht geholl a gekuckt, wou d'Ausgaben dovunner dru waren. Ech war och virun enger Zäitchen, virun zwee Joer ongeféier, an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire mat deem Projet, wou dann och déi Zuelen alleguerten opgezielt gi waren, déi hei gefrot sinn. Dat kann een also nokucken.

Fir de Rescht bleiwe mer ënnert deem finanzielle Seuil, esou wéi et virgesinn ass, selbstverständlech, well et war ni virgesinn, datt de Projet sollt e Kader kréien, deen ee gesetzlech bräicht, fir de Finanzement ze maachen.

Wat déi lescht Fro ubelaangt huet, déi Persoun, op déi higewise gi war an der Fro, déi schafft natierlech bénévole, fir näischt, als Expert weider op deem Projet, dee se tatsächlech virdrun als Responsabele vun där Administratioun begleet huet. Si huet en och duerno virubegleet, well si e gutt kannt huet. Dat awer ganz fir näischt an ouni Käschte fir de Stat a fir d'Öffentlechkeet.

Merci, Här President.

M. le Président.- Sou! Mir kéimen dann elo zu der Question avec débat…

(Interruption)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Et ass guer net esou laang.

M. le Président.- …N°3, Här Bettel, vum Här Robert Weber iwwert de Chômage vun de Frontalieren. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

7. Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers

M. Robert Weber *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, an dëser Enceinte ass scho méi wéi eng Kéier iwwert de Chômage geschwat ginn. Mir kennen all Mount déi offiziell Chiffere vum Arbeitsamt. Fir de Mount Oktober - ech widderhuele se ganz kuerz; et sinn déi lescht disponibel Statistiken - hu mer 14.062 Demandeurs d'emploi résidents gehat, plus 3.270 Leit am Reclassement externe, plus 3.278 Leit, déi an enger Mesure waren. Dat mécht en Total vun 20.610, déi a sech eng Aarbecht sichen, woubäi et bei deenen enge méi schwéier ass sécherlech wéi bei deenen aneren. Dat sinn déi offiziell Chifferen.

Derzou kënnt - an dat ass eng rezent Informatioun, déi komm ass; ob se stëmmt, weess ech net -, dass praktesch e Véierel vun de Leit, déi eng Aarbecht sichen, net um Arbeitsamt gemellt sinn. Sécherlech sinn och eng ganz Partie Leit net um Arbeitsamt gemellt. Ech wëll awer och vollstännegkeetshalber soen, dass mer 1.221 Offres d'emploi just haten am Mount Oktober. Dat ënnersträicht och d'Situatioun vun eiser Ekonomie.

Hei feelt also bei deene Statistiken de Chômage vun de Salariéen, déi iwwert d'Grenz an eist Land era schaffe kommen. Déi Donnéeën, déi ech hunn, schwätzen, dass am Mount September 2009 1.903 Leit entlooss gi sinn - also bal 2.000 -, an am Oktober 2009 1.877.

D'Frontaliere musse sech e sougenannten E301 siche goe bei d'Arbeitsamt. Dat ass eng Attestatioun, déi se brauchen, fir sech an hirem Wunnland kënnen um Aarbechtsamt anzeschreiwen an do och hir Indemniséierung ze kréien. Vun Oktober 2008 bis Oktober 2009 sinn am Ganzen 21.995 E301 beim Arbeitsamt gefrot ginn.

D'Fro stellt sech, ob de Minister déi Chifferen do confirméiere kann. Dat mécht praktesch 22.000 Leit, Frontalieren eleng, déi bei eis, an eisem Land, an eiser Ekonomie entlooss gi sinn. Kann de Minister also dës Chiffere confirméieren?

D'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart ass also vill méi schlëmm, wéi mir et vläicht selwer eis virgestallt hunn. Ech wëll elo keng Polemik iwwert d'Résidenten oder d'Frontaliere féieren, well een dat heite soll an aller Rou a Fairness diskutéieren.

E Frontalier, dee seng Aarbecht zu Lëtzebuerg verléiert, dee muss sech a sengem Wunnland ëm eng Aarbechtslosenënnerstëtzung beméien an e kritt vun eisem Arbeitsamt näischt. E verléiert awer net eleng seng Aarbecht, mä e verléiert och nach seng Krankeversécherung. E muss sech also och nach a sengem Wunnland an d'Krankeversécherung androen.

Kann de Minister eis matdeelen, a wat fir enge Wirtschaftssecteuren dës Frontalieren entlooss gi sinn? Wéi vill Interimsleit sinn do derbäi? Déi hunn eng speziell Situatioun, an ech géif déi sécherlech gär aus der Situatioun vun dem normale Chômage, dee mer kennen, eraushuelen.

Ab Mee 2010 muss Lëtzebuerg an d'Wunnland vun dem Frontalier, dee seng Aarbecht zu Lëtzebuerg verluer huet, dräi Méint Chômageindemniséierung bezuelen. Kann de Minister eis soen, wou mer mat dësem Datum dru sinn? Do musse bilateral Accordë gemaach ginn. Et ass also gutt, wa mer do eng Kéier elo de Point iwwert d'Situatioun kréien.

Dann, de Comité de conjoncture muss vun all Betrib, dee mindestens 15 Leit beschäftegt, d'Entloossungen aus wirtschaftleche Grënn matgedeelt kréien. Wéi vill Betriber hunn am Zäitraum Oktober 2008 bis Oktober 2009 dem Comité de conjoncture esou eng Notifikatioun zougestallt? Wéi vill Persoune sinn an deemselwechten Zäitraum betraff?

A falls net vill Notifikatioune bei de Comité de conjoncture komm sinn, wat gedenkt den Aarbechtsminister ze ënnerhuelen, fir dass d'Législatioun iwwert de Comité de conjoncture och respektéiert gëtt? Strofe sinn an dësem Fall keng virgesinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Elo kritt den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, Här Deputéierten, am Joer 2009, do hate mer en Emploi salarié hei zu Lëtzebuerg an der Moyenne, wann een déi éischt aacht Méint rechent, vun 335.700 Leit. Dat war den Emploi salarié. An dovu waren 147.400 Frontalieren.

D'Frontaliere representéieren also vun onsem Emploi salarié à peu près 44%. Dorop ginn 49,5% op Leit aus Frankräich, 25% op Leit aus Däitschland a 25,5% op Leit aus der Belsch. Eleng déi Chiffere weise wierklech d'Wichtegkeet vun de Frontaliere fir onsen Aarbechtsmaart. Et brauch een also net laang drop ze insistéieren, datt ouni d'Frontaliere mer déi Croissance, déi Dynamik an der Lëtzebuerger Wirtschaft net hätte kënne produzéieren. Mir hätten dee Räichtum hei zu Lëtzebuerg net, wann net déi Leit hei géife schaffen an zu deem Räichtum géife bäidroen.

Elo stelle mer fest, datt säit August den Emploi salarié zu Lëtzebuerg stagnéiert. Dat ass eng Situatioun, un déi mer eigentlech net esou richteg méi gewinnt waren, well bis ewell vu Mount zu Mount eigentlech den Emploi ëmmer nach an d'Luucht gaangen ass; an deene Méint virum August manner séier, an deene Jore virdrun extrem schnell: 4 bis 5%. An et ass nëmmen duerch d'Frontalieren, datt mer esou eng Croissance vum Emploi iwwerhaapt konnten an der Lëtzebuerger Ekonomie realiséieren.

Mir stellen och fest, datt vun August op September déi global Zuel vun de Frontaliere liicht zréckgaangen ass, minus 281 Persounen. An deene Jore virdru waren zwësche 60 a 70% vun deenen nei geschafenen - ech soen: vun deenen nei geschafenen - Aarbechtsplaze vu Frontalieren geholl. Zwësche 60 a 70% an deene Jore virun 2009. Dëst Joer, 2009, waren dat nëmmen 39%. Dat weist also ganz kloer, datt och déi Kris um Aarbechtsmaart, déi Schwieregkeeten op eisem Aarbechtsmaart d'Frontaliere gläichméisseg touchéiert wéi alleguerten déi aner.

Ech soen entre parenthèses, einfach esou, datt, wat de Chômage hei zu Lëtzebuerg ubelaangt: E Chômeur ass e Chômeur. Eng Persoun, déi hir Aarbecht verléiert, ass eng Persoun, déi hir Aarbecht verléiert. Mä wa mer also d'Demandeurs d'emploi kucken, a mir kucken hir Nationalitéit hei zu Lëtzebuerg, da stelle mer fest, datt à peu près 31% vun den Demandeurs d'emploi inscrits d'portugisesch Nationalitéit hunn an à peu près 30% vun den Demandeurs d'emploi inscrits d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn.

Dat weist och, wéi duerch déi ganz Band, duerch déi ganz Kompositioun vun onsem Aarbechtsmaart, de Chômage jiddwereen trëfft; mä gewësse Kategorië vu Leit méi wéi déi aner, well zum Beispill déi portugisesch Matbierger à peu près 20% vun onsem Emploi nëmmen duerstellen, obwuel se bei 30% vun den Demandeurs d'emploi inscrits derbäi sinn.

Wat elo d'Zuelen ubelaangt, wéi vill Leit am Chômage sinn, déi Frontaliere sinn an déi hei zu Lëtzebuerg geschafft hunn, do kann een natierlech net einfach additionnéieren. Dat wier d'Saach e bëssen ze einfach gemaach. Et kann een also elo net Mount zu Mount déi 1.800 E301en, déi d'ADEM ausschreift, additionnéieren an dann no 20 Méint soen: Bon, et waren 20-mol 1.800, also si 36.000 Leit, Frontalieren am Chômage. Esou einfach geet dat jo net.

Dat Eenzegt, wat ee vun engem E301 ka soen, dat ass, datt ee Moment eng Persoun esou en Ziedel bei d'ADEM froe geet, dat ass also e Frontalier, deen deen Ziedel froe geet, fir d'Recht ze hunn, a sengem Residenzland, dat heescht an Däitschland, a Frankräich oder an der Belsch - mä hei muss ee schonn erëm eng Restriktioun maachen, well d'Belsch eigentlech net onbedéngt en E301 freet, fir de belsche Résidentë Chômage ze bezuelen -, einfach Chômage ze kréien. Do ass also schonn eng Inconnue dran. An ech ginn Iech och déi Zuelen, déi weisen, datt mer zum Beispill relativ wéineg Belsch hunn, déi en E301 gefrot hunn.

Bei deenen 301en, déi am September - dat sinn der à peu près 1.800 - gefrot gi sinn, do waren der 1.438, déi koumen aus Frankräich oder déi hu gewunnt a Frankräich, 307, déi an Däitschland gewunnt hunn, an 114 aus der Belsch. Dat waren also déi, déi en 301 gefrot hunn.

Wat d'Secteuren ubelaangt, den Här Deputéierte freet mech besonnesch, wat den Interim concernéiert, esou waren do 654 Leit, déi an engem Interimskontrakt waren. Dat heescht, praktesch een Drëttel oder souguer e bësse méi wéi en Drëttel vun deene Leit, déi en 301 gefrot hunn, déi koumen aus dem Interim.

Nu kann ee feststellen, datt besonnesch den Interim vun der Kris staark betraff ass. Mir hunn eng Baisse vum Interim iwwert déi lescht Méint vun 30 bis 40% selon les secteurs. Dat heescht, an deenen enge Secteure méi wéi an deenen aneren. Dir wësst, et ass ganz kloer: Wann eng Entreprise manner produzéiert, wann de Business manner gutt leeft, da gëtt fir d'éischt um Interim gespuert. Dat heescht, déi Interimskontrakter ginn net erneiert.

Elo muss een awer wëssen, datt 80% - 80%! - vun de Leit am Interim Frontaliere sinn; ganz wéineg Résidenten. 80% Frontalieren, an dovun erëm eng Majoritéit haaptsächlech aus Frankräich.

Wat elo déi aner Secteuren ubelaangt, dat ass de Bâtiment. Do waren 185 E301en. 185. Et muss ee wëssen, am Bau: 48%, déi do schaffen am Bau, si Frontalieren. An der Horeca waren et der 124. 35% vun de Leit am Horeca si Frontalieren. Am Finanzsecteur waren nëmme 86 E301, dat heescht Leit, déi am Prinzip hir Aarbecht verluer hunn an esou e Formulaire gefrot hunn, obwuel 50% an de Banke Frontaliere sinn.

Bon, ech kéint elo nach weiderfueren. An deene verschiddenen Déngschtleeschtunge waren et der 218. Hei sinn d'Frontaliere mat 58% op onsem Aarbechtsmaart representéiert. Am Commerce, wou d'Frontaliere 50% ausmaachen, waren et der 154.

D'Industrie eleng. Beschäftegt an der Industrie si 60% - 60%! - Frontalieren. Mä nach eng Kéier: De Gros vun deene Leit, déi esou e Formulaire gefrot hunn, dat ware Leit, déi virdrun am Interim geschafft hunn. Dat heescht, par définition haten déi Leit net e stabelt, kontraktuellt Aarbechtsverhältnis. Hir Zäit war d'office begrenzt. An nach eng Kéier: Den Interim ass haaptsächlech vu Frontaliere besat.

Nun, wat dat europäescht Reglement ubelaangt iwwert déi dräi Méint, esou muss ech soen, datt mer natierlech mat deene Länner Kontakter hunn, fir ze kucken, wéi mer genau definéieren, wat fir eng Sue mir schëlleg sinn. Mir sinn eigentlech nëmmen da Sue schëlleg, wann eng Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg geschafft huet, och hei zu Lëtzebuerg, wa se hei géif wunnen, Chômage kritt hätt.

Vu datt se jo awer net hei wunnt, kritt se jo de Chômage an engem Nopeschland, a mir rembourséieren deem Nopeschland zu deem Tarif vum Nopeschland dee Montant vun dräi Méint zréck. Mir sinn also elo genau amgaang ze kucken, wat dat heescht. Mir brauchen duerfir och natierlech méi genau Chifferen.

Déi Chifferen - muss ech soen - hu mer net, well déi Länner selwer hu se och nach net. Mir mussen also elo mat de Fransousen - Pôle pour l'emploi -, mat der däitscher Bundesanstalt für Arbeit kucken, wéi mer genau dann déi Chifferen definéieren. A mir mussen natierlech och e Suivi da maache vun deene Leit, déi en E301 gefrot hunn.

Well et heescht jo net, wann ech haut den 301 gefrot hunn, datt ech nach an dräi Méint am Chômage sinn. Et kann also ganz gutt sinn, datt ech vläicht ee Mount am Chômage sinn, vläicht och nëmme 14

Deeg a ganz schnell erëm en Emploi erëmfannen, sief dat hei zu Lëtzebuerg oder eventuell och an engem Nopeschland.

Wat elo de Comité de conjoncture ubelaangt, esou kann ech soen, datt à peu près 600 Licenciementer säit dem Ufank vum Joer dem Comité de conjoncture notifzéiert gi sinn. Den Här Deputéierten huet zu Recht drop higewisen, datt nëmme Licenciementer an Entreprisen, déi méi wéi 15 Salariéen hunn, mussen dem Comité de conjoncture gemellt ginn.

Duerfir ass et och esou, datt déi Chifferen, déi dem Comité de conjoncture, wat d'Licenciementer ubelaangt, gemellt ginn, an déi, déi d'ADEM als Chômeuren opféiert, zwou verschidde Kategorië sinn. Déi kann een also net 100%eg einfach esou matenee vergläichen.

En revanche, déi Chifferen iwwert de Chômage, d'Zuel vun den Demandeurs d'emploi, dat sinn déi nämlecht. Dat sinn och déi, déi d'ADEM iwwregens dem Comité de conjoncture liwwert.

Ech ginn awer dervun aus, ouni awer eng 100%eg Sécherheet ze hunn, datt et Betriber gëtt, déi och méi wéi 15 Leit beschäftegen, déi net all Licenciement - Licenciement économique, wuelverstan - dem Comité de conjoncture mellen an domat natierlech och e Suivi vum Sekretariat vum Comité de conjoncture novollzu gëtt.

Soll een do iergendwellech Sanktiounen...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer lues zum Schluss kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo.

Soll een do Sanktioune virgesinn? Ech gleewe jo net, datt dat vill bréngt. Ech mengen, et muss een iwwert déi verschidde Verbänn, iwwert d'UEL, iwwert d'FEDIL, iwwert d'Chambre des Métiers oder d'Fédération des Métiers d'Entreprisë motivéieren emol éischtens am Virfeld, dann, wa Leit sollen entlooss ginn, datt een da sech a Verbindung setzt mam Comité de conjoncture, fir akzeptabel Léisungen ze fannen, fir also mat där Entreprise ze kucken, wéi ee kann eventuell d'Licenciementer évitéieren oder wéi een déi Licenciementer kéint besser accompagnéieren.

Mir hunn dat Instrument vum Plan de maintien dans l'emploi. Ech gesinn awer gläichzäiteg, datt dat Instrument net ëmmer esou gräift, wéi mer dat hoffen, datt et och net an all Entreprise méiglech ass, esou e Plan de maintien dans l'emploi ofzeschléissen. Mä ech géif mer eigentlech wënschen, datt mer e Système d'alerte précoce mat den Entreprisë géifen installéieren, fir besser, méi fréi a méi komplett iwwert déi verschidde Licenciementer ze informéieren.

De Chômage ass eng komplizéiert Matière.

M. le Président.- Mir sinn eis däers bewosst, Här Minister. Här Weber, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

M. Robert Weber *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll just véier Remarquë maachen. Ech mengen, d'Wichtegkeet vun de Frontaliere fir eisen Aarbechtsmaart brauche mer net méi ze ënnersträichen. De Räichtum vum Land ass zu engem groussen Deel mat hinnen och zesumme geschafen an opgebaut ginn.

Do dernieft wëll ech déi Remarque ganz einfach maachen, dass déi Frontalieren, déi eriwwer schaffe kommen, fir déi si mer net zoustänneg, fir eng Schoulausbildung ze ginn, wat och Käschten duerstellt. An duerfir, mengen ech, ass all Diskussioun Frontalier oder net Frontalier domat awer vum Dësch.

De Minister huet gesot, dass den E301 net iwwerall obligatoresch ass. Dat ass richteg. Dat ënnersträicht a sech just, dass d'Situatioun nach méi grave ass, wéi ech se a sech genannt hunn. D'Situatioun ass op jidde Fall op eisem Aarbechtsmaart méi grave, wéi déi offiziell Statistike vum Arbeitsamt sinn.

An och duerch déi Äntwerten, déi de Minister ginn huet, mengen ech, ass kloer ginn, dass relativ grouss Ontransparenz bei de Chifferen ass, dass ee vill Chifferen net kennt, well ee se net hannerfrot kritt, dass ee vill Chifferen och net kennt, well een iwwerhaapt net weess, wat lass ass. Ech mengen, duerfir ass et wichteg, dass mer och an den nächste Wochen a Méint eis méi intensiv mat eisem Aarbechtsmaart beschäftegen an och kucken, wat lass ass.

Déi lescht Remarque, déi ech wollt maachen, ass: De Minister seet, e géif mengen, dass Sanktioune fir d'Betriber, wat d'Notifikatiounen un de Comité de conjoncture ubelaangt, net vill bréngen. Ech weess et net. Et ass en Argument, wat een ëmmer erëm héiert, dass Sanktioune fir d'Betriber näischt bréngen. Dat héiere mer och, wat d'Notifikatioun vun den Offres d'emploi, déi d'Betriber dem Arbeitsamt sollen zoustellen, ubelaangt.

Ech weess net… Ech sinn och iwwerzeegt, dass dat vläicht net dat adequat Mëttel ass. Mä de Problem ass, dass mer iwwerhaapt kee Mëttel hunn, fir d'Betriber unzehalen, dass se hire gesetzleche Verflichtungen nokommen. Dat bescht funktionéierend Arbeitsamt kann nëmmen esou vill Leit placéieren, wéi et offe Plazen huet. Wann et net vill offe Plazen huet, kann et d'Leit och net placéieren.

Op där anerer Säit: De Comité de conjoncture kann nëmmen esou gutt…

M. le Président.- Här Weber, Dir misst awer esou lues zum Schluss kommen.

M. Robert Weber *(CSV).*- Dat ass meng lescht Remarque.

De Comité de conjoncture, dee kann och nëmmen esou gutt schaffen - am Prinzip huet en eng preventiv Funktioun an der Ekonomie an an de Betriber -, wann en eng Notifikatioun kritt. Wann en déi Notifikatioun net kritt vun de Licenciementer, kann en natierlech och net schaffen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt zwar eigentlech keng Zäit méi, mä ech gestinn Iech dann nach eng Kéier eng Minutt zou, fir nach eng Kéier dem Här Weber ze äntwerten.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech mengen, et muss een dat ganz e bësse relativéieren. Ech mengen, mir hu 14.000 Demandeurs d'emploi inscrits hei zu Lëtzebuerg. Déi gi berechent op enger aktiver Bevölkerung, Résidents, vun à peu près 220.000 Leit. Eis reell aktiv Bevölkerung ass awer natierlech déi Chifferen, déi ech virdru gesot hunn, 300.000, bal 340.000 Leit, duerch eben deen Apport vun de Frontalieren.

Mir hunn net genuch Iwwersiicht iwwert d'Frontalieren, och am Comité de conjoncture. Wa mer déi Notifikatioune kréien, da kréie mer do keen Detail, ob dat elo e Résident ass oder e Frontalier. Déi Indications personnelles, déi kréie mer net.

Ech si mer bewosst, datt duerch dat neit europäescht Reglement, wou mer obligéiert ginn, déi dräi Méint ze rembourséieren, mer eng méi grouss Transparenz brauchen, wat d'Zuelen ubelaangt, besonnesch och vun deene Frontalieren, déi hei geschafft hunn an hir Aarbechtsplaz verluer hunn.

Dobäi muss ech och dem Här Deputéierte soen, datt vill Frontalieren an engem Contrat à durée déterminée sinn. An natierlech, wann dee Kontrakt zu Enn geet, da geet dee sech en E301 sichen. Well eben an deene leschte Joren d'Frontalieren esou en héijen Undeel haten un deenen neien Emploien a vill vun deenen Emploien och mat Contrat à durée déterminée waren, huet dat natierlech och en direkten Impakt, wann déi Kontrakten net erneiert ginn a wann déi Leit dann hir Aarbechtsplaz verléieren.

Merci.

M. le Président.- Sou! Merci och dem Aarbechtsminister. Mir kommen elo zum Projet de loi 5987 iwwert d'Post. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Weber, Bauler, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

8. 5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzesprojet 5987 geet et ëm eng punktuell Emännerung vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Schafung vun der Entreprise vun de Postes an Telekommunikatiounen. Et geet am Kloertext ausschliesslech dorëms, fir de Gesetzestext iwwert d'Post a Konkordanz ze brénge mat der neier rechtlecher Situatioun, déi hei zu Lëtzebuerg entstanen ass duerch d'Aféierung vum Eenheetsstatut am Salariat, an deem jo d'Ënnerscheeder tëschent dem Aarbechter an dem Privatbeamte verschwonne sinn.

D'Post beschäftegt nieft deene ville Leit, déi ënner engem Statut vun der Fonction publique stinn, eng ganz Rëtsch vu Leit, déi am Aarbechterstatut sinn oder waren, deemno wéi een et hëlt, an och zënter e puer Joer, dat war nach 1992 net de Fall, wéi dat Gesetz iwwert deen neie Statut vun der Post geschafe ginn ass, och eng ganz Rëtsch Leit, déi am Employé-privé-Statut agestallt gi sinn. Et ass also scho wichteg, dass et zu enger Kloerstellung kënnt vun der statutarescher Situatioun vun deem doten Deel vum Personal vun eisem Post- an Telekommunikatiounsbetrib.

De Gesetzesprojet ass vum Wirtschaftsminister, dem Här Jeannot Krecké, den 9. Dezember 2009 hei deponéiert ginn an e verfollegt eigentlech dräi Ziler. Éischtens, eng einfach Upassung vun der Terminologie vum Statut unique an dem Text vum Postbetrib. Zweetens, d'Aféierung vun der Méiglechkeet, fir e spezifesche Kollektivvertrag ofzeschléisse fir d'Salariéen, déi net ënnert dem Statut vun der Fonction publique sinn, also d'Salariéë vun dem Postbetrib, déi ënnert dem Statut vum Code du Travail definéiert sinn. Bis elo war et esou, dass de Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter ugewannt ginn ass fir deen doten Deel vum Personal vun der Post.

Dat drëtt Zil, wat de Gesetzesprojet verfollegt, ass och d'Ofännerung vun der Zesummesetzung vum Verwaltungsrot beim Betrib vun der Post an der Telekommunikatioun. Schliesslech, dat ass och wichteg, gesäit den Text och nach eng Rei vun Iwwergangsbestëmmunge vir, ier een also um definitiven neie Statut ass.

Dëse Gesetzesprojet ass aviséiert gi vun de Beruffschamberen. Opgrond och ënner anerem vun den Avisë vun de Beruffschamberen huet d'Regierung nach eng Kéier Amendementer agereecht, déi erëm eng Kéier Objet ware vun engem Avis complémentaire vun zwou vun de Beruffschamberen, der Chambre vum Salariat respektiv der Chambre vun de Fonctionnaires et employés publics. A schlussendlech stellt ee fest, wann een all déi, notamment och d'Zousazavisë liest, dass en Accord global, wat d'Ausriichtung an och wat den Text vun deem Gesetzesprojet ugeet, do festzestellen ass.

All Avisë sinn also am Endeffekt positiv ausgefall. Dat gëllt och iwwregens fir den Avis vum Statsrot, deen de 24. November dëst Joer komm ass, deen awer eng ganz Rëtsch vun Textpropositioune mécht, déi mer am Fong alleguerte guttgeheescht hunn als zoustänneg Wirtschaftskommissioun. Mir waren der Meenung, dass déi textuell Ännerungen, déi de Conseil d'État proposéiert huet, géife Sënn maachen, dass déi den Text géife méi kloer maachen, juristesch korrekt wieren, an dass schlussendlech och de Gesamttext méi logesch opgebaut ass doduerjer, dass d'Iwwergangsbestëmmungen net einfach an d'Corpse vun deenen eenzelnen Artikelen integréiert gi sinn, mä dass déi herno am leschten Deel vun deem Projet de loi zesummegefaasst gi sinn, wat och der normaler legistescher Approche entsprécht, déi d'Chamber huet bei Gesetzesprojeten.

Prezisioune vläicht nach zum Inhalt. Wat de Verwaltungsrot bei dem Post- an Telekommunikatiounsbetrib ugeet, ass et esou, dass dee bis elo aus zwielef Membere besteet, dovunner véier Salariatsvertrieder, véier Regierungsvertrieder a véier aner Memberen, déi vun der Regierung genannt ginn. Vun deene véier Salariatsvertrieder sinn der dräi Stéck, déi vertrieden déi Leit, d'Personal, déi ënnert dem Statut vun der Fonction publique bei der Post schaffen, an ee Postaarbechtervertrieder ass och haut am Verwaltungsrot bei der Post.

Et gëtt elo proposéiert, och iwwert de Wee vun den Amendementer vun der Regierung, opgrond vun deene Kritiken, déi iwwert den éischten Text formuléiert gi sinn, fir déi Memberszuel elo vun zwielef op 16 eropzesetzen. An Zukunft also géifen zwee Salariatsvertrieder bäikommen, a fir de Parallelismus ze wahren, géifen och zwee Regierungsvertrieder bäikommen. Also vun zwielef op 16 erop. Bei deene sechs Salariatsvertrieder wieren der véier, déi d'Personal ënnert dem Statut vun der Fonction publique géife vertrieden, an zwee wieren et der, déi d'Salariéen, déi jo e privatrechtleche Statut hunn, géife vertrieden. Dat ass also esou, wéi an Zukunft de Verwaltungsrot soll opgebaut ginn.

Da gesäit och nach de Gesetzesprojet eng Iwwergangsbestëmmung vir, wou elo gesot gëtt, dass deen zousätzleche Vertrieder, dee bäikënnt, soll am Fong den éischte Suppléant sinn op der Lëscht, esou wéi e bei de leschte Personalwahle festgehale gi war. Wat eng, mengen ech, wichteg Fro ass, wou d'sozial Demokratie dann och erëm hiergestallt gëtt bei der Post.

Bis elo war et esou, dass d'Employés privés, déi bei der Post geschafft hunn, keen aktiivt a passiivt Stëmmrecht haten, fir matzemaache bei der Bestëmmung vun de Salariatsvertrieder am Verwaltungsrot vun der Post. Déi Ongereimtheet do ass elo automatesch ewechgeraumt, wann deen heite Gesetzestext och vun der Chamber gestëmmt gëtt. Dat heescht, sämtlecht Salariat verfügt also och iwwer e Wahlrecht, wann et drëm geet, hir Vertriedung an deem ieweschte Gremium, dem Verwaltungsrot vum Postbetrib, ze stëmmen.

Déi zweet Prezisioun, déi ee muss ginn, wat den Inhalt ugeet, betrëfft d'Fro vum Statut, d'Fro vum Kollektivvertrag. Ech hu virdru scho gesot, dass et bis elo esou war, dass fir d'Aarbechter, déi bei der Post schaffen, klassescherweis de Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter ugewannt ginn ass. Dat soll sech an Zukunft änneren. Mä bis dohinner, bis am Fong en Accord fonnt gëtt tëschent der Post op där enger Säit an de Personalvertrieder vum Postpersonal op där anerer Säit, wäert et esou sinn, dass den Aarbechterkollektivvertrag vum Stat nach weider wäert applicabel bleiwen.

Et steet am Gesetz hei dran, dass et dee Kollektivvertrag ass, deen den 1. Januar 2009 a Kraaft getratt ass. Dat kann e Problem duerstellen. Et ass eng Fro, déi mer diskutéiert hu bei eis an der Kommissioun. Dat kann e Problem duerstellen, wann elo während laange Jore keen Accord géif fonnt ginn iwwer en neie Kollektivvertrag, da géif eventuell sech e Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter uwenden, deen an der Tëschenzäit erëm ofgeännert ginn ass, deen also net méi deem entsprécht, deen den 1. Januar 2009 a Kraaft getratt ass.

Duerfir ware mir der Meenung, dass de Prinzip muss esou sinn, dass muss en Accord fonnt ginn iwwer en neien, spezifesche Postkollektivvertrag, mä dass op där anerer Säit awer och muss eventuell nogebessert ginn op gesetzlechem Plang, wa keen Accord fonnt gëtt während enger längerer Zäit.

Ech denken, dass mer souwisou jo als Chamber nach an dëser Mandatsperiod wäerte konfrontéiert gi mat neien Texter, déi d'Post betreffen. Et ass jo allgemeng bekannt, an et ass och nozeliesen am Exposé des motifs vun deem heite Gesetzesprojet, dass et jo e wichtege Stéchdatum gëtt, dat ass den 1. Januar 2013, wou am Fong et zu enger weiderer Phas vu Liberaliséierung am Postwiese kënnt, wou Lëtzebuerg jo eng Ausnahmeregelung do kritt huet, fir dat méi laang kënnen zäitlech opzeschieben.

Mä et ass evident, dass déi Fro ronderëm d'Organisatioun vum Postbetrib nach eng Fro wäert sinn, déi dës Chamber wäert beschäftegen. An da kann een an deem doten Zesummenhang och nach eng Kéier op déi Fro vum Kollektivvertrag zréck ze schwätze kommen, wann éiere bis dohinner nach keen Accord fonnt ass, fir sech op e spezifesche Kollektivvertrag fir d'Post gëeenegt ze hunn.

Dat war dat, mengen ech, wat ech hei nach wollt ausféieren zu där doter Fro. Wéi gesot, de Rapport ass eestëmmeg an der zoustänneger Wirtschaftskommissioun ugeholl ginn. Ech géif also, am Numm vun där Kommissioun, och d'Chamber bieden, deen Text hei ze stëmmen. An ech bréngen dann och nach zum Schluss den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem Text hei an.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci, an als éischte Riedner ass den Här Robert Weber agedroen. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Robert Weber *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn hei de Gesetzesprojet 5987, wat u sech e ganz technesche Gesetzesprojet ass. Duerfir wëll ech och net allze vill driwwer soen. Ech mengen, de Projet erkläert. Et ass e Projet, deen Ännerungen noutwendeg mécht, nodeem dass de Statut unique agefouert ginn ass. Dat sinn Ännerungen op zwee Niveauen: Dat ass haaptsächlech de Verwaltungsrot vun der Post, an zweetens dann awer och de Kollektivvertrag vum Postbetrib.

Do ass den Artikel 7 an dësem Projet de loi, deen eng Sécherheet fir d'Leit gëtt, wat haaptsächlech hire Pensiounszuschuss ubelaangt, an deen zur gläicher Zäit versicht eng Sécherheet ze ginn, wat hire Kollektivvertrag ubelaangt. Do ass - an ech sinn dem Rapporteur dankbar, dass en drop opmierksam gemaach huet -, dass mat deem Datum, deen am Gesetzesprojet dran ass, den 1. Januar 2009, e Problem ass. An ech hätt léiwer gehat, wann deen Datum net an deem Projet de loi gewiescht wier. Vu dass en awer scho wäitgehendst fäerdeg war, hu mer eis drop gëeenegt an der Kommissioun, fir dann och d'Situatioun esou ze respektéieren, wéi se ass.

Mä deen Datum beinhalt ganz kloer eng Phase transitoire, an et ass dann d'Fuerderung an d'Iwwerleeung, déi an eng Richtung ginn, fir ze soen: „Hei muss zügeg un engem neie Kollektivvertrag, engem betribleche Kollektivvertrag fir d'Post selwer dann och geschafft ginn." Et kann net esou sinn, dass d'Leit, déi an deem Betrib schaffen, während Joren elo ouni Kollektivvertrag funktionéiere respektiv op der Basis vum Statsaarbechterkollektivvertrag, wéi en op den 1. Januar 2009 a Kraaft war, da sëtze bleiwen.

Vläicht nach eng Iwwerleeung, wat d'Matbestëmmung ubelaangt. Esou kollidéieren hei zwee Gesetzer, nämlech d'Situatioun am öffentleche Secteur an d'Situatioun aus dem Privatsecteur, d'Gesetzer vun 1974. Déi Gesetzer vun 1974, wat d'Vertriedung an de Verwaltungsréit an och d'Comités-mixtes-Regelungen ugeet, déi de Privatsecteur also betreffen, ginn net integral transposéiert. Dat ass eng Situatioun, déi geféierlech ass, well hei zu enger Situatioun, zu enger Gesetzgebung am Privatsecteur einfach derogéiert gëtt. Mir mussen also dat doten am A behalen. An d'Reform vun der Matbestëmmungsgesetzgebung am Privatsecteur muss och ganz kloer am A behalen, dass d'Post e Betrib ass, dee permanent bougéiert, a wou d'Situatioune sech änneren, a wou da gegebenenfalls och d'Situatioun intern an der Post, wat hir Matbestëmmungssituatioun ubelaangt, muss changéiert ginn.

Ech ka positiv nëmmen ervirhiewen, dass e Schratt méi an d'Demokratiséierung vun der Ekonomie gemaach ginn ass, an dass Leit, déi jorelaang u sech kee Matbestëmmungsrecht an deem Betrib haten - dat waren alleguerten déi, déi ënner engem Privatbeamtestatut funktionéiert hunn -, da mat deem Gesetz hei respektiv mam Statut unique dann elo endlech och déi Matbestëmmungsrechter kréien, op déi se awer scho laang Joren och Recht haten.

Ech géif ofschléissend gären dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, och dass en drop opmierksam gemaach huet, wat mer zum Schluss an der Kommissioun diskutéiert hunn iwwert déi Phase transitoire, wat de Kollektivvertrag ubelaangt. An ech géif d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun soen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Weber Merci, an als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, mat dësem Gesetzesprojet gëtt dat modifizéiert Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Post adaptéiert, den neie Gegebenheete vum Eenheetsstatut ugepasst, souwuel wat d'Vertriedung vum Personal ugeet wéi och d'Gestioun vun de Salariéen. Mir begréissen als DP-Fraktioun dës noutwendeg Upassungen a géifen dann och den Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Ofschléissend géif ech dem Här Alex Bodry félicitéiere fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport an, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bauler Merci, an dann ass den Här Kox nach agedroen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech mengen de Rapporteur hat eis en ausféierleche Bericht hei ginn, an och meng Virriedner hunn Explikatiounen derzou ginn. Duerfir wëll ech och den Accord zu dësem Projet vun eiser Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- An dann hu mer nach den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, och vun onser Säit aus e grousse Merci un de Rapporteur, deen och déi ganz Problematik diskutéiert huet, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, wou et en fait manner ëm e Problem geet vun dem Minister vun der Ekonomie, mä deen de Ministre du Travail, deen haut hei ass, wäert héchstwahrscheinlech an der Zukunft méi concernéieren.

Et muss een hei festhalen, datt mer effektiv ganz vill iwwert de Kollektivvertrag diskutéiert hunn. An ech wëll just nuren drop hiweisen, wat am Rapport ervirgestrach gëtt: Dat ass, datt bäi deem neie Kollektivvertrag, dee soll négociéiert ginn, deem Besoin accru vu Flexibilitéit, deen d'Konkurrenten op d'Post ausüben, bei den Négociatioune vum Kollektivvertrag Rechnung gedroe soll ginn. Alleguerten déi Gewerkschaftler, déi sech also och an der Chamber an ausserhalb vun der Chamber ëm dëse Problem këmmeren, wäerten héchstwahrscheinlech dësen Zousaz mat groussem Intérêt bemierkt hunn. An da wësse se och, wat op se zoukënnt.

Dat gesot, wollt ech awer den Accord vun der ADR zu dësem Projet ginn, well mer effektiv eng etlech Modifikatiounen an zousätzlech Rechter awer verankeren. Notamment muss een ervirsträichen, datt d'Matbestëmmungsrechter vun den Employéen, also wat ee fréier Employé genannt huet, nees erëm elo wäerte gewahrt ginn. Ech wëll och drop hiweisen, datt ech och frou wier, wann datselwecht kënnt bei den Employéë bei de Gemengen och eng Kéier duerch Gesetz realiséiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci, an als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, mat der aktueller Fassung vum Gesetz kann ech averstane sinn, mat e puer aarbechtsrechtleche Reserven, déi awer den Här Weber schonn ausgedréckt huet, esou dass ech déi net nach eng Kéier muss widderhuelen, par rapport zum Kollektivvertrag an Ähnleches.

Woumadder ech awer net d'accord sinn, dat ass déi allgemeng Entwécklung bei der Post, déi een awer hannert deem Gesetz hei muss gesinn. An déi Entwécklung vun der Post ass wierklech e Beispill vun engem Widdersproch tëschent Theorie a Praxis, an e Beispill vun enger schläichender Privatiséierung vun enger öffentlecher Entreprise. Widdersproch: Am Postgesetz steet nach ëmmer, och no där heiter Modifikatioun: „Le régime des agents de l'entreprise est un régime de droit public."

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics weist zu Recht drop hin, an och mat Zuelen, dass a Wierklechkeet deen öffentlech-rechtleche Statut vum Personal ëmmer méi ofgebaut gëtt, an dass ëmmer méi Leit ënnert dem privatrechtleche Kontrakt agestallt ginn, oft och mat prekären Aarbechtsverhältnisser. An do steet d'Regierung hannendrun, an do steet och dëst Gesetz hannendrun, well am Exposé des motifs steet dann nach eng Kéier ausdrécklech: Am Kader vun der Konkurrenz um fräie Maart misst d'Post dann och eng flexibel Gestioun vun hirem Personal duerchféieren an eng vergläichbar Gestioun mat dem private Secteur. An et ass déi prinzipiell Logik oder Philosophie, mat där ech net averstane sinn.

Am Iwwregen, bei der Post ass et jo net nëmmen esou, dass ëmmer méi Leit ënner privatrechtlechem Kontrakt agestallt gi bei der Entreprise mère, souzesoen, selwer, sondern dass och ëmmer méi Deeler vun där Post carrément ausgelagert ginn a Form vu private Betriber. A wann déi Pläng vun der Postdirektioun duerchgezu ginn, wou ech nawell gär wéisst, wéi d'Regierung sech dozou géif verhalen, da geet dat verstäerkt weider, an dann hu mer an Zukunft och kee Bréifdréier méi an där Funktioun, wéi en elo besteet, mat där sozialer Funktioun, déi en elo huet, mat där fir mech wichteger sozialer Funktioun, sondern dann hu mer och do Leit mat prekären, reduzéierten aarbechtsrechtleche Bedéngungen a Mindestgehälter.

Ech fannen, dass et héich Zäit géif ginn, dass mer net einfach Direktive schlécken, un deene mer selwer matgewierkt hunn, sondern dass eis Regierung sech endlech, um Niveau vun der Europäescher Unioun, géint déi Obsessioun vu Liberaliséierung a Privatiséierung stellt an am Géigendeel sech engagéiert fir eng seriö Charta vum Service public.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Oder wëllt den Aarbechtsminister nach Stellung huelen?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech wollt eigentlech amplaz vum Postminister, dee leider haut verhënnert ass, emol éischtens dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wollt och just einfach nach rappeléieren, datt d'Post e ganz wichtege Betrib hei zu Lëtzebuerg ass. Et ass e Betrib, deen an enger permanenter technologescher Evolutioun ass. Mir mussen also alles maachen, fir dee Betrib weider esou modern wéi méiglech ze halen. A wann ech soen: „E muss technologesch modern gehale ginn", da muss en och sozial modern gehale ginn. Dat heescht, mir brauchen e Sozialdialog, an duerfir ass et wichteg, och zu enger Convention collective ze kommen, déi hei virgesinn ass. An et kann een also nëmmen encouragéieren, datt et zu esou enger Konventioun kënnt.

Merci.

M. le Président.- Gutt, Merci. Domadder wier alles gesot zu deem Projet. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5987 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Raymond Weydert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6013 iwwert den Traité vu Budapest iwwert d'Unerkennung vu Breveten. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: d'Madame Mergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

9. 6013 - Projet de loi
1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980
2) portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Häre, de Projet de loi 6013, deen ech dann einfachheitshalber „Traité de Budapest" nennen, handelt iwwert d'international Unerkennung vun de Breveten iwwert den Dépôt vu Mikroorganismen. Duerch de Vote vun dësem Gesetzesprojet trëtt Lëtzebuerg dem Traité de Budapest definitiv bäi.

Zu der Geschicht vum Projet: De Projet de loi ass den 12. Mäerz 2009 an der Chamber vum Ausseminister déposéiert ginn. De Statsrot huet den 10. November 2009 säin Avis ginn, an an der Wirtschaftskommissioun ass de Projet de loi unanime den 9. Dezember vun dësem Joer ugeholl ginn.

D'Zil vum Projet de loi ass et, fir eng Simplification administrative beim Dépôt vun de Brevete vun den Entwécklungen an Erfindungen am biologesche Beräich ze kréien. Ech komme spéider nach eng Kéier dorobber zréck. De Sënn vun engem Brevet ass, datt eng Erfindung geschützt ass a säin Auteur verschidde Rechter huet a behält. Wann eng Erfindung iwwer e Brevet protegéiert gëtt, muss een dës Erfindung och der Öffentlechkeet matdeelen an zougänglech maachen. An der Erklärung vum Brevet selwer steet d'Beschreiwung, datt d'Experten an deem Domän och dës Erfindung nomaachen an applizéiere kënnen.

Dës Beschreiwung besteet normalerweis aus Texter oder Biller an Zeechnungen. Beim Gebrauch vu Mikroorganismen ass dëst awer ganz schwéier ze realiséieren. Heiansdo ass de Mikroorganismus selwer

een Deel vun enger Erfindung, an dann ass et oft esou, datt d'Beschreiwung a Biller an a Form vun Erklärungen net duergeet. Dëse Problem huet derzou gefouert, datt den Office des brevets nationaux an de 60er Joren et obligatoresch gemaach huet, fir bei Erfindungen an der Mikrobiologie bei all Brevet een Dépôt vun de Mikroorganismen ze maachen.

D'Mikroorganisme mussen also och fir d'Öffentlechkeet verfügbar sinn. Dat ass normalerweis iwwer ee spezialiséiert Institut gemaach ginn, dat d'Gérance vun de collectéierte Mikroorganisme gemaach huet. Vu datt et awer keen uniforme System ginn ass, deen den Dépôt unerkannt huet, hu vill Titulairë vu Brevete missen dës Dépôten a ville Länner maachen, well se soss Gefor gelaf sinn, eng Annullatioun vun hirem Brevet ze kréien, well se sech net un de Kritär vun der Öffentlechkeet gehalen hunn.

Här President, et ass an dësem Kontext, datt d'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle d'Méiglechkeet ausgeschafft huet, fir ee System vun internationaler Unerkennung fir den Dépôt vu Mikroorganismen, déi fir Brevete geholl ginn, unzebidden. Den Traité vu Budapest vum 28. Abrëll 1977 ass genau dësen internationalen eenheetleche System fir den Dépôt vu Mikroorganismen. An dësem Sënn erkennt den Traité de Budapest sougenannten ADIen un, dat heescht Autorités de dépôt internationales.

All Land, dat den Traité ëmgesat huet a wat beim Ausstelle vun engem Brevet den Dépôt vu Mikroorganisme verlaangt, muss zu dësem Zweck och den Dépôt bei dësen ADIen unerkennen, egal wat fir eng Autorité de dépôt internationale et ass a wou se ass. De Règlement d'exécution vum Traité de Budapest definéiert ganz detailléiert, wat fir eng Prozeduren den Déposant vun de Mikroorganismen an awer och d'ADIen anhale mussen. Dës Prozedure betreffen d'Durée vun der Haltbarkeet vun de Mikroorganismen an de Mechanismus, wéi een d'Échantillonen aushändege kann.

Den Traité de Budapest ass den 8. Dezember 1980 vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn, mä ass duerno ni ratifizéiert ginn. A Lëtzebuerg selwer ass et eréischt iwwert d'Gesetz vum 20. Juli 1992 obligatoresch ginn, datt een an der Matière vun der Biologie, fir esou ee Brevet d'invention ze kréien, een Dépôt vu Mikroorganisme muss maachen. Dëst Gesetz ass den 1. Januar 1998 a Kraaft getrueden. Bis haut ass an deem Beräich awer nach keen Dépôt de brevet gemaach ginn, well d'Entreprisen an d'Instituter op déi europäesch an international Prozeduren zréckgegraff hunn.

Politesch ass et awer wichteg a wënschenswäert, datt Lëtzebuerg dësen Traité de Budapest géif ratifizéieren, well dësen Traité op der Lëscht vun den internationalen Traitéen an dem Domän vun der Propriété intellectuelle vun de Memberlänner vun der EU steet. Vun den 33 États membres vun der Organisation européenne des brevets hu just Lëtzebuerg, Zypern a Malta den Traité vu Budapest nach net ratifizéiert. Wann dësen Traité a Lëtzebuerger Recht iwwergaangen ass, da kann den Déposant fir e Brevet hei zu Lëtzebuerg de Mechanismus vun der internationaler Unerkennung vum Dépôt vun de Mikroorganismen notzen. De Ministère oder déi zoustänneg Administratioun brauch also net méi ze soen, wou den Dépôt misst gemaach ginn.

A sengem Avis vum 10. November 2009 weist de Statsrot dorobber hin, datt dëse Projet de loi sech an d'Kontinuitéit vun der Regierung areit, verschidden Instrumenter, Moossnamen unzehuelen, déi vun der Organisation mondiale de la propriéte intellectuelle betreit ginn. De Statsrot proposéiert och, den Traité de Budapest mat sengem Règlement d'exécution, esou wéi e vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass, unzehuelen.

Eng aner Remarque war, datt de Législateur am Text direkt soll op den Traité selwer verweisen, amplaz iwwer Règlement ministériel ze soen, wat fir een Institut fir een Dépôt ka geholl ginn. D'Kommissioun, dat heescht, d'Ekonomieskommissioun, huet sämtlech Remarquë vum Statsrot iwwerholl, esou wéi Dir et kënnt a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Den Traité de Budapest vereinfacht also déi administrativ Prozedur, an et kann een och erwähnen, datt dëse Projet de loi keng finanziell Obligatiounen an Dépensë fir de Stat mat sech bréngt. Ech soen Iech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt, an ech géif natierlech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci, an elo huet d'Madame Martine Mergen d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President. D'CSV-Fraktioun gëtt hiren Accord zu dësem Gesetzestext, deen, wéi den Här Rapporteur a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport op eng exzellent Aart a Weis definéiert huet, eng Simplification administrative bedeit respektiv eng Simplificatioun fir d'Administratioun, well, wann esou e Brevet am biologesche Beräich muss oder soll déposéiert ginn, dann huet bis elo missen de Ministère en Institut sichen, deem d'Unerkennung ginn ass, fir et unzehuelen. Neierdéngs, a mat dem Budapester Traité, deem mer heimadder bäitrieden, gëtt et en internationalen Erkennungsmechanismus, deen déi Saach, wéi gesot, wesentlech vereinfacht. D'CSV gëtt also heimat hiren Accord.

M. le Président.- Dann huet nach den Här Bauler sech agedroen.

M. André Bauler *(DP)*.- Ech géif dem Rapporteur Merci soe fir seng Ausféierungen an den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt, ech mengen, domadder wier nu wierklech alles gesot, a mir kéimen direkt zum Vote vum Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote geet un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruption)

Entschëllegt, hei si mer am Kader vun engem Traité: Et gëtt hei kee Vote par procuration. Also Är Apparater funktionéieren alleguerten. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6013 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, M. Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dann hu mer als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour de Projet de loi 6080, en Accord tëschent de Benelux-Staten iwwert d'Réadmission des personnes en séjour irrégulier. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

10. 6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, de President huet gesot, ëm wat et geet. Et geet ëm en Accord de réadmission zwëschent de Benelux-Länner an der Republik Armenien. Dat Ganzt gouf am Juni, den 3. Juni 2009 zu Bréissel ënnerschriwwen, a mir sinn elo Dezember, also sechs Méint duerno. De Projet ass déposéiert gi ganz schnell vum Ministère. De Statsrot huet seng Aarbecht ganz séier gemaach, an ech mengen, mir als Kommissioun och.

Deen Accord hei reit sech an eng Rëtsch vun Accorden am Kontext vun der Lutte géint déi klandestin Immigratioun. Duerch esou Accorden, wéi mer der scho vill heibanne gestëmmt hunn, gëtt et jo ganz prezis Obligatiounen a réciproque Obligatiounen, déi de Retour vun de Leit vereinfachen, wa se sech illegal an engem Land ophalen, de Retour an hiert Ursprungsland oder de Retour an hiert Transitland.

Ech hunn a mengem schréftleche Rapport e Rappel un den Traité d'Amsterdam vun 1999 gemaach an och de Pacte européen sur l'immigration. Ech wëll duerfir mëndlech net méi dorop agoen. Ech hunn och ganz kuerz d'Relatiounen zwëschent Armenien an der Unioun beschriwwen, déi jo hiert juristescht Fundament op engem Accord de partenariat et de coopération hunn, deen 1999 en vigueur getratt ass. Armenien ass och Member vun der Politique européenne de voisinage a säit 2009 jo och eent vun de sechs Partnerlänner vun der EU am Kader vum Partenariat oriental.

Hei ass en Accord de réadmission, dee mer am Kader vun der Benelux maachen. D'Länner kënnen och bilateral där Accordë maachen, awer nëmmen, wann d'Kommissioun nach kee Mandat kritt huet vum Europäesche Ministerrot, fir selwer ze négociéieren.

Dësen Accord huet 17 Artikelen. Deen éischten Artikel, do geet et ëm d'Definitiounen. De véierten ass vläicht wichteg ze erwähnen. Dat ass deen, wou d'Prozedure festgeluecht ginn, wéi d'Identitéit an d'Nationalitéit vun enger Persoun, déi soll réadmis ginn, vun engem Land kënne bewise ginn.

Den Artikel 6 vum Protokoll seet och, wien hei zu Lëtzebuerg zoustänneg ass dofir; dat ass d'Direction de l'immigration. Den Artikel 6 vum Accord seet och, dass all Partei en Délai vun 30 Deeg huet, wou se muss äntwerten op eng Demande.

E wichtegen Artikel ass den Artikel 9, deen déi spezifesch Regele festschreift, déi ze respektéiere sinn en matière de protection vun den Donnéeën. An dann am Artikel 11 geet et ëm e Comité d'experts, an den Artikel 14 seet, dass d'Hollänner dësen Accord däerfen erweideren op d'Hollännesch Antillen an op Aruba, wa se dat wëllen.

De Conseil d'État huet de 24. November en Avis positif heizou ginn. An ech ginn och domadder den Avis vun eiser LSAP-Fraktioun a bieden déi aner Fraktiounen, dat nämlecht ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci fir säi Rapport. Da kritt elo d'Wuert: d'Madame Mergen.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Jo, och hei wëll ech dem Här Angel Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Et geet, wéi e gesot hat, ëm e Réadmissiounsaccord tëschent de Benelux-Staten an Armenien. Et ass wichteg, dass mer där Accordë mat deene ganzen Immigratiounslänner hunn, fir och ze verhënneren, dass legal mat illegaler Immigratioun vermëscht gëtt an dass déi Leit heiansdo jorelaang an der Luucht hänken, ier eng Décisioun geholl gëtt. D'CSV gëtt heimadder hiren Accord zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Och der Madame Mergen Merci. Domadder wär alles gesot zu dësem Projet de loi. Mir kéimen dann elo direkt zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6080 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Michel Wolter), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Marc Spautz), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Scheuer), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vum eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer fir déi leschte Sitzung an dësem Joer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.26 heures)

SÉANCE 15

MERCREDI,
16 DÉCEMBRE 2009

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Raymond Weydert*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Ben Scheuer, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, M. Gast Gibéryen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant

- la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession
- la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. André Hoffmann*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:

- portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,
- portant organisation de la profession de l'audit,
- modifiant certaines autres dispositions légales, et
- portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises

- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Klein, M. Jacques-Yves Henckes, M. Félix Braz*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

4. 6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. André Bauler, M. Claude Adam*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Fernand Kartheiser, Mme Mady Delvaux-Stehres*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6031 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion), M. André Hoffmann*
- *Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Claude Adam*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

6. Discours de fin d'année de M. le Président

- *M. le Président*
- *M. Jean-Louis Schiltz, Mme Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung, déi nach net vertrueden ass, eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat ass also net de Fall.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 6063 iwwert de Bau vun enger Kläranlag op der Ënnermusel. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Wagner, Scheuer, Kox a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Raymond Weydert. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

1. 6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

M. Raymond Weydert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, éier ech op d'Substanz vum virleiende Projet aginn, wëll ech net laang Zäit verléiere mat den Antécédents. An duerfir invitéieren ech Iech all, dës a mengem schréftleche Rapport nozeliesen, wann d'Detailer Iech interesséieren.

Den Objet vun dësem Projet ass d'Sanéiere vum Ofwaasser vun den Uertschaften aus der Regioun vun der Ënnermusel, dat Ganzt mat engem Réseau vu Kollekteren an enger grousser Kläranlag an der Industriezon vum Mäerterter Hafen um Territoire vun der Gemeng Gréiwemaacher. Concernéiert si fënnef Gemengen: Stadbriedemes, Wuermer, Lenneng, Gréiwemaacher a Mäertert/Waasserbëlleg. Ech erspueren Iech et elo, déi eenzel Dierfer opzezielen.

An enger Optik vun der Rationaliséierung vun den öffentlechen Investissementer gesäit dëse Projet awer och de Bau vu Sanéierungsmoossnamen am Mäerterter Hafe vir souwéi den Uschloss vun deenen do ugesiedelte Betriber un déi nei Kläranlag. Des Weidere gëtt déi grouss Autobunnraststätt vu Waasserbëlleg un d'Kläranlag ugeschloss.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Ënnermusel ass déi lescht gréisser Regioun hei am Land, déi nach net iwwer eng biologesch Rengegung vun den Ofwässer verfügt. Dëst heescht awer op kee Fall, dass ni Ustrengunge gemaach gi sinn, fir eng Ofwaasserléisung erbäizeféieren. Erlaabt mir duerfir, kuerz e Réckbléck ze maachen op de laangen Historique, deen dës Kläranlag mëttlerweil huet.

Schonn an de 60er Jore vum leschte Jorhonnert si Projete virgeluecht ginn, fir zu Gréiwemaacher bei dem Tennisterrain eng Kläranlag opzeriichten. Well am Ënnermuseldall awer ëmmer méi Uertschaften un déi Kläranlag sollten ugeschloss ginn, ass et ëmmer méi schwéier ginn, fir e gëeegente Site ze fannen, fir d'Kläranlag ze bauen. Ufank den 90er Jore war en zweete Site zu Gréiwemaacher no bei der Mäerterter Autobunnsbretell am Gespréich. Mä dëse Projet ass fale gelooss ginn, well et ze no un de Wéngerte louch.

1997 war e Projet fir eng Kläranlag am Mäerterter Hafen ausgeschafft ginn, déi awer just d'Kläre vum Ofwaasser vun de Gemenge Gréiwemaacher a Mäertert virgesinn huet.

1999 huet déi Wuermer Gemeng hiren Interessi manifestéiert, eng Kläranlag zesumme mat de Gemenge Gréiwemaacher a Mäertert ze bauen, awer nëmme fir d'Ofwaasser aus der Uertschaft Meechtem. Dëst war och de Startschoss fir Gespréicher, déi sollten zu engem eenzegen interkommunale Syndikat féiere fir engersäits d'Verdeelung vum Drénkwaasser an anerersäits d'Kläre vum Ofwaasser. Well dës Gespréicher awe r leider net zum gewënschten Zil gefouert hunn, ass dunn emol de SIDERE, en interkommunale Syndikat fir d'Drénkwaasserverdeelung, gegrënnt ginn.

Eng Analyse comparative aus dem Joer 2001 hat verschidde méiglech Sitë fir eng Kläranlag fir Meechtem, Maacher a Mäertert uginn. Op der Hëttermillen sollt eng Anlag fir d'Ofwaasser vu Stadbriedemes bis op Ohn entstoen. Dat ass awer och fale gelooss ginn.

Schlussendlech huet am Joer 2004 de Regierungsrot sech fir en eenzege Site am Hafe vu Mäertert op dem Terrain vun der Gemeng Gréiwemaacher ausgeschwat. Am selwechte Joer huet och d'Gemeng Lenneng hire Wonsch geäussert, bei dësem Projet matzemaachen.

Et huet also missen eng Struktur geschafe ginn, fir dee gemengeniwwerschreidende Projet aus den Uertschafte vun deene fënnef concernéierte Gemengen ze realiséieren. Esou ass am Joer 2007 de regionalen Ofwaassersyndikat SIDEST vu 17 Gemengen aus dem Osten an dem Zentrum vum Land gegrënnt ginn, fir dëse Projet souwéi och aner Projeten am Beräich vun der Ofwaasserbehandlung an der ganzer Regioun duerchzeféieren.

Fir dëse Projet op der Ënnermusel huet de SIDEST den 8. Dezember 2008 e Contrat de bail mat der Hafegesellschaft ofgeschloss, esou dass déi konkret Planung konnt endlech ufänken.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, firwat ass dësen zesummenhängende Projet esou wichteg? Haut fléissen all d'Ofwässer vun den Uertschafte vun der Ënnermusel ouni Rengegung an d'Musel, wat net konform ass zur europäescher Richtlinn 91/271/CEE vum 21. Mee 1991, wou virgeschriwwe gëtt, dass all Uertschaften iwwer 2.000 Awunnergläichwäerter bis spéitestens 2005 op d'mannst biologesch gerengegt misste ginn, an Uertschaften iwwer 10.000 Awunnergläichwäerter missten nach eng zousätzlech Nährstoff-Eliminatioun duerchféieren.

Ee Verstoussverfahren duerch d'Netanhale vun dëser Richtlinn ass zurzäit amgaang, an deem natierlech och dëse Projet viséiert ass. Duerfir huet d'Regierung dëst Joer an hirem Programm festgehalen, fir déi Moossnamen, wouzou dëse Projet och gehéiert, prioritär ze behandelen, a fir och eng gutt Waasserqualitéit bis 2015 ze erreechen. Esou ass et och am Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 virgesinn, dat jo bekanntlech d'Objektiver vun der Direktiv 2000/60/CE ëmsetzt.

Dëse grousse Projet beinhalt den Uschloss vun den Uertschaften aus de fënnef concernéierte Gemengen un d'Kläranlag, déi fir eng Rengegungscapacitéit vu 47.000 Awunnergläichwäerter am Hafe vu Mäertert ausgeluecht ass. Dobäi sinn 2.800 Awunnergläichwäerter fir Stadbriedemes, 8.000 fir Wuermer, 3.400 fir Lenneng, 13.600 fir Gréiwemaacher a 15.000 fir Mäertert/Waasserbëlleg virgesinn.

Och sollen 1.800 Awunnergläichwäerter bereet gehale ginn, fir Schlämm unzehuele vu mechaneschen Anlagen oder vu chemeschen Toiletten. Enger Belaaschtung vu 6.300 Awunnergläichwäerter aus dem Wäibäu gouf och Rechnung gedroen. Doranner sinn awer net déi staark verschmotzten Trübstoffer aus der Wäinhierstellung enthalen, déi an de Méint September bis Dezember an der Kellerwirtschaft ufalen. Dës mussen iwwer en anere Wee entsuergt ginn.

Fir d'Realiséierung vum gesamte Projet musse 35 Kilometer Ofwaassersammler, 18 Reewaasserbehandlungsbasëngen an néng Pompelstatioune laanscht d'Musel gebaut ginn, fir d'Ofwaasser bis op de Site vun der Kläranlag ze bréngen. All Kollektere

laanscht d'Musel sollen zesumme mat dem Stroossebau respektiv mat dem Uleeë vun der Vëlospist gemaach ginn, wat natierlech wirtschaftlech gesi méi interessant ass.

Och ass virgesinn, déi provisoresch Kläranlag vun der Aire de Wasserbillig kuerzzeschléissen an dat staark belaaschtend Ofwaasser och un déi nei Kläranlag unzeschléissen. Och sollen d'Ofwässer vun de Betriber - wéi ech scho sot - am Hafe vu Mäertert iwwer e lokale Réseau gesammelt ginn an iwwert d'Kläranlag fléissen.

Well d'Kläranlag direkt nieft den touristeschen a Fräizäitinstallatioune vun der Stad Gréiwemaacher läit, mussen d'Bauwierker all agehaust ginn an d'Ofloft behandelt ginn, fir d'Noperschaft net ze belästegen.

Wat elo de finanziellen Ënnervolet ugeet, beleeft sech de ganzen Investitiounsvolumen op ronn 101 Milliounen Euro. Engersäits entfalen dovu 65,4 Milliounen Euro op de Sammlersystem, deen aus de Pompelstatioune besteet, de Reebehandlungsbaséngen an de Kollekteren. Dës ginn dann och zu 90% subventionéiert iwwert de Waasserfong, an zwar mat 54,3 Milliounen Euro.

D'Erneierung vum Stroossebelag an d'Offéierung vum Stroossereewaasser ginn iwwert de Stroossefong bezuelt, wat dann 1,5 Milliounen Euro ausmécht. Anerersäits sollen och Moossname geholl ginn, fir dat proppert Waasser aus de Schmotzkanäl erauszehalen. Dës Moossname ginn op 4,2 Millioune geschat a ginn zu 50% iwwert de Waasserfong bezuschusst.

Des Weideren ass och virgesinn - wéi scho gesot -, fir d'Autobunnraststätt vun der Aire de Wasserbillig unzeschléissen. Do beleeft sech de Käschtepunkt op 960.000 Euro. Fir d'Betriber am Mäerterter Hafe beleeft sech de Käschtepunkt op 752.000 Euro. Dat gëtt iwwert den Article budgétaire 52.1.73.020 vum Bauteministère bezuelt.

Finalement, wat d'Kläranlag selwer ugeet, gëtt do mat Ausgabe vu 34,8 Milliounen Euro gerechent, woubäi 29,5 Milliounen iwwert de Waasserfong bezuschusst solle ginn an 2,6 Milliounen iwwert de Fonds des routes, fir d'Quote-part vun 3.500 Awunnergläichwäerter vun der Aire de Wasserbillig ofzedecken.

Dësen ambitiéise Projet, dee sech iwwer zwielef Joer wäert hinzéien, mat engem gesamte Käschtepunkt - wéi ech scho sot - vun 101 Milliounen, woubäi de Stat mat 89,6 Milliounen intervenéiert, gëtt vum nach relativ jonken a performanten Ofwaassersyndikat SIDEST koordinéiert an ausgeféiert, an dat an Zesummenaarbecht mat verschiddene Bureaux d'études.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, erlaabt mer, fir ofzeschléissen, nach e Wuert zu den Avisen, déi zu dësem Projet erakomm sinn. Souwuel d'Chambre des Métiers wéi d'Chambre de Commerce an och de Statsrot begréissen dëse Projet a gesinn et och als richteg un, d'Aarbechten elo am Moment vun der Wirtschaftskris virunzedreiwen an domadder eis Betriber ze ënnerstëtzen.

Wéi Der gesitt, hu mir et hei mat engem ganz groussen Investitiounsprojet ze dinn, deen et erlaabt, ee vun de leschte Maillonen an der Ofwaasserrengegung hei am Land zouzemaachen. Ouni Zweifel wäerten d'Fëschbestänn an der Musel souwéi d'ganz Flora a Fauna am Museldall vun der beschter Waasserqualitéit profitéieren. Aus dësem an all deenen anere Grënn, déi ech elo am Laf vu mengem Exposé opgezielt hunn, bieden ech Iech, dëse bedeitende Projet ze stëmmen.

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt ufanks direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Raymond Weydert, félicitéiere fir säin exzellenten an explizite mëndlechen a schréftleche Rapport.

Här President, 1961 huet d'UdSSR mam Juri Gagarin deen éischte Mënsch an de Weltall geschéckt. An hei zu Lëtzebuerg? Mä do ass e puer Méint virdrun deen éischte Projet virgeluecht ginn, fir eng Kläranlag am ënneschte Laf vun der Musel ze bauen. An der Zwëschenzäit ass de Mënsch um Mound gelant, et gëtt bemannte Raumstatiounen am All a mir hu Sonden op de Mars an op d'Venus geschéckt. An zu Lëtzebuerg? Do diskutéiert d'Parlament elo bal 50 Joer no dem éischte Projet endlech iwwert de Projet de loi fir de Bau vun enger Kläranlag op der Musel!

Här President, wann den technesche Fortschrëtt esou séier géif virugoe wéi d'Aarbechten an dësem Dossier, ech sinn iwwerzeegt, da géif d'Mënschheet d'Stären nach haut vun ënne misse kucken. Et ass dofir mat engem gemëschte Gefill, wou ech haut hei schwätzen.

Natierlech ass d'DP frou, dass endlech de Wee fräi ass, fir eng Kläranlag zu Gréiwemaacher ze bauen, mä et ginn awer och e puer Bémolen, déi een hei muss ufügen.

Déi 50 Joer Diskussioune weisen, wéi schwéierfälleg eist Land ginn ass, wa Projete mussen op de Wee bruecht ginn, wou ënnerschiddlech Verwaltungen, de Stat an d'Gemenge mussen un engem Dësch sëtzen. De Schued dréit an dësem Fall eis Natur. Awer net nëmmen.

Wéi wëlle mer Touristen an eist Land brëngen, wa Lëtzebuerg an de Schlagzeile steet, well mer elo e bloe Bréif vu Bréissel kréien? Wéi wëlle mer Touristen an eist Land kréien, wa mer vun der EU kritiséiert ginn, dass mer d'Qualitéit vun eise Gewässer net kënne garantéieren? Do kënne mer nach esou vill Imagecampagnen an der Groussregioun maachen; e bloe Bréif, an all Ustrengunge sinn hin.

Déi geplangte Kläranlag soll dann elo och an d'Géigend vun enger vun den Haaptattraktioune vu Maacher, dem sougenannte Päiperlékshaus, kommen. Et wäert wuel eng vun deene groussen Erausfuerderunge vun dësem Projet ginn, fir dass mer dës Anlag esou kompakt wéi méiglech bauen, fir kënnen déi negativ Auswierkungen op d'Ëmgéigend ze minimiséieren. Nëmme wann dat geléngt, wäert et keng negativ Répercussiounen op den Tourismus ginn.

Déi laang Planungs- an awer och Realisatiounszäit werft awer och nach aner Froen op. Wéi wëlle mer et do fäerdeg brëngen, um leschte Stand vun der Technik ze bleiwen? Déi geplangten Installatioun wäert eleng 25 Kilometer Drockleitung laanscht d'Musel hunn, néng Pompstatiounen - de Rapporteur huet et scho gesot -, 18 Rückhaltebecken.

Op ville Plazen am Land geet den Trend awer nees och a Richtung vu méi klengen Anlagen amplaz vun enger grousser. D'Fro stellt sech also, ob dëst am virleiende Fall net och de bessere Choix gewiescht wär.

Och stellt d'DP an dësem Kontext d'Fro, wéi et mat deene villen anere Kläranlagen am Land ausgesäit, déi moderniséiert misste ginn. Ech hu mer soe gelooss, vun 270 Kläranlage missten der iwwer 100 reparéiert oder souguer ofgerappt an ersat ginn. Wéi gesäit et also um nationale Plang aus? Mä vläicht kann den Här Minister eis herno dozou e puer Wuert soen.

An da wësse mer haut och schonn, dass de Bau vun den Ofwaasserleitunge laanscht de Muselkanal wäert schwiereg ginn, opgrond vun de Buedemgegebenheeten op der Musel. Do nämlech hu mer schonn negativ Erfahrunge mat deene Buedembeschafenheete gemaach bei groussen Infrastrukturprojeten.

Ech wëll just un den Tunnel Markusbierg erënneren, wou regelméisseg Waasserinfiltratiounen derzou féieren, dass den Tunnel muss zougemaach ginn, fir de Stroossebelag ze flécken. Op nationalem Plang hu mer jo och bei der Nordstrooss erlieft, wéi d'Buedembeschafenheet e Projet kann ophalen an och zur gläicher Zäit d'Käschten an d'Luucht dreiwen.

Här President, ech wëll zum Schluss awer och nach betounen, wéi wichteg et war, dass sech 17 Gemengen zesummefonnt hunn an deen interkommunale Syndikat SIDEST gegrënnt hunn. Nëmmen esou war et méiglech, en Direkter mat deem néidege Fachwëssen an der Persoun vum Här Jean-Marie Ries anzestellen, dank deem senger Hëllef a sengem Engagement déi gesetzlech Prozeduren endlech konnte schnell weidergoen. An dat huet och erlaabt, dass mer haut kënnen dee Projet hei stëmmen.

Ech wëll awer och net vergiessen, fir hei de Gréiwemaacher Gemengerot a ganz besonnesch awer och de Schäfferot ze luewe fir seng Bereetschaft, well et ass net ëmmer ganz evident, dass eng Gemeng bereet ass, fir eng Kläranlag fir aner Gemenge mat op hiren Terrain ze huelen.

Dat gesot, Här President, ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem ganz wichtege Projet fir d'Musel. E Projet, wéi gesot, wou mer jorzéngtelaang drop gewaart hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Uewermusel kritt och elo endlech d'Ënnermusel eng Kläranlag. Zënter der Kanaliséierung vun der Musel ass no enger Plaz an no engem rationelle Konzept gesicht ginn, fir deen heite Projet ze realiséieren. E groussen ekologesche Schwaachpunkt vu Lëtzebuerg gëtt elo behuewen. Selbstverständlech net vun haut op muer, mä am Laf vun deenen nächsten zwielef Joer soll eng Kläranlag mat deem Netz vun de Kollekteren an Opfangbecke komplett fäerdeg sinn. D'Gemenge ginn no an no ugeschloss.

Ech soen dem Rapporteur, dem honorabelen Här Raymond Weydert, Merci fir de komplette schréftlechen a mëndleche Rapport, dee mir et erlaabt, fir mech op déi Haaptaspekter ze beschränken, déi besonnesch interessant sinn: éischtens, d'Plaz; zweetens, d'Capacitéit; drëttens, d'Gestioun.

Zur Plaz. Et war an der Diskussioun, fir d'Kläranlag bei d'Autobunn tëschent Mäertert a Maacher ze bauen. Dann hätt misse vun der Musel eropgepompelt gi wéinst deem groussen Héichtenënnerscheed. Dat wier technesch zwar méiglech gewiescht, mä enorm deier ginn.

Eng zweet Méiglechkeet, géint déi eng Ënnerschréftesammlung gelaf ass, war, fir de Komplex Kläranlag an de Wäibauperimeter tëschent Mäertert a Maacher ze implantéieren. Déi Kombinatioun vu Schmotzwaasserentsuergung an Drauwen zille wär net glécklech gewiescht an ass op Drock hi fale gelooss ginn.

An als drëtt a lescht Méiglechkeet ass dunn den Hafenareal bliwwen. Iwwert dës Léisung waren d'Hafegesellschaft an och de Wirtschaftsministère net ganz glécklech. Den Areal ass schliesslech en Deel vun där Industriezon, an där Betriber sollen ugesiedelt ginn, déi mat dem Transport um Waasser, mat der Schëfferei ze doen hunn.

D'Entscheedung ass elo gefall, an d'Fro no engem méiglechen Ausbau vum Mäerterter Hafe wäert an deenen nächste Wochen och hei an der Chamber gestallt ginn am Kader vun anere Gesetzer.

Zur Capacitéit. D'Kläranlag huet eng Capacitéit vu 47.000 Einwohnergleichwäerter fir eng Populatioun vun 19.359 Leit. Si entsuergt néng Uertschaften aus fënnef Gemengen, a si entsuergt och Industrierespektiv Gewerbezonen: den Hafe selwer, Potaschbierg, d'Aire de Wasserbillig, dat heescht d'Grenzstatioun op där Autobunn mat där grousser Makadamfläch. Dës Kläranlag ass wierklech e grousse wichtege regionale Projet. Et huet laang, ze laang gedauert, bis datt e konnt realiséiert ginn.

E puer Wuert zu der Gestioun vun der Kläranlag. De Gemengesyndikat SIDEST iwwerhëlt d'Gestioun. De Syndikat regruppéiert am Moment 17 Gemengen. Déi nei Kläranlag gëtt also vun engem grousse performante Syndikat geleet, professionell vu Spezialisten.

Am Laf vun deenen nächsten zwielef Joer gëtt also op der Route du vin an am Hannerland vun der Musel vill geschafft. Ech wollt de Minister froen, ob am Kader vun deenen Aarbechte profitéiert gëtt, fir aner Infrastrukturen ze bauen, wéi zum Beispill eng Vëlospist laanscht d'Musel, déi zënter Joren an der Diskussioun ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ofwässer, déi an d'Our an an d'Sauer ginn, si gekläert. Déi lescht Chamber huet d'Kläranlag fir d'Uewermusel gestëmmt, a mir stëmmen elo déi fir d'Ënnermusel. Wat d'Propretéit vun eise Grenzflëss ugeet, brauche mir ons net méi ze schumme vis-à-vis vun eisen däitschen a franséischen Noperen. Selbstverständlech stëmmt d'LSAP dëse Projet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, dann als véierte Miseler, well de Rapporteur ass jo och scho bal en hallwe Miseler, deem ech heimadder wéilt Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass praktesch alles scho gesot ginn zu dësem Projet, esou dass ech mech a sech och wëll kuerzfaassen. Ech hoffen, dass dee Projet, deen als éischt op zwielef Joer ugesat ass, och dann esou séier wéi méiglech ëmgesat gëtt, an dass mer dann och endlech dovunner kënnen dreemen, dass mer, wéi den Här Minister gesot huet op enger anerer Veranstaltung, an d'Musel erëm eng Kéier de Kappsprong kënne maachen.

Ech wëll awer vläicht nach op puer Saachen agoen. Virdrun huet den Här Wagner dervu geschwat, dass mer eis schwéiergedoen hunn, fir dee Projet hei ëmzesetzen. Ech muss awer drun erënneren, dass a sech d'Musel ni eng Prioritéit duergestallt huet, fir eng Kläranlag dohinner ze kréien.

Firwat keng Prioritéit? Ma well d'Ofwaasser natierlech vun de Muselgemengen an eng immens héich Capacitéit vun engem Floss eragaangen ass, a mer ëmmer gesot hunn: Okay, d'Musel wäert eis dat da scho léisen. Dofir sinn a sech am Land éischter déi kleng Flëss virgeholl ginn, fir dat da kënnen ëmzesetzen.

Ech muss awer och do, mengen ech, dem Här Wagner widderspriechen oder en zumindest ergänzen. Wa mer den Drock vu Bréissel net esou gehat hätten, fir eben an deem Beräich eppes ze maachen, fäerten ech, da wäre mer op der Musel nach net allze wäit, dann hätte mer eis nach ëmmer op déi Musel verlooss, fir eist Ofwaasser vun de Muselgemenge kënne lasszeginn. Mir hunn eis a sech vill ze laang an d'Täsch gelunn, well d'Käschten hu mer der Ëmwelt iwwerlooss, esou an der Hoffnung, dass dat och alles kann do gemaach ginn.

Ech wollt awer just kuerz op een Avis agoen, den Avis nämlech vum Statsrot, well en am Avis och do falsch eriwwerkomm ass. Nämlech de Statsrot huet a sengem Avis geschriwwen, dass d'Käschten oder d'Differenz vun de Käschte vun deenen zwou Kläranlagen op der Musel extrem ënnerschiddlech wären, an en huet bemängelt, dass insbesondere d'Kläranlag vun der Uewermusel a sech ze deier wär.

Mir hunn an der Kommissioun doriwwer diskutéiert an och debattéiert, an et ass ganz kloer erauskomm, dass de Statsrot do falschläit an dass en do a sech Äppel mat Biere verglach huet. Nëmmen zum Verglach: D'Kläranlag vun der Uewermusel kascht dann 2.600 oder 2.800 Euro pro Awunnergläichwäert; déi vun der Ënnermusel 1.900 pro Awunnergläichwäert.

Et kéint een also a sech de Schluss zéien, dass d'Kläranlag vun der Uewermusel vill ze deier wär. An der Kommissioun hu mer dann natierlech doriwwer diskutéiert, dass zum Beispill eng Kläranlag am Norde 4.000 Euro pro Awunnergläichwäert kascht.

A sech ass dee Verglach falsch. An duerfir wëll ech och dat, mengen ech, riichtbéien. Nämlech d'Waasserwirtschaftsverwaltung huet mëttlerweil e ganz gutt Instrument, fir eben déi ënnerschiddlech Kläranlage mateneen ze vergläichen. Si ginn a sech vun Eenheetspräisser pro Bauwierk aus.

Wann een eng Kläranlag wëllt matenee vergläichen, da muss ee vun den Eenheetswäerter vun de Bauwierker, vun der Längt vun de Kollekteren, vun de Réckhaltebecke vum Reewaasser an esou weider ausgoen. An da gesäit de Verglach natierlech ganz anescht aus. Esou dass een d'Kläranlagen net op hire grousse Wäert oder den Endwäert ka vergläichen, mä wierklech déi eenzel Bauwierker matenee soll vergläichen.

Ech wëll awer dann och dervu profitéieren… Den Här Gusty Graas schreift ëmmer an hirer Fëscherzeitung, dass d'Musel nach ëmmer net propper wär. Natierlech ass se nach net propper, mä zumindest d'Kläranlag vun der Uewermusel ass elo am Probebetrieb. Säit dräi Woche funktionéiert se mat den Ofwaassere vu Réimech a vun Nenneg; also Nenneg vis-à-vis vu Réimech. A wann dee Probebetrieb gutt eriwwergeet, da kënnt Der dann ab dem 1. Februar zumindest op der Héicht vu Réimech onbedenklech mat Äre Fëscher dohinner erëm ouni Problemer fësche kommen.

Ech wëll zum Schluss dem Rapporteur an natierlech och dann dem Syndikat SIDEST alles Guddes wënsche fir e schnellt Ëmsetze vun dësem Projet a ginn natierlech dann den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci. Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass e Projet, wou bis elo nëmme Kolleegen aus dem Osten erausgaange sinn, mä vu datt mäi Kolleeg Roby Mehlen net méi ënner eis ass,…

(Interruption)

…muss da vun eis een aus dem Süden erausgoen, deen awer am Oste gebuer ass.

(Interruption)

Voilà! Här President, ech wëll och fir d'éischt vun eiser Säit aus dem Kolleeg Raymond Weydert Merci soe fir säi mëndlechen a virun allem och säi schréftleche Rapport iwwert dëse Projet, mengen ech, wou mer alleguer heibanne frou sinn, datt mer en haut hei kënnen diskutéieren an och stëmmen.

Eng Kläranlag fir d'Ënnermusel fir d'Gemenge Stadtbriedemes, Wuermer, Lenneng, Maacher a Mäertert souwéi den Hafe vu Mäertert an d'Autobunnstatioun vu Waasserbëlleg, déi elo alleguer un dës grouss Kläranlag vun der Ënnermusel sollen ugeschloss ginn. Et muss ee wëssen, datt bis elo - an dat huet de Rapporteur och gesot - de Gros vun deenen Ofwässer aus där Géigend ongekläert oder nëmmen zum Deel gekläert an d'Musel gelaf sinn.

Bei deem Projet hei schwätze mer vun enger Kläranlag mat engem relativ groussen, importente Chiffer vu ronn honnert Milliounen Euro, wat ëmmerhin, wa mer zréckdenken, véier Milliarden ausmaachen. Do gesäit een, wéi vill datt an de Buedem investéiert gëtt. An et ass jo net nëmmen d'Kläranlag, mä dat sinn och déi Kollekteren, déi zur Kläranlag féieren; et sinn d'Réckstaubecken; et sinn d'Pompelstatiounen. Alles dat, wat mat enger Kläranlag zesummenhänkt.

Ganz dacks hunn d'Politiker jo d'Tendenz ze investéieren a Projeten, déi iwwert dem Buedem stinn, déi ee gesäit an déi een och méi flott aweihe kann, wou d'Leit méi kënne profitéieren. Mä déi hei Projete sinn op d'mannst esou wichteg wéi déi Projeten iwwert dem Buedem, well se nämlech eiser Natur zeguttkommen. An duerfir ass et wichteg, datt mer eis och bewosst sinn, datt mer dës Kläranlage musse bauen.

Mir hunn an de leschte Wochen heibanne ganz vill iwwert d'Prioritéite geschwat, wat d'Investitiounen ubelaangt. Fir eis als ADR ass d'Investitioun an d'Kläranlag eng vun deenen éischte Prioritéiten, déi muss bäibehal ginn a wou mer net däerfen drop bremsen.

Et ass eiser Meenung no scho quasi bal blamabel fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat sech no baussen ëmmer als eent vun deene räichste Länner vun der Welt presentéiert, datt mir momentan nach net all eis Ofwässer hei am Land gekläert hunn.

Wann een och vun eiser Säit aus an der Vergaangenheet, an och wahrscheinlech an Zukunft, sech emol kritesch vis-à-vis vun Europa äussert, esou muss een awer soen, datt mer an dësem Projet oder an dëser Politik frou sinn, datt mer Europa hunn, well Europa eis am Fong forcéiert a gedrängt huet, fir massiv an eis Ofwaasserinfrastrukturen ze investéieren, an eis Délaien a Kritäre festgesat huet, datt mer zu bestëmmten Datumer och bestëmmte Kritäre mussen erfëllen. Dat ass zwar och gutt esou, a mer sollen eis och als Zil setzen, fir dat ze erreechen.

Ech fäerten awer ganz, datt mer dat net wäerten erreechen, well mer wëssen - an de Kolleeg Carlo Wagner huet et elo éinescht hei ugedeit -, datt mer 50 Joer heirunner gedoktert hunn. An alleguer déi, déi gemengepolitesch Responsabilitéiten hunn, wëssen, wéi laang datt et hei am Land dauert, bis bei enger Kläranlag am Fong den éischte Spuetestéch gemaach gëtt. Et brauch ee vill, vill, vill méi laang an der Planungsphas, wéi een am Fong brauch fir d'Phas, fir et ze realiséieren.

Duerfir ass et awer wichteg, datt mer an déi hei Richtung investéieren, virun allem als e Land, wat och gären Tourismus heihinner zitt. An ech mengen, et ass scho blamabel, wann een als Land wëllt Tourismus heihinner kréien, virun allem och, wann ee wëllt e Campingstourismus maachen, wa mer vun eise schéine Landschafte schwätzen am Norden, am Oste vum Land, wou d'Flëss lafen, wou mer och gären hätten oder gäre gehat hunn, datt d'Leit schwamme ginn, an et muss een da soen: Bei eis däerft Der net schwamme goen, well eist Waasser net deene Kritären entsprécht, déi et nun emol ebe misst hunn, fir kënnen och dra schwammen ze goen.

Ech mengen, dat ass blamabel fir eis als Land. An duerfir ass et wichteg, datt mer doranner investéiere fir engersäits eist Waasser, an dat ass dann net nëmme fir d'Leit, mä et ass och fir de Fëschbestand wichteg. Ech mengen, et soll een och dorunner denken, datt mer haut bal eis net méi kënnen och trauen, wa mer emol Fësch fänken, déi ze iessen, well se aus verschmotzte Gewässer kommen. Duerfir, wéi gesot, ass et schonn enorm wichteg, datt mer doranner investéieren.

Et ass och esou, datt mer mat där Waasserwirtschaftsrichtlinn, déi mer ëmgesat hunn, wou d'Gemenge jo elo amgaange sinn, an dat héiert ee jo elo iwwerall an den Diskussiounen, datt d'Taxen ugepasst ginn, gehéicht ginn. An der Regel ass et souwuel fir d'Waasser wéi fir d'Ofwaasser.

A souwuel fir d'Waasser wéi d'Ofwaasser geet jo een Deel, eng Kéier 19 Cent an eng Kéier 10 Cent, déi un de Stat weidergeleet ginn, och an de Waasserfong. Esou datt och iwwert dee Wee d'Regierung jo am Fong garantéiert Recetten an deenen nächste Jore kritt, fir och kënnen a priori dann heiranner ze investéieren, an dann och d'Garantie ze hunn, fir datt déi Investitiounen, och wa mer a Krisenzäiten eraginn, awer finanziell ofgedeckt ginn. Ech wëll net hei nach eng Kéier d'Diskussioun opmaachen iwwert de Waasser- oder den Ofwaasserpräis; dat hu mer hei gemaach. Mä ech mengen, hei kritt de Stat een Deel dovunner eran.

Ech wär awer frou, wann den Här Minister eis herno géif hei eng Rei vun Informatioune ginn. An zwar, wann den Här Minister eis kéint herno soen, ob et en Inventar gëtt, wat nach hei am Land vu Kläranlage feelt, wat fir eng Kläranlage missten erneiert oder verbessert oder ausgebaut ginn, a wat do géif de Gesamtkäschtepunkt - dat ass sécherlech en enorme Chiffer, deen dat wäert ausmaachen - ausmaachen, an a wat fir enger Zäitspan d'Regierung virgesäit, fir déi Investitioune virzehuelen, an awer och, ob de Minister mengt, datt mer déi vun der Europäescher Unioun virgeschriwwen Délaien a Kritären och an deenen Délaie kéinte respektéieren.

Dat sinn nach e puer Froen, déi ech un d'Regierung vun eiser Säit aus hätt. Wéi gesot, et ass e Projet, deen deier ass. Mä et ass eng gutt Investitioun a fënnt duerfir och selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der ADR.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. An elo kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Vote vun dësem Projet de loi iwwer eng Kläranlag op der Ënnermusel huet sécherlech e symbolesche Charakter, well wat eng Selbstverständlechkeet misst sinn an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat een héije PIB schreift, gëtt elo effektiv wouer. Eis Musel, déi schonn an de 60er Jore kanaliséiert gouf, gëtt elo definitiv och gekläert.

An dass dat eppes kascht, dat wësse mer alleguerten. An dass et esou laang gedauert huet, gëtt haut opgeworf. Do kann ech nëmme soen, dass do d'Regierung hire Maximum gemaach huet, dass et soll esou schnell wéi méiglech goen.

Well et muss een ëmmer wëssen - an ech mengen, den Här Gibéryen misst dat och wëssen als fréiere Gemengepapp -, dass d'Kompetenz vum Waasser bei de Gemengen ass, an och vum Ofwaasser, an dass net fir näischt de Stat oder d'Regierung am Joer 1999 an d'Budgetsgesetz schreiwe gelooss huet, dass d'Gemengen 90% bei Kläranlage kréien, fir eben d'Gemengen ze incitéieren, dass se an dësem Beräich sollen...

(Interruption)

Ech géif gär mäin... Jo, zum Schluss.

Well et ass net fir näischt, dass d'Regierung 90% aschreiwe gelooss huet an d'Budgetsgesetz, fir d'Gemengen ze incitéieren, dass se an deem Beräich effektiv net séier genuch weiderkommen. An haut si mer weiderkomm an haut hu mer eng kloer Strategie. Déi kéint een einfach résuméieren: An deene leschte fënnef Joer gouf esou vill wéi an deene leschte 15 Joer virdrun investéiert a Kläranlagen, wat beweist, dass et elo méi séier geet.

Mä Tatsaach ass, dass mer laang gebraucht hunn, dass et eng gewëssen Zäit gebraucht huet, bis d'Gemenge verstanen hunn, dass ee misst eng regional Approche kréien och am Kläre vum Waasser. An duerfir wollt ech Merci soen eben all deene Leit, déi sech dru bedeelegt hunn, dass definitiv elo dës Kläranlag kann haut an hei vun Iech gestëmmt ginn.

Ech hu mech an der leschter Mandatsperiod vill engagéiert. Ech hu misse wivillmol mech mat der Maacher Gemeng gesinn, fir all déi Problemer, déi do nach waren, ze klären, dass dee Standuert konnt definéiert ginn. Déi staatlech Instanzen hu sech och mat agespaant, fir déi Kläranlag am Mäerterter Hafen ze garantéieren.

An och an de Gemenge war ech op d'Plaz. An ech hunn och do misse méi wéi eng Kéier mat hinne schwätzen, dass se d'accord waren, an de SIDEST ze klammen, den Ostsyndikat vu Kläranlagen, wou jo dann de President dovun, de Raymond Weydert, haut hei Rapporteur ass.

Et ass eng gutt Initiativ vun den Ostgemengen. An ech géif se och derzou opruffen, éischtens, och an anere Beräicher sech zesummenzedinn an och dat doten am Esprit ze maache vun der Réorganisation territoriale, déi mer ustriewen hei am Land. Ech hoffen, dass se elo gesinn, wéi gutt dat ass, wann een zesummeschafft, dass se dat dann och vläicht huelen, fir an anere Beräicher sech zesummenzefannen.

Et ass also wichteg, dass dat heite Beispill, wat hei gi gëtt, weidergeféiert gëtt. Et ass am Intérêt vun där ganzer Musel. An duerfir wär et och am Intérêt vun der Musel, wann och déi Gemengen aus dem Haff Réimech… Ech mengen, de Buergermeeschter vu Réimech mécht elo schonn déck Baken, mä et ass awer esou. Ech wär frou,...

Une voix.- Oh, la la!

(Hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Ech wär frou,…

Am gudde Sënn vum Wuert: déck Baken. Solle mer dann esou soen: E seufzt eng Kéier?

Ech géif mer wënschen, wann hien och mat senge Gemenge ronderëm, wa si géifen de Wee an dëse flotte Syndikat fannen.

(Interruption)

Une voix.- Aaahhh!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Dat géif, mengen ech, och derzou bäidroen, dass de Waasserpräis kéint an där Regioun, wat d'Drénkwaasser an d'Ofwaasser ugeet, dass een, wann een do Synergië sicht, dee sécherlech kann drécken. An ech wëll och haut net op déi ganz Problematik agoe vum Waasserpräis a vu soss Saachen. Ech mengen, mir kréien oft genuch d'Geleeënheet, iwwert d'Waasser hei an der Chamber ze schwätzen.

Ech wëll awer dem Här Gibéryen soen, dass mer ganz kloer wëssen, wo es laanggeht betreffend den Inventar vu Kläranlagen. Ech géif him och soen, e soll den Owend an déi véiert Plenar- an Informatiounsversammlung kommen op Nidderaanwen bei dem Raymond Weydert seng Gemeng, well do gëtt den Owend de Bilan gemaach vun de sougenannte Moossnameprogrammen.

Dat sinn am Fong geholl déi Moossnamen, déi mer mussen hei am Land huelen, fir eis Gewässer propper ze kréien op den Horizont 2015. Mir hätte jo gär chemesch an ekologesch propper Gewässer. Et ass eng Obligatioun vun der EU. An do ass den éischte Stéchdatum 2015. En zweete Stéchdatum ass 2021, an een drëtten 2028. Do hu mer also eng ganz kloer Strategie, wéi mer dat wëlle maachen. An dat wäert och nach vill Geld kaschten.

Wann Der den Owend dohinner kommt, déi Deputéierten, déi haut hei all sinn - ech wär frou, wa se kéinten zahlreich dohinner kommen -, da kréie se am Detail erkläert, firwat dass mer nach musse bis 2027 980 Milliounen Euro - ech soen et nach eng Kéier: 980 Milliounen Euro - am Waasserberäich investéieren, fir dee fit ze maache fir d'Erausfuerderunge vun der Directive-cadre vum Waasser vun der EU.

Dir gesitt also, mir hunn e stramme Programm, a mer hu vill Suen, déi mer nach brauchen. A mer wäerten och nach vill Diskussiounen an deem Beräich hei kréien, wéi et soll weidergoen, a wou solle Prioritéite gesat ginn a wou net.

Ech sinn och frou, dass mer mat dësem Gesetz eventuell dat Geriichtsverfahren, dat mer am Kader vun der EU-Direktiv kritt hätten, betreffend d'Kläranlage vun iwwer 10.000 Einwohnergleichwerten, kënnen heimat stoppen. Dat ass eng wichteg an eng gutt Saach, wa mer dat elo fäerdeg bréngen.

Ech wollt och nach dem Här Gibéryen zu deene Präisser, wou e gesot huet vun 10 Cents an 19 Cents, soen, dass et 10 Cents sinn a wahrscheinlech fir d'Ofwaassertax et tëschent 12 a 14 Cents sinn. Et sinn net 19 Cents. Et ass manner. Hie kann dat net wëssen. Ech wollt him dat also informativ matdeelen. Mir hunn dat no ënne reviséiert. Mä sécherlech ginn déi Suen eleng net duer, largement net duer, fir déi 980 Milliounen, déi nach mussen investéiert ginn, fir an dësem Beräich dann eben déi Normen ze erfëllen, déi vun eis erwaart ginn. Kloer ass et, dass nach vill Sue mussen ausgi ginn an deenen nächste Joren.

Kloer ass et, wann een haut seet „Ende gut, alles gut", ass dat sécherlech e gudde Fazit. Mä kloer ass et awer och, dass een haut net nëmmen däerf an d'Hänn klappen a soen: „Et ass eng gutt Saach, dat do ënnerstëtze mer." Et muss ee wëssen, dass e Käschtepunkt hannendrun hänkt, dass domat de Waasserpräis och hannendrun hänkt. Mir sollten eis do zesummen un den Dësch setzen, fir ebe Léisungen ze fanne fir eist Land, dass mer am Waasserberäich eng modern, nohalteg Politik maachen, wou de Pollueur-payeur an den Utilisateur-payeur am Mëttelpunkt stinn, an déi dann eben deementspriechend musse bezuelen. Dat ass, mengen ech, d'Aart a Weis, wéi een d'Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg sollt strécken.

Duerfir nach eng Kéier ofschléissend Merci alleguerten deene Leit, déi eng Hand mat ugepaakt hu bei dësem wichtege Projet de loi eben, deen et eis erméiglecht, definitiv och eis Ënnermusel, nodeem eis Uewermusel jo iwwer e Projet gemaach gëtt vu Perl/Besch, kënnen ze kanaliséieren. Dat ass wierklech dee richtege Wee. A wa mer an där Richtung sinn, da sinn ech gär derbäi, fir do Neel mat Käpp ze maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. De Vote fänkt un.

(Interruption)

Ah, entschëllegt, den Här Gibéryen wollt nach eng Kéier d'Wuert kréien.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Den Här Minister hat d'éinescht gesot, ech misst jo wëssen, datt d'Gemengen zoustänneg wiere fir d'Ofwaasser.

Här Minister, ech weess dat. Ech war laang genuch do derbäi. Mä ech wollt awer soen, datt, wann d'Kläranlagen net viruginn, dat meeschtens net un de Gemengen hänkt. Well d'Gemenge bezuelen 10% vun de Kläranlagen, an de Stat bezilt 90%. An d'Gemenge bauen d'Kläranlagen eréischt, wa se och wëssen, datt se déi 90% kréien. Ech war selwer 30 Joer an enger Gemengepolitik, an och mir hu 25 Joer gebraucht, net, well mer net wollten, mä well et 25 Joer gedauert huet, bis mer gréng Luucht krute vun der Regierung, datt mer och d'Sue kriten. An dunn hu mer se gebaut.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt. Merci dem Här Gibéryen. Elo komme mer awer zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6063 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert) , Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Scheuer), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den nächste Punkt ass de Projet de loi 5954 iwwert d'Ierfschaftssteier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

2. 5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant

- la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession

- la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass wuel éischter seelen, dass Ännerungen un der Ierfschaftssteier op der Dagesuerdnung vun dësem héijen Haus stinn. Dat ass och gutt esou - net nëmmen am Sënn vun der Rechtssécherheet. Et verwonnert duerfir net, dass dëse Gesetzesprojet Bestëmmungen ännert, déi zum Deel op d'Joer 1817 zréckginn.

Zweck vum Projet de loi 5954 ass et, d'Besteierungstauxe vun dem sougenannten Droit de mutation mat deem vun der Ierfschaftssteier gläichzesetzen. D'Europäesch Kommissioun huet dat an engem Schreiwes un de Lëtzebuerger Stat vum Oktober 2008 ausdrécklech verlaangt. Déi aktuell Gesetzgebung ass op verschidde Punkten net am Aklang mat de Grondfräiheete vun dem europäesche Bannemaart. Si verstéisst géint déi fräi Circulatioun vun dem Bierger an dem Kapital. An, an dësem Fall, Här President, deele mer fir eemol voll a ganz d'Positioun vun der Europäescher Kommissioun a Saachen direkt Besteierung.

Nun, ëm wat geet et genee? De sougenannten Droit de mutation ass déi Steier, déi ufält, wann ee bei eis am Land eng Immobilië ierft, wou de Verstuerwene säi leschte Wunnsëtz am Ausland hat. Déi klassesch Ierfschaftssteier, op Franséisch den Droit de succession, fält dergéint, vereinfacht gesot, un op dat, wat een ierft, wann dee Verstuerwene säi leschte Wunnsëtz hei am Land hat.

Virun 200 Joer hunn dës Ënnerscheeder d'Leit wuel wéineg gekëmmert. Esou grenziwwerschreidend Situatioune waren éischter d'Ausnahm. Haut ass dat net méi en Eenzelfall. Aus enger Rei vu Grënn verschléit et och zum Deel eeler Leit, gewollt oder heiansdo ongewollt, an dat méi oder manner not Ausland, fir hire Liewensowend ze verbréngen. An do kann et bei enger Ierfschaft emol zu béisen Iwwerraschunge kommen. Fir d'Ierfschaftssteier gëtt nämlech den effektive Wunnsëtz gekuckt. Dat heescht, wou ee wierklech wunnt, an net do, wou een zum Beispill op enger fiktiver Adress ugemellt ass.

Wann e Lëtzebuerger zum Beispill zulescht am belsche Grenzgebitt gelieft huet an do stierft, da musse seng Kanner op engem Haus oder Appartement, wat si hei am Land vum Verstuerwenen ierwen, Droit de mutation bezuelen. Hätt de Verstuerwenen dergéint säi leschte Wunnsëtz hei am Land gehat, sou géif an deem Fall keng Ierfschaftssteier ufalen.

Huele mer e konkret Beispill. De Verstuerwene wunnt fir d'lescht zu Arel, an d'Kanner ierwe säin Haus vu ronn 500.000 Euro Verkafswäert zu Stengefort. An deem Fall fält zu Lëtzebuerg bei deem Wäert 4,8% Droit de mutation un. Dat wieren an deem Fall ronn 24.000 Euro, also bal eng Millioun där aler Lëtzebuerger Frang. Hätt dergéint dee gudde Mann oder déi gutt Fra, ier se gestuerwen ass, an hirem Haus zu Stengefort oder soss hei am Land gewunnt, da bräichten d'Kanner keng Ierfschaftssteier ze bezuelen, well mir hu jo bekanntlech hei am Land keng Ierfschaftssteier an direkter Linn, dat heescht tëschent Elteren a Kanner oder Grousselteren an hire Kandskanner, ze bezuelen.

Dësen Ënnerscheed gëtt elo opgehuewen. Mat dem Gesetzesprojet gëtt den Droit de mutation bei enger Ierfschaft an direkter Linn op null gesat. Dat heescht, dass an deem virgenannte Beispill keng Ierfschaftssteier an och keen Droit de mutation op engem Immeubel hei am Land méi muss bezuelt ginn. Et ass an deem Fall egal, ob dee Verstuerwene säi leschte Wunnsëtz zu Lëtzebuerg oder am Ausland hat.

Här President, och bei enger Ierfschaft zwëschent zwee bestuetene Leit oder zwee Leit, déi méi laang wéi dräi Joer gesetzlech gepacst sinn a gemeinsam Kanner hunn, gëtt et bis elo Ënnerscheeder tëschent dem Droit de mutation an der klassescher Ierfschaftssteier, dem Droit de succession. De Basistaux vun dem Droit de mutation ass hei 5%. Dee gëtt mat sougenannten Zéngtel awer erhéicht, jee no Wäert vun dem Immeubel, dat verierft gëtt. Den Taux vun der Ierfschaftssteier, also dem klassesche Droit de succession, ass dergéint null.

Eng Fra, déi zu Réimech vun hirem verstuerwene Mann en Haus vu 500.000 Euro Verkafswäert ierft, wou de Mann säi leschte Wunnsëtz zu Perl an Däitschland hat, misst dorops insgesamt 12%, also bal 60.000 Euro Droit de mutation bezuelen, wa keen Ehevertrag besteet, no deem den iwwerliewenden Ehepartner alles iwwerdroe kritt. Hätt de Mann dergéint säi leschte Wunnsëtz hei am Land gehat, géif keng Ierfschaftssteier ufalen. Och deen Ënnerscheed gëtt mat dësem Gesetz ofgeschaf. Bestuete Leit respektiv Leit, déi an engem gesetzleche Partenariat liewen a gemeinsam Kanner hunn, mussen elo keen Droit de mutation méi bezuelen.

Här President, dat sinn déi zwee Haaptpunkte vun dësem Gesetzesprojet. Déi europäesch Rechtsspriechung huet och nach zwou méi kleng Ännerunge verlaangt. Si hunn e manner fundamentale Charakter. Dës betreffe méi genee d'Berechnungsbasis, op där den Droit de mutation gezu gëtt. Bis elo gouf den Droit de mutation op dem Verkafswäert vun engem Immeubel berechent, ouni dass een dovunner konnt Chargen ofzéien. Bei der Ierfschaftssteier dergéint gi fir d'Berechnungsbasis d'Scholde vun deem Verstuerwene mat a Betruecht gezunn.

Mat dësem Gesetzesprojet gëtt elo och fir den Droit de mutation den Nettowäert agefouert. Et kann een deemno vun dem Bruttoverkafswäert elo och d'Scholden ofzéien. Dëst gëllt fir déi Scholden, déi duerch den Immeubel garantéiert sinn, zum Beispill mat enger Hypothéik. Mä och déi Scholden, déi gemaach goufen, fir den Immeubel ze kafen oder en a Stand ze setze respektiv ze erhalen, kënne vun dem Bruttowäert ofgezu ginn.

Schliesslech féiert de Gesetzesprojet um Niveau vum Droit de mutation en Abattement vun 38.000 Euro an. Dësen Abattement kann op dem verbleiwenden Nettowäert vum Immeubel an Zukunft och nach ofgezu ginn. D'Viraussetzung ass eng Ierfschaft zwëschent zwee bestuetene Leit respektiv Leit, déi zënter méi wéi dräi Joer an engem gesetzleche Partenariat liewen a keng gemeinsam Kanner hunn. Hei läit de Basistaux souwuel bei der Ierfschaftssteier grad wéi beim Droit de mutation nämlech net bei null, mä bei 5%.

Zu gudder Lescht gëtt keen Droit de mutation erhuewen, wann den Nettowäert vum Immeubel ënner 1.250 Euro läit. Dës Franchise gëtt et och scho bei der klassescher Ierfschaftssteier.

Här President, d'Beruffschamberen, déi dëse Gesetzesprojet aviséiert hunn, hunn déi virgeschloen Ännerungen alleguerte begréisst, dat net zulescht opgrond vun enger steigender Tendenz, dass wéinst den héijen Immobiliepräisser hei am Land et ëmmer méi Leit déi Säit d'Grenze féiert. D'Chambre de Commerce ass an hirem Avis och op den Aspekt vun der Ierfschaftsplanung agaangen. Well jee no leschtem Wunnsëtz vum Verstuerwenen entweder hei am Land oder am Ausland gouf et bis elo eng ënnerschiddlech Besteierung vum engem Immeubel zu Lëtzebuerg.

De Statsrot hat sengersäits och kee Problem mat de virgeschloenen Ännerungen. A sengem Avis huet déi héich Kierperschaft eng Rei zousätzlech politesch Betruechtunge gemaach. Dës ginn zum Deel iwwert de Kontext vun dem Gesetzesprojet, deen et eigentlech ze aviséiere gouf, eraus.

De Statsrot gëtt ze bedenken, ob et vereinbar mat dem Gläichheetsprinzip vun dem Artikel 10bis vun der Verfassung wier, dass bestuete Leit respektiv Leit, déi gepacst sinn a gemeinsam Kanner hunn, keng Ierfschaftssteier bezuelen, währenddeem, wa keng gemeinsam Kanner do sinn, e Basistaux vu 5% applizéiert gëtt.

De Statsrot huet deemno virgeschloen, och Ierfschaften tëschent bestuetene Leit respektiv Leit, déi méi wéi dräi Joer an engem Partenariat liewen a keng gemeinsam Kanner hunn, vun der Ierfschaftssteier ze befreien. D'Finanzkommissioun huet op deem Punkt majoritär d'Positioun vun der Regierung gedeelt. D'Kommissioun war deemno mehrheetlech der Meenung, datt et kee Verstouss géint de Gläichheetsprinzip gëtt, well déi Leit, jee nodeems se gemeinsam Kanner oder keng gemeinsam Kanner hunn, souwuel faktesch wéi och rechtlech an zwou verschiddene Situatioune sinn.

De Statsrot huet och nach virgeschloen, an dem Gesetzestext formell ze preziséieren, dass keng Ierfschaftssteier geschëllt wier am Kader vun enger Adoption plénière. D'Finanzkommissioun wollt dësem Virschlag vum Statsrot net nokommen. Zënter 1989 gëtt et eng generell Bestëmmung an dem Code civil, déi Kanner aus enger Adoption plénière mat de Kanner aus engem Bestietnis gläichsetzt an déi och a Steiermatière spillt. Dat heescht, dass och ouni Prezisioun et kloer ass, dass Kanner aus enger Adoption plénière keng Ierfschaftssteier a keen Droit de mutation hei am Land bezuelen.

Bei enger Adoption simple gëtt dergéint e Basistaux vun 9% applizéiert, well den Adoptéierten och nach Ierfschaftsrechter a senger Famille d'origine huet. Och an anere Besteierungsbestëmmunge ginn duerfir Ënnerscheeder gemaach tëschent Adoption simple an Adoption plénière.

Schliesslech huet de Statsrot nach virgeschloen, am Sënn vun der steierlecher Ennerstëtzung vun der Philanthropie Ierfschaften a Schenkunge fir eng Gemeng, en Établissement public, en Hospice civil, eng Fondatioun, e Culte oder eng A.s.b.l., déi als d'intérêt public unerkannt ass, vun der Steier ze befreien. De Moment gëtt zënter der Steierreform vum Dezember 2008 hei en Taux vu 4% applizéiert.

Ierfschaften oder Schenkungen, déi enger Bourse d'étude oder enger Uni respektiv enger Schoul zeguttkommen, sinn dergéint vun der Ierfschafts- respektiv Schenkungssteier befreit.

D'Finanzkommissioun war hei der Meenung, dass de Virschlag vun dem Statsrot géif iwwert de Kader vun dem Gesetzesprojet erausgoen. Dës Fro muss ee gegebenenfalls an engem méi generelle Kontext ugoen.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Bericht, dee majoritär an der Finanzkommissioun ugeholl ginn ass. Ech soen der Direktioun vun dem Enregistrement Merci fir hir onkomplizéiert Mataarbecht an enger dach méi komplexer Matière. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Gilles Roth Merci. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Félicitatiounen an een opriichtege Merci un de Rapporteur, un den Här Gilles Roth, fir säin exzellente schréftleche Rapport a säi prezise mëndleche Virtrag. Virewech wëll ech

meng Satisfaktioun zum Ausdrock bréngen, datt mer den Droit de mutation par décès bei Ierfschaften an direkter Linn ofschafen. Dat ass eng iwwerfälleg Mesure, net nëmmen, well se schonn 192 Joer al ass, mä virun allem, well se den ekonomeschen, sozialen a gesellschaftleche Realitéiten net méi entsprécht.

Waren et viru Joren haaptsächlech Leit, déi hei zu Lëtzebuerg keng Plaz an engem Fleegeheim fonnt hunn an duerfir op Messancy oder soss an d'Ausland hu misse goen, ass et haut esou, dass wéinst deenen héijen Immobiliepräisser vill Leit an hirer Pensioun an d'Ausland wunne ginn, an esou hir Ierwen, Kanner a Kandskanner, en Droit de mutation hu misse berappen.

An dësem Sënn a fir dëse Realitéite Rechnung ze droen, hat an der leschter Legislaturperiod mäi Fraktiounskolleeg, den DP-Deputéierten Alexandre Krieps, den 29. Abrëll vun dësem Joer eng Proposition de loi déposéiert, fir den Droit de mutation an direkter Linn tëschent enger bestuetener Koppel oder bei zwee Leit, déi méi wéi dräi Joer gesetzlech gepacst sinn, ob se Kanner hunn oder net, mam Droit de succession gläichzesetzen.

De Projet de loi, dee mer haut stëmme sollen, gesäit awer nëmme vir, den Droit de mutation bei Koppele mat Kanner ofzeschafen. Och de Conseil d'État, an de Rapporteur huet dorop higewisen, hat virgeschloen, keen Ënnerscheed ze maachen tëschent Koppele mat an ouni Kanner. Och si mir als DP-Fraktioun der Meenung, datt ee mat dëser Diskriminatioun misst ophalen. Duerfir gëtt et eng Rei gutt Grënn, déi den Alexandre Krieps am Exposé des motifs vu senger Proposition de loi opgefouert hat.

D'Zuel vun de Koppelen ouni Kanner hélt stänneg zou. Engersäits Koppelen, deenen hire Kannerwonsch onerfëllt bliwwen ass, an déi da fir hiert gemeinsam erschafftent Haus duerch d'Majoratioun vum Basistaux Ierfschaftssteier mat engem zweestellege Pourcentage, am Beispill vum Här Roth wären et 12%, hu misse bezuelen. Anerersäits Koppelen, déi fir d'zweet oder d'drëtt bestuet sinn, déi awer scho Kanner aus engem viregte Mariage hunn, déi dann en Deel vun hirem schwéier Erspuerte mussen dem Fisc iwwerloossen. A menger berufflecher Experienz als Enregistrementsbeamten huet een eng ganz Rei kuriéis Fäll erlieft. Mir däerfen net vergiessen, datt mer virun 193 Joer eng ganz aner Konzeptioun vum Liewe vun enger bestuetener Koppel haten.

Weider hätte mir als Demokratesch Partei gäre gesinn, datt mer och eng fiskalesch Gläichstellung bei der Adoption plénière an Adoption simple kritt hätten.

Här President, opgrond vun deene gesellschaftleche Realitéiten, déi manifest sinn, ass et fir d'DP absolut net verständlech, datt d'LSAP hei esou nonchalant mat op de Wee vun der CSV geet. Dat läit awer wahrscheinlech dorunner, datt d'LSAP och den Droit de succession an direkter Linn wëllt afëieren, an dat léiwer haut wéi muer. Schliesslech solle jo laut dem Här Lux déi breet Schëllere méi droe wéi déi schmuel. An anere Wierder, déi Leit, déi Dag fir Dag d'Äerm eropstréppen, fir hiert Haus ofzebezuelen, déi sollen, wa se dat Haus un hir Kanner wëlle weiderginn, fir hiren Asaz an hire Leeschtungswëlle bestrooft ginn.

Här President, als Demokratesch Partei hätte mir et och gäre gesinn, datt elo, wou mer Ännerungen um Ierfschaftssteierrecht maachen - an den Här Rapporteur huet et gesot, datt mer net all Dag do Ännerunge virhuelen -, mir vun der Geleeënheet profitéiert hätten, fir zwou aner Upassunge virzehuelen. Éischtens, fir de Fräibetrag vun 38.000 Euro tëschent enger Koppel, vun deem de Rapporteur och schonn hei geschwat huet, un déi heiteg Gegebenheeten unzepassen. Dëse Fräibetrag gouf 1984, also virun engem Véierelsjorhonnert, mat engem Montant vun annerhallef Millioune Lëtzebuerger Frang agefouert. Deemools huet e ganz normaalt Haus ongeféier dräi Millioune Frang kascht. Wann eng Koppel sech also en Haus zesummen ugeschaaft hat, an et ass ee vun hinne gestuerwen, ass d'Halschent, also annerhallef Millioun, an d'Successioun gefall, an dës Halschent wär da ganz duerch de Fräibetrag ofgedeckt. Haut kascht e ganz normaalt Haus 400.000 Euro oder méi. De Fräibetrag vun 1984 vun 38.000 Euro deckt awer nëmmen e ganz klengen Deel vun der Halschent of.

Zweetens, déi zweet néideg Upassung hätt doranner bestanen, fir de Barème de majoration ze änneren, deen och zënter 1984 net méi adaptéiert ginn ass. Well awer de Wäert vun den Immobilien an där Zäitspan regelrecht explodéiert ass, ass d'Steierlaascht drastesch an d'Luucht gaangen. Ech géif Iech dat unhand vun engem Beispill illustréieren.

Huele mer un, 1984 hätt en Haus 100.000 Euro kascht. De Besteierungssaz wär ënner Bridder 6% plus sechs Zéngtel, also 9,6% gewiescht. Haut kascht een Haus 400.000 Euro. De Besteierungssaz fir dëst Haus ënner Bridder ass haut 6% plus 13 Zéngtel, also 13,8%: eng Hausse vum Besteierungssaz vu 4,2%. Ënner Leit, déi Famill matenee sinn, hu mer eng Hausse vum Besteierungssaz vu 24 op 34,5%.

Här President, d'Netupasse vu Fräibeträg a vum Barème kënnt also enger substanzieller schläichender Steiererhéijung gläich. Et dierft dëst net nëmmen ee battere Virgeschmaach vun deene Steiererhéijunge sinn, wéi mer se vun dëser CSV/LSAP-Majoritéit an noer Zukunft nach an anere Beräicher ze erwaarden hunn.

M. le Président.- Här Etgen, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, well mer mat dësem Projet nëmmen zum Deel Satisfaktioun kréien, well d'Diskriminatioun vu Koppele mat oder ouni Kanner bestoe bleift a well d'Regierung längst iwwerflësseg Upassungen net gewëllt ass unzegoen, wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei sech beim Vote vun dësem Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, den honorabelen Här Roth huet a sengem Rapport op esou eng exzellent Aart a Weis déi relativ komplex Matière vum Ierfschaftsrecht erkläert, dass ech als Laien och net méi wëll drop zréckkommen.

Ech si selbstverständlech d'accord mat deem Prinzip vun der Gläichbehandlung an deenen zwee Fäll; do, wou et ëm den Domicile geet, an do, wou et ëm d'Partenariat geet. Ech sinn och der Meenung, dass dem Här Etgen seng Iwwerleeungen ausser enger - op déi kommen ech awer elo - och kéinten a Betruecht gezu ginn, fir differenzéierte Situatiounen am Ierfschaftsrecht, och wou net direkt Famill ass, vläicht besser kënnen entgéintzekommen.

Ech hunn awer nach dem Här Finanzminister seng Fro ganz däitlech an den Oueren, wéi laang mer nach a wéi mer kéinten de Sozialstat finanzéieren. An do hunn ech mer eigentlech geduecht, hei wär eng Pist gewiescht, wou et derwäert gewiescht wär, driwwer nozedenken.

Wann ech - an dat ass awer eng Äntwert op dem Här Etgen seng Remarque zu der Sozialistescher Partei - vu mengen Elteren en normaalt Haus ierwen an ech géif dorobber missen Ierfschaftssteier bezuelen, da géife meng Elteren oder, déi liewe jo dann net méi, ech mech natierlech iergeren, esou dass ech dat also okay fannen, dass et an deem do Fall en ligne directe keng gëtt. Wann ech awer zéng Haiser ierwen oder e Pak Aktië vun zéng Milliounen Euro, fir déi ech näischt geschafft hunn, dann ass et fir mech net méi esou evident, dass ech keng Ierfschaftssteier bezuelen.

Wann ee wëllt méi eng gläichméisseg Verdeelung vum Besëtz an der Gesellschaft, da kënnt een net laanscht d'Fro vun der Ierfschaftssteier och en ligne directe derlaanscht, mat engem vernünftege Fräibetrag. Dat kënnt jo beispillsweis sinn de Wäert vun engem zolitten Eefamilljenhaus, dann awer mat enger Progressivitéit. De Prinzip vun der Progressivitéit, dee mer bei der Akommessteier hunn, kann een absolut och op aner Steieren uwenden. Ech däerf och drun erënneren, dass mer keng Verméigenssteier méi hunn. Op déi hätt een och kënnen eng Progressivitéit setzen, op déi Ierfschaftssteier also och.

Ech stëmmen also dat Gesetz net. Ech enthale mech, well ech mat deem Gläichbehandlungsprinzip d'accord sinn. Mä op där anerer Säit, mengen ech, déi Geleeënheet hätt ee kënnen notzen, fir och an deem heite Beräich méi Steiergerechtegkeet anzeféieren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, ech géif fir d'éischt gären am Numm vun der Regierung dem Här Roth Merci soe fir säi Rapport an och déi Aarbecht, déi e mat de Kolleegen an der Finanzkommissioun an deem do Kontext gemaach huet. D'Zil vun dësem Projet de loi, wéi den Här Roth exposéiert huet, ass am Fong, fir ze kucken, datt eist nationaalt Recht am Aklang steet mam europäesche Recht.

Dat war dat eenzegt Zil vun dësem Projet de loi, an duerfir kann een nëmmen erstaunt sinn, datt virun allem de Statsrot iwwer seng normal Kompetenzen erausgaang ass, andeem en dëse Projet de loi geholl huet an dann eng Rei Ännerungen zum Steierrecht proposéiert.

Sécherlech, all Dag begéinen ech Leit, déi gutt Iddien hunn zum Steierrecht. Ech wëll just dem Statsrot an och deenen, déi heibanne Suggestiounen an deem Kontext gemaach hunn, soen, datt dat net d'Zil vun dësem Projet de loi war an datt mer selbstverständlech an dëser Legislaturperiod iwwer eng ganz Rei Steiergesetzer wäerte mussen diskutéieren, an da kann een och eng Rei vun deenen Iwwerleeungen do mat eranhuelen.

Dat Zweet, wat ech wëll soen am Kontext vun deenen Diskussiounen, ass, datt ech absolut net d'accord sinn, weder mam Statsrot nach mat deenen, déi heibanne geschwat hunn, fir ze soen, datt dat eng Fro vun Diskriminéierung oder Netgläichbehandlung wär.

De Prinzip vun der Gläichheet, esou wéi en an der Verfassung steet, an op dee sech de Statsrot net berifft, ass ëmmer nëmme Gläichheet tëschent deene Leit, déi a genau där gläicher Situatioun sinn. A Familllje mat Kanner a Familljen ouni Kanner si juristesch net an där nämlechter Situatioun, an duerfir ass de Gesetzgeber och net dru gehalen, déi am Steierrecht op genau déi nämlecht Aart a Weis ze behandelen. Dat wär déi juristesch Aart a Weis.

Ob een dat politesch d'nämlecht mécht, dat ass eng aner Diskussioun. Doriwwer kann een diskutéieren. Ech menge schonn, datt et gewëssen Iwwerleeunge ginn, déi mer och traditionell am Steierrecht haten, déi Sënn maachen, datt ee Familllje mat Kanner anescht behandelt wéi Familljen ouni Kanner, well och do eng ganz Rei zousätzlech Belaaschtungen op déi zoukommen.

Mä do kann een ënnerschiddlecher Meenung sinn. Doriwwer kann een diskutéieren. Dat ass awer, wéi gesot, net den Objet vun dësem Projet de loi gewiescht.

Wat d'Fräibeträg ubelaangt, déi den Här Etgen hei ugeschwat huet, muss ech soen, datt en domat wäit ewech ass op d'mannst vun engem vun de viregte Wahlprogrammer vun der Demokratescher Partei, an deem nämlech stoung, datt d'Steierrecht misst méi einfach ginn, an duerfir missten d'Fräibeträg ofgeschaaft ginn.

Datt ee ka plädéieren derfir, fir d'Fräibeträg an d'Luucht ze setzen, dat, mengen ech, muss een ëmmer kucken am Kontext vun allen anere Fräibeträg an am Kontext vun der finanzieller Situatioun vum Stat. Net all Fräibeträg, déi mer fréier eng Kéier agefouert hunn, musse genau d'nämlecht bleiwen. Ech mengen, och dat soll een am Kader vun enger méi breeder Steierdiskussioun kucken, an net een eraushuelen an da soen: Mä do hätte mer nach gäre méi en héije Montant, well dat passt net an e Gesamtbild vun der Besteierung.

Schlussendlech géif ech soen, wat d'Ierfschaftsrecht oder den Droit de succession an direkter Linn betrëfft, esou mengen ech, datt et gutt ass - an dat huet vill zum Opbau vun enger staarker Mëttelklass an eisem Land bäigedroen -, datt eist Land eent vun deene rare Länner an Europa ass, wat keng Ierfschaftssteier an direkter Linn huet, well et de Leit doduerch vu Generatioun zu Generatioun an eisem Land besser gaangen ass wéi der Generatioun vu virdrun. An duerfir wollt ech Iech soen, datt d'Regierung net an hiren Intentiounen huet, eng Ierfschaftssteier an direkter Linn anzeféieren.

Mä nach eng Kéier, den Objektiv vun dësem Gesetz war just - wann ech esou dierf soen - eist Recht kompatibel ze maache beim Droit communautaire. Dat Zil hu mer erreecht. An duerfir wollt ech deene Merci soen, déi zu dësem Projet geschwat hunn, a virun allem och deenen, déi et stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Finanzminister Merci. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5954.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5954 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen a 17 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Raymond Weydert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5872, eng Direktiv iwwert d'Beruffer vum Audit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

www.chd.lu

3. 5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:

- portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,

- portant organisation de la profession de l'audit,

- modifiant certaines autres dispositions légales, et

- portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, deenen Allermeeschten heibannen dierft de Finanzskandal vun der Firma ENRON aus dem Joer 2001 wuel iergendwéi nach an Erënnerung sinn. Eng vun deene gréissten op der Bourse cotéierten amerikanesche Firmen hat sech mat riskanten Operatiounen um Marché vum Elektresche verspekuléiert.

D'Pertë goufen do mat Bilansmanipulatiounen eng Zäit laang nawell geschéckt verdeckt, d'Faillite vun ENRON sollt awer trotzdeem net ausbleiwen. Si hat deemools gläich déi vun der Auditgesellschaft Arthur Andersen, déi d'Konten eigentlech sollt kontrolléieren, mat sech gezunn.

Mä och an Europa si mir net vun därer Finanzskandaler verschount bliwwen. D'Affär Parmalat, iwwregens net ganz onbekannt hei zu Lëtzebuerg, hat 2003 iwwer 135.000 italienesch Klengspuerer an anerer ëm hiert Verméige bruecht. Och an där Affär gouf d'Qualitéit vun dem Audit, der Kontepréiwung, vun der Gesellschaft a Fro gestallt.

De Gesetzesprojet 5872 fënnt seng Ophänk dann och am Kontext vun deene Finanzskandaler: eng feelend Kontroll vun de Kontrollere vun deene Gesellschaften.

No der Faillite vun ENRON an där domat verbonnener Responsabilitéit vun der Auditgesellschaft hunn zwee amerikanesch Senateuren dat no hinne benannte Sarbanes-Oxley-Gesetz abruecht. Dëst Gesetz gesäit zënterhier e strikte legale Kader fir amerikanesch Auditgesellschafte vir. D'Zil vun dem amerikanesche Gesetz war et, méi streng Regelen um Niveau vun der Kontekontroll anzeféieren. Dës nei Bestëmmunge sollte méi Transparenz a Vertrauen an d'Finanzinformatioun schafen an esou fir e bessere Schutz fir d'Investisseure suergen.

Am Kontext vun der Globaliséierung hat dat natierlech seng Auswierkungen op Europa. Vill amerikanesch Konzerner hu Filialen an Europa, an dat Ëmgedréint ass och de Fall. D'Europäesch Unioun huet deemno nogezunn. Am Joer 2006 gouf déi sougenannten aachten Direktiv iwwert déi legal Kontekontroll adoptéiert. Dat europäescht Regelwierk ass staark vun der amerikanescher Législatioun inspiréiert.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut befannen, setzt dës Direktiv an nationaalt Recht ëm. De Projet reforméiert dobäi och nach d'Gesetz iwwert d'Réviseurs d'entreprises, also d'Auditeuren, aus dem Joer 1984. An déi Reform huet et nawell a sech.

D'Zil vun dem Gesetzesprojet ass et, geméiss der Direktiv international Standarde vun der Finanzkontroll och zu Lëtzebuerg anzeféieren. An dat spigelt sech op dräi grousse Pläng erëm: um Niveau vun der Persoun selwer, déi d'Finanzkontroll mécht; der Aart a Weis, wéi kontrolléiert sollt ginn; an der Kontroll vum Kontroller duerch en öffentlecht Opsiichtsorgan. Bei all deem geet et drëms, dem Bierger, méi speziell dem Investisseur, säi Vertrauen an d'Finanzgebare vu groussen Entreprisen ze stäerken.

Dës Gesellschaften hunn opgrond vun hirem Bourssëwäert ee groussen Afloss op d'Ekonomie. An deem Sënn gesäit de Gesetzesprojet eng Rei vu Moossname vir:

Éischtens, um Niveau vun deemjéinegen, deen de Contrôle mécht, ënnerscheede mir an Zukunft tëschent Réviseur d'entreprises a Réviseur d'entreprises agréé. Alle béid si vun der Ausbildung hier Réviseur d'entreprises. Si hunn déiselwecht Basisformatioun a kréien hiren Titel als Réviseur d'entreprises an Zukunft vun der CSSF. Alle béid musse si hire Beruffssëtz hei zu Lëtzebuerg hunn a beim IRE, dem Institut des Réviseurs d'Entreprises, ageschriwwe sinn.

Alle béid sinn domat un déiselwecht deontologesch Regele vun dem Beruffsstand gebonnen. Dat begräift méi speziell d'Weiderbildung, d'Beruffsgeheimnis, déi professionell Onofhängegkeet an déi sougenannten Honorabilité professionnelle vun dem eenzelne Réviseur.

Nun, wou läit dann elo den Ënnerscheed tëschent engem Réviseur d'entreprises an engem Réviseur d'entreprises agréé? Mä an der Natur vun hirer Aarbecht. Eng Rei vun Aktivitéiten, wéi déi legal Kontekontroll, e Bericht iwwer en Apport en nature an eng Gesellschaft auszestellen, Rapporten am Kader vu Fusiounen, enger Scissioun, also dem Opsplécke vun enger Gesellschaft, grad wéi Rapportë bei Liquidatioune kënnen an Zukunft nëmme vun engem Réviseur d'entreprises agréé gemaach ginn.

Hie muss duerfir - an dat ass nei - en Agrément, dat heescht eng speziell Zouloossung vun der CSSF hunn. Aner Aktivitéiten, wéi Domiciliatiounen, de sougenannte Contrôle contractuel des comptes, d'Steierberodung oder d'Kontabilitéit, grad wéi d'Wirtschafts- an d'Finanzberodung vu Betriber, Geschäfts- oder Privatleit kënnen dergéint souwuel vun engem Réviseur wéi och vun engem Réviseur agréé gemaach ginn.

Zweetens, mat dësem Gesetzesprojet gëtt elo hei am Land d'CSSF, also eis Commission de surveillance du secteur financier, mat der Iwwerwaachung vun der Kontekontroll vu Privatgesellschafte beoptragt. D'CSSF gëtt eng Aart Kontroller vun dem Kontroller. Dëst ass ouni Zweifel déi gréissten Neierung an dem Gesetzesprojet. Mir kréien elo eng öffentlech Instanz, déi d'Opsiicht vun dem privaten Audit iwwerhëlt.

Dat mag deen een oder aneren erstaunen. Et ass awer grad dat, wat d'Direktiv am Sënn vu méi finanzieller Transparenz verlaangt. D'CSSF gëtt an Zukunft verantwortlech fir den Agrément, also d'Zouloossung vun dem eenzelnen Auditeur oder Réviseur d'entreprises. D'CSSF kontrolléiert derniewent och zum Deel dem Auditeur seng Aarbecht. Ënnert d'Kontroll vun der CSSF falen all d'Aktivitéiten, déi an dem Kompetenzberäich vun engem Réviseur d'entreprises agréé leien.

D'Aarbecht vun der CSSF begräift deemno net nëmmen, all Réviseur oder Cabinet de révision de Beruffstitel ze ginn an domat seng Zouloossung ze préiwen, mä och den Agrément als Auditeur agréé auszestellen. D'CSSF leet an Zukunft Standarde fest, no deenen déi legal Kontekontroll zu Lëtzebuerg muss gemaach ginn. Si leet och d'Kritäre fest, no deenen d'Ausstelle vu Rapporten am Kader vu Fusiounen, Scissiounen oder Liquidatioune vu Gesellschaften duerch e Réviseur agréé musse gemaach ginn.

D'CSSF gëtt och nach verantwortlech, fir bei all Réviseur agréé ee sougenannte Contrôle d'assurance qualité ze maachen. Dat heescht, ze préiwen, ob den Auditeur oder de Cabinet allgemeng seng Aarbecht korrekt mécht. D'CSSF ass zu gudder Lescht och nach an dem ganze Beräich vun der Auditskontroll d'Verbindungsautoritéit mat auslännesche Kontrollinstanzen.

Här President, dat ass net wéineg Aarbecht. De Choix, fir d'CSSF als Iwwerwaachungsautoritéit anzesetzen, grad wéi dee groussen Aktivitéitsberäich, deen d'CSSF kritt, waren net onëmstridden. De Gesetzesprojet geet nämlech op dësem Punkt méi wäit, wéi dat vun der Direktiv eigentlech verlaangt ass.

D'Direktiv schreift den öffentlechen Iwwerwaachungssystem just fir de sougenannte Contrôle légal des comptes vir. Mat dësem Gesetzesprojet ginn elo sämtlech Aktivitéiten, déi en Auditeur oder ee Cabinet de révision vun der CSSF agrééiert ass, iwwerwaacht. Dat ass de Choix vun der Regierung gewiescht. E läit am Sënn vun der Transparenz vun der Finanzkontroll. Nach muss een iwwert déi néideg Mëttele verfügen, fir dës Aufgab och kënne praktesch duerchzeféieren.

Här President, d'Fro huet sech gestallt, ob nieft der CSSF keng aner Instanzen hätte kënne mat der Kontrollopsiicht betraut ginn. D'Chambre de Commerce huet dëst an hirem Avis och ugeschwat. Esou gouf hei en Ausbau vun dem Service an dem Justizministère ugeduecht, dee bis ewell d'Exame vun de Réviseur-d'entreprisen organiséiert.

Als Optioun gouf och nach d'Schafe vun enger neier Kontrollinstanz oder Verwaltung opgelëscht. De Statsrot geet a sengem Avis och op d'Roll vun der CSSF als Kontrollopsiicht an. De Statsrot begréisst prinzipiell dobäi de Choix fir d'CSSF. De Statsrot stellt awer d'Fro, ob een net besser gehat hätt, d'Direktiv eent zu eent ëmzesetzen an d'Missioun vun der CSSF op déi vun enger externer Iwwerwaachungsautoritéit vun den Auditeuren am Beräich vun dem sougenannte Contrôle légal des comptes ze beschränken. Alles, wat mat der Organisatioun vum dem Beruffsstand ze dinn hätt, sollt dem Statsrot no bei dem IRE, dem Institut des Réviseurs d'Entreprises, bleiwen.

An der Justizkommissioun ass de Choix fir d'CSSF och net ondiskutéiert bliwwen. Et gouf d'Fro opgeworf, ob d'CSSF iwwerhaapt déi néideg Moyenen hätt, fir hirer neier Missioun gerecht ze ginn. Et ass och ëm e méiglechen Interessekonflikt diskutéiert ginn. D'CSSF gëtt elo engersäits d'Kontrollinstanz vun den Auditeuren, d'CSSF iwwerwaacht anersäits och selwer d'Entreprisen aus dem Finanzsecteur, déi vun den Auditeure kontrolléiert ginn.

Et war duerfir an der Kommissioun kloer, dass bannent der CSSF hir Kontrollaktivitéite vum Finanzsecteur sech net mat deene vun dem Auditsberäich däerfen iwwerschneiden. Déi zwou Missioune musse kloer auserneegehale ginn. Dës Trennung muss och fir Drëttpersoune kënnen novollzéibar sinn.

Här President, de Choix, fir d'CSSF als Kontrollinstanz ze huelen, huet awer och eng Rei Virdeeler. Dëse Choix entsprécht fir d'éischt der Virgab vun der Direktiv vun enger öffentlech onofhängeger Iwwerwaachungsautoritéit. D'CSSF ass eng Instanz, déi schonn zënter Jore besteet a gutt fonctionnéiert. D'CSSF ass direkt operationell, si huet en exzellenten internationale Ruff an ass gewinnt, mat auslänneschen Autoritéiten zesummenzeschaffen.

Här President, nieft der Schafung vun enger onofhängeger Kontrollopsiicht, dem Ënnerscheede vu Réviseur d'entreprises a Réviseur d'entreprises agréé beinhalt de Gesetzesprojet een drëtte Volet. Et sinn dat eng Rei vun Ufuerderungen, no deenen déi eigentlech Préiwung vun de Konte sollt stattfannen.

Dës Spillregele vun der Finanzkontroll betreffen engersäits den Auditeur selwer. E groussen Akzent gëtt hei op seng eegen Onofhängegkeet geluecht. Dëst muss fir d'éischt emol vis-à-vis vun der Entreprise selwer spillen, wou d'Konte gepréift ginn. Den Auditeur däerf keng Gesellschaft kontrolléieren, wou en op iergendeng Aart a Weis an den Entscheedungsprozess mat agebonne wär. Hien däerf keen Aarbechtskontrakt hu mat deem, deen e kontrolléiere soll. D'Onofhängegkeet vun dem Auditeur muss doriwwer eraus och géigeniwwer dem eegene Cabinet garantéiert sinn. D'Aktionäre vun dem Cabinet däerfe sech net an d'Kontrollmissioun vun dem eenzelnen Auditeur amëschen.

Den Auditeur, ob en agrééiert ass oder net, ënnerläit dem Secret professionnel. D'Schweigeflicht däerf awer net der CSSF oder dem IRE entgéintgesat ginn. Den Auditeur ënnerläit och de Verflichtunge vum Gesetz vun 1989 iwwert de Blanchiment an de Finanzement vun dem Terrorismus a muss hei mat den Autoritéiten zesummeschaffen.

Den Auditeur ënnerläit an Zukunft och selwer engem sougenannte Contrôle d'assurance qualité. D'Réviseurs agréés oder hir Cabineten, déi also gesetzlech Kontekontrolle maachen oder Rapporten iwwert d'Fusiounen, d'Scissiounen oder d'Liquidatioune vu Gesellschaften, gi selwer regelméisseg vun der CSSF iwwerpréift. Dëse Contrôle fënnt op d'mannst eemol all sechs Joer statt. Op ausgewielten Dossiere gëtt hei gekuckt, ob d'Auditsnormen an déi deontologesch Regele vun dem Réviseur richteg applizéiert goufen. D'CSSF mécht heiriwwer e Bericht mat gegebenenfalls Recommandatiounen, déi da vun dem betraffenen Auditeur musse befollegt ginn.

Bei Entreprisë wéi Banken, Assurancen, Bourssen, cotéiert Gesellschaften, déi e groussen Afloss op d'Wirtschaft hunn an deemno an dem Gesetzesprojet grad wéi an der Direktiv als Entités d'intérêt public bezeechent ginn, sinn d'Ufuerderungen un d'Auditgesellschaften nach méi grouss. Den Auditeur, dee fir dës Gesellschaften d'Konte préift, muss elo iwwer sech selwer oder de Cabinet e sougenannten Transparenzrapport maachen an domat der Öffentlechkeet eng ganz Rei Informatioune liwweren, zum Beispill iwwert d'Struktur vun dem Cabinet, de Chiffre d'affaires, déi grouss Clienten, d'Gehalt vun den Associéen.

Mä och déi grouss Firmaen, déi opgrond vun hiren Aktivitéiten, der Unzuel vu Beschäftegten, hirem Bourssëwäert en Afloss op déi allgemeng Wirtschaft hunn, musse selwer fir méi Transparenz um Niveau vun der Finanzinformatioun suergen. De Gesetzesprojet féiert hei de Prinzip vun engem Auditscomité an. Dësen Auditscomité soll bannent der Gesellschaft d'Funktioun vun enger interner Finanzopsiicht iwwerhuelen. Dem Gesetzesprojet no sinn d'Auditscomitéen hei am Land rechtlech néideg, wann d'Banken, d'Assurancen oder d'Entreprisen op der Bourse cotéiert sinn. Dat zielt awer net fir PMEen, Fongen oder Titrisatiounsgesellschaften.

Här President, ech hu versicht, a mengem mëndleche Bericht op déi Haaptpunkte vun dem Gesetzesprojet anzegoen, déi méi oder manner grouss institutionell oder wirtschaftspolitesch Auswierkungen hunn. De Gesetzesprojet huet insgesamt 107 Artikelen, déi sinn an hirer Formulatioun net ëmmer einfach ze verstoen. Nieft deene Punkten, déi ech ugeschwat hunn, geet et och nach am Projet de loi iwwert d'Kompetenzopdeelung respektiv d'Kooperatioun an den Informatiounsaustausch tëschent der CSSF an den Opsiichtsautoritéite vun anere Länner bei grenziwwerschreidende Kontrollmoossnamen.

Et gëtt och eng Hällewull Artikelen iwwert d'Zesummesetzung, d'Organisatioun an d'Funktiounsweis, d'disziplinaresch Befugnisser vun dem IRE, dem Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ech wëll awer hei net speziell dorop agoen, well all dës Bestëmmungen, oder zum groussen Deel, schonn am Gesetz vun 1984 iwwert d'Réviseurs d'entreprises drastoungen.

Här President, de Gesetzesprojet gouf an enker Zesummenaarbecht tëschent der Regierung an dem IRE ausgeschafft. Nach hu sech an der Chamberskommissioun eng Rei vun néidege Prezisiounen opgedrängt.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- D'Commission juridique huet de schréftleche Rapport eestëmmeg ugeholl. Glaskloer ass awer duerfir elo nach net alles. Dëst betrëfft zum Deel d'Ausféierungsbestëmmunge vun dem Gesetz. D'Chamber huet, institutionell gesinn, doriwwer net direkt ze befannen. Et ass dat d'Aufgab vun der Regierung. D'Commission juridique huet awer de Prinzip zréckbehalen, fir an enger Motioun zwou Saache festzehalen.

Éischtens, dass d'CSSF sech fir de sougenannte Contrôle d'assurance qualité, dee bei den eenzelne Réviseurs agréés respektiv dem Cabinet gemaach gëtt, vum dem IRE assistéiere léisst fir alles, wat mat Kontrollaktivitéiten ze dinn huet, déi net sou-

genannt Entités d'intérêt public betreffen. D'Gesetz léisst dës Méiglechkeet vun engem deelweisen „peer review" ënnert der Mataarbecht vun der IRE ausdrécklech zou. Et ass och esou, dass d'Auditeuren an Zukunft hei am Land vun der CSSF op engem méi breet gefächerten Aktivitéitsberäich kontrolléiert ginn, wéi wann d'Direktiv eent zu eent ëmgesat gi wär.

Zweetens gëtt an der Motioun festgehalen, dass d'Käschte fir de Finanzement vun der öffentlecher Iwwerwaachung vun dem Audit duerch d'CSSF fair tëschent de sougenannte groussen a klenge Réviseurscabineten opgedeelt ginn. D'Gesetz gesäit hei vir, dass d'Fraisë vun dëser Finanzopsiicht duerch d'CSSF am Endeffekt vun den Auditeure gedroe ginn, déi dofir eng Tax musse bezuelen.

Schätzunge weisen, dass dofir an der Éischt e Budget vun 1,8 Millioune pro Joer muss opbruecht ginn. D'Kritäre vun der Opschlësselung, no där den eenzelnen Auditeur oder de Cabinet muss bäidroen, ginn duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht.

D'Chamberskommissioun freet an enger Motioun, dass virun dem 30. September 2010, also no ronn néng Méint Erfahrenswäerter, soll eng Evaluatioun vun dem Taxereglement gemaach ginn, fir eventuell Korrektur virun dem Enn vun dem Joer 2010 kënne virzehuelen.

Dat gesot, iwwerreechen ech Iech elo dës Motioun, Här President, déi vun alle Fraktiounen ënnerschriwwe ginn ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- (1) que le projet de loi 5872 vise à renforcer la confiance du public dans le contrôle des sociétés en mettant en place un système de supervision publique spécifique de la profession de l'audit;

- que désormais, tous les réviseurs d'entreprises agréés et cabinets de révision agréés sont soumis à la supervision de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF);

- que le système de supervision publique mis en place par le projet de loi 5872 va plus loin que la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 76/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil, qu'il entend entre autres transposer;

- qu'en effet, seules les personnes exerçant le contrôle légal des comptes sont soumises à la supervision publique en vertu de la directive précitée de 2006, alors que le projet de loi 5872 étend le contrôle à toutes les missions confiées à titre exclusif aux réviseurs d'entreprises agréés à cet effet;

- que cette nouvelle mission de contrôle assignée à la CSSF constitue dans son chef une tâche des plus substantielles;

- que dans ce contexte la CSSF devrait mettre un accent particulier sur tout ce qui concerne la supervision des réviseurs d'entreprises agréés ou cabinets de révisions agréés effectuant des missions relevant des domaines visés par l'article 1er point (29), lettres a) et b) touchant des entités d'intérêt public sans pour autant négliger les autres missions lui confiées;

- (2) que, par ailleurs, la CSSF est autorisée à prélever la contrepartie de ses frais de personnel, de ses frais financiers et de ses frais de fonctionnement résultant de sa mission de supervision publique de la profession de l'audit par des taxes à percevoir auprès des personnes soumises à cette supervision;

- qu'il est prévu que la question de la fixation de ces taxes est réglée par le biais d'un règlement grand-ducal;

- que cette taxe peut, le cas échéant, constituer une charge importante pour certains réviseurs d'entreprises, compte tenu notamment de leur chiffre d'affaires;

invite le Gouvernement

- (1) à recommander à la CSSF, dans les limites légalement admissibles, de recourir à l'assistance de l'Institut des réviseurs d'entreprises, en particulier pour les missions d'examen d'assurance qualité visant des réviseurs d'entreprises agréés ou cabinets de révisions agréés effectuant des missions relevant des domaines visés par l'article 1er point (29), lettres a) et b) touchant des entités n'étant pas des entités d'intérêt public;

- (2) à procéder pour le 30 septembre 2010 à une évaluation du volet des taxes professionnelles à percevoir par la CSSF dans le contexte de sa mission de supervision publique de la profession de l'audit;

- à soumettre le résultat de cette évaluation à la Commission juridique de la Chambre des Députés.

(s.) Gilles Roth, Xavier Bettel, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Klein.

Ech ginn och heimat d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Gilles Roth Merci. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech wëll och direkt dem Här Roth Merci soe fir säi schréftleche Rapport, an och dem Här Roth an der Madame Doerner hir Ouverture d'esprit hei ervirhiewen, fir…

Plusieurs voix.- Oh!

M. Xavier Bettel *(DP).*- …déi Kritiken, déi Commentairen, déi Suggestiounen, déi vun der Oppositioun komm sinn, net direkt mat enger Hand esou ewechgeworf ze hunn, wéi dat heiansdo de Fall ass, mä au contraire konstruktiv gekuckt ze hunn, sou dass et souguer opgrond vun enger Propositioun vun der Oppositioun ass, dass déi Motioun zustane komm ass, wou mer eis och eens gi sinn, dass den Här Roth se soll zesummefaassen. Et ass en Exemple à suivre fir aner Leit an dëser Majoritéit. Dowéinster wëll ech dat extra ervirhiewen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ganz kuerz, et si verschidde Punkten, déi den Här Roth schonn erkläert huet iwwert d'Tax, wat d'Leit sollte bezuelen. D'Fro ass nämlech gewiescht - an et huet sech och eng Organisatioun bei eis manifestéiert, d'ACREL nämlech -, dass et delikat ass, fir ze soen, dass ee pro Affär eng Tax soll bezuelen. Et kann een net eng Affär hu vun 100 Euro, esou wéi een e klengen Auditeur kann hu wéi e groussen, deen eng Affär kann hunn, déi eng Millioun Euro facturéiert gëtt. Et muss ee wierklech do kucken, dass een e Prorata mécht tëschent vläicht dem Nombre vun Affären an och tëschent engem Chiffre d'affaires.

Et kann net sinn, dass esou en Text flott ass fir déi „big four", mä dass all déi kleng Mëttelbetriber an all déi Indépendanten dorënner gelidden hätten a vläicht souguer verschwonne wären, wat selbstverständlech eng grouss Main-d'œuvre och hei am Land ass. Et soll een net nëmmen un déi, wéi gesot, „big four" denken, mä och nach un all déi aner Kleng, a Gott sei Dank hunn déi sech och gemellt, dass mer kënnen dat och hei kucken.

An dann, last but not least, Här President, wëll ech just soen, dass mer hei nees en Text hunn, wou en Échange d'information do ass. Ech hoffen och, dass déi Instanzen, déi hei zu Lëtzebuerg mat bedeelegt sinn, wierklech oppassen, op dem strikte Minimum vun Échanges d'information ze sinn; et soll net en Automatismus sinn. Mir wësse vu baussen - an ech mengen, eise Finanzminister probéiert tant bien que mal, deen no baussen ze verteidegen.

Wéi gesot, hei ass nees en Text, wou op jidde Fall net direkt d'Justiz en Échange d'information mécht, mä eng aner Instanz, dat ass d'CSSF. Dat ass nei. An der Zäit wor et jo iwwert d'Justiz; dat sinn alles Justizaustausche gewiescht, déi iwwert de Parquet oder d'Commissions rogatoires komm sinn. Hei ass eng staatlech Instanz, déi d'CSSF ass, déi automatesch dann och kann d'Donnéeën erausginn. Et geet zimlech wäit. Et muss een awer oppassen. Wéi gesot hu mer do nees e klengen Doute, dass mer nees eng Kéier e klengen Deel vun eisem Secret bancaire hei verklappen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jempy Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng Explikatiounen. Déi aktuell Finanz- a Wirtschaftskris huet eis däitlech gewisen, dass, wa kee Vertrauen zwëschent deene verschiddenen Acteure besteet, déi ganz Finanzwelt wéi e Kaartenhaus dréit zesummenzefalen. Wann d'öffentlech Hand net extrem agegraff hätt a verschidde Finanzinstituter Garantien a Milliardenhéicht ausgestallt hätt, dann hätte vill grouss Banken hir Dieren zougemaach.

Dat muss eis eng Léier sinn, et dierf net méi esou wäit kommen. Duerfir ass et och elo enorm wichteg, dass um internationale Plang Regelen opgestallt ginn, déi fir déi néideg Transparenz a Kontroll op de Finanzmarchéé suergen.

Vertraue schafen, effikass Kontrollen, Transparenzmoossnamen: Ëm dës staark Wierder, déi een an deene leschte Méint bal all Dag an den Zeitunge konnt liesen, geet et och an dësem Projet de loi, deen eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2006 ëmsetzt, also virun dem Ufank vun der eigentlecher internationaler Finanzkris. Mä Finanzskandaler an Amerika an an Europa ufanks vum Jorzéngt waren awer och hei den Ausléiser vun dëser Direktiv. D'Amerikaner hunn am Auditsberäich méi streng Kontrollen opgestallt. D'EU war dunn opgefuerdert, ze reagéieren, fir dass déi europäesch Kontrollmoossnamen als äquivalent vun den amerikaneschen Autoritéiten unerkannt ginn.

D'Direktiv gesäit vir, d'europäesch Gesetzgebung am Auditsberäich weider ze harmoniséieren, wat zum Beispill den Agrément, den Enregistrement an d'Formatioun vun de Réviseure betrëfft, a leet och deontologesch Mindestnorme fest. Et geet dorëm, dass de Bierger erëm Vertrauen an d'Kontrollorganer kritt. Ouni Kontroll vun de Kontrolleuren entsteet kee Vertrauen. Nëmmen duerch eng glafwierdeg, effikass an extern Kontroll vun deenen, déi d'Finanzinformatioune validéieren, kann een Transparenz a Vertraue schafen. Et ass eng vun de Léieren, déi aus der Finanz- a Wirtschaftskris gezu musse ginn.

E Réviseur d'entreprises huet wichteg Missiounen, wat d'Finanz- a Wirtschaftswelt ubelaangt. Eng vun de Missiounen ass, d'Konten an d'Bilane vun den Entreprisen ze kontrolléieren. Seng Aufgab ass et awer och, d'Öffentlechkeet an d'Investisseure virun allem iwwert d'Richtegkeet an d'Pertinenz vun de Finanzdate vun den Entreprisen ze informéieren. Duerfir ass et wichteg, Strukturen ze schafen, déi d'Réviseuren encadréieren an och kontrolléieren, fir esou gutt wéi méiglech Abusen ze évitéieren.

Integritéit, Objektivitéit, Onofhängegkeet, dat sinn alles deontologesch Prinzipien, déi mussen am Auditsberäich garantéiert sinn. Dës Prinzipië ginn elo weider verstäerkt. Souwuel den IRE, Institut des Réviseurs d'Entreprises, wéi och d'Commission de surveillance du secteur financier, d'CSSF, hu respektiv kréien duerch dëse Projet de loi wichteg Aufgaben zougesprach.

D'CSSF organiséiert déi öffentlech Supervisioun vum Auditsberäich. Dat geet vun den Inspektioune bis hin zu richtegen Enquêtë bei de Réviseurs d'entreprises agréés respektiv de Cabinets de révisions agréés. D'Réviseurs d'entreprises agréés, d'Cabinets de révisions agréés sinn zukünfteg exklusiv zoustänneg, fir de Contrôle légal vun de Konten ze maachen. Eng staatlech Supervisioun vun esou enger wichteger Missioun ass an eisen Aen och gerechtfertegt.

D'CSSF ass och fir d'Assurance qualité zoustänneg an analyséiert, ob d'Réviseuren iwwert déi néideg Formatioun a berufflech Erfahrung verfügen. Ass dat net de Fall oder net méi de Fall, da kann d'CSSF den Titel oder den Agrément verweigere respektiv erëm zréckhuelen.

Den Institut des Réviseurs d'Entreprises spillt och weiderhin eng wichteg Roll a vertrëtt d'Interesse vum Beruffsstand. Den IRE bleift och weiderhin zoustänneg, fir Norme festzeleeën an derfir ze suergen, dass déi och agehale ginn.

Ervirzesträichen ass awer och, dass d'Kontroll vun de sougenannten Entités d'intérêt public, also vun Entreprisen, déi, wat hir Aktivitéiten, hir Gréisst oder hir Unzuel vu Mataarbechter betrëfft, besonnesch bedeitend sinn, verschäerften Obligatiounen ënnerläit. Dat heescht, dass d'Réviseurs agréés an d'Cabinets de révisions agréés, déi esou Entitéite kontrolléieren, zum Beispill mussen e Rapport de transparence veröffentlechen, wou kloer ervirgeet, wéi eng Kapitalstrukture se hunn a wéi engem Réseau si ugehéieren.

Ech wollt awer och hei op e puer Bemierkunge vun der Chambre de Commerce agoen, wat d'Supervisioun vun de Réviseurs d'entreprises agréés an de Cabinets agréés betrëfft.

De Projet de loi gesäit jo vir, wéi gesot, déi extern Iwwerwaachung der CSSF ze accordéieren. Dat bréngt vill Virdeeler mat sech, déi d'Chambre de Commerce an hirem Avis och all oplëscht. D'CSSF huet en international gudde Ruff a verfügt schonn iwwer en Know-how am Réviseursberäich. Des Weideren ass et sécherlech och vum Käschtepunkt hier sënnvoll, enger bestehender Institutioun dës Missioun unzevertrauen. Dat hu mer an der Commission juridique och esou gesinn. D'CSSF erfëllt d'Onofhängegkeets-, d'Transparenz- an d'Kontrollkonditiounen, déi d'europäesch Direktiv virschreift.

D'Chambre de Commerce freet sech awer an dësem Zesummenhang scho méi laang, ob déi bestehend Astellungsprozedure bei der CSSF de Gegebenheeten nach genügend Rechnung droen. An hirem Avis vum 19. Juni 2008 zum Projet de loi portant amélioration du cadre législatif de la place financière du Luxembourg freet d'Chambre de Commerce, fir eng effikass Supervisioun vum Secteur ze maachen, misst et méiglech sinn, fir och op ënner anerem auslännesch Experte fir d'CSSF zréckzegräifen. Dat ass effektiv eng berechtegt Suerg.

Fir EU-Auslänner anzestellen, do berifft sech d'CSSF op den Artikel 24 vum Fonctionnairesstatut, deen et erlaabt, Experten anzestellen «en dérogeant aux conditions normales d'admission, de nomination, de stage et de rémunération de la fonction publique».

Am Projet de loi 6031, dee mer haut stëmme wäerten, gëtt en Accès zur Fonction publique prinzipiell fir EU-Bierger opgemaach mat der Ausnahm vun den hoheitlechen Aufgaben. Déi solle weiderhin a Lëtzebuerger Hand bleiwen. E Règlement grand-ducal wäert dat Poste fir Poste festleeën.

Mam Hannergedanken, dass et oft schwéier ass, qualifizéiert Leit ze fannen, fir komplex finanztechnesch Aufgaben ze erledegen, muss een och bei der CSSF festleeën, wéi eng Aufgabe vun hoheitsrechtlecher Natur sinn a wou d'Nationalitéitsklausel spillt a wou net.

De Statsrot huet sech och domadder averstane gewisen, der CSSF déi extern Kontrollmissioun ze iwwerdroen. De Statsrot bemierkt awer a sengem Avis, dass d'Kontrollkompetenze vun der CSSF an dem IRE sech deelweis iwwerschneiden an dass et doduerch zu Konfusioune ka kommen.

Et ass e wichtege Projet de loi, deen d'Vertrauen an d'Transparenz wäert am Finanz- a Wirtschaftsberäich stäerken. Duerfir gëtt eis Fraktioun hiren Accord dozou.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Jempy Klein Merci. Elo kritt nach d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e grousse Merci un de Rapporteur, den Här Gilles Roth, dee mat engem ganz schwierege Gesetz vun 107 Artikele ganz vill Méi hat, fir déi ganz Problematik, déi opkomm ass, ze diskutéieren, fir déi ze erörteren a fir Léisungen ze fannen. En

huet do en exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport gemaach, fir deem ech him wëll vun onser Säit aus e ganz grousse Merci soen.

Dat Gesetz huet missen an Urgence diskutéiert ginn, well den Délai fir d'Transpositioun vun der Direktiv eriwwer wor. Mir hunn also missen an der Commission juridique eng etlech Problemer diskutéieren, a bei deenen Diskussiounen hu mer da gemierkt, datt sech och nach e puer Problemer gestallt hunn am Gesetz selwer. Mä, wa mer elo déi Amendementer, déi ech zum Beispill an der Kommissioun proposéiert hat, diskutéiert an nogeholl hätten, wann ee vläicht aner Amendementer virgesinn hätt, da wier manifestement den Délai fir d'Transpositioun vun där Direktiv wäit no hanne gerutscht.

Duerfir, mengen ech, hu mer haut e gudde Moyen fonnt zesumme mat der Regierung, déi och offe war, fir op dee Wee ze goen, datt mer iwwert de Wee vun enger Motioun elo festhalen, datt verschidde Problemer nach eng Kéier diskutéiert ginn, während engen néng Méint sollen och analyséiert ginn, an datt deen Ablack gegebenenfalls soll eng nei Propositioun kommen, entweder um legislative Wee oder iwwert de Règlement grand-ducal oder soss iwwert d'Modalitéiten, déi mer nach sollen diskutéiert kréien.

Mä dat Wichtegst ass, datt mer eng Haaptproblematik musse léisen. Dat ass déi Definitioun, déi Aarbecht, déi vun engem Réviseur d'entreprises agréé gemaach gëtt, datt mer do en Distinguo maachen. Den Distinguo besteet doranner, datt e Réviseur d'entreprises agréé kann op Basis vun der Gesetzgebung, dem Projet de loi, wéi mer en elo virleien hunn, bal alles maachen.

De Réviseur d'entreprises, wéi mer en elo kennen, a wéi en elo am Gesetz definéiert ass, deen huet eng ganz limitéiert Aufgab. Sou datt also all déi Entreprisen, déi an dem Revisiounsberäich täteg sinn, déi sech ëm Kleng- a Mëttelbetriber këmmeren, mä och déi Entreprisen, déi sech ëm déi grouss Betriber këmmeren, ëm déi Entités d'intérêt public, wéi dat elo technesch genannt gëtt, dat heescht ëm déi Entreprisen, déi op de Bourssë cotéiert sinn, elo ënner eng eenzeg Definitioun falen. An dorauser ergëtt sech dann natierlech, theoretesch wéinstens, d'Noutwendegkeet, datt jiddwereen, deen den Titel huet vu Réviseur d'entreprises agréé, muss alleguerten déi Formatiounen, déi gefuerdert si vun der CSSF, vun der Autorité de contrôle, matmaachen.

Or, et ass evident, datt eng etlech Cabinete vu Réviseure sech nuren ëm déi mëttelstänneg Betriber këmmeren an datt se net wëlles hunn, fir sech ëm déi grouss Public entities ze këmmeren, déi op de Bourssë cotéiert sinn. Et ass evident, datt deen Ablack och d'Formatioun vun deene Leit muss eng aner si wéi déi vun de Réviseuren a vun deene Cabineten, déi sech ëm déi grouss Betriber këmmeren.

Duerfir ass et scho wichteg, datt een eng Differenzéierung mécht. Well wann ee géif higoen an alleguerten deene méi klenge Cabinets de révision déiselwecht Obligatioun um Niveau Formatioun ginn, da wier et kloer, datt se dat net kënnte maachen an datt se misste mat deem ganze Betrib ophalen an deen eventuell souguer un déi aner gréisser, un déi „big four", un déi grouss Réviseursgesellschaften ofginn.

Dat däerf et net sinn, an duerfir ass et och richteg, datt mer elo versiche fir e Modus Vivendi ze fannen, fir datt déi eng hire Missioune kënne gerecht ginn, déi sech ëm déi Kleng- a Mëttelbetriber këmmeren, an och datt ganz streng Normen opgestallt gi fir déi Leit, déi Entreprisen, déi Cabinets de révision, déi sech ëm d'Entités d'intérêt public këmmeren.

Dat schéngt mer op jiddwer Fall eppes ze sinn, wat fundamental ass, well et gesäit een, datt de Réviseur d'entreprises agréé zum Beispill den Apport an eng Gesellschaft muss kënnen evaluéieren. Mä den Apport bei enger Gesellschaft cotée en bourse, wéi zum Beispill ArcelorMittal, ass mat enger anerer Problematik verbonnen. Oder eng Bank ass eng aner Problematik, wéi wann ee muss evaluéieren, wéi vill de Büro wäert ass, deen een an eng kleng S.àr.l. vun engem Supermarché wëllt erabréngen. Dat sinn zwou verschidde Missiounen. Dat bedeit, datt een och net muss fir deen, dee just dee Büro muss evaluéieren, déiselwecht Formatioun hunn a verlaangen, wéi fir deen, dee muss en Apport vun enger neier Gesellschaft an e groussen internationale Grupp mat erabréngen.

Duerfir ass dat heiten, mengen ech, eng gutt Geleeënheet gewiescht, fir ze kucken, datt een eng Verbesserung, eng Differenzéierung mat erakritt. An duerfir sinn ech och frou, datt déi Motioun hei eestëmmeg vun alle Parteie ka matgedroe ginn, an datt d'Regierung, esou hu se et wéinstens an der Commission juridique gesot, och bereet ass, fir déi Motioun do unzehuelen.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer hei esou eng Differenzéierung gemaach hunn. Wat d'CSSF ugeet als Kontrollorgan, esou mengen ech, datt dat eng gutt Léisung ass, well deen Ablack alleguerten déi, déi wëlle Réviseur d'entreprises agréé ginn, bei der CSSF mussen eng Demande maachen. A wann een dann herno bei der Kontroll eng Differenzéierung mécht, datt déi méi kleng Betriber, déi sech also net ëm Public entities këmmeren, solle méi vum IRE kontrolléiert ginn, dat schéngt mer eng Solution de bon sens ze sinn.

Duerfir kënne mer och mat där Gesetzgebung, wéi se elo virgeschloen ass, a mat där Reserv natierlech vun der Motioun... wollt ech awer den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes, an elo kritt nach ganz schnell d'Wuert den Här Braz, deen et gefrot huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll just am Numm vun där grénger Fraktioun d'Zoustëmmung zum Projet bréngen, awer och dem Här Roth Merci soe fir säi Rapport. En huet och hei, wéi mir fannen, méi wéi nëmmen d'Aarbecht vum Rapporteur gemaach. En huet och nach probéiert zu Konsenser bäizedroen a Réuniounen ausserhalb vun der Kommissioun. Also Merci duerfir.

Mir wëlle just och nach ënnersträichen, dass bei dësem Projet de loi an eisen Aen den Text, dee mer jo laang diskutéiert hunn - well mer wossten, dass och aner Optioune méiglech gewiescht wieren, mer awer par élimination eigentlech zu dësem Text komm sinn -, mer awer och wëssen, dass ganz vill vun deem, wat och d'Réviseuren interesséiert, am Règlement grand-ducal wäert gekläert ginn.

Dat ass net d'Kompetenz gewiescht vun der Chamber. Mir wëssen awer, dass do villes wäert drastoe kommen, wat wierklech déi Leit ganz staark interesséiert, an och à juste titre. Duerfir ass fir eis och déi Motioun, déi mer matgedroen hunn, ganz wichteg, a mir wäerten och als Parlament dann an engem Joer eis nach eng Kéier mat dëser Matière beschäftegen a kucken, wat fir en éischte Bilan ka gezu ginn, fir eventuell als Chamber och nach eng Kéier aktiv ze ginn, wann et misst sinn.

Duerfir vill Bedeitung haut op d'Motioun an och op de Bilan, dee mer wäerten zéien. Dat gesot, brénge mer d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Erlaabt mer och fir d'Alleréischt Ärem Rapporteur, dem Gilles Roth, Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht, well en effektiv et fäerdeg bruecht huet, eng ganz komplex Matière verständlech duerzeleeën. Et ass e Gesetz, wou een natierlech gär seet: „Et ass eng technesch Matière", an da geet een driwwer ewech, an da geet och dobaussen an der Öffentlechkeet een driwwer ewech.

Et ass awer eng extrem wichteg Matière, och fir d'Kredibilitéit vu Lëtzebuerg, net nëmmen, mä och als Finanzplaz. An duerfir ass et scho wichteg, dass mer hei versicht hunn en Text ze maachen, deen dobausse garantéiert, dass mer seriö sinn, wat jo heiansdo a Fro gestallt gëtt. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mer elo kucken déi Direktiv, wou mer iwwerfälleg waren, ëmzesetzen. De Projet de loi ass awer vu mengem Virgänger schonn am Abrëll 2008 deponéiert ginn, just fir dat ze soen.

Et ass och fir mech als Justizminister eng Erfahrung, mengen ech, déi ech nach ni hat, obwuel ech schonn zéng Joer Minister sinn. Ech war elo e puer Méint en charge vun deem Projet de loi, dee scho praktesch fäerdeg war, vum Statsrot aviséiert, mat deem Resultat, dass ech elo, soubal en hei vun Iech gestëmmt ass, iwwerhaapt näischt méi mat deem Projet de loi da wäert ze dinn hunn, an och mam Gesetz a mat de Règlements d'exécution.

Et ass e Projet, dee mäi Virgänger als Justizminister deponéiert huet, a wann et eriwwer ass, da kritt mäi Virgänger en erëm, awer net méi als Justizminister, mä als Finanzminister däerf hien en dann exekutéieren. Duerfir sinn ech och frou, dass en de Mëtteg bei eis ass.

Et ass och esou, dass mer eng ganz Partie vun deene Reglementer, vun deene mer geschwat hunn, amgaang sinn och esou séier wéi méiglech fäerdeg ze maachen, notamment den Taxereglement, wou d'CSSF do och zum Beispill mam IRE doriwwer diskutéiert huet.

Ech sinn och ganz frou, dass d'Membere vun der Chamberskommissioun hei der Meenung waren, et sollt een net elo all Fro, déi sech kënnt stellen, versichen duerch nei Amendementer ze léisen, mä eis den Optrag ginn hunn, fir ze kucken do hannendrun ze bleiwen als Regierung. Duerfir, ech schwätzen och am Numm vum Finanzminister, dee jo d'Gesetz elo ëremkritt, kënne mer als Regierung déi dote Motioun absolut unhuelen.

Et kommen natierlech eng ganz Partie Neierungen, och am Zesummeliewen am Land vun deenen eenzelnen Institutiounen. D'CSSF, dat ass scho gesot ginn, hätt ee kënnen duerch eng aner Autoritéit ersetzen. Mir haten dat och am Virfeld diskutéiert, an Dir hutt et och diskutéiert. De Problem vun engem klenge Land wéi Lëtzebuerg ass, fir dauernd nei Autorités indépendantes opzeriichten, déi sech ëmmer erëm mussen nei mat där Fro auserneesetzen: Wéi agéiers de als Autorité indépendante? Dat ass ganz, ganz schwiereg. D'Philosophie ass eng, déi kënnt aus dem angelsächsesche Raum, mir hunn net déi Traditioun vun Autorités indépendantes. Duerfir ass et scho gutt, dass mer elo dat net multiplizéieren am Land. Mir hunn der schonn eng ganz Partie, mä et ass d'CSSF. Et gëtt mat allen eventuelle Schwieregkeeten, déi do kënne kommen oder net.

Den IRE, dee seng 20 Joer gefeiert huet, dee wäert och weiderbestoen. Den IRE wäert och elo aner Missioune kréien. Dee muss och mat der CSSF zesummeschaffen. Ech mengen et ass och wichteg, dass deen IRE awer weiderbesteet fir déi zwou Zorte vu Réviseuren, souwuel déi eng, déi normal Réviseuren, wéi déi Agréés, well et och wichteg ass, dass déi Professioun sech selwer Qualitéitsstandarde setzt an no vir kënnt.

An deem Sënn ass et esou, dass de Justizminister awer nach eppes Klenges domat ze dinn huet, obwuel net méi mat der Professioun, mä mat de Professionellen - well alles, wat d'Normes comptables ubelaangt, wou mer elo endlech och e Plan comptable uniforme zu Lëtzebuerg hunn, ass et de Justizminister, dee weider an deene Gesetzgebunge maassgebend bleift -, an dass en och do mat deenen eenzelnen Entitéite wäert zesummeschaffen. An deem Sënn sinn ech frou hei ze spieren, dass dëse Projet eng Unanimitéit fënnt. Ech mengen et ass eng gutt Saach fir Lëtzebuerg.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Justizminister Merci, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5872.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5872 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5872 est adopté par 59 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Vote sur la motion 1

An dann hu mer hei nach iwwer eng Motioun ofzestëmmen, déi vum honorabelen Här Roth erabruecht ginn ass. Vu datt all Fraktiounen déi Motioun matdroen, ginn ech dovun aus, datt mer déi kënnen à main levée ofstëmmen.

Duerfir géif ech froen: Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wier déi Motioun mat enger Enthalung ugeholl.

Da kéime mer elo zum Projet de loi 6064 iwwert de Bac international. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an hei hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Bauler, Braz a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

4. 6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 6064, deen eis hei virläit, ass den 2. September 2009 vun der Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert an den 3. Dezember an der Kommissioun presentéiert ginn, nodeem de Statsrot de 24. November en Avis favorable ofginn hat. D'Gesetz besteet aus engem eenzegen Artikel, duerch deen den drëtten Alinea vum Artikel 3 vum Gesetz vum 21. Juli 2006 iwwert de Bac international ofgeännert gëtt.

D'Kommissioun vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle hat deemools an hirem Rapport drop higewi-

sen, datt ongeféier 150 jonk Leit tëschent zwielef a 15 Joer all Joer op Lëtzebuerg kommen a jee no hiren intellektuelle Fäegkeete solle scolariséiert ginn. Den Accès zu de klassesche Secondairestudien bleift hinnen oft verwiert, obscho se déi intellektuell Capacitéiten hätten, fir Studien op dësem Niveau ze maachen. Och wa se sech a relativ kuerzer Zäit dat néidegt Wëssen am Franséischen uneegnen, esou schaffe se et net gläichzäiteg déi däitsch Sprooch um selwechten Niveau ze beherrschen, esou wéi hir Kolleegen, déi duerch d'Lëtzebuerger Grondschoul gaange sinn.

Fir deene Schüler et ze erlaben, postprimaire Studien an der Lëtzebuerger öffentlecher Schoul ze maachen an hir Fäegkeeten net duerch hir Problemer am Däitsche verluer goen ze loossen, mä am Interessi vun dem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ze développéieren, gouf duerch d'Gesetz vun 2006 d'Méiglechkeet vum Bac international geschaf, dëst och am Hibléck op d'Chancëgerechtegkeet fir déi Kanner, deenen hir Elteren d'Moyenen net hunn, de Minerval vun de Privatschoulen ze bezuelen.

De Moment gëtt de Bac international zu Lëtzebuerg an zwee Lycéeën ugebueden. Säit dem Schouljoer 2006/2007 am Lycée technique du Centre, mat der éischter Sprooch Franséisch, der zweeter Sprooch Englesch an der drëtter Sprooch Däitsch. Op de 15. November 2009 besichen 48 Studenten d'Klasse vu Quatrième bis Première. Dëse Bac gëtt géréiert vun der Organisatioun vum Baccalauréat international, déi hire Sëtz zu Genf huet an dem LTC den Agrément erdeelt huet. De Bac international ass equivalent mat dem Lëtzebuerger Diplôme de fin d'études secondaires an erlaabt den Accès zu universitäre Studien.

No der Schafung vun dëse Klassen ass aus de Wirtschafts- a Finanzkreesser eraus d'Demande erakomm, fir och esou Klasse mat der Haaptsprooch Englesch ze organiséieren. Säit dem Schouljoer 2007/2008 gouf den Athénée Lëtzebuerg autoriséiert, eng Classe d'accueil mat der Bezeechnung „Classe de cinquième internationale" ze schafen, an op de 15. November 2009 besiche 54 Schüler d'Klasse vu Cinquième bis Troisième, mat der zweeter Sprooch Franséisch an der drëtter Sprooch Däitsch. D'Prozedur fir den Agrément säitens dem Athénée ass amgaang.

Well de Législateur awer, mat Bléck op d'Bedeitung an d'Virdeeler vun der Méisproochegkeet, op d'Kenntnisser an der drëtter Sprooch, am Däitschen also, Wäert geluecht huet, war eng Bedéngung zur Zouloossung zum Exame fir de Bac international, datt de Schüler e véierjähregе Studienzyklus an der däitscher Sprooch misst kënnen noweisen. Mat der Zäit huet sech awer erausgestallt, datt dës Sproochekonditioun der gewënschter Absicht net gerecht gëtt. Engersäits hunn eng Rei Kandidaten, déi sech op e véierjähregen Zyklus kënne beruffen, trotzdeem net déi erfuerderlech Kenntnisser, wougéint anerer, déi méi schnell ee méi héije Wëssensstand kënnten erreechen, opgrond vun der véierjähreger Bedéngung net zum Examen zougelooss ginn.

Opgrond vun dësen Iwwerleeunge gëtt am Article unique vum neie Projet de loi dee véierjähregen Zyklus ofgeschaaft, an et gëtt festgeluecht, datt d'Schüler den Niveau A2 vum gemeinsame Referenzkader fir d'Sprooche mussen erreecht hunn, esou wéi e vum Conseil de l'Europe festgeluecht ass. Et handelt sech ëm en Niveau, deen am Kader vun de Kompetenzsoclë festgesat ass, an deen all d'Schüler vun der Lëtzebuerger Grondschoul mussen erreecht hu virum Wiessel an den Enseignement postprimaire.

Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dës Modifikatioun vum Gesetz vum 21. Juli 2006 schaaft eng Ongereimtheet aus der Welt an erlaabt et, de Wëssensstand vun de Schüler op eng méi objektiv Aart a Weis festzestellen. Se stellt domat eng Verbesserung duer fir déi jonk Leit, déi sech der Épreuve vum Bac international wëlle stellen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur, dem honorabelen Här Diederich, Merci. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, léif Kolleegen, Madame Minister, esou wéi dee Projet hei eigentlech séier duerch d'Chamberskommissioun gaangen ass, esou wéi de Statsrot keng Remarque dozou gemaach huet, an esou wéi de Rapporteur en hei ganz séier rapportéiert huet, an dat, mengen ech, och ganz ausféierlech gemaach huet, bleift mir am Fong geholl un éischter Stell, him, dem Fernand Diederich, vun dëser Plaz aus Merci ze soe fir säi Bericht.

Et ass, wéi mer konnten héieren, e klenge Projet, also e kuerze legislativen Text, deen awer, mengen ech, fir déi concernéiert Leit eng grouss Bedeitung huet. An déi Concernéiert, dat sinn ebe jonk Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wëllen de Bac international maachen, entweder a franséischer oder an englescher Sprooch, a laut der aktueller Gesetzgebung véier Joer Däitsch an der Schoul musse beluecht hunn, an an der zukünfteger Phas dann eben en Niveau mussen erreechen.

Et ass jo eigentlech dat, wat mer wëllen, dass déi Méisproochegkeet garantéiert bleift, an dass dat elo ebe geschitt iwwer een international unerkannte Wee. Dat geschitt ouni Qualitéitsverloscht. Et ass also e Projet, deen, mengen ech, ganz am Sënn vun der Saach ass, a virun allem och vun de Leit, déi et concernéiert.

D'Argument ass nach zousätzlech unzeféieren, dass jo souwisou och dat Däitsch, wat verlaangt gëtt, an der Schoul net méi an och am Examen net méi ofgefrot gëtt, deen Examen, dee jo och international zu Genf ausgewäert gëtt.

Wichteg ass dëse Projet eigentlech fir dräi Kategorië vu Leit, oder vun dräi Argumenter, déi et dozou gëtt. Dat eent si selbstverständlech déi jonk Leit. 103 Studenten, konnte mer liesen an héieren, sinn de Moment an déi do Filièren ageschriwwe vun 33 verschiddenen Natiounen, dovunner och sechs Lëtzebuerger. Fir si a fir déi, déi hannendru kommen, ass dat doten, mengen ech, eng gutt Saach.

Wichteg ass dat selbstverständlech fir hir Elteren. Dat sinn dacks Employéë mat internationalem Statut, dat si Leit, déi vun auswäerts op Lëtzebuerg kommen a fir déi déi Regelung hei eng Vereinfachung vun hirem Liewe bedeit.

An u leschter Stell ass dat eng Regelung, déi, mengen ech, e Puzzlestéck am Gesamtbild vun engem frëndleche Lëtzebuerg, vun engem attraktive Standuert, fir ze wunnen an ze schaffen, duerstellt, also och am Sënn ass vun den Institutiounen, vu Land a Leit, wéi een dat kann zesumme formuléieren.

Dat gesot, wëll ech der Regierung an der Ministesch Merci soe fir dëse Projet, dee wierklech, mengen ech, e sënnvollen, gudden a wichtege Projet ass, an den Accord gi vun der CSV-Fraktioun.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schaaf Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Mat dësem Projet de loi gëtt an deem Sënn innovéiert, datt net méi, wéi gesot, wéi d'Virriedner scho gesot hunn, d'Dauer vun de Studien an der drëtter Sprooch considéréiert gëtt, fir zum Examen zougelooss ze ginn, mä de Wëssensniveau, an dësem Fall den Niveau A2.

Ech schléisse mech och gären der Remarque vum Här Schaaf iwwert de Standuert, bezéiungsweis d'Standuertfro un: Et ass sécherlech ee Bäitrag dozou.

Als DP-Fraktioun begréisse mer natierlech dës noutwendeg Upassung, déi eiser Meenung no eng méi objektiv a gerecht Konditioun duerstellt, a ginn dann och den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Ech sinn dann och besonnesch frou, datt de Bac international och elo bei der LSAP Uklang fënnt, net wéi au départ, wou de Gros vun der Fraktioun dergéint war.

(Interruptions)

Ofschléissend wëll ech dem Rapporteur, dem honorablen Här Fernand Diederich, fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Bericht félicitéieren an, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bauler Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech fänken do un, wou den Här Bauler opgehal huet: Ech soen dem honorabelen Här Bim Diederich Merci fir säin ausféierleche Rapport.

Mam Projet de loi 6064 wëlle mer d'Gesetz vum 21. Juli 2006 iwwert d'Schafung vun internationale Klassen, déi zum Bac international féieren, op engem eenzege Punkt ëmänneren.

Am Gesetz vun 2006 stoung, datt ee misst eng drëtt Sprooch wéinstens véier Joer laang studéiert hunn, fir kënnen de Bac international an enger öffentlecher Schoul zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat ass eng Konditioun, déi näischt mam Bac international ze dinn huet. Mir haten hei eng spezifesch Lëtzebuerger Klausel agefouert.

Elo huet sech awer erausgestallt, datt déi Konditioun vum ale Gesetz, véier Joer eng aner Sprooch studéiert ze hunn, net vill Wäert ass. No véier Joer Studium gëtt et Leit, déi vill wëssen, an et gëtt der, déi wéineg wëssen. Do derniewent, an dat ass vill méi grave, gëtt et Leit, déi keng véier Joer eng Sprooch studéiert hunn an duerfir net zum Ofschlossexame konnten zougelooss ginn, an awer e ganz héijen Niveau an där Sprooch erreecht hunn.

Duerfir steet am neie Gesetz, wat mir elo debattéieren, déi drëtt Sprooch misst een an engem Niveau A2 kennen, an zwar referéiere mer eis do op den Niveau A2, wéi en am gemeinsame Referenzkader fir d'Sprooche vum Conseil de l'Europe definéiert ginn ass. Dës Approche schéngt eis méi logesch wéi déi am ale Gesetz. Duerfir wäerte mer och net géint dat Gesetz stëmmen.

Mir froen eis allerdéngs, ob mir net besser op dës spezifesch Lëtzebuerger Solutioun fir den Zougang zum Bac-international-Exame sollte verzichten. Et gëtt hei jo just eng Barrière opgebaut, fir en Ofschloss ze kréien. Mir fannen et scho positiv, datt mer alle Bac-international-Studenten d'Chance ginn, eng drëtt Sprooch ze léieren. An dat ass bis elo an deenen zwou Schoulen, déi dee Studiegang ubidden, déi däitsch Sprooch. Esou ass et och begréissenswäert, datt et zum Beispill am Lycée technique du Centre fir d'Bac-international-Studenten heescht: «L'allemand est enseigné à un niveau adapté. Les débutants sont acceptés en classe de quatrième.» Dat fanne mir ganz gutt. D'Zilgrupp si jo jonk 15- a 16-Jähreger, déi rezent an d'Land komm sinn.

D'Lëscht vun den Nationalitéiten, den Här Schaaf huet et och ugeschwat, vun den aktuelle Studenten ass beandrockend. Et sinn 33 verschidden Nationalitéiten, a just knapp 6% si Lëtzebuerger.

Et schéngt eis net ganz logesch ze sinn, dëse jonke Leit aus allen Häre Länner en A2 an der däitscher Sprooch ofzeverlaangen, fir zu dësem Examen zougelooss ze ginn, zumools wou dësen Examen déi däitsch Sproochkenntnisser weder préift nach certifiéiert.

Mir ersetze mat dësem Gesetz eng strikt Konditioun aus deem ale Gesetz duerch eng aner strikt Konditioun, déi eis zwar méi sënnvoll erschéngt, wou mir awer mengen, datt se eben, well se esou strikt ass, erëm eng Kéier zu Problemer an der Praxis wäert féieren, a mir ginn duerfir eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz net. Déi gréng Fraktioun wäert sech beim Vote zu dësem Gesetz enthalen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR wéilt ech och eisem Rapporter e grousse Merci fir säin ausgezeechente Rapport soen. D'ADR kann dee Projet hei matstëmmen, mä si mécht et awer ouni Begeeschterung. Mir maachen et am Interessi vun deene meeschtens auslännesche Kanner, déi hei sinn, als Kontributioun selbstverständlech zum Standuert Lëtzebuerg am ekonomesche Beräich an och am politesche Beräich, eben, well och vill Diplomatekanner concernéiert sinn.

Ech wéilt awer e puer Punkten hei däitlech ënnersträichen. Den éischten ass, datt d'ADR un der Dräisproochegkeet vun eisem Unterrechtssystem ganz allgemeng festhält, an zwar heescht dat fir eis, datt ee muss déi dräi Sproochen op engem gläich héijen Niveau kënne beherrschen. D'Regierung huet ugekënnegt, datt se wëllt vun deem Prinzip ewechgoen: Mir sinn net domadder d'accord.

De Bac international ass zwar äquivalent mat enger Lëtzebuerger Première, mä de Statsrot seet eis jo och, datt deen Niveau am Däitsche just den A2 ass, also just Primärschoulsniveau. Dat geet eis net duer. De Bac international däerf keng Auswäichméiglechkeet gi fir Leit, déi hei am Land wëllen eng Lëtzebuerger Première maachen, déi awer dem Sproochenniveau am Däitsche wëllen aus dem Wee goen.

Här President, d'Madame Minister huet ouni Zweifel Recht, wa si festgestallt huet, datt véier Joer Däitsch an enger Schoul net méi vill ausseet. Dat huet och ze di mat dem Kompensatiounssystem, dee mir hei an eise Schoulen hunn. Wie véier Joer Däitsch kompenséiert, huet zwar véier Joer Däitsch gemaach, mä herno effektiv ganz wéineg Wëssen. Och fir eis erëm eng Geleeënheet, fir dorun ze erënneren, datt, wa mer gär Schoule mat Niveau hätten, d'Kompensatioune musse komplett verschwannen.

Ech wéilt aus Aktualitéitsgrënn nach op verschidden Ëmfroen agoen, déi och a leschter Zäit hei gemaach gi sinn. De Moien ass fir d'éischt der Chamber an duerno der Press d'Etüd PIRLS virgestallt ginn.

Ech wëll also duerfir vläicht nach kuerz e Wuert soen iwwer eng aner Etüd, déi d'Madame Delvaux fir 200.000 Euro maache gelooss huet. Dat ass déi ICCS, déi „International Citizen and Citizenship Study". Déi Etüd ass fir eis net akzeptabel. D'Schüler goufe gefrot, fir Informatioune mat privatem Charakter iwwer hir Famillje bekannt ze ginn. D'Schüler krute vun der EMACS-Zell vun der Universitéit, mat der Erlaabnis selbstverständlech vun der Unterrechtsministesch, Froe gestallt, wéi zum Beispill, wéi vill Buedzëmmere si doheem hunn. Si krute Froen iwwert d'Nationalitéit an d'Behuelen an der Gesellschaft gestallt, déi an den Ae vu ganz ville Leit seriö ethesch Froen opwerfen.

Niewebäi bemierkt hunn ech misse feststellen, datt déi Leit bei de politesche Froen amplaz ADR fir meng Partei ARD geschriwwen hunn,…

(Hilarité)

…an dat si mer jo soss just aus der satirescher Press gewinnt. Et sollt awer an engem Unterrechtsministère, Madame, net geschéien.

Wéi ass et méiglech, datt eis Kanner Froe gestallt kréien, wéi zum Beispill, ob d'Kanner mengen, datt ee muss eng gewësse Relioun hunn, fir kënne Lëtzebuerger ze ginn? Wéi ass et méiglech, datt Froen iwwert d'Nationalitéit gestallt ginn, déi tendenziös sinn an net der aktueller Législatioun iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit entspriechen?

Déi ICCS-Etüd soll dräi Joer daueren, dräi Joer Sue kaschten an dräi Joer ethesch Froen opwerfen. Mir mengen, datt domadder Schluss gemaach soll ginn.

Nach e Wuert zur PIRLS-Studië an iwwert den Niveau, deen do gefrot ass. Et ass vläicht interessant, mir hunn dat de Moie gesinn, wou déi Etüd eis presentéiert ginn ass, wat do an deem franséischen Text eigentlech drastoung fir d'Franséisch, dat eise Kanner presentéiert ginn ass.

Do war eng kleng Geschicht, déi d'Kanner hu misse verstoen, do war d'Haaptfigur en Annette, an d'Annette huet sech an der Geschicht niddergeknéit. Et ass eng sympathesch Geschicht. Et huet sech iergendwéi niddergeknéit, an dat heescht am Franséische vun der Madame Delvaux hirem Ministère: „Annette s'est mise à genouilles."

Une voix.- Oh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An dat ass awer kee Franséisch!

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert: d'Erzéiungsministesch Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi Rapport och zum Bac international, deen hie bruecht huet. Ech denken, dass mer, och wa liicht Divergenze bestinn, e Konsens hunn, dass et gutt ass, dass mer de Bac international zu Lëtzebuerg - an ech insistéieren - an der öffentlecher Schoul hunn.

Dat ass e Gesetz vun 2006, wat ech hei presentéiert hunn, an dat huet och deemools breet Zoustëmmung fonnt an der Chamber, well mer alleguerten agesinn hunn, dass Lëtzebuerg e Land ass, wou vill Leit hikommen, och vill jonk Leit, an dass eiser aller Intérêt doranner besteet, de Kanner, deene Jonken, déi op Lëtzebuerg kommen, och wa se méi spéit an d'Land kommen, eng Méiglechkeet ze ginn, fir sech esou héich wéi méiglech ze qualifizéieren. An de Bac international an der öffentlecher Schoul ass eng Méiglechkeet dovunner. Dat ass net déi eenzeg, mä dat ass eng Méiglechkeet.

Well mer awer zu Lëtzebuerg och déi Suerg hu vun der Villsproochegkeet, vun der Mehrsproochegkeet, an dass mer eis kënnen op Däitsch, Franséisch, wat eis administrativ Sprooche sinn niewent dem Lëtzebuergeschen, dass déi Leit, déi laang zu Lëtzebuerg liewen, sech an deene Sprooche kënnen erëmfannen an ënnerenee kommunizéieren, hat Lëtzebuerg schonn 2002 festgehalen, wéi dann iwwerhaapt d'Unerkennung vum Bac international oder d'Gläichstellung vum Bac international mam Lëtzebuerger Premièresexamen deemools schonn am Gesetz festgehale gi war, dass zu Lëtzebuerg Däitsch e wichtegt Element wär, well mer déi Suerg hu vum Zesummeliewen hei, an dass een also misst Däitsch als supplementar Konditioun froen niewent deenen zwou Haaptsprooche vum Bac international, déi da Franséisch an Englesch sinn.

Ech wollt och iwwert dës Ännerung, déi hei proposéiert ginn ass, fir eigentlech eng Konditioun vu véier Joer Däitsch léieren ze ersetzen duerch d'Erreeche vum Niveau A2 am Däitschen, eigentlech net un déi fundamental Diskussioun erugoen, ob mer kënnen zu Lëtzebuerg soen, dass een duerch d'Lëtzebuerger Schoul ka goen, ouni iwwerhaapt Däitsch geléiert ze hunn, well Däitsch jo e wichtegt Element ass fir d'Zesummeliewen hei, an duerfir hunn ech déi Diskussioun net opgemaach. Ech wär och der Meenung, besonnesch wann ech hei d'Riedner héieren, dass mer awer nach ëmmer e Konsens hunn, dass déi dräi Sprooche fir Lëtzebuerg wichteg sinn, dass een allerdéngs net vu jiddwerengem an deenen dräi Sproochen déiselwecht Konditioun soll verlaangen. Dat ass eng Illusioun.

Ech kenne ganz wéineg Leit, déi am Lëtzebuergeschen, Däitschen a Franséischen an och nach am Engleschen deeselwechten Niveau an deene véier Sproochen hunn. Duerfir denken ech, dass et illusoresch ass vun de Leit, ze behaapten, dass dat muss d'Regel si fir alleguerten d'Kanner, déi an d'Lëtzebuerger Schoul ginn.

Ech gesinn hei entrüste Gesiichter. Wahrscheinlech sëtzen heibanne ganz illuster Ausnahmen a lauter Leit, déi déi véier Sproochen op deemselwechten Niveau beherrschen!

(Brouhaha général)

Duerfir wëll ech alleguer, déi heibanne sinn, aushuelen aus där doter Regel.

(Interruption)

An duerfir freeën ech mech iwwert de Konsens zu dëser klenger Ännerung un deem Projet.

Ech wollt eigentlech net äntwerten, net agoen, well et eigentlech net zum Débat gehéiert, op international oder national Etüden. Ech wollt zwou Saache just richtegstellen. Et ass richteg, dass de Ministère vun der Éducation nationale décidéiert huet, zesumme mat Ofsprooch an der Regierung, dass mer géifen un enger internationaler Etüd deelhuelen iwwert d'Citoyenneté, well dat jo e wichtege Begrëff ass, a well mer eigentlech praktesch keng Informatioun hunn iwwert d'Wëssen an awer och d'Astellung vun de Lëtzebuerger Jugendlechen zu deem wichtegen Thema awer: Wat ass e Bierger? Wat denke mer? Wéi behuele mer eis? A wat ass wichteg zum Beispill iwwert déi transversal Kompetenzen, well mer jo ëmmer soen, d'Schoul soll net nëmme Wësse vermëttelen, mä soll och Bierger erubilden, dass mer eng Iddi hätten, wou mer géifen dostoen.

Et ass eng international Etüd, ICCS genannt, a mir hunn d'Uni Lëtzebuerg domat chargéiert, fir déi Etüd fir de Lëtzebuerger Ministère ze maachen. D'Uni huet dorunner en nationale Questionnaire gehaangen, deen ënnert der Verantwortung vun der Universitéit Lëtzebuerg gemaach ginn ass. Ech iwwerhuele gären all Verantwortung, fir déi ech zoustänneg sinn, awer ech géif mengen, déi Plaz, wou een déi Froen, déi den Här Kartheiser hei opgeworf huet, misst diskutéieren, dat wär mat der Uni Lëtzebuerg.

Ech wëllt Iech och soen, dass mer de Moment nach kee Feedback hunn iwwert déi Informatiounen, iwwert déi Froen, déi do gesammelt gi sinn, an dass mer ganz bestëmmt, an ech wollt domadder fir d'éischt an d'Chamberskommissioun kommen, d'Geleeënheet hunn, doriwwer ze diskutéieren, wou ech dann eise Partner, d'Universitéit Lëtzebuerg, selbstverständlech gär derbäi hätt, fir en toute objectivité an ouni Polemik iwwert déi Froen hei ze schwätzen.

Dann ee Wuert: Et ass falsch, dass de Moien d'PIRLS-Etüd virgestallt ginn ass. PIRLS war 2006, an déi Etüd ass scho virun zwee Joer virgestallt ginn. Mir hunn als Lëtzebuerger eng Zousazstudië gemaach, fir ze kucken, wéi eng Liesekompetenz d'Kanner, eis Schüler am sechste Schouljoer am Däitschen an am Franséischen hunn.

Mir hunn, fir déi national Etüd ze maachen - déi ass nëmmen national - Texter vu PIRLS benotzt, also déi Texter, déi international ausgeschafft gi ware fir d'PIRLS-Etüd. Do si véier Texter fräi, déi d'Länner kënne fräi benotzen, an déi hu mir benotzt, fir zu Lëtzebuerg déi Etüd ze maachen. Déi ass vun engem Konsortium gemaach ginn: Universitéit Tréier, Dortmund, Bamberg, Berlin a Lëtzebuerg. Et ass also net nëmmen d'Universitéit Lëtzebuerg. Do sinn déi Texter benotzt ginn, op déi den Här Kartheiser elo Referenz gemaach huet, an déi Texter sinn esou iwwerholl ginn, wéi se an der internationaler Etüd erausgaange sinn.

Déi franséisch Texter si vu Frankräich, der Belsch a Kanada, zesummen hu se den - wéi soll ech dat nennen? - den „go" kritt, fir däerfe publizéiert ze ginn. An deem Text ass effektiv e franséische Feeler dran. Dat ass net e Lëtzebuerger Text, dat ass en Text, wéi gesot, dee vun engem internationale Gremium erausgestallt ginn ass, an do steet amplaz „Genou" „Genouille".

Do hu mer dann eng Diskussioun gefouert, ob mer dee Feeler sollte redresséieren, wa mir déi Texter vun der PIRLS iwwerhuelen, an ob mer se solle verbesseren, an do hunn d'Experten décidéiert, fir dass mer de Verglach kéinte maachen, vu dass déiselwecht Texter schonn 2006 bei PIRLS gebraucht gi sinn - also, ech war un der Diskussioun net bedeelegt -, déiselwecht Texter dës Kéier nach eng Kéier ze gebrauchen. Dat erkläert, firwat elo do e Feeler ass.

Ech wollt dem Här Kartheiser awer félicitéiere fir seng Perspicacitéit, well hie war deen Éischten, deen de Moien dee Feeler direkt gesinn huet während der Virstellung. Wéi d'Experte geschwat hunn, hat hien zilbewosst direkt de Feeler entdeckt.

Also, Félicitatiounen, ech denken, dass den Här Kartheiser eng Vocatioun verpasst huet.

(Brouhaha et hilarité)

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech Iech Merci soe fir de Support, also fir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz, an ech froen, dat dann och esou ze stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen der Madame Erzéiungsministesch Merci. Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Ech soen der Madame Minister selbstverständlech Merci fir déi Komplimenter, déi ech krut, awer duerfir huelen ech d'Wuert net.

Ech wollt elo just nach eng Kéier soen, datt ech awer mat deem Prinzip net d'accord sinn, datt en Unterrechtsminister hei steet an d'Verantwortung fir eng Etüd, déi an eise Schoule gemaach gëtt, op d'Universitéit ofwälzt.

Ech mengen, mir hunn e Minister, dee kompetent ass fir dat, wat an eise Schoule geschitt, an dozou gehéiere selbstverständlech och Etüden, déi an deene Schoule gemaach ginn. Et ass net politesch oninteressant, fir ze wëssen, wéi e Genre vu Froen eise Schüler do gestallt gëtt, an ech fannen et politesch net korrekt, fir sech dann aus där Verantwortung wëllen erauszestielen.

Entweder et ass een Unterrechtsminister an et huet een d'Verantwortung fir dat, wat an de Schoule geschitt, oder et kann een déi Verantwortung net droen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Au vote!

M. le Président.- Sou, mir kommen… Jo, d'Madame Erzéiungsministesch wollt nach reagéieren.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech wollt ganz kuerz nach eng Kéier soen, dass ech selbstverständlech all d'Verantwortung iwwerhuelen, dass ech awer gär hätt, dass mer sollen a Rou eng Kéier iwwert dee Questionnaire diskutéieren an eis net op satiresch Zeitungen an iergendwellech Communiquéë beruffen, fir doriwwer ze diskutéieren. Mä ech hale vill vun objektiven Débaten, an duerfir hunn ech gesot, ech géif gär fir d'éischt an der Chamberskommissioun doriwwer diskutéieren, an dann dorauser Konklusiounen zéien, an ech wär dankbar fir d'Objektivitéit vum Débat, wa mer dat kéinte roueg maachen.

Merci.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Sou, mir kommen awer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6064.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6064 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen a 7 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Fayot), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kéimen dann elo zum leschte Projet de loi vun haut, dem Projet de loi 6031, enger Ofännerung vum Statsbeamtestatut. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo si schonn ageschriwwen: déi Hären Etgen, Klein, Gibéryen an Hoffmann.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 6031 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;

c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6031, dee véier verschidde Gesetzer ofännert, léisst a sengem Intitulé net erkennen, wat dann de wierklechen Objet vun deem Gesetz ass. Duerfir wëll ech och an der Aféierung vu mengem Rapport kuerz drop hiweisen, wat dann d'Zilsetzung ass. Déi kann een nämlech a véier oder fënnef Punkten zesummefaassen.

Den Text soll:

éischtens, den Zougang vun de Bierger aus der Europäescher Unioun zu der Lëtzebuerger Fonction publique regelen;

zweetens, nei Bestëmmungen aféieren iwwert d'Sproochkenntnisser vun de Kandidaten, déi bei der Fonction publique agestallt wëlle ginn, an den INAP, den Institut national d'administration publique, mat der Kontroll vun deene Sproochkenntnisser chargéieren;

drëttens, den INAP nei strukturéieren an em d'Méiglechkeet ginn, nei Formatiounscoursen unzebidden;

véiertens, d'Employéen, déi duerch dat neit Schoulgesetz vum Stat iwwerholl goufen, mat den Employéë vum Stat gläichstellen, wat hir Pensiounsrechter ugeet;

fënneftens, déi rechtlech Situatioun vun deenen Employéë sécherstellen, déi am Laf vun deene leschte Joren duerch d'Bestëmmunge vun de Budgetsgesetzer agestallt goufen.

U sech géif dat jo schonn duergoen. Ech erlabe mer awer, an den Detail vun deene fënnef Punkten anzegoe fir déi Kolleegen, déi dat och interesséiert.

Éischtens, zum Zougang zu der öffentlecher Funktioun fir EU-Bierger. An deenen dräi Gesetzer iwwert de Statut vun de

Statsbeamten, de Statsemployéen an de Gemengebeamte gëtt d'Bedéngung, dass ee Lëtzebuerger muss sinn, fir beim Stat oder bei der Gemeng agestallt ze ginn, duerch d'Bedéngung ersat, dass ee Bierger vun engem vun de Länner aus der Europäescher Unioun si muss.

Allerdéngs bleift d'Bedéngung vun der Lëtzebuerger Nationalitéit bestoe fir déi Persounen, déi an hirem öffentlechen Aufgabeberäich, op deem Posten, wou se sinn, un der direkter oder indirekter Ausübung vun hoheitsrechtlechen Aufgabe bedeelegt sinn oder déi responsabel si fir d'Erhalen oder d'Verteidege vun Interesse vum Stat a vun de Gemengen.

D'Gesetz beschränkt sech op allgemeng Kritären, déi och baséieren op der Jurisprudenz vun dem Europäesche Geriichtshaff. D'Detailer an d'Posten, wou d'Lëtzebuerger Nationalitéit weider gefrot ass, ginn duerch Règlements grand-ducaux festgeluecht.

Nodeems schonn duerch d'Gesetz vum 17. Mee 1999 den Zougang an der Fonction publique fir EU-Bierger a sechs Secteuren - d'Recherche, den Enseignement, de Gesondheetsberäich, d'Transports terrestres, d'Post an Telekommunikatioun, d'Verdeele vu Waasser, Gas an Elektresch - virgesi war, gëtt elo den Zougang vun den EU-Bierger zu der Fonction publique op déi ganz Fonction publique ausgedehnt.

Domat erfëllt Lëtzebuerg eng Opfuerderung vun der Europäescher Kommissioun vum 27. Juni 2007, an där festgehalen ass, dass déi Lëtzebuerger Gesetzer iwwert d'Fonction publique net konform sinn zu dem Recht an der Rechtspriechung vun der Europäescher Unioun. Duerch deen heiten Text gëtt elo déi Konformitéit hiergestallt.

Déi rechtlech Développementer, déi à la base si vun dësem Gesetz, sinn ausféierlech an den Dokumenter vun der Regierung an och an dem schréftleche Rapport vum Rapporteur festgehalen.

Ech mengen, Här President, dass et net néideg wär, fir déi Développementer hei nach eng Kéier virzedroe mat allen Detailer.

Éischtens ass et eng schwiereg Aufgab, fir all déi Nuancë vun der Rechtspriechung hei erëmzeginn. An ech géif Gefor lafen, fir dat net mat där Nuance a mat deenen Detailer kënne virzedroen. Dofir roden ech och all deenen, déi sech méi genee mat der Matière wëllen ofginn, fir dat dann an de Rapporten nozeliesen. Dat ass eng interessant Lecture fir iwwer Chrëschtdag.

(Hilarité)

Zweetens, bei de Kandidate fir d'Fonction publique sollen an Zukunft déi lëtzebuergesch, déi franséisch an déi däitsch Sproochkenntnisser opgrond vu kloren, transparenten an eenheetleche Kritäre gepréift ginn. D'Referenzinstrument ass d'Regelung an d'Methoden, déi vum Conseil de l'Europe festgeluecht si ginn an déi mer bei aneren Texter, notamment bei der duebeler Nationalitéit, kenne geléiert hunn. Déi brauch ech also och net am Detail nach eng Kéier virzedroen. D'Kontroll vun de Sproochkenntnisser gëtt dem INAP uvertraut.

Drëttens, fir déi Kontrollen dann och wierklech kënnen duerchzeféieren, muss natierlech den INAP d'Méiglechkeet kréien, fir seng nei Aufgabe kënnen ze erfëllen. Duerfir gëtt och am INAP en neit Departement geschafen, dat déi Aufgaben iwwerhuele soll.

Ech wëll awer hei bäifügen an drop hiweisen, dass d'Regierung no dem Avis vum Statsrot drop verzicht huet, fir zousätzlech am INAP sechs nei Posten ze schafen. Dat ass och vun der Kommissioun begréisst ginn.

Den INAP kritt dann awer zousätzlech d'Méiglechkeet, fir och aner Formatiounscoursen unzebidde fir öffentlech Institutiounen. Am Exposé des motifs vun der Regierung ginn zwou esou Initiativen als Beispill genannt, déi a Fro kommen. Dat sinn d'Preparatiounscoursë fir Lëtzebuerger Beamten, déi sech interesséiere fir Poste bei den europäeschen Institutiounen, fir also virbereet ze ginn, fir um Concours fir esou Poste wëllen deelzehuelen, an d'Formatiounscoursë fir nei gewielte Gemengeréit.

Da wëll ech och drop hiweisen, dass am Kader vum INAP en neie Cycle de formation ageféiert gëtt fir verschidde Carrièrë bei de Statsemployéen, déi bis elo keng esou eng Formatioun haten. Déi Formatioun soll am Ufank vun der Carrière organiséiert ginn.

Véiertens, d'Gesetz vum 27. Januar 1972 iwwert d'Statsemployéë gëtt ofgeännert, fir et ze erlaben, dass d'Employéë vun de Gemengen, déi am neie Schoulgesetz vum Stat iwwerholl si ginn, mat de Statsemployéë gläichgestallt ginn an hire Pensiounsrechter. Ech maachen hei drop opmierksam, dass d'Gesetz, d'Schoulgesetz, de 15. September 2009 a Kraaft getrueden ass. Duerfir mussen och déi hei Bestëmmunge réckwierkend a Kraaft gesat ginn - dat fannt Der am Artikel 6 vum Gesetz - op de 15. September 2009.

Fënneftens, an enger Iwwergangsbestëmmung gëtt am Artikel 5 déi rechtlech Situatioun vun deenen Employéë séchergestallt, déi zënter Joren duerch déi jeeweileg Budgetsgesetzer beim Stat agestallt goufen. De Stat war duerch d'Budgetsgesetzer autoriséiert, d'Persounen aus Länner vun der Europäescher Unioun anzestellen als Statsemployé op Posten, fir déi keng Lëtzebuerger kandidéiert hunn.

Dat sinn no dem Artikel 25 vun dem Budgetsprojet vun 2010 - deen Der awer net méi am Budgetsgesetz erëmfannt, well en duerch eng Opposition formelle vum Statsrot gestrach ginn ass - ronn 376 Posten. De Statsrot huet a sengem Avis zum Budgetsgesetz fir 2010 sech deene Bestëmmunge vum Artikel 25 - wéi ech elo grad gesot hunn - formell opposéiert mat dem Motiv, dass deen Artikel net konform wär zu der europäescher Rechtspriechung, an dass d'Situatioun vun deenen Employéen duerch dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren an haut sollen ofstëmmen, geregelt géif ginn. Dofir sollt een deen Artikel 25 am Budgetsgesetz supprimëieren.

Dat ass och geschitt, mä domat war eng Rechtsonsécherheet entstan fir déi an déi 370 Employéen, déi an deene leschte Joren agestallt si ginn. Duerch en Amendement vun der Chamber vum 19. November 2009, deen iwwregens och d'Zoustëmmung vum Statsrot fonnt huet, gëtt déi rechtlech Situatioun vun deenen Employéen, déi am Artikel 25 also vum Budgetsgesetz opgezielt waren, definitiv geregelt. Dat ass de Paragraph 1 vum Artikel 5.

Well d'Regierung der Meenung war, si misst och fir déi nächst Joren als Iwwergangsbestëmmung d'Méiglechkeet kréien, fir nach Employéen am Rahme vun därselwechter Bestëmmung kënnen anzestellen, war och d'Kommissioun d'accord, fir an där Iwwergangsbestëmmung beim Paragraph 2 d'Regierung ze autoriséieren, fir an de Joren 2010 bis 2014 inklusiv nach esou Astellunge virzehuelen, awer nëmmen, wann et noutwendeg ass an ënnert deene Bedéngungen, déi och virdru gegollt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Text vum Projet, esou wéi en haut virläit, huet den Accord fonnt, ouni Géigestëmm, mat enger Enthalung, vun der zoustänneger Chamberskommissioun. Ech bieden duerfir och d'Chamber, fir dem Text an därselwechter Form hir Zoustëmmung ze ginn. An ech entschëllege mech fir déi eng Minutt a 46 Sekonnen, wou ech iwwerschratt hunn, mä ech verspriechen net, dat net méi ze maachen.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Villmools Merci dem Rapporteur. A wéi mer den Här Meyers kennen, wësse mer, datt hien dat och mécht.

(Hilarité)

Als éischte Riedner ass elo den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dem Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, ze félicitéiere fir säi prezisen a kloer formuléierte schréftleche wéi och mëndleche Rapport an him ausdrécklech Merci ze soen. Et ass dem Rapporteur säi Mérite, datt mer hei soe kënnen, datt déi parlamentaresch Kommissioun exzellent legislativ Aarbecht geleescht huet. Mir stëmmen haut nämlech en Text, dee komplett iwwerschafft gouf am Verglach zum Text, dee vun der Regierung déposéiert gouf.

Wat elo d'Objektiver vum Gesetz ubelaangt, gëtt elo d'Fonction publique fir d'EU-Bierger opgemaach. Bis elo war dat d'Ausnahm, elo gëtt et d'Regel. Ausgeschloss ware just déi Posten am Kader vum Exercice vun der nationaler Souveränitéit. Hei zu Lëtzebuerg di mir eis schwéier mat esou Ännerungen, och wann déi europäesch Jurisprudenz dat ausdrécklech verlaangt.

D'DP huet duerfir och an hirem Wahlprogramm fir déi lescht Parlamentswahle festgehalen: „Der öffentliche Dienst muss sich öffnen. Die Europäische Kommission hat die EU-Mitgliedsstaaten dazu aufgefordert, den Zugang von EU-Bürgern zu allen Bereichen des öffentlichen Dienstes zu ermöglichen mit Ausnahme derjenigen, die direkt oder indirekt an der Ausübung der Staatsgewalt beteiligt sind. Die DP wird dies mittels einer den Interessen unseres Landes entsprechenden Interpretation tun."

Duerfir félicitéiert d'DP och der CGFP, datt si mat der Regierung et fäerdeg bruecht hunn, e Wee ze fannen, fir souwuel den Intérête vun eisem Land, mä awer och eisem kloren europäeschen Engagement Rechnung ze droen.

Et ass och ee Projet de règlement grand-ducal um Instanzewee. Ech hunn héieren, datt do awer nach kéinten e puer Ongereimtheete bestoen. Et sollt een duerfir Wäert drop leeën, datt een ee kohärenten Text huet, deen elo net am Hauruckverfahre geholl gëtt. Et wär a kengem sengem Intérêt, elo en Text ëmzesetzen, deen net vu vir bis hannen duerchduecht wär. Et wär par ailleurs besser gewiescht, mir hätten och de Projet de règlement grand-ducal mat den entspriechenden Avisen an der Kommissioun kënnen ënnert d'Lupp huelen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Als DP wëlle mir awer och eng Fonction publique, déi der Realitéit entsprécht. Eng vun dëse Realitéiten ass, datt eis Populatioun aus 32% vun EU-Bierger besteet. Realitéit ass och, datt manner wéi 50% vun der aktiver Bevölkerung Lëtzebuerger sinn. Realitéit ass och, datt ee grousse Prozentsaz vu Résidenten net ka mat wiele goen. Alles Beweggrënn, fir mat op dee proposéierte Wee ze goen.

Derbäi kënnt, datt den öffentlechen Déngscht dee gréisste Patron hei am Land ass. An onsécheren Zäite si sécher Plaze besonnesch gefrot. Méi eng grouss Auswiel kann dem öffentlechen Déngscht nëmme guttdinn.

Bei eisen Nopeschlänner sinn nëmme positiv Experienze gemaach ginn. De Kontakt vum auslännesche Matbierger mat Beamten, déi hir Sprooch, hir Kultur an hir Mentalitéit kennen, mécht villes méi einfach. Et entsteet ee positiivt Vertrauensverhältnis, Barrièrë ginn iwwerbréckt an eng besser Integratioun gëtt gefördert. Wichteg bleift awer dat lückenlost Definéiere vun deene Posten, déi exklusiv vu Lëtzebuerger besat solle ginn.

Zweete wichtege Punkt an dësem Gesetz ass méi eng grouss Professionalisatioun vun de Sproochentester. Ech denken, déi gefrote Kenntnisser solle virun allem dem intellektuellen a professionelle Profil vum Posten, deen ze besetzen ass, Rechnung droen.

Drëtte wichtege Punkt ass, fir dem INAP déi gesetzlech Basis ze ginn, fir Coursen a Seminäre fir déi Gemengegewielten unzebidden. Wéinst där ëmmer méi grousser Professionalisatioun vun de Gemengenaufgaben, verbonne mat ëmmer méi grousse Responsabilitéiten, ass dëst ee wichtege Punkt aus dem Pabeier vun der Territorialreform.

Den INAP ass absolut déi gëeegent Struktur, fir zesumme mam Gemengesecteur e Formatiounskonzept auszeschaffen, an dat ëmsou méi, well den INAP elo schonn e grousse Fächer vu Formatioune fir d'Gemengebeamten ubitt. De Bewäis hu se schonn erbruecht mam Formatiounszyklus, dee se vu Januar un an enker Kollaboratioun mam Syvicol ubidden. Fir där systematescher Ënnergruewung vun der Gemengenautonomie an dem schläichenden Demokratiedefizit entgéintzewierken, brauche mer legislativ sattelfest Gemengepolitiker.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, den öffentlechen Déngscht muss virun allen aneren Ufuerderungen ee Partner vun alle Bierger an alle Betriber sinn. Mir brauchen e Service public, deen op hir Wënsch a Besoinen ageet, een öffentlechen Déngscht, deem seng Aarbechtsorganisatioun op den Administré ausgeriicht ass. Dëst Gesetz soll derzou bäidroen, dës Ziler besser ze erreechen. An duerfir wëll ech och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetz ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Etgen Merci. An dann ass als nächste Riedner den Här Jean-Pierre Klein drun. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir déi vun him gewinnte Prezisioun bei der Presentatioun vun dësem Projet de loi.

De Projet de loi mécht den Zougang zur Fonction publique fir EU-Auslänner prinzipiell op. Domadder fënnt am Fong e richtege Paradigmewiessel an eiser Fonction publique statt. Bis elo war nämlech den Accès zur Fonction publique mat Ausnahm vu sechs Beräicher de Lëtzebuerger reservéiert.

D'EU-Rechtslag an d'EU-Jurisprudenz schwätzen eng kloer Sprooch a ginn a Richtung fir méi ee groussen Zougang zur Fonction publique fir EU-Auslänner. Den Europäesche Geriichtshaff an d'Europäesch Kommissioun weise schonn zënter enger gudder Zäit onmëssverständlech drop hin, dass d'Lëtzebuerger Rechtslag net EU-konform ass. Dat gëtt elo mat dësem Projet de loi an d'Rei bruecht.

Restriktioun: Poste beim Stat oder bei der Gemeng - d'Gemenge gi mat abezunn -, déi eng Participation à l'exercice de la puissance publique begräifen, oder wann Intérêts généraux vum Stat oder aneren öffentleche Kollektivitéiten am Spill sinn, da gëllt nach ëmmer d'Nationalitéitsklausel. Well dës Notioune komplex a schwéier ze definéiere sinn, ginn d'Funktiounen, déi dora spillen, duerch Règlement grand-ducal festgeluecht.

Ofgesi vun normative Beweggrënn ass et awer och am Sënn vun engem qualitativ héichwäertegen öffentlechen Déngscht, wann d'Fonction publique op ee weidere Reservoir vu qualifizéiertem Personal, egal vu wéi enger Nationalitéit, kann zréckgräifen. An eiser héich entwéckelter Leeschtungsgesellschaft, wou berufflech Qualifikatioun an Know-how eis quasi eenzeg Ressourcë sinn, muss sech de Stat och ëmmer méi komplexe Gegebenheeten an Ufuerderungen upassen.

An engem klenge Land, wéi mir et nun emol sinn, ass et oft net einfach, déi néideg Experte fir ëmmer méi technesch Posten ze fannen. Eise Reservoir u lëtzebuergeschen Aarbechtskräften ass nun eemol och begrenzt. Wann den Zougang zur Fonction publique fir Auslänner méi grouss gëtt, geet d'Probabilitéit, déi gëeegent Leit ze fannen, och an d'Luucht.

D'Beherrsche vun eisen dräi Amtssprooche Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch ass a bleift och weiderhin eng wichteg Viraussetzung, fir kënnen an den öffentlechen Déngscht anzetrieden. D'Teste vun de Sproochekompetenzen, wat dëse Projet de loi moderniséiert, de Cadre européen commun de référence pour les langues erlaabt et, kloer, transparent, objektiv an uniform Kritären ze fixéieren.

D'Sproochenufuerderunge mussen awer un déi jeeweileg Posten ugepasst sinn an net zu enger oniwwerwindbarer Hürd fir

d'Auslänner ginn, esou wéi et och déi verschidden Associatiounen a Gewerkschaften an hirem gemeinsamen Avis formuléiert hunn. Dat ass en Avis vun OGB-L, ASTI an nach aneren Organisatiounen.

De Prinzip vun der Proportionalitéit muss Uwendung fannen. D'Natur vum Poste souwuel wéi den Niveau de responsabilité si wichteg Parameteren, fir d'Sproochenexigenzen zréckzebehalen. Den INAP kritt am Beräich vun dëse Sproocheklauselen, Konditioun, eng zousätzlech maassgeblech Roll ze spillen.

An dësem Projet de loi gëtt d'Geleeënheet genotzt, fir d'Missioune vum INAP iwwert de Wee vu Konventiounen op aner öffentlech Institutiounen ze erweideren. Bis elo waren d'Aktivitéite vum INAP op Stat a Gemenge beschränkt. Abezu ginn elo direkt engersäits d'Fonction publique vun den europäeschen Institutiounen, Communautéiten, fir den Interesséierten déi vakant Poste méi nozebréngen, Informatiounen doriwwer ze ginn an an deem Sënn d'Konzepter an d'Organisatioun vu Virbereedungscoursen auszeschaffen.

D'legal Basis gëtt och mat dësem Projet de loi geschafe fir Aféierungscoursen a Fortbildungscoursen, fir besonnesch nei gewielte Gemengevertrieder op hiert Amt virzebereeden. Domat gëtt eng laangjähreg Fuerderung vum Syvicol en accord mam Minister vun der Fonction publique an dem Innenminister duerchgesat, woubäi och bei der Ëmsetzung de Chef vum INAP eng ganz wesentlech Roll gespillt huet an och duerch seng Kooperatioun derzou bäigedroen huet, fir dass dat schnell konnt ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang erënneren ech u meng Proposition de loi vun 2002 fir e Congé de formation fir déi Gemengegewielten. Domat kënnt den Innenminister dann och deelweis deen Nohuelbedarf vum Congé politique ophuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. An ech ginn och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Klein Merci. Als nächste Riedner hu mer den Här Gibéryen agedroen.

(Interruption)

Ech weess net, déi gréng Fraktioun ass iergendwéi haut schlecht organiséiert. Ech hu kee Riedner agedroen. Dat ass awer kee Problem, Här Adam. Da kritt Dir gären d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir wäerten eis bei eisem Sekretär beschwéieren, Här President.

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech erstaunlech, datt mer esou een interessante Projet wéi deen hei als allerleschte kuerz virun der Chrëschtvakanz an dann nach am Modèle de base evakuéieren. Et ass natierlech kloer, datt mer eng gewëssen Urgence hunn an dëse Projet nach am Joer 2009 musse stëmmen, fir net zu enger gewësser Rechtsonsécherheet ze kommen, wourop de Rapporteur schonns agaangen ass.

Dësen Zäitdrock ass awer vun der Regierung, an nach méi vun de Regierunge virdrun, selwer organiséiert ginn. Mir fannen et bedauerlech, datt d'Regierung nëmmen op Drock hi bereet ass, am Dossier „Öffnung vun der Fonction publique fir auslännesch Matbierger" aktiv ze ginn.

Den Androck entsteet, mir géife just op Drock hi vun deene Béise vu Bréissel handelen. De Gedanken, datt et sech hei ëm ee gemeinschaftleche juristesche Kader vun den EU-Memberstaten handelt, zu deene Lëtzebuerg jo nun eemol gehéiert, a mat deem dem fräie Floss vu Kapital, Wueren a Servicer soll eng fräi Zirkulatioun vu Bierger a schaffende Leit als Contrepartie entgéintgesat ginn, geréit an de Vergiess.

De Projet de loi 6031 gesäit eng allgemeng Öffnung vun der Lëtzebuerger Fonction publique fir EU-Bierger vir. Dat ass net déi éischt Öffnung vun der Fonction publique an déi Richtung, mä et ass definitiv eng aner Perspektiv, déi vun elo u gëllt. Wa bis elo d'Fonction publique fir d'Lëtzebuerger reservéiert war an d'Gesetz vum 17. Mee 1999 eng Rei Sparte fir EU-Bierger opgemaach huet, dann ass et elo anescht. D'Lëtzebuerger Fonction publique ass fir all EU-Bierger op, just e puer spezifesch Domäner bleiwe fir Lëtzebuerger Statsbierger reservéiert.

D'Ursaach vun dëser Ouverture ass am aktuellen Artikel 39, dem fréieren Artikel 48, vum europäeschen Traité ze fannen. Hei gëtt de fräien Zougang vun allen europäesche Bierger zum europäeschen Aarbechtsmarché assuréiert. Een Zougang, dee keng Diskriminatioun duerch Nationalitéit erlaabt.

Et war e laange Wee, bis mir zu Lëtzebuerg dës Ouverture zougelooss hunn. Ganz laang ass op dem véierte Punkt vun deemselwechten Artikel argumentéiert ginn. Do steet: „Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique."

Den Europäesche Geriichtshaff war däitlech. Eis Definitioun vu Secteur public konnt sech net duerchsetzen. Mir kruten de 27. Juni 2007 en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun. Den Historique zu dëse Faite steet am Rapport. An ech profitéieren och dervun, dem Rapporteur, dem honorabelen Här Paul-Henri Meyers, Merci ze soe fir säi wéi gewinnt ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mir hunn zu Lëtzebuerg ëmmer versicht, d'Fonction publique als Chasse gardée vun de Lëtzebuerger ze halen. An dat ass eis jo och net schlecht gelongen. Och haut, zéng Joer no der éischter Öffnung, schaffen nach ëmmer manner wéi 10% Netlëtzebuerger an der Fonction publique. Dobäi ware mer awer net stur. Wann et eis arrangéiert huet, dann hu mer och alt Ausnahmen zougelooss.

An esou wichtege Secteure wéi der Recherche, wou mer definitiv net genuch Lëtzebuerger géife fannen, hu mer och Netlëtzebuerger eragelooss. A wéi den Undrang bei der Arméi net méi grouss genuch war, hu mer d'Arméi och fir Netlëtzebuerger opgemaach, obschonns dat en Domän ass, deen zur Puissance publique gehéiert.

E Règlement grand-ducal soll dann elo schlussendlech déi Aarbechtsplazen an der Fonction publique definéieren, déi fir d'Lëtzebuerger Statsbierger reservéiert bleiwen. Dëse Règlement grand-ducal läit eis leider nach net vir, wat déi gréng bedaueren, a mat hinnen eng ganz Rei aner Organisatiounen: vun der Amitié Portugal-Luxembourg iwwert d'ASTI bis zu enger Rei Gewerkschaften.

Fir dëse Volet ofzeschléissen, wëll ech nach de Saz vum Här Daleiden op der Séance académique vun der Honnertjoerfeier vun der CGFP am Groussen Theater déi lescht Woch, wou der ganz vill vun Iech do waren, an Erënnerung ruffen. Den Här Daleiden sot: Eis Lëtzebuerger Haut ass eis méi no wéi dat europäescht Hiem.

Ech wëll deem allerdéngs bäifügen, datt mir a gudde wéi a schlechten Zäiten op dat europäescht Hiem ugewise sinn. Mir riskéieren nämlech schnell eis Lëtzebuerger Haut am Summer ze verbrennen an am Wanter ze erkalen, wa mir keen europäescht Hiem hunn, dat se schützt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir maachen also d'Fonction publique wäitgehend op fir EU-Bierger. Och wann dat am urspréngleche Text net esou virgesi war, gëllt dat och fir d'Fonctionnairë bei de Gemengen. A vu datt d'Regierung wëllt d'Buergermeeschter- a Schäffeposte fir Auslänner opmaachen, misste logescherweis all Posten an enger Gemengenadministratioun fir Auslänner opgoen. Et bleift dann nach d'Fro, ob mat Auslänner just EU-Bierger gemengt sinn oder all Netlëtzebuerger dorënner falen.

Mat dësem Gesetz loosse mir also keng Diskriminatioun vun EU-Bierger wéinst hirer Nationalitéit méi zou. Et ass awer logesch a legitim, datt mer als klengt Land mat dräi administrative Sproochen, wou mer am Prinzip an därselwechter administrativer Sprooch äntwerten, an där d'Fro gestallt ass, relativ héich Sproochkenntnisser verlaangen, fir kënnen Zougang ze kréien an d'Fonction publique.

Mir begréissen et an dësem Sënn och, datt mir eis do un deem gemeinsamen europäesche Referenzkader, wéi e vum Conseil de l'Europe ausgeschafft gouf, wëlle festhalen. Mir wären allerdéngs der Meenung, datt mer net missten eng Spezialkommissioun schafe mat Memberen, déi eng universitär Formatioun sollen hunn an extra musse fir dësen Zweck rekrutéiert ginn.

Mir waren och der Meenung, datt et net den INAP misst sinn, deen dës Sproochkenntnisser misst préiwen. Dat hätt eiser Meenung no sollen d'Missioun vum Institut national des Langues sinn. Hei gi schonn Zertifikaten nom europäesche Referenzkader ausgestallt. Hei besteet den noutwendege Know-how, deen am INAP nach muss opgebaut an ausgebaut ginn.

Erstaunlech ass an eisen Aen och de Fait, datt d'Missioune vum INAP ausgebaut ginn - mir kritiséiere jo just de Beräich vum Teste vun de Sproochkenntnisser -, während déi fënnef Attachés de Gouvernement an dee Fonctionnaire, déi virgesi waren, fir de Surplus vun Aarbecht auszeféieren, awer ersatzlos gestrach gi sinn.

De Statsrot hat kritiséiert, datt dës sechs Posten ee Gaspillage de deniers publics an dëse schwieregen Zäite wieren. An de Statsrot schéngt Recht gehat ze hu mat senger Kritik. Wann déi sechs Poste wierklech gebraucht gi wieren, da wier dat an eisen Aen natierlech kee Gaspillage gewiescht, scho guer net an dëse schwieregen Zäiten, mä mir hätten dat als sënnvoll Schafung vun neien Aarbechtsplaze gesinn. D'Majoritéit huet awer dem Statsrot Recht ginn.

Si huet déi sechs Poste gestrach. Déi nei Aufgabe kënnen ouni zousätzlech Posten erleedegt ginn. Esou schnell kann eise Stat Sue spueren. Et schéngt, wéi wann d'Regierung dës Posten effektiv liichtfankeg an den urspréngleche Projet ageschriwwe gehat hätt.

Op d'Drénglechkeet vun dësem Gesetz, wat dann elo nach als leschte Projet virun de Chrëschtfeierdeeg hei votéiert gëtt, hu meng Virriedner schonn higewisen. Ech bréngen, trotz der Kritik, déi dëse Projet verdéngt, den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Elo kritt nach d'Wuert den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit Merci un de Kolleeg Paul-Henri Meyers fir säin exzellente Rapport.

Mir, an ech hunn dat scho gëschter gesot, bedaueren, datt mer nëmmen de Modèle de base bei dësem Projet, dach awer fir eis wichtege Projet, hunn. An am Contraire zu eise grénge Kolleegen, déi an der Presidentekonferenz d'Méiglechkeet gehat hätten, fir en anere Modell ze kréien, an net dovu profitéiert hunn, konnte mir dat net maachen. Si hätten et awer kënne maachen. Dat hei ass en...

(Interruption)

Jo, well de Modèle de base erauskomm ass. Wa se net...

(Interruption)

Ech weess awer doudsécher, datt Der keen anere Modell verlaangt hutt, well soss hätt Der e laut eisem Reglement kritt.

(Interruptions)

Soss hätt Der e laut eisem Reglement kritt.

Plusieurs voix.- Et muss Unanimité sinn.

Une voix.- Et wor eng Unanimitéit do!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et muss Unanimitéit sinn, oder Dir kritt en anere Modell. Also war et Unanimitéit.

Une voix.- Voilà!

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bon, Här President, et ass e wichtege Projet.

(Interruptions diverses)

Et ass e wichtege Projet, ech mengen, wat den Zougang vun den EU-Bierger an d'Fonction publique ubelaangt, net nëmmen, wat de Stat ubelaangt, mä och d'Gemengen.

An eisem Wahlprogramm huet d'ADR ganz kloer geschriwwen, datt mir derfir antrieden, datt d'Fonction publique soll a priori fir Lëtzebuerger Statsbierger reservéiert ginn an datt nëmmen an extreme Fäll se däerf opgemaach gi fir Netlëtzebuerger.

Mir hunn also eng ganz kloer Ausso gemaach, un déi mer eis och wëllen halen. Dat ass iwwregens eng Ausso, déi mer gemaach hunn, déi am Aklang steet mat de Pappen, déi viru 50 Joer Europa gegrënnt hunn. Well, wann een an d'Urtexter zréck kucke geet, do stoung nämlech dran, wéi d'Europäesch Unioun gegrënnt ginn ass: «...de réserver les fonctions publiques des États membres aux citoyens de ces mêmes États». Dat war also eng urspréngleich Iddi, wéi Europa gegrënnt ginn ass, wou mer als ADR haut nach ëmmer der Meenung sinn, datt se richteg ass.

Duerno sinn natierlech opgrond vun der Propositioun vun der Europäescher Kommissioun an och vum Europäesche Geriichtshaff Uerteeler komm, déi eis dann hei als Lëtzebuerger forcéieren, eis Gesetzgebung ëmzeänneren. Et muss een awer wëssen, datt, wann d'Europäesch Kommissioun an d'europäesch Geriichter op Texter kënnen Uerteeler huelen, dann op europäeschem Niveau. Fir d'éischt hu missen am Fong déi Rechter op europäeschem Niveau verlagert ginn.

An hei stelle mer fest, datt eis Regierung zu deem Zäitpunkt, wéi déi europäesch Texter négociéiert si ginn, net gutt verhandelt huet, datt se net versicht huet, fir Lëtzebuerg extra Normen ze kréien, Ausnahmeregelungen ze kréien, wéi iwwregens England an Dänemark an deenen Texter kritt hunn, déi fir sech spezifesch Garde-fousë konnten abauen. Sou ass dat hei zu Lëtzebuerg net geschitt. Mir hu keng Derogatioune kritt. Eis Regierung huet do eiser Hisiicht no schlecht verhandelt.

Eng éischte Kéier hu mer an den 90er Joren opgrond vun engem Geriicht eis Texter missen änneren, an et si sechs Domäner, déi opgaange si fir Netlëtzebuerger an der Fonction publique: d'Arméi, d'Police, d'Magistratur, d'Steierverwaltung, d'Diplomatie an d'Administration gouvernementale.

Elo hu mer dëse Projet hei virleien, deen am Fong deen aktuelle Prinzip ganz ein-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

fach ëmdréint. Momentan hate mer am Artikel 1 stoen, datt d'Plazen an der Fonction publique reservéiert wiere fir Lëtzebuerger Statsbierger, an hannendru koumen d'Ausnahmen. Elo gëtt et ëmgedréint. Elo steet am Artikel 1, datt d'Fonction publique op wier fir d'Membere vun der Europäescher Unioun vun deene 27 Staten, an iwwer Règlement grand-ducal gëtt da festgeluecht, wat fir eng Fonctioune fir d'Lëtzebuerger reservéiert bleiwen.

Et gëtt e Règlement grand-ducal, dee mer net ze gesi kruten, Här President. Dee Règlement grand-ducal ass awer mat op den Instanzewee gaangen, souwuel an d'Chamber vun de Fonctionnaires an Employés publics, a mir bedaueren, datt mer dee Règlement grand-ducal net hei konnte virgeluecht kréien.

Här President, d'Lëtzebuerger Fonction publique huet haut schonn zéng bis 15% Bierger, déi net aus der Europäescher Unioun kommen. Et ass also net, wéi wann d'Lëtzebuerger Land nach näischt gemaach hätt. Ouni datt mer dat heite Gesetz hunn, hu mer domadder hei zu Lëtzebuerg méi Netlëtzebuerger an eiser Fonction publique schaffen, wéi iergendwéi aner europäesch Staten. Virun allem och eis Nopeschlänner, déi un eis ugrenzen, hunn net esou en héije Prozentsaz vun Netbierger vun hirer Nationalitéit an der Fonction publique schaffen, wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Interessant ass och ze wëssen, datt am Fong vun der aktiver Populatioun hei zu Lëtzebuerg, wat d'Lëtzebuerger ubelaangt, 21% an der Fonction publique schaffen an 79% am Privatsecteur. Et ass also och nach net esou, wéi allgemeng gesot gëtt, datt d'Lëtzebuerger alleguer géife bei de Stat goen. Et ass am Fong all Fënneften, deen am Secteur public schafft.

Här President, d'Sprooch ass fir eis als ADR e ganz wichtege Punkt an dësem Gesetz. Déi Sproochen, déi dräi administrativ Sproochen, Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch, déi gi vum INAP kontrolléiert. Mir soe ganz kloer, esou wéi mer dat och bei der duebeler Nationalitéit gesot hunn, wou mer do och schonn op där Säit ware vun deenen, déi relativ héich Kenntnisser verlaangt hunn, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, datt mer soen: Hei verlaange mir nach méi héich Kenntnisser vun der Lëtzebuerger Sprooch.

Et muss esou sinn, datt een, deen an de Secteur public schaffe geet op staatlechem, op kommunalem Plang, eiser Meenung no muss perfekt Lëtzebuergesch kënne schwätzen. An hei hu mir och eist Mësstrauen, datt mer fäerten, datt, wéi mer dat och schonn aus der Vergaangenheet kennen, d'Regierung hei net mat der néideger Rigueur wäert versichen, fir déi Kenntnisser esou ze verlaangen, wéi mir eis dat virstellen.

Duerfir wäerte mir och dat heite Gesetz net stëmmen. Well mer éischtens soen, d'Regierung huet schlecht op europäeschem Niveau verhandelt. Si huet keng Derogatiounen, wéi aner Länner dat fir sech fäerdeg bruecht hunn, fir Lëtzebuerg ausgehandelt. Well mer d'Reglementer net gesinn hunn. A well mer och kee Vertrauen an d'Regierung hunn, wat d'Sproocheregelung ubelaangt.

Duerfir wäerte mir, Här President, géint dëst Gesetz stëmmen.

Ech géif och an deem Sënn nach eng Motioun deponéieren, Här President, fir datt mer déi Règlements grand-ducaux sollten och hei an d'Chamber an déi zoustänneg Kommissioun kréien.

(Interruption)

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- que le projet de loi 6031 a pour objet une plus large ouverture de la fonction publique luxembourgeoise aux ressortissants des États membres de l'Union européenne;

- que malgré cette plus large ouverture le projet de loi 6031 stipule que «la condition de la nationalité est requise pour les emplois qui comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public.»;

- que suivant le projet de loi 6031 «ces emplois seront déterminés par voie de règlement grand-ducal» pour chaque régime concerné, à savoir les fonctionnaires de l'État, les employés de l'État et les fonctionnaires communaux;

- que les règlements grand-ducaux à prendre en exécution du projet de loi 6031 ne sont pas disponibles lors du vote dudit projet de loi;

invite le Gouvernement

- à soumettre les règlements grand-ducaux prévus dans le projet de loi 6031 pour avis à la Chambre des Députés;

- à soumettre à l'avenir les modifications éventuelles desdits règlements grand-ducaux à la Chambre des Députés.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Da kritt nach d'Wuert den Här André Hoffmann.

(Interruptions et hilarité générale)

Loosst Iech net aus der Rou bréngen, Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, wann een d'accord ass, dass eis Ekonomie zu Lëtzebuerg gedroe gëtt vun enger ganz héijer Zuel vu Leit, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit net hunn, da muss een och d'accord sinn, fir deene Leit déi Rechter zouzegestoen, déi mer deenen zougestinn, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn - op d'mannst zu engem ganz groussen Deel. Duerfir sinn ech och mat deem Gesetz hei selbstverständlech averstanen.

Ech emfannen et awer als e Paradox, op wéi eng Aart a Weis dass mer - ech géif et emol esou ausdrécken - d'Citoyennetéit hei zu Lëtzebuerg, d'Biergerschaft hei zu Lëtzebuerg an zwee splécken. Dat heescht, ech weess net, ob dat juristesch korrekt ass, mä ech fannen et philosophesch net korrekt, dass mer op där enger Säit den Netlëtzebuerger, déi aus der Europäescher Unioun kommen, zwar d'Recht ginn, an d'Exekutiv ze kommen, am wäite Sënn vum Wuert wuelverstanen, net an all d'Secteure vun där Exekutiv, mä an d'Exekutiv am wäite Sënn vum Wuert, an op där anerer Säit se awer aus der Legislativ komplett ausschléissen. Also aus der Legislativ, dat heescht jo dann, souwuel ausschléisse vum aktive wéi och vum passive Wahlrecht um nationale Plang.

Dat schéngt mir eigentlech e Paradox, fir net ze soen eng ongesond Situatioun ze sinn. Ëmsou méi, wann ee kuckt, wien déi Leit hei zu Lëtzebuerg sinn, déi vum Wahlrecht ausgeschloss sinn. Dat sinn eigentlech zu 90% genau déi sozial Kategorien, déi virun 100 Joer fir d'universellt Wahlrecht gestridden hunn an et dunn och duerchgesat hunn. Dat ass déi eng Remarque.

Déi zweet Remarque bezitt sech op d'Sproochkenntnisser. Do wësse mer natierlech alleguerten, dass een déi Sproochkenntnisser, déi Connaissances linguistiques, wéi et am Text heescht, natierlech esou kann definéieren, esou ka festsetzen, dass sech an der Praxis un der aktueller Situatioun iwwerhaapt näischt géif änneren. Well déi Leit, déi mer hei mengen, déi sproochlech Épreuvë guer net géife packen.

Ech géif drop halen, dass dat méiglechst transparent gemaach gëtt, dat heescht, dass ee genau gesäit: Wéi gesinn déi Sproochecoursen aus? Wéi gesinn déi Épreuven aus? Well - ouni iergendengem ze no ze trieden -, ech weess awer och, wat fir Épreuven heiansdo am INAP gefrot ginn. An do soen ech Iech, do géif d'Majoritéit vun Iech derbäi duerchfalen, jee nodeem, ëm wat et géif goen, zum Beispill an der däitscher Rechtschreiwung.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- An ech souguer och, obwuel ech Däitsch ginn hunn. Dat heescht also, ech mengen, dass een e ganz seriöt A muss halen op déi dote Konditioune vun de Sproochkenntnisser, fir an d'Fonction publique ze kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an elo kritt nach d'Wuert d'delegéiert Ministesch fir d'Fonction publique, d'Madame Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e bedeitend Gesetz, dat Är Chamber haut hei debattéiert an, wéi ech héieren hunn, dann och stëmme wäert, wat mech natierlech freet. De Rapporteur huet et schonn extrem gutt duergeluecht, trotz méi kuerzer Riedezäit, an ech wëll him duerfir Merci soen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn e Stéck Wee gaangen an deene leschte Joren a Saachen Opmaache vun der öffentlecher Funktioun, vun den EG-Verträg an der europäescher Jurisprudenz un, iwwer eist éischt Gesetz vun 1999 mat sechs prioritäre Beräicher, déi sollten opgoen, an elo ënnert der vireger Regierung an der Fiederféierung vu mengem Virgänger Claude Wiseler, mat leschten Amendementer ënnert dëser Regierung, zu dësem Gesetz, wat haut hei zur Ofstëmmung wäert kommen.

Mir sinn dee Wee iwwregens zesumme mat der Gewerkschaft aus dem öffentlechen Déngscht gaangen, a Verhandlungen tëschent dem Här Wiseler an hinnen, souwéi och mam Statsminister. Jo, d'Gewerkschaft ass matgaangen op dësem Wee, wéi gesot, a Verhandlungen an am Konsens. Richteg, si wollten duerfir eng speziell Épreuve hunn, „de culture et d'histoire luxembourgeoise". Mä ganz éierlech, mir hunn hei e grousse Prinzip zesummen ausgehandelt an duerfir amplaz eng Épreuve gesat. Ech mengen, déi brauch eis wierklech dann net ze stéieren.

Haut ass de Wee u sengem Zil ukomm, dat laangt Stéck Wee, dat mer gaange sinn. A mir dréinen elo den aktuelle Prinzip ëm: déi öffentlech Funktioun gëtt opgemaach fir EU-Nationalitéiten, si geet op fir EU-Bierger, dat ass elo den allgemenge Prinzip. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, e weidert Stéck Unerkennung, e weidert Stéck Integratioun an e weidert Stéck Chancëgläichheet, wuel och e Stéck Logik no der sougenannter duebeler Nationalitéit. Mir brauchen dacks den Know-how vun hinnen, vu Leit, déi mer hei wëllen an d'Fonction publique erakréien, eraloossen, oder Leit, déi keng duebel Nationalitéit oder och Nationalitéit ufroe kënnen. A mir hu speziell Ufuerderungen a Saache Sproochen duerch eis Villsproochegkeet, déi eis schonn esou vill Virdeeler abruecht huet.

Dir Dammen an Dir Hären, et ginn an Europa e ganze Koup Modeller, wéi dës Ouverture vun dem öffentlechen Déngscht, vun den öffentleche Funktiounen ausgefouert ginn ass. Mä jiddwerfalls gëllt an all Land eppes: Et sinn all Kéier spezifesch Regelen do fir den öffentlechen Déngscht. An déi Approche vun der Lëtzebuerger Regierung ass ganz déiselwecht wéi an anere Länner, wéi zum Beispill a Portugal, wéi a Frankräich, wéi deelweis och an Däitschland: en allgemengt Opmaachen, an an den Ausféierungstexter d'Detailer vun de Posten. All d'Virwërf sinn also net berechtegt.

Wat déi Posten ugeet: Déi Posten u sech sinn determinéiert gi vun de respektive Ministèren a Verwaltunge selwer, ënnert där leschter Regierung, an och esou virgesinn am Text, mat enger exhaustiver Lëscht vu Posten. Ech hat Iech och gesot, ech géif Iech ganz gär an der Kommissioun dee Reglement mat de Poste virstellen, mä Dir hutt ofgeschloss a mir sinn net méi dorobber agaangen.

Duerfir mengen ech, Här President, datt déi Motioun och net néideg ass, déi hei déposéiert ginn ass, ëmsou méi wou souwisou, mengen ech, d'Chamber net kann en Avis ginn zu engem Text vun engem groussherzogleche Reglement, esou wéi dat an der Motioun hei gefrot ass.

An der Chamberskommissioun sinn och Amendementer gemaach ginn, wouvunner ech besonnesch eent wollt eraussträichen, nämlech, datt mer zesummen an der Kommissioun och d'Fonction communale mat abezunn hunn an den Anzuchsberäich vun dësem Gesetz, wat, a mengen An, och e gudden an e wichtege Schrëtt ass. Mir hunn och dem Statsrot sengem Avis zum Budgetsgesetz Rechnung gedroen, a mir hunn déi Dispositioun gerett, andeem mir se an dëst Gesetz hei erageschriwwen hunn an domadder verhënnert hunn, datt déi betraffen Employéen op den 1. Januar hire Posten eigentlech hätte missen opginn. An duerfir, fir datt dat net de Fall brauch ze sinn, wäert dëst Gesetz och mussen op den 1. Januar 2010 a Kraaft trieden.

Ee Punkt ass sécherlech och nach wichteg an dësem Kontext, dat ass dee vun de Sproochen, duerch eis speziell Situatioun, wéi ech scho gesot hunn. Natierlech sinn hei zu Lëtzebuerg, mat där spezieller Sproochesituatioun an eiser Villsproochegkeet, och aner Ufuerderungen am Beräich Sproochekenntnisser, mat eisen dräi administrative Sproochen. Wat mir elo virgesinn hunn, ass esou, datt elo eng Gläichstellung zwëschent alle Kandidate kënnt, onofhängeg vun hirer Nationalitéit. Jiddwereen ass an därselwechter objektiver Situatioun, wat de Sproochentest ugeet, onofhängeg vu senger Nationalitéit. D'Sproochenufuerderunge wäerten och jee no Carrière ausgeriicht sinn, an et wäert och net verlaangt ginn, datt een all d'Sproochen d'selwecht gutt meeschtere muss. Kee vun eis, dat ass bei deem Gesetz virdru gesot ginn, ass an deem Punkt esou. An duerfir ass och hei eng ganz grouss Gläichstellung zwëschent alle Kandidate komm.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz dréit eisem gudden Zesummeliewen hei am Land Rechnung. De Pays réel gëtt nach méi reell. Et ass e positiivt Gesetz, eng positiv Moossnam, e gutt Gesetz am Sënn vun nach méi hei am Land openeen duergoen an agoen, ee bedeitende Moment also, an ech soen Iech Merci, datt mir dëst Kalennerjoer hei konnte mat dësem Gesetz ofschléissen, an datt mir esou gutt Debatten an Zesummenaarbecht an der Chamberskommissioun an an der Chamber hei haten.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Minister Merci, a mir kéimen dann elo zur Ostëmmung iwwert de Projet de loi 6031.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6031 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Clement (par M. Raymond Weydert), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Marc Spautz), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dann hu mer hei nach eng Motioun, iwwert déi mer missten ofstëmmen, déi vum Grupp ADR erabruecht ginn ass. Wann ech richteg verstanen hunn, wëllt d'Regierung déi net unhuelen. Wëllt nach een derzou schwätzen? Den Här Adam freet d'Wuert.

Motion 1

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, ech hu selwer a mengem Discours virbruecht, datt mir et och bedaueren, datt mer d'Règlements grand-ducaux net hunn. Et ass och eng Fuerderung gewiescht vun der ASTI zum Beispill, a vun enger Rei Gewerkschaften. Inhaltlech ënnerstëtze mer duerfir déi Motioun, och wa mer wahrscheinlech eppes anescht zu de Règlements grand-ducaux soe wäerte wéi eis Kolleege vum ADR.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Soss keng Wuertmeldung méi? Kënne mer dann iwwert déi Motioun ofstëmmen? Ech huelen un, datt de Vote électronique verlaangt ass?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 47 Nee-Stëmme géint 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Mergen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Ben Scheuer), Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

6. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung virun der Chrëschtvakanz ukomm. Ech wëll nach kuerz op e puer Evenementer vum Joer 2009 zréckkommen.

D'Chamber, esou wéi se haut zesummegesat ass, ass eng aner wéi virun engem Joer. No de Wahle sinn et eng Partie Changementer ginn, an eng Rei vun neie Gesiichter sinn an dëst Haus erakomm. Déi nei Deputéierten hu sech gutt agelieft an zesumme mat deene Kolleegen, déi dëst Haus scho méi laang a besser kennen, hu se an deenen éischte Wochen a Méint vun dëser Legislaturperiod schonn eng zolidd Aarbecht geleescht.

Dat ass ëmsou méi wichteg, well no laangem Waarden de Lissabon-Vertrag den 1. Dezember a Kraaft getrueden ass. Domat ass eng nei, wichteg Etapp am europäesche Prozess fir d'national Parlamenter ugaangen. Den Traité erkennt fir d'éischte Kéier déi wichteg Roll vun den nationale Parlamenter an der europäescher demokratescher Aarbecht un. D'Roll vun den nationale Parlamenter gëtt verstäerkt. Doduerch komme weider Aufgaben op d'Parlament duer, ënner anerem d'Kontroll vum Respekt vum Subsidiaritéits- a Proportionalitéitsprinzip, mä och d'Missioun, fir d'Aktivitéite vun Eurojust ze evaluéieren an déi vun Europol ze kontrolléieren.

Déi Lëtzebuerger Chamber huet also elo méi Kompetenzen, wat den europäeschen Décisiounsprozess betrëfft, mä domadder och nei Aufgaben, déi op d'Deputéierten, mä awer och op d'Mataarbechter vun dësem Haus zoukommen. Vill Viraarbecht ass dann och scho vun de Servicer vun der Chamber an och vun der zoustänneger aussen- an europapolitescher Kommissioun geleescht ginn, fir dat Haus fit ze maache fir d'Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag. An deenen nächste Woche wäert dann och eist Reglement missen ëmgeännert ginn, fir deenen neie Realitéite Rechnung ze droen.

An de leschte Wochen huet sech awer och gewisen, datt all eenzelnen Deputéierte sech senger europapolitescher Verantwortung voll bewosst ass, an déi öffentlech Debatt iwwert de Programm vu Stockholm ass eigentlech e gutt Beispill heifir gewiescht. De Vertrag vu Lissabon steet also elo säit dem 1. Dezember. Et ass un eis alleguer, e mat Liewen ze erfëllen.

E weidert wichtegt Evenement vun de leschte Méint war d'Porte ouverte. Net nëmmen d'Chamber, mä och de Statsrot, d'Cour des Comptes an de Médiateur hate sech un deem éischten Dag vun den Institutioune bedeelegt. Et war e grousse Succès, an ech mengen, de Bléck hannert d'Kulissen huet de Leit och engersäits gewisen, datt d'Chamber keng Dunkelkammer ass, an anererséits, datt de Gros vun der parlamentarescher Aarbecht sech nieft den öffentleche Sitzungen haaptsächlech an de Kommissiounen ofspillt.

Ech wëll op dëser Plaz kee Gesetz vum Joer 2009 besonnesch ervirhiewen oder zréckbehalen. Jiddwer Gesetz, wat mir gestëmmt hunn, war wichteg an noutwendeg. Ech kéint lech op dëser Plaz vill Zuele vum Joer 2009 nennen, zum Beispill, datt mir 48 öffentlech Sitzungen haten. Dat sinn der vläicht manner wéi verschidden aner Joren, vu datt d'Chamber wéinst de Wahle fréizäiteg opgeléist gouf. Déi öffentlech Sitzunge goufen an iwwer 600 Kommissiounssitzunge preparéiert. Et goufen am ganze Joer 2009 ronn 120 Gesetzesprojete gestëmmt. Mir hate véier Aktualitéitsstonnen, siwen Orientéierungsdebatten, zéng aner Debatten, fënnef Interpellatiounen, ronn 600 parlamentaresch Ufroen an 20 Question-urgenten.

Ech kéint nach weider Zuelen nennen, mä et kënnt am Fong net op d'Zuelen un, och geet et net dorëm, Rekorder opzestellen an eis alleguerte selwer op d'Schëller ze klappen. De positiven oder negative Bilan gëtt net an Zuele gemaach, mä a konkrete Resultater. An do sinn an den éischte Woche vun der Legislatur scho wichteg Akzenter och an dësem Haus gesat ginn.

Awer och, wat d'Transparenz vun de Kommissiounssitzungen ugeet, si mir e wichtege Schrëtt weiderkomm, well mir eis an der Presidentekonferenz dorop konnten eenegen, datt an Zukunft d'Rapportë vun deene Sitzunge vun de Kommissiounen der Öffentlechkeet wäerten zougänglech gemaach ginn. Ech wëll haut net am Detail op d'Eenzelheete vun dëser Moossnam agoen, mä wäert dat maache bei Geleeënheet vun der Neijoerschdagsréceptioun um Ufank vum nächste Joer.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer da ganz um Enn nach e puer Wierder iwwert déi zwou grouss Erausfuerderungen, déi net nëmmen eis, mä déi ganz Welt momentan beschäftegen, nämlech d'Wirtschafts- a Finanzkris an de Klimawandel.

Wat den éischte Punkt betrëfft, ass heiriwwer munches an de Budgetsdebatte gesot ginn. 2010 gëtt en eminent wichtegt Joer fir eist Land, an do wäert d'Chamber och an éischter Linn gefuerdert sinn.

Den Dialog mat de Sozialpartner soll an der Tripartite erëm opgeholl ginn. An och dat ass e wichtege Schrëtt. Als President vun dësem Haus wëll ech awer ënnersträichen, datt et wichteg ass, datt d'Parlament esou fréi an esou enk wéi méiglech an dësen Dialog mat agebonne gëtt.

Am Moment tagen d'Ëmweltministeren a muer d'Statschefen zu Kopenhagen, fir Moossnamen ze décidéieren, déi eng massiv Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen an deenen nächste Jore weltwäit solle festleeën. Och hei si mir alleguerte gefuerdert, dës Moossnamen och am Land hei schnellstméiglech ëmzesetzen, fir datt mir och eise Bäitrag zu dëser weltwäiter CO_2-Reduktioun kënne leeschten.

Och wa bis haut nach keng definitiv Eenegung zu Kopenhagen erreecht ginn ass, brauch ech am Numm vun Iech alleguerten net op d'Wichtegkeet vun esou enger Eenegung ze insistéieren, déi d'Zukunft vun eisem Planéit och fir déi zukünfteg Generatiounen ofséchert.

Mir liewen an enger Zäit vu groussen Erausfuerderungen, déi vun eis alleguerten och en exceptionnellen Asaz ofverlaangen. A bei all deem dierfe mir ganz besonnesch net d'Schicksal vun deene Mannerbemëttelten an eiser Gesellschaft, souwuel hei am Land wéi ausserhalb vun eise Grenzen, aus den Ae verléieren, an dat virun allem a wirtschaftlech méi rauen Zäiten. An duerfir sollen eis Gedanke besonnesch virun de Feierdeeg ganz besonnesch op all déi Leit geriicht sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wënschen Iech elo scho vun dëser Plaz aus schéi Feierdeeg an e glécklecht neit Joer, eng gutt Gesondheet a vill freedeg Momenter. Ech freeë mech, Iech all gesond a monter Ufank Januar erëmzegesinn, wann d'Chamberskommissiounen erëm zesummekommen.

Meng beschte Wënsch ginn natierlech och un d'Membere vun der Regierung a vun deenen aneren Institutiounen, un d'Mataarbechter vum Greffe a vun de Fraktiounen, un déi parlamentaresch Press an och un d'Sécherheetspersonal vun der Chamber. An och de Bierger vun dësem Land, déi douewen op der Visiteurstribün sëtzen oder eis…

(Hilarité)

…iwwer Chamber TV nokucken an nolauschteren, wënschen ech frou Feierdeeg an all Guddes fir dat neit Joer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, ech hunn den agréabele Plëséier, well d'Presidentekonferenz mer déi Missioun uvertraut huet, am Numm vun eis alleguer hei ze répliquéieren. Ech répliquéieren am Numm vun eis alleguer, am Numm vun deene Mauven, awer och am Numm vun all deenen aneren. An ech maachen dat ëmsou méi gär, Här President, well ech haut de Moie festgestallt hunn, datt Der och där mauver Fraktioun entre-temps bäigetruede sidd,…

(Hilarité)

…déi an alle Fraktiounen a Gruppéierungen hei vertrueden ass, an ech sinn iwwerzeegt, deen Dag, wou den Här Hoffmann géif eng Krawatt undoen, wär et och eng mauve.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Awer bestëmmt!

(Hilarité générale)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Merci, Här Hoffmann.

Ech wollt Iech, Här President, och all Guddes wënsche fir dat neit Joer, an Ären exzellente Generalsekretär, seng Adjointen an all d'Membere vum Greffe an d'Personal vun der Chamber an déi Wënsch aschléissen.

Ech wollt Merci soe fir déi exzellent Aarbecht, déi an deene leschte Méint hei geleescht ginn ass. Merci och fir déi exzellent Aart a Manéier, mat där Der hei dat Schëff dirigéiert hutt. Ech sinn iwwerzeegt, datt Äre Saz, deen heescht: „Loosst Iech net aus der Rou bréngen", wäert an deenen nächste Joren an d'Geschicht vun dëser Chamber agoen. En dréit op jidde Fall zur Serenitéit vun den Débate bäi.

Dir hutt et gesot: Mir hunn d'Aarbechtsmethod liicht geännert an de Kommissiounen. Mir wäerten dat elo maache virum Hannergrond vun deenen Diskussiounen, déi mer haten, wat d'Procès-verbalen, d'Publicitéiten an och an exceptionnelle Fäll d'Iwwerdroung vun de Kommissiounssitzungen an Hearingen ubelaangt. Well Der selwer annoncéiert hutt, datt Der géift d'Detailer am Januar soen, wëll ech deemno net hei virgräifen. Mir waarden dann, fir déi, déi se nach net kennen, op déi Detailer, déi Der eis wäert am Januar matdeelen.

Dir hutt och déi verschidden Erausfuerderunge vum neie Joer, mengen ech, richteg duergeluecht, andeem Der d'Thema vum Klimaschutz an de Mëttelpunkt vun Äre méi politeschen Ausféierunge gesat hutt, andeem Der och d'Kris nach eng Kéier ernimmt hutt.

Wann ee seet, datt 2010 e schwieregt Joer wäert ginn, mengen ech, da seet een do näischt Neies. Ech géif vu menger Säit aus wënschen, datt mer mat all deenen Differenzen, déi eis charakteriséieren, zilführend Diskussiounen an deem Kader an an deenen aneren Dossiere wäerten hei hunn.

Dat gesot, Här President, wollt ech Iech nach eng Kéier ofschléissend alles Gutts wënschen, an och vu menger Säit aus, Här President, an am Numm vun eis alleguer Iech soen: Här President, loosst Iech net aus der Rou bréngen!

Merci.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Merci dem Här Schiltz. Ech wäert versichen, dat net ze maachen. Elo kritt nach d'Madame Ministesch fir d'öffentlech Fonctioun, och d'Kulturministesch, d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.*- A Ministesch fir d'Relatioune mam Parlament!

Merci, Här President.

(Hilarité et interruption)

Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo grad e Gesetz hei gestëmmt, wat dem gudden Zesummeliewen an dësem Land Rechung dréit. An dat wëll ech als zoustänneg Ministesch fir d'Relatioune mam Parlament och hei ervirhiewen, dat gutt Zesummeliewen an dat gutt Zesummeschaffen, dat d'Chamber an d'Regierung zesummen an dësem Haus ëmmer hunn, ëmmer a fairen Diskussioune kënne virgoen, an, ech mengen, dat si mir eisem Land och schëlleg, eise Bierger schëlleg.

Mir stinn am Déngscht vum Land, vun all sengen Awunner, an duerfir ass et wichteg, datt mir gutt zesummeschaffen, an aller Serenitéit.

Ech soen all deene Merci, déi natierlech och iwwert de Krees vun Deputéierten a Ministeren eraus derzou bäigedroen hunn, besonnesch dem Personal vun der Chamber hei, op dat mer eis ëmmer verloosse kënnen, an ech wäert probéieren, och an Zukunft weiderhin alles ze maachen, datt eis Relatioune gutt sinn a gutt zesumme kënne goen.

An deem Sënn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech Iech alleguerte schéin a gerousam Chrëschtdeeg wënschen an e gudde Rutsch an dat nächst Joer. Ech sinn iwwerzeegt, datt et e Joer wäert voller Ereegnisser a mat ganz villen Erausfuerderunge ginn. Dorobber kënne mer eis ganz sécher gefaasst maachen. An och dat wäerte mer eis an aller Serenitéit, zesummen, am Déngscht vun eisem Land, virhuelen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Ministesch fir d'Kultur, d'Fonction publique a fir d'Relatioune mam Parlament e ganz grousse Merci.

Domadder ass d'Sitzung opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.53 heures)

Sommaire des séances publiques N°13-15

Communications page 159

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel page 159

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite) pages 159-166
page 170

Dépôt d'une proposition de loi page 166

5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005
5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006
5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007
6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008
pages 166-170

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

Motion de M. Xavier Bettel relative à la création du groupe de travail interinstitutionnel prévu par le programme gouvernemental pour discuter de l'implication, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'État pages 170-172

Communications page 173

Ordre du jour pages 173-174

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État pages 174-175

- Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 175

- Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contrefaction de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 175-176

- Question N°297 du 4 décembre 2009 de Mme Viviane Loschetter et de M. Félix Braz relative au paiement de salaires suite à l'introduction du statut unique
et
- Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 176

- Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 176-177

- Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 177

- Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances page 177

- Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélèvement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances pages 177-178

- Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale page 178

Hommage à la mémoire de M. Nic Klecker page 175

Question N°187 de M. Fernand Etgen au sujet de la restauration du château d'Useldange et le projet pilote «Perception» de l'UNESCO pages 178-179

Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers pages 179-180

5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications pages 180-181

6013 - Projet de loi
1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980
2) portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée pages 181-182

6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009 page 182

6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure pages 183-186

5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant
- la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession
- la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre
pages 186-187

5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:
- portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,
- portant organisation de la profession de l'audit,
- modifiant certaines autres dispositions légales, et
- portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises pages 188-190

6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international pages 190-192

6031 - Projet de loi modifiant et complétant
a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;
c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique pages 192-196

Discours de fin d'année de M. le Président page 196

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2e session extraordinaire 2009		
0130	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0131	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0132	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0133	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0134	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0135	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0136	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0137	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0138	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0139	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0140	Gast Gibéryen	Campagnes d'informations du Gouvernement
0157	Jean Colombera	Nourriture saine et efficace dans les Maisons relais
0168	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0169	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0170	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0171	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0172	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0173	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0174	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0175	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0176	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0177	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0178	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0179	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0180	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0181	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0182	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0183	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0184	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0185	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0186	Gast Gibéryen	Subsides accordés
Session ordinaire 2009-2010		
0204	Félix Eischen	Emploi des personnes âgées de plus de 55 ans
0211	Claude Haagen	Eaux souterraines
0223	Gilles Roth	Courrier émis par le Atert-Lycée
0225	André Bauler	Réorganisation des services de secours
0228	Eugène Berger	Ligne ferroviaire directe entre Luxembourg-ville et Esch/Alzette
0229	Marc Spautz	Plan national cancer
0233	Gast Gibéryen	Contrôle technique périodique des véhicules
0237	André Bauler	Restitution d'impôts
0243	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - Vaccination du personnel médical
0249	Gilles Roth	Déductibilité fiscale des frais liés à un cabinet de travail
0254	Jean Colombera	Utilisation du cannabis en médecine
0255	Xavier Bettel	Inhalation du gaz contenu dans les recharges de briquets
0256	Jean-Paul Schaaf	Mode de financement de la part communale de l'enseignement fondamental
0260	Jean Colombera	Concurrence déloyale
0272	Claudia Dall'Agnol	Formation de la Police grand-ducale
0284	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - Nouveau vaccin
0288	Carlo Wagner	Grippe A/H1N1 - Effets secondaires du vaccin
0357 urgente	Claude Haagen	Fermeture annoncée de la brasserie de Diekirch

2e session extraordinaire 2009

Question 0130 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

Q62

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

I. Frais de création et de diffusion

1. Campagne «Grand Public»

En 2008 et 2009, le Ministère de l'Égalité des Chances a reconduit une campagne créée en 2006. De ce fait, les frais de création de cette campagne ne rentraient plus en ligne de compte pour les budgets 2008 et 2009, mis à part des adaptations graphiques ponctuelles. Les frais de diffusion se sont répartis de la manière suivante:

En 2008:

Cinéma:	2.760,00 EUR
Télévision:	59.656,21 EUR
Annonces presse	72.870,65 EUR
Affichages:	54.992,28 EUR
Banner Internet:	644,00 EUR

En 2009:

Cinéma:	11.093,59 EUR
Télévision:	25.702,40 EUR
Annonces presse:	36.763,32 EUR
Affichages:	50.020,75 EUR
Banner Internet:	1.376,55 EUR

Cette campagne présentait sur un aplat de couleurs vives des expressions simples et concises intégrant les symboles masculin et féminin. Cette campagne purement typographique a permis de varier des slogans et des messages sur les différents thèmes et dans différentes langues ciblant des publics différents et permettant des déclinaisons multiples (affiches, mailing, stands, annonces, cartons d'invitations, bandeaux internet,...). L'adaptabilité a permis de réutiliser la campagne sur plusieurs années tout en variant les messages ou en introduisant deux niveaux de lecture.

2. Campagne «Violence domestique»

En 2008 et 2009, le Ministère de l'Égalité des Chances a reconduit sa campagne sur la violence domestique créée en 2007. Pour ces deux années, le coût de cette campagne s'est limité aux frais de diffusion, ventilés de la façon suivante:

En 2008:

Cinéma:	/
Télévision:	/
Annonces presse:	/
Affichages:	/
Banner Internet:	/

En 2009:

Cinéma:	2.415 EUR
Télévision:	36.413,33 EUR
Annonces presse:	/
Affichages:	/
Banner Internet:	/

La sélection des supports presse a été effectuée en tenant compte le plus possible du meilleur quotient «cpm» (coût par mille) visant à optimiser les coûts de diffusion par le plus grand nombre de contacts de lecture.

3. Campagne «Prostitution/ Traite»

En 2008, une nouvelle campagne a été créée abordant le sujet de la traite de l'être humain. Les coûts de création se sont chiffrés à 16.859 euros.

En 2008:

En 2009:

Cinéma:	/
Cinéma:	/
Télévision:	/
Télévision:	/
Annonces presse:	26.328,31 EUR
Annonces presse:	/
Affichages:	27.496,50 EUR
Affichages:	2.415,00 EUR
Banner Internet:	/
Banner Internet:	/

II. Évaluation des campagnes

La campagne médiatique a été évaluée en 2006 et 2008 moyennant des interviews effectuées par téléphone suivant la méthode CATI (Computer Assisted Telephone Interview).

Le Ministère a réalisé ces études à usage interne afin de pouvoir évaluer ses actions et de mieux cibler le public visé.

L'échantillon était constitué de 504 personnes représentatives de la population résidente du Luxembourg à partir de 15 ans et toutes nationalités confondues. L'échantillonnage a été effectué par «random dialing», des pondérations ont été opérées selon âge, sexe, activités, nationalité, région. L'intervalle de confiance était de +/- -3,5%. Les deux études ont été réalisées par TNS-ILRES.

Les thèmes abordés étant la notoriété des activités du Ministère de l'Égalité des Chances dont notamment les thèmes de l'égalité de salaire, de la lutte contre la violence, de la conciliation vie privée/vie professionnelle ou encore des actions ponctuelles comme la campagne d'affichage, les actions positives dans les entreprises ou le Prix féminin de l'entreprise.

La notoriété du Ministère a été relativement faible due notamment à une confusion entre Ministre de l'Égalité des Chances et Ministre de la Famille. Les champs d'action les plus connus ont été l'égalité de salaire, la violence domestique et le thème de la conciliation de la vie professionnelle et privée. Parmi les activités du Ministère, la lutte contre la violence (81%) , les campagnes médiatiques (67%) et le Prix féminin de l'entreprise (42%) ont été le plus cités suivies des actions positives (avec une hausse de 16% en 2006 à 30% en 2008 des personnes interviewées).

Un deuxième volet portait sur la perception actuelle en matière d'égalité des femmes et des hommes. Comparée sur deux ans, la perception générale en matière d'égalité des femmes et des hommes n'a pas évolué.

Les enquêtes montrent que, de manière ponctuelle, les efforts de sensibilisation ont amené un changement positif dans l'opinion publique sur certains thèmes. Trois exemples:

- En 2008, un tiers des femmes et des hommes, 29% respectivement 30% estiment qu'il n'y a pas égalité au niveau des salaires. En 2006, ce pourcentage était encore de 38% (pour les femmes et les hommes).

- Légère hausse au niveau de la perception de l'égalité au niveau de la prise de décision: 30% en 2008 contre 26% en 2006 estiment que les femmes et les hommes ont les mêmes chances pour accéder à des postes de direction. Une tendance vers une perception plus positive de la situation des femmes et des hommes semble se confirmer et qui pourrait être en relation avec les efforts de sensibilisation entrepris par le Ministère de l'Égalité des Chances.

- En 2008, 74% des personnes interviewées sont d'avis que l'éducation des jeunes se fait dans un esprit d'égalité contre 65% en 2006.

Question 0131 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire N°131 de l'honorable

Député Gast Gibéryen, j'ai l'honneur d'indiquer que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a pas lancé de campagne d'information au sens propre du terme, ni en 2008, ni au premier semestre 2009.

Si l'honorable Député considère que la Foire de l'Étudiant organisée annuellement par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche fait partie des campagnes d'information auxquelles il se réfère dans sa question parlementaire, j'ai l'honneur de l'informer que l'organisation de l'édition 2008 de cette Foire a engendré des frais d'un montant total de 251.886,67 €.

Question 0132 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

De nombreuses campagnes d'information ont été lancées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Ces campagnes ont été soit lancées directement par le Ministère respectivement l'administration, soit à travers ou en collaboration avec des associations conventionnées à ces fins.

Ci-après vous trouverez l'énumération de ces différentes actions:

- Surendettement

En 2008, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a investi 3.222,50 € pour la création d'un dépliant, en langue française, qui indique les adresses et les différents moyens pour contacter les Services d'information et de conseil en matière de surendettement, ainsi que leurs principales missions.

En 2009, 578,45 € ont été utilisés pour créer les versions allemandes et portugaises du dépliant précité.

Cette campagne est organisée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration en collaboration avec les organismes Inter-Actions a.s.b.l. et Ligue Médico-Sociale, qui sont les gestionnaires des Services d'information et de conseil en matière de surendettement.

- Accessibilité personnes handicapées

En juillet 2009 fut lancée la campagne d'information au sujet de la loi du 22 juillet 2008 relative à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance.

À cette fin une agence de publicité avait élaboré un dépliant au prix de 1.443,25 € et l'imprimerie Faber a imprimé 15.000 dépliants en langue française et 15.000 dépliants en langue allemande pour un prix total de 1.436,85 €.

Ces dépliants ont été diffusés début juillet 2009 à toutes les associations et institutions directement concernées, dont:

Blannevereenegung, Canne blanche, Chiens Guides d'Aveugles Luxembourg, Rhana, AMVA, Association pour Déficients Visuels, Info-Handicap, Institut pour Déficients Visuels.

Une version française et une version allemande du dépliant ont été envoyées aux ministères, aux administrations communales, aux médecins, aux dentistes, et à tous les autres professionnels de soins.

Le dépliant a été envoyé également à tous les gestionnaires de lieux ouverts au public comme les entreprises de transport public, les cinémas, les théâtres, les restaurants, les hôtels, les magasins, les salons de coiffure, les locaux de vente de denrées alimentaires, etc., les lieux permettant une activité professionnelle, formatrice ou socio-éducative, les établissements hospitaliers, les établissements pénitentiaires, les piscines et les établissements d'alimentation collective.

Les coûts estimés pour frais de sensibilisation et d'information relatifs à la situation des personnes handicapées s'élèvent respectivement pour l'exercice 2008 à 19.189,71 et pour 2009 à 1.495,35 €.

- Personnes âgées

L'élaboration et l'édition d'un guide pratique pour Seniors par le Ministère de la Famille a coûté 24.751,69 €.

Par ailleurs, le coût de la promotion du service «Senioren-Telefon» (élaboration affiche et insertion annonce) pour les années 2008 et 2009 s'élève à 1061,45 €.

Une coopération entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration, l'Entente des Gestionnaires des Institutions pour Personnes Âgées (EGIPA) a.s.b.l. et l'Office National du Tourisme a permis l'élaboration des Pages Seniors Agendalux.lu au prix de 25.902,50 €.

- Bénévolat

Exercice 2008

Assemblée semestrielle du Centre européen du Volontariat	5.700 €
Journée Internationale du Bénévolat (Conférence)	1.600 €
Services de consultation juridique et de Médiation	4.000 €
Portail du Bénévolat (mise en application)	11.600 €
	22.900 €

Exercice 2009 (1er semestre)

Fête des enfants (Cap Vert - Jeunes pompiers)	8.700 €
Portail du Bénévolat (mise à jour des données)	15.000 €
	23.700 €

Le coût de la campagne de promotion et d'information pour la carte du jeune bénévole, Team K8, conçue comme une reconnaissance formelle et visible de l'engagement du bénévole dans la société, s'est élevé à 32.111 €.

- Mise en place du chèque-service (exercice 2009)

La mise en place du chèque-service accueil exigeait de la part du Ministère de la Famille et de l'Intégration une large campagne de communication et de sensibilisation puisque le nouveau dispositif vise à remplacer complètement le système de tarification antérieur.

La campagne visait surtout le grand public et en particulier les parents dont les enfants sont encadrés dans une structure d'accueil.

La communication envers le grand public se compose de trois éléments:

- Envoi à tous les ménages de dépliants contenant des informations de base sur le dispositif chèque-service accueil (disponibles en français/allemand ou en portugais/anglais).

Les frais s'élèvent à 97.100 € (lay-out, dessins, impression et livraison).

- Impression de brochures avec des informations détaillées (disponibles en français, allemand, anglais et portugais).

Les frais s'élèvent à 34.191 € (lay-out, impression et livraison).

- Mise en place d'un Call-Center pour répondre aux questions des parents et des acteurs du secteur communal et des structures d'accueil.

Les frais en relation avec la campagne d'information s'élèvent à environ 40.000 €.

La campagne de sensibilisation et de communication accompagnant la mise en place du dispositif se chiffre à 171,291 €.

- Maisons Relais pour enfants (exercice 2007/2008)

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a édité un manuel en collaboration avec l'Université du Luxembourg, le Syndicat des Villes et Communes et de l'Entente des Foyers de jour intitulé «Maison relais pour enfants - Le manuel/Das Handbuch». Cet ouvrage vise à informer les parents et les prestataires sur toutes les facettes de cette structure extrascolaire. Coût de l'édition: 48.922 €.

- Droits de l'Enfant

Les campagnes d'information lancées par le Ministre de la Famille dans le cadre de la promotion des droits de l'enfant en 2008 concerne essentiellement l'élaboration d'un «plan de ville enfant», la préparation, réalisation et conception du calendrier ULC; l'impression des brochures dans le cadre de la médiation familiale ou encore la participation à la «Medienwoche» de la «Formation adultes», ont été décomptées pour un total de 73.645 €.

Question 0133 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Ministère des Finances n'a pas fait de campagnes d'information ou de publicité payantes pendant l'année 2008 et le premier semestre 2009.

Question 0134 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Madame le Ministre peut-elle fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député désire avoir des renseignements sur les campagnes d'information du Gouvernement.

En réponse, je me permets d'informer l'honorable Député Gast Gibéryen que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'organise aucune campagne d'information. Tout au plus puis-je vous citer la participation à la Foire de l'Étudiant.

En effet, le service recrutement du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative participe annuellement au cours du mois de novembre à la Foire de l'Étudiant organisée par le Centre de Documentation et d'Information sur les Études Supérieures (CEDIES) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les frais de participation pour l'année 2008 (stand, documentation) se sont chiffrés à 9.286,25 euros.

Question 0135 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Pour la période visée par la question parlementaire de l'honorable Député, le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région a participé financièrement à la campagne d'information «Drénkwaasser» initiée par l'association ALUSEAU, Association Luxembourgeoise des Services d'Eau. La convention conclue entre l'ALUSEAU et le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région prévoit une participation maximale de 25.000 euros par an pour un coût total de 180.000 euros par an. La durée de la campagne est de trois ans. La contribution réelle du Ministère s'élevait à 15.000 euros pour l'année 2008 et à 15.385 euros pour le premier semestre 2009.

La campagne prévoit entre autres des spots diffusés à la radio et à la télé, des annonces dans la presse nationale, des affiches sur les bus des transports publics, la mise en place d'un site internet www.drenkwaasser.lu, ainsi que la réalisation d'un «Waasserbus», un camion aménagé qui sillonnera le pays pour s'arrêter auprès des écoles et autres lieux publics pour rencontrer la population. La répartition des coûts de la campagne est approximativement la suivante:

Spots télé, radio & internet	33,3%
Bus pédagogique	20,9%
Annonces presse	12,5%
Site internet www.drenkwaasser.lu	9,8%
Affichage Full back bus	9,6%
Conception	7,4%
Événementiel (concours, flyers, présentoir)	4,2%
Objets dérivés, matériel pédagogique	2%

Étant donné que la campagne «Drénkwaasser» est actuellement encore en cours, aucune évaluation n'a encore été effectuée.

Question 0136 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

La seule campagne d'information organisée par le Ministère de la

Justice au cours de la période de référence concerne la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

Dès le vote du texte par le législateur, le Ministère de la Justice a publié un dossier «nationalité» sur le site internet http://www.mj.public.lu/nationalite/index.html. Ce site contient principalement une présentation de la nouvelle législation, des fiches d'information sur les différentes procédures et des formulaires à joindre aux dossiers. Les fiches et formulaires sont disponibles en langues française et allemande. Certaines informations peuvent également être consultées en langue portugaise.

Par ailleurs, une infoline «nationalité» a été mise en place. Tout intéressé peut demander des renseignements sur le droit de la nationalité luxembourgeoise en composant, à partir du territoire national, le numéro vert 8002 1000 (numéro gratuit) et, à partir de l'étranger, le numéro +352 247-88588 (numéro payant). Cette infoline est accessible du lundi au vendredi de 8.30 à 12.00 heures et de 13.30 à 17.00 heures. Des fonctionnaires du Ministère de la Justice répondent aux questions des personnes intéressées.

En outre, une brochure sur la nationalité luxembourgeoise a été élaborée par le Ministère de la Justice et le Service information et presse (SIP) du Gouvernement. Cette brochure contient un commentaire de la réforme législative, des fiches d'information sur les procédures et plusieurs annexes, comme par exemple l'ensemble des textes constitutionnel, législatif et réglementaire relative à la nationalité luxembourgeoise. La brochure a été publiée en langues française (5.000 exemplaires), allemande (2.500 exemplaires) et anglaise (2.500 exemplaires). Elle peut être commandée auprès du SIP ou téléchargée sur le site internet précité.

D'autre part, le Ministère de la Justice a assuré l'information des communes qui sont un acteur important en matière de nationalité luxembourgeoise. Afin d'assurer la formation des agents communaux, le Ministère de la Justice a organisé deux séminaires en collaboration avec le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol).

En ce qui concerne les frais de la campagne d'information, le coût total des 10.000 brochures est de 39.706,87 euros. Les 3.281 appels sur le numéro vert ont coûté 1.639,89 euros. Le site internet et les deux séminaires n'ont entraîné aucune dépense spécifique à charge du budget de l'État dans la mesure où le travail a été intégralement réalisé par des fonctionnaires du Ministère de la Justice.

Vu le nombre élevé de demandes de renseignement sur la nationalité luxembourgeoise et de nouvelles procédures, l'impact de la campagne d'information est jugé positif.

Question 0137 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Q64

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

D'emblée, il y a lieu de rappeler qu'avant les dernières élections législatives de juin 2009, le Ministère du Logement se trouvait encore intégré en tant que département ministériel au sein du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement. Les renseignements fournis ci-après se rattachent donc uniquement aux campagnes d'information lancées par le Département du Logement et non pas à celles du Ministère du Logement autonome, constitué après les dernières élections législatives.

À noter que depuis la création d'un premier Ministère du Logement autonome en 1989, ses responsables ont toujours eu le souci d'investir dans les relations publiques afin d'informer au mieux nos citoyens des aides de l'État en matière de logement en vue de favoriser l'accès au logement en général et à la propriété en particulier.

Concernant l'année 2008 et le 1er semestre 2009, les différentes campagnes d'information du Département du Logement étaient notamment liées à la participation à des manifestations comme le Festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté, l'Oeko-Foire et la Semaine Nationale du Logement, à la collaboration lors de la réalisation d'ouvrages, tels que les «Guides OAI» ou le «Guide de la Construction» réalisé par la Fédération des Artisans, respectivement à la diffusion de matériel d'information relatif aux différentes aides étatiques en matière de logement.

Quant aux dépenses budgétaires relatives à la répartition de l'ensemble des campagnes d'information sur les différents médias, celles-ci peuvent être ventilées comme suit:

Exercice budgétaire 2008:

Internet: 6.032 €; Radio: 1.956 €; Presse écrite: 5.400 €; Affiches/brochures/dépliants/rapports Observatoire de l'Habitat: 94.429 €; Foires: 79.803 €, soit au total 187.620 €.

Exercice budgétaire 2009:

Internet: 5.771 €; Radio: 20.424 €; Presse écrite: 13.740 €; Affiches/brochures/dépliants/rapports Observatoire de l'Habitat: 48.201 €; Foires: 10.170 €, soit au total 98.306 €.

En l'absence d'une évaluation systématique auprès du public des répercussions de telle ou de telle campagne d'information spécifique, le Ministère du Logement dispose néanmoins de certaines indications quant à l'impact de l'une ou de l'autre action menée.

Ainsi, un comptage du nombre des visiteurs de la 12e édition de la «Semaine Nationale du Logement», ayant eu lieu du 2 au 5 octobre 2009 à la Luxexpo, a notamment relevé 7.360 visiteurs, soit plus de 1.800 personnes par jour, ce qui est tout de même assez important pour une foire spécialisée de ce type.

Autre exemple: l'exploration en 2009 des «logs de visite» du site internet de l'Observatoire de l'Habitat du Ministère du Logement a révélé quelque 7.000 pages visitées en moyenne par mois, et ceci pour les neuf premiers mois de l'année.

Pour conclure: compte tenu du nombre sans précédent de journalistes ayant assisté aux deux dernières conférences de presse organisées en août et septembre 2009 à l'occasion de la présentation par le Ministre du Logement des derniers résultats du prédit Observatoire ainsi que de la 12e «Semaine Nationale du Logement», les efforts en matière de relations publiques menés par le Ministère du Logement semblent de moins en moins passer inaperçus.

Question 0138 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La liste des campagnes d'information et de sensibilisation menées par mon Ministère pendant la période visée par l'honorable Parlementaire est annexée à la présente. Les dates de lancement de ces campagnes y sont mentionnées, de même que les vecteurs de communication choisis.

En règle générale mes services procèdent à une évaluation des campagnes. Pour ce faire:

- ils mesurent l'impact dans les médias;

- ils dressent des statistiques de fréquentation de nos sites Internet (www.sante.lu et www.dondorganes.lu);

- ils recensent les commandes de matériels d'information, ainsi que les envois;

- chaque fois que possible, ils finalisent par une enquête auprès du public, évaluant les opinions, l'état des connaissances, l'intention de choix ou de comportement, suite aux recommandations de santé publique émises lors de la campagne concernée.

J'annexe un exemple d'enquête d'évaluation, menée après la campagne pour le don d'organe menée en 2008, auprès d'un échantillon de 1238 personnes entrées en contact avec mes services via le site Internet www.dondorganes.lu.

(L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.)

Campagnes d'information lancées en 2008 et 2009

(Tous les montants comprennent aussi bien les frais de conception, que d'impression et de diffusion)

2008

7.1.2008	Lancement du programme d'aide au sevrage tabagique «Une nouvelle vie sans cigarette» - Spot radio - Affiches - Annonces presse écrite - Dépliant - Stand d'information et exposition dans deux lycées Total des coûts: 24.760,11 €
26.2.2008	Promotion du don d'organes «Il y a une vie après la mort» - Brochure - Affiches - Annonces presse écrite - Affichage abribus - Spot TV - Spot radio - Affichage Utopolis - Banner sur Internet - Création d'un site Internet www.dondorganes.lu Total des coûts: 63.323,40 €
1.3.2008	Prévention du cancer du col de l'utérus par la vaccination contre le Human Papilloma Virus (HPV) - Annonces presse écrite - Brochure Total des coûts: 10.110,25 €
31.5.2008	Journée mondiale contre le tabac: - Manifestation du réseau «Écoles sans tabac»: Aktion rauchfreie Bannmeile à Luxembourg-ville et Ettelbruck - Impression de T-shirts pour les élèves animant la «Bannmeile». Total des coûts: 1.530,00 €
6/2008	Canicule - Affiches - Dépliants Total des coûts: 3.189,24 €
10/2008	Campagne annuelle au sujet de la vaccination contre la grippe saisonnière «Pour garder la forme cet hiver, faites-vous vacciner contre la grippe» - Spot radio - Dépliant - Affiches - Annonces presse écrite Total des coûts: 18.907,72 €
18.11.2008	Usage raisonnable d'antibiotiques «Pas d'antibiotiques contre les virus!» (dans le cadre du «European Antibiotic Awareness Day») - Spot TV et cinéma - Spot radio - Brochure - Affiches - Quiz interactif (Test de connaissances) sur Internet - Annonces presse écrite Total des coûts: 64.773,41 €
26.11.2008	Ouverture des maisons médicales - Dépliant - Affiche - Spots radio - Annonces presse Total des coûts: 21.832,35 €
11/2008	Journée mondiale contre le diabète (en collaboration avec la maison du diabète) - Spots radio Total des coûts: 5.365,46 €
1.12.2008	Lutte contre le SIDA «S'envoyer en l'air sans protection, c'est SIDAngereux» - Affiches - Affichage abribus - Affichage Transit (arrière des bus) - Annonces presse écrite - Dépliants/brochures - Cartes postales - Spot cinéma - Spot radio - Banner sur un site Internet de rencontre (www.love.lu) Total des coûts: 101.977,42 €
22.12.2008	Gestes d'hygiène «Halte aux microbes» - Spots TV Total des coûts: 15.486,23 €
	Dépistage précoce du cancer du sein par mammographie - Dépliants/brochures - Organisation d'un concert (Ellen Ten Damme) Total des coûts: 25.471,88 €

2009

Avril	Lancement officiel du Portail Santé: - Dépliants - Affiches - Spots radio - Annonces presse écrite Total des coûts: 28.666,09 €
11.5.2009	Cancer de la peau: Campagne de sensibilisation à l'exposition des rayons solaires - Annonces presse écrite - Spots radio - Affiches - Dépliants/brochures Total des coûts: 31.338,81 €
31.5.2009	Journée mondiale contre le Tabac «Ne fous pas ta vie en l'air» - Affichage abribus - Affiches - Spot cinéma - Création d'un site Internet - Cadeaux (pour un concours d'affiches) - Manifestation du réseau «Écoles sans tabac»: Aktion rauchfreie Bannmeile à Luxembourg-Ville et Ettelbruck - Impression de T-shirts pour les élèves animant la «Bannmeile». Total des coûts: 47.726,25 €

Question 0139 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En réponse à sa question parlementaire, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que le département de la sécurité sociale n'a engagé aucune dépense pour des campagnes publicitaires pendant les exercices budgétaires 2008 et 2009.

Question 0140 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'informations du Gouvernement:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'information pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics…)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (17.12.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Suite à votre question parlementaire N°140 du 5 octobre 2009, me demandant de vous fournir une liste mentionnant le coût des campagnes d'information lancées par mes départements en 2008 et au 1er semestre 2009, je vous prie de bien vouloir tenir en annexe les chiffres suivants exprimés en euros:

Campagnes réalisées par le Ministère du Travail et de l'Emploi:

- Campagne de promotion du Fonds social européen 94.476,79 €

dont:

Diffusion web 10.870,95 €
Diffusion radio 11.713,56 €
Diffusion télévision 16.170,77 €
Campagne transit (dos de bus) 11.615,00 €
Conception et réalisation de la campagne 44.106,51 €

- Journées nationales de l'Emploi du 4-6 juillet 2008 145.791,17 €

dont:

Campagne radio (à charge du budget du SIP) 16.709,00 €

- Bourse nationale de l'Emploi du 20-21 mars 2009 115.730,75 €

- Conférence-débat «Mobbing - prévenir et agir» 13.691,02 €

dont:

Réalisation et impression brochures 1.288,00 €
Matériel publicitaire 1.707,84 €

Campagnes réalisées par l'Administration de l'Emploi:

- Frais de publicité, de sensibilisation, de l'information des divers services et aides au public: 390.727,00 €

Publication et insertion dans l'annuaire téléphonique, réalisation et réimpression de brochures à charge du crédit budgétaire 16.1.12.140 pour l'année 2008 49.047,00 €

Publication et insertion dans l'annuaire téléphonique, réalisation et réimpression de brochures à charge du crédit budgétaire 16.1.12.140 pour le 1er semestre 2009 46.680,00 €

52 annonces dans un quotidien à grand tirage dans les pages «Marché de l'emploi» (à charge du Fonds pour l'emploi) 295.000,00 €

Campagne réalisée par l'Inspection du Travail et des Mines:

- Campagne de sensibilisation relative à l'approche globale des entreprises en matière d'évaluation des risques pour 2008 et 1er semestre 2009 65.880,00 €

dont:

Annonces presse écrite 9.390,00 €
Dépliants/brochures 56.490,00 €
Affiches (prise en charge par l'Agence de Bilbao)
Internet et cadeaux publicitaires (inclus dans prix des dépliants)

Campagne réalisée par l'École Supérieure du Travail:

- Frais de publicité/publication 10.398,00 €

dont:

Annonces dans la presse écrite 3.363,00 €
Impression de dépliants/ brochures 644,00 €

Question 0157 (12.10.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **nourriture saine et efficace dans les Maisons relais:**

Eine Studie des Robert Koch-Instituts belegt, dass in Deutschland 800.000 Kinder krankhaft übergewichtig sind und Essstörungen zeigen, die letztlich zu Erkrankungen führen. Bei den betroffenen Jugendlichen handelt es sich vor allem um Kinder aus sozial benachteiligten Familien und aus Familien mit Migrationshintergrund.

Der Verzehr von Produkten mit hohem Fett-, Zucker- oder Salzgehalt wird durch massive Direktwerbung in den Medien gefördert. Da gesunde Produkte relativ teuer sind, verzichten viele minderbemittelte Familien darauf.

In diesem Zusammenhang möchte ich von Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo und von Bildungsministerin Mady Delvaux-Stehres folgendes wissen:

- Ist die gesunde und nachhaltige biologische Nahrung in den Ganztagsschulen, Maisons relais, Kinderkrippen garantiert?

- Wenn Nein, was stellt die zusätzliche finanzielle Belastung dar, im Vergleich zur sogenannten normalen, aber ungesünderen Kost?

Réponse commune (18.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,* de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

En 2002 a été édité un «Guide pratique de la restauration scolaire» élaboré en collaboration entre le Ministère de la Santé (Division de la Médecine préventive et de l'Inspection sanitaire), le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et d'experts en diététique.

«Gesond iessen, méi bewegen»

Depuis 2005, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action national «Gesond iessen, méi bewegen», la collaboration interministérielle s'est intensifiée pour améliorer la qualité de la restauration collective pour enfants. Cette politique comprend l'analyse de l'état des lieux avec l'identification des problèmes du terrain, l'élaboration de solutions communes et de processus d'amélioration, en collaboration avec tous les partenaires impliqués: responsables politiques, experts scientifiques et nutritionnels, personnel technique de mise en œuvre. Les services sont en train de réactualiser et de compléter le guide de la restauration scolaire mentionné ci-haut. Une nouvelle édition est prévue pour 2010. Celle-ci tiendra compte également des messages clefs pour une alimentation équilibrée de l'enfant et du jeune, ainsi que des exemples de bonnes pratiques. Dans la foulée, une formation continue pour cuisiniers est en préparation.

Cependant, les produits «biologiques» ne sont pas ipso facto des garanties pour une alimentation équilibrée et saine. Le sujet présente une certaine complexité qui, outre la qualité des ingrédients premiers doit veiller à d'autres aspects comme par exemple la conservation des produits alimentaires ou encore les méthodes de préparation de ceux-ci.

Dans le cadre du plan d'action national «Gesond iessen, méi bewegen» Restopolis travaille sur la qualité nutritionnelle des repas servis dans les restaurants scolaires et sur la promotion d'une alimentation saine et équilibrée auprès des jeunes via des semaines thématiques, des actions ponctuelles dans les restaurants ou encore des lancements de produits alimentaires sains.

Restopolis garantit des menus équilibrés, moyennant le contrôle de l'équilibre alimentaire par une diététicienne. Outre la qualité nutritionnelle contrôlée via des fréquentiels, la qualité de l'engagé alimentaire, c'est-à-dire de la matière première, est un point essentiel auquel le service de la restauration scolaire attache une très grande importance. En effet, toutes les préparations sont réalisées sur base de produits frais, de saison, provenant partiellement de l'agriculture biologique, du commerce équitable et en partie de produits congelés. Dès lors, des produits finis ne sont pas autorisés pour la production de repas scolaires.

Ces produits souvent riches en «acides gras saturés» et en «acides gras trans», riches en sucres et/ou en sel sont bannis de la politique d'achat. Dans les limites du budget disponible par repas, les critères de la saisonnalité, de l'origine du produit, de la distance parcourue par le produit, de la fraicheur du produit et du «fait maison» sont à respecter. Il est à noter que les prix des produits finis sont nettement plus élevés que les prix des matières premières achetées à l'état brut.

Des repas équilibrés et durables

Restopolis a pris l'engagement de mettre progressivement en place des repas durables dans les cuisines de collectivités: il s'agit de plats préparés à partir de marchandises provenant du marché équitable, de l'agriculture biologique et de régions proches afin de protéger l'environnement et afin de respecter le rythme des saisons.

En conclusion, il importe de noter que la restauration des collectivités pour enfants et adolescents est un sujet de première importance qui est poursuivi par le Comité interministériel dans le cadre du plan d'action «Gesond iessen, méi bewegen».

Un grand nombre de projets interdisciplinaires «Gesond iessen, méi bewegen» avec expérience pratiques se réalisant dans les écoles, lycées, maisons relais, maisons de jeunes, auberges de jeunesse, le SNJ et les communes sont des éléments importants pour l'amélioration des collaborations interprofessionnelles.

Question 0168 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/ organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de l'informer que le montant global des subsides et autres subventions ou contributions volontaires accordés, en 2008, par le Ministère des Affaires étrangères à diverses sociétés et organisations nationales ou internationales s'est élevé à 1.827.836 €.

Ce montant, équivalant à 0,49% du budget des dépenses du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration en 2008, se compose:

- de subsides à des sociétés de bienfaisance, d'aide sociale ou d'autres associations luxembourgeoises engagées au plan international ou ayant pour objet de sauvegarder respectivement de promouvoir les intérêts nationaux à l'étranger (voir annexe 1);

- de contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crises qui opèrent sous la responsabilité d'organisations internationales ainsi qu'à des actions internationales à caractère politique ou économique (voir annexe 2);

- de subventions à des institutions et organisations internationales, notamment pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité (voir annexe 3).

La base légale pour l'octroi des subsides et autres subventions ou contributions volontaires par le Ministère des Affaires étrangères est la loi du 19 décembre 2008 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008.

Annexe 1: Subsides à des sociétés de bienfaisance ou d'aide sociale luxembourgeoises ou d'autres associations luxembourgeoises poursuivant des buts internationaux ou ayant pour objet de sauvegarder les intérêts nationaux à l'étranger

Nom de la société	Subside en €
ALNU (Association luxembourgeoise pour les Nations Unies)	6.200
Associations des étudiants luxembourgeois (Paris)	700
Edward Steichen Award	5.000
Fraternelle luxembourgeoise (Bruxelles)	2.200
Luxembourg Society (Londres)	1.200
Luxemburger Freundeskreis Rhein-Main	2.200
Amicale des étudiants luxembourgeois (Karlsruhe)	600
Luxembourg American Cultural Society (Wisconsin, États-Unis)	738,06
Total 2008	18 838,06

Annexe 2: Contributions volontaires à des missions de gestion civile ou militaire de crise d'organisations internationales et à des actions internationales à caractère politique ou économique

Greentree Foundation - PBC's Informal Retreat (consolidation de la Paix)	3.395,12
European Institute (Washington)	3.358,18
UNKART - Tribunal Khmer Rouges	50.000,00
O.N.U. - Tribunal Spécial pour le Sierra Leone	30.000,00
Asia - Europe Foundation	200.000,00
Institut Européen d'administration Publique (EUJUST LEX Iraq)	16.260,98
Communitâ di Sant'Egidio (consolidation de la paix à Chypre)	30.000,00
OSCE - Bishkek / Afghanistan (customs training facility N°5300290)	100.000,00
Tribunal spécial pour le Liban	36.000,00
UN General Trust Fund (Force de Protection en Iraq)	45.000,00
OSCE - Observateurs militaires en Géorgie (PC décision N°861)	45.000,00
Total:	**559.014,28**

Annexe 3: Subventions à des institutions et organisations internationales, subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité

Haut Commissariat des N.U. aux droits de l'Homme	110.000,00
Fonds des N.U. (victimes de la torture)	20.000,00
Institut des N.U. pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)	5.000,00
Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)	20.000,00
Comité européen pour la prévention de la torture (CPT)	15.000,00
The Brooking Institution - Bern Project on Internal Displacement	50.000,00
Conseil de l'Europe - Commissaire aux Droits de l'Homme	35.000,00
Service international des droits de l'Homme	30.000,00
ONU - UN General Trust Fund (UNTF electoral assistance)	25.000,00
SENSE Tribunal - SENSE News Agency	20.000,00
Association pour la prévention de la torture (Afrique)	30.000,00
Norwegian Refugee Council (IDMC)	35.000,00
Save the Children (Roma in Serbia)	30.000,00
UN General Trust Fund - OHCHR	30.000,00
Centre on Housing Rights & Evictions - COHRE in Africa	30.000,00
International Crisis Group (ICG)	20.000,00
OAS - Organisation des États Américains (Caraïbes - droits de l'homme)	45.483,66
OTAN - Kosovo Security Fund	100.000,00
GRIP - Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité	20.000,00
ONU - PNUD (Kosovo - KOSSAC2)	50.000,00
Handicap International Brussels (Landmine Monitor)	15.000,00
ACAT - Action des Chrétiens contre la Torture	25.000,00
ONU - PNUD (60e anniversaire: déclaration universelle des droits de l'Homme)	10.000,00
Haut Commissariat aux droits de l'Homme (60e anniversaire)	40.000,00
Ensemble contre la peine de mort	10.000,00
Conseil de l'Europe - Commissaire aux droits de l'Homme	15.000,00
FEA - Forum for Euro-Atlantic Integration	30.000,00
PBI - Peace Brigades International (Indonésie - droits de l'Homme)	4.500,00
ONU - PNUD Peacebuilding Fund	100.000,00
OSCE - Tadjikistan (projet N°5500165SALW)	15.000,00
UNESCO (30e anniversaire du comité des recommandations)	3.000,00
Défense des enfants	30.000,00
OSCE - Bosnie-Herzégovine (projet 2200175)	25.000,00
Cour Pénale Internationale (violences sexuelles)	20.000,00
Fondation Hirondelle (Radio CTN au Sierra Léone)	45.000,00
Conseil de l'Europe (Azerbaïdjan - projet 2007/DG2VC/1261)	15.000,00
Internal Displacement Solutions	27.000,00
Autorité palestinienne (aide socio-économique)	100.000,00
Total:	1.249.983,66

Q66

Question 0169 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député désire avoir un certain nombre d'informations sur les subsides que le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a accordé à diverses associations et organisations en 2008.

Le montant total des subsides alloués en 2008 s'élève à 3.347.949.38 €. L'honorable Député trouvera le détail de ce montant dans les tableaux annexés à la présente. *(L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.)*

Question 0170 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

1) Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

Le montant global des subsides accordés s'élevait à 275.036 €.

2) Détail de ce montant

Les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par le département des classes moyennes en 2008 ainsi que le montant du subside sont repris dans le relevé ci-dessous:

O.A.I. (Ordre des Architectes et Ingénieurs Conseils) 132.000 €
Fédération des Maîtres Marbriers, Sculpteurs et Tailleurs de Pierre a.s.b.l. 2.000 €
Union commerciale de Wiltz 2.000 €
Fédération des Patrons Boulangers - Pâtissiers a.s.b.l. 6.000 €
Confédération luxembourgeoise du commerce a.s.b.l. 8.000 €
Fédération des Artisans a.s.b.l. 24.000 €
Luxskill a.s.b.l. 6.000 €
Comité de recherches de l'institut des Classes moyennes 5.082 €

Les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par le département du tourisme en 2008 ainsi que le montant du subside sont repris dans le relevé ci-dessous. Il s'agit de syndicats d'initiative, d'ententes de syndicats d'initiative et des associations sans but lucratif exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national et de communes exerçant une activité notable dans l'intérêt du tourisme national.

Syndicats d'initiative et associations sans but lucratifs œuvrant en faveur du tourisme:
Willibrordus Bauverein 26.000 €
LVI – Lëtzebuerger Vëlos-Initativ 1.490 €
Amis du château de Larochette 551 €
S.I. Wellenstein 480 €
Parc Naturel Germano-Luxembourgeois 11.701 €
Camprilux a.s.b.l. 9.425 €
Luxfestival a.s.b.l. 5.000 €
S.I. Munshausen 7.522 €
Mine de cuivre Stolzembourg 2.383 €
Cercle luxembourgeois de l'Aérostation 6.777 €
Luxembourg Airshow a.s.b.l. 750 €
Amis de la Férie du Genêt a.s.b.l. 1.875 €
Soirées musicales de Bissen a.s.b.l. 250 €
Entente des sociétés Esch-sur-Sûre a.s.b.l. 500 €
Amis du château d'Esch-sur-Sûre a.s.b.l. 1.000 €
Fédération luxembourgeoise du Tennis de Table a.s.b.l. 750 €
Trakteursfrënn Nacher a.s.b.l. 1.250 €
Fraen&Mammen Berdorf a.s.b.l. 500 €
Comités des fêtes Grevenmacher a.s.b.l. 1.875 €
Les amis du Vieux Diekirch a.s.b.l. 375 €
Fit&Flott a.s.b.l. 250 €
Roadrunners a.s.b.l. 750 €
Klenge Maarnicher Festival a.s.b.l. 1.000 €
S.I. Vianden 5.000 €
S.I. Bastendorf 500 €
S.I. Kiischpelt 2.000 €

3) Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

La base légale étant la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008. Les subsides ont été imputés aux articles budgétaires 21.0.31.050 et 21.33.010 pour ce qui concerne le département des classes moyennes et aux articles budgétaires 21.1.33.029 et 21.1.43.001 pour ce qui concerne le département du tourisme.

En fonction du type de projet, les critères entrant en ligne de compte pour l'allocation d'un subside étaient notamment les considérations suivantes: la prospection des marchés, l'organisation de congrès, l'établissement des organismes professionnels institués par la loi, la participation à des réunions professionnelles dans le cadre de l'UE, l'aspect touristique d'un projet, son envergure locale, régionale ou nationale, le caractère innovant d'un projet touristique, l'aspect durable d'un projet touristique ou encore la complémentarité par rapport à d'autres projets touristiques existants.

4) Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Le montant global déboursé en 2008 en faveur du «secteur conventionné» se chiffrait pour l'exercice budgétaire 2008 à 9.549.791 €.

Le détail des versements s'est fait sur base de conventions établies entre le bénéficiaire et l'État luxembourgeois et se présente comme suit:

- Département des classes moyennes:

Participation aux frais de la Chambre des Métiers 3.160.000 €

Participation aux frais de la Chambre de Commerce 1.055.000 €

Participation aux frais de la clc (Confédération luxembourgeoise du commerce) dans le cadre du programme «Promotion du Luxembourg comme pôle du commerce de la Grande Région» 2.500.000 €

- Département du tourisme:

Participation aux frais de l'association de gérance du musée du vin à Ehnen 76.000 €

Participation aux frais de l'Office National du Tourisme 1.913.600 €

Participation aux frais du Musée «A Possen» 55.000 €

Participation aux frais de fonctionnement du Musée National des Mines 100.000 €

Participation aux frais de rémunération de la Schengen a.s.b.l. 35.437 €

Participation aux frais de rémunération du Domaine touristique «A Robbesscheier» 176.422 €

Participation aux frais de rémunération et de fonctionnement de l'Entente touristique du Sud 52.051 €

Participation aux frais de rémunération et de fonctionnement de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise 75.895 €

Participation aux frais de rémunération et de fonctionnement de l'Entente des syndicats d'initiative et de tourisme de la Région du Mullerthal - Petite Suisse luxembourgeoise et de la Basse-Sûre et de l'ORT Mullerthal - Petite Suisse luxembourgeoise 149.983 €

Participation aux frais de rémunération et de fonctionnement des ententes touristiques des Ardennes luxembourgeoises (ESI-LAC, ESIN et ESIMSO), de l'association des guides touristiques des Ardennes luxembourgeoises et de l'ORT - Ardennes luxembourgeoises 200.403 €

Question 0171 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question de Monsieur le Député Gast Gibéryen concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations au Luxembourg, j'ai l'honneur de vous transmettre les chiffres détaillés relatifs aux subsides accordés par mon Ministère au cours de l'exercice 2008:

1) Le montant global des subsides accordés par mon Ministère en 2008 s'élève à 48.958.488,72 €. Il couvre notamment les conventions et les subventions aux associations et à des projets autant que les dotations des établissements publics relevant des attributions du Ministère de la Culture ou encore des aides à des projets communaux.

2) Le détail des articles budgétaires concernés par le même chiffre est repris en annexe 1. Quant au détail des articles budgétaires reprenant les subsides alloués plus spécialement aux associations, je vous invite à consulter les annexes respectives 2.1 à 2.4.

3) La base légale des subsides accordés est décrite aux pages 11 et 12 du rapport de la Cour des comptes sur les aides financières allouées par le Ministère de la Culture en 2006:

Dans un avis du 13 octobre 1982, la Chambre des comptes a précisé que «les subsides devraient rester réservés aux cas où ils sont alloués à des personnes, des entreprises ou des œuvres dignes d'encouragement à titre purement gratuit, sans contrepartie directe et en dehors de toute obligation légale. Ils n'ont dès lors aucune autre cause juridique que l'intention du ministre ordonnateur d'accorder une aide financière à une personne ou à une activité».

Il existe, à côté de ces subventions ou subsides à caractère facultatif, des subventions dont les conditions d'octroi sont fixées de manière légale, réglementaire, voire conventionnelle. Cette approche est partagée par la Direction du Contrôle Financier (DCF) dans une note du 5 juillet 2005:

«Les concours financiers étatiques peuvent prendre différentes formes. Ils doivent néanmoins tous faire l'objet d'une décision ministérielle incorporée soit dans un arrêté soit dans une convention synallagmatique en fonction justement de la forme, de la nature de l'aide financière en question et ils sont tous à imputer sur des crédits de code économique 33. Y est donc imputable:

a) Toute contribution financière de l'État aux frais relatifs à la réalisation d'un projet culturel par une personne physique ou morale appelée indifféremment subside (…) ou subvention (…). Ces contributions ont en principe un caractère exclusivement bénévole; elles n'ont aucune autre cause juridique que l'intention du Ministre ordonnateur d'accorder un concours financier au profit de la réalisation d'un projet culturel déterminé et les seules obligations en découlant pour le bénéficiaire sont celles prévues par les articles 81 à 83 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie» (chapitre 18 - Contrôle de l'utilisation des concours financiers accordés par l'État).

(…)

«L'allocation de subsides fait l'objet d'une décision, d'un arrêté ministériel, qui indique entre autres la nature, les conditions et les modalités des justifications à fournir par les bénéficiaires (cf. art. 81 (3) de la loi modifiée du 8 juin 1999).

b) Toute contribution financière de l'État, aux frais relatifs à la réalisation d'un projet culturel par une personne physique ou morale allouée sous forme de participation financière sur base d'une convention ad hoc qui définit l'objet du projet culturel, le budget des recettes et des dépenses du projet, les modalités de versement de la participation ainsi que les procédures de contrôle par les instances compétentes de l'État, c'est-à-dire les obligations réciproques des parties.

Les personnes physiques ou morales subventionnées sur base d'une convention stipulant l'allocation de contributions financières annuelles dans le cadre d'un budget global, ne sont pas susceptibles de se voir allouer parallèlement des subsides tels que définis sous a) ci-dessus. Néanmoins, en cas de besoin, des contributions complémentaires peuvent être allouées sur base de la convention existante moyennant avenant préalable.

4) Finalement en ce qui concerne le détail des conventions conclues en 2008 pour un montant total voté de 46.220.654 € entre les associations, organisations et établissements publics et mon Ministère, vous trouverez le détail en annexe 3.

(Les annexes peuvent être consultées au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0172 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

I. <u>Département de l'environnement:</u>

1. Le montant global des subsides et participations aux frais accordés par le département de l'environnement en 2008 s'élève à 1.387.335,73 €, répartis comme suit:

- subsides et participations aux frais, payés sur conventions: 979.000,00 €

- subsides et participations aux frais, payés hors conventions: 408.335,73 €

2. Le relevé complet (divisé en deux sections) des associations et organisations qui ont bénéficié d'un subside ou d'une participation aux frais figure en annexe.

3. En ce qui concerne les subsides et participations payés hors convention, les critères d'octroi ont été les suivants:

- les activités des associations ou organisations ont dû se faire soit dans l'intérêt général d'une meilleure protection de l'environnement respectivement de la sauvegarde du milieu naturel, soit dans le cadre de l'éducation à l'environnement de jeunes, soit dans le cadre de la sensibilisation de la population;

- les projets de cofinancement d'organisations non gouvernementales ont dû se situer dans le cadre des priorités de la politique gouvernementale en matière de protection de l'environnement humain et naturel et du développement durable, à savoir

a) la sauvegarde de la diversité des espèces faunistiques et/ou floristiques, de la diversité des biotopes terrestres et aquatiques et de la diversité des paysages et des sols et ceci plus particulièrement dans les zones Habitats et Oiseaux, les zones protégées, les parcs naturels,

b) la gestion durable de la forêt privée,

c) la lutte contre le changement climatique et l'effet de serre,

d) l'amélioration de la qualité de l'air,

e) la réduction des déchets,

f) l'utilisation rationnelle et la protection du sol,

g) l'intégration de la dimension environnementale dans l'économie (en particulier les PME/PMI de l'artisanat et du secteur tertiaire), l'agriculture, l'habitat, l'urbanisme;

- les projets de cofinancement ne sont soutenus qu'à titre exceptionnel et ils doivent avoir un effet multiplicateur durable sur le plan intercommunal, régional ou national, préférence a été donnée à des projets innovateurs respectivement ayant eu un caractère pilote;

- les travaux d'encadrement effectués par des associations dans le cadre de la mise au travail de chômeurs ont dû être réalisés dans le domaine de l'environnement naturel;

- les projets d'investissement ont dû être réalisés par des associations dans l'intérêt de la réduction de la pollution atmosphérique et du bruit.

II. <u>Département de l'aménagement du territoire:</u>

L'aménagement du territoire compte quatre types de subsides respectivement de participations de l'État aux frais d'associations/organisations sur base, notamment de conventions:

Participations de l'État et subsides	**Montant**
Parcs naturels - participation à des projets	159.843,30 €
Subsides à d'autres organisations	20.000,00 €
	179.843,30 €

Conventions	**Montant**
Parcs naturels	722.877,21 €
Secteur établissements publics scientifiques	410.109,08 €
	1.132.986,29 €

La démarche des conventions est volontaire et ne se base pas directement sur une obligation légale, mais sur la mission d'exécuter la loi sur l'aménagement du territoire et la mise en œuvre le Programme Directeur, l'IVL ainsi que le programme gouvernemental.

<u>Détails des participations et des subsides:</u>

A) <u>Participation de l'État à des projets des parcs naturels:</u>

L'État met à la disposition des deux parcs naturels existants des sommes identifiables en tant que telles dans le budget annuel de l'État pour réaliser des projets. Le tableau ci-dessous reprend le détail des projets cofinancés:

Base légale/critères	Montant	Associations/ organisations
Parcs naturels - 2008 - participation à des projets		
Projet: «Festival de la Marionnette 2008»	30.000,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/ Sûre
Projet: «Amélioration du projet textile»	7.476,80 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/ Sûre
Projet: «Brochure 10 ans PNHS»	14.900,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/ Sûre
Projet: «Marketing commun des deux parcs»	2.541,50 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/ Sûre
Projet: «Marque Parc»	5.525,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/ Sûre
Projet: «Réseau parcs naturels Grande Région»	10.000,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/ Sûre
Projet: «Calendrier des Parcs 2009»	17.000,00 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/ Sûre
Projet: «700 ans Ville de Vianden»	5.000,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Corporate Identity»	17.000,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen

Projet: «Site internet»	3.000,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Cité de l'image»	12.500,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Folder d'information»	8.000,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Marketing des parcs naturels»	2.500,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «1er équipement Site Hosingen»	12.500,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
Projet: «Château d'eau Hosingen»	11.900,00 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
	159.843,30 €	

B) Subsides:

Les subsides au sens strict du terme jouent un rôle minime dans les dépenses de l'Aménagement du territoire et sont accordés pour appuyer des projets œuvrant dans le sens d'un développement territorial durable:

Base légale/critères	Montant	Associations/ organisations
Subsides autres organisations - 2008		
Subside pour le projet Sentiers Rouges - 2008	10.000,00 €	CIGL A.s.b.l., Schifflange
Subside - convention avec FHN - projet Interreg «DECOUPATRI»	10.000,00 €	Fondation Hëllef fir d'Natur Kockelscheuer
	20.000,00 €	

Détails des différentes conventions:

A) Les parcs naturels

La loi du 10 août 1993 donne au Ministre ayant l'aménagement dans ses attributions la tutelle sur les parcs naturels. L'État subventionne à raison de 80% des frais de personnel et 50% des frais de fonctionnement des deux Parcs Naturels existants, à savoir le Parc Naturel de la Haute-Sûre et la Parc Naturel de l'Our. Le futur Parc du Müllerthal n'a pas encore généré des dépenses en 2008.

Base légale/critères	Montant	Associations/ organisations
Conventions Parcs Naturels - 2008		
Convention PNHS	372.933,96 €	Synd. Parc Naturel de la Haute-Sûre Esch/ Sûre
Convention PNO	349.943,25 €	Synd. Parc Naturel Our Hosingen
	722.877,21 €	

B) Les travaux scientifiques

Le ministère est l'autorité de gestion du programme européen ESPON (European Spatial Planning Observation Network) respectivement ORATE (Observatoire en Réseau de l'Aménagement du Territoire Européen). Il cofinance le secrétariat, basé à Esch-sur-Alzette, à coté de la participation de l'Union Européenne et des autres États membres.

En vue de la diffusion au Grand-Duché des résultats d'ESPON, un Point de Contact a été établi auprès de l'Université.

Il en est de même d'un organe de diffusion de résultats scientifiques concernant la politique urbaine européenne, la CIPU (Cellule d'information des politiques urbaines), cofinancée par les Villes de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et de la Nordstad, ainsi que d'autres ministères.

Base légale/critères	Montant	Associations/ organisations
Conventions Secteur Etablissements publics scientifiques - 2008		
Convention CRPHT: assistance technique du programme ESPON	352.000,00 €	Centre de recherche Public Henri Tudor Esch/Alzette
Point de contact national pour le programme ESPON	39.209,08 €	Université du Luxembourg
Convention CIPU	18.900,00 €	Université du Luxembourg
	410.109,08 €	

III. Département des transports:

I. Subsides à des organisations et associations:

organisation bénéficiaire	objet du soutien financier	montant	type de dépense
Sécurité Routière Luxembourg a.s.b.l.	Subsides à des organismes privés œuvrant en matière de sécurité et d'éducation routières	65.000.-	subside régulier à caractère bénévole
Automobile Club Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. (A.V.R.)	id.	4.000.-	id
Association Nationale des Victimes de la Route	id.	4.000.-	id
Erwuesse-bildung (campagne: Autofasten)	id.	400.-	id
Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ a.s.b.l. (L.V.I.)	id.	500.-	id
Natura a.s.b.l. Kockel-scheuer	Subsides aux associations promouvant les transports publics	1.000.-	id
Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ a.s.b.l.	id.	500.-	id
Aktioun Öffentlechen Transport a.s.b.l. (A.Ö.T.)	id.	1.000.-	id
Groupement des Amis du Rail a.s.b.l. (G.A.R.)	id.	1.000.-	id
Bus 34/1959 a.s.b.l. - Mondercange (action: Minettstram fréier an haut)	id.	500.-	id

Il est à noter que le Centre de Formation pour Conducteurs S.A. a bénéficié en 2008 d'un subside exceptionnel de 1.100,- EUR dans le cadre de l'initiative en matière de sécurité routière «fit for your bike».

II. L'État concourt finalement par le biais de paiements effectués par l'intermédiaire du département des Transports à la réalisation de missions de service public dans le domaine des transports:

La liste portant énumération des articles budgétaires afférents (montants budgétisés) de l'exercice 2008:

libellé	crédit inscrit	dépense 2008
Cours de formation pour les conseillers de sécurité pour les transports par route, par rail ou par voie navigable de marchandises dangereuses: remboursement des frais d'examen à la Chambre de Commerce	4.400.-	4.445.-
Cours de formation pour les chauffeurs professionnels effectuant des transports de matières dangereuses: remboursement des frais à la Chambre de Commerce	99.000.-	93.286.-
Frais liés au contrôle des titres de transport et de l'application des règles tarifaires dans les autobus circulant sur le réseau RGTR. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	328.000.-	142.924.-
Services publics ferroviaires assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'État. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	120.000.000.-	119.987.802.-
Services publics d'autobus assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'État et quasi-gratuité du transport des jeunes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.500.000.-	13.498.725.-
Contributions à la S.N. des C.F.L. conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 28 mars 1997 sur le statut de la S.N. des C.F.L. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	18.419.711.-	18.291.400.-
Compensation des charges de la S.N. des C.F.L. résultant de la normalisation des comptes en ce qui concerne les pensions du personnel. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	147.574.895.-	141.476.000.-
Acquisition d'équipements dans l'intérêt de la tarification appliquée sur les réseaux ferroviaire et routier des transports publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.670.000.-	930.930.-

art. budg.
23.0.41.000
23.1.41.000
23.2.12.310
23.2.31.020
23.2.31.021
23.2.31.023
23.1.32.001
53.2.51.010

Sans revendiquer l'exhaustivité, voici une énumération de quelques bases légales essentielles se rapportant aux dépenses ci-dessus:

- Arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

- Loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, et ses règlements d'exécution;

- Loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers;

- Loi modifiée du 28 mars 1997 1° approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2° approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL); 3° concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et 4° portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;

- Loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare, et ses règlements d'exécution;

- Règlement grand-ducal modifié du 13 octobre 2006 concernant les modalités relatives à l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et fixant les sanctions des infractions aux dispositions du règlement (CE) N°561/2006 du Parlement et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) N°3821/85 et (CE) N°2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) N°3820/85 du Conseil et du règlement (CEE) N°3821/85 modifié du Conseil des Communautés Européennes concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route;

- Loi du 24 décembre 1999 relative aux conseillers à la sécurité pour le transport par route, par rail et par voie navigable de marchandises dangereuses.

IV. Département des travaux publics:

1. Montant global des subsides accordés en 2008:

50.000 €

Destinataire:
Chambre des Métiers

Base légale et/ou critères: Il s'agit d'un subside pour favoriser les activités intéressant le département des Travaux publics. Les fonds sont utilisés pour financer les activités du Centre des Ressources des Technologies de l'Innovation pour le Bâtiment (CRTI-B), dont le département des Travaux publics, ensemble avec l'Administration des Bâtiments publics et l'Administration des Ponts et Chaussées font partie des partenaires, et qui intervient dans les domaines comme la normalisation des clauses contractuelles et techniques à la base des marchés publics, la constitution de catalogues d'éléments de construction ou de prestation, l'information et la formation dans le domaine des outils informatiques utilisés dans le domaine de la construction etc.

2. Montant déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes et détail de ces versements

Dans le cadre d'une convention de collaboration entre le département des Travaux publics et le CRP Henri Tudor, pour la participation au projet «Build-IT», la somme de 348.582,25 € a été versée en 2008 au CRP Henri Tudor. Cette somme constitue la part du département des Travaux publics au projet en question.

L'objectif global de Build-IT vise au travers d'un projet d'innovation et de démonstration à définir et de mettre en œuvre une stratégie d'adoption des standards de communication électronique dans le secteur du bâtiment au Grand-Duché de Luxembourg afin d'améliorer la productivité globale du secteur. Pour ce faire, il contribue au développement du CRTI-B par la mise en œuvre progressive de son plan stratégique d'innovation. Le CRTI-B compte ainsi se doter d'une plate-forme de coopération électronique qui lui permettra de tisser un réseau de compétences dans le secteur, tout en diffusant de manière efficace vers ses membres les standards définis au sein de ses groupes de travail.

Question 0173 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire N°173 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et Commerce extérieur:

Le montant global des subsides que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a accordé en 2008 s'élève à 1.050.500 €. Ce montant est ventilé comme suit:

Bénéficiaire	Montant	Base légale/Critère/ Convention
Jeune Chambre économique du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l.	3.500	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
FUSE a.s.b.l.	2.500	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Luxembourg Business Angles Network a.s.b.l.	7.000	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Fédération des Jeunes Dirigeants	17.500	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Jonk Entrepreneuren Luxembourg a.s.b.l.	30.000	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Chambre des Métiers	35.000	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Business Initiative a.s.b.l.	75.000	Promotion de l'esprit d'entreprise Loi budgétaire - article 20.0.32.016
Institut National pour le Développement Durable a.s.b.l.	50.000	Promotion des initiatives en matière de responsabilité sociale des entreprises Loi budgétaire - article 20.0.32.012
ULC	830.000	Convention annuelle entre l'État et l'ULC qui définit la participation aux frais de fonctionnement de l'ULC Loi budgétaire - article 20.0.33.000
TOTAL	**1.050.500**	

Question 0174 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Le montant global des subsides et participations aux frais accordés par mon département en 2008 s'élève à 67.917.343,51 €, répartis comme suit:
- subsides et participations aux frais, payés sur conventions: 67.401.314,51 €
- subsides et participations aux frais, payés hors conventions: 516.029,00 €

2. Le relevé complet des associations et organisations qui ont bénéficié d'un subside ou d'une participation aux frais figure en annexe. Le relevé reprend la subdivision sous 1 et fait état du détail et du total des paiements revenant à chaque association ou organisation. Sont également jointes les copies des conventions qui ont été en vigueur en 2008.

3. En ce qui concerne les subsides et participations payés hors convention, les critères d'octroi ont été:

- le lien des activités faisant l'objet de la demande avec le monde scolaire ou parascolaire;

- la valeur pédagogique que les activités apportent à titre de complément à l'offre et l'encadrement scolaires des établissements d'enseignement.

4. Le montant global déboursé en 2008 (voir sous 1) est ventilé en annexe.

(L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.)

Question 0175 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

En 2008, les subsides ont été accordés sur base de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008.

Le Ministère de l'Égalité des Chances a ordonnancé des subsides pour un montant de 53.970,71 EUR pour participer aux frais de fonctionnement (publications, périodiques, conférences etc.) des associations suivantes:

Action catholique des femmes	8.000 EUR
Association luxembourgeoise des sages-femmes	250 EUR
Carrière	4.000 EUR
Commission diocésaine «Fra an der Kierch»	250 EUR
Fédération des femmes cheffes d'entreprise du Luxembourg	5.000 EUR
Fédération nationale des femmes luxembourgeoises	500 EUR
Femmes au Présent	250 EUR
Foyer de la Femme a.s.b.l.	7.500 EUR
Fraentreff Déifferdeng a.s.b.l.	500 EUR
Gender Haus, service à l'égalité des chances a.s.b.l.	5.000 EUR
Initiativ Liewensufank a.s.b.l.	17.470,71 EUR
Lobby européen des femmes	250 EUR
Mouvement pour l'égalité des chances, MEC a.s.b.l.	4.500 EUR
Mouvement européen du Luxembourg	500 EUR

En 2008, le Ministère de l'Égalité des Chances a conclu des conventions avec des organismes gestionnaires sur base de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et sur base de la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008.

Le Ministère de l'Égalité des Chances a ordonnancé un montant de 7.296.727,43 EUR pour participer aux frais de personnel (99,93 postes conventionnés) et de fonctionnement des structures des organismes gestionnaires suivants:

CID-Femmes	293.945,98 EUR
Croix-Rouge luxembourgeoise	221.084,33 EUR
Conseil national des femmes du Luxembourg	409.490,88 EUR
Femmes en détresse a.s.b.l.	2.998.961,72 EUR
Fondation Maison de la Porte Ouverte	2.484.316,09 EUR
Fondation Pro Familia	388.232,99 EUR
Initiativ Liewensufank a.s.b.l.	252.844,56 EUR
Initiativ Rëm Schaffen	79.073,36 EUR
Mouvement luxembourgeois pour le planning familial	147.673,52 EUR
Noémi a.s.b.l.	21.104,00 EUR

Par les conventions conclues entre le Ministère de l'Égalité des Chances, ces organismes gestionnaires gèrent les activités des services suivants:

CID-Femmes a.s.b.l. gère un centre de documentation, de recherche et de rencontre au service de toute personne qui souhaite s'y documenter.

La Croix-Rouge luxembourgeoise gère le dispensaire Drop-In pour prostitué-e-s.

Le Conseil national des femmes du Luxembourg gère un centre d'accueil classique pour femmes et enfants, le secrétariat général et le service de promotion d'une politique communale d'égalité des chances entre femmes et hommes.

Femmes en détresse a.s.b.l. gère un centre d'accueil classique pour femmes et enfants, un foyer d'accueil et de dépannage pour filles, un service de logements

encadrés, une garderie, deux services d'information et de consultation à Luxembourg et à Ettelbruck, le «Fraentelefon», le service d'assistance aux victimes de violence domestique, le service psychologique pour enfants et adolescents, le centre pour femmes, familles et familles monoparentales, le centre de rencontre pour femmes «Kopplabunz» et le service «Krank Kanner Doheem».

La Fondation Maison de la Porte Ouverte gère quatre centres d'accueil classique pour femmes et enfants, un service de logements encadrés et deux services de consultation à Luxembourg et à Wiltz.

La Fondation Pro Familia gère un centre d'accueil classique pour femmes et enfants, un centre de consultation et un service de logement en milieu ouvert.

L'Inititativ Liewensufank gère quatre services de consultation à Itzig, Grousbous, Dudelange, Belvaux et Betzdorf et le projet «Paternité active dès le début de la vie».

L'Initiativ Rëm Schaffen gère trois services de consultation à Luxembourg, Esch/Alzette et Ettelbruck.

Le Mouvement luxembourgeois pour le planning familial gère le service de consultation pour auteurs de violence «Riicht eraus».

Noémi a.s.b.l. gère un service de logements encadrés.

Au cours de l'année 2008, les centres d'accueil classique pour femmes et enfants, les services de logement encadrés et de logements en milieu ouvert ont hébergé et encadré 386 femmes et 562 enfants.

Les services d'information et de consultation ont encadré 4.772 femmes, 808 familles, 438 hommes et 218 enfants. Ces services ont reçu 26.510 appels téléphoniques.

Par ailleurs, le personnel de ces services a donné des formations sur le thème de la violence domestique et de l'abus sexuel auprès de 73 femmes et 11 hommes, 282 filles et 209 garçons.

Le Drop-In pour prostitué-e-s a été visité 5.035 fois. (74,67% de femmes, 3,63% de personnes transsexuelles et 21,7% d'hommes travestis). Notons pour le Drop-In pour prostitué-e-s qu'une même personne peut être vue plusieurs fois.

Lors des streetworks, le Drop-In a eu des contacts avec 3.980 personnes (87,86% de femmes, 4,92% de personnes transsexuelles et 7,22% d'hommes travestis).

Au cours de l'année 2008, le service a distribué 46.458 préservatifs.

4.099 client-e-s ont consulté le guichet de seringues. 24.825 seringues ont été échangées.

Le Cid-femmes a encadré 483 filles et 171 garçons lors du Girls' Day - Boys' Day. 2.847 livres, CD et partitions ont été empruntés au service. 938 personnes ont visité la bibliothèque. 678 personnes et 379 élèves ont participé aux manifestations culturelles, workshops et formations.

Q70

Question 0176 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

1. Le montant global des subsides payés par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en 2008 s'élève à 25.650 €.

2. Le détail des montants accordés est le suivant:

Département de l'enseignement supérieur	
Association luxembourgeoise des étudiants en médecine	350 €
Lëtzebuerger Studenten zu Tréier	350 €
Cercle des étudiants luxembourgeois à Grenoble	350 €
Union nationale des étudiants du Luxembourg	350 €
Association luxembourgeoise des étudiants en psychologie	350 €
Association nationale des étudiants luxembourgeois en droit	350 €
Association des étudiants luxembourgeois à Paris	350 €
Lëtzebuerger Studenten zu Heidelberg	350 €
Lëtzebuerger Studenten zu Karlsruhe	350 €
Association des cercles d'étudiants luxembourgeois	9.500 €
Département de la recherche	
Association des jeunes scientifiques	6.500 €
Section des sciences naturelles, Institut grand-ducal	2.000 €
Recherches scientifiques (RSL)	4.500 €

3. Les subsides sont accordés sur demande de l'association ou de l'organisme et ils sont attribués sur base du programme de travail de l'association ou de l'organisme.

4. Le montant global des paiements effectués en 2008 par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur base de conventions s'élève à 2.693.600 €.

Le détail des montants payés est le suivant:

Convention portant sur la participation de l'État aux frais de fonctionnement de la Fondation Biermans-Lapôtre de Paris	67.500 €
Convention entre l'État et l'a.s.b.l. ANEFORE pour la gestion des programmes européens d'apprentissage tout au long de la vie	50.000 €
Convention entre l'État et la Fondation Campus Europae	500.000 €
Convention entre l'État et la Fondation RESTENA	650.000 €
Convention entre l'État et l'Institut universitaire international de Florence (Chaire Pierre Werner)	241.500 €
Convention entre l'État et l'a.s.b.l. «Luxembourg Income Study»	171.600 €
Convention entre l'État et l'a.s.b.l. «Les amis de l'Université du Luxembourg»	50.000 €
Convention entre l'État et l'Institut universitaire international Luxembourg	832.000 €
Convention entre l'État et l'Université de Sheffield (Chaire de Luxembourgeois)	95.000 €
Convention entre l'État et la «Commission for educational exchange between the United States, Belgium and Luxembourg»	36.000 €

Question 0177 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il y a lieu de faire une distinction claire entre un subside et une participation financière.

Alors que le subside est en principe une allocation financière unique et en principe d'un ordre de grandeur plutôt modeste, la participation financière est une aide financière régulière et en général importante.

Ainsi, en ce qui concerne les aides financières allouées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, le volet des participations financières est réglé par les dispositions de la loi dite «ASFT» (article 11) qui imposent notamment la conclusion d'une convention où doivent être prévus des modalités de coopération entre parties et des moyens d'information et de contrôle de l'État.

Contrairement aux participations financières, le volet des subsides est constitué par des montants très inférieurs et leur allocation dépend du seul besoin ou de l'intérêt de l'activité concernée.

Ci-joint veuillez trouver en annexe les détails demandés aussi bien en ce qui concerne les subsides que les participations financières allouées en 2008.

(L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.)

Question 0178 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le montant global des subsides accordés pour l'exercice budgétaire 2008 par le Ministère des Finances est de 51.770,02 €.

Ce montant a été réparti de la façon suivante:

- Art. 04.0.33.012	
Amicale des Fonctionnaires et Employés du Ministère des Finances	1.500 €
Comité culturel et sportif des Finances (tournoi international)	39.500 €
- Art. 04.0.33.013	
Musique de l'Administration des Douanes et Accises	5.000 €
Musée des Douanes et Accises	2.500 €
- Art. 05.0.33.010	
Ordre Luxembourgeois des Géomètres	3.270,02 €

Question 0179 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

L'honorable Député désire avoir des renseignements sur les subsides régulièrement accordés en 2008 à diverses associations et organisations par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

En réponse, je voudrais d'abord l'informer que mon département a contracté un accord de parte-

nariat pour l'organisation de la réunion européenne des étudiants luxembourgeois (REEL) d'un montant de 500 euros.

En outre, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (MFPRA) a subventionné la crèche de la fonction publique avec 373.959,48 euros et la cantine de la Fonction publique avec 724.335,84 euros. Ces subventions sont accordées sur base de deux conventions conclues entre le Gouvernement et la Confédération générale de la Fonction publique respectivement la Confédération générale de la Fonction publique - Services a.s.b.l. et qui faisaient partie intégrante des accords salariaux respectifs.

Pour l'indemnisation des observateurs aux examens administratifs et le recouvrement des frais de bureau, le département de la Fonction publique et de la Réforme administrative a accordé un subside de l'ordre de 37.185 euros à la Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics.

Finalement, le Centre des technologies de l'information de l'État a accordé des subventions pour cours informatiques de 17.885 euros à des associations sans but lucratif.

Au total, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative a accordé des subventions de l'ordre de 1.153.865,32 euros à des associations et organisations pendant l'année 2008.

Question 0180 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Pour l'exercice budgétaire 2008, le Ministère de l'Intérieur a accordé des subsides pour un montant global de 509.117 euros. Le détail de ce montant est le suivant:

Bénéficiaire	Subside alloué en 2008
Subside à l'a.s.b.l. Luxembourg Air Rescue	425.000 EUR
Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers dans l'intérêt de la maison du sapeur-pompier à Niederfeulen, de l'organisation de cours d'instruction pour sapeurs-pompiers et du remboursement des pertes de salaires et des frais de déplacement aux élèves des cours d'incendie	55.528 EUR
Subvention à la Caisse de décès des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	6.197 EUR
Subvention à la fédération des sapeurs-pompiers du Grand-Duché	10.412 EUR
Subsides aux unités de secours de la protection civile pour l'organisation d'évènements d'envergure dans le cadre de la valorisation du bénévolat des services de secours	1.980 EUR
Subside à l'APSEL - Association du Personnel des Stations d'Épuration Luxembourgeoises	1.500 EUR
Subside à l'ALUSEAU - Association Luxembourgeoise des Services d'Eau	800 EUR
Subside au Sub-Aqua-Sport-Dudelange a.s.b.l.	800 EUR
Subside à la Maison de l'Eau de Redange/Attert	2.660 EUR
Subside au CTF - Ligue Luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer	1.000 EUR
Subside au Mouvement Écologique	2.000 EUR
Subside à l'ALDE - Association luxembourgeoise pour le droit de l'environnement	1.240 EUR

La base légale de ces subsides se trouve dans la loi budgétaire, articles 09.6.31.050, 09.6.33.011, 09.6.33.012, 09.6.33.013, 09.6.33014 et 09.9.33.000. Par ailleurs, la prise en charge des frais occasionnés par l'École nationale des Sapeurs-Pompiers à Niederfeulen découle de l'article 30 du règlement grand-ducal du 7 mai 1992 portant organisation du service d'incendie et de sauvetage.

En ce qui concerne les critères d'attribution pour les associations et organismes œuvrant dans l'intérêt de la protection de l'eau, les subventions sont accordées pour l'organisation de manifestations autour du sujet de l'eau (conférences, sensibilisations, projets, action de nettoyage du lac de la Haute-Sûre, etc.).

Le subside accordé à l'association «Luxembourg Air Rescue» est engagé sur base d'une convention entre l'État du Grand-Duché et l'association susmentionnée. Cette convention a d'ailleurs été renégociée en 2008 et le montant de la subvention a été porté à 515.000 euros.

Question 0181 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Le montant global des subsides accordés par le Ministère de la Justice en 2008 s'élève à 9.400 euros.

Ces subsides sont parfaitement identifiables puisqu'inscrits aux articles 07.0.33.010, 07.0.33.011 et 07.34.070 de la section 07.0 - Justice du budget des dépenses de l'État.

Il en est de même des crédits versés sur une base conventionnelle à l'association «défi-job» à hauteur de 237.014 euros traitant de la participation de l'État au financement de projets favorisant la réintégration sociale des détenus (article 07.2.33.000).

Question 0182 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

D'emblée, il y a lieu de noter que dans ses rapports d'activité annuels, le Ministre ayant le logement dans ses attributions, renseigne en détail sur ses collaborations avec des partenaires externes, à savoir l'Oekozenter, Ceps/INSTEAD, Chantiers de la Fraternité Chrétienne, pour ne citer que ces quelques exemples.

Pour répondre aux différentes questions posées par l'honorable Député Gast Gibéryen, il y a lieu de différencier la nature et la finalité des différents versements revenant aux différentes associations et organisations, à savoir:

1. Participation en capital de l'État en 2008 aux frais d'acquisition, d'aménagement et de construction de logements locatifs par des associations privées sans but lucratif et des fondations (article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et règlement grand-ducal du 31 mars 2004 modifiant et complétant le 8e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État).

Agedoc:	
rue Glesener à Luxembourg	
23 logements pour étudiants destinés à la location,	
projet en cours	602.567,00 €
Caritas:	
33, rue Michel Welter à Luxembourg	
9 logements destinés à la location	
projet en cours	157.827,00 €
Kannerheem Itzig:	
lieu-dit Candela à Itzig	
3 logements destinés à la location	
projet terminé fin 2008	44.156,00 €
Ënnerdaach:	
101, rue de Hedange à Schifflange	
2 logements destinés à la location	
Projet terminé début 2009	22.535,00 €
	827.085,00 €

2. Subsides accordés en 2008 sur base de l'article budgétaire 51.2.83.000.

Depuis 1987, le Ministre ayant le logement dans ses attributions accorde annuellement un subside de 50.000 euros à l'a.s.b.l. «Chantiers de la Fraternité Chrétienne». Ce subside a pour but de permettre à cette association de consentir des prêts sans intérêts à des familles ayant au moins deux enfants en-dessous de 15 ans à charge.

L'association «Chantiers de la Fraternité Chrétienne» fut fondée en 1955 avec l'objectif de réunir suffisamment de fonds, sur la base de dons de particuliers et d'associations pour construire des habitations avec les capitaux réunis au profit de couples ayant des enfants à charge et disposant de revenus modestes.

Cet objectif n'ayant pas pu être atteint, les responsables des «Chantiers» ont néanmoins su trouver une voie d'intervention pour aider les familles défavorisées à accéder à la propriété, c'est-à-dire fournir aux ménages disposant de revenus à faibles moyens et ayant au moins deux enfants à charge le capital initial sous la forme d'un prêt remboursable sur dix ans mais sans intérêts. Les mensualités du remboursement sont à la fois fonction du montant prêté et des moyens des débiteurs.

3. Subsides apportés à des associations en vue de subvenir à leur existence, sur base de l'article budgétaire 21.2.33.010.

Depuis de longues années déjà, le Ministre du Logement accorde des subsides à des associations et des institutions œuvrant dans le domaine du logement.

À relever qu'une partie de ces subsides est utilisée pour aider financièrement les associations prêtes à participer à la «Semaine nationale du logement» qui, depuis 2005, a lieu annuellement.

Détails:

281,72 €	en faveur de E.A.P.N.
1.081,72 €	en faveur de l'a.s.b.l. Akut
6.583,33 €	en faveur de la Caritas
6.583,33 €	en faveur de Ënnerdaach
1.081,72 €	en faveur de l'U.C.L
6.583,33 €	en faveur de la Wunnengshëllef
5.501,61 €	en faveur du Chantiers de la Fraternité Chrétienne
5.501,63 €	en faveur de la Stëmm vun der Strooss
5.501,61 €	en faveur de Wunnraum fir Stagiairen

41.000,00 €

4. Prise en charge d'une partie des frais pour la fourniture d'un service en conseils et en informations écologiques.

Dans le cadre d'une convention conclu en 2005 entre le département du logement et la Fondation Oekozenter, il a été convenu entre autres que l'État prend en charge une partie de la fourniture d'un service en conseils et en informations écologiques dans le domaine du bâtiment. L'agent de la Fondation Oekozenter offre les conseils et informations écologiques en raison de deux après-midi également dans les localités de l'administration communale de la ville d'Esch-sur-Alzette. Au terme de ladite convention, la participation étatique a porté en

2008 sur le montant de 27.0000 € à charge de l'article budgétaire 21.2.12.120.

5. Frais d'experts et d'études relatifs à l'Observatoire de l'habitat.

Conscient des enjeux et de la problématique relatifs au logement, le Ministre du Logement a mis en place début 2003 un Observatoire de l'Habitat afin de progresser dans la connaissance du développement du logement et de l'habitat.

Les principaux objectifs de cet Observatoire, prévus par le programme d'action «logement» du Gouvernement, se résument en trois points:

- collecter et traiter des données relatives au logement,

- analyser et interpréter ces données,

- diffuser et publier une information pertinente.

Les travaux de collecte, de traitement et d'analyse des données ont pour principal but de

- connaître quantitativement et qualitativement le parc de logements,

- comprendre les processus de fonctionnement du marché et des interactions sur ce parc,

- prévoir les évolutions de la demande et de l'offre,

- anticiper l'utilisation du sol et de l'espace,

- évaluer les impacts des aides au logement.

La mise en fonction opérationnelle de l'Observatoire de l'Habitat a été réalisée début 2003 par le lancement des premiers travaux (études, analyses et interprétations), notamment grâce à une équipe qualifiée et pluridisciplinaire auprès du Ceps/INSTEAD. Cette équipe, se compose à l'heure actuelle d'un chef de projet, de trois chargés d'études, d'un informaticien, de deux techniciens dont un géomaticien ainsi que de deux assistants.

Sur base de l'article budgétaire 21.2.12.121, le Ceps/INSTEAD a touché en 2008 le montant de 244.976,20 €.

6. Participation au festival des migrations.

Depuis sa création en 1989, le département du logement figure parmi les exposants du «Festival des Migrations, des Cultures et de la Citoyenneté» organisé par le CLAE se déroulant à la LUXEXPO à Luxembourg-Kirchberg, et pour lequel il compte, à l'instar des années précédentes, parmi les sponsors principaux de cette manifestation en 2008.

La dépense à charge de l'exercice budgétaire 2008 (art. 21.2.12.140) a été de 5.500 €.

7. Participation à la «Cellule Nationale d'Information pour la Politique Urbaine».

Entre plusieurs partenaires, dont l'État représenté par son Ministre de l'Économie, son Ministre du Logement et son Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et des représentants de la «Nordstad », de la Ville de Luxembourg et de la Ville d'Esch/Alzette, il a été signée en 2007 une convention en vue de créer une plateforme d'échange d'expériences et de connaissances dans le domaine du développement urbain par les acteurs nationaux, dite «Cellule Nationale d'Information pour la Politique Urbaine» (CIPU), ayant une influence directe sur la politique urbaine.

L'éventail de tâches comprend notamment l'assurance:

- du rôle d'interlocuteur principal pour les acteurs nationaux, ainsi qu'internationaux concernant les questions urbaines;

- de l'assistance aux acteurs locaux désireux d'initier ou de participer à des projets subventionnés par l'Union Européenne;

- de l'échange ciblé d'informations, de connaissances et d'expériences dans le domaine de la politique urbaine entre les acteurs nationaux concernés (organisation de conférences, de tables rondes, newsletter...).

Dans le cadre de la prédite convention, les pôles urbains de développements correspondent aux espaces d'action tel que proposés dans le programme directeur de l'aménagement du territoire à l'exception des espaces d'action situés en milieu rural:

1. Pôle urbain de développement «Centre»: Les espaces à structurer qui correspondent principalement au territoire de la Ville de Luxembourg et à son agglomération urbaine;

2. Pôle urbain de développement «Sud»: Les espaces à régénérer qui correspondent à la région d'aménagement Sud caractérisée par la zone urbaine du Bassin Minier et par ses communes périphériques;

3. Pôle urbain de développement «Nord»: Les espaces à développer situés en milieu urbain qui correspondent à la «Nordstad».

La charge de l'article 21.2.12.140 était de 10.499,99 euros en 2008.

Résumé:

Participations en capital: 827.000,00 €

Subsides remboursables: 50.000,00 €

Subsides à des associations: 41.000,00 €

Frais pour fournitures d'un Service en conseils et en informations écologiques: 27.000,00 €

Frais d'experts et d'études relatifs à l'Observatoire de l'Habitat: 244.976,20 €

Participation au festival des migrations: 5.500,00 €

Participation à la «Cellule Nationale d'Information pour la Politique urbaine»: 10,499.99 €

1.205.976,19 €

Question 0183 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Pour l'exercice budgétaire 2008, le Ministère d'État a accordé des subsides pour un montant global de 673.316.- €.

La base légale de ces subsides est formée par la loi budgétaire.

Le détail de ce montant est le suivant:

Section 00.4 - Gouvernement

00.4.33.010 «Subsides aux organisations professionnelles de la presse»

Conseil de Presse	86.763.- €
Association Luxembourgeoise des Journalistes	4.500.- €
Union Luxembourgeoise des Journalistes	2.200.- €
Total	93.463.- €

00.4.33.013 «Subventions dans l'intérêt de la réalisation d'études et de recherches dans le domaine de la coopération européenne et internationale»

Institut d'Études Internationales et Européennes	440.000.- €

00.4.34.090 «Subsides jugés opportuns par le Gouvernement»

Fondation du Mérite Européen	5.000.- €
Syndicat des cadres des contributions / Centenaire	3.000.- €
Mouvement Européen du Luxembourg	1.600.- €
Total	9.600.- €

Section 00.7 - Cultes

00.7.33.011 «Subsides aux Cultes protestants»

Église protestante du Luxembourg (y compris un subside de 1.364 euros pour l'Église protestante européenne à Luxembourg)	24.320.- €
Communauté protestante d'Esch-sur-Alzette	9.820.- €
English Speaking Church Community à Luxembourg	2.480.- €
Den Danske Folke Kirke à Luxembourg	2.480.- €
Nederlandse Protestantse Gemeenschap	2.480.- €
Indemnités pour services de tiers	3.023.- €
Total	44.603.- €

00.7.33.012 «Subsides au Culte israélite»

Communauté israélite	24.500.- €

00.7.33.013 «Subsides pour activités interconfessionnelles»

5e International Summer School / LGS Bertrange Groupe Iscyh Cuprija	15.000.- €

00.7.33.014 «Subsides au Culte catholique»

Archevêché de Luxembourg	41.150.- €

Section 00.8 – Médias et Communications

00.8.33.012 «Médias et Communications: subsides à des associations»

Colophon International Magazine	4.000.- €
Graffiti a.s.b.l.	1.000.- €
Total	5.000.- €

Question 0184 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le montant total des subsides proprement dits accordés en 2008 par mon Ministère à des associations ou organismes s'est élevé à 138.850 €.

Le montant total des participations versées la même année à des associations ou organismes en vertu de conventions avec mon Ministère s'est élevé à 25.824.037 €.

Tant pour les subsides que pour les participations la loi budgétaire constitue la base légale pour les versements opérés. L'intérêt de santé poursuivi par l'association et/ou l'activité subventionnée constitue le critère à la base du versement.

En annexe un relevé des associations et organismes ayant touché un subside et le montant de celui-ci. Le relevé distingue suivant les articles budgétaires sur base desquels les versements ont été faits.

J'annexe également un relevé des associations et organismes ayant touché une participation financière pour leurs activités en vertu d'une convention conclue avec mon Ministère.

(Les annexes peuvent être consultées au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0185 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au budget des dépenses de l'État est inscrit à l'article 33.010 sous la section 17.7 Mutualités, Conseil Supérieur de la Mutualité, un crédit de 47.000 euros. Cet article est libellé «Subsides alloués au conseil supérieur de la mutualité chargé de la répartition des subventions aux sociétés de secours mutuels reconnues par l'État, à la caisse médico-chirurgicale mutualiste, ainsi qu'à la fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise».

Pour l'exercice 2008, les subsides ont été fixés comme suit:

À la Caisse médico-chirurgicale mutualiste: 5.000 euros

À la Fédération nationale de la mutualité: 20.000 euros, dont 15.000 euros en tant que participation aux frais administratifs.

Aux sociétés de secours mutuels: 22.000 euros

Total: 47.000 euros

Les subsides aux 52 sociétés de secours mutuels sont alloués annuellement selon la clé de répartition suivante: une part fondamentale de 250 € pour chacune des sociétés de secours mutuels et le solde restant est réparti au prorata du total des cotisations perçues et des prestations servies au courant de l'exercice révolu.

En plus, un subside de 3.943 euros a été payé sous la forme d'une cotisation à l'Association luxembourgeoise des organismes de sécurité sociale (ALOSS). Ce montant figure à l'article 17.1.12.300 du budget des dépenses de l'État.

Question 0186 (5.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (18.12.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Par sa question parlementaire N°186 l'honorable Député Gast Gibéryen désire obtenir des précisions sur les subsides alloués et les sommes versées à différentes associations/organisations suite à des conventions existantes.

Voici les chiffres demandés par l'honorable Député:

ad 1) : En 2008, le Ministère du Travail et de l'Emploi a accordé des subsides pour un montant total de 212.600 €.

ad 2) et 3) : En 2008, un subside de 4.200 € a été accordé aux apprentis et travailleurs méritants ainsi qu'aux organisations œuvrant en faveur de la promotion de l'apprentissage (article 16.0.34.090 du budget des recettes et des dépenses de l'État). 5 apprentis ayant participé au 39e Mondial des Métiers ont bénéficié au total d'un subside de 2.100 € (3x500 € + 2x300 €). Par ailleurs, l'a.s.b.l. Luxskill a bénéficié d'un subside de 2.100 € dans l'intérêt de la préparation de l'équipe luxembourgeoise aux mondiaux des métiers.

La Chambre du Travail et la Chambre des Employés privés ont bénéficié d'un subside de 125.100 €, respectivement 83.300 € dans l'intérêt de l'organisation de cours de formation professionnelle et ouvrière (article 16.0.41.001). Ces subsides ont été distribués conformément au détail qui figurait au projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État.

ad 4): Le tableau ci-après renseigne sur les montants versés aux associations/organisations sur base d'une convention et à charge du budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2008, l'honorable Député ayant déjà été renseigné par mon prédécesseur sur les sommes versées aux trois grandes initiatives en faveur de l'emploi et à charge du Fonds pour l'emploi.

Article budgétaire	Montant et Bénéficiaire	Objet
16.0.33.000	206.281 € CNDS - Comité national de défense sociale / Nei Aarbecht, Helmdange	La dépense est basée sur une convention entre le Gouvernement représenté par son Ministre des Finances et son Ministre du Travail, d'une part, et le Comité national de défense sociale a.s.b.l., d'autre part. D'après cette convention, l'État assure les traitements des 3 agents et prend en charge les frais d'acquisition des locaux.
16.0.33.002	90.000 € Mobbing a.s.b.l.	Action de prévention et de lutte contre les traumatismes psycho-sociaux provoqués notamment par toute forme de harcèlement moral ou de stress sur le lieu du travail
16.0.33.013	343.000 € Secrétariat européen commun de la CGTL et du LCGB	Participation aux frais du secrétariat européen des organisations représentatives des travailleurs
16.0.33.016	250.000 € OGB-L et LCGB	Participation aux frais d'information et de consultation des travailleurs effectués par les secrétariats sociaux des organisations des travailleurs

Session ordinaire 2009-2010

Question 0204 (22.10.2009) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant l'**emploi des personnes âgées de plus de 55 ans:**

En 2008, le taux d'emploi des personnes âgées de plus de 55 ans avoisinait les 35%. L'un des taux les plus faibles de toute l'Union européenne. L'actuelle crise financière et économique ne devrait pas changer la donne. Par ailleurs, ce taux extrêmement faible, notamment en comparaison avec d'autres pays de l'Union européenne, est largement en deçà des objectifs de la stratégie de Lisbonne qui tablait sur un taux d'emploi des seniors de 60% au moins en 2010.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, de Monsieur le Ministre de l'Économie et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Le Gouvernement s'est-il déjà penché sur les mesures, prévues dans le cadre de l'accord de coalition, préconisées pour augmenter l'emploi des salariés âgés?

2. Quelle forme concrète pourrait revêtir le dispositif prévoyant des sorties plus flexibles dont il est question dans l'accord de coalition?

3. Comment sera concrètement favorisé le recours à la préretraite?

4. Quid de l'évaluation du système de préretraite? Le Gouvernement s'est-il déjà attelé à ce problème? Dispose-t-il déjà de conclusions? Dans la négative, quand sera-t-il en mesure de se prononcer?

5. L'ADEM est-elle suffisamment attentive aux besoins des seniors?

6. Le Gouvernement inclut-il la question de l'emploi des travailleurs âgés lors de ses prospections économiques destinées à attirer de nouvelles entreprises au Luxembourg? Comment se déroule la collaboration et la coopération entre le Ministère de l'Économie et le Ministère du Travail et de l'Emploi voire l'ADEM?

Réponse commune (18.12.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration,* de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le Gouvernement a fait de l'emploi et de la lutte contre le chômage la priorité de son action dans les mois à venir. C'est dans ce contexte que se situent les nouvelles mesures en faveur de l'emploi des jeunes qui ont été adoptées par la Chambre des Députés et qui sont entrées en vigueur le 23 novembre. C'est dans la même optique que se situe la réforme de l'ADEM. La politique de l'emploi, dans son aspect concernant les travailleurs plus âgés, est à l'ordre du jour des groupes de travail sur la viabilité des systèmes de pension et sur la réforme de la législation concernant les travailleurs incapables d'exercer leur dernier emploi (travailleurs reclassés).

Des actions spécifiques visant l'ensemble des demandeurs d'emploi, dont les autres groupes vulnérables y compris les travailleurs plus âgés, sont en préparation. Il s'agit prioritairement de maintenir les travailleurs dans l'emploi respectivement, pour ceux qui se trouvent au chômage, de leur faciliter le retour à l'emploi.

En ce qui concerne les sorties flexibles de la vie de travail que Monsieur le Député mentionne, le programme gouvernemental en fait expressément mention. Différentes formules sont à l'étude telles que des modalités de cumul de pensions avec une activité professionnelle partielle, ou encore le cumul entre une indemnité de chômage partielle et un travail partiel, ou encore une simplification de la préretraite progressive. Pour les travailleurs plus âgés, la seule prolongation de l'indemnité de chômage n'est pas suffisante.

La limite d'âge de 55 ans mise en avant dans la question parlementaire est certes un critère statistique employé notamment dans l'évaluation des plans nationaux de réforme de la Stratégie de Lisbonne, mais en fait la prise en charge des travailleurs plus âgés doit commencer beaucoup plus tôt, parfois dès l'âge de 40 ou 45 ans. Cette réflexion vaut tant pour la surveillance de la santé et de la sécurité au travail, des conditions de travail, du bien-être au travail que de la formation continue. Ce sont des clés essentielles pour une augmentation du taux d'emploi des travailleurs plus âgés, de leur maintien dans l'emploi ou de leur réintégration dans l'emploi suite à une période de chômage. Je compte proposer un catalogue de mesures visant notamment cette catégorie de salariés dans les prochains mois.

Il est clair que la crise actuelle, qui entraîne une remontée rapide du chômage, nous oblige de revoir certaines positions et de recourir à des solutions à plus court terme. L'utilisation de la préretraite en est un exemple flagrant. Le Gouvernement précédent, pour donner suite aux finalités de la Stratégie de l'emploi de l'Union européenne, s'était donné comme objectif d'encadrer plus strictement la préretraite, précisément pour atteindre des taux plus élevés d'emploi de travailleurs au-delà d'un certain âge, objectif toujours valable dans une approche structurelle à long terme. Or, actuellement, pour atténuer les effets de la crise sur l'emploi, la restriction supplémentaire des conditions d'accès à la préretraite n'est pas indiquée pour des raisons sociales.

La réforme de l'ADEM doit amener une meilleure implication du service public de l'emploi lorsque des entreprises nouvelles ou déjà établies ont des plans d'embauche. Une prise en charge plus adaptée aux différentes catégories de demandeurs d'emploi sera mise en place. Les difficultés rencontrées par les «seniors», mais aussi leur contribution au développement des entreprises font l'objet d'une campagne de sensibilisation à laquelle mon Ministère participe activement.

Question 0211 (26.10.2009) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **eaux souterraines:**

La loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau dispose qu'à partir du 1er janvier 2010 les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau doivent être mis à la charge des utilisateurs. Entre autres, elle prévoit la taxation de tout prélèvement des eaux souterraines et de surface. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le volume d'eau total prélevé par an au Luxembourg? Dans quelle proportion l'eau prélevée est constituée d'eau souterraine, respectivement d'eau de surface?

- Quel est le nombre de sources captées au Grand-Duché? Combien d'entre elles sont exploitées par une commune, une société commerciale, respectivement par une personne privée? Quelle est l'évolution du nombre de sources captées, respectivement du volume d'eau souterraine prélevée au cours des dernières dix années?

Réponse (18.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La consommation en eau potable distribuée par le réseau public avoisine actuellement 44.000.000 m³ par an (estimation établie sur base des données fournies pour la période 2003-2005 dans le cadre de l'élaboration des dossiers techniques conformément aux dispositions du Règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine), dont 25.000.000 m³ sont captés dans les nappes phréatiques (sources et forages) et 19.000.000 m³ prélevés du lac d'Esch-sur-Sûre (station de traitement des eaux de surface du syndicat suprarégional SEBES). Il faut néanmoins souligner que ces chiffres ne représentent que des moyennes très générales, par rapport auxquelles on observe de larges variations saisonnières dépendant notamment des conditions climatologiques.

Les 44.000.000 m³/an distribués par le réseau public représentent une valeur globale comprenant les besoins privés de la population résidente de même que ceux des services publics, des secteurs économiques et des travailleurs frontaliers lors de leur séjour au Luxembourg. Parallèlement, l'industrie agro-alimentaire prélève directement 4.000.000 m³ d'eau souterraine de qualité potable. Quelque 290 sources et 60 forages sont actuellement exploités à des fins d'eau potable par les fournisseurs d'eau publics (270/40) et par l'industrie (20/20). Bon nombre de prélèvements privés (sources et puits de faible profondeur) échappent cependant à la surveillance des autorités publiques.

Relevons qu'il est impossible que l'Administration de la gestion de l'eau soit tenue au courant en temps réel des modes de fonctionnement des 122 réseaux de distribution luxembourgeois et de leurs multiples ressources d'approvisionnement.

En général, on remarque que la consommation d'eau du secteur industriel diminue, mais qu'en revanche la consommation totale augmente (1.40% par an), un phénomène dû à une forte croissance démographique (1,35% par an sur les quinze dernières années) de la population résidente (490.000 habitants) et de l'augmentation constante de salariés frontaliers (140.000 frontaliers). À moyen terme, la capacité maximale de production d'eau potable des infrastructures publiques répondra aux besoins des consommateurs. De même, les disponibilités de l'eau brute du lac d'Esch-sur-Sûre sont largement suffisantes pour couvrir les demandes en eau potable à long terme du Luxembourg. En effet, la prochaine augmentation de la capacité de traitement du SEBES permettra de satisfaire les demandes supplémentaires en eau potable formulées par l'accroissement de la population estimé entre 560.000 et 605.000 habitants à l'horizon 2024 (la demande totale en eau du pays est estimée entre 130.000 et 140.000 m³/jour en moyenne), à condition toutefois que la création des zones de protection apporte les améliorations escomptées de la qualité des eaux souterraines. L'Administration de la gestion de l'eau, en collaboration avec les grands fournisseurs d'eau, est en train d'étudier des solutions de rechange de grande envergure à mettre en place au-delà de l'horizon 2024, en l'occurrence la mise en place d'un barrage supplémentaire au lac de la Haute-Sûre, la gestion des ressources en eau souterraine du Grès de Luxembourg (nappe captive), l'étude de la disponibilité des ressources d'eau dans les anciens réseaux de galeries minières et l'exploitation des eaux alluviales de la Moselle près de Remerschen.

En ce qui concerne le déversement des sources d'approvisionnement, il faut savoir que la recharge des nappes phréatiques est fortement influencée par des facteurs environnementaux: les changements environnementaux observés (le changement climatique entre autres, mais également la modification de l'occupation du sol et la dégradation de ce dernier) auront probablement des répercussions sur ce processus et par conséquent sur la disponibilité future en eau souterraine au Luxembourg. En particulier, le réchauffement climatique entraînera forcément une augmentation du taux d'évapotranspiration (évaporation directe due à l'augmentation de la température du sol, transpiration des plantes pendant une période de croissance végétative plus étendue). De surcroît, les modèles climatiques établis pour nos régions

annoncent une tendance aux pluies subites et abondantes et de courte durée, favorisant l'écoulement de surface. Ces phénomènes se traduisent vraisemblablement par une diminution du potentiel de recharge des nappes profondes et expliquent l'abaissement des nappes constaté depuis une dizaine d'années.

Parallèlement, la majorité des eaux captées dans les eaux souterraines du Grand-duché de Luxembourg se caractérisent par une dégradation de la qualité microbiologique et/ou chimique due à la présence de nutriments et/ou de substances dangereuses, notamment de pesticides, et ne pourront, pour certaines du moins, éventuellement plus être valorisées pour l'alimentation en eau potable. C'est la raison pour laquelle la création des zones de protection des sources d'approvisionnement est une priorité absolue pour assurer la qualité du service de distribution.

Ainsi, les capacités exploitables identifiées dans le contexte d'une étude en cours sur le Grès de Luxembourg deviennent incertaines pour le long terme. Dès lors, la maîtrise de l'évolution future du coût de l'eau et la durabilité et la sécurité de l'approvisionnement en eau de bonne qualité appelle une politique de préservation à long terme des ressources exploitables. L'État et les communes doivent développer dès à présent une approche préventive pour éviter que la dégradation du milieu naturel entraîne une augmentation substantielle du coût du traitement de l'eau (voir la mise en place d'une installation de traitement des pesticides pour les besoins de la Ville d'Ettelbruck, se soldant par un coût supplémentaire de l'ordre de 0,45 € par m^3 d'eau produite).

Une amélioration de la qualité des eaux souterraines n'est pas atteinte avant plusieurs années (10 à 15 ans pour certains paramètres) après la mise en place de mesures de protection efficaces. Une nécessité d'action rapide impliquant la volonté de collaboration de tous les secteurs concernés (dont les administrations étatiques et communales et le secteur agricole) est indispensable afin d'obtenir l'amélioration escomptée de la qualité de l'eau.

Question 0223 (29.10.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant un **courrier émis par le Atert-Lycée:**

Selon mes informations, les responsables de l'Atert-Lycée à Redange viennent d'envoyer aux parents des élèves fréquentant leur établissement un courrier dans lequel ils encouragent les parents à souscrire à une carte de fidélité émise par un centre commercial se situant à proximité du lycée. Apparemment, le Atert-Lycée entretient un partenariat privilégié avec le centre commercial en question puisque les responsables du lycée soulignent dans leur lettre que plusieurs classes y ont déjà effectué des visites respectivement des stages. De plus, il paraît que le centre commercial offre 2% de la somme des achats, effectués par les parents des élèves avec leurs cartes de fidélité, sous forme de bons d'achat à la section sportive du Atert-Lycée. Dans ce cadre, les responsables du lycée prient les parents intéressés à soutenir la section sportive de l'école, à leur fournir les données de leurs cartes de fidélité respectivement de leur transmettre leurs données personnelles afin de souscrire à une carte de fidélité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre, peut-elle me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, Madame le Ministre peut-elle m'indiquer si la démarche du Atert-Lycée est conforme aux directives assignées par le Gouvernement aux services d'enseignement public?

- Madame le Ministre, n'estime-t-elle pas si le fait qu'un lycée demande des données personnelles aux parents des élèves afin de les transférer à un centre commercial n'est pas contraire à la législation sur la protection des données?

Réponse (17.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je confirme que le Atert-Lycée entretient un partenariat privilégié avec un centre commercial se situant à proximité du lycée.

Ce centre offre à ses clients une carte de fidélité leur permettant de bénéficier d'une remise de dix pour cent sur chaque achat dans un de ses magasins et il a proposé de fournir deux pour cent des achats effectués par les parents des élèves sous forme de bons d'achat à la section sportive du Atert-Lycée.

Voilà pourquoi la direction du lycée a prié les parents intéressés à soutenir la section sportive de l'école en fournissant à l'école les données de leur carte de fidélité ou les données nécessaires à l'établissement d'une telle carte et en l'autorisant à transmettre ces données au centre commercial.

Il n'y a aucune directive aux services d'enseignement public qui proscrive une telle démarche.

La démarche est conforme à la législation sur la protection des données puisque le transfert des données se fait avec l'autorisation explicite et préalable des parents.

Question 0225 (30.10.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **réorganisation des services de secours:**

Monsieur le Ministre a récemment annoncé qu'il fera élaborer un projet de loi destiné à réorganiser les services de secours. Cette réorganisation sur les plans institutionnel et administratif va de pair avec une réorganisation géographique des services de secours. Le projet en question pourrait être voté par la Chambre des Députés en 2012.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Les réformes projetées n'aboutissant pas à une amélioration rapide de la situation, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la stratégie et les mesures à prendre à court terme afin d'aider les régions les plus touchées par des déficits en matière de ressources humaines et d'infrastructures modernes dans le domaine des services de secours?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur sa stratégie à court terme pour la partie septentrionale du pays qui est particulièrement exposée à ces problèmes de par sa situation topographique spécifique?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de centres d'intervention à caractère régional à établir dans la circonscription Nord?

- Le Gouvernement a-t-il déjà retenu un site définitif en vue de la création d'un centre d'intervention régional au niveau de la Nordstad?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont motivé ce choix?

Réponse (23.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le programme gouvernemental prévoit que le Ministère de l'Intérieur entamera dans les meilleurs délais et en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés, y compris le Syvicol, une réforme en profondeur aboutissant à une organisation unifiée des services de secours luxembourgeois par le biais d'une nouvelle loi portant réorganisation des services de secours.

À cette fin, un groupe d'experts luxembourgeois et étrangers vient d'être chargé avec la mission de faire des propositions dans ce sens. Il est prévu qu'un rapport intermédiaire sera présenté par les experts au 2e semestre 2010. Le rapport final débouchera sur un plan national «services de secours» qui devra être disponible pour fin 2011. Ce plan national servira de base pour le projet de loi portant réorganisation des services de secours.

L'élaboration du plan national «services de secours» n'empêche pas que certaines mesures peuvent être prises à court terme, afin de garantir le fonctionnement de nos services de secours. Cependant, ces mesures doivent être prises dans le respect de l'esprit de la réforme engagée et elles ne doivent pas conduire à la création de nouvelles situations de fait qui risqueraient de préjudicier les résultats du plan national.

Concernant les mesures à prendre à court terme, on peut citer notamment l'engagement de douze agents professionnels qui seront disponibles à partir du 1er février 2010. Ces agents seront répartis sur cinq centres de secours à vocation régionale et qui disposent de l'encadrement nécessaire pour ces agents. En l'occurrence, il s'agit des centres de secours d'Esch/Alzette (3 postes), de Dudelange (2 postes), d'Ettelbruck (2 postes), de Mertert (2 postes), ainsi que de la Base Nationale de Support de Lintgen (3 postes). Les trois agents affectés à la Base Nationale de Support sont destinés notamment à intervenir de façon temporaire dans les centres de secours qui ne disposent pas d'agents professionnels afin de compenser - dans la mesure du possible - l'indisponibilité des volontaires. Il va sans dire que ces douze postes ne constituent que le début de la semi-professionnalisation des services de secours et que d'autres engagements devront suivre.

Dans le même ordre d'idées, d'autres mesures pourront être prises en cas de nécessité, afin de garantir la continuité des services de secours.

Le nombre de centres de secours à caractère régional à établir sera déterminé en fonction des résultats du plan national «services de secours» et de l'analyse des risques y afférente.

Aucun site définitif en vue de la création d'un centre d'intervention régional au niveau de la Nordstad n'a été retenu à l'heure actuelle. La recherche et le choix d'un tel site incombent en premier lieu aux autorités communales concernées et devront se faire en concertation avec les instances étatiques.

Question 0228 (3.11.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **ligne ferroviaire directe entre Luxembourg-ville et Esch/Alzette:**

La ligne ferroviaire directe entre Esch/Alzette et Luxembourg-ville faisait partie intégrante des concepts de mobilité intégré «Mobilitéit.lu» et «Mobil 2020». Il y a un an encore, le Ministère avait organisé une réunion d'information sur le projet dans une des communes concernées. Depuis, le projet semble être mis à l'écart:

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la réalisation de la ligne ferroviaire directe entre Esch/Alzette et Luxembourg-ville est toujours d'actualité?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les délais, dans lesquels le projet sera réalisé?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer des raisons qui l'ont amené à abandonner le projet en question?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les projets du Gouvernement afin de relier de façon efficace les deux villes les importantes du pays?

Réponse (11.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur la ligne directe entre Esch/Alzette et Luxembourg-ville qui fait partie intégrante des concepts de mobilité actuels.

En effet, le projet de la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch/Alzette, comme d'ailleurs aussi celui de la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg, est actuellement soumis aux différentes procédures prévues par l'ancienne loi du 13 mars 2007 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires, applicable aux projets qui ont déjà fait l'objet d'une décision du Gouvernement en conseil en application de l'article 13 de cette même loi avant l'entrée en vigueur de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires.

Conformément à cette loi, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et les CFL ont organisé une consultation du public dans les communes concernées par le projet de la nouvelle ligne Luxembourg-Esch/Alzette.

Par la suite, le résultat de cette consultation ensemble avec des études préliminaires sera soumis au Conseil de Gouvernement qui pourra, le cas échéant, prendre une décision quant à la variante à réaliser et l'envergure des mesures compensatoires. Ce n'est qu'à ce moment-là que la SNCFL pourra entamer les études d'un avant-projet détaillé (APD) de cette nouvelle ligne ferroviaire.

La réalisation d'un tel projet d'envergure, ainsi qu'un éventuel échéancier dépend bien évidemment de l'évolution de la situation financière. Je tiens à rappeler que tous les projets d'infrastructures sont actuellement placés sous réserve financière et que le Gouvernement procédera à une priorisation des différents projets d'infrastructures. Dès lors, des dates précises ne peuvent pas être avancées.

Question 0229 (3.11.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **plan national cancer:**

La France vient de présenter son nouveau plan national «cancer» pour la période 2009-2013. Le plan est articulé sur cinq axes, dont certains, tels que la recherche ou la prévention, sont plutôt traditionnels, tandis que d'autres, comme par exemple la vie pendant et après le cancer, sont assez innovants. Il prévoit 30 mesures et 118 actions.

Parmi les mesures envisagées, on peut noter la volonté du Gouvernement français de renforcer les moyens de la recherche pluridisciplinaire, de caractériser les risques environnementaux, de lutter contre les inégalités d'accès et de recours au dépistage, de personnaliser la prise en charge des malades et de développer une prise en charge sociale du malade pendant et après le cancer.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé,

1. S'il ne pense pas qu'il serait opportun pour le Luxembourg de développer à son tour un plan national aussi ambitieux mettant l'accent non uniquement sur la prévention, mais également sur les efforts à faire en matière de recherche - en s'associant par exemple à d'autres cliniques et sites de recherche en cancérologie - ou encore en anticipant mieux l'évolution démographique de certaines professions afin de s'assurer que le Luxembourg dispose de spécialistes en nombre suffisant garantissant ainsi aux personnes concernées une réelle qualité de soins.

2. S'il n'est pas d'avis, qu'il faudrait également, à l'instar de ce qu'envisagent de faire les Français, mettre l'accent sur la prise en charge «sociale» du patient et de l'accompagner après le cancer en développant des outils adéquats devant leur éviter toute exclusion et discrimination.

Réponse (15.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Au programme gouvernemental 2009-2014 mon Ministère s'engage à poursuivre ses efforts pour élaborer un concept national qui repose sur les principes de l'accessibilité à des soins de qualité, sans distinction de revenus, et qui présuppose donc un financement solidaire du système.

Le Gouvernement poursuivra la mise en place, en collaboration avec la Caisse Nationale de Santé et avec son soutien financier, un large éventail de mesures de prévention, de dépistage et de détection précoces de certaines maladies, de concert avec les médecins, les professionnels de la santé ainsi qu'avec les autres acteurs du terrain.

Entre autres un plan cancer et la mise en place d'un registre des cancers sont des points forts de ce programme.

Les programmes ayant fait leurs preuves, tels que le programme mammographie pour le dépistage du cancer du sein précoce par mammographies, seront poursuivis.

Un programme de prévention et de dépistage précoce du cancer colorectal sera mis en place comme projet pilote.

Concernant la médecine préventive, la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé sera réformée, afin de pouvoir répondre aux nouveaux besoins sanitaires, et un Observatoire de la Santé sera créé en vue de fournir, en collaboration avec le Statec, les données épidémiologiques nécessaires pour élaborer des plans nationaux de lutte contre des maladies telles que le cancer, les maladies cardio-vasculaires et le diabète.

Le Gouvernement élaborera une loi-cadre de prévention de la santé tenant compte des spécificités entre hommes et femmes.

En ce qui concerne plus particulièrement le sujet de la recherche en cancérologie, le Gouvernement soutient la recherche en cancérologie réalisée dans deux laboratoires du CRP-Santé (budget annuel de plus de trois millions d'euros), à savoir le laboratoire NorLux de neuro-oncologie (tumeurs cérébrales) et le laboratoire d'hémato-oncologie (cancers du sang). Ces laboratoires travaillent en collaboration pluridisciplinaire avec les hôpitaux luxembourgeois et avec des partenaires de recherche à l'étranger (notamment l'Université de Bergen en Norvège pour le laboratoire NorLux). Le Gouvernement soutient également un projet de recherche sur le cancer pulmonaire au CRP-Santé en collaboration avec le Partnership for Personalized Medicine à Phoenix, Arizona et le Fred Hutchinson Cancer Research Center à Seattle, Washington (budget d'environ onze millions d'euros sur cinq ans). Il faut enfin noter que l'établissement récent d'une biobank au Luxembourg aidera significativement la recherche en cancérologie.

S'agissant de l'évolution démographique que l'honorable Député voudrait voir anticiper, le fait que les médecins luxembourgeois sont formés à l'étranger rend difficile de piloter la démographie médicale. Toutefois nous pouvons davantage influencer la formation médicale continue, et nous le faisons, par exemple en matière de lutte contre la douleur et de soins palliatifs.

S'agissant de la prise en charge sociale du patient atteint d'un cancer, la loi en matière de soins palliatifs réalise une avancée importante. Certaines associations œuvrant dans ce domaine réalisent un travail d'accompagnement remarquable, notamment la Fondation contre le cancer, Europa Donna, Hëllef fir kriibskrank Kanner etc., sans oublier les services sociaux des hôpitaux.

Question 0233 (4.11.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **contrôle technique périodique des véhicules:**

Le 22 octobre, la Cour de Justice des Communautés européennes a condamné la République portugaise pour manquement à l'article 43 CE, c'est-à-dire pour avoir imposé «des restrictions à la liberté d'établissement d'organismes d'autres États membres souhaitant exercer au Portugal l'activité d'inspection de véhicules» (affaire C-438/08).

Au Luxembourg, le contrôle technique périodique des véhicules, tel que prévu par la directive européenne 96/96/CE citée dans l'arrêt ci-dessus, est également confié à une seule société, en l'occurrence la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT).

Voilà qui m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. L'arrêt du 22 octobre de la Cour de Justice des Communautés européennes est-il également transposable au Luxembourg? Si oui, le Ministre entend-il agir avant une condamnation éventuelle du Grand-Duché de Luxembourg?

2. Nonobstant l'arrêt ci-dessus, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en ouvrant le contrôle technique à la concurrence - dans le strict respect des normes de sécurité - les usagers pourraient bénéficier d'un meilleur service et plus particulièrement de temps de passage à une station technique bien plus courts que ceux découlant actuellement de la situation de monopole de la SNCT?

Réponse (11.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur une éventuelle incidence sur le Luxembourg d'un arrêt du 22 octobre 2009 de la Cour de Justice des Communautés européennes (affaire C-438-08) condamnant la République portugaise pour manquement à l'article 43 CE en ayant imposé des restrictions à la liberté d'établissement d'organismes d'autres États membres souhaitant exercer au Portugal l'activité d'inspection de véhicules.

En effet, l'arrêt précité du 22 octobre 2009 retient qu'en «imposant des restrictions à la liberté d'établissement d'organismes d'autres États membres souhaitant exercer au Portugal l'activité d'inspection de véhicules, à savoir par la subordination de l'octroi d'autorisations à l'intérêt public, l'exigence d'un capital social minimal de 100.000 euros, la limitation de l'objet social des entreprises et l'imposition de règles d'incompatibilité à leurs associés, gérants et administrateurs, la République portugaise a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 43 CE».

Au Luxembourg, il échet de se référer au paragraphe 3 de l'article 4bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques qui autorise le Ministre ayant les transports dans ses attributions à charger de l'exclusivité du contrôle technique des véhicules routiers un ou plusieurs organismes publics ou privés qui doivent être agréés par le Ministre. Les conditions d'obtention de cet agrément au Luxembourg diffèrent complètement des conditions imposées par la République portugaise condamnée par l'arrêt précité.

À noter que les critères d'agrément portant sur l'organisme de contrôle technique, l'infrastructure et l'équipement du contrôle technique, l'organisation du contrôle technique, le personnel chargé du contrôle technique et l'évaluation, la sanction et la documentation du contrôle technique sont prévus par le règlement grand-ducal modifié du 27 janvier 2001 fixant les modalités de fonctionnement d'un système de contrôle technique des véhicules routiers.

Par conséquent, tout organisme qui se conforme aux prescriptions du règlement grand-ducal du 27 janvier 2001 précité peut être agréé pour effectuer le contrôle technique des véhicules routiers.

En ce qui concerne les délais d'attente aux stations de la SNCT, des problèmes se sont effectivement posés ces derniers temps aux stations de contrôle. C'est pour cette raison que mes services sont actuellement chargés de faire une analyse circonstanciée de la situation avec les responsables de la SNCT afin d'améliorer à l'avenir l'accueil des clients du contrôle technique.

Question 0237 (5.11.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **restitution d'impôts:**

Depuis quelques mois, l'Administration des Contributions directes applique à la lettre les dispositions du paragraphe 153 de la loi générale des impôts. Ce paragraphe dispose en effet qu'une demande en restitution d'impôts concernant une année d'imposition particulière doit être introduite au plus tard avant le 31 décembre de l'année suivante. Or, jusqu'en 2009 et selon l'usage, l'Administration des Contributions directes appliquait les impositions et les restitutions des impôts sur une période de cinq ans.

Cette marge de tolérance en matière de droits au remboursement profitait surtout aux contribuables qui s'étaient endettés pour acheter ou construire un logement propre en vue de la création d'un foyer familial et qui n'étaient pas nécessairement de fins connaisseurs de la législation fiscale (déductibilité des intérêts payés sur un crédit immobilier). Cette mesure frappe aussi de jeunes contribuables qui viennent d'accéder à un emploi et qui, jadis, se voyaient rembourser, le cas échéant, les impôts mensuels prélevés parce que leur revenu annuel était inférieur au plafond imposable. Il va sans dire que cette décision a pour conséquence de défavoriser les contribuables peu avertis, dont nombre de jeunes familles et travailleurs.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer la raison d'être de ce soudain changement d'application?

- À quelle date cette application fut-elle décidée?

- La mesure en question s'applique-t-elle aux impositions de toutes les catégories de revenus au sens de l'article 10 L.I.R. ou seulement aux revenus des contribuables des catégories 4 à 8 de l'article 10 L.I.R.?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait avertir d'urgence les contribuables de cette décision administrative, notamment les particuliers dont le droit au remboursement s'éteint au 31 décembre 2009? Les contribuables touchés par cette nouvelle mesure pour les années d'imposition antérieures à 2008 ne pourraient-ils pas bénéficier d'un recours gracieux ou d'une mesure transitoire d'imposition moyennant un délai supplémentaire pour la remise des déclarations en question?

Réponse (11.12.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les délais à respecter par les contribuables pour la remise des déclarations fiscales sont clairement régis par les dispositions inscrites au paragraphe 167 de la loi générale des impôts.

Pour les personnes physiques, ce délai est fixé au 31 mars de l'année qui suit l'année d'imposition. Sur demande motivée, et suivant le paragraphe 167 alinéa 4 de la loi générale des impôts (AO), ce délai peut être prolongé jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition et ce pour les déclarations fiscales à remettre par les personnes physiques.

En pratique, et afin de remémorer aux contribuables concernés l'oubli de la remise de la déclaration fiscale, des rappels sont envoyés fin septembre de l'année qui suit l'année d'imposition accordant un délai ultime jusqu'à fin octobre. Par ce biais, les contribuables qui n'avaient pas encore l'occasion de remettre leur déclaration fiscale sont encouragés à le faire.

En vertu du paragraphe 153 de la loi générale des impôts (AO), les droits à restitution s'éteignent si la demande en restitution n'a pas été introduite avant la fin de l'année qui suit celle de la survenance des faits à l'origine du droit.

Ainsi, étant donné que les déclarations pour l'impôt sur le revenu sont envoyées aux contribuables au début du mois de février, ceux-ci disposent en tout de presque onze mois pour l'introduction de leur déclaration d'impôt.

Il est vrai que par le passé certaines différences de traitement ont été constatées dans l'application de cette disposition législative, ce qui a amené le directeur de l'Administration des Contributions directes d'imposer, par une note de service destinée aux services d'imposition, une application uniforme du paragraphe 153 de la loi générale des impôts (AO) à tous les contribuables.

Pour des cas de rigueur, le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO) prévoit que, sur demande justifiée, le directeur de l'Administration des Contributions directes accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception de l'impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable.

Question 0243 (10.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **grippe A/H1N1 - Vaccination du personnel médical:**

An der éischter Phas vun der Impfcampagne géint d'Gripp A/H1N1 waren nieft de Risikogruppen och d'medezinescht Personal an d'Dokteren opgeruff sech impfen ze loossen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Minister:

- Kann den Här Minister mer soe wéi vill Dokteren a wéi vill Persoune vum medezinesche Personal sech hunn impfe loossen (an absoluten a relativen Zuelen)?

Réponse (11.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Eng Rei vun Dokteren hu sech an den Impfzentren impfe gelooss, grad esou wéi en Deel vum Gesondheetspersonal, an do ass de Beruff vun de Leit, déi komm sinn, net erhuewe ginn. Dofir ass eng prezis Äntwert op dem Här Deputéierte seng Fro net méiglech.

D'Gesondheetsberuffler vun de Réseaux d'aide et de soins à domicile zum Beispill sinn an den Impfzentre geimpft ginn.

Dat ass och de Fall fir d'Personal vu véier Établissements hospitaliers, vun den Établissements fir den Drëtten Alter, esou wéi fir d'Haiser fir déi handicapéiert Matbierger, fir d'Crèche fir Klengkanner, esou wéi fir liberal schaffend Gesondheetsberuffler.

An deenen aneren Établissements hospitaliers ass d'Impfung do op der Plaz durchgefouert ginn:

Hei si 444 Gesondheetsberuffler (Dokteren an déi aner Gesondheetsberuffler zesummen) bis elo geimpft ginn. Dëst entsprécht 13,72% vun deenen an dësen Haiser tätege Gesondheetsberuffler.

Et sinn an deem engen oder anere Spidol nach Impfséancë programméiert an et ginn och nach ëmmer Leit do geimpft.

Wat ech awer ka preziséieren ass d'Zuel vun den Dokteren, déi impfen: bis elo sinn 185 Generalisten a 56 Kannerdokteren op onse Lëschten ageschriwwen an et kommen der nach all Dag derbäi.

Question 0249 (11.11.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **déductibilité fiscale des frais liés à un cabinet de travail:**

Selon mes informations, il paraît que certains bureaux d'imposition ont procédé au niveau des années fiscales 2007 et 2008 à une application divergente des principes régissant la déductibilité fiscale des frais liés à un cabinet de travail à domicile par rapport aux exercices antérieurs dans la mesure où certaines possibilités de déduction antérieurement reconnues n'ont plus été acceptées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre, peut-il me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les motifs qui ont amené l'Administration des Contributions directes à se départager de sa pratique administrative antérieure?

- Monsieur le Ministre, peut-il me renseigner les règles d'après lesquelles l'Administration des Contributions directes accepte actuellement la déductibilité fiscale des frais liés au cabinet de travail à domicile dans le cadre des frais d'obtention relatifs à un revenu provenant d'une occupation salariée?

- Monsieur le Ministre, peut-il me confirmer s'il est vérifié que ces règles sont appliquées de la même façon par l'ensemble des bureaux d'imposition?

Réponse (16.12.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En vertu de l'article 105 alinéa 1er de la Loi concernant l'Impôt sur le Revenu (L.I.R.), sont considérées comme frais d'obtention les dépenses faites directement en vue d'acquérir, d'assurer et de conserver les recettes.

En ce qui concerne la déductibilité fiscale des frais liés à un cabinet de travail à domicile, la circulaire du directeur des contributions L.I.R. N°105/2 du 16 mars 1998 apporte des précisions relatives au régime fiscal de certains frais d'obtention. Pour assurer l'application uniforme par tous les services d'imposition de l'Administration des Contributions directes, la note de service du directeur des contributions L.I.R./ N.S. N°105/1 du 11 février 2008 fournit des explications supplémentaires.

C'est ainsi que les dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile ne sont à prendre en considération que s'il est établi que le cabinet de travail est utilisé exclusivement ou quasi exclusivement à l'exercice de l'activité professionnelle. Il faut encore que le cabinet de travail se trouve dans une pièce à part. L'affectation partielle d'une pièce privée n'est pas à considérer comme un cabinet de travail. Il va de soi que le cabinet de travail ne doit pas être disproportionné par rapport aux pièces d'habitation restantes.

Les dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile servant à la fois à des fins professionnelles et à des fins privées ne sont pas déductibles en tant que frais d'obtention (principe de l'interdiction de ventilation). À défaut d'une possibilité de séparation facile et nette, les dépenses en rapport avec un bien utilisé dans le cadre du train de vie privé ne peuvent être scindées par voie de taxation sommaire en des dépenses de train de vie non déductibles (article 12 alinéa 1er L.I.R.) et en des frais d'obtention déductibles. Dans ce cas, la dépense intégrale est à considérer comme non déductible.

En cas de doutes quant à l'existence et le besoin d'un cabinet de travail à domicile, le bureau d'imposition compétent procède à une vérification sur place afin de déterminer le cas échéant la possibilité de déductibilité. Le contrôle de l'uniformité en rapport avec les règles établies en ce qui concerne la déductibilité à titre de frais d'obtention des dépenses relatives à l'entretien d'un cabinet de travail à domicile est assuré par la division inspection et organisation du service d'imposition de la direction de l'Administration des Contributions directes.

Q76

Question 0254 (12.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**utilisation du cannabis en médecine:**

Da die Erforschung des medizinischen Potentials von Cannabis und einzelner Cannabinoide erheblich fortgeschritten ist und der medizinische Nutzen von Cannabinoiden bei einer Anzahl von Erkrankungen unbestritten ist, möchte ich den Minister fragen:

1) Wie ist die Haltung des Ministeriums gegenüber dem Gebrauch von Cannabinoiden zu medizinischen Zwecken?

2) Kennt das Ministerium die Studien, die im Bereich der Cannabinoiden durchgeführt wurden?

3) Kennt das Ministerium die IACM (International Association for Cannabinoids in Medicine oder Internationale Arbeitsgemeinschaft für Cannabinoidmedikamente) und wie ist seine Meinung dazu?

Réponse (16.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Mes services ont connaissance des études menées pour certaines pathologies avec les cannabinoïdes. Ils connaissent également la «International Association for Cannabinoids in Medicine», qui est une association internationale qui poursuit le but de faire avancer les connaissances sur les cannabinoïdes, et plus spécialement pour ce qui est de leur potentiel thérapeutique.

Il existe d'ores et déjà des médicaments à base de cannabinoïdes. Cependant aucun des laboratoires produisant ces médicaments n'a à ce jour demandé une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg.

Toutefois la loi permet à titre exceptionnel l'importation et la dispensation par le pharmacien d'un médicament non muni d'une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg, du moment que le médicament est enregistré dans son pays d'origine et que le médecin établit une ordonnance médicale individuelle pour le traitement d'un malade.

Question 0255 (13.11.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**inhalation du gaz contenu dans les recharges de briquets:**

Selon une enquête réalisée en 2006 en Suisse sur le comportement des écoliers en matière de santé, un peu plus de 6% des jeunes de 15 ans interrogés avaient déjà sniffé au moins une fois dans leur vie, la moitié d'entre eux environ l'ayant fait à plusieurs reprises.

Il me revient que l'inhalation du gaz contenu dans les recharges de briquets («sniffer») serait de plus en plus pratiquée par les jeunes au Luxembourg ces derniers temps.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Madame et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer les informations susmentionnées?

- Existent-ils des statistiques sur ce phénomène?

- Quelles initiatives le Gouvernement envisage-t-il afin de remédier à cette situation? Est-ce que des campagnes de sensibilisation sont prévues?

Réponse commune (11.12. 2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans la typologie des produits psychoactifs, le gaz de briquet (butane volatil) appartient à la classe générique des inhalants volatils incluant, entre autres, certains solvants, colles, vernis et essences.

Une enquête récente, menée par le Centre de Prévention des Toxicomanies (CePT) auprès de médecins, d'enseignants d'école primaire, de services psychologiques d'écoles secondaires et de commissariats de police, fournit une indication de l'état actuel en matière de consommation d'inhalants volatils au pays.

Sur 136 répondants, 87,4% ont déclaré ne jamais avoir été confrontés à des situations d'usage de substances volatiles. Pour les cas rapportés, il s'agissait au total de douze garçons et sept filles). Les auteurs de l'enquête concluent: «Contrairement à la situation alarmante décrite par les médias, les résultats de l'enquête font état d'une occurrence très localisée et isolée de l'abus d'inhalants au Luxembourg».

À titre préventif le CePT a toutefois publié et diffusé une brochure informant sur les produits en question et sur les risques associés à leur consommation.

Au vu des données épidémiologiques et de l'information actuellement disponibles, il n'est pas envisagé de lancer dans l'immédiat une campagne de plus grande envergure. Le phénomène en question, tout comme les autres tendances en matière de consommation de produits psychoactifs seront bien entendu suivis, comme par le passé, avec toute l'attention qu'ils méritent.

Question 0256 (13.11.2009) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **mode de financement de la part communale de l'enseignement fondamental:**

Les nouvelles lois scolaires réorganisent et élargissent le pool des intervenants dans les écoles fondamentales. Ainsi, sont créées dans les 152 écoles fondamentales du pays des équipes multidisciplinaires ainsi que des commissions d'inclusion scolaire ayant comme mission principale la réussite des élèves. S'y ajoutent des intervenants autres que les enseignants comme par exemple des éducateurs, des pédagogues ou bien des psychologues.

Les communes de leur côté continuent à participer au fonctionnement des écoles en prenant en charge un tiers des rémunérations du personnel enseignant. Or, ni la nouvelle législation scolaire; ni la circulaire budgétaire du Ministère de l'Intérieur relative à l'élaboration des budgets 2010, n'expliquent clairement si l'État, comme par le passé, prend en charge la totalité des frais des intervenants externes et si par conséquent la partie financée par les communes se rapporte exclusivement aux seules rémunérations des enseignants ou bien non. De plus, la répartition des charges dans l'enseignement fondamental n'est pas réglée de manière claire. Or, la politique des communes doit se faire en toute connaissance de cause.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Grande Région:

- Dans les écoles fondamentales, l'État prend-t-il en charge la totalité des frais liés au fonctionnement des équipes multidisciplinaires et des commissions d'inclusion scolaire? Dans le cas contraire, quelle est la répartition des frais en question?

- Chaque commune, prend-elle en charge un tiers des rémunérations des enseignants travaillant dans les écoles situées sur son territoire, donc sur base d'une comptabilité par commune ou bien les communes participent-elles dans leur ensemble aux frais de fonctionnement de l'enseignement fondamental national par le biais d'une retenue globale et non différenciée du fonds communal de dotation financière, indépendamment du personnel en place dans les différentes écoles?

- Au cas où le financement ne se fait pas «par commune», comment l'État veille-t-il à ce que les coûts restent maîtrisables et planifiables pour les communes, étant donné que ces dernières ne sont pas directement confrontées aux conséquences financières des engagements du personnel enseignant ou d'intervenants supplémentaires sur leur territoire?

Réponse commune (16.12. 2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Jean-Paul Schaaf appellent les réponses suivantes:

D'après l'article 76, premier paragraphe, de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les rémunérations du personnel des écoles visées à l'article 67 de la même loi sont à charge de l'État à l'exception des rémunérations pour les prestations dépassant le cadre du contingent qui sont à charge des communes.

Toujours selon l'article 76, paragraphe 2, 1er alinéa, de la même loi du 6 février 2009, «La dotation annuelle allouée à chaque commune au titre du Fonds communal de dotation financière institué par l'article 38 de la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 1988, est diminuée d'un tiers du coût total des rémunérations du personnel qui lui est attribué dans le cadre du contingent pour assurer l'enseignement de base visé à l'alinéa 2 de l'article 38 (de la loi du 6 février 2009 susmentionnée)».

Des dispositions citées ci-dessus, il résulte que les frais de fonctionnement des équipes multiprofessionnelles ainsi que des commissions d'inclusion scolaires sont à charge exclusive de l'État.

Le même article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule en son troisième paragraphe qu'un règlement grand-ducal précisera les modalités d'application des dispositions concernant le paragraphe 2 de l'article mentionné ci-dessus.

Je vous informe qu'un groupe de travail interministériel (Intérieur, Finances, Éducation nationale) a été chargé d'élaborer ces modalités d'application. Les charges salariales de l'enseignement fondamental ne seront pas déduites par une retenue globale et non différenciée du Fonds communal de dotation financière, mais individualisées par commune. Par conséquent la troisième question devient sans objet.

Question 0260 (18.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **concurrence déloyale:**

Am Kader vun enger Réunioun mam Här Landwirtschaftsminister huet d'Fédération horticole luxembourgeoise sech iwwert déi deloyal Konkurrenz beschwéiert mat där si duerch Organisatiounen, déi hir Servicer am Kader vun „Mesures en faveur de l'emploi» ubidden, konfrontéiert ass. Den Här Minister huet doropshin déi betraffe Parteien zum Dialog opgefuerdert.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi an a wéi engem Mooss kann den Dialog derzou bäidroen eng Léisung fir dëse Fall vun deloyaler Konkurrenz ze fannen?

2. Sinn aner Moossname virgesinn, fir d'Konkurrenzfäegkeet vun Entreprisen am Verglach mat deenen ugesprachenen Organisatiounen ze verbesseren?

Réponse (16.12.2009) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les initiatives pour l'emploi jouent un rôle essentiel dans l'économie solidaire en prenant en charge, pour les réinsérer sur le marché du travail, les chômeurs, souvent de longue durée. Le secteur de l'horticulture, avec en particulier l'entretien des espaces verts publics ou privés, est un des domaines où les initiatives pour l'emploi peuvent se développer. Une grande partie de ces prestations n'était traditionnellement pas couverte par le marché concurrentiel.

Même si des situations de concurrence ne peuvent pas être totalement exclues, il est clair que les activités des initiatives pour l'emploi ne doivent pas compromettre la rentabilité économique d'entreprises horticoles et y menacer des emplois existants. Pour éviter ceci, il faut un dialogue entre les organisations actives dans l'économie solidaire, les entreprises privées et les autorités publiques qui financent en partie ces mesures. L'expérience a montré que ce dialogue peut être particulièrement constructif si les acteurs du secteur concurrentiel s'engagent par exemple, dans les organes d'administration des initiatives locales pour l'emploi. À signaler aussi dans ce contexte la convention cadre signée en 2002 entre la Fédération horticole luxembourgeoise et une initiative pour l'emploi.

Depuis le vote de la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi, les entreprises privées peuvent d'ailleurs profiter des mêmes aides aux salaires pour l'encadrement des chômeurs visés par cette loi que les initiatives pour l'emploi existantes, de sorte qu'actuellement on ne peut plus parler de concurrence déloyale.

Question 0272 (23.11.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **formation de la Police grand-ducale:**

Le 18 novembre, une fausse alerte a été donnée au Lycée Technique pour Professions Éducatives et Sociales. La police a dû mener une enquête suite à l'annonce présumée d'une jeune femme de vouloir tuer des dizaines d'étudiants du LTPES.

- Il s'est rapidement avéré que cette rumeur était sans fondement. Néanmoins, il n'est pas exclu qu'une telle situation puisse réellement se présenter au Luxembourg. Dans ce contexte, j'aimerais savoir si la Police grand-ducale est préparée à cette éventualité? Monsieur le Ministre peut-il me dire si des unités de la Police grand-ducale ont déjà suivi un entraînement qui leur permet de faire face au risque d'une tuerie folle dans une école ou un autre lieu public qui rassemble un grand nombre de personnes? Sinon, est-ce qu'une formation spéciale est prévue dans le futur?

Réponse (16.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La Police grand-ducale a intégré en août 2008 un plan d'intervention «Amok».

Au courant de 2009, les personnels affectés aux centres d'intervention, aux commissariats de proximité et aux commissariats de proximité et d'intervention ainsi qu'aux unités de police de route ont suivi une formation spécifique en la matière. Des exercices de mise en situation ont été effectués.

Par ailleurs, les unités spéciales de la police ont suivi une formation particulière.

En 2010, les efforts de formation vont être continués.

Question 0284 (30.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **grippe A/H1N1- Nouveau vaccin:**

Le nouveau vaccin contre la grippe A/H1N1 Panenza est maintenant disponible sur le marché luxembourgeois. Ne contenant pas de squalène, ce vaccin serait moins dangereux que le Pandemrix, et donc recommandable pour la vaccination de femmes enceintes et petits enfants.

Or, le Panenza contient 45 microgrammes de thiomersal, un composé de mercure, contre cinq microgrammes dans le Pandemrix c'est-à-dire neuf fois plus. Il est de notoriété que le mercure est un élément extrêmement toxique pour le système nerveux surtout pour celui des enfants et à plus forte raison des fœtus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Le Ministre n'est-il pas d'avis que le Panenza, contentant neuf fois plus de mercure, est d'autant plus dangereux que le Pandemrix?

Réponse (11.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Pour chaque dose de 0,5 ml de vaccin, le Pandemrix contient 5 ug de thiomersal et le Panenza en contient 45 ug. Le Panenza contient donc en effet neuf fois plus de thiomersal, ou éthylmercure, un composé organique de mercure.

Il faut cependant comprendre qu'il y a un monde de différence entre le mercure inorganique (amalgames dentaires, anciens thermomètres,…), le méthylmercure, issu de la transformation de mercure inorganique par des bactéries et sujet à la bio-accumulation tout au long de la chaîne alimentaire marine (poissons et coquillages) et l'éthylmercure produit par procédé chimique depuis les années 1930 (désinfectant, conservateur de vaccins). Le méthylmercure et l'éthylmercure sont biologiquement aussi différents que le méthanol (antigel) et l'éthanol (alcool).

La toxicité du mercure inorganique et du méthylmercure ont été bien documentées. Ces produits affectent les reins et le système nerveux. Les enfants et les femmes enceintes sont les plus exposés aux risques de toxicité.

Le thiomersal est inclus dans certains vaccins pour ses propriétés anti-infectieuses depuis plus de 70 ans. Il a été retiré des vaccins commercialisés en Europe et de la plupart des vaccins commercialisés aux USA à la fin des années 1990 par principe de précaution, sur base de la crainte que l'éthylmercure s'accumule dans le corps humain comme le méthylmercure, et puisse être à l'origine de certains troubles du développement neurologique comparables à ceux causés par le méthylmercure. Depuis, ces craintes se sont révélées infondées:

1. La demi-vie de l'éthylmercure dans le sang après vaccination chez le nourrisson et l'enfant est estimée à 3,7 jours (contre 44 jours pour le méthylmercure et 120 jours pour le mercure inorganique);

2. Il n'y a pas d'accumulation d'éthylmercure dans le cerveau aux doses utilisées dans les vaccins;

3. Aucune relation de cause à effet n'a pu être établie entre l'administration de vaccins contenant du thiomersal et l'apparition ou l'aggravation de maladies neurologiques ou psychiatriques de l'enfant.

Ainsi, l'OMS, l'Agence Européenne du Médicament (EMEA) et l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé (AFSSAPS) continuent à approuver l'usage de thiomersal dans les vaccins. À noter que la dose de thiomersal contenue dans certains vaccins contre la grippe saisonnière (Fluarix, Influvac, Vaxigrip par exemple) est de 50 ug/dose.

Question 0288 (1.12.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **grippe A/H1N1 - Effets secondaires du vaccin:**

Il me revient que des effets secondaires se manifestent chez nombre de personnes qui se sont fait vacciner contre la grippe A/H1N1. Certaines des personnes concernées auraient, selon mes informations, même dû être hospitalisées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, dans combien de cas des effets secondaires ont été constatés chez des personnes vaccinées? De quels effets s'agit-il précisément?

Réponse (11.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Parlementaire fait état d'informations selon lesquelles certaines personnes vaccinées contre la grippe A/H1N1 auraient dû être hospitalisées. Je ne puis confirmer ces informations. Mes services n'ont à ce jour pas connaissance d'hospitalisations dues à la vaccination.

Quant aux effets secondaires rapportés, dont la relation causale avec la vaccination reste à être prouvée, je puis renvoyer l'honorable Parlementaire à la réponse exhaustive que je viens de donner à la question parlementaire N°0232 de Monsieur le Député Jean Colombera, relative elle aussi aux effets secondaires des vaccinations *(cf. compte rendu N°4/2009-2010)*.

Je puis cependant encore confirmer à l'honorable Parlementaire que mes services ont à plusieurs reprises demandé aux médecins de surveiller les effets secondaires éventuels des vaccins contre la grippe pandémique A/H1N1 de très près, et de leur signaler tout effet grave et/ou inhabituel.

Question 0357 urgente (8.1.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **fermeture annoncée de la brasserie de Diekirch:**

Par le biais d'un communiqué de presse diffusé aujourd'hui même, la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. fait part de son intention de délocaliser la production de bière de la marque Diekirch et de la marque Mousel vers la Belgique, ainsi que d'externaliser certaines activités logistiques. Toujours selon le communiqué de presse précité, la fermeture de la brasserie de Diekirch, fondée en 1871, engendrera une perte nette de 63 emplois.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais savoir si le Gouvernement a été informé par la société en cause de la fermeture projetée de sa production sur le site de Diekirch?

Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut-il me renseigner si un plan social pour les 63 salariés concernés a d'ores et déjà été soumis aux instances compétentes?

Aussi, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme si la société en cause aura toujours le droit de brasser et de commercialiser de la bière sous le nom de marque Diekirch après la délocalisation de la production à l'étranger?

Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il s'agit d'une appellation d'origine géographique protégée, qui requiert que la bière soit effectivement produite sur le territoire de la ville de Diekirch?

Réponse commune (19.1.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration* et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

En réponse à la question de l'honorable Député, il y a lieu de noter que le Gouvernement a été informé en dernière minute, et peu de temps avant l'information à la délégation du personnel, de l'intention de la «Brasserie de Luxembourg» de transférer ses activités de production vers la Belgique.

Le dossier est suivi de très près par le Gouvernement et ce en vue d'une éventuelle solution alternative, à savoir une solution industrielle qui vise à préserver la brasserie de Diekirch et ses emplois.

Dès lors, il est tout à fait prématuré de se prononcer sur la négociation d'un éventuel plan social.

En ce qui concerne la seconde partie de la question parlementaire urgente, laquelle est adressée au Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, il y a lieu tout d'abord de rappeler qu'actuellement l'Union européenne dispose de trois systèmes pour promouvoir et protéger les désignations des produits agricoles et denrées alimentaires de qualité. Ces trois systèmes sont les suivants: AOP (appellation d'origine protégée), IGP (indication géographique protégée) et STG (spécialité traditionnelle garantie).

Après vérification dans la base de données européenne DOOR (base de données sur l'origine et l'enregistrement), il appert qu'aucun produit brassicole luxembourgeois n'a été enregistré sous un des trois systèmes existants.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

16e séance	mardi	19 janvier 2010
17e séance	mercredi	20 janvier 2010
18e séance	jeudi	21 janvier 2010

Visite officielle en Russie



M. Laurent Mosar reçu par M. Boris Gryzlov, Président de la Douma d'État.

La crise financière internationale et la nécessité d'une plus grande ouverture au niveau des visas et de l'immigration, tels ont été les deux sujets abordés dans tous les entretiens que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eus à Moscou. Du 24 au 27 février, il a effectué sa première visite officielle en dehors de l'Union européenne, à Moscou et Saint-Pétersbourg.

Le Président de la Chambre des Députés a été accueilli à Moscou par le Président de la Douma d'État, M. Boris Gryzlov et la Vice-Présidente Nadezhda Gerasimova. Une autre rencontre politique importante fut celle avec le Vice-Ministre des Affaires étrangères, M. Alexander Grushko.

M. Mosar a également eu des entrevues avec les comités de la Douma d'État et du Conseil de la Fédération s'occupant des relations avec les pays Benelux, conduits par le Député Andreï Klimov respectivement le Sénateur Vasily Likhachev, qui vient d'être nommé Vice-Ministre de la Justice.

Le Président de la Chambre des Députés a ensuite rencontré le Président du Comité pour les marchés financiers de la Douma d'État, M. Vladislav Reznik.

Toutes ces entrevues ont notamment permis un échange de vues au sujet des mesures prises afin de sortir au plus vite de la crise financière internationale. Dans le cadre des relations entre le Luxembourg et la Fédération de Russie, les interlocuteurs ont encore insisté sur la nécessité d'une plus grande ouverture au niveau des visas et de l'immigration, afin de faciliter les échanges humains et commerciaux entre les deux pays. Ceci permettrait de renforcer encore davantage les excellentes relations économiques et financières bilatérales.

Un autre sujet important abordé lors des entretiens fut l'avancement des négociations du protocole relatif à la Convention de non double imposition entre le Luxembourg et la Russie. Les différents interlocuteurs ont également insisté sur l'importance de l'échange interculturel et de la coopération entre les universités.

Lors d'une réception officielle à l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés a rencontré des représentants de la communauté d'affaires russo-luxembourgeoise et des parlementaires russes.

Le 26 février, M. Mosar s'est rendu à Saint-Pétersbourg. Il a terminé sa visite par des entrevues avec le Vice-Gouverneur de la ville, M. Alexander Vakhmistrov ainsi qu'avec le premier adjoint au Président de l'Assemblée législative de Saint-Pétersbourg, M. Sergej Andenko. Lors de ce dernier entretien, les interlocuteurs ont pu comparer le fonctionnement des systèmes parlementaires respectifs.

Des députés à Esch-Belval



Des députés ont visité les hauts fourneaux d'Esch-Belval.

L'aménagement d'Esch-Belval avance à grands pas et les hauts fourneaux A et B en font partie intégrante. Les membres des Commissions du Développement durable et de la Culture de la Chambre s'en sont rendu compte le 10 février lors d'une visite des lieux.

Les hauts fourneaux A et B datent de 1965 et de 1970. En 1997, l'arrêt du haut fourneau B marquait en même temps le passage de la sidérurgie luxembourgeoise à l'ère électrique.

Depuis 2000, les deux hauts fourneaux figurent à l'Inventaire supplémentaire des Sites et Monuments nationaux. Ils se situent à proximité directe des nouvelles infrastructures de l'université et feront partie intégrante d'un nouveau quartier urbain.

D'un point de vue historique et culturel, les hauts fourneaux constituent un élément principal du Centre National de la Culture Industrielle (CNCI). Par le biais de la loi du 17 novembre 2003, la Chambre avait voté un crédit de près de 14 millions d'euros pour engager les études et travaux préparatoires en vue du développement du Centre. Des fonds supplémentaires seront nécessaires pour les travaux de restauration et d'aménagement des installations industrielles des hauts fourneaux. Le projet de loi 6065 prévoit des dépenses de 38 millions d'euros. Les travaux seront réalisés par le Fonds Belval.

Face à l'avis critique du Conseil d'État sur le projet de loi 6065, les membres des commissions parlementaires ont souhaité se rendre sur place pour se faire une idée sur l'état d'avancement des travaux concernant le Centre National de la Culture Industrielle. La question de l'organisation de la gestion quotidienne du CNCI est restée en suspens.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Plaidoyer pour les quotas



(de gauche à droite) M. Norbert Haupert, M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err, M. Fernand Boden, M. Marc Spautz (2e rangée), Mme Anne Brasseur.

Du 25 au 29 janvier 2010 s'est tenue à Strasbourg la 1re partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Y ont assisté les six membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir la présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le vice-président, M. Norbert Haupert et les membres effectif et suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

À cette occasion, MM. Marcel Glesener et Charles Goerens ont été nommés associés honoraires (membres honoraires) de l'APCE.

Parmi les points à l'ordre du jour figurait un rapport de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes sur la question «Comment augmenter la représentation des femmes en politique par les systèmes électoraux?». Ce rapport, présenté par la députée luxembourgeoise Lydie Err, plaide pour un recours accru aux quotas: «Certes, les quotas peuvent paraître intellectuellement peu satisfaisants, mais regardez: Il n'y a qu'une seule femme ici sur neuf rapporteurs. Je ne vous demande donc pas d'aimer les quotas, je vous demande de les voter parce qu'il n'existe à ce jour aucune autre façon d'arriver à un résultat incontestablement nécessaire.», a dit Mme Err, et ses collègues l'ont entendue en adoptant une résolution et une recommandation dans ce contexte.

D'autres sujets abordés furent entre autres le soutien européen pour Haïti, la situation au Proche-Orient, la lutte contre la traite des êtres humains, la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, la corruption judiciaire, le respect de la liberté des médias et la rétention administrative des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers en Europe.

En outre, il faut signaler qu'au cours des débats Mme Anne Brasseur est intervenue en sa qualité de président du groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe de l'APCE et que M. Jean Huss a été nommé président de la Sous-commission du développement durable de la Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales.

La 2e partie de la session de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 26 au 30 avril 2010. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra à Paris, le 12 mars 2010.

DANS CE NUMÉRO

Avortement	p. 212
Mariage homosexuel	p. 215
Musée de la Forteresse	p. 231
Sommaire des séances publiques Nos 16-18	p. 242
Sommaire des questions parlementaires	p. Q78

Assemblée parlementaire de l'OSCE

L'OSCE: un rôle à jouer en Asie centrale



M. Alex Bodry, S.E. M. Marc Thill, Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'OSCE, et M. Paul Helminger.

La réunion d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est déroulée les 18 et 19 février 2010 à Vienne (Autriche) était consacrée, d'une part, aux travaux des trois commissions destinées à préparer la réunion annuelle et, de l'autre, à un débat spécial sur l'Afghanistan.

La présidence kazakhe de l'OSCE met un accent particulier sur le développement en Afghanistan. Bien que l'Afghanistan ne soit pas membre de l'OSCE, sa situation géopolitique le prédestinerait en tant qu'acteur principal dans le système sécuritaire eurasiatique. C'est pourquoi le Kazakhstan a l'intention de développer le rôle de l'OSCE dans les efforts internationaux de stabiliser l'Afghanistan et appelle à la communauté internationale de démilitariser leur approche pour mettre l'accent sur le potentiel économique de l'Afghanistan et permettre au peuple afghan de retourner, après plus de 30 ans de guerre, à une vie productive en paix.

La présidence kazakhe propose de mettre le sujet comme un des points principaux à l'ordre du jour d'un sommet de l'OSCE qui pourrait avoir lieu en automne à Astana.

L'envoyé spécial de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE pour l'Afghanistan, pour sa part, a souligné l'importance de la présence militaire de la communauté internationale pour sécuriser le pays. Bien que le commandant Mc-Chrystal ait reconnu que des fautes ont été commises, un retrait immédiat des troupes aurait probablement pour conséquence une augmentation importante des conflits interethniques dans le pays. Quant à la stratégie discutée à la Conférence de Londres en janvier 2010 de réconcilier la partie modérée des talibans, l'envoyé spécial reste sceptique. Selon lui, cette stratégie est bonne, mais la mise en pratique préconise que les talibans soient d'accord de coopérer avec le gouvernement actuel, ce qui serait improbable.

La réunion annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, programmée pour juillet 2010 à Oslo (Norvège), sera l'occasion pour discuter sur les rapports des trois commissions, à savoir la Commission des affaires politiques et de la sécurité, la Commission des affaires économiques, des sciences, de la technologie et de l'environnement et la Commission sur la démocratie, des droits humains et des questions humanitaires.

La Chambre des Députés était représentée à la réunion d'hiver à Vienne par M. Alex Bodry (LSAP) et M. Paul Helminger (DP).



M. Laurent Mosar accueilli par M. Joachim Mertens.

Laurent Mosar en visite à Mayence

Après un récent déplacement à Sarrebruck pour y voir son homologue sarrois, le Président de la Chambre des Députés a emprunté en date du 12 février le chemin de Mayence afin d'y rencontrer le Président du Parlement du «Land» de Rhénanie-Palatinat, M. Joachim Mertens.

L'échange de vues entre les deux hommes politiques a essentiellement porté sur la coopération dans la Grande Région, plus généralement dans le cadre du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI).

Par ailleurs, les deux présidents ont évoqué un certain nombre de dossiers qui figurent actuellement à l'agenda parlementaire des élus de la Grande Région.

Les dossiers suivants ont été traités: le développement économique et social, la mobilité et les transports, la recherche génétique et une meilleure collaboration en matière culturelle, en particulier dans le balisage et la mise en réseau de certains itinéraires culturels historiques, à l'image du «Balduin Kulturweg».

Assemblée parlementaire de l'UEO: importance réaffirmée



Les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense avec les invités de l'UEO.

La Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre a accueilli, le 24 février, une commission de l'Union de l'Europe Occidentale, organisation européenne de défense et de sécurité. La politique européenne de sécurité et de défense est, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, une politique à part entière de l'Union européenne. C'est ainsi que certains observateurs avaient parlé d'une «UEO crépusculaire», dans la mesure où - vu les avancées au niveau de l'Union européenne - elle serait devenue obsolète. «Mais non, l'UEO et surtout aussi son Assemblée parlementaire, ont leur raison d'être.» C'est ainsi que se sont exprimés les parlementaires de la commission de l'UEO et les députés de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés. En effet, il n'y aurait actuellement aucun organe de l'Union européenne avec les mêmes fonctions que l'Assemblée de l'UEO.

Cette Assemblée regroupe d'ailleurs non seulement des pays membres de l'Union européenne, mais aussi des membres associés tels que la Norvège, l'Islande et la Turquie.

Quelques députés, dont le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense, M. Ben Fayot, ont encore souligné l'importance d'un contrôle parlementaire des politiques européennes de sécurité et de défense.

http://www.assemblee-ueo.org/fr

Le CVCE se penche sur l'histoire de l'UEO

Avant d'être reçue par la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés, la Commission des Relations parlementaires et publiques de l'Assemblée de l'UEO s'était déplacée au Château de Sanem, siège du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE).

Au cours d'une présentation par deux de ses chercheurs, MM. Hervé Bribosia et Cédric Sangaletti, le CVCE a fait revivre l'histoire de l'UEO à travers une documentation diversifiée, multilingue et interactive qui peut être consultée sur son site Internet www.cvce.lu.

Issue du Traité de Bruxelles modifié de 1954, l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) fut pendant longtemps la seule organisation européenne s'occupant de sécurité et de défense avant de voir, au début de ce siècle, ses fonctions politiques et militaires transférées à l'Union européenne (dans le cadre notamment de la politique européenne de sécurité et de défense).

De l'UEO reste aujourd'hui son assemblée parlementaire et le traité qui l'a fait naître.

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

«Le Luxembourg sensible à la situation en Géorgie»

La situation politique dans la région du Caucase et l'état actuel de l'économie géorgienne ont fait partie des sujets abordés en date du 29 janvier, dans le cadre de la visite officielle du Président du Parlement de Géorgie. David Bakradze a d'abord eu une entrevue avec le Président Laurent Mosar avant d'être accueilli par le Bureau et la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre.

La Géorgie dispose d'une frontière commune avec la Russie. Le grand voisin russe soutient l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud dans leur désir d'autonomie et stationne des dizaines de milliers de soldats en Géorgie. Suite à la guerre russo-géorgienne d'août 2008, les relations diplomatiques directes entre les deux pays sont interrompues.

En 2008, l'ensemble des pays de l'Union européenne et de l'OTAN ont condamné la guerre russo-géorgienne. Devant les députés, David Bakradze a insisté sur le fait que «la Géorgie veut simplement vivre en paix et se développer». Le Président du Parlement de Géorgie a évoqué la forte présence russe dans les provinces séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud et le grand nombre de réfugiés qui migrent sur le territoire géorgien.

La Géorgie ressent très fortement les effets de la crise financière et économique. Lourdement endettée et devant faire face à une diminution des investissements directs étrangers, le Président Bakradze a néanmoins affirmé que son pays allait continuer à se réformer. Dans ce contexte, David Bakradze a plaidé en faveur d'une intensification des échanges commerciaux entre le Luxembourg et la Géorgie.

D'autres questions des députés ont porté sur les relations entre la Géorgie et l'Ukraine et le souhait du pays de rejoindre l'OTAN. «Le Luxembourg est très sensible à la situation en Géorgie», a conclu le Président de la Commission parlementaire, M. Ben Fayot.



Le Président du Parlement de Géorgie et sa délégation ont rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense.

Remise d'une pétition



M. Laurent Mosar et M. François Diderrich (à droite).

«Nous aimerions que le mariage soit également ouvert aux couples homosexuels»: tel a été le message des responsables de l'asbl Rosa Lëtzebuerg et de l'initiative Och-fir-eis lors de la remise d'une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

1.985 personnes ont signé cette pétition depuis mars 2008. À leurs yeux, le partenariat dans sa forme actuelle présente de nombreux avantages, mais comporte encore des insuffisances par rapport au régime des couples mariés. Le président de l'asbl Rosa Lëtzebuerg, M. François Diderrich, a souligné le caractère symbolique de la pétition. «Nous voulons rappeler aux hommes politiques de tenir leurs promesses et les encourager à aller de l'avant dans cette voie.»

Le projet de loi ouvrant le mariage aux couples du même sexe n'a pas encore été déposé à la Chambre des Députés.

«Groupe interparlementaire du Scoutisme» gesäit Guiden a Scoute vu FNEL an LGS



«Eemol Scout - ëmmer Scout». Dee Motto gëllt nach ëmmer, wa fréier Scouten a Guiden, déi haut Deputéierte sinn, sech mat Vertrieder vun AGL, FNEL an LGS zesummesetzen.

De Scoutismus zu Lëtzebuerg ass an dräi Organisatiounen doheem: der Association des Guides du Luxembourg, der Fédération nationale des Éclaireurs et Éclaireuses du Luxembourg an de Lëtzebuerger Guiden a Scouten.

D'FNEL an d'LGS hunn zu aacht den Deputéierten hir Aktivitéiten, besonnesch am Ëmwelt- an Entwécklungsberäich, den 9. Februar zu Märel virgestallt. Verschidde Froe louche besonnesch uewen:

- Wéi kann ee bénévole Aarbecht an de Veräiner vun offizieller Säit besser unerkennen an ënnerstëtzen?
- Wat geschitt bei deene klenge Veräiner, wann de Projet vum ASBLs-Gesetz esou gestëmmt gëtt?

Op internationalem Plang sinn 42 Millioune Mënsche Guiden a Scouten. Zu Lëtzebuerg sinn iwwer 7.500 Jongen a Meedercher, Dammen an Hären an deenen zwee gréisste Mouvementer FNEL an LGS organiséiert.

De «Groupe interparlementaire du Scoutisme» huet zu Lëtzebuerg 33 Memberen. D'Presidentin ass d'Madame Anne Brasseur (DP).

Les parlements nationaux s'adaptent à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne

Le Sénat espagnol a accueilli les 4 et 5 février 2010 les présidents de la Conférence des organes spécialisés en affaires européennes (COSAC). La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise à la COSAC.

Le premier volet de la réunion était consacré aux conséquences de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Le nouvel article 12 dispose que «les parlements nationaux contribuent activement au bon fonctionnement de l'Union». De nombreux mécanismes sont introduits, dont notamment le contrôle du principe de subsidiarité, la participation à l'évaluation des politiques communautaires dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice et la participation au contrôle d'Europol et des activités d'Eurojust. Les documents de consultation et les projets d'actes législatifs sont envoyés directement par les institutions de l'Union européenne aux parlements nationaux. Face à cette situation nouvelle, la COSAC offre l'opportunité d'un échange de «bonnes pratiques» qui permet à chaque parlement d'optimiser ses procédures.

Les moyens que la Présidence espagnole de l'Union européenne souhaite développer pour surmonter la crise économique ont été présentés par le Secrétaire d'État aux Finances et au Budget, M. Carlos Ocaña y Pérez de Tudela. Il a mis l'accent sur la nécessité d'assurer la durabilité des finances publiques à moyen et à long terme, et de poursuivre la mise en œuvre de mesures coordonnées pour combattre la crise et assurer la reprise économique. Les priorités seront le combat de la fraude fiscale, la mise en place d'une architecture de supervision financière et le développement d'une stratégie «post-Lisbonne» à l'horizon de 2020.

Le Ministre espagnol des Affaires étrangères et du Développement international Miguel Ángel Moratinos Cuyaubé a présenté les priorités de la présidence espagnole qui est dominée par l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et doit veiller à son application. Elle doit organiser la nouvelle architecture institutionnelle et le futur cadre de l'action extérieure de l'Europe. L'Espagne souhaite mettre l'accent sur les négociations dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne, le partenariat de voisinage et les relations avec les acteurs globaux (États-Unis, Amérique latine et centrale, Russie, Afrique et Asie). Au cours de la discussion, le Ministre a répondu aux questions touchant notamment les domaines de la lutte contre le changement climatique, la sécurité énergétique, la solidarité extérieure et intérieure de l'Union européenne ainsi que la politique d'immigration.

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires

5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit luxembourgeois la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires.

La décision-cadre 2005/214/JAI résulte d'une initiative du Royaume-Uni, de la France et de la Suède. Elle étend le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires aux sanctions pécuniaires.

Le principe de la reconnaissance mutuelle est, depuis le Conseil de Tampere de 1999, la pierre angulaire de la coopération judiciaire en matière civile et pénale au sein de l'Union européenne. La reconnaissance mutuelle des sanctions pécuniaires facilitera l'application desdites sanctions dans un État autre que celui dans lequel ces sanctions auront été décidées. En favorisant la coopération entre les États membres, la décision-cadre 2005/214/JAI participe à la construction de l'espace européen de liberté, de justice et de sécurité.

À noter dans ce contexte que la reconnaissance des décisions en matière civile et commerciale est déjà assurée depuis la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, remplacée par le règlement (CE) 44/2001 du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. La reconnaissance des sanctions pécuniaires en matière pénale n'a en revanche été réalisée que dans le cadre du programme adopté par le Conseil en novembre 2000 destiné à mettre en œuvre le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions en matière criminelle.

La décision-cadre 2005/214/JAI représente le 2e instrument de reconnaissance mutuelle que les autorités luxembourgeoises transposent en droit national après le mandat d'arrêt européen. Les auteurs du projet de loi se sont d'ailleurs inspirés, en ce qui concerne la structure du texte, de la loi sur le mandat d'arrêt européen, à savoir la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne. Alors que le mandat d'arrêt européen a pour objet la remise d'une personne en vue de l'exécution d'une mesure privative de liberté dans un État membre, la décision-cadre 2005/214/JAI permet à un autre État membre que celui qui a prononcé une sanction pécuniaire de procéder à son recouvrement.

La décision-cadre précitée vise toute décision qui inflige à titre définitif une sanction pécuniaire à une personne physique ou morale. Ces sanctions peuvent être prononcées par une juridiction pénale ou par une autorité administrative dès lors qu'une infraction pénale ou qu'un acte punissable soit à la base de la sanction pécuniaire et que la personne en cause a eu la possibilité de faire porter son affaire devant une juridiction ayant compétence en matière pénale.

Il échet encore de noter que ladite décision-cadre respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus par l'article 6 du traité et reflétés par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Aucune disposition de cet instrument ne saurait être interprétée comme une interdiction de refuser d'exécuter une décision s'il résulte de manière objective que la sanction pécuniaire a été décidée dans le but de punir une personne en raison notamment de son sexe, de sa religion, de son origine ethnique ou encore de ses opinions politiques. La décision-cadre 2005/214/JAI n'empêche nullement un État membre d'appliquer des règles constitutionnelles relatives au respect de la légalité, à la liberté d'association, à la liberté de la presse et à la liberté d'expression dans d'autres médias.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 25.09.2008
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):
11.11.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
18.11.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.01.2010

Lignes ferroviaires de Virton et Arlon vers Rodange

5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange

Le projet de loi 5951 a pour objet l'approbation de la convention d'accord relative à l'aménagement, à l'exploitation, au développement et à la promotion des lignes ferroviaires transfrontalières Virton-Rodange et Arlon-Rodange, qui a été signée le 9 mars 2008 par les Ministres des Transports belges et luxembourgeois. Le projet de loi prévoit en outre l'autorisation pour le Gouvernement luxembourgeois de participer au financement de la partie belge des lignes ferroviaires transfrontalières Virton-Rodange et Arlon-Rodange.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 04.11.2008
Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):
23.09.2009 Désignation d'un rapporteur
10.12.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2010

Face au danger du mercure

6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) No 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance

Le présent projet de loi exécute le règlement CE No 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil des ministres de l'environnement de l'Union européenne du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance. Il vise à identifier les autorités compétentes pour l'exécution du règlement CE, à préciser les organes ainsi que les pouvoirs et prérogatives de contrôle et à déterminer les infractions à des dispositions audit règlement.

Le mercure et ses composés sont des substances hautement toxiques pour l'homme, l'animal et les écosystèmes. Les doses élevées peuvent entraîner la mort, mais même des doses relativement faibles peuvent gravement endommager le système nerveux et ont été associées à de possibles effets nocifs sur les systèmes cardiovasculaire, immunitaire et reproducteur. Le mercure n'est pas éliminé dans l'environnement où il peut se transformer en méthylmercure, sa forme la plus toxique.

L'utilisation du mercure est en diminution dans l'UE ainsi qu'au niveau mondial. La demande mondiale se situe aux environs de 3.400 tonnes par an tandis que celle de l'UE des 15 représentait 440 tonnes en 2005. Au niveau mondial, le mercure est principalement utilisé dans l'extraction de l'or à petite échelle, l'industrie du chlore et de la soude et la production de chlorure de vinyle monomère. Au sein de l'UE, seule l'industrie du chlore et de la soude demeure un utilisateur important, mais elle réduit progressivement l'utilisation de cellules contenant du mercure dans sa production de chlore. Les amalgames dentaires se situent quantitativement au deuxième rang.

Le règlement CE No 1102/2008 prévoit qu'à partir du 15 mars 2011:

- l'exportation en provenance de l'UE de mercure métallique, de minerai de cinabre, de chlorure de méthyle, d'oxyde de mercure, et de mélanges de mercure métallique avec d'autres substances, notamment les alliages de mercure, dont la teneur en mercure atteint au moins 95% masse/masse est interdite;

- le mélange de mercure métallique avec d'autres substances à la seule fin d'exportation de mercure métallique est interdit. Cette interdiction ne s'applique pas aux exportations des composés du mercure utilisés à des fins de recherche et développement, à des fins médicales ou d'analyses;

- sont considérés comme des déchets et partant à éliminer conformément aux dispositions légales applicables en la matière le mercure métallique, qui n'est plus utilisé dans l'industrie du chlore et de la soude, le mercure métallique provenant de l'épuration du gaz naturel, le mercure métallique issu des opérations d'extraction et de fusion de métaux non ferreux et le mercure métallique extrait du minerai de cinabre dans la Communauté;

- le stockage de mercure métallique, qui est considéré comme un déchet, peut se faire temporairement pendant plus d'un an ou de façon permanente dans des mines de sel adaptées à l'élimination du mercure métallique ou dans des formations profondes, souterraines et rocheuses dures offrant un niveau de sécurité et de confinement équivalent à celui desdites mines de sel ou temporairement pendant plus d'un an dans des installations de surface destinées au stockage temporaire du mercure métallique et équipées à cet effet.

Le règlement CE No 1102/2008 s'applique sans préjudice du règlement CE No 1013/2006 concernant les transferts de déchets. En vue d'assurer l'élimination appropriée du mercure métallique dans l'UE, les autorités compétentes de destination et d'expédition sont encouragées à éviter de formuler des objections aux transferts de mercure métallique considéré comme un déchet.

Les dispositions relatives au stockage sont à voir à la lumière du fait que des activités de recherche sont en cours sur les possibilités d'élimination en toute sécurité, y compris la solidification du mercure métallique. Ainsi, la Commission européenne examine régulièrement les activités de recherche en cours et présentera un rapport au Parlement européen et au Conseil au plus tard le 1er janvier 2010. Sur la base de ce rapport, elle soumettra, s'il y a lieu, une proposition de révision du règlement No 1102/2008 au plus tard le 15 mars 2013.

Enfin, le règlement CE No 1102/2008 incite l'UE et les États membres à fournir aux pays en développement et aux pays à économie en transition, une assistance technique afin de faciliter le passage à des technologies de remplacement ne faisant pas appel au mercure et l'abandon définitif des utilisations et des rejets de mercure et de composés de mercure en particulier.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 27.04.2009
Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):
23.09.2009 Désignation d'un rapporteur
25.11.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
10.12.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2010

d'Chamber online op
www.chd.lu

Port de Mertert

6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert

Le projet de loi 6045 entend modifier la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert en ses articles 1er et 4.

Depuis la loi du 31 mars 2000, le Port de Mertert, dont la superficie de 65 hectares ainsi que les installations et constructions sont la propriété de l'État, est administré et exploité par une entreprise dénommée «Port de Mertert S.A.». Le capital social est réparti pour moitié entre l'État et pour moitié entre le secteur privé.

La loi en projet entend consolider et fidéliser les clients qui font déjà appel au port. Ainsi est-il prioritairement prévu de maintenir «les flux à destination et en provenance de l'industrie sidérurgique luxembourgeoise». À cet effet, il s'agira de moderniser le réseau ferré existant et d'agrandir le réseau ferré en construisant quatre voies ferrées supplémentaires, dont trois réservées à la société portuaire et une voie de déchargement réservée à la société Tanklux.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 18.05.2009

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

23.09.2009 Désignation d'un rapporteur

10.12.2009 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2010

Utilisation rationnelle d'énergie

6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Le présent projet de loi prévoit la mise en place d'un nouveau cadre législatif pour le régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Ce régime d'aides a été établi par la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aides à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables et a été modifié en juillet 2008 à deux endroits. La durée d'application de cette loi du 22 février 2004 s'étendait jusqu'au 31 décembre 2007. Elle a été prorogée à deux reprises par la loi budgétaire.

Pour le nouveau régime d'aides, le Gouvernement a délibérément pris l'option de le calquer sur le Règlement général d'exemption par catégorie (No 800/2008 de la Commission européenne). Par ce règlement, la Commission exempte de l'obligation de notification, prévue à l'article 88, paragraphe 3, du traité CE, sous certaines conditions, les régimes d'aides prévues.

Six formes d'investissements susceptibles de bénéficier d'une aide publique sont prévues:

- l'investissement permettant aux entreprises de dépasser les normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de telles normes;

- l'adaptation anticipée de petites et moyennes entreprises aux futures normes communautaires;

- les investissements en économies d'énergie;

- les investissements dans la cogénération à haut rendement;

- les investissements pour la production d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables;

- les études environnementales.

L'objectif de ces aides est d'inciter les entreprises à gagner en efficience énergétique, à stimuler la production d'énergies renouvelables et à réduire, de manière générale, leur empreinte environnementale.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 15.06.2009

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

22.10.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

12.11.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

07.01.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

14.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2010

Musée de la Forteresse

6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement

- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et

- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg

Le présent projet de loi a pour objet de permettre:

- l'achèvement des travaux de transformation du réduit du Fort Thüngen en Musée de la Forteresse de Luxembourg;

- l'achèvement de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg, ceci en les intégrant dans l'itinéraire culturel, dénommé circuit Vauban.

Aussi les travaux prévus par la loi du 17 février 1997 relative à l'installation d'un Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen et celle du 25 avril 2003 relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg pourront-ils être menés à bon terme.

Une nouvelle loi est devenue nécessaire du fait d'une sous-estimation des dépenses prévues par la loi de 2003. Par la suite, une gestion insuffisante du projet par le maître de l'ouvrage s'y est ajoutée, de sorte que les états financiers du projet, tels que dressés en 2008 à l'initiative du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, avec l'appui d'un consultant externe, démontrent un dépassement du seuil légal financier fixé par les deux lois précitées.

L'actualisation de ce montant légal s'est faite selon la méthode habituellement appliquée par l'Administration des Bâtiments publics pour les projets de construction.

Le présent projet de loi, faisant suite aux lois de 1997 et 2003 concernant à la fois le volet «réduit du Fort Thüngen» et le volet «certaines parties de la forteresse de Luxembourg», pour des raisons de transparence, continue à considérer ces deux volets comme faisant partie d'un ensemble et propose de soumettre à l'autorisation du législateur le coût total, relatif aux deux volets, des nouvelles dépenses à effectuer.

Divers travaux d'achèvement du Fort Thüngen et du circuit Vauban, de même que les travaux relatifs à la muséographie du Musée de la Forteresse ne sont pas encore engagés à l'heure actuelle. La fixation par voie législative d'un nouveau plafond financier doit ainsi tenir compte de la régularisation d'engagements financiers déjà pris et de la conclusion de nouveaux contrats en vue de l'achèvement adéquat de tout le projet.

Dans la suite des travaux déjà réalisés grâce aux deux lois précédentes, toutes les infrastructures et installations nécessaires à la mise en valeur d'un patrimoine riche et important pour le Luxembourg pourront ainsi être mises en place et remplir enfin leurs fonctionnalités culturelle, pédagogique et touristique.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 28.09.2009

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de la Culture (Présidente: Mme Martine Mergen):

19.10.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.11.2009 Visite du Musée de la Forteresse

25.11.2009 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2010

Transparence des travaux en commission

6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés

La modification du Règlement proposée par la Commission du Règlement apporte les changements suivants aux paragraphes 7, 8 et 9 de l'article 22:

Paragraphe (7)

Ce paragraphe réaffirme le caractère non public des réunions des commissions parlementaires. Les alinéas 2 et 3 de la proposition de modification prévoient deux cas de figure où les réunions de commission ont un caractère public. Il s'agit tout d'abord de l'organisation d'auditions publiques et ensuite de la retransmission exceptionnelle d'une réunion de commission par Chamber TV. Ces deux cas de figure sont soumis à autorisation de la Conférence des Présidents, chaque fois sur demande de la commission concernée.

Paragraphe (8)

Jusqu'à l'approbation du procès-verbal, ce dernier n'est accessible qu'aux membres de la commission, aux présidents des groupes politiques et aux membres du Gouvernement concernés. L'approbation entraîne la signature par le président et le secrétaire du procès-verbal et lui confère un caractère public. Il sera publié sur le site Internet www.chd.lu.

Conformément à la décision de la Conférence des Présidents, les procès-verbaux du Bureau, de la Conférence des Présidents et ceux ayant trait à des visites de délégations internationales ne sont pas publics. Il en va de même pour les procès-verbaux de la commission de contrôle parlementaire du service de renseignement de l'État (voir annexe 1 du Règlement, article 8) et les procès-verbaux des commissions d'enquête qui sont couverts par le secret de l'instruction.

Paragraphe (9)

À titre exceptionnel, la publicité d'un procès-verbal peut être remise en cause par une commission.

Dépôt par M. Gast Gibéryen, Député, le 13.01.2010

Rapporteur: M. Gast Gibéryen

Travaux de la Commission du Règlement (Président: M. Gast Gibéryen):

05.01.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen d'une proposition de texte

14.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2010

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

SÉANCE 16

MARDI,
19 JANVIER 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Discours de M. le Président
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. 6092 - Proposition de loi visant
- à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,
- à promouvoir la modernisation de la gestion publique,

et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999
a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;
c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)
- *Déclaration de recevabilité*

4. Ordre du jour
- *M. le Président, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel, M. Jean-Louis Schiltz, M. Lucien Lux, M. François Bausch*
- *M. Camille Gira*
- *Vote sur l'ordre du jour*

5. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État
- *M. le Président*
- *Vote secret des trois candidats*

6. Heure de questions au Gouvernement

Question N°25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

et

Question N°26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
- *Mme Nancy Arendt - M. Félix Braz - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

Question N°27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colombera relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question urgente N°383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice
- *Mme Claudia Dall'Agnol - M. Jean Colombera - M. Xavier Bettel - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

Question N°29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. Marc Lies - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question N°378 du 14 janvier 2010 de M. Marc Spautz relative à la décision de la Caisse nationale des allocations familiales française concernant le versement de certaines aides, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Marc Spautz - M. Claude Meisch - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Question N°31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- *M. Roger Negri - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Question N°32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Henri Kox - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question N°33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- *M. Fernand Etgen - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

7. Ordre du jour (suite)
- *Mme la Présidente*

8. 5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Ben Scheuer, M. Léon Gloden*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Jean Huss*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés
- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. François Bausch, M. André Hoffmann (dépôt d'un amendement), M. Jean-Louis Schiltz*
- *Amendement: M. André Hoffmann (amendement renvoyé en commission)*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen déi éischt öffentlech Sitzung fir dëst Joer op.

1. Discours de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an den éischten Deeg vun dësem neie Joer hunn eis virun allem zwee Sujete beschäftegt: een extrem trauregen an ee méi erfreelechen.

Fir d'éischt emol zu deene schrecklechen Äerdbiewen op Haiti. Et huet déi Äermst vun deenen Äermste getraff. Och wa mir geographesch gesi wäit ewech vun Haiti sinn, si mir betraff a schockéiert iwwert d'Ausmooss vun dëser humanitärer a mënschlecher Katastroph, déi zénga-dausende vu Mënschen an den Doud gerappt huet an honnertdausende Mënschen hiren Daach iwwert dem Kapp an domadder och hir Existenz ewechgeholl huet. Mir sinn a Gedanke bei de Familljen an den Affer vun dëser grousser Tragédie.

Am Numm vum Lëtzebuerger Parlament drécken ech der Populatioun vun Haiti eist Matgefill aus. Dat Matgefill riicht sech och un déi Lëtzebuerger Familljen, déi ëm hir Kanner dohannen hoffen a baangen. Ech hoffen, an ech mengen, ech schwätzen do an all Ärer Numm, datt mat der Regierung esou schnell wéi méiglech eng Léisung am Interessi vun deene Kanner an hiren Adoptiveltere fonnt gëtt.

Ech wéilt dann och vun der Geleeënheet profitéieren, fir deene 17 Membere vun eise Lëtzebuerger Hëllefsdéngschter Protection civile a Croix-Rouge an och all deene Leit, déi an deenen nächsten Deeg a Wochen um Terrain eng Hand mat upaken, am Numm vun eis alleguer eisen déiwe Respekt auszeschwätze virun dësem geleeschtenen a gelieftenen Akt vu Solidaritéit.

Erlaabt mir awer och meng grouss Satisfaktioun auszedrécken iwwert d'Manéier, wéi d'Bierger hei am Land, wéi ëmmer bei esou Katastrophen, hir grouss Hëllefsbereetschaft weisen, an ech soen hinnen e grousse Merci dofir.

Déi zweet Noriicht, déi eis erreecht huet, ass eng méi erfreelech, am Spezielle fir Lëtzebuerg: D'europäesch Finanzministeren hunn nämlech an hirer Réunioun vu gëschter eise Premierminister, de Jean-Claude Juncker, an engem eestëmmege Vote als President vum Eurogroup bestätegt, e Gremium, wat duerch de Vertrag vu Lissabon institutionaliséiert gëtt an domadder och opgewäert ginn ass.

Ech wëll dann och eisem Premierminister am Numm vun Iech alleguerte vu ganzem Häerz fir dës Nominatioun félicitéieren, an ech wënschen him vill Satisfaktioun bei der Ausübung vun dëser schwiereger Aufgab.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir wënschen him des Weideren, datt seng Propositiounen, fir den Afloss vun deem Gremium ze stäerken, bei eisen europäesche Partner op en oppent Ouer stoussen.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6093 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à l'opération navale de l'Union européenne (EUNAVFOR ATALANTA) contre la piraterie au large de la Somalie

Dépôt, à la demande de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 15.12.2009

6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 18.12.2009

6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes I à VI

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 18.12.2009

6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 23.12.2009

6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. Gast Gibéryen, le 13.01.2010

6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2008

Dépôt le 12.01.2010

6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.01.2010

3) En date du 29 décembre 2009 la pétition N°295 contre l'extension de l'interdiction de fumer a été reçue par courrier.

3. 6092 - Proposition de loi visant

- à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,

- à promouvoir la modernisation de la gestion publique,

et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999

a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;

b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;

c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 14. Januar huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6092 vum Här Roger Negri iwwert d'Stäerke vun der Roll vun der Chamber an der öffentlecher Gestioun.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 14. Januar huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer éischtens d'Opstelle vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vu Conseiller beim Statsrot; zweetens eng Froestonn un d'Regierung; drëttens de Projet de loi 5951 iwwert d'Zuchlinne Virton/Rodange an Arlon/Rodange nom Basismodell; de Projet de loi 6045 iwwert den Hafe vu Mäertert, och nom Basismodell; de Projet de loi 6034, eng Direktiv iwwert d'Quecksëlwer nom Basismodell; de 6097, d'Ofännerung vum Artikel 22 vun eisem Reglement, nom Basismodell, an dann de 6098 d'Chamberskonte vum Joer 2008, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer éischtens eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Ofdreiwung; zweetens eng Interpellatioun vum Här Xavier Bettel iwwert d'Partenariat, d'Bestietnis vun homosexuelle Koppelen an d'Adoptioun nom Modell 1, an d'Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Bestietnis vun homosexuelle Koppelen; drëttens de Projet de loi 5923 iwwert d'Unerkennung vu finanzielle Sanktiounen, och nom Modell 1.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer éischtens d'Question avec débat N°2 vum Här Henri Kox iwwert d'Bedeelegung vum Stat bei Enovos; d'Question avec débat N°5 vum Här Eugène Berger iwwert den Energiepass; de Projet de loi 6059 iwwer e Régime d'aide fir den Ëmweltschutz nom Modell 1; d'Interpellatioun vun der Madame Anne Brasseur iwwert de Chantier vum Musée de la Forteresse nom Modell 1, an de Projet de loi 6071 iwwert de Musée de la Forteresse, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, meng Fraktioun huet och an der Presidentekonferenz matgedeelt, datt mer net d'accord si mat deem Ordre du jour, an zwar wéinst deem éischte Punkt, der Nominatioun vun engem Conseiller oder enger Conseillère am Statsrot.

Dir wësst, mir als gréng Fraktioun verlaange schonn zënter Joren eng fundamental Reform vun dem Statsrot. Mir sinn der Meenung, datt déi Nominatiounsprozedur éischtens total ontransparent ass an zweetens och nach ondemokratesch ass an datt et wierklech zënter Jore sech opdrängt, datt mer eng Reform misste maache vu vir bis hanne vun der Nominatiounsprozedur fir de Statsrot.

Et wär gutt Zäit gewiescht, dat ze maachen. Déi nei Regierung hätt sech duerchweegs an engem neien Élan fir méi Transparenz och par rapport zum Statsrot an zu där Prozedur virhuele kënnen, dat ze maachen. D'autant plus, wou eng ganz Rei Poste vu Conseilleren, dat wossten d'Regierung an déi nei Majoritéit, ze besetze wären.

Or, wat ass geschitt? Amplaz sech eppes Guddes, eppes Besseres ze besënnen an endlech dorobber anzegoen, fir de Statsrot ze reforméieren, huet d'Majoritéit an de Koalitiounsverhandlungen an engem Kouhandel - wéi een dat op gutt Lëtzebuergesch seet - ausgehandelt, datt éischtens d'CSV nach méi staark géif representéiert ginn, wéi haut se schonn ass am Statsrot, d'LSAP an enger éischter Phas e bësse misst Plomme loossen an dofir an enger zweeter Phas op d'Käschten da vun der Demokratescher Partei dann erëm e Sëtz zréckkréich. Dat ass de Kouhandel, deen an der Koalitiounsverhandlung gelaf ass an deen och elo hei soll duerchgezu ginn.

Ech muss och soen, meng Fraktioun ass besonnesch erschreckt doriwwer, mat wat fir enger Kalbliddegkeet dat duerchgezu gëtt, well mir wësse jo och, datt am Dezember, wann een d'Prozedur emol kuckt, zumools wann d'Chamber nominéiert, gëtt jo hei eng Deklaratioun gemaach vum Chamberspresident, fir ze soen, dass e Poste vakant ass am Statsrot an d'Chamber duerfir déi Décisioun wäert huelen an dass en Délai festgesat gëtt, wou Leit vu bausse sech och kënne mellen.

Dat heescht, mir hunn hei eng Prozedur déclenchéiert, déi eigentlech derzou och gefouert huet, datt Eenzelner sech gemellt hunn, hir Kandidatur erageschéckt hunn, déi net - wat mer ganz genau wëssen-, déi net vun enger bestëmmtener Partei hei proposéiert ginn. Dobäi ass dat eng eenzeg Farce. Well et war vu virera kloer, datt am Endeffekt déi zwou Parteien ënnereneen ofgemaach hätten, wien hei e Virschlagsrecht hätt, an am Endeffekt ass och kloer, wat hei bei dësem Vote haut de Mëtteg wäert erauskommen.

Dir konnt Iech jo dat och schonn ukucken, wat geschriwwe ginn ass an der Press de part et d'autre an deene leschten Deeg. Et gëtt zwar hei elo nach pro forma souguer gesot vun enger Partei, nämlech der CSV, eis Propositioun ass hei eng Lëscht fir déi dräi Leit. Mä am Endeffekt ass et relativ kloer, wat fir eng Persoun déi Partei gären an de Statsrot hätt. An dat hu se och esou mat hirem Koalitiounspartner ofgemaach.

Duerfir ass dee Vote de Mëtteg hei eigentlech, wéi een och esou schéi seet, pour la galerie. Dat kéinte mer eis och gradesou gutt spueren an einfach d'office effektiv zum President soen: „Schéckt deen doten Numm oder déi Lëscht vun deenen do dräi Leit mat där Rangfolleg an de Statsrot eran." Dat wär méi éierlech par rapport zu der Öffentlechkeet wéi dat, wat mer hei haut de Mëtteg maachen.

Duerfir géife mir nach eng Kéier en Appel maachen, haut net ze nominéieren, dee Punkt erëm vum Ordre du jour erofzehuelen a wierklech op de Wee ze goen, eis relativ séier zesummenzesetzen a schnell eng gutt legislativ Aarbecht ze maachen, fir déi Nominatiounsprozedur do ze reforméieren.

Wann dat haut net de Fall ass, wann hei d'Majoritéit wëllt awer sech duerchsetzen an dee Punkt um Ordre du jour loossen, da soen ech awer scho gläich hannendrop: Meng Fraktioun wäert sech net un deem Vote bedeelegen. Mir wäerten e Refus de vote maachen, well mer einfach dee Kasperltheater do net méi wëlle matdroen. Dat do ass eng eenzeg Farce, déi hei stattfënnt. Dat huet mat demokratesche Verhältnisser an engem 21. Jorhonnert näischt méi ze dinn.

Et gëtt Zäit, datt hei endlech och déi néideg Reforme kommen. Mir wëllen eis net méi un esou eppes wéi deem doten da bedeelegen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Gast Gibéryen kritt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Meng Interventioun geet an déiselwecht Richtung wéi déi vum Kolleeg François Bausch. Och mir sinn der Meenung, datt ee misst de Punkt 1 vum Ordre du jour erofhuelen, wat d'Nominatioun vun engem Posten am Statsrot bedeit, bis mer eng Reform vun deem Gesetz gemaach hunn, wéi et iwwregens schonn an dëser selwechter Konstellatioun, wat d'Regierung ubelaangt, an der leschter Regierung virgesinn ass an dës Kéier awer vergiess ginn ass, wou ee wierklech géif eng Reform maachen iwwert déi wichteg Institutioun, wou ee géif iwwert de Fonctionnement, iwwert d'Roll an och iwwert d'Besetzung vum Statsrot diskutéieren.

Am Ableck gëtt et zum Schäin wuel dräi Prozeduren, dräi Gremien, déi d'Leit kënne benennen. Mä an der Realitéit ass et awer esou, datt sämtlech Posten am Statsrot politesch besat ginn. Wa mer haut géifen déi Nominatioun virhuelen an d'CSV krit nach e Mandat am Statsrot, dann hätt d'CSV vun deenen 21 Mandater zéng Mandater am Statsrot. Wann ee géif d'politesch Gewiichtung huelen, wéi se hei am Land ass, da missten déi gréng Kolleegen zwee bis dräi Mandater am Statsrot kréien, d'ADR zwee, an déi Lénk missten och een am Statsrot kréien, dann hätt een der politescher Gewiichtung hei am Land Rechnung gedroen.

Déi Spillregelen zielen hei awer net. Et gëtt gesot, et wäre keng politesch Besetzungen. Mä an der Realitéit, dat wësse mer alleguer, ass et net méi an net manner wéi politesch Besetzung.

An et muss een awer och wëssen, Här President, d'Akzeptanz vum Statsrot, wa mer wëssen, datt hei eng Partei de Statsrot esou dominéiert, wéi een dann nach ka vun objektiven Avisë vun deem Statsrot do ausgoen. Da kënne keng objektiv Avisë méi vun deem Statsrot kommen. Dann ass dat e weideren Avis vun der CSV ënnert dem Deckmäntelche vum Statsrot, dee kënnt. Mä et ass keen Avis méi vun engem neutralen an objektive Statsrot. Et ass e weideren Avis vun der CSV, deen hei ënnert dem Deckmäntelche wéi gesot vum Statsrot da kënnt.

Et muss ee sech och d'Fro stelle vun de Kritäre vun dem Rechtsstat hei am Land. Wann d'Institutiounen esou vun enger Partei iwwerdimensionéiert besat ginn, da muss ee kloer soen, da spillen hei am Land déi Regele vun engem demokratesche Rechtsstat net.

Ech géif och eis Regierungsmemberen invitéieren, ier se an d'ganz Welt bis a China reesen a wanderen, fir jiddwerengem Lektiounen ze ginn, wéi en demokratesche Stat misst funktionéieren: Si hätten emol besser, se géifen heiheem virun hirer eegener Dier kieren a géifen hei déi rechtsstaatlech Prinzipië praktizéieren an uwenden, amplaz datt se am Rescht vun der ganzer Welt wëlle Lektiounen erdeelen, wéi e Rechtsstat funktionéiert, an heiheem déi elementar Prinzipië vun engem Rechtsstat mat Féiss trëppelen.

D'CSV rappt sech hei an deem Land alles ënnert den Nol, all wichteg Posten hei am Land a wa méiglech och nach an Europa.

Et ass awer nach ëmmer méiglech, Här President,…

(Hilarité)

…well se e Koalitiouns...

Entschëllegt, jo, den Här Juncker huet zwar missen d'lescht Woch an den Oral op Paräis goen, ier en de Poste kritt huet, mä en huet e jo awer elo kritt.

Dat ass natierlech nëmme méiglech, Här President, well se e Koalitiounspartner hunn - d'LSAP -, deen hinnen aus der Hand frësst. D'Sozialisten, dat ass eppes wéi de Schoussmippche vun der CSV.

Här President, ech hunn och en Hond doheem, dee frësst mer och aus der Hand. Mä ech muss Iech awer soen, dee frësst nëmmen déi gutt Mäifelcher. Wann ech him eppes Schlechtes dohinner halen, da refuséiert en et. Mä d'Sozialisten, déi friessen alles, wat se vun der CSV dohinnergetässelt kréien, ob et gutt oder schlecht ass, a mierke selwer net, datt se domadder d'CSV ëmmer méi staark a sech selwer an der politescher Landschaft méi kleng maachen.

Här President, mäi Kolleeg François Bausch huet elo grad hei vun enger Farce geschwat. Mir hunn elo e bësse gegrinst, mä a Wierklechkeet ass et eng Farce. Et ass eng Farce, datt hei an dësem Land déi demokratesch Spillregelen net méi spillen, datt d'Wieler wuel a fräien a geheime Wahle kënne wiele goen, eng Konstellatioun vun der politescher Landschaft do décidéieren, an datt dann duerno awer d'Institutiounen esou vun enger Partei duerchsat ginn, datt déi demokratesch Spillregelen, den Ausgläich tëschent den Institutiounen, d'Kontroll an hir Funktiounsweis net méi kënne spillen.

Hei si mer dat amgaangen ze dokumentéieren an ze implementéieren, wat vill Leit am Land soen: den CSV-Stat.

M. le Président.- Sou, elo huet den Här Hoffmann d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, entschëllegt, ech wollt nach soen: Wann d'Majoritéit derbäi bleift - Dir verstitt dat -…

(Interruptions)

M. le Président.- Sou, elo kritt den Här Hoffmann d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, ech schléisse mech och där Initiativ vun deene Gréngen un a wäert och um Vote net deelhuelen, wann dee Punkt um Ordre du jour bleift.

Wann de Statsrot sollt en ongeféiert Spigelbild si vun dem parteipolitesche Gläichgewiicht, wat hei an der Chamber besteet, da kann et net sinn, dass eng politesch Partei esou en iwwerméissegt Iwwergewiicht huet am Statsrot par rapport zu hirer Representatioun hei am Parlament. Da kann et och net sinn, dass mer weiderfuere mat där Aart a Weis, wéi déi Posten am Statsrot ausgehandelt ginn an der Regel tëscht de Majoritéitsparteien.

Wann een dovun aus géif goen, dass am Statsrot e méiglechst breede Spektrum vu politeschen Zougehéieregkeeten oder politesche Sympathië sollt bestoen, da kann een d'Reflexioun souguer nach e Stéck weiderdroen a souguer iwwert déi Proportionalitéit hei an der Chamber erausgoen. Dat verlaangt awer da selbstverständlech eng Reflexioun.

Wann een dovun aus géif goen, dass de Statsrot dem parteipolitesche Gläichgewiicht oder dem Spektrum vun de Meenungen iwwerhaapt net soll Rechnung droen, sondern et wär e berodend Organ, wou et haaptsächlech ëm Sachkompetenze géif goen, dann ass dat natierlech och eng Reflexioun wäert, mä och dat schléisst déi Aart a Weis, wéi hei d'Posten ausgehandelt ginn, selbstverständlech aus.

Duerfir ass et also, mengen ech och, dréngend noutwendeg, dass mer eng seriö Diskussioun féiere mat engem seriöe Resultat iwwert d'Funktioun an d'Organisatioun an d'Nominatiounsprozedure vum Statsrot.

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net hei op dat, wat den Här Gibéryen gesot huet, agoen, fir ze wëssen, wien hei aus der Hand frësst, ob dat d'Sozialisten oder d'CSV sinn.

Ech stelle just fest, déi lescht Wochen, Här President, hate mer just déi Bemierkung, dass et hei eng Regierung gëtt, wou et drëms geet, fir ze wëssen, wien eppes net gesot huet. Dat huet ee bei der TVA gesinn, an dat ass och en neie Stil, deen eis Regierung, déi nei Regierung eis vläicht sollt erkläre mat de Majoritéitsparteien, wie wat dann net gesot huet, fir deem aneren d'Schold da kënnen ze ginn.

Zum Statsrot,…

(Interruption)

…Här President, wëll ech Iech soen, dass mer am Dezember eng Motioun hei déposéiert haten, déi vum Här Schiltz mat enger Zerstéierung vun enger Rechemaschinn zu Enn gaangen ass, a soss awer ass zu konstruktiven Alternativen eis gesot ginn, dass d'nächst Joer wäert hei, also dëst Joer elo dann 2010, eng Conférence interinstitutionnelle de haut niveau sinn, wou een dann duerno kuckt, wéi een d'Reform vum Statsrot soll maachen. Dat war och eis Demande.

Mir hunn deemools dës Motioun net gestëmmt kritt vun de Majoritéitsparteien, wat schued ass, well dat hätt da vläicht der Regierung e bësse méi Drock ginn. Mä d'Regierung huet sech engagéiert, dat ze maachen.

Dowéinst si mer eis och bewosst, dass mer, wa mer am Dezember eppes fuerderen, net den 18. Januar oder den 19. Januar, wat mer haut sinn, da kënne schonn d'Ëmsetzung vun eise Fuerderungen hunn.

Dowéinst wäerte mer de Kandidat, deen haut virgeschloe gëtt, matstëmmen als Fraktioun vun der Demokratescher Partei, awer mam Avertissement, dass et fir d'lescht ass, Här President, wou mir dat heite matmaachen.

Et geet net ëm de Prinzip, mä ëm dee Kouhandel, deen hei an de Koalitiounsverhandlungen tëschent deenen zwou Majoritéitsparteie stattfonnt huet, wou d'Konklusioun war, dass mir iwwert d'Press matgedeelt kritt hunn, dass mir am Statsrot ee géifen ewechgeholl kréien.

Ech hu kee Problem. Da soll ee mat de Fraktiounen driwwer diskutéieren, wann ee Plaze besetzt, mä et soll een net an enger Koalitiounsverhandlung soen: Ich und du, an dann, jo ben, da kritt Dir een, an da geet et esou weider. Et kann net sinn, dass hei e Kouhandel gemaach gëtt, wou gesot gëtt: Hei d'Sozialisten, déi kréien da vläicht e Minister méi oder ee manner, an d'CSV kritt dann d'Leit am Statsrot méi. Esou geet et net!

Mir wäerten haut, Här President, fir d'lescht deen dote Modus matmaachen. Mir wäerten och de Kandidat matstëmmen, mä wierklech fir d'lescht. A mir hätte gären, soss schléisse mir eis déi nächste Kéier deenen aneren Oppositiounsparteien un: Et kann net sinn, dass hei de Statsrot iwwer Kouhandel besat gëtt.

Déi héich Institutioun, et muss ee sech heiansdo d'Fro stellen, wéi se besat gëtt. Ob se nach déi Héicht an déi Aarbecht, déi se sollt maachen, nach würdeg ass, wann ee gesäit, wat dat fir e Kouhandel ass, fir seng Memberen ze nominéieren. De Statsrot huet dat net néideg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Jean-Louis Schiltz, wann ech gelift.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här President, den Här Bettel huet jo a senger Interventioun Momenter, wou e räsonnabel ass, an anerer, wou e manner räsonnabel ass. Ech wëll dofir déi zréckbehalen…

(Hilarité)

…an där ganzer Gattung, déi en eis hei zum Beschte ginn huet, déi räsonnabel waren, an net eng Rééditioun vun engem Débat hei organiséieren, dee mer am Dezember haten.

Ech wëll am Iwwrege soen, datt meng Rechemaschinn nach funktionéiert. Dir hutt se nach ëmmer net akzeptéiert. Ech kann Iech se awer nach an Ärer Fraktioun déposéieren. Ech mengen, et wier gutt, wann Der géift Är Participatioun am Statsrot mat där eng Kéier norechnen, wann Der dann dervun ausgitt, datt d'Arithmetik hei alles ass. An ech hu schonn am Dezember gesot, datt hei net alles mat Arithmetik organiséiert gëtt.

Dat gesot, Här President, wollt ech…

(Interruption)

Dir hutt der zwee ze vill an där doter Theorie.

Dat gesot Här President, wollt ech haut véier oder fënnef Remarquë maachen.

Éischtens hu mer e Gesetz, wat Délaie festgesat huet vun dräi Woche bis dräi Méint, vun deem Moment un, wou Dir déi Vakanz gemellt kritt hutt. Opgrond vun deem Gesetz hu mer eng Prozedur an d'Weeër geleet. Mir sinn am Dezember hei invitéiert gi vun den Oppositiounsparteien, fir eis net un dat Gesetz ze halen…

(Interruptions)

…a fir d'Prozedur net an d'Weeër ze leeden. Mir hunn eng Prozedur, déi vum 27. November bis zum 18. Januar leeft. Dat si 50 Deeg. De Maximum, dee virgesinn ass, sinn der 90. Ech mengen, dat wär tout ce qu'il y a de plus raisonnable. Dat wär déi éischt Remarque.

Zweetens hu mer am Dezember hei gesot, datt mer bereet wären, deen Dialogue interinstitutionnel unzefänken. Ech kann Iech haut soen, datt d'Majoritéitsfraktiounschefen informéiert gi si vun der Regierung, datt d'Regierung bereet wär, deen Dialogue interinstitutionnel am Mäerz vun dësem Joer ze féieren.

Dréttens réitéréieren ech déi Propositioun, déi de Lucien Lux an ech och scho gemaach hunn am Dezember hei, nämlech datt, ier den Dialogue interinstitutionnel formell ugeet, mer an der Conférence des Présidents eng Kéier iwwert de Sujet diskutéieren.

Véiertens hätt ech mer gewënscht vun deene Gréngen, datt, wann alles esou prësséiert a wann alles muss direkt geschéien, ee sech net domadder begnügt, Här President, fir Iech de 17. November e Bréif ze schreiwen, mä datt een eng Proposition de loi en bonne et due forme erareecht. Da kéinte mer déi jo an där zoustänneger Kommissioun debattéieren.

Dat gesot, muss ech éierlech soen, an dat soen ech hei à l'adresse insbesondere vum Här Gibéryen, datt, wann een ufänkt breet auszehuelen a mat exzessiven Termen ze gestikuléieren, mer dat franséischt Spréchwuert afält, wat seet: Tout ce qui est excessif devient insignifiant. Ech wëll zu deem hei net méi soen.

(Interruption)

Ech wëll just soen, datt d'Demokratieverständnis…

(Interruption)

…sech net op d'Arithmetik beschränkt. Et ass schonn alles e bësse méi reng.

(Hilarité)

An ech wëll och derbäi soen am Numm vu menger Fraktioun, datt ech fannen, wann eng Prozedur ugelaf ass op Basis vun engem Gesetz, fir dann ze soen: Mir participéieren net um Vote, och dat, Här President, a virun allem dat a vläicht nëmmen dat ass e komescht Demokratieverständnis.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Sou! Elo kritt den Här Lux d'Wuert.

Une voix.- Elo sidd Der awer wäit siche gaang.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech net laang befaasse mat der Kabaretteinlag vum Här Gibéryen. Déi ass fir d'Fuesent vläicht gutt, mä déi bréngt eis hei net vill weider.

Ech wëll och net laang agoen op d'Argumentatioun vum Här Bettel.

(Interruption)

Ech wëll em just a sengem jonken Alter soen, dass en anscheinend och Erënnerungslücken huet, soss géif e sech kënnen drun erënneren, dass a rezenter Vergaangenheet mir och an der Zeitung gelies hunn, wou d'DP eis am Statsrot een ewechgebotzt huet. Dofir, wann ech gelift, e bësse méi Bescheidenheet.

(Interruption et hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dir wësst, wéi et geet.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här Bettel, dat géif Iech gutt doen, wann Der e bësse géift an d'Vergaangenheet goen an dann e bësse méi bescheide géift optrieden.

Zu der Saach selwer wéilt ech dem Här Bausch an dem Här Hoffmann soen, déi de Wonsch hunn, fir eng seriö Diskussioun iwwert de Conseil d'État ze féieren, dass déi Bestanddeel ass vun deem, wat mer am Koalitiounsprogramm zréckbehalen hunn, an dass den Här Schiltz Iech elo grad gesot huet, dass d'Regierung proposéiert, fir am Mäerz deen Aarbechtsgroupe interinstitutionnel anzesetzen an déi Diskussioun ze féieren.

Fir de Rescht hunn ech net d'Gefill, wann ech d'Avisë vum Conseil d'État all Dag kucken, dass dat eng Institutioun ass, déi béni-oui-oui alles nëmmen ofseent a validéiert, wat vun der Regierung kënnt. Egal wéi d'Zesummesetzung ass, sinn dat meeschtens ganz kritesch Avisen, egal wat fir eng Ministeren dass et betrëfft. Mir sollen also ophalen, de Conseil d'État dohinnerzestellen, wéi wann dee just comme une lettre à la poste alles duerchwénkt, wat vun der Regierung oder vun der Chamber als Avis dohinnergeluecht gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Fir de Rescht huet den Här Schiltz eng Rei vun Argumenter gi fir den Timing. An ech mengen, mir sollten elo relativ schnell eisen Ordre du jour attackéieren.

Merci.

M. le Président.- Den Här Bausch nach eng Kéier ganz kuerz.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo, Här President, just ganz kuerz. Ech muss soen, et léiert ee jo ëmmer erëm bäi, wann ee gesäit a wann een héiert, wat hei gesot gëtt. Den Här Schiltz seet, dat hei wär net nëmmen eng Fro vun Arithmetik, et wär eng Saach, et wär eng reng Saach, eng... En hätt nach misse soen, et wär eng nobel Saach.

Wann dat alles esou ass, firwat bréngt dann eng Majoritéit et net fäerdeg, wa se am Juli… Dat do wosst se jo och alles am Juli, datt et net nëmmen Arithmetik wär, datt et reng wär, datt et nobel wär. Dann hätte se jo am Juli sech kënnen direkt bei dem Ofschléisse vum Koalitiounsofkommes drop besënnen, wéi gesot, fir déi Reform ze maachen.

Mä virun allem, wann et net nëmmen Arithmetik ass, wéi ass et dann ze erklären, datt jo net nëmmen déi Poste schonn ofgemaach sinn an elo besat ginn, well jo dann anscheinend, wéi den Här Schiltz seet, d'Gesetz dat esou virschreift, elo direkt am Januar dëse Posten oder déi, déi scho besat gi sinn elo am Hierscht oder am spéiden Hierscht, mä datt souguer schonn deen am Dezember dëst Joer vergi ginn ass.

Well am Dezember dëst Joer, dat ass och am Koalitiounsofkommes festgehalen, do muss den Här Claude A. Hemmer fortgoen aus dem Statsrot, wéi gesot e Member, dee vun der DP dohinner geschéckt ginn ass, an do ass schonn ofgemaach, datt d'sozialistesch Frënn da kënnen een do amplaz setzen.

Wann et och net nëmmen Arithmetik ass, wéi hei gesot gëtt, firwat mussen dann awer grad déi arithmetesch Saachen esou laang am Virfeld ofgemaach ginn? Op déi Fro hätt ech nawell gär eng Äntwert gehat. Mä ech fäerten, ech kréien haut keng, Här President.

M. le Président.- Also, haut beäntwerte mer déi Froen do doudsécher net. Mä den Här Gira huet nach d'Wuert zu engem anere Punkt vum Ordre du jour gefrot. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass éischter fir zwou Saache bäizesetzen. Anscheinend fiert d'Postkutsch net nëmmen nach ëmmer tëschent de Gemengen an dem Ministère de l'Intérieur hin an hier, mä och tëschent der rue Beaumont an der Chamber hei, well ech waarden elo scho laang op d'Äntwert vum Innenminister op zwou Questions parlementaires.

Déi eng hunn ech schonn den 29. Oktober 2009 zesumme mam Kolleeg Adam gestallt iwwert d'Incompatibilitéit vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen neierdéngs, fir an hirer eegener Gemeng kënnen op eng Lëscht ze goen, well se jo net méi vun der Gemeng nominéiert ginn. Ech mengen, et ass eng interessant Fro.

An déi zweet hunn ech den 1. Dezember gestallt iwwert d'Neutralitéit vu Fernsehsendungen, déi vu Gemengen organiséiert ginn. Ech wier ganz frou, wann, esou wéi d'Reglement et virgesäit, Froen net am Délai beäntwert sinn, dass mer se dës Woch géife mëndlech hei um Ordre du jour beäntwert kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gira och Merci. Domadder géife mer zur Ofstëmmung kommen iwwert den Ordre du jour.

Ech géif also froen, wie mam Ordre du jour, esou wéi e vun der Conférence des Présidents virgeschloen ass, d'accord ass. Kënne mer dat mat Handophiewe maachen?

Wien ass mam Ordre du jour…

Une voix.- Neen.

M. le Président.- De Vote électronique ass gefrot.

Vote

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Ordre du jour ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, géint 12 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

(Interruption)

Jo, jo, mir kucke mam Minister ze schwätzen, ob deen dat am Laf vun enger vun de Sitzunge mécht.

5. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Statsrot an den Artikelen 115 bis 125 vum Chambersreglement et virgesäit, stelle mer haut eng Lëscht op vun dräi Kandidate fir ee Poste vu Conseiller beim Statsrot. No den Dispositioune vum Artikel 118 vum Chambersreglement huet Presidentekonferenz an hirer Réuniouun vum 14. Januar eng Kandidatelëscht mat fënnef Persounen arrêtéiert.

An engem Schreiwes vum 14. Januar, dat de 15. Januar um Greffe erakomm ass, huet den Här Charel Lampers matgedeelt, datt e seng Kandidatur zréckzitt, esou datt d'Lëscht mat de Kandidaten, esou wéi se un all Deputéierte verdeelt ginn ass, véier Kandidaten opweist.

Dat sinn an alphabetescher Reiefolleg:

1) den Här Maurice Bauer, sous-directeur, responsable du Service juridique et compliance;

2) den Här Jeannot Clement, secrétaire communal;

3) den Här Henri Krischler, commerçant;

4) d'Madame Lydie Lorang, avocat à la Cour.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Voten iwwert déi offiziell déposéiert Kandidature si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Wahlziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn. Am Ballottage geet eng einfach Majoritéit duer. Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour, fir Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. Bei Stëmmegläichheet am Ballottage entscheet d'Lous. Et gëtt also fir jiddwer Kandidat eenzel ofgestëmmt.

Mir fänken un a wielen den éischte Kandidat. Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Vote du premier candidat

Ech maachen dann elo den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen: den Här Claude Adam,...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, ech bedeelege mech net um Vote.

M. le Président.- Okay.

…d'Madame Sylvie Andrich-Duval, den Här Marc Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här André Bauler, den Här François Bausch,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech bedeelege mech och net um Vote.

M. le Président.- …den Här Eugène Berger, den Här Xavier Bettel, den Här Fernand Boden, den Här Alex Bodry, d'Madame Anne Brasseur, den Här Félix Braz, den Här Lucien Clement, den Här Jean Colombera,...

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här President, ech sinn net derbäi. Merci.

M. le Président.- …d'Madame Claudia Dall'Agnol, den Här Fernand Diederich, d'Madame Christine Doerner, den Här Emile Eicher, den Här Félix Eischen, d'Madame Lydie Err, den Här Fernand Etgen, den Här Ben Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Gast Gibéryen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech bedeelege mech net un deem Vote.

M. le Président.- …den Här Camille Gira, den Här Léon Gloden, den Här Claude Haagen, den Här Norbert Haupert, den Här Paul Helminger, den Här Jacques-Yves Henckes, den Här André Hoffmann,…

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech bedeelege mech och net um Vote, Här President.

M. le Président.- …den Här Jean Huss,…

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Ech bedeelege mech och net um Vote.

M. le Président.- …den Här Ali Kaes, den Här Fernand Kartheiser,…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech bedeelege mech och net um Vote.

M. le Président.- …den Här Jean-Pierre Klein, den Här Henri Kox,…

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, ech bedeelege mech och net.

M. le Président.- …den Här Marc Lies, d'Madame Viviane Loschetter,…

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech stëmmen net mat of.

M. le Président.- …den Här Lucien Lux, den Här Mill Majerus, den Här Claude Meisch, d'Madame Martine Mergen, den Här Paul-Henri Meyers, ech selwer, d'Madame Lydia Mutsch, den Här Roger Negri, den Här Marcel Oberweis, d'Madame Lydie Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Ben Scheuer, den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Lucien Thiel, den Här Carlo Wagner, den Här Robert Weber, den Här Lucien Weiler, den Här Raymond Weydert an den Här Michel Wolter.

(Interruption)

D'Sitzung ass fir e puer Minutten ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique entre 15.37 et 15.40 heures)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen:	45
Wäiss Stëmmziedelen:	1
Ongülteg Stëmmziedelen:	0
Gülteg Stëmmziedelen:	44

D'Madame Lydie Lorang huet dovunner 44 Stëmme kritt.

Domadder géife mer weiderfueren, fir deen zweete Kandidat vun der Lëscht ze wielen.

Vote du deuxième candidat

Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen erëm anzesammelen: den Här Claude Adam, d'Madame Sylvie Andrich-Duval, den Här Marc Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här André Bauler, den Här François Bausch,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech sinn net derbäi.

M. le Président.- …den Här Eugène Berger, den Här Xavier Bettel, den Här Fernand Boden, den Här Alex Bodry, d'Madame Anne Brasseur, den Här Félix Braz, den Här Lucien Clement, den Här Jean Colombera,...

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här President, ech sinn net derbäi.

M. le Président.- …d'Madame Claudia Dall'Agnol, den Här Fernand Diederich, d'Madame Christine Doerner, den Här Emile Eicher, den Här Félix Eischen, d'Madame Lydie Err, den Här Fernand Etgen, den Här Ben Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Gast Gibéryen, den Här Camille Gira, den Här Léon Gloden, den Här Claude Haagen, den Här Norbert Haupert, den Här Paul Helminger, den Här Jacques-Yves Henckes, den Här André Hoffmann, den Här Jean Huss, den Här Ali Kaes, den Här Fernand Kartheiser, den Här Jean-Pierre Klein, den Här Henri Kox, den Här Marc Lies, d'Madame Viviane Loschetter, den Här Lucien Lux, den Här Mill Majerus, den Här Claude Meisch, d'Madame Martine Mergen, den Här Paul-Henri Meyers, ech selwer, d'Madame Lydia Mutsch, den Här Roger Negri, den Här Marcel Oberweis, d'Madame Lydie Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Ben Scheuer, den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Lucien Thiel, den Här Carlo Wagner, den Här Robert Weber, den Här Lucien Weiler, den Här Raymond Weydert an den Här Michel Wolter.

D'Sitzung ass erëm ënnerbrach fir e puer Minutten.

(Interruption de la séance publique entre 15.45 et 15.49 heures)

D'Sitzung geet erëm virun.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen:	44
Wäiss Stëmmziedelen:	4
Ongülteg Stëmmziedelen:	1
Gülteg Stëmmziedelen:	39

Et hu Stëmme kritt:

- den Här Maurice Bauer:	35
- den Här Jeannot Clement:	3
- den Här Henri Krischler:	1

Als zweete Kandidat ass deemno den Här Maurice Bauer gewielt.

Mir kommen dann elo zu der Wahl vum drëtte Kandidat.

Vote du troisième candidat

Ech géif nach eng Kéier eis Huissiere bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique entre 15.54 et 16.00 heures)

(Brouhaha général)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, de Vote ass public…

(Interruption)

Dir hutt gesot, d'Sitzung ass ënnerbrach. Si ass net ënnerbrach!

Une voix.- Dir musst se erëm opmaachen, d'Sitzung!

Une autre voix.- D'Ënnerbriechung ass ënnerbrach.

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Ënnerbriechung ass ënnerbrach.

(Hilarité)

(Coups de cloche de la présidence)

M. le Président.- Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen erëm anzesammelen.

Den Här Claude Adam, d'Madame Sylvie Andrich-Duval, den Här Marc Angel, d'Madame Nancy Arendt, den Här André Bauler, den Här François Bausch, den Här Eugène Berger, den Här Xavier Bettel, den Här Fernand Boden, den Här Alex Bodry, d'Madame Anne Brasseur, den Här Félix Braz, den Här Lucien Clement, den Här Jean Colombera, d'Madame Claudia Dall'Agnol, den Här Fernand Diederich, d'Madame Christine Doerner, den Här Emile Eicher, den Här Félix Eischen, d'Madame Lydie Err, den Här Fernand Etgen, den Här Ben Fayot, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Gast Gibéryen, den Här Camille Gira, den Här Léon Gloden, den Här Claude Haagen, den Här Norbert Haupert, den Här Paul Helminger, den Här Jacques-Yves Henckes, den Här André Hoffmann, den Här Jean Huss, den Här Ali Kaes, den Här Fernand Kartheiser, den Här Jean-Pierre Klein, den Här Henri Kox, den Här Marc Lies, d'Madame Viviane Loschetter, den Här Lucien Lux, den Här Mill Majerus, den Här Claude Meisch, d'Madame Martine Mergen, den Här Paul-Henri Meyers, ech selwer, d'Madame Lydia Mutsch, den Här Roger Negri, den Här Marcel Oberweis, d'Madame Lydie Polfer, den Här Gilles Roth, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Ben Scheuer, den Här Jean-Louis Schiltz, den Här Marc Spautz, d'Madame Vera Spautz, den Här Lucien Thiel, den Här Carlo Wagner, den Här Robert Weber, den Här Lucien Weiler, den Här Raymond Weydert an den Här Michel Wolter.

D'Sitzung ass erëm ënnerbrach fir e puer Minutten.

(Interruption de la séance publique entre 15.54 et 16.00 heures)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen:	45
Wäiss Stëmmziedelen:	8
Ongülteg Stëmmziedelen:	2
Gülteg Stëmmziedelen:	35

Hei ass d'Resultat vum Vote fir den drëtte Kandidat:

- den Här Jeannot Clement huet 32 Stëmme kritt an
- den Här Henri Krischler 3 Stëmmen.

Domadder ass dann den Här Jeannot Clement de Kandidat Nummer dräi.

Dir Dammen an Dir Häre, domadder hätte mer dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kéimen dann elo zum nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung. An deen nächste Punkt ass eng Froestonn un d'Regierung.

6. Heure de questions au Gouvernement

Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Oppositioun.

Als éischt hu mer d'Fro N°25 vun der Madame Nancy Arendt un d'Kooperatiounsministesch souwéi d'Fro N°26 vum Här Félix Braz un de Statsminister iwwert d'Hëllef fir Haiti. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

et

- Question N°26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Ministeren, ech wollt am Zesummenhang mat der fierchterlecher Äerdbiewekatastroph vun Haiti der Madame Ministesch vun der Entwécklungshëllef folgend Froe stellen:

Wat fir eng Décisioune si gëschter am Kader vun der Réunioun vun den europäeschen Entwécklungsministere geholl ginn? Wat bedeit dat fir Lëtzebuerg? Wat bedeit dat, déi Décisiounen, déi do geholl gi sinn, fir eist Land?

An och eng Fro zu der Operatioun, déi vu Lëtzebuerg aus op Haiti gesant ginn ass: Wat waren do déi genau Tâchen? A firwat ass déi Missioun elo schonn ofgebrach oder zréckgeruff ginn?

Ech wollt och de leschte Stand vun der Ministesch wëssen, wat d'Adoptiounen ubelaangt. Wou si mer drun, fir déi Familljen, déi hei op déi Kanner waarden? Wéi geet dat och elo do weider?

Merci.

M. le Président.- Den Här Félix Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir haten eis Fro un de Premier gestallt, stellvertriedend fir déi puer Ministeren, déi hätte kënnen a Fro kommen, fir se adresséiert ze kréien. Mä wann d'Madame Familljeministesch a Kooperatiounsministesch eis äntwert, ass dat och fir eis an der Rei.

Mir wollten am Fong just zwou Froen nach drunhänken un dat, wat d'Madame Arendt och scho gesot huet. Wichteg ass am Fall vun esou grujeleche Katastrophen, dass ee séier kann hëllefen an op eng ganz koordinéiert Aart a Weis kann hëllefen. Dofir brauch et Strukturen, dofir brauch et Moyenen.

Dofir wollte mer vun der Lëtzebuerger Regierung zwou Saache wëssen. Wat ass den Apport vun der Lëtzebuerger Regierung am Kader vum europäeschen Effort? Wat ass den Effort, deen d'Lëtzebuerger Regierung doriwwer eraus op enger nationaler Basis wëllt leeschten? Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung par rapport zu deem Virschlag vun enger Geberkonferenz, déi organiséiert soll ginn?

A lescht Fro. Et gëtt eng Rei Strukturen an eenzelne Memberlänner vun der Europäescher Unioun. Och zu Lëtzebuerg, an der Belsch gëtt et eng Struktur, déi heescht B-FAST, déi sech grad a Fäll vun esou Katastrophe ganz séier ka constituéieren, déi aus e puer Ministèren zesummegesat gëtt.

Zu Lëtzebuerg hu mer jo och de sougenanntenen HIT, den Humanitarian Intervention Team, vum Gesetz vun 2004, déi jo bei der Protection civile rattachéiert sinn. An do wollte mer wësse vun der Regierung: Wat ass Är Positioun, fir um europäeschen Niveau e Virschlag ze ënnerstëtze vun engem europäeschen EU-FAST nom Modell vum belsche B-FAST, wat jo e Virschlag ass, dee vum Louis Michel an d'Gespréich bruecht ginn ass?

Mir wäre frou, wa mer zu deenen dote Froen d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung kéinte kréien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Elo huet d'Madame Kooperatiounsministesch d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Ech wollt just soen, et wier de Charles Michel.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Wat hunn ech gesot?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Louis Michel.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Oh, pardon.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Et ass schwéier fir d'Jongen, déi no hire Pappe kommen, déi esou dichteg woren. Déi huelen deenen ëmmer de Sonneschäin ewech.

Här President, ech wëll awer soen, datt ech virun allem selbstverständlech, esou wéi Dir a sécher all Deputéierten, entsat sinn iwwert déi Katastroph, déi do zu Haiti geschitt ass an engem vun deenen äermste Länner, déi et op der Welt gëtt, wou et weder vill vun Institutioune gouf nach vu Basisbedürfnisser, fir déi ze erfëllen, ob dat Spideeler woren oder ob dat Klinike woren oder och soss, an datt dat Land op esou eng Aart a Weis och elo nach eng Kéier do zu Schued komm ass.

Dofir géif ech och wëlle virun allem all deene Leit, déi bis elo sech dorëm beméit hunn, e ganz grousse Merci soen; där Lëtzebuerger Équipe, déi do war, mä awer och alleguerten deene Leit, déi hei sur place geschafft hunn. Ech denken do un déi verschidde Mataarbechterinnen a Mataarbechter och aus de Ministèren, déi Dag an Nuecht elo amgaange sinn, fir ze kucken, datt mer déi Hëllef fir d'éischt séier a gutt organiséiert kréien.

Fir op déi prezis Froe sougutt vun der Madame Arendt wéi vum Här Braz anzegoen, si bis elo global 422 Milliounen iwwert d'Aide humanitaire d'urgence à court terme op Haiti gaangen vun den europäesche Staten. Mir hunn an där Kommissioun an engem éischte Moment 30 Milliounen, an d'États membres 92 Milliounen, wat der dann 122 ausmécht. D'Europäesch Unioun ass och prett, fir nach 575 Milliounen Dollar nozeginn, eben awer fir déi Aide supplémentaire do ze garantéieren.

Lëtzebuerg huet sech engagéiert mat 700.000 Euro. A mir konnten déi Enveloppe eropgoe fir dëst Joer bis op 1,1 Millioun Euro. Ech soen Iech och duerno, wou mer déi eenzel Suen do attribuéiert hunn.

D'Contribution à moyen terme. An do ass och, wat elo den Här Braz zum Schluss gesot hat, déi Geberkonferenz eng wichteg Fro. Do ass gëschter an dem Conseil gesot ginn: Mir hätte gäre fir d'éischt eng Opstellung vun de Besoinen. Well dat geet natierlech elo bis gëschter de Premierminister vun der Dominikanescher Republik, dee gesot huet, dat géif zéng Milliarden Dollar kaschten, fir erëm do opzebauen.

Also, datt dat net mat deene Chiffere gemaach ass, déi mer elo genannt hunn, ass ganz kloer, mä datt een awer muss gesinn och, wéi ee sech iwwerhaapt uleet, ob een da kann op där Plaz iwwerhaapt erëm opbauen oder ob ee muss op aner Plaze goen, fir iwwerhaapt opzebauen, dat sinn also alles Froen, déi an där nächster Zäit musse gekläert ginn. An dann ergëtt sech och natierlech doraus, wat et dann och kascht.

Mir sinn als Lëtzebuerger Land bereet… Neen, d'Kommissioun huet sech elo engagéiert, fir 200 Millioune fir eben deen Erëmopbau ze ginn, wéi gesot, wou ech awer dervun iwwerzeegt sinn, datt deen net domadder gehalen ass an déi och domadder nach net eriwwer sinn.

Lëtzebuerg huet sech bis elo engagéiert, fir ze soen, mir géifen an deenen nächste Joren, an deenen nächsten dräi Joer, pro Joer nach eng hallef Millioun och gi fir den Erëmopbau. Dat ass also déi mëttelfristeg respektiv méi laangfristeg Kontributioun. An dann d'Europäesch Unioun, déi nach eng Kéier 100 Milliounen investéiert, wat net den Humanitären ass, mä wat dann éischter an d'Erëmopstellen och vun de Capacitéiten iwwerhaapt geet, fir datt dat Land ka funktionéieren; dat heescht och Spezialisten, déi dorower kommen, fir erëm ze hëllefe sur place, fir och do dat erëm un d'Funktionéieren ze kréien.

Wat hu mer als Lëtzebuerg décidéiert? Déi 700.000 Euro, déi mer festgeluecht hunn, do sinn der 200.000 Euro. Well de Moment ee vun deene gréisste Problemer eben deen ass, datt d'Leit hongreg sinn an näischt z'iessen hunn, hu mer och dofir dem Programme alimentaire mondial vun der UNO 200.000 Euro ginn. Mir hunn 100.000 Euro CARE Lëtzebuerg ginn; 50.000 Euro fir den Objectif Tiers Monde; 50.000 fir d'Caritas; 50.000 fir déi Équipe, déi dorower wor fir d'Croix-Rouge. Déi gesi mer awer net als Aide directe un, mä dat gëtt unerkannt als eng Hëllef, déi mer ebe gemaach hunn op der Plaz selwer.

Da 50.000 Euro fir eng Équipe, wou d'Croix-Rouge och matschafft a wou och elo eng Lëtzebuergerin erëm dorower gaangen ass, ebe just och, fir do ze hëllefen an der Koordinatioun, fir erëm opzebauen.

Dann hu mer nach 200.000 Euro op déi verschidden ONGen, wéi Handicap international, SOS Villages d'Enfants an och Médecins Sans Frontières, an 200.000 Euro fir d'UNICEF. Well d'UNICEF besonnesch sech och beméit ëm d'Kanner a mer wossten, datt iwwert d'Halschent vun deene Leit op Haiti mannerjähreg sinn, ass et och kloer, datt dat awer och eng Erausfuerderung ass, déi ëmsou méi wichteg ass.

Dann ass d'Fro gewiescht och, wéi et ausgesäit mat enger direkter Organisatioun eigentlech, enger europäescher. An do hu mer gëschter och als Lëtzebuerger Land, wat mer och ewell 2003 gemaach hunn, de Charles Michel, de belschen Entwécklungsminister, ënnerstëtzt a senger Iddi, wat, wéi gesot, 2003 ewell eng Kéier proposéiert gi war, wou mer awer net virukomm sinn, well dat dann awer och an der verschiddenaarteger Organisatioun vun der Hëllefsorganisatioun an den eenzelnen États membres net esou einfach ass. Mä mir hunn awer fonnt, et wär da méi wäert, datt een nach eng Kéier och elo géif doriwwer nodenken an nach eng Kéier géif kucken, wéi dat sech awer an deem heite Moment géif auswierken.

Wat d'Operatiounen op dem Terrain wore vun eise Mataarbechter, déi do erofgaange sinn, eis Mataarbechter, eng Kéier jo d'Équipe vun der Protection civile an op där anerer Säit d'Leit vun der Croix-Rouge, am ganze 17 Leit mat dem technesche Material an awer och mat siwen Hënn, déi a manner wéi 40 Stonnen op der Plaz woren, well mer wëssen, datt hei et jo haaptsächlech dorëm geet, wat méi séier gehollef gëtt, a besonnesch déi doten Zort vu Leit, wat déi éischter do sinn, wat et natierlech méi sënnvoll ass.

Déi sinn dann ëm zéng Auer owes den 13. Januar do ukomm. Déi goufen dann och vun der Kommissioun a vun der UNO gebriefed, also kruten dann och gesot, wou hire Secteur wär, wou se solle kucke goen. Si woren an der éischter Phas am Secteur, deen heescht Bourdon-Canapé Vert. Dat ass am Süde vum Flughafe vu Port-au-Prince, wou se dann zesummen och mat kanadeschen an och bolivianesche Leit no ebe Verschotte gesicht hunn. Si sinn all Kéier an hire Missiounen och vun de Casques bleus vun der UNO begleet ginn, fir eben hir eege Sécherheet ze garantéieren.

Leider hu se an deene verschiddene Plazen, wou se woren… Duerno si se an e Supermarché gaangen an deemselwechte Quartier respektiv och nach an eng Schoul, wou Der héieren hutt, datt se Kanner dorënner erëmfonnt hunn, deene wierklech eng Chape Bëton op de Kapp gefall ass, datt d'Kanner nach an der Schoul esou souzen.

Also, dat sinn natierlech fir déi Leit och keng erfreelech Momenter, an duerfir si mer och frou, datt mer dee Groupe psychotraumatologique hunn, fir no deene Leit ze kucken, wann e Besoin do ass, a mir hunn hinnen dat och de Sonndegowend gesot, wéi se zréck op Lëtzebuerg komm sinn.

Duerno sinn déi Leit, wéi gesot, an deene Missioune virugefuer, déi eng op där enger Plaz, déi aner op där anerer Plaz. Ech mengen net, datt dat elo wichteg ass, ob dat um Canapé Vert wor oder ob et mat Jamaika wor oder mat wiem och ëmmer.

D'Madame Arendt hat d'Fro gestallt, firwat datt se eigentlech ewell erëmkomm wären: Mä, well een normalerweis seet, no 72 Stonnen, besonnesch an engem Land, wou et 35 Grad waarm ass, a wann een näischt ze drénke kritt, d'Hoffnungen äusserst kleng sinn. Dat heescht, et ass éischter e Wonner, wann nach ee Mënsch fonnt gëtt, wéi datt Der iwwerhaapt kënnt dovun ausgoen, datt do nach wéi gesot eppes ka geschéien.

Derbäi kënnt, datt och elo eng Équipe vu Militaires do erofgeet, an ech denken, datt dat och eppes ass, wat enorm wichteg ass, fir ebe just derfir ze suergen, datt proppert Waasser kënnt, well niewent den Nahrungsmëttelen, déi hoffnungslos feelen, d'Waasser dat anert ass, wat feelt, a mer domadder also humanitär Mëttelen erëm zur Verfügung stellen. Wéi gesot, déi eng Équipe hat eben nëmmen eng Aufgab während enger kuerzer Zäit, an duerno sinn dann anerer, déi dohinner kommen, esou datt ech denken, datt mer domadder och als Lëtzebuerger Land eisen Zoll erfëllt hu vis-à-vis och vun Haiti, souwäit wéi mer dat kënnen.

Op déi Froen iwwert d'Adoptioun kommen ech zréck, well ech hunn der nach e puer, déi ech gestallt krut, da maachen ech dat an engems.

Merci.

M. le Président.- Jo, mir kéimen dann elo zu der Fro N°27 vun der Madame Claudia Dall'Agnol, der Fro N°28 vum Här Jean Colombera an der Question urgente N°383 vum Här Xavier Bettel och un d'Familljeministesch an un de Justizminister iwwert d'Adoptioun vun haitianesche Kanner. Fir d'éischt kritt elo d'Madame Dall'Agnol d'Wuert.

Question N°27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colombera relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question urgente N°383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir selwer an och meng Virriedner si schonn op d'Katastroph op Haiti agaangen. Ech mengen, do feelen engem d'Wierder, fir dat ze beschreiwen, wat een all Dag an den Noriichte vu Biller gesäit. Mä wéi d'Madame Arendt och schonns sot, d'Leed vun dohannen ass och d'Leed vu villen Eltere vun hei, déi an der Prozedur waren, fir e Kand vun Haiti ze adoptéieren, wou d'Prozedur awer zur Zäit vum Äerdbiewe leider net ofgeschloss war. Mir wëssen, datt d'Geriichtsgebai, wou d'Originaler leien, och zerstéiert ass, datt et kaum nach Chancë gëtt, fir iwwerhaapt och nëmmen en Deel vun deenen Originalpabeieren erëmzefannen. Holland schéngt jo eng pragmatesch Léisung fonnt ze hunn a scho Kanner ausgeflunn ze hu respektiv an den nächste Stonnen an Deeg dat ze maachen.

Meng Fro wär déi: Wéi gesäit déi hollännesch Léisung aus - well jo och schonn iwwer RTL Radio Lëtzebuerg an der Mëttesstonn ze héiere war, datt mir eis eisem Benelux-Partner géifen an och kéinten uschléissen?

An dann interesséiert sécherlech net nëmme mech, Här President, natierlech, wéi schnell déi Léisung kann ëmgesat ginn. Anescht ausgedréckt: Wéi stinn iwwerhaapt d'Chancen, datt d'Elteren déi Kanner op kuerzem Termäin kënnen hei zu Lëtzebuerg accueilléieren?

Ech wär da frou, wann d'Ministesch eis kéint op de leschte Stand bréngen, well sécherlech huet den Dossier jo schonn zënter den Noriichten an der Mëttesstonn erëm eng Kéier evoluéiert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Meng Fro geet an déiselwecht Richtung. Mir hunn alleguerten déiselwecht Biller op der Tëlee gesinn, a vill Misär, vill Leed gesinn. Ganz vill Kanner si momentan Weesekanner, well ganz vill Elteren ëmkomm sinn. Et stellt sech elo d'Fro vun der Hëllef mat finanzielle Mëttelen, materielle Mëttelen, awer et kéint sech jo och eng aner Pist erausschielen, zum Beispill d'Pist, fir déi Weesekanner ze adoptéieren.

Hei stousse mir awer op administrativ Barrièren, Reglementer, Gesetzestexter, déi ganz schwéierfälleg sinn an déi et net erlaben, fir ganz schnell ze handelen. Mir sinn der Meenung, datt bei ausserge-

wéinlechen Zoustänn och dann ausser-gewéinlech Mesurë musse geholl ginn.

Mir gesinn, datt d'Hollänner an deemnächst och d'Italiener ganz schnell reagéieren. Si hu schnell reagéiert an hunn eng ganz Rei vu Kanner mat an hiert Land hei opgeholl.

D'Fro, déi ech wëll stellen: Wellech administrativ Hürde mussen hei besäitegt ginn, fir déi Kanner ganz schnell ze adoptéieren, wéi gesot déi Kanner, déi momentan Weesekanner sinn?

An déi zweet Fro, d'Madame Dall'Agnol huet déi scho gestallt: Wéi gesäit et mat deenen Elteren aus, déi elo schonn an engem Adoptiounsverfahre sinn? Wellech Léisung gëtt hei ugestrieft? A vu datt all Stonn elo zielt: Wéi gesäit den Timing aus?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech Iech, Här President, selwer Merci soe fir d'Urgence, déi Der unerkannt hutt vu menger Fro.

Firwat dat ass, dat ass, well ech selwer vun Eltere kontaktéiert gi sinn, déi am Fall haut sinn, 13 Familljen, déi iwwert d'Rout Kräiz am Orphelinat vu God's Littlest Angels - esou heescht dat Orphelinat - Demandë lafen hu fir 14 Kanner, well et ass eng, déi wëllt Zwillingen adoptéieren, an déi an der Procédure sinn.

Et si keng nei Demanden, Här President, et si keng Demanden, déi eréischt virun e puer Woche komm sinn. Do sinn Demanden derbäi vun November 2007 un, wou d'Leit och schonn op Haiti waren, déi och scho bei de Riichter gaange sinn, a wou se just op en Uerteel gewaart hunn. Dat heescht, et ass net elo esou, dass Leit décidéiert hu gëschter, si géifen elo, well se d'Biller op der Tëlee gesinn hunn, Kanner adoptéieren. Mä dat dote si Leit, déi scho Prozeduren haten.

Dir hutt selwer och kënnen op der Tëlee gesinn, wou eng Famill och scho geduecht huet, dass se kéint d'Kand mat sech op Lëtzebuerg huelen.

D'Fro, déi haut an der «Libé» steet, ass: «Faut-il ou non rapatrier d'urgence vers leurs nouvelles familles à l'étranger les enfants haïtiens qui étaient en cours d'adoption et qui se retrouvent pour certains à la rue après le séisme? Les Pays-Bas et les États-Unis ont répondu oui.»

Wann ech och kucken, haut huet d'Justizministerin aus der Belsch och gesot, ob elo d'Dossiere fäerdeg sinn oder en Début de procédure wären - ech zitéieren d'Ministerin Huytebroeck: «Ils seront tous mis sur le même pied où qu'en soit la procédure.»

Ech zitéieren och: «Eu égard aux circonstances dramatiques dans lesquelles se trouve Haïti, et à titre exceptionnel, cette procédure sera considérablement assouplie.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut den Owend um hallwer siwen oder hallwer aacht eiser Zäit fiert vun Haiti en hollännesche Fliger op Lëtzebuerg. Déi Familljen zidderen. Fir déi ass all Minutt eng wichteg Minutt.

Ech hunn och Dokumenter, Här President, vun engem Geriicht vu Pétion - dat ass eng Stad dohannen -, wou och vun engem Riichter mat ënnerschriwwe gi sinn, dee seet, a wéi engem desolaten Zoustand Haiti haut ass, dass alles zesummegefall ass, dass d'Kanner in extremis konnte gerett ginn, an ech zitéieren och nach, Här President: «Les enfants sont trop nombreux dans l'enceinte de l'institution, ce qui cause des cas de contamination par manque d'hygiène et de nourriture. Il faut sauver les vies de certains enfants qui étaient déja hébergés à la crèche dans le but d'être adoptés par des ressortissants étrangers, car certains dossiers sont en cours, et d'autres terminés.»

Et schéngt, wéi wann de President och vun Haiti du coup och hollänneschen Diplomate gesot huet: „Et ass an der Rei, och wann d'Prozedur net ganz fäerdeg ass, Dir kënnt d'Kanner matkréien."

Ech hunn och mat den Eltere geschwat, Här President, an et muss ee wëssen, dass eng Adoptioun e ganze Processus ass, a soulaang et net fäerdeg ass, een nach ëmmer e Risiko huet, dass ee kéint soen, neen, do ass iergendeppes falsch, an dowéinster géif déi Adoptioun refuséiert ginn.

An deenen heite Fäll, Här President, si mer awer bei deenen 13 Famillje scho ganz wäit, an déi meescht hu schonn och en Accord kritt. Si hunn d'Etapp IBESR, wéi een dat esou nennt, schonn hanneru sech, a si hunn d'Comparitioun schonn a si waarden op en Uerteel vun der Cour, esou wéi se dat dohannen nennen.

Här President, duerfir e waarmen Appel. Ech sinn iwwerzeegt, esou wéi ech eis Familljeministesch kennen, dass se och déi lescht Deeg net gescheit huet, fir Stonnen ze gebrauchen, fir ze kucken, wéi se an deem Dossier ka Léisunge fannen.

Wann d'Äntwert ass, dass den Owend déi Kanner vun Haiti kënnen op Lëtzebuerg kommen, da si selbstverständlech déi Familljen, déi Merci soen, Madame Ministesch, mä och aner Leit an all déi Kanner virun allem, deenen ee kann hëllefen.

Wann d'Gesetzgebung, wann ee gëschter Owend e bëssen an der Tëlee gekuckt huet, da weess een, et huet ee héieren an der Stëmm vun der Madame Ministesch, dass se op där enger Säit vläicht Loscht hätt, méi wäit ze goen, mä op där anerer Säit juristesch Obligatiounen hat, déi misse gekuckt ginn, ob een do kéint Ausnahme maachen oder net.

Duerfir meng Fro, Här President: Huet d'Lëtzebuerger Regierung déi Démarchen och gemaach, esou wéi d'hollännesch Regierung dat gemaach huet bei dem haitianesche President oder bei der Justiz, fir dass eng Autorisatioun geschriwwe gëtt vun den haitianeschen Autoritéiten, fir dass dës Kanner kënnen op Lëtzebuerg kommen?

Ass de Kontakt opgeholl ginn? Ass do eng Äntwert komm? Gesäit et esou aus, wéi wann déi Kanner kënnen op Lëtzebuerg kommen? - Ech wier frou, Här President!

An dofir Iech nach eng Kéier Merci, esou rapid wéi méiglech eng Äntwert ze kréien. Dir kënnt Iech net virstellen, a wéi enger Situatioun een als Elteren ass, wann ee weess, dass een esou no beim But ass. Dat Schlëmmst, dat woren déi, déi der gëschter op der Tëlee gesinn hutt, déi e Kand am Grapp haten an da gesot kritt hunn: „Dir fuert heem an dierft d'Kand net mathuelen."

Duerfir hoffen ech wierklech, dass déi ganz Energie an déi ganz Effikassitéit, déi mer bei der Madame Ministesch awer och kennen,…

(Interruption)

…dës Kéier déployéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci. Mir lauschteren elo mat Spannung der Madame Familljeministesch no.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Sou, Här President, dofir sinn ech heihinner komm, wéinst der Effikassitéit, fir séier do ze sinn, fir kënnen ze äntwerten.

Här President, dat hei ass eng äusserst schwiereg Fro, a besonnesch all déi Leit, déi Juriste sinn, wëssen, datt Adoptioun näischt ass, wat ee mam klenge Fanger mécht an och näischt ass, wou ee kann an engem rechtsfräie Raum do hantéieren.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Ech weisen Iech just hei een Ziedel, dee komm ass: «Attention aux enlèvements d'enfants», seet d'UNO.

Mir sinn hei an enger Situatioun, wou ee muss oppassen, datt net op eemol Kanner gehandelt ginn, Kanner gekidnappt ginn an dann a Länner kommen, wou kee Mënsch virauser iergendeng oder déi aner Prozedur gemaach huet. Dat ass also déi Schwieregkeet, déi een hat, fir hei ze soen, mir kucken, datt mer den Eltere kënnen hëllefen. Virun allem muss et jo dorëm goen, datt mer de Kanner hëllefen, well ëmmer a bei all Adoptioun a bei alles ass et ëmmer fir d'éischt d'Recht vum Kand, ier et soss engem säi Recht ass, ëm dat et geet.

Ech muss Iech ee Beispill soen, fir och ze beschreiwen, wat heiansdo geschitt, wann et gutt gemengt ass. Während dem oder nom Tsunami sinn an Däitschland Kanner adoptéiert ginn, wou e puer Méint duerno d'Eltere komm si vun deene Kanner a gesot hunn: „Wou sinn eis Kanner?" Do sinn d'Démarchë lassgaange mat Däitschland. Do hu se nach zwee an dräi Joer prozesséiert, an do sinn d'Kanner erëm heemgeschéckt ginn.

Elo brauch ech heibannen hoffentlech kengem ze beschreiwen, wat dat do am Interessi vun de Kanner wor: Se ginn dohannen ewechgeholl an hirem Doheem, se kommen an Däitschland, se sinn dräi Joer an Däitschland an da gi se erëm hanneschtgeschéckt. Also, dat ka jo nun awer net wouer sinn.

Mir hunn hei 13 Familljen a 14 Kanner - et si keng Zwillingen, mä zwee verschidde Kanner vun där enger Famill, mä dat spillt och keng Roll. Déi Leit haten alleguerten hir Prozedur, déi eng méi wäit, déi aner manner wäit. Datt déi Pabeieren net méi do sinn an datt mer déi Pabeiere wahrscheinlech och ni kréien, dat schéngt jiddwerengem evident ze sinn. Et ass elo net, well ech hei hanner engem Pabeier do hier géif lafen, wou alles soll dru scheiteren, mä zwëschent deem, wou een näischt huet, an zwëschent deem, wou een alles huet, do läit natierlech eng Welt dozwëschent.

Nodeems datt mer héieren hunn, datt d'Hollänner eng Prozedur gemaach hunn, an ech hu gëschter Moie mat mengem hollännesche Kolleeg zu Bréissel geschwat, dem Entwécklungsminister, dee vläicht manner begeeschtert doriwwer wor wéi hire Justizminister, deen dat ugeleiert hat, well déi Leit natierlech och gesinn, wat fir aner Konsequenzen dat kann hunn.

Si hu mer gesot, si hunn dräi Kategorien - wann ech dat esou ka soen - vu Kanner. Si hunn eng Kategorie vu Kanner, wou d'Adoptioune bal fäerdeg woren, wou zwar dann nach de Jugement gefeelt huet och vun Haiti aus, mä wou se awer da soen, déi kënne kommen, plus dann déi, wou ee kann noweisen, datt déi Kanner ewell mat den Elteren zesummekomm woren. Do gëtt et e schrecklechen Ausdrock, deen heescht: Se si gematcht ginn. Also, méi schlëmm gëtt et jo bal näischt méi. Mä dat ass jo aus dem Engleschen a well mer jo net méi soss eppes kënnen, ass dat dann den Ausdrock dofir. Dat heescht also, déi Kanner an déi Elteren, déi hu sech gesinn. Do gëtt et och Pabeieren. Mä wéi gesot, et gëtt net méi onbedéngt alleguer déi original.

Do sinn awer all Lëtzebuerger Familljen an där Situatioun, datt se also déi Kanner gesinn hu respektiv och zougedeelt krute vun dem haitianesche Stat aus. Dat, wat eis elo feelt oder gefeelt huet, a wou mer dann amgaange sinn, déi Démarchen ze maachen, do hunn ech dann dunn dem hollännesche Justizminister, dem Här Hirsch Ballin, telefonéiert. Dee Mann wor ganz fein, an dunn huet deen zu mer gesot: „Ma, mir hëllefen Iech gären. Esou an esou hu mir et gemaach. A mir probéieren och mat eisen Diplomaten, déi op der Plaz sinn, datt déi och déiselwecht Prozedur maachen, fir vun enger Autoritéit d'Genehmegung ze kréien, datt dat an der Rei ass, datt déi Kanner ausgeflu ginn."

Well d'Leit sech keng Rechenschaft ofleeën. Du kanns jo net mat Kanner heihinnerkommen, déi kommen op engem Flughafen un, déi kommen an eng Kontroll, déi hu keng Pabeieren. Entweder ginn d'Kanner hanneschtgeschéckt oder si ginn an en Heim gesat.

Une voix.- Circonstances exceptionnelles, Madame Minister!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech hunn Iech elo grad gesot… Dir wësst Iech hoffentlech nach ze erënneren un d'Arche de Zoé. Dir musst wëssen, datt alles an alle Situatioune méiglech ass. Duerfir, mat allem Respekt virun där Urgence mengen ech, datt ech Iech kéint beweisen, datt mer wierklech alles gemaach hunn, fir am Äifer an an der Rapiditéit dat dote fäerdeg ze kréien. An de Justizminister - dee Lëtzebuerger - hält zwee Oueren zou, fir dat net ze héieren, well et wierklech net doranner géif passen.

Ech hunn de Moien nach mam Ausseminister Verhagen - dat ass den hollänneschen Ausseminister - geschwat, well mer op seng Servicer mussen zréckgräifen, wat d'Diplomatie ubelaangt. Och déi hu gesot, datt se alles géife maachen, datt mer déiselwecht Konditioune kéinte kréien, fir datt déi Kanner kéinten aus Haiti erauskommen an op Lëtzebuerg kommen.

Ech hat dunn och nach vun der Guttheet vun den Hollänner profitéiert, fir ze froen, ob si dann och nach esou gentil wieren, fir se matzebréngen. Dunn hu se mer gesot, dat kéinte se mer net verspriechen. A mir sinn nach ëmmer dobäi. All déi Leit, déi eppes aneschters soen,…

(Interruption)

…déi mussen…

Ech gehéieren net zu deene Leit, déi muer wëllen hei gesot kréien: „Gëschter hat Dir gesot, den Owend komme se." An da koume se net. Well dann ass d'Enttäuschung bei deene Leit vill méi grouss, wéi wann ee seet, mir sinn amgaang ze kucken.

Dir musst jo wëssen, datt ee vun de grousse Problemer deen ass, datt kee Fliger aus Europa méi op Port-au-Prince kënnt. Déi Fligere ginn alleguerten ëmgeleet. Elo sinn d'Hollänner, woren, sinn elo - ech denken, datt se an der Zwëschenzäit zu Curaçao ukomm sinn. Da muss also e Fliger vu Port-au-Prince - an elo kënnt vläicht e Problem, Här Bettel, datt dee méi kleng ass wéi deen, deen zréck an Holland geet, datt se also net géife fortkomme vun Haiti op Curaçao. Da musse mer kucken a si mer amgaang, och mat deene Belschen.

Ech hunn de Moien telefonéiert mat dem Justizminister De Clerck senge Mataarbechter, déi vill méi zréckhalend sinn an déi eng ganz aner Diskussioun an der Belsch hu wéi déi, déi mir féieren. An der Belsch gëtt d'Diskussioun gefouert just iwwert d'Fro vun der Legalitéit a vun dem Risiko, dee besteet, datt d'Kanner illegal erausgeholl ginn, an déi méi drop halen an och méi… Si hate mer och gesot, si géifen dat net esou séier maachen, si géifen drop halen, fir déi Pabeieren ze kréien, an dann eréischt géifen d'Kanner an d'Belsch komme gelooss ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Madame Presidentin!

Mme la Présidente.- Jo, eng Tëschefro, Här Bettel?

M. Xavier Bettel *(DP).* Ech wollt just der Ministesch eng kleng Fro stellen. Well et schéngt ës jo, wéi wann déi Kanner awer alleguerte schonn attribuéiert wieren, an dat lescht am Juli 2009. Dat heescht, all déi aner si scho virdrun attribuéiert ginn. An dat, wat Der virdru gesot hutt vum Tsunami, wou Kanner, vun deenen d'Elteren nach net gestuerwe wären: Déi Kanner stinn awer alleguerte schonn zur Adoptioun, déi dote 14 Kanner. Souguer dat lescht wéi gesot vu Juli un. An et si keng Kanner, déi elo just op d'Welt komm sinn. Well dat jéngst ass Juni 2009 gebuer. Et sinn elo keng Puppelcher, déi elo eréischt virun e puer Wochen op d'Welt komm sinn. Mir schwätzen elo just hei vun deene 14 Kanner do.

Dat si jo awer richteg Informatiounen, déi ech kritt hunn, oder net?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Also, ech hunn all déi Dokumenter net bis an de leschten Detail gesinn. Ech ginn dovunner aus, datt dat richteg ass. Mä wéi gesot, ech wëll Iech hei soen, datt an deenen anere Länner d'Meenung bei deenen engen e bësse méi wäit geet, bei deenen anere se e bësse méi zréckhalend sinn. D'Fransouse woren elo éischter op der Schinn, fir e bësse méi zréckhalend ze sinn. Ech weess net…

(Interruption)

Dat wonnert jo keen. Mä awer, ech wëll nëmme soen, datt dat hei eng delikat Affär ass, mat där een och mat deem néidege Gescheck muss ëmgoen, den Interessi vun deenen engen ze kucken, an awer och derfir ze suergen, datt herno, wann déi

Kanner bis hei sinn, se awer eng Kéier d'Méiglechkeet hunn, dann awer och kënnen ënner uerdentleche Konditiounen hir Adoptioune gemaach ze kréien. Well dat ass jo awer e wichtegt Element.

Déi Kanner sinn och eis Kanner zum Ënnerscheed vun den Hollänner, well hir drëtt Kategorie vu Kanner, déi se matbruecht hunn, si Kanner, déi aus engem Weesenhaus kommen, wou d'Weesenhaus ganz futti och ass. An déi Kanner sinn net fräi zur Adoptioun, mä déi Kanner huele si elo heihinner an da kucke se, ob do Eltere kommen, déi erëm eng Kéier déi Kanner reklaméieren, oder awer ob da vläicht an enger zweeter oder drëtter Phas ka gekuckt ginn, fir datt déi Kanner entweder erëm heemginn oder dann awer kënnen an Holland adoptéiert ginn.

Nach eng Kéier, ech si wierklech all eisen hollänneschen a belsche Kolleege ganz dankbar, déi wierklech ganz generéis sinn. Si waren et, well, d'Belsch, generéis doduerch, datt se eis Équipe matgeholl hunn, wéi se dorower hu misse goen. Déi zwee lescht Leit vun der Croix-Rouge, déi an där Équipe dra waren, kommen och an deenen nächste Stonnen oder wéini och ëmmer un. Also dat hänkt alles dovun of, wéini datt d'Fligere fort kommen. Also nach eng Kéier, dat ass ee vun deene gréisste Problemer, déi de Moment do sinn, datt keng europäesch Fligeren op Haiti selwer kommen.

Ech wëll just awer och dem Här Bettel soen, datt Haiti e Land war, wat ëmmer ganz laang Zäit gebraucht huet, an awer och d'Elteren dat woussten, déi Adoptiounen do gemaach hunn. Duerfir, wann ee weess, datt an normalen Zäiten, 2007, 2008 eigentlech d'Kanner attribuéiert waren - nach eng Kéier, net d'Adoptioune gemaach waren, mä attribuéiert waren - a bis haut nach näischt do war, da kënnt Der Iech virstellen, wéi dat elo ausgesäit, wou d'Halschent vun der Regierung plus d'Halschent vun de Beamten dout sinn, wou d'Gebaier alleguerte futti sinn. Also, dat kann net esou klappen.

Duerfir hoffe mer wierklech, nach eng Kéier, op dee Fliger, deen den Owend ëm hallwer siwe flitt. Ob do Plazen dra sinn, dat alles kann ech an dësem Moment hei net confirméieren, well all fënnef Minutten eppes aneschters gesot gëtt. Mä ech mengen, datt mer awer mat guddem Gewësse soe kënnen, datt mer wierklech an deene leschte Stonnen a leschten Deeg alles drugesat hunn, datt mer dat esou gutt wéi méiglech géifen hikréien. An ech hoffen och, datt dat eis an deenen nächste 24 Stonnen, 36 Stonnen, wéi och ëmmer, wäert geléngen.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Madame Familljeministesch. Den Här Justizminister huet, mengen ech, och elo d'Wuert gefrot.

Une voix.- D'Madame Familljeminister huet fir d'Regierung geschwat.

Mme la Présidente.- Da komme mer elo un d'Fro N°29 vum Här Marc Lies un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert de sougenannte Klimapakt. Här Lies, dann hutt Dir domadder d'Wuert.

- Question N°29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Marc Lies *(CSV).*- Madame Presidentin, ech géif gär zwou Froen un den delegéierte Minister vum Développement durable stellen. Dës zwou Froe bezéie sech op Aussoe vum Här Minister an där leschter Kommissioun vum Développement durable, an dëst am Kader vun den Diskussiounen iwwer Kopenhagen.

Här Minister, an där leschter Kommissioun hutt Dir gesot, datt Dir de Fokus op sechs verschidden Themefelder wëllt leeën, wat d'Elaboratioun vum Klimapakt ugeet. Meng Fro: firwat dës sechs Themefelder: Nohaltegkeet am Bauwiesen, Mobilitéit, Energie a Klima, Natur a Biodiversitéit, Ökotechnologien, Recherche, Gouvernance?

An der Regierungserklärung vum leschte Joer stoung, datt de Plan national iwwert de Klimawandel bis 2011 sollt ëmgesat sinn. Meng Fro: Ass dat de Fall? Ass dëse Plang bis 2011 ofgeschloss?

Ech soen Iech Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Lies. Dann huet den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Madame Presidentin, fir d'éischt emol wollt ech soen, datt een effektiv - an Dir kennt alleguerten d'Regierungserklärung - e puer wesentlech Programmpunkten am Kontext vun der Écologie do kann erëmfannen. Engersäits, et ass elo scho gesot ginn, den zweeten nationalen Aktiounsplang fir de Klimaschutz, wou och däitlech drasteet, datt een nationale Mesurë wëllt d'Prioritéit ginn.

Dann dat Zweet ass den zweete Plan national de développement durable, deen als Avant-projet am Mäerz dëst Joer, also am Mäerz d'lescht Joer am Regierungsrot war. Dann en nationalen Naturschutzplang, deen amgaang ass ëmgesat ze ginn, wou mer viru kuerzem och de Rapport vum Observatoire gemaach kruten. Da Plans sectoriels, déi Der alleguerte kennt, déi véier, déi op eng legal Basis waarden, wou mer d'99er Gesetz elo op de Wee ginn d'nächst Woch respektiv déi Woch drop am Regierungsrot.

Fënneftens kann een och nach soen, déi europäesch Direktiven, déi mer am Ëmweltschutz mussen ëmsetzen, wat den Offall ubelaangt, wat d'Loft ubelaangt, awer och d'Aktiounspläng géint de Kaméidi. Déi fënnef Programmpunkten als Beispill, an dat hänkt jo alles zesummen. An eisen Ae kann een dat net lassgeléist traitéieren. Konkret: Den Ëmwelt- an Naturschutz, Logement, Landesplanung, ekonomesch Entwécklung, dat kann een net lassgeléist vum Klimaschutz kucken an diskutéieren. Duerfir wëlle mer eng Vernetzung vun där Démarche maachen.

Et ass virdru vun der Artikulatioun an der Fro gestallt ginn, dat heescht mir wëllen duerfir déi national Initiativ lancéieren, e Pakt fir Klima an nohalteg Entwécklung, wou mengen ech zwou oder dräi Saache wesentlech sinn. Eng ganz wesentlech ass eng verstäerkt Mobiliséierung vum Ëmweltbewosstsäin vun de Leit an där Matière. Da brauche mer natierlech och ee méi formale Prozess vun Diskussiounen, vu Workshops op politeschem Niveau. Als Multipartite hu mer dat och ugekënnegt: Stat, Employeuren, Salariéen, an awer virun allem och Gemengen an ONGen.

An dann eben eng längerfristeg Strategie, fir datt een och um Enn d'Ziler huet, dat heescht Prioritéiten entwéckelt, déi enger gewësser Wäertegkeet entspriechen, an datt een och herno déi Mesuren, déi een dann etabléiert, datt een och do zu engem Konsens kënnt. Ech mengen, dat ass wesentlech, duerfir brauche mer déi Diskussioun. Dat heescht awer net, datt mer net virufueren an eiser Démarche, fir no an no den Accord gouvernemental ëmzesetzen.

Ech wollt nach soen - et ass virdru gesot gi vun deene verschiddenen Achsen -, do ass et mengen ech ganz wesentlech, datt een och an der Virgoensweis iwwer en initialen Aarbechtsgrupp, deen ech presentéiert hat an der Kommissioun, iwwer eenzel Aarbechtsgruppen, déi net nëmmen themespezifesch solle virgoen, mä och Froe wéi d'Finanzéierung sollen diskutéieren, Steieren, och den Ausgläich, wann ee Steiere seet, an alles dat zesumme soll zu engem nationalen Aktiounsplang féieren, wou mer d'nächst Joer effektiv och wëllen a musse prett sinn, fir datt mer effikass virukommen.

Iwwregens mengen ech net, datt mer nei Etüde brauchen - ech mengen, déi hu mer alleguerten - an ech mengen och net, datt mer mussen d'Moossnamen nach fir d'éischt definéieren. Déi hu mer eigentlech zu engem gudden Deel schonn definéiert, wat d'Reduktioun vun den Emissiounen ubelaangt, an och d'Wierkungen an d'Suite vun deene Mesurë kënne mer relativ gutt ofschätzen. Do ass vill Aarbecht scho vu menge Virgänger, vun eise Virgänger gemaach ginn.

Als leschte Saz wëll ech soen, selbstverständlech maache mer et net esou, datt mer ofwaarde bis déi Initiativ „Pakt fir Klima an nohalteg Entwécklung" opgestallt ass, datt mer eis Aarbecht kontinuéierlech weidermaachen.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. Mir kéimen elo zu der schréftlecher Fro N°378 vum Här Spautz souwéi zu der mëndlecher Fro N°30 vum Här Claude Meisch un d'Familljeministesch iwwert d'Allocations familiales. Dann huet den Här Spautz elo als Éischten d'Wuert.

- Question N°378 du 14 janvier 2010 de M. Marc Spautz relative à la décision de la Caisse nationale des allocations familiales française concernant le versement de certaines aides, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

- Question N°30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Spautz *(CSV).*- Madame Presidentin, Madame Minister, zënter dem 1. Januar huet d'Caisse d'allocations familiales an der Meurthe-et-Moselle décidéiert, d'Kannergeld fir déi franséisch Frontalieren aneschters auszebezuele respektiv guer net méi auszebezuele respektiv fir alles dat, wat se hei a Lëtzebuerg bis elo vu Primë kritt hunn, a Rechnung ze stellen. Domadder kréien déi Leit, sinn d'Frontaliere léséiert, well d'franséisch Verwaltung der Meenung ass, soss wieren déi franséisch Frontaliere besser gestallt wéi hir national Bierger.

Ech wollt duerfir wësse vun der Madame Minister, ob déi franséisch Regierung eng Kéier mat Lëtzebuerg dora Kontakt opgeholl hat, ier se esou eng Décisioun geholl huet. An ech wollt froen, wat fir eng Auswierkungen dat laang- an och kuerzfristeg op Lëtzebuerg huet an och op d'Lëtzebuerger Kannergeldkeess. Well menges Wëssens gëtt jo ëmmer d'Differenz vu Lëtzebuerg iwwerholl, esou dass dat jo och Auswierkungen hätt op d'Lëtzebuerger Kannergeldkeess.

Villmools Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Spautz. Dann hutt Dir elo d'Wuert, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Et ass net fir d'éischt, datt ech op dëser Plaz drop hiweisen, datt d'Lëtzebuerger Land Joer fir Joer méi Kannergeld an d'Grenzgebitt exportéiert. Fir 2010 wäerte sech d'Montanten insgesamt, wat u Kannergeld hei zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt, op 632 Milliounë belafen. Dovunner 345 Milliounen un Elteren, déi net Résidents hei sinn, déi Résidents am Grenzgebitt sinn.

A wa mer eis elo hei op dee franséische Fall focaliséieren, da ginn ëmmerhin 184 Millioune pro Joer an dat franséischt Grenzgebitt do verséiert. Et ass esou, datt de lëtzebuergesche Stat do jo d'Differenz tëschent dem Kannergeld an der Grenzregioun, hei dem franséische Kannergeld, an dem lëtzebuergesche Kannergeld iwwerhëlt, an dat nenne mer dann „allocation différentielle".

Elo schéngt et effektiv esou ze sinn, datt déi Caisse d'allocations familiales française beim Ausbezuele vun enger spezifescher Prestatioun, nämlech der „prestation d'accueil du jeune enfant", déi Allocation différentielle schonn a Rechnung stellt. A wann da Leit, Elteren a Frankräich, déi Allocation différentielle vu Lëtzebuerg iwwerwise kréien, dann hätte se a Frankräich kee Recht méi op déi Prestation d'accueil du jeune enfant.

Ech wollt eigentlech déiselwecht Froe stelle wéi mäi Virriedner, de Marc Spautz, ob d'Madame Minister dat dote ka confirméieren, ob se Kenntnis dovunner gehat hätt. Ob se virun allem och Kenntnis dovunner huet, wat d'Beweggrënn sinn, an ob se och mengt, datt déi dote Virgehensweis, ob déi konform wier zu deem europäesche Regelwierk, wat déi Mesuren do alleguerten dach relativ kloer reglementéiert.

An ob d'Madame Minister net hei der Meenung ass, dann awer finalement eng Kéier iwwert de Phenomeen vum Export vum Kannergeld kënnen ze diskutéieren. Well et schéngt momentan jo esou ze sinn, wéi wann déi franséisch Autoritéite wéilten, well mir Joer fir Joer méi Geld an d'Ausland exportéieren, probéieren do op d'Käschte vun de Lëtzebuerger eng Ekonomie ze realiséieren. An ech mengen, datt dat esou net ka sinn.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Meisch. Dann huet direkt d'Familljeministesch d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Madame Presidentin. Ech hunn haut e groussen Dag hei bei Iech mat enger Froestonn mat direkt aacht verschiddene Froen. Also...

Une voix.- Dat ass effikass.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, da brauch ech wéinstens net méi nach schréftlech ze äntwerten. Dat ass e ganz groussen Zäitgewënn fir meng Mataarbechter. Do ass keen Zweifel drun.

Zu der Fro vun de franséischen Allocatioune wëll ech mengen zwee Froesteller soen, dem Här Meisch an dem Här Spautz, datt weder d'franséischt Parlament nach d'franséisch Regierung mech meng Meenung gefrot hunn, wéi se dat dote geännert hunn. Den 12. Januar huet d'Kannergeldkeess e Bréif kritt vun deenen zwou Keese vu Metz a vun Nancy, fir ze soen, et wiere Changementer bei hinnen an hirer Gesetzgebung a si géifen eis dat matdeelen, a si géifen eis och matdeelen, datt mir wahrscheinlech géifen zu engem Deel déi Zopp auszeläffele kréien, well d'Leit natierlech terribel rose wieren, well se eng Partie vu Leeschtungen net méi géife kréien, déi se bis elo haten.

Wat déi Froen ubelaangt: De President vun der Kannergeldkeess huet selbstverständlech an der Zwëschenzäit ewell e Bréif erëm zréckgeschéckt un déi zwou Keesen, fir ze soen, datt se sech sollte gesinn. D'Keese selwer, sougutt a Frankräich, obscho se a Frankräich vill méi Fräiheeten hu wéi d'Lëtzebuerger Kannergeldkeess se huet, kënne sech natierlech och net iwwer Gesetzer ewechsetzen. Duerfir kënnen also déi zwou franséisch Keese mat där lëtzebuergescher Keess sech mateneen ënnerhalen iwwert d'Ausféierungen a wéi een dat am beschte ka behandelen. Mä awer natierlech kënnen déi den Dekret net ëmänneren, deen a Frankräich geholl gouf.

Zweete Punkt ass, datt Dir mech gefrot hutt, wéi et wier, ob de franséische Stat den Droit communautaire géif respektéieren. Or, do kann net d'Lëtzebuerger Regierung soen, ob den Droit communautaire respektéiert gëtt. Dat ass entweder d'Europäesch Kommissioun respektiv och nach de Geriichtshaff, oder awer d'Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants, déi am Artikel 80 vum Reglement 1408 dra virgesinn ass. Mä wéi gesot, ech kann net interpretéieren, ob dat richteg oder falsch ass.

Mir hunn awer gefrot bei eiser Inspection générale vun der Sécurité sociale, fir och do gesot ze kréien, wat déi Implikatioune wieren, déi dat och kënnt fir eis hunn, respektiv als Kannergeldkeess, respektiv och als Sécurité sociale hei vu Lëtzebuerg. Do waarde mer also drop, datt mer dat kënne kréien. Wéi gesot, de President huet mech selbstverständlech doriwwer informéiert.

An dann och d'Fro, ob do kënne Changementer gemaach ginn, dat kann ech natierlech net beäntwerten, vu datt dat de franséische Législateur ass. D'Kannergeldkeess, zesumme mam Ministère, ass amgaang en neit Gesetz ze schreiwen, wou mer eis musse konform maache mat dem europäesche Reglement iwwert d'Prestations familiales an d'Prestations sociales, well

dat eng nei Direktiv ass, déi a Kraaft trëtt. Mir sinn amgaang dorunner ze schaffen.

Fir de Rescht ass et selbstverständlech d'Regierungserklärung, déi zielt. An et ass elo net haut oder muer, wou mer hei an engem Hauruckverfahren décidéieren, datt elo déi ganz Prestatioune vum Kannergeld géifen aneschters opgedeelt ginn, respektiv mer aner Modelle géife fannen. Dat ass eng Fro, wa mer dat wëlle maachen, dann ass dat sécher och eng, déi ee muss méi a méi wäit diskutéieren, wéi nëmmen elo hei an engem Saz ze soen, elo maache mer dat alles aneschters a mir maachen dat elo net méi.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir schléisst et awer net aus?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Alles muss een ëmmer kënnen zu all Zäiten diskutéieren. Wéi gesot, mir hu bis elo e Regierungsprogramm, un dee mer eis ze halen hunn. Do ass dat net virgesinn dran. Dat, wat mer bis haut net gekläert hunn, Här Meisch, Dir net a mir net, an ech weess och net, ob mer dat esou einfach géife kréien. Dir frot zu Recht: Ass dat do richteg am europäesche Kader? Dat ass natierlech och eng Fro, déi sech stellt, wann een op de Wee géif goen, deen Dir proposéiert hutt, fir Wunnengsgeld auszedeelen. Ech mengen, datt dann déiselwecht Froe sech och géife stellen, ob dat net gradesou gutt exportabel wier wéi dat anert et ass. Duerfir ass dat ëmmer alles komplizéiert.

Dee Moment, wou een esou eppes wëllt maachen, héiert dat sech heiansdo gutt un, mä herno, an der Realitéit, stellt et sech ganz séier eraus, datt et och aneschters ass. Woubäi mer nach ëmmer och eng aner Meenung haten, well mer gesot hunn, dat do si Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, déi hunn derzou bäigedroen, hei eise Räichtum ze schafen, da musse se och kënne participéieren un deem, wat mer hei erschafft hunn. Mä, wéi gesot, fir dovunner elo vun haut op muer dee ganze System ze änneren, dat wäerte mer sécher net maachen.

Merci.

Mme la Présidente.- Mir soen der Familljeministesch Merci a géifen dann iwwergoen zu der Fro N°31 vum Här Roger Negri un den Aarbechtsminister iwwert d'Regionaliséierung vun der ADEM. An dann hutt Dir och d'Wuert, Här Negri.

- Question N°31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. De Chômage, deen hëlt ëmmer méi zou, a vill Leit sinn zu Recht besuergt, wéi et fir si perséinlech virugeet, wa se hir Aarbecht verléieren. Et ass ganz schlëmm, wann d'Leit hir Aarbecht verléieren, a wa Jonker emol net an den Aarbechtsprozess erakommen. Hei si mer alleguerten an der Gesellschaft gefuerdert ze hëllefen, fir dass d'Mënschen eng sënnvoll Aarbecht am Liewen hunn.

Et ass heibäi awer och gradesou wichteg, dass d'Leit ouni Aarbecht hiert Selbstwäertgefill net verléieren. An engem Moment, wou d'Aarbechtsamt regelrecht iwwerlaf gëtt, ass et an deem Sënn fir all déi Implizéiert, souwuel fir déi eng, déi eng Aarbecht sichen, mä och fir déi, déi op der ADEM schaffen, schwéier, an aller Mënschewürd zesummen eens ze ginn. Duerfir muss onbedéngt op eng schnellstméiglech Manéier fir eng Entlaaschtung vun der ADEM gesuergt ginn. Hei wëll ech d'Décisioun vun der leschter Woch vun der Regierung ausdrécklech begréissen, en zousätzleche Réseau vu regionalen Agencë vun der ADEM ze schafen.

Ech wollt duerfir den Aarbechtsminister Nicolas Schmit froen, wou genau dës regional ADEM-Filialen hikommen a wéini se operationell kënne sinn? Fir hei fir e reibungslosen Oflaf ze garantéieren, ass et natierlech och néideg, dass genügend Personal an dëse Filiale schafft, an och, dass dës Büroe permanent ze erreeche sinn, an net nëmmen, ënner Ëmstänn, eemol an der Woch.

Zum Schluss wollt ech nach den Aarbechts- a Beschäftegungsminister froen, wéi e mat sengen Aarbechte vun enger genereller Reform vun der ADEM virukënnt, a fir wéini mer mam Dépôt vum respektive Projet de loi rechne kënnen?

Villmools Merci fir Är Äntwerten.

Mme la Présidente.- Merci, Här Negri. Domat geet d'Wuert dann un den Här Aarbechtsminister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Madame, Här Deputéierten, Dir hutt Recht, datt mer, wa mer vun Aarbechtslosegkeet schwätzen, net nëmme vun Ziffere schwätzen, datt mer hannert deem Term e sozialen, ekonomesche Problem gesinn, mä virun allem emol déi Leit musse gesinn, déi vun deem Problem betraff sinn. Leit, déi an der Angscht liewen. Leit, déi ganz oft an der Hoffnungslosegkeet liewen, wann et lues a lues zu Enn geet mat den Indemnitéiten. Leit, déi och an engem Prozess sinn, wou se periodesch all dräi Woche convoquéiert ginn an net ëmmer dee Service kréien, op dee se eigentlech Recht hätten.

Dir verstitt also, datt ech emol éischtens alles wëll maachen, fir déi Aarbechtsplazen ze erhalen, déi ze erhale sinn. An duerfir geet et natierlech och drëm, wann et Entreprisë gëtt, déi absolut liewensfäeg sinn, och alles ze maachen, datt déi um Liewe kënne gehal ginn, an datt déi Aarbechtsplazen, déi do en jeu sinn, och kënnen erhale bleiwen.

D'ADEM ass ganz kloer deenen Ufuerderungen duerch dee Chômage, dee vu Mount zu Mount an deene leschten zwielef Méint geklomm ass, net méi gewuess. Net, well déi Leit, déi do schaffen, eigentlech net géifen hiert Bescht ginn. Déi Leit ginn hiert Bescht. Mä dat Bescht geet einfach net méi duer, fir deenen Zuelen, mat deene mer elo konfrontéiert sinn, wierklech Meeschter ze ginn. Wann een d'OCDE oder aner Rapporte liest, dann heescht dat, ee Placeur, eng Persoun, déi sech ëm en Demandeur d'emploi bekëmmert, däerf maximal honnert esou Demandeurs d'emploi traitéieren.

Hei zu Lëtzebuerg sinn dat der mëttlerweil 600, 700 a méi ginn. Dat weist also, datt et sech hei an der ADEM ëm eng Tâche impossible handelt. An duerfir gëtt et Zäit elo, wa mer wëllen deene Leit hëllefen, schnellstens erëm eng Aarbechtsplaz fannen, well ech muss soen, Aarbechtsplazen, och wann et méi schwiereg ginn ass, déi sinn nach ëmmer do, da musse mer et also schnell fäerdeg brénge, d'ADEM ze reforméieren.

Dozou gehéieren eigentlech véier Punkten. Dat ass: éischtens, méi Agencen; zweetens, méi Personal; drëttens, nei Methoden, eng besser Approche; a véiertens, natierlech en neie Projet de loi.

Éischtens, d'Agencen. Déi Gebaier, déi mer hunn, déi sinn dem Ustuerm vun Demandeurs d'emploi net méi gewuess. Wann ee weess, datt an engem Moien hei an der Stad heiansdo méi wéi 600 Leit duerch dat Gebai geschleist ginn, da weess een, wat fir Problemer a wat fir eng Tristesse och op déi Leit do zoukënnt. Do ass et net méi méiglech, déi mat wierklecher Dignitéit, wéi Der dat an Ärer Fro gesot hutt, richteg ze empfänken, richteg ze guidéieren an och ze beroden.

Mir hu momentan, wann ech Iech d'Chiffere ginn, zu Lëtzebuerg hei an der rue Bender 9.151 Leit inscrits, zu Esch 7.600, zu Dikrech iwwer 2.700 an zu Wolz 1.448. Duerfir ass déi éischt Prioritéit nei Agencen opzemaachen. Éischtens, well mer doduerch kënnen déi doten Agencen entlaaschten; zweetens awer och, well mer mussen e Service public de l'emploi erëm bei d'Leit brénge. Mir brauchen hei d'Proximitéit. Et ass e Service public, an e Service public brauch Proximitéit.

Duerfir eng éischt Agence zu Déifferdeng, wou mer ons virgeholl hunn, déi capabel misst sinn, ongefeier 2.300 bis 2.500 Leit ze traitéieren. Do sinn eng Rei Gemengen drun ugeschloss. Et ass also net nëmme fir Déifferdeng; obwuel ech muss soen, datt zu Déifferdeng eleng d'Zuel vun de Chômeuren iwwer 1.200 ass. Et ass also schonn eleng fir d'Gemeng Déifferdeng eng héich Zuel. Mir sinn do a Kontakt mat der Gemeng. Mir sinn och praktesch eens, wou Büroen disponibel sinn. Ech sinn also ganz frou, datt dee Projet funktionéiert.

Deen zweete Büro ass Diddeleng, wou mer och mat der Gemeng eng Rei Réuniounen haten, wou mer Büroen identifizéiert hunn, wat gutt kënnt funktionéieren. Hei geet et ëm eng Rei Gemengen, déi sech un dee Büro kënnen uschléissen. An dee Büro géif à peu près an dësem Stand 1.700 Leit kënnen traitéieren.

Iwwert déi do zwee Büroe kënne mer haaptsächlech de Büro Esch entlaaschten, mä awer och e bëssen de Büro an der Stad.

Dir hutt mech gefrot: wéini? Meng Hoffnung ass, datt mer kënne spéitstens am September déi Agencen aweien an operationell gestalten.

En drëtte Büro, deen ass virgesinn am Osten, hei hu mer d'Gemeng Mäertert-Waasserbëlleg identifizéiert. Firwat? Well se à la fois en Deel vun der Musel couvréiert an en Deel vun der Sauergéigend, well se eng gutt Accessibilitéit huet, wat den Transport ubelaangt, a besonnesch, well hei einfach a schnell Büroen accessibel sinn. Modern Büroen, déi et erlaben, en effikasse Service hei anzeriichten.

Hei ass an enger éischter Phas d'Intentioun à peu près 1.300 Dossieren. A wann ech Dossiere soen, dann handelt et sech natierlech drëm, Leit kënnen ze traitéieren. Dee Büro géif à peu près 14 Gemenge couvréieren.

An der Stad selwer ass virgesinn, eng Rei Servicer aus der rue Bender erauszehuelen, déi op eng aner Plaz ze brénge. Deen éischten Déménagement, deen ass schonn envisagéiert. Do geet et drëm, en neit Gebai zu Stroossen fir déi Leit, déi reklassëiert sinn, fir dee Service dohin ze brénge.

Nun, de Renforcement vun den Effectifer, dat ass eng logesch Konsequenz natierlech vun neien Agencen. Hei ass de Minimum...

(Interruption)

Jo. Hei ass de Minimum vu 35 Leit envisagéiert, déi d'nächst Woch d'Engagementer sollen ufänken. Déi Leit ginn dann an eng Formatioun gesat, a si sollen och am Juni respektiv spéitstens am September operationell ginn. A mir forméieren natierlech mat deene Leit, déi elo engagéiert ginn, a mat deenen, déi elo do sinn, nei Équipen, déi nei Methode sollen erprouwen, applizéieren, fir datt mer eben zu enger neier ADEM oder enger neier Administration de l'Emploi kommen. Dat ass dann den Objet vun deem zukünftege Gesetz, wou ech hoffen, datt mer dat kënnen am Hierscht hei presentéieren.

Une voix.- Vill Chômeuren, laang Riedezäit.

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. Ech géif Iech proposéieren, dass mer d'Froen N°6 an N°7 nach huelen, an da leie mer scho liicht iwwert där Zäit, déi mer eis gesat hu fir d'Froestonn. Mir kéimen dann un d'Fro N°6, dat ass d'Fro N°32 vum Här Henri Kox un den Nohaltegkeetsminister. Hei geet et ëm staatlech Hëllefe fir d'Notze vun nohalteger Energie. An dann hutt Dir och d'Wuert, Här Kox.

- Question N°32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, et ass un den delegéierten Nohaltegkeetsminister, wou déi Fro hei gestallt gëtt. A sech ass et en Thema, wou mer schonn des Öfteren driwwer diskutéiert hunn, sief dat an enger Chamberskommissioun, sief et am Rapport vum Médiateur, sief et an deene séllechen Ufroen, déi d'Bierger ëmmer un d'Deputéierte stellen, nämlech ëm d'Ausbezuele vu Subventiounen, insbesondere am Beräich vun den Ëmweltmoossnamen, déi getraff ginn, sief et fir erneierbar Energien oder sief et bei der Renovatioun vun Haiser.

Do gëtt geschwat vun Délaien iwwer méi wéi ee Joer. Dat ass einfach ze laang, wou mer d'Leit do waarden doen. Et gëtt och deels differenzéiert tëschent deenen Demanden oder ondifferenzéiert gekuckt tëschent deenen Demanden, déi net ganz komplett sinn, an deenen Demanden, déi komplett sinn.

Meng Froen a sech sinn déi folgend: Huet de Minister d'Prozedur iwwerkuckt, fir déi Délaien ze verkierzen? Respektiv gëtt nach eng Kéier iwwert déi eenzel Demandë gekuckt, wat a sech inhaltlech muss bäigeliwwert ginn? Heiansdo stellt sech d'Fro, dass do Saache gefrot ginn, déi a sech schonn am Virfeld eng Kéier eragi gi sinn, dass een net en double Emploi mécht respektiv dass endlech och vis-à-vis vun de Leit dobaussen eng Verkierzung vun deenen Délaie ka virgeholl ginn.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Kox. Da geet d'Wuert un den delegéierten Nohaltegkeetsminister.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Madame Presidentin, fir d'éischt eng Äntwert an engem Saz: Mir si bei allen Demandë fir Aiden no bäi. Dat heescht, maximal zwee bis dräi Méint hu mer de Moment Délaien, ausser bei der Albausanéierung a bei den neien Haiser; dat heescht Passivhaus an Niddregenergiestandard. Wat eigentlech och wéi deet. Dat ass ganz richteg.

Den Detail. D'Prime Cool, do - dat ass déi Prime fir Frigoen, Tiefkühler - si mer op ee Mount bäi. Allerdéngs muss een derbäi soen - an et ass eng Pist, déi mer verfollegen -, do kréie mer vu baussen technesch Hëllef, fir - dat sinn der ganz vill - déi sëlleche Primë virunzeginn. Dat hu mer also erausginn.

Dann d'Prime CAR-e, d'Prime CAR-e plus, d'Autosprimen, vun deene vill geschwat gëtt. Dat ass d'Reglement vum 5. Dezember 2007. Do hu mer 7.000 Demanden insgesamt gehat fir d'Prime care; 760 fir d'Prime casse. An do sinn ech amgaang bei der Prime casse eng Instruction ministérielle ze huelen, fir deen Term am Reglement „simultanément" ofzeklären, fir datt mer kënne séier elo déi sëllechen Demandë behandelen.

Dir wësst, datt d'Leit musse siwe Méint waarden. Da misst d'Destructioun vum Auto am Fong simultan mat der Acquisitioun vun deem neie geschéien. Mir sinn amgaang och dee Problem ze léisen, esou datt mer do séier virukommen. Mä do si mer och bis den November 2009 eigentlech ansonste bäi.

Dann, wann ech d'Reglement vum 28. Dezember 2001 huelen, dat ass déi Prime d'encouragement écologique fir de Stroum, d'Fotovoltaik. Do sinn ech amgaang d'Demanden ze ënnerschreiwe vum Dezember. Do si mer also och ganz no bäi.

Dann d'Reglement vum 20. Abrëll 2009. Dat sinn d'Installations techniques, also Chaudièren, Holzchaudièren, thermesch Solaranlagen. Do si mer och bäi. Do ënnerschreiwen ech elo de Moment d'Demanden, déi vum November, Dezember sinn.

Dat Eenzegt, wéi gesot, ee Joer circa, wou d'Leit musse waarden op déi Primen, déi se gefrot hunn am Kontext vun der Albausanéierung an den Haiser, Passivhaiser an Niddregenergiestandard.

Dozou wëll ech Folgendes soen. Éischtens hu mer 63% vun den Demanden, déi mer kréien, déi net komplett sinn. Dat mécht ganz vill Misär. Mir hunn och elo e System, dee mer deemnächst vum nächste Mount u wäerten aféieren, datt mer soen, déi Demanden, déi net komplett sinn, datt mer déi direkt zréckginn an net se en Accusé de réception maachen an dann op eemol kënnt een drun an da mierkt een, datt se net komplett sinn. Dat wëlle mer évitéieren. Dat ass eng vun de Pisten.

Eng aner Pist ass déi, datt mer wëlle kucken natierlech, fir Leit bäizekréien. An

d'Verwaltung seet, mir bräichten 13 Leit, fir dat do korrekt ze maachen. Am Moment hu mer zwee Fonctionnairë mat enger ganzer Partie Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi e Contrat à durée déterminée hunn, a wou Der d'Nodeeler kennt. Wann ee Mënsch bis ugeléiert ass, da kritt en eng Plaz an da geet e fort.

An da besonnesch bei der Albausanéierung brauche mer en Ingenieur. Mir hunn nëmmen een, deen den Dossier kuckt. Dee brauch zwëschent zwou a véier Stonnen, fir dat ze maachen. Mir kréien awer elo wéinstens do ee bäi. Dat ass also eng drëtt Pist.

Eng véiert Pist ass déi, fir ze kucken, ob mer eis mussen Hëllef vu baussen huelen, well ech et an Zukunft net méi wëll akzeptéieren, datt mer esou laang Délaien hunn. Dat ass ganz korrekt. Also, mir hunn dat nach virun zwou Wochen diskutéiert, fir datt mer endlech esou e Mix kréie vun enger Rei vu Pisten, déi gräifen, fir datt mer an deem Kontext vun de Primë virukommen.

An da wëll ech als leschte Saz och derbäi soen, datt mer eis natierlech och Gedanke maachen, och am Kader vun deem Pakt fir Klima an Nohaltegkeet, dee mer och wëllen uleieren, wou een nach Primë kann adaptéieren an Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

Mme la Présidente.- Villmools Merci, Här Minister, och dass Der déi véier Minutte vun der Regierung pile op d'Minutt agehalen hutt. Mir kéimen dann zu eiser leschter Fro am Kader vun eiser aktueller Froestonn. An dat ass d'Fro N°33 vum Här Fernand Etgen un den Här Agrikulturminister iwwert d'staatlech Hëllefe fir den Agrarsecteur. An dann hutt Dir d'Wuert, Här Etgen.

- Question N°33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. An engem Pressecommuniqué vum 2. Oktober 2009 huet de Landwirtschaftsministère déi direkt national Mesuren - an ech betounen „direkt" - ugekënnegt, fir de Baueren aus där miserabeler Situatioun, an där der vill vun hinne sech befannen, ze hëllefen. An dësem Communiqué gouf preziséiert, datt dës Mesuren, wa méiglech, nach 2009 applizéiert géife ginn. Eng vun dëse Mesurë war ee verbëllegten Tarif fir d'Waasser, dat an der landwirtschaftlecher Produktioun benotzt gëtt.

Ech wollt dofir de Landwirtschaftsminister froen, wou e mat der Ëmsetzung vun dëser Mesure drun ass? Wéi gedenkt en dës Mesure ëmzesetzen? No wéi engem Schema soll dee verbëllegten Tarif berechent ginn? Geet een a Richtung eenheetleche Präis fir d'Landwirtschaft am ganze Land oder hat de Minister éischter un eng fix Reduktioun geduecht? A leschten Enns: A wéi enger Zäitspan gedenkt de Minister dëst vun him gemaachte Verspriechen anzeléisen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Etgen. D'Wuert geet dann un den Här Landschaftsminister.

(Interruption)

Landwirtschaftsminister, pardon.

(Hilarité)

Dat wier och schéin.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol Merci un d'Presidentin, datt mer dës Fro nach konnte maachen. Ech hat effektiv gesot, ech kéint nëmme bis hallwer véier hei sinn. Ech hu verlängert an de Rendez-vous gereckelt, fir op d'Fro kënnen ze äntwerten.

Eng Fro iwwregens, déi ech och scho beäntwert hunn de leschte Mëttwoch an der Agrarkommissioun, wou den Här Etgen leider wéi och seng Fraktioun verhënnert waren, fir kënne mat derbäi ze sinn, wou mer op déi Problematik vun deenen eenzelne Mesurë fir de Secteur vun der Agrikultur agaange sinn.

Effektiv, den 2. Oktober hu mer e Communiqué gemaach, fir drop anzegoen, wéi am Kader vun der Crise économique, déi 2009 jo virun allem op d'Landwirtschaft relativ grouss war, ze agéiere wier. Do hu mer eng Rei Punkten direkt ugepaakt 2009, mat dem Erhéijen an Zréckbezuele vun der Sécurité sociale, mat derniewent awer och dem Eropsetze vun den Taux wat d'Mëllechkontrolle betrëfft, awer och d'Eropsetze vun der TVA vun néng op zéng Prozent.

Bei deem ganze Package mat der Aktioun „Esou schmaacht Lëtzebuerg", deen am Budget 2010 ageschriwwen ass, handelt et sech ëm ongefeier 2,5 Milliounen Euro. Et ass e Chiffer, deen Dir och kennt aus de Gespréicher, déi mer dacks haten. Et ass och deen dra vun effektiv der Tarification préférentielle vum Waasser fir de Secteur vun der Agrikultur.

Ee Projet, dee mer amgaang sinn de Moment ëmzesetzen, zesumme mat dem Innenministère, an do virun allem mat der Administration de la gestion de l'eau. Eis Servicer hunn eng Note an och e Beispill proposéiert, wéi mer dëst Virgoen an och dës Volontéit vun der Regierung wëllen ëmsetzen. Well net nëmmen an dësem Communiqué, mä och am Regierungsprogramm steet dës Tarificatioun, déi speziell fir d'Landwirtschaft gëllt, dran. A mir sinn amgaang, dës ëmzesetzen.

Mir denken an eise Servicer, a mir hunn en Aarbechtsgrupp gebilt, zesumme mat dem Innenministère virzegoen, datt mer eng eenheetlech Tarificatioun fir d'Landwirtschaft duerch d'ganzt Land kréien, iwwert dee Modell, dee mer amgaang sinn erauszefannen, wéi mer effektiv kënnen eng Linn fannen zwëschent Autonomie communale, déi nach ëmmer besteet, wou déi eenzel Gemengen amgaang sinn hir Präisser ze fixéieren, mä wou mer herno am Endeffekt awer erauskréie wëllen, datt an der Landwirtschaft een eenheetleche Präis am ganze Land bezuelt gëtt.

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. Iert mer elo weiderfuere mam Projet de loi 5951, géif ech Iech nach gären eng Informatioun iwwert den Ordre du jour ginn.

7. Ordre du jour (suite)

Wat de Punkt vun de Konte vun der Chamber fir d'Joer 2008 ugeet, esou gesäit den Artikel 158 vum Reglement Folgendes vir: «L'apurement des comptes de la Cour se fait parallèlement à celui des comptes de la Chambre des Députés.» Well awer elo d'Konte vun der Cour des Comptes fir 2008 zwëschenzäitlech nach net duerch déi zoustänneg Kommissioun gaange sinn, misste mer dee Punkt vun de Konte vum Joer 2008 vun der Chamber vum Ordre du jour haut huelen.

Ech wollt Iech domadder froen, ob Dir domadder averstane sidd?

(Assentiment)

Dann ass dat och domadder esou décidéiert.

Mir kéimen dann zum Projet de loi 5951 iwwert d'Zuchlinne Virton-Rodange an Arel-Rodange. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Spautz, Berger an Negri. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. An hie kritt och dann direkt d'Wuert zum Projet.

8. 5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Madame President, Kolleeginnen a Kolleegen, vum Projet, dee mer haut elo hei ofstëmmen an iwwert dee mer elo nach déi Diskussioune féieren, a wou ech hoffen, wou der alleguerten den Aval derzou gitt, ass de 4. November 2008 den Dépôt gemaach gi vum Minister. De Conseil d'État huet de 24. November 2009, also ee Joer an 20 Deeg drop, en Avis dozou ofginn. Den 23. September 2009 war ech zum Rapporteur bestëmmt ginn.

Dee Projet geet zréck op eng Konventioun vum 9. Mäerz 2008, wou den deemolege belschen Transportminister Leterme an de Lëtzebuerger Transportminister Lucien Lux eng Konventioun ënnerschriwwen hunn, fir den Transport an der Groussregioun besser ze maachen.

Transport an der Groussregioun ass e grousst Thema. An ech wëll just nach eng Kéier mat de Chifferen drun erënneren. Hei a Lëtzebuerg kommen all Dag vill Frontalieren eran. 2006 waren et der 26.000 aus Däitschland, 32.000 aus der Belsch an 62.500 aus Frankräich. Elo zwee Joer méi spéit sinn et der laut Statec 34.650 aus Däitschland, 37.000 aus der Belsch an 72.000 aus Frankräich. Wat also beweist, dass et wichteg ass, dass mer ëmmer méi transfrontalièren Transport op d'Bee setzen.

Et muss een och bei dësem Projet ënnersträichen, dass déi Relatiounen, déi mir jo mat der Belsch hunn, op Basis vum Vertrag vun 1922 iwwert d'UEBL zréckginn. E Vertrag, dee jo och schonn eng Kéier erneiert ginn ass, a wou een och net däerf vergiessen d'Deklaratioun vun der fréierer Regierung eng Kéier ze kucken, wou drastoung, dass d'Lëtzebuerger an d'belsch Regierung sech driwwer eens gi sinn: „pour suivre et intensifier encore davantage nos relations à tous les niveaux", wéi déi zwou Regierungen dat deemools an der Gäichel festgehalen hunn, fir driwwer ze schwätzen, dass déi Accorden ëmmer besser musse ginn.

Et ass och wichteg ze ënnersträichen, dass dat Ganzt drëm geet, fir éischtens d'Streck Lëtzebuerg-Virton. An do huet och de Statsrot herno gesot, mir hätten eppes am Intitulé vergiess, mir hätten am Intitulé vum ursprüngleche Gesetz nëmme geschwat vu Rodange-Virton, et misst een awer och nach eng Kéier Rodange-Arel derbäisetzen. Dat hu mer och an der Kommissioun esou ugeholl, fir do aus deenen zwou Richtungen erbäi deen öffentlechen Transport ze förderen a besser ze maachen.

De Lëtzebuerger Stat hëlt un deene ganzen Aarbechten an deene verschiddene Garen an op deene verschiddene Strecken deel mat enger Gesamtzomm vun 1,5 Milliounen. Esou dass et domadder méiglech ass, dass d'Frontalieren, déi aus der Regioun vu Virton respektiv vun Arel kommen, och besser op Lëtzebuerg kënne kommen.

Ech mengen, dee Projet hei beweist, wéi wichteg et ass, dass mer och nach op anere Plaze vum Land, op anere Punkten esou éischtens d'Linnen a Stand setzen an awer och b) driwwer nodenken, Park&Riden ze maachen, ob dat am franséischen, am däitschen oder am belschen Deel ass, well dat mat géif derzou bäidroen, dass mer manner Stauen op der Autobunn hätten, an da gläichzäiteg, dass mer och eppes géife maachen am Intérêt vum öffentlechen Transport.

Ech géif domadder och d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Mir soen dem Rapporteur da Merci. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wéilt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen an och kuerzen, awer prägnante mëndleche Bericht. Dat hei ass en Dossier, wou et ëm d'Mobilitéit, den öffentlechen Transport geet, wat ee muss ënnerstëtzen. Insbesonnesch viséiere mer hei jo d'Grenzregioun, d'Groussregioun, wou dann och ganz vill Frontaliere betraff sinn. Et geet hei drëms, fir engem Deel vun de Frontalieren, déi aus der Belsch kommen, den öffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen, an duerfir kënne mer also dee Projet och voll ënnerstëtzen an eisen Accord ginn.

Et ass natierlech dann och d'Hoffnung, datt herno d'Leit déi Chance notzen an dann och deen öffentlechen Transport, deen da méi attraktiv ass, och benotze wäerten.

Op där anerer Säit wéilt ech awer och eng kuerz Remarque maachen, dat ass déi, datt mer och hoffen, datt déi Projeten esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn an datt do net nei Hürde kommen. Insbesonnesch wollt ech virdrun an der Froestonn d'Fro stellen - si ass net méi hei op den Ordre du jour komm, well mer d'Zäit iwwerschratt haten, da wäert ech se schréftlech stellen -, mä net, datt mer Situatioune kréie wéi zum Beispill an anere Projete vum öffentlechen Transport, d'Gare-périphériquen, wou dann, wann ech dat esou richteg konnt interpretéieren, wat den Här Lux d'lescht Woch gesot huet, zum Beispill de Finanzminister dat da jorelaang oder mindestens ee Joer scho géif blockéieren. Ech hoffen, datt dat wéinstens hei fir dëse Projet net wäert de Fall sinn.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun ginn. Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Berger. Den nächsten a leschten agedroene Riedner ass den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Marc Spautz Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Et ass bei ëm déi 150.000 Frontaliers enorm wichteg, dass mer hir Mobilitéit nohalteg organiséieren aus ekonomeschen, mä net zulescht aus ekologesche Grënn, wou mer säit Kopenhagen méi wéi jee motivéiert musse sinn, fir bei eis doheem effizient géint de Klimawandel virzegoen.

Duerfir war et och gutt a richteg, dass eise fréieren Ëmwelt- an Transportminister Lucien Lux den 9. Mäerz 2008 mat sengem belschen Homologue eng Konventioun ënnerschriwwen huet, fir de grenziwwerschreidenden Voyageurszuchverkéier mat eise belschen Nopere ronderëm Rodange nohalteg ze verbesseren. Als LSAP ënnerstëtze mer domat d'Lëtzebuerger Participatioun um Finanzement vun den Zucharrête vun Halanzy-Aubange a Messancy mat engem Montant wéi gesot elo scho vun 1,5 Milliounen Euro.

An deem Kader wollt ech dem Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler just zwou Froe stellen: Éischtens, well mer hei am Dräilännereck vun der Belsch, Frankräich a Lëtzebuerg leie mat Aubange, Longwy a Rodange, wäert et erfahrungsgeméiss trotz der neier gudder Zuchverbindung net duergoen, déi wäit verspreeten Uertschafte komplett op den Zuch ze drainéieren. Hei war sengerzäit am Dräilännereck zu Rodange um Site vun der Rodanger Schmelz un engem Park&Ride mat Zucharrêt geplangt ginn.

Ech wollt de Minister froen, ob dëse Projet nach aktuell ass, a wann net, ob dësen erëm kéint emol eng Kéier ënnersicht ginn, fir den „modal split" nach zousätzlech an deem Eck do zugonschte vum Zuch ze verbesseren.

An dann eng zweet Fro: De ganzen Trafic aus der Belsch, a mer hoffen, dass jo an Zukunft dann nach méi Trafic iwwert d'Schinn an eist Land erakënnt, gëtt jo via Rodange zum gréissten Deel iwwer Péiteng op Lëtzebuerg drainéiert, an heibäi spillt natierlech déi nei Zweegleisestreck eng wichteg Roll, fir d'Capacitéit vun den Zuchfrequenzen héich ze halen.

An deem Kader wollt ech de Minister froen, wéi wäit d'Zweegleisegkeet zwëschent Péiteng a Lëtzebuerg schonn operationell ass, a fir wéini de Minister domat rechent, déi komplett Zweegleisegkeet bis op Hollerech a Betrib huelen ze kënnen.

Ech hu gesinn, dass iwwert dem Contournement vun der Areler Autobunn A3-A6 d'Preparatiounsaarbechte fir d'Anzéie vun enger Bréck schonns amgaang sinn. Bei der Iwwerquerung vun der Escher Autobunn, wou jo och eng Bréck muss gebaut ginn, do hunn ech kee Chantier gesinn.

Duerfir wär et interessant, wann de Minister eis e puer Detailer iwwert de Bau vun der Zweegleisegkeet vu Péiteng op Lëtzebuerg kéint ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen dem Här Minister Merci fir d'Äntwerten.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Negri. Domat ass eis Riednerlëscht ofgeschloss an d'Regierung kritt d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Madame Presidentin. Fir d'éischt dem Rapporteur villmools Merci fir seng effizient Aarbecht, an och der ganzer Kommissioun, datt mer dee Projet elo konnten esou schnell hei virukréien.

Ech krut vum Här Negri zwou Froen, prezis Froe gestallt. Déi éischt Fro, dat ass déi vum Park&Ride am Dräilännereck zu Rodange. Dee Projet huet effektiv par rapport zu den initialen zäitleche Projeten, souvill meng Informatioune sinn, e wéineg Retard kritt, well do Terrainsproblemer sech gestallt hunn. Mir si momentan amgaang ze kucken, datt mer déi Terrainsproblemer, déi sech gestallt hunn, débloquéieren. Ech hoffen, datt dat eis relativ kuerzfristeg geléngt, well ech mengen, dat ass e Projet, dee scho Sënn huet a Wichtegkeet huet.

Déi zweet Fro, déi Der gestallt hutt, dat ass déi vun der Zweegleisegkeet vun der Péitenger Streck. Fir en général ze soen: Dat ass jo eng Streck, déi an zwou Phase gemaach gëtt. Déi éischt Phas, déi ass quasi ofgeschloss, éischt Phas, déi bis op Dippech geet. Déi zweet Phas, déi gëtt selbstverständlech elo an deenen nächste Méint weidergefouert. Mir sinn an dem provisoresche Programm esou, datt mer denken, datt déi zweet Phas kéint 2013 ofgeschloss ginn.

Ech wëll awer net mech ëmmer definitiv op déi Schlussdatumen do festleeën, well ech jo och weess, wéi vill Problemer kënnen op Chantieren - an dat hei ass net nëmmen ee Chantier, mä dee besteet natierlech aus verschidden Etappen am Chantier -, wéi vill Problemer kënne virkommen. 2013 ass also de geplangten Ofschloss. Ronn 66% vun dem techneschen Deel sinn also scho momentan erleedegt; dat anert bleift also nach an deenen nächste Joren ze maachen.

Elo hutt Der zwee prezis Punkten - elo geet et wierklech an d'Detailer -vun deem do Projet ugeschwat. Dat eent, dat ass dee vun der Helfenterbréck, wou effektiv amgaang ass geschafft ze ginn. Do gëtt awer momentan geschafft, wa meng Informatioune gutt sinn, haaptsächlech aus deem Grond, well déi sougenannten Helfenterbréck soll frësch gemaach ginn an dee Rond-point do, well déi Bréck u sech net méi hält an net méi gutt ass. Duerfir huet dee Projet misse virgezu ginn. Dat ass e Projet, dee vu Ponts et Chaussées gemaach gëtt an dëser Etapp. Selbstverständlech, wann dee Projet gemaach gëtt, gëtt en esou gemaach, datt duerno och dat, wat ënnendrënner muss kommen, dann direkt mat calibréiert ass, fir dat Richtegt ënnendrënner ze bauen. Dat schéngt mer logesch ze sinn.

An déi aner, deen zweete mat der Escher Autobunn, ech mengen, dat ass dann eng vun den Etappe vum klassesche Péitenger Projet, wou mer an deem normale Rhythmus weiderfueren. Do kann ech Iech awer leider elo net soen, a wat fir enger Zäitspan déi do Etapp wäert gemaach ginn.

Wéi gesot, nach eng Kéier Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung fir dee Projet.

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun elo ofgeschloss a mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen. Den Text steet am Document parlementaire 5951[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass erreecht. Duerno d'Votes par procuration.

D'Resultat ass folgend: Jo-Stëmmen Oui, Non-Stëmmen Non. Domat ass de Projet de loi ugeholl.

Résultat définitif: le projet de loi 5951 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kéimen direkt zum Projet de loi 6045 iwwert den Hafe vu Mäertert. Och dës Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Madame Presidentin, wann Der mer erlaabt!

Mme la Présidente.- Jo?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hutt gesot, dass d'Jo-Stëmme mat Oui beäntwert wären, an d'Nee-Stëmme mat Non.

Mme la Présidente.- Dat eent hat dat anert scho bal implizéiert, mengt Der.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, wéi hu mer et? Et wär awer net onwichteg ze wëssen, wéi et adoptéiert ginn ass.

Mme la Présidente.- 60-mol Jo.

Une voix.- 60?

Mme la Présidente.- Jo. Wéi hat ech da gesot?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hat gesot, Jo mat Oui, Nee mat Non.

Mme la Présidente.- Ah bon. Also, et gouf keen Doute.

(Hilarité)

Et gouf keen Doute. Merci, Här Bettel.

Da géife mer elo weiderfuere mam Projet de loi 6045 wéi gesot iwwert den Hafe vu Mäertert. Och hei hu mer de Basismodell, wat d'Riedezäit ubelaangt. Mir hu bis elo als ageschriwwe Riedner: den Här Spautz, den Här Etgen an den Här Scheuer. An d'Wuert huet als Éischten natierlech de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. 6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, vum Gesetz iwwert den Hafe vu Mäertert ass den 18. Mee 2009 den Dépôt gemaach ginn, an de Conseil d'État huet de 24. November 2009 säin Avis dozou ginn.

Den Objet vun deem Projet ass d'Exploitatioun vum Hafe vu Mäertert. Et geet drëm, well den Hafe vu Mäertert ass ee vun den Haaptëmschlagplaze vun der Sidérurgie. D'Moderniséierung vun der Schinneninfrastruktur an d'Vergréisserung vun der Schinneninfrastruktur ass den Inhalt vun deem Projet. Et komme véier zousätzlech Gleiser: dräi fir d'Hafegesellschaft an ee fir den Déchargement vun Tanklux.

Ech wëll awer preziséieren, well déi lescht Deeg, Wochen a Stonne ganz vill doriwwer spekuléiert gëtt, ob dat eppes domat ze dinn hätt mat der Vergréisserung vun den Tanken zu Mäertert: Dat huet iwwerhaapt näischt domat ze dinn. Dat hei huet just domat ze dinn, dass d'Schinneninfrastruktur am Hafen an d'Rei gesat gëtt.

Et muss een och nach eng Kéier dorun erënneren, an de Projet de loi beweist dat ganz gutt opgrond vun den Zuelen, wat d'Entstehungsgeschicht ass vum Hafe vu Mäertert: dass deen de 27. Oktober 1956 duerch eng Konventioun vun deenen dräi Länner Däitschland, Frankräich a Lëtzebuerg komm ass, dass deen Traité de 26. Dezember 1956 ratifizéiert ginn ass an dass et lassgaangen ass mat den Aarbechten 1958, fir dass 1964 déi éischte Kéier Schëffer do gefuer sinn.

D'Gesellschaft u sech ass den 3. Juli 1964 gegrënnt ginn a baséiert op enger Konventioun zwëschent dem Stat an der Hafegesellschaft. Déi Konventioun ass de 4. August 1963 ënnerschriwwe ginn an huet eng Durée bis den 3. August 2062. Dat heescht, dat ass bal genau eng Durée vun 99 Joer. An et ass och do wéi bei allen anere Konventiounen, dass déi och duerno nach eng Kéier ka verlängert ginn.

Den Terrain an d'Installatioune sinn d'Propriétéit vum Stat. Déi Gesellschaft setzt sech zesummen zu 1.000 Aktie vum Stat, 800 vun ArcelorMittal, 100 vun der Dexia.

Do war eis dann e klengen, nun net e klenge Feeler, mä wéi de Projet deponéiert ginn ass, huet déi Bank nach Fortis geheescht. Haut heescht déi Bank net méi Fortis, an duerfir hu mer Iech och en Erratum nokomme gelooss. Haut heescht déi Bank BGL BNP Paribas Lëtzebuerg, sou dass mer och duerfir den Erratum hu missen am Projet abauen. Mä wéi de Projet deponéiert ginn ass, war et nach d'Fortis. Duerfir wëll ech och direkt dorop opmierksam maachen. Dir hutt dat och am Rapport extra eng Kéier nogeschéckt kritt, dass eis do dee Feeler ënnerlaf war.

Den Hafen u sech läit zwëschent Gréiwemaacher a Mäertert. En huet eng Längt vun 3,3 km an eng Fläch vun 65 ha. Et si 1.600 Quaimaueren do, fir och eng Kéier déi Zuelen ze ënnersträichen. Et leien 18,5 km Gleiser do, an et si d'Stroossen do an der Längt vu sechs Kilometer.

Et ass also elo wichteg, dass mer deen Ausbau maache vum Mäerterter Hafen, well et dorëm geet, fir och den Haaptëmschlagplaz vun der Sidérurgie, ob dat elo de Schrott ubelaangt oder all dat anert Material, wat ukënnt, a wéi gesot, och fir dass de Stockage besteet fir d'Sociétéit Tanklux, déi och am Hafen usiesseg ass.

Ech wëll och drun erënneren, dass nach d'Etüd Planko virläit. Déi Kolleegen aus dem CPI hu sech schonn öfters mat der Etüd Planko beschäftegt, well de CPI hat do eng Kéier an Optrag gi beim Etüdebüro vun Essen, fir driwwer ze kucken, wat alles an Transportkäschte mat dran ass. D'Kolleegen aus dem CPI haten dat net méi spéit wéi virun dem 15. Mee 2009 och eng Kéier um Ordre du jour, fir doriwwer ze schwätzen, fir do och eng Kéier all déi Vergläicher kënnen ze maachen, wat am Fluvialtransport dran ass, wéi deier deen Transport ass an dass deen och vill méi bëlleg ass, wéi wa mer dat op d'Schinn oder op d'Strooss setzen, an dass et duerfir och wichteg ass, dat alles op de Wee ze bréngen, an dass et duerfir och wichteg ass an dat ënnersträicht, dass mer alles musse maachen, fir dass den Hafen och an Zukunft nach déi Ëmsetzung huet an déi Kraaft huet an deen Intérêt an interessant ass, fir dass d'Leit dohinnerkommen.

Ech wëll och ënnersträichen, dass dat Ganzt Fraisë mat sech bréngt vu 86.250.000 Euro, awer elo net an enger Kéier, mä dass een dat muss am Horizont 2012/'13 gesinn, wou da muss ugefaange ginn, an dass et och wichteg ass, iwwert dat eraus vun der Schinn och nach ze ënnersträichen, dass och nach verschidde Stroossen an d'Rei gemaach ginn.

Ech géif Iech domadder soen, dass den Avis vum Statsrot ganz favorabel war. An do hu mer och just gesot kritt, mir missten eng aner Determinatioun am Artikel unique maachen. Mir hunn awer als Kommissioun festgehalen, zwee Artikelen ze maachen: en Artikel 1, dee seet, dass et wichteg ass, de Mäerterter Hafen auszebaue fir d'Besoinen an den Développement vun der Lëtzebuerger Ekonomie; an en Artikel 2, wou mer soen, dass et och wichteg ass, dass de Stat déi Méiglechkeeten huet, fir kënnen an den Hafen esou ze investéieren, fir dass och den Hafen an Zukunft souwuel am Stroossen- wéi och am Schinnentransport, dee gebraucht gëtt, fir d'Schëffer ze läschen, fir dat dann och kënnen ze maachen.

Domadder géif ech Iech Merci soen an och d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Rapporteur. Den éischten agedroene Riedner ass den Här Etgen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll dem Rapporteur, dem Kolleeg Marc Spautz, Merci soe fir säi prezisen, kloren a komplette schréftleche wéi och mëndleche Rapport. Ech mengen, ech wëll och soen, datt d'Demokratesch Partei och mat den Investitiounspläng an de Moderniséierungspläng vum Mäerterter Hafen d'accord ass, fir d'Zukunft, déi wirtschaftlech Zukunft vum Mäerterter Hafen ofzesécheren.

Ech wëll domadder och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Etgen. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Ben Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt soen ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Marc Spautz, Merci fir dee komplette schréftlechen a mëndleche Rapport. Iwwert de Projet de loi 6045 kritt de Stat d'Méiglechkeet, fir an d'Moderniséierung an an d'Verbesserung vun den Infrastrukture vum Mäerterter Hafen ze investéieren. An zwar sinn dat 86.250.000 Milliounen Euro. Dat ass schonn en héijen Invest.

Et gëtt keng Vergréisserung vum Hafegelänn, dat ass net méiglech. Mä et geet virun allem ëm den Ausbau vum Schinnennetz a Stroossennetz am Hafegelänn. Véier nei Eisebunnsstréng gi verluecht. Dovu sinn der dräi fir d'Hafegesellschaft, déi de Site géréiert, e Site vun ëmmerhi 65 ha, déi vun den Entreprisë Luxport, Tanklux a verschiddene klengere Gesellschaften exploitéiert gëtt. Een neie Strang ass fir d'Tanklux, déi an engem Joer ronn 500.000 Tonne Pëtrolsprodukter importéiert an 63.000 m³ stockéiert.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet nach eng Kéier op d'Problematik vum Ausbau vun de Capacitéite vun der Tanklux hiweisen. Et ass gewosst, datt d'Erweiderung vun de Stockageméiglechkeete vun de Pëtrolsprodukter mat ekologesche Risike verbonnen ass. Et entsti Gefore fir d'Ëmwelt. Et entstinn awer och Risike fir déi Leit, déi zu Mäertert an zu Gréiwemaacher wunnen, an net zulescht fir déi direkt Noperen op der däitscher Säit vun der Musel. De Wirtschaftsminister ass amgaang, no alternative Standuerter ze sichen, well him d'Problematik bekannt ass.

Wann de Site Mäerterter Hafen trotzdeem erweidert gëtt, da mussen d'Ëmweltrisike mat dem Afloss op d'Liewensqualitéit realistesch ageschätzt ginn, an doropshin dee beschte Konzept ëmgesat ginn, fir d'Gefore fir d'Leit an d'Natur ze vermeiden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schëfffahrt spillt eng wichteg wirtschaftlech Roll fir Lëtzebuerg. Den Trans-

port um Waasser ass awer och déi ekologeschst Form vun Transportmëttel. Dat soll net vergiess gi bei allen Debatten iwwer méiglech Nuisancen.

Den Hafen ass zënter enger Zäit och direkt betraff vun der Wirtschaftskris an dat an engem dramateschen Ausmooss. E Réckgang vun 42% vun den Aktivitéiten ass ze verzeechnen. Iwwert den Hafe gëtt d'Lëtzebuerger Stolindustrie mat alem Eise versuergt. Richteg Schrottbierger lageren am Hafen, deen d'Kris an der Sidérurgie voll ze spiere krut. D'Personal mécht scho laang Kuerzaarbecht. Ëmmerhi schaffe méi wéi 350 Leit am Hafen. De Site ass also och wichteg fir den Aarbechtsmaart am Oste vum Land an an der Grenzregioun. Den Invest, deen elo geplangt ass, erhéicht d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen an ass absolut ze begréissen.

Ech bréngen heimat dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Scheuer. Den nächsten a leschten agedroene Riedner ass den Här Léon Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och kuerz op déi Problematik vun den Tanken agoen. De Kolleeg Ben Scheuer huet et kuerz ugeschnidden. Och wann dat hei net zur Debatt steet, wëll ech awer eng Kéier drun erënneren, datt eng national Léisung sech och am Kader vun enger nationaler Solidaritéit muss zréckspigelen. Et kann net sinn, datt zwou Uertschaften de Fardeau vun där ganzer Charge sollen droen, well do komme soss eng ganz Rëtsch Nuisancen op d'Awunner vun de Gemenge Mäertert a Gréiwemaacher a vun de Grenzgemengen zou.

Ech hat och an dësem Bezuch eng Question parlementaire un de Minister fir d'Ekonomie gestallt. Leider war do d'Äntwert e bëssen évasiv. Ech ginn ze bedenken, datt no mengen Informatiounen eng Distanz vu 500 Meter muss berücksichtegt gi vis-à-vis vun der éischter Habitatioun, an datt dat an dësem Fall muss ganz genau gepréift ginn.

Ech soen Iech Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Gloden. Domat huet dann d'Regierung d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci. Zum Projet selwer wëll ech soen, datt ech dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass. Och hei ass e Projet, dee schnell konnt goen. Dat hei ass jo elo net e Projet, wëll ech awer eng Kéier preziséieren, deen Autorisatioune gëtt zum Finanzement fir deen een oder anere Bau, mä et ass a sech e Projet, deen eis an dem Gesetz vum Port de Mertert d'Méiglechkeet gëtt, fir als Stat eng Rei finanziell Engagementer ze maachen.

Finanziell Engagementer, déi, wa se iwwer 40 Millioune pro Projet sinn, da mussen nach eng Kéier als Bauprojet an d'Chamber kommen, respektiv déi wäerte figuréieren an der Loi budgétaire, wa se ënnert deem Montant sinn. Dat wollt ech just zur Clarificatioun vum Gesetz nach eng Kéier hei soen.

Fir de Rescht, déi Remarquen, déi gemaach gi sinn, sinn der elo eng Rei, déi net onbedéngt de Ministère du Développement durable direkt concernéieren, duerfir ginn ech net weider dorobber an.

Ech soen Iech Merci alleguer fir d'Ënnerstëtzung vun deem Projet.

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. Domat wiere mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6045.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno d'Votes par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6045 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 6034 iwwert d'Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Quecksëlwer. Och hei hu mer als Riedezäit de Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Berger an Negri, an d'Wuert...

(Interruption)

...an den Här Huss. Dir waart nach net hei drop, Här Huss. D'Wuert geet dann als Éischt un de Rapporteur vum Projet de loi, dat ass den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

10. 6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, et handelt sech heibäi ëm e Projet de loi, ëm d'Ëmsetzung vun dem Reglement 1102/2008, dat de Verbuet vum Export vu Quecksëlwer a senge Verbindunge wéi och de Stockage vun dëser geféierlecher Substanz an de Mëttelpunkt réckelt.

Den Europäesche Conseil vun den Ëmweltministeren an d'Europaparlament hunn den 22. Oktober 2008 eng gutt Viraarbecht geleescht. De Projet de loi gesäit och d'Identifikatioun vun de kompetenten Autoritéite fir d'Exekutioun vum Reglement vir. Derniewent ginn och d'Infraktiounen, déi sech bei der Applikatioun vun dem Projet de loi erginn, preziséiert.

De Gesetzesprojet selwer ass de 27. Abrëll d'lescht Joer vun dem deemolegen Ëmweltminister hei an der Chamber déposéiert ginn. Niewent dem Exposé des motifs louch och de Commentaire vun den Artikelen derbäi. An der Réunioun vun der Kommissioun fir nohalteg Entwécklung vum 23. September sinn ech zum Rapporteur genannt ginn. Niewent dem Avis vun dem Statsrot, deen de 6. Oktober eragereecht gouf, sinn och d'Avisë vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce de 25. November consultéiert ginn, an de Rapport ass an der Réunioun vum 10. Dezember 2009 ugeholl ginn.

Wann een e Bléck zréckwerft, da kann ee gesinn, dass sech d'Europäesch Kommissioun schonn am Oktober 2006 mat dem Verbuet vum Export vu Quecksëlwer aus der Europäescher Unioun eraus, an dat vun 2011 un, beschäftegt huet. Am weidere Verlaf vun den Aktivitéite soll dann och derfir gesuergt ginn, dass et zu engem weltwäite Verbuet vun dem Asaz vu Quecksëlwer kënnt. An der Kommissioun ass eis gesot ginn, dass den Asaz vu Quecksëlwer an der Europäescher Unioun an doriwwer eraus réckleefeg wier, wat jo eng gutt Saach ass. Momentan läit de Verbrauch bei ronn 2.400 Tonnen am Joer.

De Quecksëlwer a seng Verbindunge gi bei der Gewënnung vu Gold wéi och bei der Produktioun vu PVC agesat. An Europa fanne mir e virun allem bei der Produktioun vu Soda a Chlor. Ongeféier 240 Tonne Quecksëlwer pro Joer gi bei eis am Land duerch de Recycling an der Super-DrecksKëscht récupéréiert an exportéiert, fir duerno entsuergt ze ginn. Notamment an den Neon-Tuben an an den Energiespuerluuchten ass Quecksëlwer enthalen.

Am internationale Kontext huet den UNO-Conseil fir Ëmwelt zu Nairobi a senger 25. Sessioun am Februar d'lescht Joer festgehalen, dass et zu engem multilateralen Accord mat Bezuch op déi weltwäit Uwendung vu Quecksëlwer komme soll a muss. Dësen Accord soll virun allem zu enger drastescher Reduktioun am Verbrauch vu Quecksëlwer féieren, den internationalen Handel aschränken, de Stockage vun den Déchete méi genee gestionnéieren an déi mat Quecksëlwer contaminéiert Plazen entsuergen. An där ginn et der vill op dëser Welt.

An hirem Communiqué de presse weist sech d'Weltgesondheetsorganisatioun OMS erfreet iwwert dëse wichtegen an nohaltege Schrëtt. Ech mengen, ech soen Iech näischt Neits, wann ech op d'Gefäierlechkeet vu Quecksëlwer hiweisen, net nëmme fir de Mënsch, mä och fir d'Déieren- an d'Planzewelt wéi och fir d'Biodiversitéit.

Well de Quecksëlwer sech an der Chaîne alimentaire konzentréiert, stellt hie fir d'Mënschen a fir d'Déierewelt ee Laangzäitrisiko duer. A staarkem Mooss sinn d'Fësch am Séisswaasser wéi am Mier mat dëser toxescher Substanz belaascht. Domat passt dësen Engagement, dee mir haut huelen, gutt an d'Europäescht Joer vun der Protektioun vun der Biodiversitéit. Mir däerfen och net vergiessen, dass de Quecksëlwer, wann en an d'Natur kënnt, sech zu dem toxesche Methylquecksëlwer transforméiert an et zu enger geféierlecher Contaminatioun mat der Liewensressource Buedem kënnt.

Wat elo de Reglement ubelaangt, wëll ech hei nëmmen déi wichtegst Elementer eraushiewen, ma et kann een all déi aner Punkten am schréftleche Rapport noliesen. Vum 15. Mäerz 2011 u soll et zum Exportverbuet vu Quecksëlwer aus der Europäescher Unioun kommen. Vun deem Datum un däerfen och keng Quecksëlwerverbindunge fir den Zweck vu Recherche an Entwécklung am Beräich vun der Medezin exportéiert ginn. Och gëtt de Beräich vun den Déchete mat Quecksëlwer reglementéiert. De Quecksëlwer kann a speziellen, duerfir ausgewisene Salzminnen oder an déiwe Fielsformatioune fir ëmmer ofgelagert ginn, oder an Uewerfläche-réservoiren, awer nëmmen ënner bestëmmte Sécherheetskritären.

Déi europäesch Memberstate si gehalen, all wichteg Informatiounen iwwert de Stockage der Europäescher Kommissioun matzedeelen. Bis spéitstens den 1. Juli 2011 mussen all Importateuren, Exportateuren an Exploitanten der Europäescher Kommissioun déi néideg Informatiounen iwwert den Import an Export vum Quecksëlwer matdeelen. Ënner anerem musse si matdeelen, mat welche Länner se kooperéieren a welch Mengen zu welche Präisser gehandelt gi sinn.

Dat ausgemaachtent Zil vum Reglement ass eendeiteg: D'Europäesch Unioun wëllt den Handel mat Quecksëlwer a senge Verbindunge ganz verbidden. Deen éischte Rapport heizou muss d'Europäesch Kommissioun dem Europäesche Conseil bis de leschte Januar, den 1. Januar, pardon, 2010 ënnerbreeden. A bis zum 1. Juli dëst Joer muss d'Europäesch Kommissioun dem Europaparlament an dem Conseil e Rapport iwwert den Avancement vun dësen Engagementer virleeën, an dat, wat d'Europäesch Unioun betrëfft wéi och de weltwäiten Niveau. Opgrond vun dësem Rapport soll da bis de 15. Mäerz 2013 eng Verbesserung vun dem virleienden, dee mer haut hei stëmmen, Reglement geholl ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, vun dësen Informatioune geleet, huet d'Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung de Projet de loi liicht ofgeännert. Am Artikel 1 ginn d'Kompetenze vun den Autoritéite festgeluecht, déi sech mat dem Exportverbuet beschäftege sollen. Dat sinn hei am Land d'Ëmweltverwaltung an d'Inspection du Travail et des Mines, ITM.

Den Artikel 2 behandelt d'Feststellung an d'Recherche vun Infraktiounen. Do sinn d'Administration des Douanes et des Accises, d'Ëmweltverwaltung an d'Inspection du Travail et des Mines implizéiert. Déi Fonctionnairen, déi mat dësen Aufgabe beoptraagt ginn, hunn „Qualification d'officiers de police judiciaire".

Am Artikel 3 ginn d'Konditioune festgehalen, no deenen déi am Artikel 2 genannte Fonctionnairen den Accès zur Installatioun um Terrain fir e Contrôle kréien. Et gëtt hei ënnerscheed tëschent zweeërlee Gebaier: wou Mënsche wunnen oder net. Am éischte Fall däerf eng Visite nëmmen tëschent sechs Auer moies an aacht Auer owes geschéien, am zweete Fall, do wou keng Mënsche wunnen, kënnen dës Kontrollen Dag an Nuecht duerchgeféiert ginn.

Am Artikel 4 ginn d'Modalitéite festgeluecht, welch Pièce bei der Kontroll virgeluecht musse ginn. Ënner anerem kënnen dat sinn: Dossieren, Registeren an Dokumenter fir d'Ënnersichung wéi och Prouwen, fir eng Analys ze maachen. Fir all Exportateur, Importateur oder Propriétaire vun toxesche Chemikalië gëllt, dass si de Kontrollorganen hir Aufgab vereinfache sollen a mussen.

Am Artikel 5 gëtt am Speziellen op den „Droit d'agir en justice" fir déi agrééiert Ëmweltassociatiounen higewisen. Dës kënnen Asproch erhiewen, wa si sech duerch den Handling oder Stockage vun dëse geféierleche Substanze bedréit fillen. An am leschten Artikel ginn dann explizit Strofe genannt, déi ee sech zouzéie kann, wann ee géint de Gesetzestext verstéisst. Dës Strofe kënne sinn: eng Prisongsstrof vun aacht Deeg bis zu engem Mount an eng Amende vun 251 bis 50.000 Euro.

Mat dëse villen techneschen Detailer zum Gesetzesprojet bréngen ech och elo den Accord vun der CSV-Fraktioun eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Ech maachen dat hei vun der Plaz. Wann et ëm e Sujet aus dem Ëmweltberäich geet, dann ass den Här Oberweis eppes esou wéi déi lieweg Wikipedias-Encyclopédie hei aus der Chamber, an ech wëll him villmools Merci soe fir déi ganz interessant Ausféierungen hei iwwer Quecksëlwer. Awer och säi Rapport, deen hie gemaach huet, dee schréftlechen a mëndlechen zum Gesetzesprojet, ass exzellent, esou wéi mer dat bäi him gewinnt sinn.

Eng eenzeg Remarque wëll ech dozou maachen. Et ass esou, datt mer hei en europäescht Reglement ëmsetzen, dat heescht, et kommen erëm nei Aufgaben zou op d'Verwaltungen, haaptsächlech d'Ëmweltverwaltung. Duerfir d'Fro, wat dat hei herno bedeit. Wéi vill Personal brauche mer hei zousätzlech an der Verwaltung, fir esou en Dossier oder esou eng Ëmsetzung vun engem Reglement kënnen ze bewerkstellegen?

Dat gesot, géif ech awer och den Accord vu menger Fraktioun heizou abréngen, ëmsou méi, well et jo hei och ëm eng geféierlech Substanz geet. Dat Reglement hei, dat bedeit e Plus fir d'Sécherheet vun de Mënschen, Fauna a Flora, an duerfir also eisen Accord zu deem Projet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. Och ech wëll dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir säi gewinnt exzellente Rapport a ginn heimat den Accord zu dësem Projet de loi vun eiser Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Negri. Den nächsten a leschten agedroene Riedner ass den Här Jean Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll dann och direkt hei konstruktiv ufänken, andeem datt ech soen, datt och déi gréng wäerten dëse Projet de loi hei stëmmen. Ech wëll awer derbäi e puer kritesch Bemierkunge maachen an deem Sënn, datt ech soen, datt dat heiten, wat mer hei ofstëmmen, zwar e richtege Schrëtt ass, mä e ganz klenge Schrëtt, fir zur Reduzéierung vum Quecksëlwergebrauch ze kommen europawäit. Et ass e klenge Schrëtt, et ass e richtege Schrëtt, mä e geet bäi Wäitem net duer. A wat op jiddwer Fall noutwendeg ass, ass dat, wat de Rapporteur hei och scho gesot huet, dat ass, datt et an zwee, dräi Joer, et am Joer 2013 muss zu enger Revisioun vun dëser Konventioun hei kommen.

De Rapporteur huet gesot, datt et sech ëm e geféierleche Stoff handelt, wat jo och hei répétéiert ginn ass. Ech wëll awer hei derbäi soen, datt et sech ëm den drëttgeféierlechste Stoff handelt, deen et iwwerhaapt gëtt. Dat heescht, fir d'éischt kënnt de Plutonium als geféierleche Stoff, duerno kënnt eng Bakterie, wou ech mengen, datt et de Botulinum ass, an als Drëtt kënnt de Quecksëlwer als geféierleche Stoff. Quecksëlwer ass en Zellgëft, et ass en Enzymgëft, et ass en Immungëft, et ass en Hormongëft an et ass e Nervegëft. A senger Funktioun als Nervegëft ass et bekannt.

De Rapporteur huet geschwat vun der Belaaschtung vun der Nahrungskette, vun der Chaîne alimentaire duerch Quecksëlwer. Déi ass no Erkenntnisser vun der UNO oder zum Beispill vun der U.S.-EPA hautdësdags esou schlëmm, datt se dovun ausginn, datt all aacht Kand an den USA haut esou quecksëlwerbelaascht op d'Welt kënnt, datt et sech net méi kann normal entwéckelen. An et gëtt also gewarnt virun allem viru Quecksëlwergebrauch, an déi Wëssenschaftler warnen duerfir, datt et direkt muss zu Reduzéierunge komme vum Quecksëlwergebrauch, well déi Chaîne alimentaire weltwäit schonn esou belaascht wier.

Dat gesot, wëll ech e puer Remarquë just zum Rapport maachen. Eng Remarque, fir ze soen, datt am Rapport déi Haaptsourcen hei an der EU opgezielt ginn. Natierlech ass eng vun den Haaptutilisatiounen d'Industrie du chlore. Dat ass ganz richteg. Da gëtt am Rapport awer gesot, déi zweetgréisste Source, déi zweetgréisst Utilisatioun ass den Amalgame dentaire, Plombage dentaire. A méi gëtt am Rapport dozou net méi gesot, obschonn et déi zweetgréisste Source ass vu Quecksëlwer hei an Europa.

Ech kéint Iech och d'Zuelen an d'Tonnagë soen, wéi dat ass. Hei zum Beispill kann een europawäit soen, datt insgesamt am Joer 2006 tëschent 2.200 an 3.500 Tonne Quecksëlwer an de Mënn, an de Plëmb vun de Leit waren, jee nodeem, ob een d'Europa vun de 15 hëlt oder vun de 27. Dat nëmmen, fir eng Gréissenuerdnung ze ginn. Déi si jo am Moment do stockéiert. Si si stockéiert an de Plëmb vun de Leit am Mond, obscho gesot gëtt, datt dat extrem geféierlech ass, dee Produkt, dee Quecksëlwer, an obscho gesot gëtt, datt e muss ënnerierdesch a Salzminne sécher gelagert ginn. Et gëtt just eng Plaz, wou de Stockage kee Problem schéngt ze maachen, dat ass an den Zänn vun de Leit, wat trotzdeem e wéineg cocasse ass.

Natierlech ass et wichteg, datt e muss op eng sécher Aart a Weis stockéiert ginn. An och, wann et zu engem Amalgamverbuet géif kommen europawäit, wat iwwregens wichteg wier, well dat géif erlaben, direkt déi zweetgréisste Source ze reduzéieren, wann et zu engem Verbuet géif kommen... An et gëtt jo Leit, déi eis dat scho virgemaach hunn. Schweden huet d'lescht Joer Amalgam am Mond verbueden, Norwegen huet virun zwee Joer Amalgam verbueden, Dänemark huet et d'lescht Joer verbueden. Dat heescht also, wann esou Mesurë géife geholl ginn, da kéint ee ganz séier zu enger Reduktioun vu ganz villem Quecksëlwer an Europa kommen, deen dann och keng Gesondheetsschied méi géif maachen.

Well wann ech Iech virdrun opgezielt hunn, a wéi engem Sënn et héichtoxesch ass, da musst Der Iech jo kënne virstellen, wéi vill Krankheete kënnen duerch Quecksëlwer an de Mënner vun de Leit lues a lues op laang Zäit provozéiert ginn. Doriwwer wëll ech elo keen Exposé halen, mä do géif et genuch ze soen.

Wann een zum Beispill d'Neurotoxicitéit hëlt, gëtt Quecksëlwer haut verdächtegt vun deene gréisste Wëssenschaftler - ech hunn eng Etüd hei aus dem Joer 2007 vun deene beschten amerikanesche Wëssenschaftler vun allen Universitéiten aus den USA -, gëtt an Zesummenhang bruecht mat neurotoxesche Kannerkrankheeten, dat heescht vu Retard intellectuel, vun IQ, dee ganz niddreg ass, vun ADHS, vun Hyperaktivitéit an Opmierksamkeetsstéierung, vun Autismus vun de Kanner. Mä et gëtt och a Verbindung bruecht, neurotoxesch gesinn, mat enger Rei vun neurodegenerativen Erkrankungen, wéi beispillsweis Demenz, Alzheimer an och mat enger Rei vun neurologeschen Erkrankunge wéi MS, ALS, Parkinson an esou virun.

Dat si Saachen, déi haut an der wëssenschaftlecher Fuerschung ëmmer méi däitlech bekannt ginn. Do gëtt et biochemesch Erklärungen, wéi dat funktionéiert, an duerfir ass et eppes, wou mir soen, datt d'EU ganz séier Intérêt drun hätt, dee Produkt Quecksëlwer och am medezinesche Gebrauch ze verbidden, ganz einfach fir Gesondheetsschied ze verhënneren. Et sinn eng Rei nordesch Länner, déi eis dat virgemaach hunn. Ech mengen, datt och Lëtzebuerg sollt op deen dote Wee goen, an d'EU och, mä dat ass leider bis elo nach net geschitt. Do gëtt gestridden um europäeschen Niveau dorëmmer. Mir mengen awer, datt et misst dozou kommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Huss. Domadder hu mer kee Riedner méi agedroen, an d'Regierung hätt d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Madame Presidentin, fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur Merci soe fir säi wierklech detailléierte Rapport, deen hie gemaach huet, wou hien och op déi héich Toxicitéit vum Mercure higewisen huet. An ech wollt och sengem Wonsch eigentlech zousätzlech Ausdrock verleihen, fir ze soen, datt ech hoffen, datt et effektiv esou geet, datt d'Reglement, d'Ëmsetzung vun deem Reglement zu enger ganz drastescher Reduktioun féiert vun dem Handel respektiv dem Stockage vum Mercure.

Ech wollt och dem Här Eugène Berger soen, datt mer amgaang sinn ze kucken, insgesamt bäi der Ëmsetzung vu Reglementer, vun europäesche Reglementer, wéi een Impakt dat op d'Aarbecht, op d'Capacitéite vun der Verwaltung huet, net nëmmen an deem hei Fall, mä och an anere Fäll, beispillsweis bei REACH.

Ech wollt och dem honorabelen Här Huss Merci soe fir säin Engagement europawäit eigentlech, fir sech fir d'Zréckdränge vum Mercure anzesetzen.

An ech wëll och zum Schluss Merci soe fir Är Ënnerstëtzung bei dem Stëmme vun dësem Gesetz.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6034.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Votes par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6034 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wollter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Jo. Dat ass dann domadder décidéiert.

Mir kënne weiderfuere mam Ännerungsvirschlag 6097 vun eisem Chambersreglement iwwert den Artikel 22. Och hei hu mer de Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bausch an Hoffmann. D'Wuert huet de Rapporteur vum Ännerungsvirschlag, den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

11. 6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés

Rapport de la Commission du Règlement

M. Gast Gibéryen *(ADR), rapporteur.*- Merci, Madame President. An de leschte Jore war d'Chamber beméit, hir Öffentlechkeetsaarbecht ze verbesseren, fir esou engersäits dem Bierger déi dagdeeglech Aarbecht, déi hei an der Chamber gemaach gëtt, méi no ze bréngen, awer och anerersäits d'Méiglechkeet ze ginn, fir méi participativ d'Chambersaarbechte kënnen ze verfollegen a matzewierken.

Esou hu mer nieft dem Chamberblietchen, wat Traditioun hei am Land huet, viru Joren décidéiert, Chamber TV anzeféieren, fir doduerch öffentlech Sëtzungen direkt ze iwwerdroen, wou och dann an der Regel nach eng Widderhuelung kënnt. Mä net nëmmen öffentlech Sëtzunge ginn iwwer Chamber TV iwwerdroen, och Table-ronden, Interviewen a Reportagen an esou weider.

Op där anerer Säit ass den Internetsite vun der Chamber nei gemaach ginn. Mä d'Chamber ass och an de vergaangene Jore méi op den Terrain gaang. Zum Beispill iwwert de Referendum vum Europäesche Verfassungsvertrag huet d'Chamber queesch duerch d'Land Informatiounsdeeg oder -owender organiséiert. Och komme Gruppen hei an d'Chamber, déi eng Visite maachen a wëlle mat de Leit aus der Verwaltung oder den Deputéierten diskutéieren.

Haut wëlle mer e weidere Schratt duerch d'Ännerung vum Artikel 22 vun eisem Reglement an déi Richtung maachen. An dësem Artikel geet et ëm d'Sëtzunge vun de Chamberskommissiounen an de Rapporte vun dëse Kommissiounen.

Op Propositioun vun der Presidentekonferenz huet d'Reglementskommissioun an de Sëtzunge vum 5. a 14. Januar eestëmmeg festgehalen, der Chamber eng Rei vun Ännerungen am Artikel 22 ze proposéieren. Vun deenen néng Alineaen am Artikel 22 ginn d'Alineae 7, 8 an 9 ëmgeännert. Déi aner bleiwen an hirer aktueller Form bestoen.

Den neien Artikel 22 hält elo fest am Alinea 7, datt d'Aarbechte vun de Kommissiounssëtzungen net public sinn. Virun de Sëtzungen, an dat brauch net am Reglement ze stoen, kann d'Press Fotoen huelen oder filmen, ier d'Sëtzung öffentlech opgeet.

Zweetens kann awer, obschonn d'Sëtzungen net public sinn, op Demande vun enger Kommissioun hin d'Presidentekonferenz décidéieren, datt eng Kommissioun eng öffentlech Auditioun organiséiert.

An drëttens, ausnahmsweis an och op Demande vun enger Kommissioun hin, kann d'Presidentekonferenz décidéieren, datt d'Aarbechte vun enger Kommissiounssëtzung iwwer Chamber TV direkt iwwerdroe ginn.

Den Alinea 8 hält fest, datt vun alle Kommissiounssëtzungen e Procès-verbal verfaasst gëtt, deen an enger vun den nächste Kommissiounssëtzunge muss approuvéiert ginn.

Zweetens, de Projet vun dësem Procès-verbal ass bis zur Approbatioun zougänglech fir d'Membere vun der Kommissioun, d'Presidente vun de politesche Gruppen a fir d'concernéiert Regierungsmemberen.

Drëttens, wann de Rapport vun der Kommissioun approuvéiert ass, gëtt e vum Kommissiounspresident a vum Sekretär ënnerschriwwen an ass da vun deem Abléck u public a gëtt um Internetsite vun der Chamber publizéiert.

Den Alinea 4 hält fest, datt ausnahmsweis eng Kommissioun kann de Secret vun hiren Délibératiounen décidéieren. Dat ass déi nei Formuléierung vum Artikel 22.

Et bleift ze soen, datt d'Presidentekonferenz zoustänneg ass fir d'Festleeë vun de Kritären, wéi d'Rapporte verfaasst ginn, an déi intern Prozedur, wéi d'Rapporte veröffentlecht ginn. Dat brauch net an eisem Chambersreglement ernimmt ze ginn. An deem Sënn huet d'Presidentekonferenz an hirer Sëtzung vum 9. Dezember zwou Noten ugeholl. Dat sinn déi Ännerungen, déi elo am Chambersreglement am Artikel 22 proposéiert ginn. An d'Reglementskommissioun proposéiert der Chamber, déi ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Bettel virgesinn. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, d'Honnêteté intellectuelle bréngt et mat sech, dass een der grénger Fraktioun hei muss Merci soen, well se mat enger Initiativ, wou se unilatéralement décidéiert hat, d'PVen ze publizéieren, e Steen un d'Rulle bruecht huet, wou haut d'Resultat komm ass.

Wann ee scho bei de Mercien ass, muss ech och dem President vun der gréisster Majoritéitspartei, der CSV, dem Här Schiltz Merci soen, deen eng ganz Aarbecht preparéiert hat fir d'Conférence des Présidents, wou e gekuckt huet, déi verschidde Positiounen, op där enger Säit vum Greffe an op där anerer Säit vun de verschiddene Parteien, déi do waren, konziliant an op eng Manéier, déi diplomatesch war - ech wëll et net ervirhiewen, well dat wier eppes, wat mech iwwerrascht hätt -, mä wierklech konkret Virschléi mat sech bruecht huet, wou mer haut och d'Resultat hunn.

(Interruption)

Madame Presidentin, et ass immens... Jo, ech wollt nochecken, ob et nach d'Madame Presidentin wär.

Mme la Présidente.- Jo, jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Madame Presidentin, fir eis ass et extrem wichteg,

dass d'Leit d'Gefill kréien, dass dobaussen d'Chamber näischt ze verstoppen huet, dass een an enger Kommissioun Aarbecht huet, an duerno, wann een - d'Leit - gären e Rapport hätt, hätt missen äntwerten: „Neen, Dir kritt näischt." An Dir wësst jo ganz genau, wéi et gaang ass: Da stoung d'Press virun der Dier mat de Mikroen a mat de Kameraen, an déi, déi dann net an der Sitzung ware vun den aneren Deputéierten, konnten owes duerno am „Journal" oder um Radio nolauschteren, wat déi eng oder déi aner gesot hunn.

Dat heescht, indirekt wor schonn eng gewëssen Transparenz do, mä déi awer keng Base hat. Dat heescht, dat wor dann eben an der Trap do, wou dann all Deputéierte gezielt huet, wat en an der Kommissioun gutt oder net gutt fonnt huet.

Duerfir fanne mer, dass et immens wichteg ass, dass e richtege Kader geschafe gëtt, wou drasteet, wat richteg a wat net richteg ass an dëser Chamber. An ech mengen, d'Demokratesch Partei wor ëmmer fir Dialog a fir Transparenz. An dat doten ass an där Richtung,…

(Interruption)

Une voix.- Abee jo!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …Madame Presidentin.

Une voix.- Dat do war elo gutt!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Gesitt Der, wéi déi aner Parteie schonn nervös ginn, wann een nëmmen dës Wierder zitéiert, Madame Presidentin. Mä d'Demokratesch Partei - an ech insistéieren nach eng Kéier - wor ëmmer fir Dialog an Transparenz. An dat do ass dann e Schrëtt, deen an déi richteg Richtung geet.

Dat, wou ee sech awer muss d'Fro stellen, an heiansdo, wann ee verschidde Rapporte gesäit elo, ob mer eis heiansdo net selwer e Fouss gestallt hunn, well et si verschidde Rapporten, wou een am Fong net méi vill dra fënnt. Dat heescht, si dierfen och net esou inodore, incolore et insipide sinn, dass duerno näischt méi drasteet, ausser dass mer zesummekomm sinn an dass mer e puer Texter gestëmmt hunn.

Dat heescht, et muss sécher en Équiliber sinn tëschent de Récapitulatifen, de Résuméë vun den Décisiounen, mä et muss awer och drastoen, wéi eng Fraktioun wat gesot huet. An et kann net drastoen, dass verschidden Deputéierten dat gemengt hunn.

Ech mengen, et ass wichteg, dass duerno, wann eng Oppositioun oder iergendeen Deputéierten eng Propositioun gemaach huet, déi och vun der Majoritéit zréckbehale gëtt vun der Kommissioun, dass do och den Auteur ervirgehuewe gëtt fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, an op d'mannst déi ganz Viraarbecht, déi e gemaach huet, fir sech och Froen ze stellen.

Madame Presidentin, dowéinster wäert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dësen Text och stëmmen. Et ass en éischte Schrëtt. Et muss een och kucken an aner Instanzen. Firwat net?

Ech ka mech erënneren, Madame Presidentin. Erënnert Iech, dass de Minister, de Justizminister an deemolege Parteipresident vun der CSV insistéiert hätt, dass all Sitzung soll gefilmt ginn. Dat wär e bësse wäit gaang. Wat wär d'Ursaach gewiescht? Ech mengen, dass een hei Konklusioune matgedeelt kritt.

(Interruption)

Ech hunn och d'Gefill gehat, Madame Presidentin, dass déi Meenung just dem Här Biltgen seng Meenung gewiescht wär an dass en da mat sengem Fraktiounspresident net grad déiselwecht Meenung hat wéi déi, déi den Här Biltgen op jidde Fall owes um Kongress vun der CSV - ech mengen, de Bezierk Zentrum wor et, fir richteg ze zitéieren; net dass ech duerno gesot kréien, ech hätt eppes Falsches gesot - do ugekënnegt hat, hie géif sech derfir asetzen. Den Här Biltgen ass leider haut net do, wou ech da muss leider soen, dass mer en net suivéiert hunn…

Une voix.- Waart Dir op eisem Kongress?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …an dass seng eege Partei e leider och net suivéiert huet.

(Interruptions diverses)

Mä ech muss soen, mat Recht hu mer eng aner Majoritéit gehat wéi déi, déi den Här Biltgen hei proposéiert hätt. Well duerno wär et méi e Concours gewiescht, wien dann elo déi ganzen Zäit eng Fro gestallt hätt, just fir eng Fro ze stellen, fir dann am Bild ze sinn.

An och, Här President, Madame Presidentin, muss ech Iech soen, dass ech frou sinn, dass mer e Garde-fou hunn, dass d'Kommissiounen net automatesch gefilmt sollte ginn an dass se dann iwwert d'Conférence des Présidents, och wann et esou eng Demande ass, sollen eng Autorisatioun kréien.

A schlussendlech, Madame Presidentin, well et och eng Demande ass, déi am Moment gestallt gëtt: Eng Kommissioun soll net do sinn, fir alles ze empfänke vun Demanden, déi esou ronderëm kommen.

Mä Dir hutt eis gefrot, wat eis Positioun wär. D'DP ass der Meenung, dass d'Fraktiounen och eng gewëssen Aarbecht hunn. Wa representativ Organisatioune froen, fir an eng Kommissioun ze kommen, ass dat och wichteg a soll och gemaach ginn. Mä eng Kommissioun ass do, net fir elektoral, populistesch oder egal wéi een et wëllt nenne…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …Clippercher ze empfänken.

Gesitt Der, Madame Presidentin, wéi d'Majoritéitsparteien hei nervös ginn. Et ass schrecklech!

(Interruption)

Op jidde Fall, Madame Presidentin, eis Positioun, déi kennt Der. Mir wäerten och d'Modifikatioun vum Artikel 22 stëmmen.

(Interruption)

An ech mierke just, wéi eng Nervositéit, Madame Presidentin, hei op de Majoritéitsparteien ass. Et stéiert se einfach, wann een d'Wourecht hei seet,…

(Hilarité)

…mä et muss een et heiansdo gesot hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bettel. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun huet an hirer Sturm- und Drang-Zäit 1989…

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Dat ass scho laang hier.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- …eng Trapebesetzung…

Oh! Här Lux, loosst Iech emol iwwerraschen, wat mer alles wäerte fäerdeg bréngen. Lauschtert awer elo emol gutt no, wat ech Iech elo soen. Da sidd Der vläicht manner amüséiert.

1989 hu mer eng Trapebesetzung hei organiséiert mat aneren Deputéiertekolleegen zesummen. A mir haten als Gréng déi Zäit e ganze Pak vu Fuerderungen, déi mer gestallt hunn, fir datt d'Parlament an och aner öffentlech Institutioune solle besser funktionéieren, méi demokratesch ginn, méi transparent ginn. An dat, wat mer haut diskutéieren, war och een Deel dovunner. Dat ass am Fong de Schluss vun enger Episod, déi also 1989 ugaangen ass.

A wann Der Iech emol eng Kéier d'Méi géift maachen nozekucken, wat mer alles verlaangt hunn, mir kënnen op alle Fall als Gréng ganz houfreg sinn. Mir stellen haut fest, datt alles, awer wierklech och alles bis op ee Punkt, nämlech datt de Statsrot och nach soll demokratiséiert ginn… Dat ass deen eenzegen…

(Interruption)

Dat hate mer déi Zäit och scho verlaangt. Dat ass deen eenzegen…

(Interruption)

Här Schiltz, ech wëll Iech soen, mir hunn 19… Dir hutt de Mëtten hei gesot vu Propositiounen ze maachen, och am Zesummenhang mam Statsrot… Dir wësst jo, datt mer déi Zäit och nach keng Trennung haten an der Juridictioun, an der administrativer Juridictioun.

Mir hunn 1993, Här Schiltz, beim Maître Marc Elvinger en Avis an Optrag gi gelooss. An deem Avis do; ech géif Iech uroden, dee gëtt et nach haut, dee kënnt Der bei eis op eisem Site fannen. Huelt Iech deen emol eng Kéier zu Gemitt. Do fannt Der villes erëm vun deene Saachen, wat déi Zäit realiséiert ginn ass, an och vu Saachen, déi mer haut erëm opwerfen.

Mä, Här President, oder Madame Presidentin, pardon,…

Mme la Présidente.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- …Dir Dammen an Dir Hären, mir si frou driwwer, datt mer…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- …duerfir wollt ech Iech nach en Objektiv awer loossen, gell.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Oh, ben. Wësst Der, also, ech ginn dervun aus, datt bei dëser Majoritéit eis d'Aarbecht net wäert ausgoen an nächster Zäit. Mä mindestens wat de Fonctionnement vum Parlament ubelaangt a verschiddenen aneren demokrateschen Institutiounen, Här President, Madame Presidentin, si mer wierklech frou driwwer, datt mer haut mat méi enger grousser Öffentlechkeet vun och deem, wat an de Kommissioune stattfënnt, e weidere Punkt realiséieren.

Mir fannen dat gutt aus zwee Grënn. Deen ee Grond ass, well mer mengen, datt dat zu méi enger Novollzéibarkeet gëtt dobausse bei de Leit, wat intern an de Kommissiounen diskutéiert gëtt. Mir mengen awer och, datt et wichteg ass am Intérêt vum Parlament selwer, well vill Aarbechten, wësse mer, ginn an de Kommissioune geleescht, a leider ginn déi dobaussen net ëmmer esou an deementspriechend wouergeholl. An duerch dee méi groussen Accès, dee mer kréien elo zu den Aarbechten, déi elo gemaach ginn, also, ass dat an Zukunft och méiglech.

Mir sinn duerfir frou driwwer, datt mer dat haut wäerten ofstëmmen. Mir wäerten dat selbstverständlech och stëmmen. Ech ginn dem Här Bettel awer Recht, wann een… Mir mussen elo kucken, mir sammele jo éischt Erfahrungen an der Praxis. Mir hunn och e Carcan opgestallt, deen net rigide an net enk ass, deen och net zum Beispill virschreift, datt an Zukunft guer keng - wéi den Här Bettel dat als Beispill hei zitéiert huet - Nimm vu Fraktioune méi sollen dohinner gestallt ginn.

Et soll scho sech erëmspigelen, wéi d'Diskussioun an de Kommissioune verlaf ass. Ech mengen, mir sollen elo an deenen nächste Wochen an der Praxis kucken, ob mer vläicht net awer do nach deen een oder aneren Ajustement musse maachen oder Rotschléi ginn un de Greffe, wéi mer mengen, datt déi Rapporten am Définitif solle verfaasst ginn.

Wéi gesot, mir stëmmen dat haut. Et bleift also nach eng Etapp ze maachen. Dat ass méi Demokratie a méi Transparenz ze kréien an de Statsrot insgesamt, an och an d'Nominatiounsprozeduren. Mir wäerten och do net labberloossen.

An och wann haut de Mëtteg dann e weidere Schratt gemaach ginn ass vun de Majoritéitsparteien, fir alles beim Alen ze loossen, et wäerte sech an deenen nächste Wochen a Méint nach genuch Geleeënheete bidden, wou mer ëmmer erëm eng Kéier wäerten op en Neits à charge kommen, fir d'Reform vum Statsrot och weiderzebréngen.

Mir hunn och alt emol scho prophylaktesch, Madame Presidentin, fir eventuell Saachen, déi nach wäerte kommen, den Domän „statsrot.lu" reservéiere gelooss. Wie weess, et bitt sech vläicht och elo eng gutt Geleeënheet, fir iwwert deen nach weideren Drock ze maachen an Zukunft, fir datt mer dann och um Statsrot déi Reforme kréien, déi mer eis virgestallt hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bausch. Mir hunn dann nach een agedroene Riedner. Dat ass den Här Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Madame Presidentin, nom Här Bausch sengem Historique kucken ech dann och kuerz an d'Zukunft, fir de Wonsch auszedrécken, dass mer eng Kéier zu enger allgemenger Revisioun vun deem Reglement kommen, déi dorop erausleeft, dass hei an der Chamber d'Parteien als solch, esou wéi se an der Verfassung ageschriwwe sinn, unerkannt ginn, an och hinnen eng gewësse Gläichbehandlung, zum Beispill bei de Riedezäiten, zoukënnt.

Och an deem modifizéierten Artikel 22 ass hei nach eng Diskriminatioun mat eragerëtscht, déi eigentlech keng Justificatioun huet. Déi ass also net nei. Déi war dran: «Le projet de procès-verbal est accessible aux membres de la commission, aux présidents des groupes politiques et aux membres du Gouvernement concernés, aux présidents des groupes politiques.»

Dat heescht also, net un déi, déi hei als Sensibilité politique vertratt sinn. An ech mengen, dass dat eng Diskriminatioun ass, fir déi et eigentlech keng Justificatioun gëtt. Dofir proposéieren ech och en Amendement, fir dat ze änneren an „groupes" a „sensiblilités politiques" an där doter Fro gläichzestellen.

Amendement 1

Article unique: modification de l'article 22:

(8) La 2e phrase du 1er alinéa est formulée comme suit:

«Le projet de procès-verbal est accessible aux membres de la commission, aux groupes et sensibilités politiques et aux membres du Gouvernement concernés.»

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Gast Gibéryen, Camille Gira, Henri Kox.

Mme la Présidente.- Merci.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Dat gesot, sinn ech awer och der Meenung, dass mer hei e Schrëtt no vir maachen, a Richtung vu méi Informatioun vun der Populatioun iwwert d'Aarbecht, déi an der Chamber gemaach gëtt, net nëmmen an der Plénière, mä och an de Kommissiounen. Doduerch och méi Transparenz, wat dat ubetrëfft, wat hei geschitt.

Ze diskutéiere wär nach eventuell, firwat dass eigentlech d'Rapporte vum Bureau oder vun der Conférence des Présidents nach net public sollte sinn. Ech proposéieren awer do keen Amendement. Ech soen, wa mer eng Kéier iwwert d'Gesamtreglement diskutéieren, kann een dat jo emol nach eng Kéier undiskutéieren.

D'Publikatioun um Internet. Et muss ee jo och wëssen, dass dat awer seng Grenzen huet. Dat heescht, dass verschidde Leit hei zu Lëtzebuerg elo nach ëmmer, virun allem, géif ech soen, den eeleren Deel vun der Bevölkerung, nach net esou ëmgeet selbstverständlech mat deem Site Internet. Esou dass ech awer vläicht kënnt suggéréieren, dass een op d'mannst am impriméierte Compte rendu en Hiweis mécht, wann et ze vill opwändeg wär, fir d'Kommissiounsberichter do ze publizéieren, dass een op d'mannst awer ëmmer erëm en Hiweis mécht: Dir kënnt et um Site Internet… a maacht dat an dat an dat, da kommt Der drop.

An zum Schluss géif ech mech awer och onbedéngt a staark asetze fir dat, wat den Här Bettel hei gesot huet. Et muss an de Rapporten däitlech ginn, wat fir Positiounen déi eenzel Membere respektiv déi eenzel Parteien - ech soe bewosst „Parteien" - an deenen Diskussiounen ageholl hunn, well jo ee Moment am Raum stoung, esou e synthetesche Bericht ze maachen, wou dat net méi zum Ausdrock komm wär. An domadder wäre mer dann net d'accord gewiescht, well da wär et am Fong geholl op där enger Säit e Schrëtt a Richtung méi Transparenz an op där anerer Säit e Schrëtt a Richtung vu manner Transparenz.

Et ass also och an deem Sënn, wou ech déi Ännerung vun dem Reglement hei matstëmmen.

Mme la Présidente.- Merci, Här Hoffmann. Den Här Schiltz hat d'Wuert nach gefrot.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Jo. Madame President, ech wollt fir d'éischt dem Här Gibéryen Merci soe fir déi sereine Manéier, mat där en hei dee Rapport gemaach huet am Numm vun der Kommissioun, an zur gläicher Zäit bedaueren, datt déi Serenitéit, mat där mer déi Débate gefouert hunn an der Conférence des Présidents, haut awer leider hei am Plenum e bësse verluer gaangen ass.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, Dir hätt just gär, wann een Iech lueft a fir de Rescht näischt méi hei seet, Här Schiltz. Dat kritt Der vun eis déi nächst Joren hei net!

(Interruption)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Bausch, ech kommen nach...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hat gutt ugefaangen, oder wéi?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Bettel, dee Saz, wou en Iech gelueft huet, dee fannt Der gutt.

Mme la Présidente.- Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech si ganz frou, Här Bausch, datt Der mech ënnerbriecht, well ech hunn Iech jo och virdrun e puermol ënnerbrach. Dat dréit zu der Animatioun vun den Debatte bäi.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hoffen, datt Der och héieren hutt, wat ech gesot hunn.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech weess net, ob et onbedéngt - ech kommen nach dorobber - zur Serenitéit hei bäidréit. Ech géif de Kolleeg Hoffmann ëm Verständnes bieden, datt ech géif virschloen, et ass eng Fro, déi mer diskutéiert haten, wou mer keng ultimativ Konklusioun gezunn hunn, datt mer duerfir déi Motioun an d'Kommissioun géife renvoyéieren an eis domadder auserneesetzen, mat där Propositioun.

(Interruption)

Jo. Datt deen och géif an d'Kommissioun goen, well mer nämlech doriwwer eng Diskussioun haten. Mir hunn dunn Ofstand geholl dovunner, well mer et wollte maachen.

Wat ech awer tout à fait sérieusement wollt soen, dat ass, datt mer och décidéiert hunn an der Conférence des Présidents, datt mer dee System hei géifen engem Audit den nächste Summer ënnerwerfen. A meng Fraktioun hält drop, datt mer deen Audit och maachen, datt gekuckt gëtt, wéi déi Rapporte gemaach ginn, vun engem Externen, ob se uerdentlech gemaach sinn an ob se hiren Zweck erfëllen.

Ech sinn eigentlech frou, datt den Här Bausch hei den Aveu gemaach huet, datt d'Aarbecht him net wäert ausgoe mat dëser Majoritéit. Dir hutt gesot, datt Der bal alles erreecht hutt, wat Der Iech `89…

(Interruption)

…op de Fändel geschriwwen hutt. Dofir hunn ech och gesot: Vous êtes presque arrivés. Mir diskutéiere jo dann elo iwwert de leschte Punkt an dann huet een nach ëmmer een Zil virun Aen.

Mä vill méi wichteg ass mer dorop hinzeweisen, datt Der gesot hutt, datt Iech mat där Majoritéit hei d'Aarbecht net wäert ausgoen. Wann der Oppositioun d'Aarbecht net ausgeet mat der Majoritéit, ass dat jo de Bewäis, datt déi Majoritéit hei schafft.

Ech soen Iech Merci dofir.

(Interruption)

Mme la Présidente.- Merci, Här Schiltz. Domat ass d'Riednerlëscht ofgeschloss. Ech wollt den Här Hoffmann froen, ob en d'accord ass mat där Propositioun, fir den Amendement an déi zoustänneg Kommissioun ze ginn.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Also, wann ech muss de Choix treffen, dass elo d'Majoritéit den Amendement oflehnt an dann ass en definitiv vum Dësch, oder den Amendement geet an d'Kommissioun fir Diskussioun, dann ass de Choix relativ einfach oder zwéngend. Ech ginn dervun aus, dass sech hei en net expliziten, mä en impliziten Avis favorable ausgedréckt huet, fir deem do Rechnung ze droen.

Mme la Présidente.- Merci, Här Hoffmann. Da gi mer dovunner aus, datt deen Amendement transféréiert gëtt an déi zoustänneg Kommissioun. An dee Moment hätt elo d'Regierung d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech mengen, datt d'Regierung heizou net… datt dat hei eng Affär vun der Chamber ass.

Mme la Présidente.- Richteg. Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement.

Vote

D'Ostëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

An et hu mat „Oui" gestëmmt: 55 Persounen. Non: 0. Abstention: 0.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement 6097 est adoptée à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel (par Mme Nancy Arendt), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Domat ass dann déi Ännerungspropositioun ugeholl a mir wieren och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sëtzung vun haut ass domadder opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.13 heures)

SÉANCE 17

MERCREDI, 20 JANVIER 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse
- *Exposé: Mme Viviane Loschetter*
- *Débat: Mme Christine Doerner, Mme Lydie Polfer*

2. Dépôt d'une proposition de loi
- *Mme Lydie Polfer*

3. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse (suite)
- *Débat (suite): Mme Lydie Err, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

4. Dépôt d'un projet de loi
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

5. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse (suite)
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

6. Interpellation de M. Xavier Bettel sur les sujets suivants:
- les problèmes d'application du partenariat,
- l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels,
- les nouvelles formes de parentalité

et

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels
- *Exposé: M. Xavier Bettel (interpellateur)*
- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Débat commun: Mme Christine Doerner, M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

7. Question urgente N°396 de Mme Nancy Arendt, épouse Kemp au sujet de l'évolution de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti
- *Mme Nancy Arendt - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

8. 5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer eng Aktualitéitsstonn, déi d'Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Ofdreiwung ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinea 2 vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véierelstonn. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Dammen Christine Doerner, Lydie Polfer, d'Madame Err, den Här Gibéryen an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Viviane Loschetter als Vertriederin vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

1. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse

Exposé

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, erlaabt mer, ier ech hei ufänken, eng Remarque préliminaire ze maachen, wann ech mech esou kann ausdrécken. Mir sinn hei mat der Heure d'actualité vun der grénger Fraktioun wierklech an enger Heure d'actualité, well säit e puer Deeg si mer entouréiert vu ganz aktuellen Aussoe respektiv Informatiounen: gëschter an haut an de Medië verschidden Aussoe vu verschiddene Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun, an de Moien an der Commission juridique huet de Justizminister en Avant-projet de loi zu enger Revisioun vum Code pénal presentéiert.

Dat alles, Här President, ouni datt mir hei an dësem Plenum en Dokument hunn. Duerfir erlaabt mer, Iech ze versécheren, datt ech wäert compte tenu vun där Aktualitéit a vun deenen Aussoen, ouni hei datt jiddweree vläicht um gläiche Stand ass, datt ech deem Rechnung droen an datt ech och gläichzäiteg, Här President, Iech versécheren, datt ech versichen, menger Zäit, déi mir zegutt ass, och Rechnung ze droen.

Voilà, dat gesot, Här President, Dir Dammen, Dir Häre, esou wéi et am Regierungsprogramm ugedeit ass, sinn och mir - déi gréng Fraktioun - der Iwwerzeegung, datt sech eng Reform vum 78er Gesetz a vum Code pénal am Kontext Avortement imposéiert. Eng Revisioun, déi an onsen Aen sech baséiert, engersäits duerch de Besoin sech un d'Realitéite vun haut an onser Gesellschaft ze adaptéieren, an anersäits och un déi nei Méiglechkeet, déi notamment d'Medezin ons offréiert, an dobäi den Titel vum 78er Gesetz nach gëlle loossen.

Effektiv, d'Information sexuelle, d'Prévention sexuelle an d'Prévention de l'avortement clandestin, zesumme mat der Réglementation de l'interruption de la grossesse gehéieren och an onsen Aen zesummen. Mir wënschen ons, datt d'Regierung, déi elo just agelaf ass - doriwwer freeën ech mech -, datt d'Regierung ons…

(Brouhaha)

…haut Opschloss ka ginn iwwert dat, wat si ënner Reform vum 78er Gesetz versteet, an hoffentlech och iwwert dat, wat mir ënnert der Definitioun vum Wuert Reform verstinn.

Mir wollten duerfir vum Minister an der Regierung eng Rei Informatioune kréien. Ech hu siwe verschidden Theme fonnt, zu deenen ech dann och wëll verschidde Froe stellen.

Éischtens: Mir hu gëschter an haut an de Medië matkritt, datt Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun sech doriwwer gefreet hunn, datt elo am Kontext Interruption de grossesse d'Fraen de Choix géife kréien a sech dobäi u Beispiller am Ausland orientéiert gi wär.

Firwat sinn an den Intentioune vun der Regierung keng Moossname vun enger Interruption de grossesse sur demande virgesinn? A firwat ass sech bei der Orientatioun am Ausland net un iwwer zwee Drëttel vun den EU-Länner inspiréiert ginn, déi eng effektiv Interruption volontaire de grossesse sur demande légiféréiert an adoptéiert hunn, agefouert hunn, also och eng global Dépénalisatioun fir all Fra an dëst an engem gewëssenen Zäitkader, dee festgesat ginn ass?

Ass de Minister stellvertriedend fir d'Regierung net och der Meenung, esou wéi notamment déi gréng Fraktioun, datt eng Dépénaliséierung an d'Méiglechkeet vun enger Interruption volontaire de grossesse sur demande en éischten a wichtege Schratt wier zu enger Unerkennung vum Recht vun der Fra, fir iwwer hire Kierper ze entscheeden, an domadder e Paradigmewiessel ze schafen, ewech vun enger Ofhängegkeet vun engem medizinesche Jugement hin zu enger effektiver Emanzipatioun vun der concernéierter Persoun?

Zweet Thema: Wéi gedenkt d'Regierung an hiren zoustännege Minister pragmatesch an effektiv Adaptatioune virzehuelen, déi eng Intervention médicamenteuse géife virzéie par rapport zu enger Intervention chirurgicale?

Drëtt Thema a meng Fro dozou: Gëtt dru geduecht, datt eng Intervention médicamenteuse virun allem an agréémierten Zentre virgesinn an ausgeweit gëtt, fir en Openthalt, och wann en nëmmen ambulatoire oder journalier wär, an de Structures hospitalières kënnen ofzebauen?

Véiert Thema, a meng Froen oder och meng Bemierkungen dozou: An deem Avant-projet de loi, deen de Moie presentéiert ginn ass an der zoustänneger Commission juridique, begréisse mir, datt do eng Modifikatioun vum Artikel 353 vum Code pénal, d'Aféieren - wann ech dat richteg verstanen a gelies hunn -, d'Obligatioun vum Dokter am Fall vun der sougenannter Clause de conscience, déi Persoun sprich Fra an Nout weiderzeleede bei en nächste Professionellen iwwert de Biais vun enger Lëscht.

Fënneft Thema, meng Froen a Kritiken dozou: Dramatesch an onsen Aen déi Modifikatioun am Avant-projet de loi, deen de Moie presentéiert ginn ass, déi nei an zousätzlech Obligatioune fir eng Fra schaaft. Éischtens geet se bei en Dokter, sprich e Gynäkolog, duerno muss se sech an engem agréémierten Zenter berode loossen, an duerno muss se zréck bei en Dokter goen. Woubäi deen eenzege Choix, deen d'Fra dann hätt, esou wéi e Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun gemengt hat ze verstoen, dee wär, sech op enger Lëscht en agréémierten Zenter dierfen erauszesichen, fir sech enger obligatorescher Konsultatioun ze ënnerzéien.

Ass de Minister zoustänneg fir d'Regierung net och der Meenung, datt, wann eng Fra sech zu dësem Schrëtt entscheed huet - huet missen an allerleschter Instanz -, si wuel scho vill Iwwerleeunge gefouert huet, ier se mat där Demande un en Dokter eruntrëtt?

Ass de Minister net och der Meenung - esou wéi d'Regierung, esou wéi notamment déi gréng Fraktioun -, datt eng Fra an dëser Form vun Nout dës zousätzlech Obligatioun, déi vu vill Fraen als Schikan ugesi gëtt, dës zousätzlech Obligatioun ze octroyéieren an nach weider Deeg waarden ze loossen, obwuel si sech scho laang zu dësem Schrëtt entscheed huet, fir si eng extrem schwéier Zäit ass?

Wa mer éierlech sinn, dann entsprécht déi Zäit tëscht där éischter Konsultatioun beim Dokter an dem effektiven Akt vun enger Interruption de grossesse awer wierklech net méi der Intentioun vun der Regierung den Délai de réflexion, deen enger Fra octroyéiert gëtt, vu siwen Deeg op dräi Deeg erofzesetzen. Duerch déi zousätzlech Obligatioune besteet éischter de Risque, datt den Délai de réflexion fir eng Fra net erofgeet, mä éischter erop ka goen.

Sechst Iwwerleeung: 14 Länner aus der Europäescher Unioun, also d'Quasitotalitéit vun de Länner, déi eng dépénaliséiert Interruption volontaire de grossesse sur demande applizéieren, hu keen Délai de reflexion. Ech wollt de Minister froen: Firwat ass sech net un déi bestëmmten EU-Länner inspiréiert ginn?

D'Regierung an de Gesondheetsminister mussen och am Bild sinn iwwer verschidden illegal Praktiken, déi gefouert gi vun - ech muss et soen - onéierlechen Dokteren, déi sech mat enger Enveloppe iwwerzeege loossen, en Agréff ze praktizéieren.

Duerch déi zousätzlech Contrainten, déi elo géifen agefouert ginn, riskéiere mer net, datt dës inadmissibel an illegal Praktiken éischter nach zouhuele wéi ofhuelen?

Wär eng global Dépénaliséierung vun enger Interruption de grossesse net dat beschte Mëttel, fir definitiv esou Praktiken en Enn ze setzen?

Siwent a lescht Thema - mat menge Froen: Wéi eng Moossname denkt d'Regierung ze proposéieren, fir virun allem der Grossesse indésirée vun de jonke Meedercher, oft Mineuren, entgéintzewierken?

Sinn de Minister an d'Regierung net och der Meenung, esou wéi déi gréng Fraktioun et hei och schonn e puermol gefuerdert huet, datt misst vill méi qualitativ a quantitativ souwuel an d'Formation initiale wéi continue vun den Enseignanten, Proffen a sozioéducative Beruffer investéiert ginn, wéi och réglementaire kontinuéierlech obligatoresch an de Schoulen thematiséiert ginn? Oder heescht dat Wuert systematesch am Regierungsprogramm och effektiv obligatoresch?

Firwat gëtt net dru geduecht, den Alter vun de jonke Meedercher, déi keen Accord parental oder vum Représentant légal ad hoc brauchen, op 16 Joer erofzesetzen, esou wéi et dëst och schonn a villen EU-Länner gëtt?

Dir mierkt, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, datt meng Froe virun allem sech fokusséiert hunn op den Akt vun der Interruption volontaire de grossesse. Mir sinn als Gréng der Meenung, datt wuel a Saachen Informatioun a Preventioun nach munch zousätzlech Mesurë kënnen agefouert ginn, mä datt virun allem vill méi vun de schonns bestehende Mesurë sollten erméiglecht ginn. An deem Sënn ass och scho villes geschitt a misst just ausgeweit ginn.

Onst Uleies geet vill méi an d'Richtung vun enger richteger a reeller Interruption volontaire de grossesse sur demande an engem Kader vun enger globaler Dépénaliséierung.

Soll d'Regierung, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, awer nach wëllen op de Wee vun der Revisioun vum 78er Gesetz an deem dote Kontext wëlle goen, wäerte si op d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun ziele kënnen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Christine Doerner agedroen. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir vill Frae geet dee schéinste Wonsch vun hirem Liewen an Erfëllung, wa si realiséieren, dass e Kand ënnerwee ass. Wat fir dës Mammen e freedegt Événement ass, ka fir anerer eng Gefor vun hirer Existenz duerstellen. Kee vun eis kann dat déift Leed vun enger Fra aschätzen, wann hir Liewenssituatioun si dozou zwéngt, dës Schwangerschaft ofzebriechen.

Den Avortement gehéiert nämlech zu deenen Handlungen, déi een net vu bausse beuerteele kann, wann een net selwer direkt bedeelegt ass. Genau wéi bei enger ongewollter Kannerlosegkeet d'Koppele sech schwéiere medizinesche Traitementer ënnerzéien, fir en Nokomme kënnen op d'Welt ze setzen, esou kämpfen d'Fraen a Misärsituatiounen, fir hiert Kand net ze behalen, well si einfach d'Kraaft net hunn, fir dat Kand auszedroen.

Wie mengt, dass esou eng Décisioun einfach ass, besonnesch fir d'Frau, déi d'Kand erwaart, deen iert sech. Et ass eng häerzerräissend Entscheedung, déi duerno a spéider oft d'ganzt Liewe vun deenen Elteren a vun der Fra wäert prägen. Et komme Scholdgefiller gemëscht mat enger onendlecher Trauer op.

Ech wëll och eng Kéier hei ganz kloer gesot hunn, dass fir déi betraffen Elteren a Fraen d'IVG, déi Interruption volontaire de grossesse, kee Mëttel vu Familljeplanung ass. Si stellen net d'Ofdreiwung mat der Contraceptioun op deen nämlechten Niveau. Dëse Verdacht gëtt hinnen heiansdo onberechtegt ënnerstallt.

Mir hunn zu Lëtzebuerg keng Statistiken. Wa mir awer d'Chifferen aus dem Ausland kucken, geet ganz kloer ervir, zumindest bei deenen erwuessene Fraen, datt den IVG virgeholl gëtt, wann d'Contraceptioun net funktionéiert huet. Et handelt sech hei am Prinzip ëm en eemolegen Accident de parcours.

1978 huet e Gesetz den Avortement a verschiddenen Ausnahmefäll stroffräi gehalen, wann en an deenen éischten zwielef Wochen duerchgefouert gëtt no engem Viol, bei enger Anomalie beim Foetus a bei der Gefor vu séileschen a kierperleche Schied vun der zukünfteger Mamm.

Haut, 30 Joer duerno, bleift den Avortement nach ëmmer grondsätzlech verbueden. E gëtt net legitiméiert an e gëtt net legaliséiert. Et ass nun eemol eppes Schlëmmes. Mä mir raumen der Situatioun vun der Fra eng gréisser Bedeitung an, ouni doduerch awer d'Struktur vun dësem Gesetz vun '78 grondleeënd ze veränneren.

Den IVG soll net méi exklusiv op medizinesche Grënn baséieren, mä et soll een och der verzweifelter Lag vun der Fra Rechnung droen. Dës Reform gëtt der Fra während deenen éischten zwielef Wochen de Raum fir eng eegestänneg Entscheedung. D'Appréciatioun soll hir ganz eleng gehéieren, well nëmme si kann ermiessen, wéi gravéierend hir Noutlag ass.

Keng Fra wäert oniwwerluecht sech fir en Ofbroch entscheeden, well si muss dës Décisioun fir sech a viru sech selwer verantwerten. D'Fra, déi e Schwangerschaftsofbroch an Erwägung zitt, muss sech an enger vum Familljeministère agréémierte Berodungsstell berode loossen, wou si iwwert déi sozial, finanziell a rechtlech Aspekter opgekläert gëtt. Dësen neie Berodungskonzept soll der Fra an hirer Nout- a Konfliktsituatioun eng verantwortlech Entscheedung erméiglechen.

Et kann ee sech d'Fro stellen, ob esou eng Konsultatioun obligatoresch muss sinn oder net. Ech denke schonns. Et ass wichteg, sécherzestellen, dass all Fra sech vu kompetente Leit berode léisst, datt si hir grave Entscheedung no beschtem Wëssen treffe kann. Wann d'Berodung géif fakultativ bleiwen, fäerten ech ganz, dass eng Rei vu Fraen automatesch op eng Liewensméiglechkeet verzichten, ouni dass si am Virfeld mat qualifizéierte Leit geschwat hunn, wat si spéider kéinte bereien.

Et ass natierlech kloer, dass esou eng obligatoresch Consultation préalable nëmme vun Organisme kann duerchgefouert ginn, déi eng neutral Approche zum Avortement hunn.

Bei dëser Berodung soll et nämlech drëms goen, de Fraen nozelauschteren, ze kucken, firwat dass se wëllen ofdreiwen an ob aner Alternative méiglech sinn. Et handelt sech ëm eng Ergebnis-oppe Konsultatioun, well am Endeffekt läit d'Entscheedung eleng bei der Fra.

Et kéint ee sech och hei e Berodungsobligatorium fir d'Männer ausdenken, ëmmerhi si si wesentlech un dëser Saach bedeelegt.

Säit enger Rei vu Jore klëmmt d'Zuel vun den ongewollten an ongeplangten Teenager-Schwangerschaften. Natierlech sinn dës jonk Meedercher opgekläert, mä déi Jugendlech erliewen hir Pubertéit souwisou an hirer eegener Welt, zu där hir Bezuchspersoune wéi d'Elteren an d'Proffen net zougelooss sinn. Si sichen Informatiounen an de Jugendmedien a -gruppen…

M. le Président.- Madame Doerner, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Christine Doerner *(CSV).*-…an hu wéineg Geleeënheet am Virfeld vun hire Bezéiungen op eng respektvoll Opklärung vun de Risiken an Niewewierkunge vun enger liberaler jugendlecher Liewenswelt.

Hei ass Handlungsbedarf, wéi schonn d'Madame Loschetter gesot huet, fir an de Schoule vernetzt mat Berodungsstellen e preventiivt héichqualifizéiert Wësse fir jonk Meedercher a Fraen ze thematiséieren.

Dës Reform gesäit och vir, dass künfteg och Mannerjähreger ouni Zoustëmmung vun hiren Elteren en IVG kënne vollzéien, fir d'Meedercher esou dem Drock vun den Elteren ze entzéien, wa si wëllen dat Kand ausdroen.

Ech kommen zur Konklusioun, an ofschléissend wëll ech bemierken, dass ee kann ervirhiewen, dass hei zu Lëtzebuerg säit 1978 kee méi wéinst illegalem Avortement veruerteelt ginn ass. Mat dëser Revisioun kéint no laange Joren endlech dee

Gruef tëschent dem Buschtaf vum Gesetz an der Praxis zougeschott ginn. D'Angscht, an e kriminellen Eck gedréckt ze ginn, ass fir déi schwanger Fra eng onzoumuttbar a schwéier Laascht.

Dës Reform soll déi wesentlech Elementer vun der Preventioun, Opklärung an Ënnerstëtzung vu Fraen an enger Noutlag verstäerken. Nëmmen da kënne mir den Avortement esou déif wéi méiglech halen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen der Madame Doerner Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer am Mäerz war an dëser Chamber schonn eng Diskussioun iwwer e ganz gravéierende Problem: dee vun de Schwangerschafte bei mannerjährege Meedercher. D'Zuelen, déi do genannt gi sinn, obschonn een net ganz kloer gesäit, mä déi louchen awer zwëschent 80 an 100 Gebuerte pro Joer wéi gesot bei Mannerjähregen. An et ass gesot ginn, datt een dovunner kann ausgoen, datt och gradesou vill Avortementer derbäikomm sinn, woubäi awer nëmme 37 Demandë beim Planning agaange sinn. Dat alles, fir ze soen, datt mer hei mat enger Situatioun ze dinn hunn, wou all Mënsch an där Diskussioun, déi op eng ganz uerdentlech Aart a Weis geféiert ginn ass, eens war, fir dat ze ënnersträichen, wat elo just och gesot ginn ass: En Avortement ass ëmmer eng dramatesch Situatioun.

Et ass ëmmer fir déi Fra, jo souguer heiansdo déi Koppel oder déi Famill, déi et trëfft, eng dramatesch Situatioun a kënnt awer leider ëmmer nees vir, an an alle soziale Schichten. Duerfir, wann et d'Ausnahm muss bleiwen a wann et ni effektiv kann e Moyen zur Familljeplanung sinn, esou muss een awer eben an deenen Ausnahmefäll, wou et eben dozou kënnt, eng mënschewierdeg, eng digne Léisung fir d'Fra, déi betraff ass, fannen. An eng, déi eben och vum gesondheetleche Standpunkt déi beschtméiglech ass.

Dat war eng vun de Konklusioune vun där Diskussioun. Du koume Wahlen, du koum e Regierungsprogramm, an deem ugedeit ginn ass, datt iwwert dat do misst geschwat ginn, well keen huet et normal fonnt, datt honnerten - honnerten! - vun Avortementer vu Fraen aus dësem Land mussen am Ausland gemaach ginn.

Wéi gesot, mir kruten eng nei Regierung, mir kruten e Regierungsprogramm. D'Madame Loschetter huet am Oktober gefrot, fir da kënnen am Virfeld vun där neier Reglementatioun eng Kéier hei ze schwätzen. Haut maache mer et.

An, firwat haut eréischt? Mä vläicht, well d'Regierung bis elo gebraucht huet, fir ons en Text virzeleeën. Den Här Minister, de Justizminister, huet ons de Moien - an ech sinn dankbar doriwwer - deen Text ginn, deen d'Regierung ausgeschafft huet.

Ech wéilt hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt souwuel an där Diskussioun vum leschte Joer am Mäerz wéi och haut eis Haltung zu där Problematik ganz kloer war. Mir waren am Grondprinzip mat där Propositioun d'accord, déi d'Madame Lydie Err hei am Joer 2007 virgeluecht hat, eng Propositioun, déi eng Fristeléisung proposéiert huet; dat heescht, wou an deenen éischten zwielef Joer vun der Schwangerschaft…

(Brouhaha)

Zwielef Méint…

Plusieurs voix.- Wochen!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.-…Woche vun der Schwangerschaft eng Fra eben op Demande an natierlech ënnert dem gegebenen gesondheetlechen Ëmfeld kéint eng Schwangerschaft virhuelen. Mir waren dat deemools, mir sinn dat och nach haut.

Haut de Moie krute mer wéi gesot deen neien Text virgeluecht. Ech muss ganz éierlech soen: En ass enttäuschend. En ass enttäuschend fir d'éischt, well e Wischiwaschi ass.

Une voix.- Jo!

Une autre voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ech huelen un, datt dat d'schlecht Gewësse vun der LSAP ass, dat hei zum Ausdrock kënnt, well kee besser wéi d'„Tageblatt" vun haut huet dat ënner Beweis gestallt, wann et schreift: „Et gëtt eng Fristenlösung light." Entweder et ass eng Fristenlösung oder et ass eng Indikatiounsléisung, mä eng „Fristenlösung light", ech mengen, dat weist eben, datt déi eng dat eent wollten an déi aner dat anert, a wat derbäi erauskomm ass, ass net zefridde stellend.

Jo, mir bleiwen also, egal, wat do steet, bei der Indikatiounsléisung. Et kënnt just eng derbäi: déi vun der sozialer Détresse, déi d'Fra eleng décidéiert. Dat ass och gutt.

Mä direkt niewendrun am Exposé des motifs gëtt awer gesot: „Neen, ëm Gottes Wëllen, et gëtt keng Dépénalisatioun vum Avortement. Dat awer elo guer net. Neen, neen, dat net." Dat weist scho wéi gesot, datt hei zwee Geeschter um Wierk waren.

Wat och enttäuschend ass, dat ass, datt keng konkret Moossname virgesi sinn, wou mer eis awer och alleguerten am Mäerz d'lescht Joer hei eens waren, datt méi, datt vill méi misst gemaach gi fir d'Preventioun, well, wann den Avortement ëmmer en Drama ass, ëmmer eng Krisesituatioun, da musse mer wëssen, datt méi muss gemaach ginn, fir ze verhënneren, esou wäit ze kommen: Opklärung an de Schoulen, net nëmme sexuell Opklärung, mä wéi ganz richteg gesot gëtt, och relationnel Opklärung. Dovu steet guer näischt dran.

Awer dat Schlëmmst an dat Enttäuschendst ass, dat, wat elo just och gesot ginn ass, datt et eng Verschlechterung gëtt. Dat heescht, datt et méi schwéier gëtt fir d'Fra, déi schonn enger ganz schwiereger Situatioun ass, an enger perséinlech ganz schwiereger Situatioun, eben dat do ze maachen. Et gëtt eppes Neies agefouert: Niewent der evidenter normaler Visite, also Konsultatioun beim Dokter kënnt eben déi obligatoresch Konsultatioun vun engem Centre de consultation et d'information familiale, dee vun der Regierung muss agréëiert ginn derbäi.

Dat mécht ganz einfach déi ganz Prozedur - an elo kann een et dréinen, wéi een et wëllt - méi laang, méi schwéierfälleg an och vill manner diskret, dat heescht vill manner respektvoll vis-à-vis vun där Fra, déi net an alle Fäll - esou géif ech et op alle Fall emfannen -, déi net an alle Fäll mat Leit, déi se net kennt, mat deene se net onbedéngt eng Vertrauensrelatioun huet, iwwer hir ganz perséinlech intiimste Problemer misst schwätzen, a firwat et dann esou wäit komm ass, a wéi dat da konnt kommen, a wat se net gemaach huet, a wéi…? Ech ka mer et guer net ausdenken. Ech fannen dat einfach net ubruecht.

Datt et dat soll ginn, datt esou Konsultatioune méiglech sinn: honnertprozenteg d'accord! An dat stoung jo och an der Madame Err hirer Propositioun, mä datt et an alle Fäll muss obligatoresch sinn, do kann ech einfach net dermat d'accord sinn. Wéi gesot, well et der elementarer Dignitéit vun der Fra net Rechnung dréit.

Et stinn nach eng Rei Saachen dran, ënner wéi enge Konditiounen dat soll virgeholl ginn. Mä zum Beispill, et steet net dran…

M. le Président.- Madame Polfer, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ech kommen direkt zum Schluss. Et steet an der Madame Err hirer Propositioun och, datt déi Leit an deene Konsultatiounen - wou et awer wéi gesot fakultativ ass - dem Secret professionnel ënnerluecht ginn. Dat steet an där heiter Propositioun net dran.

Dir hutt verstan, datt aus all deenen Ursaachen, déi ech elo gesot hunn, mir der Madame Err hir Propositioun vill méi ausgeglach, vill méi komplett fannen.

An duerfir, Här President, erlaben ech mer - an ech erkennen der Madame Err natierlech all intellektuell Rechter an Urheberrechter un -, mä ech erlaabe mer hei, d'Propositioun vun der Madame Err nach eng Kéier ze déposéieren. Well ech fannen deen Text gëtt ons d'Méiglechkeet, fir vill méi en ausgewogenen, vill méi en équilibréierten Text an deenen nächste Méint ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

2. Dépôt d'une proposition de loi

6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

M. le Président.- Ech soen der Madame Polfer Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général)

3. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse (suite)

Débat (suite)

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Avortement, Dir Dammen an Dir Hären, ass keng Contraceptioun, wäert an däerf och keng ginn, och dat net am Zäitalter vun der Pëll duerno. Wéi hei schonn ugeklongen ass, ass 2007 am Mäerz plus ou moins zum 8. Mäerz vu mir eng Proposition de loi iwwer Avortement déposéiert ginn, déi am Fong nach net hei diskutéiert ginn ass, sou dass ech der Madame Loschetter, deene Gréngen dankbar sinn, fir d'Geleeënheet hei ze kréien, e Wuert zu eppes ze soen, wat mer e ganz wichtegt Uleies ass.

Ech kommen natierlech och op den Text vun der Regierung zréck. Ech weisen dann, wou d'Differenze sinn a wéi déi sollen ze verstoe sinn.

Loosst mech just als Introduktioun nach e puer Wierder soen. Kanner, déi gewënscht sinn an déi wëllkomm sinn an enger Famill, an enger Gesellschaft, bréngen déi Freed a Beräicherung, besonnesch och fir si selwer e gesond Selbstvertrauen a vläicht psychogénéalogesch e Selbstverständnis, wat hautdësdags Gold wäert ass.

Gëschter stoung an enger Zeitung eng Ausstellung - „Stopp zur sexueller Gewalt a Mëssbrauch" -, déi an der Escher Gemeng de Moment stattfënnt an aus där ervirgeet, dass hei déi Leit, déi sech zesummegedoen hu géint de Mëssbrauch an enger A.s.b.l., eng Ausstellung proposéieren, fir ze weisen, wéi och an de Familljen, Dir Dammen an Dir Hären, Kanner alldeeglech mëssbraucht ginn, an 90% dovunner dësem Ausschnëtt no sexuell belästegt ginn an der eegener Famill.

Et ass also scho wichteg, dass Kanner, déi op d'Welt kommen, gewënscht sinn, fir dass se dee beschtméiglechen Environnement fir hir eegen Entwécklung hunn.

Besonnesch: Et ass wichteg, e Gesetz ze hunn, wat d'Saache kloer seet. An et ass besonnesch och wichteg, dass dat Gesetz net d'Ëmgeréits vergësst, wéi zum Beispill net nëmmen d'Sexualerzéiung, mä och d'Relatiounserzéiung; well déi zwou, déi ginn zesummen. A mat deem sexuale Billerkrich, deen de Moment ass, geet vläicht déi Notioun deelweis verluer.

Ech denken och, dass ee misst e Wuert soen, wat den Avortement dann, wann e praktizéiert gëtt, schliesslech duerstellt. Et misst och kloer gesot ginn, dass dann nëmmen en Dokter et ka maachen - an a mengen Ae kann dat nëmmen esou sinn -, dass et en Acte médical ass, dee jo och misst da remboursëiert ginn.

Wa mer wëssen, dass zu Lëtzebuerg - an dat kënnt aus deem leschten ORK-Bericht ervir - ganz vill jugendlech mannerjähreg Frae schwanger sinn, Kanner kréien oder ofdreiwen, dann ass dat zweifelsohne de Beweis derfir, wann en nach néideg wier, erbruecht ze ginn, dass d'Sexualopklärung an och Éducation sexuelle et affective - dat ass e bësse schwéier ze iwwersetzen - zu Lëtzebuerg op jidde Fall nach net schéngt ukomm ze sinn, do, wou et am néidegste wier, dat heescht bei deene jonke Leit.

Ech hu Frënn, déi Apdikter sinn, an och déi soe mer, dass Sexualerzéiung bei erwuessene Fraen och net ëmmer ka virausgesat ginn, well regelméisseg och do iwwert de Weekend d'Pëll vum Dag duerno verlaangt gëtt an öfters och nach vun deeneselwechte Fraen.

Et ass also e Besoin hei zu Lëtzebuerg, fir Sexualopklärung ze maachen, fir näischt ze verschéineren, a fir d'Méiglechkeet, sech fräi ze entscheeden, e Kand ze kréien oder och net, muss kënnen organiséiert ginn. Et ass jo net… Et ass jo gewosst, dass a Frankräich zënter 1974 schonn en offent Gesetz zum Avortement komm ass, iwwregens vun enger Parteikolleegin vun der Madame Doerner, mengen ech kënnen ze soen, déi e bëssen an eng aner Richtung gaangen ass, mä ech denken, dass et interessant ass, d'Gemeinsamkeeten an d'Differenzen zwëschent der Propositioun an dem Projet duerzestellen.

Positiv ass, dass den Délai deeselwechten ass, während där d'Schwangerschaft ka virgeholl ginn. Zwielef bis 14 Woche jee no Gesondheetslag, an ech mengen och, dass et d'selwecht ass, dass d'Noutlagargument an deenen zwee Texter ass. D'Noutlagargument ass a mengen Ae wichteg, fir ze soen. Mä eppes feelt eigentlech, an a mengen Aen ass et kloer, dass d'Noutlag net ka festgestallt gi vun engem Drëtten, mä d'Noutlag muss festgestallt gi vun deemjéinegen, dee concernéiert ass, dat heescht där schwangerer Fra. Et ass e bësselche wéi bei der Euthanasie. Et ass et net um Dokter oder un der Famill festzestellen, ob d'Souffrancen insupportabel sinn oder net: Dee Betreffende muss dat fir sech entscheeden.

Ech mengen, dass et evident ass, dass Fraen, déi an där Lag sinn, sech an enger Noutlag befanne schonn eleng duerch déi Tatsaach, dass se drun denken, dat Kand net kënnen ze kréien.

Positiv an d'selwecht an deenen zwee Texter ass, dass d'mannerjähreg Kanner och kënnen, ouni hir Elteren an d'Bild ze setzen, zu engem Schwangerschaftsofbroch kommen a sech eventuell begleede loosse vun engem - dat steet net prezis am Text, a mengen Aen evident awer - groussjähregen Drëtten, deen d'Personne de confiance soll spillen an am Fong anstatt vun den Elteren de Jugendlechen an dee schwéiere Schrëtt do mat begleeden.

Wat ech positiv fannen, ass, dass d'Donnéeën anonym solle weidergoen, fir dass endlech gewosst ass, wat zu Lëtzebuerg a Saachen Avortement passéiert, well et ass jo kloer wéi och bei anere Faiten, bei anere Phenomeener, dass duerch de Fait, dass mir e schlecht Gesetz hunn, dat heescht, dass sech un d'Gesetz gehale gëtt. De Fait, dass mir e schlecht Gesetz hunn, dat heescht, dass et iwwerschratt gëtt all Dag. A wann net hei, dann am Ausland. Ech mengen, dass dat eng Ontransparenz ass, déi engem demokratesche Land wéi Lëtzebuerg onwierdeg ass.

Ech mengen och an deenen zwee Texter d'selwecht ze verstoen, dass ëmmer nëmmen en Dokter et ka maachen. Ech mengen awer, dass, wann et net kloer ass, misst een et kloer soen.

Zwou Differenzen hu mer zwëschent deenen Texter vun der Regierung an deem vu menger Proposition de loi. Éischtens, d'Konsultatioun ass am Text vun der Koalitioun, wéi en elo virläit, obligatoresch an an enger Zäitspan vun dräi Deeg, während en a menger Propositioun obligatoresch ass, mä nëmme fir Jugendlecher, fir Mannerjähreger, a fakultativ fir déi Erwuessen, vun deene mer ausginn, dass se wëssen, wat se wëllen, an dass ee se net méi muss schécken an eng Konsultatioun, nodeem se sech selwer informéiert hunn an hir Entscheedung getraff hunn.

Ech kann awer och nach mat där Konsultatioun do liewen à condition, dass am Gesetz kloer ass, wat déi agréëiert Strukture sinn, déi sollen deen Certificat de consultation ausstellen. Et kann net sinn, dass do Frae forcéiert ginn...

M. le Président.- Madame Err, Dir misst elo esou lues zum Schluss kommen!

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Jo. Ech weess, dass dat doten Iech net schrecklech an de Krom passt, mä...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Neen, Madame Err. Madame Err, lauschtert, ech mengen, mir...

Mme Lydie Err *(LSAP).*-...zwou Minutte méi laang.

M. le Président.- Ma neen, ech si ganz respectueux, well Dir hutt elo schonn zwou Minutten iwwerzunn. Ech mengen, mir mussen awer e bësselchen d'Reglement hei applizéieren. Är Kolleeginnen hunn dat Reglement och applizéiert. Duerfir géif ech awer wann ech gelift elo bieden, lues zum Schluss ze kommen, Madame Err.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech kommen zum Schluss, Här President.

Ech hunn nach eng Saach, déi ech hei diskutéiere wëll, an zwar eppes, wat iwwerhaapt net am Text vun der Regierung steet, wat fir mech awer ganz wichteg ass a wat a mengem Text steet.

Dat ass, dass den Délit d'entrave, fir en Avortement kënnen ze kréien, muss ënner Strof gesat ginn. Et kann net sinn, dass mir zu Lëtzebuerg eng Situatioun kréien, wou Leit, deenen e bessert Gesetz wéi dat, wat mir haut hunn, net an de Krom passt, probéieren, Leit dorunner ze hënneren, hiert Recht net kënnen ze kréien.

Erfahrungen a Saache Stierfhëllef hu bewisen, dass dat e Risiko ass, dee besteet zu Lëtzebuerg op anere Gebidder. Ech géif duerfir opfuerderen, sech ze iwwerleeën, ob ee mat kann op dee Wee goen.

Fir de Rescht ass a mengen Aen den Text an der Rei, wa mer eis kloer sinn iwwert dat, wat agréiert Strukture sinn, déi sollen den Certificat de consultation ausstellen, well keng Fra wäert en Avortement maachen, ouni sech virdrun oder während der Prozedur konsultéieren ze loossen. Gegebenenfalls geet se bei deen zréck, wou se ugefaangen huet, wa se dat ka maachen. Duerfir mengen ech, ass dat Element extrem wichteg.

M. le Président.- Ech soen der Madame Err Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Thema, wat mer haut hei behandelen, ass e sensibelt Thema, an et ass och normal, datt esou en Thema kontrovers heibanne soll a muss diskutéiert ginn. Et ass och duerfir schwéier an zwou Minutte Riedezäit, déi een huet, fir am Detail do an eng Analys eranzegoen. Duerfir wëll ech vun eiser Säit aus hei déi prinzipiell Stellung virdroen, esou wéi mir se als ADR an eisem Wahlprogramm festgehalen hunn.

Mir hunn an eisem Wahlprogramm gesot, datt mer géifen eng absolut Prioritéit der Preventioun, der Opklärung ginn. Déi soll an de Schoule stattfannen, déi soll an der Famill stattfannen, soll iwwer modern Kommunikatiounsmëttelen - Internet - stattfannen, iwwer Publikatiounen a Berodungsstellen.

Och si mer der Meenung, datt déi jugendlech Jongen a Meedercher sollte gratis Verhiddungsmëttelen zur Verfügung gestallt kréien. Mir wëssen och haut, datt et schonn d'Pëll duerno gëtt, sou datt et also eng ganz Palett gëtt vu preventive Moossnamen. Alleguer déi sollen agesat gi mam Zil, ongewollte Schwangerschaften ze verhënneren.

Fir de Fall, dass dach eng ongewollte Schwangerschaft antrëtt, mussen dës Fraen all méiglech Hëllef kréien, fir an dëser schwéierer Phas an hirem Liewe bäizestoen, Informatiounen an Hëllef iwwer all Méiglechkeeten, sief dat materieller, finanzieller oder moralescher Natur.

D'ADR ass der Meenung, wann all dës Moossnamen zu honnert Prozent offréiert an och praktizéiert géife ginn, datt dann am Prinzip dierft kee Bedarf iwwerhaapt méi bestoen, fir iwwert d'Gesetz iwwert de Schwangerschaftsofbroch missen ze diskutéieren oder ze légiféréieren.

D'Regierung huet haut de Moien an der Kommissioun en Avant-projet vun enger Proposition de loi déposéiert, déi baséiert op der Regierungserklärung vun där neier Regierung. D'ADR wäert dës Proposition de loi vun der Regierung aus der Siicht vun eisem Wahlprogramm analyséieren an dann hir Positioun festleeën.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, fir d'éischt ganz schnell: Merci un d'Madame Loschetter fir déi Initiativ, fir dass mer d'Geleeënheet kréien, hei doriwwer ze diskutéieren, ganz kuerz.

Soulaang wéi mer d'Schwangerschaftsënnerbriechung net aus dem Strofgesetz däitlech eraushuelen, soulaang bleiwe mer an enger Logik vu Schold, Culpabilitéit a Repressioun vis-à-vis vun deene Fraen, déi dat maachen. A mir missten eigentlech alleguerte wëssen, och aus empirescher Erfahrung, dass déi repressiv Logik an esou Froe wéi där do vun héchst bezweifelbarer Wierksamkeet ass: Op där enger Säit, well d'Fraen awer, wa se keen aneren Auswee wëssen, dat maachen, awer dann ënner oft schlëmme Konditiounen; a mer wëssen, dass déi repressiv Logik och fir d'Fra inhuman Konsequenze kann hunn, déi hei schonn opgezielt gi sinn, sou dass ech do net nach eng Kéier drop brauch zréckzekommen.

Berodung an Hëllef, déi sinn ëmmer gutt, an ech sinn och der Meenung, dass mer d'Offer vun der Berodung a vun der Konsultatioun systematesch sollten ausbauen, och den Accès sollten erliichteren, virun allem fir déi jonk Leit.

Mä ech sinn net d'accord, dass mer se sollten obligatoresch maachen, well, wa mer se obligatoresch maachen, dann ënnerstelle mer de Fraen implizit, dass se eigentlech onmündeg sinn an dass se musse conseilléiert ginn, fir kënnen eng vernünfteg Entscheedung ze huelen. Ech stelle mer och d'Fro, ob d'Qualitéit an d'Akzeptanz vun enger Berodung net leiden, wa se ënnert der Menace vun enger Strof steet.

Also, prioritär fir mech: Dépénaliséierung; eng besser Informatioun; eng besser Opklärung vun eise jonke Leit - well ech mengen, dass do heiansdo wierklech nach ganz vill ze maachen ass -, an e Gesetz, wat Rechtssécherheet schaaft. An esouwäit wéi ech deen Text vun deem Projet de loi oder Avant-projet de loi bis elo kennen, schaaft e keng.

Fir mech ass absolut net kloer, wat et bedeit, wann Indikatiounen opgezielt ginn, a wann et dann heescht, wann déi Indikatioune bestinn, dann ass et net punissabel, dann ass d'Schwangerschaftsënnerbriechung net punissabel, an da seet…

(Interruption)

Ech hu mech gëiert?

Dann ass se net punissabel. An da seet d'Madame Err eis jo: „Mä wien entscheet dann, ob déi Indikatiounen do zoutreffen oder net?" Majo, dat ass eleng d'Fra, an da mécht deen Ausdrock punissable am Gesetz kee Sënn méi. Dat heescht, a Wierklechkeet bleift et eng Pénaliséierung vun der Schwangerschaftsënnerbriechung, wann déi Indikatiounen do net agehale ginn - a mer wëssen net, wie se festzestellen huet - a wann déi Konsultatioun net stattfënnt, déi ënnert der Menace vun enger Strof stattfënnt.

Also: Dépénaliséierung, Informatioun a Preventioun aus dem Strofgesetz eraus!

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert: den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

Ech wëll nach eng Kéier drop opmierksam maachen, fir herno keng Diskussioun ze kréien, datt d'Regierung zéng Minutten huet. Dat heescht, wa méi Ministere wëlle schwätzen, se awer wann ech gelift gebiede wären, plus ou moins sech esou anzedeelen, datt jiddwereen alles ze soe kritt, wat e wëllt.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Den Här Di Bartolomeo ka fënnef Minutte schwätzen an de Justizminister zéng.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Zéng Minutten hutt Der, Här Justizminister.

(Interruptions diverses)

Also, elo lauschtere mer emol dem Gesondheetsminister no, well d'Zäit, déi leeft.

(Interruptions diverses)

Eng Véierelstonn.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Voilà, villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, dee Reformprojet, deen de François Biltgen als Justizminister, deen de Ressortminister ass, wäert presentéieren, ass e wichtegen zousätzleche Schrëtt, fir den Avortement aus der Grozon, wou e leider nach ëmmer dra war, erauszekréien, a méi Transparenz a méi Realitéitssënn an déi Diskussioun eranzebréngen.

Dat Gesetz, dee Gesetzesprojet, dee mer wäerte presentéieren, huet de Verdéngscht, dass e sech de Realitéiten upasst, manner Plaz fir Interpretatiounen, an duerfir méi Kloerheet wäert an deen heite Beräich erabréngen. Dat ënner anerem doduerch, dass d'sozial Détresse unerkannt gëtt an ënner anerem domat - an dat ass ee vun deene wichtegste Schrëtter -, dass Mannerjähreger net méi systematesch dozou gezwonge ginn, fir iwwert d'Grenz ze goen, mä ënner verschiddene Konditioune kënnen am Respekt vum Gesetz an an aller Transparenz hei zu Lëtzebuerg eng Schwangerschaft kënnen ofbriechen. Et handelt sech do ëm déi fragiliséiertste Persounen, déi dovu betraff sinn, an hinne gëtt heimat gehollef.

Et ass richteg, dass d'Décisioun bei der Fra läit, an dass d'Fräiheet vun der Fra an esou enger schwéierer Décisioun net soll hypothekéiert ginn. Mä Fräiheet heescht net, dass een d'Fra soll eleng loossen. Duerfir mengen ech, sinn déi Berodungszentren, déi hei virgesi sinn, net als Schikan, mä als zousätzlechen Encadrement bei enger ganz schwiereger Situatioun ze verstoen, selbstverständlech wann een déi doten Aufgab deenen uvertraut, déi dat och esou an deem Sënn gesinn.

De François Biltgen wäert op den Detail vun deenen neie Propositiounen agoen. Ech wëll just soen, dass dat heiten en zousätzleche Schrëtt ass, e wichtege Schrëtt, mä sécher net deen eenzegen an där heiter Problematik, an dass mir, d'Familljeministesch an ech selwer, zesummen och mat der Éducatiounsministesch, an deene leschte Jore scho bestrieft waren, fir d'Rahmebedingungen ze verbesseren.

Ech erënneren drun, dass mer d'Pilule du lendemain fräiginn hunn. Ech erënneren drun, dass systematesch an alle Lycéeë Contraceptife quasi gratis zur Verfügung gestallt ginn.

Ech erënneren drun - an do kommen ech op dat, wat d'Madame Loschetter gesot huet -, dass mer dat lescht Joer dem Planning familial den Agrément ginn hunn, als agrééierten Zentrum, fir medikamentös Avortementë kënnen ze praktizéieren. Dat heescht kloer, medikamentösen Avortement huet selbstverständlech Prioritéit vis-à-vis vun anere Situatiounen.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Regierung sech d'Wuert ginn huet schonn am leschte Budget - do sinn éischt Kreditter virgesinn -, fir Contraceptifs fir jonk Leit bis zu 25 Joer ze rembourséieren.

Dat wäert an dësem Joer kommen, well den Avortement ass net en Element vu Familljeplanung, mä ass eng Situatioun, déi antrëtt, wann aner Prioritéite gescheitert hunn. Duerfir ass et extrem wichteg, fir d'Zougänglechkeet zu enger responsabeler Sexualitéit ze verbesseren.

Ech wollt dat ënnersträichen. Mir sinn am Moment amgaangen dorun ze schaffen, fir quasi gläichzäiteg mat dem Projet de loi och verbessert Konditioune beim Zougang zu Contraceptifen ze garantéieren, ouni Ënnerscheed vun der sozialer Situatioun.

Mir wäerten eis Méi ginn, fir am Rahme vum Gesetz och zousätzlech Moyenen éischtens fir d'Berodungszentren zur Verfügung ze stellen, awer och fir d'Preventioun an de Schoulen. Do gëtt et a mengen Aen eng Obligation de moyens, wa mer op deen dote Wee ginn, wa mer also A soen, musse mer och B soen an déi dote Situatioune verbesseren.

Ech wëll soen, dass selbstverständlech jiddwereen d'Recht huet, fir seng Meenungen ze behalen, wat elo den Optimum ass an där heiter Diskussioun. Mir hunn et fäerdeg bruecht, zesummen en Duerchbroch hei ze maachen, deen et erlaabt, d'Situatioun vun der Fra ze verbesseren.

Déi, déi eis elo wëlle schoulmeeschteren, dass een dat eent oder dat anert méi hätt kënne maachen, déi hate virun eis an der Regierung d'Geleeënheet, fir dat ze maachen, hunn et awer net fäerdeg bruecht.

Ech wollt der Madame Polfer soen, dass an där virviregter Regierung och schonn d'Geleeënheet gewiescht wär, fir hei Verbesserungen ze maachen. Déi waren awer net dran, well d'DP hir Iddien net duerchgesat kritt huet. Ech wëll soen, dass dat hei eng gutt Solutioun ass, wou d'Situatioun an der Praxis wesentlech wäert verbessert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech soen dem Gesondheetsminister Merci. Elo kritt d'Wuert: den Här Justizminister François Biltgen.

4. Dépôt d'un projet de loi

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll emol fir d'éischt d'Geleeënheet benotzen, fir den Dépôt ze maache vum Projet de loi portant modification de l'article 353 du Code pénal, deen ech hei dem Chamberspresident dann iwwerreechen.

6103 - Projet de loi portant modification de l'article 353 du Code pénal

5. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse (suite)

Ech hunn no Récksprooch mat virun allem de Fraktiounspresidente vun de Koalitiounsparteie mer iwwerluecht an och hinnen nogefollegt an hu gesot, ech ginn net eraus un d'Press, ier dass mer hei déi Debatt hate mam Dépôt vum Projet de loi. Ech hunn deen - d'Madame Polfer huet dat gesot - de Moien an der Commission juridique ausgedeelt, well - wéi hat ech laachende Monds de Moie gesot? - mäi parlamentaresche Statssekretär, den Här Bodry, scho gëschter op RTL verschidden Deeler bekannt gemaach huet.

Ech hunn och misse grinsen, wéi op RTL stoung, den Här Bodry wär Coauteur, mä déi, déi mech kennen, wëssen, dass ech nach ëmmer meng Texter selwer ka schreiwen.

Plusieurs voix.- Aah!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Richteg ass allerdéngs…

(Brouhaha général)

Richteg ass allerdéngs, dass deen Text…

Mir hunn och net esou vill Suen, dass mer ee kéinte vu bausse bezuelen.

Richteg ass allerdéngs, dass deen Text…

(Interruptions)

…deen Text vum Code pénal, dee mer änneren, dass dee millimetergenee dat erëmgëtt, wat den Här Bodry als Parteipresident vun der LSAP an ech deemools als Parteipresident vun der CSV an de Koalitiounsgespréicher ofgemaach hunn. Woubäi ech och soen, dass ech ëmmer muss e bësse grinsen, wa versicht gëtt elo haut - dat ass awer de bonne guerre -, d'Koalitiounsparteien auserneenzedividéieren.

Ech mengen, d'Madame Err ass agaangen op déi ganz Positioun vun hirer Partei. Ech wëll da just ee Saz oder zwee Sätz zitéieren aus dem Parteiprogramm vun der CSV: „Das bestehende Gesetz aus dem Jahr 1978 muss abgeändert werden, damit jene Abtreibungen, die nicht verhindert werden können, im rechtssicheren und

fachmedizinisch begleiteten Raum stattfinden. Abtreibung ist keine Fortsetzung der Schwangerschaftsverhütung mit anderen Mitteln. Sie ist ein ernster medizinischer Eingriff, der nur in Ausnahmefällen zulässig ist. Wir nehmen die Existenz solcher Fälle zur Kenntnis und wollen sicherstellen, dass vor jeder Abtreibung beratende Gespräche stehen."

Dat, fir ze soen, dass mer net laang gestridden hunn - déi zwee Parteipresidenten -, mä, dass mer déi Grondiddiën erëmfonnt hunn, déi mer alleguer vertrueden hunn, nämlech fir ze soen: Den Avortement ass keng Familljeplanung, den Avortement ass eppes, wat an extreme Fäll stattfënnt. Et muss ee kucken, fir dass et net als Einfachheet benotzt ka ginn.

An op dat kommen ech nach eng Kéier zréck, well déi obligatoresch Konsultatioun vu verschiddene Riedner hei a Fro gestallt gouf, mä, wann een d'Realitéit kuckt, muss ee feststellen, dass just déi obligatoresch Konsultatioun kann eben der Fra, well déi ass ënnert Drock, déi ass ënnert Drock vu ville Säiten aus, hëllefen en connaissance de cause ze décidéieren an net en méconnaissance de cause.

Duerfir sinn ech och dem Mars Di Bartolomeo, dee fir d'Marie-Josée Jacobs, fir d'Familljeministesch, matgeschwat huet, och dankbar, dee gesot huet, dass dat heiten een Element ass vum Koalitiounsprogramm. Dat anert Element ass, fir ze soen, mir maachen alles, fir Ofdreiwungen ze verhënneren: duerch Opklärung, déi mer och wëllen an der Schoul verstäerken, duerfir wäerte mer och, wa mer d'Diskussioun kréien iwwert dat neit Beruffsbild vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen, och diskutéieren - soen ech als Héichschoulminister -, wéi ee besser kann an der Schoul och opklären. Do ass nach villes ze maachen, menge mer als Regierung.

An op där anerer Säit huet de Mars Di Bartolomeo dat gesot, wat sech och an deenen zwee Wahlprogrammer erëmfënnt vun de Koalitiounspartner, nämlech ze kucken, dass nach méi den Zougang zu Verhütungsmëttele stattfënnt notamment gratis, well d'Pëll ass net bëlleg, an dobäi denke mer u jonk Meedercher, déi an de Lycéeë sinn, dann ass dat een Element, fir ze verhënneren.

Nun ass et esou, dass mer alleguer wëssen, dass dat Gesetz vun '78, wat schonn deemools op Informatioun opgebaut huet an dovunner ausgaangen ass, wa mer géife méi Informatioun an Opklärung maachen, géif et manner Avortementë ginn, awer net dat Resultat bruecht huet. Dat huet eis dozou bruecht, fir ze soen, ma komm, mir kucken, fir vun der Grauzon ewechzekommen, déi Tabuiséierung vum Avortement opzehiewen, an op där anerer Säit ze kucken, dass all Elementer op dem Dësch leien, fir ze kucken, dass esou mann wéi méiglech Avortementë kommen.

Dozou e puer Erläuterungen zum Text. Éischtens: Mir sinn hei am Strofgesetz. Mir bleiwen am Strofgesetz am Code pénal. Et ass och duerfir ganz kloer, dass den Avortement als solchen net dépénaliséiert gëtt. Den Avortement bleift strofbar.

Zweetens, wat d'Indikatiounen ubelaangt, si mer méi wäit gaangen. Woubäi ee kann diskutéieren, ob mer méi wäit gaange sinn oder net. Mä mir hunn et op d'Mannst méi preziséiert an am Sënn vun der Rechtssécherheet méi kloer gemaach. Well bis elo hate mer och Indikatiounen d'ordre psychique, wou déi sozial Froen absolut konnten drafalen. Mä dat war eng Interpretatiounsfro, an am Strofrecht ass et gutt, wann een dat kloer seet.

Mir hunn zwou Saache bäigefügt. Mir hunn de Prinzip vun der Détresse bäigezunn, wat ganz kloer seet: D'Détresse, dat ass net iergendwéi eppes, wat engem afält, mä dat ass eng Situatioun, an deem ee sech genötegt fillt. Och dat ass wichteg: den Terme vun der Détresse.

An dann dat Soziaalt. Well déi Leit, déi op der Sozialaarbecht um Terrain aktiv sinn - an ech war dat virun allem a menge Joren als Affekot am Brillsquartier zu Esch -, wëssen, dass dat, wat mir oft esou diskutéieren intellektuell vun uewen erof, ganz schéi kléngt a ganz richteg ass, mä net d'Realitéit op de Kapp trëfft.

Vill Fraen, déi wëllen ofdreiwen, wëllen net ofdreiwen, well se d'Kand net wëllen, mä well se net d'Méiglechkeet gesinn, net sécher sinn, ob se dat Kand iwwerhaapt kënne grousszéien, aus ville Grënn, wou déi materiell Grënn een Deel sinn. Dat psychosoziaalt Ëmfeld ass een anert. D'Roll vum Papp, d'Roll vun den Eltere spillen do eng ganz grouss Roll.

Fraen, déi jonk sinn, déi net gebilt sinn, déi aus sozial défavoriséierte Milieue kommen, hunn net déi Méiglechkeet, iwwer alles informéiert ze sinn, wat anerer hunn. An dohier déi obligatoresch Berodung, déi selbstverständlech nach ëmmer herno muss ergebnisoffe sinn. D'Fra muss d'Décisioun huelen. Ech kommen nach eng Kéier op d'Sécurité juridique zréck. D'Fra muss kënnen d'Décisioun fräi huelen, mä si muss se kënnen en connaissance de cause huelen.

Mir hunn och mat Gynäkologen geschwat, déi gesot hunn: „Mir sinn net Spezialist dovun, mä heiansdo, wa mer der Fra gesot hunn: «Mell dech emol bei deem Zentrum oder bei deem Zentrum, deen der Iddië gëtt, wéi s de kanns awer mat deem Kand eens ginn.», hunn herno gesot: «Ech sinn awer bereet, dat Kand ze kréien.»" Dat ass de Punkt vun der obligatorescher Konsultatioun. Just déi, déi alles wëssen, do ass d'Décisioun scho virdru fest. Mä et sinn der vill, déi wëssen net alles. Hei kréie se iwwert déi obligatoresch Konsultatioun Elementer iwwert dat Materiellt, iwwert d'Begleedung, an da kënne se en connaissance de cause décidéieren.

D'Sécurité juridique ass virdrun a Fro gestallt ginn. Ech menge just, dass mer hei d'Sécurité juridique sécherstellen, andeem mer soen, doduerch, dass de d'Prozedur respektéiers, d'Konsultatioun beim Dokter iwwert dat Medizinescht, déi ass vir, d'Konsultatioun am Zentrum, dat ass dat Zweet, wann s de dat respektéiert hues, dann ass souwuel d'Fra wéi och den Dokter, deen den Avortement ënnerhëlt, ass deen an der Sécurité juridique, dass en net strofrechtlech verfollegt gëtt.

Déi Onsécherheet huet och eiser Meenung no dozou gefouert, dass et vill ondeklaréiert Ofdreiwungen hei am Land an dobausse gëtt. An deem Sënn menge mer, dass mer hei mat deem heite Gesetz d'Chance kréien, fir méi Avortementen ze évitéieren, doduerch dass mer engersäits den Avortement détabuiséieren, mä anerersäits de Fraen, déi betraff sinn, all Chancë ginn, fir wa se wierklech wëlle wëssen, wéi se kënnen hiert Kand halen. Ech mengen, dass mer doduerch eppes maachen, wat am Endeffekt ville Leit a virun allem Fraen hëlleft dobaussen, fir méi Dignitéit selwer ze kréien.

Ech mengen och, dass mer net doduerch den Avortement liberaliséieren, mengen awer doduerch, dass mer méi Rechtssécherheet kréien an dass mer méi Respekt virun der Mënschlechkeet hunn.

Natierlech - an domadder halen ech op -, natierlech läit alles an der Qualitéit vun där Konsultatioun, déi déi Centres pluridisciplinaires do ginn. Dat heescht, dat ass net einfach e Gespréich, wou een e Schäi siche geet, mä dat ass e Gespréich, wou ee seet, wat ass; wou et och wichteg ass, dass déi Leit, déi an deem Centre sinn, zum Beispill froen: „Hues de mam Papp geschwat vum Kand?" - Dat geschitt net ëmmer, aus ville Grënn. - „Hues de mat den Eltere geschwat?" Do hu mer jo eng extra Prozedur fonnt, fir ze soen, et sinn net d'Elteren, déi herno d'lescht d'Wuert hunn. Mä et ass awer wichteg, dass ee versicht, mat den Elteren esou an esou an d'Gespréich ze kommen. Wat beim Dokter ufänkt no eisem Text, dat wëll ech iwwregens soen: Et ass den Dokter, deen dat déclenchéiert mat dem Zentrum. Mä den Zentrum soll en oppent Gespréich féiere mat de Leit, fir alles op den Dësch ze leeën a fir wierklech all Informatiounen ze ginn, fir dass déi betraffe Fra kann en connaissance de cause décidéieren.

Ech mengen, duerfir ass et wichteg, dass de Gesondheetsminister an d'Familljeministerin dat och kucken, wat fir eng Zentren agrééiert ginn, woubäi d'Base légale schonn zënter '78 besteet. Dat hu mer net geännert, well alles am Gesetz steet vun '78. Wann Der d'Gesetz vun '78 noliest, dat huet zwee Kapitelen, dat zweet ass dat, wou mer eng Ännerung maachen zum Code pénal, an dat éischt sinn déi Informatiounszentren. Do ass all Base légale do. Et ass um Gesondheetsminister an un der Familljeministesch, fir elo ze kucken, wien do agrééiert gëtt.

Ech mengen, an deem Sënn hätte mer eppes gemaach, wat wierklech mënschlech ass, wat net iergendwéi Zäitgeescht ass, mä wat am Endeffekt vläicht besser Resultater erziilt wéi dat Gesetz, wat mer elo vun '78 haten.

An deem Sënn hunn ech dat Gesetz déposéiert, dat mécht säi Gang duerch den Instanzewee. Mir wäerten also nach an Zukunft an der Commission juridique genuch Zäit kréien, doriwwer ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Justizminister François Biltgen Merci. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Interpellatioun vum Här Xavier Bettel iwwert d'Partenariatsbestietnis vun homosexuelle Koppelen an d'Adoptioun an zu der Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen och iwwert d'Bestietnis vun homosexuelle Koppelen. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Doerner, den Här Bodry, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo den Interpellant, den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de M. Xavier Bettel sur les sujets suivants:

- les problèmes d'application du partenariat,

- l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels,

- les nouvelles formes de parentalité

et

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels

Exposé

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President. Enfin, kéint ech soen. Ech hunn nämlech de 6. Mäerz 2007 d'Demande un den deemolege President vun dëser Chamber gemaach, fir iwwert dëse Sujet kënnen hei am Plenum ze diskutéieren. Et muss e Sujet sinn, dee verschidde Leit stéiert, soss hätt et bestëmmt net bal dräi Joer gedauert, fir iwwerhaapt kënnen hei driwwer ze diskutéieren.

Ech hunn och meng Interpellatioun an dräi Deeler opgesat. Dat eent ass d'Partenariatsgesetz, wat mer gestëmmt hunn, wou Problemer haut nach sinn, dann iwwert d'eventuell Introduktioun zu Lëtzebuerg vum Mariage vu Couples homosexuels, an dann och iwwert d'Homoparentalitéit.

Här President, ech ka mech erënneren, wéi mer d'Gesetz iwwert d'Partenariat gestëmmt hunn, dass et net einfach war. Ech wor e jonken Deputéierten, an an enger Kommissioun juridique, presidéiert vun Iech, wann ech mech richteg erënneren, hat ech en Amendement proposéiert, wou et nëmmen drëms gaangen ass, fir dass ee bei engem Pacs net nëmmen de Buergermeeschter oder den Officier d'état civil, mä och e Schäffen oder e Conseiller kéint froen, fir d'Partenariat ze maachen.

Meng Kolleegen Durdu a Graas an deemools, ech mengen, d'Madame Delvaux, déi nach an der Chamber war, an nach en anere Member vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, an déi Gréng hunn dat matgestëmmt. Wat wor do en Zirkus! Wat wor d'CSV e schlechte Verléierer, well e klengen Amendement an en Text sollt kommen, wou een nëmmen erlaabt hätt, dass och e Gemengeconseiller oder eng aner Persoun kéint e Pacs maachen.

(Interruption)

Déi Ambiance heibannen, wéi mer iwwert den Text geschwat hunn, wou ech mech nach erënnere kann, dass en Deputéierten, en ass net méi hei, mä den Nicolas Strotz, wierklech Schwieregkeete schonn hat mam Text a mer gesot huet: „Muss dat sinn?" Et ass en aneren Deputéierten, deen haut nees heibanne sëtzt, dee mer gesot huet: „Xavier, wann ech eng Pëll hätt, fir dass een net méi schwul wär, géifs de déi huelen?" Wann ech Iech soen, dass een dat erlieft huet an heibannen an deem Haus - dat deet wéi!

De Pacs, dunn ass gesot ginn: „Ass dat wierklech néideg?" Souguer op verschiddene Bänken: „Muss dat gemaach ginn?" Fir d'Sozialisten deemools ass dat net wäit genuch gaangen. Dat wor soi-disant d'Ursaach, firwat se et net gestëmmt hunn.

Ech wëll just d'Sozialisten erënneren, dass d'DP leider nëmme per Intermezzo déi lescht 30 Joer an enger Regierung war, an déi 15 Joer virun deem, dass d'Pacs-Gesetz do war, kee Iota an enger CSV-LSAP-Regierung vun engem Pacs geschriwwe ginn ass, an dass déi fënnef Joer no enger DP-Regierung kee Iota vun engem Mariage geschwat ginn ass.

Dat heescht, d'Sozialiste wäerten haut soen: „Et ass eis Iddi." An et ass jo dat, wat impressionnant ass, Här President. Ech hunn et scho gëschter gesot, an ech mengen, mir kréien nach vill Freed hei an där Chamber. Hei gëtt drëm gestridden, wie wat net gesot huet - bei der TVA -, an da bei verschiddene Sujetë mécht schonn eng Fraktioun dann an der Press, de Spriecher vum Justizministère, den Här Bodry, deen dann hei erkläert, wat den Här Biltgen hei wäert déposéieren.

Et ass witzeg. Vun deem, wat een arrangéiert, ass een Auteur, an dat, wat stéiert, dat war keen. Ça me rappelle quelque chose.

Mä op jidde Fall, Här President, muss een och éierlech mat sech sinn. A wann deemools d'Sozialistesch Aarbechterpartei den Text vum Pacs net gestëmmt huet, sinn ech der Iwwerzeegung, dass d'Demokratesch Partei all Evolutioun, déi an déi richteg Richtung geet, wäert matstëmmen.

A wa se net wäit genuch geet, ass et egal. Mir insistéieren. Mir wäerten och Amendementer maachen, fir méi wäit ze goen. Mä mir wäerten, wann e Fortschrëtt an déi richteg Direktioun geet, dat ënnerstëtzen an net direkt soen, dass mir esou en Text net stëmmen, esou wéi et deemools d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei dat hei gemaach huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert de Pacs ass ze soen - ech ginn Iech elo d'Zuele vun der Gemeng Lëtzebuerg -:

2006 hate mer an der Gemeng Lëtzebuerg 366 Mariagen; Hochzäiten, normal Hochzäiten. Mir haten 42 Pacsen. Vun deenen 42 Pacse wore véier gläichgeschlechtlech Koppelen.

2007 hate mer 353 Mariagen. Mir haten 68 Pacsen - dat heescht, Dir gesitt, d'Pacse geet an d'Luucht -; dovunner aacht gläichgeschlechtlech Koppelen.

2008 hate mer 373 Mariagen. Mir haten awer 147 Pacsen; dovunner 14 gläichgeschlechtlech Koppelen.

An 2009 hate mer 345 Mariagen - de Mariage huet e bëssen ofgeholl, wéi Der gesitt - an awer 150 Pacsen; an dovunner véier gläichgeschlechtlech Koppelen.

Dat heescht, deen, dee gesot huet: De Pacs, dat ass eppes fir déi Schwul; den Heterosexuellen, deen ass guer net drun interesséiert, läit falsch. Vun 150 Pacsen d'lescht Joer, wore véier gläichgeschlechtlech Koppelen, an 146 heterosexuell Koppelen. Dat heescht, deen, deen elo muer seet, dass, wann een d'Hochzäit fir homosexuell Koppelen opmécht, een de Pacs soll ewechhuelen, dee läit falsch.

Mir sollen als Législateur, déi am nooste bei der Gesellschaft sinn… A wann eng Demande do ass vu jonke Koppelen, heterosexuell Koppelen, déi wëllen ee vis-à-vis vun deem anere Garantien hunn, an, wann se Kanner hunn, awer net wëlle bestuet ginn: Respektéiert dat!

Et si Leit, déi net wëlle bestuet ginn an déi frou sinn, wa se ee vis-à-vis vun deem anere kënne Rechter hunn. Dat heescht, deen, deen elo seet, wann d'Hochzäit kënnt, de Pacs soll ofgeschaaft ginn, deen

ass falsch. De Législateur soll eng Palett vu Mesuren hunn, wou de Citoyen sech dran erëmfënnt, an net au contraire et limitéieren, andeem e seet: Wa bis d'Hochzäit op ass, dann ass et eriwwer.

Här President, wann een awer kuckt haut de Pacs, dann… Et ass jo hei duerchgaange mat Zähneknirschen op verschiddene Bänken, mä et gëtt nach ëmmer Problemer, och no baussen.

Ass et normal - an ech hat schonn dem Här Justizminister eng Fro gestallt -, dass een, deen e Pacs agaangen ass, en Zertifikat muss all Joer bei der Steiererklärung bäileeën, fir ze soen, dass e gepacst ass? Bei enger Hochzäit geet dat net. Bei enger Hochzäit ass dat automatesch. Ech si bestuet, dat heescht, ech sinn dann a menger Steierklass. Bei engem Pacs muss een do beweise kënnen, dass een nach ëmmer gepacst ass. Firwat?

Firwat, Här President, si mer nach ëmmer net an den Text kucke gaangen oder op d'mannst huet d'Regierung eng Informatioun gemaach? An heibanne sëtzt jo och nach eng Persoun, déi selwer Notaire ass, déi dat ka bezeien, Här President. Déi Leit, déi e Pacs maachen, wëssen net, dass de Partenaire guer kee Recht op iergendeppes huet en cas de décès vun engem vun de Partner. Wa keen Testament gemaach ginn ass tëschent Leit, déi gepacst gi sinn, kritt ee guer glat näischt.

Dat heescht, et wär awer wierklech wichteg, dass och beim Pacs och eng Note informative iwwer Krankekeess, iwwer Pensiounen, iwwer Ierfschaften, wat iwwerhaapt dat vu Répercussiounen op deen anere Partner huet, a wou een dra schreift: Wann Dir e Pacs maacht an Dir stierft muer, kritt Äre Partner guer näischt, an da kritt Är Famill et. Esou ass et. Et gëtt awer keen doriwwer informéiert.

E Pacs, a verschiddene Gemenge gi se och net ganz gäre gemaach. Do kuckt een dann am Keller, wann een do de Sekretariat vum État civil huet, dass et do stattfënnt. An dann, wann d'Leit… Oder a verschidde Gemenge gëtt dat wierklech gemaach, wou een dann esou an engem Wartesall en Ticket soll rappen, an da kënnt een eran, an da setzt ee sech do op e Stull, an da kritt ee gesot: „Ënnerschreift do an do." Esou ass et net. Verschidde Leit kënnen haut näischt aneschters maache wéi e Pacs, Här President.

Firwat kann een dann net - an ech soen et nach eng Kéier - einfach engem Schäffen oder engem Conseiller d'Méiglechkeet loossen, e Pacs ze maachen?

An dann, Här President, et ass jo och guer keng Note am Registre d'état civil. Et soll ee sech d'Fro stellen, firwat dann einfach keng Note gemaach gëtt, dass dat och definitiv ass, dass do eng Trace ass an dass een net all Kéiers muss nees Pabeiere siche goen.

Zu Lëtzebuerg krute mer deemools gesot: De Pacs, et huet jo kee Wäert, dass mer vill méi wäit ginn. Déi aner Länner si jo och éischter frileux. Ech kann Iech just soen, hautdësdags si mir eent vun deene leschte Länner. Also, wann een esou ronderëm eis elo kuckt, mam Pacs, dat huet elo bal all Mënsch. Deemools hate mer geduecht, mir wären déi Éischt.

A wann ee bedenkt, dass Portugal, virun e puer Wochen, Spuenien, virun e puer Méint, et gemaach hunn. An ech kann Iech d'Lëscht opzielen, Här President, vun deene Länner, wou et opgaangen ass. An dat geet…. Ma, et si verschidde Länner, ech si ganz... Am Kongo steet dran, dat wär verbueden, wa mer do wëllen eis mat deene vergläichen an Hochzäiten.

Mä et si Länner, wou et opgaangen ass: an der Belsch… Et si Länner… Dat éischt Land, wou de Pacs... dat wor `97, dat waren d'Hollänner. An 2001 hunn déi d'Hochzäit opgemaach; Norwegen: 2008, Mariage an Adoptioun; Südafrika: 2006; Spuenien; Schweden. An ech kann nach eng ganz Rëtsch vu Länner opzielen.

Här President, also wéi gesot, de Pacs wor e wichtegen Text. Ech si frou, dass en ënner enger DP-CSV-Koalitioun gemaach ginn ass. Ech ka mer virstellen, dass duerno den Här Bodry seet, si hätten dergéint gestëmmt, well hinnen dat net wäit genuch gaange wär. Mir gesinn, dass do eng Demande war. Et war wichteg. Ech soe just, dass 15 Joer virdru kee Pipcheswuert iwwert dee Sujet diskutéiert ginn ass.

An erënnert Iech nach souguer, Här President, e gewëssene Minister, de Justizminister Frieden, wou ech nëmmen d'Fro gestallt hat, ob eng hollännesch Koppel, déi bestuet géif ginn hei zu Lëtzebuerg, Rechter géif kréien, geäntwert kritt hat, dat wär contraire zum Ordre public hei zu Lëtzebuerg an dowéinster kéint et net unerkannt ginn. Wat sinn do vu vivë Reaktioune komm. Wat sinn do vu vivë Reaktioune komm!

Här President, haut ass d'Fro, an d'Regierungserklärung seet, si géifen d'Hochzäit opmaachen. Erlaabt mer verschidde Saachen ze zitéieren, wat iwwerhaapt iwwer homosexuell Hochzäiten an esou Saache geschriwwe gëtt.

Ech zitéieren en Här, deen elo déi lescht Zäit zu Éiere komm ass an engem Nopeschland. Dës Persoun considéréiert «que les homosexuels ont rencontré un blocage dans leur développement psychologique normal». An en huet och gesot, dass am Fong Aids nëmmen d'Justiz wier.

(Interruption)

Dat ass den neien Äerzbëschof aus der Belsch.

Ech zitéieren en aneren…

(Interruption)

Ech zitéieren en Artikel, Här President: „Ein schwerwiegender Fehler", kritt hei d'Chamber reprochéiert. Also, da steet do: „Die CSV stand allein mit ihrer Opposition gegen die Abschaffung des Homosexuellenparagraphen." etc., etc. An dann: „Wie Eltern wohl darüber denken, dass die neue Gesetzesvorlage die Straffreiheit für homosexuelle Handlungen mit Jugendlichen einführt? Sind insbesondere die Mütter sich bewusst, welchen potenziellen Gefahren ihre heranwachsenden Söhne ausgesetzt sind?"

Ech muss Iech soen, deen Text, deen ech hei zitéieren, ass jo ganz schlëmm, wann een dee liest. An do seet ee sech: Wien huet dat geschriwwen? Ma erlaabt mer Iech ze informéieren, Här President, dass deen, deen dat dote geschriwwen huet, deen zukünftegen europäesche Kommissär ass, soi-disant fir d'Liberté-individuellen a fir d'Justiz: d'Madame Viviane Reding!

Ass dat normal, wann een sech haut d'Kap wëll undoe vun der Persoun, déi fir d'Fräiheet ass, fir d'Libertéit vun den individuelle Bierger, fir d'Justiz, an haut iwwerall klappe geet, wann e Film iwwer Homosexueller e Präis kritt, dass ee selwer esou eppes geschriwwen huet virun e puer Joer a selwer jo bal mengt, dass déi Homosexuell eng Gefor wiere fir se alleguerten?

Et ass ëm de Jugendschutz gaangen deemools. Fir d'Madame Reding ass et ëm d'Homosexualitéit gaang. Gleeft mer et. Wat mech nach méi rose mécht, wéi gesot, Här President, dat ass, wann een haut dann nach Kommissär gëtt soi-disant fir d'Minoritéiten a fir d'Libertéiten, an awer esou eppes geschriwwen huet. A wann een et eng Kéier geschriwwen huet, da bleift dat. Et soll een net soen: C'est une erreur de jeunesse.

Une voix.- E soll d'Fro stellen, wa se do ass.

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Dann, Här President, wat een och nach gesäit a verschiddene Länner, déi an Europa sinn, an do hunn ech gemierkt, dass eis Regierung ganz, ganz frileuse ass, fir ze reagéieren. A Lituanien wëlle se e Gesetz stëmmen, wou Homosexualitéit-Publizitéit ganz…

(Interruption)

Litauen. Wat hunn ech gesot? Jo, Litauen hat e Gesetz gestëmmt, wou se wollten all Publizitéit, déi iwwer Homosexueller géif kommen, verbidden.

Här President, Dir gesitt, d'Meenungen iwwer Homosexualitéit an d'Acceptatioun vun Homosexualitéit ass schonn eppes net Einfaches. Et soll keen heibanne mengen, dass ee moies erwächt a sech seet: Ech si schwul. Keen. Et ass e Processus. Et muss ee sech selwer akzeptéieren. A wann een da Bemierkunge gemaach kritt, déi ënnert d'Gürtellinn ginn, dat deet wéi. Wann een heibannen als „Joffer" benannt gëtt, dat deet wéi.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Just dass Dir virdrun zu der Madame Modert gesot hutt, si wier och eng Joffer.

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Jo. Ass dat eng Ursaach, Här Biltgen?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- …an et kritt ee gesot, et wier een eng Joffer, dann deet dat och wéi, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Merci fir de Verglach. Merci fir de Verglach.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, jo! Et si Saachen, déi di wéi. Et si Saachen, déi di mënschlech wéi, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Jo.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Voilà!

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Dir hutt et richteg gesot, ech hat och wéi.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- An ech…

(Interruption)

Et ass mer och net ëmmer gelongen a mengem Liewen, fir net anere Leit wéizedoen, mä, Här Bettel, keen ass perfekt. A wann ech gelift, kee soll nëmmen op d'Tréinendrüsen drécken.

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Ech hunn…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech sinn e gutt Beispill dofir.

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Här Biltgen, ech soen Iech just eppes: All déi Saachen, déi ech zitéiert hunn, kommen aus Äre Reien. D'Madame Reding steet lech méi no an ass net vu mir proposéiert ginn, fir an déi Kommissioun ze kommen. A si ass net vu mir designéiert ginn, fir d'Lëtzebuerger Land ze vertrieden an duerno d'Libertéiten.

Ech sinn averstanen, den Här Barroso huet hir dat Mandat ginn. Mä déi Bemierkung, déi ass vun do komm. Déi vum Här Strotz, déi ass och vun Ärer Säit komm. Déi vun der Madame Modert ass och vun där Säit komm. Gleeft mer, dass ech nach ni hei vun deem lénke Bord och eppes gesot kritt hunn, an ni vun deenen zwee, vun de Sozialisten a vun deene Gréngen, domm Bemierkunge gemaach kritt hunn, ausser vu Leit, déi…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Déi vun der Madame Modert ass komm, nodeems Dir dräimol gesot hutt: Joffer Modert!

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- …Joffer Modert zu enger Fra, déi keng Kanner hat.

M. le Président.- Sou! Ech géif elo bieden, datt mer erëm alleguerten eis géife berouegen. Mir géifen den Här Bettel a senger Interventioun virufuere loossen.

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Här President, ech mierken, haut ass de Sujet… Den Här Biltgen seet, ech soll net op d'Tréinendrüs drécken. Ech drécken net op d'Tréinendrüs. Et ass just, dass een heiansdo eben emotional gëtt. Mä et mierkt een, dass op jidde Fall d'Nervositéit bei anere Leit nach méi grouss gëtt an d'Akzeptanz nach ëmmer net duerchgezunn ass.

Här President, mäi leschte Punkt ass deen iwwert d'Form vu Parentalitéit. Et gëtt geschat, dass hautdësdags an der Welt, pardon, a Frankräich eng 20- bis 30.000 Kanner concernéiert si vun der Homoparentalitéit. Firwat? Dir hutt de Fall ganz oft, wou eng Fra oder e Mann, wéi e bestuet war, e Kand kritt huet an enger heterosexueller Koppel an deen op eng Kéier seng Homosexualitéit, ech wëll net soen entdeckt, mä endlech akzeptéiert.

Déi Persoun geet an eng Scheedung an da kënnt et vir, dass eng Persoun op jidde Fall… oder eleng steet beim Deuil, also beim Décès vum Partner, an och da seng Homosexualitéit entdeckt. Do si Kanner do.

Ech hunn de Fall elo gehat vun enger Fra, déi e klengt Kand huet a wou de Mann gestuerwen ass, an déi op eng Kéier eng Homosexualitéit akzeptéiert huet an och mat enger anerer Fra zesummelieft an déi elo Chimio huet. Déi Fra ass ganz schlëmm krank.

D'Kand, wat deemools dräi Joer al war, huet der haut 13. Wann déi Fra muer stierft, déi Mère biologique vun deem Kand, dann huet déi aner Fra, mat där se elo zéng Joer dat Kand groussgezunn huet, kee Recht, dat Kand ze kréien. Oder d'Mamm muss op d'Autorité parentale verzichten a soen: Ech wëll näischt méi mam Kand am Fong ze dinn hunn, an da kann déi aner Persoun et adoptéieren. Dat ass net richteg.

Firwat muss dat esou gemaach ginn? Firwat, wann déi Fra elo stierft, geet dat Kand am Fong bei eng Bom, bei eng Tatta oder zur Adoptioun, an huet déi aner Persoun net d'Recht, dat Kand ze kréien? Et stellt ee sech d'Fro: Firwat hu mer Parentalitéit? Da kritt een ëmmer gesot… An dowéinster muss ech och soen, Här President, dass ech zimlech enttäuscht war iwwert den Avis vun der Commission d'éthique, déi am Fong e ganz konservativen Avis geschriwwen huet. Et ass keng Etüd, et ass en Avis, dee se geschriwwen hunn.

Ech zitéieren hei: «Aucune étude n'a pu démontrer que les enfants élevés dans des familles homoparentales sont moins heureux que les autres et connaissent des difficultés à s'adapter socialement, ce qui contredit l'argument des opposants à l'homoparentalité, pour qui les enfants auraient besoin d'un père et d'une mère pour se structurer psychologiquement. Il y a plusieurs centaines d'études dont certaines dès les années 70. Dans les pays où l'homoparentalité a pu se développer du fait d'une législation favorable, les enfants devenus adultes sont maintenant parents eux-mêmes. La parentalité biologique complète n'est pas nécessaire au développement psychosocial du jeune. Que les parents sociaux soient les parents biologiques ou non a moins d'influence que les types d'autorités utilisés dans l'éducation (démocratique, autoritaire ou permissif) ou la dynamique familiale.»

Wie ka mer haut beweisen, dass e Kand méi schlecht erzu gëtt vun enger homosexueller Koppel? Firwat dierf ech haut als Xavier Bettel e Kand adoptéieren als Célibataire, a wann ech soen, dass ech en couple gären e Kand adoptéieren, dierf ech net? Wat sinn dat fir Rechter? Wou si mer? Wie ka mir soen, dass ech manner gutt sinn an dass ech dann net dierf e Kand adoptéieren?

D'Etüden, kréien ech ëmmer gesot… An ech ka mech erënneren 2004, Här President, hat d'CSV eis gesot, si géifen op Etüde waarden, fir ze weisen, ob dat wierklech dem Kand géif eppes schueden oder net, wann homosexuell Elteren am Spill wären. Ech waarden haut nach op déi Etüd. Et gëtt keng. Et gëtt keng.

Dat, wat e Kand brauch, ass Léift! Dat, wat e Kand brauch, dat sinn Elteren, déi e Kand wëllen! Dat, wat e Kand brauch, ass Affectioun. Een, deen do ass. Een, dee sech gären ëm e Kand këmmert. An do ass eng homosexuell Koppel, gleeft mer et, gradesou gutt wéi eng heterosexuell Koppel.

An da kritt een elo haut geäntwert, Här President, dass fir eng Adoption simple oder eng Adoption plénière sollt en Ënnerscheed gemaach ginn an Zukunft. Mir sinn zu Stroossbuerg geklaakt ginn, well mer de Célibatairen d'Adoption simple jo just… Den Arrêt Jeanne Wagner ass jo dat, wat en och seet.

Mir musse da légiférëieren. Wéi wëllt Der dann elo engem erklären, dass et…? Da wäert Der an Ärer Guttheet soen: Da kënne mer vläicht mat der Adoption simple vläicht diskutéieren, fir dass iergendesou eppes ka gescheien.

Ech soen Iech just, Här President, dass ech haut nach ëmmer op eng Etüd waarden. Ech wor selwer een, deen e bësse frileux war am Ufank, mä ech waarden haut nach

op eng Etüd, déi mer de Contraire beweist.

An ech hu Kanner gesi bei homosexuellen Eltere grouss ginn, déi bestëmmt net schwul gi sinn, déi bestëmmt net pervers sinn, déi bestëmmt net pädophil sinn. Well am léifste géife verschidde Leit hei alles an en Dëppe geheien: schwul, pädophil, pervers, Aids - alles beieneen. Dat ass et net.

Respektéiert! Respektéiert d'Liewensaarte vun deem engen a vun deem aneren. Respektéiert, dass ee Gefiller net aussicht, mä dass Gefiller eppes ass, wat ee bannen huet.

Dowéinster, Här President, zur Konklusioun: De Pacs ass gutt; e muss verbessert ginn. An déi Punkten, déi ech hei ervirgehuewen hunn, an eng Note, déi d'Regierung soll maachen un déi verschidde Gemenge mat de Propositiounen a mat de Répercussiounen, déi de Pacs kënnen hunn, solle mat sech bréngen.

Iwwert de Mariage: Maacht de Mariage op, mä maacht net nees Gewurschtels. Maacht kee Gebastels. Maacht net en 90% oder 93% oder 86%. Maacht 100%. Maacht dach de Mariage op mat der Adoptioun an haalt op, nees ze kucken, wat dann d'Ausland mécht.

Kommt, mir sinn och emol eng Kéier Virreider. Mir hunn et eng Kéier hei bewisen, dass, wa mer wëllen, mer och Texter kënne stëmmen, déi d'Leit wëllen an déi d'Leit froen, an net, och wann eng Partei hei zu Lëtzebuerg, déi majoritär ass, net wëllt, et dowéinster och net dierf applizéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. D'Wuert huet elo den Här Félix Braz als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Mir hunn eng Heure d'actualité ugefrot gehat, well mer wollte vun der Regierung e puer weider Erklärunge kréien zu deem, wat d'Regierung wëlles huet am Beräich vum Mariage vu gläichgeschlechtleche Partner, a wéi eng Rechter dass domadder solle verbonne ginn.

Fir eis, Här President, ass eng Gesellschaft da räif, eng staark, eng selbstbewosst Gesellschaft, wa se mat hire Minoritéite richteg ëmgeet. Fir eis als Gréng sinn d'Leit alleguerte Bierger éischter Klass.

Mir wëlle keng Ënnerscheeder maachen an de Rechter vun de Leit. Mir sinn awer net naiv. Mir wëssen, dass zu Lëtzebuerg, wéi an anere Länner och, d'Minoritéiterechter, d'Mënscherechter am Allgemengen ni geschenkt gi sinn. D'Rechter vun de Minoritéiten, d'Mënscherechter am Allgemengen, déi hu mussen erstridde ginn, erstridde géint déi, déi hiert Weltbild als eenzegt richtegt ugesinn an déi hiert Weltbild wëllen imposéieren an déi fäerten, hiert Weltbild mat aneren ze vergläichen an iwwer hiert Weltbild musse mat aneren ze diskutéieren, well se vläicht fäerten oder wëssen, datt hir Argumenter net déi eenzeg richteg sinn.

Lëtzebuerg ass bei gesellschaftspolitesche Froen oft e bëssen hanner anere Länner. Dat ass de Fall - mir hu virdru geschwat am Kader vun der Heure d'actualité vun der Madame Loschetter - zum Beispill vum Avortement. Mir sinn awer och heiansdo virun aneren. Och dat ass et zu Lëtzebuerg scho ginn: d'Beispill vun der Stierfhëllef, wou jo och erstridden huet musse ginn, fir dass mer net hanner aneren hierlafen.

D'Thema vun haut, d'Bestietnis vu gläichgeschlechtleche Leit, do géife mer, wa mer op dee Wee géife goen, net déi Lescht sinn an Europa, mä mir wären och net vir, contrairement zu der Stierfhëllef. Aner Länner hu scho méi laang deen dote Schratt gemaach an hire Bierger déi gläich Rechter zougestanen.

Net nëmmen a Skandinavien - déi jo oft vir sinn; et ass hei och de Fall, Norwegen, Schweden, beispillsweis -, mä awer och an Holland, an der Belsch, a Spuenien an och ewell a Portugal, also och a südeuropäeschen an eigentlech déif kathoulesche Länner.

Zu Lëtzebuerg hu mer déi Debatt scho méi laang. Déi ass net nei. D'Renée Wagener vun de Gréngen huet am Joer 1996 eng Proposition de loi gemaach, déi déi dote Fro scho sollt regelen. Et wieren haut also scho bal 14 Joer.

D'Regierung huet an hirem Regierungsaccord erkläert, an hirer Regierungserklärung, dass se de Code civil wéilt änneren, fir de Mariage tëschent Leit de même sexe an Zukunft och méiglech ze maachen. Déi Gréng hunn dat scho gesot. Mir ënnerstëtze selbstverständlech eng Initiativ, déi an déi dote Richtung geet. Mä mir mengen awer och, dass et muss kloer sinn, wéi eng Rechter dass een domadder verbënnt. An do si mer da vläicht net méi enger Meenung mat deem, wat d'Regierung sech proposéiert huet unzegoen.

Zu Lëtzebuerg, wéi an anere Länner och, hu sech an de leschten 30 Joer d'Liewensforme relativ staark geännert. Déi sozial Realitéiten hu geännert. Et ass esou, dass haut ëmmer méi Leit zesummeliewen, déi net an engem maritale Verhältnis sinn. Dat war fréier eng Ausnahm. Dat war fréier eng Tëschenetapp virum Bestietnis. Haut ass dat keng Tëschenetapp méi fir vill Leit, mä einfach hire Choix, hir Normalitéit, op déi doten Aart a Weis hiert Liewen ze gestalten.

Haut maachen ewell iwwer 50% vun de Ménagen... Pardon. Haut sinn ewell iwwer 50% vun de Ménagë Ménagen, déi keng Kanner hunn. Et ass eng Zuel, déi eng Tendenz huet, fir ze steigen. En Drëttel, ongeféier och ëm 30%, liewen eleng. Dir gesitt, dass also dat Bild, dat Gesellschaftsbild, dat vill Leit hunn, ze mengen, dass dat automatescht Zil an den Accomplissement vu jiddwerengem am Bestietnis géif leien, an deem klassesche Bestietnis, wéi mer et zu Lëtzebuerg zënter Jorzéngten a Jorhonnerte kennen, ass haut net méi dat eenzegt Bild.

A mir hu jo och 2004 mam sougenannte Pacs-Gesetz probéiert, deem Rechnung ze droen, op eng Aart a Weis, déi mer net als Gréng zefridde stellend fannen, an do wäerten och nach Ännerunge musse kommen. Mä et gesäit een, d'Gesellschaft entwéckelt sech, an d'Formen, fir zesummenzeliewen, entwéckele sech mat. D'Politik allerdéngs leeft an all deenen dote Froen hei zu Lëtzebuerg an deene leschten 20 Joer éischter hannendrun, wéi datt se géif virdru lafen.

Mir haten och an der Chamber schonn eng Motioun gestëmmt am Joer 2007, déi ech selwer déposéiert hat, iwwert de Mariage homo an notamment d'Fro vum Adoptiounsrecht, wou mer eis och eens waren heibannen, dass een déi Froe misst an engem Otemzuch tranchéieren, dass dat zwou Säite wäre vun enger Medail an dass déi zwou Froe gläichzäiteg misste beäntwert ginn.

D'Regierung huet allerdéngs an der Regierungserklärung wuel eng Ausso gemaach zum Mariage, keng Ausso awer doriwwer, wéi eng Rechter domadder solle verbonne sinn. Mir hunn awer als Chamber viru manner wéi dräi Joer eis an enger Motioun dofir ausgeschwat, déi zwou Froe gläichzäiteg ze beäntwerten. An d'Regierung wäert déi jo och gläichzäiteg beäntwerten doduerch, dass se op de Wee geet vum Adoptiounsrecht, oder och derduerch, datt se drop verzicht, op dee Wee ze goen. Och dat ass eng Äntwert. Allerdéngs, mengen ech, wäerte mer iwwert déi doten Äntwert nach méi mussen diskutéieren.

Mir wëllen also vun der Regierung wëssen, wéi eng Rechter datt si virgesäit mat deem Mariage tëschent de gläichgeschlechtleche Partner ze verbannen. Kee Wuert, wéi gesot, iwwert d'Adoptioun an deem dote Kontext. Ech wëll awer haut schonn drop agoen. An ech wär och frou, wann d'Regierung eis haut scho kéint eppes doriwwer soen.

déi gréng sinn der Meenung, wann et ëm Adoptioun geet, dass et dann net drëms geet ze soen: d'Adoptiounsrecht fir Homosexueller. Fir eis geet et drëms, d'Recht vun de Kanner och op Adoptioun duerch Homosexueller ze regelen. Fir eis geet et ëm d'Rechter vun de Kanner als alleréischt. D'Kanner mussen d'Lat sinn, un där gemooss gëtt, ob dat, wat gemaach gëtt, richteg ass oder falsch.

Mä wéi eng Rechter vun de Kanner? Mir mengen, dass et e Recht misst si vun all Kand, net an engem Foyer mussen opzeliewen. Wann et Leit gëtt, déi dozou fäeg sinn an déi dozou wëllens sinn, Kanner en Doheem ze ginn, dat ass d'Recht vun de Kanner, ëm dat datt et geet.

Et geet net ëm d'Rechter, e klassescht Familljebild mussen ze iwwerhuelen. Et geet ëm d'Rechter vun de Kanner, net mussen an engem Foyer opzeliewen. An et geet ëm d'Rechter vun de Kanner, eng Plaz do ze fannen, wou Leit sinn, déi frou mat hinne sinn an déi amstand sinn, aus deene Kanner erwuesse Leit ze maachen, déi responsabel sinn an déi och fir sech kënne Choixen treffen, déi si engagéieren, an och Choixen treffen, déi aner Leit mat engagéieren, ouni se mussen dofir ze blesséieren.

Mir sinn och der Meenung, dass déi Fro vum Adoptiounsrecht duerch gläichgeschlechtlech Koppelen net ka beäntwert ginn, wann ee vun der Prémisse ausgeet, dass grondsätzlech en Doheem mat enger gläichgeschlechtlecher Koppel kee gudd Doheem ass. Dat kann net sinn, dass dat d'Prémisse ass vum Denken. D'Prémisse vum Denke muss sinn, dass all Doheem grondsätzlech a Fro kënnt, fir mat Kanner richteg ëmzegoen.

Et ka keng prinzipiell Décisioun zugronn leien, déi en Deel vun de Leit ausschléisst. Et kann an eisen Aen nëmmen eng Décisioun au cas par cas sinn, déi kuckt, déi opmierksam kuckt, ob déi Leit, déi hiren Intérêt gewisen hunn, Kanner opzehuelen, ob déi dat kënnen, ob déi gutt Prognosen hunn, fir mat de Kanner richteg ëmzegoen.

Well och bei net gläichgeschlechtleche Koppele bleift et eng Prognos. Och do si scho bei Adoptioune Saache schifgelaaf. Et ass net esou, dass déi Koppelen, déi net gläichgeschlechtlech sinn, déi adoptéieren, automatesch an an alle Fäll alles richteg gemaach hunn. Esou einfach ass et net. An esou einfach däerf och de Législateur et sech dofir och net an eisen Aen an Zukunft net méi maachen.

Famill ass fir eis do, wou Famill stattfënnt. Famill ass do, wou Kanner Léift, Gebuergenheet, Ënnerstëtzung, Selbstvertraue kënne kréien. Dat, an nëmmen dat, soll gekuckt ginn, wann iwwer Adoptioun geschwat gëtt. Et geet ëm d'Intérête vun de Kanner, ëm hir Zukunft an ëm hir Rechter. An dat ass ze beäntwerten, och bei Familljen, déi déi gläichgeschlechtlech sinn. Dorunner besteet fir eis absolut keen Zweifel.

D'Fro no der Adoption plénière oder Adoption simple, déi muss och beäntwert ginn. Fir eis ass et evident, dass et och muss eng Adoption plénière sinn. Mir si ganz kloer net averstan mat der nationaler Ethikkommissioun. Mir fannen hiren Avis bal ongleeflech. Ech fannen en zynesch.

Dee Virschlag, deen do gemaach gëtt, wourobber berout deen? Op enger Erkenntnis. E Mënsch, deen e Kand huet an dee seng sexuell Orientatioun changéiert oder méi spéit sech selwer zougesteet, wann deen an enger Relatioun ass, a mer géife souguer d'Adoption simple gläichgeschlechtleche Koppele wëlle refuséieren, an da géif dat jo heeschen, dass mer engem Mënsch, deen homosexuell gëtt, säi Kand missten ewechhuelen. Sou wäit wollt déi Kommissioun jo net goen, da muss een also als Minimum soen, dass zumindest d'Kanner vum gläichgeschlechtleche Conjoint misste kënnen adoptéiert ginn. De Contraire wär praktesch en Entzéie vum Kand deem enge vun de Conjointen.

Trotzdeem fanne mer och déi aner Argumentatioun, déi ugeféiert gëtt, net richteg. Well, wann een an där doter Logik bleift, da géif dat jo heeschen, dass gläichgeschlechtlech Koppelen, déi wëllen adoptéieren, dat nëmme kënne maachen, wa wéinstens ee vu béiden zumindest bi- - esou als Rechtnormalitéit quasi - oder wéinstens eng Kéier heterosexuell gewiescht wär. Dat ass dach absurd, wat do proposéiert gëtt. Dat kann dach net allen Eeschtes dat lescht Wuert sinn.

Duerfir si mer décidéiert der Meenung, dass een hei soll d'Mënsche gläichbehandelen, an et soll een als éischt den Intérêt vum Kand kucken, an da si mer iwwerzeegt, dass mer als Chamber wäerten zu der Konklusioun kommen, dass de Mariage fir gläichgeschlechtlech Koppelen eng richteg Saach ass an dass am beschten Intérêt vun de Kanner ass, Koppelen ze sichen, déi mat Kanner mat Léift kënnen ëmgoen, ob se gläichgeschlechtlech sinn oder net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Christine Doerner agedroen. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Christine Doerner *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären: Zesummen iessen, drénken a gemeinsam d'Bett deelen, dat ass d'Basis fir all Bestietnis.

(Brouhaha général)

Fréier huet missen d'Kierch de Sege ginn, haut ass et de Buergermeeschter. Mä den Trend vum Mariage huet awer geännert. Firwat? Well mir hunn elo just vum honorabelen Här Bettel héieren, dass déi heterosexuell Koppelen net agesinn, firwat dass si mussen hiert perséinlecht a privat Versprieche virun enger Autoritéit ofginn. Mä par contre sinn awer déi sougenannten homosexuell Koppelen, déi halen awer drop, dass hir Partnerschaft offiziell - a si stolz dorobber - unerkannt ka ginn.

De Mariage ass néierens an eisem Code civil definéiert. Dofir musse mer also weiderkucken, an do hu mer de Vocabulaire juridique, wou een da kucke geet, wann ee keng Äntwert fënnt, an dee referéiert dann, d'Bestietnis wär eng legitim Unioun zwëschent engem Mann an enger Fra, déi hiert Liewen zesummen organiséieren, fir eng Famill ze grënnen.

Wat momentan sécher ass, awer och nëmmen op Base vun engem vill diskutéierten Arrêt vun der Cour de cassation, dee seet, et muss e Mann an eng Fra sinn, et géif just déi concernéieren. Duerfir sinn niewent dem Mariage nach eng ganz Partie vun aneren alternative Forme vun Zesummeliewe virgesinn, an do hu mer elo héieren, dass de Pacs, deen 2004 hei zu Lëtzebuerg agefouert ass, ee vun deenen alternative Formen ass.

Wat ass elo den Ënnerscheed, an dee groussen Ënnerscheed tëschent dem Pacs an dem Mariage? Déi distinguéiere sech fir d'alleréischt doduerch, dass de Mariage momentan net op ass fir gläichgestallte Koppelen, mä de Pacs ass awer op, ob dat elo heterosexuell oder gläichgestallte Koppele sinn.

De Pacs wéi de Mariage, déi généréiere Rechter a Flichten, genau d'nämlecht wéi Droits et devoirs entre époux, déi sinn d'nämlecht, généréieren eng sozial Versécherung, fiskalesch Virdeeler, begënschtegt Ierfschaftssteier, an och e ganz gutt organiséierte Patrimoine, dat wëllt soe verméigensrechtlech Donnéeën.

Wann awer elo en Échec kënnt oder eng Kris - an do wollt ech dem honorabelen Här Bettel dorobber äntwerten, well e sech do gesot huet, mä et ass net richteg, dass dat ëmmer erëm muss gemellt ginn, ob ech wierklech nach gepacst sinn -, do ass de groussen Ënnerscheed, wann ech bestuet sinn, muss ech bei de Riichter goen, fir dat opzeléisen. An dat geet net einfach à la minute. Mä par contre, wann ech gepacst sinn, da kann ech à la minute ouni Formalitéiten eesäiteg e klenge Bréifche schreiwen a soen: Et ass eriwwer. Ech kann elo higoen a mech bestueden, dann ass automatesch de Pacs opgeléist. Ech ka mech awer selbstverständlech net bestueden, wann ech nach gepacst sinn. Do gesäit een och d'Supériorité nach ëmmer vum Mariage iwwert de Pacs.

Duerfir ass et och wichteg, dass fir d'Steierverwaltung - an ech verstinn dat, well dat eppes Klenges, Ephémères heiansdo duerstellt -, dass ech effektiv muss de Beweis bréngen, dass ech nach ëmmer an enger Partnerschaft sinn. De groussen Ënnerscheed awer, an dat huet den honorabelen

Här Bettel ganz richteg ervirgehuewen, de groussen Ënnerscheed tëschent engem Pacs an engem Mariage, dat ass fir d'alleréischt, dass den État civil net geännert gëtt, dat wëllt soen, de Pacs läit nach ëmmer ënnert dem Mariage, an deen huet ganz Recht, wéi Der gesot hutt, deen huet als Konsequenz, wann ech 40 Joer mat engem gepacst sinn an ech hätt gär, dass dee mäi Verméigen ierft, da muss ech nach ëmmer en Testament maachen, en Outil juridique huelen, dass dee ka mäi Verméigen ierwen.

Op där anerer Säit ass eng aner zweet grouss Differenz, wat och hei ganz gutt diskutéiert ginn ass, dat ass, dass de Pacs contrairement zum Mariage absolut keng Inzidenz huet op d'Filiatioun, d'Adoptioun an d'Autorité parentale.

Ech kommen awer elo op d'Praxis vum Pacs, wat och den Här Bettel ganz gutt beschriwwen huet, dat ass, dass d'Gesetz vum Partenariat ganz gutt ukomm ass an dass et keng weider grouss Problemer gëtt, wat beim Pacs d'Applikatioun betrëfft. Selbstverständlech mussen ëmmer erëm verschidde punktuell Erneierunge gemaach ginn, Verbesserungen, an do erënneren ech un de Projet de loi 5904, deen och de Congé extraordinaire pour Raison d'ordre personnel wéi bei bestuete Koppele wëllt aféieren. Dat anert ass, dass auslännesch Partenariaten och kënnen hei zu Lëtzebuerg am Répertoire national ageschriwwe ginn.

Mä eng europäesch Rechtsspriechung ass der Meenung, dass déi Hierarchie, wou mer elo just beschriwwen hunn zwëschent dem Mariage an den alternative Forme vun Zesummeliewen, eng formell inakzeptabel Inégalitéit kreéiert, well se gläichgeschlechtlech Koppele vum Mariage an der Filiatioun automatesch ausschléisst. Eng Resolutioun duerfir vum Europäesche Parlament vum 14. Januar d'lescht Joer fuerdert dringend d'Memberstaten op, am Numm selbstverständlech vum Gläichheetsprinzip, legislativ Moossnamen ze huelen, fir dass d'Diskriminatioun, déi verschidde Leit opgrond vun hirer sexueller Orientatioun hunn, soll opgehuewe ginn.

Progressiv hu mer gesinn an deene leschten Exposéen, dass den „same sex mariage" e politeschen Débat a villen europäesche Länner entre-temps ginn ass. Mir hunn en an Holland, mir hunn en an der Belsch, a Spuenien, a Portugal, a skandinavesche Länner, déi hunn de Mariage ganz einfach opgemaach och fir „Gläich-Gender-Leit".

An Europa constatéiere mir eng ëmmer méi grouss, du point de vue sociologique, eng grouss gesellschaftlech Akzeptanz vum familiären Zesummeliewe vu gläichgestallte Koppelen. Dat wëllt och soen, dass am Laf vun deene Generatiounen de Mariage selwer déif gräifend Ännerunge matgemaach huet. Dat wëllt soen, mir kënnen haut soen, dass de Mariage e Konzept vu Kultur ass: e kulturelle Konzept.

Och déi homosexuell Famill wëllt an dës Institutioun opgeholl ginn, a si si stolz esou an der Gesellschaft öffentlech kënnen unerkannt ze ginn. An och mir hei zu Lëtzebuerg wëllen de Mariage fir Persoune vun deemselwechte Geschlecht zougänglech maachen.

Den honorabelen Här Bettel huet och, well en de Sujet gutt kennt, huet zu Recht…

(Interruption)

Neen, dat soen ech awer mat ganz vill Pietéit. Dat soen ech, well ech hunn nämlech fonnt, dat war ganz emotional, wéi Der dat bruecht hutt, well Dir selwer… Dir hutt dat gutt bruecht.

Op jidde Fall, wat ech wëll soen, Dir hutt ëmmer erëm - et ass awer elo ganz léif, wéi ech dat wëll soen -, Dir hutt ëmmer Iech concernéiert, wat den Droit international privé betrëfft, déi Unerkennung vun auslännesche Mariagen.

An do hunn ech geduecht, et wär awer wichteg, eng kleng Explikatioun ze ginn, wéi dat am Fong geholl haut nach ëmmer gehandhaabt gëtt, well et gëtt nämlech keng. Wéi zum Beispill Frankräich, dat huet dem Garde des sceaux virun engem Joer eng immens grouss Note gemaach, an et ass ganz schwéier aus där kloer ze ginn, an hei zu Lëtzebuerg gëtt et och esou e Fall.

Folgendermoosse kann een dorobber äntwerten: Lëtzebuerg huet d'Convention de La Haye, wat de Mariage betrëfft vun '78, '93 ratifizéiert. No dëser Konventioun, an dat ass am Fong geholl d'Basis, kann den Officier d'état civil e Bestietnis, dat aus dem Ausland kënnt, nëmmen unerkennen, e kritt nëmmen Effeten, wa jiddweree vun där Koppel d'Konditioune vu senger respektiver Loi nationale erfëllt. An et gëtt dat berühmt Exempel, wou e belschen Här en italieneschen Här beim Här Konsul vun der belscher Ambassade bestuet huet. De belsche Konsul, dee brauch net ze froen den Italiener: „Monsieur, ass dat an Italie bei Iech erlaabt?" Dat brauch en net, well si hunn de Mariage homosexuel. Also war dee Mariage valabel, an an der Belsch och valabel. Si wunnen awer hei zu Lëtzebuerg a wollte selbstverständlech profitéiere vun all deene fiscale Mesuren. An do war eng grouss Enttäuschung, well den État civil, esou wéi en et och gemaach huet, konnt et einfach net aschreiwen.

Firwat? Ganz einfach, well d'Konditiounen an der belscher Persoun net erfëllt waren, well d'italienescht Gesetz nach de Mariage homosexuel net unerkennt.

Ech wëll awer soen, dass, wann elo en zukünftege Gesetzesprojet kënnt, deen de Mariage homosexuel unerkennt, an dat zesumme mat enger klenger Mesure du point de vue internationalem Privatrecht, wäerten an Zukunft dës Problemer och verschwannen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och, wann de Mariage an d'Filiatioun séparéiert am Code civil traitéiert ginn - dat ass e groussen Ënnerscheed, wou déi stinn -, a Wierklechkeet an der Praxis si se awer ganz enk matenee verbonnen, well mir wëssen all, dass säit Mënschegedenke läit den natierleche Kär vun enger Famill, - egal welch - a gläichzäiteg seng fundamental Aufgab an der Fleeg oder Erzéiung vun de Kanner. Dat wëllt soen, d'Generatiounebezéiung läit hei am Mëttelpunkt.

Den neie Konzept vun der Homoparentalitéit, deen iwwregens 1997 vun der Association des parents gays et lesbiens forgéiert ginn ass, huet Familljerechter fir d'homosexuell Célibataires oder d'Koppele reklaméiert. An dës Revendicatiounen, déi bezéie sech op d'Adoptioun, op d'Assistance médicale à la procréation, op d'Legalitéit vun de Mère-porteusen, selbstverständlech op déi berühmte Coparentalitéit, dat wëllt soen, dass ech och kann dat biologescht Kand vu mengem Partner adoptéieren, ouni dass dee muss op seng Autorité parentale verzichten, an da selbstverständlech gëtt et och déi berühmten Délégation parentale.

Ech wëll just eng Parenthees opmaachen, fir ze bemierken, dass verschidde Konzepter wéi d'Coparentalité, wéi d'Délégation, wéi de Beau-parent, dass déi ugeschnidde ginn an deem Projet de loi iwwert d'Responsabilité parentale.

Dann ass och opgeworf ginn à juste titre d'Fro vun der Adoptioun. D'Adoptioun muss reforméiert ginn, well sougutt bei traditionelle Famillje wéi bei deenen neie gläichgestalltene Koppele fanne mer ëmmer erëm zwou Situatiounen. Déi éischt Situatioun vun enger Adoptioun, dat ass, wann eng Koppel, egal welch, wëllt e friemt Kand adoptéieren, dat ass déi international Adoptioun oder e Kand aus dem Land. Do gëtt et schonn ëmmer Problemer, fir dat auserneenzehalen. An da selbstverständlech gëtt et bei all Zorte vu Familljen: Ech sinn net bestuet, ech hu keng Kanner; ech géif e Mann bestueden, dee Kanner hätt; ech wéilt déi adoptéieren, dat wëllt soen, d'Kanner adoptéiere vu mengem Mann. Mir kenne selbstverständlech och momentan schonn d'Adoptioun vu Célibataires, dat wëllt soen, wann ech Célibataire sinn, kann ech adoptéieren.

Mir wëssen, dass d'Adoptioun an aller Hisiicht eng delikat Fro ass, well mer, wéi mer haut och gesinn hunn, den Ënnerscheed maachen tëschent plénière a simple.

Wat d'Adoptioun betrëfft, ass och scho verwise ginn op den Avis vum ORK an och vun der Commission nationale d'éthique. Wat stellt ee fest? Am Fong geholl, wann een iwwert d'Adoptioun schwätzt, een oft dat Thema eleng vun der Perspektiv vun den Adoptivelteren ugeet. Dobäi vergësst een d'Kand, deem säin Intérêt. An dee ka ganz aneschters si wéi dee vun den Adoptivelteren. Ech verweisen do op de Vizepresident vun der Europäescher Kommissioun, deen huet gesot - ech zitéieren: «L'adoption constitue un instrument dont le but est de donner une famille à un enfant et non un enfant à une famille.»

(Interruption)

Neen.

(Hilarité et interruption)

An en huet da weidergefuer: Wat brauch e Kand? Wou läit deem säin Intérêt? An et ass och schonn hei op der Riednertribün erauskomm: Et gëtt keng generell Äntwert. Et muss ee vu Fall zu Fall kucken. Wat fir dat eent Kand gutt ass, ka fir dat anert Kand net esou gutt sinn. D'Adoptioun ass eng komplex Saach, vill méi komplex, wéi een dat heiansdo unhëlt. Egal, ob dat gläichgestallte Koppele sinn, déi dat Kand erzéien, oder heterosexuell Koppelen, dat kann een net soen, dat ass jo och hei scho ganz gutt élaboréiert ginn.

Wat ganz wichteg ass, dat wëllt soen, et muss een Équiliber tëschent deene verschiddenen Intérêten, déi hei am Spill sinn, fannen, an zwar ob et Adoption simple ass oder eng Adoption plénière. Et si jo Méiglechkeeten do. Mir wëllen op jidde Fall jiddwerengem, egal ob bestuet oder net bestuet, ob heterosexuell oder homosexuell, wëlle mer d'Méiglechkeet ginn, e Kand ze adoptéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Doerner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut déi Theme vun der Heure d'actualité respektiv vun Interpellatioun kucken, da bewege mer eis natierlech hei ronderëm d'Familljerecht a ronderëm de Begréff och vun der Famill, engem Begréff - ech mengen, dat ka jiddwereen novollzéien -, deen an de leschten 20 Joer och hei zu Lëtzebuerg sech fundamental geännert huet. An engem Zäitraum vun nëmmen enger Generatioun ass d'Famill haut zu Lëtzebuerg e Begréff, dee vill méi divers, vill méi faarweg ass, wéi en dat nach viru Kuerzem war. D'Familljen trenne sech, baue sech erëm nei op. Elengerzéiend Elterendeeler zesumme mat hirem Kand, gläichgeschlechtlech Koppelen, och mat Kanner zesummen, alles dat ass sinn Deeler vun der Realitéit, wéi sech d'Famill haut presentéiert, nieft natierlech der traditioneller Form vun der Famill: enger bestuete Koppel vu Mann a Fra mat engem oder méi Kanner.

Déi Diversitéit besteet an der Realitéit, an et muss ee sech also kloer sinn, dass déi klassesch Dräierkonstellatioun, déi vu verschidde Kreeser haut nach ëmmer als Idealbild vun der Famill dohinnergestallt gëtt, vu Papp, Mamm a Kand net méi an alle Fäll der Realitéit vun der Famill vun haut entsprécht.

Dëse gesellschaftleche Fakt kann een ignoréieren. Verschidde Kreeser versichen dat haut nach. Mä et ass awer eng Wierklechkeet, an et ass - mengen ech - och duerfir d'Noutwendegkeet do, fir politesch a juristesch Konsequenzen aus där neier Realitéit vun der Famill ze zéien, wéi se sech entwéckelt oder wéi se haut och hei zu Lëtzebuerg besteet. Aner Länner hunn dat méi schnell gemaach, méi vive gemaach wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Nach sinn ech frou, kënne festzestellen, dass eng Bereetschaft do ass, och elo en neien zousätzlechen, entscheedende Schrëtt hei ze maachen op juristeschem Plang, wat d'Unerkennung vun der Diversitéit vun der Famill hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Et ass also héich Zäit, dass de Gesetzgeber handelt an deem doten Beräich, an et ass also noutwendeg, dass mer en neie legale Kader fir d'Famill definéieren, well och wann d'Regele changéieren, mengen ech, brauche mer och am Familljerecht an Zukunft nach ëmmer Regelen. An egal wéi d'Notioun vun der Famill sech entwéckelt, och doriwwer, mengen ech, misste mer eis hei eens sinn: D'Kand bleift am Zentrum vum Familljeprojet. Dat ass d'Regel.

Wat also priméiert, an déi meeschten Eltere wëssen dat, dat sinn dem Kand seng Interessen, säin Équiliber, säi Gléck. An den Aen vun der LSAP huet d'sexuell Orientéierung keen Afloss op d'Capacitéiten, fir e Kand opzeerzéien, him alles ze ginn, wat et brauch: Léift, Wäerter, de Respekt viru sech a virun aneren, d'Bewosstsinn och, enger Kollektivitéit unzegehéieren. Dat ass keng Fro vu sexueller Orientéierung vun den Elteren. D'Recht eng Famill ze grënnen, eng Geschicht, Wäerter weiderzeginn, esou e Liewensprojet - dat ass meng déif Iwwerzeegung - muss fir jiddwereen accessibel sinn, ouni Diskriminatioun.

Et ass ni eng gutt Iddi eng Gesetzgebung anzefréieren, wann d'Gewunnechten, wann d'Realitéit um Terrain, wann d'moralesch Virstellung sech weiderentwéckelt. Dat hu mer vläicht hei zu Lëtzebuerg ze laang gemaach. A loosse mer duerfir déi Diskussioun hei ugoen, am Respekt selbstverständlech vun Iwwerzeegunge vu jiddwerengem.

An hei komme mer an de Froeberäich eran, wou sécherlech hei zu Lëtzebuerg keng honnertprozenteg Iwwereneestëmmung vun de Meenunge besteet. Dat weess een aus munchen Diskussiounen, déi ee gefouert huet an deene leschte Jore ronderëm déi doten Themen. An nach mengen ech, dass mer dat sollte maache mat Haaptpréoccupatioun, weiderhin d'Interesse vun de Kanner, d'Interesse vun hire Familljen an de Virdergrond ze stellen.

Aus deenen doten Iwwerleeunge setze mer eis als Sozialisten zënter laange Jore fir de Gläichheetsprinzip an a géint all Forme vun Diskriminéierung, besonnesch och vun de Rechter vun den Homosexuellen. An eise successive Wahlprogrammer, a fir d'lescht an deem vun 2009, hu mer onmëssverständlech Positioun bezunn. Ech erlabe mer, dat kuerz ze zitéieren. De Justizminister huet virdrun aus dem CSV-Programm zitéiert, ech wëll dann hei den LSAP-Programm zu deem heite Punkt beméien. Ech weess net, ob herno och aus dem CSV-Programm zitéiert gëtt.

(Interruption)

„Die LSAP tritt für eine grundlegende Reform des Adoptionsrechts und des Kinderrechts ein und will damit verschiedene Diskriminierungen beseitigen. Die Sozialisten wollen die Adoption prinzipiell auch für nicht verheiratete Paare und Alleinerziehende öffnen. Der Familienstand darf bei Adoptionen nicht ausschlaggebend sein."

A méi spéit: „Die Sozialisten sind der Auffassung, dass sich der Begriff Familie nicht allein auf heterosexuelle Paare beschränken lässt. Deshalb werden die Sozialisten homosexuellen Paaren die gleichen Chancen eröffnen, Ehen abzuschließen und eine Familie zu gründen." Dat ass prinzipiell d'Positioun vun eiser Partei. Déi bleift et och nach haut.

Zu deenen Iddie sti mer also, déi och mat an dës Regierungsverhandlungen, dës Koalitiounsverhandlungen erageholl si ginn, zesumme mat deenen Aussoen, déi d'CSV an hirem Wahlprogramm zu deenen Theme gemaach huet. A mir konnten eis do, mengen ech, menge mir, op eng Regelung eenegen, déi eis no vir bréngt, déi eis Gesetzgebung un d'Realitéit wäitgehendst upasst an déi et méiglech mécht, de Gros vun de bestehenden Diskriminéierungen aus der Welt ze schafen.

Mir gesinn dat heiten als Tëschenetapp un. Ech si sécher, dass - notamment, wat de Volet vun der Adoptioun ugeet, op deen ech duerno nach ze schwätze kommen - et wäert zu enger zweeter Etapp spéitstens an der nächster Legislaturperiod kommen, esou wéi et och an anere Länner gaangen ass, déi sech duerchgerongen hunn, d'Ouverture ze maache vum Mariage, also de Mariage och fir gläichgeschlechtlech Koppelen voll opzemaachen, déi och am Ufank net d'Adoptiounsrecht an deemselwechte Beräich voll opgemaach hunn, wéi d'Belsch zum Beispill, déi awer e puer Joer drop deen dote Schratt gemaach hunn.

Mir ginn hei am Rhythmus vun der Zäit. An dee Rhythmus ass net opzehalen. An dee féiert etappeweis, wann et da muss sinn, zu der völleger Gläichstellung vun de Rechter vun de Koppelen, ob se hetero- oder homosexuell sinn. Dat ass, mengen ech, eng Bewegung, en décken Trend, dee keen och hei zu Lëtzebuerg kann am Endeffekt ophalen.

En éischte Schratt, en éischte Versuch eigentlech, fir de Begréff Famill iwwert d'Partnerschaften opzemaachen, ass am Joer 2004 geschitt duerch eist Gesetz iwwert déi agedroe Partnerschaft.

Den Här Bettel war esou frëndlech, schonn hei a senger Ried drop hinzeweisen, dass deen Text net den Accord vun der LSAP fonnt huet. Et ass en Text, deen an de leschte Wochen vun der Legislaturperiod '99-2004 duerchgebaatscht ginn ass hei an der Chamber. En Text, deen, wéi d'Realitéit bewisen huet - an et ass jo flott, dass grad déi Leit, déi e gestëmmt hunn, haut déi sinn, déi en am meeschte kritiséieren -, andauernd huet missen nogebessert ginn.

Et läit elo nach e Regierungsprojet do vun der viregter Regierung, déi op verschiddene Punkten, besonnesch, wat de Statut vum Fonctionnaire ugeet, Upassunge mécht, eng Gläichstellung fir tëschent deene Bestuetene respektiv deene Leit, déi an enger agedroener Partnerschaft sinn. An déi viregt Regierung huet och endlech dann deen zweete Volet, dee steierleche Volet, duerchgesat am Joer 2007.

An et huet ee gemierkt, wann een d'Zuele kuckt, dass am Ufank dee Mini-Pacs, deen 2004 hei an d'Welt gehuewe ginn ass vun där Koalitioun vun deemools, dass dee wéineg Succès hat an dass eréischt, wéi eigentlech d'Rechter ausgebaut gi si succesiv, wéi och notamment dee steierleche Volet dobäikomm ass, wou massiv also och den Intérêt un deem doten, un där Partnerschaft do, méi grouss ginn ass.

Et ass och wouer, dass mer no an no - notamment, fir effektiv deene Leit, déi sech net kënne bestueden, an enger Partnerschaft praktesch déiselwecht Rechter ze gi wéi deene Bestuetenen - eng Upassung gemaach hunn, déi no an no derzou féiert, dass mer bal op enger Gläichstellung si mat wéinegen Ausnahmepunkten tëschent dem Bestietnis op där enger Säit an der Partnerschaft op där anerer Säit. Et muss ee sech awer däerfen d'Fro stellen, ob dat d'Absicht war.

A wa mer elo an d'Richtung ginn, fir d'Bestietnis opzemaache fir Koppele vu Mann a Mann oder Fra a Fra, da stellt sech d'Fro: Sinn déi agedroe Partnerschaften, ass dee Regime, dee Statut nach deen, deen eigentlech gewënscht war vun Ufank u fir déi Koppelen, déi sech eigentlech kënne bestueden, et aus munche Grënn awer - keng legal Grënn, mä perséinlech Grënn - net wëlle maachen?

Dat ass, mengen ech, eng Fro, déi mer eis musse stellen. Well mat der Aféierung vun dem neie Bestietnis, dat mer opmaachen op gläichgeschlechtlech Koppelen, muss een och de Courage hunn, mengen ech, nach eng Kéier déi Partnerschaft an dee ganze Statut vun der Partnerschaft ënner engem neie Liicht ze kucken, well d'Basisbedingungen, d'Grondbedingungen anerer gi sinn duerch dee wichtege Schratt, dee mer eis uschécken hei ze huelen, fir d'Bestietnis opzemaache fir gläichgeschlechtlech Koppele mat deene Flichten a Rechter, déi dann dorunner gebonne sinn.

Dat ass déi Diskussioun, déi mer awer an enger zweeter Etapp sollte féieren. Eis ass kloer, déi éischt Etapp ass déi, fir de Mariage ze reforméieren, en opzemaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen, d'Adoptiounsrecht parallell dozou frësch ze kucken an deementspriechend unzepassen, an dann an enger zweeter Phas, mengen ech, an der néideger Rou ze kucken, wat fir eng Konsequenzen dat ergëtt fir dee ganze Statut, d'ganzt Regelwierk ronderëm déi agedroe Partnerschaft. Dat ass dee Wee, wéi mir en eis als LSAP an deenen nächste puer Joer hei an dëser Mandatsperiod virstellen.

D'Reform vum Mariage ass einfach ze maachen. Dat ass en Artikel vum Code civil, deen ëmzeänneren ass. Ech mengen, do brauch een och d'Welt hei net nei ze erfannen. Ech mengen, do soll ee sech inspiréieren um belschen Text zum Beispill, oder un aneren Texter vu comparabele Rechtssystemer. Dann huet ee relativ schnell, mengen ech, deen doten Deel vun der Reform gemaach.

Ech wëll soen, dass ech houfreg sinn, dass et méiglech war, deen dote Wee ze goen, well mer dat scho laang fuerderen, well mer dat 2004 gesot a gefuerdert hunn.

Wat war d'Haltung vun der LSAP 2004? Et war net, fir einfach Neen ze soen, mä Neen ze soe vun deem Pacs-Projet vun der Regierung vun deemools, well en eng minimal Léisung war. A mir hunn, wann ech mech net iren, mat de Kolleege vun der grénger Fraktioun, gestëmmt fir eng Proposition de loi vum Lydie Err iwwert d'Union libre a mir hu gestëmmt fir eng Proposition de loi iwwert de Mariage vun der Deputéierter Renée Wagener.

Dat war déi Positioun, déi mer haten. Dat bleift och eis Grondiwwerzeegung. Mir waren ëmmer der Meenung, dass et keng gutt Léisung war, am Partenariat ze versichen och all Froe mateneen ze léisen; déi vun deenen all d'Froe mateneen ze léisen, déi vun deene gläichgeschlechtleche Koppelen an déi vun den hetero Koppelen. Et beweist sech also, dass mer elo, mat Verspéidung allerdéngs vun e puer Joer, dann deen dote Schrëtt endlech maachen.

Mir sinn zefridden, dass mer deen dote Schrëtt maachen, och, well mer hei net hanner enger europäescher Entwécklung hannendrunhippen, wéi dat vläicht an eenzelnen anere Beräicher nach de Fall ass. Ech wëll betounen, dass et eréischt sechs Länner gëtt an Europa, déi d'Bestietnis opmaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen. Dat waren an der Reiefolleg: Holland, d'Belsch, et war Spuenien, et ass Finnland, Schweden a fir d'lescht d'Portugisen, déi sech zu där dote Positioun bekannt hunn.

Dat huet, dat stellt ee fest, och jee no de Länner zu méi oder manner groussen an heftegen a kontroversen Diskussioune gefouert. D'Beispill vu Spuenien huet bewise wéi hefteg, wéi dramatesch esou Diskussioune kënnen ausgefochte ginn, och an der öffentlecher Meenung, mat dausenden an dausende vu Manifestanten a Géigemanifestanten op deem dote Punkt, fir en Afloss ze kréien an där doter Fro. D'Beispill vu Portugal beweist, dass et awer och op eng aner Aart a Weis geet, fir un déi dote Fro erunzegoen, och wann et kloer ass, dass besonnesch d'kathoulesch Kierch sech schwéierdeet mat deenen dote Reformen. Et kann een do effektiv eng ganz Rëtsch vun Zitater ufëieren, och nach eng Kéier de Poopst selwer, deen am Ufank vun dësem Joer, bei engem Empfank virum diplomatesche Corps, och nach ganz drastesch Wierder gebraucht huet, wat eigentlech d'Begrënnung vun engem homosexuelle Bestietnis ugeet, an ausdrécklech gewarnt huet, a Länner op esou e Wee ze goen.

Et ass wichteg, dass mer eis net bëiere loossen duerch esou Aflossnahme vu baussen, déi nach vläicht zu Lëtzebuerg virun der Dier stinn. Ech wëll awer fir de Moment soen, dass, wéi déi Iddi do am Kader vun de Koalitiounsverhandlunge bekannt ginn ass, no baussen et vu Lëtzebuerger kierchleche Kreesser éischter eng moderéiert Reaktioun ginn ass, och wa se net vu Freed an d'Luucht gespronge sinn, wat ee sécherlech ka verstoen. Déi Diskussioun muss also weidergefouert ginn a jiddweree muss sech natierlech där Diskussioun do stellen, wéi och d'öffentlech Meenung sécherlech och an där doter Fro gespléckt wäert bleiwen.

Dat gëllt sécherlech nach méi fir déi Fro vun den Adoptiounsrechter vu gläichgeschlechtleche Koppelen. Et ass do, an dat weisen och all d'Emfroen, déi am Ausland gemaach gi sinn, wou d'öffentlech Meenung - déi sech wahrscheinlech och, wéi vill Leit, nach net intensiv mat där Problematik beschäftegt huet - aus dem Gefill eraus éischter negativ zu esou enger Ouverture steet. Mä och dat beweist d'geschichtlech Entwécklung: dat sinn ëmmer Momentopnahme vun der öffentlecher Meenung, an déi kënne sech, an déi wäerte sech och am Laf vun der Zäit - mat der Diskussioun dobaussen, mat der öffentlecher Meenungsbildung - sécherlech kënnen an eng aner Richtung bewegen.

Duerfir e Wuert och vun eiser Säit zu der Fro vun der Adoptioun. Et war laang Zäit d'Fro op - an ech mengen och, dass de virregte Justizminister sech ee Moment an déi Richtung do wollt bewegen -, fir, wéi dat aner Länner an Europa och gemaach hunn, nëmme méi ee Regime vun Adoptioun hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Opgrond awer vun enger ganzer Rëtsch vu Stellungnahme vun avertéierte Kreesser, opgrond och vun deenen zwee Wahlprogrammer vun de Koalitiounsparteien ass sech gëeenegt gi bei der Regierungsbildung, fir bei där Reform vum Adoptiounsrecht - wat sécherlech noutwendeg ass, dass een dat no deem leschten Text vun 1989, opgrond och vun der Jurisprudenz vun internationale Konventiounen nach eng Kéier frësch kuckt -, dass een do soll déi Zweegliddereregkeet vun eisem Adoptiounsrecht bäibehalen, mat op där enger Säit der einfacher Adoptioun, déi nach Lienen zu der Ursprungsfamill bestoe léisst, notamment wat d'Ierfschaftsrecht ugeet, déi och am Prinzip révocabel bleift, an u sech der Volladoptioun, déi u sech all Lien total ofkappt mat der Ursprungsfamill, an déi, par essence, no der leschter Reform vun 1989 irrévocabel ass, also net méi kann a Fro gestallt ginn.

D'Realitéit um Terrain weist, déi verschidde Familljesituatioune weisen, dass een déi zwou Forme vun Adoptioun weiderhi brauch. Et gëtt Fäll, wou sech d'Adoption simple als déi richteg, adequat juristesch Äntwert op eng nei Familljebildung eigentlech duerstellt, an et gëtt Fäll, wou et méi logesch ass eigentlech, fir d'Liens ze brieche mat der éischter Famill an op de Wee vun enger Adoption plénière, enger Volladoptioun ze goen. Dat soen och d'Avisë vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand; dat seet och den Avis vun eiser nationaler Ethikskommissioun, déi an deenen zwee Fäll och sech ausschwätzt fir d'Bäibehale vun deem duale System, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg kennen. Nach muss een natierlech d'Konditiounen an d'Regimer nach eng Kéier frësch kucken.

Mir hunn an de Koalitiounsverhandlunge festgehalen, dass mer eis selbstverständlech wéilten un d'Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff an deenen dote Froen halen an dass mer eng Ouverture wéilte maachen, wat d'Adoptiounsrecht ugeet, fir de Partner an enger homosexueller Koppel, deen d'Kand vun deem anere wëllt adoptéieren. Dat setzt natierlech zum Deel viraus, dass och de Papp oder d'Mamm wëllt, dass déi biologesch Elteren och mat d'accord sinn, fir op esou e Wee ze goen, soss gëtt dat do natierlech ganz schwiereg. Esou einfach ass et jo net ze adoptéieren, fir also een aus enger Famill erauszehuelen an an eng aner Famill ze transplantéieren.

Et ass immens interessant, nach eng Kéier d'ganz Geschicht vum Adoptiounsrecht nozeliesen, wat bis laang nom Krich eigentlech zu Lëtzebuerg och nëmmen op Groussjähreger gemënzt war. D'Kanner ware vun der Adoptioun ausgeschloss, an et ass mat... D'Adoptioun, déi also haaptsächlech sengerzäit och geduecht war als eng Vermëttlung vu Gidder a vum Numm, huet sech an eppes ganz aneschtes transforméiert. Dat heescht, d'Finalitéit vun der Adoptioun, wéi mer se haut kennen, war net d'Ursprungsfinalitéit vun der Adoptioun, wéi se am 19. Jorhonnert erstmoleg agefouert ginn ass. An dat éischt modernt Gesetz iwwert d'Adoptioun zu Lëtzebuerg geet eigentlech op d'Joer 1959 zréck, ass also relativ rezent, wann een dat kuckt.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ee Grond, Här Bodry, firwat datt do gesot gëtt, mer sollten d'Adoption simple bäibehalen, ebe just, well mer deenen neie Gegebenheete vun de Famillje Rechnung droen, an do erëm eng Kéier d'Froe sech stellen och, ob Partner, wou grouss Kanner do sinn, datt een aneren och nach kann déi Kanner, wann zum Beispill d'Mamm oder de Papp gestuerwen ass, adoptéieren. Awer dann natierlech kann dat ëmmer jo nëmmen eng Adoption simple sinn. Dat wor, well Dir elo grad gesot hutt, mir haten ee Moment wëlles nëmme méi eng Form ze halen, wou een da mierkt, wann et op eemol doriwwer hiergeet, datt een awer net esou dat fäerdeg kritt, wéi een... oder aner Komplikatiounen domat entstinn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Also, et ass ganz kloer, ech mengen, mir si fir d'Bäibehalung vun deem duale System. Et gëtt esou eng divers Situatioun, dass een duerchaus och ka mat zwee verschiddenen Instrumenter eigentlech déi Adoptioun do méiglech maachen.

Wou mer eis drop gëeenegt hunn - a fir eis ass dat eng éischt Etapp -, dat ass, fir ze soen: Mir maachen d'Adoption simple op. D'Adoption simple gëtt also och an Zukunft méiglech, fir ugefrot ze gi vu gläichgeschlechtleche Koppelen, déi entweder am Partenariat sinn oder sech bestueden. Dat ass, mengen ech, e wesentleche Punkt, deen een hei muss berücksichtegen. Dat ass e wesentleche Punkt vu Gläichstellung och, an Netdiskriminéierung, dee mer hei maachen.

Et bleift d'Fro op vun der Adoption plénière. Mä och do muss ee sech awer bewosst sinn - et kann een ëmmer natierlech iwwert d'Prinzipie streiden, a prinzipiell misst och do eng Ouverture kommen, mir konnten eis awer an der Regierung net op deen dote Punkt nach eenegen -, et muss ee sech awer och bewosst sinn, a wéi vill Fäll dat do konkret sech wäert stellen.

De Gros vun den Adoptioune fannen net hei zu Lëtzebuerg statt, mä sinn international Adoptiounen. Praktesch all Länner, fir de Moment zumindest, wou déi Kanner meeschtens hierkommen, déi loossen d'Adoptioun vu gläichgeschlechtleche Koppelen net zou. Déi kennen de Mariage homosexuel net. Dat heescht, well sech jo och dat Adoptiounsrecht vum deem Land fir d'éischt emol applizéiert, och wa mir et géifen hei zu Lëtzebuerg ausdrécklech erlaben, wäerten déi Adoptioune sech do net maachen, well d'Gesetz aus dem Ursprongsland vum Kand dat net méiglech mécht.

Wann een dat berücksichtegt a wann een da berücksichtegt, dass fir d'Adoptiounen, déi hei zu Lëtzebuerg stattfannen, eigentlech d'Adoption simple e gutt juristescht Mëttel ass, fir ze benotzen, do muss een net à la rigueur op d'Adoption plénière goen. Firwat solle bei esou engem Kand total d'Liens gebrach ginn eigentlech mat der Ursprongsfamill, hei zu Lëtzebuerg?

Da géif ech mengen, dass mer hei wierklech e bëssen ëm dem Keeser säi Baart diskutéieren a wierklech iwwer marginal, zueleméisseg marginaalste Fäll hei diskutéieren. Ech si gären op fir all prinzipiell Diskussioun, mä bei all deem soll een awer de Sënn och fir d'Realitéit op deem dote Plang net vergiessen.

Esou dass mer mengen, dass mer hei amgaange sinn, ënnert dëser Regierung mat dëser Majoritéit e grousse Schrëtt no vir ze maache par rapport zu deem, wat mer haten, an no un deem sinn, wat mir eis als Partei als ideal Léisung virstellen. Mir sinn also zouversiichtlech, dass mer e gudden Deel vun deem, wat mer laang verlaangt hunn, elo endlech amgaang sinn ëmzesetzen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach méi wéi vill aner gesellschaftspolitesch Sujetë beréieren déi Froe vum fräi décidéierten Zesummeliewe vun erwuessenen homosexuelle Persounen an déi vun der eventueller Adoptioun vu Kanner duerch esou Koppelen déif Gefiller. Dobäi stelle sech och nach eng Rei vu komplexe legalen an ethesche Froen. Dowéinst muss dës Debatt mat Takt a Respekt gefëiert ginn. Vill Leit leeë grouss Hoffnungen an eng nei Regelung vun där Législatioun, anerer gesinn d'Fuerderungen u Reformen an dëse Beräicher vill méi skeptesch.

Fir d'ADR geet et haut net drëm, eng detailléiert legal Debatt iwwer all Aspekter vun deene Froen ze féieren. Dat kënne mer maachen, wann d'Regierung eis konkret Texter heihinner déposéiert, eis se virleet. Da kënne mer se analyséieren an eis eng detailléiert Meenung dozou maachen.

An dësem Stadium geet et awer vill méi dorëm, datt all Partei sech ganz grondsätzlech positionéiert. D'ADR ass sech och an dësem Dossier trei an hält sech un dee Wahlprogramm, mat deem mer am Juni 2009 virun d'Wieler getratt sinn. Déi opgeworfe Froen zwéngen eis, fir eis ganz prinzipiell ze iwwerleeën, wéi eng Form vu Gesellschaft mir eis wënschen.

Déi eenzel Parteien hu jiddwereng hir Virstellungen iwwert déi Wäerter, déi an eiser Gesellschaft solle gëllen. Fir d'ADR zielen zu deene Wäerter ganz prioritär de Schutz vun der Famill an d'Wuel vum Kand. Wien, wéi mir, d'Wuel vum Kand ëmmer an de Mëttelpunkt vun sengen Iwwerleeunge stellt, fir dee leien eng Rei Konklusiounen op der Hand.

Sécher, et gëtt vill ënnerschiddlech Vuen iwwert d'Wuel vum Kand. Dorënner och vill Etüden, déi probéieren dat eent oder dat anert ze beweisen, och zum Beispill, datt Kanner vun homosexuelle Koppele kënne mat vill Léift a Kompetenz erzu ginn, och ouni dobäi moraleschen an emotionale Schued ze erleiden. All esou Iwwerleeungen huele mir zur Kenntnis. An och mir wëssen, datt a ganz spezifesche Situatioune Kanner bei enger homosexueller Koppel kënnen heiansdo méi glécklech opwuesse wéi bei verschiddenen heterosexuelle Koppelen.

Mä et sief och gesot, datt et vill Etüde gëtt, déi dat traditionellt Familljebild luewen, an eiser Meenung no och zu Recht. Meng Partei huet eng déif Iwwerzeegung, an déi ass, datt e Kand ëmmer seng Mamm a säi Papp brauch, datt deen intensiven a geliefte Kontakt zu sengen zwee biologeschen Elterendeeler fir d'Entwécklung vum Kand vu primordialer Wichtegkeet ass. Mir denken, datt dat weiblecht wéi dat männlecht Virbild onverzichtbar sinn, fir datt e Kand sech kann optimal entwécklen.

Duerfir kämpft d'ADR jo fir eng automatesch a generaliséiert Autorité parentale conjointe am Fall vun enger Scheedung. Duerfir och, Här President, ass d'ADR géint d'Adoptioun vu Kanner duerch homosexuell Koppelen. An dowéinst denke mir, datt et och un der Zäit ass, fir datt mir mussen un eng Législatioun iwwert d'Procréation médicalement assistée nodenken.

Duerch de rezenten Avis vun der nationaler Ethikkommissioun fille mir eis an eiser Positioun nach eemol bestäerkt. Wa mir also géint déi Iddi vun enger Adoptioun duerch homosexuell Koppele sinn, da kënne mir a fortiori och net domat d'accord sinn, datt homosexuell Koppele sech kéinte bestueden. Well bei aller Komplexitéit vun der moderner Gesellschaft, Kanner a Bestietnis sinn zwou Notiounen, déi mir konzeptuell a funktionell net wëllen ausenanerdividéieren.

Elo kann et sinn, datt verschidde Leit mengen, datt eisen Neen zum homosexuelle Bestietnis vläicht eng Diskriminatioun vun homosexuelle Leit kéint bedeiten. Dat ass awer net esou. Eng Diskriminatioun kann entstoen, wann ee Leit, déi an enger selwechter Situatioun sinn, ënnerschiddlech behandelt, oder Leit, déi an ënnerschiddleche Situatioune sinn, d'selwecht behandelt. Wann awer Leit ganz objektiv an ënnerschiddleche Situatioune sinn, an ee si dann och ënnerschiddlech behandelt, dann ass dat keng Diskriminatioun.

Well jo awer homosexuell Koppelen op natierlechem Wee keng Kanner kënne kréien, si si an enger objektiv anerer Situatioun wéi déi allermeeschten heterosexuell Koppelen. Déi Méiglechkeet zur Procréatioun bei heterosexuelle Koppelen ass och dee Kritär, firwat de Stat e Bestietnis besonnesch muss éieren a schützen. D'Entstoe vun enger Famill mat Kanner an hir méiglecht geséchert Zesummeliewe soll a muss protégéiert ginn.

Fir d'ADR ass d'Famill d'Kärzell vun der Gesellschaft. D'Famill garantéiert eis Zukunft, a si ass, a soll dat och bleiwen, eng Plaz, wou d'Kanner kënnen a beschtméigleche Konditiounen opwuessen. Déi traditionell oder och hautdësdags dacks méi recomposéiert Famill, e Papp, eng Mann, also e Mann an eng Fra, an hoffentlech eng ganz Rei vu Kanner, steet am Zentrum vun der familljen- a kannerfrëndlecher Politik vun der ADR.

Mir wëllen, datt och d'Erzéiungsaarbecht doheem, besonnesch déi vun deenen Elterendeeler, déi ganz doheem bleiwen, fir hir Kanner selwer ze erzéien, vum Stat endlech moralesch a finanziell unerkannt gëtt. D'ADR proposéiert jo d'Aféierung vum Beruffstitel „Parent éducateur" an d'Aféierung vun enger Erzéiungsrent.

E Parent éducateur ass eng Mamm oder e Papp, dee ganz doheem bleift, fir sech ëm d'Kanner ze këmmeren. D'ADR wëllt, datt am Fall vun enger Scheedung, déi sozial Rechter a virun allem och eege Rentenusprëch fir de Parent éducateur musse garantéiert sinn. Mir wëllen den Elteren eng richteg Méiglechkeet zur Wiel ginn, ob si léiwer hir Kanner wëllen enger Infrastruktur wéi enger Crèche uvertrauen oder ob se hir Kanner léiwer selwer erzéien.

D'CSV mécht dat ganz anescht wéi mir. Si gëtt jiddwerengem eppes mat de Chèques-services, mä just den Hausfraen an Hausmänner, déi dat am meeschte verdéngt hätten, gëtt se näischt. Dat ass eng Politik, déi mat engem chrëschtleche Familljebild glat näischt méi ze dinn huet.

(Interruptions)

D'ADR wëllt och, datt déi bestuete Koppel mat Kanner ëmmer déi Form vum Zesummeliewen ass…

Dir Dammen an Dir Hären, ech widderhuelen dat hei nach eng Kéier, well ech mengen, et ass awer interessant, datt Der et héiert: D'ADR wëllt och, datt déi bestuete Koppel mat Kanner ëmmer déi Form vum Zesummeliewen ass, déi steierlech an anescht déi meeschten Avantagë soll hunn.

(Interruption)

Här President, deen Neen zum homosexuelle Bestietnis mécht eis net blann fir eng Rei vu praktesche Problemer, déi aktuell kënne beim Pacs bestoen. De Pacs ass jo e Modell, dee vu ganz villen a vun ëmmer méi Leit benotzt gëtt, souwuel vun heterosexuelle wéi och vun homosexuelle Koppelen. D'ADR ass prinzipiell d'accord, datt eng Diskussioun am Hibléck op eng Reform vum Pacs geféiert gëtt. Dat heescht awer net, datt de Pacs soll dem Bestietnis komplett ugepasst ginn. Dat wor jo och ni de Sënn vun deem Instrument, mä datt eventuell Problemer oder Inkohärenze sollen eliminéiert ginn.

Ech wéilt vläicht ophalen an eng kleng privat Reaktioun op dem Här Bodry säi Kommentar maachen iwwer eng Amëschung, déi e mengt festgestallt ze hunn duerch verschidde Kommentare vum Poopst. Ech mengen, mir sollten ënnerscheeden an dëser Debatt wéi och an aner Debatten, a wéi enger Eegeschaft de Poopst schwätzt. E schwätzt jo net hei als Statschef zu eis, mä als moralesch Instanz, als Chef vun enger Kierch. An an deem Sënn ass et och selbstverständlech säi Recht, Stellung zu gesellschaftspolitesche Froen ze huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech hunn deem Mann dat Recht net ofgeschloen.

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Deelt Der da seng Meenung?

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Loosst den Här Hoffmann schwätzen.

M. Xavier Bettel *(DP), interpellateur.*- Deelt Der seng Meenung? Här Kartheiser, Dir hutt awer net drop geäntwert. Deelt Der seng Meenung?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Henckes, Dir hutt dach soss ëmmer Meenungen, autonom Meenungen. Ma, dann hutt Der hei och eng Meenung.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hien huet seng Meenung, an hie vertrëtt eis Meenung.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jiddweree seng Meenung.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jiddwereen huet seng Meenung.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat ass Äre Motto. Très bien.

M. le Président.- Sou! Elo dierf den Här Hoffmann seng Meenung vertrieden.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Merci.

Une voix.- Hien ass wéinstens ganz eleng. Dat ass méi einfach.

(Interruption)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech hu mech mat menger ganzer Fraktioun ofgeschwat.

(Hilarité générale)

Här President, ech muss Iech soen, déi Diskussioun hei, déi ass ëmsou méi faszinant, wann ee sech esou e puer Jorzéngten zréckversetzt, 30, 40, 50 Joer, an et stellt ee sech vir oder et erënnert ee sech wierklech, wéi zu deene Froen, déi mer haut diskutéiert hunn, deemools diskutéiert ginn ass a vu wiem.

Ech behaapten, an deene Froen, iwwert déi mer haut diskuéieren, gëtt et keng gottgewollten an och keng naturgegeben Normalitéit. Et gëtt ëmmer nëmmen eppes als normal betruecht, wann et bestëmmten Normen entsprécht, déi grad dee Moment gëllen. Déi Normen, déi gi gemaach oder iwwerholl. Déi berouen oft, wéi den Här Braz richteg gesot huet, op Weltbiller, déi hannendrustinn an déi natierlech ënnerschiddlech kënne sinn. Déi Normen, déi gi gegoss a Rechtsformen. Duerfir ass och haut esou vill vu Juristen iwwer juristesch Problemer, och völleg zu Recht, geschwat ginn.

Heureusement kënnen Normen och verännert ginn. Dat kann e méi oder wéineger laange Prozess sinn. Heiansdo ass et souguer e revolutionäre Prozess, well, ech mengen, et ass fir jiddwereen evident - also interpretéiert mech elo net falsch -, dass zum Beispill en historesche Broch wéi dee vun der franséischer Revolutioun och eng ganz Rei vun eisen Normen, och an deenen do Beräicher, verännert huet, wéi zum Beispill dee vum Mariage, dee vun deem Moment un nëmme méi als Mariage civil öffentlech unerkannt ginn ass. Also, dat ass nëmmen e Beispill.

De Begréff vun der Normalitéit, an dat hu mer haut jo och an der Diskussioun nach eng Kéier heiansdo op ergräifend Aart a Weis matkritt, ass en héchst - héchst! - geféierleche Begréff. A mer missten eis alleguerten ëmmer erëm bewosst ginn, zu wat fir enge schrecklechen Desasteren, dass dee Begréff zu verschiddenen Zäite vun eiser Geschicht a souguer nach vun eiser relativ rezenter Geschicht gefouert huet. Also misste mer onheemlech virsiichteg mat deem Begréff ëmgoen, fir net ze soen, en eigentlech iwwerhaapt net méi ze gebrauchen.

Norme kann een, wéi gesot, heureusement a Fro stellen a veränneren. Haut méi wéi soss, mengen ech. Haut méi wéi soss, firwat? Well Legitimatiounsprozeduren, déi soss relativ gängeg ware vu bestëmmten Normen, haut ganz staark un Iwwerzeegungskraaft verluer hunn. Anscheinend gëtt et do awer nach Ausnahmen; dat hu mer awer och elo nach e bësse festgestallt.

D'Beruffung op Traditioun, d'Beruffung op Autoritéiten, sief dat reliéiser oder wat fir och ëmmer, d'Beruffung och op eng angeblech éiweg Natur, dat ware fréier Legitimatiounen, déi eng gewëssen Iwwerzeegungskraaft haten. Déi hu se net méi.

A wann ee sech da freet - an dat war fir mech och interessant -: Wéi ass dann déi Diskussioun haut gelaf? Opgrond vu wat fir Begrënnungen, wann der iwwerhaapt ugefouert gi sinn, ass dat gelaf? An do muss ech soen, an ech fannen dat e wesentlechen historeschen Acquis: Mir beruffen eis haut an deenen do Zorte vu Froen haaptsächlech op de Prinzip vun der Gläichheet an der Gläichbehandlung, an net méi op déi al iwwerhollen traditionell Legitimatiounen.

An et wär natierlech wënschenswäert - dat ass eng Klammer, déi net direkt mat dem Thema ze dinn huet -, wann deeselwechte Prinzip vun der Gläichheet natierlech och an anere Beräicher vun der gesellschaftlecher Diskussioun méi e grousse Wäert kéint kréien.

De Mariage ass jo bestëmmt net déi innovatiivst Form haut vum Zesummeliewe selbstverständlech. An ech muss mat enger gewësser Ironie dann och drun denken - kennt Der dee Sproch, deen een oder deen aneren nach? -: „Wer zweimal mit derselben oder demselben pennt, der gehört schon zum Establishment." Dat war viru 40 oder 50 Joer. Deemools fir de Mariage anzetrieden, dat war eng relativ konservativ Haltung.

Haut froe mer de Mariage fir d'Leit, déi d'Recht net dorobber haten. Ech wëll awer domadder och elo net gesot hunn, mer sollen hinnen dat verweigeren. Am Géigendeel, wann homosexuell Koppelen déi do relativ traditionell Form wëlle wielen, da solle se dat Recht selbstverständlech och hunn. Ëmsou méi, well jo de Mariage selwer sech an deene leschte Jore ganz staark verännert huet, virun allem, wat déi ongläich Rechter innerhalb vum Mariage fréier betrëfft, an entre-temps een awer ka soen, an engem Mariage sinn awer d'Rechter vun deenen zwee Partner méi oder wéineger ugeglach.

Ech mengen awer net, wéi den Här Bodry et ugedeit huet, dass doduerch, dass mer de Mariage opmaache fir homosexuell Koppelen, d'Pacsen iwwerflësseg géife ginn. Dat mengen...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat hunn ech net gesot.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ah! Okay.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et muss een driwwer nodenken, ob alles dat, wat mam Gepacs ze doen huet, nach elo Sënn mécht.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Okay. Et ass an der Rei.

Also, ech menge jiddefalls net iwwerflësseg, well de Pacs gewielt gëtt souguer, wann de Mariage op ass fir homosexuell Koppelen, vun heterosexuelle wéi vun homosexuelle Koppelen, well en net déiselwecht Contrainten huet wéi de Mariage. Dat huet den Här Bodry och gesot, an ech weess net wien nach, well e selbstverständlech méi liicht opléisbar ass.

An ech mengen, et gëtt haut ganz vill, dat ass d'Erklärung och fir déi interessant Zuelen, déi den Här Braz, mengen ech, genannt huet - ass et esou? - oder den Här Bettel…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- De Ceps. Et ass datselwecht. D'Zuele si vum Ceps.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech mengen, déi Haapterklärung, dat ass einfach, dass jonk Leit virum Mariage e bëssen zréckschrecken duerch déi Contrainten, déi dermat verbonne sinn, an also soen: Da probéiere mer emol iwwer Pacs et puis on verra éventuellement.

Dem Här Braz, an der Fro vun der Adoptioun, stëmmen ech zou.

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst ganz lues, awer sécher och zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech komme lues a sécher zum Schluss.

Also, ech si mam Här Braz d'accord, wat d'Adoptioun betrëfft. Et gëtt kee wëssenschaftlecht iwwerzeegend Argument, fir ze soen, Kanner aus enger homosexueller Koppel, déi hätten eng manner zefridde stellend Entwécklung wéi anerer. Mer wëssen, dass et och Kanner aus heterosexuelle Koppele gëtt, déi alles anescht hu wéi eng zefridde stellend Entwécklung. Do gëtt et also guer keng wëssenschaftlech Begrënnung, fir do en Ënnerscheed ze maachen.

Ech mengen och, dass een „simple et plénière" soll definéieren, net par rapport zu dem Geschlecht vun deene jeeweilege Partner, sondern aner Facteuren a Betracht zéien, fir ze kucken, ob dann elo d'Simple oder d'Plénière dat ass, wat besser op dee betreffende Fall zoutrëfft an am Intérêt vun de Kanner ass.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Elo huet d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Wéi laang hunn ech?

M. le Président.- 35 Minutten.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Gelift?

M. le Président.- 35 Minutten.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Debatt, déi mer haut haten, werft eng ganz Partie vu Froen op. Wann ech dat emol e bësse wëll méi theoretesch kucken, sinn et am Zesummeliewe vun der Famill horizontal a vertikal Froen. Am Kloertext: Horizontal, wat ass dat? Dat ass d'Zesummeliewen an enger Partnerschaft, wou mer zurzäit zwee Typen hunn: de Mariage, d'Bestietnis, an zënter e puer Joer och d'Partenariat. Dat Vertikaalt, dat ass dat, wou Kanner am Spill sinn, dat ass d'Adoptioun. Ech wëll och dofir déi zwou Saache vuneneen trennen.

Mariage, huet virdrun den Här Kartheiser gesot, Mariage a Kannerkréien, dat ass eng Unitéit. Ech mengen net, dass dat stëmmt. Fir d'éischt ass een emol am Partenariat, well ee sech gären huet. Da wëllt ee Kanner kréien oder et wëllt ee keng Kanner kréien.

Iwwregens, wann Der nokuckt - den Här Kartheiser ass elo leider net heibannen, well e sech jo vill hei op d'Kierch beruff huet -, wann Der d'Evolutioun vum kanounesche Recht nokuckt, huet och d'kanounescht Recht evoluéiert. Effektiv huet se ganz laang Zäit de Mariage haaptsächlech gesinn, fir Kanner ze kréien. Dat ass zënter enger Partie Joren net méi de Fall. De Mariage ass och am kanounesche Recht virun allem emol op d'Partnerschaft aus. Wann een dat emol bis gesot huet, dass een déi zwou Saache kann trennen, gëtt d'Diskussioun och eng aner.

An deem Sënn si mer eis an der Koalitioun eens ginn, dass de Mariage och soll fir net gläichgeschlechtlech Koppelen op sinn. Wa mer déi zwou Saachen och vuneneen trennen - ech kommen herno op déi zweet, déi vertikal Verbindung an der Famill. Mä an där horizontaler, wann ee seet, et berifft ee sech op Wäerter vu Léift, Solidaritéit, Verantwortung, gëtt et eigentlech kee Grond, fir ze soen, da muss de gläichgeschlechtlecher Natur sinn. Also si mer eis eens ginn, mat engem Gesetzesprojet dat ze änneren.

Ganz esou einfach, wéi mäi parlamentaresche Statssekretär, den Här Bodry, dat mengt, wäert dat net ginn,…

(Interruptions diverses et hilarité)

…well natierlech een awer muss duerch de ganze Code civil goen a kucken, wat dat alles vu Konsequenzen huet. Zum Beispill schwätze mer elo am Code civil vun „les époux" oder „époux" an „épouse". Ech mengen, dass mer an Zukunft mussen amplaz „époux" vun „conjoint" schwätzen. Et gëtt nach eng ganz Partie aner technesch Saachen, déi dat bedéngt. Mir sinn am Justizministère amgaang, dat alles ze kucken.

Ech kommen nach herno e bëssen op den Timing, wéi mer eis dat kéinte virstellen, wéi mer déi Reforme bréngen.

Nun hu mer virun enger Partie vu Joren hei, wéi iwwregens och am noen Ausland, wou mer eis zum Deel inspiréiert hunn, niewent dem Bestietnes e Partenariat agefouert. Wat e bëssen eng hybrid Konstruktioun ass. Well et engersäits eng Zort Mariage bis ass, deen esou e Mariage à durée déterminée duerstellt, deen ee méi liicht ka kënnegen, wéi de Mariage, wou mer nach ëmmer eng Divorceprozedur hunn, déi net ëmmer einfach ass an och net ëmmer mënschlech ass. Dofir sidd Der jo an der Chamber amgaang, dat ze änneren.

D'Partenariat hu mer versicht, an eng Partie Froen, déi elo den Här Bettel opgeworf huet - ech ginn net an den Detail doran, well déi waren a menger Note, mä dat ass méi Technicitéit -, eng Partie konkret Froen, déi Der opgeworf hutt, déi hunn eng Léisung a Gesetzesprojeten, déi nach déi viregt Regierung an haaptsächlech mäi Virgänger, den Här Luc Frieden, op den Dësch geluecht hunn. Dat vum Acte civil, dat vun de Successiounen, do sinn iwwerall Virschléi amgaangen ze kommen, fir dat ze maachen. Mä dat - ech ginn elo net an den Detail an, well ech mengen, dass mer hei elo, wa mer de Projet diskutéieren, komme mer op all déi Detailer, well do sinn eng ganz Partie Äntwerten op déi Froen dran. Déi Froen, déi mer eis musse prinzipiell stellen, dat ass: Wat ass d'Zil vum Partenariat? Ass d'Zil vum Partenariat, e Mariage bis ze ginn an duerno mam Mariage ze fusionéieren, oder ass et eppes Eegestänneges?

Woufir ass de Partenariat bis ewell esou en hybride System bliwwen? Ma well mer engersäits wollten eng Méiglechkeet ubidde fir Leit, déi sech net wollten oder konnten oder wat och ëmmer bestueden, deenen eng gewësse Protektioun ginn. Op där anerer Säit eppes wollte maache fir Leit, déi sech wollte bestueden a juristesch net konnte bestueden, wann ech dat soen. Nämlech dat sinn déi gläichgeschlechtlech Koppelen. Déi konnte sech net bestueden.

Eng vun den Haaptursaachen, och wann dat déi mannste Koppele sinn, wa mer d'Statistik kucken, sinn déi gläichgeschlechtlech Koppelen. Dofir hu mer d'Partenariat gemaach. An den Drock, d'Partenariat ëmmer méi un de Mariage unzepassen, ass virun allem komm vun de gläichgeschlechtleche Koppelen, déi gesot hunn, et feelt eis awer nach eppes.

Wat virun allem feelt, an d'Christine Doerner, deem ech och fir hir Interventioun Merci soen, huet dat oft dobaussen thematiséiert: Am Partenariat schwätze mer vu materielle Situatiounen. Awer net vun der Grondphilosophie vum Mariage, wat ech virdru genannt hunn, aneschters wéi am Code civil, mä ech schwätze vu menge Wäerter: Léift, Solidaritéit, Verantwortung. Am Code civil ass et aneschters. Dat ass net am Partenariat.

Sou dass ech dofir och net wëll, Här Bettel, elo op den Detail vun all deene konkrete Froe vum Partenariat agoen. Well ech mengen, dee Moment, wou d'Regierung relativ séier, soen ech och als zoustännege Justizminister, wëllt de Mariage vun de gläichgeschlechtleche Koppelen aféieren, dass déi Diskussioun vum Partenariat och kann eng aner Nues féieren. Well, wa mer déi elo weiderféiere wéi elo, stellt sech wierklech d'Fro, ob net eng Kéier déi zwee fusionéieren a mer soen, de Mariage, dat ass e Contrat à durée déterminée. An Däitschland gouf et eng Politikerin, déi schonn an e puer Parteie war, déi dat och eng Kéier thematiséiert huet. Aner Länner och.

(Interruption)

Mä dofir soen ech, wa mer elo als Regierung esou séier wéi méiglech de gläichgeschlechtleche Koppelen et erméiglechen, e Mariage ze maache wéi déi net gläichgeschlechtlech Koppelen, da kann een och déi Diskussioun vum Partenariat op eng aner Aart a Weis ugoen. Well dann net méi d'Partenariat en Avatar ass, fir deenen, déi sech wéilte bestueden a juristesch net kënne bestueden, esou vill wéi méiglech Rechter ze ginn. Dass mer eng aner Diskussioun iwwert d'Partenariat kréien.

Dofir soen ech Iech och, dass de Justizminister net onbedéngt wëllt déi Partenariatsdiskussioun elo weiderdreiwen, mä fir d'éischt wëllt de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen. Da kënne mer eng aner Diskussioun iwwer Partenariat a Mariage féieren. Ëmsou méi, wou d'Chamber mat all deene Froe befaasst ass, an eng ganz Partie vun interessante Propositiounen och nach vun der leschter Kommissioun koumen, wou eng Partie Leit och nach hei an der Chamber sinn.

Dat also zu dem Liewen an der Koppel.

Da komme mer un d'Kanner. Do wär jo villes ze soen. Haut hu mer nëmmen d'Adoptioun. Well do hu mer d'Filiatioun, wou mer iwwregens och nach am Justizministère un engem Projet schaffen. Ech beschränke mech haut op d'Adoptioun.

An der Adoptioun hu mer zwee Systemer zu Lëtzebuerg, déi grondverschidde sinn. An dofir, ech hunn och haut matkritt, dass ëmmer gesot ginn ass: d'Adoptioun. Et gëtt zwee Adoptiounssystemer, verschiddener. Den Alex Bodry huet dat och versicht ze maachen. Ginn e bësse méi an den Detail. Simple a plénière. An dat sinn zwee grondverschidde Systemer. Well, wann ee vu Kanner schwätzt, huet een zwee grondverschidden Themen, déi parallell lafen, a wou ech ebe mengen, dass ee se net ka fusionéieren. Dorop kommen ech nach zréck. Mir hunn d'Parentalitéit an d'Paternitéit.

Ech fänke mat der Paternitéit un. Dat ass den Ursprong. Fir e Kand ze kréien, brauch een e Mann an eng Fra. Dat ass d'Parentéit. An dann hu mer d'Paternalitéit: Eltere sinn. Et kann een Eltere sinn, ouni mussen de genetesche Verursaacher vun de Kanner sinn, wann ech dat emol ka soen. Dat heescht, d'Elternschaft an d'Urheberschaft sinn zwou verschidden Notiounen, déi ee muss ee vun deem aneren trennen, déi sech kënnen iwwerschneiden.

An d'Adoption simple gesäit déi zwee parallell. D'Adoption simple, an dat ass de Grond dovunner, déi kënnt iwwregens aus dem réimesche Recht, an dofir, et war virdrun, ech weess net, wien et gesot huet, zu Recht gesot ginn, ech mengen, et war d'Madame Jacobs, dass fréier d'Adoptioun haaptsächlech op Erwuessener war,…

Une voix.- Den Här Bodry.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- …den Här Bodry, op Erwuessener war. Et kënnt och aus dem réimesche Recht. Dat heescht, do ass einfach gesot ginn, d'Adoptioun, dat ass eng Elternschaft, déi sech op eng Paternitéit grefféiert. A wa mer elo d'Adoption simple opmaachen, wat mer wëlle maachen, da wäerte mer zum Beispill an der „multiple autorité parentale" nach vill méi wäit goen. Theoretesch kéint ee bis zu sechs Elterndeeler goen. Wat fir eis kee Problem ass. Well et do och wichteg ass, verschidden Elementer mat eranzekréien.

Iwwregens, am Familljeministère gëtt nach nogeduecht iwwer méi Rechter vun de Grousselteren. Halen ech elo emol ewech. Mä och dat ass eng Fro, iwwert déi ee muss nodenken. Iwwert déi ee muss nodenken.

Also, d'Adoption simple, déi schneit net d'Verbindung mat den natierlechen Elteren of a setzt juristesch Elteren drop. Dat huet och de Comité national d'éthique a sengem Avis dozou bruecht, fir ze soen, ma da maacht d'Adoption simple grouss op. Do ass kee Problem, well mer net en natierlechen Ursprong vu Papp a Mamm ersetzen duerch eng juristesch Fiktioun vun zum Beispill Papp a Papp a Mamm a Mamm. Well dat war an der Adoption plénière de Fall.

An der Adoption plénière soe mer, et gëtt keen natierleche Papp a Mamm méi. Mä mir ersetzen en natierleche Papp a Mamm, dat ass eist aktuellt Gesetz, duerch eng bestuete Koppel vu Papp a Mamm.

Ech muss soen, d'Madame Jacobs huet dat virdru gesot, bon, den Här Bodry hat jo schonn dorop higewisen, dass doriwwer nogeduecht gouf, fir ze soen, mir maachen nach just ee System. Verschidde Leit hu ganz aktiv nogeduecht, d'Adoption simple verschwannen ze loossen. Fir mäin Deel war ech ëmmer der Meenung, d'Adoption plénière verschwannen ze loossen, well et mech stéiert, dass een duerch eng juristesch Fiktioun en natierleche Rapport ersetzt.

Dofir, mengen ech, an dat hunn ech och an der Debatt verstanen, dass op d'mannst op der Majoritéitssäit de grousse Wëllen ass, fir ze soen, komm, mir maachen d'Adoption simple de Prinzip, maachen déi och méi grouss op, wéi d'Commission nationale d'éthique dat seet, da kréie mer déi Saache beieneen, ouni eben de Problem ze kréien, dass mer eppes Natierleches duerch eng juristesch Fiktioun ersetzen.

Wann een den Avis vun der Commission nationale d'éthique noliest, dann ass dat keen zyneschen Avis, wéi den Här Braz gemengt huet, mä en ass effektiv een, deen déi doten...

(Interruption)

Dat ass Äert Recht, Här Braz.

...mä dee just déi dote Saach gekuckt huet a gesot huet, wann et ëm Kanner geet, ginn d'Rechter vun de Kanner vir. An et ass schwiereg, wann ee weess, dass e Kand awer och - an d'Commission nationale d'éthique berifft sech do op vill Psychopediateren - seet, du brauchs zwee Referenzpôlen, vu dass et da schwiereg ass ze soen, mir ersetzen dann zwee verschiddenaarteg Pôlen duerch zwee gläichgeschlechtlech Pôlen.

Dat bréngt d'Commission nationale d'éthique dozou, fir ze soen, bon, bei der Adoption simple stellen déi Froe sech net. Do kënnt Der absolut ouni Problem soen, dass eng gläichgeschlechtlech Koppel kann e Kand adoptéieren, well eben do net eng juristesch Fiktioun eng natierlech Bezéiung ersetzt. An dat, mengen ech, hunn ech och hei verstanen aus den Debatten, géif eis kënnen dozou féieren, fir ze soen, da komm, mir maachen elo emol dat, wat en ethesche Konsens ass.

Well bei der Commission nationale d'éthique, do muss een emol kucken, wien drasëtzt. Dat si Leit, éischtens emol vun deene verschiddenste professionellen Hierkonften - do si Philosophen, Dokteren, Juristen dran -, an et sinn och Leit, déi vun deene verschiddensten ideologeschen Horizonte kommen. Déi kommen elo zu engem Schluss fir ze soen, déi soen net, et dierf een ni duerno weiderdenken, mä déi soen, dat heite schéngt eis elo emol e minimale Konsens, en ethesche Konsenswee fir ze goen.

An do soen ech aneschters, wéi wann et just ëm d'Bezéiung vun zwee geet, déi am Prinzip sech gläich sinn, zwee Adulten, déi sech bestueden. Wann et hei ëm Kanner geet, mengen ech, dass d'Commission nationale d'éthique Recht huet fir ze soen, komm, mir si virsiichteg - et ass eng Zort Principe de précaution -, komm, mir si virsiichteg an ethesche Froen, wou et ëm Kanner geet. A wa mer net spieren, dass do wierklech e Konsensus ass, da komm, mir maache verschidde Schrëtt net.

An dofir mengen ech, ass et falsch ze soen, dass doduerch elo géif eng Diskriminatioun entstoen, well mer net d'Adoption plénière opmaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen. Mä wa mer soen, mir maachen d'Adoption simple op, wou all déi Froen, déi ethesch a juristesch Froen, sech net stellen a wou mer e Konsensus hunn am Land, an dee fënnt een erëm net nëmmen am Avis vun der Commission nationale d'éthique, mä och am Avis vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, dann hu mer eppes gemaach.

Well elo kommen ech op d'Kand zréck. D'Commission nationale d'éthique, dat ass de Mëtteg nach net gesot ginn, huet an deemselwechten Avis sech och ausgeschwat iwwert den Accouchement anonyme. A se seet, dass den Accouchement anonyme kee gudde Prinzip ass. Mir kennen deen. Aner Länner kennen en och. Mir hu bei der Kannerrechtskonventioun och dowéinst eng Reserv gemaach, well mer dat net wollten ofschafen.

Iwwerall, iwwerall an der Welt gëtt et vill Prozesser, a jiddweree vun eis kennt och där Fäll, dass, och wann eng Adoption plénière do ass, wou d'Eltere soen, majo, wann ech eng Adoption plénière hunn, ass d'Kand u mech gebonnen an et geet net zréck: D'Kand huet oft, net ëmmer, den Drang, seng Originen ze kennen.

(Interruptions)

Dat kann net absolut ëmmer goen. Dofir huet jo d'Commission nationale d'éthique eng Solutioun gemaach, déi net seet, et muss alles einfach op den Dësch geluecht ginn. Mir soen, d'Kand muss fir säin Interessi kënnen dat zréckverfollegen. An dat gëtt net öffentlech gemaach, mä d'Kand muss dat Recht hunn. D'Commission nationale d'éthique huet sech erëm eng Kéier do ganz konkret an den Interessi vum Kand gestallt an net vun enger soi-disant Transparenz.

Accouchement anonyme ass eben de grousse Problem, deen een huet, grad wéi bei der Adoption plénière: D'Kanner hunn oft den Drang, awer hir natierlech Originen ze kennen. Ganz oft hunn d'Kanner, akzeptéiere se déi zwee, mä si hunn awer oft den Drang, déi zwou, deen ee kenne se, d'Elteren, mä d'Urheber kenne se net. A si hunn oft den Drang, dat ze kennen. All dat, dofir géif ech Iech roden, en ass online disponibel, den Avis vun der Commission nationale d'éthique: Liest en eng Kéier an all sengen Detailer. Et ass en Avis, wou ee kann diskutéieren. Dat huet d'Commission nationale d'éthique och ni ofgestridden. Mä et ass awer een, deen e gewëssene Konsensus reflektéiert an deen ebe just, wat d'Rechter vun de Kanner ubelaangt, seet, komm, mir ginn hei virsiichteg erun.

Dat wëllt net soen, dass mer net och an Zukunft weiderdenken iwwert déi Froen.

Dat solle mer net soen, dass et definitiv eriwwer ass. Mä komm, mir maachen dat elo, wat e Konsensus ass. Dat ass effektiv d'Adoption simple opmaachen, total. Adoption plénière sech reservéieren. Ech kommen nach op déi Arrêten zréck, d'Affär Wagner. D'Adoption plénière reservéieren an den Accouchement anonyme reforméieren an deem Sënn, dass d'Kand kann d'Recht hunn - a Frankräich gëtt et esou eng Solutioun -, op seng Originen zréckzekommen. Net den Accouchement anonyme total ofschafen, mä eng nei Solutioun ze fannen.

Dat ass och eppes, wat mer wëllen - d'Madame Familljeminister an de Justizminister - zesumme maachen. Mir sinn och der Meenung, dass een déi doten Adoptiounsreform plus d'Ouverture vum Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Koppele soll an engem Text maachen. Wa mer nämlech d'Ouverture vu gläichgeschlechtleche Koppelen eleng maachen, da kréie mer juristesch Froen, da musse mer tarabiscotéiert Dispositions transitoires am Code civil maachen. Dat ass keng propper legislativ Aarbecht.

Mir wollten - d'Familljeministesch an de Justizminister - d'Debatt vun haut ofwaarden. Et ass wuel keng Motioun komm, mä ech mengen, all déi, déi d'Debatt nogelauschtert hunn, konnten awer spieren, dass et keng Unanimitéit gëtt, selbstverständlech, mä largë Konsensus besteet, fir op déi Weeër ze goen, wéi ech menge se elo résuméiert gehat ze hunn. Sou dass mer kéinten esou séier wéi méiglech an deenen nächste Méint e Gesetzesprojet iwwert déi zwee Voleten ausschaffen an deen heihinnerbréngen, deen esou séier wéi méiglech stëmmen, well jo da mer musse kucken, notamment an der Commission juridique mat all deenen anere Projete vu Familljerecht eens ze ginn an dat zesummenzefëieren.

Mir sinn amgaangen, eng fundamental Reform ze maache vum Familljerecht. Och dat huet d'Regierung a maassgeblech de Justizminister dozou beweegt fir ze soen, komm, mir waarden net mat deene Reformen, weder Avortement, wat elo e bësse méi wäit ewech ass, mä virun allem Bestietnis an Adoptioun. Komm, mir maachen déi nei Saachen direkt, fir dass mer vläicht kënnen esou séier wéi méiglech eng ganz Reform maachen. Well da musse mer de Code civil wierklech och terminologesch streamlinen, wéi dat haut heescht, fir dass nach och en normale Jurist a wa méiglech och en normale Papp oder Mamm sech doranner erëmfannen.

An dofir wäerte mer an deenen nächste Méint, mir hunn eng Aarbechtsgrupp agesat, déi Leit schaffen dorun. Well bei der Adoptioun kommen nach ganz aner Froen. Nämlech déi - et ass virdru scho gesot ginn -, mir hu wéineg intern Adoptiounen. Ech wollt nach e Wuert zu eisem Stroossbuerger Uerteel soen. Mir hunn haaptsächlech international Adoptiounen. Ech mengen, mir hu gëschter laang driwwer diskutéiert, d'Problemer vun de Familljen, déi an Haiti waren. Do sinn aner Législatiounen. Dat wëll ech duerno nach kuerz beliichten.

Mä et sinn awer Länner, wou d'Convention de La Haye iwwert d'Adoptiounen net respektéiert gëtt. Wa mer soen, an dat ass eng Fuerderung vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, et muss bei all Adoptioun eng uerdentlech Enquête sociale virausgoen, dann heescht dat awer och, dass bei internationalen Adoptiounen dee Prinzip och muss kënne respektéiert ginn. An do gëtt et Länner, déi respektéieren d'Convention de La Haye, an et si Länner, do gëtt et Problemer. Och déi Froe musse mer also kucken. Well effektiv déi meeschten Adoptiounen der sinn, wou net e Lëtzebuerger Uerteel do ass, mä wou et en auslännescht Uerteel gëtt. Well eng Adoptioun gëtt ëmmer iwwer Uerteel gesprach vun de Geriichter, wou et auslännesch Adoptioune gëtt, déi zu Lëtzebuerg nach just d'Exequatur kréien.

Déi Affär, déi mer viru Stroossbuerg verluer hunn als Lëtzebuerger Land, dat war folgend: Do war eng Fra, déi, wéi ganz vill aner Fraen a Männer, am Ausland eng Adoption plénière individuelle gemaach huet, geméiss dem auslännesche Recht, wat d'Adoption plénière individuelle erlaabt, wat eist Gesetz net erlaabt. Fréier war et gang und gäbe, dass d'Geriichter do d'Exequatur gesprach hunn, nämlech gesot hunn, ma dat ass en Uerteel am Ausland, et ass alles no den Droits de la défense gelaf, also kann et hei exekutéiert ginn.

An där doter Affär, déi herno bis op Stroossbuerg goung, hunn d'Geriichter gesot: „Neen, dat doten Uerteel widdersprécht dem Lëtzebuerger Ordre public, well deen Artikel, dee seet, dass mer keng Adoption plénière individuelle hunn, dat ass d'ordre public." Dat war et u sech. A Stroossbuerg huet gesot: „Dat geet net. Wann dat am Ausland esou ass, da musst Der dat zu Lëtzebuerg och unerkennen."

An ëm de 16. Dezember muss dat gewiescht sinn, also op alle Fall Mëtt Dezember huet dunn d'Lëtzebuerger Jurisprudenz sech a véier Arrêten, déi mëttlerweil disponibel sinn, der Stroossbuerger Jurisprudenz adaptéiert an effektiv gesot: „Hei kënne mer net de Lëtzebuerger Artikel applizéieren, mä mir spriechen d'Exequatur vun deenen - et ware véier Uerteeler, et war eemol Haiti, zweemol Guatemala, eemol Peru, wann ech mech gutt erënneren -, mir akzeptéieren déi Uerteeler aus dem Ausland, déi eng Adoption plénière individuelle akzeptéieren."

An ech mengen, dat ass e Punkt, wou elo d'Jurisprudenz sech Stroossbuerg konforméiert huet, esou dass deen Drock op eis, fir dat elo ze analyséieren, manner grouss ass, mä do geet et ëm auslännesch Uerteeler, an net ëm Lëtzebuerger Adoptiounen.

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- An dat, mengen ech, erliichtert eis och d'Debatt vun haut an erliichtert eis déi Gesetzgebung elo ze reforméieren, no deene Prinzipien, soen ech nach eng Kéier, déi d'Commission nationale d'éthique zréckbehalen huet, déi vläicht net gradesou wäit ginn, wéi d'Accorden, déi mer an der Koalitioun haten, mä déi awer ganz wäit ginn, wat d'Rechter vun Elteren ubelaangt.

A wéi gesot, wat d'Adoption simple ubelaangt, déi eben d'Verhältis zu den urspréngleche Eltere bestoe léisst, eben an Zukunft erlaabt, souwuel eenzel, simple ze adoptéiere wéi och als Koppel simple ze adoptéieren, woubäi bei de Koppelen och gläichgeschlechtlech Koppele kënnen zougelooss ginn dee Moment, wou mer dann natierlech och de Mariage fir gläichgeschlechtlech Koppele gemaach hunn.

Ëmsou méi wëlle mer déi zwou Saachen an engem Gesetzesprojet fäerdeg leeën. An ech mengen, ech kucke riicht der Familljeministesch an d'Aen,...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...mir kéinten nach virun der grousser Vakanz hei e seriöe Projet déposéieren. Et wär fir eis wichteg, dass mer déi doten, wat och zum Deel méi politesch Froe sinn, esou séier wéi méiglech kéinte klären, ier dass mer mat all deenen technesche Froen och richteg weiderkommen, déi an der Commission juridique sinn.

Mir sollen eist Familljerecht dépoussiéréieren. Mir sollen et den neien Zäiten adaptéieren. Dat wëllt net soen, dass mer d'Wäerter reniéieren. Mä dat wëllt einfach soen, dass mer kucken de Realitéite Rechnung ze droen, d'Wäerter esou deklinéieren, dass mer d'Gesetz esou maachen, dass déi Leit, déi zesummeliewen als Koppel, mä awer och als Famill, Koppel mat Kanner oder zu Eenzelne mat Kanner, well och dat gëtt et jo ëmmer méi, dass mer deenen déi néideg Protektioun ginn, fir sech kënnen als Famill ze entfalen.

Ech soen Iech dofir alleguer Merci fir déi Diskussioun, déi mer haut haten. Ech mengen, dass dat och der Regierung wäert hëllefen, fir esou séier wéi méiglech Iech mat engem Gesetzesprojet ze befaassen.

Ech soen Iech Merci.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Très bien!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Justizminister François Biltgen Merci fir seng Ausféierungen. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun.

Ier mer zum leschte Projet kommen, géife mer elo nach eng Question urgente huelen, déi ech akzeptéiert hunn, an zwar vun der Madame Nancy Arendt un d'Familljeministesch, wat d'Zréckféierung vun deenen Adoptivkanner zu Haiti betrëfft. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

7. Question urgente N°396 de Mme Nancy Arendt au sujet de l'évolution de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. D'Madame Ministesch vun der Famill huet gëschter duerchblécke gelooss, datt stënterlech Ännerunge kéinte kommen am Dossier ebe grad vun deenen 13 Familljen, déi Kanner aus Haiti wéilten adoptéieren. An ech mengen, well mer eis alleguerten an d'Haut vun deene Familljе kënne setzen a mat hinnen hoffen a mat hinne baangen, wollt ech d'Madame Ministesch froen, virun allem well erëm en Nobiewe komm ass op Haiti, ob se do eventuell nei brisant Informatiounen huet, déi eis hoffentlech berouege kënnen. Ech mengen, d'Madame Ministesch huet nei Informatioune fir eis.

M. le Président.- Ech soen der Madame Arendt Merci, an elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, eigentlech sinn ech an der Situatioun, fir kënnen zwou gutt Noriichten ze soen. Dat eent ass déi, datt deene 14 Kanner och an deem zweeten Äerdbiewen näischt geschitt ass, datt se also bei gudder Gesondheet sinn an, souwäit wéi dat an deem Land do ass, esou gutt sinn, wéi et ebe méiglech ass.

Déi aner Noriicht ass, déi hu vläicht Eenzelner vun Iech elo de Mëtteg ewell héieren, datt mer an der Nuecht, an där vu gëschter op haut, et fäerdeg bruecht hunn, fir déi Ënnerschrëft vum Premierminister ze kréien, fir datt d'Kanner kënnen erauskommen aus Haiti. A mir hunn nach an därselwechter Demande och gefrot, datt se eis sollen d'Autorité parentale iwwerdroen, wou mer hoffen, datt mer domadder et méi liicht kréien hannenno - mir hate jo elo laang hei Rieds iwwer Adoptiounen -, fir dat dann ze maachen.

Dat heescht net - well elo aner Leit sinn, déi soen: „Et ass jo eng Sauerei! Déi kréien hir Kanner direkt. Mir mussen do laang Prozedure maachen!" -, dat heescht, datt d'Kanner hei sinn, mä dat heescht net, datt déi Kanner adoptéiert hei sinn.

Et sinn also och déi Prozeduren ze maachen a richteg ze maachen. Dat ka jo guer net aneschters sinn. Mä wéi gesot, déi Elteren, deenen hunn ech dat och de Moie gesot, an déi si sech däers och bewosst, datt et riskéiert méi komplizéiert ze ginn, well eben déi Jugementer vun den Adoptiounen an Haiti net gesprach goufen.

Dat ass also elo de Stand der Dinge.

Mir hunn opgrond vun deem Dokument, wat mer kruten, elo d'Méiglechkeet... Mir hunn déi gutt Zesummenaarbecht nach ëmmer mat de Frënn aus Holland. Mä wa mer awer elo net bei hinne kënne Plaze fannen am Fliger, ass et iwwert dat hei Dokument erméiglecht, mat anere Länner, wou mer och am Gespréich sinn, ze kucken also, deen éischte Fliger, dee méiglech ass, datt mer da kënnen d'Kanner mat do drakréien.

Ech hunn de Mëtteg gesot, ech avancéiere mech net, wéini datt dat ass, well kee Mënsch weess dat. Kee Mënsch weess, wéini datt e Fliger erausgeet. Dat kann an enger Stonn sinn, dat kann an dräi Stonne sinn. Mä dee Moment, wou mer dat wëssen, an dat hunn ech och mat den Elteren esou ofgemaach, wa mir bis wëssen, datt d'Kanner an engem Fliger sinn, géife mer si ruffen, an duerno géife mer och d'Press ruffen, fir datt deen Terror ophält, datt andauernd aner Meenungen an aner Nouvellë kommen, déi just dozou féieren, datt déi Leit, déi natierlech selwer betraff sinn, nach vill méi onglécklech sinn an dann erëm enttäuscht sinn, wann et dann awer net esou ass.

Also, och Iech soe mer, datt, soubal wéi mer et wëssen, dann natierlech d'Leit dat och gewuer ginn.

Merci.

M. le Président.- An ech soen der Madame Familljeministesch Merci. Mir kéimen elo als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour un de Projet de loi 5923 iwwert d'Unerkennung vu finanzielle Sanktiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

8. 5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Gesetzesprojet 5923 ass e weidert Puzzlestéck beim Schafe vun engem gemeinsamen europäesche Rechtsraum. Geldstrofen, déi an engem europäesche Land vun engem Geriicht gesprach ginn, mussen an deem anere Land ouni vill prozeduraalt Gedeessems exekutéiert ginn.

Mat dësem Gesetzesprojet kritt den Uerteel vun engem Strofgeriicht zu Helsinki hei am Land deeselwechte Stellewäert, wéi wann dat Uerteel zu Dikrech - do gëtt also net nëmme Béier gebraut - gesprach gi wär.

Dëse Gesetzesprojet fënnt säi politeschen Ursprong an de Konklusioune vun dem Europäesche Rot vun Tampere aus dem Joer 1999. Deemools gouf vun den EU-Stats- a Regierungschefe festgehalen, dass déi géigesäiteg Unerkennung vu Geriichtsuerteeler e Kärstéck vun der Justizzesummenaarbecht an dem Zivil, an dem Strofberäich wär. Et huet awer bis an d'Joer 2005 gedauert, bis et zu enger europäescher Kaderdécisioun koum, déi mat dësem Gesetzesprojet ëmgesat gëtt.

Här President, an Zukunft kann ee Memberstat aus der Europäescher Unioun, wou d'Geriichter eng Geldstrof verhaangen hunn, dës Sanktioun och hei am Land exekutéieren an d'Geldstrof deemno zu Lëtzebuerg akasséiere loossen. Datselwecht zielt natierlech um ëmgedréinte Wee. Eng Geldstrof, déi vun engem Lëtzebuerger Geriicht gesprach gouf, kann och am Ausland ageklot ginn.

Dozou just e puer Prezisiounen.

Éischtens, bei de Geldstrofen handelt et sech ëm eng Zomm vu Suen, zu där eng Persoun veruerteelt gouf, déi eng Strofdot begaangen huet. Dorënner falen och Entschiedegungen, déi en Affer vun engem Strofgeriicht zougesprach kritt, grad wéi Prozesskäschten. Viséiert sinn och nach d'Bäiträg, déi dee Veruerteelte gegebenenfalls enger allgemengnëtzlecher Organisatioun, zum Beispill engem Wäisse Rank, misst bezuelen.

Ausgeschloss sinn dergéint zum Beispill eng Partie civile, dat heescht eng Entschiedegung, déi d'Affer net direkt opgrond vun der Strofdot selwer kritt, mä fir den zivilrechtleche Schued, deen him allgemeng duerch d'Feelverhale vun dem Täter entstanen ass.

Dëst ass an der Justizkommissioun vun eenzelnen Deputéierte bedauert ginn. Déi europäesch Kaderdécisioun, déi mir mat dësem Gesetzesprojet eent zu eent ëmsetzen, gesäit dëst awer net vir. An esou Fäll muss deemno weiderhin op déi klassesch Rechtshëllefofkommen aus dem Zivilberäich zréckgegraff ginn.

Zweetens, ënnert dëse Gesetzesprojet falen nëmme Geldstrofe vun iwwer 70 Euro, déi vun engem Strofgeriicht gesprach goufen oder enger Verwaltungsautoritéit wéinst enger Strofdot. An alle Fäll muss de Beschëllegten d'Méiglechkeet kréien, seng Affär virun e Strofgeriicht ze bréngen. Eng

Strof vun engem däitschen Ordnungsamt kann also zu Lëtzebuerg akasséiert ginn.

Här President, interesséieren oder vill méi berouegen däerft an deem Kontext wuel, dass ee sougenannte Protokoll, also een Avertissement taxé, zum Beispill duerch falsch Parken am Ausland, net vun dësem Gesetz betraff ass. Hunn ech also op der belscher Plage d'Parkdauer iwwerschridden, kann dee Protokoll zu Lëtzebuerg am Prinzip net agedriwwe ginn. Et sief dann, et géif dowéinst an der Belsch zu engem regelrechte Geriichtsuerteel géint dee betraffene Chauffeur kommen. Datselwecht zielt och, wann ee vun engem Radar, zum Beispill tëschent Metz an Thionville, geblëtzt gëtt. Soulaang et zu kenger Verurteelung duerch e franséischt Strofgeriicht vun deem ze presséierte Lëtzebuerger Automobilist kënnt, kënnen d'Suen hei am Land net agedriwwe ginn. D'Begrënnung ass déi, dass et sech ëm en Avertissement taxé, mä net ëm e Geriichtsuerteel handelt.

Drëttens, d'Geldstrofen, déi opgrond vun dësem Gesetzesprojet agedriwwe ginn, betreffe physesch Persounen, also den eenzelne Bierger, mä och déi sougenannte Personnes morales, dat heescht eng Firma oder eng Entreprise. Hei am Land hu mer zwar am Moment nach keng legal Basis fir déi strofrechtlech Verurteelung vun enger Personne morale. Den deementspriechende Gesetzesprojet ass awer um Instanzewee a misst deemnächst an de Plenum kommen. Mä och scho bis dass dat Gesetz a Kraaft ass, muss elo eng Geldbouss, zu där eng Lëtzebuerger Firma vun engem auslännesche Strofgeriicht verurteelt gëtt, zu Lëtzebuerg akasséiert ginn.

Här President, Geldstrofe kënnen hei am Land akasséiert ginn, wann déi Persoun, déi vun engem auslännesche Geriicht verurteelt gouf, hei am Land hire Wunnsëtz huet. Dat ass am Prinzip déi Plaz, wou déi betraffe Persoun ugemellt ass. Akasséiert kann och zu Lëtzebuerg ginn, wann déi schëlleg Persoun wuel am Ausland ugemellt ass, mä hei am Land effektiv wunnt. Bei den Entreprisen zielt fir d'Zoustännegkeet vun de Lëtzebuerger Autoritéiten de Firmesëtz.

Véiertens, vun de klassesche Rechtsprinzipien hier ass déi grouss Neierung vun dësem Gesetzesprojet wuel déi, dass en auslännescht Strofgeriicht eng Geldstrof festleet an déi automatesch, dat heescht ouni Appréciatioun vun de Lëtzebuerger Geriichter, hei am Land unerkannt ass. Dat Eenzegt, wat gepréift gëtt, ass, ob den Tatbestand, deen zur Geldstrof gefouert huet, effektiv och hei zu Lëtzebuerg strofbar ass. Et spillt also generell de Rechtsprinzip vun der sougenannter duebler Incriminatioun, dat heescht den Tatbestand muss souwuel am Ausland wéi och hei zu Lëtzebuerg strofbar sinn.

Ausnahm sinn ausdrécklech eng Rei vu schwéiere Strofdote wéi Terrorismus, Mënschenhandel, Bedruch oder illegale Waffenhandel an däers méi. Mä all dës Strofen, déi am Gesetzesprojet eenzel opgelëscht ginn a wou am Prinzip déi duebel Incriminatioun muss spillen, sinn hei am Land souwisou strofbar, esou dass sech do kee gréissere Problem stellt.

Déi automatesch Unerkennung vun engem auslännesche Geriichtsuerteel kann eigentlech nëmme refuséiert ginn a folgende Fäll: wa schonns eng Veruerteelung wéinst deemselwechten Tatbestand zu Lëtzebuerg oder an engem anere Memberstat stattfonnt huet - hei handelt et sech ëm de Prinzip vum „ne bis in idem"-, wann déi veruerteelte Persoun manner wéi 16 Joer huet, wann d'Geldstrof ënner 70 Euro läit, wann d'Strofdot verjäert ass oder eng Immunitéit virläit, zum Beispill bei engem Diplomat.

Doniewent gëtt et eng Rei Fäll, wou et ëm den Ermiessensspillraum vun de Lëtzebuerger Autoritéite geet. Si kënnen oder mussen awer och net dat auslännescht Uerteel unerkennen, wann d'Strofdot sech ganz oder deelweis zu Lëtzebuerg ofgespillt huet, wann déi beschëllegte Persoun net vun der Geriichtsprozedur selwer informéiert war, respektiv dass de Beschëllegten net matgedeelt krut, dass hien och kéint e Recours maachen.

Fënneftens a leschtens, d'zentral Autoritéit, fir dëse Gesetzesprojet ëmzesetzen, ass hei am Land de Procureur général. Konkret geschitt déi Andreiwung vun engem auslännesche Geriichtsuerteel mat enger Geldstrof dee Moment folgendermoossen: De Procureur général kritt vun der auslännescher Zentralstell ee standardiséierten Zertifikat, deen all Informatioune liwwert betreffend déi veruerteelte Persoun, d'Strofdot, déi si begaangen huet; d'Geriicht, dat d'Uerteel gesprach huet, grad wéi eng Kopie vun dem Uerteel. De Procureur général kontrolléiert, ob d'Konditioune vun deem Gesetz erfëllt sinn, gëtt dann den Dossier un d'Enregistrementsverwaltung virun, déi dann d'Sue bei dem beschëllegte Bierger akasséiert.

An der Praxis ass also d'Prozedur déiselwecht, wéi wann d'Lëtzebuerger Uerteel hei am Land géif exekutéiert ginn. Wann am Ausland schonn en Deel vun der Geldstrof bezuelt ginn ass, da gëtt selbstverständlech dat ugerechent. D'Suen - an dat ass wichteg -, déi hei am Land akasséiert ginn, déi bleiwen an eiser Statskeess. Si ginn net an d'Ausland weider iwwerwisen. Géif de Grand-Duc eng Grâce spriechen oder et zu enger genereller Amnestie kommen, da kann hei am Land net méi exekutéiert ginn, mä am Ausland kënnen awer d'Poursuitë virugefouert ginn.

Här President, dat waren, op eng méi praktesch Aart a Weis, déi Haaptpunkte vun dem Gesetzesprojet iwwert déi géigesäiteg Unerkennung vun de Geldstrofen. Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport. E gouf an der Justizkommissioun eestëmmeg ugeholl. De Rapport recommandéiert, dëse Projet de loi ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Roth Merci, an als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Roth Merci soe fir dee schréftlechen an och dee mëndleche Rapport. Mir hu just eng - keng Kritik -, mä eng Suggestioun gemaach, och an der Kommissioun, déi ech och eng Kéier hei ervirhiewen. An engem Procès pénal, wéi et meeschtens geet, dat heescht, hei hu mer dann, wann eng Sanction pécuniaire gesprach gëtt an engem Procès pénal, Correctionnel oder Crime, dat heescht eng Amende, wou gesot gëtt: „Dir kritt esou vill Prisong plus eng Amende oder Dir kritt just eng Amende", dass de Ministère public da mat senge Moyenen, mat sengem Parquet, mat senger Police, mat sengem ganzen Apparat, dann déi auslännesch Autoritéit freet, och mat där hirem ganzen Appareil judiciaire, fir dann déi Suen anzekasséieren.

De Problem, deen Der hutt: Deen, deen am schwaachsten ass an engem Procès pénal, ass ganz oft d'Partie civile. Dat heescht, d'Partie civile, déi fir Schued e Prozess mécht, an ech mengen, wa jo duerno en Uerteel fäerdeg ass, och Partie zu engem Prozess war, an, wann d'Uerteel jo och definitiv ass, d'Suen zegutt huet.

Duerfir hate mer fonnt, dass et gutt gewiescht wier, wann d'Lëtzebuerger souguer méi wäit gaange wieren, an dobäi an engem Prozess, wann de Ministère public schonn enger auslännescher Instanz seet: „Mir hätte gären esou vill Suen.", dass een dann d'Suen, déi d'Partie civile zegutt huet, och derbäisetzt, fir dass deen, deen am Fong d'Victime an engem Prozess ass, net nach selwer muss am Ausland e Prozess, en Affekot huelen, Käschten droen, fir da säi Schued anzekloen.

Mir fannen et schued, dass déi Chance hei verpasst ginn ass, fir dat matzebréngen. Mir hunn e ganze Projet de loi gehat a gekuckt, d'Amélioratioun vum Statut vun der Victime ze hunn an engem Prozess. Dat heite wier am Fong eng Suite logique gewiescht vun där Philosophie, déi dës Chamber gär gehat hätt. C'est une chance ratée. Mais bon, et weess ee jo ni, vläicht komme mer awer nach eng Kéier derzou, fir dass eng Victime an engem Prozess, an ech insistéieren, déi déi schwaachst Partei an engem Prozess ass, och vläicht vum Stat ka gehollef kréien, wann esou Saachen do sinn. Mä mir wäerten dëse Projet de loi stëmmen, an, wéi gesot, nach eng Kéier Merci un de Rapporteur.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Da kritt elo nach d'Wuert den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Här President. Och vun eiser Säit den Accord zu deem doten Text, dee mer hei - mengen ech - propper ëmgesat hunn an deen - mengen ech - wichteg ass fir d'Glafwierdegkeet vun Europa. Ech mengen, weiderhi muss natierlech d'Suerg si bei esou Texter, dass déi Rechtssystemer an den eenzelne Memberstate korrekt funktionéieren - mir wësse jo, dass et do awer emol deen een oder anere Schwaachpunkt an eenzelne Memberstate gëtt -, well soss kann natierlech d'Exekutioun vun Uerteeler, déi geholl gi sinn an engem Justizsystem, deen net uerdentlech funktionéiert, dann awer och zu Ongerechtegkeete féieren an zu ganz ongemittleche Situatiounen.

Et ass also wichteg, dass ee weider am A behält, dass an Europa, an der EU, déi eenzel national Rechtssystemer, besonnesch och d'Strofjustiz, korrekt funktionéieren, an dass do virun allem awer och d'Uerteeler net parteiesch sinn an dass d'Défense natierlech mat all hire Rechter do kann zum Zuch kommen, wéi dat an engem équitabele Prozess soll sinn.

Fir de Rescht, si mer der Meenung, dass mat dem Respekt vun dem Prinzip vun der duebeler Incriminatioun, och mat dem Prinzip, dass een net kann zweemol wéinst deemselwechte Vergehe verurteelt ginn, dass dat wichteg ass, dass also déi Sécherheetsbestëmmunge mat an deem heiten Text mat dra sinn.

Fir de Rescht wëll ech meng Douten awer hei ausdrécken, dass dat, wat hei d'DP gefrot huet, dass dat juristesch machbar ass. Well hei muss jo awer… Mir kënnen net eesäiteg an eisen Text schreiwen, dass Uerteeler kënnen an anere Länner autoriséiert ginn. Respektiv kéinte mer dat héchstens bei eis soen, dass, wann en Uerteel bei eis kënnt, dass et da kann exekutéiert ginn.

Ech mengen awer, dass bei esou Systemer d'Regel vun der Réciprocitéit…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Firwat?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …muss gëllen, dass de muss op béide Säiten eigentlech déiselwecht Rechter a Flichten hunn.

(Interruption)

An ech fannen dat also net onbedéngt gutt, zumools, wéi gesot, well ech nach ëmmer meng Douten hunn, ob all Justizsystemer esou gutt ka funktionéieren, besonnesch, wann…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Eisen?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …wann net nationaler mat implizéiert sinn. An esou Prozesser hunn ech léiwer, et soll een bei deenen dote Punkten e bësse méi virsiichteg sinn an u sech hei net e Broch maache mat dem Prinzip, dass eigentlech d'Réciprocitéit sollt gëlle bei esou internationalen Accorden.

Dat gesot, selbstverständlech, bréngen ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun an.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Här President, déi gréng Fraktioun gëtt och hir Zoustëmmung, well mer mengen, dass et zu engem gemeinsame Rechtsraum onbedéngt gehéiert, dass ee sech géigesäiteg och d'Uerteeler unerkennt, an och bei der géigesäiteger Exekutioun hëlleft.

Wéi den Här Bodry wëll ech awer och drop hiweisen, dass et natierlech Schwieregkeete gëtt, well net alleguerten d'Länner an der Europäescher Unioun op all de Punkten an der Prozedur an hirem Rechtssystem op deemselwechten Niveau sinn.

An dat kann natierlech Schwieregkeete schafen, ass awer kee Grond, fir net op deen heite Wee ze goen. Et ass éischer e Grond, fir ze probéieren, um europäeschen Niveau och gemeinsam Standarden am Rechtswiesen ze schafen, déi ebe gemeinsam Garantien herno duerstellen an och sécher kënne stellen à terme, dass bei all den Uerteeler, déi unerkannt ginn, och déiselwecht Grondprinzipie respektéiert gi sinn. Dat schéngt eis dee richtege Wee ze sinn.

Duerfir nach eng Kéier: Mir ginn eis Zoustëmmung. An ech wëll och dem Här Roth Merci soen, dee bei dësem Projet de loi net nëmmen als Rapporteur, mä och soss eng grouss Hëllef war.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An da kritt nach den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vu menger Säit aus dem Här Roth e grousse Merci, well en a sengem mëndleche Bericht notamment ganz gutt higewisen huet op déi Froen, déi sech vill Bierger stellen, notamment wat verschidde Protokoller oder Avertissement-taxéen ugeet op där enger oder anerer Autobunn, wa se am Ausland mat hirem Auto iwwert déi Autobunne fueren.

Mä et stelle sech hei awer och e puer praktesch Froen.

Dat ass déi vun der Ëmsetzung vun der Décisioun vun dem Gesetz, wat mer hei stëmmen, an ze kucken, ob d'Administration de l'enregistrement all Kéiers à même ass, dat Akasséieren dann och ze realiséieren. Do hunn ech e bëssen Zweifel, well dat awer heiansdo zu Schwieregkeete kéint féieren.

Déi zweet Saach, déi ech wollt bemierken, dat ass, datt ech hoffen, datt an Zukunft all Projet oder Avant-projet de décision-cadre, deen um europäesche Niveau diskutéiert gëtt, an der zoustänneger Kommissioun och sollt aviséiert ginn. Ech mengen, dat wär eppes, wat ons elo scho gewisen huet, datt notamment um Gebitt vun der Justiz, wou et vill Décisions-cadre ginn ass, oder amgaange sinn, diskutéiert ze ginn, datt een do soll op dee Wee goen. Elo, iwwert de Wee vum neien europäeschen Traité wäerte mer an Zukunft viraussiichtlech méi iwwert de Wee vun Direktive goen. Mä och do ass natierlech schonn eng Prozedur virgesinn.

Deen anere Punkt, deen ech wollt uschneiden, ass dee vun de Parties civiles. Do wier och meng Bemierkung, datt ech léiwer gehat hätt, datt mer am Virfeld vun der Décision-cadre hätte kënnen ons Bemierkunge mat do afléisse loossen. Vu datt mer awer eng Gesetzgebung hunn iwwert d'Victimen, datt een deen Ablack awer och misst da sécherstellen, datt déi Partie civile, déi jo eng Victime ass, deen Ablack kann, wann am Ausland eng Amende akasséiert gëtt, iwwert d'Méiglechkeet, datt se Asiicht kann an den Dossier kréien, dann awer wéinstens gewuer gëtt, wou déi Persoun, déi se muss indemniséieren, wunnt, an dann deen Ablack gehollef kritt, fir also am Ausland och déi Suen, déi se als Partie civile huet, andreiwen ze kënnen.

Dat schéngt mer eppes, wat ganz wichteg ass. Et schéngt och a mengen Aen en vue vun der bestehender Gesetzgebung méiglech ze sinn, fir déi Informatioun ze kréien.

Woufir werfen ech dat op? Ma well et ganz oft bei der Partie civile d'Schwieregkeet ass, datt se net déi Moyenen huet vun engem franséische Stat oder belschen, an engem auslännesche Stat, fir erauszefannen, wou eng Persoun wunnt. Dat ass meeschtens ganz schwéier. A wann een hei iwwert de Wee vun dem Encaissement vun enger Amende pénale kéint déi Informatioun kréien, da wär dat op jidde Fall vu groussem Nëtze fir d'Akasséiere vun der Indemnitéit, déi d'Partie civile zegutt huet.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. Elo kritt nach d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech mengen,

de Rapporteur Gilles Roth huet alles gesot am Detail.

Just ee Wuert zu deem, wat den Här Bettel an den Här Henckes iwwert d'Partie civile gesot hunn. Ech mengen, dass mer net sollten op dee Wee goen. Mir hunn et jo net gemaach aus zwee Grënn.

Deen éischten huet - wat verwonnert lech dat haut?! - den Här Bodry schonn a mengem Numm virausgeschéckt,…

(Hilarité)

…nämlech, dass et vill ëm Réciprocitéit geet. A mir mussen elo jo an Zukunft kämpfe mam Traité de Lisbonne, fir vill méi där doter Texter ze kréien. An ech mengen, dofir soll ee sech op d'Réciprocitéit beruffen.

Dat zweet Argument. Dat soen ech dem Här Bettel, well seng Partei eng ass, déi ëmmer seet, zu Recht, wa mer eng Direktiv ëmsetzen: „Toute la directive, rien que la directive; eent zu eent." An ech mengen, dass dat wierklech hei richteg ass, dass mer hei sollen dat ëmsetzen - dat hu mer gemaach - an net nach aner Saache maachen.

Mir kréien nach vill Diskussiounen, Här Bettel,…

(Interruption)

…fir intern aner Saachen ze maachen, mä et soll een net eng Décision-cadre benotzen, fir aner Problemer ze léisen, déi ee muss op deem Plang léisen, wou ee se ka léisen. Dat gesot, sinn ech frou ze héieren, dass mer haut scheinbar eng Unanimitéit kréien.

M. le Président.- Ech soen dem Justizminister Merci, a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Raymond Weydert), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Domadder si mir um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.49 heures)

SÉANCE 18

JEUDI, 21 JANVIER 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Question avec débat N°2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans Enovos et les projets d'investissement dans des centrales au charbon
- *M. Henri Kox - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

2. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
- *M. Félix Braz*

3. Question avec débat N°5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique
- *M. Eugène Berger - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

4. Question urgente N°389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer
- *M. Claude Adam - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*

5. 6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. André Bauler, M. Henri Kox (dépôt d'une motion)*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Henri Kox*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 (renvoi en commission)*

6. Interpellation de Mme Anne Brasseur au sujet du chantier du Musée de la Forteresse

et

6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement
- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et
- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg
- *Exposé: Mme Anne Brasseur (interpellatrice) (dépôt d'une motion)*
- *Rapport de la Commission de la Culture: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Norbert Haupert, M. Marc Angel, M. Claude Adam (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser, M. Jean-Louis Schiltz*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*
- *Vote sur les motions 1 et 2 (rejetées)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Motion déposée par M. Félix Braz
- *M. le Président (renvoi en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jeannot Krecké et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir kéimen dann elo zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour, nämlech enger Question avec débat Nummer zwee vum Här Henri Kox iwwert d'Bedeelegung vum Stat bei Enovos. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an - no der Äntwert vum Minister - seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

1. Question avec débat N°2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans Enovos et les projets d'investissement dans des centrales au charbon

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, meng Froen un de Wirtschafts- an Energieminister Krecké betreffen d'Investitiounspolitik vun Enovos an nei Energieproduktiounsanlagen. No der méi wéi enttäuschender Virstellung vun der Weltpolitik op der Klimakonferenz zu Kopenhagen däerfe mir grad elo net de Kapp an de Sand stiechen, mä méi wéi jee eng zukünfteg nohalteg Energiepolitik opstellen. Besonnesch déi westlech Industrielänner mussen dobäi hir Responsabilitéit iwwerhuelen, fir an eng méi courageiert a méi ëmweltfrëndlech Energiepolitik ze investéieren.

Och Lëtzebuerg huet natierlech säin Undeel do ze iwwerhuelen. De Lëtzebuerger Stat, mat senger iwwer 28%eger Bedeelegung a gréissten Aktionär vun Enovos, huet deemno d'Flicht, d'Investitiounspolitik vun Enovos an déi Richtung ze dirigéieren. Et ass bekannt, dass Enovos am noen Ausland eng Rei Investitiounen an erneierbar Energië mécht, esou zum Beispill am Raum Tréier am Beräich vun der Fotovoltaik - eng nohalteg Energiepolitik oder Technologie, déi jo net grad méi hei am Land erwënscht ass. Dëse Projet am Raum Tréier fënnt natierlech eis Ënnerstëtzung.

Och gëtt grouss an der Press ugekënnegt, dass Lëtzebuerg via Creos, also déi lëtzebuergesch Netzgesellschaft, sech um Projet vun der Verkabelung vun der Nordsee wëll bedeelegen, fir den immense Wandpotenzial besser kënnen ze notzen. Och dat fënnt eis Ënnerstëtzung.

Méi roueg dergéint gëtt et awer iwwert déi aner, méi am Stëlle gehandelt Projeten. Ganz roueg gëtt et zum Beispill, wann et ëm Investitiounen am Beräich vun de Kuelekraaftwierker geet. Do ass een da frou, wann eng Ëmweltorganisatioun wéi zum Beispill Greenpeace oder nach anerer dës Politik ëmmer nees a Fro stellen an och deels kritiséieren an entlarven: Kuelekraaftwierker, déi jo bekanntlech déi CO_2-intensiivsten Energieproduktiounsformen duerstellen. Mir brauchen eis deemno net iwwert d'Kuelepolitik vu China opzereegen, wa mir Europäer selwer nach ëmmer an déi klimaschiedlechst Energieform investéieren.

Esou gëtt et zwee Projeten am Beräich vun der Kuelenindustrie, wou Enovos mat partizipéiere wëllt, an domat och indirekt d'Ënnerstëtzung vun der Lëtzebuerger Regierung huet: ee Projet eng Kéier an Holland, nämlech zu Rotterdam, an e Projet an Däitschland, nämlech zu Neurath. D'Kuelekraaftwierk an Holland, wat eng Leeschtung vu 400 MW Elektresch am Hafe vu Rotterdam opweist, schéngt - zumindest, wa meng Informatioune richteg sinn - duerch méi eng ëmweltfrëndlech Energieproduktioun ersat ze ginn. D'Kuelekraaftwierk soll duerch e Gaskraaftwierk mat Wärmeauskopplung ersat ginn. Och dës Entwécklung kënne mir dann nëmmen ënnerstëtzen. Ze beäntwerte vum Minister bleift just, ob déi Informatiounen och stëmmen an ob de Minister eis hei mat méi Explikatiounen zu dësem Projet kann déngen.

En zweete Projet, wou mir awer iwwerhaapt net kënnen domat averstane sinn, ass d'Bedeelegung um Braunkuelekraaftwierk vun Neurath an Däitschland. Dëse Projet gesäit vir, dass déi Anlag op 2.200 Megawatt ausgebaut soll ginn, a wou Enovos sech eng Tranche vu 50 Megawatt reservéiert huet. Besonnesch d'Braunkuel kënne mir als Energieträger haut net méi akzeptéieren. Si ass déi fossil Energiequell, déi am meeschte CO_2-Emissiounen ausstéisst. D'Braunkuelekraaftwierk huet pro Unitéit zweemol méi en héijen Ausstouss un CO_2 wéi zum Beispill e Gaskraaftwierk, ouni emol d'Wärmeauskopplung ze berücksichtegen.

Dës Technologie däerf a soll net méi vum Lëtzebuerger Stat ënnerstëtzt ginn. D'Glafwierdegkeet vun der ganzer Klimapolitik steet domat um Spill.

Duerfir wëll ech vum Här Minister wëssen, welch Iwwerleeungen hannert dëser Investitiounspolitik vun Enovos stinn an och stoungen, a fir wien dës Tranche geduecht war an ass, an ob deemno just ekonomesch Kritäre gezielt hunn an ëmweltpolitesch Kritären net a Betruecht gezu ginn.

Och wëll ech wëssen, ob d'Regierung gewëllt ass, alles drunzesetzen, op déi Partizipatioun vun Enovos beim Neurather Kuelekraaftwierk ze verzichten an doduerch e klengen awer wichtege Schratt an déi richteg Energiepolitikrichtung ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci, an elo kritt de Wirtschaftsminister d'Wuert. Här Krecké, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass richteg, dass monéiert ginn ass, dass Enovos probéiert huet, an zwee Projeten ze investéieren, déi Kuelekraaftwierker sinn. Ier ech an den Detail dovunner ginn, wëll ech soen, dass Enovos als Optrag huet: garantie à la sécurité et à la qualité de l'approvisionnement énergétique. Dat ass dat Éischt. Dat Zweet ass: préserver l'emploi. An dat Drëtt ass: supporter le développement économique à des prix compétitifs.

Si hunn also probéiert ze kucken, sech anzekafen an Tranchen, an dat do ass en éischte Mouvement, wat vun der Cegedel u sech nach initiéiert ginn ass, nämlech deen däitsche Projet. An do sinn d'Diskussiounen esou wäit fortgeschratt gewiescht an d'Kontrakter och, dass souwisou dorop net méi konnt zréckkomm ginn. Mir bleiwen also derbäi, dass mer eng Tranche vu 50 Megawatt mat ënnerstëtzen, och, an net zulescht, well dat Kraaftwierk souwisou gebaut gëtt, an dass mir souwisou vun deenen Elektresch kréien, an dass mer mengen, dass déi nei Technologie, déi do ugewannt gëtt, wesentlech méi propper ass wéi dat, wat mer virdrun haten. Mä si ass nach net op deem Stand, wéi et muss sinn.

Dat zweet Wierk ass zu Rotterdam, an do hu mer mëttlerweil drop verzicht, vu dass mer do och nach net esou wäit fortgeschratt waren, fir dee Projet duerchzezéien. Ech verstoppen allerdéngs net, dass, niewent dem Fait, dass mer elo do op Gas ëmstellen, mer op eppes awer vläicht sollen oppassen: Niewent Atomenergie an Énergies renouvelables hu mer an Europa nach just d'Kuel. Mir verdamen d'Kuel am Moment; ech verstinn dat och, well esou, wéi mer se am Moment och exploitéieren, ass se net förderlech fir déi Ziler, déi mer eis an der Klimapolitik ginn hunn.

Ech verschléisse mech awer net Forschungselementer, déi mat sech bréngen, dass ee muer probéiert, déi Kuel op eng propper Aart a Weis och kënnen ze exploitéieren, vu dass se, niewent deenen zwou, déi ech genannt hunn, déi eenzeg ass, déi eenzeg Quell vun Energie, déi mir nach an Europa hunn. An duerfir sollt een net de prime abord soen, mir wëlle mat allem, wat mat dem Captage vun CO_2 ze dinn huet, näischt ze dinn hunn. Ech menge schonn, dass een dat soll anstänneg um Niveau vun der Recherche weiderdreiwen. A wann een do den Duerchbroch eng Kéier kritt, da kann ee jo an deem Moment erëm do drop zréckgräifen, an da géif wahrscheinlech och dee Projet vu Rotterdam erëm eng Kéier d'actualité ginn. Mä, en attendant, vu dass dee Captage vum CO_2 net kloer ass an am Moment schwiereg an deier duerchzeféieren ass - et gëtt eng Technologie, mä si ass extrem deier a schwiereg duerchzezéien - hu mer drop verzicht, zu Rotterdam dat ze maachen.

Dir hutt Iech Suerge gemaach, Här Kox, iwwert den Engagement vu Lëtzebuerg, an doriwwer eraus also vun Enovos am Beräich vun den Énergies renouvelables. Dir sollt net vergiessen, dass am Moment ronn 60 Millioune pro Joer an Énergies renouvelables vu Säite vun där Firma gestach ginn. Ech wäert awer net drop hiweise mussen, dass, ouni d'Präsenz vum Stat, dat an deem Mooss garantéiert net geschitt wier, an dass do eis Handschréft awer ze gesinn ass.

Dass mir och capabel sinn, eng Rei Projeten ze realiséieren, huet sech elo gewisen, an Däitschland notamment. Dass mir leider am Moment net méi zu Lëtzebuerg ronnkréien, huet eng ganz Rei Grënn. Well mer eng Rei Technologien, wéi beispillsweis d'Wandenergie... Et gëtt net vill Plazen, fir dat ze maachen. Do wou mer Biomass wëlle weiderdreiwen, maache mer dat jo och. Mir bedeelegen eis jo duerfir och un deem Netz, wat aus der Nordsee kënnt. Et ass jo schonn erstaunlech, dass Lëtzebuerg an engem Projet matmécht, wou aacht Stéck, déi en Accès un d'Mier hunn, an dass Lëtzebuerg akzeptéiert gëtt. Dat ass en Zeechen, dass Lëtzebuerg um Steier war, wéi dat do zesummegesat ginn ass, soss hätte se eis jo ni matgeholl. Ech mengen, déi Nordseelänner hätte mat Sécherheet net Lëtzebuerg gefrot, fir do matzemaachen, wa mir net à l'initiation...

Une voix.- Well mer Veianen...

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, net nëmme wéinst Veianen. Och well mir de Begrënner si vun där Bewegung, déi dozou gefouert huet, a mir wäerten och weiderfueren. Wann Dir mer elo sot: „Firwat maacht Der net méi beispillsweis an der Wandenergie zu Lëtzebuerg?" Da wëll ech Iech soen, dass mir probéieren, a besonnesch d'SEO... Enovos, souwuel wéi d'SEO, ass amgaangen. E ganze Koup Projete leien do, mä mir kommen hei zu Lëtzebuerg leider net gutt virun.

Ech wëll Iech nach eng Kéier soen, fir de Burer Bierg hu mer aacht Joer gebraucht, fir déi Wandmillen hinzekréien. An do musse mir eis Froe stellen, ob mer net wëllen eis Prozeduren accéléréieren. Wéi gesot, d'Projete leien do. D'Projete leien do, fir hei zu Lëtzebuerg Wandenergie ze développéieren. Mir hunn nëmmen e puer Siten, an déi Sitë si mer och gewëllt, wierklech op e Maximum auszenotzen. Mä do musse mer awer wierklech eis Froe stellen, firwat mer net besser virukommen. A well mer awer dat Engagement geholl hunn an déi Budgeten definéiert hu bei Enovos, ass et net auszeschléissen, dass ebe Projeten dann am Ausland gemaach ginn, fir awer eisen Iddië gerecht ze ginn, an och deene Virgaben, déi mer der Firma ginn hunn, fir dass se déi kënnen erfëllen.

Duerfir fënnt de Projet oder d'Projeten, wann een esou wëllt, vun Enovos den Accord vun der Regierung, well se wierklech probéiert, och mat Partner am Ausland, eben d'erneierbar Energien zu engem Maximum ze développéieren.

Ech hunn ëmmer gesot, heiheem maache mer dat och. Mir maachen dat heiheem, do, wou et méiglech ass. D'Fro, déi sech stellt am Moment, ass natierlech déi vun der Fotovoltaik. Déi stellt sech, déi gëtt iwwregens iwwerall gestallt. Déi gëtt an Däitschland gestallt, wat de Champion du monde an der Fotovoltaik ass, mä déi Fro stelle se sech jo awer och. Do ginn am Moment d'Subsidien zréckgefuer, well se mengen, et misst e Shift kommen zu aner Technologien, déi méi effizient wieren.

(Interruption)

Jo, dach, dat ass awer ee vun den Haaptpunkten, well se de Käschtepunkt mëttlerweil ausgerechent hunn a mengen, notamment mat der Wandenergie a mat der Biomass méi wäit ze kommen. Dat verhënnert net, dass ee weider op der Fotovoltaik soll schaffen. Net ze vergiessen, dass mir jo och e Forschungsprojet dorobber hunn, dee mer zesumme mat TDK maachen op der Uni hei, well mer mengen, dass dat do d'Energie vun der Zukunft ass. Ech mengen, am Joer 2050 wäerte mer gréisstendeels vun der Fotovoltaik liewen.

Mä bis dohinner musse mer nach eng Zäit iwwerbrécken, souwuel mat Fossilenergie a mat aner alternativen Energien, wann et da keng erneierbarer sinn, an ech mengen deen Effort, dee soll gemaach ginn op der Fuerschung, muss selbstverständlech op der Fotovoltaik leien. Et muss méi effizient ginn. Mir sinn do scho méi wäit komm. Mir hu jo och mëttlerweil eng Firma, déi mer glécklecherweis elo, mengen ech kënnen ze soen, gerett hunn, well déi war um Punkt, fir ze versacken.

Déi eenzeg gréisser Firma, déi mer hunn, déi am Beräich vu Sonnepanéile schafft, déi hu mer elo iwwert d'Distanz gerett. Jo, à prix, ech weess. Mir hunn eis missen alliéiere mat enger anerer grousser Firma. Mä dat ass heiansdo de Präis, Dir hutt et gesinn. An dat ass e Prinzip: Et muss een oppassen. Eng gutt Iddi, déi soll ni verluer goen duerch e Finanzement. Déi muss net nëmmen e Finanzement hunn, mä si muss och en Encadrement hunn, wat de Management ubelaangt. Mir kënnen eis net erlaaben, dass esou eng Firma, wou eng gutt Iddi derhanner ass, op eemol keng Realitéit gëtt. Déi Zweet ass eng aner, déi am Beräich vun der Waasseropbereedung ass, wou ech och der Meenung sinn - déi huet am Moment déck Schwieregkeeten -, dass dat net ka sinn. Dat ass eng Technologie, déi hei entwéckelt ginn ass, déi zukunftsträchteg ass, a mir mussen déi ënnerstëtzen.

Mä de Problem ass net nëmmen e finanziellen. De Problem ass och, dass deen, deen eng gutt Iddi huet, net noutgedrongen e gudde Manager ass. An dat, wat ech an Israel gesinn an och an anere Länner, dat ass deen Encadrement, déi déi deene Firme bidden, dee souguer obligatoresch Saache virgesäit wéi beispillsweis d'Imposition vun engem CFO, dat heescht een, deen „financial officer" ass an derfir suergt, dass déi Firma och finanziell op proppere Bee steet. Mä ech hoffen, op deene puer Punkten, an ech mengen, wann Der den Investitiounsvolume kuckt, deen elo virgesinn ass vun Enovos, da brauche mer eis net ze schummen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Wirtschaftsminister Merci, an den Här Kox wëllt nach eng Kéier d'Wuert ergräifen, wéi dat him zousteet.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech wollt just nach eng Kéier kuerz nofroen, ob de Minister eis da vläicht ka verroden, a wéi eng Richtung dann déi 50 MW ginn. Ginn déi an den normalen Energiemix dran, dass jiddwereen dovu profitéiert dann?

Et ass jo elo reng eng ekonomesch Iwwerleeung gewiescht, fir am Neurather Kuelekraaftwierk derbäi ze sinn, well ëmweltpolitesch schéngt dat jo keng Prioritéit gewiescht ze sinn, esou dass déi 50 MW an dem Energiemix dann ënnerginn. Wiem steet dann do deen... Gëtt et dann an Zukunft méi e bëllege Präis fir jiddwereen oder ass et eng speziell Firma, déi sech hei dat ënnert den Nol räisst?

M. le Président.- Här Wirtschaftsminister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat gëtt selbstverständlech agespeist, esou wéi och déi 100 Mega, déi mer elo zu Veiane wäerte kréien, och zur Verfügung gestallt ginn, net nëmme fir d'Ofsécherung vum Approvisionnement, mä och fir, präislech gesinn, jiddwereen drun ze bedeelegen.

Mä ech hunn awer verstan, dass eenzel Leit monéiert hunn, dass et net richteg wier, dass Enovos am Moment mat de Präisser erofgefuer ass. Ech hoffen, wann ech dat do elo richteg verstinn, dass mer alleguerten der Meenung sinn, dass een awer de Leit, dem Konsument hei och en anstännege Präis soll offréieren, an dass dat do och deene Leit soll entgéintkommen.

M. le Président.- Sou, mir kéimen dann elo zu der... Den Här Braz huet nach d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Braz.

2. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Am Joer 2000 huet en Dialog ugefaang tëschent der Europäescher Unioun a China ronderëm d'Fro vun de Mënscherechter. Deen Dialog huet nach net all d'Resultater bruecht, déi ee sech kéint wënschen. 2004 huet wuel China seng Constitutioun geännert, fir dranzeschreiwen, dass de Stat d'Mënscherechter respektéiert, an 2009 am Abrëll huet och China e Plang lancéiert, fir d'Situatioun vun de Mënscherechter am eegene Land bannen zwee Joer ze verbesseren. China huet och eng Demande gestallt, fir an de Conseil des droits de l'Homme vun der UNO opgeholl ze ginn.

Fakt ass awer, dass d'Verletze vun de Mënscherechter a China nach ëmmer praktesch op der Dagesuerdnung steet, an trotz deene villen Diskussioune ronderëm d'Olympesch Spiller 2008 zu Peking huet een net wierklech groussaarteg Verbesserunge kënne feststellen. Am Géigendeel, och haut nach ëmmer ass d'chinesescht Gesetz ganz streng mat deene Leit, deene virgeworf gëtt, si hätte separatistesch oder indépendantistesch Tendenzen, d'Beispill vun den Tibetaner oder vun den Uiguren.

Ganz rezent ass e Fall a China vun engem Geriicht tranchéiert ginn, dee mir ganz besonnesch grave fannen. Dat ass de Fall vum Här Liu Xiaobo, deen am Dezember 2008 ee vun de Coauteure vun der Charte 2008 war, där ronn 10.000 Chinese sech ugeschloss hunn, an déi eng Demokratiséierung vun der chinesescher Volleksrepublik froen. Dowéinst ass dee Mann fir d'éischt ënner Hausarrest gestallt ginn, dunn inculpéiert an direkt inhaftéiert ginn, an elo viru kuerzem, am Dezember 2009, ass en zu eelef Joer Prisong veruerteelt ginn, wat déi strengste Strof ass, déi opgrond vun där Gesetzgebung a China bis haut verhaang ginn ass. Wat him virgeworf gëtt, ass „Subversion au pouvoir de l'État", dat heescht eigentlech einfach, dass en d'Dirigeanten an de Regime kritiséiert huet. Méi ass dat net, an duerfir ass dee Mann fir eelef Joer Prisong elo inhaftéiert ginn.

Ganz rezent huet een och gesinn, dass de chinesesche Stat probéiert huet, Google am grousse Stil...

M. le Président.- Här Braz, entschëllegt, Dir sollt en Dépôt maachen. Et ass eigentlech net, fir d'ganz Motioun ze explizéieren. Ech géif Iech bieden, duerfir lues awer sécher zum Schluss ze kommen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech komme selbstverständlech direkt zum Schluss, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier rappeléieren, dass Google Affer ginn ass vun enger Cyber-Attack duerch de chinesesche Stat. An dat sinn Entwécklungen, wou een net einfach soll zur Kenntnis huelen, mä wou een och als Lëtzebuerger Land, an anerer och, muss reagéieren.

D'Europaparlament, Här President, huet dat iwwregens och haut de Moie gemaach an enger Motioun. Duerfir déposéiere mer déi Motioun, fir dass och d'Lëtzebuerger Chamber sech zu deenen doten Entwécklunge stellt an och mat eise chineseschen Handelspartner am Kader vu kommerzielle Relatiounen trotzdeem och en Dialog féiert iwwer Mënscherechter.

Motion

La Chambre des Députés

considérant:

- que les droits de l'Homme sont un concept universel selon lequel tout être humain possède les mêmes droits inaliénables;

- qu'en 2008, lors des Jeux olympiques de Pékin, des manifestations sévèrement réprimées au Tibet remettaient les violations des droits de l'Homme en République populaire de Chine au premier plan de la Communauté internationale;

- que la Constitution chinoise fut amendée en 2004 en ajoutant que «l'État respecte et préserve les droits de l'Homme» et qu'en avril 2009 la Chine lançait un plan visant à améliorer la situation sur deux ans;

- que des violations des droits de l'Homme graves et régulières restent néanmoins à l'ordre du jour;

- que la loi chinoise reste particulièrement dure envers les personnes accusées d'indépendantisme ou de séparatisme, notamment envers les minorités ethniques comme les Tibétains et les Ouïgours;

- que la Chine reste un des pays appliquant le plus souvent la peine de mort;

- un nouveau cas de violation des droits de l'Homme particulièrement grave, le cas de Monsieur Liu Xiaobo, militant des droits de l'Homme chinois, qui fut arrêté en décembre 2008 et condamné en décembre 2009 à 11 ans de prison pour «subversion au pouvoir de l'État» pour avoir osé critiquer l'État chinois;

- qu'il s'agit ici de la peine la plus lourde jamais prononcée pour ce chef d'inculpation créé en 1997 en replacement du crime de propagande contre-révolutionnaire;

- que l'Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine a voté des lois sur la censure de l'Internet et que le Gouvernement chinois vient de lancer une cyberattaque contre les infrastructures Google;

- qu'une telle politique de censure et de répression enfreint de manière flagrante les règles élémentaires de la démocratie;

invite le Gouvernement

- à œuvrer pour une libération immédiate de Liu Xiaobo ainsi que d'autres militants pour les droits de l'Homme soumis à des peines de prison ou d'isolation;

- à condamner la politique de censure systématique pratiquée par le Gouvernement chinois;

- à évoquer régulièrement et de manière proactive avec les représentants chinois à la fois les annonces d'efforts de la République populaire de Chine en matière de respect des droits de l'Homme et les cas de violations graves et régulières.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci. Sou, mir kéimen dann elo zu der nächster Question avec débat Nummer fënnef vum Här Eugène Berger iwwert den Energiepass. Hei stinn och dem Auteur fënnef Minutten zou fir seng Haaptfro, an no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

3. Question avec débat N°5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hat dës Question avec débat betreffend den Energiepass schonn am November ugefrot. Et gëtt verschidden Ursaachen, haaptsächlech de chargéierte Programm, d'Agenda vun der Chamber zum Schluss vum Joer, datt se elo eréischt op den Ordre du jour kënnt. Et wier awer scho sënnvoll gewiescht, wann een hätt kënnen dës Fro virun der Mise en vigueur vun deem neie Reglement hei duerleeën, dann hätt ee vläicht kënnen där enger oder anerer Problematik och da Rechnung droen.

Ech wëll och direkt kloerstellen, datt ech de Prinzip vun dem Energiepass net a Fro stellen. D'Reduktioune vum CO_2 am Kontext vum Klimaschutz si weiderhin hei zu Lëtzebuerg eng vun de groussen Erausfuerderungen, an do mussen nach vill Efforte gemaach ginn. A mir wëssen och, datt besonnesch am Hausbau nach ganz vill Aspuerpotenzial ass, laut den Expertë ronn en Drëttel vun eisen net-industrielle CO_2-Emissioune kéinten do gespuert ginn.

Den Energiepass, Dir wësst et, ass en Zertifikat, deen attestéiert wat fir e Standard vun Energieverbrauch d'Haus huet, an dann och Indikatioune soll ginn, wat fir eng Mesuren ee ka maachen, fir dann esou oder esou vill CO_2 de spueren. En Haus, eng Immobilie, dat an eng gudder Energieklass agestuuft ass - A, B oder C, géif ech soen -, dat spuert Energie, spuert am Endeffekt och Suen, well ee jo do manner Mazout oder Brennes brauch.

Esou en Energiepass kann och e kommerziellt Argument sinn, wann een en Haus verkeeft oder verlount, well ee jo dann do en Appartement oder en Haus huet, wat jo herno manner deier zustoe kënnt, well ee manner Energie do muss bezuelen.

Et gëtt awer elo e puer Schwieregkeete bei der Ëmsetzung vun deem Reglement, dat elo a Kraaft getratt ass. Eng Problematik, déi sech stellt, déi een oft héiert, ass déi bei de Copropriétéiten. Wann een en Appartement verkafen oder verloune wëllt an enger Copropriétéit, muss een en Energiepass vun dem ganzen Immeubel maachen. Et gëtt awer eng Rei Situatiounen, wou dann d'Copropriétéit dat awer net wëllt insgesamt maachen aus diversen Ursaachen, an da sinn eenzel Leit forcéiert, op hir eege Käschten dann en Energiepass ze maache fir de ganzen Immeubel.

Wann do och 20, 30, 40, 50 Appartementer dra sinn, an et ass nëmmen hiert, wat concernéiert ass, wat dann natierlech op där enger Säit vill Käschte fir esou eng Persoun ass, wat awer och net onbedéngt zum Verständnis an der Akzeptanz fir den Energiepass da bäidréit.

Wier et net duerfir sënnvoll am Reglement iergendeng Formule virzegesinn oder dat esou ëmzeänneren, dat géif stipuléieren, datt d'office eng Copropriétéit misst esou en Energiepass maachen? Et ass jo och esou, datt awer an Immeublë ganz oft Mouvementer sinn, sief et nëmme beim Verlounen.

Eng Inkohärenz am Reglement ass och déi, wat bei enger Copropriétéit a Betruecht gezu gëtt, fir en Energiepass opzestellen. Dat variéiert da jee no Statut vum Immeubel, ob e Cadastre vertical besteet oder net. Jee nodeems ginn dann d'Partie-communen, de Gank, d'Garagen, d'Entrée net aberechent, wat awer aus energetescher Siicht dann net nozevollzéien ass.

Et sinn och aner Situatiounen, wou Büroen, wa ganz vill Büroe sinn oder Bürosgebaier, déi brauchen och keen Energiepass ze maachen, wat jo och awer net an der Logik ass, wa mer wëllen Energieeffizienz erbäiféieren. Och do wier et sënnvoll, wann ee géif en Energiebilan opstellen.

Da gëtt et och Schwieregkeete bei der Ausleeung oder der Interpretatioun vum Artikel 2 vum neie Reglement. Ech krut do scho Fäll reportéiert, wou d'Notairen do e bësse virsiichteg sinn, wann zum Beispill eng Immobilie verkaaft gëtt, déi duerno soll ofgerappt ginn, oder wann en neie Partage ass ouni Vente ënner Proprié-tairen.

Da geet aus deem Text, einfach aus dem puren Text vum Reglement net kloer ervir, ob do en Energiepass gebraucht gëtt oder net. An et sinn déi eng oder aner Etüden, déi dann, well se net sécher sinn, dat emol en suspens loossen, oder einfach zur Sécherheet soen: „Hei, Dir musst awer en Energiepass bréngen."

An et ass am Fong geholl nëmmen duerch d'Lektür vum Commentaire vun den Artikelen, déi awer déi meescht Leit dann net hunn, wou ee kann erausliesen oder Opschloss kréie, wat dann am Endeffekt gemengt ass. An hei wier et vläicht gutt, wann do schnellstens géif d'Prezisioun oder eng Direktiv un d'Notairë weidergi ginn, respektiv un déi Leit, déi concernéiert sinn.

E leschte Punkt respektiv d'Fro, déi ech wéilt opwerfen, ass dann eng, déi mer besonnesch wichteg schéngt. An dat ass déi: Wat ass dann elo, wat geschitt nom Energiepass? Wat sinn dann elo déi konkret praktesch Suiten, déi d'Regierung wëllt esou engem Energiepass ginn?

Well et ass jo schéin a gutt, wa mer e Bilan maachen, en energetesche Bilan vun engem Haus, wann och nach dann am Pass steet, dat do an dat do kann ee maachen, an et geschitt dann näischt. Dat ass jo wierklech déi kruzial Fro: Wat geschitt, wann ee bis esou ee Bilan opgestallt huet?

An et muss ee feststellen, datt ganz vill Propriétairen elo e Pass maachen, well en eben obligatoresch ass - si kréien eng Rei Proposë gemaach -, mä datt d'Leit awer zécken, fir dann awer konkret Moossnamen ze huelen, well dat oft e groussen Invest ass. Dat kann alt bis 50.000 Euro oder méi goen.

Dann huet also den Energiepass just eng Alibifunktioun, well dat eigentlecht Zil, wat mer jo wëllen erreechen, datt d'Leit konkret hiert Haus energetesch verbesseren, geschitt dann net. Et kënnt derbäi, datt oft déi mannerbemëttelt Leit, déi och an Haiser wunnen, wou jo ganz besonnesch vill dann Energiekäschten ufalen, och dat net kënne maachen.

Duerfir wëll ech dann als lescht Fro nach eng Kéier un eis Propos erënneren, un d'Propos vun der Demokratescher Partei, fir eng staatlech Klimabank, fir esou Leit a fir generell de Bierger ze hëllefen, hir energetesch Investissementer virzefinanzéiere mat deene Suen, déi da beim Mazout, bei der Energie herno gespuert ginn. Wann d'Haus gutt assainéiert ass, kënne se dann déi Prêtë mat wéineg Zënsen oder ouni Zënsen, jee no sozialem Verhältnis, zréckbezuelen.

Meng lescht Fro also, Här Minister: Gedenkt d'Regierung op dëse sënnvolle Virschlag vun der Demokratescher Partei anzegoen? An a wat fir engem Zäitraum?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An elo kritt de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt Kalennergrënn, firwat datt ech elo eréischt déi Froe beäntwerten. Ech hat e puer Méiglechkeeten, fir hei an d'Chamber ze kommen, mä zu deem Zäitpunkt war keng Chamber oder se ass ausgefall.

Mä ech stelle fest, Dir hutt mir eng Fro gestallt just iwwert de Passeport énergétique, an Dir hutt do just iwwert d'Copropriétéit geschwat an näischt anescht. Dir hutt mir awer elo e ganze Koup aner Froe gestallt. Ech hu kee Problem domadder, mä scheinbar huet Är Fro evoluéiert, säitdeem Der se geschriwwen hutt. Ech hunn awer kee Problem, fir och dorop ze äntwerten.

Also, dat Éischt war déi Fro, déi Der mer stellt, vun der Copropriétéit. An Dir stellt am Fong geholl a Fro, dass mir eng kloer Dispositioun hunn, dass et obligatoresch ass. Et ass obligatoresch. Et kann ee pénal Sanktiounen kréien, wann een et net mécht. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, ech geséich net, wéi een dat anescht gemaach hätt. Et hätt een et kënne pro Appartement maachen, mä dann hätt ee jo all déi Partie-communen net mat erakrut. Et ass jo net d'Zomm vun dem appartementsenergetsche Verbrauch, deen herno de Verbrauch vum Gesamt-Immeubel gëtt. Dat gëtt jo kee Sënn. Et feele jo all déi Partie-communen. Also muss een et als Partie commune… déi derbäirechnen. An duerfir hu mir d'Optioun geholl, et als en Ensembel ze huelen, an net eppes anescht ze huelen.

Dat Drëtt ass, ech ginn dervun aus, dass mer jo awer net nëmmen driwwer schwätzen, mä dass mer och dru gleewen, dass an der Efficacité énergetique dat gréisste Potenzial läit vun eiser Energiepolitik. Dat läit an der Effikassitéit. Si läit emol net an de Renouvelabelen. An der Effikassitéit si méi Prozenter erauszehuele wéi an den Erneierbaren.

Da muss een awer wëssen, wat ee wëllt. Mir hunn dat obligatoresch gemaach. Wa mer Iech nogelauschtert hätten, dann hätte mer bei de Leit just déi obligéiert, déi hiert Appartement wëlle verkafen oder verlounen. Ech sinn der Meenung, zu engem gewëssenen Zäitpunkt soll jiddwereen deen Zertifikat hunn, an esou wäit wéi méiglech - mir hunn dat awer fir de Moment nach net gemaach, mä dat wier nämlech en Avantage; do wéisst jiddwereen, wou en dru wier: Hunn ech d'Méiglechkeete Verbesserungen erbäizeféieren, jo oder neen?

Mir hunn also d'Geleeënheet geholl, fir zumindest an de Residenzen déi Diskussioun do unzeleieren. Ech weess, dass eenzel Syndicen - fir et kloer ze soen - hir Aarbecht net maachen. Et ass obligatoresch, dat ze maachen. Et ass obligatoresch, et ze maache virum 1. Januar dëst Joer. Déi, déi et net gemaach hunn, setze sech Sanktiounen aus.

Wat geschitt mat deem, deen awer dat wëllt maachen an de Copropriétéiten an déi aner zéien net mat? Da kann ech deem nëmmen uroden, an dat steet bei „frequently asked questions" säit laangem bei „my energy", wann Der dohinner kucke gitt, da géif ech einfach soen: Ech maachen dat, an ech géif herno Recours huelen, fir dat ze deelen, de Präis dovunner ze deelen.

Et ass iwwregens och eng Fro vu Präis. Wann een et pro Appartement mécht, gëtt et vill méi deier, wéi wann een et als Ensembel hëlt; vill méi deier. An duerfir, mengen ech, ass déi Dispositioun richteg.

A bis elo ass et nach ëmmer esou, wann d'Regierung iwwer e Reglement oder d'Chamber iwwer e Gesetz seet, dat do ass obligatoresch, dat do muss ee maache bis zu deem Datum, da ginn ech dervun aus, datt jiddwereen dat och muss maachen. An deen, dee sech net drun hält, dee riskéiert ebe Sanktiounen. An déi Sanktioune kommen natierlech dann, wann deen, deen deier huet misse bezuelen, well en de ganzen Ensembel huet misse bezuelen, Recours hëlt. Dee muss awer dann de Courage och hunn, dat ze maachen.

Also, ech mengen, mir kënnen net kucken an all eenzelt Gebai eran, wéi do d'Copropriétéit funktionéiert huet. Ech sinn och an esou enger. Ech weess also, vu wat dass ech schwätzen.

Dir hutt mer awer eng ganz Rei aner Froe gestallt. Ech kann Iech soen, dass dat Reglement elo an Applikatioun kënnt vum… et misst an dësen Deeg sinn, mengen ech, wou et iwwert d'Bâtiments fonctionnels geet. D'Bâtiments fonctionnels sinn also déi, déi net Wunnengszwecker zoukommen.

Mir hu Regelen do opgestallt, fir den Ënnerscheed ze maachen zwëschent deenen engen an deenen aneren. Que ce soit clair, och am Fall, wou Dir an engem Appartement sidd, wat als Bâtiment fonctionnel definéiert ginn ass, ënnerläit Ären Energiepass deeneselwechte Regelen, wéi wann Dir an engem Gebai sidd, wou d'Appartementer alleguerten als solches als Residenz, als Wunnzweck beuecht ginn.

Esou dass et kloer ass, dass do keen Nodeel besteet. Mir haten ee Problem. Deen hu mer awer mat den Notairë geléist. Do wou de Cadastre vertical net war, hu mir eng Léisung mat hinne fonnt als Iwwergang. An ech mengen, dass et elo relativ kloer ass. Et kann een héchstens bemängelen, dass elo eng Rei Leit, déi a Bâtiments… loosse mer soen, e Gebai vu sechs Stäck, an ee Stack huet kommerziell Zwecker, dann ass et e Bâtiment fonctionnel. Déi hunn nach keng Obligatioun am Moment, fir dat ze maachen. Déi kréien elo eréischt iwwert dat neit Reglement eng Obligatioun.

Mä ech mengen, mir hunn dat do stufeweis agefouert. Wa mer dat alles op ee Coup gemaach hätten, da garantéieren ech Iech, da wär et en Enkpass ginn, dee mer mat Sécherheet net bewältegt hätten. An duerfir ass dat do an zwou Etappen elo agefouert ginn. An ech ginn dovun aus, dass mer och an enger sechs Méint oder engem Joer kucken, wou mer bei de Bâtiments fonctionnels dru sinn, esou wéi mer dat och bei deenen anere Gebaier maachen.

M. le Président.- Merci dem Wirtschaftsminister. Här Berger, Dir hutt eigentlech Är Zäit scho méi wéi eng Minutt iwwerschratt gehat. Wann Der nach eng Zousätzfro hutt, da wierklech extrem kuerz.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ganz kuerz, déi lescht Fro: Wat gedenkt d'Regierung elo an der Suite ze maachen, fir d'Leit ze encouragéieren, datt se dann och investéieren?

Ech hat vun der Klimabank geschwat. Wëllt d'Regierung och an déi Richtung goen, fir Investissementer do ze maachen oder de Leit ze hëllefen? An a wat fir engem Zäitraum?

Merci.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also, mir hunn am Beräich vun de Privatleit jo Dispositiounen, déi am fréieren Ëmweltministère an haut am Développement-durable-s-Ministère bestinn. Ech gesinn am Moment net déi grouss Noutwendegkeet an, dat ze änneren. Do si ganz vill Hëllefstellungen do. Hei muss jiddwereen och e bësse Wëlle weisen.

Déi Klimabank… Ech muss soen, ech hu weder eppes derfir nach dergéint, mä am Moment huelen ech e bësse méi en einfache Wee. Wat hu mir gemaach? Mir hu mat Banken Ofkomme getraff, fir dass deene Leit méi e bëllegen Zënssaz zoukënnt, déi an Engergiespuermoossnamen am Beräich vun hirer Wunneng investéieren. An ech mengen, wa mer géife weiderfuere mat deene Moossnamen, a mir géife mat de bestehende Banke fueren, da brauche mer net eng sougenannte Klimabank ze maachen.

Mir hunn och keng Wunnengsbank gemaach. Wat hu mer gemaach? Mir ginn eis Wunnengsbauhëllefen och an dee Secteur, nämlech de Finanzsecteur, deen duerfir do ass. A mir hunn net e parallelle Secteur opgebaut. An ech mengen, et soll een och dobäi bleiwen.

Duerfir, d'Iddi ass u sech net schlecht. Mä ech mengen, an der Ausféierung gëtt et besser Méiglechkeeten am Moment. A mir préconiséieren déi.

M. le Président.- Ech soen dem Wirtschaftsminister Merci. A mir kéimen elo nach zu enger lescher urgenter Fro, déi vum Här Adam gestallt ginn ass a wou d'Urgenz unerkannt ginn ass, un de Wirtschaftsminister, wat gewëssen Attaques informatiques u Google betrëfft. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

4. Question urgente N°389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, Google huet d'lescht Woch annoncéiert, d'Zil vun Cyber- an Hackerattacken vu China aus gewiescht ze sinn. D'Hacker hu Sécherheetslücke beim Internet Explorer ausgenotzt fir hir Attacken. An déi Sécherheetslücke maachen et anscheinend méiglech, déi komplett Kontroll iwwert de PC ze kréien.

Betraff si plus ou moins all Versioune vun Internet Explorer, also souwuel méi aler wéi och ganz rezenter. An doropshin huet zum Beispill d'Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik an Däitschland an de Centre d'expertise gouvernemental de réponse et de traitement des attaques informatiques a Frankräich recommandéiert, fir op aner Navigateuren auszeweechen.

Zu Lëtzebuerg ass zënter kuerzem och um Site vu CASES Luxembourg eng Warnung, wou Rieds geet vun enger „Vulnérabilité extrêmement critique" a wou drop higewise gëtt, et soll een eng aner Sichmaschinn benotzen. Vu datt Internet Explorer eng Part de marché vun ongeféier 63% huet, si wahrscheinlech och zu Lëtzebuerg ganz vill Privatleit, Betriber an Administratioune betraff.

An duerfir, Här Minister, géif ech Iech gären e puer Froen an deem Kontext stellen. Si speziell Mesurë geholl ginn, a wa jo, wéi eng, fir déi öffentlech Administratiounen ze schützen?

Sinn déi öffentlech Verwaltungen an Institutiounen an och d'Chamber direkt gewarnt ginn? Wann dat de Fall war, kann een dervun ausgoen, datt an deene Verwaltungen an Institutiounen elo och effektiv aner Navigateure genotzt ginn? Wéi ass et ëm d'Online-Sécherheet vun Entreprisen a Privatpersounen zu Lëtzebuerg gestallt?

De Message vu CASES ass op de 15. Januar 2010 datéiert, mä en ass awer eréischt den 19. Januar owes respektiv den 20. iwwert déi geschriwwe Press diffuséiert ginn. Misste mir eis net am Zäitalter vun Internet d'Méiglechkeet ginn, öffentlech Kommunikatioune méi schnell kënne virunzeginn, fir d'Leit ze informéieren an ze warnen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, dass CASES schonn de 15. Januar eng sougenannten Alerte rouge du type extrêmement critique erausginn huet - dat ass op der Skala vu 5 den Niveau 4 -, an zwar well ee Logiciel, an deem Fall den Internet Explorer, ganz staark menacéiert war.

Et kann een dovun ausgoen, effektiv wéi Dir gesot hutt, dass bis zu 60% vun de Leit am Moment den Internet Explorer gebrauchen an dass déi aner Versiounen, d'Versioun 8 a Versioun 7, zu deem Zäitpunkt net a Gefor waren. Neen.

Wat geschitt ass, dat ass, dass den 18. Januar… Et war d'Versioun 6, déi héchstens a Gefor war; an dat sinn - ech muss kucken - ongefëier 13%. Déi waren a Gefor, an eng Alerte ass komm op déi. Den 18. Januar ass awer dunn eppes geschitt, wat ganz nei ass am Fong geholl. Do ass e Code, deen d'Versioune 7 an 8 beaflosst, dat heescht, wou een déi „malware" kann eraspillen, publizéiert ginn.

Dat heescht, dee Code, dee bis dohinner net bekannt war, dee war am Fong geholl jiddwerengem zougänglech an huet dann och doriwwer eraus am Ufank op 7, 8 net gegraff. Am Ufank huet en op 7, 8, souguer wéi de Code bekannt war, net gegraff. An eréischt duerno op eemol hunn eenzel schlau Käpp erausfonnt, wéi se dat géife maachen, fir dass en och do géif gräifen.

CASES ass eng Administratioun, wann een esou wëllt, am Wirtschaftsministère, déi awer elo säit Joren amgaang sinn, d'Leit drop hinzeweisen, Privatleit an d'Betriber, d'Schülen. Si ginn an d'Schoulen. Et ass keng Septième méi haut, déi net iergendwou mat CASES ze dinn hat, a wou d'Leit vu mengen Service net laanschtgaange sinn, fir d'Kanner schonn um fréien Zäitpunkt opmierksam op d'Geforen ze maachen.

Mir maachen datselwecht permanent mat de Betriber. Mir hunn elo zesumme mam Sigi och eppes gemaach, fir dass mer an deem Beräich - d'Gemengen - och déi ganz Opklärung iwwert d'Cyberkriminalitéit an d'Geforen, déi domadder zesummenhänken, wou mer e GIE gegrënnt hunn, do weiderdreiwen. Dat war guer net evident am Ufank. An ech hoffen, dass d'Gemengen och largement dovunner Gebrauch maachen.

Wéi reagéiert ginn ass vu Säite vun den Administratiounen, mengen ech, beäntwert d'Madame Modert.

Wat ech ka soen, dat ass, dass RTL op hir Initiativ hin higaangen ass, a CASES, déi Menacen, déi si uginn hunn op Internet, dat weiderrelayéiert hunn. A mir hunn eng Konklusioun aus där heiter Saach gezunn: Mir maachen en Accord elo mat RTL, fir dass RTL iwwer SMS an iwwer hiren Internet-Site, deen awer méi besicht ass wéi dee vu cases.lu, dass déi Alerten do weidergeleet ginn.

Dat ass dat Eenzegt, wéi mer kënne funktionéieren. Dat heescht, dass een éischter d'Alerte kritt. Nach mussen d'Leit och dorunner gleewen. Dat ass nämlech ee weidere Problem. CASES warnt scho wéi laang. A wéi gesot, vum 15. Januar aus un hu se dräi Deeg laang gewaart: Pass op, do ass eppes ënnerwee.

Schonn oft sinn esou Messagë komm an d'Leit hu se net seriö geholl. Et ass och näischt geschitt. Neen, mä dat ass de Problem. Wann s de net betraff gi bass; bei der drëtter Kéier, wou s de esou e Message kriss an du bass net betraff, da fiers de déi véierte Kéier natierlech monter weider.

An duerfir mengen ech, solle mer dat elo vläicht anescht upaken. A mat RTL, vläicht och mam 100,7 a mam DNR kucken, mat de Radioen, well dat awer elo dat schnellste Mëttel ass, mengen ech, fir un d'Leit ze kommen, a vläicht per SMS déi Messagen un d'Leit ze brëngen.

Duerfir, d'Gefor war bekannt a si war och - wéi soll ech soen? - an hirer Gravitéit ageschätzt, mä et huet sech erwisen, dass vläicht eng besser Verbreedung fir de Grand public awer noutwendeg ass. An dat probéiere mer dann elo erbäizeféieren. An ech iwwerloossen der Madame Modert, vläicht ze soen, wéi um Niveau public reagéiert ginn ass.

M. le Président.- Jo, da kritt nach d'Madame Modert d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Jo, effektiv fir déi zweet Fro vun den öffentleche Verwaltunge sinn ech zoustänneg als Fonction-publique-s-Ministerin, well de Centre informatique sech dorëmmer këmmert, dee jo deem Ministère ënnerstallt ass.

Et konnt ee feststellen, datt bei eis bei de Statsservicer am Fong keng Gefor war. An et weist sech och effektiv, datt déi streng Filteren a Sécherheetsmoossnamen, déi „Firewallen" - déi och Verschiddener alt emol ze vill streng fannen a beim Stat bedaueren, well et domat net flexibel genuch wär - hei awer richteg sinn an och hir Wierkung gewisen hunn.

Et war tatsächlech zu kengem Moment eng Gefor. Déi Sécherheetsmoossnamen, déi mer normalerweis, also ëmmer beim Stat hunn iwwert de Centre informatique fir Spamen, mat Filteren an esou weider, hunn och hei voll gewierkt. An duerfir war zu kengem Moment een anere Risiko do, wéi en op anere Plazen do wär.

Dat heescht, beim Stat war kee Risiko fir all déi Verwaltungen, déi um Centre informatique hänken. Dat erkläert sech duerch verschidden Instrumenter, technesch ganz fein Compartimentagen an esou weider. Déi hätte kënne reagéieren, wann e Problem gewiescht wär.

Elo kann een also soen, et wär quasi keng Ursaach, fir ze reagéieren. Mir hunn trotzdeem eng Circulaire gemaach, fir zu de Leit ze soen, wa se wéilten, kéinte se och en alternativen, also en aneren Navigateur huelen. Mir hunn e puer Nimm do uginn, déi se kéinte benotzen, soulaang bis am Fong geholl da Microsoft hei hiren eegene Problem behuewen hätten; wou se jo relativ spéit drop reagéieren an nach net reagéiert hunn. Duerfir hu mer trotzdeem aus Sécherheetsmoossnam gesot: Wann Der wëllt, kënnt Der aner Navigateure benotzen. Et ass och eng Circulaire an deem Sënn erausgaang.

Merci.

M. le Président.- An ech soen der Madame… Jo, Här Adam. Mir sinn zwar elo net an der Prozedur vun der Question avec débat. Et ass eng Question urgente. Déi ass elo vun zwee Ministere beäntwert ginn. Ech géif och proposéieren…

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Just eng Sekonn.

M. le Président.- Ganz, ganz kuerz dann awer wierklech.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech soen deenen zwee Ministere Merci fir hir Explikatioun. Ech wollt just froen: Ass och ofzegesinn, wéini datt déi Mesuren eriwwer sinn? Et ass jo e bësse Veronsécherung elo bei de Leit. Gëtt et och e Wee, wou mer dann de Leit soen: „De Problem ass geléist, Dir kënnt erëm an Är al Gewunnechten zréckfalen."?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Vu dass mer mat Microsoft ze dinn hunn, ginn ech dervun aus, dass déi dat selwer maachen. Well déi si schéin emmerdéiert heivunner. Also, je leur fais pleine confiance, dass déi dat mat Zäite maachen.

M. le Président.- Merci. A mir kéimen dann elo zum Projet de loi 6059 iwwer e Régime d'aides fir den Ëmweltschutz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bauler a Kox. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

5. 6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, de Projet de loi 6059 handelt iwwer staatlech finanziell Hëllefe fir Betriber zum Schutz vun der Ëmwelt an iwwert déi rational Uwendung vun den natierleche Ressourcen.

E puer Donnéeën zur Geschicht vum Projet de loi. De Projet de loi ass de 15. Juni 2009 hei an der Chamber vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn. De Statsrot huet den 22. September 2009 säin Avis ginn. An an der Ekonomieskommissioun ass de Projet de loi mat enger Abstentioun de 14. Januar vun dësem Joer ugeholl ginn.

De Sënn vun dësem Projet de loi ass, fir en neie gesetzleche Kader, fir finanziell staatlech Hëllefen zum Schutz fir d'Ëmwelt a fir eng verstänneg optimal Notzung vun den natierleche Ressourcen ze förderen. De Projet de loi ersetzt den aktuelle Regime, deen am Gesetz vum 22. Februar 2004 iwwert d'Hëllefen zum Schutz vun der Ëmwelt betreffend déi rational Notzung vun Energien an d'Produktioun vun erneierbaren Energië virgesinn ass.

De Retard, dee komm ass bei der Uwendung vum Gesetz vum 22. Januar 2004, koum doduerch, dass laut europäesche Regelen d'Ëmännerung oder d'Aféierung vun neien Hëllefen der Europäescher Kommissioun musse gemellt ginn a vun hir approuvéiert ginn. Dës Informatioun ass obligatoresch, well se am Kader vun den europäesche Regele vun der Konkurrenz spillt.

Zwou kleng Modifikatiounen um Gesetz goufen dann och, geméiss dem EU-Traité, der EU-Kommissioun matgedeelt, fir vun hir approuvéiert ze ginn. D'Modifikatiounen haten eng Extentioun vun deene staatleche Bäihëllefe virgesinn.

D'Europäesch Kommissioun, déi zoustänneg war, huet hire Feu vert awer eréischt ee Joer no der Notificatioun ginn. Während dëser Zäit konnt d'Gesetz vum 22. Februar 2004 net ugewannt ginn. D'Gesetz ass ausserdeem zweemol iwwert d'Loi budgétaire verlängert ginn, well et an der Zäit begrenzt war op den 31. Dezember 2007.

Fir elo net erëm eng Kéier an d'Problematik vun den Délaien ze verfalen, wat elo deen neie Regime, also dëse Projet de loi, ubelaangt, huet d'Regierung d'Méiglechkeet geholl, wéi se sech bitt, dëst neit Gesetz un de Règlement général d'exemption par catégorie unzepassen.

Dat bedeit, datt ënner verschiddene Konditiounen am Virfeld eng Matdeelung net néideg ass, mä eng Kommunikatioun ex post souwéi e jährleche Rapport un d'Europäesch Kommissioun duergeet.

Et ass och wichteg ze preziséieren, datt d'Reglement net e Reglement vum Conseil vun der Europäescher Unioun ass a sech net iwwert d'national Gesetzgebung setzt. Et gëtt den Entreprisen also net en direkt Recht op d'Hëllefen, mä d'Méiglechkeet opgrond vun Demanden Hëllefen unzefroen.

Déi staatlech Hëllefe gesi Participatioune bei sechs verschiddenen Zorte vun Investissementer vir:

- éischtens, Investissementer, déi iwwert déi communautaire Normen erausginn, oder Investissementer, déi den Niveau vum Ëmweltschutz verbesseren, wa guer keng Norme bestinn;

- zweet Méiglechkeet: virgezunnen ëmweltfrëndlech Upassunge vun de PMEen un déi zukünfteg communautaire Normen;

- Investissementer am Domän vun der Économie d'énergie;

- Investissementer, déi d'Cogénération à haut rendement betreffen;

- Investissementer a Produktioune vun erneierbaren Energien;

- an last but not least, d'Finanzement vun Ëmweltetüden natierlech am Kader vu Betriber.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Objektiver vun dësem Projet de loi an domadder och vun de staatlechen Hëllefen, sinn, fir haaptsächlech d'Entreprisen derzou ze bewegen, fir an Energieeffizienz ze investéieren, fir d'Produktioun an erneierbar Energien ze förderen an domadder den Ëmweltschutz weiderzedreiwen.

Dëse Projet de loi reit sech an d'Aarbechte vun der Regierung an, esou wéi et am Regierungsprogramm steet, géint de Klimawandel ze kämpfen an déi national wéi international Ziler ze erreechen.

Zu den Avisen. A sengem Avis vum 24. August 2009 begréisst d'Chambre des Métiers d'Décisioun vun der Regierung, fir den neie staatleche Regime iwwert d'Hëllefen op de virgenannte Règlement général d'exemption par catégorie unzewenden.

D'Chambre des Métiers bemängelt, datt zwee Ministèren - de Ministère de l'Économie et du Commerce, den Energieministère souwéi de Ministère des Classes moyennes - fir staatlech Hëllefen am Ëmweltberäich fir Betriber zoustänneg sinn, an hätt gären, datt d'Kompetenze vun all Ministère no bausse kloer definéiert ginn.

Dëst war och eng Diskussioun an der parlamentarescher Wirtschaftskommissioun. An esou ass festgehale ginn, fir un d'Regierung e Courrier ze maachen, fir e Relevé vun de staatlechen Hëllefe vun deenen

zwee Ministèren opzestellen - dëst am Sënn vun enger Simplification administrative - an dat de Betriber och da matzedeelen.

D'Chambre de Commerce huet keng fundamental Kritik un dësem Projet de loi. Et waren och nach Prises de position vum Institut des réviseurs d'entreprises a vum Mouvement écologique do, déi an der Wirtschaftskommissioun diskutéiert gi sinn.

Zum Avis vum Statsrot vum 22. September 2009 kommen ech elo. De Statsrot freet sech, ob et wichteg ass an och richteg ass, fir sämtlech Definitiounen, déi am Règlement communautaire stinn, an déi national Gesetzgebung ze iwwerdroen. D'Kommissioun war sech eeneg an deem Punkt, fir dës Definitiounen ze iwwerhuelen, an dëst am Sënn vun enger besserer Transparenz an Informatiounspolitik.

De Statsrot huet dräi Opposition-formellen. Am Projet de loi ware staatlech Hëllefen ursprünglech nëmme fir d'Société-commercialë virgesinn. Dës Restriktioun ass net am Aklang mam Respect du principe constitutionnel d'égalité devant la loi. D'Kommissioun an d'Regierung hu sech dem Avis vum Statsrot ralliéiert an all Entreprisen a physesch Persounen, déi eng industriell, kommerziell an artisanal Aktivitéit ausüben, dëst op d'Referenz vun der Loi modifiée vum 28. Dezember 1988, och wat déi fräiberufflech Aktivitéite betrëfft, ugepasst;

Déi aner zwou Opposition-formellë waren, wat d'Demanden an d'Procédure d'examen vun den Demanden ubelaangt, ageluecht. De Statsrot verlaangt, datt an dësem Fall prezis Kritären, wat d'Verdeelung vun de staatlechen Hëllefen ubelaangt, souwéi eng prezis Opzielung vun den Informatiounen an den Donnéeën, déi vum Wirtschaftsministère gefrot ginn.

D'Kommissioun huet sech iwwer Amendementer souwéi Ëmännerungen dem Avis vum Statsrot ralliéiert. An de Statsrot war och averstan a sengem Avis complémentaire, deen en den 18. Dezember 2009 matgedeelt huet, mat dësen Amendementer a Modifikatiounen, also och mat dësem Projet de loi.

Eng aner Remarque war, datt am Projet de loi Rieds war iwwert d'Terminologie vu Ministres compétents, dat heescht, wat fir eng Ministèren dann zoustänneg sinn. An och do huet d'Kommissioun den Avis vum Statsrot gedeelt, fir d'Ministèren ze definéieren, an zwar mat „Ministre ayant dans ses attributions l'économie" an „Ministre ayant dans ses attributions les finances".

Eng aner Fro war, firwat zwee Ministèren an dësem Projet de loi virkommen. Dëst erlaabt ganz einfach e Contrôle mutuel ministériel, an de Sënn vun der Simplification administrative ass awer ginn, well de Wirtschaftsministère eleng fir d'Demanden am Dossier zoustänneg ass.

Fir déi méi detailléiert Analys vum Avis vum Statsrot verweisen ech gären op mäi schréftleche Rapport.

Eng aner Diskussioun an der zoustänneger Kommissioun war och, firwat an dësem Projet de loi Privatpersounen net erwähnt sinn. Et kann ee festhalen, an de Minister huet et virdru bemierkt, datt an dësem Kontext d'staatlech Hëllefen am Kader vun den erneierbaren Energië fir Privatpersoune vum Ministère du Développement durable behandelt ginn.

Eng aner Fro war d'Fro vun der Albausanéierung, déi sech gestallt huet. Den Objectif primaire vun dësem Projet de loi ass jo am Kader vun der Activité commerciale, industrielle an artisanale. Albausanéierung ass net ausgeschloss, wa se an de Kader vun der Demande, an an deem Fall am Sënn vun dësem Projet de loi ass. Och ass et interessant ze wëssen, datt de Wirtschaftsministère an der Vergaangenheet, am Kader vum ale Gesetz vum 22. Februar 2004, nëmme mat enger handvoll Dossiere konfrontéiert war an esou leider nach keng richteg Erfahrungswäerter huet.

An der Hoffnung, datt dëst neit Gesetz vun den Entreprisë genotzt gëtt, dëst am Sënn vun enger aktiver Ëmweltpolitik, ginn ech heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Claude Haagen Merci, an als éischte Riedner ass den Här Eischen agedroen. Här Félix Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nom Échec vun der Klimakonferenz vu Kopenhagen, un déi ganz vill Erwaardunge gebonne waren, huet d'Lëtzebuerger Regierung décidéiert, de Kapp net an de Sand ze stiechen, mä de Klimaschutz mat aller Kraaft a Moyene weiderzedreiwen. D'Prioritéiten an d'Zilsetzunge si kloer an däitlech. Et muss probéiert ginn, esou vill wéi méiglech Moossnamen iwwert den nationale Wee ze maachen, sief dat am Beräich vum Bau, dem Energiespueren, an och nach am Ausbau vun den alternativen Energien. An deem Sënn huet d'Regierung décidéiert, en nationale Pakt fir Klimaschutz an nohalteg Entwécklung op d'Been ze stellen, wou de Minister Marco Schank eis virgëschter jo an der Froestonn d'Haaptlinnen an d'Stoussrichtunge virgezeechent huet.

Ee Stéck an deem ganze Puzzle stellt och sécherlech de Gesetzestext 6059 duer, dee mer haut de Mëtteg hei zur Ofstëmmung wäerte bréngen. Den honorabele Rapporteur vum Projet de loi, den Här Claude Haagen, huet a sengem detailléierte mëndleche wéi och schréftleche Rapport, fir deen ech hie wëll félicitéieren, déi eenzel Dispositioune vun deem Gesetz erkläert, a soen him am Numm vun der CSV-Fraktioun e grousse Merci fir seng Aarbecht.

Mir begréissen ausdrécklech d'Aféiere respektiv d'Weiderféiere vun dësem Hëllefsregime fir Entreprisen, déi bereet sinn, sech méi aktiv an de Klimaschutz anzebréngen. Sou ginn d'Investissementer an d'Energiespueren, an d'Cogénératioun an och an d'Stroumproduktioun duerch erneierbar Energië weider ënnerstëtzt. Och d'Erstelle vun Ëmweltetüde fällt ënnert d'Konditioun, fir kënne vun dësen Aiden ze profitéieren. Op d'Detailer wëll ech net weider agoen, dat huet de Rapporteur ausféierlech gemaach.

Et kann an et soll ee sech awer och d'Fro stellen, ob et net nach aner Moyene gëtt wéi där finanzieller, fir dass d'Betriber sech méi an Ëmweltfroe sollen engagéieren. Et ass wuel gewosst, dass de Wee dacks iwwert déi finanziell Ureizer muss lafen, fir zu engem Zil ze kommen. Wie geet scho vu sech aus, an ouni Ënnerstëtzung, op de Wee sech, a sengem Betrib méi streng Normen opzeerleeën, wéi se um communautären Niveau virgeschriwwe sinn? An dach gëtt et Patronen, déi d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn, déi froen: „Wat kann ech maachen?" Och hinne sollt een, nieft der finanzieller Hëllef, am Fall vun ëmweltfrëndlechen Efforte mat Rot zur Säit stoen, se opklären a se sensibiliséieren.

An deem Kontext soll ee sech dann och d'Fro no der Vereinfachung, der Simplificatioun stellen, wéi a wou d'Betriber sech kënne kuerzfristeg a gescheit informéieren. Een zentralen Energieberoder fir d'Entreprisë géif Sënn maachen, ähnlech nom Modell fir d'Demandë vun de Privatleit. De Stat sollt op enger Plaz den Entreprisen eng Offer an deem Sënn ubidden, déi da kann, awer net muss ugeholl ginn.

E Betrib soll seng Äntwert séier a kompetent kréien, net dass de Patron mat sengem gudde Wëllen no zéng Télefonen ouni gescheit Äntwert schonn um Enn ass. Hien huet jo u sech aner Saachen ze dinn. Als Alleréischt ass hie jo do fir säi Betrib um Liewen ze halen. Och dës Iwwerleeung gesi mir als Aufgab nieft der finanzieller Ënnerstëtzung un.

An der Saach begréisse mer ganz kloer déi eenzel Aiden, déi vun den Entreprisë kënnen ugefrot ginn. All Invest an den Ëmweltschutz, do si mer eis eens, déngt en fin de compte net nëmmen der Allgemengheet, mä mëttel- a laangfristeg och den Entreprisë selwer.

Här President, wann Der erlaabt, nach kuerz zwou Froen um Enn. Interessant wier et ze wëssen, ob dru geduecht gëtt en cours de route en Tëschebilan vun der Ëmsetzung vum Gesetz ze maachen, mat de Leit um Terrain, fir ze kucken, wat gräift a wat net, an ob net vläicht missten op verschidde Beräicher Upassunge gemaach ginn, wa kloer ass, dass d'Aiden eventuell no enger Zäit net dat brénge wéi geduecht. An deem Kontext wier et och interessant ze wëssen, wat tëscht 2004 an elo an dësem Beräich dann ausgeschott ginn ass.

Zu gudder Lescht ass och ze begréissen, dass déi reng finanziell Aiden elo emol bis 2013 begrenzt sinn, an der Hoffnung, dass dat, wat elo subventionéiert gëtt, iergendwann eng Kéier Standard ass.

Mat dësen Iwwerleeunge wëll ech ophalen, Här President, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Eischen Merci, an als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Klimagipfel vu Kopenhagen aus europäescher a lëtzebuergescher Siicht net zu zefridde stellende Resultater gefouert huet, stellt een dach fest, datt weltwäit divers State grouss Efforte maachen, fir a gréng Technologien ze investéieren, an domat d'CO_2-Emissioune reduzéiere wëllen.

Am internationale Courrier vun „The Economist" stoung zum Beispill viru kuerzem ze liesen, datt China am asiatesche Raum déi ambitiéist Politik op deem Plang bedreift. 148 Milliarden Euro, dat entsprécht engem Drëttel vum chinesesche Konjunkturplang, ginn an Eko-Technologien investéiert. China wëll domadder den Undeel un erneierbaren Energien op 10% erhéijen. Och Südkorea huet aus de gréngen Technologien en Eckstee vu senger nationaler Politik gemaach - esou schreift den „Economist" - an investéiert bis 2012 ronn 40 Milliarden Euro an ënnerschiddlech Projeten. Hei gëtt mat allerlee Instrumenter geschafft, déi vu steierlechen Incitatiounen, Kreditgarantien bis iwwer Subventioune fir d'Betriber ginn.

Net méi spéit wéi de 5. Januar huet d'„Süddeutsche Zeitung" iwwer e Grupp vun europäesche Länner beriicht, déi gewëllt wieren, e Réseau vun Héichspannungsleitungen ënnert dem Mier opzebauen, mat deenen d'Wandparken am Nordmier, d'Marée-motricen laanscht déi belsch an dänesch Küsten souwéi d'Wand- a Solarparken um europäesche Kontinent matenee verbonne wieren. Nieft Däitschland, England, Dänemark, Holland, Irland an Norwegen wier och Lëtzebuerg bereet, sech un dësem Projet ze bedeelegen. E Projet, deen iwwregens 30 Milliarden Euro kaschte géif, an deen d'Part vun den erneierbaren Energien an der EU an enger kuerzer Zäitspaan eropsetze géif. De Claude Meisch huet dozou eng parlamentaresch Fro gestallt.

Wat och ëmmer un dësem Projet drun ass, et muss ee jiddefalls feststellen, datt weltwäit e Prozess vun Ëmdenken amgaang ass, dee Friichten droe wäert. Och wa Länner wéi China sech alles, mä net rühmlech um Klimasommet beholl hunn, esou däerf een awer net vergiessen, datt si et längst verstan hunn, datt am Maart vun de gréngen Technologien en enormt Wuesstemspotenzial läit. Déi sougenannt Schwelleländer wëssen, datt den Ëmweltschutz mëttlerweil eng wesentlech Komponent vun der Wirtschaftspolitik ass.

Och heiheem ass de Schutz vun der natierlecher Ëmwelt an déi rationell Notzung vun den natierleche Ressourcen zënter dem Ufank vun den 90er Joren en Haaptuleies vun deene verschiddene Regierunge gewiescht. Si schreiwe sech kloer an d'Lissabon-Strategie an, déi aus der nohalteger Entwécklung e Pilier fir méi Wuesstum gemaach hunn, e Wuesstum, dee méi Aarbecht soll schafen, d'Kompetitivitéit erhalen an d'Sécherheet an der Energieversuergung garantéiere soll.

D'Konkurrenz tëscht de Wirtschaftsbléck entscheet sech also méi a méi och op ekologeschem Plang, an duerfir ass et evident, datt grad d'Betriber Ustrengunge maache mussen, fir zum Beispill nei Energiequellen ze notzen oder fir Energie anzespueren. Et ass och wichteg, datt si an deem Sënn geziilt ënnerstëtzt ginn, wa si ekologesch Akzenter mat hiren Investissementer setzen. Dat ass de But vum Gesetzesprojet 6059, mat deem en neie gesetzleche Kader fir d'Hëllefsregimer agefouert gëtt, deen d'Betriber encouragéiert, Investitiounen ze tätegen, déi e bessere Schutz vun der Ëmwelt an eng méi wierksam Notzung vun Energiequellen erméiglechen.

Wéi de Rapporteur ënnerstrach huet, gëtt mat dësem Gesetzesprojet déi bestehend Legislatioun vun 2004 ersat. Et verwonnert och net, datt d'Chambre de Commerce dësem Gesetzesprojet gutt gesënnt ass, grad well déi staatlech Hëllefen dozou bäidroen, datt d'Betriber, déi an de Genoss dovunner kommen, méi kompetitiv ginn a finanziell entlaascht sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an der Kommissioun iwwert déi verschidden Observatiounen an Oppositioune vum Statsrot diskutéiert. Erlaabt mer an deem Kontext e puer Remarquen.

Éischtens, et ass gutt, datt am Artikel 1 déi zwee Ministèren, déi betraff sinn, prezis genannt ginn. De Rapporteur huet et gesot, en huet einfach vu Ministres compétents geschwat. Et sinn dat engersäits de Wirtschaftsminister an anerersäits de Finanzminister, déi de Stat vertrieden an déi d'Entscheedunge fir den Octroi vu Statshëllefen huelen.

D'Praxis an d'Erfahrungen aus de leschte Jore weisen, datt déi getrennten Décisiounskompetenz net als Nodeel gesi gëtt, mä als en Ureiz, fir déi jeeweileg Demandë besser ze begrënnen an esou de Finanzminister ze iwwerzeegen, datt se effektiv en ekologeschen an ekonomesche Gewënn oder besser gesot e Méiwäert duerstellen. Dowéinst muss de Finanzminister an den Entscheedungsprozess mat agebonne ginn, fir vun Ufank u finanziell Iwwerraschungen ze vermeiden, zumools wou de Budgetsartikel, dee fir d'Ëmsetzung vun dëser Gesetzgebung a Fro kënnt, een net limitative Kredit virgesäit.

Den Investitiounsprogramm beziehungsweis -rhythmus vun de Betriber ass an dësem Kontext kaum virauszegesinn, esou datt den Octroi vun öffentleche Gelder enger gewëssener Kontroll ënnerworf muss sinn. Mir schléissen eis deem Constat un an hoffen, datt d'Dossieren trotz duebeler ministerieller Kompetenz och weiderhin zügeg behandelt kënne ginn, an et also och an Zukunft kee Geschleefs op administrativem Plang gëtt.

Ech wollt awer an dësem Zesummenhang op d'Kritik vun der Chambre des Métiers agoen, déi Diskriminatiounen duerch d'Existenz vun zwee parallellen Hëllefsregimer - deen ee fir de Mëttelstand an deen anere fir d'Wirtschaft an den Aussenhandel - net ausschléisst. D'Montante vun de verschiddenen Hëllefen, déi virgesi sinn, wieren net identesch, bemierkt d'Chambre des Métiers, esou datt e Betrib eventuell bei déi zwee Ministërë sondéiere geet, fir ze kucken, wou e besser ewechkënnt. D'Handwierkerkummer ass och der Meenung, datt dëst net nëmmen diskriminatoresch, mä och kaum zu enger gerechter Konkurrenz bäidréit, déi och net konform zum generelle Prinzip vun enger besserer Reglementatioun an der administrativer Vereinfachung wier, déi d'Regierung ustrieft, mengt d'Handwierkerkummer an hirem Avis. A si fügt bäi, datt et bei de Betriber zu Konfusioune komme kann, well se ebe mat zwee Ministèren ze dinn hunn, wou se hir Demande erareeche kënnen.

D'DP weist an dësem Kontext drop hin, wéi wichteg et gewiescht wier, fir e gemeinsame Ministère, dee fir all ekonomesch Aktivitéiten zoustänneg ass, ob et sech elo ëm kleng, mëttelgrouss oder grouss Betriber handelt, ze schafen. Eng Zesummeleeung vun de wirtschaftleche Kompetenzen an Aufgabefelder an engem eenzege Ministère hätt, eiser Iwwerzeegung no, zu méi Transparenz an Uniformitéit beim Verdeele vu staatlechen Aidë bäigedroen.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Erlaabt mer dann eng zweet Remarque. Et wier och wënschenswäert, wann dee ganze Sub-

ventiounssystem méi iwwersiichtlech wier a wann et allgemeng méi kloer wier - et gouf och schonn ugeschnidden -, wie vu wat fir engen Aidë profitéiere kann. Hei besteet eiser Meenung no nach Handlungsbedarf, fir datt all Demandeuren, ob Konsumenten oder Betriber, den Duerchbléck duerch de Subventiounsbësch kënne kréien.

D'Diskussiounen an der Kommissioun hu bis zum Schluss gewisen, datt am Beräich vun der Subventionéierung vu Mossnamen, déi en Impakt op d'Émwelt hunn, méi Kompetenz a méi Kohärenz a méi Kloerheet ugesot sinn, fir datt all potenziellen Demandeur weess, u wat fir e Ministère e sech à la fin du compte soll wenden. Hei besteet also nach Handlungsbedarf.

Am éischten Entworf - de Rapporteur huet et ugeschnidden - vun dësem Gesetzesprojet waren et d'Sociétés commerciales, déi an de Genoss vun dësen Hëllefen hätte komme kënnen an déi liberal Beruffer. De Statsrot huet sech zu Recht gefrot, firwat Architekten, Ingénieurs-Conseils oder Experts comptable an de Genoss vun dësen Hëllefe komme kéinten. Den éischte Paragraph vum drëtten Artikel ass an der Kommissioun reformuléiert ginn an e viséiert elo all Betriber a Privatpersounen, déi iwwer eng Autorisation d'établissement verfügen an entweder eng industriell, eng kommerziell oder eng handwierklech Aktivitéit ausüben.

Wichteg ass eenzeg an eleng, dat ass d'Meenung vun der DP, datt hei deene Betriber gehollëf gëtt, déi enger regelméisseger Produktiounsaktivitéit noginn. D'Subsiden, déi si kréie kënnen, sollen hiren ekologesche Foussofdrock verklengeren, hiren Energieverbrauch reduzéieren an hir Wettbewerbsfäegkeet steigeren.

Eng drëtt a lescht Remarque zu dësem Gesetzesprojet. Et betrëfft den Artikel 12, Paragraph 4. Et ass richteg esou, datt de Minister de Versement vun öffentlechen Aiden u speziell Konditioune banne kann. Dës Konditioune kënnen zum Beispill eng Kapitalerhéijung sinn oder verschidden Engagementer, zum Beispill den Erhalt vun der intellektueller Propriétéit um Standuert Lëtzebuerg, mat deenen ee soumat Aarbechtsplazen heiheem séchere kann. An et ass och berechtegt, datt de Wirtschaftsminister de Remboursement vu finanziellen Hëllefe verlaangt, wann et sech erausstelle sollt oder soll, datt déi Fongen net korrekt verwennt ginn, oder wann de Betrib seng Dieren zoumécht, bezéiungsweis et zu enger deelweiser Astellung vun Aktivitéiten um Site Lëtzebuerg kënnt.

Mir liewen an enger méi wéi jee internationaliséierter Ekonomie, an där ëmmer méi e gieregt Profitdenken iwwerhand hëlt. De Stat muss seng Verantwortung iwwerhuelen an all déi ausbremsen, déi Kapital hin an hier bewege wëllen, ouni sech ëm déi sozial Konsequenze vun dëse Mouvementer ze këmmeren. D'Erfahrung aus de leschte Méint a Wochen huet eis gewisen, datt déi dote Fäll sech ëmmer méi dacks stellen. Eng Délocalisatioun, déi ekonomesch net novollzéibar ass, muss als Konsequenz hunn, datt staatlech Hëllefen zréckbezuelt ginn. Am Artikel 16 vun dësem Gesetzesprojet ass dat esou virgesinn, a mir als Demokratesch Partei kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e puer Wierder ze soen, déi iwwert de Kader vun dësem Gesetz erausginn. D'DP huet an der Vergaangenheet eng ganz Rëtsch, eng ganz Rei vu Propositioune gemaach, wéi een eng méi grouss Dynamik an de Beräich vun der Energieeffizienz kéint kréien. Eng Propos war ënner anerem den „Energiespuer-Contracting". Fir d'Betriber ass et esou, datt si fir d'éischt emol en Invest an d'Energieeffizienz vun hire Gebaier oder an d'Infrastrukture vun den erneierbaren Energië musse leeschten, fir dann duerno manner Ausgabe kënnen ze hunn. An dëser Situatioun bitt sech eng Form vu Contracting un, wou zum Beispill eng Bank wéi d'SNCI kéint d'Virfinanzéierung iwwerhuelen, an de Prêt iwwert d'Aspuerunge bei den Energiekäschte kéint zréckbezuelt ginn.

Ech ginn dovunner aus, datt et esou ähnlech Projeten haut scho bei der SNCI gëtt oder datt se do lafen. Ëmsou méi einfach misst et da sinn, fir e Pak aus Subventiounen a gënschtege Kreditter ze maachen, mat deem een offensiv op d'Betriber kann zougoen. Déi steigend Energiekäschte bidden eis déi eemoleg Geleeënheet, datt sech Investitiounen an d'Energieeffizienz dacks schonn innerhalb vu wéinege Jore bezuelt maachen, esou datt d'Ëmwelt an d'Betriber dovunner profitéiere kënnen.

Dëst geléngt eis awer nëmmen, wa mer et fäerdeg brëngen, ouni grousse bürokratesche Opwand, de Betriber den Zougank zu de finanziellen Hëllefen esou liicht wéi méiglech ze maachen. Dëst geléngt eis nëmmen, wa mer net laanscht d'Besoine vun de Betriber subventionéieren.

Wat brëngt et eis, wa mer zéng, 20 oder 30% vun engem Projet de Betriber iwwer e Subsid zur Verfügung stellen, wa se a Krisenzäiten déi reschtlech Suen net hunn? Mir sollten duerfir spéider genau kucken, wéi wierksam déi Mesurë sinn - et ass schonn ugeklongen -, iwwert déi mer haut entscheeden, a se gegebenenfalls dann och upassen. Dëst geléngt eis nëmmen, wa mer innovéieren. Fir d'DP ass et esou, datt ee sech net op d'Subventiounslogik verstäipen däerf, mä datt ee méi wäit muss kucken, fir déi beschte Strategie ze fannen, fir eis Betriber finanziell ze ënnerstëtzen.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Claude Haagen, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht félicitéieren an den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bauler Merci, an als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt am Ufank am Numm vun de Gréngen dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Hien ass jo och schonn a sengem mëndleche Bericht op déi grouss Linne vun dësem Gesetz hei agaangen an och op eng ganz Rei vu Problematiken, déi mir an der Kommissioun opgeworf hunn, och ausféierlech agaangen, esou dass ech och nëmmen op e puer méi konkret Proposen aus dësem Gesetz méi genee agoe wëll, an duerfir dat och vläicht e bësse méi kuerz da maachen.

Ech brauch och net méi op d'Wichtegkeet an op d'Noutwendegkeet vun dësem Gesetz anzegoen, well alleguerte meng Virriedner hu scho méi oder manner doriwwer diskutéiert.

Vläicht zum Champ d'application selwer: An dësem Zesummenhang goufen eng Rei vu Froen an der Kommissioun opgeworf, wien da schlussendlech vun dësen Aiden alles ka profitéieren a wien net. Dëst Gesetz viséiert jo haaptsächlech u sech d'Entreprisen, Entreprisen, déi awer erëm vun ënnerschiddleche Ministërë begleet ginn, wat och schonn deen een oder anere Virriedner hei gesot huet. Duerfir huet d'Kommissioun jo och e Bréif un d'Regierung formuléiert mat der Opfuerderung, eng Lëscht ze erstellen, fir sämtlech Aiden, déi et gëtt, emol opzeschlësselen.

Niewent dësen Ëmweltaidë kréien d'Betriber jo bekanntlech eng ganz Rei vun zousätzlechen Aiden an Hëllefstellungen, déi awer erëm vun ënnerschiddleche Ministèren ofhänken, wat u sech fir den eenzelnen Demandeur et net grad ganz einfach mécht, sief dat am Mëttelstandsministère oder och nach am Wirtschaftsministère.

Deeselwechten Exercice géllt awer och fir de Beräich vum Ëmwelt- a Klimaschutz. Och do sinn eng ganz Rei vun Iwwerschneidungen ze fannen tëschent dem Ëmweltministère oder besser gesot dem heitegen Nohaltegkeetsministère an dem Energieministère. Dobäi ass et och besonnesch wichteg ze ënnersichen, ob all Secteuren ofgedeckt ginn.

Sou stellt sech ëmmer nees d'Fro, a wéi e Beräich zum Beispill déi grouss Immobiliegebaier respektiv d'Kollektivwunnenge falen. Well do besonnesch, de Minister huet et virdrun an der Heure de questions scho beäntwert, ganz vill ze huelen ass, well an der Energieeffizienz, am Energiespueren u sech ganz vill dran ass. Duerfir sinn ech och frou ze héieren, dass dat Reglement fir d'Subventionéierung vun Albausanéierung, insbesondere a gréissere Gebaier, dann elo um Instanzewee ass.

Ech mengen awer, dass dëst Gesetz trotzdeem eng Lück opléisst, an doduerch och kënne Gebaier iwwert dëst Gesetz subventionéiert ginn, well, wann d'Gebai zum Betribsfunktionement vum Betrib bäidréit, denken ech, dass och dëst Gesetz kann déi eng oder aner Aide maachen. Ech wënsche mer dann duerfir, dass d'Regierung, ier d'Debatten ufänken iwwert de Klimapackage, wéi vidru scho gesot ginn ass, eng Zesummestellung mécht an eng Quersumméierung mécht, wou a wéi eng Subventionéierung a wéi enge Ministèren iwwerall ze fanne sinn.

Vläicht e puer Remarquen zu den Aidë selwer. Denken, dass duerch dëst Gesetz och e groussen Deel vun der Energieproblematik ofgedeckt gëtt, iwwert d'Etüde bis hin zu enger besserer an effikasser Notzung vu klassescher Energieproduktioun, wéi d'Cogénératioun bis hin zu der Produktioun vun erneierbaren Energien kommen duerch dëst Gesetz an de Genoss vu spezifeschen Hëllefstellungen, mat deelweis relativen Tauxen och.

Besonnesch d'Hëllefstellunge fir méi héich Ëmweltnormen anzeféieren, och wann déi zum Beispill zu Bréissel nach net iwwer eng Direktiv festgeluecht gi si respektiv och nach net hei zu Lëtzebuerg agefouert gi sinn, fannen eis ausdrécklech Ënnerstëtzung.

Wou mir awer méi Problemer hunn, ass d'Prozedur vun der Demande an d'Prozedur vun der Zoustëmmung selwer. Hei schéngt et mer nach e groussen Nohuelbedarf ze ginn. De Succès vum ale Gesetz war jo anscheinend net gradesou grouss.

An enger rezenter Question parlementaire vum Här Bausch kann een dat och noliesen. D'Hëllefstellunge kënne jo op zwou verschidde Méiglechkeeten ausbezuelt ginn. Eng Kéier a Form vun enger Subventioun - subvention en capital - an déi zweete Kéier op eng „bonification d'intérêts".

Ech hunn déi Question parlementaire hei derbäi. An dat ass vläicht eng Äntwert op d'Fro vum honorabele Félix Eischen virdrun. Effektiv huet d'Gesetz... Bon, an dëser Question parlementaire ginn net nëmmen d'Aiden am Beräich vun den erneierbaren Energien oder Energieeffizienz opgezielt, mä och aner Aiden. Zum Beispill an der Reduktioun vum Waasserverbrauch, am Recycling an esou weider an esou fort, gesäit een, dass do iwwert d'Bonification d'intérêts nëmmen aacht Demanden dru waren. 2004 gouf e Montant vun zéng Milliounen ausbezuelt, an 2006 zum Beispill just nach vun 130.000, 2007 vun 150.000 Euro, an 2008, no dëser Question parlementaire, goufe souguer guer keng Subventiounen ausbezuelt.

Wann een déi Zuele kuckt, muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Firwat ass dat esou? Firwat ginn net méi Aiden ausbezuelt? Waren d'Tauxe vun deem leschte Gesetz dann esou schlecht oder ass d'Prozedur ze vill schwéierfälleg? Ass d'Investitiounssécherheet, wann een esou e Projet ugeet, ginn am Virfeld? An do sinn ech mer och net ëmmer esou sécher, fir am Virfeld déi néideg Informatiounen zesummenzekréien, fir dann en Dossier fäerdeg ze maachen, fir en dann eranzeginn.

A schlussendlech och d'Promotioun vum Gesetz selwer bei de Betriber dobaussen. Ass déi dann am Néidegen duerchgefouert ginn?

Duerfir eng Fro un de Minister vläicht herno bei den Ausféierungen, ob hien eis kënnt e puer Explikatioune ginn, wou vläicht do déi Ursaache sinn, aus Siicht vum Ministère, a wat si gedenken an déi Richtung ze verbesseren, fir insbesondere méi Betriber hei an dësem Beräich an d'Boot mat eranzekréien?

Wat mech awer oder wat eis méi stéiert un dësem Gesetz, sinn déi relativ vag gehale Kritären, besonnesch wat d'Förderung vun der Energie, erneierbaren Energien ugeet, Kritären, déi engem Investor et relativ schwéier maachen, sech am Virfeld bei der Preparatioun vum Dossier op Hëllefstellunge kënnen ze verloossen.

Ech zitéieren duerfir dee Passage aus dem Gesetz selwer, dat ass den Artikel 12, d'Procédure d'octroi, an do steet ënner anerem, dass fir d'Énergies renouvelables „des orientations en matière de politique énergétique arrêtées par le Gouvernement".

Dat ass esou breet, dass ee sech do guer net zréckfënnt, wat da genau domadder ze verstoen ass a wou och dat nozeliesen ass, wéi eng Energiepolitik schlussendlech dann hei mat dësem Gesetz, insbesondere wéi eng erneierbar Energien et sinn, wéi déi dann elo mat wéi engem Taux gefördert ginn.

Fir mech misst et jo awer esou sinn, dass mer eis do op d'LUXRES-Etüd stäipen, déi eis jo déi Orientatioune gëtt, a wéi eng Richtung mer wollte goen bis d'Joer 2020 respektiv 2050. Vläicht kann de Minister och dorobber duerno eng Explikatioun liwweren.

Fir mech schéngt jiddwerfalls eng grousse Transparenz net erwënscht do gewiescht ze sinn, well soss hätt ee sech méi Méi ginn, fir méi kloer Kritäre festzeleeën. Et misst dach méiglech sinn, aus menger Siicht, déi eenzel Beräicher erauszekristalliséieren, a pro Energieträger Subventiounskritären opzestellen a jiddwerengem zougänglech ze maachen. Den Energiewandel huet haut jo nach bekanntlech säi Präis, mä bei engem Blocage gëtt et spéider ëmsou méi deier. Souwisou sinn d'Ëmweltkäschten haut schonn ze bezuelen. Haut nach duerch d'Natur selwer, awer leider op hir Käschten erëm, a muer duerch onnéideg Reparaturkäschten.

Wa mer elo awer scho vun de Käschte schwätzen, kommen ech awer net derlaanscht, iwwer weider Käschten ze schwätzen, déi och am Zesummenhang mat dësem Gesetz ze gesi sinn. Niewent der Subventioun also Gelder, déi an den Invest gestach ginn, déi am Ufank vun der Installatioun ufalen, falen awer och nach eng ganz Rei aner Käschten un, déi net vun dësem Gesetz gedeckt ginn. Dat si Käschten, déi besonnesch bei der Produktioun vun erneierbaren Energien, also duerch d'Energie, duerch Cogénérationsanlagen entstinn an och duerch erneierbar Energien.

Wéi Der wësst, ginn déi Käschten iwwert de Fonds de compensation bezuelt, also iwwert de Stroumpräis beim Endverbraucher, deen en Deel vun de Käschten da matdréit, fir dat alles ze finanzéieren. U sech eng ganz gutt, richteg a wichteg Aktioun an och en Instrument. Wat awer net esou bekannt ass, ass, dass de groussen Deel vun de Käschten duerch déi kleng Verbraucher bezuelt gëtt.

Dat Gesetz, wat mir haut hei stëmmen, subventionéiert zum Beispill Cogénérationen an och an och erneierbar Energieanlage vun Industriebetriber, déi selwer awer nëmmen e minimalen Deel zum Kompensatiounsfonds bäidroen.

Duerfir hunn ech och eng Motioun preparéiert, fir d'Regierung dorop hinzeweisen, dass déi Ongerechtegkeet betreffend dem Bäitrag am Fonds de compensation sollt onbedéngt opgehuewe ginn.

Vläicht zur Erënnerung,: De Fonds de compensation ass mat Chiffere vun 22 Milliounen opgedeckt. Vun deenen 22 Milliounen Euro sinn awer 18 Millioune fir d'Cogénératioun; wat ech och u sech gutt fannen. Nëmmen - vläicht fir d'Fotovoltaik eng Kéier ze ernimmen - 1.073.000 Euro sinn deemools, also 2008, fir d'Aspeisungsvergütung vun der Fotovoltaik ausgi ginn. Dëse Betrag vun deenen 22 Millioune gëtt iwwert de Stroumpräis subventionéiert.

Dee Stroumpräis ass an dräi Kategorien agedeelt. Eng Kategorie ass déi A-Kategorie. Dat sinn alleguerten déi Klengverbraucher, wéi mir heibannen, déi ënner 25 Megawatt-Stonne Verbrauch hunn. Déi zweet Kategorie, dat sinn d'Mëttelbetriber, déi iwwer 25 Megawatt-Stonnen hunn. An dann eng drëtt Kategorie, dat ass d'Kategorie C, déi jo och mat dësem Gesetz da viséiert sinn. Déi bezuelen a sech de Minimum vun deem Gesetz.

Esou dass, wa mer d'Rechnung elo opmaachen, nämlech déi nei Adaptatioun vum Fonds de compensation fir 2010, bezuele mir heibanne jiddwer Eenzelnen an der Kategorie A 19 Euro pro Megawatt-Stonn; déi an der Kategorie B, also och Mëttelstandsbetriber, bezuele 6,2 pro Megawatt-Stonnen; an d'Betriber C, déi a sech an dësem Gesetz jo Hëllefstellunge kréie fir hir Cogénératiounen, bezuelen nëmmen 0,75 pro Megawatt-Stonnen.

Mir fannen dat e Skandal. Mir fannen dat eng Ongerechtegkeet, well de Präis vun deem Klenge par rapport zu der Industrie 25-mol méi ass; a grad hei d'Cogénératioun zum gréissten Deel vu groussen Industrien... Et ass souguer eng Quersubventionéierung vun deene Klengen, déi der Industrie hir Cogénératiounen, hir Wäermt, wat richteg, wat eng gutt Technologie ass, wat eng sënnvoll Technologie ass, awer war eng Quersubventioun bedeit…

Mir hätte gär, dass dat Reglement nei iwwerschafft gëtt - nämlech dat Reglement, e Règlement grand-ducal vum 22. Mee 2001, a wat reforméiert ginn ass, modifiéiert ginn ass 2005 -, wou grad d'Kategorie C och nach eng Kéier sollt nogekuckt ginn, an dass C och deeselwechten équitabele Präis zu dem wichtege Bäitrag, dee mer all wëllen hunn, nämlech zu enger méi nohalteger Energiepolitik hinzekommen, wat de Moment säi Präis eben huet, awer wat no eiser Siicht och jiddweree muss derzou bäidroen.

Duerfir, Här President ginn ech Iech déi Motioun. Esou dass ech hoffen, dass och d'Regierung vläicht dat als Ureiz hëlt, déi Subventioun e bëssen ze iwwerdenken a méi en équitabele Verglach oder Aspeisung vum Fonds de compensation hinzekréien.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu que le projet de loi en question règle également les aides aux investissements des entreprises dans la cogénération à haut rendement ainsi que pour la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables;

- vu que le financement de ces aides est assuré par le fonds de compensation instauré suivant le règlement grand-ducal modifié du 22 mai 2001 et que ledit fonds est alimenté par des contributions sur la consommation d'électricité à payer par les clients finals de cette source d'énergie;

- considérant que cette contribution varie suivant trois catégories de consommateur d'électricité, à savoir:

- catégorie A: les points de comptage affichant une consommation annuelle d'énergie électrique inférieure ou égale à 25 MWh,

- catégorie B: les points de comptage affichant une consommation annuelle d'électricité supérieure à 25 MWh, à l'exception des points de comptage qui sont classés dans la catégorie C,

- catégorie C: les entreprises qui ont conclu un accord avec le Gouvernement;

- sachant que suivant le règlement grand-ducal modifié du 22 mai 2001, tandis que la contribution de la catégorie C est fixe, les contributions des catégories A et B sont calculées annuellement et varient en fonction des coûts nets des différents gestionnaires de réseau d'électricité et en tenant compte de reports éventuels;

- sachant que pour le calcul de ces coûts sont considérés également les frais pour l'achat de l'énergie produite dans les installations de cogénération à haut rendement (~80% des coûts totaux) ainsi que pour la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables (~20% des coûts totaux);

- étant donné que la plupart des installations de cogénération à haut rendement sont exploitées par des entreprises de la catégorie C;

- considérant que récemment les contributions à payer par les clients diffèrent pour les trois catégories en question et ont été fixées par décision de l'ILR pour l'année 2010 comme suit (entre parenthèses les contributions 2009):

- catégorie A: 19 (11,2) € par MWh d'électricité consommée,

- catégorie B: 6,2 (3,6) € par MWh d'électricité consommée,

- catégorie C: 0,75 (0,75) € par MWh d'électricité consommée;

- estimant que suite à l'évaluation du fonds de compensation (2008: 16,9 Mio €; 2009: 20,5 Mio €; 2010: 31,2 Mio €), le rapport de la contribution par MWh entre la catégorie A et la catégorie C (25 fois plus élevé) ne remplit plus la condition d'une répartition équitable des charges pour l'alimentation de ce fond,

invite le Gouvernement

- à modifier le règlement grand-ducal modifié du 22 mai 2001 afin de rétablir un rapport plus équitable entre les différentes catégories de consommateurs d'électricité pour l'alimentation du fonds de compensation;

- à modifier notamment la contribution de la catégorie C en créant une relation entre le taux de contribution et les coûts nets des gestionnaires de réseau.

(s.) Henri Kox, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Duerfir, ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierungen. D'Gesetz u sech fanne mer gutt. De Fong ass souguer tipptopp, well e ganze Beräich vun Aidë virgesinn ass a ville Sparte vun der Energiespuerung, iwwer effizient Energienotzung bis hin zu der erneierbarer Energie wéi och d'Cogénératiounen.

Mir hunn awer e Problem effektiv mat der Ëmsetzung vun deem Gesetz. Dat hu mer jo gesi mat der Unzuel vu Betriber, déi am viregte Gesetz d'Ënnerstëtzung kritt hunn. Mir wëllen awer trotzdeem hei dem Gesetz nach eng Kéier déi néideg Chance ginn. An duerfir bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëst Gesetz mat, an der Hoffnung, dass déi Kritären iwwerschafft ginn, an och an der Hoffnung, dass méi eng équitabel Opdeelung vun de Käschte vum Fonds de compensation gemaach gëtt.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox als leschte Riedner Merci. Elo kritt d'Wuert de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir Dammen an Dir Hären. Erlaabt mer, Här President, dass ech der gesamter Kommissioun en extrae Merci ausdrécken a selbstverständlech och haaptsächlech dem Rapporteur.

Ech muss soen, dat Gesetz hei, wat déposéiert ginn ass am Juni, un deem ass vill geschafft ginn. De Conseil d'État huet en Avis ofginn, deen a senger éischter Lecture op alle Fall Ulass ginn huet zu villen Diskussiounen. An ech mengen, déi Aarbecht, déi elo an der Kommissioun zesumme mat menge Leit gemaach ginn ass, verdéngt op alle Fall vu menger Säit e ganz grousse Merci.

Dir hutt wäitgehendst deen Text kënne verbesseren opgrond vun enger ganzer Rei Ureegungen, déi komm sinn, och aus Äre Reien. An ech mengen, dat Gesetz ass elo esou, dass een - an dat mierkt Der jo och, dass jiddwereen dat elo wëllt stëmmen - awer ka soen, dass mer hei e grousse Schrëtt no vir maachen.

Dat soll u sech d'Panoplie vun deenen Texter, déi mer haut hunn, fir de Betriber entgéintzekommen, komplettéieren. Ech erënneren drun, dass mer jo d'Regionalhëllefen hunn. Ech erënneren drun, dass mer d'Hëllefstellung hu fir alles, wat Recherche, Développement an Innovatioun ass.

An dat, wat gefeelt huet, war am Fong geholl méi e komplett Gesetz an och méi e kloert Gesetz iwwert dat, wat ee vun Hëllefstellunge ka maachen, wann een am Beräich vun Energiespueren an Ëmweltschutz wëllt investéieren. Dat ass dann heimat gemaach.

An ech mengen och, dass mer domadder deen noutwendegen Incentive gi fir de Betriber, wou mer jo de Wonsch haten, dass déi Betriber aner Betriber wären no där Kris, déi mer elo amgaange sinn ze bewältegen, déi méi effizient schaffen, an doduerch och hire Produkter en aneren Niveau de qualité kënne bidden. Well de Konsument, souwuel am B2C wéi am B2B, ass ewell opmierksam dorop iwwert d'Aart a Weis och wéi e Betrib funktionéiert, och wéi e Betrib selwer probéiert, seng Responsabilitéit an deem Domän wouerzehuelen.

Et ass richteg, dass an deem Gesetz eng Rei Kann-Bestëmmungen dra sinn. Déi sinn och noutwendeg. Dat hei Gesetz ass keen anert a senger grousser Ausriichtung wéi déi, déi mer scho par ailleurs hunn. An duerfir solle mer eis an der Philosophie do net elo wäit ewechbewegen.

Dee Ministère, deem ech elo dierf virstoen, deen huet säit Jorzéngten Erfahrung a Subventioune mat Betriber a weess, dass déi Peut-Klausel noutwendeg ass. Dee weess och, dass et noutwendeg ass, dass ee ka speziell Oplage maachen. Och wann dat deen een oder deen anere mag erstaunen, mä dat ass noutwendeg. Do wëll ech soen, ech kéint ëmmer erëm Beispiller zitéieren, wou et ouni dat ewechgeworfent Geld gewiescht wär.

Ech mengen, dat ass och an de Gespréicher jo elo an der Kommissioun wäitgehendst verstane ginn. An ech mengen och, dass de Fait, dass hei de Finanzminister zesumme mam Ekonomiesminister dat do ënnerschreift, bis elo nach net Ulass ginn huet zu gréissere Retarden.

Mir hunn e Guichet unique, dat ass de Wirtschaftsministère. Do gitt Der eran. Et ass do, wou Der higitt, wann Der iergendwéi nei Froen hutt. Et ass do, wou Ären Dossier behandelt gëtt. Et ass do och herno, wou déi Kommissioun siégéiert, wou eng ganz Rei Ministërë sëtzen, déi jo e Gutachten ofginn iwwert dat do an e Gutachten, un dat de Minister sech hält.

An de Finanzminister ass u sech deen, deen herno duerch seng Ënnerschréft bekundet, dass en dat och sënnvoll ënnerstëtzt. Hien ass net un der Ausaarbechtung bedeelegt. Firwat? Ma well et eng technesch Matière ass, déi vum Wirtschaftsministère wouergeholl gëtt. An duerfir kritt et och kee Retard, de Fait, dass mer do zwou Ënnerschréften hunn, well déi benoutwendegen nu wierklech net vill Zäit. Esou dass ech mengen, mer domadder gutt liewe kënnen.

Et ass gefrot ginn: Firwat nach ëmmer déi Méiglechkeet, dass ee bei zwou Ministërë ka goen? Ouni dass ech an den Detail gi vu menger Meenung, mä ech verstoppe jo net, dass ech ëmmer an éiweg der Meenung war, dass déi zwee Ministèren zesummegehéieren. Ech bleiwen där Meenung. D'Regierung huet eppes anescht am Moment an de Koalitiounsverhandlungen duergestallt. An duerfir muss ech mech eben dorunner halen. Mä et ass awer net e Grond, dass ech dat mat grousser Begeeschterung maachen.

Mir hätte ganz vill Diskussioune manner a mär hätten och vill aner Schwieregkeete manner, wa mer dat anescht ugaange wären. Ma bon, mir sinn eng... Et gëtt eng Koalitiounsregierung, an do hält och e Minister sech un dat, wat do décidéiert ginn ass; och wann dat him net an de Krom passt.

(Interruption)

Neen, ech hunn déi zwou Hänn heibaussen.

(Hilarité)

Den Här Eischen huet gefrot, ob mir dann net iergendwou eng Ulafstell hätten, wou d'Betriber déi noutwendeg Rotschléi kréichen, Conseilen an esou weider. Ech muss elo wierklech soen, dass, wann et ëm d'Betriber geet, zumindest och gréisser Betriber, da mengen ech, do gëtt et de Privatsecteur, wou et spezialiséiert Büroe gëtt. An d'Betriber si gebieden, sech dohinner ze wenden.

Ech mengen, si wende sech un eis, wa se net kloer wëssen, wéi et mat de Subventioune gegebenenfalls ass. Mä ech mengen, et ass net um Stat an net un engem Ministère sech wierklech anzemëschen an dat, wat d'Privatbranche am Moment, géif ech behaapten, relativ gutt mécht.

Fir Kleng- a Mëttelbetriber, fir kleng Handwierksbetriber, do gëtt et jo ëmmer d'Méiglechkeet, wann et net e komplizéierte Prozess ass, nach bei der Energieagence, déi och Méiglechkeeten huet, Iech ze beroden, oder da bei „my energy", wat awer dann op engem Niveau ass, deen, mengen ech, fir deen Zweck hei vläicht awer ze vill iwwerflächlech nach ass. Mä awer en éischte Kontakt kënne se roueg do huelen, Informatiounen.

Si kréien der bei der Energieagence, wa se wëllen. Mä, ech mengen, duerno kënne se bei eis kommen, wann nach Onkloerheet ass an der Prozedur, an der Aart a Weis sech unzeleeën. Mä wann et awer dann op de Prozess ukënnt an ëm Technologie, déi ze verwenden ass, da fannen ech, da gëtt et eben d'Büroen, déi spezialiséiert sinn. An déi sinn och besser outilléiert, dann dat ze maachen.

Dir hutt och gefrot, den Niveau vun der Subventioun; an den Här Kox war esou gentil, mir déi Äntwert ewechzehuelen. Ech soe esou gentil, well ech hat se net haut bei mer. An ech si frou, dass Dir déi genannt hutt.

Et gëtt e Grond, firwat dass effektiv dat esou dramatesch erofgaangen ass an op eemol dat lescht Joer iwwerhaapt näischt ausbezuelt ginn ass. Dat huet näischt mat de Betriber ze ginn; et huet och näischt mat der Promotioun bei de Betriber ze dinn. Mä dat Gesetz hat eng ganz staark Onsécherheet. An déi Onsécherheet louch um Niveau vun der Aide d'État. A mir haten...

Jo! Mir hunn iwwer e Joer gewaart bei der Kommissioun, fir iwwerhaapt emol den „Go" ze kréie fir dat, wat mer hei maachen. An do virdrun - wëll ech Iech drun erënneren, Här Kox, Dir wësst dat och -, net nëmmen am Fonds de compensation hate mer dee Problem, wou mer jorelaang verhandelt hunn an net woussten, ob mer net retroaktiv de Leit missten d'Suen zréckfroen.

Ech woen net ze bedenken, wat geschitt wär, wa mer réckwierkend bis an den Ufank 2000 de Leit hätte missen d'Suen zréckfroen, well Elementer dra waren, déi d'Kommissioun net akzeptéiert huet. Dat hu mer elo mëttlerweil behuewen; glécklecherweis soen ech.

Ech muss soen, ech hat Schweesspärelen op der Stir, well ech Angscht hat, et kéint anescht ausgoen. Dat wëll ech Iech soen.

(Interruption)

An ech sinn, an ech muss soen...

Wat mengt Der, Här Gira?

Une voix.- Maacht elo eppes fir déi kleng Leit.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Da kënne mer et elo méi équitabel maachen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech kommen nach op Äert Équitabel zréck. Well heiansdo sot Der gläich, heiansdo équitabel; et weess een net richteg, wat Der mengt.

(Interruption)

Jo, jo. Ech kommen nach dorop zréck.

Mä duerfir ass et och esou, dass mir ee Moment gesot hunn: Mir wëllen am Moment näischt ausbezuelen. Dir dierft net vergiessen, dass och, wa mir - hardi, petit - décidéieren, als Ministère eng Hëllef auszebezuelen, a wann et sech herno erausstellt, dass dat eng Aide d'État ass, déi net erlaabt war, dann ass et net de Ministère, dee geklaakt gëtt, dann ass et net de Ministère, deen zréckbezilt, mä dann ass et de Betrib, deen zréckbezilt.

A mir haten déi Onsécherheet. An duerfir hu mer drop verzicht. Jo, mir hunn drop verzicht, nach weider Saachen auszebezuelen, well mer vun engem gewëssene Moment aus un net méi richteg woussten, wat d'Kommissioun eis géif erlaben a wat se eis net géif erlaben. An duerfir kënnt déi Chute.

Ech hoffen, dass dat elo anescht gëtt. Mir hunn eng relativ gutt Experienz gehat elo beim Gesetz iwwert d'Recherche an d'Innovatioun, wou mer eng gréisser Manifestatioun an der Chambre de Commerce haten - déi war gerammelt voll - an duerno eng Rei Workshopen. Datselwecht wëlle mer heimadder maachen.

Ech mengen, mir mussen och de Betriber dat hei wierklech virstellen, och fir Kloer-

heet ze schaafen. Wat ass den Élement d'aide? Dee läit am Differenzial, wat ech méi maache wéi dat, wat souwisou gefrot ass. An do ginn heiansdo, mengen ech, d'Meenungen an de Käpp vun de Leit schif, well déi mengen, si kréiche 40% op allem, wat se maachen. An dat ass e bësse méi komplizéiert. An duerfir, mengen ech, ass déi Opklärung, déi mer probéiert haten, bei der Recherche an der Innovatioun ze maachen, dann och elo hei noutwendeg.

Den Här Bauler huet gefrot fir verbëllegt Kreditter, wann ech richteg verstanen hat, bei der SNCI an esou weider. Dir däerft net vergiessen, alles, wat d'SNCI mécht, ass och eng Aide d'État, dat heescht, gëtt ugerechent un dat hei. Et kann een also net elo opgrond vun dësem Gesetz beispillsweis eng Subventioun ginn an dann nach en Élément d'aide iwwert d'SNCI ginn. Deen Élément d'aide gëtt derbäigerechent.

Ech hat och sengerzäit proposéiert, dass mer eng zentral Stell géife schafen, déi all déi Froen do géif begutachten a soen: Hei gi mer iwwert dat eraus, wat d'Aide-d'État-Reglementatioun virgesäit, an hei net.

Et ass gemengt ginn, dat géif ze vill e bürokrateschen Opwand ginn. Moi, je veux bien. Mä wann awer dezentral vill Hëllefe kënnen ausbezuelt ginn, dann ass et ni auszeschléissen, dass d'Zomm vun deem Ganzen iwwert den Niveau erausgeet, deen erlaabt ass. An ech warnen do virdrun.

Ech probéieren op alle Fall an eisem Ministère souwäit wéi méiglech en Iwwerbléck ze behalen, wat nach kann ausbezuelt ginn op anere Plazen, fir nozefroen. Mä eng absolut Garantie hunn ech net. Ech hätt léiwer, mir hätten eng zentral Stell, wou déi Saache gemellt géife ginn, déi een ausbezuelt, a wou een einfach d'Zomm dovunner géif maachen, fir sécher ze sinn, dass een net driwwer läit.

Dat kënnt nach vläicht eng Kéier. Ech mengen, dee klengen Niveau vu Bürokratie, dee mer do géifen erabréngen, deen de Betriber net géif schueden, mä dat héchstens e Problem wär ënner Administratiounen, dee wär ze verkraaften, well e géif verhënneren, dass do Problemer kéinten optrieden.

Déi Kritären, déi den Här Kox gesot huet, déi e bësse vag wären: Ech hunn Iech gesot, mir hunn Erfahrung domadder an duerfir hu mer et ugepasst un all déi aner Aiden an Aide-Formen, déi mer hunn, well mer gutt Erfahrungen domadder hunn. A bis elo kann ech mech net erënneren, dass d'Betriber sech grouss beklot hätten iwwert d'Aiden, déi se am Wirtschaftsministère kruten.

Mir lande mat deene Froen net viru Geriicht, mir landen net beim Médiateur, mir landen net an der Press.

(Interruption)

Jo! Dat ass awer e klengt Zeechen, dass dat mat ganz groussem Fangerspëtzegefill gemaach gëtt. Wann Dir elo gäre op eemol Kritäre mat een, zwee, dräi, véier aféiert, wou null Flexibilitéit ass, da wëll ech dat Iech iwwerloossen deen Dag, wou Der d'Responsabilitéit hei hutt. Fir de Moment fueren ech esou weider, wéi och Eenzelner vu menge Virgänger dat gemaach hunn; an dat mat Succès, well soss hätte mer vill méi Problemer an deem dote Beräich krut.

Ech erhoffe mer wierklech en neien Usaz an de Betriber, fir méi wäit ze goe wéi dat, wat just erfuerdert ass per Gesetz a per Reglement iwwert dat hei. Ech hoffen och, dass mer de groussen Zousproch kréien um Niveau vun den Erklärungen, déi mer hinnen elo wëllen zoukomme loossen, dass et net duergeet, dass mer erklären, mä dass se sech och iwwerzeege loossen.

An da bleiwen am Fong geholl just nach Är Iwwerleeungen iwwert de Fonds de compensation, déi a mengen Aen zwar net hei erapassen. Déi net hei erapassen a mengen Aen, well et en anere Sujet ass, awer wierklech e ganz anere Sujet. Ech verstinn, dass Dir vläicht eng Gläichbehandlung vun Industrie/Privatleit an esou hätt.

Mä ech wëll Iech just soen: 2001 ass dat agefouert ginn. Do ass et eng Kategorie A a B ginn. 2005 ënner menger Responsabilitéit ass et eng Kategorie C ginn. Bis dohinner huet d'Industrie net bezuelt. Si ass also do mat erakomm. Mir hunn also viru kuerzem eréischt derfir gesuergt, dass och d'Industrie hir Contributioune mécht.

Ech soen Iech direkt: Ech wëll net méi wäit goe wéi dat, wat am Moment do ass. An aus deem ganz einfache Grond: Wa mir nach gär weider hei Industrie a Produktioun behalen - an do sinn eenzel Betriber, dat sinn der eben, déi hunn eng grouss Noutwendegkeet vun Elektrizitéit -, dann ass et ganz kloer, dass mir och mussen oppassen, dass mer weiderhi kompetitiv bleiwen.

Wann Dir wëllt, dass d'Wierker vun ArcelorMittal, déi funktionéiere mat Elektresch, zougemaach ginn, da musse mer wierklech kucken, dass eng Gläichbehandlung tëschent Konsument, klengem Betrib, an engem Betrib, dee ganz vill konsuméiert, kënnt. Da garantéieren ech Iech, da mécht nach méi wéi ee grousse Betrib hei zou.

Ech soen Iech elo schonn, dass ech net domat d'accord sinn an dass ech dat och net wäert ënnerstëtzen. Ech sinn awer bereet, Här Kox, well dat hei menger Meenung no net an de Kontext passt hei, dass mer eng Diskussioun an der Kommissioun féieren.

M. le Président.- Erlaabt Der, datt den Här Kox Iech eng Fro stellt.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech kann dem Här Kox ni net erlaben, mir eng Fro ze stellen. Dat gëtt et jo net.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ma et huet ganz vill mat dësem Gesetz ze dinn, well iwwert dëst Gesetz industriell Cogénératioune subventionéiert ginn. An de Fonds de compensation, deen zesummegesat gëtt, déi Käschten, déi do entstinn, entstinn zu 80% iwwert d'Cogénératiounen. An dann ass et eng intellektuell Éierlechkeet och eng Kéier iwwert d'Käschtenopdeelung ze schwätzen.

Et ka jo awer net sinn, dass just d'Kategorie A fir de ganze Beräich vun dem Fonds de compensation opkënnt, an och den 80%egen Undeel vun de Cogénératiounen deelt. Ech sinn dermat averstanen, dass mer nach eng Kéier déif gräifend dermat diskutéieren, awer et kann awer net sinn, dass de Klengen och d'Käschte vun de Cogénératiounen dréit, déi deels vun der Industrie gemaach ginn an deels Wäermt doriwwer bezéien.

Dat heescht, dass déi kleng Leit u sech d'Quersubventionéierung vun der Hëtzt vun de Betriber maachen. An duerfir huet dat hei mat deem Gesetz ze dinn, well iwwert dëst Gesetz d'Cogénératioune subventionéiert ginn.

Une voix.- Très bien.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech wär frou gewiescht, wann dat do Är Analys ass - wat meng net ass; mais enfin, déi kann een deelen -, wann Der da gefrot hätt, an der Kommissioun emol doriwwer ze schwätzen. Ech ginn hei konfrontéiert haut… Neen, neen! Ech gi konfrontéiert haut domat. Wann dat dozou gehéiert hätt, sinn ech der Meenung, dass d'Kommissioun hätt sollen driwwer diskutéieren; et sief dann, de Message ass net bis bei mech komm. Mä ech hunn dat net gewosst.

Ech kommen awer gär eng Kéier bei Iech, well d'Affär ass liicht méi komplizéiert wéi Dir et maacht. Ech sinn da gäre bereet, mat Iech driwwer ze diskutéieren, well et ass d'Cogénératioun, déi effektiv de gréissten Deel opfrësst.

Mä ech wëll Iech awer och soen, dass mer - Dir hutt d'Chiffere genannt - elo fir 2010 bei Surcoûten, déi mer kruten…

(Interruption)

Jo! Mir landen elo bei 31 Milliounen. Also Dir erkläert dann awer och dem Consommateur, deen elo ze bezuelen huet, elo dee Surcoût, deen do komm ass, an dass deen op hien ofgewälzt gëtt. Dann erkläert Der him och, wisou de Gros vun de Bénéficiairen awer Gemenge sinn; Gemengen, déi an der Cogénératioun schaffen.

Also, wann Dir d'Propositioun maacht, fir dass ech am Fonds de compensation d'Gemengen, déi jo awer d'öffentlech Hand duerstellen a wou ech awer nu kann dervun ausgoen, dass se dat selwer droen, dass déi net méi brauchen déi Subventionéierung iwwert den Tarif ze kréien, do sinn ech direkt mat Iech d'accord.

Also, wann Der dat proposéiert, sinn ech direkt dermat d'accord. Do hëllefe mer ganz… Ech weess, hei gëtt et vill Leit, déi an de Gemengen aktiv sinn, mä da schwätzt mat deem jonke Mënsch do, deen a Richtung vun där doter...

(Interruption)

Ah jo! Also, wann ee wëllt logesch sinn… Entweder schwätze mer hei vun Industrie oder mir schwätze vu Gemengen. De Gros vun der Cogénératioun gëtt iwwer Gemenge gemaach. Wann Der also e Problem mat der Cogénératioun hutt,…

(Interruption)

…dat fannen ech berechtegt, mä da schwätze mer iwwert den Impakt bei de Gemengen.

Mä Dir gesitt, Här Kox, ech mengen, et ass e bësse méi komplex, wéi weder Dir an ech dat hei elo duergestallt hunn. Duerfir wär ech der Meenung, mir sollen dat do eng Kéier op eng équitabel Aart a Weis - wéi Dir dat nennt - um Niveau vun der Kommissioun maachen. Da kréie mer haut kee Sträit, an da kënne mer haut zesummen dee Projet hei stëmmen.

An ech soen Iech op alle Fall Merci. An ech verspriechen, dass ech dann och laanschtkommen, fir doriwwer ze schwätzen, awer da mat Chiffres à l'appui, déi ech haut leider net bei mer hunn.

M. le Président.- Sou! Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen... Den Här Kox kritt dann nach eng Kéier d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Bon, ech kéint elo och nach vill iwwert déi eenzel Zuele schwätzen, mä ech ginn… Et huet... Neen, ech huelen déi Propos un, fir an der Kommissioun, wann dat geet, Här President, an da stellen ech dat zum Vote oder wéi och ëmmer, dass een d'Motioun an d'Kommissioun verweist an dass mer do eng Kéier do driwwer diskutéieren, an da Chiffres à l'appui.

Ech mengen, do gëtt et ganz kontrovers Vuen iwwert d'Opdeelung vun deene Käschten. Et sinn net eleng d'Gemengen, déi Käschten hunn. Awer d'Industrie huet och e ganz groussen Undeel un deene Käschten. An dat wär emol schéin ze gesinn, an da kéint een nach eng Kéier iwwert déi Käschtenopdeelung schwätzen.

M. le Président.- Sou! Ech hu verstan, Här Kox. Dir proposéiert Är Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. Ech géif elo emol virschloen, datt mer fir d'éischt iwwert de Projet ofstëmmen, an da komme mer zu der Motioun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Ech géif dann elo soen, datt d'Ofstëmmen ufänkt. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Mergen), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Da kéime mer zu der Motioun vum Här Kox, deen hei proposéiert, seng Motioun an déi zoustänneg Kommissioun ze renvoyéieren.

Kritt dat den Accord hei vum Plenum?

(Assentiment)

Dat schéngt esou de Fall ze sinn. Da wär dat och domadden décidéiert.

Als leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut hu mer d'Interpellatioun vun der Madame Brasseur iwwert de Chantier vum Musée de la Forteresse an de Projet de loi 6071 och iwwert de Musée de la Forteresse. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Haupert, den Här Angel, den Här Adam an den Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo d'Interpellantin, d'Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de Mme Anne Brasseur au sujet du chantier du Musée de la Forteresse

et

6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement

- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et

- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg

Exposé

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, a manner wéi engem Mount feiere mer den 13. Gebuertsdag. Den 13. Gebuertsdag vum Vote, dee mer hei geholl hunn iwwert de Musée op den Dräi Eechelen, iwwert de Festungsmusée. E Gesetz, wat 16,5 Milliounen Euro virgesinn huet.

Beim 13. Gebuertsdag huet awer de Musée seng Dieren nach net op, an de Gesamtkäschtepunkt beleeft sech elo op 41.380.693 Euro. Dat ass eng Progressioun vun 150%! 150% kascht et also méi, wéi mer virun 13 Joer hei zesummen décidéiert hunn.

(Interruption)

Dobäi kommen awer nach 200.000 Euro eleng un Entretiens- a Reparaturaarbechten, déi elo schonn hei ugefall sinn. Da komme Frais de fonctionnement derbäi. Déi hu sech tëschent 2000 bis 2006 op 391.000 Euro belaf, an d'Personalfraisen, déi vun 2007 un 350.000 Euro pro Joer bedroen hunn. Well et schafft scho Personal do an engem Musée, deen nach ëmmer zou ass; mä e Gebai, wat awer scho viru siwe Joer fäerdeg gestallt ginn ass. D'Gebai en tant que tel ass also prett.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Ob déi enorm héich Zommen, vun deenen ech geschwat hunn, awer elo duerginn, dat ass meng Fro un d'Madame Minister, well se jo deemools als Statssekretär den 8. August 2007 geschriwwen - an ech zitéieren -: „qu'il n'est pas exclu que les décomptes financiers me soumis à ce jour ne soient exhaustifs, voire exacts". Do kann een nëmme soen: Wat eng Mëscht! Et wor effektiv eng enorm Mëscht, déi 2007 do virlouch, well d'Madame Statssekretär selwer net wosst, ob déi Konten dann elo richteg wären an ob se exhaustiv wären.

(Interruption)

Ech hoffen, dass d'Madame Kulturminister ons haut ka soen, ob et dann elo duergeet mat de Finanzen, dat heescht, ob déi, a Frangen ausgedréckt, Zomm vun 1,7 Milliarde Frangen dann elo endlech duergeet, fir dass mer elo op en Enn kommen an ob et keng Surprisë méi gëtt.

Gläich ugangs wëll ech awer betounen, dass mer kengem e Reproche maachen, dass bei der Restauratioun vun ale Gebaier Surprisë kommen. Well et weess een, wann een esou eppes restauréiere geet, dass een ëmmer nach ka Saachen entdecken, vun deenen een am Viraus net Bescheed wosst. Et ass och aus deem Grond, dass d'DP-Fraktioun déi Rallonge vu 14,03 Milliounen Euro gestëmmt huet am Joer 2003.

Här President, wann ech am August eng Interpellatioun ugemellt hunn, fir iwwert de Musée op den Dräi Eechelen ze schwätzen, da wennt sech déi Interpellatioun net nëmmen un déi jëtzeg Regierung an net nëmmen un dee jëtzege Kulturminister, well et sinn eng ganz Rei vu successive Regierungen a Ministeren, déi hei d'Responsabilitéit droen. Dat geet op déi 80er Joren zréck; an ech denken do u Kulturministere wéi den Här Krieps, den Här Steichen, den Här Santer, d'Madame Jacobs, d'Madame Hennicot, dann den Här Biltgen, d'Madame Modert als Statssekretär an elo als Minister, an de Bauteminister, den Här Goebbels.

(Interruptions)

Mme le Président.- D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.-* Här President, a mengen Aen ass de Feeler geschitt… A mengen Aen, Madame President, ass de Feeler geschitt, wéi d'Regierung deemools décidéiert huet, e Musée fir modern Konscht op d'Dräi Eechelen ze setzen. Dee Choix sollt dozou déngen, de Kierchbierg ze beliewen, well de Kierchbierg wierklech keng attraktiv Plaz wor.

Et ass awer net gelongen, well de Mudam ass alles aneschtes wéi e Publikumsmagnéit bis elo.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.-* D'DP hat virgeschloen, fir de Musée fir zäitgenëssesch Konscht op de Plateau…

(Brouhaha)

Madame President, d'DP hat virgeschloen, fir de Musée fir zäitgenëssesch Konscht op de Plateau vum Saint-Esprit ze bauen. Dat hätt évitéiert, dass mer elo op där Plaz e gräisslecht, e grujelecht Gebai, eng grujelech Cité judiciaire hunn an engem Stil simili-historico-Kitsch.

(Interruptions diverses et hilarité)

Et hätt kënne verhënnert ginn, dass Kompromësser hu misse gemaach ginn, déi weder gutt fir de Mudam nach fir de Musée de la Forteresse woren.

Mir hunn elo um Kierchbierg zwee Muséeën. An deem engen ass net vill an an deem aneren ass guer näischt dran.

Une voix.- Ooohhh!

(Hilarité et interruptions)

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.-* An de Kierchbierg ass och doduerch net méi animéiert ginn.

Fir all déi Dérapagë beim Projet vum Festungsmusée gëtt et a mengen Ae véier Haaptgrënn:

Éischtens, et louch kee kloert Konzept vir, wat de Musée de la Forteresse sollt duerstellen, wat seng Missioune sollte sinn, an de Konzept ass en cours de route och nach e puermol geännert ginn.

Zweetens, de Ministère respektiv de Service des Sites et Monuments woren net outilléiert, fir esou e Projet unzegoen an duerchzeféieren.

Drëttens, d'Procédurë sinn net agehale ginn, an et hunn och zum Deel keng Procédurë bestanen.

Véiertens, et wor e groussen Duerjernee bei der Gestioun vum Projet.

Une voix.- Dat stëmmt.

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.-* 1997 huet den deemolegen Direkter vum Musée national d'histoire et d'art schonn un de Kulturminister geschriwwen, et soll een dach de Musée op den Dräi Eechelen, de Musée de la Forteresse, dem Musée vun dem Fëschmaart als Annex ënnerstellen, an ech zitéieren: «Aussi nous semble-t-il indiqué de faire du Musée de la Forteresse une annexe du Musée national d'histoire et d'art.» Dat wor de 16. Januar 1997.

Et huet bis 2009 gedauert, bis d'Regierung da schlussendlech décidéiert huet, dass dee Musée op den Dräi Eechelen elo vum Musée vum Fëschmaart soll géréiert ginn, dat heescht zwielef Joer duerno! Et ass zwielef Joer also un engem falsche Choix festgehale ginn, e falsche Choix, deen de Steierzueler enorm vill Geld kascht huet!

«Exécution hasardeuse du projet initial», «dérapages financiers», «défaillance des instances de contrôle», «insuffisance de la tutelle du ministre», «…jugent totalement abstrus le fait qu'un musée soit construit en l'absence d'un concept (…) précis», «incurie administrative», «dilapidation des deniers publics», «dépassement phénoménal», «devis trop sommaires et irréalistes», «calamiteux», «ténébreux chantier», «gestion erratique», «fouillis», «bourbier», «lamentable dossier», «scandale», «triste histoire», «chaos», «bateau ivre», dat sinn e puer Zitatiounen aus Rapporten, Avisen an Zeitungsartikelen!

(Brouhaha)

Dëst trëfft leider alles zou!

Erlaabt mer, Madame President, e puer Bemierkungen iwwert de Mudam ze maachen, wou et jo beim Bau zu kengen Dépassementer komm ass.

Wéi ech a menger Introduktioun gesot hunn, ass dee bis elo kee Publikumsmagnéit, well et feelt och do un engem gréffege Konzept. D'Philharmonie, déi brëngt et fäerdeg, e grousse Public ze begeeschteren a Leit och aus der Groussregioun unzezéien, déi regelméisseg an d'Concertë kommen. Dat ass dorop zréckzeféieren, dass eng dynamesch a kompetent Direktioun en exzellent Konzept entwéckelt huet, dass eng qualitativ ganz héichwäerteg Programmatioun besteet an dass och de Marketing stëmmt. Ech hoffen, dass deem neien Direkter vum Mudam dat och geléngt.

Et ass net un der Politik, fir sech an den Inhalt vun der Kultur ze mëschen. Mir mussen awer derfir suergen, dass déi Infrastrukturen, déi mat enorm villen öffentleche Gelder geschaf ginn, och hir Friichten droen, an et misst een et dach fäerdeg brëngen, Madame Minister, dass eng Ausstellung pro Joer am Mudam organiséiert gëtt, déi wierklech ganz vill Leit unzitt.

Dofir froen ech och, dass d'Madame Kulturminister soll an déi zoustänneg Kommissioun kommen, fir ons Opschloss ze ginn iwwert d'Entwécklung vum Mudam. An ech iwwerreechen Iech och, Madame President, an deem Sënn e Bréif, fir d'Madame Kulturminister an d'Kulturkommissioun ze invitéieren.

(Mme Anne Brasseur dépose une lettre sur le bureau de la présidence.)

Mme le Président.- Merci.

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.-* Mir musse verhënneren, dass e prachtvollt Gebai - an de Pei-Musée ass e schéint Gebai, wat leider verstoppt doläit a wat een net gesäit; dofir nach eng Kéier, de Choix vum Site wor a mengen Aen e falsche Choix -, dass dee Musée ëmmer manner besicht gëtt, an dass do nach just vun Zäit zu Zäit Manifestatiounen dran organiséiert ginn, wou Troterbattien d'musikalesch Begleedung maachen.

(Interruptions diverses)

Et ass a mengen Ae wichteg, an ech hat dat och an der Kommissioun schonn opgeworf, dass eng Verbindung tëschent dem Mudam an dem Festungsmusée hiergestallt gëtt. Dat hat sengerzäit zu enger enormer Kontrovers gefouert, wéi sollt eng Passerelle gebaut ginn tëschent deenen zwee Gebaier, an d'Unesco huet och nach hire Veto dobäi ageluecht.

Et ass deemools och gefaart gi vun deenen, déi fir de Festungsmusée woren, de Musée d'art moderne géif d'Dräi Eechele mat accaparéieren an da wär keng Plaz méi fir de Festungsmusée. Duerch eng Verbindung awer vun deenen zwee kéint ee Synergien hierstellen, an dat géif der Gestioun vun deenen zwee Gebaier mat Sécherheet guttdinn an et géif eng nei Dynamik erabréngen.

Ech hu beispillsweis héieren, dass d'Cafeteria vum Mudam en enormen Defizit mécht. An et kéint een esou Synergië maachen, net nëmmen, wat d'Cafeteria ubelaangt, mä och den Accueil, wat d'Keesen ubelaangt, wat d'Vestiairen ubelaangt, well dat ass jo, esou wéi et virgesinn ass, am Musée de la Forteresse op enger denkbar ongënschteger Plaz.

De 17. Mee 2002 huet d'Stad Lëtzebuerg eng Baugenehmegung erdeelt, fir eng Verbindung hierzestellen tëschent dem Mudam engersäits an dem Musée Dräi Eechelen op där anerer Säit, «autorisation pour la construction d'une liaison vitrée entre le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean et le Musée de la Forteresse sis rue du Fort Thüngen à Luxembourg». Déi Baugenehmegung ass awer elo ofgelaf, well näischt do geschitt ass.

Dofir froen ech d'Madame Kulturminister, firwat déi Verbindung net realiséiert ginn ass. Ech si mer bewosst, dass esou eng Verbindung nach zousätzlech Käschte wäert mat sech bréngen, mengen awer, dass déi opgrond vun enger besserer Gestioun vun deenen zwee Muséeë sech op d'Dauer géif bezuelt maachen, souwuel finanziell wéi och kulturell.

Mä zréck zum Musée de la Forteresse. Ech hat véier Haaptgrënn ugeféiert, déi zu deem Desaster gefouert hunn:

Éischtens, kee kloert Konzept vun Ufank un. De Rapporteur vum Projet de loi, fir déi drëtt Rallonge financière elo ze stëmmen, den honorabelen Här Oberweis, dee seet a sengem exzellente Rapport, an ech wëll him och félicitéiere fir déi gutt Aarbecht, déi en do gemaach huet, hie seet awer, et hätt e Konzept bestan. Ech bezweifelen dat an ech sinn net eleng do!

Et hu successiv Groupes de travail, groupes de recherche scientifique, équipes de recherche scientifique, comité d'accompagnement, comité de coordination scientifique, e Grupp, en drëtte Grupp vun Historiker, de Centre de documentation sur la Forteresse de Luxembourg an extern Experten, wéi en Architecte d'intérieur scénographe, e Programmateur muséologique, en Expert historien indépendant, e Lëtzebuerger Historiker, geschafft, ouni dass et zu engem Ofschloss komm ass.

De Büro, dee mat der Programmation muséologique beoptraagt ginn ass, sollt vun engem Groupe de travail begleet ginn. Deen ass awer just, mengen Informatiounen no, nëmmen zweemol zesummekomm an duerno ass e vun engem Groupe ad hoc ersat ginn. Mir ass et einfach net verständlech, wéi en Expert jorelaang ka schaffen, ouni dass, wann et sech erausstellt, dass seng Aarbecht net an déi gewënschte Richtung geet, fréizäiteg gestoppt gëtt.

Den éischte Rapport vun deem Expert wor 1998, an eréischt 2005 si seng Aarbechte gestoppt ginn, obwuel en cours de route ëmmer erëm gesot ginn ass, mä deen développéiert ze vill e militäresch Konzept. Net nëmmen, dass en e Konzept entwéckelt huet, wat dem Responsable vum Projet net gefall huet, mä en huet ganz vill Honorairë kritt. Dem Bericht vun der Cour des Comptes no sinn dat 804.000 Euro oder 32,4 Millioune Frang, déi hei regelrecht an de Sand gesat gi sinn!

Duerno ass ëmmer gesot ginn, d'Retardë vun der Ouverture wären drop zréckzeféieren, dass dat Konzept vun deem Expert an déi falsch Richtung gaange wär, an et missten elo nach aner Aspekter berücksichtegt ginn, an dat Ganzt misst an de Kontext vun der Evolutioun vu Lëtzebuerg gestallt ginn. Dat ass awer elo scho fënnef Joer hier! Dat heescht, dat wor 2005! Dofir froen ech mech: Wat ass dann an Zwëschenzäit geschitt, wat d'Programmation muséologique ubelaangt, a wéini ginn déi Aarbechten dann ofgeschloss?

All dëst ass a mengen Aen e klore Bewäis dofir, dass et kee Konzept gouf, ëmsou méi eréischt am November 2005, also aacht Joer nom éischte Vote, e Rapport virlouch iwwert d'Progammation du Musée vun der Uni Lëtzebuerg. An do sollte Saache preziséiert ginn.

Madame President, ech weess awer haut nach ëmmer net, wat dann elo soll schlussendlech an dee Musée kommen. Dofir ons Fuerderung: Ier e Projet ausgeschafft gëtt, muss e kloert Konzept, e klore Programm virleien.

Zweetens: De Ministère de la Culture an d'Servicë vu Sites et Monuments woren net outilléiert, fir esou e Projet unzegoen, auszeschaffen, ze begleeden, ze exekutéieren an op en Enn ze bréngen.

De Rapport vun der Cour des Comptes iwwert de Musée de la Forteresse vum 16. Oktober 2007 weist op eng ganz Rei Mängel an Inkongruenzen an der Gestioun vum Projet hin. E puer Beispiller gräifen ech aus deem Rapport eraus.

D'Adaptatioun vum Budget beispillsweis un den Index, do huet de Service sech net un d'Lettre circulaire vum 14. August 2002 vum Statsministère gehalen. De Kulturministère wosst emol net, dass et esou eng Lettre circulaire géif ginn!

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.-* An all déi aner Ministèren och net, well si ass nëmme just un deen zoustännege Finanzminister geschéckt ginn.

(Interruption)

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.-* Also, et gëtt ëmmer Explikatiounen. Mä dofir hunn ech jo och gesot, et wär net nëmmen dee jëtzege Kulturminister, mä all déi, déi Responsabilitéit hei treffen.

Wann d'Décisioun geholl gëtt, wéi en Index soll gerechent ginn, da misst dat sech jo awer op all Ministërë bezéien. D'Donnéeën, déi un d'Cour des Comptes geliwwert gi si fir déi ofschléissend Décompten, hunn der Klassifikatioun net entsprach, déi am Gesetz vum 30. Juni 2003 iwwert d'Marchés publics virgesinn ass. D'Inspection des Finances huet net déi Relevéën iwwert d'Engagementer an d'Liquidatioun vun den Dépensë kritt, wéi dat am Gesetz iwwert d'Statskontabilitéit virgesinn ass.

(Interruption)

Dëse Projet sollt, nieft all deenen aneren Attributiounen, déi d'Beamten hunn, vun deeneselwechten duerchgefouert ginn. Dat kann net klappen, an hei hu mer de Bewäis dofir. Dofir muss an Zukunft, éier e Projet entaméiert gëtt, och séchergestallt ginn, dass déi, déi de Projet exekutéieren, dofir outilléiert sinn, souwuel wat d'Ressources humaines wéi wat d'Kompetenzen ubelaangt.

(Interruption)

A menger Motioun, déi ech duerno am Numm vun der DP-Fraktioun déposéieren, fuerdere mer, dass an Zukunft all Bauprojet vum Département des Travaux publics duerchgefouert muss ginn, an dass, wat de Contenu ubelaangt, den zoustännege Ministère esou organiséiert muss ginn, dass si all hire Missioune kënne gerecht ginn.

Drëtte Punkt: D'Procédurë sinn net agehale ginn oder hunn zum Deel net bestanen. Mir stoungen d'Hoer zu Bierg, wéi ech de Rapport vun der Cour des Comptes an de Rapport dozou vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire gelies hunn. Deemools wor den Här Norbert Haupert Rapporteur, a President vun der Kommissioun wor d'Madame Flesch. D'Commission d'accompagnement, déi duerch d'Gesetz vum 25. Juni 2004 a vum Règlement grand-ducal vum 5. November 2006 virgesi wor, ass eréischt duerch en Arrêté ministériel vum 18. Dezember 2006 genannt ginn, dat heescht zweeanenhalleft Joer méi spéit.

De Comité de coordination scientifique ass och mat engem Retard vun 20 Méint genannt ginn. D'Commission d'accompagment krut méi Attributioune wéi dat, wat am Gesetz virgesi wor. An d'Cour des Comptes bemängelt eng Vermëschung vun der Surveillance an der Gestioun vum Projet. D'Kontrollinstanze vum Stat, fir d'Finanzen ze iwwerpréiwen, hunn och net mat Zäit reagéiert.

Véiertens: e groussen Duerjernee bei der Gestioun. Aus deene puer Beispiller vu virdru geet ervir, dass en enormen Duerjernee bei der Gestioun vum Projet bestanen

huet. D'Gebai ass och eng 40 Mol verlount ginn, ouni dass e regelrechte Kontrakt an alle Fäll bestanen huet, fir eng Gesamtrecette vun 3.800 Euro. Ech hu mer soe gelooss, dass bei deene Locatiounen enorm Schied awer um Gebai entstan sinn, zum Beispill en enorme Waasserschued, sou dass d'Fraisë vill méi héich woren. D'Madame Statssekretär huet jo och dunn déi Locatiounen duerno gestoppt.

De Contrôle vun den Aarbechten ass och net seriö gemaach ginn. Wéi wär et soss ze erklären, dass d'Klimatisatioun ganz nei muss gemaach ginn, dass elo enorm Fiichtegkeet am Gebai ass? Mir konnten ons bei der leschter Visite iwwerzeegen; ënnen am Gank beispillsweis, do gesäit ee schonn, dass de Gréngespoun wiisst. Et ass also eng Aart Biotop entstan.

(Brouhaha)

Ech hoffen, dass een net duerno de Reproche gemaach kritt, et géif een do, wann een dat vernicht, wichteg Champignone vernichten!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Um séchere Wee an d'Haus.

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Et koum och schonn zu Degradatioune vun deem, wat restauréiert ginn ass. Sou gesäit ee beispillsweis vu baussen op enger Plaz, dass d'Mauere schonn ufänke schwaarz ze ginn. Um Daach wor e Problem...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Brouhaha général)

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Dat wëllt eppes heeschen!

(Brouhaha général)

Une voix.- Dat ass Absicht!

Plusieurs voix.- Eeehhh!

Une voix.- Dat ass Absicht!

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Wann et net esou deier wär, wär dat jo och net esou schlëmm.

(Interruptions diverses)

Mä um Daach si Problemer, an zum Beispill de Buedem an der Entrée an op der Terrass ass vill ze vill rutscheg, an déi hu schonn entre-temps missen ersat ginn.

Et sollten och deemools al Steng vun enger Mauer erhale ginn. Do ass gesot gi beim Pei-Musée, do däerf op kee Fall dru gefréckelt ginn un där aler Mauer. Et huet sech duerno, nodeem mat enorm Schwieregkeeten en anert Mauerwierk niewendru gebaut ginn ass, erausgestallt, dass d'Steng faul woren, a si hunn awer missen zu 80% ersat ginn. Och dat huet zu supplémentairë Fraisë gefouert.

Et huet een also missen elo scho Kredittер stëmmen, fir déi Fléckaarbechten ze maachen, déi néideg woren, fir dass dat Gebai iwwerhaapt géif fonctionnéieren.

Nodeem de Bau gestoppt ginn ass, krut ech gesot, et wor vergiess ginn, d'Locatioun vum Kran ze annulléieren. Dat heescht, dass do d'Fraisen och nach virugelaf sinn, an et weess een, wat do d'Frais de location sinn. Ech krut och gesot, dass d'Facturen a Schongkëschte klasséiert gi sinn.

Une voix.- Seriö?

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Et ass jo awer kee Wonner, wann ee Facturen a Schongkëschte klasséiert, dass een duerno näischt méi erëmfënnt.

Dat sinn nëmmen e puer Beispiller.

Une voix.- Et ass ganz anescht!

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Et sinn doraus awer eng ganz Rei Konsequenze gezu ginn, an dofir, fir all deem opzehëllefen, huet d'Madame Statssekretär vun der Kultur eng Rei Moossnamen ergraff. Zum Beispill, dass de Ministère des Travaux publics gefrot ginn ass, fir komplex Projeten ze iwwerhuelen. D'Personal gouf och renforcéiert, an et goufe spezifesch Formatioune vum Personal virgeholl, notamment wat d'Kontabilitéit ubelaangt.

Ech froe mech awer, firwat dat net schonn 1997 geschitt ass.

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Op déi Fro kann natierlech d'Madame Statssekretär mir keng Äntwert ginn, well se déi Zäit net responsabel wor. Et ass dunn och op Wonsch vun der Madame Statssekretär e Réviseur externe chargéiert ginn, fir aus dem Gewulls erauszekommen.

Fir de Projet ze realiséieren, gouf et net manner wéi sechs Gestionnairen. Den Direkter vum Service des Sites et Monuments, deen den Urheber vum ganze Projet wor an dee sech ni wollt an d'Kaarte kucke loossen, huet senger Nofolgerin en onméiglechen Dossier hannerlooss.

Et soll een och elo net senger Successeur déresponsable all d'Verantwortung an d'Schong schiben, well dat ass menger Meenung no net richteg. Et ass ongerecht an et ass inakzeptabel, dass dat gemaach gëtt. Déi ass och du forcéiert ginn, an d'Retraite ze goen, mä déi hat nëmmen e schlechten Dossier geierft, an et kann een déi elo net nodréiglech responsabel maachen. Ech fannen dat wierklech inakzeptabel, an ech wollt dat hei op der Chamberstribün soen.

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Duerno koum erëm en neien Direkter, an du sollt e Conservateur, deen du Chargé de direction vum Centre de documentation de la Forteresse genannt ginn ass, d'Heft an d'Hand huelen. Dëse Spezialist vun der Kierchekonscht...

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- ...huet och net réusséiert, esou dass 2009 den Direkter vum Musée national mat der Gestioun beoptraagt ginn ass. Also zwielef Joer nodeem säi Virgänger gefrot hat, dass de Musée sech sollt dorëm këmmeren. Dee krut dann och e Conservateur zur Säit gestallt, deen dann elo mat der Direktioun vun der Gestioun betraut ass. Dat heescht, dat ass dee sechste Responsabel.

Wat mech awer beonrouegt, Madame Minister, dat ass, wann ech d'Press liesen an ech liesen, dass dee jëtzegen Direkter vum Musée national d'histoire et d'art seet, et misst een awer elo nach iwwer Verschiddenes nodenken. Haut hunn ech nach en Artikel am „Lëtzebuerger Wort" gelies, wou drasteet, et misst elo Pièce par pièce gekuckt ginn, wat da soll an deem Musée ausgestallt ginn. Ech soe mer: Wat ass dann an Zwëschenzäit effektiv geschitt?

Den Direkter seet och, dass de Musée national d'histoire et d'art awer elo d'Kaarten nach net all an der Hand hätt, well de Service des Sites et Monuments huet jo nach ëmmer Kompetenzen, an ech hoffen, dass et do net awer erëm zu Kompetenzgerangel kënnt, wéi mer dat bis elo haten, an dass et doduerch net virugeet.

Haut solle mer elo iwwer eng Rallonge vun 8,7 Milliounen Euro stëmmen. „Nach e Kredit fir en deiere Musée" stoung den Dënschdeg als Iwwerschréft an engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort". Dir verstitt, dass d'DP-Fraktioun dee Projet op kee Fall ka stëmmen.

Une voix.- Abee Merci!

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Sozialiste maache Remarquen.

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Här President,...

Une voix.- Dir maacht jo och Remarquen.

(Interruptions diverses)

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- ...zum Ofschloss...

Une voix.- Si friessen aus der Hand.

Mme le Président.- Léif Kolleegen, d'Madame Brasseur huet ganz eleng d'Wuert.

(Interruptions)

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Madame President, zum Ofschloss wëll ech eng Motioun déposéieren, an där mer froen, dass an Zukunft d'Projeten anescht ugepaakt ginn. Do kënnt nach eng ganz grouss Aarbecht op d'Chamber zou, a besonnesch op d'Budgetskontrollkommissioun.

Am Kader vum Rapport iwwert den elektronesche Billjee am öffentlechen Transport huet d'Cour des Comptes jo eng ganz Rei Virschléi gemaach. An déi mussen zesumme mat der Regierung analyséiert ginn, fir dass mer an Zukunft ons esou organiséieren, dass et net méi zu esou Ausrutscher ka kommen. Well esou Ausrutscher kënne mer ons einfach net leeschten. A beim Musée vun den Dräi Eechele geet et ëm 42 Milliounen Euro oder ëm 1,7 Milliarde Frang. Et geet ëm eng Dauer vun 13 Joer an et geet ëm e Projet, wou d'Gebai fäerdeg ass, mä wou mer nach ëmmer net wëssen, wat drakënnt, geschweigs da wëssen, wéini et opgeet.

Duerfir, zum Schluss hunn ech eng Rei Froen:

Éischtens: Kann d'Madame Modert garantéieren, dass et elo mat deene Kredittер vun 41,3 Milliounen duergeet?

Zweetens: Ass d'Konzept elo definitiv, a wéi ass den Timing, fir et ëmzesetzen, a wat kënnt da schliesslech an dee Musée?

Drëttens: Wéini mécht de Festungsmusée seng Diere fir de Public op?

Véiertens: Op wivill ginn déi alljährlech Frais de fonctionnement geschat?

Fënneftens: Ass d'Madame Minister der Meenung, dass sollte Synergien hiergestallt gi mam Mudam?

Sechstens: Ass d'Madame Minister der Meenung, dass nodréiglech eng Verbindung tëschent deenen zwee Muséeën op den Dräi Eechele sollt hiergestallt ginn?

Siwentens: Firwat huet et 13 Joer gedauert, bis d'Gestioun vum Musée de la Forteresse dem Musée d'histoire et d'art ënnerstallt ginn ass?

An aachtens: Ass d'Regierung d'accord, fir dass an Zukunft all Bauprojet dem Bauteministère ënnerstallt gëtt?

Madame President, de Vauban huet eppes méi wéi dräi Joer gebraucht, fir ons Festung auszebauen a fir se ze renforcéieren. De 27. August 1684 huet en dem Louis XIV e Projet virgestallt. A 1687, also dräi Joer drop, huet de Louis XIV d'Resultat inspizéiert. Mir sinn elo méi wéi 13 Joer amgaang, aus engem Stéck vum Festungswierk e Musée ze maachen, an nach si mer net fäerdeg!

Et gëtt ee groussen Ënnerscheed tëschent dem Vauban an haut: De Vauban hat e kloert Konzept an de Vauban wor e Genie.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!!!

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Ech iwwerreechen Iech och nach hei d'Motioun, déi just meng Ënnerschréft dréit. Ech wier frou, wann aner Fraktiounen déi kéinten ënnerstëtzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 17 février 1997 relative à l'installation d'un Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen;

- considérant la loi du 25 avril 2003 relative à la restauration et à la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg;

- considérant que le Musée de la Forteresse, près de 14 ans après le dépôt du projet de loi y relatif, n'a à ce jour toujours pas ouvert ses portes;

- constatant que le volet construction du projet avait été financièrement sous-estimé du fait de devis estimatifs trop sommaires et peu réalistes;

- constatant que le maître d'ouvrage, à savoir le Service des Sites et Monuments nationaux, a décidé pendant la réalisation des travaux d'apporter des modifications successives au programme de construction;

- considérant que ces modifications ont eu un impact important sur le budget;

- considérant que la planification et l'exécution hasardeuses du projet initial ont eu pour conséquence le vote d'une deuxième loi d'autorisation financière;

- considérant qu'une troisième rallonge budgétaire s'avère nécessaire pour la finalisation du projet en question;

- estimant qu'il faut éviter à l'avenir, dans la mesure du possible, que des projets de construction, de rénovation ou de mise en valeur s'éternisent de la sorte et connaissent une telle explosion de coûts;

- estimant que le Département des Travaux publics est le mieux outillé pour s'occuper de ces tâches de planification;

- estimant qu'il faut à l'avenir séparer dans tout projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur le volet ayant trait à l'aménagement du contenant de celui ayant trait à l'organisation du contenu;

- considérant la motion déposée au nom de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission des Finances et du Budget lors de la discussion du projet de loi N°6011A portant modification de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la Comptabilité et la Trésorerie, adoptée lors de la séance plénière du 13 mai 2009, motion invitant le Gouvernement à veiller à ce que les versions révisées des procédures à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure mises au point en accord avec le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Transports soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10.000.000 euros;

invite le Gouvernement à

- confier à l'avenir au Département des Travaux publics le volet planification de tout projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur, en étroite collaboration avec le ou les autres départements ministériels concernés;

- s'assurer que tout projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur fasse l'objet de devis et de planifications réalistes;

- prévoir pour chaque projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur un programme précis préalablement établi, programme qui devrait servir de base lors de la phase d'exécution du projet;

- veiller que ce programme préalablement établi ne soit pas changé en permanence;

- veiller que les administrations chargées du suivi d'un projet de construction, de rénovation ou de mise en valeur soient dotées des structures appropriées afin qu'elles puissent suivre de près l'évolution du chantier en question.

(s.) Anne Brasseur.

(La Motion 1 de Mme Anne Brasseur n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, Fernand Etgen, Fernand Kartheiser et Mme Lydie Polfer.)

Mme le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur vum Projet de loi, den Här Oberweis. Här Oberweis, wann ech gelift.

Rapport de la Commission de la Culture

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Jo, Merci. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, Madame Minister, bei deene villen Ausféierunge fält et mir dann elo e bësse schwéier, Iech erëm eng Kéier op den Tapis erofzezéien a ganz einfach e Projet de loi virzestellen, wou et ëm den drëtte Volet am Zesummenhang mat der Valorisatioun vun dem Site Dräi Eechelen op dem Kierchbierg geet.

Mat dem Gesetzesprojet selwer sollen, éischtens, d'Aarbechte fir de Musée de la Forteresse de Luxembourg an dem Réduit vun dem Fort Thüngen an, zweetens, verschidden Deeler vun der Forteresse fir de Circuit Vauban fäerdeg gestallt ginn.

Däerf ech dorop hiweisen direkt, dass de Musée de la Forteresse de Luxembourg op den Numm „Musée Dräi Eechelen" ëmgenannt ginn ass?

E puer Faitë ronderëm de Gesetzesprojet, deen den 28. September d'lescht Joer an der Chamber vun der Madame Minister fir d'Kultur eragereecht gouf.

Niewent dem Exposé des motifs louch och eng Fiche financière derbäi. De Statsrot huet säin Avis den 22. September ofginn.

An der Réunioun vun der Kulturkommissioun vum 19. Oktober sinn ech zum Rapporteur genannt ginn. Fir eis e gutt Bild vun den ugedeiten Aarbechten ze maachen, ass eng Visite vun dem Site Dräi Eechele vun der Kommissioun den 10. November duerchgefouert ginn. An de Rapport, dee gouf an der Réunioun vum 25. November d'lescht Joer majoritär ugeholl.

Kuckt een awer elo an d'Geschicht vun der Festung Lëtzebuerg zréck, esou reie sech déi eenzel Krichshandlungen ëm dës Forteresse an déi honnerte wéi Pärelen an enger Ketten zesummen. Si huet net fir näischt den Numm kritt „Gibraltar vum Norden". Am Joer 1684 huet d'Festung der Belagerung vun den Truppen ënnert dem Louis XIV net standhale kënnen a si ass besat ginn.

De Festungsbauer Sébastien Le Prestre de Vauban ass am Joer 1688 domat beoptraagt ginn, de Site Grünewald mat staarke Festungsbauten ze équipéieren, well se festgestallt haten, vum Oste kéint de Feind ganz séier an d'Stad kommen. De Fort Niedergrünewald an de Fort Obergrünewald wéi d'Redoute virun dem leschtgenannte Fort si gebaut ginn. Bedéngt duerch de Krich mat Spuenien ass et zum Vertrag vu Ryswick komm an domat sinn eist Land a seng Festung a spuenesch Hänn komm.

Déi spuenesch Herrschaft huet awer nëmme bis 1714 gedauert an du sinn d'Éisträicher komm. Zum Bau vun dem Fort Thüngen koum et dunn an de Jore 1732 a 1733. Den Oberstfeldwachtmeister Adam Sigismund von Thüngen, loosse mer deen emol zitéieren hei, deen huet deemools den Optrag kritt; hien ass de geeschtege Papp vun deem Site, iwwert dee mer haut schwätzen.

No den Napoleonesche Kricher an dem Vertrag vu Wien am Joer 1815 ass Lëtzebuerg duerch Personalunioun mat Holland verbonne ginn. D'Festung selwer gouf awer eng Bundesfestung an ass vun enger preussescher Garnisoun bis 1867 beluecht ginn. Nun, de Vertrag vun 1867 zu London huet dunn dem Sträitobjet Festung Lëtzebuerg, kann ee bal soen, de Genéckschlag ginn. Et ass festgehale ginn, dass se misst geschlaff ginn, dat heescht demoléiert ginn, an dat gouf an de Joren 1870 bis 1876 duerchgefouert.

Mä et ass deemools festgestallt ginn, et kéint een déi Festung net ganz ofraséieren; dat hätt wahrscheinlech zeg Jore gedauert. Duerfir hu mer d'Chance, haut nach déi flott Saachen ze gesinn, déi iwwreg bliwwe sinn.

Duerch déi Demolitioun awer ass vun den aacht Forten, déi d'Festung hat, just nach een iwwreg bliwwen, deen heitege Fort vun Dräi Eechelen. De Site ass duerno am Joer 1876 vun dem franséische Landschaftsgäertner Édouard André an e flotten a pittoreske Promenadësite ëmgewandelt ginn. Leider ass doropshin de Fort Thüngen a Vergiessenheet geroden.

Eréischt um Ufank vun den 80er Jore vum leschte Jorhonnert koum et zu enger Valorisatioun vun dem Site, an dat am Kader vun den DAC-Aarbechten, dat heescht en aval vun der Stolkris.

(Interruption)

Ee weidere Schrëtt war d'Décisioun am Joer 1989, de Site vun den Dräi Eechele mat Bléck op d'Kulturjoer 1995 mat eranzebezéien. An engem éischten Entworf vun dem Architekt Ieoh Ming Pei waren d'Dräi Eechelen als Haaptentrée vun dem Musée d'art moderne Grand-Duc Jean virgesinn. Dee Projet ass awer net realiséiert ginn.

Am Joer 1996 sinn zwee Gesetzesprojeten eragereecht ginn an am Joer 1997 gestëmmt ginn, woubäi deemools festgehale ginn ass: d'Kreatioun vun dem Musée d'art moderne op der Enveloppe an de Musée de la Forteresse op dem Réduit vun dem Fort Thüngen.

Ouni op all déi vill Detailer en aval zu dësem Gesetz anzegoen - am schréftleche Rapport stinn der ganz vill -, wëll ech nëmmen op de virleiende Projet de loi agoen, deen elo da virgesäit, de Musée am Réduit vun dem Fort Thüngen fäerdeg ze stellen an ënnert dem Numm „Musée Dräi Eechelen" dann opzemaachen.

Dass et awer esou laang gedauert huet - et ass ugeschwat gi vun der honorabeler Madame Brasseur virdru schonn -, effektiv si Joren an d'Land gaangen, dat huet vill Ursaachen, awer déi op verschiddenen Niveauen ze fanne sinn.

Eng Ursaach ass sécherlech d'Ausschaffung vun dem museographesche Konzept. Mir dierfen net vergiessen, dass déi Équipe vun Experten, déi deemools beoptraagt ginn ass, d'Iddi vun engem Festungsmusée fest am Kapp hat.

Mat dem Gesetzesprojet vum 25. Abrëll 2003 sollt et dunn awer zu enger Neiausriichtung vun dem Konzept kommen. Leider, et muss ee soe wierklech leider, wor dee franséischen Expertebüro net vu senger initialer Iddi ofzebréngen, an et si Wochen a Méint a Jore vergaangen. Dat Ganzt huet sech esou zougespëtzt, dass am Joer 2007 all Aarbechte gestoppt si ginn, an dat fir bal zwee Joer.

De Projet huet awer en neit Gesiicht kritt, wéi sech eng Équipe vu Wëssenschaftler aus der nei gegrënntener Universitéit Lëtzebuerg dem Dossier ugeholl huet. Et huet sech erausgeschielt, dass de Musée Dräi Eechelen een eenzegaartege Site vun der Geschicht Lëtzebuerg duerstellt. E sollt also méi wéi de Musée vun der Forteresse ginn. Déi nei Experten hunn erkannt, dass vill méi d'Identitéit an déi kulturell, sozial, technologesch, architektonesch a wirtschaftlech Dimensiounen an de Mëttelpunkt geréckelt sollte ginn.

Mat dem Règlement grand-ducal vum 26. August d'lescht Joer ass de Musée Dräi Eechelen als eng Sektioun vun dem nationale Geschichts- a Konschtmusée op dem Fëschmaart definéiert ginn. Domat kënnt et zu enger enker, staarker Synergie tëschent den eenzelnen Acteuren um Terrain, ënner anerem duerch d'Organisatioun vun Ausstellungen.

Déi permanent Expositioun soll dem Visiteur d'Geschicht vun der Festung Lëtzebuerg nobréngen, an dat am Kontext vun der Geschicht vun der Stad Lëtzebuerg an dem Land. Doriwwer eraus och déi kulturell Identitéit vun eisem Land, an do soll den Dokumentatiounszenter iwwert d'Festung eng wichteg Roll spillen. Et soll hei zum Ausdrock kommen, dass d'Festung an d'Land iwwer Jorhonnerten an engem enke geschichtleche Kontakt stoungen, wou vill Mënsche sech - däerf ech et emol esou formuléieren? - d'Klenschen an de Grapp gedréckt hunn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

E wichtege Pilier vun dëser Ausstellung sinn ouni Zweifel déi Punkten, wou am Speziellen op d'«Lieux de mémoire» higewise gëtt, déi eis Geschicht geprägt hunn. D'Universitéit mat hirem Staff gëtt an dës Aarbecht staark agebonnen. An dem schréftleche Rapport ass dem Begréff vun der Identitéit eng grouss Plaz virbehale ginn.

Niewent der Identitéit vun dem eenzelne Mënsch ginn och d'Identitéite vu verschiddene Gruppen an d'Diskussioun bruecht. Esou ënner anerem d'Immigranten, déi jiddesch Communautéit oder verschidde sozioprofessionell Gruppen, déi hei an der Stad geschafft hunn.

Niewent der permanenter Ausstellung soll och Raum geschafe gi fir temporär Expositiounen. Dës sollen dem Visiteur d'Entwécklung vu Lëtzebuerg en tant que Gesellschaft méi no bréngen. Hei soll der europäescher Integratioun eng héich Bedeitung bäigemooss ginn, well eist Land huet sech duerch eng permanent Migratioun a kulturell Échangen ausgezeechent. Lëtzebuerg wor ëmmer e Carrefour, wou sech d'Mënschen aus allen Häre Länner begéint hunn an och dozou bäigedroen hunn, aus eisem Land dat ze maachen, op dat mir haut houfreg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wäit zu deem wäit gespaantene kulturhistoresche Kontext vum Projet de loi. Ech wëll awer nach hei op de finanziellen Impakt vun dëse Voleten agoen, déi haut zur Ofstëmmung virleien.

Fir déi ofschléissend Aarbechte vum Musée Dräi Eechele sinn 1,24 Milliounen Euro fir Aarbechten, ënner anerem de Gros œuvres, verschidde Metallaarbechten an den Ustrach souwéi d'technesch Installatiounen an Honorairë virgesinn. D'Kreatioun vun der Museographie an der Zeenographie belafe sech op 5,16 Milliounen Euro. Momentan gëtt un der Realisatioun vun engem Film an der Héicht vu 400.000 Euro geschafft.

Nei Engagementer fir 4,76 Milliounen Euro si virgesi fir déi permanent an déi temporär Expositiounen. Notamment beleeft sech d'Konzeptioun vun der Museographie an der Zeenographie fir déi permanent Ausstellung op ronn 2,5 Milliounen Euro.

Et sinn awer elo weider 2,3 Milliounen Euro virgesinn, ënner anerem fir de Fousséngerpad vum Circuit Vauban tëschent dem Pafendall an dem Fort Niedergrünewald unzeleeën.

Des Weidere mussen déi benéidegt technesch Ouvragen am Zesummenhang mat der Entrée vun den Dräi Eechelen an och weider Honorairë bezuelt ginn.

Wann dës Aarbechten an enger kuerzer Zäit fäerdeg sinn, da kann déi éischt Kasematt an dem Fort Thüngen als Départ an Arrivée vun dem Circuit Vauban déngen.

Am Ganze ginn an de Projet de loi, dee mir haut votéieren, ronn 8,72 Milliounen Euro investéiert.

Ech wier awer net komplett, wann ech net och elo nach eng Kéier op d'Diskussiounen an der parlamentarescher Kommissioun géif agoen.

Mir sinn drop opmierksam gemaach ginn, dass déi parlamentaresch Kommissioun Comexbu sech am Joer 2007 mat deem Dossier huet misse beschäftegen, well d'Cour des Comptes op offensichtlech Problemer an dem Service des Sites et Monuments higewisen hat. E Bléck no hanne weist eis awer, dass et am Dezember 2006 zu der Asetzung vun enger Commission d'accompagnement komm ass, där hir Aufgab et wor, den Avancement vun deem Dossier ze suivéieren.

A weider ass am Dezember 2006 e Cabinet de consultants beoptraagt ginn, e verdéiften organisatoreschen Audit an dem Service des Sites et Monuments duerchzeféieren. En Aval ass awer festgestallt ginn, dass de votéierte Montant aus dem Joer 2003 net iwwerschratt gi wor. A well awer zu deem Ament net gewosst war, ob et zu engem weideren Iwwerschreide komme sollt, huet déi deemoleg Statssekretärin all d'Aarbechten am Kader vun deem Musée selwer wéi och op dem Circuit Vauban virleefeg gestoppt.

D'parlamentaresch Kommissioun Comexbu huet och festgestallt, dass d'Problemer mat de franséischen Experten et mat sech bruecht hunn, dass de Projet net an der virgesinnener Zäit fäerdeg gestallt konnt ginn. Och huet de Ministère engem Maître d'ouvrage délégué spécialisé den Optrag ginn, de Projet ganz enk ze suivéieren. Bis zum Juni 2008 waren dunn am Ganzen 31,922 Milliounen Euro an de Projet gefloss an et wor nach eng kleng Reserv do vu 738.000 Euro.

Well d'Madame Minister vun der Kultur awer gewëllt ass, de Circuit Vauban ze finaliséieren a fir de Public opzemaachen, huet si eng extra Enveloppe an der Héicht vun 194.249 Euro ugefrot. Also e klenge Montant.

Mat dësem Montant sollen d'Aarbechten duerchgefouert ginn, déi ënner anerem d'Sécherheet op e puer Plaze vun dem Circuit Vauban garantéieren. An et muss scho leider zu Reparature vu fréieren Aarbechte kommen. Esou mussen op dem Circuit Vauban an och bei der Forteresse ënner anerem d'Trapen, d'Geliits an d'Gelänner engem Sécherheetscheck ënnerworf ginn. Derniewent muss den Accès iwwert d'Bréck zu den Dräi Eechele sécuriséiert ginn.

No dëse villen Ausféierunge wëll ech op den Avis vum Statsrot och nach kuerz agoen. A sengen Ausféierungen huet de Statsrot e puer pertinent Bemierkunge gemaach, déi an der parlamentarescher Kommissioun zu enger Rei vun Diskussioune gefouert hunn. Well de Statsrot a sengem Avis awer net déi zwee Gesetzer vum Joer 1996, votéiert 1997, an 2003 fir seng Iwwerleeunge considéréiert hat, mä och nach d'Gesetz vum 29. Juli 1993, koum hien a senge Berechnungen op e Montant vu ronn 58 Milliounen Euro.

En fin de compte ass festgehale ginn, dass de Projet vun dem Musée Dräi Eechelen an de Bauelementer vun dem Circuit Vauban mat bis elo 32,66 Milliounen Euro, plus déi haut am Projet de loi virgesinnen 8,72 Milliounen Euro op e ronne Chiffer kënnt vun 41,38 Milliounen Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deene villen Erklärungen, déi ech lech schëlleg war, déi awer hei néideg woren, an den Zuele wëll ech dorop hiweisen, dass de Rapport an der zoustänneger Kommissioun dach majoritär ugeholl ginn ass. Ech géif mer wënschen, dass d'Chamber sech an hirem Vote och positiv zu dësem Projet de loi ausschwätze géif an esou den Dossier Fort Thüngen zu engem gudden Enn dach gefouert kéint ginn. De Fort stellt sécherlech en historescht Kärstéck vun der Forteresse Lëtzebuerg duer, déi jo selwer an de Patrimoine mondial vun der Unesco opgeholl ginn ass.

Dat gesot, géif ech awer nach gären all deene Mataarbechter vum Greffe a vum Ministère Merci soe fir déi vill Zäit an Ausdauer, déi se dem Projet hei gewidmet hunn. An da bréngen ech den Accord vun der CSV mat a soe wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren.

▶ **Plusieurs voix**.- Très bien!

▶ **M. le Président**.- An ech soen dem Här Rapporteur Marcel Oberweis Merci. Als éischte Riedner ass den Här Haupert agedroen.

(Interruption)

Jo, mä et ass nëmmen eng Diskussioun.

▶ **Une voix**.- Ah!

▶ **M. le Président**.- Et ass eng Diskussioun, Här Haupert. Dat heescht, et ass elo un Ärem Tour.

Discussion générale

▶ **M. Norbert Haupert** *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll awer ënnersträichen, datt ech net zum Projet schwätzen, mä zu der Interpellatioun vun der Madame Brasseur. Ech mengen, dës Interpellatioun ass an engem gewëssene Mooss näischt anescht wéi d'Suite vun engem Rapport vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire aus dem leschte Joer iwwer e Spezialbericht vun der Cour des Comptes iwwert de Bau vum Festungsmusée.

A senger ofschléissender Sitzung iwwert d'Diskussioun huet d'Kommissioun festgehalen, datt hire Rapport net zu deem Zäitpunkt an der Plénière hei sollt diskutéiert ginn, datt een Débat awer bei Geleeënheet vun dem Gesetzesprojet, deen eng zweet Rallonge fir de Festungsmusée géif autoriséieren, sollt gefouert ginn. Wat elo hei geschitt.

Här President, de Musée de la Forteresse ass net deen eenzege Bauprojet, deen an der Vergaangenheet der Verwaltung aus dem Rudder geroden ass, an et wier ze hoffen, datt esou en Dérapage sech an der Zukunft net méi géif produzéieren. Dozou sollen dem Minister fir d'öffentlech Bauten, dem Här Claude Wiseler, seng Moossnamen, déi hien an deene leschte Jore getraff huet, Bierg stoen.

De Musée de la Forteresse ass engersäits en typescht Beispill, wéi ze vill Käch de Bräi verdierwe kënnen. Et ass anerersäits de Bewäis, datt een eng Verwaltung, déi keng Erfahrung mat Bauprojeten huet, net mat der Ausféierung vu gréissere Bauprojete beoptrage soll.

Här President, ech wëll haut net méi am Detail op de Rapport vun der Comexbu vum leschte Joer agoen. Dee Rapport huet d'Analys, d'Diskussiounen, d'Konklusiounen an d'Recommandatioune vun der Comexbu iwwert dee schonns erwähnte Spezialbericht vun der Cour des Comptes festgehalen. Ech wëll mech hei op déi Erklärunge beschränken, wéi de Projet konnt dérapéieren, wat d'Ursaachen an d'Envergure vun den Dépassementer sinn, wat alles vun der aktueller Ministesch, der deemoleger Statssekretärin am Kulturministère, ënnerholl gouf, fir de Projet eenegermoossen an de Gréff ze kréien, a wat schlussendlech d'Recommandatioune vun

der Budgetskontrollkommissioun waren, fir an Zukunft esou en Dérapage ze verhënneren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Haaptursaach vum Dérapage vum Projet gesäit d'Cour des Comptes - an d'Comexbu huet déi Meenung och iwwerholl - an der Onschlëssegkeet tëschent de Responsabele vun dem Service national des Sites et Monuments an dem franséische Programmeur, wat de Concept muséologique vun dem Festungsmusée ubelaangt. Dës Oneenegkeet, déi schlussendlech zu der Kënnegung vum Kontrakt vum franséischen Expert gefouert huet, huet Ulass zu villen Ännerungen an der Ausféierung vum Projet ginn, déi an d'Geld geschloe sinn.

Well de Service national des Sites et Monuments keng Erfahrung an der Verbuchung vun den Engagementer vun den Ausgabe vun esou engem Bau hat, huet hie schnell d'Iwwersiicht iwwert de Projet verluer, déi him erlaabt hätt, mat Zäiten extravagant Wënsch aus budgetären Ursaachen ze bremsen an ze verhënneren. Dobäi sief bemierkt, datt d'Enveloppe budgétaire vum initiale Projet däitlech ënnerschat war, wat an den 90er Jore keen Eenzelfall duergestallt huet. Et soll awer och een éierlechkeetshallwer ervirhiewen, datt beim zweete Projet, dat heescht där éischter Rallonge am Joer 2003, nei Aarbechten, wat d'Mise en valeur vu verschidden Deeler vun der Festung ubelaangt, mat opgefouert an och budgetiséiert goufen.

Am éischte Projet, dee vum 17. Februar 1997, war eng Enveloppe vu 16 an eng hallef Millioune virgesinn, wouvun dräi Millioune fir d'Realisatioun vum Concept muséologique. Déi ganz Enveloppe gouf awer fir d'Infrastrukturaarbechte verbraucht, esou datt kee Budget méi fir d'Realisatioun vum Concept muséologique iwwreg blouf.

Am zweete Projet, dee vun 2003, gouf eng weider Enveloppe vu 14 Milliounen Euro autoriséiert, wouvun der fënnef an eng hallef fir d'Etüden an d'Aarbechten am Beräich vun der Museologie virgesi waren. Schlussendlech gi mer gefrot, fir haut nach eng Enveloppe vun 8,7 Milliounen Euro ze stëmmen, fir de Projet definitiv ofzeschléissen, woumat de Festungsmusée de Stat ëmmerhin eppes méi wéi 39 Milliounen Euro ze stoe kënnt, dat no den autoriséierte Budgetsenveloppen.

D'Ursaache vum Dérapage si kloer, an d'Madame Brasseur huet se schonns hei deelweis ervirgehuewen.

Éischtens, d'Ënnerschätzung vun dem Käschtepunkt vum initiale Projet. Zweetens, zousätzlech Wënsch, déi bei der Realisatioun vum Projet nogereecht goufen. Drëttens, Ëmännerungen am Laf vun den Aarbechten, déi an d'Geld geschloen hunn. A véiertens besonnesch den oniwwersiichtleche Suivi vun den Engagementer an Ausgabe bei der Ausféierung vum Projet.

Här President, d'Responsabilitéit vun dësen Dérapagë läit ganz kloer beim Bauhär, dat heescht dem Service national des Sites et Monuments. Et ass kloer, datt, wann eng Verwaltung hiren Obligatiounen net gerecht gëtt, den zoustännege Ministère muss d'Initiativ iwwerhuelen, wat d'Madame Modert als Statssekretärin an deene Joren och gemaach huet. Den Direkter vum Service des Sites et Monuments huet mëttlerweil zweemol gewiesselt. D'Madame Modert ass eréischt zënter Juli 2004 mat der Responsabilitéit vun dem Ministère chargéiert. Et mécht also fir mech kee Sënn, fir mam Fanger op deen een oder deen aneren ze weisen.

Ech mengen, et ass méi sënnvoll ze kucken, wat déi heiteg Ministesch zënter 2004 ënnerholl huet, fir de Projet an de Gréff ze kréien, a wat d'Recommandatioune vun der Comexbu waren, fir esou en Dérapage an Zukunft ze verhënneren.

Éischtens, säit November 2005 ass décidéiert ginn, oder huet d'Statssekretärin decidéiert, datt ee Beamte vum Ministère der Direktesch vum Service bei der Gestioun vum Projet sollt zur Säit stoen. Am Abrëll 2006 léisst se en Audit iwwert de Fong vun den historesche Monumenter maachen, iwwert deen de Projet finanzéiert gëtt, a stellt eng Rei Projeten zréck. Am November 2006 setzt se eng Commission d'accompagnement beim Service des Sites et Monuments an, déi d'Evolutioun vum Projet suivéiere soll. Am Dezember 2006 gëtt e Cabinet d'audit beoptraagt, en Audit iwwert d'Organisatioun vum Service des Sites et Monuments ze erstellen. Zënter Mäerz 2007 muss all neien Engagement vun Dépensë fir de Musée vun der Commission d'accompagnement aviséiert ginn.

Am Juni 2007 freet d'Statssekretärin, datt d'Inspection générale des Finances zesumme mat engem externe Réviseur eng Analys soll maachen iwwer all Dépensen, déi zënter 1997 fir de Projet vun dem Festungsmusée getätegt gi sinn. Am Juli 2007 décidéiert si, fir all neien Engagement vun Ausgaben, wat déi zwee Gesetzer iwwert de Festungsmusée ubelaangt, ze stoppen.

Dës onkomplett Opzielung weist, datt eng Hällewull vu Moossname vum Ministère geholl goufen, ier d'Cour des Comptes mat hirer Kontroll ugefaangen huet. D'Comexbu huet déi Mesurë vun der Ministesch och approuvéiert. Des Weidere konnt d'Kommissioun festhalen, datt de Réviseur externe, deen d'IGF, d'Inspection générale des Finances, bei der Kontroll vun de Konten épauléiert huet, keng Fraude am Dossier feststelle konnt.

Schlussendlech huet d'Comexbu folgend Recommandatioune gemaach:

Éischtens, d'Regierung gouf invitéiert, hir Initiativ iwwert d'Verstäerkung vun de Kontrollorgane vun deene sëlleche Fongen, déi de Stat géréiert, ze accéléréieren.

Zweetens, déi intern Kontrollsystemer, déi an deenen eenzelne Ministërë bestinn, solle systematesch a regelméisseg iwwerwaacht ginn.

Drëttens, de Kulturministère soll an Zukunft fir d'Realisatioun vu senge Projeten, déi eng gewëssen Envergure duerstellen, op extern Bauhären zréckgräifen.

Véiertens, de Kulturministère soll fir seng grouss Projeten d'Prozeduren, esou wéi d'Comexbu se fir de Bauteministère festgeluecht huet, respektéieren. Déiselwecht Recommandatioun soll fir sämtlech Ministërë gëllen, déi gréisser Bauprojeten ze realiséieren hunn.

A fënneftens, de Ministère soll esou schnell wéi méiglech e Gesetzesprojet op den Instanzewee schécken, fir datt de Festungsmusée endlech ka fäerdeg gestallt ginn.

Mat dem Projet, deen haut zur Ofstëmmung kënnt, gëtt deem Rechnung gedroen, an et wier ze hoffen, datt de Festungsmusée esou schnell wéi méiglech seng Diere fir de Grand public kéint opmaachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Haupert Merci. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Merci fir d'Ënnerstëtzung, Här Haupert.

(Interruptions diverses)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech dës Interventioun hei preparéiert hunn, war dat Schwéierst am Fong, an deem ganzen Duerjernee vum Dossier Festungsmusée a Circuit Vauban eens ze ginn, fir hei en Discours ze halen ouni ze vill Duerjerneen.

(Brouhaha)

Derbäi kënnt och nach d'Tatsaach, dass mer haut eng Interpellatioun an e Projet hunn, wou mer driwwer diskutéieren.

Ech wëll dofir och am Ufank vu menger Interventioun net méi op déi Diskussiounen agoen, déi ufanks den 90er Jore stattfonnt hunn, wéi et ëm den deemolege Pei-Musée, haut Mudam, gaangen ass, wéi dee Projet gestützt ginn ass, reduzéiert ginn ass, an ech woen ze behaapten, dass am Fong d'Entstehung an d'Iddi vun engem Festungsmusée vläicht ee vun de Kollateralschied ass vun där deemoleger Diskussioun iwwert de Pei-Musée.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll - fir ganz kloer unzefänken - direkt soen, dass d'LSAP-Fraktioun dëse Projet 6071, wou et jo ëm den Achèvement, also endlech d'Fäerdegstellung vum Festungsmusée geet, stëmme wäert. An och, wéi den Intitulé et seet, déi Mise en valeur vu verschiddenen Deeler vun der Festung, wat jo eigentlech de Circuit Vauban am gréissten Deel ass, dass mir dat matstëmmen.

Den Historique, et ass vill iwwert den Historique vun dësem Projet geschwat ginn, an et kéint een dat vläicht bildlech esou duerstellen, dass dat e Projet war, deen een e bësse ka vergläiche mat engem Fliger, dee geflunn ass ouni Pilot an ouni Destinatioun.

Firwat stëmme mir dee Projet elo? Well mer op eng ganz Rëtsch Froen Äntwerte kritt hunn. Well éischtens elo feststeet, dass e Pilot do ass an dass och eng kloer Destinatioun do ass.

(Interruptions)

Zweetens, well déi Fro, ob et e gutt Konzept, en innovatiivt Konzept ass, e museographescht Konzept, wat, wéi een op Lëtzebuergesch seet, Kapp a Schwanz huet, wat realiséierbar ass, also realistesch ass, wat evolutiv ass, wou ee kloer kann identifizéieren, wien d'Auteure sinn. Mir kruten dat alles en long et en large an der Kulturkommissioun explizéiert. Mir sinn och op de Site gaang, mir hu mat deene Leit geschwat. Ech mengen, dat huet eis iwwerzeegt, dass dat Konzept elo standhaft ass.

Ech wëll och dofir dem Marcel Oberweis Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, well den honorabelen Här Oberweis ass jo a sengem Rapport wierklech ganz am Detail op dat Konzept agaang.

Eng drëtt Ursaach, firwat mir dee Projet stëmme wäerten, ass, well mer iwwerzeegt sinn, dass et eng Plus-value ass fir de geschichtlechen an de kulturelle Patrimoine net nëmme vun eiser Stad, mä och vun eisem Land, well dee Projet eng gewësse Valeur pédagogique huet fir d'Leit, fir d'Lëtzebuerger, awer och fir all eis aner Matbierger hei am Land, a well en eng, wat och ganz wichteg ass, grouss Valeur touristique fir dës Stad a fir dëst Land huet.

Natierlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn och mir net frou, dass mer zweemol mussen erëmkommen, dass zweemol muss nogestëmmt ginn, dass mer elo e Gesetz, en drëtt Gesetz brauche fir een an deeselwechte Projet. An dass dobäi och Suen an de Sand gesat gi sinn, dat hu jo och scho Virriedner hei ënnerstrach. Dofir, fir net ze laang ze schwätzen, wëll ech dat alles net widderhuelen. Et soll een dat och net verschweigen.

Déi vill Pannen an déi vill Feeler, déi geschitt sinn, sinn ugeschwat ginn. Ech wëll der Madame Brasseur awer als Interpellantin e puer Remarquë maachen.

(Interruptions)

Éischtens emol zum Spaass, ech war iwwerrascht, Äre Fimmel fir Propretéit, dass Der Iech do opreegt, dass déi Mauere scho schwaarz sinn. Ech perséinlech si frou, dass eng gewësse Patina erëm op dee Site kënnt, fir dass en erëm deen urspréngleche Charme kritt.

(Interruptions diverses)

A wat de Mudam ubelaangt, war ech wierklech enttäuscht, déi Wierder, déi Der hei gebraucht hutt, fir dee Musée a fir déi Leit, déi sech do engagéieren, ze dénigréieren. Ech fannen dee Musée eng formidabel Saach,...

Une voix.- Oh!

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...an ech weess, dénigréieren ass vläicht e staarkt Wuert, Madame Brasseur, mä fir do, ech hunn et esou verstan, wéi wann Der net, Dir hutt déi Leit net perséinlech attackéiert, mä wéi wann, ech interpretéieren dat, et ass vläicht da falsch, mä esou, wéi wann alles, wat do wär, schlecht wär, net gutt wär, an dass kee Mënsch dohinner géif goen.

Mme Anne Brasseur *(DP), interpellatrice.*- Dir sidd jo d'accord, et ginn net vill Leit dohinner.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Souvill ech weess, ass et dee Musée hei am Lëtzebuerger Land mat deene gréisste Besuchszuelen, déi et gëtt,...

(Interruption)

...déi mer net nëmmen hei an der Stad, mä am ganze Land hunn. Dat kënnt Der nokucken. Ech weess net, d'Madame Minister ka mer dat vläicht och bestätegen.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech verstinn och, Madame Brasseur, dass Der e bësse gebrandmarkt sidd, well an Ärer Erfahrung als Responsabelen an enger Exekutiv hutt Der selwer jo och eng Kéier esou en Dossier geierft, wou mer hu missen - dat war op enger anerer Plaz, ech wëll net laang an d'Detailer goen - zwee-, dräimol erëmkommen, fir Rallongen ze stëmmen, an zoufälleg ass d'Zomm, d'Endprodukt relativ ähnlech, wann ech de Produit Site des Cercles kucken, wéi hei dëse Musée. Ech wëll awer, wann ech dee Verglach maachen, net excuséieren, wann op enger Plaz eppes schifleeft, dann ass et och excuséiert, wann et op där anerer Plaz schifleeft. Ech wëll net, dass Der mer dat herno ënnerstellt.

(Interruption)

Ech wëll och vläicht erënneren un d'Regierungserklärung. Madame Polfer, Dir hutt déi ënnerschriwwe vun 1999, d'CSV/DP-Regierung, wou ganz kloer drasteet: «Les travaux du Musée de la Forteresse et du Circuit culturel Vauban seront menés à bon terme.» Fir mech ass déi grouss Pann, déi grouss Pann ass effektiv och an där Zäit geschitt, an de Joren 2002, wéi dunn d'CSV/DP-Regierung deen zweete Projet hei déposéiert huet, deen am Joer 2003 gestëmmt ginn ass, dass do net deen Exercice gemaach ginn ass, deen elo virun dësem Projet gemaach ginn ass, dass d'Kaarten all op den Dësch geluecht gi sinn, dass deemools net schonn en Audit gemaach ginn ass, wéi dat elo geschitt ass.

Dofir, ech wëll dann och nach eppes soen zu der Interpellatioun. Deen Débat, dee mer haut féieren, ass ganz wichteg, Madame Brasseur, am Sënn vun der Transparenz. Et ass och gutt, dass Der deen ugefrot hutt. Mä ech wëll awer dovir warnen an ech wëll awer opmierksam maachen, dass net dat Bild däerf entstoen, dass elo op eemol hei eppes entdeckt gi wär, wou ni driwwer geschwat ginn ass. Et war e groussen Débat och an der Öffentlechkeet, well d'Press eng gutt Aarbecht gemaach huet, an et war och e laangen Débat hei am Haus, an ech mengen, den Här Haupert huet dee jo schonn en long et en large explizéiert.

Ech wëll och dofir där Kommissioun, Ärer Kommissioun, Madame Brasseur, der Budgetskontrollkommissioun Merci soen an och besonnesch Ärer Virgängerin, déi an dësem Dossier eng gutt Aarbecht geleescht huet, a selbstverständlech och dem Rapporteur Haupert, dee jo haut hei nach eng Kéier en long et en large säi Spezialrapport erkläert huet. Et ass also elo net, wéi wann nach ni hei geschwat gi wär a wann och nach ni all d'Kaarten op den Dësch geluecht gi wären.

D'Madame Minister Modert huet op deen Avis vun der Cour des Comptes jo ganz kloer och Stellung geholl schréftlech, an ech mengen, datselwecht huet se och nach an der Kulturkommissioun zu alle Froe Ried an Äntwert gestanen. Ech wollt hir dofir awer och emol Merci soen, dass se sech ni gescheit huet, fir bei eis ze kommen an eis ëmmer Äntwerte ginn huet.

Ech mengen, Dir hutt deen, d'Madame Minister huet dee verfuerenen Dossier geierft, an ech mengen, et ass awer och si, déi sech där Étendue vun deem ganze Schlamassel bewosst ginn ass an déi dunn d'Steier an d'Hand geholl huet an d'Aarbechte stoppe gelooss huet an net, ier se en neie Projet erabréngt, elo wéi am Joer 2002 an 2003 en neie Projet eraginn huet, ouni Tabula rasa ze maachen.

Ech hunn ufanks gesot, et wär e Projet, d'Geschicht wär vun deem Projet e bësse wéi e Fliger ouni Pilot. Ben, et ass elo e Pilot do. A wéi gesot, dat berouegt eis.

Madame Minister, Dir hutt bewisen, dass Der Iech dësen Dossier zur Chefsaach gemaach hutt an dass Der scho vill Opraum-

aarbecht geleescht hutt. Dofir wëll ech Iech froen, ob Der eis kënnt garantéieren, dass esou Pannen a Versäumnisser an engem Dossier, dee vun engem Service, an an dësem Fall dem Service des Sites et Monuments, deen Ärem Ministère ënnersteet, net méi virkomme kënnen.

Une voix.- Et kënnt all Joers vir!

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Et wär dofir och wichteg, hei an der öffentlecher Sitzung vläicht eis dat nach eng Kéier mëndlech ze rappeléieren, wéi eng Moossnamen a Prozeduren Dir am Ministère ausgeschafft hutt, fir eben esou Pannen an Zukunft ze évitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn d'Madame Ministesch als Pilotin bezeechent, a si huet sech och exzellent Kopiloten an dësem Dossier zougeluecht.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Am Niwwel ass et ëmmer gutt, e Kopilot ze hunn.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här Henckes, Dir musst ëmmer eleng pilotéieren op verschiddene Plazen.

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, jo, ben. Mir hunn awer eng kloer Siicht do derbäi.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Si huet sech ganz gutt Kopiloten zougeluecht. Ech wollt dofir déi Kooperatioun mat der Uni Lëtzebuerg, déi och duerch eng Konventioun dokumentéiert ass an déi am Joer 2004 ugaangen ass, ervirsträichen an och déi remarquabel Aarbecht vum Här Margue, deen och an d'Kommissioune komm ass an deen och duerch seng Vertriederin eis um Site, wéi mer d'Visite gemaach hunn, gutt Erklärunge ginn huet.

Och déi Decisioun, mengen ech, war eng richteg, och wa se vläicht e bësse spéit komm ass, dass de Musée elo eng Sektioun gëtt vum Musée national d'histoire et de l'art. De Centre de documentation sur la forteresse du Luxembourg, sou heescht déi Sektioun. Dat erlaabt nämlech, Synergië méiglech ze maachen. Den Här Oberweis huet déi a sengem schréftleche Rapport jo ganz gutt opgezielt an och erkläert. A Synergien heescht jo an dësem Fall och, Économies d'échelle ze realiséiere bei der Gestioun, bei der Exploitatioun vun dësem Haus.

Wann ech scho vu Synergië schwätzen, wollt ech awer nach eng Kéier kuerz déi Kooperatioun mat der Uni Lëtzebuerg uschwätzen, déi jo gutt leeft an déi jo och dozou gefouert huet, mengen ech, dass de Concept muséographique an och d'Programmatiounskonzept elo wierklech kloer definéiert ass.

Ech fannen et interessant, an duerfir wëll ech eng Remarque zu där Kollaboratioun maache mat der Uni Lëtzebuerg, dass déi sech aschreift an de Kader vun engem Programm, vun engem Forschungsprogramm vum Fonds national de la Recherche. E Programm, deen heescht „Vivre demain au Luxembourg". An dëse Projet „Vivre demain au Luxembourg", dee beschäftegt sech mam Rôle vun der Mémoire am Entstoe vun den Identitéiten - ech betounen: vun den Identitéiten - hei zu Lëtzebuerg.

Ech wollt, fir vläicht och d'Konzept an d'Finalitéit vun deem Musée nach eng Kéier hei duerzestellen - do maachen ech mer et vläicht e bëssen einfach, mä -, e Saz aus dem Här Oberweis sengem Rapport, dee mer exzellent gefall huet an, ech mengen, deen dat ganz gutt résuméiert, hei eng Kéier virliesen: «Le Musée abordera l'histoire nationale par le biais de l'histoire de la forteresse non pas sur un mode classique, qui risquerait d'être essentialiste et nationaliste, mais en distinguant clairement entre histoire et mémoire, entre affirmation scientifique et construction identitaire. En même temps, l'histoire de la forteresse permettra de montrer à quel point mémoire et histoire interagissent.»

Dëse Wee erlaabt och fir de Besucher herno eng kritesch Reflexioun an Diskussioun iwwert dat, wat mer sinn, wou mer hierkommen a wat mer wëlle ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zur Konklusioun kommen, erlaben ech mer nach am Numm vun der LSAP der Madame Minister e puer Virschléi mat op de Wee ze ginn, an herno nach eng lescht Fro zu der Kollektioun Jordan, vun där nach net hei vill geschwat ginn ass.

De Site vun den Dräi Eechelen, dee jo de Schnëttpunkt ass vum ale Lëtzebuerg, vum neie moderne Lëtzebuerg, wou och Europa duerch d'Präsenz vun den Institutiounen eng wichteg Roll spillt, ass, mengen ech, ee vun de flottste Sitë vun eiser Haaptstad an och vun eisem ganze Land.

Mir hunn och d'lescht Joer op deem Site de Parc Dräi Eechelen ageweit. A mir ass et wichteg, eis ass et wichteg. An ech wär frou, Madame Minister, wann Der derfir géift suergen, dass mat Äre Servicer, mat de Responsabele vum Service des Sites et Monuments, mat de Responsabele vum Musée, mat de Responsabele vum Mudam, mat de Responsabele vun der Philharmonie, mat de Responsabele vun de Festungsfrënn, dass zesummegeschafft gëtt.

D'Madame Brasseur huet jo och schonn d'Wichtegkeet ervirgestrach, dass soll eng Zesummenaarbecht tëschent dem Mudam a Festungsmusée entstoen, mä hei sinn nach méi Acteuren.

Et soll do dat Liewen an déi Aktivitéit, déi uewen um Site ronderëm d'Philharmonie an - wou ech net d'accord sinn, wéi d'Madame Brasseur seet - ronderëm de Mudam, och no ënnen op de Site vun den Dräi Eechele selwer erofdrainéiert ginn, dass et um ganze Site zu enger kohärenter Animatioun an Aktivitéite kënnt, an dass och, ier de Festungsmusée vläicht ganz honnert Prozent fäerdeg ass, Liewen am Gebai vun den Dräi Eechele selwer entsteet. Dat ass och wichteg.

Et solle Porte-ouverten organiséiert sinn, et solle schonn Ausstellungen organiséiert ginn, Konferenzen organiséiert ginn. An et soll derfir gesuergt ginn, dass d'Aarbechten esou organiséiert a planifiéiert ginn, dass ee kann Aktivitéiten do maachen.

Ech weess, dass, wann et... Ech wär net frou, wann elo zwee Joer do e Chantier wär, zou wär an näischt géif geschéien. Ech weess, dass et och net ëmmer einfach ass, wann een nach muss Aarbechte maachen a Saachen do organiséieren. Mä ech wär frou, wann Der do géift op dee Rotschlo mat Äre Leit e bëssen ausgoen.

Ech kéint mer och virstellen, dass ronderëm um Site, baussen, ganz vill Aktivitéite kënne geschéie vun deene Kulturinstituter, déi ech virdrun opgezielt hunn. Ech hunn dat an anere Stied gesinn, wou regelméisseg Pique-nique-culturelen organiséiert ginn. Do kann ee ganz flott Aktivitéite maachen.

De Site gëtt am Moment schonn - an dat weess ech aus menger eegener Erfahrung - gutt besicht vun Touristen. Meng meescht Kolleeginnen a Kolleegen, déi Guide hei an der Stad Lëtzebuerg sinn, hunn déi... d'Dräi Eechelen ass ee vun hiren Héichpunkten op hiren Touren duerch d'Stad.

An och zum Circuit Vauban, vun deem och nach net esou vill geschwat ginn ass, wëll ech nach eppes soen. Dir hutt eis an enger vun de Kommissiounssitzunge gesot, dass et méiglech wär, am spéide Fréijoer 2010 dee Circuit provisoresch opzemaachen. Dat, mengen ech, wär gutt, well jo dann och en Deel vum Gebai - d'Entrée vun den Dräi Eechele selwer ass jo en Deel vum Circuit Vauban, dat ass jo nach net en Deel vum Musée selwer; et ass awer schonn dat Gebai, wat awer jo elo schonn esou laang fäerdeg ass - och accessibel gëtt fir d'Leit.

Meng lescht Fro zu der Kollektioun Jordan. Et ass eng Kollektioun, déi de Stat kaf huet vun der Madame Brigitte a vum Här Klaus Jordan. Dat si Leit, déi hu 40 Joer laang gesammelt. Et handelt sech do ëm eng vun deene importenteste Kollektiounen an Europa iwwert d'Geschicht vum Festungswiesen. Et sinn 8.800 Volumen, 61 Manuskripten, Fotodokumentatiounen vun iwwer 180 Festungen an Europa.

Et ass eng Kollektioun, déi eng remarquabel Homogenitéit huet an déi de Stat zu engem remarquabele Präis kaaft huet: 275.000 Euro. Experte soen, dat wär e Véierel vum Prix de marché. Ech mengen, dat war e gudde Kaf. Dat ass eng gutt Saach. An et soll jo…

An do ass meng Fro awer elo zu där Kollektioun… Déi ass jo elo ënnerbruecht zu Bartreng am Dépôt vum Musée national d'histoire et d'art. An ass meng Fro: Ass déi Kollektioun fachgerecht ënnerbruecht? Ass déi Kollektioun katalogiséiert? A sinn do optimal Konditioune geschaf fir d'Chercheuren, déi aus der ganzer Welt kënnen dohinner goen, fir dass dee Centre de documentation och e Centre de référence européen oder international ka gi fir Leit, déi op deem Gebitt vun de Festunge forschen?

D'Konklusioun, Dir Dammen an Dir Hären. D'Fro: Y a-t-il un pilote dans l'avion? Jo. Zweetens, mir fannen d'Konzept gutt. Drëttens - ech ginn net nach eng Kéier am Detail drop an -, mir fannen, dass et eng Plus-value ass. An dofir wäerte mir dee Projet stëmmen.

Ech wäert och gutt d'Weiderféiere vun dësen Diskussiounen nolauschteren, a wann et muss sinn, och nach eng Kéier intervenéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruption)

M. le Président.- Sou! Ech soen dem Här Angel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Brasseur huet virdru gesot, mer stéinge virum 13. Gebuertsdag vum Gesetz iwwert de Festungsmusée, an dat ass och richteg. Mä d'Iddi u sech, de Site vun den Dräi Eechelen ze revaloriséieren, ass scho vill méi al.

Schonn an den 80er Jore sinn éischt Aarbechten vun der DAC an deem Sënn duerchgefouert ginn. D'Diskussioun ass kontrovers an hefteg gefouert ginn.

A well Biller heiansdo méi weisen, wéi Wierder kënnen aussoen, well ech just nach eng Kéier déi Karikatur hei vun 1992 vum Gérard Pierson weise mam gëllene Bagger. Et muss een dozou soen, datt „Fangeren ewech vun den Dräi Eechelen", déi A.s.b.l. huet näischt bei deem Match hei gewonnen, quitte den éischte Projet ass gekippt ginn, mä si war och net mat deene Projeten duerno d'accord.

Mir haten als Gréng ëmmer eng décidéiert Positioun an där ganzer Saach, an dat ass och flott fir eis. Mir wären zwar frou gewiescht, net méi mussen iwwert de Projet ze schwätzen, mä mer kënnen an eiser konsequenter Linn dann och eng drëtte Kéier Stellung huelen zu deene Projeten an zu deem Débat haut.

Well eis berühmte Buergen am Verglach zu deenen, déi et an eisen Nopeschlänner an zum Beispill an Italien an a Spuenien gëtt, nach ëmmer relativ bescheide sinn, ass d'Festung Lëtzebuerg eigentlech dat eenzegt Denkmal kulturhistorescher Natur, dat Lëtzebuerg däitlech iwwert d'Mëttelmooss wuesse léisst.

Duerfir ware mir Gréng natierlech grondsätzlech derfir, datt ee soll d'Festung als essenziellen Attraktiounspunkt ausbauen an erëm eng Kéier revaloriséieren. De gréngen Deputéierte Robert Garcia hat esou schonns am Juli 1995 eng Proposition de loi déposéiert, fir net nëmmen deen Deel, deen haut als Festungsmusée virgesinn ass, mä dee ganze Fort Thüngen ze erhalen an als Musée de la Forteresse ëmzebauen.

Ob et allerdéngs op déi Aart a Weis muss sinn, wéi et am Projet iwwert de Festungsmusée virgesi war, doriwwer léisst sech monter streiden. Mir si grondsätzlech éischter derfir, fir eeler Festungselementer zwar ze konsolidéieren, mä an hirem historesche Verfall ze dokumentéieren an net eppes Kënschtleches erëm opzeriichten.

Besonnesch beim éischte Projet, wou d'Dräi Eechelen an de Pei-Musée integréiert sollte ginn, war vun enger Disneyland-Agangshal an engem Konschtzentrum Rieds. Esou stoung et am „Forum" vum Juli 1996.

Mä och an der Debatt iwwert den zweete Gesetzesprojet am Abrëll 2003 hate souwuel de Robert Garcia wéi och den honorabele Ben Fayot gemengt, d'Forteresse, d'Alstad ass keen Disneyland. Vläicht hat dat den Här Fayot och deemools motivéiert, sech mat deenen deemools nëmme fënnef gréngen Deputéierte beim Vote ze enthalen.

D'Iddi, fir aus enger historescher Festung Ausstellungsraim ze maachen, wou ënner anerem och sollen delikat Exponater gewise gi wéi Textilien an Texter, ass nëmme mat héijem Opwand ëmzesetzen. Den Entretien fir esou eng Ausstellungssäll wäert extrem héich sinn, engersäits wat d'Hëtzen an d'Lëfte betrëfft, anerersäits awer och wat d'Maintenance vu sämtlechen elektreschen an elektroneschen Apparater an deem fiichte Klima betrëfft.

De laangen onbequemen Dossier iwwert de Festungsmusée, deen och sengesgläichen zu Lëtzebuerg fënnt, wann een duerno sicht, mécht an eisen Aen e puer Fakte ganz däitlech, mat deene mer zu Lëtzebuerg an der Kulturpolitik, awer net nëmmen do, ze kämpfen hunn.

Wéi bei esou ville Projete sinn déi Verantwortlech och hei nom Motto virgaangen: Le contenant intéresse plus que le contenu. Mir bauen d'Faass, ouni ze wëssen, wat mer drafëllen. Mir iwwerleeën eis keng Strategie. Den Zoufall regéiert och an der Kulturpolitik.

Déi Gréng hate schonn am Dezember 1996 beim Débat iwwert déi zwee Gesetzer, dat vum Pei-Musée an dat vum Festungsmusée, déi zesummen debattéiert goufen an och net ze trenne waren, ee schlecht Gefill. Den honorabele Robert Garcia huet sech souguer un Haebicht erënnert gefillt.

Säit 1990 haten déi Gréng ëmmer erëm alternativ Propositioune gemaach, fir engersäits de Site vu Fort Thüngen a senger ganzer Integralitéit ze erhalen, an op där anerer Säit een anere Site, nämlech dee vun der Gare Bouneweg op eng formidabel Aart a Weis ze revaloriséieren.

Nun, de Musée fir zäitgenëssesch Konscht ass net do gebaut ginn, wou déi Gréng dat wollten, an duerfir konnt de Site vu Fort Thüngen net a senger Integralitéit erhale ginn. Mä dat war emol net den Haaptpunkt vun eiser Kritik. Mir waren a mir sinn haut nach ëmmer iwwerzeegt dervun, datt mer eis bei alle Kulturinitiative fir d'éischt musse Gedanken iwwert de Contenu maachen, dann iwwert d'Gestiounsstrukturen an duerno eréischt iwwert de Bau.

Wa mer beim Festungsmusée schonn 1996 mat der Situatioun konfrontéiert waren, dass mer just eng baulech Moossnam haten an et net kloer war, wéi dee Site sollt géréiert ginn, haten déi Gréng deemools schonn eng Motioun zum Vote gestallt, wou se d'Regierung opgefuerdert haten - an ech zitéiere mat Genoss -: «…à présenter dans les meilleurs délais une proposition, sous forme de projet de loi ou autre disposition réglementaire, sur la forme de gestion à confier au futur musée de la forteresse.»

Déi Motioun ass deemools mat de Stëmme vun der Majoritéit - et war déiselwecht wéi haut: rout-schwaarz - ofgelehnt ginn. An dat war, wéi gesot, schonns am Dezember `96.

Zéng Joer méi spéit, well de Projet Festungsmusée keen Enn krut a well d'Gestioun alles anescht wéi transparent war, hat d'Chamber d'Cour des Comptes beoptraagt - dat war am Juli 2006 - e Spezialrapport iwwert de Festungsmusée ze maachen. De Contrôle huet sech iwwert d'Zäit vum Dépôt vum Projet de loi 4191 iwwert d'Installatioun vun engem Festungsmusée am Joer 1996 bis zum Joer 2007 erstreckt.

Den Optrag vun der Cour des Comptes war, fir ze ënnersichen - ech zitéieren aus dem Gesetz vun `99 -: „la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics". Ech ginn net an den Detail op de Rapport an, et ass och scho villes haut gesot ginn, ech erënnere just un e puer Haaptpunkten.

Schonn am éischte Projet de loi iwwert de Festungsmusée sollt ënner anerem och den Aspekt vun der Identitéit vun de Lët-

zebuerger Sujet vun der Ausstellung sinn. Dësen Deel gouf duerch Amendementer gestrach, well en net konnt esou realiséiert ginn, wéi ursprünglech geplangt, ass awer am zweete Gesetz vum Abrëll 2003 erëm bäigesat ginn.

Et ass festgestallt ginn, dass déi reng baulech Mesuren ënnerschätzt gi sinn an duerfir kee Geld méi fir den ursprünglech virgesinnene museologesche Konzept bliwwen ass. Wéi d'Rallonge budgétaire mam Gesetz vun 2003 gestëmmt ginn ass, waren déi baulech Moossname praktesch all ofgeschloss.

D'Cour des Comptes huet festgestallt, dass d'Hierarchie net ëmmer respektéiert ginn ass, wat d'Sich no engem Responsabele fir den organisationnellen a finanzielle Schlamassel vun dësem Muséesprojet schwéier mécht. Et gouf net déi néideg Trennung gemaach tëschent den Organer, déi fir d'Gestioun vum Projet zoustänneg waren, an deenen, déi fir d'Iwwerwaachung, de Contrôle vun der Exekutioun responsabel waren.

Eigentlech geet dat, wat an dem Rapport vun der Cour des Comptes steet, net op déi berühmte Kouhaut. D'Donnéeën, déi d'Cour kritt huet, waren oft net vertrauenswürdeg: Les États financiers sont rudimentaires, les informations sont parvenues avec un retard considérable.

De Service huet sech net un d'Recommandatioune vun der Lettre circulaire aus dem Statsministère gehalen, wat d'Adaptatioun vun de Präisser un de Bauindex betrëfft; verschidde Budgetsposte sinn ëm méi wéi dat Duebelt iwwerschratt ginn; a well de Musée scho praktesch zënter 2001 fäerdeg war, falen och anstänneg Zomme fir Personal- a Fonctionnementskäschten un.

Aus dem Rapport vun der Kontrollkommissioun vun der Exécution budgétaire iwwert de Festungsmusée geet och ee bescheidene positive Message ervir. Den Direkter vum IGF stellt fest, datt et keng béiswëlleg Irrégularitéiten oder Fautes gëtt. Dat ass alt schonn ëmmerhinn dat, an dat ass och net onwichteg.

Fir de Rescht ass relativ wéineg Positives do ze liesen. Et geet Rieds vun enger ganzer Rei Ongereimtheeten, déi dozou gefouert hunn, datt mer haut do stinn, wou mer eben elo stinn. A wann déi Gréng `97 kee gutt Gefill beim Projet Musée de la Forteresse haten, a wa mir mat deem ongudde Gefill 2003 nach zimlech eleng dostoungen - just den Här Fayot stoung eis bäi -, esou huet sech dëst Gefill 2009 och nach net verbessert.

D'Iddi vum Festungsmusée, wou och d'Gebai selwer en Exponat ass, genausou wéi dat beim Musée vun der Stad Lëtzebuerg an och dem Musée um Fëschmaart de Fall ass, ass och haut nach eng gutt Iddi. D'Gebai ass jo och scho jorelaang fäerdeg. D'Chamberskommissioun war 2007 an 2009 op der Plaz. Bei der Nuit des musées ass d'Gebai regelméisseg fir de Public op.

Wéi ee sech an der Zäit huet mussen uleeën, fir privat oder öffentlech Réceptiounen do ze organiséieren, dat entzitt sech menger Kenntnis. D'Tariffer ware jo deemools sozial. Si hunn am Ganze just 3.872 Euro Recettë bruecht.

A mir sinn erstaunt missen ze liesen, datt de Kulturminister näischt dovunner wousst. An et huet eis gefreet ze liesen, wéi de Minister et bis wosst, huet en dës Locatioun ënnerbonnen.

Op där anerer Säit wier et jo vläicht eng interessant Iddi gewiescht, déi Locatioun e bësse méi public a professionnel ze maachen. Ëmmerhinn ass d'Gebai scho laang fäerdeg, vläicht hätt een do eng Recette kënnen erwirtschaften.

Wat dann elo nach soll gewise ginn, ausser de flotte Gebailechkeeten, dat schéngt mer och haut nach net esou evident. Ee fréieren Direkter vum Sites et Monuments wollt jo emol d'Ausstellung, déi am Kader vun der 150-jähreger Onofhängegkeet vum Land realiséiert gouf, do ënnerdaach bréngen. Doraus gouf näischt.

Eng Équipe vu Paräiser Spezialiste wollt eng Zort Krichsmusée aus dem Festungsmusée maachen. Dës Zesummenaarbecht huet just Onkäschte produzéiert an dem Expertegrupp ass gekënnegt ginn.

Elo leien all eis Hoffnungen, wéi bei esou ville Projeten hei am Land, bei der jonker Uni Lëtzebuerg. Eng Équipe vu Chercheuren a Professeren ronderëm den Doyen Professer Michel Margue verfeineren de museologesche Konzept.

Mir begréissen dat ausdrécklech, datt et dës Zesummenaarbecht mat der Uni gëtt. Mir weisen awer och drop hin, datt op der Uni Fuerscher an Enseignantë schaffen, an dat si Fuerscher an Enseignanten, a keng Zeenographen.

Problematesch bleift fir eis nach ëmmer, wat dann elo an deem Festungsmusée soll an der permanenter Ausstellung gewise ginn. D'Ausstellungsraim - mir sinn hei an enger aler Festung - sinn - ech hunn et scho gesot - nëmme mat vill techneschem Opwand konform, fir d'Ausstellung vun Originalen ze gebrauchen, besonnesch wat kriddelech Dokumenter ugeet.

Ee Schwéierpunkt am Konzept schénge jo déi technesch Medien ze sinn. Schonns bei der éischter Visite vun der Chamberskommissioun stounge relativ vill Écranen an elektronesche Firlefanz an der Festung. Mëttlerweil misste mer eigentlech scho wëssen, datt déi Elektronik zimlech ufälleg ass, fir net ze funktionéieren, an datt den Aha-Effekt net méi deeselwechten ass wéi nach vläicht virun 20 Joer.

Här President, och déi Gréng sinn der Meenung, datt et eng genausou spannend wéi noutwendeg Erausfuerderung ass, datt mir eis mat eiser Identitéit oder eisen Identitéiten auserneesetzen, datt mir esou Froe mat anere Partner, zum Beispill mat der Uni Lëtzebuerg, awer net just mat der Uni, diskutéieren an esou opbereeden, datt se engem breede Public vun Awunner aus eisem Land a vu Leit, déi op Lëtzebuerg op Besuch kommen, zougänglech gemaach ginn.

Et ass bestëmmt eng sënnvoll an noutwendeg Aufgab, sech mat Lëtzebuerger Identitéiten auserneenzesetzen. Wéi delikat a schwéier dës Aufgab ass, kann een u ville Beispiller aus dem lëtzebuergeschen Alldag gesinn. Ech gi just ee Beispill: d'Reaktiounen op d'Carte blanche bei RTL vum Serge Kollwelter sengem „Nëmme Lëtzebuerger als Statsbeamten". Hei hat de fréiere President vun der ASTI sech erlaabt, dat ze soen, wat am Gesetz steet, dat mir am Dezember 2009 gestëmmt hunn.

Et sollt een natierlech E-Mailen, déi mam Courage vun der Anonymitéit geschriwwe ginn, net iwwerbewäerten. Et ass awer erstaunlech, mat wéi vill Haass eng Rei Leit sech zu Wuert mellen, wa si sech an hirem Versteesdemech vum Lëtzebuerger getrëppelt fillen.

Och de Sujet Lëtzebuerger Béier liwwert vill Diskussiounsstoff a schéngt e wichtege Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Identitéit ze sinn. Wa mir da wëllen duerch d'Noperschaft vu Pei-Musée a Festungsmusée weisen, wou de Grand-Duché hierkënnt, wou en haut steet a wouhin e sech wëll bewegen, da si mer eis jo och bewosst, datt mer jorhonnertelaang eng ländlech Regioun waren, datt d'Eisenindustrie den zweete Pilier vun eiser kulturelle Identitéit war an ass, datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg mat Sécherheet och eis Kultur geprägt huet, an datt ee weidere wichtege Pilier vun eiser Identitéit d'Migratioun ass.

Dat schlecht Gefill, dat sech bei eis beim Musée opdrängt, huet also näischt mam Sujet selwer ze dinn, mä mat der Aart a Weis wéi dëse Projet ugepaakt ginn ass, an ëmgesat ginn ass, an ëmmer nach amgaang ass ëmgesat ze ginn. Mir hunn eis als Gréng nëmme seele géint Kulturprojeten ausgeschwat, well se ze deier solle sinn. Mir sinn éischter der Meenung, datt mir eis kënnen deier Kulturprojete leeschten, oder zumindest an der Vergaangenheet konnte leeschten. Mir mengen och, datt d'Leit hei am Land Verständnis duerfir hunn, wa mer grouss Investissementer maachen an der Kultur.

Mer mussen awer oppassen, datt mer net mat zweeërlee Mooss fueren, an datt d'Gestioun vun de Suen transparent bleift, soss hunn d'Leit zu Lëtzebuerg kee Verständnis méi fir déi Politik. Da ginn d'Leit rosen, an dat zu Recht. D'Leit gi rosen, wa se gesinn, datt fir gewësse Projeten, déi an der politescher Hierarchie ganz uewe stinn, well se ënner anerem representativ Zwecker erfëllen, zum Beispill de Pei-Musée oder d'Philharmonie, bal onbegrenzte Moyenen zur Verfügung gestallt kréien. Aner Projeten, déi fir d'Leit och wichteg sinn, wéi zum Beispill regional Kulturzentren a Bibliothéiken, fir am Kulturberäich ze bleiwen, déi musse permanent struewelen, fir finanziell ze iwwerliewen.

D'Leit ginn och rosen, wa se gesi wéi schlecht verschidde Projeten am Viraus geplangt ginn. Wann eng Privatpersoun sech esou massiv verspekuléiert huet wéi zum Beispill de Kulturminister beim Festungsmusée, da mécht dës Privatpersoun Faillite. De Kulturminister dergéint, dee kënnt an d'Chamber a léisst sech eng Rallonge budgétaire stëmmen.

Natierlech drängt sech hei d'Fro op, wien dann elo responsabel ass fir dee ganze finanzielle Schlamassel vum Festungsmusée. Et gesäit esou aus wéi wa keen et wier. Et ass Schicksal, e bësse wéi beim Projet E-Go. Et huet een e lassgetrëppelt, et huet een d'Sue gefrot, d'Chamber huet d'Suen och gestëmmt, a wann et dann net klappt, dann ass op eemol kee méi do. Mir fannen dat net gutt. Do gëtt et ee Ministère an ee Minister.

Mir hate schonn am Kader vum Gesetz iwwert d'Erhalen an de Schutz vun eisem archeologeschen, historeschen, architektoneschen a landwirtschaftleche Patrimoine - dat Gesetz, wat schonns zéng Joer um Instanzewee ass a mat deem kee frou ass - nogefrot wéi et mat de personellen a finanzielle Ressourcë vum Service des sites et monuments nationaux ass a wat en internen Audit an deem Service bruecht huet.

D'Äntwert, déi mer eis am Oktober 2008 vun der deemoleger Statssekretärin an heiteger Ministerin mat enger Question avec débat erkämpft haten, war dës: Feststellunge si gemaach ginn um Niveau vu Responsabilisatioun, vun interner Kommunikatioun, intra Service, Cogestioun vun de Projeten, vun Délaien an Enveloppen ze respektéieren, vun interner Kontroll am Service. Mir hunn eng Clarificatioun vun de Verantwortunge virgeholl, mir hunn Tâchë festgesat, eng integréiert, dat heescht transversal Handhabung a Gestioun vun de Projeten agesat an e neien Organigramm opgestallt. Vun exakt elo un, nämlech vun elo un de Prozeduren no, hunn ech, dat war dann d'Madame Statssekretärin, och dat agesat wat een am Privatsecteurjargon géif Kontrolleur nennen, dat heescht een, deen de Suivi an de Contrôle vun den administrative Budgets- a comptastechneschen Aspekter vun de Projete mécht. De Projeten, déi selbstverständlech vun deenen eenzelne Conservateuren ofhänken. Dat ass normal, dat ass logesch, dat ass evident. Dat ass esou, an dat bleift esou. Alles kloer?

Fir eis net. Mir fannen, datt déi verschidde Servicer ënnert der Autoritéit vum Kulturministère hir Aufgaben net ëmmer esou erfëllt hunn, wéi ee sech dat eigentlech misst erwaarden. An et schéngt och relativ kloer, datt de Problem net doranner läit, datt vill Leit hir Aarbecht net gutt maachen, mä datt ze wéineg Leit ze vill Aarbecht musse maachen.

E weidere Kritikpunkt ass d'Transparenz vun den Décisiounsstrukturen. Dat bréngt mat sech, datt ganz vill Projeten aus deenen ënnerschiddlechsten Ursaachen net esou vun der Plaz komme wéi et misst sinn. Haut ass et de Festungsmusée, deen um Programm steet. Ech hu schonns vum Gesetz iwwer eise kulturelle Patrimoine geschwat, ech kënnt och nach iwwert dat leidegt Stéifkand Nationalbibliothéik schwätzen. Wier et net ganz einfach normal, logesch an evident, datt de Kulturministère fir sech selwer en Audit géif ufroen, anstatt datt alles esou bleift wéi et ass?

Här President, déi lescht Regierungen hunn an deene leschte 15 Joer immens vill an déi kulturell Infrastrukturen zu Lëtzebuerg investéiert, an dat souwuel op nationalem wéi op regionalem Plang. Déi viregt Regierung hat 2005, 2006 eng Enquête iwwert déi regional Kulturinfrastrukture gemaach, a festgestallt, datt déi regional Koordinatioun a Promotioun vu kulturellen Evenementer misst verstäerkt ginn, datt mir eng kohärent Approche missten anhuelen, wat Strategie a Planung vun de verschiddene kulturellen Instituter hei am Land betrëfft.

D'Kulturpolitik hei am Land muss sech asetzen, fir nach méi eng räichhalteg an dynamesch kulturell Zeen zu Lëtzebuerg ze kréien, a muss sech och aktiv dorëm beméie keng Leit, aus welche Grënn och ëmmer, vun deem Prozess auszegrenzen. Mir begréissen duerfir, datt am Regierungsprogramm ënner anerem steet, datt d'Kulturpolitik transversal muss sinn an och aner Politikberäicher muss abezéien.

An dës Iwwerleeunge féieren eis direkt zu dem Pacte culturel, dee virun de Wahle vun alle politesche Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, ënnerschriwwe ginn ass. Mat dem Pacte culturel hu mir eis verflicht, fir een nationale Plang fir eng nohalteg kulturell Entwécklung fir Lëtzebuerg auszeschaffen. Dee Plang soll sech op ee Wäissbuch Kultur kënne baséieren, an et soll och eng Budgetsetüd derbäi sinn, déi de Finanzement vun der Ëmsetzung vun dësem Programm duerstellt.

Esou ee Wäissbuch ass et schonns eng Kéier an der Kultur ginn, d'Wäissbuch vum Joer 1998. Dat Buch hat keng allze héich Welle geschloen, et pour cause. Mir sollen et dës Kéier besser maache wéi 98, mir solle vun Ufank un an enker Zesummenaarbecht mat deene verschiddenen Acteuren aus dem kulturellen an artistesche Milieu zesummeschaffen, eventuell vun de Recommandatioune vum Wäissbuch vun 98 ausgoen, an eng ganz Rei wichteg Aspekter besonnesch ervirsträichen, wéi zum Beispill d'Professionaliséierung am kulturelle Secteur, de sozialen Aspekt vun der Kultur, d'Wichtegkeet vun der Kultur bei Kanner a Jugendlechen.

Duerfir, Här President, déposéieren ech eng Motioun an deem Sënn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- que les investissements importants réalisés par le Gouvernement les quinze dernières années ont mené à une couverture adéquate du territoire par des infrastructures culturelles au niveau national et régional;

- les recommandations du livre blanc sur les nouvelles institutions culturelles présenté en 1998 par le Ministère de la Culture;

- que l'enquête de 2005/2006 sur l'infrastructure culturelle régionale souligne la nécessité d'améliorer la coordination et la promotion des activités culturelles au niveau régional;

- qu'une approche cohérente en ce qui concerne l'élaboration des missions stratégiques et la programmation des institutions culturelles au niveau national, régional ainsi que local doit être favorisée;

- que le grand défi de la politique culturelle future sera la promotion d'une scène culturelle et artistique diversifiée et dynamique s'adressant aux différentes couches sociales de notre pays;

saluant

- que le programme gouvernemental de 2009 prévoit la mise en œuvre d'un plan de développement culturel pluriannuel;

invite le Gouvernement:

- à faire élaborer, en association étroite avec les différents acteurs du secteur artistique et culturel, un livre blanc sur la politique culturelle luxembourgeoise sur lequel sera basé un plan de développement culturel pluriannuel en prenant en considération

- les recommandations du livre blanc de 1998 et de l'enquête sur l'infrastructure culturelle régionale de 2005/2006;

- les différentes administrations et institutions culturelles;

- les différents mécanismes de financement et de gestion des activités dans ce secteur;

- le profil des différents instituts culturels;

- la professionnalisation du secteur culturel et le statut des acteurs de la culture et de l'art;

- l'accès à la culture des différentes couches sociales;

- la culture dans l'éducation des enfants et des jeunes;

- la promotion artistique et culturelle pour la Grande Région et au-delà.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Fir nach eng Kéier kuerz op de Projet de loi 6071 zréckzekommen, ech wëll dem Rapporteur, dem honorabelen Här Oberweis, Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Mat allem, wat bis elo an deem Dossier geschitt ass, mat allen Ongereimtheeten aus der Vergaangenheet musse mer feststellen, datt et och nach an der ganz rezenter Vergaangenheet weider Ongereimtheeten, wat de Projet Festungsmusée ugeet, gëtt.

Zum Beispill huet d'Chamberskommissioun den ursprünglechen Text, deen d'Regierung déposéiert hat, guer net ze gesi kritt. Den Text ass laanscht d'Chamberskommissioun un de Statsrot gaang a gouf schonns geännert, ier en an d'Kommissioun komm ass.

Erstaunlech ass och eng Ausso am Rapport vun der Kulturkommissioum vum 19. Oktober 2009, do steet: «L'Administration des bâtiments publics aurait été mieux outillée pour assurer le rôle de maître d'ouvrage du musée.» Domat si mer och averstanen. Mä mat der Erklärung, firwat datt dat, wat besser wier, net geschitt ass, si mer net zefridden: «C'est suite à son refus que le Service des Sites et Monuments nationaux a été désigné maître d'ouvrage.»

Dat ass sech d'Saach e bëssen einfach gemaach. Wann déi eng Administratioun net wëllt, da mecht et alt déi aner. Do gëtt et jo awer och e Chef un der Spëtzt vun der Administratioun. Firwat däerf deen, deen et am beschte kënnt, einfach soen, e géif et net maachen?

Et ass logesch, datt mer de Festungsmusée net am aktuellen Zoustand kënnen hänke loossen, duerfir stëmme mir och net géint de Projet. Et ass awer genausou logesch, datt déi Gréng déi Zopp do, déi mir weder bestallt nach gehollef hu kachen, elo och net hëllefen ausläffelen, an duerfir wäerte mer eis bei deem Projet hei enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci, an als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung, wéi och déi virdrun, a besonnesch d'CSV, déi jo zënter laangem fir d'Kulturpolitik hei am Land verantwortlech ass, hat fir d'Dräi Eechelen nach ni vill iwwreg. Fir d'éischt wollt si de Fort Thüngen, fir dem Pei-Musée méi e groussen Agank ze maachen, bal ganz ofrappen. Et ass nëmmen dem Widderstand vun de Lëtzebuerger, a besonnesch och deem vun de Festungsfrënn ze verdanken, datt de Fort Thüngen konnt virun der CSV gerett ginn. D'Fro ass iwwregens och, ob de Pei-Musée iwwerhaapt eng Entrée brauch. Et geet jo bal keen dohin. Mä dat ass eng aner Diskussioun.

Mä wat fir eng Geschicht ass aus deem Dossier Festungsmusée entstan! Zënter elo scho bal 15 Joer gëtt un den Dräi Eechele geknéchelt a gemauschelt. Den Här Rapporteur vum Projet 6071 huet a senger Interventioun nach eemol déi wichtegst Etappe resüméiert. Fir seng Méi a seng fläisseg Aarbecht soe mir him Merci, mä aus all deene Grënn, déi ech elo nach wäert nennen, kann d'ADR deem Projet awer net hiren Accord ginn.

Den Dossier Festungsmusée ass eng Geschicht vun Inkompetenz an Duerjerneen, vu schlechter Gestioun an onverantwortlechem Ëmgank mat eise Suen. Wéi dacks gouf um Konzept fir dëse Musée ronderëm gekoschtert a gedoktert, wéi dacks goufe Meenunge geännert, wéi dacks fäerdeg Projeten nees verworf?

Loosst mech et däitlech soen, Här President, d'Verantwortung fir de Misär ëm d'Dräi Eechele läit däitlech bei der Politik, bei der CSV, fir ganz prezis ze sinn, an net bei deene Beamten, déi ëmmer nees hu misse probéieren, fir all puer Méint déi neitsten dilettantësch Naupen aus dem Kulturministère a Realitéiten ëmzesetzen.

Ech wëll Iech den Detail vun de Statistiken an Zuelen erspueren. Anerer hu schonn Zuele genannt, de Statsrot, d'Cour des Comptes, alles ass gewosst, alles kann nogelies ginn. Villes ass och schonn zu Recht vu verschiddene vu menge Virriedner kritiséiert ginn. Der Madame Brasseur félicitéieren ech fir hir Interventioun. Villes stoung och schonn an der Press, wéinstens an där, déi net vun der CSV kontrolléiert gëtt.

Mä e puer Feststellunge wëll ech awer hei däitlech treffen: Iwwert de Konzept, iwwer politesch Nominatiounen, iwwer Amateurismus an iwwert den Ëmgank mat de Sue vum Steierbezueler. Déi Éischt ass, datt alles anescht wéi sécher ass, datt dee Konzept vun dem franséische Büro, deen als éischte mam Projet beoptraagt gouf, net scho gutt a richteg war. De museographesche Programm aus dem Gesetzesprojet vun 1996 war jiddefalls däitlech militäresch orientéiert.

Här President, wou war da wierklech den Duerjerneen? Bei deenen, déi den Optrag ginn hunn, oder bei deene professionelle franséische Spezialisten, déi dësen Optrag fachgerecht ëmgesat hunn? Wann een d'Geschicht vum Projet kuckt, da weist de Fanger ganz däitlech op de Kulturministère.

Déi zweet Feststellung ass, datt d'CSV, wéi esou dacks, och alt nees d'Nominatiounen an deene leschte Jore gemaach huet, déi de Geroch vum politesche Favoritismus net lassginn. Mir denke jiddefalls, datt en Direkter vun engem Festungsmusée sollt wéinstens eng Ahnung vu Militärgeschicht hunn. Jiddweree weess, datt, wann een eng Leeder brauch, da keeft ee kee Kuerf. Fir d'CSV ass dat awer net esou wichteg, ob Leeder oder Kuerf, wat zielt ass d'Fuerf.

Déi drëtt Feststellung ass, datt et kaum ze gleewen ass, mat wéi vill Amateurismus op den Dräi Eechele gewurschtelt gouf. Et kann ee sech bal net virstellen, datt do zum Beispill keng Klimaanlag agebaut gouf, fir déi wertvoll Exponater ze schounen, keng Plaze fir Stroumkabele virgesi waren, déi sollten d'Beliichtunge vun de Vitrinë garantéieren. Engem Handwierker, deen esou schafft, deem bezilt een d'Rechnung net. Enger Regierung, déi esou schafft, där solle mir awer d'Rechnung maachen, well den Dag kënnt, wou si se och muss bezuelen.

Déi véiert Feststellung ass, datt de Fort Thüngen jo en Deel vum Circuit Vauban ass, an datt d'Leit, wa se dee gaange sinn, biergop a biergof, erop op de Fort Obergrünewald, erop op de Fort Niedergrünewald, méi wéi sécher midd an duuschtereg sinn, wa si endlech op den Dräi Eechelen ukommen. Dat gëllt besonnesch och fir eis eeler Matbierger. Et ass duerfir där bekannter Mënschefrëndlechkeet vun der CSV absolut wierdeg, datt och wierklech néierens eng Plaz virgesinn ass, fir sech ze erblosen. Kee Café, keng Buvette, keng Terrass, guer näischt, an dat op enger vun deene schéinste Plaze vun der Stad! Wann d'CSV net och schonn den Tourismusministère hätt, Här President, da misste se en elo fir déi dote Leeschtung och nach kréien.

Här President, erlaabt mer hei festzehalen, datt déi Manéier, wéi deen Dossier Festungsmusée vun der CSV géréiert gouf, näischt anescht ass wéi e massiivt an onverantwortlecht Verbëtze vu Steiergelder. Bal all Kéiers, wann ech hei schwätzen, da froen ech mech, wou de séchere Wee vun der CSV dann hiféiert. Haut ass d'Äntwert besonnesch einfach: An der CSV steet den C fir Chaos, an SV steet fir Sue verbëtzen.

(Hilarité)

Mä esou traureg dat och ass, et ass awer nach net esou schlëmm wéi dat, wat ech Iech elo muss verzielen. Am zweeten Deel vu menger Interventioun geet et ëm e besonnesch eeschte Sujet, well et geet ëm eis national Identitéit.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wéi de Projet Festungsmusée eng éischt gesetzlech Form sollt kréien, dunn ass dat duerch de Gesetzesprojet 4191 geschitt am August 1996. Deemools hat Lëtzebuerg nach eng national Identitéit, well de Projet sot - an ech zitéieren: «Plus encore que les circuits VAUBAN et WENZEL, un Musée de la Forteresse peut servir d'outil pédagogique et de lieu de communication pour faire appréhender, comprendre et assimiler l'Histoire et l'Identité..» - an dat war mat Majuscule geschriwwen - «...du Luxembourg. Le but du musée est de raconter et d'élucider la spécificité de notre forteresse et l'identité...» - am Singulier - «...de ses habitants.» An da weider: «Notre identité...» - au singulier - «...a été façonnée pour une bonne partie par ces deux facteurs, et c'est précisément cette réalité qu'il s'agit de montrer et de rendre palpable dans le futur Musée de la Forteresse.»

Mir haten also deemools eng Identitéit, an de Musée hat, och wat d'Identitéit ugeet, ee kloren, affirmativen Optrag. An dunn, aus Grënn, déi eis net bekannt sinn, ass décidéiert ginn, fir der Universitéit dës Ausstellung iwwer eis Identitéit unzevertrauen. Et gëtt wuel eng Konventioun tëschent dem Kulturministère an der Universitéit - anerer hu schonn dovu geschwat -, mä déi ass awer eng ganz allgemeng, an net spezifesch wéi déi Thematik oder déi Ausstellung am Festungsmusée.

Hei huet also de Kulturministère, ouni datt dat néideg gewiescht wier, eng ausseruerdentlech sensibel Thematik ofginn an an d'Hänn vun anere Leit geluecht. Zu wat dat geféiert huet, kënne mir an deem neie Gesetzesprojet 6071 noliesen. Ech zitéieren auszuchsweis, a fir d'éischt emol historesch Onzoulänglechkeeten: «...l'État, à partir du Bas Moyen Âge, tente d'identifier ses citoyens en leur donnant une identité figée au moyen de recensements ou de papiers d'identité...» Ech ginn elo net op eng Diskussioun iwwert déi historesch Genèse vun der Notioun vum Stat an, an ech erspueren Iech och Erklärungen iwwert d'Mëttelalter, mä esou wéi dat hei behaapt gëtt, stëmmt et net!

Mir wieren eis och géint eng Presentatioun, wéi si am Gesetzesprojet 6071 vun der Regierung gemaach gëtt, vun enger Identité collective, déi d'Identitéit als e renge kulturelle Konstrukt presentéiert, wuel gedroen duerch e System vu Symboler a Wäerter, mä lassgeléist, an dat ass wichteg, lassgeléist vun Notioune wéi dem Territoire, der Sprooch, der Relioun, der Kultur an der Communauté d'esprit et d'histoire.

Mir verbidden eis, datt esou Notiounen, déi fir vill vun eis Wertvolles a Positives bedeiten, déi vill Leide fir eist Land an Erënnerung ruffen - vum Heemwéi vun deenen Ausgewanderte bis hin zum heroeschen Affer vun eise Resistenzler -, an engem Text, deen iwwer eng Ausstellung iwwert d'Lëtzebuerger Identitéit soll goen, vollkommen eesäiteg an iwwerflächlech mat Xenophobie, Rassismus a Krich an Zesummenhang bruecht ginn. D'Lëtzebuerger Identitéit ass alles anescht wéi xenophob, alles anescht wéi rassistesch, alles anescht wéi aggressiv.

Mir loossen eis et net gefalen, datt vun eiser Regierung eis national Identitéit an Europa als eng Zort vu geféierlechem an archaechem, quasi antieuropäeschem Relikt presentéiert gëtt. Ech zitéieren de Projet de loi: «…les expositions temporaires en particulier peuvent contribuer à une réflexion sur ce que signifie „identité nationale"...» - déi Kéier ënner Anführungsstréicher gesat - «...et peut apporter comme ressource ou peut comporter comme risque dans une Europe qui se veut multivoire supranationale.»

Déi Leit, déi esou eppes schreiwen, hunn d'Geschicht vun der europäescher Integratioun ganz evidenterweis net verstan an interpretéieren an d'Unioun eng Finalitéit, déi se net huet an och net däerf hunn. Déi negativ Referenden an dräi Länner an deene leschte Joren hunn dat och nees däitlech gemaach.

Am Projet de loi gëtt geschwat vu Politiques identitaires am Pluriel, vun Types d'identités multiples, vun Identités transitoires, och am Pluriel, an esou virun. Mir sinn net d'accord, datt eis national Identitéit op déi Manéier soll beschtefalls relativéiert, schlëmmstefalls niéiert ginn.

Loosse mer dach all déi Leit, déi dovun dreemen, datt am Zäitalter vun der Mondialiséierung déi national Identitéit just nëmmen nach e Konzept vun der Vergaangenheet wär, dat misst hanner eis gelooss ginn, an déi bewosst déi national Identitéit mat engem primitiven Nationalismus wëlle verwiesselen, drun erënneren, datt all Vollek u senger Identitéit hängt an un hir festhält.

Wann d'Leit an Europa a soss an der Welt mengen, datt hir Identitéit a Gefor wär, dann deet dat hinne wéi. Et mécht hinne Suergen. An a Referenden an op aner Manéiere weise si, datt si hir Identitéit verdeedegen. Besonnesch och an enger mondialiséierter Welt huet den Nationalstat a senger weltoppener an toleranter Prägung nach seng Existenzberechtegung a ganz sécher och eng Zukunft.

Deen eréischt kierzlech verstuerwene franséischen Anthropolog an Ethnolog Claude Lévi-Strauss huet vun der Identité nationale als vun enger Sorte de foyer virtuel geschwat, auquel il nous est indispensable de nous référer. An hien huet Recht, well eng national Identitéit ass eemol fir d'éischt e geeschtegt a kulturellt Doheem, e Sichen no deem, wéi een ass, an eng Inklusioun vun deem, wat een ass, an net eng Exklusioun vun deem, deen anescht ass. Si definéiert sech net géint anerer als Oppositioun, mä am Verglach zu aneren an engem komparative Prozess op der Sich no räsonnéierter Objektivitéit.

Mä an den Ae vun eiser Regierung ass dat net esou. No e puer vu méi wéi diskutabelen Iwwerleeungen an hirem Projet de loi kënnt si dann op den Héichpunkt vun hire Considérationen iwwert d'Identitéit. «Il est préférable…», seet d'Regierung, «…d'utiliser le terme au pluriel.»

Elo hu mir also net méi eng national Identitéit, wéi nach am Gesetz vun 1997, mä ewell hu mir der gläich méi, „des identités au Luxembourg", an domadder - dat muss ee jo wuel dorauser schléissen - keng Identité nationale au singulier méi.

Déi do Form vun identitärer Schizophrenie erënnert eis un dem Richard David Precht säi Buchtitel „Wer bin ich - und wenn ja…"…

M. le Président.- Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Braz Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, et deet mer leed. Ech hunn net genuch Riedezäit. Wann ech herno nach Zäit hunn, da ganz gär.

(Interruption)

…dat aus dem „Wer bin ich - und wenn ja wie viele?". Dat ass den Titel vu senger philosophescher Rees a Buchform, deen hien enger spontaner Iddi vum Lëtzebuerger Schréftsteller Guy Helminger ze verdanken huet.

„Wer bin ich - und wenn ja wie viele?" schéngt och de Motto vun der Ausstellung am Festungsmusée ze ginn. An enger Ausstellung, déi aus lauter feiger politescher Korrektheet sech net méi traut, fir eppes ze affirméieren, mä nëmmen nach alles a Fro stellt. Och dat ass ganz anescht wéi nach 1997.

De Courage, fir sech zu deem ze bekennen, wat d'Lëtzebuerger eemol woren a wat mir eigentlech och wollte bleiwen, huet d'Regierung verlooss. Natierlech musse mir doriwwer nodenken, wien a wat mir sinn; mir Lëtzebuerger an déi, déi bei eis sinn. Mä dat villt Denken entléisst keen aus senger Verantwortung, mä et stäerkt d'Verflichtung, fir kloer a gutt iwwerluechte Positiounen ze formuléieren.

Här President, domat huet d'CSV eng nei Dier opgestouss, well no dësem Projet de loi all minoritär Communautéiten jo hir Identitéit hunn, déi se superposéieren, gëtt d'Lëtzebuerger...

Une voix.- Firwat hat d'ADR deen da gestëmmt, dee Projet?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …national Identitéit u sech praktesch niéiert.

(Interruption)

Well all minoritär Communautéiten hir respektiv Identitéit hunn, déi jo och keen hinne wëllt ofschwätzen, schéngt dat grousst Ganzt awer säi Recht op eng eegen Identitéit ze verléieren. Déi däerf

net - an ech zitéieren - figéiert ginn - et ass och dat, wat den Här Braz elo gesot huet -, deene minoritäre Communautéiten hir awer anscheinend dach.

A wou si mir domadder ukomm? Loosse mer däitlech soen, datt et hei net drëm geet, a Fro ze stellen, datt eis national Identitéit iwwert d'Jorhonnerten och en evolutive Charakter hat an huet. Vill Aflëss wierken op eis an. Och huet eis national Identitéit regional verschidden Ausprägungen duerch dialektal Variante vun eiser Sprooch, duerch Gebräicher, Seeërcher. Mä alles dat gehéiert zu eiser nationaler Identitéit, an déi loossen d'Lëtzebuerger sech net ewechhuelen.

Eis national Identitéit ass och keen Ausdrock vu verdreemter Nostalgie. Si ass éischter en Opruff un all Leit hei am Land, déi vun hei, an déi, déi bei eis kommen, fir sech bei aller Verschiddenheet zesummen an enger Geschicht, an enger Kultur an an enger Sprooch erëmzefannen, an der Kontinuitéit vun engem Land, dat op zolitte Fëllementer opgebaut ass, fir datt mir all zesumme kënnen dat Lëtzebuerg vu muer opriichten. National Identitéit schaaft och national Solidaritéit, jo, si ass bal eng Konditioun derfir.

Eis national Identitéit wor ëmmer an ass och weiderhin op fir déi Apporten, déi vu bausse kommen. Déi, déi bei eis kommen, fir bei eis a Fräiheet a Wuelstand ze liewen - a si sinn eis wëllkomm -, mussen eis Identitéit awer akzeptéieren. Dat verlaangt schonn deen elementaarste Respekt géigeniwwer dem Gaaschtland. De géigesäitege Respekt an d'Héiflechkeet am Zesummeliewen erméiglechen och eng séier Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger.

Här President, wien huet d'Verantwortung fir déi Ausstellung iwwer eis national Identitéit am Festungsmusée? Mir sinn hei net am Zeenario vun der gëlle Fra 2, vun där jo nach behaapt gouf, datt si soll eng Zort vu Konschtwierk sinn. Hei si mir, op d'mannst emol theoretesch, am Beräich vun der wëssenschaftlecher Presentatioun vun eiser Geschicht an eiser Identitéit an engem staatleche Musée. Dat huet domadder och en offizielle Charakter.

Wien dréit also déi politesch Verantwortung? Dat muss och kloer de Kulturminister sinn, an net iergendwelch Mataarbechter vun enger Universitéit.

Här President, et ass net, datt mir net bereet wären, fir iwwer eis Identitéit ze diskutéieren oder ze fuerschen, och iwwer hir konstitutiv an evolutiv Charakteristika. Lëtzebuerg hält, ebe well et eng staark national Identitéit huet, esou Diskussiounen och gutt aus.

Si maachen eis keng Angscht, an et steet och ganz selbstverständlech jiddwerengem fräi, fir doriwwer ze denken an ze soen, wat e wëllt. Mä an där offizieller Presentatioun vun eiser Identitéit an engem Statsmusée verlaange mir op dat Allermannst Respekt fir all déi, an et sinn déi Allermeescht vun eis haut an a fréiere Generatiounen, déi sech hir Lëtzebuerger Identitéit net wëllen an net wollten ewechhuele loossen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

Jo. Här Braz, ech hunn nach...

M. le Président.- Den Här Braz kann Iech elo eng Fro stellen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo. Merci, Här President. Den Här Kartheiser probéiert bei deem heite Projet eng Debatt hei an d'Chamber eran ze importéieren, déi an de leschte Méint a Frankräich gefouert ginn ass iwwert d'Identité nationale. Ech hu kee Problem doriwwer ze diskutéieren. Do wär villes derzou ze soen; vläicht net mat jiddwerengem. Mä trotzdeem, doriwwer däerf een diskutéieren.

An ech hunn am Fong just eng Fro un Iech, ouni op villes vun deem, wat Der gesot hutt, anzegoen. Dir hutt et um Enn vun Ärer Interventioun och probéiert ze placéieren: den evolutive Charakter vun der Identitéit. Dir hutt dat natierlech net développéiert. Dir wollt et just nach eng Kéier gesot hunn, fir Iech dem Virworf net ausgesat ze gesinn, dass Der et net gesot hätt. Mä dat ass awer de sprangende Punkt.

D'national Identitéit, d'Identitéit, dat wat d'gemeinschaflecht Gefill ausmécht zu Lëtzebuerg an och an anere Länner, ass an eisen Aen ni eng figéiert Notioun. D'Identitéit vu Lëtzebuerg vun haut ass mat Sécherheet eng aner, wéi déi vu virun engem Jorhonnert. D'Geschicht ännert doduerch net. D'Geschicht bleift d'Geschicht. D'Fakte bleiwen d'Fakten. De Conscient an den Inconscient bleiwen déi, déi se sinn.

Mä d'Identitéit vu Lëtzebuerg, e moderne Stat mat enger grousser Bankeplaz, mat enger dichteger Industrie, ass haut net méi déiselwecht wéi de Bauerestat vu virun engem Jorhonnert, wou et kaum Industrie zu Lëtzebuerg gouf, wou Lëtzebuerger ausgewandert sinn, well se vun Honger gestuerwe sinn, an aner Kontinenter, wou se frou waren, datt anerer se opgeholl hunn a se net als eng Gefor fir hir Identitéit opgeholl hunn.

Duerfir meng Fro un Iech, Här Kartheiser. Mengt Der net, dass déi wesentlech Debatt eigentlech awer déi ass vun der Evolutioun no vir, mam Bléck no vir, fir ze kucken: Wat ass dat, wat eis alleguer verbënnt, wat d'Land kann no vir bréngen? Ass dat net déi wichtegst Fro, an Ären Aen och?

Oder mengt Dir wierklech, d'Lëtzebuerger Identitéit wär iergendwann eng Kéier stoe bliwwen? An da sot Der mer awer och wann ech gelift a wéi engem Joer; da wësse mer et.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen dem Här Braz Merci an ech wëll him an zwee Punkten äntwerten.

Deen éischten ass: Hunn ech elo hei probéiert eppes an eis Debatt anzeféieren, wat aus Frankräich kënnt? Neen. Mä d'ADR ass vläicht déi eenzeg, déi de Projet de loi ganz gelies a ganz verstanen huet.

(Interruptions diverses)

Well dat eent ass den...

(Interruption)

Entschëllegt, Här Bausch. Elo hunn ech d'Wuert, wann ech mengen et richteg verstanen ze hunn.

(Interruption)

Jo. Mä wësst Der, do sinn ech och net eleng hei, he?

(Interruption)

Ech wëll elo Ärem Kolleeg, dem Här Braz, äntwerten. A wann Der déi Héiflechkeet géigeniwwer Ärem Fraktiounskolleeg wéilt hunn, datt ech him kann äntwerten, da wär ech dankbar.

(Interruption)

Also! An deem Gesetzesprojet ass e groussen Deel gaang iwwert d'national Identitéit. Wat verwonnerlech ass, ass datt keen heibannen ausser eis wierklech déi Problematik do erkannt huet, nämlech déi Evolutioun ewech vun der nationaler Identitéit an eng Pluralité d'identités, an dat an engem offiziellen Text. An dat ass verwonnerlech.

(Interruption)

An do soen ech mer: Wou ass dann d'Sensibilitéit vun dësem Parlament an enger wichteger Fro, déi d'Leit beschäftegt, wann an esou enger Fro keng Diskussioun opkënnt? Ech si frou an houfreg op meng Partei, datt déi wéinstens op dat do opmierksam mécht.

Dat Zweet ass, den Här Braz huet mer eng Fro gestallt, déi awer u sech keng Fro ass. Et ass eng Paraphras vu mengem Discours, well en huet...

(Hilarité)

Awer keng virtuos, Här Braz! Et wor eng Paraphras, awer et wor keen Akt vu Virtuositéit. Well, wann Der mer nogelauschtert hätt, da fannt Der all déi Wierder, déi Dir selwer benotzt...

(Interruption)

Jo, ech zitéiere mech selwer och heiansdo ganz gär.

Mä ech wollt awer dem Här Braz soen, dat wat hie gesot huet, „net figéiert", dat hunn ech gesot a mengem Discours. Dir sot Zukunftsgeriicht; ech soen, mir wëllen all zesummen dat Lëtzebuerg vu muer opbauen op engem zolitte Fëllement, wou mer och drop stinn. Ech gesinn do keng grouss Ënnerscheeder tëschent Ärer Reaktioun, déi ech respektéieren an déi ech an hirer ganzer moralescher Dimensioun kann nofillen, mä Dir sot näischt anescht wéi dat, wat ech gesot hunn.

Ech soe just, datt mer eng Identitéit hunn, wou anerer hir Apportë bréngen. An ech refuséieren awer ze soen, mir Lëtzebuerger hätten eng Pluralitéit vun Identitéiten. Et gëtt méi Identitéiten zu Lëtzebuerg, awer mir hunn eng national Identitéit.

M. le Président.- Sou! Ech mengen, elo wär déi Fro beäntwert. Elo huet den Här Jean-Louis Schiltz nach eng Kéier d'Wuert gefrot...

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Kann ech nach eng Kéier schwäetzen?

M. le Président.- Ma neen. Dir sidd elo fäerdeg, Här Kartheiser. Dir hutt...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass keng Fro.

M. le Président.- Neen, Dir hutt net permanent de Mikro. Elo kënnt den Här Jean-Louis Schiltz.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei just véier Remarquë maachen.

Déi éischt. Gëscht, wou den Här Kartheiser geschwat huet, sinn ech aus dem Sall gaang. Ech hätt dat haut och solle maachen.

Zweetens, déi Ausféierungen à propos vun der CSV vum Här Kartheiser treffen net zou.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech fannen awer dach.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Drëttens, déi aner Ausféierunge vum Här Kartheiser zu deene Punkten, déi en opgeworf huet, insbesondere alles, wat ëm Identitéit an Identitéiten dréit, treffen och net zou. An ech sinn iwwerzeegt, datt all Fraktioune sech deem hei Punkt kënnen uschléissen heibannen, mat Ausnahm selbstverständlech vun der ADR.

Véiertens, pour le reste ass deen Episod hei sans commentaire.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Är Äntwert war awer och sans commentaire. Dat war miserabel.

M. le Président.- Sou! Elo kënnt d'Madame Kulturminister Octavie Modert drun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir hutt näischt ze soen, Här Schiltz.

Une voix.- Et war scho méi wéi dat, war Dir gesot hutt.

(Hilarité)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären… Jo. Merci, Madame Brasseur, fir Är Interpellatioun. Och Merci souwisou dem Här Rapporteur an dem Rapporteur vun der Comexbu, déi am Fong geholl jo datselwescht gesot hu wéi Dir, Madame Brasseur, well Dir hutt jo gesot, grad wéi alleguerten déi aner, ech hätt eppes an dësem Dossier ënnerholl.

An duerfir verstinn ech de Sënn net ganz richteg vun Ärer Interpellatioun. Obschonn, kulturell Infrastrukturen suerge jo ëmmer fir passionnéiert Debatten, derfir

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

an dergéint, an dohier ass dat hei och haut näischt esou Besonnesches.

Verwonnert sinn ech doriwwer, a verwonnert sinn ech och, datt hei erëm Saachen opgeworf gi sinn, déi schonn iterativ beäntwert gi waren, déi och herno vun deeneselwechte Leit, nodeem se am Ufank d'Froen esou gestallt hunn, wéi wann een näischt gemaach hätt, herno awer dann - an dat war ganz léif - drop higewisen hunn, datt een eppes gemaach hätt an datt een eigentlech alles ënnerholl hat.

Well, meng Äntwerten op dem Rechnungshaff seng Bemierkungen, mengen ech, hunn dat schonns ausgesot. Si hunn och ganz dacks widderluecht, wat d'Cour des Comptes geschriwwen hat.

An ech muss och soen, datt ech mech iwwer eppes aneschters nach ëmmer wonneren. Dat ass, datt nach ëmmer Saachen an d'Welt gesat ginn, déi scho laang net méi sinn, déi sech hartnäckeg halen, wéi déi Saache mat de Réceptiounen am Gebai. Zwar hutt Der wuel vill méi spéit da gesot, et wär jo elo gutt, datt dat net méi de Fall wär, mä da sot och net am Ufank, wéi wann et nach ëmmer de Fall wär, wann dat elo scho sechs Joer oder wat weess ech wéi laang hier ass, datt et net méi de Fall ass.

Mä ech wëll an dësem Dossier no den Emotioune vu virdrun erëm eng Kéier op d'Fakten zréckkommen.

Ech hu mech un d'Regele gehalen, an ech wëll mech un d'Regelen halen.

Jo, et war Duerjerneen an dësem Dossier an am Service. Dat bedauert jiddwereen. An duerfir huet et ebe seng Zäit gebraucht, fir d'Saache riichtzebéien. Mir hu se awer haut an der Rei.

Déi zweet Bemierkung. Ech muss lech leider Recht ginn; „leider" fir Eenzelner. Ech hunn d'Situatioun selwer erausfonnt gehat an déi éischt Moossnamen och an d'Wee geleet gehat. An domadder war ech och scho ganz gutt amgaangen, ier d'Cour des Comptes hire Rapport zum Projet ugekënnegt an ageleet huet. Et kann ee wuel bedaueren, datt se dat net an hirem Rapport ernimmt huet. Mä duerfir soen ech jo och, wéi gesot, all deene Merci, déi dat hei da gesot hunn, esou wéi d'Interpellantin och.

Eng drëtt Saach, déi ech wëll soen: Ech hu mech un d'Prozedure gehalen an hale wëllen. A soubal wéi ech de Verdacht hat, datt deen duerch Gesetz zougeloossene Budget iwwerschratt kéint ginn, hunn ech d'Ausgabe gestoppt. Doduerjer konnt natierlech dunn net méi virugeschafft ginn, an dat bis haut. Hätt Der et méi richteg fonnt gehat, ech hätt mech net un d'Regele gehalen? Ech mengen net.

An den definitiven Décompte, Madame Brasseur, deen ass iwwregens 2008 der Comexbu hannerluecht ginn. Just huet et du gedauert - ech weess net méi, wien do d'Présidence hat - bis d'Kommissioun ofgeschloss huet. An dat hutt Dir jo du Gott sei Dank gemaach, Madame Brasseur, mat engem Bréif vum Oktober oder November, wou Der gesot hutt, et wär elo alles an der Rei. Merci duerfir.

An ech hat jo och gesot, mir brauchen en neit Gesetz, leider, effektiv. Dat Gesetz steet haut hei mat zur Debatt, an éischter konnte mer jo net méi viruschaffen, do virdru konnte mer keng Aarbechte méi maachen.

Dat heescht awer och, datt elo bis haut net ee Su méi ausgi ginn ass. Net ee Su méi, wéi d'Gesetz et erlaabt huet. Dat soll een och emol ënnersträichen. Jo, et ginn, wéi gesot, zousätzlech Sue gebraucht. A gleeft mer, doriwwer sinn ech net begeeschtert. Nawell ass dëse Projet mat sengem Gesamtkäschtepräis ee vun deene bëllegste Bauteprojeten, déi hei an der Chamber gestëmmt ginn.

Moossname si geholl ginn. Ech mengen, si sinn zu engem gudden Deel schonn opgezielt ginn, vu datt ech awer opgefuerdert gi war, et nach eng Kéier ze maachen, e puer Stéck:

Ech hunn - wéi Der zu Recht gesot hutt - Leit a Coursë geschéckt iwwert „d'Marchés publics", iwwer den SAP-Programm. Ech hunn dat organiséiert gehat. Et ass eng prezis Aart a Weis virgeschriwwe ginn, fir prezis Budgeten an de pluriannuelle Programm opzestellen. Et goufe schréftlech Prozeduren agefouert, wéi een d'Suen engagéiert, wéi een d'Kontrakter mécht, wéi ee bezilt. An nëmme mat Ënnerschréft vu méi Leit - vum Chef de projet, vum Service financier, dem Finanzkontroller am Ministère an dem Direkter - kann haut de Service Suen engagéieren.

De Chef de projet vun engem Projet mécht haut dem Direkter an dem Service financier op d'mannst dräimol am Joer Rapport iwwer all d'Projeten. An ausserdeem suivéiere se och elo de Projet ganz, vu vir bis hannen. Virdrun hu se zum Deel dem Comptabel de finanziellen Deel iwwerlooss; wat natierlech eng Erklärung ass, firwat Verschiddenes esou gaange war, wéi mir haut wëssen.

Et si Prozeduren agefouert gi fir de Classement. Dat ass speziell, datt de Minister muss soen, dat misst esou gemaach ginn, datt dat net vun Direktere komm war, déi do waren. Mä duerfir ass dann e Minister wahrscheinlech och iergendwéi an Ären Aen do, fir dat ze maachen.

All Finanzdonnéeë vun engem Projet mussen ëmmer an aktuell och beieneeleien. Déi richteg budgetär Prozedure sinn agefouert ginn, an den informatesche Programm ass ugepasst ginn.

Mir hu jo och Audite gemaach gehat, déi ech selwer ugefrot hat. Déi extern Auditeuren hu gesot, ech hätt all déi richteg Froe gestallt gehat, wéi ech si gefrot hunn, ob se dann net nach eppes aneres erausfonnt hätten, fir datt net nach eppes verstoppt géif bleiwen. Du sote se, si hätten näischt aneres erausfonnt. An alles dat, wat se festgestallt hunn, war och dat, wat ech festgestallt hunn.

Et ass eben net einfach, mä mir... Wat soll ech soen? Vläicht konnt keen anere wéi ech dat hei an d'Rei bréngen. Vläicht huet et och missen ee sinn, deen och virdrun an der Verwaltung geschafft huet. Jiddefalls sinn d'Saachen elo nees an der Rei.

An da gëtt gesot, et wier kee Konzept do. Mä dee steet. Dat hunn ech och iterativ gesot a soe kënnen. Dee steet, an en ass vun Ufank un net geännert ginn. Kuckt d'Rapporten, kuckt d'Exposés des motifs, kuckt alles, wat publizéiert ginn ass. Eng Verwiesselung ass natierlech komm: D'Ausstellung vun 150 Joer Onofhängegkeet, déi ass erausgeholl ginn, mä soss näischt. Duerno wollt een aneren eppes änneren, dat war de Militärexpert, deen e ballistesche Musée wollt doraus maachen, an dat genau wëlle mer net, a konnte mer net zouloossen. Dee war op enger anerer Schinn. Deem säi Kontrakt ass opgeléist ginn 2005.

Wat ass de Konzept? Ech soen et da séier nach eng Kéier hei, obschonn en do geschriwwe steet: Geschicht a Festung an Identitéiten. D'Festung huet d'Geschicht vu Stad a Land jo wesentlech konditionéiert, derounst wiere mer wuel kaum en onofhängegt Land ginn. Den Ursprung vun eisem Land ass jo scho Lucilinburhuc, eng Festung um Bock. A wéi d'Festung geschlaff ginn ass, huet d'Stad sech eréischt entwéckle kënnen.

Här Kartheiser, zënter `97 huet de Courage d'Regierung net verlooss. Wësst Der, deemools huet d'Rapporterin, d'Madame Ferny Nicklaus-Faber gesot: „Mir wëlle bleiwe wat mir sinn." Jo, a wat si mir dann? Dat musse mer emol feststellen. An dat musse mer beschreiwen, an dat musse mer opschaffen, an dat ass ee vun den Zwecker vun deem Musée. Vun der Festung ausgehend d'Geschicht vum Land duerstelle solle mer an deem Musée, an dat ass jo komplizéiert genuch: Eis selwer, sougutt wéi de Leit, déi vu baussen heihinner kommen, déi, déi eis d'Unerkennung ginn, fir sech hei ze établéieren, déi, déi just e puer Stonnen oder Deeg hei op Besuch sinn, deene solle mer dat duerstellen.

Datt mir erkläre kënnen, wéi mer entstane sinn, datt mer erëm wëssen, wou mer hierkommen, an datt mir net ëmmer dat eigentlech awer verwinnte Land vun haut waren a sinn, datt déi aner och wëssen, datt mir net ëmmer verwinnt op der Sonnesäit vun Europa souzen, mä eng extrem komplex Geschicht haten als Spillball vu ville Mächten, datt Europa eis Zukunft ginn ass. Datt mir eis Zukunft opgebaut hu mat der Hëllef vu villen auslänneschen Hänn, déi bei eis komm sinn, fir eis ze hëllefe räich ze ginn, ugefaang mat der Stolindustrie an der Zäit, bis haut zu de Grenzgänger, déi Leit, déi och e Stéck vun eisen Identitéite sinn, se mat formen, a mir een deen anere beräicheren; also soziopolitesch, sozial, soziologesch, ökonomesch, kulturell Charakteristike behandelen an den evolutive Charakter vun der Identitéit natierlech doranner ervirsträichen.

Datt mir wëssen, wou mer hierkommen. Datt mir och nodenke kënnen, an Iwwerleeunge mat der néideger Sensibilitéit féiere kënnen am Kader vu wëssenschaftleche Forschungsprogrammer mat der Uni iwwert déi weider Entwécklung vun där Notioun, deem Zoustand. Dat ass e Centre de réflexion, fir eis der Zukunft opzemaachen a fir sech mat zäitgenössesche Froen ze beschäftegen.

Dir wësst jo, nëmme wie seng Geschicht kennt, kann d'Léieren, Här Kartheiser, fir d'Zukunft zéien. Mir sinn hei net a Griichenland. Ech mengen, Dir hutt do e puer Saache verwiesselt gehat.

Et gëtt also e Musée, fir fir all Publikum didaktesch, variéiert, an anschaulech eis Geschicht duerzestellen. Dat hu mir net an där Form, op déi doten Aart a Weis bis elo hei am Land. An et ass och wichteg, datt mer eis eng Kéier kënnen duerstelle vis-à-vis vun deene Leit, déi eis Geschicht net kennen - an dat si mir selwer ganz dacks souwisou. An de Musée ass complémentaire zu bestehende Strukturen. Allerdéngs verwiesselt Dir eppes. De Konzept ass net déi komplett Szenographie. Do muss een natierlech och soen: Wat ass dann eng Änderung vum Konzept, wann eng do gewiescht wier? Ass dat, wann zum Beispill, ech weess net, an engem Cité oder esou géif am Ufank eng Gallerie fir Biller virgesi ginn, an herno eng Bar draus gemaach ginn, wou een eppes drénke ka goen oder eppes iesse ka goen? Ech weess et net, mä esou Saache si jo bei eis net de Fall.

An d'Madame Brasseur hat 1996 hei um Riednerpult esou schéi gesot zum Festungsmusée: „Ech freeë mech ze gesinn, dass de Projet fir e Festungsmusée méi Inhalt beweist wéi deen iwwert de Konschtmusée. Ech freeë mech ze gesinn, datt d'Partie historique, d'Partie technique an den Exposé des motifs esou ausféierlech sinn. Ech freeë mech och, dass e Konzept fir dëse Musée besteet. Ech denken domadder hu mer all Erklärungen dozou ginn.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Et huet sech leider duerno erausgestallt, Madame Minister, dass dat net der Realitéit entsprach huet. Et stoung vläicht um Pabeier, mä et huet een duerno gesinn, dass dat net esou konnt exekutéiert ginn, wat jo awer ee vun de Grënn ass vun deem ganze Misär, an deem mer ons duerno befonnt hunn, an Dir och selwer.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Madame Brasseur, ech mengen, datt dat dat ass, wat ech virdru gesot hunn. Et ass d'Verwiesselung vu Konzept mat Verwiesselung vu kompletter Szenographie. An dat ass u sech dat, wat andauernd an een Dëppe gehäit gëtt, a wouhier déi ganz vill Mëssverständnisser hierkommen. An duerfir hat Dir eigentlech Recht, wéi Dir et ´96 formuléiert hutt, well d'Konzept stoung do, dat war nach ëmmer do.

Wat de Gesamtkäschtepunkt ugeet, esou muss ee vläicht ganz kuerz soen, datt 2003 dat Gesetz jo net nëmmen d'Muséographie an de Musée selwer betraff huet, mä ganz Deeler vun de Festungsanlagen ausserhalb vum Site vun den Dräi Eechelen, fir de Circuit Vauban ze realiséieren. Dat war also net reng als Iwwerschreidung vum 96er Budget unzegesinn, mä et si ganz aner Baudeeler derbäikomm, Fort Obergrünewald an esou weider an esou virun. Also eppes iwwert d'Halschent vun dem Gesetz vun 2003 war fir dës Ausgaben zu anere Partië vun de Festungsanlagen.

De Gesamtkäschtepunkt vun den dräi Gesetzer, mat den 8,72 Milliioune vun dësem Gesetz - an dës Sue ginn duer a mussen duergoen – ass den Total vun deenen dräi gestëmmte Gesetzer, 39 an eng Véierel Milliioun, oder aktualiséiert op haut 41,38 Milliounen, an trotz Rallonge budgétaire bleift et eent vun deene bëllegste Gebaier, déi an deene leschte méi Joren heibanne gestëmmt gi sinn. Et kéint ee vill Vergläicher maachen. Dir hutt d'lescht hei e Gebai gestëmmt vu 60 Milliounen. Et kann een och soen, datt de Geschichtsmusée vun der Stad Lëtzebuerg deemols 37 Milliounen Euro kascht huet. Wann déi zwee also zum selwechte Moment géife verglach ginn, da wier deen een esou deier wéi deen aneren, an esou virun. Den Déifbau ass souwisou ëmmer méi deier wéi den Héichbau, an...

(Interruption)

Neen, Här Adam, et ass net esou, datt nëmmen de Kulturministère Gesetzer mat Rallonges budgétaires géif maachen. Et sinn och heiansdo aner Ministèren. Ech sinn awer mat Iech alleguer d'accord, datt mer mussen déi Prozeduren - a mir hu se geännert - änneren, fir datt dat net méi virkënnt. Duerfir si jo nei Methoden agefouert gi mam Bauteminister, fir déi dote Saachen ze verhënneren.

Virun dräi Joer hat ech iwwregens de Bauteminister gefrot, esou wéi Dir et och elo gesot hutt, ob hien déi Projete géif iwwerhuelen, wat grouss Projete sinn, déi bis dohin d'Sites et Monuments u sech als Bauhär gemaach hunn, well dee Service net outilléiert war. Dat wollt oder konnt hien dunn net. Mä mir hu jo elo eist eegent Haus an d'Rei bruecht, an duerfir geet dat och elo erëm.

An iwwregens, Här Adam, d'Nationalbibliothéik muss vum Bauteministère gebaut ginn. Gitt dat also elo net bei mech sichen. Mä Merci awer fir d'Ënnerstëtzung, dat ass ganz léif.

Dat neit Gesetz vun haut ass also déi logesch Konsequenz dovun, datt ee muss Regelen a Prozeduren anhalen, an d'Chamber muss eng nei Autorisatioun gefrot ginn. Ech hunn an dësem Gesetz nach gestrach, wat méiglech war, wéi zum Beispill gréisser Bléck: d'Verbindung zwëschent dem Tuerm vun der Porte des bons malades, eng Bestuhlung vum Auditorium, ze vill oder deiert multimediaalt Equipement - sou wéi Dir jo gesot hutt, Här Adam, deen Aha-Effekt ass haut net méi deeselwechte wéi deemools. Esou Erkenntnisser fléissen also och gewënnbréngend mat der Zäit mat an.

d'Chamber online op
www.chd.lu

An dann eng Bréck mam Mudam, eng Verbindung mam Mudam. Ass dat da keng Programmännerung? Oder eng Konzeptännerung? Dat géif souwisou och méi deier ginn a méi Sue kaschten, an Dir wësst, datt och deemools d'Unesco net waarm doriwwer war. Et ass virun allem net an dësem Gesetz dran, an duerfir ass et och net bis elo virgesinn. Et freet mech zwar, datt dat opgeworf gëtt, mä eigentlech fannen ech et och e bësse komesch, well, Madame Brasseur, Dir hutt jo gesot, datt de Mudam net dout wier.

M. le Président.- Madame Minister, erlaabt Dir, datt d'Madame Brasseur Iech eng Fro stellt?

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Jo.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Är Virgänger haten awer eng Baugenehmegung ugefrot bei der Stad Lëtzebuerg, fir nodréiglech déi Verbindung ze bauen. An dunn ass déi Autorisatioun komm. Duerfir wollt ech awer d'Fro stellen: Firwat war deemools déi Konzeptännerung dann awer schlussendlech virgeholl ginn, a firwat ass d'Verbindung net realiséiert ginn? Et ass eng Fro, déi ech natierlech misst un Är Virgänger riichten, wat mer awer net méiglech ass. Et ass awer sécher do méi wéi e grousst Fragezeichen hannendrun.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Ech hat jo och gesot an der Comexbu, datt ech gär bereet wier, mat Iech an Zukunft eng Kéier iwwer esou Saachen ze diskutéieren, wann Dir dat weiderhi wëllt. Mä ech mengen net, datt mer dat elo bei dësem Gesetz a bei dësen Aarbechte sollte maachen. Et ass ganz sécher net de Punkt. An iwwregens, de Mudam huet nach ëmmer déi meeschte Visiteure vun alle Muséeën am Land. Et ginn nach ëmmer déi meeschte Leit an dee Musée. Also alles dat, wat dozou gesot ginn ass, war net richteg.

Jiddefalls sinn ech ganz dankbar gewiescht, wéi gesot ginn ass an engem Bréif vum 11. November vun Iech als Presidentin, Madame Brasseur, datt d'Erklärunge Satisfaktioun géife ginn, esou datt d'Comexbu den Dossier konnt clôturéieren. A kucke mer elo no vir. Wann dëst Gesetz elo a Kraaft trëtt, da kënne mer mat den Aarbechte virufueren, well mer dann nees Budgeten engagéiere kënnen an däerfen.

De Vaubanspad wäert deen Éischte sinn, deen opgeet. Här Angel, Dir hutt et scho begréisst. Wann e fäerdeg gëtt an e puer Méint, dann ass d'Beschëlderung do, an dee Pad wäert dann och an déi éischt Kasematt vum Fort Thüngen féieren, dat also, wat den heitegen Accueil duerstellt, wou dann och Informatiounen iwwert de Fort Thüngen ze fanne sinn. Da kann een och de -1 an de -2 besichtege goen, erop an d'Tiermercher an an d'Fräit goen.

Vun elo un, dat heescht vun der nächster Woch un, kënne regelméisseg Aktivitéiten oflafen, a mir kënnen déi genannten Deeler vun dem Gebai dann och mat benotzen. Vun elo u wäerte mer Konferenzen ofhalen, pedagogesch Aktivitéite fir Schoulen, vun elo u mécht de Service éducatif vum Musée Ateliere fir d'Kanner, vun no Ouschteren u maache mir Visite-guidéeë fir d'Gruppen, fir de grand public, déi all Weekend regelméisseg wäerten annoncéiert ginn, um Site vun den Dräi Eechelen an duerch verschidde Stater Véirelen; zesummen alles dat mat de fräiwëllegen Experten, Associatioune wéi d'Festungsfrënn, deene Muséeën a Gebaier ronderëm.

De Park Dräi Eechelen - wollt ech just soen - war jo och net fäerdeg virdrun. Deen ass eréischt de Mee 2009 ageweit ginn, an do virdrun ass een emol guer net bis bäikomm bei de Fort Thüngen. Et war also souwisou ganz schwiereg, fir opzemaachen.

Voilà! Mir konnten net virufuere mam Schaffen a mat den Aarbechten; dat kënne mer elo maachen. Ech hu mech hei un all Prozedure gehalen, an hunn, fir d'Regelen anzehalen, all Ausgabe gestoppt. An ech hu festgestallt, datt Dir mir net gesot hutt, dat wär falsch gewiescht; ganz am Géigendeel. An ech schummelen net. Ech wëll net schummelen.

Dir Dammen an Dir Hären, déi Ureegungen, déi haut hei komm si vu verschiddene vun Iech, déi huelen ech ganz gär mat. Ech ziele se elo net méi op. Mä ech kann Iech soen, dat hei gëtt e liewege Musée, an et ass e schéine Musée. Dir wäert Iech nach wonneren, wivill Uklang a positiven Interessi de Musée Dräi Eechele fënnt a fanne wäert.

Nach ëmmer sinn d'Kasematten eng vun deene meeschtbesichten touristeschen Attraktiounen hei an der Stad. Dat soll een net einfach an d'Schanz schéissen, mä dervu profitéieren.

D'Stad Lëtzebuerg kritt hei mat Sue vun allen Awunner vum Land ee grousse kulturhistoreschen Atout méi, deen hir Attraktivitéit verstäerkt. An eis kulturell Attraktivitéiten, Programmer an Infrastrukture sinn e wesentlecht Element vun Attraktivitéit an internationaler Unerkennung, vun Atmosphär an engem moderne Land.

An och d'Stad Lëtzebuerg kennt deen Impakt ganz gutt an huet als Haaptstad hir Verantwortung geholl a vill investéiert, a kulturell Infrastrukture rezent. Well se och weess, datt hiert Bild, hiren Image vu kosmopolitescher Stad wesentlech dervu beaflosst ginn ass. An dat gëllt fir d'ganzt Land gradesou.

Eis Unerkennung als fortschrëttlecht an oppent Land mat senger grousser Villfalt a Multikulturalitéit hänkt vill mat dem Invest an d'Kultur zesummen. Länner, Stied a Leit ronderëm eis beneiden eis do derfir, an an den einschlägege spezialiséierte Publikatioune gi mir als dat zitéiert an identifizéiert. Dat solle mir net futti maachen. A mir sollen houfreg sinn op eise Patrimoine, dee mir hunn an deen do ass, amplaz en ëmmer schlechtzerieden an eis domadder selwer erofzemaachen.

Ech si jiddefalls ganz frou, Dir Dammen an Dir Hären, datt den Owend elo dee Projet de loi hei d'Zoustëmmung wäert kréie vun Iech an datt mir da kënne virufuere mat deenen Aarbechten, déi mussen erëm kënnen ukommen an erëm musse kënne weidergoen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Kulturministesch Merci. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm.

Elo kéime mer fir d'éischt zum Vote iwwert déi zwou Motiounen, déi zu der Interpellatioun vun der Madame Brasseur agereecht gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun vun der Madame Brasseur selwer.

Wëllt nach een dozou d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kënne mer dann direkt iwwert déi Motioun ofstëmmen?

Kënne mer do e Vote à main levée maachen?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Den Appel nominal, wann ech gelift.

M. le Président.- Jo. Den Appel nominal. Vote électronique, Madame Brasseur. Da maache mir de Vote électronique.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- De Vote électronique, dat ass en Nominal. Dat ass datselwecht.

Vote

M. le Président.- Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 39 voix contre, et 20 voix pour.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Lucien Lux).

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Motion 2

Da kéime mer zu där zweeter Motioun, déi vum Här Claude Adam erabruecht ginn ass.

Wëllt nach een dozou d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ech ginn dervun aus, datt och hei de Vote électronique verlaangt ass. Duerfir stëmme mer dann direkt hei of.

Vote

De Vote geet un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Déi Motioun ass och verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, 13 Nee-Stëmmen, a 7 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

7. Motion déposée par M. Félix Braz

Dann hu mer nach déi Motioun vum Här Félix Braz. Do géif ech proposéieren, datt mer déi géifen an déi zoustänneg Kommissioun zréckschécken.

Sidd Der do alleguerten dermat d'accord?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Da wär dat domadder esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 2., 3. a 4. Februar.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.37 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques N^{os} 16, 17 et 18

Discours de M. le Président page 198

Communications page 199

6092 - Proposition de loi visant
- à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,
- à promouvoir la modernisation de la gestion publique,
et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999
a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;
c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée) page 199

Ordre du jour pages 199-201

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État page 201

Heure de questions au Gouvernement
- Question N°25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
et
Question N°26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État pages 201-202

- Question N°27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
et
Question N°28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colombera relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
et
Question urgente N°383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice pages 202-204

- Question N°29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures page 204

- Question N°378 du 14 janvier 2010 de M. Marc Spautz relative à la décision de la Caisse nationale des allocations familiales française concernant le versement de certaines aides, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
et
Question N°30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 204-205

- Question N°31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 205

- Question N°32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 205-206

- Question N°33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 206

Ordre du jour (suite) page 206

5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange pages 206-207

6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert pages 207-208

6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance pages 208-209

6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés pages 209-211

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse pages 212-215

Dépôt d'une proposition de loi page 213

Dépôt d'un projet de loi page 214

Interpellation de M. Xavier Bettel sur les sujets suivants:
- les problèmes d'application du partenariat,
- l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels,
- les nouvelles formes de parentalité
et
Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels pages 215-222

Question urgente N°396 de Mme Nancy Arendt au sujet de l'évolution de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti page 222

5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires pages 222-224

Question avec débat N°2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans Enovos et les projets d'investissement dans des centrales au charbon pages 224-225

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz pages 225-226

Question avec débat N°5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique pages 226-227

Question urgente N°389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer page 227

6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles pages 227-231

Interpellation de Mme Anne Brasseur au sujet du chantier du Musée de la Forteresse
et
6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement
- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et
- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg pages 231-241

Motion déposée par M. Félix Braz page 241

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2e session extraordinaire 2009		
0117	Fernand Boden	Bâtiment «La petite Marquise» à Echternach
0149	Gast Gibéryen	Projet Tram
Session ordinaire 2009-2010		
0201	Marie-Josée Frank	Reprise par l'État des chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire
0209	Marc Angel	Fonds publics accordés à des associations sans but lucratif
0222	Claude Adam et Camille Gira	Incompatibilité de la fonction de personnel enseignant avec un mandat au conseil communal d'une commune déterminée
0226	Eugène Berger	Garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers
0231	André Bauler	CATP - Orientation professionnelle
0234	Jean Colombera	Eaux usées de la décharge du SIDEC à Fridhaff
0236	André Hoffmann	Expulsions forcées vers le Kosovo
0238	Jean Colombera	Maladies neurodégénératives
0239	Jean Colombera	Maïs transgénique
0240	André Bauler	Impact de la fusion de communes sur les cantons, districts et circonscriptions électorales
0242	Claude Haagen	Palais de Justice de Diekirch
0244	Marcel Oberweis	Programme d'achat de crédits d'émission de CO_2
0245	Ben Fayot	Autorisations de bâtir sur le territoire de la Ville de Luxembourg délivrées aux promoteurs immobiliers appartenant à l'État
0246	Jean Colombera	Reconnaissance de l'ostéopathie
0247	Jean Colombera	Recherche sur le Sida
0248	Gilles Roth	Application du coût réel de l'eau facturé aux utilisateurs
0250	Gast Gibéryen	Taxe sur les véhicules automoteurs
0251	Jean Huss	Risques sanitaires dus à un environnement pollué
0252 cf. 0285	Gilles Roth	Accès par les autorités américaines aux virements nationaux et transfrontaliers
0253	Jean Colombera	Utilisation du cannabis en médecine
0257	Jean Colombera	Néphropathie diabétique
0258	André Bauler	Centralisation des services régionaux de la police de la route (SRPR)
0259	Claude Adam et Camille Gira	Commissions scolaires communales
0261	Claude Haagen	Centres intégrés pour personnes âgées (CIPA)
0262	Claudia Dall'Agnol	Exercice d'évacuation dans les écoles
0263	Gast Gibéryen	Obligation d'un compte chèque postal pour le personnel de la fonction publique
0264	Fernand Kartheiser	Fête de l'Aïd (fête du sacrifice d'Abraham)
0265	Jean Colombera	Subsides pour des projets de recherche dans le cadre du programme CORE
0266	Jean Colombera	Acharnement thérapeutique
0267	Ben Scheuer	Chantiers sur la route nationale 11
0268	André Bauler	Problèmes auprès de la cellule de reclassement (CDR) chez ArcelorMittal
0269	Claude Adam	Bibliothèque scolaire
0270	Lucien Clement	Promotion de l'artisanat et partant de l'apprentissage
0271	André Bauler et Fernand Etgen	Rénovation du Lycée du Nord
0273	André Hoffmann	Vidéosurveillance des zones de sécurité
0274	Jean Colombera	Biothèque européenne
0275	Robert Weber	Navigation de plaisance
0276	André Bauler	Système de paiement myCard
0281	François Bausch	Bilan des amortissements spéciaux pour les entreprises
0285 cf. 0252	Xavier Bettel	Accès des autorités américaines aux données de l'organisme interbancaire «Swift»
0404 urgente	Claude Haagen	Brasserie de Luxembourg
0450 urgente	Jean-Paul Schaaf	Application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau

2e session extraordinaire 2009

Question 0117 (2.10.2009) de **M. Fernand Boden** *(CSV)* concernant le **bâtiment «La petite Marquise» à Echternach:**

Q78

D'Maartplaz zu Eechternach ass eng vun de schéinste Plazen am ganze Land. Si läit am Häerz vun der Kultur- an Tourismusstad Eechternach a gëtt vu ville Leit besicht a bewonnert.

Zënter Joren awer gëtt et e Schandfleck op dëser schéiner Plaz an zwar d'Gebai „À la Petite Marquise". Fréier war dëst Gebai e beléiften Treffpunkt fir Jonk an Al, haut verfält a verkënnt et ëmmer méi. Et ass net nëmmen net schéin unzekucken, mä et ass och zu enger richteger Plo gi fir d'ganz Noperschaft.

Dës Situatioun ass onhaltbar a muss esou schnell wéi méiglech en Enn kréien. D'Beméiunge vun der Gemeng Eechternach an dëser leideger Affär kommen net richteg virun a schéngen an enger Sakgaass ze sinn.

- Duerfir froen ech d'Regierung ob si hei Interventiounsméiglechkeete gesäit oder huet?

- Wa jo, wat fir eng Méiglechkeete sinn dat, an ass d'Regierung bereet déi duerfir néideg Schrëtt méiglechst schnell an d'Wee ze leeden?

Réponse commune (14.1.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député s'enquiert des mesures qui seraient envisageables pour remédier à la situation de l'immeuble «La Petite Marquise» à Echternach. Nous nous joignons à lui pour déplorer qu'un bâtiment délabré en état de ruine se trouve près de la Place du Marché d'Echternach qui est un fleuron patrimonial et constitue une des attractivités touristiques de la localité, sans que les propriétaires n'aient effectué les interventions nécessaires et indiquées.

L'immeuble «La Petite Marquise» étant une propriété privée, voilà qui réduit considérablement les moyens d'action des pouvoirs publics pour remédier à la situation actuelle bien connue. S'y ajoute que la situation a perduré depuis de nombreuses années, ce qui n'est pas de nature à faciliter aujourd'hui une intervention.

La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit une disposition permettant aux communes de déclarer zone à restructurer un quartier existant de la localité qui présente un intérêt particulier pour le développement et l'organisation urbaine de la commune, dans le sens que sa revalorisation permettrait une réorganisation urbanistique de la commune ou encore qui présente un intérêt particulier pour des projets de développement régionaux ou nationaux. L'initiative d'entamer une telle procédure appartient pourtant aux seules autorités communales.

À première vue, la création d'une zone à restructurer semble être la solution parfaite pour remédier à la situation telle qu'elle se présente actuellement.

Cette disposition permet en effet aux communes, après l'accomplissement d'une certaine procédure, tout en garantissant une grande sécurité juridique pour les personnes concernées, d'acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation des travaux de restructuration et ce par le biais de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le ou les propriétaires menacés d'expropriation peuvent même demander à être chargés de l'exécution des travaux retenus. Ils doivent toutefois accepter les délais et conditions fixés par le pouvoir expropriant et justifier les ressources nécessaires.

Malencontreusement, l'article 55 et suivants de la loi précitée sont seulement applicables pour la restructuration d'un quartier et non pas pour restructurer une lacune ou un terrain déjà construit dans le tissu construit existant.

En effet, l'alinéa 2 de l'article 55 de la même loi prévoit qu'on entend par quartier une fraction du territoire d'une localité, dotée d'une physionomie propre et caractérisée par des traits distinctifs lui conférant une certaine unité et une individualité.

Il résulte de cette définition que les dispositions de l'article 55 et suivants ne peuvent pas être appliquées au cas concret de l'immeuble isolé «La Petite Marquise», vu qu'il s'agit d'un simple terrain déjà construit. L'engagement de la procédure ci-avant décrite conduira vraisemblablement vers l'annulation de la décision à déclarer zone à restructurer l'immeuble «La Petite Marquise» par les cours et tribunaux administratifs avec toutes les conséquences qui s'ensuivront.

Une autre possibilité pourrait résider en une mesure de classement de l'immeuble, ce qui reviendrait en l'espèce cependant en fin de compte, d'après la législation actuellement en vigueur, à ce qu'une restauration doive être faite moyennant l'emploi des deniers publics, tandis que la situation de l'immeuble est le fait des non-interventions du ou des propriétaires privés. D'autre part, un classement et une intervention de l'État n'auraient fait du sens qu'à une époque bien antérieure pour prévenir toute dégradation supplémentaire.

Dès lors, il semblerait que la seule solution envisageable soit de recourir directement aux dispositions de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, tout en sachant que cette procédure devrait constituer le dernier remède.

D'autre part, une proposition de vente a récemment été annoncée publiquement, amorçant une solution dans le chef d'un changement de propriétaire.

Nos services se tiennent à disposition du demandeur pour l'accompagner de leur expertise en matière de restauration et pour élucider d'éventuelles possibilités de participation financière de la part de l'État en cas de restauration.

Question 0149 (7.10.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **Projet Tram:**

Am Zesummenhang mat de Pläng fir en Tram hunn ech folgend Froen un d'Häre Finanzminister a Minister vun der Nohaltegkeet an den Infrastrukturen:

- Wéi vill Kreditter sinn zënter 1995 (Projet BTB) vum Stat an déi divers Projete fir den Tram gefloss, zum Beispill als Frais d'étude oder an eng Cellule vum Transportministère? Wéi gesinn dës Dépensen am Detail aus?

- Wat gesäit d'Regierung vir an dëser Legislatur an de Projet Tram ze investéieren?

Réponse (13.1.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum 7. Oktober 2009 vum honorablen Deputéierten Här Gast Gibéryen kann ech folgend Renseignementer ginn:

1. Am Projet BTB, deen aus der Etüd Luxtraffic vun 1992 ervirgaang ass, hu sech an der Period

1994-1999 d'Käschte fir de Stat op 1.911.085 € belaf, dovunner waren 1.169.140 € Etüdekäschten, 444.473 € Fonctionnementskäschten an 297.472 € Kommunikatiounskäschten.

	Etüdekäschten	Fonctionnements-käschten	Kommunikatiouns-käschten	TOTAL
Projet BTB	1.169.140 €	444.473 €	297.472 €	1.911.085 €

2. An der Legislaturperiod 1999-2004 gouf de Projet Train-Tram studéiert. Insgesamt hu sech d'Käschte fir dëse Projet an de Joren 2001-2004 op 5.173.142 € belaf. D'Aarbechte sinn um Niveau vun interministeriellen Aarbechtsgruppe gefouert ginn. D'Koordinatioun an de Suivi vum Projet ass direkt vum Transportministère an Zesummenaarbecht mat der „Administration des Ponts & Chaussées" an der Stad Lëtzebuerg gemaach ginn, ouni datt eng Cellule speziell fir dee Projet agesat ginn ass. Et gi soumat keng Fonctionnements- oder Kommunikatiounskäschten, déi eleng dësem Projet zouzëuerdne sinn.

	Etüdekäschten	Fonctionnements-käschten	Kommunikatiouns-käschten	TOTAL
Projet Train-Tram	5.173.142 €	-	-	5.173.142 €

3. Ufanks vun der Legislaturperiod 2004-2009 goufen déi verschidde Konzepter mateneen an enger Etüd „Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg" (Käschtepunkt: 130.000 €) verglach an d'Regierung huet op Basis vum Dossier de synthèse vun där Etüd, zesumme mat der Gemeng Lëtzebuerg, de „Projet Tram léger" zréckbehalen. 2007 gouf de GIE LuxTram gegrënnt, dee sech zu 50% aus der Stad Lëtzebuerg an zu 50% aus dem Lëtzebuerger Stat zesummesetzt. D'Ausgabe vum GIE LuxTram (Deel vum Stat) fir d'Joren 2007 an 2008 esou wéi d'envisagéiert Dépensë fir d'Joer 2009 belafe sech op 2.260.000 €.

	Etüdekäschten	Fonctionnements-käschten	Kommunikatiouns-käschten	TOTAL
Projet Tram léger	1.650.000 €	490.000 €	120.000 €	2.260.000 €

4. D'Regierung ass amgaang d'Prioritéite vu sämtlechen Infrastrukturprojeten ze definéieren. De Projet Tram steet, wéi och all déi aner Projeten, ënnert dem Finanzéierungsvirbehalt. De Kalenner wéi och d'Répartitioun vun de Käschten tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Stat sinn nach net definitiv festgehale ginn. De Budgetsprojet vum Stat gesäit an der Previsioun fir d'Joer 2010 4.000.000 € vir. Fir d'Joer 2011 sinn et 22.500.000 € a fir d'Joren 2012 an 2013 sinn 38.050.000 € respektiv 60.100.000 € am Programme pluriannuel ageschriwwen.

Session ordinaire 2009-2010

Question 0201 (21.10.2009) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **reprise par l'État des chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire:**

Depuis le vote des lois réformant l'enseignement primaire sous la législature précédente, la nomination du personnel enseignant des écoles est placée sous la seule autorité de l'État, représentée par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions. Comme la nouvelle procédure de nomination et d'affectation concerne tous les intervenants de l'ancienne école primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire, elle s'applique également aux nombreux chargés de cours qui étaient engagés au cours des années passées par les communes afin de garantir le fonctionnement des écoles primaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre peut-elle m'indiquer le nombre exact des chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire, engagés par les communes et ayant été repris par l'État dans le cadre de la réforme scolaire?

- Madame le Ministre peut-elle m'informer si la reprise des chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire a engendré un surcoût financier pour l'État? Dans l'affirmative, Madame le Ministre peut-elle m'indiquer l'envergure du surcoût financier en question?

- Madame le Ministre peut-elle m'indiquer les différents régimes de travail sous lesquels les chargés de cours de l'enseignement primaire, de l'éducation précoce ainsi que de l'éducation préscolaire ont été engagés à l'époque par les communes?

Réponse (12.2.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les dispositions de l'article 52 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ont permis de reprendre dans la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental quelque 350 chargés de cours engagés à durée indéterminée par une commune jusqu'au 15 septembre 2009. Ces agents ont été repris par l'État en qualité de chargés de cours à durée indéterminée sous le régime de l'employé de l'État à partir de cette même date. Ils ont été classés soit au grade E2 soit au grade E1, selon qu'ils détenaient ou non un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou un diplôme reconnu équivalent conformément à la législation luxembourgeoise en vigueur.

À partir de la reprise des chargés de cours communaux par l'État, le préfinancement de leurs indemnités est assuré entièrement par l'État par imputation sur les crédits budgétaires du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle au lieu d'être assuré par les communes respectives. Étant donné que la dotation annuelle allouée à chaque commune au titre du Fonds communal de dotation financière est adaptée en conséquence, l'effet financier de cette opération de reprise est donc neutre.

Les chargés de cours repris par l'État étaient auparavant engagés par les communes soit sous le régime de l'employé communal soit sous celui du salarié communal (anciennement employé privé au service de la commune).

Question 0209 (26.10.2009) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **fonds publics accordés à des associations sans but lucratif:**

L'État octroie des moyens financiers à de nombreuses associations sans but lucratif pour assumer des activités dans les domaines les plus divers, dont notamment les domaines social et culturel. Ces activités sont encadrées généralement par des conventions conclues entre le Gouvernement, d'une part, et l'association intéressée, d'autre part.

Comme il peut s'agir de montants importants, la question se pose si les a.s.b.l. en question sont en règle par rapport à la législation dont elles relèvent et si elles bénéficient de la personnalité juridique. En cas contraire, ces mêmes a.s.b.l. risquent de connaître de graves ennuis et la responsabilité de l'a.s.b.l. risque d'être répercutée sur ses dirigeants voire ses membres. De même, le Gouvernement risque de se retrouver dans la situation pour le moins délicate de verser de l'argent public à des associations qui sont en situation irrégulière par rapport à la loi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Comment le Gouvernement s'assure-t-il que les a.s.b.l. qui bénéficient de fonds publics sont en règle au moment de signer une convention?

- Une fois les conventions entrées en vigueur, de quelle manière le Gouvernement veille-t-il à ce que les a.s.b.l. en question continuent à subvenir à leurs obligations légales?

- Étant donné que la conclusion de conventions relève de la compétence de chaque Ministère, le Gouvernement a-t-il adopté des lignes directrices en la matière?

Réponse (29.1.2010) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Me référant à la question parlementaire de Monsieur le Député Marc Angel au sujet du contrôle de la légalité des associations sans but lucratif qui bénéficient de moyens financiers de l'État, j'ai l'honneur de préciser d'abord que le cadre légal que chaque association doit respecter est fixé par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations. À ce titre, chaque association doit disposer, au moment de la signature d'une convention avec l'État, de statuts qui sont conformes aux dispositions de la loi du 21 avril 1928 précitée. Les associations sans but lucratif qui ont conclu une convention avec l'État couvrent des domaines d'intervention très variés. Cette hétérogénéité explique que chaque département ministériel a adopté ses propres lignes directrices pour contrôler le respect par les associations des dispositions de la loi du 21 avril 1928 précitée, cela tant au moment de la conclusion de la convention qu'au niveau de son exécution. En principe, chaque département contrôle si l'association dispose de statuts déposés et publiés au Mémorial, cette publication étant une condition indispensable pour l'acquisition de la personnalité juridique par l'association. Afin de vérifier que les associations assurent les missions pour lesquelles elles se sont engagées au moment de la signature de la convention, les départements ministériels veillent à inscrire dans la convention les conditions et les modalités de la participation étatique et de la surveillance exercée par le département ainsi que les obligations du bénéficiaire. Dans ce contexte, les départements peuvent demander de la part des associations la communication d'un rapport sur les activités réalisées, d'un décompte sur les recettes et les dépenses concernant les activités mentionnées dans la convention ainsi que d'un budget prévisionnel. Un contrôle régulier du registre de commerce permet par ailleurs de vérifier si l'association respecte les obligations inscrites dans la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations.

Question 0222 (29.10.2009) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** *(déi gréng)* concernant l'**incompatibilité de la fonction de personnel enseignant avec un mandat au conseil communal d'une commune déterminée:**

Selon le point 2 de l'article 194 (2) de la loi électorale «le personnel enseignant, y compris les chargés de cours de religion et de formation morale et sociale dans l'enseignement préscolaire et primaire de la commune» ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée.

La nouvelle législation concernant l'enseignement fondamental a modifié entre autres les compétences des conseils communaux dans le cadre de l'organisation scolaire ainsi que les procédures d'affectation et de nomination des instituteurs et institutrices. Des changements ont également eu lieu en ce qui concerne le personnel pouvant intervenir dans l'enseignement: outre les instituteurs et institutrices, des équipes composées de personnel pédagogique et médico-socio-scolaire peuvent dorénavant encadrer les différents cycles de l'enseignement fondamental.

Dans ce cadre, nous souhaitons poser les questions suivantes:

- Quels sont les motifs à l'origine de l'incompatibilité de la fonction de personnel enseignant avec un mandat au conseil communal d'une commune déterminée?

- Considérant les nouvelles réglementations de l'organisation scolaire, est-ce que la fonction d'instituteur ou d'institutrice reste toujours incompatible avec l'exercice d'un mandat au conseil communal d'une commune déterminée?

- L'incompatibilité reste-t-elle strictement limitée aux instituteurs et institutrices ainsi qu'aux chargés de cours de religion et de formation morale et sociale ou sera-t-elle à l'avenir étendue à toutes les personnes pouvant intervenir dans l'enseignement et l'encadrement des élèves?

- Qu'en est-il d'une personne de la réserve des suppléants lorsqu'elle est affectée dans une commune dans laquelle elle exerce un mandat au conseil communal?

- Le cas échéant, le point 2 de l'article 194 (2) de la loi électorale ne devrait-il pas être modifié ou spécifié?

Réponse (21.1.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans leur question parlementaire les honorables Députés posent la question des incompatibilités entre des mandats électoraux locaux et des postes d'enseignant dans une commune déterminée.

Rappelons d'abord que la loi électorale, en son article 194 paragraphe (2) dispose comme suit:

«Ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée:

1. toute personne qui reçoit une rémunération, fixe ou variable, de la commune ou d'un établissement subordonné à l'administration de la commune ou d'un syndicat intercommunal dont la commune fait partie;

2. le personnel enseignant, y compris les chargés de cours de religion et de formation morale et sociale dans l'enseignement préscolaire et primaire de la commune; (…)»

Il ressort donc tant de la lettre que de l'esprit de ce texte que le fait de recevoir une rémuné-

ration, même indirectement ou partiellement, ou de se trouver dans un lien de subordination par rapport à une administration communale exclut l'exercice d'un mandat politique dans cette même commune alors que la personne concernée se trouverait ainsi dans une situation de conflit d'intérêt permanent.

Si la nouvelle loi sur l'enseignement fondamental a certes apporté de nouvelles dispositions en matière de nomination et d'affectation du personnel enseignant, il n'en reste pas moins que les autorités communales exercent de larges compétences en matière d'enseignement fondamental conformément à la mission que leur confie l'article 107 de la Constitution.

Ainsi l'article 35 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental charge la commune «de mettre à la disposition les infrastructures et équipements nécessaires pour assurer l'enseignement fondamental» et de déterminer les ressorts scolaires.

L'article 38 de la même loi prévoit que «le conseil communal délibère annuellement sur l'organisation de l'enseignement fondamental, sur la base des rapports établis par les comités d'école, avisés par la commission scolaire et dans le respect du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à sa disposition par le ministre.

(…) L'occupation des différents postes par les instituteurs est arrêtée par le conseil communal qui, à cet effet, prend un règlement d'occupation des postes qui assure la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle ou dans le cadre du plan de réussite scolaire.»

De même, l'article 8 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental prévoit notamment que «les décisions individuelles de réaffectation d'un instituteur à une commune sont prises par le ministre sur proposition du conseil communal concerné qui choisit, conformément aux dispositions de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, entre tous les candidats classés sur une liste par l'inspecteur d'arrondissement sur base d'une note d'inspection et de l'ancienneté de service».

Enfin, il convient de souligner que les communes continuent de participer à la rémunération des enseignants de l'enseignement fondamental.

Il paraît de ce fait indiqué de maintenir les incompatibilités prévues à l'article 194 paragraphe (2) de la loi électorale pour l'ensemble du personnel affecté à l'enseignement fondamental d'une commune déterminée tout en adaptant la rédaction du texte à celui de la nouvelle loi scolaire. À préciser que pour le personnel affecté à un syndicat de communes l'incompatibilité s'applique à l'ensemble des communes membres.

Quant aux membres de la réserve des suppléants l'incompatibilité prévue à l'article 194 paragraphe (2) de la loi électorale n'a vocation à s'appliquer que dans le cas où un enseignant suppléant serait appelé à effectuer un remplacement dans un établissement scolaire relevant d'une commune dans laquelle ledit enseignant exercerait un mandat électif ou d'un syndicat de communes dont cette commune serait membre.

À noter encore que le Département de l'Intérieur est en train d'élaborer un projet de loi qui affectera les dispositions en cause et que la Chambre des Députés sera saisie prochainement d'un projet de modification de certaines dispositions de ladite loi dont notamment l'article 194.

Q80

Question 0226 (2.11.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers:**

En 2007, le Ministère de l'Environnement a délivré une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers dans l'intérêt de l'aménagement d'une zone d'activité, sous condition que le demandeur dépose «une garantie bancaire d'un montant de 1.000.000.- euros réservée au financement de la réalisation de mesures compensatoires». La loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit certes dans son article 12 la possibilité de mesures compensatoires, et d'après l'article 57 de la même loi, le Ministère peut prescrire que des conditions rattachées à une autorisation doivent être observées dans un délai déterminé. Ce n'est cependant qu'après expiration de ces délais et après une mise en demeure que le Ministre peut les faire réaliser par l'Administration des eaux et forêts aux frais du contrevenant.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la base légale de la condition de l'ouverture d'un compte bancaire devant servir de «garantie bancaire» dans le cas d'autorisations sur base de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre d'autorisations délivrées par le Ministre de l'Environnement ayant été liées à une «garantie bancaire»?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le volume des «garanties bancaires» demandées, respectivement sur le maximum du montant exigé par autorisation?

- Suivant quels avis et procédures ont été fixés ces montants?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les bénéficiaires ayant accès aux comptes bancaires ouverts suite à la demande d'une «garantie bancaire»?

- Au cas où ces comptes bancaires de personnes ou sociétés privées ont été sollicités par des administrations étatiques pour la réalisation de mesures compensatoires, qu'en est-il des règles budgétaires de l'État?

Réponse (21.1.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

L'honorable Député Eugène Berger souhaite avoir quelques informations relatives à une autorisation pour le défrichement d'une forêt du type d'une chênaie du stella-carpinetum dans l'intérêt de la création d'une zone d'activités.

L'opération de défrichement exige l'accord préalable du Ministre ayant la protection de l'environnement dans ses attributions conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui dispose que «Le Ministre imposera des mesures compensatoires comprenant, si possible, des restitutions de biotopes et d'habitats quantitativement et qualitativement au moins équivalentes aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés».

L'autorisation en question a été émise en date du 22 août 2007 et était liée à l'obligation de la mise en œuvre de mesures compensatoires en vertu de l'article 17 précité. En l'occurrence, les mesures compensatoires pouvaient consister soit dans le boisement de terrains agricoles d'une contenance de 10,9 ha qualitativement au moins égal à la forêt défrichée ou bien d'autres améliorations d'habitats naturels telles que la renaturation de la Syre entre Moutfort et Oetrange. Il y était en outre prévu que cette renaturation serait exécutée sous l'égide de l'Administration de la nature et des forêts et que la mise à disposition des terrains relèverait de la responsabilité du maître de l'ouvrage.

En l'occurrence, aucune condition «d'ouverture d'un compte bancaire devant servir de garantie bancaire et sur lequel l'État aurait accès» n'existe et ne sera requise à l'avenir, procédure d'ailleurs irréalisable au vu des règles budgétaires et comptables de l'État. Seule une lettre de garantie bancaire à première demande et à durée déterminée a été remise par le maître d'ouvrage visé. Une approche similaire a été adoptée dans un autre cas de figure analogue pour un montant de 500.000.- euros.

Le montant de ces deux garanties bancaires a été fixé en fonction de l'envergure et de la qualité des habitats et biotopes détruits.

Enfin, c'est le bilan des études d'évaluation qui déterminera la participation financière exacte à assumer par le maître d'ouvrage.

Question 0231 (4.11.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **CATP - Orientation professionnelle:**

À en croire le Directeur de la Chambre des Métiers, le CATP constitue une garantie pour l'accès à un emploi. Selon un sondage récent, 90% des jeunes détenteurs d'une qualification professionnelle artisanale ont pu décrocher un emploi ou participent à une formation continue. 70% ont été engagés par l'entreprise qui les a formés au préalable. À l'heure actuelle, la Chambre des Métiers constate que des postes d'apprentissage sont restés vacants. Le manque de candidats s'explique entre autres par les déficits de qualification de nombre d'élèves du cycle inférieur qui n'arrivent pas à être admis à la formation du CATP. De plus, beaucoup d'élèves optent pour des voies de formation qui n'offrent pas suffisamment de perspectives professionnelles.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre envisage-t-elle de réformer l'orientation professionnelle afin de mieux répondre aux besoins des milieux concernés, notamment de l'artisanat? Dans ce contexte, envisage-t-elle également de créer la fonction d'un «matcher», qui doit accompagner les jeunes pour les orienter vers des métiers offrant des débouchés prometteurs?

- Le Gouvernement est-il disposé à réviser le système actuel des indemnités d'apprentissage par l'introduction d'un complément jusqu'à concurrence du salaire social minimum à charge du Fonds pour l'Emploi tel que préconisé par la Chambre des Métiers?

- Une généralisation de l'«apprentissage adulte» est-elle prévue?

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des détails concernant d'éventuels problèmes au niveau de la mise en pratique de la réforme de la formation professionnelle?

Réponse (12.1.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Si l'actuel programme gouvernemental met l'orientation en exergue, il convient de souligner que les travaux y relatifs ont débuté lors de la période législative précédente.

La loi du 13 juillet 2006 portant réorganisation du CPOS (Centre de Psychologie et d'Orientation scolaires) prévoit la création d'un comité de coordination entre les différents services d'orientation à savoir le CPOS, les SPOS (Service de Psychologie et d'Orientation scolaires) des lycées, l'ALJ (Action locale pour Jeunes), l'ADEM-OP et le CEDIES (Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur). Le comité se réunit régulièrement pour organiser le travail en commun des différents services tel que l'intervention collective dans les classes de 9e de l'enseignement secondaire technique et les classes de 4e de l'enseignement secondaire ou encore la présence commune lors des permanences de l'initiative ANELO qui a été lancée en 2009 pour aider les jeunes diplômés à trouver un emploi. C'est la mise en commun de la base de données du service de l'Orientation professionnelle de l'ADEM pour ce qui est des postes d'apprentissages déclarés qui a permis de proposer des postes à ces jeunes et de les y guider.

Outre cette approche pragmatique, la loi du 13 juillet 2006 instaure une commission nationale d'information et d'orientation qui se compose de représentants des différents ministères et services étatiques, de représentants des chambres professionnelles ainsi que de représentants des parents et des élèves. La mission de la commission est de conseiller le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle sur les initiatives à prendre pour mettre en œuvre l'information et l'orientation des élèves.

Ce comité et cette commission se focalisent sur l'orientation des élèves à court et moyen terme. D'un autre côté, un groupe de travail élabore un concept cohérent pour l'orientation tout au long de la vie. Ce Forum national pour l'orientation tout au long de la vie mis en place sous l'impulsion des politiques européennes en matière d'orientation regroupe les acteurs intéressés. Il doit remettre au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et au Ministre du Travail et de l'Emploi ses recommandations afin que soit initiée la mise en place d'un concept d'orientation plus moderne fondé sur le développement individuel et non sur la sélection, ni la séparation, ni l'appariement.

La fonction d'un «matcher» ne correspondrait pas à une orientation qui prend en compte les intérêts et compétences de l'individu. Elle serait même au détriment des autres secteurs puisqu'elle se bornerait au secteur de l'artisanat.

Avec la mise en œuvre de la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, les programmes cadres ainsi que les programmes d'étude des différentes formations sont fondamentalement retravaillés. Ces travaux curriculaires entraînent forcément des changements au niveau des méthodes pédagogiques et par conséquent aussi au niveau de la durée de l'enseignement dispensé au lycée.

Il est dès lors évident qu'une révision des indemnités d'apprentissage s'impose. Le Gouvernement étant disposé à rendre l'apprentissage plus attractif, une concertation entre le Ministre du Travail et de l'Emploi, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et les chambres patronales et salariale permettra de s'accorder sur la question de l'adaptation des indemnités d'apprentissage.

Pour permettre aux adultes ayant quitté le système formel d'éducation de parvenir à une certification, l'apprentissage pour adultes a été introduit. Cet apprentissage se fait en filière concomitante afin de garantir aux jeunes adultes, qui pour la plupart mènent déjà une vie familiale réglée avec des obligations financières, une indemnité d'apprentissage à hauteur du salaire social minimum. La différence par rapport à l'indemnité d'apprentissage normale est prise en charge par le Fonds pour l'Emploi.

Ce sont d'ailleurs les formations offertes en filière concomitante dans nos lycées qui souffrent d'une forte pénurie de candidats.

Il s'est avéré que les entreprises formatrices ne peuvent assurer le niveau de formation théorique et pratique d'une filière de plein exercice dans un établissement scolaire. Voilà pourquoi:

- Les formations offertes en filière de plein exercice dans nos lycées ne sont pas offertes en formation des adultes puisque les jeunes adultes n'auraient aucune chance de réussir les épreuves d'examen, le bagage théorique étant nettement inférieur à celui d'un jeune candidat ayant été formé dans un établissement scolaire.

- Une partie des formations offertes en filière mixte dans nos lycées est offerte en formation des adultes. C'est le cas notamment des formations avec la première année en filière de plein exercice au lycée qui peuvent être offertes sans trop de problèmes en formation pour adultes.

- Pour les formations avec deux années en filière de plein exercice au lycée, la pratique montre que l'organisation s'avère très difficile en formation des adultes.

La loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle prévoit comme date de mise en vigueur pour la

formation professionnelle initiale et de base l'année scolaire 2010 - 2011.

Cette loi apporte à la formation professionnelle plusieurs innovations, qui nécessitent une phase conceptuelle et une phase de travaux de mise en œuvre. Ainsi, chaque formation sera organisée suivant une démarche pédagogique bien définie qui prévoit l'élaboration conséquente de programmes cadres avant que les programmes d'études ne soient abordés. L'apprentissage par l'acquisition de compétences et la subdivision de la formation en unités capitalisables et modules exigent aussi une adaptation du système d'évaluation.

Les équipes curriculaires composées de plus de 650 enseignants et professionnels du secteur, élaborent les profils professionnels, profils de formations et programmes directeurs pour chaque profession ou métier. Les commissions nationales de formation élaboreront à partir du programme directeur les programmes d'études; parallèlement, les équipes curriculaires mettront au point le référentiel d'évaluation.

L'échéancier initial prévoyait de commencer les travaux sur les programmes d'études en septembre 2009. Cette date n'a pas pu être respectée pour les raisons suivantes:

- Les équipes curriculaires ont dû recourir de façon répétée au soutien de l'institut externe accompagnant les travaux curriculaires ce qui a retardé le travail des équipes.

- Les mandats des membres des commissions nationales de l'enseignement secondaire technique ont expiré en juillet 2009 et ont dû être renouvelés, ce qui a retardé le début des travaux de ces commissions.

- Certaines formations accusent un retard plus considérable parce que les équipes curriculaires sont responsables de plusieurs métiers ou professions pour assurer les passerelles et la cohérence entre ces voies de formation. Il est essentiel que la même équipe curriculaire élabore les programmes cadres de la formation menant au diplôme de technicien, au diplôme d'aptitude professionnelle et au certificat de capacité professionnelle pour un même métier ou une même profession.

Il est prévu qu'un certain nombre de formations fonctionneront selon le nouveau modèle dès septembre 2010; d'autres respecteront encore l'ancien modèle pour 2010-2011. Le bilan des formations qui ne seront pas offertes en septembre 2010 suivant la réforme ne pourra être établi définitivement qu'au mois de février 2010.

Question 0234 (4.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **eaux usées de la décharge du SIDEC à Fridhaff:**

Laut ministerieller Genehmegung aus dem Joer 1997 muss de SIDEC eng duebelwänneg dicht Leitung leeën, déi d'Sickerwaasser vun der Deponie Fridhaff an d'Kläranlag op d'Bleesbréck ofleede soll. Am Wanter 2008-2009 goufen dës Aarbechten endlech ugefaangen. Laut der Genehmegung muss dëst eng duebelwänneg Leitung sinn (une conduite à double paroi, adéquatement dimensionnée et installée selon les règles de l'art).

Mengen Informatiounen no ass wuel eng duebelwänneg Leitung verluecht ginn, mä et ass eng isoléiert Leitung, déi normalerweis benotzt gëtt am Waarmwaasserberäich. Am Fall vun enger Fuite vun der banneschter Leitung ass et duerch d'Isolatioun net méiglech dës Fuite da festzestellen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister vun der Nohaltegkeet an den Här Innenminister riichten:

- Ass et effektiv eng isoléiert Leitung?

- Wa jo, wéi entsprécht dës Leitung den Normvirschréften?

- Wéi loosse sech an dësem Fall eventuell Ondichtheete feststellen?

- Goufen dës Aarbechte vu ministerieller Säit kontrolléiert?

- Beim SNJ-Terrain zu Ierpeldeng läit allerdéngs nëmmen een eewännege Rouer. Wat ass hei d'Erklärung?

- Wien ass fir dësen Iertum responsabel a wie muss eventuell fir d'Folgekäschten opkommen?

- Wéini gëtt deen zweeten Deel bis an den Haaptkollekter op Angelduerf vun dëser Leitung realiséiert?

Réponse (21.1.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Am Kapitel VI. B., Punkt 8) vum Arrêté ministériel N°1/96/0659 vum 17. Juli 1997, deen am Kader vum Kommodosgesetz erausgi gouf, steet, datt vum Dreckstipp «Fridhaff» vum SIDEC eng duebelwänneg Leitung an den Haaptkollekter vum Ofwaassersystem geluecht gi muss:

«...Le raccord entre le site de la décharge et le collecteur principal du réseau d'assainissement doit se faire moyennant une conduite en PEHD à double paroi, adéquatement dimensionnée et installée selon les règles de l'art...»

Déiselwecht Dispositioun steet och am Kapitel VI. B. b), Punkt 2) vum Arrêté ministériel N°96/CD/08 vum 17. Juli 1997, deen am Kader vum Offallwirtschaftsgesetz erausgi gouf.

Den Informatiounen no, déi d'Ëmweltverwaltung huet, handelt et sech bei der Leitung, déi momentan geluecht gëtt, ëm eng duebelwänneg HDPE-Leitung.

Wéi een op der Foto ka gesinn ass den Huelraum tëschent dem eigentleche Rouer an der bausseschter Ëmmantelung mat Schaum ausgefëllt. *(La photo peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés.)* Et handelt sech hei ëm eng Method fir zu all Moment eng konstant Distanz tëschent dem eigentleche Rouer an der bausseschter Ëmmantelung sécherzestellen. Datt déi Ausschaimung en Isolatiounseffekt huet ass wahrscheinlech, ass awer net de primären Zweck vun der Technik.

Vu datt d'Leitung vum SIDEN geluecht gëtt an net vum SIDEC, de SIDEC duerch déi respektiv Genehmegungen awer gezwong ass déi Leitung ze leeën a se vun engem agréémierte Bureau muss ofhuele loossen, huet d'Ëmweltverwaltung de SIDEC nach eng Kéier erënnert, datt déi entspriechend Konformitéitsnoweiser an Iwwerpréiwungen op d'Étanchéitéit hi vun engem agréémierte Bureau musse gemaach ginn. D'Resultater mussen der Ëmweltverwaltung matgedeelt ginn. Déi Iwwerpréiwunge sinn nach ze maachen, Resultater leien der Ëmweltverwaltung fir de Moment nach keng vir.

Fir festzestellen ob de Rouer dicht ass, gesäit een op der Foto bei deenen eenzelne Rouersegmenter an der Isolatioun verschidden Dréit stiechen. Am Fall wou de Rouer ondicht gëtt a Waasser an den Tëscheraum leeft, ännert sech den elektresche Widderstand vum Kabel, wat direkt gemooss gëtt a genee drop hiweise ka wou eng ondicht Stell ass.

Wat d'Kontroll vun deenen Aarbechten ugeet, sief nach eng Kéier drun erënnert, datt, entspriechend de Genehmegungen, déi vum Ëmweltminister ausgestallt goufen, een agréémierten Organissem déi ganz Leitung no den Aarbechten ofhuele muss.

Laut der Waassergenehmegung muss de Rouer vun der Deponie bis bei de Kollekter zu Ierpeldeng (an der Rue de la Croix) duebelwänneg ausgefouert ginn, an am ënneschten Deel nëmmen eewänneg. Deen zweeten Deel (eewänneg) ass virgesi fir 2011 matgeluecht ze ginn, wann zu Ierpeldeng ee Reeniwwerlafbecken aménagéiert gëtt.

Question 0236 (4.11.2009) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant les **expulsions forcées vers le Kosovo:**

Selon mes informations, ce mercredi, le 4 novembre 2009, 29 personnes originaires du Kosovo et appartenant à des minorités ethniques - dont bon nombre de jeunes mineurs, en partie scolarisés au Luxembourg - seraient confrontées à une expulsion forcée vers leur pays d'origine par les forces de l'ordre luxembourgeoises.

Sachant que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, Monsieur Antonio Guterres, s'était opposé en mars 2009 à tout retour forcé vers le Kosovo de membres de certaines minorités ethniques;

sachant que le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Monsieur Thomas Hammarberg, a déclaré dans son rapport publié en juillet 2009 sur la situation du Kosovo: «The Commissioner appeals to governments in Europe to avoid forced returns of minorities to Kosovo and to regulate the status of those in their host country until conditions in Kosovo permit their safe return», et que Monsieur Hammarberg a insisté sur le fait que le Gouvernement du Kosovo accepterait les retours forcés sous pression politique, mais qu'il n'a pas les budgets, ni les capacités d'accueillir des familles rapatriées en dignité et en sécurité, et que ce même rapport conclut: «Many of those forcibly returned are not assisted by the Kosovo authorities and find themselves homeless»;

sachant que le taux de chômage au Kosovo était autour de 45% en 2008 et que le taux de pauvreté s'élevait à 37% selon les données de la Banque mondiale,

je voudrais prier Monsieur le Ministre de l'Immigration de répondre aux questions suivantes:

1. De quelles informations concernant le Kosovo le Gouvernement luxembourgeois dispose-t-il qui le mèneraient à des conclusions contraires à celles formulées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe?

2. Est-ce que le Ministère de l'Immigration prévoit d'autres expulsions forcées vers le Kosovo dans un futur proche?

3. Quel sera le suivi de ces personnes au Kosovo en matière de logement, d'emploi, de revenu et de sécurité par le Gouvernement luxembourgeois? De quels moyens le Gouvernement luxembourgeois se dote-t-il pour empêcher que les rapatriés se retrouvent immédiatement dans une situation d'insécurité et de très grande précarité sociale?

4. Quelles mesures le Gouvernement luxembourgeois prévoit-il pour garantir une scolarisation adéquate des jeunes et enfants victimes d'une expulsion forcée vers le Kosovo?

5. Est-il exact qu'aucun Ministère compétent ne pouvait répondre aux questions fondées des mandataires ou des proches des expulsés le jour de leur arrestation, et comment justifier un tel mépris des graves préoccupations des personnes concernées?

Réponse (10.12.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je tiens à préciser que le 4 novembre 2009, 22 personnes originaires du Kosovo ont fait l'objet d'un retour accompagné dans ce pays.

Les personnes concernées par ce retour étaient dix célibataires, qui avaient déposé leur demande de protection internationale entre septembre 2002 et juillet 2008 (dont quatre depuis août 2007), et trois familles, toutes arrivées au Luxembourg après septembre 2006, dont trois enfants scolarisés au Luxembourg depuis deux ans.

Il convient de noter tout d'abord que le 15 novembre 2009, le Kosovo a tenu le premier tour des premières élections municipales depuis son indépendance, et qui ont fait l'objet d'une large participation des différents groupes ethniques. Ainsi que l'a souligné la présidence de l'Union européenne, cette participation est «l'expression de l'engagement des électeurs dans la poursuite de la consolidation d'une société démocratique et multiethnique au Kosovo, en accord avec les valeurs et les normes européennes».

Ensuite, il convient de souligner que, à la fois le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe insistent sur un examen individuel des dossiers afin d'éviter que le droit d'asile ne soit refusé à des personnes persécutées au Kosovo. Ainsi, dans ses lignes de conduite concernant les réfugiés du Kosovo, publiées le mois de novembre courant, le UNHCR estime, en ce qui concerne la situation des minorités au Kosovo, que «asylum applications of members from these communities should be assessed carefully in order to evaluate whether there is a need for international protection, based on a risk of persecution grounded on actual or perceived race or nationality».

Or, tel est le cas au Luxembourg où chaque cas individuel fait l'objet d'une analyse spécifique approfondie. Les personnes concernées par le retour sont dès lors exclusivement des personnes auxquelles le statut de réfugié a définitivement été refusé. Le Gouvernement a procédé à un examen individuel approfondi des demandes d'asile des personnes concernées et est arrivé à la conclusion que malgré le fait qu'il s'agit de personnes appartenant à des minorités ethniques, elles n'étaient pas persécutées dans leur pays à cause de leur race, leur religion ou leurs opinions politiques. Les décisions du Gouvernement ont toutes été confirmées par les juridictions administratives. Dès lors, et même si des retours à l'instar de celui en question ne sont actuellement pas prévus, les personnes auxquelles le statut de réfugié a définitivement été refusé sont toujours susceptibles de faire l'objet d'un retour accompagné dans leur pays d'origine.

Les personnes qui ont fait l'objet d'une telle décision définitive de refus du statut de réfugié font l'objet d'un encadrement par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) et bénéficient d'un soutien pécuniaire substantiel de la part du Gouvernement luxembourgeois dans le cas où elles acceptent un retour volontaire. Elles bénéficient ainsi d'activités d'information et de conseil au retour à l'intégration, d'assistance au départ, au transit et à l'arrivée au pays de retour, d'activités d'assistance à la réintégration individuelle qui pourra comprendre notamment une assistance en rapport avec l'hébergement, une assistance matérielle (nourriture, habillement, fournitures, etc.), une assistance légale ainsi qu'une assistance médicale. De même elles pourront bénéficier d'une assistance à la recherche d'un emploi, d'une formation en gestion d'entreprise ou d'une assistance pour mettre sur pied une activité génératrice de revenus.

Au-delà, le Ministère des Affaires étrangères, Direction de l'Immigration, soutient depuis 2007 un projet exécuté par la Fondation Caritas, visant à promouvoir au Kosovo la scolarisation des enfants issus de familles défavorisées dans des municipalités sélectionnées. L'objectif de ce projet est de réduire le taux d'abandon scolaire des élèves de l'enseignement secondaire et d'augmenter le niveau d'éducation des enfants par l'attribution de bourses scolaires. Ce projet est évidemment également ouvert aux enfants qui retournent au Kosovo.

En dernier lieu, je tiens à réfuter l'affirmation de l'honorable Député qu'il n'aurait pas été répondu, par «aucun Ministère compétent» aux questions posées dans le cadre du retour en question. En ce qui concerne le service en charge de l'organisation et de l'exécution du retour, en l'occurrence la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères, des entretiens téléphoniques ont eu lieu avec des proches des familles retenues. Mais ce qui plus est, tout loisir a été donné aux personnes retenues dans le centre d'accueil intérimaire en vue d'un départ accompagné, de faire des appels téléphoniques, et à leur avocat, et à leurs amis et connaissances au Luxembourg, et à leur famille au Kosovo pour annoncer leur retour. L'allégation d'un «mépris des graves préoccupations des personnes concernées» est donc à rejeter.

Question 0238 (6.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **maladies neurodégénératives:**

Les maladies neurodégénératives, dont la maladie d'Alzheimer, sont en large progression. L'estimation en Europe se chiffre à 7,3 millions de cas et on pense que ce chiffre va doubler tous les 20 ans. La population de plus en plus vieillissante va entraîner une explosion de cette maladie qui est difficile à prévoir, à diagnostiquer et à traiter. Il y aura une augmentation des coûts financiers directs et indirects. La hausse considérable imposera une charge toujours plus lourde aux patients, à leur famille et à leurs soignants et créera d'importants défis pour le système de santé également sur le point de l'organisation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quelle stratégie sera adoptée sur le plan national pour se consacrer à la maladie d'Alzheimer et aux troubles apparentés afin de réduire le fardeau pour la société dans son ensemble et pour le système de santé?

2) Est-ce que des programmes de recherche ont été mis en place en coopération avec le CRP-Santé?

3) Quelle stratégie avec les autres pays membres a été envisagée?

Réponse (10.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La maladie d'Alzheimer et les troubles apparentés frappent avant tout les personnes âgées.

La prise en charge des personnes atteintes de cette maladie tombe dès lors sous la mission plus générale confiée aux hôpitaux du pays à l'article 17 (4) du plan hospitalier du 13 mars 2009, et qui consiste à prendre en charge les «personnes âgées poly-pathologiques ou fragiles qui sont en situation de risque de perte d'autonomie par un service spécialisé de gériatrie aiguë ainsi que par une équipe mobile de gériatrie».

L'annexe 3.1. du plan hospitalier prévoit la création de six services de gériatrie dans les hôpitaux, à partir de 2009, dont trois dans la région hospitalière du Centre, deux dans celle du Sud et un dans la région du Nord.

Dans le domaine extrahospitalier il convient de relever plus spécifiquement les structures exploitées par l'Association Luxembourg Alzheimer, qui entretient un réseau très dense de foyers de jour et de services psychosociaux, et qui exploite une maison de soins à Erpeldange, construite à l'aide de fonds publics, où des unités de vie sont regroupées autour de locaux communs.

Dans le domaine de la recherche deux études sont actuellement menées par le CRP-Santé en rapport avec la maladie d'Alzheimer.

La première de ces études est une étude prospective tendant à évaluer certaines caractéristiques neuropsychologiques et biologiques accompagnant la diminution des facultés cognitives des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Cette étude s'étend sur deux ans (2008-2010) et profite du soutien du Fonds National de la Recherche.

La deuxième de ces études rentre plutôt dans le domaine de la recherche fondamentale. Dans un essai mené sur des souris il s'agit de démontrer que la production in situ de facteurs neuroprotecteurs (ciliary neurotrophic factor) est de nature à prévenir la diminution des facultés cognitives. Ce projet s'étalant aussi sur deux ans (2008-2009) est également financé par le Fonds National de la Recherche.

Finalement, sur le plan communautaire, des initiatives ont été prises par la Commission européenne. Ces initiatives font l'objet de la communication (2009)380/4 de la Commission. La Commission lancera en 2010 une action commune de la Commission européenne et des États membres en matière de prévention, de détection précoce, de diagnostic, de prise en charge et de recherche en rapport avec la maladie d'Alzheimer et d'autres maladies de la démence.

Question 0239 (6.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **maïs transgénique:**

D'Europäesch Kommissioun huet rezent dräi nei Zorte vu Genmais fir den Import an d'EU zougelooss. Dës Produkter komme vun de Konzerner Monsanto (Mon 88017 a Mon 89034) a vu Pioneer (59122xNK603). Déi dräi Genmais-Zorte si géint bestëmmte Schiedlengen immun. D'Zouloossung soll fir den Import als Fudder- a Liewensmëttel gëllen, awer net fir den Ubau.

Beim Conseil vun den EU-Agrarministere virun zwou Woche gouf et keng Majoritéit géint d'Zouloossung vun dësen dräi Genmais-Zorten. An dësem Kontext wëll ech gäre vum Här Landwirtschaftsminister wëssen:

1) Wéi huet Lëtzebuerg sech beim Vote iwwert d'Zouloossung virun zwou Woche verhalen?

2) Am Fall vun engem positive Vote vum Lëtzebuerger Agrarminister wëll ech gäre wësse firwat Lëtzebuerg mat jo gestëmmt huet.

3) Wat fir Länner hu während dem Conseil mat jo gestëmmt a wéi hu se dat justifiéiert?

4) Wéi ass dësen allgemenge Sënneswandel ze verstoen, nodeem nach am Summer 2009 dës Genmais-Zorte vun der EU zréckgewise goufen?

5) Wéi ass et elo mam Verkaf vun den dräi genannte Genmais-Zorten? Ginn dës Produkter, oder Produkter wou déi Zorten dra sinn, propper étiquettéiert, fir datt de Bauer an de Konsument wësse wou se dru sinn?

Réponse (10.12.2009) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

A senger parlamentarescher Ufro vum 6. November 2009 freet den Här Deputéierte Jean Colombera, wéi sech Lëtzebuerg beim Vote iwwert d'Zouloossung fir den Import bei dräi Zorte vu genetesch modifizéiertem Mais (Mon 88017, Mon 89034 a 59122xNK603) verhalen huet, wéi eng Länner dofir gestëmmt hunn a firwat, an och wéi et elo mat der Vermaartung vun dësen dräi Zorten ausgesäit, besonnesch wat d'Etikettéierung ugeet.

Wéi och an dem Communiqué de presse zum Conseil Agriculture et Pêche vum 19. an 20. Oktober ervirgehuewe gëtt, deen een ënner anerem um Site vum Landwirtschaftsministère liese kann, huet Lëtzebuerg géint d'Zouloossung vun dësen dräi Zorte Mais gestëmmt.

	dofir	dogéint	Enthalung
MON 88017	167	84	94
MON 89034	167	113	65
59122XNK603	152	116	77

Fir all dräi Zorte konnt deemno keng qualifizéiert Majoritéit géint oder fir d'Zouloossung festgestallt ginn. Dëst war och d'Situatioun beim Vote am Juli 2009 am «Comité permanent de la Chaîne alimentaire et de la Santé animale» vun der Kommissioun. Et ass also hei kee Sënneswandel festzestellen.

Wéi et de Regele vun der Comitologie entsprécht, kann d'Kommissioun elo déi dräi Zorten zouloossen.

Déi Länner, déi dofir gestëmmt hunn, sinn d'Tschechesch Republik, Portugal, Finnland, Roumänien, Bulgarien, Estland, UK, Slowakei, Holland, Dänemark, Spuenien, Schweden, Malta (géint den 59122xNK603) an d'Belsch (Enthalung beim 59122xNK603).

Déi Länner ënnerstëtzen de positiven Avis vun der EFSA (Autorité européenne de sécurité alimentaire), déi keng Gefor bei der Zouloossung vun dësen OGMe gesäit.

Doriwwer eraus verdeedegen dës Länner d'Argument, datt et an der EU zu engem Enkpass bei der Disponibilitéit vu Fuddermëttele fir d'Déiereproduktioun komme kéint, well eng Null-Toleranz fir net an der EU zougeloossen OGMen an Europa d'Regel ass. Dës Länner gesinn deemno en Obstacle vum fräien Handel wat en Nodeel fir d'Kompetitivitéit kéint ginn, well et zu méi héije Fudderpräisser a Produktiounskäschte komme kéint.

D'Vermaartung an d'Etikettéierung musse konform si mat de Reglementer 1829/2003 an 1830/2003 vum Europäesche Parlament a vum Conseil.

Question 0240 (9.11.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**impact de la fusion de communes sur les cantons, districts et circonscriptions électorales:**

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région se propose de réorganiser le territoire du Grand-Duché par des fusions de communes, en particulier dans les régions rurales. Les fusions proposées auront pour effet de regrouper des communes appartenant à des cantons, des districts et des circonscriptions électorales différentes. Citons, pour évoquer quelques exemples, les fusions éventuelles entre Reisdorf (Nord), Beaufort (Est) et Waldbillig (Est), entre Vichten (Nord) et Bissen (Centre) ou encore entre Saeul (Nord), Tuntange (Centre) et Boevange/Attert (Centre).

Dans cet ordre d'idées, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions concernant la redéfinition inévitable des limites géographiques des quatre circonscriptions électorales et des trois districts dans le cadre de la réforme territoriale projetée? Quelles sont les options du Ministère?

De Vote am Conseil ass de Stëmmen entspriechend esou ausgaangen:

- Dans quelle mesure le Ministère envisage-t-il de redéfinir les limites des cantons du pays? Est-il prévu de réviser le nombre de cantons? Comme certaines organisations et administrations fonctionnent toujours à l'échelle cantonale, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le rôle qu'il entend réserver aux cantons à l'avenir?

Réponse (21.1.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député soulève le problème de la redéfinition des limites géographiques entre les différentes subdivisions territoriales de notre pays à la suite de fusions de communes relevant de circonscriptions électorales ou de districts et cantons différents.

Il y a lieu de relever tout d'abord que le Grand-Duché dispose d'une cartographie juridico-politico-administrative complexe avec quatre circonscriptions électorales, trois districts administratifs subdivisés en douze cantons, deux arrondissements judiciaires, six régions de planification aux fins de l'aménagement du territoire et six circonscriptions de police, qui se superposent de manière parfois peu cohérente, ce qui ne contribue guère à sa lisibilité.

Si jusqu'à présent les fusions de communes réalisées n'ont pas eu pour conséquence de redessiner les limites territoriales intérieures, certaines fusions actuellement envisagées et citées par M. le Député Bauler entraîneront nécessairement des réajustements de notre cartographie.

La question ainsi formulée appelle une double réponse, l'une d'ordre pragmatique, l'autre à caractère plus général.

En effet il y a lieu de rappeler, d'une part, que chaque fusion de communes se fait par une loi spéciale conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988: «La création de nouvelles communes, soit par l'érection en commune distincte de fractions d'une ou de plusieurs communes, soit par la fusion de deux ou de plusieurs communes, ainsi que la modification de leurs limites, ne peuvent se faire que par la loi.» Ainsi, il est possible de procéder à des ajustements ponctuels des limites des cantons, districts et circonscriptions électorales, notamment en se référant à l'impact démographique ou géographique de la modification territoriale envisagée.

D'autre part, il convient de souligner que dans un souci de lisibilité et d'efficacité de la cartographie administrative la disparité des subdivisions territoriales telles que citées plus haut, surtout dans un pays à territoire exigu, appelle une réorganisation structurée et planifiée. Cette question nécessite un débat plus large et doit impliquer tous les acteurs concernés, instances politiques et administrations, et il serait à ce stade prématuré de ma part d'exprimer unilatéralement une solution arrêtée.

Je me permets cependant de rappeler à cette occasion qu'en 2005 j'ai présenté à la Chambre un document intitulé «Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg» où j'avais esquissé un modèle de déconcentration des services de l'État qui contenait notamment la réflexion suivante:

«À côté des collectivités locales, l'État doit aussi songer à réorganiser ses propres services publics en considération des futures régions d'aménagement du territoire en tant qu'espace de déconcentration de ses administrations et services dans l'esprit d'une meilleure qualité des prestations offertes tant aux citoyens qu'aux communes. La région sera le lieu de rencontre entre l'État, les communes et le citoyen, ce qui s'exprimera notamment à travers la coordination à la fois verticale et horizontale indispensable à un aménagement et développement régional durable.»

Cette proposition n'a pas trouvé de réponse dans le rapport final de la commission spéciale «réforme territoriale du Luxembourg» du 19 juin 2009, si ce n'est celle-ci: «Les régions d'aménagement du pays devront être transformées de deux points de vue. Premièrement, elles connaîtront un nouveau découpage territorial, plus respectueux de la vocation respective des régions, et basé sur la carte des limites territoriales des communes en élaboration. Deuxièmement, elles seront dotées de structures opérationnelles, afin que les communes puissent transférer certaines de leurs attributions au niveau régional en vue de les y exercer de manière plus efficace et coordonnée. L'instrument devant servir à cette fin, notamment en milieu rural, sera le syndicat régional à vocation multiple.»

Le débat reste dès lors ouvert sur ce point.

Question 0242 (9.11.2009) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **Palais de Justice de Diekirch:**

Vu que la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Justice et de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à ma question parlementaire N°0097 du 25 septembre 2009 relative au Palais de Justice de Diekirch s'avère incomplète *(cf. compte rendu N°4/2009-2010)*, je me permets de poser les questions restées sans réponse une nouvelle fois à Monsieur le Ministre de la Justice.

Dans un article paru dans le quotidien «Tageblatt» du 23 septembre 2009, le procureur d'État près du tribunal d'arrondissement de Diekirch déplore le manque de magistrats auprès du tribunal de Diekirch. Tout en accueillant favorablement la création d'une troisième chambre ainsi que l'affectation d'un juge supplémentaire, le procureur d'État remarque que le volume de travail est trop important pour que toutes les affaires soient traitées dans un délai raisonnable. Il regrette notamment que le parquet de Diekirch ne dispose pas d'un procureur d'État adjoint. Par ailleurs, il revendique l'engagement d'un substitut supplémentaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il y a actuellement un manque de magistrats auprès du tribunal de Diekirch? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'affecter plus de magistrats à ce tribunal?

- Quel est le nombre d'affaires ayant rencontré un problème d'interférence lors de la composition de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel siégeant en composition collégiale?

- Quelle est la proportion du nombre d'affaires annuellement traitées par les magistrats actuels au tribunal d'arrondissement de Luxembourg et celui de Diekirch?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Palais de Justice est encore approprié pour accueillir un tribunal d'arrondissement où travaillent une soixantaine de personnes?

- Vu le manque de place devant l'entrée du bâtiment, Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'accueil des détenus peut avoir lieu en toute sécurité?

Réponse (27.11.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Par la loi du 1er juillet 2005 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire, le tribunal d'arrondissement de Diekirch a été renforcé par deux postes supplémentaires de juge.

Avec un effectif de dix magistrats le tribunal est actuellement en mesure d'accomplir les nombreuses tâches qui lui sont imposées.

Ce renforcement récent des effectifs a en effet permis au tribunal de fixer une audience supplémentaire permettant une meilleure évacuation notamment des affaires pénales, dont le nombre a augmenté au cours des années écoulées.

Un renforcement des juges du tribunal d'arrondissement de Diekirch ne se justifie dès lors pas à l'heure actuelle.

Quant aux difficultés soulevées en ce qui concerne la composition de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel respectivement et des problèmes d'interférence qui en résultent, un juge ayant siégé dans la chambre du conseil qui a prononcé le renvoi ne pouvant pas faire partie de la composition du tribunal appelé à juger le fond, il y a lieu de préciser qu'au cours des quatre années écoulées il y a eu neuf délégations d'un magistrat, de deux magistrats ou de toute une chambre du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, pour occuper dans une cause, en raison de problèmes de composition, à Diekirch, l'article 13 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévoyant expressément cette possibilité.

Le détail quant au nombre d'affaires traitées par les magistrats du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et celui de Diekirch peut être consulté dans le rapport d'activités du Ministère de la Justice. À la lecture de ces chiffres on constate que le nombre d'affaires est proportionnel à celui des magistrats des deux Parquets.

Pour ce qui est des questions relatives à l'immeuble du Palais de Justice de Diekirch, il est renvoyé à la réponse du 26 octobre 2009 à la question parlementaire N°0097 du 25 septembre 2009 *(cf. compte rendu N°4/2009-2010)*.

Question 0244 (10.11.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **programme d'achat de crédits d'émission de CO_2:**

En date du 28 octobre 2009, le Conseil de Gouvernement a adopté le programme d'achat de droits d'émission de CO_2 qui s'étend sur la période allant de 2008 à 2012 et qui devra permettre au Luxembourg d'atteindre son objectif «Kyoto».

Le Conseil s'est en outre déclaré d'accord avec les procédures sous-jacentes à la réalisation du programme d'achat de droits d'émission, que ce soient les procédures normales d'acquisition de droits d'émission notamment à travers des projets permettant de diminuer les émissions de gaz à effet de serre réalisés soit dans les pays en voie de développement soit avec des pays industrialisés ou encore les procédures exceptionnelles d'intervention sur les bourses de droits d'émission.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel sera le montant total des investissements sur la période 2008-2012?

- Quels sont les projets de la «Joint Implementation» et du «Clean Development Mechanism» dans lesquels le Luxembourg veut investir?

- Avec quels pays les différents projets vont-ils être réalisés?

Réponse (12.1.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En octobre 2009, le Conseil de Gouvernement a adopté les procédures du comité interministériel du fonds de financement des mécanismes de Kyoto et le programme d'achat de crédits d'émission de CO_2.

En effet, selon nos projections actuelles des émissions de gaz à effet de serre, tenant compte de l'impact des mesures mises en place dans le cadre du plan d'action national en vue de réduire nos émissions de gaz à effet de serre et de la crise économique, le volume total de crédits d'émission à acquérir s'élèverait à environ 20 millions de tonnes de CO_2 sur la période 2008-2012.

Pour rappel, les mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto sont principalement:

- des activités de projets entre pays industrialisés ayant ratifié le protocole de Kyoto, on parle alors de «mise en œuvre conjointe ou Joint Implementation -JI», qui permettent d'acquérir des «Emission Reduction Units - ERUs»;

- des activités de projets entre pays industrialisés et pays en développement ayant ratifié le protocole de Kyoto, on parle alors de «Mécanisme pour un développement propre ou Clean Development Mechanism - CDM», qui permettent d'acquérir des «Certified Emission Reductions» - CERs»;

- l'échange de droits d'émission entre pays industrialisés ayant ratifié le protocole de Kyoto, qui permet d'acquérir des «Assigned Amount Units - (AAUs)».

- en outre, la directive modifiée 2003/87/CE établissant un système européen d'échange de quotas d'émission a introduit la notion de «quotas d'émission ou European Unit Allowances - EUAs», donc les quotas d'émission attribués au secteur industriel concerné dans le cadre du système d'échange européen.

Nous visons un programme d'achat qui est transparent et qui donne accès égal à tous les développeurs et vendeurs de projets ainsi que tous les prestataires de services. En même temps, notre programme d'achat doit être pleinement flexible, permettant d'agir vite dans un marché qui est en évolution constante. Dès lors, les projets «joint implementation» et «CDM» auxquels nous participons ne sont pas prédéfinis, ni d'ailleurs les pays dans lesquels de tels projets seront réalisés. À ce stade, nous avons engagé une somme de 105 millions d'euros dans des fonds carbone et des contrats ERPA (Emission Reduction Procurement Agreement). Il est très difficile de prévoir la dépense sur la période 2008-2012, car les prix des crédits d'émission varient fortement d'un projet à l'autre, et d'année en année. À titre d'exemple, les prix étaient de 30 euros/tonne il y a 18 mois, et sont maintenant aux alentours de 12 euros/tonne.

Notre engagement financier dans cinq fonds carbone multilatéraux s'élève à 43 millions EUR (voir tableau ci-dessous) et devrait nous procurer quatre millions de tonnes-équivalents de CO_2:

tCO_2e	Méthode d'achat		tCO_2e	Engagement
4 millions	**Fonds Multilatéraux**			
	WB Community Carbon Development Fund		600.000	USD 10 millions
	WB Biocarbon Fund		400.000	USD 5 millions
	EBRD Multilateral Carbon Credit Fund		1,00 million (75% UREs)*	EUR 10 millions
	ADB Asia Pacific Carbon Fund		1,00 million	USD 15 millions
	EIB/WB Carbon Fund for Europe		1.00 million (60% UREs)*	EUR 10 millions
	TOTAL des engagements effectués ou en cours de préparation		**4 millions**	**~EUR 43,0 millions**

Signalons que les prix avancés par les fonds carbone, soit dix à onze euros par tonne, sont des prix très optimistes.

Par ailleurs, nous avons signé sept ERPAs (Emission Reduction Procurement Agreement) concernant les projets CDM et les pays suivants:

1. Projet «Nejapa Landfill in El Salvador», volume de 325.000 CERs (certified emission reductions).

2. Contrat signé avec Crédit Suisse Energy LLC pour un volume de 370.000 CERs provenant de projets éoliens en Chine.

3. Contrat avec Swiss Re concernant trois parcs éoliens en Chine:

- Liaoning Province Changtu Windfarm - 66 turbines éoliennes à 750 kW totalisant 49,5 MW.

- Guohua Inner Mongolia Windfarm - 33 éoliennes à 1500 kW, totalisant 49,5MW.

- Zhejiang Cixi Windfarm - 33 éoliennes à 1500 kW, soit 49,5 MW. Le volume total de CERs que le Luxembourg peut acquérir par ce projet est de 1,6 millions de tonnes.

4. Projet «Milpillas Landfill Gas Recovery, Temixco, Mexico», 693.000 tonnes CERs.

5. Contrat signé avec la «Deutsche Bank AG London» et concernant un projet se situant en Ecuador: distribution de 12 millions de lampes CFL (Compact Fluorescent Lightbulbs) à des ménages pauvres. Chaque ménage signera un contrat qui assurera que les lampes soient utilisées de façon responsable et qu'une revente soit évitée. Le volume total que l'État luxembourgeois pourrait acquérir si le projet aboutissait, est de 1,32 millions de CERs.

6. Les deux derniers ERPAs concernent des achats de CERs à la bourse («spot CERs») pour un volume de 200.000 tonnes. Le premier de ces contrats concerne un volume de CERs de 105.090 tonnes du vendeur EdF Trading London. Il s'agit d'un projet biomasse («6 MW renewable energy generation project by Varam Power») enregistré sous le numéro UNFCCC 697, situé en Inde et ayant déjà généré 145.000 CERs depuis 2002. De l'électricité est produite à partir de résidus provenant de l'agriculture, qui autrement auraient été brûlés dans les champs. Le deuxième contrat concerne un volume de CERs de 96.000 tonnes du vendeur Union Fenosa Generacion Espagne. Il s'agit d'un projet concernant la récupération des gaz d'une décharge pour la production d'énergie enregistré sous le numéro UNFCCC 91. Il est situé à Maua au Brésil.

Question 0245 (10.11.2009) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **autorisations de bâtir sur le territoire de la Ville de Luxembourg délivrées aux promoteurs immobiliers appartenant à l'État:**

Dans le 3e Carnet d'opinions édité par la Fondation de l'Architecture et de l'Ingénierie, le bourgmestre de la capitale se félicite de l'accroissement de la population de la ville qui vient de dépasser le seuil de 90.000 habitants en janvier 2009, mais ne nie pas que les jeunes familles continuent de rechercher ailleurs des logements plus accessibles qu'en ville.

Il est donc plus que jamais nécessaire d'unir toutes les forces pour offrir des logements en tout genre à des prix raisonnables au centre et dans tous les quartiers de la ville.

- En l'espèce, Monsieur le Ministre du Logement peut-il m'indiquer la quote-part - dans le total des logements créés en ville - des logements ayant fait l'objet d'une autorisation de bâtir sur le territoire de la ville délivrée, durant les dernières dix années, aux différents promoteurs immobiliers appartenant à l'État, à savoir la Société Nationale des Habitations à Bon Marché, le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat, le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg et le Fonds pour la Rénovation de la Vieille Ville?

Réponse (26.1.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

En effet, l'État, par le truchement de ses promoteurs et développeurs, a considérablement contribué directement ou indirectement au développement urbain de la Ville de Luxembourg, et partant au développement de sa population.

Le tableau ci-après renseigne sur le nombre des autorisations à bâtir délivrées par le bourgmestre de la capitale durant la dernière décade aux différentes institutions relevant de l'État. Le chiffre de 1.165 unités constitue 17,38% de l'ensemble des logements autorisés sur le territoire de la capitale depuis 2000 jusqu'à septembre 2009.

Si l'on tient compte du fait qu'en moyenne seulement 67,1% des logements autorisés sont effectivement réalisés, cette quote-part remonte à quelque 26%.

Promoteurs	Nombre de logements
S.N.H.B.M.	118
Fonds du Logement	503
Fonds de la Vieille Ville	82
Fonds de Kirchberg	462
Total	1.165

Question 0246 (11.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **reconnaissance de l'ostéopathie:**

Les travaux parlementaires au sein de la Commission de la Santé concernant la reconnaissance de l'ostéopathie et l'élaboration d'un cadre législatif et d'une réglementation correspondants n'avancent pas, étant donné que la commission attend un avis de l'Organisation Mondiale de la Santé y relatif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que le Ministre de la Santé est en contact avec l'OMS en ce qui concerne ce sujet?

- Existe-t-il de nouvelles données?

- Quand est-ce que l'avis de l'OMS sera disponible?

- En cas d'absence de données, quelle démarche le Ministre entend-il entreprendre pour faire avancer ce dossier?

Réponse (17.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Faisant suite au débat d'orientation relatif aux médecines non-conventionnelles, j'avais fait élaborer, conformément à la Motion adoptée en date du 29 janvier 2004 par la Chambre des Députés, un avant-projet de règlement grand-ducal portant création de la profession de l'ostéopathe, ceci sur base de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Les prises de position très réservées, sinon défavorables, exprimées par les différents organismes consultés m'avaient incité à associer la Chambre des Députés à la détermination de la démarche à suivre.

Dans sa séance du 5 juillet 2007, la commission parlementaire «Santé et Sécurité sociale» avait partant décidé de suspendre ses délibérations sur le dossier «ostéopathie» jusqu'à la publication par l'OMS d'une étude à laquelle se réfère Monsieur le Député.

Mes services, qui sont en contact avec l'OMS, m'ont rapporté que l'OMS était sur le point de finaliser, ensemble avec la Fédération Européenne des Ostéopathes (FEO), la détermination des critères de formation de l'ostéopathe.

Toujours d'après les informations dont je dispose, le document final qui sera publié par l'OMS à la suite des concertations avec la FEO, et intitulé «Basic Guideline in Osteopathy», pourrait être disponible au cours du premier semestre de l'année 2010.

Question 0247 (16.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **recherche sur le Sida:**

Luxemburg steht in Europa an erster Stelle, was die Fürsorge im Bereich von Aids anbelangt. Am CRP-Santé läuft zur Zeit ein auf fünf Monate begrenzter, vielversprechender Forschungsauftrag, der auf Basis traditioneller chinesischer Medizin, im Rahmen der Aidsforschung, krankheitsbekämpfende Wirkstoffe in Pflanzen untersucht. Dieser Forschungsauftrag wird vom chinesischen Bildungsministerium finanziert.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1. Verfolgt das Ministerium die Forschungsresultate?

2. Wie will das Ministerium diesen Forschungsvorteil bei eventuellen positiven Resultaten für sich ausnutzen?

3. Warum wird dieser Forschungsauftrag vom chinesischen Bildungsministerium und nicht von Luxemburg finanziert?

4. Ist die Regierung gewillt, diese Forschung über den Zeitraum von fünf Monaten hinaus zu finanzieren, falls nach dieser Zeit noch keine konkreten Resultate vorliegen?

Réponse commune (9.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Seit etwa sechs Monaten wird am CRP-Santé das Projekt „Traditional Chinese Medicine in the Post-Genomic Era: Identifying Lead Therapeutic Compounds against Cancer" im Rahmen des „People" Programms - Marie Curie Actions durchgeführt. Dieses Programm selbst ist Teil des 7. Forschungsrahmenprogramms der Europäischen Union. Die von der Europäischen Kommission zur Verfügung gestellten Mittel erlauben es, mehreren Forschern aus China und aus Luxemburg einige Monate zu Forschungszwecken im jeweils anderen Land zu verbringen. Zusätzliche Mittel werden vom chinesischen Forschungsministerium (MOST) und, indirekt (siehe 3. Absatz), vom luxemburgischen Forschungsministerium bereitgestellt. Weitere Partner an diesem Projekt sind die Universität Bergen aus Norwegen, das Modern Research Center for Traditional Chinese Medicine in Shanghai und das Institute of Medicinal Plant Development in Beijing.

Der Aufenthalt von Professor Li Feng vom „College of Preclinical Medicine of Beijing University of Chinese Medicine" ist als sinnvolle Ergänzung zu diesem Projekt anzusehen. Die Aufenthaltskosten werden über das Austauschprogramm des chinesischen Erziehungsministeriums, die Kosten für die eigentlichen Forschungsarbeiten vom CRP-Santé im Rahmen der vom (luxemburgischen) Forschungsministerium zugestandenen Gesamtmittelzuwendung getragen. Beide Projekte haben als gemeinsamen Nenner die Studie von Wirkstoffen, welche aus der traditionellen chinesischen Medizin abgeleitet wurden: im Falle des Projektes von Professor Li Feng sind dies antivirale Substanzen (zum Beispiel gegen HIV gerichtet), und im Falle des erstgenannten Austauschprojekts sind es krebshemmende Substanzen.

Das aufgrund der Empfehlung der OECD-Studie eingeführte Governance-Modell der Leistungsverträge sieht nicht vor, dass das Forschungsministerium die einzelnen Projekte finanziert und im Detail verfolgt. Die Finanzierung seitens des Forschungsministeriums erfolgt als Gesamtzuwendung aufgrund eines vereinbarten Arbeitsprogramms mit festgelegten Zielen und Objektiven. Die Evaluierung erfolgt dabei über die vereinbarten Gesamtleistungskriterien; dazu gehört auch, wie beim erstgenannten Projekt geschehen, das Einwerben von Drittmitteln. Für dasselbe Projekt ist außerdem die fachliche Bewertung seitens der Europäischen Kommission gegeben.

Die Ergebnisse der beiden Forschungsprojekte fließen direkt in andere Projekte des CRP-Santé ein und tragen auf diesem Wege zu einer Erweiterung des Erkenntnisstandes bei. Für das erstgenannte Projekt ist eine weitere Verwertung dieser Forschungsergebnisse im Rahmen der von der Europäischen Kommission für Projekte des 7. Forschungsrahmenprogramms vorgegebenen Richtlinien möglich.

Der fünfmonatige Aufenthalt von Professor Feng in Luxemburg läuft, wie oben schon erwähnt, parallel zum „europäischen" Projekt, das sich insgesamt über 48 Monate erstreckt. Über eine eventuelle vorzeitige Beendigung des letzteren aufgrund fehlender Ergebnisse entscheidet gegebenenfalls die Europäische Kommission.

Question 0248 (11.11.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**application du coût réel de l'eau facturé aux utilisateurs:**

D'après l'article 12 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les communes doivent appliquer, à partir du 1er janvier 2010, les principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur afin de déterminer les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, qui sont désormais à la charge des utilisateurs.

Dans une récente interview télévisée, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a laissé entendre que le coût réel de l'eau, tenant compte des frais de prélèvement, de livraison et d'épuration de l'eau, devrait être facturé par les communes non pas à partir du 1er janvier 2010 mais à partir du 2 janvier 2011.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre, peut-il m'informer sur la date exacte de l'application du coût réel de l'eau?

- S'il devait s'avérer qu'il s'agisse de la date du 2 janvier 2011, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer sur quel texte légal est basée cette nouvelle date d'entrée en vigueur?

Réponse (18.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'application du principe de récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau devra se faire à partir du 1er janvier 2010, conformément à l'article 12 de la loi du 19 décembre 2009 relative à l'eau, cité par l'honorable Député.

La date du 2 janvier 2011 auquel se réfère l'honorable Député concerne le délai dans lequel les communes doivent avoir pris les règlements communaux relatifs au cycle urbain de l'eau. En effet, l'article 43 de la loi précitée dispose notamment que «des règlements communaux déterminent au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi […] les taxes et les tarifs applicables au raccordement au réseau collectif de distribution d'eau, à la location des compteurs et à la fourniture d'eau». Dans le même ordre d'idées, l'article 47 prévoit que «des règlements communaux déterminent au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de la présente loi […] les taxes et les tarifs applicables au raccordement au réseau collectif d'assainissement et à l'évacuation et l'épuration des eaux usées».

Question 0250 (11.11.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **taxe sur les véhicules automoteurs:**

Den 10. November hunn Agente vun der Douane op véier Plazen am Land net manner wéi 2.078 Autoe kontrolléiert. Als Ursaach fir dës Kontroll gëtt ugefouert, dass am éischten hallwe Joer ronn 30.000 Rechnunge fir d'Vignette (taxe sur les véhicules automoteurs) net bezuelt gi sinn.

Vun dësen 2.078 Automobiliste waren der nëmmen 38 (oder 1,83%) net an der Rei. Déi aner 98% Bierger, déi hir Vignette korrekt bezuelt haten, hunn awer eng weider Schikan missen erdroen, hunn Zäit verluer, si vläicht ze spéit op hir Aarbecht oder aner Rendez-vousë komm.

Och bei dëser „systematescher" Kontroll gëllt fir d'Bierger net den „principe d'innocence", mä jidderee gëtt vun den Autoritéiten ugehalen a muss seng Onschold beweisen!

An dësem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Kann de Stat net op aner Mëttelen zréckgräifen, wa Bierger hir Rechnung net bezuelen, Mëttele wéi se zum Beispill och an der Geschäftswelt ugewannt ginn?

2. D'Douane huet weider systematesch Kontrollen annoncéiert. Ass de Minister net der Meenung, dass bei där ganz klenger Zuel vun Automobilisten, déi bei der éischter Kontroll net an der Rei waren, op esou Kontrolle soll verzicht ginn?

Réponse (4.12.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Face au constat que bon nombre d'automobilistes n'ont pas payé leur taxe sur les véhicules routiers, l'Administration des Douanes et Accises s'est efforcée de sensibiliser le public à l'obligation légale de paiement de cette taxe. L'Administration des Douanes et Accises a tout d'abord tenté d'inciter les personnes concernées à s'acquitter du paiement de leur dette en envoyant des deuxièmes et derniers rappels aux détenteurs des véhicules, expliquant en détail les conséquences qu'un manquement à s'y conformer pourrait entraîner. En vertu de la loi du 22 décembre 2006, le non-paiement de la taxe peut notamment donner lieu au retrait du certificat d'immatriculation (carte grise), à l'immobilisation ou à la mise en fourrière du véhicule. En dépit de ces efforts, l'Administration des Douanes et Accises a dû constater que pour plusieurs milliers de véhicules, la taxe n'avait pas été payée au 1er novembre 2009.

Ainsi, l'Administration des Douanes et Accises a décidé d'organiser une campagne d'information et de sensibilisation, annoncée par la presse, et combinée à des contrôles systématiques, qui ont eu lieu les 11 et 16 novembre 2009 en même temps à divers endroits du territoire, notamment en coopération avec le Parquet et la Police grand-ducale. L'on constate que depuis le début de cette campagne l'Administration des Douanes et Accises a enregistré un nombre important de régularisations de taxes impayées avoisinant les trois quarts du nombre total. Cette baisse s'explique d'une part par le fait que les automobilistes identifiés comme défaillants dans le cadre de ces contrôles ont par la suite régularisé leur situation et d'autre part par l'effet dissuasif que l'annonce de ces contrôles a eu sur les automobilistes qui, même s'ils n'étaient pas contrôlés, ont préféré payer la taxe due.

Dans une troisième phase ayant commencé fin novembre 2009, les contrôles systématiques de véhicules sont remplacés par des contrôles routiers plus ciblés de manière que seuls les véhicules identifiés au préalable dans le flux du trafic comme défaillants seront arrêtés.

L'Administration des Douanes et Accises recourra par ailleurs aux moyens de contrainte prévus dans la loi.

Question 0251 (11.11.2009) de **M. Jean Huss** *(déi gréng)* concernant les **risques sanitaires dus à un environnement pollué:**

Des liens forts existent entre un environnement pollué et des risques sanitaires croissants. Les pathologies liées à l'environnement ne se limitent pas aux maladies respiratoires, cardio-vasculaires ou à certains types de cancers. D'autres pathologies chroniques et émergentes sont également considérées comme ayant des liens avec l'environnement, notamment des atteintes du système immunitaire, des

maladies neurologiques et neurodégénératives, des perturbations du système hormonal et de reproduction.

Malheureusement il y a encore un manque de réaction face aux risques environnementaux et sanitaires connus ou émergents et un retard quasi systématique dans l'adoption et la concrétisation de mesures préventives efficaces.

Or, l'évaluation des risques doit être établie du seul point de vue des critères scientifiques et doit impérativement prendre en compte les effets parfois insidieux d'une exposition chronique à faible ou très faible dose de polluants divers agissant en synergie. En effet, même à petites doses, un cocktail de polluants dans l'air, l'eau, la nourriture, les produits de consommation courante ou encore les matériaux de construction peuvent affecter sérieusement la santé humaine.

Sur initiative du Danemark, la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne a déclaré récemment vouloir présenter des conclusions sur les risques environnementaux et sanitaires liés aux effets cumulés de substances chimiques au prochain Conseil «Environnement» en décembre. Certains pays européens (comme la France) ont déjà annoncé leur support pour cette proposition.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres entendent-ils voter en faveur de la proposition de la présidence suédoise sur cette question?

- Dans la négative, quelles seraient les raisons qui motivent cette décision?

Réponse (21.12.2009) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En réponse à la question de l'honorable Député Jean Huss, les précisions suivantes sont données:

Il est connu que chaque individu est exposé à une multitude de substances chimiques, entre autres à des perturbateurs endocriniens. Le Conseil «Environnement» du 22 décembre 2009 sera appelé à adopter des conclusions en la matière. Le projet de conclusion se compose des éléments suivants:

- «Le Conseil accueille favorablement l'initiative de la Commission d'examiner sur base scientifique le risque lié à l'exposition de produits chimiques à faible concentration. Le Conseil attend, au cours de l'année 2010, le rapport sur l'implémentation de la stratégie communautaire au sujet des perturbateurs endocriniens et la révision du plan d'actions sur l'environnement et la santé».

- «La Commission est invitée, en premier lieu, d'évaluer les scénarios d'exposition aux produits chimiques à faible dose. En deuxième lieu, mais au plus tard pour début 2012, des recommandations et modifications du cadre législatif sont à prévoir, afin de prendre en compte l'exposition aux perturbateurs. Avant tout, les critères de précaution doivent être considérés lors de l'élaboration de nouvelles mesures de protection de l'environnement et de la santé humaine».

Le contenu de ces propositions trouve dès à présent l'assentiment du Luxembourg.

Question 0252 (12.11.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**accès par les autorités américaines aux virements nationaux et transfrontaliers:**

Selon des informations parues récemment dans la presse internationale, la Présidence UE aurait élaboré un projet d'accord avec les États-Unis permettant aux autorités américaines un accès quasi illimité aux virements bancaires nationaux et transfrontaliers effectués à l'intérieur de l'UE afin de prévenir et de combattre le terrorisme et son financement.

La Présidence prévoit une adoption probable de cet accord lors du Conseil JAI des 30 novembre et 1er décembre 2009, soit avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Que dit, en l'état, le projet d'accord?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à ce projet d'accord?

Question 0285 (30.11.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**accès des autorités américaines aux données de l'organisme interbancaire «Swift»:**

Les ministres européens de l'Intérieur ont adopté le 30 novembre 2009 à Bruxelles un accord réglant l'accès des États-Unis aux données de l'organisme interbancaire «Swift» qui traite quelque 115 millions de transactions bancaires par jour, dont la plupart proviennent de banques européennes.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer, si le Luxembourg a voté en faveur de l'accord?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner, si la position du Gouvernement est conforme à la législation financière du Luxembourg, notamment en matière de secret bancaire?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les effets de cet accord sur le secret bancaire luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons qui ont amené les ministres de l'Intérieur à prendre cette décision au lendemain de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et en contournant ainsi le Parlement européen, qui s'était opposé à un tel accord dans le passé?

Réponse commune (9.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En ce qui concerne les antécédents de ce dossier, nous nous permettons de vous renvoyer à la réponse commune donnée par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et Monsieur le Ministre des Finances à la question parlementaire N°0014 posée par l'honorable Député Monsieur Claude Meisch *(cf. compte rendu N°2/2009-2010)*.

À cet égard, nous tenons toutefois à rappeler que l'accord négocié entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ne vise ni à mettre en place un programme nouveau, ni à donner aux autorités américaines un nouvel accès à des données européennes. Au contraire, le projet d'accord vise uniquement à assurer que le status quo soit maintenu en ce qui concerne la continuité du programme américain de traçage des transactions financières aux fins de lutte contre le terrorisme (TFTP), tout en améliorant les garanties. Comme expliqué dans la réponse à la question parlementaire N°0014, l'objectif de cet accord est de rendre compte d'un ajustement technique dans le flux des données. Rien ne change donc non plus par rapport au respect du secret bancaire.

Suite au mandat donné à la présidence par le Conseil de l'Union en date du 27 juillet 2009, plusieurs rounds de négociation ont eu lieu. Les délégations des États membres ont été tenues régulièrement informées des progrès et ont ainsi su influencer ces négociations, en particulier en vue d'assurer un haut niveau de protection des données individuelles.

Au cours du mois de novembre, les négociations ont pu être menées à bien, à la satisfaction de toutes les parties. Il nous importe de relever en particulier que le président de la Commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires intérieures du Parlement européen a estimé dans une lettre adressée à la présidence que l'accord était en ligne avec la résolution adoptée à ce sujet par le Parlement européen. À la demande entre autres du Parlement européen, le nouvel accord n'a qu'un caractère intérimaire et sa durée est limitée à neuf mois, cette période devant servir à la négociation d'un accord définitif. Conformément au Traité de Lisbonne, le Parlement européen y sera pleinement associé.

Le Conseil a adopté lors de sa session du 30 novembre 2009 une décision autorisant la présidence à signer l'accord. Au cours de la discussion, le Luxembourg a indiqué partager les préoccupations exprimées par d'autres États membres, tels l'Allemagne ou l'Autriche. Nous avons exprimé le souhait que tout soit mis en œuvre pour qu'en ce qui concerne l'accord définitif une discussion rapide ait lieu au Conseil sur base des directives de négociations à présenter sous le régime de Lisbonne et ce, afin de garantir une implication accrue du Parlement européen. Le Luxembourg souhaite que de nouvelles garanties fassent partie des directives de négociations, notamment en ce qui concerne les recours. Après avoir entendu les déclarations de la Présidence et de la Commission, notamment sur la nature intérimaire de l'accord, sur les garanties nouvelles apportées par ce dernier par rapport à la situation actuelle et sur le fait que le Parlement européen sera appelé à donner son approbation au présent accord intérimaire, le Luxembourg s'est rallié à la majorité.

Au-delà de la date du 30 novembre, du fait de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le mandat donné à la présidence aurait été juridiquement obsolète. Si la décision autorisant la signature n'avait pu intervenir au plus tard à cette date, il aurait fallu recommencer le processus à zéro, en commençant par la présentation de recommandations de négociations par la Commission et l'adoption d'un nouveau mandat de négociation par le Conseil. Il va sans dire qu'un tel retard aurait mis grandement en péril la continuité du TFTP et par voie de conséquence la lutte contre le terrorisme.

Contrairement à ce qui a pu être dit par certains, le calendrier choisi n'a pas comme effet d'empiéter sur les compétences du Parlement européen. En effet, concernant la phase qui a été menée à bien hier, c'est-à-dire celle de la signature de l'accord, le Traité de Lisbonne n'aurait pas apporté de changements majeurs par rapport à la procédure ancienne. Les innovations que le Traité de Lisbonne apporte concernent la phase de la conclusion de l'accord. Or, avec une signature le 30 novembre cette phase sera justement régie par les règles telles qu'elles résultent du nouveau Traité. En conséquence, l'accord ne pourra être conclu par le Conseil qu'après approbation par le Parlement européen. Le Parlement aura donc, comme cela est prévu par le Traité de Lisbonne, la possibilité d'approuver ou de rejeter définitivement cet accord intermédiaire.

Pour des explications plus détaillées sur le contenu même de l'accord, nous nous permettons de vous renvoyer à la fiche de questions/réponses très complète élaborée par la Commission européenne, et jointe à la présente *(fiche à consulter au greffe de la Chambre des Députés)*.

Question 0253 (12.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**utilisation du cannabis en médecine:**

Da die Erforschung des medizinischen Potentials von Cannabis und einzelner Cannabinoide erheblich fortgeschritten ist und der medizinische Nutzen von Cannabinoiden bei einer Anzahl von Erkrankungen unbestritten ist, möchte ich den Minister fragen ob:

- Eine Möglichkeit besteht den Cannabiswirkstoff Dronabinol auf ärztlicher Basis per Rezept zu verordnen, ohne dass der Patient durch eine eventuelle Strafverfolgung bedroht wird?

- Kann der Arzt eine verbotene Substanz, die nachgewiesenermaßen medizinisch wirksam ist, verschreiben, ohne juristisch belangt zu werden?

Réponse (23.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Le cannabis renferme différentes composantes, les cannaboïdes, dont les principales sont le delta-9-tétrahydrocannabinol et le cannabinol.

Le dronabinol constitue une version synthétique du delta-9-tétrahydrocannabinol et est le principal responsable des effets psychiques ainsi que de la plupart des vertus thérapeutiques.

Cette substance se retrouve dans la Convention sur les substances psychotropes, faite à Vienne, le 21 février 1971, Convention approuvée par la loi du 4 décembre 1990. Lors de l'adoption en 1971 de la Convention sur les substances psychotropes, le dronabinol a été inscrit en classe I. Puis, en 1991, la Commission de lutte anti-drogue des Nations Unies a ordonné son reclassement en classe II.

Le dronabinol figure également à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques.

Au Luxembourg, aucun médicament à base de dronabinol ne dispose d'une autorisation de mise sur le marché, étant donné qu'aucun laboratoire n'a présenté le dossier d'autorisation prévu à l'article 2 du règlement grand-ducal du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses.

Il est toutefois possible qu'un médecin disposant d'une autorisation d'exercer prescrive en bonne et due forme (sur un carnet à souches) un médicament contenant du dronabinol autorisé dans un autre État membre de l'Union européenne. L'utilisation d'une telle ordonnance médicale individuelle rédigée au nom du patient par un médecin disposant d'une autorisation d'exercer n'engage pas la responsabilité pénale du patient.

La procédure d'importation prévue à l'article 7 du règlement grand-ducal du 19 février 1974 portant exécution de la loi du 19 février 1973 sur la vente des substances médicamenteuses ne s'applique cependant que pour les médicaments prévus à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques.

L'importation de substances non énumérées à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques peut entraîner des poursuites pénales à l'encontre du médecin, le Parquet étant appelé à en juger en vertu du principe de l'opportunité des poursuites.

Question 0257 (16.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **néphropathie diabétique:**

Le Luxembourg se trouvant en 15e position concernant les soins relatifs au diabète, une chercheuse, qui a reçu le «Price of excellence» durant le Congrès ALASS, a effectué une étude sur 28269 patients diabétiques type 2 luxembourgeois. Cette étude a montré que la néphropathie sévère a subi une recrudescence depuis l'an 2000 permettant ainsi de pronostiquer une explosion du nombre de patients nécessitant une dialyse.

Seulement 17% des patients diabétiques ont reçu un traitement servant à baisser les lipides sanguins responsables des maladies cardiovasculaires, dont la néphropathie est un facteur de risque.

Étant donné que cette pathologie revient très chère à la santé publique, je voudrais demander au Ministre:

- Quel modèle envisage le Ministre pour faire face aux néphropathies diabétiques extrêmement coûteuses?

- Quelles mesures seront envisagées pour améliorer le ranking des soins diabétiques au Luxembourg?

Réponse (21.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député aimerait recevoir des informations quant à

la stratégie envisagée par mon Ministère en matière de prévention et de prise en charge des néphropathies diabétiques et en matière de soins pour diabétiques.

Alors que le nombre de personnes diabétiques de type 1 traitées pour insuffisance rénale chronique terminale semble se stabiliser, voire diminuer dans le monde, le nombre de personnes diabétiques de type 2 en insuffisance rénale chronique terminale ne cesse d'augmenter. De même la prévalence du diabète de type 2 augmente partout, l'augmentation de l'espérance de vie des malades et le développement du dépistage n'en expliquant qu'une partie.

Pour enrayer cette augmentation, mon Ministère entend agir sur les facteurs de risque du diabète : Il a ainsi lancé la politique interministérielle «Gesond iessen, méi bewegen», qui a pour but ambitieux de stimuler des actions multiples, complémentaires et durables développées par beaucoup d'acteurs (écoles, enfants, parents, entreprises, services de santé au travail, communes, SPOS, enseignants etc.) et destinées à promouvoir l'alimentation saine et l'activité physique afin de diminuer le surpoids.

Il appuie également les efforts de l'association luxembourgeoise contre le diabète pour augmenter l'information sur le diabète, stimuler le dépistage du diabète et offrir une éducation thérapeutique en matière de diabète.

Le prix «Santé en entreprise» fait partie des actions de mon Ministère pour stimuler les activités de promotion de la santé développées par les partenaires.

La lutte contre l'hypertension artérielle, son dépistage et son traitement sont également primordiaux en matière de santé pour la population en général et aussi tout particulièrement pour le diabétique. Mon Ministère soutient la société luxembourgeoise de cardiologie et ses partenaires pour ses efforts en matière de meilleure connaissance de l'état de santé de la population et de lutte contre les facteurs de risque.

Mon Ministère a institué par ailleurs le Conseil scientifique dans le domaine de la santé, dont la mission est d'élaborer des recommandations médicales et de diffuser ces recommandations auprès des médecins.

Question 0258 (17.11.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **centralisation des services régionaux de la police de la route (SRPR):**

Il me revient que les services régionaux de la police de la route (SRPR) - à l'exception de ceux de Luxembourg et d'Esch/Alzette - pourraient être centralisés à Bertrange dans le cadre de l'unité centrale (UCPR). Je viens également d'apprendre que la majorité de ces services souffrent à l'heure actuelle d'un manque de personnel.

Étant donné qu'une présence régionale de la police de la route s'avère indispensable - notamment dans les zones de campagne -, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Police et à la Grande Région:

1. Est-il vrai que le Ministère se propose de centraliser les SRPR à Bertrange?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur les raisons qui pourraient motiver cette stratégie de centralisation?

3. De par sa situation géographique et topographique particulière, le Nord constitue une région exigeant des déplacements longs et difficiles. Monsieur le Ministre n'est-il dès lors pas d'avis qu'il faudrait maintenir un service régional de la police de la route à Diekirch tout en y renforçant le personnel disponible?

Réponse (4.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le programme gouvernemental prévoit que la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de la Police grand-ducale et d'une Inspection Générale de la Police grand-ducale va être révisée.

Afin d'augmenter l'efficience des services à offrir au public, une évaluation du fonctionnement de la Police grand-ducale est actuellement en cours. Il est dès lors trop tôt pour se prononcer sur les questions posées par l'honorable Député.

Question 0259 (18.11.2009) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** *(déi gréng)* concernant les **commissions scolaires communales:**

Selon la nouvelle loi sur l'enseignement fondamental, les commissions scolaires communales comportent outre les représentants du personnel des écoles et des parents des élèves au moins quatre membres qui sont à nommer, soit par le conseil communal ou le comité du syndicat de communes (point 2 de l'article 51).

Le nombre maximal de ces représentants est à fixer par les conseils communaux. Cependant, ni la loi sur l'enseignement fondamental, ni le règlement grand-ducal du 28 mai 2009 concernant l'organisation de la commission scolaire ne mentionnent selon quel principe le conseil communal doit déterminer ses représentants. Uniquement l'article 15 de la loi communale détermine de façon plus précise la composition des commissions consultatives dans les communes votant «d'après le système de la représentation proportionnelle chaque groupement de candidats est représenté dans les commissions consultatives en fonction du nombre de ses élus au conseil».

Dans ce contexte, nous aimerions poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Les communes votant d'après le système de la représentation proportionnelle doivent-elles appliquer l'alinéa deux de l'article 15 de la loi communale en ce qui concerne la désignation de ses membres pour la commission scolaire?

- Madame la Ministre de l'Éducation nationale n'entend-elle pas arrêter des lignes directrices concernant la nomination des membres prévus au point 2 de l'article 51 de la loi sur l'enseignement fondamental afin que les conseils communaux ou comités des syndicats de communes disposent de règles homogènes et transparentes en ce qui concerne la composition de cet organe de consultation important?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'article 51 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental concernant la composition de la commission scolaire arrête que les représentants du personnel des écoles ainsi que ceux des parents des élèves au sein de cette même commission sont élus par le personnel des écoles respectivement par les parents des élèves. La nomination par les autorités communales (dans les communes votant d'après le système de la représentation proportionnelle) de tous les membres de la commission scolaire suivant le principe de la représentation proportionnelle de divers groupements politiques telle que préconisée par les honorables Députés n'est donc pas possible.

Les stipulations du même article 51 accordent aux autorités communales toute latitude pour la nomination de leurs représentants. J'entends respecter ce principe.

Question 0261 (18.11.2009) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **centres intégrés pour personnes âgées (CIPA):**

Au 1er janvier 2009, l'établissement public Servior a fêté ses dix ans d'existence. Dans son rapport annuel 2008, le conseil d'administration fait état d'une évolution impressionnante. En effet, de quelque dix centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) avec un total de 951 lits, le nombre de structures gérées par Servior est passé à 18, avec un nombre de 1600 «clients». Quant aux projets futurs, Servior estime «que le nombre des 2000 pensionnaires devrait être dépassé endéans les huit à dix prochaines années».

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Combien de projets de nouveaux CIPA sont actuellement prévus ou en planification et lesquels?

- Quels sont les projets qui seront réalisés pendant la législature en cours? Où ces projets se situent-ils?

- Est-ce que la réalisation des projets de nouveaux CIPA se trouve modifiée en raison de la crise économique? Dans quelle mesure?

- Est-il prévu de fermer un des CIPA existants actuellement? Dans l'affirmative, lesquels? Pour quelles raisons?

L'article 13 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (loi dite ASFT) prévoit que «sans préjudice des dispositions prévues à l'article 99 de la Constitution, l'État est autorisé à participer aux dépenses d'investissements concernant l'acquisition, la construction, la transformation, la modernisation, l'aménagement et l'équipement d'immeubles destinés à l'exercice des activités visées par la présente loi.

La participation aux dépenses d'investissements prévue à l'alinéa qui précède peut atteindre cinquante pour cent.

Au cas où le projet répond à un besoin urgent au plan régional ou national dûment constaté par le Gouvernement en conseil, le taux peut être porté jusqu'à quatre-vingts pour cent; ce taux peut être porté jusqu'à cent pour cent dans le cas où l'État doit prendre l'initiative d'un projet pour répondre à un manque d'infrastructure auquel l'activité des organismes s'est révélée impuissante à pourvoir.»

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- Sachant que la loi ASFT précitée fixe des taux de participation maximaux, selon quels critères le Gouvernement détermine-t-il le taux de participation aux différents projets?

- Le taux de participation est-il fixé indépendamment du gestionnaire en charge du CIPA?

- Est-ce que les taux de participation attribués aux projets de CIPA fixés selon les procédures et dans les limites prévues par la loi ASFT se trouvent modifiés en raison de la crise économique? Dans l'affirmative, dans quelle mesure?

Réponse (13.1.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Au cours de la 2e moitié des années 80, le Gouvernement avait lancé un programme national pour personnes âgées destiné à moderniser les structures et services existants, à les adapter aux besoins des générations actuelles et futures et à créer dans les domaines où ce besoin existait, des services et structures nouvelles. En étaient visés aussi bien les domaines stationnaires [Centre Intégré pour personnes âgées (CIPA) / Maisons de soins (MS)] qu'ambulatoires (aides et soins à domicile).

En ce qui concernait le domaine stationnaire le Gouvernement avait voulu donner une forte incitation et avait fixé le taux de la participation financière de l'État à 80% d'un coût plafond par lit, les 20% restant étant généralement supportés par les communes intéressées au projet.

Ce programme commençant à toucher à sa fin, les besoins étant quasiment satisfaits, le Gouvernement, lors des propositions budgétaires pour 2006, a ramené la participation à 70% pour des projets nouveaux à partir de cette date. Il n'est pas à exclure qu'au cas où de nouveaux projets (nouvelle construction ou modernisation), dépassant l'actuel programme, seraient présentés en vue de l'obtention d'une participation financière de l'État, ces projets bénéficieront à l'avenir d'un taux inférieur à 70%.

À noter que les taux de participation de 80%, et actuellement de 70%, sont identiques pour tout gestionnaire, demandeur d'une participation, indépendamment du fait qu'il s'agit d'un gestionnaire privé ou public.

Huit projets sont actuellement en cours de réalisation: les CIPAs «Sacré Cœur» à Luxembourg-Belair, de Berbourg (extension), de Sanem, St François à Clervaux, St François à Grevenmacher, le Centre du Rham, la Maison de soins de Luxembourg-Hamm et la Maison de soins de Pétange. Ces projets devraient être fonctionnels au cours de l'actuelle législature.

Huit projets sont actuellement prévus et en planification: le CIPA de Bettembourg (annexe), le CIPA «Hospice civil» d'Echternach (extension), le CIPA de Diekirch, l'extension du CIPA d'Esch-sur-Alzette, le CIPA de Rumelange, la Maison de soins de Contern, la Maison de soins de Differdange et la Maison de soins de Vianden.

En ce qui concerne les budgets et les planifications des projets dont question ci-avant et prévus au programme du Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales, il y a lieu de souligner qu'au vu de l'importance de ces projets, la crise économique n'a pas été déterminante ni dans les travaux d'établissement des budgets, ni dans les planifications des projets.

D'un autre côté il va de soi que la réalisation de nouveaux projets peut entraîner la fermeture de l'un où de l'autre centre existant; ainsi par exemple la fermeture définitive de l'ancien CIPA à Vianden dès l'ouverture du nouveau centre; de même, l'ouverture du nouveau CIPA à Diekirch entraînera la fermeture de l'actuel centre ou à Sanem où, dès l'ouverture du nouveau centre en construction, l'actuel CIPA fermera ses portes en tant que CIPA pour devenir un centre de logements pour étudiants.

Question 0262 (18.11.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**exercice d'évacuation dans les écoles:**

L'article 12.4.02 du règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans les écoles dispose qu'un premier exercice d'évacuation doit avoir lieu aussitôt que possible au début de chaque année scolaire et qu'un deuxième exercice au moins doit avoir lieu à l'improviste au cours de l'année scolaire.

Le premier exercice d'évacuation doit être répété en cas de besoin, jusqu'à ce qu'une sécurité suffisante des personnes soit garantie.

Selon l'article 12.4.06 de ce même règlement grand-ducal, les responsables (c'est-à-dire les directeurs des différents lycées et les bourgmestres en ce qui concerne les écoles fondamentales) consigneront les modalités et rapports sur les différents exercices d'évacuation dans le registre local de sécurité et présenteront les notes y afférentes à l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique sur demande.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Est-ce que ces exercices d'évacuation ont eu lieu dans tous les établissements scolaires au cours de l'année scolaire 2008/2009?

- D'après quels critères l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique demande aux responsables de lui présenter les rapports sur les différents exercices d'évacuation ainsi que les notes y afférentes?

- Au cours de l'année scolaire 2008/2009, combien de fois l'inspecteur a procédé à une telle demande?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que le fait de présenter uniquement sur demande de la part l'inspecteur de sécurité un tel rapport permet, d'une part,

d'assurer que tous les établissements scolaires aient effectivement effectué les exercices d'évacuation annuels et, d'autre part, de garantir un niveau de sécurité suffisant dans les établissements scolaires?

- Sinon, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la présentation obligatoire et systématique des rapports sur les différents exercices d'évacuation à l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique permettrait à ce dernier non seulement de vérifier que tous les établissements scolaires respectent leurs obligations en matière d'exercice d'évacuation, mais de s'assurer également que tous les établissements scolaires aient pris les mesures nécessaires afin de garantir un niveau de sécurité suffisant?

Réponse (23.12.2009) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

L'honorable Députée Madame Claudia Dall'Agnol demande si, au cours de l'année scolaire 2008/2009, tous les exercices d'évacuation en matière de sécurité ont été effectués dans tous les établissements scolaires.

En réponse, permettez-moi de rendre d'abord attentif au fait que le règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 impose aux collèges des bourgmestre et échevins l'organisation de deux exercices d'évacuation par an dans les écoles de l'enseignement fondamental. Les collèges des bourgmestre et échevins ne sont pas tenus d'en informer le service national de la sécurité dans la fonction publique. Par conséquent ce service n'est pas en mesure de dire avec certitude si tous les exercices d'évacuation requis ont effectivement eu lieu dans tous les établissements scolaires de l'enseignement fondamental.

Toutefois de nombreuses administrations communales, des délégués à la sécurité et des membres du personnel enseignant consultent régulièrement le service sur l'organisation des exercices d'évacuation. Ce dernier tient par ailleurs à la disposition des personnes concernées des formulaires de rapport sur les exercices d'évacuation.

Il existe également des communes qui communiquent sans autre demande les rapports sur les différents exercices d'évacuation au service national de la sécurité dans la fonction publique. Des exercices d'évacuation sont souvent organisés en collaboration avec le service local d'incendie et de sauvetage.

En principe le service national de la sécurité dans la fonction publique ne sollicite pas, sauf demande expresse d'une tierce personne, la communication des rapports des exercices d'évacuation.

Je me permets de faire mienne la proposition de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol et je demanderai à l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique de contrôler annuellement et systématiquement l'organisation des exercices d'évacuation dans les établissements de l'enseignement fondamental. Il pourra rappeler aux administrations communales l'obligation d'organiser deux exercices d'évacuation par année scolaire dans les écoles et s'assurer, en contrôlant les rapports afférents, que toutes les administrations communales se sont soumises à cette obligation.

Question 0263 (19.11.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**obligation d'un compte chèque postal pour le personnel de la fonction publique:**

Laut mengen Informatiounen iwwerweist de Stat sengem Personal d'Gehälter an d'Pensiounen ausschliesslech op Konte bei der Post („comptes chèques postal").

Am Fall wou Banke Prêten accordéieren, verlaange se an der Regel, datt d'Pai, d'Gehalt oder d'Pensioun vum Débiteur op e Konto vun dëser Bank iwwerwise gëtt. Anerwäerts freet d'Bank zum Beispill méi en héijen Zënssaz op deem geléinte Geld, wouduerch deem Eenzelnen e finanzielle Schued entsteet.

An dësem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Minister vum öffentlechen Déngscht:

- Stëmmt et, datt de Stat sengem Personal seng Gehälter a Pensiounen nëmmen op e Konto bei der Post iwwerweist?

Wa jo:

- Opgrond vu wat fir gesetzleche Bestëmmunge geschitt dat?

- Ass de Stat net gehalen eng Bank wéi déi aner ze behandelen?

- Huet d'Personal vum Stat net d'Recht, fräi déi Bank ze wielen, wou säi Gehalt oder Pensioun iwwerwise gëtt, an ass de Minister gewëllt an déi Richtung ze goen?

Réponse (21.12.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Conformément à la règle générale de l'article 1247 du Code civil, un paiement doit être fait au domicile du débiteur; l'État peut toutefois consentir à virer les paiements dont il est le débiteur sur un compte bancaire de son créancier. Pour les paiements des salaires, traitements et pensions de son personnel, l'État consent à ce faire à condition de pouvoir opérer le paiement au sein du système des comptes chèques postaux. En effet, il découle de l'article 31 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux ainsi que de l'article 36 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État que l'État gère ses liquidités et ses paiements de façon centralisée à partir des comptes chèques postaux.

L'abandon de ce système de gestion entraînerait une dépense budgétaire importante due aux frais de virements.

Il y a lieu de noter que selon la loi, l'ouverture d'un compte chèque postal est sans frais pour le titulaire du compte. Par ailleurs, les ordres permanents exécutés depuis un compte chèque postal vers une autre banque sont gratuits, ce qui permet aux personnes qui le souhaitent de transférer régulièrement et sans frais tout ou partie de leurs salaires, traitements et pensions vers un compte bancaire auprès d'une autre banque.

Question 0264 (20.11.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fête de l'Aïd (fête du sacrifice d'Abraham):**

D'après les informations qui nous reviennent, dans un courrier adressé aux présidents d'un comité d'école, Madame le Ministre de l'Éducation nationale écrit:

«J'ai l'honneur de vous informer que cette année la fête de l'Aïd (la fête du sacrifice d'Abraham) a lieu le 27 ou le 28 novembre 2009. Comme il s'agit d'une fête religieuse très importante de la communauté musulmane, je vous prie d'informer vos collègues de bien vouloir accepter les justificatifs écrits des parents pour l'absence en classe de leur enfant soit le vendredi 27 novembre, soit le samedi 28 novembre.»

La loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire prévoit dans son article 16 consacré aux absences et dispenses: «Les seuls motifs légitimes sont la maladie de l'enfant, le décès d'un proche et le cas de force majeure.»

Par ailleurs, selon le calendrier scolaire retenu dans le règlement grand-ducal du 10 juin 2008, les journées du 27 et 28 novembre 2009 ne font pas partie des jours de congé ou de vacances.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions à Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

1. Madame le Ministre n'est-elle pas d'avis qu'à travers le courrier ci-dessus, elle invite les présidents des comités d'école, et au-delà l'ensemble du corps enseignant de l'enseignement fondamental, à transgresser la loi du 6 février 2009? Dans le cas contraire, sur quelle base légale Madame la Ministre s'appuie-t-elle pour pouvoir donner de telles instructions?

2. Des instructions similaires ont-elles été communiquées aux directeurs des lycées?

3. Madame le Ministre s'apprête-t-elle autoriser les absences à l'occasion de fêtes religieuses importantes à tous les enfants faisant partie des communautés religieuses autres que la communauté catholique?

4. De quelle manière les enfants absents aux cours pour des motivations religieuses pourront-ils rattraper ces cours? Les enseignants seront-ils invités à ne pas prévoir des devoirs en classe (tests) durant les jours tombant sur une fête de l'une des communautés religieuses présentes au Luxembourg?

5. Madame le Ministre envisage-t-elle d'accorder d'autres dérogations à des élèves faisant partie de communautés religieuses, par exemple pour les cours de biologie, notamment en matière de sexualité et de l'enseignement de la théorie de l'évolution, en matière d'éducation morale, éthique ou sexuelle ou pour les cours mixtes d'éducation sportive, y inclus les cours de natation?

Réponse (4.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La loi du 28 novembre 2006 portant transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique proscrit à l'article 1er toute discrimination directe ou indirecte fondée sur la religion ou les convictions, l'handicap, l'âge, l'orientation sexuelle, l'appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou une ethnie.

Vu que les élèves de confession catholique bénéficient des jours de congé officiels pour assister aux fêtes religieuses qui les concernent, il me semble approprié que des élèves adhérant à d'autres religions puissent faire valoir une excuse valable pour la participation à l'une ou l'autre fête religieuse importante, à condition que la communauté religieuse concernée sollicite mon accord au préalable ce qui a été le cas dans la présente situation.

Des instructions similaires ont été communiquées aux directeurs des lycées.

Il ne m'appartient pas d'autoriser a priori des absences d'élèves. J'ai demandé aux titulaires et régents de considérer la participation à la fête religieuse de la Communauté musulmane comme une excuse valable et ceci à la suite d'une requête qui m'a été transmise par l'Assemblée de la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour toutes les absences d'élèves, les dispositions usuelles règlent le rattrapage des cours et, le cas échéant, des devoirs en classe.

Je n'ai pas l'intention de prévoir une dérogation au devoir d'assistance aux cours de certaines matières pour des élèves faisant partie de communautés religieuses.

Question 0265 (20.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **subsides pour des projets de recherche dans le cadre du programme CORE:**

Mitte Februar hat der „Fonds National de la Recherche (FNR)" einen ersten Aufruf an die luxemburgische Forschergemeinschaft gemacht, Projekte vorzuschlagen, die im Rahmen des CORE-Programms finanziert werden sollen.

Von 97 Projekten, die von den verschiedenen Forschungseinrichtungen des Landes eingereicht wurden, kommen aber nur 34 in den Genuss einer Förderung im Rahmen des CORE-Programms. Diese hohe Ablehnungsrate hat bei verschiedenen Forschungsinstituten gravierende Auswirkungen auf deren Budget, da hierdurch die finanziellen Mittel fehlen, angestelltes Forschungspersonal weiter zu beschäftigen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1. Entsprachen die abgelehnten Projekte nicht den internationalen Formaten und Standards oder was war der Grund für die Nicht-Berücksichtigung?

2. Wird der FNR einen Bericht veröffentlichen, aus dem die Gründe für die Anerkennung oder Ablehnung der eingereichten Forschungsprojekte hervorgeht?

3. Was geschieht mit dem Forschungspersonal, das aufgrund der abgelehnten Projekte nicht mehr beschäftigt werden kann?

Réponse (9.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Die von den öffentlichen Forschungseinrichtungen eingereichten Projekte wurden von hochrangigen unabhängigen Experten nach internationalem Standard und klar definierten Evaluierungskriterien bewertet. Wissenschaftliche Qualität zählt dabei im Rahmen des CORE-Programmes zu einem der wesentlichen Bewertungskriterien. Der Fonds National de la Recherche (FNR) unterstützt nur Projekte, welche die Bewertungskriterien dieses Programmes nach internationalem Standard erfüllen, dazu zählen: wissenschaftliche Qualität, Innovation, Effizienz, Sichtbarkeit und Valorisierung (mögliche sozioökonomische Auswirkungen).

Nur Forschung auf ausreichend hohem Niveau ermöglicht es, die gesellschaftlichen Herausforderungen und Bedürfnisse längerfristig zu meistern. Hierzu trägt das CORE-Programm mit seinen Themenschwerpunkten, seinen klar definierten Auswahlkriterien und, nicht zuletzt, dem detaillierten Feedback der Gutachter an die Antragsteller bei.

Die Antragsteller erhalten in schriftlicher Ausführung die vollständigen Evaluierungsergebnisse. Dies bietet den Forschern die Möglichkeit, anhand der fachspezifischen Gutachten, die darin enthaltenen Kritikpunkte, Anregungen und Empfehlungen der Gutachter für zukünftige Projektanträge zu benutzen. Dies entspricht der international gängigen Praxis.

Für den abgelehnten Antragsteller besteht außerdem die Möglichkeit einen verbesserten Projektvorschlag beim nächsten jährlichen Projektaufruf einzureichen. Der nächste CORE-Aufruf findet im Januar 2010 statt.

Nach Kenntnis des Forschungsministeriums musste noch kein Forschungspersonal aufgrund nicht genehmigter CORE-Projektanträge entlassen werden. Außerdem wurden seitens der Forschungseinrichtungen keine dementsprechenden Bedenken an das Ministerium herangetragen.

Es ist zu bemerken, daß der Rekrutierungsprozess von den Forschungseinrichtungen in Eigenverantwortung, in Kenntnis des von dem neuen Governance-Modell der Leistungsverträge geschaffenen Finanzrahmens, durchgeführt wird. Dieser Finanzrahmen sieht seitens des Forschungsministeriums eine Zuwendung vor, die ungefähr 60% des Gesamtbudgets der Forschungseinrichtung beträgt. Die Forschungseinrichtungen haben sich verpflichtet, die übrigen Mittel über Vertragsforschung und wettbewerbliche Forschung zu erwerben.

Die Zuwendungen des FNR aus dem CORE-Programm, sowie andere Drittmittel, beispielsweise aus dem siebten Forschungsrahmenprogramm der Europäischen Union, fallen in die letzte Kategorie. Zusätzlich zu den jährlichen Aufrufen des CORE-Programms bietet der FNR im Übrigen weitere Finanzierungsinstrumente: das INTER-Programm (Förderung von internationalen Kollaborationen), das AFR («Aide à la formation-recherche») - Stipendienprogramm für Forscher in Ausbildung sowie weitere Begleitmaßnahmen.

Den Forschungseinrichtungen steht somit eine breite Palette von Zuwendungsmöglichkeiten zur Verfügung, die Entlassungen aufgrund fehlender Finanzmittel unwahrscheinlich erscheinen lassen.

Question 0266 (20.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**acharnement thérapeutique:**

Ein öffentliches Krankenhaus in Orange, Frankreich, wurde zu

einer Geldstrafe verurteilt, weil die Ärzte ein fast hirntotes Kind reanimiert hatten und dieses seitdem mit schweren mentalen und physischen Schäden leben muss. Laut Gerichtsurteil wäre dies ein nicht zu verantwortender Fall von „acharnement thérapeutique“ gewesen.

Hierzu meine Fragen:

- Wie sieht die legale Basis für „Acharnement thérapeutique“ in Luxemburg aus?

- Wird „Acharnement thérapeutique“ in Luxemburg praktiziert?

- Gibt es offizielle Klagen gegen Fälle von „Acharnement thérapeutique“?

- Wie ist die Meinung des Ministers auch wenn es darum geht „l'utile et le nécessaire“ mit in die Diskussion einzubeziehen?

Réponse (24.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La législation luxembourgeoise ne connaît pas l'expression «acharnement thérapeutique». Toutefois la notion d'«obstination déraisonnable», qui est en fait un synonyme de celle d'«acharnement thérapeutique», se retrouve à l'intitulé de l'article 2 de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, ainsi libellé:

«Art. 2.- Refus de l'obstination déraisonnable

N'est pas sanctionné pénalement et ne peut donner lieu à une action civile en dommages-intérêts le fait par un médecin de refuser ou de s'abstenir de mettre en œuvre, en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable, quelle qu'en soit la cause, des examens et traitements inappropriés par rapport à l'état de la personne en fin de vie et qui, selon les connaissances médicales du moment, n'apporteraient à la personne en fin de vie ni soulagement ni amélioration de son état ni espoir de guérison.

La disposition qui précède s'entend sans préjudice de l'obligation pour le médecin soit de prodiguer lui-même à la personne en fin de vie les soins palliatifs définis à l'article qui précède soit de les initier.»

L'honorable Parlementaire remarquera que le législateur intervient pour bien marquer que le médecin qui s'abstient de tout traitement inutile n'encourt ni sanction pénale, ni sanction civile. Cette précision apportée par le législateur n'est pas inutile, alors qu'en présence de l'article 410-1 réprimant l'abstention coupable, le médecin qui ne tenterait pas tout, même l'impossible, risquerait de se voir traîné devant le juge pénal.

Le législateur n'a pas pour autant fait de l'acharnement thérapeutique ou obstination déraisonnable un délit sanctionné pénalement. La raison en est que la marge est étroite entre ce qui est encore traitement médical, équivalant à une assistance à personne en danger, et ce qui est déjà obstination déraisonnable. Les praticiens, surtout les chirurgiens et les réanimateurs, se trouvent souvent confrontés à des cas limite, et il ne faudrait pas que leurs choix thérapeutiques soient influencés par des considérations tirées du respect d'une disposition pénale, qui de toute manière ne peut pas tenir compte de la complexité de chaque cas d'espèce.

Le code de déontologie des médecins s'exprime également à l'égard de l'acharnement thérapeutique, et cela en son article 41, libellé comme suit:

«Art. 41.

Face aux cas de malades proches du terme de leur vie, le médecin doit récuser tout traitement ou tout acte qui s'avérerait inadapté dans la mesure où il ne procurerait aucun soulagement mais aurait à l'opposé pour seul but de prolonger la vie dans des conditions qui pourraient être considérées comme contraires à la dignité humaine (acharnement thérapeutique)».

L'honorable Parlementaire établit ensuite une relation entre l'acharnement thérapeutique et la notion de «l'utile et (le) nécessaire». Cette dernière notion est utilisée en matière de sécurité sociale. On la retrouve en de nombreux endroits du Code de la Sécurité sociale (par exemple articles 23, 64 et 66) et des statuts de la CNS (articles 17, 56 et 60). Lesdites dispositions énoncent que l'assurance maladie ne prend en charge les traitements que pour autant qu'ils sont nécessaires et dans la mesure seulement où ils sont utiles. Sont donc exclus de la prise en charge non seulement les traitements considérés comme étant «de convenance personnelle», mais encore tout traitement n'apportant ni guérison ni soulagement.

Q88

Question 0267 (20.11.2009) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant les **chantiers sur la route nationale 11:**

La route nationale N11 reliant la Ville de Luxembourg et Echternach constitue un axe routier principal dans la région. Puisqu'il n'existe pratiquement pas de trajet alternatif, le trafic sur la N11 est très dense, notamment pendant les heures de pointe le matin et en soirée. Cette situation se trouve actuellement encore aggravée par plusieurs chantiers, notamment au croisement de la route N11 avec la route de Consdorf/Bech, à la hauteur de Graulinster et à la sortie de Junglinster en direction d'Echternach.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi les travaux susmentionnés ne sont pas exécutés par étapes pour limiter les entraves au trafic routier?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la durée de ces chantiers?

Réponse (21.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Ben Scheuer relative à la coordination des chantiers sur la N11 Luxembourg-Echternach et leurs durées respectives, il y a lieu de préciser qu'à l'heure actuelle cinq chantiers sont en cours sur l'axe routier en question.

Il s'agit notamment des chantiers énumérés ci-après:

1. Aménagement de l'échangeur autoroutier du Waldhof A7/N11 et construction du tunnel «Stafelter» (fin des travaux prévue pour 2014);

2. Aménagement d'une voie bus du côté Est de la traversée de Junglinster en combinaison avec des travaux de canalisation exécutés par la Commune de Junglinster (fin des travaux prévue pour le printemps 2010);

3. Stabilisation du talus et redressement de la N11 entre Graulinster et Altrier au lieu-dit «Rippigerkopp» suite à des tassements du terrain (fin des travaux prévue pour début janvier 2010);

4. Sécurisation du carrefour N11/C137 par la construction d'un échangeur dénivelé (fin des travaux prévue pour mi-2010);

5. Travaux routiers sur la N11C à Graulinster; ces travaux ne gênent en principe pas le trafic sur la N11 (fin des travaux prévue pour mars 2010).

Si tous les travaux se font dans l'intérêt de la sécurité routière, l'origine de chaque chantier est cependant une autre. Sont ainsi visés la création de nouvelles infrastructures routières et leur raccordement au réseau existant, l'amélioration des facilités des transports en commun par route, la sécurisation de l'infrastructure routière suite à une géologie instable du soubassement routier ainsi que l'élimination d'un point noir.

La date du début d'un chantier est parfois difficile à déterminer en raison de maintes contraintes, liées surtout à la mise à disposition des emprises nécessaires, de sorte qu'une coordination optimale des différents chantiers s'avère parfois difficile.

L'on insiste cependant à ce que les travaux soient toujours organisés de telle façon que le trafic soit gêné le moins possible et que la sécurité des automobilistes soit assurée le plus possible.

Question 0268 (20.11.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **problèmes auprès de la cellule de reclassement (CDR) chez ArcelorMittal:**

Selon mes informations, la cellule de reclassement (CDR), instaurée au sein d'ArcelorMittal et financée partiellement par le biais du Fonds pour l'Emploi, rencontrerait des problèmes de fonctionnement à l'heure qu'il est.

En effet, plusieurs personnes employées dans la CDR auraient été obligées de reporter leur engagement auprès d'un nouvel employeur à plusieurs reprises parce que le Ministère du Travail et de l'Emploi n'aurait pas transmis à temps les formulaires nécessaires à l'employeur concerné.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, combien de personnes sont concernées? Quelles sont les raisons de ce retard? Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (4.12.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Je tiens à informer l'honorable Député que le fonctionnement de la cellule de reclassement instaurée au sein d'ArcelorMittal est régulièrement accompagné par une unité de suivi des effectifs à composition tripartite regroupant l'a.s.b.l. Sidérurgie, la direction d'ArcelorMittal et le Gouvernement.

La dernière réunion a eu lieu en date du 30 octobre 2009 et lors de cette réunion aucune des parties n'a soulevé un quelconque problème de fonctionnement de la cellule de reclassement.

Question 0269 (20.11.2009) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **bibliothèque scolaire:**

La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit dans son article 35 que chaque école est dotée d'une bibliothèque scolaire et assure l'accès des élèves aux technologies de l'information et de la communication.

Dans ce contexte, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien d'écoles ont actuellement leur propre bibliothèque? Quand Madame la Ministre pense-t-elle que l'ensemble des écoles auront leur bibliothèque? Combien d'écoles ont également aménagé une salle de lecture dans leur bibliothèque? Quelle est l'approche du Ministère pour encourager et conseiller la création, désormais imposée, d'une bibliothèque d'école?

- Est-ce qu'il existe des écoles fondamentales qui ont déjà recours à un bibliothécaire documentaliste selon l'article 68 de la loi susmentionnée? Est-ce que des écoles d'une même localité ou d'une même région pourraient se partager les services de ce personnel qualifié?

- Combien d'écoles désignent plutôt un instituteur ou une institutrice au poste de bibliothécaire d'école? Combien d'heures de décharge ont été accordées aux enseignants qui s'occupent de la gestion et de l'animation de la bibliothèque scolaire et de la médiathèque pour l'année scolaire en cours?

- Est-ce qu'il existe une description des missions de gestionnaire et d'animateur de bibliothèque et médiathèque scolaire?

- Comment est composé le plus souvent le catalogue d'une bibliothèque d'école? Le service de gestion d'une bibliothèque scolaire de mySchool est-il concluant? Existe-t-il d'autres services permettant de constituer une bibliothèque d'école? Existe-t-il une collaboration entre les services de la Bibliothèque nationale et les bibliothèques scolaires, notamment en ce qui concerne le catalogage? Existe-il des recommandations en ce qui concerne le nombre et le genre de titres disponibles par bibliothèque?

- Quels sont les projets scolaires en cours ou à venir qui visent à apprendre à utiliser la bibliothèque scolaire et à valoriser la création de ces bibliothèques dans toutes les écoles du Grand-Duché?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Claude Adam donnent lieu aux réponses suivantes:

Un sondage effectué auprès des inspecteurs de l'enseignement fondamental a révélé que 110 entités écoles disposent de leur propre bibliothèque et 59 d'une salle de lecture aménagée dans le cadre de cette bibliothèque. Plusieurs projets de création d'une bibliothèque d'école avec salle de lecture sont en voie de planification respectivement de réalisation. Mon département encourage tous les efforts allant dans cette direction. Ainsi, une mission de conseil pour la création de nouvelles bibliothèques scolaires, notamment en ce qui concerne l'infrastructure, le fonctionnement et l'animation est assurée par la bibliothécaire-documentaliste du SCRIPT.

De nombreux titulaires de classe, notamment aux cycles 1 et 2, disposent d'une bibliothèque personnelle dans leur salle de classe et y ont aménagé un coin de lecture.

Le cadre du personnel des écoles de l'enseignement fondamental ne comprend pas à ce stade de bibliothécaire-documentaliste. Toutefois, le partage de services de personnel qualifié entre plusieurs écoles est parfaitement envisageable.

En règle générale ce sont des enseignants qui remplissent le rôle de bibliothécaire. Pour l'année scolaire 2009/2010 588 leçons hebdomadaires de décharge ont été accordées aux enseignants pour la gestion et l'animation des bibliothèques et des médiathèques scolaires.

Il n'y a actuellement pas de descriptif des tâches et fonctions du bibliothécaire scolaire. Les services de mon département sont en train d'élaborer un document cadre préfigurant la mise en œuvre d'une politique nouvelle en matière de promotion de la lecture, de la recherche d'informations et de travail autonome des apprenants.

La plupart des catalogues des bibliothèques scolaires de l'enseignement fondamental sont disponibles sur support informatique. Les systèmes les plus fréquemment utilisés sont Mylibrary, développé par Myschool (CTE), et Olefa, développé par Educ-Design. Les deux systèmes permettent la gestion d'une bibliothèque scolaire de l'enseignement fondamental, tout en limitant les indications bibliographiques à un strict minimum. Un traitement manuel des références d'un ouvrage (mots clés, langues, cote,…), après lecture du code-barres, est toutefois nécessaire.

Au niveau des bibliothèques scolaires de l'enseignement fondamental, il n'y a actuellement pas de collaboration formelle avec la Bibliothèque nationale. En effet, le logiciel de gestion de bibliothèques Aleph, utilisé par la Bibliothèque nationale, est conçu pour des bibliothèques plus importantes et s'adresse à un public cible différent.

Il n'existe pas de recommandations d'achat pour les bibliothèques scolaires. Cependant, une recommandation de lecture «Bücher gibt's» est régulièrement mise à jour par mes services.

Le document cadre, mentionné ci-dessus, reprendra des normes existantes en la matière et comprendra également des recommandations plus techniques concernant l'infrastructure, le catalogue et le fonds documentaire souhaités d'une bibliothèque scolaire. Dans les formations continues concernant la promotion de la lecture, organisées par le SCRIPT, le concept d'une bibliothèque multilingue (langues officielles de l'école et langues principales parlées par les enfants) est promu. D'autre part les catalogues «Bücher gibt's» et «Lies a fléi» sont en même temps des recommandations d'achat. Une publication d'une liste de livres pour les enfants en cours d'alphabétisation sera prochainement signalée dans l'abécédaire Mila. En plus de livres pour enfants, la bibliothèque doit disposer d'un

choix varié de documentaires, y compris des documents multimédias, sur des sujets qui sont au programme de l'enseignement fondamental.

Des projets de création et de valorisation des bibliothèques scolaires font partie du programme de réussite scolaire (PRS) d'une école fondamentale. Au niveau national, on peut prévoir de faire un état des lieux des bibliothèques existantes, afin d'identifier des exemples de bonne pratique pouvant servir à d'autres bibliothèques.

Question 0270 (20.11.2009) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **promotion de l'artisanat et partant de l'apprentissage:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°77 relative à la rémunération des apprentis *(cf. compte rendu N°3/2009-2010)* Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a souligné de nouveau l'importance de l'artisanat pour l'emploi national et il a indiqué que toute mesure visant à promouvoir l'artisanat, et partant l'apprentissage, doit être soutenue et favorisée. Il a encore donné à considérer que le Gouvernement, plus particulièrement les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et des Classes moyennes seraient appelées à étudier les mesures susceptibles d'encourager les jeunes à s'orienter vers les métiers de l'artisanat, y compris une adaptation des rémunérations des apprentis.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de Mesdames les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et des Classes moyennes:

- Quelles sont les grandes orientations qui seront à la base des études en question?

- Quelles instructions le Gouvernement a-t-il donné à ceux et celles auxquels les études en question ont été commanditées?

- Quand pourra-t-on compter sur les premières conclusions de ces études?

Réponse commune (22.12.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration,* de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

En réponse à la question de l'honorable Député, j'ai l'honneur de rappeler que, ainsi que je l'avais déjà indiqué dans ma réponse à la question parlementaire N°77, la possibilité de relever la rémunération des apprentis sera étudiée.

En ce qui concerne les éléments plus détaillés de ces réflexions, je tiens à noter qu'un premier échange de vues à ce sujet est prévu pour une prochaine réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi au cours de laquelle pourront être abordés les différents aspects de la question.

Question 0271 (23.11.2009) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **rénovation du Lycée du Nord:**

Depuis 1996, le Lycée du Nord (LN) est en chantier. Les bâtiments du LN ont été entièrement rénovés et agrandis en plusieurs étapes. Selon nos informations, la séance académique célébrant le 40e anniversaire de la création du LN serait prévue pour le début du mois de mai 2010. Il est donc temps de dresser le bilan provisoire des travaux de construction et de leur financement.

Voilà pourquoi nous nous empressons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des informations concernant le coût final du chantier? Quel est le montant des dépenses réservées à l'infrastructure proprement dite? Et quel est celui des dépenses d'équipement? Est-ce que le devis estimatif des travaux en question a été respecté? Dans la négative, quelles sont les raisons d'éventuels dépassements? Quel est le coût des travaux connexes réalisés afin d'assurer la sécurité des utilisateurs du lycée et du chantier à proprement parler?

- Le LN a-t-il bénéficié d'équipements spécifiques dans le domaine des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle des eaux pluviales? Dans l'affirmative, quelle est leur valeur et quel est le type de ces équipements?

- Il nous revient que les revêtements muraux du nouvel hall sportif ont posé des problèmes de sécurité. Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions à ce sujet?

- Nous aimerions aussi connaître les raisons des travaux de réfection qui ont dû être opérés dans la nouvelle piscine du LN. Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le coût de cette opération?

- Le Ministère s'est-il vu obligé de procéder à d'autres travaux de réfection dus à des défauts de construction ou à des dommages causés lors du fonctionnement du chantier? Dans l'affirmative, quels ont été les locaux ou endroits concernés et quelles sont les causes de ces vices de construction?

Réponse (27.1.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les honorables Députés André Bauler et Fernand Etgen souhaitent dresser le bilan provisoire des travaux de construction et de leur financement du Lycée du Nord à Wiltz se trouvant en chantier depuis 1996.

L'on souhaite tout d'abord donner un aperçu général sur le déroulement du projet en question: une première loi fut votée en date du 28 avril 1995 relative à la première phase de l'agrandissement du Lycée du Nord. Cette première phase se déroulait entre 1996 et 2000. En outre et depuis 1996 figurait dans la loi budgétaire le projet des pavillons modulaires du Lycée technique du Nord à Wiltz. Une deuxième loi fut votée en date du 24 juillet 2001 relative à la deuxième phase d'agrandissement du Lycée du Nord: alors que les travaux préparatoires (parking provisoire et démolitions) commençaient en septembre 2002, les travaux de gros œuvre débutaient en juillet 2004. Les bâtiments E et F ont été mis en service en septembre 2007 et le hall sportif avec piscine en novembre 2008. Enfin, les ailes C et D ont été terminées en septembre 2009.

En ce qui concerne en premier lieu les questions relatives au budget de ce projet, l'on précise que la première phase visée par la loi du 28 avril 1995 précitée ainsi que les pavillons modulaires autorisés par la loi budgétaire, a été réalisée pour un montant total de 15.696.813.- euros TTC.

Le budget global voté pour la deuxième phase d'agrandissement est fixé à 65.989.256,29.- euros TTC, ce qui correspond à un budget adapté de 76.731.984,51.- euros TTC.

À noter que le coût prévisionnel du projet respecte le montant prévu par la loi de sorte qu'aucun dépassement de budget n'existe sur ce projet.

Alors que le coût de la construction proprement dite s'élève à quelque 56 millions d'euros TTC, le coût des équipements spéciaux (cuisine, ateliers professionnels et équipement didactique) s'élève à environ 6,5 millions d'euros TTC.

Concernant les coûts des travaux connexes réalisés afin d'assurer la sécurité des tiers, des élèves, des enseignants, du personnel et des visiteurs du lycée et du chantier, un passage couvert a été installé le long du bâtiment E pendant la construction du bloc D. Le coût s'élevait à 38.000.- euros HTVA. En plus, il a été décidé en 2007 de construire une passerelle en bois afin d'éviter le croisement des élèves et des engins de chantier. Le coût de cette passerelle s'élevait à quelque 44.000.- euros HTVA.

En ce qui concerne en deuxième lieu les questions relatives aux énergies renouvelables, il y a lieu de se rendre compte que la deuxième phase a été votée en juillet 2001 ce qui signifie que le projet en question a été élaboré durant la fin des années '90, conformément à la réglementation en vigueur à ce moment. À l'époque, il n'était pas courant d'équiper systématiquement les bâtiments d'installations utilisant des énergies renouvelables; par conséquent, le Lycée du Nord ne dispose pas d'installations utilisant des énergies renouvelables, ni d'un système de récupération des eaux pluviales.

Cependant, le lycée est équipé d'une installation de cogénération à gaz qui assure une production rationnelle d'énergie.

En ce qui concerne en troisième lieu le hall sportif, l'on précise que le revêtement mural de ce hall, installé en 2008, était composé de panneaux à angles droits présentant des risques de blessures. Ces panneaux ont été remplacés pendant l'été 2009 par des lattes en bois arrondies. Ces travaux ont été pris en charge par les assurances de l'entreprise et de l'architecte.

En ce qui concerne en quatrième lieu la piscine, il échet de noter qu'en été 2009, le carrelage dans les douches de la piscine a été refait. Les travaux comprenaient la pose d'un carrelage moins dérapant dans les douches. Ces travaux ont été pris en charge par les entreprises de chapes et de carrelage qui n'avaient pas respecté la pente prévue pour l'écoulement de l'eau.

En dernier lieu, l'on précise que plusieurs problèmes d'étanchéité ont été rencontrés au niveau de la zone d'entrée principale. Vu que cette zone est fréquentée quotidiennement, il a été difficile d'y intervenir et d'exécuter ces travaux sans inconvénients pour les utilisateurs. Ainsi, ces travaux seront réalisés dès que les conditions climatiques et le fonctionnement du lycée le permettent.

Il n'y a pas eu d'autres travaux de réfection dus à des défauts de construction.

À noter enfin que les travaux de démolition relatifs à l'ancienne piscine sont en cours et que, par la suite, la dernière phase, à savoir celle des aménagements extérieurs, sera entamée sans délai.

Question 0273 (24.11.2009) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant la **vidéosurveillance des zones de sécurité:**

Le 10 novembre 2009, Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, a arrêté par règlement ministériel la prorogation pour la durée d'un an des zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance par la Police grand-ducale «A», «B», «C», ainsi que la détermination d'une nouvelle zone «D», se référant au règlement grand-ducal du 1er août 2007. Ce règlement prévoit dans son article 10 que «la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité peut être prorogée annuellement par le Ministre suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la Police et du procureur d'État territorialement compétent, le comité de prévention communal ou intercommunal ayant été demandé en son avis».

Sachant que

- le règlement ministériel du 10 novembre 2009 n'énonce pas l'avis du comité de prévention communal,

- selon le règlement grand-ducal du 1er août 2009 la validité du règlement ministériel du 27 septembre 2007 définissant les «zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance» aurait expiré le 27 septembre 2009,

- qu'en réponse à la question parlementaire 2572 du 30 mai 2008 de Madame Claudia Dall'Agnol *(cf. compte rendu N°16/2007-2008)*, Monsieur le Ministre de la Justice déclare qu'«un bilan exhaustif sera dressé à l'expiration de la première phase de fonctionnement de deux ans, donc fin 2009»;

je voudrais prier Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région de répondre aux questions suivantes:

- Ce «bilan exhaustif» de la première phase de fonctionnement fut-il dressé?

- Dans l'affirmative, quelle est sa teneur?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'intérêt public dans ce domaine sensible, qui touche à la protection de données et de la vie privée, ne justifierait-il pas une publication et un débat public autour des résultats de ce bilan exhaustif ainsi que des conclusions politiques à en tirer?

- Est-ce que le comité de prévention communal a été demandé en son avis?

- Entre le 28 septembre 2009 - date de l'expiration du règlement ministériel du 27 septembre 2007 - et le 13 novembre 2009 - date d'entrée en vigueur du règlement ministériel du 10 novembre 2009 l'exploitation du système de vidéosurveillance (VISUPOL), fut-elle poursuivie et, dans l'affirmative, sur quelle base légale?

Réponse (21.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la Police grand-ducale d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité dispose en son article 10 que «la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité peut être prorogée annuellement par le Ministre suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la Police et du procureur d'État territorialement compétent, le comité de prévention communal ayant été demandé en son avis».

Les avis du directeur général de la Police grand-ducale et du procureur d'État ont été favorables à la continuation du système. L'avis du comité de prévention de Luxembourg ayant été demandé le 4 septembre 2009 et le 16 octobre 2009 n'a pas été transmis. Cet avis est cependant facultatif.

Le bilan exhaustif a été dressé par la Police et avisé par le procureur d'État. Ce bilan se base entre autres sur des évaluations statistiques dans et autour des zones de surveillance.

Deux grands constats ont pu être dressés: Une légère diminution des infractions constatées et une relative stabilité dans les lieux avoisinant les zones de surveillance.

Par ailleurs les images des infractions constatées ont été versées dans les dossiers judiciaires.

Le système de vidéosurveillance a été activé le 12 novembre 2007, le délai de deux ans ayant couru à partir de cette date.

Le législateur n'a pas prévu la publication des résultats du bilan dressé.

Question 0274 (24.11.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **biothèque européenne:**

Die biomedizinische Forschung wird, so wird angenommen, zur Verbesserung in der Gesundheitsversorgung der europäischen Bürger beitragen. Zu diesem Zweck soll eine europäische Infrastruktur in Form einer Biobank aufgebaut werden, in der die gesamten, für die Wissenschaftler wichtigen Gewebeproben, gespeichert werden.

Luxemburg hat sich bereit erklärt, über einen Zeitraum von fünf Jahren, insgesamt 140 Millionen Euro zur Verfügung zu stellen, um in Zusammenarbeit mit einem biotechnologischen Unternehmen aus den USA diese Biobank aufzubauen.

Anscheinend besteht auch von niederländischer Seite Interesse daran diese Biobank zu errichten und eine Startinvestition in Höhe von 22,5 Millionen Euro wurde in Aussicht gestellt.

Hierzu meine Fragen:

- Wer entscheidet schlussendlich wer die Biobank für biomedizinische Forschung zugesprochen bekommt?

- Was gedenkt Luxemburg zu unternehmen, um den Konkurrenzkampf gegen die Niederlande für sich zu entscheiden?

Réponse (17.12.2009) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Als Biobank bezeichnet man eine Sammlung von Biomaterial-Proben, zum Beispiel Gewebeproben oder Genmaterial, und den zugeordneten Daten genetischer und sonstiger Art. In Biobanken werden große Mengen von biologischem Material wie beispielsweise DNA-, Blut- oder Gewebeproben zusammen mit Hintergrundinformationen (etwa Krankengeschichte) der Spender gespeichert.

Sie existieren als Populationsbiobanken oder als krankheitsspezifische Gewebesammlungen. Die Ersteren werden für meist großangelegte Populationsstudien aufgelegt und es werden, in der Regel, Proben von gesunden Menschen gesammelt. Krankheitsspezifische Biobanken sind eher typisch für Krankenhäuser, hier werden Proben von Erkrankten zur Diagnose, Therapie und Forschung gesammelt.

Vor diesem Hintergrund wurden in Europa unzählige Biobanken in verschiedenen Größen und von unterschiedlicher Bedeutung und Ausrichtung aufgebaut.

Um die unzureichende Abstimmung unter den Biobankbetreibern in Europa zu überwinden und das volle Forschungspotenzial der zahlreichen Biobanken zu nutzen, wurde eine gemeinsame europaweite Initiative (Biobanking and Biomolecular Resources Research Infrastructure - BBMRI) ins Leben gerufen. Ziel dieser Initiative ist es, die verschiedenen lokalen und nationalen Biobanken und Gewebesammlungen zu vernetzen und für die Wissenschaft zugänglich zu machen. Zurzeit umfasst BBMRI 51 teilnehmende Institutionen und über 200 assoziierte Institute aus 30 Ländern.

Laut ihrer Satzung beabsichtigt die Integrated Biobank of Luxembourg (IBBL) die Einrichtung, den Betrieb und die unabhängige Verwaltung einer Biobank; dazu werden Gewebe-, Speichel- und Tumorgewebeproben entnommen, gelagert und aufbereitet, die dann nationalen und internationalen Einrichtungen zu Forschungszwecken zur Verfügung gestellt werden. Dabei unterstützt die IBBL Forschungsprojekte nicht nur mit den grundlegenden Informationen, sondern auch über die Bereitstellung der notwendigen Technologieplattformen und des erforderlichen Knowhows, um wissenschaftliche Erkenntnisse für die Prävention, Diagnose und Behandlung von Krankheiten zu entwickeln.

Die IBBL wurde sofort nach ihrer Gründung im September 2008 assoziiertes Mitglied der BBMRI und unterhält sehr enge Kontakte mit den Mitgliedern des Netzwerkes. Hierbei steht für die IBBL die Entwicklung gemeinsamer europaweiter Qualitäts- und Technologiestandards im Vordergrund. Diese Standards stoßen auf hohes Interesse im BBMRI-Netzwerk. Hier kann die IBBL mit ihren Arbeiten durchaus eine Vorreiterrolle in Europa übernehmen.

Dabei werden allerdings andere Initiativen, wie die String of Pearls-Initiative in den Niederlanden, welche als Ziel hat alle niederländischen Universitätskliniken zu vernetzen und eine gemeinsame Infrastruktur für die Biomaterial- und Datensammlung zu schaffen, nicht als Konkurrenz angesehen, sondern eher als potentielle Kooperationspartner im Rahmen der BBMRI-Initiative.

Q90

Question 0275 (25.11.2009) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant la **navigation de plaisance:**

L'article 7 du Règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance pour la partie du permis côtier, prévoit: «Le permis côtier autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance de sept mètres au plus, et ne disposant pas d'une cabine habitable, en eaux maritimes jusqu'à trois miles nautiques des côtes».

Vu l'ancien article 7 du Règlement grand-ducal du 4 novembre 1997 relatif à l'exécution de la loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance, pour le permis côtier, qui dit: «autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance en eaux intérieures et un navire de plaisance en eaux intérieures et côtières jusqu'à cinq miles nautiques des côtes».

Trois questions se posent maintenant pour le nouveau permis côtier:

1. Pour quelle raison le nouveau permis côtier n'autorise plus de naviguer avec une cabine habitable?

2. Pour quelle raison le nouveau règlement prévoit une limite de la longueur du navire de plaisance allant jusqu'à sept mètres?

3. Pour quelle raison le nouveau règlement n'autorise plus la navigation jusqu'à cinq miles nautiques des côtes, mais les limite à trois miles nautiques?

Une quatrième question concerne les bateaux et navires à voile: Comment sont réglementés au Luxembourg les permis pour bateaux et navires à voile en mers côtières et hauturières?

Le Ministre n'estime-t-il pas que l'on doive plutôt revenir sur l'article 7 pour la partie du permis côtier comme prévu par l'ancien règlement grand-ducal du 4 novembre 1997? Ou de modifier l'article 7 du nouveau règlement du 8 octobre 2009 comme suit: «Le permis côtier autorise son titulaire à conduire un navire de plaisance en eaux maritimes jusqu'à cinq miles nautiques des côtes»? Cette ancienne formulation connaît un caractère plus large et plus proche de la réalité sur le terrain. En plus, le nouveau règlement grand-ducal du 8 octobre 2009 semble désavantager fondamentalement les nouveaux possesseurs d'un permis côtier vis-à-vis de ceux/celles ayant reçu leur permis dans le cadre de l'ancienne réglementation.

Réponse (23.12.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La loi du 23 septembre 1997 portant réglementation de la navigation de plaisance et portant modification de certaines autres dispositions légales, ainsi que son règlement d'exécution du 4 novembre 1997 ont doté le Luxembourg d'une législation moderne encadrant la pratique grandissante du nautisme de loisir.

Avant la législation de 1997, les permis de navigation étaient délivrés par les clubs nautiques et déjà à l'époque, le besoin de conférer une base légale à ces permis était apparu dans un certain nombre de cas. Si la loi du 23 septembre 1997 a amené une amélioration certaine, des plaisanciers luxembourgeois ont continué à être régulièrement confronté à des difficultés de reconnaissance des permis luxembourgeois à l'étranger. En effet, le domaine de la navigation de plaisance ne fait l'objet d'aucune harmonisation communautaire et les approches législatives d'un pays à l'autre divergent largement. À cet égard, il est utile de rappeler qu'une grande partie des activités de navigation de plaisance ont lieu en dehors du territoire national.

Au vu de ce qui précède et après douze années d'expérience en la matière, il a été décidé en étroite collaboration avec la Commission de la navigation de plaisance, organe consultatif auprès du ministre qui assure un rôle central dans le système de délivrance des permis de navigation (cf. l'article 32 de la loi portant réglementation de la navigation de plaisance), d'entamer une réforme des textes applicables.

À défaut d'apporter des solutions à toutes les situations et aux problèmes que peuvent rencontrer les plaisanciers, et malgré l'absence d'harmonisation des législations au niveau européen, le nouveau règlement grand-ducal devrait améliorer la reconnaissance internationale du permis luxembourgeois en introduisant un document et une législation conforme à la résolution n°40 du Groupe de travail des transports par voie navigable de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

C'est dans cette optique que les premières ébauches du règlement grand-ducal proposées par le gouvernement ne prévoyaient l'introduction que de deux permis, clairement délimités selon leur champ d'application:

1. Le permis fluvial (eaux intérieures) pour bateaux de plaisance jusqu'à 20 mètres

2. Le permis hauturier (eaux maritimes) pour navires à moteur et/ou voile jusqu'à 24 mètres.

En 2007, à la demande de certains membres de la Commission de la navigation de plaisance, dont en particulier des organismes chargés de la préparation à l'examen du permis de navigation, et afin de ne pas obliger les propriétaires ou conducteurs de jet-skis à passer le permis hauturier, la commission de plaisance proposait d'introduire une catégorie de permis supplémentaire pour les embarcations de moins de quatre(!) mètres. Plus tard et en raison de la taille croissante des jet-skis, cette limitation était portée à sept mètres (cf. définition menue embarcation), permettant ainsi d'ouvrir ce «permis côtier» aux propriétaires/conducteurs de petites embarcations utilisées par exemple pour la pratique du ski nautique ou pour de petites excursions journalières. S'inspirant notamment des prescriptions d'application en Allemagne, la zone de navigation de ce permis a été limitée à trois miles nautiques.

En ce qui concerne les bâtiments à voile, il faut souligner que ni le permis fluvial ni le permis côtier ne font de distinction entre voile ou moteur, contrairement au permis hauturier, qui prévoit l'attribution d'un permis valable pour la conduite soit d'un navire à voile et moteur, soit simplement d'un navire à moteur, en fonction de l'entraînement et du type d'épreuve pratique suivie par le candidat. Il est évident que la voile en haute mer nécessite un entraînement plus poussé que la conduite d'un navire à moteur.

Si le nouveau texte peut être perçu comme étant plus restrictif, il est important de garder à l'esprit que toutes les modifications effectuées l'ont été dans un souci d'améliorer la sécurité, tant du plaisancier que de son environnement, et d'accroître ainsi la crédibilité des différents permis luxembourgeois. C'est aussi dans ce but qu'une liste de matériel de sécurité minimum devant se trouver à bord des bâtiments de plaisance battant pavillon luxembourgeois est introduite dans une annexe du texte.

Une évaluation des nouvelles dispositions sera effectuée d'ici quelques saisons en collaboration avec la commission de la navigation de plaisance, qui suit avec attention leur mise en œuvre et l'accueil réservé aux nouveaux permis, tant à Luxembourg qu'à l'étranger.

Question 0276 (24.11.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **système de paiement myCard:**

L'introduction généralisée de la carte à puces myCard dans le cadre de la gestion des restaurants des établissements scolaires postprimaires est à l'origine de maintes réclamations et même d'un procès récent devant le tribunal administratif. À en croire un article paru dans l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» du 20 novembre 2009, myCard présente un volet contraignant dans la mesure où cet instrument électronique permet de surveiller les comportements alimentaires de toute la communauté scolaire nationale par un stockage systématique des données de consommation.

Un autre article paru dans le même organe de presse en date du 13 novembre dernier traite de l'aspect juridique du système en révélant dans quelle mesure myCard, c'est-à-dire le système Restopolis, porte atteinte aux droits fondamentaux de la personne. On m'a également informé que cette carte est le seul moyen de paiement accepté à l'heure actuelle par Restopolis.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Comment le Ministère se positionne-t-il face au reproche que les responsables du système Restopolis enfreignent l'article 6 de la loi du 2 août 2002 modifiée par la loi du 27 juillet 2007 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, qui interdit formellement le traitement des données relatives à la santé?

- L'annonce du Ministère de rendre anonymes les données recueillies et de permettre aux utilisateurs âgés de plus de 16 ans de refuser le stockage nominatif de leurs consommations a-t-elle été suivie de mesures concrètes? Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures et qui contrôle leur application?

- Quelles sont les véritables finalités du système Restopolis dont les auteurs prétendent notamment qu'il a été mis en place pour rendre plus efficace les procédures comptables, pour surveiller le prestataire de services et pour veiller à une alimentation équilibrée des jeunes lycéens?

- Est-il vrai que le Centre de technologie de l'Éducation n'a ni les compétences ni les ressources humaines pour assurer le contrôle comptable du système en question?

- Madame la Ministre est-elle disposée à entamer une réflexion poussée sur l'utilisation des techniques électroniques et numériques dans le domaine très complexe et délicat qu'est celui de l'Éducation nationale?

- Quelles mesures concrètes Madame la Ministre se propose-t-elle pour remédier efficacement et dans les plus brefs délais au système Restopolis qui, aux yeux de ses critiques, est éthiquement et juridiquement discutable?

Réponse (21.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le système «eRestauration» a été conçu comme un instrument de gestion administrative et financière des restaurants scolaires et non pas comme un outil de surveillance.

L'application «eRestauration» couvre les finalités suivantes:

- la gestion financière et comptable du service de la restauration scolaire «Restopolis»,

- le contrôle d'accès à un service subventionné de l'État qui est réservé exclusivement à la population scolaire,

- la gestion des différents profils clients donnant droit à des subventions différentes et à des traitements différents, à savoir:

élèves subventionnés
élèves internats
élèves nécessiteux
élèves de l'éducation différenciée
adultes subventionnés
et visiteurs

- l'élimination de l'argent liquide dans les restaurants scolaires,

- la gestion de la composition et de la qualité des menus proposés dans tous les restaurants scolaires du pays dans le souci d'une alimentation saine et équilibrée des jeunes,

- la publication des menus sur le portail www.restopolis.lu,

- l'accès aux parents des élèves mineurs âgés de moins de 16 ans qui leur permet de suivre les habitudes alimentaires de leurs enfants,

- la charge du compte de l'élève via internet à partir de son domicile par le biais d'une carte de crédit.

Les traitements de données en relation avec la restauration scolaire se rapportent à la comptabilité du responsable du traitement, à savoir le service «Restopolis» du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Les traitements de données visent la gestion de la clientèle du service «Restopolis». Ainsi, le traitement porte uniquement sur des clients existants de «Restopolis». Les traitements ne se rapportent ni à des données relatives à la santé de la personne concernée, ni à des données sensibles ou judiciaires.

Au passage à la caisse, le client s'authentifie avec sa carte «myCard». Cette authentification est nécessaire pour les raisons suivantes:

- l'accès au restaurant scolaire est réservé aux membres de la communauté scolaire (élèves, enseignants, personnel administratif et

technique, visiteurs invités). Étant donné que les menus pour élèves et enseignants sont subventionnés par l'État luxembourgeois, il appartient au ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de vérifier que seules les personnes en droit de profiter de ce service ne fréquentent les restaurants scolaires.

- la classe de tarification (élève subventionné, adulte subventionné, adulte non subventionné, élève nécessiteux, élève internat, etc.) du client est déterminée par la carte «myCard».

Les articles de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» du 13 novembre ainsi que du 20 novembre 2010 cités par Monsieur le Député Bauler ne correspondent pas à la réalité (cf. «Lëtzebuerger Land» N°49). Une mise au point du Ministère a été publiée le 27 novembre 2009 par le «Lëtzebuerger Land».

Depuis un an aucune donnée nominative n'est saisie concernant une personne âgée de plus de 16 ans. Pour les élèves de moins de 16 ans, l'historique individuel des consommations est saisi; il est anonymisé mensuellement et purgé chaque année lors de la rentrée scolaire. Le système permet aux parents de savoir si leurs enfants (de moins de 16 ans) mangent à la cantine scolaire.

Il est vrai qu'une personne a saisi le tribunal administratif puisque le système violerait la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Par son jugement du 19 octobre 2009, le tribunal administratif a déclaré le recours de cette personne irrecevable pour défaut d'intérêt à agir dans le chef du demandeur, étant donné que les données personnelles de ce dernier ne feraient plus l'objet d'un enregistrement ou stockage depuis la mi-novembre 2008.

À part quelques critiques mineures, le système est largement accepté par les utilisateurs. Il est particulièrement apprécié par les parents d'élèves mineurs. La Fédération des Associations des Parents d'Élèves du Luxembourg a exprimé à maintes reprises leur appréciation du système puisqu'il leur permet de charger le compte de l'enfant sans avoir besoin de le munir d'argent liquide et de savoir si leur enfant a effectivement fréquenté le restaurant scolaire.

Le Centre de technologie de l'Éducation dispose des compétences techniques et des ressources humaines pour garantir un fonctionnement optimal des systèmes informatiques. L'accès aux données est protégé selon les règles de l'art en matière de protection des données, de sécurité réseau, de plan de protection, de sauvegarde et de récupération des données.

La carte «myCard» est une carte à puce sans contact personnalisable et multifonctionnelle dont l'utilisation ne se réduit pas exclusivement au payement électronique au restaurant scolaire.

L'accès à la majorité des services «myCard» est protégé par le login IAM du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (iam.education.lu).

Question 0281 (26.11.2009) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **bilan des amortissements spéciaux pour les entreprises:**

Suivant l'article 32bis de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, un amortissement spécial pour les entreprises peut être pratiqué sur les immobilisations énumérées ci-dessous.

a) des immobilisations spécifiques destinées à réduire la consommation d'eau et à prévenir, à réduire ou à éliminer des rejets résiduaires dans l'eau, dans l'air ou dans le sol ainsi que les émissions nuisibles de bruit, d'odeur, de trépidation ou de radiation;

b) des immobilisations spécifiques destinées à prévenir, à réduire, à recycler ou à éliminer des déchets générés dans la production ou dans l'exploitation;

c) des immobilisations spécifiques destinées à assurer une gestion rationnelle des déchets générés par des activités Industrielles ou artisanales;

d) de mise en œuvre de techniques nouvelles d'utilisation rationnelle de l'énergie ou de mise en œuvre de sources d'énergie nouvelles et renouvelables ainsi que de récupération d'énergie dans les processus industriels;

e) d'aménagement de postes de travail pour personnes handicapées physiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante au Ministre des Finances:

Le Ministre peut-il me donner les chiffres statistiques (nombre de demandes, volume des amortissements) en relation avec les cinq catégories des amortissements susmentionnés pour les cinq dernières années?

Réponse (21.12.2009) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'amortissement spécial instauré à l'article 32bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) est permis, dans des conditions définies, à l'endroit:

a) des immobilisations spécifiques destinées à réduire la consommation d'eau et à prévenir, à réduire ou à éliminer des rejets résiduaires dans l'eau, dans l'air ou dans le sol ainsi que les émissions nuisibles de bruit, d'odeur, de trépidation ou de radiation [article 32bis, alinéa 2, lettre a) L.I.R.];

b) des immobilisations spécifiques destinées à prévenir, à réduire, à recycler ou à éliminer des déchets générés dans la production ou dans l'exploitation [article 32bis, alinéa 2, lettre b) L.I.R.];

c) des immobilisations spécifiques destinées à assurer une gestion rationnelle des déchets générés par des activités industrielles ou artisanales [article 32bis, alinéa 2, lettre c) L.I.R.];

d) des immobilisations acquises ou constituées à des fins de mise en œuvre de techniques nouvelles d'utilisation rationnelle de l'énergie ou de mise en œuvre de sources d'énergie nouvelles et renouvelables ainsi que de récupération d'énergie dans les processus industriels [article 32bis, alinéa 3, lettre a) L.I.R.];

e) des immobilisations acquises ou constituées à des fins d'aménagement de postes de travail pour personnes handicapées physiques [article 32bis, alinéa 3, lettre b) L.I.R.].

La réalité et la conformité des immobilisations admises à l'amortissement spécial sont à attester par les Ministres ayant dans leur compétence les domaines de l'environnement, de l'énergie ou du travail, sur demande à introduire auprès de l'Administration des contributions directes au plus tard dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice d'exploitation pendant lequel les immobilisations ont été acquises ou constituées.

Pour les années d'imposition 2004 à 2008, l'Administration des contributions directes a reçu huit demandes (2004: 2; 2005: 4; 2006: 1; 2007: 1; 2008: 0). Alors que pour une des demandes, le Ministre compétent n'a pas pu attester la conformité des immobilisations, des certificats d'agrément ont été émis en rapport avec cinq demandes. Selon les données en possession de l'Administration des contributions directes, deux demandes n'ont jusqu'ici pas encore abouti à l'émission d'un certificat d'agrément.

Le tableau qui suit reprend, par année d'imposition, le nombre de demandes introduites, ainsi que le volume des investissements réalisés, en distinguant entre les différentes catégories d'immobilisation énumérées à l'article 32bis L.I.R..

Années	Nombre de demandes	Montants investis (hTVA)	Catégories
2004	2	10.807.987,79 €	Art. 32bis, al. 3a L.I.R.
2005	4	1.452.998,92 €	Art. 32bis, al. 3a L.I.R.
2006	1	130.371,59 €	Art. 32bis, al. 2a L.I.R.
2007	1	149.455,60 €	Art. 32bis, al. 2a+b, al. 3a L.I.R.
2008	0	/	/

Question 0404 urgente (21.1.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **Brasserie de Luxembourg:**

Par le biais d'informations diffusées cet après-midi même par les médias, il semble que AB Inbev aurait retiré le plan de restructuration sous la pression syndicale. Les informations en question mentionnent des propositions et futures négociations au niveau européen.

Dès lors, j'aimerais savoir si le Gouvernement luxembourgeois a connaissance d'un tel accord entre direction et syndicats dans le conflit social AB Inbev en Belgique?

Aussi, j'aimerais savoir si ce retrait du plan de restructuration concerne aussi le Grand-Duché de Luxembourg, à savoir la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A.?

Dans le même contexte, j'aimerais savoir si le plan de délocalisation de la production de la bière de Diekirch et de la bière de Mousel sera abandonné?

Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut-il me renseigner si dans le contexte d'un retrait pur et simple du plan de délocalisation de la production brassicole de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. les emplois des salariés concernés pourraient être préservés?

Réponse commune (2.2.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration ont pris connaissance d'un accord que les partenaires sociaux ont trouvé en date du 21 janvier 2010 relatif au conflit social auprès de la société Inbev en Belgique.

Dans le cadre d'une procédure de conciliation, il a été convenu de redémarrer le dialogue social, d'échanger les informations pertinentes et d'analyser la situation de Inbev Belgique S.A.. Cet accord ne concerne cependant que le plan industriel qui a été soumis dans le cadre de InBev Belgique S.A.. Il vise ainsi les sites de production et les départements de Inbev en Belgique et n'impacte pas la situation de la Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A..

Au Luxembourg, la maison mère de la Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. a annoncé son intention de procéder à une restructuration de la société. Le moment venu des décisions concernant l'avenir de la Brasserie de Diekirch devront être prises. Les négociations avec les syndicats y relatives ainsi que sur les implications éventuelles pour l'emploi devront être engagées. Le Gouvernement suit de près l'évolution de la situation.

Question 0450 urgente (9.2.2010) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau:**

La loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau prévoit l'introduction de deux redevances à partir du 1er janvier 2010, à savoir la taxe de prélèvement ainsi que la taxe de rejet. Tandis que le montant pour la taxe de prélèvement est déjà fixé à 0,10 € par m^3 d'eau prélevé, le montant de la taxe de rejet devra encore être défini par voie de règlement grand-ducal.

- Sachant que la plupart des communes sont en train de préparer les premières factures pour le secteur professionnel, suivi du secteur des ménages, Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels délais le règlement grand-ducal fixant le montant de la taxe de rejet interviendra?

Par ailleurs, un grand nombre de communes ont, dans les délibérations y relatives, décidé d'appliquer le prix réel de l'eau à partir du 1er janvier 2010. Or, les délibérations n'ont pas encore été approuvées par le Ministère de l'Intérieur. Sachant que les règlements communaux ne deviennent obligatoires que trois jours après leur publication par voie d'affiche dans la commune et ne peuvent pas être appliqués rétroactivement à l'approbation ministérielle, j'aimerais encore savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Dans quels délais le Ministère entend-il approuver les délibérations des communes?

- Le Ministre peut-il me préciser les critères qui définissent le moment de l'application des nouveaux tarifs?

- En cas de refus des délibérations de la part du Ministre, quelles sont les conséquences éventuelles sur l'application du prix de l'eau?

Réponse (24.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Concernant la fixation du taux de la taxe de rejet telle que prévue à l'article 16 (4) de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les travaux permettant de déterminer le montant de cette taxe viennent d'être achevés, de sorte que l'avant-projet de règlement grand-ducal portant fixation de la taxe de rejet des eaux usées pourra être inscrit à l'ordre du jour de la prochaine séance du Gouvernement en conseil. Suivant les calculs effectués par l'Administration de la gestion de l'eau, l'avant-projet prévoit de fixer la taxe de rejet des eaux usées à 0,15 euro par mètre cube pour l'année 2010.

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, le recouvrement de la taxe de prélèvement et de la taxe de rejet aura lieu l'année qui suit l'année au titre de laquelle les taxes sont dues. C'est la raison pour laquelle j'avais demandé aux syndicats de communes et aux communes dans mes circulaires N°2817 et N°2827 de provisionner ces taxes à charge de leur budget de fonctionnement. Pour autant que les communes soient membres d'un syndicat intercommunal pour l'épuration de leurs eaux usées, la taxe de rejet à payer par la commune sera déjà intégrée dans la contribution demandée par le syndicat pour l'année 2010. En application du principe de la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, cette contribution sera répercutée par la commune dans le prix à facturer au consommateur. Dans le cas où le montant provisionné au budget pour la taxe de rejet pour l'année 2010 sera supérieur au montant de la taxe effectivement dû, il en résultera une diminution de la contribution communale aux frais de fonctionnement pour l'année suivante.

Concernant l'approbation des délibérations des communes relatives au prix de l'eau, il y a lieu de noter que de nombreuses délibérations ne correspondent pas tout à fait aux prescriptions de la loi du 19 décembre 2008 précitée telles que décrites plus amplement dans ma circulaire. Il en résulte qu'il a fallu plus de temps que prévu à l'Administration de la gestion de l'eau pour aviser les différents règlements communaux. Le défi consiste donc à approuver les délibérations le plus rapidement possible en adoptant une approche pragmatique tout en récusant les dispositions manifestement contraires à la loi. Dans tous les cas les délibérations devront être approuvées avant la fin du mois de février.

Les critères qui définissent le moment de l'application des nouveaux tarifs sont déterminés par l'article 82 de la loi communale du 13 décembre 1988, ainsi que le principe général du droit de la non-rétroactivité des lois.

En cas de refus d'une délibération, les communes concernées devront adopter un nouveau règlement qui tient compte des observations formulées. En attendant l'approbation du nouveau règlement, la tarification actuellement en vigueur demeure applicable.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

19e séance mercredi 3 février 2010
20e séance jeudi 4 février 2010

La Chancelière allemande en visite à la Chambre



M. Laurent Mosar et Mme Angela Merkel *© SIP / Charles Caratini*

Les relations bilatérales entre l'Allemagne et le Luxembourg ont figuré au centre de l'entretien que la Chancelière fédérale d'Allemagne, Mme Angela Merkel a eu avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Mme Merkel a promis de s'engager en faveur d'une amélioration des liaisons ferroviaires entre le Grand-Duché et la Rhénanie-Palatinat. «Les liaisons ferroviaires jouent un rôle vital pour le développement économique de la région transfrontalière en particulier et pour la Grande Région en général», a précisé le Président Mosar à l'issue de son entrevue avec la Chancelière.

Mme Angela Merkel est le premier chef de gouvernement allemand à effectuer une visite officielle au Parlement luxembourgeois.

L'entretien a porté par ailleurs sur des questions de société telles que l'euthanasie et le mariage homosexuel, sur le nouveau rôle des parlements nationaux suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et sur le secret bancaire. Dans ce contexte, le Président de la Chambre a été d'accord avec la Chancelière pour souligner l'importance de la convention avec l'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, dont l'entrée en vigueur est imminente.

Quel nouveau concept pour l'OTAN?



M. Aivis Ronis, expert de l'OTAN, a eu une entrevue avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Le nouveau concept stratégique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou OTAN (North Atlantic Treaty Organization ou NATO en anglais) a figuré au centre de l'échange de vues des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration avec le Letton Aivis Ronis en date du 5 mars. M. Aivis Ronis fait partie du groupe d'experts chargés par le Secrétaire général de l'OTAN de réfléchir au développement d'un nouveau concept, le 4e depuis la création de l'Alliance en 1949. Le groupe, présidé par Mme Madeleine Albright, remettra ses recommandations au Secrétaire général de l'OTAN le 5 mai 2010.

«Le nouveau concept stratégique de l'OTAN tend à sauvegarder la démocratie et assurer la pérennité de la paix en Europe. Aujourd'hui, certains dangers potentiels pour la paix restent d'actualité, mais de nouvelles menaces s'y ajoutent comme l'extrémisme, les attaques via Internet («cyber-attacks»), le terrorisme ou l'accès aux armes de destruction massive», a expliqué M. Ronis.

Concernant l'OTAN, les députés se sont notamment intéressés à l'adhésion de nouveaux pays, comme l'Ukraine ou la Géorgie, et au dialogue avec la Russie. Cette dernière est considérée par certains pays membres de l'OTAN comme source d'instabilités. «L'OTAN conçoit la Russie comme partenaire important dans la lutte contre le terrorisme, dans la politique de défense et dans le cadre d'opérations militaires», a affirmé Aivis Ronis. «L'OTAN reste ouverte à tout pays remplissant les conditions d'adhésion», a conclu l'expert letton.

Au fil de ses 60 années d'existence, l'OTAN s'est déjà dotée de trois concepts stratégiques:

- en 1949, à sa création, la mission de l'OTAN consistait à assurer la sécurité de ses pays membres face à la menace soviétique,

- en 1991, suite à la fin de la Guerre froide, le deuxième concept tendait la main aux ennemis de hier,

- en 1999, le troisième concept prônait le principe de la coopération internationale (non-prolifération, désarmements) et l'importance des relations politico-militaires (élargissement, partenariats).

Le quatrième concept stratégique devra tenir compte de la lutte contre le terrorisme international (attaques du 11 septembre 2001) et des missions hors zone (implication de l'OTAN en Afghanistan depuis 2003).

DANS CE NUMÉRO

Égalité de salaire entre hommes et femmes	p. 254
Éducation aux médias	p. 246
Responsabilité pénale des personnes morales	p. 258
Sommaire des séances publiques Nos 19 et 20	p. 274
Sommaire des questions parlementaires	p. Q92

Améliorer le contact avec le Parlement des Jeunes



Les Présidents Laurent Mosar et Sammy Wagner

Le Parlement des Jeunes, créé par la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008, réunit quelque 200 jeunes. Il a notamment pour mission de favoriser la participation des jeunes dans le fonctionnement de la société. Ses représentants ont été reçus le 3 mars par le Bureau de la Chambre.

«Nous souhaitons améliorer le contact direct entre les commissions du Parlement des Jeunes et les commissions parlementaires de la Chambre des Députés», ont confirmé les Présidents Laurent Mosar et Sammy Wagner. «Les jeunes doivent pouvoir communiquer à haute voix leur avis sur les sujets intéressant les deux assemblées.»

Les représentants des deux parlements ont également évoqué d'autres formes de collaboration, comme les visites et échanges de vues avec les députés, la mise à disposition de locaux ou l'implication dans les processus de réflexion sur des sujets touchant le budget des recettes et des dépenses, la politique étrangère ou encore la coopération.

Au cours de ses deux premières assemblées plénières depuis sa création, le Parlement des Jeunes a notamment adopté deux résolutions, l'une portant sur les droits de l'enfant, l'autre sur la réorientation écologique du Luxembourg. Une troisième assemblée plénière s'est tenue le 20 mars passé.

Les espaces verts, sujet d'une pétition

Afin de promouvoir l'aménagement d'espaces verts autour des logements, la Ligue luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer a rassemblé plus de 6.500 signatures. La pétition a été remise au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

«Nous nous inquiétons du développement actuel de nos villes et villages qui va au détriment de l'environnement», a expliqué le Président de la Ligue CTF, M. Jean Kieffer. «Les habitants ne peuvent quand même pas vivre dans des îlots en béton! Un pré, un jardin doivent faire partie d'un «chez soi» digne de ce nom. Nous nous engageons pour des habitations humaines. La qualité écologique et conviviale des conditions de vie des familles au Luxembourg nous tient à cœur.»

Le Président de la Chambre des Députés a transmis la pétition à la commission parlementaire compétente, à savoir la Commission des Pétitions.



M. Jean Kieffer (2e de droite) de la Ligue CTF remet une pétition au Président de la Chambre.

Visite au Centre Pontalize et à la Maison St-Joseph



Le Président Laurent Mosar et la Commission de la Famille auprès des personnes âgées.

La Direction du Centre Pontalize à Ettelbruck a présenté ses différents services lors de la visite, le 3 mars, du Président de la Chambre, accompagné des membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances.

Les parlementaires ont ainsi visité le Centre intégré pour personnes âgées qui regroupe 48 chambres, la Maison de soins qui héberge 97 personnes, et le Centre psycho-gériatrique. Ils se sont particulièrement intéressés au service de soins «OASE». Ce service offre un encadrement psycho-émotionnel à des personnes souffrant d'une maladie incurable, de graves déficiences mentales et ne pouvant plus s'exprimer par la parole.

Le Directeur du volet «accueil et hébergement» du Centre Pontalize, M. Jean Feith a souligné que l'institution tient à être complètement ouverte et transparente, avec aussi bien des visites de l'extérieur que des sorties des pensionnaires dans la ville d'Ettelbruck.

L'après-midi, les parlementaires se sont rendus à la Maison de retraite «Jousefshaus» à Remich. Le directeur, M. Jean Bohler a présenté l'établissement qui héberge 120 personnes et accueille en priorité les ressortissants du canton.

La gestion des déchets intéresse la Lituanie

Le système de gestion des déchets au Grand-Duché s'est trouvé au centre de l'entretien du 3 mars entre une délégation de la Commission de la Protection de l'Environnement du Parlement de Lituanie et la Commission du Développement durable de la Chambre.

La Lituanie réfléchit actuellement à la mise en place d'un nouveau système de gestion des déchets. Les députés du Parlement lituanien se sont notamment intéressés

- à l'organisation des flux des différentes catégories de déchets (déchets ménagers, industriels, médicaux, biologiques, emballages, équipements électriques et électroniques, piles et accumulateurs, véhicules hors d'usage, boues de stations d'épuration);

- aux systèmes de collecte, de recyclage et d'élimination des déchets;

- aux données statistiques sur les différents types de traitement des déchets (recyclage, mise en décharge, incinération)

- et à la législation couvrant les transferts, la valorisation et le financement d'infrastructures.

La visite de la délégation lituanienne s'est déroulée sur trois jours. Elle a également compris la présentation du centre d'information Superdreckskëscht à Colmar-Berg, une visite de l'usine d'incinération SIDOR à Leudelange et du centre de recyclage Oeko-Center à Hesperange.



Rencontre d'une délégation lituanienne avec des membres de la Commission du Développement durable.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Responsabilité pénale des personnes morales

5718 - Projet de loi

1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle

2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

Le projet de loi vise à introduire en droit luxembourgeois un régime général de responsabilité pénale des personnes morales. Il a été élaboré en tenant compte des obligations internationales engagées par le Luxembourg, que ce soit au niveau de l'Union européenne ou encore dans le cadre d'autres organisations internationales (OCDE, Conseil de l'Europe, ONU).

S'il est vrai que dans un contexte communautaire et international la mise en place d'un régime de la responsabilité pénale des personnes morales est de mise, notamment dans une optique qui consiste à rapprocher - comme le souligne à juste titre le Conseil d'État - les législations pénales nationales, sans toutefois qu'il n'y ait harmonisation, il n'en reste pas moins que la responsabilisation pénale des personnes morales s'accommode difficilement avec l'esprit inhérent aux systèmes juridiques basés sur les codes napoléoniens. En effet, ces derniers retiennent précisément le principe de l'irresponsabilité pénale des personnes morales. Intégrer ce principe dans un système de droit napoléonien n'est, dès lors, pas aisé.

La France et la Belgique ont, entretemps, fait l'expérience de ces difficultés d'adaptation de leurs systèmes d'inspiration napoléonienne aux nouvelles exigences en matière de responsabilité pénale. Le Luxembourg, par le biais du projet de loi sous rubrique, est en train de le faire. Il n'est, dès lors, guère étonnant que la difficulté d'introduire la responsabilité pénale des personnes morales dans un tel système ait marqué les travaux parlementaires du présent projet à bien des égards, un peu comme un fil rouge. Il n'empêche que les solutions dégagées par la commission juridique sont à la fois pragmatiques et s'alignent, autant que faire se peut, sur les principes de base de notre système juridique.

En ce qui concerne le contexte international, qui a inspiré le présent projet de loi, celui-ci a été amplement décrit par le Conseil d'État en son avis du 19 janvier 2010. Il y est renvoyé.

Outre le fait que l'introduction de la responsabilité pénale des personnes morales incarne, comme le souligne le Conseil d'État, la volonté du Luxembourg de s'associer pleinement aux efforts entrepris dans de nombreux domaines, tant au niveau communautaire qu'international, pour permettre une lutte efficace contre la criminalité, le système de la responsabilité pénale des personnes morales comporte un certain nombre d'avantages.

La responsabilité pénale des personnes morales devrait, dans un certain nombre de cas, renforcer la situation de la victime. À l'avenir, celle-ci aura, dans de nombreux cas, un auteur, personne morale, pénalement responsable et solvable face à elle. Elle n'aura plus besoin d'obtenir une condamnation au pénal de l'auteur, personne physique, qui peut s'avérer être insolvable, ce qui l'obligeait à saisir ensuite la justice civile pour obtenir réparation de son préjudice de la part de la personne morale dont relève la personne physique, auteur de l'infraction.

Des catastrophes, comme le naufrage du pétrolier de l'Erika du 12 décembre 1999 en France, ont souligné l'utilité d'un système dans lequel les personnes morales sont pénalement responsables.

Plus près de nous, au Luxembourg, il doit être permis de penser que le principe de la responsabilité pénale des personnes morales, en combinaison avec le principe de l'opportunité des poursuites, dont le Parquet peut faire usage, aurait conduit à un résultat différent dans une affaire qui a récemment fait la une de l'actualité, en l'occurrence l'affaire de l'accident mortel du Rallye de Luxembourg en 2004 organisé dans le nord du pays. Si le Parquet avait pu à l'époque poursuivre dans cette affaire la personne morale, le résultat aurait pu être non pas une condamnation au pénal du président de l'a.s.b.l. organisatrice, mais une condamnation de l'a.s.b.l. elle-même. Du moins, cette hypothèse aurait-elle été une option, alors qu'en l'état actuel du droit elle ne l'est pas.

Faut-il souligner que le raisonnement qui précède est basé sur le principe de l'opportunité des poursuites, alors qu'il est clair que par ailleurs la responsabilité pénale de la personne morale n'exclut pas celle des personnes physiques, auteurs ou complices de la même infraction?

Dans le même ordre d'idées, il doit être permis de penser que, du moins dans un certain nombre de cas, les accidents dans des usines ou plus largement dans l'industrie ne conduiront plus ipso facto à l'inculpation du directeur d'usine ou du chef d'entreprise. Encore une fois, rien n'exclut par principe que la personne morale et la personne physique soient toutes deux inculpées. Ce sera le cas notamment dans les hypothèses où en dehors de défauts ou de déficiences dans le processus organisationnel ou d'autres processus (imputables à l'entreprise), une faute pénale spécifique peut être reprochée au dirigeant, personne physique. De façon plus générale, on peut penser que dans des cas graves, c'est le principe du cumul de la responsabilité pénale de la personne morale ou de la personne physique qui prévaudra, alors que dans les cas peu graves, c'est le principe de l'opportunité des poursuites qui conduira à engager des poursuites, soit contre l'un, soit contre l'autre, en fonction des spécificités de l'espèce.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

Rapporteur: M. Jean-Louis Schiltz

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

20.01.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
25.01.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.02.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2010
Loi du 3 mars 2010.
Mémorial A: 2010, N°36, page 614

Sauvegarde des Droits de l'Homme

6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole No 14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de permettre l'application immédiate des dispositions d'ordre procédural contenues dans le Protocole N°14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004.

Le Luxembourg a approuvé le Protocole N°14 par la loi du 6 mars 2006. Il est rappelé que ce Protocole a pour objectif d'améliorer le système de contrôle de la Convention précitée. Il vise plus particulièrement à introduire certaines procédures dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales afin de maintenir et de renforcer l'efficacité à long terme du système de contrôle en raison principalement de l'augmentation constante de la charge de travail de la Cour européenne des Droits de l'Homme. En vertu du Protocole N°14, un juge unique peut déclarer irrecevables des requêtes ou les rayer du rôle lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire et la Cour peut déclarer une requête individuelle irrecevable si par exemple le requérant n'a pas subi de préjudice important. Toutes ces modifications vont alléger considérablement le fonctionnement de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

L'article 19 dudit Protocole soumet l'entrée en vigueur de cet instrument à sa ratification préalable par tous les États membres. Le processus de ratification par l'ensemble des 47 États membres du Conseil de l'Europe a cependant pris du retard et le Protocole N°14 n'a pas pu entrer en vigueur. Cette situation porte préjudice au fonctionnement adéquat de la Cour européenne des Droits de l'Homme et bloque le processus de reforme.

Les Parties contractantes ont dès lors décidé de réagir en élaborant un protocole additionnel, le Protocole N°14bis. Ledit Protocole N°14bis est prévu uniquement en tant que mesure provisoire et intérimaire en attendant l'entrée en vigueur du Protocole N°14. Il se limite délibérément à l'introduction de plusieurs éléments procéduraux prévus par le Protocole N°14 et ce dans le but d'augmenter sensiblement la capacité de traitement des requêtes par la Cour européenne des Droits de l'Homme. Parmi les modifications reprises du Protocole N°14 on peut citer:

- l'ajout de la formation de juge unique parmi les formations juridictionnelles de la Cour européenne des Droits de l'Homme;

- la possibilité reconnue au juge unique de déclarer une requête irrecevable ou de la rayer du rôle lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire, c'est-à-dire dans des affaires parfaitement claires dans lesquelles l'irrecevabilité s'impose d'emblée;

- la possibilité pour le comité de trois juges saisi d'une requête individuelle de déclarer celle-ci irrecevable ou de la rayer du rôle des affaires lorsqu'elle peut être prise sans examen complémentaire ou bien de la déclarer recevable et statuer conjointement quant au fond lorsque la question relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses Protocoles, qui est à l'origine de l'affaire, fait l'objet d'une jurisprudence bien établie de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 19.10.2009
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
02.12.2009 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):
02.12.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.01.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2010
Loi du 2 mars 2010.
Mémorial A: 2010, N°32, page 574

Personnel de l'enseignement fondamental

6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier deux dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. L'article 45 précité règle les conditions d'intervention dans l'enseignement fondamental du personnel enseignant et socio-éducatif non repris par l'État et continuant donc à bénéficier du statut d'agent communal. Il prévoit que l'État participera sur base conventionnelle aux frais de rémunération de ces agents.

La première modification a pour objet de préciser les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 45 de la loi précitée du 6 février 2009. Il est explicité que le montant calculé des frais de personnel à charge de l'État ne peut pas dépasser le montant des frais de personnel à charge des communes. Il s'agit d'éviter ainsi que les frais de personnel à charge de l'État ne dépassent le montant réellement déboursé par les communes.

En second lieu est ajouté un nouvel alinéa 3 à l'article 45 de la loi précitée du 6 février 2009, l'alinéa 3 actuel devenant le nouvel alinéa 4. Cet ajout a pour objet de permettre à l'État de prendre en compte, pour le calcul des frais de personnel à sa charge, la part patronale de la retenue pour pension des fonctionnaires communaux et employés communaux fonctionnarisés intervenant dans l'enseignement fondamental et non repris par l'État. En effet, vu le montant important de cette charge, et compte tenu du fait que les agents concernés interviennent dans l'enseignement fondamental désormais étatisé, le fait de ne pas la prendre en compte pour déterminer les parts respectives de l'État et des communes dans la répartition des frais de personnel, léserait de façon sensible l'un des deux partenaires et serait contraire à l'esprit de collaboration entre l'État et les communes qui a présidé à la mise en œuvre de la réforme scolaire.

Étant donné que, d'une part, l'intervention dans l'enseignement fondamental d'un certain nombre d'agents communaux perdure depuis la rentrée scolaire 2009-2010 et que, d'autre part, les conventions en voie de conclusion entre l'État et les communes concernées sortiront leurs effets à partir de la même date, il est proposé que la présente loi sorte ses effets à partir de la mise en vigueur de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, c'est-à-dire le 15 septembre 2009.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.11.2009
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):
07.01.2010 Désignation d'un rapporteur
21.01.2010 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.02.2010
Loi du 2 mars 2010.
Mémorial A: 2010, N°41, page 636

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

SÉANCE 19

MERCREDI,
3 FÉVRIER 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. 6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse
- *Déclaration de recevabilité*

3. Ordre du jour
- *M. le Président, M. André Hoffmann*

4. Dépôt d'une résolution par M. André Hoffmann
- *M. André Hoffmann*

5. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président*

6. Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes
- *M. Jacques-Yves Henckes*

7. Ordre du jour (suite)
- *M. Jacques-Yves Henckes, M. le Président, M. Lucien Lux, M. Fernand Boden, M. le Président*

8. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Jean-Louis Schiltz*

9. 6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables (suite)
- *Vote sur la motion (adoptée)*

11. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng au sujet de l'éducation aux médias

et

Débat d'orientation sans rapport sur l'aspect «éducation aux médias» du rapport de 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)
- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Exposé: M. Mill Majerus*
- *Débat: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Motion: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Claude Adam (motion renvoyée en commission)*

12. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur l'égalité de salaire entre hommes et femmes
- *Exposé: Mme Lydie Err*
- *Débat: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Claude Wiseler, Nicolas Schmit et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés:

6101 - Projet de loi portant modification des articles L.243-1 à L.243-5 du Code du Travail

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, le 20.01.2010

6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

Dépôt: Mme Lydie Polfer, le 20.01.2010

6103 - Projet de loi portant modification de l'article 353 du Code pénal

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.01.2010

6104 - Projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification

1) du Code du Travail

2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

3) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

4) du Code d'instruction criminelle et

5) du Code pénal

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 25.01.2010

6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.01.2010

6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 25.01.2010

6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.01.2010

6108 - Projet de loi portant modification de l'article 10 de la loi du 18 février 1885 sur les pouvoirs et la procédure en cassation

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01.02.2010

6109 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires au Tadjikistan

Dépôt, à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 02.02.2010

3) Du 25 au 29 janvier 2010 s'est tenue à Strasbourg la 1re partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté les six membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir: la présidente de la délégation, Mme Lydie Err; le vice-président, M. Norbert Haupert, et les Membres effectif et suppléants Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, un débat d'actualité: Que peut faire l'Europe pour Haïti?; la situation au Proche-Orient; la lutte contre la traite des êtres humains: promouvoir la convention du Conseil de l'Europe; la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre; la corruption judiciaire; le respect de la liberté des médias; augmenter la représentation des femmes en politique par les systèmes électoraux, dont le rapport de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes a été élaboré et présenté par Mme Lydie Err en sa qualité de rapporteure; rétention administrative des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers en Europe; résolution des problèmes de propriété des réfugiés et des personnes déplacées; biodiversité et changement climatique, etc.

En outre, il faut signaler qu'au cours des débats de la susdite session Mme Brasseur est intervenue en sa qualité de Président du groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe de l'APCE et que M. Huss a été nommé Président de la sous-commission du développement durable de la Commission de l'environnement, de l'agriculture, des questions territoriales.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (dix résolutions et dix recommandations) ont été distribués.

La 2e partie de session de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 26 au 30 avril 2010. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra à Paris, le 12 mars 2010.

2. 6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 26. Januar huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi Nummer 6102 vun der Madame Lydie Polfer, eng Ofännerung vum Ofdreiwungsgesetz.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. Ordre du jour

De 27. Januar huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgende modifizéierten Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer, éischtens, de Projet de loi 6089 iwwert d'Personal am Enseignement fondamental, nom Basismodell; dann eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Medienerzéiung souwéi eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Medienerzéiung am Rapport 2009 vum ORK, nom Modell 1; an drëttens eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP iwwert d'Loungläichheet bei Mann a Fra.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer: éischtens, de Projet de loi 5718 iwwert d'Responsabilité pénale, nom Modell 1; de Projet de loi 6076, d'Unerkennung vun engem Protokoll vun der Mënscherechtskonventioun, nom Basismodell; an drëttens eng Interpellatioun vum Här Jean Huss iwwert d'Nanowëssenschaften, och nom Modell 1.

Freet een d'Wuert zum Ordre du jour?

Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech proposéieren eng Modifikatioun vum Ordre du jour, an zwar eng Ajoute. An zwar als Ajoute, eng Propositioun vun enger Resolutioun.

4. Dépôt d'une résolution par M. André Hoffmann

Dat, wat am Moment ugekënnegt ass mat der Dikrecher Brauerei, dat ass esou dramatesch fir déi Leit, déi betraff sinn a fir d'Regioun.

D'Fermeture vun engem Site an Entloossunge, manifestement ouni eng valabel ekonomesch Begrënnung, ausser där, fir d'Benefisser, déi schonn héich sinn, nach ze steigeren. An ech mengen, dass mir als Chamber an esou enger Situatioun eis Verantwortung missten iwwerhuelen.

An duerfir proposéieren ech an där Resolutioun d'Schafung vun enger Spezialkommissioun mat der Missioun - dat steet da méi genau natierlech am Text vun der Proposition de résolutioun -, fir déi Situatioun ze analyséieren, déi ekonomesch Situatioun, déi sozial Situatioun, a fir ze ënnersichen, wat fir eng Instrumenter dass mer am Moment hunn, fir kënnen ze intervenéiere respektiv wéi eng nei legislativ oder reglementaresch Instrumenter mer eis kënne ginn, fir op esou Situatiounen adequat ze reagéieren an d'Allgemengwuel virun onberechtegte Partikularinteressen ze sécheren.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant que

- la fermeture du site productif de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch et les licenciements massifs annoncés par la direction constitueraient non seulement un drame social pour les salarié/es concerné/es et leurs familles, mais aussi un grave préjudice pour le développement social et économique de la région, et seraient contraires à l'objectif d'une régionalisation cohérente du développement économique;

- le maintien d'une forte activité industrielle est vital pour l'avenir économique et social du Pays;

- ni l'évolution du chiffre d'affaires, ni celle de la demande, ni celle de la productivité, ni celle surtout des bénéfices de l'entreprise ne justifient la fermeture du site et les suppressions d'emplois;

- les licenciements seraient abusifs selon les termes mêmes de notre Code du Travail, puisque non fondés «sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise» (Art. L.124-11, (1));

- la population attend des responsables politiques et notamment de la Chambre des Députés une forte réaction qui soit à la hauteur des enjeux,

décide

- d'instituer, conformément à l'article 18 du Règlement de la Chambre des Députés, une commission spéciale, composée de représentants de tous les groupes et sensibilités politiques, et chargée des missions suivantes:

1. analyser en détail la situation économique de la Brasserie de Luxembourg et du groupe auquel elle appartient;

2. évaluer avec précision les conséquences sociales et économiques d'une fermeture du site;

3. examiner dans quelle mesure le cadre législatif existant permet des mesures d'urgence pour sauver le site, la production et les emplois;

4. élaborer des propositions d'élargissement du cadre législatif et réglementaire permettant d'intervenir rapidement dans des cas comparables;

5. définir une stratégie et un cadre juridique pour garantir la maîtrise de la société sur son développement social et économique.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira.

5. Ordre du jour (suite)

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann.

Kënne mer dës Resolutioun op den Ordre du jour vun dëser Woch huelen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann ass nach eng Wuertmeldung vum Här Jacques-Yves Henckes zum Ordre du jour.

6. Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo. Här President, ech wollt och froen, fir eng Motioun ze déposéieren, déi eng Motioun ass, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir eng Stratégie d'achat, fir nohalteg ze kafen am Kader vun de Marchés publics, an och fir e Memo auszeschaffen un d'Administratiounen, wéi se sollten akafen. Well do brauch et e bëssen Hëllef.

Déi Motioun ass an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert ginn. Ech hat proposéiert, datt déi eenzel Parteien déi kéinte mat ënnerstëtzen. An duerfir déposéieren ech se elo mat den Ënnerschréften, also mat der Ouverture fir d'Signature vun deenen anere Parteien, wa se dat wëlle maachen.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que l'État ne peut ignorer dans sa gestion quotidienne les objectifs de développement durable qu'il souhaite voir prendre en compte par les entreprises et les consommateurs;

- considérant que les dépenses de fonctionnement des administrations doivent apporter une contribution significative face aux défis environnementaux et sociaux;

- considérant que ces dépenses de fonctionnement doivent être économiquement et financièrement efficaces et contribuer au soutien des écoproduits et des écotechnologies;

- considérant que les administrations doivent établir les dispositions assurant la prise en compte des objectifs d'un développement durable dans le fonctionnement des services et des établissements publics placés sous leur responsabilité;

- considérant qu'il y a partant lieu d'établir une stratégie d'optimisation des achats écoresponsables de l'État et des communes incluant le but de réduire les frais de fonctionnement administratifs et les coûts de construction,

demande au Gouvernement

- d'élaborer une stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables.

(s.) Jacques-Yves Henckes, François Bausch.

(La motion n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Eugène Berger, Fernand Boden et Roger Negri.)

7. Ordre du jour (suite)

An ech géif och natierlech froen, fir datt déi Motioun op den Ordre du jour vun dëser Woch kënnt, an datt mer da kéinten doriwwer ofstëmmen; hoffentlech mat enger grousser Unanimitéit.

M. le Président.- Den Här Henckes huet also hei eng Motioun déposéiert an e freet, ob déi op den Ordre du jour vun dëser Woch kënnt.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Interruption)

Déi éischt huet fënnef Ënnerschréften.

Här Henckes, hei si just zwou Ënnerschréften drop. Dir musst also nach dräi Ënnerschréften…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hat proposéiert an der zoustänneger Kommissioun, datt se offe wier, fir datt déi aner Parteien, net nuren déi vun der Oppositioun, mä och déi vun der Majoritéit se mat kéinten ënnerschreiwen. Duerfir steet dat Iech zur Verfügung.

Wann Der dat wëllt, da kënnt Der dat maachen. Wann net, hu mer séier nach dräi Ënnerschréften derbäi. Bis elo huet just nach den Här Bausch mat ënnerschriwwen, mä déi aner…

(Interruption)

Mir woren alleguerten eens, fir et an deem Sënn ze maachen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Kommt, mer stëmme muer den Owend driwwer of. Um Enn vun der Sitzung muer stëmme mer doriwwer of.

M. le Président.- Also, den Här Henckes huet elo déi Motioun hei déposéiert. Et ass also d'Méiglechkeet, datt nach do aner Kolleegen déi ënnerschreiwen.

Ech wëll just wëssen: Ass de Plenum hei domadder d'accord, datt mer iwwert déi Motioun diskutéieren, entweder haut oder muer?

(Interruption)

Den Här Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech géif proposéieren, datt mer dat muer géife maachen um Enn vun eisem Ordre du jour.

M. le Président.- Ass d'Chamber domadder d'accord?

Den Här Boden, wann ech gelift.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Mir haten dës Motioun, wéi den Här Henckes gesot huet, an der Kommissioun. Mir waren do alleguer d'accord dermat. Se ass ëmgeännert ginn. Och de Minister huet säin Accord ginn. De Minister huet mer gesot, e wär extra haut heihinner komm, well e gesot kritt hätt, déi Motioun wär wahrscheinlech um Ordre du jour. Ech mengen, mir sollen dat direkt maachen. Dat misst a fënnef Minutte fäerdeg sinn.

M. le Président.- Da géif ech, wann d'Chamber domadder d'accord ass, d'Wuert dem Nohaltegkeetsminister, dem Här Wiseler, ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann Dir eens sidd, mir schléissen eis un, Här President.

Une autre voix.- Maja.

M. le Président.- Här Nohaltegkeetsminister, Dir hutt d'Wuert.

8. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo. Merci, Här President. Mir haten effektiv eng ganz interessant Diskussioun an der Nohaltegkeetskommissioun iwwert déi do Froestellung, wou et effektiv esou ass, datt een éischtens muss wëssen, datt eng ganz Rei vun deene Propositioune respektiv déi Aart a Weis, wéi mer ekologesch Marchépublicë maachen oder nohalteg Marchépublicë maachen, elo an der Gesetzgebung, déi mer 2008 geännert hunn, de toute façon dran ass. Dat heescht, de Prinzip hu mer an eiser Gesetzgebung. D'Méiglechkeete si momentan an der Gesetzgebung virginn.

Elo feelen awer, wann een dat wëllt an d'Praxis ëmsetzen, an dat war de Souci och vun dem Här Henckes a vun der ganzer Kommissioun, déi praktesch Uleedungen.

Déi éischt Uleedung, dat ass, fir am Fong ze soen, mir sollen e Memo ausschaffen, wéi een der öffentlecher Hand - deenen eenzelne Ministèren, mä awer och der Gemeng - ka soen, wéi se soll un esou Saachen erugoen. An do ass et och kloer, datt de Ministère wëllt esou e Memo ausschaffen.

Dat Zweet, dat ass, fir dann och déi eenzel Produkten an déi eenzel Aart a Weisen, wéi een nohalteg akeeft, dann och esou ze preziséieren. Do wësse mer, datt mer de toute façon schonn en ekologesche Leitfaden am Bau hunn, datt och dee fréiere Ministère de l'Environnement den „oekoTopten" agefouert hat, mat därselwechter Zilsetzung, datt och am Portail des Marchés publics déi Methode mussen ugi sinn, wéi een domadder handelt. An dat muss an engem ganzen Ensembel zesummegefaasst sinn.

Dat ass am Fong dat, wat dës Motioun seet. An duerfir, mengen ech, ass se fir d'Regierung absolut akzeptabel an unhuelbar, a well mer op dee Wee souwisou wëlle goen.

Merci.

M. le Président.- Wie wëllt soss nach zu dëser Motioun Stellung huelen?

(Interruptions)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Also, ech weess net, wéi mer hei procédéieren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ass den Här Henckes de Messager, oder wat?

M. le Président.- Gutt. Den Här Schiltz, wann ech gelift.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Et ass jo scheinbar an der Kommissioun en Accord iwwert den Text vun där Motioun hei. Duerfir géif ech mengen, datt mer den Text och sollen hei ausdeelen an datt mer en da solle stëmmen. Ech géif awer séier drëm bieden, datt an Zukunft, wa Motiounen aus de Kommissiounen erëmkommen hei an de Plenum, datt dat iwwert de Wee vun der Conférence des Présidents geet.

M. le Président.- Gutt. Ech géif da vläicht proposéieren, datt déi Motioun elo ausgedeelt gëtt an datt mer dann herno zum Vote iwwerginn. Ech géif da proposéieren, datt mer elo emol géife mam Ordre du jour virufueren.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6089 iwwert d'Personal am Enseignement fondamental. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Berger, Adam a Kartheiser. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

9. 6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Gesetz vum 6. Februar 2009 huet de Stat d'Personal vum Enseignement fondamental iwwerholl. De Projet de loi 6089 handelt iwwert d'Dispositioune vum Artikel 45 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal vum Enseignement fondamental.

E puer Donnéeën zu der Geschicht vum Projet. De Projet de loi ass de 24. November 2009 hei an der Chamber vun der zoustänneger Ministesch déposéiert ginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet de Projet den 30. November 2009 aviséiert. De Statsrot huet den 18. Dezember 2009 säin Avis ginn. An an der Éducatiounskommissioun ass de Projet de loi unanime den 21. Januar vun dësem Joer ugeholl ginn.

Dëse Projet de loi ännert op zwee Punkten den Artikel 45 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 ëm. Den Artikel 45 definéiert d'Relatiounen zwëschent dem Léier- an dem sozioéducativë Personal, déi net beim Stat agestallt sinn, d'Chargé-de-coursen also, déi am Statut vum Agent communal bei de Gemengen agestallt sinn.

Dës zwou Ännerunge betreffen: éischtens, beim zweeten Abschnitt vum Artikel 45 kënnt derbäi, datt de Montant vun de Personalkäschte vun de Chargé-de-coursen - mir schwätze vu ronn 800 Leit, déi betraff sinn -, deen de Stat wäert bezuelen, net ka méi héich si wéi de reelle Montant, dee vun de Gemenge bezuelt ginn ass. Et ass evident, datt am Artikel 45 preziséiert ginn ass, datt d'Frais de rémunération vun de Chargéen iwwert d'Konventiounen tëscht dem Stat an de Gemenge geregelt sinn.

Déi zweet Ännerung mécht et méiglech, dass de Stat d'Part patronale vum Léier- a sozioéducativë Personal iwwerhëlt. Duerch d'Gesetz vum 6. Februar 2009 schafft dëst Personal am Enseignement fondamental, an duerfir missten d'Gemengen dës Ausgabe bezuelen. Fir datt de Stat dës Part vun de Gemenge - mir schwätze vun enger Part patronale vun 20,33% bei de Pensiounen - iwwerhuele kann, kënnt een neien Abschnitt 3 derbäi. D'Gemenge ginn also vun dëser Charge entlaascht, well den Enseignement fondamental elo ënner staatlecher Autoritéit ass.

De bestoenden Artikel 3 am ale Gesetz ännert net a gëtt elo den Alinea 4.

Dës Ëmännerungen triede fir d'Schouljoer 2009/2010 a Kraaft.

Als Ofschloss sief nach preziséiert, dass de Statsrot zu dësem Projet de loi säin Accord ginn huet. Ech géif deen och am Numm vu menger Fraktioun ginn, an ech soen lech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech emol dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport. Gläichzäiteg wëll ech kloerstellen, datt et sech bei deem Gesetzestext zwar ëm ee klengen an och techneschen Text handelt, deen awer op deen zweete Bléck eng relativ grouss Bedeitung huet. Et geet hei virun allem ëm d'Finanzéierung vun Aarbechtsplazen am Enseignement fondamental, an indirekt do ëm gläich Unerkennung fir gläich Leeschtung.

Dat neit Gesetz iwwert den Enseignement fondamental ass virun engem gudde Joer hei an de Chamber gestëmmt ginn. Deemools ass awer vergiess ginn, déi finanziell Bedeelegung vum Stat an de Paie vum Schoul- an Erzéiungspersonal, dat net vum Stat iwwerholl gouf an am Virrang am Statut vum Gemengebeamte beschäftegt ass, ganz ze iwwerhuelen.

Dofir wäert dëst Gesetz, esou wéi de Rapporteur et elo just a sengem Rapport erkläert huet, op zwee ganz prezise Punkte geännert ginn.

Esou gëtt am zweeten Ofsaz vum Artikel 45 preziséiert, datt d'Käschte vum Schoulpersonal, dat dem Stat ënnersteet, net iwwert de Käschte vum Schoulpersonal, dat vun de Gemenge beschäftegt gëtt, leien däerf.

Doriwwer eraus gëtt en neien drëtten Ofsaz an d'Gesetz vum 6. Januar 2009 geschriwwen. Et gëtt festgehalen, datt de Stat bei der Berechnung vun esou enger Bedeelegung an de Käschte vum Schoulpersonal mat Gemengestatut déi ganz Part patronale vun de Pensioune mat abezitt an datt dat och mam Akraafttriede vun dësem Gesetz, dat heescht op de 15. September 2009, a Kraaft trëtt.

Et wor am Viraus schonn erkläert ginn, et muss ee wëssen, datt d'Part patronale bei de Gemengen bei 20,33% läit an domat bedeitend méi héich ass wéi bei de Fonctionnairë beim Stat.

Här President, Dir gesitt also, datt et bei dësem Projet net einfach just drëms geet, e Gesetz, dat net perfekt wor, unzepassen, mä datt et vill méi drëms geet, datt, éischtens, d'Finanzéierung vun de Paie vum Schoulpersonal mat Gemengestatut korrekt geregelt a geséchert ass, an, zweetens, datt sech d'Gemengen an de Stat op eng gerecht Aart a Weis un deene Käschte bedeelegen.

An dësem Sënn gëtt dem Leitmotiv am Gesetz vum Enseignement fondamental Rechnung gedroen, nämlech eng stabil Basis schafe fir eng fair a vertrauensvoll Zesummenaarbecht tëschent Stat a Gemengen. De Stat weist deemno mat dësem Gesetzesprojet, datt hien och a wirtschaftlech schlechten Zäiten, déi vun Onsécherheet bestëmmt ginn, seng Verantwortung iwwerhëlt an de Gemengen an hirem Personal zur Säit steet.

Erlaabt mer, Här President, all deene Leit e grousse Merci vun der CSV-Fraktioun auszedrécken, déi bei dëser schwiereger Ëmsetzung vum neie Grondschoulgesetz mat vill Engagement a Kompetenz bäigedroen hunn, der Grondschoul en neien Élan ze ginn. Et sinn dëst Mataarbechter vum Éducatiounsministère, d'Schoulpersonal, d'Elteren an och d'Gemengen.

Aus all dësen Iwwerleeungen eraus ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a bieden Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësen Text och ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Eicher Merci. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo. Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerze Bericht. Hei handelt et sech ëm, ech géif soen, technesch Aspekter zu deem Schoulgesetz. A meng Fraktioun wäert hei och hiren Accord ginn. Ech wëll awer nach eng Kéier trotzdeem rappeléieren, datt mer deem ganze Gesetz d'lescht Joer net zougestëmmt haten, well mer do weiderhin och nach Bedenken hunn, ënner anerem mat deem Prinzip, datt elo d'Nominatioun vum Personal net méi vun de Gemengen, mä vum Stat gemaach gëtt.

Mir haten och deemools gesot, datt mer onbedéngt e Schouldirekter an eise Grondschoule brauchen. Dat si Positiounen, déi mer och weiderhi wäerte verteidegen. An ech sinn och iwwerzeegt, datt mer an Zukunft wäerten nach déi eng oder aner Kéier iwwert dat Gesetz hei légiféréieren, well et muss nogebessert ginn.

Dat gesot, géif ech awer den Accord dann zu deenen zwee prezise Punkten hei vu menger Fraktioun hei erabréngen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- An och Merci dem Här Adam. An als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet 6089 kann d'ADR och d'accord sinn. Ech wëll awer och vläicht soen hei direkt, datt et e Projet ass, deen dorauser resultéiert, datt dat Gesetz vum 6. Februar 2009 net anstänneg preparéiert war. Soss wär et jo elo net néideg, hei déi Korrektur nodréiglech ze huelen.

An net nëmmen a sengen administrativen Aspekter wor dat Gesetz net anstänneg preparéiert, mä och a senge pedagogeschen Aspekter. Mir haten hei schonn e puermol driwwer geschwat.

Mä wa mer scho vum Personal schwätzen, wat an de Schoule schafft, da wéilt ech awer d'Geleeënheet huelen, fir d'Madame Minister op d'Situatioun vun de Chargé-de-coursen unzeschwätzen. Mir hu verschidde Kategorien an där vu Chargé-de-coursen - mir hunn der, déi fir de Stat a fir d'Gemenge schaffen; mir hunn der à durée déterminée, à durée indéterminée -, an et wär ganz interessant, vläicht och emol gewuer ze ginn, wéi dann déi statutaresch Froen an deem Zesummenhang vun der Regierung gesi ginn.

A wa mer schonn d'Chance hunn, hei iwwer eis Schoulen ze schwätzen, well et ass e wichtege Sujet, da wéilt ech awer och déi Froen eng Kéier opwerfen, déi vu grousser Aktualitéit ass. An dat ass déi vun all deene jonke Leit, déi d'Schoulen ofbriechen, ouni Diplomer ze hunn. A wann d'Madame Minister hei d'Wuert hëlt herno, da kéint se eis och vläicht eng Kéier soen, wat se gedenkt ze maachen, fir där Situatioun Här a Meeschter ze ginn. Ech wëll just och feststellen, datt ënnert deene jonke Leit, déi d'Schoul ouni Diplomer ofbriechen, eng ganz héich Zuel virun allem och vu Jongen ass.

Eng lescht Fro, an ech profitéieren heivunner, fir déi do Froen ze stellen, dat ass dee „Boys' day" a „Girls' day" deen elo organiséiert gëtt an nächster Zukunft. Ech froe mech, wann do e puer honnert Kanner deelhuelen, wéi eng Konsequenzen dat huet op de Schoulbetrib an op déi aner Kanner, déi net do deelhuelen; wéi dat organiséiert ass.

Et wär sécher gutt - an do wär et interessant, der Madame Minister hir Meenung ze héieren -, fir dat vläicht op fräie Mëtteger - oder gëtt dat gemaach? - oder a Schoulvakanzen ze organiséieren, fir datt de Schoulbetrib net gestéiert gëtt duerch esou Initiativen an deem dote Genre.

Voilà! Ech si gespaant op Är Äntwerten. Ech soen Iech villmools Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ass dat eng Froestonn hautdësdags?

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An elo huet… Neen, elo kënnt d'Madame Ministesch drun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir kommen ni zu Wuert.

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här Gibéryen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci dem Rapporteur an och menge Virriedner. Dat Gesetz, e klengt Gesetz, wat de Mëtteg d'Chamber wäert da stëmmen, dat ass effektiv technesch. Ech wollt just e puer Preziséioune ginn.

Am Prinzip ass et jo esou, dass an der Grondschoul alleguerten d'Leit, déi intervenéieren, vum Stat ugestallt sinn. Si sinn iwwerholl ginn an also och vum Stat bezuelt ginn, ausser déi Leit, déi aus verschiddenen Ursaachen nach bei de Gemengen ugestallt sinn. An, fir dass déi kënnen an der Schoul intervenéieren, gi Konventioune mat der Gemeng gemaach.

Dat heescht, mir hunn… De Stat huet elo säit der Rentrée ronn 800 Chargéen iwwerholl, déi virdru bei de Gemengen e Kontrakt haten. Déi sinn elo beim Stat à durée indéterminée agestallt. Da sinn e puer eenzel Chargéen, déi aus perséinlechen Ursaachen net wollten iwwerholl ginn, déi bleiwen da bei der Gemeng.

An dann hu mer eng zweet Kategorie. Dat sinn déi, déi Fonctionnaires communales waren. Dat sinn haaptsächlech déi zweet Intervenanten am Précoce. Dat si jo keng Schoulmeeschteren a Léierinnen, mä dat sinn Éducateuren. Déi haten e Statut als Fonctionnaire communale. A fir déi ze iwwerhuelen, musse mer en extrat Gesetz maachen, well do mussen d'Carrièrë gekuckt ginn, fir dass déi ugepasst ginn zwëschent der Gemeng an dem Stat, fir dass d'Leit an der Carrière net ze vill en Duerjernee kréien.

An dat sinn… Duerfir hu mer de Gemenge Konventioune geschéckt, fir dann alleguerten déi Leit, déi elo nach intervenéieren an der Schoul an nach e Statut hu vun der Gemeng, dass mer de Gemengen déi Fraisë kënne rembourséieren.

An do steet am Gesetz vum Januar 2009, dass de Stat dat bezilt, wat e géif bezuelen, wa se beim Stat wären. A vu, dass awer d'Gemenge vill méi eng héich Contributioun an d'Caisse de prévoyance vun de Fonctionnairen an Employés communaux, an dat da méi gëtt wéi dat, wat de Stat géif bezuelen, wa se beim Stat ugestallt wären, hu mer dann elo décidéiert, mir géifen dann de Gemengen alles rembourséieren. Dat heescht, déi 20,30%, déi d'Gemeng muss bezuelen an d'Pensiounskeess vun de Fonctionnaires communaux, déi géif de Stat dann de Gemengen och mat fir de Calcul en compte huelen.

Dat do ass et, den Objet vun dësem Gesetz. A méi ass et och net. Wat d'Chargéën ugeet - wéi gesot, ech mengen, ech hätt dorobber geäntwert -, déi sinn iwwerholl gi vum Stat; alleguerten déi, déi sech ugemellt hunn.

An da gëtt et effektiv eng Rei Leit, déi en neie Kontrakt hunn: Chargés à durée indéterminée. Dat sinn déi Leit, déi ersetze ginn. Dir wësst, dass mer Leit sichen, déi ersetze ginn, well mer e Mangel u Remplaçanten hunn. An ech mengen, dass mer dat alles no de Regele vun der Fonction publique, wéi dat muss sinn, esou maachen.

Wat d'Fro vun…. Wat zwar näischt mam Gesetz ze dinn huet; mä all Fro ass jo ëmmer gutt an all Kontext. Mir beméien eis fir d'Décrocheuren. Ech mengen, mir ginn all Joer e Rapport eraus, wou mer do dru sinn. D'ALJ suivéiert déi jonk Leit. Mir kucken, se zréck an d'Schoul ze kréien. Mir hunn de Projet École de la deuxième chance. An ech denken, ee wichtegen Usaz ass deen, fir eis Kanner esou opwuessen ze loossen, dass se esou mann wéi méiglech Échecer hunn an dass mer se guer net aus der Schoul fortgoe loossen ouni Certificatioun.

A wat den „Girls' day, Boys' day" ugeet, ass dat ee feste Bestanddeel säit Jore vun der Lëtzebuerger Schoul. Et gëtt och… Et ass eng Evolutioun regelméisseg gemaach. Do gëtt och ëmmer erëm gesot, wéi interessant a wéi wichteg dass et ass, well jo d'Orientatioun vun de Jongen an de Meedercher awer och eng Aufgab ass vun der Schoul, fir hinnen ze weisen, wat et am Beruff vu Méiglechkeete gëtt. An deenen zéng Joer, säit et dat gëtt, ass d'Schoul doduerjer net perturbéiert ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Ministesch. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dëse Projet de loi ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Also, ech géif Iech bieden ofzestëmmen.

De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6089 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Paul-Henri Meyers), Ali Kaes (par M. Fernand Boden), Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

10. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables (suite)

Ech géif da proposéieren, vu datt Der elo alleguerten déi Motioun ausgedeelt kritt hutt vum Här Henckes a vu datt d'Regierung mat där Motioun d'accord ass, datt mer direkt doriwwer och nach géifen ofstëmmen. Vu datt do e grousse Konsensus ass, ginn ech dervun aus, datt mer mat engem Vote par main levée kënnen ofstëmmen.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wär domadder déi Motioun mat der Unanimitéit vun der Chamber ugeholl.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer eng Aktualitéitsstonn, déi d'Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Medienerzéiung ugefrot huet, an duerno eng Orientéierungsdebatt iwwert dësen Aspekt vum Rapport 2009 vum ORK. D'Riedezäit ass folgendermoosse festgeluecht: Hei gëtt d'Riedezäit souwuel vun der Heure d'actualité wéi vum Débat d'orientation zesummegezielt. An et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Ber-

ger, d'Madame Dall'Agnol, den Här Adam, den Här Colombera an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo deen honorabelen Här Claude Adam als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

11. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng au sujet de l'éducation aux médias

et

Débat d'orientation sans rapport sur l'aspect «éducation aux médias» du rapport de 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Eng Welt ouni Medie kann ee sech haut kaum méi virstellen. Moies gi mer eventuell duerch de Radio waakreg gemaach, liesen dat Wichtegst vum Dag virdrun an der Zeitung, ginn eng Äntwert op eng SMS oder eng E-mail, ruffe mam Handy anzwousch un, an et soll Kanner ginn, déi moies schonn, ier se an d'Schoul ginn, Mickey-Mais oder aner Saachen op der Tëlee kucken oder iwwer DVD oder Computer.

Fir awer net ze vill an d'Negatiivt ze falen, well mir der Meenung sinn, datt d'Medien am Prinzip eppes ganz Positives sinn, wëll ech dee positiven Exposant hei - d'Maus - mat an de Sall kucke loossen.

Ee flotten Ableck an den Ëmgang mat de Medie gëtt zum Beispill eng Ceps-Etüd vum Mee 2009. Hei gi mer gewuer, datt méi wéi 20% vun de Kanner tëschent sechs an zéng Joer all Dag méi wéi dräi Stonnen d'Tëlee kucken. Bei de Kanner vun eelef bis 16 Joer sinn dat souguer wäit iwwer 30%.

Video oder DVD gëtt vu 84% vun de Kanner a Jugendleche genotzt. Ëmmerhin nach ronn 65% vun hinne lauschtere Radio, géint allerdéngs 90% bei den Erwuessenen. An déi Jonk interesséiere sech beim Radio natierlech fir d'alleréischt fir d'Musik. An et ass anscheinend och esou, datt et jee no Milieu eng Preferenz fir Rock a Pop respektiv fir Techno, Funk, Rap, Hip-Hop a Soul gëtt.

Ënnerscheeder zu den Erwuessene gëtt et och, wat d'Notze vun der geschriwwener Press ugeet. Duebel esou vill Erwuessener wéi Kanner liese regelméisseg d'Zeitungen an d'Zäitschréften. An dat ass och net weider verwonnerlech, well d'Kanner jo emol fir d'éischt musse gutt Lieser ginn. An den Interessi un Informatioun ass jo net onbedingt prioritär fir Kanner.

A wann ee sech och oft driwwer beklot, datt d'Kanner net genuch Bicher liesen, da freet et mech awer festzestellen, datt Kanner bis 13 Joer, datt d'Kanner bis 13 Joer nach ëmmer däitlech méi liese wéi d'Erwuessener. Eréischt d'Alterskategorie vun deene 14-jährege passt sech dem relativ déiwen Niveau vun interesséierte Bicherlieser am Erwuessenenalter un. Dat Bild deckt sech iwwregens och mat den Erkenntnisser vu PIRLS a PISA.

Laut Statec waren 2008 ronn 83% vun den Haushalter mat engem Computer équipéiert an 80% haten een Internetuschloss. Mir leien do mat de skandinavesche Länner am Spëtzepeloton, och wat d'Vitesse vun der Connexioun betrëfft. Am Rapport vum ORK steet, datt zu Lëtzebuerg déi meeschte Kanner hiren éischten Handy oder souguer PC géife kréien, ier se néng Joer al sinn.

Här President, ech mengen, datt schonn eleng dëst Zuelematerial däitlech drop hiweist, datt haut den Ëmgang mat Medien a Medieninhalter eng Basiskompetenz, eng transversal Kompetenz, eng Schlësselqualifikatioun ass, genee wéi Liesen a Schreiwen. Net all Mënsch mécht dat gutt, mä eben esou gutt, wéi e kann, an dat ass jo och u sech kee Problem, soulaang wéi een doduerch net a Gefor kënnt oder Désavantagen huet.

Ee Mënsch, dee kompetent mat Medien ëmgeet, notzt d'Medie verantwortungsbewosst a kritesch. En ass capabel, sech déi Medien an déi Inhalter erauszesichen, déi e grad brauch. E weess och, dass e Medie fir verschidden Zwecker a verschiddenen Situatiounen hëlt, fir sech ze informéieren oder ze amüséieren, fir ze kommunizéieren, ze kreéieren a fir ze léieren.

D'Leit mussen eng Rei technesch Kompetenzen hunn, fir Medien a besonnesch déi méi modern Medie kënnen ze gebrauchen. D'Mënsche si sech deene Saachen net ëmmer esou bewosst an och net de Geforen, déi sech verstoppen, wann een net genee iwwer Medie Bescheed weess, oder iwwert déi legal an illegal Saachen, déi mat Medie gemaach ginn.

Engem mediekompetente Mënsch fält et méi liicht, eens ze gi mat eiser Welt, déi vu Medie matgeformt gëtt. Nëmmen ee gutt informéierte Mënsch ass capabel, gutt Décisiounen ze huelen. Nëmmen ee gutt informéierte Mënsch ka sech weiderbilden a Schrëtt hale mat der Entwécklung. Nëmmen ee Mënsch, dee geléiert huet, mat de Medien ëmzegoen, ka sech artikuléieren a Messagen ënnert d'Leit bréngen. Nëmmen déi Elteren, déi wëssen, wéi Medie funktionéieren, kënnen hir Kanner viru Mëssbräich a Geforen, déi vu Medien ausginn, schützen.

Am Rapport vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand liest een, wéi esou Geforen ausgesinn. Et geet Rieds vun ze vill Televisioun a vun Inhalter, déi net altersgerecht sinn. Mir deelen d'Vuë vum ORK, datt d'Televisioun an de Computer besser an der Stuff sti wéi am Kannerzëmmer. Et soll den Elteren net egal sinn, wat hir Kanner op der Tëlee kucken oder um Computer maachen, an och net wéi laang se dat maachen.

Den Handy ass haut méi ewéi en einfacht Kommunikatiounsmëttel. Am Rapport vum ORK steet: «Les établissements scolaires semblent avoir perdu la guerre contre les appareils de téléphonie mobile.» Mir mengen, datt et méi sënnvoll wier, wann d'Schoule sech intensiv géife mat dem Sujet Medie befaassen an net ee Krich géint se féieren. Esou ee Krich kann d'Schoul net gewannen. Fir net falsch verstanen ze ginn: Och mir sinn duerchaus der Meenung, datt een zäitweist Verbuet vu GSM an der Schoul ee valabelt Mëttel ass, wann eng éierlech Ausernanersetzung domat stattfonnt huet.

Nei an der Diskussioun iwwer gewalttätegt Verhale bei Kanner a Jugendlechen ass den Cyberbullying, eng Aart Mobbing mat Hëllef vun Internet oder GSM. Dëst ass eng besonnesch hannerlëschteg Form vu Gewalt géint Eenzelner, well se dem Täter d'Gefill gëtt, hie kéint anonym engem anere Mënsch schueden, a well d'Affer d'Gefill kritt, hatt kéint sech ëmsou méi schlecht wieren. Déi Gefiller si glécklecherweis net déi ganz Wourecht.

Cyberbullying riskéiert och een eegestännegt Liewen ze kréien, well den Internet näischt vergësst, an do kann eng Lawin lassgetrëppelt ginn, déi an der Form ursprünglech vläicht guer net esou gewollt war.

Online-Spiller - heescht et weider am Rapport vum ORK - kënne süchteg maachen. Online-Plattforme kënne méi schéi gi wéi dat wierklecht Liewen. Besonnesch Jonker, awer bei wäitem net nëmme si, setzen Allméigleches an Onméigleches op den Internet, op Facebook, YouTube, Twitter an esou weider.

Et geet Rieds vu kommerzielle Praktiken um Internet, déi sech speziell u Kanner adresséieren, an den ORK freet sech zu Recht, ob ee Gesetz duergeet, fir d'Kanner ze schützen.

An ee besonnesch trauregt Kapitel vun Internetkriminalitéit ass mat Sécherheet d'Ausnotze vun de Méiglechkeeten, déi Internet bitt, fir aus pedopornographeschem Material Geld ze maachen. Wann dann d'Police zum Beispill probéiert erauszefannen, wou ee Server steet, vun deem aus Biller oder Filmer mat pedophilem Inhalt an d'Netz gesat ginn, dann ass an deene sielenste Fäll de Schëllegen hei zu Lëtzebuerg ze fannen, mä da geet d'Spur meeschtens a Länner, wou guer keng Kontroll ass oder et keng legal Basis gëtt, fir géint esou Krimineller virzegoen.

Hei ass d'international Communautéit gefuerdert. Begréissenswäert an ee wichtege Wee, d'Internetkriminalitéit ze bekämpfen, ass déi international Zesummenaarbecht. An esou ginn dann och regelméisseg, dank Netzwierker wéi LISA Stopline - ze fanne bei Lëtzebuerg Safer Internet - Perquisitiounen duerchgefouert.

Sinn d'Medien also geféierlech?

Esou pauschal kann een net soen, datt d'Medie geféierlech sinn, mä et ass eng Tatsaach, datt mat de Medien an iwwer Medie Saache méiglech sinn, déi geféierlech sinn.

Et ass eng Gefor fir d'Gesondheet vun engem Kand, wann et all Dag sechs Stonne virun der Tëlee oder virum Computer verbréngt. Et ass och en Zäitverloscht, well déi Stonne fir léieren, liesen, spillen, verluer sinn an do néideg wieren.

Et ass och eng Haltung, déi schlecht ass fir d'Entwécklung vum Kierper oder fir de Réck a fir d'Aen.

Déi Jonk riskéieren de Bezuch zum richtege Liewen ze verléieren, well an der richteger Welt net alles esou einfach mat engem Knäppche kann ewechgedréckt gi wéi beim Computer.

Iwwert den Handy kann ee Leit kujenéieren, iwwer Mail kann ee Viren a Spame schécken. A Filmer oder Videoe kann ee Gewaltzeenen an aner Zeene weisen, déi net fir Kannerae sinn.

Mä Medie brauch een och, fir sech ze informéieren, Texter ze schreiwen, Filmer ze kucken, Noriichten ze lauschteren, Musek ze genéissen, Hausaufgaben ze maachen, Mailen ze schécken, Fotoen ze géréieren. Medie sinn omnipresent, si gehéieren zum Alldag. Mir wëllen a musse se notzen.

Elteren, Schoulpersonal an Éducateuren an Éducatricë sinn oft onsécher am Ëmgang mat Medien. Si wëllen net, datt d'Kanner ze vill Medie consomméieren. Si wëllen och wëssen, wat do leeft. Mä éierlech: Wie vun eis weess da genee, wat seng Kanner kucken a lauschteren, mat wiem se chatten oder ob Videoe vun hinnen op YouTube sinn?

Déi Meescht vun eis wiere frou, wa se méi iwwert d'Medie Bescheed wéissten an dann hir Kanner a Jonker besser kéinten am Ëmgang mat Medie begleeden. Déi Saach huet awer een Hick: Iwwer Medie léiert een näischt an der Schoul. An nach méi schlëmm ass, datt och Enseignanten an Éducateurë rose wéineg an hirer Ausbildung op deem Gebitt mat op de Wee kréien.

Duerfir ass et gutt a begréissenswäert, datt den ORK hei de Fanger op deen Ëmstand geluecht huet.

Et gëtt Plaze, wou ee sech kann als Elteren oder Léierpersonal informéieren, mä déi Informatioune bezéie sech dacks nëmmen op de Beräich Multimedia, also de Computer mat all senge Méiglechkeeten. An deem Beräich war d'Entwécklung vun der Technik a Software besonnesch rapid an ass u villen Elteren an Erzéier laanschtgelaf.

Zu Lëtzebuerg gëtt et wéineg Méiglechkeeten, fir eppes iwwer Medie bäizeléieren, obschonns mer all Dag Medie benotzen.

Den Ombudscomité fuerdert, et soll eng ganzheetlech Medienerzéiung zu Lëtzebuerg kommen, also ee Konzept, deen all déi Beräicher ëmfaasst, an deene Kanner sech ophalen.

Fir d'Schoul, awer och d'Crèchen, d'Maisons-relais an d'Jugendhaiser, an ech bedaueren och an deem Kontext - ech hat mer et eigentlech gewënscht, datt och d'Madame Famillje minister hei wär -, wou iwwert d'Kompetenze fir Kanner a Jonker geschwat gëtt, misst e Genre Programm opgesat ginn, an deem steet, wat ee wéini a wéi engem Alter mat Kanner iwwer Medie léiere kann a wat Kanner a Jonker wéini wësse mussen, fir Medie kënnen ze benotzen a fir eegen Zwecker anzesetzen.

Duerfir brauche mir eng Éducation aux médias, an duerfir solle mir eis dofir interesséieren, wat d'Mediepedagoge soen.

Här President, schonn am Januar 1982, also laang ier Internet a GSM ee Massephenomeen gi sinn, huet et an der Grünwald-Deklaratioun vun der UNESCO iwwert d'Medienerzéiung geheescht: „We live in a world where media are omnipresent." A schonns an dëser Deklaratioun ass eng Basis fir eng international Mediekompetenzdebatt geluecht ginn.

Haut sinn d'Expertë sech eens iwwert d'Richtung vun der Mediekompetenzentwécklung a fuerderen, datt d'Mediepedagogik eng fest Plaz an der Schoul kritt, datt och an anere soziale Beräicher all bertraffend Personal eng Weiderbildung zu mediepedagogeschen a medienerzéiereschen Theme sollt kréien, datt d'Fuerschung an Netzwierker eng wichteg Roll spille bei der Weiderentwécklung vu Mediekompetenz an datt eng international Zesummenaarbecht extrem wichteg ass.

D'Europaparlament geet scho laang an déiselwecht Richtung. Nach virun e puer Wochen ass en Dokument veröffentlecht gi mat enger Matdeelung vum europäesche Kulturausschoss vum Dezember 2007. Dësen Ausschoss wënscht sech eng gemeinsam Europapolitik am Beräich vun der Mediekompetenz.

An och d'Europäesch Kommissioun hat an enger Studie d'Feld vun der Mediekompetenz beschriwwen an d'Méiglechkeete vun enger Mediekompetenzentwécklung opgewisen. An dobäi ass dann den Term och vun „media literacy" festgehale ginn.

Dës Etüd weist an hirem „final report" vum Oktober 2009 op eng Rei Aspekter hin, déi ëmmer erëm erëmkommen an déi awer wichteg sinn: d'Präsenz vu Mediepedagogik an de Schoulen, d'Aus- an d'Weiderbildung vum Léierpersonal, d'Ausschaffe vun didakteschem Material, Ënnerstëtzungs- an Orientéierungssystemer, d'Öffentlechkeetsaarbecht an d'Sensibiliséierung vun de Leit, d'Evaluatioun vu Mediekompetenz, d'Roll vun de Regulateuren am Mediesecteur, eng méi aktiv Roll vun de Presseorganer, d'Deelhuelen un internationalen Netzwierker, d'Abezéie vum familiären Ëmfeld.

Als negativ Facteuren um Wee zu enger „media literacy" gëtt ugefouert, datt et u gemeinsame Visioune feelt, datt et kulturell Barrièrë gëtt, datt et net genuch europäesch Netzwierker gëtt an datt lokal, regional an national Initiativen, déi zwar gutt sinn, awer net bekannt genuch sinn, an datt et ee Mangel u Koordinatioun vu Mediepedagoge gëtt.

Här President, wéi gesäit d'Situatioun dann elo zu Lëtzebuerg aus?

Schonn den 13. Juni 2002 hat d'Chamber d'Regierung an enger Motioun opgefuerdert, fir ënner anerem iwwert d'Schafung vu spezifesche Formatiounen am Mediberäich an iwwer Sensibiliséierungsmoossname géint d'Gewalt an de Medien nozedenken.

Zënterhier hunn eng ganz Rei Verwaltunge sech ëm Medienerzéiung beméit. Net manner wéi fënnef Ministèrë befaasse sech direkt mat de Medien. De Ministère de l'Éducation nationale, besonnesch mam SCRIPT an dem CTE, dem Centre de technologie de l'éducation, de Familljeministère, an hei speziell den SNJ, de Kulturministère mam Centre National de l'Audiovisuel, de Wirtschaftsministère, ënner anerem mam Beräich Sécherheet am Internet an dem extra ageriichte Portal Cases.lu, an de Service des Médias et des Communications vum Statsministère.

Fir si alleguer spillt d'Weiderentwécklung vun de Kompetenzen am Mediberäich vun der Lëtzebuerger Populatioun eng méi oder manner wichteg Roll.

Här President, et ass mer onméiglech op all Initiative vun all Ministère anzegoen. Ech wëll awer ervirsträichen, datt den Éducatiounsministère an de Familljeministère zënter enger ganzer Rei Jore Weiderbildung am Mediekompetenzeberäich ubidden. Souwuel de SCRIPT wéi den SNJ bidden eenzel Weiderbildungen un, an, wat eigentlech nach am beschten ass, si bidden de Schoulen an dem Léierpersonal d'Méiglechkeet, selwer spezifesch Weiderbildungen unzefroen.

Bis mer eng Kéier esou wäit sinn a Bausätz vu Formatioun ubidden, déi e strukturéierten Opbau hunn an och mat ECTS-Punkte belount ginn, dat schéngt nach e wäite Wee. An esou schéngt et och am Moment leider oft virzekommen, datt Weiderbildung am Mediekompetenzberäich zwar

oft ugebuede gëtt, awer net ofgehale gëtt, Faute de combattants.

De SCRIPT huet och eng Zesummenaarbecht mam nationale Programmrot ugefaangen. Ech hu mer soe gelooss, et géif Kontakte mat der Landesmedienanstalt Rheinland-Pfalz an den Unie vu Paderborn a Bielefeld ginn.

De MEN bitt op sengem Internetportal „mySchool!" didaktescht Material un, ënner anerem och Proposen, fir direkt am Unterrecht ëmzesetzen. De Centre de technologie de l'éducation, deen aus dem fréieren Office du film scolaire ervirgaangen ass, stellt dem Léierpersonal Medien a Medieninhalter zu Unterrechtszwecker zur Verfügung.

Här President, et geschitt also villes am Beräich Medien zu Lëtzebuerg, an awer musse mer feststellen, datt et zu Lëtzebuerg nach keng theoretesch fundéiert an zesummenhängend Beméiunge gëtt, fir Mediekompetenz bei Elteren, Erzéier, Léierpersounen a Kanner ze entwéckelen. Et ass awer just dat, wat mir géife wichteg fanne a wou mer mussen drop hischaffen.

Fir d'Schoulen heescht dat, datt d'Léierpersonal soll duerch eng geziilte Weiderbildung léieren, Medie beim Plange vun Unterrechtseenheeten anzebezéien. De sënnvollen Asaz vu Medie muss als Grondkompetenz erléiert ginn a kann duerno fächerspezifesch ausgebaut ginn.

Och d'Vermëttele vun de Grondkenntnisser am Projektmanagement gehéieren an d'Grondausbildung an an d'Weiderbildung vum Léierpersonal. An deem Sënn wier et gutt, wann an all Schoul ee Grupp vun Interesséierte géif bestoen, dee sämtlecht Léierpersonal bei hire mediale Beméiunge géif ënnerstëtzen.

De Problem an eise Schoulen ass haut nëmme méi seelen deen, datt d'Schoulen net gutt genuch équipéiert sinn, mä éischter deen, datt ëmmer nach ze vill Leit kee kloert pedagogescht Konzept hu fir den Asaz vu Medien, respektiv aus Angscht virun technesche Problemer den neie Medien aus dem Wee ginn.

Interessant ass och ee Bléck op déi verschidden Homepagen an eise Schoulen. Hei kritt een e bëssen en Abléck, wat fräi, onofhängeg an engagéiert Aarbecht ka leeschten - oder eben net ka leeschten.

Fir d'Schoule géife mir eis kuerzfristeg wënschen, datt ee Grupp vu qualifizéierte Leit, déi elo schonns Medieprojeten ënnerstëtzen, zesumme mat Experte géifen een Terminkalenner ausschaffen, wéi mir am Mediekompetenzberäich wëlle virgoen. Datt minimal Kompetenzen, déi d'Kanner an déi Jugendlech sollen hunn, definéiert ginn a Bestanddeel vum Plan d'études ginn. Datt d'Léierpersonal duerch eng Informatiounscampagne soll op d'Wichtegkeet vum Thema Mediekompetenz opmierksam gemaach ginn. Datt eng Bestandsopnahm vun den aktuell existéierende Medienaktivitéiten am Kanner-, Jugend- a Schoulberäich sollt gemaach ginn.

Mëttelfristeg hätte mer gär, datt d'Angebot u Weiderbildunge fir Léierpersounen, Schoulen, Gemengen, Jugendbetreier, Erzéier weider soll ausgebaut a besser strukturéiert ginn. Datt an der Grondausbildung vun all deene Leit, déi mat Kanner a Jugendleche schaffen, Mediekompetenz e feste Bestanddeel vun der Formatioun ass. Datt Enseignanten, déi elo schonns intensiv mat Medie schaffen, eng Beschreiwung vun hire Projeten op enger gemeinsamer Homepage, zum Beispill bei „mySchool!", kënnen a solle veröffentlechen.

Laangfristeg géife mer eis da wënschen, datt mer och géife minimal Kompetenzen am Beräich Medien definéieren, déi Léierpersoune mussen hunn, wa se gären am Enseignement fondamental oder am Secondaire enseignéieren. Datt mer Mindestufuerderunge festleeë fir Medieprojeten an de Schoulen: kloer Definitioun vum pedagogeschen Hannergrond,...

M. le Président.- Här Adam, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen. Dir hutt am Ganze 17 Minutten.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, dann hat ech Iech falsch verstanen. Ech sinn dervun ausgaangen, datt ech 17 Minutten hätt an déi zéng Minutte vun der...

M. le Président.- Jo, ech hunn hei...

(Interruption)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat si 25 Minutten.

M. le Président.- Dann huet hei d'Sekretariat sech getäuscht.

(Brouhaha)

Well hei sti just 17 Minutten. Mä da fuert emol virun, Här Adam.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President.

Also laangfristeg géife mer eis ebe wënschen, datt och déi Projeten am Medieberäich misste méi kloer definéiert ginn, och hire pedagogeschen Hannergrond, d'Evaluatioun duerch Experten, regelméisseg Informatioun iwwert de Fortgang vu Projeten an datt d'Zesummenaarbecht mat anere staatlechen Instanzen, déi am Beräich Mediekompetenz schaffen, sollt verdéift ginn.

Medienerzéiung ass eng gemeinsam Aufgab vu Schoul, Crèche, Jugendberäich an Elterenhaus. Familljeministère an Éducatiounsministère hu scho vill Aarbecht gemaach, mä et bleift der nach vill ze maachen. Mä et sinn och aner Ministèren am Spill, an hei sinn d'Hausaufgaben och nach net gemaach.

Eng éischt Feststellung a Kritik geet un de Kulturministère. Am Gesetz iwwert de Centre National de l'Audiovisuel, den CNA, vum 18. Mee 1989 steet bei de Missiounen am Artikel 2, drëtte Punkt: «d'initier le public à la connaissance et à l'usage des moyens de communication audiovisuelle à des fins culturelle et éducative».

Dat ass näischt anescht wéi Medienerzéiung am audiovisuelle Beräich. Leider nëmmen en Deelberäich vun de Medien, mä ëmmerhin. Et muss een awer feststellen, datt do rose wéineg am CNA geschitt.

Eng zweet Feststellung a Kritik geet un d'Adress vum Medieministère. Dat ass déi Verwaltung, wou all Zorte Medien zesummelafen, vu geschriwwener Press iwwert d'Radios- an Televisiounsfrequenze bis bei d'Satelliten. An eiser Gesetzgebung zu deene Beräicher sinn eng Rei Organisme virgesinn. Een dovunner, de Conseil National des Programmes, huet d'Missioun vun der Surveillance vun de Programmer ënner Lëtzebuerger Frequenz an Autorisatioun. Déi sollen x Chaînen iwwerwaachen, e sëllechen dovunner a Sproochen, déi een zu Lëtzebuerg éischter sielen héiert.

Ech hu meng Zweifel, ob d'Moyenen, déi den CNP huet, duerginn, fir déi Missiounen ze erfëllen. Vläicht kann d'Regierung eis soen, wéi vill Leit d'Radios- an d'Televisounsprogrammer iwwerwaachen?

Här President, mir si vum Rapport vun 2009 vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand ausgaang, an ech wëll dofir zum Schluss nach eng Kéier op de Rapport zréckkommen.

Den ORK verlaangt, datt d'Politik déi néideg legislativ, technesch a Personalressourcë stellt, fir géint d'Pedophilie an aner Kriminalitéit am Internet virzegoen. déi gréng ënnerstëtzen dës Demande vum ORK. Wann et noutwendeg sollt ginn, fir ze légiféréieren, dat kéinte mer zum Beispill duerch d'Aarbechte vu CASES a LuSI gesot kréien, da solle mer dat maachen. Dobäi sollte mer awer wëssen, datt dat zwar noutwendeg ass, mä net automatesch zum Resultat féiert, dat mer gären hätten: Sécherheet am Internet fir eis Kanner.

Duerfir ënnerstëtze mer och ausdrécklech déi aner Fuerderunge vum ORK. D'Eltere solle sech iwwert den Internet informéieren a forméieren, fir hir Kanner kënnen ze guidéieren.

Dat ass gutt gesot, dat ass awer net esou einfach an d'Realitéit ëmzesetzen. Mir kënnen a mussen Informatiounscampagnë fir d'Eltere maachen. Et ass awer eng Tatsaach, datt och virun de Medien net all Kanner gläich sinn.

An der CEPS-Etüd, déi ech am Ufank vu menger Ried schonn zitéiert hat, gëtt festgehalen a festgestallt, datt den Afloss vun der sozialer Origine vun de Kanner a Jugendleche relativ grouss ass, wat hiert mediaalt Verhale betrëfft. Dat trëfft op d'Liese vu Bicher, Zeitungen an Zäitschréften zou, awer och op de Gebrauch vu Material, dat deier am Uschafungspräis ass, wéi zum Beispill Computeren. Mä den Uschafungspräis eleng ass och nach net entscheedend. An den Haushalter, wou d'Akommes vun den Elteren duerchschnëttlech ass oder ënnert dem Duerchschnëtt läit, hu méi wéi 40% vun de Kanner eng Televisioun an hirem eegenen Zëmmer. Bei de Kanner, deenen hir Elteren en héije Revenu hunn, sinn dat nëmme 25%.

Mä och net nëmmen de Choix vun de Medien ass verschidden, och d'Inhalter, déi Kanner a Jugendlech opsiche ginn, ënnerscheede sech jee no dem soziale Milieu.

Et ass an eisen Aen elementar wichteg, datt och Crèchen a Maisons-relais sech mat der Mediekompetenz auserneesetzen, sech Ziler an deem Beräich setzen an den Elteren als Beroder zur Säit stinn.

A selbstverständlech ënnerstëtze mer och d'Recommandatioun, fir Medienerzéiung souwuel an d'Grondschoul wéi an de Postprimaire ze integréieren. CASES, LuSI a vill anerer hunn eng gutt a wichteg Aarbecht gemaach, wou mer kënnen drop opbauen.

Ech hunn och nach eng Kéier d'Äntwert op meng Question parlementaire vum Mäerz 2009 iwwert d'Mediekompetenz gelies. Duerfir weess ech, datt Aarbechtsgruppen ee Konzept ausgeschafft sollen hunn, wou niewent Lëtzebuerger Spezialisten och de Professer Tulodziecki vun der Uni vu Paderborn matgeschafft huet.

Ech hunn och nogelies, wat um Informatiounsdag vun der ACA, der Association pour l'enseignement de l'Audiovisuel du Cinéma et des Arts acoustiques, de 16. November 2007 schonns am Rapport festgehale gouf. Déi Konklusiounen, déi de Michel Lanners, deemools nach Direkter vum SCRIPT, gezunn huet, deele mir voll a ganz. Ech zitéiere just e kuerzen Deel vum deemolegen Direkter senge Konklusiounen: «Il existe nombre de bonnes initiatives dans le domaine et de bons partenaires. Il s'agit maintenant de rassembler ceux-ci et il faut arriver à un concept incluant les différentes initiatives.

An et ass an deem Sënn, Här President, wou ech hei eng Motioun déposéieren, woumat d'Chamber d'Regierung invitéiert, Kohärenz an déi verschidden Initiativen ze bréngen, Medienerzéiung an der Schoul iwwer Kompetenzsockelen ze definéieren a Medienerzéiung zu engem Thema an der Formatioun vun alle Leit, déi mat Kanner a Jugendleche schaffen, ze maachen.

Ech hu just mäin Numm ënnert déi Motioun gesat, well ech se wollt oploossen, wann nach aner Leit vun anere Parteie se wéilte matdroen. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que l'utilisation de l'Internet et d'autres technologies de communication offre à tous les citoyens, jeunes et adultes, de grandes possibilités, notamment de participer, d'interagir et de créer;

- que d'un côté les risques et abus que permet l'utilisation des médias et de l'Internet continuent à exister et que de l'autre côté il est important d'encourager les citoyens à exploiter les possibilités qu'offrent l'Internet et les autres technologies de communications;

- que l'acquisition d'une bonne «media literacy» paraît être une bonne mesure de protection contre toutes sortes d'abus médiatiques;

- que la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental définit l'éducation aux médias comme «intégrée dans les différents domaines»;

- que le plan d'études de l'enseignement fondamental ne cite l'éducation aux médias que pour un seul cours à option, à savoir l'éducation morale et sociale;

- que dans nos lycées l'éducation aux médias reste également limitée à des cours à option;

- que le rapport de l'ORK conclut à la nécessité d'élargir systématiquement l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement scolaire,

invite le Gouvernement

- à étendre l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire;

- à inscrire l'éducation aux médias dans les différents plans éducatifs et de définir des compétences minimales à acquérir aux différentes étapes du parcours scolaire;

- à encourager l'intégration de l'éducation aux médias à la formation initiale et continue de tous les professionnels du secteur éducatif et socioéducatif.

(s.) Claude Adam.

(La motion n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. François Bausch, Eugène Berger, Jean Colombera et André Hoffmann.)

M. le Président.- Merci.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech maache Plaz fir den nächste Riedner.

M. le Président.- An ech soen dem Här Claude Adam Merci. D'Wuert huet elo den Här Mill Majerus a senger Qualitéit als President vun der Familljekommissioun. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Mill Majerus *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, wéi dat léift Déierchen heescht, wat den Här Adam...

(Interruptions)

Ech hunn de Wully matbruecht, éischtens, well en esou schéi schwaarz ass, an zweetens…

(Brouhaha)

…an zweetens, well et en Déier ass, wat mat de Kanner op vill Aventurë geet, a spéitstens da si mer beim Thema vun haut de Mëtteg. De Kontext vun eiser Diskussioun ass de Rapport vum ORK aus dem Joer 2009. Et ass en exzellente Cru, a fir déi Deputéierten, déi en dann nach net sollte gelies hunn, géif ech mengen, et wär eng Flichtlecture.

Merci der Presidentin, de Membere vum ORK an hire Mataarbechterinnen.

Une voix.- Très bien!

M. Mill Majerus *(CSV).*- Et ass e Cru, dee sech aschreift an e besonneschen Datum, well d'Kannerrechtskonventioun huet dat Joer 20 Joer gefeiert. An déi grouss Prinzipien aus der Kannerrechtskonventioun si beim Thema vun haut de Mëtteg méi wéi relevant: Respekt a Chancëgläichheet, Intérêt supérieur de l'enfant, an dann déi berühmt dräi „P"en: Protectioun vum Kand, Prestatioune fir d'Kand a virun allem Participatioun vum Kand.

De Kontext vun eiser Diskussioun haut ass selbstverständlech eng rasant Entwécklung am Medieberäich, en immens grousse Fortschrëtt an der Medientechnologie an d'Omnipräsenz vun den digitale Medien. Mir spillen elektronesch, léieren, kommunizéieren, handelen, bezuelen elektronesch, ënnerschreiwen, iwwerwaachen, regéieren, jo mir stëmmen och elektronesch of. An d'Elektronik an d'elektronesch Medie fanne méi a méi hire Wee, och dann, wa mer op Wahltour ginn, sief et um Facebook, sief et um Politikercheck.

Här President, erlaabt mer eng kleng Klamer opzemaachen, fir an dësem Kontext als Neuling an dësem Haus Merci ze soe fir déi exzellent Servicer, déi mir als Deputéierte vum Service des relations publiques an dem Service informatique vun der Chamber mat zur Verfügung gestallt kréien - Klamer zou.

Den Enjeu vun eisem Débat haut de Mëtteg ass selbstverständlech, fir unzefänken, den Zougank zu den neie Medien. Dat heescht, gläich Chancë fir all Kanner a Jonker, fir all Biergerinnen a Bierger, well mir riskéieren an deem Beräich - an ech mengen, de Claude Adam huet dat scho méi wéi ënnerstrach - nei Formen ze kréie vu sozialer a kultureller Exklusioun; an dat ass sécherlech mat een Aspekt an deem europäesche Joer géint d'Aarmut, wat dëst Joer mat um Programm steet.

Deen zweeten Enjeu ass de Schutz vun de Kanner viru méigleche Forme vun Abus, an dat Drëtt ass d'Promotioun vun enger gudder Mediekompetenz queesch duerch all Generatiounen.

Wa mer d'Situatioun kucken - an de Claude Adam huet dat scho viru mir gemaach -, da kann ee soen, datt d'Televisioun fir d'Kanner an déi Jonk nach ëmmer dee beléiftesten a meeschtbenotzte Medium bleift. A Frankräich kucken d'Kanner zwësche véier a 14 Joer d'Televisioun am Duerchschnëtt iwwer zwou Stonnen den Dag, an dat, wat vläicht nach méi ausseet, dat ass, datt an engem Stot a Frankräich d'Televisioun duerchschnëttlech fënnef an eng hallef Stonnen den Dag un ass. Et kann ee sech also virstellen, datt vill Familljen och iesse mat der Televisioun un.

An Däitschland kucken d'Kanner Televisioun am Duerchschnëtt iwwer annerhallef Stonn den Dag, 42% hunn hir Televisioun an hirem Zëmmer. Jonker vun zwielef bis 19 Joer kucken d'Televisioun an der Moyenne iwwer zwou Stonnen.

Da komme mer bei déi nei Medien: Et kann ee soen, déi Jonk sinn esou iwwer 95% - an ech denken, dat geet lues a sécher un 100% - Onliner. Wann een dat kuckt an där Kategorie, wou ech mech bewegen, 60 plus, da si 75% do nach éischter Offliner.

D'Kanner an Däitschland: An op mannst 88% vun de Famillje steet op mannst ee Computer, 25% vun de Kanner hunn hiert eege Gerät, 78% vun de Kanner benotzen de Computer méi oder manner regelméisseg a sëtze 40 Minutten am Dag duerchschnëttlech beim Computer. Wa mer déi bei déi Zäit derbäisetzen, wou mer bei der Televisioun sinn - d'PlayStation hu mer elo nach net gekuckt, de GSM hu mer nach net gekuckt -, da kann ee sech virstellen, datt nom Schlofen an no der Schoul op alle Fall d'Medien an de Konsum vun de Medie bei wäitem dee gréisste Beräich ass, an deem Kanner liewen.

Dat hëlt nach vill méi zou bei deene Jonke vun zwielef bis 19 Joer, déi iwwer zwou Stonnen den Dag um Computer sëtzen, an da selbstverständlech - de Claude Adam huet och schonn drop higewisen - d'Bedeitung vum Handy. 95% vu Jonken hunn hiren eegenen Handy. An an deem Handy agebaut ass eng Kamera a 94% vun de Fäll, en mp3-Player a 85% vun de Fäll; Internetaccès an 80% vun de Fäll; Radio an 73% vun de Fäll. Telefon ass wichteg, mä gradesou wichteg ass SMS an iwwer säi GSM Musek lauschtere respektiv Fotoe maachen a filmen.

Selbstverständlech hu mer an den neie Medien ganz grouss Chancen: Chancen u Kommunikatioun. An et ass eng Kommunikatioun, déi erausgeet iwwer vill geographesch Grenzen, sozial a kulturell Grenzen. Et ass eng Kommunikatioun, déi d'Chance bitt vun der Kreativitéit, der Pluralitéit an der Interkulturalitéit.

Déi nei Medie sinn en Hëllefsmëttel beim Léieren a beim Schaffen. Si sinn en Informatiounswee. Si leeschte grouss Déngschter an der Fräizäit. Si sinn e Moyen d'expression fir perséinlech an artistesch Zwecker. An ech géif hei gären e ganz positiivt Beispill nennen: Dat ass déi flott kollektiv Gestaltung vu Kannerbicher a verschiddene vun eise Schoulbibliothéiken.

Selbstverständlech gouf och schonn op d'Risiken higewisen haut de Mëtteg. An ech denken, datt ee vun deene Risiken ass, datt eis Kanner andauchen a virtuell Welten. An heiansdo réckelt déi virtuell Welt amplaz vun där realer Welt.

En zweete Risiko ass, datt een iwwersiedegt ass - net nëmmen eis Kanner, mir och - mat enger Onmass vun Impulser an datt méi wéi een an deem den Iwwerbléck verléiert; net nëmme Kanner.

Dann huet de Claude Adam higewisen op déi nei Facettë vu Gewalt a Mëssbrauch: Cybermobbing, Cyberbullying, Pedopornographie. Laut der École nationale d'administration a Frankräich gëtt et vum Web wéinstens 4,2 Milliounen - ech widderhuelen dat: 4,2 Milliounen – pedopornographesch Siten; e Chiffre d'affaires vun 2,5 Milliarden Dollar.

An den nordesche Länner beleeën Enquêten, datt 25 bis 33% vun deene Jonke konfrontéiert gi mat brutaler Gewalt um Internet. An de Rapport vum ORK beleet, datt Kanner a Jonker an den neie Medien Affer sinn, mä och Täter. An Däitschland geet een dervun aus, datt 25% op d'mannst vun de Kanner an ënnerschiddleche Formen Aggressioun a Mobbing um Internet erlieft hunn.

An och een Aspekt, deen am Bericht erwähnt gëtt, dat ass, datt och eng Zuel vu Kanner vis-à-vis vun de Medien e regelrecht Suchtverhalten entwéckelen, also am éischte Sënn vum Wuert ofhängeg sinn. Beispiller vun all deem kann een noliesen am Bericht vum ORK.

Ech hu mech ënnerhale mat dem Direkter vun engem vun eise Lycéeën, dee bestätegt d'Forme vu Mobbing, wou Jugendlecher sech eens ginn, fir anere Jugendlechen all zwou Stonnen op d'mannst een SMS ze schécken, wou drasteet: „Wat bass du eng Kou."

Eng aner Form, déi iwwert de Mobbing erausgeet: Ech setzen de Kapp vun enger Matschülerin oder och vun enger Professorin op e plakesche Fraekierper, setzen där Persoun hir GSM-Nummer drënner, veröffentlechen dat a soen: Wien interesséiert ass, hei ass d'Nummer.

Selbstverständlech gëtt et Forme, wou scho Kanner vun zéng Joer mat hire GSMe Fotoe maachen op den Toilettë vu Matschüler, vu Proffen, vu Schoulmeeschteren a Léierinnen an déi veröffentlechen oder Chantage maachen a soen: Wann net, da veröffentlechen ech.

Virtuell Perséinlechkeete fanne mer um Internet erëm. Et ass liicht, sech eng Perséinlechkeet opzebauen. An et ka jiddweree sech virstellen, datt et Pedophilen a mengem Alter sech eng fiktiv Perséinlechkeet opbaut a probéiert, mat där u Kanner erunzekommen, Fotoen ze kréien, a wat weess ech.

Fir d'Kanner ganz oft net novollzéibar, wat do ofgeet. Déi Beispiller, déi ech nennen, si keng erfonnten. Et si Beispiller aus Lëtzebuerger Schoulen, déi, mengen ech, och kënne vu Säite vum ORK bestätegt ginn.

Ech si mam Claude Adam d'accord, wann e seet, datt mer e globalen Handlungsbedarf hunn. An dozou gehéiert selbstverständlech, datt een drop verzicht, Medien op eng ondifferenzéiert Aart a Weis ze verdäiwelen.

Dat, wou mer sécher och mat averstane sinn, dat ass, datt d'Medien e schlechte Babysitter sinn. An et kann een de Saz gutt verstoen a mat ënnersträichen, deen am Bericht vum ORK ze liesen ass: Si gehéieren net an d'Schlofzëmmer vun de Kanner.

Wann een handelt a global handelt, dann ass d'Medienerzéiung een Aspekt, d'Elterenaarbecht e weideren Aspekt, d'Aus- an d'Weiderbildung vun de Pedagogen en drëtte wichtegen Aspekt. An dozou gehéieren net nëmmen d'Enseignanten aus eise Schoultypen, dozou gehéieren - wéi et scho richteg gesot ginn ass - all déi, déi a Maison-relaisen a Jugendhaiser schaffen. An ech denken, dozou gehéieren och déi vill informell Formateuren an eise Veräiner, zum Beispill d'Guiden a Scouten.

Dozou gehéiert och de Volet vun der Repressioun, e ganz wichtegen Aspekt, dee vun der technescher Ofsécherung vun de Computeren doheem, an eise Schoulen, an eise Maison-relaisen, an eise Jugendhaiser; dozou gehéiert och d'Sensibiliséierung vun de Publizisten. An dat Flottst wär, wann déi Publiziste géife sech selwer e Code déontologique ginn, deen op déi doten Aspekter ageet.

An dozou gehéieren - an dat ass e Kapitel, op dat een net brauch stolz ze sinn - och d'Noutwendegkeet, spezifesch Therapieangeboter ze maache fir déi Kanner, déi entweder d'Affer goufe vu Gewalt, vu Mobbing an déi traumatiséiert sinn, respektiv déi Kanner a Jugendlech, déi am Beräich vun de Medie regelrecht e Suchtverhalen entwéckelen.

Medienerzéiung ass e wichtegen Aspekt. An ech denken, datt nieft der Familiariséierung mat de Kommunikatiounstechniken, de Savoir-faire technique, ganz aner Aspekter wichteg sinn, beispillsweis: d'Kanner aféieren an eng Recherche; d'Léieren, fir an engem groussen Informatiounsbierg den Iwwerbléck net ze verléieren; aus enger Hällewull vun Informatiounsangeboter, déi richteg auswielen ze kënnen; Informatioune kritesch auszewäerten; ënnerscheeden ze léieren zwëschent deem, wat seriö ass, an deem, wat egal wat ass.

D'Kanner hunn dacks genuch e blannt Vertrauen. An déi, déi an der Schoul schaffen, soen: „D'Kanner soen, wann ee seet, dat doten ass Blödsinn: «Et stoung awer um Internet»;

Wichtig ass autonom a souverän bleiwen; sech net manipuléiere loossen; net medienofhängeg ginn; d'Chancen an d'Grenze vun der virtueller Kommunikatioun erkennen; awer och - an ech denken, dat ass fir Jonker ganz wichteg -, datt se de gesetzleche Kader vun der Benotzung vun den Informatiounen a Biller um Internet kennen, datt se Risiken a Geforen erkennen an domadder léiere richteg ëmzegoen.

An déi Medienerzéiung gehéiere selbstverständlech och d'Vermëttlung vu Wäerter an Handlungsnormen, fir sech selwer ze schützen, sech net auszeliwweren, fir Geforen ze erkennen an Hëllef ze sichen, mä selbstverständlech och fir anerer ze respektéieren an an enger Haltung vu Fair Play mat deenen neie Medien ëmzegoen.

D'Medie richteg anuerdne léieren ass sécher net nëmmen en Zil fir d'Kanner; et wär sécher och eent fir eis. D'Medie si kee Selbstzweck. Si sinn en Handwierksgeschier am Beräich vum Wëssen, vum Schaffen a vun der Fräizäit.

Et ass gutt, wann ee vill Medie léiert gebrauchen, an dozou gehéieren dann och d'Buch, d'Zeitung an de Radio. An et ass vläicht ganz wichteg, datt eis Kanner méi staark erëm léieren d'Kommunikatioun ouni kierperfriem Medien, d'Wichtegkeet vun eise fënnef Sënner beim Léieren, beim Spillen, beim Genéissen, bei der Begéinung vu Mënschen, déi sech gär hunn.

Dat ass fir mech och mat e wichtege Grond, datt mer net nëmme gutt Schoulen hunn, mä, datt mer gutt Maison-relaisen hunn. An ech denken, et gëtt an dësem Thema vill gutt Argumenter, datt all Kanner kënnen och an eng Maison relais goen.

D'Methodik „learning by doing", Kreativitéit, integréiert Medienerzéiung am Kader vu villen anere Fächer, fächeriwwergräifenden Zougang, „peer education", dat heescht, léiere mat an duerch gläichaltereg Kolleegen. Hei brauche mer d'Rad bestëmmt net nei ze erfannen, well et gëtt zu deem Thema vill exzellent Publikatiounen.

Mam Claude Adam géif ech gären ënnersträichen, datt et zu Lëtzebuerg och vill positiv Realisatioune gëtt. D'Medienerzéiung geschitt a ville vun eise Lycéeën - ech denken an en alleguerten - an a ville Primärschoulen. Ech géif hei gären nach eng Kéier déi flott Aarbecht ënnersträichen, déi besonnesch och a Bibliothéike vu Primärschoule geleescht gëtt. Vill geschitt an eise Jugendhaiser an eise Maison relaisen.

Positiv ënnersträiche géif ech „mySchool!" an d'„Presse à l'école", déi leider e bëssen un Aktualitéit verluer huet. Ech géif awer och als ganz positiv d'Jugendsendunge vun „Graffiti" um „Radio ARA" ënnersträichen.

D'Formatioun vun de Multiplicateuren ass eng wichteg Saach. Op der Uni geschéien do Saachen an der Ausbildung vum Bachelor professionnel en sciences de l'éducation.

Dann ass schonn dat ënnerstrach ginn, all déi Initiative vum Service National de la Jeunesse. An ech géif gären d'Entente vun de Foyer-de-jouren derbäisetzen.

Elterebildung ass e ganz wesentlechen Thema. Hei gouf et flott Initiative vun der ErwuesseBildung an zwar schonn zënter ville, ville Joren, an dann och vun der Eltereschoul Janusz Korczak.

Therapie. Hei ass spezifesch d'Offer vum Haus 89 ervirzesträichen, d'A.s.b.l. Liewens-Partner-Famillje-Berodung, déi sech virgeholl huet, sech an deem Thema ze spezialiséieren.

Ganz positiv - an et ass vum Claude Adam ënnerstrach ginn - d'Initiativ CASES - „Cyberworld Awareness Security Enhancement Structure" -, déi am Ministère de l'Économie entstanen ass, mat dem Uleies, fir d'Sécherheet an den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië am Beräich vun der Wirtschaft ze kréien am elektronesche Business.

D'Aufgaben hei sinn: d'Sécherheetsproblemer weisen an erklären; d'Benotze vun den elektronesche Medien; d'Léieren am Beräich vun de potenzielle Geforen a Risiken; Sécherheetslogicielen ze entwéckelen; Outils de protection informatique virzestellen; Alarm ze schloen, wann et nei Attacke gëtt am Netz; d'Zesummenaarbecht a Vernetzung vun auslänneschen an nationalen Acteuren; d'Formatioun vun de Multiplicateuren.

CASES huet seng Aktivitéit ganz séier ausgedehnt op aner Beräicher, besonnesch op d'Bildung. Et gëtt vill Publikatiounen. Ech verweisen notamment op déi interessant Rubriken am Lëtzebuerger Wort. Ech wëll hei ganz kloer mäi grousse Respekt soe fir d'Leit vu CASES, besonnesch dem François Thill an dem Gaby Rapp.

Eng aner Initiativ, déi haut de Mëtteg genannt gouf, ass de LuSI (Luxembourg Safer Internet), en europäesche Programm fir Sécherheet um Internet, wou d'Benotzer vum Internet d'Méiglechkeet gebuede kréien, all dat ze dénoncéieren, wat géint d'Gesetzer a besonnesch géint d'Jugendschutzgesetz verstéisst. Hei gëtt et eng flott Partnerschaft zwëscht dem Kanner-Jugend-Tëlefon, der Europäescher Kommissioun, Telindus, dem Centre de Recherche Henri Tudor, CASES, a vun 2010 un gëtt dee Service koordinéiert vum Service National de la Jeunesse.

An deem Zesummenhang och schonn déi erwähnte LISA Stopline, déi enk zesummeschafft hei zu Lëtzebuerg mam Parquet a mat der Police. 2009 gouf déi Hotline hei zu Lëtzebuerg befaasst mat 391 Fäll, an dee ganze Programm ass eis gutt an Erënnerung, well virun e puer Deeg, net méi spéit wéi den 29. Januar siwen Hausduerchsuchunge wéinst Kannerpornographie hei zu Lëtzebuerg duerchgefouert goufen.

Ech erlabe mer awer och, an dësem Zesummenhang eist Jugendparlament ze zitéieren, a senger Resolutioun 2/5 vum 9. Januar 2010. Aus der Resolutioun zum Thema Kannerrechter, déi iwwregens sech och mat referéiert op de Bericht vum ORK, géif ech gären zwee Zitater hei virliesen. Eischt Zitat: „Das Jugendparlament begrüßt Programme wie CASES und LuSI ausdrücklich, wünscht sich jedoch, dass diese ausgebaut werden und Eltern, Lehrer und Erzieher solche oder ähnliche Programme durchlaufen, um Kinder und Jugendliche auf die Gefahren von Datenaustausch aufmerksam zu machen."

Zum Schluss vun der Resolutioun ënnersträicht d'Jugendparlament dräi besonnesch wichteg Punkten - ech zitéieren deen éischten dovun: „Die Empfehlung an die politisch Verantwortlichen, der Kriminalpolizei die nötigen rechtlichen und technischen Mittel zur Verfügung zu stellen, sowie genügend Personal, um wirksam gegen Strafgesetzverstöße in Sachen Pädophilie im Internet vorzugehen."

Selbstverständlech ass jo déi Fro, déi eis am meeschten interesséiert, eise politeschen Engagement. D'Aufgab ass sécherlech, datt mir hei an der Chamber d'Entwécklung an deem Beräich kennen a se analyséieren an datt mer mat Zäite reagéieren, fir deen néidege Kader ze setzen.

Dat begräift selbstverständlech och de legale Kader fir de Volet vun der Repressioun. Dozou gehéiert och, datt mer derfir mat suergen, datt der Magistratur an der Police déi néideg Ressourcen zur Verfügung stinn; Ressources humaines, Aus- a Weiderbildung wéi och déi noutwendeg technesch Équipementer.

An der Medienerzéiung selwer, denken ech, datt et wichteg ass, datt verbindlech Objektiver definéiert ginn. D'Noutwendegkeet, fir mat minimalen Ziler all Kanner a Jugendlech ze erreechen, an datt mer fréi genuch usetzen. Datt didaktescht Materialien zur Verfügung stinn. Datt se an der Hällewull vu Materialien, déi ausgeschafft goufen, ausgewielt ginn, iwwerschafft ginn an zur Verfügung gestallt ginn.

Dozou gehéiert selbstverständlech, datt an eise Schoulen déi néideg Équipementer, elektronesch Équipementer zur Verfügung stinn, awer net nëmmen an eise Schoulen,

och an de Maisons-relais, an déi Jugendhaiser an iwwregens och an eise Bibliothéiken. Dozou gehéiert, datt déi Computeren, déi do stinn, technesch ofgeséchert sinn.

Dann dat, wat ënnerstrach ginn ass a wat ech gäre géif mat opgräifen: Eng noutwendeg a gutt Zesummenaarbecht op dësem Plang zwëscht der Grondschoul an de Maisons-relais, an zwëscht de Lycéeën an de Jugendhaiser.

An duerfir brauch een och selbstverständlech eng Koordinatioun um nationale Plang. Ech si gespaant op dat, wat d'Madame Erzéiungsministerin eis dozou seet, an ech denken, datt Verschiddenes am Plan d'études de l'enseignement fondamental wäert erëmzefanne sinn.

Ech hu mer allerdéngs och eng aner Fro gestallt. Kritt eis Schoul, an eis Maison-relais, an eis Familljen net eng nei Bildungsmissioun, wou et manner drëm geet, Wëssen ze vermëttelen, mä vläicht och drëm geet, Informatiounsangeboter, déi do sinn, zu deenen eis Kanner Zougank hunn, fir déi kritesch ze verschaffen? An dozou gehéiert och eng héich ethesch Kompetenz.

Wann dat esou ass, da misste mer eis och Gedanke maachen iwwer aner pedagogesch Kompetenzen um Niveau vun deenen, déi Kanner, Jonker an Erwuessener erzéien, ausbilden a weiderbilden.

Ech sinn d'accord mam Claude Adam, wann e seet, mir brauchen eng international Kooperatioun, an ech denken och mat him, datt vill Ministèren an dëser Fro befaasst sinn. Hien huet se opgezielt: Kultur, Enseignement supérieur, Justice, Medien, Éducation nationale, Famille, Ekonomie. Ech denken, ech vergiessen der.

Mir hunn ee Minister haut de Mëtteg hei, mir sinn dankbar do derfir, mä ech géif och mir wënschen, datt d'Medienerzéiung an där globaler Definitioun, an deem globale Kader, wéi mer et genannt hunn, datt sech do Gedanke gemaach gëtt, wéi een dat um nationale Plang besser koordinéiere kann, fir datt déi vill positiv Initiativen, déi mer hunn, dass se besser vernetzt sinn.

Ech géif gär ophalen a soen: Et ass schéin, datt mer iwwert d'Mediekompetenz schwätze vu Kanner, Jonken an Elteren an iwwer pedagogesch Multiplicateuren. Mä bei deem Thema si mer wahrscheinlech alleguerte betraff, souwuel berufflech wéi privat.

Ech erlabe mer, op dat hinzeweisen, wat ech als ganz positiv ugesinn: déi vill Initiativen am Senioreberäich. Eeler Leit fit maache fir déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien. Et gëtt do flott Initiative vun RBS, vun de Clubs seniors. Ech war gëschter am Mierscher Altersheem, an do gëtt et e Cybercafé, iwwregens mat Moniteur, fir datt déi ab mengem Alter eng Chance hunn.

Betraff sinn awer och déi sëlleche gestresste Manager, Politiker a soss wichteg Leit. Vill vun hinnen, fir net ze soe vill vun eis, mengen, si misste siwen Deeg an der Woch bestänneg ronderëm d'Auer erreechbar sinn.

(Interruption)

Vill vun hinnen a vill vun eis komme kaum zur Rou a bedreiwen de léiwe laangen Dag iwwer e polymediale Multitasking.

(Interruption)

Wat ass dat?

(Hilarité)

Gläichzäiteg Maile schreiwen, SMSe liesen, Dokumenter duerchbliederen an un enger Aarbechtssitzung deelhuelen. D'Beispill weist nach eemol: Mediekompetenz huet net nëmme mat Technik ze dinn, an haut de Moien huet eng Kolleegin gesot, déi wichtegst Fräiheet bei de Medien ass net, datt mer se hunn, mä datt mer de Knäppchen hunn, wou dropsteet: „Off".

Ech schléissen of mat engem Zitat, wat bei dem Thema vun der Medienerzéiung gutt passt: «Ne subis pas ton futur, bâtis-le!»

Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Majerus Merci. An als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech an d'Primärschoul gaang sinn, do hate mer bei mir doheem nach kee Fernseher. D'Nopesch, dräi Haiser méi wäit, déi hat een, an da si mer do emol d'Eurovisioun kucke gaang, oder wa soss eppes ganz Wichteges am Joer iwwerdroe ginn ass. Bei eis gouf et ee Radio, wou ech dann emol sonndes de Michi a seng Leit gelauschtert hunn, well een do dann och als Kand emol konnt matlaachen, an d'Noriichten, dat waren déi vum Pol Leuck, ouni Biller, ouni Zwëschereklammen.

(Interruptions)

D'Spiller, dat war „Mensch ärgere Dich nicht" an e puer Kaarten, a wann een deemools PlayStation gesot hätt, dann hätt ee wahrscheinlech geduecht, dat wier iergendwéi e chinesescht Wuert.

Mir haten een Telefon, un der Mauer war deen ugeschrauft, e puer Bicher, all Dag eng zimlech schwaarz Zeitung, wou nach keng Fotoe bei den Doudesannoncë waren…

(Interruptions)

…an… Et war schwaarz Dréckerschwäerzt, keng Foto dran.

Une voix.- Et ass haut nach déiselwecht!

(Interruptions)

M. Eugène Berger *(DP)*.- An an der Schoul…

(Interruption et hilarité)

Här President, wann d'Zwiegespréich fäerdeg ass, dann erlaben ech mer...

M. le Président.- Sou, ech hätt elo gär, datt dem Här Berger hei nogelauschtert gëtt!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. An ech wollt och nach soen, datt an der Schoul deemools, wa mer brav waren, zum Schluss vum Trimester, dann huet eis de Schoulmeeschter Diae gewise vu senge Reesen,…

(Hilarité)

…an dann am Däischtere mat deene Liichtbiller, do hu mer doduerjer d'Welt entdeckt. Dat war ongeféier esou meng Mediewelt, déi also zimlech iwwersiichtlech war, wéi ech an d'Spillschoul an an d'Primärschoul gaang sinn. A wann ech dann haut, e bësse méi wéi 40 Joer duerno dat kucken oder menge Kanner soen, da kucken déi mech zimlech onverständlech un. Well elo bei eis doheem, wéi wahrscheinlech bei deene meeschte Familljen, do sinn zwee Fernseher, ech kann honnert Programmer zu all Moment au Choix kucken, dräi Computeren, DVD-Playeren. Filmkasssetten, déi si scho säit zéng Joer nees out.

Mir hunn zwee mobil Haustëlefonen, déi net méi un der Mauer ugeschrauft sinn, an zesummegerechent hu mer ronn fënnef Handye fir dräi Persounen, mat all deem leschte Multimedia-Schnickschnack. Domadder kann een da communiquéiere mat der Stëmm, mat SMS, mat E-Mail, Messenger, chatten an de ganzen Dag dann organiséieren. Op deem kucke mer och d'Noriichten; du kanns souguer live BBC kucken. Et kann ee Fotoen huelen, déi direkt verschécken, bis an Neuseeland. Et kann ee Musék lauschteren, Suen iwwerweisen, an, an, an.

Ech hunn haut och nach méi Bicher am Haus, wahrscheinlech e puer honnert, an et leien och ëmmer nach eng Rei national, international Dages- a Wochenzeitunge ronderëm, mat vill méi faarwege Biller wéi deemools. De Radio kann een haut och um Fernseh kucke mat der Livecam, wéi dann den Trafic op de Stroossen ass. An an der Schoul beamt eventuell d'Léierin da mam Computer e Reportage iwwer Haiti, wou een driwwer ka schwätzen, oder de Prof mécht eng Korrektur vun der Mathéaarbecht och iwwert de Beamer.

Wéi ech der dräi war, do gouf et ee Computer an engem risege Schaf an Amerika a keen am sechste Schouljoer konnt wahrscheinlech deemools dat Wuert Computer am Opnahmexame richteg schreiwen, wann et dann an engem Text komm wier. Meng Kanner, déi hu scho mat dräi Joer um Computer gespillt an och multimedial, interaktiv a spilleresch dorobber Lies- a Rechenübunge gemaach.

(Interruption)

All dat do, fir e bëssen ze illustréieren, datt eis Gesellschaft e regelrechte Quantesprong gemaach huet, hin zu enger totaler Mediegesellschaft. De Computer huet d'Welt verännert. D'Medie ginn och ëmmer méi digital, visuell, interaktiv a sinn en onersetzleche Bestanddeel vum deeglechen, ziviliséierte Liewe ginn.

Et kann een domat Wëssen erschléissen, sech informéieren, sech amëséieren, scheinbar grenzenlos communiquéieren. Mir liewen an enger Welt, déi duerch déi bal onbegrenzten Informatiounsflut a villfälteg Medien total bestëmmt gëtt. Et kann ee Wahlen domadder gewannen, wann een zum Beispill iwwert den Internet direkt un d'Wieler kënnt, wéi dat den Obama jo besonnesch flott virgemaach huet. A mir wëssen, e kuerzen Optrëtt um Fernseh ass och hei zu Lëtzebuerg méi ausschlaggebend a wichteg gi wéi zéng Wahlversammlungen.

Bon, déi nei Mediewelt bréngt nei, schier onbegrenzte Méiglechkeeten. Si biergt awer och eng Rei Risiken a Geforen. Et kann een domadder manipuléieren, kontrolléieren, ofhängeg maachen, iwwerwaachen, engem Sue klauen. Et kann een domadder aner Leit blousstellen a regelrecht Liewen zerstéieren.

Déi modern Mediegesellschaft huet nei Forme vu Kommunikatioun mat sech bruecht, déi et virun zéng Joer nach guer net gouf. Se si scho méi wéi eng Kéier erwähnt ginn: SMSen, Mailen an déi sougenannten „social networks" wéi zum Beispill Facebook, dat jo ganz bekannt ass a vu ganz villen och gebraucht gëtt.

A besonnesch d'Kanner, déi Jonk, mä net nëmme si, sinn hei Geforen ausgesat, wéi zum Beispill dem Mobbing. Ech widderhuelen hei och nëmme Saachen, déi scho Virriedner gesot hunn.

Wann een eng Kéier am weltwäiten Netz iwwert de Mënsch eppes publizéiert huet, ass et oft ganz schwéier, fir net ze soe bal onméiglech, fir dat nees ze läschen. A besonnesch d'Kanner an déi Jonk mussen also virun deene Gefore geschützt ginn a léieren, domadder ëmzegoen.

Am Rapport vum ORK 2009 ass jo och besonnesch dorobber higewise ginn. An ech mengen och, dee Rapport, an den ORK huet de Mérite, datt och doduerch deen Débat iwwert d'Medienerzéiung erëm an d'Aktualitéit réckelt.

Duerch déi Illustratiounenopzielung, déi ech elo gemaach hunn, kann een awer nëmmen usazweis weisen, wéi déi villfälteg Forme vu Medien en integrale Bestanddeel vun dem Alldag gi sinn a wéi se also och ëmmer méi eis Gesellschaft, eist Liewe bestëmmen, ebe mat de Chancen a Geforen, déi mer kennen. An d'Historiker wäerten eng Kéier am Réckbléck soen, datt dat hei déi Époque ass oder den Ufank vun der Époque war vum Medienzäitalter.

A wa mer vu Medie schwätzen - dat wëll ech awer och nach eng Kéier betounen -, dann ass dat wierklech all seng Formen. Net nëmmen de Computer an déi digital Medien, och de Radio, de Fernseh an och d'Zäitschréften a souguer d'Bicher hunn an hirem Optrieden, an hirer Aart a Weis evoluéiert, hu sech verännert.

Well dat alles geännert huet, ass et och evident, muss et selbstverständlech sinn, datt een esou fréi wéi méiglech léiert, mat deene Medien ëmzegoen. An der Schoul kënne mer dat maachen a besonnesch an der Schoul musse mer dat maachen.

Well mir kënne jo net dervunner ausgoen, datt d'Medien nëmmen eppes ass, wat de Fräizäitberäich ugeet. Ech mengen, et ass esou, datt d'Schoul, déi dierf sech net der Realitéit verschléissen, mä d'Schoul, déi muss och alles dat, wat an der Realitéit geschitt, ophuelen an och kucken, domadder eens ze ginn. An ech wäert elo e bësse méi spezifesch dann och op deen Aspekt agoen.

Meng Virriedner hu scho méi allgemeng en Iwwerbléck gemaach, hunn och eng Rei Statistike ginn, wéi dat och bei den Erwuessenen ass. Ech wéilt mech elo also e bësse méi op de schoulesche Beräich konzentréieren.

Ech hu scho gesot, d'Schoul huet ënner anerem als Missioun, op d'Liewe virzebereeden an déi Jonk zu eegestännegen a kritesche Bierger ze forméieren. An duerfir huet se eng Obligatioun an eisen Aen, fir deene Jonke Mediekompetenz ze vermëttelen, hinnen ze léiere mat deene verschiddene Medien ëmzegoen, mat deenen eens ze ginn. An duerfir muss och d'Medienerzéiung en integrale Bestanddeel an de Schoulprogrammer ginn, vun der Grondschoul erop bis an de Secondaire. Dat ass haut nach net de Fall an de Schoulen. An duerfir ass hei d'Éducatiounsministesch, mä net nëmme si eleng, gefuerdert, fir hei weider ze handelen.

D'Medienerzéiung muss verschidden Ziler an Objektiver hunn an der Schoul. D'Schüler mussen natierlech Kenntnisser iwwert déi verschidde Medie kréien. Wat fir eng et gëtt, wéi se fonctionnéieren, wéi ee se sënnvoll benotze kann. An d'Mediekompetenz gëtt mëttlerweil jo och vun den Experten als véiert Kulturtechnik niewent Liesen, Schreiwen a Rechnen ugesinn.

Dat ass awer net nëmmen eng technesch Kompetenz, wou et drëms geet ze léieren, wéi ee wou wat fir ee Knäppchen dréckt. Mediekompetenz bei de Kanner heescht och, hinnen Orientéierung am Mediendschungel ze ginn, ze léieren a virun allem och se ze léiere kritesch a selbstbestëmmend domadder ëmzegoen.

An ech wëll hei wierklech besonnesch op deen Term „selbstbestëmmend" hiweisen. D'Medie sollen net de Schüler oder och déi Erwuessen iwwerrennen an ofhängeg maachen, mä d'Zil vun der Medienerzéiung muss et grad sinn, datt deen eenzelne Mënsch Meeschter bleift iwwert d'Medien an datt e selwer ka bestëmmen, wat e wéini wou mat de Medie mécht.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Zwar gëtt et hei statistesch gesinn zu Lëtzebuerg praktesch déi meeschte Computeren an Internetuschléss an Europa, mä et muss ee wëssen, datt awer duerfir net all Kand hei zu Lëtzebuerg e Computer oder eng ganz Rei Medien doheem huet. An och hei gëtt et Kanner, aus sozialen Ursaache ganz oft, déi dat eben net hunn an déi eréischt duerch d'Schoul déi Méiglechkeet kréien, fir domadder ze schaffen an ëmzegoen. Och hei huet d'Schoul also eng Missioun, déi jo an engem gewëssene Sënn och da sozial Gerechtegkeet kann duerstellen.

Mir wëssen, och déi deeglech Aarbecht a praktesch all de Beruffer, vum Mechaniker bis zum Bankdirekter, hu sech duerch déi nei Medien an de Computer verännert. De Computer a seng Applikatiounen an d'Périphériquë sinn déi nei Aarbechtsinstrumenter an dat neit Handwierksgeschier ginn. An doduerjer sinn och d'Aarbechtsweisen an d'Beruffsbiller aneschters ginn. Och dorobber muss d'Schoul kënne reagéieren.

Wéi vill schreiwe mer nach op der Hand op der Aarbechtsplaz? Jiddweree soll sech emol déi Fro stellen.

An der Schoul maache mer awer dat nach ganz vill, wann net bal exklusiv, datt mer do op der Hand schreiwen. Also eppes, wat herno awer am Beruff praktesch net méi bal gebraucht gëtt. Et ass also och dorobber, wou d'Schoul muss kucken, Äntwerten ze fannen.

Duerfir muss och de PC nieft dem Bläistëft an der Füllfieder als en normaalt, net e speziellt oder eent dat Prioritéit huet, mä einfach als en normaalt Aarbechtsinstrument seng Plaz an der Schoul fannen, fir domadder ze schreiwen, ze uerdnen, ze gestalten, nozesichen, ze schaffen.

Ech hat dat iwwregens schonn an engem Rapport gesot. Dat war 1996 oder '97, wéi mer déi éischte Kéier hei an der Chamber iwwert d'Informatiounstechnologien an der Schoul geschwat hunn. A mëttlerweil si mer jo do och e ganze Wee gaangen.

Jee no Aufgab sollen d'Schüler och léieren, wéi een a wat fir eng Medien ee kann asetzen. Zum Beispill en Exposé an der Ekonomie kann ee mat enger PowerPoint-Pre-

sentatioun bréngen. Wann een iwwer Konscht ee Cours mécht, kann ee vläicht éischter e Montage mat enger Diashow kombinéieren.

Innerhalb vun engem Fach kann ee kucken: Wéini gebrauchen ech wat fir een Instrument, wat fir ee Programm? Zum Beispill: Maachen ech e Mathésexercice mat Hëllef vum Computer oder ass et méi sënnvoll, bréngt et méi, wann ech en do nach op der Hand maachen? An esou virun an esou fort.

D'Mediekompetenz kann also och innerhalb vum Unterrecht op eng gewëss Aart a Weis gestalteresch wierken a si maachen ëmmer eben nei Méiglechkeeten op, fir den Unterrecht ze verännneren, mä awer eben och fir déi Jonk op d'Liewe virzebereeden.

Wann ee vu Mediekompetenz schwätzt, ass et awer och ganz wichteg, datt déi Jonk léiere verantwortungsvoll a kritesch déi nei Medien ze benotzen; zum Beispill wéi ee Recherchen um Internet mécht. U sech ass dat jo e grousse Plus, wann ee kann - an innerhalb vu Sekonnen - Informatiounen erschléissen, ofruffen, an dat bedeit jo am Endeffekt e grousse Wëssensvirsprong, wou et fréier da laangwiereg war, wou een huet missen an d'Bibliothéik goen, eventuell net da Buch fonnt huet, wou een eppes wollt nosichen. Do huet een dann heiansdo Deeg gebraucht, fir eppes erëmzefannen. Haut kann een dat also a Sekonne maachen.

Oft fënnt ee ganz vill Referenzen zu engem Stéchwuert an och do muss een dann déi Jonk, muss ee se léieren, wéi een déi Informatioune gebraucht. Et kann een en Tri maachen zwëschent deenen Interessanten, deene Referenzen, do wou een eppes domadder kann ufänken oder net. Mir hu jo haut zum Beispill dat Phenomeen an der Schoul, datt ganz oft déi Jonk, wa se mussen iergendeppes nosichen, si huele kee Buch méi an d'Hand, mä direkt gëtt Wikipedia gedréckt. An dat ass dann am Fong geholl ëmmer „der Weisheit letzter Schluss".

Well een awer dann och deem entgéintwierkt an de Jonke léiert, datt et och aner Referenzen um Internet ginn, an datt een och heiansdo awer vläicht dat Interessantst nach an engem Dictionnaire oder soss engem Buch fënnt.

Et ass also esou, datt een hei muss mat de Schüler och dat an de Schoulen üben, respektiv, datt ee se doranner aféiert, an dat gëllt méi generell fir d'Surfen um Internet. Dat ass net nëmmen eppes, wat een doheem mécht, dat kann een och an der Schoul léieren, datt een do och dann also kuckt: Wat fir eng Säite sinn interessant, wat fir eng net? Wat fir eng si Säiten, déi Gefor verbiergen, a wéi kann ee sech do virdru schützen?

Kriteschen Ëmgank mat Medien heescht och, datt se solle léieren, datt se net komplett ofhängeg gi vu Maschinnen, zum Beispill bei Computerspiller. An et ass jo scho bei méi wéi bei engem, datt dat eng richteg Sucht ginn ass. A besonnesch déi Jonk sinn där Gefor ausgesat, an och am Rapport vum ORK gëtt jo och dorobber higewisen, an d'Schoul kann och do géigesteieren. Kriteschen Ëmgank mat de Medien - et ass haut scho méi wéi eng Kéier gesot ginn - ass jo och da besonnesch d'Ausenanersetzung mat de sougenannten „social networks", „Facebook" an esou virun an esou fort. Och do kann d'Schoul op déi Geforen agoen, mat de Schüler dat duerchgoen, respektiv och weise wéi een dat notzt. Et ginn och Méiglechkeeten, fir „Facebook" ze notzen, ouni datt een herno iwwerall plakeg ausgedoen dosteet, wann een zum Beispill en Tri mécht, wien dat ka kucken, wat een drop setzt, an esou virun an esou fort.

Wann ee vu kritescher Medienerzéiung schwätzt, denke mer natierlech haut ganz vill un déi digital Medien, mä et soll een net vergiessen, datt d'Medienerzéiung awer och nach eppes domadder ze dinn huet, datt een och do muss déi méi traditionnel Medie wéi Fernseh oder Zeitung mat aschléissen a sech och mat deenen auserneesetzen. Well och déi hunn an der Zäit vun de leschten zéng, 20 Joer ganz staark evoluéiert. De Fernseh bréngt Informatioun an Ënnerhalung an ëmmer méi kondenséierter a konzentréierter Form. Et muss ganz kuerzweileg sinn, schnell, ëmmer manner Text, an haaptsächlech mat ville Biller gëtt geschafft. Esou Biller kënne manipuléieren, verfälschen. Wat um Fernseh gewise gëtt, gëtt gären als boer Mënz geholl, wat awer net ëmmer esou ass. Ëmsou méi mussen also déi Jonk léieren, dat ze erkennen an domadder ëmzegoen.

Fir elo e bësse méi e Beispill ze huelen, dat vläicht méi wäit dann hei vum Lëtzebuerger Kontext ewech ass: E Reportage op „CNN" iwwert Afghanistan ass net onschëlleg, gradesou wéi e Reportage vun „Al Jazeera" iwwer Afghanistan och net e ganz onschëllege Sujet ass. „Bauer sucht Frau" ass fake oder Theater. A wann een de Superstar sicht, da gi Mënschen do erniddregt, öffentlech, oder lächerlech gemaach. Wéi kann een do an der Schoul drop entgéintwierken?

Ech wëll hei nëmmen ee Beispill zitéieren, dat ass eent aus der Schoul vu Réiser - wou ech och fréier emol eng Kéier an där Gemeng Schoul gehalen hunn -, do leeft scho säit Joren e ganz interessante Projet, wou all Schüler an der Grondschoul à tour de rôle dann um Beispill vun der Analys vu Filmer, Kinosfilmer, ale Klassiker léieren, wéi Biller kënne suggeréieren, wéi Biller kënne manipuléieren oder Biller eppes kënnen ausdrécken op all Aart a Weis. Dat ass e ganz interessante Projet, well niewent all deenen Techniken, déi se da gesinn, léiere se och e bëssen dann déi grouss Klassiker kenne vun der Filmwelt. Et ass also och e Kulturaspekt. Se mussen herno driwwer schreiwen, diskutéieren, a virun allem setze sech d'Schüler dann ebe mat deem ganze Medium och ausenaner, an duerch dat, wat se do léieren, kënne se da vläicht herno och méi reflexiv si vis-à-vis vun, net de Filmer, mä vun deenen anere Saachen, déi se a Form vu Biller um Fernseh gesinn.

Wéi kann een nach Medien an Erzéiung - wann ee méi déi klassesch Medien hëlt wéi Fernseh a Printmedien -, wéi kann een dat an der Schoul verschaffen? Ech ka mech erënneren, datt ech an de 70er Joren e Prof hat am Lycée, dat war e ganz sympatheschen a kompetente Franséischprof - et kann een en och hei nennen, zitéieren, dat war den Här Mergen, un déi gutt Profen erënnert ee sech jo ëmmer nach ganz laang duerno -, deen hat eis deemools op eegen Initiativ gedoen, datt mer hu missen d'Noriichten - et war e Franséischprof - vun TF1 an Antenne 2 kucken. Déi eng Halschent déi eng Sendung, well deemools konnt een nach net ophuelen oder gläichzäiteg dat kucken, an déi aner Halschent vun der Klass déi aner Sendung, an dann hu mer dat herno misse vergläichen, kommentéieren, doriwwer schreiwen. Do huet ee gesinn, wéi am Fong geholl scheinbar neutral Noriichten - et geet een dovunner aus, datt et neutraler sinn -, datt déi och kënnen awer jee nodeem Akzenter setzen an déiselwecht Elementer op ganz verschidden Aart a Weisen duerstellen.

An datselwecht gëllt och fir d'Printmedien. Wann een Zeitungen hëlt, gi scheinbar objektiv oder neutral Événementer op vill verschidden Aart a Weisen duergestallt. An och dat, mengen ech, ass wichteg, datt d'Schüler dat solle léieren an och domadder sollen ëmgoen. Dat ass och scho fréier vläicht an eenzelne Fäll an der Schoul behandelt ginn, mä och net systematesch.

Fir nach eng Kéier dann un dee Franséischprof ze erënneren, den Här Mergen, deen huet eis zum Beispill dann och gefrot, fir de „Figaro" an de „Monde" - war et deemools - ze liesen an dann och do ze vergläichen, wéi dat eent an dat anert duergestallt ginn ass. An dat war am Fong geholl eng Kombinatioun, et hat ee souwuel Franséischunterrecht, et huet een och dann op eemol Spaass kritt un enger Sprooch, well een emol eng Kéier entzwousch aneschters et gelies huet, d'Franséisch, wéi nëmmen an de Bicher, an et huet ee sech awer mat Medien auserneegesat an et huet een ugefaangen ze gesinn, wat d'Differenze sinn, datt een do muss kritesch sinn.

Ech hat och ech mengen, dat kann ech mech och gutt erënneren - op 4e en Däitschprof, wou mer dunn dat Buch vum Günther Wallraff gelies hunn iwwer seng Experienz als Reporter bäi der „Bild", an dat hu mer dann ausgiebeg diskutéiert a gesinn, op wat fir eng Aart a Weis deemools de Springer-Verlag seng Zeitunge gemaach huet. An dat war wierklech als Jonken eng Lektioun, déi ee beandrockt huet, an dat war wierklech eng Etapp, mengen ech, um Wee, fir e mündege Bierger ze ginn, par rapport mat der Ausenanersetzung mat de Medien.

Ech wëll elo awer mat deene Beispiller ophalen, fir nëmmen ze soen, datt d'Printmedien, Fernseh, Internet sécherlech awer och kann e Plus sinn, wann ee se an déi eenzel Fächer kann abauen. Et ass jo elo esou, datt mer ganz vill Dagesaktualitéit hunn, mir kréie jo déi Informatiounsflut, an dat soll och an de Schoulen opgegraff ginn.

Ech huelen elo e Beispill, d'Geschichtsfach: do gëtt nach ëmmer mindestens eemol am Primaire oder am Secondaire, zweemol iwwert d'Réimer geschwat, wou ee sech heiansdo muss froen: Huet dat alles wierklech deemools, ass dat esou ofgelaf, wéi mer et gesot kréien? Firwat gëtt net emol do heiansdo moies e Reportage gekuckt, zum Beispill iwwert d'Konferenz vu Kopenhagen, an doriwwer diskutéiert, iwwert d'Aktualitéit oder iwwert d'Pirate viru Somalia, an doriwwer geschwat? Dat kënnt een och an anere Fächer maachen - ech hat elo Geschicht genannt -, mä datt een dat och integréiert an aner Fächer, Sproochen, Geographie an esou weider. Ech mengen, hei muss also och en Ëmdenken an eise Schoule kommen. A wéi een dat ka maachen, hunn ech also un e puer Beispiller illustréiert.

Ech mengen, déi Beispiller, dat sinn awer wierklech Ausnahme gewiescht, punktuell Initiative vun eenzelnen Enseignanten, an dat war keng generell voluntaristesch Approche vun der Éducatiounspolitik. An dat ass awer och da meng Konklusioun, op déi ech wäert elo kommen, an dat ass, datt et hei weiderhin nach hapert an der Medienerzéiung zu Lëtzebuerg, net nëmmen dans le grand public, mä och nach an eise Schoulen. An et gëtt sécherlech haut kee Prof a kee Schoulmeeschter, keng Léierin méi, déi net am Unterrecht op déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien zréckgräift an domadder seng Schüler schaffe léisst.

Mä de Punkt ass deen, datt hei wierklech e systemateschen Usaz vun uewen erof feelt. Duerfir plädéiert d'DP, an dat hu mer och schonn an eisem Wahlprogramm gemaach, gesot - ech hunn och e puer Beispiller ginn, mä dat ass elo sécher net „der Weisheit letzter Schluss" -, mä mir plädéieren derfir, datt d'Medienerzéiung wierklech e feste Bestanddeel vum Unterrecht muss ginn, vun deenen ënneschten Zyklen un. An de Moment ass et jo esou, wann een dann de Listing vun de Kompetenzsockelen an der Grondschoul kuckt, hunn ech nach net wierklech esou richteg fonnt, wou dat kloer steet. Vläicht hunn ech se net alleguerte gesinn, mä et ass op alle Fall nach kee systemateschen integralen Usaz, fir datt d'Medienerzéiung an déi eenzel Fächer integréiert gëtt. Dat ass nach um Terrain net de Fall.

Ech mengen, et ass jo och dann déi Diskussioun: Maache mer e separate Cours oder integréiere mer et an e Fach? Ech hunn elo ganz kloer eis Meenung duerzou gesot: Dat muss integréiert ginn an déi verschidde Fächer. An anere Länner, ënner anerem a verschiddene Bundesländer an Däitschland, gëtt dat esou gemaach. Et kënnt een eng Stonn an der Woch soen - well dat war fréier och déi Diskussioun, wéi mer ugefaangen hu mat de Computeren an der Schoul ze schaffen, hate mer dat iergendwou an engem Sall, dem Computersall, ofgeschloss vun allem, vun all Fach, wou mer léieren tippen - oder ass dat einfach, wéi ech virdru gesot hunn, en Aarbechtsinstrument, wéi dat och op der Aarbecht ass? -, also forcément muss een d'Medienerzéiung an all Cours mat integréieren. Wann ee konsequent wëllt d'Medienerzéiung an de Schoulen aféieren, mussen d'Enseignanten an d'Éducateuren och op déi nei Missioune preparéiert ginn. D'Formation initiale a continue vun den Enseignantë muss deementspriechend ausgeriicht ginn. Och do bleift nach esou munches ze maachen.

Schlussendlech muss een awer och wëssen, datt d'Schoul net eleng zoustänneg ka si fir Medienerzéiung. D'Medienerzéiung geet schonns doheem un, ier een an d'Schoul geet, a si geet ebe weider, wann ee vun der Schoul heem kënnt. Wann e Kand doheem onkontrolléiert ka Fernseh kucken, um Computer spillen, surfen an esou weider, da kann d'Schoul sécherlech och net alles riichtbéien. Och d'Eltere mussen hir Responsabilitéit iwwerhuelen, an dat wier sécherlech och méi einfach fir si, wa si och géife méi systematesch informéiert a forméiert ginn, datt et do eng ganz Rei Méiglechkeete géif ginn. Et ass also och sécherlech en Dossier, deen och d'Familljeministesch concernéiert, an ech bedaueren et och e bëssen, grad wéi meng Virspriecher, datt hei, bei esou engem wichtege Sujet, dee wierklech iwwert d'Schoul eraus an d'Famill geet, d'Familljeministesch leider haut de Mëtteg net hei derbäi ass. Wéi gesot, och do ass nach ganz vill ze maachen.

Ech kommen elo zum Ofschloss an ech géif do nach soen, datt mer déi Motioun, déi de Claude Adam fir déi gréng déposéiert huet, natierlech kënne matdroen, an ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Berger och Merci, an dann huet d'Madame Dall'Agnol d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Fir d'éischt wëll ech an eiser aller Numm, mengen ech, der edler Spenderin emol vun de Maskottecher vun der Debatt vun haut de Mëtteg Merci soen. Merci wëll ech awer och mengem Virriedner soen, dee mer am Ufank vu sengem Exposé gewisen huet, mat senger Medienerfahrung, datt ech awer nach net gradesou al sinn.

Une voix.- Ooooh!

(Interruptions)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Rar sinn déi, déi soen, datt se ouni Zeitung, Radio, Televisioun, MP3, Internet, oder ouni Handy duerch den Dag kommen. A wann et där gëtt, da gehéieren déi éischter enger eelerer Generatioun un, well déi Kanner an Teenager, déi am Moment opwuessen, dat ass déi éischt Generatioun, déi vu Gebuert u mam Computer an den digitale Medien opwiisst. Dës nei Medien, déi offréieren engem alles an engem, Text wéi an der Press, Musék wéi am Radio, Filmer wéi op der Televisioun, mä derbäi och Spiller, a virun allem och d'Méiglechkeet interaktiv ze ginn an domat selwer ze décidéieren, wéini ee wat mat hinne mécht, a firwat een dat och mécht.

Wann een deemno weess mat dëse Medien ëmzegoen, si se och en Instrument, mat deem ee ka léieren. Medie sënnvoll a gutt asetze kann een awer net einfach esou, a genau dowéinst ass déi Mediebildung eben esou wichteg.

Aus enger Etüd am Optrag vun der EU-Kommissioun, déi an de Memberlänner, plus Norwegen an Island, 2007 duerchgefouert gouf, geet ervir, an dat däerft eis freeën, oder op d'mannst emol e bësse berouegen, datt déi Jonk sech de Problemer an de Gefore vum Internet a GSM duerchaus bewosst sinn. Um Internet fënnt ee Viren a Wierm, Piraten, déi Passwierder mat privaten Informatioune wëlle klauen, et kann ee penibel Biller oder Videoen online setzen, et kann ee mat geklaute Kreditkaartennummere Wuer akafen, et gëtt Biller vu Gewalt a Pornographie. Alles dat hunn déi Jonk selwer opgezielt an och méi oder manner Beispiller ginn, wéi si selwer sech och dergéint denken ze schützen. Déi, déi gefrot goufen, déi sinn also informéiert, mä virun allem si se sensibiliséiert. Allerdéngs gouf an där Etüd och ganz kloer, datt se déi Geforen, déi et gëtt, nach vill ze vill oft op déi liicht Schëller huelen.

A sengem Rapport fuerdert den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, datt d'Medienerzéiung queesch duerch d'Schoul soll agefouert ginn, an an deem Zesummenhank sinn ech dann och, geneesou wéi meng Virriedner, frou virun e puer Deeg an enger Resolutioun vum Jugendparlament gelies ze hunn, datt se net nëmmen dem ORK seng Fuerderungen ënnerstëtzen, mä sech och ausdrécklech wënschen, datt Programmer wéi „CASES" a „LuSi"

ausgebaut ginn, an datt och hiert Léierpersonal an hir Elteren un dëse Programmer sollen deelhuelen, fir datt si eben déi Jonk op d'Gefore vum Chatten, Mailen, Surfen an Datenaustausch opmierksam kënne maachen.

Déi Jonk, déi nëtzen den Internet och haaptsächlech doheem. Dat gëtt engem ze denken, well, wann eenzel Eltere laut ORK-Rapport vun hire Kanner soen, an d'Kanner dat och selwer zouginn, datt se méi wéi sechs an aacht Stonnen den Dag virum PC sëtzen, an aner Eltere sech bekloen, datt hir Kanner d'ganz Nuecht um PC online spillen, da muss awer och d'Remarque erlaabt sinn, datt et virun allem d'Eltere sinn, déi hei mussen agräifen. A wéi schreift den ORK esou schéin a sengem Rapport: eng Tëlee an e PC, déi hunn näischt an engem Kannerschlofzëmmer verluer. Richteg!

Wann Elteren allerdéngs net duerchgräifen, da kann een esou vill informéieren a sensibiliséieren, wéi ee wëllt, dat ass wéi mat der berühmter Kou: Et kann ee se bei den Trach féieren, saufe muss se selwer.

(Interruptions)

Une voix.- Ooooh, drénken.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Mir sollen eis awer och näischt virmaachen...

Eng Kou, déi sëfft.

Mir sollen eis awer selwer...

(Interruptions)

Madame Presidentin, ech hat geduecht, ech hätt eleng d'Wuert.

(Interruptions)

Mme le Président.- Léif Kolleegen, d'Madame Dall'Agnol huet ganz eleng d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Mir sollen eis och näischt virmaachen, just verbidde bréngt allerdéngs och näischt. Amplaz ze verbidden, wier et gutt, wann d'Elteren an d'Enseignanten de Kanner kéinte bäibréngen, wat d'Medie maachen, wat se bréngen, firwat se gutt sinn, firwat ee se soll benotzen, an awer och, wou se ufänke geféierlech ze ginn.

D'Éducation aux Médias sollt sécher zu engem groussen Deel bei de Kanner a Jugendlechen usetzen. Ech mengen awer, datt d'Eltere mussen onbedéngt mat abezu ginn. Si musse léieren, datt et, a firwat et wichteg ass, fir verantwortungsbewosst mat de Medien ëmzegoen. Dat heescht, de Konsum an der Zäit limitéieren an och d'Inhalter limitéieren, se eventuell och emol geziilt eraussichen, an net vergiessen, datt et och nach eng richteg Welt, eng net virtuell Welt gëtt.

Et gëtt och Elteren, déi dat maachen. Dat seet zumindest erëm déi Etüd vun der Kommissioun, wou all d'Kanner soen, se hätte méi oder manner staark Grenze vun hiren Eltere gesat kritt, wat d'Notzung vum Internet ubelaangt, an, bis op e puer Ausnahmen, ware se och alleguerten d'accord mat dëse Limiten. Als Beispill gouf vun de Kanner opgefouert, datt d'Elteren eng Aart Minuterie um PC installéiert hunn, respektiv datt d'Elteren och nokucken, wat fir Säiten hir Kanner besicht hunn.

Datt déi Kontroll, wat d'Inhalter ugeet, wichteg ass, weist eis dëst Beispill. An engem belsche fënnefte Schouljoer, dat heescht Schüler vu plus minus eelef Joer also, do hunn an där Klass d'lescht Joer 45% vun de Kanner zouginn, datt se schonns op pornographesch Sitë gelant sinn. An datt et Pedopornographie och hei zu Lëtzebuerg gëtt, ech mengen, dat si mer dës Woch jo och erëm gewuer ginn.

Schockéiert huet mech allerdéngs och, datt an alle Länner aus der Kommissiounsetüd déi meeschte Befrote schonns selwer Erfahrunge gemaach hu mat deem Beispill, wat den Här Majerus virdru gesot huet, nämlech datt Leit sech als Kanner aus hirem Alter ausginn hunn, an en fait awer vill méi al waren, an datt d'Kanner dann och net gezéckt hunn, fir op e Rendez-vous mat esou Leit ze goen. Datt d'Kanner dat awer duerno hiren Elteren net soen, dat erkläre se domat, datt se fäerten, si kréichen dann hiren Tëlefon oder hiren Internet-Uschloss ofgeholl, esou datt an deene meeschte Fäll och fir den Täter, dat heescht deen, dee sech als Kand ausginn huet, déi Episod ouni Folge bliwwen ass, a se eben datselwecht nach eemol an nach eemol kënne probéieren.

A Saachen Internet a virtuell Welt ginn d'Elteren also vun hire Kanner net als Vertrauenspersoun wouergeholl, mä als déi, déi verbidden, respektiv déi, déi kontrolléieren. Do bleift dann d'Fro op: U wie wenden déi Jonk sech dann iwwerhaapt, wann hinnen esou eppes geschitt? Ma u keen. Dat seet zumindest d'Resultat erëm eng Kéier vun där Kommissiounsetüd. Se schwätzen héchstens ënner sech selwer driwwer. Bei d'Police gi se guer net gär, nëmmen als allerleschte Moyen, oder wa wierklech Liewensgefor géif bestoen, an och d'Léierpersonal kënnt bei där Etüd schlecht ewech. Eestëmmeg soten déi Jonk, datt d'Léierpersonal souwisou näischt géif ënnerhuelen oder ënnerhuele kënnt, an datt se mat hinnen och guer keen esou e gutt Vertrauensverhältnis hätten. Se géife sech héchstens bei technesche Problemer, also zum Beispill Virussen, un d'Léierpersonal wenden.

Et muss engem och ze denke ginn, datt d'Kanner sech kengem méi wëllen uvertrauen. Eng méiglech Léisung wier et vläicht, eng Éducation aux Médias iwwert déi sougenannten „peer groups", dat heescht, datt Jonker, Gläichaltreger also, forméiert ginn, fir datt si eben herno als Uspriechpartner fir hir Kolleegen do kënne sinn.

Ech sinn elo op de GSM an och op den Internet agaangen, wëll awer als Zwëschebemierkung och soen, datt och déi méi al Medien, wéi zum Beispill d'Tëlee, hiren Deel derzou bäidroen, datt Jonker Gewalt ausgesat sinn. Et soll een also net mengen, datt just déi sougenannten nei Medie Geforequelle sinn. Als Beispill en Zitat vun engem rumänesche Jong tëschent néng an zéng Joer, dee bei der Kommissiounsetüd dat heite gesot huet: «Un garçon dans ma classe regarde „Wrestling" à la télé après 22 heures et il imite tout ce qu'il voit à l'école, il lance des chaises, il se bat. Il se croit le bagarreur de la classe.» - Enn vum Zitat. Och hei muss allerdéngs d'Fro erëm erlaabt sinn, wat e Kand vun néng respektiv zéng Joer owes no zéng Auer nach virun der Tëlee sëtze mécht.

Wa mer schonns bei den traditionelle Medie sinn, da soll een awer och e Wuert iwwert d'Zeitunge verléieren, déi jo nach ëmmer dat éischt Informatiousmedium sinn, net nëmmen hei am Land, an et der jo och gëtt, déi méi seriö si wéi anerer.

Och hei mussen déi Jonk den Ëmgank mat den Infoen, déi se liesen, léieren, respektiv musse se derzou bruecht ginn, sech iwwerhaapt emol ze informéieren, sprécht déi Zeitung ze liesen. Ech zitéieren elo aus engem Interview, deen d'Presidentin vum Conseil de presse, d'Madame Danièle Fonck, der Zeitung „Paperjam" am Abrëll 2008 ginn huet: «À notre époque où les jeunes sont bombardés par de nouveaux médias, il est important qu'ils réapprennent la joie, le plaisir de l'écrit.» An e bësse méi spéit an deemselwechten Interview: «Un bon lecteur de journal devient un spectateur et un auditeur averti par la suite.» Deem ass näischt bäizefügen an ech kann deem also nëmmen zoustëmmen. An datt och d'Zeitungen hiren Deel zur Medienerzéiung kënne bäidroen, dat gesitt Der haut op eng ganz flott Aart a Weis op der Säit 14 am „Tageblatt".

Zréck zum ORK, dee jo a sengem Rapport och drop hiweist, datt d'Gesondheet vun de Kanner ënner engem Iwwer- oder falsche Konsum vun de Medie leit, an datt et zu Depressiounen, Angschtgefiller, Nervositéit, Albdreem an och Schlofstéierunge kéint kommen. Et ass och net onbedéngt hei d'Dauer vum Konsum eleng, déi riskant ass, mä d'Kombinatioun vun den Inhalter an der Dauer, déi derzou kënne féieren, datt Jonker de Bezuch zur Realitéit verléieren. Datt sozial Kontakter verluer ginn, wa Kanner sech nëmmen nach an hirem Zëmmer virum PC ophalen, ech mengen dat versteet sech vum selwen. Jonker, déi sech sozial isoléieren, déi vergiessen, datt et och Kolleegen am richtege Liewe ginn, an net nëmmen Avataren am „second life", an déi am Extremfall souguer süchteg ginn an net méi vum virtuellen Erfollegserliefnis lassloossen, dat héiert ee leider ëmmer méi.

Zënter datt de Computer virun 20 Joer ugefaangen huet eng ëmmer méi grouss Roll an eisem Alldag ze spillen, huet och d'Gesellschaft selwer sech verännert. D'Omnipräsenz vun de Medien an den neien Technologië bréngt eng Rei vu Risiken, vu Mëssbrauch oder schlechtem Gebrauch mat sech. Eenzel Kanner ginn, an d'Virriedner sinn och schonn dorop agaangen, haut virun der Tëlee oder dem PC geparkt, se ersetzen och alt emol de Babysitter, et gëtt méi bëlleg. Menger Meenung no kann Erzéiung awer nëmmen do geschéien, wou ee Mënsch deen anere Mënsch eppes léiert. Erzéiung ass a bleift also eng mënschlech, pädagogesch Aufgab.

An och wann déi meeschte Famillje soen, si géifen e PC kafe wéinst de Kanner, fir datt déi en zu hirer Bildung notzen, esou ass et e Fakt, dat weisen alleguerten déi rezent Etüden zu deem Thema, datt e virun allem fir ze spillen a sech ze amëséiere benotzt gëtt. Duerfir sollen d'Elteren hir Kanner dann och eben net eleng mat de Medie loossen.

Nei Medie bidden awer och Chancen, esou ass zum Beispill de Kontakt mat Familljememberen, déi net am Haus wunnen an dacks hautdësdags wäit ewech wunnen, méi einfach ginn. Medie sinn och nëtzlech. Et kann ee mat hinne sech informéieren, kommunizéieren, spillen, léieren, et j'en passe. Jee nodeems, wat ee brauch oder wëllt, huet ee sëllege Medien zur Verfügung an all hu se hir Vir- an och hir Nodeeler.

Net nëmme bei de Chancë gesinn ech awer eng Zwouklassegesellschaft op eis duerkommen. Et gouf jo schonn des Öftere vum „media gap" geschwat, dat heescht, datt et Ënnerscheeder gëtt beim Notze vun den neie Medien. Een dovunner ass deen, datt a Famillje mat héijer Bildung déi nei Medie méi dacks a virun allem dacks besser agesat ginn. Dat soen net ech, mä dat kënnt vum Professer Dokter Petzold vun der Uni Köln, deen eng Etüd heiriwwer gemaach huet an dat doten erausfonnt huet. De Fachbegréff zu dëser Situatioun ass iwwregens „digital divide", e Wuert, mengen ech, wat ganz gutt gewielt ass.

Eng Etüd vum franséischen Observatoire social de l'enfance koum iwwregens 2002 schonn zu folgender Konklusioun: nämlech, datt d'Kanner aus manner bemëttelte Familljen am Duerchschnëtt 54 Minutte méi virun der Tëlee sëtzen a 27 Minutte méi laang mat der Spillkonsol spille wéi hir gläichaltreg Kolleegen aus besser situéierte Familljen. Och wat am Fernseh gekuckt gëtt, ënnerscheet sech däitlech vun där enger Kategorie zu där anerer.

De „media gap" ass och net nëmmen akommesbezunn, mä och eeler Leit, eventuell och behënnert Leit riskéieren hei op der Streck ze bleiwen. D'Zwouklassegesellschaft spillt also ëmmer méi tëschent deenen, déi wëssen, wéi ee mat Medien ëmgeet, déi wëssen, wéi een d'Zeeche vun de Medien interpretéiert, an deenen, déi wëll droplasskonsuméieren. A genee eben dës Leschtgenannte ginn all Dag bestuel, net materiell gesinn, mä vill schlëmmer, si kréien dat Wichtegst ewechgeholl, wat se hunn, hir Zäit, hir Liewenszäit.

Wann ech virdrun driwwer geschwat hunn, datt d'Gesellschaft sech ännert, esou huet dat och en Afloss op dat, wat mir, also d'Gesellschaft, als ze schlëmm fir Kanner ugesinn. 1978 gouf nach vun engem Zeechentrickfilm wéi dem „Goldorak" gesot, e wier brutal. Haut gëtt et Computerspiller, an deenen een nach derfir belount gëtt, wann ee Mënschen ëmbréngt.

Wann an der Déclaration des droits de l'Homme vun 1798 am Artikel 11 proklaméiert gëtt, datt «La libre communication des pensées et des opinions est l'un des droits les plus précieux de l'homme.», dann huet sécherlech deemools keen dru geduecht, wat déi Libre communication des pensées, zu wat dat kënnt féieren. Hei muss d'Kand wuel iwwert dëser Fräiheet stoen, an dat geet jo och aus der Kannerrechtskonventioun Artikel 17, Abschnitt E ervir. An deem Artikel geet et ëm de fräien Zougank zu de Medien, deen all Kand soll hunn. Mä den Abschnitt E schwätzt sech awer och aus, fir d'Sécherheet vum Kand an de Vierdergrond ze stellen - an ech zitéieren: „die Erarbeitung geeigneter Richtlinien zum Schutz des Kindes vor Informationen und Material, die sein Wohlergehen beeinträchtigen".

D'Technik geet weider - rasant kann ee soen -, an et gëtt Länner wéi China, déi wende genee dës Technik un, fir den Internet ze zensuréieren. Ech sinn iwwerzeegt dervun, datt een dës Technik och fir besser Saache kann asetzen, wéi géint dee virdrun zitéierten Artikel 11 vun der Mënscherechtserklärung ze verstoussen, nämlech deen, den Internet méi sécher ze maache fir eis Kanner an eis Jugendlech. Well d'Energie vun deene Leit, déi kriminell handelen, Viren an d'Welt setzen, Bullying bedreiwen, oder engem an de Computer oder Handy abriechen, déi hëlt sécherlech net of. A well d'Kanner hautdësdags dacks déi sinn, déi décidéieren, wat fir e Multimediaéquipement doheem an der Stuff steet, an d'Zäit, déi d'Kanner virum PC an der Tëlee verbréngen, klëmmt, ass et eben ëmsou méi wichteg, datt dat, wat se kucken, da wéinstens altersgerecht ass.

Wéi wäit Kanner a Jugendlecher schonn Afloss huelen, weist eis d'Ausso vun der franséischer Chercheuse Monique Dagnaud, déi ënnersträicht, datt d'Annonceuren an déi, déi Pub maachen, aus dräi Saache Konsequenzen zéien. Ech zitéieren: «...l'élévation du pouvoir d'achat, le développement du temps libre et la focalisation sur les besoins et les désirs des enfants». Ech mengen, dat brauch een net weider ze kommentéieren.

Et ass awer och un der EU eng méi contraignant Approche ze huelen, wéi dat bis elo de Fall war. Eng Rei Saache si jo och do schonn ausgeschafft ginn, wéi zum Beispill d'gréngt Buch iwwert de Jugendschutz an den audiovisuelle Medien oder awer och d'Recht op d'Géigenduerstellung. Doduerch, datt awer d'Sensibilitéiten anescht sinn an de verschiddene Memberlänner, ass et ebe schwéier, op gemeinsam Standarden ze kommen. D'Fro ass awer och hei am Land emol ze klären, wéi de Medieministère kann oder wëllt bei Programmer vun der Kommissioun matmaachen.

Et misst och an der EU zu enger weiderer Responsabiliséierung komme vun deem, deen d'Späicherplaz zur Verfügung stellt an deem, deen engem den Accès op Internet méiglech mécht, dat heescht dem Hébergeur an dem Fournisseur d'accès, well bis elo sinn déi nëmme bedéngt engagéiert a bal nëmmen den Éditeur fir de Contenu responsabel, an et däerf een och hei net alles der Autoregulatioun vum Marché iwwerloossen.

Och d'Medienerzéiung misst weiderhin u Stellewäert gewannen. D'Medienerzéiung iwwer „peer groups" hunn ech virdru jo schonn ernimmt. Mä op alle Fall sinn d'Elteren ee ganz wichtegen Zilpublikum; si mussen iwwer all d'Gefore vum Internet opgekläert ginn.

Vläicht kënnt een och drun denken, d'Kannerdokteren an d'Boot ze kréien. Sécherlech sinn dat keng, oder déi wéinegst, Spezialisten an der Matière, mä tôt ou tard passéiert awer do jiddweree mat sengem Kand. Vu datt d'Dokteren nach ëmmer eng Vertrauenspersoun sinn, kéint een zumindest un en Dépliant oder eng Broschür denken, déi d'Elteren do obligatoresch ausgedeelt kréichen. Vläicht huele jo déi eng oder aner Elteren et méi seriö, wa se et vun enger Persoun kréien, déi par ses fonctions um Wuel an der Gesondheet vum Kand interesséiert ass.

D'Crèchen, d'Schoulen an d'Jugendhaiser, dat si Plazen, wou ee kéint Informatiounsowender ubidden, Informatiounsmaterial hileeën, Posteren ophänken, fir op d'Problematik opmierksam ze maachen, a parallell Tëlefonsnummeren an Hëllef unzebidden.

Bei eisen däitschen Nopere sinn d'Landesmedienanstalten eng zentral Ulafstell an dëse Froen. An Nordrhein-Westfalen, zum Beispill, huet de Gesetzgeber der Landesanstalt fir Medien d'Aufgab ginn, d'Mediekompetenz am Land ze förderen, d'Me-

dienerzéiung ze ënnerstëtzen an zum selbstverantwortlechen Ëmgang mat alle Forme vun analoger an digitaler Mediekommunikatioun bäizedroen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dofir huet d'Landesanstalt villfälteg Aktivitéiten an deem Beräich entwéckelt an dozou gehéiere virun allem och breet gefächert Informatiouns- a Berodungsoffere fir d'Elteren.

Da muss ee sech froen, ob de Familljeministère net nach méi aktiv misst ginn, fir Elteren a Famillje méi staark ze sensibiliséieren an ze informéieren, wat et eben alles an deem Beräich scho vun Hëllefstellung gëtt. Do muss een och nach eemol d'Initiative wéi CASES a LuSI luewen. Ech mengen, datt een dorobber kann opbauen. Allerdéngs musse se engem breede Publikum nach méi bekannt gemaach ginn.

Esou Informatioune kéint een awer och méiglecherweis direkt iwwert d'Commerçanten, de Computer oder de Softwareverkeefer an de Bedreiwer verdeelen, well och si hunn eng Verantwortung ze droen.

Ier ech op de Beräich Schoul méi spezifesch ze schwätze kommen, wëll ech hei nach kuerz drop agoen, dass an Nordrhein-Westfalen och schonn a virun allem vu Medienerzéiung am Précoce an am Préscolaire Rieds geet, dat, wat bei hinnen de Kindergarten heescht.

Grad der Fréierzéiung an der Spillschoul kéim eng grouss Bedeitung an der Éducatioun vum Kand zou, well Kanner do nach extrem opnahmefäeg sinn, an et wier och déi Plaz, wou d'Medienerzéiung säitens den Eltere kéint ënnerstëtzt an erweidert ginn.

Well awer grad do beim Léierpersonal grouss Defiziter festgestallt goufen, ginn an Nordrhein-Westfalen elo Moossname geholl, fir d'Qualifizéierung vum Léierpersonal a Fachschoule fir d'Sozialpedagogik a Formation continue fir d'Qualifizéierung vun Éducatricen ze assuréieren.

Den Artikel 7 vun eisem neie Schoulgesetz, deen d'„Domaines de développement et d'apprentissage" definéiert, dee seet jo och: «L'éducation aux médias est intégrée dans les différents domaines.»

Dat heescht jo, se soll transversal geschéien an de verschiddene Fächer. Am Enseignement fondamental ass den Ëmgang mat de Medien dann och am Kader vun den transversale Kompetenzen definéiert. Des Weidere gëtt zum Beispill och am Fach „Éveil aux sciences" den Ëmgang mat de Medien op eng kritesch Aart a Weis behandelt.

Mengen Informatiounen no ginn och verschidde Materialien a Leitfaden ausgeschafft, fir dem Léierpersonal Hëllefstellung ze ginn. Konkret Aktiounen zum Beispill am Beräich vun der Internetsécherheet fannen och schonn an de Schoule statt.

Wat d'Léierpersonal ubelaangt, esou ass et do wéi bei jiddwerengem vun eis: Deen ee ka besser an deen aneren ebe manner gutt mat den neie Medien ëmgoen. Fakt bleift, datt si et sinn, déi och en Deel zur Erzéiung bäidroen an dofir an hirer initialer Ausbildung an och an der Formation continue, déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt musse kréien, fir sech dat Wëssen unzëeegenen, dat hautdësdags an deem Domän néideg ass, virun allem, wa se mussen d'Kompetenzen definéieren, iwwert déi d'Schüler solle verfügen.

D'Ganzdagsschoul huet bei eisen Noperen a Rheinland-Pfalz säin Deel zu enger besserer a méi kompletter Medienerzéiung bäigedroen. Hoffentlech wäert dat dann och bei eis an noer Zukunft de Fall kënne sinn.

„Good practice"-Beispiller gëtt et iwwerhaapt an eisem Nopeschland op Bundesebene eng ganz Rei. Ernimmenswäert ass nach de Pilotprojet aus Bayern, déi de Medieführerschäin agefouert hunn an déi op eng spilleresch Aart a Weis deene Jonken aus dem drëtte respektiv véierte Schouljoer d'Gefore vun de Medie bäibréngen.

Den Internet an de ganze Medieberäich ass esou schnelllieweg, et entstinn dauernd nei Kommunikatiounsplattformen a Kommunikatiounsmëttelen, sou dass eben och d'Léierpersonal muss um Lafende sinn, fir d'Kanner kënnen en Connaissance de cause op d'Chancen, mä awer och op d'Risike vun den neie Méiglechkeeten hinzeweisen. D'Medienerzéiung muss sech och ëmmer den aktuelle Medien a Problemer upassen, wéi eben zum Beispill dem Cyberbullying, also Mobbing am Internet, vun deem virun enger Rei Joren nach keen heibannen héieren hat.

Leider Gottes sinn d'Elteren dacks iwwerfuerdert; de Fossé numérique, deen ass eben net esou einfach ze iwwerkommen, a vläicht feelt och bei deem engem oder anere ganz einfach de Wëllen, fir sech dofir ze interesséieren.

An dësem Sënn misst et schonns bal obligatoresch sinn, dass d'Léierpersonal Weiderbildungscoursen an der Mediepedagogik besicht. Et versteet sech vum selwen, dass déi entspriechend Weiderbildungscoursen am Beräich vun der Mediepédagogie als Deel vun engem kohärente Gesamtkonzept offréiert misste ginn.

An et schéngt mer och kloer, dass d'Éducation aux médias an Zukunft och muss a wäert am Postprimaire eng méi grouss Roll spillen.

Allgemeng bleift nach ze soen, datt den Otto Normalverbraucher net wierklech mediekompetent ass. Déi mannst wëssen, wéi Medie fonctionnéieren, wéi eng Zeitung entsteet, Radio oder Tëlee gemaach gëtt, oder eng Foto-, Biller- oder Filmsprooch fonctionnéiert. Dat sinn awer wichteg Viraussetzungen, déi ee muss hunn, wann ee wëllt déi ekonomesch Hannergrënn vu Medie verstoen, oder wësse wëllt, wéi Reklammen de Mënsch kënne manipuléieren, oder fir de Konsum vun deem engen oder anere Produit ze steieren.

Et bleift och eng Illusioun ze mengen, datt ee Medie kéint à cent pour cent sécher maachen. Et kann een et am beschte mam Autostrafic vergläichen: Du kanns deng Kanner och do net zu honnert Prozent schützen, mä du kanns se léieren am a mam Trafic eens ze ginn, passiv oder aktiv.

Et muss ee se souguer léieren eens ze ginn, well Mediekompetenz ass eng Schlësselkompetenz, déi am Aarbechtsliewen och ëmmer méi u Bedeitung gewënnt.

Voilà, Madame Presidentin, Dir Dammen, Dir Häre, Madame Minister, als Fazit wëll ech nach eemol drop hiweisen, wéi wichteg et wor, datt och den ORK op d'Risike vun de Medien a sengem Rapport higewisen huet - woubäi ech hinnen och fir deen exzellente Rapport wëll am Numm vun der sozialistescher Fraktioun Merci soen, well se doduerch eng Diskussioun ugekuerbelt huet, déi hoffentlech och hir Friichten an noer Zukunft wäert droen; an domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Dall'Agnol Merci an als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, fir d'éischt ee Merci un den Interpellateur, den Här Claude Adam. Dës Interpellatioun huet de Mérite, fir drop hinzeweisen, datt am Beräich vun der Medienerzéiung nach ganz vill ze maachen ass.

D'Zil vun enger Mediebildung ass, fir gesellschaftlech a mehrfacher Hinsicht integrativ ze wierken: éischtens, duerch den Ofbau vu sozialer Benodeelegung, andeems d'Mediebildung an alle Schoulen opgeholl gëtt, vun der Crèche bis hin zur Uni; zweetens, duerch d'Förderung vun der Mediebildung bei de kulturelle Minoritéiten, verbonne mam Ofbau vu gesellschaftleche Barrièren, an drëttens duerch dat gemeinsam Léiere vun de Generatiounen, andeems jiddweree vun de Stäerkte vun der anerer Generatioun profitéiert; déi sougenannten Al vun der Fertegkeet vun de Jonken, an déi Jonk vun de méi grousse Fäegkeete vun der eelerer Generatioun a puncto Strukturéierung a Problemléisung.

An de leschten zwou Dekaden ass et zu groussen Entwécklungen an der Medielandschaft komm, wat och zu engem Clivage an der Gesellschaft gefouert huet, engersäits eng méi eeler Generatioun, déi Krämpes huet, fir mat der Entwécklung matzehalen, an op där anerer Säit eng Generatioun, déi mat den neien Technologien opgewuess ass. Dat ass u sech schonns ee ganz markanten Déséquiliber, deen hei entstanen ass.

Et gouf vu jeher nach ëmmer Generatiounskonflikter. Mä duerch déi technologesch Innovatioun vun der Medielandschaft ass de Kontrast méi grouss wéi jee. Favoriséiert ass dës Spaltung och duerch eng ganz nei Liewensweis, nämlech Elteren, déi schaffe ginn an hir Kanner praktesch nëmmen zweemol am Dag gesinn, wat dozou féiert, datt d'Kommunikatioun ze kuerz kënnt. Kee Wonner, datt et zu neie Kommunikatiounsmechanisme komme muss an och komm ass.

D'Flucht aus enger sougenannte realer Welt mat wéineg Kontakter an eng virtual Welt eran, mat räichlech vill Kommunikatiounsméiglechkeeten, war déi logesch Konsequenz.

Komescherweis constatéiert een ëmmer méi déi paradoxal Liewensweis an eiser Liewensgesellschaft: Zwou Persounen, déi sech dobausse begéinen, hunn net vill ze soen, ausser vläicht e puer Wierder iwwert d'Wieder ze verléieren, awer wann déiselwecht zwou Persoune sech zum Beispill um Facebook begéinen, dann ass et wéi eng Befreiung. D'Mask, de Rideau fällt, an et gëtt iwwert alles geschwat.

(Interruption)

Dëse Phenomeen ass gang und gäbe bei de Jugendlechen; all Informatioun iwwert déi klengsten Detailer sinn online ze gesinn.

Hei ass evidenterweis eng Verlagerung vun der Kommunikatioun vun engem Niveau A, enger reell Welt, déi als feindseeleg emfonnt gëtt, op en Niveau B, eng virtuell Welt, déi als nec plus ultra ugesi gëtt.

Et ass also net iwwerraschend, datt de Gruef tëschent de Generatioune méi grouss ginn ass. An d'Evolutioun an dëser Medielandschaft ass net méi opzehalen, esou datt d'Welt an den nächsten zéng bis 15 Joer eng ganz aner wäert si wéi déi vun haut, an dee Moment wäert d'Jugend vun haut par rapport zur nächster Generatioun zimlech al ausgesinn.

Vill Eltere soen haut, datt si net méi un hir Kanner erukommen. Fir dësen Defizit opzehiewen, musse si awer versichen, fir déiselwecht Sprooch ze schwätzen. Et ass normal, dass ee Japaner net mat engem Lëtzebuerger ka schwätzen, wa si net eng gemeinsam Sprooch hunn. Hei ass et also evident, dass eng vun de Parteien déi aner Sprooch muss léieren, an d'Eltere sinn noutgedronge gezwongen, fir sech mat den neie Medien ze befaassen an esou mat de Wee fräi maache fir de liewenswichtegen Dialog, deen op normalem Wee net méi esou gutt fonctionnéiert.

A mir kennen alleguerte jo ganz vill Beispiller vun der Praxis. Wann d'Mamm seet: „Kënns de iessen?", dann äntwert d'Kand: „Nerv net." Wann déiselwecht Mamm um „Facebook" datselwecht freet: „Kënns de iessen?", da seet d'Kand: „Jo, an zéng Minutten."

Et kéint ee munch Beispiller zitéieren an hei mierke mir, datt d'Kommunikatioun op een aneren Niveau verlagert ginn ass, nämlech op d'Spillwiss vun den neien Technologien. Als Angscht a Reaktioun géigeniwwer dësem Zoustand gëtt op verschidde Konsequenze vun engem Iwwerkonsum gewarnt, nämlech den Ersatz vu reelle Kommunikatiounspartnere mat virtuell oder mediale Partneren, eng sozial Isolatioun, ee Realitéitsverloscht, d'Förderung vun der Gewaltbereetschaft, ee Sech-Gewinnen un eng niewebäi Beriselung, d'gesondheetlech Konsequenze wéi Mangel u Bewegung, Aeproblemer an esou weider.

Här President, et däerf ee sech awer net senger Verantwortung entzéien. Deementspriechend bleift déi kruzial Fro, déi wichtegst Fro: Wéi kann ee mat den neie Medie richteg - entre guillemets richteg - ëmgoen?

Wann d'Medien d'Kand praktesch iwwert dee ganzen Dag ewech méi oder manner intensiv begleeden, da gëtt de richtegen Ëmgang mat dem medialen Angebot zu engem zentralen Zil fir eng zäitméisseg Erzéiung. Hei kënnt de Begréff Mediekompetenzerweiterung an d'Spill, fir éischtens ee Schued ze vermeiden an zweetens een Notzemaximiséierungsprozess unzestriewen an ze erreechen.

Et ass wichteg ze wëssen, datt eng Medienerzéiung an e richtegt Medieverhalen net däerfen isoléiert geschéien, mä et ass alles an engem Erzéiungsgeschehen als Ganzes englobéiert ze betruechten.

Erzéiung heescht net, säi Kand wa méiglech géint säi Wëllen an eng Richtung zéien, mä Erzéiung bedeit, dass d'Elteren an d'Kanner sech bei all Weekräizung verstännegen, welch Richtung si gemeinsam aschloe sollen. D'Kand soll mat an de Prozess agebonne ginn a sech senger Verantwortung bewosst sinn a matentscheeden. Nëmmen esou kann onnéidege Konflitkpotenzial vermidde ginn.

Wéi soll elo déi Mediepedagogik ugepaakt ginn? Wat ugestrieft muss ginn, ass net ee preventiv pedagogeschen Usaz, mä ee kompetenten Ëmgang vum Notze mat de Medien. Also ass d'Mediekompetenz dat iewescht Zil vun enger professioneller Medienerzéiung.

Mediekompetent ass een net, wann een no 30 Minutten de Knäppchen dréckt, fir säi Computer auszeschalten. Mä et ass ee mediekompetent, wann ee verschidde Kritären erfëllt, an dat sinn: 1. Wann een iwwert d'Medien informéiert ass, zum Beispill: Wéi fonctionnéiert esou een Apparat? 2. Wann een d'Medie richteg benotze kann, zum Beispill Telebanking, Teleshopping, Notzekompetenz. 3. Wann ee mediekritesch ass. 4. Wann ee kreativ an innovativ zur Gestaltung vun de Medie matwierke kann.

Mediekompetent ass, wann een zum Beispill komplex Zesummenhäng ze interpretéiere weess; wann een d'Realitéit an d'Fiktioun vu Persounen a Situatiounen ënnerscheede kann; wann ee sech virun ze staarke Medienandréck schütze kann; wann ee sech iwwert d'Medien austausche kann a staark emotional Andréck am Spill veraarbechte kann; wann een d'Medie kritiséiere kann a capabel ass, d'Medie selwer ze gestalten. Dat ass de richtegen Ëmgang mat de Medien.

D'Mediepedagogik muss d'Schülerinnen an d'Schüler zu engem verantwortlechen, sozial verantwortlechen, sachgerechten a selbstbestëmmten Ëmgang mat de Medie befäegen. Do ginn e puer Unterrechtsstonnen net duer. Et ass, wéi gesot, ee ganzheitlecht Bildungszil, flächeniwwergräifend mat allen Acteuren - d'Kanner, d'Elteren, d'Éducateuren an d'Schoul -, an et ass bildungspolitesch als Prioritéit ze gesinn.

Vu dass Medienerzéiung een Element vun der gesamter globaler Erzéiung ass, weise mir als ADR drop hin - et ass net déi éischte Kéier an et wäert och net déi leschte Kéier sinn -, datt d'Fra oder de Mann am Foyer déi zentral Figur ass vun der Famill. Mir sollen alles ënnerhuelen, fir d'Mamm oder de Papp an hirer Aarbecht als Erzéier ze revaloriséieren an hiren Engagement muss honoréiert ginn. Eng Aarbecht am Stot ass an allen Hinsichte gläichzesetze mat enger Aarbecht dobaussen an deementspriechend ze förderen.

Här President, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci, an als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, och wann ech elo eng Stonn Zäit hätt, da géif et mer awer schwéierfalen, well et ass bal alles gesot. Ech probéiere vläicht e puer Saachen nach ervirzesträichen, déi net esou däitlech zum Virschäin komm sinn.

Ech mengen, dass een awer misst zwee Aspekter trennen, déi mer haut an enger verbonnener Diskussioun diskutéiert hunn. Nämlech op där anerer Säit deen Aspekt Protektioun vun de Kanner haaptsächlech par rapport zu de Gefore vun deenen neie Kommunikatiounstechnologien, am Sënn vum Rapport, deem exzellente Rapport, deen hei des Öfteren zitéiert ginn ass, vum Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner, an op där anerer Säit méi allgemeng de kriteschen Ëmgank mat alen an neie

Medien, an an deem Beräich dann natierlech och eng Erzéiung, verbonne mateneen. Verbonne mateneen, an awer sinn et zwee Aspekter vun enger Problematik, déi wéi gesot zwar zesummenhänken, mä awer zwee verschidden Aspekter.

Zu der Medienerzéiung net nach eng Kéier, wat alles gesot ginn ass. Ech mengen, dass eng gutt Medienerzéiung en Deel muss si vun enger Erzéiung zu engem kriteschen, aktive Bierger. Da mengen ech deen Aspekt, deen Aspekt vun enger Erzéiung zu mündegen a kritesche Bierger, zu engem aktive Bierger. An da geheien ech awer vläicht e Stéchwuert eran, wat haut - mengen ech - nach net gefall ass, ausser ech hätt net gutt nogelauschtert, dat ass dee vun der politescher Bildung am beschte Sënn vun deem Wuert. An do gëtt et exzellent Beispiller am Ausland, beispillsweis a verschiddene Länner vun der Bundesrepublik, a wou - mengen ech -mer hei, net ech eleng, mä vill scho laang bedaueren, dass mir hei zu Lëtzebuerg e Konzept vu politescher Bildung eigentlech net hunn. Well dat, wat mir an de Schoulen hunn als Instruction civique, dat ass nach keng politesch Bildung.

An ech wëll mech elo net méi wäit dorobber aloossen, wat dat kéint sinn, mä ech mengen, do wär eng Diskussioun dringend noutwendeg - dofir hunn ech och virdru vun där e bëssen Trennung awer geschwat -, eng Diskussioun dringend noutwendeg iwwer e Konzept vun enger seriöer, vernünfteger, kritescher, politescher Bildung.

Ech wëll an deem Zesummenhank och bedaueren déi Themaen, déi mer haut diskutéieren, déi - dat ass awer scho gesot ginn -, déi kënnen a ville Fächer behandelt ginn, sollen interdisziplinar behandelt ginn, ginn och schonn zum Deel a scho méi laang an ënnerschiddleche Fächer behandelt.

An da benotzen ech d'Geleeënheet, fir dann awer nach eng Lanz ze brieche fir ee Fach, wat mer leider nach net hunn a wat awer ganz gutt gëeegent wär, och fir déi doten Thematiken ze behandelen, an dat ass dat Fach, wat dann, ech däerf awer emol soen, deen eigentlech onvernünftegen Dualismus vun eise moralesche Coursen, deen onverstännegen Dualismus géif ophiewen an ersetzen duerch en eenheetleche Cours, deen ech net géif Wäerteunterrecht nennen; well Wäerteunterrecht, Wäerter loosse sech net esou unterrichten, mä dee géif ech nennen „praktische Philosophie", ugepasst un den Alter vun de Kanner. A wat e Fach wär, wou dat, wat mir haut déi ganzen Zäit beschwat hunn, niewent anere Fächer och kéint behandelt ginn.

Mat allem, wat hei gesot ginn ass zu deem anere Punkt, also Protektioun vun de Kanner par rapport zu de Gefore vun den neie Medien, wëll ech net nach eng Kéier alles widderhuelen. Ech wëll just nach eng Kéier betounen, dass et menger Meenung no enorm wichteg ass, fir tëschent der Schoul an den Eltere méi e vernünftege Kontakt wéi bis elo hierzestellen. Mir hunn och net vill dervun, wa mir hei en Nomëtteg laang „Elternschelte" bedreiwen. Dobäi kënnt näischt eraus.

Par contre e systematesche Kontakt tëschent Schoul an Elteren, wou awer net d'Schoul als de Lehrmeister par rapport zu den Elteren optrëtt, mä wou en Échange soll sinn tëschent den Elteren an de Schoulen, ech mengen, dass dat onbedéngt noutwendeg wär.

An dann, och nach eng Kéier, wat „Elternschelte" betrëfft: Mir däerfen net vergiessen, a wéi enge konkrete Liewenssituatioune munch Famillje liewen a wat mer vun deene verlaangen, wa mer och nach soen, si missten hir Kanner méi staark kontrolléieren, wa se effektiv niewent hirer Aarbechtszäit net méi vill Zäit hunn. Ech plädéieren awer net, net dass ee mech falsch versteet, d'Fraen doheem. Ech plädéiere fir allgemeng Aarbechtszäitverkierzung fir béid, fir dass d'Eltere méi Zäit hunn, fir sech och mat hire Kanner ze beschäftegen.

Net genuch – och, wann ech net e Rezept weess -, mengen ech, net genuch betount, a wéi engem Ausmooss dass déi Geforen, vun deene mer haut hei schwätzen, en ekonomeschen Hannergrond hunn, nämlech den Hannergrond, dass hei systematesch mussen nei Besoinë kreéiert ginn, fir dass d'Wirtschaft dréint. Besoinen, déi meeschtens artificiel sinn oder zu engem groussen Deel artificiel, wann net souguer geféierlech.

Dann, wa mer iwwer Medie schwätzen, musse mer och iwwert d'Responsabilitéit vun de Medie selwer vläicht nach méi schwätze wéi haut, zum Beispill wat fir e Bild vun Informatiounsvermëttlung d'Medien och hei zu Lëtzebuerg ginn, wéi wäit dass se Kommentar an Informatioun trennen, wat ëmmer esou als Noutwendegkeet ugesi gëtt, wéi wäit dass se deen néidege Pluralismus, deen noutwendeg wär, beuechten, an esou weider an esou fort.

Ech mengen, mir mussen et fäerdeg brénge, den allgemenge Bildungsniveau ze hiewen duerch wesentlech Ustrengunge vun eiser Schoul. Déi kann net all gesellschaftlech Problemer léisen,...

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst sou lues zum Schluss kommen!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- ... mä huet awer eng gréisser Responsabilitéit.

Ech kommen och zum Schluss. Just een Aspekt, dee mer awer och hei e bëssen ongenügend diskutéiert ginn ass, dat ass de Punkt, wéi wäit dass d'nei Medien an der Aarbechtswelt benotzt gi fir Disponibilitéit, Kontroll an esou weider nach méi ze verschäerfen, wéi dat schonn de toute façon de Fall war.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an elo kritt d'Wuert d'Erzéiungsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen all den Intervenantë Merci. Dat war sécher e laangen an interessanten Débat, deen eigentlech zwou Diskussiounen ëmfaasst, dat eent de Rapport vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, dee jo eigentlech op Geforen oder - loosse mer soen - d'Gefore vun engem iwwerdriwwenen Usage vun den neie Medien ageet, an op där anerer Säit déi Aktualitéitsstonn iwwer eng Éducation aux médias. Déi zwee hu mateneen ze dinn, mä iwwerschneide sech net onbedéngt.

Ech wollt och hei direkt soen, dass ech am Numm vun der Regierung hei stinn, och vun der Familljeministesch. De Medieminister huet mer nach extra telefonéiert, fir dass ech soll soen, dass d'Remarquë vum Här Adam iwwert de Conseil National des Programmes, dass do jo e Projet déposéiert ass an dass hie wëlles huet, deen nach eng Kéier ze iwwerschaffen, fir eben dorobber de Punkt - loosse mer soen - vum Contrôle oder d'Supervisioun vun de Radio- an Tëleesprogrammer do nach eng Kéier driwwer ze diskutéieren.

Ech wollt eigentlech op Medienerzéiung agoen, well ech denken, dass Mediekompetenz an der Welt vun haut ëmmer méi wichteg gëtt, well éischtens d'Inhalter jo méi villfälteg ginn. Ech mengen, et ass awer och eng Chance. Medie ginn eis Informatioun, Dokumentatioun, si ginn eis och nach mat vill Reklammen. Mir kënnen... Et ass ganz vill, wat een ënnert der Kategorie Entertainment géif rangéieren, wat een iwwert d'Medie ka kréien, ganz vill Spiller.

De Support ass och immens variéiert. Traditionell waren et Zeitung a Radio, an dunn d'Televisioun. Elo kënnt den Handy derbäi, Computer, Online-Spiller. Déi nei Medie sinn och vill méi accessibel fir jiddwereen, well se eben esou gefälleg sinn, well ee ganz vill sech kann dermat amëséieren, a si ginn eng ganz nei Dimensioun. Et ass net nëmmen, dass een Informatioune sech siche geet a passiv iwwerhëlt, mä et ass och eng nei Roll vun Interaktioun, Austausch a Kommunikatioun, déi mat den neie Medie verbonnen ass.

Dofir denken ech, dass d'Mediekompetenz, déi ass vun e puer Leit hei definéiert ginn. Ech wëll dat net nach eng Kéier widderhuelen. Ech mengen, jiddweree kann d'Mediekompetenz definéieren; dass et net duergeet techneschen Know-how ze hunn, mä dass ee muss sech e Bild maachen iwwert dat, wéi Medien entstinn, dass een dat muss kënne bewäerten, dass een et soll kënne benotzen, dass ee sech muss bewosst ginn, dass dat eng Influenz op ee kann hunn, an dass een dat muss kënnen ofschätzen an ofweien a sech net dovunner manipuléiere loossen.

Wann dat och alles einfach gesot ass, dann ass dat awer vill méi schwéier ëmzesetzen. An ech wollt och den Deputéierte soen, dass Mediekompetenz schonn enthalen ass an de Curricula an der Schoul.

Déi neiste Curricula, déi mer jo geschriwwen hunn, dat sinn déi nei Kompetenzen an der Grondschoul. Do ass éischtens am Gesetz - et ass och hei gesot ginn - virgesinn, dass d'Mediekompetenz integréiert ass an all Fächer. Si ass transversal definéiert. Et ass eng transversal Kompetenz, déi an alle Fächer muss opgegraff ginn. Et sinn och Itemen, wann ee sech dat ukuckt, an deene verschiddene Fächer dran, haaptsächlech an de Sproochen. Wéi ginn ech mat Informatioun ëm? Wéi bewäerten ech dat? Wéi benotzen ech dat?

Dat ass also an där moderner Kompetenzbeschreiwung, déi mer am Grondschoulgesetz hunn, ass dat alles verankert. Mir wëssen, mir sinn amgaang déiselwecht Aarbecht ze maache fir d'Lycéeën, fir d'Horaires et programmes; also alles, wat am Secondaire ass; wou mer dann och déi transversal Kompetenzen déclinéieren op déi eenzel Fächer.

Et ass awer och net esou, wéi och Verschiddener gesot hunn: Déi Mediekompetenz ass eigentlech elo scho virgesinn. Si war awer ëmmer op Fächer limitéiert. Mir hunn dat am Franséischen, am Däitschen an dann och an de Sciences naturelles, wat elo nei Technologien ugeet.

Dofir, mir hunn och neit Material dozou erausginn. Mir hunn d'Autorisatioun kritt vun der „Zeit" fir hir Dokumentatioun ze benotzen an de Lycéeën. Dat ass och um Programm. A mir hunn eng Dokumentatioun fir Franséisch, wat haaptsächlech d'Presse à l'école, wéi dat de klasseschen Numm war, wéi ee mat Medien ëmgeet.

Ech wollt och soen, dass mer dëst Joer och eng Semaine de la presse maachen an de Schoulen. Dat ass also déi Woch no Ouschteren, well zu Medie gehéiert jo d'Zeitung sougutt wéi déi aner, an den Émgang mat Informatioun ass op allen Niveauen a mat alle Supporten eppes Wichteges.

Ech wëll elo net… Dach, ech wëll e puer Projeten opzielen, fir ze weisen, wéi d'Schoule sech awer och implizéiert hunn an dee ganzen Domän vun der Medienerzéiung.

Do gëtt et haaptsächlech d'ACA, d'Association pour l'enseignement de l'Audiovisuel, du Cinéma et des Arts acoustiques, déi wierklech eng Pionéieraarbecht gemaach hunn. Mir hunn immens vill Schoulprojete vu Radioen, de Lycée du Nord Wiltz, den Uelzechtkanal, d'Mediapolis am Kolléisch, de Radiosprojet am Michel Rodange, de Laptop-Projet am Aline Mayrisch, d'Zeitungen an all méigleche Lycéeën; déi lescht, wou ech elo interviewt gi sinn, war den Nic Biever.

Et si ganz vill Primärschoulen och, an elo Grondschoulen, déi Zeitunge maache mat de Kanner. De Projet „Pippi Langstrumpf", dee wierklech och e Modellcharakter huet. De Radio ARA, deen iwwer Joren d'Schoulen associéiert un d'Gestaltung och vu Medien.

An da wëll ech awer mat neie Medien extra ervirhiewen, de Projet „Technolink" vun der Stad Lëtzebuerg, dee wierklech och eng exemplaresch Aarbecht mécht, an den „norTIC", deen déiselwecht Aarbecht am Norde vum Land mécht.

Et ass also esou, dass d'Medienerzéiung schonn een Element ass vun der Erzéiung tout court an de Schoulen.

Déi nei Medien, déi loossen natierlech och eng Angscht entstoen, an ech ka mech nach ganz gutt erënneren - et ass nach net esou laang hier -, mä virun zéng, 15 Joer hate mer alleguerten d'Angscht, wann elo déi nei Medie géife kommen, da géife mer eng Exklusioun domadder provozéieren, well verschidde Kanner oder Familljen iwwerhaapt keen Accès zum Ordinateur oder zum Handy géife kréien. Do ass och e groussen Effort gemaach ginn, fir d'Schoulen ze équipéieren. Lëtzebuerg huet mat déi bescht équipéiert - wat Informatik ugeet - Schoule vu ganz Europa.

A mir kommen am Fong elo vun där Angscht vun der Exklusioun op d'Angscht vun der schlechter Utilisatioun vun den neie Medien. An ech mengen, dass et och wichteg ass, wann eben d'Utilisatioun, de Gebrauch vun den neie Medien esou zouhëlt, wéi mer dat am Alldag gesinn, dann ass et natierlech wichteg, dass mer och drop hiweisen, op wat een do muss oppassen.

An ech gesinn eigentlech dräi grouss Domäner do. Dat Éischt ass emol d'perséinlech Sécherheet vun de Kanner a vun deene Jonken, dass se mussen oppassen, wiem se Adresse ginn, mat wiem se chatten, wéi eng Informatioune se iwwer sech an de Réseau eraginn.

Deen zweete grousse Volet - an deen ass awer gradesou wichteg a gëtt oft net respektéiert -, dat ass d'Violatioun vun de Rechter vun deenen anere Leit, de Plagiat, deen immens verbreet ass, a wou d'Leit fannen, dat wär e Kavaléiersdelikt, wat awer wierklech keen ass. Do musse mer wierklech verstäerkt drop insistéieren. An den Droit à l'image. An do géif ech och en Appel maachen, net nëmmen un d'Kanner an un d'Enseignanten, mä un alleguerten d'Leit, dass een net däerf Biller vun anere Leit, ouni déi ze froen, op e Site setzen. Dat gëtt och vu villen Erwuessenen, déi net mat Kanner a Kontakt sinn, net respektéiert.

An dat Drëtt, dat ass wierklech, wann een den Abus vun Medien, an dat sinn déi fragil jonk Leit, géif ech soen, mä dat ass bei all Suchtverhalen de Fall, dass een ze vill Zäit drop verwennt. Dann ass dee ganze Problem vun der Violence, deen um Internet an an de Medie véhiculéiert gëtt. Et ass de Problem vun der Pedophilie, vun der Pornographie.

An een Element, wat vläicht bei den neie Medie méi ausgeprägt ass, dat ass de Realitéitsverloscht, dass een an enger virtueller Welt kann handelen an dass een do déi onméiglechst Saache ka maachen an dass herno awer alles an der Rei ass. Mä mir wëssen, vu Kanner a jonke Leit, déi stonnelaang online spillen oder einfach nëmmen op engem Ordinateur an déi am Fong doduerch d'Realitéit verléieren.

An dat sinn natierlech Domäner, wou mer an der Schoul, an ausserhalb vun der Schoul, mat alle Partner mussen a sollen intervenéieren. An do sinn awer och ganz vill Aktiounen. Déi sinn zum Deel schonn hei genannt ginn. Ech wëll kuerz drop agoen.

Säit 2003 hunn de Ministère vun der Ekonomie, vun der Éducatioun an d'Jeunesse sech zesummegesat, fir do zesummen aktiv ze ginn. A säit dësem Joer gëtt et och en „Memorandum of understanding", eng gemeinsam Plattform, e Comité interministériel, wou d'Ministèren zesumme sinn, fir zesummen d'Aktiounen ze maachen, wou dann och déi Associatiounen, A.s.b.l.en oder och Kommerzieller, déi sech mat associéieren, sech zesummefannen. An d'Koordinatioun ass beim Service National de la Jeunesse, deen dofir dann och d'Moyens budgétaires krut, fir dat ze géréieren.

Do si ganz vill Saache gemaach ginn. Ech weisen lech just: Hei ass d'Informationssicherheit. Dat ass also e Leitfaden zur Informationssicherheit. Dat ass souwuel fir d'Schoul wéi fir d'Elteren. Wichteg ass et ze wëssen: Sämtlech Septièmen am Land kréien eng Formatioun iwwer Sécherheet um Internet; alleguer, all Septièmen am Land, zwou Stonnen. A mir hunn et elo ausgedehnt op d'Grondschoulen. Verschidden Arrondissementer hunn all drëtt Schouljoren, elo dëst Joer fir d'éischt, wou se alleguerten eng Formatioun kréien, wou d'Kanner op d'Gefore vum Internet gewise ginn.

Dofir wëll ech soen: d'Limiten och vun der Schoul. Mir kënnen esou eppes maachen,

an da muss een dat awer ëmmer… Et muss jo durabel sinn. Dat heescht, dat muss ëmmer erëm reliéiert gi vun allméiglechen Erwuessenen an ëmmer erëm widderholl ginn. Dat ass also CASES mam Ministère de l'Éducation a mam Service national de la Jeunesse. Mir sinn also do ganz aktiv.

Et ginn och Unitéiten ausgeschafft. Et ginn Unterrechtsunitéite fir d'Enseignanten, fir an der Schoul mat de Schüler dorobber dann ze schaffen, well et geet jo drëm, eng Sensibilisatioun vun den Enseignanten ze kréien. Lëtzebuerg ass selbstverständlech beim LuSI aktiv; dat ass jo eng europäesch Initiativ, wou dann och kënnen d'Schoulen oder d'Maison-relaisen oder d'Maisons de jeunesse do Leit ruffen, fir déi Jonk dorobber ze sensibiliséieren.

Mir hunn „Safer Internet Days" an de Schoulen, wou dann e ganzen Dag op deene Sujeten d'Schüler zesummekommen. De Service National de la Jeunesse huet Projets vidéo, wou kënne Gruppen op Eesebur kommen, fir dorobber ze schaffen. Mir hunn de Kanner- a Jugendtëlefon, wou Helplinë sinn, wou ee Poste vum Ministère de la Famille zur Verfügung gestallt gëtt; d'Haus 89, wou och e Posten zur Verfügung gestallt ginn ass fir Assistants psychologiques, fir déi Leit, déi Victimë si vun enger Iwwerdosis - wann ech dat kann esou nennen - vu Medien oder vun neie Medien, d'Consommatioun.

An da wollt ech soen, dass eng Remarque gefall ass, déi ech opgegraff hunn: D'Schoule sinn net am Krich mam Handy. D'Schoule sinn iwwerhaapt net am Krich mat den neie Medien. D'Schoule benotzen déi nei Medien. Ech wëll just soen, dass mer eng Circulaire un d'Schoule gemaach hunn, un d'Lycéeën an un d'Grondschoulen. En Handy huet während der Schoul aus ze sinn.

Une voix.- Très bien!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- En Handy dérangéiert an der Schoul. Dat huet näischt mat engem Kampf géint den Handy ze sinn. Dat huet mam Respekt vum Unterrecht ze dinn.

(Interruption)

An zweetens wëlle mer och, dass iwwert déi Instruktioun d'Schüler drop sensibiliséiert ginn, dass ee muss oppassen, wat ee mat sengem Handy an der Schoul mécht. Well, wann een do filmt an et setzt een déi Biller, déi een do gefilmt huet - an ech wëll dat hei widderhuelen, dass jiddwereen dat och weidergëtt -, dann op d'Internetsäit vun der Schoul oder soss anzwousch hin, da mécht ee sech strofbar, deemno wat op deene Biller ass. A mir mussen eise Schüler dee Respekt virun de Biller a wat ee mam Usage vun de Medie mécht, mir mussen de Schüler dee bäibréngen. Dat ass mer wichteg.

Selbstverständlech musse mer och mat der Repressioun, mat der Police, mam Parquet zesummeschaffen, mä ech denken, dass d'Preventioun hei vill méi wichteg ass wéi d'Repressioun.

Esou dass ech Merci soe fir deen Débat. Ech wëll awer och op d'Limitë vun der Schoul hiweisen. D'Kanner sinn eng Rei Stonnen am Joer an der Schoul. An d'Schoul ass an enger immenser Konkurrenz mat Medien, déi vill méi attraktiv sinn. A si si ganz vill Stonnen mat anere Saache beschäftegt, an dofir sinn ech am Fong frou, wann dësen Débat derzou bäidréit, fir d'Opinion publique ze sensibiliséieren op d'Wichtegkeet vum responsabelen Ëmgank mat de Medien.

Ech géif awer och gär ënnersträichen, dass mer awer frou sinn, dass mer déi Medien hunn an déi Informatiounsquell. Well besonnesch fir jonk Leit maachen awer déi nei Medien en général hinnen d'Welt op. Et ass en Accès zu Informatiounen, zu Dokumentatiounen, déi, wann ech dem Här Berger seng Beschreiwung aus senger Kannerzäit, an ech wëll net vu menger schwätzen, wëll erëmginn, hinnen awer immens vill eigentlech e Schlëssel zur Welt gëtt. An ech mengen, et wär gutt, wa mer dee géife benotzen an da parallell derzou warnen a soen: Oppassen, et muss ee verantwortlech mat deene Medien ëmgoen.

An ech hoffen, dass dësen Débat derzou bäigedroen huet, och d'Opinion publique ouni Schelte ze maache fir iergendeen, mä ze sensibiliséieren, dass een alles, wat gutt ass, muss responsabel benotzen a räsonnabel. An dofir wëll ech jiddwerengem Merci soen hei fir déi Sensibilisatioun. Ech mengen net, dass mer um Enn si vun den Diskussiounen. Dat do geet wieder.

An deem Sënn, den Här Adam huet eng Motioun eraginn iwwer Medienerzéiung, déi ënnerschriwwen ass vu verschiddenen Deputéierten. Ech hunn déi och ugelies. Et ass u sech elo näischt dran, wat mech géif stéieren. Ech wär just frou, wa mer kéinten eng Diskussioun an der Kommissioun hunn. Déi hate mer jo elo net virdrun, wat eigentlech schued ass. Et wär jo méi schéi gewiescht, mir hätten dat an der Kommissioun preparéiert. An dass mer dann an der Kommissioun kéinten iwwert déi verschidden Aspekter do diskutéieren.

Wann Der domadder d'accord wäert, géif ech froen, dass mer d'Motioun an d'Kommissioun ginn, fir diskutéiert ze ginn, dass mer e bësse méi nuancéiert kënnen do virgoen an dass mer se da géifen heihinner zréckbréngen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kéimen elo nach zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun, déi...

(Interruption)

Ah, Dir wëllt nach... Da kritt nach eng Kéier den Här Adam d'Wuert, ier mer...

Motion

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, ech hunn den Här Adam gefrot, ob en d'accord wär, fir déi Motioun an der Kommissioun ze diskutéieren.

M. le Président.- Jo, mä dat wollt ech elo hei zur Diskussioun stellen. An dofir kritt den Här Adam elo d'Wuert.

(Interruption)

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech huele selbstverständlech déi Offer un, déi d'Madame Minister ubitt. Selbstverständlech, well - wéi d'Madame Minister richteg gesot huet - mir haten hei en Débat d'orientatioun sans rapport, deen och nach vun der Familljekommissioun ausgaang ass.

Ech begréissen allerdéngs déi Vemëschung hei mat eiser Heure d'actualité iwwert d'Mediekompetenz. Och d'Ausféierungen, déi ech vun all Partner hei héieren hunn, sinn… Am Fong geholl si mer eis a villem eens. An ech mengen, datt déi Motioun awer Sënn mécht, well se genau dat och seet, wat hei ëmmer gesot ginn ass: déi vill positiv Aspekter an awer och déi Wierder vun nohalteg an strukturéiert an an d'Zukunft kucken.

An duerfir fannen ech dat flott. Da kënne mer déi Débats, déi mer nach net an der Éducatiounskommissioun haten, an där Kommissioun weiderféieren. An ech géif och d'Iddi opgräifen oder ech gi se weider un d'Familljekommissioun, fir eventuell do och eng Kéier iwwert déi Motioun ze diskutéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci nach eng Kéier dem Här Adam. Mir sinn eis also eens, datt déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun verwise gëtt. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun iwwert dës Heure d'actualité.

A mir kéimen dann elo zur Aktualitéitsstonn, déi d'LSAP-Fraktioun iwwert d'Loungläichheet bei Mann a Fra ugefrot huet. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84, zweeten Alinea vum Chambersreglement festgehal a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deene anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véierelstonn. An et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Andrich, den Här Bauler, d'Madame Loschetter an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydie Err als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun.

12. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur l'égalité de salaire entre hommes et femmes

Exposé

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Ongläichheet tëschent Männer a Fraen, och wat d'Aarbecht a wat d'Pai ubelaangt, ass eng Realitéit, an dat aus verschiddenen Ursaachen: Éischtens, well e groussen Deel vun der onbezueltener Aarbecht eleng vun de Frae gemaach gëtt; zweetens, well d'Kritären, wéi d'Paie fixéiert sinn, nach vun de Männer fixéiert gi sinn, an deemno och d'Efforten an d'Capacitéiten vun deene verschiddenen Aarbechten deementspriechend net ëmmer den objektive Kritären entspriechen; drëttens, well den Taux d'occupation tëschent de Männer an de Fraen net deeselwechten ass, well vill manner Frae schaffen, wéi dat bei Männer de Fall ass; an och, well wann Männer a Fraen déiselwecht oder eng gläichwäerteg Aarbecht maachen, d'Pai net onbedéngt déiselwecht ass.

All dës Ongläichheete si sécherlech och en Deel dervunner, dass am Alter d'Aarmut bei de Frae méi grouss ass wéi déi bei de Männer.

Tëschent der Ongläichheet op der Aarbecht, dat heescht och an der Pai, an der Ongläichheet en général tëschent Männer a Frae gëtt et zweifelsohne e Lien. Et weess ee just… Et ass wéi bei dem Ee a beim Hong: Et weess een net, wat fir d'éischt war.

Et ass jo kloer, dass net nëmmen an der Pai an op der Aarbecht d'Fraen net gläichgestallt sinn. Mä och wat d'Representatioun vun den Fraen an der Politik, an de Gewerkschaften, an der Wirtschaft ubelaangt, stelle mer jo absolut eng Ongläichheet fest.

Déi Ongläichheeten, déi sinn theoretesch op d'Differenz am Sex zréckzeféieren. Mä en fait si se zréckzeféiere sécherlech op eng vermeintlech - a mengen Aen - Supérioritéit vun de Männer par rapport zu den Fraen, déi och doduerjer net konnt behuewe ginn, dass 1789 bei der Franséischer Revolutioun gemengt ginn ass, d'Mënscherechter wieren erkläert ginn an de Suffrage universel wier agefouert ginn, während de Suffrage universel weder d'Fraen nach déi Männer betraff huet, déi net déi Sue verdéngt hunn, déi virgesi waren. Esou datt dee vermeintlechen Universalismus vun der Franséischer Revolutioun en fait e männlechen Universalismus war, dee sech net emol op d'Halschent vun der Menschheet bezunn huet. An d'Konsequenzen dovunner, mengen ech, déi héiere mer haut och nach.

En droit, en fait an en pratique, mengen ech, an als Konklusioun misst ee kucken, wou mer hannen eraus kommen. Zënter 1948 hu mer international, an zënter 1975 a '57 national de Prinzip vun der Gläichheet an de Paien zwëschent Männer a Frae festgestallt.

Dat huet eis zwar net ganz wäit gefouert, mä et kann een net soen, dass en droit nach eppes nozehuele wier, besonnesch zënter dass mer den 28. Januar, elo virun puer Wochen, e Gesetz gestëmmt hunn, wou d'Méiglechkeeten opgemaach gi sinn, positiv Aktiounen ze huelen, wat d'Promotion professionnelle ubelaangt, d'Égalitéit vun der Rémunératioun an den Développement vun enger Culture d'entreprise égalitaire.

Dat ass eng ganz interessant Sach. Mir stellen also fest, dass um Pabeier theoretesch alles an der Rei ass, dass just am Fong d'Praxis den Texter nach nosteet.

Wou si mer an der Praxis drun? Ech mengen, dass festgestallt ginn ass, an dat si jo déi Statistiken, déi och elo publizéiert gi sinn, dass an Europa an der Moyenne 17% Differenzen an de Paien zwëschent Männer a Fraen ass. Zu Lëtzebuerg soll déi Differenz zwëschent 12 a 15% léien. Ech kann dat nëmmen unhuelen.

Ech ka mer allerdéngs net virstellen, wéi déi Statistiken do zustane kommen, wa mer wëssen, dass et en matière de salaire keng Transparenz gëtt, besonnesch net am Privatsecteur. Duerfir schéngt et mir interessant ze sinn, déi Fro opzewerfen, wéi et a puncto Statistiken an der Transparenz vun de Salairen ass. Well soulaang wéi mer net wëssen, wat wien an engem Privat fir wat fir eng Aarbecht verdéngt, soulaang kënne mer natierlech do och net upaken, wou et wéideet a wou et muss wéidoen, fir dass mer kënnen d'Tatsaachen änneren.

Menger Meenung no ass dat, wat mer haut wëssen, nëmmen d'Spëtzt vun engem Äisbierg, an all dat, wat drënner ass, a bekanntlecherweis ass dat jo vill méi, wéi dat, wat ee gesäit, ass nach net ganz bekannt. Well et huet zum Beispill nach néierens gestanen, net nëmmen, wéi déi Differenzen do gerechent ginn, mä och wat fir eng Incidencen déi Differenzen an der Pai hunn, op d'Gehalt, während dat verdéngt gëtt vun enger Fra an hirer ganzer Liewenszäit, an virun allem, an och net nëmmen dorobber, och wat fir eng Differenzen dat ausmécht an hirer Pensioun.

Ech denken duerfir, dass dat, wat d'Égalitéitsministesch elo op deem Gebitt do gemaach huet, de LOGIB, en Instrument ass, mat deem ee ka weiderkommen. Et huet sécherlech de Mérite ze existéieren a relativ einfach ze sinn. Et huet och d'Schwächt, dass et net obligatoresch ass; fir wat ech Verständnis hunn.

Mä wat awer och kloer ass, dass et net kann dobäi bleiwen. Well, wa mer wëlle wierklech reagéieren derbäi, da musse mer zu Konklusioune kommen. A sécherlech ass de LOGIB en interessant Instrument, mä sécherlech geet et och net duer.

Ech denken duerfir, dass ee misst kucken, fir wann een déi Differenzen do wéilt ofschafen, op verschiddene Gebitter. Éischtens misst probéiert ginn, dass den Taux d'occupation vun de Fraen esou héich gëtt wéi dee vun de Männer, wat géif viraussetzen, dass d'Familljen- an d'Erzéiungsaarbecht géif gerecht opgedeelt gi respektiv dass d'Garde vun de Kanner esou organiséiert gëtt, dass et keen Empêchement méi ass, fir déi zwee Elterendeeler schaffen ze goen, wa se dat da wëllen.

Zweetens brauche mer Statistiken, déi fiabel sinn, fir de Calcul vun de Differenzen an der Pai an an de Pensiounen ze rechnen. An dofir, denken ech, brauche mer, an dat, mengen ech, ass eng Saach, déi mer kéinte mat engem Gesetz ugoen, Transparenz vun de Paien am Privatsecteur, an zwar net nëmmen dat, wat um Paiziedel steet, mä och déi Accessoiren, déi an enger Pai derbäi kënne sinn, wéi zum Beispill praktesch Saachen, Logementshëllefen, en Auto, oder Gott weess wat nach.

Da bräichte mer, mengen ech, eng Transparenz och an de Kritären, wéi d'Bezuele vun der Aarbecht fixéiert gëtt, a kucken, wéi mer dat kucken. A mir bräichten - an ech kommen do zréck op en Interview, dee mer elo viru Kuerzem héieren hu vun der Égalitéitsministesch - eventuell eng Obligation de résultat fir d'Gläichheet vun de Salairen an de Convention-collectiven. Dat wär sécherlech, wann et machbar wär, net schlecht. Mä et géif net alles änneren, well et jo kloer ass, dass net Fraen haaptsächlech an deene Gebitter schaffen, wou et Convention-collectivë gëtt, an dass mer natierlech net nëmme kënne bei der Gläichheet bleiwen an deene Spachten, wou et Convention-collectivë gëtt. An anere Secteuren, wou et déi net gëtt, mengen ech, wiere mer do machtlos.

Duerfir denken ech och, dass dat doten net duergeet an dass een, esou ongären, wéi een déi Konklusioun och gär bis zum Schluss denkt, muss sech driwwer Gedanke maachen, wat soll passéieren, dass, wann trotz deene Gesetzer, déi mer hunn, trotz deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir festzestellen, ob oder ob se net gräifen, d'Praxis sech net ännert, dann denken ech, da muss ee sech Gedanke maachen, wat ee mécht, wann dat, wat scho laang Gesetz ass, net erfëllt gëtt, wat fir eng Sanktioune kommen.

An déi Sanktioune, déi kënne net derbäi bleiwen, dass déi Resultater vun enger Ongläichheet an der Bezuelung an enger Firma öffentlech gemaach ginn an dass déi sech da misste schummen. Mä ech mengen, dass ee sech wierklech och muss Gedanke maachen, a wat déi Sanktioune kënne praktesch ausgesinn, wat mat

Geldstrofen - well et ka sech jo wuel ëm soss näischt handele wéi dat - eventuell soll geschéien. Ob déi sollen un déi Leit bezuelt ginn, déi net räsonnablement fir gläich Aarbecht bezuelt gi sinn, oder ob se an e Fong ginn, dee sech derfir asetzt, dass an der Aarbechtswelt déi Gläichheet am Verdéngscht do hiergestallt gëtt, mag dohinnergestallt sinn.

Et ass net par hasard, wou hei fir déi Iwwerleeunge keen Text virläit. Et ass e Gedanken. Et ass en Usproch Gedanke weiderzeentwécklen, well mer wëssen, dass mer mat Texter eleng näischt änneren. Mir mussen also, fir d'Praxis ze änneren, contraignant ginn. An ech denken, duerfir misste mer eis Gedanke maachen, net nëmmen iwwert d'Moyenen, wéi mer et an der Praxis realiséieren, mä virun allem och iwwert déi Moyene, wéi mer kënnen déi Leit bestrofen, déi sech trotz all deenen Instrumenter, déi mer hunn an déi mer eis nach kënne ginn, net wëllen un déi Saachen halen.

Domadder soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Err Merci. An als éischt Riednesch ass d'Madame Sylvie Andrich-Duval agedroen. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer elo just héieren hu vun eiser honorabeler Kolleegin, besteet effektiv haut nach eng Differenz an der Pai tëschent de Männer an de Fraen. D'Diskussioun zu deem Thema, déi schéngt allerdéngs e bësse verfréit, well déi nei Regierung jo grad eréischt e puer Méint am Amt ass an elo kaum scho Resultater vun hirer Politik an deem Beräich virweise kann.

(Interruption)

Ech weisen drop hin, datt op gesetzlechem Plang eng ganz Rei Effortë gemaach goufen, fir deem entgéintzesteieren.

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Andrich nozelauschteren.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Zënter 1975 ass d'Gläichheet vun de Gehälter vu Mann a Fra gesetzlech verankert. D'Fraen an d'Männer hunn also d'Recht op datselwecht Gehalt an déiselwecht Aarbecht. Dann hu mer ënner anerem och eng ganz Rei Gesetzer, déi d'Aarbechtswelt betreffen, wou zum Beispill zënter 2004 gesetzlech verankert gouf, datt an all Kollektivverträg de Prinzip vun der gläicher Behandlung vu Mann a Fra drastoe muss. Dat awer ouni eng Obligation de résultat. Mä mer verdanken et gréisstendeels den Initiativë vun der europäescher Gemeinschaft, datt Gesetzer gestëmmt goufen, fir d'Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra och bei de Paien anzeféieren.

Och wann een déi strukturell Elementer wéi d'Qualifikatioun oder d'Responsabilitéit, déi d'Gehälter bestëmmen, ewechléisst, bleift nach ëmmer eng onerklärlech Differenz beim Gehalt zwësche Männer a Frae bestoen, déi op kengen objektive Kritäre berout. Bei de Beruffer mat manner Qualifikatioun, zum Beispill Botzaarbechten, Restauratioun an an den typesche Männerberuffer, am Handwierksberäich oder beim qualifizéierten Aarbechter, sinn dës Differenzen am gréissten.

Iwwregens sinn d'Fraen nach ëmmer a ville méi techneschen a wëssenschaftleche Beruffer ënnerrepresentéiert. D'Diskriminatioun besteet doran, datt méi typesche Fraeberuffer net deeselwechte Wäert zougemiess gëtt wéi de Männerberuffer, bedéngt duerch traditionell Astellungen a Viruerteeler. A souguer an därselwechter Spacht bei de Botzaarbechten zum Beispill, gëtt de Botzmann als deen duergestallt, deen anscheinend méi geféierlech a méi technesch Aarbechten ausféiert, an d'Fra, déi, déi alt just mam Torschong dorëmmer rennt. Dës Segregatioun als Stereotypdenken läit also un der Basis vun de Gehaltsdifferenzen.

Als positiivt Beispill kann een awer d'Fonction publique ufëieren, déi gläich Aarbecht mat gläichem Loun honoréiert. Déi Differenzen, déi hei nach an de Gehälter zwësche Männer a Frae fonnt ginn, baséieren oft op der Deel- oder Ganzënnerbriechung vun der Beruffscarrière vun der Fra wéinst der Kannererzéiung, an der Netaccessibilitéit zu Féierungsposten. Dës Elementer spillen iwwregens insgesamt och am private Secteur.

D'Fraen jobben dofir bis zu 36% op Deelzäitposten, géigeniwwer 2% bei de Männer, an d'Representatioun vun de Fraen an de Verwaltungsréit läit nëmme bei 16%.

Derbäi kënnt, dass d'Fraen oft op de prekären Aarbechtsplazen, wou een also net esou vill verdéngt, ze fanne sinn, well se eng manner héich Qualifikatioun hunn. 17% vun de Fraen, déi schaffen, kréien de Mindestloun, während et bei de Männer just 9% sinn. Dëst gëllt zumools fir Frae vun engem gewëssenen Alter, well déi jonk Generatioun verfügt meeschtens iwwer gutt Qualifikatiounen.

Wéi ass dëser Situatioun bäizekommen? Op europäeschem Niveau gëtt festgestallt, dass a Betriber, wou Kollektivverträg bestinn, d'Gehaltsdifferenzen tëschent Männer a Frae vill manner héich sinn. Et ass also wichteg, dat Potenzial vun de Kollektivverträg besser ze notzen.

Ech verweisen och hei op déi juristesch Studie vum Viviane Ecker iwwert d'Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra an de Kollektivverträg. Jiddefalls sollen d'Sozialpartner op dës Problematik sensibiliséiert an och forméiert sinn, an am Koalitionsprogramm si jo och Piste virgezeechent.

Schued ass, dass Gläichstellungsdélégguéiert, déi 1998 duerch d'Reform vum 79er Gesetz iwwert d'Personaldelegatiounen agefouert goufen, schlecht bis guer net informéiert sinn. Hei wär et ubruecht, d'Kommunikatioun ze verbesseren an Informatiounen u si virunzeginn. Et ass wichteg, eng allgemeng Bewosstsäinsbildung erbäizeféieren, déi d'Betriber dozou féiert, fir méi offe mat deem Thema ëmzegoen.

D'CSV steet hannert den Initiativen, déi am Regierungsprogramm ze fanne sinn, wéi déi sougenannten Actions positives, déi op fräiwëlleger Basis zesumme mat de Betriber duerchgefouert ginn. Bei dësen Aktioune stellt d'Gehälterdifferenz zwësche Männer a Fraen allerdéngs nëmmen en Deelaspekt duer. D'Evaluatioun an de Suivi vun deene Moossname sinn an eisen Ae wesentlech, an d'Patronë sinn hei gefuerdert.

Esou och dat neit informatescht Instrument LOGIB, wat den Entreprisen iwwer 50 Leit kann zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Gehaltsécarten ze erfaassen. Vu besonnescher Bedeitung ass et, genügend Formation continue unzebidde bei de Fraen, an et erméiglechen, dann an engem „lifelong learning" Prozess hir Qualifikatiounen ze verbessere respektiv un den Aarbechtsmaart unzepassen.

Och Moossnamen, déi zu enger verbesserter Vereenbarkeet vu Famill a Beruff féieren, musse weider ausgebaut ginn. Besonnesch an Zäite vu Kris, an deene mer eis elo befannen, muss opgepasst ginn, fir net méi prekär Aarbechtsplazen ze schafen, déi jo wéi gewosst ganz oft vu Frae besat ginn. Doduerch riskéieren d'Écartë bei de Gehälter méi grouss ze ginn.

Dat Ganzt fänkt awer schonn u bei der Erzéiung vun de Kanner, wou d'Chancëgläichheet an de Käpp muss verankert ginn, well am Endeffekt ass a bleift de ganze Problem eng Fro vu Mentalitéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Enjeu vun enger gréisserer Gläichheet vun de Gehälter bei de Fraen an de Männer ass fundamental, well déi global Gläichheet an eiser Gesellschaft hängt och dovun of. A bestëmmt hu mer hei net fir d'Lescht zu deem Thema an deem héijen Haus hei geschwat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Andrich Merci. An als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Kolleeg Eugène Berger an der Familljekommissioun sech zweemol derfir agesat huet, dësen Débat bei Geleeënheet vum Weltfraendag den 8. Mäerz ze féieren, gouf seng Initiativ all Kéiers vun der Majoritéit, also och vun der LSAP, ofgeblockt.

Dem Sënneswandel, an der domat verbonnener Initiativ vun eise sozialistesche Kolleegen hu mer et ze verdanken, dass mer haut iwwer e Sujet diskutéieren, deen eigentlech kee Sujet dierft sinn, well et eng Selbstverständlechkeet misst sinn, dass Fraen a Männer fir déiselwecht Aarbecht och d'selwecht bezuelt ginn.

Net nëmmen, dass Fraen nach vill ze dacks manner verdénge wéi hir männlech Kolleegen, neen, si hunn och nach ëmmer méi schlecht Chancen, iwwerhaapt berufflech aktiv ze ginn oder ze si respektiv et ze bleiwen an dann an hirer berufflecher Carrière och ze avancéieren.

Ech wëll dat mat e puer Zeile verdäitlechen, wann een de Statistiken da gleewe kann.

2007 hunn d'Fraen an der Europäescher Unioun ronn 17,6% manner verdéngt wéi d'Männer, wuelverstane fir déiselwecht Aarbecht. Zu Lëtzebuerg louch den Écart bei 12,5%. Op den éischte Bléck leie mer domadder net esou schlecht, mä esou en Écart dierft iwwerhaapt net bestoen.

D'Situatioun vun de Fraen um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ass awer alles anescht wéi einfach. An deene 27 EU-Länner louch den Taux d'emploi vun de Fraen 2008 bei 59,1%, dee vun de Männer bei 72,8%. Lëtzebuerg schneit éischter schlecht of. Bei eis läit den Taux d'emploi vun de Frae grad emol bei 55,1%.

Dass et anescht geet, dat weist zum Beispill e Land wéi Dänemark, wou ronn 74% vun de Fraen enger Aarbecht noginn. Och beim Chômage gëtt et eng Diskrepanz tëschent Männer a Fraen hei zu Lëtzebuerg. Esou louch den Taux de chômage am Dezember 2009 bei 6,7% bei de Fraen a bei 5,8% bei de Männer. Wann een dann nach e bësse méi an den Detail kucke geet, gesäit een, dass Fraen, déi an de Chômage geroden, et méi schwéier hunn, nees eng nei Plaz ze fannen. 9% vun de Fraen, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, fannen no engem Mount nees eng nei Aarbecht. Bei de Männer sinn et 12,3%.

Här President, mir hunn an deene leschte Joren eng Hällewull vu Gesetzer gestëmmt an Instrumenter geschaaft, déi fir méi Chancëgläichheet solle suergen. Net nëmmen zwëscht Mann a Fra, mä och, wat d'Bekämpfung vun der Diskriminatioun vu Minoritéiten ugeet. All dës legislativ Initiative bleiwen awer reng Pabeiertigeren, wann hir Objektiver net an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Mir ass zu Ouere komm, dass d'Regierung de Moment bei deenen Entreprisen, déi sech fräiwëlleg mellen, Auditen duerchféiere léisst a puncto néideg Verbesserungen am Hibléck op méi Chancëgläichheet. Ganzer siwen Entreprisen hu sech bis elo gemellt, bei zwou gouf den Audit gemaach, mat engem Käschtepunkt vun all Kéiers 50.000 Euro. Hei stellt sech, grad a budgetär schwieregen Zäiten, wierklech d'Fro vun der Relatioun vum finanziellen Opwand zum Resultat. Wann ee weess, dass mir hei zu Lëtzebuerg ronn 10.000 Entreprisen hunn, gesäit een eréischt wierklech, wéi illusorësch déi ugeschwaten Initiativ ass.

Här President, mir als DP sinn der Iwwerzeegung, dass een - ier iwwert d'Differenzen am Gehalt geschwat gëtt - de Fraen déiselwecht Chance muss ginn, fir kënnen um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen. Mat knapp 55% schaffende Frae si mir dovunner awer nach wäit ewech. Aus deem Grond huet d'Demokratesch Partei eng ganz Rei vu Propositiounen an hirem Programm stoen, déi Beruff a Famill besser matenee verbanne sollen.

D'Kärstéck vun esou enger Politik ass dobäi an eisen Aen d'Aféierung vun enger flächendeckender gratis Kannerbetreiung. Esou eng Moossnam hätt eng Rei vu positiven Effeten. Éischtens, wäit méi Frae wéi bis elo kéinten no enger Gebuert berufflech aktiv bleiwen. Zweetens, méi Fraen um Aarbechtsmaart géif gläichzäiteg och heeschen, dass méi Steieren an de Statsbudget fléissen a méi Cotisatiounen an eis sozial Systemer. Drëttens, et gëtt Studien, déi beleeën, dass all investéierten Euro an d'Kannerbetreiung am Endeffekt zwee Euro generéiert, dëst eben duerch déi virdrun ugeschwate Plus-valuë bei de Steieren a bei de Cotisatiounen. Véiertens, eng flächendeckend Fréiförderung vun de Kanner, speziell vu Kanner aus sozial schwaache Milieue bréngt mëttelfristeg enorm Avantagë fir dës Kanner.

Eng vun der Bertelsmann-Stiftung an Däitschland duerchgefouerten Etüd beleet dëst iwwerdäitlech. Ech zitéieren - an de Konklusioune vun der Etüd heescht et ënner anerem: „Einen starken Einfluss auf die Bildungswege der Kinder hat die frühkindliche Bildung. Für den Durchschnitt aller Kinder erhöht sich die Wahrscheinlichkeit, ein Gymnasium zu besuchen, mit Krippenbesuch von 36%..."

M. le Président.- Här Bauler, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. André Bauler *(DP).*- „...auf rund..." - ech beméie mech - „...auf rund 50%. Die Verbesserung der Bildungschancen durch den Krippenbesuch fällt bei den benachteiligten Kindern höher aus als im Durchschnitt. Von den benachteiligten Kindern, die eine Krippe besucht haben, gehen rund zwei Drittel mehr aufs Gymnasium als bei den benachteiligten Kindern ohne Krippenbesuch."

Dës Zuele weisen, wou mer den Hiewel wierklech mussen usetzen. Amplaz eis nëmmen op Gehaltsënnerscheeder tëschent Mann a Fra ze fokusséieren, musse mer et wierklech fäerdeg bréngen, dass all Fra déiselwecht Startchancen um Aarbechtsmaart huet wéi hire männleche Kolleeg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bauler Merci, an als nächste Riedner ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci un d'Madame Err fir déi Heure d'actualité, déi ons erlaabt, hei a kuerzen Zich dës awer gréisser Problematik unzeschwätzen. D'Égalité salariale, oder wéi et och nach genannt gëtt, de „pay gap" tëschent Männer a Fraen, ass natierlech en immens vasten Thema, an dat op verschiddenaartegsten Ebenen, an et misst een dat eigentlech anescht analyséiere wéi an där kuerzer Zäit vun enger Heure d'actualité.

Zu Lëtzebuerg, wéi iwwregens praktesch an allen EU-Länner, befanne mer eis ronderëm enger Inégalité salariale vun enger ronn 14% manner fir d'Fraen, an ech zitéieren, fir e „même travail ou un travail de valeur égale", dat heescht eng gläich oder eng gläichwäerteg Aarbecht. Dat Zitat „même travail ou un travail de valeur égale" fënnt een dann och fir d'éischt an engem Règlement grand-ducal vum 10. Juli 1974 erëm. Dat war deen deemolegen Aarbechtsminister, de Benny Berg, deen dat ënnerschriwwen huet. Dat heescht, dat war u sech e Règlement grand-ducal, deen erauskomm ass aus engem Aarbechtsministère, a wou notamment och an engem Artikel drasteet, datt et zum Beispill un enger ITM ass, fir ze kontrolléieren, ob dat do dann och agehale gëtt.

De Ministère de l'Égalité des chances huet dann effektiv e Programm elo, deen heescht LOGIB. A sengem Communiqué schreift en, datt dat en neit Instrument ass, en neien Outil: „un instrument d'évaluation de l'égalité salariale entre femmes et hommes, c'est-à-dire un salaire égal pour un travail égal ou de même valeur" Also erëm déiselwecht Definitioun. An deem Communiqué de presse, wollt ech kuerz zitéieren, steet och dran, datt deen Outil «...offre aux entreprises la possibilité de déterminer à partir de ce programme standardisé et facile à manier si d'éventuels écarts de salaire entre le personnel féminin et le personnel masculin sont explicables par des facteurs objectifs ou s'il contiennent l'indice d'une discrimination cachée.»

Et ass e Programm, an et ass scho gesot ginn, deen u sech op enger fräiwëlleger Basis baséiert fir d'Betriber, déi kënne matmaachen oder och net matmaachen -

d'Zuel vu siwen ass effektiv schonn hei genannt ginn - an et stinn dann effektiv eng ganz Rei vu finanzielle Méiglechkeeten zur Verfügung, fir dat do duerchzezéien. Am selwechte Communiqué de presse vum Ministère de l'Égalité steet dann och dran «Avec LOGIB les entreprises obtiennent une évaluation, un bilan des principaux résultats statistiques ainsi que des graphiques complémentaires. En cas de résultat négatif…» - dat heescht eng Discrimination cachée – «…l'entreprise peut, si elle le souhaite, contacter le ministère…» - an esou weider – «…pour être conseillée.»

Bon, an dann zitéiert Dir och zu Recht, zitéiert d'Madame Ministesch zu Recht, Här President, datt ebe säit ´75 d'Égalité de salaire an der Législation luxembourgeoise inscrite ass.

An do stelle sech eng ganz Rei vu Froen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Froen, déi eigentlech net méi d'actualité missten a kéinte sinn.

An do wëll ech awer och nach eng Kéier der Madame Andrich soen: Et ass wuel eng nei Regierung, mä mir stinn eigentlech schonn iwwer 30 Joer mat enger Législation luxembourgeoise, déi seet ganz kloer, datt d'Männer an d'Frae fir déiselwecht oder gläichwäerteg Aarbecht mussen datselwecht verdéngen. Dat ass also keng Aktualitéit méi, an dat kann elo net um Bockel vun där enger oder anerer Regierung kommen. Mä mir stinn hei an enger Obligation de résultat eigentlech, wann een e Gesetz huet.

Duerfir meng Froen - an ech sinn an deem Sënn frou, datt den Aarbechtsminister haut hei ass, well ech denken, et ass virun allem och am Ressort vum Aarbechtsminister, wou een dat hei misst erëmfannen, well mer do hannendru jo och eng ITM hunn, déi eigentlech d'Kontrollmechanismen ons misst kënnen erklären - wéi se kontrolléiert an de Betriber, wat se kontrolléiert, wat huet se iwwerhaapt kontrolléiert, ob Männer a Fraen, a wou se net, oder ongläich bezuelt ginn?

Gëtt et Statistiken? Wéi eng Analyse kann een dozou maachen? A wéi enge Secteure fënnt een dat erëm? Wéi eng vertikal Analys fënnt een erëm, a virun allem - an et ass schonn hei gesot ginn - wéi eng Sanktioune missten applizéiert ginn, wann een eigentlech géint eng Legislatioun verstéisst?

De Prozentsaz vun där Inégalitéit, déi eigentlech diskriminatoresch ass - wann ech d'Statistike vun enger Ceps-Etüd 2006, déi sech op d'IGSS referéiert - geet net erof, vun 12 oder 13% erop op - am Communiqué de presse vum Ministère de l'Égalité - 14 oder 15% erop, esou datt ech mer eigentlech d'Fro stellen, ob et net eng Prioritéit, net nëmme vun der Gläichheetsministesch, mä, Här President, vläicht och vum Aarbechtsminister misst sinn, fir ze soen: „Bon, mir hunn hei e Problem. Ech hunn hei Verwaltungen, déi dat misste kontrolléieren."

M. le Président.- Madame Loschetter, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ech beméie mech och, Här President. Mäi leschte Saz. Wat sinn d'Äntwerte vun der Regierung zu enger Problematik, zu enger Diskriminatioun, déi net nei ass, déi net d'actualité ass, déi awer akut ass, déi net erofgeet, déi do ass, an déi an onsen Aen, vun der grénger Fraktioun, wuel eng Gläichheet-tëschent-Männer-a-Fraen-Fro ass, mä virun allem eng Fro ass vun Aarbecht a vun Emploi?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. An dann ass nach agedroen den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deenen zwou Minutten, déi mir als Sensibilité politique zur Verfügung hunn, kann ech natierlech net ganz vill iwwert de Fong soen, duerfir just dat heiten: Natierlech gëllt och fir d'ADR de Prinzip „fir gläich Aarbecht gläiche Loun".

Ech wëll awer vläicht e puer Wuert hei iwwer Form a Prozedure soen, an zwar ass jo eppes geschitt, wat bis elo hei nach keen abordéiert huet, mä ech wëll et awer duerfir hei ënnersträichen: An der Réunioun vum 8. Dezember 2009 vun der Chancëgläichheetskommissioun huet den Här President vun där Kommissioun, den honorabelen Deputéierte Mill Majerus, proposéiert, fir mech mat deem Dossier ze chargéieren.

Ech zitéieren de Rapport vun där Réunioun: „Sur proposition de M. Mill Majerus, M. Fernand Kartheiser est chargé des questions concernant l'égalité de traitement entre femmes et hommes." Dee Rapport vun där Réunioun gouf, ouni Ännerung, an der Réunioun vun der Chancëgläichheetskommissioun vum 19. Januar 2010 adoptéiert. Fir dat Vertraue soen ech de Parteie Merci.

An deenen nächste Wochen a Méint wäert ech also un engem Rapport iwwert déi dote Fro schaffen, an zu deem Zweck mat allen interesséierte Säite Kontakt ophuelen. Et steet selbstverständlech och jiddwerengem fräi, fir mech ze kontaktéieren. Ech wäert dee Mandat vun der Chancëgläichheetskommissioun a strikter Objektivitéit an Impartialitéit duerchféieren.

Ech proposéieren Iech, Här President, datt ech dee Rapport dann hei virstellen, an datt mir op där Basis iwwert déi Fro kënnen nach besser informéiert debattéieren. Duerch déi Aktualitéitsstonn vun haut huet d'Chamber jo d'Importenz vun där Fro dokumentéiert. Déi Bäiträg vun deene verschiddene Parteien, an och selbstverständlech déi vun der Madame Minister Hetto a vum Här Minister Schmit, wann en d'Wuert hélt an där Debatt vun haut, wäert ech selbstverständlech an deem Rapport mat berücksichtegen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kartheiser. Mir waarde mat Spannung op Äre Rapport. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, éischtens - da si mer elo zu dräi, hunn ech elo gezielt, wann ech richteg gezielt hunn -, wann ee géint e Verfassungsprinzip verstéisst an ausserdeem géint eng bestehend Legislatioun verstéisst, da steet dorobber normalerweis eng Sanktioun.

Zweetens, et ass oft esou, dass scheinbar Ongläichwäertegkeet vun der Aarbecht definéiert gëtt an zwar net nëmmen am Privatsecteur. Ech soen Iech e Beispill. Ech weess net, a wéi vill Gemengen et nach ass, mä et war an de Gemengen eigentlech ëmmer eng Regel, dass d'Femmes de charge d'intérieur, also d'Botzfraen an der Gemeng, déi waren ëmmer manner agestuuft wéi d'Aarbechter, déi bausse geschafft hunn, obwuel ee jo net agesäit, dass déi eng Aarbecht do manner wäert wier wéi déi aner.

Elo sinn eng Rei vu Gemengen a Richtung gaange vu Gläichstellungspläng, wéi zum Beispill déi Escher, an ech mengen, aner Gemenge missten dat onbedéngt nomaachen a kucken, dass do wierklech dann och eng Gläichbehandlung geschitt.

(Interruption)

Pardon? Jo, d'Gemeng Esch och. D'Gemeng Esch och an där Gréisstenuerdnung.

Nächst Remarque. Iwwregens, bei deene Kollektivverträg waren dann natierlech och ëmmer bal nëmme Männer. Dat muss een och dann derbäi soen, well dat huet dann och mat deem Resultat ze dinn.

Nächst Remarque. Onofhängeg vun der Fro vum Netgläichbezuele vu gläicher Aarbecht komme bei de Fraen eng Rei vu Problemer derbäi, déi och deelweis hei haut schonn ernimmt gi sinn, wéi zum Beispill den Temps partiel. An ech mengen, beim Temps partiel, do muss ee gutt oppassen, wéi choisi dass en ass a wéi net choisi dass en ass. Well och, wa gesot gëtt souguer, e wier choisi, dann ass en entstanen. Entweder op Drock vum Patron kann en entstoen, e kann entstoen, well d'Fra keng aner Méiglechkeet huet.

An da si mer bei där Remarque, déi den Här Bauler gemaach huet. An dat bezitt sech och op d'Fro vun Ënnerbriechunge vu Carrièren. An dat ass ganz einfach d'Fro, wéi vill Méiglechkeete mer de Frae wierklech ginn, fir dass se, ouni hir Carrière kënnen ze ënnerbriechen an ouni en Temps partiel ze wielen, hir Beruffstätegkeet ausüben an trotzdeem un der Erzéiung vun hire Kanner gläichwäerteg mat hire männlechen - oder wéi och ëmmer - Partner deelhuelen.

An dat alles, wat mer hei haut diskutéiert hunn - dat däerfe mer net vergiessen - huet erëm eng Kéier en Afloss op d'Situatioun vun de Fraen am Alter, well hir Salairescarrière, mat oder ouni Ënnerbriechung, d'Héicht vum Salaire an esou weider, dat huet selbstverständlech e signifikativen Afloss op hir Pensioun. A mir wëssen, dass en Deel vun Altersaarmut hei zu Lëtzebuerg virun allem Frae betrëfft, an dass dat mat hirer berufflecher Carrière ze dinn huet.

M. le Président.- Merci, Här Hoffmann. An da kritt elo d'Wuert d'Madame Minister Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Heure d'actualité heescht jo „Égalité de salaire entre femmes et hommes". Ech beschränke mech dann och elo a menger Interventioun just nëmmen op d'Égalité de salaire.

Och wa laut Statec am Secteur privé de Lounënnerscheed tëschent de Fraen an de Männer zënter 2002 vun 19% bis 2008 op 15% zréckgaangen ass, schwätze mer awer hei nach ëmmer vun enger - ech mengen, do si mer eis all eens - fundamentaler Ongerechtegkeet. A mir sinn eis och eens, wann ech soen: Gläich Aarbecht a gläichwäerteg Aarbecht mussen einfach mat gläichem Loun rémunéréiert ginn.

Bon, ech hunn elo emol gekuckt - et ass och schonn ugeschwat ginn -, wat fir eng gesetzlech Basisse mer hunn. Mir hunn der effektiv! Dat éischt ass dat Reglement vum 10. Juli 1974, wat ganz kloer virschreift, dass all Employeur muss duerfir suergen, dass fir gläich Aarbecht oder fir gläichwäerteg Aarbecht, deeselwechte Loun ausbezuelt gëtt fir Fra a Mann, an dass d'ITM muss duerfir suergen, dass dës Virschrëft och applizéiert gëtt, an dass beim Netanhale vun dëse Virschrëften dat zoustännegt Aarbechtsgeriicht befaasst gëtt. Do fanne mer also eng éischte Kéier déi gesetzlech Verankerung vun der Égalité de rémunération femmes/hommes erëm.

Zweetens dann, Lëtzebuerg huet 1989 d'CEDAW-Konventioun ratifizéiert. Och déi verlaangt vun eisem Land, dass gläiche Loun fir gläich oder gläichwäerteg Aarbecht muss bei Männer a Fraen applizéiert ginn. Drëttens, 1999 gouf d'Application du principe d'égalité de rémunération tëschent Männer a Fraen am Kollektivvertragsgesetz ageschriwwen.

An zënter 2004, an dat ass mäi véierte Punkt, ass dee Passage souguer folgendermoosse formuléiert: „Toute convention collective de travail doit obligatoirement prévoir les modalités d'application du principe de l'égalité de rémunération entre femmes et hommes", woubäi d'Modalitéiten zum Beispill kéinte sinn: eng Grille de salaire opstellen; d'Funktioun geschlechterneutral definéieren, analyséieren, an da bei Ënnerscheeder och d'Konsequenzen dorausser zéien. Do hu mer also eng Obligatioun, wat d'Égalité de salaire ubelaangt. Mä mir hu keng Obligatioun, wat d'Égalité de traitement ubelaangt.

Och iwwert den EU-Traité si mer als Memberstaat gehalen, déi ganz Égalité de rémunération ze applizéieren. Wat kann een am Moment maachen, wann een d'Gefill huet, dass dat eben net de Fall ass? Abee, all Salarié, ob en e Kollektivvertrag huet oder net, huet d'Méiglechkeet, wann hien oder si sech ongerecht behandelt fillt a puncto Loun, eng Plainte ze maachen um Aarbechtsgeriicht, wou de Patron da ka veruerteelt ginn an dann och muss réckwierkend déi ganz Inégalitéitéë begläichen oder och carrément eng Strof bezuelen. De Salarié kann awer och selwer direkt d'ITM befaassen, déi an deem Fall da soll als Médiateur intervenéieren. An ech denken, dass den Här Schmit och dorobber wäert herno nach agoen.

Wat kéint een dann elo maache bei engem Verstouss? Well ech mengen, mir hu jo alles hei, wat eis seet, dass am Prinzip dat net geet, dass een net kann en net gläiche Loun bezuelen. Mä ech mengen - et ass elo e puermol hei ugewise ginn -, Dir schwätzt hei vu Sanktiounen. Et kann ee sech effektiv virstellen, Sanktiounen anzeféieren, wann d'Betriber sech net un d'Virschrëften halen. Mir mussen awer och wëssen, dass net all Sanktiounen applizéiert ginn. Duerfir gëtt et genuch Beispiller am Aarbechtsrecht, déi ech elo kéint zitéieren. Ech denken un déi behënnert Leit, déi all Betrib sollt astellen. Ech denken un all déi Plazen, déi fräi Plazen, déi een Entrepreneur, eng Entreprise muss melle bei der ADEM, wat och net ëmmer gemaach gëtt. Ech sinn awer gäre bereet, mat Iech zesummen iwwer esou Sanktiounen nozedenken, an ech denken, dass den Nicolas Schmit dat ganz sécher och bereet ass, ze maachen.

Wat sinn dann elo dem Ministère de l'Égalité des chances seng Aufgaben a seng Méiglechkeeten? Abee, zënter 1998 kucke mer, am Kader vun eisem Programm „Actions positives", ob d'Gesetzer iwwert de Loun dann och applizéiert ginn. Wa festgestallt gëtt, dass do méi Sensibilisatioun néideg ass, souwuel bei de Syndikater wéi och bei de Patronatsvertriedungen, da gi Formatiounen ugebueden, an iwwert de Wee vun den „Actions positives" gëtt mat de Betriber e Plan d'égalité opgestallt, deen dann och ënner anerem d'Lounglächheet viséiert. Dem Ministère de l'Égalité des chances säi Modell, dee kéint an de Kollektivverträg genotzt ginn. Déi Offer läit de Sozialpartner vir: Avis aux amateurs!

Iwwregens hu mer de 25. vun dësem Mount eng grouss Versammlung mat bal 70 Betriber, déi mer invitéiert hunn, fir hinnen eben ze proposéieren, mat eisem Ministère eng Action positive ze maachen, an ech hoffe wierklech, dass der do eng ganz Partie mat op dee Wee ginn.

Den Oktober hu mer d'Instrument LOGIB, also Lohngleichheitsinstrument fir Betriber virgestallt. Et erlaabt de Betriber iwwer 50 Leit, ze kucken, wéi hir Gehälterskala dosteet. 28 Betriber, dat musst Der wëssen, déi hu sech an deem Cours ageschriwwe gehat, fir an dat Instrument agefouert ze ginn. Resultater? Jo, aus der Enquête, déi mer elo no der Formatioun duerchgefouert hunn, huet sech erginn, datt bis elo nach keen dat Instrument genotzt huet, awer zwee Participanten hunn eis versécher, si géifen dat dann elo am Februar an am Abrëll maachen.

D'Ursaache sinn awer ënnerschiddlecher Natur. Déi eng soen, d'Personaldelegatioun respektiv den Délégué à l'égalité, deen hätt Schwieregkeeten, un déi Donnéeën erunzekommen. Do ass och hei schonn, ech weess net méi vu wiem, elo doriwwer geschwat ginn. Do musse mer eis also Moyene ginn, datt déi Méiglechkeet gi gëtt. Anerer sinn der Meenung, datt se dat net bräichten, datt dat fir si net wichteg ass, well et jo souwisou am Kollektivvertrag festgehalen ass. A Verschiddener hunn einfach keng speziell Ursaach uginn oder hunn einfach keen Interessi.

Mir hunn als Ministère de l'Égalité des chances keng Méiglechkeet, e Betrib ze forcéieren, souwuel bei den „Actions positives" matzemaachen, nach de LOGIB ze benotzen. Dir wësst awer, datt d'Regierung sech am Plan d'action national pour l'égalité engagéiert huet, souwuel déi neisten Donnéeën iwwert d'Situatioun vun de Männer an de Fraen um Aarbechtsmaart dëst Joer an enger Etüd festzehalen, dat an Zesummenaarbecht mat Aarbechtsministère, an och d'Kollektivverträg op hiren Afloss op de gläiche Loun ze ënnersichen.

D'Regierung huet och d'Méiglechkeet vun enger Obligation de résultat, also bei der Égalité de traitement, bei de Kollektivvertragsverhandlungen, an d'A gefaasst. An do musse mer dann och déi Gespréicher mat eise Sozialpartner féieren. Ech denken, déi Heure d'actualité haut ass ganz wichteg, mä mir mussen eis awer wierklech och nach eng Kéier méi Zäit huelen, vill méi Zäit huelen, fir méi am Detail op dat Ganzt anzegoen.

Voilà, do sti mer am Moment. Ech géif d'Wuert gär weiderginn un de Minister Schmit, deen a senger Responsabilitéit als

Aarbechtsminister ganz sécher och eng Partie Piste kann opzeechnen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Chancëgläichheetsministerin. An elo kritt nach d'Wuert den Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Här President, no esou enger exhaustiver Presentatioun vu menger Kolleegin kann ech ganz kuerz sinn, mech ganz kuerzfaassen. Ech wëll e puer Punkten ervirsträichen. Éischtens, si mer alleguerten d'accord, datt déi Inégalitéit, souguer, wa se an deene leschte Jore méi kleng ginn ass, nach ëmmer inakzeptabel ass. Inégalitéit ass einfach inakzeptabel, esou geréng se och si mag.

Dat Zweet ass, datt mer op ville Pläng mussen agéieren. Sécher am Droit du travail, mä villes geschitt an de Käpp, villes ass an onse Comportementer nach ëmmer dran, an dat mécht, datt natierlech d'Fraen et oft méi schwéier hunn an hirem Beruff, a besonnesch och an den Entreprisen, déi wierklech Égalitéit ze kréien. Hei ass vum Taux d'emploi geschwat ginn. Dat ass effektiv e wichtege Begréff. Et ass vu Moyennë geschwat ginn. Mä och do gëtt d'Moyenne net dat richtegt Bild honnertprozenteg zréck.

Et muss een nämlech kucken, wann een déi Taux-d'emploien, déi e wichtege Bestanddeel sinn och vun der Strategie vu Lissabon, wou d'Égalitéit zwësche Mann a Fra ee vun deene groussen Objektiver ass, wou d'Égalitéit vun de Salairen en Objektiv ass, wou den Taux d'emploi vun de Fraen e wichtegen Objektiv ass, da muss ee kucken, datt mir hei zu Lëtzebuerg zwar an der Moyenne net besonnesch gutt dostinn. Kuckt een awer déi Kategorië vu Fraen, zum Beispill zwëschen 30 a 34, da si mer besser wéi d'Moyenne communautaire. Mä et besteet natierlech ëmmer nach en Écart zwëschent de Männer an de Fraen.

An där Kategorie 30-34 hunn d'Fraen 80% Taux d'emploi an d'Männer 94. 35-39 Joer hunn d'Frae 75,9 an d'Männer iwwer 96. Grad dat sinn déi Zäiten, wou d'Leit hir Carrièren opbauen. An dat explizéiert och, firwat herno wéineg Fraen an Direktiounspositioune sinn. Well, wann een da kucke geet: Wéi steet et mat deene Fraen, déi Kanner erzéien? Wéi steet et an de Koppelen, wou een, zwee oder dräi Kanner sinn? Da gesäit een, datt den Taux d'emploi drastesch nach fält par rapport zu deem doten. Do sinn d'Fraen, bei engem Kand, nach mat 75% derbäi. Mat zwee Kanner schonn nëmme méi mat 66%. An do ass also ganz kloer d'Fro gestallt, datt mer et musse fäerdeg bréngen, d'Conciliation vie familiale et vie professionnelle fir d'Fraen ze assuréieren. Mä awer och fir d'Männer! Et ka jo net sinn, datt dat just fir d'Frae gëllt an net fir d'Männer, well do och läit jo dee Stereotyp: d'Fra, déi ass eigentlech en charge vun de Kanner, an d'Männer, déi kënnen hir Carrière maachen. Ech mengen dat ass och e Bild, ee Stereotyp, mat deem mer mussen natierlech ophéieren.

Wat kënne mer maachen, zesumme mat der Kolleegin vun der Égalité des chances? Ech géif véier Punkte gesinn. Éischtens, d'Sozialpartner nei mobiliséieren. Elo ass et awer net esou, datt d'Sozialpartner näischt maachen. D'Sozialpartner hunn 2009 en Accord geschloss iwwert d'Égalitéit tëschent Mann a Fra, mat enger Rei vun Objektiven, an dat ass en Accord deen, à l'origine, en europäeschen Accord ass tëschent Sozialpartner, a wou hei zu Lëtzebuerg d'Sozialpartner am Lëtzebuerger Kontext deen Accord iwwerholl hunn.

Deen Accord ass momentan nach net richteg a Kraaft getrueden. En ass emol nach net, wann ech richteg informéiert sinn, presentéiert ginn. Ech géif also proposéieren, datt d'Sozialpartner sech nach eemol zesummesetzen, vläicht mat ons, a kucken, wéi mer deen Accord iwwert déi nächst fënnef Joer oder dräi Joer - pardon, et ass en Accord tëschent 2009 an 2012 - implementéieren. Mir mussen also d'Sozialpartner och derzou bréngen, méi Drock auszeüben, fir datt an den Entreprisen do eppes geschitt. Éischte Punkt.

Zweete Punkt ass den Délégué à l'égalité. Deen huet eng Rei Rechter, deen huet eng wichteg Fonctioun, am Prinzip, fir an Entreprisen derfir ze suergen, datt och de Punkt vun der Gläichheet vum Loun respektéiert gëtt. Well dee Prinzip ass jo, wéi dat scho richteg gesot ginn ass, e Prinzip, deen am Gesetz ageschriwwen ass, dee säit 1974, et ass also net säit gëschter, wou dee Prinzip Force de loi huet. Deen Délégué à l'égalité muss méi Moyene kréien. Mir hunn ons virgeholl, an dëser Legislatur d'Gesetz iwwert d'Delegatiounen ze reforméieren. An ech géif soen, datt, am Kontext vun enger Reform vun deem Gesetz, dann och muss d'Positioun, d'Rechter, d'Moyenen, d'Moyens d'action vum Délégué à l'égalité verstäerkt ginn.

Drëtte Punkt, d'Roll vun der ITM. Ech géif virschloen, datt an der ITM eng speziell Ulafstell géif kreéiert gi fir all déi Problemer, déi d'Diskriminatioun hommes/femmes uginn. Datt eben och do kloer ass, datt, wann een esou e Problem an engem Betrib huet, do eng Stell ass, déi déi Problemer behandelt, datt do eng Enquête geschitt, an datt dann och duerno eng Médiatioun méiglech ass, fir ze kucken, fir dee Problem aus der Welt ze schafen.

E féierte Punkt, dat ass deen, vläicht dee Reglement vu ´74 erëm op de Métier ze huelen an ze kucken, wéi mer vläicht ons eng Rei vu Moyenë ginn, fir dee Prinzip besser an der Realitéit net nëmmen ze verankeren, mä och datt en an der Realitéit konkret ëmgesat gëtt.

Merci, dat war et.

M. le Président.- Merci dem Aarbechtsminister Nicolas Schmit. Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss, a mir sinn och domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer ëm hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.00 heures)

SÉANCE 20

JEUDI,
4 FÉVRIER 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Jean Huss
- *M. Jean Huss*

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Jacques-Yves Henckes
- *M. Jacques-Yves Henckes*

3. 5718 - Projet de loi

1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle

2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives
- *Rapport de la Commission juridique: M. Jean-Louis Schiltz*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'un amendement)*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, Mme Lydie Err, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Interpellation de M. Jean Huss au sujet de l'évolution dans le domaine des nanotechnologies
- *Exposé: M. Jean Huss (dépôt de deux motions)*
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Jean Colombera*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Motions: M. Jean Huss (renvoi en commission)*

6. Motion de M. Jean Huss relative à la situation des Droits de l'Homme en Iran
- *Exposé: M. Jean Huss*
- *Discussion générale: M. Jean-Louis Schiltz, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

7. Résolution de M. André Hoffmann relative à l'avenir de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch
- *Exposé: M. André Hoffmann*
- *Discussion générale: M. Lucien Lux, M. Marc Spautz, M. André Hoffmann*
- *M. le Président (renvoi en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jeannot Krecké et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Neen, Här President. D'Regierung huet lech fir de Moment näischt matzedeelen. Dat kann nach änneren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Huss freet d'Wuert zum Ordre du jour.

1. Dépôt d'une motion par M. Jean Huss

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass, fir den Dépôt vun enger Motioun ze maachen, déi vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzt ass, déi mer awer oploosse fir Kolleege vun anere Fraktiounen, déi dat eventuell wéilten ënnerschreiwen.

Et geet dobäi ëm déi vergaange Mënscherechtsverletzungen am Iran. Ech ginn net an den Detail. Dir wësst alleguerten, wat do an deene leschte Méint no de Wahle geschitt ass, och elo mat rezenten Doudesuerteeler. An et ass ze fäerten, datt et spéitstens d'nächst Woch den 11. Februar am Iran zu nach méi schlëmme Mënscherechtsverletzunge kënnt, well do grouss Demonstratiounen ugekënnegt si wéinst dem 31. Joresdag vun der dorteger iranescher Revolutioun, a well do souwuel de Regime wéi d'Oppositiounskräften dozou opruffen. An et riskéiert wierklech nach eng Kéier zu schlëmmen Ënnerdréckungen an zu schlëmme Kläppereien a Folter, Mord an Haftung an esou virun ze kommen.

Duerfir elo haut zu dem Dépôt vun dëser Motioun, déi just meng Ënnerschréft am Moment dréit, awer vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzt ass. Mä wann aner Kolleegen dat wëllen ënnerstëtzen, kënne se dat roueg maachen, wa si se gelies hunn.

Motion

La Chambre,

- considérant les résultats et les circonstances des élections présidentielles iraniennes du 12 juin 2009;

- considérant la résolution du Parlement européen sur l'Iran, votée le 22 octobre 2009;

- considérant la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 octobre 2009 sur la situation des Droits de l'Homme en République islamique d'Iran;

- déplorant que ni le Parlement iranien, ni aucune autre autorité iranienne n'aient ouvert une enquête circonstanciée sur les nombreux doutes pesant sur la régularité de l'élection présidentielle;

- constatant que la contestation du résultat s'est rapidement transformée en un large mouvement de protestation, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran;

- déplorant la répression violente des manifestations, voire d'une partie de la société civile iranienne

- condamnant l'intimidation systématique de la société civile, les arrestations arbitraires, les mauvais traitements et des actes de torture ayant causé des morts et des blessés dans la rue et dans les prisons;

- admirant l'engagement des Iraniennes et Iraniens qui continuent d'exprimer leur opinion en dépit des risques évidents pour leurs études, leur carrière professionnelle, leur santé, leur vie voire celle de leurs familles;

invite le Gouvernement:

- à condamner sévèrement la répression par les autorités iraniennes des manifestants en Iran;

- à soutenir et à encourager activement les efforts de l'Union européenne et de la Communauté internationale en faveur du respect des Droits de l'Homme en Iran;

- à soutenir, si nécessaire, la mise en place de sanctions politiques et économiques ciblées visant les élites du régime mais n'affectant pas les droits élémentaires du peuple iranien.

(s.) Jean Huss.

M. le Président.- Merci dem Här Huss. Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun... Här Henckes, jo?

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Jacques-Yves Henckes

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wollt just eng Proposition de loi déposéiere fir e Referendum, ob et soll e City-Tunnel oder en Tram léger ginn. Wann ech gelift.

- Proposition de loi N°6111 relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Da komme mer elo awer definitiv zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, nämlech dem Projet de loi 5718 iwwert d'Responsabilité pénale. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Henckes. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Louis Schiltz. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

3. 5718 - Projet de loi

1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle

2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

Rapport de la Commission juridique

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, mat deem mer haut hei ze dinn hunn, ass e Projet, dee sech an den internationale Kontext aschreift, mä deen awer zolidd Implikatiounen am nationale Recht wäert hu vun deem Moment un, wou e gestëmmt ass respektiv en vigueur trëtt. An ech mengen och, datt en net aus der Aktualitéit wäert verschwannen, wa mer en haut gestëmmt hunn, well et nämlech, wat eisen Droit pénal ubelaangt, eng kleng Revolutioun no iwwer 200 Joer duerstellt.

Mat deem Projet hei associéiert sech Lëtzebuerg deenen internationalen Efforten - alt erëm eng Kéier, géif ech gäre soen - dahin gehend, datt et keng Impunitéit dierf ginn, wann insbesondere schlëmm Infractioune geschéien. An duerfir och d'Introduktioun an d'Lëtzebueger Recht vum Prinzip vun der Responsabilité pénale des personnes morales, wat e Broch ass par rapport zu deem, wat mer ëmmer hei kannt hunn.

Lëtzebuerg genau wéi Frankräich an d'Belsch si Länner, déi hire Rechtssystem weiderhin op déi Coden opbauen, déi aus den Zäite vum Napoleon hierkommen, sief dat de Code civil, sief dat de Code pénal. Dat si Coden, déi - a wann ech insbesondere vum Code pénal schwätzen - de Prinzip vun der pénaler, vun der strofrechtlecher Verantwortung vun de juristesche Persounen net kennen. Mir féieren dee Prinzip elo hei an. An an deem Sënn ass dat e Broch mat deem, wat mer bis elo kannt hunn. An an deem Sënn ass et och eng kleng Revolutioun.

De Fait, datt mer e System haten, deen iwwer 200 Joer de Prinzip vun der strofrechtlecher Verantwortung vun de juristesche Persounen net kannt huet, erkläert och, datt et genau wéi a Frankräich an an der Belsch net einfach ass, dee Prinzip elo an d'Lëtzebuerger Recht anzeféieren.

An op praktesch alle Punkte vun deem Projet begéinen mer déi grondsätzlech Schwieregkeet erëm, déi doranner besteet, datt mer e System opgebaut hunn, deen am Strofrecht just d'Responsabilitéit vun de physesche Persoune kennt. Elo sëtze mer niewendrun och de Prinzip vun der strofrechtlecher Verantwortung vun de juristesche Persounen.

Alles dat ass net einfach, wann een dat muss an e Regelwierk abauen, wat 200 Joer laang an nach e bësse méi besteet. An déi Schwieregkeet zitt sech och wéi e roude Fuedem duerch all Artikele vun deem Gesetz an huet sech och wéi e roude Fuedem duerch déi Diskussioune gezunn, déi mer an der Chamberskommissioun haten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamberskommissioun huet, wat dee Projet hei ubelaangt, missen ënner denkbar schlechte Konditioune schaffen. Mir hunn ënner extremem Zäitdrock geschafft. Mir wësse säit 2000, datt eist nationaalt Recht muss adaptéiert ginn, fir précisément déi strofrechtlech Verantwortung vun de juristesche Persounen anzeféieren.

De Projet ass 2007 déposéiert ginn, 2008 huet d'Regierung Amendementen déposéiert. Mir kruten den Avis vum Statsrot den 19. Januar 2010. A virun deem internationalen Hannergrond ass et wichteg, datt mer dee Projet haut stëmmen, well, an de Minister wäert sécherlech herno nach dorobber agoen, international Rendez-vousen ustinn an deenen nächste Wochen, esou datt d'Chamber hei huet missen e Kraftakt vollzéien, fir dee Projet hei op den Ordre du jour haut ze kréien.

D'Kommissioun, Här Minister, an Dir wësst et, huet mech gebieden, Iech matzedeelen, datt mer dat elo eng Kéier matgemaach hunn, mä datt mer Iech dankbar wären, wann Der net méi esou erëmkéimt.

(Interruption)

An Dir hat eis och versprach, wann ech dat géif hei op der Tribun haut soen, an der Kommissioun, géift Der net aus der Këscht sprangen. Duerfir sinn ech Iech am Numm vun all de Kolleegen dankbar, datt Der net aus der Këscht sprangt. An aller Frëndschaft, Här Minister, kommt net méi esou erëm. Mä Dir hutt jo Besserung gelobt. An ech mengen, datt mer dee Projet och an deem Sënn hei begleet hunn, datt mer en haut kënne stëmmen.

(Interruption)

Souguer de Statsrot, dee jo net derfir bekannt ass, datt e sech an den Artikele net méi erëmfënnt, huet, wat deen zousätzlechen Avis ubelaangt, deen en eis den Dënschdeg de Mëtteg zoukomme gelooss huet, festgestallt entre-temps, datt do eng Referenz vun engem Artikel op deen aneren net richteg ass, an e Rectificatif erausginn. Och dat weist, mengen ech, datt net nëmmen d'Chamber ënner Zäitdrock geschafft huet, mä och de Statsrot.

Dee Rectificatif ass, gëtt mer vum Greffe gesot, ënnerwee. Et handelt sech just ëm d'Ersetze vun enger 3 duerch eng 2 respektiv vun enger 2 duerch eng 3. Et huet näischt mat der Substanz ze dinn, mä an der Applikatioun hätt déi Schwieregkeet sécherlech zu Onmutt Ulass ginn.

Och well mer ënner Zäitdrock geschafft hunn an och well mer d'Schwieregkeet hunn, op déi ech virdrun higewisen hunn, datt mer dee Prinzip vun der strofrechtlecher Verantwortung vun de juristesche Persounen, jorzéngten-, jo zwee Jorhonnerte laang net kannt hunn, hu mer an der Chamberskommissioun no pragmatesche Léisunge gesicht, no einfache Léisunge gesicht. An ech mengen, datt dat och en ligne ass mat deenen Avisen, déi mer kritt hunn, sief et den Avis vum Statsrot oder den Avis vun der Chambre des Métiers, awer och dee vun der Chambre de Commerce.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Fong vum Gesetz wollt ech e puer grondsätzlech Iwwerleeungen hei ustellen.

Éischtens, mat deem neie Gesetz wäert sech d'Situatioun vun den Opfer an enger ganzer Rei vu Fäll verbesseren. Fréier, ier mer dat Gesetz haten, ass et oft esou gewiescht, datt ee strofrechtlech belaangt ginn ass an och condamnéiert wor, datt deen net zahlungsfäheg wor an datt d'Victime also iwwert den zivile Wee zousätzlech huet misse géint déi juristesch Persoun virgoen, déi och eppes domadder ze dinn hat, déi nun awer opgrond vun eiser Gesetzgebung net konnt pénal belaangt ginn.

Déi Situatiounen dierf et an Zukunft net méi ginn. Wann déi juristesch Persoun belaangt gëtt a wa se au pénal condamnéiert gëtt, kënnen en même temps och déi zivilrechtlech Froen, déi Konsequenze mat ofgehandelt ginn.

Et ass also net méi esou, datt, nodeems een eng Condamnation au pénal géint eng physesch Persoun kritt huet als Victime mat oder ouni Partie civile, ee muss wéinst der Insolvabilitéit vun där physescher Persoun, oder well ee keng Partie civile gemaach huet géint déi physesch Persoun, au civil nach muss géint déi juristesch Persoun, déi och mat implizéiert ass, virgoen. Ech denken, datt a Frankräich d'Katastroph vum Érika virun e puer Joer bewisen huet, wat d'Utilitéit ka vun enger Responsabilité pénale des personnes morales sinn.

Et ass awer och esou - an et ass meng zweet Observatioun -, wat de Fong ubelaangt, datt an dësem Projet och eng Verbesserung vun der Situatioun vun de physesche Persoune mat draläit, op d'mannst op verschiddene Punkten. D'Situatioun vun de physesche Persounen, wat hir strofrechtlech Verantwortung ubelaangt, ka sech mat deem Projet hei och a verschidde Fäll verbesseren.

Wa bis dato am Kader an als Suite vun engem Accident, zum Beispill an enger Fabrik, den Direkter inculpéiert ginn ass, kann an Zukunft d'Société direkt inculpéiert ginn an opgrond vum Prinzip vun der Opportunité des poursuites dovun ofgesi ginn, datt den Direkter inculpéiert gëtt, wann da kee spezifesche Feeler géint hie virläit. Dat war bis elo net méiglech.

Domadder gëtt deen inculpéiert, deen au premier chef concernéiert ass, nämlech d'Gesellschaft, den Exploitant vun der Fabrik, an net den Direkter oder en anere Responsabelen. Ëmmer virausgesat selbstverständlech, et läit kee spezifesche Feeler vir vun deem Direkter.

Dir wësst och, datt virun e puer Méint d'Konsequenzen um Geriicht vun engem Accident, wat sech zougedroen huet am Norde vum Land am Kader vun engem Rallye automobile, fir grouss Diskussioune gesuergt huet. Et ass duerchaus virstellbar, datt mat deem neie Gesetz an Zukunft, wann esou en Accident ass am Kader vun engem Rallye, den Organisateur strofrechtlech belaangt gëtt, an net méi de President vum Organisatiounscomité, ssou datt och do sech d'Situatioun vun de physesche Persounen an deem Sënn verbessert.

Dat Ganzt setzt natierlech viraus, datt de Parquet am Zesummenhang vun der Applikatioun vun dësem Gesetz net nëmmen d'Prinzipie vun dësem Gesetz applizéiert, mä och Gebrauch mécht vum Principe de l'opportunité des poursuites, dee beseet, datt de Parquet en Ermessensspillraum huet, fir ze décidéieren, ob oder ob net Leit strofrechtlech belaangt ginn.

Et kann een dervun ausgoen oder et ass op d'mannst eng plausibel Hypothees, datt wann en Accident géif geschéien, nach eng Kéier am Kontext vun engem Rallye automobile, d'Resultat net wäert dat nämlecht sinn, wat et an där Affär wor, nämlech datt net de President strofrechtlech belaangt gëtt, mä den Organisateur selwer. Nach eng Kéier, alles dat nëmmen, wann de Principe de l'opportunité des poursuites mat Fangerspëtzegefill applizéiert gëtt a wann net mam décken Hummer virgaange gëtt. Ech hu kee Grond ze gleewen, datt dat sollt de Fall sinn.

Duerfir, dat neit Gesetz hei, d'strofrechtlech Responsabilitéit vun de juristesche Persounen, kombinéiert mat der Applikatioun, wéi mer se bis elo kannt hu vum Principe de l'opportunité des poursuites, kann duerchaus d'Situatioun vun de physesche Persounen an enger ganzer Rei vu Fäll verbesseren.

Dat gesot - an dat wëll ech och awer kloer hei zum Ausdrock bréngen - ass de Cumul méiglech. Dat heescht, d'Gesetz gesäit vir, datt zur gläicher Zäit kann déi juristesch Persoun an awer och déi physesch Persoun strofrechtlech belaangt ginn. Et ass also net vu Gesetzesweeër hier deen een oder deen aneren; et ass vu Gesetzesweeër potenziell deen een an deen aneren. Mä wann een dat Ganzt mat deene generelle Prinzipie vun eisem Droit pénal kombinéiert, nämlech deem vun der Opportu-

nité des poursuites, kann et duerchaus sinn, deen een oder deen aneren.

D'Kommissioun huet zum Ausdrock bruecht, datt an hiren Aen a besonnesch schlëmme Fäll respektiv a Fäll, wou der physescher Persoun kann e separate Feeler nobewise ginn, de Cumul soll spillen, an an anere Fäll de Prinzip vun der Opportunité des poursuites soll dozou féieren, datt dee strofrechtlech belaangt gëtt, deen au premier chef concernéiert ass. An deene Beispiller, déi ech virdru genannt hunn, war dat all Kéiers d'Personne morale an net d'Personne physique.

Als drëtten oder véierte Punkt wëll ech drop hiweisen, datt d'Chamberskommissioun och décidéiert huet, datt déi juristesch Persoun ka belaangt ginn, net nëmmen, wann eng Aktioun do ass vun deenen, déi als Dirigeant de droit considéréiert ginn, mä och wa Faiten do sinn, déi begaange gi si vun Dirigeants de fait. Och dat war eng international Exigenz an deem ganze Kontext. Mir hunn där Rechnung gedroen, well et normal schéngt, datt ee sech net kann hannert dem Text verstoppen, fir ze soen: Deen do ass elo net en Dirigeant de droit. Wann ee sech behëlt wéi en Dirigeant, da kann deem seng Aktioun och dozou féieren, datt déi juristesch Persoun belaangt gëtt.

Mir haten eng laang Diskussioun an der Kommissioun iwwert d'Fro, ob d'Gemengen ausgeschloss géife gi vum Text oder net. Ech ginn dervun aus, datt all déi, déi no mir d'Wuert huelen hei, wäerten op déi Fro agoen.

A Frankräich ass et esou, datt d'Trennungslinn gezu gëtt tëschent Aktivitéiten - an ech gebrauchen déi franséisch Wierder - „qui relèvent de l'exercice de la puissance publique" an Aktivitéiten „qui ne relèvent pas de l'exercice de la puissance publique".

An der Belsch sinn d'Gemengen ausgeschloss. Deen Ausschloss vun de Gemengen, dat heescht, datt se net strofrechtlech kënnen als Gemeng belaangt ginn, ass zweemol vun der Cour d'arbitrage an der Belsch validéiert ginn. Dat ass am Avis vum Conseil d'État nozeliesen. Obwuel d'Doktrin dat hefteg kritiséiert hunn.

Mir sinn zur Konklusioun komm an der Chamberskommissioun, datt mer sollen de belsche Modell suivéieren. Do gëtt et eng ganz Rei vu Considératiounen, déi do matgespillt hunn. D'Kommissioun war der Meenung an ass der Meenung, datt d'politesch Auserneesetzung sech am Gemengerot ofzespillen huet an net virun de Geriichter.

D'Kommissioun huet sech schwéiergedoen, éischtens, à l'occasion vun engem strofrechtlechen Text ze definéieren, wat d'Puissance publique ass a wat et net ass, well dat eng Definitioun wär a géif ginn, déi eng Trennlinn géif zéien, déi net nëmmen an deem heite Text Applikatioun huet, mä och an aneren Texter. Dat war dat zweet Argument.

Dat drëtt Argument ass, datt et aus deenen Zäitgrënn, vun deenen ech virdru geschwat hunn, ech mengen, och net méiglech wier, datt mer als Kommissioun op eng uerdentlech Manéier déi Trennlinn gezunn hunn, déi sech am Iwwregen, wéi ech gesot hunn, schlecht géif zéie loossen an engem Text, deen e strofrechtleche Charakter huet.

D'Kommissioun war awer der Meenung, datt se eng gewësse Sympathie hätt fir déi Theese vum Statsrot, datt, wann d'Gemenge géife kommerziell Aktivitéite maachen, ee sech muss d'Fro stellen, ob se als Gemeng unzegesi sinn am Sënn vun dësem Gesetz. Dat ass eng Fro, déi d'Jurisprudenz muss léisen. Den Text seet, datt d'Gemengen ausgeschloss sinn, datt se net strofrechtlech kënne belaangt ginn.

D'Kommissioun mécht eng Rei Aussoen am Rapport zu där Fro do, wou se hir Meenung ausdréckt, wou een och kann tëschent den Zeile liesen. Mir mengen, datt dat do dee System ass, dee mer elo sollten zréckbehalen. Et ass awer net ausgeschloss, datt een op dee Punkt iergendwann eng Kéier muss zréckkommen, well ëmmer nach am Raum steet de Fall, wou eng Gemeng eng kommerziell Aktivitéit huet, an eigentlech déi Exklusioun sech op d'mannst an den Ae vun enger Rei vun de Membere vun der Kommissioun net richteg justifiéiert.

D'Chambre de Commerce geet am Iwwregen och op dee Punkt an a freet, datt d'Gemengen net ausgeschloss ginn. Dat heescht, datt se strofrechtlech kënne belaangt ginn, insbesondere dann, wa se kommerziell Aktivitéite maachen. Ech wollt dat vollstännegkeetshalber derbäifügen.

Ofschléissend nach ganz e puer Punkten, Här President. D'Strofen, déi virgesi sinn am Gesetz, si ganz zolidd. Mir hunn et hei ganz oft mat ekonomescher Aktivitéit ze dinn. De Maximum vun der Amende am Fall vun engem Crime ass 750.000 Euro. Am Fall vun engem Delikt ass e mol zwee par rapport zu deem sougenannten normale Strofmooss. An am Fall vu Récidive, dat heescht vun Infraktiounen, déi nach eng Kéier no éischten Infraktioune kommen, sinn déi Multiplicateuren nach eng Kéier méi zolidd.

D'Kommissioun ass sech och bewosst, datt dat zolidd ass, mä d'Kommissioun huet awer gemengt, datt, wann ee schonn op dee Wee do geet, solle mer dat och uerdentlech maachen. An da kann et net just fir d'Galerie sinn. Et ass selbstverständlech un de Geriichter, fir dat elo am Detail ze façonnéieren. Um Législateur ass et, fir Maximume virzegesinn. Dat hu mer gemaach.

Mir sinn och der Meenung - an dat ass mäin zweet- oder drëttleschte Punkt, mäin drëttleschte Punkt, datt déi Crainten, datt duebel bestrooft gëtt, déi a verschiddenen Avisen ugemahnt gi sinn, net justifiéiert sinn. Et war nach ëmmer esou, datt, wann ee pénalrechtlech belaangt ginn ass, strofrechtlech belaangt ginn ass, een och konnt zivilrechtlech belaangt ginn. Do ännere mer näischt.

A wann een elo seet, datt zweemol strofrechtlech belaangt gëtt, da sinn et ëmmer zwee verschidden Auteure respektiv en Auteur, e Coauteur an e Kompliz. Et ass also net zweemol deen nämlechten, dee strofrechtlech belaangt gëtt. Et sinn zwou verschidde Persounen, déi belaangt ginn: op där enger Säit am Prinzip eng juristesch Persoun, op där anerer Säit eng physesch Persoun.

Dat gesot, hunn ech virdrun e laangen Exposé gehalen iwwert d'Inzidenz vum Prinzip vun der Opportunité des poursuites och par rapport an insbesondere par rapport zu deem Text hei. Esou datt déi Crainte, déi zum Ausdrock bruecht ginn ass, datt duebel géif bestrooft ginn, sech an eisen Ae kaum bis guer net justifiéiert, och wann ee kuckt, datt mer ee Prinzip hunn, deen heescht non bis in idem. Dat heescht, et ka keen zweemol sanktionéiert gi fir datselwecht. An dee Prinzip gëllt selbstverständlech och hei.

De Statsrot huet virgeschloen, datt een och géif d'juristesch Persoune belaangen, net nëmmen am Fall vun Delikter a vu Crimen, mä och am Fall vu Contraventiounen, also klenge Strofvergehen. D'Kommissioun huet sech dogéint ausgeschwat aus deem Grond, datt d'Gefill an der Kommissioun wor, datt mer eis Gesellschaft net sollen à outrance oder excessivement dem Droit pénal ënnerwerfen. Duerfir hu mer dat net zréckbehalen.

Mir hunn - an ech soen dat als leschte Punkt, als generell Observatioun - eng Gesellschaft, an där mer liewen, wou ëmmer méi Faiten, Aktiounen a souguer Omissioune strofrechtlech belaangt kënne ginn, well de Législateur higeet an a ganz villen Texter um Schluss vum Text ëmmer seet: A wann ee sech net un den Text hei hält, da kann ee strofrechtlech belaangt ginn.

Ech mengen, datt ech d'Gefill vun der Kommissioun richteg duerleeën, wann ech soen, datt d'Kommissioun d'Suerg huet, datt mer eis Gesellschaft net op eng iwwerdriwwe Mooss pénaliséieren, dat heescht dem Droit pénal zouwenden, an net all eenzelne Comportement, deen net honnertprozenteg ass, och mat enger Strof oder op d'mannst mat enger potenzieller Strof versinn. Dat gëtt ënnert dem franséischen Terme vun der Pénalisation à outrance vun eiser Gesellschaft gemengerhand beschriwwen.

Mir wëssen, an de Minister huet eis dat gesot an der Kommissioun, datt hie selwer der Meenung ass, datt een net soll iwwerdreiwen, wat déi Pénalisatioun ubelaangt. Déi Faiten, déi grave sinn an déi schlëmm sinn, solle sanktionéiert ginn. Mir hunn dofir en Arsenal am Droit pénal. Mä et soll net all klengen an x-beliebege Fait pénal sanktionéiert ginn. Do gëtt et en Équiliber, dee muss gewahrt bleiwen.

An ech wollt dofir och de Minister encouragéieren an deem Sënn weiderzeschaffen, andeems en all déi Texter, déi an Zukunft an d'Regierung kommen, och op deem Punkt iwwerpréift a kuckt, datt, wa vun de Kolleege pénal Sanktiounen, strofrechtlech Sanktiounen an den Texter proposéiert ginn, datt de Justizminister eng Kéier dat iwwerkuckt, fir ze kucken, ob dat néideg ass, fir ze kucken, ob et eppes bréngt.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat hei en Text, deen am Lëtzebuerger Strofrecht eng kleng Revolutioun duerstellt, well mer en neie Prinzip aféieren, dee mer iwwer 200 Joer laang net kannt hunn. D'Experienz muss weisen, wéi de Prinzip sech bewährt.

Mir hunn an där kuerzer Zäit, déi mer haten, probéiert dat Bescht ze maachen. Ech kann net ausschléissen, datt mer iergendwann erëm eng Kéier mussen iwwer kuerz oder laang op den Text zréckkommen. Ech wollt och nach ausdrécklech all de Membere vun der Kommissioun Merci soe fir déi Manéier, wéi se dee Projet hei begleet hunn, well ech mengen, wa mer net hei un engem gemeinsame Strang gezunn hätten, hätte mer et net fäerdeg bruecht. Här Bettel, voilà!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Très bien, Här Schiltz!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Vergiesst net, dem Här Schiltz ze félicitéieren.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, ech wëll dem Rapporteur effektiv Merci soe fir säi souwuel schréftleche wéi och mëndleche Bericht, deen duerch eng grouss Éierlechkeet gekennzeechent war. Hien huet déi Wierder gebraucht, datt mer hei ënner onméigleche Konditioune geschafft hunn. Ech ka mech natierlech deem nëmme ralliéieren.

Mä wéi gesot, hien huet schnell geschafft, ganz schnell. Mir hu schnell geschafft ënnert der Présidence vun der Madame Presidentin, an och an der aktiver Mataarbecht vum Minister. An ech muss soen, wa mer elo a 14 Deeg dat hei fäerdeg bruecht hunn, da kënne mer duerfir frou sinn.

A mir droen dat och mat. Firwat? Well mer et eis guer net kënne leeschten, net elo dee Projet de loi hei ze stëmmen, well mer soss nees op eng schwaarz Lëscht kommen. Mä dat dierf ons awer net dervu blann maachen anzegesinn, datt hei op eng - wéi soll ech soen? - irresponsabel Aart a Weis an deene leschte Jore geschafft ginn ass.

Well dat Gesetz, dee Gesetzesprojet, iwwert dee mer hei schwätzen an deen zwar nach eng Kéier amendéiert ginn ass vun der Regierung, deen 2007 also déposéiert ginn ass, deem ginn Engagementer viraus, déi mer scho vu '97 u geholl haten. D'Konventioun iwwert d'Corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, déi ebe just d'Responsabilisatioun vun de Personnes morales virgesäit, geet op '97 zréck. An dunn an de Joren 2000, 2001, 2003, ëmmer nees, ëmmer nees sinn där Konventiounen derbäikomm.

An et huet also bis 2007 gedauert, bis de Justizminister hei eng Propositioun virgeluecht huet. Jo, gewëss, et huet dunn och elo bis de Januar gedauert, bis de Conseil d'État säin Avis dozou ginn huet, wat jo elementar ass an indispensabel, fir datt mir kënnen driwwer befannen. A mir hunn dann eben elo a 14 Deeg dee Projet de loi hei ofgehaakt.

Nach eng Kéier, mir stinn zu deem, wat hei ausgemaach ginn ass, obschonn - an ech wëll dat awer och direkt am Ufank ënnersträichen - déi Aarbecht net wierklech ofgeschloss ass. An de Minister - an ech wëll dorun erënneren - huet an der Kommissioun den Engagement geholl, erëmzekommen a mat eis iwwer ee Punkt ze diskutéieren, op deen ech herno nach zréckkommen, deen net wierklech gekläert ginn ass, op alle Fall net wierklech zefridde stellend gekläert ginn ass. An dat ass dee vun der Responsabilité pénale vun dem Stat a vun de Gemengen, a besonnesch hei de Gemengen. Wéi gesot, ech kommen drop zréck.

De Minister huet den Engagement geholl zréckzekommen, wann et muss sinn. An et muss, mengen ech, sinn, mat dem Innenminister, fir hei ze kucken, wéi ee mat de Gemengen, dem Syvicol eng zefridde stellend Léisung fënnt. Ënnert deene Konditioune si mer bereet, wéi gesot, deen hei Kompromëss oder deen hei Text matzedroen, well mer, nach eng Kéier, eis et net kënne leeschten, net esou schnell wéi méiglech deen Text hei ze stëmmen.

Ëm wat geet et? Den Här Rapporteur huet et elo a sengem mëndleche Bericht nach eng Kéier kloer gesot. Et geet drëm eppes anzeféieren, wat hien als Revolutioun bezeechent huet. An et hätt een am Fong gemengt fir eng Revolutioun bräicht een heiansdo méi Zäit, fir dat ze preparéieren. Mä et ass eng juristesch Revolutioun am Kader vum Code Napoléon, deen ni eng Responsabilité pénale fir Personnes morales virgesinn huet, mä nëmme fir Personnes physiques; also eng Verantwortung vun de physesche Persounen. Dat kënnt elo derbäi.

An et muss een och soen, grondsätzlech gëtt dat vun alle Säite begréisst, souwuel vun der Chambre des Métiers wéi vun der Chambre de Commerce. D'ailleurs en Zeechen, firwat datt mer ënner schrecklechem Drock geschafft hunn; mer konnten dem Avis vun der Chambre de Commerce emol net Rechnung droen. Dee koum ze spéit hei an der Chamber un. Mir hunn en awer elo.

Also souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers begréissen de Prinzip vun der Responsabilité pénale des personnes morales. Ech zitéieren d'Chambre de Commerce: «…un concept utile et quelquefois mieux adapté à la vie des affaires…». Oder d'Chambre de Commerce: «…salue en principe l'introduction de la responsabilité pénale des personnes morales en droit pénal luxembourgeois. (…) L'irresponsabilité des personnes morales crée une insécurité juridique préjudiciable à l'installation de nouvelles entreprises au Luxembourg.»

Dat sinn also d'Grondastellunge vun deenen zwou Chamberen zu der Indroduktioun vun der Responsabilité pénale des personnes morales. Mä - an natierlech, wéi oft ass en „Mä" hannendrun - natierlech fäerte se - an de Rapporteur huet et ënnerstrach -, datt duerch eben déi hei Introduktioun et zu enger Double peine ka kommen. Well effektiv souwuel den Auteur vun enger Infractioun, wat eng Personne physique ass, ka belaangt ginn, wéi eben och d'Personne morale, an där hirem Numm a fir där hire Profit dat Ganzt gemaach ginn ass.

Mä de Prinzip non bis in idem, mengen ech, gëtt ons hei awer gewëssen Assurancen. An et ass ebe wéi an all Prozess d'Opportunité des poursuites, déi ausschlaggebend ass. Déi läit hei an den Hänn vum Parquet. A loosse mer hoffen an drop zielen, datt eis Justiz ebe mat deem Text hei esou ëmgeet, datt eben och wierklech au cas par cas décidéiert gëtt, well et ebe méi richteg ass, fir deen een oder deen aneren, oder deen een an deen aneren ze belaangen. Mä wéi gesot, dat läit souwisou net an onsen Hänn, dat ze décidéieren. Dat ass d'Opportunité des poursuites, déi beim Parquet bleift.

Ech ginn net elo an den Detail vun de Peinen, déi virgesi sinn, mä ech kommen direkt op dee Punkt, deen an der Kommissioun bei Wäitem fir déi meeschten Diskussioune gesuergt huet an deen eben och net wierklech kloer ass. Dat ass dee vun dem Artikel 34, wou am Alinea 3 virgesinn ass, datt de Stat an d'Gemengen eben net hei ënnert déi hei Applikatioun falen.

Allgemeng an der Jurisprudenz gëtt gesot oder gëtt unerkannt, an och vun der

Chambre des Métiers wéi vun der Chambre de Commerce wéi vum Statsrot, datt dat, wat de Stat ubelaangt, datt dat och ganz normal ass. Well effektiv, et kann ee jo net op där enger Säit poursuivéieren… A wie poursuivéiert an engem Procès pénal? Mä et ass de Stat. Et kann een also net déi eng Säit poursuivéieren an op där anerer Säit sech selwer poursuivéieren.

Fir et méi einfach ze soen: Wann de Stat sech selwer géif poursuivéieren an e géif eng Amende ausschwätzen, loosse mer soe vun 200-, 300-, 400.000 Euro, da géif e sech selwer déi ginn a se och selwer nees astiechen. Et ass jo nämlech esou, datt mir hei net am Zivilrechtlechen, mer am Pénalë sinn. Bon, sou datt dat also fir de Stat als solche vun alle Säiten als normal ugesi gëtt, datt de Stat net drënnerfält.

Par contre, wat d'Gemengen ubelaangt, do trennen d'Geeschter sech. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers wéi och de Statsrot hunn ons hei un d'Häerz geluecht, am Fong en Ënnerscheed ze maachen zwëschent deene verschiddenen Aktivitéiten, déi d'Gemengen exercéieren. Déi eng, déi sech méi no bei de Prestations de services uleeën an déi net wierklech en Exercice vun der Puissance publique sinn, a fir déi, déi net den Exercice vun der Puissance publique wieren, do effektiv eben och d'Responsabilité pénale virzegesinn.

Mir hunn dat laang diskutéiert a mir si schlussendlech awer zur Konklusioun komm, datt, well mer eben - ech kommen nees op déi éischt Kritik zréck - am Zäitdrock waren a well dat do awer eng Fro ass, déi vill méi déif geet. Well - an ech bréngen dat vläicht nei an d'Diskussioun - där Aktivitéiten, qui ne relèvent pas exclusivement de l'exercice de la puissance publique, déi gëtt et net nëmme bei de Gemengen, déi gëtt et och beim Stat. An dofir: Firwat maache mir deen terriblen Ënnerscheed, wat de Stat ubelaangt a wat d'Gemengen ubelaangt? Am Fong kann ech dat net novollzéien. Dofir, och dat eleng, dat bedéngt, datt mer eis nach eng Kéier méi eingehend mat där doter Diskussioun befaassen. An ech zielen drop, datt de Minister ons herno och nach eng Kéier d'Assurance gëtt, datt dat, wat en eis gesot hat an der Kommissioun, datt en dat hei och nach eng Kéier widderhëlt.

De Statsrot, deen hat virgeschloen, an deem Kontext en Amendement anzebréngen, mä wéi gesot, éischtens hätt dat dann nëmmen nees d'Gemenge betraff. Or, hei sinn net nëmmen, hei wieren net nëmmen d'Gemenge betraff, mä de Stat kann och a gewëssenen Aktivitéite betraff sinn. Dofir war dat finalement awer keng esou eng gutt Léisung.

Wat wier den Avantage vun der Responsabilité pénale vun dem Stat oder de Gemengen? Et wier déi nämlecht Léisung wéi eben och bei den Activités privées. Et wier, datt, wann eppes geschitt, an et si Victimen do, datt, wann een eng Responsabilité pénale vun enger Personne morale huet, déi méi solvabel ass, ee méi schnell kann effektiv an de Genoss vun Indemnitéite de dédommagement kommen, och Dédommagement moral zum Beispill. Dat wier ganz sécher en Avantage.

Op där anerer Säit besteet awer de Risiko - an de Rapporteur huet et ënnerstrach - vun enger Politisatioun vu pénalen Affären. An effektiv, de politeschen Débat, dee soll sech um politesche Feld an de Gemengen, an der Chamber hei ofspillen, an net virun den Tribunäl. Aus deenen Ursaache ware mer, wéi gesot, bereet engersäits, elo an dësem Moment déi Formule matzedroen, déi am Gesetz virgesinn ass. Dat heescht, datt de Stat an d'Gemengen ausgeschloss sinn. Mä d'Kommissioun selwer - an deen, dee sech d'Méi mécht, de Rapport vun dem Rapporteur ze liesen, gesäit et - seet, datt mer am Fong gäre mat op de Wee gaang wiere vum Conseil d'État, mä datt mer de Moment awer nach dervun ofgesinn, well et eben awer méi komplizéiert ass, wéi et sech an engem éischten Ableck ugesäit.

Aus all deenen Ursaachen, Här President, kommen ech heihinner, fir den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen, mä awer mat deem nämlechte Wonsch, wéi de Rapporteur e virbruecht huet: Et ass indigne vun dem Travail législatif, esou e wichtegen Dossier wéi deen hei esou laang op d'laang Bänk ze schieben. An ech mengen, dat solle mer eis wierklech oder soll d'Regierung sech déi nächste Kéier méi zu Häerz huelen. An dat ass net perséinlech gemengt, mä dat ass eng allgemeng Remarque.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Polfer Merci. An als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat engem relativ grousse Verzuch zu aneren europäesche Rechtsstaten a Wirtschaftsstanduerter féiert Lëtzebuerg déi pénal Verantwortung vun de sougenannte moralesche Persounen, also vun de Gesellschaften an eisem Rechtssystem an.

Ech géif net soen, dass dat onbedéngt eng Revolutioun ass, well mer awer schonn eenzel sektoriell Texter kennen, wou et zumindest am administrative Beräich Amendë fir Gesellschafte scho gëtt, also eng Zort vun awer Bestrofung och vun enger Gesellschaft, wann an der Gesellschaft an zu hirem Profit eigentlech Feeler gemaach si ginn. Mä et ass awer eng duebel Reform, eng Reform eigentlech vun eisem Gesellschaftsrecht an eng Reform vun eisem Strofrecht.

Dëst Gesetz, dat muss een och ganz kloer soen, och wann elo an den Avisen déi verschidde Kreesser sech prinzipiell fir dës Reform ausschwätzen, ass awer e Gesetz, wat net op eng reng Lëtzebuerger Initiativ zréckgeet, mä wat d'Konsequenz ass, déi méi wéi logesch Konsequenz ass vun enger Rei vun internationale Konventiounen oder Rechtsakten, déi Lëtzebuerg iwwert déi lescht Joeren ënnerschriwwen huet, déi also elo mussen och hei zu Lëtzebuerg dann ëmgesat ginn.

Mir maachen dat, wéi gesot, relativ spéit. Méi spéit wéi déi meeschten aner Staten. Dat gesäit een eleng doduerch, wann een nëmme bei eisen Nopeschlänner kuckt, déi alleguerten awer och déiselwecht Source hunn, nämlech de Code Napoléon, da gesäit een, dass am Frankräich schonn am Joer 1994, also viru 16 Joer, légiféréiert ginn ass an deem dote Beräich, an d'Belsch dat 1999 gemaach huet. Dat sinn och schonn erëm eng Kéier eelef Joer hier.

Et ass also esou, dass dëse Schrëtt iwwerfälleg ass. An ech bedauere mat aneren déi dach Précipitatioun, an där d'Chamber huet misse schaffen, well ebe vill Zäit vergaangen ass zënter der Transmissioun vun engem éischten Avant-projet de loi vun der viregter Regierung, dat war am Dezember 2005, bis, wéi gesot, de Januar 2010, wou den Avis vum Statsrot virlouch, an och en offiziellen Avis vun der Chambre de Commerce den 18. Januar komm ass, deen awer net méi konnt berücksichtegt ginn, well en ze spéit komm ass, nodréiglech eigentlech zu eiser Aarbecht eréischt publizéiert ginn ass.

Et ass sécherlech kee Paradebeispill fir eng exemplaresch legislativ Aarbecht, an et muss sécherlech esou sinn, dass mer alleguerten aus deem heite Virfall léieren an dass mer eis an Zukunft nach méi intensiv, nach méi déif mat esou awer Gesetzesprojeten, déi relativ komplex sinn, kënne beschäftegen, wéi dat hei de Fall ass.

Ech wëll awer soen, dass mer probéiert hunn, an där kuerzer Zäit awer eng ordentlech Aarbecht ze maachen als Chamber. Duerfir och eise Merci un de Rapporteur, deen déi net vläicht ganz dankbar Aufgab hei iwwerholl huet, fir deen doten Text hei iwwert déi parlamentaresch Hürden ze bréngen.

Ech wëll ganz kloer soen, dass mer als sozialistesch Fraktioun begréissen, dass et zu där Neierung hei am Strofrecht an am Handelsrecht kënnt. Well mer dovunner iwwerzeegt sinn, dass virun allem dat do kann an enger ganz Parti Fäll zu enger Verbesserung vun der Situatioun vun der Victime féieren, déi also an Zukunft net méi eleng mat enger Privatpersoun konfrontéiert ass - een, deen also an enger Gesellschaft e pénale Feeler gemaach huet, deen hir Schued gemaach huet -, mä et elo eigentlech niewendru kann ze dinn hu mat der Gesellschaft selwer, déi an der Regel méi solvabel ass wéi d'Privatpersoun, also och méi Chance besteet, dass dat Affer do seng Indemniséierung kritt fir dee Schued, deen duerch d'Strofdot entstanen ass.

Et bréngt och d'Vereinfachung an deem Sënn, dass vläicht net muss d'Affer en zweeten Zivilprozess ustrengen, mä iwwert d'Partie civile am Pénalprozess géint d'Gesellschaft also scho kann zivilrechtlech Satisfaktioun kréien.

Interessant wär et an enger méi grousser Reform vum Code pénal - an ech mengen, dass d'Regierung sech jo uschéckt en Toilettage vun eisem Code pénal virzehuelen -, fir méi Kohärenz eigentlech, besonnesch och an d'Strofbestëmmunge vun eisem Code pénal eranzekréien. Well do ebe verschidden Infractiounen aus verschidden Epochen zesummegestallt si ginn an et néideg wier also, do eng kloer Linn erëm eng Kéier an dee ganze Beräich eranzekréien, wann een an deem Zesummenhang och géif eng komparativ Etüd maache vun där Fro vun der Strofverantwortung vun de Gesellschaften a vun den Dirigeanten, och am Verglach, am Droit comparé, am Verglach mat Frankräich, mat Belsch, mat anere Staten, fir ze gesinn, wéi do wierklech d'Situatioun ass.

Hei ass et jo esou, dass d'Regierung sech deelweis un dem belschen Text inspiréiert huet, punktuell och Inspiratioun gesicht huet um franséischen Text a gläichzäiteg probéiert huet, och der Spécificitéit vun dem Lëtzebuerger Pénalrecht Rechnung ze droen.

Et ass also eng relativ komplex Situatioun, an et wär - mengen ech - gutt, dass een eng Kéier wierklech eng Géintiwwerstellung huet vun deenen eenzelne Regimen, wat déi strofrechtlech Haftung vun och de Gesellschaften ugeet, fir dann definitiv kënnen eng kloer Linn an eis Lëtzebuerger Législatioun eranzebréngen.

Mir begréissen och, dass schlussendlech d'Kommissioun net den duale System zréckbehalen huet, deen iwwert d'Amendementë vun der Regierung agefouert ginn ass, mä dass mer do mat engem Regime vun der Responsabilité pénale vun de Gesellschaften ze dinn hunn. Dat ass, mengen ech, rechtlech méi kloer, wéi wa mer elo probéiert hätten, fir gewëssen Infractioune speziell Regele festzeleeën. Ech mengen, et ass gutt, dass mer d'Optioun geholl hu vun der Vereinfachung an dass mer hei net versicht hunn, en duale System an deem heiten Deelberäich vun eisem Strofrecht elo opzebauen.

Lëtzebuerg, dat ass och wichteg, mécht hei e Schrëtt, dee sécherlech och ka Positives bewierken, wat d'Fro vun der Moraliséierung vum Wirtschaftsliewen ugeet, eng Fro, déi jo elo an deene leschte Méint méi staark - och international - an der Diskussioun ass. Dat hei kann zousätzlech ofschreckend wierken. Dat hei kann also e preventiven Effet hunn. Et ass och op deen, wou mir och als LSAP éischter zielen, wéi dass elo wierklech déi Bestrofung u sech villes kéint verännere par rapport zum aktuelle System.

Et ass vläicht gutt, awer och e Wuert iwwert den aktuelle Rechtssystem ze soen, wéi en haut besteet. Haut ass et esou, dass, wann also an enger Gesellschaft eng Strofdot gemaach gëtt am Kader vun der Aktivitéit vun där Gesellschaft, dass do d'Geriichter scho kucken, fir d'Responsabilitéit vun den Dirigeantë festzestellen, an den Dirigeant sech kann exonéréieren, awer nëmmen, wann et him geléngt ze beweisen, dass hien eigentlech keng direkt Kontrollfonctioun hat, mä datt am Fong déi Kontrollfonctioun un eng drëtt Persoun am Betrib weidergereecht ginn ass, déi déi néideg Kompetenzen hat a Pouvoiren hat, fir och direkt ze kontrolléieren an anzewierken, wa sollt e feelerhaft Verhalen an deem Betrib vun anere Leit geschéien.

Dat ass haut eigentlech déi Jurisprudenz, wéi mer se zu Lëtzebuerg kennen, déi relativ fluctuant ass, déi vu Fall zu Fall kann erëm anescht ausgesinn. An et ass, mengen ech, also och an deem Sënn net onwesentlech, dass een hei en zousätzleche System mat erakritt, wou wichteg ass, dass een déi Responsabilitéite sech net déi eng déi aner ausschléisst, mä dass mer hei e Cumul vu strofrechtleche Responsabilitéiten hunn. Den Dirigeant ka weiderhin direkt responsabel, och pénal responsabel sinn, an doniewent kann et zu enger pénaler Responsabilitéit vu senger Gesellschaft kommen.

Wat awer wichteg ass - an do si mer méi restriktiv wéi d'Belsch a wéi Frankräich -, dass net virgesinn ass, dass automatesch, wann eng Strofdot an engem Betrib gemaach gëtt, dass dann d'Gesellschaft och pénal responsabel ass.

Fir dass déi pénal Responsabilitéit vun der Gesellschaft an Zukunft spillt, muss et esou sinn, dass déi Strofdot, déi am Betrib vun engem Agent vun där Gesellschaft gemaach ginn ass, dass déi am Interesse vun der Gesellschaft war an am Numm vun der Gesellschaft geschitt ass.

Wat wichteg ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg déi zweet Konditioun bäigeschriwwen hunn, dat heescht och am Interesse vun der Gesellschaft muss geschitt sinn, während an der Belsch an am Frankräich et duergeet, wann déi Strofdot am Numm vun der Gesellschaft geschitt ass. Do hu mer also méi e restriktive Champ d'application, wéi dat an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Ech fannen och perséinlech, dass dat gutt ass, dass een do net iwwert d'Zil eraus schéisst.

Wéineg Versteesdemech hunn ech fir déi Chambres professionnelles haaptsächlech, déi hei de laténgeschen Adage non bis in idem ufféieren, fir ze soen: „Mir mussen awer oppassen. Si mer hei net an engem Beräich, besonnesch, wa mer vun S.à r.l.e schwätzen oder vu Sociétés unipersonnelles schwätzen, wou een eigentlech wéinst deemselwechte Fait zweemol gestrooft gëtt?"

Ech hu Schwieregkeeten, dat do nozevollzéien, well et kann een net de Botter an de Präis vum Botter gläichzäiteg hunn. Et kann een also net soen, mir halen d'Fiktioun vun enger getrennter Personalitéit oprecht a gewësse Beräicher, vun deem deen dran ass an der Gesellschaft a vun der Gesellschaft selwer, a strofrechtlech op eemol wär dat eng Persoun. Dat geet net.

Wa mer déi Fiktioun vun der Personnalité morale hunn, da musse mer déi natierlech och bäibehalen a sämtleche Beräicher. Da muss déi natierlech och am strofrechtleche Beräich bestoen, sou dass dat Géigenargument do, wat vu verschiddene Wirtschaftskreesser an d'Feld gefouert gëtt, hei sécherlech net stéchhalteg ass.

Eng Diskussioun hate mer iwwert den Uwendungsberäich vun deem heiten neie Gesetz, wou elo virgesinn ass, dass dat fir de Beräich vun den A.s.b.l.en a vun de Fondatiounen och soll gëllen, wéi dat och am Frankräich an an der Belsch de Fall ass. Et muss ee kucken, wat d'Répercussioune vun där zousätzlecher pénaler Responsabilitéit an deem dote Beräich sinn.

A mir sinn als LSAP-Fraktioun der Meenung - ech hunn et och däitlech gemaach an den Diskussiounen an der Kommissioun -, dass et gutt wär, dass, wa mer déi Diskussioun féiere ronderëm eng méiglech Reform vun eiser Législatioun, wat d'A.s.b.l.en ugeet an d'Fondatiounen ugeet, dass do och besonnesch déi Fro vun der Responsabilité civile et pénale vun der Gesellschaft respektiv vun deenen Associéen, respektiv den Dirigeantë vun deene gemeinnützege Gesellschaften och nach eng Kéier soll am Detail gekuckt ginn.

Mir mussen, mengen ech, alles maachen, dass mer sécherlech eng Rei vu Mëssbräich ausschléissen, mä awer och derfir suergen, dass d'Benevolat zu Lëtzebuerg hei nach kann normal fonctionnéieren a sech weider ausbauen. Duerfir musse mer also an där doter Fro ganz virsiichteg sinn an à tête reposée un déi dote Fro nach eng Kéier frësch erugoen.

Ech hätt eng perséinlech Fro un de Justizminister, wéi hien d'Situatioun gesäit vun der Association de fait, déi jo eigentlech par Gesetz keng Personnalité morale hunn, mä wou d'Jurisprudenz hinnen eigentlech eng passiv zougesteet, andeem se seet, ma si kënnen als Association de fait ugesicht

ginn, mä u sech hu se keng aktiv Personnalité morale, dat heescht, si kënne selwer net viru Geriicht optrieden.

Ech muss éierlech soen, ech hu keng Äntwert gëschter Owend fonnt a mengem Kapp. Ech hoffen, wéi gesot, dass vläicht de Minister eis kann an där doter Fro Kloerheet verschafen. Et ass mir net kloer, ob d'Associations de fait hei ënnert deen heiten Text falen oder net. Dat géif fir vill Veräiner zoutreffen oder och fir A.s.b.l.en zoutreffen, déi net all Formalitéite respektéiert hunn, déi dann am Fong hir Personnalité morale jo verléieren. Et ass d'Fro also, ob déi hei mat eraspillen.

Wat gekläert ass, dat ass am Wirtschaftsberäich d'Situatioun vun den Associations momentanées. Do gëtt kloer gesot, déi falen net drënner, well déi keng eege Personnalité juridique kréien. Dat, well dat Gesetz dat esou festgehalen huet. Et ass also eng interessant Fro, dat ze gesinn.

Dann hu mer, wéi gesot, eis d'Fro gestallt: Wéi ass et mam Stat, mat de Gemengen?

Ech mengen, et ass richteg a virsiichteg, fir ze soen, à ce stade hale mer de Stat an d'Gemengen aus dem Champ d'application vun där Responsabilité pénale hei eraus. Aus Iwwerleeungen, déi an den Texter nozeliese sinn, awer och aus enger zousätzlecher Iwwerleeung, déi ech esou net fonnt hu bis elo an der Begrënnung: Dat ass, dass ech muss jo virun Aen halen, dass, wann de Stat oder eng Gemeng géif veruerteelt gi wéinst engem Feelverhale vun engem Responsabele vum Stat oder vun der Gemeng, dass déi Suen, déi dann ze bezuele sinn, dat sinn d'Sue vun der Kollektivitéit. Dat sinn also d'Sue vum Steierzueler.

An da stellt sech d'Fro, ob et Sënn mécht, dass d'Kollektivitéit muss bludden, wann een eigentlech e Feeler gemaach huet an der Ausübung vu senger Fonctioun, iwwert natierlech d'Indemnisatioun eraus, de Schued, dee gemaach ginn ass. Et muss also zousätzlech d'Kollektivitéit nach Suen opbréngen, fir eng Amende ze bezuelen, déi da fälleg wär an deem dote Fall.

Ech mengen, aus där Iwwerleeung och eraus kann een net déi Beräicher gläichzéien, d'Privatgesellschaften an de Stat an d'Gemengen. An et ass an eisen Ae richteg, dass mer also bei där Positioun bleiwen a soen: Komm, mer bleiwen hei fir de Moment bei deem belschen Text, dee jo och awer schonn d'Feierprouf bestanen huet vun enger Rei vu Prozesser bei der Cour d'arbitrage, esou dass ech mengen, dass ee ka soen, dass et awer hei eng Rei vun Argumenter gëtt, fir ze soen, dass hei de Gläichheetsprinzip, deen och an eiser Verfassung en héije Rang huet, dass deen net violéiert gëtt an deem heite Fall, well dat sech jo ëmmer nëmmen op déi Situatioune bezitt, wou ee wierklech am selwechte Fall läit, an net wou eng Differenz vun der Situatioun besteet.

D'Fro, déi opbleift, an aner Riedner hunn dat och scho gesot, ass: Wéi gëtt dat heite Gesetz ëmgesat? Dat muss ee gesinn an deenen nächste Joren, wéi de Parquet, d'Untersuchungsriichtere mat deem heiten Text hei ëmginn. Ob se éischter d'Tendenz hunn, fir all Méiglechkeeten auszeschöpfen, dat heescht, also gläichzäiteg am Fong den Dirigeant unzesichen, pénalement, an d'Gesellschaft vun deem Dirigeant, oder ob se do Nuancë maachen an éischter dann net esou séier op den Dirigeant ginn, mä éischter dann a Richtung d'Gesellschaft ukloe géife goen. Dat hänkt wahrscheinlech vun eenzelne Fäll of, wéi d'Attitüd vum Parquet opgrond vum Prinzip vun der Opportunité des poursuites dann am eenzelne Fall ausgesäit.

Hei ass et also wichteg, dass mer och an deem heite Fall sollten no enger Rei vu Jore probéieren, e klenge Bilan ze zéien, wéi dat hei an der Praxis ëmgesat ginn ass, wat d'Effetë ware vun deem heiten Text, well et effektiv e Broch duerstellt mat der Grondphilosophie, wéi se am Code Napoléon eigentlech bestanen huet, deen dovunner ausgaangen ass haaptsächlech, dass, fir dass een Delinquent ass, ee muss eng eege Conscience hunn. An d'Fro ass: Huet eng Gesellschaft eng eege Conscience? Ass et net am Fong d'Conscience vun hiren Dirigeanten, déi sech substituéiert der Conscience vun der Gesellschaft?

Normalerweis ass jo och en Élément intentionnel derbäi, a fir kënnen eng Intentioun auszeüben, muss een natierlech och en eegene Wëllen hunn. D'Fro ass: Huet d'Gesellschaft u sech en eegene Wëllen oder sinn et d'Organer vun der Gesellschaft, an déi Leit, déi se zesummesetzen, déi hire Wëllen eigentlech äusseren am Kader vun der Gesellschaft?

Mä wéi gesot, déi doten Diskussioune sinn e bësse moutarde après dîner. An deene leschte Joren ass international d'Bewegung dohi gaangen, fir de Prinzip ze briechen, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg kannt hu während laange Joren, a fir eben och Personnes morales strofrechtlech haftbar ze maachen. An ech mengen, dass dat am Endeffekt och eppes ass, wat kann zu positiven Effeten dobausse féieren. An deem Sënn bréngen ech hei den Accord och vun der LSAP-Fraktioun zu deem heiten Text eran.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci, an als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Vun de Virriedner ass scho ganz villes gesot ginn, wat mir och deelen. Ech wäert mech och duerfir kënne méi kuerzfaassen, well et gëtt net besser, net méi richteg, wann een alles véiermol seet.

Mir bedaueren och als gréng Fraktioun, dass mer esou laang gebraucht hunn, dësen Text ze maachen. Et wier natierlech interessant, wann een et kéint maachen, erauszefannen, wéi eng Affären zu Lëtzebuerg an de leschte Joren anescht hätte kënnen ausgoen, wa mer dës Gesetzgebung éischter gehat hätten, esou wéi en Deel vun eisen Nopeschlänner. Domat hu mer eis an der Kommissioun net befaasst, mä méiglecherweis gëtt et Leit am Land, déi Regreten hunn, wa se eis Debatten de Mëtteg suivéieren, well se sech soen, dass mat dëser Gesetzgebung hir Affär virun engem Geriicht méiglecherweis anescht hätt kënnen ausgoen. Dat bleift dann net gewosst, ob mer där Affären do haten, a wéi vill, an a wéi engem Ausmooss.

Mir halen awer dat Gesetz trotzdeem fir e ganz wichtegt Gesetz, dass mer hei zu Lëtzebuerg elo och d'Responsabilité pénale vun de Personnes morales aféieren. Bedaueren di mer natierlech och als gréng Fraktioun, dass mer esou wéineg Zäit haten, eis mat dësem Projet ze beschäftegen. A bedaueren d'autant plus, well mer eis jo eens sinn, dass zumindest eng vun den Dispositiounen an dësem Text vläicht net ganz wasserdicht ass, well mer wëssen, dass mer iwwert d'Jurisprudenze méiglecherweis Interpretatioune kréien, déi net déi sinn, déi mir eis wënschen.

An hätte mer méi Zäit gehat, fir deen Text hei ze diskutéieren, wier éischter e Projet de loi déposéiert ginn - woufir awer elo net de Minister Biltgen kann, dee war déi Zäit nach net den zoustännege Minister -, hätte mer méi Zäit gehat, och well den Avis vum Statsrot vläicht méi séier komm wier, da wier méiglecherweis déi Fro ronderëm d'Gemengen am Besonnesche scho besser tranchéiert, wéi dat, wat mer elo gemaach hunn. Da kéinte mer en Text verabschieden, deen op all de Punkte wasserdicht wier an dee genau dat och als Resultat do hätt, wat d'Kommissioun sech géif wënschen.

Elo musse mer domadder liewen, dass mer, en attendant, dass déi Diskussioun geféiert gëtt - si ass jo versprach, si ass och gewënscht, mat den zoustännege Ministeren, déi Kéier ass et de Minister Biltgen mam Minister Halsdorf, mam Syvicol an aneren nach -, elo musse mer, wéi gesot, déi doten Diskussioun nach féieren, ier mer en Text kréien, deen dann hoffentlech all den Exigenze gerecht gëtt, déi mer an dëser Matière stellen. Mä dat ass elo net méi ze änneren.

Wichteg ass, dass mer deen Text haut kréien. Wichteg fir international Optrëtter vu Lëtzebuerg, déi an dësen Deeg solle stattfannen. Wichteg awer virun allem, well Lëtzebuerg och domadder dokumentéiert, dass mer eis deenen internationalen Efforten, och an der Lutte géint d'Kriminalitéit, wëlle ralliéieren an net bande à part wëlle maachen. Mir hu jo scho méi wéi een Dossier, wou mer dat ëmmer nees - oft vläicht och zu Onrecht, mä trotzdeem - virgeworf kréien, an déi Répétitioun léisst Spueren an hannerléisst och Wierkung. Duerfir ass et net schlecht, wa mer op engem Dossier weider kënne weisen, dass mer eigentlech awer wëllen, no all de rechtsstaatleche Regelen, déi d'Welt sech gëtt, mat derbäi sinn.

Et ass ëmsou méi wichteg, an dat huet ee jo och gesinn, et ass am Rapport och erwähnt ginn, et ass elo nach kee vun de Kolleegen dorobber agaangen, dass dat Beispill vun deem Tanker deemools, den Tanker „Erika" am Dezember ´99, wou ee gesinn huet, dass opgrond vun där franséischer Gesetzgebung, déi déi Zäit scho bestan huet, dee Prozess anescht konnt gefouert ginn, wéi wann déi Gesetzgebung nach net bestanen hätt.

Jiddweree versteet, dass, wann een nëmmen d'Personnes physiques kann usichen, déi e Feeler oder eng Strofdot gemaach hunn, als Beispill de Kapitän vun deem Tanker, da kritt ee vläicht Recht viru Geriicht, mä fir d'Affer an de Schued vun den Affer ass dat e schwaachen Trouscht, well jiddweree weess, dass de Kapitän vum Tanker „Erika" eleng mat senge private Moyenen net ka fir de Schued opkommen, deen en un der Côte op zeg Kilometeren hannerlooss huet.

Anescht ass et, wann ee kann déi Firma usichen, där den Tanker gehéiert. Anescht ass et, wann een déi Firma kann usichen, déi den Tanker mat Pëtrol befëllt huet an där et eventuell ënner Ëmstänn egal war, a wat fir engem techneschen Zoustand deen Tanker war. Do huet een dann och Personnes morales viru Geriicht, déi, le cas échéant, déi néideg Solvabilitéit hunn an och da kënnen déi Strof, déi se kréien, tatsächlech assuméieren am Intérêt vun den Affer, am Intérêt vun der Entschiedegung vun den Affer. An duerfir ass déi Notioun vun der Responsabilité pénale vun de Personnes morales alles anescht wéi nëmme Literatur oder en hehre Prinzip. Dat kann a ganz ville Fäll vun essenzieller Bedeitung sinn, wann et ëm d'Entschiedegung vun den Affer geet.

D'Gesetz léisst d'Méiglechkeet op, unzesichen, nëmmen d'Personnes morales oder d'Personnes physiques oder béid, a mir halen dat och fir richteg a mir hunn och do d'Meenung vertrueden, dass et tatsächlech dann un den Autorités judiciaires ass, fir nom Prinzip vun der Opportunité des poursuites hir Aarbecht ze maachen. A mir mengen, dass se mat dësem Gesetz een Outil kréien, deen hinnen et erlaabt, hir Aarbecht do richteg ze maachen.

Och mir sinn net d'accord mat deem, wat verschidde Beruffskummere schreiwen. Wann hei gesot gëtt, dat wier eng Applikatioun vum Prinzip oder e Verstouss géint de Prinzip vum non bis in idem, do hunn ech och Schwieregkeeten, fir dat nozevollzéien. Well dat géif, wann dat esou wier, heeschen, beispillsweis an engem Prozess géint dräi Verbriecher, den Auteur, de Coauteur an och nach e Kompliz, dass dann, wann een ee vun deenen dräi géif condamnéieren, déi aner net méi bräichte condamnéiert ze ginn. Well dat wier jo dann déiselwecht Logik applizéiert, wann een dräi Leit fir datselwecht Vergehe condamnéiert, da wier dat an der Liesaart vu verschiddene Chambere jo och eng Applikatioun oder eng Violatioun vum Prinzip vum non bis in idem. Also do hu mir och Schwieregkeeten, déi Argumentatioun nozevollzéien, a mir menge schonn, dass dat, wat hei gemaach gëtt, an der Rei ass.

E wichtege Punkt fir eis - ech sinn uganks schonn drop agaangen -, dat ass de Fait, dass de Stat an d'Gemengen ausgeklamert ginn, am Artikel 34-3 vum Gesetz, vun där dote Responsabilitéit. Mir sinn eis alleguerte bewosst, dass et en Text ass, dee méiglecherweis net ganz wasserdicht ass, mir also all Intérêt hunn, net nëmmen déi Diskussioun ze féieren, déi an der Kommissioun ugefaange ginn ass, mä dass mer och all Intérêt hunn, déi Diskussioun do séier ze féieren; net précipitéiert, wéi mer dat elo mam Gesetz gemaach hunn, awer trotzdeem zügeg ze maachen a wierklech keng Zäit ze verléieren, fir déi doten Aarbecht unzehuelen.

Mir sinn als gréng Fraktioun wierklech décidéiert der Meenung, dass et net gutt ass, wann de Stat an d'Gemenge sech géifen an Zukunft ëmmer méi oft viru Geriicht erëmfannen opgrond vun enger pénaler Responsabilitéit. Mir si wierklech och der Meenung, dass d'politesch Décisiounen, d'politescht Handele soll an den duerfir gewieltene Gremie stattfannen - an der Chamber, an de Gemengeréit - an dass et net ka sinn, dass iwwert den Ëmwee vun de Geriichter politesch Décisioune kënne contestéiert ginn.

Dat ass a Matièren wéi dem Bauterecht, ob dat bei de PAGen ass oder bei de PAPen, d'Dier opgemaach fir all Zorte Recoursen, och wahrscheinlech da mat Effets dilatoires, einfach fir nëmmen engem Konkurrent um Marché esou vill Zäit ze huelen, iwwert d'Prozedur, dass e vläicht mat sengem Produit zwee Joer ze spéit op de Marché da kënnt, wann en dëst oder dat Gebai enzwousch wollt bauen. Dat wier eng Entwécklung, eng Amerikaniséierung, praktesch. Mir wëssen, dass an Amerika alles permanent a ganz vill kann ugesicht ginn, wou een da praktesch bei all politescher Décisioun misst an engems eng Assurance mat ofschléisse fir de Fall, dass déi Décisioun géif contestéiert gi viru Geriicht, an dass een och nach domadder géif bäilafen.

Da mécht een net onbedéngt d'politescht Liewe méi rapid. Et mécht een d'Décisiounsweeër net méi kuerz, et mécht ee se just méi deier. An ob dat wierklech am Intérêt ass vun de Biergerinnen an de Bierger, do woe mir awer ganz staark drun ze zweifelen. Duerfir si mir wierklech der Meenung, dass een dat soll verhënneren, doduerch dass een eng seriö Diskussioun ganz séier féiert iwwert d'Responsabilitéit vum Stat a vun de Gemengen, fir dass mer en Text kréien, deen op all deenen dote Punkte wasserdicht ass.

Dat gesot bréngt déi gréng Fraktioun hir Zoustëmmung zu dësem Text. Mir wëllen och dem Rapporteur, dem Här Schiltz, Merci soen, deen, mengen ech, hei och perséinlech duerfir gesuergt huet, dass mer an den Délaië konnte mat dësem Text fäerdeg ginn. An ech mengen, dass den Här Minister Biltgen dem Här Schiltz elo eng schëlleg ass.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Merci, Här Braz. Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci, an als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt schonn e laténgesch Spréchwuert, dat seet: „Societas delinquere non potest", datt Gesellschaften also net kënnen Delikter maachen. Dat beweist, wéi laang mer e Prinzip haten, wou d'Gesellschaften net konnte belaangt ginn. Mä haut ass also e wichtegen an importenten Dag, an ech wëll och duerfir dem Rapporteur Merci soen, datt en an där ganz kuerzer Zäit konnt säi Rapport virbréngen an och verschidden Amendementen duerchdiskutéieren. Mä bedauerlech ass et natierlech, wann esou pénal Froen en urgence mussen diskutéiert ginn, well verschidde Problemer, déi sech bei dësem Gesetz stellen, wäerte sech och nach an Zukunft stellen, an ech wëllt der herno, am Laf vun der Diskussioun, nach e puer opwerfen.

Wat déi bestehend Jurisprudenzen ugeet, do verweisen ech op e ganz interessanten doktrinären Artikel vum Magistrat, dem Här Jeannot Nies, iwwert d'Responsabilité du chef d'entreprise a vun dem „compliance officer" dans le cadre de la lutte contre le blanchiment, wou e feststellt, datt bis elo all Administrateuren an all Gérantë och vun S.àr.l.en am Prinzip solidaresch responsabel sinn, an datt de Chef d'entreprise perséinlech a jiddwerzäit responsabel ass. E kann net soen, et wier Laxismus oder en hätt keng Zäit gehat, en ass perséinlech responsabel, an dat gëllt natierlech och fir d'Gemengen oder soss Établissements publics.

Déi Gesetzgebung, déi mer haut diskutéieren, déi läit an engem ganzen internationale Kader, souwuel vun der OECD wéi och vun den etlechen Directives cadres

vun 2005 iwwert d'Korruptioun am öffentlechen an am private Secteur, Traite des êtres humains an esou weider an esou virun. Bref, an all deenen Décisions cadres, an all deene Gesetzgebunge gëtt vun der Responsabilité pénale vun de Personnes morales geschwat, an duerfir gouf et héich Zäit, datt mer och hei zu Lëtzebuerg esou e Gesetz géife maachen.

Wou ech awer e Problem hunn, dat ass mat dem Champ d'application vun der Gesetzgebung, dat heescht, doduerjer datt mer d'Gemegen integral eraushuelen. Wou läit nämlech den Énnerscheed, wa mer esou eng Décisioun huelen? Dat heescht, datt zum Beispill e Bustransport, dee gemaach gëtt vun der Stad Lëtzebuerg, do kann d'Stad Lëtzebuerg net pénalement responsabel gemaach ginn, mä de Bustransport, dee vun der privater Firma fir d'Stad Lëtzebuerg gemaach gëtt, do kann d'Firma responsabel erkläert ginn. Den TICE, den interkommunale Syndikat, do kann och d'Responsabilité pénale spillen, an ech gesinn net an, firwat een deen ee ka viru Geriicht huelen an net deen aneren. Dat ass net am Intérêt vun de Victimen. Datselwecht gëllt och fir eng Crèche oder eng Maison relais, déi vun enger Gemeng bedriwwe gëtt, och déi ass net, esou wéi d'Gesetz et elo virgesäit, am Champ d'application vun der Gesetzgebung, mä wann et eng privat ass, dann ass et de Fall.

Duerfir versteet een och, datt d'Handwierkerkummer déi Gesetzgebung hei ganz schaarf kritiséiert huet, an d'Chambre de Commerce de même. Si hu gesot, datt dat heiten en inégalitären Traitement wier. De Statsrot wëll ech zitéieren an dësem Kontext: «...l'exclusion générale des communes pose problème au regard du principe d'égalité de traitement tant en relation avec d'autres personnes morales de droit public qu'en relation avec des personnes morales de droit privé exerçant des activités similaires à celles des communes.» An ech sinn zimlech sécher, datt deen éischte Recours, deen an dësem Kontext wäert kommen, dee wäert beim Verfassungsgeriicht landen, an da wäert do héchstwahrscheinlech gesot ginn, datt d'Artikele vun der Verfassung, wou all Bierger an och all Entreprise muss gläichbehandelt ginn, datt dat hei an dësem Fall net gewährleist ass.

An och vun all den anere Parteien, vun all den anere Riedner, déi virdru geschwat hunn, ass geschwat gi vun engem Diskussiounsbedarf, deen op dësem Punkt nach misst geschéien. Ech wëll och drun erënneren, datt de Syvicol der neier Regierung, déi amgaange war, sech ze forméieren, e Bréif geschriwwen hat, an deem e gefrot huet: «...d'aboutir à une modification adéquate de la législation qui doit limiter les cas engageant la responsabilité pénale personnelle de l'élu.» Hei hätte mer eng Geleeënheet gehat, fir dat ze maachen. Mir hunn déi verpasst. Hei gëtt just de Contraire gemaach.

Duerfir wollt ech en Amendement déposéieren an dësem Kontext, wou ech den Text vum Conseil d'État, deen e virgeschloen hat, iwwerhuelen, a wou gesot gëtt, datt alleguerten déi Aktivitéiten, déi vun enger Gemeng oder vum Stat gemaach ginn, an déi och am konkurrenziellen, am zivile Kader kënne gemaach ginn, datt do d'Responsabilitéit vun de Gemengen spillt. Dat schéngt mer dee richtege Wee ze sinn an dësem Kontext, well oder fréi oder spéit awer mussen op dee Wee do kommen.

Amendement

Projet de loi N°5718

1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle

2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

L'article 34 est modifié comme suit:

«Art. 34. Lorsqu'un crime ou un délit est commis au nom et dans l'intérêt d'une personne morale par un de ses organes légaux ou par un ou plusieurs membres de ses organes légaux de ses dirigeants de droit ou de fait, la personne morale peut être déclarée pénalement responsable et encourir les peines prévues par les articles 35 à 37.

La responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes infractions.

Les alinéas précédents ne sont pas applicables à l'État. Ils ne sont applicables aux autres personnes morales de droit public que pour les activités qui ne relèvent pas de l'exercice de prérogatives de puissance publique.»

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, André Hoffmann.

An deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech dann nach e puer Problemer opwerfen. Dat eent ass, datt an onser Gesetzgebung am Artikel 34 zwou Konditioune stinn, fir kënnen d'Responsabilitéit vun enger Gesellschaft unzeféieren. Dovunner ass eng, datt se „dans l'intérêt", am Interessi vun der Gesellschaft gemaach ginn ass. An deenen anere Législatioune steet „pour le compte", dat heescht fir de Konto vun der Gesellschaft gemaach gëtt. Dat heescht am Kloertext, esou liesen ech wéinstens den Text, dat ass, datt an dësem Fall, wou eng Plainte gemaach gëtt, muss et nuren eng Plaz sinn am Kader vun engem intentionnellen, vun enger gewollter Infractioun, vun engem gewollten Delikt oder Crime. Alleguerten déi non intentionnel, déi net gewollten Infraktiounen, wéi den Homicide involontaire, wéi d'Pollutioun, „Erika", wéi deen Accident bei där Course de côte, alleguerten déi Saachen do schénge mir, au vu vun dem Text hei, net kënnen applizéiert ginn. Do spillt nach wie vor déi bestehend Gesetzgebung.

Dat schéngt mer net am Intérêt ze si vun de Parties civiles, vun deene Leit, déi wëllen eng Entschiedegung hunn, déi wëllen de Responsabele sichen, an duerfir wäert et héchstwahrscheinlech esou sinn, datt nach wie vor deen Ablack, wou esou Fäll virkommen, wäert eng Plainte gemaach ginn an eng Instruktioun gemaach gi géint d'Géranten, géint d'Dirigeanten, géint d'Schäffen, géint d'Buergermeeschteren, a géint déi Gesellschaft en tant que telle. D'Riichter wäerten also konfrontéiert gi mat deem Problem, ob se musse géint déi eng oder déi zwou, oder am beschte géint déi zwou virgoen. Ech fannen et net gutt, datt mer de Riichteren hei dës Décisioun iwwerloossen.

Deen anere Punkt, deen ee muss an dësem Kontext virhalen, dat sinn natierlech och e puer praktesch Schwieregkeeten, déi sech dorauser wäerten erginn, datt elo déi Gesetzgebungen, wou dëst Gesetz wäert spillen, natierlech zu engem Deel am Code pénal sinn, mä datt mer awer och eng etlech Infractiounen hunn, déi an de Lois spéciales sinn. Ech wier frou, wann d'Regierung kéint den Engagement huelen, fir am Kader vum Code pénal alleguerten déi Infractiounen, wou si mengt, datt se ënnert dës Gesetzgebung falen, an déi an de Lois spéciales sinn, fir déi am Code pénal ze integréieren. Well där gëtt et der bei der Sécurité sociale, där gëtt et der bei aneren Infractiounen, déi si queesch duerch all méiglech Gesetzgebungen dran, datt ech do Schwieregkeeten hunn, wann ech Chef d'entreprise wier, wou ech dann alles muss siche goen, well dat hott an har dohierter verstoppt ass.

Déi aner Saach, déi een hei muss diskutéieren, dat ass och de Casier judiciaire. De Casier judiciaire, dee wäert natierlech och elo gëlle fir eng A.s.b.l., fir en Établissement public, fir e Syndicat intercommunal, fir alleguerten déi Gesellschaften; do sinn der eng etlech. Déi Konditiounen, déi ginn och gefrot: zum Beispill beim Marchés-publics-Gesetz gesäit de Règlement grand-ducal d'exécution vir, datt ee muss e Casier judiciaire virleeën, mä deen ass nure fir d'Persoune gemengt. Sou datt ech och frou wier, Här Minister, wann Dir kënnt derfir suergen, datt och de Marchés-publics-Reglement geännert gëtt, datt een och de Casier judiciaire vun den Entreprisë misst bäileeën, wann ee wëllt bei engem Marché public matmaachen.

Da muss ech soen, datt ech e besse bedaueren - et ass mer zu Ouere komm, datt d'Magistrature en Avis zu dësem Gesetzesprojet gemaach huet, dee vu ganz ville praktesche Schwieregkeete geschwat huet an der Mise en œuvre vun där Gesetzgebung - an ech wier frou gewiescht, Här Minister, wann Dir ons kéint soen, ob et esou en Avis gëtt, firwat mer deen net kritt hunn. Dat war vläicht am Kader vun dem Avant-projet de loi, mais quand même wier et awer interessant gewiescht fir d'Duerchzéie vun dëser Gesetzgebung, datt mer déi Informatioune gehat hätten.

Da wëll ech och drop hiweisen, datt de Procureur général an e puer Rapporten - déi en ons all Joer zur Verfügung stellt, deen Ablack wou mer hei iwwert den État de la nation diskutéieren - ons seet, datt et am Ablack fir d'Police judiciaire eng Onméiglechkeet wier, fir an all deenen Infractiounen iwwerhaapt der Aarbecht kënne Meeschter ze ginn. Elo kréie se hei nach zousätzlech Aarbecht. Duerfir wier ech och frou - ech weess, de Justizminister ass net méi Polizeiminister -, mä ech wier awer frou, wann der Ärem Kolleeg, dee sech dorëmmer këmmert, och géift e puer Instruktioune ginn, datt dat Ganzt kéint...

M. le Président.- Här Henckes, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Voilà, ech weess dat. Ech hat genau zwielef Minutten an eng hallef zegutt mat dem Amendement, an ech sinn elo op eelef Minutten drësseg, Här President.

Duerfir wëll ech folgend Ausso maachen am Numm vun der ADR: Wann den Amendement ugeholl gëtt, stëmme mer d'Gesetz, wann den Amendement net ugeholl gëtt, wäerte mer ons beim Gesetz enthalen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci, an elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll mech emol fir d'éischt entschëllege par rapport zur Chamber, dass ech se e bëssen ënner Drock gesat hunn. Ech soe souguer e bësse vill. Well eigentlech bei esou schwieregen - och de Jean-Louis Schiltz sot et - revolutionärsaartegen Ännerungen an eisem Strofrecht hätt een dat e bësse méi missen ausdiskutéieren.

Ech war awer gradesou onverschimmt par rapport zum Statsrot, well ee vun den éischten Akten, déi ech gemaach hunn als Justizminister, war dem Statsrot ze schreiwen, mir bräichten onbedéngt elo den Avis, well mer soss riskéieren awer international an eng Partie Schwulitéiten ze geroden, op déi ech nach eng Kéier zréckkommen. An ech sinn och duerfir frou, dass de Statsrot du säin Avis ofginn huet an och ganz séier op d'Amendementer vun der Chamberskommissioun geäntwert huet. A mäi Merci geet selbstverständlech hei un d'Chamberskommissioun, besonnesch un de Rapporteur, mä och un all d'Memberen, déi hei ganz konstruktiv matgeschafft hunn a gekuckt hunn, dass mer dat séier konnte maachen.

De Projet selwer ass wuel 2007 déposéiert gi vu mengem Virgänger, dem Luc Frieden. Allerdéngs gouf et scho virdrun en Avant-projet de loi, dee mäi Virgänger zum Beispill un d'Chambres professionnelles geschéckt huet, och schonn déi Zäit, déi natierlech, an dat hutt Dir och elo erëm kënne liesen, eng Partie Retizenzen haten. Dat erkläert och, dass et hei laang gedauert huet, bis dass mer e Projet gemaach hunn, nom Projet awer och elo erëm laang gedauert huet, well de Projet ass awer elo scho bal dräi Joer déposéiert. Mir hu virun allem op den Avis vum Statsrot misse waarden.

Woufir ass et wichteg, dass mer de Projet elo nach stëmmen? Dat huet eppes domat ze dinn, mat der Positioun vu Lëtzebuerg am internationalen Ëmfeld, esou wéi Lëtzebuerg gekuckt gëtt als soi-disant Steieroas, Steierparadies, als e Land, wat net sengen Obligatiounen nokënnt, wou mer am Kräizfeier stinn a stounge vun der OCDE, an dësem Fall besonnesch vun enger Ënnerorganisatioun vun der OCDE, dem sougenannte GAFI, dee kuckt, ob e Land alles mécht, fir d'Wäisswäsche vun de Suen ze verhënneren. A mir stinn do am Collimateur vum GAFI, well se soen: „Majo bei Iech gëtt eigentlech ni ee wéinst Korruptioun a wéinst Wäisswäsche condamnéiert - elo hate mer awer eng Condamnatioun a Saache Korruptioun - an Dir hutt awer eng grouss Finanzplaz, dat kënne mir eis net virstellen, also sidd Dir net ganz kooperativ."

Dat ass den Haaptreproche. An da kënnt en zweete Reproche, dee seet: „Majo souwisou, Dir ziert Iech ëmmer iergendeppes ëmzesetzen, well Dir ëmmer mengt, et géif eppes do un d'Bank- a Finanzplaz kommen." An ech mengen, dass et duerfir wichteg ass, dass mer engersäits soen, dass d'Bankplaz propper ass, an dass mer awer och net dauernd den Uschäin ginn, wéi wa mer alles wëllte maachen, dass wierklech näischt géif un d'Bankplaz kommen, a wéi wa mer da géife souguer a Kaf huelen, fir weder géint d'Korruptioun nach géint d'Wäisswäschen nach géint den Terrorismus virzegoen.

An ee vun den Haaptreprochen, déi eis ëmmer gemaach goufen, ass just deen, dass mer zu Lëtzebuerg nach net all déi Recommandatiounen ëmgesat hunn, fir dass zu Lëtzebuerg och kann eng Gesellschaft condamnéiert ginn, an net nëmmen hir Dirigeanten. An dat ass eis ëmmer erëm virgeworf ginn. Dann hu mir gesot, de Statsrot huet keen Avis ofginn. Mä dat huet eis awer näischt genotzt, an duerfir sinn ech frou, dass mer elo do den Duerchbroch hunn. Well et ass während der Fuesvakanz, wou esou muncher vun Iech am Schnéi sëtzen, esou munche vun eise Mataarbechter am Sand, nämlech zu Abu Dhabi, wou de GAFI zesummekënnt, fir dann e Rapport ze diskutéieren, deen da soll an den nächste Wochen iwwer d'Situatioun vu Lëtzebuerg erauskommen. An deemno wéi dee Rapport ausfält, si mer dann natierlech och ënner internationalem Drock.

Et ass also wichteg, dass mer weisen, dass mer absolut bereet sinn, eis Hausaufgaben ze maachen, an dass mir all Intérêt hunn eng propper Banken- a Finanzplaz ze sinn an och e proppert wirschaftlecht Ëmfeld ze hunn. Dat ass also de Kontext, woufir et wichteg ass, dass mer elo nach haut dat stëmmen, fir dass mer hei weisen, dass mer ganz seriö heiheem eis Hausaufgabe maachen.

Wann ech dann op de Projet selwer zréckkommen: Wat sinn d'Intérêten? Ech mengen, de Rapporteur, de Jean-Louis Schiltz, huet dat kloer gesot: Et ass en Intérêt do fir d'Victimen. Et ass awer och en Intérêt do fir d'Dirigeanten. Ech denken zum Beispill un d'A.s.b.l.en, well mer och d'Diskussioun hate vun der Exklusioun an net vun den A.s.b.l.en, wann an Zukunft do, wou et net sécher ass, ob ee wierklech strofrechtlech eppes sech zuscholde komme gelooss huet. Wann awer zum Beispill ee gestuerwen ass an enger Aktivitéit, ass et vläicht dann och méi einfach, dass dann d'Associatioun en tant que telle ugesicht gëtt, amplaz iergendeen, deen effektiv President oder Sekretär oder wat och ëmmer vun där A.s.b.l. wier.

Et ass also och am Interessi vun den Dirigeanten, fir net selwer do mussen de Kapp duerzehale fir e ganze System, dee net funktionéiert huet. A ganz Systemer, déi net funktionéieren, dat gëtt et. Dat gëtt et notamment a Gesellschaften. Och wann een en Dirigeant ass, huet ee vläicht och net ëmmer alles ze soen. Do kënnt d'Influenz vum Kapital, do kënnt d'Influenz vu villem derbäi, an da geet eppes schif.

A virun allem ass et wichteg, dass mer och d'Gesellschafte selwer moraliséieren. Wann et Gesellschafte gëtt, déi dauernd versichen, géint d'Gesetzer ze verstoussen, an da gëtt eben e Bauernopfer gemaach - dee vläicht nach eng Entschiedegung kritt - an der Persoun vun engem Dirigeant, an dee gëtt da condamnéiert an d'Gesellschaft fiert weider mat den illegale Praktiken, dann hu mer och keng Moraliséierung vun eisem Wirtschaftsëmfeld. Ech mengen, dass notamment an deenen Diskussiounen, déi mer elo hunn no der Kris, et och wichteg ass, dat heite Gesetz ze stëmmen, fir och d'Wirtschaftswelt selwer méi ze moraliséieren.

Et ass och ee wichtege Punkt an deem Gesetz, wou et seet, dass eng Gesellschaft kann opgeléist ginn. Dat ass jo déi gréisste

Strof géint eng Gesellschaft. Et ass souguer an eisem Text virgesinn, dass, wann d'Gesellschaft sech wëllt opléisen, fir laanscht d'Strof ze kommen, dass se dann awer nach ka weider poursuivéiert ginn.

Dat sinn also déi dräi grouss Intérêten.

Dann, Här President, Dir Dammen, Dir Häre, sinn eng Partie Froen hei gestallt ginn, op déi ech wëll agoen.

Déi éischt ass déi vum Här Bodry iwwert d'Associations de fait. Et ass ganz däitlech, Här Bodry, dass déi net mat ageschloss sinn. An dat fannt Der no am Projet de loi, deem ursprüngleche Projet de loi, Säit 11, wou dat kloer gesot ginn ass. Do gëtt et nämlech en Ënnerscheed: Frankräich an d'Belsch.

Frankräich hu se, grad wéi mir, net ageschloss, a mir hunn eis der franséischer Gesetzgebung hei ugeschloss. D'Belsch hu se virgesinn, awer dann nach nëmmen do, wou et sech ëm Entités ayant des acitivés essentiellement économiques handelt. Wat dann och erëm eng Kéier esou en Anschloss an Ausschloss ass, deen net gutt ass.

Et ass ganz kloer hei, dass d'Associations de fait net ageschloss sinn. Da soen ech awer och, dass oft an Zukunft wéinst der Protektioun vun den Dirigeantë verschidden Associations de fait vläicht Intérêt hätten, d'Personalité morale sichen ze goen. D'Fro kann ech zum Beispill fir Parteie stellen. Déi kann ech och fir Gewerkschafte stellen, well d'Gewerkschaften, déi hunn elo schonn e Problem mat der Jurisprudenz. Dir hat d'Jurisprudenz virdrun zitéiert.

Et ass effektiv esou, datt d'Gewerkschafte scho Jurisprudenze géint sech kruten, wou gesot ginn ass: „Dir musst elo esou vill Sue bezuelen…" - well, do ass et ëm Entschiedegung gaangen - „…als Associations de fait." Mä d'Gewerkschaft konnt net selwer viru Geriicht agéieren. Dat ass eng Jurisprudenz, déi mer hunn, déi iwwregens och contestéiert ass. Do muss een och froen, awéiwäit déi zum Beispill der Gewerkschaftsfräiheet entsprécht, wéi mer se an de BIT-Konventioune festgeluecht hunn.

Also ass dat mat den Associations de fait schonn eppes ganz Schwiereges. An duerfir hu mir eis scho vum ursprüngleche Projet un - ech an de Luc Frieden - derfir décidéiert, d'Associations de fait kloer an däitlech net hei mat virzegesinn.

Déi Fro - dat ass déi zweet Fro -, déi am meeschten hei diskutéiert gouf, dat ass déi vun de Gemengen. Dozou Folgendes: Éischtens, entgéint deem, wat den Här Henckes fäert, hu mer hei net onbedéngt eng Inégalitéit. Et ass eng Inégalité relative, awer keng absolut, well keng Impunitéit do besteet. Dat heescht, wann an enger Gemeng e strofrechtlecht Vergehe geschitt, gëtt nach ëmmer een ugesicht, nämlech dann de Vertrieder vun der Gemeng. Et ass also net, dass d'Gemengen hei aus hirer strofrechtlecher Verantwortung erausgeschloss wären. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet ass, dass den Här Braz sot, mir brauchen e waasserdichten Text: Dee gëtt et och a kengem anere Land. Déi meescht Länner vun Europa… Wann ech d'EU-Länner huelen, do sinn der ganz vill, déi hunn d'Responsabilitéit vun de Gemengen ausgeschloss. A wa mer kucken, wéi et a Frankräich, notamment an der Belsch gaangen ass, ass lues a lues eng Distinction jurisprudentielle komm.

An ech mengen, och hei soll een net virpreschen, mä et soll een dat kucken. Well bei de Gemenge kënnt e weidere Problem derbäi. Ech hu bei den A.s.b.l.e gesot, do sinn d'Dirigeanten eigentlech elo méi geschützt, well et kann hire Veräin condamnéiert ginn an net si eleng un de Pranger gestallt ginn. Bei de Gemengen ass dat en doppelschneidegt Schwert, well da gëtt liichtfankeg vläicht d'Gemeng en responsabilité pénale ugesicht, fir dann herno erëm eng Kéier d'Responsabilité politique vun dem Schäfferot unzesichen.

Ech mengen, mir sollen dat maachen. Ech hunn dat an der Chamberskommissioun gesot, dass ech géif mam Innenminister driwwer schwätzen. Esou wéi ech dee kennen, ass deen absolut bereet, dat ze maachen, dass mer solle mat de Gemengen eng gréisser Diskussioun iwwert déi ganz, ganz Problematik. Do kënnt nach villes derbäi. Dat heiten ass een Element.

Mä déi ganz Responsabilité pénale a civile, déi d'Gemengen engagéieren, dat ass e ganz komplexe Sujet. Et ass een, deen net nëmme juristesch Komponenten huet, en huet och ganz vill politesch Komponenten. An ech mengen, dofir solle mer haut bei deem bleiwen, wat am Text ass, Här Henckes, a weider doriwwer diskutéieren, wéi et weidergeet.

Déi Diskussioun ass sécher net eriwwer. Dat ass ganz kloer. Ech mengen, mir solle se och proaktiv ugoen an net waarden, dass d'Jurisprudenzen eis géifen dreiwen. Mä ech mengen, et ass esou sensibel och fir déi Leit, déi sech an de Gemenge sollen a wëllen engagéieren, dass mer hei emol sollen dat a Rou ugoen.

Dann en drëtte Punkt, deen e puermol hei gesot ginn ass, dat ass dee vun der Pénalisatioun vun eiser Gesellschaft. Ech hunn et schonn e puermol op dëser Tribün gesot, ech hunn et schonn oft a Pressekonferenze gesot, an ech bleiwen derbäi. Ech mengen, et si jo och e puer Leit, déi drop agaange sinn.

Mir musse wierklech kucken, ob mer net ze vill Droit pénal hei zu Lëtzebuerg hunn, an ob deen Droit pénal wierklech ëmmer esou organiséiert ass, dass e richteg ass, ob mer net verschidde schlëmm Vergehen iwwerhaapt net strofen oder wéineg strofen, a verschidde Bagatellë ganz vill strofen. Dat ass ee Punkt.

An deen zweete Punkt ass: Musse mer alles, wat eng Norm ass, duerch d'Strofrecht ofsécheren? D'Strofrecht ass eigentlech do, fir den Ordre public ze garantéieren. Net all Norm ass am Interessi vum absoluten Ordre public, mä ass am Interessi vun engem gudden Zesummeliewen. Dat ass awer net nëmmen alles Ordre public.

Et kann een dofir och Normen ofsécheren, engersäits duerch Amendes d'ordre zum Beispill, engem System, dee mer lues a lues amgaange sinn anzeféieren, dass ee seet: „Du hues hei eppes falsch gemaach, an amplaz dass eng laangwiereg Prozedur virun e Strofgeriicht da kënnt, gëss de elo hei zu enger Geldstrof verdonnert, awer enger administrativer Geldstrof verdonnert, fir dass de esou séier wéi méiglech hei reagéiers an dat erëm richteg méchs." Dat ass een Element.

Villes kann een och zivilrechtlech ahnden, amplaz strofrechtlech ze ahnden. Well, wann eppes strofrechtlech geahnt gëtt, da kann een, deen zivilrechtlech wëllt Schuedenersatz hunn, muss de jo fir d'éischt och kucken, deemno wéi et ass, dass dat Strofrechtlecht eréischt ofgeschloss ass.

Also, mir hunn eng ganz Partie Iwwerleeungen, wéi mer wëllen den Droit pénal méi harmoniséieren a méi élaguéieren, fir dass e fir dat Wesentlecht do ass. Et kann net sinn, dass eis Parqueten iwwerlaascht si mat de Poursuites vu klengen Affären, villes herno klasséiert gëtt, a grouss Affären net weiderginn.

Et ass also an eisem Haus de Wonsch do, fir do an zwou Direktioune virzegoen. Déi éischt ass déi kuerzfristeg. Mir kucken all Projet no, dee virun allem vun eise Kolleege kënnt - eis kucke mer jo souwisou no, mä och déi, déi vun eise Kolleege kommen -, ob Droit pénal spécial dra virgesinn ass. An da kucke mer, ob dee justifiéiert ass oder net.

Ech maachen allerdéngs och en Appel hei un Är Chamber. De Rapporteur sot, an der Commission juridique géife se dat ganz esou gesinn a mech souguer encouragéieren, nach méi wäit ze goen. Et wär gutt, wann een deeselwechten Effort och géif an deenen anere Chamberskommissioune gesinn. Ech stellen nämlech fest, dass ganz oft ëmmer erëm de Wonsch ass, Droit pénal spécial bei eng Norm bäizepraffen. Dat heescht, och wann de Projet fortgeet ouni ze vill Droit pénal spécial, kann deen awer herno ëmmer erëm an den zoustännege Kommissioune bäikommen.

Et wär also gutt, wann och d'Chamber insgesamt géif sech där doter Approche, déi d'Commission juridique wierklech, mengen ech, eenhelleg gedeelt huet, uschléissen. Dat ass also een éischten Effort.

Deen zweeten ass deen, dass, wa mer elo emol e bësse Rou hu mat der legislativer Aarbecht, déi mer amgaange si virzebereeden, dass mer selwer wëllen eng gréisser Etüd maachen iwwert de Code pénal an notamment iwwert den Droit pénal spécial, deen net am Code pénal steet, an do emol Virschléi maachen, fir manner Droit pénal spécial ze kréien, do wou mer en net brauchen.

Dann huet den Här Henckes och gesot, mir sollen am Code pénal all Strofe fir d'Gesellschafte virgesinn. Ech verstinn de Souci, ech mengen allerdéngs net, dass de Code pénal de richtegen Ophänker dovunner ass. Mir wëllen op där anerer Säit, wa mer d'Handelsrecht reforméiert hunn, e regelrechte Code des sociétés maachen. Do hu mer eis eng Base habilitante ginn, wann dat bis hei gestëmmt ass. An ech mengen, dass et éischter an de Code des sociétés gehéiert.

Datselwecht hu mer eng Kéier mam Droit du travail gemaach am Code du travail. An dat war ganz, ganz instruktiv, wéi mer och do gesinn hunn, wéi am Droit du travail ze vill Droit pénal spécial dra war.

Dann hat den Här Henckes - an ech mengen, dat war déi lescht Fro, op déi ech wëllt äntwerten – gefrot, wéi et ass mam Casier fir d'Personnes morales. Et ass evident, dass mer dee mussen aféieren. Mir wëllen deen och aféieren. Do brauche mer keen neit Gesetz ze maachen. Do ass e Reglement, wat mer amgaang sinn, ze iwwerschaffen. An ech wäert dann nach am Mount Februar de Regierungsrot mat engem Projet vun engem Règlement grand-ducal saiséieren, fir dass mer och de Casier aféiere fir d'Personnes morales. Dat gehéiert effektiv hei zur Exekutioun vun deem heite Gesetz.

Voilà! Dir Dammen, Dir Hären, ech hoffen, dass ech op all Froe geäntwert hunn, déi hei gestallt goufen. Ech soen Iech nach eng Kéier Merci…

(Interruption)

…fir déi séier an trotzdeem, mengen ech, gutt Aarbecht, déi mer hei gemaach hunn. An ech hoffen dann, dass dëse Projet mat wa méiglech der Unanimitéit kann hei gestëmmt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- A mir soen dem Här Justizminister Merci. Elo komme mer zum Vote iwwert de Projet de loi.

Amendement 1

Mir stëmme fir d'éischt of iwwer en Amendement vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Artikel 34.

Vote

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. Den Amendement ass verworf mat 55 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen an eng Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Marc Spautz), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, géint 4 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6076, d'Unerkennung vun engem Protokoll vun der Mënscherechtskonventioun. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Brasseur, d'Madame Err an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. 6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 6076 hëlt eist Land de Protokoll Numero 14bis vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun un. D'Aarbechtsweis vun dem Europäesche Geriichtshaff zu Lëtzebuerg soll vereinfacht ginn. D'Affären, déi do ustinn, musse méi séier kënnen evakuéiert ginn. D'Leit sollen net op Stroossbuerg musse kloe goen, well an hirem Land de Prozess net an engem räsonnabelen Délai iwwert d'Bühn geet, an et dobäi zu Stroossbuerg gradesou laang oder heiansdo méi laang dauert, bis et zu engem Uerteel kënnt.

Här President, eleng am Joer 2009 si beim Europäesche Geriichtshaff zu Stroossbuerg 57.100 Requêtë bäikomm. Dat sinn 15% méi wéi am Joer 2008. 119.300 Affäre sinn de Moment zu Stroossbuerg unhängeg. Mat dem Protokoll 14bis soll den Europäesche Mënschegeriichtshaff zu Stroossbuerg déi néideg Instrumenter kréien, fir dëse Réckstand opzeschaffen.

Här President, d'Chamber huet aus Lëtzebuerger Siicht eigentlech schonns iwwert déi Instrumenter befonnt. Dat war viru bal genee véier Joer, den 1. Februar 2006. Deemools gouf de sougenannte Protokoll 14 vun der Mënschrechtskonventioun ratifizéiert. Et ass souzesoen de grousse Bruder vun dem Protokoll vun haut.

Mä, an do läit d'Kromm an der Heck, dëse Protokoll ass bis elo nach net a Kraaft getrueden. Dofir muss e vun alle 47 Memberstate vum Conseil de l'Europe ratifizéiert ginn. Russland huet dat bis haut awer nach net komplett gemaach. D'Statsduma huet wuel viru 14 Deeg dem Protokoll zougestëmmt, dat iewescht Parlament, de Federatiounsrot, muss awer nach säin Accord ginn. A schliesslech muss de russesche President de Protokoll och nach ënnerschreiwen.

Fir aus där Zwéckmillchen erauszekommen, gouf am Mee 2009 vun dem Conseil de l'Europe de Protokoll 14bis geschafen. E soll der Cour zu Stroossbuerg et erméiglechen, fir hir Hällewull vun Aarbecht esou schnell wéi méiglech kënnen ze meeschteren.

Mat dem Protokoll 14bis ginn elo d'Prozedursbestëmmunge vun dem Protokoll 14 fir Lëtzebuerg a Kraaft, an dat onofhängeg vun dem Ratifikatiounsprozess vun dem Basisprotokoll duerch Russland. Datselwecht zielt iwwregens gradesou fir all anert Land, dat dësem Protokoll bäistëmmt.

Konkret heescht dat fir eist Land, dass mir fir Affären, déi géint de Lëtzebuerger Stat zu Stroossbuerg unhängeg sinn, der Cour d'Méiglechkeet ginn, fir déi Affäre méi séier ze traitéieren. Mir akzeptéieren deemno mat dësem Gesetzesprojet de Prinzip, dass esou Affäre kënne vun engem Juge unique, also vun engem eenzelne Riichter, geuerteelt ginn. Dëse Juge unique soll eng Aart Filterroll spillen, andeems en eng Affär duerch en Uerteel sträiche kann, wann et vu virera kloer ass, dass d'Affär irrecevabel oder net zoulässeg ass.

De Lëtzebuerger Riichter zu Stroossbuerg däerf awer ni an esou enger Affär, déi deemno géint de Lëtzebuerger Stat geet, als eenzelne Riichter sëtzen.

Mat dem Vote vun dësem Gesetzesprojet gëtt d'Chamber och säin Accord, dass d'Affären, déi géint de Lëtzebuerger Stat agereecht goufen, an eenzelne Fäll vun engem Comité vun dräi Riichtere geuerteelt kënne ginn. Dëse Comité kann net nëmmen d'Affär als net zoulässeg erklären, mä ka souguer een Uerteel iwwert de Fong huelen, wann dës Affär der Jurisprudenz, also der Rechtsspriechung entsprécht, déi vun dem Europäesche Geriichtshaff an deem Beräich festgehale gouf. D'Décisioun muss an deem Fall vun deenen dräi Riichteren eestëmmeg geholl ginn.

Här President, d'Méiglechkeeten, fir Affären an enger Formatioun vun eenzelne Riichter ze kucke respektiv d'Affären deelweis um Fong vun engem Comité vun dräi Riichteren ze jugéieren, si wichteg Instrumenter fir den Arriéré vun der Cour kënnen opzeschaffen. D'Rechter vum Bierger ginn awer dobäi net ageschränkt, am Contraire. Eng méi effikass Kontroll vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun duerch de Geriichtshaff garantéiert ee méi héije Standard vun de Mënscherechter an den eenzelne Memberstaten.

Här President, wat eist Land ubelaangt, esou goufe bis elo 29 Uerteeler am Zesummenhang mat Lëtzebuerg gesprach. Nëmmen zweemol gouf festgehal, dass keng Verletzung vun der Mënscherechtskonventioun virlouch. 24-mol gouf eng Violatioun vun der Konventioun festgestallt. Et muss een dat awer an de Kontext vun deene ronn 325 Décisioune stellen, déi e Recours als onzoulässeg duergestallt hunn.

De Moment si 54 Affären zu Strossbuerg géint Lëtzebuerg unhängeg. Zu deene wuel bekanntesten Uerteeler géint Lëtzebuerg zielen ouni Zweifel déi sougenannten Affaires Roemen a Schmit aus dem Joer 2003, wou am Kader vun Durchsuchungsbefehler e Verstouss géint d'Recht vun der fräier Meenungsäusserung an dem Schutz vun der Privatsphär festgestallt gouf.

Zitéiere kann een och nach d'Affär Wagner, wou et ëm eng Unerkennung zu Lëtzebuerg vun den Auswierkunge vun engem peruaneschen Adoptiounsuerteel gaangen ass. Hei huet dat Stroossbuerger Geriicht am Joer 2007 géint Lëtzebuerg ënner anerem e Verstouss vun dem Principe de non-discrimination festgestallt.

Schliesslech gëtt an deem Kontext vun de Lëtzebuerger Affäre virun dem Mënschegeriichtshaff och ëmmer den éischten Arrêt géint Lëtzebuerg aus dem Joer 1995 genannt, an zwar an der Affär Procola. Hei hat d'Cour e Verstouss géint d'Recht op en équitabele Prozess festgestallt, well an enger Affär vu Festsetze vu Mëllechquoten deemools véier Statsréit souwuel berodend wéi herno och geriichtlech Funktiounen an dem Dossier iwwerholl haten.

Dëst Uerteel huet dorops zu enger fundamentaler Reform vun der Lëtzebuerger Justiz gefouert. De Statsrot huet seng geriichtlech Funktioun verluer, amplaz gouf eist Verwaltungsgeriicht mat zwou Instanze geschaf. Och eist Verfassungsgeriicht ass zum Deel e Resultat vun dem Arrêt Procola.

Här President, eist Land huet den 9. Juni d'lescht Joer als ee vun deenen éischte Länner de Protokoll 14bis ënnerschriwwen, knapps 14 Deeg nodeems d'Konventioun zur Ënnerschrëft virlouch. Mir hunn domat ënnerstrach, dass et eist Uleies ass, fir zu engem effikasse Fonctionnement vun dem Stroossbuerger Mënschegeriichtshaff bäizedroen.

An deem Sënn recommandéiert de schrëftleche Bericht, deen eestëmmeg vun der Commission juridique ugeholl gouf, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, ech hu ganz opmierksam dem Rapporteur nogelauschtert, mä ech bedaueren, dass mer hei net méi Zäit hunn, fir am Fong iwwert déi Problematik ze diskutéieren. Well et schéngt jo och d'Recht ze si vun engem Deputéierten, e Grondrecht vun engem Deputéierten, sech méi laang mat engem Sujet ze ënnerhalen.

Besonnesch well den honorabelen Här Roth elo grad als Rapporteur gesot huet, dee Protokoll 14bis misst elo nach gestëmmt ginn, well a Russland d'Prozeduren nach net all duerchlaf wären. Or, menger Meenung no muss nach just de President vu Russland ënnerschreiwen. Esou dass dee Protokoll 14bis, iwwert dee mer hei elo votéieren, am Fong iwwerflësseg ass.

A mir hätten dat am Virfeld misse maachen, quitte dass d'Prozeduren… Mir hu jo elo grad gesinn, wéi schnell d'Chamber ka reagéieren, wéi schnell d'Regierung reagéiert. Ech hätt mer gewënscht, dat wär och hei de Fall gewiescht.

Ech sinn op jidde Fall frou, dass Russland awer elo mat op de Wee geet, dee Protokoll 14 unzeerkennen. Well et ass just Russland, dat 28% vun deene Fäll, mat deenen d'Cour befaasst ass, duerstellt. Nämlech vun deenen 120.000 Affären, déi bei der Cour unhängeg sinn… An den Här Roth huet Recht ze soen, ma e Procès équitable muss an engem Délai raisonnable sinn. Et ass den Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun, dee ka selwer vun der Cour net respektéiert ginn, well en d'Moyenen net huet.

Mä vun deenen 120.000 Affären, déi unhängeg sinn, sinn 28,1% vu Russland, et sinn 11% vun der Türkei, an da kommen nach Länner wéi d'Ukraine a Bulgarien. Déi stellen zesumme méi wéi 57% vun den Affären duer. Et wär also ganz wichteg, wann an deene Länner d'Mënscherechter anescht géifen applizéiert ginn, well soss kënnt d'Cour deenen Affären net méi no.

An dofir ass de Processus oder d'Deklaratioun vun Interlaken esou wichteg, déi elo gemaach gëtt. Et ass elo am Februar. Den 17. an den 18. Februar kënnt jo de Comité des Ministres zesummen, fir ze kucken, wéi ee kann d'Effikassitéit vun der Cour renforcéieren. An ech hoffen, dass et do net nëmme bei Déclarations d'intention bleift, mä dass mer effektiv e Stéck do virukommen, well hei geet et ëm d'Grondrechter vun de Bierger an Europa.

D'Konventioun vun den europäesche Mënscherechter, déi feiert elo dëst Joer 60 Joer. An et ass nëmmen ze hoffen, dass fir dee 60. Gebuertsdag och en Instrument geschaaft gëtt, wat derfir ka suergen, dass déi Konventioun och uerdentlech kann iwwerall applizéiert ginn.

Mir wäerten deem Projet de loi wuel hei zoustëmmen, obwuel ech mengen, dass en iwwerflësseg wier. Ech hätt mer op jiddwer Fall am Numm vun der DP-Fraktioun och gewënscht, dass mer deen éischter hätten hei kënnen unhuelen. An ech wier frou, wann de Minister ons nach géif soen, wat seng Attitüd ass vis-à-vis vun der Deklaratioun vun Interlaken, fir dass mer effektiv hei kënne Progrèsë maachen an der Applikatioun vun der Konventioun vun de Mënscherechter.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci, an als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt ass a mengen Aen iwwerflësseg aus Ursaachen, déi schonn ugeklonge sinn, an zwar well d'Ursaach vun deem Protokoll 14bis eigentlech net méi besteet. Fir ze wëssen, firwat dat esou ass, muss ee wëssen, wat mam Protokoll 14 war.

Dee Protokoll 14, deen ech virun e puer… véier Joer, mengen ech, hei rapportéiert hunn, an deen am Fong virgesinn huet, fir méi substanziell Saache wéi déi, déi am 14bis stinn, an der Prozedur ze änneren, fir dass eben dee Stau op der Cour européenne des droits de l'Homme zu Stroossbuerg géif ofhuelen.

Deen Artikel… De Protokoll 14 ass, wéi gesot, vun eisem Rapporteur richteg gesot, ganz laang vu Russland refuséiert ginn aus x Ursaachen, op déi ech hei net wëll zréckgoen. Jiddefalls ass et esou, dass dofir no laanger Zäit - a mengen Aen och scho vill ze spéit - déi Europäesch Communautéit sech afale gelooss huet, wéi se kéint laanscht dee Refus vu Russland kommen, an huet duerfir gesot: „Mir huelen e puer minimal prozedural Froen aus dem 14 eriwwer an en anere Protokoll 14bis, fir dass mer fir déi Leit, déi wëlle jiddefalls, déi Länner, déi wëllen, déi wichtegste Saachen dann op d'Prozedur, net um Fong, scho kënnen applizéieren."

A souguer do si mir als Lëtzebuerger Land nach e Schrack méi wäit gaangen. Mir hunn eng Deklaratioun gemaach, aus där ervirgeet, dass mir bereet wären, de 14bis provisoresch ze applizéieren un all Affären, déi Lëtzebuerg géifen op der Cour betreffen, et sief dann, et wäre méi wéi ee Requérant op där anerer Säit. Esou dass fir Lëtzebuerg déi Saach souwisou an der Rei wär, och wann de 14bis net ratifizéiert wär.

Elo ass en a mengen Aen komplett iwwerflësseg, well de 14bis entre-temps net nëmmen am Conseil vun der russescher Federatioun, mä och vun der Duma, an anscheinend - mengen Informatiounen no - an erstaunlecherweis à l'unanimité ugeholl ginn ass. Esou dass wat elo nach ze maache bleift, ass am Fong just deen Instrument de ratification um Sekretariat vum Conseil de l'Europe ze déposéieren. An domadder wier et geschitt.

Et gëtt mer awer d'Geleeënheet, vun eppes ze schwätzen. Och wann ech déi Debatt hei iwwerflësseg fannen, fannen ech, dass d'Thema vun dem Mënscherechtshaff zu Stroossbuerg ganz wichteg ass, besonnesch och, well - wéi schonn ugeklongen ass - et e speziellt Joer ass: de 60. Anniversaire, 47 Memberstaten, 800 Milliounen Europäer, déi op dee Geriichtshaff do kënnen zréckhuelen, an 200 Konventiounen, déi ausser der Mënscherechtskonventioun um Europarot ausgeschafft gi sinn.

Esou dass dat, vun deem mer schwätzen, eppes ass wéi en Ordre public européen, deen haaptsächlech ugewannt gëtt a kontrolléiert gëtt vun der Cour. An déi Cour, déi ass Victime vun hirem eenzege Succès, well eben esou vill Affären unhängeg sinn, an am Fong dat zu Stroossbuerg geschitt, firwat ganz vill Leit, besonnesch och Lëtzebuerg, op Stroosbuerg ginn. Dat heescht, well se fannen, dass besonnesch pénal Affären zu Lëtzebuerg ze laang daueren.

Entre-temps si mer an där abwegeger Situatioun, dass och déi Mënscherechtsaffären, déi zu Stroossbuerg unhängeg sinn, ze laang daueren an dass een am Fong elo schonn erëm misst eng Cour maachen, fir déi Défautë vun der Cour vu Stroossbuerg opzefänken.

Vu dass dat net duerch en neit Instrument méiglech ass, musse mer kucken, innerhalb vun deem bestehende Mechanismus do weiderzekommen. An d'Madame Brasseur huet jo ugeschwat, dass ausgangs des Mounts de Conseil des Ministres sech trëfft an der Schwäiz, déi de Moment d'Présidence huet, fir zu Interlaken ze kucken, iwwert de Protokoll, net nëmme 14bis, mä 14 eraus, wat essenziell ass, fir d'Cour vu Stroossbuerg ze retten, souzesoen.

Wat mer wëssen, dass néideg ass, ass éischtens emol, politesche Wëllen, fir déi Cour do ze verbesseren, fir se méi opérationnel ze maachen. Dat heescht och, se auszestatte mat Leit a mat Suen, déi hinnen et erlaben, fir hir Aarbecht méi effikass ze maachen.

D'Prozedurfroe mussen och gekläert ginn. An et kann net sinn, dass, wa véier Länner 57% vun den Affären zu Stroossbuerg stellen, a wa mer wëssen, dass 80% vun den Affären, déi zu Stroossbuerg unhängeg sinn, irrecevabel sinn, da wësse mer, dass, wa mer an der Prozedur eppes maachen, fir dass d'Irrecevabilitéite ganz schnell kënne gekuckt ginn, fir dass déi Riichteren, déi zu Stroossbuerg sëtzen, fir Mënscherechtsproblemer ze toiséieren, sech effektiv net nëmme mat Irrecevabilitéite mussen ofginn, mä sech um Fong kënne mat de Mënscherechter selwer ofginn.

Ech denken, dass de Protokoll 14 do natierlech net duergeet. An duerfir ass jo och déi Konferenz ugesot.

Duerfir ass mäin Haaptuleies haut un de Minister an un Iech, Här President, un d'Chamber souzesoen, Iech ze proposéieren, deen heite Projet, deen u sech menger Meenung no iwwerflësseg ass, derfir ze benotzen, fir eng Debatt ze froen iwwert dat, wat wierklech um Fong muss geschéien a wat ausgangs des Mounts an der Schwäiz soll diskutéiert ginn.

Dat wier, Här President, dat, wat ech wollt soen. An ech wär frou, fir dem zoustännege Minister seng Positioun zu esou enger Debatt hei ze héieren.

Merci.

M. le Président.- Ech soen der Madame Err Merci, an als leschten agedroene Riedner hunn ech den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech wollt just nuren den Accord vun onsem Grupp zu dësem Gesetzesprojet bréngen. E Gesetzesprojet, dee riskéiert héchstwahrscheinlech schonn net méi vu groussem Interessi ze sinn, wann e publizéiert gëtt, well héchstwahrscheinlech dann de ganzem Objet vun dem Gesetz hifälleg ass.

Mä ech géif awer och hoffen, a vläicht kann de Minister ons do eppes soen, datt déi Zuel vu Recoursen, déi géint Lëtzebuerg lafen, sollten esou kleng wéi méiglech gehale ginn. Mir hunn der nach e puer do lafen. Ech wär och do frou, wann eng etlech Décisioune kéinte méi séier goen. An dofir ass op jidde Fall de Sënn vun dësem Gesetz… geet alles an déi richteg Richtung.

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci, an da kritt elo d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Jo. Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, hei ass dann erëm esou e Projet, wou de Justizminister e bësse stresst. Ech hunn effektiv den 19. Oktober de Projet de loi déposéiert, den 10. November huet de Statsrot säin Avis ginn, an den 2. Dezember ass den Här Gilles Roth Rapporteur ginn, an den 13. Januar huet d'Commission juridique de Rapport ugeholl. Mir hunn also och hei ganz séier geschafft.

Elo ass haut d'Fro gestallt ginn: Brauche mer nach iwwerhaapt dee Projet ze stëmmen, jo oder neen? Ech war der Meenung, mir sollten dat maachen, an dat aus dräi Grënn.

Den éischte Grond ass deen, dass Russland nach net offiziell seng Instruments de ratification ofginn huet. An ech mengen, dass en attendant mer dann och sollen eis Hausaufgab maachen.

Dat Zweet ass, ech mengen, dass et och gutt ass, wa mer herno d'Relevéen esou liesen an de Statistike vum Conseil de l'Europe, dass mer net nëmmen dat éischt Land waren, wat de 14bis ënnerschriwwen huet, mä dass mer och zu deene gehéieren, déi e ratifizéiert hunn, och wann d'Utilitéit vun der Ratifikatioun vläicht net méi laang néideg ass.

Dat Drëtt ass awer deen, an dat hat ech an der Chamberskommissioun expressis verbis gesot, dass ech wierklech sollt d'Geleeënheet haut benotzen, fir iwwer Lëtzebuerg an d'Cour des droits de l'Homme ze schwätzen. Ech sinn dofir e bëssen iwwerrascht, dass gefrot gëtt, mir sollen eng Debatt maachen. Ech hat gemengt, déi Debatt wär haut, well ech wollt och effektiv… Ech wäert och, ier dass mer op Interlaken ginn, eng Debatt an der Öffentlechkeet féieren, well et schonn effektiv néideg ass, effektiv néideg ass, dass mer schwätzen iwwert d'Wichtegkeet vun der Cour vu Stroossbuerg, déi elo nach méi wichteg gëtt, an deem Moment, wou jo soll - och opgrond vum Lissabon-Vertrag - d'Europäesch Gemeinschaft Member gi vun der Convention des droits de l'Homme. Wou et jo och ganz interessant gëtt: Wéi schaffen an Zukunft déi zwee Geriichter mateneen?

An ech wäert selwer mat de Lëtzebuerger, am Kapp vun der Lëtzebuerger Delegatioun, wou d'Madame Err als och Vertriederin vun der Delegatioun vun der Chamber an dem Conseil de l'Europe wäert mat an eiser Delegatioun sinn, wäert ech, do, wou d'Mataarbechter aus der Justiz an aus dem Finanzministerium zu Abu Dhabi am Sand sëtzen, wäerte mir dann zu Interlaken beim Séi sëtzen, awer net fir de Séi ze kucken oder Eiger, Mönch a Jungfrau, mä effektiv ze kucken, dass bei där Présidence, där Schwäizer Présidence do Neel mat Käpp gemaach ginn.

Well et ass ganz kloer, dass déi Cour vu Stroossbuerg fir d'Mënscherechter extrem wichteg ass. Si ass allerdéngs en Affer vun hirem Succès ginn. De Succès besteet jo ënner anerem doranner, dass en Eenzelne kann op Stroossbuerg goen, wéi et am Volleksmond heescht. Och, wann dat am Volleksmond esou eppes ginn ass wéi déi véiert Voie de recours. Dofir ginn der och ganz vill irrecevabel erkläert, dat muss een och wëssen. Mä et ass awer scho wichteg, dass deen Eenzelne kann an Europa bei e Geriicht goen, fir seng Rechter anzekloen.

Dat ass ee wesentlecht Element. Dat ass iwwregens eppes, wat zu Stroossbuerg d'Problematik méi komplizéiert mécht wéi op der Cour de Justice um Kierchbierg. Um Kierchbierg sinn déi meescht Recoursë Recours par voie préjudicielle. Dat heescht, do huet ee Geriicht schonn alles instruéiert, an da stellt d'Geriicht fest, do ass eng Rechtsfro, an da geet déi Rechtsfro op de Kierchbierg. Do brauch also net méi déi ganz Affär an all hiren Tenants et aboutissants, an all hiren Éléments de fait nogekuckt ze ginn. Während zu Strossbuerg wierklech bis an de leschten Detail nogekuckt gëtt, wat am Dossier war. Dat ass also ganz vill Aarbecht fir déi Riichter zu Stroossbuerg.

Natierlech ass et esou, dass doduerch, dass ëmmer méi Länner awer seriö gekuckt hunn, wat Stroossbuerg gemaach hunn - net all hunn alles ëmgesat; mir hunn dat ëmmer ëmgesat -, dass natierlech dorophin och ëmmer méi Recoursen op Stroossbuerg kommen. An de grousse Problem elo ass, dass vill irrecevabel Recoursë kommen.

Nun ass natierlech d'Fro: Wien deklaréiert e Recours irrecevabel? Wa muss de ganzen Tribunal dat maachen, dann ass et erëm eng Kéier eng ganz Prozedur, wou Zäit verluer gëtt. Ass et allerdéngs nëmmen e Beamten, deen en irrecevabel erkläert: Hu mer dann nach wierklech Rechtssécherheet an Europa? Dat ass eigentlech déi grouss Fro, déi mer och zu Interlaken ze klären hunn.

Déi Fro ass also zu Interlaken an déi fanne mer hei erëm am Protokoll 14bis. Wéi brénge mer et fäerdeg, dass e Filter ass, ier dass wierklech déi wichteg Affäre kënnen traitéiert ginn?

Do gëtt et verschidde Méiglechkeeten. Ech wär frou, wann d'Cour selwer géif eng ganz kloer Propositioun maachen, well d'Meenungen an Europa ginn do tëschent de Memberstaten auserneen. Wann enger kloer Propositioun wär vun der Cour, op déi ee sech da kéint largement ralliéieren, da wär et gutt. D'Lëtzebuerger Positioun wäert, ofgesinn dovunner, prinzipiell déi heite sinn: Jo, et soll e Filter kommen.

Mir mengen nämlech net, dass et envisageabel wär, nach méi Riichter op Strossbuerg ze schécken. Dat géif erëm aner Problemer schafen, méi Riichter, an ech mengen och net, dass een do e politeschen Accord géif kréien. Also si mer fir eng Filterinstanz.

Mir sinn allerdéngs der Meenung, dass déi Filterinstanz misst vun engem Riichter vun der Cour selwer gemaach ginn an net vum Secrétariat administratif vun der Cour. Dat wäert prinzipiell déi Positioun sinn, déi mer do verteidegen.

An engems ass ee Sujet zu Interlaken deen: Wat maachen dann d'Länner, fir d'Affären ëmzesetze bei sech? An do si mer och elo amgaang als Lëtzebuerger, fir ze kucken, dass mer manner Ursaache kréien, fir Recoursen ze maachen.

Et sinn eng Partie spezifesch Affären hei genannt ginn, wéi zum Beispill vum Gilles Roth, e Rapporteur, deem ech Merci soen: Procola, dat ass en Uerteel, wat ech ganz gutt kennen, well déi Zäit war ech nach Member hei vun der Chamberskommissioun. Ech war Rapporteur vun der Reform vum Ordre judiciaire administratif, wéi deen agefouert gouf, an ech war selwer Auteur vun der Proposition de loi Biltgen iwwert d'Prozedurreglement, wou mer Délais fixes agefouert hunn, wou ech déi Zäit net gutt ukomm sinn, weder bei menge Kolleegen Affekoten nach bei den Délégués de justice vum Ministère de la Justice; mä haut ass jiddweree frou, dass mer déi Délais fixes hu bei den Ordres judiciaires administratifs. Dat ass een, deen ech gutt kennen.

Dir hutt nach eng ganz wichteg net ernimmt gehat, Här Roth, dat ass d'Affär vun de Fierschter, wou ech och duerno d'Geleeënheet hat, dat war d'Citatioun, d'Responsabilitéit vun de Journaliste bei Citatiounen, wou ech duerno d'Geleeënheet hat - den Här Mosar war Rapporteur am Pressegesetz; dat war 2004, mengen ech, Här President -, fir effektiv dat doten Uerteel och ëmzesetzen.

Dat heescht, mir hunn zu Lëtzebuerg ëmmer eng Äntwert ginn. Eng vun deene leschte bekanntste war d'Affär Wagner iwwert d'Adoptiounen. Do ass et och esou, dass mëttlerweil de 16. Dezember d'Cour selwer d'Exequatur da gesprach huet vun enger Partie esou Uerteeler, wou d'Adoption plénière individuelle an anere Länner gesprach gouf. Dat heescht, och do si mer elo mëttlerweil konform, well d'Jurisprudenz sech selwer einfach un d'Jurisprudenz vu Stroossbuerg gehalen huet.

Déi zwee heefegst Ursaachen, dass mer zu Lëtzebuerg condamnéiert goufen, dat sinn déi, dass et ze laang gedauert huet, fir zu engem Uerteel ze kommen an dass mer kee Recours effektif hätten.

Do ass et esou, dass mäi Virgänger zwee gréisser Pläng gemaach huet, fir méi Riichter ze kréien. Dat huet emol scho villes genotzt. Et kënnt awer nach ëmmer vir, dass verschidden Affäre méi laang daueren, notamment, wann et sech ëm pénal Affären handelt. An do ass et wichteg, dass mer mëttlerweil duerchgesat hunn, dass et zu Lëtzebuerg e Recours effectif gëtt, wann e Prozess ze laang dauert.

Wat ass dee Recours effectif? Ma dat ass, dass een dann de Stat ka condamnéieren, de Lëtzebuerger Stat op Schuedenersatz, well et ze laang gedauert huet. Mir hunn dat och ëmmer plädéiert zu Stroossbuerg. Dat ass allerdéngs nach laang net ëmmer unerkannt ginn zu Stroossbuerg, well gesot ginn ass: „Majo kee weess dat."

Dorophin hu mer an der Pasicrisie - dat ass jo déi Publikatioun, déi all Affekot misst kennen -, ass elo esou een Uerteel publizéiert ginn, eng Affär. A mir hunn och Instruktioun ginn, dass bei der Affekotenausbildung effektiv déi dote Jurisprudenz sollt deene jonken Affekoten erkläert ginn, fir dass se wëssen, dass se do e Moyen hunn, ier dass se mussen op Stroossbuerg goen, fir emol kënnen hei am Inland Drock ze maachen.

Dat Zweet, dat war de Formalismus vun der Cour de Cassation. Och do ass mëttlerweil, huet Lëtzebuerg drop geäntwert. Engersäits, andeem d'Cour de Cassation selwer vill manner formalistesch ass. Wa mer déi lescht Recoursen huelen, sinn der ganz wéineg irrecevabel erkläert ginn. Well mer eis awer net nëmme kënne fiéieren op déi Kompositioun, déi mer elo an der Cour de Cassation hunn, hu mer e Projet de loi hei bei Iech deponéiert, fir den Artikel 10 vun dem Cassatiounsgesetz esou ze reformëieren, dass manner Formalismus bei de Cassatiounsrecoursë virgesinn ass.

Dat heescht, mir hunn och elo versicht, an deene leschte Méint eng ganz Partie vun Hausaufgaben ze maachen, fir net nëmmen zu Stroossbuerg fir déi aner Länner ze plädéieren, mä ze soen: Hei, mir plädéieren, dass jiddwereen dat mécht, wat mir och zu Lëtzebuerg maachen, fir dass mer effektiv kucken, dass d'Mënscherechter dann an Europa unerkannt ginn an dass d'Verfeelung och duerch e Geriicht ka festgestallt ginn an dass duerno och där Verfeelung Rechnung gedroe gëtt an deem jeeweilege Land.

An ech mengen, dat war eigentlech dat, woufir ech elo frou war, dass mer awer d'Debatt haten, fir déi puer Saachen do ze erklären, déi ech dann och d'nächst Woch wëll e bësselche méi breet - well do hunn ech e bësselche méi Minutte wéi hei -, e bësselche méi breet wëll an enger Pressekonferenz der Öffentlechkeet zu Lëtzebuerg virstellen.

Well ech mengen, wierklech wichteg ass, dass mir wëssen, wat Stroossbuerg bedeit a wat Stroossbuerg och scho bedeit huet fir d'Evolutioun vun de Gesetzgebungen hei zu Lëtzebuerg. An an deem Sënn soen ech Iech Merci, dass Der hei e Gesetz stëmmt; och wann et vläicht net méi laang muss applizéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Justizminister Merci fir seng Explikatiounen. A mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6076 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Félix Eischen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

D'Chamber befaasst sech haut de Mëtteg mat der Interpellatioun vum Här Jean Huss iwwert d'Nanowëssenschaften. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Berger, d'Madame Mutsch an den Här Colombera. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Jean Huss. Ech wëll och nach betounen, datt den Här Huss 20 Minutten als Interpellant huet an och nach déi 15 Minutte vu senger Fraktioun als Porte-parole derbäi. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

5. Interpellation de M. Jean Huss au sujet de l'évolution dans le domaine des nanotechnologies

Exposé

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur.*- Merci, Här President. D'Demande fir dës Interpellatioun iwwer Nanotechnologien, hir gréisser Chancen, mä och hir Risiken hat ech schonn am Hierscht 2006 hei agereecht. No enger kuerzer Diskussioun doriwwer kuerz duerno an der zoustänneger Chamberskommissioun an no eenzelne Visitë bei de Centres de recherche publics, déi op deem Gebitt fuerschen, war duerno déi parlamentaresch Diskussioun leider erëm eng Kéier ageschlof. Eigentlech bis haut.

Zu enger globaler a wierklech och öffentlecher Debatt mat der breeder Bevölkerung ass et hei zu Lëtzebuerg leider nach net komm, am Ënnerscheed zum Beispill zu eisen Nopeschlänner Frankräich, Holland, Däitschland an esou virun, wou déi öffentlech Debatt zum Beispill iwwert sougenannte Conférences de citoyens vill méi wäit ass an zum Deel - virun allem a Frankräich - ganz hefteg gefouert gëtt. Esou hefteg, datt vu 17 offiziell organiséierten Débats publics a franséische Stied, déi déi franséisch Commission nationale du débat public am Optrag vun der Regierung d'lescht Joer organiséiert hat, der eng Partie vu radikale Géigner vun den Nanotechnologië gestéiert goufen oder souguer guer net konnte stattfannen. Esou zum Beispill nach viru kuerzem geschitt zu Lyon.

Firwat engersäits also vill positiven Interesse un dësen Nanotechnologië bei Fuerscher a Wëssenschaftler, mä virun allem och bei industriellen an anere Wirtschaftsacteuren, ënnerstëtzt dobäi vun der EU-Kommissioun a vun nationale Regierungen? A firwat, ëmgekéiert, e wuessende Malaise, wuessend Crainten oder souguer total Oflehnung vun dësen neien Technologien? Nanotechnologien, déi awer lues a lues schonn zënter enger Partie vu Joren amgaang sinn, eisen Alldag ze eroberen.

Dir Dammen an Dir Hären, haaptsächlech zënter Mëtt an Enn vun den 80er Joren huet d'Nanofuerschung weltwäit lues a lues ugefaangen, a grousse private Laboratoiren, oft an Zesummenaarbecht mat verschiddenen Industriesecteuren, mä och an öffentleche Recherchezentren. Fir Wëssenschaftler a Fuerscher war an ass et fascinant, an d'Nanowelt vum onendlech Klengen, an dem Beräich vun engem bis honnert Nanometer, dat heescht Engem-

bis Honnertmilliardstelmeter anzedréngen, dat heescht, fir klengste Molekülen oder Particulë vun zéng, 20, 30 Nanometer kënnen ze erkennen, ze beobachten, ze analyséieren, mä och kënne se ze veränneren, se ze verbannen oder, ëmgekéiert, fir se ze trennen oder nei kënnen ze konfiguréieren an dorauser dann nanotechnologesch nei industriell oder kommerziell Applikatioune kënnen ze entwéckelen.

Wéi kleng zum Beispill zéng oder 20 Nanometer sinn, kann een zum Beispill am Vergläich mat engem mënschlechen Hoer festmaachen. Den Duerchmiesser vum mënschlechen Hoer variéiert ongefeier zwëschent 30.000 a 70.000 Nanometer, während, wéi gesot, am Beräich vun den Nanotechnologieë mat Nanopartikelen am Beräich just vun engem bis honnert Nanometer operéiert gëtt, also am Beräich vum praktesch onvirstellbar Klengen.

Dës Nanomaterialien oder -partikelen, mat deenen do hantéiert, experimentéiert a geschafft gëtt am Beräich vun der Grondlagefuerschung, mä och a Richtung vun industriellen a kommerziellen Applikatiounen, kënnen haut aklasséiert ginn am Fong a véier Dimensiounen: Dimensioun 1, Nanopartikelen oder ultrafein Nanopudderen - Pardon, Dimensioun 0 -; Dimensioun 1, sougenannten Nanodréit an Nanotuben; Dimensioun 2, Nanomaterial zur Oberflächenbeschichtung, wat eng vun den Haaptrecherche- an Applikatiounsrichtungen haut duerstellt, och hei zu Lëtzebuerg; an Dimensioun 3, Nanocompositen am Beräich vu Keramik an am Beräich vu metalleschen Nanostrukturen.

Wat sinn déi besonnesch Charakteristiken, déi besonnesch an déi nei Eegenschafte vun esou Minipartikelen am Beräich vun zéng, 20 oder 50 Nanometer am Vergläich zu de bisherege Materialien a Stoffer an eisen Alldagsprodukter a Konsumartikelen? Vu datt eng politesch Interpellatioun net den Zweck kann hunn, eng Aféierung a Physik, Quantephysik a Quantemechanik duerzestellen, wéilt ech hei just am Résumé soen, datt esou kleng Nanopartikelen zum Deel absolut nei Qualitéiten entwéckelen, déi déiselwecht Stoffer am méi Groussen net hunn.

Zum Beispill nei mechanesch, elektresch, magnéitesch, optesch oder katalytesch Qualitéiten. Nei zesummegesaten an nei konfiguréiert Nanocomposité kënnen zum Beispill vill méi haart oder, ëmgekéiert, vill méi mëll a flexibel oder chemesch méi performant sinn, mä och zum Beispill méi reng an, wat e gewëssene Problem duerstellt, virun allem si se vill méi reaktiv, wat natierlech an de Beräicher Inflammatioun an Explosivitéit kann zu munche Problemer féieren.

Eng vun de bestehenden Haaptapplikatioune vun neien Nanostrukture sinn dofir haut schonn nei Materialbeschichtungen an Iwwerflächebehandlunge vu Glas, Plastik oder vu Metalliwwerflächen, zum Beispill fir Karosserië méi korrosiounsfest oder Glas méi dreckofweisend ze maachen, oder zum Beispill Plastikverpackunge fir Liewensmëttel géint d'Faulen oder géint Schimmel ze protegéieren an doduerjer méi laang haltbar ze maachen an esou virun an esou virun.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Dir Dammen an Dir Hären, fir dëse komplexen neie Sujet net nëmmen theroetesch op der Grondlag vu wëssenschaftlecher Fachliteratur a vun Avisë vun offiziellen Agencen oder vu Géigenavisë vu verschiddenen internationalen ONGen oder kritesche Wëssenschaftlecher unzegoen, hunn ech am Virfeld vun dëser Interpellatioun och versicht, konkret an d'Gespréich ze komme mat Responsabele vum FNR, dem Fond national de la recherche, a mat Wëssenschaftlecher a Responsabele vun engem vun eise Centres de recherche publics, nämlech dem CRP-Gabriel Lippmann op Belval, wou ënner anerem konkret och Nanorecherche gemaach gëtt an och, am Verbund mat Lëtzebuerger Industrien, un Applikatiounen am Beräich Materialfuerschung geschafft gëtt, doniewent och u méi ëmweltbezunnenen Applikatiounen am Beräich Waasser an Ofwaasser, Waasseranalytik an esou virun.

Déi Diskussioune mam FNR a mat den Haaptverantwortleche vum CRP-Lippmann ware ganz opschlussräich a si waren och ganz éierlech. Et ass zum Beispill vu menge Gespréichspartner beim CRP-Lippmann a kengem Moment versicht ginn, méiglech Risike vun Nanomaterialien an Nanopartikelen am Beräich Aarbechtsplaz, Ëmwelt a Gesondheet oder zum Beispill am Nahrungsmëttelberäich, Kosmetik an esou virun ze bagatelliséieren oder ze verharmlosen. Si hunn als Fuerscher am Contraire kloer gemengt, datt mer iwwer munch Risike bei wäitem nach net genuch géife wëssen an datt dofir parallell och nach vill Risikofuerschung noutwendeg wier.

Op där anerer Säit huet dës Visite awer och däitlech gemaach, wéi vill Suen hei zu Lëtzebuerg bis elo schonns an dësen neie Fuerschungsberäich investéiert goufen. Well d'Qualitéit vun deem ganzen neie Maschinnepark, deen do scho steet am Centre Gabriel Lippmann, ass absolut impressionnant. Gradesou wéi iwwregens d'Zuel vu Wëssenschaftlecher oder ugehende Fuerscher, déi do an der Recherche schaffen.

Mä zréck vum reng Lëtzebuerger Terrain zu där allgemenger europäescher a weltwäiter Problematik vun der Nanofuerschung a vun den Nanotechnologien. Vu munche vun hiren euphoresche Promoteuren, och vun der Europäescher Kommissioun, ginn d'Nanotechnologien als eng, wann net déi bedeitendst ënnert den Zukunftstechnologië vum 21. Jorhonnert considéréiert, well si an enger transversaler an transdisziplinärer Approche sämtlech Beräicher vu Physik a Chimie, vun der Elektronik, vun Informatiounstechnologien, Biotechnologien a Kommunikatioun, vun Energie- an Ëmwelttechnologien, vu Medezin- a Pharmakologie, vu Liewensmëttelproduktioun a Sécherheet an esou viru kéinte revolutionéieren a well sech dofir dorauser an der Zukunft onendlech vill nei Applikatioune kéinten entwéckelen.

D'Europäesch Kommissioun hat an hire vergaangenen an nach lafende Fuerschungsprogrammer gréisser Deeler vun hire Fuerschungsgelder an de Beräich Nanotechnologië gestach a si ass elo schonn derbäi, deen nächste pluriannuelle Fuerschungsprogramm an deem dote Sënn virzebereeden an ze gestalten; iwwregens och Avis aux amateurs.

D'EU-Kommissioun huet den 18. Dezember d'lescht Joer, dat ass nach net laang hier, eng öffentlech Konsultatiounsronn iwwert deen neien Aktiounsplang Nanotechnologië lancéiert, déi bis zum 19. Februar dëst Joer soll daueren a wou jiddwereen, och Wëssenschaftlecher, ob Industrieller, Politiker, Ëmweltschützer, ob ONGen insgesamt, mä och jiddwer eenzelne Bierger sech sollt kënne mat sengen Iddien oder Suergen abréngen, fir der EU-Kommissioun an enger participativer Approche nei Iddien oder Warnungen a Bedenke mat op de Wee ze ginn.

Leider weess praktesch kee Mënsch eppes vun där vun der Europäescher Kommissioun lancéierter Konsultatiounsronn doriwwer. Op jiddwe Fall mat deene Leit, wou ech geschwat driwwer hunn, do wousst kee Mënsch driwwer Bescheed, datt een do kéint seng Iddien abréngen, datt ee kéint mat der Europäescher Kommissioun also a Korrespondenz trieden.

Ee Schwéierpunkt dobäi, bei där Konsultatiounsronn, sollen dës Kéier d'Problemer vu Sécherheet, Gesondheet an Environnement duerstellen.

Dir Dammen an Dir Hären, den Zuch vun den Nanotechnologien ass zënter e puer Joer op de Schinnen, an der Fuerschung souwisou, mä virun allem och schonns a villen Alldagsprodukter, déi Nanopartikelen enthalen an déi schonns um Marché sinn, ouni awer, datt an deene meeschte Fäll de Consommateur eppes dovunner weess.

An neierdéngs scheinbar méi wéi 1.300 ënnerschiddleche Konsumartikelen um Marché sinn anscheinend schonn divers Nanopartikelen, oft Nanocarbonen, Nanosélwer, Nanokobaltchrom, Nanozénk, Nanosilizium an esou virun, agebaut, engersäits, wéi scho gesot, a Material- an Iwwerflächebeschichtungen, a Form vu Faarwen a Lacken, anersäits awer och zum Beispill a Sprayen, a Botzmëttelen, a Verpackunge vu Liewensmëttel, mä och a Sonnecrèmen oder Kosmetikprodukter, a Strëmp an Ënnerwäsch, mä zum Beispill och an Tennisraquetten, Golfschléier, Tastature vu Computeren, a verschiddene medizineschen Dispositiven an esou virun. An esou wéi déi international Fuerschung weiderleeft, wäert d'Zuel vun de Konsumartikelen, deenen aus ënnerschiddleche Grënn Nanopartikele bäigemëscht ginn, an deene kommende Jore ganz sécher weider nach zouhuelen.

Reng ökonomesch gekuckt gëtt et zënter deene vergaangenen aacht bis zéng Joer ongefeier eng Course, e Wettlaf zwëschent den Industrië vun deene gréisste Wirtschaftsbléck, Europäesch Unioun, USA, Asien, ëm en ugepeilte gewaltegen Nanomarché, e Marché, deen 2015, also a knapp fënnef Joer, sech soll op iwwer 170 Milliarden Dollar a méi bezifferen. E Wuesstumsmarché also, dee kolossal ass. Besonnesch d'Zesummespill vun den Nanotechnologië mat Biotechnologien, mat Informatiounstechnologien a Kommunikatioun, ofgekierzt NBIC genannt, schénge riseg Wuesstumsfelder kënnen opzemaachen.

Als Gréng si mer selbstverständlech op fir all gesellschaftleche Fortschrëtt a fir Fuerschung an Innovatioun, wa se da wierklech de Mënschen an der Gesellschaft kënnen hëllefen a Verbesserungen op ville Pläng kënnen erbäiféieren. Ech wëll duerfir och fir d'éischt, ier ech op d'Geforen a Risiken aginn, op e puer wichteg Hoffnungsverspriechen an Erwaardungen agoen, esou wéi se an der nanotechnologescher Fuerschung an Diskussioun an d'Spill bruecht ginn.

Well d'Nanoparticulen an d'Nanomaterialië ganz anerer an total nei Eegeschafte kënnen opweisen, kënnen dës nei Eegeschaften a ville Beräicher, a ganz ville Produkter oder Instrumenter agebaut ginn, an deenen hir Qualitéit, an där enger oder där anerer Hisiicht, verbesseren: méi haart oder méi mëll, méi soupel oder méi fest, méi feierfest oder korrosiounsfräi, méi waasserunzéiend oder waasserofweisend, méi resistent, méi fett-, pilz-, dreckofweisend an esou virun. A munche Produitë kann dat ouni Zweifel vu Virdeel sinn. Bei anere kënne Sënn an Zweck dovunner sécherlech méi ëmstridden an diskussiounswierdeg sinn, zum Beispill Nanosëlwer a Socquetten a Strëmp. Mä an eisen Ae muss bei all esou Neierungen een Haaptkritär am Virdergrond stoen: eventuell Material- a Produktverbesserungen däerfen net op Käschte vu Sécherheet goen, Sécherheet fir Gesondheet a gesondheetleche Verbraucherschutz, Sécherheet fir Natur an Ëmwelt, a Sécherheet fir en demokratescht gesellschaftlecht Zesummeliewen. Mä dorobber wäert ech herno zréckkommen.

Wat d'gesellschaftlech Fortschrëtter ubetrëfft, reeller oder eventuell ze erwaardender, esou ginn eis vun der Nanofuerschung vill nei Hoffnunge gemaach, zum Beispill an de Beräicher vun Energie an Ëmwelt. Mä och zum Beispill am Beräich vun der Santé an der Medezin, der Imagerie oder der Implantologie fir eng Partie schwéierst Krankheeten, fir zum Beispill Kriibs oder neurodegenerativ Erkrankunge vill méi fréi kënnen ze detektéieren, an duerfir méi effektiv kënnen ze bekämpfen, an dann haut onheelbar Krankheeten iergendwéini eng Kéier, geschwënn eventuell, an de Grëff ze kréien. Dat gëtt an Aussiicht gestallt.

Am Beräich Energie ginn zum Beispill besser Isolatiounsmaterialien, méi effizient Solarpanneauen, eng verbessert Fotovoltaik a verbessert Energiestockage- an ëmwandlungsprozesser an Aussiicht gestallt, wat natierlech ganz wichteg Avancéeë wieren, fir der lafender an nach kommender Energiekris entgéintzewierken.

Am Beräich Ëmwelt ginn iwwer nei Nanosensoren an Nanomoossinstrumenter verbessert Méiglechkeete vu Material-, Buedem- oder Waasseranalytik versprach. An d'Nanotechnik soll zum Beispill an de Beräicher Waassersanéierung an -opbereedung, mä och zum Beispill am Beräich vu Buedem- an Altlastesanéierung nei Fortschrëtter bréngen. Datselwecht gëllt fir d'Détectioun vun Ëmweltverschmotzungen insgesamt a fir en ökotoxikologesche Monitoring vu Belaaschtungen an der Landwirtschaft.

A finalement sollen Nanomaterialien och Schrëtter a Richtung vun enger méi grénger, méi bioverdréiglecher Chemie méiglech maachen.

E gudde Koup also vun erhofften oder vu méigleche positive Verbesserungen, grad och um Gebitt vun Energie an Ëmwelt. Hoffnungen an Erwaardungen, déi sech allerdéngs nach an deene kommende Joren an der Realitéit och musse beweisen. Fakt ass, datt hei zu Land an eise CRPen, ob Lippmann oder Tudor oder och Uni, och un esou Projete gefuerscht a geschafft gëtt. An dat sinn och Orientéierungen, déi wäitgehend op eis Zoustëmmung kënnen treffen, wa se da wierklech Chancen zur Realiséierung hunn.

En anert Gebitt, dat vill nei Hoffnunge waakreg mécht, ass wéi gesot den Asaz vun Nanomaterialien an Nanoinstrumenter um Gebitt vu Gesondheet, Medezin a Pharmakologie. Mir bleiwen do natierlech nach e bësse skeptesch, well och schonn oft an der Vergaangenheet, zum Beispill am Kontext vun der Gentherapie, immens Hoffnungen opgebaut gi waren, déi awer gréisstendeels, op jidde Fall bis haut, net an Erfëllung gaange sinn. An et sollt een duerfir am Moment jiddwerfalls nach zréckhalend bleiwen, fir schwéierstkranke Leit net ze vill Hoffnungen, falsch Hoffnungen ze maachen.

Trotzdeem ass et awer esou, datt konkret Experimenter mat Nanopartikelen an Nanomaterialien an Zell- an Déierversicher scho vereenzelt positiv Resultater, souwuel bei der Fréierkennung wéi och bei der Zerstéierung vun inoperabelen Tumoren oder och an der Implantologie an an anere medezinesche Beräicher bruecht hunn. Datselwecht gëllt och an der Struktur- a Funktiounsanalytik vun Zellen, Zellmembranen, Enzymer, Mitochondrien an esou virun. Et leien tatsächlech op deene Gebidder éischt hoffnungsvoll Experimenter vir, an am Intérêt vu konkret schwéierstkranke Leit sinn esou Fuerschungen an Therapieentwécklunge sécherlech positiv ze gesinn, obschon esou positiv Weiderentwécklungen, an eisen Aen, awer ni d'Prioritéit vun enger méi effikasser Preventioun vun esou Krankheeten däerfen a Fro stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, well d'Nanotechnologien als transversal an transdisziplinäert Fuerschungsfeld an e ganz breede Spektrum vun Disziplinen erareechen, ass et natierlech hei elo aus Zäitgrënn och net méiglech, op aner eventuell positiv Entwécklungen op anere Gebidder weider anzegoen. Virun allem awer och, well ee leider och muss op déi negativ Aspekter vun der Nanotechnologie agoen, nämlech de Problem vun neie gréissere Geforen a Risiken, déi dovunner kënnen ausgoen. An deenen zwou Motiounen, déi mer un d'Regierung riichten, an déi ech um Schluss wäert presentéieren, wäert virun allem Rieds goe vun enger Partie vun esou Risiken, a wat engersäits als Reaktioun dorobber, mä anerersäits och preventiv dergéint da misst ënnerholl ginn.

Wat sinn déi méiglech an deelweis schonn erwise Risiken? Ee vun de politesche Risiken, vun deem an dësem Kontext erstaunlecherweis eigentlech ganz wéineg geschwat gëtt, bezitt sech op de militäresche Beräich. Well mir hei zu Lëtzebuerg domadder, also mat militärescher Fuerschung, direkt näischt ze dinn hunn, wëll ech duerzou just stéchwuertaarteg e puer Fakten a Risiken opzielen. An den USA, zum Beispill, gëtt praktesch d'Halschent vun der Nanofuerschung an de militäresche Beräich investéiert. Zum Beispill a Richtung vu verstäerkter Protektioun vun Zaldoten um Gefechtsfeld, zum Beispill a Richtung vun enger verstäerktener a flächendeckender Iwwerwaachung duerch Minidrohnen a Form vun Nanopucen, déi onsichtbar sinn, mä och aner nanoverbessert Waffesystemer an esou virun, Entwécklungen, déi leider riskéieren en neit Wettrüsten an d'Wee ze leeden, well kaum ze erwaarden ass, datt zum Beispill China oder Russland dobäi net géife matmaachen.

Wat fir aner gesellschaftspolitesch Risike kann et ginn? An der bishereger Diskussioun gëtt virun allem de Risque évoquéiert vun der méiglecher Aschränkung vu perséinleche Fräiheeten duerch nanoperfektionéiert Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, déi eng ëmmer méi perfekt Iwwerwaachung kéinte méiglech maachen.

Wéi steet et mat ethesche Froestellungen am Kontext vun dësen Nanotechnologien? Wann esou e gewaltegen technologesche Wandel a ville Beräicher vum gesellschaftleche Liewen an deenen nächste Joren a Jorzéngte kann erreecht ginn, da stelle sech sécherlech vum selwen eng ganz Partie vun ethesche Froen do derbäi. Dat gëllt ëmsou méi mat Sécherheet fir Froe vun der Orientéierung, vun der Recherche selwer oder och am medizinesche Beräich, wou sech an de Beräicher Diagnostik an Therapie, mä och Patientesécherheet a Patienterechter eng Partie vu Froen dierfte stellen.

Am Kontext vun dësen an eventuell anere gesellschaftspoliteschen an ethesche Froe menge mir, datt et zum Beispill sënnvoll an noutwendeg kënnt sinn, wann d'Commission nationale d'éthique an de Comité national d'éthique de la recherche sech méiglechst schnell mat dësen neien Défië géife beschäftegen an eventuell Avisen zu dësen Theme kéinten ausschaffen. Dee Punkt hunn ech iwwregens och an enger vun eisen zwou Motiounen esou ugesprach.

Wat an der Risikodiskussioun vun den Nanotechnologien am Moment awer nach méi am Mëttelpunkt steet, am Zentrum praktesch steet, dat sinn déi ökotoxikologesch an humantoxikologesch Risike vu verschiddenen Nanopartikelen an Nanomaterialien. Ech soe vu verschiddenen! Risiken also fir Natur an Ëmwelt, fir de Mënsch selwer, net nëmmen op deene verschiddenen Aarbechtsplazen, mä och duerch eventuell fräigesaten Nanopartikele während dem gesamte Liewenszyklus, ausgehend also vun der Fuerschung a vun der Produktioun, iwwert den Transport, iwwert d'Utilisatioun bis hin zur Lagerung oder Zerstéierung als Décheten, wou dann de Risque vun neie Fräisetzunge vun esou Partikelen erëm eng Kéier ka bestoen, déi virdru gebonne waren an deenen Artikelen. Mä, wa se herno als Déchetë landen, wa se broyéiert ginn zum Beispill, oder verbrannt ginn, kënne se erëm eng Kéier fräigesat ginn, an da kënnen erëm Risquen doduercher entstoen.

Wat sinn déi Risquë fir Natur an Ëmwelt? Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei just kuerz rappeléieren, op wat fir engem brisante politeschen Hannergrond dës Nano-Risiko-Diskussioun sech insgesamt europawäit ofspillt. Dir erënnert Iech sécherlech nach un de Skandal ëm den Asbest. Bis zu sengem Verbuet, viru ronn zéng Joer, an obschonns onofhängeg Wëssenschaftler, Aarbechtsmedeziner an Doktere schonns Jorzéngte virdru gewarnt haten, bis zum Verbuet vum Asbest ass et international zu wahrscheinlech zéngdausende vun Asbestkranken an -doudege komm, an et wäert och nach an de kommende Joren zu dausende vun Asbestdoudege kommen, eleng wéinst där ganz laanger Inkubatiounszäit. Nun, bestëmmten Nanoprodukter - bestëmmten Nanoprodukter, net se alleguer - virun allem sougenannte méi länglech an op béide Säite spatz Nanotubë sollen asbestähnlech Wierkungen hunn.

Wat ass en anere politeschen Hannergrond, deen am Fong jiddwereen, an iwwer all Parteigrenzen eraus, misst virsiichteg a souguer hellhéiereg maachen? Et ass déi fir Ëmwelt a Gesondheet héich problematesch Situatioun, déi mer am Beräich vun deenen dausende vun Alldagschemikalien haten, ier et elo endlech virun dräi Joer zur europäescher REACH-Reglementatioun koum. Gesondheetlech Problemer duerch Chemikalien, Schwéiermetaller, Pestiziden, Bioziden, déi gréisstendeels leider och haut nach ëmmer virubestinn. Dat ass och en Hannergrond, dee besteet, wou elo nach déi Nanopartikele sollen derbäikommen.

Virun dësem Hannergrond sinn also haut, grad och am Beräich vun Nanopartikelen an Nanomaterialien, héchste Virsiicht an d'Applikatioun vum Principe de précaution ubruecht, fir net a vergläichbar oder vläicht souguer méi schlëmm Skandaler vun Ëmwelt a Gesondheet eranzegeroden. Meng Interlocuteuren am Centre de recherche public Gabriel Lippmann, mat deenen ech esou Problemer ugeschwat hunn, haten dobäi iwwregens eng ähnlech Approche vun engem ganz virsiichtegen a preventive Virgoen, an dat fanne mir absolut begréissenswäert.

E puer Fakten zum Schluss iwwert déi ökologesch Risiken an iwwert d'Risike fir déi mënschlech Gesondheet, déi vun Nanopartikelen oder Nanoagregate kënnen ausgoen. En éischte Fakt - e Fakt, deen u sech jo scho beonrouegend ass - ass deen, ech hat et virdru scho gesot, datt bekanntlech schonn an honnerte vun Alldagsprodukter um Marché Nanopartikelen enthale solle sinn, an dat ouni Risikobewäertung virdrun! Déi sinn einfach schonn um Marché.

En zweete Fakt mécht am Moment och nach gréisser Problemer. Obschonns also schonn Nanopartikelen a Produkter um Marché sinn, gëtt et bis haut nach keng gemeinsam Definitioun doriwwer, wat iwwerhaapt genee Nanopartikelen, a wat fir eng Nanopartikelen et sinn. Et gëtt nach keng gemeinsam an harmoniséiert Miessmethoden do derfir, fir Nanopartikelen ze charakteriséieren, ze moossen an ze evaluéieren. A well et bis haut och keng obligatoresch Notifikatiounsverflichtung fir Nanopartikelen an de Produkter gëtt, gëtt et och net genuch Donnéeën an Informatiounen doriwwer. Et gëtt och nach keng harmoniséiert Definitioun vun de Proprietéiten, déi Nanopartikele kënne geféierlech maachen, an och bal keng Donnéeën doriwwer, duerch wat fir eng Nanopartikelen Ëmwelt a Gesondheet besonnesch eventuell menacéiert sinn. An an deem Mooss, wou nach weider nei Nanopartikelen onkontrolléiert an d'Ëmwelt gelaangen, wäert sech déi Problematik leider nach verschäerfen.

Duerfir, an och dat steet an deene Motiounen, déi ech herno wäert presentéieren, misst et an eisen Ae schnellstens, engersäits zu enger Harmoniséierung vun der Metrologie, vun den Nomenclaturen a vun den Evaluatiounsmethode kommen, an anerersäits zu enger paralleller Risikofuerschung, där endlech iwwerall, hei am Land, mä virun allem och an Europa, vill méi finanziell Mëttele missten zur Verfügung gestallt ginn, wéi dat aktuell de Fall ass. Am Moment ass déi Risikofuerschung an den USA anscheinend 4%, mä an der Europäescher Unioun knapps 1% Risikofuerschung par rapport zu deenen anere Gelder, déi an der Fuerschung fir d'Nanotechnologien ausgi ginn.

Drëtte Fakt. Ech hat am Kontext vun deene méiglecherweis positiven Applikatioune gesot, datt esou positiv Effeten duerch déi total verännert, an doduerjer nei Eegeschafte vun Nanopartikele géifen ervirgeruff ginn. Dat gëllt leider awer och fir déi geféierlech negativ Effetë vu munchen Nanopartikelen, ganz einfach well, éischtens, duerch hir relativ méi grouss Surface par rapport zu hirer Mass, dës Partikele vill méi reaktiv kënne sinn. An zweetens, en zweete Problem besteet dobäi doranner, datt, wann esou kleng Partikelen... wat esou Partikele méi kleng sinn, wat se och vill méi liicht an d'Zelle vu Planzen, an d'Zelle vun Déieren, an och an d'Zelle vum mënschlechen Organismus kënnen erakommen. Méi Reaktivitéit also, also méi Entzündungspotenzial engersäits, an eng vill méi staark Penetratioun an all Zellen eran, duerch eis Zellmembranen duerch, souguer duerch d'Bluthirnschranke duerch, duerch d'Plazenta duerch bei de Foetus.

All dat si Saachen, déi duerch déi Charaktereegeschaft vun der Klengheet a vun der Entzündungsbereetschaft wierksam ginn. Wat dann an eise Kierperzellen, mä och a Planzen- oder Bakterienzelle geschitt, doriwwer gëtt et haut éischt relativ beonrouegend wëssenschaftlech Etüden, wou ech e puer ganz rezenter just stéchwuertaarteg hei ka résuméieren. Fir Nanosëlwer zum Beispill, mat ongefeier 30% vun den Applikatiounen a Produiten, déi elo um Marché sinn, dat heescht a ronn 30% vu Produiten ass et Nanosëlwer, wat concernéiert ass, zum Beispill an der Ënnerwäsch, a Socketten, a Computertastaturen. An doranner gesi Fuerscher zum Beispill ökotoxikologesch Problemer, wann d'Nanosëlwerpartikele beim Wäschen an d'Ofwaasser an a Kläranlage geroden, wou opgrond vun där extrem verstäerkter antibakterieller Aktivitéit vun Nanosëlwer absolut net gewosst ass, wat dann do geschitt a Kläranlagen zum Beispill an an de Gewässer.

D'Fräisetzung vun Nanosëlwer an d'Gewässer-Ëmwelt, an de Fësch eran, mä och a mënschlech Zellen eran, kéint héich problematesch sinn, well a Planzenzellen zum Beispill schonn Ierfguttveränderunge festgestallt konnte ginn. Vu munche Wëssenschaftler oder Ëmweltorganisatioune gëtt duerfir, zum Beispill, e Vermaartungsverbuet fir Nanosëlwer gefuerdert, zumindestens bis all Risiken definitiv gekläert sinn.

Zwou aner bedenklech Etüden aus dem Joer 2009, also dat ass ganz kuerz: Bis elo war a munche Faarwen a Faarfstoffer, a Liewensmëttelen, an Zännseef, a Kosmetik- oder Sonnecrèmen Titandioxid enthalen. Bis haut nach ouni gréissere Problem. Awer an enger rezenter Etüd hunn elo allerdéngs Fuerscher, am Déiereversuch, festgestallt, datt Titandioxid a Form vun Nanopartikele genotoxesch ass, zu DNA-Strangbréch féiert a staark inflamatiounstoxesch ass. An enger anerer Etüd, u mënschlechen Zellen dës Kéier, sougenannte Fibroblasten, konnte Fuerscher feststellen, datt Kobalt-Chrom-Nanopartikelen no 24 Stonnen net nëmmen direkt toxesch Effeten haten, mä iwwert d'Aktivéierung vun Zellsignalisatiounsweeër och indirekt toxesch Effete kënnten ausléisen op déi Zellen.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, just e puer éischt wëssenschaftlech Etüden, déi däitlech maachen, zumindestens an eisen Aen, datt, ier nach méi Nanopartikelen a -produiten op de Marché kommen, gréisste Virsiicht gebueden ass, datt de Principe de précaution grad och an dësem neie Fuerschungsfeld Geltung kréie muss, an datt, fir preventiv ze vermeiden, datt et zu béisen Iwwerraschungen an de kommende Jore ka kommen, d'Risikofuerschung hei am Land an an der EU vill méi wäit a vill méi drastesch muss verstäerkt ginn. Och zumindestens deelweis Verbueder, oder deelweis Moratoirë vu Nanopartikelen, deenen hir staark Toxicitéit scho bewisen ass, missten europawäit envisagéiert ginn, gradesou wéi eng breet ugeluechten öffentlech Debatt iwwert d'Nanotechnologien insgesamt: Iwwer hir positiv Säiten, mä och iwwer hir Risiken.

All dat si Saachen, déi an deenen zwou Motiounen drastinn, déi mer als Gréng un d'Regierung riichten. Déi éischt Motioun ass am Fong éischter fir de Lëtzebuerger Hausgebrauch, erfuerdert virun allem eng Tëschebilanz vun deem, wat hei an der Fuerschung bis elo gemaach ginn ass, a fuerdert eng breet öffentlech Debatt hei am Land iwwert dëse Sujet.

Déi zweet Motioun fuerdert ënner anerem d'Regierung op, fir och um europäeschen Niveau fir esou eng breet öffentlech Debatt anzetrieden, mä och fir vill méi eng staark Risikofuerschung iwwert dee gesamte Liewenszyklus vun Nanopartikelen, fir e seriöen Étiquetage vun Nanoprodukten am Kader vun neie Reguléierungen a Kontrolle vun Nanoprodukter, fir spezifesch Verbueder fir erwisenermoossen toxesch Nanopartikelen a -produkter, a fir zäitweileg Moratoirë bei der Mise sur le marché, esou laang mindestens, bis d'Evaluatioun vun deene respektiven Nanopartikelen Entwarnung ka ginn. Am Resumé, fir also bei der Europäescher Kommissioun an an de respektiven europäesche Conseilsréunioune fir all dës Fuerderungen anzetrieden.

Här President, hei sinn déi zwou Motiounen, déi natierlech vun der grénger Fraktioun insgesamt ënnerstëtzt ginn. Wann allerdéngs Kolleege vun anere Fraktiounen no der Lecture dovunner bereet sinn, dës Motiounen ze ënnerschreiwen, zéie mir e puer Ënnerschréften zréck, an da si mer selbstverständlech bereet, also op dës Ënnerstëtzung och zréckzegräifen.

Ech soen Iech hei elo Merci, datt Dir mer esou laang nogelauschtert hutt. Dat ass keen einfache Sujet, et ass e ganz technesche Sujet. Mä fir eis Gréng ass esou eng Interpellatioun, esou eng Debatt iwwer Nanotechnologien, esou wéi se haut hei geféiert gëtt, héchstens den Ufank vun der Debatt, well mir der Meenung sinn, datt déi Debatt an der breeder Öffentlechkeet och muss gefouert ginn iwwert d'Chancen a Risiken, a well mer der Meenung sinn, datt d'Öffentlechkeet e Recht huet gewuer ze ginn, a wéi eng technologesch Zukunft, mat wat fir enge Chancen a Risiken, mer do eraginn.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Huss.

M. Jean Huss (déi gréng).- Hei sinn déi zwou Motiounen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- favorable à l'approfondissement des connaissances dans tous les domaines;

- consciente des transformations radicales permises par la manipulation de la matière à l'échelle moléculaire;

- considérant les aspects prometteurs des nanotechnologies dans de nombreux secteurs, tel que pour la surveillance de l'environnement, l'échange d'information, l'efficacité des produits manufacturés et la médecine;

- considérant le caractère irréversible de l'introduction de nano-objets – mesurant entre 1 et 100 nanomètres - dans l'environnement, le corps humain ou la chaîne alimentaire;

- rappelant la priorité du principe de précaution sur des considérations purement économiques;

- constatant que de très nombreux produits aux nanoparticules, tel que des sprays, des imperméabilisants pour chaussures, des produits de nettoyage pour voitures ou autres, des couleurs, des laques, des raquettes de tennis, des emballages alimentaires, du pain, du jus, des cosmétiques, des crèmes solaires, des chaussettes, des claviers d'ordinateurs, des vitres, etc., sont actuellement commercialisés de par le monde;

- vu l'engagement massif de fonds privés et publics dans la recherche sur le développement des nanotechnologies;

- préoccupée par le fait qu'en Europe, moins d'un pourcent des fonds et des projets de recherche soit voué à l'étude de la sécurité des produits et de leurs effets non désirés, y compris au Luxembourg;

- constatant que cette évolution n'est pas accompagnée d'une réelle réflexion et d'un débat public sur l'intérêt, les risques et les implications éthiques des nanotechnologies;

- affirmant que la transparence et le dialogue entre science, politique et société constituent un des fondements d'une démocratie moderne;

- déplorant que depuis la demande de la présente interpellation en automne 2006 et malgré des projets de recherche luxembourgeois en cours, le Gouvernement n'ait pas entamé un débat public plus large au sujet des nanotechnologies,

invite le Gouvernement

- à organiser un débat public et pluraliste sur les nanotechnologies et à entamer une campagne afférente de sensibilisation et d'information des citoyennes et des citoyens;

- à présenter un bilan détaillé des programmes et projets de recherche déjà soutenus ou réalisés par le Fonds National de la Recherche (FNR), les Centres de recherche publics (CRP) ou l'Université de Luxembourg, de même que pour les projets prévus et en cours;

- à débattre et à définir dans ce contexte les orientations futures de la recherche publique luxembourgeoise dans le domaine des nanomatériaux;

- de demander un avis sur les nanotechnologies à la Commission Nationale d'Éthique (CNE) et au Comité National d'Éthique de la Recherche (CNER), afin de contribuer aux débats public, scientifique et parlementaire afférents;

- à mettre en place une structure adaptée à faire le suivi politique des débats et des développements scientifiques au niveau national et européen.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, Félix Braz, Henri Kox, Eugène Berger.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- rappelant que l'Union européenne contribue depuis 1998, par l'intermédiaire de son Programme-cadre pour la Recherche, au développement des nanotechnologies;

- constatant que la Commission européenne a lancé jusqu'au 19 février 2010 l'appel aux propositions «Vers un plan d'action stratégique pour les nanotechnologies (SNAP) 2010 - 2015», afin d'obtenir des experts concernés, des autorités publiques et de la part du grand public des propositions quant aux futures réglementations et axes de recherches;

- estimant que les chercheurs doivent également être attentifs aux conséquences directes et indirectes de leurs avancées scientifiques et technologiques sur la santé, sur l'environnement et sur la société en général;

- constatant que l'absence à la fois d'une obligation de notification aux autorités et d'un étiquetage clair, rend impossible la détermination du nombre exact de nanoproduits commercialisés;

- remarquant que l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (Afsset) estime à environ 2.000 le nombre de nanoparticules actuellement commercialisées et à plus de 600 le nombre de produits «nano» de consommation finaux;

- s'inquiétant du fait que, dû à un vide réglementaire, les nano-produits ne furent pas soumis à une évaluation stricte et indépendante concernant leurs impacts sanitaires et environnementaux;

- estimant que la réglementation REACH ne s'applique actuellement pas aux nanoparticules, vu ses seuils de production inadaptés;

- considérant d'un côté les nombreuses lacunes scientifiques quant aux comportements et aux effets directs et indirects des nano-objets et de l'autre côté l'existence d'études prouvant clairement la toxicité de certaines nanoparticules;

- constatant une similitude préoccupante avec les graves lacunes réglementaires qui ont accompagné le développement de l'industrie chimique depuis les années '50, où sur plus de 100.000 substances chimiques seul une partie infime fut soumise à des études d'impact sur la santé humaine et l'environnement et où de nombreuses substances hautement toxiques, cancérigènes ou mutagènes se répandaient peu à peu dans l'environnement mondial;

- rappelant que le principe de précaution doit prévaloir sur des considérations purement économiques;

- défendant le droit des consommateurs de pouvoir choisir librement et en connaissance de cause d'acheter ou de ne pas acheter un produit;

- vu la Résolution du Parlement européen du 24 avril 2009 sur les aspects réglementaires des nanomatériaux (2008/2208(INI));

- approuvant le règlement 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux produits cosmétiques, qui oblige les fabricants de cosmétiques à déclarer à partir de janvier 2013 à la Commission européenne chaque nano-produit et à y apposer un étiquetage clair à l'adresse du consommateur;

invite le Gouvernement à œuvrer au niveau européen:

- pour qu'un quart des moyens financiers attribués aux nanotechnologies soient attribués aux recherches sur la sécurité des produits et leurs conséquences directes et indirectes sur le plan sanitaire, environnemental et sociétal;

- pour que cette recherche prenne en compte le cycle de vie complet des nanomatériaux, c'est-à-dire depuis leur production jusqu'aux déchets finaux;

- pour l'introduction rapide d'une réglementation détaillée sur le développement, l'évaluation, l'autorisation, la traçabilité, l'étiquetage et le contrôle des nanomatériaux et nano-produits;

- pour la création d'un inventaire européen des différents types de nano-particules et de nano-produits d'ici juin 2011;

- pour un moratoire immédiat sur la commercialisation de nouveaux nano-produits ou nano-particules tant que la réglementation susmentionnée ne soit pas en vigueur;

- pour un retrait immédiat de nano-produits et de nano-particules actuellement commercialisés pour lesquels des études indiquent des effets toxiques ou cancérigènes;

- pour une évaluation urgente et prioritaire des centaines de nano-particules et de nano-produits déjà commercialisés, mais non évalués de manière détaillée et sur leur cycle de vie complet.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

Mme le Président.- Merci. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Marcel Oberweis.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, Dir Häre Ministeren, no esou enger Ried, wéi den honorabelen Här Jean Huss se hei gehalen huet, fält et ganz schwéier, erëm eng Kéier Loft ze huelen an erëm eng Kéier anzesetzen. Hien huet esou vill gesot gehat, ech kënnt bal soen, ech kéint meng Ried ad acta leeën, ophalen. An trotzdeem...

(Hilarité générale)

Une voix.- Dat ass déi beschte Ried, Här Oberweis, et war schonns laang net méi een esou sympathesch...

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Da wëll ech elo vläicht onsympathesch wierken an eng Ried halen.

Mme le Président.- Also den Här Oberweis huet d'Wuert, nach 13 Minutten.

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Ech hale mat deem leschte Saz op, wéi gesot, et ass keng einfach Debatt. Et ass e Sujet, dee vill méi wäit geet, dee momentan d'Land an d'Welt bouleverséiert, well se amgaang ass, an der Technologie ee Pilier ze gi vun onser Wëssenschaft, a Verschiddener schwätze vun enger Schlësseltechnologie vun dësem Jorhonnert.

Mä maache mer eis awer näischt vir. All nei Technologie suergt ëmmer fir Opreegung, mir hunn et elo hei gesinn, an all nei Technologie bréngt Positives an och Negatives. All nei Technologie muss op hir Chancen an op hir Risiken hannerfrot an iwwerpréift ginn. Dat war bei der Biotechnologie esou, an dat ass bei der Nanotechnologie guer net aneschters. D'Méiglechkeete vun der Nanotechnologie, ënner anerem am Konsumberäich, si laut Experten a Wëssenschaftler villverspriechend, fir net ze soen enorm grouss. Ultraliicht Materialien, leeschtungsfäeg Batterien, Produkter mat enger méi laanger Haltbarkeet, villes ass schonns um Maart, aner Produkter sinn nach an der Entwécklung. Et schéngt en enormt Potenzial an de sougenannten Nanoproduiten ze leien.

Domadder wiisst natierlech d'Hoffnung op eppes Neies. Domadder wuessen natierlech och d'Suergen an d'Bedenken iwwert den Asaz vun den Nanoprodukter. D'Bundesamt fir Gesondheet an der Schwäiz schreift zum Beispill, dass et keng eendeiteg Risikobewäertungen zur Zäit nach gëtt. Déi sinn amgaang gemaach ze ginn.

Et ass eng jonk Wëssenschaft. Hei heescht et, dass eng méiglech Toxicitéit vun der chemescher Zesummesetzung, der Gréisst an der Uewerflächebeschafung ofhänkt. Dat ass bei alle Materialien, och ausserhalb vun der Nanotechnologie, déi synthetesch hiergestallt ginn, ëmmer de Fall.

D'Nanopartikele kënnen, ënner bestëmmten Ëmstänn, d'Gesondheet vum Mënsch ugräifen an och d'Biodiversitéit. A mer si jo elo am Joer vun der Biodiversitéit, also musse mer där Saach nach méi e Stellewäert ginn.

Däerf ech Iech awer drop hiweisen, dass sech d'Nanotechnologie mat der Entwécklung, der Produktioun an dem Asaz vu Bauelementer auserneesetzt, déi Ofmiessunge vun ongeféier 100 Milliounstelmillimeter, dat heescht 100 Nanometer Maximum opweisen? Et ass schonn hei gesot ginn, eis mënschlecht Hoer huet am Schnëtt 50.000 Nanometer.

Zur Erënnerung sief gesot, een Nanometer ass e Milliardstel vun engem Meter, deemno eppes Klenges. Den Numm Nano kënnt och aus dem Griicheschen an heescht do: Zwerg. Mir schwätzen dann hei iwwert d'Zwergentechnologie. A vergiesse mer et net, d'Wëssenschaft ass net fäerdeg nach. Si huet schonn Nimm fonnt fir weider Schrëtt. Mir schwätze vun der sougenannter Pico-, der Femto- an der Atto-Technologie.

Dat mag vläicht esou net ëmmer interessant sinn, duerfir schmunzele munch Leit heibannen, mä d'Wëssen, dat ass eppes ganz Dréchenes, duerfir muss...

(Interruptions)

Nanotechnologie kënnt awer schonn a ville Beräicher vun eisem deegleche Liewen zum Asaz, ouni dass mir eis däers bewosst sinn, esou an der Telekommunikatioun, an der Informatiounsbranche, an der Kosmetik, an der Bekleedungsbranche, an der Liewensmëttelbranche. Grad an deem leschte Beräich musse mir speziell oppassen, well d'Nanopartikelen op der Verpackung net mat de Liewensmëttelen a Verbindung däerfe kommen.

Däerf ech drop hiweisen, dass déi europäesch Direktiv am Beräich vun der Kosmetik virschreift, dass vun 2012 un all Produkter, wou Nanopartikelen dra sinn, extra gekennzeechent musse ginn? Da schéngt et jo och ganz logesch ze sinn, dass dës Kennzeechnung fir d'Liewensmëttelberäicher och muss kommen, notamment fir Produkter am Beräich fir ons Kanner, Spillgezei, Kleeder an Iesswueren. Grad bei Kanner ass den Nerven- an Immunsystem nach net esou entwéckelt wéi bei erwuessene Mënschen. Déi ultrakleng Partikele kënnen, ënner bestëmmte Bedingungen, eng Rei vu chemesche Reaktiounen ausléisen an domadder och zu héije Schied um Immunsystem bäidroen. Den honorabelen Här Huss ass schonn drop agaangen, dat war ganz wäertvoll.

Wann een d'Literatur studéiert, esou gëtt ee gewuer, dass sech mëttlerweil scho weltwäit 200 Nanoprodukter a ronn 600 Nanozousazstoffer am Asaz befannen. Si kommen ënner anerem als sougenannten „gréng Nanos" am Ëmweltberäich an den Asaz. E puer Beispiller hei zitéiert: an der erhéichter Energieeffizienz bei der Isolatioun vu Maueren, fir Energie anzespueren, an domat Dreifhausgasen; beim Bau vu praktesch verloschtfräie Späicheren; an am Beräich vun der Energieversuergung lafen eng Rei vu Versuchsprojete bei groussen Automobilhierstelleren, fir de Waasserstoff vun de Brennstoffzellen iwwert de Wee vun Nanopartikele méi effizient ze späicheren.

Et gëtt och Fuerschungsprojeten, wéi een d'Capacitéit mat Hëllef vun Nanotubes bei de Lithium-Ionen-Batterie-Akkumulatoren erhéije kann. Dat si jo bekannterweis Kärstécker vun der Elektromobilitéit. An den Uewerflächentechnologien, an do erëm speziell am Automobilsecteur, bei der Produktioun vu Lacken, déi stëbsofweisend sinn. Een anert Gebitt ass d'Konstruktioun vu Partikelfilteren, wéi mer se haut scho beim Dieselmotor gesinn. Duerch d'Verklengerung vun de Partikelen bis op d'Nanoofmiessungen erof ginn dës Filteren ëmmer méi performant a kënnen esou eis Ëmwelt entlaaschten. Zum Beispill och da weider bei der Pneuenindustrie, bei eiser Goodyear, wou d'Nanopartikelen an d'Pneuen eragebaut ginn.

Wa bei de Fassadë vu Gebaier eng Nanobeschichtung agesat gëtt, da kann een d'Réckstänn aus den Autogasen, déi dorunner pechen, einfach mat Waasser ofwäschen, an et brauch een da keng chemesch Mëttele méi anzesetzen. Domat gëtt dann d'Ofwaasser manner belaascht. Mir schwätzen hei vu Surfacen, déi dann entweder hydrophob sinn, déi d'Waasser ofstoussen, oder oléophob, wa se den Uelech ofstoussen.

Ech ka mer virstellen, dass d'Lëtzebuerger Glasfirmen hei eng interessant Nisch fir weider Fuerschung entdecken. An der Fotovoltaik, wou d'Glasoberfläch stëbsofweisend ka gemaach ginn, an domat an de Wüsten, wou bekannterweis jo méi Energie ka gewonne gi vun der Sonn, kënne se agesat ginn, well da kee Stëbs op der Oberfläch leie bleift.

Fir Bränn ze verhënneren, kommen haut normalerweis broméiert Flameschutzmëttel an den Asaz. Si solle bei engem staarke Brand de Sauerstoff reduzéieren an domat d'Feier ausmaachen. Dës Mëttele sinn noweislech awer gesondheetsschiedlech, toxikologesch gesi méi wéi ëmstridden. Als Alternativ lafen d'Fuerschungen, fir méi synthetesch Nanopartikelen hierzestellen fir an der Brandschutzbekämpfung.

Nanotechnologiematerialie ginn ëmmer méi an der Energieversuergung agesat. Hei gi mat de leeschtungsintensiven Nanomembranen héichwäerteg Batterië fir d'Späicherung vun der elektrescher Energie agesat. Ee weidere Secteur vun der Wirtschaft ass d'Elektronik an och d'Computertechnik. Hei spillt d'Nanotechnologie eng bedeitend Roll, an dat bei dem Iwwergank vun der traditioneller zu der nanotechnologescher Elektronik. Et geet hei ëm d'Miniaturiséierung vun den agesate Baudeeler an den elektroneschen Apparaten. Schonn haut hu mer Mikroprozessoren, bei deenen d'Strukturen Ofmiessunge vun 30 Nanometer opweisen.

Ee weidert Gebitt sinn och d'Sonneschutzmëttelen, déi mir asetzen, fir kee Sonnebrand ze kréien. Hei kommen d'Nanopartikelen aus Titanoxid an Zinkoxid, déi als UV-Filter déngen, an den Asaz. No den Aussoe vun de Wëssenschaftler gi vun deene Mëttele keng gesondheetlech Risiken ervir, mä et ass ëmmer Précautioun ubruecht, well een net weess, wou déi Saachen hiergestallt ginn.

Et muss hei drop higewise ginn, et ass schonn ugeklongen, dass déi synthetesch hiergestallten Nanopartikelen Eegeschaften opweisen, déi bestëmmte Wierkungen ervirruffe kënnen, fir déi de Mënsch an aner Liewewiesen nei Gesondheetsrisiken erleide mussen. Déi normal Ofwiermechanisme vun de Mënschekierper, et ass ugedeit ginn, sinn an der Lag, op dës Risiken ze reagéieren.

Och wann d'Nanopartikelen hëllefen, geziilt Medikamenter op déi krank Plazen am Kierper ze bréngen, esou leien nach net genuch Informatioune vir, wéi dann déi gesond Partië vum Kierper op dës friem Partikele reagéieren. Duerfir besteet hei e ganz grousse Fuerschungsbesoin.

Dat soll awer net derzou féieren, dass mir elo den Asaz vun den Nanopartikelen an dem Gesondheetsberäich verbidde sollen. All nei Technologie brauch seng Zäit, fir sech ze etabléieren. En interessant Beispill dozou ass den Asaz vun den Nanopartikelen an der Behandlung vun Tumeuren. Mir kennen haut schonn den IRM, wou mat dem Magnéitfeld wichteg Ënnersichunge gemaach ginn. Ech hunn dat selwer materlieft, ech weess, wat et ass.

An dem Berliner Spidol, der Charité, gëtt momentan mat magneteschen Nanopartikelen d'Zerstéierung vun Tumeuren ënnersicht. Tumeurzelle ginn attaquéiert, ouni dass hei déi aner Zelle Schued erleiden.

Wat elo d'Gefore vun dem Asaz vun Nanotechnologien ugeet, esou wëll ech hei op dat europäescht Chemikalierecht, de REACH, hiweisen. Domat hu mir eis dat Instrument ginn, nodeem keng geféierlech Materialien a Substanzen op de Maart bruecht dierfe ginn. Nach sinn do net all Nanopartikelen ageschriwwen, mä de Büro zu Helsinki huet d'Hausaufgab kritt, hei nozebesseren.

Mir wësse jo, dass bei REACH am Speziellen op d'Mengten opgepasst muss ginn. A well et sech bei Nanopartikelen awer eppes ganz Klenges handelt - ech schwätzen hei vu Milliardstelmillimeteren - musse fir bei bestëmmten Nanomaterialien nei Grenzwäerter fir d'Mengte festgeluecht ginn.

Et wär net gutt, wann awer elo all Nanomaterialien als Neistoffer behandelt géife ginn, well dat fir dës nei technologesch Entwécklung an d'Uwendung vläicht kontraproduktiv wär. Et muss awer erlaabt sinn ze soen, dass déi Applikatioun vun de Produkter, déi noweislech Nanopartikelen enthalen oder fräisetze kënnen, am Sënn vun der Précautioun soulaang net agesat sollte ginn, bis all déi relevant Wierkungen op de Mënsch an op déi Biodiversitéit grëndlech ënnersicht si ginn a si dann onbedenklech op de Maart dierfte kommen. Den honorabelen Här Huss ass dorop

agaangen, a senge ville Beispiller. Ech spueren Iech dann d'Réplique hei.

Bei allem Optimismus, deen d'Wirtschaft iwwert den Asaz vun der neier Technologie versprécht, wär et deemno gutt, wann d'Fuerschung an déi responsabel Industriepartner sech de Risiken, déi bei der Uwendung vun den Nanopartikelen entstinn a kéinten entstoen, unhuelen.

An deem Zesummenhang géif d'CSV-Fraktioun et begréissen, wann de gesamte Liewenszyklus vun den Nanopartikelen, dat heescht vun der Produktioun bis zur Entsuergung, ënnersicht géif ginn. Well et jo awer e But vun onser Politik ass, och nach ëmmer en industriellt Standbeen hei zu Lëtzebuerg ze halen, mécht et dann och Sënn, d'Fuerschung an d'Entwécklung an dësem opstriewende Gebitt, an der Zesummenaarbecht mat der Uni an dem CRP, mat den Hiersteller opzebauen an ze verdéiwen.

Den CRP Gabriel Lippmann ass hei scho Virreider, déi aner kënnen nokommen. An nëmmen e puer Zuele genannt: Am leschte Joer goufe weltwäit ronn 100 Milliarden ëmgesat an dësem Gebitt. An et gëtt geschätzt - mä dat si Schätzungen -, dass bis 2020 bis zu 1.000 Milliarde kéinten ëmgesat ginn. Also eng ganz erfollegverspriechend Technologie, déi eis hei bekannt gemaach gëtt.

Hale mir fest, et ass sech nach ni esou fréi mat der Risikobewäertung vun enger Technologie auserneegesat gi wéi bei dëser. Dat ass eng grouss Chance, déi mir net verspille sollten.

Ech mengen, et jo och gutt an net falsch, eiser Jugend den „nanoTruck" - dat ass en Ausstellungswon vun dem däitsche Ministère fir Bildung a Fuerschung - méi no ze bréngen. Dësen Truck ass als Informatiounszenter ausgeluecht, fir déi nei Technologie engem breede Publikum nozebréngen.

An ech kommen zum Schluss. Et war also net gradesou laang wéi geduecht, jo gefaart ginn ass. An deem Zesummenhang passt och dann en Zitat - ech wëll dat hei zitéieren - vun dem chinesesche Philosoph Laotse. En huet folgende Saz gesot gehat - dat ass fir nozedenken -: „Et kann een nëmmen dann nei Uferen erreechen, wann een de Courage huet déi al Uferen ze verloossen."

A mat dësem Zitat wollt ech Merci soen a kommen dann zum Schluss.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci, an ech géif dann dem Här Berger d'Wuert ginn.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Häre, mäi Virriedner huet gesot, et wär net einfach, fir nom honorabelen Här Huss iwwert dee Sujet ze schwätzen. Ech misst also elo eng Steigerung nach soen. Et ass nach vill méi schwéier, fir nom Här Huss...

(Interruption)

Voilà!

…an dann nach nom Här Oberweis, dat gëtt nach vill méi schwéier, fir do dann nach vill Neies hei iwwert dee Sujet ze soen. Dat huet den Avantage, datt ech also ka relativ kuerz sinn a mech op puer Remarquë beschränken.

Ech wëll awer trotzdeem och dem honorabelen Här Huss Merci soen, fir datt en dee Sujet hei awer emol eng Kéier an den öffentlechen Débat bruecht huet. Et huet zwar eng Zäitche gedauert, mä ech mengen, et ass awer ganz sënnvoll, fir eng Kéier hei an der Chamber driwwer ze schwätzen. An ech hoffen, datt dat en Ufank ass, wou mer och an Zukunft nach wäerte weider kënnen driwwer diskutéieren.

Et ass jo esou, datt nei Technologien, nei Produiten oder Substanzen, wou een nach wéineg driwwer weess, wou ee keng definitiv Erkenntnisser huet, ëmmer Hoffnungen an Ängschte bei de Mënschen, bei de Leit erwächen. An d'Nanotechnologie gehéiert och an déi Kategorie. En plus ass et jo och eppes, wat een net esou richteg ka mat de Sënner erfaassen. Et ass extrem kleng. An de Grand public weess eigentlech ganz wéineg do driwwer.

Ech muss Iech och éierlech soen, wéi ech gesot krut oder wéi ech mer virgeholl hunn, fir hei driwwer ze schwätzen, hunn ech mech och e bësse missen an d'Matière eraschaffen. Do kritt een dann direkt meterweis Dokumenter, déi een do kann duerchliesen. A wann ee géif e Micro-trottoir maachen dobaussen, da wäre wahrscheinlech déi wéinegst Leit, déi eng pertinent Äntwert zu deem Sujet kéinte ginn.

Wéi gesot, et huet domadder ze dinn, datt dat Particulë sinn, déi ee guer net méi kennt, net realiséiert, a wou een och mat ganz sophistiquéierte Mikroskopen dat net ka gesinn, an eben, well och d'Informatioun vum Public wierklech ze wënschen iwwreg léisst.

Wann een iwwet d'Nanotechnologien an Nanoparticulen eng Stellung wëllt huelen, muss ee wëssen, datt u sech eng Technologie jo per se net gutt oder schlecht ass. Et muss een ëmmer kucken, wat d'Uwendung ass respektiv dovunner dann ofleeden, wat fir eng Chancen a wat fir eng Gefore se opweisen.

Iwwert deem Ganze muss awer ëmmer de Principe de précaution stoen. Dat ass eng Positioun, déi fir meng Partei ganz wichteg ass, déi mer ëmmer vertrueden hunn a verteidegt hunn. An dës Positioun gëllt natierlech och fir d'Nanotechnologien.

Wa mer vun Nanotechnologië schwätzen, muss ee wëssen, datt dee Beräich och ganz vaste ass. Nanotechnologië kënnen net nëmmen enger eenzelner Wëssenschaft, engem eenzelnen Domän zougerechent ginn. An och politesch deelt sech dat an e puer Dossieren op. Mir hu jo och hei déi verschidde Ministeren, déi iergendwéi ënner iergendenger Form kéinten domadder eppes ze dinn hunn. Dat ass ënner anerem d'Santé, dat ass awer och d'Ekonomie, an dat ass och d'Recherche.

Op d'Fro, wéi eng Konsequenzen a Gefore n d'Nanotechnologien, d'Nanopartikelen op de Mënsch an op d'Natur hunn, gëtt et keng ganz kloer Äntwerten. De Muck Huss huet eng Rei Saachen opgezielt. Do ass awer ëmmer och duerchgeschimmert oder do huet een ëmmer gesinn, datt ganz oft keng kloer an definitiv Äntwerte sinn. Mir wëssen also net ëmmer genau, wou de Problem läit.

An et si verschidde Saachen - ech wëll se elo eben net all zitéieren -, zum Beispill beim Russ vun dem Dieseldamp, do sinn där Saachen dran, déi éischter schiedlech si fir de Mënsch. Ech hunn och an engem Artikel am „Spiegel", mengen ech, gelies, datt zum Beispill och bei der Zersetzung vu Plastikstuten, besonnesch am Mier, do och ganz kleng Nanopartikele géifen entstoen, déi een da kann ophuelen um Kierper, an déi carrément géifen duerch d'Zelle vum Kierper wanderen an dann och kéinten, wa se net gutt fir d'Gesondheet wären, also nu wierklech ganz schnell kéinten de ganze Kierper befalen.

Bon, wéi gesot, d'Produiten an och d'Auswierkunge vun deenen eenzelen Nanopartikelen, déi benotzt ginn, si ganz ënnerscheedlech. An et weess een also net, ob et eng eenheetlech Wierkung gëtt bei dem Mënsch oder an der Ëmwelt. An do si ganz vill Etüden, déi eréischt amgaang sinn ze lafen.

Bon, wat gewosst ass - dat ass och nëmmen eng Widderhuelung -, dat ass also, datt d'Nanopartikelen och kënnen iwwert d'Iessen, d'Otemweeër, iwwert d'Haut an de Kierper gelaangen, mä datt also kloer Krankheetsbiller net ëmmer bekannt sinn.

Grondsätzlech sinn déi Nanopartikelen a Liewensmëttel, Kosmetika. Méi problematesch schéngt et ze sinn oder manner problematesch, wa se fixéiert sinn a Produite wéi Autolack, Pneuen an Träger, a wa se méi fräi sinn, wéi a Produitë wéi Ketchup. Anscheinend gëtt dat och am Ketchup gebraucht. Do kéint et méi geféierlech sinn.

De Punkt ass einfach deen, mer musse kucken, datt mer d'Risikofuerschung weiderdreiwen, datt mer also nach méi Informatiounen iwwert déi Produitë kréien. An et ass och kloer, soulaang een net ganz definitiv Opschloss huet iwwert d'Geféierlechkeet vun deenen engen oder anere Partikelen, soll een ëmmer de Principe de précaution berücksichtegen. En cas de doute soll ee fir de Patient entscheeden an net fir e Risikostoff.

Wichteg heiriwwer eraus ass et awer och, datt d'Leit gutt informéiert ginn. An dat ass eng Problematik insgesamt mat de Risiken, déi kéinte bei all den Nanotechnologien a mat den Nanopartikelen entstoen, ass, datt mer do wierklech eng europäesch Demarche hunn. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg ze kleng. Mir hunn net déi Moyenen, fir dat ze maachen. Do musse mer op europäeschem Niveau handelen.

Ech kéint mer, ähnlech wéi bei REACH, esou e System virstelle mat engem EU-Register vun de Produitë mat Nanopartikele respektiv och eng Kennzeechnungsflicht, fir ze wëssen a wat fir enge Produiten et dran ass, wou dann herno eventuell och de Client de fräie Choix huet, esou eppes ze huelen oder net ze huelen.

Bon, no de Risike wëll ech awer och da kucken, e bessen ze beliichten, wat d'Chancë si vun der Nanotechnologie. Et soll een elo net alles verdäiwelen. Et muss ee wierklech, wéi gesot, de Principe de précaution walte loossen, mä et gëtt och eng Rei Chancen, déi een hei och zu Lëtzebuerg kann hunn.

D'Nanotechnologië kënne wirtschaftlech Chancen duerstellen, wat jo an Zäite vu Krisen och net ze verschmähen ass. D'Nanopartikelen - ech hunn et scho gesot -, déi gi gebraucht am Lack vun den Autoen, Filtere vun UV-Strahlen, Sonnecrème, an esou virun, an esou fort… an de Pneuen. A mir hunn also och hei zu Lëtzebuerg Betriber, déi esou Produiten hierstellen. A wa si bei deenen Technologien also virbäi sinn, dann ass dat och e Plus fir hir Kompetitivitéit an och e Plus da fir d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

En anert Betätegungsfeld, wou sech hei zu Lëtzebuerg nei Méiglechkeeten opdinn, ass dee vun der Fuerschung am Beräich vun den Nanotechnologien. Et ass jo esou, datt de Centre de recherche Gabriel Lippmann en internationale Kompetenzpool am Beräich vun der Matierialfuerschung ass, och an den Nanotechnologien. An dorop léisst sech dann och opbauen am Hibléck op d'Recherche an och am Hibléck, géif ech soen, op d'Uni, besonnesch zu Esch-Belval.

Et besteet och aktuell schonn eng gutt Zesummenaarbecht vun dem CRP mat verschiddene Betriber an Entreprisen hei zu Lëtzebuerg: Goodyear, Luxguard, Arcelor-Mittal an esou weider. An d'Materialfuerschung ass an där Hisiicht e Paradebeispill fir ugewante Fuerschung, déi mer jo besonnesch och hei wëllen zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen. An deen Know-how, deen dann dorobber opgebaut gëtt, schaaft héich qualifizéiert Aarbechtsplazen an der Fuerschung, mä séchert awer och Aarbechtsplazen an der Industrie respektiv kann do neier schafen.

Mir dierfen awer och elo net mengen, datt hei zu Lëtzebuerg mat den Nanotechnologien d'Beem géifen an den Himmel wuessen. Weltwäit ass e Rush op déi ganz Nanotechnologië mat giganteschen Investissementer. Do ka Lëtzebuerg net mathalen. Mir mussen eis duerfir hei zu Lëtzebuerg Nischen eraussichen an eis dorobber konzentréieren.

Den CRP Gabriel Lippmann wëllt zum Beispill an Zukunft an der Nanotechnologie verstäerkt a Richtung gréng Technologien a Biotechnologië goen. Dat schéngt also och do eng Kombinatioun, Iwwerschneidungen ze ginn. Bon, an eisen Aen ass dat eng ganz interessant Richtung, déi ee kann ënnerstëtzen, besonnesch wann een drun denkt, datt domat also och kënne gréng Technologië gefördert ginn.

Donieft, géif ech soen, brauche mer och eng Strategie an der Groussregioun. Den INTERREG IV zum Beispill, envisagéiert e Projet fir eng gemeinsam Datebank mat Projeten aus den Nanotechnologien. Dat ass en Ufank. Dee kéint och ausgebaut ginn. Do kéinte mer eis och eng gewëss - wéi soll ech soen? - Spezialisatioun an Aussiicht stellen. An do ass anscheinend och eng ganz gutt Kooperatioun schonn, déi do leeft mat der Universitéit vu Saarbrécken, déi och schonn eng Rei Erfahrungen huet.

Madame President, ech kommen zum Schluss. Ech wëll soen, datt Lëtzebuerg also muss säi Wee an den Nanotechnologië fannen. A wéi wäit dat ka goen, dat résuméiert eng Etüd vun der däitscher Allianz-Versécherung zu den Nanotechnologien, déi ech wéilt dann zitéieren: „Das eigentliche Risiko der Nanotechnologie ist die Lücke, die zwischen ihrer dynamischen Entwicklung und dem Wissen um mögliche Gefahren und den gültigen Sicherheitsstandards zur Vermeidung negativer Auswirkungen besteht." Deem wär eigentlech näischt hinzuzefügen.

Ech hunn elo nach net en détail déi Motioune vun dem honorabelen Här Huss gelies, mä déi éischt op alle Fall, wou gefrot gëtt, fir datt een den Débat weiderféiert. Ech hu virdru gesot, fir eis ass d'Informatioun wichteg. Ech kéint mer virstellen, datt mer déi op alle Fall kéinte matdroen.

Déi zweet hunn ech nach net genau gelies. Ech sinn eng Kéier driwwergeflunn. Do stinn e puer ganz prezis Datumer, zum Beispill, datt bis 2011 do scho missten Datebanken opgestallt sinn. Ech weess net, ob dat wierklech realistesch ass. Mir si schonn 2010. Do musse mer nach kucken. Mä ech géif mengen, déi éischt Motioun géife mer op alle Fall kënne mat ënnerstëtzen.

Merci.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Berger och Merci, an ech géif dann elo der Madame Mutsch d'Wuert ginn.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Nanotechnologie ass en Trendwuert ginn. En Trendwuert, an deem déi eng en Hoffnungsträger gesinn, fir déi Erausfuerderung dran ze interpretéieren, déi eis Gesellschaft no vir géif bréngen, a fir déi aner e Risiko an eng Gefor, déi mir net Meeschter ginn.

D'Positioun vun der Europäescher Kommissioun spigelt e bessen erëm, wéi hinan hiergerappt all déi sinn, déi de richtege Wee siche bei hirer Aufgab, eng villverspriechend Zukunftstechnologie ze förderen, a gläichzäiteg derfir ze suergen, dass dës Technologie sécher an ouni negativ Auswierkunge fir de Mënsch a fir d'Natur agesat a genotzt ka ginn.

Ech hunn direkt um Ufank elo vun engem Trend geschwat. Tatsaach ass, et ass en neie Produit mat all sengen Applikatiounsméiglechkeeten, e Produit, deen ëmmer méi populär, ëmmer méi erfollegräich a méi kompetitiv gëtt, en Trend eben, den Diskussioun ronderëm d'Sécherheet an d'Risiken ëmmer méi an den Hannergrond drängt, esou nom Motto: Wann et konnt esou wäit kommen, dass d'Nanoprodukter haut schonn den europäesche Maart iwwerschwemmen, ouni dass am Virfeld eng gréisser Diskussioun doriwwer stattfonnt huet, da brauch een och après coup de Cortège net méi ze stéieren. Mä dorëms geet et eigentlech net.

Beim Thema Nanotechnologië geet et, wéi et hei scho gesot ginn ass, ëm mikroskopesch kleng Deeler a virun allem ëm e milliouneschwéiere Maart. An zwar a ganz ville spezialiséierte Fachberäicher, déi zum Deel aneneen iwwergräifen: d'Physik fir d'Konstruktioun; Maschinnebau; Mechanik an Elektronik; d'Chimie, fir op d'Struktur vum Material anzewierken; d'Medezin, fir duerch e geziilten Asaz vun Nanopartikele verschidde Krankheete besser ze meeschteren, besser Diagnosen ze erstellen a fir méi effikass Therapien ze entwéckelen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Nano ass also keen neie Produit, mä Nano mécht nei Produitë méiglech: méi Funktiounen, méi Procédéen, méi Effizienz a besser Ofsazméiglechkeeten.

Deementspriechend breet ass d'Asazpalett. Si reecht vun de Fëllunge fir d'Zänn iwwert den neie Lack fir den Auto, bis hin zu speziellem Schigezei fir op d'Pisten, neie Materialie fir de Brandschutz fir d'Pompjeeën, oder extra traitéiert Nanopartikele fir d'Waasserbehandlung oder fir d'Buedemsanéierung. Dat Ganzt an enger Gréissenuerdnung, déi ee sech weder ka virstellen, nach mam bloussen A ka gesinn, a virun allem mat der formidabeler Méiglechkeet, fir déi elementar Eegeschafte vu

Materialien ze veränneren a fir se fir nei Produiten oder Uwendungen anzesetzen, ze notzen, ze vermaarten.

Et ass vläicht richteg, dass villes, wourun d'Fuerscher haut am Beräich vun der Nanotechnologie schaffen, ënnert d'Rubrik Theorie oder Zukunftsvisioun fält. Net ëmsoss ass dës Technologie jorzéngtelaang mat Science-Fiction a Verbindung bruecht ginn. An awer wäert dat Meescht fréier oder spéider Realitéit ginn. A schonn elo huet d'Nanotechnologie lues an onopfälleg Anzuch an eisen Alldag geholl, wéi d'iwwernächst Woch d'Sonnecrème mat UV-Protectioun als Nano-Titan-Dioxyd an den Troussë fir mat an de Wantersport et erëm ënner Beweis wäert stellen.

Geneesou beandrockend wéi den Anzuch vun Nanoproduiten an eisen Alldag - meng Virriedner hunn nach aner Beispiller genannt - ass déi rasant Maartentwécklung. A ganzen Industriezweiger wiere Produiten ouni Nanotechnologie scho laang net méi konkurrenzfäheg. Och d'ekonomescht Wettrennen ëm déi héich Technologie vum 21. Jorhonnert ass scho voll amgaang, an zwar weltwäit.

Länner wéi China an Taiwan sinn enorm aktiv a performant an investéiere riseg Zomme fir d'Entwécklung an d'Kommerzialiséierung fir Nanoproduiten an d'Ausbildung vu qualifizéiertem Nowuess fir déi nei Schlësseltechnologien. Och Japan investéiert massiv an d'Erfuerschung vun Nanotechnologie a loung mat 525 Milliounen Euro am Joer 2008 nëmme knapps hannert den Amerikaner.

Wat d'Umeldung vun Nanotech-Patenter - dat ass eppes ganz Wichteges - ugeet, stinn d'USA mat 43% op éischter Plaz, a Japan mat ronn 27% op der zweeter Plaz. An d'EU, déi fënnt een op der drëtter Plaz mat knapps 20%.

Well d'Nanotechnologie an de Beräich vun den innovativen Technologië fält a sech domat gréisstendeels tëscht der Entwécklungs- an der Vermaartungsphas beweegt, ass d'Fro vun der Finanzéierung vun allergréisster Bedeitung, well si d'Richtung vun der Fuerschung enorm beaflosst.

Eleng tëscht Europa an Amerika bestinn immens Ënnerscheeder, wat d'Hierkunft vun de finanzielle Fördermëttel ubelaangt. Wuel leie béid Acteure bei zirka sechs Milliarden Euro op en Zäitraum vu fënnef Joer berechent. Allerdéngs gëtt d'Nanotechnologiefuerschung an den USA haaptsächlech vu Privaten ënnerstëtzt, während Fuerschung an Europa gréisstendeels duerch öffentlech Gelder finanzéiert gëtt.

Zu Lëtzebuerg sinn am Zäitraum 2000 bis 2008 6,7 Milliounen a sechs Projeten am Beräich vun der Nanotechnologie investéiert ginn, woumat mer - ëmmer toute proportion gardée natierlech - den internationale Vergläich net ze scheie brauchen. Haaptacteure si bei dem doten den CRP-Tudor, de Gabriel Lippmann, d'Uni an den CRP-Santé.

Eent steet fest, et gëtt e risege Marché, et gëtt riseg Besoinen an et gëtt riseg Erwaardungen. Ee Beispill dofir ass déi potenziell Contributioun, déi d'Nanotechnologie bei der Léisung vu schicksalsträchtegen Zukunftsfroe kéint leeschten, ënner anerem bei der Fro vum Drénkwaasser oder bei der globaler Versuergung mat sécherer a propperer Energie.

All Medail huet zwou Säiten: Succès um Marché ass dat eent, an e verantwortungsvollen Ëmgang mat den neien Technologien ass dat anert.

Prinzipiell deckt den europäesche Rechtskader déi mat Nanomaterialie verbonne potenziell Gesondheets-, Sécherheets- an Ëmweltrisiken of. D'Betounung heibäi läit allerdéngs op „prinzipiell". Partikelen an där Gréisstenuerdnung kënnen nämlech chemesch a physikalesch Prozesser ausléisen, déi een net alleguer ka virausgesinn. Ausserdeem stellt sech an der Praxis och d'Fro, wéi een den Asaz vun Nanopartikelen all Kéiers noweise kann.

Grad dofir ass eng déif gräifend Risikofuerschung an eng geziilten Upassung vun de gesetzleche Virschréften a Kontrollmechanismen noutwendeg. An déi richteg Richtung ginn d'Recommandatioune vun der EU-Kommissioun, fir eng Zort Verhaltenskodex fir e verantwortungsvolle Fuerschungsëmgang am Beräich vun den Nanowëssenschaften an -technologien ze fuerderen. Ouni geet et nämlech net. Och zu Lëtzebuerg gëllt dat Wuert „prinzipiell", well gesetzlech Regelungen, déi sech speziell op d'Nanotechnologie an hir Applikatioune bezéien, hu mir och hei am Land net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt och bei eis net a Fro gestallt, wéi eng erhieflech Potenzialer fir d'Kompetitivitéit, fir de medezinesche Fortschrëtt, fir d'Entwécklung vun innovativen Ëmwelttechnologien a weider Fortschrëtter mat den Nanotechnologië verbonne sinn. Et muss een awer gläichermoossen d'Risiken, déi se fir de Mënsch a fir d'Ëmwelt duerstelle kënnen, erkennen a se mat der Hëllef vu Fuerschung a Reguléierung esou wäit wéi méiglech verhënneren. Well dat ass jo dat erklärtent Zil.

An deem Zesummenhang ass et ze begréissen, dass d'EU-Mëttele fir d'Fuerschung ronderëm d'Risikobewäertung an de Risikomanagement eleng fir den Zäitraum 2007-2008 op méi wéi 50 Milliounen Euro opgestockt goufen. Woubäi ech awer net well behaapten, dass dat duergeet.

Une voix.- Nach laang net!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Déi gréisste Bedenken entsti verständlecherweis beim Asetze vun Nanomaterialie bei Liewensmëttelen, wou elo schonn op Nanomaterialien zréckgegraff gëtt, entweder fir de Goût oder d'Textur vun engem Liewensmëttel ze veränneren oder eng besser Handhabung bei der Qualitéit oder bei der Durée de consommation ze kréien.

Dat erënnert mech wierklech ganz vill un d'Diskussiounen, déi mer och an dësem Haus schonn oft gefouert hunn, ronderëm genmanipuléiert Organismen an hir Asazméiglechkeeten, hir Risquen an déi elementar Regele fir d'Informatioun an d'Protektioun vun de Consommateuren. Mat enger korrekter Kennzeechnungspflicht kann all Verbraucher fräi entscheeden, ob en de Produit schlussendlech keeft oder net. Dat ass am Moment net méiglech, well keng Meldepflicht oder Kennzeechnung vu Produiten op hire Gehalt un Nanomaterialie virgeschriwwen ass.

Wann een d'Akzeptanz vun de Bierger erreeche wëllt, an déi Bereetschaft musse mer mat Sécherheet hunn, da gëllt et, prioritär ze klären, a wéi enger Form Nanomaterialien eben opgrond vun hirem Hierstellungsprozess a bei der Utilisatioun vum Produit an de mënschlechen Organismus gelaange kënnen a wéi eng Schied se méiglecherweis bewierke kënnen. Well eng transparent, vun der Industrie, der Recherche an den Administratioune gläichermoossen unerkannten a gemeinsam Bewäertung vun deene Prozesser a vun de Produitë selwer op hir Risike fir d'Ëmwelt an d'Gesondheet hin ass absolut noutwendeg.

Déiselwecht Iwwerleeunge sollen iwwregens och am Zesummenhang mat verlässlechen Analysen, Daten an Informatioune ronderëm déi verschidden Ökosystemer gëllen. Och a grad am Beräich vun der Ekologie brauche mer an Zukunft eng seriö Grondlagefuerschung, sief et fir nei Materialien am Energiesecteur oder fir Solarzellen oder och de Stroumtransport oder liicht Baumaterial virun allem am Secteur de construction.

Wann et eis geléngt, mat der Hëllef vun der Fuerschung déi grouss Zesummenhäng am Ëmwelt- an Energieberäich ze erfaassen an ze begräifen, da kënne mer mat der Hëllef vun den Nanotechnologien op alle Fall an der Zukunft en enormen Notze fir d'Mënschen erausschloen.

Wann eng nei Technologie en Trend duerstellt, da sinn oft onkonventionnel an nei Usätz mat am Spill, well soss wier et nämlech keen Trend, an da kann eng ganz Ekonomie enorm dovunner profitéieren. Eis Nopeschlänner beweisen, wéi en neie Wirtschaftspilier ronderëm Start-upen, ronderëm innovativ kleng- a mëttelstänneg Betriber entsteet. Grad si musse mir bei eis am Land onbedéngt mat an d'Boot kréien. Zesumme mat akademesche Spin-offen, mat dynameschen Acteuren aus dem öffentlechen an aus dem private Secteur kënnen d'Nanotechnologien och zu Lëtzebuerg deen Innovatiounsschub kréien, dee mir fir d'Zukunft vun eisem Land ganz bestëmmt brauchen.

An deem Zesummenhang wäert der zukünfteger Cité des Sciences um Standuert Belval mat der Universitéit, de Centres de recherche, awer och der Pépinière d'entreprises vum Ministère de l'Économie eng zentral Bedeitung zoukommen. An zwar souwuel fir d'Mise en place vun enger Plate-forme d'échange, déi mir grad am Beräich vun den neien Technologien onbedéngt brauchen, wéi och als Grondlag fir eng technologesch Offensiv, op déi eist Land net verzichte kann.

Ofschléissend wéilt ech gär dem Interpellant Merci soen, dee mat Wäitsiicht a weiser Voraussicht dës Debatt scho virun dräi oder véier Joer ugefrot huet. Dat beweist, dass de Législateur sech och an der Zukunft nach weider steigere kann a sengem Beméien, mam gesellschaftlechen an technologesche Fortschrëtt Schratt ze halen. Deem Beméien, wat scho bal en Dauerkampf duerstellt, wëll ech mech zesumme mat menge Fraktiounskolleegen a virun allem mat de Membere vun der Gesondheetskommissioun gären uschléissen, fir den zukünftegen Débat ronderëm d'Nanotechnologien aktiv mat ze begleeden.

An ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Mutsch Merci an als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, gëschter hate mir eng interessant Debatt iwwert déi nei Technologien, déi ee mat Recht als revolutionär bezeechne kann. Haut schwätze mer iwwer Nanotechnologien, iwwer ee System, dee mam bloussen A net ze gesinn ass. E System, deen déi nächst Dekaden d'Welt op en Neits veränere wäert. D'Fro, déi sech stellt, ass déi heiten: Kann de Mënsch déi stänneg rapid Verännerungen einfach locker ewechstiechen? Fillt hie sech nach doheem? Kann hien dat alles nach verkraaften?

Den André Malraux huet gesot: «Le 21e siècle sera spirituel ou ne sera pas.» Sécher ass, dass dëst Jorhonnert nanotechnologesch wäert sinn.

Mat der Nanotechnologie si mir am Beräich vum 10^{-9}. D'Grenz tëschent der Matière an der feinstofflecher Schwingung, spréch immateriellen Zoustand, a firwat net Spiritualitéit, déi läit bei 10^{-23}.

Mat dëser Nanotechnologie si mir amgaangen an den immateriellen, spirituelle Spektrum ze steieren. Mir befannen eis an engem homöopathesche Beräich, am Beräich vun der véierter bis fënnefter CH, dat heescht Centésimal Hahnemann. Mech freet et als Dokter, dass an nächster Zukunft Nanodose vu Medikamenter op de Maart komme wäerten, fir schwéier Krankheeten ze heelen. De facto wäert fir mech dann d'Homöopathie net méi am Beräich vun de sougenannte Scharlatanstherapien ugesiedelt ginn, mä wäert Part entière vun der Medezin sinn, a besser méi spéit wéi guer net.

Den Här Huss huet geschwat vun Toxikologie, den Här Oberweis och. Den Här Berger huet geschwat vu Principes de précaution. Mä soulaang, menger Ansicht no, de Prinzip vun der Homöopathie net unerkannt wäert sinn, soulaang wäert och d'Toxikologie am Nanoberäich net unerkannt sinn, well jiddweree wäert soen: „Jo, dat si ganz kleng Dosen. Dat schuet jo näischt!"

(Interruption)

Ech mengen, do läit den Haaptproblem, dass do och vläicht net wäert weidergefuerscht ginn. A vu dass e milliardeschwéiert Geschäft domat ze erreechen ass, wäerte mer dann an déi Richtung weiderfueren, ouni dass ee sech Gedanke mécht iwwer toxikologesch Problemer.

D'Wëssenschaftler dréngen ëmmer méi an d'Matière eran. Ech erënneren un déi modern Physik, déi bei de Quarks oder bei de Leptonen ukomm ass. Am Beräich vun der Nanotechnologie sinn Alchimiste vun der Zukunft um Wierk. Déi wäerten d'Welt total revolutionéieren.

Et gëtt zwou Zorte vu Wëssenschaftler: Déi éischt, dat sinn déi, déi sech mat Miniatur befaassen, wéi den Här Oberweis gesot huet, mä et gëtt och nach eng zweet Zort vu Wëssenschaftler, an dat sinn d'Visionären. Dat ass Science-Fiction. Déi wëlle Maschinnen op atomarer Basis produzéieren, Maschinnen, déi sech selwer kopéieren an dann x-beliebeg Objete produzéiere sollen. Hei sinn all Méiglechkeeten op. Hei ass, wéi de Fransous et seet: «C'est l'envie de l'utérus poussée à l'extrême.» Ënner anerem solle Planéite mat Liewensforme koloniséiert ginn, Wüstelandschaften nei opbléien, nom Prinzip „Tischlein, deck' dich".

Am Beräich vun der Medezin wäert och villes änneren. Déi klassesch Mo- an Daarmröntge wäerte verschwannen. Et brauch een nëmmen eng Kapsel mat engem Nanochip ze schlécken, an de ganze Mo- an Daarmtrakt gëtt fotografiéiert an duerno evaluéiert.

Här President, et ass wichteg, fir eng équilibréiert, informell an interdisziplinär öffentlech Debatt ze féieren. An de Sënn vum Här Huss - deem mer hei félicitéieren - senger Interpellatioun ass, datt mir eis méi informéiere sollen.

D'Nanotechnologie suscitéiert vill Erwaardungen, awer och Ängschten, an dat kann den Dialog an eng positiv oder an eng negativ Richtung féieren. Mä et muss een déi Debatt hei net emotionell féieren, mä realistesch. Eng realistesch an op Informatioun baséiert Debatt, mat Duerstellung vun alle Fakten an Daten iwwert d'Nanotechnologien an hir Entwécklung muss promouvéiert ginn.

Eng objektiv nuancéiert Informatioun muss dem breede Publikum ugebuede ginn. D'Wëssenschaftler an d'Ingenieure mussen hir Responsabilitéit iwwerhuelen. D'Politiker hirersäits mussen déi ganz Entwécklung am A behalen, fir déi richteg Décisioun ze treffen, wann en Déséquiliber optaucht. De Stat muss kënnen déi ganz Situatioun géréieren. Eng Saach ass sécher, mat oder ouni öffentlecher Kontroll, d'Welt wäert sech mat den Nanotechnologië substanziell veränneren!

An dëser Debatt, déi net déi lescht an dësem Beräich wäert sinn, si folgend Punkten extrem wichteg, an déi mussen alleguerten thematiséiert ginn:

Éischtens: Wat ass den Notze vu bestëmmten Technologië fir eis Entwécklung? Zweetens, d'Mise en balance vun de Virdeeler a vun den Nodeeler vun enger bestëmmter Nanotechnologie an engem bestëmmte Land. Drëttens, d'Fäegkeet, fir d'Recherche esou ze steieren, datt Projete finaliséiert ginn, déi nëtzlech fir d'Entwécklung vum Mënsch a vum Planéit sinn. Véiertens: Wat ass de Risiko fir d'Ëmwelt a wéi kann een dee Risiko evaluéieren oder géréieren? Fënneftens: Wat ass den Impakt vun der intellektueller Propriétéit? Sechstens: Wéi kann een d'Benefisser deelen? Siwentens: Wéi ass déi international Kooperatioun tëschent entwéckelten an net entwéckelte Länner? Aachtens, Opstellung vun enger Käschten- an Notzenanalys vun enger alternativer Technologie versus der Nanotechnologie. Néngtens, d'Gestioun vun de sozialen Transformatiounen, bedéngt duerch strukturell Ännerungen am globale Wirtschaftssystem. An zéngtens: Wéi ass déi ethesch Dimensioun?

Här President, op déi heiten zéng Punkte musse mir eng Äntwert fannen, an dat wäert net einfach sinn!

Vu dass d'Nanotechnologie eis Zukunft beaflossen an eis Liewensweis steiere wäert, ass et evident, datt mir eng Rei notwendeg Froen hei am Raum opstellen: 1. Wéi wäit kënne mir d'Matière manipuléieren? Wat kënnt nom Atom? 2. Wéi vill wäert déi ganz Technologie eis kaschten? 3. Brauche mir Aarbechter - an dat wäert den Här Hoffmann interesséieren -, wann déi Nanotechnomaschinne fir eis schaffen? Wéi vill Beruffer verschwannen? Wéi grouss wäert de Chômage sinn? 4. Féiert déi ganz Technologie eis net nach méi an d'Isolatioun?

Dat si berechtegt Froen, déi leider haut nach net oder schwéier ze beäntwerte sinn. Mir sinn alleguerten d'accord, wa mir een Nanoimplantat an de Mond kréien,

deen eis warne wäert, wann no engen 20 Minutten den Chip seet: „Okay, Du kriss gläich en Herzinfarkt." oder „Du kanns en Hireschlag kréien." oder deen eis de Bluttdrock virausseet oder Zockerwäerter feststellt. Domat si mer alleguerten d'accord.

Mä si mir och d'accord, wann dës Nanotechnologien zu Militärzwecker gebraucht ginn, esou wéi den Här Huss dat elo gesot huet. Si mir d'accord, fir d'Leit an hirer Privatsphär ze kontrolléieren?

Adepte vun de Verschwörungstheorië hu bei der rezenter Schwéngsgrippimpfung, Här Di Bartolomeo, vun engem Nanochip geschwat, deen am Impfstoff soll dra sinn. Hei stellt sech d'Thematik vun engem biologesche Krich.

Här President, egal wéi déi Eenzel sech an dëser Debatt hei positionéieren, entweder se sinn dofir oder dogéint, eppes muss een awer kloer ervirsträichen: Et gëtt eng Zort vu Leit, déi e ganz héijen Intelligenzquotient hunn an extrem caléiert sinn, fir esou Progrèsen ze realiséieren an domadder d'Welt virubréngen.

De Pendant dozou sinn déijéineg, déi hir Fäegkeeten net gebrauchen an niveauaarm Sendungen op der Tëlee kucken, déi awer och vun dëse Nanotechnologië profitéiere wäerten; hoffentlech awer net, fir datt si sech nach méi isoléieren.

Dat gesot, Här President, si mer der Meenung, datt mir an der Zukunft nach méi wéi eng Kéier grouss staune wäerten. Mir als ADR begréissen all Innovatioun an hoffen, dass den negativen Impakt a Grenze bleift. Mir sinn awer sécher, datt déi heiten Debatt net déi lescht wäert hei am héijen Haus sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Colombera Merci, an domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Ech gesinn, fir d'éischt fillt de Wirtschaftsminister sech kompetent. Ech huelen un, duerno kënnt och nach de Gesondheetsminister. Da kritt elo mol fir d'alleréischt de Wirtschaftsminister d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir hutt richteg gesinn, dass op der Regierungsbänk dräi Ministere sëtzen. Mä ech mengen, mir hätten d'ganz Regierung kënnen heihinner bréngen, well, esou wéi den Débat hei verlaf ass a wéi och d'Awierkung vun den Nanotechnologien ass, hätte mer erop bis bei de Premierminister, mengen ech, dee Sujet kënne behandelen.

Duerfir mengen ech och, dass et gutt ass, dass een hei undiskutéiert huet. Mä ech mengen, et kann een décemment - Här Huss, Dir hutt de Mérite, dass Der et undiskutéiert hutt -, et kann een décemment net dervun ausgoen, dass een dee Sujet haut empfänglech hei kann esou traitéieren, dass jiddwereen am Kloren ass, wat mer dann an Zukunft elo géife maachen.

Ech mengen, dat, wat een op kee Fall soll maachen, dat ass ze vill Angscht opbeschwören, wann et nach net noutwendeg ass. Et soll een effektiv de Principe de précaution an dëser Saach huelen, mä et soll een awer och oppassen, dass een d'Leit net nervös mécht mat Saachen, wou et vläicht net noutwendeg ass.

Wa mir hei am Land nei Weeër wëlle goen, an dat ass wahrscheinlech noutwendeg - dat wäerte mer jo an deenen nächste Wochen diskutéieren -, da musse mir eis och opmaache fir nei Technologien. A wa mir an de Gesondheetstechnologië wëllen e Schrëtt weiderkommen, dann ass et net auszeschléissen, dass och d'Nanotechnologien hei e Rôle wäerte spillen.

Duerfir, mengen ech, soll Lëtzebuerg sech an dëser Fro net au départ - well mer och d'Wëssen, och d'Fuerschungswëssen an deem Mooss net hei zu Lëtzebuerg hunn - net zoumaachen. Mir sollen also, mengen ech, offensiv un déi Saach erugoen, kucken, wat d'Entwécklungsméiglechkeete sinn. Well hei schwätze mer vu Materialien, déi trotzdeem Schlësseltechnologië vun der Zukunft wäerte beaflossen.

An au départ dierf een net soen, ech wëll absent do sinn. Do muss ee matmaachen. Do muss ee selbstverständlech wachsam bleiwen. Mä ech hunn awer d'Impressioun, Här Huss, dass mir wahrscheinlech d'Mëttelen net hunn, fir erof bis bei de Konsument déi Wachsamkeet och gelten ze dinn.

Ech mengen, hei ass nëmmen eng Approche méiglech, déi een europäesch ofschwätzt, well dat ass esou komplizéiert. Déi ass jo reglementéiert iwwer eng ganz Rei Gesetzer, déi vun Direktiven hierkommen, a glécklecherweis, muss ech soen. Mir wiere jo total iwwerfuerdert am Moment, wa mir misste selwer décidéieren, wann iergend e Produkt elo eng Spécificitéit hätt, déi net akzeptabel fir de Consommateur wier. Mir sinn do iwwerfuerdert, dat brénge mer net fäerdeg.

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur*.- Duerfir hunn ech jo och gesot: um europäesche Plang.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Jo, jo. Neen, ech weess dat.

Mä duerfir soen ech, mengen ech, ass och deen eenzegen Débat, dee mer kënne féieren, ass deen, dass mer op europäeschem Plang eis eens ginn. Ech weess, dass et net dat Einfachst ass, fir einfach ze soen: Et ass op enger anerer Plaz, wou muss diskutéiert ginn. Mä ech hunn awer wierklech d'Impressioun, dass mer hei am Débat schwiereg weiderkommen.

Hei komme Produkter an Uwendunge mat Bedeitung wierklech ervir, wou, mengen ech, mir alleguerten an och vill vun eise Leit, déi doranner schaffen, iwwerfuerdert sinn. Well, wann Der verfollegt hutt, wat déi eenzel Leit gesot hunn, da geet dat jo vun der Energie eriwwer iwwert d'Alimentatioun. Mir hu vum Militär geschwat bis erof bei d'Ënneschtbox. Et ass wierklech eng…

(Interruption)

Mir hu jo vun der Nanoënnerwäsch geschwat.

(Interruption)

Wat och ëmmer jiddweree sech dorënner virstellt. Mä mir hunn e breede Spektrum vu Produkter…

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Looss Denger Fantasie emol fräie Laf.

Une autre voix.- Gutt gesot.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Et ass wahrscheinlech keng Nanofantasie hei erfuerdert!

Mä mir hunn e wierklech largë Spektrum vu Produkter an Uwendungen, iwwert déi mer hei geschwat hunn. Ech mengen, déi wéinegst vun eis sinn och familiariséiert domadder.

Ech wëll de Sujet och eescht huelen. Duerfir mengen ech, dass hei net d'Plaz ass, fir zu grousse Konklusiounen ze kommen no esou engem Débat. Ech mengen, et soll ee vläicht deen een oder deen anere Forschungsinstitut, Gabriel Lippmann an anerer, déi an deene Materialie schaffen, eng Kéier an d'Kommissioun emol ruffen, an eng Kommissioun entweder vun der Recherche oder vun der Santé, wou een emol kuckt, wat och d'Potenzialitéite sinn, wat dann elo wierklech d'Avantagë sinn, mä wou mer dann awer vläicht vu Spezialisten, déi e bësse méi dervu versti wéi mir, emol explizéiert kréien.

Dir musst agestoen, Här Huss, dass net jiddwereen de Stand huet, deen Dir an där doter Matière kennt. Also mengen ech, dass mer dat do op en aneren Niveau musse verlageren, vläicht an der Kommissioun, wou een och méi technesch den Débat ka féieren, wou een och Saache kann nofroen.

Wat richteg ass, ass jo och d'Informatioun - Dir schreift dat och un - un de Bierger. Loosse mer eis awer näischt virmaachen. Déi Matière hei ass ze komplex, menger Meenung no, fir dass do och de Bierger selwer zu Konklusioune kënnt, souguer wann en d'Informatiounen hätt.

Dir schreift vun engem Débat public. Éierlech gesot, Här Huss, kënnt Dir Iech virstellen, dass et en Débat public wierklech mam Public op dëser Matière méiglech ass? Ech mengen,…

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur*.- Kann ech Iech drop äntweren?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Jo, selbstverständlech.

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur*.- Här Minister, ech si mer selbstverständlech der Problematik bewosst, datt esou en Débat e schwéieren Débat ass. De Problem ass awer, dass souguer d'Europäesch Kommissioun - an ech hunn et a menger Ried virdru gesot - d'Staten opfuerdert, an hire jeeweilegen Nationalstaten esou en Débat public ze féieren am komplette Bewosstsinn, datt et e schwéieren Débat ass.

A Frankräich beispillsweis - hunn ech a menger Ried gesot - hu 17 grouss Debatten a 17 ënnerschiddleche Stied stattfonnt, an den 23. Februar soll a Frankräich eng ofschléissend Debatt do sinn, wou och d'Leit sech kënnen aklénken. An d'Europäesch Kommissioun huet fir hiren nächste Fuerschungsprogramm…

M. le Président.- Här Huss, entschëllegt. Ech mengen, mir sinn hei an enger gelungener Prozedur. Dir hutt elo d'Recht eng Fro ze stellen, wann de Minister domadder d'accord ass.

(Interruption)

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur*.- Da stellen ech elo d'Fro.

M. le Président.- Mä stellt wann ech gelift Är Fro, well et ass elo net, fir eng zweet Interventioun hei drunzehänken, Här Huss. Also, stellt wann ech gelift Är Fro.

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur*.- Et ass gutt. Ass dem Minister bewosst, datt beispillsweis d'Europäesch Kommissioun d'Staten opfuerdert, an hiren Nationalstaten eng öffentlech Debatt mam Bierger ze féieren? An ass Iech bewosst anerersäits, datt d'Europäesch Kommissioun den 18. Dezember virun…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Huss, ech hat gesot eng Fro.

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur*.- Ma, et ass eng Fro.

M. le Président.- Dir dierft eng Fro stellen, net e ganze Katalog vu Froen.

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur*.- D'Europäesch Kommissioun wënscht, datt d'Leit sech sollen aklénken. Op hirem eegene Site ka jiddfer Bierger seng Meenung driwwer soen: Fuerscher, Industrieller. Sidd Der Iech däers bewosst, datt d'Europäesch Kommissioun dat fuerdert fir den nächste Fuerschungsprogramm?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech muss Iech éierlech agestoen, dass ech mer däers net bewosst war. Mä elo, wou Der mer et gesot hutt, sinn ech mer es bewosst.

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur*.- Et ass awer esou!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Sidd einsichteg, Här Krecké.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Et geet awer net ëmmer esou schnell.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech mengen och, dass hei d'Kolleegen op der Regierungsbänk nach éischter sech beruff fillen an och vill méi dovu versti wéi ech. De Recherchesminister, deen eng ganz Rei Fuerscher jo ënner sech huet, déi…

(Interruption)

Jo, ech mengen, Dir sidd gefuerdert, Här Fuerschungsminister.

(Hilarité)

Neen, kommt mir… Elo Witz à part. Also, ech mengen, en Débat public gesinn ech en Débat transparent, wou een no baussen awer mat enger reduzéierter Zuel vu Leit trotzdeem an den Débat ka kommen. Also, ech weess net, ob Der et fäerdeg bréngt, dass meng Mamm sech hei an deen Débat mat 87 Joer aklénkt. Mä ech si mer awer bewosst, dass et eng Rei Leit gëtt, déi doriwwer dierfe schwätzen. Ech soen dierfen, well et muss een awer och e Minimum vu Fachwëssen do hunn.

Duerfir géif ech lues maache mat engem Débat public, well dat aart schnell aus an en Expertëkrich, esou wéi mer en zum Deel heiansdo kennen an engem Sujet, deen Iech jo och ganz un d'Häerz gewuess ass, bei der Mobilophonie iwwert d'Auswierkunge vun der Mobilophonie oder vun den Antennen, déi dat bewierkt. Ech hunn ëmmer e bëssen Angscht, dass dat en Expertëkrich gëtt, wou herno souwisou meng Mamm, sougutt wéi munch anerer hei am Land, net méi eens gëtt an herno wierklech net méi weess, wat e soll denken.

Duerfir mengen ech, soll ee wachsam sinn an et fir d'éischt emol um Niveau vun deene Leit, déi och eppes dervu verstinn, halen. Dat wëllt awer net heeschen, dass et net transparent a publikumsoffe soll sinn. Mä, ech mengen, et ass nëmme méiglech, wann een e Minimum vu Leit au départ do abënnt.

Dir sot eng afférent Sensibilisatioun an Informatioun. Jo, mä eréischt, wann een, mengen ech, zu Konklusioune komm ass, déi dann och net kontrovers sinn. Well dat ass de Problem, dee mer jo an eenzelnen Débaten hunn, wou deen een Expert dat eent seet, deen aneren Expert dat anert. Sot mer, wat de Konsument domadder ufänke soll. An duerfir mengen ech, dass ee sech bei där Matière hei soll Zäit loossen a kucken, ob een och wierklech zu Konklusioune ka kommen.

A wann een dann dozou kënnt, hunn ech kee Problem - mir hu jo Regele vum Étiquetage -, dass een dann den Étiquetage och deementspriechend mécht. Mä da mat enger Erklärung. Ech mengen, et hëlleft kengem, wann een hei seet, wéi vill Partikelen a welcher Gréissenuerdnung hei dra sinn, wann een em net zur gläicher Zäit seet, wat fir eng Wierkung dass dat do huet.

Mä Här President, ech wëll hei net monopoliséieren. An d'Begeeschterung vu mengen zwee Kolleegen an der Regierung ass garantéiert esou grouss, dass se och zu deem Sujet wëllen hire Bäitrag leeschten. Duerfir wëll ech mech fir de Moment kuerzfaassen.

Merci.

M. le Président.- Da soen ech emol dem Wirtschaftsminister Merci. Wie kënnt elo? De Fuerschungsminister oder de Gesondheetsminister?

(Interruption)

Fir d'éischt kënnt de Fuerschungsminister.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Oberweis huet eis erklärt, dass Nano Zwerg heescht. Ech mengen, da muss den Zwerg aus der Regierung untrieden.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Sot näischt, wat net stëmmt.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Jo, ech war Iech jo anscheinend nach eng schëlleg, Här Schiltz.

Déi Debatt de Mëtteg ass ganz interessant, awer och ganz schwiereg. An ech wëll dofir nëmmen e puer Saache soen.

Nämlech déi Éischt ass déi, wat mech ëmmer e bëssen un der Debatt stéiert, - dofir ass d'Debatt awer wichteg, dass se gefouert gëtt -, dass trotzdeem awer ënnerschwelleg ëmmer eng gewësse Fortschrëtts- a virun allem Fuerschungsangscht entsteet. An ech wollt besonnesch a menger Interventioun op d'Fuerschung agoen.

Wa mer vun Nanopartikele schwätzen, da musst een nämlech wëssen, dass et Nanopartikele gëtt, zënterdeem de Mënsch d'Feier erfonnt huet. Well duerch d'Feier entstinn Nanopartikelen, déi vum Mënsch verursaacht goufen. An d'Nanopartikele gëtt et net nëmmen haut, mä gëtt et der nach ëmmer.

Wat mech och an der Debatt hei, an duerfir wa mer iwwer Débat public schwätzen, och stéiert, dat ass, dass mer awer vill Saache an ee Koup geheien, nëmmen, well se all den Terme Nano hunn. Ech wëll wierklech den Ënnerscheed maachen tëschent Fuerschung an tëschent Mise sur le marché vu Produkter, wou Nanopartikelen dra sinn.

Dat, wat de grousse Public interesséiert, dat ass virun allem dat anert. Wat ass vu Produkter um Maart, wou Nanopartikele sinn, déi ech net erkennen? Wat sinn déi Nanopartikelen? Wat hunn déi eventuell vun Auswierkungen? An dofir sinn et fir mech zwou grouss Debatten. An an Europa gëtt se op zwee Pläng gefouert oder e puer Pläng, mä haaptsächlech gëtt se gefouert an Europa, wat d'Reglementatioun ubelaangt. Do gëtt se gefouert um Niveau vun de Mises sur le marché. An do ass och villes geschitt.

Et ass net, wéi den Här Huss an enger vu senge Motioune schreift, bei REACH wär näischt enregistréiert ginn. Bei REACH goufe bis elo zwee Nanopartikelen enregistréiert, well effektiv méi wéi honnert Milliounen Tonne produzéiert goufen. Dat war den „Carbon black" an den „Silicon dioxide". Déi sinn enregistréiert. Et ass also net, dass näischt geschitt wär.

Et brauch een also net nach eng spezifesch Reglementatioun ze maachen. Do ass am REACH eppes. A bei anere gëtt et dat och. Et ass also fir d'éischt déi Mise sur le marché, dat Ekonomescht. Ech mengen, do huet de Wirtschaftsminister dovunner geschwat, esou dass ech wéilt schwätzen iwwer Fuerschung.

An ech hunn ëmmer Angscht, wann een d'Fuerschung wëllt ënner Kontroll setzen. D'Fuerschung muss kënne fräi sinn. D'Fuerschung huet natierlech, wa se bis délivréiert, och eng Aufgab am Interessi vum Bierger a vun der Ethik ze délivréieren. Dat war iwwregens ee vun de Sujeten, déi mer während der Lëtzebuerger Présidence als Fuerschungsministere lancéiert haten: d'Fuerschung an d'Responsabilitéit vun der Fuerschung par rapport zu der Gesellschaft.

An nach eng Kéier, et kann een net d'Fuerschung gängelen, mä et muss ee kucken, dass, wann an der Fuerschung eppes erauskënnt an dat gëtt herno op de Maart gesat, dass een dann och doriwwer fuerscht. Dat geschitt och an Europa. Do hate mer an deem leschte Plang 25 Milliounen Euro, déi effektiv an d'Risikofuerschung gaange sinn. Et sinn der mëttlerweil scho 50 Milliounen Euro. Et ass also eng ganz Diskussioun och schonn, wann ech elo vun de Fuerschungsministere schwätzen a vun dem Fuerschungsprogramm, do geschitt.

Datselwecht zielt awer och zu Lëtzebuerg. Ech hunn de Moie mat ganz vill Interessi den Här Hoffmann vum Centre de recherche public Gabriel Lippmann héieren, deen effektiv gesot huet, wat zu Lëtzebuerg geschitt, an dass d'Risikofuerschung een Element ass, dee beim Lippmann dran ass.

Ech mengen, mir hunn zu Lëtzebuerg ëmmer versicht och - an dat wäerte mer och an Zukunft maachen, mir wäerten nach e puer Debatte féieren -, och dat Deontologescht an dat Ethescht mat eranzebréngen. Mä wichteg ass awer, dass d'Fuerschung à la base fräi ass an dass een net d'Fuerschung gängelt. Dofir hunn ech mat verschiddene Formulatioune vun der Motioun vum Här Huss och eng Partie Problemer. Mä ech kommen nach eng Kéier op d'Motioun zréck.

Den Här Huss huet gesot: Sot eis, wat zu Lëtzebuerg geschitt. Ech kommen op eppes zréck, wat den Här Krecké gesot huet. E sot: Kommt, mir ginn emol an d'Kommissioun a mir ruffe se alleguer. Grad dat hate mer gemaach, Här Huss. Mir haten an der viregter Regierung… An der viregter Regierung sinn all déi Instituter komm. Also, wann et ëm Fuerschung geet, verwiert de Fuerschungsminister sech absolut net, dass mer deen doten Exercice nach eng Kéier maachen.

Den Här Thiel gëtt sech ganz vill Méi an der Kommissioun fir Fuerschung, Héichschoul, Telekom a Medien, well mer jo wéineg Gesetzesprojeten zurzäit hunn, fir wierklech Hannergrondinformatiounen ze ginn un d'Deputéierten, fir dass se méi verstinn, wat geschitt. An ech ka mer virstellen, dass den Här Thiel deen Éischten ass, dee seet: Kommt, mir maachen deen Exercice nach eng Kéier.

Mir hunn am Kader vum Fonds national de la recherche - Fonds kritt iwwregens en „s" hannert dem „d"; do soen ech just, do ass Iech e Klappfeeler ënnerlaf - eng ganz Partie Programmer effektiv, an déi kënne mer all am Detail op den Dësch leeën an och soen, wat dran ass. Ech soen do nëmmen, wat mer hunn. Mir hunn do, insgesamt hu mer 27,3 Milliounen Euro am FNR.

Wou geschitt Nanotechnologie-Fuerschung? Majo, am meeschten am Centre de recherche Gabriel Lippmann, deen och, wat d'Nanoanalysen ubelaangt, ee vun deene sechs performantesten Équipementer an Europa huet.

Mir hunn iwwregens - Här Oberweis, well Dir jo wësst, wéi déck en Hoer ass - am Gabriel Lippmann en Hoer vum Napoleon uvertraut kritt, fir dat ze analyséieren, ob dann effektiv den Napoleon vergëft ginn ass oder net. Do gesäit een, wéi unerkannt de Centre Gabriel Lippmann a Frankräich ass. Well dass Frankräich en Hoer vum Napoleon ausserhalb vun de Grenzen erëmschéckt, nodeems den Napoleon heemkomm ass, dat ass schonn e grousse Vertrauensbeweis.

Mir hunn och erausfonnt, dass effektiv Arsen am Hoer war. Wa mer vun Nanopartikele schwätzen, do waren also Nanopartikelen Arsen dran. Domadder kann een awer net soen, dass e vergëft ginn ass. Et ass just Arsen effektiv a sengen Hoer do erëmfonnt ginn.

An ech mengen, de Gabriel Lippmann ass een, deen och, well en déi Équipementer huet, eng ganz grouss Roll an der wirtschaftlecher Bedeitung vun der Fuerschung huet. D'Firma Novelis, fréier Alcan, déi hunn hire ganzen europäesche Fuerschungslaboratoire bei de Lippmann gesat. Dat hu mer begleet, de Jeannot Krecké an ech, well mer eben do déi dote Fuerschung maachen. Dat heescht, et ass scho ganz vill, och wirtschaftlecht Développementspotenzial fir Lëtzebuerg dran.

Am Centre Lippmann schaffen 42 Leit an deenen Domänen; am Henri Tudor 65 Leit. Do geet et, grad wéi am Lippmann, och ganz vill ëm Traitements de surface. Do sinn och vill Betriber, déi mat sinn. An dann hu mer selbstverständlech och nach 40 Leit, déi an der Materialabteilung vun der Uni Lëtzebuerg schaffen. Mä ech mengen, am beschte wär et, wann déi Leit géife selwer erkläre kommen, wat se maachen. Ech wollt Iech just e bësselchen en Iwwerbléck ginn.

Wat d'Betriber ubelaangt, do hu mer Goodyear, ArcelorMittal, Guardian, Novelis, CERATIZIT, Balzers, déi effektiv an deenen Domäner sinn. Wou een dann och gesäit, dass effektiv e grousse wirtschaftlechen Développement hannendrusteet.

Dofir nach eng Kéier, ech mengen, wat d'Fuerschung ubelaangt, solle mer der Fuerschung esou vill Fräiheet wéi méiglech ginn. An et soll een natierlech kucken, wann aus der Fuerschung Produkter entstinn - well et entstinn net esou séier Produkter; heiansdo kommen iwwerhaapt keng Produkter aus der Fuerschung; wichteg ass, dass een awer à la base fuerscht an d'Fuerschung net a Fro stellt -, da soll ee kucken, wann déi Produkter op de Marché kommen, fir effektiv eng Risikoanalys ze maachen. Dat geschitt an Europa.

Ech mengen och dofir, grad wéi de Jeannot Krecké gesot huet, dass mer virun allem sollen an Europa suivéieren. Dat sinn iwwregens eng ganz Partie vu Ministeren, déi do implizéiert sinn; jiddwereen op sengem Domän, wéi gesot, d'Fuerschungsministeren. Dat sinn d'Fuerschungsprogrammen. An do ass d'Part, wat den Här Huss jo och verlaangt. Mä déi Part ass dauernd an d'Luucht gaangen, fir effektiv méi Ri-

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

sikofuerschung ze maachen. Also, net Risiko a Fro ze stellen, mä Risikofuerschung weiderzedreiwen.

Wat den Débat public ubelaangt, wëll ech emol soen: Dat heite war en Débat public, well et ass näischt méi public wéi eng Sitzung an der Chamber, déi live vu Chamber TV iwwerdroe gëtt. An ech ginn dovunner aus, dass dausende vu Leit déi Debatt vum Ufank bis zum Schluss spannend verfollegt hunn.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- D'Kommissiounen nach net, Här Minister.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Mat de Kommissiounen… Mir erliewen dat nach eng Kéier, Här Bettel,…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech si gespaant.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- … ier dass Dir Alterspresident vun der Chamber gitt.

(Hilarité)

Ech mengen och, dass, wa mer elo géifen eng Debatt organiséieren, da komme souwisou, wéi iwwregens a Frankräich och… 17 Debatten a Frankräich, dat ass eng Nanodebatt zu Lëtzebuerg. Wa mer kucken, dass do 60 Milliounen Leit wunnen an hei eng hallef Millioun Leit. Et kommen déi, déi dorun interesséiert sinn.

Déi Debatte fannen och statt. Ech verwiere mech och net, dass een eng Kéier eng Debatt iwwert d'Fuerschung mécht, mä et soll een awer net déi Debatte vermëschen: Fuerschung a Produkter, déi op de Maart kommen. Ech ginn dem Här Krecké awer Recht, dass et besser ass, mir kucken och hei iwwert d'Chamber dat weiderzedreiwen. An ech mengen, dass ech dofir gesot hunn, den Här Thiel soll dann nach eng Kéier den Exercice maache wéi säi Virgänger, den Här Sunnen, gemaach hat, wéi den Här Huss fir d'éischt mat senger Interpellatioun koum.

Wat d'Motiounen ubelaangt, wär ech och dofir frou, wa se géifen an d'Kommissioune kommen. Ëmsou méi, wou se net nëmmen eng Kommissioun interesséieren. Also, déi zwee muss een dann do erëm auserneenhuelen an da kann ee vläicht kucken an de Kommissiounen, wéi een an där Debatt zu Lëtzebuerg esou weiderfiert, dass et awer net nëmmen elo eppes gëtt pour la galerie, wou déi Üblech kommen, déi ëmmer sinn.

Zum Beispill mengen ech, dass zum Beispill d'Commission national d'éthique eigentlech net déi ass, déi hei déi wichteg Roll ze iwwerhuelen huet. Hei ass et méi och eng wirtschaftlech Debatt, déi ze féieren ass.

Voilà! Ech hu versicht, ech wëll net soen an Nanozäit, mä an esou kuerz wéi méiglecher Zäit e bësselchen Elementer ze ginn, wéi mer da kënnen hei mat där Debatt zu Lëtzebuerg weiderfueren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dann och dem Fuerschungsminister Merci. Ech weess net, ob den Här Gesondheetsminister och nach eppes wëllt soen. D'Zäit ass allerdéngs kuerz bemooss, Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Dofir, Här President, wäert ech mech mat enger Nanointerventioun begnügen. Ech wëll just drop hiweisen, dass eben déi Technologie, iwwert déi mer schwätzen, d'Applikatiounen, iwwert déi mer schwätzen, besonnesch och am medizinesche Beräich Potenzialitéiten, selbstverständlech och Risike beinhalt. Mir gesi besonnesch am cibléierten Traitement vu Kriibserkrankungen e ganz grousse Potenzial an deem heite Beräich, fir vill méi cibléiert un d'Tumoren erunzekommen.

Mir wëllen an deem heite Beräich, wéi an anere Beräicher selbstverständlech, de Principe vun der Précautioun gelte loossen. A mir hunn aus deenen Erfahrungen, déi mer aus anere Risike geléiert hunn, Asbest an aner méi komplex Substanzen, vill geléiert.

Ech wëll ënnersträichen, dass um europäesche Plang bei der Kommissioun, um internationale Plang bei der OECD, insbesondere awer bei der OMS, déi heiten Thematik ganz seriö geholl gëtt, an dass Lëtzebuerg am Programm Environnement a Santé vun der OMS ganz aktiv implizéiert ass. Den Här Huss weess dat, well e mat à l'origine war vun deem Engagement a mer an deenen nächste Wochen e Rendez-vous hunn zu Parma, wou ënner anerem déi heiten Thematik mat englobéiert gëtt.

Mir suivéieren also d'Entwécklung ganz intensiv an engagéieren eis, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä um internationale Plang, fir dass mer déi Surveillance vun engem komplexe Sujet maachen, déi mer musse maachen.

Um Lëtzebuerger Plang, just ee Wuert nach. Vu dass mer eng Rei vu Betriber mat Applikatioune vun den Nanotechnologien hunn, ass et net oninteressant, fir an enger mëttelfristeger Approche e Relevé ze maache vun deene Posten, déi kéinten a Relatioun mat der Utilisatioun vun där Technologie e Risiko duerstellen, eng Opnahm vun deene Posten ze maache, wéi mer dat an anere Beräicher och maachen.

Dat gesot, sinn ech selbstverständlech bereet, wéi aner Kolleegen, mech där doter Debatt och a méi klenge Kreesser ze stellen, wou mer d'Geleeënheet hunn, méi an d'Déift ze goen.

Merci.

M. le Président.- Merci och deenen dräi Ministere fir hir Disziplin, fir bal d'Riedezäit ze respektéieren. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun.

Mir hunn elo nach iwwer zwou Motiounen ofzestëmmen. Fir d'éischt Motioun Nummer 1 vum Här Huss. Den Här Huss wëllt nach eng Kéier dozou d'Wuert huelen.

M. Jean Huss *(déi gréng), interpellateur*.- Jo, Här President. Et ass mer vun enger Rei Kolleegen hei vun anere Fraktiounen nogeluecht ginn, och vun engem vun de Ministeren, fir elo net iwwert déi zwou Motiounen ofzestëmmen, mä fir se an déi zoustänneg Kommissiounen eranzeginn.

Am Prinzip kann ech domadder d'accord sinn, well dat hei fir mech souwisou eng éischt Debatt hei emol doriwwer war a well et natierlech och iwwer esou e Sujet en ënnerschiddleche Wëssensstand gëtt en fonction dovunner, wann een driwwer gelies huet oder net driwwer gelies huet. Esou datt et logesch ass, datt mer elo um parlamentareschen Niveau, a mengen Aen, kënnen eng weider Aarbecht maachen an den zoustännege Kommissiounen.

Ech géif mengen, datt op jidde Fall vun deenen Kommissiounen do d'Recherche gefuerdert wier, einfach och, well déi CRPen dem Rechercheminister ënnerstinn.

Ech mengen op där anerer Säit, datt op jidde Fall awer d'Santéskommissioun gefuerdert ass, well dat am Fong dee Beräich ass, wou sech am Fong awer am Public déi meeschte Suerge gemaach ginn. Dat heescht op jidde Fall also och, d'Santéskommissioun muss do eng gréisser Roll spillen.

An da mengen ech, wou ech vläicht net ganz mam Minister Biltgen d'accord sinn, dat ass, wann e seet, am Fong de Comité national d'éthique, dee wier do net gutt placéiert. Ech mengen, datt dat heiten eng Fro ass, déi awer ethesch Froen och opwerft, an zwar a ville Beräicher. Esou datt ech duerchaus awer schonn der Meenung sinn, datt ee sollt de Comité national d'éthique domadder chargéieren, fir iwwert déi ethesch Froen eppes auszeschaffen.

Dat gesot, sinn ech domadder d'accord, fir elo haut net iwwert déi Motiounen do ofzestëmmen, mä fir se nach eng Kéier an de Kommissioune kënnen ze diskutéieren, sous condition allerdéngs, datt se dann duerno an no där Aarbecht, vläicht bis Abrëll oder Mee oder wéini, datt se dann awer hei definitiv nach eng Kéier géifen, vläicht och an deelweis ofgeännerter Form, virun de Plenum géife kommen, fir dann driwwer ofzestëmmen, well ech awer der Meenung sinn, och wann de Sujet ganz komplex ass, mengen ech awer, datt et net nëmmen eng Diskussioun ass vun e puer Wëssenschaftler a vun Deputéierten. Ech mengen, datt et eng Diskussioun ass, wou de Grand public awer deelweis misst kënne mat implizéiert ginn. An duerfir bleiwen ech awer derbäi, datt en Débat public och muss sinn iwwert dat eraus, wat mir hei maachen als Deputéierten.

M. le Président.- Merci. Ech mengen, dat ass eng exzellent Propositioun vum Här Huss. Déi zwou Motioune ginn also an déi zwou zoustänneg Kommissioune renvoyéiert. Dat ass an dësem Fall d'Kommissioun vum Här Thiel an d'Kommissioun vun der Madame Mutsch. Voilà! Domadder wäre mer dann um Enn vun dëser Diskussioun.

Elo kéime mer zu der Motioun, déi och vum Här Huss eragi ginn ass, awer zu engem ganz anere Sujet. Nämlech zum Iran. Här Huss, wëllt Der och dozou nach eng Kéier Stellung huelen?

6. Motion de M. Jean Huss relative à la situation des Droits de l'Homme en Iran

Exposé

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur*.- Jo, Här President. Ech hat virdru bei enger kuerzer Presentatioun vun där Motioun iwwert den Iran gesot, datt mer am Fong d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun hu mat den Ënnerschrëften do derfir, mä datt ech se géif oploossen, wann aner Kolleege vun anere Fraktioune se bereet wären, mat an där Form do ze ënnerschreiwen.

Dat war bei Kolleege vun der LSAP, vun der ADR, vun der DP de Fall. Et war esou, datt de Kolleeg Schiltz vun der CSV mer gesot huet, si kéinten och domadder d'accord sinn, mat liichten Amendementen, déi hien do selwer och formuléiert huet. Ech hunn déi Amendementen do gesinn, an ech hu kee Problem déi Amendementen vum Här Schiltz mat ze akzeptéieren. Esou datt ech kee Problem gesinn, déi amendéiert Versioun dann hei zum Vote ze stellen.

Motion modifiée

La Chambre,

- considérant les résultats et les circonstances des élections présidentielles iraniennes du 12 juin 2009;

- considérant la résolution du Parlement européen sur l'Iran, votée le 22 octobre 2009;

- considérant la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 octobre 2009 sur la situation des Droits de l'Homme en République islamique d'Iran;

- déplorant que ni le Parlement iranien, ni aucune autre autorité iranienne n'aient ouvert une enquête circonstanciée sur les nombreux doutes pesant sur la régularité de l'élection présidentielle;

- constatant que la contestation du résultat s'est rapidement transformée en un large mouvement de protestation, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran;

- déplorant la répression violente des manifestations, voire d'une partie de la société civile iranienne

- condamnant l'intimidation systématique de la société civile, les arrestations arbitraires, les mauvais traitements et des actes de torture ayant causé des morts et des blessés dans la rue et dans les prisons;

- admirant l'engagement des Iraniennes et Iraniens qui continuent d'exprimer leur opinion en dépit des risques évidents pour leurs études, leur carrière professionnelle, leur santé, leur vie voire celle de leurs familles;

invite le Gouvernement:

- à s'associer aux efforts de condamnation de la communauté internationale, en particulier de l'Union européenne, en rapport avec la répression des autorités iraniennes des manifestants en Iran;

- à encourager activement ces mêmes efforts en faveur du respect des Droits de l'Homme en Iran;

- à soutenir, si nécessaire, la mise en place de sanctions politiques et économiques ciblées visant les élites du régime mais n'affectant pas les droits élémentaires du peuple iranien.

(s.) Jean Huss, Lydie Err, Gast Gibéryen, Paul Helminger, André Hoffmann, Jean-Louis Schiltz.

M. le Président.- Den Här Schiltz freet nach dozou d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här President, ech mengen, datt den Här Huss richteg bemierkt huet, datt en Accord besteet op deem Text. Ech sinn allerdéngs net ganz d'accord mat senger Presentatioun.

Ech hu mat deenen Elementer a Prinzipien, déi an dem Originaltext stinn, kee Problem. Ech war just der Meenung, datt opgrond vun där Roll, déi Lëtzebuerg an der internationaler Diplomatie gespillt huet, ze spillen huet a weider wäert spillen, et utile wär, wann een dat géif an dee korrekten diplomatesche Langage akleeden; wat ech gemaach hunn. C'était une question de forme, pas une question de fond.

M. le Président.- Da freet nach den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech wëll just mentionnéieren, datt ech dës Woch e Bréif geschriwwen hunn un de President vun der aussepolitescher Kommissioun, fir och e Mënscherechtsproblem am Iran opzewerfen, notamment wat d'Communauté Bahai ugeet. An ech mengen, datt mer vläicht da sollten an der Kommissioun eng Kéier eng Debatt méi allgemeng iwwert d'Mënscherechtssituatioun am Iran hunn, wou mer dann och déi Elementer, déi den Här Huss haut proposéiert huet, kéinte mat berücksichtegen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Da komme mer elo zum Vote. Dat kënne mer par main levée maachen.

Vote sur la motion modifiée

Wien ass mat där Motioun, déi ëmgeännert ginn ass, vum Här Huss, d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wär domadder déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

A mir sinn nach net fäerdeg, Dir Dammen an Hären, mir hunn nämlech nach e

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

leschte Punkt um Ordre du jour, nämlech déi Resolutioun vum Här André Hoffmann iwwert d'Zukunft vun der Brauerei de Luxembourg zu Dikrech. Den Här Hoffmann huet elo d'Wuert.

7. Résolution de M. André Hoffmann relative à l'avenir de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch

Exposé

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*, *auteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat, wat zu Dikrech geschitt, dat gesäit ee mat dem bloussen A. D'Dikrecher Brauerei, d'Brasserie de Luxembourg am Joer 2008: Fënnef Milliounen Euro Benefiss. Am Joer 2009 viraussiichtlech nach méi. Dat ass vläicht de Grond, firwat dass d'Direktioun déi Zuelen nach net wëllt erausginn.

De Konzern InBev, zu deem d'Brasserie du Luxembourg gehéiert: am Joer 2008 iwwer zwou Milliarden Dollar Benefiss. Um Internetsite vun dem Konzern steet e schéine flotte Saz: „Our dream…" Ech iwwersetzen en op Lëtzebuergesch: Eisen Dram ass et, fir déi bescht Béier-Company ze ginn an enger besserer Welt.

Wat fir déi eng eng besser Welt ass oder den Dram vun enger besserer Welt, dat ass fir aner Leit e Cauchemar. Iwwer 60 Leit sollen op d'Strooss gesat ginn hei zu Lëtzebuerg, a ganz Europa 800. Et sinn 10% vun der gesamter Belegschaft. D'Schléissung vun engem produktiven industrielle Site, dee gutt funktionéiert an deen eng entscheedend Bedeitung huet fir eng Regioun an iwwerhaapt fir d'industriell Substanz vun eisem Land.

Schonn duerch d'Fusioun vun Dikrech a Mousel am Joer 2000 ass d'Halschent vun der Belegeschaft ofgebaut gi respektiv ausgelagert ginn, an deenen zéng Joer vun du bis haut. Also, eleng vun der ekonomescher Situatioun hier, wär et eiser Gesetzgebung no e Licenciement abusif, wa Leit géifen entlooss ginn, well se net - an den Terme vum Code du Travail - „fondés sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise" sinn.

Bei eise Recherchen iwwert d'Kapitalstruktur hu mer och - an enger Zeitung stoung e pikanten Detail - fonnt, nämlech deen, dass eis Pensiounsreserven och mat engem beachtleche Pak vun Aktien an Obligatiounen an der Héicht vun dräi Milliounen Euro um Kapital vun deem Konzern bedeelegt sinn. Wat op där enger Säit jo awer wierklech erëm eng Kéier en Ulass wär, iwwert déi Strategie vu Placementer do seriö nozedenken, op där anerer Säit awer och d'Verantwortung - eis Verantwortung, d'Verantwortung vum Stat, d'Verantwortung vun der Chamber – ënnersträicht, an där doter Situatioun ze reagéieren.

Onofhängeg vun där Placementsfro selbstverständlech, onofhängeg dovunner, ass et eis Aufgab, eis Verantwortung ze iwwerhuelen an ze reagéieren, fir de Site an d'Aarbechtsplazen ze retten.

Souwisou misst et jo eigentlech selbstverständlech sinn, dass eng demokratesch Gesellschaft d'Maîtrise huet a behält iwwer hir sozial an ekonomesch Entwécklung. Et misst selbstverständlech sinn, dass d'Allgemengwuel muss priméiere par rapport zu - hei geif ech awer soen - onberechtegte Partikularinteressen. Et geet drëm, dass d'Chamber hir Verantwortung iwwerhëlt, fir d'Maîtrise vun eisem Developpement, vun eisem sozialen an ekonomeschen Developpement ze halen.

An dat ass d'Ursaach, firwat dass ech proposéiert hunn, d'Chamber soll décidéieren, eng Spezialkommissioun ze schafe mat deene folgende Missiounen: éischtens, eng Analys vun der wierklecher ekonomescher Situatioun vun der Brauerei a vun deem Konzern, zu deem se gehéiert; zweetens, prezis ze evaluéieren, wat fir sozial an ekonomesch Konsequenzen d'Schléissung vun deem industrielle Site hätt; drëttens, ze ënnersichen, wéi eng Méiglechkeeten deen aktuelle legislativen a reglementaresche Kader bitt, fir ze intervenéieren, fir de Site ze erhalen an d'Aarbechtsplazen ze sécheren; véiertens, awer och nozedenken, wat fir nei legislativ Instrumenter dass ee sech ka ginn, fir an deem Fall do effikass ze reagéieren, a fënneftens schliesslech, méi allgemeng och eng Strategie an e juristesche Kader, fir - dat, wat ech virdru gesot hunn - ze garantéieren, dass eng demokratesch Gesellschaft d'Maîtrise iwwer hire sozialen an ekonomeschen Développement hält oder en erëmkritt.

Mir hunn haut nach eng Kéier gesinn - mir haten et scho beim Bankesecteur eng Kéier gesinn - wéi schnell dass et ka goen, wann ee wierklech wëllt. Mir haten haut net manner wéi zwee Projeten hei um Ordre du jour, wou ganz, ganz rapid d'Prozedur duerchgaangen ass. Ech géif mer wënschen, dass mer och hei ganz schnell kéinte reagéieren. Ech mengen och, dass dat méiglech wär: esou schnell reagéieren, ier et ze spéit ass.

Et ass selbstverständlech, dass mir eis eege Propositiounen an d'Diskussioun vun där Spezialkommissioun mat erabréngen. Dat ass elo net selbstverständlech um Ordre du jour, mä dat kënnt dann nach eng Kéier.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An den Här Lucien Lux huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass déi Initiativ do sech areit a munch parlamentaresch Initiativen aus deene leschte Wochen zu deem Sujet. An ech mengen och kënnen ze soen, vläicht am Numm vun Iech alleguer, dass heibanne wuel keen ass, deen net ënnerstëtze géif, dass mer alles ënnerhuelen, fir d'Brauerei zu Dikrech ze erhale fir déi nächst Joren, natierlech och déi Aarbechtsplazen, déi domadder verbonne sinn.

Zum Fong, mengen ech, wär et awer haut elo net d'Geleeënheet, méi déif drop anzegoen. Ech géif, wat déi Propositioun, déi den Här Hoffmann gemaach huet, menge kënnen ze soen, dass d'Spezialkommissioun vläicht net dee richtege Wee wär, well et kéint eis geschéien, dass mer e Précédent schafen, deen eis bei villen anere Problemer, déi mer haten a mat Sécherheet och nach wäerten hunn an deenen nächste Méint, géif schafen.

Duerfir géif ech mengen, mir hätten déi Kommissiounen hei am Haus, déi sech mat der Fro kéinte befaassen. An duerfir wär d'Propositioun, déi, mengen ech, och vun anere Fraktiounen ënnerstëtzt gëtt, dass mer dorausser eng Commission jointe géife maache vun der Kommissioun vun der Ekonomie a vun där vum Travail, fir sech mat deene Froen, all deene Froen, awer och anere Froen, déi d'Kolleege sech hei stellen, kéinten ze befaassen.

Den Här Hoffmann hat gemengt, et kéint een hoffen, dass mer ganz rapid kéinten eis mat den Aarbechte befaassen. An duerfir hunn ech an der Mëttesstonn mat deenen zwee zoustännege Ministere gekuckt. An ech géif proposéieren, wann déi Propos zréckbehale gëtt, dass mer den 22. Februar, méindes, um 14:30 Auer eis géife mat deenen zwee Ministeren zesummesetzen, fir eis mat all deene Froen, a wéi gesot, och nach anerer, well ech mengen d'Regierung war jo net ontäteg an deem Dossier, kënnen ze befaassen.

Merci.

M. le Président.- Ech mengen, hei ass eng ganz konkret Propositioun. Den Här Marc Spautz hëlt dozou Stellung.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, Här President. No dem Här Hoffmann sengen Ausféierungen an och deem, wat den Här Lux gesot huet, si mir och där Meenung, et misst een dat maachen, souwuel am Ekonomie wéi Travail. Et soll een an enger Commission jointe doriwwer schwätzen. Wat awer och net ausschléisst, dës Kéier ass konkret de Wonsch gewiescht vum Här Hoffmann an dem Dossier vun der Dikrecher Brauerei, datt mer och an Zukunft kënnen iwwer aner Dossieren, déi sech an ähnlecher Form wäerte mellen,…

(Interruption)

…dass een och do kann an deenen zwou Kommissiounen doriwwer schwätzen.

Duerfir géif ech et och elo net gutt fannen, wa mer eng Kommissioun just géife maachen, fir spezifesch mat deem Dossier, mä wéi den Här Lux richteg gesot huet an ënnerstrach huet, dass een dann all déi Dossieren, déi an Zukunft esou wieren, an enger Commission jointe géif behandelen. An ech kann dat just ënnerstëtzen, dem Här Lux seng Propositioun. An ech hoffen, dass den Här Hoffmann déi unhëlt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An ech géif proposéieren, Här President, datt mer och den Här Statsminister sollte mat invitéieren. Et ass schliesslech eng Chefsaach, dat heiten.

(Hilarité)

M. le Président.- Mir hunn elo hei eng konkret Propositioun, déi vum Kolleeg Lucien Lux gemaach ginn ass. Ech gesi soss keng Wuertmeldung. Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*, auteur.- Also fir d'éischt awer vläicht eng Prezisioun. Déi Kommissioun mat där Missioun, déi ech versicht hunn ze definéieren, dat sollt net eng Kommissioun Dikrech ginn, an och net mat dem Resultat vun enger Lex Dikrech**,** sondern et ass gemengt, dass ee relativ schnell kann op déi dote Situatioun reagéieren, mä dass een awer gläichzäiteg kuckt: Wéi kann een an ähnleche Fäll reagéieren, opgrond vun eiser Législatioun, déi mer hunn? Respektiv wat fir nei Instrumenter, dass ee sech ka schafen, fir an esou Fäll kënnen ze intervenéieren.

Dat ass jo elo fir mech net ganz nei, wat hei proposéiert ginn ass. Ech sinn och dermat d'accord, allerdéngs - géif ech gäre soen - mat folgende Reserven: also éischtens, déi Commission jointe, wa mer déi fënnef Punkten, wou Der jo sot, déi sollen do diskutéiert ginn, seriö huelen, da kann et net sinn, dass déi zwou Kommissiounen eng Kéier zesummekommen an dann en Tour de table maachen, an domadder hat et sech.

Dat heescht, dat muss jo dann heeschen, dass déi Commission jointe, also déi zwou Kommissiounen zesummen, sech seriö mat der Problematik beschäftegen, méi wéi eng Kéier, an zwar op deene verschiddenen Niveauen: Interventions urgentes, rapides am Kader vun der Législatioun, déi besteet, plus Iwwerleeunge vun neien Instrumenter, déi mer eis fir esou Situatioune kënne ginn.

Ech wëll Iech just soen, am Fall Dikrech ass et urgent. Wie sech e bëssen auskennt am Aarbechtsrecht, dee weess, wa mer bis an de Verhandlungen zum Sozialplang hänken, da gëtt et wesentlech méi schwiereg, fir Aktiounen ze ënnerhuelen, och fir d'Gewerkschaften, an et gëtt wesentlech méi schwéier, fir dann de Site definitiv ze retten. Also ech mengen, däers muss ee sech einfach bewosst sinn, dass do awer an deem dote Fall eng seriö Dréngleschkeet besteet an dass an der Populatioun vun eis eng adequat Reaktioun erwaart gëtt.

M. le Président.- Ech géif da proposéieren, datt mer déi Suggestioun vum Kolleeg Lucien Lux géifen unhuelen. Den nächsten 22. Februar um 14.30 Auer kommen déi zwou Kommissiounen ënner Form vun enger Commission jointe zesummen, fir iwwer all déi Punkten, déi den Här Hoffmann a senger Resolutioun opgeworf huet, ze diskutéieren. An duerno kucken déi Kommissiounen, wéi se virufueren.

Kënne mer dat alles akzeptéieren?

(Assentiment)

Ech gesinn do keng Géigemeenung. Domadder wär dëse Punkt dann och ofgeschloss.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 9., 10. an 11. Mäerz.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.32 heures)

Sommaire des séances publiques N^os^ 19 et 20

Communications page 243

6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse page 243

Ordre du jour page 243

Dépôt d'une résolution par M. André Hoffmann pages 243-244

Ordre du jour (suite) page 244

Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes page 244

Ordre du jour (suite) page 244

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables page 244

6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental pages 244-245

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables (suite) page 245

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng au sujet de l'éducation aux médias
et
Débat d'orientation sans rapport sur l'aspect «éducation aux médias» du rapport de 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) pages 246-254

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur l'égalité de salaire entre hommes et femmes pages 254-257

Dépôt d'une motion par M. Jean Huss page 258

Dépôt d'une proposition de loi par M. Jacques-Yves Henckes page 258

5718 - Projet de loi
1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle
2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives pages 258-263

6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009 pages 263-265

Interpellation de M. Jean Huss au sujet de l'évolution dans le domaine des nanotechnologies pages 265-273

Motion de M. Jean Huss relative à la situation des Droits de l'Homme en Iran page 273

Résolution de M. André Hoffmann relative à l'avenir de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch page 274

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0277	Carlo Wagner	Grippe A/H1N1- réactions allergiques du au vaccin
0278	Marc Spautz	Prix pratiqués par les pharmacies et concernant les produits pharmaceutiques et les médicaments
0279	Claude Adam	Procédures des établissements scolaires face à la rumeur fondée ou pas d'un acte de violence à venir
0280	Eugène Berger et Fernand Etgen	Obligation de visa pour les ressortissants taïwanais
0282	Xavier Bettel	Système de vidéosurveillance «Visupol»
0283	André Hoffmann	Plan social chez Villeroy&Boch
0286	Jean Colombera	Vaccin contre la grippe saisonnière
0287	Marcel Oberweis	Création d'une liaison ferroviaire entre les villes de «QuattroPole»
0289	Camille Gira	Productions audiovisuelles utilisées par les communes pour promouvoir leurs événements culturels, sociaux et politiques
0291	Jean Huss	Protocole additionnel à la Convention des droits de l'Homme
0292	Jean Colombera	Infections associées aux soins
0293	Marcel Oberweis	Espace européen de la recherche
0294	Henri Kox	Adhésion du Luxembourg à l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables IRENA
0295	Jean Colombera	Nouvelles infections avec le VIH en 2009
0296	Jean Colombera	Médecins étrangers ayant un second cabinet de consultation au Luxembourg
0298	Marc Lies	Calcul et la liquidation de la pension de veuve
0299	Eugène Berger	Tâche normale des instituteurs du premier cycle
0300	Eugène Berger	Application du droit de travail dans une école privée
0301	Marc Lies	Impôt commercial communal
0302	Fernand Kartheiser	Enseignement des langues classiques
0304	Camille Gira et Henri Kox	Projet de carrière calcaire «Mega-Steinbruch Olk»
0305	Ben Fayot	Ouvrages endommagés par l'humidité à la bibliothèque nationale
0306	André Bauler	Indemnité de chômage pour travailleurs frontaliers
0307	Jean Colombera	Fixation de patients atteints d'une maladie mentale
0308	Jean Colombera	Programme «mammographie»
0309	Jean-Pierre Klein	Premiers secours
0310	Jean Huss	Sécurité des jouets
0311	Eugène Berger	Remplacement d'enseignants dans l'enseignement fondamental
0312	Félix Braz	Accueil et intégration des étrangers
0313	Carlo Wagner	Utilisation d'amiante dans la construction de bâtiments
0315	Jean Colombera	Reconnaissance des différentes formes de médecine complémentaire
0316	Jean Colombera	Laboratoire de recherche sur le SIDA
0317	Jean Colombera	Ramassage de cadavres d'animaux
0318	Jean Colombera	Médecine nucléaire
0319	Fernand Etgen	Bonifications d'impôts
0320	Marc Spautz	Propagation des cas d'infections au hantavirus
0321	Marc Spautz	Harcèlement moral sur le lieu de travail
0322	Anne Brasseur	Nouveau bâtiment des Archives nationales à Belval
0323	André Bauler et Fernand Etgen	«Night Vigil 2009»
0324	Eugène Berger	CR101 entre Kopstal et Mersch
0325	Jean Colombera	Violence domestique
0326	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - Vaccin non utilisé
0327	Marc Spautz	Conséquences du statut unique au niveau des délégations de personnel
0328	Fernand Etgen	Plans d'aménagements particuliers (PAP)
0329	Claudia Dall'Agnol	Soins à domicile
0330	Gilles Roth	Éthylotests dans les bars
0331	Jean Colombera	«Geessegripp»
0332	Jean Colombera	«Geessegripp»
0333	Jean Colombera	Sécurité au travail
0334	Jacques-Yves Henckes	Dispositions relatives aux intérêts sur la TVA à rembourser
0335	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0336	Gast Gibéryen	Campagnes d'information du département ministériel des sports
0337	Jean Colombera	Excision
0338	Jean Colombera	Regroupement des trois «Stroke-Units»
cf. 0358		
cf. 0360		
0340	Fernand Etgen	Fermeture du CIPA à Mertzig
0342	André Bauler	Renouvellement de la traversée de Bockholtz
0343	Eugène Berger	Grippe A/H1N1 - Vaccins inutilisés
0344	Marc Angel	Programme d'avion de transport militaire A400M
0345	Xavier Bettel	Projet d'avion de transport militaire A400M
0346	Claude Meisch	Réseau sous-marin de lignes électriques à haute tension
0348	Xavier Bettel	Autopsies de deux ressortissants étrangers tués dans la nuit de la Saint-Sylvestre
0352	André Bauler	Absentéisme depuis l'introduction du statut unique
0354	François Bausch	Pratique des «rulings» au sein de l'Administration des Contributions directes
0355	Claude Meisch	Taxe sur les bonus des banques au Royaume-Uni
0356	Camille Gira	Subsides accordés au Conservatoire du Nord
0358	Jean Colombera	Accidents vasculaires cérébraux
cf. 0338		
cf. 0360		
0359	André Bauler et Fernand Etgen	Fermeture annoncée de la brasserie de Diekirch - coût de l'eau et revalorisation du site
0360	Jean Colombera	Accidents vasculaires cérébraux - Données
cf. 0338		
cf. 0358		
0361	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - «Triangle d'or thérapeutique»
0362	André Bauler	Réaménagement de la traversée du «Préizerdaul» (N12)
0363	Robert Weber	Indice de corruption de l'organisation Transparency International
0365	Marc Spautz	Brasserie de Luxembourg
0368	Jean Colombera	Capacité d'accueil du «Fraenhaus»
0370	Jean Colombera	Traitement médical à l'étranger
0373	Mill Majerus	Frais de postcure de malades affectés de troubles alimentaires
0374	Fernand Etgen	Plan de sécurité pour la région «Nordstad»
0377	Claude Haagen	Reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A.
0380	Gilles Roth	Vente projetée de l'église paroissiale de Roodt/Eisch
0381	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - Nature du virus
0385	Eugène Berger	Licenciement de membres du corps enseignant dans une école privée catholique
0387	Claude Haagen	Taxe européenne sur certains services ou produits
0391	Gilles Roth	Stratégie de promotion de et vers l'émirat de Dubaï
0393	Jean Colombera	Restructuration d'AOL en Europe
0397	Fernand Etgen	Dotations supplémentaires pour certains fonds spéciaux
0398	Eugène Berger	Futur des gares périphériques prévues par les concepts de mobilité intégrée «mobilitéit.lu» et «Mobil 2020»

Question 0277 (24.11.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **grippe A/H1N1- réactions allergiques du au vaccin:**

Selon mes informations, quelque 172.000 vaccins contre la grippe A/H1N1 ont dû être retirés au Canada. En effet, ces vaccins auraient présenté un risque accru de susciter des réactions allergiques potentiellement létales.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les vaccins déjà livrés ou commandés par le Gouvernement font partie de la charge concernée? Dans l'affirmative, combien de vaccins sont exactement concernés? Combien de ces vaccins ont déjà été utilisés?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les vaccins utilisés au Luxembourg ont été analysés sur les substances provoquant ces réactions allergiques?

Réponse (9.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le vaccin Arepanrix® contre la grippe A/H1N1 produit par GlaxoSmithKline, et dont un lot particulier a été suspendu pour analyses complémentaires suite à la survenue de réactions allergiques graves en nombre plus élevé qu'attendu, n'a pas été distribué en Europe. Aucun vaccin du lot concerné n'a été distribué au Luxembourg.

Comme l'Agence de Santé publique du Canada a communiqué le 24 novembre, un seul lot bien précis de ce vaccin de 172.000 doses (AA3BA027/AFLPA313AA) est concerné par cette suspension provisoire; des études pour déterminer la cause exacte de ce phénomène sont en cours.

D'après nos informations, plus de 150.000 doses de ce lot auraient déjà été utilisées. Au total, six réactions allergiques sévères (chocs anaphylactiques) ont été observées, ce qui représente un taux de quatre pour 100.000, alors que le taux attendu se situe normalement à moins de un sur 100.000.

Tous les six patients concernés sont actuellement rétablis.

Le fait que ce nombre anormalement élevé de réactions allergiques relié à un lot bien spécifique ait pu être détecté aussi rapidement (actuellement plus de 15 millions de personnes sont déjà vaccinées au Canada), démontre bien que le système de pharmacovigilance établi partout dans le monde fonctionne très bien.

Pour les vaccins utilisés au Luxembourg et ailleurs, des analyses régulières sont faites avant la libération de chaque lot. Toutes les substances contenues dans chacun des deux vaccins, même sous forme de traces, sont reprises dans la notice scientifique avec l'indication de prendre les précautions nécessaires en cas d'allergie à l'un ou plusieurs de ces produits.

Question 0278 (25.11.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **prix pratiqués par les pharmacies et concernant les produits pharmaceutiques et les médicaments:**

Il ressort de la réponse commune de Madame la Ministre de la Famille et l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Santé à ma question parlementaire N°0146 relative aux pratiques de certaines maisons da retraite et de soins pour personnes âgées (cf. compte rendu N°3/2009-2010) que certains gestionnaires de centres intégrés pour personnes âgées et/ou maisons de soins obtiennent des pharmacies des avantages financiers par rapport aux achats opérés pour le compte de leurs pensionnaires qu'ils cèdent, mais pas systématiquement, aux pensionnaires en question.

Si les marges bénéficiaires des pharmaciens permettent des ristournes, une réduction de ces marges via une réduction des prix des produits pharmaceutiques et des médicaments relevant du régime du tiers payant devrait être possible. À noter, par ailleurs, que le Gouvernement ne semble pas écarter une telle solution. Il est vrai que celle-ci permettrait de faire bénéficier l'ensemble des assurés et surtout la Caisse nationale de Santé des «ristournes». Ce faisant, elle permettrait de combler, du moins en partie, le déficit de la sécurité sociale qui ne cesse de croître.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- si le Gouvernement entend, via son représentant auprès de la Caisse nationale de Santé, inscrire la faisabilité de la solution précitée à l'un des prochains ordres du jour du Comité de la CNS.

Réponse (13.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le pharmacien a bien le droit d'accorder des remises sur le prix public. Cependant, le cas échéant, le taux de prise en charge devrait s'appliquer à ce prix réduit.

Je suis d'avis que dans cette hypothèse la personne protégée et l'assurance maladie devraient bénéficier de la remise accordée en fonction de leur intervention respective. Il n'est pas admissible qu'une remise liée à la vente de médicaments soit accordée à un tiers.

Le Syndicat des pharmaciens luxembourgeois, auquel j'ai demandé des explications en la matière, vient de m'informer qu'il «n'a pas connaissance que des ristournes soient faites sur des médicaments et qu'il est certain que ce n'est pas le cas». Toutefois, le même syndicat admet que quelques pharmaciens accordent un «escompte» à certaines institutions alors que le pharmacien fait une facture globale à ces dernières qui font la refacturation aux pensionnaires.

Les résolutions prises lors de la dernière session du comité quadripartite ont conduit à la formation de groupes de travail dont un se penche plus particulièrement sur le circuit de distribution des médicaments et esquissera des solutions en matière de marges, escomptes ou remises en tenant compte du rôle des différents intervenants et des besoins des malades.

Question 0279 (26.11.2009) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **procédures des établissements scolaires face à la rumeur fondée ou pas d'un acte de violence à venir:**

Suite à une rumeur qui circulait la semaine dernière dans un Lycée technique, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Existe-t-il une procédure précise que doit suivre la direction d'un lycée ou encore le ou la délégué(e) d'une école fondamentale face à un soupçon d'un acte de violence à venir? Un diagnostic de la situation est-il établi, une enquête effectuée? Quels sont les différents intervenants?

- Comment l'établissement scolaire touché par une rumeur d'acte de violence à venir doit-il communiquer en interne? Le Ministère de l'Éducation nationale ne devrait-il pas prendre le relais pour la communication externe?

- Existe-t-il une procédure d'urgence dans le cas où un acte de violence de type fusillade s'annoncerait comme probable, voire imminent? Quelle est-elle?

Réponse (30.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est vrai malheureusement qu'il y a eu récemment plusieurs alertes dans les lycées suite à des rumeurs annonçant sur Internet des actes de violence d'un élève visant à injurier ceux et celles qui l'entoure. Il a eu aussi l'un ou l'autre appel téléphonique anonyme pour prétendre qu'il y aurait une bombe dans une école.

S'il s'est avéré qu'il s'agissait de très mauvaises blagues, il convient de souligner que toutes ces alertes sont prises au sérieux par les instances scolaires et la Police et que, dans chacun de ces cas, le Parquet judiciaire est saisi.

Lorsque les responsables d'une école sont informés, par des élèves ou des parents, d'une rumeur qui circule sur Internet ou lorsqu'il y a un appel téléphonique donnant l'alerte à la bombe, la Police est immédiatement informée et prend les mesures nécessaires, avec la direction ou le président de l'école, pour vérifier le bien-fondé de l'alerte et mettre en place un dispositif adapté pour le cas où l'alerte se montrerait justifiée. Le Ministère est également informé.

Jusqu'à présent, il a toujours été possible d'identifier l'auteur d'un message sur Internet et de l'appréhender. S'il y a une alerte à la bombe, les lieux sont fouillés par des spécialistes.

La direction ou le président informe le personnel, les élèves et les parents. Si l'instigateur est découvert, le Service de Psychologie et d'Orientation scolaires ou la Cellule psychologique de la Police le prend en charge. La Police saisit le Parquet judiciaire. La communication externe est faite par la Police et/ou par mon département.

Il n'est pas possible de donner des directives qui soient valables dans tous les cas de figure d'un acte de violence réel. Ainsi, le mot d'ordre que, lors d'une fusillade, les enseignants s'enferment avec leurs élèves dans les salles de classes peut être fatal au cas où le criminel déciderait de mettre le feu.

Les décisions doivent être prises par le directeur ou le président de l'école en concertation avec la Police. La Police collabore avec les directions des écoles et les services concernés de mon département pour ce qui est des démarches à faire et des décisions à prendre en cas d'actes de violence réels.

Question 0280 (26.11.2009) de **MM. Eugène Berger** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**obligation de visa pour les ressortissants taïwanais:**

Les ressortissants taïwanais sont soumis à l'obligation d'obtention de visa pour visiter l'espace Schengen. Le président taïwanais a exprimé récemment l'espoir de voir l'Union européenne renoncer à l'avenir à cette obligation. Aujourd'hui, Taipei accorde elle-même une exemption de visa aux citoyens de vingt États membres de l'UE. À noter que depuis le 3 mars 2009, les ressortissants taïwanais ne sont plus soumis à l'obligation de faire une demande de visa pour se rendre au Royaume-Uni (qui ne fait pas partie de l'espace Schengen) pour tout séjour de moins de six mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Peut-on envisager un abandon de l'obligation d'obtention de visa pour les ressortissants taïwanais pour visiter l'espace Schengen?

- Dans l'affirmative, dans quels délais peut-on prévoir un tel abandon?

- Dans la négative, quelles raisons sont invoquées qui pourraient justifier un tel refus?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à ce sujet?

Réponse (21.12.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

L'opportunité d'un abandon de l'obligation de visa pour les ressortissants taïwanais souhaitant visiter l'espace Schengen se trouve à l'ordre du jour des instances du Conseil de l'Union européenne depuis un moment déjà. Étant donné que nous ne nous trouvons pas en face d'un risque migratoire pas plus que d'une menace inconsidérée au plan de la sécurité, l'abandon de cette obligation constitue une possibilité.

Vu le contexte diplomatique particulier dans lequel s'inscrit cette question, j'estime que les pays membres de l'espace Schengen devraient faire l'objet d'une proposition de libéralisation des visas de la part de la Commission. Cela pourrait se faire, dès le début de l'année prochaine et permettrait, le cas échéant, à la Commission de négocier un accord global. Le temps que prendront ces négociations est difficile à évaluer.

Il faudra, bien sûr, veiller à ce que la position de base de l'UE en l'espèce, à savoir le respect de la politique du «one China», reste préservée. Faute de quoi l'obtention d'un consensus au sein des pays de l'espace Schengen s'avérerait hypothétique, voire impossible.

Pour le Gouvernement luxembourgeois ce problème ne revêt pas un caractère primordial. Nous pourrons nous rallier à toute solution partagée par nos partenaires Schengen et respectueuse de la «one China policy» de l'UE, qui garde toute son actualité aujourd'hui.

Question 0282 (27.11.2009) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **système de vidéosurveillance «Visupol»:**

La Police grand-ducale utilise depuis août 2007 un système de vidéosurveillance appelé «Visupol». À l'étranger, seulement des agents de police titularisés sont autorisés à travailler dans le cadre de ce système pour assurer la protection des données ainsi qu'une évaluation professionnelle des images visionnées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si au Luxembourg ce ne sont que des agents de police titularisés qui travaillent avec le système «Visupol»?

Dans la négative:

- Quelles en sont les raisons et quel est le profil exact du personnel exerçant actuellement cette fonction?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une tâche aussi délicate que le traitement d'images de vidéosurveillance devrait incomber à des fonctionnaires assermentés?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une analyse professionnelle et adéquate du matériel de vidéo ne peut être garantie qu'en faisant appel à des agents de police?

Réponse (21.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le système vidéosurveillance est exploité par du personnel policier, assisté par du personnel civil.

Les missions des personnels civils se limitent à observer les images.

Dès qu'une possible infraction est constatée, le personnel policier intervient et décide aussi bien des moyens policiers à envoyer sur place (patrouille, unité, etc.) et fait le suivi, à savoir la saisie et l'exploitation des images pour les besoins d'une enquête judiciaire.

Tout le personnel opérateur a suivi une formation portant sur la déontologie policière, le secret professionnel, la protection des données (par la Commission nationale de la protection des données), la base légale du système de vidéosurveillance et les procédures à respecter.

Question 0283 (30.11.2009) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant le **plan social chez Villeroy&Boch:**

Le plan social qui vient d'être conclu pour les salarié/es de Villeroy&Boch ne résout évidemment pas les problèmes sociaux, professionnels voire existentiels des salarié/es licencié/es dont la plupart risquent de se retrouver au chômage avec une indemnisation insuffisante.

Face à cette situation, je prie Monsieur le Ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Le Ministre a-t-il entrepris au cours des dernières semaines - et si oui, avec quel résultat - les démarches suivantes prévues à l'article L.166-5 (2) du Code du Travail:

«Les autorités compétentes mettent à profit les délais visés au paragraphe (1) qui précède pour chercher des solutions aux problèmes posés par les licenciements collectifs dont le projet a été notifié à l'Administration de l'Emploi»?

2. Le Ministre envisage-t-il d'ouvrir une perspective d'emploi aux salarié/es de Villeroy&Boch, notamment en s'inspirant des solutions appliquées dans l'industrie sidérurgique?

3. Le Ministre envisage-t-il de prolonger notamment les délais de préavis selon les dispositions de l'article L.166-6 (2) du Code du Travail ou de l'article L.166-7 du même Code:

«Le Ministre ayant le Travail dans ses attributions peut prolonger à quatre-vingt-dix jours le délai visé au paragraphe (1), lorsque les problèmes posés par les licenciements collectifs risquent de ne pas trouver de solution dans le délai initial». (article L.166-2(2))

«Si la cessation totale ou partielle d'une entreprise au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économique; 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie, intervient sans justification de raisons objectives, le délai prévu au paragraphe (1) de l'article L.166-6, peut être étendu exceptionnellement par le Ministre ayant le Travail dans ses attributions à quatre-vingt-dix jours (...)». (article L. 166-7)?

4. Le Ministre peut-il préciser le résultat des investigations de l'administration concernant l'obligation de restitution d'aides par Villeroy&Boch et les sanctions encourues sur base de la prédite législation de 1993, ainsi que les conséquences pratiques qu'il entend tirer de ces investigations quant aux remboursements d'aides et de sanctions à appliquer?

Réponse (21.12.2009) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Il importe de souligner tout d'abord que je partage l'avis de l'honorable Député quant aux problèmes sociaux et professionnels des salariés concernés.

1. Les partenaires sociaux viennent d'être invités à une réunion avec le secrétariat du Comité de conjoncture afin justement de profiter des délais de préavis pour promouvoir notamment des mesures de formation en vue de la reconversion professionnelle des salariés concernés.

Cette réunion se tiendra dès début janvier.

2. Le modèle de la Cellule de Reclassement (CDR) de la sidérurgie est un modèle établi par l'entreprise avec ses partenaires sociaux et soutenu financièrement par le fonds pour l'emploi dans le cadre du droit commun.

Dès lors ce système ne peut pas être transféré sur d'autres entreprises d'autant plus que dans le cas qui nous préoccupe il n'y aura à l'avenir plus de production à Luxembourg.

3. Vu la situation tendue du marché de l'emploi, je vais bien entendu profiter des possibilités qui me sont offertes par le paragraphe (2) de l'article L.166-6 du Code du travail en prolongeant les délais de préavis à quatre-vingt-dix jours.

4. La restitution d'aides étatiques perçues par Villeroy&Boch dans le cadre de la loi modifiée du 27 juillet 1993 citée par l'honorable Député relève de la compétence du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

La société Villeroy&Boch n'a annoncé que récemment par voie de presse que l'arrêt de la production de l'usine située à Luxembourg aura lieu fin juin 2010.

Les services compétents pourront désormais finaliser les investigations quant aux obligations que la société encourt concernant la restitution des aides étatiques. Il sera procédé à une demande de remboursement des aides pour lesquelles la société Villeroy&Boch s'est engagée à maintenir une activité industrielle et commerciale à Luxembourg durant une période minimale. Cette restitution pourra notamment s'appliquer à un projet de recherche engagé au cours de l'année 2003.

Question 0286 (1.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **vaccin contre la grippe saisonnière:**

Depuis des semaines la vaccination contre la grippe dite «grippe porcine» est en cours. Les vaccins Pandemrix et depuis peu Panenza ont été élaborés exclusivement à cet effet.

Or, ce qui est étonnant, c'est le fait que le vaccin contre la grippe saisonnière, contre laquelle les patients sont vaccinés régulièrement depuis des années, comme par exemple le Vax Grip, contient également le virus A du type H1N1. En plus, les effets secondaires du vaccin antigrippal saisonnier sont identiques à ceux du vaccin contre la grippe H1N1.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce qu'une vaccination avec le vaccin contre la grippe saisonnière n'aurait pas eu le même effet de protection contre la grippe H1N1 que la vaccination avec un vaccin spécial comme le Pandemrix?

- Si oui, pourquoi n'a-t-on pas pris recours à un vaccin contre la grippe saisonnière, qui aurait eu un effet et contre la grippe saisonnière et contre la grippe H1N1?

Réponse (11.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La grippe A (H1N1)v de 2009 est provoquée par un virus de la grippe A de sous-type H1N1. Ce nouveau virus grippal contient des gènes de plusieurs virus connus d'origine porcine, aviaire et humaine. Il est différent du virus A (H1N1) responsable de la grippe saisonnière, d'origine humaine.

La composition du vaccin saisonnier 2009-2010 a été décidée en février 2009 par les experts de l'OMS et contient des fragments des souches virales humaines suivantes:

- un virus de type A/ Brisbane/59/2007 (H1N1)
- un virus de type A/ Brisbane/10/2007 (H3N2)
- un virus de type B/ Brisbane/60/2008.

La souche humaine A/Brisbane/59/2007 (H1N1) est très différente de la souche A/California/2009 (H1N1), et toutes les études (sauf une petite étude mexicaine très contestée du point de vue de la méthode et de la sélection des patients) convergent pour dire que le vaccin contre la grippe saisonnière 2009-2010 ne protège malheureusement pas contre la grippe pandémique A (H1N1)v de 2009.

Question 0287 (1.12.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création d'une liaison ferroviaire entre les villes de «QuattroPole»:**

Lors d'une réunion à Trèves le 22 septembre 2009, les maires des villes faisant partie du réseau de coopération «QuattroPole», réunissant les villes de Luxembourg, Metz, Trèves et Sarrebruck, se prononçaient en faveur de la création d'une ligne ferroviaire permettant de relier les différentes villes du réseau entre elles. Selon les maires, l'instauration d'une telle liaison présenterait aussi bien un avantage pour les frontaliers que pour les touristes puisque les temps de trajet entre les différentes villes de «QuattroPole» pourraient être réduits d'environ dix minutes.

Ainsi par exemple le trajet entre le Luxembourg et Trèves pourrait être ramené de 44 à 35 minutes. À terme, la coopération ferroviaire entre les villes de «QuattroPole» doit même remplacer le système existant des quatre prestataires régionaux différents. En fin de compte, les villes de «QuattroPole» souhaitent concrétiser avec ce projet une recommandation élaborée par l'Université de Trèves se basant sur les résultats d'une enquête représentative que cette université avait menée pendant quatre ans auprès des habitants de Trèves, Metz, Sarrebruck et Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du projet susmentionné?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le Gouvernement luxembourgeois entend participer au projet de liaison ferroviaire des villes du réseau «QuattroPole»?

Réponse (21.12.2009) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire N°287 du 1er décembre 2009, l'honorable Député Marcel Oberweis s'enquiert sur la création éventuelle d'une liaison ferroviaire entre les villes du «QuattroPole», à savoir le Luxembourg, Metz, Trèves et Sarrebruck.

Le concept en question a été examiné par les CFL au courant du mois de novembre 2009.

À ce sujet, l'on précise tout d'abord que l'offre actuelle entre les quatre villes faisant partie de «QuattroPole» est le résultat d'une analyse basée sur les besoins des frontaliers français et allemands. À noter encore que le marché lorrain forme de loin le marché le plus important pour le Luxembourg. Les dessertes actuelles ont été établies en concertation avec les autorités organisatrices respectives et correspondent à la demande des utilisateurs des chemins de fer:

1) Pour la relation ferroviaire entre le Luxembourg et Trèves, la cadence des trajets s'élève actuellement déjà à 22 allers-retours par jour.

2) Entre Luxembourg et Metz, l'offre ferroviaire actuelle est très dense avec 38 allers-retours par jour.

3) Pour la liaison entre le Luxembourg et Sarrebruck, encore assez lente par rail à cause de la boucle à effectuer via «Trier Hauptbahnhof», les CFL ont instauré un service autobus, en collaboration avec le département des Transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, par lequel douze allers et 13 retours journaliers (du lundi au vendredi) sont effectués depuis mars 2009. Une étude de faisabilité pour le développement d'une liaison ferroviaire entre Sarrebruck et le Luxembourg est en cours, en coopération avec les autorités allemandes. Les résultats y afférents seront disponibles pour la fin de l'année.

Au vu de ce qui précède, les CFL ne voient pour l'instant pas l'opportunité de la création d'une relation en boucle reliant les quatre villes. Il semble beaucoup plus utile et efficace de se concentrer d'abord sur les liaisons existantes en coopération avec les partenaires respectifs.

Question 0289 (1.12.2009) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant les **productions audiovisuelles utilisées par les communes pour promouvoir leurs événements culturels, sociaux et politiques:**

Le nombre de communes qui font réaliser des productions audiovisuelles sur leurs événements culturels, sociaux et politiques est en augmentation. Ces reportages sont diffusés par câble sur des programmes luxembourgeois de télévision. Il paraît cependant que dans certaines communes la couverture des événements ne se fasse pas de façon neutre et objective et que ces reportages s'avèrent être de véritables émissions d'autopromotion du collège échevinal et de la majorité politique sans évoquer les autres partis politiques siégeant au conseil communal.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Considérant que ces productions sont réalisées par des moyens financiers publics, les communes ne devraient-elles pas veiller à une représentation impartiale des faits locaux et assurer le cas échéant que tous les partis politiques siégeant au conseil communal puissent y exposer leurs positions?

- Face au nombre croissant de communes qui ont recours à ce moyen de représentation de leurs activités et événements, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de donner des instructions pour que ces reportages se fassent à l'avenir dans un esprit d'équité, de neutralité et de transparence?

Réponse (25.1.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'auteur de la question parlementaire vise les productions audiovisuelles que certaines communes font réaliser au sujet d'événements locaux, diffusées par câble sur des programmes luxembourgeois de télévision, en affirmant qu'il paraîtrait que «dans certaines communes la couverture des événements ne se fasse pas de façon neutre et objective et que ces reportages s'avèrent être de véritables émissions d'autopromotion du collège échevinal et de la majorité» sans cependant se référer à des exemples concrets de faits de ce genre.

Il convient dès lors de préciser que le Département de l'Intérieur n'a jusqu'alors pas été saisi d'une information ou réclamation permettant de dégager des éléments objectifs qui soient de nature à corroborer les affirmations contenues dans la question parlementaire.

En ce qui est des questions posées, il y a lieu de préciser tout d'abord que de manière générale, je rejoins l'avis de l'honorable Député quant au fait qu'une production audiovisuelle réalisée pour le compte d'une administration communale et financée par les deniers publics doit répondre à des critères d'objectivité et de neutralité à l'instar des principes qui valent pour les publications écrites des communes.

Qu'il soit rappelé cependant que les principes tant de la subsidiarité que de l'autonomie communale amènent l'autorité de tutelle à n'intervenir que dans les cas prévus par la loi et lorsque le respect de la loi ou de l'intérêt général l'exigent ainsi que dans les cas où il s'agit d'apporter des précisions dans le contexte de la mise en œuvre pratique d'une législation.

Or, en l'état actuel des choses les conditions d'une intervention du Ministre de l'Intérieur dans le cadre des activités visées par la question parlementaire ne sont pas données. Par ailleurs, dans un contexte où tant la Chambre des Députés dans le rapport final de la commission spéciale «réforme territoriale du Luxembourg» du 19 juin 2009 que le Gouvernement dans son programme ont exprimé la volonté d'alléger la tutelle administrative et de renforcer l'autonomie des communes il ne semble guère opportun, mais au contraire anachronique, de penser à soumettre à la tutelle étatique des activités qui ne rentrent pas dans le cadre du fonctionnement institutionnel des communes.

Dans cette logique, il appartient aux corps communaux de faire preuve de maturité démocratique et d'appliquer les principes d'équité et d'objectivité dans le domaine de la production de supports audiovisuels comme pour toute autre activité de publication ou de communication, sans que la main régulatrice de l'État n'ait à intervenir, à moins que les faits ne contredisent la volonté politique exposée ci-avant.

Question 0291 (2.12.2009) de **M. Jean Huss** *(déi gréng)* concernant le **Protocole additionnel à la Convention des droits de l'Homme:**

Début octobre, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une recommandation importante invitant les Gouvernements de ses pays membres à élaborer un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme pour la reconnaissance du droit à un environnement sain et viable.

Étant donné la persistance des problèmes environnementaux, tels que la pollution de l'eau, de l'air et des sols, la contamination de la chaîne alimentaire ou encore l'accroissement des troubles et maladies environnementaux particulièrement chez les enfants, la reconnaissance du droit à un environnement sain en tant que droit fondamental deviendrait dès lors un équivalent du droit à la vie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Gouvernement soutient la recommandation de l'Assemblée générale du Conseil de l'Europe pour la création de ce protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme?

- Dans la négative, quelles seraient les raisons de ce refus?

Réponse (17.12.2009) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté, le 30 septembre 2009, la recommandation 1885 (2009)[1] invitant le Comité des Ministres du CdE «d'élaborer un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme qui reconnaisse le droit à un environnement sain et viable».

Lors de sa 1068e réunion, les 20 et 21 octobre passés, le Comité des Ministres a décidé de communiquer, pour les en informer, cette recommandation aux instances compétentes du Conseil de l'Europe - notamment au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, au Comité permanent de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne), au Comité directeur pour les droits de l'Homme (CDDH), au Comité directeur du patrimoine culturel et du paysage (CDPATEP) et à la Conférence du Conseil de l'Europe des Ministres responsables de l'aménagement du territoire (CEMAT). Une fois reçues les réactions de ces instances, le Groupe des rapporteurs sur les droits de l'Homme (GR-H) commencera ses travaux d'élaboration d'un projet de réponse.

Ces travaux étant actuellement en cours, le Gouvernement n'a pas été en mesure, jusqu'à présent, de prendre position sur la recommandation de l'APCE de 2009.

Ceci étant, je tiens à souligner que le Gouvernement est favorable à la reconnaissance d'un droit à un environnement sain et viable, comme il l'avait déjà exprimé dans sa contribution à la réponse du Comité des Ministres (CM) à une précédente recommandation sur le même sujet (Recommandation 1614 (2003), droit à un environnement sain[2]).

[1] Recommandation 1885 (2009) adoptée le 30 septembre 2009 disponible à l'adresse http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta09/FREC1885.htm

[2] Recommandation 1614 (2003) adoptée le 27 juin 2003 disponible à l'adresse http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta03/FREC1614.htm

Dans sa réponse[3], le Comité avait noté que, bien que la Convention européenne des droits de l'Homme ne reconnaisse pas expressément un droit à la protection de l'environnement, le système de la Convention contribue de manière indirecte à la protection de l'environnement par le biais des droits actuellement garantis par la Convention et de leur interprétation par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Si le Comité des Ministres n'a donc pas jugé opportune, à ce stade, la rédaction d'un protocole additionnel à la Convention, il a soutenu la proposition du Comité directeur pour les droits de l'Homme (CDDH) encourageant la rédaction d'un instrument approprié «récapitulant les droits tels qu'ils sont interprétés dans la jurisprudence de la Cour et soulignant la nécessité de renforcer la protection de l'environnement sur le plan national, notamment en assurant un accès à l'information, la participation aux processus décisionnels et un accès à la justice pour les questions liées à l'environnement».

Le CDDH a, depuis, rédigé un Manuel sur les droits de l'Homme et l'environnement[4] dont l'objectif est d'améliorer la compréhension de l'interconnexion de plus en plus grande entre la protection des droits de l'Homme par la Convention européenne des droits de l'Homme («la Convention») et l'environnement, et de contribuer ainsi au renforcement de la protection de l'environnement au niveau national.

Dans sa recommandation 1885(2009), l'Assemblée reconnaît l'utilité de ce manuel qui recense la jurisprudence de la Cour assurant une protection certaine du droit à un environnement sain. Elle réitère cependant aussi sa recommandation d'élaborer un Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme qui reconnaisse le droit à un environnement sain et viable. Cette recommandation donnera l'occasion au Comité des Ministres d'évaluer une nouvelle fois, à la lumière des engagements récents pris par les Gouvernements, l'opportunité d'un tel texte dont le Luxembourg se réjouirait.

Question 0292 (2.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **infections associées aux soins:**

Schätzungsweise rund 5% der europaweit in einem Krankenhaus behandelten Patienten sollen sich in den Krankenhäusern mit Viren und Bakterien anstecken und pro Jahr sterben etwa 37.000 Menschen an den Folgen von Krankheiten, welche direkt durch das Pflegepersonal übertragen werden.

Aus diesem Grund wurde vor kurzem die Kampagne „Saubere Hände sind sichere Hände" gestartet.

Hierzu möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es Statistiken die verlässlich belegen, wie viele der 37.000 Menschen, die in Europa die Folgen von nosokomialen Infektionen nicht überlebt haben, in Luxemburg betroffen sind?

2) Wer erhebt diese Statistiken zu nosokomialen Infektionen hier in Luxemburg? Wer wertet sie aus? Wer validiert sie?

3) Wie wird der Impakt der jetzt anlaufenden Hygieneaktion konkret evaluiert? Wer nimmt diese Evaluation vor? Sind es luxemburgische Wissenschaftler?

4) Kann der Minister bestätigen, dass Luxemburg derzeit über diese Kompetenzen, im Besonderen in der auf das Gesundheits- und Sozialwesen ausgerichteten Forschung, verfügt?

5) Wieso werden die Daten dennoch zur Auswertung nach Brüssel transferiert, obwohl das Personal in unseren CRPs in den Bereichen Epidemiologie und Statistik zum Teil konsequent aufgestockt wurde? Ist bekannt, ob sich das CRP-Santé auf dem Terrain sowohl bei der Auswertung als auch bei der Weiterentwicklung dieser Impaktstudie auf Luxemburger Verhältnisse beteiligt?

Réponse (11.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les infections nosocomiales ne sont pas soumises à déclaration obligatoire en tant que telles.

Cependant tous les hôpitaux fournissent pour les patients hospitalisés en soins intensifs la fréquence des infections nosocomiales suivantes: septicémies, pneumonies, infections urinaires. Ces données sont collectées par les infirmiers-hygiénistes des hôpitaux et entrées sans données nominales ni d'identification dans une base de données nationale spécifique, gérée par le CRP-Santé, avec l'indication de la présence éventuelle d'un facteur favorisant, à savoir un cathéter vasculaire central pour la septicémie, la ventilation artificielle pour la pneumonie, une sonde urinaire transurétrale pour l'infection urinaire. Cette surveillance des infections nosocomiales se fait selon les définitions et protocoles développés par les programmes européens HELICS et IPSE, repris depuis 2008 par l'European Center for Diseases Control. Les données anonymisées de la surveillance sont fournies au Groupe national de guidance pour la prévention des infections nosocomiales; un feed-back est fourni à chaque hôpital lui permettant de se comparer par type d'infection aux données des autres hôpitaux.

L'efficacité de la campagne est analysée par une évaluation précampagne et post-campagne de l'observation par les médecins et autres professionnels de la santé des règles en matière d'hygiène des mains. Cet audit est effectué par les infirmiers-hygiénistes des établissements. Il a pour but de mesurer de façon tout à fait anonyme en ce qui concerne les personnes auditées le nombre de fois où l'hygiène des mains a été effectuée par rapport aux recommandations de l'OMS sur l'hygiène des mains. Cet audit se déroule selon la méthodologie utilisée dans les campagnes nationales d'hygiène des mains en Belgique, et les données de l'observance sont encodées dans une base de données tenue par l'Institut de Santé publique à Bruxelles, qui fournira un feed-back avec comparaison anonyme avec des services hospitaliers belges et luxembourgeois de même type.

Est également suivi l'indicateur consommation de solution hydro-alcoolique en phase précampagne et en phase post-campagne.

Il n'y a a priori pas de nécessité de confier une étude supplémentaire à des scientifiques. En effet, les indications de l'hygiène des mains sont précisées dans la recommandation de l'OMS et illustrées par des exemples et explications dans les documents et diaporamas de formation et dans le quiz interactif accessible aux professionnels de santé.

La mesure de l'observance avant et après la campagne fournit l'impact sur le respect des règles sans qu'il n'y ait nécessairement besoin d'analyse sophistiquée supplémentaire.

Il est bien plus intéressant pour le Luxembourg de pouvoir utiliser pendant toute la durée de sa première campagne nationale des outils de formation éprouvés (diaporama et surtout quiz interactif comportant des situations spécifiques à différentes catégories de professionnels de la santé) et d'obtenir le traitement informatisé des données par un système rodé et à des frais très modiques, que d'essayer en quelque sorte de réinventer la roue et pour cela bloquer aussi du personnel de mes services, raison pour laquelle les données sont traitées à l'Institut de Santé publique à Bruxelles.

Question 0293 (3.12.2009) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**Espace européen de la recherche:**

En 2010 l'Espace européen de la recherche (EER) fêtera les dix ans de son lancement. En effet, en 2000 l'Union européenne a décidé de réaliser un espace de recherche unifié, permettant aux chercheurs européens de se déplacer sans entraves, de bénéficier d'infrastructures d'envergure mondiale ainsi que de collaborer avec d'excellents réseaux d'institutions de recherche.

S'y ajoute que l'EER offre aux chercheurs européens l'opportunité de développer des liens étroits avec des partenaires du monde entier afin que l'Europe bénéficie du progrès mondial des connaissances, contribue au développement global et adopte un rôle important dans les initiatives internationales visant à résoudre des questions d'importance planétaire. Cependant, malgré l'envergure et l'ambition du projet en question, les citoyens européens qui ont déjà entendu parler de l'EER sont plutôt rares.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les progrès qui ont été réalisés jusqu'à ce jour au niveau européen ainsi qu'au niveau national dans le domaine de la recherche grâce à l'Espace européen de la recherche?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer à quel point l'Université du Luxembourg ainsi que les centres de recherche publics et privés luxembourgeois sont impliqués dans l'Espace européen de la recherche?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit opportun de profiter du 10e anniversaire de l'Espace européen de la recherche afin de lancer en 2010 une campagne d'information publique?

Réponse (11.1.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Dans un monde en mutation, caractérisé par une mondialisation accélérée de la recherche et des technologies, et l'émergence de nouvelles puissances scientifiques et technologiques - au premier rang desquelles la Chine et l'Inde - l'Espace européen de la recherche (EER) est plus que jamais un pilier pour une société de la connaissance en Europe.

Des progrès importants ont été effectués en ce qui concerne l'EER depuis que le principe en a été approuvé lors du Conseil européen de Lisbonne, en 2000, notamment par le biais du 6e et 7e Programme cadre européen de recherche et de développement (PCRD). Ainsi, sur le plan européen, le Conseil européen de la recherche (ERC) et l'Institut européen de l'innovation et technologie (IET) ont été créés. Les infrastructures de recherche au niveau européen, les plates-formes technologiques européennes et les projets ERA-NET ont en outre permis de mieux coordonner les activités de recherche entreprises à travers l'Europe.

Or, l'EER englobe à la fois les actions de la communauté européenne et celles des États membres en s'appuyant sur le système d'information et la méthode ouverte de coordination renforcée. Dans ce contexte des objectifs nationaux d'investissement public et privé en matière de recherche et de développement ont été définis afin d'atteindre l'objectif dit de Barcelone.

Au Luxembourg les actions au niveau de l'EER sont réalisées par le biais du Plan national pour l'innovation et le plein emploi. Dans ce cadre se situe l'étude-évaluation du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, dont le Gouvernement avait chargé l'OCDE et dont les conclusions ont été présentées en mai 2006. Les recommandations de cette étude ont été en grande partie mises en œuvre par

- la création du Comité supérieur de la recherche et de l'innovation (rassemblant à la fois des personnalités des mondes académique et économique ainsi que des représentants de la société civile),

- les contrats de performance avec les acteurs de la recherche publique couvrant les années 2008-2010,

- la concentration de l'effort national en matière de R&D sur un nombre limité de domaines prioritaires [sur base de la Foresight du Fonds national de la recherche (FNR)] et mis en œuvre notamment par le programme pluriannuel «CORE» du FNR; les activités de recherche portant sur les biotechnologies entamées avec des institutions américaines en sont une autre articulation,

- de la législation sur les aides à la formation-recherche, liant l'attribution de l'aide à l'existence d'un contrat de travail entre le chercheur (PhD et Postdoc) et son établissement d'accueil.

Concernant les grandes infrastructures de recherche, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est en outre en train d'analyser, ensemble avec les acteurs de la recherche publique, l'opportunité de l'élaboration d'une feuille de route nationale pour ces infrastructures.

Ainsi, force est de constater que toutes les parties intéressées au Luxembourg - le Gouvernement, l'Université du Luxembourg, les centres de recherche publics, la société civile et les entreprises - se trouvent d'ores et déjà activement impliquées à la réalisation de l'EER. À mon avis, une campagne d'information particulière ne s'impose donc pas.

Question 0294 (3.12.2009) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**adhésion du Luxembourg à l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables IRENA:**

En date du 26 janvier 2009, le Grand-Duché de Luxembourg a adhéré aux statuts de l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables (International Renewable Energy Agency - IRENA) en signant les documents respectifs à la conférence de Bonn, devenant de ce fait membre fondateur d'IRENA.

Cet engagement a été pris par les responsables du Ministère de l'Économie et devra encore être confirmé par la Chambre des Députés. Or, jusqu'à présent la ratification de cet engagement - qui soulignerait sans retard la préoccupation du Luxembourg pour les énergies renouvelables - n'a pas encore eu lieu et le Luxembourg n'a donc pas encore suivi l'exemple d'autres pays européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a pas encore entamé la procédure de ratification en déposant le texte afférent à la Chambre des Députés?

- Quand est-ce que la procédure de ratification sera-t-elle lancée?

Réponse (23.12.2009) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant l'adhésion du Luxembourg à l'Agence Internationale de l'Énergie pour les Énergies Renouvelables (IRENA), je puis vous communiquer les informations ci-après:

L'agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a été officiellement établie à Bonn en date du 26 janvier 2009, conférence à laquelle le Luxembourg a participé et également signé les statuts d'IRENA devenant ainsi membre fondateur de cette nouvelle agence internationale.

En juin 2009, j'ai transmis au Ministère des Affaires étrangères, Ministère qui est en charge de la procédure de ratification des statuts d'IRENA, les documents y relatifs ainsi que les explications nécessaires.

Suite à la demande de mes services, les responsables du Ministère des Affaires étrangères m'ont fait savoir qu'il est prévu de soumettre un avant-projet de loi sur la ratification des statuts d'IRENA au Conseil de Gouvernement au cours du mois de janvier 2010.

[3] Document CM/AS(2004) Rec1614 final adopté le 23 janvier 2004 disponible à l'adresse https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/AS(2004)Rec1614&Language=lanFrench&Ver=final&BackColorInternet=C3C3C3&BackColorIntranet=EDB021&BackColorLogged=F5D383

[4] Document CM(2005)186 Addendum 2 du 16 décembre 2005 disponible à l'adresse https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM(2005)186&Language=lanFrench&Ver=add2&BackColorInternet=C3C3C3&BackColorIntranet=EDB021&BackColorLogged=F5D383

Question 0295 (3.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **nouvelles infections avec le VIH en 2009:**

Am 1. Dezember war Welt-Aids-Tag. Leider breitet sich diese Krankheit auch in Luxemburg weiter aus. Seit Jahresbeginn wurden 58 HIV-Neuinfektionen festgestellt. Um eine effektive Aids-Prävention zu bewerkstelligen, ist es notwendig über genügend empirisches Material zu verfügen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Welche Nationalität haben die Neuinfizierten?

- Zu welcher Gesellschaftsschicht gehören die Infizierten?

- Wie ist die Altersstruktur?

- Wie hoch ist der Anteil von Prostituierten bei diesen Infektionen?

- Wie hoch ist der Anteil an Drogensüchtigen?

Réponse (11.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Bei den 58 HIV-Neuinfektionen, die seit Jahresbeginn festgestellt wurden, handelt es sich um 41 Männer und 17 Frauen, davon

37	aus Westeuropa
17	aus Subsahara-Afrika
2	aus Lateinamerika
2	unbekannt

Folgende Angaben geben über den Übertragungsweg Aufschlus:

25	Heterosexuelle
22	MSM (Männer Sex mit Männern)
2	Drogensüchtige (intravenöser Konsum)
1	Übertragung Mutter/Kind
1	Übertragung durch Blut (in Luxemburg diagnostiziert, in Afrika infiziert)
1	Übertragung durch berufliche Tätigkeit
6	unbekannt

Die Altersstruktur der Infizierten ergibt folgendes Bild:

2	< 20 Jahren
7	20-35
22	26-35
17	36-44
3	45-54
5	> 54
2	Alter unbekannt

Zu bemerken ist, dass es sich bei rund einem Viertel der in Luxemburg diagnostizierten Fälle um Kranke handelt, die zwar heute in Luxemburg leben, sich aber im Ausland infiziert haben.

Question 0296 (3.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **médecins étrangers ayant un second cabinet de consultation au Luxembourg:**

Q96

Immer mehr deutsche Ärzte lassen sich aus finanziellen Gründen mit einer zweiten Praxis in Luxemburg nieder. So arbeiten sie teils in Deutschland teils in Luxemburg, was mit sich bringt, dass sie nicht immer für die Patienten zur Verfügung stehen, weder in Luxemburg noch in ihrem Herkunftsland. Dies führt zu einer ungesunden Atmosphäre, denn die Patienten haben keinen richtigen Anhaltspunkt und sind so gezwungen, sich von einem Arzt zum anderen zu orientieren, was zusätzliche Kosten in puncto Analysen und Röntgendiagnostik mit sich bringt.

Fragen:

- Nach welcher EU-Bestimmung darf ein Arzt in mehreren Ländern praktizieren?

- Darf ein Arzt mehrere Praxen in einem Land haben?

- Wie viele ausländische Ärzte haben eine Doppelpraxis, also eine in Luxemburg und eine in Ihrem Herkunftsland?

- Da die Ärztevereinigung über eine Zulassungsbeschränkung nachdenkt, möchte ich den Minister fragen, wie er zu dieser Problematik steht.

Réponse (11.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Ein im EU-Vertrag, Artikel 3 Paragraph 1 Punkt c. verankertes Ziel ist die Abschaffung der Hindernisse zur Freizügigkeit für Personen und Dienste zwischen den Mitgliedstaaten. Dies bedeutet für die europäischen Bürger, dass sie das Recht haben, ihren Beruf in einem anderen Mitgliedstaat auszuüben als dem Land, wo sie ihre Berufsqualifikation erworben haben. Ob ein Arzt nur in einem Land oder in mehreren Ländern praktizieren oder Dienstleistungen ausüben darf, ist zurzeit durch keine europäische Bestimmung geregelt. Einzige Bedingung ist es, jeweils den gesetzlichen Bestimmungen des Landes zu entsprechen.

Demnach ist es erlaubt, mehrere Praxen gleichzeitig zu betreiben. Jedoch laut Artikel 6 (1) des Gesetzes vom 29. April 1983 betreffend die Ausübung der Berufe als Arzt, Zahnarzt und Tierarzt, ist der Arzt verpflichtet, die Kontinuität der Behandlung seiner Patienten zu gewährleisten. Falls er dies nicht garantieren kann, weil er eine zweite Praxis betreibt, kann ihm vom Gesundheitsminister auferlegt werden, sich auf eine einzige Praxis zu beschränken.

Was die Zahl der ausländischen Ärzte betrifft, die eine Doppelpraxis betreiben, also ihren Beruf sowohl in Luxemburg als auch in ihrem Herkunftsland ausüben, so ist der Arzt derzeit nicht verpflichtet, diesbezügliche Angaben bei seinem Antrag auf Zulassung in Luxemburg zu machen. Das Gesundheits- und das Sozialministerium arbeiten jedoch zurzeit an einer Bestandsaufnahme.

Es ist nicht unproblematisch eine Zulassungsbeschränkung für Ärzte einzuführen, da der EU-Kandidat beziehungsweise derjenige, der in einem anderen Mitgliedstaat bereits als Arzt arbeitet, das Recht hat, eine Zulassung in Luxemburg zu bekommen oder eine Dienstleistung auszuführen, wenn er die im oben genannten Gesetz vom 29. April 1983 vorgesehenen Bestimmungen zum Erhalt einer Zulassung erfüllt. Im Rahmen der geplanten Reform der Krankenversicherung wird diese Problematik jedoch gründlich untersucht.

Question 0298 (4.12.2009) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **calcul et la liquidation de la pension de veuve:**

Il est d'usage que le calcul et la liquidation de la pension de veuve exigent normalement un délai de trois mois à compter de la date du décès de l'époux. Durant cette période, les comptes bancaires sont temporairement bloqués et ne sont débloqués qu'après établissement d'une déclaration de succession et d'un acte de notoriété du notaire, dont les coûts sont à charge de la veuve.

De plus, la veuve est dépendante soit des économies thésaurisées sur des comptes d'épargne, soit de l'aide de ses enfants, ce qui constitue souvent une démarche humiliante pour la concernée. Cette situation est d'autant plus intenable pour les veuves issues de classes défavorisées qui souhaitent, d'une part, disposer dans l'immédiat d'une certaine somme d'argent afin de régler les factures relatives au décès et, d'autre part, recevoir le plus vite possible des informations renseignant sur leur future situation financière pour réorganiser leur vie après un tel évènement difficile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les raisons pour ce décalage de trois mois entre le décès de l'époux et le calcul et la liquidation de la pension de veuve?

- Voyez-vous des possibilités pour aboutir à un raccourcissement de ce délai ainsi que pour faire bénéficier les veuves d'un acompte à déduire après le calcul définitif de la pension?

Réponse (15.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Dans sa question, l'honorable Député désire connaître les raisons du décalage de trois mois entre le décès de l'époux et le calcul et la liquidation de la pension de veuve. Par ailleurs, il demande s'il n'est pas possible de raccourcir ce délai et de faire bénéficier les veuves d'un acompte.

D'abord il y a lieu de préciser que sur base de l'article 255 du Code de la sécurité sociale, les prestations en matière d'assurance pension ne sont liquidées que sur présentation d'une demande. Dans le but de rendre service aux assurés, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) a mis en place une procédure consistant à dépouiller systématiquement les annonces mortuaires publiées dans les quotidiens luxembourgeois en vue d'identifier les bénéficiaires de pensions personnelles disparus. En présence d'un conjoint survivant, la CNAP lui fait parvenir une demande en obtention d'une pension de survie. Il est dans l'intérêt du survivant de retourner la demande dans les plus brefs délais. En y indiquant le compte bancaire sur lequel la pension est à virer, le bénéficiaire peut échapper aux difficultés soulevées par l'honorable Député concernant les comptes bloqués.

En cas d'octroi d'une pension de survie, il faut distinguer deux situations, soit le défunt était en activité de service, soit il était titulaire d'une pension personnelle.

Si le défunt était en activité de service, le début de la pension de survie est fixé au jour du décès de l'assuré. Cependant, pour le mois de la survenance du décès et les trois mois subséquents, la pension de survie est versée à titre de compensation à l'employeur qui s'est acquitté du trimestre de faveur. Cette application, qui a été généralisée pour tous les salariés avec l'introduction du statut unique, repose sur l'application conjointe des articles 125-1 du Code du travail et 201 et 203 du Code de la sécurité sociale. Dans ce cas, la CNAP commence effectivement à verser la première mensualité de la pension de survie au profit du survivant au cours du quatrième mois qui suit le décès. Force est cependant de constater que le survivant est en droit de toucher de la part de l'employeur du conjoint le salaire se rapportant à la fin du mois de la survenance de décès et de se voir attribuer une indemnité égale à trois mensualités de salaire (trimestre de faveur).

Si le défunt était bénéficiaire d'une pension personnelle, le début de la pension de survie est fixé au premier jour du mois qui suit le décès. Le délai entre le décès et le premier paiement de la pension de survie est fonction, d'une part, de la rapidité de la présentation de la demande et, d'autre part, de la durée d'instruction et de calcul nécessitée par les services de la CNAP. Selon les statistiques disponibles pour les bénéficiaires domiciliés au Luxembourg concernant respectivement les exercices 2007 et 2008 pour les quatre anciennes caisses de pension et l'exercice 2009 pour la CNAP, la durée moyenne entre la présentation de la demande et le premier paiement est de:

35,7 jours pour 2007,
38,1 jours pour 2008,
36,1 jours pour 2009.

Le premier paiement peut constituer soit le montant de la pension de survie, soit une avance sur pension lorsque le survivant est bénéficiaire d'autres revenus professionnels.

Donc il ressort de ce qui précède qu'il n'existe pas de décalage de trois mois entre le décès du conjoint et le premier paiement de la pension de survie à condition que la demande de pension soit présentée à la CNAP dans des délais assez rapprochés.

Question 0299 (4.12.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **tâche normale des instituteurs du premier cycle:**

Selon l'article 4 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental la tâche normale des instituteurs du premier cycle comprend vingt-cinq leçons hebdomadaires d'enseignement direct et cinquante-quatre heures d'appui pédagogique annuelles ainsi que cent vingt-six heures de travail annuelles à assurer dans l'intérêt des élèves et de l'école.

Il me revient toutefois que certains enseignants du premier cycle rencontreraient des problèmes à répondre aux nouvelles dispositions de leur tâche, notamment en ce qui concerne la prestation des heures d'appui. En effet, ils se verraient même contraints de demander les parents de leurs élèves à laisser participer leurs enfants aux heures d'appui.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la création d'une demande artificielle d'heures d'appui va à l'encontre de l'intention initiale du législateur, qui par cette disposition visait surtout un meilleur soutien ciblé des élèves?

- Madame la Ministre serait-elle, le cas échéant, prête à modifier les dispositions sur les heures d'appui dans le premier cycle de l'enseignement fondamental? Si oui, en quoi pourrait consister une telle modification?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'organisation des heures d'appui a pour objectif de soutenir de manière ciblée un groupe d'élèves. À l'occasion, l'appui peut même viser l'ensemble des élèves d'un groupe-classe. L'organisation de l'appui pédagogique se fait au sein de l'équipe pédagogique par une répartition flexible des cours sur l'année en fonction du volume total des heures disponibles.

Les activités d'appui visent tous les domaines de développement et d'apprentissage et peuvent présenter des objectifs très diversifiés (activités langagières, activités logico-mathématiques, activités consacrées à la psychomotricité, aux sports, aux sciences, à la gestion de conflits etc.). Différentes formes d'activités peuvent être conçues. Cette flexibilité tant au niveau organisationnel que pédagogique est indispensable, puisqu'il importe d'adapter la forme et le contenu de l'appui aux besoins réels des enfants.

Il est parfaitement concevable que dans les quatre cycles de l'école fondamentale, des heures d'appui soient prestées en dehors de l'horaire scolaire régulier. Étant donné qu'au 1er cycle, l'horaire scolaire hebdomadaire réglementaire compte 26 leçons et que la tâche d'enseignement hebdomadaire des instituteurs est fixée à 25 leçons, il est envisageable d'organiser un certain nombre d'activités d'appui en dehors de l'horaire scolaire hebdomadaire régulier. Il va de soi que dans ces cas, la participation des enfants est soumise à l'accord préalable des parents d'élèves concernés.

Question 0300 (4.12.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**application du droit de travail dans une école privée:**

Selon un article de presse de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» paru dans l'édition du 4 décembre 2009, la direction d'une école privée catholique aurait licencié des membres de son corps enseignant en violant des dispositions du droit de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails au sujet des licenciements récents au sein de cet établissement scolaire?

- Est-il notamment exact, comme il ressort de l'article de presse susmentionné, que les dispositions du droit de travail n'aient pas été respectées dans le cadre de ces licenciements?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'État, qui participe dans une large mesure au financement de cette école, devrait disposer d'un moyen de contrôle ou de lier à l'avenir les subsides aux écoles privées à la condition du strict respect des dispositions légales concernant le personnel afin d'éviter de telles situations?

Réponse (15.1.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Renseignements pris auprès de la direction de l'École Sainte-Sophie, je suis en mesure de confirmer qu'il y a eu quatre licenciements cet été, à savoir un professeur de français (mi-temps), un professeur de dessin (mi-temps), un professeur d'économie (mi-temps) et un professeur de mathématiques (3/4 temps).

Les professeurs en question ont été licenciés avec le préavis légal et ont eu droit à l'indemnité de départ calculée sur leur ancienneté de service.

Dans un cas, il semble subsister un différend quant au nombre d'années à prendre en compte pour le calcul de cette indemnité.

Il ne ressort pas des renseignements qui m'ont été communiqués que le conseil d'administration de l'École Sainte-Sophie aurait violé les dispositions du droit de travail.

Question 0301 (4.12.2009) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**impôt commercial communal:**

1. Les transferts de l'impôt commercial communal par l'État aux communes s'opèrent actuellement fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre de chaque année, ceci conformément à l'article 13 du Règlement grand-ducal du 20 avril 1962 qui stipule que «À la fin de chaque trimestre civil, une avance à valoir sur l'attribution annuelle est versée aux communes. Cette avance s'élève par trimestre à 25% du montant inscrit au budget des recettes et des dépenses pour ordre de l'État pour l'année en cours; la répartition entre les communes a lieu dans la proportion des attributions définitives de l'année précédente...».

Les avances trimestrielles en provenance du Fonds communal de dotation financière, qui constitue l'autre ressource financière principale des communes, sont payées aux communes à une date très rapprochée des tranches de l'ICC, ce qui a comme conséquence que la rentrée d'environ 75% des ressources ordinaires des communes se concentre sur quatre échéances principales au cours de l'année.

Cet état des choses oblige de nombreuses communes, en obligation de paiement permanente, de recourir à des lignes de crédit pour alimenter leur trésorerie à l'intérieur de chaque trimestre.

Sachant que l'ICC est recouvert par l'État auprès des entreprises aux mois de février, mai, août et novembre, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre des Finances est disposé à amender l'article 13 du Règlement grand-ducal du 20 avril 1962 afin que le paiement de l'ICC aux communes s'opère à des dates plus rapprochées, soit immédiatement après recouvrement par l'État, soit à la fin février, la fin mai, la fin août et la fin novembre.

2. Ma deuxième question, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre des Finances, a trait aux avoirs du Fonds communal de péréquation conjoncturelle. Sachant que ces avoirs se chiffrent à quelque 50,8 millions d'euros, j'aimerais savoir si et à quelles conditions le Gouvernement, en ces temps de crise, est disposé à faire bénéficier les communes de tout ou partie de ces réserves.

Réponse commune (27.1.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Quant à la première question au sujet de l'impôt commercial communal (ICC), nous estimons qu'il y a lieu d'amender le Règlement grand-ducal du 20 avril 1962 réglant, en matière d'impôt commercial, les ventilations et la participation des communes de résidence des salariés, dans le but de rapprocher les échéances du recouvrement par l'État de l'ICC et du paiement de l'ICC aux communes. Nous ferons sous peu des propositions en ce sens au Conseil de Gouvernement.

Quant à la seconde question au sujet du Fonds communal de péréquation conjoncturelle, nous tenons à préciser qu'il dispose de deux compartiments, à savoir un pour des réserves appartenant à toutes les communes et un pour des réserves appartenant à chacune des communes. La somme de 50,8 millions d'euros se trouve dans le second compartiment et ces réserves appartiennent à 112 des 116 communes.

Les communes qui disposent encore des réserves dans ce fonds peuvent demander au Gouvernement de prendre un règlement grand-ducal autorisant un recours partiel ou total à leurs réserves conformément aux lois en vigueur, à savoir la loi du 11 décembre 1967 et la loi du 18 décembre 2009 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010. En d'autres termes, il faut constater un déficit du service ordinaire (budget de fonctionnement) de la commune à la clôture de l'avant-dernier exercice pour pouvoir demander au Gouvernement (Ministère de l'Intérieur) un remboursement total ou partiel de l'avoir de la commune dans le fonds de péréquation conjoncturelle au cours de l'exercice en cours.

Question 0302 (7.12.2009) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**enseignement des langues classiques:**

L'enseignement des langues classiques connaît actuellement un renouveau dans beaucoup de pays européens. Ces langues ont en effet gardé toute leur valeur, malgré le désintérêt politique dont elles ont trop longtemps souffert. Leur apprentissage constitue une énorme valeur ajoutée pour tous ceux qui veulent poursuivre des études supérieures ou simplement élargir leurs connaissances générales. Dans de nombreux concours en Europe, même dans le secteur privé, la connaissance du latin devient actuellement un critère de sélection.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Combien de lycées classiques offrent actuellement encore des cours de latin ou de grec ancien et jusqu'à quel niveau?

2. Combien d'élèves suivent ces cours et comment évolue leur nombre par classe?

3. Que fait le Ministère de l'Éducation nationale pour motiver les élèves à suivre des cours de latin et/ou de grec ancien? Est-ce que le Ministère ne devrait pas encourager systématiquement les élèves des classes d'orientation des lycées classiques à suivre des cours de latin?

4. Est-ce que le Luxembourg dispose encore, pour les années à venir, de suffisamment d'enseignants qualifiés, titulaires d'une maîtrise (Master) en lettres classiques, pour enseigner ces langues?

Réponse (19.1.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Des cours de latin sont offerts dans 16 lycées (AL, LAML, LGL, LJBM, LRSL, LMRL, ALR, LCD, LNW, NOSL, LGE, LHCE, LTMA, LTNB, LCE, LTJB) appartenant aux deux ordres d'enseignement. À l'exception de cinq lycées proposant uniquement un enseignement secondaire pour les classes de 6e à 4e, les lycées mentionnés offrent en principe la possibilité aux élèves de suivre des cours de latin jusqu'en classe de 1re. Quant à l'enseignement du grec ancien, il peut actuellement être dispensé sous forme de cours optionnel ou d'activités périscolaires.

Pour l'année scolaire 2009-2010, on dénombre 1553 élèves inscrits dans l'enseignement classique sur un total de 12.367 élèves fréquentant l'enseignement secondaire. Si on constate que le nombre d'élèves fréquentant le cours de latin reste relativement stable de la classe de 6e à la classe de 3e, il est à relever que leur nombre baisse significativement à partir de la classe de 2e où la grille horaire prévoit que l'enseignement d'une des langues au programme n'est pas poursuivi. Dans une grande majorité des cas, le choix des élèves porte sur l'allemand, l'anglais et le français, voire une quatrième langue vivante en section A, et non le latin. Ainsi, en classe de 2e et de 1re, seulement 47 élèves suivent encore le cours de latin.

Afin de promouvoir l'enseignement du latin dans les lycées, plusieurs mesures sont prises:

1. Dans son avis d'orientation à la fin de la classe d'orientation, le conseil de classe recommande vivement de suivre l'enseignement classique aux élèves qui font preuve des compétences et de l'intérêt nécessaires pour s'engager dans cette voie.

2. Grâce à des concertations régulières avec les élèves ainsi que des évaluations faites dans le but d'orienter les jeunes de façon ciblée et nuancée, les membres du SPOS sont en mesure d'exprimer des recommandations qui tiennent compte de leurs compétences, de leurs intérêts et, le cas échéant, de projets concernant les études supérieures et/ou professionnelles.

3. Si les textes officiels ne prévoient en principe pas l'ouverture d'un auditoire avec un effectif inférieur à dix élèves, le Ministre donne néanmoins son accord à la création d'auditoires plus réduits pour le cours le latin.

Mon département veille d'ailleurs à transmettre, par le biais de la Commission nationale pour les programmes de latin, des informations concernant des événements scolaires et extrascolaires en relation avec l'enseignement des langues classiques aux enseignants concernés. Dans ce contexte, nos élèves participent à des concours ou festivals qui sont organisés par différents organismes ou institutions nationaux ou internationaux promouvant l'enseignement des langues classiques. L'enseignement des langues classiques me tenant personnellement à cœur, je compte transmettre de cette façon une image vivante et attractive du latin et du grec ancien et, ainsi, susciter la motivation et l'intérêt des jeunes pour ces langues.

Par ailleurs, le Ministère a organisé l'année dernière un concours de latin «Prix Henri Kugener» à l'intention des classes de 3e. Initié dans le cadre du Plan d'action pour le réajustement des langues, ce concours vise à promouvoir le latin dans la culture contemporaine et à créer une interaction autour de la langue latine.

Le Luxembourg recrute suffisamment d'enseignants qualifiés, titulaires d'une maîtrise en lettres classiques, pour assurer l'enseignement des langues concernées.

Question 0304 (8.12.2009) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **projet de carrière calcaire «Mega-Steinbruch Olk»:**

À trois kilomètres de la commune de Rosport, un entrepreneur développe depuis plus d'un an un énorme projet de carrière calcaire du côté allemand. Selon la presse des deux pays, ce projet près de Ralingen-Olk occuperait une surface de 220 hectares répartie sur quatre communes. Souvent évoqué sous l'expression «Mega-Steinbruch Olk», le projet engloberait à la fois une activité de carrière «classique» et une usine de fabrication de ciment couplée à un incinérateur de déchets partiellement toxiques. Selon des informations toutes récentes, l'investisseur principal se montrerait néanmoins de plus en plus réticent au projet. En conséquence, l'entrepreneur à l'origine du projet évoque désormais la possibilité de se limiter à la seule activité «carrière de pierre» sur une surface de 60 hectares.

Considérant que les installations d'élimination de déchets toxiques ou dangereux par incinération, de même que les carrières ou minières à ciel ouvert de plus de 25 hectares sont visées à la fois par la Convention d'Espoo «sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière» et par la directive européenne «concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement», nous désirons avoir les renseignements suivants:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce projet tout près de Rosport? Dans l'affirmative, quel est l'avis du Ministère sur la nature et l'envergure du projet?

- Est-ce que le Gouvernement a déjà été saisi officiellement du projet dans le cadre d'une évaluation transfrontalière de l'impact environnemental?

- Est-ce que le Gouvernement a déjà eu des pourparlers en relation avec ce projet avec les autorités allemandes compétentes?

Réponse (20.1.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

À ce jour, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'a pas été saisi officiellement d'un projet d'implantation d'une carrière dans la région frontalière de Ralingen-Olk.

Les seules informations actuellement disponibles sur le projet parviennent de la presse nationale et allemande. Celles-ci laissent présager, vu l'envergure mentionnée du projet, qu'une étude d'évaluation des incidences sur l'environnement transfrontalière en vertu des conventions et directives en la matière devra être réalisée par le porteur du projet.

Question 0305 (9.12.2009) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **ouvrages endommagés par l'humidité à la bibliothèque nationale:**

Le site Internet de la Bibliothèque nationale de Luxembourg informe les lecteurs que «pour des raisons d'ordre technique, les ouvrages portant les cotes LMT 1200 à LMT 1823, les cotes LS (livres scolaires luxembourgeois), les cotes B 1 à B 9894 et C 1 à C 6600 sont retirés de la consultation et du prêt».

C'est donc un nombre important d'ouvrages qui ne sont plus accessibles. Il me revient que lesdits ouvrages sont endommagés par l'humidité ambiante régnant dans certains dépôts malgré des efforts importants en matière de climatisation et qu'ils ne pourront donc plus être ouverts au prêt ou maniés sans danger.

J'aimerais donc poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces faits? De combien d'ouvrages s'agit-il de façon précise?

- Quelles sont les causes de cette augmentation de l'humidité dans des locaux pourtant aménagés pour accueillir des livres en nombre important?

- Quelles mesures doivent être prises pour sauver les ouvrages en question et les rendre de nouveau accessibles au public?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'état d'avancement du projet de la nouvelle Bibliothèque nationale? Quel est plus exactement l'horizon temporel dans lequel se place le Gouvernement pour mettre à la disposition du pays une nouvelle Bibliothèque nationale moderne et fonctionnelle à Kirchberg?

Réponse (14.1.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

L'honorable Député Ben Fayot pose un certain nombre de questions concernant la Bibliothèque nationale,

(1) dont trois en rapport avec les phénomènes d'humidité qui se sont manifestés récemment dans les caves de la Bibliothèque nationale, et

(2) une quatrième qui est en rapport avec l'avenir de la Bibliothèque nationale.

J'ai l'honneur d'apporter à ces questions les réponses suivantes, en concertation avec Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Ad (1) Je dois malheureusement confirmer qu'un certain nombre

d'ouvrages des collections de la Bibliothèque nationale ont dû être retirés de la consultation et du prêt parce qu'ils ont été endommagés par des moisissures apparues suite à un brusque phénomène d'élévation de l'humidité relative et de la température dans une des deux chambres-fortes du sous-sol du bâtiment central de la Bibliothèque nationale, 37, boulevard Roosevelt, Luxembourg. Les ouvrages pollués représentent en tout l'équivalent d'un kilomètre linéaire de volumes. Parmi ceux-ci 670 mètres linéaires sont répertoriés au catalogue bibnet.lu. Ce sont ceux-là qui ont été retirés de la consultation. Les autres volumes, environ 330 mètres linéaires, ne sont pas encore catalogués, faute de ressources humaines et, partant, pas encore accessibles au public. Il s'agit notamment d'ouvrages en provenance d'Ansembourg (étant entendu que les pièces les plus précieuses de ces fonds ont été déposées dès leur entrée à la BnL à la Réserve précieuse, et ne sont donc pas concernés par les dégâts en question) ou de dons divers.

Les causes du brusque phénomène d'élévation de l'humidité relative restent pour le moment inexpliquées. L'élévation de la température est due au dégagement de chaleur produite par deux machines d'appoint, des déshumidificateurs mobiles. En effet, depuis l'utilisation des chambres fortes en tant que locaux d'archives, les deux installations de climatisation fixes étaient insuffisantes et il avait été décidé d'ajouter deux machines mobiles supplémentaires pour compenser à ce manque de puissance d'absorption d'humidité. Lors de l'apparition de cette brusque élévation d'humidité, ces deux déshumidificateurs ont dégagé une forte quantité de chaleur, ce qui explique la température élevée.

Une première expertise indique que les travaux de restauration de la Cathédrale de Luxembourg ne semblent pas à l'origine de l'accident. Une deuxième expertise est en cours de réalisation pour examiner les différentes hypothèses de la cause de l'élévation de l'humidité. Il est néanmoins permis d'affirmer dès aujourd'hui avec certitude que le caractère poreux du grès de Luxembourg et la roche nue qui affleure dans les magasins concernés augmentent le risque d'accidents de ce genre, malgré les efforts qui ont été réalisés au cours des années passées pour améliorer l'équipement des sous-sols de la Bibliothèque nationale afin de pallier aux défauts de ces lieux qui restent peu appropriés au stockage de livres.

Pour sauver les ouvrages en question et pour les rendre à nouveau accessibles au personnel de la Bibliothèque nationale et au public, sans encourir le moindre risque pour la santé humaine et pour éviter l'extension du phénomène de pollution à d'autres ouvrages, les livres en question seront traités et assainis dans des ateliers de restauration spécialisés à l'étranger. Ils devraient redevenir consultables à partir de l'automne 2010.

Ad (2) Concernant la question sur l'état d'avancement du projet de la nouvelle Bibliothèque nationale, il importe de souligner que le Gouvernement est conscient des déficits de l'infrastructure de la BnL et en particulier du caractère inapproprié des surfaces de stockage de cette importante institution patrimoniale. C'est la raison pour laquelle la construction d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale à Luxembourg a été énoncée au programme du Gouvernement, à l'instar d'autres projets relevant de divers ministères, et il convient de citer à ce propos le programme qui retient que «le Gouvernement accordera une priorité à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, projet qu'il convient d'accélérer». Le Gouvernement y a par ailleurs tenu compte du fait qu'une bibliothèque nationale constitue une bibliothèque de recherche et d'étude, tel que reconnu à l'échelle internationale, qui remplit des missions nationales dans le contexte de la société de la connaissance.

Quant au calendrier retenu par le Gouvernement pour mettre à la disposition du pays une nouvelle Bibliothèque nationale moderne et fonctionnelle à Kirchberg, je voudrais rappeler que le programme de construction désormais remanié pour la future Bibliothèque nationale est prêt et que, de l'accord du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, il est prévu que le projet architectural sera confié au bureau d'architectes qui était sorti lauréat du concours international organisé en 2003 en vue de la construction de la nouvelle Bibliothèque nationale. Je rappelle que dès 2004, le programme de construction a été revu pour ce projet. Le budget de l'État pour l'an 2010 du Département des Travaux publics prévoit les crédits nécessaires pour la réalisation d'études entre autres pour la Bibliothèque nationale, afin que les études préliminaires requises en l'occurrence puissent démarrer.

Q98

Question 0306 (9.12.2009) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**indemnité de chômage pour travailleurs frontaliers:**

Selon le règlement européen N°883/2004, l'État luxembourgeois doit rembourser à l'État de résidence d'un travailleur frontalier ayant perdu son emploi au Grand-Duché à partir du mois de mai 2010 la totalité du montant de l'indemnité de chômage que son État de résidence lui aurait versé durant les trois premiers mois de l'indemnisation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant l'évolution du nombre de travailleurs frontaliers qui ont perdu leur emploi depuis janvier 2009 et de leur part dans le chômage total? Pour ce qui est de la population des travailleurs frontaliers, quelles sont les catégories d'âge les plus touchées par les licenciements récents?

- Quel est le nombre de travailleurs frontaliers bénéficiant actuellement de mesures de maintien dans l'emploi?

Réponse (15.1.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En ce qui concerne l'évolution du nombre de frontaliers ayant perdu leur emploi depuis janvier 2009 il n'existe pas de données chiffrées exactes et fiables. Néanmoins on peut, à titre indicatif, comparer l'emploi salarié de frontaliers de janvier 2009 avec celui de novembre 2009. En janvier 147.785 salariés frontaliers travaillaient au Luxembourg comparé à 148.720 en novembre 2009.

Quant au nombre de formulaires E301 établis pendant la période en question, il y a lieu de souligner que ces formulaires ont été établis dans une situation précise et ponctuelle pour attester un certain nombre de mois ou années de travail au Luxembourg et ne renseignent aucunement sur le nombre de frontaliers se trouvant effectivement sans emploi.

Les frontaliers ne figurent pas dans les statistiques sur le chômage au Luxembourg, mais dans celles de leur pays de résidence.

Il est dès lors également impossible de connaître les catégories d'âge les plus touchées par les licenciements récents.

Les plans de maintien dans l'emploi ne faisant pas de distinction entre salariés résidents et salariés frontaliers, il est évident que le nombre de salariés frontaliers bénéficiant de mesures de maintien dans l'emploi ne peut pas être identifié.

Question 0307 (10.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **fixation de patients atteints d'une maladie mentale:**

Bei der Beantwortung meiner parlamentarischen Frage N°152 *(cf. compte rendu N°3/2009-2010)* sagt der Herr Minister unter anderem aus, dass die Fixierung bei aggressiven Psychiatriepatienten im Durchschnitt 7,75 Stunden beträgt, in einem extra dafür eingerichteten Zimmer stattfindet, eine Videokamera den Patienten im Auge behält, und dass alle 30 Minuten ein(e) Wärter(in) das Zimmer betritt, um nach dem Patienten zu schauen.

Im Lehrbuch der Krankenhauspsychiatrie sagt Prof. Dr. Wolfgang Werner, dass für die Dauer der Fixierung eine Sitzwache am Bett des Kranken vorgesehen sein muss, um lebensbedrohende Situationen wie zum Beispiel Erstickungsgefahr zu verhindern, um den Kranken zu schützen und um sofort einzugreifen zu können. Die Videoüberwachung sei nicht genügend und juristisch anfechtbar. Ebenso gehört eine gewissenhafte und eingehende Dokumentation von Anlass und Verlauf der Fixierung dazu.

Meine Fragen hierzu:

- Wie viele Zwischenfälle und wie viele Todesfälle gab es in den letzten 15 Jahren während einer Fixierung?

- Ist die Videoüberwachung nicht ein Eingriff in die persönliche Sphäre und deshalb unangebracht, weil juristisch anfechtbar?

- Braucht die Fixierung nach dem neuen Gesetz nicht die Genehmigung des Gerichts?

- Wird es bei den Fixierungsfällen eine Dokumentation vom Anlass und vom Verlauf der Fixierung geben, die, falls es zu Komplikationen kommt, dem Gericht vorgelegt werden kann?

- Gab es in der Vergangenheit eine solche Dokumentation?

Réponse (15.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais d'abord rappeler à l'honorable Parlementaire que le sujet relatif à la contention appliquée sur les patients en état d'agitation a déjà été traité dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire N°152 *(cf. compte rendu N°3/2009-2010)* émanant de Monsieur le Député Colombera.

Je tiens d'emblée à préciser que la contention et l'isolement ne sont appliqués que lorsque le patient, au cours d'une crise aiguë, risque de commettre des actes de violence et de blesser d'autres patients ou des membres du personnel, voire soi-même.

Dès lors, la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, qui fait de la décision de placement une décision judiciaire, innove encore en créant des règles strictes applicables dans le cas d'isolement, voire de contention du patient.

Étant donné qu'en vertu de la loi précitée, le patient, qui est soumis à une mesure d'isolation ou de contention, doit bénéficier d'un suivi régulier, la surveillance par caméra constitue un moyen utile pour éviter la survenance d'un incident. Les caméras servent exclusivement à surveiller un patient fixé. Ce système de surveillance n'est pas doté d'un dispositif permettant un enregistrement.

En dehors de cette forme de surveillance, le personnel est encore tenu, à des intervalles réguliers, de s'assurer du comportement du patient dans la cellule d'isolement.

La loi soumet par ailleurs les mesures d'isolement ou de contention à un contrôle médical. Ces mesures, qui par leur nature ne s'imposent qu'en cas de danger aigu, ne requièrent d'ailleurs pas l'intervention d'un juge. Toujours est-il que les raisons du recours à une mesure d'isolement et de contention, ainsi que la durée de leur application doivent être consignées au dossier médical du patient.

Depuis plusieurs années, les traitements sous contrainte, et plus particulièrement les mesures de contention physique, font également l'objet d'une documentation dans le dossier du patient.

Conscient de la problématique relative aux traitements sous contrainte, la prise en charge dans ce domaine a ainsi été constamment améliorée au cours des dernières années. D'après les informations dont je dispose, un patient est décédé, il y a 15 ans, au cours d'une mesure de fixation à l'Hôpital neuropsychiatrique de l'État.

Question 0308 (10.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **programme «mammographie»:**

Le programme «mammographie» propose à toutes les femmes de 50 à 69 ans de faire réaliser, tous les deux ans, une mammographie de dépistage du cancer du sein. Les femmes âgées entre 40 et 49 ans et entre 70 et 75 ans ne peuvent pas profiter de ce programme.

Or, la contraception orale et la substitution hormonale de la ménopause, rendant les femmes plus vulnérables, représentent des risques pour le développement du cancer du sein.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Combien de femmes entre 40 et 49 ans et entre 70 et 75 ans ont été atteintes d'un cancer du sein depuis l'installation du programme «mammographie»?

- Quel surcoût financier représenterait l'élargissement du programme «mammographie» aux femmes âgées de 40 à 75 ans?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

D'après le registre morphologique des tumeurs, 4.653 femmes ont développé un cancer du sein entre 1992, année de lancement du programme «mammographie», et 2007.

Parmi ces femmes, 2.212 femmes étaient âgées de 50 à 69 ans (48%), 816 femmes de 40 à 49 ans (17,4%), et 426 femmes avaient entre 70 et 75 ans (9,1%). Près de 76% des cancers du sein sont diagnostiqués chez des femmes de plus de 50 ans.

Le recours systématique et régulier à la mammographie de dépistage constitue toujours la stratégie recommandée pour réduire le nombre de décès provoqués par le cancer du sein. Entre 1987 et 2007, presque l'ensemble des pays européens ont mis en place des programmes de dépistage organisé du cancer du sein. Cette forme de dépistage se caractérise par le fait que les femmes sont systématiquement invitées à faire effectuer une mammographie. La tranche d'âge concernée par le dépistage organisé est celle des femmes âgées de 50 à 69 ans. Après une dizaine d'années de fonctionnement de ce type de programme, ces pays ont pu constater une baisse de la mortalité par cancer du sein de 20 à 35% pour la tranche d'âge concernée.

À l'heure actuelle, l'efficacité de la mammographie de dépistage n'est toutefois pas suffisamment démontrée chez les femmes d'un âge plus jeune.

L'âge constitue en effet le facteur de risque le plus important du cancer du sein, et la probabilité d'être atteint d'un cancer du sein augmente avec l'âge. Après l'âge de 69 ans révolus et au-delà, les bénéfices du dépistage systématique restent pourtant incertains, alors que d'autres causes de décès risquent d'interférer.

Suivant des estimations réalisées aux États-Unis d'Amérique, un dépistage organisé devant débuter à partir de l'âge de 40 ans engendrerait ainsi près de 60% de résultats faux-positifs supplémentaires. Fin 2009, le «National Breast Cancer Coalition» a recommandé les dépistages organisés à partir de 50 ans seulement.

D'après les auteurs de la publication «Effects of mammography screening under different screening schedules: Model estimates of potential benefits and harms»[5], un dépistage biannuel maintient en moyenne un bénéfice de 81% sur le dépistage annuel avec presque moins de la moitié du nombre de résultats faux-positifs. Par ailleurs, le dépistage biannuel offert aux femmes âgées de 50 à 69 ans a permis d'atteindre une réduction de la mortalité par cancer du sein de 16,5% en moyenne, ceci par opposition aux femmes non dépistées.

[5] Annals of Internal Medicine Volume 151 • Number 10 747, 17 November 2009

Par contre, au cas où un dépistage biannuel serait effectué chez les femmes à partir de 40 ans, on ne saurait s'attendre qu'à une réduction de la mortalité par cancer du sein de l'ordre de 3%. Pour les femmes âgées de plus de 65 ans, un dépistage effectué deux fois par an permet certes une meilleure réduction du taux de mortalité, mais le surdiagnostic augmente considérablement dès que l'on avance en âge (cancers à croissance lente).

Un dépistage organisé annuellement pour 38.700 femmes âgées de 40 à 49 ans, avec un taux de participation supposé similaire à celui du programme «mammographie», à savoir 65% (25.155 dossiers) au coût d'honoraires de première lecture de 43 €, engendrerait approximativement une dépense de 1.080.000 € par an.

À ce montant il y a lieu d'ajouter, pour les 8.700 femmes âgées de 70 à 74 ans, qui sont dépistées une fois tous les deux ans, tout en partant d'un taux de participation de 40% (1.740 dossiers), encore 75.000 €.

Cette somme, qui représente 1.155.000 € d'honoraires de première lecture, sera encore augmentée des 25% pour les secondes et troisièmes lectures, soit 289.000 €. L'imagerie additionnelle de 2.160 dossiers (8% des 27.000 dossiers supplémentaires annuels), au tarif minimum de 110 € par dossier, reviendrait ainsi à 237.600 €.

Le surcoût financier de base estimé en cas d'extension du programme «mammographie» aux femmes âgées de 40 à 75 ans s'élèverait ainsi à environ 1.681.600 €.

Ce montant ne prend toutefois pas en considération les coûts additionnels nécessaires relatifs au doublement du personnel du centre coordinateur du programme «mammographie», à l'amortissement du matériel, aux équipements en mammographie et échographie, voire aux formations du personnel médical et de soins.

Question 0309 (10.12.2009) de **M. Jean-Pierre Klein** *(LSAP)* concernant les **premiers secours:**

Le règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans les écoles précise que les soins à l'école doivent se limiter strictement aux premiers secours. Pour tout cas grave ou douteux, il faut immédiatement faire appel aux services de secours officiels.

Selon l'article 19.1.03 de ce même règlement grand-ducal, les responsables (c'est-à-dire les directeurs des différents lycées et les bourgmestres en ce qui concerne les écoles fondamentales) doivent mettre en œuvre, le cas échéant en collaboration avec l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique, une formation en secourisme à l'intention des personnes susceptibles d'administrer les premiers secours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Quelles sont les personnes susceptibles d'administrer les premiers secours à l'école?

- Est-ce que le personnel enseignant tombe sous le champ d'application de l'article 19.1.03?

- Dans l'affirmative, est-ce que le personnel enseignant doit suivre obligatoirement une formation en secourisme?

- À quel stade l'intervention des services de secours officiels commence-t-elle?

Réponse (13.1.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

L'honorable Député, Monsieur Jean-Pierre Klein, désire connaître le champ d'application des dispositions du règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans les écoles et l'intervention des services de secours.

En réponse, je voudrais rappeler d'abord qu'en principe toute personne est tenue d'apporter secours à une autre en cas d'accident. Il n'existe cependant pas de texte législatif ni réglementaire qui détermine ou autorise les gestes en matière de premiers secours qu'une personne peut apporter à une autre.

Il n'existe pas non plus de texte qui détermine la formation qu'une personne doit avoir suivie pour être autorisée à apporter secours à une autre en cas d'urgence. Dans les écoles, les personnes susceptibles d'administrer les premiers secours sont dans les différents ordres d'enseignement:

- le personnel enseignant;

- le personnel administratif et technique;

- le cas échéant les élèves ayant participé à un cours de secourisme.

Le personnel enseignant est visé par l'article 19.1.09 RSFP qui impose au responsable, c'est-à-dire au collège des bourgmestre et échevins de mettre en œuvre, le cas échéant avec l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique, une formation de secourisme à l'intention des personnes susceptibles d'administrer les premiers secours.

Toutefois, il n'existe pas de stipulation réglementaire précise qui obligerait le personnel enseignant à suivre obligatoirement une formation en secourisme. Les cours de formation en secourisme sont dispensés soit par des instructeurs diplômés de la protection civile, soit par d'autres personnes qualifiées (médecins, enseignants en biologie), soit par des collaborateurs de sociétés privées. En cas d'accident, il appartient à la personne qui exerce la surveillance de l'écolier/élève de juger s'il est nécessaire d'alerter les services de secours externes à l'école.

Question 0310 (10.12.2010) de **M. Jean Huss** *(déi gréng)* concernant la **sécurité des jouets:**

Il y a tout juste un an, les Députés européens ont adopté une nouvelle directive visant à améliorer la sécurité des jouets. Alors que les Verts au Parlement européen n'ont pas soutenu ce texte, le jugeant trop permissif, le Luxembourg a voté en faveur au Conseil des Ministres.

Aujourd'hui, le scepticisme initial des verts semble justifié puisque des tests effectués récemment par des sociétés de protection des consommateurs en France et en Allemagne ont permis de repérer entre 20 à 50% de jouets dangereux pour les enfants parmi les produits testés. De même, les alertes RAPEX, système européen d'alerte rapide pour les produits de consommation, concernent régulièrement des jouets dangereux. L'Allemagne de son côté a annoncé qu'elle fera pression pour obtenir un renforcement de la directive.

Aussi, le label CE dont les autorités prônent l'efficacité dans un toute-boîtes distribué récemment ne constitue pas un critère de qualité fiable, étant donné que les entreprises s'attribuent elles-mêmes ce label et que la qualité des produits n'est pas testée systématiquement. Les Verts ont d'ailleurs plaidé pour la création d'un organisme indépendant chargé du contrôle de la conformité des produits aux normes du label.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres connaissent-ils les tests en question? Quelles conclusions en tirent-ils?

- Pourquoi le Luxembourg a-t-il voté en faveur d'une directive qui n'est pas assez stricte au niveau des seuils limites autorisés de différents produits chimiques?

- Est-ce que le Luxembourg est en faveur d'une refonte de la directive en question et est-ce que Messieurs les Ministres entendent soutenir l'Allemagne en ce sens au sein du Conseil des Ministres?

- Étant donné que le label CE ne donne aucune garantie d'inoffensivité des jouets, pourquoi le Luxembourg soutient-il cette campagne d'information?

- Est-ce que les contrôles dans les magasins seront intensifiés?

Réponse (13.1.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets remplace la directive 88/378/CEE du Conseil du 3 mai 1988 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la sécurité des jouets. Le nouveau texte tient compte des progrès technologiques face à l'apparition de nouveaux types de jouets ou encore de nouveaux procédés de fabrication et d'innovations concernant les matériaux et les technologies utilisées. Elle actualise également le vocabulaire, les définitions et les mécanismes applicables aux jouets en référence au «Paquet nouvelle approche», ensemble de textes mettant en place un cadre horizontal pour les directives dites «Nouvelle approche» (décision 768/2008/CE et règlements 765/2008/CE et 764/2008/CE).

La directive 2009/48/CE a fait évoluer les exigences essentielles de sécurité et étend les exigences de sécurité concernant les caractéristiques et l'utilisation des jouets. Il précise également les exigences essentielles du texte de 1988, à savoir les exigences de sécurité relatives aux propriétés physiques et mécaniques, à l'inflammabilité, aux propriétés chimiques (en concordance avec certaines règles du règlement REACH), aux propriétés électriques, à l'hygiène et à la radioactivité. Pour assurer une application cohérente et efficace, elle renforce également les obligations en matière de surveillance des marchés ainsi que celles des fabricants, des importateurs et des fournisseurs.

Le projet de loi transposant la directive 2009/48/CE figurera à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement au premier trimestre 2010.

Les tests effectués par les autorités de surveillance du marché en Allemagne sont bien connus par l'ILNAS, autorité compétente de la surveillance du marché des jouets au Luxembourg. Ces essais ont été réalisés sur une série de jouets sur lesquels les autorités allemandes avaient déjà des doutes quant à leur conformité aux exigences de la directive 88/378/CEE. Ceci explique le pourcentage de 20 à 50% de jouets potentiellement dangereux identifiés.

Le service de la surveillance du marché de l'ILNAS a la même façon de procéder. Si le scanner XRF, appareil qui vérifie si le jouet contient des substances nocives, comme du plomb, du cadmium, ou autre, identifie des substances interdites, ou si les agents de l'ILNAS ont un autre soupçon quant à la conformité du jouet, ils achètent le produit pour le faire analyser au laboratoire ILNAS à Capellen ou dans un autre laboratoire spécialisé. Si nécessaire, le jouet est retiré du marché.

Plusieurs agents du service de la surveillance du marché de l'ILNAS ont suivi des formations spéciales sur la sécurité des jouets auprès des autorités allemandes avec lesquelles ils travaillent en étroite collaboration. Depuis le deuxième trimestre 2009, un agent de l'ILNAS est exclusivement dédié à la surveillance du marché des jouets et le laboratoire de l'ILNAS à Capellen a commencé ses tests sur les jouets après s'être équipé des premiers appareils d'essais mécaniques.

Afin de mieux détecter les produits non conformes, l'ILNAS a intensifié sa collaboration avec plusieurs grandes chaînes de distribution au Luxembourg. L'équipe ILNAS suit également les alertes RAPEX, le système européen d'alerte rapide qui concerne tous les produits de consommation dangereux, ainsi que les alertes ICSMS (internet-supported information and communication system for the pan-European market surveillance of technical products).

L'ILNAS a lancé en 2009 une campagne sur le marquage CE, afin de rendre les consommateurs attentifs au marquage qui sert à préserver des intérêts publics tels que la santé et la sécurité des utilisateurs des produits. Les produits comme les appareils multimédias, les appareils électroménagers, les jouets, les appareils de télécommunication, les outillages électriques ou encore les luminaires doivent obligatoirement porter le marquage CE, afin de pouvoir circuler librement sur le marché européen. Les produits qui ne portent pas le marquage ne sont pas conformes aux directives, interdits à la vente et constituent souvent un danger réel pour le consommateur. Une campagne européenne sur le marquage CE lancée par la Commission européenne est planifiée pour cette année.

Malheureusement, beaucoup de faux marquages CE circulent en Europe et c'est aux autorités nationales de surveillance du marché de les identifier et de les retirer du marché. De plus, dans le monde de la certification volontaire, la chasse aux faux labels fait aujourd'hui partie du travail journalier des certificateurs, et en conséquence, également des autorités nationales de surveillance du marché.

Question 0311 (11.12.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **remplacement d'enseignants dans l'enseignement fondamental:**

Dans le cadre d'une conférence de presse en date du 9 décembre 2009, Madame la Ministre a mentionné des problèmes dans le cadre des remplacements d'enseignants dans l'enseignement fondamental. En effet, il serait, d'après Madame la Ministre, difficile d'organiser ces remplacements et de trouver pour chaque absence un remplaçant adéquat.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire combien d'enseignants ont dû être remplacés depuis la rentrée scolaire?

- Est-ce que pour toutes ces absences un remplacement a pu être trouvé? Quelle solution a été mise en place pour les absences pour lesquelles ceci n'a pas été le cas?

Réponse (13.1.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

De septembre à décembre 2009 plus de 300 remplaçants ont effectué un ou plusieurs remplacements temporaires à durée variable dans des classes de l'enseignement fondamental.

Il n'a pas toujours été possible d'engager un remplaçant temporaire pour remplacer un enseignant absent. Dans ces cas le remplacement a été assuré soit par des enseignants en place qui étaient disponibles, soit par différents titulaires de classe qui ont pris en charge chacun une partie des élèves de la classe de l'enseignant absent.

Question 0312 (11.12.2009) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**accueil et l'intégration des étrangers:**

La loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg a engendré l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). Cette administration sous tutelle du Ministère de la Famille et de l'Intégration est chargée de mettre en œuvre la politique d'intégration au Luxembourg. Elle doit mener différentes missions dont la mise en œuvre et la gestion du contrat d'accueil et d'intégration. Les conditions d'application et les modalités d'exécution de ce contrat sont fixées par règlement grand-ducal.

Ce dernier faisant défaut, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Où en est le règlement grand-ducal qui fixe les modalités du contrat d'accueil?

- Actuellement, comment l'OLAI arrive-t-il à mener sa mission de gestion de contrat d'accueil?

Au niveau local, cette même loi prévoit désormais que toutes les

communes doivent obligatoirement instaurer une commission consultative d'intégration chargée du vivre ensemble de tous les résidents de la commune. L'organisation et le fonctionnement de cette commission sont également fixés par règlement grand-ducal, règlement toujours manquant.

J'aimerais donc savoir de la part de la Ministre:

- Ces nouvelles commissions remplacent-elles les commissions consultatives communales pour étrangers? Vu que toutes les communes sont maintenant dans l'obligation d'en instituer une, doivent-elles appliquer le règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers, évidemment sans la condition du seuil de 20% de résidents étrangers? Dans la positive, est-ce que cela a pour conséquence que dans les communes où fonctionne déjà une commission consultative pour étrangers, la commission est renouvelée à la suite des élections communales?

- Dans la négative, où en est le nouveau règlement grand-ducal?

Réponse (29.1.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

I. Le règlement grand-ducal en question est en voie d'élaboration et sera finalisé dans les prochaines semaines.

II. L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) est en train d'élaborer un contrat type d'accueil et d'intégration, de développer un outil de gestion dudit contrat, d'analyser les offres de cours de langues existants et de préparer, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, la possibilité d'adaptation de ces cours à une demande non chiffrable à l'heure actuelle.

Par ailleurs, l'OLAI prépare la mise en place des cours d'instruction civique afin de garantir, le moment venu, le bon déroulement logistique et administratif dudit contrat.

III. En effet, les commissions consultatives d'intégration remplaceront les commissions consultatives pour étrangers.

Le nouveau règlement grand-ducal concernant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives d'intégration abrogera l'actuel règlement grand-ducal du 5 août 1985.

En vertu dudit règlement, le conseil communal de chaque commune constituera une commission consultative d'intégration.

Les communes ayant à ce jour déjà mis sur pied une commission consultative pour étrangers devront renouveler leurs commissions après les élections communales du 9 octobre 2011.

Le projet de règlement en question sera soumis sous peu pour avis au Syvicol.

Question 0313 (14.12.2009) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**utilisation d'amiante dans la construction de bâtiments:**

Q100

En ce moment a lieu en Italie un procès d'envergure d'anciens ouvriers ou de simples habitants de plusieurs villes italiennes contre un groupe suisse de matériaux de construction ayant utilisé de l'amiante à grande échelle. L'utilisation de ce matériau toxique ayant fait de nombreuses victimes est interdite depuis le milieu des années 1980 et 1990. Jusqu'à cette interdiction l'amiante a été vanté comme matériau miracle et utilisé dans de nombreuses constructions, surtout pour les toitures.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Un inventaire a-t-il déjà été établi sur la présence au Luxembourg d'amiante dans les constructions datant d'avant l'interdiction d'utiliser de l'amiante?

- Dans l'affirmative, quels sont les résultats?

- Dans la négative, un tel inventaire ne devrait-il pas être établi?

- Quels sont les risques sur la santé de toitures contenant de l'amiante? Existe-t-il un risque de contamination de l'eau par écoulement de l'eau de pluie?

- Ne devrait-on pas sensibiliser la population sur ces risques et encourager les particuliers concernés à faire désamianter leurs habitations?

- Le Gouvernement est-il prêt à aider financièrement au désamiantage de logements?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais informer l'honorable Député que depuis 2001 la mise sur le marché ainsi que l'emploi de l'amiante sont interdits. Il s'agit donc d'une substance connue depuis assez longtemps pour ses effets nocifs sur la santé, et notamment le cancer du poumon, voire le mésothéliome.

En fait l'amiante peut être séparé en deux grands groupes. D'un côté, il s'agit de l'amiante en vrac (amiante bleu ou crocidolite) appartenant au groupe des amphiboles, et qui à été utilisé notamment pour les flocages, les rembourrages, les remplissages à l'amiante. D'un autre côté, il s'agit de l'amiante blanc ou chrysothile, qui appartient au groupe des serpentines et qui est utilisé notamment en tant que ciment d'amiante. Il en résulte qu'en raison des fibres peu fixées, c'est l'amiante en vrac qui pose le majeur risque de contamination de l'air ambiant, et donc d'exposition pour la population. En ce qui concerne par contre le ciment d'amiante, les fibres sont fort liées et ne présentent en général pas de risque d'émission en usage courant, mais seulement en cas d'intervention ou de choc, notamment lors de travaux de maintenance, de réparation ou de rénovation.

Alors que la protection du travailleur est bien assurée tant au niveau national qu'au niveau européen, la situation est pourtant différente en ce qui concerne la protection des personnes occupant des logements privés.

Au Luxembourg, il n'existe en effet pas de prescription généralisée concernant l'amiante en relation avec les logements. En France par exemple, la loi impose à chaque propriétaire de procéder à une expertise ou à un inventaire «d'amiante» avant la mise en location ou la mise en vente de son logement.

Toujours est-il qu'en application du règlement grand-ducal du 16 mars 2001[6] interdisant la mise sur le marché et l'emploi des produits auxquels a été délibérément ajouté de l'amiante, aucune mesure d'assainissement ne saurait être imposée pour des produits contenant des fibres d'amiante installés ou mis en service avant 2001.

Selon les prescriptions relatives aux chantiers de l'Inspection du Travail et des Mines, un inventaire d'amiante d'un établissement ou d'un immeuble doit être réalisé lorsque la présence d'applications d'amiante est constatée, ou quand il existe un doute sur la présence d'applications d'amiante.

Au Luxembourg, nombre de toitures sont couvertes de tuiles qui renferment de l'amiante. Comme il s'agit cependant de ciment-amiante (fibres fort liées), le risque d'exposition se limite aux travaux d'entretien, de nettoyage (vapeur d'eau sous haute-pression par exemple) ou de rénovation de la toiture.

Je voudrais souligner qu'en principe les tuiles amiantées des toitures ne sont pas en contact avec l'intérieur des logements, ceci en raison du fait qu'elles sont séparées par des pare-vapeurs, des isolants thermiques ainsi que par des revêtements muraux ou des faux plafonds. En l'espèce, elles ne constituent qu'un élément de l'extérieur du logement, tout comme d'ailleurs les revêtements de façade qui sont à base de plaques d'amiante.

Dans le cadre des contrôles et des mesurages d'exposition à l'amiante, réalisés sur demande des occupants des logements, des analyses d'amiante, qui ont été réalisées en rapport avec des toitures, ont toujours permis de conclure à une absence de fibres d'amiante à l'intérieur des maisons. Les fibres d'amiante ont surtout pu être identifiées sur les terrasses après le nettoyage sous haute-pression de toitures contenant de l'amiante.

Les descentes pluviales en amiante sont essentiellement concernées en ce qui concerne les eaux de pluies. De même, les tuyaux à base de ciment-amiante des canalisations d'eau dans certaines communes ou agglomérations risquent de contaminer l'eau du robinet, et avec elle l'eau potable. Néanmoins, en règle générale un film bactérien se superpose à l'intérieur des conduites d'eau. Ainsi, tout contact direct de l'eau avec les parois des conduites peut être évité. Il en résulte qu'un risque de contamination de l'eau par des fibres d'amiante se limite à la période qui suit immédiatement une manipulation des conduites en question.

L'amiante constitue un agent nocif largement médiatisé depuis de longues années. Les désamiantages réguliers de certains bâtiments publics ont su contribuer à une certaine sensibilisation de la population. Toujours est-il qu'il est recommandé de confier de tels travaux d'assainissement à des professionnels, ceci notamment pour éviter tout risque d'exposition aux fibres à partir de produits de ciment-amiante.

L'amiante ne constitue qu'un facteur toxique parmi tant d'autres. De nombreuses autres substances chimiques sont en effet potentiellement au moins aussi dangereuses, sinon encore plus nocives que l'amiante (ciment-amiante). Suivant le principe d'équité, il me paraît difficile d'envisager une quelconque aide en ce qui concerne le désamiantage, alors qu'une multitude d'autres substances ou molécules émanant des constructions ou logements, et qui risqueraient de porter atteinte à la santé, seraient également éligibles au titre d'une telle aide.

[6] Règlement Grand-ducal du 16 mars 2001 portant dixième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

Question 0315 (15.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **reconnaissance des différentes formes de médecine complémentaire:**

Betreffend verschiedene Formen der Komplementarmedizin, wie Akupunktur, Homöopathie, und Chiropraktik, die in einer Motion am 29. Januar 2004 vom Parlament (darunter auch vom jetzigen Gesundheitsminister) angenommen wurde und zu einer Erkennung dieser Disziplinen hätte führen sollen, möchte ich Folgendes wissen:

- Warum ist hier noch nichts geschehen?

- Welche Berufsgruppe verhindert die Umsetzung der Reglementierung?

- Wäre es nicht angebracht eine Umfrage bei den Ärzten zu organisieren, um festzustellen wie die Realität in der alltäglichen Praxis aussieht und wie die Toleranz gegenüber der Komplementarmedizin ist?

- Wie ist die Akzeptanz in der Bevölkerung? Wurden hier schon Sondierungen durchgeführt?

- Was sagt das Koalitionsabkommen? Ist die Komplementarmedizin erwünscht oder nicht?

- Wäre es nicht sinnvoller einen Sondertarif für diese Disziplinen in der Nomenklatur einzuführen, um diese Pro-und-Kontra-Diskussion ein für allemal abzuschließen?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans ma réponse à la question parlementaire N°246 de l'honorable Parlementaire Jean Colombera j'avais pris position sur les raisons à l'origine du retard pris en matière de réglementation de la profession de l'ostéopathe.

Dans une optique de santé publique il m'importe de pouvoir assurer un niveau élevé de protection des bénéficiaires de soins de santé.

De façon générale je me dois toutefois de constater, surtout en ce qui concerne l'ostéopathie et la chiropraxie, qu'il n'existe pas encore à l'heure actuelle, du moins dans l'Union européenne, de critères de formation généralement reconnus et qui correspondent à des standards minima.

Tant l'acupuncture que l'homéopathie relèvent de la profession de médecin. En ce qui concerne plus particulièrement l'acupuncture, il me paraît envisageable que des médecins qui disposent d'une formation complémentaire reconnue par un État membre de l'Union européenne et y donnant accès à l'exercice de ces activités puissent, selon des conditions restant éventuellement à déterminer, s'adonner à cette forme de médecine alternative.

D'ailleurs, le programme gouvernemental de 2009 à 2014 prévoit, en ce qui concerne la médecine non conventionnelle, que le Gouvernement poursuivra ses travaux en vue de la reconnaissance et de la réglementation de différentes formes de médecine complémentaire et de la reconnaissance de spécialités, dont celles du psychothérapeute et du podologue.

Question 0316 (15.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **laboratoire de recherche sur le SIDA:**

Un crédit de 550.500 euros est inscrit au budget du Ministère de la Santé sous le libellé: «frais de fonctionnement et de prise en charge effectués par le laboratoire de recherche sur le SIDA».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelles sont actuellement les recherches effectuées dans ce laboratoire concernant le domaine du Sida?

- Ces recherches ont-elles déjà donné lieu à des publications dans des revues scientifiques internationales et/ou ont-elles permis le dépôt de brevets?

- Qui est chargé de ces projets de recherche?

- Pourquoi s'agit-il d'une participation transitoire?

- Comment est ventilée cette somme de 550.500 euros?

Réponse (29.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le laboratoire de recherche sur le SIDA, auquel fait allusion l'honorable Député, a été créé en 1992 conjointement par le Service National des Maladies Infectieuses et le Laboratoire National de Santé. Il fait actuellement partie du Centre de Recherche Public Santé (CRP-Santé) sous la dénomination de «laboratoire de rétrovirologie».

La contribution financière de mon département sert essentiellement au suivi d'une cohorte de patients atteints du HIV/SIDA qui bénéficient d'un suivi trimestriel.

La cohorte luxembourgeoise HIV a permis l'étude des facteurs de progression de l'infection, et contribue, au niveau européen, aux cohortes de suivi et à différents programmes de recherche, dont plus particulièrement:

- EuroHIV, qui est consacré à l'épidémiologie des nouveaux cas d'infection, et qui dépend du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies siégeant à Stockholm (ECDC);

- EuroSIDA, qui représente la plus large cohorte HIV du monde, et qui s'intéresse à la progression de la maladie et l'influence du traitement;

- Europe HIV Resistance, qui constitue un programme d'étude de la transmission de résistance aux antiviraux faisant partie du 6e programme cadre européen.

En 1999, le laboratoire de rétrovirologie a été désigné officiellement laboratoire de référence en matière de surveillance épidémiologique de l'infection HIV au Luxembourg. À ce titre, il transmet les données épidémiologiques de façon anonyme à la direction de la Santé et au Centre européen pour la surveillance épidémiologique, qui est intégré depuis trois ans au «European Centre for Disease Prevention and Control», situé à Stockholm, de même qu'à l'OMS.

Les échantillons et les informations recueillis dans le contexte de la cohorte HIV permettent également une recherche de laboratoire plus fondamentale sur l'infection HIV, tels que les mécanismes d'entrée virale dans la cellule hôte, les bases moléculaires de la résistance aux médicaments et la variabilité génétique du virus. Cette activité de recherche est d'ailleurs également prise en charge par le budget de fonctionnement du CRP-Santé, qui relève du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et qui est doté à raison de plus de 1,6 millions d'euros. Le laboratoire bénéficie également de financements compétitifs grâce au Fonds National de la Recherche, ainsi qu'à des projets européens et internationaux. Un dernier volet de la recherche financée par mon Ministère concerne la recherche clinique qui permet de faire bénéficier des personnes infectées de nouveaux médicaments dans le cadre d'études cliniques multinationales.

Depuis sa création en 1992, le laboratoire de rétrovirologie a produit plus de 60 publications dans des revues scientifiques internationales, dont onze pour la seule année 2009, et environ 150 présentations à des conférences scientifiques internationales. Par ailleurs, le dépôt d'un premier brevet est en cours. Le laboratoire de rétrovirologie constitue ainsi un des laboratoires de recherche les plus productifs au Luxembourg.

Les projets scientifiques sont pour leur volet laboratoire sous la responsabilité des docteurs Jean-Claude Schmit et Carole Devaux du CRP-Santé, et pour la partie clinique sous la supervision des docteurs Vic Arendt, Thérèse Staub et Robert Hemmer du Service national des maladies infectieuses.

Le terme de «transitoire» avait été retenu au début du fonctionnement du laboratoire dans les années 90, donc à une époque où on ignorait encore que l'épidémie du HIV allait s'établir de façon permanente dans la population humaine. Rétrospectivement toutefois, ce qualificatif semble aujourd'hui de moins en moins approprié, et cela d'autant plus que le principe même de la nécessité d'une recherche soutenue et permanente sur le HIV n'est aucunement remis en question.

Le crédit de 550.000 euros, inscrit au budget de 2010, est destiné à couvrir les frais de personnel (environ 70%) ainsi que les frais de fonctionnement (30%). Ces derniers frais représentent essentiellement des consommables de laboratoire.

Question 0317 (15.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **ramassage de cadavres d'animaux:**

Concernant le ramassage des cadavres d'animaux auprès des agriculteurs le budget 2010 prévoit un crédit non limitatif de 900.000 euros.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Comment est ventilée cette somme?

2. Quelle est la participation demandée aux agriculteurs?

3. Combien de cadavres d'animaux étaient concernés durant l'année en cours?

4. Quelle était la nature du décès de ces animaux?

5. Y a-t-il des mesures qui ont été prises pour éviter le décès de ces animaux et ainsi éviter un surcoût?

Réponse (13.1.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Ad point 1:

Pour le calcul du montant à prévoir au budget des dépenses de l'État pour l'exercice 2010, le département de l'agriculture s'est basé sur le décompte disponible des frais pendant l'année 2008. Ces frais comprennent, d'une part, les frais de ramassage, de transport au centre de collecte et d'incinération des cadres d'animaux auprès des agriculteurs et, d'autre part, les frais d'enlèvement des têtes des ruminants éligibles à un test d'E.S.B. ainsi que les frais de traitement et d'incinération subséquents desdites têtes. Les montants mis en compte pour l'exercice 2008 ont par la suite été adaptés à l'évolution de l'indice du coût de la vie tel que défini dans la circulaire pour l'élaboration de propositions budgétaires pour l'exercice 2010. À noter que le nombre des cadavres ainsi que le nombre des têtes à découper sont restés sensiblement les mêmes au cours des dernières années.

Frais d'enlèvement des cadavres 2008:	830.239,89
Frais d'enlèvement des têtes 2008:	38.532,48
Total des frais de l'exercice 2008:	868.772,37

Ad point 2:

L'État ne demande pas de participation aux agriculteurs dans les susdits frais d'enlèvement des cadavres et de découpe des têtes.

Ad point 3:

Le tableau suivant renseigne sur tous les enlèvements de cadavres jusqu'à la date du 6 novembre 2009, soit 5/6 de l'année (au total 18.415 chargements sans les volailles):

En unités	En kg
Ovins/caprins	924
Volailles	28.900
Agneaux	962
Cadavres divers	714
Bovins adultes	4.708
Veaux	8.361
Poulains	60
Chevaux	217
Porcelets	1.742
Porcs	3.854
Truies verrats	417
Total:	21.959

À partir de ces chiffres, on peut estimer pour 2009 que le total des animaux morts enlevés sera d'environ 26.400.

Le cheptel total étant de +/- 400.000 animaux (équins: 6.000; bovins: 200.000; porcins: 160.000; ovins et caprins: 35.000), les 26.400 animaux morts enlevés représentent 6,6% du cheptel.

Ad point 4:

Les causes de décès sont multiples.

Lorsqu'il s'agit d'ovins et de caprins, une différence est à faire entre animaux adultes et jeunes animaux. Pour les moutons et chèvres adultes, le pourcentage en mortalité est de 6,1% pour une population de 15.000 animaux. Les causes principales sont la clostridiose, la toxémie de gestation, les maladies parasitaires et l'âge. Beaucoup de moutons sont tenus comme animaux de plaisir jusqu'à leur mort naturelle. Concernant les agneaux et chevreaux, la mortalité est de 4,6%. Ce pourcentage s'explique par les mortalités reliées aux maladies néonatales.

Le taux de mortalité des bovins adultes est de 2,8%, ce qui constitue un taux très acceptable. Quant aux veaux, le taux de mortalité atteint 10% dans les élevages. Ce taux élevé s'explique par les maladies néonatales (diarrhée, pneumonie, mort-nés).

Pour les chevaux, le taux de mortalité se situe autour de 3,6%. Beaucoup des équidés sont gardés jusqu'à leur mort naturelle.

Quant aux porcins, la mortalité des porcelets est difficile à chiffrer, car les petits gorets sont enlevés hebdomadairement dans les exploitations et sont rassemblés en lots. Seuls les porcelets de 20 kg sont comptés. Pour les porcs d'engraissement, il s'agit d'un taux de 3,5 à 3,8% et pour les truies adultes, le taux de mortalité est compté à 4,2%.

Ad point 5:

En conclusion, il y a lieu de constater que les taux de mortalité tels qu'énumérés au point précédent sont similaires aux taux de nos pays voisins et que ces taux sont difficilement compressibles. Les coûts de fonctionnement d'un clos d'équarrissage sont élevés pour cause de respect de toutes les mesures sanitaires qui doivent être prises dans l'enlèvement et dans la transformation des cadavres. Ces coûts pourraient baisser au cas où des mesures d'allègement soient prises au niveau communautaire concernant l'utilisation des farines animales. Cependant, un tel allègement n'est actuellement pas en vue.

Question 0318 (15.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **médecine nucléaire:**

Eine Studie, die von der „Radiological Society of North America" in Chicago vorgestellt wurde, zeigt, dass die Patienten einer immer größeren Bestrahlung der verschiedenen Diagnoseprozeduren (RX, CT, Pet Scan...) ausgesetzt sind.

Eine weitere Studie an der Emory University in Atlanta stellte fest, dass 4.000.000 Patienten in den USA zu hoher Bestrahlung ausgesetzt sind. Repetitive Analysen wären auch dafür verantwortlich.

Eine Studie an der Wisconsin-Madison-Universität stellte bei 500 Patienten fest, dass über die Hälfte der CT-Scans unnötig waren, dass die Durchschnittsbestrahlung 11,3 milli-Sieverts war und bei sieben Patienten eine Dosis von 100 milli-Sieverts festgestellt wurde, was einen strahleninduzierten Krebs auslösen kann. Pro Jahr entspreche dies einer Zahl von 23.000 Krebsen, die durch diagnostische Bestrahlung entstehen würden.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister stellen:

- Gibt es auch im Luxemburger Gesundheitssystem ein solch beunruhigendes Phänomen?

- Was sind die zahlenbasierten Progressionsraten über die letzten Jahre in Sachen Nuklearmedizin basierten Untersuchungen?

- Wie steht es mit der Anzahl (Progressionsrate) an Nuklearmedizin basierten Diagnostik-Anlagen? (Mittlerweile betreiben auch viele Zahnärzte RX-Apparate)?

- Wie steht Luxemburg im internationalen Vergleich da?

- Was wird unternommen, um in Luxemburg Patienten vor unnötigen, nicht angebrachten und nicht auf Evidenz basierten Protokollen beruhenden Untersuchungen zu schützen?

- Gibt es normale Vorgaben („Guidelines") betreffend RX-Untersuchungen, die notwendig und nützlich in bestimmten Diagnostiken sind?

- Wann wird das „carnet radiologique" (électronique) eingeführt werden? Wo stehen die Arbeiten? Gibt es ein verbindliches Stichdatum für die Inbetriebnahme dieses seit langem in Aussicht gestellten Instruments?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Der ehrenwerte Abgeordnete beruft sich auf drei verschiedene US-amerikanische Studien welche sich mit der Problematik der Bestrahlung befassen.

Einleitend möchte ich klarstellen, dass zu unterscheiden ist zwischen der Dosis, die dem Patienten bei einer bestimmten Röntgen- beziehungsweise nuklearmedizinischen Untersuchung verabreicht wird und der Jahresdurchschnittsdosis der Bevölkerung. Diese Jahresdurchschnittsdosis wird ermittelt, indem man die Gesamtkollektivdosis für alle Röntgenuntersuchungen in einem Jahr durch die Gesamtzahl der Personen im Luxemburger Gesundheitssystem teilt, dies unabhängig davon ob sie eine Röntgen-, beziehungsweise nuklearmedizinische Untersuchung in dem entsprechenden Jahr erhalten haben oder nicht.

Sollte zunächst die Umstellung von Film zum digitalen Röntgen eine Erhöhung der Patientendosis für die jeweilige Untersuchung mit sich bringen, so konnte aufgrund des Einschreitens der Gesundheitsbehörden sowie der Entente des Hôpitaux luxembourgeois diesem Phänomen entgegengewirkt werden.

Durch eine optimale Anpassung der Expositionsparameter am Röntgengerät auf den digitalen Bildempfänger konnte sogar eine Dosisminderung erreicht werden.

Was den Computer-Tomographen (CT) anbelangt, ist die Strahlenbelastung in Luxemburg relativ hoch, dies insbesondere wegen der relativ hohen Anzahl von Untersuchungen. Allein im Jahr 2009 wurden etwa 100.000 CT-Untersuchungen durchgeführt.

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

In Bezug auf die Strahlenbelastung ist zu erwähnen, dass beispielsweise eine einfache CT-Thoraxuntersuchung eine rund 300-mal höhere Strahlenbelastung (6 milli-Sievert (6mSv)) zur Folge hat als eine einfache Thoraxröntgenaufnahme (0,02 mSv). CT-Untersuchungen vom Abdomen mit Kontrastmittel überschreiten teilweise sogar 20mSv. Diese Zahlen wurden 2007 im Rahmen einer detaillierten Analyse aller in Luxemburg gängigen Scanprotokolle (technische Einstellungen am CT-Scanner) erstellt. An dieser Studie waren, neben dem Gesundheitsministerium auch das CRP-Henri Tudor sowie die medizinisch-technischen Assistenten in den Krankenhäusern beteiligt.

Eine detaillierte Veröffentlichung listet darüber hinaus die Strahlenbelastung der nuklearmedizinischen Anwendungen wie folgt auf:

Untersuchung	1994	1998	2001	2002
Anzahl/Jahr	13.657	14.731	16.192	16.207
Anzahl/1000EW	35,5	36,3	38,1	37,7
Effektivdosis	/	0,14 mSv	0,16 mSv	/
Anteil an mediz. Exposition	/	8,0%	8,4%	/

Festzuhalten bleibt demnach, dass, im Vergleich zum CT (50% im Jahre 2002, etwa 60% 2009), der Anteil der Nuklearmedizin an der Gesamtdosis zu medizinisch-diagnostischen Zwecken eher gering ist.

Der Einsatz der an Nuklearmedizin basierten Diagnostik-Anlagen ist auf Krankenhäuser beschränkt. Das Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) verfügt über das einzige PET-Gerät. Gamma-Kameras kommen in folgenden Krankenhäusern zum Einsatz: CHL, Centre Hospitalier du Nord, Clinique Ste Marie, Centre Hospitalier Emile Mayrisch.

Außerhalb der Krankenhäuser sind noch 488 Zahnröntgengeräte für intra-orale Bildempfänger sowie 83 Panoramaröntgengeräte über das Land verteilt.

Wie aus einer Studie der Europäischen Kommission aus dem Jahr 2008 hervorgeht, belegt Luxemburg, im Vergleich mit dem Vereinigten Königreich, den Niederlanden, Dänemark und der Schweiz, einen der vorderen Plätze, dies sowohl was die Anzahl (Disponibilität) der Röntgengeräte und nuklearmedizinischen Einrichtungen als auch deren Benutzung anbelangt.

Gemäß Artikel 3 der großherzoglichen Verordnung vom 16. März 2001 betreffend den Schutz von Personen vor ionisierenden Strahlen bei medizinischen Untersuchungen, muss der verordnende Arzt die Exposition mit den zu erwartenden Vorteilen für den Patienten begründen. Eine Exposition, die keinen Einfluss auf die weitere Behandlung erwarten lässt, darf nicht durchgeführt werden.

Der für die Untersuchung verantwortlich zeichnende Arzt (häufig der Radiologe) muss diejenige Untersuchung anordnen, welche die klinische Frage am besten löst.

Darüber hinaus findet der Patient ebenfalls verschiedene Anregungen auf Internetseiten .

Der nationale „Conseil Scientifique“ hat außerdem evidenzbasierte Empfehlungen zur Verschreibung von Untersuchungen verfasst.

Schlussendlich besteht aber auch noch die Möglichkeit mittels medizinischem „Audit“ das Verschreibungsverhalten genauer zu untersuchen und gegebenenfalls Fehlverschreibungen auf die Spur zu kommen. Die Strahlenschutzabteilung meines Ministeriums empfiehlt derartige „Audits“ insbesondere bei dosisintensiven Prozeduren durchzuführen, beispielsweise bei CT-Untersuchungen.

Das Projekt „carnet radiologique“ (eSanté-CARA) ist ein integraler Bestandteil des nationalen Programms eHealth. Zusammen mit den Laborresultaten sollen die Berichte der radiologischen Untersuchungen den Ärzten progressiv ab 2011 elektronisch zur Verfügung gestellt werden. Die Arbeiten an einer Plattform um die Daten zur Verfügung zu stellen sind angelaufen. Allerdings sind noch etliche Details, sowohl mit der nationalen Datenschutzkommission (CNPD), als auch mit den beteiligten Vertretern des Gesundheitssektors zu besprechen und zu vereinbaren.

Um die Qualität der radiologischen Daten zu verbessern, werden innerhalb des Projektes sowohl der Aufbau des Berichtes als der Verschreibung standardisiert. Eine Arbeitsgruppe mit Radiologen hat hierzu bereits Vorschläge erarbeitet. Auch soll ein einheitlicher, feingliedriger Katalog der radiologischen Untersuchungen definiert und in den Primärsystemen der Krankenhäuser sowie im „carnet radiologique“ eingeführt werden.

Die Inbetriebnahme der Plattform, und damit des erwähnten „carnet“, setzt allerdings voraus, dass vorab noch eine Lösung für den operationellen Betrieb der Plattform gefunden wird.

Question 0319 (15.12.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **bonifications d'impôts:**

La crise financière, combinée au ralentissement économique, fait que beaucoup d'entreprises sont aujourd'hui confrontées à un problème de manque de liquidités. Nombreuses sont les entreprises qui, pendant les dernières années, ont dû faire des investissements considérables tant dans leurs infrastructures que dans leurs outils de production. Ceci a eu pour conséquence que ces entreprises ont des bénéfices minimes voire même des pertes. En général, ces entreprises accusent des créances envers une administration fiscale (TVA) suite à des excédents de taxe en amont substantiels et des dettes envers une autre administration fiscale.

Suite aux investissements, beaucoup d'entreprises ont droit à des bonifications d'impôts dont ils ne peuvent bénéficier vu qu'elles ne réalisent pas de bénéfices imposables. Au beau milieu de la crise économique les administrations fiscales pourraient intervenir en tant que facilitateur au lieu de freiner l'évolution d'entreprises à coup d'obligations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas créer un cadre légal (système de fiscal netting) pour compenser les créances envers une administration par les dettes envers une autre administration?

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas faire des bonifications d'impôts une créance de l'assujetti envers l'administration pour stimuler les investissements des entreprises? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il éventuellement de compenser par d'autres dispositions le fait que l'assujetti ne peut pas bénéficier des bonifications d'impôts?

Réponse (3.2.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Quant à la première question, l'institution d'un mécanisme permettant la compensation légale entre une dette fiscale et une créance fiscale provenant d'administrations fiscales différentes soulève un certain nombre de questions juridiques, informatiques et logistiques qui caractérisent la complexité du sujet. Ces questions sont actuellement à l'étude et il n'est pas encore possible, à ce stade des travaux, de déterminer si un tel mécanisme est faisable.

Ceci dit et étant donné que dans la pratique les conditions strictes de la compensation légale sont rarement réunies, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines accepte des cessions volontaires de créances ou procède, le cas échéant, à une sommation à tiers détenteur conformément à l'article 8 de la loi du 27 novembre 1933 lorsqu'elle a connaissance d'une créance auprès d'un tiers et notamment auprès de l'Administration des Contributions directes. De cette manière on obtient de manière indirecte le même résultat que dans le cadre d'une compensation légale.

La deuxième question a trait aux modalités relatives à l'allocation d'une bonification d'impôt pour investissement, telle que prévue par les dispositions de l'article 152bis de la loi modifiée de l'impôt sur le revenu (L.I.R.) et ayant trait aussi bien à la bonification d'impôt pour investissement complémentaire que celle pour investissement global. Sur demande, les contribuables obtiennent une bonification d'impôt en raison des investissements qu'ils effectuent dans leurs entreprises. La question posée consiste donc à envisager la novation d'une aide fiscale accordée aux entreprises pour les investissements y réalisés en une créance fiscale.

Dans ce contexte, il convient de préciser que, comme l'avait confirmé le Conseil d'État dans son avis concernant le projet de loi N°3037 (25.11.1986) portant intégration de la bonification d'impôt dans la loi concernant l'impôt sur le revenu, il s'agit d'une aide fiscale pour les investissements productifs effectués par les entreprises. En l'état actuel du droit positif, à défaut d'impôt suffisant, les dispositions du paragraphe 8 de l'article 152bis L.I.R. prévoient que la bonification en souffrance peut être déduite de l'impôt des dix années subséquentes d'imposition.

En ce qui concerne les investissements s'étendant sur plusieurs années, le règlement grand-ducal du 29 octobre 1987 portant exécution de l'article précité prévoit une prorogation échelonnée du délai de report, sans qu'il puisse toutefois être supérieur à la durée de réalisation des investissements en cause. Il s'ensuit que la ratio legis dudit article 152bis L.I.R. interdit une novation de la bonification d'impôt pour investissement en créance fiscale. Une modification législative n'est pas prévue à l'heure actuelle.

Question 0320 (15.12.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **propagation des cas d'infections au hanta virus:**

Le nombre de cas d'infections au hanta virus, un virus présent dans l'urine, la salive ou les excréments de rongeurs, est en augmentation en Europe. Le réchauffement climatique serait en partie responsable. Si la plupart du temps les symptômes de telles infections sont proches de ceux d'un état grippal, des complications sous forme de détresse respiratoire, d'hypotension ou encore d'insuffisance rénale peuvent apparaître. Une infection au hanta virus peut, si elle n'est pas diagnostiquée et soignée correctement, conduire au coma et entraîner la mort de la personne infectée. Un vaccin serait d'ailleurs en cours d'élaboration, vu le nombre sans cesse plus élevé de cas d'infections constatés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Les infections au hanta virus sont-elles obligatoirement déclarées aux autorités sanitaires?

- Dans l'affirmative, combien de cas d'infections y a-t-il eu au Luxembourg?

- Ce nombre est-il en augmentation par rapport aux années et décennies précédentes, à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays européens notamment en Allemagne?

- Quand est-ce que le vaccin contre les hanta virus sera-t-il disponible?

- Les médecins sont-ils suffisamment au courant de la propagation de ce virus? Ne faudrait-il pas mieux informer les professionnels de la santé?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le virus hanta est un virus des petits rongeurs (par exemple les souris). Ce virus est excrété dans les fèces et les urines de ces animaux. L'homme peut attraper ce virus en inhalant des particules de poussière qui contiennent des virus en provenance d'excréments séchés de ces animaux, ou également par contact avec des urines contaminées. La répartition du virus a donc un certain parallélisme avec la distribution de son hôte normal, que sont les petits rongeurs. Il existe plus de 20 variantes différentes de ce virus. Le virus se répartit sur le globe entier.

Au Luxembourg, cette maladie est à déclaration obligatoire depuis 2004.

Le nombre de cas signalés à la direction de la Santé se répartissent comme suit:

0 cas en 2004
15 cas en 2005
0 cas en 2006
1 cas en 2007
0 cas en 2008
3 cas en 2009

En 2005, 15 cas de maladies dus au virus hanta, variante Pumula, ont été déclarés. Les résidences des personnes atteintes se trouvaient surtout dans les communes situées autour du Müllertal. À l'époque, mes services avaient informé les médecins du Grand-Duché par lettre circulaire.

Le nombre de cas connus a régressé par après, et semble être plus ou moins stable pour l'instant.

Actuellement un vaccin contre le hanta-virus Pumula n'est pas disponible. L'OMS ne renseigne pas sur une éventuelle date de mise sur le marché d'un tel vaccin.

Au cours de l'année 2009, le Laboratoire National de Santé a effectué 37 analyses de recherche d'anticorps contre ce virus sur demande des médecins traitants. Il semble dès lors que les médecins sont assez bien informés sur cette maladie.

Question 0321 (16.12.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **harcèlement moral sur le lieu de travail:**

En Europe 9% des salariés seraient confrontés à l'harcèlement moral ou mobbing sur le lieu de travail. Ce fléau constitue un enjeu économique et de santé publique majeur comme en témoignent les coûts cumulés d'un mauvais climat de travail tant pour l'entreprise que pour l'État et la collectivité.

Au Luxembourg, la loi du 30 juin 2004 concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail ainsi que l'Office national de conciliation au Luxembourg prévoit que la question soit réglée dans le cadre des conventions collectives.

Au vu des informations dont je dispose, le nombre de dépressions imputables à des problèmes d'harcèlement moral sur le lieu de travail a considérablement augmenté ces dernières années, la crise économique actuelle ne faisant qu'exacerber cette tendance. Il s'ensuit que le cadre posé par la loi de 2004 précitée semble n'être pas ou plus suffisant pour lutter efficacement contre le problème de l'harcèlement moral.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- S'il peut confirmer mes informations selon lesquelles, au Luxembourg, comme par ailleurs dans d'autres pays européens, la tendance est à l'augmentation des cas d'harcèlement moral en milieu professionnel?

- S'il n'estime pas qu'il faudrait prévoir un cadre législatif général venant incriminer et sanctionner l'harcèlement moral de manière efficace?

Réponse (18.1.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Bien que l'augmentation des cas d'harcèlement moral en milieu

professionnel ne puisse être prouvée par des données chiffrées, il doit malheureusement être constaté que dans les situations de crise économique ce phénomène a toujours tendance à s'amplifier.

En ce qui concerne les mesures à prendre face à ce fléau, il y a lieu de souligner qu'un règlement grand-ducal du 15 décembre 2009 a déclaré d'obligation générale la convention relative au harcèlement et à la violence au travail conclue en date du 25 juin 2009 entre les partenaires sociaux afin de transposer au Luxembourg l'accord-cadre autonome européen sur le harcèlement et la violence au travail.

Ce n'est qu'après avoir permis à cette convention récente de prouver son efficacité qu'il sera possible de procéder à une évaluation de la nécessité d'une mesure législative générale.

Question 0322 (16.12.2009) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **nouveau bâtiment des Archives nationales à Belval:**

Lors de la présentation le 16 avril 2008 du projet «Cité des sciences» de Belval-Ouest par Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche, Monsieur le Ministre des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, il a été confirmé que le projet initial relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales serait remanié et qu'un préprojet détaillé devrait voir le jour en mars 2009. Dans leur réponse à ma question parlementaire N°2475 du 17 avril 2008 *(cf. compte rendu N°17/2007-2008)*, Madame la Secrétaire d'État et Monsieur le Ministre ont expliqué que les différentes phases de construction seront réalisées en fonction de la stratégie de développement du site à arrêter avant la finalisation d'un premier projet de loi relatif à la construction du nouveau bâtiment. Le programme gouvernemental de 2009 prévoit que les Archives nationales recevront leur nouvelle demeure à Belval au cours de cette législature.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Où en est le pré-projet détaillé qui aurait dû voir le jour en mars 2009?

- Quand est-ce qu'un projet de loi relatif à la construction du nouveau bâtiment sera-t-il déposé?

- Quelle serait une date réaliste pour l'ouverture des portes du nouveau bâtiment des Archives nationales à Belval?

Réponse commune (17.2.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée Anne Brasseur s'enquiert sur l'état d'avancement du projet d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à réaliser à Esch-Belval.

Comme il est expliqué dans le programme gouvernemental de 2009, tout projet doit être évalué à la lumière de la situation des finances publiques. C'est un exercice du Gouvernement dans son ensemble qui aura lieu dans les mois à venir et qui tiendra compte de tous les paramètres nécessaires pour assurer, d'une part, un haut niveau d'investissement et pour éviter, d'autre part, une croissance excessive des dépenses publiques. Ce n'est que suite à cet exercice que les questions de Madame la Députée, relatives au calendrier, pourront trouver des réponses définitives.

Question 0323 (17.12.2009) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant «**Night Vigil 2009**»**:**

Pour commémorer l'engagement et la souffrance des soldats américains sur nos terres durant la Bataille des Ardennes («Battle of the Bulge»), l'a.s.b.l. «Friends of Patton's 26th Infantry Division-Luxembourg» a organisé une veillée de nuit du 16 décembre jusqu'au lendemain matin. Cette manifestation, appelée «Night Vigil 2009», a eu lieu au «Schumann's Eck» à Nothum. Elle a été organisée avec le support d'une trentaine de communes et sous le Haut Patronage de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique. Cette année-ci ce rendez-vous traditionnel est placé sous le signe du 65e anniversaire de la libération. La tradition veut qu'un grand feu de camp, qui a non seulement une valeur symbolique, mais également pratique (en raison des températures extérieures), soit allumé à cette occasion. Dans ce contexte, il nous revient que le département de l'environnement a refusé l'autorisation d'allumer un tel feu de bois.

C'est pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre délégué peut-il nous confirmer cette interdiction d'allumer un feu de camp?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons invoquées?

- Une telle interdiction ne risque-t-elle pas tout simplement de compromettre à l'avenir cette manifestation?

- Est-ce que d'autres manifestations, telles les «Buergbrennen», ne risquent-elles pas de se voir confrontées à de pareilles interdictions?

Réponse (20.1.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Dans le cadre du traitement administratif rapide du dossier d'autorisation concernant l'organisation de cette manifestation, une condition standard a été reprise dans l'autorisation ministérielle. Le but d'une telle condition standard pour les dossiers de routine est d'éviter un usage abusif de l'utilisation de feu en pleine nature.

Pour les dossiers d'autorisation futurs, le Ministère proposera l'autorisation d'un feu sous condition que celui-ci ne cause pas de dégâts aux éléments naturels du paysage et qu'il soit compatible avec des considérations de sécurité. À titre d'exemple on peut citer les routes et les lignes électriques dans les alentours.

En ce qui concerne la dernière question, il y a lieu de relever que les manifestations dites «Buergbrennen» font partie du patrimoine culturel de notre pays. Dès lors que les organisateurs de ces manifestations utilisent uniquement des combustibles naturels ne causant aucun dommage à l'environnement naturel et que ces manifestations ne sont souvent organisées que sur des plateaux chauves, aucune objection majeure ne s'oppose à l'organisation de ces manifestations.

Question 0324 (17.12.2009) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **CR101 entre Kopstal et Mersch:**

Le CR101 entre Kopstal et Mersch reste à ce jour l'une des routes les plus dangereuses de notre réseau routier. Ceci malgré les efforts qui ont été entrepris dans le passé, dont notamment une limitation de vitesse maximale autorisée à 70 km/h. Dans leur réponse commune à la question N°1606 de l'honorable Député Roger Negri *(cf. compte rendu N°12/2006-2007)*, Messieurs les Ministres des Transports et des Travaux publics avaient répondu qu'un éventuel redressement des virages dangereux nécessiterait «une analyse approfondie de la part des instances concernées, en l'occurrence de la Commission de circulation de l'État».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du nombre d'accidents sur le CR101 depuis l'introduction de la limitation de vitesse maximale autorisée à 70 km/h?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les résultats de l'analyse de la Commission de circulation de l'État, annoncée par Messieurs les Ministres en mars 2007, en ce qui concerne d'éventuels redressements de virages dangereux?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si en dehors des réflexions de la Commission de circulation un audit de sécurité approfondi a été fait sur le CR101?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les mesures retenues afin d'améliorer la situation de sécurité?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les projets du Gouvernement afin de remédier à la situation actuelle?

Réponse (11.2.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Eugène Berger souhaite avoir quelques informations relatives à la sécurité routière sur le chemin repris CR101 entre Kopstal et Mersch, «point noir du réseau routier national où de nombreux accidents ont eu lieu et continuent d'avoir lieu avec des conséquences souvent dramatiques».

Tout d'abord, il échet de préciser que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ne dispose pas de données statistiques sur l'évolution du nombre d'accidents sur ce tronçon précis de voirie.

À noter par la suite que le tronçon entre Mersch et Schoenfels a déjà fait l'objet d'un redressement conséquent, ce qui a permis d'éliminer toute source de danger provenant de la voirie sur cette partie. Par contre, sur le tronçon entre Schoenfels et Kopstal, seuls quelques réaménagements d'ordre plus locaux ont été réalisés à ce jour.

Avant de lancer de nouveau des travaux sur cette voie, l'on a décidé d'entamer tout d'abord un audit de sécurité concernant le tronçon entre Mamer et Schoenfels ayant pour objet d'examiner la géométrie de la route et de ses accotements, la signalisation et le balisage, mais aussi le changement permanent des conditions de circulation dû à l'alternance des sections de route en forêt et en rase campagne, avec la succession en résultante de plages de chaussée sèches et humides et la variation de la pénétration du soleil altérant les conditions de visibilité.

À court terme, une mesure complémentaire constituera une campagne de détermination du coefficient de rugosité à différents endroits de cette route pour analyser l'opportunité, en cas de nécessité, d'un renouvellement du tapis de roulement.

Question 0325 (17.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **violence domestique:**

Concernant la violence domestique suite à la nouvelle loi entraînant l'éloignement de la personne agressive de son domicile, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Quelle est la ventilation selon l'âge des agresseurs depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi?

2) Quelle est la nationalité des agresseurs concernés?

3) À quelle ethnie culturelle et religieuse appartiennent-ils?

4) Combien d'enfants et de personnes âgées ont été agressés?

5) Y a-t-il eu des récidivistes?

6) Combien de fois l'alcool était l'élément déclenchant?

7) Y a-t-il eu une surveillance subséquente des agresseurs concernés?

Réponse (19.1.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

Madame la Ministre de l'Égalité des Chances informe l'honorable Député que la loi sur la violence domestique n'est pas une nouvelle loi, étant donné que cette loi est entrée en vigueur le 1er novembre 2003.

Le comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence remet annuellement un rapport au Gouvernement incluant les statistiques prévues par la loi sur la violence domestique.

Par ailleurs, le Gouvernement a commandité une étude scientifique intitulée «Fünf Jahre Gewaltschutzgesetz im Großherzogtum Luxemburg», qui a été présentée le 22 septembre 2009. Pour répondre à la question parlementaire de l'honorable Député les statistiques de cette étude servent de base.

Chamber TV *och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un*

d'Chamber online op **www.chd.lu**

Une première évaluation de la loi avait été commanditée par le Ministère de l'Égalité des Chances pour les années 2003 à 2005.

1) Ventilation selon l'âge des personnes expulsées conformément à la loi sur la violence domestique:

Personnes expulsées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total	%
< 18	0	0	0	0	0	1	1	0,1 %
18-30	0	31	35	42	48	76	232	23,3 %
31-40	0	46	43	63	70	82	304	30,6 %
41-50	0	42	43	55	62	76	278	28,0 %
51-60	0	19	25	20	22	20	106	10,7 %
> 60	0	4	8	4	9	7	32	3,2 %
Inconnu	36	3	0	1	0	1	41	4,1 %
Total	36	145	154	185	211	263	994	100,0 %

2) Nationalité des personnes expulsées:

Personnes expulsées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total
Luxembourg		51	43	56	75	84	309
UE		63	66	81	94	120	424
Non UE		25	34	31	39	55	184
inconnu	36	6	11	17	3	4	77
Total	36	145	154	185	211	263	994
Luxembourg	0,0%	35,2%	27,9%	30,3%	35,5%	31,9%	31,1%
UE	0,0%	43,4%	42,9%	43,8%	44,5%	45,6%	42,7%
Non UE	0,0%	17,2%	22,1%	16,8%	18,5%	20,9%	18,5%
Inconnu	100,0%	4,1%	7,1%	9,2%	1,4%	1,5%	7,7%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

3) L'appartenance religieuse, ethnique et culturelle des personnes concernées par la loi sur la violence domestique n'est pas relevée.

4) Âge des victimes concernées directement par l'expulsion:

Victimes	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total	%
<18	0	5	1	7	4	7	24	2,4 %
18-30	0	30	35	41	52	74	232	23,3 %
31-40	0	57	55	63	70	78	323	32,5 %
41-50	0	43	33	49	54	68	247	24,8 %
51-60	0	6	21	16	22	23	88	8,9 %
>60	0	3	9	9	9	13	43	4,3 %
Inconnu	36	1	0	0	0	0	37	3,7 %
Total	36	145	154	185	211	263	994	100,0 %

On constate que 2,4% des victimes sont des mineurs et que 4,3% ont plus de soixante ans.

5) Nombre de récidivistes:

- 31 agresseurs ont été expulsés deux fois depuis novembre 2003

- 3 agresseurs ont été expulsés trois fois depuis novembre 2003

- 3 agresseurs ont été expulsés quatre fois depuis novembre 2003

- 1 agresseur a été expulsé cinq fois depuis novembre 2003

6) La consommation d'alcool n'est pas relevée dans les statistiques.

7) Il n'y a pas de mesures de surveillance subséquente spécifiques et systématiques de tous les agresseurs concernés par la loi.

Question 0326 (17.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **grippe A/H1N1 - Vaccin non utilisé:**

Q104

Betreffend die A/H1N1-Grippe sind die Wissenschaftler sich einig, dass keine weitere größere Gefahr mehr in Sicht ist. Die Grippe war relativ harmlos und nur ein kleiner Anteil der Bevölkerung hat sich impfen lassen.

Es bleiben einige Fragen offen:

1) Wie viele von den 700.000 Impfdosen, die die Luxemburger Regierung eingekauft hat, wurden verbraucht und was geschieht mit dem restlichen Impfstoff?

2) Wird er eventuell an Drittländer verkauft oder verschenkt? Wenn ja, an welche und zu welchem Zweck, da man davon ausgehen kann, dass auch hier der Virus abgeklungen ist?

3) Ist es möglich, dass die Pharmakonzerne den nichtgebrauchten Impfstoff gegen Entgelt zurücknehmen?

4) Gibt es vielleicht ein Verfallsdatum, sodass man den Impfstoff noch länger halten und später gebrauchen könnte, falls ein mutierter Virus auftauchen sollte?

Réponse (29.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die Unberechenbarkeit der Influenza-Viren ist hinlänglich bekannt, und niemand kann voraussagen ob nicht noch eine zweite Welle der A/H1N1-Grippe in diesem Jahr auftreten wird. Deshalb wird in Luxemburg, wie in allen anderen Ländern auch, weitergeimpft.

1) Bis zum heutigen Zeitpunkt wurden ungefähr 50.000 Dosen Impfstoff abgegeben. Da die Impfungen noch weiterlaufen, und die Ärzte auch noch weiter Impfstoff bestellen, ist es noch nicht möglich genaue Angaben über die Zahl der bereits geimpften Personen, beziehungsweise über die Personen, die sich noch impfen lassen werden, zu machen.

2) Hierzu laufen momentan noch Verhandlungen mit der Weltgesundheitsorganisation (WHO).

3) Nach Verhandlungen mit GlaxoSmithKline wird der luxemburgische Staat auf ein Drittel der bereits bestellten Impfdosen verzichten. Diese Impfdosen werden demnach auch nicht in Rechnung gestellt werden.

4) Das provisorische Verfallsdatum beträgt 18 Monate für das Antigen und vier Jahre für das Adjuvans. Auf Grund offizieller Analysen kann dieses Verfallsdatum von der Europäischen Arzneimittelagentur (EMEA) regelmäßig verlängert werden. Es ist demnach durchaus möglich, die überschüssigen Impfdosen zu einem späteren Zeitpunkt zu verwerten, falls sich diese Option als nötig erweisen sollte.

Question 0327 (17.12.2009) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **conséquences du statut unique au niveau des délégations de personnel:**

L'une des conséquences de l'introduction du statut unique a été la fusion des délégations d'ouvriers avec celles des employés privés en une délégation du personnel unique. Or, dans la pratique on constate que parfois l'unicité fait défaut. S'il n'est plus question de distinguer entre les délégations d'ouvriers et celles des employés privés, on continue à raisonner en termes de délégations ou plutôt de sous-délégations distinctes correspondant par exemple à celles qui représentent les salariés administratifs ou ceux employés au niveau de la production. Il arrive ainsi que lors de négociations ou lorsqu'un avis est demandé, ce n'est pas la délégation dans son ensemble qui intervient, mais à l'une ou l'autre sous-catégorie de la délégation. Cette façon de faire me semble contraire à l'esprit même de la loi introduisant le statut unique et, par voie de conséquence, à la volonté d'instituer une délégation du personnel unique garantissant l'égalité entre salariés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- S'il partage ma conclusion précitée?

- Si, en attendant la loi sur le dialogue social, qui devrait apporter des clarifications en la matière, il n'entend pas préciser par exemple via circulaire ou tout autre instrument que le principe d'égalité entre les salariés doit être respecté en tous les cas, de sorte que seule la délégation du personnel représentant tous les salariés d'une entreprise peut intervenir par exemple dans le cadre de négociations ou autres situations où la présence de la délégation du personnel est exigée?

- Quelles sont, en tout état de cause les mesures que le Gouvernement préconise en la matière afin de faire respecter le principe de l'égalité en la matière?

Réponse (18.1.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

S'il est vrai que la conclusion de l'honorable Député peut en partie être partagée notamment en ce qui concerne l'égalité de traitement entre tous les salariés, il y a néanmoins lieu de souligner qu'il est difficilement concevable que des pratiques existant depuis le début du dialogue social soient radicalement changées suite à l'introduction de dispositions légales nouvelles.

C'est pour cette raison d'ailleurs que le législateur a prévu dans la loi du 13 mai 2008 portant introduction du statut unique, des mesures transitoires applicables notamment dans le cadre de la négociation des conventions collectives.

Dans ce sens l'article 12 de la loi précitée dispose en effet que l'application des dispositions nouvelles en matière de conventions collectives ne pourront pas avoir comme effet l'inclusion d'office dans des conventions collectives de travail de catégories de salariés qui n'étaient pas couverts lors de l'introduction du statut unique et ce principe vaut pour les conventions collectives conclues avant le 31 décembre 2013.

Pour cette raison il ne semble pas nécessaire de donner des précisons supplémentaires à ce sujet ce qui n'exclut cependant pas d'envisager des clarifications éventuelles dans le cadre de la réforme du dialogue social pour le cas où cela ferait partie des revendications des partenaires sociaux.

Question 0328 (18.12.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **plans d'aménagements particuliers (PAP):**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°3007 du 2 décembre 2008 *(cf. compte rendu N°6/2008-2009)* Monsieur le Ministre avait fait savoir que pour 235 de 432 plans d'aménagements particuliers (PAP) soumis pour avis à la commission d'aménagement le délai de trois mois prévu par la loi modifiée du 19 juillet 2004 n'avait pas pu être respecté.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1) Comment a évolué le chiffre des demandes de PAP pour lesquelles le délai de trois mois n'a pas pu être respecté au cours de l'année passée?

2) Pour combien de demandes de PAP le délai susmentionné a-t-il actuellement été dépassé?

Réponse (21.1.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Ad 1) Au cours de l'année 2009, le délai de trois mois imparti au Ministre de l'Intérieur pour émettre son avis dans le cadre de la procédure d'adoption d'un projet d'aménagement particulier (PAP) a progressivement pu être respecté, notamment grâce au recrutement d'un second architecte urbaniste.

Ad 2) À l'heure actuelle, aucun projet d'aménagement particulier (PAP) soumis à l'avis du Ministre de l'Intérieur, conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, ne dépasse le délai de trois mois.

Question 0329 (18.12.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **soins à domicile:**

Il semblerait que certains établissements hospitaliers travaillent en exclusivité avec un réseau de soins à domicile pour les patients qui nécessitent des soins après leur sortie de l'hôpital. Ces établissements refuseraient tout simplement tout contact avec les autres prestataires de soins à domicile. D'autres distribueraient même des publicités pour un seul prestataire aux dépens des autres prestataires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces pratiques?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ces pratiques constituent des éléments de concurrence déloyale et qu'elles sont par conséquent intolérables?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour contrecarrer ces pratiques?

Réponse (21.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Parlementaire s'enquiert de l'existence d'éventuels liens exclusifs entre des établissements hospitaliers et des réseaux d'aides et de soins à domicile.

En règle générale, les assistants/es sociaux/les des établissements hospitaliers renseignent et informent ceux des patients qui nécessitent une prise en charge à domicile sur les différents prestataires existant en matière d'aides et de soins à domicile. Certains établissements hospitaliers mettent également à la disposition de leurs patients les dépliants

d'informations édités par ces différents prestataires.

Sur base d'informations objectives que chaque établissement hospitalier s'engage à communiquer au patient, il appartient à ce dernier d'opter en connaissance de cause pour un des différents réseaux. En vue de la prise en charge à domicile, l'assistant/e social/e de l'hôpital concerné entre ensuite en contact avec l'infirmier/ère de référence du réseau de soins à domicile pour lequel le patient a opté.

Cela étant, je n'ai pas connaissance de l'existence de liens privilégiés, voire exclusifs entretenus par des établissements hospitaliers avec un ou plusieurs réseaux d'aides et de soins.

Si Madame la Députée disposait d'informations plus précises concernant des pratiques qui ne respecteraient pas le libre choix des patients, je la prierais de me les transmettre.

Question 0330 (18.12.2009) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **éthylotests dans les bars:**

Pour lutter contre l'alcool au volant, le Ministre de l'Intérieur français, Brice Hortefeux, veut imposer la présence obligatoire d'éthylotests dans les bars et les boîtes de nuit pour que les clients de ces établissements puissent mesurer eux-mêmes leur taux d'alcoolémie avant de prendre le volant.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au projet susmentionné?

- Quels sont les moyens actuellement engagés en matière de lutte contre l'alcool au volant?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les moyens actuellement engagés par le Gouvernement en matière de lutte contre l'alcool au volant en se référant au Ministre de l'Intérieur français Brice Hortefeux qui veut imposer la présence d'éthylotests dans les bars et boîtes de nuit.

Malgré les nouvelles mesures de lutte contre l'alcool au volant ou la vitesse excessive, l'on constate que ces deux infractions continuent à mener la liste des causes présumées être à l'origine de la majorité des accidents routiers.

Toutefois, les chiffres des dernières années démontrent que les excès de vitesse sont sur le point de devenir la cause principale apparente des accidents, tandis que la part de l'alcool se trouve en phase de régression.

Quoi qu'il en soit, la politique en matière de sécurité routière du Gouvernement consiste à combattre aussi bien la vitesse excessive que la conduite sous l'influence d'alcool.

Dans ce contexte, l'information ainsi que les campagnes de sensibilisation jouent un rôle très important. Ainsi, le Gouvernement entend redoubler ses efforts afin d'inciter un changement de mentalité et d'habitudes des usagers de la route. Le Gouvernement s'efforce par ailleurs de promouvoir les transports publics tout en soutenant des initiatives privées comme le Night Rider.

Toutefois, les mesures préventives doivent toujours être accompagnées par des mesures répressives afin d'atteindre le but escompté. Les contrôles de la Police grand-ducale jouent par conséquent également un rôle important dans l'ensemble des mesures pour réduire la conduite sous l'influence d'alcool.

Au lieu d'imposer la présence obligatoire d'éthylotests dans les bars, l'on préfère soutenir des initiatives privées ou d'ONG engagées dans le domaine de la sécurité routière qui incitent les conducteurs à tester leur taux d'alcool sur base volontaire.

Question 0331 (18.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **«Geessegripp»:**

Am Kontext vun der „Geessegripp", déi och nach „Fièvre Q" genannt gëtt an déi an Holland ausgebrach ass, géif ech folgend Froen un den Här Gesondheetsminister stellen:

- Wéi geféierlech ass déi Gripp?

- Wat fir Risike besti fir d'Leit?

- Huet den Här Minister Kenntnisser vu méiglechen Doudegen am Zesummenhank mat der „Geessegripp"?

- Ass eng Informatiounscampagne am Kontext vun der „Geessegripp" virgesinn?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

D'„Fièvre Q" ass eng ustiechend Krankheet, déi vun enger Bakterie, dem Coxiella burnetti, ervirgeruff gëtt. Et handelt sech also net ëm eng richteg Gripp. Et ass villméi eng Krankheet vun Déieren, haaptsächlech Geessen a Schof. De Mënsch ka se kréien iwwert d'Anootme vu Sporen, déi zum Beispill a gedréchenter Mëscht oder Woll sinn.

Bei 50% vun de Fäll verleeft d'Krankheet ouni gréisser Symptomer ausser liichtem Féiwer oder liichte grippenähnlechen Zeechen. Bei deenen anere Fäll kann déi Krankheet méi uerg, meeschtens grippenähnlech Zeechen ervirruffen. Bei 1% vun de Fäll kënnen och chronesch Komplikatiounen, wéi zum Beispill Häerzproblemer duerno optrieden. Besonnesch geféierlech ass déi Krankheet och fir ongebuere Kanner während dem éischte Schwangerschaftstrimester.

Risike bestinn nëmme fir Leit, déi sech no bei Häff ophalen, déi erkrankten Déieren hunn, wéi dat zurzäit de Fall an Holland ass. Zu Lëtzebuerg gëtt et nach keen Haff, deen esou erkrankten Déieren huet. D'Vetérinärsinspektioun mécht permanent Kontrollen op lëtzebuergeschen Häff. Hei am Land besteet also zurzäit praktesch kee Risiko déi Krankheet opzerafen.

Hei zu Lëtzebuerg sinn och keng Doudeg am Zesummenhank mat där Krankheet bekannt.

Wann e Risiko fir Lëtzebuerg sech sollt weisen, wäert mäi Ministère eng Informatiounscampagne starten.

Question 0332 (18.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **«Geessegripp»:**

Am Kontext vun der „Geessegripp", déi och nach „Fièvre Q" genannt gëtt an déi an Holland ausgebrach ass, géif ech folgend Froen un den Här Minister vun der Landwirtschaft stellen:

- Ass déi Gripp, déi Geessen awer och aner Béischter betrëfft, och schonns zu Lëtzebuerg festgestallt ginn?

- Wéi vill Träpp Geessen, mat wéi vill Béischte gëtt et zu Lëtzebuerg?

- Wat fir Risike besti fir d'Geessen an aner Déieren?

- Huet d'Geessegripp schonns Konsequenzen op de Lëtzebuerger Déierebestand?

- Ass, esou wéi an Holland, eng Vaccinatiounscampagne fir Geesse virgesinn?

- D'Geessegripp ass och ustiechend fir d'Leit. Huet den Agrarministère eng Informatiounscampagne virgesi fir Ziichter a Leit an de Schluechthaiser, déi vun dëser Krankheet kênnte betraff sinn?

- Gi besonnesch Moossname geholl a Parken (wéi um Escher Gaalgebierg), wou vill Kanner mat de Geessen a Kontakt kommen, zum Beispill beim Fiddderen?

Réponse (13.1.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

„Q-Fever" ass eng Krankheet déi bei Ranner, Schof a Geesse ka virkommen, awer och beim Hond a bei der Kaz. Et ass eng Krankheet, déi weltwäit verbreet ass. Bei de Mëllechschof a bei de Geesse weist se sech duerch eng héich Avortementsquot. Déi infizéiert Déiere sinn net vill krank a weise keng Unzeeche vun enger Gripp. Beim Avortement oder bei der Gebuert scheede si awer vill Bazillen aus an infizéieren d'Ëmwelt, haaptsächlech d'Mëscht an d'Ställ.

Zu Lëtzebuerg ass déi Krankheet an der leschter Zäit net festgestallt ginn. Et ass awer unzehuelen, datt verschidden Déieren Antikierper virweisen an domat bestätegen, datt si schonn emol mat dem Bazill Coxiella Burnetii a Kontakt waren. Bis elo goufen nach keng klinesch Symptomer an de Betriber festgestallt. D'Veterinärpraktiker an d'Schof- a Geessenhalter goufen opgefuerdert, fir all anormal Avortementer bei der Veterinäersverwaltung ze mellen. Si sinn och gebiede gi sech beim Agräife bei Gebuerten ze schützen.

An deene grousse Betriber si Prouwe vun der Tankmëllech geholl ginn, fir PCR-Analysen ze maachen. Dës Analysë waren all negativ.

Hei zu Lëtzebuerg sinn 291 Geessenhalter am Sanitel enregistréiert. Dozou gehéiert och d'Hobbyhaltung mat enger oder puer Zwerggeessen, well déi kleng Wiederkäuer all mussen identifizéiert sinn. Sechs grouss Betriber produzéiere Geessemëllech an hunn tëschent 2.000 an 62 Geessen.

An Holland ass de Problem haaptsächlech op d'Konzentratioun vun de Geessebetriber no bei grousse Siedlungsgebidder zréckzeféieren. Wann d'Mëscht op de Felder leie bleift, dréchent se aus an d'Loft kann déi Bazille weiderdroen. D'Leit infizéiere sech haaptsächlech duerch d'Inhalatioun vu Stëbspartikelen. Dës Situatioun kenne mer hei zu Lëtzebuerg net, duerfir ass och keng Vaccinatiounscampagne virgesinn.

Besonnesch Moossname brauchen och net a Parke geholl ze ginn. Do ass keng Konzentratioun vu Geessen an duerfir besteet och keng Gefor.

Question 0333 (18.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **sécurité au travail:**

De Sidec huet rezent Reklamm fir seng Top-Sécherheet op der Aarbechtsplaz an der Zeitung gemaach. Trotzdeem ass kierzlech een Aarbechtsaccident mat Verletzung do passéiert.

- Wéi ass dëst Aarbechtsaccident passéiert?

- Laut mengen Informatiounen ass de Verongléckten net mat enger Ambulanz an d'Klinik gefouert ginn an d'Police, esou wéi d'ITM, sinn net direkt vun der Sidec Direktioun informéiert ginn, mä vun Aussenstehenden. Stëmmt dat an ass dat kompatibel mat der Législatioun iwwert den „Unfall"?

- Wat sinn d'Folge vun dem Accident fir de Verongléckten a fir déi Verantwortlech vum Sidec?

Réponse (2.2.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Op d'parlamentaresch Fro N°333 vum honorabelen Deputéierten Jean Colombera gëtt et Folgendes ze soen:

De Verongléckte war mat Botzaarbechte beschäftegt. Dobäi muss ee metallene Staf, deen e benotzt huet, un een dréienden Deel vun der Ariichtung komm sinn an huet dobäi dee Verongléckte schwéier verletzt.

Déi intern Prozedure vun der Sidec gesi vir, datt bei esou Aarbechten d'Anlag geséchert ausser Betrib muss sinn.

D'Onfallverhiddungsvirschrëfte vun der „Association d'Assurance contre les Accidents" (AAA) gesinn net fir, datt e Verongléckte muss mat enger Ambulanz an d'Klinik gefouert ginn.

Doriwwer eraus hätt den Accident missen direkt bei der AAA a bei der Gewerbeinspektioun gemellt ginn. Dat ass awer eréischt den Dag drop gemaach ginn.

Aus deem Grond huet d'Gewerbeinspektioun der Sidec eng Verwarnung wéinst Verstouss géint den Artikel L.614-11(1) vum „Code du Travail" zoukomme gelooss. Zousätzlech ass d'Entreprise verwarnt gi wéinst méiglechem Verstouss géint d'Sécherheetsvirschrëften.

Fir de concernéierte Salarié applizéiere sech déi normal Regele vun engem Aarbechtsaccident.

Question 0334 (21.12.2009) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **dispositions relatives aux intérêts sur la TVA à rembourser:**

La loi du 10 novembre 2009 portant transposition de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée à des assujettis non établis dans l'État membre de remboursement mais dans un autre État membre, prévoit entre autres que l'administration est redevable au requérant d'intérêts calculés sur le montant à rembourser.

Les intérêts sont calculés au taux prévu à l'article 85, deuxième alinéa, depuis le jour qui suit le jour d'expiration du délai de remboursement prévu par le paragraphe 11, jusqu'au jour où le remboursement est effectivement intervenu.

J'aimerais vous poser les questions suivantes dans ce contexte:

- Cette innovation ne devrait à mon avis concerner non seulement les assujettis non établis au Luxembourg, mais aussi les assujettis établis au Luxembourg. Est-ce que Monsieur le Ministre partage ce point de vue?

- Aussi je voudrais savoir si les nouvelles dispositions relatives aux intérêts dus sur les montants à rembourser par l'administration valent également pour les assujettis établis au Luxembourg?

- Si oui, les dispositions de la loi s'appliquent-elles pour les montants dus par l'administration au jour de l'entrée en vigueur de la loi ou à une autre date?

Réponse (26.1.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Contrairement à ce qui est allégué dans la question, la loi du 10 novembre 2009 transposant notamment la directive 2008/9/CE en droit national, n'établit pas, en cas de remboursement tardif, un droit général au payement d'intérêts créditeurs dans le chef d'assujettis non établis sur le territoire national.

L'article II de la loi, portant insertion d'un nouvel article 55bis dans la législation nationale sur la TVA (LTVA), est en effet, sans équivoque à cet égard: l'assujetti étranger non résident, bénéficiant de la nouvelle procédure de remboursement, ne doit avoir effectué aucune activité économique au Luxembourg (le cas classique étant celui du camionneur passant en transit par le pays pour faire le plein en carburant). Au contraire, tout assujetti étranger non résident qui effectue au Luxembourg une activité économique prévue par l'article 5 LTVA, est inscrit au rôle des assujettis nationaux pour être traité de la même façon que les assujettis ayant leur siège ou un établissement stable au pays.

Tous les assujettis effectuant des livraisons de biens ou des prestations de service taxables au Luxembourg sont le cas échéant remboursés de manière identique dans le cadre de la procédure normale d'imposition, et ceci sans computation d'intérêts créditeurs.

Question 0335 (21.12.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **subsides accordés:**

Concernant les subsides régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsides que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subside par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (25.1.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

L'honorable Député désire avoir un certain nombre d'informations sur les subsides que le Département ministériel des Sports a accordés en 2008 à diverses associations et organisations.

1) Le montant global des subsides accordés en 2008 est de 4.495.000 € (voir le tableau 1).

2) Les subsides pour le sport de compétition sont accordés aux fédérations sportives agréées ainsi qu'aux associations qui leur sont affiliées. Les subsides pour le sport-loisir peuvent également être accordés à d'autres associations si celles-ci organisent des journées promotionnelles ou des activités récréatives régulières.

Le détail des subsides accordés par fédération ressort du tableau 2 annexé qui est annuellement publié dans le rapport d'activité du Département ministériel des Sports.

3) Les subsides sont attribués en fonction de la loi du 3 août 2005 concernant le sport et notamment des articles 7 «équipement sportif», 9 «appuis financiers» et 14 «mesures d'appui particulières pour le sport d'élite».

En général, les subsides sont accordés sur proposition du Conseil supérieur des Sports en fonction d'un règlement interne mis en place pour l'attribution de subsides extraordinaires et de divers systèmes de pointage élaborés pour le calcul des subsides ordinaires (annuels) des fédérations et des clubs.

4) Les montants déboursés à des associations en fonction de conventions ressortent du tableau 3 annexé à la présente.

(Les trois tableaux peuvent être consultés au Greffe de la Chambre des Députés.)

Question 0336 (21.12.2009) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **campagnes d'information du département ministériel des sports:**

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'informations pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics ...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Q106

Réponse (26.1.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Campagnes d'information lancées en 2008:

Campagne (titre et/ou slogan):

Meter fir Meter - Vëlo 2008 (1) / Meter fir Meter - Schwammen 2009 (préparation) (2)

1. Répartition des coûts selon les différents médias:

Annonces presse écrite:	Campagne 2008 (1)	4.443,65
Spots radio:	Campagne 2009 (2)	805
Spots TV:	Campagne 2009 (2)	230
Spots cinéma:		
Affiches:	Campagne 2008 (1)	324,45
Dépliants / brochures / cartes de participation:		
	Campagne 2008 (1)	1.664,31
Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):		
	Campagne 2009 (2)	6.054,75
Foires, stands, organisation d'une fête du vélo:		
	Campagne 2008 (1)	4.818
Cadeaux publicitaires, gadgets:		
Film, DVD:		
Total des coûts:		18.340,16

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

131 inscriptions aux programmes d'initiation pour débutants

Fonctionnement de 9 cellules d'accueil pour débutants

32 sorties cyclotouristes adaptées aux débutants

27 initiatives locales de promotion du vélo

«Vëlosschoul fir Erwuessener» par la «Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ»

Intégration de concepts tels «mam Vëlo op d'Schaff», «Vel'oh»(VdL) et

«Äre Vëlo - eise Vëlo» (Esch/Alzette)

Campagnes d'information lancées en 2009:

Campagne (titre et/ou slogan):

Meter fir Meter- Schwammen 2009 (1) / Meter fir Meter - Goen 2010 (préparation) (2)

3. Répartition des coûts selon les différents médias:

Annonces presse écrite:		
Spots radio:	Campagne 2009 (1)	4.456,25
Spots TV:	Campagne 2009 (1)	11.063
	(50% de 22.125, les autres 50% = Ministère de la Santé)	
	Campagne 2010 (2)	
Spots cinéma:		
Affiches:	Campagne 2009 (1)	595,24
Dépliants / brochures:	Campagne 2009 (1)	23.967,21
Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banners):		
	Campagne 2010 (2)	16.811,25
Foires, stands:		
Cadeaux publicitaires, gadgets, diplômes:		
	Campagne 2009 (1)	1.492,35
Film, DVD:		
Total des coûts:		59.477,80

4. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

3.800 participants

34.000 kilomètres nagés au 10 novembre 2009

32 piscines participantes

D'après les piscines participantes: légère plus de visiteurs mais surtout une augmentation substantielle du volume nagé par les visiteurs

D'après la Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage: augmentation remarquable du nombre de licences auprès de la FLNS

Question 0337 (21.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**excision:**

Nach Angaben der Weltgesundheitsorganisation (WHO) gibt es 140 bis 150 Millionen Frauen weltweit, deren Genitalien durch Beschneidung verstümmelt wurden und täglich werden weitere 8.000 Mädchen jeden Alters verstümmelt. Dieses Ritual muss als extreme Gewalt an Frauen eingestuft werden.

Hierzu möchte ich der Frau Ministerin folgende Fragen stellen:

1) Ist der Ministerin bekannt, ob es in Luxemburg auch zu Beschneidungen dieser Art gekommen ist oder kommt und wenn ja, um wie viele Fälle es sich handelt?

2) Wie sieht die Rechtslage in Luxemburg hierzu aus?

3) Was geschieht bei einer eventuellen Klage eines Opfers?

4) Sind Aufklärungskampagnen gegen diese unmenschlichen Methoden vorgesehen?

Réponse (18.1.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

1) Dem Ministerium für Chancengleichheit ist nicht bekannt, ob Genitalverstümmelungen in Luxemburg praktiziert werden oder wurden.

2) Seit dem 16. Dezember 2008 sind die Genitalverstümmelungen ausdrücklich in der luxemburgischen Gesetzgebung verankert und zwar im Artikel 2 des Gesetzes vom 16. Dezember 2008 «Loi relative à l'aide à l'enfance et à la famille»:

«Au sein notamment des familles et des communautés éducatives, la violence physique et sexuelle, les transgressions intergénérationnelles, les traitements inhumains et dégradants ainsi que les mutilations génitales sont prohibés.»

Was die luxemburgische Strafgesetzgebung anbelangt werden Genitalverletzungen als Körperverletzungen bestraft.

3) Die Klagen der Opfer hinsichtlich der weiblichen Genitalverstümmelungen sind wie alle Klagen im Zuständigkeitsbereich der Polizei, Staatsanwaltschaft und Justiz.

4) Es sind im Moment keine Aufklärungskampagnen vorgesehen.

Question 0338 (21.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **regroupement des trois «Stroke-Units»:**

Zurzeit bestehen drei „Stroke-Units", um Patienten mit Hirnschlag zu behandeln (in Ettelbrück, Luxemburg und Esch-Alzette).

Bei der Vorstellung des OECD-Gesundheitsberichts „Panorama der Gesundheit 2009" stellte der Minister in Aussicht, dass die Kompetenzen gebündelt werden sollten und dass er sich vorstellen könnte, dass langfristig nur eine Einheit übrig bleiben werde (und zwar in Luxemburg). Da aber nach dem Motto „Zeit ist Gehirn" der Patient so schnell wie möglich behandelt werden muss, stellt sich die Frage nach der praktischen Umsetzung.

Hierzu möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

- Wie stellt der Minister sich den Transport eines in den ländlichen Regionen des Landes wohnenden Patienten, der einen Hirninsult (= Hirnschlag) erleidet, vor?

- Gibt es Statistiken, wie lange der Zeitraum zwischen dem Hirninsult und der Notaufnahme der Patienten in den verschiedenen Einheiten war?

- Wie viele Patienten wurden in den drei Stroke-Einheiten seit ihrem Bestehen behandelt?

- Wie groß sollte eine gemeinsame Stroke-Einheit sein, um alle Patienten des Landes zu betreuen?

Question 0358 (8.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **accidents vasculaires cérébraux:**

Eine Studie, die 2008 begonnen hat und bis 2011 läuft, befasst sich mit der Evaluierung der Schlaganfallversorgung in Luxemburg. Das CRP Studienzentrum sowie die Uni Luxemburg beteiligen sich an der Erforschung der Frage, wie die Qualität der Betreuung von Schlaganfallpatienten in der Akutphase ist und wie sich das Schlaganfallereignis auf das Leben der Patienten zu Hause auswirkt.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

- Sind bereits erste Schlussfolgerungen aus dieser Studie gezogen worden? Welche Verbesserungen können im Sinne einer besseren Versorgung und Betreuung bereits umgesetzt werden?

- Wie viel hat diese Studie bis heute gekostet?

- Haben die Stroke-Units in Luxemburg eine Aufnahmedisposition von 24 Stunden an 7 Tagen die Woche?

- Wie wird der Hirninsult hierzulande während des Transportes zur Klinik klinisch festgestellt? Sind die Rettungswagen mit der entsprechenden Diagnosetechnologie ausgerüstet? Gibt es Anweisungen an das Begleitpersonal der Ambulanzen bei einem Verdacht auf Schlaganfall direkt eine Klinik mit einer Stroke-Unit anzufahren?

Question 0360 (11.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **accidents vasculaires cérébraux - Données:**

Die Schlaganfallversorgung in Luxemburg wurde im jüngsten OECD-Bericht (Panorama der Gesundheit 2009) als verbesserungswürdig beschrieben.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

- Sind die von der OECD benutzten Daten repräsentativ?

- Wieso wurden für Luxemburg scheinbar ältere Daten verwendet (2002-2006)?

- Auf welchen Grundlagen wurden diese Gesundheitsdaten gesammelt?

- Existiert eine systematische Sammlung von AVC-spezifischen Daten?

- Wenn ja, wo sind diese zugänglich?

Réponse (20.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

In Bezug auf die Schlaganfallversorgung hat der ehrenwerte Abgeordnete mir innerhalb eines Monats drei parlamentarische Anfragen gestellt. Die vorliegende Antwort bezieht sich demnach auf sämtliche drei Anfragen.

Einleitend möchte ich festhalten, dass alle drei Stroke-units in Luxemburg während 24 Stunden an 7 Tagen der Woche funktionieren müssen.

Mir liegen keine Informationen vor, gemäß denen Patienten wegen Platzmangels nicht in einer Stroke-unit aufgenommen werden konnten.

Anlässlich der Vorstellung des OECD[7]-Gesundheitsberichtes habe ich mich geäußert, dass ich mir langfristig durchaus ein gemeinsames Kompetenzzentrum für den Schlaganfall vorstellen könnte, dies in Zusammenarbeit mit allen Spitälern.

Ein solches Kompetenzzentrum mit gemeinsamer Steuerung kann durchaus auch dezentral funktionieren.

Außer die in der „Carte sanitaire" (4. Ausgabe) aufgeführten Statistiken betreffend die Dauer des Zeitraumes zwischen dem Hirninsult und der Notaufnahme der Patienten in den verschiedenen Einheiten, sind mir keine anderen veröffentlichten Studien in diesem Zusammenhang bekannt.

In der oben erwähnten Veröffentlichung der OECD beruft dieselbe sich, was die Mortalitätsstatistiken anbelangt, auf die Datenbasis der Weltgesundheitsorganisation (WHO).

[7] Organisation for Economic Cooperation and Development

Auf Grund der von den Ärzten ausgestellten Sterbediagnosen überliefert die Direction de la Santé die entsprechenden Daten an die WHO.

Da ich davon ausgehe, dass die Sterbediagnosen korrekt ausgefüllt werden, gibt es für mich keinen Grund den repräsentativen Charakter der von der OECD benutzten Daten anzuzweifeln.

Aus den entsprechenden Tabellen in „Panorama der Gesundheit 2009" (ISBN 978-92-64-07556-6) geht (S. 23 + S. 125) hervor, dass für alle Ländervergleiche dieselben Referenzzeiten genommen wurden.

Zum jetzigen Zeitpunkt betrifft die rezenteste Publikation der Sterbedaten, die allen Ärzten zugestellt wird, das Jahr 2006.

Demnach muss davon ausgegangen werden, dass der OECD keine neueren Daten zur Verfügung standen.

Der ehrenwerte Abgeordnete erwähnt noch eine im Auftrag der Universität Luxemburg ausgeführte Studie, welche sich mit der Schlaganfallversorgung in Luxemburg befasst. Diese Studie wird in enger Zusammenarbeit mit unter anderem dem CRP-Santé und betroffenen Fachärzten durchgeführt. Sie wird erst 2011 abgeschlossen werden, sodass demnach bis jetzt noch keine Schlussfolgerungen gezogen werden können. Erste epidemiologische Erkenntnisse werden frühestens ab Ende 2010 verfügbar sein.

Der Fonds National de la Recherche (FNRS) hat 500.000 € für diese Studie bereitgestellt, von denen bis zum heutigen Zeitpunkt ungefähr drei Viertel investiert sind.

Question 0340 (22.12.2009) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **fermeture du CIPA à Mertzig:**

Il me revient que l'établissement public Servior envisage de fermer le Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) de Mertzig à court terme.

La construction d'une maison de retraite à Mertzig remonte aux années 1940, quand une villageoise a légué toute sa fortune à la commune de Mertzig avec la condition d'aménager «eine Kinderbewahrschule, eine Krankenpflege und ein Altersheim» dans sa maison. Le legs comprenait aussi les terrains agricoles avec le but de former un seul tenant avec la maison.

La commune avait accepté la donation, mais avait aliéné la maison à l'État en 1949 qui s'engageait de respecter les conditions de la donation. La maison de retraite a été inaugurée officiellement en date du 27 novembre 1952.

Le CIPA de Mertzig compte aujourd'hui 36 lits. La plupart des pensionnaires viennent de Mertzig et des alentours.

Pendant les dix dernières années, l'État s'est rendu acquéreur de trois maisons adjacentes en vue d'une extension de la maison de retraite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

- Est-il exact qu'une fermeture du CIPA à Mertzig sera envisagée à court terme?

- Est-ce que l'État n'entend pas respecter les conditions de la donation susmentionnée?

- Au cas où la maison de retraite serait fermée, quelle sera la future affectation de l'immeuble actuel et des maisons acquises par l'État en vue d'une éventuelle extension? Dans quelle structure les pensionnaires seront-ils alors transférés?

Réponse (21.1.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Renseignements pris auprès de la Direction de l'établissement public Servior, il n'est actuellement pas envisagé à court terme ni de transformer, ni de fermer le site du centre intégré pour personnes âgées de Mertzig.

L'établissement rend néanmoins attentif au fait qu'à moyen terme une réflexion sur l'orientation future du site, qui ne remplit guère les exigences des générations à venir en ce qui concerne avant tout le confort, s'impose.

À noter dans ce contexte que les termes de l'acte de donation dont fait état l'honorable Député remonte à 1949, donc vieux de plus de 60 ans et ne devraient plus jouer un rôle dans ces réflexions. En effet, il y a lieu de noter qu'en vertu des dispositions du droit commun une prescription de 30 ans est applicable.

Enfin, il m'importe d'informer qu'une partie des terrains, acquis par l'État, mais non encore définitivement affectés à l'établissement public Servior au moyen d'une modification de la loi portant création de l'établissement public, seront mis à la disposition d'un organisme œuvrant en faveur de personnes handicapées (Ligue HMC) pour y faire fonctionner un foyer de jour pour personnes handicapées.

Question 0342 (4.1.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **renouvellement de la traversée de Bockholtz:**

Depuis des lustres, la rue principale de Bockholtz près de Hosingen (CR324) se trouve dans un état déplorable, voire dangereux. Alors que le chemin repris 324 à proprement parler fut renforcé entre Hosingen et Wilwerwiltz il y a quelques années, la traversée de Bockholtz, quant à elle, ne fut pas mise en état. Point n'est besoin d'insister sur le fait que le CR324 relie Hosingen à la station de contrôle technique automobile (SNCT) de Wilwerwiltz et que tous les jours des centaines de véhicules de tout genre passent par cette localité, ce qui est à l'origine de graves problèmes de sécurité.

C'est pourquoi, je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les causes qui ont empêché jusqu'à cette date l'Administration des Ponts et Chaussées de mettre en œuvre le renouvellement de la traversée de Bockholtz?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur un éventuel projet de redressement du CR324 à l'intérieur de la localité en question tout en m'informant pour quand il entendra remédier à cette situation intenable?

Réponse (8.2.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler relative à la traversée de Bockholtz, il y a lieu de préciser que l'Administration des Ponts et Chaussées avait examiné à l'époque plusieurs variantes pour la réalisation d'un contournement de la localité de Bockholtz. Or l'idée d'un contournement avait été abandonnée en 2007/2008 et les services techniques des Ponts et Chaussées ont étudié le réaménagement de la traversée de Bockholtz au cours de l'année 2008. Le projet définitif a été élaboré en 2009 suite à l'autorisation environnementale imposant diverses adaptations pour réduire l'impact en zone verte.

Le projet définitif vient d'être approuvé de ma part et la mise en adjudication des travaux a été autorisée de sorte que le commencement des travaux pourra être prévu pour automne de l'année en cours.

Question 0343 (4.1.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **grippe A/H1N1 - Vaccins inutilisés:**

Le Ministère de la Santé français vient de lancer la revente de ses stocks de vaccins trop importants contre la grippe A/H1N1 aux pays qui en ont besoin. Dans sa réponse du 18 novembre 2009 à la question parlementaire N°190 (cf. compte rendu N°3/2009-2010), Monsieur le Ministre avait déclaré qu'à l'époque il était encore trop tôt de se déterminer sur cette question.

Selon des informations du journal «L'essentiel» le Luxembourg, qui avait commandé 700.000 vaccins dont 40.000 ont été utilisés pour l'instant, compterait, à l'instar de la Belgique, faire un don de 10% de son stock à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Partant, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions et dans quels délais s'effectuera ce don à l'OMS?

- À quelles fins seront gardés les autres 90% des quelque 660.000 vaccins en trop? Le Gouvernement envisage-t-il une revente des autres vaccins encore inutilisés à l'instar des autorités françaises?

Réponse (12.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Actuellement environ 50.000 doses de vaccin ont été utilisées.

Après négociation avec le producteur, GlaxoSmithKline vient de renoncer à la livraison et a fortiori à la facturation d'un tiers des doses commandées.

Les négociations avec l'OMS pour un don de vaccin sont encore en cours.

Le Luxembourg n'envisage pas de revendre du vaccin.

Les vaccins non utilisés seront gardés pour le cas où une nouvelle vague, plus sévère, apparaissait dans les mois à venir.

D'ailleurs, les deux composantes du vaccin (antigène + adjuvant) sont conditionnées séparément: l'adjuvant, la partie de loin la plus chère, peut être gardé au minimum quatre à cinq ans et pourra être utilisé avec tout nouveau virus pandémique. L'antigène, actuellement A/H1N1, a une durée de validité d'au moins 18 mois.

Question 0344 (5.1.2010) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **programme d'avion de transport militaire A400M:**

Selon des informations divulguées par la presse étrangère, le constructeur européen d'avions Airbus envisagerait d'abandonner son programme d'avion de transport militaire A400M en raison de dépassements des coûts très sensibles, estimés à plusieurs milliards d'euros.

Aussi, Airbus et sa maison mère, le groupe européen d'aéronautique et de défense EADS, négocieraient depuis plusieurs mois avec les Gouvernements des sept pays clients de l'avion afin de trouver une solution sur la poursuite du programme, notamment en demandant aux Gouvernements de s'investir davantage financièrement.

Étant donné que le Luxembourg, avec un appareil A400M en commande, fait partie des pays concernés par les évènements évoqués ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les informations relatées ci-dessus?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a été abordé, formellement ou non, par la société EADS ou sa filiale Airbus en vue de renégocier les termes du contrat d'achat ou sa participation au financement du programme A400M?

- Quelle est la position du Gouvernement face à une demande de renégociation du contrat en question? Est-ce que le Gouvernement est prêt à augmenter sa participation financière au programme A400M?

Réponse (9.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

Il est exact que des négociations sont en cours depuis avril 2009 entre les pays participant au programme A400M et Airbus, comme cela a d'ailleurs été mentionné lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères, européennes et de la Défense du 12 octobre 2009. Les négociations doivent être vues dans le cadre des retards accusés par le programme (le premier vol aurait dû avoir lieu en janvier 2008 et la première livraison vers la mi-2009) et les besoins de certains pays de pourvoir au remplacement dans les meilleurs délais de leurs flottes vieillissantes d'avions de transport militaire. En effet, la majorité de ces avions sont arrivés au terme de leur cycle de vie utile, phénomène encore aggravé par l'emploi intensif de ceux-ci sur les différents théâtres d'opérations.

Ces négociations portent dans le cadre du contrat existant tant sur des aspects techniques du projet que sur des questions de livraison. Airbus a de son côté fait savoir qu'il existait à ses yeux des besoins de financement supplémentaires pour mener à bien ce projet. Si du point de vue technique les discussions ont bien avancé, il n'y a pas encore d'accord à ce stade sur les questions financières, lesquelles font toujours l'objet de discussions.

En effet, par le passé, nombreux projets d'une telle envergure ont connu, lors de leur développement, des ajustements de prix liés entre autres aux risques inhérents à tout projet de cette nature.

L'ensemble du projet porte sur une commande de 180 avions. Le Luxembourg participe au projet A400M par l'intermédiaire de la Belgique. D'un point de vue contractuel, le partenaire d'Airbus est l'OCCAR (Organisation conjointe de coopération en matière d'armement) qui agit en tant qu'agent des nations. Vu la complexité des négociations et les implications budgétaires éventuelles, les États ont décidé de négocier directement avec l'industrie, le Luxembourg étant donc associé de manière étroite aux négociations en cours dans les différentes enceintes.

Le programme A400M est un projet pour les années à venir qui répond à un besoin réel, que ce soit dans le domaine du transport militaire ou encore humanitaire et pour lequel il n'existe pas d'équivalent sur le marché.

Il constitue par ailleurs un élément essentiel de l'Europe de la défense et un enjeu technologique de première importance pour l'industrie aéronautique européenne.

Les négociations avec l'industrie sont toujours en cours avec pour objectif de trouver un accord début février. La décision éventuellement retenue sera une décision de tous les participants au programme. De l'avis des experts, ce programme offre, malgré les difficultés actuelles, un rapport coût-efficacité très intéressant.

Comme l'a indiqué le Premier Ministre lors de sa conférence de presse du 15 janvier dernier, le Luxembourg poursuivra sa participation au projet même si cela signifie une contribution financière supplémentaire dont le montant est actuellement encore en négociation.

Question 0345 (6.1.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **projet d'avion de transport militaire A400M:**

Selon des sources internes à Airbus, citées par le «Financial Times Deutschland», le président du groupe aéronautique, Thomas Enders, préparerait l'abandon du projet d'avion de transport militaire A400M en raison du manque de soutien des pays acquéreurs de l'appareil. Cet abandon serait envisagé si les Gouvernements européens ne prenaient pas à leur charge une part plus élevée des surcoûts liés à son développement, surcoût qui demanderait une rallonge de 5,3 milliards d'euros.

Airbus n'entend pas compromettre ses activités civiles pour sauver l'A400M. Le financement fait actuellement l'objet de négociations serrées entre les Gouvernements européens partenaires et EADS, maison mère d'Airbus. Le Luxembourg est un des huit pays ayant fait une commande dans le cadre de ce projet d'avion de transport militaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelle est l'attitude du Luxembourg dans les négociations avec EADS?

- Le Luxembourg serait-il disposé à débourser davantage pour sa commande? Dans l'affirmative, jusqu'à quelle hauteur?

- Le Luxembourg serait-il disposé à diminuer sa commande? Dans l'affirmative, jusqu'à quelle hauteur?

- Le Luxembourg envisage-t-il de résilier sa commande, ensemble avec les six autres pays de l'OTAN acquéreurs de l'appareil?

Réponse (9.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

Les négociations sont en cours depuis avril 2009 entre les sept pays participant au programme A400M et Airbus, suite aux retards accusés par le programme. En effet, le premier vol aurait dû avoir lieu en janvier 2008 et la première livraison vers la mi-2009. Or, le premier vol n'a eu lieu qu'en décembre 2009. Ces retards sont significatifs dans le cadre des négociations en cours vu les besoins de certains pays de pourvoir au remplacement dans les meilleurs délais de leurs flottes vieillissantes d'avions de transport militaire, qui arrivent au terme de leur cycle de vie utile, notamment suite à l'emploi intensif des avions sur les différents théâtres d'opérations.

D'un point de vue formel, le partenaire d'Airbus est l'OCCAR (Organisation conjointe de coopération en matière d'armement) qui a signé le contrat originaire au nom des États A400M avec l'industrie. Les États ont cependant jugé utile à ce stade de négocier directement avec Airbus. Dans la phase actuelle de la négociation, le Luxembourg est associé de manière étroite à ces discussions et étudie, ensemble avec les six autres pays concernés, les différentes propositions et argumentations présentées par EADS pour justifier les modifications techniques du projet, la question de la livraison ainsi qu'une éventuelle augmentation de prix.

Les discussions techniques avec EADS ont bien avancé, mais les négociations se poursuivent toujours, maintenant au niveau des Secrétaires d'État, sur les questions financières du programme. L'expérience montre que nombreux projets d'une telle envergure connaissent lors de leur développement des ajustements de prix liés entre autres aux risques inhérents à tout projet de cette nature. Par conséquent, le Luxembourg - et l'ensemble des pays A400M - serait disposé à débourser davantage pour l'acquisition de son avion de transport militaire A400M. À noter que de l'avis des experts, ce programme offre, malgré les difficultés actuelles et une augmentation de prix éventuelle, un rapport coût/efficacité très intéressant.

L'ensemble du projet porte sur une commande de 180 avions. Le Luxembourg a commandé un avion A400M par l'intermédiaire de la Belgique, qui a commandé à son tour sept avions pour couvrir ses propres besoins nationaux. La diminution du nombre d'avions commandés est donc un scénario qui ne saurait être envisagé par le Luxembourg.

Comme l'a indiqué le Premier Ministre lors de sa conférence de presse du 15 janvier dernier, le Luxembourg poursuivra sa participation au projet même si cela signifie une contribution financière supplémentaire dont le montant est actuellement encore en négociation.

Le programme A400M est un projet pour les années à venir qui répond à un besoin réel, que ce soit dans le domaine du transport militaire ou encore humanitaire et pour lequel il n'existe pas d'équivalent sur le marché. Il constitue par ailleurs un élément essentiel de l'Europe de la défense et un enjeu technologique de première importance pour l'industrie aéronautique européenne. Dans ce sens, une résiliation du contrat par l'ensemble des pays A400M semble improbable, mais elle reste théoriquement possible dans le cadre du contrat actuel - lorsque le programme a accusé des retards considérables et que les Nations auraient pu résilier le contrat, il a été décidé de commun accord d'entamer les négociations en cours, sans que cela porte préjudice au droit de résiliation des Nations, qui a été sauvegardé jusqu'au 31 mars 2010.

Question 0346 (6.1.2010) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **réseau sous-marin de lignes électriques à haute tension:**

Le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung» relate dans son édition du 5 janvier 2010 l'intention d'un groupe de pays dont feraient partie l'Allemagne, l'Angleterre, le Danemark, les Pays-Bas, l'Irlande, le Luxembourg et la Norvège de mettre en place un réseau sous-marin de lignes électriques à haute tension permettant de relier entre eux les parcs éoliens de la mer du Nord, les marémotrices sur les côtes belges et danoises ainsi que les parcs éoliens et solaires sur le continent européen.

L'installation de ce réseau devrait se faire au cours des dix prochaines années et s'élèverait à un montant global de 30 milliards d'euros. Ce projet aurait pour objectif d'assurer une alimentation continue en énergie malgré les aléas météorologiques et permettrait de développer sur une période relativement courte le contingent en énergies renouvelables au sein de l'Union européenne.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations reprises ci-dessus? Dans l'affirmative, quelle serait la contribution luxembourgeoise à ce projet?

- Quels avantages le Luxembourg pourrait-il tirer de la participation à la mise en place de ce réseau?

Réponse commune (8.2.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En marge du Conseil Énergie le 7 décembre 2009 à Bruxelles, les Ministres du Forum Pentalatéral, composé des pays du Benelux, de la France et de l'Allemagne ainsi que les Ministres britannique, suédois, danois et irlandais ont signé une déclaration politique sur les actions à prendre dans le contexte du développement de parcs éoliens en mer du Nord ainsi que de leur intégration dans le réseau électrique interconnecté européen. Cette initiative a été initiée par les Ministres de l'Énergie du Forum Pentalatéral, qui, depuis 2005, traite des questions de sécurité d'approvisionnement et d'interconnexion dans le secteur de l'électricité. Par la signature de la déclaration politique le domaine d'activité du Forum a été étendu aux énergies renouvelables. Notons que le Luxembourg est un des pays fondateurs du Forum Pentalatéral.

La déclaration politique insiste notamment sur

- la nécessité d'identifier les ambitions nationales en matière de développement des énergies renouvelables offshore;

- la définition d'infrastructures d'accueil de l'électricité produite;

- la coordination du développement des infrastructures de transport électrique offshore et onshore.

Elle instaure un groupe de travail composé de tous les acteurs concernés qui préparera dès janvier 2010 un plan d'action stratégique dans le but de coordonner le développement des parcs éoliens offshore en mer du Nord et de définir les actions nécessaires au niveau des réseaux d'interconnexion d'électricité dans les pays concernés.

Une implication du Luxembourg dans ces discussions est importante en raison de sa situation géographique par rapport aux infrastructures de transport. Le fait que le Luxembourg devra recourir en partie aux mécanismes de flexibilité pour réaliser son objectif en matière d'énergies renouvelables de 11% jusqu'en 2020 rend en outre utile et nécessaire l'implication du pays dans ces discussions stratégiques.

Au stade actuel, l'impact financier pour le Luxembourg n'est pas défini.

Reste à noter qu'une première réunion des responsables aura lieu le 3 février 2010, suivie d'une réunion à haut niveau le 9 février 2010.

Question 0348 (5.1.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **autopsies de deux ressortissants étrangers tués dans la nuit de la Saint-Sylvestre:**

Dans la nuit de la Sainte-Sylvestre deux jeunes ressortissants étrangers ont été tués dans le quartier de la gare à Luxembourg-Ville. Il me revient par voie de presse que l'autopsie, qui avait été ordonnée, n'aurait été faite que quatre jours plus tard, le lundi 4 janvier.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Intérieur et de la Santé:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés par la presse? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les raisons de ce retard?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des précisions sur les délais dans lesquels une autopsie judiciaire est en règle générale effectuée?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si de tels retards ne risquent pas d'entraver les enquêtes policières qui doivent s'appuyer sur les résultats de l'autopsie?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les dispositifs qu'ils entendent mettre en place afin de réduire les délais pour les autopsies judiciaires?

Réponse (9.2.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Dans le cas auquel se réfère l'honorable Parlementaire l'autopsie n'a effectivement été effectuée que le 4 janvier 2010 alors que normalement les autopsies sont faites dès le lendemain par un médecin légiste.

Le juge d'instruction a essayé dès le 1er janvier 2010 de contacter les permanences des deux instituts médico-légaux sans qu'il ait cependant été possible de joindre un médecin-légiste.

En l'espèce le retard de l'autopsie n'a pas retardé l'enquête vu qu'il était évident dès le début qu'on se trouvait en présence d'une mort provoquée par un tiers. L'auteur des faits était d'ailleurs également identifié dès le 2 janvier 2010. Preuve en est que le juge d'instruction a émis dès le 2 janvier 2010 un mandat d'arrêt international à l'encontre de Monsieur Simon René Dacougna.

Les autorités judiciaires ont signalé l'incident aux responsables des instituts médico-légaux qui, tout en expliquant l'incident par les jours fériés de fin d'année, ont admis le fonctionnement insatisfaisant de leurs services.

Question 0352 (6.1.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**absentéisme depuis l'introduction du statut unique:**

Lors de la dernière heure de questions en date du 15 décembre 2009, j'avais posé plusieurs questions à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale concernant l'évolution du taux d'absentéisme depuis l'introduction du statut unique.

Étant donné que certains éléments de ces questions restent à élucider, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du taux d'absentéisme depuis l'introduction du statut unique?

- Quelles mesures ont été mises en pratique entre-temps en vue d'un contrôle plus effectif de l'absentéisme abusif de salariés transfrontaliers? Est-ce qu'une collaboration plus étroite avec les autorités de contrôle de nos pays voisins a été mise en œuvre?

Réponse (15.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En ce qui concerne l'évolution du taux d'absentéisme depuis l'introduction du statut unique on peut constater, sur base des neuf premiers mois de l'année 2009, un taux d'absentéisme de 3,2%. Ce taux est légèrement inférieur à celui de l'année 2008, qui était de 3,3%. Globalement entre 2006 et 2009, le taux est relativement stable autour de 3,2%.

En ce qui concerne le contrôle de l'absentéisme de travailleurs frontaliers, les études entreprises à la demande du groupe de haut niveau, institué afin d'assurer le suivi de l'absentéisme, ne permettent actuellement pas d'aboutir à la conclusion que l'absentéisme auprès des travailleurs frontaliers serait plus abusif que celui des travailleurs résidents. Toujours est-il que le contrôle des travailleurs frontaliers en congé de maladie a fait l'objet de négociations bilatérales avec les autorités compétentes de nos pays voisins. La coopération en matière de contrôle et, notamment en cas de contrôle des arrêts de travail sera significativement renforcée par

- un soutien des institutions de sécurité sociale étrangères aux actions de contrôle effectuées par la Caisse nationale de santé,

- la possibilité pour les agents luxembourgeois d'être présents lors de contrôles effectués sur le territoire étranger,

- la faculté pour la Caisse nationale de santé de demander à l'institution compétente étrangère d'effectuer les contrôles nécessaires,

- la possibilité pour la Caisse nationale de santé de mandater un médecin de son choix exerçant sur le territoire étranger d'effectuer une visite de contrôle au domicile du salarié pour s'assurer de la justification d'un arrêt de travail.

Les mesures de contrôle ci-avant ont été retenues dans le texte arrêté avec la France, qui sera signé prochainement avant d'être soumis à la ratification parlementaire.

L'accord dégagé avec la France permettra une conclusion rapide d'un accord similaire avec la Belgique.

Question 0354 (7.1.2010) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **pratique des «rulings» au sein de l'Administration des Contributions directes:**

Lors des plaidoiries dans le cadre du procès récent concernant un agent de l'Administration des Contributions directes la pratique du «ruling» au sein de ladite administration a été affirmée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Dans quel contexte la pratique des rulings a été utilisée par l'Administration des Contributions? De quel type de ruling s'agit-il?

- Quel est l'impact de ces rulings?

- Comment ces rulings s'inscrivent dans le cadre légal existant au Luxembourg?

Réponse (3.2.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La pratique administrative permet aux fonctionnaires de fournir des renseignements qui lient l'Administration des Contributions directes sur l'incidence fiscale de situations de fait circonscrites avec précision (bindende Auskünfte/Zusagen). Il s'agit par conséquent d'un moyen pour informer le contribuable de l'application et de l'interprétation concrètes de la loi fiscale à une situation donnée. D'après une note de service du directeur des Contributions, le bureau d'imposition peut, mais n'est pas obligé de fournir aux contribuables ou à leurs mandataires des renseignements sur des cas d'imposition concrets. Les renseignements fournis ne lient le bureau d'imposition d'après la règle de la bonne foi que si la situation de fait qui s'est réalisée ultérieurement ne diverge pas de la situation de fait à la base des renseignements fournis, et cesseront de produire leurs effets si les prescriptions légales sur lesquelles se fondent les

renseignements fournis, sont modifiés. Les renseignements à l'effet de lier le bureau d'imposition ne sont pas fournis dans les cas où la préoccupation d'obtenir un avantage fiscal est le souci primordial.

Ladite pratique administrative des décisions anticipées permet ainsi, et à l'instar de ce qui se fait dans nombre d'autres États, de répondre au souci légitime de sécurité juridique, notamment dans des cas d'espèce où sont engagés d'importants moyens financiers pour une série d'années d'imposition.

Question 0355 (7.1.2010) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **taxe sur les bonus des banques au Royaume-Uni:**

La presse s'est fait ces derniers jours l'écho de l'intention de la banque d'affaires Goldman Sachs de déménager à l'étranger une partie de ses activités londoniennes. En effet, le Royaume-Uni entend instaurer une taxe sur les bonus 2009 des banques qui les contraindra à payer au fisc l'équivalent de 50% des primes dépassant 27.500 euros.

Dans ce même ordre d'idées, la presse vient aussi de relater que la Deutsche Bank entend faire supporter cette charge fiscale par le groupe entier de la Deutsche Bank afin de ne pas pénaliser les banquiers londoniens par rapport aux autres employés de la banque, intention qui a suscité de vives réactions au niveau des représentations syndicales.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire comment le Luxembourg se positionne face à la décision du Royaume-Uni d'instaurer une telle taxe?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas aussi de l'avis que les intentions de délocalisation de certaines activités bancaires de Londres vers d'autres centres financiers pourraient constituer une opportunité pour le Luxembourg d'attirer, moyennant promotion adéquate et création, le cas échéant, d'un cadre législatif approprié, de nouvelles affaires au Luxembourg, notamment dans le domaine des opérations de type back office liées aux opérations du «investment banking»?

- Monsieur le Ministre ne voit-il pas là d'une manière générale une opportunité pour attirer de nouvelles activités financières au Luxembourg?

Réponse (11.2.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement fait des efforts permanents, tant par des missions de promotion que par de nombreux entretiens individuels, pour présenter aux responsables des entreprises financières internationales les atouts de la place financière et de l'économie luxembourgeoises.

La compétitivité de notre place financière se caractérise par le cadre juridique particulièrement développé et le caractère international de ses produits et services. La crise financière a secoué toutes les places financières et les mesures qui sont prises par l'une ou l'autre d'entre elles pour rétablir la confiance dans les banques doivent être respectées en tant que telles.

La stratégie que le Gouvernement poursuit pour promouvoir notre place financière se conçoit à un double niveau. En interne, le Gouvernement est dans un dialogue constant avec les acteurs de la place financière pour développer le cadre juridique qui permet à notre place financière de rester le pilier pivotal de notre économie, de par sa diversification, de par sa flexibilité à s'adapter aux besoins actuels et au-delà, de par la haute qualité de ses produits. Vers le monde extérieur, la stratégie du Gouvernement est de poursuivre avec détermination l'établissement de synergies avec de nouveaux marchés - et mes récentes visites en Asie et au Moyen-Orient - en sont la preuve. Avec «Luxembourg for Finance» cette stratégie sera en permanence adaptée aux besoins que nous identifions et aux opportunités qui se présenteront.

Question 0356 (7.1.2010) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant les **subsides accordés au Conservatoire du Nord:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°171 du 5 octobre 2009 (cf. compte rendu N°6/2009-2010) au sujet des subsides accordés par le Ministère de la Culture en 2008, Madame la Ministre a ajouté en annexe des listes reprenant les conventions conclues entre son Ministère et des associations ou établissements et les subventions financières allouées dans le cadre de ces conventions ou de projets divers. Sur ces listes figurent aussi bien le Conservatoire de la Ville de Luxembourg que le Conservatoire da la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Dans ce cadre, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture:

- Est-ce qu'une convention a également été conclue entre le Ministère de la Culture et le Conservatoire du Nord?

- Si oui, quel est le montant des subventions financières accordées en 2008 au Conservatoire du Nord? Si aucun subside n'a été alloué au Conservatoire du Nord, quelles en sont les raisons?

Réponse (8.2.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question parlementaire du 7 janvier 2010 de l'honorable Député M. Camille Gira concernant une participation financière aux frais de fonctionnement du Conservatoire du Nord, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes:

En vertu d'une convention que j'ai signée, en date du 1er décembre 2009 avec le Syndicat intercommunal des Villes de Diekirch et d'Ettelbruck représentant le «Conservatoire du Nord», mon Ministère a liquidé, sur l'exercice budgétaire 2009, les deux premières tranches des 50.000.- € prévus dans la convention, à savoir les sommes de 20.000.- € et de 25.000.- €. Il est entendu que, selon l'article 4 de la convention, le solde sera versé «après approbation par l'État des rapports visés à l'article 5» (rapport annuel etc.), disposition identique à toutes les conventions.

L'article 1 prévoit que cette convention, «sauf résiliation par lettre recommandée envoyée par l'une ou l'autre des parties contractantes au moins deux mois avant l'échéance, (...) est tacitement reconduite pour des périodes annuelles allant du 1er janvier au 31 décembre.»

Par ailleurs, je voudrais informer l'honorable Député que l'article budgétaire 02.0.43.005 du budget de l'État pour l'exercice 2010 prévoit également la somme de 50.000.- € comme «participation de l'État aux frais de gestion du conservatoire du Nord».

Question 0359 (8.1.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **fermeture annoncée de la brasserie de Diekirch - coût de l'eau et revalorisation du site:**

Il ressort de plusieurs articles de presse que la Brasserie de Luxembourg a l'intention de transférer sa production du site de Diekirch vers la Belgique.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les motifs de ce transfert de la production de la Brasserie de Luxembourg? Est-ce que la hauteur du prix de l'eau, et plus particulièrement des eaux usées, qui constitue un facteur de production essentiel pour une brasserie, a été une des raisons?

- Est-ce que l'État envisage la revalorisation du site de la brasserie, qui pour le futur développement de la Ville de Diekirch est d'une importance stratégique éminente, afin d'y permettre la création de nouveaux emplois?

Réponse (12.2.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a été informé de l'intention de la Brasserie de Luxembourg, filiale de la société AB-Inbev, de discuter du transfert de ses activités de production de bière sur le site de Diekirch vers la Belgique et d'externaliser une partie de ses activités logistiques.

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur n'a pas connaissance d'informations que la hauteur du prix de l'eau et de l'évacuation des eaux usées auraient été à l'origine des intentions de transfert des activités.

Quelle que soit l'issue de ce dossier que le Gouvernement continue de suivre avec la plus grande attention, l'affectation du site en question doit s'inscrire dans le respect des réglementations d'aménagement du territoire et d'urbanisme en vigueur.

En tout état de cause, et contrairement aux auteurs de la question, le Gouvernement refuse de considérer à l'heure actuelle la délocalisation comme une solution incontournable.

Question 0361 (11.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **grippe A/H1N1 - «Triangle d'or thérapeutique»:**

Verschiddenen Informatiounen no huet d'Pharmaindustrie bei der Risikobewäertung an dem Ausschaffe vun der Strategie géint déi sougenannt Schwéngsgripp kräfteg nogehollef. Schlëmmer nach: D'Gesondheetskommissioun vum Europaparlament huet dësen Informatiounen no eestëmmeg eng Enquête verlaangt, fir opzeklären, ob a wéi wäit déi politesch Décideuren duerch Meenungsmanipulatioun op d'Äis gefouert gi sinn. Et geet Rieds vun engem „triangle d'or thérapeutique" tëschent der Pharmaindustrie, Fonctionnairë vun der Weltgesondheetsorganisatioun a wëssenschaftleche Fuerscher, déi net virdrun zréckgeschreckt wären, fir aus Profitgier d'Gesondheet a souguer d'Liewe vun de Leit op d'Spill ze setzen.

Virun dësem Hannergrond géif ech gären dës Froen un lech riichten:

- Huet d'Regierung Informatiounen, déi dëse Verdacht bestätegen, a wa jo, wat fir eng?

- Op wat fir enger wëssenschaftlecher Basis huet d'Regierung hir Risikoaschätzung a Saache Schwéngsgripp virgeholl?

- Huet de Minister Indikatiounen, datt och zu Lëtzebuerg Lobbyaarbecht am Sënn vun der Pharmaindustrie gemaach ginn ass, fir déi politesch Décisiounen, besonnesch wat d'Bestellung vun Impfstoff ubelaangt, ze beaflossen?

Réponse (12.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Ech hu keng Informatiounen, déi dem éierewäerten Deputéierte säi Verdacht géife bestätegen.

D'Regierung huet hir Risikoaschätzung op därselwechter wëssenschaftlecher Basis geholl wéi all déi aner Länner och, an zwar haaptsächlech op d'Publikatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun (OMS), dem Europäeschen Zenter fir Krankheetsvirbeugung a -kontroll (ECDC), den amerikanesche Centers for Disease Control (CDC) souwéi vun alle seriöse wëssenschaftlechen Zeitunge publizéierten Artikelen.

Weder mäi Ministère nach meng Mataarbechter waren iergendengem Lobbying vun der Pharmaindustrie ausgesat, fir Vaccinen ze kafen. Vu dass mir hei am Land keng Pharmaindustrie, an deemno also och kee Produzent vu Vaccin hunn, war an ass et ons an éischter Linn dru geleeën, alles ze maachen, fir onser Populatioun am Fall vun enger Pandemie deen néidege Vaccin zouzesécheren. Duerfir hu mir och esou fréi wéi méiglech d'Vaccine bestelle mussen.

Question 0362 (11.1.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **réaménagement de la traversée du «Préizerdaul» (N12):**

Depuis des années, la traversée du «Préizerdaul» (localités de Bettborn, de Platen et de Pratz), qui relie entre autres Ettelbruck à Redange, se trouve dans un état déplorable, ce qui n'est pas sans susciter des regrets, voire des critiques de la part des utilisateurs les plus divers et des habitants résidant le long de cette voie routière. À en croire les dires de certaines personnes, l'Administration des Ponts et Chaussées se proposerait de procéder à un nouvel aménagement de la traversée en question après le congé collectif hivernal.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces dires et fournir des précisions concernant un éventuel projet de réaménagement de la traversée du «Préizerdaul» (N12)? À quelle date les travaux pourraient-ils débuter au plus tard? Quelle est la durée estimée du chantier?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'indiquer d'autres projets d'infrastructure routière programmés dans les communes du canton de Redange au cours de l'année 2010?

Réponse (8.2.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler au sujet du réaménagement futur de la traversée du «Préizerdaul» (N12), respectivement d'autres projets d'infrastructure routière dans le canton de Redange, il y a lieu de préciser que le projet de réaménagement de la route N12 dans la traversée de Préizerdaul comporte deux lots. La procédure d'adjudication du premier lot a été finalisée fin 2009 et le début des travaux est imminent. Quant à la durée des travaux, elle est estimée à 240 jours ouvrables.

L'avant-projet du 2e lot est en élaboration et il est prévu que les chantiers puissent s'enchaîner.

Actuellement, les projets suivants sont en cours d'élaboration, parmi d'autres, sur le réseau routier du canton de Redange:

- mise en état du CR304 «rue de Beckerich» à Redange,

- aménagement de la N8 à Saeul,

- redressement de la N12 entre Grosbous et Hierheck,

- réaménagement du CR345 dans la traversée de Dellen,

- réaménagement du CR116 dans la traversée de Schandel,

- réaménagement du CR303 dans la traversée de Folschette,

- redressement du CR306B entre Rindschleiden et Brattert et

- redressement du CR311A entre Wolwelange et Perlé.

Les deux chantiers suivants vont démarrer, dès que les conditions climatiques le permettront:

- redressement de la N22 d'Everlange à Useldange, et

- redressement de la N22 d'Useldange à Boevange.

Quant à la programmation des chantiers, il s'avère difficile d'avancer un planning exact, étant donné que l'exécution des projets dépend souvent des disponibilités budgétaires, aussi bien étatiques que communales, de l'octroi des autorisations requises et de la disponibilité des emprises nécessaires.

Question 0363 (11.1.2010) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant l'**indice de corruption de l'organisation Transparency International:**

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés je souhaite poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Économie Jeannot Krecké au sujet de l'in-

dice de corruption de l'organisation Transparency International récemment publié et qui retient que le Luxembourg occupe le rang 12, ce qui fait une performance plus ou moins moyenne parmi les pays de l'Europe.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre sur quelle base cet indice est-il établi et ce qui définit la position du Grand-Duché.

- Si cet indice se définissait sur base de sondages, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire qui sont les personnes ou les institutions ou entreprises sondées? L'indice de corruption parle-t-il de tous les secteurs privés et publics confondus ou vise-t-il un secteur bien particulier, des entreprises privées ou les institutions publiques?

- Quelle valeur renferme cet indice aux yeux de Monsieur le Ministre et quelle est l'action gouvernementale ou l'action privée pour améliorer la situation du Luxembourg?

Réponse (3.2.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député fait référence au rapport que TRANSPARENCY INTERNATIONAL vient de publier concernant l'édition 2009 de son index de perception de la corruption. Cet indice composite mesure le degré de corruption perçu dans le secteur public. Il est calculé à partir d'informations issues d'enquêtes auprès d'experts et auprès de décideurs d'entreprises.

Comme il ressort du tableau publié sur le site de TRANSPARENCY INTERNATIONAL (www. transparency.org) et versé en annexe le calcul de l'indice de perception pour l'année 2009 pour le Luxembourg s'est basé sur six études à savoir un rapport EIU du Country Risk Service and Country Forecast by Economist Intelligence Unit, un rapport GI du Global Risk Service by IHS Global Insight, deux rapports IMD World Competitiveness Report by the Institute for Management Development et un rapport WEF du World Economic Forum.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL se base sur des sources de données et des rapports publiés au courant des deux dernières années.

Le Gouvernement luxembourgeois accorde une importance certaine au phénomène de la corruption et à la perception de ce phénomène par le public. Ainsi la législation luxembourgeoise est adaptée de façon régulière aux textes et développements internationaux.

On peut citer à titre d'illustration la mise en place en 2008 du comité de prévention de la corruption (COPRECO) au sein duquel tous les ministères sont représentés et qui est chargé notamment:

- de rechercher et de proposer des mesures appropriées et nécessaires à une lutte efficace contre le phénomène de la corruption suivant une approche globale et multidisciplinaire tant au niveau national qu'international dans le secteur public et dans le secteur privé,

- contribuer à la diffusion d'informations relatives à la lutte contre la corruption, notamment en soutenant la publication de documents y relatifs et en organisant ou en soutenant l'organisation de formations, séminaires ou autres événements similaires.

À noter que le Conseil de Gouvernement a approuvé le 8 janvier 2010 le projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification

1. du code du travail,

2. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,

3. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

4. du Code d'instruction criminelle et

5. du Code pénal.

Ce projet de loi introduit notamment une protection générale des donneurs d'alerte qui dénoncent des faits de corruption ou de prise illégale d'intérêts dans le secteur public ou privé.

Les efforts du Gouvernement en matière de lutte contre la corruption sont continus.

Question 0365 (11.1.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **Brasserie de Luxembourg:**

La Brasserie de Luxembourg, qui fait partie du groupe AB Inbev, a annoncé son intention de fermer la Brasserie de Diekirch et d'externaliser une partie de ses activités logistiques vers un partenaire spécialisé dans la distribution.

Dans le contexte de cette annonce, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- La Brasserie de Luxembourg a-t-elle profité d'aides ou de subventions étatiques quelconques (aides à l'investissement, crédits d'équipement etc.) au cours des dernières années?

- Si oui, quels sont les montants versés respectivement l'origine de ces subventions (SNCI, Ministère des Classes moyennes, de l'Économie etc.)?

- Le Gouvernement envisage-t-il de demander le remboursement de ces dernières?

Réponse (12.2.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant la Brasserie de Diekirch, je puis vous communiquer l'information ci-après:

Au cours des cinq dernières années, la Brasserie de Luxembourg n'a pas bénéficié d'aides étatiques au titre des instruments financiers appelés à encourager l'investissement, la recherche-développement ou encore la protection de l'environnement dont le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre des Finances assurent l'application.

Question 0368 (12.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **capacité d'accueil du «Fraenhaus»:**

Gewalt in der Familie ist ein lange tabuisiertes Problem. In den meisten Fällen sind Frauen und Kinder die Opfer von gewalttätigen Männern. Oft ist die Flucht in ein Frauenhaus der letzte Ausweg aus dieser Situation. Mir wurde in jüngster Vergangenheit jedoch gemeldet, dass die Aufnahmekapazität der Frauenhäuser ausgeschöpft wäre und betroffene Frauen immer öfter abgewiesen und wieder nach Hause geschickt würden.

In diesem Zusammenhang möchte ich der Frau Ministerin folgende Fragen stellen:

1. Kann die Ministerin mir bestätigen, dass die Aufnahmekapazität der Frauenhäuser ausgeschöpft ist und keine Frauen mehr aufgenommen werden können?

2. Wie viele Frauen mit und ohne Kinder leben zurzeit in den verschiedenen Häusern?

3. Wie lange ist die durchschnittliche Verweildauer der Frauen in den Frauenhäusern?

4. Was will die Ministerin unternehmen, um genügend Raum für gefährdete Frauen zur Verfügung zu stellen?

Réponse (12.2.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

1) Die Aufnahmekapazitäten der Frauenhäuser sind, logischerweise, nicht immer voll ausgeschöpft, da regelmäßig Frauen, mit oder ohne Kinder, das Frauenhaus wieder verlassen. Gemäß dem großherzoglichen Reglement „Règlement grand-ducal du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants" über unter anderem die Aufnahmekriterien in den Frauenhäusern haben Frauen, die Gewalt erlebt haben oder schwanger sind, Priorität. Es gibt Momente wo keine freien Plätze außer den Notbetten vorhanden sind. Zu anderen Momenten sind freie Plätze verfügbar. Um auf die Not der gefährdeten Frauen hauptsächlich im Süden des Landes einzugehen, kamen in dieser Region in den letzten zwei Jahren 16 zusätzliche Betten für acht Frauen mit Kindern hinzu.

2) Am 15. Januar 2010 lebten zwölf Frauen ohne Kinder, 45 Frauen mit Kindern und 60 Kinder (30 Jungen und 30 Mädchen) in den Frauenhäusern. Diese Zahl beinhaltet nicht die Zahl der Frauen, die in den betreuten Wohnungen außerhalb der Frauenhäuser leben, sowie das „foyer d'accueil et de dépannage" für jugendliche Mädchen.

In den letzten Jahren hatten wir in den Frauenhäusern im Jahresdurchschnitt eine Besetzungsrate von 92%. Die meisten Zimmer in den Frauenhäusern sind mit wenigstens zwei bis drei Betten ausgerichtet. Hier können entweder zwei Frauen untergebracht werden oder aber eine Frau mit einem bis zwei Kindern.

3) Im Jahre 2009 war die Verweildauer in den Frauenhäusern, die betreuten Wohnungen nicht inbegriffen, bei 106 Frauen weniger als ein Monat, bei 33 Frauen zwischen einem und drei Monaten, bei 31 Frauen zwischen drei und sechs Monaten, bei 24 Frauen zwischen sechs und neun Monaten, bei neun Frauen zwischen neun und zehn Monaten und bei neun Frauen mehr als ein Jahr.

4) Die Studie des Europarates aus dem Jahre 2008 mit dem Titel „Combattre la violence à l'égard des femmes: standards minimum pour les services d'assistance" empfiehlt folgende Minimumstandards:

«Les foyers d'accueil sont les seuls services d'assistance pour lesquels les instruments européens fixent un standard minimum, à savoir une place ou «place familiale» pour 7.500 à 10.000 habitants.»

Bei einer Zahl von 474.000 Einwohnern wären das für Luxemburg zwischen 47,5 und 63,20 Plätze. Luxemburg verfügt derzeit über 136 Plätze für Frauen und Kinder in den Frauenhäusern. 2009 waren 75% der Frauen wegen Gewalt in diesen Strukturen.

Gemäß den Empfehlungen des Europarates verfügt Luxemburg über genügend Raum für gefährdete Frauen und hat die meisten Plätze in Europa.

Question 0370 (12.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **traitement médical à l'étranger:**

Il semble que le nombre de patients, résidant au Luxembourg mais qui ont l'intention de suivre un traitement médical à l'étranger sur ordonnance de médecins spécialistes exerçant au Luxembourg, va croissant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de demandes de prise en charge afférentes ont été adressées à la Caisse nationale de Santé pendant l'année écoulée?

- Est-ce que la CNS a pu constater une augmentation des demandes par rapport aux exercices des années précédentes?

- Quelles sont les spécialités auxquelles les patients ont le plus de recours pour un traitement à l'étranger?

- Ce recours à des médecins à l'étranger résulte-t-il du fait que ces spécialités ne sont pas exercées au Luxembourg ou bien y a-t-il un manque d'infrastructures adéquates voire défaut de médecins ayant des compétences dans ces domaines?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour pallier à ces déficits?

- Combien de patients étrangers ont été traités au Luxembourg en 2009 suite à une demande d'autorisation établie par un médecin spécialiste étranger? De quels traitements s'agissait-il?

Réponse (12.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Monsieur le Député s'est adressé au Ministre de la Santé dans une matière qui relève du département ministériel de la Sécurité sociale. C'est dès lors en ma qualité de Ministre de la Sécurité sociale que je réponds à la présente question.

En 2009, la Caisse nationale de Santé a traité 17.471 demandes d'autorisation de transfert à l'étranger.

Le nombre de demandes d'autorisation à traiter par la CNS reste plus ou moins stable. En 2008, la CNS a été amenée à traiter 17.847 demandes d'autorisation contre 17.280 en 2007.

En ce qui concerne les traitements qui font le plus souvent l'objet de demandes d'autorisation de traitement à l'étranger figurent en premier lieu la rhumatologie avec 3.125 demandes, suivis de l'ophtalmologie avec 2.867 demandes, les tumeurs malignes (2.267 demandes) et la cardiologie (1.853 demandes). Ces chiffres sont ceux de 2009. Il importe toutefois de constater que l'ordre de priorité et de grandeur des traitements dispensés était identique depuis 2007.

Les autorisations de traitements à l'étranger sont accordées à la suite des demandes de transfert établies par les médecins traitants, qui sur le vu de l'état du patient et des résultats des examens effectués jugent qu'un traitement à l'étranger est indiqué. Les demandes motivées sont transmises au Contrôle médical de la sécurité sociale qui a exclusivement compétence pour apprécier le bien-fondé des motifs médicaux. Les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale s'imposent aux institutions de sécurité sociale.

Pendant l'année 2009, 672 patients ont été traités au Luxembourg suite à une demande d'autorisation de traitement provenant de l'étranger. Les traitements dispensés étaient très variés. Une partie relativement importante concernait des prises en charge liées à la maternité. Ensuite suivaient des traitements de la cataracte sénile.

Question 0373 (13.1.2010) de **M. Mill Majerus** *(CSV)* concernant les **frais de postcure de malades affectés de troubles alimentaires:**

Selon mes informations, près de 2% des adolescents et jeunes adultes, dont 90% de femmes, souffrent de troubles alimentaires, surtout de boulimie (plus de 1%) et d'anorexie (plus de 0,5% de la population visée). Puisque le Luxembourg ne dispose pas de services thérapeutiques spécialisés, la Caisse nationale de Santé oriente les malades vers des centres étrangers et prend en charge les frais de thérapie conséquents. Il y a lieu de souligner que les malades et leurs familles approuvent cette solution.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre, est-il correct que, actuellement, le système de la sécurité sociale luxembourgeoise refuse de participer aux frais de postcure?

- Si tel est le cas, quels sont les motifs de ce refus, alors que tous les experts en la matière soulignent avec force la nécessité absolue de telles prestations assurées par des équipes multidisciplinaires en régime stationnaire ou ambulatoire?

- Vu l'absence de structures appropriées au Luxembourg, Monsieur le Ministre peut-il envisager une participation aux frais de postcure? Monsieur le Ministre considère-t-il que de nombreux malades concernés, en majorité des jeunes adultes en voie de formation, ne sont pas en mesure de faire face par leurs seuls moyens propres à un coût mensuel d'accueil de postcure s'élevant en moyenne à 4.500 euros?

Réponse (8.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La prise en charge des traitements des personnes souffrant de troubles alimentaires se fait, du fait d'une impossibilité de dispenser ces traitements au Luxembourg, à l'étranger par le biais de la procédure prévue dans le règlement communautaire (CE) 1408/71. D'après cette procédure, les assurés luxembourgeois

disposant d'une autorisation de traitement à l'étranger moyennant le formulaire E112 ont droit aux mêmes prestations que les assurés du système social du pays de traitement. Ces dispositions résultent de l'article 22 point 1a) i du règlement susmentionné.

C'est le médecin traitant de l'assuré qui prend l'initiative d'un transfert à l'étranger, qui détermine l'hôpital étranger qui lui semble le mieux adapté à la situation de son patient et qui sollicite une autorisation de transfert en déterminant une période de traitement. La CNS, après vérification des formalités administratives, transmet la demande au Contrôle Médical de la Sécurité Sociale (CMSS) pour approbation. Si l'avis du CMSS est positif, la CNS émet le formulaire E112.

Si les institutions de sécurité sociale étrangères prévoient des limites dans le temps d'un traitement des personnes souffrant de troubles alimentaires et refusent la prise en charge du traitement de postcure pour les assurés de leur système d'assurance maladie, cette restriction s'applique pareillement aux patients transférés à l'étranger moyennant E112.

Suivant renseignements pris auprès du CMSS, ces patients sont obligés de retourner au Luxembourg, où à part les structures dites «classiques» de psychiatrie, il n'existe malheureusement pas d'institutions spécialisées dans la dispensation de ce genre de traitement.

D'ailleurs le CMSS a déjà tenté de chercher, d'un commun accord avec les autres acteurs concernés, une solution à ce problème. Or, ces tentatives n'ont pas abouti jusqu'à présent.

Question 0374 (13.1.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **plan de sécurité pour la région «Nordstad»:**

En date du 12 janvier 2010 a été présenté le nouvel plan de sécurité pour la région «Nordstad». À en croire les affirmations des responsables lors de la présentation, plusieurs problèmes au niveau de la sécurité auraient été détectés au cours des derniers mois. Ainsi, le taux de criminalité est nettement plus élevé (6,9 délits sur 100 habitants) que dans le reste du pays (5,7) et les gens des communes concernées dénoncent également une disponibilité insuffisante des agents policiers.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si une affectation supplémentaire d'agents policiers est prévue pour la région «Nordstad»? Si oui, quelle en serait l'envergure? Dans la négative, quels seraient les motifs d'une telle décision?

- Au vu des problèmes susmentionnés, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de transformer le commissariat de proximité à Ettelbruck en un commissariat d'intervention?

Réponse (8.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le plan local de sécurité «Fir eng sécher Nordstad» fait part des défis de la région en matière de sécurité intérieure. L'analyse des risques et le diagnostic de sécurité établi a permis de dégager huit objectifs opérationnels:

- Diminution des vols, des actes de vandalisme et des cambriolages;

- Diminution des actes de violence, des agressions et tapages nocturnes;

- Efforts en matière de lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants;

- Amélioration de la sécurité routière;

- Amélioration de la disponibilité des services de police et de la communication avec le public;

- Augmentation de la sécurité aux endroits publics sensibles;

- Diminution de la délinquance juvénile (actes de vandalisme, dégradation, graffitis, stupéfiants, affaires de vols);

- Augmentation du sentiment de sécurité des personnes âgées.

Une révision à la hausse des effectifs sera fait, d'une part, dans le cadre du programme pluriannuel de recrutement établi pour la Police grand-ducale et, d'autre part, en fonction des conclusions de l'évaluation globale de la Police actuellement en préparation par mes services. Ces réflexions porteront également sur les implantations des unités de la Police, le tout dans le sillage d'une réforme de la loi sur la Police et l'Inspection générale de la Police du 31 mai 1999.

Question 0377 (14.1.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A.:**

Par le biais d'une interview diffusée ce matin même par RTL Radio, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a fait des déclarations concernant d'éventuelles négociations en vue de la reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A..

- Dès lors, j'aimerais savoir si le Gouvernement luxembourgeois a connaissance de telles négociations? Le cas échéant, est-ce que le Gouvernement a l'intention de s'impliquer activement dans ces négociations pour favoriser une solution luxembourgeoise?

- Aussi, j'aimerais savoir si la ou les sociétés intéressées par une reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. sont de nationalité luxembourgeoise, voire s'il s'agit d'entreprises issues du secteur brassicole national? Dans ce cas, ne serait-il pas opportun de favoriser une solution nationale en vue de fonder une «brasserie nationale»?

- Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut-il me renseigner si dans le contexte d'une reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. par une autre société les emplois des 63 salariés concernés pourraient être préservés?

Réponse commune (2.2.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le Gouvernement a été informé de l'intérêt exprimé par une entreprise luxembourgeoise pour reprendre les activités de brasserie de l'entreprise Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A., ce qui permettrait la continuation des activités de production de bière sur le site industriel à Diekirch.

Il est dans l'intérêt de l'économie luxembourgeoise de favoriser dans toute la mesure du possible des solutions alternatives à un arrêt pur et simple des activités de brassage à Diekirch.

Le Gouvernement a dès lors pris contact avec l'actionnaire de la Brasserie de Luxembourg S.A. afin de sensibiliser AB Inbev S.A. aux conséquences engendrées par un plan social, aux risques de perte de valeur de la marque de bière Diekirch en cas de délocalisation vers un site de production hors de la ville de Diekirch et enfin à l'existence d'alternatives permettant une continuation des activités.

Le Gouvernement appelle de ses vœux une reprise de l'activité de brassage afin de préserver les emplois des salariés menacés par un licenciement et déploiera tous les efforts possibles afin que cette activité puisse continuer au Luxembourg. Il est clair qu'une solution industrielle qui viserait le rachat de la Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. par une entreprise du même secteur pourrait présenter des avantages évidents de pérennité de l'activité.

Question 0380 (14.1.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **vente projetée de l'église paroissiale de Roodt/Eisch:**

Selon mes informations, les autorités communales de Septfontaines envisagent de vendre l'église paroissiale de Roodt/Eisch.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces informations?

2) Est-ce qu'il existe des précédents en la matière, c'est-à-dire des cas où des autorités communales ont procédé à la vente d'édifices religieux?

3) Dans l'affirmative, quels sont les critères d'appréciation appliqués par l'autorité de tutelle pour juger si une telle aliénation est conforme à la législation communale?

Réponse (16.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1) Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région n'est pas en mesure de confirmer l'information selon laquelle la commune de Septfontaines projetterait de vendre l'église paroissiale de Roodt/Eisch.

2) Il n'existe pas de précédent de vente d'église par une autorité communale.

3) En ce qui est des conditions de fond, il y a lieu de se référer à l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et plus spécialement aux points 2° et 9°.

Question 0381 (15.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **grippe A/H1N1 - Nature du virus:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°286 Monsieur le Ministre relate que le nouveau virus de la grippe A/H1N1 contient des gènes de plusieurs virus connus d'origine porcine, aviaire et humaine. Une telle combinaison est absolument étonnante d'autant plus que le réservoir en virus dans la nature est immense, ce qui m'amène à croire que le virus de la grippe A/H1N1 dite «porcine» est de nature synthétique, artificielle et génétiquement modifié.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Ministre partage ma conclusion?

- Est-ce que le Ministre peut-il me citer «la petite étude mexicaine» contestée dont il parle dans sa réponse à ma question N°286?

Réponse (12.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

D'après les informations dont je dispose, je ne saurais conclure à ce que le virus de la grippe A/California/2009 (H1N1) puisse être de nature synthétique, artificielle et génétiquement modifiée. La particularité des virus influenza A est de pouvoir infecter plusieurs hôtes, dont les humains, les oiseaux et les porcs, ainsi que les mammifères marins et les chevaux. Si un hôte est infecté simultanément par des virus influenza A d'origine différente, ces virus peuvent échanger des gènes ou des fragments de gènes. C'est ce qu'on appelle le réassortiment génétique, phénomène naturel, imprévisible et incontrôlable. Le virus A/California/2009 (H1N1) est ainsi composé d'un réassortiment de gènes viraux d'origine porcine, aviaire et humaine, indiquant qu'il a été produit par réassortiment de virus influenza A d'origines différentes lors d'une coinfection chez un des ces hôtes. Cette modification génétique est la conséquence d'un phénomène aléatoire et rien n'indique qu'elle ait pu être programmée ou causée par une intervention humaine.

L'article ayant relaté qu'une protection partielle contre la grippe pandémique A (H1N1) pourrait être obtenue à la suite d'un vaccin contre la grippe saisonnière est paru dans la revue British Medical Journal du 6 octobre 2009. Son titre est «Partial protection of seasonal trivalent inactivated vaccine against novel pandemic influenza A (H1N1) 2009: case-control study in Mexico City». Ses auteurs sont: Garcia-Garcia L, Valdespino-Gómez JL, Lazcano-Ponce E, Jimenez-Corona A, Higuera-Iglesias A, Cruz-Hervert P, Cano-Arellano B, Garcia-Anaya A, Ferreira-Guerrero E, Baez-Saldaña R, Ferreyra-Reyes L, Ponce-de-León-Rosales S, Alpuche-Aranda C, Rodriguez-López MH, Perez-Padilla R, Hernandez-Avila M de l'Instituto Nacional de Salud Pública, Cuernavaca, Mor, Mexico.

Dans cette étude, des patients infectés par le virus pandémique A (H1N1) et ayant bénéficié l'hiver précédent de la vaccination contre la grippe saisonnière 2008-2009 sont comparés à des patients également infectés par le virus pandémique A (H1N1), mais qui n'ont pas reçu de vaccination contre la grippe saisonnière 2008-2009. Chez les patients ayant eu une vaccination préalable par le vaccin saisonnier de la saison précédente, les auteurs ont observé moins de complications sévères. Cependant, la méthodologie de cette étude est contestable, et contestée par la communauté scientifique. Les auteurs mexicains ont d'ailleurs admis, dans une deuxième publication parue dans le même journal, que leurs résultats préliminaires devaient encore être confirmés ou infirmés par d'autres études[8]. Aucune autre étude n'a à ce jour corroboré un quelconque effet protecteur de la vaccination contre la grippe saisonnière 2008-2009 vis-à-vis de la grippe pandémique 2009.

Question 0385 (19.1.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **licenciement de membres du corps enseignant dans une école privée catholique:**

Selon un article de presse de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» paru dans l'édition du 4 décembre 2009, la direction d'une école privée catholique aurait licencié des membres de son corps enseignant en violant des dispositions du droit de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'État, qui participe dans une large mesure au financement de cette école, devrait disposer d'un moyen de contrôle ou de lier à l'avenir les subsides aux écoles privées à la condition du strict respect des dispositions légales concernant le personnel afin d'éviter de telles situations?

Réponse (2.2.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suite au complément d'informations demandé par l'honorable Député, je précise qu'il existe une commission de contrôle auprès des établissements d'enseignement privé prévue à l'article 31 de la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé.

Elle se compose de six membres désignés par le Gouvernement en conseil. Trois membres sont proposés par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions et trois autres par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions, dont un choisi parmi les fonctionnaires de la Direction du contrôle financier et un choisi parmi les fonctionnaires de l'Inspection générale des Finances.

Les missions de la commission, qui procède à des contrôles annuels, sont détaillées à l'alinéa 2 de l'article 31. Elles consistent:

a) à contrôler les données fournies par les établissements en vue de déterminer le montant des participations étatiques;

b) à contrôler le bilan relatif aux recettes et dépenses;

c) à émettre des avis sur toutes les difficultés auxquelles la présente loi peut donner lieu;

d) à se tenir informée et à conseiller le Ministre au sujet de toutes les questions intéressant l'enseignement privé.

La qualification des enseignants est un facteur, parmi d'autres, qui intervient dans le calcul de la contribution allouée à l'établissement d'enseignement privé. Il y a toutefois lieu de souligner que l'État n'exerce pas de contrôle proprement dit sur l'entrée en service des enseignants ou une éventuelle rupture des relations de travail avec l'employeur qui est une association sans but lucratif.

[8] **Garcia-Garcia L**, **Valdespino-Gómez JL.** Seasonal vaccine and H1N1. Authors' reply. BMJ Nov 2009;339: b4978

En ce qui concerne les licenciements intervenus en été 2009 à l'école privée catholique visée par l'honorable Député, je ne dispose par ailleurs d'aucun élément d'information, suite aux renseignements que j'ai pris auprès de la direction, qui laisserait conclure à une violation des dispositions du droit du travail.

Question 0387 (19.1.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **taxe européenne sur certains services ou produits:**

Dans un article de presse paru en date du 18 janvier 2010 au quotidien «Le Figaro», Monsieur le Ministre des Finances plaide en faveur d'une fiscalité plus juste et plus transparente au sein de l'Union européenne. À cet égard, il se prononce, entre autres, en faveur de l'introduction d'un impôt européen prélevé sur certains services ou produits destiné à être directement affecté au budget européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- La proposition d'instaurer une taxe européenne sur certains services ou produits, reflète-t-elle la position personnelle de Monsieur le Ministre des Finances et est-elle en accord avec le Gouvernement?

- Lors de la dernière réunion du Conseil Ecofin, le Ministre des Finances a-t-il réussi à convaincre ses homologues de l'introduction d'une telle taxe européenne? Sinon quels sont les États membres qui refusent l'introduction d'une telle taxe et quelles sont les raisons alléguées?

- Le traité de Lisbonne permet-il dans sa version actuelle l'introduction d'une taxe européenne ou devrait-il être amendé?

- Comment la position du Ministre des Finances est-elle à mettre en accord avec les déclarations récentes de Monsieur le Ministre d'État, qui estime difficile «d'adopter une approche commune [en matière d'une taxe européenne] parce que la fiscalité relève des sphères de décision nationales.

Réponse (2.2.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans mon article paru au «Figaro», j'ai développé, dans ma fonction de Ministre des Finances, une série d'idées avec l'objectif de contribuer au débat sur la fiscalité en Europe qui malheureusement se limite actuellement à la fiscalité de l'épargne et au secret bancaire.

Le moment venu, le Gouvernement aura à se prononcer sur d'éventuelles taxes européennes lorsque la Commission européenne fera ses propositions pour les prochaines perspectives financières de l'Union. Cette idée n'est pas à l'heure actuelle à l'ordre du jour du Conseil Ecofin. Pour ce qui est de la base juridique, tout dépend des modalités de ces taxes. Une introduction requiert en toutes circonstances l'approbation unanime des États membres.

Question 0391 (20.1.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **stratégie de promotion de et vers l'émirat de Dubaï:**

Selon l'AFP, l'émirat de Dubaï prévoit un déficit budgétaire de 16,9%, soit 1,62 milliard de dollars.

Face à cette situation, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Finances:

- si et dans quelle mesure la situation financière de Dubaï l'amène/ou le contraint à ajuster ou bien à revoir sa stratégie de promotion sur place.

Réponse (2.2.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La stratégie du Gouvernement pour la place financière consiste notamment à élargir les régions géographiques d'où viennent ses clients et investisseurs. Dans ce contexte, les pays du Golfe constituent une région intéressante dans la mesure où il s'agit de pays à forte croissance économique et animés d'une volonté d'investir également en dehors de leurs frontières les revenus du pétrole et du gaz.

De bonnes relations de confiance ont pu être établies par le Luxembourg avec ces pays par le passé et le Gouvernement compte les renforcer dans les années à venir, indépendamment de certains problèmes momentanés de Dubaï. Lors de ma récente visite dans la région, j'ai pu me rendre compte du grand intérêt de ces pays aux produits et services de notre place financière, tant dans la gestion de patrimoine que dans le domaine des fonds.

Question 0393 (20.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **restructuration d'AOL en Europe:**

Der Internetkonzern AOL zieht sich im Zuge seiner Umstrukturierung offenbar weitgehend aus Europa zurück. In Deutschland sollen vier Niederlassungen geschlossen werden. Ob und wie es in den anderen Ländern weiter geht ist unklar. Allerdings sollen in den meisten der elf Länder, in denen AOL vertreten ist, bereits Gespräche mit den Betriebsräten aufgenommen worden sein.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie steht es mit der AOL-Niederlassung in Luxemburg?

- Bleibt AOL in Luxemburg, oder sind auch hier bereits Gespräche hinsichtlich einer eventuellen Schließung aufgenommen worden?

- Welchen Einfluss könnte die Regierung geltend machen, damit AOL in Luxemburg verbleibt?

- Hat AOL eine finanzielle Unterstützung durch den luxemburgischen Staat erhalten?

- Wenn ja, ist die Gewährung einer solchen Unterstützung an Bedingungen geknüpft, wie zum Beispiel ein Mindestzeitraum während dem AOL seine Präsenz in Luxemburg aufrechterhalten muss?

- Welchen Nutzen hat Luxemburg bisher aus der Anwesenheit von AOL gezogen (Arbeitsplätze, Steuereinnahmen etc.)?

Réponse (16.2.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

2003 eröffnete der amerikanische Internetanbieter AOL in Luxemburg seine europäische Filiale. Im Zuge einer geänderten Geschäftsstrategie verkaufte AOL seine hiesigen Aktivitäten fünf Jahre später an mehrere Unternehmen in Frankreich, Deutschland und Großbritannien, wie man seinerzeit in der Presse nachlesen konnte.

Insofern ist Luxemburg nicht von den Meldungen in internationalen Zeitungen, die in jüngster Zeit von Stellenabbau und Schließungen bei AOL berichten, betroffen.

Zu keinem Zeitpunkt hat AOL eine finanzielle Unterstützung vom Luxemburger Staat erhalten.

Dank der AOL-Präsenz im Großherzogtum in den Jahren 2003 bis 2008 wurden weitere ausländische E-Commerce-Firmen auf das Land aufmerksam und beschlossen in der Folge sich ebenfalls hier niederzulassen. Dies führte zur Schaffung neuer Arbeitsplätze und zusätzlichen Steuereinnahmen (über die aufgrund gesetzlicher Bestimmungen keine Angaben gemacht werden können). Es steht außer Zweifel, dass AOL Europe Services eine maßgebliche Rolle beim Ausbau des E-Commerce-Standorts spielte.

Question 0397 (21.1.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **dotations supplémentaires pour certains fonds spéciaux:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°3085 *(cf. compte rendu N°11/2008-2009)*, Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget nous a informé de deux dotations supplémentaires de respectivement dix millions d'euros au profit du fonds pour les monuments historiques et du fonds pour l'entretien et la rénovation des bâtiments de l'État ainsi qu'une dotation supplémentaire de 20 millions d'euros au profit du fonds pour l'emploi. Dans le Budget des recettes et dépenses pour l'exercice 2010 on trouve effectivement sous les fonds respectifs les deux premières dotations, cependant la dotation supplémentaire de 20 millions d'euros prévue à être inscrite au fonds pour l'emploi ne s'y trouve pas.

Dans un esprit de transparence budgétaire, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Qu'en est-il de la dotation supplémentaire de 20 millions d'euros renseignée dans la réponse à la question parlementaire susmentionnée?

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les montants avec lesquels les différents fonds spécifiques ont été dotés durant l'exercice 2009?

Réponse (12.2.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Il résulte des chiffres publics du fonds pour l'emploi (projet de loi sur le budget de l'État page 602) que des dotations supplémentaires pour un total de 187 millions d'euros ont été allouées au fonds pour l'emploi au courant de l'exercice 2009. Cette dotation exceptionnelle s'ajoute à la dotation supplémentaire de 150 millions d'euros alloués au titre de l'exercice 2008 et aux dotations budgétaires annuelles de 50 millions par an prévues dans la loi budgétaire.

Le Gouvernement a donc alloué beaucoup plus de moyens qu'initialement prévu pour financer les dépenses du fonds pour l'emploi, qui sont en augmentation en raison de la grave crise économique.

Le document parlementaire 6100 (projet de loi sur le budget 2010, volume 2) renseigne par ailleurs sur les recettes et dépenses de tous les fonds d'investissement de l'État.

Question 0398 (21.1.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **futur des gares périphériques prévues par les concepts de mobilité intégrée «mobilitéit.lu» et «Mobil 2020»:**

Dans le cadre d'une conférence de presse, l'honorable Député Lucien Lux a récemment déclaré que le Ministre des Finances bloquerait depuis au moins une année les moyens financiers nécessaires à l'avancement du projet des gares périphériques, éléments-clefs dans les concepts successifs «mobilitéit.lu» et «mobil2020» concernant la mobilité intégrée.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés par l'honorable Député?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si d'autres projets d'infrastructures ont été bloqués par le Ministre des Finances?

- Dans l'affirmative, de quels projets s'agit-il ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les raisons de cette mesure?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer s'il s'agit d'une mesure temporaire ou si le Gouvernement a définitivement abandonné le concept de mobilité intégrée comme défini par les projets «mobilitéit.lu» et «mobil2020»?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer dans quels délais ils entendent déposer les projets précités comme projets de loi à la Chambre des Députés?

Réponse commune (8.2.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il n'est dans l'intention ni du Ministre des Finances ni du Ministre du Développement durable et des Infrastructures de bloquer à ce stade des projets d'investissement dont celui qui fait l'objet de la question parlementaire. Comme il est expliqué dans le programme gouvernemental de 2009, tout projet doit être évalué à la lumière de la situation des finances publiques. C'est un exercice du Gouvernement dans son ensemble, qui aura lieu dans les mois à venir et qui tiendra compte de tous les paramètres nécessaires pour assurer, d'une part, un haut niveau d'investissement et pour éviter, d'autre part, une croissance importante des dépenses publiques.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

d'Chamber online op
www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

21e séance	mercredi	10 mars 2010
22e séance	jeudi	11 mars 2010
23e séance	mardi	16 mars 2010

James Joye Townsend jr reçu par Laurent Mosar



James Joye Townsend jr, adjoint au Ministre de la Défense américain, a été reçu le 30 mars 2010 à la Chambre des Députés par le Président Laurent Mosar. M. Townsend est en charge plus particulièrement des politiques de défense européenne et transatlantique.

Le Président du Parlement luxembourgeois et le *Deputy Assistant Secretary of Defense for European and NATO Policy* se sont entretenus entre autres sur les situations en Afghanistan et au Moyen-Orient. Ils ont constaté que, concernant ces deux conflits, les positions américaines et européennes se sont rapprochées depuis l'avènement de l'administration Obama.

D'emblée, M. Townsend avait remercié le Président de la Chambre pour l'engagement luxembourgeois dans les différentes régions de crise, notamment en Afghanistan et au Kosovo.

Visite turque à la Chambre

Les négociations d'adhésion à l'Union européenne ont été au centre des entretiens que le Ministre d'État de Turquie, négociateur en chef avec l'Union européenne, M. Egemen Bağış a eus, le mardi 23 mars, à la Chambre des Députés. «La Turquie est bien engagée sur la route de l'adhésion à l'Union», a déclaré M. Bağış devant les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes qu'il a rencontrés suite à son entrevue avec le Président de la Chambre Laurent Mosar. En effet, l'histoire aurait montré que chaque pays ayant entamé des négociations d'adhésion avec l'Union européenne aurait fini par devenir membre à part entière. Les négociations d'adhésion entre l'UE et la Turquie ont débuté en octobre 2005, alors que la demande d'adhésion date déjà de 1987 et qu'un accord d'association avait déjà été conclu en 1963. Dans ce contexte, Egemen Bağış a fait observer que la Turquie est membre de l'OTAN depuis plus de 50 ans, qu'elle fait en outre partie de la BEI et de l'OSCE et qu'elle occupe une position géostratégique déterminante vis-à-vis du Proche- et Moyen-Orient.

En ce qui concerne la question chypriote, M. Bağış regrette que le plan des Nations unies pour une réunification de l'île ait été rejeté en 2004 par les Chypriotes grecs. Il a encore soulevé que la Constitution de la République de Turquie sera amendée dans un avenir proche afin de répondre à tous les standards d'une démocratie moderne.



M. Egemen Bağış (3e de droite) et M. Laurent Mosar, avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes

Le Secrétaire général de l'OCDE à la Chambre

Fiscalité et environnement



M. José Ángel Gurría et M. Laurent Mosar

«Le Luxembourg est exemplaire», telle a été la conclusion du Secrétaire général de l'OCDE, M. José Ángel Gurría à l'issue de son entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. «Le Luxembourg a pris la décision de transposer l'article 26 du Modèle de convention fiscale sur le revenu et la fortune de l'OCDE. C'est pourquoi je cite souvent le Grand-Duché comme exemple pour dire que s'il y a la volonté nécessaire, on peut le faire.»

La Chambre des Députés a voté le 17 mars dernier, avec 55 voix, le projet de loi 6072. Le texte approuve ou complète 20 conventions tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale. Le Luxembourg s'engage ainsi à un échange de renseignements sur demande.

Le Président de la Chambre des Députés et le Secrétaire général de l'OCDE ont regretté que ce système de l'échange de renseignements sur demande ne fonctionne pas dans tous les pays qui l'ont cependant accepté en théorie. «Ce système devrait réellement fonctionner dans tous les pays», a souligné le Président Laurent Mosar. «Il faut contrôler et le cas échéant sanctionner», a insisté M. Gurría en ajoutant «there will be no place to hide».

Autre sujet de la visite face à d'autres interlocuteurs: l'examen environnemental du Luxembourg. M. Gurría a présenté les conclusions de l'étude menée par son organisation aux membres de la Commission parlementaire du Développement durable. Le rapport examine les progrès réalisés par le Grand-Duché depuis le dernier examen en 2000 et énumère une quarantaine de recommandations. Il a suggéré par exemple de «réduire l'écart des prix de l'essence entre le Grand-Duché et les pays voisins pour encourager des économies sur la consommation de carburants». Il note (et critique) également la forte production de déchets municipaux (i.e. ménagers) qui, par habitant, est parmi les plus élevées des pays de l'OCDE.

Afin d'éviter tout malentendu, José Ángel Gurría a souligné en guise de conclusion «qu'il ne s'agit pas de donner de leçons au Luxembourg, mais plutôt de montrer aux autorités des pistes qui fonctionnent ailleurs».

DANS CE NUMÉRO

Infrastructure ferroviaire	p. 312
Pauvreté des jeunes	p. 284
Les femmes dans la vie politique et publique	p. 277
Sommaire des séances publiques Nos 21-23	p. 316
Sommaire des questions parlementaires	p. Q113

Le Ministre des Affaires étrangères serbe au Parlement luxembourgeois



M. Vuk Jeremić (2e de droite) lors de son entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés

Adhérer à l'Union européenne le plus rapidement possible: voilà le grand dessein du gouvernement de la République de Serbie, ambition d'ailleurs soutenue par plus de 70% de sa population. Au cours d'une entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés, le Ministre des Affaires étrangères serbe Vuk Jeremić a insisté sur la détermination de son pays à remplir tous les critères d'adhésion afin de pouvoir intégrer l'Union dans les meilleurs délais.

«Nous avons déjà réalisé d'énormes progrès dans ce sens», a-t-il déclaré en citant notamment l'extradition et le renvoi devant le Tribunal pénal international de La Haye de 44 des 46 grands criminels de guerre serbes recherchés pour être jugés. Dans ce même contexte, Vuk Jeremić a informé les députés luxembourgeois d'un «débat historique» sur le massacre de Srebrenica, prévu au parlement serbe. Une résolution condamnant ce massacre et présentant des excuses aux familles des victimes devrait être adoptée à l'issue des discussions.

M. Jeremić a parlé d'un «geste fort», démontrant une fois de plus la volonté et la capacité de son pays de tourner la page des affres de la guerre.

La question du statut du Kosovo préoccupe toujours les autorités serbes. «Nous ne pouvons pas accepter la déclaration unilatérale d'indépendance de la province», a répété M. Jeremić soulignant toutefois que le gouvernement de Belgrade reste disposé à trouver une solution dans le cadre d'un «dialogue démocratique».

Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Les relations que le Conseil interparlementaire consultatif (en abrégé «Parlement Benelux») entretient avec d'autres groupements analogues de petits pays comme la région de la mer Baltique, le Conseil nordique ou encore avec les pays Visegrád (Pologne, Hongrie, Slovaquie et la République tchèque) ont fait l'objet d'un débat lors de la session plénière de printemps les 19 et 20 mars 2010. En particulier, le Parlement Benelux a accueilli une délégation représentant la «Black Sea Economic Cooperation» (BSEC) qui regroupe les douze pays de la mer Noire, dont trois pays sont membres de l'Union européenne.

Actuellement, c'est la Bulgarie qui exerce la présidence de la BSEC. La BSEC vient de signer un premier accord concernant l'environnement; d'autres priorités de la coopération au sein de cette organisation sont l'expansion des transports par mer et par route, la sécurité, le commerce et la lutte contre le crime organisé.

En matière de sécurité, la délégation bulgare a souligné le rôle précurseur que joue le Benelux dans ce domaine. Il s'agit d'analyser les modèles de meilleure pratique et d'essayer de les traduire en des mesures concrètes entre les États membres de la BSEC. La délégation de la BSEC a suggéré un partenariat euro-mer Noire à l'instar du partenariat euro-méditerranéen. L'Union européenne profiterait d'un tel partenariat aussi bien d'un point de vue de la sécurité d'approvisionnement en énergie que d'un point de vue de la lutte contre le crime organisé. En outre, un tel partenariat serait l'occasion d'élargir l'influence de l'UE au-delà des 27 et d'apporter plus de stabilité dans cette région stratégiquement importante.

À la veille de la présidence belge de l'Union européenne, M. Roegiers (Belgique) a présenté les conclusions d'une rencontre entre la Commission des Problèmes extérieurs du Parlement Benelux et le secrétaire d'État belge aux Affaires européennes. Il estime que les trois partenaires doivent dresser un état des lieux des problèmes sensibles comme l'élargissement, la stratégie 2020, la préparation de la conférence sur le climat au Mexique et le développement du Service européen d'action extérieure en vue de l'adoption d'une position commune ou d'un mémorandum.

Depuis deux ans, la Commission de la Justice et des Affaires intérieures du Parlement Benelux a organisé un nombre d'échanges de vues pour dresser un bilan de la coopération transfrontalière en matière de lutte contre les catastrophes. À la suite de l'établissement de ce bilan, le Parlement Benelux a adopté une recommandation priant les trois gouvernements de présenter dans les meilleurs délais une liste commune des divers obstacles à la coopération transfrontalière. Les gouvernements devront informer annuellement le Parlement Benelux et ceci pour la première fois pendant la session d'été. Le texte recommande également à lever ces obstacles rapidement et de manière efficace, par exemple par le biais de l'extension de la concertation de Senningen.

La maternité de substitution, la pêche maritime, la propriété intellectuelle et l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018 aux Pays-Bas et en Belgique ont également fait l'objet d'un débat.

Spanische Präsidentschaft der Europäischen Union

Wirtschaftlicher Aufschwung und Bekämpfung der Armut

Die Europäische Union hat Anfang März 2010 die Ziele für den wirtschaftlichen Aufschwung mittels ihrer Strategie 2020 bekannt gemacht. Mehr denn je muss sie sich im internationalen Wettbewerb mit den Vereinigten Staaten von Amerika, Japan, China und Indien messen. Verbindliche Zielvorgaben in den Bereichen Bildung, Wirtschaft und Bekämpfung des Klimawandels wurden vorgegeben. Mit Blick auf diese Herausforderungen hatte die spanische EU-Präsidentschaft zu einer Tagung nach Madrid eingeladen. Neben den zitierten Schwerpunkten stand noch die Bekämpfung der Armut im Mittelpunkt der Diskussionen.

In ihrer Grußbotschaft zeigte Cristina Garmendia, Ministerin für Wissenschaften und Innovation, unterschiedliche Pisten auf, welche es der Europäischen Union erlauben, die angestrebten Ziele der Strategie 2020 zu erreichen. Sie unterstrich die Sorgen bezüglich der mangelnden Bildung der heranwachsenden Jugend und hob die fehlende lebensbegleitende Weiterbildung der Mitarbeiter als eine schwerwiegende Hypothek hervor, vor allem angesichts der aufstrebenden BRIC-Staaten, die den globalen wirtschaftlichen Aufschwung dominieren.

Innovation, Forschung und Wissen sowie deren Umsetzung in neue Produkte stellen die vorrangige Aufgabe der kommenden Jahre dar. Der im Jahr 2000 geschaffene europäische Forschungsraum und das Europäische Institut für Technologie sowie die Mobilität der Menschen sind weitere Komponenten für den europaweiten Aufschwung. Ohne die Einbindung der Universitäten und Forschungsstätten sowie der Klein- und Mittelunternehmen kann dieser Prozess jedoch nicht gelingen. Das siebte Forschungsrahmenprogramm mit den vorgesehenen 7,5 Milliarden Euro soll diesen Prozess beflügeln.

In seiner Intervention machte Marcel Oberweis, Mitglied der Kommission für Hochschulwesen und Forschung im luxemburgischen Parlament, auf den zunehmenden Mangel an Wissenschaftlern und Ingenieuren in der Europäischen Union aufmerksam. Als neuen Schwerpunkt der Innovation sieht er die Elektromobilität, die aber nur dann wirtschaftlichen und ökologischen sowie sozialen Sinn mache, wenn die eingesetzte elektrische Energie aus erneuerbaren Energien bereitgestellt wird. Er forderte die Schaffung eines europäischen Megaclusters, in welchem einerseits die unterschiedlichen Windenergie-, die Solar- und die Wasserkraftanlagen sowie die Automobilhersteller und die Energieversorgungsunternehmen eingebunden werden. Andererseits müsste im Rahmen der Mittelmeerunion auf das europäische Projekt DESERTEC zurückgegriffen werden. Den Anteil der erneuerbaren Energien auf 20 Prozent bis 2020 anzuheben, bedeute die Schaffung



M. Marcel Oberweis

etwa 2,8 Millionen neuen Arbeitsplätzen in der Europäischen Union und einen Wachstumsschub von 1,1 Prozent.

Im zweiten Teil der Diskussionen wurde auf das Armutsproblem hingewiesen, dies ausgehend von den Millenniumszielen 2015. „Die Wissenschaft sollte sich zur Triebfeder im Kampf gegen die Armut entpuppen“, so Maria José Alonso, Vizerektorin der Universität Santiago de Compostela. In ihrem Beitrag beschäftigte sie sich weiter mit der Gesundheitsvorsorge, der Bekämpfung der HIV-Krankheit und der Kindersterblichkeit. Dass es derzeit etwa 80 Millionen Menschen in der Europäischen Union gibt, die als „arm“ eingestuft werden, unterstreicht die Brisanz. Diese Zahl muss um 20 Millionen bis 2020 reduziert werden. Sie forderte deshalb eine stärkere Einbringung der Wissenschaften im Kampf gegen die Ungerechtigkeit. Allein die Tatsache, dass etwa 1,1 Milliarden Menschen in den Drittweltländern unter den Folgen von Tuberkulose, Malaria, HIV und Lepra leiden, zeigt die Wichtigkeit dieses Unterfangens.

Im dritten Beitrag befasste sich Professor Ramón Núñez, Direktor des Nationalen Museums für Wissenschaften und Technologie, mit dem Wandel des aktuellen Weltbildes. Er forderte einen weit gefächerten Dialog zwischen den Wissenschaften, der Ethik, den neuen Technologien, der Wirtschaft und der Kultur. „Nicht mehr die finanziellen Werte müssen im Mittelpunkt des Lebens stehen, sondern die Lust am Neuen, an der Innovation, an dem ethisch vertretbaren Fortschritt. Dies kann nur durch die Bildung eines vernetzten und nachhaltigen Paradigmenwechsels geschehen“, so lautete eine Kernaussage des Professors.

Zum Abschluss der Tagung schälte sich heraus, dass die Schule die heranwachsende Jugend, welche heute das Morgen erlernt und studiert, zu kritischen Menschen erziehen müsse. Gemäß der Aussage von Marie Curie: „Es ist nichts zu fürchten, man muss es nur verstehen“, braucht die Wissenschaft auch eine Kultur des Vertrauens.

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op www.chd.lu
mat de Rubriken

- *Composition & Organisation*
- *Séances publiques & Commissions*
- *Hôtel de la Chambre*
- *Portail documentaire*
- *Web TV live*

L'Assemblée européenne de sécurité et de défense rencontre le Comité politique et de sécurité de l'Union européenne

Vers la fin de l'UEO?

M. Robert Walter, le Président de la susdite assemblée, a informé les participants à la rencontre semestrielle conjointe de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense (Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale) et du Comité politique et de sécurité de l'Union européenne (COPS), qui s'est tenue à Bruxelles, les 23 et 24 mars 2010, que le gouvernement britannique avait l'intention de vouloir dénoncer le traité modifié de Bruxelles de 1954 jusqu'à la fin du mois de mars et que d'autres États membres allaient probablement suivre l'exemple anglais.

La Chambre des Députés était représentée par le président de la délégation à l'Assemblée de l'UEO, M. Norbert Haupert, et les membres MM. Fernand Boden et Marc Spautz.

Cette démarche mettrait fin à l'existence de l'Union de l'Europe occidentale dans un délai de douze mois. Comme le contrôle parlementaire de la politique européenne de sécurité et de défense incombe aux parlements nationaux et non au Parlement européen, il s'agirait de trouver une nouvelle structure interparlementaire au sein de laquelle ce contrôle puisse s'exercer.



MM. Norbert Haupert, Fernand Boden et Marc Spautz, membres de l'Assemblée de l'UEO, accompagnés de Mme Michèle Pranchère-Tomassini, Représentante permanente du Luxembourg auprès du COPS

La rumeur devint réalité: l'UEO cesse d'exister

Déclaration de la Présidence du Conseil permanent de l'UEO au nom des Hautes Parties Contractantes au Traité de Bruxelles modifié - Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni

L'Union de l'Europe occidentale a largement contribué à la paix et à la stabilité en Europe ainsi qu'au développement de l'architecture européenne de sécurité et de défense, en favorisant la consultation et la coopération dans ce domaine et en menant des opérations sur plusieurs théâtres, y compris des missions de Petersberg.

Sur la base de l'œuvre accomplie par l'UEO et s'appuyant sur le principe de la solidarité européenne, l'Union européenne a repris depuis 2000 les missions de gestion des crises et développé une politique de sécurité et de défense commune.

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne marque le commencement d'une nouvelle phase pour la sécurité et la défense européennes. L'article 42.7 du Traité sur l'Union européenne stipule désormais que si un État membre est l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, et précise que les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'OTAN qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre.

Dans ce contexte, nous restons fermement attachés au principe de défense mutuelle figurant à l'article V du Traité de Bruxelles modifié.

L'UEO a donc rempli son rôle historique. C'est pourquoi nous, États parties au Traité de Bruxelles modifié, avons collectivement pris la décision de mettre fin au traité et, par conséquent, de fermer l'Organisation. Conformément à l'article XII du traité, nous en informerons l'État dépositaire selon nos procédures nationales.

L'Assemblée de l'UEO a apporté une contribution substantielle au développement d'une culture européenne en matière de sécurité et de défense. Compte tenu du caractère spécifique de la PSDC, nous encourageons le renforcement éventuel du dialogue interparlementaire dans ce domaine, y compris avec les pays candidats à l'adhésion à l'UE et tous les autres États intéressés. Le Protocole 1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne, annexé au traité de Lisbonne, peut fournir une base à cet égard.

Les États parties chargent le Conseil permanent de l'UEO d'organiser la cessation des activités de l'Organisation dans le respect du délai prescrit par le Traité de Bruxelles modifié, de préférence pour la fin du mois de juin 2011. À cet égard, le Conseil permanent de l'UEO s'appuiera sur l'expertise et le soutien du Secrétariat général et consultera l'Assemblée au besoin. Il devra notamment se charger des aspects suivants: application du plan social au personnel du Secrétariat général de l'UEO, du Service administratif de Paris et de celui de l'Assemblée de l'UEO, sur la base du Plan social de 2000 et en consultation avec les représentants du personnel; gestion des pensions et règlement des questions liées aux locaux de l'UEO à Bruxelles et Paris.

Les membres associés, les observateurs, les associés partenaires seront dûment informés par la Présidence du Conseil permanent au cours de ce processus.

Conférence des Présidents des Commissions des Affaires étrangères

«Avec le Traité de Lisbonne, la politique commune de sécurité et de défense (PCSD) restera au niveau parlementaire une prérogative des parlements nationaux. Le traité propose que la COSAC pourrait fournir la plateforme pour la discussion et le contrôle interparlementaire de la PCSD, plateforme qu'a constitué jusqu'ici l'Assemblée parlementaire de l'UEO. Pouvez-vous nous donner quelques indications quant à la nouvelle structure interparlementaire de la PCSD et sur l'avenir de l'UEO?» C'est une question que le représentant luxembourgeois Norbert Haupert a adressée à la Haute Représentante pour les Affaires étrangères de l'Union européenne Catherine Ashton lors de la Conférence des Présidents des Commissions des Affaires étrangères (COFACC), qui s'est tenue à Madrid, les 25 et 26 février 2010. (M. Haupert y remplaçait M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés.)

«J'ai à peine commencé à réfléchir à ce sujet et je n'ai pas encore trouvé de réponse, vu sa complexité, mais il est inscrit sur mon carnet de travail et j'informerai la COFACC dès que je l'examinerai.» Lady Ashton était un des orateurs invités à cette conférence qui portait entre autres sur «Les rapports entre l'Union européenne et l'Amérique latine» et «L'Union pour la Méditerranée: institutionnalisation et projets sur le plan régional».

Méi - a besser - communiquéieren!



(v.l.n.r.) John Tanner, President vum NATO-Parlament, Nancy Arendt, Marc Angel

D'NATO wëllt an Zukunft méi a virun allem besser communiquéieren - iwwer hir traditionell Aufgaben, hir Aktivitéiten an iwwert déi nei Geforen, mat deenen d'Welt konfrontéiert ass (Cyberkriminalitéit, Terrorismus, Piraterie), an déi nei Erausfuerderungen, déi op d'Allianz zoukommen (Garantie vun der Energie-Sécherheet, Protektioun géint Massevernichtungswaffen).

Déi nei Ambitioun war een Haaptthema op der Réuniouun vun der permanenter Kommissioun vum NATO-Parlament de 27. an 28. Mäerz zu Memphis an den USA. D'Chamber war vertrueden duerch d'Deputéiert Nancy Arendt a Marc Angel.

D'NATO-Parlamentarier kéinten - an hirem direkte Kontakt mam Bierger - an Zukunft méi eng grouss Roll spillen, wann et drëm geet, de Populatiounen déi wichteg Roll vun der Allianz ze erklären.

Aner Theme waren dat neit strategescht Konzept vun der NATO, d'Atomwaffen an Europa, d'Rakéitenofwier an de Fraenaspekt an alle militäreschen Diskussiounen: Deem soll an Zukunft méi staark Rechnung gedroe ginn, esou wéi et och an der Resolutioun 1325 vum UNO-Sécherheetsrot virgesinn ass.

Do dernieft gouf och d'Fréijoerssessioun vum NATO-Parlament, Enn Mee/uganks Juni zu Riga a Lettland, virbereet.

Chamber aktuell

*Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.*

*L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Bettembourg / Roeser

6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser

La modification des limites territoriales qui fait l'objet du projet de loi sous rubrique poursuit trois objectifs:

1. Le premier consiste à garantir que le site de la station d'épuration du syndicat intercommunal STEP, se situant actuellement à cheval entre les communes de Roeser et de Bettembourg, se trouve à l'avenir intégralement sur le territoire de la commune de Roeser.

2. Il s'agit ensuite de transférer un îlot isolé situé au lieu-dit «route de Mondorf» dans la commune de Roeser à la commune de Bettembourg afin d'adapter la situation administrative à la situation réellement existante.

3. De même, un îlot isolé situé aux abords de la route de Livange dans la commune de Roeser est transféré à la commune de Bettembourg.

L'échange porte en tout sur des cessions réciproques de terrains d'une contenance de 5 ha 54 a 65 ca et se fait donc sans soulte et dans l'intérêt des deux communes.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 20.03.2009

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

11.02.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

01.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2010

Espace aérien commun européen

5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006

L'Accord multilatéral en question a pour objet la création d'un espace aérien européen commun (EAEC). Celui-ci inclut tous les États membres de la Communauté européenne; l'Islande et la Norvège en tant que membres de l'Espace économique européen; ainsi que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM), la Roumanie, la Serbie et le Monténégro et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (UNMIK). L'Espace aérien européen commun (EAEC) établira un réseau européen de transport aérien efficace qui reliera les habitants, les pays et les cultures de l'Europe et jouera un rôle essentiel dans l'intégration et le développement de l'ensemble de l'Europe.

L'EAEC sera fondé sur deux piliers indissociables, à savoir l'alignement des normes et réglementations aéronautiques en matière de sécurité, de sûreté, de concurrence, de politique sociale et des droits des consommateurs, d'un côté, ainsi que, de l'autre côté, l'ouverture de nouvelles possibilités commerciales pour l'industrie aéronautique de toutes les parties par la création d'un marché unique de services aériens composé de 35 pays comptant plus de 500 millions d'habitants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 31.10.2007

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

23.09.2009 Désignation d'un rapporteur

24.02.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.03.2010

Ordre public social national

5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail

Antécédents

La directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services a été transposé en droit national par la loi du 20 décembre 2002.

Par le biais de cette transposition, le législateur avait saisi l'occasion d'ancrer les droits sociaux des travailleurs dans l'instrumentaire juridique et d'accorder à l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) certains moyens de contrôle du droit du travail et ceci pour toutes les personnes travaillant sur le territoire luxembourgeois.

En avril 2004, la Commission européenne a accusé le Grand-Duché de Luxembourg d'avoir manqué de transposer correctement et de manière complète la directive 96/71/CE. Le 19 juin 2008, la Cour de Justice des Communautés européennes (CJCE) a rendu l'arrêt C-319/06 à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg, condamnant notre pays sur plusieurs points.

L'interprétation trop large de la notion d'ordre public national est au milieu des critiques formulées par la CJCE. Cette dernière considère que le législateur luxembourgeois a qualifié à tort de dispositions de police relevant de l'ordre public national, les dispositions faisant part du «noyau dur» des réglementations visées par la directive. Il s'agit des dispositions suivantes:

- la législation sur l'adaptation des rémunérations au coût de la vie;

- la législation sur les conventions collectives;

- la législation sur le travail à temps partiel et sur le travail à durée déterminée;

- la législation sur la preuve écrite de la relation de travail.

Ayant trait aux procédures de contrôle, la CJCE critique le législateur national d'entraîner, par un manque de clarté, une insécurité juridique pour les entreprises désirant détacher des travailleurs au Luxembourg. Le fait que toute entreprise souhaitant effectuer un détachement au Luxembourg soit contrainte de rendre accessible à l'ITM les documents nécessaires à un contrôle, et ceci avant le commencement des travaux, entrave, selon la CJCE, la liberté de prestation de services et viole en plus l'article 49 du Traité CE.

Objet du projet de loi 5942

Le présent projet de loi a précisément comme finalité d'assurer la mise en conformité de la législation luxembourgeoise avec l'arrêt C-319/06.

Pour ce faire, dans le domaine de l'ordre public social national, le projet, dans sa teneur amendée finale, maintient inchangée la liste des dispositions minimales de droit du travail qui sont d'ordre public national énumérées à l'article L. 010-1 du Code du Travail et y supprime la référence aux salariés détachés. En revanche, le texte précise dans le cadre du titre IV du Livre 1er du Code du Travail - titre consacré au détachement de travailleurs - et plus précisément au niveau de l'article L. 141-1, quelles sont les dispositions du paragraphe (1) de l'article L. 010-1 du Code qui s'appliquent aux travailleurs détachés conformément à la jurisprudence de la CJCE.

Par conséquent, est biffée au paragraphe (1) de l'article L. 010-1 du Code du Travail la seule référence aux salariés faisant l'objet d'un détachement temporaire, à savoir le bout de phrase «y compris ceux qui font l'objet d'un détachement temporaire, quelle que soit sa durée ou sa nature». En même temps, l'énumération des dispositions d'ordre public sous les points 1 à 14 est maintenue dans la teneur actuelle du Code du Travail.

Le nouveau point 1 de l'article 2 du projet de loi concerne le paragraphe (1) de l'article L. 141-1 du Code du Travail qui dorénavant prévoit expressément dans son alinéa 1er l'application des dispositions d'ordre public aux entreprises détachant des salariés sur le territoire du Grand-Duché, à l'exception des dispositions relatives au contrat de travail écrit (point 1), au travail à temps partiel et à durée déterminée (point 8) et aux conventions collectives (point 11).

À souligner que cette façon de procéder n'enlève rien à la protection des travailleurs détachés, dans la mesure où les normes minimales en question sont déjà prévues par les directives communautaires régissant ces domaines et que les États dont sont originaires les travailleurs détachés sont tenus à garantir.

Le nouvel alinéa 2 du paragraphe (1) de l'article L. 141-1 tient compte du jugement de la CJCE en précisant que l'adaptation automatique des salaires à l'évolution du coût de la vie prévue au point 2. de l'article L. 010-1 s'applique, pour les salariés détachés, uniquement par rapport au salaire social minimum légal ou conventionnel déclaré d'obligation générale.

Le projet rencontre ainsi la CJCE dans ses vues relatives à une interprétation trop extensive de la notion d'ordre public social national par le biais de la loi de transposition incriminée.

En même temps, le projet assure que le noyau dur de notre droit du travail, précisément consacré à l'article L. 010-1 du Code du Travail, reste entièrement intact. Le caractère intangible en est confirmé et les modifications juridiquement incontournables à y apporter en vertu du droit jurisprudentiel européen le sont à l'endroit des dispositions correspondantes du Code du Travail s'appliquant à la seule situation du détachement de travailleurs dans le cadre d'une prestation de services transnationale.

Quant aux procédures de contrôle, le projet remplace l'obligation d'informer l'ITM avant le début des travaux, par l'obligation de l'informer dès le début des travaux; il a ainsi repris la solution suggérée par la CJCE.

La notion de mandataire ad hoc est également remplacée par celle d'une personne morale ou physique présente sur le territoire luxembourgeois, notamment un des travailleurs détachés. Les documents nécessaires à un contrôle de l'ITM doivent être détenus auprès de cette personne pendant la durée du détachement, donc ni avant, ni après celle-ci.

Pour assurer la sécurité juridique, le projet propose d'énumérer, en dehors des documents étayant les informations initiales demandées par l'article L. 142-2 du Code du Travail, également les documents suivants qui doivent être présentés à l'ITM:

- la copie du contrat d'entreprise ou du contrat de mise à disposition à la base du détachement au sens de la directive;

- s'il y a lieu, l'autorisation d'établissement ou l'attestation la remplaçant émises par le Ministère des Classes moyennes;

- le certificat de TVA délivré par l'Administration de l'Enregistrement;

- l'attestation par l'autorité compétente du pays d'origine que les travailleurs détachés sont traités conformément aux directives européennes sur la preuve de la relation de travail, sur le travail à temps partiel et sur le travail à durée déterminée.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.10.2008

Rapportrice: Mme Vera Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

29.10.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation sommaire du projet de loi

11.02.2010 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation du projet de loi et de ses antécédents
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.02.2010 Présentation, examen et adoption de propositions d'amendements

11.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.03.2010

Infrastructure ferroviaire

6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi 6107 a pour objet l'approbation d'une augmentation de crédit pour l'installation sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois:

- d'un dispositif d'arrêt automatique des trains. Afin de renforcer la sécurité des circulations ferroviaires, il a été prévu d'aménager un dispositif d'arrêt automatique susceptible de commander l'arrêt aux trains. Il a été décidé d'introduire en phase transitoire le système d'aide à la conduite MEMOR II+. L'implémentation de ce système sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois a été achevée en 2004;

- d'un système de contrôle de vitesse. La deuxième phase du projet consiste dans l'implémentation du système de contrôle de vitesse européen ERTMS/ETCS niveau 1 sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois. Ce système correspond le mieux aux exigences du réseau luxembourgeois, qui se trouve confronté à plusieurs autres systèmes utilisés par les réseaux ferroviaires limitrophes. Le système permet de contrôler en permanence la vitesse du train à partir des informations fournies par la signalisation latérale. Dans le cas d'un freinage incorrect à l'approche d'un signal à l'arrêt, le système prend en charge le train de façon automatique et garantit l'arrêt en amont du signal. La mise en service de la ligne pilote a eu lieu le 1er mars 2005. À l'heure actuelle, quelque 60% du réseau ferré luxembourgeois est équipé et l'achèvement des travaux est prévu pour fin 2011.

À cette fin, il est proposé de compléter le deuxième et le troisième alinéas du paragraphe 3 de l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Cette loi règle la police et la gestion du réseau ferré national tout en confiant la gestion technique de ce réseau aux CFL. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 24 juillet 2000, qui a autorisé une première série de 14 projets d'infrastructure ferroviaire de grande envergure, l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 qui comporte le relevé des projets, est régulièrement mis à jour au rythme de la réalisation du programme d'investissement arrêté par le Gouvernement en matière de maintenance, de sécurisation et d'extension de l'infrastructure ferroviaire. Plusieurs mises à jour du relevé ont été effectuées (loi du 3 juin 2003, loi du 18 décembre 2003, loi du 18 avril 2004, loi du 6 juin 2009).

Le projet tel qu'il a été approuvé par la loi du 3 juin 2003 a dû être réévalué d'un point de vue technique et financier pour diverses raisons, avec certains volets du projet menant à une diminution des investissements et d'autres engendrant une augmentation des investissements. Cette actualisation de l'ensemble des éléments fait ressortir une hausse du coût final avancé, de sorte que les crédits approuvés s'avèrent insuffisants. La hausse du coût final est notamment due aux faits suivants:

- augmentation du nombre de signaux à équiper,

- adaptation, modification et renforcement de l'alimentation des postes de signalisation et certification d'interopérabilité du système,

- équipement matériel roulant avec ETCS.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.01.2010

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):

24.02.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

10.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.03.2010

Prévention de la torture

5849 - Projet de loi:

(1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et;

(2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions

1. Objet du projet de loi sous rubrique

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002.

Le projet a encore pour objet de désigner le «mécanisme national» chargé, conformément à l'article 2 du Protocole, de «prévenir la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants».

2. Le Protocole facultatif de 2002

L'adoption, en 2002, du Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants marque une nouvelle étape décisive du combat universel en faveur de la dignité humaine. Ce Protocole met l'accent sur la protection des personnes privées de liberté contre la torture et les autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. En partant du constat que d'autres mesures sont nécessaires pour atteindre les objectifs de la Convention, le Protocole prévoit la mise en place d'un système de visites régulières, effectuées par des organismes internationaux et nationaux indépendants, sur les lieux où se trouvent des personnes privées de liberté, afin de prévenir la torture et les autres mauvais traitements. Plus précisément, le Protocole impose aux États la création de mécanismes nationaux de visites régulières des lieux de détention par des experts indépendants, auxquelles s'ajoutent des visites occasionnelles par le Sous-comité international pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, également établi par le Protocole.

Une surveillance régulière de tous les lieux de détention permet à la fois de dissuader les tortionnaires potentiels de recourir à la torture ou d'infliger de mauvais traitements aux personnes détenues et de s'assurer que les systèmes en place respectent la dignité de tous les détenus.

3. Mise en conformité de notre législation

L'approbation du Protocole facultatif sous rubrique rend nécessaire une mise en conformité de notre législation aux obligations qui découlent dudit Protocole. Le projet de loi sous rubrique entend ainsi désigner un mécanisme national de prévention, en l'occurrence le médiateur.

Ce faisant, le projet de loi sous rubrique matérialise la déclaration du Premier Ministre Jean-Claude Juncker lors de sa déclaration annuelle sur l'état de la nation du 9 mai 2007 selon laquelle le Gouvernement entendait approuver le Protocole sub-mentionné et mettre en place un contrôle externe des prisons en confiant celui-ci au médiateur.

4. Le médiateur comme «mécanisme national de prévention»

Aux termes de l'article 3 du Protocole «*chaque État Partie met en place, désigne ou administre, à l'échelon national, un ou plusieurs organes de visite chargés de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*» (ci-après dénommés mécanisme national de prévention).

Le Gouvernement propose de désigner le médiateur comme «mécanisme national de prévention» au sens de l'article 3 du Protocole. Cette proposition n'est toutefois pas justifiée ni à l'exposé des motifs ni au commentaire des articles.

Dans son avis du 14 novembre 2008, la Commission consultative des Droits de l'Homme a opiné qu'«*il aurait été préférable que le Premier Ministre ait plus fortement motivé la décision de désigner dans le projet de loi*» le médiateur en tant que mécanisme national de prévention.

Le Conseil d'État renvoie d'abord à la solution prévue en France où «*la loi N°2007-1545 du 30 octobre 2007 a institué une nouvelle autorité administrative indépendante chargée spécifiquement du contrôle des lieux de privation de liberté*». Toutefois la Haute Corporation «*estime qu'il est raisonnable de ne pas créer une nouvelle instance indépendante chargée de cette mission au Luxembourg, mais de choisir une solution adaptée à notre situation spécifique tout en respectant les prescrits du Protocole. La fonction du médiateur présente une garantie adéquate d'indépendance et d'efficacité.*

La loi du 22 août 2003 instituant un médiateur avait déjà donné compétence à cette institution pour recevoir les réclamations de toute personne par rapport au fonctionnement des administrations de l'État.

Aussi, ce dernier n'a pas attendu l'approbation du Protocole du 18 décembre 2002 pour agir conformément aux missions qui lui étaient ainsi formellement attribuées. Dès son entrée en fonction, le médiateur fut saisi de réclamations émanant de prisonniers qui estimaient faire l'objet de discrimination et autres mauvais traitement. Dorénavant, le médiateur pourra procéder à des contrôles des lieux de privation en dehors de toute saisine individuelle».

La Commission juridique qui a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'État du 31 mars 2009 dans ses réunions du 21 octobre, du 28 octobre et du 14 novembre 2009, est d'avis que la mission nouvelle confiée au médiateur consistant à exercer le contrôle externe «*des lieux où se trouvent des personnes privées de liberté, afin de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*», va au-delà de la mission du médiateur définie dans la loi du 22 août 2003 et peut comporter le risque d'un conflit d'intérêt.

D'abord la Commission juridique tient à rappeler qu'aux termes des articles 1er et 2 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur celui-ci ne peut intervenir qu'à la suite d'une saisine individuelle.

Le médiateur ne peut se saisir lui-même. Ses interventions auprès des autorités publiques visent à trouver des solutions en faveur de particuliers qui s'estiment lésés. Chaque réclamation «doit porter sur une affaire concrète concernant l'auteur des réclamations».

Cette mission lui confiée par la loi de 2003 se distingue fondamentalement de celle que le présent projet de loi vise lui donner.

La nouvelle mission a une portée générale: le médiateur est l'organe de contrôle externe de tous les lieux où une personne est privée de liberté. Pour exercer ce contrôle, le médiateur dispose de moyens d'action très étendus. Il exerce ce contrôle à sa propre initiative et sans devoir être saisi d'un cas particulier.

Cette nouvelle mission du médiateur a amené la Commission juridique à soulever la question d'un conflit d'intérêt éventuel dans le chef du médiateur appelé d'une part à exercer un contrôle général et à faire des recommandations et propositions en vertu de l'article 19 du Protocole et d'autre part, à intervenir auprès des autorités contrôlées dans l'intérêt d'une personne le saisissant sur la base de la loi du 22 août 2003.

Enfin, la Commission juridique a encore relevé que le médiateur, tout en étant rattaché à la Chambre des Députés, ne reçoit, dans l'exercice de ses fonctions, d'instructions d'aucune autorité. Aux termes de l'article 8 de la loi du 22 août 2003 il «*présente annuellement à la Chambre des Députés un rapport dans lequel il établit le bilan de son activité*». Il peut également «*être entendu soit à sa demande, soit à la demande de la Chambre des Députés*».

Les dispositions des articles 9 et 10 de la même loi de 2003 sur la nomination et la révocation du médiateur établissent d'une façon évidente les liens particuliers entre le médiateur et la Chambre des Députés.

Or, en vertu des articles 17 et 18 du Protocole des États Parties «*garantissent l'indépendance des mécanismes nationaux de prévention dans l'exercice de leurs fonctions et l'indépendance de leur personnel*».

Le médiateur doit pouvoir exercer en toute indépendance la mission lui confiée en vertu du présent projet de loi. Les obligations qui lui sont imposées par la loi du 22 août 2003 dans ses relations avec la Chambre des Députés ne peuvent être invoquées dans l'exercice de sa mission nouvelle prévue par le présent projet de loi.

Toutes ces considérations ont amené la Commission juridique à modifier d'une manière significative le projet initial. Pour éviter une confusion ou une méprise sur les différentes missions du médiateur prévues d'un côté dans la loi du 22 août 2003 et d'un autre côté dans le présent projet de loi, la Commission a proposé de supprimer dans le présent projet de loi les dispositions visant à intégrer dans la loi du 22 août 2003 les missions nouvelles du médiateur en relation avec le contrôle des lieux de privation de liberté. Cette dernière mission du médiateur est fondamentalement différente de celle lui conférée par la loi de 2003. Du point de vue juridique et politique il n'est pas opportun de les réunir dans un même texte de loi. Par ailleurs, le contrôle des lieux de privation de liberté est une mission qui ne doit pas nécessairement et indéfiniment rester de la seule compétence du médiateur.

L'approche retenue par la Commission juridique a fait l'objet d'un volet d'amendements qui, dans leur orientation générale, ont trouvé l'accord du Conseil d'État qui, à la suite de son avis complémentaire du 15 décembre 2009, a proposé un nouveau texte coordonné.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 13.03.2008

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

21.10.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.10.2009 Échange de vues avec M. Marc Fischbach, Médiateur
Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

11.11.2009 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.01.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

03.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle

6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver le Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008, (ci-après le nouveau Protocole).

Ce nouveau Protocole vise à donner compétence à la Cour de Justice Benelux pour statuer sur tout litige entre l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) et ses agents en ce qui concerne la relation de travail.

Le nouveau Protocole tend en particulier à moderniser la protection juridictionnelle du personnel de l'OBPI en adaptant les conditions d'ouverture des voies de recours aux évolutions du droit du travail et à la jurisprudence en matière de droits de l'Homme.

D'un point de vue historique, le Luxembourg a adopté le 16 mai 2006 la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle signée à La Haye, le 25 février 2005. Cette Convention a institué l'OBPI (marques et dessins ou modèles) qui remplace les Bureaux Benelux des Marques et des Dessins ou Modèles.

Le régime de protection du personnel des Bureaux Benelux était fondé jusqu'ici sur le Protocole de 1974 concernant la protection juridictionnelle des personnes au service du Bureau Benelux des marques et du Bureau Benelux des dessins ou modèles, approuvé au Luxembourg par une loi du 26 novembre 1976.

Ce Protocole rendait applicable aux personnes travaillant pour le service des Bureaux Benelux, le Protocole additionnel au Traité relatif à l´institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 29 avril 1969.

Suite à la Convention Benelux du 25 février 2005, le régime de protection institué par les Protocoles de 1969 et de 1974 fit l'objet d'une réévaluation aux termes de laquelle apparurent certaines déficiences au niveau du régime de protection du personnel de l'OBPI au regard des évolutions du droit du travail et de la jurisprudence en matière de protection des droits de l'Homme.

C'est à ces fins que le nouveau Protocole, dont l'approbation constitue l'objet du projet de loi sous rubrique, remplace le Protocole de 1974 concernant la protection juridictionnelle des personnes au service du Bureau Benelux des Marques et du Bureau Benelux des Dessins ou Modèles.

Les principaux changements introduits par le projet loi sont les suivants:

- tous les agents, y compris le Directeur général et les Directeurs généraux adjoints, seront désormais sur un pied d'égalité en ce qui concerne les conditions d'ouverture des voies de recours devant la Cour de Justice Benelux. Le nouveau protocole abolit ainsi les distinctions complexes, quant aux possibilités de recours et quant à l'objet des demandes introduites, entre les différentes catégories d'agents prévues à l'article 3 du Protocole de 1969 tel que modifié par le Protocole de 1974;

- la protection juridictionnelle vise toute décision de l'autorité qui affecte la situation juridique de l'agent, étant précisé que le litige doit concerner la relation de travail;

- le Protocole n'énumère plus les moyens de droit susceptibles d'être invoqués à l'appui des recours ce qui n'a cependant pas d'influence sur l'étendue du contrôle juridictionnel;

- tout recours juridictionnel est obligatoirement précédé d'un recours interne préalable lequel est avisé par une commission consultative. La composition de cette commission consultative est modifiée dans le sens qu'elle comptera, en nombre égal, des fonctionnaires nationaux de chacun des trois pays du Benelux et sera présidée par un juge de l'ordre judiciaire d'un de ces trois pays. La représentation du personnel de l'OBPI pourra également, par l'intermédiaire d'une disposition spécifique à introduire dans le règlement d'ordre intérieur de la commission, influer sur la procédure de nomination des membres des la commission consultative. La décision rendue par la commission consultative est toujours susceptible d'un recours devant la Cour de Justice Benelux statuant tant au contentieux de l'annulation qu'au contentieux de pleine juridiction;

- la procédure devant la Cour de Justice Benelux sera en principe écrite, impliquant l'échange de mémoires. La possibilité d'exposer leur point de vue oralement est néanmoins réservée aux parties ou peut même être ordonnée d'office par la Cour.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.03.2009

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

27.01.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

Titre de journaliste

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal la modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias. La loi précitée avait comme objectif primaire de remplacer le cadre légal existant en matière de liberté d'expression par un texte moderne, adapté aux réalités du XXIe siècle.

Même si de façon générale la nouvelle législation a fait ses preuves, il échet de procéder, pratiquement 5 ans après l'entrée en vigueur de celle-ci, à quelques adaptations ponctuelles au niveau de la définition du journaliste, de la protection du titre de journaliste ainsi qu'au niveau de l'articulation des recours en matière de délivrance ou plutôt de refus de délivrance de la carte de presse. Il y a de même lieu de doter le Conseil de presse de la personnalité civile et de procéder à l'une ou l'autre adaptation additionnelle.

La modification de la définition du journaliste dans la loi modifiée du 8 juin 2004 a une implication sur la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite. Dans un souci de cohérence, le présent projet de loi a donc également pour objet d'adapter une disposition de la loi du 3 août 1998.

Dépôt par MM. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, et Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 30.04.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):

11.11.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

25.11.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
Élaboration d'amendements

11.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

Conventions contre la double imposition

6072 - Projet de loi

portant

1. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume du Bahreïn tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 6 mai 2009;

2. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Arménie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatifs, signés à Luxembourg, le 23 juin 2009;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Qatar tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 3 juillet 2009;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 27 juillet 2009;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Principauté de Liechtenstein tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que de l'échange de lettres y relatif, signés à Vaduz, le 26 août 2009;

6. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 20 mai 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 3 avril 1996;

7. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à La Haye, le 29 mai 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à La Haye, le 8 mai 1968;

8. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Paris, le 3 juin 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris, le 1er avril 1958, modifiée par un Avenant signé à Paris le 8 septembre 1970 et par un Avenant signé à Luxembourg, le 24 novembre 2006;

9. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 4 juin 2009, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 17 novembre 1980;

10. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 1er juillet 2009, en vue de modifier la Convention entre le Luxembourg et la Finlande tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 1er mars 1982;

11. approbation du Troisième Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Londres, le 2 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Londres, le 24 mai 1967;

12. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 18 octobre 1962;

13. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif signés à Bruxelles, le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Norvège tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, le Protocole final et le Protocole additionnel y relatifs, signés à Oslo, le 6 mai 1983;

14. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 16 juillet 2009, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg, le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'Avenant, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2002;

15. approbation de l'Avenant, signé à Berne, le 25 août 2009, modifiant

la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Berne, le 21 janvier 1993;

16. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 28 août 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Islande tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 4 octobre 1999;

17. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 30 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003;

18. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 7 octobre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis Mexicains tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 7 février 2001;

19. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 10 novembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, signée à Madrid, le 3 juin 1986;

20. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 11 décembre 2009, modifiant la Convention du 23 août 1958 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et en matière d'impôt commercial et d'impôt foncier

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

À la lumière des développements internationaux concernant le renforcement de la coopération internationale en matière fiscale, le Luxembourg a décidé, en date du 13 mars 2009, d'adopter entièrement le standard défini par le modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune de l'OCDE en matière d'échange de renseignements sur demande entre administrations fiscales.

Depuis cette date et jusqu'au dépôt du projet de loi, le Gouvernement luxembourgeois avait signé un avenant modifiant les conventions fiscales en vigueur avec une douzaine d'États (États-Unis d'Amérique, Pays-Bas, France, Danemark, Finlande, Royaume-Uni, Autriche, Norvège, Belgique, Suisse, Islande, Turquie), afin de mettre à jour la clause de ces conventions traitant de l'échange de renseignements en suivant la formulation de l'article 26, paragraphe 5 du Modèle de Convention de l'OCDE en sa version de 2005.

En outre, le Gouvernement luxembourgeois avait signé une convention avec cinq États qui n'étaient jusqu'ici pas liés à notre pays par une convention fiscale (Bahreïn, Arménie, Qatar, Monaco, Liechtenstein). Ces traités suivent également les standards de la convention modèle en matière d'échange d'informations.

Les conventions nouvelles et les avenants aux conventions existantes soumis à approbation avaient été complétés par des échanges de lettres. Ces échanges apportent des précisions quant à l'application des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'échange de renseignements.

Les mêmes règles en matière d'échange de renseignements sur demande s'appliquent dorénavant également envers l'Inde en vertu du Protocole de la Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signé à New Delhi, le 2 juin 2008.

Depuis le dépôt du projet de loi N°6072 en date du 1er octobre 2009, des négociations ont pu être menées à bien avec le Mexique, l'Espagne et l'Allemagne aboutissant chaque fois à la signature d'un Protocole modificatif et à un échange de lettres afférent. L'approbation de ces Protocoles a fait l'objet d'un amendement gouvernemental en date du 14 décembre 2009.

De ce fait, le Grand-Duché compte à l'heure actuelle 20 conventions prévoyant un échange de renseignements conforme au modèle de l'OCDE et figure ainsi sur la liste de l'OCDE des juridictions appliquant l'ensemble des standards internationaux en matière de coopération fiscale transfrontalière.

En ce qui concerne les conventions fiscales conclues par le Luxembourg avec l'Arménie, le Bahreïn, le Qatar, Monaco et le Liechtenstein, il y a lieu de noter que celles-ci s'inscrivent dans le cadre des efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter progressivement son réseau de conventions fiscales, qui couvre actuellement 57 pays et qui constitue un élément indispensable pour le développement économique du Luxembourg.

Il importe de relever que de manière générale, une telle Convention a pour objet, d'une part, l'élimination de la double imposition juridique, à savoir celle résultant du fait qu'un même contribuable serait imposé au titre d'un même revenu ou d'une même fortune par plus d'un État, et d'autre part, de prévenir la fraude fiscale.

Ces conventions serviront ainsi à renforcer la compétitivité économique du Luxembourg dans divers domaines: industrie, construction, transports, finance et assurance, pour ne citer que les plus importants.

Afin d'assurer que l'échange de renseignements auquel l'État luxembourgeois s'est engagé dans ces conventions puisse être exécuté de façon efficace et dans un cadre légal précis, une adaptation tant des procédures internes des administrations fiscales concernées par l'échange de renseignements que des voies de recours contre les décisions prises au courant de ces procédures s'est avérée nécessaire.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.10.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

24.11.2009 Désignation d'un rapporteur
01.12.2009 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.03.2010 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

Code d'instruction criminelle

6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

Le projet a pour objet une rectification purement matérielle de l'article 127, paragraphe (6) du Code d'instruction criminelle dans sa rédaction issue de la loi du 27 juin 2008 portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 188, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code.

Conformément aux travaux parlementaires, qui ont abouti à la loi du 27 juin 2008, la modification de l'article 127, paragraphe (6), était le résultat de l'abandon de l'exigence d'un rapport écrit et motivé du juge d'instruction. Ainsi la loi précitée du 27 juin 2008 poursuivait-elle l'objectif de supprimer la référence à ce rapport à l'endroit de l'alinéa 1er du paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle.

La jurisprudence quant à elle a interprété l'article 127, paragraphe (6) nouveau comme ne prévoyant plus que les formalités prévues audit paragraphe sont à observer à peine de nullité, «*les alinéas 2 et 3 de l'ancien texte de ce paragraphe n'ayant pas été reproduits dans le texte législatif qui a modifié le paragraphe (6) dudit article et qui a été publié au Mémorial*» (Chambre du conseil de la Cour d'appel, arrêt N°484/08 du 3 octobre 2008).

Étant donné que cette approche ne reflète pas l'intention du législateur, le projet de loi sous rubrique entend rétablir les dispositions des alinéas 2 et 3 du paragraphe (6) de l'article 127 du Code d'instruction criminelle, tels qu'en vigueur avant l'adoption de la loi du 27 juin 2008.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 13.10.2009

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

27.01.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

Luxembourg-Inde (sécurité sociale)

6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009

Le présent projet a pour objet d'approuver la Convention de sécurité sociale signée le 30 septembre 2009 entre l'Inde et le Luxembourg.

La convention suit largement l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Grand-Duché et s'applique aux législations relatives à l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie et, pour la deuxième partie de la convention, aux législations concernant la sécurité sociale des personnes salariées (assurance maladie, assurance accidents du travail et maladies professionnelles, prestations de chômage et prestations familiales), mais non pas aux législations relatives à l'assistance sociale et à l'assurance dépendance.

En ce qui concerne le champ d'application personnel, la convention s'applique à toutes les personnes, sans distinction de nationalité, qui sont ou ont été soumises à la législation d'un des deux États ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants.

La première partie de la convention énonce les principes fondamentaux en matière de coordination internationale des régimes de sécurité sociale, à savoir l'égalité de traitement, l'exportation des prestations et l'admission à l'assurance facultative continuée.

La deuxième partie détermine la législation applicable, le principe étant que le travailleur est soumis à la législation de l'État contractant sur le territoire duquel il exerce son activité professionnelle. La convention retient par ailleurs la dérogation habituelle au principe du pays d'emploi au profit des travailleurs qui sont détachés par leur employeur sur le territoire de l'autre État pour y effectuer un travail limité par son objet et dans le temps. Dans ce cas de figure, le travailleur reste soumis à la législation à laquelle il est assujetti normalement. Une autre dérogation vise les travailleurs des entreprises de transports pour lesquels la législation applicable est celle de l'État contractant sur le territoire duquel l'entreprise a son siège.

La troisième partie détaille les règles spécifiques aux prestations et la quatrième partie contient des dispositions concernant entre autres l'échange d'informations entre les administrations compétentes pour l'application de la convention, l'entraide administrative, les modalités de paiement des prestations et la procédure à suivre en cas de différend sur l'interprétation et l'application de la convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 25.01.2010

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

01.03.2010 Désignation d'un rapporteur
08.03.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2010

d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. 6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»
- *Déclaration de recevabilité*

4. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. Jean-Louis Schiltz, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, Mme Viviane Loschetter*

5. Dépôt de deux motions par M. Henri Kox
- *M. Henri Kox*

6. Débat d'orientation sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays
- *M. le Président (résolution Loschetter déposée le 27.10.2009 déclarée caduque)*
- *Exposé: M. Jean-Paul Schaaf*
- *Débat: Mme Lydie Polfer, M. Lucien Lux, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann, Mme Lydie Err*
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances*
- *Résolution 1 (déposée le 05.03.2010 par Mme Viviane Loschetter): M. Jean-Paul Schaaf, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, Mme Viviane Loschetter (renvoi en commission)*

7. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la pauvreté des jeunes
- *Exposé: Mme Viviane Loschetter (dépôt d'une motion au sujet de laquelle intervient Mme la Ministre Marie-Josée Jacobs)*
- *Débat: M. Mill Majerus, M. Eugène Berger, Mme Vera Spautz, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Motion 1: Mme la Ministre Marie-Josée Jacobs, Mme Viviane Loschetter (motion déclarée caduque)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen dann elo zum Retrait vum Rôle vun engem Projet de loi an enger Proposition de loi. Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech dofir ausgeschwat, fir den

4356 - Projet de loi sur les armes et munitions

vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Des Weideren huet d'Presidentekonferenz op Ufro vun der Commission du Logement décidéiert, d'Dokument Nummer

5309 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber och heimadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les propositions de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6110 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructures ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;

B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;

C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.02.2010

6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»

Dépôt: M. Jacques-Yves Henckes, le 04.02.2010

6112 - Projet de règlement grand-ducal concernant les modalités relatives à l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et fixant les sanctions des infractions aux dispositions du règlement (CE) N°561/2006 du Parlement et du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modifiant les règlements (CEE) N°3821/85 et (CE) N°2135/98 et abrogeant le règlement (CEE) N°3820/85 du Conseil et du règlement (CEE) N°3821/85 modifié du Conseil des Communautés européennes concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route

Dépôt, à la demande de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 08.02.2010

6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 10.02.2010

6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de KYOTO

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 22.02.2010

6115 - Proposition de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes

Dépôt: Mme Viviane Loschetter, le 05.03.2010

6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2010

6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2010

6118 - Projet de loi relatif à la sécurité des jouets portant transposition de la directive 2009/48/CE du Parlement et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 08.03.2010

6119 - Projet de loi instituant les recours en matière de marchés publics

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.03.2010

3) La pétition N°296 pour l'ouverture du mariage aux couples homosexuels a été déposée en date du 22 février 2010 par l'a.s.b.l. Rosa Lëtzebuerg et l'initiative «Och-fir-eis».

3. 6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 4. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi Nummer 6111 vum Här Jacques-Yves Henckes fir d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert den Tram an de City-Tunnel.

Schléisst d'Chamber sech deem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

De 4. Mäerz huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer, éischtens, eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Ofschafe vun alle Forme vun Diskriminatioun vun de Fraen am politeschen an am öffentleche Liewen nom Modell 1; zweetens, eng Resolutioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert den 90. Gebuertsdag vum Fraewahlrecht; drëttens, eng Interpellatioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Aarmut bei deene Jonken nom Modell 1.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer, éischtens, de Projet de loi 6018 iwwert d'Ännerung vun den territoriale Limitë vun de Gemeng Beetebuerg a Réiser nom Basismodell; zweetens, eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert d'Aschoulung an den Encadrement vu Kanner, déi vun ADHS betraff sinn; d'Konte vun der Chamber fir d'Joer 2008 nom Basismodell, an dann d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2008.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gast Gibéryen freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Datum vum 24. Februar dëst Joer huet mäi Parteikolleeg Fernand Kartheiser e Bréif un de Chamberspresident geschriwwen, fir eng Question avec débat hei op den Ordre du jour ze kréien, déi un de Statsminister geriicht ass, am Zesummenhang mat der Gëlle Fra, déi jo bekanntlech fir d'Weltausstellung op Shanghai déplacéiert gëtt.

Mir sinn enttäuscht, datt de Frënd Fernand Kartheiser bis haut weder eng schréftlech nach eng mëndlech Äntwert op seng Ufro kritt huet. A mir sinn och enttäuscht, datt déi Question avec débat dës Woch net um Ordre du jour steet.

Et schéngt eis awer, vu datt et en elementaart Recht ass vun engem Députéierten, opgrond vun eisem Reglement, fir eng Question avec débat ze stellen, d'Héiflechkeet ze sinn, datt éischtens emol deen Deputéierten eng Äntwert kritt, wat mat senger Question avec débat geschitt, an zweetens schéngt et eis awer och eng Normalitéit an eng Selbstverständlechkeet ze sinn, datt, wann een esou eng Question stellt, datt se dann och op den Ordre du jour kënnt.

Et kann net sinn, datt eist Reglement engem Deputéierten e Recht zouschwätzt, fir esou Questiounen ze stellen, a wann e se stellt, da kritt een iwwerhaapt emol keng Äntwert méi drop, geschweige datt se op den Ordre du jour kënnt.

Ech mengen, den Ordre du jour vun eiser Woch, wa mer ganz éierlech sinn, dat ass e bëssen e moere Kascht. Mir hunn nëmmen zwee Deeg Sitzung dës Woch. Wa mer kucken, wat fir eng Riedezäit datt mer eise Punkten um Ordre du jour ginn, dann ass et gréisstendeels Modèle de base oder Modell 1. Dat heescht, mer stelle generell fest - an dat ass net nëmmen dës Woch - an deene leschte Wochen, datt hei déi politesch Debatt an der Chamber ëmmer weider ofhëlt.

Mir hu geschwënn nëmme méi Projeten hei um Ordre du jour mat Modell de base

a Modell 1. Et mengt ee grad, mir géifen de politeschen Débat hei an der Öffentlechkeet an der Chamber fuerderen.

Mir hunn heiansdo emol nach Heure-de-questions-en. Dës Woch ass och keng Heure de questions um Ordre du jour. Et wier sécherlech Zäit gewiescht, fir dës Woch eng Heure de questions. Dann hätt een zumindest kéinten d'Fro do stellen. Wann Heure-de-questione sinn, stelle mer ganz fest, datt vill Ministeren iwwerhaapt net präsent sinn, obscho se am Land sinn. Wou mir och der Meenung sinn, wann eng Heure de questions hei ass, misst d'office all Minister present sinn, an datt et am Fong keng Excuse gëtt, fir net hei ze sinn, et sief dee Minister hätt eng obligatoresch Auslandsverflichtung; wat een da versteet, datt en net kann hei sinn.

Mir hunn datselwecht och mat Interpellatiounen. Ech hunn eng Interpellatioun iwwert d'Sécherheetswiesen, d'Pompjeeswiesen. Déi ass elo méi wéi véier Joer, wou déi an der Prozedur ass an ëmmer erëm, all puer Méint erëm vertaagt gëtt. Déi kënnt einfach net op den Ordre du jour. A mir mengen, datt mer eis als Parlament, wa mer eis seriö huelen, dat awer net kënne gefale loossen, a dann déi Rechter, déi den Deputéierten an eisem Reglement zoustinn, datt een déi awer och misst kënnen zu honnert Prozent ausüben.

Mir géifen also duerfir en Appel un d'Chamber maachen, a virun allem un d'Presidentekonferenz, an Zukunft all Kéiers derfir ze suergen, datt eng Heure de questions hei op den Ordre du jour kënnt, datt een déi Heure-de-questions-en och géif iwwert d'Joer scho fixéieren, fir datt d'Ministere sech kënne riichten an datt dann och all Minister hei ze sinn huet, et sief, en hätt eng Verflichtung am Ausland.

An och op där anerer Säit Interpellatiounen, déi missten an engem verstännegen Délai kommen. An et kann net sinn, datt d'Regierung décidéiert, wéini datt eng Interpellatioun kënnt. Et ass un den Deputéierten, fir d'Regierung ze interpelléieren, an d'Regierung huet sech där Diskussioun ze stellen. An et kann net sinn, datt dat iwwer Jore verschleeft gëtt.

Hei genau datselwecht mat där Question avec débat, wou déi elo schonn, wéi gesot, viru 14 Deeg ugefrot ginn ass, wou deen Deputéierte emol nach net eng Äntwert kritt huet, ob se op den Ordre du jour kënnt, ob se net op den Ordre du jour kënnt. Da gëtt den Ordre du jour verschéckt, an da stelle mer fest, datt se net dropsteet.

A mir sinn duerfir Demandeur, datt déi Question avec débat dës Woch op den Ordre du jour kënnt. Wann den Här Statsminister selwer net ka kommen, da ka jo en anere Member vun der Regierung a sengem Numm heihinner äntwerte kommen.

M. le Président.- Den Här Jean-Louis Schiltz wëllt dozou d'Wuert ergräifen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Déi Fro do hu mer selbstverständlech an der Presidentekonferenz diskutéiert. An ech schwätzen och vläicht e bëssen am Numm vun der Presidentekonferenz, wann ech dat elo hei soen. Mir waren do mat zwou Froe vum Här Kartheiser befaasst. Dat eent war eng Fro iwwert d'Fermeture vun den Ambassaden an dat anert war déi Fro iwwert d'Gëlle Fra.

D'Presidentekonferenz huet - dat ass richteg - sech haaptsächlech mat där éischter Fro auserneegesat an zréckbehalen, och opgrond vun deene villen Auslandsdéplacementer vum Ausseminister, datt et dach misst méiglech sinn, en Dag ze fannen, wou souwuel den Här Kartheiser disponibel wär wéi den Här Ausseminister, an, ech mengen, deenen och opgedroen, deen Datum do ze fannen.

Et war ee Moment ugeduecht, fir déi Fro no der Kooperatiounsdebatt ze huelen. Mä d'Traditioun wëllt, datt no der Kooperatiounsdebatt, nämlecht wéi no der aussepolitescher Erklärung an nom État de la nation, näischt soss um Ordre du jour ass.

Mir hunn eis also haaptsächlech mat där éischter Fro ausenanergesat an eigentlech duerno net am Detail iwwert déi zweet Fro geschwat. Well déi zweet Fro, misst ee sech emol froen, ob déi un dee richtege Minister geriicht wär. Dat ass eng Fro, déi mer, wann ech mech richteg entsënnen, an der Presidentekonferenz net tranchéiert hunn. An ech géif proposéieren, datt mer den Donneschdeg an der nächster Presidentekonferenz dat dann nohuelen.

Mä mir hunn d'Froen eng no där anerer geholl, esou wéi se gestallt woren, an eis duerfir fir d'éischt mat där éischter ausenanergesat, an deenen zwee Hären, dem Här Kartheiser op där enger Säit an dem Här Ausseminsiter op där anerer Säit, un d'Häerz geluecht vu Säite vun der Presidentekonferenz, datt se sech sollen iwwert den Datum eens ginn.

An wéi gesot, wat déi zweet ubelaangt, huele mer dat den Donneschdeg op den Ordre du jour, well et war och nach ee Moment eng Diskussioun, wat d'Reglement géif virgesi mat deene Questions avec débat. Eng Fro, déi mer och net ultimativ tranchéiert hunn an déi mer dem Greffe opgedroen hunn, eis nach eng Kéier duerzeleeën den Donneschdeg an der Presidentekonferenz.

Et handelt sech also net ëm schlechte Wëlle vun der Presidentekonferenz. Mir huelen eng Fro no där anerer a mir maachen dat seriö en conformité mam Reglement.

M. le Président.- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, ech huelen dat zur Kenntnis. Ech mengen, dat Mannst, wat ee kéint maachen, dat ass, datt deen Deputéierten emol éischtens géif doriwwer informéiert ginn an net am Onwësse gelooss ginn. Dat wär dat Éischt.

An dat Zweet ass, ech mengen, eng Question avec débat, déi kann een net méintelaang ausschleefen. Duerfir, eng Question avec débat ass jo normalerweis och e Sujet vun enger gewëssener Aktualitéit, an dat kann een net verschleefen. An et ass och net un der Konferenzepresident, fir dann ze soen: „Mir kucken, ob mer déi iergendwann eng Kéier no engem aneren Débat huelen."

Wann een eng Question avec débat stellt, dann ass et Usus, datt déi esou séier wéi méiglech hei op den Ordre du jour kënnt. An ech géif dann d'Presidentekonferenz awer invitéieren, fir ze kucken, datt déi zwou Froen d'nächst Woch op den Ordre du jour géife kommen.

M. le Président.- Den Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech wëll op en anere Punkt agoen, deen den Här Gibéryen zitéiert huet, dee vun der Froestonn. An ech wär frou, wa mer och, an der nächster Conférence des Présidents oder op d'mannst vun Iech, kéinten och en Appel un d'Regierung maachen, dass, wann déi ass och d'Präsenz vun der ganzer Regierung gefrot ass.

Dat, wat den Här Gibéryen gesot huet, ass tatsächlech eppes, wat mer hunn, wou mer net wëssen zwee, dräi Deeg virdrun, u wie mer kënnen eng Questioun stellen, dass mer eng Lëscht kréie mat der Präsenz vun de Ministeren, déi sech nach moies selwer ännert, an dass et zimlech kompliziéert ass.

Ech mengen, et ass net all Woch eng. Mir hunn net oft Froestonnen. A wann déi do sinn, soll och wierklech d'ganz Regierung do sinn, ausser, wéi gesot, wa se Obligatiounen am Ausland hunn. Et heescht, e waarmen Appel, Här President, dass Der do och kéint vläicht intervenéieren.

M. le Président.- Soss nach eng Interventioun? Ech géif vläicht festhalen, datt emol éischtens schonn d'Conférence des Présidents décidéiert huet, datt d'nächst Woch eng Froestonn ass. Den nächsten Dënschdeg ass eng Froestonn scho virgesinn.

Zweetens géif ech déi Propositioun vum Här Schiltz hei nach eng Kéier ophuelen, fir datt d'Presidentekonferenz sech muer nach eng Kéier mat deenen zwou Question-avec-débaten beschäftegt an och kuckt se, wa méiglech, op den Ordre du jour vun der nächster Woch ze kréien.

Da waren hei nach zum Ordre du jour zwou Wortmeldungen. Den Här Kox oder d'Madame Loschetter? Madame Loschetter, et ass haut den Dag vun de Fraen. Also kritt d'Madame Loschetter d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, ech wollt Iech just soen, datt déi Resolutioun, déi um Ordre du jour haut steet, eigentlech sans objet ass. Well op där Resolutioun, déi ech am Oktober ofginn hunn, do huet déi gréng Fraktioun soss näischt gefrot, wéi deen Débat d'orientation ze organiséieren, deen elo direkt wäert stattfannen. Esou datt mer duerno net méi brauchen déi Resolutioun ze stëmmen, well den Débat stattfonnt huet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Madame Loschetter, ech hätt dat elo gesot. Dir hutt mer et schonn ewechgeholl. Ech soen Iech trotzdeem Merci. An da kritt elo nach den Här Kox d'Wuert, fir zwou Motiounen eranzebréngen.

5. Dépôt de deux motions par M. Henri Kox

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, wéi Der wësst, si virun enger Woch zu Bréissel an der Kommissioun e puer genmanipuléiert Organismen nei op de Maart komm oder autoriséiert ginn. Et ass eng Kéier déi Gromper, wou Der héieren hutt, an anererséits dräi Maiszorten, wou mir als Gréng d'Regierung wëllen opfuerderen, alles ze ënnerhuelen, esou wéi dat och an der Vergaangenheet de Fall war, fir déi Organismen hei a Lëtzebuerg net anzeféieren an esou wäit wéi méiglech och op europäeschem Niveau sech staarkzemaache mat anere Länner, fir géint d'Autorisatioun vu weidere genmanipuléierten Organismen ze kämpfen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que lors du Conseil Environnement du 4 décembre 2008, les Ministres de l'Environnement de l'UE adoptèrent à l'unanimité cinq actions prioritaires pour mieux encadrer l'évaluation et l'autorisation des OGM, notamment le renforcement de l'évaluation des impacts environnementaux des OGM, la prise en compte des facteurs d'appréciation socioéconomiques et l'amélioration du fonctionnement de l'expertise scientifique;

- constatant que la nouvelle Commission européenne a autorisé en date du 2 mars 2010 quatre variétés d'OGM: la pomme de terre «Amflora» de la société BASF, ainsi que trois croisements de variétés de maïs transgéniques (MON863xMON810, MON-863xNK603 et MON863xMON810xNK603) de la société Monsanto;

- estimant que contrairement aux affirmations du Commissaire européen à la Santé et la Politique des Consommateurs John Dalli, tous les aspects scientifiques et notamment les réserves émises quant à la sécurité n'ont pas été largement pris en compte concernant ces autorisations;

- rappelant que le Programme gouvernemental mentionne que «Le Gouvernement entend affirmer le principe de précaution en matière d'OGM et soutiendra les initiatives „Luxembourg et Grande Région territoires sans OGM"»;

- déplorant que la Commissaire luxembourgeoise a répondu à des courriers de citoyens et d'ONG luxembourgeoises que sa «position sur la question [des OGM] ne diffère pas de celle du Président José Manuel Barroso»;

- rappelant qu'en date d'aujourd'hui plus de 70 variétés d'OGM attendent leur autorisation ou ré-autorisation dans l'Union européenne;

- consciente qu'une majorité de la population luxembourgeoise est opposée aux OGM;

- affirmant la primauté du principe de précaution en matière de santé et de protection des consommateurs;

- constatant que l'Italie et l'Autriche ont immédiatement annoncé leur intention d'interdire la culture d'«Amflora» et que la France attendra l'avis du Haut conseil des biotechnologies pour arrêter sa position,

invite le Gouvernement

- à user de tous les moyens disponibles pour interdire ou rendre impossible la mise en culture, la transformation et la vente au Grand-Duché de Luxembourg des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010;

- à s'opposer à toute autorisation d'OGM avant la conclusion satisfaisante des cinq actions demandé à l'unanimité par les États membres en décembre 2008;

- à soutenir une réforme de la procédure d'autorisation et d'évaluation des OGM pour qu'elle prenne aussi en compte les effets sanitaires et environnementaux à moyen et à long terme, de même que des facteurs socioéconomiques;

- à se coordonner avec d'autres États membres afin de mettre sous pression la Commission européenne et l'Autorité Européenne pour la Sécurité des Aliments (EFSA) pour qu'elles respectent un moratoire sur l'autorisation et la ré-autorisation d'OGM jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation et d'évaluation renforcée.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Et ass awer och eng zweet Motioun, déi vläicht en Novum ka sinn. Ech mengen, dass Europa nom Lissabonner Vertrag nei Instrumenter kritt huet. Europa kann awer och keng Einbahnstrooss sinn. Et kann net sinn, dass mir alles vun der Europäescher Kommissioun sollen esou akzeptéieren, dass souguer explizit am Europäesche Vertrag festgehale gëtt, dass d'Implikatioun vun de Parlamenter aus deenen eenzelne Länner am Virfeld och soll mat implizéiert ginn.

An dofir ass eng zweet Motioun, déi u sech un d'Europäesch Kommissioun geriicht ass, fir se effektiv drop hinzeweisen, dass d'Lëtzebuerger Parlament wierklech entsat ass iwwert déi Prozedur quant à la forme an um Fong, wéi esou Autorisatioune vu genmanipuléierten Organismen an der leschter Zäit duerchgefouert gi sinn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que lors du Conseil Environnement du 4 décembre 2008, les Ministres de l'Environnement de l'UE adoptèrent à l'unanimité cinq actions prioritaires pour mieux encadrer l'évaluation et l'autorisation des OGM:

• le renforcement de l'évaluation des impacts environnementaux, à moyen et long termes, des OGM cultivés, notamment ceux produisant des pesticides ou résistant à des herbicides,

• le lancement en 2009 d'une réflexion communautaire, par les États membres et la Commission, pour définir et prendre en compte des facteurs d'appréciation socio-économiques relatifs aux OGM, avec un rapport de la Commission pour 2010,

• l'amélioration du fonctionnement de l'expertise, notamment en associant d'avantage les États membres au processus d'expertise confié à l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (AESA),

• la fixation de seuils communautaires de présence d'OGM dans les semences conventionnelles, seuils qui doivent contribuer à garantir aux utilisateurs un libre choix réel entre semences OGM, conventionnelles et biologiques,

• la protection, au cas par cas, de zones sensibles et/ou protégées, telles que Natura 2000, et la prise en compte des pratiques agricoles spécifiques,

- rappelant qu'en date d'aujourd'hui plus de 70 variétés transgéniques (coton, fleur, maïs, pomme de terre, colza, riz, soja et betteraves) attendent leur autorisation ou ré-autorisation en Europe;

- constatant que la nouvelle Commission européenne a autorisé en date du 2 mars 2010 de nouvelles variétés d'OGM sans avoir attendu les résultats de la réflexion susmentionnés et la mise en place d'une évaluation scientifique plus large et plus poussée;

- rappelant qu'il s'agit d'une autorisation pour la mise en culture à des fins industrielles et en ce qui concerne les produits dérivés aussi pour l'alimentation animale et pour l'alimentation humaine à hauteur d'une contamination de 0,9% d'une pomme de terre transgénique dite «Amflora» de la société BASF, ainsi que de trois croisements de variétés de maïs transgéniques déjà autorisées à titre individuel (MON863xMON810, MON863xNK603 et MON863xMON810x NK603) de la société Monsanto pour l'importation et la transformation à des fins d'alimentation humaine et animale;

- estimant que contrairement aux affirmations du Commissaire européen à la Santé et la Politique des Consommateurs John Dalli, tous les aspects scientifiques et notamment les réserves émises quant à la sécurité n'ont pas été largement pris en compte concernant ces autorisations;

- se référant au Traité de Lisbonne, qui renforce considérablement le rôle des Parlements nationaux dans l'architecture institutionnel de l'Union européenne en mentionnant notamment leur contribution au «bon fonctionnement» de l'UE et en les impliquant d'avantage dans la procédure législative européenne,

invite le Gouvernement à inviter la Commission européenne

- à respecter un moratoire sur l'autorisation et la ré-autorisation d'organismes génétiquement modifiés jusqu'à la conclusion des réflexions exigées à l'unanimité par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socioéconomiques à moyen et à long terme;

- à respecter le principe de précaution en matière de santé humaine et de protection des consommateurs;

- à garantir une réforme démocratique et transparente des procédures d'autorisation et d'évaluation des OGM en incluant tous les acteurs concernés.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

A mir sollte mat aller Schäerft dat och eng Kéier matdeelen, dass, wéi gesot, d'Europäesch Kommissioun keng Einbahnstrooss ass, mä dass et en Hin an Hier, en Zesummeschaffen ass vun de Lännerparlamenter mat der Kommissioun. Dofir maachen ech den Dépôt vun zwou Motiounen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci. A mir kéimen dann elo zur Orientéierungsdebatt iwwert d'Ofschafe vun all Form vun Diskriminatioun vun de Fraen am politeschen an am öffentleche Liewen.

Als nächste Punkt vum Ordre du jour hate mer effektiv virgesinn, d'Resolutioun vun der Madame Loschetter ze huelen. Dës Resolutioun huet u sech eng Debatt an deem Sënn, wéi mer se elo féieren, gefrot. A wéi d'Madame Loschetter virdru scho richtegerweis ënnerstrach huet, ass domadder déi Resolutioun iwwerfälleg ginn. Esou datt mer direkt kënnen hei zur Orientéierungsdebatt iwwergoen a mer och net méi brauchen iwwert déi Resolutioun herno ofzestëmmen.

D'Riedezäit vun der Orientéierungsdebatt ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Schaaf, d'Madame Polfer, den Här Lux, d'Madame Loschetter, den Här Kartheiser, den Här Hoffmann an d'Madame Err. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf als Member vun der Familljekommissioun. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

6. Débat d'orientation sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays

Exposé

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Här President, Dir Damme Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zënter dass virun 100 Joer op der zweeter sozialistescher internationaler Fraekonferenz zu Kopenhagen - dat war den 8. Mäerz 1910 - an op Virschlag vun där däitscher Léierin Clara Zetkin d'Iddi vum internationale Fraendag an d'Liewe geruff ginn ass, ass vill geschitt, awer net genuch.

Deemools war déi prioritär Fuerderung déi vum Wahlrecht fir d'Fra. Haut ass dat eng Fuerderung, déi besonnesch jonke Leit e bëssen absurd virkënnt, well hinnen d'Wahlrecht an hirer heiteger Form als evident erschéngt. Kaum ee ka sech iwwerhaapt nach virstellen, dass Männer a Fraen an der Fro vum Wahlrecht net solle gläich sinn. Zu Lëtzebuerg gëtt et dëst Wahlrecht jo zënter 90, geschwënn 91 Joer, an Däitschland 92 Joer, a Frankräich zënter 66 Joer, an an der Schwäiz - fir der just e puer ze nennen - zënter 39 Joer. Et gëtt haut kee Land méi op der Welt, wou nëmme Männer dierfe wiele goen.

Et ass méi spéit, vun deem Moment un, wou d'Fraen an deene meeschte Länner an Europa an och an den USA d'Wahlrecht zougesprach kruten, datt den internationale Fraendag zu engem Forum ginn ass, wou Fraen op sozial Problemer a sozial Ongerechtegkeeten opmierksam gemaacht hunn.

Wann d'Iddi vun engem internationale Fraendag schonn 100 Joer al ass, esou ass déi international Unerkennung vun dësem Dag awer zimlech rezent. De Fraendag ass eréischt 1977 vun de Vereenten Natiounen offizialiséiert ginn. Zënterhier gëllt dësen Dag als e Moment, fir Bilan ze zéien, fir nozedenken iwwer Chancëgläichheet an iwwer Diskriminéierung géint Fraen an eiser Gesellschaft.

Et ass en Dag, fir opzeruffen, en Dag, fir konkret Verbesserungen an d'Wee ze leeden. Et ass en Dag, dee mer notze sollten, fir eis selwer a Fro ze stellen. Et ass en Dag, dee wichteg ass.

A wa mer eis selwer froen no eiser eegener Toleranz fir diskriminatoresch Haltungen oder Aktioune géint d'Fraen an eiser Mëtt, dann ass eis Äntwert, déi, dass mer kee Versteesdemech fir esou Haltungen hunn. Kee vun eis huet fir sech selwer den Androck, dass hien Diskriminatioune wëllt, datt e se ënnerstëtzt, datt e se erlaabt oder och nëmmen zouléisst. En typesche Mann laacht jo emol iwwer e Fraewitz, an ëmgedréint Fraen iwwer e Männerwitz, an domadder ass ee schonn um Enn vun deem bewossten Erofkucken ukomm.

Awer esou einfach ass et eben net. Et geet net duer, seng Hänn an de Schouss ze leeën. Näischt maachen, ass nämlech an dëser Fro och eppes maachen. Näischt maachen an der Fro vun der Chancëgläichheet, heescht esou vill wéi déi aktuell Ongläichheet, déi op verschiddenen Domäne besteet, matdroen. An där Domäne gëtt et vill: déi ënnerscheedlech Carrièresaussiichten, ongläich Bezuelung fir gläich Aarbecht, Rentenofsécherung, Unerkennung vun der Gesellschaft, Belaaschtung an der Famill - vu Kannererzéiung bis zur Fleeg vun den Elteren an dacks och de Schwéierelteren duerch d'Fraen, Gewalt an der Famill a géint Fraen. Dat sinn alles Themen, déi eng Diskussioun néideg maachen an déi een aktiivt Agräifen erfuerderen.

Zënter 1995 existéiert de Ministère fir Chancëgläichheet, zum Ufank Fraeministère genannt. D'Madame Jacobs huet dëse Ministère mat vill Äifer opgebaut, an haut, mat der Ministesch Françoise Hetto, hëlt sech dëse Ministère mat vill Energie all dësen Themen un. Et brauch een nëmmen de Regierungsprogramm zu deem Sujet ze liesen. D'Fraenorganisatiounen, alle virop de Conseil national des femmes, denkt vir, fuerdert eis op, analyséiert an hëlt a ganz klore Wierder Stellung. An awer ass dëse Sujet net ëmmer eng Prioritéit an eisem Denken. Et ass un eis all, fir eppes dorausser ze maachen.

Chancëgläichheet ass deemno och eng Fro vun Astellung. Et ass eng Fro vum Denken. Et geet net duer, enger Fra eng Dier opzehalen oder si als éischt ze begréissen. D'Rollendenken an eiser Gesellschaft esou ëmzegestalten, dass jiddwerengem seng Fräiheet respektéiert a seng Dreem, sech selwer ze verwierklechen, eng reell Chance hunn, dat verlaangt eng Opmierksamkeet, déi iwwer eng reng Héiflechkeet erausgeet.

Deen Domän, deen et haut op dëser Plaz ze kommentéiere gëllt, ass awer dee vun der politescher Participatioun vun de Fraen. Et ass gutt, dass mer de Sujet vun haut agegrenzt hunn. Dat huet eis erlaabt, konkret ze ginn. Richteg betruecht, solle mer eis eigentlech de Mëtteg mat eis selwer beschäftegen. War et virun honnert Joer dat aktiivt Wahlrecht, dat d'Frae mobiliséiert huet, esou ass et haut, honnert Joer méi spéit, déi aktiv Participatioun vun de Fraen an der Politik. Dat wëllt och heeschen an de politesche Parteien.

Den Artikel 7 vun der CEDAW-Konventioun, dëser internationaler Konventioun, déi eis verflicht als Land, fir d'Eliminatioun vun alle Forme vun Diskriminéierung vun de Fraen ze suergen, steet haut zur Debatt. Dësen Artikel 7 seet - an ech zitéiere just den Ufankssaz: „Les États prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays." Do geet et ëm de Vote, do geet et ëm d'Participation politique, ëm d'Elaboratioun vun der Politik an ëm d'Participatioun an Organisatiounen an Associatiounen am Land.

Kuerz gesot, dës international Konventioun, déi Lëtzebuerg jo ratifizéiert huet, verflicht eis, derfir ze suergen, dass d'Fraen un der Leedung vun eisem Land ugemiesse bedeelegt sinn. Dës Konventioun engagéiert textuell de Stat géint d'Diskriminéierung vun de Fraen am öffentlechen a politesche Liewen. Dat werft jo d'Fro op, ob et dem Stat seng Verantwortung ass an net meng? Oder, aneschters ausgedréckt, wien ass de Stat, wann net mir alleguer als Politiker an als politesch Parteien?

Mir kënnen hei net maachen, wéi wa mir aus der Verantwortung eraus wieren an all Verantwortung bei der Regierung wier. Ech hoffen, dass keng politesch Partei mécht, wéi wann déi CEDAW-Konventioun si selwer net engagéiert an drop waart, dass vun uewen Direktive kommen, déi se da kann ëmsetzen oder argumentativ bekämpfen, well se ze wäit ginn oder net wäit genuch, oder well se de Frënn vun de Männer den Angschtschweess op d'Stir dreift.

Wa mir, déi eis als politesch Parteien eescht huelen, wa mir d'Politik als en Deel vum Stat gesinn, dann ass dësen Aspekt aus der CEDAW-Konventioun eng Selbstverflichtung un eis politesch Parteien. Eng Selbstverflichtung fir jiddwer Eenzelnen heibannen a fir all Niveau a Gremium vun eise Parteien. Duerfir ass dësen Débat vun haut och en Débat iwwert de parteiinternen Ëmgank mat der Gläichheet tëschent de Geschlechter.

D'CSV versteet den Débat vun haut net als eng Opstellung vun engem Fuerderungskatalog un eis Ministesch. Et ass ze einfach ze soen, et wier der Regierung hir Schold, wa Betriber sech net un d'Gesetz halen, wa manner wéi 60% Frae schaffen, bei wuessenden Zuelen zwar, wa manner Frae wéi Männer gewielt ginn, wann d'Parteien d'Kandidature vun de Fraen net aktiv ënnerstëtzen an esou weider. D'CSV versteet dëse Moment och net als eng weider Ronn vu schéine Wierder an allgemeng gültege Wourechten zum Fraendag. Et soll net esou ausgoen, dass hei eng Fraktioun no där anerer probéiert, den Erwaardunge vun de Leit dobausse méiglechst gerecht ze ginn, ouni sech ze wäit aus der Fënster ze leeën oder seng Wielerschaft ze veronsécheren.

Mir sinn hei, fir zesumme konkret ze erklären, wéi mir selwer bei eis de Sujet upaken. Mir steet et also zou, d'Situatioun vun de Fraen an der CSV ze beliichten. Ech wëll hei erklären, wéi d'CSV, als gréisst Partei am Land, de Sujet vun der Bedeelegung vun de Fraen an der Politik gesäit a wéi d'CSV dëst an den eegene Reien ugepaakt huet. A wann ech soen ugepaakt huet, da ginn ech zréck op ee ganz wichtege Moment fir d'CSV. De 17. Mäerz 2001, also virun néng Joer, huet d'CSV op hirem Nationalkongress nei Statuten ugeholl. Munch Kommentatoren hunn deemools vun enger geschichtsräifer Entscheedung, jo souguer vun enger Revolutioun geschwat. Mat ganz grousser Majoritéit gouf décidéiert, dass all Kandidatelëschten an all Gremien an hirer Besetzung kee Geschlecht mat manner wéi engem Drëttel däerfen ausweisen.

D'CSV huet sech fréi Gedanke gemaach iwwert d'Bedeelegung vun de Fraen an den eegene Reien. D'Kandidatelëschte mat bal nëmme Männer waren net zefridde stellend. Dës Statutenännerung war kee spontanen Afall vum deemolege Generalsekretär Jean-Louis Schiltz oder der Parteipresidentin Erna Hennicot-Schoepges. Et war eng gutt iwwerluechten an eng intern vill diskutéiert Regelung. Déi deemoleg Ministesch Marie-Josée Jacobs, zoustänneg fir de Fraeberäich an de Ministère, ass, wéi vill anerer, matresponsabel un dëser Geschlechterquot. D'Fraen an der Partei, d'CSF, hunn Hiert och dozou bäigedroen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV ass jo net bekannt als e klengt Segelboot, dat bei all Wandstouss seng Richtung ännert. D'CSV ass ee grousst Schëff, dat seng Richtung no internen Diskussiounen op villen Niveaue festleet, an dat sech ëmmer vun engem Mënschebild a vu Wäerter leede léisst. Duerfir war dës Entscheedung och eng, déi eng éierlech Ausenanersetzung vun allen Delegéierten, déi doriwwer ofgestëmmt hunn, verlaangt huet. Vläicht war et och wéinst dëser Grondgemeinsamkeet vu Wäerter iwwerhaapt méiglech, e Konsens an der Partei ze kréien zu där Fro. Et war eng Entscheedung, déi dem Mateneen an der Gesellschaft, der Relatioun tëschent de Geschlechter sollt an och konnt en Impuls ginn. Wann d'CSV dës Een-Drëttel-Quot agefouert huet, da kann dat natierlech och en Impuls si fir anerer.

Grad esou ambitiéis a fir dësen Débat gradesou wichteg, war eng aner Neierung, déi d'CSV och 2001 um Kongress agefouert huet. Et gouf en Zil formuléiert. Den Artikel 82 vun eise Statute seet zënter Mäerz 2001 - an ech zitéieren op Däitsch: „Die Partei, ihre Gremien und Organe, sowie ihre Unterorganisationen sind verpflichtet, die Gleichstellung von Frau und Mann in der Partei durchzusetzen." D'CSV huet e Parteizil, an als Parteizil déi Gläichstellung verankert.

Um Wee zur Gläichstellung ass d'Quoteregelung en Etappenzil, eng Iwwergangsregelung, wéi de Jean-Louis Schiltz et am Mäerz 2001 selwer formuléiert huet. De Wee zur Chancëgläichheet gesäit parteiintern bei der CSV also ganz kloer aus: Eng Een-Drëttel-Quot als Minimum an eng Paritéit als Zilsetzung. Et kann ee soen, wann dann esou eng Een-Drëttel-Quot schéngt ganz positiv ze sinn, firwat dann net direkt et zur Flicht ze maachen, 50% virzeschreiwen? Just e puer Argumenter wëll ech sträifen, ouni awer weider dorobber anzegoen.

Zum éischten emol brauchen d'Mënschen Impulser a Richtungen. D'Paritéit ass d'Richtung, een Drëttel ass den Impuls, an de Rescht läit an eiser Hand. Mir bewegen eis an déi richteg Richtung. Et ass besser, Verantwortung ze iwwerhuelen an dee Spillraum mat där Verantwortung ze gestalten. Dann ass et och esou, dass de Reservoir vun de Fraen, déi sech wëlle politesch engagéieren, war an och haut nach ass - de Moment jiddefalls - méi kleng wéi dee vun de Männer. Jiddwereen, dee Kandidatelëschten opstellt, dee weess dat. Dëst ze änneren, dat ass de Prozess. An dee léisst sech eben net mat enger Quot kommandéieren.

D'Konsequenz dovunner ass, dass just eng Norm net duergeet. Mir brauchen och Zäit fir Opbauaarbecht an Eruféierung un d'Politik. De Spillraum tëschent engem Drëttel Flicht a 50% Zil, erlaabt et, de lokalen an nationale Gegebenheete Rechnung ze droen. 50% hätt 2001 sécherlech, an och haut nach, plazeweis dozou gefouert, dass Frae sech als Quotefra gefillt hätten. Dësen Aspekt ass och virgëschter Owend an der Table ronde, déi de Ministère zum Sujet organiséiert hat, zur Sprooch komm.

D'CSV ass déi éischt grouss Partei, ausser mir feelt eppes a mengem Wëssen, déi, ausser déi gréng, och iwwert de Wee vun hire Statuten d'Gläichstellung vu Mann a Fra viséiert a verbindlech Regelen um Wee dohinner festgeluecht huet. A well ee gutt Iddië kopéieren däerf a soll, steet de Modell zur Verfügung. D'CSV ass der Meenung, dass déi Richtung, déi mir virun néng Joer ageschloen hunn, déi richteg

ass. Mir kënne jiddwereen invitéieren, bei sech selwer an am Konsens mat senge Mandatairen eng Zilvirgab fir hie selwer ze formuléieren an dorop hinzeschaffen.

D'LSAP, d'DP an déi gréng an den ADR, déi komme jo selwer heihinner, fir hir Virstellung ze ginn, wéi si sech dozou äusseren. Ech wëll also dat net a menger Ried beliichten.

De Sujet vun der Participatioun vun de Fraen an der Gestaltung vum Land, vun de Parteien muss eiser Meenung no vun de Parteien intern selwer gekläert ginn. Et ass dobäi natierlech esou, dass net all Partei fir sech zur selwechter Konklusioun kënnt. Awer eng Konklusioun sollt een zéien. Dat ass eng Viraussetzung, fir iwwerhaapt iwwert déi Propos, déi déi gréng gemaach hunn, fir 50/50% virzeschreiwen, ze diskutéieren. An där Gesetzespropos gëtt jo vun uewen erof en Équiliber quasi opgezwongen, tëscht 50% Fraen a 50% Männer op alle Kandidatelëschten. Och soll doriwwer diskutéiert ginn, fir all Gremien am öffentlechen, sozialen, kulturellen, sportlechen an ökonomesche Beräich strikt paritéitesch ze besetzen.

Ob mer esou eng Gesetzespropos iwwerhaapt néideg hunn, hänkt ënner anerem jo och vun eiser Fäegkeet of, mat dësem Thema ëmzegoen. Ech kommen nach op dee gréngen Aspekt ee Moment zréck. Bei der DP a beim ADR schénge menges Wëssens jo och Quote bis elo keen Thema ze sinn, mä dat héiere mer jo hannenno.

Eng wichteg Fro ass awer nach dës: Wat huet sech dann an der Praxis bei der CSV geännert? Déi wichtegst direkt Konsequenz, dat ass d'Opstelle vun de Kandidatelëschte selwer. Et huet net jiddwereen arrangéiert, dass en Drëttel Fraen op der Lëscht fir Gemengen- a Landeswahle musse sinn. Dat muss dacks heeschen, dass Frae musse fonnt ginn. Awer grad dat ass eng wäertvoll Saach, besonnesch op Gemengenniveau.

All Sektiounen a Proporzgemenge sichen zënterhier hir Kandidaten net méi eleng no Kriterie vu Kompetenz, Bekanntheetsgrad, Alter, Wunnuert, Interessi, Beruff, an esou weider eraus. Dobäi kënnt déi Iwwerleeung vum Geschlecht. An et gëtt bewosst no Frae gesicht, awer net nëmme gesicht. Frae ginn ugeschwat, si gi motivéiert, si ginn agebonnen. D'Zuel vun de Fraen op de Kandidatelëschten, an de Comitéen, an de Gemengekommissiounen, déi huet sech zënterhier wesentlech vergréissert.

D'Gemengewahlen 2005 ergi folgend Bild vun CSV-Mandater: Vun alle gewieltene Gemengeréit sinn 18% Fraen. Bei de Schäffe sinn et der aacht vu 66, oder 12%. Bei de Buergermeeschtere sinn et der véier vu 44 oder just 9%. Mir gesinn also, dass d'Prozenter vu Gemengerot bis Buergermeeschter sech halbéieren. Si fale vun 18 iwwer zwielef op néng. Déi Prozenter weisen awer och, wann ee se anescht liest, dass ee ka soen, mir bauen op. Duerch den Effet vun der fräiwëlleger Quot sinn nei Fraen un d'Politik erugefouert ginn. An dee Prozess, dee mécht intern säi Wee.

Eleng d'Käpp op de Lëschten ze hunn, geet ebe jo och net duer, fir Mandater ze kréien. Frae ginn net vum selwe gewielt, grad wéi Männer net vum selwe gewielt ginn. Duerfir huet sech nach eppes Wichteges geännert. D'Männer op de Lëschte stinn hannert de Fraen op der Lëscht. Eng Fra huet nëmmen dann eng Chance, wann och déi bekannte Gesiichter op enger Lëscht si visibel, iwwerzeegt a konsequent ënnerstëtzen. Och dat ännert eppes um Wee zur Gläichberechtegung. Zënter der Aféierung vun der Quot ass schliesslech méi e bewossten Ëmgank mat der Chancëgläichheet komm. Männer freeë sech och iwwer Fraen an der Politik an iwwer hiert gutt Ofschneiden.

An der praktescher Aarbecht gesi Männer a Fraen d'Welt net ëmmer mat de selwechten Aen, dacks souguer net. An dat ass gutt fir déi konkret Alldags- a Gesellschaftspolitik. Et kënnt een hei konkret Beispiller ufëieren. Allerdéngs mat Parteipolitik hu mer wéineg Afloss, dat ass e Bémol, deen een an där doten Diskussioun muss nennen, a wéineg Afloss op d'Majorzgemengen. Mir haten 2005 bei de Gemengewahle 36 Proporzgemengen am Land, awer 81 Majorzgemengen.

Firwat solle mer dann elo keng 50/50-Regelung aféieren? Huele mer d'Beispill vun de Gréngen. Bei de Chamberwahle si 50% Kandidatinnen ugetrueden, an an der Chamber 15% direkt gewielt ginn. Bei der CSV waren een Drëttel Fraen op de Lëschten, an et si 27% direkt an d'Chamber gewielt ginn. Eng paritéitesch Lëscht ass also net onbedéngt e Garant duerfir, dass eng paritéitesch Mandatsverdeelung, wéi och de Conseil national des Femmes se fuerdert, kënnt.

Als Mëttel zum Zweck geet dat eleng net duer a lenkt och of vun der Eegeverantwortung, déi all Partei fir hiert eegent Bild vun der Gesellschaft huet. Eng Partei soll musse selwer Faarf bekennen a sech selwer Ziler setzen, amplaz se vum Législateur opgezwonge kréien. Wa mer wierklech géifen e Parlament vu 50% Männer a 50% Frae wëllen, da géif dat jo nëmme goen, wa mer exakt 30 Männer an 30 Frae géife wielen. Eise Wahlsystem an eist Wahlgesetz an esou eng Richtung ze änneren, mengen ech, ass keen, deen dat wierklech wëllt, an ech mengen och net, dass dat machbar ass.

An da wësse mer och all, dass Famill, Kannererzéiung a Politik nëmme gutt ze maache sinn, wann de Partner vum Politiker sech ëm déi dote Beräicher këmmert. Mir mussen also net nëmme Frae fannen, déi politikverbasse sinn, mir mussen och Partner fannen, déi hinnen d'Aarbecht an der Famill ofhuelen. Vollzäitpolitiker ass kee 40-Stonnen-Job an huet kee geregelten Horaire. Mam Verantwortungsgrad klëmmt den Zäitopwand, klëmmt och d'Kritik, där ee permanent ausgesat ass, klëmmt d'Erwaardung vun de Leit a klëmmt den Drock, deem een ausgesat ass.

Ouni Ënnerstëtzung ass et ganz schwiereg als Fra, fréi an der Politik Fouss ze faassen. D'Männer sinn also och gefuerdert, wa mer eng besser Verdeelung vun der Verantwortung wëllen. Et sinn net d'Fraen eleng, déi sech solle bewegen, fir méi Fraen an d'Politik ze kréien, mir mussen eis all mat bewegen. Et ass eng gesellschaftlech Erausfuerderung, op déi mer mussen hischaffen. Aus all dëse Grënn ass eng 50/50-Regelung e gutt internt Zil, awer eng falsch extern Oplag.

Nach e puer Konklusiounen: Éischtens emol, méi eng héich an équilibréiert Bedeelegung vun de Fraen un der Leedung vum Land ass en Zil, dat mir ënnerstëtzen. Zweetens, d'CSV ass géint eng legislativ virgeschriwwe Quot, mä fir eng fräiwëlleg Quot, déi all Partei sech selwer soll ginn. D'Verantwortung duerfir soll net ewech delegéiert ginn. Drëttens, d'CSV zitt e positive Bilan vun der eegener Drëttel-Quot. Véiertens, dat Zil, wat mer wëllen, erreeche mer net eleng duerch eng Quot vu Kandidaten. Mir brauchen eng positiv Vermëttlung vun der Politik, eng Motivatioun vun de Fraen, eng parteiintern Ënnerstëtzung an eng Eruféierung un d'Politik. A fënneftens brauche mer och e gesellschaftlecht Ëmfeld, dat fir d'Fraepolitik frëndlech ass, Toleranz an Ënnerstëtzung vu Männer, an net zulescht och vun de Frae vis-à-vis vun de Fraen, déi hir Kompetenz an den Déngscht vun eis all stelle wëllen.

Zum Beispill däerfe mer net nëmme vu flexiblen Aarbechtszäite fir d'Fraen, mä och fir d'Männer schwätzen, wa si sollen d'Zäit fannen, fir d'Chargen an der Koppel matzedroen a se am gemeinsamen Averständnis anescht opzedeelen. Do ass Iwwerzeegungsaarbecht néideg, op ganz ville Pläng. Schliesslech muss ee soen, den Débat vun haut ass jo keen Ofschloss. D'Diskussioun geet weider op villen Niveauen a fir eis all. Eng méi héich Bedeelegung vun de Fraen an der Politik ass wënschenswäert.

Wa mer dësen Aspekt, zesumme mat engem positive Bild vun der Politikerin an dem Politiker, well och dat ass net ëmmer einfach, dobaussen ass de Politiker an d'Politikerin net ëmmer e Positiven, well et gëtt vill Kritik un der Politik an un deenen, déi se ausféieren, mä mir mussen och dat fäerdeg bréngen, fir och de Leit eng Motivatioun matzeginn an e positiivt Bild vun der Politik als eng nobel Aufgab dobaussen ze vermëttelen. Wa mer dat fäerdeg bréngen, mä och an eisen eegene Reie förderen, da komme mer progressiv méi wäit, wéi mer haut mengen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schaaf Merci, an als nächste Riedner ass déi honorabel Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, wéi scho gesot, virun zwee Deeg hu mer fir d'honnertste Kéier un de Fraendag geduecht, quitte datt mer gesot kruten, zënter '77 eréischt gëtt en international gefeiert, mä et ass awer e markante Moment: 100 Joer. Mir hunn och gëschter 100 Joer vun dem éischte Meedercherslycée gefeiert. Et muss ee sech ëmmer nees an d'Zäit versetzen, wéi laang d'Fraen net wierklech iwwerhaapt emol déi éischt Chance kruten, fir matzehalen, dat heescht wierklech och kënne sech weiderzebilden. 100 Joer.

90 Joer waren et d'lescht Joer, datt d'Lëtzebuerger Fraen d'Wahlrecht kruten. Dat kléngt ganz gutt, well mir waren domat effektiv eent vun den éischte Länner, europäesche Länner, wat de Fraen d'Wahlrecht ginn huet, virun 91 Joer. Mä wann een dann awer bedenkt, datt et dee Moment, 1919, nëmmen eng Fra, an nëmme fir e puer Joer, an der Chamber ginn ass, an datt mer dunn hu misse bis '65 waarden - bis '65, also 46 Joer - bis nees eng Kéier déi éischt Fra an d'Chamber komm ass...

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- …an zwar - a wéi eng! -, d'Madame Lulling, déi dunn awer och dat Joer drop, also bei deene Wahlen drop gewielt ginn ass, '68. '68! Eng Fra an der Chamber! '74 - et ass du lues ugaang! - dräi; '79 véier - Do hunn ech och dozou gehéiert. Do hu mer zesummen ugefaangen. -; '84 néng; '89 zéng a vun do un zwëschen zwielef a 14.

Et huet also laang gedauert, bis eppes an der Situatioun vun der Fra geännert huet, an dat ass wierklech am Fong eréischt ugaang an de 70er Joren. Bis dohinner war - an dat muss een ëmmer nees bedenken, well et ze vill liicht vergiess gëtt -, bis '72, bis den Eugène Schaus, e liberale Justizminister, eng entspriechend Gesetzesvirlag agereecht huet, déi och ugeholl ginn ass. Bis dohin ass eng Fra, deen Dag, wou se bestuet ginn ass, mannerjähreg ginn, konnt kee Beruff ausüben ouni d'Autorisatioun vum Mann, konnt kee Bankkonto opmaachen ouni d'Autorisatioun vum Mann.

(Interruptions)

Dat ass also nach net esou laang hier. An et ass eréischt an de 70er Joren, wou dunn effektiv konsequent duerchgezu ginn ass, datt op d'mannst d'legal Gläichstellung vu Fra a Mann an deene verschiddene Beräicher an d'Gesetzer ageschriwwe ginn ass. Ech zielen déi Gesetzer elo net alleguerten hei op, mä ech erënneren nëmmen un déi wichtegst.

Dat war effektiv dee vun der Capacité juridique vun der Fra, datt se also net mannerjähreg ginn ass, deen Dag, wou se sech bestuet huet, datt se net méi d'Autorisatioun vun hirem Mann gebraucht huet, fir e Beruff auszeüben. Datt och d'Elteren an hirer elterlecher Gewalt gläichgestallt gi sinn. Och dat krute mer eréischt '74, an eng ganz Rei aner Gesetzer: d'Gläichstellung vum Loun, gläiche Loun bei gläicher Aarbecht.

All déi Saache sinn an de 70er an 80er Jore komm, mä mir wëssen, dat eent ass den Text, dat heescht d'gesetzlech Grondlag, an dat anert ass d'Praxis. An déi léisst heiansdo méi laang op sech waarden. Well, an der Praxis, dat ass dat, wat an de Käpp muss änneren. A fir Käpp ze änneren, fir Gefiller ze änneren, fir Schemaen, fir Denkschemaen, fir Gesellschaftsstrukturen ze änneren, dat dauert leider oft méi laang.

An dofir ass et och gutt, datt mer all Joers nees eng Bestandsopnahm maachen a kucken, wou mer da stinn, mat deem, wat mer wëllen. Well haut - mir hunn et elo just nees héieren -, haut fënnt jo jiddwereen dann normal, oder et gëtt gesot, et wier normal, datt d'Fraen déi nämlecht Rechter a Flichten hätte wéi d'Männer. Dat war awer, an et ass nach net esou laang hier, guer net de Fall. Virdrun huet den Här Schaaf vu senger Partei geschwat, ech brauch mech hei net ze schumme fir dat, wat meng Partei an där doter Hinsicht am Laf vun deene leschten 30 Joer, souwuel op legalem Plang wéi och an der Praxis, mat deene Fraen, déi sech engagéiert hunn, gemaach huet. Mä ech wäert nach dorop zréckkommen.

Wéi ass haut… Wou si mer haut ukomm mat all deem, wat mer wëllen erreechen, wat mer an den Texter engersäits hunn, mä wat an der Praxis net ëmmer onbedéngt esou ass?

Mir hate virun e puer Wochen hei an der Chamber eng ausgiebeg Debatt iwwert d'Situatioun vun der Fra an der Aarbechtswelt, iwwer hir Aarbechtskonditiounen, iwwert d'Problematik „gläiche Loun fir gläich Aarbecht". Ech ginn also net méi am Detail op déi Froen an.

Et ass just festgehale ginn, datt am Duerchschnëtt 55% vun de Fraen um Aarbechtsmaart sinn. Do leie mer net gutt am europäesche Verglach, mä - an ech deelen do dem Minister Schmit seng Duerleeung - ech mengen, et soll een d'Saach vun där positiver Säit kucken. Well 55%, dat ass den Duerchschnëtt, an do gehéiere souwuel déi méi eeler Joergäng derzou wéi déi jonk. Or, déi eeler Joergäng, dat sinn déi, déi eben nach aus deene méi ale Gesellschaftsstrukturen, Gedankegäng kommen. Während déi Jonk, dat sinn déi, déi eis weisen, wouhin dës Gesellschaft geet. A wann ech déi Zuele kucken, da sinn ech vill méi optimistesch.

Zum Beispill wann een den Duerchschnëtt hëlt vun de Fraen zwëschent 25 an 49 Joer, dat sinn also déi jonk Generatiounen, do sinn 71% vun de Fraen um Aarbechtsmaart. An dat sinn dann Zuelen, wou mer nees vill besser dostinn. Während déi Fraen zwëschent 50 a 64 nëmmen zu 40% sinn. Wann ech also d'Direktioun, an déi mer ginn, kucken, sti mer positiv do.

Ee vun deene Constaten, déi dee Moment gemaach gi sinn, ass den Ënnerscheed an der Pai vu minus 12% am Duerchschnëtt, nees eng Kéier fir d'Fraen, och do ginn ech net an all déi Konklusiounen an an hale just fest, datt dat natierlech net akzeptabel ass an datt et rechtlech Base gëtt, fir do virzegoen. An dat, wat dozou d'Madame Minister gesot huet, wéi ee misst virgoen, deelen ech ganz.

Dat do gëtt och besser, wann d'Fraen endlech och de Courage hunn, zu hirer Formatioun ze stoen an déi Plazen eranzegoen, fir déi se d'Formatioun hunn.

Well eis Fraen, d'Lëtzebuerger Fraen, d'Lëtzebuerger Meedercher, muss ech soen, also déi jonk Frae sinn hautdësdags besser, wäit besser ausgebilt wéi d'Jongen. Nëmmen e puer Zuelen, déi engem wierklech, wéi gesot, Hoffnung ginn, an anerer mussen ze denke ginn.

Wann een de Joergang 95/96 hëlt an et hëlt een den Examen de fin d'études secondaires, also de Premièresexamen, dann hate mer dee Moment 47% vu Jongen, déi dee gemaach hunn, an 53% Meedercher. Joergang 2006/2007, zéng Joer drop, waren et nëmmen nach 43% vu Jongen, déi also am leschte Joer waren, an also op där anerer Säit 57% Meedercher. An da kënnt derbäi, datt d'Meedercher nach vill besser ofschneiden. Datt déi eng Réussitequot vu bal 90% hunn, während d'Jongen nëmmen eng vun 81% hunn.

Dat ass eng Zuel, déi weist, datt déi jonk Meedercher hautdësdags eng besser Ausbildung kréien. An et ass nëmmen ze hoffen, dass se eben dat och als Basis huelen, fir hiert zukünftegt Beruffsliewen ze preparéieren.

D'Diskussioun iwwert d'Plaz vun der Frau an der Aarbechtswelt war also hei an der Chamber, an ech wëll also do net weider drop agoen. Ech wëll mech elo virun allem op dat konzentréieren, wat mer haut solle kucken: d'Präsenz vun de Fraen an dem öffentleche Liewen a besonnesch eben um Plang vum politesche Liewen.

Och do gesäit een, datt mer eben an deene leschten 30 Joer eng enorm Ver-

ännerung haten. An der Madame Loschetter hirer Motioun, déi mer zwar elo net zur Ofstëmmung kréien, gëtt drop higewisen, datt sech net vill an deene leschte Jore geännert hätt. Dat ass richteg, wann een d'Zuel vun den Deputéierten hei an der Chamber kuckt. Déi huet zënter '89 bal net geännert an déi oscilléiert zwëschent zwielef a 14. Mä wou sech enorm vill geännert huet, dat ass um Niveau vun der Participatioun vun de Fraen an de Gemengewahlen. Do huet sech enorm vill geännert.

Gi mer mol nëmmen zréck bis op '81. '81 waren nëmmen 9,4% vun de Kandidate Fraen. Bei deene leschte Gemengewalen, dat war also 2005, waren der awer schonn 28,9%. Dat ass also eng enorm Steigerung. Eng Steigerung, déi an déi richteg Richtung geet.

A wann een dat dann nach e bësse méi am Detail analyséiert, da gesäit ee ganz kloer déi ënnerschiddlech Attitüden zu deene gesellschaftleche Veränneerungen. Mir hunn hei aner Zuelen, ob een am Zentrum ass, am Süden, am Norden oder am Osten. An ouni Iech elo mat ze vill Zuele wëllen ze belaaschten, wëll ech Iech awer just soen, datt mer am Norden déi niddregst Zuel vu Fraen - an ech huelen elo d'Wahle vun 2005 - haten, déi Kandidate fir d'Gemengewahle waren, an zwar 21,9%. Während mer am Zentrum déi meescht hunn, 34,8%.

Dat weist eben op déi ënnerschiddlech Aart a Weis hin, wéi ee mat deenen Änneerungen an onser Gesellschaft ëmgeet. Et si Bezierker, déi do méi schnell deen neie Wandel matmaachen; anerer, déi dat manner schnell maachen.

Mä de Fait ass, datt an alle Bezierker d'Zuel vun de Fraen, déi Kandidatinne waren an de Gemengewahlen, konsequent, wierklech konsequent an d'Luucht gaangen ass. An dat ass och ze begréissen.

Virdrun hu mer Zuele gehéiert, wéi vill Fraen dann elo finalement gewielt gi sinn an de Gemengewahle vun 2005. Dat waren eben déi lescht, déi mer op dem Gemengeplang haten. Mir haten also eng Participatioun vu bal 30% Fraen als Kandidatinnen. Et waren der awer nëmmen 20%, an dat sinn déi Zuelen, déi de Conseil national des femmes erausginn huet - ech ginn also dovun aus, datt déi richteg sinn -, et sinn awer nëmmen 20,6% Frae gewielt ginn. Ech kommen herno a menger Analys zu de Quoten dorop zréck.

Well ech géif vläicht just direkt eppes festhalen: Quoten, wann ee vu Kandidate schwätzt - Kandidat sinn, ass gutt, mä gewielt ginn, ass awer besser.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- An dofir kann een dat eent net onbedéngt mat deem anere gläichstellen. An et geet net nëmmen drëm, Kandidatinnen ze hunn. Et geet och drëm Leit ze hunn, déi gewielt ginn.

Well nëmmen, wann d'Frae mat um Dësch sëtzen, do wou d'Décisioune preparéiert ginn an do wou se geholl ginn, kënne se wierklech Afloss op eben déi Décisiounen huelen. An dat ass extrem wichteg, datt mer do esou eng ausgeglache wéi méiglech Situatioun hunn. Mä fir dohinner ze kommen, do ass et effektiv nach e laange Wee.

Ech hu vun de Gemenge geschwat, an ech ginn net op déi verschidde Gemengen an: Et géif ze wäit féieren. Mä kommt, mir kucken awer nach, wéi mer op deenen anere Plaze stinn. Mir stinn also an de Gemengen net ganz gutt do mat 20% gewielte Fraen. Grad wéi mer hei an der Chamber net ganz gutt sti mat och nëmmen 20%. An egal ob mer dann 30% Kandidatinnen hunn oder 35% Kandidatinnen oder och 50% Kandidatinnen, wéi verschidden Lëschten hunn, d'Resultat ënnert dem Strëch ass awer net zefridde stellend. Dofir kann dat eleng net d'Léisung sinn.

Wéi sti mer do an der Regierung? Och do huet sech an deene leschte Jorzéngte villes geännert, mä et weist awer och, datt et laang gebraucht huet, ier sech eppes geännert huet. Mir hunn haut an dëser Regierung véier Fraen. Véier Fraen an eelef Männer. Do kann ee soen, dat ass grosso modo 30%. Dat Nämlecht war wouer an där Regierung virdrun an dat Nämlecht war och wouer an där Regierung nach virdrun. Do war de Pourcentage ganz e bësse besser, well et waren zwar och nëmme véier Fraen, mä et waren awer manner Männer, dofir war do de Pourcentage méi héich. Mä loosse mer soen, an der Regierung hu mer awer zënter op d'mannst 15 Joer e Pourcentage vun 30%. Mä, wéi gesot, et hat laang gedauert, ganz laang gedauert, bis et dozou komm ass.

'67 eng eenzeg Fra; eng eenzeg Fra an néng Männer. Vun '72 bis '80 iwwerhaapt keng Fra an der Regierung. An dunn '80/'84 eng Fra, '89 eng, '94 zwou, '95 dräi an - well do koum eng derbäi, d'Madame Hennicot - vun '99 un also véier Fraen.

(Interruption)

Mä, wéi gesot, denkt drun a vergiesse mer net, wéi laang et gedauert huet, bis sech awer hei wierklech d'Fraen eben an der Regierung, wat awer eng extrem wichteg Schaltstell an enger Gesellschaft ass, bis d'Fraen do derbäi waren.

Dat nämlecht am Conseil d'État. Am Conseil d'État war, wann ech nëmme '95 huelen, bis viru kuerzem also nëmmen eng Fra. Nëmmen eng Fra! Haut sinn et der sechs. Très bien. Tant mieux. Och hei si mer elo bei 30%. Et ass nach net 50%, mä et sinn der awer schonn 30% an et ass besser wéi hei an der Chamber.

Wann ech dat Ganzt zesummen huelen, déi verschidden Zuelen, da kann een nëmmen eppes feststellen: D'Zuel vun de Fraen, d'Participatioun vun de Fraen am politesche Liewen ass net zefridde stellend. Et mussen Effortë gemaach ginn, fir datt d'Fraen, wat awer d'Halschent vun eisem Vollek ausmécht, datt déi besser a méi an dem politesche Geschehen derbäi sinn.

Mä, déi grouss Fro: Wéi? Sinn et dann elo d'Quoten, déi esou oft an de Mond geholl ginn, déi wierklech kënnen hei den Allheilmittel sinn?

Ech soen do ganz kloer Neen. Neen. Firwat? Mä well se, esou wéi se hei gehandhaabt ginn a wéi se elo de Mëtteg och schonn déi ganzen Zäit duergestallt gi sinn, einfach ineffikass sinn. Ech ginn Iech nëmmen ee Beispill, am et ass scho genannt ginn. Et geet net duer 50% oder och nach 30% Fraen op enger Lëscht ze hunn, wa se net gewielt ginn. Da gesäit dat zwar no bausse schéin aus, mä wa se net gewielt ginn, da si se herno och net bei den Décisiounen derbäi.

Une voix.- Dat ass wouer!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- An ech ginn Iech ee Besipill. Gewëss, Dir sot mer, et ass dat, wat ech am beschte kennen, mä wat effektiv och ganz significativ ass. Ech huelen déi lescht Gemengewahlen an der Stad Lëtzebuerg.

(Interruption)

D'sozialistesch Aarbechterpartei hat bal eng paritéitesch Lëscht. Wonnerbar. 13/14. 13 Fraen, 14 Männer. Wat koum awer derbäi eraus, bei véier Gewielten? Eng eenzeg Fra an dräi Männer. A souguer, wann ech déi zéng éischt géif huelen, ware bei Ären zéng éischten nëmmen zwou Fraen.

Ech kucken dann d'Demokratesch Partei. D'Demokratesch Partei, déi, wéi den Här Schaaf virdrun zwar gesot huet, keng Quoten an hire Statuten huet, mä déi awer dat zënter ëmmer a ganz effikass gemaach huet, ouni vill driwwer ze schwätzen.

Mir haten an de Gemengewahle vun 2005 eelef Gewielten.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- A vun deenen eelef Gewielten, wie war et? Aacht Fraen an dräi Männer. Wa mer do vu Quote schwätzen, da misste mer scho geschwënn et ëmgekéiert maachen.

(Interruption)

A souguer, wann ee mer elo seet, mir hätten der nëmmen nach zéng, wat och wouer ass, da ware vun deenen zéng nawell aacht Fraen an nëmmen zwee Männer. Mir hunn also 80% Frae gehat an 20% Männer, bei enger Lëscht, wou awer nëmmen eelef Frae Kandidat waren. Eelef Fraen a 16 Männer.

Dofir, datt Quoten op der Lëscht sinn, ass gutt, mä gewielt ginn, ass awer nach besser. Ech wëll heimat nëmme soen: D'Quoten, esou wéi se hei gefrot ginn, kënnen net effikass sinn.

Fir se effikass ze maachen, da misst ee wierklech blockéiert Lëschte maachen, wou ee wierklech eng Fra, e Mann, eng Fra, e Mann géif opstellen, wéi et eben an eisen Nopeschlänner oft ass. Mä wie géif dann d'Lëschten opstellen a wie géif da soen, wien deen éischten a wien deen zweeten an deen drëtten, dee véierten ass? Da wiere mer bei de Parteien. An ech mengen net, an dat hu jo och x Etüde gewisen, datt et hei an dësem Land géif eng Majoritéit ginn, fir onse Wahlsystem esou op d'Kopp ze geheien, fir wierklech de Parteien dee Pouvoir ze ginn, deen elo beim Wieler läit.

Well et ass eng formidabel Saach, datt de Wieler kann décidéieren, wien e wierklech wëllt, wiem hie Vertraue schenkt. An engem klenge Land wéi onsem, muss dat awer nach e ganz wichtegt Element sinn.

All déi Reformen, déi duerchgefouert gi sinn, fir d'Gläichberechtegung vun der Fra ze garantéieren oder hir op d'mannst méi no ze kommen, déi hu sech jo ëmmer géint eppes gewiert, an zwar géint d'Bevormundung. D'Bevormundung vun deem enge Geschlecht op dat anert. Wa mer dat als Fraen net wëllen, dann dierfe mer awer och net déi Bevormundung dem Wieler zoumudden.

De Wieler huet an onsem Land, wat effektiv e klengt Land ass, d'Méiglechkeet, säi Choix, säi ganz perséinleche Choix wierklech ze maachen.

An hei ass och, a wann ech elo ob dat Konkret kommen, wat mer da musse maachen, hei läit natierlech déi gréissten Erausfuerderung un eis alleguerten. Net nëmmen d'Kandidatelëschten - an ech ka garantéieren, datt meng Partei, och an der Zukunft, esou wéi se dat an der Vergaangenheet ëmmer gemaach huet,...

M. le Président.- Madame Polfer, Dir misst elo lues, awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, ech wäert mech elo ganz kuerz faassen. Well ech mengen, ech hunn dat Wichtegst gesot.

Ons Partei wäert also an der Zukunft wéi an der Vergaangenheet ëmmer fir équilibréiert Lëschte stoen. Well mir brauchen an enger Gesellschaft, déi wëllt harmonesch zesummeliewen, déi zwou Komponenten, déi weiblech an déi männlech, fir déi Problemer zesummen ze diskutéieren a méiglechst richteg Décisiounen ze huelen, déi ons Zukunft, déi vun eise Kanner, wierklech organiséiert.

Dofir, ech ka mer nëmme wënschen, datt mer eis och nach an Zukunft géint déi Bevormundung, déi ëmmer nees versicht gëtt ze maachen a verschiddenen Domänen, datt mer eis do dergéint wieren, mir all zesummen, well wa mer dat net fäerdeg bréngen, dann hu vill Fraen an deene leschten 100 Joer fir näischt gekämpft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Polfer Merci, an als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madame Alice Schwarzer, bekannten däitsch Feministin, huet de leschte Méindeg an der „Frankfurter Rundschau" plädéiert fir d'Ofschafung vum Internationale Fraendag. Si huet gemengt, ech zitéieren hiert Wuert, deen „gönnerhaften 8. März" soll een ofschafen an aus engem Fraendag am Joer 365 Deeg fir Mënschen, Fraen a Männer, maachen.

Mir wëssen och aus der Erfahrung, och heibannen, a souguer scho bal de Mëtteg, dass d'Gefor, dass esou consacréiert Débaten, esou Traditiounen uséieren, dass se ufänken, eidel, jo bal e bësse langweileg ze ginn, dass se ausaarten zu Ritualen, wou, wéi op anere Plazen, Frae mat Fraen a Präsenz vu Fraen iwwer Frae rieden, a meeschtens d'Männer frou sinn, wann et erëm eng Kéier eriwwer ass fir ee Joer, dass déi Gefor grouss ass. An dofir, wann ech géif wëssen, dass der Madame Schwarzer hir Propositioun eng Chance hätt, ëmgesat ze ginn, da géif ech och plädéieren, fir 365 Deeg sech mat Problemer a Suerge vu Fraen ze beschäftegen. Soulaang dat net de Fall ass, hale mer emol dee Fokus eemol am Joer, fir ze kucken, wat fir eng Problemer effektiv uewe leien.

Mir diskutéieren haut zum x-te Mol och iwwert d'Representatioun vun de Fraen an der Politik, am soziale Liewen, am ökonomesche Liewen, an dat aus guddem Grond, well déi Representatioun bleift schlecht, ënnerentwéckelt, an déi gesetzlech a reglementaresch Léisungen, déi schonn haut de Mëtteg undiskutéiert gi sinn an nach wäerten diskutéiert ginn, sinn alleguer schwiereg. D'Quotefro dividéiert oft an de Parteie Fraen an och Männer ënnereneen an hirer Meenung, an d'Madame Err, eis Kolleegin Lydie Err, wäert no mir herno versichen, och d'Meenung vun der LSAP-Fraktioun an och d'Virschléi fir déi nächst Wochen a Méint heihinnerzeleeën.

Iwwert d'Quoten an iwwer gesetzlech Regelen eraus, iwwer Paritéite mam Briecheise mengetwegen, ass awer d'Iwwerzeegung vun eiser Fraktioun, an dat ass dee Plädoyer, deen ech de Mëtteg hei wëll maachen, déi, dass et net eleng op déi Fro ukënnt. Et kënnt virun allem och op d'Fro un, wéi mer d'Liewens- an d'Aarbechtsbedéngunge vu Fraen an engem Mooss verbesseren, dass et de Frae méiglech gëtt, fir iwwerhaapt uerdentlech am politeschen, am sozialen, am ökonomeschen, am intellektuellen, am kulturelle Liewe sech kënnen ze bedeelegen.

Wéi brénge mer et also fäerdeg, 365 Deeg am Joer d'Fraen esou ze stäerken, dass se iwwerhaapt an der Lag sinn, Politik ze maachen, dass se iwwerhaapt an der Lag sinn, an enger Gewerkschaft matzeschaffen, dass se iwwerhaapt an der Lag sinn, an enger ONG, an enger Ëmweltschutzorganisatioun oder wou och ëmmer hir Fra kënnen ze stellen? Dofir plädéiere mir de Mëtteg hei, dass mer 365 Deeg am Joer Stéck fir Stéck d'Liewens- an d'Aarbechtsbedéngunge vu Fraen an engem Mooss verbesseren, dass dat soll méiglech ginn.

Dass dobäi vill ze maache bleift, e puer Zuelen, déi ëmmer genannt ginn: Bei de schlechte Léin, déi ausbezuelt ginn; dobaussen am Soziale sinn d'Fraen ëmmer ganz staark representéiert, am Géigendeel zum politesche Liewe si se do ganz staark vertrueden; 15% vu Frae schaffen um Mindestloun; an insgesamt och, wann een d'Situatioun kuckt vun enger Botzfra, déi Dag fir Dag owes spéit, heiansdo bis Mëtternuecht an enger Bank muss botzen, an dann heemgeet a kuckt nach dräi Kanner esou ze versuergen, esou ze erzéien, hinne bei der Schoul ze hëllefen, da kann een ongeféier sech virstellen, wéi onméiglech, egal ob mer iwwer Quoten oder Netquote schwätzen, et esou enger Fra gemaach gëtt, fir iwwerhaapt an enger Partei, an der Politik oder soss am Liewe sech kënnen ze bedeelegen.

An iwwert d'Lounënnerscheeder ass och schonn esou vill geschwat ginn, ob et 15 oder 20% Ënnerscheeder sinn, déi mer an der Situatioun an de Betriber dobausse fannen. Dat ass eng Situatioun, un där mer, an dat ass wierklech en Appel un net nëmmen déi hei Ministesch, mä un déi 15 Membere vun der Regierung, fir an deenen nächste Wochen a Méint ze soen, mat der Kommissioun, hu mer héieren, wierklech derfir ze suergen, dass mer dee Fléau do, deen am 21. Jorhonnert net méi ka sinn, dass mer deen attackéieren.

Firwat ass et esou, dass an de Supermarchéen ëmmer d'Caissièrë Frae sinn, dass ëmmer déi, déi d'Rayonen afëllen, Frae sinn, mä dass d'Géranten ëmmer Männer sinn? Och dat ass, mengen ech, eng Situatioun, iwwert déi mer mussen nodenken. Firwat fanne mer just an deene Beruffer schlecht bezuelt, schlecht Konditiounen, a firwat ass et esou, dass an deene berühmt-berüchtegte Fäll, déi mer

an Däitschland erlieft hunn - Lidl, fir nëmmen dee Fall ze nennen -, firwat waren et ëmmer Fraen, déi erausgehäit gi sinn, déi iwwerwaacht gi si mat Kamerae vun der éischter bis zur leschter Minutt vun hirer Schicht, a fir herno zwee Pfandtickete vun engem Euro 30 virun d'Dier gesat ginn? Och do fanne mer komescherweis, oder och vläicht net komescherweis ëmmer, dass et Frae sinn, déi dovunner betraff sinn.

An d'Précaritéit hunn ech un den Zuelen an deene leschte Stonne gekuckt, dass et och do net onschëlleg ass, dass beim Aarmutsrisiko effektiv 44% vun eleng erzéiende Fraen, 44% liewen um Rand vum Aarmutsrisiko! Och dat ass net onschëlleg an de Liewens- an Aarbechtskonditiounen, déi mer och hei zu Lëtzebuerg virfannen, dass dat virun allem d'Frae sinn, déi dovunner betraff sinn.

Dofir ass de Plädoyer deen, dass besonnesch an dëser sougenanntener Wirtschafts- a Finanzkris, déi a Wierklechkeet eng Sozial- an Aarbechtsmaartkris ass, de Motto muss gëllen: Vergiesse mer d'Fraen net! Well et kéint sinn, an et gëtt éischt Tendenzen dozou, dass et d'Frae wäerten héchstwahrscheinlech sinn, déi aus där sozialer Kris do als déi grouss Perdantë wäerten erausgoen, an dofir ass et noutwendeg, dass, esou wéi d'Madame Schwarzer dat gemengt huet, an deenen 365 Deeg, déi virun eis leien, ech am Numm vun eiser Fraktioun véier Chantiere géif proposéieren, wou mer alleguerten an de Fraktiounen, an der Regierung, an natierlech och d'Ministesch, déi dofir zoustänneg ass, sollte kucken, dass d'Liewensan d'Aarbechtskonditioune vu Frae verbessert ginn.

Deen éischten ass dee vun der Rentereform, déi usteet. De Sozialminister huet eis opgefuerdert, e Bilan ze zéien, nozedenken, ënner anerem och iwwer Ersatzzäiten, iwwer Ëmwandlung vun Ersatzzäiten hin zu reelle Versécherungsjoren. An deem Débat, mengen ech, muss de Fraenthema, och dee vum Splitting an dee vun der Individualiséierung, ganz präsent sinn, an et wär gutt, wa vun alle Säite konkret Virschléi géife kommen, fir dat ze maachen.

Zweetens, d'Diskussioun iwwert de Chômage. An der Tripartite wär et noutwendeg, dass bei der Evaluéierung vun alle Beschäftegungsmoossnamen, déi elo virgeholl gëtt, gekuckt gëtt, Congé parental, d'Actions positives aus dem PAN-Gesetz vun 1999 ofgeklappt ginn, ob se wierklech zu deene Resultater gefouert hunn, déi mer gären hätten, a konkret och hei Aarbechts-, Liewens- a Lounkonditioune vu Frae verbessert hunn.

Drëttens hu mer en Débat, deen all Dag méi grouss gëtt, iwwert d'Qualitéit vun all deene Plazen, déi mer ubidden an de Structures d'accueil, an de Crèchen. Hei schwätze mer vill iwwer eis Kanner, an dat ass gutt esou, well et un éischter Stell ëm si geet. Mä mir mussen och kucken op där anerer Säit, ob all déi Joben, déi mer do ubidde vun zéng Stonnen d'Woch, vun aacht Stonnen d'Woch, vun zwielef Stonnen d'Woch, ob dat fir Fraen eng Chance oder vläicht eng Sakgaass ass. An och dat, mengen ech, ass am Zesummenhang mat hire Renterechter an iwwerhaapt hirer sozialer Situatioun, déi besonnesch dann, wann eng Scheedung emol eng Kéier leider Gottes an d'Haus steet, ganz dramatesch ka ginn, eng Diskussioun, déi mer musse féieren, wat mer hei wierklech wëllen.

A véierte Chantier ass ouni Zweifel deen, dass mer dëst Joer eis virgeholl hunn, an den Aarbechtsminister huet dat hei op der Tribün nach eng Kéier d'lescht Kéier bekräftegt, dëst Joer eng Reform ze maache vum Gesetz vun der Cogestioun, vun der Matbestëmmung. Ech mengen, wa mer eng Kéier d'Geleeënheet hunn, wierklech ze kucken, wéi mer konkret am Gesetz iwwert d'Matbestëmmung derfir suergen, dass Froe vu Lounënnerscheed an de Kollektivverträg zu Resultater féieren, dass mer konkret kucken, wéi mer eng Obligation de résultat a Kollektivvertragsverhandlunge kënne kréien, fir dass Lounënnerscheeder net méi esou op der Dagesuerdnung stinn, wéi dat haut de Fall ass, dann ass dat eng gutt Geleeënheet, vun alle Fraktiounen an aus der Regierung Virschléi ze kréien, déi et erlaben, dass och dee Chantier wierklech zu konkrete Resultater féiert.

Dat si véier Chantieren, wou mer an deenen nächsten 365 Deeg bis deen nächsten Internationale Fraendag d'Geleeënheet kréien, derfir ze suergen, dass d'Fraen de Bagage kréien, dass d'Fraen d'Konditioune kréien, dass d'Fraen d'Méiglechkeet kréien, esou gestäerkt ze ginn an der Gesellschaft an och am soziale Liewen, fir dann och wierklech kënne Politik ze maachen, Gewerkschaftspolitik ze maachen, Parteipolitik ze maachen an iwwerhaapt dobaussen aktiv kënnen ze sinn.

Dofir ass de Plädoyer vun eiser Fraktioun de Mëtteg deen, an deenen nächsten Deeg, an deenen nächste Wochen am gudde Sënn vum Wuert ze schaffen, fir dass mer deen nächsten Internationale Fraendag e bessere Bilan op enger ganzer Rei vu wesentleche Punkte kënnen zéien, wéi mer dat haut kënne maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Lucien Lux Merci, an als nächste Riedner ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vum 8. Mäerz sinn eng Rei vu Manifestatiounen, wéi et schonn hei gesot ginn ass, Konferenzen, akademesch Feieren, Table-ronden, jo souguer Cabareten organiséiert ginn. Erlaabt mer trotzdeem am Ufank vu menger Ried e puer préliminaire Remarquen ze maachen an nach eng Kéier op dat zréckzekommen, wat d'Madame Polfer och e bëssen ugeschnäift huet.

Wat ass d'Origine vum 8. Mäerz? Effektiv 1910, also viru genau 100 Joer, hunn déi sozialistesch Fraen op enger internationaler Konferenz décidéiert, all Joers en Internationalen Dag vun der Fra ze organiséieren. Deemools wollte si opmierksam maachen, datt d'Frae kee Wahlrecht haten, keen Zougank zu Studien, keng gläich Rechter virun der Justiz, vu datt si nach an deene meeschte Länner als bestuete Fra souguer onmündeg waren, dat heescht schlicht an einfach ënnert der Tutelle vun hirem Mann.

Ab 1911 dunn huet sech dësen Dag an anere Länner verbreet, ënnerstëtzt vu Millioune Fraen a Männer. An et ass nëmmen duerch esou Mouvementer, et ass schonn hei gesot ginn, wou et iwwerhaapt méiglech ginn ass, datt d'Fraen eng Plaz an der öffentlecher Welt kritt hunn, an de Schoulen, um Aarbechtsmaart, an der Politik. Et ass och, datt se iwwerhaapt déiselwecht Rechter a Flichte kritt hunn, och hei zu Lëtzebuerg. Et ass nëmmen duerch esou Mouvementer, wou et méiglech ginn ass, datt Gesetzer geschriwwen a gestëmmt gi sinn, déi der Fra déiselwecht Rechter a Flichten iwwerhaapt emol erlaabt hunn.

Déiselwecht Rechter a Flichte fir d'Fra a fir de Mann sinn och elo garantéiert an onser Verfassung. Mä tëschent der Égalité des droits an der Égalité de fait gëtt et nach munchmol e wäite Wee. Firwat? Vläicht well gemengt ginn ass, datt et duergeet, Gesetzer ze schreiwen an ze stëmmen, fir datt jiddwereen, ob Mann oder Fra, déiselwecht Rechter a Flichten huet, fir datt dat och an der Praxis esou ass. Vläicht gëtt net genuch considéréiert, datt, wann een d'Dispositiounen dozou net schaaft, dann d'Ëmsetzung vu Gesetzer schwiereg ass, voire heiansdo net méiglech ass.

Natierlech spillt dann och deen ëmmer erëm genannte Mentalitéitswiessel seng Roll. Vläicht gëtt deen ëmmer erëm genannte Mentalitéitswiessel als Ursaach geholl, fir schlechte Wëllen ze verstoppen a fir net méi proaktiv virzegoen.

Dann nach e kuerzt Wuert, zum Schluss vu menger préliminairer Remarque, zu de Männer an zum Männerdag. Et si Gott sei Dank, dès la première heure an dat bis elo, Männer ginn, an nawell ganz vill Männer, déi sech mat engagéiert hu fir eng effektiv Gläichheet tëschent Männer a Fraen. Ouni si wier wahrscheinlech ganz wéineg méiglech gewiescht a séier wéineg ëmgesat ginn. An hiert Uleies ass et, eng Gesellschaft ze promouvéieren, wou jiddwereen déi gläich Rechter an déi gläich Flichten huet, wou zum Beispill eng équilibréiert Representatioun vu Fraen a Führungspositiounen a vu Männer an der Kannererzéiung oder Kannerbetreiung ass.

Déi Männer hunn nach ëmmer matmanifestéiert den 8. Mäerz, wann et ëm Acquisitioune vu Rechter fir d'Fra gaangen ass. D'Zil ass eng gläichheetlech a gläichwäerteg Opdeelung vu Fra a Mann an onser Gesellschaft, an alle Sparten an op allen Niveauen. An deen nei agefouerte Männerdag ass eigentlech eng Reaktioun op den Internationale Fraendag. Et ass een Dag, wou een eigentlech net richteg versteet, wou a wat fir eng nei Ziler dovunner kënne sinn. Well, an den Här Lux huet et och scho gesot, wa mer all Revendicatiounen, déi Joer fir Joer fir den 8. Mäerz kommen oder an deem Esprit, ëmgesat hätten, wiere mer an enger Gesellschaft, wou et effektiv Gläichheet gëtt, iwwerall, op allen Niveauen, och an der Politik, och a Führungspositiounen an der ekonomescher Welt, an da bräichte mer keng aner Deeg, déi éischter enger Lobby noginn, wéi en Ustriewe vu Gläichheet a Gerechtegkeet.

Vill Männer setze sech a fir eng aner Gestaltung vun onser Gesellschaft, en anert Bild vun hinne selwer wéi dat klassescht an eenzegt Bild, wat Jorzéngten net onbedéngt fir d'Wuelbefannen a fir d'Liewensqualitéit vun de Fraen a vun de Männer gesuergt huet. Dat ass en interessante Prozess, deen an onsen Aen eng gerecht Genderpolitik weiderdreiwe kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eigentlech traureg, datt mer an onser Gesellschaft nach musse kämpfen, fir Mesuren anzeféieren, déi zum Zil eng nei gläichberechtegt Opdeelung hunn! En Zil, wat vu jiddwerengem gedeelt gëtt, mä wou et oft kee Wee dozou gëtt. Dee Wee dozou mécht d'Zil iwwerhaapt erreechbar. De ganze Rescht ass Beschäftegung, fir ofzelenken. Natierlech kréie mer en neien, en aneren Équiliber tëschent Männer a Fraen op allen Niveauen. Wahrscheinlech gëtt dofir och esou wéineg iwwer Quoten an der Politik oder a Führungspositiounen nogeduecht. Well dat heescht konkret, datt an Zukunft méi Fraen dës Positiounen anhuelen a wahrscheinlech dann och manner Männer. Dat schéngt mer jo och logesch.

Mä vläicht kréie mer och dann, an ech hunn et scho gesot, méi Männer, déi zum Beispill méi Zäit hunn, fir sech och oder fir sech méi ëm d'Kanner ze këmmeren, vläicht hir eege Kanner, e Wonsch, deen iwwerall och ausgedréckt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een eng Politik wëllt praktesch ëmsetzen an duerno och kënne moossen, ob se ëmgesat ginn ass, muss ee sech d'Moyenen dozou ginn. Och an der Gläichheetspolitik zielt dat, vläicht souguer nach méi a Froe vu Gesellschaftspolitik. Wann een ons Gesellschaft wëllt organiséieren, an et huet een de politesche Wëllen dozou, da muss et méiglech sinn oder ginn, sech d'Moyenen ze ginn, fir datt et och tatsächlech ëmgesat gëtt. Wann ee sech déi Moyenen net gëtt, bleiwe mer bei de Sonndesrieden.

Ech wëll och e Wuert zu deem volontairen Aspekt vun de Mesurë soen. Vill Actions positives baséieren op fräiwëlleger Basis. Dat heescht oft, datt ee souguer nach ka finanziell oder logistesch op eng Hëllefstellung zréckgräifen, wann ee gewëllt ass, en Effort ze maachen. Souguer fir ze detektéieren, ob een e Gesetz anhält oder net - zum Beispill den „pay gap" -, kann een op staatlech Hëllef zréckgräifen. A wann een erausfonnt huet, datt ee sech eigentlech net un d'Gesetz hält, kann een, wann ee wëllt, nach eng Kéier op staatlech Ënnerstëtzung zréckgräifen, fir deem entgéintzewierken. Stellt Iech vir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir géifen dës Prozeduren applizéieren op aner Gesetzer, déi net agehale ginn, Code de la route oder Ähnleches.

An dann, wat ech net versti bei der CSV an och bei eigentlech deem, wat den Här Schaaf elo just gesot huet: D'Madame Reding huet virun zwee Deeg zu Bréissel awer ganz kloer gesot, wou et misst higoen, fir deem Écart des salaires tëschent Männer a Fraen entgéintzewierken, a si huet ganz kloer vu Sanktioune geschwat, déi missten agefouert ginn, fir deem, wat eigentlech inakzeptabel ass, endlech um politeschen Niveau entgéintzewierken.

Hei hu mer am Koalitiounsaccord vun der Regierung éischter de Wëllen, fir finanziell Hëllef unzebidden, wann een deem Netanhale vun engem Gesetz, dat heescht gläich Pai bei gläicher Aarbecht, anzeféieren. Dat ass eng Contradictioun. Ech wollt dat hei emol ënnersträichen. Vläicht kann d'Ministesch ons herno dozou eppes soen.

Mir hunn entre-temps zu Lëtzebuerg, Gott sei Dank, eng CEDAW-Konventioun ratifizéiert oder eng Rei wesentlech Direktiven, déi mer hu missen an en nationaalt Gesetz iwwerschreiwen a stëmmen. Wa mer déi extern a munchmol contraignant Mesurë mat obligatoreschem Charakter net gehat hätten, net hätten, wiere mer wahrscheinlech nach méi aarmséileg drun hei an dësem Land a Saache Gläichheet tëschent Männer a Fraen. Et ass scho gesot ginn, zwielef Frae vu 60 an der Chamber, sechs Frae vun 21 am Statsrot, knapp 20% gewielte Fraen an de Gemengen, zwielef Buergermeeschtesch an 116 Gemengen.

An ech zitéieren an de Recommandatioune vum Comité CEDAW 2008 zum leschte Rapport vu Lëtzebuerg: «Tout en relevant que les femmes sont désormais plus nombreuses au Parlement et dans les conseils municipaux élus, le Comité exprime sa préoccupation devant la sousreprésentation des femmes dans ces organes et devant le fait que la représentation des femmes dans la vie politique évolue lentement.»

Do hu mir eng konkret Propositioun, Här President. Mir géifen der Regierung gäre recommandéieren, op déi finanziell Ënnerstëtzung ze verzichten, déi se den eenzelne Parteie wëllt ginn, an als éischtent Zil vun enger besserer Vertriedung vun de Fraen op de Kandidatinnelëschten éischter op de legislative Wee zréckzegräifen. Et ass méi bëlleg an et ass méi effikass. An et ass iwwregens och méi éierlech.

An et ass richteg, d'CSV ass et ganz interessant Beispill. Duerch hir Quoteregelung, déi se sech selwer ginn hu vun 33%, sinn effektiv schonn 2004 Fraen an d'Chamber gewielt ginn, wou kee Mënsch vläicht virdrun dru geduecht hätt, éischtens, se iwwerhaapt emol als Kandidat matzehuelen, an zweetens, se hei an der Chamber erëmzefannen.

Et ass och richteg, datt an de Gemengewahlen d'CSV 33% Kandidatinnen hat, der 18, déi gewielt waren. Esou ass et de Gréngen och um kommunalen Niveau gelongen, wat se säit Jore probéieren, mat hire paritéitesche Lëschten. Mir haten 48% Kandidatinnen. Mir hunn der 42% gewielt kritt.

Mir kënnen net ëmmer net méi iwwer Representatioun vun de Fraen a Führungspositioune schwätzen, ouni datt mer effektiv da konkret Propositioune maachen. An et ass scho gesot ginn, et ass schonn driwwer geschwat ginn. Dofir huet déi gréng Fraktioun eng Proposition de loi agereecht, wou mer lech eigentlech incitéieren, iwwert de legislative Wee dat an d'Praxis ëmzesetzen, wat Der Iech jo alleguerten an Äre Riede wënscht. Just datt d'Zäit wahrscheinlech - an d'Exemple vun der CSV a vun deene Grénge beweisen et - do sech géif verkierzen.

Mir kënnen awer net méi iwwert d'Representatioun vun de Fraen a Führungspositioune schwätzen an net iwwert de Milieu vun der Wirtschaft schwätzen, d'Wirtschaft ernimmen. Dëst ass säit enger Rei vu Joren eng konkret politesch Diskussioun. Et ass en Diskussiounsthema an onsen Nopeschlänner an um europäesche Niveau.

Ongeféier 11% Frae fanne mer als europäesch Moyenne an de Verwaltungsréit, am Monde économique, an der Wirtschaft. Mir hu keng kloer Analys, wéi et hei zu Lëtzebuerg reell ass. Mir hu just eng Etüd vun der Europäescher Kommissioun aus dem Joer 2006. Déi schätzt de Prozentsaz vun de Fraen an deene 50 déckste cotéierten nationalen Entreprisen zu Lëtze-

buerg op grad 1%. Deemools, 2006, ware mer an Norwegen op 32%, a Schweden op 24%.

De leschten Dezember - just, fir Iech ze ënnersträichen, datt mir net hei mat verréckten Iddie kommen - hunn ons Noperen, dat heescht d'Fransousen - d'politesch Majoritéit, d'CSV-Cousinen: d'UMP - e Gesetzesprojet an der Assemblée générale déposéiert, wat nach dëst Joer gestëmmt gëtt. Si hunn dobäi just dat gemaacht, wat zum Beispill déi Norweger schonn 2003 gestëmmt hunn, d'Spuenier am Joer 2007.

D'Zil vun deene Projets de loi ass all Kéiers, net vun uewen erof 50% Paritéit ze imposéieren, Här Schaaf, mä eng Mindestquot vu 40% vun engem Sexe an de Conseil d'administration vun de cotéierte Betriber anzeféieren. A mat Succès.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hätte mir gären eng breet Diskussioun lancéiert zu Lëtzebuerg zu deem Thema, an och hei an der Chamber. Och mir sollen hei zu Lëtzebuerg iwwer e Prozentsaz vun de Fraen diskutéieren an de Verwaltungsréit, vun den Acteure vun der Wirtschaft, vun onsen Établissement-publiquen, vun onsen Associatiounen, déi am kulturellen, sozialen, Gesondheets- a sportleche Secteur aktiv sinn.

All Analys an Etüd beweist, datt mer an Europa an hei zu Lëtzebuerg en enorme Potenzial u Wëssen a Kompetenzen an onse Lycéeën an Unien hunn, se awer herno net méi an der Wirtschaft erëmfannen. Déi jonk Meedercher hu besser Resultater wéi déi jonk Männer; et ass scho gesot ginn. Si sinn och besser an zu méi op den Unie vertrueden.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gi mir hei eng Resolutioun of. Déi huet bis elo just meng Ënnerschrëft, donc avis aux amateurs et aux amatrices. Mir wëllen en Débat d'orientation mat Rapport organiséieren iwwer eng besser Representatioun vun de Fraen an de Verwaltungsréit oder fir méi eng équilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer an de Verwaltungsréit.

Här President, voilà meng Resolutioun, déi nach op véier Ënnerschrëfte waart.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant que

- les jeunes filles au Grand-Duché de Luxembourg ont, à l'instar des pays de l'Union Européenne, rattrapé, voire dépassé leurs jeunes collègues masculins en terme de réussite scolaire et universitaire.

Il y a à peine dix ans, le pourcentage de jeunes femmes âgées entre 20 et 24 ans ayant atteint au moins le niveau d'éducation secondaire supérieur était encore de 53% et identique à celui des jeunes hommes. Il atteint désormais 76% contre 66% pour ces derniers.

Les jeunes femmes sont également plus nombreuses à poursuivre des études universitaires, à savoir 54% de la population universitaire estudiantine sont de sexe féminin.

- malgré cela, le Grand-Duché n'atteindra les objectifs de Lisbonne, objectifs qui stipulaient la participation de 60% de femmes sur le marché de l'emploi en 2010. En effet, la part des femmes dans l'emploi représente quelque 45% contre 37% il y a dix ans.

Il y a donc lieu de signaler un progrès en termes quantitatifs. Cela n'est malheureusement pas (encore) le cas en ce qui concerne l'aspect qualitatif. (source: statnews du 05.03.2009)

- il est d'autant plus regrettable de ne point retrouver dans des proportions appropriées les compétences de ces jeunes femmes sur le marché de l'emploi en général et sur des postes à responsabilités et décisions en particulier.

Il y a une disproportion frappante entre le pourcentage de jeunes femmes hautement qualifiées et diplômées d'une part et le pourcentage de femmes notamment dans les organes de gouvernance d'entreprise.

On estime à quelque 11% la représentation des femmes au sein des conseils d'administration en Union Européenne. Faute d'analyses fiables, on peut admettre que ce pourcentage général peut s'appliquer à la situation au Grand-Duché.

Une statistique publiée par la Commission Européenne estime le pourcentage des femmes dans les 50 premières entreprises nationales cotées en 2006 au Luxembourg à 1%, contre 32% en Norvège ou 24% en Suède. (source: Commission européenne, statistiques européennes sur les 50 premières entreprises cotées en 2006)

- les femmes doivent être mieux représentées au sein de conseils d'administration, constate également l'Institut Français des Administrateurs (IFA), l'Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Entreprises en France (ORSE) ainsi que l'European Professional Women's Network - Paris dans une récente étude de réflexion et d'état des lieux qu'ils ont entamée. L'étude en question rappelle les conclusions de nombreuses enquêtes qui ont mis l'accent sur les difficultés d'accès liées à des barrières culturelles, organisationnelles et comportementales (prépondérance des hommes aux postes clé, culture d'entreprise favorisant l'ambition et la disponibilité, discrimination,...). (source: Elodie Wittling dans l'hebdomadaire financier AGEFI du 16.09.2009)

- l'institut de consultance bien connu dans les milieux financiers McKinsey met en relation dans une analyse intitulé «WOMEN MATTER, la mixité, levier de performance de l'entreprise» le pourcentage des jeunes filles diplômées avec celui des femmes aux postes de gouvernance. Selon l'institut «si on ne s'attaque pas aux racines du problème, le fameux „plafond de verre" n'est pas prêt d'être brisé et la participation des femmes aux instances de direction au cours des 30 prochaines années restera faible». Dans une analyse réalisée par ce même institut, les entreprises ayant trois femmes ou plus dans l'équipe de direction sont mieux notées dans les neuf dimensions de l'excellence organisationnelles, la différence variant de +3 points à +7 points pour les valeurs et l'environnement de travail et +6 pour la direction. Finalement ils démontrent également que les entreprises qui ont une plus grande proportion de femmes dans leur comité de direction, sont également celles qui ont les meilleurs rendements financiers. (source: McKinsey&Co WOMEN MATTER 2007)

- face au déséquilibre hommes/femmes dans les organes de gouvernance, certains pays ont entamé des mesures législatives afin d'y prévenir. Le Parlement norvégien a voté en 2003 une loi qui a imposé l'égalité hommes-femmes dans les conseils à partir du 1er janvier 2008. Les députés espagnols ont adopté en 2007 un texte qui impose 40% de femmes à partir de 2015. En Finlande, une recommandation a été émise pour que dès janvier 2010, les entreprises cotées comptent au moins une femme dans leur conseil d'administration.

En France et en Belgique, des propositions de loi ont été déposées pour promouvoir l'accès aux femmes aux conseils d'administration par l'introduction d'un quota de 40%.

- au-delà des analyses et arguments en terme de productivité qui intéresseront certainement le monde économique et financier, il n'en reste pas moins qu'une représentation équilibrée entre hommes et femmes au sein des comités dirigeants et un objectif déclaré, notamment dans notre constitution et la déclaration y relative de promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre hommes et femmes.

- les observations faites par le comité CEDAW concernant le 5e rapport périodique du Luxembourg qui notamment en son point 24 «insiste sur le fait que l'État partie est tenu, en vertu de la Convention, d'assurer l'égalité de fait des femmes et des hommes sur le marché du travail, y compris dans le secteur privé, conformément à l'article 11 de la Convention. Il invite l'État partie à adopter les politiques et à prendre toutes les mesures qui s'imposent y compris des mesures temporaires spéciales conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention et à la recommandation générale N°25, en se fixant des délais à respecter, pour éliminer la ségrégation dans l'emploi, tant horizontale que verticale.»

décide

- d'organiser un débat d'orientation avec rapport sur le sujet d'une meilleure représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de conseils d'administration d'établissements publics et des institutions du monde économique, culturel, social et sportif afin de lancer un large débat et de réaliser une analyse approfondie sur le thème qui aboutira à des conclusions politiques.

(s.) Viviane Loschetter.

(La résolution n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, François Bausch, Jean Huss, Henri Kox.)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vun der équilibréierter Gesellschaft tëscht Männer a Fraen, ass net nëmmen eng Fro vu philosophescher Gesellschaftspolitik a Gerechtegkeet, et ass och eng eminent Fro vu Wirtschaftspolitik. Mir kënnen ons net weider erlaben, an Ausbildung, Formatioun a Studien ze investéieren, dat mat Succès, an duerno d'Wirtschaft vun dësen Efforten net profitéiere loossen. Dëst war an ass och en Zil vun der Lissabonner Strategie a vun der Kompetitivitéit an Europa.

Dat wär, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir den 8. Mäerz onse politesche Bäitrag, wou mer mengen, datt deen net iwwerflësseg wier, fir eng reell Avancée an der Gläichheetspolitik ze bewierken. Dir wäert kënnen op déi gréng Fraktioun zielen, fir dësen Ziler méi no ze kommen.

Ech wollt nach eng Remarque maachen, well et ons hei alleguerten eppes ugeet, an den Här Schaaf huet et gutt beschriwwen. Hien huet gesot, mir schwätzen haut an dëser Debatt iwwer onsen eegene parteiinternen Ëmgang hei an der Chamber. An do muss ech soen, datt ech selwer, awer och meng Fraktioun, et äusserst bedaueren, datt déi organiséiert Formation continue vun der Gläichheetskommissioun, déi hätt sollen hei an der Chamber stattfannen, fir d'Gläichheetskommissioun, vum Büro ofgelehnt ginn ass. An dat aus den Ursaachen, well gesot ginn ass, dat géif ze deier ginn.

Or, war dat just e minimale Präis, fir eng eminent Damm vu Bréissel kommen ze loossen, déi eis dräi Stonnen en Nomëtteg referéiert hätt iwwer Gläichheetspolitik, iwwert d'Gender-Politik. Mir fannen dat äusserst bedauerlech. Dat huet näischt mat Quoten ze dinn. Dat huet mat enger interner Weiderbildung ze dinn, déi mir ons selwer schlussendlech net ginn. An dat fanne mir bedauerlech.

Dëst gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci, an als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa vill vu menge Virriedner iwwer ganz aner Sujete geschwat hunn, ass d'Basis vun eiser Debatt vun haut awer den Artikel 7 vun der UNO-Konventioun fir d'Ofschafung vun all Form vun Diskriminéierung vun de Fraen. An ech mengen, datt mer zesummen an zefridden hei kënne feststellen, datt Lëtzebuerg all Dispositioune vun deem Artikel erfëllt.

Bei eis am Land kënnen d'Fraen - an ech paraphraséieren den Artikel - bei alle Wahlen a Referende wielen, a kënnen an all Funktioune gewielt ginn, déi duerch Wahlen ze besetze sinn.

(Interruption)

Si kënnen un der Gestaltung vun der staatlecher Politik deelhuelen a kënnen öffentlech Ämter op all Regierungsniveauen exercéieren. A si kënnen un allen Organisatiounen an Associatiounen deelhuelen, déi sech mat dem öffentlechen a politesche Liewen am Land beschäftegen.

Zu Lëtzebuerg hu mir also all eis international Verflichtungen an deem Zesummenhang a vollem Ëmfang erfëllt, an dat scho ganz laang. Doriwwer freeë mir eis, a mir hoffen, datt dat och geschwënn eng Kéier an allen anere Länner op der Welt wäert de Fall sinn.

Eigentlech bräichte mir also eng Diskussioun, wéi déi heiten, hei am Land net méi ze féieren. Wann awer nawell haut eng Debatt zu deem Thema am lëtzebuergesche Parlament stattfënnt, da muss ee sech froen: Firwat eigentlech? Mir wëssen alleguer, wat d'Frae virun allem dovun ofhält, fir an d'Politik ze goen. Déi Table ronde vum 8. Mäerz huet nees eng Rei vun deene Grënn jo och eng Kéier genannt. Do wore genannt ginn: net vill Interessi un der Politik, net genuch Selbstvertrauen oder och aner Prioritéiten am Liewen.

D'Fro, déi mir hei an der Chamber um politesche Plang sollen diskutéieren, ass awer déi, ob d'Fraen an eisem Land benodeelegt sinn. D'Frae soen, Verschiddener wären ënnerrepresentéiert, si missten an der Politik nach weider gefördert ginn, jo souguer eise Wahlsystem misst geännert ginn, fir méi Fraen an d'Politik ze bréngen a fir hir politesch Promotioun ze erméiglechen.

Op esou Iwwerleeunge musse mir also an dëser Diskussioun agoen, an zwar ëmmer mam Bléck op d'Realitéiten an eiser Gesellschaft, mä och a virun allem am Respekt vun eiser Demokratie an der Rechtsstaatlechkeet.

Wa mir vum Konzept vun der Ënnerrepresentéierung schwätzen, da musse mir wëssen, dat mir eis domat an enger numerescher Quotelogik befannen. U sech ass awer déi éischt a wichteg Fro net déi vun Zuelen, mä déi, ob d'Fraen, déi sech wëllen an der Politik engagéieren, dat iwwerhaapt kënne maachen. Eréischt wa mir dorop eng positiv Äntwert hunn, sollte mer iwwer Zuelen a Proportiounen diskutéieren.

An d'Äntwert op déi Fro ass e klore Jo. Et ass souguer esou, datt d'Parteien hei am Land all Méigleches maachen, fir d'Frae fir d'Politik ze motivéieren. Eng Frau, déi haut décidéiert, fir an d'Politik ze goen, huet wahrscheinlech souguer besser Chancë wéi e Mann, fir Carrière ze maachen. All Partei ass frou, wa Frae si wëllen ënnerstëtzen a sech bei hir engagéieren.

Déi behaapten Ënnerrepresentéierung vun de Fraen an der Politik gëtt et net, wann een d'Fro richteg stellt. An déi richteg Fro ass déi hei: Gemooss um respektiven Interessi vun de Fraen a vun de Männer un der Politik an hirer respektiver Bereetschaft, fir sech politesch ze engagéieren, sinn d'Fraen dann ënnerrepresentéiert? D'Äntwert op déi Fro ass en däitlechen Neen, well all Sondage weist, datt d'Frae sech am Duerchschnëtt manner fir d'Politik interesséiere wéi d'Männer an och manner dacks wëlle politesch aktiv ginn. D'Parteien hu jo och allgemeng däitlech manner weiblech Membere wéi männlecher.

Wat ass un deem Argument drun, datt d'Fraen net géifen an d'Politik goen, well zum Beispill d'Réuniounen zu net familljefrëndlechen Zäite géife stattfannen? Meeschtens si politesch Réuniounen owes oder um Weekend, fir och deene Leit, déi e Beruff hunn, d'Méiglechkeet ze ginn deelzehuelen.

Trotzdeem kann net jiddwereen dohikommen: Leit, déi Schichtaarbecht maachen; Leit, déi Permanencen oder Déngscht hunn; Leit a Féierungspositiounen a Fräiberufflecher mat besonnesch laangen an onregelméissegen Aarbechtszäiten; Mammen a Pappen, déi Kanner versuergen; Leit, déi sech ëm eeler Matbierger oder Kranker këmmeren. Si an nach anerer hu Schwieregkeeten, fir um politesche Liewen deelzehuelen. Dat betrëfft souwuel d'Frae wéi och d'Männer. D'Parteie sollte probéieren, fir hei esou flexibel wéi méiglech ze sinn.

Et sief hei drun erënnert, datt ech eng Motioun proposéiert hat, fir den Deputéierte mat Kanner an dem Personal vun der Chamber eng Crèche zur Verfügung ze stellen. Dat hätt och ville jonke Mammen a Pappen de Schratt an eng politesch Carrière vläicht méi liicht gemaach. Leider huet all Partei, ausser der ADR, déi Motioun verworf.

Datt d'Männer de Frae kee Fräiraum an de Parteie géife ginn, ass och einfach net wouer. All grouss Partei, och d'ADR, huet eng eege Fraesectioun, obwuel ee ka gedeelter Meenung iwwert de Sënn vun esou enger Struktur sinn. Eenzel Parteien hu Fraequoten agefouert. Besser gewielte Männer ginn an deene Parteien zugonschte vu manner gutt gewielte Fraen eliminéiert, wéi zum Beispill an der CSV.

All Partei probéiert och esou vill wéi méiglech Fraen op hire Lëschten ze hunn. Ouni Quoten huet d'ADR 26 weiblech Kandidate vu 60 bei deene leschte Parlamentswahle gehat: déi zweethéchsten Zuel vun alle Parteien an déi héchsten Zuel vun all deene Parteien, déi ouni déi ondemokratesch Quoten auskommen.

Loosse mer emol e Wuert iwwert d'Quote verléieren. D'Paritéit ass jo just eng 50%-Variant vun deem Quotendenken. D'Quote wëllen der Politik eng Geschlechterlogik opzwéngen. Amplaz datt d'Qualitéit vun engem Kandidat sengen Iddien, sengen Iwwerzeegungen, senge politeschen Ziler, senger Biographie, senger Intelligenz a Glafwierdegkeet, gëtt op eemol en eigentlech onwichtege Kritär an d'Mëtt gestallt: säi biologescht Geschlecht. A mat deem Kritär, deen eigentlech keen ass, soll déi fräi Wahl vum Wielerageschränkt oder manipuléiert ginn.

D'Quoten hunn nëmmen Nodeeler. Wou fänke se un a wou hale se op? Firwat nëmme Geschlechterquoten an net och aner Kritären? Kuckt Iech emol déi soziokulturell Zesummesetzung vun eiser Chamber un. Ass et net schued, datt heibanne bal kee Bauer ass a bal keen Handwierker? Sollte mer net och Quote fir ënnerrepresentéiert Beruffer hunn? Oder Quoten no Relioun a philosopheschen Iwwerzeegungen? Quoten no Schoulbildung? Quoten no Familljesituatiounen? Quoten no der sozialer Origine?

Wou liewe mir dann? An enger parlamentarescher representativer Demokratie oder an engem Ständestaat, wou all Grupp an all Grippche mengt missen am Parlament proportional vertrueden ze sinn. Bei eis vertrëtt all Deputéierten d'Vollek a senger Gesamtheet. Esou wëllt et eis Verfassung, den Intérêt général. Jiddweree vun eis huet un all seng Matbierger ze denken an net Partikularinteressen ze vertrieden. Esou ass et gutt an esou muss et och bleiwen.

A loosse mer dach emol éierlech soen, wéi et ass: Déi mannste Quoteleit iwwerzeegen duerch hir Kompetenz. D'Quot huet si zwar an eng Funktioun bruecht, mä dat ass net onbedéngt gutt fir d'Funktioun. An dat ass och dat Eenzegt, wat fir eis Gesellschaft wichteg ass, datt kompetent Leit op de Poste sëtzen an net egal wien!

(Interruption)

A schliesslech, déi Leit, déi Quoten esou gär hunn, hätte si dann och gär eng Paritéit bei deene besonnesch schwéieren a geféierleche kierperlechen Aarbechten, déi bis elo virun allem vu Männer gemaach ginn?

(Interruption)

A wéi wär et da mat Männerquoten an der Justiz an an der Éducatioun? Wie Quote wëllt, dee muss sech och konsequent sinn a se dann och iwwerall fuerderen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Quote si keen Instrument, fir Ongerechtegkeeten ze iwwerwannen. Quote schafen nei Ongerechtegkeeten. Si promouvéieren d'Médiocritéit an hënneren aner gutt a motivéiert Leit an hirer Carrière.

A virun allem: D'Fraequoten diskriminéieren d'Fraen. Gutt Kandidatinne kënne sech ganz gutt ouni Quoten duerchsetzen. Gutt Frae brauche keng Quoten a gutt Männer iwwregens och net!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deene leschte Jore gouf ëmmer méi an ëmmer nees probéiert, fir eise Wahlsystem ze manipuléieren an de System vun der fräier, geheimer an universeller Wahl ze ënnergruewen. Et gouf fir d'éischt emol proposéiert, de Panachage ofzeschafen. Wat d'Zesummesetzung an der Chamber ugeet, hätten d'Parteien dann op eemol méi ze soe gehat wéi de Wieler. Dat konnt Gott säi Dank verhënnert ginn.

An duerno huet de Conseil national des femmes déi häerzeg a wonnerbar Propositioun gehat, fir zwou Fuerwe vu Wahlziedelen anzeféieren: bloer fir d'Männer a rosaer fir d'Fraen. Domadder hätt een da kënne besser kontrolléieren, wéi vill Frae fir Männer stëmmen a wéi vill Männer fir Fraen. A wie weess, als nächste Schrëtt kéint ee jo da soen, datt e bloe Wahlziedel nëmmen da gëllt, wann op d'mannst esou an esou vill Fraen ugekräizt goufen, an ëmgekéiert kréichen och d'Fraen esou Virschréfte gemaach.

Erënnert Iech zum Beispill un déi onsënneg Campagne, datt d'Fraen nëmme solle fir Frae stëmmen. A wann dann eng Fra éischter engem männleche Kandidat vertraut, soll si dann net fir hie stëmmen, nëmme well hien e Mann ass? An ëmgekéiert, solle mir Männer dann ieren och nëmme fir Männer stëmmen? Ma bei Leiwen net!

Loosse mer och däitlech ënnersträichen, datt et an eisem Wahlsystem och muss méiglech bleiwen, exklusiv Fraen oder exklusiv Männerlëschten ze presentéieren. D'Méiglechkeet vun all Bierger, fir un enger Wahl deelzehuelen, däerf an engem demokratesche Stat op kee Fall ageschränkt ginn. Och muss et och weiderhi méiglech bleiwen, Lëschte mat just engem Kandidat unzemellen.

Déi neisten Iddi aus dem Fraeministère ass elo déi, fir e Kappgeld op Kandidatinnen auszesetzen. Dat ass emol fir d'alleréischt eng Violatioun vum Gläichheetsprinzip vun de Lëtzebuerger virum Gesetz. Fir d'ADR ass ee Mënsch esou vill wäert wéi en aneren. A wie mat Sue probéiert, fir an der Politik seng Ziler ze erreechen, dee muss ganz gutt oppassen, wat e mécht.

Op dësem Fall geet d'CSV op de Wee vun der politescher Korruptioun. D'Parteie solle kaf ginn, bestach - fir et däitlech ze soen -, fir de Virstellunge vum Fraeministère nozekommen. Dat verstéisst géint all politesch Ethik.

Ech wëll nach ee Wuert soen zum Schluss, Här President, well ech net vill Riedezäit hunn, mä ech wollt nach ukënnegen, datt d'ADR dëst Joer och hei eng Interpellatioun zum internationale Männerdag mécht. Et ass gutt, datt eist Parlament dacks iwwert d'Situatioun vun de Fraen hei am Land diskutéiert. Dëst Joer ass et och déi éischte Kéier op eis Initiativ, wou d'Parlament sech och emol mat der Situatioun vun de Männer wäert auserneesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an als nächste Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, „La femme est l'avenir de l'homme", sot de franséische Schrëftsteller Aragon viru scho Jorzéngten. Ech loossen Iech den dichteresche Saz interpretéieren. Ech interpretéieren en einfach elo emol relativ banal esou: Mir sinn nach ëmmer an engem Prozess, deen net ofgeschloss ass, wat d'Situatioun vun de Fraen ubetrëfft.

D'Madame Polfer huet ganz treffend drun erënnert, wéi e laange Wee mer an deene leschten dräi, véier Jorzéngten hannerun eis geluecht hunn, fir déi legal Gläichberechtegung vun der Fra e Stéck weiderzebrénge par rapport zu deem, wat nach an de 50er, 60er Joren de Fall war, wat mer haut praktesch net méi verstinn. Mä mir wëssen alleguerten - an dat ass e puermol hei ënnerstrach ginn -, dass mer vun enger realer Gläichberechtegung an der Praxis selbstverständlech nach e gutt Stéck ewech sinn an deene verschiddenste Beräicher.

Dat heescht, déi Ausenanersetzung ëm wierklech gläich Rechter vun de Fraen, och an der Praxis, ass net ofgeschloss a wäert wuel vun hinne selwer an hoffentlech och vu Männer nach munchen Engagement verlaangen.

Déi Fro vun de Quoten. Ech mengen, dass een einfach zwou Froe bei de Quote muss ausenanerhalen; an dat ass och un d'Madame Polfer geriicht. Et muss ee sech froen op där enger Säit, ob se nëtzlech sinn, an et kann ee sech op där anerer Säit froen, ob se duer ginn. Dat sinn awer zwou verschidde Froen.

An ech menge Quote kënnen duerchaus nëtzlech sinn, well se en Impuls ginn, fir opzefuerderen, sief dat Parteien, sief dat iergendwellech aner Strukturen, sech unzestrengen, fir en Zil vu gläicher Representatioun ze ereechen. Dat ass de Sënn vun de Quoten.

Datt d'Quoten net duer ginn, selbstverständlech. Dat ass fir mech och eng Selbstverständlechkeet, dass een natierlech muss d'Fro stellen: Wat sinn d'Barrièren am Moment, déi sech de Fraen entgéintstellen, fir kënne sech am öffentleche Liewe méi staark ze bedeelegen? Wat musse mer maachen, fir Rolle-Klischeeën ofzebauen? Wou ech awer och muss a Klammere soen, wou déi Partei, déi haut hire Grand bond en avant geschildert huet, awer e gudden Deel Verantwortung gedroen huet an der Zäit fir déi Rolle-Klischeeën, déi deelweis nach ëmmer wierksam sinn.

A selbstverständlech mat Mentalitéitswiessel - an do huet d'Madame Loschetter dat ganz richteg gesot - geet et och net duer. An et kann ee sech och net hannert der Mentalitéitsfro verstoppen. Et geet ëm ganz konkret Mesuren. Et geet ëm flächendeckend Institutiounen, dass Mann a Fra kënne Kannererzéiung mat Beruff kombinéieren. Et geet drëm, Aarbechtszäiten esou ze kierzen, dass Mann a Fra kënne berufflech täteg sinn a gläichzäiteg hir Kanner erzéien. Et geet drëm, d'sozial Situatioune vun de Fraen ze verbesseren; den Här Lux huet dat duergestallt.

Et ass awer dann natierlech och elo wichteg, dass an deem do Beräich konkret Saache geschéien an dass och, wann et muss sinn, wéi d'Madame Loschetter gesot huet, wa Gesetzer net agehale ginn, dass dann och wierklech Sanktiounen ergraff ginn.

Also, wéi gesot, mat allgemengen Absichtserklärunge geet et an esou enger Diskussioun och net duer. Et mussen an deenen nächste Joren - also, da soe mer virun deem nächsten 8. Mäerz - och konkret Mesurë mat konkrete Resultater opweisbar sinn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an als lescht Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Eng Fra eleng an der Politik, Dir Dammen an Dir Hären, muss sech änneren; vill Fraen zesummen an der Politik änneren d'Politik.

Ech mengen, dass dat eng Wourecht ass, déi misst ee kënnen um Terrain ausprobéieren. Ech perséinlech sinn iwwerzeegt datt de Saz richteg ass an emfannen och déi kleng net wéineg Representatioun vun de Fraen an dësem Haus als eng Ongerechtegkeet. Well ech mech vu klengem un ëmmer géint Ongerechtegkeete gewiert hunn, och dann, wann ech et net fäerdeg bruecht hunn, se ofzeschafen.

Ech verstoppen Iech net, dass mäin éischte grousse Frust als klengt Meedchen dee war, dass ech net hunn dierfe mat klibbere goen. Deen hunn ech entre-temps iwwerwonnen.

(Hilarité)

Mä deen, dass mer nach ëmmer zu esou wéineg Fraen an dësem Haus sinn, deen, mengen ech, huelen ech mat an d'Graf.

D'Politik huet ënner anerem als Missioun d'Organisatioun vun eiser Gesellschaft, mä virun allem och déi, de Fanger dohinner ze leeën, wou et wéideet. Den 8. Mäerz ass dofir fir mech eng Geleeënheet, fir de Fanger just dohinner ze leeën.

Wann ee vum 8. Mäerz schwätzt, da stellen ech fest, dass mer hannendra sinn:

- Éischtens an der Form.

Mir sinn net nëmmen zwee Deeg hannendran, dat wär u sech net schlëmm, mä mir hunn de Riednermodell 1. Dat ass dee Modell, dee mer normalerweis fir eng Netbesteierungskonventioun mat engem Land virgesinn, un deem knapps eng Dose Leit am Land interesséiert sinn.

Mir hunn eng Conférence des Présidents, déi et beispillsweis - fir d'éischt säit ech an der Chamber sinn - net derwäert fonnt huet, fir der Kommissioun Bescheed ze soen, dass zu New York déi jährlech Konferenz zum 8. Mäerz géif stattfannen, déi eigentlech déi Weltfraekonferenz ersetzt, déi zënter 15 Joer net méi stattfënnt. An ech denken, dass d'Ofsoe vun der Formatioun, fir déi ech eise President vun der Kommissioun nach eng Kéier wëll félicitéieren, net en Zeechen ass vun enger staarker Motivatioun an dësem Haus fir d'Fraesaach oder fir d'Saach vun der Égalitéit weiderzebréngen.

Ganz aneschters gesäit et aus an eisem Sekretariat, an duerfir wollt ech dat och hei ernimmen. Am Sekretariat vun dësem Haus gëtt et eng parfaite Paritéit an den Zuelen an och an de Graden. Sou dass een sech géing wënschen, datt de Secrétaire général och kéint Afloss huelen op déi Leit, déi an der Chamber d'Soen hunn, seng perséinlech Iwwerzeegungen afléissen ze loossen, och wann ech weess, dass dat eigentlech net seng Missioun ass. Mir wären em awer sécherlech dankbar derfir.

- Zweetens, um Fong:

E puer Zuelen zu den Tatsaachen: éischtens, zwielef Fraen an der Chamber, och wann der méi gewielt gi sinn. Well mir d'Fraen, déi gewielt sinn, net eng Kéier bei deene Gewieltenen an dann nach eng Kéier an der Regierung ziele kënnen. Zwielef Fraen, dat sinn 20%. 20% Fraen, dat heescht och am Kloertext 80% Männer.

Wa mer da wëssen, dass mer vu 35 bis 40% bräichten, fir eng Masse critique ze hunn, déi eis et géif erlaben, wierklech Égalitéitspolitik hei ze maachen, a wa mer wëssen, dass mer fir 20% Fraen an dësem Haus 90 Joer d'Fraewahlrecht gebraucht hunn, a wa mer dovun ausginn, dass et an deemselwechte Rhythmus géif virugoen, da bräichte mer nach eng Kéier 90 Joer, Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen heibannen. Dat heescht, dann ass et 2100 bis mer d'Masse critique vu 40% erreecht hätten.

Ech huelen un, dass wéineg Leit dat géifen an der Rei fannen. Ech fannen et jiddefalls net an der Rei. Ech ka mer virstellen, dass et kammoud ass, esou ze maachen, wéi een et ëmmer gewinnt war. Ech mengen awer, dass et lues a lues ufänkt inakzeptabel ze ginn. Net nëmmen, well d'Zuelen u sech schlecht sinn, mä och well mer Texter hunn um nationale Plang: de Gläichheetsartikel an eiser Verfassung mat der Méiglechkeet vun Action-positiven an d'CEDAW-Konventioun, déi mer zënter 1988 ënnerschriwwen hunn, an déi mer nach ëmmer op deem Punkt (Artikel 7) do net erfëllen.

Technesch wär et natierlech ganz einfach; et ass kloer, mir missten d'Wahlgesetz änneren. Mä politesch ass et natierlech e grousse Schrëtt. Mä et ass net nëmmen eng grouss Ännerung, et ass och eng Stratégie gagnante, well d'Erfahrung weist, dass vill Fraen op de Lëschten, déi d'Parteien opsetzen, deene Parteie selwer net schueden, souguer dann oder souguer vläicht, well se dann awer net onbedéngt gewielt gëtt.

Eist Wahlgesetz ass net nëmmen net favorabel fir Fraen, mä et ass och net favorabel fir aner nei Kandidaturen, wéi zum Beispill jonk Leit, eeler Leit, oder Leit mat engem Immigratiounshannergrond. Dat ass, mengen ech, aus deenen Ursaachen, déi ech schonn uklénge gelooss hunn, evident.

Mir hunn éischtens eng zweet Preferenzstëmm, mir hu kleng Circonscriptiounen a mir hu keng fest Plazen op eise Lëschten, dat heescht all Argumenter bei engem Wahlgesetz, bei deenen d'Quoten u sech géife maximal kënne gräifen.

Mir wëssen, Kolleeginnen a Kolleegen, dass souwisou och mat Quoten, mer kee Resultat kënnen erwaarden. Mir wësse just, dass Leit, déi Frae wëlle wielen, d'Méiglechkeet hunn, ze wielen zwëschen enger méi grousser Zuel.

Eng verstäerkte Vertriedung vum zweete Sexe an der Chamber passt méiglecherweis net jiddwerengem hei an der Krom, well Verännerung ass eppes, wou ee sech muss dru winnen. Verännerung ass awer souwisou permanent. An déi, déi an de leschten Zäiten ëmmer erëm passéiert sinn, hu bewisen, dass och Fortschrëtter a positiv Punkte kënnen u Verännerunge fonnt ginn, déi een eigentlech net onbedéngt gewënscht huet.

Duerfir vun hei aus mäin Opruff un d'Kolleegen alleguerten, eis Demokratie ze verbesseren an d'Wahlgesetz méi opze-

maache fir Fraen am Interessi net nëmme vun de Fraen, mä vun enger méi équilibréierter Demokratie, mä och, well et eis, menger Meenung no, verdammte Flicht ass, d'Texter, déi hei ofgestëmmt gi sinn, och an d'Praxis ëmzesetzen.

Et ass bekannt, dass all Plaz, déi eng Fra méi an dësem Haus anhëlt, d'Plaz vun engem Mann ass. Mä mir brauche Solidaritéit an eiser Gesellschaft, an zwar net nëmmen tëschent de Generatiounen an tëschent verschiddene sozioprofessionelle Kategorien, mä och tëschent Männer a Fraen.

Et kann a mengen Aen net weider esou goen, datt wéi bis elo d'Halschent - oder souguer méi wéi d'Halschent - vun der Bevölkerung an dësem Haus behandelt gëtt wéi eng Minoritéit. Dofir brauche mer op jidde Fall Paritéit. Dat kënnt vu Partnerschaft, dat heescht Egalitéit net nëmmen um Pabeier, mä an der Praxis. Dofir brauche mer och a mengen Ae fräiwëlleg - dat heescht um Niveau vun de Parteien - Dispositiounen, déi d'Parteie selwer sech ginn, fir an hire Strukturen an op de Wielerlëschte méi Fraen opzesetzen.

Am beschten awer hätte mer natierlech, wa mer wëllen op de Fong kommen, an dat ass dat, wat den André Hoffmann ugeschwat huet, eist Wahlgesetz dohigehend ze änneren, net nëmmen, dass mer Quoten aféieren, mä fir e System ze kréien, deen demokratesch méi op mécht.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech duecht, Dir hätt déi mannste Fraen, hunn ech héieren.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Jo, mir sinn awer zueleméisseg net esou schlecht heibannen. Dir hat déi meeschte Fraen op de Lëschten an Dir hutt keng hei.

(Interruptions)

Konkret brauche mer op jidde Fall nëmmen eppes, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass politesche Wëllen. A wa mer vu Quote schwätzen, da musse mer wëssen, dass Quoten eigentlech nëmme Krätsche si fir dee politesche Wëllen, wann en an de Parteie feelt. Dofir si Quote sécherlech keen Allheilmëttel, mä et ass e Pis-aller, eng Iwwergangsléisung op en aneren Zoustand, deen ech mer wierklech wënschen.

Ofschléissend wollt ech eng Erfahrung ernimmen hei, déi leschte Samschdeg zu Ettelbréck stattfonnt huet, wou d'Egalitéitskommissioun an der Gemeng vun eisem Kolleeg Buergermeeschter an Deputéierten d'Initiativ geholl huet, fir den 8. Mäerz net eng honnert Table-ronden ze organiséieren, wou erëm geschafft gëtt, mä wierklech e Festakt, wou een einfach dohinner geet, fir Spaass ze hunn. An dee Festakt war a mengen Aen e Beispill, wéi d'Politik kéint sinn. Dofir wëll ech Iech et och kuerz schilderen.

Et war e Concert, deen huet geheescht „Destins parallèles", dee vun engem klenge Sträichorchester komposéiert war, deen haaptsächlech d'Frae betraff huet, dee vun enger Fra dirigéiert ginn ass an dee Wierker gespillt huet vun dräi bekannte Musiker: Mendelssohn, Schumann a Mahler. Mä net nëmme vun deenen dräi, mä och vun dären zwou Ehefraen, ubestuetener, an och vun enger Schwëster, deenen hir Wierker komplett an de Vergiess gerode sinn.

Een, deen dee Concert gesinn huet an de Message verstanen huet, deen hat net nëmmen e schéinen Owend, mä ech hu mer op jidde Fall virgestallt, dass dat e Beispill kéint sinn, wéi aneschters par rapport zu engem normalen Orchester, wou feierlech am Frack dirigéiert gëtt, wou meeschtens eng grouss Majoritéit vu Männer zesumme musizéieren, hei am Fong e klengen Orchester solidaresch zesummegespillt huet, an net nëmmen dat, wat supposéiert ass grouss klassesch Musek ze sinn, mä och Wierker, déi a Vergiessenheet geroden, wéi esou oft och Fraen an der Vergaangenheet a Vergiessenheet gerode sinn.

Fir mech war dat op jidde Fall en erbaulechen Owend, e schéint Beispill. A wa mer dat eng Kéier kéinten an der Politik erreechen, dann, mengen ech, hätte mer gutt geschafft. Et gesäit allerdéngs de Moment nach net esou aus.

Ech wëll just ophale mat enger Citatioun vum neie Secrétaire général vum Conseil de l'Europe, deen anlässlech zum 8. Mäerz folgende Saz gesot huet: «Le statut des femmes s'est amélioré, mais les avancées sont bien trop lentes. Il faut accélérer la cadence.» Ech mengen, deem ass eigentlech näischt méi bäizefügen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Err Merci. An elo kritt d'Wuert d'Chancëgläichheetsministesch, d'Madame Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech emol soen, dass ech d'Iddi vun der zoustänneger Chamberskommissioun, fir deen Débat hei ze organiséieren, wierklech ausdrécklech begréissen. En Débat, deen de Mëtteg ganz vill Ureegunge bruecht huet. Ech freeë mech awer virun allem, dass och esou vill Männer zu deem Thema geschwat hunn, wat beweist, dass se sech mam Sujet auserneesetzen.

Lëtzebuerg steet op europäeschem an och op internationalem Niveau net ganz gutt do, wat d'Representatioun vun de Fraen an de politesche Gremien ugeet. Och wann et elo bei eis keng legal Barrièrë gëtt, déi verhënneren, dass d'Frae sech politesch engagéieren, stellt een awer fest, dass d'Frae quasi iwwerall prozentual ganz schlecht vertruede sinn.

Eng ausgeglachte Participatioun vu Fraen a Männer un den Décisiounen am politeschen an och am gesellschaftleche Liewen ass awer d'Kärstéck vun enger Demokratie, déi soll gutt fonctionnéieren, an et ass och dat, wat am Artikel 7 vun der CEDAW-Konventioun steet, op déi den Här Schaaf am Detail agaange war.

50,4% vun der Lëtzebuerger Populatioun si Fraen. D'Frae stellen awer nëmmen, et ass schonn e puermol gesot ginn, 20% vun den Deputéierten, 26,7% vun der Regierung, 23,6% vun de Gemengeconseillèren a souguer nëmmen 11,2% vun de Buergermeeschteren duer. D'Evolutioun an der Zäit vun deem ganze Prozentsaz ass awer positiv, mä ganz lues. D'Fro, déi sech also stellt, ass déi, wéi mer dee ganzen Trend kënnen e bëssen accéléréieren.

Dacks gëtt hei d'Aféierung vun de Quoten als Wonnermëttel duergestallt. Komme mer also zu de Quoten. De Programm vun där heiter Regierung gesäit keng Aféierung vun enger gesetzlecher Quot vir. Déi nordesch Länner wéi Schweden, Finnland an Norwegen sinn des Öftere schonn an d'Fënster gestallt ginn, wann et ëm d'gläich Representatioun vu Fraen a Männer an der Politik geet. Mat Prozentsätz tëschent 39,6% an Norwegen a 46,4% a Schweden Fraen am Parlament a souguer tëschent 45% a Schweden an 63,2% a Finnland Fraen an der Regierung ass d'Paritéit jo och scho bal erreecht.

Vill Leit wëssen allerdéngs net, dass et a kengem vun dësen dräi Länner eng gesetzlech fixéiert Fraequot gëtt. Déi héich Zuel vu Fraen an deenen ieweschte politesche Gremien an deenen nordesche Länner ass ganz einfach d'Resultat vun engem ganz laangen historesche Prozess, deen d'Parteie vu bannen iwwert de Wee vu fräiwëllege Quoten zënter den 80er an den 90er Joren agefouert hunn.

Aner Instrumenter hunn déi fräiwëlleg Quoten och nach ergänzt, wéi zum Beispill dee sougenannten Tirettësystem - ech mengen, Madame Polfer, Dir hat dovunner geschwat -, no deem d'Lëschten dann opgestallt ginn, ofwiesselnd eng Fra an e Mann.

Fir dass mir eng équilibréiert Participatioun vu Fraen a Männer an der Politik erreechen, sinn also alleguerten d'politesch Parteie gefuerdert. D'Parteie sollen awer hei selwer hir Responsabilitéit iwwerhuelen a sech eng parteiintern fräiwëlleg Quot ginn, esou wéi mir dat an der CSV an eise Statute gemaach hunn.

Et ass sech d'Saach e bësselchen ze einfach gemaach, dës Verantwortung wëllen un d'Regierung ofzeginn, well niewent de Quote gëtt et jo och nach aner Instrumenter. Mir sinn eis eens: Eng besser Vertriedung vu Fraen an der Politik ass d'Zil vun eisen Ustrengungen. Fräiwëlleg Quote kënnen een Instrument sinn, déi zu deem Zil féieren. Si sinn awer net dat eenzegt.

Do geet et emol un éischter Stell och ëm d'Sensibilisatioun. Informatioun a Sensibilisatioun sinn enorm wichteg, an dat esou fréi wéi méiglech. Wéi an esou ville Beräicher soll een also och schonn an der Schoul domadder ufänken, Stereotypen ofbauen an de Kanner weisen, dass Fraen a Männer kënnen Aufgaben an der Politik iwwerhuelen.

D'Frae selwer mussen och heiansdo iwwerzeegt ginn, sech politesch ze engagéieren, well si ganz dacks dee Schrëtt net eleng woen.

Ech maachen also hei en Opruff un all Parteien, d'Frae laang am Virfeld an onofhängeg vun de Wahle geziilt opzebauen an och bekannt ze maachen. D'Kandidatinnen däerfen net d'Impressioun kréien, dass si Lëschte solle vollmaachen, mä si mussen d'Geleeënheet kréien, sech lues a lues an dat politescht Geschäft anzeschaffen.

Et wär wënschenswäert, dass zum Beispill d'Chancëgläichheetskommissiounen an de Gemenge géife Coursen ubidden. Ech weess, dass de Syvicol dat och mécht, mä ech géif et méi flott fannen, wann dat am Kader vun de Gemengen nach kéint gemaach ginn, well all Gemeng jo och en anert Bautereglement huet, fir eben d'Leit, déi sech fir Politik interesséieren, sech wëllen engagéieren, mam Fonctionnement an och mam Alldag vun der Gemeng vertraut ze maachen an hinnen doduerjer och d'Angscht virun deem Onbekannten ze huelen.

De Regierungsprogramm gesäit iwwregens an deem Kontext vir, esou Formatioune fir Fraen ze finanzéieren, déi kandidéieren oder déi och schonn esou e politescht Mandat ausüben.

Schlussendlech däerf een awer eng Kategorie vu Leit net vergiessen, déi bei där Sensibilisatioun besonnesch wichteg ass, wann net déi allerwichtegst. Dat sinn d'Wieler an d'Wielerinnen. Schliesslech si si et, déi an eisem Wahlsystem, ob paritéitesch Lëschten oder net, bestëmmen, wéi eng Leit déi verschidde Parteien an der Chamber respektiv an de Gemengeréit vertrieden. D'Frae sinn am Vollek an der Majoritéit, a wa si géifen déi weiblech Kandidatinne besser ënnerstëtzen, da bräichte mer am Fong geholl déi Diskussioun, déi mer haut de Mëtteg hei hunn, iwwerhaapt net ze féieren.

déi gréng sinn och e gutt Beispill dofir, dass mer mat Quoten och net alles erreechen. Obwuel si paritéitesch Lëschten hunn, ass mat engem Prozentsaz vu 14,3% vun alle Gréngen-Deputéierten nëmmen eng Fra an der Chamber vertrieden.

Een anert Instrument, wat mer sollten notzen, dat ass d'Begleede vun de Kandidatinnen. Ech war virun e puer Wochen um Lancement vun der Initiativ „Business-Mentoring" an der Chambre de Commerce. Mentoring ass e ganz gudde Wee, fir nei Talenter ze förderen.

De Mentor, deen zitt eng gewëssen Zefriddenheet aus deem Modell, well hie säi Wëssen a seng Erfahrung, déi e gemaach huet, ka weiderginn, an de Mentee, dee fillt sech net eleng an huet zu all Moment en Uspriechpartner, fir iwwer seng Suergen a Bedenken ze schwätzen, mä och fir säin Erfolleg mat engem ze deelen.

Dee Modell vum Mentoring, dee kënnt eent zu eent an der Politik ëmgesat ginn. D'Fraenorganisatioun vu menger Partei, d'CSF, huet sech iwwregens schonn am Juli 2008 an esou e Projet lancéiert, an dat mat groussem Erfolleg.

Wat mer hei awer och besonnesch um Häerz läit, ass, dass mer mussen d'Männer mat esou enger Approche mat abannen. Och vun hinne muss de Message kommen, dass si Fraen an der Politik wëllen an dass si bereet sinn, Fraen an hirem Engagement ze ënnerstëtzen.

D'Diskussiounen am Krees vu Frae si gutt an nëtzlech. Et ass awer genausou wichteg, dass d'Parteigremien, déi nu méi dacks vu Männer besat sinn, sech deem Thema Gläichstellung unhuelen an et virun allem eescht huelen an och wëlle weiderdreiwen.

En drëtt Instrument sinn dann déi finanziell Incitatiounen - wéi hat den Här Kartheiser gemengt? - d'Kappgeld. An iwwregens, Här Kartheiser, et ass net „Fraeministère". Et heescht ewell Ministère... Égalité des chances femmes/hommes, net méi „promotion féminine", just zu Ärer Informatioun.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass net wichteg, wéi Der Iech nennt, et ass wichteg, wat Der sidd, an Dir sidd…

(Interruption)

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- …a mir si ganz sécher e Ministère Égalité des chances femmes/hommes.

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir hutt elo net d'Wuert. Dir kënnt eng Fro stellen, mä Dir hutt am Moment net d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Also zum Kappgeld steet dann an der Regierungserklärung: «Le Gouvernement réfléchira sur les moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision, et notamment sur la création d'un incitatif financier dans le cadre des lois afférentes pour amener les partis politiques à faire figurer plus de femmes sur les listes électorales.»

Ech ka mer virstellen, déi Diskussioun do ze féieren, wann iergendwann d'Parteiefinanzéierungsgesetz iwwerschafft gëtt. Vu dass dat Gesetz vun Dezember 2007 awer op engem Konsens tëschent alle Parteie baséiert, géif ech hei déiselwecht Prozedur proposéieren, dat heescht e breede Gedankenaustausch iwwert dat Thema tëschent alle politesche Parteien, mam Zil, e Modell auszeschaffen, deen herno och vu jiddwerengem ka gedroe ginn.

E weidert Instrument ass, en adequat Ëmfeld schafen, an ech mengen, dat ass hei scho vu verschiddene Säiten och gesot ginn. Op der Table ronde, déi mer de Méindeg hate mat der zoustänneger Chamberskommissioun zum Thema „Sech als Fra politesch engagéieren, firwat net?", ass gesot ginn, dass d'politescht Engagement mat villen anere Liewensberäicher zesummenhänkt. Virun allem mussen d'Opdeelung vun de Responsabilitéiten an der Famill, an dozou gehéieren d'Fraen an d'Männer, an d'Organisatioun vum Aarbechtsliewe flexibel a gutt openeen ofgestëmmt sinn. Abee, déi zoustänneg Kolleegen aus der Regierung, déi schaffen u flexibele Modeller vun Aarbechtsorganisatioun an och un zousätzleche Betreiungsméiglechkeete fir Kanner a Schoulkanner.

Am Résumé: Fir dass Fraen a Männer gläich a gerecht an der Politik vertruede sinn, gëtt et a mengen Ae keng Wonnermëttel, mä vill Acteure musse sech fir dat Zil engagéieren. Un alleréischter Stell d'Parteie selwer, awer och d'Kandidaten, Fraen a Männer, déi bereet sinn, Verantwortung ze iwwerhuelen, Wieler a Wielerinnen, déi bereet sinn, Fraen a Männer hiert Vertrauen ze schenken, an eis ganz Gesellschaft, well d'Gläichgewiicht an der Politik nëmmen een Element ass um Wee zu der Gläichstellung vu Männer a Fraen.

Jiddweree vun eis muss a sengem Beräich eng Hand mat upaken a mam gudde Beispill virgoen. Ech hunn a leschter Zäit och vill Betribschefe begéint, déi eng ganz gutt Erfahrung mat eisen Actions positives gemaach hunn. Och si spillen eng Roll vu Multiplicateurs a ginn de Message un hir Kolleege weider, dass eng gesond Mëschung vu Fraen a Männer an den Décisiounsgremien hirer Entreprise wierklech eppes bréngt, an dat beleeën och aner Studien.

Mir loossen och elo eng grouss Action positive an der Fonction publique ulafen, wou mer eis iwwert de Wee vun enger Enquête méi Detailer erhoffen, a wéi enge Beräicher a Positioune Fraen a Männer beim Stat ze fanne sinn. Dozou gehéiert zum Beispill den Télétravail, a wuel och de Compte épargne-temps, wou d'Ministesch Octavie Modert amgaangen ass drop ze schaffen.

Mir däerfen hei keen Débat Frae géint Männer féieren, well Fraen a Männer si

complémentaire. Si ergänze sech an hiren Iddien, an dat gëllt fir all Beräicher vum Liewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Instrumenter zum politesche Gläichgewiicht tëschent Fraen a Männer kënne ganz verschidde sinn. Am effikasste schéngt mer awer eng Kombinatioun vun deenen, déi ech elo grad opgezielt hunn. Déi Opzielung war selbstverständlech net limitativ; och an der Politik kënnen a sollen nei Weeër getest ginn.

Wa sech awer mëttelfristeg weist, dass den Asaz vun all dësen Instrumenter keng konkret Resultater bréngt, da mengen ech, dass spéitstens no de Wahle vun 2014 nach eng Kéier iwwert d'Aféierung vu gesetzleche Quote sollt diskutéiert ginn.

Ech wëll zum Schluss awer och nach e puer Erklärunge ginn zu Froen, déi hei opgeworf goufen, notamment den Här Lux, deen hat d'Gehälterdifferenzen ugeschwat. Abee, mir hate jo e laangen Débat och iwwert d'Gehälterdifferenzen „Gläiche Loun fir gläich Aarbecht". Den Dënschdeg aacht Deeg hunn ech mam Nicolas Schmit, mam Aarbechtsminister, eng Réunioun, fir ebe genau iwwert déi Pisten ze schwätzen, déi mer deemools opgezeechent haten, ënner anerem och Sanktiounen, déi een eventuell muss ergräifen, wa sech net dorunner gehale gëtt.

Da war d'Thema opkomm, jo, mir hunn an de Supermarchéë meeschtens Caissièren a Fraen, déi d'Regaler opfëllen, an d'Häre si Géranten. Ech mengen, do ass d'Schoul concernéiert, an do muss een och déi Jonk haaptsächlech motivéieren a sensibiliséieren. Eis Campagne vum Ministère - Madame Loschetter, dat wäert lech vläicht interesséieren -, déi viséiert haaptsächlech Jonk an ënner anerem och hiren Engagement am Beruffsliewen.

Da wollt ech Iech nach just zu Ärer Informatioun soen, Action positive beschränkt sech wierklech net nëmmen op eng Gehälteranalys, mä do gëtt eng komplett Enquête gemaach mam Personal, eng Enquête de satisfaction, wou et och drëms geet: Wéi kënnt Dir Iech virstellen an eisem Betrib den Encadrement vun de Kanner besser ze organiséieren? Wéi missten d'Aarbechtszäite sinn, dass Dir Iech besser kéint organiséieren? An et geet och dorëms, fir ze kucken eng Paritéit an den Décisiounsgremien tëschent Fraen a Männer ze kréien.

Voilà, ech mengen, dat wär et elo emol gewiescht mengersäits aus fir deen Débat. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen der Madame Chancëgläichheetsministesch Françoise Hetto-Gaasch Merci. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun.

Résolution 1

Ech hunn elo nach hei eng Resolutioun, iwwert déi mer nach missten ofstëmmen. Wëllt zu där Resolutioun een d'Wuert huelen?

Den Här Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

(Interruption)

Den Här Jean-Paul Schaaf ass et.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Jo, ech wollt zu där Resolutioun vun der Madame Loschetter just e puer Saache soen. Fir d'éischt ass et jo e bëssen delikat, wann ee fir all gutt Iddi, a mir hunn haut iwwer e wichtegt Thema diskutéiert, mä fir all gutt Iddi, déi zousätzlech dozou nach ka sinn, och erëm en neien Débat d'orientation mécht. Haut hate mer jo, mengen ech, Zäit fir... Ënner anerem hätt een och nach kënnen op dat doten Thema agoen; dat hu mer vläicht nëmme gesträift an net genuch gemaach. Dat ass déi éischt generell Remarque.

Déi zweet ass awer déi, dass ech denken, dass et awer e wichtege Sujet ass. An et sollt een en an der Kommissioun diskutéieren. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn.

An dann nach eppes, wat ech net direkt verstanen hunn, well et eigentlech zwee Volete betrëfft, an de Schlusssaz ass dee vun enger Analys, vun enger Enquête approfondie, an dat schéngt mer awer e bësselchen dat ze sinn, wat éischter an de Ressort vun eiser Ministesch erafält a kaum als Resolutioun déngt un eis selwer.

Dofir géife mir proposéieren, wéi gesot, entweder ofzelehnen oder un d'Kommissioun et weiderzeginn.

M. le Président.- D'Madame Ministesch freet och nach dozou d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Jo, also mir hu jo wëlles, dat steet och am Regierungsprogramm, eng Bestandsopnahm ze maache vun de Männer a vun de Fraen, déi an de Conseils d'administration souwuel beim Stat wéi och an den Établissements publics vertruede sinn, fir déi ze maachen. An ech géif mengen, wa mer déi Bestandsopnahm gemaach hunn, wa mer déi Zuelen um Dësch leien hunn, da géif ech proposéieren, dass ech domadder an d'Chamberskommissioun kommen, dass mer dann doriwwer diskutéieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Madame Loschetter, sidd Der d'accord? Ech hu verstan eng Propositioun, fir déi Resolutioun an déi zoustänneg Kommissioun ze renvoyéieren.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, ech géif denken, dat wär dee richtege Wee.

(Interruptions)

M. le Président.- Okay, da schéngt mer do e grousse Konsensus driwwer ze bestoen. Da géif also déi Resolutioun an déi zoustänneg Kommissioun verwise ginn.

Da kéime mer elo zur Interpellatioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Aarmut bei deene Jonken. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Majerus, den Här Berger, d'Madame Spautz, d'Madame Loschetter an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, déi honorabel Madame Viviane Loschetter.

7. Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la pauvreté des jeunes

Exposé

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), interpellatrice.*- Voilà, nach eng Kéier Merci, Här President, fir d'Wuert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi leschte Kéier wou mer hei an dësem Haus op eng ganzheetlech Manéier iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg geschwat hunn, dat war am Februar 2007, also genau virun zwee Joer. Ulass war deemools och eng Interpellatioun vun der grénger Fraktioun.

Mir sinn dëst Joer am Europäesche Joer vun der Bekämpfung vun der Aarmut a vun der sozialer Ausgrenzung. Et ass zwar e sarkasteschen Zoufall: An engem Moment, wou d'ganz Welt a ganz Europa struewelt, fir aus der Finanzkris de Kapp aus dem Waasser ze halen an d'Wirtschaftskris a Grenzen ze halen, si mir am Europäesche Joer vun der Bekämpfung vun der Aarmut. Natierlech ass d'Bekämpfung vun der Aarmut e Facteur de gérance vun der aktueller Wirtschaftskris a selbstverständlech ass d'Bekämpfung vun der Aarmut e Bestanddeel vun der Lissabonner Strategie. Bis 2010 sollte mer jo d'Aarmut an Europa ëm en Deel erofgesat hunn.

Awer emol kalbliddeg formuléiert: Et ass gewosst, et ass souguer duerchcalculéiert zum Deel, datt duerch d'Finanzkris an d'Wirtschaftskris de Chômage an d'Kuerzaarbecht wäerten an d'Luucht goen, an d'Luucht gaange sinn, d'Iwwerscholdunge wäerten net esou séier ofhuelen, d'Faillite wäert zouhuelen an zu Massenentloossunge féieren, Leit a Famillje wäerten insolvabel ginn.

(Interruption)

Zum Deel sinn och wichteg a richteg Direktmesuren agefouert ginn, fir deem entgéintzewierken. Alles dréint sech dës Méint ronderëm Stabilitéitsplang, Spuerprogramm, Tripartite an esou weider. Et gëllt d'Wirtschaftskris ze ënnerbannen, de Wirtschaftswuesstum ze retten, och wa mir ons Gewunnechte mussen adaptéieren. Iwwert d'Erhale vu verschidden Acquisë muss haart nogeduecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech musse mer haart iwwert d'Zukunftsgestaltung vun dësem Land, vun Europa a vun der Welt nodenken; iwwregens och handelen. Jo, mir mussen ons Zukunft anescht plangen. Jo, mir musse vun dëser Kris profitéieren, fir nei Jalonen ze setzen, ekonomescher, ekologescher a sozialer Natur, fir der Zukunftsfäegkeet vun dësem Land, vun Europa a vun der Welt iwwerhaapt emol eng Chance ze ginn. A mir wäerten an deenen nächste Méint nach vill a wahrscheinlech kontrovers iwwert dës Themen diskutéieren.

Mä eent steet elo scho fest: Déi beschten opgestallten Zukunftspläng, deen optimaalste Stabilitéitspakt huet keng Chance, wa mir der nächster Generatioun, voire den nächste Generatiounen d'Méiglechkeet net ginn, dat, wat mir preparéiert hunn, weiderzeféieren a weider ëmzesetzen.

Eng elementaarst Viraussetzung ass, vläicht muer méi wéi haut, datt mer an enger Gesellschaft liewen, déi zesummenhält, déi solidaresch ass an déi d'Cohésion sociale weiderhi garantéiere kann. Ouni dës Viraussetzung kréie mir an dësem Land näischt Gréisseres ëmgesat.

D'Cohésion sociale huet wuel eppes mat Liewensqualitéit ze dinn; dat ass d'Corrélatioun, déi mir ons bis elo ëmmer tëscht dësen zwee Wierder gemaach hunn. Et war bis elo souguer e Standuertsfaktor zu Lëtzebuerg. Dat heescht, d'Cohésion sociale ass gläich: Et léisst sech gutt a gutt zesummeliewen zu Lëtzebuerg.

Ass dat wierklech nach ëmmer esou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären? Oder fänke mer net un, ons e bëssen an d'Täsch ze léien, Verschiddenes net ze considéréieren? Vläicht well mer ons direkt och net am Alldag domadder ofginn.

Ech géif gären eng Bemierkung zu dëser Interpellatioun maachen, Här President. Kloer ass d'Familljeministesch hei och stellvertriedend fir déi ganz Regierung. Et ass kloer, datt villes vun deem, wat hei geschwat gëtt, an hire Kompetenzen ass. Onser Meenung no sprengt trotzdeem eng Diskussioun, an dësen Zäiten, iwwert d'Aarmut de Kader vum Ressort just vun der Familljeministesch.

Iwwer Aarmut an den Zoustand vun der Aarmut am Joer 2010 an dësem Land ze diskutéieren, ass an onsen Ae vun esou enger prioritärer Wichtegkeet, datt eigentlech wäit méi Ressortministere missten hei nolauschteren; iwwregens vläicht och méi vu menge Kolleegen heibanne misste sinn an nolauschteren.

Eng Gesellschaft, déi aarm ass, ka kee Stabilitéitspakt anhalen, ka keng Wirtschaftsprioritéiten anhalen, ka keng Zukunftsgestaltung géréieren. Dir kënnt dee beschten Auto produzéieren, wann Dir kee Bensin dofir hutt, da kommt Dir net vum Fleck.

Wat ass Aarmut zu Lëtzebuerg iwwerhaapt? Engersäits ass et wuel eng Additioun vun eenzel Schicksaler a Misär, anersäits sinn et knallhaart Zuelen a Statistiken, Médianen a Moyennë vun Akommes.

Fänke mer emol bei där zweeter Kategorie un. 2008 hate mer e Risque de pauvreté zu Lëtzebuerg vun 13,40% gerechent, op enger Médiane vu 60%. Ech ginn elo net op den Detail an, wéi een dat rechent. Setze mer awer d'Médiane erof op 50%, fanne mer e Pourcentage de pauvreté dës Kéier vu 7%. Setze mer d'Médiane nach eng Kéier erof op 40%, si mer op 4% vun extrem aarme Leit hei an dësem Land.

Mir haten am Joer 2008 relativ wéineg Mënschen zu Lëtzebuerg, déi an enger grousser Aarmut gelieft oder iwwerlieft hunn. 4%. Den Ënnerscheed awer tëschent 7% an 13,40%, dat heescht vun de Leit, déi aarm sinn, an déi Leit, déi am Risque de pauvreté sinn, deen ass grouss. Dat heescht, mir hunn eng relativ grouss Zuel vu Mënschen, déi no derbäi sinn, an d'Aarmut ze falen.

Ech weess, well mer schonns Diskussiounen doriwwer zesumme gefouert hunn, datt d'Madame Familljeministesch oft drun erënnert, datt Risque de pauvreté net gläich Pauvreté ass. Dat ass richteg. Mir schwätzen hei vun 13,40% vu Mënschen, déi am Joer 2008 aarmutsgefährdet waren. Mä mir schwätzen awer och vu siwe plus véier, dat heescht nach eng Kéier esou vill Leit, déi an deemselwechte Joer carrément aarm waren. Mir haten also am Joer 2008 en zimlech grousse Prozentsaz u Mënschen, déi esou just um Rand, au bord du gouffre vun der Aarmut sech befonnt hunn.

Wat wäerten dann ons Statistike vum Statec 2009 aussoen? Dat heescht, an der Zäit nom Ausbroch vun der Kris. Wéi vill vun dësen 13,40% Mënschen hunn et net gepackt, fir weider nëmmen am Risque de pauvreté ze bleiwen?

Mä komme mer emol kuerz nach eng Kéier op déi lescht Joren zréck: 2003 hate mer 10,20% Leit am Risque de pauvreté, 2004 11,40%, 2005 13% Leit am Risque de pauvreté, 2006 14%, 2007 13,50%. Dëst sinn Zuelen aus deene Joren, wou kee Mënsch heibanne schonn un eng Finanz- oder Wirtschaftskris geduecht huet, bien au contraire. An trotzdeem ass den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg konstant eropgaangen.

Komme mer dann an deeneselwechte fette Jore vum wirtschaftleche Wuesstum op d'Kanner a Jugendlecher vun null bis 15 Joer ze schwätzen, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat waren: 2003 11,60%, 2004 17,60%, 2005 20%, 2006 19,60%, 2007 20% Kanner tëschent null a 15 Joer am Risque de pauvreté.

D'Zuele vun 2008 bei de Kanner tëschent null a 15 Joer leien ons net vir, louchen net vir beim Statec. Firwat hu mer keng Statistiken iwwert déi Kanner vun null bis 15 Joer aus der Kategorie am Joer 2008?

Just fir e Beispill ze ginn: An der Belsch hate mer 2007 en Aarmutsrisiko vu 15%, bei de Kanner vun null bis 15 Joer och vu 15%. A Schweden hate mer am Joer 2007 en Aarmutsrisiko vun 11% a bei de Kanner vun 12%. A véier Joer, déi véier lescht Joren an trotz Wirtschaftswuesstum ass den Aarmutsrisiko bei Kanner ëm d'Halschent eropgaangen, vun 11% op 20%. Dat muss emol eng Kéier hei kloer gesot ginn. Dat sinn d'Zuele vum Statec.

(Interruption)

Wa mir elo an onser Gesellschaft, onser spezifescher Populatioun, wa mer där Rechnung droen, da stelle mer fest, oder de Statec stellt fest, datt mer am Joer 2007 7,20% Lëtzebuerger haten, déi am Aarmutsrisiko waren, an am Joer 2008 6,20% Lëtzebuerger. Dat ass ëm 1% erofgaangen. Bei den Netlëtzebuerger hate mer am Joer 2007 19,50% - Netlëtzebuerger -, am Joer 2008 20,40%. Dat ass 1% eropgaangen.

A wa mer dann de Bildungsniveau considéréieren, fanne mer folgend Resultater: Beim héije Bildungsniveau am Joer 2007 4,5%, am Joer 2008 5,4%. Beim niddrege Bildungsniveau 17,10% 2007, 17,16% 2008.

Ech denken, dës lescht Statistik wonnert jo kee vun Iech, kee vun eis. Et ass gewosst, datt de Bildungsniveau respektiv de Wëssensniveau en corrélatioun ze setzen ass mam Aarmutsrisiko, voire mat der Aarmut selwer.

An do läit de Problem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dee Problem, deen ass ons net mat der Finanzkris op de Kapp gefall. E gëtt just vläicht méi siichtlech, wann ee sech allerdéngs d'Méi mécht. Mir zillen ons selwer ganz Generatiounen erop, déi muer eng prekär Gesellschaft wäerten oder kënnen duerstellen. D'Kanner vum Joer 2003 si vläicht schonns déi Schoulofbriecher vun haut 2010. An d'Kanner vun haut, an et sinn der duebel esou vill, wat sinn déi dann a fënnef Joer?

Wéi wëllt Dir, wéi solle mir d'Zukunftspolitik gestalten, ouni dat Elementäerst - dat heescht, deene Mënschen, déi se sollen an e puer Joer ëmsetzen, haut eng reell Chance ze ginn?

Vun deenen 13,40% Mënschen, déi am Aarmutsrisiko virun zwee Joer gelieft hunn, waren et, ech hunn eng Zuel vun 49%, mä virdrun ass gesot gi 44, ech wëll mech also net drop behaapten. Ech hunn hei nogesicht, 49% monoparental Familljen, wahrscheinlech zum groussen Deel Netlëtzebuerger, wahrscheinlech och Net-

wieler oder Netwielerinnen - well et jo meeschtens Mamme sinn.

Dës Leit sinn heibannen net vertrueden, well se net dierfe wiele goen. Mä hir Kanner, déi wuessen awer hei zu Lëtzebuerg op. Dës lescht sechs Méint ass d'Zuel vun den RMG-Empfänger mat Kanner ëm 1.000 Mënsche gestiegen. Dat sinn dramatesch Zuelen. A wahrscheinlech gehéieren dës Leit zu där Kategorie vu Mënschen, déi d'lescht Joer nach am Aarmutsrisiko waren.

Mir sinn e Land - an d'Statistike soen et, net ech -, mir sinn e Land, wou et manifestement net ëmmer gutt ass, e Kand ze sinn. A mir sinn e Land, wat trotz senge Finanzleeschtungen net kann zu den Top-Ten-Länner zielen an der EU, emol net zu där éischter Halschent vu Länner, déi eng proaktiv Familljepolitik bedreiwen. Op alle Fall gräift déi Familljepolitik, wéi se déi lescht zéng Joer bedriwwe ginn ass, manifestement net, oder gräift vläicht d'Schoulpolitik net.

Mir hunn all Joers, an dat Joer fir Joer, dat heescht additionnel ongeféier 300 Jugendlecher, meeschtens Jongen, déi Schoulofbriecher sinn. Onqualifizéiert jonk Mënschen, déi hiert Gléck oder Ongléck fir d'éischt emol um Aarbechtsmaart versichen, beschtefalls awer leider nach ëmmer vill ze vill vun Aléatoiren an zoufallsorientéierte Propose guidéiert ginn. Wann dat hinnen net geléngt, befanne si sech an der Nout.

Dat och beweisen d'Zuelen, notamment déi vun den Obdachlosen oder wunnengslose Jugendlechen oder jonken Erwuessenen tëschent 18 a 25 Joer. Net nëmmen hélt déi Zuel vun de Clientë vum Foyer Ulysse zou - d'Madame Ministesch weess et, well se jo viru kuerzem do op Besuch war. -, dëst lescht Joer ass d'Zuel vun de Clienten ëm 45% eropgaangen. Dovunner, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn een Drëttel jonk Mënschen tëschent 18 a 25 Joer. Een Drëttel vun der Clientèle vum Foyer Ulysse si Jugendlecher tëscht 18 a 25 Joer.

An déiselwecht Tendenz fanne mer an de Statistike vun der Stëmm vun der Strooss erëm; jonk Mënschen tëscht 18 a 24 Joer. 2007 waren et der 9,32%, 2008 war et 11,16%, 2009 15%. 170 jonk Mënschen; 117 Jongen, 53 Meedercher. Vun 2008 op 2009 hu mer eng Progressioun vun 23% an der Stëmm vun der Strooss bei där Kategorie vu jonke Mënschen.

Déi zwou Institutioune bestätegen och eng nette Tendance croissante vu jonke Mënschen an hiren Institutiounen. Iwwert den Nuechtsfoyer vun der Fixerstuff, dee virun allem jonk Mënschen opfänkt, wëll ech hei net agoen, well déi Problematik d'Thema vun der Aarmut bei wäitem iwwerschratt huet, obwuel d'Nout vun dëser Populatioun den Ausgangspunkt war.

Rechne mer den Aarmutsrisiko vun de Jugendlechen tëschent 15 an 18 Joer oder 16 an 18 Joer, esou si mer séier fäerdeg, well mer séier wéineg Informatiounsmaterial hunn iwwert dës Kategorie vu jonke Mënschen, ausser iwwert déi, déi d'Schoul ofbriechen. D'Action locale pour jeunes rechent an enger prekärer, awer trotzdeem aussoräichender Analys, datt mer all Joers, wéi gesot, ongeféier 300 Jugendlecher hunn, déi si klassifizéieren als „ne font rien".

Dat ass an onsen Aen eng Bombe à retardement. Vun deenen ass wuel net jiddwereen direkt op der Strooss, mä hir Zukunft ass enorm hypothekéiert. Dat ass eng Evidenz.

Eng Zuel vun dëse Jugendlecher, an dës widderholl all Joers, sinn an engem soziale Konflikt, lafe munchmol doheem oder aus engem Heem fort, oder ginn doheem net considéréiert. Fir déi Jugendlecher, déi tëschent 15, 16 Joer, dat heescht, déi déi net méi schoulflichteg sinn an déi nach net groussjähreg sinn, gëtt et séier wéineg.

Fir déi jonk Erwuessen tëschent 18 a 24 Joer, déi wuel kënnen op Opfangstrukture wéi de Foyer Ulysse zréckgräifen oder Ähnleches, ass et awer och ähnlech dramatesch. De Foyer Ulysse hat schonns jonk Mënschen, déi an der Téistuff geléiert hunn, well se net direkt d'Schoul wollte schmäissen. Ech perséinlech kennen e jonkt Meedchen, wat dat erlieft huet; et ass herno vun enger Famill opgefaange ginn.

Wéi kuerz ass de Wee vun dëse jonke Mënschen, fir ofzerutschen an den Däiwelskrees vu Klauen, Drogen, Prostitutioun an esou weider? Sozial Institutioune schloen Alarm op deem Punkt, genau op deem Punkt. An och an de postprimairë Schoule gëtt Alarm geschloen. Net onbedéngt am Enseignement classique, mä éischter am Régime préparatoire.

Am Régime préparatoire sëtze fënnef Sechstel Netlëtzebuerger Jugendlecher, meeschtens ouni Lobby. Zwee Drëttel si Jongen. Och dat muss ons zu denke ginn an och do misste méi „gender"-spezifesch Moossnamen an Hëllefsstellunge considéréiert ginn.

Hei hu mer Jongen a jonk Männer an Nout. Wéi kréie mer dës jonk Mënschen op den Aarbechtsmaart, iwwerhaapt emol op den Aarbechtsmaart integréiert? Emol net direkt ze schwätze vun där noutwendeger Qualifikatioun. Wie këmmert sech ëm hire Savoir-faire an hire Savoir-vivre? Zwou Komponenten, déi och d'Employeuren als eminent wichteg ënnersträichen. Praktesch eng Konditioun, fir se iwwerhaapt an e Stage oder an eng Léier ze integréieren.

Wann dëst all fënneft Kand betrëfft oder betreffe kann, oft aus enger monoparentaler Famill, meeschtens Netlëtzebuerger Hierkunft: Wéi kann d'Politik sech déi zur Prioritéit deklaréieren? Déi all Joers cumuléiert 20% vun haut. 20% Kanner, déi aarmutgefährdet sinn, cumuléiere méi wéi 20% vun der Gesellschaft vu muer.

Mir denken, dat misst dach och déi aner 80% haut interesséieren. Wa mer ons organiséieren, fir eng aner Wirtschaft fir muer opzestellen - an doriwwer wäerte mer och vill hei schwätzen an nächster Zukunft -, wou notamment de Solidaritéitsprinzip weider geltend sollt bleiwen, riskéiere mer net nëmmen e soziale Konflikt zum Beispill mat der Fonction publique ze kréien, mä e soziale Konflikt tout court an onser Gesellschaft ze kréien.

Elo sinn eng Rei legislativ Mesuren, notamment dat lescht Joer, a vläicht am Äifer vun den nationale Wahlen, déi virun der Dier stoungen, geholl ginn: um Niveau vum Logement, um Niveau vun der sozialer Hëllef, um regionalen Niveau, um Niveau vun de Betreiungsstrukture fir Kanner oder an enger Schoulreform. Et sinn och Moossnamen am Aarbechtsmilieu geholl ginn.

Här President, ech huelen d'Zäit vu menger Fraktioun direkt mat.

M. le Président.- Dir kënnt dat maachen. Et ass notéiert, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), interpellatrice.-* Verschidde vun deene Moossnamen hu mir als Gréng matgedroen, anerer hu mer net matgedroen. Eent hu mer awer an all Kéiers hei op dëser Tribün deklaréiert: All dës Mesurë riskéieren net ze gräifen, wa se éischtens net mateneen ofgestëmmt sinn an zweetens net mindestens mëttelfristeg oder besser laangfristeg duerchduecht sinn.

Déi zwou Prémissë sinn haut nach net garantéiert, an dat wier och schonns ons haaptpolitesch Fuerderung un déi gesamt Regierung. Éischtens: D'Schoul an d'Maisons relais hu per Gesetz keng oder wéineg Méiglechkeeten, sech mateneen ofzestëmmen, an et sinn och dofir keng konkret Mesurë virgesinn. Zweetens, d'Gesetz iwwert d'Aide à l'enfance, wat sécherlech engem Besoin sollt nokommen, ass amgaangen, d'Kand respektiv de Mënsch ze segmentéieren.

Dozou wollt ech matdeelen, datt déi gréng Fraktioun d'Ministesch opfuerdert, déi eenzel Règlements grand-ducaux, déi an der Maach sinn, an déi eigentlech d'Essenz vum Gesetz duerstellen, an der zoustänneger Kommissioun virstellen ze kommen.

Dozou wollt ech och eng Motioun ofginn, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- la loi relative à l'aide à l'enfance et à la famille du 16 décembre 2008;

- le fait qu'aucun règlement grand-ducal n'était disponible lors du vote de cette loi;

- que les règlements grand-ducaux déterminent de manière substantielle les grandes lignes de la mise en pratique de la loi susmentionnée;

- que les règlements grand-ducaux ont un impact considérable quant au développement de la politique familiale,

invite le Gouvernement

- à présenter les réglements grand-ducaux en relation avec la loi «aide à l'enfance» au sein de la Commission de la Famille dans les meilleurs délais.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

Drëttens...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Dat braucht Der iwwerhaapt net, well ech hu mech ewell an der Kommissioun engagéiert, datt mer dat géife maachen.

Dobäi wëll ech nach eng Kéier soen, datt eigentlech d'Chamber..., dat kann ee Minister maachen, mä d'Chamber ka kee Minister opfuerderen, fir et ze maachen. Si kann ee froen, datt ee kënnt. Mä et kann een net eng Motioun hei eraginn, fir een opzefuerderen, fir e Reglement virzestellen. Dat ass an der Kompetenz vun der Regierung eigentlech an net déi vun der Chamber. Wann een dat gentillerweis mécht, da mécht een dat. Mä et kann een net dofir opgefuerdert ginn!

(Interruptions)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), interpellatrice.-* Pst! Roueg. Ee Moment.

Merci, Madame Ministesch. Dofir hu mir och an eiser Motioun geschriwwen, datt mer lech invitéieren, an dofir hunn ech och elo...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.-* Dir hat elo grad opgefuerdert gesot! Dofir hunn ech drop reagéiert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), interpellatrice.-* An dofir hunn ech a menger Ried gesot, datt déi gréng Fraktioun lech opfuerdert. Ech maachen also hei kloer deen Ënnerscheed.

Mir géifen lech opfuerderen, mä an der Motioun steet selbstverständlech, datt mer lech invitéieren.

Voilà, dëst gesot. Mir kënnen…

Drëttens, wéi kënne mir d'Gesondheet vun onse Kanner effikass a méi effizient garantéieren, ouni datt mir an enger Panoplie vu Broschüren an Aktiounen ënnerginn, déi schlussendlech zu kengem konkrete Resultat féieren?

Firwat gëtt dru geduecht, zum Beispill d'Médecine scolaire éischter anzeschränken, anstatt hir dee Budget ze ginn, dee se brauch, fir ze schaffen a fir ze koordinéieren?

Wier et net méi sënnvoll, den Aktivismus vum gesonden Iessen, zum Beispill, mat all senge Lobbyen, seriö ze regruppéieren an en eenheetleche Plang auszeschaffen, wäit ewech vun enger kaum verstoppte Publizitéit fir dat eent oder anert Produkt, mä hin zu engem regelrechten Aktiounsplang fir d'Gesondheet a géint d'Iwwergewiicht oder d'Obésitéit vun onse Kanner a Jugendlecher?

Wéi ass et mat der Deklaratioun virun de Wahle vum Gesondheetsminister, dee gesot hat, de Prinzip vum Tiers payant misst eigentlech och fir Doktersvisiten agefouert ginn, zumindest fir déi Leit, déi manner bemëttelt sinn?

Véiertens, mir, déi gréng Fraktioun, fuerderen d'Regierung op, iwwert d'Erofsetze vun Alter, fir den RMG ze kréien, nozedenken. Den RMG ass jo souwisou konditionéiert un enger Rei vu Bedingungen, déi ee muss erfëllen, fir e Recht drop ze hunn. Et wier wichteg, och iwwert dës Moossname bei Jugendlechen nozedenken. Mir kënnen de Jugendlechen an Nout net sech selwer iwwerloossen, ugewise loossen.

Fënneftens, an der Logementspolitik ass wuel nach vill an enger méi effikasser Kohärenz ze setzen. Eenzel Aktioune si wuel luewenswäert; ech denken do net nëmmen un eenzel Elementer aus dem Wunnengspakt, mä och un déi nei geschafen AIS, Agence immobilière sociale, déi an d'Liewe geruff ginn ass. Wichteg bei all dësen Eenzelaktiounen ass, datt se den Terrain vun der pragmatescher an effizienter Sozialhëllef net verléieren. D'Wunnen ass d'Basis vun der sozialer Hëllef. Nëmme wann een eng Wunneng huet a se och behale kann, kann een déi nächst Schrëtt maachen, fir aus der Exclusion sociale erauszekomme respektiv garantéieren, datt een net drarutscht. Vill ze vill laang ass dës Politik eleng engem Minister iwwerlooss ginn, woubäi et grad d'Wunnengspolitik ass, déi op all aner Politiken, zumindest an der sozialer Politik, awierkt.

Sechstens, d'Aarbechtspolitik vun de Jugendlecher ass eng reng Katastroph, an dat net säit der Kris, mä säit laangem. Et ass e puer Mol d'Chance verpasst ginn, Schoul an Aarbecht mateneen ze verbannen. Elo gëtt versicht, de Retard op eng reaktiv Manéier nozehuelen. Ëmmerhin geschitt elo eppes. Mir mengen awer, datt et eminent wichteg ass, an haut vläicht nach méi, datt de Wirtschaftsministère mat an dës Beméiungen erageholl gëtt. Et kann net sinn, datt den Erzéiungsministère an den Aarbechtsministère sech elo endlech zesummendinn an net vum Wirtschaftsministère regelrecht orientéiert ginn. Dëst ass iwwregens och eng Demande vun de Leit, déi am Alldag mat Jugendlecher an der Orientatioun schaffen. Och do sinn laangfristeg Léisungen an Zesummenaarbecht eng absolut Noutwendegkeet.

Siwentens, et kann net sinn, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, datt mer no enger Reform vun der Formation professionnelle, a wa mer den héije Prozentsaz pertinemment wësse vun den Netlëtzebuerger onqualifizéierte jonk Leit, Schoulofbriecher a Familljen am Aarmutsrisiko, datt mer vun enger ronn 110 Ausbildungsméiglechkeeten der maximal zéng op Franséisch ubidden, an dat nach ëmmer nom Zoufallsprinzip.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mënsch léisst sech net segmentéieren. Wann e sech an enger prekärer Situatioun befënnt, muss him a senger Ganzheet gehollef ginn, net nëmmen aus Respekt, mä och aus Effikassitéit. Dëst zielt virun allem beim jonke Mënsch. Et gëtt mëttlerweil haart iwwert de Guichet unique social nogeduecht. Am Norden hu sech 14 Gemengen zesummegedoen ënnert engem Leaderprojet, fir esou eng Offer an d'Praxis ëmzesetzen. Dëst ass eng gutt Approche, a mir hoffen, datt se nohalteg wierkt a kann och dann op aner Plazen ëmgesat ginn.

D'Bekämpfung vun der Aarmut muss..., ass net nëmmen eng Saach vu Käschtepunkt, et ass och oder vläicht virun allem eng Saach vu Lobbyaarbecht oder politescher Prioritéit.

D'Bekämpfung vun der Aarmut kënnt net nëmmen de Mënschen zegutt, déi aarm sinn. All eenzelne Mënsch an onser Gesellschaft ass concernéiert, well en duerch d'Existenz vun der Aarmut a senger Gesellschaft säin eegene Bien-être gefährdet; de soziale Bien-être an och den ekonomesche Bien-être.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Zuel an e Verglach: 17 Milliounen Euro stellt d'Europäesch Unioun zur Verfügung an d'Nationalstaten zesummen nach eng Kéier néng Milliounen. Dat sinn am Ganze 27 Milliounen Euro fir dat Joer vun der Bekämpfung vun der Aarmut an der sozialer Ausgrenzung. Wéi vill huet d'Europäesch Unioun schonns op den Dësch geluecht, fir d'Banken ze retten?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci, an als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Mill Majerus agedroen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Mill Majerus *(CSV).-* „Ein Tag, den die Seele damit verbringt, den Tod der Rechte des Armen zu beklagen und den Verlust der Gerechtigkeit zu beweinen, ist wertvoller als ein Leben, das ein Mensch damit zubringt, seine Begierden und Wünsche zu befriedigen."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Zitat vum libanesesche Poet Khalil Gibran wëll ech den héije Stellewäert vun dem Débat haut de Mëtteg ënnersträichen. Ech géif gäre kuerz op d'Analys vun der Situatioun zréckkommen, an zwar a véier Punkten.

Den éischte Punkt ass, fir dat ze soen, wat och schonn ënnerstrach ginn ass. Mir hunn Aarmut am räiche Lëtzebuerg, an dat ass och eng Aarmut, déi Kanner a Jonker betrëfft.

Déi Aarmut huet ënnerschiddlech Gesiichter. Eent dovun ass finanziell Aarmut, an ech wëll mat der Madame Loschetter iwwer hir vill Zuelen net streiden. Ech hunn zum Deel anerer och fonnt bei der OECD.

(Interruption)

D'Gesamtbevölkerung: Et gëtt geschwat vun engem Risiko vu 14%; bei de Kanner vu 17%. Et ass awer richteg, och ze kucken an ze soen, an Haushalter mat méi, mat op d'mannst dräi Kanner a méi Kanner, si mer bei 25%, a bei Familljen, déi monoconjugual sinn, läit dee Prozentsaz bei 44%.

Ech kommen herno nach eng Kéier op déi Zuel zréck, well d'Zuele sinn ëmmer interessant, och wann ee se vergläicht, a beispillsweis ass den Aarmutsrisiko bei ale Leit hei zu Lëtzebuerg, vu 65 a méi, läit e bei 5 bis 6%.

Ech mengen awer och, datt mer déi Zuele musse richteg interpretéieren. De Rapport zum mëttleren Akommes, dee mer hei moossen, ass selbstverständlech och e Stéck doduerch geprägt, an net, et kann ee soe gefälscht, wann ee seet, datt dat mëttelt Akommes zu Lëtzebuerg en héijen Akommes ass. Also muss een oppassen, wat fir eng Äppel a Biren datt ee wëllt matenaner vergläichen. An dat Zweet ass, datt déi Zuelen do deene Sachleeschtungen, déi agefouert ginn, fir eben och Kanner an der Précaritéit ze hëllefen, net Rechnung dréit.

Den europäesche Verglach ass hei e bësse gefrot ginn. Da soen ech, datt laut der OECD, am Joer 2008, den Aarmutsrisiko vu Kanner zu Lëtzebuerg 17% war, Belsch 17%, Däitschland 15, Frankräich 17, Italien 21, Schweden 16%. Wann een d'Zuele wëllt beméien, soll een dat maachen, mä ech sinn awer nach eng Kéier der Meenung, datt déi Zuelen net alles ausseen. An da soen ech och, wa 17% vun de Kanner am Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg sinn, dann ass dat sécherlech kee Grond, fir ganz houfreg ze sinn.

En anert Gesiicht vun der Aarmut vu Kanner a Jonken, ass d'Gewalt, notamment sexuell Gewalt, vun där gesot gëtt, datt se op d'mannst ee Kand vun zéng betrëfft, a wou och gesot gëtt, datt et riskéiert ee Meedche vu véier ze betreffen. D'Alupse 2008 hat 128 Dossiere vu Kanner, déi virstelleg goufe wéinst Gewalt a Mëssbrauch, dovun 48% sexuelle Mëssbrauch.

En anert Gesiicht vun Aarmut sinn d'Familljen, déi Asyl sichen zu Lëtzebuerg. An de Joren 1999, 2004 waren dat ganz héich Zuelen, duerno sinn déi Zuelen erofgaangen. 2008 si 463 Leit op Lëtzebuerg komm, déi Asyl gesicht hunn, an an de Foyere fir Asylbewerber hunn 1.100 Mënsche gelieft. Et kann een dat weider deklinéieren: Kanner, déi psychesch gestéiert sinn, Kanner, déi schoulesch benodeelegt sinn, Kanner a Jugendlech, déi verhalensopfälleg sinn, déi delinquent Verhale weisen, Jugendlech, déi am Alkohol- an am Drogekonsum sinn.

Placement vu Jugendlechen. Beim Placement muss ee kloer soen, datt de Placement vun de Kanner net de Problem ass, mä éischter schonn d'Äntwert op e Problem. Mä trotzdeem ass d'Zuel vun de placéierte Kanner e Révélateur dovun, vun Nout a Misär, déi Kanner och hei zu Lëtzebuerg erliewen. An an deem Rapport, dee mer d'lescht Joer vum Familljeministère virgeluecht kruten, do waren um 31. Dezember 2008 1.063 Kanner, 1% vun alle Kanner a Jonken, an Heimer an a Fleegefamilljen ënnerbruecht, an net doheem bei sech selwer.

Wa mer déi Anlays maache vun der Aarmut vu Kanner a Jonken, da musse mer soen, datt déi Aarmut polyfaktoriell a multikausal ass. Polyfaktoriell, well d'Précaritéit sech meeschtens op ville Pläng gläichzäiteg weist. Si ass finanziell, si betrëfft d'Wunneng, de Chômage vun den Elteren - 6,4% am Moment, riskéiert an d'Luucht ze goen - dat ass scho beonrouegend, d'Iwwerverschëldung, schoulesch Problemer. Si ass och multikausal, well ganz oft eng Rei vun Ursaache gläichzäiteg zesummespillen, an dann hu mer en Effet cumulatif, an dacks genuch och eng transgenerationnell Ierfschaft.

Ech géif gären nach eng Kéier ënnersträichen, wa mer vun der Aarmut vu Kanner a Jonken haut de Mëtteg schwätzen, da si Kanner vum Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg signifikativ méi héich betraff wéi d'Senioren, an ech denken, datt, wa mer iwwer Politik an der Aarmutsbekämpfung nodenken, dat selbstverständlech och en Aspekt ass, deen eis muss mat an eisem Handelen orientéieren.

An dee véierte Punkt, deen ech bei där Analys gäre géif soen, mir kënnen d'Aarmut vun de Kanner net kucken ouni gläichzäiteg d'Situatioun vun hire Familljen, beides geet zesummen, an duerfir ass et och wichteg, datt déi Aktiounen, déi mer huelen, vernetzt sinn. An ech géif dann awer hei als positiivt Beispill - ech kommen nach eng Kéier herno drop zréck - Betreiungsstrukturen nennen, déi gläichzäiteg den Elteren d'Méiglechkeet ginn, a besonnesch den alleinerziehenden Elteren d'Méiglechkeet ginn, engem Beruff nozegoen, Beruff a Famill matenaner an Aklang ze bréngen, also en Akommes ze kréien an hir Situatioun ze stabiliséieren, mä awer och d'Chance ginn, Kanner vu kleng u mat ze förderen.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

An engem zweete Punkt géif ech gären e puer Handlungsprinzipien ënnersträichen, déi fir meng Partei wichteg sinn. Ech géif der néng nennen. En éischte Punkt ass, wa mer haut de Mëtteg iwwert d'Aarmut vu Kanner a Jonke schwätzen, schwätze mer vun engem ganz komplexe Problem, a mer sollen oppassen, datt mer keng simplistesch Äntwerte mengen ze ginn. Selbstverständlech ass e globaalt Handelen erfuerdert, op ënnerschiddlechen Ebenen. Mir mussen eng Diversifikatioun hu vun deene Mëttelen, déi mer asetzen. An ech si mat der Madame Loschetter d'accord, datt dat selbstverständlech net ee Ministère betrëfft, mä datt dat eng Regierung betrëfft, an esou wéi eis Ministeren ëmmer soen, ass et de toute façon eng Regierung, déi handelt. Dat betrëfft Ausbildung, Aarbechtsplazen, Wunnengen, Rot an Ënnerstëtzung, Betreiungsstrukturen, Transfertleeschtungen, Geldmëttel, sozial Kontakter, an domadder soen ech, datt selbstverständlech säitens dem Stat - mä ech kommen och dorobber nach eng Kéier zréck - net eng Instanz, mä vill Instanze mat gefuerdert sinn.

Den zweete Prinzip ass deen, datt ee selbstverständlech kuerzfristeg Äntwerten a laangfristeg Programmer brauch. Déi kuerzfristeg Äntwerten, déi ee gëtt, hunn den Avantage, datt se séier an direkt sinn, datt se d'Symptomer behandelen, mä net un d'Ursaache vun der Aarmut eruginn. An dat laangfristegt Handelen ass néideg, well just dat d'Chance gëtt, d'Mënschen an d'Gemeinschaft ze integréieren an hir Participatiounschancen ze förderen. Dir kennt all deen ale Sproch: „Schenke einem Menschen einen Fisch, und du wirst ihn einen Tag lang satt machen. Lehre ihn das Fischen, und er wird sein Leben lang zu essen haben."

Drëtte Prinzip, mir brauche sécherlech individuell a strukturell Léisungen. Individuell Léisungen, well mer domadder hëllefen, Mënsche fit ze maache fir déi Welt, an där mer liewen, an do ass selbstverständlech d'Formatioun e ganz wichtegen Aspekt. Dat anert ass och, datt mer eis Gesellschaft mussen esou gestalten, datt der net ëmmer méi op der Streck bleiwen. An där Hisiicht ass selbstverständlech bei eisem Débat vun haut e wichtege Punkt d'Preventioun vun der Aarmut, der Précaritéit an der Exklusioun.

Véierte Prinzip ass, transgenerationell Aarmutsspiralen ze duerchbriechen. Et ass ëmmer erëm erschreckend festzestellen, datt mer Familljegeschichten hu vun Aarmut, an datt et heiansdo extrem schwiereg ass, aus deene Spirale mat erauszebriechen.

Fënneftens, mir denken, datt mer an engem Land sinn, wou mer kee wëllen a kee kënnen op der Streck loossen. Dat ass engersäits e Gebot vun der Solidaritéit, an déi Solidaritéit ass eng Grondtugend vun engem fräien an demokratesche Stat, fir d'CSV en onverzichtbaart Basiselement vun hirer politescher Aarbecht. Mä ech denken, datt, doriwwer eraus, eng attraktiv a kompetent a kompetitiv Gesellschaft d'Mataarbecht an den Apport vu jiddwerengem vun hire Membere brauch. All Schëllere gi gebraucht, fir datt eis Gesellschaften deem Usproch weiderhi genügen.

Sechste Prinzip - ech kommen herno op deen zréck - ass dee vun der sozialer Selektivitéit.

Siwentens, denken ech, datt mer an eiser Partei vill méi staark drun interesséiert sinn iwwert de Sënn an iwwert d'Opportunitéit vun de Sachleeschtungen nozedenken, an also vläicht manner tabléieren op Geldleeschtungen, besonnesch dann, wa mer am Kampf géint d'Aarmut vun de Kanner a vun de Jonke wëllen effikass reagéieren. D'Sachleeschtung huet den Avantage par rapport zur Geldleeschtung, datt et méiglech ass, de Bénéficiaire op engem direkte Wee selwer ze erreechen, huet och den Avantage, an dat beweist d'Aféierung vum Chèque -ervice, datt ech eng diskret Staffelung vun deenen Avantagë ka gestalten, déi accordéiert ginn.

Aachte Prinzip, just bei de Kanner ass et wichteg, méiglechst fréi ze intervenéieren. Beispiller heifir sinn déi kognitiv, motoresch a sproochlech Förderung vun de Kanner an de Crèchen an an de Maisons relais, an ech géif jiddwereen - als Beispill ënner villen aneren - eng Kéier invitéieren, e Besuch an der Maison relais an der Fiels ze maachen.

Eng aner Saach ass d'Fréierkennung vun de Problemer, schonn am éischten, zweete Liewensjoer, an d'Propos vun entspriechenden orthopedagogesche Moossnamen. An ech mengen hei ass e Beispill, wat och an dësem Haus scho genannt ginn ass, dee flotte Projet vun der Stad Déifferdeng, wou am éischte Liewensjoer d'Kanner systematesch opgesicht ginn, an dann, wa Problemer sinn, och Hëllef direkt mat ugebuede kréien. E Projet, deen zesumme leeft tëscht der Stad Déifferdeng, der Maison relais an der Initiativ Liewensufank.

Néngte Prinzip, komplex Problemer mat ënnerschiddleche Facetten a vielfältegen Ursaachen hunn ech gesot, an dat erfuerdert selbstverständlech och e koordinéiert Zesummespill vu villen ënnerschiddlechen Acteuren. Gefuerdert si selbstverständlech de Stat an d'Gemengen, mä awer och d'Patronen an d'Gewerkschaften, eis ONGen, a stellvertriedend wëll ech einfach d'Caritas an d'Croix-Rouge als Beispill nennen. Mä ech géif awer och gären hiweisen op d'Importenz vum Bénévolat an dësem Beräich. Ech denken, datt just déi bénévol Leit ganz oft eng ganz tatkräfteg Lobby sinn, am Interessi vun deene Leit, déi an der Nout sinn. An ech géif och hei gären e Beispill nennen, dat sinn déi Fraen a Männer, déi bénévol Hausaufgabe leeschten, beispillsweis an de Foyere fir Asylanten.

An engem drëtte Punkt géif ech gären awer eng Partie Aktiounen ënnersträichen, déi fir eis Kanner an hir Familljen do sinn. Accès op den Aarbechtsmaart, Accès zu enger adequater Wunneng, beispillsweis d'Agence immobilière sociale, Revenu minimum garanti, spezialiséiert Servicer, beispillsweis Surendettement, d'Gesetz vun der Aide sociale vum 18. Dezember 2009, sinn eng ganz Rei vu Beispiller, an ech mengen, ech kenne kee Gesetz, dat esou dacks op de Leescht geholl ginn ass wéi d'RMG-Gesetz, an ech mengen, datt dat tipptopp ass. Ech mengen net, datt d'Chamber sech do gëiert hätt, well si huet dat Gesetz lues a lues ugepasst an der Entwécklung vun deem, wat an dësem Land geschitt, an och fir der Entwécklung vun den Erkenntnisser op eng flott Manéier Rechnung ze droen.

Den 31. Dezember 2008 ware 7.606 Stéit Bénéficiaire vum RMG, dat ware 14.528 Leit, dovunner betraff 3.812 ënner 18 Joer, dat heescht iwwer 26%.

Bei de Kanner kann een aacht Aktiounen eraussträichen - dat si se net all, dat sinn der aacht fir vill anerer -, d'Betreiungsstrukturen als éischt. Ech soe bewosst net Maisons relais, ech soe Betreiungsstrukturen. Si hunn de Moment eng flott Ambitioun, an déi ass wichteg, an do sinn ech mat mengem Frënd, dem Här Kartheiser, net averstanen, wann e géif soen, mir hätte gären eng Maison relais fir d'Chamber. Ech mengen, datt d'Maison relais soll flächendeckend sinn, méiglechst no bei doheem a bei der Schoul, an ech denken, datt et éischter riskéiert e Facteur vun Exklusioun ze sinn, wann ech géif higoen a Kanner aus bestëmmte Betriber zesummenhuelen.

Dat Zweet ass Flexibilitéit am Accueil, dat ass e grousst Uleies vun de Maisons relais. Dat Drëtt ass eng präisgënschteg Offer, an dat Véiert dobäi ass d'Qualitéit vun der Prestatioun. Déi Betreiungsstrukturen däerfe keng Ofstellplaz sinn, wou Kanner den Dag iwwer geparkt ginn. D'Maisons relaisen an déi aner Betreiungsstrukture sinn haut wichteg Bildungsinstitutiounen, nieft der Schoul, nieft der Famill, an nieft och deenen Angeboter vun eise Kanner- a Jugendveräiner.

Et ass wichteg, datt d'Kanner do global stimuléiert ginn, physesch, motoresch, mental, sproochlech, psychesch, sozial, kulturell. Et ass wichteg, datt do eng Éducation à la citoyenneté derzou gehéiert, d'Kanner léieren an der Gemeinschaft ze liewen, Regelen anzehalen, léiere sech duerchzesetzen, léiere Respekt ee virum aneren ze hunn, Grenzen ze gesinn, mat Differenzen ëmzegoen, Verantwortung mat ze iwwerhuelen. Mir hunn hei virun e puer Wochen iwwer Medienerzéiung geschwat, dat ass e wichtegen Aspekt, Multikulti-Ambiance hei zu Lëtzebuerg erfueren an ausprobéieren, gestalte léieren. Dann awer och e ganz wichtegen Aspekt: d'Fréierkennung vu potenzielle Problemer an d'Berodung vun den Elteren.

Eng zweet Realisatioun, déi ech gär géif nennen, sinn d'Internater fir Kanner. Laang Zäit hu mer gemengt, esou Internater bräichte mer net. An der Zwëschenzäit wësse mer, datt dat noutwendeg ass. Mir hu ganz flott Erfahrungen, denken ech, kënne sammelen, zu Elwen an an der Sainte-Marie um Lampertsbierg. Weider Internater sinn amgaang fir Kanner geplangt ze ginn. An dat ass begréissenswäert, well d'Internat op eng ganz subsidiaresch Aart a Weis den Elteren zur Säit steet, besonnesch och Elengerzéier, Famille monoconjugale, a se begleet an hirem Erzéiungsoptrag.

Dat Drëtt sinn déi vill Services de guidance en milieu ouvert. Deen eelste vun all deenen ass d'„Aide familiale", mä dann awer och „Families first". E véiert Angebot, wat ech haut de Mëtteg gäre géif nennen, vun deem just och Kanner a Jugendlecher profitéieren, deenen et net esou gutt geet, sinn eis Vakanzangeboter vun eise Vakanzservicer: Service national de la jeunesse, Caritas, Croix-Rouge, Foyer de la femme. Ech géif awer gären derbäi och nennen d'Guiden- a Scouteverbänn, an eis Jugendpompjeeën. Hei goufe flott, wertvoll pedagogesch Konzepter entwéckelt: Wéi kann ech op eng kreativ Aart a Weis meng Fräizäit gestalten, Plaze schafen, wou ech ka spillen, rolzen, Abenteuer erliewen? A virun allem an der Fräizäit och zesummeliewen am Grupp mat aneren, wou sozial Grenzen opgehuewe ginn, a wou grad wéi an der Schoul, grad wéi an der Maison relais, Kanner aus alle gesellschaftleche Klassen, aus alle Familljen, aus alle Kulturen, aus allen ethnesche Gruppen zesummen eppes erliewen. Och hei géif ech gäre soen an ënnersträichen deen onbezuelbaren an onverzichtbaren Apport vum Bénévolat an deenen Servicer.

Fënneftens, d'Therapieangeboter fir Kanner, d'psychomotoresch Förderung, den Air

Tramp, d'Psychotherapie, an hei och e ganz positiivt Beispill erausträichen, wat mer all kennen, wat al ass a wat sech bewährt huet, dat sinn d'Services de guidance de l'enfance, déi flächendeckend duerch dëst Land existéieren.

Sechste Punkt, d'Berodung vu Kanner, beispillsweis um Kanner- a Jugendtëlefon. Och dee gëtt realiséiert mat dem Apport vun enger ganzer Rei héich kompetenten, gutt forméierte bénévole Mataarbechter.

De siwente Punkt, de Placement vun de Kanner. An hei muss ee soen, datt mer selbstverständlech an deem Beräich eng wichteg Entwécklung hunn, vun de Weesekanner si mer zu Sozialfäll gaangen. Vun de Sozialfäll zu de Kanner mat de psychesche Problemer, an ech denken, datt mer haut ganz staark aus den Haiser eraus héieren, datt mer eriwwerkomme bei Kanner a Jonker, déi zum Deel schwéier psychesch gestéiert sinn. D'Entwécklung an deem Beräich ass, datt den Openthalt an engem Haus, an engem Heim, an engem Foyer zäitlech vill méi begrenzt ass wéi soss, datt d'Haiser sech spezialiséieren a méi a méi och derzou iwwerginn, fir spezifesch Therapieangeboter ze maachen, datt eng ganz intensiv Elterenaarbecht um Programm steet, an datt ganz heefeg och an deenen Haiser nei Forme gesicht gi vun deem, wat d'Madame Loschetter gefuerdert huet: enger optimaler Zesummenaarbecht tëscht de Beräicher vun der Medezin, der Schoul, dem Parquet, der Santé, an datt dat vun der zoustänneger Ministesch nachhaltegst gewënscht a gefuerdert gëtt.

An da géif ech och e ganz positiivt Wuert soen als Aacht zum Office national de l'enfance. Et ass eng staatlech Institutioun, och wann an déi staatlech Institutioun am Gesetz scho virgesinn ass, datt zäitweileg oder och méi definitiv Leit aus private Servicer kënnen dohinner détachéiert ginn. Dat huet ënner anerem dee Virdeel, datt ee sech dann och an deen Office eng ganz héich fachlech Kompetenz ka mat eranhuelen. Ech denken, datt dat, wat dat eise Kanner a Jonke ka bréngen, dat ass, éischtens, hiert Recht op Hëllef ënnersträichen, an zweetens géif ech mer och erwaarden, datt den ONE villes derzou bäidréit zu enger besserer Koordinatioun vun den Intervenanten.

Déi Jonk, wann een do wëllt e puer Beispiller opzielen, da kënnt een déi flott Initiative vun eise Jugendhaiser nennen, a Kollaboratioun mam Service National de la Jeunesse, d'SPOSen an eise sämtleche Lycéeën, dann awer och d'Gesetz vum 11. November 2009 iwwert d'Mesures temporaires pour l'emploi des jeunes, dat ech als e ganz wichtegt a gutt Gesetz ugesinn. Sozial Servicer: Mir hunn e gutt ausgebautent Netz vu villen ënnerschiddleche Servicer, an ech denken, datt een hei muss de Mérite ënnersträiche vun deene successive Familljeministeren. Mir hunn och an deem Beräich e staarke Modell vun Zesummenaarbecht an och en originelle Modell vun Zesummenaarbecht tëscht dem Stat an den ONGen. An an deem Spill do gëtt et en neie Partner, dee besonnesch mat de Jugendhaiser an de Maisons relais derbäikomm ass, dat sinn eis 116 Gemengen.

Dat, wat ee monéiere kann a sech wënsche misst, dat ass, datt all déi Servicer nach besser vernetzt sinn, datt se méi koordinéiert zesummeschaffen, an ech denken, datt dat eng wichteg Erwaardung just ass un den Office national de l'enfance. An dann ass an deene Servicer eng vun de grousse Thematiken, déi de Moment an der Diskussioun sinn, d'Qualitéitssécherung.

D'Qualitéit vun enger Prestatioun, Dir Dammen an Dir Hären, hänkt net nëmmen of vun den Effektiver a vum Ausbildungsniveau vum Personal, se hänkt mat dovunner of, mä se ass sécher och mat bedéngt duerch Weiderbildung a Supervisioun, duerch d'Erschaffe vu Konzepter, duerch eng anständeg Dokumentatioun, duerch d'Erschaffe vu Codes déontologiques, déi konform si mat der Kannerrechtskonventioun, a selbstverständlech duerch d'Evaluatioun. An déi Evaluatioun brauch och de Bléck vu baussen, an an deem Bléck vu baussen ass et flott, wann och do d'Kanner an déi Jonk e Wuert matzeschwätzen hunn.

Dat, wat ech gäre géif bei de Realisatiounen nach soen, dat ass esou eppes, wat mer heiansdo vergiessen, dat ass déi kulturell Integratioun a Participatioun vun deene Familljen, déi an der Nout sinn. Déi Aarbecht gëtt a ganz ville Länner geleescht duerch eng Associatioun, déi heescht ATD Quart Monde. Déi Associatioun ass och hei zu Lëtzebuerg aktiv. De Grënner dovunner ass de Père Joseph Wresinski, deen zu Paräis geschafft huet, an deen 1988 gestuerwen ass. De Père Wresinski huet d'Wichtegkeet vun dem Matsproocherecht vun deenen Aarmen ënnerstrach an huet drop insistéiert, datt een Aarmutsbekämpfung net nëmme fir, mä virun allem och mat deene Betraffene mécht.

De Père Wresinski huet gefuerdert, datt een d'Dier fir déi Aarm géif opmaachen, d'Dier vum Elysée, vum Conseil de l'Europe zu Stroossbuerg, vun der UNO zu New York.

An da kéint ee sech och d'Fro stellen, ob mer d'Dier vun der Chamber net kéinten opmaachen. Sief et, datt mer als Deputéierten emol eng Kéier géifen an d'Université Quart Monde op Besuch goen, sief et, datt mer un deene flotten Initiativen - de 17. Oktober 2010 ass déi nächste Kéier, wou mer deen Dag feieren - mat hinnen zesumme géife begoen, sief et selbstverständlech, datt mer se och eng Kéier géifen an eis Familljekommissioun invitéieren.

Vum Père Wresinski gëtt et en Zitat, wat ech eis gäre géif mat op de Wee ginn: «Les malentendus surgissent et les bonnes volontés s'usent vite, quand il s'agit de faire cause commune avec une population très pauvre dont nous ignorons l'expérience de vie. Les instruits se laissent emporter par leurs propres idées, ils finissent toujours par penser à la place des autres.»

Den Ausbléck, a fir mech an dräi Punkten, deen éischte Punkt ass, datt déi wirtschaftlech a finanziell Kris, déi selbstverständlech och eng sozial Kris mat sech zitt, un en duebele Risiko gebonnen ass fir déi Kanner, vun deene mer haut schwätzen. Dat Éischt ass, datt hir Familljen als éischt getraff gi vun deem, wat d'Rezessioun ass. D'Beispill ass hei genannt ginn, och scho vun der Madame Loschetter: den Aarbechtsmaart. An den zweete Risiko wier, datt, wa mer musse spueren - an ech denken, datt dat jo de Message ass, dee mer all verstanen hunn, datt mer musse spueren -, datt mer net spueren, oder datt de Risiko ass, datt mer géife spueren op Käschte vun deene Moossnamen, déi ech elo grad opgezielt hunn. Dat ass de Risiko.

Duerfir och ass et fir mech kloer, datt mer an eiser Partei staark nodenken iwwer sozial Selektivitéit. Da si mer beim schéinen Thema vun de schmuelen an de breede Schëlleren, wat eisem Premierminister en Häerzesuleies ass, an duerfir géif ech hien och zitéieren, den 28. Dezember 2009 um DNR: „Ech hunn als Suerg, datt déi Moossnamen, déi geholl ginn, gerecht sinn, datt déi, déi méi kënnen droen, och méi mussen op hir Schëlleren huelen". Den Dag virdrun huet deeselwechte Premier um Radio Latina gesot: «Je crois qu'il faut...» Ech fänken nach eng Kéier un: «Je crois qu'il faut reprioritiser l'accent social de l'État en assistant à ceux qui, de par leurs propres moyens, n'arrivent pas à organiser leur vie, y compris leur vie de famille, et qu'il ne faut pas traiter des situations différentes avec les mêmes remèdes. Et donc, la politique sociale, sur certains aspects, doit devenir plus sélective.»

Mäi leschte Punkt ass: D'Solidaritéit zu Lëtzebuerg ass och eng Solidaritéit iwwer eis Grenzen eraus. D'Solidaritéit mat de Kanner an eiser Zäit ass net deelbar. Mir brauche just och an Zäiten, wou et weltwäit wirtschaftlech a finanziell schlecht geet, eng staark an eng generéis Politique de coopération. D'Kanner op Haiti, an Thailand, am Chile oder am Mali sinn och eis Kanner.

Ech wëll schléisse mat engem weideren Zitat vum Père Joseph Wresinski: «Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré.»

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Majerus. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et kléngt ewéi e Paradox, datt mer an engem vun deene räichste Länner vun der Welt iwwer Kanneraarmut diskutéieren, an awer gëtt et se zu Lëtzebuerg. Kanner si per se net aarm, wa se op d'Welt kommen, wa se kleng sinn, mä wa mer vu Kanneraarmut schwätzen, dann ass dat ganz enk verbonne mat der Aarmut vun den Erwuessenen, méi speziell vun hiren Elteren.

D'Joer 2010 ass zum Europäesche Joer fir de Kampf géint d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung dekretéiert ginn, an duerfir kënnt dësen Débat an dëse Sujet och sécher zupaass, fir hei an der Chamber diskutéiert ze ginn, an ech wëllt der Madame Loschetter Merci fir hir Initiativ soen. Si huet och wierklech ganz detailléiert déi Problematik hei analyséiert an ass op ganz vill Facetten agaang. Ech wäert dat herno net maachen, ech wäert mech méi op e puer prezis Punkten duerfir beschränken. Ech wëll awer och besonnesch d'Aarbecht an de Rapport vum ORK ervirsträichen, deen dës Thematik ganz detailléiert an hirem Rapport vun 2009 opgegraff huet an op d'Existenz an op d'Problematik vun der Kanneraarmut zu Lëtzebuerg higewisen huet.

Laut den Zuelen, déi déi Europäesch Kommissioun 2006 erhuewen huet - also ier d'Kris ugaangen ass, déi also wahrscheinlech elo net méi esou richteg sinn, déi sech wahrscheinlech negativ verännert hunn - sinn hei zu Lëtzebuerg ëmmerhi 14% vun de Kanner a Gefor, fir an d'Aarmut ze rëtschen. Dat géif heeschen, wann ee sech dat e bësse bildlech virstellt, datt praktesch an der Moyenne, oder statistesch an der Moyenne an all Schoulklass mindestens ee Kand a Fro géif kommen.

Wéi schonns gesot, hänkt dësen Aarmutsrisiko ganz enk mat der Situatioun vun den Elteren zesummen. Wat fir eng Eltere sinn dat? Et sinn dëst virun allem déi elengerzéiend Familllje mat méi wéi zwee Kanner, dräi, véier Kanner an esou weider, Refugiésfamilljen a Familllje vun Demandeurs d'asile.

Dernieft muss een awer och déi ëmgedréite Feststellung maachen. De Fait, Kanner ze hunn oder ze kréien, gëtt och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi zu engem Risiko, fir dann doduerjer an d'Aarmut erofzerutschen, och fir Leit, déi au départ net direkt an enger sozial méi schwiereger Lag waren.

Et gëtt verschidden Ursaache fir d'Unhuelen oder d'Zouhuele vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Ech kann och net onbedéngt esou den zefriddene Bilan, deen ech elo grad zum gréissten Deel hei héieren hu vu menge Virriedner, deelen. Ech géif mech virun allem och op zwou, dräi Ursaache beschränken, déi e bësse méi kloer analyséieren, op déi och besonnesch den ORK a sengem Rapport drop hiweist.

Wat sinn d'Ursaachen? Zum enge sinn dat héich Wunnengspräisser hei zu Lëtzebuerg. Familllje mat Kanner brauche méi eng grouss Wunnfläch a sinn duerfir méi staark betraff vun de Wunnengspräisser, déi an de vergaangene Joren, Jorzéngte regelrecht explodéiert sinn. Dat ass och wierklech eng absolut negativ Bilanz vun der aler oder viraler, an der neier Regierung, a mir kënnen eis jo all nach drun erënneren, datt de Premier gesot huet, datt hien an der Wunnengspolitik versot huet. Déi Selbsterkenntnis ass zwar ganz löblech, mä et huet säitdeem nach net ganz vill un der Situatioun um Terrain geännert. D'Zuelen, déi lescht Zuelen, déi mer vum Observatoire de l'habitat kruten, ënnersträichen dat.

Méi wéi 15.000 Lëtzebuerger si mëttlerweil schonn dowéinst iwwert d'Grenz ausgewandert, well do d'Wunnengen, awer och wahrscheinlech d'Liewenskäschte méi niddreg ginn, an et duerfir am Grenzgebitt méi einfach ass fir Familljen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Et wier och interessant, fir ze wëssen, wéi vill Familljen, déi do op déi aner Säit vun de Grenze wunne ginn, wéi vill dat der mat Kanner sinn, wéi vill Kanner se hunn. Egal wéi, d'Regierung bleift am Dossier Wunnengen, bëllege Wunnengsraum ze schafe weiderhi gefuerdert, a mir si gespaant, oder mir mussen dann elo och suivéieren, wat deen neie Wunnengsbauminister do wäert kënnen an een, zwee oder dräi Joer opweisen.

Ech wëll awer an deem Kontext och nach eng Kéier d'Propose vun der Demokratescher Partei rappeléieren, fir duerfir Wunngeld anzeféieren, e sozial gestaffelt Wunngeld, dat d'Kannergeld zum Deel ersetze soll. Doduerjer solle virun allem sozial schwaach Familljen a Familllje mat Kanner méi staark ënnerstëtzt gi wéi bis elo. D'Leit sollen doduerch d'Méiglechkeet kréien, zu Lëtzebuerg wunnen ze bleiwen, a keen, dee bis elo dat bestehend Kannergeld kritt, soll eppes ewechgeholl kréien. Ech wëll dat nach eng Kéier betounen. Et geet drëms, datt mer hei net de Leit d'Liewe schwéier maachen, datt se mussen an d'Ausland goen, fir e bezuelbare Wunnengsraum ze fannen, an et geet drëms, fir méi selektiv mat den öffentleche Gelder ëmzegoen. A virun allem soll domat verhënnert ginn, datt d'Leit hei zu Lëtzebuerg riskéieren, an d'Aarmut ze geroden, well se Kanner hunn an duerfir zousätzlech Käschten hunn, fir hei zu Lëtzebuerg ze wunnen.

Mir sti mat eiser Fuerderung jo net eleng. Mir ginn ënnerstëtzt doranner duerch d'Positioun vun der Caritas, déi dat an hirem Sozialalmanach 2007 gesot huet. Mir ginn ënnerstëtzt, respektiv hunn ech héieren, datt och verschidden honorabel Deputéierten hei aus der Chamber sech an déi Richtung ausgeschwat hunn, déi net an eiser Fraktioun sinn, zum Beispill den Deputéierte Paul-Henri Meyers, deen a senger Funktioun als Direkter vun der Kannergeldskeess op dës Problematik higewisen huet, oder och aner Deputéierten, wéi zum Beispill eise President, dee fréier als Budgetsrapporteur och dës Iddi ënnerstëtzt huet. Mir brauchen also e Paradigmewiessel an eiser Sozial- a Wunnengshëllefpolitik, fir eppes kënne géint de Problem vum Zouhuele vun der Aarmut an och der Kanneraarmut hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

En anere Punkt, deen d'Kannerhunn hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi zu engem Problemfaktor mécht an de Risiko vun Aarmut erhéicht, ass dee vun der Vereenbarkeet respektiv vun der Netvereenbarkeet vu Famill a Beruff. Och den ORK geet op dës Problematik méi detailléiert an. Oft ass een an der Quëtsch, well wann een zu zwee schaffe geet, fënnt ee keng adequat Betreiung, a wann een da wëllt doheem bleiwe fir d'Kanner, feelt eng Pai, fir Wunneng an Ënnerhalt kënne fir d'Kanner a fir d'Famill ze bezuelen. A weiderhi gëtt et awer hei zu Lëtzebuerg Problemer, fir eng adequat Kannerbetreiung ze fannen.

Mir hu weiderhi keng flächendeckend a qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung zu Lëtzebuerg, trotz a wéinst de Chèquesservices. Den ORK schwätzt vun de Chèques-services als „Lettre morte", als Wahlcadeau. Schnell virun de Wahlen agefouert, Madame Minister, feelt et zum Deel u qualifizéiertem Personal an adequaten Infrastrukturen. D'Gemengen, déi mussen elo kucken, datt se dann domadder iwwert d'Ronne kommen.

ob déi sozial Schwaach a Familllje mat Migratiounshannergrond op d'Chèqueservicen zréckgräifen. Dat schéngt net de Fall ze sinn. Firwat ass dat esou? Dofir wier et och da gutt, wa mer schnellstens eng Evaluatioun vun de Chèque-servicë géife maachen.

Och am Beräich vun der Kannerbetreiung musse mer vill méi konsequent ëmdenken. Lëtzebuerg ass net nëmmen eent vun deene räichste Länner vun der Welt, mä och eent vun deene Länner mat den héchsten direkte Geldleeschtunge fir Kanner. Op där anerer Säit feelt et awer dann un adequater Kannerbetreiung, u Sachleeschtungen.

Wéi ass et mat enger Evaluatioun vun der Effizienz vum Kannergeld a vum Kannerbonus? Hëllefen dës Mesurë Kanneraarmut ze verhënneren? Si erméiglechen et vläicht, och wann een net méi esou gutt

drun ass, fir nach de Statussymbol ze erhalen, wann een nach méi en deieren Auto wëllt kafen oder de Kanner nach Gameboye keeft. Mä dat Kannergeld, dat bezuelt gëtt, ass dat wierklech sënnvoll fir eng adequat Kannerbetreiung, eng Kannerförderung?

An dat bestehend Zuelematerial, ob da wierklech déi aktuell Geldleeschtungen esou effikass sinn, léisst just eng Äntwert zou. Dat ass, datt déi net effikass sinn. Dat ass am Fong geholl eng Géisskanepolitik vun der Regierung an huet näischt un der Situatioun geännert. De Statec seet, datt den Taux vum Aarmutsrisiko säit 2003 stabil bleift, also net no ënne geet. An d'Caritas geet an hirem Sozialalmanach souguer nach e Schratt méi wäit a schwätzt vun enger Tendenz no uewen. An dëst trotz ëmmer neie Geldleeschtungen, déi d'Regierung agefouert huet.

Dat weist elo, datt d'Politik vun der Regierung, fir d'Problemer mat Sueverdeelen ze léisen, versot huet. Och hei wëll ech op eis Proposen erënneren, fir nei Weeër an der Familljepolitik ze goen. Ewech vu Geldleeschtungen, hin zu Sachleeschtungen. Dir kennt d'Positioun vun der Demokratescher Partei an dësem Punkt. An ech soen Iech och direkt: Et ass méi eng sozial Approche, dat, wat mir proposéieren, wéi déi vun der chrëschtlech-sozialer Regierung.

D'DP wëllt amplaz vun de Chèques-services an eng flächendeckend a qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung investéieren. D'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff sinn eng Prioritéit fir eis. Mir soen och, datt d'Kannerbetreiung soll gratis ginn, fir datt jiddweree soll dovunner kënne profitéieren, och déi sozial Schwaach, déi besonnesch dem Risiko vun Aarmut a Kanneraarmut ausgesat ginn. Dat soll een net iwwert de Knéi brieche kuerz viru Wahlen, mä et soll ee sech Zäit ginn - mir hate gesot bis 2014 -, fir dat konsequent a gutt preparéiert anzeféieren.

(Interruption)

D'Fro vum fräien Zougang zu enger qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung vum jéngsten Alter un ass och eng Fro vu Chancëgerechtegkeet. Mir wëssen haut, wéi wichteg d'Fréiförderung ass. Wa mer wëllen, datt d'Aarmut sech net weider regelrecht verierft - well et si jo oft oder ganz oft Kanner aus sozial schlechtgestallte Milieuen, déi net an de Genoss vu Fréiförderung kommen, déi da weider direkt a Situatioune kommen, wou se benodeelegt sinn -, wann een also wëllt eppes dogéint maachen, musse mer sécherstellen, datt all Kand Zougang zu enger - ech widderhuelen et nach eng Kéier - qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung muss kréien.

Fir Kanner also eng optimal Kannerbetreiung oder eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung ze ginn, ass och fir si ganz oft déi eenzeg Méiglechkeet, fir - wéi een et nennt - de soziale Lift ze erwëschen. Wa mer hinne vu klengem un, an dem Préscolaire an nach virdrun, herno an der Schoul, wierklech all Chancë ginn, dann hu si och d'Méiglechkeet eventuell, fir herno aus där Fal erauszekommen a sech sozial ze verbesseren.

Wa mer also géifen elo op déi Aart a Weis, wéi d'Demokratesch Partei dat proposéiert, och an eis Kanner investéieren, da kann een natierlech froen oder soen: Dat kascht natierlech och vill Geld. Mä dat mécht sech awer nohalteg bezuelt, well wa mer elo an eis Kanner investéieren, wa mer elo kucken, datt mer se staark maachen, dann hu mer domadder vläicht, wahrscheinlech herno ganz vill Sue gespuert, well mer dann herno vill aner Sozialleeschtungen als Stat kënne spueren, well mer se dann net an d'Précaritéit an an de Chômage ofrutsche brauchen ze loossen.

Dat ass och eng konkret an nohalteg Mesure géint d'Kanneraarmut. Och hei ass d'DP net eleng mat dëse Fuerderungen no enger gratiser a qualitativ héichwäerteger Kannerbetreiung. Ee vun de bedeitende Fuerscher am Beräich vun der Kannerförderung, den John Bennett, huet der d'DP an dësem Punkt Recht ginn. Hien huet an engem Virtrag op der Uni Lëtzebuerg d'Regierungspolitik kuerz a bündeg als ineffikass duergestallt.

Ech wéilt nach ee Punkt opgräifen, deen och e wesentleche Faktor fir d'zouhuelend Aarmut an dofir och d'Kanneraarmut ass, an zwar den erschreckenden Uwuess vun der Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg. Een, dee keng Aarbecht huet oder dee se verléiert, deem feelt et ganz schnell hei am Land um Minimum, fir sech kënne bei deene Liewenshaltungskäschten, déi mer hei hunn, iwwer Waasser ze halen. Dat gëllt ëmsou méi, wann een dann och nach Kanner huet.

Mëttlerweil hu mer hei zu Lëtzebuerg iwwer 16.000 Aarbechtsloser. En absolute Rekord; an d'Tendenz leider nach steigend. Hei muss dréngend ugepaakt ginn. Den Här Gibéryen huet et och elo grad - hunn ech héieren - gesot: „Mir paken et un." Jo, dat erënnert eis un eppes.

(Interruption)

Ech mengen, virun 2004 konnt een dat iwwerall op de Plakater liesen. Deemools waren…

(Interruption)

…mer bei 8.000 Chômeuren. Et gouf also zolidd ugepak, well haut hu mer der praktesch 99% méi. Et ass also an déi falsch Richtung gaangen. Et ass natierlech kloer, datt een hei eng besser Ausbildung brauch, e bessere Schoulsystem brauch, well virun allem d'Schoulofbriecher - et ass och virdru scho gesot ginn - si predestinéiert, fir an de Chômage ze rutschen.

Mä virun allem brauche mer och e besseren Encadrement bei der Sich vun de Leit no Aarbecht, méi Effikassitéit bei der ADEM. An och hei huet de fréieren Aarbechtsminister, den Här Biltgen, e wierklech - géif ech soen - dramatesche Schiebelekoup hannerlooss. Mëttlerweil huet e jo déi waarm Gromper ofginn, an elo kann dann de Koalitiounspartner kucken, domadder eens ze ginn.

Och hei wëll ech soen, datt mer als Demokratesch Partei eng Rei Proposen ëmmer erëm gemaach hunn. Mir sinn net midd ginn, fir ze fuerderen, fir d'ADEM ze reforméieren, d'Aarbechtsvermëttlung ze verbesseren, se ze professionaliséieren, op déi nei Erausfuerderung unzepassen. Virun allem hätt missen d'ADEM oder d'Aarbechtsamt ganz vill an d'Weiderbildung investéiere respektiv sech do spezialiséieren, well bei eis ass et jo, datt mer awer ëmmer nach nei Aarbechtsplaze kreéieren, mä datt mer d'Leit net op déi Aarbechte kënne plazéieren.

Och a schwieregen Zäite si ronn 7.000 nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg geschafe ginn. An déi Leit konnten net plazéiert ginn. Duerfir geet et also net duer, datt een op der ADEM einfach nëmmen de Chômage verwalt, e Stempel drop mécht an deen Nächsten an de Büro rifft, mä et muss ee wierklech kucken, datt een deene Leit weiderhëlleft, datt een hinnen eng Weiderbildung gëtt, datt ee proaktiv mat hinne kuckt nei Aarbechten oder eng nei Aarbecht ze fannen.

Wa mer d'Uklamme vum Chômage net gebremst kréien, da wäert dat sécherlech ee vun den Haaptfaktore gi vum Uklamme vun der Aarmut an der Kanneraarmut hei zu Lëtzebuerg.

Här President, ech wollt mech op déi dräi Domänen do beschränken, well vill aner Aspekter schonn hei haut de Mëtteg vun anere Riedner beliicht gi si respektiv vläicht och nach Riedner duerno dat wäerte maachen.

Ech hat meng Ried ugefaangen, andeems ech gesot hunn, datt et e Paradox wier, an engem vun de räichste Länner op der Welt iwwer Kanneraarmut ze schwätzen. Wann een awer d'Analys mécht a kuckt, wéi sech jo och hei am Land wesentlech Faktoren - ech hunn der elo dräi genannt - änneren, muss ee feststellen, datt mer och an dem Beräich vun der Kanneraarmut hei zu Lëtzebuerg net méi op enger Insel liewen.

Duerfir gëllt et also elo, konkret a konsequent dës Problematik unzegoen, nei Weeër ze goen, ënner anerem an de Wunnengshëllefen, nei Weeër ze goen an der Familljepolitik, an der Kannerbetreiung an nei Weeër bei der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet. Nëmme wa mer déi Domäner resolut uginn, da kënne mer och konkret a laangfristeg eppes géint d'Uwuesse vun der Kanneraarmut hei zu Lëtzebuerg maachen.

Ech soen Iech Merci. Ech wéilt och nach eng Kéier… oder ech wéilt och nach ganz kuerz e Wuert soen zu där Motioun vun deene Grénge, déi si eraginn hunn: Mir kënnen déi als Demokratesch Partei och ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Berger. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Spautz.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, virun dräi Joer hate mir schonn en Débat hei an der Chamber iwwert d'Aarmut an all hir Konsequenzen, déi hei zu Lëtzebuerg domadder verbonne sinn. Haut hu mer eng Interpellatioun iwwert d'Aarmut vun de Kanner vun null bis 17 Joer.

Den Eurostat huet festgehalen, dass 20% vun eise Kanner hei zu Lëtzebuerg ënnert d'Aarmutsgrenz falen. 20%, dat ass e Fënneftel vun eise Kanner. Dat sinn eppes ëm 22.000 Kanner. Am Verglach mat Dänemark 9%, Norwegen 10% an Island 11%, sti mir do zu Lëtzebuerg net gutt do. Lëtzebuerg ass also wäit ewech vu sengem Usproch, de Musterschüler an der EU ze sinn, an dat an engem ganz sensibelen Dossier: der Zukunft vun eise Kanner. Schonns virun dräi Joer ass hei an der Chamber vu verschiddene Riedner a Riednerinnen op de steigenden Aarmutsrisiko, virun allem bei Kanner a Jugendlechen, opmierksam gemaach ginn, an et ass gewarnt ginn. Dëst gesäit elo natierlech um Hannergronn vun der aktueller Kris nach eng Kéier ganz aneschters aus. D'Situatioun huet sech verschäerft a si bréngt nach méi Misär fir déi Betraffe mat, virun allem fir d'Kanner a fir déi Jugendlech.

Wéi gesot, virun dräi Joer hate mir en Débat iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg an um Hannergrond vun den Informatiounen, déi mir elo hunn, wär et wichteg, dass dëst Thema regelméisseg, dat heescht all Joer, hei op d'Dagesuerdnung sollt gesat ginn. Mir musse kucken: Wou sti mir an eiser Sozialpolitik? Wat huet sech verbessert oder verschlechtert? Sinn déi Mesuren, déi a mengen Aen nëmme punktuell geholl gi sinn, gutt? Gräife se, oder wat muss weider ënnerholl ginn? An eigentlech ginn eis d'Zuelen - 20% bei Kanner - schonns d'Äntwerten op déi Froen.

Fir eent vun de räichste Länner vun der Welt hate mir, trotz deem vill gelueftene Sozialnetz hei zu Lëtzebuerg, schonns virun der Kris vill ze vill Leit, Familljen a Kanner, déi duerch dat soziaalt Netz gefall sinn. A wann ech vun deem sozialen Netz schwätzen, da mengen ech domadder net eleng de soziale Mindestloun, dee mir hunn, oder den RMG, op deen ech och nach eng Kéier wäert kuerz ze schwätze kommen, mä ech schwätze vun all deem, wat zu engem sougenanntenen dezente Liewe gehéiert.

Mir hunn nach ëmmer grouss Mängel bei der Bekämpfung vun der Aarmut a vun de soziale Benodeelegungen, trotz enger Rei Mesuren, déi geholl gi sinn. An och wann ab dem 1. Januar d'nächst Joer dat neit Gesetz iwwert d'Aide sociale a Kraaft trëtt, sinn domadder eis Problemer nach laang net geléist. Mir féieren zwar elo d'Recht op Sozialhëllef an, wat ee vun de wichtegste Punkten an deem Gesetz ass, an dat Gesetz ass och gutt, mä wat déngt dat de Leit - e Recht -, wann d'Mëttelen, fir hinnen ze hëllefen, ganz einfach net do sinn, wa se feelen?

All Bierger huet an Zukunft d'Recht op d'Grondversuergung, dat heescht d'Gesondheetsversuergung, Iessen, Kleeder, Energie- a Waasserversuergung, Mobilitéit a Wunnen.

Ech huelen nëmmen elo emol d'Thema Wunnen eraus, wat och haut de Mëtteg eng Rei vun de Virriedner scho gemaach hunn. Dëst war, ass a bleift, wéi et ausgesäit, ee vun eise flagranteste Problemer, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn. Elo an an deene kommenden zéng bis 15 Joer feele 70.000 Wunnengen. Dat sinn der tëschent 3.400 bis 4.800 pro Joer.

Wat maache mir dann elo mat deem Recht vun de Leit, hirem ageschriwwene Recht, op d'Grondversuergung vu wunnen, dëst am Kader vum Gesetz iwwert d'Aide sociale? Et feelt u bezuelbarem Wunnengsraum. A fir déi Wunnengen, déi do sinn, mussen d'Leit ëmmer nach en horrente Loyer bezuelen. D'Agence immobilière sociale, wat eng gutt Initiativ ass, ass do awer schonns bal nëmmen eng Drëps op e kale Steen. Mä all Initiativ an deem Sënn ass wichteg.

Wéi sollen all déi Familljen oder Elengerzéier mat engem oder méi Kanner et fäerdeg bréngen, eleng mat hirem RMG oder soziale Mindestloun déi nach ëmmer horrent Loyeren hei am Land ze bezuelen? Dëst ass schlicht onméiglech. An déi absolut dramatesch Situatioun op eisem Wunnengsmaart gëtt dann och weiderhi vu schamlose Profiteuren a Schlofhändler ausgenotzt, déi deene Leit Cafészëmmeren oder Kellere verlounen, déi ënner mënschenonwürdege Konditioune sinn.

An do hoffen ech, dass eisen neie Wunnengsminister säi Versprriechen hält, wat en an der leschter Chamberskommissioun vum Logement gemaacht huet, wou mir d'Thema vun de Schlofhändler a Cafészëmmeren op der Dagesuerdnung haten, hei endlech duerchzegräifen an deene Verbriecher, där Mafia, endlech d'Handwierk ze leeën, déi esou Zoustänn zouloossen.

Mä ech denken, och domadder ass et eleng net gedoen. Et musse vill méi Sozial- a Gemengewunnengen op de Wunnengsmaart kommen, fir deene Leit, déi wéineg Geld zur Verfügung hunn, ze verlounen, fir dass si aus hire prekäre Situatiounen erauskommen an dezent wunne kënnen.

Une voix.- Très bien!

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Am Kader vum Gesetz iwwert de Pacte logement hu mir do jo och vill doriwwer diskutéiert. Dréit dat Gesetz dann elo wierklech mat derzou bäi, dass sech endlech eppes deet an deem Beräich Sozial- a Gemengewunnengen? D'Gemenge Lëtzebuerg an Esch weise regelméisseg op dee Problem hin, well si déi zwou eenzeg Gemenge sinn, déi gemengeneege Wunnengen hunn. Awer natierlech geet dat net duer. Mir kréien de Problem esou net an de Grëff.

Verschidde Gemengen hunn awer schonns Initiativen oder Moossnamen an d'Weeër geleet. Um lokale Plang ass et méiglech, wann een dat dann och wëllt, op ënnerschiddlechen Niveaue Projeten ze entwécklen, déi engersäits preventiv sinn, an anerersäits Leit hëllefen, déi aus hirer Nout net méi eleng erauskommen.

Ech wëll der e puer nennen: D'Gemenge kënnen am Beräich vum soziale Wunnengsbau ganz däitlech Akzenter setzen. Si kënne Projeten, zum Beispill mam Fonds du Logement zesumme realiséieren, wa se et net selwer wëlle maachen. Mä si kënnen awer och selwer Gemengewunnengen oder Haiser fir hir eege sozial benodeelegt Bierger zur Verfügung stellen a verlounen.

D'Gemenge sollte Konventioune mat Organisatiounen ofschléissen, wéi zum Beispill der Stëmm vun der Strooss, der Jugend- an Drogenhëllef, dem Réseau Psy, Nuechtsfoyeren oder anerer, fir deene Wunnengen zur Verfügung ze stellen, wou déi Organisatioune kënnen hir Leit drasetzen, an déi dann och an hirem Alldag begleeden oder de Suivi vun deene Leit kënne maachen.

Dat geet alles. Et si kleng Schrëtt, mä si hëllefe vill, an et konzentréiert sech net eleng d'Wunnengsnout op Esch an op d'Stad.

D'Thema Aarmut, Précaritéit, soziale Fortschrëtt a sozial Gerechtegkeet, déi fuerderen e vernetzt Denken an Handelen, well si betreffe Politikfelder wéi Aarbecht a Chômage, Iwwerverschëldung, Wunnengspolitik a Wunnengsnout, Steieren an Taxepolitik, Bildungs- a Schoulpolitik, Familljepolitik a villes méi. An et ass, wéi scho Virriedner gesot hunn, schued, datt haut de Mëtteg nëmmen d'Familljeministesch hei ass. Et betrëfft méi Ministèren a méi Ministeren.

Wou si mir zum Beispill dru mat dem neie Gesetz iwwert de Surendettement, an

domadder verbonnen der Faillite civile? Wou si mir dru mat dem Tiers payant? Och hei kréie mir regelméisseg Dossieren a Rapporten, wéi zum Beispill vum Ombudscomité vun de Kannerrechter oder der EAPN mat hiren zwielef Organisatiounen oder der Stëmm vun der Strooss oder enger ganzer Rei aneren Organisatiounen. De Ball läit bei eis oder éischter bei der Regierung, datt se mat Projeten hei an d'Chamber kommen. Wéini passéiert do eppes?

Ech hunn hei schonns méi oft gesot, dass Sozialpolitik net eleng vun engem Office social gemaach gëtt. Si sinn déi, déi um Schluss vun der ganzer Kette stinn; a ganz oft, wann alles virdru versot huet. Mir däerfen elo och haut net de Feeler maachen an dovunner ausgoen, dass mat dem Gesetz iwwert d'Aide sociale, wat, wéi gesot, den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft trëtt, an Zukunft all d'Problemer geléist sinn.

D'Sozialpolitik huet vill Aspekter, a verschidden Themen an Diskussioune musse vernetzt matenee gefouert ginn. Awer een Haaptthema ass dat vum Wunnen. Wéi mécht e Kand seng Hausaufgaben - an do kann d'Ausbildung esou gutt sinn, wéi se nëmmen ass - an engem Cafészëmmer? Am Foyer Ulysse gëtt et gemaach. A Cafészëmmere ginn Hausaufgabe gemaach. D'Wunnengsproblematik ass eent vun den Haaptproblemer.

Wéi gesot, virun dräi Joer hate mir schonns en Débat iwwert d'Aarmut. An eng Rei Saachen, déi ech deemools gesot hunn, zielen nach ëmmer, an dofir widderhuele se sech och. Ech wollt Iech e Beispill vum Terrain soen.

Am Escher Office social hu mir 2008 4.421 Visiteure gehat; Leit, déi dohinner komm sinn. 2009 waren et der 4.915. Dat si bal 500 Visiteure méi wéi d'lescht Joer, innerhalb vun engem Joer. Vun 2008 op 2009 hu mir eng Hausse vu 14% Ménagen, déi eng sozial Hëllef bei eis um Office social gefrot hunn. An ech schwätzen net do vun der Croix-Rouge, déi nach zu Esch aktiv ass, a vun der LIGA, déi zu Esch nach aktiv ass.

D'Waardelëscht fir eng Gemengen-Eegewunneng zu Esch läit bei mëttlerweilen haut de Moien 493, dat heescht d'nächst Woch bei 500 Demanden. Dat sinn iwwer 1.000 Leit, déi op enger Lëscht stinn, an ouni déi Lëscht vum Fonds du Logement emol ze nennen.

An den Escher Caféë liewe mëttlerweil - et ass ëmmer schwéier anzeschätzen - zwëschent 800, 900, 950 Leit, an de Caféen. Och Famillje mat Kanner. An ech schwätzten net vun de private Schlofhändler, wou mer keen Iwwerbléck hunn, wou mer net einfach kënnen an d'Haiser eragoen. Ech denken, verschidde Berichter hutt Der matkritt an der Press: 50 Leit an engem Haus am Keller; zwee Kelleren, 50 Leit ënnerbruecht. Dat ass e Verbriechen!

Wéi ech mech op d'Interpellatioun vun haut preparéiert hunn, ass mir erëm en Zeitungsartikel an d'Hänn gefall, deen ech och schonns beim Débat virun dräi Joer zitéiert hunn. Den Auteur huet am Kader vun där deemoleger Debatt iwwert d'Aarmut, an déi Zuelen, déi veröffentlecht gi sinn, als Iwwerschrëft geschriwwen: «Sois pauvre et tais-toi!»

An e schreift: «Il ne suffit donc pas de prétendre que tout va bien au Grand-Duché.» En hat dat opgrond vun den Zuelen, déi mer deemools do leien haten. «Faire croire à la population que le Luxembourg est un havre de paix et de bien-être est équivalent à lui jeter de la poudre aux yeux. Il est grand temps que chacun regarde enfin les réalités en face et réagisse.»

Dat war virun dräi Joer. Den Auteur huet mat senge Schlussbemierkunge ganz sécher net déi Organisatioun oder ONGen oder eenzel Leit gemengt, déi sech an hirem Alldag ëm déi Leit bekëmmeren, déi an der Précaritéit liewen, déi ausgeschloss sinn an déi isoléiert sinn. Déi Organisatiounen oder och eenzel Leit versichen där Populatioun hei zu Lëtzebuerg eng Stëmm ze ginn. Si vertrieden déi Leit a si versichen eis, eis als Politiker, dat matzedeelen.

«Il est grand temps que chacun regarde enfin les réalités en face et réagisse.» Domadder si mir gefuerdert. Virun allem mir als Politiker. Als Verantwortlech hei an der Chamber, an der Regierung, an de Gemengen, wou der och vill vun eis heibanne Verantwortung hunn, an op villen anere Plazen a Gremien, wou mer soss och nach engagéiert sinn.

Alles, wat mir hei an der Chamber beschléissen oder ofstëmmen, huet Auswierkungen. An ech soen dat einfach elo emol am Hibléck op d'Tripartitegespréicher, déi d'nächst Woch ufänke wäerten.

Ech wëll domadder soen, dass et net eleng duergeet, hei en eenzelnen isoléierten Débat iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg ze féieren - obwuel déi Initiativ gutt ass, Madame Loschetter! -, et muss all Joers iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn, esou laang, wéi mer dat net am Grëff hunn.

Iwwert dat eraus geet et drëms, iwwer all Parteigrenzen ewech mat de gesellschaftleche Kräften, den Organisatiounen, de Sozialpartner ze diskutéieren an no gemeinsame Léisungen ze sichen.

An et geet och net, dass d'Regierung de Gemengen d'Verantwortung fir dës Problematiken eleng iwwerléisst, an – ëmgedréint - d'Gemenge sech erklären, andeems si soen, si hätte kee Geld fir verschidde Mesuren a Moossnamen ze ergräifen. Ech denken do u Maisons relais, u Wunnengsbau an esou weider.

Et geet drëms, politesch Prioritéiten ze definéieren oder nei ze definéieren. An dat géif heeschen, dass mir esou munches un eiser Politik, un den Inhalter an un de Prioritéite verännere missten an och a Fro stelle missten an eppes amplaz setzen.

An da stellt sech och jo nach eng weider Fro. Dat ass trotzdeem déi kruzial Fro fir d'Gemenge vun der Finanzéierung. D'Regierung fuerdert d'Gemengen op, si misste käschtendeckend schaffen, a ginn domadder d'Verantwortung - déi finanziell Verantwortung - weider un d'Gemenge respektiv un de Bierger, deen dann nach méi aus sengem Portemonnaie muss bezuelen. Ech denken do just un d'Waassertax, eent vun de Beispiller.

Och d'Regierung a virun allem d'Regierung ass gefuerdert, vill méi Geld zur Verfügung ze stellen, fir dass d'Gemengen an och d'sozial Organisatiounen hir Verantwortung iwwerhuele kënnen an hir Aarbecht um Terrain maache kënnen.

2010 ass d'Joer vun der Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Wann ech verschidden Aussoe vu Politiker an anere Verantwortlechen héieren, da mengen ech, datt si net matkritt hunn, dass dëst iwwerhaapt en Thema ass.

Ech wëll hei nëmmen un dee populisteschen a geféierlechen Débat erënneren, deen den Här Westerwelle an Däitschland ugestouss huet mat sengen Aussoen iwwer Hartz IV-Empfänger an deen och hei zu Lëtzebuerg, Kolleeginnen a Kolleegen, esou munche Leit passt a bei munche politesche Verantwortlechen och op oppen Ouere stéisst. Dëst besonnesch jo hei am Zesummenhang mat de Leit, déi den RMG kréien.

A fir nach eng Kéier op d'Thema RMG a Paien anzegoen: Net den RMG ass ze héich par rapport zu de Léin, zu de Paien. Et sinn d'Paien, déi adaptéiert musse ginn.

(Interruption)

Een dee schafft, soll e gerechte Loun kréien.

Une voix.- Très bien!

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Eng Journalistin huet geschriwwen iwwert den RMG, d'Ofkierzung: «C'est le revenu miséreux garanti.» An déi huet Recht domadder.

Eng Aarbecht ze hunn, ass haut iwwerhaapt keng Garantie méi, fir net an d'Aarmut ofzerutschen. Dofir gëtt et mëttlerweilen de Begréff vun den „working poor". Ëmmer méi Leit a virun allem d'Fraen, a mir hunn haut den Débat iwwert d'Frae gehat, kréie fir hir Aarbecht nëmmen de soziale Mindestloun. Dat geet vläicht nach heiansdo knapp duer, fir dass si domadder de Loyer oder d'Iesse bezuele kënnen. Et geet awer iwwerhaapt net méi duer, fir sech Kleeder ze kafen oder de Schoulausfluch vun de Kanner, den Ticket fir an de Kino, en Hobby an esou weider.

Ech wëll an deem Zesummenhang mat dem RMG nach e weidere Punkt an d'Diskussioun erabréngen - mir haten en haut de Mëtteg schon -: Fir den RMG ze kréien, muss ee 25 Joer hunn. Zënter Jore schloen d'Sozialaarbechter a sozial Organisatiounen Alarm. Déi Jugendlech tëschent 18 bis 25 Joer hu keen RMG zegutt. D'Argumentatioun war ëmmer déi, dass den RMG ze vill attraktiv wier fir déi Jonk an deem Alter an da géife si sech net ëm eng Aarbecht beméien.

An der Realitéit gesäit et awer aneschters um Terrain aus. An an eiser Situatioun, an der Krisesituatioun, wou mer dra sinn, nach méi dramatesch.

Wann den RMG weiderhin net fir déi Jonk ab 18 Joer ass, mussen awer dringendst begleedend Mesuren an Hëllefe kommen, fir déi ze ënnerstëtzen; an do wëll ech nëmmen de Chiffer vun deenen 300 Schoulofgänger ouni Diplom nennen, déi op den Aarbechtsmaart kommen.

Een dee behaapt, dass déi Leit, déi an Däitschland Hartz IV oder hei den RMG kréien, Lidderhanesse wieren, well se fir näischt ze schaffe vill Geld géife kréien, dee verkennt schlicht an einfach d'Realitéit oder beweegt sech op engem ganz geféierlechen Terrain ganz bewosst. Een, dee behaapt, den RMG muss par rapport zu de Paien ugepasst ginn - dat heescht erofgesat ginn -, dee lieft net an der Realitéit.

Op Lëtzebuerg bezunn, ass eng Famill mat Kanner, déi den RMG oder déi de soziale Mindestloun kritt, aarmutsbedroht oder si ass aarm. Och Kanner vun Elengerzéier oder Famillje mat ville Kanner si staark dem Risiko vun der Aarmut ausgesat. A wéi et haut de Mëtteg schonn am Débat virdru geheescht huet: 44% vun den elengerzéiende Frae sinn aarm. Aarmut ass weiblech.

De Problem vun der Aarmut bei Kanner a Jugendlechen ass net nëmmen e finanzielle Problem. En ass villschichteg an huet vill Facetten. Niewent der finanzieller Aarmut gëtt et déi domadder verbonne sozial a kulturell Aarmut. Dat féiert zur Ausgrenzung. Et zitt ee sech ëmmer méi zréck, gëtt krank, fillt sech net verstanen, ka sech net méi mat aneren identifizéieren. Besonnesch Kanner, déi ënner Aarmut leiden, fille sech ausgegrenzt. Hiren Elteren oder hirer Mamm, wa se elengerzéiend ass, geet et schlecht, an d'Kanner si ganz staark dovunner betraff.

Mir féieren eis Diskussioun haut och um Hannergrond oder mam Bléck am Virfeld op déi nächst Tripartitegespréicher. A wéi de Fraktiounspresident vun der LSAP, den Här Lux, et richteg gesot huet an engem Interview a richteg formuléiert huet: «D'Kris ass net déi vun den öffentleche Finanzen. Déi eigentlech Kris ass déi sozial Kris, déi op dem Aarbechtsmaart.»

Domadder muss sech d'Tripartite befaassen.

Bei den Tripartitegespréicher sollt et op kee Fall dozou kommen, dass de roude Stëft bei der Familljen- a Kannerpolitik ugesat gëtt. Familljen, a besonnesch Elengerzéier, sinn engem däitlech erhéichtenen Aarmutsrisiko ausgesat. An nach méi däitlech, an dat kann een nëmmen ënnerstëtzen: Et sinn d'Banken, déi dës Kris verursaacht hunn a verantwortlech sinn, an dofir sollte si och mat bezuelen!

(Interruptions)

D'EAPN, déi 12 Organisatiounen, déi sech an hirem „Réseau luxembourgeois de lutte contre la pauvreté et l'exclusion" hei zu Lëtzebuerg zesummegeschloss hunn, hu schonn de 17. Oktober 2006, viru véier Joer, e Bréif un eis geriicht als Deputéiert, an deem si eis eng Rei Informatiounen an hirem Rapport zoukomme gelooss hunn, an ënner anerem schreiwe si: «Pour éviter que les décisions politiques continuent à se répercuter de façon disproportionnelle sur des personnes en situation de pauvreté et multiplient les facteurs d'exclusion et d'injustice sociale, EAPN Lëtzebuerg plaide en faveur de l'introduction d'un mécanisme connu sous le nom de „Sozialverträglichkeitsprüfung".» Och dat hu mer an dem Débat virun dräi Joer schonn hei gehat.

Et ass héich Zäit, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, aktiv ze ginn an en déif gräifenden Débat ze féieren. Ech mengen net einfach emol haut e puer Stonnen, an da gi mer e bësse betraff heem, an domadder war d'Saach gehalen.

Et ass absolut dringend an et ass héich Zäit, dass sech all gesellschaftlech Kräften zesummesetzen, Parteien, Gewerkschaften, d'Organisatioune vum Terrain an déi politesch Verantwortlech, d'Regierung a sech eens géife ginn ëm e Pakt; e Pakt, wou mir eis dozou géife verflichten, déi sozial Verträglechkeetsprüfung an eis politesch Décisiounen anzeféieren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Eng Rei Gesetzer, déi mir hei stëmmen, hunn Auswierkungen op d'Liewen an op d'Liewensqualitéit vu ganz ville Leit, dem eenzelne Bierger oder, fir et méi bildlech ze maachen, op ganz Familljen. An ech hat et schonn eng Kéier gesot, mir schwätzen hei vun de Leit dobaussen. Mir heibannen, d'Leit dobaussen, dat si Mënschen, Mammen, Pappen, Kanner, Aler, Jonker, Familljen, eenzel Persounen, Kranker, Ausländer, Asylanten an esou weider, an esou weider. Déi Leit hunn e Gesiicht. Mir schwätzen net vun anonyme Persounen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Ministesch, an och fir de Rescht vun der Regierung, mir sinn all gefuerdert elo, haut an an deene wichtegen Décisiounen, déi mir elo an den nächste Wochen huelen, huele mussen, ze reagéieren. 20% vun eise Kanner sinn aarmutsgefährdet, sinn aarm. 44% vun elengerzéiende Frae sinn aarm. Kee vun eis heibannen a kee vun der Regierung däerf dat dote weider zouloossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Spautz Merci, an als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir constatéieren hei zu Lëtzebuerg eng Verlagerung vum Aarmutsrisiko vun der eelerer Generatioun op déi Jonk. Gouf et nach viru kuerzem de Problem vun de sougenannten Hongerrenten, esou ass dee Problem haut geléist, dank der Interaktioun och vum Aktiounscomité fir Demokratie a Rentegerechtegkeet, a mir constatéieren ee Rutsch vun der Aarmut, wéi gesot, op déi méi jonk Generatiounen.

D'Kannerarmut existéiert och am räiche Lëtzebuerg. Mir schwätzen awer éischter hei vu relativer Aarmut. Grosso modo gëtt et sechs Aarmutsdimensiounen: 1. déi materiell Situatioun; 2. Gesondheetsfaktoren, dat sinn zum Beispill d'Kannerstierflechkeet, d'Gewiicht vum Kand bei der Gebuert, d'Impfraten; 3. d'Bildung - Stéchwuert PISA -, d'schoulesch Leeschtung, d'Jugendaarbechtslosegkeet an déi berufflech Zukunft; 4. d'Bezéiung zu den Elteren a Gläichaltregen, dat ass d'Famill, gemeinsam Molzechten, Gespréicher, Bezéiungen; 5. d'Liewensweis an d'Risikoe wéi Iwwergewiicht, Drogemëssbrauch, Risikoe beim Sexualverhalen, Gewalterfahrungen, sportlech Betätegung; a 6. Selbstaschätzung vun de Kanner ënner Auswäertung zum Thema Gesondheet, Schoul a perséinlecht Wuelfannen.

Alles dréint ëm dës sechs Punkten. Et geet ganz fréi un. Schonns an der Schwangerschaft hu Kanner vun aarme Frae méi schlecht Chancen. Si kommen ze fréi op d'Welt, mat Ënnergewiicht, wat spéiderhin zu schwéiere Léierstéierungen, Verhalensopfällegkeeten an Intelligenzentwécklungsstéierunge féiere kann. An der ënneschter sozialer Schicht fëmme 40% vun de Mamme während der Schwangerschaft. Am Haushalt gëtt gefëmmt. D'Kanner kréie keng oder ze wéineg Frühförderung an entwécklungsstëtzend Therapien.

Aarm Kanner sinn net selten Affer vun Ëmweltverschmotzung, Autogasen, Nikotinvergëftungen, ongesonde Wunnhaiser. Si si méi oft Affer vun Accidenter. Si ernähre sech méi schlecht, iesse Fastfood, kee Vollkorniessen, si iessen Chipsen, wéineg Uebst, drénke Limonad a Cola, wat zur Folleg huet, datt se Vitaminmangel kréien

an datt se permanent midd sinn, keng Konzentratioun hunn an un Iwwergewiicht leiden.

Een Deel vun de psychesche Krankheete gëtt duerch Sozialfaktoren an hirer Entstehung an Ausprägung beaflosst. D'Kanneraarmut ass ee Faktor vu schlechter Gesondheet an eng méi lues emotional a kognitiv Entwécklung. D'Kanner brénge schlecht schoulesch Leeschtungen, komme méi selten an héich Schoulformen eran, ginn am mannerjähregen Alter Elteren, fëmme méi, benotzen öfters illegal Drogen a sinn als Erwuesse méi oft aarbechtslos.

Dat heescht elo awer net, dass d'Aarmutssituatiounen am Elterenhaus all Kanner negativ géif prägen. Eltere mat Humankompetenz a mat engem kulturelle Kapital kënnen derzou bäidroen, datt d'Kanner sech trotz Aarmut gutt entwéckelen. Elteren, déi iwwer eng héich Bildung verfügen an déi selwer sozial ofgestige sinn, engagéiere sech ganz staark fir de schoulesche Werdegang vun hire Kanner.

Här President, d'Kanneraarmut muss souwuel opgrond vum Matgefill mat deene betraffene Kanner wéi och wéinst de méigleche laangfristege Wierkungen op d'Gesellschaft, gesellschaftlech ganz eescht geholl ginn. Eng laangfristeg Aarmut féiert zu opstauenden Emotiounen, Wut, Haass, Verzweiflung a ka sech a Klengkriminalitéit an organiséiertem Verbriechen ausdrécken. Wat dozou féiert, datt laangfristeg vill Käschte fir d'Gewalt an d'Drogebekämpfung entstinn.

D'Kanneraarmut ass en Defizit un Zukunftschancen. Hei zu Lëtzebuerg, an engem vun deene räichste Länner vun der Welt, hu mir Kanneraarmut, déi visibel, awer och déi onvisibel Kanneraarmut. Wéi vill Leit loossen hir Kanner net vum Dokter behandelen, obschonns d'Visite vun der Krankekeess oder vun der Gesondheetskeess zréckbezuelt gëtt, rembourséiert gëtt? An dat aus dem einfache Grond, well se déi Suen net kënne virstrecken. Wéi vill Leit verzichte fir hir Kanner op psychologesch Therapien? A wéi vill Leit verzichten op Medikamenter, well se net total rembourséiert ginn? Dëser Tatsaach muss een och bewosst sinn.

Wann et an engem räiche Land Kanneraarmut gëtt, dann ass dat eng strukturell Gewalt. Dat baséiert op Strukture vun engem bestehende Gesellschaftssystem, deen d'Leit drun hënnert, fir hir Fäegkeeten a Méiglechkeete voll ze entfalen. Eng strukturell Gewalt gëtt emol net erkannt, well déi ageschränkte Liewensnorme schonns als normal ugesi ginn. Eng strukturell Gewalt ass e politeschen Aarmutszeugnis fir de Stat, fir d'Wirtschaft a fir d'Gesellschaft.

Et kann een dogéint argumentéieren, dass duerch d'Migratioun hei zu Lëtzebuerg, a speziell hei zu Lëtzebuerg, et zu strukturelle Veränneurunge komm ass, mat enger sozialer Schicht vu Leit, wou esou Prozesser wéi Aarmutsentwécklung méi staark ervirkommen. Déi Leit, déi schonn an hirem Land aarm woren an doduerch emigréiert sinn, fir hei eng besser Zukunft ze kréien.

Trotzdeem, wann de Stat Migrantë wëllt ophuelen, an dat ass ee politesche Choix, da soll een och derfir suergen, datt déi Leit sech hei och optimal entwéckele kënnen.

Da kann ee sech verteidegen a soen: Mir maache vill fir déi sozial schwaach Leit, Beispill Épicerie sociale, Agence immobilière sociale, Aide sociale; dat ass alles luewenswäert. Kucke mir elo d'Chèquesservices, déi am Prinzip geduecht si fir déi 4.500 Kanner, deenen d'Aarmut an d'sozial Ausgrenzung droht. Mä hei gesi mir, datt déi Kanner aus sozial méi schwaache Familljen a méi engem klenge Mooss vun dëse Chèques-services Gebrauch maachen. Nëmmen een Drëttel profitéiert dovunner, wougéint déi méi héich Schichten, déi alles hunn, aus dem Volle schöpfen an dovunner profitéieren.

Hei, menge mir, misst ganz schnell Remedur geschafe ginn, an, Madame Minister, Dir misst eiser Meenung no dës Situatioun no enger Evaluatioun aneschters upaken. Nëmmen da kann een d'Ofgleisen an d'Aarmutsspiral verhënneren.

Des Weidere si besser Ausbildungsméiglechkeete vu grousser Bedeitung. Dat weist sech zum Beispill um Zougang zu de Medien an Informatiounen, esou wéi d'Fäegkeet, mat hinnen ëmzegoen.

Eng sënnvoll Initiativ wär zum Beispill ee PC fir all Kand an Online-Verbindung op Statskäschten, fir eng Virbereedung vun der zukünfteger Beruffsgeneratioun, ugesiicht der globaliséierter Welt, ze erlaben, an dat wär och statswirtschaftlech ouni Schwieregkeeten ze finanzéieren.

Mir brauchen och méi betreite Wunnengen, Unitéiten, déi fënnef bis sechs Jugendlecher ophuele kënnen, mat engem Éducateur. An do muss de Stat mathëllefen, d'Gemenge musse mathëllefen, an och d'Stad Lëtzebuerg zum Beispill, déi de Potenzial dofir huet.

Här President, wann ee Kand am Schoulalter een niddregen Intelligenzquotient huet, wann Defiziter bei der Feinmotorik, bei der graffer Motorik an och bei der Sprachfertegkeet do sinn, da mussen d'Alarmglacken ugoen. Et muss ee wëssen, dass de sozioekonomesche Status vun den Elteren d'Intelligenzentwécklung vum Kand méi wéi all zurzäit erfaassbar prénatal a périnatal Risikofaktore bestëmmt.

Fir dat ze ënnermaueren, wëll ech dat heite Beispill elo hei soen, eng Etüd, déi zu Dundee a Schottland op der Universitéit gemaach gouf. Do hu Chercheuren erausfonnt, dass de Broschtkriibs an enker Verbindung mat der sozialer Aarmut steet. Den Dokter Lee Baker huet festgestallt, dass bei sozialer Aarmut de Gen P53, deen normalerweis zoustänneg ass, fir Broschtkriibs ze verhënneren, mutéiert a seng Protektiounsfunktioun verléiert, esou dass dëse Kriibs méi staark zum Virschäi kënnt. Här President, dat sprécht Bänner.

Fir ofzeschléissen, wéilt ech d'Roll vun der Famill nach eng Kéier hei ënnersträichen. D'Roll vun der Famill ass sakrosankt. Näischt kann d'Famill ersetzen, weder eng Crèche nach eng Maison relais nach e Chèqueservice. D'Kanner brauchen eng Bezéiung zu hiren Elteren, an déi Bezéiung muss zolidd sinn. Dat ass den Alpha an den Omega.

Dofir nach eng Kéier eisen Appel un d'Regierung - mir hunn dat scho gesot a mir wäerten dat ëmmer nach betounen a rappeléieren -, een Appel un d'Regierung an een Appel un d'Familljeministesch: Am Numm vun der Gläichheet, fir all Diskriminatiounen ze verhënneren an zum Wuel vun der Gesellschaft, ënnerstëtzt déi Mamm oder dee Papp, déi doheem wëlle bleiwen, fir Kanner ze betreien! Dat ass den Ufank vun der Aarmutsbekämpfung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, Aarmut ass een Extrem vun der wuessender sozialer Ongläichheet. Um aneren Extrem accumuléiert sech onverschimmte Räichtum. Dir liest jo och d'Wirtschaftssäite vun Ären Zeitungen, huelen ech un. An ech mengen, dass een d'Thematik Aarmut net ka behandelen, ouni de Kontext vun der allgemenger Ongläichheet oder Ongläichheet an der Gesellschaft, also och net ka lassléise vun der allgemenger Verdeelungsfro.

Ech widderhuelen dofir nach eng Kéier meng Fuerderung, déi ech hei zum Ausdrock bruecht hunn, wéi mer iwwert d'Regierungserklärung diskutéiert hunn, dass mer eng systematesch Berichterstattung maachen, wéi et se och deelweis am Ausland gëtt, iwwert d'Entwécklung vun den Ongläichheeten, inspiréiert zum Beispill um däitschen Armuts- und Reichtumsbericht, wou et net nëmmen drëm geet, Statistiken, quantitativ Donnéeën auszedrécken, sondern wou et och drëm geet, qualitativ Analysen, Ursaachefuerschung an natierlech och Strategien ze entwéckelen, fir déi wuessend sozial Ongläichheeten erëm ofzebauen an domadder och d'Aarmut ze bekämpfen.

Kanneraarmut ass net ze trenne vun der Elterenaarmut. Virun allem wa mir hei Zuelen nennen, dann ass jo ëmmer gemengt de Revenu vun den Elteren. Wa mir hei vun Aarmutsgrenz schwätzen, da bezitt déi sech ëmmer op Revenuë vun den Elteren, well d'Kanner selwer hu jo keng Revenuen. An ech mengen, dass also déi alleréischt Prioritéit natierlech muss sinn, dass mer d'Elteren aus der Aarmut erauskréien.

Däerf ech drun erënneren, dass hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun ënnert der Aarmutsgrenz läit?

Vun der Aarbechtslosegkeet ass hei geschwat ginn. Däerf ech dann och nach eng Kéier drun erënneren, dass no engem Joer Aarbechtslosegkeet déi betreffend Persoun keng Aarbechtslosenënnerstëtzung méi kritt? A wat dann?

Däerf ech drun erënneren, dass 10%, och erëm eng Kéier bei deenen Zuele vun der Aarmut, 10% vun deene Leit, déi eng Aarbecht hunn, ënnert der Aarmutsgrenz leien? Dat sinn déi „working poor", vun deenen och schonn d'Madame Spautz geschwat huet.

Däerf ech och nach eng Kéier drun erënneren, wéi dramatesch d'Wunnengssituatioun hei zu Lëtzebuerg ass, fir déi Leit, déi sech um private Maart keng Wunneng kënne leeschten?

Et gëtt do nëmmen eng vernünfteg Léisung, menger Meenung no. An déi vernünfteg Léisung ass de systemateschen, massiven Ausbau vun de soziale Mietwunnengen. Ech mengen, mir misste kuerzfristeg ustriewen, 10% vun eisem gesamte Wunnengsbestand misste sozial Mietwunnenge sinn. Dobäi léiche mer nach ënnert deem Prozentsaz, deen an eisen Nopeschlänner besteet.

Däerf ech och nach eng Kéier drun erënneren, wat d'Situatioun vun eiser Schoul betrëfft, dass déi bishereg PISA-Etüden ëmmer erëm drop higewisen hunn, dass eis Schoul - et ass awer net d'Schold vun der Schoul einfach, net dass ech falsch verstane ginn -, mä dass eis Schoul net dozou bäidréit, déi sozial Ongläichheeten ofzebauen, sondern eigentlech um Enn vun der Ausbildung respektiv Netausbildung déi sozial Ongläichheeten nach eng Kéier méi grouss gi sinn?

Dat ass also déi Reproduktioun dann. An ech mengen, déi negatiivst Tendenz am Zesummenhang vun der Fro vun enger nohalteger sozialer Entwécklung, dat ass genau déi Situatioun, déi mer am Moment hunn, wat eis Kanner betrëfft.

An ech mengen och, wéi d'Madame Spautz gesot huet, et geet net hei einfach nëmmen ëm ee Ministère, et geet ëm eng global vernetzte Strategie, wou déi ganz Regierung a gesellschaftlech Kräften agebonne ginn, fir d'Aarmut an d'sozial Ongläichheeten ofzebauen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Mir hunn de Mëtteg vill hei héieren iwwert d'Aarmut, an dat och am Kader vum Joer 2010, wat d'Europäescht Joer vun der Bekämpfung vun der Aarmut an der Exklusioun ass. An eigentlech mat Ausnahm vun esou Débaten, hunn déi aarm Leit keng ganz grouss Lobby zu Lëtzebuerg. Dat muss een esou gesinn. Et gëtt eng Partie Associatiounen, déi sech dorëmmer këmmeren, mä wann iwwer Aarmut Rieds geet, da fanne vill Leit, datt dat eigentlech net si betrëfft an och näischt mat hinnen ze dinn huet.

Ech géif wëllen hei, well mer ewell vill Zuelen héieren hunn, Iech och eng Kéier soen, wa mer iwwert de Risiko vun der Aarmut schwätzen, datt de Revenu médian mensuel zu Lëtzebuerg 2.576 Euro de Mount ausmécht, a Frankräich 1.464, an der Belsch ronn 1.500 an an Däitschland 1.521. Dat féiert dozou, datt de Seuil vum Risque de pauvreté zu Lëtzebuerg 1.546 Euro ausmécht, a Frankräich 878, an der Belsch 900 an an Däitschland 913. Einfach och, fir datt ee gesäit, et si ronn 1.000 Euro méi zu Lëtzebuerg, datt een déi méi huet.

Zum Beispill een Adulte mat zwee Kanner ass mat 3.292 Euro zu Lëtzebuerg op dem Seuil vum Risque vun der Pauvreté, woubäi datt dat da wéi gesot a Frankräich 1.756, a Belgien 1.798 an an Däitschland 1.826 ass.

Här President, ech géif Iech wëllen dat hei iwwerreechen, fir datt een dat ka publizéieren. Well et ass ëmmer schwéier, fir esou Zuelen nozelauschteren an dann herno nach ze wëssen, iwwer wat datt Rieds goung.

(Mme Marie-Josée Jacobs dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

Aus engem Rapport, dee mer amgaange sinn ze maachen an deen ech hoffen emol der Chamber virun der grousser Vakanz kënne virzestellen, iwwert d'Jugend zu Lëtzebuerg, ass ee Kapitel dran, wéi gesot, deen elo nach net publizéiert ass, wou et och ëm den Aarmutsrisiko geet, wou gesot gëtt, datt den Aarmutsrisiko generell zu Lëtzebuerg 14% ass an an der Europäescher Unioun 16%. An da kommen eigentlech interessant Zuelen, déi de Mëtteg nach net genannt goufen. Den Aarmutsrisiko fir déi lëtzebuergesch Bevölkerung ass bei 6,2, fir d'Netlëtzebuerger bei 20,5, fir déi Leit iwwer 65 Joer 7%, 0 bis 18 Joer 20%.

Den EU-Aarmutsrisiko ass vun 0 bis 18 mat 19 vun deene Jonken zu Lëtzebuerg, tëschent 18 a 24 geet et dann erof op 16%. An der EU 18 bis 24 si mer erëm op 20%, zu Lëtzebuerg si mer op 17,6 bei deene Jonken, déi wéineg Formatioun hunn, bei deenen, déi ënner 25 Joer si mat engem Ofschloss am Secondaire 7,8, a mat deenen ënner 25 an engem Uni-Ofschloss si mer op 5,4.

Dir gesitt also, datt dat Zuele sinn, déi relativ ënnerschiddlech sinn a wou een och weist, wéi eigentlech eis Gesellschaft zesummegesat ass. Dat erkläert vläicht e bësselchen och, firwat datt d'Lobby net méi grouss fir déi Leit ass.

Säit Längerem huet d'OECD eng Verschlëmmerung vun der Aarmut an der Majoritéit vun hire Memberlänner festgestallt. Net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och an anere Länner betrëfft dës Aarmut net méi déi eeler Generatioun, mä et betrëfft virun allem déi Jonk, woubäi och déi Chifferen, déi d'Madame Loschetter genannt huet, awer eng Partie da sinn, 13, 14%, déi eigentlech net elo gewalteg, zueleméisseg net gewalteg an d'Luucht ginn, mä eng relativ Stabilitéit do duerstellen, a wou mer also gesinn, datt et virun allem jonk Leit ënner 25 sinn, Alleinerzieher sinn, Familljе mat Kanner, Netlëtzebuerger, Leit, déi net vollbeschäftegt sinn an déi wéineg qualifizéiert sinn.

Jonk Mënschen, déi an Aarmut liewen, si virun allem och niddreg qualifizéiert Persounen, Schoulofbriecher, Niddregloun-empfänger, d'„working poor", déi Aarbechtslos, iwwerverschëllte Leit, Leit ouni Logement an och zu engem Deel Leit, déi am RMG sinn.

Mir hunn och de Mëtteg ewell des Öfteren héieren, Aarmut gëtt verierft. Dat ass eigentlech e schreckleche Saz, mä deen awer nach ëmmer sech bestätegt. Mënschen, déi an hirer Kandheet a Jugend vun Aarmut betraff sinn, sinn dëst och méi dacks wéi anerer am erwuessenen Alter.

Aarmut mécht krank. Eng ganz Partie och vun de Virriedner hunn dorobber higewisen. De Gesondheetszoustand vu Kanner a Jugendlechen, déi vun Aarmut betraff sinn oder am Aarmutsrisiko liewen, ass sougutt objektiv wéi subjektiv méi schlecht wéi fir déi Kanner aus anere soziale Schichten.

Kanner, déi an Aarmut liewen, hu méi dacks psychesch, sozial, emotional, motoresch an aner Opfällegkeeten. Si ernähre sech aneschters, si ernähre sech méi ongesond, sinn dofir dacks iwwergewiichteg, hu manner Bewegung a fëmmen och méi dacks.

D'Aarmut schléisst aus, och dat hu mer de Mëtteg ewell héieren. Fir eng Rei vu sozialen, kulturellen a politeschen Aktivitéiten ass dacks e Minimum vu Ressourcen noutwendeg, déi Jonker, déi an der Aarmut sinn, awer net zur Verfügung hunn.

Dofir sinn ech eigentlech frou, datt mer den nächste Méindeg och kënnen zu Lëtzebuerg, zesumme mat der Associatioun CULTUR'ALL, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg an dem Kulturministère, ee

Kulturpass virstellen an och domadder kucken, datt deen och ënnert d'Leit kënnt, an domadder deene Leit net nëmme Sue ginn, mä awer och d'Méiglechkeet ginn, fir sech eben och kulturell kënnen ze betätegen.

Aarm sinn a sech aarm fillen. Mënschen, déi statistesch gesinn aarm sinn, fille sech net onbedéngt aarm. Während 13% statistesch gesinn aarm sinn, soen der just 7%, datt se sech aarm och géife virkommen. Dëst hänkt natierlech och an den Zuelen, wéi an anere Länner och, éischter mat der Héicht vum mëttleren Akommes zesummen. D'Mënsche kucken also éischter dorop, wéi vill si fir ze liewe brauchen a wéi vill dofir och zur Verfügung steet. Während 14% vun de Leit vun der Aarmut betraff sinn, hu just 5% einfach emol Schwieregkeeten, fir finanzielle Verflichtungen nozekommen.

Aarmut a Bildung. Jonker, déi vun Aarmut betraff sinn oder am Aarmutsrisiko liewen, sinn iwwerduerchschnëttlech am Régime préparatoire unzetreffen. Méi wéi 50% vun dëse Kanner sinn aarm oder dem Aarmutsrisiko ausgesat, widderhuelen hir Klasse méi dacks a besichen, wéi gesot, manner usprochsvoll Regimer an der Schoul. Schoulofbriecher si virun allem Jonker aus Familljen, déi an Aarmut oder am Aarmutsrisiko liewen, Netlëtzebuerger, a sinn, wéi gesot, och a manner usprochsvolle Schoultypen.

Dofir hu mer eigentlech och déi Chèqueservicen agefouert, net fir domadder iergendengem Hobby nozekommen, mä fir domadder wierklech enger ganzer Partie vu Kanner vu klengem un d'Méiglechkeet ze ginn, fir kënnen och... An dat hu mer dofir och net nëmme gemaach fir déi Leit, déi aarm sinn, mä fir datt et och fir e Mix vun der ganzer Gesellschaft do ass. An et ass och de Mëtteg hei gesot ginn, datt jiddwereen d'Geleeënheet huet, fir dohinner ze goen, well Kanner och op informell Aart a Weis villes léiere vun anere Kanner, an domadder et wichteg ass, datt och déi eng an déi aner beienee kommen.

An der Statistik sinn et d'„working poor", do si 14,2% vun deene jonke Salariéën tëschent 16 a 24 Joer, déi an dem Aarmutsrisiko liewen, an dee Risiko gëtt natierlech nach méi grouss bei deene Jugendlechen, wa se e Kand nach derbäi hunn.

Ënnert dem Surendettement léisst sech nom aktuellen Trend näischt drënner virstellen, d'Zuele schwanken all Joer, mä mir fannen am Fong nëmme bei Jonker ënner 25 Joer manner wéi 3% vun de Fäll, déi iwwerverschëllt sinn.

Leit, déi kee Logement hunn: Vun deenen 1.674 Leit, déi 2008 an den Ariichtunge vun der Stëmm vun der Strooss woren, wore 456 Leit, knapps een Drëttel, ënner 30 Joer al an 13 mannerjähreg Jugendlecher derbäi.

Och déi Zuelen hei vun den RMG-Gruppe si genannt ginn, an ech wëll just drop opmierksam maachen, datt eleng tëschent Juni 2009 a Februar 2010 1.000 Kanner méi do si vun Elteren, déi am RMG sinn, wéi dat virauser de Fall war. A wann een déi Zuele vun den Aarbechtslosen héiert, a wann eng Kéier och de Chômage ophéiert - bei deenen engen no engem Joer, bei aneren no zwee Joer, dat hänkt jo dovun of -, dann ass et kloer, datt eng ganz Partie vun deene Leit muss op den RMG zréckgräifen.

Aarmut, wéi erfiert e Jonken dat? Wann déi Erwuessen och nach kënnen d'Aarmut zu engem Deel entweder verstoppen oder doduerch, datt se bewosst Verzicht üben, datt se sech aneschters verhalen, esou geet dat bei deene Jugendlechen natierlech vill méi schwéier. Si hu keen Afloss op hiert Täschegeld. Si kënne sech net no deenen neieste Moude kleeden a si kréien heiansdo emol net d'Bedeelegung fir beim Sport oder bei soss aneren Aktivitéiten an der Schoul matzemaachen. Dat gëtt selbstverständlech als e Mangel emfonnt; de Jugendlechen ass stigmatiséiert an erlieft awer an deem Alter Ausgrenzungen op verschiddenen Niveauen.

Engem jonke Mënsch seng Familljen ass awer och dee Kosmos, an deem de gréissten Deel vu sengem Liewe sech ofspillt. De Jonken erlieft d'Welt vu sengen Elteren a verënnerlecht hir Wäerter, hir Usiichten an och hir Erliefnisser an der Gesellschaft. A bei Jonker, déi vun Aarmut betraff sinn, fanne sech esou an enger ganz wichteger Liewensphas eng ganz Rei vun negativen Erliefnisser, Frustratioun, Ausschloss, Stigmatiséierung, sech net kënnen ze wieren. An eng ganz Rei vu Verhalensweisen, déi ginn och vun den Elteren iwwerholl, an dat ass d'Beispill eben och vun der Bildung, wou mer si herno erëmfannen a vill méi engen niddrege Formatiounen.

Eent vun deene Mëttelen, wat mer an deene leschte Joren agefouert hunn, wat och effikass ass, fir géint d'Jugendaarbechtslosegkeet virzegoen, dat ass de Service volontaire d'orientation, wat e klengt Instrument ass, mä awer e grousse Potenzial huet. D'Erfahrung vun deenen zwee Joer beweist, datt e Jugendleche mat Risiko ka mat Succès reorientéiert ginn, entweder an eng Formatioun, zréck an d'Schoul oder op eng Aarbecht. Déi Jugendlech gi vun deene regionale Mataarbechter gecoached, an dëse Coaching ass och ganz erfollegräich, mä en ass awer och bluttnoutwendeg, besonnesch, wann d'Situatioun méi schwiereg ass.

Et geet drëm, dee Jugendlechen ze guidéieren duerch déi bestehend Moossnamen, an, esou wäit wéi et méiglech ass, och duerno nach de Suivi vun dem Service volontaire d'orientation virunzemaachen. An Zuelen heescht dat, datt mer 65 Plazen hunn, déi disponibel si fir Jugendlecher, 100 Jugendlecher pro Joer dohinnerginn an 80% och do eng Réussite hunn.

Mir loossen och de Service volontaire d'orientation evaluéieren a mir wäerten 2011, esou wéi mer eis och am Gesetz engagéiert hunn an an enger Motioun hei an der Chamber, och heihinnerkomme mat engem Rapport iwwert de Service volontaire.

Mat dem däitsche Jugendinstitut hu mer e Kontrakt gemaach, deen de Parcours vun 150 Volontairen analyséiert, an de Parcours vun dëse Jugendleche wëlle mer besser kenne léieren, fir domadder dann och méi adaptéiert kënnen hannenno e Suivi ze maachen. Duerno wäerte mer e Colloque organiséiere mat alle concernéierten Acteuren aus dem Sozial-, dem Schoul- an och dem Aarbechtsberäich.

De Service National de la Jeunesse ass och ganz aktiv gewiescht, och bei der Kreatioun vum Site Anelo, an et gëtt eng ganz gutt Zesummenaarbecht. Och wann de Mëtteg déi aner Kolleegen net hei sinn, dann ass et esou, wéi de Mil Majerus gesot huet: Et ass eng Regierung an dann ass ee Minister oder méi Ministeren, mä et ass jiddwereen, deen eigentlech datselwecht seet, an och datt jiddweree selbstverständlech hei Responsabilitéit huet, dat ass ganz evident. Et ass also eng gutt Zesummenaarbecht, och mat der Éducatioun a mat dem Ministère du Travail.

Eng wichteg Roll spillen och d'Jugendhaiser. Ech erënnere mech, heiansdo denken ech dorun, wann ech all déi Kritiken héieren, déi gemaach ginn iwwert d'Chèque-servicen: Wéi mer erëm ugefaangen hu mat de Jugendhaiser, du war d'Land ze kleng. Jiddwereen huet gesot: Sidd Der da geckeg, fir esou eppes erëm anzeféieren?! Haut kënnt all Buergermeeschter. Deen, deen nach keng huet, dee muss dréngend eent kréien.

Dofir soen ech mer, alles brauch seng Zäit, mä wann een et eng Kéier ufänkt a wann een eng Kéier de Courage huet, fir Saachen ze maachen, och wann et deemools dann nach net am Mainstream ass, da seet awer no enger Zäit jiddwereen: „Ma et ass gutt, datt Der dat awer gemaach hutt...datt mir dat gemaach hunn." Dann ass et nëmme méi nach..., da si mer all derbäi.

D'Jugendhaiser sinn also eng Antenn, wou heiansdo fir déi do Jugendlech déi eenzeg Plaz nach ass, wou se hikommen, an dofir sinn och déi Éducateuren an déi Éducatricen, déi déi Jugendlech dirigéieren, eben och an deene spezialiséierten Institutiounen. Wa mer bis eng Kéier dee Mariendall renovéiert hunn, da wëllt de Service National de la Jeunesse och de Centre vun Eesebuer als eng Maison du volontaire transforméieren, wou dann déi Jugendlech, déi am Service volontaire sinn, Logementer zu bëllegem Präis zur Verfügung gestallt kréien. Leider ass dat nach net fir muer.

An Zesummenaarbecht och mam Päerdsatelier bestinn elo ewell am Mariendall Aarbechten, och fir Jugendlecher, déi eben aus dem Päerdsatelier kommen, déi besonnesch och an der Vëlosmécanique an och am Gaardebau Formatioune kréien. Dat soll ausgedehnt ginn, zesumme mat de Jugendherbergen, op Formatioune fir Kichepersonal.

Dir gesitt, datt dat eng ganz Rei vu praktesche Moossname sinn, wou et jo, virun allem och an deem heite Fall mam Päerdsatelier, ëm Jugendlecher mat Verhalensstéierunge geet, a wou mer, wa mer méi Personal hätten, och nach méi kéinte maachen.

Chèques-services, just e Wuert vun deenen Zuelen, och fir ze soen, datt an deene Kategorien, wou mer gesot hunn, de Risque de pauvreté, do ass et 2.500 Kanner. Dat, wéi gesot, ass déi Zuel elo an d'Luucht gaangen, wou d'Elteren am RMG sinn. Mir hate gerechent 1.500 bis 2.000 Kanner, déi duerch Surendettement oder duerch aner Ursaachen am Risque vun der Aarmut wären. Just 403 Kaarte sinn erausgaange fir Kanner, déi am Risque de pauvreté sinn, an och nëmmen 1.153 fir Kanner an dem RMG. Déi Zuelen awer, déi an der Kategorie vun 1,5-Mol de Mindestloun sinn, sinn dofir awer op 13.628, a bei deene Leit, déi zweemol de Mindestloun hunn, op 5.745.

Dir gesitt also, datt ab engem bestëmmten Niveau och do méi eng grouss Nofro ass.

Internater, doriwwer ass de Mëtteg ewell geschwat ginn, déi jo gestaffelt sinn no dem Akommes. Ech denken och un déi ganz vill sozial Servicer, déi mer hunn, an alles dat, och wéi Chèques-services, kréie mer selbstverständlech och net ugerechent. Ech géif och wëllen de Kolleeginnen an de Kolleegen hei an der Chamber soen, wa mer och d'Kannerbetreiung gratis maachen, da wäerte mer hannenno eng Kéier, wann déi Statistike gemaach ginn, domadder keen hallwe Millimeter bäikommen an deem Ranking do, well d'Sachleistungen net zur Kenntnis geholl ginn. Et gëtt just de médianen Akommes gekuckt, mä all Sachleistungen, déi mer maachen, kréie mer net zeguttgeschriwwen.

Mech stéiert dat net, wa mer heibannen e Konsens hunn, fir ze soen, et ass eis méi wichteg, mir gi Sachleistungen a mir hëllefen domadder besser de Kanner an och hire Familljen, wéi doduerch, datt mer 1% erofginn, well wa mer elo d'Steieren e bëssen eropsetzen, dann ass d'Chance méi grouss, datt domadder eise Prozentsaz bei der Aarmut méi erofgeet. Mä wann Der dat den anere Wee maacht, da sinn déi Leit, déi bis elo net konnten dovunner profitéieren, déi bleiwen um Selwechten an déi verléieren dann also. An domadder geet dann och d'Héicht vun deene Leit, déi an der Aarmut sinn, nach an d'Luucht.

Ech wëll elo just ee Wuert soen, well och am Familljeministère mer eng Rei vu Logementer hunn, déi konventionéiert sinn. Do hu mer 113 Familljen a besonnesch deene Servicer wéi d'Wunnengshëllef an Ënnerdaach mat 218 Kanner dran. Ech schléisse mech och hei der Demande un, ëmmer erëm ze kucken, an ëmmer erëm froe mer, wou mer Plaze kéinte fannen, och fir Haiser opzemaache fir Obdachloser. Also, Avis aux amateurs, alles, wat Der eis do ze bidden hutt oder och soss kënnt bidden, si mer selbstverständlech dankbar derfir.

Och Placementer vun de Kanner. Mir hunn 162 Kanner, déi am Ausland placéiert sinn. Dat sinn der e bësselche manner wéi 2008. Du woren et der nach 167, dovunner 123 Jongen a 39 Meedercher. Mir gesinn, datt besonnesch 116 Kanner an Däitschland ginn, der 41 an der Belsch sinn, 59% iwwert de Placement vun de Jugendriichteren, 67 Jugendlecher, wou de Placement volontaire ass, entweder op eng Interventioun am Service vun der Psychiatrie juvénile respektiv vun der Commission médico-psycho-pédagogique oder och vum Service national vun den Assistants sociaux.

Placementer och zu Lëtzebuerg, wou mer 1.153 Kanner placéiert hunn. Dat mécht mat deenen am Ausland am Ganzen 1.315 Kanner aus, déi placéiert sinn.

Mir sinn och amgaang, a mir hunn och mëttlerweil e Partner fonnt, well mer ewell zënter laange Joren och sichen, fir esou e Jugendrefuge opzemaachen, fir och Jugendlecher zum Beispill am Wanter, datt déi net missten an de Foyer Ulysse goen. Schwiereg mat ganz ville Komplikatiounen, wou ech elo net d'Zäit hunn, fir dorobber anzegoen, datt ee muss kucken, datt da Jugendlecher net mat Erwuessenen erëm do zesummekommen. Wann d'Meedche 16 Joer al ass a säi Frënd der 18 huet, dann däerf dee Jong net méi erakommen, da kënnt d'Meedchen och net. Also alleguerten déi Geschichte muss een da kucken, dass een déi op eng Aart a Weis geregelt kritt, wou een dann och net ze vill Sträit och mat anere kritt.

Do wou mer wierklech och nach hannendra sinn, dat sinn déi Servicer, wou mer nach musse virunentwéckelen, wou ebe Kanner och si mat psychiatresche Problemer.

Iwwer all déi Hëllefen, déi ech genannt hunn, huet de Familljeministère och e Budget, wou mer am leschte Joer 419.000 Euro entweder duerch Garanties locatives oder Loyeren, Elektrizitéit oder aner Saachen, déi mer bezuelt hunn. Et gëtt also eng ganz Partie vun Hëllefen, et gëtt eng ganz Partie vun ënnerschiddlechen Hëllefen, sougutt finanzieller wéi och materieller. Mir awer wëssen a gesinn, datt trotzdeem mer awer nach ëmmer och an enger Situatioun sinn, wou eng ganz Partie, an ech ginn do deene Riedner Recht, déi hei gesot hunn, et ass net d'Kanneraarmut, mä et ass och d'Aarmut vun de Familljen, well d'Kanner si jo awer zu engem gudden Deel an hire Familljen dran. Mir hunn eng Kleederstuff, mir hu Miwwelen, déi ee ka kréien, an Haushaltsapparater.

Sozialservicer, déi besser matenee misste schaffen. Do ass guer keen Zweifel drun, wou mer och hoffen, datt sougutt iwwert d'Aide sociale wéi och iwwert d'Gesetz vum ONE dat alles herno wäert besser funktionéieren.

Ech hunn och vun der Madame Delvaux matkritt, datt, wat d'Éducatioun ubelaangt, mer net däerfe vergiessen, datt et Coursë gëtt fir Kanner, déi net méi an der Schoul dra sinn, datt se kënnen an den CNFPC goen; datt amgaang ass d'École de la deuxième chance gemaach ze ginn; verschidde Servicer och, fir deene Kanner ze hëllefen; d'Classes d'accueil vun de Primoarrivants sougutt am Primär wéi am Postprimaire, an och do iwwer 400 Élèven all Dag kënne vu gratis Iesse profitéieren an och Schoulmaterial kréien, wat zesummen e Montant vun iwwer 1.300.000 Euro ausmécht, plus 130 Jugendlecher, déi net méi doheem sinn, wat ongeféier och eng hallef Millioun pro Joer ausmécht.

De Minister Schmit hat mer gesot, datt et virun allem de Contrat d'appui an de Contrat d'initiation au travail sinn, déi fir déi Jugendlech am Aarbechtsberäich eng Roll spillen. Dir gesitt also, datt op ville verschiddene Plazen och d'Regierung probéiert, ze hëllefen.

Ech wëll och op déi verschidde Punkten agoen. Schoul a Maisons relais ass et ganz kloer, a mir hunn och do eng gutt Zesummenaarbecht, och mat der Éducatioun, wou mer och soen, mir musse Kritäre festleeën, wou déi zwee Partner matenee schaffen. D'Gesetz, wéi gesot, iwwert d'Aide à l'enfance ass kloer, an do hu mer eis och engagéiert; da kommt, da maache mer dat och. D'Gesondheet vun de Kanner an den Tiers payant steet an der Regierungserklärung dran, datt dat géif gemaach ginn, fir ebe sozial schwaach Leit.

Den RMG vun deene Jugendlechen ënner 25 Joer ass natierlech eng Décisioun, wou ee muss kucken, wat dat beinhalt. Dofir mengen ech, Dir hat jo net gefrot, et misst een et aféieren, mä et soll een doriwwer diskutéieren. Dofir mengen ech och, datt dat an der Kommissioun sécher och gutt wär, wann een dat eng Kéier kéint maachen.

Formation continue ass ee vun deene wichtege Punkten an och d'Qualitéit sougutt an de Maisons relais wéi och an

deenen aneren. An dofir sinn ech och frou, datt mer mat der Uni an och mat der Stad Lëtzebuerg, Madame Loschetter, jo och eng Crèche zesummen ass, wou och mat der Uni gekuckt gëtt, wéi d'Qualitéitsstandarden do sinn.

D'Familljen am Grenzgebitt hat den Här Berger ervirgeruff, an ech muss soen, Här Berger, ech weess net, wéi vill et der sinn. Mä ech weess net, ob d'Leit ëmmer ausrechne bis hannenhin, ob se net besser hätten zu Lëtzebuerg ze bleiwen. Si ginn dohinner, a wa se bis gesinn, wat se alles net kréien, dann hu se zwar vläicht e bëllegt Logement, mä si hunn esou vill aner sozial Leeschtungen net méi, sou datt ech do wierklech e bësse méi virsiichteg sinn, wann ech engem géif e Rot ginn, wéi dat ze maachen ass.

Just dem Spaass halber hat Der gesot, Dir hätt Iech Zäit gelooss bis 2014, dat anert wier virun de Wahle gewiescht. 2014 ass och erëm virun de Wahlen. Dofir, wann Der et wëllt aféieren, da maacht et e bëssen éischter.

(Interruption)

Ah, ah, dat geet duer.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hat jo gesot, datt mer eis sollen Zäit huelen, dat uerdentlech ze maache fir 2014.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- 2014. Ah gutt.

Also, wéi gesot, et ass awer virun de Wahlen. Mä et ass awer net dat, wat eng Roll spillt. Et ass éischter e bësselchen, well Der dat hei gesot hat.

Vernetzung, d'Madame Spautz hat dorobber insistéiert, an ech denken, datt dat ee vun deene wichtege Facteuren ass an deenen zwee neie Gesetzer, déi mer hunn, datt mer et fäerdeg kréien, datt wierklech d'Leit um Terrain matenee schaffen. Datt net siwen oder aacht Acteure sinn, déi sech ëm eng Familljе këmmeren, mä datt dat och besser kéint funktionéieren.

An dann ze hoffen, datt mer och an der Tripartite effektiv, an do iergendeng Kéier kënnt jo dann der Moment der Wahrheit, wou dann och jiddwereen hei muss Faarf bekennen, wéi wäit datt dat heite jiddwerengem eescht gemengt ass, oder wéi wäit mer dann awer op eemol ofwaarden, wann et a Kategorië geet, déi eigentlech jo net hei drënnerfalen.

Merci villmools.

M. le Président.- Ech soen der Madame Familljeministesch Merci. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun.

Motion 1

Mir hunn elo nach eng Motioun, déi vun der Madame Loschetter déposéiert ass, iwwert déi mer nach eventuell mussen ofstëmmen. Wëllt een zu där Motioun Stellung huelen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech hat gesot, datt....

(Interruption)

Dofir ass et fir mech kee Problem. Also, ech weess net, ob Der dann nach musst driwwer ofstëmmen. Mä fir mech ass et evident, datt mer dohinner ginn.

M. le Président.- Madame Loschetter, ass dat esou an der Rei? D'Wuert vun der Madame Familljeministesch, datt se déi Reglementer mat an d'Kommissioun hëlt. Ass domadder Är Motioun...?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng), interpellatrice.*- Wann d'Madame Ministesch dat esou seet, dann huele mir dat esou un.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Hilarité)

M. le Président.- Gutt, da soen ech lech Merci. Domadder wär dëse Punkt och ofgeschloss.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer erëm zesummen um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.12 heures)

SÉANCE 22

JEUDI,
11 MARS 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. 6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser
- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Fernand Diederich, M. Gast Gibéryen*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la scolarisation et l'encadrement des enfants atteints de l'ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom)
- *Exposé: M. André Bauler*
- *Débat: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Jean Colombera*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, M. Jean Colombera (parole après ministre), Mme Mady Delvaux-Stehres*

3. 6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2008
- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Carlo Wagner (dépôt d'une résolution)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes
- *Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat ass manifestement net de Fall.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mir de Projet de loi 6018 iwwert d'Ännerung vun den territoriale Limitë vun de Gemenge Beetebuerg a Réiser. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Berger an Diederich. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

1. 6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mat dem Gesetzesprojet 6018 ginn d'Gemengegrenzen tëschent Beetebuerg a Réiser geännert. Keng vun deenen zwou Gemenge gëtt dobäi méi grouss a keng Gemeng gëtt méi kleng.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

Une voix.- Mon Dieu!

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Et gëtt ganz einfach e géigesäitegen Tosch gemaach vu jeeweils fënnef ha, 54 a a 65 ca. A wéi et sech bei gudden Noperen esou huet, geet dat Ganzt ouni Soulte iwwert d'Bühn.

Här President, d'Ëmännerung vun dëse Gemengegrenzen ass schonns am Dezember 2008 vun de Gemengeréit vu Beetebuerg a Réiser eestëmmeg guttgeheescht ginn. Si muss awer duerch e Gesetz approuvéiert ginn, dat verlaangt den Artikel 2 vun eiser Verfassung.

Wat sinn dann elo d'Ursaache fir dëse Changement vun de Gemengegrenzen?

Et gëtt der eigentlech dräi un der Zuel.

Éischtens, d'Kläranlag STEP läit op der Gemengegrenz tëschent Beetebuerg a Réiser. Dat féiert zu Schwieregkeete bei engem Ausbau, wou da gegebenenfalls zwou Baugenehmegunge jee no Lag vun de Gebaier noutwendeg sinn. Dofir ginn elo 5,12 ha Land vun der Gemeng Beetebuerg un d'Gemeng Réiser, fir dass déi ganz Kläranlaginstallatiounen op dem Gebitt vun der Gemeng Réiser leien.

Zweetens, beim Bau vun der Autobunn gouf et deemools verschidden Ännerungen un der Strooss tëschent Beetebuerg a Léiweng. Haut leie véier Haiser un der Beetebuerger Strooss hannert dem Agangsschëld vun der Uertschaft Léiweng, also op dem Gebitt vun der Gemeng Réiser. Dës Haiser sinn un d'Waasserleitungsréseauë vun der Gemeng Beetebuerg ugeschloss. D'Dreckskëschte ginn iwwert d'Gemeng Beetebuerg eidel gemaach an d'Kanner ginn och op Beetebuerg an d'Schoul. Praktesch sinn dës Leit eigentlech Bierger vun der Gemeng Beetebuerg, mä administrativ gehéiere si awer zur Gemeng Réiser.

Hei gëtt elo d'Gemengegrenz esou verréckelt, dass dës Insel, dem Kadaster no genannt Route de Livange, zur Gemeng Beetebuerg geschloe gëtt, an dofir d'Gemeng Réiser 1,71 ha Land oftrëtt.

Drëttens a leschtens, eng ähnlech Situatioun hu mir laanscht d'Strooss, déi Richtung Helleng geet, südlech vun dem Beetebuerger Mäerchepark. Hei leien d'Seat-Garage an zwee Haiser op dem Gebitt vun der Gemeng Réiser. D'Müllabfuhr an d'Waasserversuergung geschéien awer iwwert d'Gemeng Beetebuerg.

Hei cédéieren déi Réiser deene Beetebuerger 1,82 ha Land, fir déi Situatioun ze regulariséieren.

Fir den Tosch vun den Terrainen insgesamt ze équilibréieren, gëtt dann d'Gemengegrenz tëschent Beetebuerg a Réiser iwwert de Bann nach liicht verréckelt, esou dass keng Soulte méi ufält.

Här President, ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, deen eestëmmeg an der Intérieurskommissioun ugeholl gouf an dee recommandéiert, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen. Ech ginn dofir fir mäin Deel och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Gilles Roth Merci, an als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporteur fir säi kuerzen, awer pertinente Rapport Merci soen. Et ass elo sécherlech kee Projet, deen hei wäert d'Chamber grouss bewegen. Mä wann een awer aus där Géigend oder aus där Gemeng ass, da gesäit een, datt dat e ganz sënnvollen a pertinente Projet ass, well wien d'Situatioun um Terrain kennt, dee weess och ënner anerem, datt d'Route de Livange an och deen Deel hanne bei der Route de Mondorf, deen ass esou wäit ewech, datt déi meescht Leit, wann ee se géif froen an der Gemeng, och guer net sech emol bewosst sinn, datt dat nach ëmmer, oder bis elo vläicht nach zéng Minutten zur Réiser Gemeng gehéiert, an dann zur Beetebuerger Gemeng.

Administrativ ass et jo och schonn esou, datt dat scho säit Laangem - mengen ech, de fréiere Beetebuerger Buergermeeschter kuckt mech elo ganz streng -, op alle Fall scho laang do en Accord war, datt eben d'Waasser an esou weider schonn u Bee-

tebuerg ugeschloss war, d'Schüler oder d'Kanner an d'Schoul do gaange sinn. Et ass also am Fong nëmmen eng Evidenz, déi mer hei dann och elo entérinéiere mat engem Gesetzesprojet.

Ech géif als Réiserbänner an als Deputéierte vu menger Fraktioun hei den Accord zu deem Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Berger Merci, an als Nächste kritt d'Wuert den Här Diederich. Här Diederich, wann ech gelift.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Ech sinn net esou no bäi wéi mäi Virriedner, mä ech war awer op d'Plaz kucke bei engem Rendez-vous mam Buergermeeschter vu Réiser.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- An ech kann nëmme soen, datt ech d'Opportunitéit vun deene Korrekturen nëmme ka begréissen. Déi entsprieche jo och de concordanten Délibératioune vun deenen zwou Gemengen.

Ech géif hei dann och den Accord brénge vun eiser Fraktioun no den Délibératiounen, déi geschitt sinn ënnert der Autoritéit vun eisen zwee Kolleege Buergermeeschteren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. An entre-temps fillt och den Här Gibéryen sech erausgefuerdert. Här Gibéryen, wann ech gelift.

(Brouhaha et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e Merci un de Rapporteur. An ech wëll och soen, datt ech de Buergermeeschter vu Réiser a vu Beetebuerg gutt kennen, an ech och deen Eck do ganz gutt kennen, wou deen Tosch do gemaach gëtt. Als ale Buergermeeschter vun der Gemeng Fréiseng wësse mer, datt mer weder u Beetebuerg nach un Diddeleng ustoussen, mä do läit nach eng kleng Sträif vun der Réiser Gemeng.

D'Réiser Gemeng ass eng Grenzgemeng, déi stéisst mat 150 Meter un d'franséisch Grenz erun, an an deem Stéckelche gëtt elo getosch do. Do gëtt e Stéck vu Réiser Beetebuerg, mä et bleiwen awer nach ëmmer e puer Meter leien, fir datt d'Fréisenger Gemeng nach ëmmer net u Beetebuerg an un Diddeleng ustéisst,...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wat sécherlech schued ass fir déi zwou Gemengen.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Merci och dem Här Gibéryen. Nodeem all Riedner hei esou komplett war, ginn ech dovun aus, datt d'Regierung net méi vill ze soen huet. Trotzdeem nach d'Wuert un den Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Ech si frou, dass Dir dat esou spiert. Ech spieren dat och esou, dass an deem heite Projet eng grouss Unanimitéit war. Ech wollt awer trotzdeem dovu profitéieren, fir dem Rapporteur fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport Merci ze soen.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir festzestellen, dass mer an deem heite Projet de loi zwee Problemer léisen, dass et also en einfachen, onproblematesche Projet de loi ass, wou awer, wann ee géif d'Charte de l'autonomie communale oder d'Charte européenne vun der Autonomie communale invoquéieren, wou jo ëmmer gesot gëtt am Volleksmond, do muss elo e Referendum gemaach ginn.

An deem hei Fall ass kee gemaach ginn, well am Text, wann ech dat scho richteg wëll beliichten, vun der Charte steet: «Protection des limites territoriales des collectivités locales: Pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être entendues préalablement...» oder «consultées préalablement,...» - dat ass jo hei geschitt duerch eng Délibératioun am Gemengerot - «...éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet.» Hei an dësem Fall war dat jo ganz onproblematesch. Dofir ass dat also net geschitt.

Dofir sinn ech frou, dass mer dëse Projet konnten esou séier evakuéieren am Interessi vun deene Bierger, déi an deene Lotissementer wunnen, respektiv vun de Bierger vun deene Gemengen, wat dee ganze Waasserréseau ugeet, Drénkwaasser an Ofwaasser.

Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci och dem Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 6018 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Aktualitéitsstonn, déi d'DP-Fraktioun iwwert d'Aschoulung an den Encadrement vu Kanner, déi vun ADHS betraff sinn, ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinea 2 vum Chambersreglement festgehal a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véierelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich-Duval, den Här Bauler, den Här Fayot, den Här Adam an den Här Colombera. D'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Vertrieder vun der DP-Fraktioun. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la scolarisation et l'encadrement des enfants atteints de l'ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom)

Exposé

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, an eise Schoule falen ëmmer méi heefeg Kanner mat Verhalensstéierungen op. Genee Statistike gëtt et zu dësem Phenomeen, wéi esou dacks hei zu Lëtzebuerg, net. Gewosst ass just, datt déi betraffen Elteren a Léierpersoune sech dacks mat dësem Problem eleng gelooss spieren.

Net all Kand, dat eng Verhalensstéierung opweist, huet ADHS, dat heescht eng Aufmerksamkeitsdefizit- bezéiungsweis Hyperaktivitéitsstéierung, wéi dat an der Fachsprooch heescht. Verhalensstéierunge kënnen och op Problemer an der Famill zréckzeféiere sinn oder hu mat Ängschten ze dinn, déi ee Kand net eleng bewältegt kritt. ADHS ass keen neie Phenomeen. Dass ADHS awer als Stéierung diagnostizéiert an och deementspriechend behandelt gëtt, ass eng éischter rezent Entwécklung.

ADHS betrëfft normalerweis Kanner am Alter tëschent véier a 16 Joer. Et kann een dovunner ausgoen, datt tëschent 3 a 6% vun alle Schoulkanner am Alter tëschent véier a 16 Joer betraff sinn. Och wa sech ADHS dacks scho méi fréi bemierkbar mécht, esou gëtt dës Stéierung awer eréischt am schoulesche Kontext zu engem gréissere Problem fir dat betraffe Kand, fir seng Elteren a seng Famill, fir seng Matschüler a fir d'Léierpersonal.

Aus medezinescher Siicht soll ADHS näischt anescht wéi eng genetesch bedéngten, also ugebuere Stoffwiesselstéierung am Gehir sinn, déi zu Konzentratiounsschwieregkeete féiert. D'Kontroll iwwer sech selwer gëtt a Fro gestallt. Déi primär Symptomer sinn Opmierksamkeetsstéierungen, Impulsivitéit an Hyperaktivitéit. Zu dësen Haaptsymptomer kann een nach Niewesymptomer bäifügen, wéi zum Beispill Défaillancen an der Feinmotorik. En anert Symptom ass d'Vergiesslechkeet, also e schlecht Kuerzzäitgediechtnes, wat dozou féiert, datt d'Kand schnell iwwerfuerdert ass.

Hei muss ee ganz kloer betounen, datt dat näischt mat engem niddregen Intelligenzquotient ze dinn huet, mä just mat de Konsequenze vun ADHS, dat heescht mat der Onfäegkeet, fir Informatiounen an Erliefnisser ze verschaffen. Dozou kënnt als weidert Symptom en niddregt Selbstwäertgefill. Wéinst sengem onpassende Verhale gëtt d'Kand vu senge Schoulkolleege lénks leie gelooss, de Schoulmeeschter muss et zurechtweisen, am Schoulhaff erwëschen aner Léierpersounen et bei Streidereien. Et kënnt zum Däiwelskrees.

D'Kand huet sech net am Grëff, weess net, datt säi Verhale vun aneren net kann akzeptéiert ginn. Et weess och net, wéi et et soll besser maachen. Dat féiert nees zu Schoulangscht. An dës Angscht féiert hirersäits erëm zu inadequatem Verhalen.

Opgepasst: Genen erklären net alles! Dacks kritt e Kand d'ADHS-Etikett opgepecht ouni awer ADHS ze hunn. Et heescht dofir och den emotionale Kontext ze kucken, besonnesch doheem an der Famill. Et wier ze einfach, de Problem eleng um Kand festzemaachen. Well den Zappelphilipp kann och e Produkt vu sengem familiären Ëmfeld sinn.

E Kand, dat zum Beispill keng Bewegung doheem huet, dat verschaaft se sech an der Schoul an ass entspriechend onroueg. E Kand, dat doheem nëmme wéineg Opmierksamkeet kritt, dat wëllt se an der Klass kréien an dat behëlt sech deementspriechend.

Här President, wann trotz verhalenstherapeuteschen a psychosozialen Agréffer keng Verbesserung ze verzeechnen ass, da ginn am Fall vun ADHS dacks Medikamenter agesat. Methylphenidat, dat een zum Beispill am Ritalin erëmfënnt, ass d'Substanz, déi genotzt gëtt. D'Wierkung ass zimlech kuerz. No dräi bis fënnef Stonne mussen d'Kanner am Laf vun engem Schoulmoien eng zweet Dosis anhuelen.

Mëttlerweil gëtt et och Substanzen, déi d'ADHS-Symptomer virun allem an den éischte sechs Stonnen nom Anhuele vum Medikament bremsen. Dëst Präparat ass fir déi betraffe Kanner eng Hëllef, kënne si dach esou den Unterrecht an der Schoul besser suivéieren.

Et gëtt nieft dem Ritalin och nach aner Medikamenter, fir den ADHS ze behandelen. Do wär ënner anerem de Concerta ze nennen, dee méi eng laang Wierkung huet wéi de Ritalin, deemno also net esou dacks muss ageholl ginn. Bis elo ass et awer esou, datt dëse Produit net vun der Gesondheetskeess remboursëiert gëtt. Firwat eigentlech net? Hei kéint ville betraffene Familljen, déi souwisou scho finanziell e Kraaftakt mussen op sech huelen, fir hir Kanner an déi néideg Therapië kënnen ze schécken, séier a wierksam gehollef ginn.

D'Behandlung mat Medikamenter léist de Problem net an alle Fäll. Et gëtt ëmmer nees Fäll vun ADHS, déi esou evoluéieren, datt et onméiglech gëtt, d'Kand an enger normaler Schoulklass ze betreien. D'Léierpersonal ass wuel mat der Problematik vertraut a versicht och meeschtens alles ze ënnerhuelen, fir datt dat concernéiert Kand sech weider um Unterrecht bedeelege kann, also net direkt an eng aner Institutioun integréiert gëtt. Duerch e speziellt Verhale kann d'Léierin oder de Schoulmeeschter geziilt op d'Kand agoen an d'Reizer, mat deenen d'Kand net eens gëtt, reduzéieren.

Mir als DP mengen awer, datt et grad an dësem Beräich nach Verbesserungspotenzial an der Ausbildung vum Léierpersonal gëtt. Dofir wier ech och frou, wann d'Madame Minister eis géif soen, wéi dëse Problem an Zukunft an der Ausbildung vun den Enseignantë soll ugaange ginn.

An etleche Fäll kann d'Situatioun awer esou staark eskaléieren, datt d'Léierpersonal sech net méi selwer hëllefe kann. D'Klima an der Klass riskéiert dee Moment op d'Kopp ze geroden. En normaalt Schoulhalen ass dann net méi méiglech. All Ustrengung, fir d'Kand an den Unterrecht ze integréieren, mëssléngt, sou datt et mat Momenter oder fir méi laang aus der Klass muss erausgeholl ginn. Spéitstens da stellt sech déi nächst Erausfuerderung: Wouhinner mam Kand?

An der Famill léist sech de Problem net, och d'Eltere sinn an esou enger Situatioun villfach iwwerfuerdert. Dacks landen dës Kanner an engem Foyer. Jugendlecher kommen a schlëmme Fäll op Dräibur. Dës Ariichtunge sinn awer net op den Traitement vun ADHS spezialiséiert. Hei kann de Problem also net adequat behandelt ginn. Et feelt deemno och hei am Land u gëeegnete Strukturen.

Wann een awer weess, datt tëschent 3 a 6% vun de Schoulkanner am Alter tëschent véier a 16 Joer betraff sinn, dat kënnen hei zu Land graff tëschent 1.000 an 2.000 Kanner respektiv Jugendlecher sinn, da kann een där doter Situatioun net einfach nokucken. Iwwregens, mir sinn eent vun deene wéinege Länner, dat kaum iwwer statistesch Erhiewungen zu deem doten Thema verfügt.

Et heescht also Léisungen ze sichen, déi nohalteg sinn. Déi betraffen Elteren a Kanner brauche Begleedung vu kompetente Spezialisten. Et kann net sinn, datt mer schwiereg Fäll einfach op d'Ausland ofwälzen. Dat léist souwisou d'Fäll net alleguer. An doriwwer eraus rappt et Elteren a Kanner raimlech auserneen, wat zu weidere Problemer féiert. Ofgesi vun der raimlecher Trennung vun de Kanner an hiren Eltere stellt sech och d'Fro vum Käschtepunkt, wann ee weess, datt eng Ënnerbréngung am Ausland an der Moyenne bis zu 5.000 Euro de Mount kaschte kann.

Mir als Demokratesch Partei verlaangen dofir net nëmmen eng breet Debatt iwwert d'ADHS-Problematik an den Ëmgank domat. Mir appeléieren doriwwer eraus och un déi zoustänneg Ministèren, fir aktiv ze ginn a gëeegnet Strukturen op d'Been ze stellen, respektiv datt bestehend Strukturen, wéi de Centre thérapeutique zu Zolwer an d'Ariichtung vun der Croix-Rouge zu Bierg, déi eng exzellent Aarbecht maachen, awer nëmmen iwwer e Grappvoll Therapieplaze verfügen, ausgebaut ginn.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Wuelwëssend, datt mir hei zu Lëtzebuerg net alles eleng kënne maachen, kéint een an der Groussregioun eng entspriechend Institutioun op d'Bee stellen. Ähnlech wéi bei deem vun der Madame Brasseur initiéierte Schengen-Lycée. Et heescht och, datt mer bestehend Servicer, wéi zum Beispill déi ambulant Pédopsychiatrie an der Kannerklinik, dezentraliséieren. Mir

bräichten och esou ee Service zu Ettelbréck am Centre hospitalier du Nord. Et drängt sech och eng Dezentralisatioun vun der Familljentherapie, déi enk mat der Schoul zesummeschaffe muss, op.

Ech froen dofir d'Ministerinne fir Famill a fir d'Schoul, ob si bereet sinn, op dëse Wee ze goen? Wat fir Mesurë goufe bis ewell ergraff, fir no Léisungen ze sichen? Wat fir eng Studië goufen iwwert dëse Phenomeen hei zu Land gemaach? A wat fir engem Zäitraum kënne gëeegnet Strukturen entstoen a fonctionnéieren? Gëtt dru geduecht, de Familljecoaching, wéi e scho vun „Families First" gemaach gëtt, auszebauen, fir virun allem esou mannerbemëttelte Familljen eng Chance ze ginn, aus dem Chaos an der Iwwerfuerderung erauszefannen?

Froen iwwer Froen deemno, déi vun den zoustännege staatlechen Instanzen opgegraff musse ginn, fir deene betraffene Familljen ze hëllefen, déi sech net méi selwer hëllefe kënnen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Andrich.

Débat

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kanner mat engem ADHS-Stéierungsbild, oder sougenannten Zappelphilippe ginn oft zu Onrecht stigmatiséiert. Si ginn en net einfache Leidenswee, gradesou hiert Ëmfeld an hir méi oder manner verzweifelt Elteren, d'Famill, d'Schoul oder de Frëndeskrees. Eng vun de Schwieregkeeten ass sécherlech, fir esou fréi wéi méiglech eng kloer Diagnos vun dëser psychescher Stéierung, déi schonn am Kandsalter ufänkt, ze erstellen.

Et handelt sech hei ëm e multifaktoriellt a komplext Stéierungsbild mat enger gewëssener ierflecher Virbelaaschtung an engem Dysfonctionnement um Niveau vum neurobiologesche Stoffwiessel, gezeechent, wéi mer elo grad héieren hunn, duerch verschidde Symptomer, déi ech net méi opzielen.

Och d'Ëmfeld, d'psychosozial Facteure, souwéi relationell a Kommunikatiounsgegebenheeten an der Famill spille mat. Doriwwer eraus kënne sech awer nach weider psychesch Symptomer entwécklen, an d'Kanner hunn net ëmmer eng puer ADHS-Symptomatik.

Et kann awer och net einfach all Problem, deen ee bei engem Kand begéint, an den ADHS-Tirang klasséiert ginn. Et ass also äusserst Virsiicht a Gewëssenhaftegkeet bei der Diagnos gebueden, wouzou och eng genee Erfaassung vun der Virgeschicht, dat heescht eng detailléiert Anamnèse gehéiert. Dräi bis fënnef Prozent vun alle Kanner weise Symptomer am Sënn vun ADHS op, an d'Jonge sinn dräi- bis véiermol méi heefeg betraff wéi d'Meedercher. Dat ka souguer bis an den Erwuessenenalter undaueren.

Jee no Schwéieregrad vun deem Stéierungsbild muss eng multimodal Approche ugewannt ginn, dat heescht eng Therapie, déi sech aus eenzelnen Elementer zesummesetzt, déi jee no Bedarf wéi Bausteng individuell kënne kombinéiert ginn, déi dem Kand dann esou wäit wéi méiglech soll en normaalt Liewen erméiglechen.

Engersäits hu mer eng medikamentös Therapie, déi awer net fir all betraffent Kand erfuerdert ass, mä déi, jee nodeems, d'Kand eréischt opnahmefäheg mécht, fir eng aner Therapie unzegoen. Do gëtt meeschtendeels längerfristeg de Wierkstoff Methylphenidat verschriwwen; fir ëmmerhin ëm déi 1.500 Kanner hei zu Lëtzebuerg. Entre-temps gëtt et nach en neit Medikament, an zwar Strattera, dat net ënnert d'Stupéfiantsgesetz fält.

Anerersäits hu mer eng ganz Rei Therapien, vun der Spilltherapie iwwert d'Psychomotorik an Ergotherapie bis zur Verhalenstherapie an de soziale Kompetenztraining. D'sozial Kompetenze kënnen awer och iwwer eng Integratioun a verschiddene Veräiner gefördert ginn, wéi Gesang, Theater, Musekksschoul, Jugendveräiner oder Sport, esou Reiden, Schwammen, Kampfsport. Doduerch fillt d'Kand sech net esou stigmatiséiert.

Wéi steet et mam Schoulparcours? De Schoulparcours vun deene betraffene Kanner ass oft schwiereg, wann och déi grouss Majoritéit an hirer Schoul kënnen ageschoult bleiwen. Si falen an der Klass op, stéieren den normalen Oflaf vum Unterrecht. Verschidde Symptomer riskéiere souguer sech ze verstäerken.

Am Kader vun der Schoul verfüge mer zënter der Schoulreform iwwert de Réseau vun de multiprofessionellen Équipen, wat jo déi fréier Services de guidance de l'enfance zesumme mam Service rééducatif ambulatoire, besser als SREA bekannt, an nach anerer sinn.

Jee no Schwéieregrad vun de Symptomer a jee no Alter muss gekuckt ginn, ob aner Schoulprojete mam Kand mussen ugaange ginn, an opgrond vun engem Dossier, deem vun der Commission vun der Inclusion scolaire, wou och d'Eltere mat agebonne ginn, kuckt déi national Commission médico-pédagogique, ob d'Kand soll eng Spezialschoul vum differenzéierten Unterrecht besichen hei zu Lëtzebuerg oder souguer an en Institut an d'Ausland goen, wou de Stat d'Käschte kann iwwerhuelen.

Et ass ganz wichteg, dass d'Lehrpersonal an all déi concernéiert Professionell iwwert d'Kenntnisser zur ADHS-Stéierung verfügen. Ech wëll drun erënneren, datt schonn 2003 eng CD „ADS in der Schule" vum SCAP, dem Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice mat Hëllef vum Éducatiounsministère erauskomm ass, dee sech un d'Léierpersonal, dat éducatiivt Personal an un d'Elteren adresséiert.

Wéi kann den Encadrement soss nach garantéiert ginn? Den Encadrement duerch d'Elteren ass e Pilier an deem Ganzen. Hei gehéieren Erzéiungskonzepter, ugefaang mat der Opklärung vum Kand iwwer seng Stéierung, iwwer kloer Erzéiungsregele mat engem strukturéierten Dagesoflaf, ouni d'Kand ze iwwerfuerderen, eng positiv Approche, déi et him och erméiglecht, emol eng Auszäit ze huelen, wou et sech nees ka berouegen, bis hin zur Förderung vu senger Selbstständegkeet. Eng seriö Informatioun vun den Elteren iwwer ADHS an Elterentraining si gradesou wichteg.

Mir hunn zu Lëtzebuerg eng breet Palett vu Strukturen, wéi zum Beispill Berodungsservicer, déi mam Ministère de la Santé respektiv mam Familljeministère conventionnéiert sinn. Och de Service vun der Jugendpsychiatrie um Kierchbierg an de Service de pédopsychiatrie am Centre hospitalier huele sech där Problematik un, nieft deene ville Selbstständegen.

Ech wëll awer virun allem op de SCAP hiweisen, dee vum Éducation-nationales-Ministère ënnerstëtzt gëtt, an dee sech besonnesch deene betraffene Kanner zwësche véier an 18 Joer unhëlt, fir d'Diagnos an d'Behandlung; leider mat zimleche Waardendélaien. Deen huet och zwou Antennen zu Tandel an zu Housen.

Ganz oft gëtt den Airtramp als therapeutescht Mëttel agesat. Do gëtt et eng extra Formatioun vun 20 Stonnen iwwert de SCRIPT, de Service de Coordination de la Recherche et de l´Innovation pédagogiques et technologiques ugebueden. Ervirzesträichen ass, dass mer hei am Land entre-temps iwwer e quasi flächendeckend Netz vun Airtrampe verfügen, déi entweder vum Stat, de Gemengen oder privaten A.s.b.l.e bedriwwe ginn.

Ofschléissend stelle mer fest, datt et hei also scho vill Méiglechkeete gëtt, fir deene Kanner mat ADHS-Syndrom ënnert d'Äerm ze gräifen. Besonnesch wichteg ass et awer dofir, eng beschtméiglech Koordinatioun vun deene verschiddenen Hëllefsmoossnamen, Intervenanten an deenen zur Verfügung stellende Lokaler, souwéi d'Vernetzung och vun der schoulescher an der ausserschoulescher Betreiung, mam Zil vun enger schoulescher a sozialer Integratioun.

Weider wär ze iwwerpréifen am Verglach mam Ausland, ob verschidde Leeschtunge vun hei oder am Ausland net och misste vun der Gesondheetskeess iwwerholl ginn. A sécherlech wäert och d'Reform vun der Schoulmedezin, déi mer deemnächst an der Chamber hei wäerten diskutéieren Hiert derzou bäidroen, dass d'Diagnos vum ADHS wéi vun anere gesondheetleche Problemer méi fréizäiteg a méi differenzéiert ka getraff ginn, well si setzt op eng verstäerkt Zesummenaarbecht vun allen Acteuren an der Schoul.

M. le Président.- Madame Andrich, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Jo, ech hunn nach ee Saz.

D'Formation continue, souwuel vum Léierpersonal, vun den Acteure vun der Schoulmedezin an deenen anere Professionelle soll onbedéngt verstäerkt ginn, an och soll déi wëssenschaftlech Recherche zu deem Thema gefördert ginn an op internationalem Niveau suivéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen Iech och Merci, Madame Andrich, a ginn dann d'Wuert weider un den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, dat Thema, dat den Här Bauler de Mëtteg op den Ordre du jour setze gelooss huet, ass relativ rezent. Hyperaktivitéit mat Opmierksamkeetsdefizit ass laang net systematesch diagnostiquéiert a behandelt ginn, a sécher gëtt et och nach vu Fall zu Fall grouss Ënnerscheeder, wat d'Behandlung ugeet.

Zu Lëtzebuerg kann ee soen, dass fir d'éischt privat Associatiounen, oft ënnert dem Impuls vun Elteren, déi dovunner betraff waren, a vu Spezialisten, déi sech méi spezifesch dorobber spezialiséiert hunn, sech dorëm bekëmmert hunn. Si maachen dat och haut nach. An et muss een op jidde Fall deen Engagement vun deenen Associatioune vun ënnen erop dankend zur Kenntnis huelen. Déi hu ganz vill Informatioun verbreet; och mam Internet war dat méiglech. A si hunn och Kontakt zwëschent den Elteren an de Spezialisten hiergestallt. Et ass also eng Manéier, fir vun ënnen erop vun dem Thema op eppes opzebauen. An ech fannen dat relativ exemplaresch.

Wat d'Kanner am Schoulalter ugeet, huet d'öffentlech Hand sécher och eng Verantwortung vis-à-vis vum ADHS, an zwar géif ech mengen op dräi Pläng. Den éischte Plang ass dee vun der Diagnos, den zweeten ass dee vun der therapeutescher Behandlung, an den drëtten ass dee vun der schoulescher Integratioun.

Wat d'Diagnos ugeet, kann ee soen, dass wann den ADHS bei engem Kand net oder schlecht diagnostizéiert gëtt, da kann och keen Traitement verfollegt ginn. An dat ka bleiwend Problemer fir d'Schoulcarrière selbstverständlech fir d'Kand a fir säi ganzt Liewen hunn. D'Konsequenzen, zum Beispill, kënnen Depressioune, Verhalensschwieregkeeten, bis hin zu bleiwende kierperleche Schied sinn. Dofir e relativ fréien a wëssenschaftlech exakten Dépistage ass déi éischt an absolut Konditioun, fir dësem chroneschen Defizit bäizekommen.

Mir hunn zu Lëtzebuerg keen allgemenge psychologeschen Text vun alle Kanner virun hirer Scolarisatioun. ADHS kann also gewéinlech nëmmen am Elterenhaus oder an der Schoul, eventuell och vum Hausdokter, detektéiert ginn. Ideal läit den Alter dofir zwësche sechs a siwe Joer. D'Diagnos soll op jidde Fall vu Professionelle virgeholl ginn. An op jidde Fall muss se wëssenschaftlech seriö sinn, a si muss prezis genuch sinn, fir dass eng zilorientéiert a professionell Therapie drop fondéiert ka ginn.

Et ass sécher - do sinn ech mat de Virriedner d'accord - net onwesentlech, dass d'Léierpersonal a senger Formatioun och Elementer vu Wëssen iwwert den ADHS an aneren Handicape bei Kanner huet. Dofir spillt d'Léierpersonal sécher och eng gewësse Roll an där Phas vun der Diagnos.

Wat d'Behandlung ugeet, esou gëtt et sécher net datselwecht Allheelmëttel fir all Kand, dat ADHS huet. Den Traitement ass sécher individuell. E muss stänneg kontrolléiert an ugepasst ginn. Wat dësen Traitement ugeet, begräift en och sécher eng Verhalenstherapie net nëmme fir d'Kanner, mä och fir d'Famill, an der Schoul also, an och doheem.

Wat d'Schoulcarrière vun esou engem Kand ugeet, esou ass jo ons allgemeng Approche hei zu Lëtzebuerg, dass Kanner mat engem Handicap net ausgegrenzt ginn, mä dass se an der normaler Schoul integréiert ginn. Dat ass natierlech méi séier gesot wéi gemaach. Dat bedéngt engersäits vum Léierpersonal eng differenzéiert Approche. Dat heescht, wann e Kand mat ADHS Upassungen am Laf vum Schouldag muss kréien, zum Beispill, wann et Mangel vu laanger Konzentratioun huet.

En anere ganz schwieregen Aspekt ass dee vun der Interventioun vun Institutioune vu bausse respektiv vum Geriicht, wann d'Schoul oder d'Famill net méi eens mat deene Kanner ginn. An extreme Fäll gëtt de Placement vum Jugendgeriicht ordonnéiert. Dat kann en Drama fir eng Famill sinn, wann Décisiounen iwwert de Kapp vun de Familljen ewech geholl ginn. An dofir ass et wichteg, dass de Kontakt mat den Eltere bestoe bleift. An d'Eltere musse gehollef kréien, fir sech op d'Kand anzestellen a fir seng Erzéiung weider och responsabel ze sinn.

Ech erënneren och drun, dass duerch d'Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert den Office national de l'enfance d'Kanner an d'Familljen a schwierege Situatioune gehollef kréien. Et soll do e Guichet ageriicht ginn, wou d'Elteren an d'Kanner sech kënne riichten.

Här President, onse Stat huet elo schonns verschidden Interventiounsméiglechkeeten. Ech wëll se net hei opzielen, d'Madame Andrich huet der eng ganz Partie dovunner opgezielt. Et ass also net, dass mer näischt hunn. Mä et leeft munches laanschteneen. Et muss also méi zesummegeschafft ginn zwëschent de Ministèren. Et sinn der dräi, déi do kënnen a Fro kommen: d'Spezialisten um Terrain, d'Léierpersonal an d'Elteren. D'Ulafstatioune musse kloer definéiert ginn, a virun allem mussen d'Spezialisten ënnereneen eens sinn, wa se eppes iwwer Kanner décidéieren.

Dat wär, Här President, onsen innegste Wonsch un d'Regierung, fir dass déi Koordinatioun esou gutt wéi méiglech geschitt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här President, wat musse mir, d'Politik, ënnerhuelen, fir den Encadrement vun de Kanner, déi méi oder manner staark Symptomer vun engem Opmierksamkeetsdefizit an/oder vun Hyperaktivitéit opweisen, ze verbesseren? Ze verbesseren, well dësen Encadrement am Moment net gutt ass.

Éischtens, mir brauchen eng breet Opklärung iwwer ADHS. Dat geschitt duerch esou Aktioune wéi déi vun haut de Mëtteg. Duerfir Merci un den honorabelen Här Bauler, datt en déi Initiativ hei ergraff huet. Dat geschitt och duerch d'Medien. Dës Woch ass zum Beispill am „Stern" en interessanten Artikel iwwert d'Kanner: Jongen, déi e Summer zwee Méint laang op enger Alm waren, kee Ritalin oder ähnleches méi geholl hunn an interessant an nohalteg Erfahrunge gemaach hunn. Dësen Dënschdegowend war e Reportage iwwert déiselwecht Aktioun um ZDF. Interessant, awer eleng mat esou Aktioune kréie mer d'Situatioun och net an de Griff.

Firwat eng breet Opklärung? Et gëtt eng Rei Méiglechkeeten, de Kanner mat ADHS an hiren Elteren ze hëllefen. Déi Méiglechkeete solle bekannt gemaach ginn, fir datt d'Gesellschaft am Allgemenge besser op dës Kanner reagéiert. ADHS-Kanner sinn, wéi all Kanner, sensibel, brauchen eventuell méi strikt Regelen, wou se sech kënnen am Alldag an an der Schoul drun upaken, brauche vill Empathie.

Wat kënne mer fir déi Kanner, déi just eng Rei Symptomer vun ADHS opweisen, maachen? Kanner also, déi net richteg nolauschtere kënnen, déi sech immens schnell oflenke loossen, déi ganz villes ver-

giessen, déi sech net konzentréiere kënnen, déi onmoosseg laang fir hir Aarbecht brauchen, an/oder Kanner, déi zappeleg, wibbeleg sinn, déi net waarde kënnen, bis si un der Rei sinn, déi an der Klass opstinn, wou se eigentlech misste sëtze bleiwen? Esou Kanner gëtt et ganz vill an eise Schoulen.

D'Léierpersonal misst sech mam Phenomeen ADHS vertraut maachen, souwuel an der Formation initiale wéi an der Formation continue. Esou Kanner brauche ganz vill Struktur, Regelen, eng gutt organiséiert Klass. Och Elterenaarbecht ass hei ganz wichteg. Eltere mussen och léieren, eventuell manner Grenzen ze setzen, déi Grenzen duerfir awer ëmsou méi konsequent anzefuerderen.

D'Madame Minister huet viru Jore gemengt, d'Léierpersonal wär net gutt genuch ausgebilt an et misst an der Grondausbildung méi an deem Beräich gemaach ginn.

Ass dat och nach haut Är Meenung, Madame Minister? Ech hu bei der Formation continue vum SCRIPT nogesicht a keng Formatioun zum Thema ADHS fonnt. Ass keen Interessi beim Léierpersonal do? Dat wär jo eigentlech erstaunlech. Ëmmerhin - a Virriedner hunn et scho gesot - kënne mer dervun ausgoen, datt eng dräi bis fënnef Prozent vun de Schoulkanner mat engem Opmierksamkeetsdefizit mat oder ouni Hyperaktivitéit betraff sinn.

Da gëtt et Kanner, bei deenen d'Symptomer vun ADHS sech zimlech hefteg an der Famill an am schouleschen Ëmfeld weisen. Wa bei der Stuf virdrun Hëllef wëllkomm ass, da gëtt an dësem Fall Hëllef vu baussen eng Noutwendegkeet. An do gesäit et éischter schlecht aus mat der Hëllef vu baussen. Et gëtt zu Lëtzebuerg nëmme ganz wéineg Méiglechkeeten, wou concernéiert Eltere sech kënnen hiwenden. D'Therapieplazen zu Lëtzebuerg sinn esou rar wéi déi wäiss Mais.

An deem Zesummenhang, Madame Minister, wäre mer frou, wann Der eis géift soen, wéi Der Iech d'Zukunft vum SCAP virstellt. Soll de Service de Consultation et d'Aide Psychomotrice, bekannt ënner anerem och fir seng laang Waardezäiten, weiderhi vum Aktiounskrees fir Psychomotorik géréiert ginn? Oder denkt Der drun, de SCAP an d'Édiff ze integréieren? Soll de SCAP ee feste Bestanddeel vun der Grondschoul ginn? Vläicht hutt Dir och wëlles, de SCAP einfach un de Familjeministère ofzetrieden. Mir fannen all déi Méiglechkeeten net gläichwäerteg gutt, sinn awer haut emol un Ärer Meenung interesséiert.

Da gëtt et nach déi medikamentös Behandlung. Selbstverständlech si mer skeptesch, wat déi medikamentös Behandlung mat Ritalin oder ähnlechem vun ADHS-Kanner ugeet. Mir gesinn doran eng Symptombekämpfung, iwwert där hir Nohaltegkeet an Niewewierkunge keng geséchert Erkenntnisser bestinn. Mir wëssen awer och, datt vill Eltere sech hirer Hänn kee Rot wëssen a feststellen, datt mat Hëllef vu Medikamenter hiert Kand besser an eisem Schoulsystem bestoe ka wéi dersonner.

Mir kënnen also Verständnis opbrénge fir deen Eenzelnen, kucken awer mat Suergen op déi grouss Zuel vu Kanner, déi mat Ritalin oder ähnlechem duerch d'Schoule geschleist ginn. Ritalin ersetzt keng Therapie a mécht och keng Therapie iwwerflësseg.

An deem Kader sief och erlaabt, Madame Minister - an ech sinn och frou, datt de Gesondheetsminister do ass -, un eng scho laang iwwerfälleg Reform vun der Schoulmedezin ze erënneren, déi net nëmme fir den Ëmgang mat der ADHS-Problematik kéint Hëllef bréngen, wou mer schonn eng Zäit drop waarden.

Schlussendlech a véiertens, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëtt et nach déi ganz schwéier betraffe Kanner. Ech weess net, ob een hei nach just vun ADHS-Kanner ka schwätzen. Gemengt sinn op alle Fall déi Kanner, deenen hiert Verhalen esou extrem ass, datt si wéinstens zäitweis mussen aus hirer Klass geholl ginn. Och hei besteet en akute Mangel un Therapieplazen. Mir falen der eigentlech just zwou an: de Centre thérapeutique zu Zolwer an de Centre thérapeutique Kannerhaus Jean zu Bierg.

Dës Strukture mussen ausgebaut ginn, a mir bräichte méi esou Strukturen, och op villen anere Plazen am Land. Datselwecht gëllt och fir d'Therapieplaze fir Kanner a Jugendlecher an de Spideeler. Den Här Bauler huet zu Recht vun Ettelbréck geschwat. Mä och doriwwer eraus bräichte mer nach méi esou Plazen, fir Krisesituatiounen opzefänken. Wéini maache mer, Madame Minister, mat Äre Regierungskolleegen Neel mat Käpp an deem Dossier hei?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als nächste Riedner kënnt den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et kann een hei ganz vill soen iwwer ADHS. Fir d'éischt wëll ech gär feststellen, dass schonn 1848 den Dokter Heinrich Hoffmann a sengem Buch „Struwwelpeter", dee jiddweree scho gelies huet, den Zappelphilipp beschriwwen huet. De Jong, deen un der Dëschdecken do gezunn huet. Op eemol loung e mat der ganzer Zopp um Buedem. Also, wéi gesot, dee ganze Phenomeen vun ADHS, dee war schonn deemools bekannt. An ech bedaueren, dass dat elo hei esou stiliséiert gëtt, dass dat elo stigmatiséiert gëtt. Et war schonn do.

Et gëtt keng Analys, Dir Dammen, Dir Hären, sief et d'Bluttanalys oder d'Röntgenanalys, déi objektiv op Basis vu Modifikatiounen eng Diagnos vun ADHS zertifizéiert. Dat Eenzegt, op, op wat ee sech baséiert, sinn d'Symptomer. Wéi zum Beispill kee Sëtzlieder hunn, keng Konzentratioun, vill schwätzen, vill mat den Hänn fuchtelen. Ech stellen hei d'Fro: Wéi ass et mat der Akzeptanz?

Wann een d'Italiener hëlt, Dir Dammen an Dir Hären, déi bei engem Discours mat den Hänn do fuchtele lénks a riets, da muss ee schléissen, dass ganz Italien ADHS huet,…

(Hilarité)

…well do gëtt dat akzeptéiert. An hei, wann een e bëssen esou Gestik mécht an der Schoul, dann ass ee schonn direkt etikettéiert. Also passe mer ganz gutt op.

Här Fayot, ech wëll Iech soen, et gëtt kee wëssenschaftleche Kritär, fir ADHS als Krankheet oder psychiatresch Krankheet anzestufen. Et gëtt nëmme subjektiv Kritären, déi drop schléissen, dass ee Kand eng Verhalensverstéierung huet. Zum Beispill ee Kand an der Schoul, dat de Cours stéiert, dat gëtt direkt mat ADHS etikettéiert.

Statistesch gesinn, sinn an all Klass eent bis zwee Kanner mat ADHS. Wat bedeit, dass all Enseignant a Psycholog am éducative Beräich an hirer Ausbildung Kompetenze misste kréien, déi se awer net hunn, fir dës Kanner am Kader vun engem integrativen an inklusiven Unterrechtskonzept adequat ze betreien. Et ass d'Prioritéit.

Dës Prise en charge gehéiert net an eng Spezialschoul fir ADHS-Kanner, well hei hir sozial Marginaliséierung nëmmen nach méi grouss gemaach gëtt. Eng Ausnahm wäre sougenannte Mini-Noutklassen, wou een déi ADHS-Kanner fir den Zäitraum vun enger Kris, wou speziell geschoultent Personal géif opfänken, fir d'Reintegratioun an eng normal Klass kënne virzebereeden.

Mir hunn déi lescht Jore bis zu 5.000 Schüler an d'Belsch, an Däitschland a Frankräich do an hir Schoulen exportéiert, an hei läit de Problem, Madame Ministesch. Wat wëllt Der do gär ënnerhuelen, fir dëse Problem ze léisen a fir do aneschters virzegoen?

Fir hei Remedur ze schafen, musse mir éischtens dëse Kannerexodus quantitativ a qualitativ analyséieren an duerch e korrekte pedagogesche Suivi reduzéieren. Mir mussen am Fondamental an am Secondaire déi néideg schoulesch pedagogesch a schoulesch psychologesch Exploratioune maachen an net privatfinanzéierte Pedagogen a Psychologen iwwerloossen. Dat kascht een Heedegeld. Dat muss ech Iech hei soen.

M. le Président.- Här Colombera, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, ech kommen, Här President.

Wann d'Medikamenter solle gebraucht ginn, da sollen déi och wann ech gelift vun der Gesondheetskeess rembourséiert ginn. An déi politesch a schoulesch Verantwortlech musse vill méi oft de Rot vu medezineschen, pedagogeschen a psychologeschen ADHS-Kompetenznetzwierker, déi sech zënter Joren ëm eis Kanner bekëmmeren, an Usproch huelen.

Här President, ech bedaueren, dass ech hei net méi Zäit hunn, fir ze schwätzen. Ech géif awer héiflech d'Ministesch oder den Här President vun der Éducationskommissioun, den Här Fayot bieden, d'Madame Ministesch eng Kéier ze invitéieren. Mir kéinte méi driwwer schwätzen. Et gëtt méi Léisungen. Leider kann ech hei net weiderschwätzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Dat ass, well mer keng Zäit haut de Mëtteg hunn.

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci fir seng Ried a ginn dann d'Wuert weider un d'Regierung. D'Madame Schoulministesch Mady Delvaux-Stehres huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng interessant Debatt, déi de Mëtteg lancéiert gëtt, an ech fannen, no deenen éischte véier Interventiounen hunn ech geduecht, majo eigentlech brauch ech näischt méi ze soen, well et besteet e grousse Konsens. Et ginn awer elo e puer Saachen, déi ech wollt richtegstellen an den Aussoen, déi hei gemaach gi sinn.

Mä allgemeng wéilt ech ënnersträichen, dass mer am Ministère vun der Éducation nationale ëmmer méi oft Kanner gemellt kréien, déi an der Schoul opfalen, well se Lernbehënnerungen hunn, Verhalensstéierungen, oder well se sech net gutt an der Schoul integréieren. Dat ass, wann ech och mat Experten, och aus dem Ausland schwätzen, dat schéngt e Phenomeen vun der Zäit ze sinn. Mir sinn eng Gesellschaft, déi villlieweg ass. D'Strukture sinn net méi esou kloer, an och d'Exigenzen. D'Kanner liewen a méi komplizéierte Verhältnisser, sou dass dat eng Tendenz ass, wat steigend ass.

Et ass also scho richteg, dass mer eis Gedanke maachen. Wat fir eng Schoul a wéi eng Strukture ronderëm musse mer organiséieren, fir eben de Problemer vun deene Kanner ze begéinen?

Wann ech elo dat, wat ech an deene Joren hei geléiert hunn, iwwer all déi Kanner, da weess ech just, dass et vill Etikette gëtt fir verschidde Saachen, an et ass oft net einfach, sech als Netspezialist zwëschent deene verschiddenen Definitiounen do erëmzefannen. Well net all Kand, wat eng Lernbehënnerung huet, huet ADHS. A bei all Kand, wat Verhalungsstéierungen huet - kënnen och verschidden Ursaachen à l'origine dovunner sinn, sou dass ech géif soen, haut behandele mer e ganz klengen Deel vun all deene Froen, déi sech am Zesummenhang mat deene Kanner stellen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Mir soen d'Experten, dass et eigentlech theoretesch op d'mannst relativ einfach wär, fir ADHS ze diagnostizéieren, contrairement zu deem, wat mäi Virriedner hei gesot huet, mä dass ganz oft ADHS mat anere Lernbehënnerungen zesummegeet. An och steet fest, dass, wat d'Intelligenz vun de Kanner méi grouss ass, wat et méi einfach ass, mat de Symptomer vum ADHS ëmzegoen. ADHS kritt ee jo, wéi mer wëssen, net ganz ewech. Et kann een et behandelen, et kann een e Kader schafen, fir dass een domat ëmgeet. A wat d'Kand au départ méi Chancen huet, geet een och méi einfach mat de Symptomer ëm.

Och gëtt gesot, medikamentös Behandelung ass een Instrument, wat agesat gëtt, wat awer net d'Äntwert ass op all Froen, déi et gëtt. An et ass och net all Kand, wat eng Lernbehënnerung huet, wat soll medikamentös behandelt ginn. Dofir ass de richtegen Diagnostic scho wichteg, fir dass net à tort et à travers Medikamenter verschriwwe gi fir Kanner, wou et eigentlech kee Wäert huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Well mir kennen déi Détresse, déi Situatioun vun deene Kanner, déi an der Schoul dann oft eréischt opfalen, oder loosse mer soen, wa se ageschoult ginn. Da ginn déi Symptomer, déi se virdrun haten, méi als stéierend emfonnt, well se jo da mussen an enger Communautéit mat anere Leit zesummeliewen.

An ech ka just soen, ech erliewen immens vill Kanner an der Détresse. Elteren, déi dramatesch Situatiounen erliewen, an och Enseignanten, déi ëm Hëllef ruffen. An dat ass jo och d'Ursaach, eng vun den Ursaachen, dass d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Grondschoul ebe virgesäit, dass mer Services ressources schafen, déi an der Schoul kënnen intervenéieren, déi och en Diagnostic kënne maache bei deene Kanner, déi an der Schoul sinn. Och fir den Elteren dee Wee ze erspueren, dass se vun enger A.s.b.l. a Centre musse bei deen anere lafen, fir dass een hinne seet, wéi hinne ka gehollef ginn.

Dofir, d'Services ressources ronderëm d'Schoul ausbauen, dat ass een Objektiv.

Hei ass vill vum SCAP geschwat ginn. De SCAP huet eng Pionéieraarbecht gemaach, zu Zäiten, wou nach keen iwwer ADHS zu Lëtzebuerg geschwat huet. Ech wollt deenen Initiateuren dovunner wierklech mäi Respekt soen an an hirem Numm alleguer der Madame Everling, déi jo am Fong den ADHS hei zu Lëtzebuerg zum Thema gemaach huet an déi de Porteparole vun den Iwwerleeungen ass.

De SCAP huet eng Konventioun mam Ministère de l'Éducation nationale. Et ass net Rieds, dass d'Famille dee sollt iwwerhuelen. Mir haten eng Réunioun mat der Madame Jacobs. Si ass och guer net interesséiert, fir deen onbedéngt ze iwwerhuelen. Well et ass e Service, deen zur Schoul gehéiert an dee ronderëm d'Schoul intervenéiert.

Ech hunn och d'Subventiounen, déi d'Regierung dem SCAP gëtt. Déi ass vum Joer 2000 op d'Joer 2010 - et huet ee sech ameséiert, fir dat auszerechnen - 842,97% an d'Luucht gaangen. Dat ass eng Progressioun, wéi wéineg Budgetsartikele se hunn. Dat waren am Joer 2000 63.700 Euro an dat sinn der elo 536.800 Euro, déi mer Subventiounen dem SCAP ginn.

De SCAP beschäftegt eng ronn zéng Leit an huet ganz vill Dokteren, déi och bei hinnen intervenéieren, fir den Diagnostic ze stellen. D'Zukunft vum SCAP: Ech verheemlechen och net, dass ech dem SCAP d'Offer gemaach hunn, fir si ze integréieren, ze iwwerhuelen am Ministère, dass dat e Service wär, deen a mengen Aen zu der Offre scolaire gehéiert. Ech muss awer soen, dass déi Propositioun net op fruchtbare Buedem gefall ass.

De SCAP gëtt organiséiert vun engem Conseil d'administration, deen och verschidden, ganz prezis Vuen huet, sou dass mer an deenen Diskussiounen net weiderkomm sinn. Wat awer net heescht, dass een net muss Leit, déi eng Formatioun hunn, déi also kënnen och ähnlech Servicer ubidde wéi déi, déi am SCAP ugebuede ginn, dass mer déi solle rekrutéiere fir d'Équipe multiprofessionnelle ronderëm d'Schoul.

De Moment huet de SCAP jo, wéi gesot, Antennen am Land, an et sinn am Joer 2009 ronn 500 Kanner vum SCAP en charge geholl ginn an iwwer 4683 Séancen, dat si jo Consultatiounen, mä et sinn awer och Gruppen, fir ze hëllefen, Training an esou weider.

Derniewent gëtt et dann aner Associatiounen, déi aktiv sinn, an och eng Associatioun, déi sech ganz vill ëm d'Eltere këmmert. Dat ass „Spontan". Dat sinn also eigentlech Erwuessener, déi als Kand ADHS haten, déi et nach ëmmer hunn, mä déi ebe mat de Symptomer eens ginn an déi eng ganz interessant Elterenaarbecht

maachen an och eben eng Hëllefstellung si fir Elteren, déi Kanner hunn, déi ADHS-Symptomer opweisen.

Ech deelen d'Ausso vu menge Virriedner, dass et ganz wichteg ass, dass an der Formation initiale Wëssen iwwer Lernbehënnerungen an eben och iwwer ADHS vermëttelt gëtt. Dat stoung och an deem Profil, deen de Ministère vun der Éducation nationale ausgeschafft hat, de Profil vum Enseignant, deen en der Uni ginn huet: Wat hätte mir gär, dass e Schoulmeeschter, eng Léierin un Initialformatioun matbréngt?

Ech muss soen, dat ass no villen Aussoen net esou ëmgesat ginn an der Formatioun, déi op der Uni Lëtzebuerg viru véier, fënnef Joer ugelaf ass. Mir sinn awer elo erëm an de Gespréicher, well d'Uni jo envisagéiert, an net nëmmen envisagéiert, mä drun ass, d'Formatioun ze reforméieren op Basis vun deene Feedbacken, déi se kritt huet, fir dann ebe verstäerkt dës Dimensioun mat eranzehuelen.

Wat d'Formation continue ugeet, verstinn ech dem Här Adam säi Problem, dass en d'Formatioun net erëmfonnt huet um Site vum SCRIPT. Ech hunn et nämlech och gesicht an hunn et net fonnt. Dunn hunn ech den Tëlefon geholl an dunn hunn ech gefrot: Wéi ass dat mat där Formatioun?

Et gëtt Formation continue ugebueden am SCRIPT fir d'Enseignanten, an - dat ass nei - mir hunn eng Zesummenaarbecht mat der Famille, och fir Éducateuren, déi an de Maisons relais schaffen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat ass geheim!

(Interruption)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Also, wahrscheinlech si mir zwee net esou begaabt, fir um Internet ze surfen, fir dat erëmzefannen!

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech géif dat elo mol esou formuléieren.

(Interruptions)

Also, déi Formatioune lafe wéi all Joer. Mä derniewent huet d'Édiff speziell Formatioune fir déi Leit, déi an de Centres, also an de Servicer vun der Édiff schaffen an de CPOS huet och speziell Formatioune fir Leit, déi an de SPOSen an am CPOS schaffen.

Ech hunn och d'Lëscht vun den Inscriptiounen. Ech muss allerdéngs soen, dass déi Formatiounen, déi sech allgemeng un d'Enseignanten adresséieren, dass do elo net een immense Rush an den Inscriptiounen ass, fir esou Formatiounen unzehuelen. Dat ass da meng Schold, well mir dëst Joer gesot hunn, et gëtt verschidde Formations prioritaires. Dat ass elo d'Ëmsetzung vum neie Gesetz, esou dass ech soen, mir hu jo een immensen Zouwuess u Formation continue, dass déi Leit sech dann elo fir d'éischt an déi Formatioun aschreiwen.

Da gëtt et e ganze Koup Leit - och zu Lëtzebuerg -, déi sech mam Sujet vill niewebeschäftegen an och Artikele schreiwen, notamment an Zeitunge vun Enseignanten. Ech hunn een Artikel vum Här Nicolay, deen 2010 an enger Zeitung erschéngen ass, vun de Gewerkschaften, a wou en am Fong ganz vill nëtzlech Tuyaue gëtt, fir ze soen, wann ech Kanner mat ADHS oder Lernbehënnerung an der Schoul hunn: Wat kann ech maachen am Unterrecht?

Well dat eent ass, déi Kanner extra ze betreien. Dat anert ass, wa se integréiert sinn an der Schoul, mussen natierlech och déi Leit, déi all Dag mat hinnen ze dinn hunn, déi keng Spezialiste sinn, déi mussen och eng Struktur an der Schoul halen, schafen, fir dass d'Kanner eens ginn. A wann Der déi Saache liest, da sot Der am Fong, dass dat all Kand zeguttkënnt.

Dat heescht, dass ee kloer Strukturen huet an der Schoul, dass ee Pause mécht, dass een de Kanner erlaabt, vun Zäit zu Zäit sech ze bewegen. Well mer jo wëssen, dass d'Gehir da besser duerchblutt ass an dass et da besser weidergeet. Dat sinn also ganz einfach Saachen, déi ee ka maachen, fir deene Kanner, déi liicht de Symptom hunn, d'Liewen an der Schoul méi einfach ze maachen.

(Interruption)

Och do gëtt et eng ganz Rei Formations continues, déi dat ubidden.

An da kënnt d'Fro vun de Kanner, déi hei zu Lëtzebuerg keng Äntwert fannen op hir Beschoulung. Do wollt ech awer déi maßlos Iwwerdreiwung, déi hei ugefouert ginn ass, ofhuelen. Normalerweis gesäit eis Prozedur vir, dass e Kand, wat Schwieregkeeten an der Schoul huet, wou signaléiert gëtt, gëtt en Diagnostic gemaach an da gëtt an der Commission d'inclusion scolaire e Plan individualisé de prise en charge. Do sinn dann d'Moossnamen dran, déi mam Kand gemaach ginn, fir dass et kann an enger normaler Schoul integréiert ginn.

Wann da méi grouss Problemer opstinn, da ka gefrot ginn, dass d'Kand an eng Spezialschoul kënnt. An all déi Demandë mussen duerch d'Commission nationale goen, fir eng Autorisatioun ze kréien, dass se an d'Ausland ginn. An ech hunn de Chiffer elo net genau am Kapp, mä dat sinn der ronn 190. Mir sinn also wäit vun deene Chifferen ewech, déi hei avancéiert gi sinn.

Ech fannen dat der nach ëmmer vill, déi duerch d'Commission médico-psycho-pédagogique nationale ginn. An do ass dann och eng Prise en charge vum Ministère, deen dann also d'Schoulkäschte fir déi Kanner do iwwerhëlt.

Ech sinn domadder d'accord, dass mir musse méi Strukturen hei zu Lëtzebuerg schafen. Mir sinn och do an Aarbechtsgruppe mat dem Ministère vun der Santé a mam Ministère vun der Famille amgaang doriwwer ze diskutéieren an ze plangen. Eng Rei kleng Internater gëtt et, notamment zu Woltz. Et sinn der nach zwee vum Ministère de la Famille a Planung. De Ministère vun der Éducation nationale stellt dann d'Enseignanten, fir an déi Centres kënnen ze goen.

Mä ech kann dem Här Bauler elo net e prezisen Timekalenner ginn, well do jo och Ressources financières a Ressources humaines mat erafléissen. Mä ech wëll just hei nach eng Kéier versécheren, dass mer eis der Problematik bewosst sinn, dass mer och der Détresse, dem Misär vun de Leit wëlle begéinen an dass mer dofir zesumme kucke weiderzekommen an deenen dote Froen.

Dat war et vu mir. Villmools Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Minister e grousse Merci. An domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo wëllt nach dozou Wuertstellung huelen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Jo, Här President, just fir e puer Prezisiounen oder e puer Informatiounen ze ginn, déi vun eenzelnen Deputéierten opgeworf gi sinn am Zesummenhang och mam Remboursement oder Netremboursement vu Medikamenter.

Fir d'éischt emol festzestellen, dass déi medikamentös Behandlung e Standbeen ass, mä just ee Standbeen ass vum Traitement vun deene Problemer. Dass déi richteg Approche eng multidisziplinär ass, wou d'Medikament, wann et néideg ass, seng Roll ze spillen huet, mä déi Zesummenaarbecht zwëschent deene verschiddenen Acteuren an deenen eenzelne Ministèren och extrem wichteg ass. An do si mer zënter enger Rei vu Joren op enger gudder Schinn. Ënner anerem och fir d'Santé mentale a senger Ganzheetlechkeet bei de Kanner besser kënnen ze assuréieren an och op Problemer, déi optauchen, zesumme kënnen ze reagéieren.

Wat d'Medikamenter ugeet, ass et laang esou gewiescht, dass just ee Medikament remboursëiert ginn ass, dat ass de Ritalin. De Ritalin ass ee vun där éischter Generatioun. Do hannendru ass dann en ähnlecht Medikament mat méi Laangzäitwierkung - dat ass eigentlech Ritalin retard, heescht Concerta - op de Maart komm, awer zu Konditiounen, déi zimlech exorbitant waren.

Mir hu laang gesicht, fir eng Alternativ ze fannen. Déi ass fonnt ginn, an an der Zwëschenzäit gëtt en alternatiivt Medikament am Retard - Medikinet - remboursëiert, wou och eng ganz Rei vu Kanner drop ëmgestiege sinn.

Eng zweet Fro, déi gestallt gi war, dat ass déi vun der Schoulmedezin, wéi et weider mat der Reform vun der Schoulmedezin geet.

Dir wësst, dass mer e Règlement grand-ducal fir wesentlech Ännerungen an der Prise en charge bei der Schoulmedezin op den Instanzewee ginn haten, de Conseil d'État eis awer gesot hat, dass d'Base légale, fir dat Reglement a Kraaft ze setzen, ongenügend wär. De Conseil d'État huet awer direkt reagéiert an eis eng Propos gemaach, wéi mer d'Gesetz kéinten adaptéieren, fir dat verbessert Reglement kënnen ze verofschidden.

D'Santéskommissioun ass am Moment amgaang mat der Analys vun deem klenge Projet. Opgrond vun deem Gesetzesprojet kënne mer d'Reglement, dat wesentlech Ännerungen an der praktescher Ausféierung vun der Schoulmedezin wäert bréngen, a Kraaft setzen. Mir wäerten an deenen nächsten zwee Méint prett sinn, fir dat ze maachen.

Voilà, dat waren déi zwou Haaptfroen, wou ech zousätzlech Informatioune wollt ginn, mat nach eng Kéier ënnerstrach: Dat Medikamentöst ass een Element; déi multidisziplinär Approche ass déi eenzeg richteg Approche, fir op déi Problemer hei kënnen anzegoen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gesondheetsminister, fir déi Prezisiounen. Den Här Colombera fillt sech nach eng Kéier erausgefuerdert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, ech wollt nach reagéieren op d'Éducatiounsministesch. Ech hat e Chiffer genannt, 5.000 ginn an d'Ausland, Madame Minister, net 190. An deene leschte 15 Joer si 5.000 Kanner an d'Ausland gaangen, an d'Belsch a Frankräich, an Däitschland. Dir refuséiert lech ëmmer, fir déi Chifferen ze publizéieren.

(Interruption)

Sou. Sot wann ech gelift elo d'Wourecht. Dat kënnt vum SCAP.

(Interruption)

De SCAP huet dat de Spezialisten iwwermëttelt. Et si 5.000 Kanner déi lescht 15 Joer, an net 190, wéi Dir elo gesot hutt.

M. le Président.- Gutt, elo kritt nach ganz schnell eng Kéier d'Madame Ministesch d'Geleeënheet, fir dorobber ze äntwerten.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech wollt soen, dass et déi lescht Chiffere sinn, déi mer elo an der Kommissioun haten. Ech hunn effektiv net zesummegezielt iwwer 15 Joer. Esou hat Dir dat jo och net presentéiert. Zweetens wollt ech soen - ech sinn net gutt, fir Chifferen ze verhalen -, mä am Rapport d'activité vum Ministère vun der Éducation nationale ziele mer op, wéi vill Kanner an d'Ausland an d'Schoul ginn, wéi vill an der Belsch, wéi vill an Däitschland, a wéi vill a Frankräich, an et ass also net esou, dass mir déi Chifferen do géife wëlle verheemlechen. Dat wollt ech just hei als komplementar Informatioun ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Ministesch. Elo ass awer d'Diskussioun definitiv ofgeschloss, an elo komme mer als nächste Punkt op d'Chamberskonte vum Joer 2008. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo nach kee Riedner ageschriwwen, ausser natierlech dem Här Carlo Wagner a senger Qualitéit als Rapporteur. Duerfir kritt dann och elo den honorabelen Här Carlo Wagner d'Wuert.

3. 6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2008

Rapport de la Commission des Comptes

M. Carlo Wagner *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi all Joer ass et un der Chamber, fir hir Konten ënnert d'Lupp ze huelen. D'Analys vun der Kontabilitéit 2008 gouf vun der Spezialkommissioun des Comptes, geméiss dem Artikel 164 vun eisem Règlement interne, duerchgefouert. Als President vun där Kommissioun hunn ech haut d'Éier, lech d'Zuele vum Exercice 2008 virzeleeën.

Mir hunn en Aktiv an e Passiv vun 19,6 Milliounen Euro ze verbuchen. Dat ass eng positiv Differenz vun dräi Millioune par rapport zum Exercice 2007. Bal 20 Milliounen Avoiren, dat ass eng net négligeabel Zomm, déi am Hibléck op der Sich no neie Bürosraimlechkeete fir d'Chamber kéinte vun Notze sinn, wann et heescht, schnell um Immobiliemarché ze handelen.

D'Dotatioun aus dem Statsbudget fir d'Joer 2008 louch bei 27,6 Milliounen, dat ass e Plus vun enger Millioun Euro par rapport zu 2007. Allgemeng ass eng relativ Stabilitéit um Niveau vun de Fraisen tëscht 2007 an 2008 festzestellen, do sinn effektiv keng spektakulär Ënnerscheeder festzestellen. Bei der Rubrik „Députés" leie mer liicht ënnert de Chiffere vun 2007, mat 9,8 Milliounen Euro par rapport zu 9,9 Milliounen dat Joer virdrun. Et handelt sech hei gréisstendeels ëm Charges fixes, selbstverständlech, déi aus den Dispositioune vum Wahlgesetz ervirginn, wat erkläert, dass hei och keng riseg Ënnerscheeder kënne kommen.

D'Käschten, déi an der Rubrik „Institutions parlementaires internationales" opgelëscht goufen, weise mat 618.000 Euro e Minus vu ronn 26.000 Euro par rapport zum Exercice vu virdrun. Do ass haaptsächlech bei de Frais de route et de séjour gespuert ginn, ee Posten, deen de Gros vun dëser Rubrik ausmécht.

Ënnert d'Rubrik „Groupes politiques" falen d'Crédits de fonctionnement an awer och d'Acquisition de matériel informatique vun deenen eenzelne Fraktiounen a Sensibilités politiques. Hei wäert et och kee wonneren, dass mat eppes Klenges iwwer zwou Milliounen d'Fraisë keng grouss Schwankunge kannt hunn.

D'Personalkäschte vum Joer 2008 leie bei eppes méi wéi sechs Milliounen Euro. Dat ass e Plus vu 430.000 par rapport zu 2007. Dës Hausse erkläert sech ënner anerem duerch d'Astelle vun insgesamt aacht Beamten, wat sécherlech gutt ugeluechte Sue sinn, well d'Chamber op gutt Personal ugewisen ass, an dat zumools bei steigendem Aarbechtsvolume, deen op eis Chamber regelméisseg duerkënnt.

D'Rubrik „Administration" dann, wou allméiglech Fraisen, wéi zum Beispill Locatioun, Entretien, Restauratioun oder soss Servicer an Acquisitiounen drënnerfalen. Och hei ass näischt Wesentleches geschitt zwëschent 2007 an 2008. Hei sinn am Exercice 2008 Facturë vu ronn 5,6 Milliounen Euro bezuelt ginn, sief dat fir Informatik oder fir d'Loyeren. Ech kommen dann zur leschter Rubrik, déi vum Compte rendu, wou mer Frais de publication et de distribution hu vun eppes méi wéi enger Millioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll Iech net méi laang waarde loossen an Är Spannung zu Enn bréngen. D'Spezialkommissioun souwéi de Réviseur d'entreprises Deloitte waren der Meenung, dass d'Konte vun der Chamber an der Rei wieren. D'Spezialkommissioun recommandéiert dann och selbstverständlech, d'Konte vum Exercice 2008 ze approuvéieren, an ech gi mam gudde Beispill vir, an ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Carlo Wagner Merci. Et ass kee Riedner, dee sech nach ageschriwwen huet, esou datt ech dervun ausginn, datt domadder d'Diskussioun ofgeschloss ass.

Sou wéi den Artikel 164 vum Chamberreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet, an déi folgende Wuertlaut huet:

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2008 et

prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

Vote sur la résolution

Ass d'Chamber domadder averstanen, fir par main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Ech bieden déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn, an d'Resolutioun ass domadder ugeholl.

Sou wéi den Artikel 164 vum Chamberreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Mir kommen dann elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, an zwar d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2008. Hei hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Thiel, den Här Wagner an den Här Braz. An als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Lucien Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes

Discussion générale

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Här President, Merci. Ech ka ganz kuerz sinn. Mir si ganz domat d'accord, wat do festgestallt ginn ass. Et ass eng gutt Saach, datt mer d'Cour des Comptes, virun allem d'Personal, d'Spëtzepersonal vun der Cour des Comptes alignéiere mat deenen aneren Ariichtunge vum Stat. Et ass nëmme gerecht an équitabel, datt mer dat maachen, an duerfir kann ech den Accord vun der CSV zu dësem Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann ass als nächste Riedner den Här Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Merci, Här President. Ech muss soen, mir hu jo eng Resolutioun hei virleien, déi vu sämtleche Fraktiounen ënnerschriwwen ass. Et ass also och an der Kommissioun vum Contrôle de l'exécution budgétaire ganz genau nogekuckt ginn, esou dass ech mengen, dass mer där Saach kënnen trauen. Ech ginn dann och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

M. le Président.- Den Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Déi gréng Fraktioun gëtt och hiren Accord, an ech schléisse mech de Wierder vun den zwee Virriedner un.

M. le Président.- Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, an esou wéi den Artikel 158 vum Chamberreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet, an déi folgende Wuertlaut huet:

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que „les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2008, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformémemt au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels";

vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué lors de la réunion du 1er février 2010,

approuve les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes.

(s.) Anne Brasseur, Félix Braz, Lucien Clement, Félix Eischen, Lucien Thiel.

Vote sur la résolution

Ass d'Chamber domadder averstanen, par main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmmen?

(Assentiment)

Da bieden ech déi, déi mat der Resolutioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn, an domadder ass d'Resolutioun ugeholl.

Esou wéi den Artikel 158 vum Chamberreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 16., 17. an 18. Mäerz.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.42 heures)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

SÉANCE 23

MARDI,
16 MARS 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. 6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes
- *Déclaration de recevabilité*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise
- *M. Xavier Bettel, M. François Biltgen, Ministre de la Justice, M. Xavier Bettel (question complémentaire), M. François Biltgen*

5. Heure de questions au Gouvernement

Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Jean-Paul Schaaf - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. André Bauler - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- *M. Raymond Weydert - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances
- *M. Fernand Kartheiser - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances*

Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Alex Bodry - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias
- *M. Eugène Berger - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*

Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. Lucien Clement - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- *M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

6. Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche «Eis Schoul»
- *M. Claude Adam, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Claude Adam (question complémentaire), Mme Mady Delvaux-Stehres*

7. Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée»

et

Question N°492 de M. Ben Fayot sur la réorientation des élèves sortant du «Neie Lycée»
- *M. Claude Adam, M. Ben Fayot, Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

8. Motion de M. Henri Kox relative à l'interdiction de la mise en culture, de la transformation et de la vente des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010

et

Motion de M. Henri Kox relative au respect d'un moratoire sur l'autorisation et la ré-autorisation d'OGM jusqu'à la conclusion des réflexions exigées par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socio-économiques
- *Exposé: M. Henri Kox*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé (propose une version modifiée de la motion 1), M. Henri Kox (donne son accord à la version modifiée)*
- *Vote sur les motions (motion 1 modifiée adoptée, motion 2 adoptée)*

9. 5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: Mme Vera Spautz*
- *Discussion générale: M. Ali Kaes, M. André Bauler, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, M. Gast Gibéryen (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006
- *M. le Président (informe que le vote est personnel et qu'une majorité qualifiée est requise)*
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle
- *M. Fernand Kartheiser, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Fernand Kartheiser (question complémentaire), M. Claude Wiseler*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Par contre hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010

6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010

3) La pétition N°297 «fir e mënschefrëndlecht Wunnen an Uertschafte mat Liewensqualitéit» a été déposée en date du 10 mars 2010 par la Ligue luxembourgeoise du coin de terre et du foyer.

2. 6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 11. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech hei ëm d'Proposition de loi N°6115 vun der Madame Viviane Loschetter, eng Ofännerung vum Wahlgesetz fir eng Paritéit vun der politescher Representatioun vu Männer a Fraen.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; dann d'Question avec débat N°8 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolutioun vun der Schoul „Eis Schoul"; dann d'Question avec débat N°9 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolutioun vum „Neie Lycée"; dann zwou Motioune vum Här Henri Kox iwwert d'OGMen; dann de Projet de loi 5942, eng Ofännerung vum Code du Travail nom Modell 1; de Projet de loi 5798, en Accord iwwert d'Schafe vun engem europäesche Loftraum, och nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6107 iwwert d'Gestioun vun den Zuchinfrastrukturen nom Modell 1; an da schlussendlech, fir de Programm ofzeschléissen, d'Question avec débat N°7 vum Här Fernand Kartheiser, iwwert d'Gëlle Fra.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer, éischtens, de Projet de loi 6072, eng Duebelbesteierungskonventioun tëschent Lëtzebuerg an 20 anere Länner nom Modell 1; dann de Projet de loi 6037, eng Ofännerung vum Pressegesetz och nom Modell 1; de Projet de loi 5849, eng Konventioun géint d'Folter nom Basismodell; de Projet de loi 6001, e Protokoll iwwert d'Cour de justice Benelux nom Basismodell; de Projet de loi 6074, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle och nom Basismodell; de Projet de loi 6106, eng Konventioun mat Indien iwwert d'Sécurité sociale nom Basismodell; a schlussendlech d'Question avec débat N°6 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Ambassaden, déi a Lëtzebuerg zougemaach ginn.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Deklaratioun vun der Madame Kooperatiounsministesch iwwert d'Entwécklungshëllef mat uschléissender Debatt.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir hunn elo nach virun der Froestonn un d'Regierung d'Question urgente N°507 vum Här Xavier Bettel iwwert den Nouttëlefon, dee vun der kathoulescher Kierch agefouert ginn ass fir Affer vu Pädophilie. Den Här Xavier Bettel huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

4. Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President, dass Der mer d'Geleeënheet gitt, fir déi Fro hei direkt dem Justizminister kënnen ze stellen. En ass och Kultusminister, dat heescht, en huet och déi duebel Kap, déi hei concernéiert ass. Ech hunn nämlech den Artikel gelies, Här President, de Samschdeg am „Lëtzebuerger Wort", en Interview vum Vicaire général Mathias Schiltz - an ech zitéieren -, wou et justement iwwer Fäll vu Pädophilie jo am Ausland gaangen ass a wéi et dann zu Lëtzebuerg wär:

„Doch haben wir für alle Fälle am Donnerstag im Domkapitel beschlossen, eine Ansprechperson für eventuelle eingehende Hinweise und Klagen einzusetzen. Sie soll von einer multidisziplinären Arbeitsgruppe unterstützt werden, der sowohl weibliche als auch männliche Psychologen, Juristen, Mediziner, Theologen, Kirchenrechtler und so weiter angehören. Die Namen der genannten Personen und die Adresse der Anlaufstelle werden soweit möglich im Lauf der kommenden Woche veröffentlicht. Darüber hinaus streben wir eine Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft, dem Familienministerium, der Menschenrechtskommission, der Ombudsfrau für Kinderrechte und so weiter an."

Här President, fir mech ass dat heiten e gravë Präzedenzfall. Firwat? Wann e Fait pénal do ass, ass et net un enger Organisatioun, egal wéi eng et ass - an ech mengen, et ass och am Intérêt vun der Kierch, dass dat kloer gesot gëtt -, eng Hotline ze kreéieren, déi selwer vun hir organiséiert gëtt. Esou steet et op jidde Fall am Artikel. Wa Fait-pénalen do sinn, dann ass et un enger Police oder un engem Parquet, eng Enquête ze maachen, an net un enger Organisatioun, esou wéi ech dat elo just virdru beschriwwen hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dofir si verschidde Froen, déi sech stellen, Här President. Gëtt et eng Base légale, fir dass ee kann am Fong eng Décharge vum Parquet oder vun der Police un eng Institutioun wéi d'Kierch ginn? Ech ka mer dat net virstellen an ech mengen, de Justizminister ka mer do net Onrecht ginn.

De Problem ass och, mir kréien da gesot, dass eng Fra dann do beim Bistum wier, déi déi Plainten, esou wéi dat jo och hei gesot gëtt… Ech soen nach: „Hinweise und Klagen einzusetzen". Dat heescht, dass déi Fra d'Plainten unhëlt. Wat ass där hire Statut? Huet se de Secret professionnel? Bleift dat tëschent där Persoun? Déi zweet Fro ass: Wat sinn d'Obligatiounen, déi déi Persoun huet? Ginn déi Faiten direkt un de Parquet dénoncéiert? Gëtt dat net gemaach?

Ech muss Iech just soen, Här President, dass mer net dierfen e Système extrajudiciaire hei kreéieren, esou wéi bei verschiddene Leit elo d'Impressioun opkomm ass. Ech géif dat net gutt fannen. An ech mengen am Intérêt vun der Kierch, am Intérêt vun eiser Justiz zu Lëtzebuerg soll den normale Wee vun der Justiz gëllen, dee vun der Police an dee vum Parquet.

Ech hu vill Schwieregkeeten, dass mer hei op eng Kéier en Tëlefon, eng Hotline kreéiere vun enger Organisatioun, déi iwwer Faiten, déi hir eegen Institutioun concernéiert, duerno mandatéieren, fir do Léisungen ze fannen. Ech wier dofir frou, Här President, fir d'Positioun vun der Regierung ze kréien, an der Qualitéit, wéi gesot, vum Här Biltgen, deen als Kultus- a Justizminister déi duebel Kap huet, fir eis hei eng Äntwert kënnen ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. An elo kritt den Här Justiz- a Kultusminister François Biltgen d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wäert herno nach eng Kéier dorop zréckkommen, dass ech Iech eng Kéier d'Konstitutioun vun der Regierung matdeelen, well verschidde Froen un déi falsch Ministere gestallt ginn. Déi heite Fro adresséiert sech un de Justizminister. Si ka sech net un de Kultusminister adresséieren, wann ee weess, wéi bei eis d'Relatiounen zwësche Kierch a Kultus gestalt sinn. De Kultusminister ass net Chef vun de reliéise Gemeinschaften. Do hu mer verfassungsrechtlech Bestëmmungen dozou.

Wa mer elo kucken, ëm wat et geet, eng ganz Partie vu Virfäll, déi an der Vergaangenheet och schonn iwwerall waren, wou vill Tabu war, vun deenen haut méi geschwat gëtt, wou et ëm Kanner geet, a wou et a ville Fäll och hei bei Kierchen ëm Abusë vun Amtspersoune par rapport zu Mannerjährege geet, déi zum Deel - ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck - scho laang zréckleien, huet een dräi Voleten an där Diskussioun.

Deen een ass effektiv dee strofrechtlechen; deen zweeten ass deen disziplinarrechtlechen; deen drëtten ass deen zivilrechtlechen, deen och eppes mat den Affer ze dinn huet.

Ech hu virdru gesot, vun esou Fäll notamment, déi, déi elo kéinte bekannt ginn, kënnen der ganz vill staark zréckleien an effektiv och scho verjährt sinn. Och dat dierf een net vergiessen. Et ass net vun ongeféier, wou mer virun e puer Méint, dat war nach just virun de Wahlen, am Affer-schutzgesetz eng Dispositioun drageschriwwen hunn, dass bei Mannerjährege d'Verjährung eréischt ufänkt, wa se grousssjähreg sinn. Esou wäit zum Strofrechtlechen.

Wann elo eng Organisatioun, ob dat d'Kierch oder eng aner ass, seet: „Mir bekëmmeren eis och ëm d'Affer." -, dann huet dat emol an éischter Linn eppes mat deem zivilrechtleche Volet ze dinn, nämlech deem, sech ëm d'Affer ze bekëmmeren. Mir ginn net midd, an ech wäert och muer souwuel an der Chamberskommissioun wéi an enger öffentlecher Konferenz iwwert d'Strofwiesen zu Lëtzebuerg soen, wéi wichteg et och an Zukunft ass, dass mer eis méi ëm d'Affer bekëmmeren. Well d'Affer sinn och nach ëmmer Affer, och wann zum Beispill d'Strofdot scho verjährt ass, wat ganz oft kann de Fall sinn, elo wou Saache kënnen un d'Dagesliicht kommen, déi net komm sinn.

Den zweete Volet ass den disziplinarrechtlechen. All Organisatioun, ob se dem Privatrecht oder dem öffentleche Recht ënnerläit, muss parallell respektiv ënnergeuerdnet zum Strofrecht och disziplinaresch kënne virgoen. Si muss also och bei sech selwer virun der Dier kieren.

Dat geschitt bei all Privatpatron. Iwwregens ënnerläit d'Kierch och dem allgemenge Privatrecht. Dat geschitt iwwregens och - dat soen ech heibannen, well ech dat ëmmer erëm op Béierdëschgespréicher héieren - beim Stat. Do ass et nämlech net esou, wéi oft op de Béierdëschgespréicher gesot gëtt, dass beim Stat ni eppes géif geschéien.

Notamment bei Fäll, wou et ëm Kanner gaangen ass, notamment an der Schoul, kënnt et regelméisseg zu Disziplinarprozesser beim Stat, déi och bis ganz staark geahnt ginn. Nach kierzlech ass et do zu enger Entloossung komm.

Da si mer beim Strofrechtlechen. Natierlech ass et ganz kloer, an do ass de Code pénal ganz kloer, respektiv de Code d'instruction criminelle, den Artikel 23, dass do de Parquet derfir zoustänneg ass.

Wann also elo iergendeng Organisatioun, déi fäert, dass et an hire Reie kann zu Strofdote komm sinn, Affer do sinn, wann déi sech elo ëm déi Affer bekëmmert, dann ass dat keng Substitutioun a virun allem keng Entmuechtung vum Parquet, well - an ech mengen, och dat steet an där Deklaratioun, esou wéi ech se gelies hunn -, et ass wéi an der Vergangenheet. Also muss et och sinn nom Gesetz, soss géife souwuel d'Kierch als Personalité morale wéi och déi Leit, déi fir d'Kierch schaffen, sech perséinlech haftbar maachen. A Strofdoten, déi hinne kënnen als Strofdot opfalen, mussen dem Parquet genannt ginn. Dat ass ganz einfach d'Rechtssituatioun, an do gëtt et och näischt drun ze deuten.

Dofir fannen ech déi Initiativ vun der Kierch éischter eng positiv Initiativ, ëmsou méi, wou jo vill de Problem ass, dass déi Leit, a besonnesch wann et scho méi laang zréckläit; haut gëtt méi driwwer geschwat, haut ginn déi Fäll vläicht éischter gemellt op deenen eenzelnen Instanzen. Wou mer och haut schonn Hotlinen hunn, mengen ech, ass et awer och wichteg, dass do Instanzen, wou kann an hire Reien eppes schifgaang sinn, och eng Ulafstell brëngen, wou d'Leit net fäerten dohinner ze goen.

Dat ass jo oft d'Gefor. Dat hunn ech och ëmmer erëm matgemaach a menger aktiver Zäit als Affekot, wann ee Leit gesot huet, elo gi mer bei d'Police - nach méi wéi bei de Parquet, bei d'Police -, dass d'Leit Angscht haten, iwwerhaapt eppes ze dénoncéieren, well se gesot hunn: „Do geet jo näischt weider."

An deem Sënn mengen ech, dass dat eng gutt Initiativ ass, déi hei geholl gëtt, déi sech net dierf - an ech mengen och net, dass dat wäert sinn, soss géif hei d'Strofrecht verletzt ginn - dem Parquet substituéieren, mä au contraire dem Parquet zouschaffen, a fir de Rescht dat maachen, ëm dat et haaptsächlech geet, nämlech sech ëm d'Afferen ze bekëmmeren an och d'Afferen ze entschiedegen. Et wär gutt, wann d'Afferen och ouni strofrechtlech Saachen och vill méi géifen entschiedegt ginn. Mä dovunner wäert ech Iech muer e bësse méi erzielen.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann Der erlaabt?

M. le Président.- Här Bettel, mir sinn zwar elo net an der Prozedur vun der Question avec débat. Et war eng Fro, an déi ass beäntwert ginn. Jo?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, et ass just e Problem. Den Här Minister huet gesot, dass déi Institutioun eng Obligatioun hätt, d'Affär weiderzeginn. Wou steet dat? Eng Obligation légale huet e Statsbeamten, do si mer eis ganz eens. Mir si ganz averstanen, dass et eng Obligation morale gëtt, e Fait ze dénoncéieren. Am Code pénal… Jo, mä am Code pénal ass et do eng Obligatioun?

A wat ass, ech hunn och d'Fro gestallt, Här President… Wéi ass et mam Secret professionnel vun där Persoun, déi Informatioune kritt? Wat geschitt do? An dann: Ass de Minister wierklech der Iwwerzeegung, dass d'Kierch déi bescht Organisatioun/Institutioun ass, fir sech am Fong mat Leit vun där Institutioun ëm Victimë vun hir ze këmmeren?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Zu deem leschte Punkt muss ech jo awer e bëssen de Kapp rëselen. Engersäits gëtt ëmmer gesot, notamment vis-à-vis vun der Kierch, et géif alles ënnert den Dësch gekiert ginn. Dee Moment, wou en oppenen Appell ass - a wann et en oppenen Appell ass, mengen ech, ass en net do, fir eppes ënnert den Dësch ze kieren -, gëtt gesot, et däerf keen oppenen Appell geschéien. Esou dass ech scho mengen, dass dat eng propper Attitüd ass, fir och selwer bei sech virun der Kierch virun der Dier ze kieren.

Also, mir hunn… Ech soen dat, och beim Stat gëtt et där dote Fäll. An et ass ganz wichteg, dass een do mat Zäite ka reagéieren an dass een net d'Aen zoumécht. An ech mengen, an deem Sënn fanne mir et éischter gutt, dass d'Kierch hir Verantwortung do iwwerhëlt.

Wat de Rescht ubelaangt, ass et nach eng Kéier ganz kloer, dass et awer wuel effektiv d'Ministres des cultes keng Statsbeamte sinn am Sënn vum Term. Vu dass et awer nach eng ganz Partie aner Bestëmmunge gëtt vu Verdunkelung an esou weider, mengen ech nu wierklech, dass hei d'Gesetzgebung esou outilléiert wär, dass näischt kéint virkommen.

An ech mengen nach eng Kéier, wann hei gewënscht wär vun där Organisatioun, fir eppes ënnert den Dësch ze kieren, dann hätt se net deen doten Appell gemaach. Dofir, nach eng Kéier, ech mengen net als Justizminister, dass hei géif eppes schifgoen. Au contraire, mengen ech, dass et vläicht gutt ass, dass vläicht och Saache bekannt ginn. A virun allem dat Wichtegst ass, nach eng Kéier, dass een net nëmmen de Code pénal kuckt, mä dass ee virun allem d'Victimë kuckt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Justizminister.

5. Heure de questions au Gouvernement

Den nächste Punkt ass eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun. Als éischt hu mer d'Fro N°37 vum Här Jean-Paul Schaaf un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Reform vum Secondaire. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt eng kuerz Fro stel-

len zu der Reform vum Secondaire a Secondaire technique. En ambitiéise Projet, fir dee mer, mengen ech, en général d'Ministesch musse félicitéieren, fir deen an där Form virgeluecht ze hunn. En Dokument, dat jo elo, mengen ech, zur Diskussioun steet.

E puer Froen a Suergen, déi sech jo dobausse gemaach ginn, déi betreffe virun allem de Stellewäert vun der franséischer Sprooch, dee jo esou interpretéiert gëtt, datt elo déi franséisch Sprooch hannert déi englesch an enger Sproochenhierarchie gestallt gëtt, wann een dat emol esou banal kann ausdrécken.

Ech wollt just dozou e puer Froe stellen, virum Hannergrond och vun der Tatsaach: Laut Statistik ginn am Enseignement secondaire 87% vun de Schüler, déi de Secondaire ofschléissen, weiderféierend Studië maachen, 60% vun den Diplomiérten aus dem Secondaire technique an nach 43% vum Technicien. An do gesäit een aus de Chiffere vum Ministère eraus, dass an d'Belsch an a Frankräich zesumme 40% ginn ass, also an e franséischsproochegt Land. A Lëtzebuerg selwer gi 25% hir Studië maachen an an Däitschland 20%.

Esou datt sech virun deem Hannergrond d'Fro an d'Suerg einfach opdrängt, fir ze soen: Ass d'Ministesch sécher, datt eigentlech den Accès zu der Unisformatioun net a Fro gestallt ass duerch de Status, deen eigentlech elo déi franséisch Sprooch riskéiert ze kréien, well een déi jo ab Deuxième net méi muss maache respektiv souguer ab Onzième am Technique?

Déi zweet Fro ass, ob et eng Inzidenz gëtt op den Accès zu der Fonction publique, well mer jo haut wëssen, dass d'Examen, fir an d'Carrièrë vun der Fonction publique eranzekommen, Exame sinn, déi e grousse Stellewäert op d'Sprooch leeën.

An dat Lescht ass vläicht déi einfachst Fro. Dat ass déi vun der Prozedur. Et wär gutt, nach eng Kéier kënnen ze soen, wéi dee Projet sech op der Zäitschinn eigentlech elo virubeweegt.

Voilà! Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Schaaf Merci, an elo huet d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech muss wahrscheinlech hei elo e Mea culpa maachen, well ech hu jo an der Éducatiounskommissioun de Projet vun der Reform vun den ieweschte Klassen a Lycéeë virgestallt. A wahrscheinlech war ech do net kloer genuch, soss bräicht den Här Schaaf déi Froen hei elo net nach eng Kéier ze stellen. Ech äntwerten awer ganz gär dorop.

Wat d'Franséischt ugeet, ass et net esou, dass d'Franséischt säi Stellewäert verléiert. Zwou Saache wollt ech dozou soen.

Éischtens, wat de klassesche Lycée ugeet, ass et elo schonn esou, dass op de Sektioune B, C, E, F d'Schüler kënnen eng Sprooch op der Première ewechloossen. Bis op d'Deuxième hu se dräi Sproochen. Op der Première kënne se eng Sprooch ewechloossen. Dat bleift esou an där Dominante Sciences a Mathématiques mat dem Ënnerscheed, dass mer soen: Et muss jiddwereen Englesch am Premièresexame maachen, aus der Iwwerleeung, dass ganz vill wëssenschaftlech Literatur op Englesch ass.

An der Dominante Langues, do ginn déi dräi Sprooche bis op Première enseignéiert. Dat ass also keen Ënnerscheed mat haut.

Dann, wat dee wesentlechen Ënnerscheed ass, vläicht am Technique, dass do am Régime technique d'Division technique générale - dat ass eng Dominante Sciences an Technologie - op der Treizième nëmme méi eng Sprooch géif enseignéiert ginn; als Fach. An dat wär d'Englescht, woubäi ech awer muss soen, dass d'Langue véhiculaire an deenen anere Fächer jo ëmmer Däitsch a Franséisch ass.

Et ass also esou, dass déi Villsproochegkeet an eise Schoulen op jidde Fall erhale bleift. An eppes, wat nei proposéiert ass - an ech wëll erënneren, dass dat hei en Document d'orientation ass, dat jo fir d'Consultatioun an de Public geet, wou ech gären hätt, dass e groussen Débat doriwwer ass -, nei ass, et ass op der Quatrième am klassesche Lycée, wou d'Spezialisatioun jo lues ugeet, dass mer do soen: All Schüler muss op der Quatrième eng Matière d'excellence wielen.

Eng Matière d'excellence, also ee Fach, wat een op méi engem héijen Niveau mécht. An dat ass entweder Mathematik oder Franséisch. An do maache mer net eng Optioun op. Vun de Sproochen ass et Franséisch. Et kann een och déi zwou Matières d'excellence huelen.

Firwat huele mer do Franséisch? Précisément aus där Suerg an aus där Iwwerleeung, dass Franséisch eis administrativ Sprooch ass. Dat heescht, wann ee wëllt de Concours beim Stat maachen, da muss ee gutt Franséisch kënnen. Mir hätte jo gären, dass eng besser Maîtrise vum Franséischen ass, dass ee sech also do muss décidéieren an entweder Mathé oder Franséisch, wéi gesot och déi zwee, kann huelen.

Dat ass also, dass déi Angscht do, dass Franséisch géif u Wäert an un Importenz verléieren an der Schoul, jiddefalls net am Document d'orientation esou formuléiert ass. An dofir fannen ech et och wichteg, dass mer dat dann diskutéieren.

Also, ech wëll elo net an de leschten Detail goen, wat alles am Regime vum Techniker virgesinn ass. Dat ass jo net concernéiert vun der Reform vun den ieweschte Klassen. Dat gehéiert zur Reform Formation professionnelle, mä och do: Alleguerten déi Leit, déi an enger Carrière méi administrative a commerciale sinn, mussen déi dräi Sprooche bis zur Tréizième maachen. Well wann ech zu Lëtzebuerg wëll am Büro Commerce/Gestioun goen, da brauch ech déi dräi Sproochen.

Dann, wat den Timing ugeet, just de Rappel: Dat steet och am Document d'orientation. D'Dokument ass virgestallt ginn, geet an d'Consultatioun. Dann huele mer d'Avisen an, an et ass virgesinn, dass also net d'Année parlementaire, déi kënnt, mä déi duerno - dat heescht '12, '13 -, dass dann e Projet géif déposéiert ginn, vun deem ech da frou wär, wann en och kéint hei an der Chamber verabschit ginn. Dat wär also de Kalenner.

Merci.

(Interruption)

Meng Zäit ass ëm.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech soen der Madame Erzéiungsministesch Merci. Mir kommen elo zu der Fro N°38 vum Här André Bauler un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Evolutioun vun de Bauaarbechte vum Clierfer Lycée. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. André Bauler *(DP).*- Här President, ech wollt dem Här Minister vun der nohalteger Entwécklung a vun den Infrastrukture folgend Fro stellen.

A senger Äntwert op meng Fro vum 13. August 2009, wéi den Zäitplang vun den Ofrappaarbechten um Site vum zukünftege Clierfer Lycée géif ausgesinn, hat den Här Minister geäntwert, datt dës Aarbechte bis Enn 2009 ofgeschloss wären. Elo ass et awer esou, datt bis haut nëmmen e klenge Schapp ofgerappt ginn ass an dass de Gros vun den Infrastrukturen nach ëmmer dosteet.

Dofir wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Firwat konnten d'Démolitiounsaarbechten net wéi geplangt ofgeschloss ginn? Huet dat mat de schlechte Wiederkonditiounen ze dinn? Oder awer mam Terrain selwer, dee sanéiert muss ginn? Wéi wäit ginn duerch dës Verzögerung all déi aner Aarbechten a Planunge fir de Lycée zréckgeworf? Wéini sollen d'Démolitiounsaarbechten ofgeschloss sinn? A schlussendlech wëll ech nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir den Här Minister ze froen, ob an de Planunge fir de Clierfer Lycée och eng Schwämm an en Internat virgesi sinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- An ech soen dem Här Bauler Merci, an elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Et ass ëmmer ganz schwéier, wann een avertéiert kritt, datt een eng Fro gestallt kritt iwwert de Clierfer Lycée an dann hannendrun zéng Detailsfroe mat genauen Datumen, wéini wat fir een Typ vu Chantier wéini muss ugefaangen an ofgeschloss ginn. Et ass schwéier, vun alle Chantieren alles am Kapp ze hunn. Ech probéieren dat also esou gutt ze beäntwerten, wéi ech dat elo en mémoire hunn.

Dat Éischt fir ze soen, datt dee Chantier, deen Der ugeschwat hutt vun der Démolitioun vun den CTIs-Halen, vläicht e wéineg Retard huet. Ech weess net genau de Grond. Ech huelen un, datt et wahrscheinlech mat de Wiederkonditiounen ze dinn huet. Ech ka just soen, datt déi Démolitioun elo amgaang ass an datt se och an där normaler virgeplangtener Zäit wäert lafen.

Weider leeft och nach op deem Chantier, datt mer déi Campagne vun dem Monitoring hydrologique, deen op laang Zäit geplangt ass, fir ze kucken, wéi um Site genau ka gebaut ginn. Datt dat och eng Etüd ass, déi amgaang momentan ass, wou se elo an der fënnefter Campagne sinn, an datt mer duerno, wa mer déi Etüd hunn, och genau kënnen déi Décisiounen huelen, déi mer brauchen, fir op deem Site do weiderzekommen.

Op där anerer Säit ass den Architekt, dat wësst Der, designéiert an d'Pläng vun dem APS, déi si momentan amgaang gemaach ze ginn. Dir hat mech sengerzäit och an der Question parlementaire am August gefrot, wéini dee Projet definitiv kann ugoen.

Ech hat Iech sengerzäit geäntwert, datselwecht, wat ech Iech elo äntwerten, vu datt mer momentan amgaang sinn, déi finanziell Programmatioun vu sämtleche Bauprojeten ze maachen, ass dat eng Äntwert, déi ech nach net ka ginn. Déi ech kann an deem Moment ginn, wou mer déi Programmatioun iwwert déi nächst Joren en définitif fir all Bauten ofgeschloss hunn a genau wëssen, a wat fir enger Reienfolg an a wat fir enger Vitesse mer déi eng an déi aner kënne maachen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat Der gefrot hutt, dat ass: Wat ass den Inhalt, de Programme de construction vun deem Lycée, dee momentan fir 670 Schüler vum Cycle inférieur geplangt ass, mat Ausweiterungsméiglechkeeten eventuell? Elo de Programme de construction vu 25 Klassesäll, siwe Spezialsäll, sechs Atelieren, Administratiounssäll, Büroen, Salles de conférence, Cabinet médical, eng Structure d'accueil, eng Sportshal mat zwou Unitéiten, eng Piscine fir de Lycéesbesoin, en Terrain multisports vun 30 x 18 m à l'extérieur an eng Surface totale brute vu 16.500 m² mat engem Volume de construction brut vu 95.000 m³. Souvill ech hei liesen, ass déi Piscine och gebrauchbar fir d'École intercommunale vu Reiler an den Accueil pour le public. Dat ass momentan, wat de Programm virgesäit. Ech denken, dat äntwert op Är Fro.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- An ech soen dem Här...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- De Präis ass... Pardon, Här President. Dat hat ech elo vergiess. De Präis ass approximativ 60 Milliounen Euro, momentan geschat.

M. le Président.- An ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Merci. A mir kommen elo zu der Fro N°39 vum Här Claude Haagen, och nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert de Bau vun engem Futtballstadion an engem Akafszenter zu Léiweng. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, deen neie geplangte Futtballstadion a besonnesch den designéierte Site huet an deene leschte Méint a besonnesch an deene leschten Deeg fir vill Diskussioune gesuergt. Mat dësem Projet ass elo och d'Diskussioun entstane vun enger Surface commerciale, déi do och soll mat integréiert ginn.

Nodeems d'Madame Minister vun de Classes moyennes a vum Tourismus gëschter op der Tëlee praktesch een Accord ginn huet, ënnert der Konditioun, datt,…

Une voix.- Aha!

Une autre voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Claude Haagen *(LSAP).*- …wann dës Surface commerciale gebaut géif ginn, et eng komplementär Offer misst sinn, wollt ech den zoustännegen Innenminister froen, souwéi den zoustännegen Nohaltegkeetsminister: Ass dës Projet IVL-konform? An ass en am Aklang mat deene véier Projete vu Plans sectoriels, wéi se d'lescht Joer vun der Regierung virgestallt gi sinn? Ass dëse Projet, wou de Site mengem Wëssen no an enger Grünzon klasséiert ass, an enger ausgewisener Iwwerschwemmungszon?

(Interruptions)

Une voix.- Héichwaassergebitt!

M. le Président.- Also, elo huet ganz eleng den Här Haagen d'Wuert. Mir lauschteren elo dem Här Haagen no.

(Interruptions)

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech denken, datt ech d'Froe gestallt hunn. Ech denke jo, datt mer dann eng Äntwert drop kréien.

Drëttens: Géif d'Ubannung un d'Autobunn verbessert ginn, a wie géif dës Onkäschte bezuelen? An am Fall vun der Realiséierung vun dësem Projet: Ass eng Ubannung un den Zuch geplangt?

Une voix.- Aha!

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- An ech soen dem Här Haagen Merci, an elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister, fir op déi Fro ze äntwerten.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll déi Diskussioun, déi an deene leschten Deeg gefouert ginn ass, wéi wann et eng independent Diskussioun wär, déi kee Passé hätt, vläicht e wéineg profitéiere vun deene puer Minutten, déi ech hunn, fir se awer och an déi rezent Geschicht eranzesetzen; well si huet jo och eng Virgeschicht a si huet och schonn eng Rei Événementer, déi an deene leschte Jore geschitt sinn.

Éischtens wëll ech drun erënneren, datt virun e puer Joer d'Regierung am Kader vun dem Wëllen, e Futtballstadion ze bauen an dat an engem PPP-Bau - dat heescht mam „public private partnership" -, gesicht huet, wéi een dat kéint maachen, an déi Zäit d'Fro gestallt ginn ass, fir e sougenannten „outlet mall" mat engem PPP-Futtballstadionbau ze verbannen.

Sengerzäit sinn dunn eng ganz Rei Implantatiounsterraine gesicht ginn - wa meng Souvenire gutt sinn, waren dat der zwielef un der Zuel -, fir ze kucken, wat fir ee fir deen Typ vu Konstruktioun géif kënnen entspriechen. An do waren d'Kritären haaptsächlech evidenterweis en Disponibilitéitskritär op där enger Säit an op där anerer Säit och all Méiglechkeeten, fir den Accès ze gestalten op den Terrain, datt en zefridde stellend kéint gemaach ginn. Dat war deen éischten Deel vun der Geschicht.

Zweeten Deel vun der Geschicht - kënnt Der Iech och nach all erënneren -, deen awer och eppes heimadder ze dinn huet: Dat war déi ganz Diskussioun, déi mer

virun eppes méi wéi engem Joer haten, iwwert dee ganze Site Wickreng, wou e grousse Shopping-Center, Kommerz-Center gebaut ginn ass. A wou sengerzäit kloer an däitlech aus landesplanneresche Grënn gesot ginn ass, datt am Fong deen Center net op Wickreng géif passen.

Dat huet d'Regierung esou gemengt, an dofir ass och eng ganz Diskussioun zu deem Zäitpunkt lassgaangen. Zu deem Zäitpunkt - wou ee muss soen, wann ee sech gutt erënnere kann, kee rechtleche Moyen do war, kee rechtleche Moyen fir iwwert d'Gesetz den Outlet-Center zu Wickreng ze empêchéieren - ass eng Diskussioun mat dem Propriétaire, mam Promoteur lassgaangen, fir ze kucken, ob eng Léisungsfindung do wär. Just fir eng Kéier ze soen, a wat fir enger Virgeschicht mer eis hei fannen.

Dunn ass am Kader vun Diskussiounen eng Verknüpfung vun dem Projet Léiweng gemaach gi mat dem Projet Wickreng. An ech wëll och iwwert de Projet Wickreng eppes soen, an da wëll ech iwwert de Projet Léiweng eppes soen, fir ze soen, wou mer haut dru sinn.

Éischtens, de Projet Wickreng. Wann een elo kuckt, wat haut geplangt ass, wat haut um Dësch läit, nach net public, mä an deenen nächste Wochen héchstwahrscheinlech, wann et méi affinéiert ass, och wäert public ginn, da muss ee soen, datt haut zu Wickreng méi en ugepasstene Projet do ass, wéi dat sécherlech virun engem Joer do war. Haut hu mer e mixen Zonage, deen zu Wickreng gebraucht gëtt, wou souwuel Artisanat wéi Logement wéi Büroe wéi Zones commerciales dohinner kommen, vill méi kleng Zones commerciales, net an esou gebautener Form, wéi dat initial geplangt war, deen also wesentlech besser an de Raum haut passt, wéi dat an deem Projet virdrun de Fall war, an deen och déi ugebruechten Zentralitéit vun deem Raum zwëschent deenen zwee städtesche Raim och korrekt abënnt.

Et ass also hei mat, mengen ech, néidegem Amooss geschafft ginn, wuelwëssend soen ech awer hannendrun, datt de Stat hei net alles op deem Zonage do ze soen huet, well mer hei och vill mat der Gemengenautonomie ze doen hunn. Dat ass dat Éischt, wat ech wollt iwwer Wickreng soen.

Elo si mer oder ass amgaang dee leschte Schlëff un dem Masterplang geluecht ze ginn, zu Wickreng, deen am Abrëll soll fäerdeg sinn. Hei muss de PAG..., de Zonage vum PAG sécherlech ugepasst ginn. Mä et kënnt sécherlech net, souwäit ech dat momentan ka gesinn, zu enger Netto-Erweiderung vum Bauperimeter.

Fir Léiweng: E puer Saachen, déi ech och wëll soen. Déi Zäit ass d'Décisioun geholl ginn, e Projet d'ensemble ze maachen. Futtball, Outlet an déi Surface commerciale, déi da vum Wickrenger Projet derbäikomm ass.

Dat, muss een haut soen, ass, wann een d'Fro vun der IVL-Konformheet stellt, da muss ee wëssen, datt den IVL e Konzept, eng Konzeptkaart ass, déi duerch déi sougenannte Plans sectoriels soll affinéiert ginn. Datt deen Emplacement zu Léiweng net contraire ass zu de Plans sectoriels, sou wéi se haut als Avant-projet bestinn, net contraire zu de Plans sectoriels. Och net contraire zum Plan paysage, wou en agestuuft ass als Espace d'action paysager urbain. Wat heescht, datt keng Prescriptiounen drop leien, datt eng Rei Recommandatioune drop leien. An déi haaptsächlech Recommandatioun, déi drop läit, dat ass déi, datt op d'Abindung an d'Landschaft soll opgepasst ginn.

An da muss een och elo d'Realitéit kucken, wou deen Terrain hei läit. Deen Terrain läit tëschent dem Zuch, tëschent der Autobunn, tëschent der Tankstell a vis-à-vis vun engem gréisseren Hotelskomplex.

De Site hat an deem Sënn Punkten, déi correspondéiert sinn, éischtens, datt en net kontradiktoresch war zu de Plans sectoriels; zweetens, datt en ugebonnen ass un d'Eisebunn, un d'Autobunn, datt et och un déi gréisst Duerchgangsachs um Land ugebonnen ass an datt d'Gréisst vum Terrain appropriéiert wär.

Wat d'Ëmwelt ugeet: Dat ass och eng Fro, déi Der mer gestallt hutt. Do ass et kloer, datt haut eng Étude d'impact amgaang ass, déi momentan nach net ofgeschloss ass, déi am Fréijoer wäert ofgeschloss ginn; déi kann eréischt am Fréijoer ofgeschloss ginn. Well och d'Fauna, déi do ass, och muss am Fréijoer gekuckt ginn.

Wann déi dann ofgeschloss ass, da mussen den Här Schank an ech, déi responsabel si fir d'Ëmwelt, kucken, ob dat ëmweltméisseg autorisabel ass respektiv, wann et autorisabel ass, wat fir eng Kompensatiounsmoossnamen da gegebenenfalls musse gestallt ginn.

Datselwecht gëllt fir de Masterplang. Dee Masterplang ass amgaang ausgeschafft ze ginn. Dee wäert ronderëm Ouschtere fäerdeg sinn. Da muss d'Regierung e kucken. Da muss d'Gemeng e kucken. Da muss ee kucken och, wat fir eng Entréeë fir den Individualverkéier, fir den öffentleche Verkéier musse geholl ginn. Eng Zuchabannung op der Beetebuerger Streck ass méiglech, ass awer dann eréischt sënnvoll, wann déi nei Beetebuerger Streck do ass. Well dat gëtt eis d'Méiglechkeet, op der aler Beetebuerger Streck wierklech e gebrauchbaren Halt ze maachen, dee schwiereg ass ze realiséieren, wann déi Streck nach net nei ass. Och dat wëll ech eng Kéier kloer soen.

An da muss mat de Promoteuren, och wann dee Masterplang besteet, dann négociéiert ginn, fir ze kucken, wie wat fir eng Käschten do iwwerhëlt. Well et ass ganz kloer, datt de Stat och dee ganze Käschtepunkt net kann, net wëllt op där doter Plaz droen.

Ech mengen, dann hätt ech all déi Froe beäntwert, déi Der mer gestallt hutt.

Ech soe Merci.

M. le Président.- An ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Merci, a mir kommen elo un d'Fro N°40 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert de Programm Scolaria. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Schonn zënter 2002 maachen d'Gemengen d'Schoulorganisatioun mat Hëllef vum Programm Scolaria. Méi rezent sinn déi Volete vum Scolaria, déi d'Léierpersonal mat Donnéeën iwwer seng Klassen a seng Tâche soll fidderen.

Ech hunn déi lescht Deeg vun enger ganzer Rei vu Feeler, déi an deem Programm opgetaucht sinn, erzielt kritt. Zum Beispill bescheinegt de Scolaria-Programm enger jonker Léierin, déi Décharge-Stonnen hält, eng Tâche hebdomadaire vu 70 Stonnen. Ee Schoulmeeschter a mengem Alter hat eng Tâche hebdomadaire vu 36 Stonnen am Scolaria stoen,a wat bei mir eng ganz Rei nostalgesch Gefiller ervirbruecht huet, war, datt ech matgedeelt kritt hunn, datt mäin Numm och nach mat enger Stonn Décharge als Coordinateur de cycle an enger Schoul opgetaucht ass, wou ech virun zéng Joer eng Kéier geschafft hunn.

(Interruptions)

Wat bei mir nostalgesch Erënnerungen eropgeruff huet, huet awer bei deene Leit, déi mat deem Programm ze dinn hunn, déi domat beschäftegt sinn, éischter lerger provozéiert.

Niewent dem allgemenge Gefill, datt et ëmmer méi bürokratesch Aarbechten an der Schoul gëtt, ass et nëmme mënschlech, datt kee wëllt déiselwecht Aarbechten zwee- oder dräimol maachen.

An an deem Kontext meng Froen un Iech, Madame Minister: Sinn déi Problemer, déi mir verzielt gi si mam Programm Scolaria, allgemeng am Land opgetrueden? Wéi sinn déi Problemer ze erklären, vu datt jo schonns jorelaang mat deem Programm geschafft gëtt? Wéini sinn déi Problemer behuewen?

D'Wichtegkeet vun der Levée vun deenen Donnéeë gëtt jo wierklech net bestridden, vu kengem. Wéi fiabel sinn eis Programmer? Riskéiert déi feelerhaft Statistik en Afloss ze kréien op d'Berechnung zum Beispill vum Contingent de leçons, déi an deenen eenzelne Schoulen elo ustinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam an elo kritt d'Wuert d'Madame Erzéiungsministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, et ass richteg, dass säit 2002 um Scolaria geschafft gëtt. De Scolaria ass eng Datebank a soll en Instrument si fir méi eng rationell a méi eng effikass Gestioun, souwuel wat d'Organisation scolaire ugeet wéi wat d'Gestioun vun de Schüler an der Primärschoul ugeet.

Et ass net richteg, dass säit 2002 d'Schoulorganisatioun mam Scolaria gemaach gëtt, well - wéi den Här Adam jo elo richteg gesot huet -, nach ëmmer Feeler am Scolaria sinn. A wann dat vill lerger provozéiert bei Enseignanten, da kann ech soen, och bei mir.

(Interruption)

Well den Ierger, dee kënnt jo bis bei mech erop. A wann Dir mech frot, bis wéini déi Feeler am Scolaria behuewe sinn, da wär ech immens frou, wann ech Iech dorobber kéint äntwerten, well ech stellen déi Fro all Woch oder op d'mannst all Mount eng Kéier, an ech kréien ëmmer gesot: „Dat geet elo besser."

Ech sinn also hoffnungsvoll, dass dat och elo besser geet, an ech kann Iech just soen, de Scolaria ass natierlech tributaire vun deenen Donnéeën, déi déi verschidden Intervenanten an Acteuren eraginn. An am Scolaria, dat ass jo eng grouss Organisatioun, wou mer mat de Services informatiques vun de Gemenge jorelaang driwwer diskutéiert hunn a geschafft hunn, an ech stellen ëmmer fest, dass mer awer nach Feeler ëmmer erëm virkommen. An duerfir kann ech just eng Berouegung ginn: De Kontingent natierlech ass...

D'Berechung vum Kontingent, op wat geschitt déi? Déi geschitt natierlech op deenen Donnéeën, déi mir kréie vun de Gemengen iwwert d'Schoulorganisatioun. Normal ass et, dass mer déi dann emol am Scolaria huelen, well mer jo awer en deiert Instrument do hunn, vun deem mer hoffen, fiabel Donnéeën ze hunn. An duerfir schécke mer déi dann nach eng Kéier zréck an d'Gemeng, dass se eng Kéier vérifiéiert, an eng Kéier bei den Inspekter, dass deen dat och vérifiéiert, fir dass mer nëmmen net falsch Donnéeën hunn, fir de Kontingent ze berechnen.

Mä, wéi gesot, ech kann Iech just soen, dass vill dru geschafft gëtt an ech och zouversiichtlech sinn, mat all de Feeler, dass dat awer fir d'nächst Schouljoer besser fonctionnéiert.

Also ech wëll just richtegstellen, dass eréischt dëst Joer fir d'éischt de Scolaria operationnel ass. Et ass ganz laang dorunner geschafft ginn. A wann ech d'Erfahrunge kucke vun ähnlechen Entreprisen, de Fichier „Élèves" huet och relativ laang gedauert, bis e fiabel war, sou dass ech awer d'Hoffnung net opginn, dass e geschwënn - hoffentlech - fonctionnéiert.

Merci.

M. le Président.- An ech soen der Madame Erzéiungsministesch Merci a mir kommen elo zu der Fro N°41 vum Här Raymond Weydert un den Innenminister iwwert den Ofwaassersystem. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Raymond Weydert *(CSV).*- Jo, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn eis alleguerten eens doriwwer, datt d'Waasserkadergesetz vum 19. Dezember 2008 e wichtegt Gesetz ass, fir datt mir d'Qualitéit vun eise Gewässer bis 2015 an och doriwwer eraus kënnen a musse verbesseren. Dofir gesäit d'Gesetz vir, datt ee fir d'Autorisatioun vun engem Plan d'aménagement particulier am Domän vun der Waasserentsuergung muss strikt tëschent dem Reewaasser an dem Ofwaasser trennen. Mir ass bewosst, den Trennsystem ass noutwendeg, fir d'Kläranlagen net onnëtz mat Oberflächewaasser ze belaaschten a fir hir Capacitéiten a Grenzen ze halen. Ech gesi mat der Obligatioun vum Trennsystem och kee gréissere Problem, wann et sech ëm ee PAP vun engem neie Lotissement handelt, dat nach muss erschloss ginn.

Grouss Problemer gesinn ech awer dann, wann et sech ëm ee PAP handelt am Ortsinneren, dat heescht bei sougenannte Baulücken oder a Quartiers existants. Do hunn déi meescht Kanalisatiounsréseauë keen oder nach keen Trennsystem an d'Reen- an d'Ofwaasser ginn zesummen an engem Rouer ofgefouert. Hei een Trennsystem aféieren, ass meeschtens mat engem gewaltege Käschtenopwand verbonnen, verdeiert d'Bauplazen a verlaangt oft kilometerlaang Leitungen ze verleeën.

Derbäi kënnt, datt bei engem Trennsystem och nach verlaangt gëtt, datt een oppene Becke muss gebaut ginn, fir datt d'Gemenge kënne kontrolléieren, ob wierklech kee Schmotzwaasser an den Oberflächewaasserkanal erafléisst.

Aus dësem Grond wollt ech dem Här Innenminister folgend Froe stellen:

Huet de Minister Zuelen, wéi vill PAP dëse Problem beleeën? Wat fir eng Mesurë gesäit de Minister vir, fir dëse Problem ze léisen? Wier et net méiglech, eng Période transitoire virzegesinn, bannent där d'Gemengen Zäit hätten, hir Kanalisatioun den Ufuerderunge vum 2008er Gesetz unzepassen? A wa jo, wéi laang kéint esou eng Period sinn?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Raymond Weydert. An elo kritt d'Wuert den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 gesäit effektiv vir, dass een näischt kann, keng Ofwässer kann aleeden a Flëss oder a Baachen, ouni dass een eng Genehmegung huet. Dat ass e Faktum, an do komme mer net derlaanscht. Dat ass den Artikel 23.

Gradesou e Faktum a gradesou eng Tatsaach ass awer och déi, dass déi meescht Gemengen an eisem Land praktesch nëmme mat Mëschwaasserkollekteren oder Mëschwaasserréseauë fonctionnéierend sinn. Besonnesch d'Gemeng Esch oder d'Stad Esch an d'Stad Lëtzebuerg, déi hunn do nawell relativ scho vill am Trennréseau gemaach. Och aner Gemenge punktuell, mä mir sinn do an enger neier Logik, déi et wierklech nach net vill hei an eisem Land gëtt.

Duerfir stellt déi Iddi, fir Trennsystemer hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, Problemer. Problemer, déi awer Sënn maachen. Well elo ass et jo esou, dass d'Waasser, wann et reent, da leeft dat Reewaasser zesumme mam Ofwaasser an eis Flëss an eis Baachen. An dat ass ee Grond, firwat dass mer esou schlecht Badegewässer hei am Land hunn. Dat ass och ee Grond, firwat nëmme 7% vun eisen Iwwerflächegewässer ee gudden Zoustand hunn. Nun, d'Direktiv seet jo awer, mir misste kucke bis 2015, 2021 an 2027, dat sinn déi dräi Deadlinen, fir bis dohinner e gudden Zoustand ze kréien. Mir mussen also dee Problem léisen.

Zwou Méiglechkeeten. D'Solution de choix ass déi, fir d'Ofwaasser an d'Reewaasser ze trennen. Dat ass déi bescht Léisung. Mä subsidiaresch ginn och vill Gemengen an de System, dass se am Fong geholl sougenannte RÜBe bauen, e Regenüberlaufbecken, wou dann, wann et vill reent, da leeft dat éischt Schmotzwaasser, dee Schmotzstouss, dee gëtt dann do opgefaangen zesumme mam Ofwaasser, dat staark belaascht ass, an da gëtt dat lues a lues an d'Kläranlagen eragefuer, soss géifen d'Kläranlagen ëmgoen. Okay, dat ass d'Realitéit.

Eng aner Realitéit ass awer och déi - an déi versiche mer hei zu Lëtzebuerg a ville Beräicher, besonnesch och am Ëmweltberäich, ëmzesetzen - vun där sougenannter „meilleure technologie possible". An déi sollt och hei spillen. Aus deem Grond eraus hu mer am Fong geholl an d'Gesetz schreiwe gelooss eben, fir déi Trennsystemer anzeféieren. Well duerch ëmmer méi

Flächeversigelung kréie mer ëmmer nees méi Waasser, wat an eis Flëss leeft, zousätzlech Waasser, an et muss ebe gedrosselt ginn. Duerfir déi Strategie, déi mer elo amgaang sinn ëmzesetzen.

Déi huet sech effektiv am Joer 2009 esou artikuléiert, dass mer am Ganze 50 Dossieren erakritt hu vu sougenanntene PAPen, Teilbebauungspläng, déi am Fong geholl autoriséiert hu misse ginn, dovu bal 40% a Quartiers existants, Baulücken an esou weider, a 60% waren nei Quartieren. Ech kann Iech soen, dass d'Verwaltung an all deenen Dossiere ganz pragmatesch virgaangen ass. Dat heescht, wéi Der selwer sot, bei neie Quartieren ass et kee Problem. A bei anere Quartieren ass et sécherlech problematesch.

Mä elo ass et awer net esou, dass kilometerlaang nei Réseauë musse gebaut ginn, wann elo eng nei Résidence kënnt. Dir hutt elo e Quartier existant, do kënnt eng nei Résidence. Ma da sot zu deenen, wa se erausfueren: „Maacht zwee Réseauen, zwee Réier fir eraus, een, wou Der d'Reewaasser opfänkt; een, wou Der d'Ofwaasser opfänkt." Da loosst Der se zwar de Moment an de Mëschkanal lafen, mä deen Dag, wou dann d'Gemeng décidéiert, en Trennsystem ze maachen, dann ass ee prett. Dat heescht „step by step", cas par cas. Sou wëlle mer dat ugoen.

Dat heescht, et ass een net forcéiert, wann een elo hei eng Cité baut an do ass d'Kläranlag, do ass d'Cité existante, fir dann do alles esou ze maachen, dass dat dann do misst bis dohinner fäerdeg gemaach ginn. Dat ass net de Fall. Duerfir gëtt punktuell…

(Hilarité)

Dat ass e Problem mam Waasser och.

Duerfir ginn déi Problemer punktuell uginn, fir dass justement déi, géif ech soen, Käschtenexplosioun, déi Der fäert, an zu Recht fäert, dass déi net entsteet.

Mir hunn och en Internetsite bei der Verwaltung, wou Der en ausféierlecht Dokument fannt, wéi déi Saachen ugaange kënne ginn. Fir mech si Flexibilitéit a Pragmatismus hei Schlësselwierder an déi mussen ugewannt ginn. Et muss kloer Regele ginn. An duerfir brauche mer och keng Iwwergangszäit. Well mer gi jo elo all Fall eenzel un a kucken, dass et net ze deier gëtt. Sou dass ech mengen, dass et gutt ass, dass Der déi Fro hei gestallt hutt, dass d'Leit wëssen dobaussen, dass d'Gemengepappen a -mamme wëssen, wéi et ass. A mir versichen do eng Hand mat unzepaken, fir dass mer eben déi propper Gewässer kréien an deenen nächste Jorzéngten. Voilà.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Innenminister. An elo komme mer zur nächster Fro, der N°42 vum Här Fernand Kartheiser un d'Chancëgläichheetsministesch iwwert d'Subsiden. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, stellt Iech emol vir, et géif iergendeen am Land hei op d'Iddi kommen, fir eng Bibliothéik ze grënne mat Bicher nëmmen iwwer Männer oder mat Bicher, déi nëmme vu Männer geschriwwe wären. Do wäre mer eis jo sécher all eens heibannen, fir ze soen, datt dat eng ganz schlecht Iddi wär, datt dat eng Form vu Sexismus oder Diskriminatioun wär.

(Brouhaha)

Mä dat ass awer méiglech, wann…

An da géif dann deen, deen esou eng Bibliothéik grënnt, dee géif dann och nach wëlle Subside vum Stat kréien!

Mä dat ass awer méiglech, wann een hei am Land wëllt eng Bibliothéik grënne mat Bicher nëmmen iwwer Fraen oder déi vu Frae geschriwwe goufen, wéi et beim Cid-Femmes de Fall ass. Do kritt déi Organisatioun vum Fraeministère ronn 300.000 Euro Subsiden. 293.945,98 Euro…

(Interruption)

…fir Fonctionnements- a Personalkäschten. An no deenen Zuelen, déi mir hunn, ginn an déi Bibliothéik am Joer 938 Persounen, dovunner eng ganz Rei Schüler, déi sech jo net kënne wieren.

(Brouhaha)

Also sinn et 678 Fräiwëlleger, déi dohinner ginn, wou mer emol net wëssen, wéi dacks jiddweree gezielt gëtt, deen do erageet.

Also kënne mer feststellen, datt an Zäite vu sozialem Ofbau hei am Land, an an Zäiten, wou vill aner Bibliothéike batter néideg finanziell Mëttele bräichten, all Visiteur vum Cid-Femmes mat ronn 17.500 Frang oder 434 Euro subventionéiert gëtt. Dat ass natierlech eng stolz Zomm.

Meng Fro un d'Madame Fraeminister ass also dofir: Wéi kann esou eng Dépense iwwerhaapt justifiéiert ginn? Ass dat net Sexismus? An hätte mer net besser, einfach déi Bestänn vum Cid-Femmes an och d'Musekssammlung vum Cid-Femmes an d'Nationalbibliothéik ze iwwerféieren, wou déi Saache méi bëlleg a besser kënne gemaach ginn?

A fir dat net ze vergiessen, wëll ech och nach soen, datt de Cid-Femmes eng Organisatioun ass, déi sech am Ableck ganz staark derfir asetzt, fir e stroffräit Ermuerde vun nach net gebuerene Kanner ze erméiglechen. An et ass ganz komesch ze gesinn, datt d'CSV esou eng Organisatioun esou massiv subventionéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An elo kritt d'Madame Chancëgläichheetsministesch d'Wuert.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt emol fir unzefänken awer einfach allgemeng dorop hiweisen, dass et vläicht awer interessant wär, wann ee moies déi Question-parlementaires do gestallt kritt, wéi déi heiten, dass ee vläicht dat e bësse méi prezis kéint formuléieren. Dir schreift, Dir géift mer eng Fro stellen «relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg». Dat ass relativ vag. Ech hu mech och gutt drop preparéiert a Säiten a Säiten hei hunn ech matbruecht, an ech zielen Iech dat och elo alles, Här Kartheiser.

(Brouhaha et hilarité)

Well do stinn och nach aner Saachen drop…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Madame Minister, wann Der net kënnt op déi Fro do äntwerten…

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Ech géif nawell gär weiderfueren…

M. le Président.- Neen, hei, elo huet ganz eleng d'Madame Ministesch d'Wuert, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann d'Madame Minister net kann op déi Fro äntwerten, dat versti mer.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Dach, d'Madame Minister äntwert op déi Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kann d'Madame Minister d'Äntwert noreechen.

M. le Président.- Jo, elo lauschtere mer emol der Madame Ministesch no, Här Gibéryen.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Wann Der mer géift nolauschteren, Här Gibéryen, da géift Der dat och héieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir lauschteren no.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des Chances.*- Also, ech ginn elo direkt op dat an, wat den Här Kartheiser elo gesot huet. Ech wäert awer duerno allgemeng op d'Subsiden agoen.

Zum Cid-Femmes géif ech Iech einfach emol proposéieren, dass Der eng Kéier géift bis laanschtgoen. Ech war nämlech selwer mer dat ukucken. An do ka jiddwereen, jiddweree kann do eragoen, souguer Dir, Här Henckes, an ech géif Iech et och roden, well do sinn nämlech ganz interessant Bicher.

Zum Beispill sinn do Bicher, wouraus ervirgeet, dass et ganz wichteg ass, dass mer zum Beispill och derfir suergen, dass mer méi eng grouss Paritéit erëm kréien am Enseignement. Wat Jonge brauche fir Virbiller, fir sech gesond ze entwéckelen. Ech wëll Iech wierklech drop hiweisen, Här Kartheiser, dass et net nëmme Fraebicher sinn. Duerfir géif ech soen, gitt eng Kéier laanscht luussen, et ass derwäert!

En plus huet de Cid-Femmes d'lescht Joer am Kader vum…

(Interruption)

…Girls day a vum Boys day am Ganze 483 Meedercher an 171 Bouwen encadréiert. Et si Bicher do, CDen, Partitiounen. Also ech géif mengen, Dir sollt wierklech roueg eng Kéier dohinner laanscht kucke goen.

Mä elo allgemeng zu den Associatiounen, an ech mengen, dat dierft Iech interesséieren. Dat misst jo Äre Kolleeg, den Här Gibéryen, Iech scho gesot hunn, well deen hat nämlech d'lescht Joer eng ganz detailléiert Lëscht gefrot, wou eis Subside géifen iwwerall higoen. Ech huele jo net un, dass Der elo all Kéiers, wa mer eng Heure de questions hunn,…

(Interruption)

…dann eng Kéier do op déi Montantë wäert agoen.

(Interruption)

Jo, ech wëll elo net nach eng Kéier dowéinst heihinner sëtze kommen, ne? Duerfir liquidéiere mer dann elo emol déi Fro fir haut.

Also, mir gi Subsiden un zwou Zorte vun Associatiounen. Éischtens emol déi Organismen, déi en faveur vun der Promotion vun der Condition féminine schaffen a vun der Égalité des femmes et des hommes. An do musst Der wëssen, wéi een do virgeet. Dat kënnen och Männerorganisatioune maachen, just zu Ärer Informatioun. Déi Associatiounen, déi ginn eng Demande era mat enger Motivatioun, fir e Subsid unzefroen. Dee Subsid, dee muss ëmmer am Zesummenhang mat dem Libellé vum Artikel sinn. An zwar stoung bis elo, bis Enn 2009 dran: «promotion de la condition féminine, égalité entre les femmes et les hommes»

Vun dësem Joer un hu mer en neie Kritär derbäi: De Projet muss zu der Ëmsetzung, zu der Ënnerstëtzung vum Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes bäidroen, well mer einfach d'Zivilgesellschafte wëlle mat an dat Ganzt abannen.

De Subsid gëtt eemol am Joer ausbezuelt, de Montant hänkt ëmmer vum Budget of, vun der Unzuel, déi mer erakréie vun Demanden, an och vum Projet selwer.

Et ass awer e Fait, dass mer bis elo just Demandë kritt hu vu Fraenorganisatiounen. Duerfir wär mäi Wonsch dann hei ausdrécklech, dass Männer, wa se wierklech d'Gefill hunn, dass se benodeelegt sinn, sech zesummesetzen a sech genausou organiséiere wéi Fraen an ons dann och an deem dote Kontext eppes eran ufroen.

Déi zweet Zort vu Subsiden, déi mer ginn, dat sinn d'Subsiden, wou de Stat bäidréit bei all de Centres d'accueil, déi mer hunn, an de Services pour femmes. Do sinn déi gréisst iwwert d'ASFT-Gesetz geregelt, wou natierlech an der Konventioun dann d'Personalkäschten ofgedeckt ginn an esou weider.

An da ganz interessant, de Service „Riicht eraus", dee jo déi Täter, déi doheem gewalttäteg sinn, opfänkt. Och deen ass iwwer Konventioun geregelt. Do muss ech awer op dëser Plaz soen, dass mer dee misste personalméisseg opstocken, well wann déi nei Gesetzgebung kënnt, do wäerte mer verlaangen, dass den Täter sech automatesch an och obligatoresch mat deem Service a Verbindung setzt.

Voilà, also, esou wäit dann zu de Subsiden, Här Kartheiser. Ech géif Iech awer trotzdeem nach eng Kéier wäermstens un d'Häerz leeën, Iech eng Kéier bis an de Cid-Femmes ze déplacéieren. Et ass derwäert, et ass ganz interessant.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Chancegläichheetsministesch. An elo komme mer zu der Fro N°43 vum Här Alex Bodry un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Douanesposten un der franséisch-lëtzebuergescher Grenz. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°43 du 16 mars 201 0 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eng Fro stellen zum Grenziwwergang op der Autobunn Diddeleng-Zoufftgen. An deem Zesummenhang hu véier Lëtzebuerger Buergermeeschteren an de Vertrieder vun de franséische Grenzgemenge vun der Communautéit vu Cattenom e Bréif geschriwwe gehat de 14. Dezember d'lescht Joer, also virun dräi Méint, un de Lëtzebuerger Bauten- an Transport…, Nohaltegkeetsminister, den Här Wiseler, an deeselwechte Bréif ass och gaangen un d'franséisch Säit un d'Häre Borloo a Bussereau, fir op eng onhaltbar Situatioun hinzeweisen, déi all déi Leit kennen, déi Dag fir Dag sech Richtung franséisch Grenz bewegen, besonnesch zu de Spëtzenzäiten.

Et heescht u sech eng Autobunn, déi iwwerlaascht ass, haaptsächlech och an de Spëtzenzäiten doduerjer, dass dee Grenziwwergang schlecht géréiert gëtt, dass do zu engem gudden Deel op eng Spur eigentlech verengt gëtt an dass also dat net esou fluide leeft, wéi dat zum Beispill op der Autobunn Richtung Arel ass zur belscher Säit hin.

Dat féiert dozou, dass dausende vun Autoen dann iwwer Schläichweeër duerch déi Lëtzebuerger an déi franséisch Grenzuertschaften zéien, wat zur verständlecher Exaspératioun vun deene Leit gefouert huet, déi do wunnen, respektiv zu Sécherheetsproblemer féiert.

Eleng d'Erhiewungen, déi gemaach si ginn am Joer 2008, an déi Zuel ass sécherlech nach eropgaangen, weisen, dass op där Autobunn do um Grenziwwergang eng 60.000 Autoen am Dag an der Moyenne passéieren, an dovunner eng 10% eleng an deene puer Spëtzestonnen! Et ass also en enormen Opkommes, wat do ass.

Bis elo hunn ech zumindest als ee vun de Signatairë keng Äntwert kritt vun der Lëtzebuerger Regierung. Ech war awer iwwerrascht an erstaunt, frou och zum Deel, ze liesen aus de Lëtzebuerger Medien, dass déi dote Fro zwar net schréftlech behandelt ginn ass mat deenen, déi d'Fro eigentlech opgeworf hunn, mä dass an enger Wahlversammlung vun der UMP a Louthringen déi zwee Premierministeren…

Plusieurs voix.- Wow! Abee jo!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …- et ass also e ganz wichtege Punkt - déi Fro öffentlech an hire Rieden opgeworf hunn, den Här Juncker fir d'éischt, an den Här Fillon duerno,…

(Interruption)

…an do schéngt et, wann ech dat esou héieren, schéngt den Androck, op jidde Fall bei deene Leit, déi do bei där Wahlveranstaltung vun dem Här Sarkozy senger UMP derbäi waren, gewiescht ze sinn, wéi wann dat géif an d'Rei goen, wéi wann déi Fuerderung notamment, dass dee Grenziwwergang, déi Douanesinfrastruktur, déi Douanesposten, déi do sinn, géifen ofgerappt ginn, dass mer mat deem e gutt Stéck zumindest géife weiderkommen.

Ech hat net déi Chance, fir bei der Wahlveranstaltung vun der UMP derbäi ze sinn.

Une voix.- Oh, Dir hutt eppes verpasst!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De Succès schéngt jo och, wann ech d'Wahlresultat vum éischten Tour kucken, net enorm gewiescht ze sinn…

(Brouhaha général)

Mä op jidde Fall wär ech awer frou, wann hei d'Chamber géif eng Äntwert kréien op déi dote Fro.

Si mer virukomm an där dote Fro? Bougéiert huet notamment déi franséisch Säit. Ech weess, dass haaptsächlech déi franséisch Säit de Problem duerstellt. An et kann een domadder rechnen, dass eng Verbesserung vun der Situatioun op deem Grenziwwergang do kënnt an eventuell och déi Grenzhaiser do géife verschwannen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci...

(Brouhaha)

M. le Président.- Sou, elo lauschtere mer alleguerten hei dem Här Nohaltegkeetsminister no!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Eng ganz kuerz Äntwert op déi Fro.

Éischtens ass et kloer, datt vun der Lëtzebuerger Säit keng Oppositioun do ass, fir d'Fluiditéit vum Trafic op där Autobunn, déi effektiv iwwerlaascht ass, esou schnell wéi méiglech méi fléissend ze maachen duerch eng aner Gestaltung vun deene Grenzhaisercher. Dat hu mer jo selbstverständlech op deenen aneren zwou Autobunnen, ob dat elo däitsch oder d'belsch Säit ass, gemaach. Eis schwieft och vir, datt mer datselwecht kéinte maachen op der Diddelenger Autobunn.

Et ass esou gewiescht, datt bis elo Diskussioune waren, well déi Grenzhaisercher, esou wéi se elo do sinn, mat deem Aménagement, esou wéi en do ass, nach déi eng oder déi aner Kéier gebraucht ginn, wa vun der franséischer Douane Kontrolle gemaach ginn op eiser Säit, datt dofir d'Installatiounen nach heiansdo gebraucht ginn. Dofir ass op Lëtzebuerger Säit amgaang gekuckt ze ginn, wéi een ähnlech Kontrolle kéint maachen, andeem een den Aménagement awer fir déi aner Zäit - a meeschtens si jo keng Kontrollen - esou aménagéiert, datt dee Moment kann d'Fluiditéit vun dem Trafic da korrekt lafen.

Soubal mer dat elo ausgeschafft hunn, huele mer erëm Kontakt mat de franséischen Autoritéiten op, wou jo elo schéngt de politesche Wëllen ouni Problem do ze sinn, fir an déi Richtung weiderzegoen, fir deen do Problem schnellstens an de Grëff ze kréien.

Nach eng Kéier: Fir eis ass et wichteg, datt op där heiter Autobunn, wéi op all deenen aneren, d'Fluiditéit vum Verkéier garantéiert ass, an domat am Fong och méi Sécherheet ass, well d'Sécherheet ass ëmmer méi grouss, wann d'Fluiditéit op den Autobunne méi grouss ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Elo komme mer zu der Fro N°44 vum Här Eugène Berger un de Kommunikatiounsminister iwwert d'Notze vun „Open-source-Programmer" an den Administratiounen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Et ass effektiv eng Fro zu de sougenannten Open-Source-Software. Vläicht eng kleng Erklärung: Dat ass Software, déi vun der „Internet community" entwéckelt ginn ass als Alternativ zu deene geleefege Produiten, déi op de PCen oder op den Apple-Computere benotzt ginn. Déi Software ass och normalerweis esou gebaut oder esou entwéckelt, datt se kompatibel ass mat „Windows"-Systemer oder deene bekannte Systemer, a si huet och ähnlech Funktioune wéi déi bekannten „Office"-Applikatiounen, déi mer alleguerte kennen.

Déi Open-Source-Software huet virun allem ee groussen Avantage: Si ass gratis, dat heescht si kascht näischt. Mir wëssen awer och elo op där anerer Säit, datt beim Stat och iwwerall Computere stinn, datt also beim Stat a bei de Verwaltungen och Programmer benotzt ginn. An duerfir hunn ech verschidde Froen dozou: Éischtens ass et esou, datt beim Stat haaptsächlech dann déi klassesch Produiten, déi ee muss bezuelen, benotzt ginn.

Ech wëll elo net hei direkt froen, wéi vill se kascht hunn, all déi Programmer. Ech mengen, dat ass vläicht eng Fro, déi elo schwéier ze beäntwerten ass. Mä ech wier awer frou, wann de Minister vläicht eng Kéier spéider an enger Kommissioun kéint Opschloss doriwwer ginn.

Wéi ass d'Prodzedur, fir déi Lizenze fir déi net gratis Software ze kafe beim Stat? Gëtt dat zentral gemaach, oder mécht do all Verwaltung, all Ministère dat eenzel? A kéint een do net an déi Richtung goen, datt een dat géif dann zentral kafen, fir do de Präis dann och ze verhandele fir déi Lizenzen?

Virun allem ass awer meng Fro déi: Wier et net méiglech, beim Stat och verstäerkt an Zukunft op eben déi Open-Source-Software do zréckzegräifen an dat dann an de verschiddene Verwaltungen a Ministèren dann och an d'Computeren ze setzen? Domadder kéint een dann effektiv och Sue spueren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An elo kritt d'Wuert den Här Kommunikatiounsminister.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Merci, Här President. Ech wollt aganks dat soen, wat ech virdru schonn ugekënnegt hat, nämlech, dass et vläicht gutt wier, obwuel et haut kee Problem ass, mä wann Der géift nokontrolléieren an de mëndleche Froestonnen, wou jo net ëmmer all Minister ugemellt ass, dass d'Froen och un dee Minister géife gestallt ginn, deen och effektiv d'Kompetenz dovunner huet. De Kommunikatiounsminister huet net d'Kompetenz zu deenen dote Froen. Mä vu dass e kompetent ass, wäert en lech awer äntwerten.

(Hilarité)

D'Kompetenz zu deene Froen huet de Fonction-publiques-Minister an d'Schoulministesch, déi mer hei grenzenlos d'Vertraue mécht, dass ech fir si ka mat äntwerten.

Dat ass natierlech eng ganz technesch Fro, an den Här Berger huet elo verschidde Konzepter einfach an een Dëppe gehäit. Et muss een en Ënnerscheed maachen, engersäits tëschent den Exploitatiounssystemer an anerersäits tëschent den Applikatiounssystemer. D'Exploitatiounssystemer, wat ass dat? Ma dat ass, dass de Computer iwwerhaapt funktionéiert. Och do hu mer zwou Saachen, wou mer mussen ënnerscheeden, wat mer maachen: Dat eent ass de Serveur, an dat anert ass de Computer selwer, de PC oder de Laptop, wéi mer et nennen.

Wa mer d'Serveuren huelen, stelle mer fest, dass souwuel beim CTIE wéi och bei dem - wéi heescht dat an der Éducation nationale? - Centre de technologie de l'éducation, bei de Serveure ganz vill mat „Linux" geschafft gëtt. Zum Beispill, wann ech elo d'Schoul huelen, ass zum Beispill de „Firewall" doriwwer gemaach ginn. Och den Inventaire, de Kalenner iwwert d'Congée sinn all iwwer „Linux" do gemaach ginn, well alles, wat bei der Schoul, nach eng Kéier, mat Internet funktionéiert, do fanne mer ganz staark Linux erëm.

Bei dem CTIE am Allgemenge fënnt een, e bësselchen zu gläichen Deeler, „Novell", „Windows" a „Linux". Allerdéngs, wat och do erëm eng Kéier déi zentral Applikatioune beim CTIE ubelaangt, ass et esou, dass scho 37%, nämlech 140 vun de Serveuren, op „Linux" baséiert sinn. Dat ass also, wat d'Systèmes d'exploitation ubelaangt, wat bei de Systèmes d'exploitation d'Serveuren ubelaangt.

Bei de PCe selwer ass effektiv, an dat ass net nëmmen, mä virun allem an der Schoul de Fall, eng relativ grouss Uwendung vum „Windows". Dat huet eng ganz Partie vun Ursaachen. Déi éischt Ursaach ass déi, dass dat nach ëmmer e Windowssystem ass, deen een am meeschten iwwerall fënnt. Nun ass et esou, an ech schwätzen hei fir d'Enseignanten, dass ganz vill Enseignantë jo och e Computer doheem hunn, wou se drop schaffen, an dass se do och ganz oft Windows hunn, esou dass dat emol zwou Ursaache si fir de PC selwer. Dat ass elo fir d'Exploitatiounssystemer.

Vun den Applikatiounssystemer, d'Softwaren, déi mer applizéieren, do fënnt een dann natierlech zum Deel „Linux" erëm. Et huet een awer net alles iwwer „Linux". Et gëtt eng ganz Partie Saachen, notamment fir d'Schoul, wou een net de „Linux" direkt huet, wou ee muss iwwer „Microsoft" fueren. Datselwecht zielt och fir d'Bureautique. Allerdéngs ass et esou, wat de Centre des technologies de l'information de l'État ubelaangt, dass do ëmmer méi Logiciellë gebraucht ginn, zum Beispill d'Publikatioun vun de Siten, Internetstatistike vum Accès Internet, den Audiostreaming, d'Kaarten, déi mer maachen, d'geographesch Kaarten, d'Messagerie électronique gëtt zum Deel iwwer Linuxsystem gemaach, grad wéi nach eng ganz Partie aner Logiciellen, wat de Guichet ubelaangt, esou dass mer ëmmer méi och Open-Sources fannen.

Et ass och esou, dass, wat d'Formatiounen ubelaangt an der Schoul, d'Techniciens en informatique an électronique ëmmer och iwwer „Linux" ausgebilt ginn, esou dass mer och do, wat d'Ausbildung ubelaangt, alles do mat eranhuelen.

E lescht Wuert wëll ech nach soen zu dem Fait, dass Open-Sources gratis wieren. Dat ass nëmme bedéngt wouer, well, an dat gesi mer an där ganzer informatescher Welt, jiddwereen ëmmer versicht iwwer Contrats de maintenance - och déi, déi éischter an den Open-sources sinn - och do awer erëm zu Suen ze kommen, esou dass alles, wat gratis ass, heiansdo awer eppes kascht. D'Haaptsaach ass, et ass net ëmsoss.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kommunikatiounsminister. An elo komme mer zu der Fro Nummer 45 vum Här Lucien Clement und den Nohaltegkeetsminister iwwert de Plan général de gestion des déchets. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer, datt ech dem delegéierten Nohaltegkeetsminister eng Fro iwwert de Plan général de gestion des déchets stellen.

Här Minister, Dir hutt den 11. Mäerz 2010 dësen neien nationalen Offallplang virgestallt, deen deen ale Plang aus dem Joer 2000 ersetzt. Dësen neie Plang beschreift d'Prinzipie vun der Offallgestioun an definéiert och ënner anerem déi verschidden Type vun Offäll. Des Weidere weist deen neie Plang d'Méiglechkeeten op, wéi ee mat deene verschiddenen Offäll kann ëmgoen. Wéi kann ee se eliminéieren? A wéi kann ee se, wat jo wënschenswäert wier, och nach valoriséieren?

D'Fro, déi ech wëll stellen, bezitt sech awer ganz spezifesch op de Bauschutt, déi sougenannten Déchets inertes. D'Lagerunscapacitéite sinn elei amgaang erofzegoen a mir hätten nach maximal fir dräi Joer Reserven hei.

Duerfir meng Fro: Wéi gedenkt Dir, Här Minister, oder respektiv wéi gedenkt d'Regierung dës Problematik unzegoen, fir elei déi noutwendeg Viraussetzungen ze schafen, fir mëttel- a laangfristeg nei Deponien ze autoriséieren, respektiv déi bestehend Deponien oder bestehend Déchargen auszebauen?

M. le Président.- Ech soen dem Här Clement Merci. An elo kritt d'Wuert den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, fir d'éischt wollt ech soen, datt mir an éischter Linn natierlech ëmmer kucken: Wou kann ee Preventioun maachen? Offallvermeidung soll vir stoen, och beim Bauschutt. Dat heescht scho bei der Konzeptioun vu Bauprojeten, souwuel vu private wéi öffentleche Promoteuren, soll drop gesat ginn, datt esou mann wéi méiglech Bauschutt ufält. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Duerno setze mer op Recyclage, dat ass kloer. Am Moment ginn, wann een dee ganze Volume hélt vum Bauschutt, ëmmerhi 40% recycléiert; dat heescht concasséiert, wann dat Beton ass, wann dat Steng sinn, an de Buedem, ob dat elo Lehm oder Gapp ass, dee muss natierlech déposéiert ginn.

De Moment ass et esou, datt insgesamt nach ëmmer vill gebaut gëtt - do kann ee sech jo driwwer freeën - virun allem och am Süden, wou ganz vill éischter Lehmgapp ufält, dee mer mussen déposéieren.

An dann, déi lecht Jore si manner Autorisatiounen erausgaangen, fir riets a lénks Remblaien ze maachen, fir ze évitéieren, datt d'Landschaft no an no banaliséiert gëtt. Dat heescht, och doduerch falen nach ëmmer relativ vill Quantitéiten un.

Dat, wat mer amgaange sinn ze maachen, ass natierlech de Réseau vun de regionale Bauschuttdéchargen, entspriechend dem Plan sectoriel, deen Der jo kennt vun den Décharges pour déchêts inertes, éischtens, de Réseau ze erhalten an auszebauen. Dir wësst, datt mer néng Regiounen an deem Plan sectoriel virgesinn hunn. Ech ginn net op all déi Regiounen an.

Ech wollt just soen, datt mer am Osten amgaange sinn, respektiv um Enn vun der Prozedur ukomm sinn a kucken, wéi eng Siten datt mer dann am Endeffekt kënnen do zréckbehalen. Am Westen ass et esou, datt mer nach amgaange si Propriétéitsverhältnisser ze klären, ënner anerem zu Stroossen. Préizerdall, Foulscht si mer amgaangen och en Accès ze maachen, fir datt mer déi Capacitéite kënnen notzen.

An da vläicht nach, fir op de Südwesten anzegoen: Do hate mer viru Kuerzem, den 1. Februar, déi 13 Gemengen aus dem Südwesten zesummegeruff, fir d'Prozedur ze erklären, wéi mer virginn. An Dir wësst, datt mer dat ganz „bottom up" wëlle maachen, am Dialog mat de Gemengen, fir datt mer do méiglechst gutt virukommen.

Mir sinn - loosst mech dat nach zum Schluss soen - natierlech op d'Bereetschaft vun de Gemengen ugewisen. An et ass virdru gesot ginn, eis Capacitéite si limitéiert. Dat ass ganz kloer. Mir kommen zwar elo de Moment, hunn ech d'Impressioun, ganz gutt virun. Näischtdestotrotz mussen et d'Gemenge sinn, déi bereet sinn, och d'Bauschuttdeponië bei sech zouzeloossen, soss fuere mer an een Enkpass.

An dann, dee leschte Saz, fir ze soen, datt mer och amgaange sinn déi Konventioun, déi aus dem Joer `91 mat dem Secteur professionnel staamt, nei ze maachen. Och do si mer am permanenten Dialog mam Secteur professionnel, mat der Recyma, a kucken, fir déi Déchargen esou ze exploitéieren an auszebauen, wéi mer et brauche fir d'Zukunft.

Merci.

M. le Président.- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Elo komme mer zu der leschter Fro fir de Mëtteg am Kader vun der Froestonn, nämlech d'Fro Nummer 46 vum Här Camille Gira un den Innenminister iwwert de Präis vum Waasser. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President. Den 1. Januar 2011, wou d'Gemengen obligéiert sinn, e käschtendeckende Waasserpräis ze froen, réckelt ëmmer méi no. A wat deen Datum méi no réckelt, wat d'Gemengen ëmmer méi nervös a méi onsécher ginn, well et ganz kloer u Consignë feelt.

Si hu wuel zwou Circulairë kritt am November, Dezember vum Innenminister,

wou awer net alles erkläert ass. Fir de Rescht liesen se haaptsächlech deelweis onkohärent Informatiounen an der Press. Am „Lëtzebuerger Bauer“ konnt ee liesen, d'Regierung hätt de Bauere versprach, dass en Eenheetspräis iwwert d'ganzt Land géif kommen. Dovu weess keng Gemeng eppes. Wat heescht dat? Soll dat an der Gemeng da kompenséiert ginn? Soll dat national kompenséiert ginn?

De Minister huet an Interviewe gesot, dass déi geographesch Ënnerscheeder kéinten national kompenséiert ginn. En huet eis och an der Chamberskommissioun eng Pist gewisen, déi mir zum Beispill als Gréng kéinte mat deelen. Dovu weess de Commun des mortels vun de Buergermeeschteren an de Schäffen, wa se net d'Éier hunn an der Intérieuskommissioun ze sinn, och nach näischt. Et gëtt nach aner Onkloerheeten.

En huet an engem Interview gesot, e gestaffelte Waasserpräis wier net méiglech. Dat weess awer och nach keen offiziell an enger Gemeng. An ech kéint déi Lëscht vun deenen Onkloerheeten, déi nach dobaussen existéieren, nach weiderféieren. Offiziell weess och nach keng Gemeng, dass d'Taxe de rejet net 19 Cent ass, mä 15, an esou weider an esou fort.

Donieft kënnt, dass eng Rei Gemengen d'lescht Joer Délibératioune geholl hunn, fir sech lues a lues dem käschtendeckende Präis unzepassen, well se d'Leit net op ee Coup wollte mateneen huelen. Do sinn der elo vill, déi während Méint schonn hir Délibératioun net erëmkritt hunn, awer keng schréftlech Positioun kritt hunn, weder eng Approbatioun nach e Refus. Och do kann ee just an der Zeitung liesen, anscheinend wären der do vill derbäi, déi net konform sinn. Wéi eng Gemenge sinn dat?

An ech mengen, dat ass kee gudden Zoustand. Et gëtt esou lues Zäit, wa mer wëssen, dass d'Approbatioun vun enger Délibératioun, besonnesch wa se bis bei de Grand-Duc muss goen, eng gewëssen Zäit an Usproch hëlt. Da wier et awer dréngend noutwendeg - dréngend! -, dass sämtlech Gemenge kéinten hir Délibératioune virum Summer huelen, soss fäerten ech, dass mer an d'Labrente kommen, fir eis den 1. Januar 2011 konform ze setzen.

Dofir meng Froen, Här President: Wat gedenkt den Innenminister ze maachen, fir dass méi Kloerheet dobaussen entsteet? En hat eis versprach, an der Kommissioun esou séier wéi méiglech eng Circulaire ze maachen u sämtlech Gemengen, wou all déi Aspekter, déi ech ugeschwat hunn, géifen ee fir alle Mol gekläert ginn. Ech wollt froen: Wéini kréien d'Gemengen endlech déi Circulaire, fir dass mer kënnen a Rou - an ech wëll dat betounen: a Rou - iwwert dat heikelt Thema do schwätzen an eis Responsabilitéit an de Gemengen iwerhuelen?

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Elo kritt den Här Innenminister d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, déi Fro, déi den Här Gira hei opwerft betreffend dem Waasserpräis an eise Gemengen, ass eng wichteg Fro. An et ass eng Fro, wou och muss communiquéiert ginn. An deem Sënn sinn ech d'accord mat deem, wat den Här Gira gesot huet.

Wou ech manner d'accord sinn, dat ass, dass e wëllt an de Raum stellen, dass dem Minister seng Démarche net kohärent war. Ech mengen, mir sinn hei an enger Problematik, déi schwiereg ass, déi komplex ass, wou ee muss ee Schrëtt nom anere maachen, wat Neiland ass, wou mer mussen Erfahrunge kréien.

An eis Démarche war emol déi… Ech gesi keng aner, déi mer hätte kënne maachen. Mir hu fir d'éischt zesumme mat de Fachleit aus dem Waasserberäich eis ee Modus Vivendi ginn, eng Methodologie ginn, fir de Käschtepunkt auszerechne vum Drénkwaasser a vum Ofwaasser.

Dee Moment, wou mer déi Methodologie haten, hu mer de Gemengen déi matgedeelt. Dat war relativ spéit, dat muss ech zouginn. Mä dat ass eben esou komplex gewiescht. Déi sinn net besser weiderkomm; dat war awer nach d'lescht Joer. Do hu mer zu de Gemenge gesot: Gitt eis bis, mengen ech, de 15. November Äre Käschtepunkt, well et jo esou ass, dass de Waasserpräis an der Gemeng muss d'Spigelbild si vum Käschtepunkt.

Dat muss net eent zu eent ëmgesat ginn, well den Artikel 12, Alinea 4 vum Waassergesetz jo d'Méiglechkeet gëtt ze moduléieren. Ech huelen dat Beispill, wat et gutt erkläert: Ech huelen d'Gemeng Wëntger. Déi ass 118 km² grouss; an déi Gemeng, wou ech wunnen, déi ass 11,8 km² grouss. Dat ass Péiteng.

Wann déi eng zéngmol méi grouss ass wéi déi aner, ass sécherlech de Réseau méi deier an där Nordgemeng wéi zu Péiteng. An do fannen ech et net anormal, wann dann d'Gemengeresponsabele soen: „Mir rechnen een Deel vun deem Käschtepunkt eraus; dat huele mer op eis Gemengekeess. Mir invoquéieren do des raisons géographiques, an dann huele mer dat.“ An doduerch gëtt dann de Waasserpräis méi bëlleg. E gëtt net eent zu eent ëmgesat par rapport zum Käschtepunkt.

Esou Iwwerleeunge kann een a ville Beräicher maachen. An esou Iwwerleeunge sinn och scho vill gemaach ginn. An et sinn och scho vill esou Iwwerleeungen erkläert ginn.

Am Land waren e puer Regionalversammlungen, wou mer versicht hunn de Gemengeresponsabelen, déi am technesche Beräich schaffen, ze erklären, wéi een dat Ganzt soll rechnen. A mir hu festgestallt, dass verschidden Approbatioune gutt - wéi géif ech soen? - dem Esprit vum Gesetz entspriechen, anerer manner gutt. Oder ech kann et och esou soen: Verschiddener si virbildlech, an doraus kann ee „lessons learned“ maachen, an anerer sinn et manner.

Duerfir hu mer décidéiert, net méi spéit wéi haut, also scho vill éischter… An dat war no där leschter Chamberssitzung. Do hat ech gesot, mir géifen no Ouschteren, well elo ass gläich Ouschtervakanz, e Workshop maachen, wou mer all Gemengeresponsabele vum Land, all Responsabelen invitéieren an derduerch kucke, wou Problemer sinn, wéi mer kënnen eng optimal Ëmsetzung vun deem schwierege Waassergesetz hei zu Lëtzebuerg maachen.

Dee Workshop, dee soll am Fong geholl da kucken, wéi d'Taxëreglementer opgestallt sinn. Dee soll da „guidelines“ ginn, fir an deenen nächste Méint dann eben eng Methodologie ze kréien, och am Ëmsetze vun deem Ganzen, déi déiselwecht ass, fir dass mer eis do ebe gesetzeskonform bewegen.

Elo scho kann ech soen - an dat wëssen déi Leit, déi sech fir d'Gesetz interesséiert hunn -, dass e gestaffelte Waasserpräis net méiglech ass. Et kann ee just décidéieren zwëschent der Industrie, zwëschent der Landwirtschaft an zwëschent den normale Stoten, dem normale private Beräich.

An an deem Beräich selwer kann een net moduléieren. Do muss een dem Ursacherprinzip no, oder dem Consommateur-utilisateur an dem Utilisateur-payeur no, deeselwechte Präis rechnen. Also si gestaffelt Waasserpräisser, wéi et zum Beispill Woltz wëllt aféieren, net méiglech. Ech hunn deenen och scho matgedeelt, dass dat net geet.

A mir kucken och elo, wéi gesot, an deenen nächste Wochen: Workshop an dann eng Circulaire. An da muss dat kloer sinn.

Wat och elo kloer ass, dat ass, dass de Präis, wéi Der gesot hutt, Här Gira, vun der Taxe de rejet nëmme 15 Cents ass, an net 19. Dat ass esou, do gëtt jo gekuckt, wat am ganze Land benotzt gëtt vun Ofwaasser, oder ofgi gëtt. An da gëtt gekuckt, wéi vill Verschmotzung dat ausmécht, an doraus entsteet dee Präis. Dee Präis vu 15 Cent, dee brauch och eréischt applizéiert ze ginn an deen däerf och eréischt 2011 applizéiert ginn.

Well et ass jo esou, elo gëtt gekuckt: Dat ganzt Joer 2010: Wéi vill ginn eis Flëss verschmotzt? Doraus kréie mer e Gesamtpräis, an dorauser ergëtt sech dann e Käschtepunkt fir déi eenzel Gemengen an och fir déi eenzel Bierger. Dat ass eng aner Problematik. Ech wëll net dorop agoen.

Duerfir ass et och elo manner wichteg, ob deen elo do war oder net do war; déi 15 Cents. Mir wëssen et elo. An ech sinn och iwwerzeegt, wa mer wierklech wëllen all un engem Strang zéien a wierklech wëllen dës schwéier Problematik vun der Waassergesetzgebung hei zu Lëtzebuerg optimal ëmsetzen, da musse mer all un engem Strang zéien.

Mir ginn de Maximum als Ministère an och als Verwaltung. An deemnächst wäerten dann déi Veranstaltunge sinn, déi ech gesot hunn: e Workshop an duerno dann eben déi Circulairen, déi un d'Gemenge gemaach ginn, fir hinnen ze weisen, wéi se et da solle maachen, dass déi Informatiounen, déi de Moment vläicht net ëmmer richteg verstane ginn, da richteg verstane ginn.

Dat ass dat, wat ech heizou wollt soen. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Domadder ass d'Froestonn eriwwer.

Mir kommen elo zu der Question avec débat Nummer 8 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolutioun vun der Schoul „Eis Schoul“. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten Zäit zou fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

6. Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche „Eis Schoul“

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Trotz Kritik un dem mangelnde politesche Courage bei der Schafung vun der École de recherche „Eis Schoul“ waren déi Gréng der Meenung, datt déi positiv Aspekter bei Wäitem géifen iwwerweien. An esou hat ech och an der Sitzung vum 30. Abrëll 2008 mat Freed den Accord vun der grénger Partei zu deem Gesetz ginn an der Équipe pédagogique mat hire Schüler a Schülerinne vill Satisfaktioun an Erfolleg an „Eis Schoul“ gewënscht.

Mir haten zu deem Moment och gemengt, datt mer „Eis Schoul“ net als Modell fir d'ganzt Land geséichen, mä datt et awer misst méiglech sinn, datt d'ganzt Land vun där neier Schoul géif léieren.

An deem Sënn, Här President, an och well mer hu misse feststellen, datt net all gutt Iddi vun der Madame Minister bis zu engem gudden Enn gefouert gëtt - ech erënneren un de Pilotprojet „École en mouvement“ -, erlaben ech mer haut, annerhalleft Joer nodeems „Eis Schoul“ hir Dieren opgemaach huet, Iech, Madame Minister, ze bieden, d'Chamber iwwert d'Evolutioun vun der École de recherche an d'Bild ze setzen.

Well d'Zäit uerg begrenzt ass, sinn et haut virun allem dräi Aspekter, déi eis interesséieren, déi ech och ugedeit hat a menger Ufro.

Éischtens, den alldeegleche Funktionement vun der Schoul. Ganz interessant ass de Rapport d'activité 2009 vum Comité d'école, deen an enger éierlecher an transparenter Form eng Rei Problemer a Schwieregkeeten opféiert.

Den éischte Volet vu Problemer dréint sech ëm Koordinatioun, Informatioun, Décisiounsstrukturen an d'Zesummenaarbecht an den Équipes multiprofessionnelles. Mir haten vun Ufank un no engem Direkter gefrot. De President vum Comité d'école huet elo seng hallef Tâche op eng ganz Tâche erweidert kritt. Ass dat e Schrëtt zum Direkter hin? Ass dat eng Regelung, déi och fir aner Schoulen a Fro kënnt?

En zweete Volet vu Problemer dréint sech ëm d'Agressivitéit an der Schoul, d'Surveillance an d'praktesch Ëmsetzung vum Prinzip vun der Inclusioun. Gruppe vu 36 Kanner sinn op Gruppe vun zwielef bis 18 Kanner reduzéiert ginn. Wat heescht dat zum Beispill fir de jorgangsiwwergräifenden Unterrecht, well dat jo awer e Kärsteck vum Projet ass? Wéi grouss sinn déi Problemer am Beräich vun der Zesummesetzung vun de Gruppen, an och am Beräich vun der Disziplin, Madame Minister?

Natierlech ass an „Eis Schoul“ och scho bis elo ganz vill Positives geleescht ginn. An dat stelle mir net a Fro, ganz am Géigendeel. Grad just, well déi gréng de Projet vun Ufank un ënnerstëtzt hunn, fille mer eis verflicht, och nozefroen, wéi et eisem Projet geet.

Den zweeten Aspekt, deen och aus eiser Ufro erausgeet, ass d'Fro no der Hëllef an der Ënnerstëtzung, déi de Ministère fir dëse Projet bereetstellt. Wéi wäit kann, däerf de Ministère hei agräifen? Kann an däerf hien eng aner Roll spillen, wéi finanziell an eventuell logistesch Moyenen zur Verfügung ze stellen? Entspriechen déi finanziell an/oder personell Moyenë vun der Pilotschoul de Bedürfnisser?

An engem Artikel am „Lëtzebuerger Land“ vum 12. Mäerz 2010 steet: „Mady Delvaux-Stehres habe sogleich das Heft in die Hand genommen und mit drastischen Maßnahmen gedroht, sollten die Sicherheitsdefizite anhalten.“ Wat sinn déi Defiziter? Wat kéinten drastesch Moossname sinn?

En drëtte fir eis och ganz wichtegen Aspekt ass de Volet Recherche vun dëser Schoul an d'Implikatioun vun der Uni Lëtzebuerg. Am Artikel 1 vum Gesetz iwwer „Eis Schoul“ steet: «L'école collabore étroitement avec un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État où il a son siège, dénommé par la suite „institution universitaire“, ceci conformément aux dispositions de l'article 16 ci-dessous.» An am Artikel 16 steet ënner anerem, datt dës Zesummenaarbecht ganz vill Beräicher betrëfft, iwwert d'Qualitéit vum Enseignement, d'Recherche bis hin zur Publikatioun an Diffusioun vun Erkenntnisser, an iwwer eng Konventioun mam Ministère geregelt gëtt.

Mir wäre frou, fir Detailer iwwert dës Zesummenaarbecht ze héieren. Si Leit vun der Uni beoptraagt, dat heescht konkret bezuelt, fir d'École de recherche ze begleeden? Huet de Comité scientifique seng Aarbecht schonn ugefaang? Ass och eng Kéier mat Publikatiounen ze rechnen?

Madame Minister, haut gëllt an der Pedagogie d'Thees, datt een aus Feeler ganz vill léiere kann. Feeler, déi een eventuell gemaach huet, muss een net verstoppen, solle fair an oppen diskutéiert ginn an hëllefen eppes Guddes nach besser ze maachen. Dat misst besonnesch fir „Eis Schoul“ gëllen, an net just fir d'École de recherche, mä fir all eis Schoulen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Elo kritt d'Erzéiungsministesch d'Wuert, fir op déi Fro ze äntwerten.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. D'École de recherche, wat och eng École à pédagogie inclusive ass, suscitéiert e groussen Intérêt. Et war och e groussen Intérêt, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass. A si charaktériséiert sech jo duerch dräi Saachen.

Éischtens ass se eng Ganzdagsschoul, wat u sech e Modell ass, dee mer ënnert där Form nach an der Jean-Jaurès-Schoul an der Primärschoul zu Esch hunn. An dann hu mer eng Ganzdagsschoul am Postprimaire; dat ass den „Neie Lycée“. Dat ass also ee Volet, ee Stéck vun der Particularitéit.

Dann ass et eng Schoul, déi d'inclusiv Pedagogik wëllt praktizéieren. Dat ass déi eenzeg Schoul, déi sech dat un de Fändel geschriwwen huet. Ech ka mech un Diskussiounen iwwert d'Reform vun der Grondschoul erënneren. Et ass gesot ginn, dass all Schoul dat esou misst zu Lëtzebuerg maachen.

Inclusiv Pädagogik heescht, dass ee seet: Mir huelen alleguer d'Kanner an hirer Heterogenitéit an, am Fall vun „Eis Schoul“, 10% Kanner à besoins spécifiques an der Schoul op, déi mat deenen anere Kanner zesumme beschoult ginn.

An dann dat drëtt Extrat un „Eis Schoul“, dat ass, dass et eng École de recherche ass, wou also eng Partnerschaft mat der Uni ass, fir Recherche iwwert d'Praxis an der Schoul ze maachen.

Den Här Adam freet mech iwwert dräi Saachen, iwwert de Schoulalldag. Ech wëll net verheemlechen - an ech mengen, ech hunn näischt ze verheemlechen an där Schoul -, et ass wéi an all Schoul, déi nei ufänkt, schwéier, fir Leit nei zesummeschaffen ze loossen. Dat ass eng Experienz, déi ech bei all de Schoule gemaacht hunn. Et ass eng nei Équipe, déi sech fënnt, och wann déi hei Équipe sech eigentlech fräiwëlleg fonnt huet a bal zwee Joer Zäit hat, fir sech dorobber ze preparéieren.

Mir stellen och fest, wéi bei de Ganzdagsschoulen am Ufank, dass et net einfach ass, Leit vu verschiddenen Ausbildungsprofilen zesummeschaffen ze loossen. D'Schoulmeeschteren, also d'Enseignanten, an op där anerer Säit dat méi socioéducatiivt Personal, d'Éducateur-graduéen an Éducateuren: Déi Problemer, wëll ech soen, déi hu mir an all Ganzdagsschoul begéint. Ech wëll dat och net iwwerdramatiséieren.

Dat ass e Prozess, wou d'Leit sech mussen zesummefannen an hir Verantwortung och zesummen iwwerhuelen, well oft d'Tendenz besteet, ze soen: „Hei ech“ Oder loosse mer soen, den Enseignant seet: „Ech maachen den Deel Schoul, an déi aner solle sech ëm dee ganze Rescht këmmeren.“ An u sech brauch een an deenen Équipen en Zesummespill, wou zwar jiddweree seng Verantwortung iwwerhëlt, mä awer an der Équipe zesumme gedeelt gëtt.

Déi Problemer, ginn ech ganz éierlech zou, déi sinn an „Eis Schoul“. Se sinn nach net behuewen. Ech sinn awer zouversiichtlech, dass dat méiglech ass.

Dann ass en zweete Problem, dee sech stellt, net nëmmen an „Eis Schoul“, mä awer och an „Eis Schoul“, dat ass dee vun der Aggressivitéit a vun der Gewalt bei de Kanner. Mir haten, dat ass och gewosst… Et war een Accident an der Paus mat engem Kand, wat um A verletzt ginn ass, wat ech ganz, ganz dramatesch fannen.

An doropshin sinn ech och intervenéiert an der Schoul, well fir mech ass et wichteg, dass ee senge Schwieregkeete Meeschter gëtt. Mä wann d'Sécurité vun de Kanner net méi garantéiert ass, da mengen ech, dass de Ministère gefuerdert ass an och de Minister, fir ze soen: Also, esou net.

Ech wollt eppes zur Gewalt an de Schoule soen. Ech hunn elo an deem leschte Joer vill Kontakter mat Grondschoulen, mat de Presidenten, mat den Inspekteren, hat ech elo… Ech hunn den Tour gemaach duerch all d'Arrondissementer. An eppes, wat mech immens erféiert, dat sinn déi Berichter, déi ech kréie vu klenge Kanner an der Spillschoul, an ënneschte Klassen an der Primärschoul, déi immens gewalttäteg sinn, also, déi ganz Klassesäll futtischloen, déi d'Personal, d'Joffer schloen, déi aner Kanner schloen.

An dat ass net méi en isoléierte Phenomeen. Ech muss soen, dass ech perséinlech ëmmer Problemer hat, mir virzestellen, dass e klengt Kand esou aggressiv a violent kéint sinn.

Ech kréien awer elo aus alle Schoulen…, et gëtt keng… Ech wëll lech soen, dass et sécher keng Gemeng am Land gëtt, wou dee Phenomeen net de Fall ass.

Ech hunn dann… Ech denken, dass dat, dat ass jo en Appel au secours vun de Kanner. Wa kleng Kanner esou aggressiv sinn, dann ass dat jo net, well se…, dann ass et, well se net anescht kënnen. Déi hu Comportementsschwieregkeeten. Ech hunn och Kontakt geholl mat de Pedopsychiateren, mat all anere Leit an ech mengen, mir sinn zesummen amgaangen, mam Ministère de la Famille a mat der Santé, dass mer net nëmmen de schoulesche Volet do musse kucken, mä och deen therapeuteschen. Dass een deene Kanner muss eng Hëllefstellung ginn a se zäitweis eventuell aus der Schoul eraushuelen.

Do muss een natierlech och mat de Famillje schaffen. An ech wëll soen, dass dat net déi mannst Schwieregkeet ass, well ee jo do d'Famill muss mat abannen. Well déi Kanner si jo net nëmmen an der Schoul, mä sinn och an anere Lieuen an dat ass also ganz komplex.

Mä ech denken, dass mer Strukture brauchen, wou souwuel déi schoulesch wéi deen therapeutesche Volet fir déi Kanner do gerecht zesummegesat ginn. Well d'Äntwert ka jo net sinn, dass mer ee Kand ustrécken an da soen, fir dass en den Unterrecht net stéiert. Deem Kand muss och gehollef ginn.

Dat ass also een Aspekt vun der Gewalt, dee mech immens erféiert, wéi gesot net nëmmen an „Eis Schoul“, mä och an „Eis Schoul“.

Wat ech awer positiv wëll soen iwwer „Eis Schoul“, dat ass, dass mer immens motivéiert Enseignanten hunn. Vun allen Elteregespréicher kréien ech gesot, dass d'Schoulmeeschter, d'Léierinnen, d'Éducateuren immens gutt sinn. Si si kompetent, si setze sech vill an, mä, wéi gesot, si hu Problemer fir sech zesummen ze organiséieren. An dat ass och d'Ursaach, firwat mer du gesot hunn, a villen Diskussioune mam Comité, fir ze soen, mir mussen déi Tâchen anescht opdeelen.

Da wëll ech nach soen, dee leschte Punkt, deen opgeworf ginn ass, dat ass de Rôle vun der Uni Lëtzebuerg. Mir hunn e Partenariat mat der Uni. Et soll Recherche op der Uni Lëtzebuerg gemaach ginn. An dat geschitt zum Deel, ech wëll soen, net esou wéi et am Gesetz virgesinn ass. Et sinn zwee Léiergruppen, déi an der Recherche mat „Portinno“ derbäi sinn. Awer et ass…, de Moment gëtt d'Gesetz net esou exekutéiert, wéi et soll, well och op der Uni nach eng Persoun soll rekrutéiert ginn, déi nach ëmmer net rekrutéiert ass, fir an der Recherche an „Eis Schoul“ ze intervenéieren.

Also ech wëll hei soen, et ass villes positiv, mä et ass net alles esou, wéi ech mer virstellen, dass et soll sinn. An dofir hunn ech gemengt, dass ech och als Ministère, als Persoun misst intervenéieren. Well ech halen drop, éischtens, dass d'Gesetzer agehale ginn an, zweetens, dass d'Sécherheet vun de Kanner an der Schoul garantéiert ass. An dofir hunn ech och eng Persoun extra dermat betreit, fir - niewent dem Inspekter, deen et jo gëtt - „Eis Schoul“ ze begleeden.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch.

(Interruption)

Neen, Dir hutt zéng Minutten. Dir hätt nach e bëssen Zäit gehat. Wëllt den Här Adam nach eng Fro nostellen?

(Interruption)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech wollt just nach eng Kéier zur Wichtegkeet, d'Madame Minister huet mer drop geäntwert, mä ech kommen net ganz op meng Käschten. Et ass effektiv de Rôle vun der Uni, Madame Minister. Dir hutt gesot, an dofir war dat jo och explizit a menger Fro dran, de Rôle vun der Uni ass a mengen Aen e ganz wichtege Rôle. Et ass eng École de recherche. An Dir hutt selwer eigentlech elo gesot, datt d'Gesetz net richteg… Wéi eng Moyenen hutt Der, fir datt awer d'Gesetz agehale gëtt an datt d'Uni wierklech dann déi Aufgab iwwerhëlt, déi se am Gesetz eigentlech misst?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Elo muss een awer mol kloerstellen...

M. le Président.- Madame Erzéiungsministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech wëll eng Kéier kloerstellen, wat, wann ech soen, d'Gesetz gëtt net agehalen: D'Uni ass e Partner vun „Eis Schoul“. A jiddwereen, deen an der Schoul intervenéiert, mécht, wat een nennt, Recherche-action. Dat heescht, d'Enseignantë maachen eng Reflexioun iwwert dat, wat se an der Schoul erliewen, am Partenariat mat der Uni. A fir dass déi Aufgab ka richteg gemaach ginn, muss d'Uni nach ee Chercheur fräistellen. Deen ass net do.

Ech hunn elo der Uni widderhuelt gesot, si sollen een nach rekrutéieren. Si sinn nach amgaang eng Procédure de recrutement ze maachen, fir een ze fannen. Deen, dee se elo rekrutéiert hunn, hunn ech gesot, wär ech net d'accord - dat wëll ech och hei soen -, fir deen ze huelen, well dat ass nämlech d'Mamm oder de Papp, ech weess et net, vun engem Kand, wat an „Eis Schoul“ scolariséiert ass. An ech fannen et net gutt, wann een als Elteren vun engem Schüler aus „Eis Schoul“ zu gläicher Zäit eng Begleedung a Recherche mécht iwwert déi Schoul. Ech wëll dat net. Ech wëll dat och kloer soen. Dat heescht, dofir hunn ech der Uni gesot: „Wann ech gelift, da sicht en aneren.“

Elo dat Zweet: D'Uni Lëtzebuerg ass net do, fir d'Evaluatioun vun „Eis Schoul“ ze maachen. Well nämlech, vu dass si e Partner sinn, gi si jo eigentlech mat evaluéiert. Dat ass also net eng Roll, déi si kënne spillen.

Ech hu mer och Iwwerleeunge gemaach zu der Situatioun „Eis Schoul“, wat jo awer eng ganz extra Schoul ass. An ech soen: Wat hätt ee kënnen anescht maachen? Ech mengen emol éischtens, dass et besser gewiescht wär, wa mer net mat der ganzer Totalitéit vun de Schüler ugefaangen hätten. Also, datt mer déi Schoul progressiv opgebaut hätten. Well mir gesinn, dass mer eigentlech bei deene klenge Schüler, déi nei an déi Schoul kommen, net vill Schwieregkeeten hunn. Dass mer awer bei de Schüler, déi schonn aus anere Schoulen an d'Schoul eriwwerkomm sinn, gréisser Schwieregkeeten hunn. Ech erkläre mer dat och vläicht mat engem komplizéierte Parcours vun de Kanner. Vläicht ass och beim Rekrutement net gutt genuch gekuckt ginn: Wéi eng Zort Kanner rekrutéiere mer?

Obschonn, wëll ech soen, an der Jean-Jaurès-Schoul, déi och mat der ganzer Totalitéit vun de Klassen ugefaangen huet, do ass et gaangen. Während an „Eis Schoul“, muss ech soen, dass mer immens vill Kanner hunn, déi schonn e schwéiere Parcours scolaire hanneru sech haten, wéi se an „Eis Schoul“ komm sinn. Dat huet d'Saach sécher net méi einfach gemaach.

An dat Zweet, wat ech mer als Fro stellen, wou ech awer keng Äntwert hunn, wou ech alt mat Unisproffen driwwer diskutéieren, dat ass, ob et, wann ee Recherche mécht an enger Schoul, dann huet d'Recherche de Schwéierpunkt vun der Recherche, an d'Schoul huet emol als éischt Missioun, fir ze fonctionnéieren, ob et net méi richteg ass, ze soen, fir d'éischt soll eng Schoul fonctionnéieren an dann hu mer Zäit fir d'Recherche.

Dat ass eng Fro, déi ech mer stellen a wou ech verschidden Äntwerte kréie vun den Experten. Mä dat ass sécher, fir hei alles op den Dësch ze leeën, déi Froen, déi ech mer zu dësem Projet-pilote stellen. Woubäi ech awer ëmmer erëm wëll ënnersträichen, dass all déi Leit, déi an „Eis Schoul“ an an aus ginn, den Enseignanten eng immens Motivatioun certifiéieren an och ganz vill Kompetenz. An dass eigentlech d'Äntwert op déi Froen an déi Problemer, déi sech stellen, déi sinn an der Équipe. Si hunn all d'Ressourcen, fir kënnen hir Problemer selwer ze léisen. Mä si sinn an engem schwéiere Prozess, well se vu baussen a vu banne sech mussen organiséieren a strukturéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci der Erzéiungsministesch. Da kéime mer elo zu der Question avec débat Nummer 8 - Pardon! -, Nummer 9 vum Här Claude Adam iwwert d'Evolutioun vum „Neie Lycée“ an uschléissend zur schréftlecher Fro Nummer 492 vum Här Ben Fayot iwwert d'Reorientatioun vun de Schüler aus dem „Neie Lycée“.

Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten Zäit zou, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn hei zéng Minutten zou. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

www.chd.lu

7. Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée»
et
Question parlementaire N°492 de M. Ben Fayot sur la réorientation des élèves sortant du «Neie Lycée»

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. D'Gesetz vum 25. Juli 2005 iwwert d'Schafung vun engem Lycée-pilote, deen och haut nach ëmmer den Numm „Neie Lycée“ dréit, obschonn et nach vill méi nei Lycéeë gëtt wéi de Pilotlycée, seet a sengem Artikel 18: «Le fonctionnement du lycée-pilote fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur de la présente loi.»

Madame Minister, och hei: déi gréng hate mat vill Begeeschterung de 5. Juli 2005 d'Gesetz iwwert dëse Lycée gestëmmt a gemengt, mat dësem Pilotprojet kéim frësche Wand an den Enseignement secondaire.

Mir haten et begréisst, datt den „Neie Lycée“ vun Ufank u mat der Uni Lëtzebuerg sollt zesummeschaffen. Mir hate schonns 2005 gesot, et wier wichteg, datt d'Erkenntnisser vum „Neie Lycée“, d'Erfolleger an d'Mësserfolleger op enger breeder Basis sollten diskutéiert ginn an zu Konsequenze fir den „Neie Lycée“ féieren, awer och een Afloss op dee ganzen Enseignement secondaire sollten hunn.

Wat de frësche Wand fir den Enseignement secondaire ugeet, sou si mer e bëssen entäuscht vum Pilotprojet. Mir haten eis méi Diskussiounen op breeder Basis erhofft. Mir ginn nach ëmmer dervun aus, datt d'Leit am „Neie Lycée“ eng gutt Aarbecht maachen. Mir bedaueren, datt déi Aarbecht net méi diskutéiert gëtt. Bis elo hu mir nach keng Reformlëftchen aus der Richtung „Neie Lycée“ ze spiere kritt; mä dat ka sech jo nach ëmmer ännere.

Duerfir meng Froen un d'Madame Minister: Wéi wäit sinn déi wichteg Grondpfeiler, op déi de Pilotlycée opgebaut ass, Ausgangsbasis fir eng Schoulreform? Konkret: Am Secondaire hu mer haut praktesch nëmme méi Horaires aménagés. Dat heescht, den Unterrecht ass an der Woch vun 8 bis 14 Auer kompriméiert.

Ech zitéieren den Direkter vum „Neie Lycée“ Jeannot Medinger aus engem Artikel vum Wort vum 14. September 2009: „Dieses System ist weder politisch noch pädagogisch zu rechtfertigen. Man muss bedenken, dass im ganzen Land die über Zwölfjährigen nachmittags sich selbst überlassen sind.“

De Pilotprojet ass eng Ganzdagsschoul. Féiere mer am Kader vun der Reform vum Enseignement secondaire eng Diskussioun iwwert d'Ganzdagsschoulen oder loosse mer dat si fir bei der Reform vun der Grondschoul?

Am Pilotlycée schaffe ronn 60 Proffen a 50 sougenannt Spezialisten, Kënschtler/Handwierker. Schaffen dës Équipen zefridde stellend? Loosse mer esou Spezialisten an déi aner Schoulen eran? Wéi hu sech déi nei Aarbechtszäite fir den Enseignant bewährt?

Mir diskutéiere scho laang a vill iwwert de Sproochenunterrecht an eise Schoulen. Och hei geet den „Neie Lycée“ nei Weeër. Englesch schonns op Septième, an den Direkter vum „Neie Lycée“ kritiséiert, datt an der regulärer Schoul d'Fächer auserneegesprengt ginn. An engem Sproochecours léiert ee keng Sprooch, et verbessert ee se just, mengt hien. Gi mer eis hei Impulser siche bei der Reform vum Sproochenunterrecht?

Och an der eminent wichteger Fro vun der Evaluatioun geet den „Neie Lycée“ nei Weeër. Wat kënne mir vun deenen neie Weeër léieren an an déi regulär Schoul iwwerdroen? Wou loosse mer léiwer d'Fanger dervun?

De Lycée-pilote ass déi eenzeg öffentlech Schoul am Land, wou et keng Dualitéit Re-

liouns- a Moralunterrecht gëtt. Huet den allgemenge Wäerterunterrecht vun dëser Schoul Modellcharakter fir d'ganzt Land oder net?

Mir hate virdrun am Kader vun „Eis Schoul" iwwert d'Disziplin geschwat. Ech hunn de Règlement d'ordre intérieur vum „Neie Lycée" gelies. Interessant, och a besonnesch fir e Pilotprojet: «Le port de casquettes est défendu à l'intérieur du bâtiment. Il est défendu de courir à l'intérieur du bâtiment. L'apport et la consommation de sucreries, de boissons sucrées sont interdits. Il est interdit de mâcher du chewing-gum pendant les cours et les études.», an esou weider. Et wier bestëmmt interessant, och emol esou Punkte bei enger Schoulreform matzediskutéieren.

Madame Minister, am Gesetz vun 2005 steet net, et dierft ee keng Evaluatioun viru fënnef Joer maachen. Mir sinn der Meenung, datt besonnesch elo, wou d'Debatt iwwert d'Reform vum Enseignement secondaire ugekierpt ass, eng Evaluatioun vum Pilotprojet eng dréngend a wichteg Entreprise ass, vun där mir eis wichteg Erkenntnisser fir déi ganz Reform vum Enseignement erwaarden.

An engem Artikel vum „Tageblatt" vum 25. Abrëll 2009 stellt den honorabelen Här Fayot fest, datt et roueg ginn ass ronderëm den „Neie Lycée". Mir fannen, datt et ze roueg ginn ass.

Den Här Fayot huet nach geschriwwen: „Erste bruchstückhafte Evaluationsergebnisse der Uni Luxemburg zeigen positive Ansätze. Es ist keine Eintagsfliege, kein Alibi-Projekt mit modernistischem Anstrich, vielmehr ein notwendiger und verantwortungsvoller Schulversuch, der von außen begutachtet und geprüft wird."

Déi „bruchstückhafte Evaluationsergebnisse" sinn an eisen Aen effektiv extrem bruchstückhaft. Madame Minister, mir gleewen dat alles, och wat den Här Fayot do schreift, gären. Mir wieren allerdéngs esou lues frou, wa mir eise Glawe mat Fakten ënnermauert kréischen.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Adam. An elo kënnt den Här Ben Fayot, fir och seng Fro ze stellen.

M. Ben Fayot *(LSAP).-* Här President, ech hunn déi schréftlech Fro gestallt, well ech mer geduecht hunn, dass den Här Adam ganz bestëmmt interesséiert wär un e puer Fakten. An dofir wollt ech vun der Madame Minister e puer einfach Fakte wëssen.

Mir hu jo constatéiert, dass den „Neie Lycée" bis 2008 Kanner opgeholl huet an 2008 déi éischt Kanner eriwwer an déi aner Lycéeë gaange sinn, an och 2009 bis 2010 weider Kanner an déi bestehend Lycéeën iwwersiedelt hunn.

An dofir wollt ech ganz einfach froen, elo fir d'éischt emol: Wéi vill Kanner aus dem „Neie Lycée" sinn, no deenen dräi Joer, an de Secondaire général iwwergaangen, a wéi vill sinn der an de Secondaire technique gaangen? Dat ass den éischten Deel vu menger Fro.

Da géif et mech interesséieren, wéi dann d'Schoulresultater vun deene Schüler, déi aus dem „Neie Lycée" komm sinn, an deene bestehende Lycéeën, also souwuel am Enseignement secondaire général wéi am EST, sinn. Ob een do constatéiert huet, dass déi Schoulresultater besser, méi schlecht, oder besonnesch ervirzehiewe wären. An och, wéi déi Kanner sech an deene Lycéeën erëmfonnt hunn. A wat mech och géif interesséieren, dat ass, ob esou Resultater, wann ee se da ka constatéieren, och gebraucht ginn, fir eventuell a weidere Reformen utiliséiert ze sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot, an elo kritt d'Wuert d'Unterrechtsministerin, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.-* Merci, Här President. E puer Fakte fir d'éischt. Am Joer 2008, Summer 2008 waren déi éischt Schüler vum „Neie Lycée" op Neuvième respektiv op Cinquième. Déi, déi op Cinquième waren, déi konnten nach ee Joer bleiwen, well jo de Lycée autoriséiert war, och nach d'Quatrième classique ze organiséieren. Déi sinn also net orientéiert ginn.

Déi, déi op Neuvième waren, EST, déi si virun e Jury komm a sinn orientéiert ginn an déi verschidden Ordres d'enseignement. Dat ass jo eng extra Prozedur, well am „Neie Lycée" jo ouni Punkten evaluéiert gëtt an dofir e Jury zesummekënnt vu Proffen aus anere Lycéeën. An déi kucken dann d'Piècen, d'Produktiounen, d'Dossiere vun de Schüler an orientéieren. Dat waren also lauter EST-Schüler. Vun deenen 42 Schüler, déi dunn op eng Dixième an en anere Lycée orientéiert si ginn, 2008 - déi waren dann 2008-2009 op der Dixième -, do hunn der 39 hir Klass réusséiert, also dräi net.

Dat ass en Taux de réussite vun - ech hu mer dat rechne gelooss - anscheinend 93%. An dee kann ech vis-à-vis setzen an der Moyenne. Op der Dixième hu mer en Taux de réussite vun nëmme 70%, also all Sektioun nach manner. Et ass also e ganz héijen Taux de réussite, wat also weist, dass déi Kanner sech gutt integréiert hunn an déi aner Schoulen.

Fir d'Joer 2009, do si ronn 60 Schüler EST orientéiert ginn an aner Lycéeën, well den „Neie Lycée" jo keng iewescht Klassen am Technique offréiert. Do kann ech lech elo d'Resultater nach net soen, well mer am Concomitant jo ëmmer mat Semestere fueren a well mir dann normalerweis waarde bis den Mäerz, also bis Enn Mäerz, bis mer d'Resultater hunn, fir da Statistiken ze maachen. Mä soubal wéi ech déi hunn, géif ech déi noreechen.

D'Echoen, déi ech krut: Et ass eng gutt Integratioun geschitt. Si musse sech natierlech ëmstellen an deem éischte Joer, wou se an d'Schoule kommen; an dat, wat ech lech hei soen, ass och net wëssenschaftlech begrënnt. Normalerweis wonnere se sech iwwert d'Passivitéit vun de Schüler an deenen anere Lycéeën, well si jo eigentlech gewinnt ginn, ganz aktiv Initiativen ze huelen an aktiv ze participéieren.

Wann ech elo d'Froe vum Här Adam iwwert d'Evaluatioun vum Neie Lycée, wëll ech éischtens soen, dass d'Gesetz virgesäit, dass no fënnef Joer e Rapport d'Evaluatioun do ass. Mir sinn elo am fënnefte Joer. D'Uni Lëtzebuerg ass vun Ufank un amgaang a begleet den Neie Lycée vun dem éischte Joer un. A mir wäerten dee fäerdege Rapport…, en hätt, wann ech de Kalenner kucken, missen de Summer do leien.

Ech wollt awer hei, an ech hunn der Uni och dat Signal ginn, vu dass mer am Enn des Joers 2010 d'Resultater vu PISA kréien, an dat ass jo dann déi éischt Kéier, wou Schüler aus dem „Neie Lycée" bei PISA matgemaach hunn. Dofir hat ech gemengt, mir géifen d'Resulater vu PISA mat ofwaarden, fir déi mat an de Rapport ze verschaffen, well do ass jo net nëmmen e Questionnaire dran, mä do sinn och Resultater vun Épreuven dran. Dass dat eis e Bild gëtt, dat méi komplett zur Evaluatioun bäidréit.

Et ass, seet den Här Adam, roueg ginn ëm den „Neie Lycée". Fir mech ass dat een Element vum Succès. Well wann et nämlech net géif gutt fonctionnéieren, da sinn ech sécher, dass et net roueg wär ronderëm den „Neie Lycée".

Et ass fir mech… Ech ginn oft dohinner. Ech hunn och ganz vill Kontakt mat der Schoul. Ech stelle fest, dass dat ganz gutt fonctionnéiert. Éischtens hu si och no Ufanksschwieregkeete sech Reglementer ginn, mat deene se ganz gutt liewen. Si bréngen et fäerdeg, d'Participatioun vun hire Schüler ganz grouss ze halen. D'Stagiairen, déi am „Neie Lycée" forméiert ginn, hunn exzellent Resultater an de Concoursen; wat jo ëmmer gesot ginn ass, vun anere Schoulen: „Déi aus dem «Neie Lycée», déi packen de Concours net." Si hunn au contraire exzellent Resultater.

A verschidden Elementer, wou mer gesinn, dass se am „Neie Lycée" spezifesch sinn, déi hu mer och an d'Diskussioun „Reform Lycée" iwwerholl, notamment den Tutorat, dee generaliséiert ass am „Neie Lycée", wou Équipes réduites… Well si mat Équipes réduites schaffen, wat de Kontakt zwëschent den Enseignanten an de Conseils de classe och vill méi einfach mécht. Well eng Équipe e puer..., nëmmen dräi, véier Klassen huet, da kann ee vill méi flexibel sech organiséieren an d'Kanner hu manner Intervenanten.

Den Travail personnel: Een Element, wat elo proposéiert gëtt. Dat ass iwwregens net nëmmen am „Neie Lyc ée". Et ass och am Bac international, wou jo d'Schüler ugehale gi fir..., also perséinlech Aarbecht ze maachen.

Si hunn eng exzellent Zesummenaarbecht mat den Elteren, wat natierlech och dorobber berout, dass déi Elteren disponibel sinn, fir dohinner ze kommen. Do kréien ech heiansdo gesot, dat wär bal ze vill, wat do géif verlaangt ginn.

Sou dass ech wëll soen, dass ech mengen, dass dat gutt fonctionnéiert. Mä ech wëll dat awer net aus menge subjektiven Aussoen hei beleeën an duerfir hätt ech gären dee Rapport, deen eis dat dann alles dokumentéiert.

Wann den Här Adam seet, dat schwappt net iwwer op déi aner Schoulen, da wëll ech awer och ganz kloer soen, dass d'Tâche vun den Enseignanten am Neie Lycée eng aner ass wéi vun den Enseignanten an den normale Lycéeën. Si sinn 30 Stonne präsent an der Schoul. Dat ass e Modell, deen ech mer ka ganz gutt virstelle fir alleguerten d'Schoulen, mä ech wëll awer soen, dass deen net op eng grouss Begeeschterung bei den Enseignantë stéisst an dass dat eng vun den Ursaachen ass, firwat déi aner Schoule sech wäit ewech hale vun deenen Experienze vum „Neie Lycée" a soen: „Jo, dat solle si da maachen, mä dat ass net fir eis."

Dat ass e Sujet, deen ech e puermol mat de Gewerkschaften diskutéiert hunn a wou ech, muss ech soen - och muss ee seng Feeler zouginn oder seng Schwächten -, ech sinn do net weiderkomm. An ech mengen, et huet jo och kee Wäert, dauernd géint Wandmillen ze lafen. Ech waarden op d'Evaluatioun, och fir ze kucken, wat dann déi Elementer sinn, déi wierklech, dass mer kënnen dat weisen.

Ech wëll och soen, dass den „Neie Lycée" begleet gëtt vun engem Comité d'évaluation et d'innovation pédagogique. Dat si sechs, nee fënnef, fënnef Universitéitsprofesseren, déi zweemol am Joer an den „Neie Lycée" kommen, déi dann och zwee Deeg dobleiwen, mat de Leit diskutéieren, Questionnairë maachen. Dat sinn d'Madame Kirch, d'Madame Poteaux an de Guy Chouraqui vun der Uni Stroossbuerg. Dat ass de Jean-Patrick Connerade vum Imperial College London an dat ass den André Giordan vu Genève an dann ass et de Baudouin Jurdant, Paris VII. Déi hu mer och gefrot, dass déi géifen e Rapport iwwert déi fënnef Joer „Neie Lycée" maachen. An dat alles zesumme kréie mer Enn des Joers.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Erzéiungsministesch. Här Adam, ech mengen, déi Äntwert war komplett, sou datt et net méi noutwendeg ass, datt Der nach eng Kéier d'Wuert ergräift.

(Brouhaha)

Duerfir kéime mer elo zu der éischter Motioun vum Här Henri Kox iwwert d'OGMen. Här Kox, Dir hutt als Auteur vun der Motioun d'Wuert.

8. Motion de M. Henri Kox relative à l'interdiction de la mise en culture, de la transformation et de la vente des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010

Motion de M. Henri Kox relative au respect d'un moratoire sur l'autorisation et la réautorisation d'OGM jusqu'à la conclusion des réflexions exigées par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socio-économiques

Exposé

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.-* Här President, Merci. Ech erlabe mer déi zwou Motioune gläichzäiteg ze behandelen, well se u sech och datselwecht behandelen, awer un ënnerschiddlech Leit da geriicht sinn. Déi éischt Motioun ass un de Lëtzebuerger Gouvernement oder d'Regierung adresséiert, déi zweet ass éischter un d'Kommissioun adresséiert.

Dir wësst, den 2. Mäerz sinn zu Bréissel an der Kommissioun nei Variatioune vun OGMen autoriséiert ginn. Dat eent ass eng Gromper, Amflora vun der Sociétéit BASF, an dräi MON 863, also u sech Maiszorten, déi och autoriséiert gi sinn, fir an Europa kënnen zougelooss ze ginn. Dëst ass u sech eng Première säit Laangem, dass erëm OGMen zougelooss gi sinn op europäeschem Niveau, wat mech och, net nëmme mech, mä allgemeng stutzeg mécht, insbesondere wat d'Form ugeet, wéi déi zougelooss goufen.

Och wat de Fong ubelaangt, gëtt et nei Erkenntnisser, déi ganz kloer weisen, dass d'OGMen net dat halen, wat se verspriechen. Éischtens ass dat fir den Honger an der Welt ze stëllen. Mir wëssen alleguerten, déi meescht OGMen oder praktesch 100% vun den OGMe ginn ugeplanzt fir éischter Biokraaftstoffer an zweetens och als Déierefudder, fir éischter eis europäesch Konsumgewunnechten ze decken.

Wat d'Form ubelaangt, ass et éischter e Skandal, wéi hei virgaange ginn ass. Et war keng Diskussioun an der Kommissioun. Et gouf eng schréftlech Erklärung just vum Santéskommissär, deen heimadder d'Prozedur ageleet huet, ouni dass hien déi sécher wëssenschaftlech Erkenntnisser hat, wëssend, dass insbesondere bei der Gromper ganz kontrovers diskutéiert doriwwer gëtt, besonnesch well se eng Resistenz opweisen op Antibiotiquë géint d'Tuberkulos, wat u sech e grousse Problem duerstellt.

Et waren awer net nëmmen, soe mer, d'Ëmweltgewerkschaften, déi sech geäussert hunn, mä och Dir, Här Minister. Ech zitéieren lech aus der „La Voix" vum 3. Mäerz: «C'est de la provocation.», wou Der selwer drop hiweist, dass et net richteg ass, wat d'Kommissioun do ënnerholl huet, dass et och net richteg ass, wéi se eppes iwwerginn, nämlech en eestëmmegen Accord tëschent den Ëmweltministeren, dee virun zwee Joer geholl ginn ass, nämlech dee seet, dass, éier nei OGMe sollten zougelooss ginn, fënnef Kritäre sollten agehale ginn.

Dat ass, éischtens, den Impakt op d'Ëmwelt soll ënnersicht ginn; zweetens sollen déi sozioekonomesch Ursaache vun esou Autorisatiounen nach méi déif gräifend ënnersicht ginn, insbesondere och wat d'Expertisen ubelaangt oder wat d'Transparenz vun deenen Expertisen ubelaangt. Och do ass et alles aneschters wéi richteg. Oft sinn déi ganz no zu den entspriechende Firmaen, déi esou Produkter wëllen aféieren.

Dann natierlech, wat ganz wichteg ass fir déi biologesch Landwirtschaft, awer net nëmme fir déi biologesch, och déi konventionell, nämlech d'Verseuchung mat OGMen an dem Geseems. Dat heescht, wann een esou Planzen duerno wëllt ausbréngen, dass déi net verseucht si mat genmanipuléierten Organismen.

Mir wëssen alleguerten, dass Lëtzebuerg sech an der Vergaangenheet, an och dës Regierung, géint insbesondere den Ubau hei a Lëtzebuerg staarkgemaach huet, géint d'OGMen. Mir wëssen awer och, dass mëttlerweil zu Bréissel iwwer 70 ënnerschiddlech OGMen nach an der Prozedur drop waarden, fir genehmegt wëllen ze ginn. Mir wëssen, dass och de Principe de précaution u sech an och wat d'Konsumenten ubelaangt sollt agehale ginn.

All dat, wat ech hei elo explizéiert hunn, huet eis dozou verleet, eng Motioun dann entspriechend un d'Lëtzebuerger Regierung ze stellen, fir ze froen insbesondere, dass déi Kulturen, dat weess ech, hei net sollten ugebaut ginn. Mir hu jo do e

Koexistenzgesetz, wat eenegermoossen d'Strooss wäert halen.

Mä et soll een awer och nach zwee weider Voleten ënnersichen, nämlech dat ass d'Transformatioun an de Verkaf vun esou Produkter. Well do si mer hypokritesch. Engersäits verbidde mer, et hei unzesetzen, wëllen et awer nach weider hei an eiser Fudderindustrie benotzen. An et gëtt ës hei a Lëtzebuerg och agesat. Dat fanne mer, dass dat och sollt ugaange ginn a probéiert ginn, dat ze ënnerbannen.

Dann natierlech, dass Der weiderhin zu Bréissel Iech opposéiert, fir weider Autorisatiounen zouzeloossen. An insbesondere, dass dat, wat virun zwee Joer am Conseil ugeholl ginn ass vun den Emweltconseilen, nämlech déi Eestëmmegkeet, dass déi fënnef Kritären, déi ech virdrun erklläert hunn, och nach eng Kéier ënnersicht ginn.

Dann zu där zweeter Motioun, déi u sech inhaltlech praktesch déiselwecht ass, awer do gi mer eist Mësstraue vis-à-vis vun der Kommissioun. Nämlech d'Aart a Weis, wéi virgaange ginn ass hei an deem Dossier. Et ass keng Einbahnstraße. D'Europäesch Kommissioun kann net sech einfach esou iwwert d'Konsumente vun Europa ewechsetzen. Mir wëssen, dass 70%, wann net 80% vun den europäesche Konsumenten, also vun der Populatioun vun Europa, géint d'Uwendung vun OGMen an Europa ass. An dat solle se zur Kenntnis huelen.

Si sollen och zur Kenntnis huelen, och sämtlech Kommissären, a mir fannen dat och e Skandal, dass eng Lëtzebuergerin, eng lëtzebuergesch Vertriederin, sech och do iwwer all lëtzebuergesch Gepflogenheeten ewechsetzt a sech hannert de Barroso stellt, fir esou Praxissen nach weider ze toleréieren. Mir fannen, dass dat net an der Rei ass. A mir fannen, dass d'Lëtzebuerger Chamber sech aus sollt drécken dorëm, dass mer dat net wëlle weiderhin akzeptéieren, dass mer net wëllen akzeptéieren, dass OGM-Produkter weiderhin autoriséiert ginn, wann net eng ganz Rei vu Kritären iwwerpréift ginn.

Mir wëllen och dofir d'Lëtzebuerger Regierung opfuerderen, am Numm vun der Chamber, déi Motioun weiderzereechen an dëst dann der Europäescher Kommissioun zum Ausdrock ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- An ech soen dem Här Kox als Auteur vun deenen zwou Motioune Merci. Ech géif wëlle froen, ob soss nach een zu enger oder zu deenen zwou Motiounen hei wëllt Stellung huelen. Wann dat net de Fall ass, géif ech vläicht dem…

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Jo, dach.

M. le Président.- Ah, den Här Etgen wëllt nach Stellung huelen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn hei mat zwou Motioune konfrontéiert, wou bäi där enger, där zweeter, mer et mat engem dueblen ongewinnten Invite ze dinn hunn. Deen «invite… à inviter», wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, sech op europäeschem Niveau duerchzesetzen.

An der Substanz geet et bei deenen zwou Motiounen ëm d'Verhënnerung vun enger Mise sur le marché vun neien OGMen, notamment der Amflora-Gromper. Et ass net fir d'éischt a wahrscheinlech och net fir d'lescht, datt probéiert gëtt, eng OGM-Variant op de Marché ze bréngen an esou Zougank an onser Landwirtschaft ze kréien. Et gëtt Gott sei Dank ee grousse Konsens bei eise Baueren a bei eise Consommateuren, fir op OGMen ze verzichten. Eng Opfaassung, déi vun deene meeschte politesche Responsabele gedeelt gëtt, zumindest hei am Land.

Ech erënneren hei och un de Wahlprogramm vun der DP, wou mir eis kloer positionéiert hunn: „Keine genmodifizierten Organismen in der Landwirtschaft. Die DP steht der grünen Gentechnik sehr skeptisch gegenüber und spricht sich klar für das Vorsorgeprinzip aus. Solange es keine wissenschaftlichen Beweise dafür gibt, das GMOs keine schädlichen Auswirkungen auf Mensch und Natur haben, darf es nicht zu einer Nutzung von genmodifiziertem Saatgut in Luxemburg kommen. Dem gegenüber sollte verstärkt in die Forschung und Entwicklung von resistenteren Getreidesorten investiert werden und die diesbezüglichen Haushaltsmittel aufgestockt werden."

Et ass awer esou, datt d'Skepsis par rapport zu den OGMen net europawäit gedeelt gëtt, an dat spigelt sech an der Attitüd vun der Kommissioun erëm, wou d'OGM-Befürworter schéngen d'Iwwerhand ze behalen. Sou wéi den Här Kox, hätte mir eis och méi Courage vun der Lëtzebuerger EU-Kommissärin, der Madame Reding, gewënscht.

(Interruption)

Als DP hale mir um Principe de précaution fest, woubäi d'Kritiker vun deemselwechten, virun allem déi grouss Konzerner, soen, datt deen net kann éiweg duerhalen, fir OGMen ze verbidden.

Wéivill a wéi eng Etüde musse gemaach ginn, bis ee kann esou definitiv soen, datt keng Gefor méi besteet? Wéini ass de Principe de précaution iwwerschratt? Am Fall vun der Amflora-Gromper soen déi eng, déi néideg Etüde wäre gemaach, déi aner net. Déi Fro wäert sech bei all OGM stellen.

Mir halen och un engem anere wichtege Prinzip fest, an dat ass dee vun der «libre circulation des biens et des marchandises». Dat heescht, datt, wann een OGM an Europa, sief et an egal wéi engem Land, bis um Marché ass, kënne mer als Lëtzebuerger esou OGM-Grenzen net zoumaachen. Souwisou kennen d'OGMen, wéi all Zort vu Som, déi sech jo kënnen eleng déplacéieren, keng Grenzen.

Dat mécht d'Problematik jo och esou schwiereg. Och wa mer geschlossen als Lëtzebuerger Landwirtschaft, Gemengen oder Land soen, mir wéilte keng OGMen, hei vir a Rheinland-Pfalz oder an der Province de Luxembourg ës awer ugeplanzt gëtt, dann dauert et net méi laang, bis mer d'OGMen op eise Felder an op eise Stécker hunn. An da stellt sech de Problem vun der Fräiheet an dem Wëlle vum eenzelne Bauer, dee keng OGMe bei sech wëllt. Da stellt sech de Problem vun der Koexistenz vun der bio-konventioneller an der OGM-Landwirtschaft. Sinn OGMe bis am Circuit, da gëtt et u sech keng Garantie méi fir eng OGM-fräi Landwirtschaft.

Et handelt sech also ëm eng extrem komplex Fro, an et ass wierklech Virsiicht gebueden, well wann den Deckel vun den OGMe bis opgemaach gëtt, da kann ee villes net méi réckgängeg maachen. Duerfir solle mer wierklech all Précautiounen huelen, ier mer dee Schratt do maachen.

An dësem Sënn ënnerstëtze mer déi zwou Motioune voll a ganz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Wann da soss kee méi hei wëllt Stellung huelen, géif ech dem Gesondheetsminister d'Wuert ginn, well dee wëllt ganz bestëmmt dozou Stellung huelen.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dir verdaut dat net, he?

(Interruption)

De Pokal ass méi schwéier ze verdauen, ewéi d'OGMen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech hoffen, e läit Iech net um Mo.

Une voix.- De Moment net.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Sou, elo komme mer hei zu den OGMen. Här Gesondheetsminister, loosst Iech net aus der Rou bréngen a sot eis, wat Är Positioun zu deene Motiounen ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si wéi ëmmer d'Rou selwer...

(Hilarité générale)

Une voix.- Abee jo!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- ...an ech si ganz dankbar fir déi Geleeënheet, fir d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an deene leschte Joren zu der OGM-Problematik erëm eng Kéier kënnen an Erënnerung ze ruffen.

Et ass esou, dass Lëtzebuerg zënter Joren am Lager vun deene Länner ass, déi de Principe de précaution net nëmme mat Wierder applizéiert hunn, mä duerch konkret Décisiounen. Mir waren also ëmmer bei deene Länner, déi entweder Neen oder, ben, jiddefalls an deene leschte Joren ëmmer mat Nee vis-à-vis vun der Zouloossung respektiv der Neizouloossung vun OGM-modifizéierte Céréalë gestëmmt hunn, dat souwuel an de Comitéë wéi och an de Conseilen. Dat war bis elo de Conseil Agriculture respektiv den Environnement. Dat gëtt an Zukunft méi staark wéi an der Vergaangenheet de Conseil Santé.

Mir hunn net nëmme bei europäeschen Ofstëmmungen dorop opgepasst, dass de Principe de précaution agehale ginn ass, mä och an eiser Lëtzebuerger Gesetzgebung, wou mer d'Koexistenzgesetz esou streng wéi et méiglech war gestalt hunn.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Mir hunn awer och zweemol, innerhalb vun zéng Joer, d'Clause de sauvegarde invoquéiert, eng Kéier ënnert mengem Virgänger, a fir d'lescht den 23. Mäerz 2009, wou mer d'Clause de sauvegarde vis-à-vis vun dem MON 810 invoquéiert hunn. Dat heescht, mir hunn op Bréissel gemellt, dass mer en Uplanzverbuet géifen décidéieren.

Mir hunn dat opgrond vun neien Etüden, zum Deel, mä och opgrond vu Schwäizer Etüde gemaach, an eis Argumentatioun war esou gutt, dass déi däitsch Kolleege sech op déiselwecht Etüde baséiert hunn, fir e puer Wochen no eis och d'Clause de sauvegarde ze zéien. Déi Clause de sauvegarde, déi steet bis haut. Wéi laang, wësse mer net, mä do ass och munches ënnerwee gewiescht.

Doriwwer eraus hunn d'Kolleege Landwirtschafts-, an an dësem Fall besonnesch d'Environnementsministeren Enn 2008 duerchgesat, dass déi wëssenschaftlech Basis, déi ëmmer déngt fir nei OGMen zouzeloossen, iwwerkuckt soll ginn an dass se soll méi laangfristeg ausgeluecht ginn, well déi Haaptreprochen, déi een am Moment bei der Zouloossung vun OGMe mécht, dat ass, dass déi Period, wou studéiert gëtt, ze kuerz ass, fir dass een all Suerge ka lass sinn. Dat heescht also, do ass Bewegung an d'Spill erakomm. Et war Bereetschaft op alle Säiten, fir déi Phas Etüden nei ze konzipéieren.

Doriwwer eraus waren zënter dem Akraaftsetze vum neien Traité net all Detailer kloer, wéi dann elo d'Genehmegungsprozedur ënner Bedeelegung vun deenen eenzelne Länner soll ausgesinn. An ech muss soen, dass ech iwwerhaapt net amëséiert war, dass eng vun deenen éischten, wann net déi éischt seriö Décisioun, déi vun der neier Kommissioun komm ass, déi war fir eng Rei vun OGM-modifizéierte Gidder zouzeloossen.

Une voix.- Do kënne mer dem Här Barroso Merci soen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Den Iwwerraschungseffekt ass hei voll zum Droe komm. An enger Situatioun, wou jiddweree bereet war, op d'Genehmegungsprozedur zréckzekommen, ass hei e Schnellschoss gemaach ginn. Lëtzebuerg huet dat och kloer esou an deene Gremien ze verstoe ginn, wou mer bis elo konnten doriwwer diskutéieren. Mir sinn direkt a Kontakt och getruede mat gläichgesënnte Länner, ënner anerem Frankräich, ënner anerem Éisträich, déi erwägen, fir och an deem heite Fall d'Clause de sauvegarde ze zéien. Mir wäerten also och hei d'Evolutioun genee verfollegen an eis mat deene Moyenë wieren, déi mer hunn.

Ech fannen, dass och déi Décisioun, déi d'Kommissioun elo geholl huet, ondemokratesch ass, well se dem Wëlle vun engem ganz groussen Deel vun de Populatiounen an enger ganzer Rei vu Länner net Rechnung dréit. D'Kommissioun däerf sech also net wonneren, wann op ëmmer méi Plazen d'Skepsis vis-à-vis vun esou Décisioune méi grouss gëtt.

An ech mengen, hei zu Lëtzebuerg huet déi dote Positioun sech doran dokumentéiert, dass eng ganz Rei vu Gemengen, dass eng ganz Rei vun Associatioune sech an der Initiativ „Lëtzebuerg OGM-fräi" zesummegeschloss hunn a sech mat eis zesummen derfir asetzen, fir d'Groussregioun OGM-fräi ze halen. Do hu mer ganz gutt Diskussioune mat eisen Nopeschlänner, mat deenen enge besser, mat deenen aneren net esou gutt.

Der langen Rede kurzer Sinn: D'Regierung kann, an ech schwätzen do net nëmme fir mech selwer, mä fir den Nohaltegkeetsminister, den delegéierten Nohaltegkeetsminister an de Landwirtschaftsminister, mat deene mer just zu deem Zäitpunkt, wou d'Kommissioun am stillen Kämmerlein hir Décisioune preparéiert huet, eis Positioun affinéiert hunn an och an deenen nächsten Deeg d'Regierung wäerte mat eiser Positioun konfrontéieren, och eis Kommissarin uschreiwen, fir hir eis Positioun kloerzemaachen an deem heiten Dossier, fir dass se net ka soen, si hätt net gewosst, wéi mir stinn.

Ech sinn och ganz dankbar iwwert déi Positioun vum Här Etgen,...

(Interruptions)

...well se sech ganz positiv vis-à-vis vun där neier Positioun vun der däitscher Regierung distanzéiert. Déi däitsch Regierung, déi war bis elo ëmmer op eiser Linn, mä mam Wiessel huet se sech op eemol am Lager vun den OGM-frëndleche Länner erëmfonnt, dat heescht, dat op d'Kopp gehäit. Ech sinn also ganz frou, dass dat hei zu Lëtzebuerg net de Fall ass.

Ech wollt dann och de Wëlle vun der Regierung hei matdeelen, déi Motiounen unzehuelen, wat de Fong ugeet, mä dem Auteur eng Rei vun Änneruge proposéieren. Ech hat d'Geleeënheet, scho kuerz mam Här Kox ze schwätzen. Ech wollt proposéieren, fir an där éischter Motioun de fënnefte Paragraph erauszeloossen, an dem leschte Paragraph op der éischter Säit vun der Motioun 1 och d'Referenz op d'Lëtzebuerger Positioun ze maachen, well et ass net esou an deem heiten Dossier, dass Lëtzebuerg sech net démarquéiert hätt vis-à-vis vun der Kommissioun.

Ech wollt och proposéieren, fir an dem éischte Paragraph vun der Säit 2 d'Transformatioun an d'Vente op der Säit ze loossen. Och wa mer eist Méiglechst solle maachen, ass et net d'selwecht ze behandele wéi d'Uplanzung. Well wa mer hei géifen eng Interdictioun unilateral décidéieren, wat d'Vente ugeet, dat wier eng Entrave à la libre circulation, an do fuere mer ewech, ouni dass mer eng Chance hunn.

Da wollt ech och op eis bishereg Positioun an deem zweete Paragraph insistéieren an da proposéieren, dass mer net „mettre sous pression" schreiwen - well „mettre sous pression", dat ass nach kee Resultat -, mä ech wollt proposéieren, dass mer alles maachen, fir d'Kommissioun ze iwwerzeegen, dass se dat soll maachen, wat mir fir richteg fannen.

An där zweeter Motioun hunn ech keng Propositiounen ze maachen. Déi puer Tippfeeler, déi hu mer schonn zesummen ausgemaach.

Ech wollt just als Konklusioun soen, dass mer deen heiten Dossier ganz seriö wäerte suivéieren, an och déi Décisioune wäerten nofolge loossen, déi der Kommissioun solle weisen, dass se hei net alles iwwert de Kapp vun enger Majoritéit vun de Länner däerf maachen. Och wann et net ëmmer eng Majorité qualifiée ass, kann et net sinn, dass ee Majoritéiten einfach esou ignoréiert oder se par surprise iwwerstëmmt.

Dat gesot, soen ech Iech villmools Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Wann ech richteg verstanen hunn, proposéiert en eng Rei vu Modifikatiounen, wat déi éischt Motioun betrëfft. Ech géif do den Här Kox als Auteur froen: Kann den Här Kox déi Modifikatiounen esou akzeptéieren?

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- Bon, ganz kuerz. Mir hätten natierlech gewënscht, dass dee fënnefte Paragraph och nach géif dostoe bleiwen, verstinn awer verschidde Retizenzen, fir dat dann net esou eendäiteg do ze soen. Awer no den Ausféierunge vum Här Minister, dass e Bréif vun der Regierung fir d'Kommissioun ënnerwee wier oder an der Preparatioun, a wou och dorobber higewise gëtt, dass d'Aart a Weis, wéi se virgaangen ass, veruerteelt gëtt, kënne mer dat akzeptéieren. Mir verstinn och, dass Lëtzebuerg an der Vergaangenheet dat och esou gemaach huet an den allgemengen OGMen - déi Verbesserung -, dass niewent Italien, Éisträich, och Lëtzebuerg relativ séier sech hei insbesondere bei de Grompere bemierkbar gemaach huet, fir Clauses de sauvegarde ze maachen.

Bei der Transformatioun a bei der Vente, och do hu mer e bësse Problemer domat, verstinn awer och, dass mer de Moment vläicht net déi juristesch Handhab hunn, fir dat kënnen esou ze maachen. Mir mengen awer, dass mer do eng Debatt hei a Lëtzebuerg och sollte lassbriechen, an dass mer probéieren och do nach eng Kéier ze intervenéiere mat iergendenger Form vu weidere parlamentareschen Initiativen.

Am zweeten Tiret „à continuer à s'opposer" hate mer ausgemaach, fir dat do eranzemaachen, a selbstverständlech wäerte mer „mettre sous pression" dann ersetzen duerch „convaincre", esou dass mir déi Propositioune vum Minister unhuelen an doduerch déi Motioun nach eng Kéier wëllen esou déposéieren.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que lors du Conseil Environnement du 4 décembre 2008, les Ministres de l'Environnement de l'UE adoptèrent à l'unanimité cinq actions prioritaires pour mieux encadrer l'évaluation et l'autorisation des OGM, notamment le renforcement de l'évaluation des impacts environnementaux des OGM, la prise en compte des facteurs d'appréciation socio-économiques et l'amélioration du fonctionnement de l'expertise scientifique;

- constatant que la nouvelle Commission européenne a autorisé en date du 2 mars 2010 quatre variétés d'OGM: la pomme de terre «Amflora» de la société BASF, ainsi que trois croisements de variétés de maïs transgéniques (MON863xMON810, MON-863xNK603 et MON863xMON810xNK603) de la société Monsanto;

- estimant que, contrairement aux affirmations du Commissaire européen à la Santé et la Politique des Consommateurs John Dalli, tous les aspects scientifiques et notamment les réserves émises quant à la sécurité n'ont pas été largement pris en compte concernant ces autorisations;

- rappelant que le Programme gouvernemental mentionne que «Le Gouvernement entend affirmer le principe de précaution en matière d'OGM et soutiendra les initiatives „Luxembourg et Grande Région territoires sans OGM"»;

- rappelant qu'en date d'aujourd'hui plus de 70 variétés d'OGM attendent leur autorisation ou réautorisation dans l'Union européenne;

- consciente qu'une majorité de la population luxembourgeoise est opposée aux OGM;

- affirmant la primauté du principe de précaution en matière de santé et de protection des consommateurs;

- constatant que l'Italie et l'Autriche ont immédiatement annoncé leur intention d'interdire la culture d'«Amflora» et que la France attendra l'avis du Haut Conseil des biotechnologies pour arrêter sa position;

invite le Gouvernement

- à user de tous les moyens disponibles pour interdire ou rendre impossible la mise en culture au Grand-Duché de Luxembourg des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010;

- à continuer à s'opposer à toute autorisation d'OGM avant la conclusion satisfaisante des cinq actions demandées à l'unanimité par les États membres en décembre 2008;

- à soutenir une réforme de la procédure d'autorisation et d'évaluation des OGM pour qu'elle prenne aussi en compte les effets sanitaires et environnementaux à moyen et à long terme, de même que des facteurs socio-économiques;

- à se coordonner avec d'autres États membres afin de convaincre la Commission européenne et l'Autorité Européenne pour la Sécurité des Aliments (EFSA) pour qu'elles respectent un moratoire sur l'autorisation et la réautorisation d'OGM jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation et d'évaluation renforcée.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Gutt, ech mengen, da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert déi zwou Motioune kommen. Mir kënnen dat par main levée maachen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Fir d'éischt déi éischt Motioun, déi also ëmgeännert gëtt.

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn.

Vote sur la motion 2

Wien ass mat der zweeter Motioun vum Här Kox d'accord?

Dat schéngt mer en ähnlecht Resultat ze sinn.

Domadder wieren déi zwou Motiounen à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5942, eng Ofännerung vum Code du Travail. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Kaes, Etgen, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Vera Spautz. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. 5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

Mme Vera Spautz *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Gesetzestext, iwwert dee mir haut diskutéieren, huet eng relativ laang a beweegte Virgeschicht. Well dat deene meeschten ënner Iech awer hei bekannt ass, wëll ech just nach ganz kuerz op déi Haaptpunkten zréckkommen. Méi detailléiert Informatioune kënnt Dir gären a mengem Rapport noliesen.

Viru gutt 14 Joer hunn d'Europaparlament an de Conseil eng Direktiv gestëmmt, där hir Ëmsetzung an nationaalt Recht fir vill Wirbel an Diskussioune gesuergt huet. D'Entsenderichtlinie, wéi se besser bekannt ass, huet esou munche vill Kappzerbrieches bereet a soll dann haut endlech, no vill Hin an Hier, a lëtzebuergescht Recht ëmgesat ginn. Mä fänke mer vir un.

D'Entsenderichtlinn vun 1996 war virun allem eng Richtlinn, fir den europäesche Bannemaart ze förderen, an dëst duerch eng fräi an onageschränkten Zirkulatioun vun Déngschtleeschtungen. Wien awer fräi Bewegung a grenziwwergräifend Déngschtleeschtunge seet, dee muss awer och derfir suergen, dass all Salarié, dee vu senger Firma fir eng gewëssen Zäit an d'Ausland détachéiert gëtt, en haarde Kär vun Dispositioune garantéiert kritt, wat seng Aarbechtszäiten, säi Congé, e Minimum Salaire, d'Sécherheet op der Aarbecht an esou weider ugeet. All Salarié soll an all EU-Land esou gutt wéi méiglech geschützt sinn a vun deene fundamentale Prinzipien a Rechter vum Sozialstat profitéieren.

D'Direktiv gëtt en „noyau dur" vu Regelen un, vun deenen all détachéierte Salarié profitéiere muss. Si léisst de Memberstaten awer verschidde Fräiheeten, wat d'Ausdehnunge vun dëse Regelungen ugeet, soulaang dës zu Gonschte vum Salarié, „d'ordre public" sinn an den Traité respektéieren.

Een Équiliber ze fannen, deen d'Barrièren am europäesche Bannemaart ofbaut, eng fräi Zirkulatioun vun den Déngschtleeschtunge garantéiert, an awer gläichzäiteg déi fundamental Prinzipië vum Sozialrecht berücksichtegt, war eng grouss Erausfuerderung fir eis.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

D'lëtzebuergesch Regierung huet dës Direktiv am Dezember 2002 an en nationaalt Gesetz ëmgesat a gouf fënnef an en halleft Joer drop, den 19. Juni 2008, vum Europäesche Geriichtshaff op verschidde Punkte verklot. Eist Gesetz ass als net konform zu der Direktiv ugesi ginn. Den Europäesche Geriichtshaff huet d'Gesetz als ze protektionistesch agestuuft. D'Interpretatioun vun der Notioun „d'ordre public" wier vill ze large, an en plus géif d'Gesetz Hürde fir de fräie Bannemaart opriichten a wier duerfir net am Sënn vum communautäre Gedanken.

Loosst mech ganz kuerz op déi verschidden Uklopunkten agoen. D'Gesetz vun 2002 huet virgesinn, dass all Betrib nëmmen déi Salariéen op Lëtzebuerg détachéiert, déi e Contrat de travail écrit kënne virweisen. Weider géifen déi détachéiert Aarbechter eisen Dispositiounen, wat d'Reglementatioun vum „travail à temps partiel" an „travail à durée déterminée" ugeet, ënnerleien.

Laut dem Europäesche Geriichtshaff sinn dës Dispositioune souwisou duerch fréier

Direktive garantéiert an duerfir am Pays d'envoi och kontrolléiert. Si stelle laut dem Europäesche Geriichtshaff just onnéideg Komplikatioune fir d'Entreprises détachantes duer, wat dann erëm géint de Prinzip vun der Déngschtleeschtungsfräiheet geet.

Een anere Kritikpunkt waren d'Dispositiounen, déi sech op d'Kollektivverträg bezéien. Den Europäesche Geriichtshaff emfënnt et als net rechtméisseg, dass Lëtzebuerg d'Aarbechtskonditioune vun de Kollektivverträg op all Salarié, ob détachéiert oder net, wëllt ausdehnen.

Éischtens hunn d'Memberstaten, laut der Direktiv, just d'Erlaabnes, d'Aarbechtskonditiounen, déi an deene Kollektivverträg festgehale goufen, ze imposéieren, soulaang dës d'obligation générale sinn. Zweetens géif e Risiko bestoen, dass d'Entreprises détachantes forcéiert kënnte ginn, Kollektivverträg fir détachéiert Aarbechter ze negociéiere während der Zäit vum Détachement. Op deene Punkten dréit de Projet de loi dem Geriichtsuerteel elo Rechnung.

D'Amendementer 1 an 2, déi mir gemaach hunn, berouegen d'Befierchtungen, dass eis national Gesetzgebung géif ënnergruewe ginn. Duerch dës Amendementer kënne mir eisen „noyau dur", deen am Artikel L. 010-1 vum Code du Travail steet, ganz intakt halen an him, esou wéi ech och a mengem Rapport geschriwwen hunn, en „caractère intangible" ginn.

Den Artikel L. 141-1 bezitt sech just op détachéiert Persounen a seet, dass all Dispositions d'ordre public och fir si gëllen, mat Exceptioun vu verschiddene Punkten: Punkt 1 Contrat écrit, 8 den Temps partiel an der Durée déterminée a Punkt 11 Convention collective de travail.

An der Uklo fanne mir ee Schwéierpunkt, deen ech hei wëll besonnesch ervirsträichen a méi genau erklären. D'Gesetz vum Dezember 2002 huet eng automatesch Lounupassung un d'Evolutioun vun de Liewenskäschten, also eng Indexatioun vun all de Salairë virgesinn. Den Europäesche Geriichtshaff huet dës Dispositioun net guttgeheescht an argumentéiert, dass d'Méiglechkeet vun der Interventioun vun de Memberstate sech op eng Indexatioun vun de Minimumsalairë limitéiert, a Lëtzebuerg sech net doriwwer ewechsetze kënnt.

Dëst huet natierlech net nëmmen an de Gewerkschaftsmilieue fir vill Opreegung an lerger gesuergt, well den Index hei zu Lëtzebuerg jo als ee vun de Piliere vun der sozialer Gerechtegkeet a vum soziale Fridde gëllt. D'Expressioun „sozialen Dumping" ass oft gefall, well gefaart gouf, dass d'Ënnerscheeder tëschent den détachéierte Salariéen an den nationale Salariéë méi grouss géife ginn.

Mir hunn an de Kommissiounssitzunge vill diskutéiert, wéi mer d'Indexatioun vu just de Minimumsalairë kéinten ugoen, fir de sozialen Dumping ze verhënneren an awer der Kritik vun dem Europäesche Geriichtshaff gerecht ze ginn. Déi ufänglech Kritike vun deene verschiddene professionelle Chambere souwéi vun de Gewerkschaften an der Zivilgesellschaft konnte mir awer gréisstendeels duerch eng detailléiert Erklärung aus dem Wee raumen.

All Salarié, deen elo op Lëtzebuerg détachéiert gëtt, huet deemno d'Recht op e Lounausgläich, wann hie manner wéi de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun oder een, geméiss Kollektivvertrag, verbindleche Mindestloun verdéngt. En plus profitéiert hien och vun den Indextranchen, déi viru sengem Détachement agefouert goufen.

Loosst mech unhand vun dräi konkrete Beispiller erklären a verständlech maachen, wéi dat an der Praxis ausgesäit.

Huele mer un, de Salaire d'origine vun der détachéierter Persoun ass 85, de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun respektiv de geméiss Kollektivvertrag verbindleche Mindestloun ass 100. Da kritt déi détachéiert Persoun während där Zäit vun hirem Détachement zu Lëtzebuerg d'Differenz, dat heescht 15, ausbezuelt. Wann dann eng Indextranche kënnt, déi de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun op 102,5 eropsetzt, kritt den Détachéierten eng Differenz vu 17,5 zu sengem originale Salaire ausbezuelt.

Am Fall wou den Détachéierten e Salaire d'origine vun 101 huet, an de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun respektiv de geméiss Kollektivvertrag verbindleche Mindestloun 100 ass, kritt en näischt. Kënnt awer eng Indextranche, déi de Mindestloun op 102,5 eropsetzt, esou kritt de Salarié erëm d'Differenz zu sengem originale Salaire, dat heescht 1,5 ausbezuelt.

An als drëtte Punkt, wann e Salarié eng Pai d'origine vun 200 huet, de lëtzebuergesche gesetzlech legale Mindestloun respektiv de geméiss Kollektivvertrag verbindleche Mindestloun bei 100 läit, kritt en näischt. Wann eng Indextranche de gesetzlech legale Mindestloun eropsetzt op 102,5, kritt en och näischt, well e jo nach ëmmer wäit driwwer läit.

Ob et elo verständlech ass, stellen ech mer wierklech d'Fro. Et ass e ganz techneschen Dossier, mä ech hunn awer probéiert, et e bëssen...

(Interruptions)

Eng Upassung vun de klenge Salairen un de gesetzleche Mindestloun an och un den Index ass also nëmme gerecht a fördert weder de sozialen Dumping nach kreéiert en eng Ongläichheet tëschent nationalen an détachéierte Salariéen. Fir awer d'sozial Gerechtegkeet ze garantéieren, däerf och kee Salarié, deen op Lëtzebuerg détachéiert gëtt, manner wéi eise gesetzlech festgehalene Mindestloun verdéngen.

En plus wëll ech och ënnersträichen, dass dës Direktiv jo virun allem op déi détachéiert Aarbechter a Salariéen ausgeluecht ass. Dat heescht, Leit, déi als qualifizéiert Spezialisten op Lëtzebuerg kommen, verdéngen oft oder meeschtens méi wéi de gesetzlech legale Mindestloun a sinn dann eigentlech net op déi Indextranchen ugewisen.

Hei ass probéiert ginn, eng Léisung auszeschaffen, déi d'Kritike vum Europäesche Geriichtshaff aus dem Wee raumt, gläichzäiteg de sozialen Dumping verhënnert an e fräien a kompetitive Bannemarché fördere soll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere grousse Punkt, dee vill an hefteg diskutéiert gouf, war d'Beschränkung, d'Limitatioun vun der Zäit vum Détachement. Dëst war zwar kee vun den Uklopunkte vum Europäesche Geriichtshaff, mä war awer an dem Avant-projet de loi, deen am Dezember 2008 vun deem deemolegen Aarbechtsminister déposéiert gouf, integréiert ginn. Och wa verschidde vun de professionelle Chamberen dës Limitatioun begréisst hunn, esou hunn eng Rei aner Argumenter dach derzou gefouert, dass se elo aus dem Gesetzestext erausgeholl gouf.

Éischtens huet de Statsrot eng Opposition formelle formuléiert, mat der Begrënnung, dass esou eng Limitatioun an der Zäit weder konform zu der Direktiv nach zum Traité ass, a mer esou riskéieren, nach eemol op europäeschem Niveau verklot ze ginn. Déi parlamentaresch Kommissioun huet dës Begrënnung méi genee ënnert d'Lupp geholl an ass zur Konklusioun komm, hir Rechnung ze droen. Dës Limitatioun huet just den zäitleche Facteur a Kaf geholl, fir en Détachement ze definéieren. Dëst ass, wéi vum Statsrot gesot, weder vun der Direktiv erlaabt, well déi gëtt keng zäitlech Begrenzung un, nach ass et realistesch.

Eent soll awer kloer gesot sinn: En Détachement soll ëmmer eng exceptionnel Situatioun bleiwen an däerf sech ni an eng normal Aarbechtssituatioun transforméieren. Mä et ass awer ganz wichteg ze betounen, dass den zäitleche Kritär eleng op kee Fall ausschlaggebend ass, fir en Détachement ze definéieren.

Da muss awer och nach dräi Kritären absolut Rechnung gedroe ginn, an zwar der Natur vun den Aarbechte fir en Détachement, der Envergure vun den Aarbechten an och der Zäit. Dës dräi Kritäre maachen den temporäre Charakter vum Détachement méi komplett an och capabel, déi verschidde Situatiounen, déi sech um Aarbechtsmaart bidden, ofzedecken.

Dozou kënnt awer och nach, dass d'Gesetz virgesäit, dass d'Entreprise détachante der ITM een Ufanks- an Enddatum vum Détachement souwéi den Objektiv an d'Zilsetzung vum Détachement matdeelt an esou den Détachement konkret festleet op d'Ausféierung vun enger bestëmmtener Aarbecht.

Dann nach zwou lescht Kritiken, wat d'Kontrollprozeduren ugeet.

Den Europäesche Geriichtshaff kritiséiert, dass d'Gesetz vun 2002 virgesäit, dass d'Entreprise détachante all Dokumenter, déi néideg fir eng Kontroll vun der ITM sinn, am Viraus, dat heescht, ier déi détachéiert Persoun hei zu Lëtzebuerg ufänkt mat schaffen, virleeë muss. Laut dem Europäesche Geriichtshaff schränkt dës Dispositioun d'Liberté de prestation de services an an ass deemno net konform. D'Kommissioun huet dës Dispositioun geännert. De Gesetzestext gesäit elo vir, dass dës Dokumenter eréischt ab dem Ufank vum Détachement a während deem senger Durée mussen disponibel sinn.

Och geännert, op d'Kritik hi vun dem Europäesche Geriichtshaff, gouf d'Notioun vun engem „mandataire ad hoc". Dës ass ersat ginn duerch eng „personne physique ou morale", déi déi néideg Dokumenter bereet huet an zur Zäit vum Détachement um Lëtzebuerger Terrain och wunnt.

Ier ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn, wëll ech awer nach zwou Bemierkunge lassginn, déi mer wierklech um Häerz leien.

An der Europäescher Unioun ass et schwéier, gläichzäiteg ee gutt funktionéierende Bannemaart ze schafen, an dobäi déi néideg sozial Sécherheet an de soziale Schutz fir déi schaffend Leit ze garantéieren. Et gëtt héich Zäit, dass déi sozial Valeuren op d'mannst de wirtschaftleche Valeure gläichgestallt ginn an an der europäescher Législatioun ageschriwwe ginn. Dësen Équiliber ass eng Erausfuerderung fir d'Europäesch Unioun a fir all hir Memberstaten.

D'Mataarbecht bei dëser Direktiv vun all eenzelnem Memberstat ass hei awer och gefuerdert. Net nëmmen, dass si d'Direktiv sollen ëmsetzen, mä si spillen och eng wichteg Roll duerno, zumools wat déi national Kontrollinstanzen ugeet.

An do wär ech dann och bei menger zweeter Bemierkung. Zu Lëtzebuerg muss d'ITM sech d'Moyenë ginn, hir Roll als Kontrollinstanz aktiv ze spillen. Dat heescht, si gëtt eng kloer Definitioun vun engem Détachement a kontrolléiert duerch geziilt Stéchprouwen, ob dës Definitiounen agehale ginn. Duerch hir Kontrollaktioune soll all Versuch vun engem Mëssbrauch vum System verhënnert ginn. A wann et dann awer emol de Fall wier, da musse si dee Verstouss direkt ënnerbannen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Spautz och Merci. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Ali Kaes agedroen.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt fir d'éischt der Rapportrice, der honorabeler Madame Spautz, Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Gesetzesprojet. Ech selwer war a sech an der leschter Legislaturperiod als Rapporteur vun dësem Projet genannt a weess also ganz gutt, wéi komplizéiert dës Aufgab ass, déi d'Madame Spautz elo hat. Ma firwat soen ech dat? Ma och si huet op d'Schwieregkeet vun deem Dossier higewisen, a virun allem, datt deen Dossier scho laang schleeft an duerfir net manner komplizéiert ginn ass.

Ma dat Ganzt ass op d'Joer 2002 zréckzeféieren. D'Gesetz vum 20. Dezember 2002 huet d'Direktiv 96/71 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services a lëtzebuergescht Recht ëmgesat.

Fir de sozialen Dumping awer ze évitéieren, huet dës Direktiv an hirem Artikel 3 eng Rei sozial Grondrechter festgeluecht, déi musse respektéiert ginn. Et handelt sech heibäi besonnesch ëm d'Aarbechtszäit, esou wéi d'Madame Spautz dat gesot huet, d'Congéen an och ëm de Mindestloun. D'Direktiv erlaabt de Memberstaten awer, de Respekt vu weidere soziale Grondrechter am Fall vun engem Détachement ze verlaangen, virausgesat, datt dës Rechter zum nationalen Ordre public gehéieren. Dës Dispositions d'ordre public mussen da vu jiddwerengem respektéiert ginn.

Lëtzebuerg huet et a sech deemools ganz gutt gemengt, wéi et den Artikel 1 vum Gesetz vum 20. Dezember 2002 festgeluecht huet, an notamment d'Indexéierung vun de Salairen, d'Kollektivverträg, e schréftlechen Aarbechtsvertrag an d'Regele vun der Deelzäitaarbecht a vun den Zäitverträg zu den Dispositions d'ordre public vum Lëtzebuerger Aarbechtsrecht gemaach huet. D'Europäesch Kommissioun huet dat awer aneschters gesinn, andeems si e Recours géint Lëtzebuerg beim Europäesche Geriichtshaff eragereecht huet.

D'Kommissioun huet Lëtzebuerg virgeworf, datt d'Lëscht vun den Dispositions d'ordre public aus dem Artikel 1 vum Gesetz vum 20. Dezember 2002 géint de Geescht vun der Direktiv 96/71 géif verstoussen. D'Cour huet der Kommissioun Recht ginn a festgestallt, datt d'generell Indexatioun vun de Salairë keng Exception d'ordre public am Sënn vum Artikel 3 vun der Direktiv ass. Nëmmen d'Indexatioun vum Mindestloun ass ënnert dem Artikel 3 vun der Direktiv erlaabt. Doriwwer eraus gehéieren d'Kollektivverträg en général net zu den Dispositions d'ordre public am Sënn vum Artikel 3 vun der Direktiv.

De Geriichtshaff huet awer zréckbehalen, datt Dispositiounen aus Kollektivverträg déclarées d'application générale, déi d'Aarbechtskonditioune festleeën, sech op d'Salariés détachés applizéieren. Sou datt zum Beispill de soziale Mindestloun souwéi e Loun, deen an engem Kollektivvertrag, deen d'application générale ass, festgeluecht gouf, op d'Salariés détachés uwendbar sinn. Dëst brauch awer net spezifesch am Gesetz ze stoen, well dat souwisou aus dem europäeschen Droit an der Jurisprudenz vum Geriichtshaff ervirgeet.

Dofir gouf beschloss, de Punkt 11 iwwert d'Kollektivverträg vum Artikel L. 010-1 aus dem Code du Travail net un d'Salariés détachés ze applizéieren. De Punkt 11, dat heescht de Respekt vun de Kollektivverträg, bleift awer weiderhin - an dat ass ganz wichteg - als Disposition d'ordre public am nationale Recht bestoen, just datt dëse Punkt sech net, wéi gesot, op d'Salariés détachés uwennt.

Wat d'Dauer vum Détachement ubelaangt - d'Madame Spautz ass och schonn dorop agaangen -, esou hate mer urspréinglech eng Maximaldauer vu 24 Méint virgesinn, déi sech e bëssen un der maximaler Durée vun engem Zäitvertrag orientéiert huet. De Statsrot huet awer ënnerstrach, datt dës Dispositioun och kéint als contraire zum Traité betruecht ginn.

Den europäeschen Droit schwätzt nëmme vun enger Aarbecht, déi temporairement limitéiert ass, ouni awer eng prezis Limite virzegesinn. Laut der Jurisprudenz vum Geriichtshaff gëtt déi temporär Natur vun der Aarbecht determinéiert eben duerch d'Dauer - mä net nëmmen duerch d'Dauer -, mä och duerch d'Frequenz, duerch d'Périodicitéit oder duerch d'Kontinuitéit vun der Aktivitéit. Den Artikel L. 141-1, Paragraph 3 vum Code du Travail gouf an deem Sënn ëmgeännert an d'Referenz op d'Maximaldauer gouf gestrach.

Esou kënnen Aktivitéiten, wéi zum Beispill de Bau vun den Tunnelen op der Nordstrooss, déi sech iwwer Joren zéien, och weider an de Kader vum Détachement falen. Finalement ass et un der Inspection du Travail et des Mines ze kontrolléieren, ob d'Regele vum Détachement respektéiert ginn.

Urspréinglech huet d'Gesetz vun 2002 gefuerdert, datt, ier d'Aarbecht zu Lëtzebuerg ufänkt, déi concernéiert Entreprise der ITM eng Rëtsch Informatiounen iwwert d'Salariéen zoukomme léisst. Dës Dispositioun gëtt elo geännert, an deem Sënn, datt dës Informatiounen och kënnen nom Ufank vun den Aarbechten der ITM matgedeelt ginn.

D'Gesetz vun 2002 huet dann och e Mandataire ad hoc virgesinn, deem seng Flicht et ass, all déi Informatiounen ze konservéieren a se der ITM op Ufro zougänglech ze maachen.

Den Europäesche Geriichtshaff huet dës Prozedur net akzeptéiert. Den neie Gesetzesprojet gesäit elo vir, datt all déi Informatioune musse vun enger speziell dofir designéierter Persoun gehale ginn, fir datt d'ITM se dann ufroe kann. Dës Persoun kann och ganz einfach e Salarié op deem Schantje sinn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wat bedeit de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, elo konkret fir Lëtzebuerg? Sinn a sech eis sozial Acquisen a Gefor? Bon, ech mengen, ech kann als Äntwert dorobber ganz kloer nee soen, well eben den Artikel vum Code du Travail - dat heescht, den L. 010-1 -, den haarde Kär vun eisen Aarbechtsrecht, a sech net ëmgeännert gëtt.

Fir dem Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff Rechnung ze droen, hu mer all Referenz op d'Salariés détachés aus dem Artikel erausgeholl. Den Artikel gëtt a sengem Fong natierlech net ëmgeännert, just datt natierlech d'Salariés détachés erausgeholl gi sinn. Den Artikel L. 141-1 vum Code du Travail gouf esou ëmgeännert, datt d'Exigenz vun engem schrëftlechen Aarbechtsvertrag, d'Reglementatioun vun der Deelzäitaarbecht a vum Travail à durée déterminée souwuel wéi och individuell Kollektivvertäg sech net op d'Salariés détachés applizéieren.

Wat d'Indexatioun vun de Salariéen am Kader vum Détachement ubelaangt, esou huet den Europäesche Geriichtshaff sech jo nëmme géint déi generell Indexatioun, wéi se am Artikel vum Code du Travail virgesinn ass, ausgeschwat, an net géint d'Indexatioun vum Mindestloun. Duerfir gesäit den Artikel 141-1 vum Code du Travail d'Indexatioun vum Mindestloun fir d'Salariés détachés och weiderhi vir.

Wéi et am Rapport richteg steet, an zwar genau Säit 16, applizéiert sech dës Mesure nëmmen op den Travailleur détaché, deen a sengem Heemechtsland manner wéi de Lëtzebuerger Mindestloun verdéngt. Am anere Fall nämlech verdéngt den Travailleur détaché einfach dat weider, wat en doheem verdéngt huet. Doriwwer eraus gëtt och net säin Heemechtsgehalt indexéiert, mä just de Lëtzebuerger Mindestloun, deen dem Salarié détaché souwisou zousteet.

Hei huet d'Madame Spautz eng ganz Rei vu Beispiller presentéiert. Et huet kee Sënn, nach eng Kéier déi Beispiller opzezielen. Kloer ass, datt de Geescht ass, datt a sech kee sozialen Dumping geschitt, datt also a sech net den Index direkt spillt, mä ganz einfach eng Erhéijung, ob se elo duerch den Index kënnt, ob se duerch eng Upassung duerch d'Gesetz vum Mindestloun kënnt, oder wéi och ëmmer. Et ass ganz einfach esou, datt, wann e Salarié détaché eben ënnert deem Loun läit an hei zu Lëtzebuerg schafft, muss e ganz einfach un déi nei Situatioun ugepasst ginn.

Deeselwechte Prinzip gëllt am Fall, wou dem Salarié détaché säin Heemechtsgehalt am Ufank méi héich ass wéi de Mindestloun zu Lëtzebuerg, awer duerno eben duerch eng Indextranche méi déif läit. Och an deem Fall kritt de Salarié détaché d'Differenz dann zwëschent sengem Heemechtssalaire an dem indexéierte Lëtzebuerger Mindestloun ausbezuelt.

Ech mengen, mir hunn also e beschtméigleche Kompromëss zwëschent dem Respekt vum europäesche Recht, wéi d'Cour et interpretéiert, an eisem Droit du Travail fonnt.

Eppes muss ech awer nach ze bedenke ginn. De Conseil d'État huet a sengem éischten Avis vum 24. November 2009 ënnerstrach, datt déi duerch d'Jurisprudenz vun der Cour agefouert Differenzéierung zwëschent den normale Salariéen an deenen, déi détachéiert goufen, souwuel wéi och d'Differenzéierung zwëschent détachéierte Salariéen, déi de Mindestloun verdéngen, an deenen, déi méi verdéngen, net onbedéngt dem Égalitéitsprinzip vun der europäescher Grondrechtecharta entspriechen.

Ech kann dem Conseil d'État seng Iwwerleeunge gutt novollzéien, well ech mer d'Fro stellen: Wann ee mat esou enger Situatioun op den Europäesche Geriichtshaff geet, fir do de Gläichheetsprinzip anzekloen, ob mer dann net erëm eng Kéier an d'Labränte kommen. D'Fro stellt sech ganz einfach, ob net all Aarbecht, déi hei zu Lëtzebuerg geleescht gëtt, muss zu deeneselwechte Konditiounen, also gegebenenfalls mat enger Indextranche, bezuelt ginn, esou wéi et jo am Gesetz vun 2002 virgesi war. Hei wäert d'Zukunft eis weisen, ob eisen Text definitiv op feste Féiss steet.

Zu gudder Lescht mengt de Statsrot, datt d'Jurisprudenz vun der Cour eventuell kéint zu sozialem Dumping féieren. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Beräich kënnt eis dowéinst als Parlament eng besonnesch Roll zou. Dir wësst, datt den Traité vu Lissabon eis et erlaabt, de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ze kontrolléieren, an dat an all deene Beräicher, wou d'EU sech Kompetenze mat de Memberstaten deelt.

Zu deene Beräicher gehéiert och virun allem d'Aarbechtsrecht. Mir mussen also am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip eiser Verantwortung gerecht ginn an der EU op d'Fangere kucken. Schliesslech steet an der Clause sociale vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun, datt d'Unioun an der Definitioun vun hirer Politik der sozialer Protektioun Rechnung droe muss.

Dat gesot, wëll ech zu gudder Lescht nach soen, datt d'CSV-Fraktioun dëse Gesetzesprojet stëmmt. An ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Ali Kaes och Merci. Deen nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Sozialdumping, dat ass e Reizwuert, dat kritesche Geeschter direkt an de Kapp kënnt, wann ee vun Entreprisë schwätzt, déi zäitweileg Personal bei eis an d'Land schaffe schécken. Gefaart gëtt a gouf, datt dës Leit zu méi déiwe Léin schaffe kéinten, wéi déi Leit, déi hei am Land permanent ugemellt sinn.

Deem ass awer glécklecherweis net esou, well mat dem Gesetz vum 20. Dezember 2002 iwwert den Détachement vun Aarbechter am Kader vun enger Déngschtleeschtung a mam Gesetzesprojet 5942, iwwert dee mer haut ofstëmmen, an dee verschidden Artikele vum Code du Travail ännert, missten d'Ängscht ronderëm de sozialen Dumping verfléien.

Am Gesetz vun 2002 gouf eist ganzt sozialt Recht als „d'ordre public national" deklaréiert. Dir hutt et elo just héieren. Wéi meng Virriedner schonn ënnerstrach hunn, gouf deemools eng ze large Interpretatioun vum Ordre public national duerchgezunn, eng maximalistesch Transpositioun vun der Direktiv 96/71; dovunner war jiddefalls den Europäesche Geriichtshaff a sengem Arrêt vum 19. Juni 2008 iwerzeegt.

„Dir gitt ze wäit", krute mer vun de Riichter gesot, „Dir hutt dee ganzen Droit iwerholl." De Lëtzebuerger Gesetzgeber wollt dat soziaalt Recht beim Ëmsetze vun dëser Direktiv aus dem Joer 1996 stäerken. E wollt dem Wonsch vun der deemoleger CSV/DP-Regierung an de Sozialpartner Rechnung droen, déi iwwert dëse Wee hir Virstellunge vun engem sozialen Europa ënnersträiche wollten.

D'Gesetz vun 2002 ass esou als e wichtegt Instrument gesi ginn, fir de sozialen Dumping - deen internen an dee grenziwwerschreidenden - ze ënnerbannen. Am Esprit vun der Direktiv iwwert den Détachement vun Aarbechtskräfte sollen all Grenzen, déi de fräien Exercice vun Déngschtleeschtunge betreffen, esou wéi en am Artikel 49 vun den europäesche Verträg virgesinn ass, ofgebaut ginn. D'Direktiv wëllt awer och eng loyal Konkurrenz an d'Duerchsetze vu Moossnamen, déi de Respekt vun de Rechter vun de Lounbezéier garantéieren.

Als Demokratesch Partei wëlle mir kengesweegs nokucken, datt eist soziaalt Recht iwwert de Wee vu Sociétés détachantes ënnerhielecht géif ginn. Dofir ënnerstëtze mir weiderhin de Prinzip, datt all Salarié vun esou enger Gesellschaft, deen hei zu Lëtzebuerg schafft, also heihinner détachéiert gëtt, net ënnert dem gesetzlechen oder konventionelle Mindestloun bezuelt däerf ginn, an datt den Index ënner bestëmmte Bedéngungen och fir déi détachéiert Persoune spillt.

Sou wéi meng Virriedner et bemierkt hunn, spillt déi automatesch Upassung vun de Léin un d'Entwécklung vun de Liewenskäschte fir déi concernéiert Employéen, wa si de gesetzleche Mindestloun verdéngen oder wa si e Loun kréien, deen an hirem Secteur, an hirer Branche oder an hirem Beruff als minimale Salairessaz duerch e Kollektivvertrag, deen d'Obligation générale ass, fixéiert gouf.

Erënnere mer nach eng Kéier dorun, datt den Europäesche Geriichtshaff prinzipiell net géint d'Indexatioun ass. D'Cour wëllt d'Indexatioun just begrenzen.

Mir begréissen nodrécklech, datt et mat dësen Adaptatiounen um Gesetz vun 2002 net zu enger Dérive an de sozialen Dumping kënnt. Firmen, déi Personal op Lëtzebuerg détachéieren, musse wëssen, datt si dës Leit net méi schlecht bezuelen däerfe wéi déi, déi schonn hei ugemellt sinn. Géife mer dat zouloossen, géife mer eist eegent soziaalt Recht mat Féiss trëppelen an déi eng géint déi aner ausspillen.

Madame Presidentin, mir kënnen awer ganz gutt domadder liewen, datt déi Leit, déi op Lëtzebuerg détachéiert ginn, an déi e gutt Stéck méi verdénge wéi déi, déi eng Aarbechtsplaz hei am Land hunn, datt dës Leit also net vum Indexmechanismus bénéficiéieren.

Zum Schluss nach e puer Statistiken zum Phenomeen vun den Détachementer. Et gouf mer vun der ITM zougedroen, datt tëschent 70 an 80% vun den Détachementer de Bausecteur concernéieren. Et ass och dëse Secteur, wou de Risiko vun enger déloyaler Konkurrenz existéiert, an dofir hat d'Chambre des Métiers et als indispensabel ugesinn, fir de Champ d'application vun der Transpositioun vun der Direktiv Détachement op ënner anerem dëse Secteur ze begrenzen.

Wirtschaftlech Milieuen hunn och op d'Gefor vun enger déloyaler Konkurrenz an der Baubranche an am Transportwiesen higewisen an ënnerstrach, datt hei d'Kontrollen, déi virun allem d'Sécherheet vun de Salariéen op der Strooss an um Bau, wou jo bekanntlech Risikoposte bestinn a physesch schwéier geschafft gëtt, verstäerkt musse ginn.

2008 goufe 6.647 Betriber hei zu Lëtzebuerg vun der ITM kontrolléiert, déi méi oder manner regelméisseg Salariéë während enger begrenzter Zäit op Lëtzebuerg schécken. 65% vun dëse Firme kommen aus Däitschland, 17% aus der Belsch, 11% aus Frankräich an déi aner 7% aus anere Länner. De Service Détachement vun der ITM huet en Internet-Site ageriicht, fir déi concernéiert Betriber ze empfänken an ze begleeden, bezéiungsweis eng Télefonshotline mat ronn 1.700 Uriff am Joer 2008.

D'Cellule interadministrative de lutte contre le travail illégal organiséiert Kontrollen a kann am Kader vu concertéierte Coup-de-poing-Aktiounen op Chantieren an Entreprisen op bis iwwer 200 Beamten zréckgräifen. 2008, fir e Beispill ze nennen, goufen ëm déi 40 Aktioune géint den Travail clandestin, dorënner siwe grouss Aktiounen op Chantieren duerchgezunn. 2008 waren et ongeféier 46.000 Salariéen, déi am Kader vun Détachementer enregistréiert goufen, dorënner 12.500 Primo-Déclaratiounen, also Umeldunge vu Salariéen, déi fir d'éischt op Lëtzebuerg ugemellt goufen.

Wéinst der Kris ass de Phenomeen vun den Détachementer zurzäit éischter réckleefeg, wat kaum iwwerraschen dierft.

Madame Presidentin, d'Adaptatiounen, déi mer haut stëmme sollen, féieren also op där enger Säit net zu sozialen Diskriminatiounen, an op där anerer Säit droe si dozou bäi, datt eis Ekonomie mat der néideger Flexibilitéit schaffe kann, zumools wann a verschiddene Branchen Aarbechtskräfte gesicht ginn, op déi mer opgrond vun enger spezifescher Qualifikatioun oder aus aneren Ursaachen net ouni Weideres heiheem zréckgräife kënnen.

Entreprisen, déi détachéieren, solle sech an engem gewëssene Mooss un eist soziaalt Recht halen. Si sollen awer net duerch onnéideg administrativ Hemmnisser bezéiungsweis duerch eng protektionistesch Gesetzgebung benodeelegt ginn. Denke mer un Héichlounfunktiounen am Bankesecteur, wou een onnéideg Vérificatiounsprozedure vermeide soll. Schliesslech riicht een, wéi et esou schéin heescht, kee soziaalt Paradies op en ekonomesche Kierfecht op.

Ech schléissen of, Madame Presidentin, andeems ech der Rapportrice, der honorabeler Madame Vera Spautz, fir hiren ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport Merci soen, a ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Bauler och Merci. An den nächste Riedner, deen agedroen ass, ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt och e Merci vun eiser Säit un d'Rapportrice Madame Vera Spautz fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport zu dësem relativ dach komplizéierte Projet, deen néideg ginn ass opgrond vun engem Geriichtsuerteel vum 18. Juni 2008 vum Europäesche Geriichtshaff iwwert d'EU-Direktiv 96/71, déi den 20. Dezember 2002 hei vun der Chamber an nationaalt Recht ëmgesat ginn ass.

Den Europäesche Geriichtshaff huet décidéiert a sengem Uerteel, datt mer déi Direktiv net korrekt a komplett ëmgesat hätten. Een Uerteel, wat 2008, wéi dat Uerteel erauskomm ass, bekannt ginn ass, hei am Land fir vill Opreegung, an ech géif soe mat Recht, gesuergt huet.

Op där enger Säit waren d'Gewerkschafte praktesch alleguer direkt op de Barrikaden, fir no der Analys vun deem Uerteel vu Sozialdumping ze schwätzen, wat d'Konsequenze vun deem Uerteel do ugeet. Et sinn och Betriber, déi vun enger Concurrence déloyale geschwat hunn, deemno wéi een dat Geriichtsuerteel géif interpretéieren a Korrekturen um Gesetz virhuelen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Deemools ass och kritiséiert ginn, an deem Kader, well op eemol dunn och erauskomm ass, datt d'Europäesch Kommissioun eiser Regierung en Avis motivé gefrot huet, an d'Regierung deemools, den deemolegen Aarbechtsminister, net op deen Avis geäntwert huet, wat och vläicht dunn eng vun den Haaptursaache war, firwat datt mer iwwerhaapt vun der Europäescher Kommissioun ugesicht si ginn a virun d'Europäescht Geriicht komm sinn.

Wann nämlech vläicht d'Regierung deemools en Avis motivé ginn hätt, wéi se et gefrot gi war, hätt vläicht déi eng oder déi aner Hürd kënnen am Virfeld ofgeschwächt ginn, a mir hätte keen esou een Uerteel kritt.

Et beweist awer, datt och deemools hei gesot ginn ass vun de Gewerkschaften, an ech wëll dat hei ervirsträichen, datt d'Sozialpolitik op europäeschem Niveau ëmmer méi restriktiv vum Europäesche Geriichtshaff géif interpretéiert ginn. Zum Nodeel vum Salariat géif an Europa d'Interpretatioun vun der Sozialpolitik vum Europäesche Geriichtshaff festgehale ginn. Eng Analys, déi deemools den Aarbechtsminister och gedeelt huet, an dat kann een och an dem Rapport vun der zoustänneger Kommissioun noliesen, datt och deemools den Aarbechtsminister déi Interpretatioun, déi Entwécklung op europäeschem Niveau mat gedeelt huet.

Da gesäit een also, datt déi Diskussioun, déi mer iwwer Jore féiere vun dem sozialen Europa, wou och d'Rapportrice zum Schluss an enger Bemierkung dorop higewisen huet, datt déi méi wéi jee wichteg ass. Well ee gesäit, datt d'Tendenzen, zumindest wat d'Europäescht Geriicht ubelaangt, éischter méi restriktiv an der Sozial-

politik ginn, ass et ëmsou méi wichteg, datt d'Politik derfir suergt, datt mer Texter, datt mer Traitéën, datt mer Direktive kréien, déi kloer sinn.

An hei ass ee vun de wesentleche Punkten, wa mer zréckkucken, vu wéini datt déi Direktiv hei ass, vun 1996, wou mer dann 2002 dat éischt Gesetz gestëmmt hunn, elo, 2010, also 14 Joer méi spéit, nach eng Kéier nobesseren, opgrond vun enger Direktiv vun 1996. Da gesäit een, mat wat fir engem Retard d'Konsequenze vun den Direktiven am Fong eréischt um Terrain national bemierkbar ginn.

Ëmsou méi ass et wichteg, datt e Parlament an d'Forces vives de la nation sech am Virfeld vum Ausschaffe vun europäeschen Direktive mat amëschen, datt et net kann esou sinn, datt eng Regierung Fonctionnairen, déi dann Uweisunge vun enger Regierung kréien, an europäesch Gremië schécken an do d'Direktiven aushandelen, ausschaffen, déi dann iergendwann eng Kéier ugeholl ginn an e puer Joer méi spéit hei an d'Parlament kommen zur Diskussioun an zur Ofstëmmung, wou dann een och nach versicht, eng Interpretatioun dranzeleeën, wou ee vläicht och vu senge Ministere gesot kritt, wéi se gemengt wär, déi Interpretatioun, an da geet awer d'Kommissioun op d'Europäescht Geriicht, an et verléiert een dann als Land, an et muss een e Gesetz negativ nobesseren, wéi dat haut de Fall ass.

Dat ass net dat Europa, wéi mir eis dat virstellen. Mir schwätze vu engem Europa, wou mer sozial Mindestnorme misste kréien. Dat priedege mir als ADR scho Jorzéngten. Mir ware frou, datt mer virun de leschte Chamberswahlen oder Europawahlen och déi Klack hunn héiere laude vun anere Parteien, datt dat Europa misst méi sozial ginn, datt mer sozial Mindestnorme misste kréien. Mä et muss een awer wëssen, datt all déi Leit, déi och dat virun den Europawahlen d'lescht Joer gesot hunn, am Fong responsabel waren déi lescht Jorzéngten, fir eng Politik ze maachen op europäeschem Niveau, déi als Konsequenz huet, datt mer net sozial Mindeststandarden an Europa kréien, mä datt d'Sozialpolitik ëmmer méi restriktiv ugewannt gëtt.

Et ass also wichteg, datt mer an Zukunft eis am Kader vun der Subsidiaritéit déi Instrumenter ginn, datt mer als Parlament esou fréi wéi méiglech an déi Diskussioun mat erakommen. An et geet net duer mam Parlament, mä mir mussen och versichen an déi Prozeduren d'Forces vives de la nation, d'Chambres professionnelles mat ze integréieren, well déi dacks méi spezifesch a méi wëssend déi Detailer ënnert d'Lupp huelen, wéi mir et vläicht als Parlament maachen, fir datt esou Feeler - an hei ass e Feeler geschitt - net virkommen, wou mer da spéiderhi Problemer mat der Interpretatioun vun esou enger Direktiv hunn.

Dëst Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, gëtt eng Rei vun Äntwerten op Froen, déi am Geriichtsuerteel festgehale si ginn. Mä et gëtt net all Äntwerten zefridde stellend. Et däerf een, mengen ech, et muss een awer hei bei der Wourecht bleiwen. Dat éischt Gesetz, wat mer gestëmmt hunn, dat war am Fong e Gesetz, wéi mer eis eens waren, datt dat am Aklang steet, datt do eis integral Sozial- an Aarbechtsgesetzgebung géif respektéiert ginn. An all Schratt, dee mer elo haut hei maachen an nuancéieren, et muss ee ganz kloer soen, wat dat ass, dat ass eng negativ Tendenz vis-à-vis vun eiser Aarbechts- a Sozialgesetzgebung.

Et ass also e Réckschrëtt. Et ass also e sozialen Dumping, dee mer mat dësem Gesetz hei maachen, och wann e relativ konnt an engem gewëssene Kader gehale ginn, mä et ass eng Verschlechterung vis-à-vis vum éischte Gesetz. An dat éischt Gesetz war gutt, also ass dat heiten e Gesetz, wat zum Deel e sozialen Dumping aféiert.

Wann hei gesot gëtt, datt den Index oder den Ausgläich géif bezuelt gi vis-à-vis vu Mindestléin oder Léin, déi a Kollektivverträg wieren, mä Léin, déi driwwer wieren, géifen net bezuelt ginn, dann ass dat sozialen Dumping. Dat muss een esou gesinn. Dat si Léin, déi laut eiser éischter Gesetzgebung, déi mer haten, indexéiert hätte misse ginn an déi elo net méi indexéiert ginn. Da kann een also net vun enger Verbesserung schwätzen, dat ass eng Verschlechterung.

A wa mer hei am Land an deene leschte Wochen a Méint a Joren ëmmer mat Recht diskutéieren, datt eng gläich Aarbecht och gläiche Loun misst kréien, wa mer schwätze vu Gehälter tëschent Männer a Fraen, datt déi missten d'selwecht sinn, da kann et net sinn, wa mer Leit hunn, déi hei an d'Land schaffe kommen an déi méi verdénge wéi eise Mindestloun oder wéi dat als Minimum an de Kollektivvertrëg virginn ass, datt mer da soen, deen Deel, dee brauch dann net indexéiert ze ginn, well se verdénge jo méi wéi hei als Minimum virgesi war. Wëssend, datt mer och hei am Land Leit hunn, déi méi verdénge wéi de Mindestloun, déi méi verdénge wéi d'Mindestnormen an de Kollektivvertrëg, an déi duerfir awer och den Index op hirem ganze Loun zegutt hunn.

Eng weider Fro, déi enorm wichteg ass bei dësem Gesetz, Här President, dat ass wéi mer et méiglech kréien, fir am Fong och déi Gesetzer, och wann dat hei elo gestëmmt gëtt, wéi mer déi Kontroll kënne garantéiert kréien. Dat ass ee vun de schwierege Punkten. Mir hunn engersäits e Gesetz. Mir hunn och Obligatioune vun der Informatioun. Mä si mer à même, mat eise Verwaltungen dat och deementspriechend bis wierklech effikass an de leschten Detail kënnen ze garantéieren, datt mer dat uerdentlech kontrolléiert kréien?

Här President, mir als ADR stinn ëmmer kritesch der europäescher Politik entgéint, wat d'Sozialpolitik ubelaangt. An hei ass e Beispill, wéi mer och erëm iwwer eng europäesch Direktiv forcéiert ginn, ee Stéck vun eisem soziale Recht hei zu Lëtzebuerg mussen ofzebauen. Well wa mer net missten ofbauen, da wier eist Gesetz, eist éischt Gesetz, richteg gewiescht.

Mir wäerten als ADR kengem Projet zoustëmmen, deen eis vun Europa octroyéiert gëtt, deen als Konsequenz sozialen Ofbau hei zu Lëtzebuerg no sech zitt, an duerfir stëmme mir och géint dëse Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci, an als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, Euphorie ass wierklech net ubruecht bei där Gesetzesännerung haut. «Un pas en arrière, non seulement pour la législation sociale nationale, mais aussi pour l'Europe sociale», huet d'Arbeiterkammer an hirem Avis deemools zu dësem Gesetz geschriwwen.

Firwat e Réckschrëtt? Mä well eis Législatioun zur Indexupassung, dat ass elo just scho gesot ginn, well eis Législatioun zur Deelzäitaarbecht, well de Prinzip vu gläichem Loun fir gläich Aarbecht duerchlächert gi mat deenen Ausnahmen, déi hei fir Salariéë virgesi sinn, déi aus anere Länner bei eis détachéiert ginn. Am universale soziale Recht sinn Ausnahmen ëmmer gefëierlech, well se d'Dier opmaache fir eng Aushielechung vun deem universale Recht, wat da riskéiert zu engem Schwäizer Kéis ze ginn.

Et ass richteg, dass dës Gesetzmodifikatioun zréckgeet op en Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff. Et ass iwwregens net dat eenzegt an déi dote Richtung. Dat Uerteel berifft sech op eng Direktiv, wou zwar an de Considérantë vun der sozialer Protektioun Rieds geet, awer wou dann Décisiounen, décisiounskräfteg Bestëmmunge vun der Direktiv ënnert dem Primat vun der fräier Konkurrenz stinn, esou wéi de Geriichtshaff et jo dann och interpretéiert huet.

Et muss een awer och drun erënneren, dass déi Direktiv vun eiser Regierung deemools mat décidéiert ginn ass. Et wär emol interessant nozekucken, wien deemools den Aarbechtsminister war. Ech mengen, et ass deen, deen haut eise Paradäis wëllt ëmbauen, wann ech richteg mech kann erënneren.

Mäi Vote bezitt sech also net nëmmen op dëst Gesetz, mä op d'europäesch Sozialpolitik an d'Politik vun eiser Regierung um Niveau vun der Europäescher Unioun.

Bei der Diskussioun iwwert den Europavertrag, do hutt Der eis geschwäermt vun där neier Sozialklausel, un déi och haut den Här Ali Kaes nach eng Kéier erënnert huet. Mä wann dat seriö gemengt wär, da misste jo eigentlech all d'Direktiven, déi sech op déi Verträg virdru beruff hunn, alleguerten elo op hir Sozialverträglechkeet iwwerpréift ginn, also och déi do, a wann noutwendeg geännert ginn. An da misste jo eng ganz Rei vun neien Direktiven ausgeschafft ginn, déi wierklech eng sozial Entwécklung vun der Europäescher Unioun garantéieren. Dovunner ass awer bis elo nach näischt oder net vill ze gesinn.

Awer souguer am Kader vum bestehenden europäesche Recht, soen d'Salariatschamberen, hätte mer et kënne besser maachen. Zum Beispill wat d'Indexupassung betrëfft, hätte mer et kënne maache wéi an der Belsch, wou se ënnert deeneselwechten europarechtleche Konditiounen et fäerdeg bruecht hätten, déi gesamt, global, integral Indexupassung och am Kader vum Détachement ze halen. Firwat? Well se sech beruff hunn op d'Strofgesetz, op d'Strofrecht, a well natierlech an der Belsch, esou wéi bei eis, wann eng Indexupassung net gemaach gëtt, dee betreffenden Employeur sech da strofbar mécht. An dorobber hunn d'Belsch sech dann anscheinend beruff, fir déi Indexupassung ofzesécheren.

De Statsrot schreift zu dësem Gesetz, «la solution proposée», also dat, wat an där Proposition de loi, an deem Projet de loi hei steet: «La solution proposée s'en prend néanmoins à des règles de droit impératives, instituées pour garantir les mêmes droits sociaux pour tous.»

Dat eleng geet duer als Argumentatioun, firwat dass ech Äert Gesetz net ka stëmmen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An elo kritt d'Wuert den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Här President, ech wäert emol ufänken, andeem ech der Madame Rapportrice, vu datt mer dat jo elo esou nennen, villmools Merci soe fir deen extrem ausféierleche Rapport, fir déi ganz prezis Explikatiounen, fir dee laangen Historique, prezisen Historique, an och deenen aneren Intervenanten, déi eigentlech all Aspekter vun deem Projet hei beliicht hunn. Ech kommen also net op all Detail nach eemol zréck. Ech mengen, si sinn hei en long et en large explizéiert ginn an och vu Verschiddener vun Iech kritiséiert ginn.

Den Détachement ass en effet eng ganz sensibel Affär. Säit dem Ufank. Mä den Détachement, muss een awer och verstoen, ass eng Saach, déi en Deel ass vun engem Europa vun der fräier Zirkulatioun, vun engem Bannemaart, deen ebe fonctionnéiert oder fonctionnéiere soll a wou et ebe keng Grenze solle ginn.

Et ass natierlech fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat trotz allem e groussen Deel vu senger Produktioun muss iwwert d'Grenzen ausféieren, ëmmer e bësse speziell, wa mer op eemol ufänken, fundamental un deem Prinzip vun engem fräie Bannemaart an Europa rüttelen ze goen. Ech sinn awer och d'accord, datt déi Fro vum Détachement eng wesentlech Fro betrëfft, dat ass déi vum sozialen Europa an de Risque vum sozialen Dumping.

An deem Kontext ass jo vu verschiddene Riedner gesot ginn, datt déi Direktiv Détachement net e Blanc léisst, wat déi sozial Dimensioun ubelaangt. Et ass net esou, datt gesot gëtt, et gëtt just eng Dimensioun an Europa, dat ass déi vum Marché intérieur, an de Rescht, dat concernéiert net.

Wat nun awer ee muss feststellen, dat ass, datt mat der Zäit, an ech muss och e bësse soen, mam Élargisme, déi Dimensioun vum Marché intérieur, déi Dimensioun vun der libre Circulation, déi Dimensioun och vun engem Europa, wat sech haaptsächlech orientéiert huet op der Liberalisatioun, datt déi sozial Dimensioun e bëssen ënnert d'Rieder komm ass.

Duerfir stellt sech déi Fro, Détachement op där enger Säit eng noutwendeg Fräiheet, Servicer kënnen iwwert d'Grenzen - déi et jo am Prinzip net méi gëtt, déi et awer am Sozialfeld nach gëtt - ze ginn, ouni domat awer déi sozial Modeller, déi sozial Uerdnungen, déi an de Staten existéieren, aus den Aangelen ze hiewen. An do ginn ech jiddwerengem Recht, deen e kritesche Bléck op dat soziaalt oder dat ongenügend soziaalt Europa gehäit huet. Ouni Zweifel ass do villes verpasst ginn. An et ass e Retard an deem sozialen Europa ouni Zweifel do.

Ech sinn awer verwonnert, datt grad déi elo hei vu sozialem Europa schwätzen, vu soziale Kompetenze schwätzen, wou ech ëmmer gemengt hunn, datt se emol fir d'éischt Europa géifen op den nationalen, besonnesch an deem Europa déi national Kompetenze wéilte virun allem akzentuéieren.

Datt se déi Constitutioun, an Dir kënnt lech erënneren, Här Gibéryen, Dir waart jo Member vun der Konventioun, wou mer iwwert déi sozial Dimensioun geschwat hunn, wou et drëm gaange wier, effektiv…

(Interruptions)

…déi sozial Kompetenzen ze stäerken, wou et drëm gaangen ass, fir déi Charta vun de soziale Rechter wierklech an dem Traité ze verstäerken a wou, wéi den Här Hoffmann elo rappeléiert huet, et ëm eng sozial Klausel gaangen ass. Am Endeffekt hutt Der décidéiert, datt dat alles net gutt wier, an Dir hutt proposéiert et ze rejetéieren.

Bon, d'Lëtzebuerger waren net d'accord. Anerer sinn do e bëssen op de Läim gaangen. Duerfir ass natierlech déi sozial Dimensioun vläicht net esou séier gaangen, wéi een dat hätt kënnen erhoffen.

Elo muss ech soen, datt den Débat iwwert den Détachement an d'Evolutioun och vun där Direktiv net komplett an Europa eriwwer ass. Ech hu festgestallt, datt den Här Barroso zum Beispill virum Europaparlament annoncéiert huet, oder zumindest virun engem Deel vun de Membere vum Europaparlament, e wier d'accord, fir déi Direktiv op de Métier ze huelen, an e wier och d'accord, fir ze kucken, wou effektiv Faillë wieren am System, Faillen an deem sozialen, an där sozialer Komponent vun där Direktiv.

Ech kann op jidde Fall dem Här Barroso soen, datt ech honnertprozenteg en dann ënnerstëtze wäert an datt ech och wäert kucke mat anere Kolleegen am Conseil vun de Ministres du Travail an zu Bréissel, fir datt den Här Barroso dat do Verspriechen net esou séier vergësst.

Ech muss och soen, déi europäesch Gewerkschaftler sinn amgaang ze kucken, wou effektiv déi Direktiv do ka verbessert ginn a wou se effektiv kann an deem Sënn komplettéiert ginn, fir datt all Risque vun Dumping social a priori ausgeschloss ass.

Dee Projet hei, ech mengen, et ass awer gesot ginn, stellt elo net eng Gefor fir de soziale System hei zu Lëtzebuerg duer. Wann et drëm geet, gewësse Kontrollen ze simplifiéieren an net se a priori ze maachen, wat, loosse mer dat soen, e bëssen engem protektionisteschen Hannergedanken entsprécht, mä ze soen, mir kënnen déi Kontrollen och a posteriori, wann de Chantier installéiert ass, wann e fonctionnéiert, maachen, fir ze kucken, ob da wierklech och all Donnéeën do sinn, da kann een net soen, datt dat de Lëtzebuerger Sozialmodell aus den Aangelen hieft.

Wann ech soen, den Ordre public, dee kann nëmmen da fonctionnéieren, wann déi Leit och wierklech a gewëssenen Domäner ënnert d'sozial Gesetzgebung, ënnert den Droit du Travail vu Lëtzebuerg falen, dann heescht dat domat net, datt se alle Willküren exposéiert sinn. Well mer jo awer och nach dovun ausginn, datt déi Leit jo aus europäesche Länner kommen, wou et och sozial Gesetzgebunge gëtt, wou et och en Droit du Travail gëtt.

Et ass natierlech regrettabel, datt a grousse Länner, notamment Nopeschlänner, et kee soziale Mindestloun gëtt. Wou ebe Leit fir fënnef oder sechs Euro d'Stonn schaffen. Dat ass eng Faille am europäesche System. Do sinn natierlech eng Rei vu Regierungen onverständlech, well se sech géint zum Beispill en europäesche Mindestloun wieren.

Mä mäi lescht Wuert iwwert den Index. Ech mengen, mir sinn alleguerte frou mam

Index a mir wëllen en och protegéieren. Mä hei ass den Index absolut net a Fro gestallt. Den Index kritt jiddwereen, deen zu engem Lëtzebuerger Loun hei zu Lëtzebuerg schafft, sief dat de Mindestloun, sief dat de Loun, deen an engem Kollektivvertrag fixéiert ass.

Schafft en awer zu engem auslännesche Loun, deen iwwert dem Lëtzebuerger Loun ass, an, Här Gibéryen, Dir hutt gesot, da wier et jo eng Ongläichheet, well dee misst jo dann, wann e muss gläichgestallt gi mat deene Lëtzebuerger, déi hei schaffen, eigentlech säi Loun erofgesat kréien op den Niveau vun deenen.

(Interruption)

Dach, dat hutt Dir gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hei schaffe Leit, hunn ech gesot, och hei am Land schaffe Leit, déi iwwert dem Mindestloun verdéngen, an och hei am Land schaffe Leit, déi iwwert de Mindestléin, déi an de Kollektivverträg sinn, leien.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat sinn ëmmer nëmme Mindestléin. Mä d'Leit, et sinn awer vill Leit, déi méi verdénge wéi dat, wat an de Kollektivverträg ass. A si hunn och dee ganze Loun hei am Land indexéiert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- D'accord. Mä hei ass eng Persoun, déi ass net definitiv hei am Land installéiert. Dat sinn iwwregens ganz relativ marginal Fäll. Ech mengen, hei sinn Ziffere genannt gi vun Détachementer. An de Gros vun deene Leit, déi schaffen op Chantieren, déi schaffen also mat Léin, déi entweder dem Mindestloun entspriechen oder Kollektivléin hei zu Lëtzebuerg. Déi leien an hirem Land gewéinlech ënnert deene Lëtzebuerger Léin.

Mä déi Leit, déi hei kommen, an et kann esou Fäll ginn, déi da wäit iwwert de Lëtzebuerger Léin géife leien, déi behalen hiren nationale Loun. Dat ass eben d'Philosophie. Déi behalen hiren nationale Loun a kënnen also och net enger nationaler Législatioun, dem Index en l'occurrence, deen hei fir jiddwereen, fir all Lëtzebuerger Loun applizéiert gëtt, ënnerworf ginn. Ech mengen, datt een dat, vu datt et sech do ëm héijer Léin handelt, elo net direkt kann als Ofbau vum Lëtzebuerger Sozialstat ugesinn oder qualifizéieren.

Ech wëll also soen, dat hei Gesetz musse mer stëmmen, well mir sinn obligéiert, europäescht Recht ze respektéieren. Dat ass ganz sécher. Mir kënnen dat awer och stëmmen, géif ech soen, well mer sécher kënne sinn, datt dat heite Gesetz net d'Lëtzebuerger Sozialrecht, de Lëtzebuerger Droit du Travail beschiedegt.

Ech mengen, mir kënne roueg sinn, datt d'Rechter vun de Leit, déi hei schaffen, préservéiert sinn. A mir wäerten och all Kontrolle weiderféieren. Et ass jo net esou, datt mer keng Kontolle méi däerfe maachen. Et si just d'Modalitéite vun deene Kontrollen, déi geännert sinn, an ech kann Iech versécheren, datt d'ITM hirer Aufgab, déi Saachen ze kontrolléieren, zwar ex post, datt d'Obligatioun, och um Chantier all d'Donnéeën iwwert d'Léin an iwwert déi Leit, déi do um Chanter schaffen, mussen disponibel gehale ginn, datt déi Obligatioun honnertprozenteg wäert respektéiert ginn. Voilà.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Aarbechtsminister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Projet a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5942 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M.Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschette.

Ont voté non: MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5798, en Accord iwwert d'Schafe vun engem europäesche Loftraum. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass also bei dësem Projet net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo ageschriwwen: den Här André Bauler. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

10. 5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE),signé à Luxembourg, le 9 juin 2006

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord multilatéral vun der EU, zesumme mat Albanien, der fréierer Republik Jugoslawien, déi haut Mazedonien heescht, Bosnien-Herzegowina, Bulgarien, Kroatien, Irland, Montenegro, Norwegen, Rumänien, Serbien an d'UNO-Vertriedung vum Kosovo hunn den 9. Juni 2006 en Accord ënnerschriwwen, fir en Espace aérien commun européen ze schreiwen. Deemools ware Bulgarien a Rumänien nach net Member vun der EU. Dat ass an Zwëschenzäit geschitt. Mä den Accord an de Protokoll musse ratifizéiert ginn, sou wéi dat och den 9. Juni 2006 ënnerschriwwe ginn ass.

Den 31. Oktober 2007 huet den deemolegen Transportminister, den Här Lucien Lux, de Projet de loi déposéiert. Den 23. September 2009 sinn ech an der Kommissioun vum Développement durable zum Rapporteur genannt ginn. Den 2. Februar 2010 huet de Statsrot säin Avis ofginn, an an der Sitzung vum 24. Februar hu mir de Projet analyséiert an den Avis vum Conseil d'État consultéiert. An der Sitzung vum 10. Mäerz hu mir de Rapport eestëmmeg ugeholl.

Wat gesäit deen Accord vir? Et geet ëm d'Grënnung vun engem eenheetleche Loftraum an der EU, Espace aérien commun européen, kuerz den EACE genannt.

Deen Accord baséiert op zwee Haaptpunkten: Éischtens, dass mir innerhalb der EU iwwerall déiselwecht Normen a puncto Sécherheet kréien - a wann ech soe Sécherheet, mengen ech souwuel Sécurité wéi Sûreté -, d'Konkurrenz, d'Sozialpolitik an d'Rechter vum Konsument an der Loftfahrtbewegung.

Deen aneren zweete Pilier ass nei Méiglechkeeten ze schafen, fir der Loftfahrtindustrie an engem Loftraum vu 35 Länner an iwwer 500 Milliounen Awunner d'Méiglechkeet ze ginn, ze expandéieren.

De Statsrot ënnersträicht a sengem Avis, dass mir mat deem Accord Souveränitéit, wéi den Artikel 37 vun der Constitutioun et seet, ofginn, an dofir musse mer och dëse Projet de loi, wéi de President et virdru gesot huet, um Artikel 114 mat der qualifizéierter Majoritéit stëmmen.

Am Numm vun der Kommissioun bieden ech Iech, dësem Gesetz d'Zoustëmmung ze ginn. Ech ginn op alle Fall vun dëser Säit aus d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- An ech soen dem Här Spautz Merci. Entre-temps huet den Här Bauler och décidéiert, näischt méi weider zum Projet de soen, well den Här Rapporteur ganz komplett war. Ech ginn och dovun aus, datt de Minister näischt méi dozou ze soen huet, sou datt mer elo direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt mer eng Majoritéit vun zwee Drëttel brauchen an de Vote par procuration net erlaabt ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. De Vote ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 5798 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5798 est adopté par 50 voix.

Ont voté oui: MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler et Raymond Weydert;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer elo de Projet de loi 6107 iwwert d'Gestioun vun den Zuchinfrastrukturen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri, Bausch, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

11. 6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen elo virläit, ass eng Ännerung vum Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d'Gestioun vun den Infrastrukture vun der Eisebunn. De virleiende Projet ass de 27. Januar vum Minister Claude Wiseler déposéiert ginn. Nëmme fënnef Deeg méi spéit, den 2. Februar 2010, huet déi héich Kierperschaft, de Statsrot, hiren Avis ofginn. De 24. Februar sinn ech zum Rapporteur gestëmmt ginn, a mir hunn de Projet de loi an den Avis vum Statsrot analyséiert.

Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Projet hei kënne mir d'Kreditter fir d'Installatioun vun engem automatesche Stoppsystem vum Zuch an eng Vitessekontroll um Eisebunnsréseau verwierklechen. D'Sécherheet op der Eisebunn ass enorm wichteg. Dat schrecklecht Accident an der Belsch hätt mat deem System, dee mir op dem Lëtzebuerger Réseau wëllen hunn, verhënnert kënne ginn. No den Accidenter an der Belsch virun néng Joer an deene schwéieren Accidenter an den 90er Joren um Houwald an zu Lëtzebuerg-Hollerech, genau wéi no der Katastroph vun Zoufftgen 2006, ass et wichteg, nach méi séier all Sécherheetsmesuren ëmzesetzen. Mir maachen dat an dësem Projet elo.

Et ass déi néngt Ännerung vum Gesetz vun 1995, wou mer ënner anerem am Juni 2003 festgehalen hunn, dass mer Duebelgleisegkeet maache vu Péiteng an d'Stad; am Dezember 2003 ënner anerem de Raccordement vum Kierchbierg a vum Findel; am Abrëll 2004, wou do festgehale ginn ass fir Belval-Usines a Belvaux-Mairie auszebauen; déi zwee Gleiser um Nordkapp vun der Stater Gare am Abrëll 2004; d'Bréck op der Linn Lëtzebuerg-Klengbetten, fir nëmmen déi Projeten nach eng Kéier ervirzesträichen.

De Projet vun haut, den Dispositif Arrêt automatique an de Système de contrôle de vitesse. Am November 1999 hat de Verwaltungsrot vun der CFL décidéiert, op den ETCS-System ëmzeklammen, an den 1. Mäerz 2005 ass de Projet pilote gestart ginn. Am Moment si 60% vum Réseau dorop ausgeriicht. Bis Enn 2011 soll de ganze Réseau prett sinn.

Ech wëll awer betounen, dass no der Phas vum Projet pilote Adaptatiounen um Netz an an de Virstellungen, wéi een dat ka verwierklechen, geännert gi sinn, well méi Signaler do sinn, méi Contrôles de commande a méi Signalisatiounspunkten. De Réseau gëtt elo opgerüst.

Wat de Fuerpark, d'Maschinnen ubelaangt, esou muss jiddwereen, deen op de Lëtzebuerger Réseau wëllt fuere kommen, seng eege Maschinne kompatibel maachen, fir op dem Réseau kënnen aktiv ze sinn.

A sengem Avis vum 2. Februar 2010 erënnert de Statsrot un all seng Remarquen, déi e bei de vorhergehende Projete gemaach huet, well e seet, dass de Projet lues awer sécher, well dat hei schonn déi néngt Verlängerung ass, onliesbar gëtt. Eng aner Remarque war eng Propos, den Ufank vum éischte Paragraph ze änneren. Dësem Virschlag war d'Kommissioun nokomm.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen opgrond vun der ugespaantener Situatioun vun de Statsfinanze spueren a Prioritéite setzen. D'Regierung setzt hir Prioritéiten, a mat dësem Projet setzt se hir Prioritéit a Richtung Sécherheet. Mat Ärer Zoustëmmung zu dësem Projet investéiere mir an d'Sécherheet vun de Voyageuren a vum CFL-Personal. Et ass wichteg, dass mir dat maachen. D'Eisebunn ass nach wie vor dat sécherst Transportmëttel op der Welt. A mir mussen derfir suergen, dass et nach ëmmer méi sécher gëtt an dass et nach ëmmer zu manner Accidenter kënnt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech zielen op Är Zoustëmmung an ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Marc Spautz Merci. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Hien huet schonn all déi technesch Detailer hei explizéiert, an ech wäert net weider dorobber agoen. Ech wëll virun allem ervirsträichen, datt et hei ëm d'Sécherheet vun der Eisebunn geet an ëm d'Sécherheet vun de Passagéier, déi den öffentlechen Transport benotzen. Dat muss fir eis eng Prioritéit sinn a bleiwen, am Intérêt vun der Integritéit vun de Bierger.

Letztendlech ass et och eng Fro vun der Attraktivitéit vum öffentlechen Transport.

Une voix.- Très bien.

M. Eugène Berger *(DP).*- Wat dee méi komfortabel ass, wat en awer och méi sécher ass, wat dat en zousätzlechen Atout ass fir eis Bunn a wat dat och en zousätzlechen Atout ass, fir datt mer iergendeng Kéier dann op eisen „modal split" 25/75 vläicht kënne kommen. Duerfir ënnerstëtze mir och all Efforten, déi an d'Sécherheet vum öffentlechen Transport investéiert ginn. Do soll een net spueren.

Hei sinn an der Vergaangenheet schonn eng Rei Initiative geholl ginn, ugefaange beim ehemolegen Transportminister, dem Henri Grethen, dee schonn ab dem Joer 2000 d'Ëmsetzung vun deem europäesche System ERTMS/ETCS an d'Weeër geleet huet. Mëttlerweil sinn déi technesch Oprüstunge bei der CFL konstant weidergedriwwe ginn. Mir zu Lëtzebuerg hunn hei, muss ee soen, en héije Sécherheetsstandard erreecht. Et ass scho gesot gi virdru vum Rapporteur, datt esou tragesch Accidenter wéi zum Beispill an der Belsch hei net méi méiglech sinn. Dat ass gutt esou. An duerfir hu mer och all Intérêt, fir datt déi Programmer weidergefouert ginn.

Duerfir brauch een zousätzlech Finanzementer, déi musse getätegt ginn. Ech géif och, oder Dir verstitt, datt ech opgrond vun deene kuerze Konstellatiounen, déi ech hei gesot hunn, datt Der kënnt novollzéien, datt also meng Fraktioun och wäert hei mat zwou Hänn dësem Accord respektiv dësem Projet de loi den Accord ginn.

Et bleift awer, dat ass scho meng lescht Remarque, e fundamentale Problem bestoen. Well am internationale Schinneverkéier gëtt et eng Rei, ech géif scho bal soen, eng Multitude vu verschiddene Sécherheetsstandarden oder -systemer op där enger Säit. Op där anerer Säit ass et awer esou, datt mer hei zu Lëtzebuerg vill Échangë mat deene Réseauen hunn. Mir sinn e klengt Land. Et fuere ganz vill eis Maschinnen an d'Belsch, Däitschland a Frankräich, an ëmgedréit kommen hir Lokomotiven heihinner, an do passt net ëmmer alles openeen, déi verschidde Standarden. Do bleift also e Reschtrisiko bestoen, och mat all deenen Efforten, déi mir hei maachen.

Duerfir ass et absolut noutwendeg, datt mer och, esou wäit et méiglech ass, kucken eng Léisung vun deem Problem op europäeschem Niveau ze fannen. An datt do och d'Regierung weiderhin alles wäert maachen, fir eng Harmoniséierung esou schnell wéi méiglech vun deenen europäesche Sécherheetssystemer ze erreechen.

Dat gesot, Merci, a wéi gesot, mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- An ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Marc Spautz Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. D'Sécherheet, Här President, kennt keng Kompromësser an deemno och keng Finanzéierungsvirbehalter, wéi et elo grad scho gesot ginn ass. Duerfir approuvéiere mir als LSAP dëse Projet vu ronn 37 Milliounen Euro ohne Wenn und Aber.

Här President, fir international konform ze sinn, huet de Verwaltungsrot vun der Eisebunn 1999 décidéiert, um Lëtzebuerger Eisebunnsréseau flächendeckend den europäeschen unerkannten ERTMS an ETCS, den European Train Control System, ze installéieren, a Kombinatioun mat deem sougenannte GSM-R, GSM for Rails, fir d'automatesch Kontroll vun der Vitesse vun den Zich kënnen ze kontrolléieren. Heibäi geet et kloer drëm, dass all Zuch bei roudem Signal korrekt ofgebremst a virun der rouder Luucht, fir et emol einfach ze soen, zum Stoe kënnt, a virdrun. Dat ass ganz wichteg, wéi mer elo leider an der Belsch jo konnte gesinn. Duerfir wéilt ech vläicht e bësse méi am Detail eng Kéier de System erklären.

Deen europäesche System ERTMS/ETCS ass, wéi gesot, en automatesche Vitessekontrollsystem, deen direkt agräift, wann de Kondukter, am CFL-Jargon de Mécanicien vum Zuch virun engem roude Signal net oder net richteg reagéiert. Fir d'Sécherheet ze garantéieren, dass et also net zu Kollisioune vun Zich kënnt, ass de Lëtzebuerger Eisebunnsréseau a Secteuren ënnerdeelt, wou an all eenzel Secteur am Zuchbetrib sech ëmmer nëmmen een eenzegen Zuch befannen dierf. Am Ufank an um Enn vun all Secteur steet ee Signal, wat ëmmer op rout steet.

Fir dat ze illustréieren, zitéieren ech vläicht am beschten e Beispill. Huele mer d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten-Arel. Deen éischte Secteur, dee geet, wann Der zu Lëtzebuerg aus der Gare erausfuert, vum Quai bis op Hollerech. Da kënnt als zweete Secteur d'Streck vun Hollerech op Bartreng. Deen drëtte Secteur ass dann d'Gare Bartreng, an da geet et viru vu Bartreng op d'Mamer Streck an esou weider. Geet e Streckesecteur iwwer méi eng laang Distanz a Fonctioun vun der zougeloossener Vitesse, kann deen ënnerdeelt ginn.

Dat gëtt einfach gemaach, fir dass d'Streck méi eng héich Capacitéit huet, fir d'Zuchfolg also méi schnell ze kréien, fir dass d'Stellwierk en Zuch ka méi séier vun engem Secteur an deen aneren erafuere loossen. Dat heescht, dann ass den Zuch dann an der Entrée, wou säin Haaptsignal, wéi gesot, ëmmer op rout steet. Dat kann dann op gréng gestallt ginn, fir an dee Secteur eranzefueren. Dat Haaptsignal kann och vu rout op zweemol giel gestallt ginn, wat heescht, dass den Zuch mat reduzéierter Vitesse circuléiere kann.

Här President, wann een elo weess, dass en Zuch bis zu 1.500 Tonne Gewiicht kann hunn hei zu Lëtzebuerg, bei enger maximaler Vitesse vun 140 km/h fuere kann, da brauche mir, fir en Zuch un d'Halen ze kréien, eng Distanz vun 1.200 Meter, also 1,2 km, déi sougenannten „distance d'arrêt". Well d'Visibilitéit vun 1.200 Meter jo quasi ni op enger Streck anzegesinn ass, steet virun all Secteurssignal, fir et emol esou ze soen, deem sougenannten Haaptsignal, nom Reglement den „signal fixe principal", e sougenannte Virsignal, en „signal fixe avancé", mat anere Faarwendispositiounen, déi ech Iech elo hei erspueren, op enger Distanz vu genau där Distance d'arrêt vun 1.200 Meter virum Haaptsignal, fir et dem Zuchkondukter ze erlaben, virun deem Haaptsignal un d'Stoen ze kommen a säi Secteur, wou en also eleng ass, net ze dépasséieren.

Wann een elo nach weess, huele mer nach eng Kéier d'Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten, dass op där zweegleiseger Streck an deenen zwou Richtunge pro Gleis signaltechnesch, am Jargon „banaliséiert" gefuer ka ginn, da gëtt dat méi komplizéiert. Am Prinzip gëtt an d'Belsch, Richtung Belsch, lénks gefuer; op Beetebuerg, op Waasserbëlleg an op Ettelbréck, ëmmer vu Lëtzebuerg aus gekuckt, riets gefuer. Dir kënnt Iech jo gutt virstellen, dass also op enger Streck mat zwee Gleiser, déi also banaliséiert an zwou Richtunge gefuer ka ginn, vill Haaptsignaler a Virsignaler op enger Streck stinn, déi den Zuchkondukter alleguerten natierlech ze respektéieren huet.

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Dass do mënschlech Feeler - an duerfir soen ech dat - am alldeegleche Verkéier net auszeschléisse sinn, ass kloer, an duerfir muss den Zuchkondukter eng automatiséiert Hëllef kréien.

Une voix.- Ouh?

M. Roger Negri *(LSAP).*- Dat ass an enger éischter Phas vun engem vun der Lëtzebuerger Eisebunn selwer entwéckelten automatesche Bremssystem, dem sougenannte Memor II+, agefouert ginn op dem gesamte Réseau vun der Eisebunn a war am Joer 2004 komplett installéiert.

Här President, et geet elo drëm, en europäeschen agréémierte Bremssystem ze installéieren, fir dass net zulescht den internationalen Échange, déi sougenannten Interpénétratioun vun Zich - wéi et elo grad schonn ugeklongen ass -, international unerkannt, geschéie kann.

Technesch funktionéiert den automatesche Bremssystem, den ETCS, éischtens, iwwer fest installéiert Balisen, wéi se genannt ginn - dat sinn d'Kontrollkëschten, déi an der Mëtt vum Gleis leien op fest definéierten Ofstänn vun der Streck -, an dann zweetens, iwwer een an all Zuch - an ech betounen: an all Zuch - installéiert Kontrollorgan, wou, wann den Zuchcontrolleur net op dat entspriechend Signal, wat en op der Streck begéint, direkt a korrekt reagéiert, wou dann den Zuchkontrollsystem automatesch aspréngt an domat d'Sécherheet vun eisen Zuchconvoië garantéiert.

(Interruption)

Fir eng optimal Transmissioun tëschent dem Zuch an dem respektive Stellwierk ze garantéieren, geschitt den numériséierten Transfert vun den Donnéeën - Tëlefon, wann Der esou wëllt - iwwer e speziell konzipéierte GSMs-Réseau, de GSM-R, GSM for Rails, deen iwwer speziell installéiert Funkantennen, déi laanscht d'Strecken installéiert sinn, vum Zuch op d'Stellwierk an erëm zréck garantéiert ass.

De sougenannten automatesche Kontrollsystem ETCS, kombinéiert mam garantéierte Funktransmissiounssystem, dem GSM-R, gëtt ënnert dem Numm ERTMS zesummegefaasst an ass genau dat, wat europäesch gefuerdert ass. An domat kann ech d'Lëtzebuerger Eisebunn nëmme félicitéieren, fir déi visionär a richteg Décisioun schonn am Joer 1999...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat wor den Här Lux!

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Es werde Lux.

M. Roger Negri *(LSAP).*- ...fir déi visionär a richteg Décisioun schonn am Joer 1999 geholl ze hunn an et domat erlaabt, am Joer 2017 komplett duerch de Memor II+ ze ersetzen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci, an elo kënnt den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech géif mengen, technesch wär dat meescht elo gesot, nom Här Negri senger Interventioun.

(Hilarité)

Ech wéilt just duerfir e puer méi politesch Saachen awer nach soen, déi een an deem Projet hei awer duerchweegs ka soen.

Mir hunn hei eigentlech e Paradebeispill, datt mer... Mir si jo hei am Eisebunnsberäich och am Kontext vun enger Liberaliséierung, déi elo virum Ofschloss ass, och am Voyageur, a mir hunn hei e Paradebeispill eigentlech, datt d'Europäesch Unioun, wann een dann dee ganze Liberaliséierungswahn, dee virherrscht an der Europäescher Unioun, iwwerhaapt matdréit, datt alles hannevir ugepaakt gëtt.

Mir wäerten elo hei zu Lëtzebuerg e ganz performante Sécherheetssystem aféieren, deen den Här Negri am leschten Detail elo grad erkläert huet, dee mer och begréissen. Duerfir stëmme mer och de Projet mat; dat wëll ech direkt soen.

Mä mir hunn awer eng Situatioun, datt mer deen do Sécherheetssystem, dee jo eng Kéier sollt en europäesche ginn, fir datt mer eenheetlech Standarde kréien, eigentlech an deene wéinegste Länner hunn. Dat heescht, a Frankräich an an der Belsch a ronderëm eis an Däitschland gëtt et ganz ënnerschiddlech Systemer.

Dat huet zur Konsequenz, datt zum Beispill dat eenzelt Fuermaterial, déi eenzel Fuerparke vun deenen eenzelne Réseauen, wa se da wëlle pénétréieren op Nopeschréseauen, oft musse mat dräi, véier Systemer ausgerüst ginn, wat e Käschtepunkt ass. Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, wou eigentlech da jo duerch d'Liberaliséierung, wat jo den Haaptatout soll sinn, ee ka vu Lëtzebuerg, ech weess net, ënnen erof a Südfrankräich oder souguer bis a Spuenien fueren, wann et muss sinn, mä awer d'Systemer als solches guer net op deene Standarde sinn, an dat deementspriechend zimlech deier, net nëmmen zimlech deier gëtt, mä och zimlech komplizéiert ass.

An dat ass erëm eng Kéier ganz typesch, wéi d'Europäesch Unioun virgeet. Mir liberaliséieren emol einfach monter drop lass, stellen eis guer keng Froen, wat fir eng Konsequenzen datt dat fir déi eenzel Réseauen huet, zum Beispill hei dann an dem Eisebunnsréseau. An heirunner erënnert villes mech, éierlech gesot, och un dat, wat am Stroumsecteur geschitt ass, wou mer en ähnlechen Duercherneen an e Chaos dee Moment hunn op europäeschem Niveau an nach laang net wäerten derduerch sinn, och an deem heite Kontext.

Dat ass äusserst bedauerlech. An ech weess och net... An der Kommissioun hate mer eng länger Diskussioun doriwwer. Et weess och keen esou richteg, wéi mer oder wéi séier mer wäerten doraus erauskommen.

Et bleift awer elo d'Situatioun, datt mer, wéi gesot, an och am Voyageur kënnen op aner Réseaue pénétréieren an och anerer heihinner kënne gefuer kommen, an deementspriechend dat awer natierlech och ëmmer eng Rei Froe wäert stelle fir d'Sécherheet. Bon, mir kënnen natierlech... Esou wéi et elo ass, ass et jo virgeschriwwen, datt een natierlech deem Sécherheetsstandard muss entspriechen, wann een an dat Land erafiert. Mä dat wäert äusserst komplizéiert ginn.

Duerfir wäerte mer nach munch Iwwerraschung erliewen, och am Kontext vun der Liberaliséierung vun den Eisebunnsréseauen, ausgehend heivunner. Deen heite Projet als solches, wat elo den nationale Réseau ubelaangt, fanne mer selbstverständlech natierlech eng gutt Saach a mir wäerten et och duerfir matstëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Elo kritt nach den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, och vun onser Säit aus ons Remerciementer un de Rapporteur, den Här Spautz, deen ons hei ganz vill interessant Informatioune ginn huet. Et geet effektiv hei ëm méi Sécherheet am Schinneverkéier. Mä et geet och drëm, datt mer sollen haut den zousätzlechen Devis stëmmen. An do muss ech soen, datt mer an dësem Dossier awer där nawell eng etlech gesinn hunn.

Den 1. Abrëll 2000 koum en éischten Devis. Dunn den 1. Abrëll 2001; den 1. Abrëll 2002. Du koum d'Gesetz vun 2003. Wann ech alles zesummegerechent hunn, misste mer elo gläich un der néngter Adaptatioun vun Devis sinn. Do muss ee sech heiansdo d'Fro stellen, och wann een den Text gesäit, ob et net besser wier, mir géifen ee fir alle Mol en aktualiséierte Montant festhalen zu där Zäit, wou mer d'Gesetz stëmmen.

Dofir ass och meng Fro, ob deen Devis, dee mer elo haut virleien hu vu 37,2 Milliounen... Do schéngt et en Devis ze sinn: actualisé au 1er avril 2008. Ech weess awer net, ob et net besser wier, ons ze soen, ob dat elo den Devis ass op den heitegen Dag oder op den 1. Januar 2010, fir datt mer wéinstens en connaissance de cause wëssen, wat dann de genaue Montant ass, dee sech finalement an dem Budget wäert erëmfannen.

Dann hunn ech eng zweet Fro an deem Kontext. Dat ass, datt, wéi oft widderholl gëtt, d'Europäesch Kommissioun hei géif finanziell bäisteieren. Just, ech weess net, ëm wéi vill. Oder am Prozentsaz, ob dat

adaptéiert ass. Dat steet am Rapport vun der Kommissioun. Et steet och am Exposé des motifs. Dofir wär ech och nawell frou ze wëssen, ob dat esou ass, an och ob dee Montant gegebenenfalls kann adaptéiert ginn op dee Montant, dee mer haut stëmmen.

Eng drëtt Fro, déi sech an dësem Kontext stellt, dat ass, datt d'Aarbechten anscheinend fir 2011 elo solle fäerdeg ginn. Ech wollt de Minister froen, ob deen Délai och elo kann en vue vun haut, an net en vue vun deem Ablack, wou de Projet de loi déposéiert ginn ass, respektéiert ginn. Well schlussendlech ass jo awer d'ganzt Zil, wat mer mat dësem Gesetzesprojet wëlle respektéieren, datt mer méi Sécherheet an onsem Schinneverkéier kréien, datt mer doduerjer och natierlech d'Attraktivitéit vum Schinneverkéier vergréisseren.

Dat gesot, kënne mer mat deene puer Froen, déi mer do gestallt hunn, awer mat deem Projet hei d'accord sinn, well mer der Meenung sinn, datt eng Prioritéit muss komme fir méi Sécherheet am Schinneverkéier. Mir gesi bei deenen Accidenter zu Zoufftgen an och an der Belsch, wéi wichteg et ass, datt een op deem Gebitt do nei Weeër a méi sécher Weeër geet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech bleiwen hei, well et dauert...

(Interruption)

Also selbstverständlech stëmme mir dee Projet hei wéinst der Erhéijung vun der Sécuritéit op eisem Eisebunnsnetz. Ech wëll awer och nach eng Kéier betounen, dass et absolut noutwendeg wär, dass mer op d'mannst an der Europäescher Unioun en eenheetleche standardiséierte System hätten, well, ech mengen, soss awer déi Sécherheet net honnertprozenteg kënnt garantéiert ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. An nodeem déi verschidden Intervenanten esou detailléiert waren an hiren Ausféierungen, mengen ech, kann de Minister sech relativ kuerz halen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Mä well ech d'Wuert bei deem Projet virdrun net krut, wollt ech elo awer profitéieren, fir dem Här Spautz zweemol Merci ze soe fir dee gudde Rapport, deen e fir dëse Projet an dee virdru gemaach huet. Mir hunn do gutt a schnell gemeinsam geschafft, mengen ech.

Da sinn hei nach eng Rei Diskussiounen opkomm, Froen opgeworf ginn, wou ech wëll kuerz dorobber agoen. Dat Éischt, dat ass déi vun deene verschiddenen Adaptatiounen, déi den Här Henckes opgeworf huet.

Ech mengen, dat muss een awer liicht anescht hei kucken, well mir hunn et hei mat engem Gesetzesprojet ze dinn, wou am Artikel 10 sämtlech Projeten, déi d'CFL en fin de compte an deene leschte Jore gemaach huet, dra beinhalt sinn. An all Kéiers, wa mer do Adaptatioune gemaach hunn, da war dat fir deelweis en anere Projet bäizefügen. Dat ass also net onbedéngt eng Adaptatioun op deem, wat mer haut adaptéieren. Sou eelef Adaptatiounen, jo, mä dat sinn awer total aner Projeten, déi an den Artikel dragesat gi sinn.

Elo kann ee sech d'Fro stellen, de Conseil d'État huet dat och gemaach, ob een net déi Projeten dann als eenzel Gesetzgebung kéint maachen. Da géif dat, wat Der elo gesot hutt, net kënne falsch interpretéiert ginn.

Mir hunn awer gemengt, fir d'Visibilitéit vum Text wär et gutt, wann Adaptatiounen all Kéiers pro Projet géife gemaach ginn. Dat, wat hei also gemaach gëtt, dat ass eng Adaptatioun op deem Projet vun der Sécuritéit, dee bis elo 25 Milliounen ronn hat, deen elo 12 Milliounen bäikritt, op 37 Milliounen eropgesat gëtt. An déi Adaptatioun, wann ee weess, wéi de Wëssensstand ufanks 2000, 2001, 2002 war, fir déi Rechnunge sengerzäit ze maachen, ass awer näischt, wat anormal ass, well einfach awer esou vill geännert huet an Zwëschenzäit, well awer déi Connaissancen, d'Importatioun vun deem hei System wesentlech méi prezis analyséiert konnte ginn an der Zäit, sou datt ech hei déi Adaptatioun eppes, wat an der logescher Evolutioun vum Dossier ass, fannen.

Wat elo den Délai ugeet, do hunn ech zur Gewunnecht, datt mer net onbedéngt d'Délaien elo als definitiv an doudsécher considéréieren, well all Bautendélai huet mer nach gewisen, wann ech eng Ausso hei, haaptsächlech wann ech se bei lech maachen, si se normalerweis net richteg. Mir hunn hei grouss Richtlinnen, wéini mer déi Délaien do kënne maachen, a wat fir eng Richtung dat ka goen. Ouni datt ech awer d'Hand an d'Feier leeën, datt et Stéchpunkt zu deem Datum fäerdeg ass.

Dann hutt Der gesot vun dem Bäileeë vun der Europäescher Kommissioun. Wa mäi Souvenir do richteg ass, dann ass dat fir 4 Milliounen Euro gewiescht als Plaffong vun de Subsiden, déi mer kënne kréien, ohne Gewähr elo. Dat si meng Souveniren, déi mer dat esou soen. Mä da gesitt Der och do méi oder wéineger d'Proportiounen, déi hu missen agehale ginn.

Voilà. Dat waren déi puer Froen, déi hei évoquéiert gi sinn. Iwwert d'Liberalisatioun loossen ech mech elo net an, op déi Proposen, déi den Här Bausch gesot huet. Just déi eng Remarque dozou: Mir sinn natierlech als klengt Land relativ ugewisen, datt och eis Kommunikatioune mat dem Ausland, mat dräi Nopere fonctionnéieren. Mir sinn drop ugewisen, datt déi Sécherheetssystemer vun deenen Zich, déi erakommen, respektiv vun eisen Zich, déi erausginn, dann nach op déi Netzer ugepasst ginn.

Dat ass net ëmmer evident fir d'CFL, fir dat ze gewährleisten. Dat brauch vill Aarbecht. Et muss een och déi noutwendeg Soinen, déi noutwendeg Garantien draginn. Ech mengen, dat maache si och ouni Zweifel.

An déi Décisioun, déi dann '99 geholl ginn ass, déi vum Minister Grethen, vum Minister Lux an dann och vu mir selwer confirméiert ginn ass, fir sengerzäit dee System erauszewielen, deen europäesch recommandéiert ginn ass, mengen ech, war haaptsächlech fir Lëtzebuerg einfach déi eenzeg Décisioun, déi konnt geholl ginn, quitte datt et en deiere System ass. Mä et ass awer een, deen eis Zukunftsperspektiven an dem europäesche Raum gëtt.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir déi Zoustëmmung, déi dëse Projet krut.

M. le Président.- Merci och dem Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6107 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Raymond Weydert), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen (par M. Eugène Berger), Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweet Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer elo nach eng Question avec débat N°7 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Gëlle Fra. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten Zäit zou, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

12. Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, eng Regierung zitt hir Legitimitéit net nëmmen aus dem Resultat vun demokratesche Wahlen. Si soll sech och aschreiwen an eng Traditioun, si muss e Respekt virum Stat a sengem Vollek weisen, deen iwwer e formelle Respekt virun den Institutiounen erausgeet.

Zu deem Respekt zielt och eng wierdeg Erënnerung un d'Leide vun enger Natioun. Un déi Affer, déi dës Natioun bruecht huet, fir a Fridden an a Fräiheet ze liewen.

D'Gëlle Fra huet eng besonnesch Plaz, net nëmmen an eiser Geschicht, mä an den Häerzer vun de Lëtzebuerger. Fir dat ze erkennen an ze verstoen, brauch een historescht Wëssen, mä nach méi Empathie a moralesch Gréisst. Nëmmen deen, deen d'Leide vun de Krichsaffer kann nofillen an novollzéien, kann hiert Undenken éieren. Nëmmen deen, deen d'Geschicht als moraleschen Optrag fir d'Zukunft gesäit, dee seng Inspiratioun an der Verantwortung fënnt, fir vergaangent Onrecht ni méi nei entstoen ze loossen, kann och deen déiwe Sënn vun engem nationale Monument verstoen.

E Monument ass méi wéi dat Konschtwierk, wat et markéiert. Et huet seng eege Symbolkraaft. Et genéisst e Schutz, dee méi ass wéi eng rechtlech Garantie. Well säi Schutz staamt aus enger kollektiver Iwwerzeegung vu ganz ville Leit. De Wëllen, ni dat ze vergiessen, wat geschitt ass. De Wëllen, fir deem, wat ee sech eigentlech net ka virstellen, awer eng dauerhaft a sichtbar Präsenz an eiser Mëtt ze ginn.

Duerch e Monument erënnere mir eis un dat Schrecklecht vu gëschter a mir vernäipen eis mat déiwem Respekt an Dankbarkeet virun all deenen, déi alles gewot an alles ginn hu fir dat Land, an deem mir haut liewen, fir eis a fir d'Generatioune vu muer.

E Monument entéiert een net, well et verletzt een domat d'Séil vun all deenen, déi wëssen an déi verstinn. Wien e Monument entéiert, hëlt och deenen d'Chance, déi iwwert de Wee vum Nodenken iwwer e Monument nach kéinten a wéilte bäiléieren.

E Monument ass keen Dekor fir e Pavillon, kee Maskottche fir eng Ausstellung, kee kommerzielle Gadget. D'Fro stellt sech, ob dëser Deeg net och eis Gesetzer verletzt goufen. D'Gesetz verbitt d'Violatioun an d'Profanatioun vun engem Monument, dat zu Éiere vun eisen Doudegen opgeriicht gouf. Kee steet iwwert dem Gesetz. A besonnesch am Ëmgank mat eise Monumenter a mat eiser Geschicht soll d'Regierung dat gutt Beispill weisen an net selwer, wann och vläicht net de Buschtaf, mä op d'mannst awer de Geescht vum Gesetz verletzen.

Dee Frevel, deen elo geschitt, gëtt all deene Recht, déi scho fréier dat Monument net geéiert hunn. E gëtt all deene Recht, déi eis Gesellschaft net op moralesch Wäerter wëllen opbauen, mä nëmme materiell Wäertvirstellunge kennen. E gëtt all deene Recht, déi nëmme wëlle Rechter hunn a keng Flichten, emol net den Devoir de mémoire: déi Flicht, déi si géif drun hënneren, fir nëmmen an der Verantwortungslosegkeet, an der Iwwerflächlechkeet an am Haut ze liewen.

D'Regierung hëlt déi Gëlle Fra ewech a si verletzt domat eis Séil, eis Erënnerung, eis Gefiller, eis mënschlech Dimensioun.

(Interruption)

Déi mannste goufe virdru gefrot, an emol net d'Anciens combattants. Déi, déi fir eist Land gekämpft hunn.

(Interruptions)

Net déi, deenen hir Communautéit am meeschte gelidden huet, an och net déi, déi d'Vollek an dësem héijen Haus vertrieden.

Vill Leit, vläicht déi meeschte Leit am Land sinn dergéint. Vill sinn der entsat, mä alles dat kann déi net stéieren, déi souwisou mengen, d'Land géif hinne gehéieren.

(Interruption)

Keen anert Land stellt en nationaalt Monument am Tempel vum Kommerz op. Anerer brénge Konschtwierker. Eis Regierung bréngt d'Ageständnis vun hirer Gefillslosegkeet.

Eng Regierung, déi d'Kroun vun deem wahrscheinlech wichtegsten nationale Monument fir kommerziell Zwecker an d'Ausland bréngt, stellt méi a Fro wéi nëmme sech selwer.

Et geet der Regierung dobäi net ëm Fräiheet a Fridden a China, och net ëm Symbolik fir Mënscherechter, soss hätt si jo och kënnen zum Beispill 2005 den Dalai-Lama empfänken, wéi deen hei op Besuch wor.

Neen, just nëmme fir e kommerzielle Pavillon ze dekoréieren, gëtt eist nationaalt Monument a China bruecht an aus soss kengem Grond. All aner Behaaptung ass einfach net wouer. Eng onbehollef Reaktioun op d'Kritik, en nodréigleche Konstrukt, fir manner schlecht dozestoen.

Wéi d'Regierung wëllt den nächsten 10. Oktober décidéieren, dat froe mir si an deenen nächsten Deeg schréftlech. Dann, den 10. Oktober, ass d'Gëlle Fra zu Shanghai, an nodeem, wat gesot gëtt, och eise Grand-Duc.

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir misst zum Schluss kommen a vläicht och emol Är Fro stellen, gell.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech kommen direkt dozou.

M. le Président.- Dir hutt eng Question avec débat hei ugefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President, fir mech drun ze erënneren; ech maachen dat.

Op eisem nationale Commémorationsdag ass zu Shanghai eng kommerziell Journée luxembourgeoise. D'Entéierung vun der Erënnerung huet ënnert dëser Regierung Method.

Ech wollt den Här Juncker froen, Här President, firwat d'Regierung hiren Accord fir esou eppes konnt ginn, a firwat d'Anciens combattants net gefrot gi sinn. Ech stelle fest, den Här Juncker huet sech dësem Débat entzunn. Dat seet ganz vill iwwer e Mann, dee vläicht sech fir Europa interesséiert, awer net méi vill fir eist Land.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Sou, elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech kann déi Ausféierungen iwwert de Sënn vun de Symboler an d'Kraaft vun de Symboler hei deelen. Ech kann awer net déi Ausféierungen hei deelen an d'Interpretatioun, déi den Här Kartheiser an déi ganz Operatioun hei gëtt. Ech wëll dofir eng Rei Punkte ganz einfach a ganz simpel duerstellen. Domat d'Stellungnahm vun der Regierung.

Also, ech verstinn, datt den Här Kartheiser léiwer den Här Statsminister héieren hätt. Leider konnt deen net hei sinn. E muss sech also mat mir begnügen, fir d'Äntwert ze ginn.

(Interruption)

Wéi de Commissaire, den Här Goebbels, Responsabel fir d'Ausstellung, mat där Iddi bei d'Regierung komm ass, muss ech éierlech soen, war deen een oder deen anere vun eis och erstaunt, deen éischte Moment, iwwert déi Iddi, wéi vill Leit d'ailleurs dobaussen, déi net richteg verstanen hunn, wat de Sënn vun deem wär, wat hei proposéiert ginn ass.

Mä ech muss awer hannendru soen, bei weideren Erklärungen, beim Kucken iwwert dat Konzept, wat zu Shanghai géif gemaach ginn, beim Iwwerleeën iwwer wéi mer déi ganz Operatioun kéinten upaken, huet schlussendlech awer deen hei Mouvement sech als e sënnvolle Mouvement erausgeschielt, an huet d'Regierung och dozou hiren Accord ginn. Net awer, ouni de Commissaire ze beoptragen, mat deenen Associatiounen ze schwätzen, wéi de Comité de la Résistance, déi déi Sensibilitéit, déi hei an deem Monument beinhalt gëtt, och am beschte kënne verstoen an zum Ausdrock bréngen.

Ech wëll, éier ech dorobber zréckkommen, awer nach e wéineg d'Konzept erklären, wat zu Shanghai gemaach gëtt a wat iwwerhaapt zu Shanghai presentéiert gëtt, well et kann een net just, wa mer déi Operatioun zu Shanghai kucken, wat do gemaach gëtt, iwwert d'Monument vun der Gëlle Fra schwätzen, mä einfach gesinn, datt se sech an e ganze Kontext vun deem, wat dohanne presentéiert gëtt, soll eraschreiwen. Dofir dat ganzt Konzept, e puer Wuert doriwwer. D'Fro: Wat si mer amgaang zu Shanghai ze maachen a firwat?

Déi éischt Fro, dat ass: Firwat gi mer iwwerhaapt als Lëtzebuerg op Shanghai a bauen e Pavillon zu Shanghai fir sechs Méint? An do ass d'Äntwert awer relativ kloer. 1,3 Milliarde Leit, déi a China wunnen, Evolutiounszuelen, déi eis weisen, wat de Wuesstum vun deem Land ass,...

(Interruption)

...an datt et sécher ass, datt ee muss och als Lëtzebuerg, och als klengt Land, als klengt europäescht Land, eng Präsenz a China hunn. Dat schéngt mer evident ze sinn. Mir mussen do präsent sinn, wou 185 respektiv 190 Länner décidéiert hunn, och dohinner ze goen, wou 70 Milliioune Visiteuren erwaart ginn an deene sechs Méint. D'ailleurs ass et säit 1851 déi 24. Participatioun vu Lëtzebuerg un esou enger Weltexpo.

Déi Décisioun, wëll ech d'ailleurs soen, ass hei an der Chamber och geholl ginn, fir do präsent ze sinn. Déi ass à l'unanimité geholl ginn...

(Interruption)

Dach! Et steet och zur Diskussioun, well dat zu engem ganz globale Konzept gehéiert, eigentlech präsent ze sinn, an ech probéieren dat elo nach ze erklären. Déi ass à l'unanimité hei an der Chamber geholl ginn, fir e Pavillon dohannen ze bauen.

Da stellt sech déi zweet Fro. Wa mer décidéieren, mir ginn dohinner, da muss ee sech d'Fro stellen: Wéi gi mer dann dohinner? Wat maache mer do? Wat weise mer do? 70 Milliioune Visiteuren op sechs Méint. Mir erwaarden an deem Pavillon zwëschen 30.000 a 50.000 Visiteuren den Dag, déi dohinner kommen.

An ech muss soen, dat ass awer eng rar, eng ganz rar Geleeënheet, fir eist Land ze weisen, dobaussen, an enger Welt, an engem Deel vun der Welt, wou Lëtzebuerg net bekannt ass. An engem Deel vun der Welt, wou, wann ee vu Lëtzebuerg schwätzt, net jiddwereen direkt weess, wie wat wou mer sinn, a wou et gëllt sech ze weisen,...

(Interruption)

...wou et gëllt, och seng Identitéit ze weisen, an allen hire Facetten. Wie si mer? Wat si mer? Wat ass eis Originalitéit? Wat bedeite mer als Land? Wat ass eis Geschicht? Wat sinn eis Relatioune mat China? Wou et och drëm gëllt, de Geescht ze markéieren zu deem, wat mir als Lëtzebuerger sinn a wat mer representéieren. Dat ass och net ëmmer einfach dohannen, wann 185, 190 Länner sech presentéieren. Wa mer als Noperen d'Englänner hunn, d'Italiener hunn, d'Hollänner hunn, déi hir Pavillone just niewent eis bauen. Mir hunn aner Moyenë wéi si.

Dofir hu mer eis och gutt iwwerluecht, wéi baue mer dee ganze Pavillon do op, dee mer maachen, wat weise mer do. A mir hu gesot, mir musse Lëtzebuerger Saache weisen. Mir musse weisen, wie mer sinn, eis Identitéit iwwert dee Pavillon duerchblécke loossen. Mir hunn dat Ganzt aus Stol gebaut, deen hei vu Lëtzebuerger Entreprisë gemaach gëtt. Mir hunn dat Ganzt aus Holz gebaut, wat mer extra vu Lëtzebuerg hei geholl hunn, fir och ze weisen, wat mer kënnen, fir och do eis Identitéit ze hunn. Mir hu gekuckt, datt mer e besonnesche Pavillon hunn, deen duerch seng Form opfält, deen och e wéineg erënnert un dat Land, kleng, mä schéin, vill Holz, vill Gréngs, also och e wéineg eis symboliséiert an där Form, déi en huet.

En heescht „Small is beautiful too" als Pavillon dohannen, einfach och fir ze weisen, fir och do eis widderzespigelen, fir eis Identitéit eriwwerzekréien. E probéiert eis Geschicht duerzestellen. E probéiert och eis Industrie selbstverständlech ze weisen, a mat eiser Industrie eisen Dynamismus, dee mer hunn. E probéiert och eist Land iwwert den Tourismus attraktiv ze maachen. Dat si jo alles keng negativ, keng schlecht Saachen. Dat ass, wéi mer eis wëllen duerstellen an enger Welt, déi eis net kennt, an dat fannen ech en extrem wichtegen Aspekt vun deem Ganzen.

Mir hunn och probéiert iwwer aner Moyenen opzefalen, fir ze weisen, wat mer sinn. Mir hu probéiert, déi Éischt unzefänken, de Pavillon ze bauen, well dat eis vill bruecht huet dohannen, well et eis an d'Diskussioun bruecht huet, well et och deene Leit dohanne gewisen huet, datt mer eppes kënnen, datt mer schnell sinn, datt mer effikass sinn. Mir hunn déi Éischt ugefaangen, dee Pavillon ze bauen.

Mir hunn och e Präis kritt schonn elo fir dee Bau, dee mer maachen, wat e Stolbaupräis ass. Och dat ass wichteg. Mir hunn net vill Atouten, fir dohannen opzefalen. Mir probéiere se also all auszenotzen. Mir hunn e Präis kritt, wat eis dohannen eng relativ Renommée an de Kreesser gemaach huet.

Mir hunn och nach aner Präisser kritt, wéi mer de Chantier geféiert hunn. Mir hunn nach Präisser kritt fir d'Sécuritéit um Chantier. Kleng Saachen, ginn ech zou. Mä alles Saachen, déi eis dobaussen, déi eis zu Shanghai, déi eis a China eng besonnesch Plaz ginn hunn, déi eis weise gelooss hunn, wat mer kënnen a wéi mer Dossieren uginn.

Mir hunn och dowéinst relativ vill schonn an der chineesescher Press Reportagë kritt, an der koreanescher, an der spuenescher, an der amerikanescher, am „Newsweek", zum Beispill, wou mer duerch eise Pavillon ernimmt gi sinn, gewise gi sinn. Mir probéieren also alles dat, wat mer sinn, eis Identitéit doran ze leeën, ze weisen, fir deene Leit, déi nëmmen e puer Minutten an eise Pavillon kommen, och an enger kondenséierter Form eis, eist Land duerzestellen an ze weisen, wat a wéi mer sinn.

An et ass an deem Gedanken, wou déi ganz Aktioun vun der Gëlle Fra och e richtege Sënn mécht, well se domat an dat ganzt Konzept erapasst. Si representéiert sécherlech Lëtzebuerg zu engem Deel. Si representéiert sécherlech eis Geschicht zu engem Deel, an dee Symbol, deen den Här Kartheiser elo hei beschriwwen huet, ass sécherlech dodran. Dat ginn ech och zou. Dofir ass dat Monument jo, oder déi Statue hei vun der Gëlle Fra jo och esou interessant an och esou kräfteg als Ausso. A genau dofir, well se esou kräfteg ass, well se Symbol vun eis ass, well se Symbol vun eiser Geschicht ass an eis representéiert, huet se eng Plaz an enger Expositioun, wou just eis Geschicht dat Wichtegst ass. Bei engem Land, wou d'Symboler wesentlech sinn, wou d'Symboler extrem wichteg sinn, symboliséiert se sécherlech en Deel vun eis.

Eng Kopie dohinner schécken, wéi gesot ginn ass, verschiddentlech, mengen ech, hätt déi ganz Symbolkraaft vun deem, wat mer wëlle weisen a maachen, erausgeholl.

An dann ass natierlech déi Sensibilitéit, vun där Dir do schwätzt, déi ech jo och verstinn. Dofir huet d'Regierung och de Commissaire gefrot, datt, éier mer eng Décisioun géifen huelen, mer eis géifen un déi Associatioune wenden. An ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck, wat mer geäntwert kruten. Mä et ass fir mech evident, datt déi Sensibilitéit do extrem, extrem wichteg ass.

Ech wëll Iech déi Extraitë kuerz virliesen aus engem Bréif, deen de Robert Goebbels mer weiderginn huet, vum Comité directeur pour le souvenir de la Résistance. Et ass méi e laangen Extrait, mä ech mengen, datt ech en awer gär virliesen, well en awer passt op dat, wat hei gesot ginn ass. Mir kréie geschriwwen:

«La présentation dans le pavillon luxembourgeois d'une statue symbolisant les affres de la guerre sera un puissant témoignage en faveur de la paix. Et si nos autorités et toute la population reconnaissent dans la „Gëlle Fra" le symbole de l'aspiration de la paix et si elles réservent à ce symbole la place d'honneur dans le pavillon luxembourgeois, elles contribueront par ce geste d'une signification très forte à maintenir la mémoire du passé et du dévouement de ceux que le monument du souvenir doit honorer.

Le Comité directeur pour le souvenir de la Résistance se rend compte que des voix critiques s'élèveront contre la présence de la „Gëlle Fra" dans le pavillon luxembourgeois et contre son enlèvement du piédestal. Il n'a cependant trouvé aucun argument qui lui semble fondé objectivement. L'exposition publique de la statue pourrait-elle gêner alors que le monument du souvenir est par destination un monument public et qui constitue probablement l'un des sites les plus fréquentés et photographiés du pays? L'absence de la statue de sa place attitrée laissera un vide, certes. Mais elle ne dérangera pas pour autant le contexte du monument du souvenir, dont la statue n'est que l'une des composantes. (…)»

Ech loossen e wéineg aus vum Text. «Faudra-t-il vraiment rappeler que pendant les décennies d'après-guerre le monument défiguré et amputé de la statue n'a continué pas moins à être le monument dans lequel se reconnaissaient ceux qui avaient fait la résistance armée dans les armées alliées? (…)

En guise de conclusion…», ech hunn do erëm e klenge Passage ausgelooss, «…le CDSR a retenu que la présentation de la statue dans le pavillon luxembourgeois à l'exposition universelle ne constituera pas une dénaturation de la statue ou du monument du souvenir, mais qu'elle sera devant un public nombreux une expression puissante des idéaux défendus par ceux dont le monument du souvenir est destiné à faire perdurer le souvenir. La présentation de la statue de la „Gëlle Fra" comme figure de la paix n'est ni une manipulation du monument du souvenir ni un dénigrement de la statue elle-même.»

Ech soen dat net, dat seet de Comité directeur pour le souvenir de la Résistance.

An ech soen, wann déi ganz Operatioun elo hei fäerdeg ass, wann d'Gëlle Fra erëm zréck ass, do, wou se schlussendlech awer higehéiert, gehéiert dat hei och zu engem Deel zu hirer Geschicht, mécht dat Symbol, dat se huet momentan, mengen ech, nach méi staark a contribuéiert dann och zu der staarker Symbolik an der Zukunft, déi d'Gëlle Fra nach ëmmer wäert fir eis hunn. Et ass dat, wat ech wollt dozou soen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Den Här Kartheiser huet nach eng Kéier d'Recht, ganz kuerz, well en huet eigentlech scho seng Zäit iwwerschratt, ganz kuerz nach eng Kéier eng zweet Fro nozestellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Ech soen och dem Här Minister Wiseler Merci fir seng Explikatiounen. Ech hunn net vill Zäit, mä Merci awer, datt Der mer d'Geleeënheet gitt, fir nach eng Kéier kuerz ze schwätzen.

Wat ech wéilt wësse vun der Regierung, ass, ob si sech dann engagéiert, wann d'Gëlle Fra dann hoffentlech erëm ganz zréck ass hei am Land, se awer dann definitiv do ze loossen, wou se ass, a se dann net vun Ausstellung zu Ausstellung ze bréngen, mat deem Argument, dat wor jo schonn eng Kéier gemaach ginn. Mir hätten awer wéinstens gär d'Garantie, datt d'Gëlle Fra dann awer ëmmer do bleift, wou se higehéiert: op der Place de la Constitution als Deel vum Monument du souvenir.

Merci.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, ech mengen, déi Diskussioun wëll ech elo haut net féieren, well déi Décisioun läit en définitive net bei mir. Selbstverständlech gehéiert en définitive déi Gëlle Fra dohin, wou se war, wou mer se erofgeholl hu fir déi Méint. A schlussendlech wäert se och dohinner kommen.

(Interruption)

Déi Fro wëll ech net beäntwerten, well dat net meng Kompetenz momentan ass.

(Brouhaha)

Ech hunn Iech elo eng Fro beäntwert, déi d'Präsenz vun der Gëlle Fra zu Shanghai ass. Ech mengen, déi ass relativ kloer an däitlech. Déi ass relativ kloer an däitlech als Äntwert gewiescht. Dat, wat nach hannendru kënnt, dat ass, datt mer evidenterweis, mä dat ass just technesch, och profitéiere vun där Geleeënheet, fir evidenterweis dat Monument eng Kéier ze iwwerkucken, fir et frësch ze maachen a fir et dann erëm méi schéin, wéi et war, op de Sockel no der Revisioun zréckzestellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Minister. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.15 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

www.chd.lu

Sommaire des séances publiques Nos 21, 22 et 23

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 275

Communications page 275

6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger» page 275

Ordre du jour pages 275-276

Dépôt de deux motions par M. Henri Kox pages 276-277

Débat d'orientation sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays pages 277-284

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la pauvreté des jeunes pages 284-292

6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser pages 292-293

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la scolarisation et l'encadrement des enfants atteints de l'ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom) pages 293-296

6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2008 pages 296-297

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes page 297

Communications page 298

6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes pages 298-299

Ordre du jour page 299

Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise page 299

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 299-300

- Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 300

- Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 300-301

- Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 301

- Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 301-302

- Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 302

- Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 302-303

- Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias page 303

- Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures page 303

- Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 303-304

Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche «Eis Schoul» pages 304-305

Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée»
et
Question N°492 de M. Ben Fayot sur la réorientation des élèves sortant du «Neie Lycée» pages 305-306

Motion de M. Henri Kox relative à l'interdiction de la mise en culture, de la transformation et de la vente des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010
et
Motion de M. Henri Kox relative au respect d'un moratoire sur l'autorisation et la réautorisation d'OGM jusqu'à la conclusion des réflexions exigées par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socio-économiques pages 306-308

5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail pages 308-312

5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006 page 312

6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire pages 312-314

Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle pages 314-315

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0314	Claude Haagen	Plan sectoriel «Lycées»
0339	Jean Colombera	Paiement d'allocations familiales à des personnes non affiliées
0347	Jean Colombera	École spécialisée pour enfants autistiques
0349	Jean Colombera	Revalorisation des forêts
0350	Jean Colombera	Transport scolaire spécialisé
0351	Jean Colombera	Audition d'enfants souffrant d'un handicap
0364	Robert Weber	Chantier de la maison de soins ALYSEA à Crauthem
0367	Ali Kaes	Infrastructure mise à disposition du service incendie et sauvetage de l'Aéroport de Luxembourg
0369	Camille Gira	Dépassement de la valeur limite pour les émissions de NO_x
0371	Marcel Oberweis	Prévention et dépistage du cancer colorectal
0372	Mill Majerus	Novabus
0375	Robert Weber	Accord «Lux 2011»
0376	Marcel Oberweis	Pâturage extensif des bovins de races dites «rustiques»
0379	Marcel Oberweis	Recherche dans le domaine des biotechnologies
0384	Jean Colombera	Nombre de médecins généralistes au Luxembourg
0386	Jean Colombera	Prévention du diabète
0392	Jean Colombera	Manque de personnel chez les Ponts et Chaussées
0395	Lucien Clement	Centrale nucléaire de Cattenom
0399	André Bauler et Fernand Etgen	Expositions «The Family of Man» et «The Bitter Years»

Question 0314 (14.12.2009) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **Plan sectoriel «Lycées»:**

Lors de l'élaboration du Plan directeur sectoriel «Lycées», le pays a été divisé en quatre «pôles d'enseignement», un inventaire des lycées publics existants a été dressé et les besoins futurs concernant ce type d'infrastructure ont été calculés sur la base d'une estimation de l'évolution du nombre d'élèves par région.

L'article 15 du règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le Plan directeur sectoriel «Lycées» prévoit la création d'un groupe de travail interministériel chargé de l'organisation pratique du contrôle continu du plan directeur sectoriel. À ces fins, il informe le Conseil de Gouvernement au moins une fois tous les deux ans de la mise en œuvre du plan directeur sectoriel.

Selon l'article 14 du règlement grand-ducal précité, le contrôle continu du plan directeur sectoriel a entre autres pour objet l'analyse et l'évaluation de l'évolution de la démographie scolaire et de la création de capacités scolaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quand est-ce que le groupe de travail interministériel a remis son dernier rapport au Conseil de Gouvernement?

- Concernant le pôle d'enseignement Nord, l'évolution de la démographie scolaire réellement constatée correspond-elle aux estimations à la base du plan directeur sectoriel? Si non, dans quelle mesure les projets d'infrastructure ont-ils été adaptés?

- Monsieur le Ministre pourrait-il dresser une liste des lycées publics existants et en projet dans le pôle d'enseignement Nord, des capacités et du nombre d'élèves actuels et mettre ces données en relation avec les estimations récentes de l'évolution de la démographie scolaire? Pour permettre une vue d'ensemble, Monsieur le Ministre pourrait-il compléter cette liste par un état des lieux concernant la mise en œuvre des projets de modification ou de réaffectation de bâtiments existants, ainsi que des projets de construction en cours en indiquant les dates prévisionnelles de la fin des travaux respectifs?

- Vu la complexité et, en partie, l'interdépendance des différents projets et l'intérêt public qu'ils présentent, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de désigner une personne de contact pour le pôle d'enseignement Nord qui pourrait à tout moment renseigner les différents acteurs intéressés, dont notamment les autorités communales, sur la mise en œuvre des projets prémentionnés?

Réponse (18.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le dernier rapport du groupe de travail interministériel Plan directeur sectoriel «Lycées» a été remis au Gouvernement en conseil en date du 20 janvier 2009.

Le nombre d'élèves qui résident dans les communes du «pôle Nord» et qui fréquentent un établissement scolaire post-primaire public ou privé suivant les programmes officiels du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est de 9.164 élèves en 2010.

Ce chiffre a augmenté de 1.999 élèves entre 2002 et 2010.

Les élèves du «pôle Nord» inscrits dans un lycée à l'étranger ou dans un lycée qui ne suit pas les programmes officiels du Ministère de l'Éducation nationale sont estimés à environ 500 élèves en 2009/10.

Le chiffre avancé par le Plan directeur sectoriel «Lycées» concernant l'évolution projetée entre 2000 et 2010 est de 2.388 élèves. Ce chiffre est extrapolé de la projection de l'évolution de la population du STATEC et concerne tous les élèves ayant leur domicile dans le «pôle Nord» qui fréquentent un établissement scolaire secondaire au Luxembourg ou à l'étranger.

Les estimations à la base du Plan directeur sectoriel «Lycées» sont donc confirmées.

Le nombre d'élèves (résidants du «pôle Nord») fréquentant un établissement scolaire du «pôle Nord» est de 7.236 élèves en 2010. Il a augmenté de 1.412 élèves entre 2001 et 2010.

LYCEE	capacité d'accueil	effectifs 2010
Atert-Lycée Rédange	1.200	655
Lycée classique de Diekirch	1.950	2.044
Lycée du Nord à Wiltz	1.500	1.403
Lycée technique agricole	500	601
Lycée technique d'Ettelbruck	1.200	1.259
Lycée technique hôtelier «Alexis Heck»	300	294
Lycée technique pour professions éducatives et sociales	240	253
Lycée technique pour professions de santé - Nord	200	205
Centre national de la formation professionnelle continue - Ettelbruck	100	143
Nordstad-Lycée	600	631
Grand Total	**7.790**	**7.488**

Le Atert-Lycée a ouvert ses portes en 2008.

Les travaux de réaménagement et d'agrandissement du Lycée classique de Diekirch et du Lycée du Nord à Wiltz ont été achevés en 2009.

Les élèves du Nordstad-Lycée et du Lycée technique pour Professions de Santé sont logés dans des structures pavillonnaires.

Les infrastructures du Lycée technique agricole, du Lycée technique pour Professions de Santé et du Lycée technique d'Ettelbruck ont été complétées par des structures pavillonnaires.

Projets de construction de nouveaux lycées dans le «pôle Nord» capacité d'accueil supplémentaire créée par année dans le «pôle Nord»				
Lycée	**2011-2012**	**2012-2013**	**2013-2014**	**2014-2015**
Neie Lycée à Mersch	900			
Lycée technique pour professions éducatives et sociales à Mersch	600			
Lycée technique pour professions de santé - Nord		200		
Lycée technique agricole			200	
Lycée à Clervaux				600
Nordstad-Lycée				800
Total	**1.500**	**200**	**200**	**1.400**

L'ouverture du Neie Lycée et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales est prévue pour septembre 2011 avec une capacité d'accueil de 900 respectivement de 600 élèves alors que l'ouverture du nouveau Lycée technique agricole est actuellement planifiée pour 2014 avec une capacité d'accueil pour 700 élèves.

Étant donné que ces lycées se caractérisent par leur offre scolaire spécifique, leur zone de recrutement s'étend à l'ensemble du pays.

Le Lycée technique pour professions de santé - Nord devrait ouvrir ses portes en 2012 avec une capacité d'accueil de 400 élèves.

La capacité d'accueil du nouveau lycée à Clervaux sera de 600 élèves.

Quant au nouveau Nordstad-Lycée, il est censé accueillir 1.400 élèves.

Toute demande d'information est à envoyer au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à l'adresse du groupe de travail interministériel chargé du suivi du plan directeur lycées.

Question 0339 (21.12.2009) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **paiement d'allocations familiales à des personnes non affiliées:**

La Caisse nationale des prestations familiales souffre d'un manque de personnel. Ce fait a été incriminé également par le Médiateur. Ainsi semble-t-il que dû à des défaillances d'organisation résultant entre autres de ce manque de personnel 32 millions € d'allocations familiales ont été payées de trop à des personnes qui, pour différentes raisons, ont abandonné leur travail et ne travaillent plus au Luxembourg, et qui ne sont plus affiliées au régime de la Sécurité sociale luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Comment se fait-il qu'on attribue des allocations familiales à des personnes qui ne sont plus affiliées au Luxembourg?

- Quelles sont les voies entamées pour récupérer ces prestations?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend-il entreprendre dans l'avenir pour éviter ce dysfonctionnement?

Réponse (18.2.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Préalablement, il y a lieu de signaler que le rapport annuel de la Caisse nationale des prestations (CNPF) comprend les comptes d'exploitation de la Caisse. Ces comptes sont approuvés par l'autorité de tutelle sur base d'un avis rendu par l'Inspection générale de la sécurité sociale. Le rapport annuel de la CNPF est public et notamment envoyé sous forme papier à la Chambre des Députés.

Les comptes d'exploitation de la CNPF renseignent, au 31 décembre de chaque année, un solde «débiteurs» de diverses créances que la Caisse possède à l'encontre de différents débiteurs et qui sont à rembourser à celle-ci. Les deux articles du Plan comptable général de la sécurite sociale en la matière, à savoir les comptes N°4100300 (prestations familiales) et N°4100301 (congé parental) de la CNPF prévoient dans leur descriptif: «Les prestations qui font déjà l'objet d'une intervention de l'État sont exclues du déficit annuel pris en charge par l'État.»

Ceci démontre à suffisance qu'on ne saurait parler de «déficit» ni au niveau de la CNPF, ni à charge de l'État. Il s'agit en fait de créances certaines et exigibles, dues à la CNPF et qui restent à récupérer par celle-ci. En effet, conformément à l'article 326 du Code de la Sécurite sociale (CSS), l'État prend en charge l'excédent des dépenses courantes des allocations familiales sur les recettes courantes tel qu'il est arrêté au compte d'exploitation de la Caisse. Or, les montants figurant sur les deux articles du compte d'exploitation de la CNPF ne font pas partie de «l'excédent des dépenses» couvert par le budget de l'État.

Le tableau suivant trace l'évolution d'une année à l'autre de ces comptes et on peut constater qu'il existe une certaine constance, voire même pour les deux dernières années une réduction du coefficient résultant du rapport entre le montant total payé et les «créances» en question, par rapport aux deux années précédentes:

Année	2009	2008	2007	2006	2005	2004
Variation annuelle du solde débiteur des PF par rapport à l'année précédente	+ 7,70%	+ 5,14%	+ 5,37%	+ 52,50%	+ 10,86%	+ 21,79%
Variations annuelle du solde débiteur du congé parental	- 25,94%	-31,32%	+ 11,98%	+ 47,61%	+ 30,96%	+ 26,59%
Rapport débiteurs par rapport à la dépense totale de la CNPF	1,39%	1,31%	1,66%	1,63%	1,12%	1,06%
Solde débiteur total PF et CP	**15.829.081,71**	**14.730.597,10**	**14.065.150,43**	**13.339.558,64**	**8.750.420,92**	**7.879.705,65**

PF = Prestations familiales

CP = Indemnité de congé parental

À partir de 2008, le boni pour enfant s'est ajouté aux prestations accordées par la CNPF, ce qui explique un léger accroissement en terme nominal du solde, mais en terme relatif, le rapport se réduit par rapport aux années 2006 et 2007.

Le solde des créances, qui n'est nullement assimilable à un «déficit», peut résulter de nombreuses situations qu'on ne saurait énumérer qu'à titre indicatif. Les trop payés résultent de facteurs multiples:

- des circonstances accompagnant la cessation de l'affiliation du travailleur frontalier et surtout de

- la déclaration tardive de la cessation de l'activité des non-résidents par les employeurs ou par les intéressés eux-mêmes s'ils sont indépendants, ainsi que de la fin de l'indemnisation au titre du chômage par l'ADEM,

- l'annulation rétroactive de l'affiliation de non-résidents par le Centre commun de la Sécurite sociale (CCSS) sur une période parfois importante lorsque le CCSS découvre que la personne a été affiliée à tort,

- l'absence de mécanisme de contrôle automatique au niveau de la chaîne de traitement des prestations familiales du CCSS. En effet, le contrôle des désaffiliations se fait manuellement sur base de simples listings distribués aux gestionnaires et se limite à une fourchette de mois qui fait que les déclarations de fin d'affiliation rétroagissant sur date antérieure à cette période ne sont plus détectées,

- la perception des prestations familiales luxembourgeoises par la mère ou le père séparé du travailleur affilié au Luxembourg, que les juridictions considèrent souvent non responsable du défaut de déclaration, de sorte que la récupération du trop payé s'avère impossible dans tous ces cas,

- du départ à l'étranger des familles résidentes, déclaré ni à la CNPF, ni aux autorités communales, de sorte que ces familles ne sont pas rayées du registre de la population,

- de la reprise du paiement des prestations familiales par un organisme étranger, sans avertir la CNPF qui était préalablement compétente à titre prioritaire. Les prestations sont ainsi payées deux fois. Or, suite à la demande de remboursement de la CNPF, différentes institutions refusent toujours le remboursement de prestations qu'ils ne connaissent pas sur leur territoire, comme la rentrée scolaire.

Il existe donc une multitude de raisons qui font que la CNPF doit récupérer le montant des prestations familiales indûment payées. Elle évalue globalement le pourcentage à rembourser par les institutions étrangères à 50% du montant total du trop payé.

Annexe: Graphique relatif à l'évolution du solde débiteur.

(L'annexe peut être consultée au Greffe de la Chambre des Députés)

Q114

Question 0347 (6.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**école spécialisée pour enfants autistiques:**

Selon la Classification Internationale des Maladies (CIM 10), les Troubles Envahissants du Développement (TED) incluent l'autisme. L'autisme est considéré comme un trouble du développement neurophysiologique.

Il se manifeste par un certain nombre de signes, mais il s'agit essentiellement d'une difficulté, voire d'une impossibilité de communiquer avec l'entourage. Les symptômes apparaissent avant l'âge de trois ans. Des signes avant-coureurs peuvent même être détectés dès six mois.

L'APPAAL (Association des parents de personnes atteintes d'autisme de Luxembourg) a recensé au Luxembourg 160 enfants atteints de l'autisme. Faute de diagnostic précoce beaucoup d'enfants ne sont pas répertoriés.

La seule école spécialisée pour enfants autistiques, située à Leudelange, n'admet les enfants qu'à partir de l'âge de quatre ans, ce qui entrave la prise en charge précoce et réduit ainsi les chances d'un résultat positif.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Pourra-t-on envisager la mise en place d'une ou de plusieurs antennes dans les différentes régions du pays issues de l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques pour faciliter l'accès à l'école de ces enfants?

- Quelles mesures pourraient être envisagées pour permettre un diagnostic précoce avant l'âge de quatre ans?

- Est-ce qu'une prise en charge des enfants de un à quatre ans ne serait pas la meilleure solution pour garantir une intégration idéale?

- Une classe spéciale dans toute région disposant d'une éducation différenciée ne pourrait-elle pas résoudre beaucoup de problèmes?

Réponse (17.2.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il faut distinguer le volet du diagnostic de l'autisme de celui de la prise en charge scolaire des enfants concernés.

Le diagnostic de l'autisme est établi par des médecins psychiatres qui idéalement collaborent avec une équipe pluridisciplinaire de professionnels expérimentés et formés dans le domaine de l'autisme. Le cas échéant, il peut être étayé par les observations faites dans le cadre d'écoles spécialisées de l'Éducation différenciée, voire de l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques.

Des mesures de sensibilisation à l'attention du personnel s'occupant d'enfants d'un âge précoce sont envisageables. Toujours est-il que la loi relative à l'obligation scolaire stipule le droit à une formation scolaire pour les enfants de trois ans ou plus, et que les écoles pour enfants à besoins spécifiques sont régies par les mêmes dispositions.

Une prise en charge spécialisée des enfants à partir de un an est assurée sous la responsabilité des instances auxquelles la rééducation et l'intervention précoces sont attribuées, voire aux services compétents du Ministère de la Santé et du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Il est évident que dans le cas où l'intérêt d'un enfant l'exige, les professionnels de ces services travaillent en étroite collaboration avec les membres du personnel des écoles concernées de l'Éducation différenciée.

À l'heure actuelle, le nombre des enfants autistiques signalés à la Commission médico-psycho-pédagogique nationale en vue d'une orientation scolaire ne justifie pas l'instauration d'une classe spéciale pour enfants à diagnostic d'autisme dans chaque centre d'éducation différenciée régional.

Toutefois, un nombre important de membres du personnel des centres d'éducation différenciée viennent de se perfectionner dans le domaine de l'autisme par la participation à une formation continue approfondie.

Les titulaires de classe qui accueillent des enfants autistiques dans un centre d'éducation différenciée ou dans un autre ordre d'enseignement, ainsi que les membres des équipes multiprofessionnelles et les parents concernés, peuvent se faire conseiller par les professionnels de l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques.

En principe, la scolarisation d'enfants autistiques dans une école spécialisée proche de leur domicile est donc possible dans le cas où les parents le souhaitent.

Question 0349 (6.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **revalorisation des forêts:**

Der Wert des Waldes in der Wirtschaft und in der Gesellschaft ist heute bedauerlicherweise sehr niedrig angesetzt. Angesichts der Funktionalität des Waldes in Sachen Klimaschutz müsste das sich ändern.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

- Was gedenkt die Politik zu unternehmen, um den Wald hier im Land zu revalorisieren?

- Welche Unterstützungsprogramme werden heute bereits angeboten?

- Wie können private Waldbauern unterstützt werden? (im gleichen Maße wie die Landbauern)

- Wie kann der Wert des Waldes in der Wirtschaft und in der Gesellschaft neu orientiert werden, damit die Nachhaltigkeit gefördert wird und auf der anderen Seite ein wichtiger Wirtschafts- als auch Umweltfaktor „Wald" entsteht?

- Kann der Wert des Waldes neu bestimmt werden als Grundlage für Bewertungen, zum Beispiel bei Remembrementsprojekten, Expertisen bei Wildschäden, beim Ankauf von Waldparzellen, beim Bau von Straßen durch Wälder?

- Was können der Staat und andere öffentliche Träger tun, um den Waldbau in der Zukunft sowohl wirtschaftlich als auch umweltmäßig nachhaltig zu unterstützen?

Réponse (20.2.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Im Waldbereich werden finanzielle Fördermittel zur Unterstützung von Maßnahmen im Bereich der Waldwirtschaft und der Waldökologie angeboten, mittels der beiden folgenden großherzoglichen Verordnungen:

«Règlement grand-ducal du 13 mars 2009 concernant les aides aux mesures forestières en agriculture et en forêt»;

«Règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique».

Außerdem haben die privaten Waldbesitzer die Möglichkeit, die Dienste des „Lëtzebuerger Privatbësch"in Anspruch zu nehmen. Diese Institution, die sich als Aufgabe die Beratung und Betreuung der Privatwaldbesitzer gesetzt hat, wird von Seiten des Landwirtschaftsministeriums unterstützt. Des Weiteren können die Privatwaldbesitzer sich bei einer Waldflurbereinigung durch die Waldflurbereinigungsbehörde beteiligen.

Die Privatwaldbesitzer können, wie die Landbauern, in folgenden drei Maßnahmenbereichen unterstützt werden: direkte finanzielle Unterstützung durch Fördermittel, logistische Unterstützung durch Beratungs- und Betreuungsangebote sowie Stärkung des Wissens durch Weiterbildungsmaßnahmen. In Luxemburg werden in den drei Bereichen Unterstützungsmaßnahmen angeboten.

Bei Grundstückstransaktionen wird der Wert des Waldes durch seinen Vermögenswert bestimmt. Es handelt sich hierbei um eine rein wirtschaftliche Bewertungsmethode, in der ausschließlich die Immobilie „Wald", das heißt der Wert des Grundstückes und des darauf stockenden Holzes berücksichtigt werden. Diese Methode hat sich beim Grundstücksverkehr durchgesetzt, da sie eine monetäre Bewertung des Waldgrundstückes ermöglicht.

Neben dem rein wirtschaftlichen Wert des Waldes, hat der Wald aber auch noch einen ökologischen und einen sozioökonomischen Wert. Der ökologische Wert des Waldes wird hergeleitet durch die Art und Weise wie der Wald seine Aufgabe als Lebensraum für Tiere und Pflanzen erfüllt. Der Grad der Naturnähe des Waldbestandes und die Seltenheit der vorhandenen Waldgesellschaft spielen dabei eine entscheidende Rolle. Aus ökologischer Sicht ist der Wald bei einer ökologisch nachhaltigen Bewirtschaftungsweise eine sehr nachhaltige Kapitalanlage, da die Erträge des Waldes hauptsächlich aus dem Verkauf des nachwachsenden Rohstoffes Holz bestehen. Der sozioökonomische Wert des Waldes lässt sich herleiten über die infrastrukturellen Leistungen, die der Wald für die Gesellschaft erbringt. Dazu gehören Schutzfunktionen wie Wasser-, Boden-, Luft- und Klimaschutz, aber auch Freizeit- und Erholungsfunktionen. Diese ökologischen und infrastrukturellen Leistungen des Waldes, die von der Gesellschaft oft als selbstverständlich angesehen werden, lassen sich aber nur sehr schwer monetär bewerten.

Es gibt kaum Einflussmöglichkeiten, die dazu führen den Wald wirtschaftlich oder gesellschaft-

lich höher zu bewerten. Von Seiten der Wirtschaft sind die Rahmenbedingungen so komplex gestaltet und durch die weltweite Globalisierung beeinflusst, dass die Eingriffsmöglichkeiten für ein kleines Land wie Luxemburg nur sehr begrenzt sind. Was die gesellschaftlichen und ökologischen Leistungen des Waldes betrifft, so sind diese durchaus den meisten Menschen bekannt. Solange wir jedoch in einem wirtschaftlichen System leben, das auf Gewinnmaximierung und Wachstum ausgerichtet ist, wird der wahre Wert des Waldes nicht richtig bewertet werden können.

Maßnahmen zur Unterstützung des Waldes in der Zukunft können sowohl für die Ressource Wald als auch für den Absatz der Produkte des Waldes, wie zum Beispiel den Rohstoff Holz, getroffen werden. Eine detaillierte Beschreibung von Strategien und Maßnahmen zur Unterstützung des Waldes kann im Nationalen Forstprogramm von 2005 nachgelesen werden.

Es gibt sicherlich noch Möglichkeiten der Verbesserung der Waldbewirtschaftung, der Holzbereitstellung, der Wildbewirtschaftung, des Naturschutzes im Wald sowie der Erholungseinrichtungen. Finanzielle Fördermittel, Ausgleichszahlungen, Beratungs- und Betreuungsangebote, Weiterbildungsmaßnahmen, Forschungsprojekte... können hierzu eingesetzt werden. Der Absatz des Rohstoffes Holz kann noch gesteigert werden durch Information und Werbung, durch die Realisierung von konkreten Projekten mit Holz in der Baubranche oder im Energiebereich, durch finanzielle Anreizprogramme, durch den Abbau von rechtlichen und administrativen Hemmnissen, durch die Waldzertifizierung, aber auch durch die politische Lobbyarbeit in der EU und anderen internationalen Gremien.

Question 0350 (6.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **transport scolaire spécialisé:**

En ce qui concerne le transport scolaire spécialisé beaucoup de parents se plaignent régulièrement de dangers encourus par leurs enfants lors du parcours à l'école, comme par exemple morsures de la part d'autres enfants, agressions envers le chauffeur, etc.

Ces circonstances ont amené l'ORK et la Ministre de l'Éducation nationale à plusieurs reprises à intervenir auprès du Ministre des Transports pour qu'une personne d'accompagnement assurant la surveillance des transports de l'éducation différenciée soit prévue.

En outre, la conformité de l'équipement technique des bus (sièges et ceintures) avec les nouvelles dispositions du Code de la route devrait être vérifiée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pourquoi il n'y a pas de personne d'accompagnement prévue dans le transport scolaire spécialisé?

- Suite aux plaintes et demandes multiples, le Ministre se chargera-t-il de prévoir une personne d'accompagnement?

- Les dispositifs de sécurité seront-ils soumis au contrôle technique suivant l'application du Code de la route?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Monsieur le Député Jean Colombera s'enquiert sur l'organisation et le fonctionnement des transports spécifiques dans le cadre de l'éducation différenciée.

Il échet de préciser tout d'abord qu'au cours des deux dernières décennies, le nombre de foyers, écoles et centres spécialisés a considérablement augmenté ce qui a entraîné une véritable explosion de services de transports spécifiques à assurer, répondant aux critères de qualité fixés en accord avec toutes les instances concernées (responsables des centres, parents d'élèves, etc.).

Aujourd'hui, plus de 250 unités de services de transports spécialisés d'élèves fonctionnent quotidiennement lors de la période scolaire alors que le temps d'un parcours ne dépasse que rarement les 45 minutes.

Le département des Transports prête une attention particulière à la qualité du matériel roulant et à la formation du personnel de conduite. Ainsi tous les transports sont effectués au moyen d'un matériel roulant adapté, répondant aux critères imposés du point de vue de sécurité, d'accessibilité et de confort. À préciser que la plupart des quelque 250 courses régulières sont effectuées par des minibus (inférieur à dix places assises) susceptibles de mieux répondre aux besoins de l'accessibilité indispensable dans le cas d'un service de transport de porte à porte.

Les véhicules accueillant une ou plusieurs chaises roulantes sont, de ce fait, limités dans leurs capacités. Tous les véhicules sont soumis au contrôle technique régulier conformément aux dispositions du Code de la route.

Depuis le début de ces transports (années 1970) jusqu'à aujourd'hui, les chauffeurs des autobus et minibus sont les seuls à accompagner les enfants sur la totalité des parcours aller-retour. Le chauffeur, responsable dans sa mission de conduire et obligé d'y prêter toute son attention, n'est pas en mesure d'intervenir en cours de route en cas, par exemple, d'un malaise d'un enfant, d'un acte d'indiscipline, d'un détachement d'une ceinture, d'une fixation d'un siège ou d'une chaise roulante. Cette situation est d'ailleurs la même également pour tous les transports d'élèves.

La demande d'accompagnement dans certains de ces transports spécifiques, à définir suivant l'état de santé des occupants, est évidemment appuyée par le département des transports.

Ainsi, des pourparlers y relatifs avec le service de l'éducation différenciée sont entamés afin de déterminer les critères des transports à pourvoir d'un accompagnement tout comme les conditions de qualification des personnes appelées à assurer cet accompagnement.

Question 0351 (6.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**audition d'enfants souffrant d'un handicap:**

L'ORK a été saisi à plusieurs reprises par des parents d'élèves à besoins spéciaux, tels enfants autistiques, et par des professionnels du secteur social de difficultés apparues lors de l'audition d'enfants souffrant d'un handicap et étant victimes d'attouchements sexuels.

Il est un fait que ces auditions sont difficiles, les enfants ne pouvant s'exprimer que par des gestes, des dessins ou simplement par des troubles du comportement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que la Police est assistée par des experts formés spécifiquement pour auditionner les enfants à besoins spécifiques en cas de suspicion d'abus sexuels?

- Si ce n'est pas le cas, quelle démarche envisage le Ministre?

- Combien de cas d'enfants à besoins spécifiques ont été victimes d'attouchements sexuels?

- Y a-t-il eu une conclusion favorable dans ces dossiers?

Réponse (1.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Les enquêtes de suspicion d'abus sexuels sur des mineurs sont exclusivement menées par des membres de la section Protection de la Jeunesse du Service de Police judiciaire, spécialement formés en ce domaine. Pour évaluer la nécessité d'un recours à un expert, les enquêteurs cherchent tout d'abord le dialogue avec l'enfant-victime et le cas échéant ses parents ou l'autorité de tutelle.

En principe, l'expert est toujours sollicité dans le cadre d'auditions d'enfants à besoins spécifiques si l'enquêteur le juge nécessaire pour le bon déroulement de l'affaire et surtout pour préserver le bien-être de l'enfant auditionné. Toutefois, le choix adéquat de l'expert rencontre plusieurs difficultés: éviter un expert susceptible d'être considéré comme partie prise, ne recourir à un expert étranger que si ce dernier maîtrise la langue maternelle de l'enfant (par exemple le luxembourgeois).

La Police traite environ trois à quatre cas d'enfants à besoins spécifiques ayant été victimes d'attouchements sexuels.

L'autorité judiciaire conclut les dossiers judiciaires.

Question 0364 (11.1.2010) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant le **chantier de la maison de soins ALYSEA à Crauthem:**

Selon mes informations, il y a actuellement un arrêt de chantier sur ordre du Parquet.

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces informations en rapport avec cet arrêt de chantier?

- Quels sont les motifs de cette intervention du Parquet qui sont à la connaissance du Gouvernement?

- Est-ce que le Ministre peut m'indiquer dans ce contexte si le bourgmestre de la commune de Roeser a délivré une autorisation de construire pour le chantier en question? Si oui, à quelle date?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Ministre est d'avis que cette autorisation a été délivrée en conformité avec les lois et règlements actuellement en vigueur?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les conséquences concernant l'arrêt du chantier par le Parquet et sur la durée probable que peut prendre une décision judiciaire et administrative en la matière?

Réponse (24.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En ce qui concerne le possible arrêt de chantier sur ordre du Parquet, il y a d'abord lieu de préciser que l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit que toute construction, transformation ou démolition d'un bâtiment est soumise à l'autorisation du bourgmestre. Et, l'autorisation de construire n'est accordée que si les travaux sont conformes soit au plan ou au projet d'aménagement général et le cas échéant au plan ou au projet d'aménagement particulier, voire au plan ou au projet de lotissement, de relotissement ou de morcellement, parties graphique et écrite.

Il en résulte que la loi donne compétence unique au bourgmestre d'accorder ou de refuser une autorisation de construire, et que la décision entreprise, qui est par nature une décision administrative individuelle, n'est soumise ni à une tutelle étatique générale ni spéciale.

Le Ministre de l'Intérieur ne peut pas s'immiscer dans cette prise de décision et contrevenir au principe constitutionnel de l'autonomie communale fixée à l'article 107 de la Constitution.

D'un point du vue juridique, seul le bourgmestre, en vertu de son pouvoir de police en matière d'exécution des autorisations de construire, peut décider de l'arrêt du chantier par l'intermédiaire de la Police grand-ducale qui transmettra un procès-verbal au Parquet si l'exécution du chantier n'est pas conforme aux dispositions contenues dans l'autorisation de construire.

En raison des développements cidessus, le Ministre de l'Intérieur n'est pas en possession des faits ayant conduit à ce possible arrêt de chantier. Toutefois, pour obtenir une prise de position quant aux faits de l'espèce, il est recommandable de contacter le bourgmestre ou/et le maître d'ouvrage qui peuvent évidemment fournir légalement les informations sollicitées.

Évidemment, les personnes concernées par le possible arrêt de chantier peuvent introduire un recours contre la décision du bourgmestre devant les juridictions administratives.

Quant à la durée probable que peut prendre une décision judiciaire, tout dépend de la complexité de l'affaire et du nombre d'échanges de mémoires.

Question 0367 (12.1.2010) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant l'**infrastructure mise à disposition du service incendie et sauvetage de l'Aéroport de Luxembourg:**

Dans le domaine de la navigation aérienne, plus qu'ailleurs peut-être, la rapidité de l'intervention des pompiers est un critère primordial du succès de leur mission. Pour cette raison, je tiens à soulever que le service incendie et sauvetage de l'aéroport est équipé de véhicules performants et d'autres outils modernes répondant à tous les standards exigés en la matière.

Je regrette cependant de devoir constater que le bâtiment hébergeant le service incendie et sauvetage de l'aéroport ne répond pas à ces standards. Ce bâtiment n'a jamais été adapté aux besoins en personnel et matériel sans cesse croissants de ce service, de façon à ce que l'aménagement des lieux rende une intervention rapide des pompiers matériellement impossible. Pour ne citer qu'un exemple: les hangars des camions sont si étroits (30 cm entre les fourgons et les murs du garage) que l'accès des pompiers aux camions est particulièrement difficile.

Alors que tout centre d'intervention moderne est équipé d'une sortie autonome pour chaque véhicule de sauvetage, les camions de sauvetage de l'aéroport sont, quant à eux, garés en double file, les uns derrière les autres, de sorte que, pour mobiliser le matériel requis pour une opération spécifique, il faut quasiment déplacer l'ensemble de la flotte. Il s'ensuit que si les camions garés en tête de file étaient immobilisés pour une raison ou pour une autre, le service incendie et sauvetage se trouverait dans l'impossibilité de mener à bien une quelconque opération de secours. Enfin, le matériel de sauvetage est éparpillé partout dans différents lieux de stockage de l'aéroport.

Tous ces éléments sont susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité des voyageurs ainsi que du personnel du service incendie et sauvetage de l'aéroport, sans mentionner les risques légaux et de réputation pour l'aéroport et l'ensemble du pays.

Je félicite le Gouvernement d'avoir prévu dans le plan de conjoncture du 6 mars 2009 de réaliser un nouveau centre d'intervention pour le service incendie et sauvetage de l'aéroport.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- À ce jour, quelles mesures concrètes ont été prises en vue d'une réalisation rapide de ce centre?

- Il est indispensable de réaliser un bâtiment situé à un point central de l'aéroport et permettant d'accueillir non seulement les nouveaux camions d'une largeur supérieure à trois mètres, mais également des ateliers modernes ainsi que l'ensemble du matériel de sauvetage. Le garage doit être aménagé d'une telle manière que chaque camion dispose d'une porte de sortie autonome. Quels sont les plans élaborés en ce sens?

- Est-ce que le personnel du service incendie et sauvetage de l'aéroport est impliqué dans l'élaboration de ce projet?

Réponse (17.2.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Ali Kaes souhaite avoir quelques informations relatives au projet d'infrastructures pour les besoins du service incendie et sauvetage de l'aéroport.

En 2007, l'Administration des Bâtiments publics a réalisé une étude préliminaire sur base d'un programme de constructions à actualiser. Dans ce contexte, différentes réunions de concertation ont eu lieu aussi bien avec le service incendie et sauvetage de l'Administration de l'Aéroport qu'avec l'Administration des

Ponts et Chaussées, responsable des voies de circulation internes à l'aéroport.

En outre, les réflexions en vue de l'implantation d'un nouveau bâtiment ont pris en compte l'étude urbanistique générale élaborée pour l'aménagement futur de l'aéroport. Cette étude préliminaire a depuis lors été avisée par la Commission d'Analyse critique du Ministère des Travaux publics.

Le département des transports a, d'une part, préparé le dossier conformément aux demandes de l'analyse critique précitée. D'autre part et dans un souci de cohérence de la réalisation des infrastructures pour le site de l'aéroport, il a été décidé de confier dorénavant la réalisation de ces nouvelles constructions à la société Luxairport S.A. Dès finalisation des modalités de financement de ce projet avec le Ministère des Finances, les travaux pourront être lancés.

Question 0369 (12.1.2010) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **dépassement de la valeur limite pour les émissions de NO_x:**

Dans le cadre de la directive 2001/81/CE adoptée le 23 octobre 2001, des plafonds nationaux ont été fixés pour les émissions de dioxyde de soufre (SO_2), d'oxydes d'azote (NO_x), de composés organiques volatils (COV) et d'ammoniac (NH_3). Ces plafonds sont à respecter au plus tard dès la fin de l'année 2010 par les États membres. L'objectif de cette directive est de réduire les émissions des polluants transfrontières à l'origine de l'acidification et de l'exposition à l'ozone au sol afin de réduire également l'eutrophisation des sols.

Dans le Rapport 2008 de l'Agence européenne de l'Environnement, les plafonds nationaux des émissions annuelles pour les gaz SO_2, COV et NH_3 sont respectés au Luxembourg. Or, depuis des années, nos émissions d'oxydes d'azote (NO_x) dépassent la valeur limite annuelle de 11 kilotonnes. En 2007, les émissions d'NO_x, bien qu'en baisse, étaient de 13,7 kt. La projection pour 2010 prévoit des émissions de 12,7 kt, donc bien supérieur au plafond à atteindre.

Les émissions de composés organiques volatils (COV) sont projetées à la limite du plafond autorisé pour l'année 2010 (9 kt par an).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quelles mesures votre Ministère entend-il mettre en œuvre pour atteindre en 2010 la valeur limite des émissions de NO_x au Luxembourg?

- De quelle façon votre Ministère entend-il limiter les émissions des autres gaz en question - notamment les COV - afin de ne pas dépasser les plafonds autorisés?

Réponse (20.2.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

L'inventaire des émissions des polluants atmosphériques tombant sous la Directive européenne des plafonds d'émissions (2001/81/CE) est effectué annuellement par l'Administration de l'Environnement en suivant les lignes directrices du guide de calcul des émissions (EMEP/Corinair air pollutant emission inventory guidebook - 2007) édité par l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE). Le dernier inventaire de ce type a été soumis en avril 2009 à l'AEE.

Il est cependant important à noter que chaque année l'inventaire est revu, amélioré et corrigé selon la disponibilité de statistiques et de données d'activité améliorées, ceci dans le but d'améliorer la qualité et précision des estimations d'émissions. Au courant de 2009 une version révisée du guide de calcul des émissions (EMEP/EEA air pollutant emission inventory guidebook - 2009) a été éditée par l'AEE, sur base duquel l'inventaire luxembourgeois sera calculé à l'avenir. Étant donné que certaines méthodologies et certains facteurs d'émissions ont été revus, le prochain inventaire luxembourgeois sera donc revu et adapté en conséquence.

Les projections pour 2010, mentionnées par l'honorable Député, quant à elles, se basent sur l'inventaire qui a été compilé au courant de 2007-2008 et dont l'année de référence était 2006. Il est clair que ces projections ne tiennent pas compte des effets de la crise financière et économique que nous traversons en ce moment.

Ainsi, les émissions de NO_x pourraient être plus faibles si on diminuait la consommation de charbon dans les installations de combustion industrielles (le four de cimenterie excepté), par une substitution de combustibles.

Attirons toutefois l'attention sur le fait que la projection pour les NO_x suppose la mise en œuvre des unités de dénitrification des fumées des fours à verre. En l'absence de cette technologie, les émissions seraient plus élevées d'environ 1.500 tonnes.

1) Mesures mises en œuvre ou à envisager pour atteindre en 2010 la valeur limite des émissions de NO_x:

a) au niveau de l'industrie: prescription de conditions d'exploitation qui tiennent, en principe, compte des meilleures techniques disponibles. Une substitution du charbon par d'autres combustibles pourrait aussi entraîner une diminution des émissions de NO_x dans le secteur de l'industrie.

b) au niveau du transport routier: l'introduction des aides étatiques lors de l'acquisition de poids lourds avec la norme EURO 5 devrait avoir un effet positif sur les émissions d'oxyde d'azote du transport routier. En effet, de manière générale, on remarque que le marché des nouveaux véhicules réagit préventivement à l'entrée en vigueur d'une nouvelle norme d'émissions, ce qui fait que lorsque cette norme devient obligatoire, 50% du parc de véhicules luxembourgeois la respecte déjà. Or, dans l'inventaire, ceci est reflété avec un certain retard, car les nouvelles immatriculations ne sont enregistrées sous la nouvelle norme que si celle-ci devient obligatoire.

c) au niveau des ménages: la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, la subvention des installations de chauffages plus efficaces, ainsi que l'obligation du contrôle du dimensionnement des installations en question, ceci par le biais de la directive 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments (règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation), devraient aussi entraîner une baisse des émissions.

D'autres mesures sont envisagées dans le cadre de l'établissement des plans de la qualité de l'air, de la révision de certains règlements, et notamment du règlement grand-ducal du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustibles liquides et gazeux, modifié dernièrement par le règlement grand-ducal du 1er juillet 2008. Dans ce sens, une étude sur les meilleures techniques disponibles est en cours.

2) Mesures envisagées afin de ne pas dépasser les plafonds autorisés des autres gaz en question - notamment les COV:

Comme déjà indiqué plus haut, la projection des émissions de composés organiques volatiles se base principalement sur un scénario conservateur - «business as usual» - sans tenir compte des nouvelles tendances dans l'utilisation de peintures plutôt à base d'eau ou d'un taux d'abattement moyen des émissions de COV dans les stations de service probablement supérieur à 60% au Luxembourg, étant donné que l'efficacité de ces installations est régulièrement contrôlée.

Cependant, l'utilisation et la promotion accrues du bois (ou de ses dérivés) comme vecteur énergétique renouvelable et soi-disant propre, du moins du point de vue climatique, peut éventuellement poser problème au niveau des émissions de NO_x et de COV, pour ne parler que de celles-ci (mais sans oublier les particules fines). En effet, la combustion du bois est un émetteur de NO_x et de COV plus élevé que les autres combustibles fossiles (voir tableau ci-dessous concernant des installations dans le secteur résidentiel).

Technologie	Carburant (type)	Facteur d'émission NO_x(g/GJ)	Facteur d'émission COV (g/GJ)
cheminée	solide (charbons...)	60	600
	gazeux	50	20
	biomasse (bois inclus)	50	1.300
cheminée avec une technologie avancée <1MW	bois	90	450
poêle	solide (charbons...)	100	600
	gazeux	50	10
	liquide	50	20
	bois	50	1.200
poêle avec une technologie avancée <1MW	bois	90	250
poêle à pellets <1MW	bois	90	200

source: EMEP/EEA - air pollutant emission inventory guidebook, 2009.

Ainsi des mesures doivent éventuellement être prises dans le futur au niveau de la réglementation, selon l'évolution de l'utilisation du bois de combustion. Dans ce sens, une étude sur les meilleures techniques disponibles est en cours.

Question 0371 (13.1.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **prévention et le dépistage du cancer colorectal:**

Selon l'Organisation mondiale de la santé, un million de personnes dans le monde sont touchées par le cancer du côlon. Le risque devient appréciable à partir de 45 ans et double ensuite à chaque décennie. Face à un tel fléau, d'importants progrès sont intervenus au cours des dernières années. Le cancer du côlon est la deuxième cause de décès par cancer. Pour mieux lutter contre cette maladie, une détection précoce est capitale.

Touchant indifféremment les deux sexes, le cancer colorectal se soigne bien à condition d'être détecté précocement En effet, lorsqu'il est détecté à un stade précoce le taux de survie est de 94%. Mais ce cancer est malheureusement encore trop souvent détecté trop tardivement. Or, il faut savoir que le dépistage permet d'identifier la maladie à un stade très précoce de son développement en détectant des polypes avant qu'ils n'évoluent vers un cancer. La coloscopie est actuellement l'examen de référence pour mettre en évidence d'éventuelles anomalies du côlon.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce que des données statistiques existent au Luxembourg concernant le dépistage et le traitement du cancer en question? Le cas échéant seraient-elles disponibles à publier?

- Ne faut-il pas lancer une nouvelle campagne nationale afin de sensibiliser tant les médecins que les professionnels de santé et surtout les personnes âgées de plus de 50 ans sur la problématique en question?

- Ne faut-il pas mettre en place un programme de dépistage systématique qui serait organisé par le Ministère de la Santé et qui s'adresserait aux femmes et aux hommes âgés de 50 à 74 ans?

Réponse (26.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

D'après les données de la Caisse nationale de Santé (CNS) pour l'année 2000, qui sont basées sur le remboursement des colonoscopies sans ou avec polypectomie, 6.500 actes de colonoscopies ont été facturés à la CNS. Ce chiffre a pratiquement doublé en 2008, année durant laquelle 12.200 colonoscopies ont été réalisées. La distinction entre colonoscopie de dépistage et colonoscopie diagnostique (suite à un ou des symptômes) ne peut pas être faite sur base de ces données.

Depuis plusieurs années une campagne de sensibilisation sur le thème «Ne jouez pas avec vos intestins… La prévention du cancer colorectal peut sauver votre vie!», et qui s'adresse tant aux professionnels de santé qu'au grand public est réalisée régulièrement.

Le feuillet «Permis à renouveler, Santé à protéger» est inclus dans le courrier adressé aux personnes de 50 ans et plus (depuis 2010 aux personnes de 60 ans et plus) en vue du renouvellement de leur permis de conduire.

Un projet pilote de détection précoce du cancer colorectal par colonoscopie est en planification auprès de la population cible des personnes âgées entre 50 et 51 ans qui résident au Luxembourg.

Ce projet pilote prévoit l'évaluation statistique et épidémiologique, ainsi que le contrôle de qualité du dépistage et des cas positifs diagnostiqués. La sensibilisation et l'information de la population générale et des professionnels de santé en font partie intégrante.

Question 0372 (13.1.2010) de **M. Mill Majerus** *(CSV)* concernant le **Novabus:**

Selon mes informations, Novabus est un service individuel spécialement offert à des personnes à mobilité réduite qui, en principe, ne peuvent guère utiliser les transports publics usuels et qui sont donc obligées de recourir à un moyen de transport adapté. De par sa nature, ce service est presté sur demande individuelle. À l'essai depuis 2008, il a été mis en place de manière définitive à partir du mois de mai 2009.

Selon les témoignages de personnes concernées, nos concitoyens confrontés à une mobilité réduite apprécient hautement la mise en place du service Novabus qui, contre une participation financière modeste, leur permet de se déplacer sans difficultés au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Après une expérience de deux ans, quelle est l'évaluation du Gouvernement de ce projet innovateur? Dans quelle mesure participe-t-il à la promotion de l'intégration et de la participation sociales et culturelles des personnes confrontées à une mobilité réduite?

- À la demande des bénéficiaires, le Gouvernement envisage-t-il d'étendre, au moins un jour par semaine, l'offre Novabus pour les déplacements dans les villes voisines du Grand-Duché, notamment à Arlon, Metz, Sarrebruck et Trèves? Cette extension permettrait aux personnes concernées de participer à une partie au moins des manifestations sociales

et culturelles qui s'inscrivent dans le cadre de la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région et de QuattroPole.

Réponse commune (18.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le service de transport individuel sur commande Novabus a été introduit le 1er mai 2008, en tant que projet pilote pour la durée d'un an. Pendant cette période, les prix des billets furent de 8 € pour un billet simple et de 15 € pour un billet «aller-retour».

Novabus fut définitivement mis en place après le 1er mai 2009 sur base de contrats de services publics conclus avec chacun des exploitants concernés. Les prix des billets ont été réduits à cette date à 5 € respectivement 8 € .

Le service Novabus promeut l'intégration des personnes en situations de handicap ou à mobilité réduite en leur offrant la possibilité du transport sur mesure, pour n'importe quel besoin ou activité: visite médicale, démarche administrative, loisirs ou culture…, à partir de leur domicile vers la destination demandée à l'intérieur du Grand-Duché. Rappelons que ces transports peuvent être commandés jusqu'à 22.00 heures du soir et même jusqu'à minuit en fin de semaine, et cela 7/7 jours.

En ce qui concerne l'évolution du Novabus, celle-ci a été croissante dès son introduction, ce que montrent les chiffres ci-dessous:

	total coût €	total clients
mai 2008	60.396,47	305
juin	74.618,17	458
juillet	92.491,22	645
août	99.157,09	636
septembre	103.139,33	600
octobre	132.250,34	941
novembre	138.003,13	948
décembre	151.135,69	1.114
janvier 2009	114.830,36	889
février	131.780,43	1.046
mars	161.421,28	1.192
avril	169.583,47	1.275
mai	241.923,55	1.710
juin	256.321,48	2.092
juillet	281.449,20	2.032
août	291.224,68	2.131
septembre	300.637,62	2.509

Au fur et à mesure de son succès croissant, il a cependant dû être constaté qu'il n'a pas été possible ni aux transporteurs ni aux agents du Département des transports de constater ou contrôler le degré d'invalidité d'un client qui commandait un transport Novabus. C'est pourquoi les bénéficiaires du transport Novabus doivent, depuis septembre 2009, certifier leur invalidité en présentant leur carte d'invalidité de type B ou C établie par le Ministère de l'Intérieur. Cette mesure a pu parer quelque peu aux usagers trop abusifs du système Novabus.

Concernant la demande d'extension du service Novabus au-delà des frontières luxembourgeoises, il y a lieu de rendre attentif au fait qu'il s'agit en l'occurrence d'une offre de transport prise en charge (subventionnée) par l'État luxembourgeois.

Une telle intervention de notre État sur le territoire d'autres pays portera d'office atteinte au traitement égal de tous les citoyens à l'intérieur de l'Union européenne. Au vu de la lourde charge que comporte déjà le financement du système Novabus au Grand-Duché, une extension de l'offre sur d'autres villes étrangères ne pourra être envisagée en ce moment.

Question 0375 (13.1.2010) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant l'**accord «Lux 2011»:**

Lors de la séance publique de la Chambre des Députés du 15 décembre 2009, j'ai posé une question orale à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi concernant l'intention du groupe sidérurgique ArcelorMittal de supprimer 10.000 postes de travail en 2010 et des répercussions éventuelles d'une telle intention pour le Luxembourg. Monsieur le Ministre ayant, à l'époque, répondu de ne pas disposer d'informations au sujet du site luxembourgeois, je souhaiterais obtenir des informations complémentaires concernant l'accord «Lux 2011».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1) Quelles dispositions l'accord «Lux 2011» retient-il en matière de suppression d'emplois?

2) Combien d'emplois ont été supprimés dans le secteur de la sidérurgie au Luxembourg du 1.1.2009 au 31.12.2009?

3) Combien d'emplois ont été supprimés dans le périmètre sidérurgique du 1.1.2009 au 31.12.2009?

4) De quelle façon les différents sites sidérurgiques ont-ils été affectés par ces suppressions d'emplois?

5) Combien de salariés et combien d'emplois ont été supprimés en 2009 au sein du «corporate» d'ArcelorMittal?

Réponse (25.2.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En ce qui concerne l'exécution de l'accord «Lux 2011» conclu le 19 décembre 2008, il y a lieu de constater ce qui suit:

1) Le plan «Lux 2011» et ses annexes pour les filiales hors sidérurgie identifient un sureffectif sur les sites sidérurgiques, les tréfileries et ArcelorMittal Dudelange compris entre 570 (scénario en conjoncture haute) et 660 équivalents temps plein à l'horizon fin 2011 (scénario conjoncture basse), en comparaison à fin 2008.

Doivent s'y rajouter les postes concernés par les objectifs de réduction SG&A dans les entités qui ne sont pas couvertes par les objectifs «industriels» de «Lux 2011», à savoir environ 230 équivalents temps plein administratifs.

Les réductions d'effectifs se font par des réductions naturelles et par recours aux mesures d'accompagnement définies dans l'accord «Lux 2011» et validées par les conclusions de la tripartite sidérurgique du 19 décembre 2008:

- reconduction de la CDR sous les principes applicables au chômage partiel jusqu'au 31.12.2011,

- préretraite ajustement pour 2009 et 2010, préretraite solidarité pour 2011,

- plan de départs volontaires 2009 pour les services administratifs.

2) De telle façon 302 équivalents temps plein ont été réduits entre le 1er janvier et le 31 décembre 2009.

3) De la même manière et pour la même période 84 équivalents temps plein ont été supprimés dans le périmètre sidérurgique.

4) Les différents sites sidérurgiques ont été affectés comme suit et toujours en équivalents temps plein: ArcelorMittal Differdange - 43, ArcelorMittal Belval - 71, ArcelorMittal Rodange/Schifflange - 34, STFS + 1 et ArcelorMittal Dommeldange - 10.

5) 145 équivalents temps plein ont été supprimés au sein d'ArcelorMittal Corporate en 2009.

Question 0376 (13.1.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **pâturage extensif des bovins de races dites «rustiques»:**

Le pâturage extensif, une méthode d'élevage de bovins impliquant une faible densité d'animaux, présente en théorie un grand intérêt pour la protection de la biodiversité, car les herbivores ne surexploitent pas la végétation naturelle et entretiennent des milieux ouverts. Au Luxembourg, cette forme d'exploitation agricole compte parmi les priorités du «Plan national protection nature 2007-2011», élaboré en mai 2007 par le Ministère de l'Environnement.

Depuis, de plus en plus d'agriculteurs luxembourgeois pratiquent le pâturage extensif en recourant avant tout à des bovins de la race écossaise «Galloway», une race bovine rustique remplissant toutes les conditions nécessaires à ce type d'exploitation agricole. Afin de favoriser l'élevage extensif, les agriculteurs intéressés reçoivent 450 euros par hectare pâturé de la part du Ministère responsable de la protection du milieu naturel.

Le pâturage extensif ne fait cependant pas l'unanimité parmi les écologistes. En effet, pour les responsables du Mouvement écologique, les coûts d'entretien engendrés par le recours à l'élevage extensif sont trop importants et l'apport en termes de biodiversité serait même contreproductif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre d'agriculteurs pratiquant le pâturage extensif au Luxembourg ainsi que le nombre de bovins de races dites «rustiques»?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser la surface globale de pâtures extensives, la somme totale des primes versées depuis 2007 aux agriculteurs recourant à cette forme d'exploitation agricole ainsi que l'impact financier d'un projet précis d'élevage extensif, à savoir celui des bovins de la race «Angus» pâturant sur une surface de 12 hectares, située entre Walferdange et Steinsel, le long de l'Alzette?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit opportun de profiter de l'année 2010, déclarée année mondiale de la biodiversité par l'Organisation des Nations Unies, afin de faire une première évaluation des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre du «Plan national protection nature», et plus particulièrement de la décision de favoriser le pâturage extensif?

Réponse (18.3.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Le pâturage extensif est un moyen de gestion des réserves naturelles et en général de surfaces du milieu ouvert d'un certain potentiel écologique, qui ne se limite pas à un simple entretien («Pflege»), mais qui permet au contraire la pérennisation d'une production agricole économiquement viable («Naturschutz durch Nutzung», protection de la nature au moyen d'une exploitation extensive). La gestion des réserves naturelles n'est donc plus financée exclusivement par des budgets publics, mais se fonde sur une rentabilité économique propre à travers la commercialisation d'un produit de haute qualité et des économies de taille réalisées, notamment à travers la diminution des dépenses d'investissements (infrastructures et machines), des frais de fonctionnement (dépenses liées à l'usage d'engrais et de carburant) et de main-d'œuvre.

Ainsi, contrairement à ce qui est suggéré dans la question parlementaire de l'honorable Député, les coûts d'entretien liés à l'élevage extensif sont de loin inférieurs à ceux de l'exploitation agricole conventionnelle. Le bénéfice net de l'entreprise agricole pratiquant l'exploitation extensive est par contre au moins égal, sinon supérieur à celui de l'exploitation conventionnelle. Par ailleurs, la confirmation préalable par le service d'économie rurale de la rentabilité économique, sur base d'une étude agricole, est une condition sine qua non à la mise en œuvre de tout projet.

En ce qui concerne les effets sur la biodiversité, il convient de renvoyer à la littérature scientifique internationale attestant des impacts très positifs du pâturage extensif sur la diversification des habitats et la diversité d'espèces animales et végétales. Le monitoring de la biodiversité spécifique réalisé au Luxembourg confirme clairement les expériences acquises à l'étranger.

Actuellement environ 30 exploitants agricoles pratiquent la méthode de l'élevage extensif au moyen d'un pâturage permanent sur une surface totale d'environ 850 hectares. Il convient de noter cependant que, suite à une demande accrue de la part des agriculteurs, de nombreux projets supplémentaires sont actuellement en cours d'élaboration. La densité de bétail se situant entre 0,5 à 1 unité par hectare, le cheptel total des projets d'exploitation extensive est évalué à environ 450 bovins adultes. Actuellement, le subside biodiversité pour ce genre d'exploitation agricole s'élève à 350 euros par hectare (sans bordure) respectivement à 420 euros par hectare (avec bordure). Ces mêmes taux s'appliquent au projet précis de la renaturation de l'Alzette à Walferdange, spécifiquement mentionné par l'honorable Député.

En ce qui concerne la question sur une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan national concernant la protection de la nature, j'invite l'honorable Député de consulter le premier rapport de l'Observatoire de l'environnement naturel, présenté le 9 décembre 2009. Ce rapport fait état de l'avancement de la mise en œuvre des mesures du PNPN et conclut que la majorité des mesures ou actions sont à un stade d'avancement satisfaisant, laissant présager qu'elles pourront être finalisées dans les délais impartis par le PNPN. Par ailleurs, l'Observatoire de l'environnement naturel, regroupant les forces vives en matière de protection de la nature, revendique un renforcement des projets de pâturage extensif, tout en soulignant l'importance d'une diversification des mesures de protection de la nature, notamment par le biais de la mise en œuvre des plans d'action espèces et habitats.

Il est enfin renvoyé aux réponses données aux questions parlementaires que Monsieur le Député avait déjà posées dans le passé au sujet du projet du pâturage extensif le long de l'Alzette à Lorentzweiler-Lintgen et au sujet du projet de pâturage extensif le long de l'Alzette à Walferdange.

Question 0379 (14.1.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **recherche dans le domaine des biotechnologies:**

En juin 2008, l'ancienne coalition gouvernementale CSV-LSAP, représentée alors par le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le Ministre de la Recherche et le Ministre de la Santé, avait annoncé la mise en œuvre d'une initiative de partenariat stratégique avec trois instituts de recherche américains spécialisés dans le domaine des biotechnologies. Dans le cadre du partenariat en question, il était prévu d'investir quelque 140 millions d'euros sur les cinq années à venir afin de développer au Luxembourg, en étroite collaboration avec les centres de recherche publics (CRP) Santé, Henri Tudor et Gabriel Lippmann ainsi que celui de l'Université du Luxembourg, un pôle de compétences en médecine moléculaire.

Dans l'accord de coalition de juillet 2009, le nouveau Gouvernement CSV-LSAP réitère sa volonté de poursuivre sa politique d'investissements dans des projets de recherche, permettant de

diversifier l'économie nationale ainsi que de développer un tissu industriel et technologique performant. Ainsi, le Gouvernement entend continuer à encourager et à promouvoir la recherche dans le domaine des biotechnologies.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me préciser le montant global que le Gouvernement a investi jusqu'à présent dans le partenariat stratégique avec les instituts de recherche américains spécialisés dans le domaine des biotechnologies?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer les premiers projets concrets qui sont issus de la coopération scientifique entre les centres de recherche publics, l'Université du Luxembourg et les instituts américains susmentionnés? Ne pensent-ils pas qu'il soit opportun de dresser un premier bilan intermédiaire de cette coopération?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement entend conclure davantage de partenariats stratégiques avec des centres de recherche étrangers travaillant dans le domaine des biotechnologies? Combien de fonds publics le Gouvernement envisage-t-il d'investir dans la recherche en question dans les cinq années à venir?

Réponse commune (17.2.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur,* **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En application des dispositions des conventions établies entre l'État et respectivement

- le CRP-Santé, porteur du projet de validation de biomarqueurs pour le cancer du poumon, en coopération avec le Partnership for Personalized Medicine (PPM), Phoenix (AZ);

- la Fondation IBBL (Integrated BioBank of Luxembourg) pour le développement d'une infrastructure de biobanque, en coopération avec le Translational Genomics Institute (TGen), Phoenix (AZ); et

- l'Université du Luxembourg pour le développement du Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB), en coopération avec l'Institute for Systems Biology (ISB), Seattle (WA);

un montant global de 49,9 M € a été versé à ce jour aux établissements visés.

Les trois projets distincts qui composent l'initiative n'ont débuté effectivement que fin 2008. Les résultats intermédiaires à ce jour peuvent se résumer comme suit.

Concernant le premier projet, la première phase du volet modélisation économétrique a pratiquement été achevée. Pour ce volet, il s'agissait en l'essence d'établir un modèle de base permettant de simuler l'impact potentiel de biomarqueurs sur le système de sécurité sociale selon les stades de la maladie auxquels ces marqueurs seraient appliqués (par exemple: détection précoce, décision thérapeutique, etc.). Les résultats de cette première étude seront publiés prochainement.

En ce qui concerne la biobanque, la mise en place de l'infrastructure se déroule dans les délais prévus. Le bâtiment modulaire provisoire qui abritera l'IBBL jusqu'à sa localisation définitive dans le bâtiment à construire pour le CRP-Santé a été achevé en automne 2009 et l'équipement nécessaire est en phase de commande/installation. Sur le plan opérationnel, le projet PPM (collecte de tumeurs pulmonaires) est utilisé comme projet pilote afin de mettre en place les procédures internes et externes nécessaires (collecte des échantillons, consentement des patients, relations contractuelles avec les hôpitaux et le Laboratoire national de santé, autorisations de la Commission nationale d'éthique pour la recherche et de la Commission nationale de protection des données, etc.).

À noter que l'IBBL s'est également impliquée au sein du réseau européen BBMRI (Biobanking and Biomolecular Resources Research Infrastructure). Cette initiative vise à harmoniser les pratiques de qualité relatives à la collecte, le stockage et l'analyse et à assurer le transfert efficace de connaissances et des technologies, notamment informatique, ainsi que de définir, au plan européen, un cadre légal, éthique et financier de référence. Le développement de la biobanque s'appuie d'ores et déjà résolument sur ce cadre de référence.

Concernant le troisième projet, différents éléments du programme de recherche ont été réalisés aux États-Unis, à savoir, d'une part, en avance sur le calendrier, le séquençage complet d'une famille de quatre personnes touchée par la maladie génétique du Miller syndrome en développant de nouvelles méthodes d'analyse génétique permettant pour la première fois de déterminer le taux de mutation entre deux générations chez les humains et, d'autre part, le développement d'essais basés sur la spectrométrie de masse pour l'identification de protéines sanguines spécifiques aux différents organes. Ont notamment été identifiés trois panels de protéines sanguines pour les trois organes sélectionnés, à savoir cerveau, foie et poumon (une centaine de protéines spécifiques aux organes chez les humains et dans le cadre d'un modèle animal chez la souris).

En parallèle le Luxembourg Centre for Systems Biology, dirigé par le Professeur Rudi Balling qui a été recruté dans les délais prévus en 2009, est en voie de constitution auprès de l'Université du Luxembourg et le recrutement de chercheurs - qui seront formés en partie à Seattle et en partie à Luxembourg - est en cours.

À noter que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'est assuré l'assistance d'un groupe d'experts chargés du suivi de l'évolution des activités de recherche en cours. Une première rencontre des experts externes chargés de cette mission a eu lieu en janvier de cette année. Considérant le profil de développement de l'initiative, il apparaît opportun de dresser un premier bilan d'ici un an.

À l'heure actuelle il s'agira de mener à bien l'initiative visée ici et de maximiser les synergies et les retombées possibles sur les plans scientifique, économique et de la santé publique. Considérant l'expérience acquise, le Gouvernement n'exclut pas d'étendre cette initiative respectivement d'y associer d'autres partenaires étrangers, si une telle démarche s'avère opportune. Toute évolution en ce sens sera néanmoins sujette à une analyse critique détaillée quant à sa valeur ajoutée et à sa solidité en termes de coût prévu/rapport escompté.

Q118

Question 0384 (19.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **nombre de médecins généralistes au Luxembourg:**

Das Luxemburger Gesundheitswesen steht vor großen Herausforderungen. Um diese meistern zu können, ist es unter anderem von großer Wichtigkeit, dass das Gesundheitssystem über eine genügend große Anzahl von Ärzten verfügt. Allerdings scheint es, dass Luxemburg im europäischen Vergleich pro Kopf weniger Ärzte zur Verfügung stehen, als dies in anderen europäischen Gesundheitssystemen der Fall ist.

Was die hausärztliche Versorgung im Land betrifft, so kann man feststellen, dass sich diese im Westen, im Norden und im Osten des Landes schwieriger als in den anderen Landesteilen gestaltet und die dort praktizierenden Allgemeinärzte einem besonderen Versorgungsstress ausgesetzt sind.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie viele Ärzte werden in den nächsten Jahren ihr Studium abschließen?

- Ist dem Minister bekannt, wie viele Ärzte in Luxemburg planen, in den nächsten fünf bis zehn Jahren in den Ruhestand zu gehen?

- Gibt es Nachwuchsmangel in der hausärztlichen Versorgung in Luxemburg?

- Welche Kantone sind statistisch gesehen hausärztlich unterbesetzt?

- Wie sieht der Minister die zukünftige Arbeit der Hausärzte?

- Was könnten generell attraktivere Rahmenbedingungen für die hausärztliche Versorgung in Luxemburg sein?

- Was könnten besondere Anreize sein, um die Allgemeinmedizin zu stärken (zum Beispiel: besondere Unterstützung für Medizinstudenten bei der Wahl des Spezialisierungsfaches „Allgemeinmedizin")?

- Ist das bestehende Verhältnis von zwei bis drei Spezialisten versus ein bis drei Allgemeinmediziner gesund und soll es nach dem Willen des Ministers so bleiben?

- Wird es zu Verbänden von integrierter Versorgung bei den sich anhäufenden chronischen Krankheiten in Luxemburg kommen müssen?

- Könnte eine engmaschigere Allgemeinmedizin nicht auch die Kliniken entlasten?

Réponse (26.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le programme gouvernemental de 2009 à 2014 met un accent particulier sur l'importance accordée aux soins médicaux de base. À cet égard, il prévoit:

«En vue de garantir à l'avenir une offre de soins de santé de base (médecine générale) dans la plus grande proximité raisonnable, une programmation des besoins en médecins spécialistes en médecine générale sera entamée, les incitations seront renforcées et des projets pilote pourront être subventionnés. Le projet des maisons médicales sera évalué et adapté aux besoins. Une collaboration accrue avec les communes sera réalisée et de nouveaux modèles de collaboration entre médecins généralistes seront accompagnés par le Gouvernement, notamment dans les régions rurales. Le rôle de guidance du médecin généraliste sera renforcé. Le Gouvernement encouragera la population à choisir son médecin de famille (domiciliation des patients chez leur «Hausdokter»).»

Je me dois de rassurer l'honorable Député que l'offre de soins médicaux de base est tout à fait convenable. Le Luxembourg n'est d'ailleurs pas confronté à une pénurie en matière d'offre de soins médicaux de base. De surcroît, cette offre se répartit de manière équilibrée à travers tout le pays.

Il m'importe par ailleurs de pouvoir continuer à assurer un réseau dense de médecins généralistes sur l'ensemble du territoire. Finalement, une prise en charge optimale au niveau de la médecine de base ne manquera pas de produire ses effets positifs sur le secteur hospitalier en matière d'accroissement des capacités d'accueil.

Aucune pénurie en matière de prise en charge médicale n'est par ailleurs à prévoir pour le moyen terme, alors que quelque 400 étudiants (ressortissants luxembourgeois ou résidents non luxembourgeois) poursuivent actuellement des études universitaires en médecine humaine. Ces chiffres, fournis par le Centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur (CEDIES), ne concernent pourtant que les seuls étudiants ayant bénéficié d'une aide financière de l'État pour études supérieures au cours de l'année académique 2008/2009.

Étant donné que l'exercice de la profession de médecin n'est pas conditionné par une limite d'âge, mes services ne disposent pas de chiffres concernant les médecins projetant de prendre leur retraite au cours des années à venir.

Q119

Question 0386 (19.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **prévention du diabète:**

Es gibt eine Reihe von Indikatoren, die darauf hindeuten, dass eine Verbesserung der Versorgung von Diabetes-Erkrankungen erforderlich ist.

So liegt Luxemburg im europäischen Vergleich auf einem recht mittelmäßigen 13. Platz (Euro Health Consumer Index von 2008). Die Studie von Laurence Renard des CRP-Santé zeichnet ebenfalls kein positives Bild.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie waren die Resultate der nationalen Diabcare-Studie, die nie öffentlich zugänglich gemacht wurden?

- Wo steht Luxemburg tatsächlich in Sachen Diabetes-Versorgung? Was sind gesicherte Erkenntnisse? Auf welchen Daten beruhen die vom EHCI aufgestellten Tabellen? Ist dies das reelle Spiegelbild der Diabetes-Versorgung hier in Luxemburg?

- Was sind die bekannten Kerndaten (Outcome results) bezüglich der nationalen Diabetes-Versorgung?

- Wo sind sie synoptisch nachzulesen? (Rapport annuel IGSS, Internetseite santé.lu?)

- Werden weitere Studien über Diabetes unternommen und durch die öffentliche Hand finanziert?

- Was steht in nächster Zukunft an, um die Diabetes-Versorgung in Luxemburg zu modernisieren und Resultate anzustreben, die mit den Resultaten im europäischen Spitzenpeloton mithalten könnten?

- Wie kann verstärkter und gezielter Präventionsarbeit geleistet werden?

- Könnten Bonussysteme für Ärzte und auch Patienten hier helfen?

- Welche Strategie wird hierzulande verfolgt und kurzfristig umgesetzt?

- Wie steht es mit dem nationalen Diabetes-Register?

Réponse (26.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

D'emblée, je voudrais rappeler à Monsieur le Député ma réponse du 16 décembre 2009 à la question parlementaire N°0257 *(cf. compte rendu N°7/2009-2010)* qu'il m'a posée dans le même contexte.

En résumé, l'étude Diabcare réalisée en 2007 par le CRP-Santé en collaboration avec un groupe de travail interdisciplinaire, a permis de dégager les résultats suivants:

- Prévalence du diabète dans la population résidente au Luxembourg:

  - 3,44% en 2000

  - 4,12% en 2005.

- Prévalence par groupe d'âge (2004):

  0 - 14 ans: 0,11%

  15 - 24 ans: 0,30%

  25 - 34 ans: 0,55%

  35 - 44 ans: 1,35%

  45 - 54 ans: 4,17%

  55 - 64 ans: 9,41%

  65 - 74 ans: 13,8%

  75 - 84 ans: 15,09%

  85 et plus: 13,66%.

- Répartition des patients diabétiques par sexe:

  hommes: 52,2%

  femmes: 47,8%.

- Plus de 40% des patients diabétiques ont plus de 69 ans; 0,74% des enfants ont entre 2 et 17 ans.

- 23% des patients reçoivent un traitement insulinodépendant; 77% reçoivent des traitements non insulinodépendants.

D'après l'évaluation de la surveillance de la pathologie sur base de l'analyse des contrôles du taux d'hémoglobine glyquée (HbA1c) (paramètre de surveillance métabolique de la maladie à être pratiqué tous les 3 mois), le CRP-Santé a calculé que 25% des patients diabétiques sous traitement n'ont effectué aucune analyse en 2004, tandis que 25% d'entre eux l'ont pratiquée une seule fois et 50% plusieurs fois. Seuls 9% du dernier groupe auraient pratiqué ces analyses de façon trimestrielle (données UCM 2004).

Les données de «European Health Consumer Index» (EHCI) se basent sur toute une série de données officielles, essentiellement d'origine internationale. Au

niveau national, les données proviennent surtout des services relevant des Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale. Les bases de données énumérées dans EHCI sont constituées entre autres par Health For All Database (WHO), OECD Health data, Eurobarometer et Eurostat.

L'évaluation des auteurs de l'EHCI correspond en partie seulement à la réalité luxembourgeoise, alors que certaines interprétations des données ne prenaient en compte ni des facteurs déterminants de prise en charge par la Sécurité sociale, ni des actions de prévention qui sont réalisées depuis longue date par l'Association luxembourgeoise du diabète (ALD), la Maison du diabète et le Ministère de la Santé.

Le Luxembourg ne produit pas encore de manière régulière un rapport sur le diabète au plan national. En dehors des sources déjà citées précédemment, d'autres données se trouvent dans les statistiques annuelles des causes de décès (Ministère de la Santé), ainsi que dans la carte sanitaire et dans certaines études ponctuelles, dont Diabcare.

Il est prévu de programmer ultérieurement des études en collaboration avec le CRP-Santé.

Depuis plusieurs années déjà, le groupe de travail interdisciplinaire, qui est d'ailleurs également impliqué dans les études sur cette pathologie qui sont réalisées en collaboration avec le CRP-Santé, a étudié différents modèles de surveillance nationale du diabète. Dans une prochaine étude l'amélioration de la surveillance des patients diabétiques constituera d'ailleurs une thématique phare.

Au cours des dernières années, beaucoup d'activités particulières se sont développées dans toutes les cliniques du pays, notamment par la formation du personnel de soins, la formation offerte aux patients, ainsi que par un suivi intensif de patients à problèmes spécifiques.

Les activités offertes par l'ALD et la Maison du diabète sont de plus en plus nombreuses. À titre d'exemples, je citerai les écoles pour diabétiques ainsi que les campagnes de sensibilisation, dont bon nombre sont réalisées en étroite collaboration avec mes services.

L'instauration d'un système de bonification des médecins n'est pas de nature à garantir à lui seul l'amélioration d'un système de surveillance. De toute façon, la nomenclature prend actuellement déjà en charge des actes médicaux significatifs dans le cadre de la surveillance des patients diabétiques, telles que la consultation majorée et l'élaboration d'un rapport médical.

Étant donné que le diabète constitue un réel fléau dans notre société, la mise en place d'un registre du diabète serait de nature à renforcer encore davantage la surveillance et la prévention de cette maladie.

Question 0392 (20.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **manque de personnel chez les Ponts et Chaussées:**

Lors de l'assemblée générale d'un corps de sapeurs-pompiers du canton de Redange, l'instructeur régional s'est plaint du fait que les pollutions se trouvant sur les routes (branches d'arbres, etc.), et dont l'évacuation tombe sous la responsabilité des Ponts et Chaussées, devaient de plus en plus fréquemment être évacuées par le service des sapeurs-pompiers, les Ponts et Chaussées affichant un manque chronique de ressources humaines.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer cette affirmation?

- Combien d'ouvriers travaillent dans les différentes sections des Ponts et Chaussées?

- Est-ce que cet effectif est suffisant pour effectuer et les tâches habituelles et les tâches imprévues?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert sur un apparent «manque chronique de ressources humaines» auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées (ci-après «l'APC»), suite aux réclamations d'un corps de sapeurs-pompiers du canton de Redange qui a dû évacuer des pollutions se trouvant sur les routes, mission incombant, à leur avis, à l'APC.

L'évacuation des déchets se trouvant sur la voirie de l'État, tels que branches d'arbres, boues, débris et autres, est normalement assurée par les brigades locales des services régionaux de l'APC. Il en est de même de l'entretien régulier des installations de sécurité telles que glissières de sécurité, balises et accotements.

Cependant, en cas d'accidents de circulation, l'enlèvement des taches de mazout ou d'huile sur la chaussée se fait en principe par les sapeurs-pompiers qui sont les premiers sur les lieux des accidents, alors que les équipes de l'APC sont souvent convoquées après l'intervention des équipes de sauvetage, pour enlever les débris sur la chaussée ou pour mettre en place, le cas échéant, une déviation.

En dehors des accidents, en cas de taches de mazout ou d'huile sur la route, la Police fait souvent directement appel aux sapeurs-pompiers, bien équipés pour ce genre de travail, pour intervenir.

À noter dans ce contexte que la collaboration entre l'APC et les sapeurs-pompiers fonctionne parfaitement en ce sens qu'il est d'usage que l'APC mette à disposition des différents corps de sapeurs-pompiers les produits chimiques nécessaires à l'exécution des travaux précités.

Enfin, à noter que l'APC dispose actuellement d'un effectif total de 644 ouvriers de l'État, dont 615 affectés aux travaux de voirie pour assurer aussi bien les tâches habituelles qu'imprévues qui lui incombent.

Question 0395 (20.1.2010) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **centrale nucléaire de Cattenom:**

Dans un article paru le 18 janvier, le quotidien allemand «Trierischer Volksfreund» se demande s'il est vrai que les pratiques de la centrale nucléaire de Cattenom augmentent les risques d'incidents, se référant en l'occurrence à un avis de Mycle Schneider, expert nucléaire et lauréat du prix Nobel alternatif.

En effet, Mycle Schneider, consultant international en énergie nucléaire, considère que le risque d'accident pour la centrale - une des installations les plus imposantes du parc nucléaire français et située à proximité de notre frontière - est devenu plus grand. Selon lui, ce risque accru s'explique, en premier lieu, par une technologie mal maîtrisée et dépassée. En second lieu, l'auteur se base sur le fait que l'opérateur entend utiliser des combustibles d'une nouvelle génération, dont la teneur en uranium et en plutonium radioactifs constitue un multiple des quantités présentes dans les combustibles actuellement utilisés. C'est d'ailleurs dans cette perspective que l'EDF a demandé, en 2003, l'augmentation des limites des rejets radioactifs de tritium dans la Moselle. On peut dès lors craindre, de l'avis de Mycle Schneider, que plus de substances radioactives ne soient désormais libérées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que Messieurs les Ministres sont au courant de la problématique évoquée et de la nouvelle approche de l'EDF concernant le changement de barre de combustible atomique?

- Dans l'affirmative, peuvent-ils me renseigner sur les mesures éventuelles envisagées par l'EDF pour protéger les travailleurs, la population et l'environnement des risques radioactifs?

- Messieurs les Ministres préconisent-ils des démarches afin d'assurer la radioprotection?

Réponse (26.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais d'emblée rassurer l'honorable Parlementaire que l'utilisation du nouveau combustible, auquel il fait référence, n'est pour l'instant pas programmée sur le site du Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom.

D'après les informations dont je dispose, l'autorité française de sûreté nucléaire (ASN) a autorisé Électricité de France (EDF) à mettre en œuvre une gestion de combustible à haut taux de combustion (HTC), dite GALICE. L'utilisation de GALICE reste limitée pour l'instant à un seul réacteur de 1.300 MWe qui n'est pas celui de Cattenom.

Par ailleurs, force est de souligner que le combustible de la nouvelle génération ne contient pas de Plutonium. Ce combustible est légèrement plus enrichi en Uranium 235 (4,5% au lieu de 4% dans la gestion actuelle), et la longueur du cycle reste pratiquement inchangée à 18 mois.

Il appartient aux autorités françaises de garantir les mesures à prendre en vue de protéger des risques radioactifs les travailleurs du site de la centrale nucléaire de Cattenom, ainsi que la population et l'environnement.

Lors du renouvellement de l'autorisation sur les rejets du site nucléaire de Cattenom, délivrée par ASN en juin 2004, les valeurs limites pour les rejets radioactifs ont été ou abaissées, ou à l'exemple des rejets en Tritium liquide, sont restées au même niveau qu'auparavant. Si l'on considère en plus que le Tritium est le radioélément le moins radiotoxique, l'exposition des populations et de l'environnement n'a pas augmenté depuis cette date.

Je voudrais rappeler que la radioactivité au Luxembourg est surveillée de façon permanente par la division de la radioprotection relevant de la direction de la Santé. Mes services suivront de très près l'évolution de ce dossier.

Question 0399 (21.1.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **expositions «The Family of Man» et «The Bitter Years»:**

Il nous revient que le musée «The Family of Man» installé au Château de Clervaux fermerait ses portes pour ne rouvrir qu'au cours de l'année 2012 afin de permettre un renouvellement de l'exposition inscrite au Registre de la Mémoire du Monde de l'UNESCO.

Depuis 2004 le Ministère projette d'aménager une exposition permanente de la collection «The Bitter Years» dans le Château d'Eau à côté du nouveau bâtiment du CNA à Dudelange.

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0144 de Monsieur Marco Schank du 27 octobre 2004 *(cf. compte rendu N°2/2004-2005)*, Madame la Secrétaire d'État à la Culture avait même annoncé que cette exposition pourrait voir le jour en 2007 dans le cadre de l'année culturelle et que les travaux pourraient débuter en 2005.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer le projet de fermeture du musée «The Family of Man» installé au Château de Clervaux?

- Dans l'affirmative, sur quelle période s'étendra-t-elle?

- Quelles raisons expliquent la fermeture du musée en question?

- L'UNESCO a-t-elle été informée de ce projet?

- Quelle place Madame la Ministre de la Culture entend-elle réserver à l'avenir à l'exposition «The Family of Man»?

- Où en est le projet de l'exposition permanente de la collection «The Bitter Years»?

Réponse (4.3.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Les honorables Députés André Bauler et Fernand Etgen se sont enquis des deux expositions exceptionnelles d'Edward Steichen «The Family of Man» et «The Bitter Years» et témoignent ainsi du grand intérêt qu'ils y portent. Tout en les en remerciant, je voudrais leur apporter les réponses suivantes:

ad 1: Il est exact que le musée abritant l'exposition «The Family of Man» sera fermé pour travaux de rénovation et de remise en état.

ad 2: Cette fermeture s'étendra de début septembre 2010 à fin printemps 2012.

ad 3: Le musée doit être fermé pour des raisons évidentes de sauvegarde de la collection. Celle-ci nécessite, après plus de 15 ans d'exposition au public, une consolidation de la restauration réalisée en début des années 90 ainsi que des interventions supplémentaires sur les panneaux d'exposition et explicatifs. Une expertise exhaustive en restauration photographique a été faite.

Un second aspect de la sauvegarde, aspect tout aussi important, concerne une amélioration des salles du point de vue des conditions hygrométriques et d'éclairage, un renforcement des mesures de sécurité, une politique plus ciblée d'information sur la collection et finalement un rafraîchissement de l'aspect intérieur des salles qui répondront ainsi mieux aux exigences muséologiques d'aujourd'hui.

Aucun changement ne sera opéré dans la composition des thèmes ni dans leur chronologie dans le parcours.

Il est de la responsabilité des pouvoirs publics, à savoir du Ministère de la Culture, du Centre national de l'audiovisuel et du Service des sites et monuments nationaux d'optimiser la sauvegarde de la fameuse collection et de dynamiser ainsi son rayonnement international.

ad 4: L'UNESCO a lancé le Programme Mémoire du Monde afin d'éviter l'amnésie collective et de promouvoir la conservation des collections d'archives et de bibliothèques partout dans le monde et d'en assurer la plus large diffusion.

La Commission nationale pour la Coopération avec l'UNESCO a été informée du projet de fermeture du musée. En agissant comme Comité national de la Mémoire du Monde, elle a transmis cette information au Secrétariat du Programme Mémoire du Monde de l'UNESCO à Paris. En réponse la Commission nationale a reçu la confirmation suivante:

«Si aucune modification n'est faite à la collection, il n'y aura pas de conséquences relatives à son inscription au Registre de la Mémoire du Monde.»

ad 5: L'exposition prestigieuse restera au cœur des activités régionales photographiques et des préoccupations du Centre national de l'audiovisuel. L'institut entend développer une activité supplémentaire de réflexion sur ce patrimoine mondial en créant de meilleures conditions d'accès au savoir pour tous les publics. Il continuera de développer des activités internationales de recherche, comme il l'a fait avec beaucoup de succès dans le passé.

ad 6: En ce qui concerne l'exposition «The Bitter Years», il me semble réaliste de prévoir l'ouverture de cette exposition à Dudelange en même temps que celle du musée rénové «The Family of Man» à Clervaux, donc en 2012.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25

Q119

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

24e séance	mercredi	17 mars 2010
25e séance	jeudi	18 mars 2010

Visite à la Commission européenne



La délégation parlementaire a eu un échange de vues avec Mme Viviane Reding.

Une importante délégation de la Chambre des Députés s'est déplacée les 14 et 15 avril à Bruxelles pour faire le point sur un certain nombre de dossiers qui influeront sur le Luxembourg. Au programme figuraient des entrevues avec trois membres de la Commission Barroso, à savoir

- M. Algirdas Šemeta, commissaire en charge de la fiscalité, de l'union douanière, de l'audit et de la lutte antifraude;
- Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission en charge de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté, et
- M. Michel Barnier, commissaire européen au marché intérieur et aux services financiers.



M. Laurent Mosar (à droite) reçu par M. Herman Van Rompuy.

Les équilibres institutionnels qui sont en train de s'établir suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne ont été sujets de nombreuses discussions. Un dossier qui a plus particulièrement intéressé les députés luxembourgeois est celui de la fiscalité de l'épargne. Le commissaire en charge de la fiscalité, M. Šemeta, a été sans équivoque en soulignant que l'ère du secret bancaire serait révolue. Il a plaidé en faveur du système automatique d'échange d'informations.

Mme Viviane Reding a présenté les priorités des nouveaux portefeuilles dont elle vient d'hériter. Elle compte notamment s'investir dans le règlement des divorces transfrontaliers. L'Europe devrait impérativement se rapprocher de ses citoyens et leur proposer des solutions aux problèmes qui les intéressent au quotidien.

Les atouts du marché intérieur, avec la directive services, ont été sujet de l'exposé du commissaire Michel Barnier. Il s'agirait de pouvoir faire face aux autres grandes puissances économiques, en tant qu'Europe unie.

Les députés, reçus en début de visite par M. Jim Cloos, Directeur des questions politiques générales au Conseil, ont, au bout de leur séjour, rencontré le Président du Conseil, M. Herman Van Rompuy. Rejoints par le Président de la Chambre Laurent Mosar, ils ont écouté les explications du Président de Conseil concernant plus particulièrement la crise économique. M. Van Rompuy a plaidé en faveur d'une convergence des économies au sein de la zone euro. Il a aussi mis en garde: la plus grande partie des pays de l'Union européenne aurait des problèmes de compétitivité auxquels ils devraient faire face.

DANS CE NUMÉRO

Modification de la législation sur la presse	p. 318
Brasserie Diekirch: nouveaux développements	p. 324
Politique de coopération et d'action humanitaire	
- déclaration	p. 333
- débat	p. 336
Sommaire des séances publiques Nos 24 et 25	p. 347
Sommaire des questions parlementaires	p. Q120

La Chambre met en place une nouvelle procédure

Contrôler le respect du principe de subsidiarité

Le Président Laurent Mosar a présenté en date du 19 avril la procédure que la Chambre des Députés entend instaurer dans le cadre du contrôle de la subsidiarité et de la proportionnalité de toute initiative législative européenne. Elle prévoit non seulement l'implication des parlementaires nationaux, mais également celle des acteurs économiques et sociaux du Grand-Duché. La nouvelle procédure sera inscrite dans le Règlement de la Chambre. Elle a encore besoin de l'aval des députés et figurera donc à l'ordre du jour d'une prochaine séance publique.

«La Chambre dispose maintenant d'un nouveau droit qui compte parmi les innovations majeures du Traité de Lisbonne: celui de participer activement au fonctionnement de l'Union européenne. Il s'agit quasiment d'une minirévolution dans la démocratisation du processus législatif européen», a souligné le Président Laurent Mosar. Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Ben Fayot a, pour sa part, souligné l'importance de la collaboration entre parlements et parlementaires nationaux pour user de leur nouveau droit. «À l'avenir, tout député national devra encore davantage se consacrer aux dossiers européens pour mieux mesurer leur impact sur le Luxembourg», a tenu à souligner M. Fayot.

Dans le cadre du Traité de Lisbonne, les parlements nationaux voient leur rôle renforcé. Tout projet d'acte législatif européen (proposition de directive, projet de règlement, etc.) émanant de la Commission ou du Conseil est transmis aux parlements nationaux qui disposent alors de huit semaines pour l'analyser. Dès que la Chambre est saisie d'un document européen, elle le transmet dans les meilleurs délais aux commissions parlementaires et aux chambres professionnelles compétentes concernées. Chaque groupe politique ou technique et chaque sensibilité politique peut, en commission parlementaire, présenter un projet d'avis motivé qui va à l'encontre du texte proposé par la Commission ou le Conseil.

Si la commission sectorielle est d'accord pour retenir le non-respect du principe de subsidiarité ou de proportionnalité, elle doit le faire à la majorité des membres de la commission. La décision de l'envoi de l'avis motivé à la Commission européenne est prise en séance publique sous forme d'une résolution à adopter par la majorité des députés.

Les chambres professionnelles peuvent transmettre leur avis sur le texte législatif proposé via une adresse e-mail «europe@chd.lu» ouverte spécialement à cet effet.

Si des parlements issus d'au moins un tiers des pays membres de l'Union émettent un avis motivé pour signaler que le texte ne respecte pas le principe de subsidiarité ou de proportionnalité, la Commission ou le Conseil doivent réexaminer le texte. Si toutefois les avis motivés de leurs parlements nationaux ne sont pas pris en compte, les pays de l'Union peuvent introduire un recours devant la Cour de Justice européenne contre les directives et règlements pris.



(de gauche à droite) MM. Laurent Mosar, Ben Fayot et Claude Frieseisen.

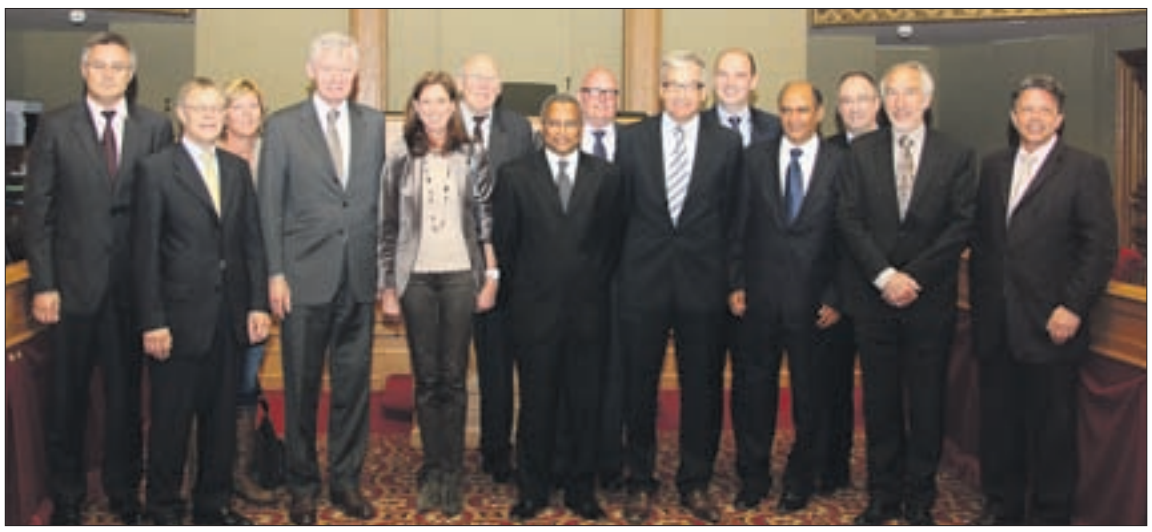
Visite du Premier Ministre du Cap-Vert

Le Premier Ministre du Cap-Vert, M. José Maria Neves, en visite de travail au Luxembourg, a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Il a ensuite eu un échange de vues approfondi avec les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement.

«La coopération luxembourgeoise est et restera très importante pour le Cap-Vert dans le processus de transformation et de modernisation de son économie. Elle contribue fondamentalement à la croissance et à la compétitivité de notre pays», a déclaré en substance M. Neves, avant d'insister sur le fait que cet archipel, situé en plein océan Atlantique à 900 km des premiers rivages de l'Afrique occidentale, est stable d'un point de vue politique et économique. Au fil des ans, le Cap-Vert a en effet évolué vers un pays de développement moyen à revenu intermédiaire dont la démocratie fonctionne et qui entretient d'excellentes relations avec l'UE, les États-Unis et ses partenaires au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Les autorités du Cap-Vert n'entendent pas négliger pour autant leurs relations avec la diaspora qui s'est installée un peu partout dans le monde et ce notamment en nombre dans les pays du Benelux.

«Les Cap-Verdiens qui ont émigré vers d'autres cieux constituent une richesse pour notre pays. Avec le savoir-faire qu'ils ont acquis et les relations qu'ils ont su tisser, ils sont à l'origine de nombreux investissements directs étrangers dans leur pays d'origine. Ils auront même été les précurseurs d'une immigration qui à terme deviendra légale entre le Cap-Vert et de nombreux pays européens tels que le Luxembourg, la France, le Portugal ou encore l'Espagne», a ainsi laissé entendre l'entourage du Premier Ministre.



M. José Maria Neves a eu des entrevues à la Chambre des Députés.

Les députés en visite auprès de la Police

La Police grand-ducale a été créée par la loi du 31 mai 1999. Elle est le résultat de la fusion des corps de la Gendarmerie et de la Police ayant existé jusqu'à cette date.

Suite à la réforme de la Police, un accent particulier est mis sur le travail de proximité, une intervention 24 heures sur 24 et la régionalisation de la présence policière. La Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police vient d'effectuer une visite dans les locaux de la Police grand-ducale à Luxembourg pour s'informer sur le travail des forces de l'ordre.

À l'heure qu'il est, la Police grand-ducale compte un effectif de quelque 1.800 personnes. Elle comprend notamment:

- une direction générale,
- des services centraux (comme la police judiciaire, la réserve mobile, la police des routes ou la police à l'aéroport),
- 13 centres d'intervention répartis sur 6 régions et
- 50 commissariats de proximité.

Les députés ont pu visiter le centre d'intervention, la centrale de vidéo-surveillance «Visolux» couvrant les zones du Glacis-Kinnekswiss, Centre-ville-Hamilius et Gare centrale ainsi que le centre commun de coordination de la coopération transfrontalière.

En 2009, la Police est intervenue 250.000 fois dont 32.000 fois pour des faits pénaux et 27.000 fois pour des contrôles routiers. Au cours de cette année, les cas de délinquance ont augmenté de 14% par rapport à 2008, notamment suite aux actions ciblées de la Police en matière de mendicité et de lutte contre la consommation de stupéfiants. La criminalité contre les biens représente 59% de ces interventions, alors que, d'après les chiffres fournis par la Police, les auteurs des infractions ont pu être identifiés dans plus de 50% des affaires.

La coopération transfrontalière se déroule conformément à l'application des accords de Schengen. Elle a pour but la coopération directe dans les domaines où la sécurité et l'ordre public sont menacés. Cette coopération se concrétise par le détachement de quatre agents allemand, belge, français et luxembourgeois dans une unité, échangeant et analysant entre eux et donc entre leurs pays des informations en provenance de diverses banques de données.

Afin de pouvoir faire face à de nouvelles formes de criminalité (comme p.ex. la cybercriminalité), les représentants de la Police ont souligné leurs besoins en moyens technologiques et de support législatif.



Des membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police ont visité les locaux de la Police grand-ducale.



Visite au Musée d'art moderne

Le nombre des visiteurs est de nouveau en augmentation au Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam) depuis janvier de cette année: c'est ce qui ressort des explications fournies par le directeur du musée, M. Enrico Lunghi, lors de la visite que les membres de la Commission de la Culture de la Chambre des Députés ont effectuée le 12 avril.

Il serait difficile de dresser un bilan exact du succès du musée, parce que les quatre premières années de son existence auraient été d'une certaine manière atypiques. 2007 était année culturelle et en 2008 s'annonçait le départ de Marie-Claude Beaud, première directrice du musée, relayée en 2009 par l'actuel directeur Enrico Lunghi.

Une visite guidée de l'exposition «Le meilleur des mondes» a permis aux députés de découvrir des œuvres de la collection Mudam.

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne

Paix au Moyen-Orient et finances

La 6e Session plénière de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) s'est tenue à Amman (Jordanie) du 12 au 14 mars 2010.

La Chambre des Députés y était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol, présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APEM, Mme Martine Mergen, vice-présidente, et M. Xavier Bettel, membre.

Paix au Moyen-Orient

À l'ordre du jour figurait notamment l'impasse des pourparlers de paix au Moyen-Orient. Les projets de construction d'Israël à Jérusalem-Est ont été condamnés dans une recommandation de l'Assemblée.

La décision d'Israël d'inscrire les lieux sacrés de Bethléem, Hébron et Jérusalem dans un plan de restauration de son patrimoine national a provoqué des inquiétudes parmi les parlementaires de l'APEM.

Les membres de l'Assemblée examineront la question en profondeur au cours d'une réunion jointe des commissions politique et de la culture à Istanbul au mois de mai 2010.

L'Union pour la Méditerranée (UPM)

Dans une recommandation, l'APEM a reconnu la valeur ajoutée par l'UPM au développement de la région méditerranéenne étant un atout pour parvenir aux réformes institutionnelles souhaitées dans les pays de la rive sud. Elle a une forte importance dans le règlement des questions comme celle de l'eau, de l'énergie et de l'immigration.

Pas de consensus sur la création d'une Banque EUROMED

L'APEM n'a pas trouvé de consensus sur une proposition de résolution portant sur la transformation de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) en une Banque euro-méditerranéenne. La délégation luxembourgeoise s'est opposée à la création d'une telle banque, jugeant que les facilités actuelles sont suffisantes et qu'un tel changement créerait des coûts inutiles. La commission économique de l'APEM étudiera le mécanisme le plus efficace.

Agrandissement de l'APEM - Financement et secrétariat - Présidence italienne

L'APEM a décidé d'accueillir comme nouveaux pays membres la Croatie et le Monténégro.

En outre, l'Assemblée a adopté son premier budget opérationnel et conçu un secrétariat permanent.

Le Sénat et la Chambre des Députés de la République italienne présideront l'APEM jusqu'en mars 2011.

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 24

MERCREDI,
17 MARS 2010

Présidence: M. Laurent Mosar

Sommaire

1. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution
- *M. le Président (explique la procédure)*
- *M. François Bausch, M. le Président, M. Ben Fayot, M. le Président, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. le Président, M. Eugène Berger, M. Jean-Louis Schiltz, M. Ben Fayot, M. Gast Gibéryen*
- *M. le Président (proposition de reporter ce point de l'ordre du jour adoptée)*

2. 6072 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg
- *M. Claude Haagen - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

4. 6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite
- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam*

5. Dépôt d'une motion par M. Jean Colombera
- *M. Jean Colombera*

6. 6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite (suite)
- *Discussion générale (suite): M. Jean Colombera, M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel*
- *M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution (suite)
- *M. le Président (lecture des propositions de loi et propositions de révision de la Constitution à maintenir au rôle des affaires, assentiment de la Chambre)*

8. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président (informe la Chambre du retrait d'un projet de loi, de dix propositions de loi et de cinq propositions de révision de la Constitution)*

9. 5849 - Projet de loi: (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002; et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions
- *Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. André Hoffmann*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. Motion de M. Jean Colombera relative aux travaux à effectuer sur la RN7
- *M. Jean-Louis Schiltz (propose le renvoi en commission, accord de la Chambre)*

14. Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg
- *M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*
- *M. Fernand Kartheiser (question complémentaire) - M. Jean Asselborn*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, François Biltgen et Jeannot Krecké, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt also net de Fall ze sinn.

1. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution

Wéi den Artikel 61 vun eisem Reglement et virgesäit, befënnt d'Chamber haut doriwwer, ob d'Procédure législative bei verschiddene Propositions de lois a Propositions de révision de la Constitution weidergefouert gëtt. Ass d'Chamber domat averstanen d'Prozedur vun der Proposition de loi weiderzeféieren, gëtt dës un de Conseil d'État an un déi zoustänneg Chambre-professionnellë weidergereecht.

(Interruption)

Sprécht sech d'Chamber géint d'Poursuite vun der Procédure législative aus, ass d'Proposition de loi domadder vum Rôle.

Wéi d'Presidentekonferenz et virgesinn huet, zielen ech Iech elo eng no där anerer all Proposition de loi an all Proposition de révision de la Constitution op, a mir stëmmen dann eenzel iwwert d'Poursuite vun der Procédure législative of. Falls een d'Wuert zu enger Proposition de loi wëllt ergräifen, kann en dat natierlech maachen.

Den Här Bausch wollt direkt d'Wuert ergräifen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech wollt just nofroen, ech hu jo déi Lëscht net hei, mä…

(Interruption)

Sot Dir dann all Kéiers Bescheed, wat d'Äntwert war?

M. le Président.- Ech ziele se elo alleguerten op, wou eng Propos…

(Interruption)

Voilà! …eng Propos vun deenen, déi sollen drop bleiwen. An herno huele mer déi, déi sollen erofgeholl ginn. Mir mussen awer iwwer all Proposition de loi eenzel ofstëmmen.

Mir géifen dann elo zu där éischter Proposition de loi kommen. Dat ass d'Nummer… Ech kréie gesot, mir wären nach net en nombre utile. Dat wär natierlech...

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Neen, dat geet net.

(Interruption et hilatiré)

M. le Président.- Also, huelt Iech e Beispill un der Fraktioun vum Här Hoffmann.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här Hoffmann, Dir hutt et méi einfach. Dir musst just mat Iech selwer eens ginn.

Une voix.- Dat ass langweileg.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech géif vläicht déi Häre, déi ech do virun der Dier gesinn, bieden eranzekommen. Da si mer eventuell en nombre utile. Do kéinte mer dann...

(Interruption)

Wann den Här Diederich och elo nach erakënnt, an den Här Adam, da kënne mer lassfueren.

Also, mir hunn als éischt d'Proposition de loi d'Nummer 3442 vum Här François Bausch, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Waffen a Munitioun.

Ass d'Chamber fir d'Poursuite vun der Procédure législative vun dëser Proposition de loi?

Wien ass domadder d'accord?

(Assentiment)

Domat gëtt dës Proposition de loi weidergeleet.

Dann hu mer d'Proposition de loi vum Här François Bausch iwwert d'Pornographie. Mir stëmmen also och elo iwwert d'Poursuite vun der Procédure législative vun dëser Proposition de loi of.

Wien ass d'accord, datt mer déi Proposition de loi och viruginn?

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dat dote sinn déi, wou d'Fraktiounen eraginn hunn. A mir hunn déi do eraginn, datt mer déi do oprechterhalen.

M. le Président.- Fir nach eng Kéier, déi Der elo virgelies kritt, déi hunn am Prinzip vun de Fraktiounen den Accord, fir datt mer se viruleeden. Dat heescht, do ginn déi, ausser datt elo e Kolleeg oder eng Kolleegin e Problem hätt, hei approuvéiert. Ech gesinn, den Här Fayot wëllt dozou d'Wuert froen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt just froen, déi Operatioun, déi mer hei maachen, déi hu mer jo an der Commission du Règlement diskutéiert. An d'Iddi war jo - deen Délai vu sechs Méint, dee leeft vum 13. Oktober bis den 13. Abrëll -, fir deen ze iwwerbrécken, dass mer nach sechs Méint weider Zäit hätten.

Dat heescht, wa mer elo natierlech op deene Proposition-de-loien - 36, mengen ech – décidéieren, déi oprechtzeerhalten - ech weess net, eng 20 oprechtzeerhalen an der 16 ewechzehuelen -, da musse mer vun bis den 13. Abrëll eng Décisioun hei an der Plénière doriwwer huelen. Mir hate verstanen an der Commission du Règlement, mir - ausser dräi - géifen e Retrait automatique maachen, an da géifen déi, déi wëllen, dat dann erëm eng Kéier redéposéieren.

Well wa mer dat do elo maachen, dass mer wierklech herno 20 Proposition-de-loien nach um Rôle hunn, da musse mer - ech weess net wéini, dass mer dat bis den 13. Abrëll maachen? - hei an der Plénière doriwwer diskutéieren, fir onst Reglement ze respektéieren.

M. le Président.- Vläicht elo der Rei no. Hei hunn ech elo nach zwou aner Wuertmeldungen. Den Här Bausch an dann den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech wëll dem Här Fayot soen, datt mer dat do natierlech diskutéiert hunn. Mä esou einfach ass et awer net an der Praxis. De Punkt ass jo deen, datt bei deene Proposition-de-loien - deenen alen - eng Rei der och hei diskutéiert gi sinn, och Avisë virlouchen, sougutt vum Statsrot wéi vun der Regierung…

Jo, mä mir kënne jo net… Duerfir soen ech, mir hunn elo am Fong déi eraginn, déi am Fong nimools déi ganz Prozedur duerchlaf haten. Ob mer elo soen: „Mir halen déi oprecht an da bleiwen déi definitiv um Rôle", oder ob ech se nach eng Kéier d'nächst Woch déposéieren, dat ass jo awer wierklech dat nämlecht. Ech mengen, et deet mer leed.

Plusieurs voix.- Neen.

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ooohhh!

M. le Président.- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass gutt. Hei, gitt mer se nach eng Kéier. Ech déposéiere se direkt nach eng Kéier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech mengen de Kolleeg Fayot huet et hei richteg gesot. Mir hu laang driwwer diskutéiert an der Reglementskommissioun, wéi mer aus där Situatioun erauskommen. A mir sinn zur Konklusioun komm, datt all Proposition-de-loien am Prinzip ënnert déi nei Prozedur géife falen; och déi, déi oprechterhale gi sinn.

An dat hätt zur Konsequenz, datt déi dann alleguer bannent sechs Méint no Ufank vun dëser Legislaturperiod - dat heescht, bis elo den 13. Abrëll oder wéini war et gesot - hätte missen - da sinn déi sechs Méint ofgelaf - op den Ordre du jour gesat ginn, fir hei diskutéiert ze ginn a fir dann den éischte Vote ze huelen, ob eng Suite geet oder ob se klasséiert ginn.

A well dat net méiglech ass, zäitlech gesinn, ware mer eis eens ginn an der Reglementskommissioun, datt mer gesot hunn, mat Ausnahm vun dräi Proposition-de-loien - dat sinn der zwou vun der Kommissioun vun der Institutioun, wat d'Verfassung ubelaangt, an eng vun der Comexbu, wat d'Reform vun der Cour des Comptes ubelaangt, well déi schonn an der Prozedur fortgelaf sinn - géife mer dann déi dräi haut an d'Sitzung huelen, fir do den éischte Vote ze huelen, fir datt déi weiderginn.

An all déi aner, ware mer eis parteiiwwergräifend eens ginn, géifen d'Deputéierten zréckzéien a se da frësch deponéieren. An dann hu mer den Délai vu sechs Méint, fir déi ze behandelen.

Wa mer elo haut dat dote maachen, dann hätte mer dat jo missen op den Ordre du jour setzen an dann hätt jo missen iwwer all Proposition de loi och hei en Débat stattfannen, wou mer eis dann och hätte kënne preparéieren, fir wierklech ze kucken, ob se solle weidergoen oder net.

Ech géif duerfir en Appel maachen un alleguer déi Kolleegen - mir hunn et vun eiser Säit gemaach; ech muss zwar soen, och eréischt haut -, datt mer sollen alleguer déi Proposition-de-loien zréckzéien. Et kann ee se wuel, Kolleeg Bausch, direkt muer erëm frësch déposéieren, mä dann hu mer sechs Méint Zäit, fir driwwer ze diskutéieren. Soss musse mer se alleguer elo am Eilverfahren duerchhuelen ouni Diskussioun. An ech mengen, dat wär och net seriö.

M. le Président.- Also, ech wollt Iech just soen, Här Gibéryen, d'Conférence des Présidents huet eng aner Décisioun geholl. Ech sinn hei als President zoustänneg, fir déi Propositioun, déi d'Conférence des Présidents geholl huet, hei duerchzezéien. Mir sinn an der Conférence des Présidents zur Konklusioun komm, datt mer ebe justement déi Prozedur, déi Der richteg beschriwwen hutt, elo sollen duerchzéien, andeem mer haut décidéieren, wat fir eng Proposition-de-loie mer wëlle viruféieren an der Prozedur.

An duerfir maache mer jo elo justement déi Prozedur, fir ze évitéieren, datt mer eng laang Diskussioun iwwer all eenzel Propositioun hei musse féieren. Duerfir géif ech elo nach eng Kéier proposéieren, mir géifen hei virufueren, well et ass jo méi komplizéiert, wa mer elo d'Proposition-de-loien alleguerten zréckzéien…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Steet et dann um Ordre du jour?

M. le Président.- …an et muss erëm all Deputéierte se eenzel déposéiere kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et steet also um Ordre du jour. Dann hate mer dat falsch verstanen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President?

(Interruption)

M. le Président.- All d'Fraktiounen hunn d'Lëscht geschéckt kritt, hu gesot kritt, si sollen eis e Virschlag maachen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo!

M. le Président.- …wat fir eng Proposition-de-loie se wëlle bäibehalen a wat fir eng datt se wëllen zréckzéien.

(Interruption)

Elo huet den Här Berger d'Wuert, an da kritt den Här Schiltz d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Eng Kéier hunn ech ersat an der Reglementskommissioun an ech kann nëmmen deem bäipflichten, wat den Här Gibéryen elo grad gesot huet. Dat war op alle Fall dat, wat do diskutéiert gi war, a wou mer dann och mat denen Angaben an eis Fraktiounen zréckgaang sinn.

Bon, elo schéngt dann de Büro eppes aneschters décidéiert ze hunn. Mä et wär awer da wichteg, datt mer wëssen op Grondlag vu wat fir enger Prozedur mer elo…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, all Fraktioun huet dowéinst e Bréif kréit. Meng Fraktioun krut e Bréif.

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir hunn haut de Moien e Bréif un d'Fraktioun kritt…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, net de Moien.

M. Eugène Berger *(DP).*- …um eelef Auer, wat fir eng Proposition-de-loie mer géifen zréckbehale respektiv wat fir eng mer wéilten zréckzéien.

(Interruptions)

An ech mengen, da misst et awer elo kloer sinn, a wat fir enger Prozedur mer wieren a wéi mer dann elo hei weiderfueren.

Une voix.- Et ass kloer, mä bon.

M. le Président.- Den Här Schiltz wollt d'Wuert ergräifen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, et ass jo eng komplizéiert Fro dat do, well dat Reglement op 17 verschidde Manéiere vu 27 Leit interpretéiert gëtt. An dofir komme mer och hei net eraus. Meng Erënnerung ass déi, datt d'Conférence des Présidents an hirer Weisheet - sot wéinstens „très bien", Här Lux -…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …décidéiert hat, datt all Fraktioun eng Lëscht kréisch, wou se soll schreiwen „maintien" oder „retrait", an datt mer Iech déi Lëschte sollen ofginn, an datt Dir eis géift d'Lecture ginn hei vun deem, wat op deene Lëschte steet, an datt mer hei net nach brauche grouss opzefroen. Punkt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech war amgaangen, Här Schiltz, dat ze maachen, wéi verschidden Intervenanten, wéi den Här Gibéryen, gemengt hunn, dat wär awer net déi richteg Prozedur.

Nach eng Kéier, d'Conférence des Présidents huet eng Décisioun geholl, ech mengen, déi konform ass mat eisem Reglement. Mir kënnen natierlech elo nach laang doriwwer diskutéieren. Dir musst Iech just bewosst sinn, wa mer dës Woch keng Décisioun huelen, da sinn alleguerten déi Proposition-de-loie fort. Da si se fort!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, se sinn net fort.

M. le Président.- Dach, da si se fort, Här Gibéryen.

(Interruption)

Den Här Fayot, wann ech gelift, an da géif ech wierklech virschloen, datt mer géife versiche virunzefueren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, Här President, ech wollt just soen, wa mer elo hei décidéieren, esou wéi Der dat amgaange sidd ze maache mat deene Lëschten, déi d'Fraktioune krut hunn, fir – mettons - eng 15 Proposition-de-loien ze maintenéieren, an déi aner zréckzezéien, da musse mer d'ici le 13 avril hei an der Chamber eng Décisioun iwwert déi huelen, déi mer elo maintenéieren.

Dat ass dat, wat mer diskutéiert hunn an der Commission du Règlement. An ech gesinn net, wéi Der et anescht kéint maachen.

M. le Président.- Mä ech mengen zwar, Här Fayot, datt Der do net richteg leit. Wat mir elo haut maachen: Mir décidéieren, datt mer mat all deene Proposition-de-loien, déi ech elo opzielen, virufueren. An domadder hu mer déi Décisioun geholl. An déi aner, déi ginn zréckgezunn. Also, ech mengen, dat ass en long et en large an der Conférence des Présidents esou diskutéiert ginn. An ech gesinn och net, wéi mer dat kënnen aneschters maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wa mer et esou maachen, da wëllt dat doten an anere Wierder heeschen, datt domadder den éischte Vote bannent sechs Méint elo haut géif geholl ginn.

Plusieurs voix.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann dat de Fall ass, da maachen ech dat, wat ech de Moien ënnerschriwwen hunn, réckgängeg. Da gesinn ech net an, firwat datt mir eis sollen zréckzéien, wann déi aner hir bestoe loossen. Da loossen ech eis och bestoen, déi dann haut op den éischte Vote kommen.

Une voix.- Da si se all drop.

Une autre voix.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da si se eben alleguer drop. Da gi se eben haut alleguer duerch, an dann ass dat eben esou. Dat ass jo awer net de Sënn vum Zweck.

M. le Président.- Ech gesinn, datt hei jo nach e bësselchen Duerjerneen ass. Ech géif einfach proposéieren, datt sech d'Conférence des Présidents nach eng Kéier géif herno kuerz zesummesetzen an da le cas échéant muer nach eng Kéier zréckkommen, fir déi Proposition-de-loien dann nach eng Kéier virzebréngen.

Kënne mer domadder liewen?

(Assentiment)

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6072, eng Duebelbesteierungskonventioun tëscht Lëtzebuerg an 20 anere Länner. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Negri, Bausch, Gibéryen an Hoffmann. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6072 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Gesetz, dat mir haut stëmme sollen, gëtt e Punkt hanner eng Geschicht gemaach, déi elo schonn 20 Joer dauert a bei där net nëmmen e bësse fir eis Finanzplaz um Spill steet.

D'Fro ass allerdéngs déi, ob et sech bei deem Schlusspunkt ëm en definitiven oder nëmmen e provisoreschen handelt. Well dovunner hänkt net nëmmen d'Zukunft vun der Finanzplaz an hirem ganzen Ëmgeréits of, mä doriwwer eraus nach en Etleches méi, an dat net nëmme bei eis.

Dat ganzt Gedeessems ëm eng europäesch Steierharmoniséierung goung deemools, am Dezember 1989, un, wéi op Virstouss vu Spuenien hin de Finanzministerrot probéiert hat, eng europawäit Quellesteier op de Kapitalrevenuë vun de physesche Persounen anzeféieren. 14 Memberstate waren deemools derfir, dee 15. war dergéint; an dat war Lëtzebuerg. A well deemools, wéi och nach haut d'Regel gëllt, datt a Steierfroen d'Eestëmmegkeet am Ministerrot verlaangt ass, gouf et dunn näischt aus der geplangter Quellesteier.

Et war den deemolege Statsminister Jacques Santer, deen a Vertriedung vu sengem accidentéierte Finanzminister Jean-Claude Juncker déi Lëtzebuerger Vetoskaart gespillt huet, fir seng Finanzplaz doheem viru Schued ze bewahren. Et muss ee wëssen, datt d'Aktivitéit vun eise Banken deemools virun allem aus dem Privatkonnegeschäft bestoung an datt ënnert de Clienten och alt emol där waren, déi hir Suen op Lëtzebuerg bruecht haten, well se sech doheem virun de Steieren drécke wollten.

Natierlech war sech de Jacques Santer deemools der Gravitéit vu sengem Veto bewosst an huet, fir der Saach d'Spëtzt ofzebriechen, gläich en „goodwill"-Geste nogeschoss, deen doranner bestoung, datt Lëtzebuerg sech engagéiert huet, an Zukunft matzespillen, wa sollte Steierdelikter grenziwwerschreidend opgedeckt ginn; wuelgemierkt am Kader vun enger Entraide judiciaire, wéi se bekanntlech a kriminelle Fäll tëschent de Länner Usus ass.

D'Saach hat allerdéngs deen Hoken, datt et bei eis net esou richteg kloer war, wéini dann elo d'Steierstrëppen als kriminell unzegesi wier. Dofir huet emol virop missen déi Fro do gekläert ginn. Dat war dann och zwee Joer duerno de Fall, wéi an engem Gesetz de kriminelle Charakter vun der Steierhannerzéiung mat der Vokabel „escroquerie fiscale" definéiert gouf.

Datt mir eis deemools bei de grousse Spezialisten a Geldsaachen, nämlech bei de Schwäizer, inspiréiert haten, läit op der Hand, well déi maache säit jeehier de feinen Ënnerscheed tëschent „Steierdelikt" - am Schwäizerdäitsch „Steuerverkürzung" -, a „Steiercrime"; op Däitsch: „Steuerbetrug". Mä och si denken haut doriwwer no, ob ee bei all deem internationalen Drock op d'Bankgeheimnis dee rengen Ënnerscheed net vergiessen an einfach all Steierverstouss als kriminell Dot ugesi soll.

Den zweeten Akt vun eiser Geschicht huet am Juni 2000 op engem EU-Sommet zu Santa Maria da Feira a Portugal ugefaangen. Och deemools goung et, wéi schonn 1989, mat engem Iwwerraschungscoup un, deen dës Kéier vun den Englänner koum. Derbannst d'Lëtzebuerger Delegatioun am gudde Glaf no Feira gereest war, datt déi leideg Diskussioun iwwert d'Steierharmoniséierung mat där dräi Joer virdru vun der Lëtzebuerger Présidence proposéierter Kompromëssléisung iwwer eng Cohabitatioun vun zwou Solutiounen, nämlech dem Choix tëschent Quellesteier an Informatiounsaustausch, op en Enn bruecht géif.

Desto méi grouss war d'Surprise, wéi ausgerechent d'Englänner - där hir City sech ni gären an d'Kaarte kucke léisst, gelooss huet, an och nach haut net dra kucke léisst, a bestëmmt net zu de Champione vum Informatiounsaustausch gehéiert -, wéi grad si also déi sougenannte Kontrollmatdeelung als eenzeg an absolut Regel fir jiddweree gefuerdert hunn.

Well awer deemools dräi Länner carrément dergéint waren, an et nun eben net ouni Eestëmmegkeet am EU-Ministerrot geet, wann et ëm Steiersaache geet, gouf dann dunn d'Zweegleisegkeet, also den Niewentenee vun Informatiounsaustausch a Quellesteier, zréckbehalen; allerdéngs mat där feiner, awer wesentlecher Nuance, datt d'Quellesteier als Exceptioun an och iergendwéi als zäitlech begrenzt ugesi gouf.

Domat haten déi dräi Memberslänner, déi mat der Quellesteier hiert Bankgeheimnis rette wollten, nämlech d'Belsch, Éisträich a Lëtzebuerg, einstweilen hiert Zil erreecht,

quitte datt si hu misse schwéieren Häerzens eng Staffelung vun der Quellesteier bis erop op 35%, also prohibitiv 35% no aacht Joer, akzeptéieren.

Am Juli 2005 ass déi doropshin entstanen Direktiv a Kraaft getratt, bei där hirer Preparatioun eis Säit - d'Lëtzebuerger Säit - kräfteg matgedréit hat, besonnesch wat den Applikatiounsberäich vun der Quellesteier an notamment där hir Limitatioun am Fongeberäich ubelaangt.

Et hätt ee kënne mengen, domat wäre mir iergendwéi aus dem Schneider, dat ëmsou méi, wéi sech dräi Joer duerno bei der Iwwerpréiwung, déi war virgesinn, vun der Effikassitéit vun deenen zwou Methoden erausgestallt huet, datt d'Quellesteier tipptopp funktionéiert an d'Kontrollmatdeelung - déi berühmt - éischter ze wënschen iwwreg léisst.

Mä du koum d'Kris, a mat hir koumen d'Geldsuerge vun den Industrienatiounen, déi derzou gefouert hunn, datt ugefaange gouf, d'Suen aus allen Ecken erauszekrazen, inklusiv déi, déi dem Fisc doheem bis dohin entgaange waren, well etlecht Kapital am Ausland ugeluecht war.

Un a fir sech ass dat jo och net verbueden, mä da mussen awer d'Suen an deem Moment besteiert gi sinn, wéi se verdéngt goufen, an d'Akommes, wat se a Form vun Zënsen oder Dividenden ofwerfen, muss och dem Fisc déclaréiert ginn.

Wuel gëtt déi lescht Exigenz mat der anonym ofgeféierter Quellesteier erfëllt, mä dat ass net onbedéngt de Fall fir déi éischt Méiglechkeet, well et jo net ausgeschloss ass, datt eise Client vläicht vergiess hat, säi Revenu doheem ze versteieren, éiert hien dermat offshore gaangen ass.

Dat huet eis auslännesch Frënn a Partner dozou bruecht, deene sougenannte Steierparadäiser den Damp waarm ze maachen a se ëmmer méi ënner Drock ze setzen, fir datt si hiert Bankgeheimnis sollen opginn. Et schéngt wéi wa si hoffe géifen, domat hir Finanzproblemer léisen ze kënnen, och wann déi puer honnert Milliounen, déi sech do erwaart ginn, bei deem heitegen Ausmooss vun der Statsverscholdung e bëssen iwwerall dach nëmmen eng Drëps op e waarme Steen däerfte sinn.

Op der éischter Réunioun vum G20 d'lescht Joer zu London, wou deen neie Gremium sech als - allerdéngs net am geréngste legitiméiert - Weltregierung waarmgelaf ass, koumen dann och d'Steierparadäiser un d'Rei. Eigentlech sollt do iwwer Mëttel a Weeër behachelt ginn, fir aus der Kris erauszekommen, an et sollten och Lektiounen aus deem Crash gezu ginn, dee jo vun de Banken, virun allem vun den angelsächseschen Investmentbanken, ausgeléist gi war.

Mä ee vun deenen, déi ronderëm den Dësch souzen - et war net grad dee Gréissten -, wollt mordicus deenen nure vag definéierte Steierparadäiser den Hals ëmdréien an huet sech net ginn, bis datt d'OCDE gezwonge gouf, iwwer Nuecht déi néideg Kritäre fir d'Definitioun vun engem Steierparadäis ze bastelen, an och gläich eng Lëscht matzeliwweren, oder villméi dräi Lëschten: eng schwaarz mat deene ganz Schlëmmen, eng wäiss mat deenen, déi sech näischt virzewerfen haten, an dertëschent eng gro, eng zimlech laang, op där och Lëtzebuerg stoung.

D'Konditioun, fir vun där groer Lëscht erofgeholl ze ginn an op déi wäiss ze kommen, gouf och direkt bäigeluecht. Wann een e bestëmmten Artikel vun der OCDE hirem Duebelbesteierungsmodell - et handelt sech ëm den Artikel 26, Absatz 5 - a seng Ofkommes mat anere Länner iwwerhëlt an op d'mannst zwielef Duebelbesteierungsofkommen no deem Modell ofschléisst, dann ass een am Gudden an et lant een op der wäisser Lëscht. An dat wollt eis Regierung aus verständleche Grënn esou séier wéi méiglech.

Den Artikel 26, Absatz 5 hat Lëtzebuerg bis dohin net a seng - 57 waren et der dee Moment - Duebelbesteierungsofkommen iwwerholl, well hien net grad mat eiser Opfaassung vum Bankgeheimnis iwwereneegeklappt huet. Den Artikel beseet nämlech, datt am Fall vun engem Verdacht op Steierhannerzéiung dat Land, wou de Steierzueler seng Suen higedoen huet, derzou ugehalen ass, all méiglech Informatiounen iwwert dee betreffende Bankeclient erauszeréckelen.

Dat war, wéi gesot, bis elo bei eis nëmmen de Fall, wann et sech ëm en evidente Steierbedruch, also ëm Escroquerie fiscale, gehandelt huet; an dann och nach nëmmen iwwert de Wee vun der Entraide judiciaire.

Den Artikel 26 awer mécht éischtens dee feinen Ënnerscheed net méi tëschent Steierverkierzung a Steierbedruch, an zweetens verlagert hien déi Échangesprozedur op den administrativen Niveau, dat heescht, d'Ofwécklung geschitt iwwert d'Steierverwaltungen an net méi iwwert d'Geriichtsinstanzen.

Fir esou séier wéi méiglech aus der Schosslinn vun de Steierparadäisjeeër ze kommen an der ganzer Welt ze beweisen, datt eis Finanzplaz kee Lach fir knaschteg an och net fir schwaarz Suen ass, huet eise Finanzminister sech op d'hënnescht Bee gesat an a kierzester Zäit eng Rei Ofkommen noverhandelt, fir den OCDEs-Artikel bäizeflécken. A bei deene Konventiounen, déi dee Moment nach am Tube waren, huet hien déi Dispositioun direkt mat drageschriwwen.

Am éischte Fall waren et der 15, dorënner Schwéiergewiichter wéi Amerika, England, Frankräich, Däitschland, an am zweeten nach eng Kéier fënnef mat ënner anerem Spuenien a Mexiko. Dat waren also zesummen 20 Länner, an domat méi wéi genuch, fir vun der groer op déi wäiss Lëscht ze kommen. Genau geholl waren et der souguer 21, bei deene sech den Artikel 26 elo applizéiert, well Lëtzebuerg entretemps eng Duebelbesteierungskonventioun mat Indien ofgeschloss hat, an där en Alignement mat deenen 20 anere scho virgesi war.

Här President, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ze befannen hunn an deen, niewebäi gesot, mat sengem verschwendereschen, zwou an eng hallef Säite laangen Intitulé an d'Guinness-Buch vun de Rekorder gehéiert, huet zwee Voleten. Engersäits geet et ëm d'Ratifizéierung vun deene 15 amendéierten an deene fënnef neien Duebelbesteierungsofkommen, an anerersäits ëm d'Prozedur fir déi bis elo an där Form net kannte grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëschent Steierverwaltungen.

De Fait, datt mir et hei mat zwee verschiddene Sujeten ze dinn haten oder nach ze dinn hunn, vun deenen deen zweeten, deen iwwert d'Prozedur beim Échange, en eendeiteg juristesche Charakter huet, hat de Statsrot zu deem Virschlag inspiréiert, de Gesetzesprojet an zwee ze splécken an d'Konventioune separat vun der Prozedur ze ratifizéieren.

Déi Iddi ass awer net zréckbehale ginn, well esou eng Zweegleisegkeet hätt gären zu enger Verschleefung vun deem Ganze geféiert, wat eis dann dobausse bestëmmt als faulen Trick ausgeluecht gi wier, fir d'Entraide op d'laang Bank ze drécken. Als gebrannte Kanner, deenen an der Vergaangenheet ëmmer erëm, a meeschtens zu Onrecht, just déi Verzögerungstaktik virgeworf gouf, wollt d'Regierung dee Risque net agoen. En Argument, deem sech Är Finanzkommissioun net verschléisse konnt.

Et wär natierlech vill iwwert déi 20 Konventiounen ze soen, déi mir mat dësem Gesetz ofseene sollen, mä well et sech ëm bilateral Ofmaachungen handelt, kann ee schwéierlech nodréiglech an eesäiteg doranner erëmpiddelen. Déi Iwwerleeung gëllt iwwregens och fir deen aneren Deel vum Gesetz. Well och wat d'Prozedur ubelaangt, ass dat Meescht schonn an den Ofkommen oder an den „side letter" festgehalen a kann net spéider am Gesetz ëmgebéit ginn.

De Spillraum, deen do dem Législateur bleift, ass deemno net méi allze grouss. Datt do vläicht déi eng oder déi aner Detailfro opstoe bleift, kann een dann och net ausschléissen.

Eng vun deene Froen, an net déi onwichtegst, ass déi, ënner wéi engen Ëmstänn eis Steierverwaltung iwwerhaapt eng Demande vun hiren auslännesche Kolleegen akzeptéiere kann. Hei muss natierlech genee opgepasst ginn, datt déi Ufroen aus dem Ausland och wierklech begrënnt a berechtegt sinn an datt et sech net ëm sougenannt „fishing expeditions" handelt, déi, wéi d'Wuert et seet, dorop ugeluecht sinn, e méiglechst breet Netz auszewerfen, an der Hoffnung, datt um Enn deen een oder anere Fësch dann awer dran hänke bleift.

Eng aner Fro ass déi, ob dee betreffende Steierzueler oder -netzueler, iwwert deen de Fisc gär eppes gewuer gëtt, iwwert déi Démarche informéiert muss ginn, éiert d'Requête erausgeet. Dat steet ganz däitlech an der Konventioun mat Däitschland, awer manner kloer an deenen aneren Ofkommen, wou et just heescht, d'Législatioun vun deem jeeweilege Land, dat d'Entraide ufreet, géif applizéiert ginn.

Déi Fro sollt een allerdéngs elo net op d'liicht Schëller huelen, well dorunner hänkt erëm eng aner, nämlech déi, ob den incriminéierte Steierzueler iwwerhaapt amstand ass, fir sech eventuell géint d'Virgoe vum Fisc ze wieren, wéi d'Gesetz dat ausdrécklech virgesäit. Dat kann hien natierlech net, wann hien näischt vu sengem Ongléck weess.

Dann huet sech och nach eng Fro gestallt, wien dann elo am Fall vun engem Informatiounsgesuch ze reagéieren hätt. Wien? Ass et de Client selwer, oder ass et d'Bank, déi och „détenteur des renseignements demandés" ass - wéi et esou schéin heescht -, oder sinn et déi béid?

Derbannst hei d'Meenungen an deene concernéierte Kreesser nach ëmmer e bëssen auserneendriften, ass d'Gesetz kloer: Et ka souwuel deen ee wéi deen anere sinn. D'Bank oder hire Client hu genee ee Mount, fir der Opfuerderung nozekommen, mat deene gefroten Informatiounen erauszeréckelen, soss gëtt et eng Bous, déi bis 250.000 Euro goe kann.

Allerdéngs hunn déi Betraffen d'Méiglechkeet, beim Verwaltungsgeriicht Asproch géint eng Informatiounsufro anzeleeën an där hir Annulléierung ze verlaangen. Sollte si ofgewise ginn, bleift hinnen ëmmer nach d'Méiglechkeet, an Appel ze goen a bei der nächster Instanz, der Cour administrative, unzeklappen, wat da bannent 14 Deeg no der Décisioun vum Tribunal administratif geschéie muss.

Wéi Dir gesitt, hu mer et hei mat zimlech kniwwelege juristesche Subtilitéiten ze dinn, déi awer vu rechtsstaatlecher Wichtegkeet sinn, well och een, deen der Steierhannerzéiung verdächtegt gëtt, huet e Recht op Verdeedegung a kann net einfach opgrond vun engem Verdacht vun enger Verwaltung plattgemaach ginn.

Et géif eis hei ze wäit féieren, fir all déi Détailer ënnert d'Lupp ze huelen, déi dëst Gesetz ausmaachen. Deen een oder deen aneren dervu wäert wuel an der Praxis nach Froen opwerfen, esou datt Nobesserungen um Gesetz spéider net ausgeschléisse sinn. Schliesslech hu mir et hei mat enger neier Prozedur ze dinn, déi zwar Parallelle mat der gewinnter Entraide judiciaire opweist, déi awer als Entraide administrative fir eis en Novum ass.

Kolleegen a Kolleeginnen, ech hunn éineschter gesot, déi grouss Fro wier déi, ob mir mat dësem Gesetz dann elo en definitive Schlusspunkt hannert déi leedeg Steiergeschicht setzen, oder ob et sech net einfach nëmmen ëm eng weider Statioun op deem Harmoniséierungskalvarium handelt, no där nach eng aner kënnt, déi riskéiert eiser Finanzplaz nach vill méi wéi ze doen.

Et ass gewosst, datt eis europäesch Partner scho längst e Schrëtt méi wäit sinn an et fir si elo scho quasi acquis ass, datt d'EU-Länner et net beim Informatiounsaustausch op Ufro nom Modell OCDE belooss wäerten, mä esou séier wéi méiglech en automateschen Austausch fir jiddwereen aféiere wëllen. Europa huet deemno vir, nach e Schrëtt méi wäit ze goe wéi de G20, deen der Meenung ass, datt den Échange sur demande misst duergoen, fir de Problem ee fir alle Mol ze léisen, wéi de Secrétaire vum Weltforum fir Transparenz an Informatiounsaustausch net méi spéit wéi virgëscht nach an engem Interview däitlech ënnerstrach huet.

Do muss ee sech dann awer wierklech froen, ob eis EU-Partner sech iwwerhaapt bewosst sinn, wat si do am Schna hunn a wat fir eng déif gräifend a fatal Konsequenzen esou en automateschen Austosch wäert hunn. An dat net nëmme fir déi sougenannt Steierparadäiser.

Wann een dorop hiweist, datt jo eigentlech mat enger Quellesteier - wéi déi meescht State se bei sech doheem applizéieren - de Problem geléist misst sinn, well jo all Land déi Steiere kritt, déi him zoustinn, da kritt ee geäntwert, domat géif et net duergoen. E Stat hätt nun eben d'Recht, alles iwwer seng Bierger ze wëssen. An anere Wierder: E Bankgeheimnis, dat jo eigentlech erfonnt ginn ass, fir de Bierger a senger Privatsphär ze protegéieren, däerf et net ginn. De Mënsch huet fir d'Autoritéiten total duerchsiichteg, total transparent ze sinn - éiere well, wéi et heescht, Wësse Muecht bedeit? Dat ass eng Fro.

Ech wëll elo hei kee philosophesche Plädoyer fir en absolut - en absolut! - Bankgeheimnis halen, an ech wëll och net d'Gespenst vum Big Brother un d'Mauer molen, net deen aus der Televisioun, mä deen den George Orwell scho sengerzäit a sengem Buch „1984" esou andrénglech beschriwwen huet.

(Interruption)

Et gouf emol aner Saachen, déi méi schlëmm nach sinn.

Ech wëll just dorop hiweisen, wat en automateschen Informatiounsaustausch, wéi e vun deenen aneren EU-Staten elo verlaangt gëtt, fir Europa am Allgemengen a fir Lëtzebuerg a seng Finanzplaz am Besonnesche mat sech brénge géif.

Do wär emol fir d'éischt d'Tatsaach, datt, wéi et am G20 däitlech ginn ass, de Rescht vun der Welt dem europäesche Beispill net follege wäert. An anere Wierder: Europa ass amgaang, un engem System ze bastelen, deen all déi, déi net ganz plakeg virum Stat wëlle stoen, mat hire Suen iwwert d'Grenz dreiwe wäert, Suen, déi jo Europa nach ewell gutt kënnt gebrauchen, ëmsou méi, well mir eis lues mussen agestoen, datt d'Musek ëmmer manner an eiser aler Welt an ëmmer méi en anerzwousch spillt.

Et freet ee sech och, wéisou dëst Argument vun der Kapitalflucht aus Europa eraus elo op eemol net méi gëlle sollt, wou et dach awer deemools, 2000, zu Feira nach gehollef hat, d'Lëtzebuerger Fuerderung no enger Quellesteier an enger Abannung vun der Schwäiz an aneren Drëttlänner duerchzedrécken. Et ass evident, datt hei Europa amgaang ass, sech ganz einfach an den eegene Fouss ze schéissen.

Déiselwecht Europäer schénge sech och net un deem Widdersproch ze stéieren, datt si d'Quellesteier-Solutioun an der Unioun erwierge wëllen, derbannst déi Meescht vun hinne se bei sech doheem monter applizéieren. Datt si domat op eng Diskriminatioun vun deene Bierger lassteieren, déi hir Suen an engem aneren EU-Stat uleeën, ass geneesou aberrant a contraire zum europäesche Geescht, wéi de Versuch, de gemeinsamen europäesche Finanzmaart domat erëm ze renationaliséieren.

Datt sech bei esou vill Kuerzsiichtegkeet de Rescht vun der Welt, a virun allem d'Finanzplaze baussent Europa heemlech an d'Fauscht laachen, schénge se zu Bréissel net ze mierken. Mä well et nun eemol ass, wéi et ass, an dem Schiller säi Wuert nach ëmmer gëllt, datt géint eng gewësse mënschlech Schwächt souguer d'Götter ëmsoss kämpfen, bleift eis wuel näischt aneschters iwwreg, wéi eis mat där Realitéit ausenanerzesetzen an ze versichen, dat Bescht doraus fir d'Finanzplaz a fir d'Land ze maachen.

Jiddefalls hu mir an huet och d'Regierung d'Hoffnung net opginn, datt eisen EU-Partner dach nach eng Späicherliicht opgeet an datt si sech dat mat deem automateschen Austausch nach eng Kéier ganz gutt iwwerleeën. Zumools deen Austausch och hinnen eng Kuerbel voller Nodeeler brénge géif, géint déi déi erwaarte Virdeeler kaum an d'Gewiicht falen.

Et ass elo allerdéngs net esou, datt eis Bankeplaz, eise Bankesecteur sech däers Damoklesschwert bis elo net bewosst gewiescht wier, dat do iwwer em hänkt.

Scho Mëtt den 90er Joren ass u Strategië gebastelt ginn, déi dovun ausgoungen, datt d'Bankgeheimnis à terme géif eescht an d'Quëtscht geroden. Schonn deemools ass sech no neien Aktivitéiten ëmgekuckt ginn, deemools ass d'Fongegeschäft gepusht ginn a sinn nei Nischen erschloss ginn, wéi déi vun de Pensiounsfongen, der Titrisatioun a souguer dem Electronic Banking, deen, niewebäi gesot, zwar dem Secteur selwer net dat bruecht huet, wat e sech erwaart hat, dofir awer net ganz onschëlleg un där erfreelecher Entwécklung war an ass, déi den E-Commerce bei eis geholl huet.

Elo kënnt et dorop un, där Finanzplaz nei Perspektiven ze ginn, déi deene geännerten Ëmstänn ugepasst sinn an déi dorop ausgeriicht sinn, der Plaz hir Dynamik ze erhalen, déi si an deene leschten 30 Joer zur Lokomotiv vun eiser Ekonomie gemaach an domat och fir deen aussergewéinleche Wuelstand gesuergt huet, dee mir an all deene Jore kannt hunn an hoffentlech och nach weider kenne wäerten.

Eng Finanzplaz, Här President, wéi eis, muss sech all zéng Joer nei erfannen, wa si wëllt mat der internationaler Konkurrenz mathalen oder hir souguer e Stéckelche wëllt viraus sinn. Grad déi weltwäit Kris, an där mir am Moment stiechen, an och déi national Strukturkris, déi sech nach do droppafft, sollten eis dozou unhalen, nei unzerappen. Eng wichteg Viraussetzung hu mir schonn domat erfëllt, datt mir der Plaz mat der Uni Lëtzebuerg an hirer Luxembourg School of Finance dat richtegt Kompetenzfëllement ginn hunn. E weidere wichtege Schrëtt ass elo kierzlech gemaach ginn, wéi de Finanzminister dee Thinktank, dee fréier Codeplafi geheescht huet an elo Haut Comité de la Place financière heescht, reaniméiert huet, an dee sech elo voll op d'Orientéierung vun der Finanzplaz fir d'Zukunft konzentréiere soll.

Et läit wuel op der Hand, datt zu deem Comité sengen Aufgaben, Här Minister, och d'Ausschaffe vun enger Strategie gehéiere muss, mat där mir d'Kéier mat eisem Bankgeheimnis kréie wëllen. Sou wéi mir bis elo ëmmer erëm méi oder wéineger d'Kéier kritt hunn, wann d'Lompe gestonk hunn.

Dat gesot, géif ech der Chamber am Numm vun hirer Finanzkommissioun uroden oder se invitéieren, dësem Projet mat dësem ellelaangen Intitulé hir Zoustëmmung ze ginn. Ech kann dat och op d'mannst am Numm vu menger Fraktioun, vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Thiel Merci. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech soen och dem Rapporteur direkt Merci. An och als Oppositiounspolitiker muss een och der Regierung Merci soen, dass se rapidement, nodeem mer op där groer Lëscht waren, gekuckt huet fir ze reagéieren a Léisungen ze fannen.

Ech muss Iech soen, Här President, dass d'Reaktiounen dobaussen heiansdo ganz hefteg waren. Ech ka mech erënneren un eng Reportage op France 2, wou mer als Wäschmaschinn vun Europa vun der Welt beschriwwe gi sinn. Och de Rapporteur huet hei vun enger klenger Persoun geschwat. Ech weess net, wien e gemengt huet.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Den Här Sarkozy.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ah, Dir hutt den Här Sarkozy gemengt. Ech wosst et net, dowéinster,...

(Interruption)

...mä well eben ech net wëll iwwert d'Critères physiques vun deem engen oder deem aneren diskutéieren, well mir jo awer och en Antidiskriminatiounsgesetz iwwert den Aspect physique hunn, wollt ech dat net soen.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- En ass méi grouss wéi Frankräich. Et wor dat, wat ech domat wollt soen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ah, da wor et fir d'Land.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä dann, op jidde Fall beim Här Sarkozy, wou ech och zimlech iwwerrascht sinn, dass d'Lëtzebuerger do un de Pranger gestallt ginn, a wann ee kuckt, dass zum Beispill déi Persoun, déi virdrun zitéiert ginn ass, awer och Co-Prince vun Andorra ass, an dass ech awer net vill héieren, op jidde Fall um internationalen Niveau, wat aus deem engen oder deem anere Land och gemaach gëtt, fir deene Reprochen, déi se aus dem Ausland kéinte kréien, entgéintzekommen.

Fir verschidde Leit, wann een dobausse lauschtert, huet een d'Gefill, dass dëst Ofkommes an dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, den éischte Schrëtt wier zum Opgi vum Secret bancaire, an dass selbstverständlech, nodeem mer déi heite Projeten elo gestëmmt hunn, et fäerdeg wäert sinn, an dass an Zukunft nach aner Schrëtt wäerte vun aneren EU-Länner oder vun anere Länner op jidde Fall ënnerholl ginn.

Ech muss Iech soen, Här President, den Här Rapporteur huet ee Wuert benotzt, wat an Europa normalerweis d'Symbolik war vun Europa. Dat wor bei verschidde Froen d'Eestëmmegkeet. An dass een do mat deenen aneren eens ginn ass. Et kann ee sech souguer d'Fro stellen, ob Europa an eis Kolleegen dowéinster bei der OCDE geklappt hunn a gesot hunn: „Als Europa kënne mer elo näischt maachen. Dofir kucke mer eng aner Institutioun ze fannen, déi dat vläicht kéint maachen." Et deet wéi, wann ee vu Méthode communautaire, vu Konsens schwätzt, an op eng Kéier gesäit, dass déi, déi d'Haaptartisanë si géint Lëtzebuerg, aner europäesch - entre guillemets - „Kolleegen" sinn.

Här President, fir deen een oder deen anere Punkt... Ech mengen, de Rapporteur huet scho ganz vill iwwert de Projet de loi gesot. Ech wëll awer op deen een oder deen anere Punkt zréckkommen. Mir hunn an der Kommissioun nämlech laang driwwer diskutéiert, well dat wor grad och dee Moment, wou dee Fait war mat deene geklautene Lëschte vu Clienten, a wou elo d'Fro ass. Am Text steet nämlech net dran, a mir haten dat och gefrot, ob net misst awer drastoe kommen, dass een d'Informatioun, d'Basis vun der Informatioun op eng legal Aart a Weis sollt kréien.

Stellt Iech emol vir, eng Lëscht gëtt hei zu Lëtzebuerg geklaut, si gëtt dann an d'Ausland verkaaft, an op eng Kéier seet déi däitsch Regierung, well Dir gesitt jo, do sinn nach grouss Diskussiounen: Mir hu kee Problem mat där Lëscht, bei eis ass dat erlaabt, dass déi duerno benotzt kéint ginn.

Déi Lëscht ka jo selbstverständlech net integral, esou wéi den Här Rapporteur et och scho gesot huet, hei benotzt ginn. Mä et kann een awer dorauser deen een oder deen aneren huelen, an et brauch ee jo net ze justifiéieren dann och hei zu Lëtzebuerg, wéi een iwwerhaapt un déi Informatioun komm ass, fir deen een oder deen anere Client ze ëmfroen an Informatioun iwwert dee Client ze kréien.

Ech hätt léiwer gehat, et hätt een ab initio gesot, dass een d'Informatioun muss op eng legal Basis kritt hunn, an net dass et geet, dass een eng geklaute Lëscht kann duerno benotzen.

Här President, et sinn nach aner Problemer, oder op jidde Fall Froen, déi ee sech ka stellen. Et ass fir d'éischt am Droit pénal, sauf erreur de ma part, dass och am Fong eng Persoun, déi net direkt informéiert gëtt, awer informéiert ass. Am Fong e Client vun enger Bank, wou op eng Kéier eng Demande kënnt, ass den Délai an och d'Bank, déi dann informéiert ass, dat geet dann duer, fir dass considéréiert gëtt, wéi wann den Tiers Bescheed weess.

Mir hunn esou Systemer. Fir deen een oder deen aneren, deen et net weess, dass ee kann an engem Zeitungsartikel, de Parquet zum Beispill, aus engem Uerteel oder enger Convocatioun en Artikel maachen. Dat zielt fir d'Délaien, dass ee seet, wann déi Publicatioun do stattfonnt huet, leeft den Délai, an déi Persoun ass supposéiert, d'Zeitung gelies ze hunn.

Hei ass et de Client, dat heescht d'Bank, déi informéiert gëtt, a vun deem Dag un zielt dann och den Délai. An et ass e bëssen delikat awer, well et huet een net de Bewäis, dass de Client erreecht ginn ass. Bon, mir haten och an der Kommissioun doriwwer d'Diskussioun. An d'Äntwert war, dass d'Bank soll wëssen, wéi se un de Client soll kommen, mä Garantien, dass dat ëmmer klappt, kann ech op jidde Fall hei net garantéieren.

Ech muss Iech awer soen, Här President, dass ech ganz frou sinn, dass d'Regierung - well et sinn aner Regierungen, déi dat net gemaach hunn - virgesinn huet, dass een e Recours ka maache géint déi Décisioun vun der Steierverwaltung, a souguer, dat muss een och soen, well dat net ëmmer de Fall ass, dass een Appel ka maachen. An ech mengen, déi Punkte soll een och ënnersträichen.

Här President, nach ee Punkt, wou ech mer e bësse Froe gestallt hunn. De Barreau huet och en Avis geschriwwen, an ech mengen, et soll een och ervirhiewen, dass vill Punkten dra waren, déi och fir Diskussioun gesuergt hunn. Bei mir wor einfach d'Fro och vun den Étuden. Et gëtt eng Distinctioun gemaach bei deenen, déi Domiciliatioun maachen, bei deenen, déi am Fong Droit des affaires maachen, a bei deenen, déi Contentieux maachen. Ech soe just, dass d'Grenz tëschent deenen zwee ganz kleng ass.

Mir soen, dass en Détenteur d'informations déi muss erausginn, an eng Étude, déi Informatiounen iwwer eng Gesellschaft huet, déi ass Détenteur d'informations, da misst déi se erausginn. Et ass ganz delikat, fir ganz genau den Tri ze maachen, wat e Conseil ass a wat op jidde Fall kee Conseil ass. Bon, de Barreau huet gesot, dass een déi Trennung tëschent Contentieux an Droit des affaires do misst maachen. An déi Domiciliatioune maachen. Ech hu just e bëssi Angscht, dass mer am Moment vill Texter kréien, wou u Secrets professionnels vun deem engen oder vun deem anere geknabbert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu schonn als Introductioun jo gesot, dass et fir eis wichteg ass, dass mer Äntwerten hunn op déi Problemer, déi mer haten. Et wier traureg an dramatesch souguer fir eist Lëtzebuerger Land gewiescht, wa mer nach laang op der groer Lëscht bliwwe wieren. Ech weess awer elo net, wat d'Imaginatioun vun eisen Nopeschlänner a Kolleege wäert sinn, ob elo nei Lëschte kommen, ob Grillë kommen, oder wat se nach wäerten erfannen.

Mir stinn op jidde Fall hanner eiser Regierung, fir datt eis Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg déi bleift, déi se ass, well se eng florissant Bankeplaz ass, well et eng Bankeplaz ass, déi ganz vill Aarbechtsplazen hei schaaft, an dass een net kann drun denken, dass een haut wéilt d'Bankeplaz, hei Lëtzebuerg selbstverständlech, andeem een awer déi international Gesetzgebung respektéiert, awer wéilt opginn. Wann dat en Zeechen ass, dat deen een oder deen aneren hei verstanen huet, wier et traureg.

Ech wier awer just méi frou gewiescht, Här President, esou wéi ech och scho virdru gesot hunn, wann deen een oder deen anere Punkt, deen ech virdrun ervirgehuewen hunn, awer an den Text komm wier, wéi d'Legalitéit vun den Informatiounen. Mir sinn net an déi Richtung gaangen. Et ass och schwéier ze beweisen. Mä bon, et kann ee jo nach ëmmer als Bank eng Plaz jo och pénale maachen, andeem ee seet: „Ech hu meng Lëscht geklaut kritt bei mir op der Bank." Da misst normalerweis den Dossier en suspens gehale ginn.

Do wore grouss Diskussiounen, well normalerweis ass et jo «le pénal tient le civil en état». An et woren Diskussiounen, ob dat och beim Droit administratif jo de Fall wier. Ech menge just, dass ee selbstverständlech muss sech eens sinn, dass et net ka sinn, esou wéi de Rapporteur et gesot huet, dass ee kënnt mat engem Tëlefonsbuch a seet: „Elo gitt mer wann ech gelift alles vun Informatioun, wat Der iwwert deen een oder deen aneren hutt." Dass punktuell en Informatiounsaustausch muss kommen, komme mer net derlaanscht.

Dowéinster, Här President, wäerte mir och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei dëse Projet de loi stëmmen. Mä wéi gesot, et ass net, well mer et elo haut gestëmmt hunn, dass mer kënne ganz roueg sinn a mengen, dass déi aner eis mat Rou loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci, an als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Lucien Thiel Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Déi nei ausgehandelt Duebelbesteierungsofkommen, déi mat dësem Projet de loi vun haut approuvéiert ginn, hunn d'Lëtzebuerger Finanzplaz elo emol temporaire erëm aus der internationaler Schosslinn geholl, an där se sech nom Londoner G20-Sommet vum Abrëll 2009 befonnt huet. Quasi iwwer Nuecht hu mer eis deemools op enger groer Lëscht erëmfonnt a goufen un de Pranger gestallt als ee Land, wat sech den internationale Steierstandarden zwar offiziell verflicht huet, mä dës Kritären awer net ëmgesat huet.

Fir eng international renomméiert Finanzplaz wéi Lëtzebuerg kënnen esou Klassifizéierunge fatal Auswierkungen hunn. Wann ee bis eemol eng Kéier op esou enger Lëscht steet, ass ganz schnell Schued ugeriicht. Eenzel Länner hunn dann och d'Geleeënheet benotzt, fir eis ganz Finanzplaz staark doropshin ze kritiséieren. Et si ganz vill Amalgamë gemaach ginn a falsch Uschëllegungen derbäi, och aus deene Grënn, fir virun eegene Mëssständ a Problemer an deene respektive Länner ofzelenken.

Dofir mengen ech, an Zukunft musse mer engersäits d'international finanzpolitesch Entwécklunge ganz genau am A behalen an anticipéieren, fir, falls noutwendeg, schnell kënnen ze handelen an eis Finanzplaz géint oft willkürlech Attacken ze schützen.

Op där anerer Säit soll een awer elo net an eng Blockadlogik verfalen an all gutt gemengte Recommandatiounen ofweisen, andeems een op d'Spezifissitéite vun der Lëtzebuerger Bankeplaz verweist. Dofir soll een och de Rapport d'évaluation vum GAFI, dem Groupe d'action financière vun der OECD, deen den 19. Februar 2010 presentéiert gouf, seriö elo ënnert d'Lupp huelen.

D'LSAP begréisst dofir, dass d'Regierung d'lescht Woch an der Finanzkommissioun e Plan d'action ugekënnegt huet, fir ze kucken, wéi ee verschidde GAFI-Recommandatiounen, déi pertinent sinn, ëmsetze kann. Leeë mir elo d'Hänn an de Schouss, riskéiere mir eis ganz schnell erëm op iergendenger groer oder schwaarzer Lëscht erëmzefannen.

Ech wëll d'Geleeënheet notzen an nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Lëtzebuerger Regierung, nodeems Lëtzebuerg sech op der groer Lëscht erëmfonnt huet, schnell reagéiert huet. A kuerzer Zäit sinn 20 Duebelbesteierungsofkommen nei verhandelt ginn, fir se konform zu den OECD-Normen a Bezuch op den Informatiounsaustausch sur demande ze maachen.

Et ass och relevant, ervirzesträichen, dass vill vun deenen Accordë mat wichtegen a grousse Länner nei ausgehandelt goufen, Länner wéi zum Beispill Frankräich, USA, Däitschland, England, Länner, déi vill Drock op Lëtzebuerg ausgeübt hunn an deelweis nach ëmmer ausüben. No de G20- an den OECD-Standarde si mir elo de Moment en règle mat deene Länner. Lëtzebuerg huet domadder alles gemaach, fir d'Kredibilitéit vun eiser Finanzplaz ze erhalen.

Här President, d'Duebelbesteierungsofkomme muss een an enger gesamtwirtschaftlecher Perspektiv betruechten. Si

stäerken d'Kompetitivitéit a förderen de Wirtschaftswuesstum. Esou Ofkomme verhënneren, dass déiselwecht Fortune oder deeselwechte Revenu zweemol besteiert gëtt. Dat stimuléiert den Handel an incitéiert d'Entreprisen an d'Privatleit dozou, an anere Länner ze investéieren. Doriwwer eraus erlaabt en Duebelbesteierungsofkommes et och, d'Fraude fiscale ze bekämpfen, andeems d'national Steierverwaltungen Informatiounen ënnereneen austausche kënnen. Dat wäert och elo zu Lëtzebuerg verstäerkt de Fall sinn, andeems eben den Informatiounsaustausch sur demande an déi jeeweileg Ofkommen agefouert gëtt.

Mä den Informatiounsaustausch sur demande féiert elo weder de glieserne Bierger an nach bedeit en d'Enn vum Bankgeheimnis. Eng auslännesch Steieradministratioun brauch fir d'éischt geziilt a konkret Hiweiser, dass e Résident aus deem Land Akommes net déclaréiert huet an/oder Steieren hannerzunn huet, éier eng Procédure fir eng Enquête judiciaire dann zu Lëtzebuerg ugefrot ka ginn.

De Generalsekretär vun der OECD - wéi de Rapporteur och scho gesot huet - huet och nach eng Kéier an engem Bréif un eise Finanzminister op Lignes directrices vun der OECD higewisen, déi kloer betounen, dass eng Steieradministratioun elo kee Fräischäin huet, an d'Recht net huet, ech zitéieren: «d'aller à la pêche aux renseignements». Dat heescht, ouni konkrete fondéierte Verdachtsmoment am Pays d'origine ass d'Privatsphär vum Bierger, an domat d'Bankgeheimnis, hei zu Lëtzebuerg weiderhi garantéiert. Déi spezifesch Konditiounen, wéini eis Steieradministratioun Informatioune matdeele muss, si jeeweils bei deenen eenzelnen Ofkommen annexéiert.

Här President, mir mussen eis trotzdeem awer Gedanke maachen, wéi eng Zukunft d'Bankgeheimnis zu Lëtzebuerg huet. Sinn d'Deeg vum Bankgeheimnis gezielt, wéi et déi lescht Zäit och ze héieren ass? Oder wäert d'Bankgeheimnis an Zukunft just nach eng marginal an ënnergeuerdnet Roll spillen?

D'Bankgeheimnis war an ass nach ëmmer e wichtege Pilier vun der Lëtzebuerger Finanzplaz. Dem Comité pour le Développement de la Place financière, Codeplafi, wéi e geheescht huet, no, huet den indirekten Impakt vun der Finanzplaz 25% vum PIB ausgemaach, an iwwer 27.000 Aarbechtsplazen hänken direkt vun eiser Finanzplaz of. D'Statsrecetten, déi duerch d'Finanzplaz Joer fir Joer an de Statsbudget gefloss sinn an nach ëmmer fléissen, hunn eis iwwer Jorzéngten erlaabt, eisen héichwäertege Sozialmodell oprecht ze halen.

Duerch déi aktuell Finanz- a Wirtschaftskris, déi d'Budgetsdefiziter an d'Statsscholden a ville Länner regelrecht explodéiere gelooss huet, gëtt den Drock, Steiergelder aus dem Ausland anzedreiwen, ëmmer méi grouss. Déi drëtt Steieramnestie vun Italien ass do just e rezent Beispill. Den internationalen Drock, d'Bankgeheimnis ofzeschafe respektiv nach weider opzelockeren, wäert déi nächst Zäit net méi kleng ginn. Dovunner musse mer ausgoen.

Dofir muss Lëtzebuerg eraus aus där defensiver Haltung an an d'Offensiv goen. Mir brauchen eng offensiv Strategie, déi op sachlechen Argumenter baséiert. Mä mir wëlle keng Bankeplaz, déi aner Länner drun hënnert, hir Steiergesetzer ze applizéieren. Mir wëllen eng modern Bankeplaz, déi konform ass zu den internationale Regelen. Mir ënnerstëtzen d'Objektiver vun der EU an dem G20, wat de Kampf géint d'Fraude fiscale ugeet.

An dësem Kontext kënnt der Promotioun vun der Finanzplaz am Ausland an Zukunft eng enorm wichteg Roll zou, notamment Institutioune wéi Luxembourg for Finance an esou weider. Mir mussen et fäerdeg bréngen, am Ausland d'Lëtzebuerger Finanzplaz erëm an e gutt Liicht ze réckelen, andeems falsch Uschëllegunge konsequent an direkt widderluecht ginn. Mir musse ganz einfach aus eiser defensiver Haltung eraus a proaktiv d'Avantagen an d'Legalitéit vun eiser Bankeplaz am Ausland promouvéieren.

Natierlech musse mer och intern hei am Land derfir suergen, dass mer eis konform verhalen an net nëmme waarm Loft verkafen. Well dat geet schif! Dat misst elo jiddweree verstanen hunn. Dozou gehéiert och déi kloer Trennung tëschent op där enger Säit der Bankekontroll an -reguléierung an op där anerer Säit der Promotioun vun der Bankeplaz. D'CSSF kann evidenterweis net méi déi zwou Funktiounen zesumme maachen. Dat ass contraire zu all Code de déontologie. D'Bankekontroll muss exklusiv vun der CSSF wouergeholl ginn.

Hei geet et och net méi duer, wéi et am GAFI-Rapport steet, mat Circulairen ze operéieren, fir de Banken déi néideg Uweisungen ze ginn. Domadder gi mer am Ausland net méi fir seriö geholl. A wichtege Punkten, wou mer wëssen, dass mer exposéiert sinn, muss légiféréiert ginn, mussen déi entspriechend Gesetzer an d'Chamber kommen. Nëmmen esou gi mer kredibel. Hei muss ganz einfach Kredibilitéit dokumentéiert ginn, op deem héchsten Niveau vun den Institutiounen, an dat ass ganz einfach weltwäit am Parlament.

Här President, d'Bankgeheimnis bedeit nämlech net per se Steierhannerzéiung a Steierbedruch. Wann d'Kapital trotz Bankgeheimnis op eng effikass Aart a Weis besteiert ka ginn, dann ass d'Bankgeheimnis duerchaus legitim a proportional ass et een Instrument zum Schutz vun der Privatsphär.

D'Quellesteier liwwert an deem Sënn e gutt Beispill. Dem Finanzminister no funktionéiert d'Quellesteier ganz gutt. Joer fir Joer iwwerweist Lëtzebuerg Millioune vu Steiergelder an Heemechtslänner zréck. Am Kader vun der geplangter Revisioun vun der EU-Zënsbesteierungsdirektiv muss ganz sécherlech iwwert de Champ d'application an déi verschidde Besteierungssätz diskutéiert ginn. Mä d'Praxis weist, dass d'Quellesteier gradesou effikass ka si wéi den automateschen Informatiounsaustausch.

Do bleift nach vill a gutt ze verhandelen zu Bréissel. Mä et kann net sinn, dass mer méi héich Zënsbesteierungstauxen akzeptéiere mussen an zugläich dauernd stéckweis vun eisem Bankgeheimnis ewechradéiert gëtt. D'Finanzplaz muss an Zukunft esou ausgeriicht sinn, dass auslännesch Investisseure Vertrauen an eis Finanzplaz hunn. Si dierfe sech net enger ongewësser Situatioun ausgeliwwert spieren, wou se net wëssen, wéi eng Finanzproduitë wou mussen déclaréiert ginn a wéi eng Informatiounen un d'Steierverwaltung weidergeleet kënne ginn a wéi eng net.

Wéi de Karl Marx schonn am Joer 1867 sot, ass d'Kapital ee scheit Réi. Eng international Finanzplaz brauch also dofir Rechtssécherheet an e kohärent legaalt Regelwierk.

Une voix.- Här Hoffmann, elo hutt Dir näischt méi ze soen, he?

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- En huet awer Recht. En huet awer dat, wat duerno kënnt, net virgesinn.

Une voix.- Wéi interessant!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, de Finanzminister weist zu Recht op déi aktuell inkohärent Bestriewungen hin, mat deene verschidden EU-Länner am Moment probéieren, Lëtzebuerg an Éisträich am EU-Ministerrot an den Eck ze drécken. Am Kader vum G20-Sommet hu verschidden EU-Länner, déi an dësem Gremium representéiert sinn, sech fir den Informatiounsaustausch op Demande ausgeschwat, währenddeems si sech am EU-Ministerrot fir den automateschen Informatiounsaustausch staarkmaachen. Dat ass weder kohärent nach mécht dat Sënn, an d'Lëtzebuerger Regierung setzt sech deem mat Recht entgéint. Esou eng inkohärent Démarche ass weder am Intérêt vu Lëtzebuerg nach am Intérêt vun der Europäescher Unioun.

Vill Kapital droht aus der EU ofzefléissen an a Finanzzentren an Drëttlänner ze wanderen, falls innerhalb vun der EU den automateschen Informatiounsaustausch agefouert gëtt an ausserhalb eben net. Dovunner huet an der EU am Endeffekt keen eppes. D'Lëtzebuerger Regierung soll duerfir weider versichen, mat sachlechen Argumenter déi aner Länner dovun ze iwwerzeegen, dass et am Intérêt vun der EU ass, wann all international Finanzplazen, ob se an der EU sinn oder an Drëttstaten, déiselwecht gemeinsam Regelen applizéieren.

Här President, mat den 20 Duebelbesteierungsofkommen, déi mer haut stëmmen, si mer elo offiziell OECD-konform. An dee Message, dee solle mer direkt un d'OECD, a virun allem un d'Amerikaner, mat allen eis zur Verfügung stoende Moyenen no bausse kommunikéieren, offiziell natierlech vun der Regierung, mä och iwwert déi ugeschwate Promotiounsmechanismen, fir dass de Message ukënnt, wat mer haut hei stëmmen. Well mer sinn elo definitiv gewarnt, wann eng gro Lëscht iergendwou an der Pipeline ass, da si mer méi séier domat gehäit wéi et eis léif ass. Duerfir mussen d'preventiv Relatioune mat den auslänneschen Acteuren optimaalst organiséiert a strukturéiert ginn.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci, an als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat, wat mer haut hei zur Ofstëmmung virleien hunn, hätte mer net zur Ofstëmmung virleien, wann net op internationaler Ebene, op OECD-Ebene, en immensen Drock entstane wier. Deen Drock ass entstanen op OECD-Ebene, well mer op internationalem Niveau e grousse Problem hunn, an zwar de Problem, datt et vill ze vill Biergerinnen a Bierger - et gëtt der vu béidem Geschlecht - gëtt, déi eng Steiermoral hunn, déi eigentlech, loosse mer soen, net nëmmen net legal ass, mä déi och doriwwer eraus gesinn, wann ee kuckt, wéi d'Gesellschaft funktionéiert, ethesch iwwerhaapt net ze akzeptéieren ass.

Ech mengen, datt de Problem vun der Steierhannerzéiung, Steierflucht, aktuell wäert bleiwen, egal wat mer och haut de Mëtteg wäerten décidéieren. Et gëtt eng einfach Regel, an ech muss soen, et huet mech e bësse schockéiert - wann ech dem Rapporteur säi Virtrag, deen en hei gehalen huet, wou ech vum Techneschen hier alles an der Rei fannen, wat e gesot huet, wou en d'Gesetz erkläert huet, mä e bëssen dat, wat en awer nach zousätzlech gesot huet, wou en e bësselche bagatelliséiert huet -, déi Zommen, ëm déi et sech géif dréien, déi deelweis laanscht verschidde Fiskussen am Ausland geschleist ginn, egal wou et och ass, egal op wat fir eng Finanzplaz se geschleist ginn. Dat si keng Bagatellen, well et dréit sech do och net ëm kleng Drëpsen op e Steen, mä et dréit sech ëm ganz grouss Zommen. An dat si ganz grouss Zommen, déi deene Länner einfach feelen.

An ech mengen, wa mir dat haut hei diskutéieren an engem Geescht wéi dat doten, dann... Am Fong rejoignéiert dat och de Geescht, dee mer oft un den Dag leeën, och hei zu Lëtzebuerg, wann iwwerhaapt iwwer Steieren diskutéiert gëtt, nämlech ze maachen, wéi wa Steieren eppes wieren, wou de Stat de Bierger géif bestrofen, respektiv wéi wann e Steiere géif erhiewen nëmme well en einfach de Leit d'Sue wëllt aus der Täsch huelen, an dann d'Sue géif och nach duerno verschleideren.

Steiere ginn awer nun emol erhuewen, fir Infrastrukturen opzeriichten, Stroossen, Schoulen, Spideeler, Crèchen, wat och ëmmer. Steiere gi geholl, fir zum Beispill e groussen Acquis vum 20. Jorhonnert ze finanzéieren, nämlech d'obligatoresch Schoul, an déi och nach gratis ass. Steiere gi geholl, fir d'Fuerschung opzebauen an engem Land, déi jo wichteg ass, fir datt d'Ekonomie iwwerhaapt ka funktionéieren. Steiere ginn och geholl, fir Betriber ze retten, wa Wirtschaftskrise sinn. Steiere gi geholl, fir Kuerzaarbecht ze finanzéieren, fir datt d'Leit net an de soziale Misär falen, fir Chômage ze indemniséieren an esou weider an esou fort. Steiere ginn och geholl, fir selbstverständlech de Sozialstat ofzesécheren.

A wann an deenen eenzelne Länner, egal wou dat och ass, Steieren hannerzu ginn, Steierflucht besteet, da stellt dat fir déi Länner e ganz grousse Problem duer. An donc ass et och net verwonnerlech, datt zemools natierlech an enger Kris - wou dann all déi Schwieregkeeten nach zousätzlech derbäikommen, déi derbäikomm sinn - den Drock sech deementspriechend op internationalem Plang erhéicht, fir ze soen: Mir musse Regele fannen, datt d'Steierhannerzéiung net méi méiglech ass.

Ech muss och soen, ech géif och gär ee gesinn hei zu Lëtzebuerg... Stellt lech emol nëmmen ee Moment vir, mir wieren an enger ähnlecher Situatioun: Et wier en Nopeschland vun eis, wou dee Risiko géif bestoen, a mir géifen d'Suen entzu kréien. Mir wieren nach vill méi vulnérabel, well mer ganz kleng sinn hei zu Lëtzebuerg. Stellt Iech nëmmen ee Moment dat vir. Ech mengen net, datt mer dann happy heibanne géifen diskutéieren a maache wéi wann dat einfach e Kavaléiersdelikt wier, iwwert deen ee kéint esou driwwer ewechgoen.

Duerfir däerf et fir eis och keng Finanzplaz ginn, op där Steierhannerzéiung praktizéiert gëtt a méiglech ass. D'Zil muss sinn, vun all Regierung, ob dat elo déi Lëtzebuerger ass oder wat fir eng och ëmmer, ob dat op Weltniveau ass, datt mer Situatioune kréien, datt d'Finanzplazen esou funktionéieren an esou geregelt ginn um internationale Plang, datt jiddwereen do, wou e Steiere muss bezuelen, seng Steieren och soll bezuelen an et net ka laanscht de Fiskus geschleist ginn.

Wann ee kuckt, wat passéiert ass an deene leschte Méint, dat huet eiser Finanzplaz sécherlech net gutt gedoen, déi ganz Diskussioun. Den Imageschued, dee mer erleiden duerch deen Drock, well mer permanent an der Schosslinn stinn, an de Schued, deen doduerjer entsteet, ass eiser Meenung no vill méi grouss wéi de Schued, dee kuerzfristeg kann entstoen, wann een eng Finanzplaz esou opstellt an an d'Rei setzt, datt an Zukunft net méi kann op se geschoss ginn, wat sécherlech kuerzfristeg Konsequenze wäert hunn. Mä ech mengen, datt een an deem heite Fall net däerf kuerzsiichteg kucken, mä mëttel- a laangfristeg. A mëttel- a laangfristeg wäert sech op internationalem Plang, a muss sech villes änneren.

Dat, wat 2008 am Hierscht geschitt ass, dat wirtschaftlecht Äerdbiewen, wat passéiert ass, wou et nach vill Nobiewe scho gi sinn an et nach vill Nobiewe wäert ginn, dat huet villes verännert. Dat huet villes net nëmmen an der Diskussioun verännert, mä dat wäert och villes veränneren an den internationale Regelwierker, déi et gëtt, fir d'Finanzwelt ze regléieren. Dat muss och esou geschéien, well mir mussen nach an eng Situatioun kommen, datt et ophéiert, zum Beispill, datt mer Finanzprodukter hunn, déi esou opaque sinn, datt selwer emol de Banquier heiansdo net méi weess, wat sech hannendru verstoppt.

Et kann och net sinn - an et deet mer leed, Här Thiel, esou vill wéi ech sécherlech d'Privatsphär vun de Leit verteidege virun engem ze vill iwwermächtege Stat -, kann et awer net esou sinn, datt d'Bankgeheimnis schützt viru strofrechtlechem Verhalen, wat a verschiddene Länner de Fall ass. Et ass donc och eng normal Saach, datt den Informatiounsaustausch, eiser Meenung no, duerfir och kee Problem däerf duerstellen, fir deen ze établéieren.

Mir mussen d'Opacitéit bei de Produkter an och bei de Konten, wa mer gären eng Kéier international Léieren zéien aus där Kris hei, geregelt kréien. Selbstverständlech net nëmmen hei zu Lëtzebuerg an net nëmmen an der Europäescher Unioun. Dat ass déi gréisste Gefor, déi een effektiv, oder dee gréisste Risiko, deen d'Europäesch Unioun de Moment ka lafen, datt mir virun de Won sprangen, ier op internationalem Niveau Verschiddenes geregelt ass. Egal wat fir eng Reglementatiounen nach wäerten nokommen, muss een drop insistéieren, datt se natierlech op OECD-Niveau kommen, well evidenterweis mécht et net

schrecklech vill Sënn, wann een ee Lach zoustoppt an doduerjer op aner Plazen dräi, véier aner Lächer opginn.

Dat ass den Enjeu, mä mir sollen deen offensiv ugoen, an eis kucken net ze verstoppen, an op all Fall derfir suergen, datt déi Finanzplaz - an dat ass vill méi wichteg - eng nei Perspektiv kritt, nach vill méi eng grouss Perspektiv kritt, jenseits vun der Fro vum Bankgeheimnis a vun der Fro, déi ze dinn huet mat Steierflucht. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt et do grouss Chancë gëtt.

D'Finanzplaz ass och schonn zum Deel gutt opgestallt fir déi Zäit duerno. Et gëtt awer nach eng ganz Rei aner Saachen, op déi ginn ech haut net an, well mir wäerten am Abrëll eng Interpellatioun hei diskutéieren, vum honorabelen Här Meisch, iwwert d'Finanzplaz insgesamt. Do hu mer gutt Zäit, fir dat ze maachen.

Mä wat awer ganz kloer ass, mir mussen et fäerdeg bréngen, déi Finanzplaz och fir déi Zäit duerno opzestellen. An déi Zäit duerno kann nëmmen eng sinn, datt mer déi Lasskopplung, déi bestanen huet tëschent engersäits de Finanzmäert an der realer Ekonomie, datt mer déi erëm opgehuewe kréien. Well et ass genau dat, wat eis...

(Interruption)

Jo, Här Thiel, Dir fannt vläicht, datt dat Quatsch ass. Ech soen Iech just, datt dat guer kee Quatsch ass. Wann Dir Iech e bësse géift d'Méi maachen, iwwer Är Nuesespëtzt heiansdo ze kucken an Iech emol ze interesséieren, wat international diskutéiert gëtt de Moment, amplaz datt Dir hei ëmmer nëmme Lobbyist vun der Vergangenheet spillt - well dat ass jo Äre Rôle, deen Dir just nach hei op der Tribün schlussendlech wäert an der Zukunft... oder entre-temps gesitt -, da géift Der feststellen, datt déi Diskussiounen...

(Interruption)

Ech ginn Iech just nëmmen ee Beispill. Liest haut d'Wirtschaftsbäilag vum „Monde". Do steet e ganz groussen Artikel dran. Da liest Der deen an Dir huelt Iech deen emol zu Gemitt. Dat ass jo net iergendeng Zeitung. Liest emol déi Wirtschaftsbäilag haut a wat dosteet, an da gesitt Der, wou d'Diskussiounen hilafen.

An da wësst Der och ganz genau, datt mer sollen ophalen, eis zu Lëtzebuerg eppes virzemaachen, an datt mer eis där Diskussioun wäerte musse stellen. Well d'Welt dréit net ronderëm eis, a scho guer net an där doter Fro. A wa mer gären hei déi Finanzplaz rette fir d'Zukunft a se effektiv aneschters opstellen, da musse mer och fäeg sinn, wierklech éierlech an offensiv iwwer eng Rei Saachen ze diskutéieren, an net maachen, wéi wa mer mat Strategië vu gëschter kéinten déi Finanzplaz hei retten. Dat wäert mat Sécherheet net de Fall sinn.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Thiel, zënter `95 an haut ass vill geschitt.

(Interruption)

Dat nach méi!

Tëschent 1995 an haut waren zwou grouss Krisen op de Finanzmäert. An déi zwou grouss Krisen hu vill Drock op déi Finanzplaz hei bruecht. Déi eng war 2001 an déi aner war 2008, an déi ass nach laang net ofgeschloss. An et géif héich Zäit ginn, datt mer eis där Diskussioun géife stellen. Ech mengen, dat ass am Intérêt vun dësem Land. An alleguer déi, déi hei dësem Land wëlle virmaachen, datt et en anere Wee gëtt, fir déi Finanzplaz fit ze maache fir d'Zukunft, déi zielen de Leit Geschichtercher a Mäerercher, well déi komme mat Theorië vu gëschter.

Mir wäerten dat Gesetz selbstverständlech stëmmen, Här President, well mer der Meenung sinn, datt et à ce stade wichteg ass, fir datt iwwert dat Gesetz hei déi Duebelbesteierungsofkomme mat deene Länner do eis deen néidege Sputt ginn an déi néideg Zäit ginn, déi mer brauchen, fir eis, wéi gesot, aneschters opzestellen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Elo huet den Här Gibéryen d'Wuert. Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Wuert Merci un de Kolleeg Lucien Thiel fir säi Rapport, dee korrekt war vis-à-vis vun all deem, wat mer, mengen ech, an der Diskussioun an der Kommissioun diskutéiert hunn. Mir diskutéieren haut iwwer en Duebelbesteierungsofkomme mat 20 Staten. An de Rapporteur huet, mengen ech, am Detail dat Gesetz erkläert. Duerfir wëll ech mech och méi mat e puer prinzipiellen Iwwerleeunge beschäftegen.

Et ass net nei, datt Finanzplaze wéi Lëtzebuerg vu bausse schonn ëmmer méi mat Skepsis an och mat enger Portioun Näid betruecht gi sinn a regelméisseg Drock op se ausgeübt ginn ass. Duerch déi weltwäit Finanz- a Wirtschaftskris ass dësen Drock méi grouss ginn. Vill grouss Länner, wou d'Statsfinanzen elo nach méi grouss Lächer opweisen, profitéiere vun der Gonscht vun der Stonn, fir den Drock maximal ze maachen, esou wéi wann d'Ursaach vun der weltwäiter Finanz- a Wirtschaftskris vu Lëtzebuerg, der Schwäiz oder Liechtenstein ausgaange wier. All Mënsch weess awer, datt dat net de Fall ass.

D'Bankgeheimnis ass dat Schlagwuert. An d'Bankgeheimnis muss aus der Siicht vun deene Länner verschwannen. Hei zu Lëtzebuerg ass d'Bankgeheimnis, géif ech soen, an der Vergaangenheet parteiiwwergräifend verdeedegt ginn; vläicht mat enger anerer méi nuancéierter Haltung vun eise grénge Kolleegen.

D'Bankgeheimnis ass sécherlech net alles. Eis Finanzplaz ass vill méi diversifizéiert an hirer Palette, fir datt een et kann op d'Bankgeheimnis limitéieren. Mä dach ass dat Bankgeheimnis wichteg fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg. D'Bankgeheimnis ass eppes, géif ech soen, wéi eng helleg Kou, esou wéi den Index fir d'Gewerkschaften, a muss och duerfir mat alle Mëttele verdeedegt ginn.

D'Fro, déi mer eis musse stellen, ass, ob ons Regierung dat och esou gesäit. A Sonndesrieden, op Kongresser, op Meetinge virun der Finanzwelt, wéi eise Finanzminister dat elo kierzlech gemaach huet, gëtt ëmmer behaapt, d'Bankgeheimnis géif et och nach a Jore ginn. Vläicht um Pabeier, vläicht an der Theorie, awer an der Praxis verschwënnt d'Bankgeheimnis vun Dag zu Dag méi.

D'Schold ass et vun eiser Regierung, déi dat Bankgeheimnis, eiser Meenung no, net mat där néideger Konsequenz verdeedegt huet. Dee gréisste Feeler war Feira. Hei ass de Prinzip vum Informatiounsaustausch akzeptéiert ginn. Mir kruten d'Quellesteier zäitweileg zougestanen. Mä eis Regierung ass den Engagement agaangen, wann d'EU mat allen Drëttstaten en Accord iwwert den Informatiounsaustausch géif realiséieren, datt mir dann och d'office géifen deen applizéieren.

Mäi Parteikolleeg Jacques-Yves Henckes huet deemools, wéi Feira hei an der Debatt war, gesot, Feira wier den Ufank vum Enn vum Bankgeheimnis. Haut, zéng Joer méi spéit, kréie mer an där Fro do zu honnert Prozent Recht. D'Regierung huet Feira als en Erfolleg dohinnergestallt a gesot, endlech hätte mer Rou am Finanzsecteur.

Am „Lëtzebuerger Wort" konnt een deen Dag no Feira liesen, „Minister Luc Frieden gegenüber dem Luxemburger Wort: Finanzplatz Luxemburg kann der Zukunft jetzt entspannt entgegenblicken", war dee groussen Titel am „Lëtzebuerger Wort".

Eise Kolleeg Lucien Thiel huet haut de Mëtten a senger Interventioun gesot, no 20 Joer géife mer haut emol e Punkt maachen. An en huet gläichzäiteg e puer Minutte méi spéit gesot, datt ze fäerten ass, datt awer op europäeschem Niveau eis europäesch Partner net wäerten averstane si mat dem Informatiounsaustausch op Ufro, mä datt e misst automatesch ginn. Dat heescht, dee Punkt, deen haut gemaach ass, ass net méi an net manner wéi en neie Saz, deen haut erëm ugeet an op eng nächst Etapp erausleeft.

Et ass bis haut keng Rou an där Fro komm. An et wäert och keng Rou an där Fro kommen, well eis Regierung permanent an der Defensiv war an, eiser Meenung no, net genuch an d'Offensiv gaangen ass.

Wéi den Drock an der EU méi grouss ginn ass op eis, huet eis Regierung heiheem eis versicht ze vertréischten, datt op europäeschem Niveau a Steierfroen Eestëmmegkeet wier, datt mer d'Vetorecht hätten. Mä mir sinn enges Bessere beléiert ginn, wéi grouss Länner eis ausgetrickst hunn an d'Décisiounen iwwer eis Finanzplatz einfach aus Europa erausgeholl hunn a se an eng net legitiméiert sougenannte G20-Weltregierung, déi zwar keen offizielle Status huet, delokaliséiert hunn. Hei huet Europa versot.

Aner europäesch State sinn eis hei an de Réck gefall, déi mer ëmmer gemengt hunn, wat eis Partner wieren. Déi sinn eis hei an de Réck gefall, well se net d'Diskussioun op europäeschem Niveau belooss hunn, mä well se se ausgelagert hunn an de G20, wou mer als Lëtzebuerger Land net vertratt sinn.

Hei kann ee sech d'Fro stellen: Wat fir eng Roll, wat fir ee Wäert hunn europäesch Texter, Traitéen, wa se a kruziale Froen esou einfach ze ëmgoe sinn? Eis Regierung huet hei eng lamentabel Roll gespillt; un éischter Stell den deemolege Finanzminister Jean-Claude Juncker an de Budgetsminister, den Här Frieden. Si hunn hei op der ganzer Linn versot.

Si hunn déi national Interessen um Altor vun europäesche Funktioune geaffert. A keen aneren,…

(Interruption)

…mengen ech, konnt et besser dokumentéieren a keen aneren ass méi no bei deene Leit wéi zum Beispill de Vizepremierminister, den Här Asselborn, deen dat och den 12. Mee kloer dokumentéiert huet, wéi en am „Tageblatt" schreift: „Jean-Claude Juncker sei in der Frage des Bankgeheimnis" ewechgefuer wéi e Splënt, „und" - schreift e weider - „bei der Aufstellung von schwarzen und grauen Listen habe Juncker sich von den EU-Kollegen vorführen lassen. Das sei beschämend und in der Konsequenz gegen die Interessen des Landes."

Dat huet den Här Asselborn, Vizepremier vun der Regierung, den 12. Mee d'lescht Joer am „Tageblatt" geschriwwen. Dat beweist also kloer… De Vizepremier, dee muss jo wëssen, wat seng Regierungskolleege maachen. Wann deen dat esou offiziell schreift, da brauch kee mir hei Zwëschefroen ze maachen, wat ech domadder gemengt hunn. Frot dat op Ärem Regierungsniveau Äre Koalitiounspartner. Dee kann Iech dat soen.

A wa mäi Kolleeg Jacques-Yves Henckes virun zéng Joer gesot huet, datt bei Feira den Ufank vum Enn vun dem Bankgeheimnis wier, huet och dëser Deeg am „Lëtzebuerger Land" e Journalist geschriwwen: „Wenn die bis 2004 regierende CSV-DP-Koalition in die Geschichtsbücher eingeht, dann damit, dass sie sich im Juni 2000 im portugiesischen Santa Maria da Feira dazu hinreißen ließ, mit der grenzüberschreitenden Besteuerung von Bankkunden, das heißt mit der Einführung eines Informationsaustauschs oder während einer Übergangszeit einer Quellensteuer, einverstanden zu sein. Diejenigen, die heute 'ganz Feira und nichts als Feira' verteidigen wollen, vergessen vielleicht, dass damals verschiedene politische und Bankenkreise der Regierung quasi Verrat am Finanzplatz vorwarfen. So wie das Tageblatt Juncker nun wieder unterstellt, das Bankgeheimnis seiner europäischen Karriere zu opfern."

Mir gesinn also ganz kloer, datt mer dat och vun anerer Säit ënnermauert kréien, wat ech hei gesot hunn, datt eis Regierung d'Bankgeheimnis wuel hei a Sonndesriede verteidegt, mä do, wou et drop ukënnt, huet se an deene leschte Jore systematesch versot. Si war ëmmer an der Defensiv.

Dat Bankgeheimnis ass fir Lëtzebuerg wichteg. Mir wëssen, wat do vun Aarbechtsplazen drun hänken. Mir wëssen, datt um „private banking" 6.000 Aarbechtsplazen hänken, déi net all mat dem Bankgeheimnis ze dinn hunn, awer zu engem gudden Deel. Wa mer schonn eng Regierung hunn, bei där de Chômage a Rekordzuelen op 15.000 eropklëmmt, ouni d'Beschäftegungsinitiativen, da wier et, mengen ech, wichteg, datt déi Regierung zumindest géif kucken déi Plazen, déi mer hunn, net liichtfankeg a Gefor ze setzen.

Ons Statsfinanzen, déi staark defizitär sinn. Mir musse wëssen, mat all Stéck Bankgeheimnis, wat fortgeet, wäerte mer och e Stéck Statsfinanze verléieren. Mat deenen 20 Duebelbesteierungsofkommessen, déi mer haut hei maachen, mat all Duebelbesteierungsofkommes verléiere mer e Stéck Souveränitéit, verléiere mer e Stéck vun Aarbechtsplazen a verléiere mer och Steierrecetten.

A mir kënnen - an dat ass de Virworf, dee mer eiser Regierung maachen - net akzeptéieren op europäeschem oder op anerem Niveau, datt dat Bankgeheimnis geaffert gëtt, wa mer näischt aneschters an der Plaz hunn. Eist Land ka sech dat am Ableck guer net erlaben.

Ech wëll och nach just ofschléissend hei soen, well meng Riedezäit ofgelaf ass, wat de Kolleeg Bausch hei gesot huet vu Steierhannerzéiung an anere Länner: Et ass awer net der Lëtzebuerger Finanzplaz oder dem Lëtzebuerger Stat seng Schold, wann aner Länner Strukturen hunn, déi et hinnen erlaben, datt bei hinne Leit kënne Steierflucht maachen, oder Gelder, déi se bei hinne verdéngen, net brauchen ze besteieren. Dann ass et un deene Länner, sech déi Strukturen ze ginn, datt all Gelder, déi bei hinne verdéngt ginn, och mussen déclaréiert ginn a musse besteiert ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Si gi jo besteiert, mä se gi schwaarz heihinner bruecht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen. Wann déi Gelder do erfaasst ginn, kënne se net schwaarz heihinner bruecht ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Oh!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da musse se an deene Länner besteiert ginn. Mir sollen also…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Egal wat!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …net eis hei e schlecht Gewësse maachen an eis Finanzplaz dohinnerstellen, wéi wann déi géif Steierbedruch begënstegen, well d'Schold läit net hei bei Lëtzebuerg.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Schold läit net hei zu Lëtzebuerg. Da läit d'Schold bei deenen anere Länner.

Dat gesot, Här President, mengen ech, verstitt Der, datt mir als ADR dësem Projet net wäerten zoustëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, de Marx sot awer net, mer sollen dem scheie Réi hannendrulafen. En huet op enger anerer Plaz awer gesot, d'Finanzkapitalisten an d'Finanzspekulanten, dat wär d'Lumpenproletariat un der Spëtzt vun der Gesellschaft.

(Interruption)

Lumpenproletariat.

Mir waren zimlech laang zimlech eleng mat eiser prinzipieller Kritik vum Bankgeheimnis, an ech weess och net, ob mer haut zu ganz vill sinn entre-temps. Dir kennt jo dem - fir elo de Marx e bëssen ofzewiesselen - Immanuel Kant säi kategoreschen Imperativ. Et sollt een ëmmer nëmmen no enger Regel handelen, déi zu engem allgemenge Gesetz kéint ginn.

Et ka jo wuel kaum zu engem allgemenge Gesetz ginn, datt ee seng Revenuen a säi Verméige virum Steieramt verstoppt. Da kann et och net sinn, dass State Steierhannerzéiung ënnerstëtzen oder encouragéieren. Wann dat géif zur allgemenger Regel ginn, da géifen d'Steiersystemer allgemeng zesummebriechen, an da wär d'Finanzéierung vun den öffentlechen Aufgaben natierlech net méi méiglech.

Ech hunn d'lescht Joer e puermol héieren, d'Bankgeheimnis wär e Mënscherecht. A mir waren haut och stelleweis net méi wäit dervun ewech. Wéi ech dunn d'lescht Joer vu mengem Steieramt de Formulär kritt hu fir meng Steiererklärung mat der frëndlecher Opfuerderung, ech soll meng Revenuen déclaréieren, hunn ech dem Direkter vu mengem Steieramt e frënd-

leche Bréif geschriwwen, hie soll sech ëm seng Saache këmmeren, hie soll sech aus menger Privatsphär eraushalen, well soss géif e géint e fundamentaalt Mënscherecht verstoussen.

(Hilarité)

Ech krut och vum Steierdirekter eng frëndlech Äntwert. Dat hätt näischt mat Mënscherechter ze dinn, sondern mat Steierhannerzéiung, an ech soll wann ech gelift meng Steiererklärung éierlech ausfëllen a meng Revenuen alleguerten déclaréieren. An ech hunn natierlech missen zréckschreiwen, ech géif jo fannen, en hätt Recht.

Déi subtil Ënnerscheedung tëschent Steierverkierzung a Steierflucht a Steierbedruch, dat ass eng nei Form vu Kasuistik, Finanzkasuistik. A Wierklechkeet ass et logesch esou: De Steierbedruch, dat ass den Uewerbegréff, an da gëtt et selbstverständlech dodrënner eng ganz Rei vun Zorte vu Steierbedruch. Ech kann ënnerloossen ze déclaréieren, ech kann en Deel vu menge Revenuen am Ausland verstoppen an esou weider an esou fort. Steierbedruch bleift et.

Steierbedruch bleift et och - dat wëll ech awer och nach ënnersträichen -, wann ech op enger anerer Plaz eng Quellesteier bezuelen an déi Quellesteier x Prozent bedréit, a meng iewescht Steiertranche vun deem, wat ech do déposéieren a mengem Land, déi läit bei 38, wärend bei eis bei 40, bei 45, bei 50%, dann hunn ech awer trotz Quellesteier eng Steierhannerzéiung gemaach, also eigentlech Steierbedruch.

Ech mengen, an dat hu mir nach ëmmer gemengt, mir kënnen eis Prosperitéit hei zu Lëtzebuerg net dauerhaft op dee Mechanismus vun der Steierhannerzéiung a vum Steierbedruch opbauen. Ech enthale mech beim Vote. Ech kann natierlech net géint déi Informatiounsaccordë sinn. Par contre, ech muss Iech éierlech soen, déi ganz Diskussioun hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Bankgeheimnis, iwwer Steierflucht an esou weider, déi ass vun esou enger Hypocrisie zënter Jore geprägt, mat där mer endlech sollten ophalen.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt den Här Finanzminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, mir sinn eng international Finanzplaz. An dat ass d'Stäerkt an d'Particularitéit vun eiser Finanzplaz. A wann een eng international Finanzplaz ass, da muss ee sech och esou wäit wéi méiglech un international Regelen halen. Dee Schrëtt, dee mer haut hei diskutéieren an iwwert deen d'Chamber hei ofstëmmt, ass am Fong e Schrëtt a Richtung méi Upassung un international Regelen.

Ech géif gär am Ufank och am Numm vun der Regierung dem honorabelen Här Thiel Merci soe fir säi Rapport, och fir eng Rei vun deenen Erklärungen, déi e ginn huet, och wann et mer schéngt, datt mer op eng Rei vun deene Punkte mussen zréckkommen am Kader vun där Interpellatioun vun der DP iwwert d'Finanzplaz.

Haut geet et ëm ee Volet, mä ech wëll hei nach eng Kéier ausdrécklech soen, datt fir d'Regierung d'Finanzplaz vill méi ass wéi d'Bankgeheimnis - an d'Finanzplaz muss vill méi si wéi d'Bankgeheimnis -, mä datt et een Deel ass vun enger Aktivitéit vun der Finanzplaz, en net ausschliesslechen Deel. Dat ass ganz sécher.

Nach muss ee gesinn, datt, niewent der Noutwendegkeet, sech ëmmer un international Regelen ze halen, et och eng Zäit gëtt, déi wesentlech duerch d'Kris geprägt ass, an doduerch och dëst Thema erëm eng Kéier méi an déi éischt Rei vun der internationaler Aktualitéit gestallt gëtt.

Déi Kris hei féiert zu Mechanismen, déi méi Reguléierung a méi Transparenz produzéieren. An dat deklinéiert sech an enger ganzer Rei vu politischen Aktivitéiten, déi gemaach ginn an Europa an och doriwwer eraus. G20, OECD sinn nëmmen do eng Rei vun deene Plazen, wou iwwert déi do Saachen diskutéiert gëtt.

Déi ganz Entstehungsgeschicht vun deene Lëschte vum G20 ass a bleift eppes Negatives, an d'Method, wéi do verschidde Länner, europäesch Länner, am G20 virgaange sinn, ass sécherlech eng, déi mer och am Nachhinein guer net approuvéieren.

Fakt ass awer, an dat ass och hei vun enger Rei Kolleege gesot ginn, datt, wann een dohinnergestallt gëtt wéi wann ee sech net géif un d'Spillregelen halen, an dat konsequent mécht, da schuet dat engem Land. Duerfir hu mer fonnt, iwwregens éier déi Lëschte publizéiert gi sinn - dat ass de Mëtten hei net gesot ginn. Mir haten am Mäerz annoncéiert, datt mir géifen eis Duebelbesteierungsofkommen esou änneren, datt mer an Zukunft géifen all d'OECD-Regelen applizéieren. Elo kann een natierlech zu Recht froen haut: Firwat hu mer dat eréischt du gemaach?

Mir hunn et eréischt du gemaach, well mer an deene Méint virdrun ëmmer versicht hunn, och aner Länner, déi e Bankgeheimnis hätten, op déi nämlecht Schinn, op deen nämlechten Niveau vu Kooperatioun tëschent Steierverwaltungen ze bréngen. A well mer dat am Ufank vun 2009 a Gespréicher mat der Schwäiz a mat Éisträich fäerdeg bruecht hunn, war fir eis de Wee méi fräi, fir an engem Konkurrenzmilieu, wou international Finanzplazen niewenteneen operéieren, dëse Schrëtt ze maachen.

Dat ass och e wesentlechen Ënnerscheed mat deem, wat um Ufank vun dëser Debatt an den 90er Joren an am Joer 2000 de Fall war. Versichen, datt déi international Finanzplazen am nämlechte Rhythmus nämlecht Regelen unhuelen, war eng Démarche, déi eis wesentlech geschéngt huet. Dat hu mer gemaach, an duerfir si mer zu dësem Schrëtt iwwergaangen.

Mat wiem hu mer verhandelt? Och dat ass net onwesentlech. Well och an dëser Debatt ass vergiess ginn ze rappeléieren, datt mer net nëmmen op enger groer Lëscht vum G20 stoungen, mä datt mer riskéiert hunn, op eesäiteg Lëschte vu verschiddene Länner ze kommen. An dee Risiko, deen hu mer duerch dat heiten zum Deel eliminéiert, mä net ganz komplett.

Duerfir soen ech och all deenen, a besonnesch dem Här Gibéryen, deen hei gesot huet, d'Regierung, déi wär an der Defensiv. Wann e Land, wéi zum Beispill d'Vereenegt State vun Amerika, een op eng eesäiteg Lëscht stellt an domadder keng Relations économiques méi mat engem Land wëllt maachen, da froen ech: Wéi kann een do anescht wéi an der Defensiv sinn?

Et ass een an der Offensiv, wann een dann an dat Land fiert, mat deenen e Vertrag aushandelt. Mä et ass een an der Defensiv an et schuet ee sengem Land, wann een einfach seet: Mir maache guer näischt, an eis ass et egal, ob amerikanesch Firmaen nach bei eis kommen.

Duerfir soen ech, mir hunn déi Duebelbesteierungsofkomme mat deene Länner ofgeschloss, déi entweder wichteg Handelspartner sinn oder direkt Nopere sinn. Dir gesitt, derbäi ass Däitschland, Frankräich, d'Belsch, Holland, Amerika.

An et sinn och Länner derbäi, an dat ass déi aner Démarche, déi mer gemaach hunn, fir ze versichen, net nëmmen deen Artikel do a verschidden Duebelbesteierungsofkommen ze setzen, mä zugläich, wat eng Strategie fir d'Finanzplaz ass, och mat neie Länner, mat deene mer an der Vergaangenheet manner Wirtschaftsrelatiounen haten, och mat deenen Duebelbesteierungsofkommen ofzeschléissen. D'Beispill vum Qatar ass esou e Land, och de Bahrain, Länner aus de Golfstaten, och anerer, fir ze kucken, nei wirtschaftlech Relatiounen opzebauen.

D'Fro, déi mer also hei gekläert hunn, ass déi, wéi mer an deene Länner, mat deene mer Ofkommes hunn, a wéi enge prezise Fäll mer Informatioune ginn, wann e Verdacht op Steierhannerzéiung virläit, inklusiv all déi rechtsstaatlech Instrumenter, déi mer virgesinn hunn an op déi och de Mëtten hei agaange ginn ass. Déi grondsätzlech Fro ass net nëmmen déi, ob mir d'Bankgeheimnis gutt fannen oder net. D'Fro ass, wéi reagéieren déi aner op d'Existenz vun eisem Bankgeheimnis. Dat ass déi wesentlech Fro.

Wa mir Regelen hunn, déi déi aner net hunn, och an der Zukunft; wa 25 Länner an der Europäescher Unioun eis soen: Mir sinn net d'accord mat Ärem System; wann aner Länner am G20, an der OECD oder soss soen: Mir sinn net d'accord mat Ärem System; dann huet dat e gewëssene Präis. Déi kënnen hir wirtschaftlech Relatioune mat deem Land iwwerdenken. Och a verschiddene Mammenhaiser vu Banke ginn et Reflexioune fir ze soen: „Wou baue mir eise Private banking aus? Wëlle mer dat maachen op enger Plaz, wou déi Regelen oder anerer spillen?" An all déi Considératioune sinn net nëmme Considératiounen, fir Jo oder Neen ze soen, mä och, fir ze kucken, wat ass de Präis, deen ee bezilt, a wat sinn d'Konsequenzen also vun där enger oder där anerer Entscheedung.

Grondsätzlech, mengen ech, gëtt et an dësem Land vill Leit, déi der Meenung sinn, datt d'Bankgeheimnis gutt ass. Als Schutz vun der Privatsphär. D'Fro ass jo och net, ob d'Bankgeheimnis soll opgehuewe ginn. D'Fro ass, wéi d'Relatiounen tëschent deem Eenzelnen, der Bank an der Steierverwaltung vu sengem Heemechtsland sinn. An doriwwer wäerten nach esou munch Diskussioune stattfannen.

Mä ech mengen, et wär och gutt, wa mer géifen an dësem Parlament - a mir hunn dat schonn emol an der Finanzkommissioun op eng ganz konstruktiv Aart a Weis gemaach, mä dat muss een nach e puermol maachen - kucken, wat ka geschéien, wa mir op deem enge System sinn, an déi aner sinn op engem anere System, wat fir eng méiglech Konsequenzen huet dat, a wat sinn d'Alternativen dovunner. Schafft d'Regierung, an dat ass souwisou en Dossier, deen an deem Sënn ni ofgeschloss ass, esou wéi iwwerhaapt d'Entwécklung vun de Finanzplazen net ofgeschloss ass.

All déi Diskussiounen, déi mir am ECOFIN féieren, betreffe jo net nëmmen d'Steierpolitik, déi betreffen och aner Beräicher vun der Reguléierung vun de Finanzplazen. Dat si schwiereg Dossieren, an dat hu mer net méi spéit wéi gëschter gesinn um ECOFIN, wou mer sollten iwwert d'Reguléierung vun den Hedgefonge schwätzen, wat awer aus verschiddenen angelsächsesche Grënn gëschter näischt ginn ass. Mä dat Thema kënnt och nach eng Kéier erëm, an esou komme vill Themen erëm. Et muss een dat Ganzt also gesinn am Kontext vun der Reguléierung an de Bezéiungen tëschent dem Stat an den eenzelnen Entreprisen an den eenzelne Bierger.

Jo, et ass richteg, datt eis Quellesteier gutt fonctionnéiert. Mir hunn 170 Milliounen d'lescht Joer, 2008, iwwerwisen un aner Länner u Quellesteier, déi mer opgehuewen hunn. Fakt ass awer och, datt déi aner Ministeren an Europa largement der Meenung sinn, datt dat géif d'Schwächte vun där Direktiv beweisen, well en fait si se der Meenung, datt se vill méi hätte misse kréien, well déi Direktiv sech jo haut nëmmen op ee Produkt applizéiert an net op vill Produkter. Och doriwwer fënnt eng Diskussioun an Europa statt. Mir féieren déi net defensiv, mir féieren déi offensiv. Mä Fakt ass, datt déi aner Länner net mat eisem System d'accord sinn. Doriwwer muss diskutéiert ginn. Doriwwer gëtt diskutéiert an Europa.

Ech kann net derfir, datt mir net am G20 sinn. Mir wäerten och ni drakommen. Mä mir plädéieren nach wie vor staark derfir, datt Europa mat enger Stëmm an deem G20 schwätzt.

Dat, wat mer hei maachen, ass e Schrëtt, deen de Problem net definitiv léist, mä et ass e Schrëtt, deen eis vu villen Attacken ewechhëlt, deen eng wirtschaftlech Entwécklung fir déi nächst Jore weider erlaabt. Duerfir géif ech soen, Här Gibéryen, all zéng Joer, huet, mengen ech, den Här Rapporteur hei gesot, muss eng Finanzplaz sech erëm nei definéieren. Och e Land muss sech ëmmer erëm a Fro stelle mat Mechanismen, déi et huet. Net eppes, wat een enges Daags agefouert huet, ass fir 100 Joer onbedéngt gutt.

Ech maachen hei kee Plädoyer fir eppes ofzeschafen. Ech maache just e Plädoyer derfir, datt een d'Aen opmécht iwwer Ännerungen, déi an der Welt stattfannen, an datt een dann dorobber no Iwwerleeung adequat reagéiert. Nëmme sech géint all déi aner ze stellen, sech ëmmer géint d'Ausland ze stellen, ass an enger offener Ekonomie en fait extrem schiedegend, well en fin de compte schaaft een domadder d'Grondlag, fir datt d'Aarbechtsplazen ofgeschaaft ginn.

D'Ännerung vun engem System op en anere kréien, dat ass eng wesentlech Fro. Dorunner schaffe vill Leit. Dorunner schafft den öffentleche Secteur. Dorunner schafft de private Secteur. An Zukunft muss d'Bankgeheimnis esou gestaltet ginn, datt et keen Obstacel ass, oder net kann als Virwand vu Verschiddenen, vläicht enger Minoritéit, gebraucht ginn, fir op eng steieronéierlech Aart a Weis hirem Heemechtsstat ze schueden.

Mir si fir den europäesche Bannemaart, datt dee ganz fonctionnéiert. Mir si fir eng konkurrenzfäeg Finanzplaz vis-à-vis vun anere Finanzplazen, a mir si fir e Schutz vun der Privatsphär. An et ass an deem Kader, wou mer déi Debatten och an deenen nächste Méint wäerte féieren. Dat hei hëlleft eis, fir déi Debatten op eng méi konstruktiv Aart a Weis mat eisen Nopeschlänner a mat deenen anere Länner vum G20 ze féieren.

Hätte mer dat hei net gemaach, hätte mer eisem Land wesentlech geschuet. Duerfir sinn ech frou, datt déi 20 Duebelbesteierungsaccorden, wat net wéineg ass, datt mer déi hei an esou enger schneller Zäit konnte verhandelen an och an enger schneller Zäit konnten am Parlament diskutéieren, a schliesslech, datt se hei esou eng ganz breet Ënnerstëtzung an dësem Haus schéngen ze fannen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Finanzminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6072 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher (par M. Lucien Clement), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Michel Wolter), Norbert Haupert (par M. Marc Spautz), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kéimen dann elo nach zu enger Question urgente mat der N°514 vum Här Claude Haagen iwwert d'Brasserie de Luxembourg. Den Här Haagen huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

3. Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Dossier Dikrecher Brauerei war an ass an deene leschten zwee Méint op jidde Fall an aller Mond. Rieds ass gaangen, fir d'Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch, déi jo bekanntlech zum Konzern AB InBev gehéiert, zouzemaachen an d'Produktioun an d'Belsch ze delokaliséieren. Dës net novollzéibar Décisioun bedeit ënner anerem, datt op d'mannst 63 Leit betraff sinn, hir Plaz verléieren, obwuel d'Dikrecher Brauerei an deene leschte Joren, notamment 2008 an 2009, Milliounen Euro Benefisser gemaach huet.

Sou wéi d'Membere vun der parlamentarescher Wirtschafts- an Aarbechterkommissioun, oder Aarbechtskommissioun villméi, an enger Commission jointe vun den Häre Ministere Krecké a Schmit matgedeelt kruten, huet d'Regierung probéiert, bei AB InBev ze vermëttelen an huet mat potenziellen Investisseure verhandelt, fir d'Aarbechtsplazen an d'Produktioun zu Dikrech ze sécheren.

An deene leschte Stonne si vill Rumeuren an deem heiten Dossier opgetaucht, notamment iwwert de Radio an och iwwer Communiqués de presse. Duerfir wollt ech an dësem Kontext de Wirtschaftsminister froen: Stëmmt et, datt no den Négociatioune mat AB InBev a verschiddenen Investisseuren et zu engem Accord komm ass, wat d'Dikrecher Brauerei betrëfft? An déi zweet Fro: Wa jo, wat bedeit den Accord fir de Produktiounsstanduert Dikrech, a besonnesch fir d'Aarbechtsplaze vun der Dikrecher Brauerei?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Haagen Merci. An elo kritt de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécherlech eng gutt Nouvelle fir vill Leit, mä haaptsächlech fir déi Leit, déi do schaffen. Säit Wochen, an ech mengen, ech war an d'Chamber komm an hunn d'Chambersleit och wierklech gebieden, eis nach e bësse Vertrauen ze schenken, well mir wieren amgaangen, op enger ganzer Rei Zeenarien ze schaffen. Ech soen och Merci, dass ech net hei gedrängelt gi sinn, fir eppes musse präiszeginn, wat zu deem Zäitpunkt beispillsweis eng Léisung war, déi haut schonn net méi wouer ass. Dat, wat ech deemools am Kapp hat, ass haut schonn net méi wouer. Mir hunn eng aner Léisung elo. Eng Léisung, déi also mat sech bréngt, dass et net zur Schléissung kënnt vun der Dikrecher Brauerei.

Ech muss och soen, wa mer elo - ech muss soen, mir mussen nach virsiichteg sinn - besser Aussiichten an deem Dossier hunn, dann ass dat dank enger ganz gudder Zesummenaarbecht, déi net nëmmen, mengen ech, hei huet de Lëtzebuerger Modell wierklech fonctionnéiert, awer bis erof op d'Basis bei d'Leit, eng gutt Zesummenaarbecht, mengen ech emol, éischtens an der Regierung, iwwer SNCI, Ekonomie, Aarbecht.

Och mat de Leit vun AB InBev. Mir hunn do vill Méi gehat, déi ze iwwerzeegen. Déi hate jo eng ganz aner Optik. Déi wollten ënner kengen Ëmstänn nach eng Kéier hei brasséieren. An ech muss virun allem d'Personal hei wierklech félicitéiere fir déi Rou, déi se behalen hunn.

(Interruption)

Neen, et muss ee wierklech soen, si hunn iwwer hir Gewerkschaftsvertrieder, an dat ass mer bestätegt gi vum Management, weiderhin eng exemplaresch Aarbecht do gemaach. A si hu sech net fir zwee Sou umierke gelooss, dass se awer schlussendlech e Lous haten, wat net flott war, nämlech dat, muer op der Strooss ze sinn. An dass si hir Aarbecht bis zum Schluss elo wierklech exemplaresch gemaach hunn, huet och de Management kënne confirméieren.

Duerfir, et ass schonn eng flott Operatioun, déi hei, esou wéi se verlaf ass. Et ass net vill no bausse gesot ginn, mä et ass no bannen eng ganz propper Aarbecht gemaach ginn.

Mir haten, ech hunn et gesot gehat an der Kommissioun, nennt Der, dass mer eng Rei Zeenarien hunn. Hei ass net deen, dee mir elo am Fong geholl bevirzugt hunn, mä dat ass dee Modell, deen eis et elo géif erlabe weider déi zwee Haaptpunkten, nämlech do ze brauen zu Dikrech an, zweetens, d'Aarbechtsplazen ofzesécheren, wat eis dat géif erlaben.

Ech hat ugedeit, et ass jo net einfach fir ze soen, hei geet et just ëm eng Brasserie. Hei geet et ëm Terrainen, Immobilien, hei geet et ëm d'Braue vu Béier. Jo, déi Aktivitéit. Hei geet et awer och ëm de Marketing an d'Marken, déi wierklech en Deel fir sech duerstellen, d'Aart a Weis, wéi een d'Gestioun vu Marke mécht. Hei geet et ëm d'Logistik, d'Verdeelung an et geet ëm all déi Regelen, déi och den Här Frieden uginn, nämlech déi vum Cabaretage, d'Lizenzen alleguerten. Et ass evident, dass dat hei mat eragespillt huet.

Ech mengen, mir sinn haut esou wäit, dass d'Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch op hiren initiale Plang zréckkënnt. Si hate jo ënner kengen Ëmstänn, an och an e puer Zeenarien hate se eis dat scho gesot, wéilte si net méi déi sinn, déi wëlle brauen. Mir waren ee Moment op engem Trip, wou mer dann en anere beoptraagt hätten, ze brauen, deen hinnen dann zougespillt hätt. Mir hunn, wéi gesot, all Méigleches duerchgespillt. Dat hei ass elo dat, wat erauskomm ass.

Et ass e Protocole d'accord, fir den Terrain an d'Gebaier, d'Terrainen an d'Gebaier soen ech, fir déi ze verkafen un e Grupp vu Lëtzebuerger Investisseuren, déi zu dësem Zäitpunkt, vu dass de Finanzement an der totaler Form nach net steet, wou Lëtzebuerger Investisseuren déi Gebaier géifen opkafen a se dann un InBev zréckleasen, InBev, déi dann déi eigentlech Brauereiaktivitéite mat der Infrastruktur, déi an de Gebaier ass, géif assuréieren, InBev, déi weiderhin och am Besëtz vun allem, wat d'Verpakung, oder ënner Kontroll, Verpakung, Verdeelung géif geschéien. Et war schonn eng Kéier de Fall an där Brauerei, dass d'Logistik no baussen ausgelagert ginn ass.

Dat ass och dës Kéier méiglech, awer da geuerdnet. Do si schonn eng ganz Rei Accordë getraff. Ech mengen, InBev ass och gewëllt, wesentlech Zommen ze investéieren an de Marketing, an d'Mark Diekirch haaptsächlech selwer. Si hunn de Moien d'Personal informéiert iwwert de Stand der Dinge, an duerfir ass et och kloer, dass ab engem gewëssene Moment d'Rumeure komm sinn. Ech mengen, d'Leit ware glécklech an hunn dat dorëmmer erzielt. Firwat och net? Mä, wéi gesot, et muss een nach virsiichteg sinn, well de Finanzement steet an där Form nach net honnertprozenteg.

Enfin, mir hunn awer elo emol, ech géife soen, e Businessmodell, mat deem InBev d'accord war. Well bis dohinner war et jo emol iwwerhaapt se ze iwwerzeegen, dass et en anere Businessmodell gëtt wéi deen, dee si sech virgestallt hunn, nämlech zouzemaachen an dat Ganzt an d'Belsch auszelageren. Mir hunn also e Businessmodell, wou mer och probéieren, dass dee Finanzement spéiderhi steet. Mir mussen och mat der Gemeng schwätzen, well déi spillt jo och do e Rôle. Wann et ëm Terrainen an ëm Gebailechkeete geet, dann ass et evident, dass d'Gemeng och muss informéiert ginn.

Et ass also kee Sozialplang virgesinn, et gëtt keen entlooss. Wann dann iergende Problem wier, dann hu mer och den Accord, dass et e Plan de maintien dans l'emploi gëtt, dee mat de Gewerkschaftsvertrieder schonn duerchdiskutéiert ginn ass. An ech muss soen, dat hei ass schonn eng Réussite, a mir solle frou sinn, dass an dësem Fall de Modell eng Kéier total gespillt huet.

Deen een oder deen aneren huet mer gesot: Majo, firwat hues de dann net datselwecht bei Villeroy & Boch fäerdeg bruecht? Firwat hues de et net bei anere fäerdeg bruecht? Jo, et muss een eng Alternativ hunn. Dat heescht, et muss een een hunn, deen entweder de Betrib iwwerhëlt oder deen engem esou eng Operatioun wéi déi do méiglech mécht, wou een also iwwer Zwëschenoperatiounen zu deem kënnt, wat ee sech virgeholl huet. Dat ass net ëmmer de Fall.

Dir wësst, a munche ganz schwéiere Momenter, wou mer leider hu missen e Sozialplang maachen, hate mer keng Alternativ, hate mer keen Investisseur, dee bereet war, matzemaachen. Hei hu mer där e puer gehat, och Auslänner, och Lëtzebuerger. Hei ass dat, wat elo zréckbehale ginn ass. An ech hoffen, dass elo an deenen nächste Wochen, wou mer elo den Detail awer nach mussen ausschaffen, dass mer do och eng Eenegung fannen. De Businessmodell steet elo emol zumindest. Mir mussen elo nach de Finanzement hikréien. An dann hoffen ech, dass déi Episod hei, wat eng haart war fir déi Leit, déi do schaffen, déi do während Wochen an der Ongewëssheet gelieft hunn, dass déi dann och erëm sécher sinn, dass se muer nach eng Aarbechtsplaz hunn.

Voilà, Här President, ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wirtschaftsminister.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Däerf ech nach eng Zwëschefro stellen?

M. le Président.- Neen, mir sinn zwar, Här Hoffmann, net méi an där Prozedur.

Une voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Mir sinn net an der Prozedur. Ech mengen, Här Hoffmann, et steet Iech fräi zu engem spéideren Zäitpunkt eng Fro ze stellen. Mä ech mengen, mir sollen elo hei mat eisem Ordre du jour virufueren.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6037, eng Ofännerung vum Pressegesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Berger, Fayot, Adam, Colombera an Hoffmann.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

4. 6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Journalismus ass schonn e bëssen en aparte Métier. Net nëmmen, datt et vun him heescht, e géif zu allem féieren, wann een nëmme mat Zäit d'Lach kritt. Hien ass och nach déi schéinste Form vu Formation continue, well et léiert een all Dag nëmme bäi an deem Beruff.

Journalismus ass awer och duerfir eppes Besonnesches, well e sech néierens esou richteg areie léisst. Hien huet zum Beispill seng eege Regelen, déi awer néierens esou genee festgehale sinn. Hie beweegt sech iergendwou tëschent enger totaler Fräiheet vu Meenung, Iwwerzeegung an Informatioun op där enger Säit, an de Contrainten, déi de Respekt virum Eenzelnen a senger Privatsphär - an do si mer erëm, Här Bausch - him operleet. Vun deene wirtschaftlechen Zwäng guer net ze schwätzen, déi d'Medien als Entreprisë musse respektéieren.

An da gëtt dee Métier och nach souwuel vu Salariéen exerzéiert wéi vu sougenannte Freelance, wat et net méi einfach mécht, de Journalist par rapport zu anere Beruffer ze positionéieren. Engersäits brauch hien e Maximum un Onofhängegkeet, fir säi Beruff uerdentlech ze maachen, an ass dobäi dach op där anerer Säit meeschtens soss näischt wéi en Employé, dee sengem Patron ze follegen huet.

Domat wiere mer dann och scho matten am Sujet vun dësem Gesetzesprojet. Et geet dorëm, d'Positioun vum Journalist tëschent der gesetzlecher Reguléierung an der Autoreguléierung ze bestëmmen. Wuel ass dat zum Deel scho längst geschitt bei eis - Här President, Dir wësst et gutt, well Dir hat domat ze dinn -, notamment mam Ariichte vun engem Presserot an de 70er Joren, enger Instanz, déi iwwert deenen diverse Journalisteverbänn steet an déi och offiziell vum Législateur unerkannt ass.

An e weidere Schrëtt gouf just virun de Wahlen 2004 - wéi Dir, Här President, Rapporteur waart - mat deem Gesetz iwwert d'Ausdrocksfräiheet an de Medië gemaach, dat sech am Detail mam Statut vum Journalist a mat all deem befaasst, wat dorunner hänkt. Et ass och dëst Gesetz, dat mir haut liicht nobessere wëllen, ënner anerem fir et nach eng Grëtz méi prezis a méi komplett ze maachen.

Et sinn dräi Punkten, mat deene sech deen neie Projet ofgëtt. Et geet engersäits drëm, dem Presserot, als Institutioun, d'juristesch Personalitéit ze ginn, déi e bis elo net hat. Da gëtt, zweetens, preziséiert, wéi d'Prozedur auszegesinn huet, wann een Asproch géint e Refus vum Presserot a Saache Journalistekaart, Journalistenauswäis aleet. A schliesslech gëtt de Begréff „Journalist" als Beruffsbezeechnung nach e bësse méi kloer an exakt gefaasst, wéi dat bis elo de Fall war.

Déi zwee éischt erwähnte Punkten hu weider keng Froen opgeworf. Als offiziell unerkannten Ariichtung steet dem Presserot bestëmmt eng zivilrechtlech Unerkennung zou, déi him natierlech och eng entspriechend Responsabilitéit operleet, an déi et hirem President erlaabt, noutfalls viru Geriicht fir seng Institutioun unzetrieden.

Dann d'Prozedur, déi Prozedur, déi ze befollegen ass, wann déi sougenannte Kaartekommissioun, déi driwwer diskutéiert, wien e Journalistenauswäis kritt, engem d'Kaart refuséiert huet. Duerfir war am Gesetz vun 2004 weider näischt festgeluecht ginn, do huet et just geheescht, déi Décisioune kéinte virum Verwaltungsgeriicht ugefecht ginn. Dat gëtt elo vill méi exakt formuléiert, an déi al Recoursprozedur virun enger Appelkommissioun gëtt erëm ageféiert, déi 2004 e bëssen huerteg ofgeschaaft gi war. A wann dann éieren déi Kommissioun, déi aus Vertrieder vum Presserot an engem Magistrat als President besteet, de Refus vun der Kaartekommissioun sollt confirméieren, da kann een nach ëmmer bei d'Verwaltungsgeriicht goen an dat als lescht Instanz uruffen.

Am Contraire zu dësen zwee Punkten, ass deen drëtten net gradesou einfach ze léise gewiescht. Dat hänkt virun allem domat zesummen, datt dat Basisgesetz vun 2004 just net vu Journalisten a Pressekaarten a sengem Intitulé schwätzt, mä e bësse feierlech vun der „liberté d'expression dans les médias" . Ee Begréff, dee vill méi wäit gefaasst ass wéi dat, wat een ënnert der einfacher journalistescher Aktivitéit versteet.

Et kënnt natierlech net a Fro, datt een elo d'Fräiheet, fir sech an de Medien auszedrécken, op d'Journaliste limitéiert, déi sech haaptberufflech mat der Informatioun ofginn. Et ka jiddwereen an enger Zeitung, am Radio oder am Internet senger Meenung fräie Laf loossen, ouni datt hien duerfir offiziell ausgewisene Journalist muss sinn. Wat näischt aneschters heescht, wéi datt een, dee gelegentlech oder souguer méi dacks an de Clavier oder zum Mikro gräift, net och e journalisteschen Akt setzt a sech duerfir genee geholl souguer Journalist nennen däerft, woumat d'Grenz tëschent engem Geleeënheetsauteur an engem haaptberuffleche Journalist natierlech total verwëscht géif, wat erëm duerfir net gutt wier, well deen, dee säi Brout mam Journalismus verdéngt, dach op gewësse Facilitéiten an op gewësse Rechter ugewisen ass, fir säi Métier uerdentlech kënnen auszeüben.

Fir deem Flou aus de Féiss ze goen, hat Är Mediëkommissioun sech mam Presserot behachelt a war mat him zesummen zur Konklusioun komm, datt et net duergeet, mat deem einfache Begréff „Journalist“ ze operéieren, mä datt een e kloren Trennstréch tëschent occasionneller journalistescher Aktivitéit a vollberufflechem Journalismus zéie misst. Dat geschitt elo mat dëser Korrektur um Gesetz vun 2004, déi eigentlech nuren aus engem eenzegen, awer engem entscheedende Wuert besteet, nämlech dem Adjektiv „professionnel“ . All Kéier, wann an Zukunft vu Journalist Rieds geet, sinn domat ausschliesslech Beruffsjournaliste gemengt, esou wéi se am Gesetz definéiert sinn. Allerdéngs net méi ënnert der einfacher Bezeechnung Journalist, mä ënnert dem vill méi prezise Begréff „journaliste professionnel“ .

Mat där Propositioun war och de Statsrot d'accord. Deen hat allerdéngs an där enger oder anerer Detailfro en Hoer an der Zopp fonnt an duerfir gläich e puermol mat senge redoutabelen Oppositions formelles gewénkt. Mä andeems si den Objectioune vun där héijer Kierperschaft, souwuel an där hirem éischte wéi och an hirem zweeten Avis, Rechnung gedroen huet, mengt Är Kommissioun deenen Awänn d'Spëtzt ofgebrach ze hunn, esou datt och de Statsrot elo wuel mam Endprodukt misst liewe kënnen. Wie sech fir d'Detailer vun dem Statsrot sengen Iwwerleeungen an och deene vun Ärer Kommissioun interesséiert, deem sief d'Lecture vum schréftleche Rapport empfuel, dee méi genee op d'Argumenter an d'Géigenargumenter ageet, aus deenen dës Versioun um Enn vum Projet erausgefiltert ginn ass.

Well mat dësem Gesetz d'Notioun vum „journaliste professionnel“ gesetzlech verankert gëtt, huet och missen do, wou bis elo ëmmer nëmme vum Journalist tout court an den Texter Rieds goung, déi Prezisioun bäigepecht ginn. Dat ass de Fall fir d'89er Versioun vum Gesetz iwwert d'Pressehëllef, déi hirersäits schonn 1977 agefouert gi war. Do heescht et vun elo un, datt en Éditeur ënner anerem fënnef Journalistes professionnels haaptberufflech - dat kënnen der och sechs sinn, wann der zwee dovun nëmmen halbzäitlech schaffen - beschäftege muss, fir an de Genoss vun där Ënnerstëtzung ze kommen, déi mathëlleft, de Pluralismus vun eiser geschriwwener Press ze erhalen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Ofschloss erlaabt Dir Ärem Rapporteur, dee jo selwer e Véirelsjorhonnert laang zu där schreiwender Zunft gehéiert huet, nach zwou méi kuerz perséinlech Bemierkungen.

Éischtens mengen ech,...

(Interruption)

Jo, esou al ass en, dee jonken, dynameschen Deputéierten, deen Dir gemengt hutt, Här Schiltz.

Éischtens mengen ech, datt mir et mat dësem Gesetz fäerdeg bréngen, d'Aspiratioune vun der Press, fir sech an enger gréisstméiglecher Onofhängegkeet selwer ze reguléieren, ënner een Hutt ze brénge mat dem Bestriewe vun därselwechter Press no offizieller Unerkennung duerch de Législateur. Mä et ass elo um Presserot, sech a senger Roll als déi moralesch Autoritéit vun de Journalisten ze confirméieren an dee Fräiraum, deen dëst Gesetz him bitt, ze notzen, fir de Beruff ronderëm op Qualitéit ze trimmen, sief dat am Beräich vun der berufflecher Aus- a Fortbildung, sief et, wat de Respekt vun den deontologesche Regelen ubelaangt.

An zweetens kann ech mer et net verbäissen unzehänken, datt zur gudder Lescht dach net de Fait, datt een eng Pressekaart an der Täsch huet, e gudde Journalist aus engem mécht. Et sinn um Enn dach nëmmen d'fachlecht Kënnen, d'Kompetenz an d'Responsabilitéitsgefill, déi entscheedend sinn. Well ouni déi kann een deene moraleschen Ufuerderunge vun dësem ustrengenden, a grad dofir esou schéine Beruff net gerecht ginn.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- An etheschen.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dir kritt och nach ethesch derbäigesat. Ganz gär, Här Braz.

Dat gesot, géif ech Iech am Numm vun der Kommunikatiouns- a Mediëkommissioun recommandéieren, dësem Gesetz Äre Segen ze ginn. Den Accord vun der CSV-Fraktioun ass him jiddefalls elo scho gewëss.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Lucien Thiel Merci. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen an och schréftleche Bericht. Besonnesch am schréftleche Bericht sti ganz vill Detailer explizéiert. En huet och hei e puer Experienzen aus sengem fréiere Liewen als Journalist e bësse mat erageflëckt oder erageschafft an dee Rapport, wat jo ganz interessant ass. Ech kann duerfir e bësse méi kuerz sinn.

Et ass jo schonn e bëssen eppes Ausser-gewéinleches, wann d'Chamber no e puer Joer e Gesetz, dat se virun e puer Joer gestëmmt huet, erëm modifizéiert. Et ass awer an dësem Fall éischter eng Logik dra respektiv et ass eng Konsequenz dran, well wann ee kuckt an d'Debatte vun 2004 liest, hat deemools d'Chamber och eng Motioun gestëmmt, wou drastoung, datt soll innerhalb vun dräi Joer nom Vote vum Gesetz en éischte Bilan gemaach ginn an eventuell Korrekture virgeholl solle ginn.

Dat ass also am Fong geholl hei gemaach ginn. D'Chamber huet sech där Motioun ugeholl. Oder et ass emol eng Kéier de Fall gewiescht, datt dann och d'Chamber eng Motioun respektéiert huet. A si hunn och an Zesummenaarbecht mam Conseil de presse festgestallt, datt sech an der Praxis verschidde Problemer gestallt hunn, verschidden Dispositioune Schwieregkeete gemaach hunn. Dat war virun allem déi Fro vum Titel oder Beruffsbezeechnung vum Journalist an déi domat verbonne Journalistekaart, déi de Presserot vergëtt. Och dat huet de Rapporteur jo schonn exposéiert. Ech ginn also net weider dorobber an.

Souwäit ech och déi Diskussioune suivéiert hunn, waren et jo och Problemer, wou da Leit viru Geriicht gaang sinn a wou et dann eben och sënnvoll war, fir och déi Kompetenz vum Presserot vläicht besser ze definéieren, datt se zum Beispill d'Personnalité juridique kréien an och dann déi verschidden Instanze méi kloer definéiert gi sinn.

Elo hu mer also Ëmännerunge virgeholl. Et geet also virun allem drëms, fir déi Formulatioun vum Journaliste professionnel an d'Gesetz anzeschreiwen, wou dat klengt Wuert „professionnel“ den Ënnerscheed mécht a wou preziséiert gëtt, wat fir eng Konditiounen een da muss erfëllen, fir dann och d'Pressekaart ze kréien. Virun allem ass also hei och - wéi soll ech soen? - déi Erklärung, datt ee virun allem muss do säin Haaptrevenu, säi Revenu principal bezéien, fir sech da kënnen esou ze nennen.

De Presserot bestëmmt also mat deene Virgaben, wie sech hei zu Lëtzebuerg ka Journalist nennen. Oder elo opgrond vun deenen neien, méi prezise Formulatioune kënne si et dann och méi einfach hunn, fir d'Pressekaarten auszestellen. Ech hu gëschter gelies, datt ronn 460 Leit hei zu Lëtzebuerg betraff wiere respektiv datt déi dann elo och kéinten déi Pressekaart ënnert där Form kréien.

Ech géif hei och ervirsträichen, datt de Projet a ganz enker Zesummenaarbecht mat dem Presserot ausgeschafft ginn ass, dee jo och e representatiivt Organ an deem Beräich ass, wat jo och nach eng Kéier am Gesetz vun 2004 festgehale gi war. A si hunn eis jo och ze verstoe ginn, datt si elo mat där neier Versioun keng Problemer méi hunn, datt do virun allem hire Problemer Rechnung gedroe ginn ass an datt si och domadder kënne ganz zefridde sinn.

Meng Fraktioun kann och dësem Projet zoustëmmen, wéi gesot, well e mat deem concernéierte Secteur ausgeschafft ginn ass a well eben dann och hei Schwaachstelle vum Gesetz ausgebigelt gi sinn.

Ech wéilt zum Ofschloss nach kuerz eng Remarque maachen, déi iwwert den Text erausgeet. Ech hat dës och schonn an der Kommissioun gemaach. Si betrëfft dat, wat een op Däitsch „Informationsfreiheitsgesetz“ nennt, oder op Franséisch „Droit d'accès à l'information“.

Baséierend op d'Konventioun vun Aarhus ass eng Direktiv entstanen, déi och zu Lëtzebuerg muss ëmgesat ginn - se ass och schonn zum Deel am Ëmweltberäich ëmgesat ginn - an déi et also de Bierger soll erméiglechen, Asiicht an Dokumenter vu Verwaltungen ze ginn, déi si betreffen oder déi d'intérêt général sinn. Dat concernéiert a mengen Aen och méi speziell d'Press, well si jo och eng Aufgab hunn, fir ze informéieren, ze recherchéieren. Si mussen also och d'Méiglechkeet kréien, schnell un Informatiounen ze kommen. An anere Länner, wéi zum Beispill an Däitschland, mä och an enger Rei aneren europäesche Länner ass dat da speziell an déi jeeweileg Pressegesetzer ageschriwwe ginn.

Et wier also och hei d'Geleeënheet gewiescht, dëst elo an deem Gesetz hei nozebesseren oder och an d'Gesetz mat eranzeschreiwen, wou et jo ëm d'Flichten an awer och ëm d'Rechter vun der Press an de Journaliste geet.

Wann een elo déi Dispositiounen oder déi Propositioune kuckt, déi méi generell virgesi sinn, och an engem neie Gesetz, dat soll kommen, zum Accès à l'information, do ass et jo ënner anerem déi Proposition de loi Bodry, déi do soll weider op de Leescht geholl ginn, da geet do Rieds, datt esou Dokumenter, déi een da bei Verwaltunge kann ufroen, net dierfen diffuséiert oder kommerzialiséiert ginn.

Wann een dat also op Journalisten uwennt, heescht dat, datt si eigentlech hei e Maulkuerf ugedoe kréien. Dat heescht, datt si also net kënnen investigative Journalismus maache respektiv datt si och net kënnen Informatiounen, déi se och eventuell da géifen ufroen, bewäerten oder weiderginn. Dat schéngt mer contraire zur Iddi an zur Philosophie vum Pressegesetz.

Ech wéilt elo net en détail op déi Fro agoen, ech hat just do en interessanten Artikel vum Ines Kurschat am „Lëtzebuerger Land“ fonnt, deen heescht „Kampfansage“. Dat war am Abrëll 2009, wou dat e bësse méi en détail do explizéiert gi war. De Presserot, hunn ech do erausgelies, hat virun engem Joer nach méi dorobber bestan, fir och elo an d'Pressegesetz dat spezifescht Informatiounszougangsrecht fir Journalisten anzeschreiwen.

Bei där leschter Réunioun, déi mer haten, wéi mer duerno iwwert déi Amendementer diskutéiert hunn, war dunn net méi esou Rieds dovunner. Ech hat och de Minister Biltgen doropshin an der Kommissioun ugeschwat, an hien hat gesot: De Presserot huet et jo net gefrot, da brauche mer et also och net dranzeschreiwen.

(Interruption)

Dach, Här Biltgen. Esou kann ech mech dat erënneren.

An och beim Neijoerspatt vum Premier, deen huet jo och du relativ Kloertext geschwat an en huet gesot, et géif guer net a Fro kommen, datt esou eppes an d'Pressegesetz géif ageschriwwe ginn, dont acte. Ech mengen, dat schéngt also dem Presserot elo net méi weider en Uleies ze sinn. Ech mengen awer, datt hei d'Geleeënheet verpasst ginn ass, fir e wichtegt Recht fir Journalisten an hiert Gesetz anzeschreiwen.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Gebitt vun der Fräiheet vun de Medien ass e ganz sensibelt an delikat Gebitt, wat och am Ausland ganz staark observéiert gëtt. De Bewäis derfir ass, dass eng kleng Affär am Mediëberäich zu Lëtzebuerg derzou gefouert huet, dass Lëtzebuerg, wat an dem Klassement vun der Pressefräiheet vun de Reporters sans frontières 2008 op éischter Plaz war, op déi 20. Plaz am Joer 2009 zréckgefall ass, wéinst där Affär „Contacto“. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck.

Just dat, fir ze weisen, dass déi Regelen, déi mer ons ginn, fir d'Fräiheet vun der Press, vun de Medien insgesamt ze schützen, extrem wichteg sinn an enger Gesellschaft an dass se musse wierklech op de Punkt observéiert ginn.

Trotzdeem muss een am Kader vun dësem Projet drun erënneren, dass mer am Gesetz vun 2004 en aalt Gesetz vun 1869 ersat hunn. Mir hunn eigentlech eng repressiv Pressegesetzgebung ersat duerch eng positiv, offensiv, fräiheetlech Gesetzgebung. Dat war och 2004 an dëser Chamber eestëmmeg esou ugeholl ginn. An et war ganz bestëmmt ee ganz wichtegt Gesetz vun dësem Jorzéngt, well et jo och ganz enk mat der Professioun deemools ausgeschafft ginn ass.

Ech wëll drun erënneren, dass déi Motioun do, déi deemools den 13. Mee 2004 hei vun der Chamber ugeholl ginn ass, déposéiert vum deemolege Rapporteur Laurent Mosar, e puer Punkten ervirgestrach huet, wou et gutt ass, dass ee sech drun erënnert an dass een dat am Kapp behält, och fir déi weider Evolutioun vum Pressegesetz.

Dat eent, dat ass zum Beispill dee Code de déontologie, deen de Presserot sech jo 2006 ginn huet, opgrond vun dem Gesetz vun 2004. An ech wëll trotzdeem drun erënneren, dass dat, wat an deem Code de déontologie do steet, ganz largement och am Gesetz steet.

Et war 2004 eng Diskussioun, den Här Rapporteur a President wäert sech dorunner erënneren, ob een déi deontologesch Considératioune sollt an d'Gesetz setzen oder an e Code. Deemools ass natierlech gesot ginn: Mir loossen et an dem Gesetz, well esou e Code eigentlech keng Force de loi huet, well mer nach net verfassungsméisseg déi Regelungen hunn, fir dat ze erlaben. Dat ass jo dann och geschitt.

Fir op déi Affär „Contacto“ zréckzekommen, déi awer interessant ass. Do ass jo eng Perquisitioun an de Lokaler vum „Contacto“ gemaach ginn. An déi Perquisitioun ass higaangen, fir Quelle vun engem Journalist fir en Artikel an deem „Contacto“ ze sichen. Do hätt jo dann och missen de President vum Presserot derbäi sinn. An ech mengen, wann een elo den Text vun dem Gesetz ganz genee kuckt, da kann ee sech d'Fro stellen, ob hei wierklech de Quelleschutz, esou wéi en am Gesetz ass, esou observéiert ginn ass.

Sécher ass de Code de déontologie, wéi och de Minister vun der Kommunikatioun a senger Fro op eng Question parlementaire vum Laurent Mosar geäntwert huet, näischt, wat elo, wéi ee seet, il n'a aucune valeur légale. Dee Code de déontologie „n'est pas opposable aux instances judiciaires“. Nach muss een trotzdeem soen, dass am Pressegesetz déi Elementer vum Code de déontologie dra sinn, an ee sech Froe stelle kann, ob een esou eppes konnt maachen, wéinst eben dem Schutz vun de Quellen, déi am Gesetz vun 2004 festgehale sinn.

Just deen Element do, dat ass just, fir ze weisen, dass esou e Pressegesetz mat esou wäitgehende Prinzipien elo och an der Gesellschaft muss ukommen, dass en och vun all deene Leit, déi domat kënnen ze dinn hunn, muss akzeptéiert ginn.

Ech wëll och nach soen, dass an där Motioun drastoung, dass sollt no dräi Joer eng Evaluatioun geschéien. Et ass mer net bekannt, dass déi Evaluatioun esou geschitt ass. Dat Gesetz 6037, wat mer haut sollen ofstëmmen, ass am Fong geholl eng Adaptatioun vun e puer méi Detailpunkten. Mä déi Evaluatioun misst een och wierklech eng Kéier maachen. Ech sinn iwwerzeegt, dass de Conseil de presse och ganz staark dorunner interesséiert wär, fir dat ze maachen.

Ech wëll och nach drun erënneren, dass mer - an den Här Berger huet et och scho gemaach - och nach iwwert den Accès à l'information eng Aufgab hunn. Den Här Bodry huet virun enger Partie Joren eng Proposition de loi 4676 virgeschloen. Ech erënnere mech och drun, dass den Här Statsminister an den zwou Riede vum État de la Nation doriwwer Remarquë gemaach huet an dass dat och e wichtegt Element ass vun der Aarbecht vun de Medien an enger fräier Presse- a Mediëlandschaft. An dofir misst ee sech och eng Kéier de Courage huelen, fir erëm déi Proposition de loi… oder d'Regierung op jidde Fall Propositiounen op deem Gebitt do virleeën.

Ech wëll och soen - an dat wëll ech hei ënnersträichen -, dass de Presserot selwer vill Hausaufgabe gemaach huet. En huet 2006 dee Code de déontologie gemaach, opgrond vun deenen Dispositioune vum Gesetz, och mat enger Partie Commentairen, déi ganz interessant sinn. En huet och déi Commission des Plaintes 2006 agestallt.

En huet och eppes gemaach, wat ech ganz interessant fannen. Déi Arrêten, déi déi Commission des Plaintes iwwert Différenden mécht, déi an der Press tëschent de Plaignanten an der Press selwer festgestallt ginn, gi public gemaach. Säit 2009 kann een déi also och op dem Site vum Presserot kucken.

En huet och säi Règlement d'ordre intérieur nei gemaach. A mir maache jo och hei elo an dësem Gesetz eng Partie Modifikatiounen iwwert d'Kompositioun vun dem Büro vum Conseil de presse.

Ech mengen, et ass gutt, dass d'Professioun, dass also déi Leit, déi mat deenen Instrumenter schaffen, och permanent déi Instrumenter weiderentwéckelen. An ech menge schonn, dass d'Politik drun interesséiert ass, fir dat positiv ze accompagnéieren. Ech mengen, dat hu mer jo och an där Aarbecht gewisen, déi mer an der Kommissioun op dësem Gesetz gemaach hunn.

Ech ginn net weider op d'Detailer vum Gesetz 6037 an. Den Här Rapporteur, deem ech och Merci soe fir seng Aarbecht, säi mëndlechen a schréftleche Rapport selbstverständlech, ass dorobber agaangen.

Ech wëll trotzdeem drop hiweisen, dass dëst Gesetz hei 6037 e bëssen eng Schwergeburt war. Mir hunn zweemol eng Navette mam Conseil d'État gehat. An de Conseil d'État, deen huet Oppositionformellë gemaach, besonnesch och op dem Aspekt vun der Obligatioun fir d'Pressekaart, fir Journaliste professionnel ze ginn. Et ass du schlussendlech grosso modo bei där aler Fassung vum Gesetz vun 2004 bliwwen. Esou dass also déi Contrainte, déi am Fong geholl gewënscht war, net agetratt ass, an dass do déi Situatioun e bësse méi op ass.

Dat sinn déi puer Remarquen, déi ech zu dësem Gesetz wollt maachen. Nach eng Kéier: Ech fannen et sécher e wichtegt Gesetz, mä ech fannen et nach méi wichteg, dass mer och regelméisseg, ech mengen och an der Kommissioun, iwwert d'Exekutioun vun deem wichtege Gesetz vun 2004 zesumme mat der Regierung kucken, wann do weider Adaptatiounen ze maache sinn.

Well d'Mediëwelt geet ëmmer weider, ob dat elo d'Printmedië sinn oder och déi elektronesch Medien. Do geschéien andauernd nei Saachen, do kommen andauernd nei Entwécklunge vun Informatioun, mä och vun Infotainment, vun der Manéier wéi een d'Leit wëllt beaflossen an informéieren. Dofir musse mer permanent un deenen Instrumenter schaffen, fir dass mer als Gesellschaft au diapason mat där Entwécklung sinn an déi och kënnen esou encadréieren, wéi dat enger demokratescher Gesellschaft entsprécht.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Här President, de Statsrot hat a sengem éischten Avis bedauert, datt keng allgemeng Analys vum Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Liberté d'expression an de Medië gemaach ginn ass. Mir hunn dat eigentlech och bedauert. A wann ech den Här Fayot richteg verstanen hunn, huet en am Fong deeselwechte Point de vue, datt eben déi Analys net gemaach ginn ass.

Mir hunn eis hei effektiv just op e puer Punkte beschränkt. D'Definitioun, wéini kann ee sech als Journalist bezeechnen?; wéi kann een d'Beruffsbezeechnung vum Journalist schützen?; wéi sollen d'Méiglechkeete vum Recours ausgesinn, wann een als Journalist d'Journalistekaart refuséiert kritt?, an datt de Presserot d'Personnalité civile unerkannt kritt, sinn d'Objete vun dësem Gesetz.

Ech wëll dann och dem Rapporteur, dem honorabelen Här Thiel, Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport, wou hie prezis den dach awer relativ holperege Wee vun dësem Gesetz, wat mer eigentlech als ganz simpel ugesinn hunn, beschriwwen huet. Mat holperegem Wee mengen ech déi vill Oppositions formelles vum Statsrot.

Déi Gréng hätten, grad wéi de Statsrot, och iwwer aner Aspekter vum Pressegesetz matdiskutéiert. Mir haten et och an der zoustänneger Kommissioun - den Här Berger huet et och scho gesot; mir waren zesummen -, wou mer den Zougank vun de Journalisten zu Informatioune vu Statsdéngschter zur Sprooch bruecht hunn. Well awer weder den zoustännege Minister nach de Presserot selwer en Interessi gewisen hunn, dee Punkt an dëst Gesetz mat ze integréieren, war d'Diskussioun eriwwer, ier se richteg ugefaangen hat.

Här President, déi gréng Fraktioun bedauert, datt net méi an dësem Gesetz steet, wéi eben drasteet. Et steet awer och näischt dran, wou mer missten eng Opposition formelle maachen. Duerfir bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par M. Jean Colombera

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, wann Der erlaabt, ech wéilt gär hei eng Motioun déposéieren, ier ech ufänken. Et geet ëm d'Nationalstrooss RN7, Nordstrooss, déi...

(Brouhaha général)

Jo, wann ech gelift! Ech gi se nëmmen of.

(Brouhaha général)

Jo, jo, reegt Iech net op! Ech gi se nëmmen of.

(Brouhaha général)

Une voix.- Den Här Kaes léisst dat do net zou!

(Brouhaha et hilarité)

M. le Président.- Här Colombera, da gitt mer elo déi Motioun an da kommt Der zum Sujet vum Dag!

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Jo, ech gesinn, et ass ganz kritesch. Ech schwätzen eng aner Kéier doriwwer, Här President. Merci.

(Hilarité)

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la route nationale RN7 (E421) est le théâtre de nombreux accidents graves;

- considérant que cet axe européen arrive à saturation;

invite le Gouvernement

- à porter la RN7 à deux fois deux voies de circulation, séparées par un mur californien, entre Wemperhardt et Colmar-Berg;

- à construire toutes les voies nécessaires pour éviter les agglomérations se trouvant le long de cet axe routier;

- à mettre en place une voie d'évitement («bypass») au rond-point Fridhaff;

- à faire construire les ouvrages d'art nécessaires pour éviter toutes les bifurcations par la gauche;

- à intégrer toutes ces mesures dans le plan sectoriel «Transports».

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Op jidde Fall, Merci, Här Kaes, fir d'Petitioun, mä ech wollt Iech rappeléieren, dass et ganz wichteg fir d'Regierung ass, do eppes ze ënnerhuelen.

6. 6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite (suite)

Discussion générale (suite)

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wëlle mir dem Rapporteur, dem Här Thiel, Merci soe fir dëse mëndlechen a schréftleche Bericht. Dëst Gesetz gesäit verschidde punktuell Adaptatioune vir, verschidde Virschléi, mat deenen de Conseil de presse averstanen ass, esou dass mir den Accord zu dëser Virlag wäerte ginn.

Ob et elo wichteg ass, fir eng Pressekaart ze hunn, oder net, dat steet op engem anere Blat. Vill méi wichteg ass d'Roll, déi d'Press an engem demokratesche Land muss spillen.

Wat ass eng fräi Press? Sécherlech ass dat net eng neutral Press, mä éischter eng pluralistesch Press, wou all Zorte vu Meenunge kënne vertruede ginn, an d'Pressehëllef ass wichteg fir d'Iwwerliewe vu verschidde Presseorganer. Et gëtt keng Demokratie, ouni eng fräi a pluralistesch Press. Ech gebrauchen hei den Term vun „watchdogs of democracy" .

Fundamental ass d'Protection des sources, an hei erënneren ech un den Arrêt Goodwin vun 1996, wou de Journalist refuséiere kann, fir d'Informanten ze zitéieren a se soumat schütze kann. Mir hunn dat och am Pressegesetz drastoen, mä leider gouf et awer Fäll, och hei zu Lëtzebuerg, wou dat net respektéiert gouf, an d'Justiz sech doriwwer ewechgesat huet. Ech erënneren hei un déi zwou bekannt Affären, d'Affär Rob Roemen géint de Michel Wolter an d'Affär Contacto, wou et zu Perquisitioune komm ass.

Wat brauch e fräie Journalist nach? Den Här Berger huet gesot, hie brauch den Accès zu den administrativen Donnéeën an de Verwaltungen, wéi et Usus ass an de skandinavesche Länner. Wann de Secteur public Donnéeën huet, da mussen déi accessibel sinn. Hei zu Lëtzebuerg hänke mir nach hannendran. Do soll ee Gesetz an der Maach sinn. Offiziell hu mir awer nach keen Accès un déi administrativ Donnéeën. Ech erënneren do un d'Affär Mouvement écologique géint de Minister Krecké. Ech wollt dann de Minister froen, wéi wäit dass mer an deem Projet do sinn.

Eng aner Fro, déi ech wéilt stellen, ass déi heiten: Ass den Ukas Santer definitiv opgehuewen oder besteet deen nach? Bekanntlech goufen hei d'Fonctionnairë gebieden, keng Informatioune méi erauszeginn, ouni dass de Minister säin Accord sollt ginn.

Une voix.- Wou ass de Sujet?

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Schliesslech ass dat drëtt wichtegt Element, dass d'Fräiheet vun der Expressioun am Équiliber muss si mat dem Schutz vun den individuelle Rechter. Hei besteet dann e Flou, well et keng legal Definitioun vum Privatliewe gëtt, an d'Grenz tëschent dem öffentleche Liewe vun engem Politiker zum Beispill mat sengem private Liewen ass schwéier ze definéieren.

Mir begréissen, dass d'Décisioune vun der Commission des plaintes publizéiert ginn, a mir mengen, dass d'Sanktiounen, wa se ausgesprach ginn, méi effektiv solle sinn.

Dës Punkten, wéi gesot, si méi wichteg, wéi de Fait fir eng Pressekaart ze hunn oder net. Wéi geféierlech et fir e Journalist ass, beweist dat rezent Beispill vum italienesche Verteidegungsminister. E freelance Journalist wollt dem italienesche Premier eng Fro stellen, ouni säin Tour ofzewaarden. Hien ass fir d'éischt ofgewise ginn. Dunn huet en insistéiert. Du gouf e vum Verteidegungsminister mam Kolli geholl an aus dem Sall erauskomplimentéiert. Déi zwee Personnagë gesi sech beim Riichter erëm. Esou eng Situatioun ass hei zu Lëtzebuerg net denkbar, mä an Italien schloen d'Auere bekanntlech aneschters.

Dat gesot, Här President, ginn ech den Accord vu menger Partei.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci. Dann ass als Nächst den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, ech mengen net, ech hat net den Androck, dass mer hei nëmmen eng punktuell Ännerung vun engem Gesetz hätten, sondern ech hunn den Androck, dass mer hei wichteg Prezisiounen agefouert hunn, déi onbedéngt gefeelt hunn. An dat ass natierlech un alleréischter Stell déi Definitioun vum Journaliste professionnel an domadder op d'mannst indirekt och d'Protektioun vun deem Titel.

Ech mengen och, dass et eng vernünfteg Léisung no villem Hin an Hier war, de Journaliste professionnel esou ze definéieren, an d'Konditioun, Journaliste professionnel mussen ze sinn, fir eng Pressekaart ze kréien, festzehalen, mä net ëmgedréit. Dat heescht also, net mussen eng Pressekaart ze hunn, fir kënne professionelle Journalist ze ginn, well et jo och där gëtt, déi, aus welleche Grënn och ëmmer, ënner Ëmstänn vläicht déi Pressekaart guer net wëllen.

Richteg a kohärent ass et och, dass de Presserot d'Personnalité juridique, d'Personnalité civile kritt, well en déi Pressekaart vergëtt, dat heescht, well also do dann och Contestatioune méiglech sinn. An ech mengen, och déi Léisung, dass et de Presserot ass, dee bedeelegt ass, et awer en onofhängege Magistrat ass, dee presidéiert, ass déi richteg a vernünfteg Léisung an där Fro.

Ech bedaueren awer och, dass mer vun der Geleeënheet net profitéiert hunn, fir eng allgemeng Diskussioun iwwer eist relativ aalt - relativ aalt, mat der Entwécklung, déi haut ganz schnell geet - Pressegesetz, déi Reflexioun ze féieren, wou dann och d'Fro vun dem Accès zu den Informatioune bei de Verwaltungen an esou weider, déi den Här Berger ugeschnidden huet, wou déi Fro dann och misst behandelt ginn.

Ech hunn eng prezis Fro mer gestallt, wéi ech d'Gesetz gelies hunn: Wéi gesäit et aus mat de Journalisten aus dem Ausland a mat deenen hire Rechter, wa se eng eege Kaart hunn aus dem Ausland? Dorop kann entweder de Rapporteur oder de Minister vläicht kuerz äntwerten.

Dann en Ofschlosswuert ganz allgemeng: D'Pressefräiheet ass net nëmmen en zentraalt Biergerrecht, mä ass och eng zentral Viraussetzung fir eng oppen, demokratesch Debatt. Dat bedeit awer dann, dass de Pluralismus muss ofgeséchert ginn, an de Pluralismus, deen däerf awer net eleng doranner bestoen, dass et eng Rei vu Presseorganer gëtt, déi alleguerte méi oder wéineger no bei enger bestëmmter politescher Partei stinn. Dat soll wuel net ausgeschloss ginn, mä domadder ass awer d'Fro vum Pluralismus net ofgedeckt.

An ech mengen, dass ee scho muss feststellen, dass mir hei zu Lëtzebuerg relativ wéineg, am Ënnerscheed awer zum Ausland oder zu verschiddene Länner aus dem Ausland, awer relativ wéineg wierklech onofhängeg, an deem Sënn parteipolitesch wierklech onofhängeg Presseorganer hunn. Dat ass einfach eng Feststellung. Dee Prinzip vun der Meenungsfräiheet, dee leet natierlech dem Journalist op där enger Säit eng grouss Verantwortung op, verlaangt awer vun der Gesellschaft och eng grouss Protektioun vun deem Journalist.

Da wëll ech awer eppes betounen, wat haut nach kee gesot huet, eng Protektioun

vum Journalist net nëmme par rapport zu méigleche staatlechen Agréff, sondern och eng Protektioun vum Journalist par rapport zu dem Propriétaire vu Presseorganer. Deen Aspekt ass haut nach net ugeschnidde ginn. Dee stellt sech bei eis méiglecherweis e bëssen anescht wéi an anere Länner. Et ass awer fir mech en entscheedende Punkt. An ech mengen, dass dee Punkt onbedéngt och an enger allgemenger Diskussioun iwwer eist Pressegesetz misst nach eng Kéier opgegraff ginn.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. An elo hunn ech nach als agedroene Riedner den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass wichteg, dass mer den Text vun haut stëmmen. Mä erlaabt mer d'Wuert ze ergräifen, fir e spezifesche Fall vu Lëtzebuerg ze ernimmen.

Mir hunn eng Press gehat, déi bis elo eng objektiv Press war, déi, och wann een de Code de déontologie gekuckt huet, dee respektéiert huet. Ech hunn eise Code de déontologie hei vun der Lëtzebuerger Press gekuckt. Ech hunn en anere fonnt, dat ass d'Charte de Munich, deen ass méi kuerz. Dofir hunn ech mer erlaabt, deen ze huelen, well deen huet zéng Artikelen. Do sinn einfach «Les dix devoirs de la charte» vum Journalist:

Artikel 1: «Respecter la vérité quelconque puissent être les conséquences pour luimême, et ce à raison du droit que le public a de connaître.»

Artikel 2: «Défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique.»

Artikel 3: «Publier seulement les informations dont l'origine est connue, ou les accompagner, si c'est nécessaire, des réserves qui s'imposent.»

Artikel 4: «Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents.»

Artikel 5: «S'obliger à respecter la vie privée des personnes.»

Artikel 6: «Rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte.»

Artikel 7: «Garder le secret professionnel et net pas divulguer la source d'information obtenue confidentiellement.»

Artikel 8: «S'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation, les accusations sans fondement.»

Artikel 9: «Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui de publicitaire ou du propagandiste. N'accepter aucune consigne directe ou indirecte des annonceurs.»

Artikel 10: «Refuser toute pression. N'accepter de directives rédactionnelles que des responsables de la rédaction.»

Här President, dat do si Regelen, do si mer eis eens, déi e Journalist ze respektéieren huet. Mir hunn awer leider säit e puer Joren hei zu Lëtzebuerg eng Press, an ech muss Iech soen, wann ech déi zéng Artikele kucken, weess ech net, ob se iwwerhaapt ee respektéieren.

Une voix.- Ech och net.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- «Respecter la vérité», kennt déi Zeitung net. «Publier seulement les informations dont l'origine est connue», kennt déi Zeitung net. «Ne pas utiliser de méthodes déloyales pour obtenir des informations», kennt déi Zeitung net. «S'obliger de respecter la vie privée des personnes», kennt déi Zeitung net. «S'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation», kennt déi Zeitung net.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- «Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui de propagandiste», kennt déi Zeitung net.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- «Refuser toute pression et n'accepter de directives rédactionnelles que des responsables de la rédaction», kennt déi Zeitung net, well do ass een, dee seet, wat d'Leit solle schreiwen.

Här President, ech hoffen,...

(Interruption)

...ech wëll just soen, Här President, dass ech hei muss soen... Ech ginn Iech nach e puer Beispiller: Wann ee bei d'Eltere vun engem telefonéiert oder laanschtgeet a seet, et géif ee gären eng Iwwerraschung maachen, oder et wier ee geschéckt gi vun enger Persoun, wat gelunn ass a wat eng Zuel vun eis heibannen erlieft hunn, fir u Fotoen ze kommen an Informatiounen iwwert d'Kandheet vun engem Politiker.

Wann ee sech erlaabt, bei engem Offizéier, dee sech ëmbruecht huet, bei seng Fra zwee Deeg duerno ze goen an ze soen, et wier een e Schoulkolleeg vun him gewiescht. Wann ee sech erlaabt, bei de Bäcker vis-à-vis schellen ze goen, fir ze froen, wéi eng Mëtschen een all moies keeft, dat nennen ech kee Journalismus!

(Interruption)

Dat nennen ech kee Journalismus, Här President!

Wann ee sech erlaabt, op Facebook d'Fotoe vun deem engen oder vun deem aneren einfach ze printen. Wann ee sech erlaabt, Saachen an d'Welt ze setzen, déi net stëmmen an emol net gekuckt gëtt, ob se stëmmen. Wann ee sech erlaabt, Fotoen à l'insu vun de Leit ze huelen an ze publizéieren. Wann ee Saache schreift iwwert d'Privatliewe vun deem engen a vun deem aneren, d'Haiser fotograféiert a publizéiert, dat nennen ech kee Journalismus, Här President!

Déi gi sech awer, an do ass meng Fro, als Journalisten aus, Här President. Déi Leit gi bei d'Leit schellen, andeem se Visitekäertercher hunn a soen, mir si Journalist. Ech nennen dat net Journalist. An doweinster, Här President, insistéieren ech, dass d'Chamber d'Regierung invitéiert, dass den Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent engem Journaliste professionnel an engem Journalist, deen den Numm net verdéngt huet, esou genannt ze ginn, mais au contraire e Rapporteur, e Colporteur an e Calomnieur, deen nëmme Sauereien iwwert deen een oder deen anere schreift!

Ech akzeptéieren dat net, an doweinster wier ech frou, Här President, wann hei aus dëser Debatt eraus, an och en Appel un d'Regierung, dass eng Campagne gemaach gëtt, dass gesot gëtt, wat Journalismus ass, wat professionelle Journalismus ass a wat de Rescht ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Bravo!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, an elo kritt de Kommunikatiounsminister François Biltgen d'Wuert.

(Brouhaha et hilarité)

Ech géif Iech bieden, elo dem Här Biltgen nozelauschteren!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruptions)

Entschëllegt, et sinn der nach e puer amgaangen.

Wéi laang hunn ech?

M. le Président.- Ma, Dir hutt eng Véirelstonn.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat den Här Bettel elo zum Schluss gesot huet, dat ass eigentlech de ganzen Objet vun dësem Projet de loi gewiescht, nämlech fir ganz kloer ze soen, wien dann e Journaliste professionnel ass a wie sech och un déi néideg Regelen hält.

Déi ganz Diskussiounen, déi mer haten, notamment mam Statsrot, hunn ëmmer erëm dorop higewisen, wou d'juristesch Schwieregkeete leien, fir dat ze maachen, an enger Welt, wou d'Liberté d'expression ee vun de grousse Prinzipien ass. Duerfir wëll ech e bëssen Historique maachen, ier dass ech op de Projet de loi selwer kommen an déi Froen, déi hei opgeworf goufen.

Ech hat heiansdo haut d'Gefill, dass verschidde vun de Kolleegen nach e bëss selchen an där uraler Welt waren, nämlech vun eisem virleschte Pressegesetz aus dem 19. Jorhonnert, wou et drëm gaangen ass, d'Press ze kontrolléieren. Ech hunn ëmmer Problemer, wa gesot gëtt: Elo musse mer kucken, wat d'Ausriichtung vun der Press ass. Ass se objektiv oder steet se engem no? Wiem gehéiert se?

D'Press muss kënne fräi sinn! An déi Illusioun ze mengen, et kéint ee sougenannt objektiv Presse maachen, wou d'Leit keng Meenung hätten, dat ass eng falsch Meenung. D'Leit, déi Press maachen, mussen eng Meenung kënnen hunn. D'Presse d'opinion ass eppes, wat wesentlech d'Demokratie ervirbruecht huet.

Wat ech méi geféierlech fannen, dat ass, wann et ënnerschwelleg Opinioune gëtt, déi sech net kloer nennen. Mä mech huet et ni gestéiert, wann ech weess, déi Zeitung huet déi dote Ligne éditoriale. Si versicht esou vill wéi méiglech ze informéieren, mä si hält hir Ligne éditoriale.

Grad dat war d'Diskussioun, déi mer haten, ier dass mer zum Pressegesetz vun 2004 koumen. Mir haten dee Moment e Gesetz aus dem 19. Jorhonnert, wat e repressiivt Gesetz war. D'Press, d'Fräiheet vun der Press war eigentlech éischter d'Exceptioun wéi d'Regel. A wat mer gemaach hunn, dat ass gekuckt, d'Regel ze maachen.

Den Historique war och esou, dass ganz vill Drock gemaach ginn ass vun där därzäiteger majoritärer Journalistevereenegung an hirem Rechtsberoder, fir esou vill wéi méiglech vun de Préceptë vum Conseil de l'Europe ze iwwerhuelen, wat eng modern Liberté d'expression ubelaangt. Sou dass mer effektiv an deem Projet de loi, dee mer hei der Chamber virgeluecht hunn, relativ an den Detail gaange sinn, och vu Rechter a Flichte vun der Press.

Et ass eréischt zum Schluss vun der Diskussioun, an ech mengen, Äre President ka sech gutt erënneren, well e Rapporteur ass, wou vun der Press selwer, notamment vun den Éditeure gesot ginn ass: „Majo, dat ass alles schéin a gutt, wat Der wëllt, mä sollt Der dann net der Press selwer méi Autonomie loossen an d'Press selwer dat regele loossen? Soll net d'Press sech organiséieren, hir Deontologie organiséieren, amplaz dass de Gesetzgeber dat mécht?"

Dat huet eis dozou bruecht, dass mer eng Partie Amendementen zesummen ausgeschafft hunn - ech ka mech jo gutt erënneren, vu dass ech jo deemools schonn en charge war an zu den Auteure gehéiert hu vun deem Pressegesetz - an dass eng Motioun gestëmmt ginn ass, déi just Folgendes gesot huet, an dat wëll ech hei widderhuelen: Dass et net soll un der Regierung sinn, an net soll un der Chamber sinn an éischter Linn, mä scho guer net un der Regierung, fir elo grouss ze definéieren, wat d'Suerge vun der Press sinn, mä dass mer sollen de Conseil de presse schaffe loossen, op dee waarden, deem seng Suggestiounen ophuelen, a wann dee Suggestioune mécht, op déi agoen an dorobberhin d'Gesetz selwer délestéieren an dem Conseil de presse méi Autonomie ginn.

Dorunner hu mer eis och zënterhier gehalen. Dat huet och den alen an erëm neie Minister vun der Press dozou bruecht, fir ze soen: „Ech wëll elo net vun uewen erof den Avis vum Statsrot kommentéieren. Kommt, mir kucke mam Conseil de presse zesummenzeschaffen." Ech mengen, dat huet Är Kommissioun mam Président-rapporteur Lucien Thiel ganz gutt gemaach. Dir hutt selwer de Conseil de presse gehéiert, de Minister huet en och gehéiert. Mir sinn zesummen iwwregens bei de Statsrot gaangen, deen eis zesummen invitéiert huet, fir och do d'Soucien ze erklären, a mir hu versicht, eppes ze maachen, fir den Titre professionnel no vir ze bréngen.

Genee dat, wat de Conseil de presse wollt, ass net duerchkomm. Wéinst enger ganzer Partie vu juristesche Problemer, wou ech och de Statsrot verstinn. Well mer de Conseil de presse, wéi en elo funktionéiert, net tel quel kënne gläichsetze mat engem Conseil de l'ordre vun den Affekoten oder vun anere Professions réglementées.

Mir hunn awer elo emol den Titre professionnel geschützt. Wuel ass et net, kann een net soen, wann een d'Kaart net huet, da kann een net Titre professionnel sinn. Et kann een awer dovunner ausgoen, dass een, deen d'Kaart huet, sech un d'Deontologie hält, an dass et och wichteg ass, dass mir zesummen, a virun allem de Conseil de presse, dee schonn ugefaangen huet, dat ze maachen, Reklamm maachen. Dass, wann ee kënnt an e schellt un der Dier a seet „Ech si Journalist", d'Leit de Reflex hunn, fir ze soen: „Ma da weis mer emol deng Kaart, ob s de dat och méchs!"

Mir kënnen an enger zweeter Phas nach weider nobesseren. Dat wëlle mer awer nëmmen zesumme mam Conseil de presse maachen.

Woufir steet de Code de déontologie elo net am Gesetz? Well e keng Base légale huet, well et en Akt ass, deen ausgeschafft gouf vum Conseil de presse, deen awer keng Valeur légale huet, well en net am Mémorial bis ewell publizéiert gouf, well de Conseil de presse dat och bis elo, aus enger ganzer Partie Grënn, net gefrot huet. Dat ass eng Fro, déi een duerno muss weiderdiskutéiere mam Conseil de presse, fir ze kucken: Soll een net eng Kéier dohinnergoen, dass de Code de déontologie géif publizéiert ginn am Mémorial an doduerch de Code de déontologie, wéi bei den Dokteren, eng Valeur légale hätt? Da kënne mer e vill méi mat eranhuelen an all déi Froen, déi do sinn.

Déi Froen, déi den Här Bettel opgeworf huet, déi sinn absolut richteg. Et gëtt där Beispiller ganz vill. Mir hunn och eng ganz Partie diskutéiert. Mir hu versicht, d'Gesetz vun 2004 ze dépenaliséieren. Mir hunn esou mann wéi méiglech Droit pénal gemaach, fir eben de Journalist fräi schaffen ze doen, wat da mat sech bréngt, dass eng Partie Normen dra sinn, déi net strofrechtlech geahnt ginn; déi kënnen zivilrechtlech geahnt ginn, awer net strofrechtlech geahnt ginn.

Elo ginn et der, déi hale sech net dorun. Do kann effektiv, obwuel do Plainten zum Beispill sinn, wa Fotoe gewise gi vu Jonken, déi sech ëmbruecht hunn, oder esou. Dat ass eigentlech verbueden. Et ass awer keng strofrechtlech Bestëmmung drop, well mer dovunner ausginn, dass mer eng responsabel Press hunn, déi sech dorun hält. De Problem ass, wann natierlech ee sech elo net dorun hält, kann dat net strofrechtlech verfollegt ginn.

Mir mussen natierlech dann och oppassen, dass mer elo net opgrond vun Deviatiounen, déi kommen, op eemol erëm dat ganzt Pressegesetz penaliséieren an doduerch de seriöe Journalist erëm ënner Drock setzen.

Duerfir, mengen ech, ass haut e ganz wichtege Schrëtt, dee mer maachen. Dat ass guer net esou "anodin", wéi dat ausgesäit. Et ass doudsécher net de leschte Schrëtt, dee mer musse kucken, fir dass mer hei eng responsabel Press, ech wëll net soe kréien, mä behalen, well mir hunn... Ech kommen elo vill am Ausland erëm. Gitt emol e bësse kucken, wat do alles publizéiert gëtt! Ech muss awer soen, dass, och wann ech emol ëmmer erëm moies opstinn a mech schrecklech opreegen iwwert dat, wat ech an där enger oder an där anerer Zeitung liesen. Ech mengen, et ass bal keng, wou ech mech ni driwwer opgereegt hunn,...

(Interruption)

...keng, wou ech mech nach net driwwer opgereegt hunn. Mä da soen ech, dass mer awer hei zu Lëtzebuerg eng responsabel Press hunn. An dat ass och dat heiten.

Duerfir wëll ech och soen, déi Kritiken, déi hei komm sinn, elo hätt missen d'Regierung e Bilan maache vum Pressegesetz. Ech soen Iech, dass ech refuséieren, dat ze maachen. Wann de Conseil de presse wëllt e Bilan maachen, ass et um Conseil de presse. Ech wëll net, dass mer heihinner kommen an Diskussiounen, egal wéi gutt se gemënzt sinn, dass mer hei op eemol italienesch Diskussioune féieren iwwert d'Press. D'Regierung soll sech eraushalen. Et ass net un der Regierung, e Bilan ze zéien. Et ass um Conseil de presse, de Bilan

ze zéien. Et ass um Conseil de presse, eis hei mat Iddien ze fidderen. An dat solle mer an Zukunft maachen.

Dat ass déi Motioun, déi Dir gestëmmt hutt hei an der Chamber! Deemools. Net jiddweree war derbäi. Eng Partie sinn net méi derbäi. Ech mengen awer, dass, wann net eng nei Motioun kënnt, déi Motioun nach ëmmer richteg ass, an dass mer eis och dorunner sollen halen. Domadder si mer bis elo gutt gefuer an dësem Land. Mir sollen och weider esou goen.

Duerfir e puer Äntwerten nach op particulière Froen. Mä dat doten ass fir mech den Haaptsujet, dass mer mussen dëst Gesetz emol benotzen, weider diskutéiere mam Conseil de presse, wéi mer kënnen op deem Niveau weidergoen, mä net, wéi gutt et och gemengt ass, op eemol erëm ufänken, menge mir missten d'Press kontrolléieren.

Pressepluralismus: Mir hunn an der Regierungserklärung gesot, dass mer eis Pressehëllefe wëlle stoe loossen. Dir gesitt, iwwerall an der Welt sinn, notamment bei der geschriwwener Press, vill Problemer. An do riskéiert de Pluralismus ewechzefalen. Ech mengen, dass ee Pluralismus net an de Gréff kritt, andeem een d'Besëtzverhältnisser géif kontrolléieren, wéi den Här Hoffmann dat elo gefuerdert huet. De Pluralismus kréie mer an de Gréff duerch déi Hëllefen, direkter an indirekter, déi mir maachen.

Iwwert d'direkt Pressehëllef hält de Pluralismus op, awer vill indirekt Pressehëllef hëlleft och dem Pluralismus. Wéi d'Campagnen, déi d'Regierung mécht an de verschiddene Presseorganer. Wéi offiziell Annoncen, déi se mécht. Alles dat hëlleft, e gewëssene Pressepluralismus ze halen. Ech mengen, dass, wann ech mat Leit, mat Ministeren aus anere Länner schwätzen, mir awer schonn eng Position privilégiée hunn, dass mer esou vill Presseorganer hunn. An ech mengen, dat ass och gutt fir eist Land.

Och wann ech den Auslänner soen, den auslännesche Ministerkolleege soen, wéivill verschidde Sprooche mer an eiser Press hunn, souwuel écrite wéi audiovisuelle, ass et jo awer och schonn erstaunlech, dass mer hei regelméisseg Presseorganer, offizieller fannen, déi op Däitsch, Franséisch, Englesch, Portugisesch publizéieren. Ech mengen, dass dat ganz gutt ass fir dat Land. An duerfir, mengen ech, ass dee System gutt.

Et muss ee wëssen, dass dat net ëmmer esou einfach gëtt, och an der Zukunft. An och duerfir wëlle mer mat der Press zesummeschaffen. Ech mengen, dass déi zwou grouss Erausfuerderunge fir d'Zukunft sinn, engersäits hei kucken, dass mer weider op deem Wee vun der responsabeler Press ginn, am Kader vun engem oppene Pressegesetz, wéi dat vun 2004, wat mer haut adaptéieren; zweetens och kucken, dass mer de Pressepluralismus kënne behalen, an dass d'Regierung weiderhi kann dee Pressepluralismus direkt oder indirekt finanziell ënnerstëtzen.

Déi Fro vun dem Zougank zu den Informatiounen. Do musse mer oppassen, dass mer net zwou Saache mateneen duerjerneegeheien. Dat eent ass déi ganz Diskussioun vum Zougank vum eenzelne Bierger zu Informatiounen. Dat anert ass, wéi fiert d'Regierung mat der Press. Ech mengen, dat ass eng Saach, wou de Premierminister op dem Neijoersempfang gesot huet, dass mer do solle kucken, wéi mer dat maachen. An duerfir soll een net dat eent vum Gesetz, wat en allgemengen Informatiounszougank ass, wat iwwregens och beim Premierminister läit, net beim Kommunikatiounsminister a Mediëminister, dass mer dat sollen trenne vun där anerer Geschicht, wéi geet een am beschten ëm, dass ee ka gutt mat der Press schaffen.

Ech muss soen, dass ech seele Plainten héieren hunn. Dat kann een nach alles verstäerken. Do geet et vill drëm, dass och den eenzelne Minister kuckt, dass d'Informatioune kommen, dass et Réckmeldung gëtt. Dat ass doudsécher ze verstäerken.

Ech wëll just warnen, wann ee wëllt den Zougank vun der Press zu Informatioune regelen, wéi et zum Beispill a skandinavesche Länner ass, da riskéiert een herno, dat esou ze regelen, dass villes net méi méiglech ass, wat méiglech ass. Duerfir soll een och do virsiichteg virgoen. Dat eent ass d'Press, dat anert ass de Publikumszougank. Ech mengen, do muss eng Kéier geregelt ginn. D'Press soll een iwwer en anere Wee maachen.

Da kann ech mer awer net verknäifen, Här President, opgrond vun dem Optrëtt vum Här Berger hei, nach eng Kéier meng Fuerderung virzebréngen: Ech hätt gär, dass d'Kommissiounssitzunge live iwwer Chamber TV iwwerdroe ginn,...

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech kann deem nëmmen zoustëmmen...

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- ...da kënnen d'Leit selwer héieren, wat ee seet,...

M. Eugène Berger *(DP).*- Voilà! Ganz richteg!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- ...an da gëtt net ëmmer erëm ëmgedréit, wat hunn ech gesot am Numm vum Conseil de presse.

Et ass de Conseil de presse, dee genee déiselwecht Distinctioun mécht, déi ech och elo gemaach hunn, dass dat eent e Sujet ass an dass d'Pressegesetz en anere Sujet ass. An dass et, opgrond vun all deenen Iwwerleeungen, déi notamment den Här Bettel hei gemaach huet, fir de Conseil de presse extrem wichteg ass, dass mer endlech hir Fuerderungen, déi jo elo schonn eng gewëssen Zäit zréckginn - den Här Thiel huet et gesot -, dass mer déi elo ëmsetzen.

Iwwert d'Pressegesetz sinn eng ganz Partie aner Saachen. Et kann een iwwer Äntwertrecht nodenken. Och do sinn eng Partie Saachen, wou ee muss soen, gëtt et elo wierklech, hu mer alles richteg gemaach oder net. Ech mengen, mir solle weider op deem Wee schaffen, dass et de Conseil de presse ass, dee wierklech pluralistesch funktionéiert, deen eis hei seng Desiderata gëtt, seng Iwwerleeungen. Mat deene schaffe mer.

Wéi gesot, dat, wat mer haut stëmmen, ass net honnertprozenteg dat, wat de Conseil de presse gär gehat hätt. Mä mir sinn eis eens ginn, Regierung, Chamberskommissioun a Conseil de presse, dass et à ce stade elo ganz wichteg wär, an ech mengen, duerfir ass et och wichteg, hoffen ech, dass mer hei eng Unanimitéit kréie fir d'Gesetz, an dass mer dann och Reklamm maachen, wat den Titre professionnel ass. Dat muss een ëmmer erëm maachen, fir dass et och an d'Käpp erageet. Dat soen ech fir d'Politiker, och wéinst hire Familljenugehöregen, déi sech heiansdo effektiv do a komesche Situatioune kënnen erëmfannen.

Dann hat den Här Hoffmann nach eng Fro gestallt zu den auslännesche Journalisten. Et ass ganz kloer, dass mer hei an enger europäescher Welt liewen an dass d'Titren, déi een am Ausland huet, och Titrë sinn, déi hei unerkannt ginn. Also, et ass och schonn haut esou. Wou gebraucht een zum Beispill d'Pressekaart? Déi brauch een, zum Beispill, fir kënnen op offiziell Pressekonferenze vun der Regierung ze kommen. De Service information et presse huet do eng ganz kloer Regel, wéi se och am Ausland ass, dass een do mat Pressekaarte vum Ausland, déi offiziell unerkannt sinn, dass dann och de SIP direkt weess, ma dat doten ass en unerkannte Journalist an dee gëtt net dobausse gelooss, nëmme well e keng Lëtzebuerger Journalistekaart hätt. Eis Lëtzebuerger Journaliste brauchen dat och am Ausland. Dat ass also ee Problem, dee sech an der Praxis net stellt.

Ech mengen, dass ech elo op alles geäntwert hätt. Ech hätt zwar nach eng Minutt gehat, mä da schenken ech Iech déi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Kommunikatiounsminister François Biltgen, datt e sech esou genau u seng Zäit gehalen huet. Mir wären domadder um Enn vun eiser Diskussioun iwwert dee Projet de loi a mir kommen elo zum Vote iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an hei ass d'Resultat:

De Projet de loi 6037 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Lucien Clement), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

7. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution (suite)

Mir kommen dann elo nach eng Kéier zréck op déi Propositions de loi, well déi prozedural Schwieregkeete sech an der Zwëschenzäit geléist hunn. Dofir géif ech elo nach eng Kéier déi eenzel Propositions de loi hei opruffen, a mir décidéieren da fir all Proposition de loi, ob mer déi virun an der Procédure législative bäibehalen.

Ech wëll och nach eng Kéier betounen, datt et hei keen Délai gëtt, innerhalb vun deem déi Propositions de loi mussen definitiv zum Vote kommen, mä datt mer do erëm an där normaler Procédure sinn, wéi dat och virdrun de Fall ass.

Mir fänken also nach eng Kéier mat där éischter Proposition de loi un. Dat ass den N°3442 vum Här François Bausch, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Waffen an d'Munitioun.

- Proposition de loi N°3442 portant modification de la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions.

Ass d'Chamber domat d'accord, datt dës Proposition de loi weidergeleet gëtt?

Vote par main levée.

(Assentiment)

Mir fuere virun.

Déi zweet Proposition de loi N°3505, nach eng Kéier vum Här François Bausch, iwwert d'Pornographie.

- Proposition de loi N°3505 relative à la production, la propagation et l'utilisation de représentations pornographiques.

Ass d'Chamber d'accord, datt mer déi weiderleeden?

(Assentiment)

Jo.

Da komme mer zu der Proposition de loi N°3699 vum Här Henri Grethen iwwert de Silence de l'Administration.

- Proposition de loi N°3699 ayant pour objet le silence de l'Administration.

Ass d'Chamber domat d'accord, datt mer déi viruleeden?

(Assentiment)

D'Proposition de loi N°4548 vun der Madame Lydie Polfer an dem Här Henri Grethen, eng Ofännerung vum Artikel 105 vun der Loi électorale.

- Proposition de loi N°4548 portant modification de l'article 105 de la loi électorale du 31 juillet 1924.

Ass d'Chamber d'accord, datt mer déi viruleeden?

(Assentiment)

Da komme mer zur Proposition de loi N°4633 vum Här Jean-Pierre Klein iwwert de Congé de formation vun de Gemengepolitiker.

- Proposition de loi N°4633 portant introduction d'un congé de formation pour les élus locaux.

Ass d'Chamber d'accord, datt mer déi weiderleeden?

(Assentiment)

Jo.

Da komme mer zur Proposition de loi N°4676 vum Här Alex Bodry iwwert de Libre accès à l'information.

- Proposition de loi N°4676 concernant la liberté d'accès à l'information.

Ass d'Chamber d'accord, datt mer déi viruleeden?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

Da kënnt d'Proposition de loi N°4684 vum Här Jean Colombera iwwert déi onkonventionell Medezin.

- Proposition de loi N°4684 portant réglementation des pratiques de médecine non conventionnelle dans le domaine de l'art médical.

Ass d'Chamber och do d'accord, datt mer déi weiderleeden?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi nächst Proposition de loi ass d'N°4734 vum Här Alex Bodry iwwert de Congé associatif.

- Proposition de loi N°4734 portant institution d'un congé associatif.

Och do: Ass d'Chamber d'accord, datt mer déi weiderleeden?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi nächst ass eng Proposition de loi N°4808 vum Här Zanussi iwwert de Vote iwwer Internet. Déi gëtt vum Här Alex Bodry iwwerholl, esou wéi den Artikel 66, Alinea 6 vun eisem Reglement dat virgesäit.

- Proposition de loi N°4808 sur le vote par Internet.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi weidergeleet gëtt?

(Assentiment)

Dat ass also domadder décidéiert.

Déi nächst Proposition de loi ass d'N°4822 vum Här Camille Gira, eng Ofännerung vum Wahlgesetz.

- Proposition de loi N°4822 portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988 visant à rendre obligatoire la réunion extraordinaire du corps électoral pour procéder au remplacement de tous les membres du conseil communal à la demande du corps communal.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt mer se viruleeden?

(Assentiment)

Da gëtt dat domadder gemaach.

An da komme mer virun zur Proposition de loi N°4947 vun der Madame Renée

Wagener iwwert d'Adoptioun fir net bestuete Koppelen.

- Proposition de loi N°4947 tendant à élargir les conditions requises pour l'adoption aux personnes non mariées.

Fuere mer och mat där Proposition de loi virun?

(Assentiment)

Dat ass domadder och esou décidéiert.

Da komme mer zur Proposition de loi N°4969 vun der Madame Lydie Err, eng Ofännerung vum Code de Procédure civile.

- Proposition de loi N°4969 portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de Procédure civile.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur viruleeft?

(Assentiment)

Dat ass domadder esou décidéiert.

Déi nächst ass d'Proposition de loi N°4979 vum Här Lucien Lux iwwert den Harcèlement moral.

- Proposition de loi N°4979 relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail.

(Interruption)

Ass och do d'Chamber d'accord, datt se virugeleet gëtt?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi nächst ass d'Proposition de loi N°5304 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert d'Autorité parentale.

- Proposition de loi N°5304 portant réforme de l'autorité parentale et instaurant la permanence du couple parental.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi virun an der Prozedur bleift?

(Assentiment)

Dat ass deemno esou décidéiert.

Déi nächst ass eng Proposition de loi N°5331 vum Här Alex Bodry iwwert d'Enquête-parlementairen.

- Proposition de loi N°5331 sur les enquêtes parlementaires.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur weiderleeft?

(Assentiment)

Domadder gëtt dës Proposition de loi weidergereecht.

Da komme mer zu enger Proposition de loi N°5553 vun der Madame Marie-Josée Frank a mir selwer iwwert den Droit de la filiation an den Exercice conjoint de l'autorité parentale.

- Proposition de loi N°5553 portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur virugeet?

(Assentiment)

Domadder ass dat och esou décidéiert.

D'Proposition de loi N°5617 vum Här Michel Wolter iwwert d'Emblèmes nationaux.

- Proposition de loi N°5617 portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur weidergeleet gëtt?

(Assentiment)

Da komme mer zur Proposition de loi N°5667 vum Här Henri Grethen iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes.

- Proposition de loi N°5667 modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi virugeleet gëtt?

(Assentiment)

Domadder ass dat décidéiert.

Déi nächst, eng Proposition de loi N°5746 vun den Häre François Bausch, Camille Gira, Paul Helminger a Claude Meisch iwwer eng Ofännerung vum Gemengegesetz.

- Proposition de loi N°5746 - modifiant la loi communale du 13 décembre 1988; - modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi virugeleet gëtt?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Déi nächst ass d'Proposition de loi N°5857 vun den Damme Claudia Dall'Agnol a Lydie Err an den Häre Marc Angel a John Castegnaro iwwert d'Prostitutioun.

- Proposition de loi N°5857 sur la prostitution.

Ass och do d'Chamber d'accord, datt déi weidergeleet gëtt?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi nächst ass eng Proposition de loi N°6020 vun der Madame Err an dem Här Angel iwwert d'Kooperatioun.

- Proposition de loi N°6020 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement.

Och do, huelen ech un, ass d'Chamber d'accord, datt déi an der Prozedur viruleeft?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

Dann hu mer eng Proposition de révision vun der Constitutioun N°6030 vum Här Paul-Henri Meyers iwwer eng Neiuerdnung vun der Constitutioun.

- Proposition de révision N°6030 portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution.

Ech ginn och do dervun aus, datt d'Chamber d'accord ass, datt déi an der Prozedur viruleeft?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou décidéiert.

8. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Elo komme mer dann zum Retrait vun engem Projet de loi. Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech derfir ausgeschwat, fir de Projet de loi N°6053 iwwert d'Schafe vun enger Administration des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'État vum Rôle ze sträichen.

- Projet de loi N°6053 portant création d'une Administration des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'État.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann hu mer nach eng Rei Proposition-de-loien a Propositions de révision de la Constitution, déi haut op Ufro vun den Auteuren oder vun deenen hire Fraktiounen a Sensibilité-politiquë solle vum Rôle geholl ginn. Ech zielen Iech déi alleguerten op an duerno stëmme mer doriwwer of.

Et ass fir d'éischt eng Proposition de loi N°4107 vum Här Eugène Berger, eng Ofännerung vum Artikel 154 vun der Loi électorale

- Proposition de loi N°4107 portant modification de l'article 154 de la loi électorale du 31 juillet 1924;

dann eng Proposition de révision vum Artikel 52 vun der Constitutioun, N°4108, och vum Här Eugène Berger

- Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution - N°4108;

d'Proposition de loi N°4109 vum Här Eugène Berger, eng Ofännerung vum Artikel 98 vun der Loi électorale

- Proposition de loi N°4109 portant modification de l'article 98 de la loi électorale du 31 juillet 1924;

d'Proposition de loi N°4236 vum Här Eugène Berger, eng Ofännerung vun der Loi électorale

- Proposition de loi N°4236 portant modification de la loi électorale du 31 juillet 1924;

d'Proposition de révision vum Artikel 52 vun der Verfassung, N°4140, vun den Häre René Kollwelter a Marc Zanussi

- Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution - N°4140;

d'Proposition de loi N°4141 vum Här Marc Zanussi iwwert de Mindestalter bei de Wahlen

- Proposition de loi N°4141 concernant l'abaissement de l'âge minimum relatif au droit de vote;

d'Proposition de loi N°4458 vun der Madame Ferny Nicklaus-Faber iwwert d'Conjoint-aidanten

- Proposition de loi N°4458 relative aux conjoints aidants;

d'Proposition de loi N°4533 vun der Madame Renée Wagener iwwert d'Representatioun vu Fraen a Männer an der Politik

- Proposition de loi N°4533 visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes;

d'Proposition de loi N°4918 vum Här Ben Fayot iwwert d'Schafe vun engem Observatoire des médicaments

- Proposition de loi N°4918 portant création d'un observatoire des médicaments;

d'Proposition de révision vum Artikel 57, Alinea 2 vun der Constitutioun, N°5048, vum Här Paul-Henri Meyers

- Proposition de révision de l'article 57, paragraphe (2) de la Constitution - N°5048;

d'Proposition de révision vun den Artikele 46 a 47 vun der Verfassung, N°5088, vum Här Paul-Henri Meyers

- Proposition de révision des articles 46 et 47 de la Constitution - N°5088;

meng Proposition de loi N°5285 iwwert den Exercice conjoint vun der Autorité parentale

- Proposition de loi N°5285 relative à l'exercice conjoint de l'autorité parentale;

d'Proposition de loi N°5743 vum Här Marco Schank iwwert d'Schafe vun engem Service de bibliothèques publiques

- Proposition de loi N°5743 portant création d'un Service de bibliothèques publiques;

d'Proposition de révision vum Artikel 52 vun der Constitutioun, N°5944, vum Här Eugène Berger

- Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution - N°5944;

a schlussendlech d'Proposition de loi N°5945 vum Här Eugène Berger, eng Ofännerung vun der Loi électorale

- Proposition de loi N°5945 portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5849, eng Konventioun géint d'Folter. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

9. 5849 - Projet de loi: (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002; et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions

Rapport de la Commission juridique

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5849, dee mer haut diskutéieren an iwwert dee mer wäerten ofstëmmen, ëmfaasst zwee Deeler: fir d'éischt emol d'Zoustëmmung zu dem Protokoll, dee sech op d'UNO-Konventioun géint d'Tortur a géint déi onmënschlech an dégradant Behandlung bezitt vun alle Leit, déi hir Fräiheet entzu kritt hunn; an zweetens d'Erweiderung vun de Kompetenze vum Médiateur.

De Protokoll, vun deem ech geschwat hunn, ass den 18. Dezember 2002 vun der Generalversammlung vun der UNO ugeholl ginn. Dëse Protokoll soll derzou bäidroen, dass d'Bestëmmunge vun der UNO-Konventioun géint d'Tortur, déi eist Land duerch d'Gesetz vum 31. Juli 1987 approuvéiert huet, besser agehalen a kontrolléiert kënne ginn.

Den Zousazprotokoll gesäit dofir haaptsächlech zwou Moossname vir:

Fir d'éischt emol d'Schafung vun engem Sous-comité am Kader vun der UNO selwer, mat der Missioun, d'Tortur ze verhënneren. Fir dat ze erreechen, kann dee Sous-comité an deenen eenzelne Länner, déi dee Protokoll approuvéiert hunn, Kontrolle virhuelen an all Plaze besichen, wou Persounen an hirer Fräiheet beschränkt sinn.

Déi zweet Moossnam ass d'Schafung vun enger nationaler Instanz, mat der Missioun, op nationalem Plang d'Tortur an onmënschlech Behandlungen ze verhënneren, bei all deene Leit, déi op iergendeng Aart a Weis hir Fräiheet zum Deel oder ganz geholl kritt hunn.

All Land, dat den Zousazprotokoll ratifizéiert, muss och déi Instanz schafen, déi am Protokoll als Mécanisme national de prévention bezeechent ginn ass an déi also déi Kontrollaufgaben huet, vun deenen ech geschwat hunn. D'Regierung huet dofir virgeschloen, déi Instanz am Rahme vum Projet de loi selwer ze designéieren, a se schléit vir, déi Missioun dem Médiateur unzevertrauen.

Fir d'Regierung erfëllt de Médiateur de Kritär vun der Onofhängegkeet, deen no dem Protokoll noutwendeg ass, fir déi nei Kontrollfunktioun ze erfëllen. D'Regierung war dofir och der Meenung, et bräicht ee keng nei Instanz ze schafen. Am Projet, deen d'Regierung den 13. Mäerz 2008 deponéiert huet, war virgesinn, déi nei Kompetenze vum Médiateur an d'Gesetz vum 22. August 2003 anzeschreiwen, wat de Médiateur geschafen huet.

D'Commission juridique war mat deem Textvirschlag net averstanen, well se der Meenung war, datt déi nei Kompetenzen, déi de Médiateur an dem Text, dee mer haut ofstëmmen, kritt, sech wesentlech vun deenen Aufgaben ënnerscheeden, déi d'Gesetz vum 3. August 2003 dem Médiateur operleet.

Nom Gesetz vum 3. August 2003 huet de Médiateur d'Missioun, tëschent den eenzelne Bierger an den öffentleche Verwaltungen ze vermëttelen. Hie ka sech net selwer mat engem Fall saiséieren. Hie kann nëmmen d'Problemer, déi him zougedroe ginn a wou de Bierger mengt, dass e vun der Verwaltung net korrekt behandelt ginn ass, der Verwaltung virdroen a mat Argumenter probéieren d'Verwaltung derzou ze bréngen, fir dem Uleies vum Bierger nozeginn.

Et ass och esou, dass de Médiateur der Chamber ënnersteet. An e mécht och der Chamber e Rapport iwwer seng Aktivitéiten.

Dat sinn dräi wesentlech Punkten, op deene sech déi heiteg Kompetenze vum Médiateur vun deenen ënnerscheeden, déi en no deem neie Projet de loi 5849 zougesprach kritt. Well an deem neie Gesetz, wat mer haut diskutéieren, kritt de Médiateur eng Aufgab vu Kontroller, vu Contrôleur. Hie soll déi Plazen iwwerwaachen a kontrolléieren, wou Leit an hirer Fräiheet ageschränkt sinn, an e soll och derfir suergen, dass deene Leit hiert Grondrecht, dass se net torturéiert ginn, dass se korrekt behandelt ginn, agehale gëtt.

Hie brauch dofir vu kengem saiséiert ze ginn. Et ass eng Aufgab, déi d'Gesetz em

uvertraut an déi en à tout moment exercéiere kann, ouni dass een dat muss froen.

Hie kann zu all Moment déi Aufgaben erfëllen. An a senger neier Aufgab ass en onofhängeg an ënnerscheet sech do vun deenen Aufgaben, déi en als Médiateur huet, wou en also der Chamber ënnersteet. An deenen heiten Aufgaben ënnersteet en der Chamber net.

Fir déi Trennung an dee wesentlechen Ënnerscheed kloer zum Ausdrock ze bréngen, huet d'Commission juridique de Projet amendéiert an all Hiweis op d'Gesetz vum 3. August 2003 aus dem urspréngleche Text gestrach.

Wat elo den Text selwer betrëfft, sinn nach dräi Bemierkungen ze maachen:

Éischtens, d'Regierung wollt all déi Plazen, wou Leit net fräi liewe kënnen an déi vum Médiateur kontrolléiert solle ginn, am Gesetz selwer opzielen. De Statsrot, an och d'Commission juridique vun der Chamber, war domat net d'accord, well déi Opzielung am Protokoll selwer net virgesinn ass a well d'Opzielung, esou wéi d'Regierung se proposéiert hat, de toute façon net komplett war. Dofir ass also och deen Artikel aus dem Text verschwonnen. Ech hunn awer am Commentaire als Hiweis déi eenzel Gesetzer opgezielt, déi och d'Regierung an hirem Projet de loi ageschriwwen hat.

Zweetens, wat d'Kompetenze vum Médiateur ugeet, bleift ervirzehiewen, dass de Médiateur zu all Moment an ouni sech iwwerhaapt unzekënnege Visiten op all deene Plaze ka maachen, wou e mengt, dass d'Leit net fräi kéinte liewen. Dat sinn ënner anerem déi Plazen, déi d'Regierung och ugedeit hat. Hie ka sech fräi a confidentiel mat alle Persounen ënnerhalen a mat alle Persoune schwätzen, déi een op deene kontrolléierte Plaze virfënnt. Hie ka sech begleede loosse vun deenen Experten, wou e mengt, dass d'Präsenz noutwendeg wär. Hie muss och all Renseignementer kréien, déi e freet an déi e brauch, fir seng Missioun ze erfëllen.

De Médiateur muss dann all Joer e Rapport maachen, deen och un déi kompetent Autoritéit weidergeleet gëtt an déi dozou hir Observatioune ka maachen. Dee Rapport muss veröffentlecht gi vum Médiateur selwer, an net vun der Chamber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wéilt ech dann nach zwou méi allgemeng Bemierkunge maachen.

Déi éischt ass emol déi: Et gëtt Leit, déi soen, et kéint een e Land jugéieren no der Aart a Weis, wéi et mat deene Leit ëmgeet, déi am Prisong sinn. Dat ass vläicht eng Ausso, déi e bëssen iwwerspëtzt ass. Si huet awer a mengen Aen e groussen Deel Wourecht, well och déi Leit, déi am Prisong sinn aus iergendenger Ursaach, verdéngen de Respekt a verdéngen, dass si mat där néideger Dignitéit behandelt ginn. Ee Grondrecht, wat jiddwerengem zousteet.

Dofir mengen ech och, dass dee Projet hei, wou mer dem Médiateur den Aufgabeberäich uvertrauen, dee muss derfir suergen, dass ee korrekten Ëmgang mat de Prisonnéier geschitt, eis um Wee vun der Anhalung vun de Grondrechter e Stéck weiderbréngt. An ech sinn och der Meenung, dass an deem Konzept, an deem Puzzle, wat de Justizminister wëllt realiséieren, och de Médiateur eng Roll ze spillen huet. An esou, wéi mer e kennen, wäert en déi Roll och spillen.

Eng zweet Remarque. D'Preventioun vun der Tortur, a besonnesch d'Preventioun vun allen onmënschlechen an dégradante Behandlungen, misst net nëmmen ziele fir Leit, déi am Prisong sinn, mä déi misst agehale gi fir all Bierger, a besonnesch och fir eenzel Kategorië vu Bierger, déi besonnesch esou enger Behandlung kënnen ausgesat ginn.

Ech denken do haaptsächlech… Ech wëll zwou Kategorien nennen. Dat sinn engersäits emol handicapéiert Persounen, dat sinn awer och eeler Persounen, déi net méi kënnen doheem sinn - souguer wa se doheem sinn -, wou oft de Respekt an déi korrekt mënschlech Behandlung net ëmmer do sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- An dofir mengen ech, soll een och kucken… Et däerf een hei net stoe bleiwen. An et muss een och kucken aner Konventiounen ëmzesetzen, notamment déi iwwert d'Grondrecht, iwwert d'Recht och vun deenen handicapéierte Persounen. Et muss een och mat der Zäit kucken, wéi een aner Kategorië besser kann ofschützen.

Dofir ass eng Iddi, déi och an der Kommissioun opkomm war, zu Recht opgeworf ginn. Dat ass déi, ob een iwwert deen heite Projet eraus an Zukunft net awer eng Instanz misst schafen, déi derfir misst suergen, dass d'une façon générale d'Grondrechter besser respektéiert ginn, an déi och derfir misst suergen, dass jiddwereen, dee mengt, seng Grondrechter wieren net korrekt behandelt, sech un esou eng Instanz kéint wenden.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deene Bemierkunge géif ech d'Chamber bieden, hiren Accord zu dësem Projet ze ginn. An ech kann och elo schonn den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, fir d'éischt wëll ech dem Här Rapporteur Merci soen. Ech wëll just op zwee Punkten insistéieren.

Deen éischten huet de Rapporteur och schonn zitéiert. Dat ass, dass de Médiateur… Am Ufank war virgesinn, dass de Médiateur sech am Fong misst umellen, wann en iergendwéi eng Plaz wéilt kucke goen. Mir si frou, dass de Médiateur awer och d'Libertéit huet, fir op déi eng oder déi aner Plaz kënnen ze goen, ouni dass e sech am Viraus muss umellen.

Et kann ee sech jo virstellen, wann e Problem ass, dass da par hasard deen Dag kee Problem ass, wann de Médiateur ukomm ass. An dofir si mer frou, dass op jidde Fall de Médiateur déi Latitude kritt huet, fir och kënne fräi ouni Umellen… dat heescht d'Visite ze maachen, ouni sech am Viraus laang ugekënnegt ze hunn.

Dann déi zweet Saach ass, Här President, fir dass de Médiateur déi Aarbecht ka richteg maachen, muss ee sech awer och d'Fro vum Personal beim Médiateur stellen. Et muss ee sech d'Fro stellen. Am Moment huet ee jo d'Gefill, dass se scho ganz vill Aarbecht hunn. A wann een dat wëllt seriö maachen, muss ee sech d'Fro stellen, ob et net wichteg wär awer beim Médiateur selwer ze intervenéieren, fir ze kucken, ob se personalméisseg net missten do opgestockt ginn, fir dass dat och ka seriö gemaach ginn.

Dat doten ass eng wichteg Saach. Et ass eng wichteg Fro, an där mir awer als Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäerten och e positive Vote ofginn. Mä wéi gesot, et wier net oninteressant awer ze wëssen, wéi dat personalméisseg elo beim Médiateur geregelt gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn och vun eiser Säit den Accord zu deem heite Projet de loi, esou wéi en och amendéiert ginn ass opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer zu deem doten Text an der juristescher Kommissioun haten. Ech hunn och zu deene gehéiert, déi éischter eng Kéier geschléckt hunn, wéi se héieren hunn, dass d'Regierung eigentlech dem Médiateur déi heiten Aufgab géif ginn, well et effektiv e Broch duerstellt mat der Philosophie eigentlech, wéi bis elo d'Missioun vum Médiateur an eisem Gesetz vun 2003 geregelt ass.

Wéi de Rapporteur ganz richteg ervirgestrach huet, kann de Médiateur nëmmen a senger Kärfunktioun aktiv ginn op Reklamatioun hin an engem individuelle Fall. En huet net den Droit d'autosaisine. E kann also selwer net deklaréieren: Elo ginn ech emol aktiv an engem bestëmmte Beräich. E kann et also nëmme maachen, wann e prezis an engem Fall mat enger gewëssener Fro betreit ginn ass.

Hei ass et eng ganz aner Hypothees, wou de Médiateur elo d'Kompetenz kritt. Hei ass et ebe just net, wann eppes geschitt ass, wou en intervenéiert, mä en huet eigentlech eng reng preventiv Funktioun, en huet eng Kontrollfunktioun. E soll verhënneren, dass et zu Aschränkunge vun de Grondrechter kënnt, dass et zu Torture kënnt. Dat ass eng ganz aner Missioun.

Mir haten hie selwer och dozou héieren, d'Regierung dozou héieren. An et ass aus deenen Diskussioune ganz kloer ginn, dass d'Regierung eigentlech dräi Méiglechkeeten hat.

Si hat d'Méiglechkeet, eng nei Instanz ze schafen, déi et nach net gëtt; also eigentlech eng nei kleng Verwaltung ze schafen, déi dann ausschliesslech déi dote Funktioun hätt, fir deen dote Kontrollmechanismus am Kader vun der Konventioun iwwert d'Tortur auszeféieren.

Oder awer si hätt d'Méiglechkeet gehat, eventuell och déi national Mënscherechtskommissioun mat esou enger Aufgab ze betreien. Wat och duerchaus, mengen ech, denkbar gewiescht wär. Ech muss allerdéngs soen, dass déi nu par rapport zum Médiateur guer keng Infrastruktur praktesch zur Verfügung huet, ausser, mengen ech, engem Sekretariat, wat emol net voll besat ass.

Esou dass d'Regierung eigentlech aus praktesche Grënn d'Optioun geholl huet, fir dem Médiateur déi doten Aufgab ze ginn. Domadder kann een averstane sinn, wann een eng pragmatesch Approche huet. An déi huet sech schlussendlech och an der Kommissioun duerchgesat.

Nach, mengen ech, muss ee kucken, opgrond vun der Erfahrung, déi ee mat deem heiten Instrument huet, ob dat heiten elo eng definitiv Léisung ass oder ob ee sech mat der Zäit kann awer en aneren Agencement vun de Pouvoire virstellen, wéi dat elo am Gesetzestext festgehalen ass. Dat gesot, steet eis Fraktioun hannert deem doten Text a wäert en och stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir kënnen och dësem Projet eis Zoustëmmung ginn. Ech wëll dem Rapporteur och Merci soe fir seng Aarbecht. Déi Explikatiounen, déi d'Virriedner scho ginn hunn, mengen ech, decken d'Problematik of.

Mir hunn eis och aus deeneselwechte pragmatesche Grënn dësem Text kënnen uschléissen. Mä mir denken och, dass d'Fro vum Staff, vun de Mataarbechter vum Médiateur awer och muss kënne gestallt ginn. Mir wënschen op jidde Fall deene Leit, déi sech heimadder wäerte beschäftegen, eng glécklech Hand, well dat ass eng ganz wichteg Aufgab, déi se hei iwwerdroe kréien, an déi Lëtzebuerg net méi schlecht ka maachen, mä nëmme besser.

M. le Président.- Merci och dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, och dem Rapporteur Merci fir säi Rapport; net nëmme fir säi Rapport, mä virun allem fir dat, wat en zum Schluss vu senger Interventioun gesot huet. An ech sinn e bësse virwëtzeg, wéi déi Ukënnegungen, déi en do gemaach huet, och par rapport zu Instrumenter, fir d'Mënscherechter net nëmmen am Prisong, mä och op anere Plazen ofzesécheren, wéi mer doranner weiderkommen.

An der Verfassung oder am Grundgesetz vun der Bundesrepublik Däitschland steet ganz am Ufank dee wonnerschéine Saz: „Die Mënschenwürde ist unantastbar." Mir wëssen alleguerten, dass dat an der Praxis selbstverständlech net ëmmer de Fall ass, net nëmmen hannert de Prisongsdieren, mä och op anere Plazen.

Ech wollt och déiselwecht Fro stellen, wéi dat mat de Mëttelen ausgesäit, déi de Médiateur kritt fir eng Aufgab, déi ganz spezifesch ass, déi ganz nei ass, wat iwwerhaapt keng Mediatiounsaarbecht méi ass, sondern eng Kontrollaarbecht. Ech war selwer net an der Kommissioun derbäi, fir ze wëssen, wat hie selwer dozou seet, mä ech ginn dervun aus, dass en do méi Personal brauch.

An zum Schluss, mir hunn haut natierlech keng Diskussioun iwwert d'Konzept vun eise Prisonge respektiv e Konzept vu Strofvollzuch. Dorobber musse mer also de toute façon nach eng Kéier zréckkommen.

Selbstverständlech stëmmen ech och de Projet.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo kritt den Här Justizminister François Biltgen d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Och fir d'éischt dem Här Paul-Henri Meyers Merci, net nëmme fir säi Rapport, mä och fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, fir dee Projet hei no villen Diskussiounen op déi Fassong ze bréngen, déi hei ass.

Ech kommen e bëssen op den Historique zréck. Et gëtt eng international Konventioun iwwert d'Prévention de la torture, net nëmmen an de Prisongen. Hei schwätze mer iwwregens vun alle Plazen, wou ee Fräiheetsentzuch huet. Dat ass net nëmmen eng Affär vum Justizminister - ech wëll dat ganz däitlech soen -, och wann et de Justizminister war, deen de Projet op den Instanzewee bruecht huet.

D'Fro huet sech natierlech gestallt: Woufir de Médiateur? Wat huet dergéint geschwat? Dergéint huet zum Beispill geschwat, dass de Médiateur jo eng haaptsächlech Missioun huet, wou e vun der Chamber agesat ass a wou en do ass, fir d'Beschwerde vun de Leit par rapport zu den öffentleche Verwaltungen ze huelen. Hei kritt en zousätzlech eng Aufgab, déi e fir d'Regierung mécht, well d'Regierung exekutéiert d'Konventioun, wou natierlech dann erëm Verwaltunge kontrolléiert ginn.

D'Fro, déi opgeworf gouf, ass déi: Riskéiert en net selwer an Zuchzwang ze kommen? Ech kommen zréck op eis Diskussioun vum Pressegesetz. Och do huet de Minister gesot: Majo, de Médiateur ass eigentlech een Organ vun der Chamber, oder vun der Chamber agesat, an dofir diskutéiert mat him, dass hie ka seng Beweggrënn virleeën.

Well dass mäi Virgänger hie virgeschloen huet; de Médiateur hat zwou Ursaachen. Déi éischt ass déi, wa mer hien net geholl hätten, hätte mer missen - an dat ass jo virdrun ugeklongen - eng ganz nei Instanz huelen, wat och erëm eng Partie Schwieregkeete mat sech bruecht hätt. Dat Zweet ass, dass de Médiateur selwer Demandeur war, fir déi Aufgab ze iwwerhuelen, well en elo scho ganz vill a Prisonge geet an do effektiv kontrolléiert, ob alles richteg zougeet.

Ech mengen, doropshin ass dee Konsens erauskomm, deen do war. An ech mengen, dass dat heiten e gutt Gesetz ass. Et ass och dann e bëssen de Complément zu deem, wat ech de Moien d'Geleeënheet hat an der Commission juridique virzestellen, nämlech den neie Concept pénitentiaire. Wa mer an deem neie Concept pénitentiaire wëllen d'Normaliséierung vun den Haftbedéngungen als Viraussetzung zu enger besserer Resozialiséierung maachen - ech soe just an zwee Wierder dat, wat ech de Moie ganz laang an Ärer Kommissioun erkläert hunn -, dann ass d'Kontroll vun där Normaliséierung vun den Haftbedéngungen, déi de Médiateur da mécht, schonn eng wesentlech Viraussetzung.

Ech wëll och op dëser Tribün nach eng Kéier soen: Ech hunn dat Konzept de Moien an der Commission juridique erkläert. Mir hunn dat Konzept öffentlech gemaach.

Dat ass also e Concept pénitentiaire, kee Concept pénal, kee Concept pénologique, kee Concept préventif. Et muss een déi Saachen trennen. Mä ech wär frou, wa mer elo eis weider Konsultatiounsronne gedréit hunn, kucke Kritiken erakritt ze hunn, Objektiounen zu deem Concept

pénitentiaire, dass mer nach an dëser Sessioun en Débat d'orientation hätten. Well do ass ganz villes, wat mer mussen a wëllen änneren, a wou ech da frou wär, wann esou een Débat d'orientation géif zum Beispill dat erëmginn, wat mer de Moien an der Commission juridique haten, nämlech prinzipiell eng grouss Zoustëmmung.

(Interruption)

Et mécht et méi einfach fir e Minister, dat unzefänken, well et ass net an dëser Legislaturperiod, wou dat dote kann definitiv a Kraaft trieden. Dofir wär et wichteg, dass mer hei eng large Majoritéit hätten.

Zu där Fro vun de Moyenë vum Médiateur: Ech weess net, u wien déi eenzel Orateurë sech adresséiert hunn, mä si kënne sech op alle Fall net un d'Regierung adresséiert hunn. Si kënnen et nëmmen un d'Chamber adresséieren, well de Médiateur an all seng Moyenë gi vun der Chamber décidéiert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Justizminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5849 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Lucien Clement), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Fernand Boden), Norbert Haupert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes (par Mme Christine Doerner), Marc Lies (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Michel Wolter), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6001, e Protokoll iwwert d'Cour de Justice Benelux. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir kënnt mech vun der Riednerlëscht sträichen. Ech hoffen, dass de Rapporteur esou komplett a kuerz ass, dass ech net méi muss agräifen.

Une voix.- Dat ass deen doudsécher, Här Bettel.

Une autre voix.- Et wär awer vläicht ganz interessant gewiescht.

10. 6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mat dem Gesetzesprojet 6001 ratifizéiere mir een Zousazprotokoll zum Traité, deen 1965 d'Cour de Justice Benelux geschafen huet. Dësen Zousazprotokoll staamt aus dem Joer 2008.

En huet zum Zweck, de Leit, déi beim Benelux-Markenamt schaffen, méi genee bei der Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle, méi en ëmfaassende rechtleche Schutz ze ginn, wat hir Aarbechtssituatioun ubelaangt. Bis elo war de Regime vun de Mataarbechter vun dem Benelux-Markenamt iwwer e Protokoll aus dem Joer 1974 geregelt. Et huet sech awer erausgestallt, dass de Regime net méi der Evolutioun vun dem Aarbechtsrecht an der Rechtsspriechung am Beräich vun de Mënscherechter ugemooss war. Dat gëtt elo geännert, andeems den aarbechtsrechtleche Schutz de moderne Standarden ugepasst gëtt.

Konkret geet et hei ëm Folgendes:

Éischtens, d'Benelux-Geriicht kritt eng generell Kompetenz fir all Sträitfall tëschent dem Personal an dem Benelux-Markenamt. Jiddwer Mataarbechter - deemno och d'Direkteren; dat war bis elo net de Fall - kënnen e Recours bei der Cour Benelux maachen. Souwuel d'Form vun dem Recours wéi och den Inhalt, dat heescht d'Rekursméiglechkeeten, sinn an Zukunft fir jiddwer Mataarbechter déiselwecht.

Zweetens, all Décisioun vun dem Markenamt, déi d'Aarbechtsrelatioun vun engem Mataarbechter betrëfft, ka virun dem Benelux-Geriicht attackéiert ginn.

Drëttens, de Protokoll limitéiert net, wéi bis elo, déi juristesch Mëttelen, also d'Natur vun den Argumenter, déi kënnen ugefouert ginn, fir e Recours ze maachen.

Véiertens, ier ee formelle Recours bei dem Benelux-Geriicht kann agereecht ginn, muss fir d'éischt en internen administrative Recours gemaach ginn, dee vun enger Commission consultative aviséiert gëtt. Dës Kommissioun ass elo esou opgestallt, dass aus jiddwer Memberstat vun der Benelux Beamten dra vertruede sinn. Dës Kommissioun gëtt och vun engem Riichter aus engem Benelux-Stat presidéiert.

D'Personaldelegatioun vun dem Markenamt ka bei der Besetzung vun dëser Commission consultative e Wuert matschwätzen. Esou ass och hiren Afloss op dem Niveau vun dësem administrativem Recours geséchert.

All Décisioun vun der Commission consultative, wat also eng Aart Décision interne préalable ass, kann da virun dem Benelux-Geriicht attackéiert ginn. D'Geriicht huet d'Méiglechkeet, fir d'Décisioun einfach ze annulléieren oder komplett ze reforméieren. Et ass also e Recours de pleine juridiction.

Hei spillt ganz kloer den Afloss vun der europäescher Mënscherechtsjurisprudenz, déi jo alt gelegentlech och vum Statsrot ugeféiert gëtt, fir an esou Matièrë méi oft e Recours de pleine juridiction virzegesinn.

Fënneftens a leschtens, d'Prozedur virun der Cour de justice Benelux wäert an Zukunft prinzipiell schrëftlech sinn, mat engem Austausch vu schrëftleche Mémoiren, also de Stellungnahme vun den eenzelne Parteien. D'Parteie kënnen awer och mëndlech hir Positioun vertrieden. D'Geriicht kann dat vu vireran och unuerdnen.

Här President, de Statsrot huet dëse Gesetzesprojet den 21. Abrëll 2009 schonns aviséiert gehat. Hien hat keng Objektioun derzou. De Statsrot huet awer bemierkt, dass an deemselwechte Sënn och misst de Protokoll vun 1969 iwwert d'Protection juridictionnelle vun dem Personal vun der Benelux-Unioun iwwerschafft ginn. Et dierft also net ausgeschloss sinn, dass mir an absehbarer Zäit erëm iwwer en ähnlechen Dossier an dësem héijen Haus wäerten ofstëmmen. Deemno, Affaire à suivre.

D'Commission juridique recommandéiert an hirem schrëftleche Bericht vum 3. Mäerz dëst Joer eestëmmeg, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gilles Roth fir säi komplette Rapport. Dee war esou komplett, datt, mengen ech, näischt méi weider doriwwer ze soen ass. Duerfir komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6001 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Fernand Boden), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Michel Wolter), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6074, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech schonn ageschriwwen: den Här Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner.

11. 6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet geet et ëm d'materiell Richtegstellung vun engem eenzelnen awer och eenzegen Artikel aus eisem Code d'instruction criminelle. D'Erklärung vun deem geet zréck op e Gesetz vum Juli 2008, wou d'Bestëmmunge vum schrëftlechen a motivéierte Rapport vum Untersuchungsriichter nei geregelt gi sinn. D'Verfaassung vun esou engem Bericht muss net méi an alle Fäll obligatoresch schrëftlech motivéiert oder eragi ginn.

Doropshi sinn d'Alineaen 2 an 3 vum Paragraph 6 vun dësem Artikel ersatzlos gestrach ginn. An dat ass eigentlech de Punkt. Dat war verkéiert, well domadder si wichteg prozessual Garantië verluer gaangen, wéi dat aus der Argumentatioun vun engem Arrêt vun der Chambre du Conseil ervirgeet.

Well et awer net am Sënn war vum Législateur, op esou Rechter ze verzichten, wëlle mir mat dësem Projet elo dës Alineaen 2 an 3 vum Paragraph 6 erëm nei an eise Code ophuelen - dat wëllt soen, reintegréieren -, mä do derbäi a souguer och nach de Prezisioune vum Statsrot Rechnung droen, andeems mer den éischten Alinea vum Paragraph 6 - dat wëllt soen, der Eventualitéit vun engem Rapport vum Juge d'instruction - och nach zousätzlech abauen.

Esou gëtt dësen Artikel 127 an all senge Punkten erëm ganz prezis a ganz kloer. An ech mengen, mir kéinten dee Projet esou unhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Doerner, déi och, wéi mer et vun hir gewinnt sinn, erëm ganz komplett war, esou datt weder den Här Bettel nach en aneren... Den Här Bettel misst awer nach eng Kéier intervenéieren.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, sorry, wann ech d'Wuert froen, mä ech wollt der Madame Doerner am Numm vun all den anere Fraktioune Merci soe fir hire Rapport.

M. le Président.- Merci och dem Här Bettel. Domadder kéime mer dann direkt zum Ofstëmmen iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6074 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Haupert (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Michel Wolter), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Elo komme mer zum leschte Projet de loi fir haut, den 6106, eng Konventioun mat Indien iwwert d'Sécurité sociale. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell fest-

geluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Spautz a Wagner. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

12. 6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir hutt jo gesot, ëm wat et geet.

(Hilarité)

Dës Konventioun gouf no enger eenzeger Verhandlungsronn de 5. November zu New Delhi paraphéiert. Si gouf den 30. September 2009 hei zu Lëtzebuerg ënnerzeechent. Ze notéieren ass, dass den offiziellen Text vun der Konventioun op Englesch ass. Mä fir d'Aufgab vun deenen, déi mat där Konventioun schaffe mussen, gëtt et eng offiziös franséisch Iwwersetzung.

Den Haaptobjektiv vun dëser Konventioun zwëschen Indien a Lëtzebuerg ass et, fir d'Rechter an d'Flichten an der Matière vun der Sécurité sociale ofzesécheren. Et kann ee soen, dass am grousse Ganzen dës Konventioun deeselwechten Opbau huet, wéi aner bilateral Konventiounen an där Matière, wéi mer se schonn oft hei am Haus gesinn hunn.

Ze preziséieren ass awer, dass dat materiellt Uwendungsfeld net esou wäit geet, wéi bei deenen aneren ähnleche Konventiounen, déi ech elo grad ugeschwat hunn. Dës Konventioun applizéiert sech exklusiv op d'Législatioun vun deenen zwee Länner an der Matière vun der Assurance pension en cas de vieillesse an Assurance d'invalidité et de survie. All déi aner sozial Mesurë sinn do net dran.

D'Konventioun preziséiert awer am Artikel 2, dass et awer méiglech ass fir d'Travailleurs détachés a fir d'Membere vun diplomatesche Missiounen, gewëssen aner Rechter ze kréien.

De Statsrot huet dëse Projet a sengem Avis vum 23. Februar 2010 guttgeheescht. En huet a sengem Avis op en Iwwersetzungsfeeler beim Artikel 8, c an der offizieller Iwwersetzung higewisen. Ech hunn du mat mengem Aarbechter, mat där zoustänneger Damm, Kontakt geholl, a bei der Sécurité sociale an der offiziöser Versioun ass deen Iwwersetzungsfeeler verbessert.

Dofir géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech géif Iech bieden, dës Konventioun ze stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Angel. Wéi mer dat vun him gewinnt sinn, war hien erëm extrem kloer a genau, esou datt kee méi d'Wuert ze ergräife brauch. Och net méi déi Häre Spautz a Wagner.

Mir kéimen direkt zum Ofstëmmen iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 6106 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Christine Doerner), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Schiltz freet d'Wuert.

13. Motion de M. Jean Colombera relative aux travaux à effectuer sur la RN7

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, wat déi Motioun vum Här Colombera ubelaangt, géif ech virschloen, déi an d'Kommissioun ze renvoyéieren. Well wa mer se haut stëmmen, da mécht den Här Kaes eis vu Freed en Häerzinfarkt, a wa mer se oflehnen, da mécht en eis vun Trauer an Dépit en Häerzinfarkt. Duerfir kommt, mir maachen dat an der Kommissioun gemittlech.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Also, ech ginn dovun aus, datt den Här Colombera net de Risque vun engem Häerzinfarkt vum Här Kaes wëllt a Kaf huelen an domadder d'accord ass, datt déi Motioun an d'Kommissioun renvoyéiert gëtt.

(Brouhaha général)

Den Här Colombera ass domadder d'accord, da gëtt also déi Motioun an d'Kommissioun…

M. Jean Colombera *(ADR).*- Mä net op onbestëmmten Zäit!

(Brouhaha général)

Et ass awer ze wichteg.

M. le Président.- Déi Motioun geet an déi dofir zoustänneg Kommissioun.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Question avec débat N°6 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Ambassaden, déi hei zu Lëtzebuerg zougemaach ginn. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen, der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

14. Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nodeems déi ungaresch Ambassade zu Lëtzebuerg schonn z'joert zougemaach gouf, huet viru kuerzem och déi schwedesch Ambassade annoncéiert, datt si hir Büroen zu Lëtzebuerg wäert zoumaachen. De Rumeuren no - an et wär interessant, vum Här Minister ze héieren, ob hien dat ka confirméieren - sollen och nach weider Ambassaden zu Lëtzebuerg zougemaach ginn.

Konsequenze vun där Entwécklung gëtt et der vill. Fir Lëtzebuerg bedeit dat un éischter Plaz e Prestigeverloscht als international Haaptstad. Eng Stad, déi net vill Ambassaden huet, gëtt um internationale Plang als éischter manner wichteg considéréiert. Et bedeit och eng Entrave fir d'Promotioun vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg a sécher och e manner groussen Ureiz fir auslännesch Firmen, fir sech bei eis am Land nidderzeloossen.

D'Ambassadë leeschten e wichtege Bäitrag zum sozialen a kulturelle Liewen am Land. Manner Ambassaden heescht och manner kulturell Impulser.

Wann auslännesch Ambassadë feelen, da gëtt et fir eis Regierung vill méi schwéier, lëtzebuergesch Positiounen am Ausland bekannt ze maachen a fir eis Interesse Reklamm ze maachen. Zumools dann, wann an deene betreffende Länner keng resident lëtzebuergesch Ambassade existéiert, esou wéi dat zu Stockholm oder och zu Budapest de Fall ass.

Déi Ambassaden, déi vu Bréissel aus eist Land ofdecken, kënnen dee Rôle net spillen. Vill vun hinne komme just eemol am Joer op Lëtzebuerg, an zwar fir den Nationalfeierdag. Och en Honorarkonsulat huet nëmme ganz ageschränkt Méiglechkeeten a kann eng Ambassade op kee Fall remplacéieren.

Fir déi jeeweileg national Communautéiten hei am Land gëtt d'Liewen och méi schwéier, well vill vun hiren Démarchen an Zukunft iwwer Bréissel gemaach gi mussen, amplaz hei direkt op der Plaz. Dat schwächt selbstverständlech och d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg. Och gëtt et désagréabel Konsequenzen, dacks Entloossunge fir dat lokaalt Personal vun den Ambassaden.

D'Regierung, Här President, kann net soen, datt dat alles net schlëmm wär. Selbstverständlech ass et schlëmm, well mir déi auslännesch Ambassaden hei batter néideg brauchen!

Virun allem soll d'Regierung net probéieren ze erzielen, et wär net hir Matschold oder hir Matverantwortung, datt auslännesch Ambassaden hei zoumaachen. Sécher, vill auslännesch Staten hunn, wéi eis Regierung och, finanziell Problemer. Mä wann am Ausland eist Land nach géif aussepolitesch eescht geholl ginn, da géifen d'Ambassaden op anere Plazen zougemaach ginn an net hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn eng Regierung, déi d'Interesse vun eisem Land net nëmmen net verdeedegt, mä déi eist Land och nach finanziell geschwächt huet duerch eng falsch Décisioun no där anerer: am Dossier Bankgeheimnis, an der Zënsbesteierung, am Dossier TVA, am Dossier Tanktourismus, duerch eng Kapitulatioun no där anerer virun Europa.

Datt d'Ambassaden zoumaachen, huet awer och domat ze dinn, datt d'Lëtzebuerger Regierung schonn e puermol de Schweden an den Ungarn versprach hat, d'Réciprocitéit spillen ze loossen an eng lëtzebuergesch Ambassade zu Stockholm an zu Budapest opzemaachen. A fréiere Joren huet de Lëtzebuerger Ausseminister, Virgänger vum Här Minister Asselborn, a senger Erklärung zur Aussepolitik souguer dacks gesot, datt mir an all EU-Memberstat missten eng Ambassade hunn. Mä dat Versprieche gouf ëmmer nees gebrach. Stockholm als informell skandinavesch Haaptstad wollt och ni vun eisem Ambassadeur zu Kopenhagen mat ofgedeckt ginn. D'Rechnung krute mir elo presentéiert.

Mir sollten eis och froen, ob mir als Land deenen auslänneschen Ambassaden ëmmer optimal Liewens- an Aarbechtsbedéngungen offréieren. Eis fält jiddefalls op, datt mir virun allem och um protokollaresche Plang heiansdo kéinte méi Héiflechkeet an Entgéintkommes géigeniwwer eisen auslännesche Gäscht weisen.

D'Regierung Juncker/Asselborn verseet komplett, wann et drëms geet, nei international oder europäesch Institutiounen op Lëtzebuerg ze kréien. Mir kënnen eis jiddefalls net erënneren, datt zënter 2004 och nëmmen eng nei Institutioun op Lëtzebuerg komm wär. Keng eng! An engem Dossier, wou all Land säin Allerméiglechst mécht, fir nei Institutiounen ze kréien, ass bei eis just Passivitéit festzestellen.

Ëmmer nees musse mir feststellen, et gëtt keng Lëtzebuerger Aussepolitik ënnert dëser Regierung, ausser natierlech enger vehement antiisraelescher Linn vum Här Minister Asselborn. An och dowéinst maachen d'Ambassaden zou. Do, wou keng Aussepolitik ass, ass och keng Ambassade.

Déi Entwécklung riskéiert nach virunzegoen, wann allerspéitstens 2014 en europäeschen diplomateschen Déngscht an d'Existenz kënnt. Mir brauchen deen Déngscht zwar net, mä d'Regierung wollt e jo hunn. E gëtt dann och ville Länner nei Argumenter, fir keng resident Vertriedung méi zu Lëtzebuerg ze ënnerhalen.

Här President, déi schwaarz-rout Regierung ass matverantwortlech fir d'Fermeture vun deenen auslänneschen Ambassaden zu Lëtzebuerg. A mir si gespaant drop, wéi den Här Minister Asselborn op dee Virworf reagéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An elo huet d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also ech mengen, et ass fir jiddwereen heibanne gewosst, dass Ambassaden opmaachen an zoumaachen eng ureege Saach vun deene jeeweilege Länner ass. Ech wëll Iech nëmme just drun erënneren, dass Lëtzebuerg virun zwee, dräi Joer eng Ambassade a Malaysien zougemaach huet, fir eng an Thailand opzemaachen.

Et stëmmt, dass zwou Ambassaden hei zougemaach hunn. Allerdéngs muss een do och wëssen, wéi de schwedeschen Ausseminister mech informéiert huet, huet en och gesot, dass dat jo och misst goen, dass ee kéint mat Nonrésidenten déi Aufgaben iwwerhuelen.

168 Länner sinn hei zu Lëtzebuerg akkreditéiert, 168! Dovunner sinn der 144 am Land. Et sinn also 24 Länner hei am Land vertrueden. 139 vun deenen 144 sinn zu Bréissel an et sinn der nach eng oder zwou zu London an zu Paräis. Dat heescht, dat fonctionnéiert. A wann een elo kuckt, wéi eisen Déngscht opgebaut ass no baussen: Mir si physesch präsent an ongeféier 30 Länner op der Welt. Mir sinn och physesch präsent an 20 internationalen Organisatiounen. An do dernieft si mer nach a 40 anere Länner! Dat heescht, mir hu praktesch dräi Länner ofzedecke pro Ambassade.

An ech mengen, wat d'Land interesséiert a wat Iech vläicht och hei interesséiert, dat ass, dass mer no där Conférence diplomatique, déi mer elo haten, probéieren nach méi Effikassitéit do kënnen opzebauen. Ech hu gesot, mir maache keng Ambassaden zou, mir maache keng Ambassaden op, mä mir kucken, fir méi effikass an Europa selwer, um Territoire vun Europa, net vun der Europäescher Unioun, mä an Europa selwer an och op der Welt, op deene Plazen, wou mer wierklech grouss Intérêten hunn, fir déi kënne besser ofzedecken.

Mir maachen dat mat ongeféier 100 Diplomaten. Dat sinn immens gutt ausgebilte Leit, déi och vill gudde Wëllen hunn an déi dacks véier, fënnef Länner ze zerwéieren hunn an dat och mat ganz vill Energie fäerdeg bréngen.

D'Lëtzebuerger Diplomatie, Här President - vläicht sidd Der mat mir d'accord, an och déi Leit, déi hei nolauschteren, an och d'Leit dobaussen -, huet eelef Présidencë gemeeschtert, a mir ginn iwwerall als ee Land considéréiert, wat wierklech villes mat senger Diplomatie fäerdeg bruecht huet. Mir wäerten dat och an Zukunft maachen.

Mä ech - an ech mengen, keen aus der Regierung, och net de Grand-Duc an och net de Premierminister - hu keng Influenz op aner Länner, wat déi mat hiren Ambassadë maachen. Ech wëll Iech just soen, dass d'Schweden a fënnef Länner vun der Europäescher Unioun Ambassaden zougemaach hunn. A fënnef! A si sinn op Plaze gaangen, wou se nach vläicht virun zéng Joer ni dru geduecht haten dohinner ze goen, wéi op Kabul oder wéi an Transnistrien oder op aner Plazen. Mä dat ass de Choix vun hirer Regierung, fir dat alles ze maachen.

Ech géif och mengen, Här President, léif Kolleegen, dass een net soll mengen, dass een haut - och virun allem mat Lissabon - misst an all europäeschem Land präsent sinn. Mir sinn haut e wéineg an engem

anere Film. De Service d'action extérieure ass an de Kannerschong, dee wäert sech opbauen. Ech hunn dat schonn e puermol gesot. Um konsularesche Plang wäerte mir als Lëtzebuerger vun deem Service an der Welt do och Hëllef kréien. Mir kucken emol, wéi dee sech développéiert.

Als Fazit - an ech wëll elo net op déi Geschichten agoen, déi elo grad hei gesot gi sinn - mengen ech awer, dass mir mat deem Instrument, wat mir an der Welt hunn, do ganz gutt kënnen operéieren, an dass mer hei zu Lëtzebuerg selbstverständlech jiddwereen, deen hei eng Ambassade opmécht, wëllkomm heeschen.

Mir hunn zwou Ambassaden am Ausland, zum Beispill an Indien, wou nach keng hei zu Lëtzebuerg ass. Mir probéieren natierlech och do eis ëmmer e wéineg esou anzebréngen, dass déi och géife bei eis kommen. Mä, wéi gesot, ech mengen, dass d'Diplomatie am 21. Jorhonnert net vun der Präsenz vun den Ambassaden ofhänkt. Do gëtt et haut ganz aner Mëttel, obschonn d'Ambassadë selbstverständlech eng Wichtegkeet behalen, déi an all Land an och an der Europäescher Unioun selbstverständlech an Zukunft unerkannt bleift.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Här Kartheiser, wëllt Der nach eng Kéier kuerz d'Wuert ergräifen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- Kuerz!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Och Merci dem Här Minister, datt hien déi Statistiken hei nach eng Kéier erwähnt huet, déi mer awer schonn all kennen.

Den Här Minister ass heihinner komm, fir déi Theorie ze verbreeden, datt mir hei keen Afloss hätten op d'Präsenz vun den Ambassaden. Dat ass awer méi komplizéiert. Mir hunn hei Verhalensweisen zu Lëtzebuerg, déi einfach net international üblech sinn. Zum Beispill missten déi Ambassaden, déi hei akkreditéiert sinn, mä déi awer eigentlech zu Bréissel sinn, u sech heihinner kommen, fir och konsularesch Aufgaben an deem Land ze maachen, wou si akkreditéiert sinn.

An der Praxis awer, wa mir zum Beispill Asylanteproblemer hunn, da féiere mir Leit, vun deene mer wëllen eng Identitéit feststellen, ouni richteg geregelt legal Basis op Bréissel, fir do mat den Ambassaden ze probéieren déi Leit ze identifizéieren. C'est le monde à l'envers! Ambassaden, déi hei akkreditéiert sinn, sollten heihi kommen. A mir als souveräne Stat sollten och drop insistéieren, datt dat esou gemaach gëtt.

(Interruption)

Da froen ech awer den Här Minister Asselborn, wéi hie sech dann als Ausseminister zu där Tatsaach stellt, datt mir déi international rechtlech Normen a Geflogenheeten an esou engem wichtegen Dossier net anhalen.

Villmools Merci!

M. le Président.- Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, ech wollt just soen, dass ech net domadder d'accord sinn, wat elo gesot ginn ass, dass déi meescht Länner just Nationalfeierdag erofkommen. Dat ass net wouer. Do sinn der derbäi, déi komme regelméisseg, net nëmme bei mech an de Büro, si kommen och bei d'Fraktiounspresidenten, si kommen an d'Chamber. Ech mengen, si kommen och bei Iech, Här Chamberspresident. An do gëtt et Länner, et hänkt natierlech dovunner of, wéi aktiv dass se wëllen dat maache mat eis. Mä mir encouragéiere se. Mir soen hinnen: Eis Dier ass op. Wann Der eppes hutt, da mellt Iech bei eis. An dat fonctionnéiert.

Ech kann Iech nëmme just soen, ech war zum Beispill d'lescht Woch a Südamerika, an déi Ambassaden hu ganz kloer matgehollef, dat alles ze organiséieren. Dass déi heihinner komm sinn an och gekuckt hunn, wat fir Intérêten dass an deene Länner sinn, déi Iwwerschneidungen hu mat eisen Intérêten, dass mer do eng total gutt Zesummenaarbecht hunn.

Den Här Kartheiser huet elo eppes ugeschnidde vun de Réfugiéen, also vun den Asylanten. Dat stëmmt, dass mer do dacks eben de Wee maachen op Bréissel. Mä ech menge jo awer, wann déi schonn eis d'Dieren opmaachen an eis doranner wëllen hëllefen, da solle mer dat och entgéinthuelen an net einfach soen, wann Dir net hei bei eis kommt, da komme mir och net bei Iech. Bréissel a Lëtzebuerg si jo awer praktesch Porte à porte. Et brauch een nëmmen op Stengefort ze fueren, dann ass ee scho bal zu Bréissel,…

(Hilarité)

…an ëmgedréit och. Also dat meeschtere mer.

Merci.

M. le Président.- Merci nach eng Kéier dem Ausseminister. An ech ka confirméieren, datt regelméisseg Ambassadeuren, déi just zu Bréissel sinn, och hei an der Chamber virspriechen.

Domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.16 heures)

SÉANCE 25

JEUDI,
18 MARS 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M^me^ Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

2. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution
- *M. le Président*
- *Vote sur la poursuite de la procédure législative*

3. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Xavier Bettel, Mme Lydie Err, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann, M. Marc Angel*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*

Au banc du Gouvernement se trouve: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Haut de Mëtteg presentéiert d'Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend féiert d'Chamber heiriwwer eng Debatt. D'Madame Ministesch huet d'Wuert.

1. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, d'Politikgestaltung am Allgemengen, an der Kooperatioun am Speziellen, verlaangt niewent der Bestännegkeet vum Asaz, ouni deen d'nohalteg Entwécklung eng eidel Hüls bleift, och eng Portioun Oppenheet fir nei Weeër ze goen, jo vläicht souguer eng Grimmel Kreativitéit a Fantasie, fir kënnen ze hoffen, deenen enormen Erausfuerderungen, déi sech eis an der Entwécklungswelt stellen, gerecht ze ginn.

De Rapport annuel vun der Lëtzebuerger Kooperatioun vum Joer 2009, esou wéi d'Gesetz e virgesäit, kritt d'Chamberskommissioun dëst Joer ewell viraussiichtlech nach virun der Summerpaus. Haut geet et awer drëm, hei an eiser iweschter politescher Instanz opzezeechnen: éischtens, wou déi international Diskussioun iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht histeiert; zweetens, wéi Lëtzebuerg sech un der Formuléierung vun neie Perspektiven a Konzepter bedeelegt; an drëttens, wéi eng Optioune mer schliesslech zréckbehalen, fir eis national Kooperatiounspolitik effikass par rapport zu de Besoinen a kohärent par rapport zu deenen anere Politike vun der Regierung ze gestalten.

Mä fir d'éischt wëll ech am Numm och vun eise Partnerlänner an a mengem eegenen Numm der Chamber Merci soen, datt d'Deklaratioun vun haut an d'Debatt doriwwer deeselwechten Dag kënne stattfannen. Et erlaabt den Ambassadeure vun eise Partnerlänner, eisen Échange direkt an integral ze verfollegen. Et ass dat méi wéi just ee manéierleche Geste, et ass den Ausdrock vu Respekt an enger dagdeeglech geliefter Partnerschaft, an engem Donateur wéi Lëtzebuerg, dee regelméisseg op d'bonne Gouvernance an de Partnerlänner pocht, steet dat gutt zu Gesiicht. Et ass och déi Transparenz, déi mer wëllen, datt déi awer och an eisen nationalen Debatte praktizéiert gëtt. Ech wëll och elo ewell e grousse Merci soen den Dolmetscher fir hir Aarbecht an deenen nächste Stonnen.

D'Joer 2010 huet et a sech. An dat net nëmme wéinst deem vollgepaakte Kalenner vun internationale Rendez-vousen. Et wier wahrscheinlech ze vill einfach gewiescht, wann ech hätt kënnen nahtlos do uknäppen un där Trame, déi mäi Virgänger, de Jean-Louis Schiltz, d'lescht Joer op dëser Tribün fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun opgezeechent hat. Ech wëll dem Jean-Louis Schiltz nach eng Kéier Merci soe fir dee substanziellen Input, deen e gemaach huet, sougutt op nationalem wéi op europäeschem an op internationalem Plang, deem iwwerall, wou ech hikommen, mat groussem Respekt begéint gëtt.

Eng Rei vun deene Propositiounen, déi den Här Schiltz d'lescht Joer hei gemaach huet, wäerte méi séier ëmgesat ginn, anerer vläicht méi spéit, och dat ënnert dem Diktat vun der Aktualitéit. An deem Sënn ass et dann och onëmgänglech, haut un éischter Plaz hei vun Haiti ze schwätzen. Wéinst dem Ausmooss vun där humanitärer Katastroph, mä och wéinst där bemierkenswäerter Generositéit, mat där d'Bevölkerung hei zu Lëtzebuerg dorop reagéiert huet an och viru reagéiert, trotzdeem, datt keng Kamerae méi op der Plaz sinn. Opgrond vun de Léieren, déi mer aus der Äerdbiewekatastroph vun Haiti kënnen zéien - mä och aus fréieren humanitären Asätz -, hunn ech wëlles, déi grouss Zich vun enger nach méi effikasser Lëtzebuerger Aide d'urgence virzestellen: ee Konzept, dat noweislech op Lëtzebuerger Avantages comparatifs berout. Ech kommen herno dorobber zréck.

Här President, wou steiert déi international Diskussioun iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht hin? Aus der entwécklungspolitescher Perspektiv steet 2010 virun allem am Zeeche vun de Millenniumsentwécklungsziler, den „Objectifs du millénaire pour le développement". Zéng Joer nom Millenniumssommet, deen de politesche Wee fir déi ambitiéis Entwécklungsziler fräi gemaach huet, zitt d'UNO Enn September en Tëschebilan, an no zwee Drëttel vun dem Wee, dee bis 2015 am Fong misst zur Realisatioun vun deenen aacht OMDe féieren. A sengem Rapport am Virfeld vun dësem Nofolgesommet zeechent de Secrétaire général vun der UNO, de Ban Ki-moon, richtegerweis kee rosegt Bild vun der Situatioun.

Global gesinn ass d'Zuel vun de Mënschen, déi ënnert der Aarmutsgrenz liewen, zwar tëschent 1990 an 2005 vun 1,8 Milliarden op 1,4 Milliarden zréckgaangen. Mä heibäi hat d'Evolutioun a China am stäerksten zu Buch geschloen. Déi detailléiert Analys vun der Situatioun ergëtt vill méi en nuancéierten Tableau, dee vu Regioun zu Regioun an heiansdo vu Land zu Land aneschters ass.

Sou ass an Afrika südlech vun der Sahara d'Zuel vun deenen, déi mat manner wéi 1,25 Dollar den Dag mussen auskommen, tëschent 1990 an 2005 ëm 92 Milliounen eropgaangen. Trotzdeem gëtt et positiv Resultater a verschiddene Secteuren, wéi zum Beispill bei der Kannerstierflechkeet an dem Taux de scolarisation am Primärunterrecht. D'Zuel vun de Stierffäll bei Kanner ënner fënnef Joer louch 2006, déi éischte Kéier zënter datt Statistike gefouert

goufen, ënnert der Zéng-Milliounen-Grenz. Par rapport zu 1960 wor et eng Baisse vu 60%. A praktesch all de Regioune vun der Welt läit den Taux de scolarisation am Primärschoulalter 2006 bei iwwer 90%, an Afrika awer leider nëmme bei 71%.

Dem Secrétaire général säi Rapport confirméiert och, datt et déi äermste Populatiounen an de Pays les moins avancés, den enclavéierte Länner an an de klengen Inselstate sinn, déi am meeschten ënnert dem kombinéierten Effekt vun Aarmut, Wirtschaftskris, Liewensmëttelkris a Pëtrolspräisser ze leiden hunn. Obschonns et encouragéierend Beispiller gëtt, wéi de Cap-Vert, deen d'Emanzipatioun aus dem Grupp vun deene Pays les moins avancés gepackt huet an deen d'OMDe wäert erreechen, gesi mer dach awer, datt et déi benodeelegt Länner sinn, wou d'Millenniumsentwécklungsziler dacks net bis 2015 kënnen ëmgesat ginn.

Virum Hannergrond vun dësem duerchwuessene Bild variéieren d'Reaktiounen, an zwar tëschent deenen - a bei déi wëll ech d'Lëtzebuerger Kooperatioun och zielen -, déi sech net domadder zefridde ginn, en onzefriddestellende Constat ze maachen an dann d'Bengele bei d'Tromm ze leeën, an deenen, déi - ëmmer schéin am Wand vun der Zäit - elo d'Objectifs du millénaire en bloc ofschreiwen, ënnert dem Prétexte, si géifen den Erausfuerderungen net gerecht ginn. Dat sinn zum Deel déiselwecht, déi sech 2005 ënner Lëtzebuerger Présidence nach mat dozou engagéiert haten, 2015 endlech eng öffentlech Entwécklungshëllef vun 0,7% vun hirem Revenu national brut opweises ze hunn, an déi haut deenen nom Mond rieden, déi vun „dead aid" schwätzen, wéi der Ekonomistin Dambisa Moyo aus Sambia - déi awer gemittlech an Amerika lieft - oder vun der Mort de l'APD, wéi de Jean-Michel Severino vun der Agence française de développement.

Et ass ze vill einfach, all Kéiers wann de Wand vun der Geschicht engem e bësse méi schaarf an d'Gesiicht bléist, einfach ëmzefalen an nei pseudo-intellektuell Theorien ze entwéckelen, déi et erlabe sollen, sech aus der Verantwortung vun deenen eegenen Engagementer erauszefuddelen. Ewell zënter 2000 wor gewosst, datt d'Millenniumsziler net de ganze Spektrum vun de Problemer an der Entwécklungshëllef géifen ofdecken, mä - tëschent Gänseféisercher - „nëmmen" allgemeng unerkannte Prioritéite wieren. An zënterhier wousst och jiddwereen, dee sech seriö mat der Problematik beschäftegt huet, datt de Kampf géint d'Aarmut net zum Nulltarif kéint gewonne ginn.

Wouer ass par contre, datt d'Lëscht vun de Problemer an Erausfuerderungen zënter 2000 net méi kuerz, mä éischter méi laang a méi komplex gouf. Effektiv wor deemools näischt gewosst, weder vun engem 11. September nach vun der Liewensmëttelkris, der Deirecht vun den Energiepräisser, der Finanz- an der Wirtschaftskris, an och net, wéi schwéier de Klimawandel géif schlussendlech an d'Wo falen.

An deem Kontext muss ee bedaueren, datt den Niveau vun der internationaler Entwécklungshëllef net an deem Mooss eropgeet wéi versprach, mä et kann een awer net an deemselwechten Ableck dës Entwécklungshëllef doutrieden. Och wann nei Acteuren op der Zeen vun der internationaler Hëllef amgaange sinn, sech zu enger neier Zort vun Donateuren ze mauseren - ech denken u privat Fondatioune wéi déi vum Bill a Melinda Gates oder och nei öffentlech Acteuren, wéi zum Beispill China um afrikanesche Kontinent -, dann ass et nach net realistesch, déi ronn 100 Milliarden Dollar international Entwécklungshëllef all Joers aus dem Finanzement vun der Entwécklungsaarbecht ewechzedenken. Villméi muss een un deenen Entwécklungshëllefe festhalen an déi nei Acteuren, déi vläicht nach net ëmmer all mat deem néidege Solidaritéitsgedanken un d'Saach eruginn, op d'Grondregele vun der effikasser Hëllef am Sënn vun der Déclaration de Paris astëmmen.

Wéi bedeelegt Lëtzebuerg sech un der internationaler Diskussioun? All dës nei Elementer an der Diskussioun setzen den Drock op déi traditionell Donateuren - öffentlech a privat - erop. Dofir ass et ëmsou méi néideg, datt dës Froen an deenen dofir zoustännegen internationale Foren op d'Tapéit kommen, sief dat an der Europäescher Unioun, an der OCDE oder an der UNO.

Um europäeschen Niveau muss ee sech félicitéieren, datt mat Spuenien an der Belsch zwou successiv Présidencen den Agenda bestëmmen, déi um Fong vun der Entwécklungsdiskussioun d'selwecht denke wéi mir.

Anerersäits werft deen neie Lissabon-Vertrag och am Beräich Entwécklungszesummenaarbecht eng Rei nei Froen op. Esou bleift nach ze klären, wéi d'Haute Représentante fir Aussepolitik an den Entwécklungskommissär respektiv d'Kommissärin vun der Aide humanitaire sech d'Aarbecht an der Relatioun mat den Entwécklungslänner wäerten opdeelen.

An där Diskussioun ass d'Lëtzebuerger Positioun net persounebezunn, mä argumentéiert villméi fir eng kohärent Léisung, déi deem, deen d'Responsabilitéit vun der Exekutioun vun der Entwécklungshëllef dréit, och e seriöt Matsproocherecht bei der Programmatioun zouspréicht.

D'Endresultat soll och net esou ausfalen, datt eis EU-intern Organisatioun de Partnerlänner nach méi schwéier verständlech gëtt, wéi dat ewell de Fall ass. Et ass ze hoffen, datt déi nächst europäesch Conseile vun de Stats- a Regierungschefen an déi vun den EU-Entwécklungsministeren hei kënne Kloerheet schafen.

Eis Aarbecht wäert et heibäi sinn, virun am Sënn vun enger kohärenter Entwécklungshëllef ze plädéiere bei deenen anere Memberlänner, an zesumme mat deenen neie Kommissären, dem Andris Piebalgs an der Kristalina Georgieva. Éischt Kontakter mat hinne konnte mer op enger informeller Ministeschréunioun am Februar knäppen.

An der OCDE war ewell d'lescht Joer ee Reflexiounsexercice iwwert d'Zukunft vun der Entwécklungszesummenaarbecht ugaangen. Dat steet der Organisatioun och gutt zu Gesiicht. Ëmmerhi war et de Comité d'Aide au Développement, de CAD, deen Enn der 90er Joren d'Weiche gestallt hat, fir d'Millenniumsentwécklungsziler ze definéieren.

D'Entwécklungsdirektioun am Ausseministère huet et sech deemno och net huele gelooss, aktiv un de Gespréicher am CAD deelzehuelen. D'Grondiwwerzeegunge vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, wéi zum Beispill déi, datt méi kompetenziwwerschneidend muss geschafft ginn, konnten hei zemools beim Thema „global public goods" mat erafléissen.

Wat eis Relatioun mam CAD soss nach ugeet, hunn ech décidéiert, d'Offer vum President Eckhard Deutscher opzegräifen an nach dëst Joer eng Revue à mi-parcours, also tëschent zwou „peer reviewen", vun der Lëtzebuerger Kooperatioun duerchzeéien. Dat wäert sécherlech méi e liichten Exercice si wéi eng „peer review" u sech, mä trotzdeem een Exercice vun Transparenz a Kredibilitéit, dee mer eis schëlleg sinn, wa mer wëllen an de Konzeptdiskussiounen eeschtgeholl ginn.

Am Kontext vun eiser Aarbecht bei a mat der UNO kréie mer dëst Joer op d'mannst dräimol Geleeënheet, fir eis Vuen iwwert déi zukünfteg Gestaltung vun der internationaler Kooperatioun mat eranzebréngen: elo am Abrëll, wa mer eis alljährlech bilateral Kontakter mat de Fongen an de Programmen hunn, Enn Juni op der ministerieller Sëtzung vum Conseil économique et social (ECOSOC) an am September um Nofolgesommet iwwert d'Millenniumsziler.

Ee Message, dee mer wichteg schéngt bei deene Geleeënheeten ze vermëttelen, ass deen, datt souguer eng komplett Ëmsetzung vun den Objectifs du millénaire bis 2015 d'Aarmut weltwäit ëm d'Halschent géif drécken, esou wéi et och virgesinn ass, an deementspriechend viru konsequent Effortë vun der internationaler Gemeinschaft an och vun den Entwécklungslänner selwer mussen décidéiert an duerchgezu ginn; an zwar an engem Rhythmus, deen der demographescher Entwécklung och Rechnung dréit.

Et ass net nëmmen eng Geschicht vu Wuert halen oder Gesiicht verléieren, mä wann ee mat engem kloere Bléck a Geescht ënnersicht, wéi enk d'Aarmutsbekämpfung, de Kampf géint Onsécherheet, de Kampf géint de Klimawandel, d'Gestioun vun de Migratiounen an d'Wirtschafts- an Handelsrelatioune matenee verstréckt sinn, kënnt een och onweigerlech zum Schluss, datt all Effort, dee mer haut a muer an der Entwécklungszesummenaarbecht maachen, eis selwer zeguttkënnt. An et brauch ee sech och net ze schummen, fir dat eng Kéier ze soen.

Här President, wéi eng Optioune wëlle mer spezifesch fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun zréckbehalen? D'Kooperatiounspolitik, wéi all aner Politiken och, gëtt net an engem Vakuum konzipéiert an ëmgesat. D'gesamt internationaalt Ëmfeld, mat virop de Konsequenze vun der Finanz- an der Wirtschaftskris, ass zersat mat méi oder manner pertinente Contraintë fir d'Entwécklungszesummenaarbecht.

An ech wéilt hei zwou Zuelen an deem Kontext nennen: 2010 wäerten déi industrialiséiert Länner aus der OCDE kollektiv 21 Milliarden Euro ënner hiren ugekënnegten Hëllefsbudgete bleiwen. Mä nëmme véier Milliarden dovu sinn op de Réckgank vun deene respektiven nationalen Akommes, de Revenus nationaux bruts, zréckzeféieren. De Rescht sinn einfach onerfëllte Verspriechen, virun allem vis-à-vis vun Afrika, an déi objektiv näischt mat der Kris ze dinn hunn.

An deem Kontext ass et sécher manner wéi jee eng Schan, mä méi wéi jee eng Éier, als Lëtzebuerg bei deenen ze sinn, déi hir Verspriechen anhalen a sech och a schwieregen Zäiten als zouverlässegen internationale Partner beweisen.

De Regierungsprogramm gesäit deemno vir, datt de quantitativen Effort vun der Lëtzebuerger Kooperatioun sougutt als Prozentsaz vum nationalen Akommes mat engem Prozent wéi och am Volume wäert bäibehale ginn. Als Kooperatiounsminister sinn ech natierlech besonnesch frou, datt dës wichteg politesch Orientatioun och vun der Chamber matgedroe gëtt.

An deenen nächste Woche wäert d'UNO méi prezis Donnéeën iwwert d'Realisatioun vun de Millenniumsziler Land fir Land produzéieren. Fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun ass d'Diagnos iwwert d'OMDen elo besonnesch wichteg, well 2010 an 2011 mat eisen Haaptpartnerlänner déi drëtt Generatioun vun de Programmes indicatifs de coopération, d'PICen, verhandelt gëtt.

Dës Kaderverträg définéieren d'Haaptstoussrichtunge vun eiser Zesummenaarbecht mat deene Länner fir déi nächst véier bis fënnef Joer a sollen natierlech och der Ëmsetzung vun de Millenniumsziler déngen.

Nieft dem finanzielle Kader, deen an dëse Programmer fixéiert gëtt, an natierlech ënnert dem Virbehalt, datt d'Chamber dee jeeweilege Budget stëmmt, läit et mer um Häerz, d'Qualitéit vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef virun ze verbesseren. Dofir lafen am Moment d'Revues à miparcours vun de PICe vun der zweeter Generatioun. Dës Evaluatioune lafen op Recommandatiounen eraus, déi d'Ausriichtung vun deenen nächste PICe kënne matprägen.

D'Gespréicher mat de Partnerlänner wäerten dann an engem kloere Kader verlafen, am Respekt vun internationalen an europäesche Richtlinnen, wéi zum Beispill der Déclaration de Paris iwwert d'Effikassitéit vun der Hëllef, dem „Accra Agenda for Action" an dem europäesche Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail, mä och am Respekt vum jeeweilege Kontext an den eegenen Entwécklungsstrategië vun eise Partnerlänner.

Erlaabt mer hei eng Klammer opzemaachen, fir iwwert d'Situatioun am Niger ze schwätzen. No der konstitutioneller Kris d'lescht Joer am August huet Lëtzebuerg mat der Suspensioun vun all nei geplangten Accordë reagéiert, lafend Projeten awer net ënnerbrach, fir net wéinst Retarden onnéideg Käschten ze provozéieren. Och d'Ënnerstëtzung vun den ONGs-Projeten, déi direkt der Populatioun zeguttkommen, ass virugaang.

Et huet mer awer wichteg geschéngt, ze weisen, datt dat fir eis bonne Gouvernance keng eidel Wierder sinn. An trotzdeem verlaangt esou eng Situatioun eng proportionéiert Äntwert, fir net kontraproduktiv ze sinn an d'Acquisë vun eiser Kooperatioun a Fro ze stellen. Eis Reaktioun war natierlech mat där vun den europäesche Partner, virop der Kommissioun, koordinéiert. Et goufen och zënterhier, a bis elo virun, regelméisseg Kontakter mat der Ambassade vum Niger zu Bréissel. An ech kann Iech och soen, datt dat keng liicht Décisioun war.

D'Mediatioun am Niger tëschent der Regierung an der Oppositioun am Kader vun der Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, ass leider zënter Enn 2009 an enger Sakgaass. An de Coup d'État vum 17. Februar huet d'Situatioun och net vereinfacht.

Déi, déi d'Muecht u sech gezunn hunn, hu keng Legitimitéit. Et ass awer gutt, datt d'Gespréicher am Kader vum Artikel 96 vun den EU- an den ACP-Accorden, deen de politeschen Dialog an esou Fäll regelt, viruginn. Mir hoffen, datt den Niger esou séier wéi méiglech zréckfënnt op d'Schinn vun der demokratescher Legitimitéit, fir net duerch manner Hëllef an duerch eng onrechtméisseg politesch Leedung déi Fraen, Kanner a Männer am Niger duebel ze strofen, déi keng Schold un der politescher Kris hunn an déi eis Hëllef brauchen.

Et sief an deem Zesummenhang och nach drun erënnert, datt den Niger 2009 op der leschter Plaz vum PNUD - dat heescht, dat 182. Land vun 182 - war, wat säin „human development index" ubelaangt.

Komme mer zu der drëtter Generatioun vun de PICen, déi sollen engem dräifachen Objektiv déngen:

éischtens, Äntwerte bréngen op d'Besoinë vun eise Partnerlänner;

zweetens, op eise komparativen Avantagen opbauen, andeems mer eis op eis prioritär Secteure konzentréieren - zum Beispill an der Beruffsausbildung, dem Gesondheetswiesen, der Gestioun vu Waasser an Ofwaasser, mä och an der Mikrofinanz an deenen neien Technologien -, fir esou vun der Projetsapproche op eng sektoriell a programmatesch Approche iwwerzewiesselen;

dréttens, Iwwerschneidungen an Duplikatioune mat anere Bailleur-de-fonden ze vermeiden a verstäerkt do, wou et Sënn mécht a vertrietbar ass, déi national Prozedure vum jeeweilege Partnerland unzewenden. Eng Aufgab, un där mer zesumme mat der Agence Lux-Development amgaang sinn ze schaffen.

Déi pluriannuell Programmes indicatifs de coopération sinn deenen äermsten Entwécklungslänner besonnesch an Zäite vu Wirtschaftskris nach méi wäertvoll, well se hinnen duerch d'Previsibilitéit vun eiser Hëllef eng gewësse Planungssécherheet ginn, déi noutwendeg ass, fir deene komplexen Erausfuerderunge vun haut entgéintzetrieden.

Ech wëll och haut hei den Engagement huelen, datt d'Chamber an där zoustänneger Kommissioun iwwert d'Substanz an d'Envergure vun dëser drëtter Generatioun PICen informéiert gëtt, ier dës Programme mat de Partnerlänner ënnerschriwwe ginn, fir domat och eng transparent Programmatioun vun de staatlechen Entwécklungsbudgeten ze garantéieren.

Här President, eng responsabel Begleedung vun eise Partnerlänner verlaangt och ëmmer méi dacks, iwwert d'Grenze vun dëse Länner eraus ze kucken, an heibäi geet et net drëm, d'Diskussioun ronderëm d'Lëscht vun de Partnerlänner nei opzemaachen. Villméi geet et drëm, d'Effikassitéit vun der Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht ze garantéieren a verschiddene Realitéite besser Rechnung ze droen. Ech verweisen heifir op de Passage am Regierungsprogramm, dee virgesäit, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun verstäerkt eng regional Approche soll hunn - do, wou et Sënn mécht - a sech och méi am Detail mat där sougenannter Situation de fragilité soll befaassen. Heizou e puer Erklärungen.

Lëtzebuerg ass wéinst senger eegener europäescher Geschicht gutt gestallt, fir regional wirtschaftlech Integratioun ze

promouvéieren an ze ënnerstëtzen. D'Länner aus enger Regioun wéi Westafrika zum Beispill si mat deeneselwechten Erausfuerderunge konfrontéiert: Aarmut, Onsécherheet, Klima an Demographie. Hei kann ee géigesäiteg Lektiounen aus fréieren Erfahrungen austauschen. Hei kann aus der Experienz vum Noper geléiert ginn a gegebenenfalls kënnen hei Économies d'échelle gemaach ginn.

Dat versprécht zemools do zouzetreffen, wou et, ebe wéi a Westafrika, ewell regional Institutiounen, wéi d'Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) oder d'Union économique et monétaire ouest-africaine, gëtt, déi geziilt institutionell Verstäerkung brauchen, fir hir regional Politike besser kënnen ze formuléieren an ëmzesetzen. Hëllef vun där Zort dréit direkt zur Responsabilisatioun vun de Féierungskräften an den Entwécklungslänner bäi, déi d'Madame Moyo an hirem Buch esou vermësst. Mä amplaz dofir déi öffentlech Entwécklungshëllef ze verdamen, ass et sécher méi sënnvoll, déi öffentlech Entwécklungshëllef bewosst eben zu dësen Zwecker anzesetzen.

Lëtzebuerg huet och een Intérêt, sech verstäerkt fir d'Fragilitéitssituatiounen no bei eisen traditionelle Partnerlänner ze interesséieren. Een Drëttel vun deene Länner, déi aus engem bewaffnete Konflikt erauskommen, verfale bannent fënnef Joer erëm an d'Gewalt, well d'Friddensdividend sech dacks net materialiséiert. De Risiko, datt d'Gewalt aus Nopeschlänner eriwwerschwappt, ass net vun der Hand ze weisen. A wann den Hafe vun Abidjan erëm eng Kéier wéinst Biergerkrich an der Côte d'Ivoire sollt zougemaach ginn, da gëtt déi ganz westafrikanesch Sous-region nach eng Kéier ekonomesch ofgewiergt. D'Flüchtlinge passéieren op en Neits d'Grenzen a Länner, déi op keng Manéier virbereet sinn, fir se opzehuelen.

Dofir wäerte mer an Zukunft verstäerkt d'Situatioun a Länner wéi der Guinée Conakry, der Guinée-Bissau, dem Sierra Leone, dem Liberia a Gambien am A behalen, mä och a Géigenden an eise Partnerlänner, déi manner stabel sinn. Ech denken heibäi un d'Casamance am Senegal, mä virun allem och un de Südbord vun der Sahara am Mali, am Burkina Faso an am Niger. Dës riseg an extrem dënn besiedelt Landstrécher, déi sech vu Mauritanien bis an de Sudan erstrecken, si mat deene Mëttelen, déi déi Länner zur Verfügung hunn, net uerdentlech ze iwwerwaachen an zéien deementspriechend all méiglech Zorte vun illegalen Aktivitéiten un, vun Terrorismus iwwer Waffeschmuggel bis zum Drogen- a Mënschenhandel.

Konkret kënne mer an Nokrichssituatiounen, dat heescht an der Transitiounsphas tëschent dem Enn vun engem Konflikt an den traditionellen Développementsaktivitéiten, iwwer eis Action humanitaire hëllefen, d'Situatioun ze stabiliséieren. Et ass absolut complémentaire mat deem, woufir Lëtzebuerg zënter méi wéi zwee Joer an der Peacebuilding-Kommissioun zu New York asteet.

Souwäit zur Kohärenz tëschent dësen zwou Forme vun aussepolitescher Aktivitéit. D'Zesummespill tëschent Entwécklung a Sécherheet wäert iwwregens och an der Lëtzebuerger Kandidatur fir e Sëtz vun 2013 bis 2014 am UNO-Sécherheetsrot eng wichteg Roll spillen.

Här President, fir eis all deenen Erausfuerderungen ze stellen, zielen ech virun allem op déi gutt Zesummenaarbecht mat eise Partner. Deenen aus dem Süden, den internationalen Organisatiounen, an heiheem virop mat den Entwécklungs-ONGen. Mat deenen ONGen hu mer - niewent eisem regelméissegen Aarbechtsgrupp - zënter enger Rei Joren d'Assises de la Coopération als privilegéierte Forum fir Austausch an Diskussioun. D'Editioun 2010 ass fir déi drëtt Septemberwoch geplangt; an ech hoffen, domat jiddwerengem mat dem Datum entgéintzekommen.

Ech wéilt bei dëser Geleeënheet den ONGe Merci soe fir déi koordinéiert Reaktioun - Commentairen a Propositiounen - op déi sektoriell Strategien, déi de Ministère am Laf vun dësem Joer an de Beräicher Santé, Waasser an Assainissement, Éducatioun, Landwirtschaft, Ëmwelt, bonne Gouvernance, Genre, Développement local, Mikrofinanz an Action humanitaire virgeluecht huet. Mir verspriechen eis vun dëse sektorielle Strategien, ënner anerem och d'Aarbecht vun den ONGen op eng nëtzlech a verträglech Aart a Weis ze begleeden. Dofir ass et och fir eis natierlech, d'ONGen an dëse Prozess mat anzebannen. Dat misst och hëllefe bei der Formulatioun a bei der Evaluatioun vun de Projeten.

Mir gesinn och d'Noutwendegkeet, grad an dëser Zäit d'Entwécklungsproblematiken an déi méiglech Äntwerten dorop dem Publikum am grousse Ganze méi no ze brénge; ee Sujet, dee jo och den ONGen um Häerz läit.

Ee Sondage, deen d'ONGen an Optrag ginn hunn, confirméiert, wat den Eurobarometer och ewell festgestallt huet: An der Populatioun hei am Land gëtt d'Entwécklungshëllef mat grousser Majoritéit als eng wichteg respektiv als eng ganz wichteg Aktivitéit ugesinn. Wann et awer ëm déi eenzel Konzepter an Instrumenter vun dëser Hëllef geet, besteet ganz kloer Erklärungsbedarf. Mir huelen dëse Message eescht, an et ass eis Intentioun, de Besoinen an den Erwaardungen, déi aus de Sondageresultater erauszeliese sinn, mat enger substanzieller Kommunikatiounsstrategie entgéintzekommen, sou wéi och den CAD se 2008 am Rapport vun der leschter „peer review" proposéiert hat. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer och mat deene bestehende Budgetsmëttele fir dës Sensibilisatioun nach méi effizient kënne schaffen.

Esou eng Kommunikatiounsstrategie gesi mer an zwou Partien: éischtens d'Kommunikatioun fir Entwécklungsresultater erbäizeféieren, andeems mer erklären, wat als Objektiver ugestrieft gëtt - zum Beispill d'Objectifs du millénaire - a wéi se sollen erreecht ginn - iwwert de Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail -; zweetens d'Kommunikatioun fir Entwécklungsresultater ze vermëttelen, zum Beispill de Réckgank vun der Kannerstierflechkeet, wou virun zwee Joer eng Brochure „La coopération, ça marche" erauskomm ass.

Esou eng Kommunikatiounsstrategie leeft fir eis och iwwer zwou Schinnen: duerch intern Kommunikatioun, déi de Ministère a Lux-Development abegräift, an zweetens duerch eng extern Kommunikatioun vis-à-vis vun eisen direkte Partner, den ONGen, de bilateralen an de multilaterale Partner, mä och vis-à-vis vun de Medien an dem Grand public.

D'Éducation au développement gesi mer als e wichtege Bestanddeel vun dëser Strategie, als Complément an net als Konkurrenz vun aneren Initiative vun der Regierung, wéi zum Beispill d'Éducation au développement durable, wou de Comité interministériel ënnert dem Virsëtz ass vun dem Éducatiounsministère. D'Opklärungsaarbecht, déi verschidden ONGen am Kader vum Klimabündnis mat an de Gemenge leeschten an déi sougutt vum Kooperatiouns- wéi och vum Nohaltegkeetsministère finanziell ënnerstëtzt gëtt, geet an déiselwecht Richtung.

Mä och méi detailléiert Informatiounen iwwer Stage- a Formatiounsméiglechkeeten um Terrain gehéieren an esou eng Strategie, sou zum Beispill Informatioun iwwert de Service volontaire de coopération, dee mer zesumme mat den ONGen a mam Service National de la Jeunesse an d'Liewe geruff hunn. An och Informatiounen iwwert d'Méiglechkeeten, sech Beruffserfahrung ze sammelen a Stagen a Formatioune bei der nationaler Entwécklungsagence Lux-Development, bei der Europäescher Kommissioun a bei de Fongen a Programme vun der UNO.

Här President, ech sinn op d'Konsequenze vun der Finanz- an der Wirtschaftskris fir déi international Entwécklungshëllef agaangen. Mä wann een nohalteg Entwécklungspolitik wëllt gestalten, muss een och där anerer globaler Realitéit kënnen an d'Ae kucken, déi den Développement durable am Groussen a Ganzen hypothekéiert. Ech schwätze vum Klimawandel.

No dem enttäuschende Resultat vum Klimasommet de leschten Dezember zu Kopenhagen bleiwe mer och 2010 staark an d'Diskussioun iwwert de Kampf géint de Klimawandel mat agebonnen. Deen nächste Rendez-vous um héchsten Niveau ass fir Enn des Joers zu Cancún. De Finanzement vun de Mitigatiouns- an den Adaptatiounsmesurë weltwäit, also och an den Entwécklungslänner, wäert virun e wichtegen Deel vun de Verhandlunge bleiwen. Datt d'Budgete fir d'Entwécklungshëllef heifir net a Fro kommen, war ewell zu Kopenhagen staark zum Ausdrock komm, net zulescht och vu Lëtzebuerger Säit. Dofir kommen déi additionell néng Milliounen, déi Lëtzebuerg iwwert déi dräi nächst Jore fir den „fast start" a Finanzement vun Adaptatiouns- a Mitigatiounsmesuren am Süden ugekënnegt huet, och net aus dem Budget vun der Kooperatioun.

Dat hënnert eis awer net drun, zesumme mat de Kolleege vum Nohaltegkeetsministère nei Weeër an Opportunitéiten ze identifizéieren, déi sougutt den Entwécklungslänner wéi och der Lëtzebuerger CO_2-Bilanz zeguttkommen. Virsiichtegerweis hu mer op Basis vun de CAD-Regelen ausgelot, wéi eng Dépensen an dësem Kontext nach als APD kënnen zielen a wou a wéini aner Budgetsquelle mussen ugezaapt ginn, fir zum Beispill Emissiounsrechter iwwer en „clean development mechanism" ze kafen. Wann dat bis viru kuerzem nach net jiddwerengem kloer war, sou krute mer elo verséchert, datt mer och eis Kooperatiounsséil net bräichten ze verkafen, wa mer eise Partnerlänner mat technescher a finanzieller Hëllef zur Säit stinn, fir déi CDM-Projeten ze identifizéieren an ze formuléieren.

Fir den eventuelle Finanzement bei der Ëmsetzung vun esou engem Projet wier vu Lëtzebuerger Säit awer héchstens de Kyoto-Fong zoustänneg. Gewëss wäerte mer doriwwer nach de Procès d'intention gemaach kréien. Ech kucken deem gelooss entgéint. Villméi hätt ech et irresponsabel fonnt, wa mer eis verwiert hätten, dës Iwwerschneidungen tëschent Aarmutsbekämpfung a Klimawandelbekämpfung ze exploréieren. D'Sujeten, ëm déi et hei geet, sinn effektiv vill ze vill eescht, fir datt ee sech kéint erlaben, Zäit mat Gestëppels an och Kompetenzgerangel ze verléieren.

Här President, een Dossier, dee berechtegterweis vu speziellem Intérêt fir d'Chamber ass, ass dee vun der Reform vum Gesetz iwwert d'Kooperatioun. Am Regierungsprogramm ass virgesinn, datt mer d'Opportunitéit vun esou enger Reform wäerten ënnersichen. Éischt Kontakter an deem Sënn woren och ewell mat den Auteure vun der Proposition de loi, déi dës Reform virschléit, zustane kommen.

Mir sinn der Meenung, datt mer eis op dësem Dossier net mussen hetzen. D'Zuel vun de Plazen, op deenen, an d'Zuel vun de Geleeënheeten, wou iwwer Entwécklungszesummenaarbecht geschwat an debattéiert gëtt, ass esou héich wéi se nach ni wor: hei am Chambersplenum bei der alljährlecher Deklaratioun; an der Chamberskommissioun esou dacks, wéi dat néideg a gewënscht ass, a virun allem och bei der Presentatioun vum Rapport annuel; am Comité interministériel; am Groupe de travail tëschent dem Ministère an den ONGen; a während den Assisen.

Virun allem ass et awer wichteg, datt déi bestehend Versioun vum 96er Gesetz weder d'Regierung an hirer Handlungsfräiheet aschränkt nach gëtt duerch den Text der Chamber hire legitimen Droit de regard limitéiert.

Här President, erlaabt mer, esou wéi ech et am Ufank vu menger Ried versprach hat, op d'Aide d'urgence zréckzekommen, op Basis vun deene rezenten Erfahrungen an Erfahrungswäerter vun der Äerdbiewekatastroph op Haiti. Virop e ganz spezielle Merci un all déi, déi iwwert de generéise Spendegeste eraus hir eege Persoun, hir Zäit, hir Energie an den Déngscht vun den Äerdbiewenaffer 7.000 Kilometer wäit ewech vu Lëtzebuerg gestallt hunn. Deen Asaz ass méi wéi een normal kann erwaarden a setzt anormal vill Courage a Selbstlosegkeet viraus. An eiser individualistescher Gesellschaft vun haut e Beispill an e Virbild fir eis all!

An ech wëll dës Geleeënheet och net verpassen, deene Merci ze soen, déi eis - an de Ministèren, den Ambassaden, den ONGen an um Terrain - gehollef hunn, een anere Volet vun der humanitärer Hëllef op Haiti, nämlech den Adoptiounsvolet esou séier, esou onbürokratesch an dach mat där héchstméiglecher Rechtssécherheet ze géréieren.

Et ass am Gespréich mat de Leit vun der Croix-Rouge an der Protection civile, mä och mat de Vertrieder vun den ONGen, déi zënter laange Joren op Haiti schaffen, datt mer déi Haaptbarrière konnten ausmaachen, déi d'Hëllefsaktiounen am Moment nach onnéideg bremsen. Dobäi ass jo grad d'Vitesse vun der Reaktioun zentral, fir Mënscheliewen ze retten. Am Debriefing, dee mer als Coordinateur am Ausseministère mat den Équipen organiséiert haten, war et méiglech, relativ séier zwou Haaptcontraintë fir nach méi Effikassitéit am Asaz erauszeschielen. Et sinn dat engersäits d'Dauer vum Transport op d'Plaz vun der Katastroph, an anerersäits déi onzouverlässeg Kommunikatiounsméiglechkeeten op a vun der Plaz.

Dës Analys hat eis dozou ugereegt, Kontakter mat zwou Zorte Lëtzebuerger Opérateuren ze verdéiwen, well hir kombinéiert Kompetenzen eventuell eng Lëtzebuerger Äntwert op dës Problemer kéinte bréngen. Et handelt sech hei engersäits ëm Luxembourg Air Rescue, déi bannent enger Stonn vun der Alerte prett sinn, fir mat hire Jeten op egal wéi eng Plaz an der Welt ze fléien. An anerersäits d'Firmaen Astra TechCom Services an HITEC, déi op Basis vun SES-Satellitecapacitéit global Internet-Connectivitéit fir Télefon, Biller- an Dateniwwermëttlung via e mobilen Terminal ubidden. Mir wäerten an nächster Zäit versichen, d'Vitesse vun deem engen an d'Räichwäit vun deem aneren zu engem effikassen Antikatastropheninstrument ze verbannen.

Well mer jo awer wëssen, datt mer, egal wéi effikass a wéi séier mer sinn an eisen nationalen Asaz och ass, näischt eleng an enger Katastrophesituatioun kënne bewierken, schloen ech och vir, eis Reaktiounscapacitéite virun an nach méi systematesch an déi europäesch an international Hëllefsmechanismen anzeschreiwen.

Här President, ouni elo hei wëllen op déi technesch Detailer vun esou Servicer anzegoen, wollt ech heimadder meng Deklaratioun vun haut ofschléissen an an engems eng Zort Démarche illustréieren, déi eis a méi wéi engem Dossier erlaabt huet, operationell Plus-valuen do ze fannen, wou mer se soss vläicht net siche gaange wären. Dës Plus-value läit do verstoppt, wou Kompetenzberäicher sech beréieren a souguer liicht iwwerschneiden: tëschent Administratiounen, tëschent dem öffentlechen an dem Privatsecteur a mat der Zivilgesellschaft. D'Komplexitéit vun de Problemer, déi mer musse léisen, erlaabt et net méi, dat jiddwereen a sengem Eck probéiert, säi Stéck vun der Wourecht ze erfannen.

An der Kooperatioun hu mer eis zur Method gemaach, dës Iwwerschneidungsberäicher ze erfuerschen, wann et Sënn mécht, all Acteuren, déi un engem Sujet interesséiert sinn, un een Dësch ze bréngen, fir ee gemeinsamen Dossier kënnen am Interessi vun all Eenzelnem virunzedreiwen, ouni dobäi déi formell Kompetenzopdeelung iwwert de Koup ze geheien. Dat geléngt eis viru ganz gutt an der Mikrofinanz. Mir sinn dat amgaang am Kampf géint de Klimawandel. Dat mécht Sënn am Zesummespill tëschent Entwécklungshëllef a Sécherheet, an dat proposéiere mer elo fir d'Aide d'urgence.

An et ass och déi Zort vu Politikkohärenz, déi den CAD eis am leschte Rapport vun der „peer review" verschriwwen huet. A fir mat engem konkrete Beispill ofzeschléissen, géif ech mer erlaben, Iech déi nei Versioun vun der Stratégie sectorielle „Genre" ausdeelen ze loossen. Déi heibannen, déi mech elo e bësse besser kennen, déi hu sech bestëmmt ewell gewonnert, datt ech net méi staark drop insistéiert hunn, wéi wichteg d'Gläichheet tëschent Männer a Fraen a besonnesch an den Entwécklungslänner wier.

Plusieurs voix.- Aaahhh! Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Et däerf Iech deemno net verwonneren, datt d'Stratégie sectorielle „Genre" elo déi éischt ass, mat engem neie Plan d'action, dee mer an den nächste Woche mat allen Interesséierte wëllen duerchdiskutéieren, fir en duerno als Referenzdokument fir déi drëtt Generatioun vu PICen ze gebrauchen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn der Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs Akt vun hirer Deklaratioun.

Ier mer elo zu der uschléissender Debatt kommen, musse mer nach eng Kéier kuerz op d'Prozedur vun de Propositions de loi zréckkommen.

2. Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et d'une proposition de révision de la Constitution

Mir haten an der Sitzung vu gëschter iwwer en Assentiment festgehalen, datt 22 Propositioune sollten an der Prozedur weidergoen. D'Lëscht vun deene jeeweilege Propositiounen ass un Iech verdeelt ginn.

Well den Artikel 62 virgesäit: «À l'issue de la discussion, la Chambre se prononce par un vote sur la poursuite de la procédure législative», géife mir also elo déi prinzipiell Décisioun vu gëschter iwwert de Wee vun engem elektronesche Vote formaliséieren.

Vote

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an déi Propositioun ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la décision de poursuite de la procédure législative est adoptée à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Marc Spautz), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Haupert (par M. Fernand Boden), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par Mme Lydie Err), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. André Bauler), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Domadder ginn all dës Propositioune weidergeleet:

- Proposition de loi N°3442 portant modification de la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions,

- Proposition de loi N°3505 relative à la production, la propagation et l'utilisation de représentations pornographiques,

- Proposition de loi N°3699 ayant pour objet le silence de l'Administration,

- Proposition de loi N°4548 portant modification de l'article 105 de la loi électorale du 31 juillet 1924,

- Proposition de loi N°4633 portant introduction d'un congé de formation pour les élus locaux,

- Proposition de loi N°4676 concernant la liberté d'accès à l'information,

- Proposition de loi N°4684 portant réglementation des pratiques de médecine non conventionnelle dans le domaine de l'art médical,

- Proposition de loi N°4734 portant institution d'un congé associatif,

- Proposition de loi N°4808 sur le vote par Internet,

- Proposition de loi N°4822 portant modification de la loi communale du 13 décembre 1988 visant à rendre obligatoire la réunion extraordinaire du corps électoral pour procéder au remplacement de tous les membres du conseil communal à la demande du corps communal,

- Proposition de loi N°4947 tendant à élargir les conditions requises pour l'adoption aux personnes non mariées,

- Proposition de loi N°4969 portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de Procédure civile,

- Proposition de loi N°4979 relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail,

- Proposition de loi N°5304 portant réforme de l'autorité parentale et instaurant la permanence du couple parental,

- Proposition de loi N°5331 sur les enquêtes parlementaires,

- Proposition de loi N°5553 portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale,

- Proposition de loi N°5617 portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée,

- Proposition de loi N°5667 modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes,

- Proposition de loi N°5746 - modifiant la loi communale du 13 décembre 1988; - modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,

- Proposition de loi N°5857 sur la prostitution,

- Proposition de loi N°6020 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement, et

- Proposition de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution - N°6030.

Mir kommen elo zu der uschléissender Debatt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgesat. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis a Bettel, d'Madame Err, den Här Braz, den Här Kartheiser, den Här Hoffmann an den Här Angel. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

3. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suite)

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, 2010 ass e wichtegt Joer fir d'Entwécklungshëllef. Am September wäert d'Assemblée générale vun de Vereente Natiounen zu New York de Bilan maachen iwwert d'Efforten, déi weltwäit ënnerholl si ginn, fir d'Millenniumsobjektiver 2015 ze erreechen. Zum Schluss vum Joer wäert et dann un der Europäescher Unioun sinn, fir ze kucken, wat vun hire Verspriechen aus dem Joer 2005 ëmgesat konnt ginn. Deemools huet et geheescht, dass d'Memberstaten 0,56% vun hirem PIB fir déi sougenannten APD, dat ass d'Aide publique au développement, bis 2010 zur Verfügung stelle géifen, fir dann am Joer 2015 den Niveau vun 0,7% ze erreechen.

D'Usprëch, déi mir eis gestallt hunn, presentéiere sech haut an engem méi donkele Liicht, an zwar duerch d'Finanzkris, déi sech als uergste Wirtschaftskris zënter den 30er Joren entpuppt huet. Dëst huet onweigerlech Konsequenzen och fir d'Entwécklungslänner. Den Abroch vun den auslänneschen Investissementer, vum Export, de Verfall vun de Rohstoffpräisser oder vun den „remittances", dat heescht, deene Fongen, déi déi Emigréiert hire Familljen zouschécken, fir just e puer Beispiller ze nennen, droe ganz entscheedend dozou bäi, dass d'Wirtschaft an den Entwécklungslänner ëmmer manner gutt dréit, an domat verschidde Staten hir Scholden net méi Meeschter ginn.

Aner Konsequenze vun der Kris, wéi d'Deierecht vun de Medikamenter oder deen ëmmer méi groussen Technologiedefizit am Süden, droen derzou bäi, dass mir eisem eigentlechen Objektiv, der Erfëllung vun de sougenannte Millenniumsobjektiver, net nëmmen net méi no kommen, mä souguer riskéieren hannert dat zréckzefalen, wat bis elo schonn erreecht ginn ass.

Et ass awer berouegend festzestellen, dass d'Hëllef fir d'Entwécklungslänner am Joer 2010 weider geklommen ass an e Rekordmontant erreecht huet. Zënter 2004 gouf et en Zouwuess ëm ronn 35%. Déi meescht europäesch Memberlänner hu sech un hiert Versprieche gehalen. Ënner anerem England a Spuenien hunn hir Entwécklungshëllef eropgeschrauft, och wa si selwer staark vun der Kris betraff sinn. Dat beweist ganz einfach, dass budgetär Contrainten net onbedéngt manner Solidaritéit mat den Entwécklungslänner bedeiten.

Ëmsou méi schued ass et awer, op där anerer Säit festzestellen, dass dës Montantë leider nach ëmmer wäit hannert de Verspriechen leien, déi vun den Haaptspender um Weltniveau am Joer 2005 beim G8-Sommet zu Gleneagles a bei der UNO hirer Millennium +5-Konferenz zu New York gemaach goufen. Obwuel eng Majoritéit vu Länner hiert Verspriechen agehalen hunn, gëtt et keng wierklech Fortschrëtter, well eng Rei vun deene wichtegste Spenderlänner net méi esou richteg matzéie wëllen.

Et wäert wuel net ausbleiwen, dass de Volume vun der Entwécklungshëllef zréckgeet, schonns ganz eleng doduerjer, dass de PIB vun de Geberlänner agebrach ass. Op där anerer Säit verschäerft sech d'Ernährungskris an enger Rei vu Länner, déi dann och nach ënnert deene fir si destruktive Konsequenze vun der Globalisatioun wéi och ënnert dem Klimawandel ze leiden hunn.

An dëser Perspektiv kann een ermiessen, wéi wichteg et ass, dass de Geescht vun deene Verspriechen, déi op deene groussen internationale Konferenze gemaach goufen, nach ëmmer gëlle muss. Dobäi ass och driwwer nozedenken, wat de Begréff Solidaritéit eigentlech bedeit.

Kann et da sinn, dass elo, wou et eis e bësse manner gutt geet, mir am Budget vun der Engwécklungshëllef Aschnëtter maache sollen, well et eis perséinlech do am mannste wéi deet? Eis Responsabilitéit ass haut ëmsou méi grouss, well dës Kris an der sougenannter entwéckelter Welt - dat si mir - zesummegekacht gouf. An et wär carrément irresponsabel, eis Budgeten zugonschte vun der sougenannter APD ze kierzen. Dovun ofgesinn, géif esou eng Haltung eis selwer hannen um Enn ganz deier ze stoe kommen. Eng Multiplikatioun vun der Aarmut bréngt selbstverständlech och eng Multiplikatioun vun hire Konsequenzen och fir ons mat sech.

Här President, erlaabt mir a mengen Ausféierungen op dräi spezifesch Aspekter anzegoen: Éischtens wollt ech gären d'Kritiken un der Entwécklungshëllef thematiséieren a widderleeën, déi besonnesch iwwert dat lescht Joer un Intensitéit hei am Land gewonnen hunn; zweetens wollt ech e puer Pisten opweisen, wéi ee versiche sollt, d'Entwécklungshëllef nach besser auszeriichten; an ofschléissend wollt ech mech kuerz mat eiser Kooperatiounshëllef heiheem beschäftegen. Ech wëll hei virun allem e puer Denkustéiss ginn, fir d'Effikassitéit vun eiser Kooperatiounshëllef nach weider ze verbesseren.

Éischtens, d'Kritiken. Firwat grad iwwer Kritike schwätzen? Ma ganz einfach: Wann een iwwert dat lescht Joer d'Rapporten an d'Kommentaren iwwer ons Entwécklungshëllef verfollegt huet, da gesäit een däitlech, dass d'Kritiken un der Entwécklungshëllef oder och un der Aart a Weis, wéi se bedriwwe gëtt, un Intensitéit gewonnen hunn.

Esou gëtt et e sëlleche kritesch Geeschter, déi sech géint eng Opstockung vum Volume vun der sougenannter APD wieren. Hei gëtt behaapt, dass de Bilan vun der Entwécklungshëllef a sengem Ganze méi wéi bescheiden ass. Dës Theese stëtze sech op d'Argument, dass, obwuel säit de 50er Jore vum leschte Jorhonnert, zënterdeem d'Iddi vun der Entwécklungshëllef opgedaucht ass a lues a lues eng Form kritt huet, dës Hëllef kontinuéierlech erhéicht gouf, awer d'Zil, d'Aarmut ze eliminéieren, bäi Wäitem net erreecht ginn ass.

Ganz am Contraire schéngt et, wéi wann et villen, an do besonnesch déi afrikanesch Länner, méi schlecht géif goe wéi um Ufank vun hirer Onofhängegkeet. Pauschal Beschëllegunge wéi déi, dass d'Entwécklungshëllef näischt bréngt, räissen d'Saachen aus hirem Kontext, deen awer elementar ass, fir besonnesch deene Leit dobaussen ze weisen, dass d'Thema méi komplex ass, wéi een dat um éischte Bléck kéint mengen.

Obwuel ech elo net an den Detail vun dëser Fro agoe kann, wëll ech trotzdeem bemierken, dass iwwert déi lescht sechs Jorzéngten ëmmer nei Usprëch un d'Entwécklungshëllef gestallt goufen, wat ëmsou méi komplex mécht, fir iwwer hir Pertinenz oder eben hir Réussite ze riichten. Et ass einfach net méiglech, d'Entwécklungshëllef no de Kritären, déi mir haut u si riichten, déi awer net onbedéngt deene vu virun enger Partie Joren entspriechen, ze jugéieren.

Wa mir wierklech wëlle kucken, ob d'Hëllef, déi geleescht gouf, effikass ass, musse mir den Impakt vun der Hëllef an deene verschiddene Beräicher mat den Zilsetzungen, déi ugestrieft goufen, vergläichen.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Da muss een awer och bedenken, dass den Impakt vu verschiddenen Entwécklungspolitike kuerzfristeg net visibel ass, dës Efforten awer wichteg sinn, wéi zum Beispill d'Beméiungen, géint d'Destabilisatiounseffekter vun der Mondialisatioun virzegoen, de Klimawandel, d'Pandemien, d'Gefäerdung vum Fridden a vun der internationaler Stabilitéit; fir der just e puer ze nennen.

Dovun ofgesi kann een, wéi esou muncher et maachen, aus dem PIB als eenzege Wuesstumskritär de Wuelstand vun enger Natioun net erausliesen, esou wéi mir dëst bei der Diskussioun hei am Land ronderëm de PIB du bien-être begraff hunn.

Schliesslech wëll ech och nach ënnerstréichen, dass et souwisou eng Illusioun ass oder enger Illusioun gläichkënnt, ze mengen, dass d'Hëllef, déi bis dato geleescht gouf, iwwerhaapt hätt kënnen dem afrikanesche Kontinent säi Wuesstum ophiewe loossen. D'Hëllef u sech kann dat guer net. D'Hëllef kann nëmmen de Wuesstum stimuléieren, begleeden oder seng negativ Auswierkunge korrigéieren.

An dach ass et ganz wichteg, dëse kritesche Stëmmen nozelauschteren, well vill vun deem, wat si soen, net falsch ass. Wann ee gesäit, dass vill vun de vehementeste Kritiker un der Ausriichtung vun der Entwécklungshëllef aus Afrika kommen an dass afrikanesch Politiker sech hinnen uschléissen, muss een hinnen nolauschteren. Esou ass et e Fakt, dass den Norden oft gemengt huet, dass Afrika sech genau no deene Kritären entwéckele kéint, déi säin eegene Succès assuréiert hunn. D'Hëllef, déi geleescht gëtt, entsprécht esou dacks éischter eisem eegene Wonschbild, wéi de Realitéiten an de Besoinen um Terrain bei de Leit doënnen.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Mir hunn oft d'Tendenz, d'Aarmutsbe-

kämpfung fir déi Aarm ze maachen, amplaz zesumme mat hinnen. Wéi ech dëst scho virdruns ugedeit hunn, kënnen d'Entwécklungsländer, wéi all Mënsch an all Gesellschaft, sech hannen um Enn just selwer entwéckelen.

Dës Erkenntnis ass awer an Afrika oft ënnerbonne ginn duerch eng Zort Paternalismus, wou d'Geberländer ze vill Responsabilitéit u sech gezunn hunn. Derbäi kënnt dann och nach, dass ee richtegen Austausch mat den Empfängerländer als gläichwäerteg Partner iwwert d'Hëllef, déi alloué iert gëtt, vill ze oft vernoléissegt gëtt.

Dës Tendenzen hunn oft als Resultat, dass d'Empfängerländer sech oft net seriö geholl fillen oder sech einfach hirer Responsabilitéit entzéien.

Op där anerer Säit kann ee sech froen, ob mir net heiansdo mat enger gewëssener Arroganz versichen, den Entwécklungsländer eis demokratesch Prinzipien, esou wéi mir se bei eis mengen ze kennen, per force opzedrängen.

Esou geet een oft dervun aus, dass et ouni Demokratie keng wirtschaftlech Entwécklung ka ginn an dass déi zwee Elementer onzertrennbar sinn. Obwuel eis demokratesch Preferenz fir d'Weiderentwécklung vun den Empfängerländer legitim ass, soll een d'Fuerderungen no engem demokratesche System, deen am Fong vu baussen octroyéiert oder imposéiert gëtt, net als Conditio sine qua non fir all Entwécklungsprogrèsë maachen.

Bei der Demokratie handelt et sech ëm ee progressiven Opbauprozess, dee vu baussen zwar ugestouss ka ginn, deen awer nëmmen intern vun enger Gesellschaft ze leeschten ass.

Fir also wierklech effikass ze sinn, wier et gutt, fir vun ze vill rigidë Postulaten ofzegesinn. Trotzdem mussen och d'Länner an dem Süden agesinn, dass, wa si op de Wee vun engem wirtschaftlech responsabelen a gerechte Wuesstum goe wëllen, dëst virun allem duerch hiren eegenen Effort geschéie kann, an zwar am Kader vun enger gewëssener Gouvernance, déi sech duerch eng minimal politesch Stabilitéit a sozial Gerechtegkeet auszeechent. Ech schwätzen hei vun der Existenz vun engem Rechtsstat, der Trennung vun de Pouvoiren, engem onofhängege Justizsystem souwéi och enger Form vu sozialem an zivilem Kontrakt, deen alleguer d'Parteien akzeptéiere mussen.

Eng aner Kritik, déi mir eis och zu Häerz huele mussen, ass déi, dass mer an de leschte Joren den Akzent net genuch op d'Entstoen an d'Entwécklung vum Privatsecteur an de Länner, deene mer Geld ginn, gesat hunn, deen an den Ae vun de Kritiker absolut noutwendeg fir d'Entwécklung vun deenen aarme Länner ass. Esou verfänke mer eis vill ze vill oft a Gewëssenskonflikter, wou eis Diskussiounen iwwer Entwécklungshëllef an eis Diskussiounen iwwer Entwécklung vum private Maart laanschtenee lafen, amplaz dass dës Diskussioune sech iwwerschneide géifen.

Virun allem ginn awer vun de Kritiker déi sougenannte Budgetshëllefen net nëmmen a Fro gestallt, mä carrément ugeprangert, well grad dës Hëllefen et sinn, déi zu Korruptioun um Niveau vun de Regierunge féieren, d'Eegeninitiativ vu ville State verhënneren oder och nach de Wëllen no grondlegende Reforme briechen. D'Geschichte vu Verschwendung a vu Vetternwirtschaft, déi regelméisseg an d'Öffentlechkeet kommen, beleeën esou Theesen. Dat Schlëmmst heibäi ass, dass d'Populatioun doënnen am meeschten ënnert deene Mësselen ze leiden huet, well all dëst op hir Käschte geschitt.

Schliesslech wollt ech nach kuerz d'Inkohärenz, déi d'Entwécklungsaarbecht ëmgëtt, uschwätzen. An den Ae vun de Kritiker ënnermauert dës Inkohärenz tëschent deene verschiddene Politiken, déi op déi eng oder aner Aart a Weis d'Entwécklungsländer betreffen, d'Entwécklungsbeméiungen an hirem Ganzen. Wa mir vun den Empfängerländer seriö geholl ginn, a wa mir all eisen Engagementer gerecht wëlle ginn, musse mir och tatsächlech kohärent an eiser Virgehensweis sinn.

Besonnesch an enger Zäit vun der Globaliséierung, wou, wéi ech schonns virdru bemierkt hunn, d'Empfängerländer am meeschten ënnert den negativen Auswierkungen ze leiden hunn, ass et wichteg, dass mir géint dës Inkohärenze virginn. Mir kënnen an däerfen eis et net méi erlaben, eng Entwécklungspolitik ze féieren, déi an eng Richtung geet, wa mir an engem aneren Domän eng aner Politik bedreiwen, déi just de Contraire affirméiert.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Fir ee vun eise fréiere Kooperatiounsministeren ze zitéieren, kënne mir net mat enger Hand eppes ginn, fir mat där anerer Hand nees eppes ewechzehuelen. Dës Problematik ass zu engem gewëssen Deel op eng schlecht Koordinatioun tëschent de Geberländer zréckzeféieren, ass ganz oft d'Resultat vu verschiddenaartegen Intérêten, déi sech opposéieren.

Besonnesch am Kontext vum Handel, a ganz spezifesch vun de verschiddenen Agrarsubventiounen, vun deene vill vun den europäesche Bauere profitéieren, fir um Marché kënnen ze iwwerliewen, mécht sech d'Inkohärenz vun eiser Politik bemierkbar. Wat mir hei maachen, ënnermauert eis aner Efforten zur Ënnerstëtzung vun de lokale Baueren an enger Rei vun Entwécklungsländer. Esou hu strukturell Ajustementsprogrammer aus den 80er Joren, awer och nach duerno, mat sech bruecht, dass d'Entwécklungsländer an der Moyenne lächerlech niddreg Zolltariffer praktizéiere mussen, mat deene si sech guer net géint déi auslännesch Konkurrenz wieren a schütze kënnen.

Wa mir d'Erausfuerderung vun der Entwécklung unhuele wëllen, musse mir géint dës grouss Hypokrisie, wéi de Joseph Stiglitz se genannt huet, virgoen an hir een Enn maachen. D'Entwécklungsländer mussen op eng fair Aart a Weis an den internationalen Handel agebonne ginn, esou wéi och hir wirtschaftlech Aktivitéite besser an déi international Échangë verankert musse ginn, fir dass den Handel dee Wuesstum ervirbréngt, dee fir de Stat a seng Leit erfuerderlech ass.

Esou ass et un eis, als Memberstat vun der Europäescher Unioun an och der OMC, der Organisation Mondiale du Commerce, fir d'Partnerländer vun der OMC nees erëm un en Dësch ze kréien an ze versichen, déi däreg Diskussioune ronderëm den Doha-Zyklus, déi déif an der Sakgaass stiechen, nei unzegoen. Obwuel dësen Zyklus eng ganz Rei Imperfektioune mat sech dréit, begräift hien awer eng Partie Verbesserungen, déi fir méi Kohärenz an den Handelsrelatiounen tëschent Nord a Süd suerge kéinten. Hei läit d'Fuerderung um Dësch, d'Subventioune fir d'Exportatioun vu landwirtschaftleche Produkter ofzeschafen, souwéi déi vun enger méi grousser, eesäiteger Öffnung vun de Mäert vun den entwéckelte Länner zugonschte vun deenen, déi an hirer Entwécklung wäit hannendra sinn.

Esou wollt ech mengem Kolleeg, dem fréiere Kooperatiounsminister Jean-Louis Schiltz, seng Iddi opgräifen an derfir plädéieren, dass mir um internationale Plang derfir antrieden, fir d'Resultater vun den OMC-Diskussioune vun Hong Kong aus dem Dezember 2005, déi zum Doha-Zyklus gehéieren, vum Doha-Zuch lasszekoppelen an dës souguer méi séier a Kraaft trieden ze loossen. Dës gesinn nämlech vir, dass déi entwéckelt Länner hir Exportsubventioune bis 2012 ofschafe kënnen.

Erlaabt mir awer och nach op ee Punkt kuerz anzegoen, deen a mengen Aen eng schwéier Belaaschtung fir d'Mënschen an der Drëtter Welt ass. Zënter e puer Joer sinn eng ganz Rei vu räiche Länner derbäi, riseg Areale vun der Agrarsurface an Afrika an an Asien opzekafen oder ze pachten. Am Joer 2006, elo kuerz, waren dat dem Food Policy Research Institute no schonn 20 Milliounen Hektar. Ënner anerem 500.000 Hektar Räisfläch an Indonesien, 500.000 Hektar an Tansania a souguer 10.000 Hektar an onsem Partnerland Mali. Eleng an Afrika liewe ronn 500 Millioune Mënschen an der Landwirtschaft, an deene gëtt de Buedem geklaut. Dës Mënsche kommen an en Däiwelskrees, an um Enn steet d'Hongersnout an et kënnt zu gewaltege soziale Spannungen ëm Waasser a Liewensmëttel.

Däerf ech Iech, Madame Ministesch, drëm bieden, dass Dir dëse Sujet op dem nächsten oder engem vun de kommende Conseils européens an Ärer Kompetenz op den Dësch bréngt? Mir sinn net befaasst, mä anerer. Ech soen Iech Merci am Virfeld.

Zweetens, d'Pisten. Här President, zënter enger Rei vu Joren huelen d'Acteuren am Beräich vun der Entwécklungshëllef all dës Kritike ganz eescht. Esou kann ee behaapten, dass de Wëllen, fir aus de Feeler ze léieren a besser ze hëllefen, den Haaptmotto vun engem Renouveau vun eiser Entwécklungshëllef ass, dee sech och elo ukënnegt - mir hunn et elo grad héiere vun der Madame Ministesch. Vill Leit aus dem Beräich vun der Hëllef realiséieren, dass, fir eisen Ziler, déi mir eis am Joer 2000 gesat hunn, méi no ze kommen, d'Mise au point vun enger subtiler, intelligenter, an awer och ganz komplexer Entwécklungshëllef néideg ass.

Domat kommen ech dann zum zweeten Deel vu menger Ried, wou ech e puer Denkustéiss wollt ginn, wéi d'Entwécklungshëllef méi effikass gemaach ka ginn. D'Erausfuerderungen, déi sech eis stellen, sinn enorm an dépasséiere bäi Wäitem deen eigentleche Kader vun der Entwécklungshëllef. Nieft de globalen Erausfuerderunge wéi dem Klimawandel, den Epidemien, de Migratiounen, dem Terrorismus oder de Konsequenze vun der Wirtschaftskris, déi zwar d'Welt am Ganze betreffen, ënnert deenen awer d'Entwécklungsländer am meeschte leiden, muss am lokale Kader versicht ginn, déi verschidden Aspekter vun der Entwécklung nach besser ze gestalten a vill méi staark mateneen ze vernetzen.

Ech denken hei engersäits un eis Beméiungen, der Populatioun an deenen ärmste Länner hir Grondrechter ze garantéieren, wéi d'Recht op Ernährung, Gesondheet an Éducatioun, wéi anerersäits un d'Entwécklung vun attraktive wirtschaftleche Strukturen, wéi de Privatmaart, den Handel, déi regional Zesummenaarbecht, d'Förderung vun der Privatinitiativ souwéi och d'Participatioun vun alle Volleksschichten un dëse Strukturen. Et geet jo drëms, fir d'Konditiounen ze schafen, fir déi Aktivitéiten, déi elo schonns zu engem groussen Deel fir den Akommes vun de Länner zoustänneg sinn, nach weider auszebauen.

All dëst kann natierlech just da funktionéieren, wann d'Konditiounen heifir do sinn, dat heescht an éischter Linn de Fridde souwéi och eng gewësse Gouvernance. Soulaang vital Kollektivgüter wéi Sécherheet, Responsabilitéit a Rechenschaft ofliwwere keng Selbstverständlechkeet sinn, ass et net méiglech, dass d'Entwécklungsländer vun all dëse Facteuren zu Gonschte vun hirer Entwécklung profitéiere kënnen.

Esou wäerte si och net à même sinn, fir aus hire Ressourcen - oft Ressources naturelles - dat Kapital fir d'Land erauszeschloen, wat hinnen eigentlech zousteet.

Da kann ee sech an dësem Kontext froen, ob d'Entwécklungshëllef net och ëmmer mat enger Politik fir Fridden a Sécherheet zesumme geduecht misst ginn. D'Fro, déi sech eis da ganz konkret stellt, ass déi: Wéi muss eng besser Entwécklungspolitik ausgesinn? Ech sinn der Meenung, dass et heirop keng eenheetlech Äntwert ka ginn. Ech denken, dass mir eis vill méi virun Aen hale mussen, dass all Entwécklungsland eng op seng Situatioun zougeschneidert Hëllef kréie muss.

All Land, all Regioun an all Gesellschaft ass a funktionéiert anescht, an d'Problemer an den eenzelne Länner sinn oft op aner Facteuren zréckzeféieren. Esou erschéngt et engem logesch, dass et keng pauschal Äntwert op d'Aarmut ka ginn, an och keng Gebrauchsanweisung, sech dëser ze entledegen. Villméi muss all Land a sengem aktuelle politeschen a wirtschaftleche Kontext, a senger Geschicht, a senger geographescher Situatioun souwéi och a senger Struktur betruecht ginn an et muss versicht ginn, déi Hëllef ze leeschten, déi un d'Situatioun vum Land ugepasst ass.

Fir ee Beispill ze nennen, kann een an engem Land, wou mer e rechts- a verfassungsstaatleche Kader hunn, roueg d'Entwécklungshëllef iwwert déi staatlech Strukture lafe loossen. Wa mer et awer mat engem Land ze dinn hunn, dat sech duerch en zentralisteschen, bürokratesch-autoritäre Regime charakteriséiert, muss versicht ginn, déi reformorientéiert gesellschaftlech Kräften ze ënnerstëtzen, fir dass d'Populatioun och wierklech eppes vun der Hëllef huet an op dës opbaue kann. Hei muss d'Hëllef ganz einfach nom Bottom-up-Prinzip kommen. Et muss vun ënnen erop wuessen.

Wichteg ass et an dësem Débat festzehalen, dass souwuel d'Aarmutsbekämpfung, am Sënn vun de gesatene Millenniumsobjektiver, ganz wichteg ass, esou wéi och d'Entwécklung vu wirtschaftleche Strukturen hir Wichtegkeet huet. Et muss ee sech bewosst ginn, dass net dat eent op d'Käschte vun deem anere privilegéiert ka ginn, mä dass d'Entwécklung vun deenen zwee parallell lafe muss wéi och zesummelafe muss, wa mir an eisen Efforten effektiv Réussitë wëlle gesinn.

Wichteg ass just, dass mir als Geberländer kohärent an eisen Démarchë virgoe mussen, déi mer ëmmer nees hannerfroen, evaluéieren a wann néideg souguer nei adaptéiere mussen. D'Evaluatioun vun de Projeten ass eng vun de gréissten Erausfuerderungen, déi sech eiser Entwécklungshëllef stellt. Wéi brénge mer et fäerdeg, erauszefannen, ob déi viséiert Finalitéit vun engem Projet och tatsächlech erreecht gëtt, oder ob de Projet net gegraff huet, oder schlëmmstefalls souguer geschuet huet?

Leider ass et awer esou, dass mir oft net à même sinn, fir en connaissance de cause och wierklech behaapten ze kënnen, dass déi Programmer a Projeten, déi mir uwenden, och wierklech eppes erreecht hunn. Mir fannen ons oft genuch an enger Situatioun erëm, wou mir Hëllefsprogrammer an den Entwécklungsländer realiséieren, ouni fiabel Informatiounen iwwer hire Succès oder hiren Échec ze hunn. Grad a besonnesch déi éducativ a gesondheetlech Projeten an de Länner doënne sinn esou wesentlech, dass mir hir Ausféierung net dem Zoufall vun den Ëmstänn oder och der Improvisatioun iwwerloosse kënnen. Dëse Problem mécht ville Leit, déi am Beräich vun der Entwécklungshëllef täteg sinn, vill Kappzerbrieches an et gëtt tatkräfteg no enger neier, effikasser Evaluatiounsmethod gesicht.

Ech wëll an dësem Kontext kuerz op d'Esther Duflo, eng renomméiert Perséinlechkeet am Beräich vun der Entwécklungshëllef, ze schwätze kommen, déi an hiren neie Publikatioune genee dës Problematik uschwätzt. Esou huet d'Madame Duflo mat enger ganzer Équipe eng Evaluatiounsmethod op d'Bee gesat, déi an allen Ecke vun der Welt ausprobéiert ginn ass. Ouni an den Detail vun dëser Method anzegoen, wëll ech just bemierken, dass der Madame Duflo hir Method Friichten dréit, an dass ganz interessant an oft ganz iwwerraschend Resultater bei hiren Evaluatiounen erauskomm sinn. Hir Etüde bekräftegen d'Thees, dass et keng uniform Method fir Entwécklungshëllef ka ginn, mä dass all Land, all Kultur an all Gesellschaft anescht gestréckt ass an anescht op verschiddenaarteg Interventioune reagéiert.

Op dëser Plaz wëll ech awer am Numm vun der CSV-Fraktioun all deene Mënschen, déi sech an der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef engagéieren, eisen déiwe Respekt a Merci ausspriechen. Si sinn an eisen Aen eng Zort vun Ambassadeuren, déi e Stéck vun eis an déi grouss Welt dobaussen droen.

Drëtte Punkt: Lëtzebuerg. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, an dësem Deel wëll ech eng Äntwert op d'Fro fannen, wéi mir et heiheem fäerdeg brénge kënnen, där Entwécklungshëllef den Opdriff ze ginn, dee se brauch, fir déi ambitiéis Ziler ze erfëllen, déi se sech gesat huet an déi Dir elo grad opgezeechent hutt.

D'OCDE huet eis als globale Leader am Beräich vun der Entwécklungshëllef bezeechent. Wéi kënne mir awer dës Positioun nach stäerken, fir dëser Roll nach besser gerecht ze ginn? An dësem Kontext géif ech gär op eng ganz schlëmm Saach an der Drëtter Welt hiweisen, déi de vergaangenen 22. Februar an engem Rapport

vun der Kommissioun fir Ëmweltprogrammer vun de Vereenten Natiounen zu Nairobi public gemaach ginn ass. Et handelt sech ëm den Dossier Elektronikschrott, deen an de räiche Länner ufält an deen der „Basel-Konventioun" no an deene räiche Länner selwer misst recycléiert ginn.

Et fale ronn 40 Milliounen Tonnen Elektronikschrott am Joer un, vun deem e ganz groussen Deel no Afrika an Asien heemlech an den Autoe mat verschéfft gëtt. Eleng am Joer 2008 sinn aus Däitschland, eisem Nopeschpartner, ronn 155.000 Tonnen, ronn 20% vun der agesammelter Meng, an déi Länner exportéiert ginn. Nodeem dës Charge an deenen aarme Länner ukënnt, gëtt dat da vu Kanner a Jugendlechen auserneegebastelt, fir d'Metallen, ënner anerem Gold, Platinium, Koffer an Aluminium ze gewannen. Dobäi ootmen déi Kanner schwéierbelaaschte Loft, mat Bläi a PCB verseucht, an, well dës Elektrogeräter verbrannt ginn. Derniewent ginn Dioxin a Furane mat de Baachen an de Flëss mat an d'Mier geschwemmt, an déi gefaange Fësch si voll vu gëftege Substanzen. Um Enn sinn d'Mënschen doudkrank an hir Ëmwelt verdreckst, an dat, well déi räich Länner d'finanziell Mëttele fir de Recycling net wëllen ausginn.

Och hei, Madame Ministesch, wëll ech Iech bieden, eng kleng Demande vu menger Säit a vun der CSV-Fraktioun: Huelt dat mat, kuckt emol no, wat ka gemaach ginn, dass dësem Ëmstand... ëmmerhin hunn 150 Länner an der Welt d'Baseler Konventioun ratifizéiert, mä vill huelen dat als en eidelt Stéck Pabeier.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Ech si mat der CSV-Fraktioun der Meenung, dass mir et fäerdeg brénge kënnen, fir och um internationale Plang nach besser an d'Gewiicht ze falen. Dëst net nëmmen, well mir an dësem Beräich als absolute Virreider gëllen, wat eis Leeschtungen ubelaangt, a mir et am Joer 2010 fäerdeg bréngen, ronn 1% vum PIB ze erreechen - dat si ronn 300 Milliounen Euro, eng Leeschtung, déi nëmmen nach vu Schweden getoppt gëtt mat 1,03%. Neen, och well mir eng Entwécklungshëllef wëlle bedreiwen, wou konsequent versicht gëtt, sech de Realitéiten um Terrain unzepassen, esou dass d'Hëllef esou effikass wéi nëmme méiglech ausgeriicht ka ginn.

An dass mir awer op där anerer Säit tatkräfteg dru schaffen, eng Partie vun den autonomen Entwécklungsinstrumenter matzeentwéckelen, unzepassen, ze verbesseren an ze promouvéieren. Besonnesch mir, déi iwwer eng grouss Expertise souwuel an der Entwécklungshëllef wéi och am Finanzsecteur verfügen, déi op eng ganz aktiv Participatioun vun den Organisatiounen aus der Zivilbevölkerung souwéi och op de Savoir-faire vun enger jonker, mä ganz effikasser Uni kënnen zréckgräifen, mussen tatkräfteg mat upaken, fir nach méi kohärent an nach méi effikass Weeër anzeschloen, fir zur Entwécklung vun deenen aarme Länner bäizedroen.

Wat eis Entwécklungsaarbecht um Terrain ubelaangt, wollt ech just d'Décisioun vun der Madame Ministesch Marie-Josée Jacobs begréissen, sech an der Zukunft op eng nach méi kleng Palette vu Länner ze konzentréieren, fir ons Hëllef nach méi effikass ze maachen.

Ech wollt am Kontext vu Lëtzebuerg virun allem awer op zwee aner Aspekter ze schwätze kommen, déi a mengen Ae vu grousser Bedeitung sinn, wa mir an eise Beméiungen nach méi effikass wëlle sinn. Ech wollt hei d'Sich no enger weiderer Kohärenz a Synergie tëschent deene verschiddenen Interventiounen, déi der Entwécklung zeguttkommen, kuerz thematiséieren.

Mir kënnen elo schonns zënter dem Joer 1996 op dee sougenannten „Comité interministériel", deen ënnert der Autoritéit vum Kooperatiounsminister steet, zréckgräifen. Dëse Comité soll derzou bäidroen, déi Brécken tëschent den eenzelne Politiken hei am Land ze bauen, déi mir brauchen, fir kënnen effikass an der Kooperatiounspolitik virzegoen.

Et ass eng Tatsaach, dass d'Aussepolitike vun den industrialiséierte Länner an de Beräicher wéi dem Handel, der Landwirtschaft oder dem Kampf géint de Klimawandel ee méi groussen Impakt op d'Entwécklung vun den aarme Länner wäerten hunn. Et ass ëmsou méi néideg, déi verschidde Politiken, déi d'Entwécklungslänner betreffen, zesummenzeleeën a méi kohärent mateneen ze verbannen.

Nieft der Kohärenz tëschent deene verschiddenen Acteuren a Politike sinn d'Synergien tëschent dësen an och tëschent all den Acteuren, déi am Beräich vun der Kooperatiounspolitik eng Roll spillen - oder spille kéinten -, op d'mannst gradesou wichteg. A genau hei musse mir versichen, vun eisen Atouten an dëser Hisiicht esou vill wéi méiglech ze profitéieren. Mir sinn e klengt Land, ee Facteur, deen eng Zesummenaarbecht tëschent allen Intervenanten am Beräich vun der Entwécklungshëllef vill méi einfach mécht.

D'Kooperatiounsaarbecht hei zu Lëtzebuerg hätt sech iwwert déi lescht 30 Joer net esou entwéckele kënnen, wéi si et gemaach huet, wa si net esou effikass vun den Acteuren aus der Zivilgesellschaft begleet gi wier. Esou ass et eng Tatsaach, dass sech schonns, laang ier d'Kooperatiounspolitik um Niveau vun de staatleche Strukturen u Form gewonnen huet, déi éischt ONGen hei zu Lëtzebuerg organiséiert hunn, déi sech iwwer Jore staark professionaliséiert hunn an iwwer eng unerkannten Expertise am Beräich vun der Entwécklungshëllef verfügen. Esou hunn dës Organisatioune jo hir fest Plaz an der Diskussioun iwwert d'Kooperatiounshëllef, wéi de Cercle de coopération an och déi alljährlech Assises de la coopération beweisen.

Een aneren Acteur an der Kooperatioun, deen ëmmer méi u Gewiicht gewënnt, ass eis Universitéit. Besonnesch haut, mat der Komplexitéit vun den Erausfuerderungen, déi sech un d'Entwécklungsaarbecht riichten, ass d'Abannung vun der Wëssenschaft een noutwendegt Mëttel, fir dës Aarbecht um Terrain dobausse besser ze gestalten.

Nieft Initiativen, déi an dëser Hisiicht iwwert dat lescht Joer vun der Regierung ausgaange sinn, huet d'Universitéit sech och schonns selwer an d'Spill bruecht, andeems si am Oktober d'lescht Joer eng Konferenz mam Thema „Les enjeux de la science et de la technologie pour le développement en Afrique" organiséiert huet. Bei dëser Konferenz goung et drëms, fir d'Grondlag vun enger wëssenschaftlecher an technologescher Zesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerg an dem afrikanesche Kontinent unzestriewen. Dësen Intérêt fir de Sujet, dee vun der Universitéit selwer ausgeet, muss ënnerstëtzt ginn. Mir kéinten hei souguer eiser Universitéit dozou verhëllefen, sech zu engem Centre d'excellence fir alles, wat d'Recherche an der d'Entwécklungshëllef ubelaangt, ze entwéckelen. Dëst ass net vu Muttwëll, well do gëtt jo och deen anere Sujet fir d'Recherche selwer, deen eng Roll spillt hei, ënnerstëtzt.

Ech schwätze vun enger Microfinance, ee Sujet, deen ech ofschléissend nach wollt kuerz thematiséieren. Egal wéi musse mir an der Zukunft méi oft a méi selbstverständlech op d'Wëssen an d'Expertise vun dësen zwee Acteuren, der Universitéit an der Microfinance, zréckgräifen an de Synergien tëschent de staatleche Strukturen, den ONGen an der Universitéit wéi och all deenen aneren Instituts de recherche hei zu Lëtzebuerg méi staark Ënnerstëtzung ginn.

Här President, fir ofzeschléisse wollt ech nach de Sujet vun der Microfinance an hirer Bedeitung fir eis Kooperatioun uschwätzen. Mir wëssen alleguerten, dass d'Microfinance kee Wonnermëttel ass, mä dass si en essenziellt Hëllefsmëttel an der Aarmutsbekämpfung duerstellt. Dës Method huet hir Preuvë gemaach an et konnt sech weisen, dass den Zougank zu dëse Finanzleeschtungen onverzichtbar ass fir d'Entfalung vun engem eegendynamesche wirtschaftleche Wuesstumsprozess an den Entwécklungslänner. D'Mikrofinanzinstituter hu mëttlerweil milliounefach bewisen, dass déi Aarm och kreditwürdeg sinn. Den Zougank och zu klenge Beträg vun Investitiounskapital erméiglecht et hinnen, hir Produktivitéit ze valoriséieren a sech an hire Familljen an aller Würd een Akommes ze erwirtschaften.

No fënnef Joer huet sech d'Semaine de la microfinance hei zu Lëtzebuerg als e wichtegt Standbeen opgebaut. D'Attraktivitéit, déi dës Veranstaltung ausübt, weist sech schonns eleng doduerch, dass si net méi ausschliesslech vum Stat, mä och vu private Sponsore matfinanzéiert gëtt. Zesumme gëtt hei versicht, d'Synergien tëschent den eenzelne Facteuren, de Finanzinstitutiounen, den Entwécklungshëllefsorganisatiounen, den ONGen, der Politik an der Uni opzesichen an doriwwer eraus och Experienze mat deene verschiddenste Mäert a Länner dobaussen auszetauschen.

Mëttlerweil huet sech och d'„European Microfinance Platform", déi dës Woch organiséiert gëtt, fest hei zu Lëtzebuerg etabléiert, mat der Visioun, fir ze versichen, bannent de kommende fënnef Joer um europäesche Plang den Haaptzentrum vun der Microfinance ze ginn. Si ass eng enk Verbindung mat de Länner aus dem Süden.

Fir d'CSV-Fraktioun ass et wichteg, dass mir an dës Richtung resolut weiderginn, déi d'Regierung virun e puer Joer ageschloen huet, an dass mir si an hiren Efforten ënnerstëtze wëllen. Esou ass d'Regierung gewëllt, fir bei den direkte Finanzéierunge verstäerkt mam Privatsecteur zesummenzeschaffen. An dësem Sënn ass dann och d'Décisioun vun der Regierung ze interpretéieren an ze félicitéieren, ab dësem Joer de Fongen, déi sech der Microfinance widmen, d'Steier, déi normalerweis bei der Umeldung vun engem Fong néideg ass, ze erloossen.

Des Weidere setzt sech d'ATTF, dat ass d'Agence de transfert de technologie financière, an Zesummenaarbecht mat aneren Organisatioune fir eng besser Professionalitéit vun der Branche an. Et ass e Fait, dass d'Finanzplaz Lëtzebuerg elo schonns eng immens wichteg Roll am Secteur vun der Microfinance spillt. Déi 23 Investmentvehikelen, déi bei eis d'Mikrofinanzéierungen tätegen, hunn ee Volume vu bal zwou Milliarden Euro. Esou kann ee behaapten, dass insgesamt 45% vun de weltwäit investéierte Gelder iwwer Lëtzebuerg elo scho lafen.

Mir hu virun allem an dësem Beräich d'Chance - an déi musse mir notzen -, fir op den Know-how vun de Finanzleit zréckzegräifen, déi der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef zur Säit stoe kënnen. Et muss dem Stat d'Roll vun engem Katalysator zoukommen, fir op deene Plaze matzehëllefen, deen néidege Wirtschaftskader opzebauen, wou spéider dann Direktinvestitiounen ugekuerbelt ginn.

Esou versicht jo de Ministère, och elo schonns verstäerkt u grousse Projeten an eisen Zillänner deelzehuelen, wou Institutiounen op der Plaz méi intensiv ënnerstëtzt kënne ginn. Niewent de Mikrokreditter ass et awer och wichteg, aner Forme vun der Microfinance weiderzeentwéckelen, wéi Mikrospuerbicher, Mikroversécherungen, Mikrorente souwéi och e Kader fir déi international Geldiwwerweisungen. Esou ass et wichteg ervirzehiewen, dass bei der Geleeënheet vun der Woch vun de Mikrofinanzen den Akzent op den universellen Zougank zu diversifizéierten an adaptéierte finanzielle Servicer gesat gouf.

An der Microfinance stécht een enormt Entwécklungspotenzial, wou mir mat där Expertise, déi mir hunn, eng Haaptroll spille kënne bei der Förderung vun der Privatinitiativ an den Entwécklungslänner an esou dann och beim Opbau vum Privatmaart do ënnen.

Elo gëtt et vill Leit, déi der Microfinance méi wéi skeptesch géigeniwwerstinn. Si gesinn d'Roll vun den Investmentfonge souwéi och déi vun de Banke manner altruistesch a beschëllegen dës, virun allem op der Sich nom Profit ze sinn. Natierlech gëtt et ëmmer Dériven, déi gëtt et an all Systemer. D'Konscht besteet eben doranner, op där enger Säit dës Acteuren aus dem Privatsecteur fir d'Iddi vun der Microfinance, déi op der sozialer Responsabilitéit baséiert, ze begeeschteren, an op där anerer Säit een effikasse Contrôle auszeüben, fir eben da keng Dériven ze fannen.

Et muss ee ganz einfach ee séchere Kader schafen, mat Regelen a Gesetzer, fir dass dës Hëllef an déi richteg Richtung fléisst. Eng vun den Haaptkonditiounen, fir dass dëse Projet vun der Microfinance iwwerhaapt fonctionnéiere kann, ass engersäits eng permanent Evaluatioun vun der Effikassitéit vum System, déi eng kontinuéierlech Aus- a Weiderbildung verlaangt, souwéi anerersäits de permanente Conseil an de Suivi.

Esou gëtt hei och den Akzent iwwert déi nächst Joren op d'Recherche geluecht. Esou huet sech d'Zesummenaarbecht mat Chercheuren iwwert déi lescht Jore weiderentwéckelt an et sinn intensiv Kontakter um europäesche Plang entstanen.

An dësem Sënn huet d'Regierung sech zudeems virgeholl, iwwert d'Konferenz am Land hei a bannent der Europäescher Unioun fir de Mikrofinanzsecteur ze werben, mat der Iddi, Lëtzebuerg zu engem Exzellenzzentrum am Beräich vun der Microfinance ze maachen.

Dir Dammen an Dir Häre, ech kommen zum Schluss. Ech war e bësse laang, entschëllegt villmools.

(Interruption)

Ech wëll meng Ried ofschléisse mat der Bemierkung, dass mech pauschal an ongerecht Kritiken an der Entwécklungshëllef ëmmer schockéiert hunn, well ech selwer um Terrain schaffen. Do gëtt et Ënnerstellungen, déi een nëmmen als kontraproduktiv verwerfe kann, well se mat enger wierklech konstruktiver Haltung näischt ze dinn hunn.

Besonnesch an Zäiten, wou et de Leit net esou gutt geet, läit et oft no, grad do d'Euroen anzespueren, wou et am mannste wéi deet. Wann ee sech dann op déi Argumentatioune berifft, déi behaapten, dass d'Entwécklungshëllef méi Schued mécht wéi Guddes, wär et jo dann nëmme logesch ze soen, dass guer keng Entwécklungshëllef déi Bescht wier. Dat ass eiser Meenung no awer grondfalsch.

Mir wieren eis géint esou eng Zort vun Defätismus, a mir dierfen net midd ginn, de Leit dobaussen ze erklären an ze weisen, wéi wichteg d'Entwécklungshëllef ass, dass et dorëms geet, nach eng Schëpp bäizeleeën. Dat heescht awer virun allem, dass mir ons ganz genee iwwerleeë mussen, wat mir mat onsen Euroe maachen a wat fir Projete mir ënnerstëtzen an investéieren. Eis Dépensë musse gutt iwwerluecht ginn an am Konsens mat allen Acteuren décidéiert ginn, fir dat Bescht aus deem ze maachen, wat mir un Hëllef deenen ubidde kënnen, déi et esou néideg hunn a brauchen.

Eis Entwécklungshëllef muss een no deem Motto gesinn: „deelen no baussen". Et muss eis eng Éier sinn, wa mir en Deel vum erschaffte Räichtum mat deene Mënschen deelen, déi net op der Sonnesäit vun eiser Gesellschaft stinn. Dofir muss et eist Bestriewe sinn, hinnen ze hëllefen, op der Sozialleeder, wou mir ganz uewe stinn, méi eropzeklammen.

Hale mir fest: Soulaang déi Aarm an der Drëtter Welt op der Sich no bessere Liewensbedéngunge sinn, sinn och déi Räich op dëser Äerd net roueg.

Zum Schluss wëll ech awer mäi perséinleche Merci un d'Mataarbechter a menger Fraktioun ausdrécken, déi mer gehollef hunn, dat hei zesummenzestellen. An ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Marcel Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, wien haut Kris seet, denkt automatesch un d'Finanzkris vun 2008, déi sech zu enger Wirtschaftskris entwéckelt huet an an där mer haut drastiechen. Dës Wirtschaftskris ass nach net iwwerstanen, an et dréit ëmmer méi eng déif Sozialkris, wat déi beonrouegend Chômagezuele leider weisen.

D'Kris ass deemno e Fait, och wann nach net jiddweree se ze spiere krut. D'Politiker,

d'Wirtschafts- a Finanzexperte strecken d'Käpp zesummen, fir eng sougenannten „exit strategy" ze fannen, Weeër ze fannen, wéi een aus dëser Kris esou séier wéi méiglech erauskënnt. Et gëtt probéiert, d'Effetë vun der Wirtschaftskris, esou wäit et geet, ofzefiederen, esou séier wéi méiglech a mat esou mann wéi méiglech Verloschter iwwert de Bierg ze kommen.

Dass mer an nächster Zukunft wäerten iwwert de Bierg kommen an d'Kris iwwerwannen, dorun zweifelen ech eigentlech net. Et bleift ze hoffen, dass mer dat packen. Ech sinn Optimist.

Manner optimistesch, Här President, geet et, wann een awer op d'Situatioun an den Entwécklungslänner kuckt. Jo, och si a virun allem si sinn d'Opfer vun der Finanz- a vun der Wirtschaftskris, och wann dës Problematik gréisstendeels bei eis oder soss an den industrialiséierte Länner verkannt gëtt, well mer ze vill mat eisen eegene Problemer beschäftegt sinn.

Dobäi ass d'Situatioun op verschidde Plazen dramatesch. D'Kris huet do eng schwiereg Lag verschäerft. Den Impakt vun der Wirtschaftskris op Länner mat enger ekonomesch labiler Konjunktur a souguer op Länner mat wirtschaftlechem Opschwong huet wéi en Tsunami ageschloen a riskéiert, déi Efforten an déi Fortschrëtter aus deene leschte Joren ze anéantéieren.

Dofir dierfe mir bei all eise Besuergnisser ëm eis eegen ekonomesch Situatioun d'Entwécklungslänner net vergiessen. Au contraire. Mir dierfen elo net déi falsch Reflexer spille loossen a soen, dass elo an där ekonomesch méi kritescher Situatioun bei der Entwécklungshëllef misst gespuert ginn. Dat wier fatal fir dës Länner a fir hir Populatioun.

Scho virun der Kris wor d'Erreeche vun de Millenniumsziler, also d'Halbéierung vun der Aarmut, nach wäit ewech. Dëst Zil ass duerch d'Effetë vun der Kris nach méi wäit ewechgeréckelt.

Vergiesse mer net, dass zwar scho virun der Finanzkris vill vun den Entwécklungslänner a virun allem déi äermste vun enger Nahrungskris getraff goufen, doduerch, dass d'Basisproduitë sech permanent verdeiert hunn. Vergiesse mer och net, dass vill vun deene Länner duerch d'Energiekris praktesch an d'Faillite gedréckt goufen. Vergiesse mer och net, dass d'Klimakris virun allem dës Länner trëfft, sief et duerch Naturkatastrophen oder soss Effetë vum Klimawandel, déi ganz Récoltë futtimaachen.

D'Finanzkris, déi esou wäit ewech vun esou Entwécklungslänner hiren Ulaf geholl huet, huet dës prekär Situatioun extrem belaascht, an dat huet sech schonn Enn 2007 bemierkbar gemaach an ass amgaangen, verschidde State virun de finanziellen Ofgrond ze stoussen, aus deem et extrem schwiereg wäert ginn, erëm erauszekommen.

Wien elo gemengt hat, d'Finanzkris géif nëmmen an eleng déi entwéckelt Länner affectéieren an deenen hire Finanzsystem, louch leider falsch. Wa bei eis d'Finanzkris sech ëmmer méi zu enger sozialer Kris entwéckelt, esou ass dat och fir d'Entwécklungslänner de Fall, woubäi sech och do nach eng humanitär Kris kreéiert.

Fir dës dramatesch Situatioun ze illustréieren, kann een eng Partie Zuelen nennen, déi fir sech selwer schwätzen. E Wirtschaftswuesstum, deen 2009 nëmmen e Véierel par rapport zu 2007 ausmécht an en Drëttel par rapport zu 2008, en Trend, deen déi nächst fënnef Joer soll unhalen. E Präisabroch vu Matières premières - ausser Pëtrol - vu ronn 20%. 10% manner Handelsvolumen.

En Abroch um Niveau vun de Privattransferten, déi d'Emigranten, déi an entwéckelte Länner schaffen, an hir Pays d'origine schécken, Zommen, déi och als en Deel vun der Entwécklungshëllef considéréiert ginn. 2008 woren dat ronn 338 Milliarden Dollar. Am Joer 2009 just nach 317 Milliarden Dollar, mat Tendenz däitlech no ënnen. Eng Entwécklungshëllef, déi och däitlech zréckgeet. Sou sinn der Europäescher Kommissioun no am Joer 2009 ronn 22 Milliarde manner gefloss wéi dat Joer virdrun. Domadder leie mir wäit ënnert den Objektiver, déi um G8 vu Gleneagles fir 2010 fixéiert goufen.

Sollt den Trend sech confirméieren, Här President, da kann een dovunner ausgoen, dass ronn 100 Millioune Leit bäikommen, bei déi eng Milliard, déi an der extremer Aarmut haut liewen.

Dépensë virun allem a Beräicher wéi Éducatioun, Santé, Infrastrukturen, Protection sociale, déi schonn net ganz héich woren, wäerten nach ëmmer weider no ënne gedréckt ginn.

Et ass kloer, dass déi dramatesch Situatioun an den Entwécklungslänner och negativ Répercussiounen op d'Croissance um Niveau mondial wäert hunn. Mir hunn deemno och en Intérêt drun - wann een dat esou dierf soen -, dass mer dës dramatesch Situatioun an de Grëff kréien. Dës Erkenntnis ass och op internationale Konferenzen wéi Accra, Doha, de G20-Réuniounen, sief et zu London oder Pittsburgh, gemaach ginn a kloer Aussoe si gemaach ginn, dass d'Entwécklungshëllef och e Moyen ass, fir laangfristeg aus der globaler Kris erauszekommen.

Et geet awer net duer, zu där Erkenntnis ze kommen. Et mussen och konkret Engagementer geholl ginn. Och wann dëst nach meeschtens geschitt, dann hapert et duerno awer bei den effektiven Hëllefen, déi nëmmen zéiflësseg duerno an deene concernéierte Länner ukommen. Wa mer wëllen de Misär an deene Länner reduzéieren, da muss séier gehandelt ginn. Da muss direkt gehandelt ginn.

Mä et schéngt mir awer gradesou kloer, dass net hott an har däerf gehandelt ginn. Dass et net mat e puer isoléierte Mesuren duergeet. Mir brauchen eng koordinéiert, méi koordinéiert wéi an der Vergaangenheet Entwécklungshëllef haaptsächlech op europäeschem Niveau. Mir brauchen eng Stratégie à long terme. An et schéngt mer och wichteg, dass do Prioritéite festgehale ginn. An Hëllef do asetzen, wou se am néidegsten ass. Dass mer net nëmme mat Suen hëllefen, mä och kucken, dass Strukturen opgebaut ginn, déi et der lokaler Bevölkerung erméiglechen, op laang Siicht sech selwer ze hëllefen.

D'Europäesch Unioun muss an der Entwécklungshëllef d'Heft an d'Steier an d'Hand huelen a fir déi noutwendeg Kohärenz suergen. Dës ass och eng Fro um Niveau vun der Gouvernance. Leider feelt et awer grad do un der néideger Kohärenz.

Um Niveau vun der Kommissioun, Här President, ass d'Kompetenzopdeelung alles aneschters wéi kloer. Den Andris Piebalgs - wéi seet een et genau?

Une voix.- Piebalgs!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Den Andris Piebalgs ass wuel de Kommissär fir Kooperatiouns- an Entwécklungshëllef. Mä d'Madame Ashton, d'Haute Représentatrice fir d'Affaires étrangères, deelt sech och d'Kompetenzen an deene Beräicher grad wéi an der Aide humanitaire, wéi elo rezent beim Äerdbiewen op Haiti.

Hei misst een een Acteur an der Kommissioun ausmaachen, dee sech ëm dës Froe prioritär këmmert, deen eng Lecture an eng Analys vun der Situatioun mécht.

Och um Niveau vun den europäesche Budget- a Finanzmëttele feelt et u Kohärenz. Et gëtt engersäits den DCI - Development Corporation Instrument -, deen eigentlech déi gesamt Entwécklungszesummenaarbecht vun deene 27 Memberstate soll regruppéieren. Derniewent gëtt et awer och nach e Fonds européen du développement, deen d'Instrument vun der Kooperatioun mat den ACP-Staten ass, dat duerno an den Accordë vu Cotonou jo geregelt ass, an de Pays et territoires d'outre-mer. Dëse Fonds européen de développement fënnt sech bis haut net am Budget communautaire général erëm a gëtt vun deenen eenzelne Memberstate finanzéiert. Et gëtt ëmmer erëm gefuerdert, dass och dëse Fong soll budgétiséiert ginn, woubäi d'EU sech fir d'éischt emol kloer finanziell Attributioune misst ginn.

Et bleift also puncto Kohärenz, Här President, vun de Politiken op jidde Fall nach munches ze dinn.

Et gëtt och ëmmer méi evident, dass mer op globalem Niveau eng nei Entwécklungsarchitektur musse kréien, wat d'Décisiounsstrukture vun den internationale Gremien ugeet, andeems och gekuckt gëtt, dass d'Entwécklungslänner selwer méi Matsproocherecht kréien, wann et ëm Entwécklungshëllef geet.

En anere Problem ass a mengen Aen dee vun der Visibilitéit respektiv de Manktum u Visibilitéit, wat d'Kooperatioun an d'Entwécklungshëllef betrëfft. D'Visibilitéit soll elo net d'Haaptzil vun der Kooperatiounspolitik duerstellen, mä kann awer e Mëttel sinn, fir d'Akzeptanz an der Opinion publique ze förderen. D'Visibilitéit vun de Fortschrëtter an de Resultater um Terrain, mä och vläicht méi Visibilitéit vun de Problemer um Terrain.

Et brécht all Kéiers eng regelrecht Solidaritéitswell aus, wa spektakulär Naturkatastrophe wéi en Tsunami oder en Äerdbiewen, wéi kierzlech op Haiti, d'Welt erschütteren. Mir sollen dat net déploréieren. Mä et muss ee bedenken, dass op vill Plazen op der Welt all Dag kleng Tsunamië vu Leed a Misär stattfannen, déi keng spektakulär Zich hunn. Eng grouss Naturkatastroph soll net déi vill alldeeglech Katastrophen éclipséieren.

Ech wëll an deem Kontext op den Asaz vun den ONGen opmierksam maachen, deenen hire Mérite enorm ass, natierlech wat hiren Asaz um Terrain betrëfft, mä och wat d'Sensibiliséierung ugeet. Hinnen och e grousse Merci fir déi Explikatioun, déi se eis an der Kommissioun ginn hunn.

Nieft den ONGe gëtt et och nach Associatiounen, déi um Terrain schaffen. Ech hat d'Chance, viru kuerzem an de Ruanda ze fueren, wou ech selwer gesinn hunn, wou Leit, Associatioune Fongen hei zu Lëtzebuerg récoltéiert hunn an dohanne Projete maachen. Ech muss soen, ob elo ONG oder Associatiounen, all Hëllef gëtt gebraucht an deene Länner, a gleeft mer et: Heiansdo sinn et fir eis net vill a kleng Saachen, déi fir si ganz vill bedeiten.

De Klimawandel, Här President, an déi negativ Effeten treffen an éischter Linn déi äermste Länner, woubäi dës Länner am mannsten un der Äerderwäermung verschëllt sinn. Géint de Klimawandel weltwäit ugoen, heescht also och deene concernéierten aarme Länner eng weider Laascht ewechhuelen.

Dës Länner mussen awer och mat agebonne ginn, a mer kënnen och net vun hinne verlaangen, op Wirtschafts- an op Industrieentwécklung ze verzichten. Op der Klimakonferenz zu Kopenhagen am leschten Dezember ass probéiert ginn, eng global Léisung fir d'Period no Kyoto, dat heescht no 2012 ze fannen, mam Resultat, wat mer all kennen.

Et zweifelt awer kee méi un der Erkenntnis, dass Entwécklungshëllef och klimapolitesch Aspectë muss considéréieren. Et muss deene Länner gehollef ginn, sech wirtschaftlech ze entwéckelen, ouni gläichzäiteg d'Ëmwelt an de Klima futtizemaachen.

Méi konkret zu der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef: Dës läit bei bal engem Prozent vum Revenu national brut, 0,92% vum RNB, a betrëfft nach wie vor zéng Zillänner. Les pays cibles de la coopération luxembourgeoise sinn am Moment an Asien: Vietnam a Laos; Amérique centrale: Nicaragua a Salvador; an Afrika: Niger, Namibien, Cap-Vert, Senegal, Mali a Burkina Faso. D'Palästinenser: „Les territoires palestiniens occupés bénéficient des mêmes avantages que ceux en vigueur dans les pays cibles" - ech zitéieren.

Aner Länner wéi Tunesien, d'Île Maurice an den Équateur befanne sech am Régime transitoire, dat heescht, d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef gëtt fir dës Länner, vu hir positiv Performance, progressiv erofgesat.

Et ass, mengen ech, un der Zäit, fir bei eisen zéng Zillänner ze kucken, wéi eng sech mëttlerweil esou gutt opgestallt hunn an net méi op déi voll Hëllef ugewise sinn an duerno an de Régime transitoire kéinte kommen. Et ass op jidde Fall wichteg, dass mer net higinn a vun haut op muer Hëllefe radikal sträiche ginn. Parallell misst natierlech och gekuckt ginn, wéi eng Entwécklungslänner dréngend Hëllef brauchen an ob mer eis Zillänner net missten nei definéieren. Evident ass awer, dass mer och eng gewësse Kontinuitéit brauchen an net all puer Joer eis nei Zillänner eraussichen.

Et misst ee méi pluriannuel denken an eng Partie Projeten iwwer e puer Joer finanzéiere kënnen. Wéi gesäit d'Madame Ministesch dat? Sinn nei Zillänner envisagéiert? Ech wär frou, fir do vläicht e puer Informatiounen ze kréien.

Nieft eisen Zillänner, Här President, an déi am Régime transitoire, gëtt et nach eng Rei sougenannte Projektlänner wéi de Ruanda, de Burundi, de Maroc, awer och Partner wéi Südafrika, Indien, Chile oder China. An dëse Länner gi spezifesch Projeten ënnerstëtzt. Wann een dës Länner, dës Lëscht vun de Länner ukuckt, an zumools State wéi Südafrika, Indien oder China, déi an de leschte Joren e phenomeenale Wuesstum opweises hunn, och wann nach laang net alles am Botter ass, kann ee sech awer froen, ob net op aner Plazen et méi sënnvoll a méi noutwendeg wär ze hëllefen. Ob do d'Madame Ministesch och meng Meenung deelt, géif mech interesséieren.

D'Assistance humanitaire, déi sech op verschidde Regiounen an Afrika konzentréiert, awer och Länner wéi Afghanistan, mécht ronn 10% vun der gesamter Lëtzebuerger Entwécklungshëllef aus. Et handelt sech hei ëm Krisegebidder, betraff sief et vu Kricher, Konflikter oder Naturkatastrophen. Do geet et deemno drëms, dëse Gebidder beim Opbau ze hëllefen, woubäi natierlech drop geuecht soll ginn, dass Konflikter an an Zukunft Kricher wa méiglech solle verhënnert ginn, soss riskéiert d'Entwécklungshëllef zu enger Sisyphusaarbecht ze ginn, wou dat, wat gëschter opgebaut ginn ass, muer erëm zerstéiert gëtt. Mir haten e Beispill a Palästina.

Materiell Hëllef, jo, mä och derfir suergen, dass d'Institutioune funktionéieren, dass d'Konflikter eng friddlech Léisung fannen. Dat ass allerdéngs méi einfach gesot wéi effektiv an der Realitéit ëmzesetzen. De Kampf géint d'Korruptioun ass och e wichtege Volet, deen een net soll ignoréieren. Dovunner hänkt och vill vun der Kredibilitéit a vun der Akzeptanz vun der Entwécklungshëllef of.

Et ass och a mengen Aen extrem wichteg, dass um Terrain d'Hëllef ukënnt a ka fructifiéiert ginn. Et ass och fir mech wichteg, dass d'Hëllef der Allgemengheet eppes bréngt, an net just enger Kategorie vu Leit, sief et exklusiv enger Glawensgemeinschaft oder soss enger Communautéit, wëssend, dass d'Gesellschaft an deem engen oder anere Land sech oft op eng komplex Aart a Weis am Laf vun der Zäit opgebaut huet.

D'Mënscherechter, Respekt an Toleranz musse beuecht ginn. Mir mussen an der Entwécklungshëllef kohärent mat eis selwer sinn. Ouni e Gesellschaftsbild an deene Länner imposéieren ze wëllen, musse mer awer beuechten, dass eng Rei vu Prinzipië respektéiert ginn.

Ech muss Iech soen, Här President, dass d'Kooperatiounspolitik och zu Lëtzebuerg e Sujet war, dee ganz laang och net déi Importenz hat, déi en haut huet. Haut hu mer eng Debatt, haut gëtt vill driwwer geschwat.

Ech perséinlech muss soen, dass d'Madame Err déi éischt Persoun war, wou ech eng Persoun op d'Kooperatioun, en Numm op d'Kooperatioun konnt setzen. D'Madame Err wor déi éischt Persoun, déi Associatiounen empfaangen huet oder gekuckt huet, wéi se konnt hëllefen. Leider war d'Carrière ministérielle vun der Madame Err ze kuerz,…

(Hilarité)

…fir kënne weider dat ze maachen. Ech muss Iech soen, datselwecht dem Här Goerens, dee während fënnef Joer eng ganz gutt Kooperatiounsaarbecht gemaach huet, an deen och duerno net méi Kooperatiounsminister war, an dann do den Här Schiltz, deen och Kooperatiounsminister war an net méi ass.

Madame Jacobs, ech wënschen Iech „bonne chance" fir déi nächst Wahlen!

(Hilarité)

Wat awer och ganz wichteg ass, Här President, ass, an dat soll een och net vergiessen, dass vill Gemengen hei am Land

och Effortë maachen, fir kënnen ze hëllefen. An do muss ee sech d'Fro stellen, ob et net méi wichteg wär, och beim Syvicol ze intervenéieren, dass eng méi grouss Kohärenz och gekuckt gëtt, fir verschidde Sujeten ze cibléieren, a verschidde Länner mat ze cibléieren. Well et gëtt gesot, et muss ee just kucken, dass se unerkannt ginn, deen een oder deen anere Projet, an et wär awer wichteg, wa vill Gemengen - mir hunn der jo vill, déi bereet sinn ze hëllefen -, dass een do zesumme kuckt, wéi ee ka méi kohärent op jidde Fall d'Gemengenhëllefe vis-à-vis vun der Kooperatioun maachen.

Här President, zur Konklusioun: Wien haut vu Kris schwätzt, muss wëssen, dass et net just eng Finanz- an eng Wirtschaftskris an den industrialiséierte Länner ass. Och manner entwéckelt Länner si betraff, an do sinn d'Konsequenze vill méi gravéierend. Elo wëllen an den Entwécklungslänner spueren, wär de falsche Reflex. Et wär fatal.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et mussen nei Prioritéite gesat ginn. Mir brauche méi eng grouss Kohärenz an der europäescher Entwécklungshëllef. Mir brauche laangfristeg Perspektiven. Mir mussen et fäerdeg brénge, dass d'Leit verstinn, dass den Entwécklungslänner an hire Populatioune Perspektiven ze ginn net nëmmen eng Hëllef ass, mä eng Chance fir eis alleguerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Madame Minister, Kolleegen a Kolleeginnen, fir Lëtzebuerg ass d'Entwécklungszesummenaarbecht e wichtege Punkt, net nëmme qualitativ, mä och quantitativ, oder vläicht ëmgedréit: net nëmme quantitativ, mä och qualitativ. An ech mengen, dass vill méi drun hänkt bei eis un dëser Entwécklungszesummenaarbecht wéi an anere Länner, well eis Aussepolitik sech ouni Zweifel och orientéiert un dëser Zort vu Politik, an et kann ee sech froen, firwat dat esou ass, firwat déi Wichtegkeet ass.

Ech denke perséinlech, dass et dorunner läit, dass eis Entwécklungshëllef oder -zesummenaarbecht eng vun deene wéinegen ass, déi net liéiert ass. Wou net probéiert gëtt, de Länner mat de Partnerlänner, mat deene mer schaffen, Produkter, Experten, Material vu Lëtzebuerger Entreprisen ze octroyéieren oder net, mä mir kucke wierklech: Wat passt an d'Strategie vun eisen Zillänner?

Dat ass jo och den Zweck vun de PICen, déi d'Ministesch ugeschwat huet. Mir probéieren, eist Kënnen am Kader vun hirer nationaler Strategie anzesetzen, an eis Erfahrungen op deem Gebitt, déi hunn et erlaabt, eis op gewëssene Gebidder ze spezialiséieren, wou mer entre-temps, mengen ech kënnen a grousser Bescheidenheet ze soen, net esou schlecht sinn.

Et ass esou e wichtegen Deel vun eiser Aussepolitik, dass den Ausseminister scho gelegentlech uklénge gelooss huet, dass, wann en op den Tour geet, fir eis Kandidatur am Conseil de Sécurité vun der UNO ze verkafen, e wäert drop opmierksam maachen, wou Lëtzebuerg steet mat senger Entwécklungszesummenaarbecht, wéi vill, wéi gutt an - iwwerhaapt - wéi fein mir sinn.

Dat beweist also, dass fir Lëtzebuerg d'Kooperatioun méi wichteg ass vläicht wéi an anere Länner, well mir wëssen, dass eis Positioun an den Affaires étrangères en tant que telle sécherlech net déi stäerksten ass. Hei ass eis Positioun au contraire eng aner.

Fir dass déi Kooperatiounspolitik och weidergeet an där Qualitéit an an där Quantitéit, wéi mer se elo hunn, brauche mer de Support aus der Bevölkerung. An dat ass, mengen ech, e kritesche Punkt an Zäite wéi an deene mer haut sinn. An ech wëll mech haaptsächlech op dat Thema beschränken, well mäi Fraktiounskolleeg, de Marc Angel, am Fong sollt hei als éischte Riedner ufänken. Ech awer leider muss, Madame Minister, an ech bieden Iech mech duerfir ze entschëllegen, well ech Iech e puer Froe stellen, mä net wäert do sinn, wann d'Äntwert kënnt, mä de Marc Angel seet mir sécherlech, wat Är Positiounen dozou waren, well ech e Rendez-vous eben hunn, fir deen ech muss fortgoen.

Et geet also net duer, dass, wa mer esou wëlle weiderfueren, de Ministère gutt a méiglechst transparent schafft an heiansdo eng Campagne mécht, sief dat an der Zeitung oder am Kino. Mä fir méi e groussen Impakt ze hunn, si mer ugewisen op d'Acteuren, op all d'Acteure vun den ONGen, deenen hir Zuel ëmmer nach eropgeet; wat engersäits e gutt Zeechen ass fir de gudde Wëlle vun eise Matbierger, wat anerersäits net ganz rationell ass fir d'Organisatioun vun hirer Aarbecht. Ëmmerhi sinn dat esou vill Multiplicateure fir d'Entwécklungszesummenaarbecht, op déi een net verzichte kann an och net verzichte wëllt, wann een d'Verantwortung an deem Beräich do huet.

Richteg ass, dass en importenten Deel vun de Sue benotzt gëtt aus dem Entwécklungsbudget, fir Projete vun ONGen ze kofinanzéieren. Kloer Ufuerderungen un d'Qualitéit, de BAT, deen technesch Hëllef gëtt fir d'Ausschaffung vun de Projeten, etc., dat féiert alles dozou, fir méi Kohärenz ze kréien zwëschent der offizieller, dat heescht der Regierungskooperatiounsaarbecht, an den Aktivitéite vun de staatlechen an de privaten Acteure par ailleurs.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg op deem Wee weiderzefueren. D'ONGe gi weider ënnerstëtzt vun de Gemengen - an dat ass och en Uleies, wat ech wëll hei umellen -, d'Gemengen, déi sech selwer agebonnen hunn, obschonn et net an hire Fonctiounen dem Gesetz no ass, spillen entre-temps esou eng wichteg Roll, dass se als Acteur an dësem Beräich net méi ewechzedenke sinn.

Duerfir sinn ech mat deenen d'accord, déi hei gefrot hunn, fir se besser an engem Réseau ze organiséieren. An ech denken, dass mer d'Instrument dofir jo hunn, de Syvicol oder de BAT, deen Aide technique fir d'theoretesch ONGe gëtt, dee kéint vläicht och en Deel vun där Verantwortung do iwwerhuelen, fir dass allgemeng déi Ufäng, net erëm ufänken, d'Rad nei ze erfannen, mä sech kann inspiréieren u Projeten, déi an anere Gemenge lafen. A wa méiglech natierlech mat enger Ulafstell um Ministère, dee jo fir d'ONGe geschafe ginn ass an dee sécherlech fir d'Gemengen och nëtzlech wier.

Et géif bal Zäit ginn, dass den Innenminister - a vläicht kënnt Dir hien dat froen, Madame Minister - eng Kéier géif Positioun huelen, wéi hien dozou steet. Well eigentlech kënnt Dir nëmmen eppes méi maachen aus där Zesummenaarbecht mat de Gemengen, wann de Kolleeg aus deem anere Beräich domadder d'accord wier. An no all deem, wat ech bis elo hei héieren hunn, mengen ech, wiere mir all der Meenung, dass d'Gemenge solle weiderfueren, dat ze maachen. Si sollen et allerdéngs maachen an engem Kader, dee se de Moment net hunn, a mat enger Zesummenaarbecht an engem Réseau, deen ze schafen ass.

Ech denken, dass et wichteg ass, op all deem gudde Wëlle vun deene Leit an de Gemengen an den ONGen opzebauen. An deem Kontext wëll ech och wierklech ervirsträichen, wéi wëllkomm dee Service volontaire de coopération vum Service national de la Jeunesse ass. Et freet mech festzestellen, dass eng Motioun, déi ech virun zwielef Joer hei déposéiert hunn an deem Sënn, net ugeholl ginn ass, mä dass et zwar laang gedauert huet, mä ëmmerhin, och ouni Motioun, déi Saach an d'Praxis ëmgesat gëtt.

Firwat? Well et Nowuess fir d'ONGen ass. Well et Nowuess fir an de Gemengen ass. Well et en Nowuess ass vu Multiplicateure vun der Iddi vun der Kooperatioun. An ech fannen, dass dat wierklech eng gutt Saach ass, an ech hoffen, dass mer och bei Geleeënheet, Madame Minister, eng Kéier e bësse méi doriwwer gewuer ginn, wéi vill jonk Leit dovunner profitéieren.

Well ech denken, dass besonnesch jonk Leit, déi an esou Länner ginn, net d'selwecht erëmkomme wéi se fortgaange sinn, an dass dat de beschte Garant ass, fir dass d'Opinion publique och a schwieregen Zäite wéi deene vun haut weiderfiert eisen Effort fir d'Kooperatioun ze ënnerstëtzen.

D'Sensibiliséierung huet vill Aspekter, op déi ech eigentlech net kann agoen. Ech wëll just vläicht nach zwou, dräi Saache soen.

Éischtens zu der Kris: Mir wëssen, dass et ufänkt difficile ze ginn. An déi Demagogen, déi menge kënnen ze proposéieren, an dësem Kontext unzefänken ze spueren do wou d'Suen am néidegste gebraucht ginn, op déi musse mer eis virbereeden. Mir mussen eis och virbereeden, wat mer äntwerten, wa gesot gëtt, wou mer solle spueren, well dat Kapitel geet jo och elo deemnächst un.

Ech hoffe just, dass net gespuert gëtt op der Envergure vun eiser Entwécklungshëllef, mä eventuell punktuell gekuckt gëtt, wou eventuell eng Aspuerung méiglech wier.

Ech denken, dass et méiglech ass an dass et muss erlaabt sinn ze froen, ob Länner, wou Äre Virgänger, Madame Minister, d'lescht Joer gesot huet, de Salvador, Namibien an de Vietnam wieren an enger „exit strategy", fir et emol salopp esou ze nennen. Wann ech awer richteg weess, ass elo erëm amgaang e PIC ausgeschafft ze gi mam Vietnam.

Ech perséinlech fannen, dass dat kee Sënn mécht. Mir bleiwe vill ze laang an deene Länner - an et huet ee vu menge Virriedner hei dat och scho gesot -, wou mer gewinnt sinn ze schaffen, ze vill laang do.

Ech denken, dass ee muss méi kloer maachen, wéi laang Entwécklungshëllef dauert. Vu wéini un dass se ufänkt ofzehuelen. An eigentlech kéint ee sech an Zäite vun der Kris och froen, ob et net normal wier, dass een egal wéi, a wat fir engem Land ee schafft, vun Ufank u géif eng Contrepartie oder eng Participatioun vun de Länner, an deene geschafft gëtt, verlaangen, sief dat a Suen, an Aarbecht, an Know-how, un Expertise oder wat och ëmmer. Well a mengen Ae wier dat net nëmmen eng Erspuernis, mä dat wier och am Fong eng Verstäerkung vum Partenariatsgedanken. Well eppes, zu deem ee selwer bäidréit, ass sécherlech méi säin Eegent, wéi eppes, wat ee komplett geschenkt kritt huet.

Mécht et Sënn, wa mer aus deenen dräi Länner, déi ech elo opgezielt hunn - wat ech hoffen -, erausginn, an zwar deemnächst, dass mer dann nach op zwee Kontinenter mat engem Land aktiv géife bleiwen, oder wier et net méi rationell, am Sënn vun der Konzentratioun vun der Hëllef, op engem Kontinent ze bleiwen? An zwar eleng op deem äermsten, dat heescht an Afrika? An do eben dann och duerch déi Konzentratioun onnéideg Käschten, Administratiounskäschten, Déplacementskäschten ze évitéieren?

Ech denken, dass eng kloer Sprooch - an ech wier frou, wann Der mer dorobber géift eng Äntwert ginn, Madame Minister - an där Hisiicht geschwat gëtt, an et ass ugeklongen d'lescht Joer an dëser Debatt vun neien Zillänner. Ech mengen, dass de Moment net gënschteg wier, fir dat ze maachen. Et wier awer au contraire wichteg fir ze konzentréieren, d'Zuel vun de Länner, d'Zuel vun de Secteuren, fir esou mann wéi méiglech Fraisen an esou vill méi méiglech Resultat erauszeschloen. Och fir dann no bausse kënnen ze beweisen, dass dat, wat d'Leit elo nach net wëssen, awer wësse wëllen, dass déi Suen, déi mer an d'Kooperatioun stiechen, gutt investéiert sinn. An dass och vläicht méi konkret no baussen, hei am Haus, an och iwwert de Wee vun der Kommunikatioun en général gewise gëtt, wat mat deene Suen do geschitt.

Ech denken duerfir, dass et wichteg ass, dass d'ONGen, wéi dat, wat si eis gefrot hunn, méi Öffentlechkeetsaarbecht musse kënne maachen. Net nëmmen an de Schoulen, mä och bei Erwuessenen, fir eben déi Motivatioun vun de Lëtzebuerger oder vun der Bevölkerung en général oprechtzeerhalen, fir op deem Wee, wou mer sinn, weiderzegoen.

Wa se méi solle maachen, Madame Ministesch, da wësst Der, wat dat heescht, da brauche se och méi Suen. Si mengen, dat misst vun 0,63 op 2% eropgoen. Dat ass a mengen Aen e bësselchen héich gegraff. Besonnesch dann, wa keng genee Projete virleien. Mä eppes ass sécher: Recht hu si, wa se soen, si missten, an ech menge si si besser placéiert wéi de Ministère fir déi richteg Leit dohinner ze schécken, bei déi Jonk a bei déi manner jonk Leit, fir ze erklären, wat lass ass, fir déi Aarbecht ze maachen. An et ass dat, wat mer brauchen, fir de Konsens zu der Kooperatiounspolitik am Ganzen ze behalen.

Zum Schluss zwee Wierder nach; un Iech eng Fro. D'Strategie „Genre" hutt Der hei ganz kuerz zum Schluss ugeschwat. Ech hätt gäre méi derzou héieren. Ech denken, mir kréie vläicht d'Geleeënheet, eng Kéier an der Kommissioun derfir ze suergen. An eng zweet Remarque iwwert de Sort, deen Dir eiser Proposition de loi, vum Marc Angel a vu mir, wëllt reservéieren.

Ech sinn e bësschen enttäuscht, dass dëst Joer am Fong zwee Kolleegen aus op deemselwechte Gebitt, aus därselwechter Partei, op eemol eng aner Meenung hei vertrieden, obscho se deeselwechte Conseiller nach ëmmer hunn. D'lescht Kéier huet Äre Virgänger gesot, e wier positiv, e géif mengen, et wier en Handlungsbedarf op deem Gebitt. An ech denken, dass ës ass. Mir brauchen Evaluatioun, mir musse wëssen, wéi e PIC ausgeschafft gëtt. Mir mussen déi öffentlech Transparenz och hei an der Chamber diskutéieren. Mir mussen eis Strategien, eis PICen, etc., alles an engem Gesetz aschreiwen. Mir brauchen Evaluatioun, mir brauche Recherche. An all dat steet net an eisem Text.

Ech denken duerfir, dass Der Onrecht hutt, Madame Minister, fir ze mengen, mir kéinten dat doten op d'laang Bänk schiben. Wann Dir dat ze vill laang schiibt, dann hu mer natierlech en anere Wee fir dat virunzebréngen. Ech hoffen awer, dass mer Iech kënnen iwwerzeegen, vläicht e bësselche méi séier do virunzekommen, wéi Dir dat haut uklénge gelooss hutt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Err Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll fir d'éischt emol ënnersträichen, dass déi gréng Fraktioun et wierklech eng gutt Saach fënnt, dass mer bei der Kooperatiounsdebatt déi Debatt an och d'Äntwerte vun der Chamber deeselwechten Dag maachen. Dat war jo net ëmmer esou. Mä mir fannen dat e flotte Modell, fir déi Diskussioun ze féieren, wann een direkt den Dag selwer der Ministesch kann op hir Interventioun äntwerten a Froe stellen. Dat mécht, mengen ech, och fir déi Leit, déi sech fir dat Thema hei interesséieren, déi Debatt insgesamt e bësse méi interessant.

Et ass déi éischte Kéier, wou d'Madame Jacobs als nei zoustänneg Ministerin an d'Chamber kënnt, fir zu dësem Thema ze schwätzen. An dat an engem Land, wou et Konsens ass, dass eng Participatioun vum Stat, eng Aide à la coopération an der Héicht vun 1% vum PIB ausbezuelt gëtt.

Dat ass a wéinege Länner de Fall. Éischtens op der Héicht vun der öffentlecher Hëllef, awer och um Fait, dass et Konsens doriwwer gëtt. Zumindest bis haut gëtt et Konsens hei zu Lëtzebuerg, fir op deem doten Niveau öffentlech Suen an d'Kooperatioun ze investéieren.

Ech hunn der Madame Minister mat Opmierksamkeet nogelauschtert, fir erauszefannen, ob et en neit Positionnement géif ginn op wesentlechen Aspekter, ob et Neierunge géif ginn.

Ech mengen, dass dat net de Fall ass. Dee Konsens, dee mer hei zu Lëtzebuerg an de grousse Linnen hunn, dee schreift sech och an an der Deklaratioun vun der Ministesch. Et ass eng Kontinuitéit, mengen ech, déi hei vun der Regierung an hirer neier Ministesch viséiert gëtt. An et ass och, mengen ech, vun hir kloergemaach ginn, dass bei de Pays cibles keng grouss Ännerungen ze erwaarde sinn. Et solle keng derbäikommen, et sollen och keng ewechgeholl ginn. Wouriwwer awer muss

kënnen diskutéiert ginn, dat ass periodesch en Update ze maachen, ob et nach ëmmer déi richteg Länner sinn, mat deene mer eis Kooperatiounsaarbecht maachen.

Dir hutt Är Ried och gestallt ënnert d'Millenniumsziler, d'Halbéierung vum Honger an der Welt bis zum Joer 2015. Och dat ass en Zeeche vun der Kontinuitéit. Dir hutt drop verwisen, dass vun 1990 bis 2005 eng Rei Succèsë konnte verbucht ginn. Och wann de Rhythmus mat Sécherheet net séier genuch war. Den Honger an der Welt ass liicht réckleefeg gewiescht. Et muss een awer och soen, dass et no 2005 net an déiselwecht Richtung weidergaangen ass. Dass mer zënter 2005 duerch eng Rei vu Phenomeener déi Entwécklung leider gesinn hu stagnéieren a se sech éischter nees an déi aner Richtung entwéckelt huet.

Dat heescht, mir si leider net ganz no drun, déi Millenniumsziler ze erreechen. Mir musse souguer zolidd Kurskorrekture virhuelen, well am Moment d'Entwécklung eng aner ass wéi déi, déi uviséiert gi war.

Et muss een och constatéieren, dass am internationalen Ëmfeld et eng Rei Länner gëtt, déi et mat hiren Engagementer net méi esou eescht mengen. Déi déi gestachen Ziler, déi vu sech selwer deklaréiert Ziler am Moment a Fro stellen am Kontext vun der Finanz- a Wirtschaftskris. Dir hutt d'Zuele vun der OECD och genannt. Et feele mëttlerweil iwwer 20 Milliarde par rapport zu deem, wat versprach war. An dat ass natierlech e Betrag, deen enorm ass.

Positiv gesi mer, dass Der an Ärer Interventioun och ënnerstrach hutt, dass et wichteg wier, Är Kooperatiounspolitik ze verstoen als e Package, zu deem och d'Klimapolitik gehéiert, zu deem och d'Politik vun den Handelsregele gehéiert an zu deem och d'Politik vun der Migratioun gehéiert. Woubäi ech awer do nach herno wëll eng Kéier drop zréckkommen, well dorënner, mengen ech, kann een ënnerschiddlech Saache verstoen.

Dir hutt, Madame Ministesch, an Ärer Interventioun vill Wäert drop geluecht, ze ënnersträichen, dass Lëtzebuerg bezilt a seng Engagementer anhält. Dass d'Regierung zu deem Zil géif stoen. An Dir hutt och gesot, dass d'Chamber dat jo hei och géif ënnerstëtzen. Ech géif souguer soen, d'Chamber hätt d'Regierung dozou opgefuerdert. Um Héichpunkt vun der Kris war et am Kader vun enger Debatt hei am Parlament, wou déi gréng Fraktioun eng Motioun eragereecht huet, fir genau dat doten dem Parlament ze proposéieren, dass d'Regierung trotz der Kris bei där do Politik net soll spueren.

An et war virun de Wahlen, an ech mengen och, dass et wichteg war, dass et virun de Wahlen zu esou enger klärender Diskussioun koum, dass et eng Eestëmmegkeet hei am Parlament gouf, fir ze soen, trotz Kris däerfe mer eis Engagementer, eis international Engagementer am Beräich vun der Kooperatioun net a Fro stellen a mir musse se prozentual an och a Chiffres absolus respektéieren, och an de Joren zéng an eelef vun der Kris. An ech hoffen emol, dass déi Eestëmmegkeet, déi hei virun e puer Méint bestanen huet, och am Moment nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg besteet.

Wéineg hutt Der geschwat, Madame Ministesch, iwwert d'Cohérence des politiques. Dir hutt och wéineg geschwat iwwert dat Gremium, wat hei zu Lëtzebuerg zum Deel zoustänneg ass fir eng gewësse Kohärenz an der Kooperatiounspolitik ze maachen, de Comité interministériel. Zwee Themen awer, wou ech mengen, dass ganz villes ze soe wier an och eng ganz Partie Saachen anescht ze maache wieren.

Wat mer net esou gären héieren hunn, Madame Ministesch, dat ass, dass Der en Deel vun eiser Kooperatiounspolitik, notamment an Afrika, och an de Kontext gestallt hutt - oder an d'Perspektiv gestallt hutt, besser gesot - vun der Lëtzebuerger Demande, fir an den UNO-Sécherheetsrot ze kommen.

D'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik huet sech bis elo ëmmer doduerch ausgezeechent, am Ënnerscheed vun aneren, dass mer eng selbstlos Kooperatiounspolitik gemaach hunn, dass mer ni wirtschaftlech Interesse verfollegt hu mat eiser Kooperatiounspolitik. Dass also Kooperatiounspolitik keen Argument war, fir hannendru Wirtschaftspolitik ze maachen. Dat ass nach ëmmer de Fall. Mir hunn och ni politesch Intérêtë vertrueden, ausser déi, dass mer eis Iwwerzeegungen och probéiert hu mat deene Länner ze deelen a se an hirer Nout esou ze ënnerstëtzen, dass se eleng kënne besser eens ginn.

Dass mer dat elo an Ärer Ried an e Kontext gestallt kritt hunn an an eng Perspektiv, dass dat eis och kéint Pluspunkte bréngen am Kader vun der Diskussioun vun der Lëtzebuerger Kandidatur fir den UNO-Sécherheetsrot, gesi mir als gréng Fraktioun manner gären.

Mir mengen, mir sollen ouni dee geréngsten Zweifel an ouni Malentenduen dobäi bleiwen, dass d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik eng ass, déi ouni Hannergedanke gemaach gëtt. Sief et wirtschaftlech Hannergedanken nach politesch Hannergedanken. Och déi ronderëm eis Kandidatur, ronderëm Posten am UNO-Sécherheetsrot. An ech wier frou, wa mer dat doten haut och herno an Ärer Interventioun eng Kéier kéinte klären, fir dass et do keng Malentenduë gëtt.

D'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik ass selbstlos. Dat ass hiert Markenzeechen. Et ass ënner anerem dofir, wou se op enger Rei vun Aspekter virbildlech ass fir anerer. Kommt, mir zerstéieren dat doten net. Kommt, mir halen dat Virbild, wat vill Leit och an der Welt wëlle gebrauchen, fir anerer oprecht an där Form, wéi mer et hunn.

Dir hutt och an Ärer Ried geschwat vum Asaz vun eise Coopéranten. An ech mengen, deem huet sech jo mëttlerweil all Fraktioun ugeschloss. Dat maache mir selbstverständlech och. Dat ass berechtegt a verdéngt. Et wier awer dann och gutt, wann Der Iech mat de Problemer, déi et bei deene Leit zum Deel um Niveau vun der Protection sociale nach gëtt, géift méi intensiv beschäftegen. Dir wësst, dass de Cercle des ONG regelméisseg drop opmierksam mécht, dass et do nach Froen ze kläre gëtt.

Och dat géif hëllefen, wann een déi dote Problemer zesumme vläicht mat Ärem Minister vun der Sécurité sociale kéint am Kader och vun engem Dialog mam Cercle des ONG diskutéieren a klären. Dat géif deene Leit och weisen, dass eis Ënnerstëtzung net nëmme mëndlech ass, mä dass mer och hir Problemer, déi se kënnen hunn, eescht huelen. Och an deenen dote Saache vun hirer laangfristeger sozialer Ofsécherung, dass mer déi wëlle respektéieren.

Dir hutt och, Madame Minister, op dat aktuellt Beispill vun Haiti higewisen, an Dir hutt ënnerstrach, dass mer duerch den Asaz vun zwou Privatsociétéiten et elo géife fäerdeg bréngen, à la fois am Transportberäich mat der LAR an och an der Kommunikatioun wierklech do en technesche Outil, eng technesch Plattform ze kréien, déi eis vill kéint hëllefen, notamment am Beräich vun de Katastrophenasätz. Dat ass wuel richteg an och luewenswäert, an natierlech ass et gutt, wann een effikass Instrumenter zu senger Verfügung huet.

Mä och do géife mer e klenge Bémol maachen a soen: Kommt, mir passen awer och op, dass mer selbstverständlech esou effikass wéi méiglech sollen hëllefen, mä mir sollen awer bei eiser Kooperatiounspolitik nach ëmmer grondsätzlech an dominant bei der struktureller Hëllef bleiwen, an dass mer net ze vill en Iwwergewiicht op eemol géife kréie mat de Katastrophenasätz, woubäi Dir natierlech ëmmer eis Ënnerstëtzung hutt, wa Lëtzebuerg op esou Plaze wëllt intervenéieren.

Mä mir maachen hoffentlech net dat, wat d'Amerikaner laang gemaach hunn, déi hir Hëllef ëmmer nëmmen op Katastrophenasätz weltwäit mat US-Aid limitéiert hunn, ni wollten eng aner Form vu struktureller Kooperatioun kennen. Mir sollen dat net maachen. Mir sollen do eng Gewiichtung maachen, déi plus/minus déi ass, déi mer an der Vergaangenheet kannt hunn: strukturell Hëllef als éischt, Katastrophenhëllef natierlech och. Mä d'Gewiichtung muss stëmmen. Dat ass och bis haut de Fall. Mir wëlle just ënnersträichen, dass et eis wichteg ass, dass et dobäi och bleift.

Elo muss ech just hei eng Note erëmfannen - voilà. Wat ech an Ärer Interventioun ganz e bësse vermësst hunn, et ass och an engem Clin d'œil op Äre Virgänger, de Minister Schiltz. Dir hutt an Ärer Ried net déi dräi „D"-e beméit,…

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Ech wollt elo domadder kommen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- …Développement, Diplomatie an Défense. Dat war Ärem Virgänger, deen...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- D'Madame Err hat mech dozou provozéiert…

(Hilarité)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Deen huet dat a kenger Interventioun vermësse gelooss. Mä all Minister huet säi Stil. Dir wäert Ären dann och präge kënnen.

Wat an de leschte Jore schonn zu enger Traditioun ginn ass hei an der Chamber, dat ass, dass déi zoustänneg Kommissioun eng Entrevue huet mam Cercle des ONG am Virfeld vun der Debatt. Dat hale mer fir eng ganz gutt Traditioun, well et wichteg ass, dass de Cercle des ONG säi Standpunkt ka verteidegen, erklären, och bei der zoustänneger Kommissioun, net nëmmen iwwert d'Öffentlechkeet. Dëst Joer huet de Cercle des ONG sech als Haaptsujet erausgesicht d'Éducation à l'environnement. Ech mengen, d'Virgänger si schonn drop agaangen. Ech wäert dat zum Schluss och eng Kéier maachen.

Ech wëll awer elo schonn e klenge Bäitrag leeschten zu där Éducation à la coopération - pardon, sot ech à l'environnement? -; ech wëll och e klenge Bäitrag elo scho leeschten zu där Éducation à la coopération, mat einfach e puer Zuelen.

Dir kennt wahrscheinlech déi meescht vun deenen Zuelen. Mä fir déi Leit, déi eis vläicht haut suivéieren an déi sech fir Kooperatioun interesséieren, ass et vläicht awer gutt, och wann déi Zuele laang bekannt sinn, dass een e puer Zuelen einfach emol heiansdo rappeléiert, fir nach eng Kéier d'Verhältnisser op eisem Planéit mat Zuelen duerzestellen a fir kloerzemaachen, wéi déi Verhältnisser tëschent den eenzelne Länner a Kontinenter, Geschlechter an esou weider sinn.

Dat sinn Zuelen aus engem Dokument vum Cercle des ONG, dee se hu vum PNUD, vum Programme des Nations Unies pour le Développement, an ech wëll einfach eng Dosen där Zuelen hei just kuerz erwähnen, fir dass ee se erëm am Kapp huet.

Haut liewe méi wéi eng Milliard Leit op eisem Planéit mat manner wéi engem Dollar den Dag. Dat ass e Sechstel vun der gesamter Mënschheet; all sechste Mënsch huet manner wéi een Dollar den Dag. 2,8 Milliarde Mënschen op dësem Planéit, also net wäit vun der Halschent, musse liewe mat manner wéi zwee Dollar pro Dag. Bal all zweete Mënsch lieft mat manner wéi zwee Dollar den Dag. Dat si keng Randerscheinungen, dat ass gewalteg.

Bal eng hallef Milliard Kanner si permanent op der Limite zu der Krankheet oder zum Ofrutschen an den Doud - eng hallef Milliard Kanner! Net wäit dovun. Ee Kand op fënnef huet keen Zougank haut zur Éducatioun. Bal 900.000.000 vun den Erwuessene vun dem Planéit sinn Analphabeten, dovunner sinn zwee Drëttel Fraen.

All Dag stierwe ronn 30.000 Kanner vu manner wéi fënnef Joer u Krankheeten, déi kënnen évitéiert ginn. All Dag 30.000 Kanner! An de Pays en développement erreecht ee Kand vu sechs den Alter vu fënnef Joer net. All sechst Kand gëtt net fënnef Joer al.

Den Aids ass haut zu iwwer 90% an den Entwécklungslänner. Um Horizont 2020, dat ass an zéng Joer vun haut, wäerten eng Partie afrikanesch Länner ronn e Véierels vun hirer Populatioun, vun hirer aktiver Populatioun verléiere kënne wéinst dem SIDA. E Véierels vun der aktiver Populatioun wéinst dem SIDA, wann näischt ännert.

Iwwer eng Milliard Mënschen huet keen Zougank zu Drénkwaasser. All sechste Mënsch huet keen Zougank zum Drénkwaasser. An der Afrique subsaharienne huet d'Halschent vun de Leit keen Zougank zum Waasser - carrément d'Halschent! 2,4 Milliarde Mënschen hu keen Zougank zu sanitären Anlagen. Iwwer 40% vun der Mënschheet hu keen Zougank zu deem, wat mir als selbstverständlech glécklecherweis kënnen ugesinn.

Dat sinn Zuelen, déi net déi ganz Bandbreet ofdecken, mä ech mengen, dass et heiansdo awer och nëtzlech ka sinn, e puer esou Zuelen ze rappeléieren, fir dass jiddweree sech dat Bild, wat ee sech vläicht soll maache vun der Situatioun um Planéit, nach eng Kéier kann aktualiséieren.

Ech hunn et virdru scho gesot, de Cercle des ONG huet dëst Joer d'Éducation à la coopération als säin Haaptthema an d'Fënster gestallt. En Thema, wat ech fir ganz wichteg halen. Mä ech wëll awer virdrun nach zwee, dräi aner Themen och eng Kéier kuerz erwähnen, well ech mengen, datt déi iwwert d'Jore betruecht och hir absolut Wichtegkeet hunn, och wann déi eng an déi aner dëst Joer méi Aktualitéit haten.

E Wuert zum Sommet vu Kopenhagen, deem Sommet, deen dee Problem sollt léisen, fir deen déi ärmste Länner um Planéit, déi ärmste Mënschen um Planéit am mannste kënnen, awer ënnert deene Problemer Mënschen aus deenen ärmste Länner am meeschte leiden. Dat war de Sommet vu Kopenhagen. Deen hat sech där Erausfuerderung gestallt. Leider ass d'Resultat e katastrophaalt Versoen. Alles, wat gesot ginn ass, fir dat schéinzerieden, ass an eisen Ae falsch.

Kopenhagen ass glécklecherweis net de Schluss vun der Geschicht. Um Enn vum Joer kënnen d'Diskussiounen zu Cancún weidergefouert ginn an och doriwwer eraus, wat awer näischt drun ännert, dass Kopenhagen an eisen Aen e katastrophalen Échec war, aus ville Grënn. Mä ee Grond, mengen ech, ass awer deen, deen ee muss kënnen als Haaptgrond benennen. Et ass deen, dass déi Länner, déi déi gréisste Verursaacher si weltwäit, einfach net bereet sinn, nach ëmmer net bereet sinn, juristesch verbindlech Engagementer anzehuelen.

Et gëtt vill driwwer geschwat an et gëtt vill Léiwes gesot, mä wann et dorëms geet, e Vertrag ze maachen, wou kloer juristesch Engagementer drastinn, dann ziere sech déi op der Welt, déi am meeschten dofir responsabel sinn, sou dass déi Länner nëmmen Aen hunn, fir ze kräischen, wa se suivéiert hunn, wa se suivéiere konnten, wat zu Kopenhagen gesot ginn ass.

Lëtzebuerg huet do sécher net déi schlechste Roll gespillt, och wann net alles am Detail bekannt ass iwwert d'Lëtzebuerger Interventiounen. Mä och hei zu Lëtzebuerg maache mer net alles richteg. Och zu Lëtzebuerg ginn zum Beispill am Verkéiersberäich d'CO_2-Emissiounen nach ëmmer an d'Luucht. Dat ass e Fait, an zënter laange Joren ass dat esou. A mir kréien déi Tendenz bis haut zu Lëtzebuerg net gedréit.

Et ass wuel luewenswäert, dass mir déi néng Milliounen Euro fir déi éischt dräi Joer vum „fast start" zur Verfügung kënne stellen, dass mer déi och net bei Kooperatiounsbudgete siche ginn. Mä nach vill méi wichteg wär et, wann zu Lëtzebuerg eng gewësse Kohärenz géif bestoen. Wa mer doheem et géife fäerdeg bréngen, ze reduzéieren. Wa mer dat kéinten hei bei eis maache mat Investitiounen, déi an d'Zukunft orientéiert sinn, amplaz dass mer am Ausland akafe ginn, déi CDMen - Dir hutt se jo virdun an Ärer Interventioun ënnerstrach.

Mir mengen, dass dat, wat elo probéiert gëtt ze maachen, déi - ech soen emol - Vermëschung tëschent Ëmweltpolitik bei de CDMen a Kooperatiounspolitik, dass dat keng gutt Entwécklung ass. Do kann ee sécher mat enger Rei Argumenter verteidegen, dass et net grondfalsch ass. Mir mengen awer, dass et besser gewiescht wär, op enger anerer Schinn ze bleiwen an där doter Matière, an déi Schinn ass eben nach eng Kéier doheem ze probéieren, seng Hausaufgaben ze maache bei de

Reduktiounsziler, déi mer eis engagéiert hunn ze respektéieren, an dass mer weiderhin mat de kooperatiounspoliteschen Instrumenter dat maachen, wat bis haut d'Kooperatiounspolitik ausgemaach huet. Dat ass elo net méi esou kloer auserneegehalen, an dat fanne mir eigentlech net gutt.

Mir erwaarden eis do aner politesch Impulser, och vun Iech als nei Ministesch, fir déi Saachen do besser auserneenzehalen an an eisen Aen och méi effizient ze maache fir Lëtzebuerg. Et ass fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg och méi interessant, wann hei kann investéiert ginn, amplaz dass, wéi gesot, iwwer CDMe sech do fräikaaft gëtt.

Zu Lëtzebuerg ass och vill Aarbecht ze maachen. Ech sot et schonn, notamment am Transportberäich, wou d'CO_2-Emissioune leider net réckleefeg sinn. Mir hunn eng Rei Léisungsusätz zu Lëtzebuerg scho laang an der Diskussioun: den Tram, deen elo erëm eng Kéier, wéi et dann heescht, ënner Finanzéierungsvirbehalt ass.

Mir hunn awer an de leschten Deeg mat grousser Verwonnerung matkritt, wéi a Projeten investéiert gëtt, oder an Aussiicht gestallt gëtt, dass investéiert gëtt: de Projet vu Léiweng, wou zeg Milliounen öffentlech Suen noutwendeg wären, fir d'Infrastrukturen ze schafe fir dee Projet. Dat hale mir fir grondfalsch. Dat sinn nach ëmmer déi falsch Prioritéiten, déi gesat ginn.

Da muss ee sech awer nach dee Virworf gefale loosse vun der Inkohärenz vun der Politik, wa mer mat ville Suen am Ausland probéieren, Saache richteg ze maachen, a gläichzäiteg doheem nach ëmmer dee Problem verschäerfen, deen ebe grad an deene Länner zu deene Schwieregkeete féiert, iwwert den Ëmwee vum Klimawandel. Dann ass dee Prozent manner wäert wéi 1%, wann dat doheem ausgeglach gëtt mat enger Verschäerfung vun deene Konditiounen an am Lëtzebuerger Rôle an der Klimadebatt. Och wann net jiddwereen dat dote gären héiert, dat ass awer esou.

Dee Problem stellt sech awer och an der Europäescher Unioun. Déi Incohérence des politiques kennt Europa och. 2005 ass wuel probéiert ginn, sech méi e kohärente Kader ze ginn, fir an der Entwécklungspolitik virunzekommen. Fakt ass awer och do e bësse wéi bei Kopenhagen, dass et keng verbindlech Mechanismen, dass et keng verbindlech juristesch Mechanisme gëtt, an dass keen och ka viru seng Verantwortung gestallt ginn, wann e seng Engagementer net géif respektéieren.

Et bleift also och do bei enger Politik zum Deel vum Scheck, zum Deel vun de gutt gemengte Rieden, vun de politesche Lëppebekenntnisser. Mä wann et da wierklech drëms geet, ass et awer diluabel, dann ass et awer négociabel an dann ass et awer net esou gemengt, wéi et virdru gesot gi war. Et ass keng Prioritéit, déi net méi kann diskutéiert ginn, et ass eng Prioritéit, déi leider en fonction vun der Aktualitéit nees mat aner Prioritéite kann opgeweecht ginn. An da sinn natierlech d'Konditiounen net ginn, fir wierklech virunzekommen.

Mir wëllen och nach op zwou an eisen Ae Feelentwécklungen hiweisen, déi am Kader oder ronderëm d'Kooperatiounspolitik bestinn an och amgaang sinn, sech ze entwéckelen. Dat Éischt ass, mir gesinn net mat engem gudden A, wann ëmmer méi - och am Kader vu Cotonou, mä net nëmmen - en enke Lien probéiert gëtt ze maachen tëschent Kooperatiounspolitik a Migratiounspolitik. Dat kann ee wuel maachen. An et gëtt och eng Rei Aspekter, wéi een et ka richteg maachen. Wat mer manner gäre gesinn, dat ass, wann ëmmer méi de Lien gemaach gëtt tëschent Kooperatiounspolitik, tëschent Aide à la coopération an Accords de réadmission.

Wa Migratiounspolitik nëmme verstan gëtt als eng Diskussioun ronderëm d'Accords de réadmission, da si mer der Meenung, da geschitt just eppes: Da gëtt d'Kooperatiounspolitik a Geiselhaft geholl, fir eng restriktiv Migratiounspolitik duerchzesetzen. Wann dat de Lien ass, dee soll gemaach ginn tëschent Kooperatioun a Migratioun, da fanne mer dat net richteg.

Wann dat anescht interpretéiert gëtt, an enger méi offener Gesellschaft, wou een och ka legal Immigratioun organiséieren, wou ee kann eng Fuite de cerveaux évitéieren doduerch, dass ee wierklech hin an hier organiséiert tëschent béide Länner, mat enger géigesäiteger Beräicherung; wann dat et ass, da fënnt een eng Rei Aspekter, wou déi gréng Fraktioun bereet ass, ze ënnerstëtzen.

Et gesäit een awer um europäesche Plang - et ass elo keen direkte Virworf un d'Lëtzebuerger Regierung, mä mir fuerderen Iech op, um europäesche Plang an déi dote Richtung ze argumentéieren, wéi mir et elo gemaach hunn, fir dass et net méiglech ass, dass um Niveau vun der Europäescher Unioun sech eng Majoritéit géif dégagéieren, déi mengt, dass dee Junktim tëschent Kooperatioun a Migratioun soll dee sinn, dass et nëmme Sue gëtt, wann och Accords de réadmission ënnerschriwwe ginn. Dat kann et net sinn, a mir hoffen, dass Lëtzebuerg sech géint déi doten Zort vun Entwécklung wäert stäipen.

En zweete Punkt, wou an eisen Aen eng Feelentwécklung amgaang ass stattzefannen, dat ass déi Vermëschung, déi och ëmmer méi oft gemaach gëtt, och hei zu Lëtzebuerg, tëschent Kooperatiounspolitik a Militärpolitik. Dee berühmte Saz, dee beméit gëtt - „Keng Kooperatioun ouni Stabilitéit, keng Stabilitéit ouni Kooperatioun." - ass sécher richteg. Et brauch ee selbstverständlech Sécherheet, fir kënne Kooperatiounen ze maachen, an et verbessert een d'Sécherheet, wann ee gutt Kooperatioun mécht. Et soll een awer an eisen Ae gutt drop oppassen, déi zwee auserneegehal ze kréien.

Dofir kënne mer et nëmme bedaueren, wann och hei zu Lëtzebuerg an der leschter Zäit déi Diskussioun ronderëm dee Militärtransporter, deen A400M, ëmmer nees souguer mat ganz aktuelle Krise probéiert gëtt ze justifiéieren. De Statsminister huet net gezéckt, fir an der Diskussioun ëm den A400M Haiti ze erwähnen. Dat ass an eisen Aen net déi richteg Argumentatioun. Kommt, mir halen déi zwou Saachen ausenaner.

D'Diskussioun ronderëm de Militärtransporter wäert an der Chamber nach eng Kéier misse gefouert ginn. Do kënne jo déi eenzel Fraktiounen nach eng Kéier erklären, firwat se derfir oder - wéi mir deemools - dergéint waren. Kommt, mir begrënnen awer net den A400M mat hypotheteschen Interventiounen am Kooperatiounsberäich. Dat ass der Kooperatiounspolitik kee gudden Déngscht geleescht. Et kritt een alles an all Géigend vun der Welt ouni den A400M vun der belscher Arméi, wou mir eppes bäigesteiert hunn.

(Interruption)

Da kommt, mir halen dat ausenaner. Dat ass keng gutt Aart a Weis an, ech mengen, och net am Intérêt vun deene Leit, déi eis an der Welt vertrieden.

Stéchwuert dann Éducation à la coopération. Mir mengen och, dass et extrem wichteg wär, déi ze verbesseren. Et ass wichteg haut, well et geet ëm Akzeptanz, Akzeptanz doheem. Et muss een de Leit vermëttelt kréien, wat d'Konsequenze si vun deem, wat mer hei maachen. Nëmmen en informéierte Bierger kann e responsabele Bierger sinn. Déi Informatioun ass noutwendeg, fir jiddwerengem e reelle Choix ze ginn, fir sech ze décidéieren, wat e keeft, wat en net keeft. D'Leit brauchen Informatiounen a keng Virschréften.

Dat bedéngt awer Informatioun. Do huet de Cercle des ONG eiser Meenung no komplett Recht. Si proposéieren och an hirem Dokument eng Augmentatioun vun der Hëllef am Beräich vun 2%. Ech wär frou, wann d'Regierung, Madame Ministesch, eis kéint soen, wéi se gedenkt op dee Virschlag do ze reagéieren, ob se d'accord ass, fir eng Augmentatioun an deem dote Mooss virzehuelen.

Zu der Éducation à la coopération gehéiert eiser Meenung no awer och, dass een d'Parlament méi staark abënnt an déi doten Diskussiounen. Mir hunn dat an de leschte fënnef Joer méi wéi eng Kéier gesot an e puermol widderholl, dass mer mengen, dass et och misst an der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik net nëmmen eng Regierungspolitik ginn, mä dass misst och eng Plaz geschafe gi fir Kollaboratioun tëschent de Parlamenter.

An eise Pays cibles ass et oft an de Parlamenter, wou et och an den Oppositiounsbänke Leit gëtt, wou et awer interessant ass, Kontakter oprecht ze halen, déi kënnen um parlamentareschen Niveau stattfannen. Mir hunn och schonn Diskussiounen an der Chamber gefouert. Déi sinn net negativ verlaf, mä si entwéckele sech nach net esou séier, wéi mir eis géife wënschen.

Dofir wäre mer frou, wa mer kéinten och op deem dote Punkt mat der Regierung zesummen, well dat ass net géint d'Regierung geriicht, mä et soll an enker Zesummenaarbecht mat der Regierung stattfannen, wierklech virukommen an och eng Dimension parlementaire eiser Kooperatiounspolitik ginn. Och dat ass fir eis e Stéck vun der Éducation à la coopération, well dann och hei am Land méi Diskussioun an eng aner Diskussioun kéint stattfannen.

Als Ofschloss, Här President, wëll ech just nach eng Kéier mat engem Beispill ënnersträichen, wéi komplizéiert awer och d'Kooperatiounspolitik ka sinn, well déi eng eppes maachen an déi aner de Contraire dovunner maachen. Weltwäit ass d'Kooperatiounspolitik alles anescht wéi koordinéiert.

Mir huelen d'Beispill vum Burkina Faso, ee vun eise Pays cibles, e Land, wou d'Leit zu 90% hire Liewensënnerhalt als Bauer verdéngen, wou de Kotteng ronn 70% vun den Exporteinnahmen ausmécht, a wou ee weess, dass, wann d'USA zum Beispill net géifen hire Kottengsproduzente massiv Subventioune ginn, da kéint de Präis um Weltmarché ëm e Véierels ongeféier klammen, wat fir déi Baueren op der Plaz natierlech dann eng ganz gutt Saach wär, wat awer net stattfënnt, well Amerika dat mat Subventiounspolitik am eegene Land blockéiert.

Gläichzäiteg ass awer eng Weltbank do, wou mir jo awer och, wann och nëmmen e klengt Wuert, awer och e klengt Wuert kënne matschwätzen. Et ass eng Weltbank do, déi dann de sougenannte BT-Kotteng subventionéiert. Dat ass e gentechnesch modifizéierte Kotteng, wou hannert dem Virwand vun der Aféierung vu sougenannte Biosécherheetsregelen an -gesetzer am Fong nëmmen den Terrain preparéiert gëtt, fir genmodifizéiert Semencë kënnen anzeféieren.

Wat alt erëm eng Kéier heescht, dass och do, wou mir probéieren als klengt Lëtzebuerger Land am Burkina Faso ze hëllefen, parallell dozou Monsanto mat Ënnerstëtzung vun der Weltbank, mat Suen, wou mir nëmmen dreeme kënnen dovunner, dat Land an deem Sënn opkeeft, fir kënne genmodifizéiert Plantatiounen do ze maachen.

Da kritt ee vläicht eng kleng Sekonn als Lëtzebuerger d'Flemm. Mä déi Flemm soll séier verfléien. Mir sollen net opginn, mir solle persévéréieren an eiser Hëllef. Mä et ass alles anescht wéi liicht, wann ee gesäit, wat anerer kënne maache mat anere Moyenë wéi mir. Mä dat soll eisem Enthusiasmus keen Ofbroch doen. Mir solle weiderhin eis Ziler, hoffentlech weiderhin am Konsens, zu Lëtzebuerg verfollegen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Félix Braz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi mënschlech Solidaritéit an d'Ethik vun der Nächsteléift, déi och d'Grondlag vun der Entwécklungspolitik duerstellen, sinn hei an der Chamber onëmstridden a ginn och soss bei de Leit kaum a Fro gestallt.

Mir sinn e Land, dat weess, datt et soll deelen an datt et muss un déi denken, déi manner hunn. Vill Leit engagéiere sech fräiwëlleg oder berufflech fir eis Matmënschen op dëser Welt. Vill anerer gi Suen, sammele Gezei an aner Saachen oder organiséiere Convoien, fir deenen ze hëllefen, deene si sech besonnesch no fillen. Hinnen all schwätzen ech hei am Numm vun der ADR eis héich Unerkennung aus.

Eng ganz besonnesch Bedeitung kënnt an deem Zesummenhang der Hëllef am Katastrophefall zou. Do, wou Naturkatastrophen oder och vu Mënsche verschëllte Leed d'Leit an d'Hoffnungslosegkeet an an de Kampf ëm d'Iwwerliewe stierzen, musse mir Lëtzebuerger präsent sinn. Mir sollten am Beräich vun der humanitärer Hëllef souguer nach méi maachen, wéi mir bis elo gemaach hunn.

D'ADR ass jiddefalls dozou bereet, iwwer zousätzlech humanitär Capacitéiten nozedenken, och am Hibléck op d'Aufgabe vun der Arméi an den Hëllefsdéngschter hei am Land. An d'ADR denkt och, datt do, wou et néideg ass, d'Katastrophenhëllef net nëmme soll punktuell sinn, mä datt déi Leit, déi onbeschreifleche Misär erlidden hunn, musse méi laangfristeg begleet ginn.

Eise prinzipiellen „Jo" zur Entwécklungshëllef heescht awer net, datt mir domat d'accord wieren, wéi eis Regierung d'Entwécklungshëllef upaakt. Am Kader vun dëser Debatt wéilte mir duerfir op e puer Aspekter ganz besonnesch insistéieren an Alternative proposéieren.

Wien d'Entwécklung besonnesch an Afrika analyséiert, dee mierkt, datt déi westlech Entwécklungshëllef an deene leschte 50 Joer vill Guddes geleescht huet, zum Beispill och am Kampf géint eng Rei vu schwéiere Krankheeten. Mä et muss een awer och feststellen, datt si dacks net effikass war. Vill Projete si gescheitert.

Trotz aller Tentativen an deene leschte Jore vun de westlechen Natiounen, fir hir Entwécklungspolitik duerfir progressiv nei ze orientéieren, ass awer nach relativ wéineg geschitt. Vill Regierungen an den Entwécklungslänner weisen nach ëmmer net deen néidege Wëllen zur Reform. Dacks erlaabt hinnen d'Entwécklungshëllef jo och genee dat: net missen ze reforméieren, well anerer sech ëm dat Néidegst këmmeren. Prinzipiell ass festzehalen, datt et net den Norden oder de Westen ass, deen Afrika kann entwéckelen, mä dat kënne just d'Afrikaner selwer.

D'ADR ass dowéinst iwwerzeegt, datt d'Basis vun enger gudder Entwécklungspolitik eng eendeiteg Definitioun vun der Verantwortung ass, och vun der Eegeverantwortung. Mir sollte just nëmmen deenen hëllefen, déi sech och selwer fir hir Leit engagéieren. Eis Projete sollten ëmmer vun eise respektive Partnerlänner mat finanzéiert ginn an no Ofschloss vun eisem Engagement eegeverantwortlech an effikass weidergéréiert ginn. Wien déi Efforten net wëllt maachen, deen ass fir eis kee Partner.

Här President, d'Entwécklungshëllef ass eent vun den Instrumenter vun der Lëtzebuerger Baussepolitik. Iwwerdeems si de Leit an der Welt hëlleft, steet si awer däitlech am Déngscht vun den Interesse vun eisem Land, deene politeschen an och deenen ökonomeschen. Et ass am Interessi vum Westen an och vu Lëtzebuerg, fir besonnesch an Afrika präsent ze sinn. Et ass e Kontinent, dee wichteg Ressourcen huet. Duerch d'Entwécklung vun deem Kontinent reduzéiere mir den Emigratiounsfloss a Richtung Europa. Duerfir sinn och déi Accords de réadmission vu besonnescher Wichtegkeet.

Mir Europäer sinn an enger strategescher Konkurrenz op deem Kontinent, virun allem mat den USA a mat China. Dat heescht, éischtens, datt et keng Kontradiktiounen tëschent der Baussepolitik an der Entwécklungshëllef däerf ginn. De Kader vun de Lienë mat deene betraffene Länner gëtt vum Ausseminister definéiert, an d'Entwécklungspolitik muss sech deem fügen.

Ëmgekéiert muss d'Aussepolitik sech awer och ëm eng Kohärenz an der Gesamtapproche géintiwwer eise Partnerlänner beméien. Besonnesch eis Handelspolitik, mä och eis Agrarpolitik däerfe keng Konditioune schafen, déi et deene manner entwéckelte Länner ze vill schwéier maachen, fir hir Ökonomie an hir Landwirtschaft ze entwéckelen. Mir betounen och, datt et net un enger Organisatioun wéi der OECD ass, fir eis iergendwellech Virschréften an deem dote Beräich ze maachen.

Zweetens däerf et keng Parallelstrukture vum Entwécklungshëllefsministère niewent deene vum Ausseministère ginn. Dat Wëssen iwwert d'Welt, dat an deem Beräich gesammelt gëtt, muss mat an déi politesch an ökonomesch Evaluatioune vun der Aussepolitik afléissen. Lëtzebuerger Ambassaden an aner Missiounen an den Entwécklungslänner mussen och integral an d'Strukture vum Ausseministère integréiert ginn. Dat kënnt och der Entwécklungshëllef zegutt, well d'Fonctionnementskäschte vun deene Missiounen dann net méi bal integral als Entwécklungshëllef kënne verbucht ginn. Dat ass méi transparent a méi éierlech.

Drëttens musse mir och d'Mechanisme vun der Emsetzung vun der Entwécklungshëllef iwwerpréiwen, an dat gëllt besonnesch och fir d'Lux-Development. Et gëtt do och eng Rei vu Froen, souwuel wat d'Héicht vun de Fonctionnementskäschten ugeet wéi och, a wéi engem Mooss d'Lux-Development eist Land a seng Interesse vertrëtt. Och dat si Froen, déi mat der Visibilitéit vun eisem Land duerch d'Entwécklungshëllef a mat enger Gesamtkonzeptioun fir eis Baussepolitik an engem ganz enken Zesummenhang stinn.

Här President, an Zäiten, wou et dem Land schlecht geet, schéngt et eis evident ze sinn, datt d'Entwécklungshëllef net däerf vun deenen allgemenge Spuereffortë verschount bleiwen. D'Suen, déi sollen an d'Entwécklungshëllef goen, mussen ewell zu engem groussen Deel geléint ginn, proportional zum Undeel vun der Entwécklungshëllef um ordinäre Budget. Dat heescht, datt si eis an déi nächst Generatiounen duerch d'Zënslaascht nach vill méi deier kascht wéi hire nominelle Wäert vun haut.

Deemools, wou mir ugefaang hunn, mat der Entwécklungshëllef iwwer 0,7% vum Bruttonationalakommes erauszegoen, ass däitlech gesot ginn, datt mir deen zousätzlechen Effort mussen nees kënnen zréckschrauwen, wann et eis eng Kéier net méi esou gutt sollt goen. Deen Ableck ass elo komm. Mir mussen also d'Héicht vun der Finanzéierung vun der Entwécklungshëllef op 0,7% vum BNA limitéieren.

Doriwwer eraus muss alles op d'Entwécklungshëllef ugerechent ginn, wat international erlaabt ass, fir dorobber unzerechnen. Mir sollten eis do un der Praxis vu Länner wéi Frankräich inspiréieren. Zu deenen, wéinstens zum Deel urechebare Facteuren zielen och eng Rei vun Dépensen am Klimaschutz an och bei der Immigratioun. Hei ass genee ze préiwen, wat alles méiglech ass, an all kontabel Méiglechkeete musse voll genotzt ginn.

Et sief am Ableck nëmmen niewebäi bemierkt, datt och de Prozentsaz vun 0,7% aus ville Grënn kann hannerfrot ginn. Zu deem Ableck, wou en errechent gouf, an dat sinn no u 40 Joer hier, huet eis Welt nach ganz anescht ausgesi wéi haut.

Här President, et ass absolut legitim, fir eis Hëllef wéinstens zum Deel esou ze gestalten, datt eis ökonomesch Acteuren an eis Gehaltsempfänger kënnen dovu profitéieren. Esou wäit wéi méiglech soll d'Entwécklungshëllef duerfir eng gebonnen Entwécklungshëllef sinn. Jiddefalls muss si awer bei all Euro gebonne sinn, deen iwwert de Grenzwäert vun 0,7% vum BNA erausgeet. An Däitschland, dat an absoluten Zuelen en héije Bäitrag leescht, mä proportional vill manner ausgëtt wéi Lëtzebuerg, fléissen 80% vun der Hëllef an däitsch Produiten.

Mir brauchen eng ganz staark Kontroll. Et gëtt eng Rei vu Projeten, déi Lëtzebuerg finanzéiert huet, awer déi op d'mannst zäitweileg, wann net definitiv zu engem Fiasko gi sinn. Leider kommen déi Saachen nëmme geleeëntlech un d'Öffentlechkeet. Zu der Geschicht vun de finanzielle Katastrophen an der Entwécklungshëllef gehéieren anscheinend e Spidol am Senegal, dat verkoum, soubal et deene lokalen Autoritéiten iwwergi gouf, an d'Maria-Teresa-Spidol am Laos. Dëst Spidol ass anscheinend net nëmmen op där falscher Plaz gebaut ginn, mä et schéngt och nëmmen e puer Méint am Joer ze funktionéieren. Esou stoung et emol an der Zeitung.

Wat mir bräichten, wier also e Rapport vun der Cour des Comptes iwwert d'nohalteg Effizienz vun der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik. Déi Auditen, déi vum Entwécklungshëllefsministère gemaach gi sinn, sinn an eisen Aen net onofhängeg genuch.

Um Niveau vun der Entwécklungshëllef kann d'Mikrofinanz e sënnvolle Bäitrag leeschten. Dozou gehéieren ënner anerem Kreditter, Assurancen a Spuerprogrammer. Mir freeën eis driwwer, datt d'Lëtzebuerger Finanzplaz an deene leschte Joren en zolitten Know-how op deem Gebitt entwéckelt huet.

D'Mikrofinanz muss jiddwerengem zegutt kommen, dee se brauch: de Familljen, de Fraen an de Männer. Hei am Land ass leider allze dacks och vun héije Perséinlechkeete behaapt ginn, datt nëmme Frae kéinte mat esou Kreditter verantwortungsvoll ëmgoen. Männer géife mat deene Suen, an ech zitéieren, „nëmmen an de Café goen an drénken". Enn vum Zitat. Esou e Sexismus am politeschen Discours ass absolut inakzeptabel. Vill Familljepäpp wiere glécklech, fir mat engem klenge Kredit kënnen e Betrib ze grënnen, deen hinnen et géif erlaben, fir hir Famill ze ernähren. Schwaarz Schof gëtt et sécher och, mä net nëmme bei de Männer!

Här President, mëttelfristeg musse mir eis onbedéngt iwwerleeën, ob d'Entwécklungshëllef, wéi mir Lëtzebuerger an Europäer se leeschten, iwwerhaapt hiren Zweck erfëllt. An do ass et interessant ze notéieren, datt ëmmer méi kritesch Stëmmen ze héiere sinn, virun allem och vu villen afrikaneschen Intellektuellen. Kritiken an Denkustéiss gëtt et der vill. Ech wëll hei just - ënner anere méiglechen - den „Bonner Opruff" zitéieren, dee villes op de Punkt bréngt, wat eemol muss däitlech gesot ginn.

D'Entwécklungshëllef ass vill ze vill wichteg a vill ze vill deier, fir naiv Drëtt-Welt-Ideologien ze priedegen an d'Ae virun deenen eegeverschëllte Mëssstänn an deene Länner zouzemaachen. Mir wëlle keng Komplize vu Kleptokraten a Plutokrate sinn, mä mir hätte gär endlech méi eng staark demokratesch an ökonomesch Entwécklung och am Afrika südlech vun der Sahara.

Mir sollten domat ophalen, fir déi skandaléis Mëswirtschaft a ville Staten ze iwwersinn, schéinzeschwätzen oder eis och nach d'Schold oder eng Matschold dorun ze ginn. Niewebäi bemierkt, Lëtzebuerg huet keng moralesch Ierfschold géintiwwer deene Länner. Anescht wéi all eis Noperen hat eist Land ni Kolonien, an et sinn net déi puer Lëtzebuerger, déi à titre personnel am belsche Kongo waren, déi eisem Land eng historesch Verantwortung um Kolonialismus géife ginn. Eis moralesch Verflichtung ass eng vu mënschlecher Solidaritéit, an déi, Här President, ass ganz sécher keng zu blanner Naivitéit.

Esou Studië wéi déi zur „Debatte der Steueroasen, der Fall Luxemburg", mir erënneren eis un dat, wat do iwwert d'Finanzplaz Lëtzebuerg verzaapt gouf, si Beispiller vun esou enger grujelecher Naivitéit. Jiddwereen, dee sech och nëmmen e bëssen an der Welt auskennt, weess, datt eng ganz Rei vun Drëtt-Welt-Magnaten den Erléis aus dem Rohstoffhandel, dem Waffenhandel, der hemmungsloser Korruptioun, dem kriminellen Détournement vun Entwécklungsgelder, der Exploitatioun vun der eegener Populatioun bei gläichzäiteger Mëssuechtung vun deenen elementaarste Mënscherechter net op d'Finanzplaz Lëtzebuerg brëngen, mä dacks an hir exkolonial Haaptstied. Do hu se hir Propriétéiten, zu Paräis, zu London an op der Côte d'Azur.

D'Entwécklungshëllef mengt et gutt, mä wéi mer wëssen, gëtt et grouss Ënnerscheeder tëschent gutt gemengt a gutt gemaach. Si iwwerhëlt eng ganz Rei vun deene sozialen Obligatiounen, déi eigentlech déi lokal Autoritéite sollte garantéieren. Si hëlt de sozialen Drock fir progressiv gesellschaftlech Evolutiounen aus deene Länner eraus. Si schwächt d'Noutwendegkeet zu sozialen a rechtsstaatleche Reformen a si hëlleft domat zwar de Leit kuerzfristeg, hirer Clique un der Spëtzt awer laangfristeg.

Ass dat nohalteg Entwécklungspolitik? Ganz sécher net! Wa mir als Weste wëlle sënnvoll Entwécklungspolitik leeschten, da solle mir fir d'alleréischt eis Agrarsubventiounen iwwerdenken, fair Handelskonditiounen offréieren an eis Marchéë fir Produiten aus der Drëtter Welt opmaachen. D'EU huet op deem Gebitt scho ganz vill geleescht, si kann op deem Wee och nach e Stéck virugoen.

Entwécklungspolitik heescht awer och, datt mer sollen am Beräich vun der Sécherheet mat den Entwécklungslänner zesummeschaffen, fir géint déi organiséiert Kriminalitéit virzegoen, a mer sollen duerfir Polizisten a Riichter ausbilden, zum Beispill mat Hëllef vun Interpol. Mir solle keng Budgetshëllef ginn, mä tendenziell ëmmer méi Kreditter. Mir sollten och nëmme mat deenen éierleche Regimer zesummeschaffen, an net mat deene korrupten. Mir sollen déi ënnerstëtzen, déi selwer alles probéieren, fir transparent an éierlech ze sinn.

A ganz wichteg: D'Mënscherechter solle fir eis ëmmer vun zentraler Wichtegkeet bleiwen. Dobäi solle mer keng iwwerzunne Fuerderunge stellen, kee Wäerte-Kolonialismus bedreiwen, awer ëmmer nees op dat insistéieren, wat iwwert de westleche Kulturkrees eraus zu deenen allgemengen universelle Mënscherechtsvirstellungen op dëser Welt gehéiert, zum „ius cogens". Mir bleiwen och der Iwwerzeegung, datt Mënscherechter an éischter Plaz Rechter vun den Individue sinn. Kollektivistesch Virstellungen däerfen d'Rechter vun deenen eenzelne Mënschen ni a Fro stellen. D'Doudesstrof iwwerall ofschafen an de Rechtsstat promouvéiere mussen eis Uleies sinn a bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt Zäit, datt mir d'Ofhängegkeet vun den Entwécklungslänner net weider förderen, mä datt mir déi lokal Autoritéite virun hir eege Verantwortung stellen. Mir brauche méi Eegendynamik, net méi westlech Entwécklungshëllef. Och net méi westlech Arroganz a Besserwësserei, mä méi Vertrauen an d'Capacitéite vun deene Leit op der Plaz.

Mir brauche kee kulturelle Messianismus a keen „nation building" no westlechem Virbild, mä en éierleche Respekt fir déi lokal Kulturen. Mir brauchen och net de Leit an enger Rei vu grousse Schwellelänner ze hëllefen, esou sympathesch déi Leit och ëmmer sinn an esou schwéier d'Laascht vun hire Problemer och ass, wann hir Regierunge gläichzäiteg Milliarde fir Massevernichtungswaffen ausginn. Et ass un deene Regierungen, fir déi sozial Problemer an hirem eegene Land ze léisen, an net un eis, fir indirekt d'Oprüstung vun deene Länner ze subventionéieren.

Mir brauchen endlech och en anert, méi en differenzéiert a méi en équilibréiert Bild vun Afrika. Sécher, et gëtt op deem Kontinent vill Problemer, mä all dat Positiivt, dat d'Afrikaner selwer geleescht hunn, fir hire Kontinent ze entwéckelen, gëtt an eise Medië leider kaum ernimmt. Ëmmer nees gëtt Afrika eesäiteg als e verluerene Kontinent porträtéiert: aarm, exploitéiert, vu Kricher a vu sexueller Gewalt geplot. Dat ass zwar leider alles wéinstens zum Deel wouer, mä et ass awer vill ze vill eesäiteg.

Esou en Zerrbild vun Afrika gëtt awer dacks och vun den Hëllefsorganisatioune gefördert, schliesslech ass et hir Geschäftsgrondlag. Kuckt Iech emol déi Plakater a Reklammen un, mat deene mir konfrontéiert ginn, zemools am Advent.

Mä et gëtt en anert Afrika, dat vu ville wonnerbaren a courageierte Leit, engagéiert, intelligent an éierlech, déi hir Länner och ouni eis Hëllef virubruecht hunn. Et gëtt e puer ökonomesch Succèsen an Afrika. Et gëtt en afrikanesche Stolz, deen et sat ass, fir Afrika ëmmer nëmmen an enger Ofhängegkeetsrelatioun zum Westen ze gesinn. Vill Afrikaner kucken op déi Länner an der Welt, besonnesch an Asien, déi hir Entwécklung praktesch ouni Entwécklungshëllef réusséiert hunn. Et gëtt Zäit fir ëmzedenken!

Här President, als Éischt brauche mer méi Effizienz an der Entwécklungshëllef. Méi Suen heescht net onbedéngt méi Erfolleg. Mir hunn eng Hällewull vun ONGen, vun deenen eng et besser mengt an eng et besser weess wéi déi aner. Afrika ass voll vun esou Organisatiounen, déi sech zu engem gudden Deel ënnerenee Konkurrenz maachen. Mir brauchen also méi Koordinatioun, Konzentratioun an Effizienz.

D'ONGe gi vum Stat staark ënnerstëtzt. Si hunn also eng Verantwortung virum Steierbezueler, fir effikass ze schaffen. Och do sollt d'Cour des Comptes eemol genee drop kucken. Mir musse sécher sinn, datt mat eise Steiere gutt geschafft gëtt. Mir mussen d'Fonctionnementskäschte vun den ONGe genee am A behalen. Besonnesch muss och iwwerpréift ginn, datt si selwer keng Korruptioun an der Drëtter Welt ënnerstëtzen. Wéi gesot, déi Audite vum Entwécklungshëllefsministère ginn eis net duer.

De Cercle des ONG hat eis an der aussepolitescher Chamberskommissioun besicht. Dobäi ass eis opgefall, datt de Cercle d'Schold un der Korruptioun an der Drëtter Welt anscheinend virun allem bei eis sicht an duerfir och nach d'Bankgeheimnis verantwortlech mécht. Si hunn eis e Film gewisen, fir ausgerechent de G20 a sengem Kampf géint richteg oder vermeintlech Steieroasen ze ënnerstëtzen.

De G20 ass de Club vun de Waffenhändler. Dat hate si awer vergiess ze ernimmen, wéi och nach munch aner Tatsaachen. De G20 ass och e Club ouni all völkerrechtlech Legitimatioun, deen d'Souveränitéit vun deene klenge Länner, sief et an Afrika oder an Europa, net respektéiert. Esou e Veräin ënnerstëtze mir net. A mat naiven Drëtt-Welt-Ideologien ass eisem Land an eise politeschen an ökonomeschen Interessen net onbedéngt gedéngt.

D'ONGen hu keng moralesch Immunitéit a keng moralesch Iwwerleeënheet. Si stellen zwar den Usproch, fir eis ze soen, wéi mir solle liewen a wéi mir eist Liewe missten hirer Meenung no veränneren. An déi Virstellunge sollen dann och nach an de Schoule verbreet ginn. Mir denken awer, datt et gutt wier, wann eis Schoulen, eis Professeren an eis Schüler ganz allgemeng géife méi a Rou gelooss ginn, fir datt si sech kéinten op hir Haaptaufgabe konzentréieren.

Här President, wa mir méi Effizienz fuerderen, denke mir och un déi Hëllef, déi vun der EU geleescht gëtt. Ganz vill Geld gëtt fir Etüden ausginn, zum Beispill fir Machbarkeetsstudien an Impaktstudien, déi awer um Terrain dacks ganz wéineg bis iwwerhaapt keng Wierkung hunn, duerfir awer d'Gléck vu ville spezialiséierte Boîtë maachen. Et wier och emol interessant ze wëssen, wéi vill lëtzebuergesch Steieren an eisem Entwécklungsbudget fir esou, dacks iwwerflësseg, Etüden ausgi ginn, a wie genee esou Opträg kritt. Och dat ass eng Fro fir d'Cour des Comptes.

Här President, mir brauchen net nëmme méi Effizienz, mä och manner Ideologie. Wa mir scho wëllen Afrika konkret déngen, a besonnesch dem Fridden an Afrika, wat jo wuel onbestridden eng ganz gutt Iddi wier, da sollte mer den EU-Beoptragte fir déi verschidde Konflikter, déi et do gëtt - Darfur, déi Grouss Seeën, fir nëmmen déi ze nennen -, e puer gutt Lëtzebuerger Diplomaten an e klenge Budget zur Verfügung stellen. Dat hätt wéinstens konkret a positiv Auswierkungen.

Här President, d'ADR steet zur Entwécklungshëllef, awer fir eng aner Entwécklungshëllef. Eng Hëllef, déi finanziell vertrietbar ass, zemools an Zäite vu Kris, an déi de politeschen an ökonomeschen Interesse vun eisem Land déngt.

Villmols Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, «Vous voulez les pauvres secourus, je veux la misère abolie», sot de Victor Hugo. La misère abolie, also la misère, weltwäite Misär, dat ass virun allem déi dramatesch Ongläichheet, déi an deene leschte Jorzéngte jo offensichtlech nach zougeholl huet. Ech wëll mech op een Thema beschränken, awer fir mech en

entscheedend, an dat ass d'Thema vun der Kohärenz vun eise Politiken, vun eise verschiddene Politiken an deem wäiten a komplexe Beräich vun der Entwécklung, vun der Aarmut, vun der Ongläichheet an esou weider.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Déi Fro vun der Kohärenz, déi stellt sech um nationale Plang, um europäesche Plang, an natierlech betrëfft se och d'Positioune vun eiser Regierung, oder d'Positioune vun der Europäescher Unioun an internationale Gremien, wéi zum Beispill d'UNO oder d'Weltbank, oder den Internationale Währungsfong, vun deene mer wëssen, dass se grad a puncto Entwécklung vun de Länner vun der sougenannter Drëtter Welt net ëmmer eng ganz rühmlech Roll gespillt hunn.

Et gouf tatsächlech jo d'lescht Joer - an den Här Kartheiser huet nach eng Kéier drun erënnert, awer anescht wéi ech -, et gouf d'lescht Joer jo tatsächlech eng grouss Opreegung iwwer eng Etüd, déi zur Schlussfolgerung komm ass, dass mer duerch Steierflucht méi Gelder hei zu Lëtzebuerg erafléisse gesinn hätten, wéi mer der als Entwécklungshëllef ausginn hätten. Ech sinn natierlech net an der Lag, weder d'Konklusioune vun där Etüd ze bestätegen nach se ze widderleeën. Ech hunn awer festgestallt, dass all déi, déi deemools sech esou iwwert déi Etüd opgereegt hunn, inklusiv eise Premier, sech awer net getraut hunn, fir iergendwéi ze probéieren, eng Géigerechnung opzestellen, fir d'Konklusioune vun där Etüd dann och wierklech iwwerzeegend ze widderleeën.

Kohärent - dat ass d'Fro vun der Kohärenz. D'Kohärenz vun de Politiken, dat heescht iwwerpréiwen, wéi wäit eis Finanzpolitik, eis Steierpolitik, eis Handels-, eis Wirtschaftspolitik, eis Agrarpolitik, eis Militärpolitik, etc. mat den deklaréierten Ziler vun der Kooperatioun, vun der Entwécklungspolitik iwwerenanerstëmmen oder och net.

An da komme mer natierlech net laanscht d'Fro, ob a wéi eis Produktiounsweis, eis Konsumtiounsweis vereinbar ass mat enger eenegermoosse gläicher Entwécklung vun der ganzer Mënschheet a mat enger weltwäiter nohalteger Entwécklung. An da musse mer natierlech och d'destruktiv Tendenze vun dem sougenannten „fräie Maart" a Fro stellen, souwéi och deen enorme Pouvoir vun de multinationalen Industrie- a Finanzkonzerner, déi manifestement eppes ze dinn hu mat där ongläicher Entwécklung an der Welt an och mat der Mëssuechtung vun de Mënscherechter. «Les cosmocrates» - sou nennt de Jean Ziegler se -, «les cosmocrates n'aiment les droits de l'Homme que pour autant qu'ils n'entravent pas la machine à exploiter, à broyer les peuples.»

De Begréff „footprint", deen entre-temps, mengen ech, bal jiddweree kennt -„Foussofdrock", de Foussofdrock ze moosse vun eiser Produktiouns- a Konsumtiounsweis -, géif ech gären ausgedehnt gesinn an dësem Zesummenhang, dass „footprint" net nëmmen heescht, dass mer Flächen oder Ressourcëverbrauch moosse par rapport zu eiser Liewensweis, sondern dass mer och kucken, wéi eng Auswierkung virun allem eis Wirtschafts-, eis Handels-, eis Agrarpolitik an iwwerhaapt eise Wirtschaftssystem op eng eegestänneg, dauerhaft, gläich Entwécklung an der Welt hunn.

Da musse mer natierlech och de Courage hunn, Konflikter ze benennen, well nëmmen, wann ee Konflikter däitlech benennt, da kann ee sech entscheeden, op wéi eng Säit dass ee sech an deene Konfliktsituatioune stellt respektiv wéi eng Léisung een zu deene Konflikter wëllt ausschaffen.

Ech wéilt der Madame Ministesch eigentlech gären dräi Froen an deem Zesummenhang stellen, an ech wär frou, wa se mer och dorobber kéint äntwerten.

Éischtens: Si mer bereet, eng seriö, onofhängeg Recherche iwwert déi Zesummenhäng, iwwert déi Kohärenz vun deene verschiddene Politiken an Optrag ze ginn, eng seriö, onofhängeg Recherche?

Zweetens: Wäre mer bereet, am Ënnerscheed mengen ech awer zu deem, wat d'Madame Ministesch gesot huet, d'Kooperatiounsgesetz tatsächlech relativ schnell ze reforméieren, an dann an dat Kooperatiounsgesetz anzeschreiwen och d'Obligatioun vun enger systematescher Observatioun, Analys, Auswäertung vun där Kohärenz tëschent deene verschiddene Politiken?

An drëttens - vu dass mer amgaange sinn, um Niveau vun der Chamber ze diskutéieren iwwert deen neien Nohaltegkeetsplang, also iwwert déi einstweileg Fassung vun deem Nohaltegkeetsplang, deen awer grad an där Fro vun der Kohärenz nach munch Mängel opweist -, also ass d'Madame Ministesch och bereet, hire Ministère ze beoptragen, fir an déi iwwerschaffte Versioun vun deem Nohaltegkeetsplang déi do Fro vun der Kohärenz mat eranzebréngen?

Wéi gesot, Merci d'avance fir d'Äntwerten.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. Dann als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Angel gefrot. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Häre, eng rücksichtslos Handelspolitik, en Échec beim Klimaschutz oder déi iwwerméisseg Ausbeutung vun natierleche Ressourcë kënnen all eis Efforten an der Kooperatiounspolitik zunichtemaachen. Dat ass de Grond, firwat mer all Joer erëm vun der Kohärenz an der Entwécklungspolitik schwätzen an och dovun, dass weltwäit ze wéineg Fortschrëtter gemaach ginn.

Den internationale Bilan ass net erfreelech, déi grouss gefeiert Millenniumsziler wäerte mer wuel net erreechen. Zumindest wat d'Ziler am Beräich vun der Biodiversitéit, déi jo och e Baustee vun den „millennium goals" duerstellen, ugeet, hu mer versot. Grad an dësem Joer 2010, am Internationale Joer vun der Biodiversitéit, huet d'EU missen agestoen, dass mer et net fäerdeg bruecht hunn, de Verloscht vun der Biodiversitéit ze stoppen. Elo hu mer dann nei éiergäizeg Ziler fir 2020.

Wat de Klimaschutz ugeet, hu mer et um internationale Plang jo net fäerdeg bruecht, eis op verbindlech Ziler ze eenegen, an déi, déi mer eis an der EU ginn hunn - an déi och domat hei zu Lëtzebuerg verbindlech sinn -, wäerte mer wuel 2012 net erreechen.

Ähnlech realistesch muss een och de politesche Wëllen aschätzen, wann et ëm den internationalen Handel geet. D'Wëssen, dass Entwécklung, Wuelstand an Handel enk matenee verbonne sinn, huet nach net zu enger kohärenter Politik gefouert.

D'Europäesch Unioun huet traditionell eng besonnesch Relatioun zu den AKP-Staten a versicht zënter Joren, iwwer verschidden Accorden e bessert Gläichgewiicht tëschent Entwécklung an Handel ze schafen. An dee Kader reit sech och de Cotonou-Accord eran. Dëst Partnerschaftsofkommes gouf am Joer 2000 zu Cotonou am Benin ënnerschriwwen. 2005 - ënner Lëtzebuerger EU-Présidence - gouf déi éischt Revisioun vum Cotonou-Accord hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Elo dëst Joer steet déi zweet Revisioun op der Dagesuerdnung a misst bis Enn 2010 ofgeschloss ginn.

Ech hunn am Kader vum Cotonou-Accord öfters hei an der Chamber op déi schwiereg Verhandlungen iwwert déi sougenannten APE - Accords de partenariat économique - higewisen, an och déi vill Problemer, déi si stellen, hunn ech hei opgefouert. Ze bemierken ass, dass déi APE-Verhandlungen nach ëmmer op der Plaz trëppelen.

D'AKP-Länner goufen a sechs Regiounen agedeelt, an nëmme mat enger eenzeger, der Regioun vun de Caraïben, koum et zu enger Ënnerschrëft vun engem APE, also zu engem Ofschloss. Et goufen och nach eng Rei Interims-Accorden mat anere Länner ofgeschloss.

Een Haaptproblem gesinn ech: dass duerch déi Regionaliséierung vum AKP-Ensembel déi ganz Kohesioun vun deem Ensembel dreet ausenanerzebriechen. An och d'Kohesioun vun de Länner innerhalb vun enger Regioun dreet ausenanerzebriechen. De Rapport aus der Entwécklungskommissioun vum Europaparlament weist an déiselwecht Richtung hin. Och do, och zu Bréissel an där Kommissioun vum Europaparlament gëtt sech Suerge gemaach iwwert d'Kohesioun vum AKP-Ensembel, a si maachen drop opmierksam, dass déi Regionaliséierung vun de Bezéiungen tëschent den AKP-Staten an der EU och gréisser institutionell Auswierkungen huet.

Schonn eleng d'Tatsaach, dass et sechs verschidde Regioune fir d'APEe ginn, féiert och zu der Regionaliséierung vun den AKP-EU-Relatiounen. Et gëtt zwar am Moment keen offizielle Wonsch, fir d'AKP-Grupp opzeléisen. Et herrscht awer zu Bréissel Besuergnis doriwwer, dass dat passéiere kéint, wann den AKP-Ensembel a seng bestehend Strukturen iwwerflësseg kéinte ginn.

Et gëtt am Moment nach eng paritéitesch parlamentaresch Versammlung tëschent EU-Deputéierten an Deputéierten aus den AKP-Länner. Derniewent kéimen dann nach d'paritéitesch parlamentaresch Kommissioune mat deene sechs Regiounen. D'Madame Eva Joly, d'Rapportrice vun engem Rapport aus där Kommissioun zu Bréissel, geet ausféierlech heirop an, an och si stellt fest, dass dat Ganzt a besonnesch déi Multiplikatioun vun Organer och net am Sënn vun der Cohérence des politiques ass.

Ech wär frou, wann d'Madame Minister eis eng Kéier virum definitiven Ofschloss vun der zweeter Revisioun an eiser Chamberskommissioun iwwert dës Verhandlungen informéiere kéint. Mir wäerte si op jidde Fall invitéieren, an ech sinn och sécher, dass si déi Invitatioun wäert unhuelen.

Ech wollt och nach drop hiweisen, dass bis elo, trotzdeem, dass am Cotonou-Accord d'Wichtegkeet vun der Société civile ervirgestrach gëtt, d'Verhandlungen iwwert dës zweet Revisioun an enger totaler Dunkelkammer gefouert ginn. Et gi keng oppen a keng transparent Consultatioune mat den net staatlechen Acteuren, dat heescht mat den ONGe gefouert, an och d'Roll vun den nationale Parlamenter ass nach net richteg ënnerstrach ginn.

Fir d'LSAP ass dës zweet Revisioun also eng Chance.

Am Joer 2010 hu mer nämlech eng ganz aner Situatioun op der Welt wéi am Joer 2000, wéi deen Accord ënnerzeechent ginn ass, oder wéi am Joer 2005, wéi déi éischt Revisioun virgeholl ginn ass.

D'Weltwirtschaft ass elo am Joer 2010 an enger multipler Kris: enger kreditgedriwwener Finanzkris a Wirtschaftskris, Klimakris, steigend Liewensmëttelpräisser a Kombinatioun mam Kaf vun enorm vill Agrarland duerch auslännesch Investoren, dat virun allem an Afrika. Ech mengen, de Marcel Oberweis ass jo ganz laang dorop agaang, duerfir kann ech dat kierzen.

D'Revisioun vun dem Cotonou-Accord muss also eng Chance sinn, fir déi wesentlech Ursaache vun all deene Krisen ze behandelen an aus de vergaangene Feeler ze léieren a sënnvoll, wichteg, néideg Änderunge virzehuelen.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei eiser alljährlecher Debatt iwwer Entwécklungszesummenaarbecht musse mer dëst och hei zu Lëtzebuerg am Zesummenhang kucke mat deem, wat um EU-Niveau geschitt. An ech menge besonnesch elo, am Ufank vum Joer 2010, wou sech zu Bréissel villes geännert huet, ass dat wichteg, an et muss een op déi folgend Changementer opmierksam maachen.

Säit dem 1. Dezember 2009 hu mer de Lissabon-Vertrag. Dëse Vertrag verännert jo virun allem déi institutionell Viraussetzunge fir Aussebezéiungen an der Unioun. An och wann dee Kouhandel iwwer politesch Zoustännegkeeten an iwwer Budgeten nach net ofgeschloss ass, ass et awer ze hoffen, dass d'Entwécklungszesummenaarbecht an Zukunft méi eng wichteg Roll an Europa spillt.

Mir hunn och säit Juni 2009 en neit Europaparlament, an och säit kuerzem eng nei EU-Kommissioun, déi sougenannte Barroso-2-Kommissioun. D'Kommissioun ass am Amt mat neie Responsabele fir Kooperatioun, Aide humanitaire an Handel. Derbäi kënnt och nach, véiertens, deen neie Service extérieur, dee bis Enn Abrëll dostoe soll an deen der Vizepresidentin vun der Kommissioun, déi och gläichzäiteg sougenannten Ausseministerin vun der EU ass, ënnersteet.

Erlaabt mer zu deene véier Punkten e puer Remarquen ze maachen a Froen an de Raum ze stellen.

Duerch d'Akraafttriede vum Lissabon-Vertrag kritt jo, wéi gesot, d'EU deen neie Cadre institutionnel, an och besonnesch dee Service extérieur stellt eng Erausfuerderung un eng kohärent Entwécklungspolitik duer. Hei stelle sech folgend Froen, an et wier vläicht interessant, wann d'Madame Minister herno - si huet dat jo schonn ugeschwat, eis schonn eng éischt Richtung ginn - vläicht am Detail nach eng Kéier hir Positioun kéint erklären.

Wéi wäert sech, oder wéi soll sech dat Zesummespill vun europäescher Aussen- an Entwécklungspolitik ënner enger neier EU-Kommissioun, ënner zwee nei geschafene Posten, dee vum Conseilspresident, dem Här Van Rompuy, an dee vun dem Haut Représentant oder Ausseministerin, der Madame Ashton, mat deem neie Lissabon-Vertrag aspillen? Konkret heescht dat, wéi kënnen déi zwee Kommissären, de Responsabele fir d'Entwécklungspolitik, den Här Andris Piebalgs, an déi Responsabel fir humanitär Hëllef, d'Madame Kristalina Georgieva, sech behaapte vis-à-vis vun deem neie Service extérieur, awer och vis-à-vis vun der Baroness Ashton a vum Här Van Rompuy? Bleift d'Identifikatioun vun de Problemer a Politiken an d'Erschaffe vu Strategië bei de Kommissären, oder gi si just responsabel fir d'Exekutioun?

De Service extérieur iwwerhëlt jo och all déi Delegatiounsbüroe vun der EU-Kommissioun, déi et elo a villen Drëttstate gëtt an déi an de Partnerlänner vun der EU sinn an och do vill sech ëm Entwécklungszesummenaarbecht gekëmmert hunn. An der Zukunft heeschen déi sougenannten EU-Ambassaden „Délégation de l'Union européenne". Ech wollt an deem Zesummenhang bemierken, dass et wichteg ass, dass an dëse Büroen och Spezialiste si fir Entwécklungszesummenaarbecht a Spezialiste fir Handel. Kohärenz an der Entwécklungspolitik, déi d'EU sech jo esou grouss op de Fändel schreift, soll schonn op der Plaz an deenen EU-Delegatiounsbüroen ufänken.

Ech wollt d'Ministesch och froen, ob si dës Froe schonns am informelle Ministerrot mathire27Kooperatiounsministerkolleegen diskutéiert huet a wat do d'Tendenze sinn an deem Gremium.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt hei och nach soen, dass eis aussepolitesch Kommissioun, ënnert der Opsiicht vum Ben Fayot, och ënner anerem all déi Kommunikatioune vun der Europäescher Kommissioun analyséiert, déi mat Aide au développement a mat Aide humanitaire ze dinn hunn. Wann een eis Diskussiounen zu dëse COM-Dokumenter vun der EU-Kommissioun an eiser Kommissioun vergläicht mat den zum Deel kriteschen Analysen, déi Experten an ONGen oft méi spéit maachen, mierkt een, dass eis munchmol Informatiounen an der Kommissioun feelen. Et wier duerfir gutt, esou fréi wéi méiglech e regelméissegen Austausch tëschent der Chamber an aneren Acteuren ze hunn iwwert d'Entwécklung um europäeschen Niveau.

Ech erënneren drun, dass um Internetsite vun der Chamber all déi COM-Dokumenter opgefouert sinn, wéi eng Sujete se uschwätzen an a wéi enge Kommissioune se behandelt ginn. Et ass also eng Invitatioun un d'ONGen an un all d'Chamberen, déi interesséiert sinn, och der Chamber hir Vuë matzedeelen, wat déi COM-Dokumenter ugeet. Als Beispill wëll ech op eng Kommunikatioun mam Titel „La cohérence politique pour le développement établissant le cadre politique pour une approche de toute l'Union" verweisen, déi aus dem ONG-Milieu spéiderhi staark kritiséiert gouf.

Ech hu mer soe gelooss, dass dës Kommunikatioun, déi jo nach aus der Barroso-1-Kommissioun staamt vum leschte September, vun där neier Kommissioun och net mat esou grousser Begeeschterung ugesi ginn ass. An et wier vläicht wichteg,

ech weess net, wann d'Madame Ministesch dat haut kann oder eng Kéier eis géif soen, wéi si déi Kommunikatioun do gesäit. Well do geet et drëm, d'Kohärenzberäicher, déi zwielef Kohärenzberäicher an der EU-Politik op fënnef oder sechs ze reduzéieren, an et geet och ëm déi APD-plus-Politik vun anere Finanzflouen. Ech kann dat elo net am Detail hei explizéieren, mä et wier awer interessant, dass mer do Erklärunge géife kréien.

Nieft den institutionelle Problemer stelle sech an der EU virun allem och Froen zum politesche Wëllen an deenen eenzelne Memberstaten, fir där extremer Aarmut a verschiddene Regioune vun der Welt en Enn ze maachen. Ass do genuch Wëlle bei deenen aneren? Dat ass eng wichteg Fro. An erlaabt mer drun ze erënneren, dass am Joer 2005, ënner Lëtzebuerger Présidence, jo grouss Versprieche gemaach gi sinn. Si si schonn erwähnt ginn, duerfir widderhuelen ech se net. Europa ass awer am Moment hannendran a ka seng Verspriechen net halen.

D'Previsioune fir d'APD fir d'Joer 2010, déi d'OECD de 17. Februar 2010 publizéiert huet, beleeën dat ganz kloer. Och d'EU-Kommissioun huet an engem rezenten Dokument dat Netanhale vu Versprieche vu ville Memberstaten dénoncéiert. Et schéngt, wéi wann dëst Joer déi 27 Länner 54 bis 55 Milliarden Euro fir Entwécklungshëllef zur Verfügung stellen. Dat sinn 0,45 bis 0,46% vum RNB. Et feelen also dëst Joer zwielef bis 13 Milliarden Euro, fir 2010 dat Zil vun 0,56, wat 2005 festgehale ginn ass, ze erreechen. Et gesäit also am Moment net gutt aus, fir am Joer 2015 also op déi 0,7% ze kommen.

Trotz der Wirtschaftskris koum et awer net an alle Länner zu Reduktioune vun der APD, an d'Kommissioun erënnert awer duerfir an hirem Bericht, dass et och gutt Schüler gëtt, wou niewent Lëtzebuerg och Schweden, Holland, Dänemark an d'Belsch lobend ervirgestrach ginn. Spuenien a Groussbritannien hu considérabel Progrèsë gemaach. Et ass ze bedaueren, dass Länner wéi Frankräich mat 0,46% an Däitschland mat 0,4%, déi jo esou gär de Lead an Europa iwwerhuelen, hei d'Kredibilitéit vun Europa, weltwäit géint d'Aarmut ze kämpfen, op d'Spill setzen. Net ze schwätze vun Italien mat 0,2% a mam Discours, deen den Här Berlusconi a seng Frënn iwwert d'Kooperatioun an d'Entwécklung halen.

An dësem Kontext ass et nämlech wichteg drun ze erënneren, wat an eisem Regierungsaccord steet: «Le Gouvernement maintiendra l'effort quantitatif de la coopération luxembourgeoise en volume et en pourcentage du RNB. 1% du RNB dans les années à venir. Et le Gouvernement travaillera à une qualité toujours croissante de la coopération luxembourgeoise.» Enn vum Zitat.

Lëtzebuerg huet sech an der Kooperatioun u seng Versprieche gehal a wëllt dat och an Zukunft maachen. An ech mengen, dat ass wierklech wichteg ëmmer erëm hei ze widderhuelen. Lëtzebuerg huet, mir wëssen dat all, zënter den 80er Joren immens Fortschrëtter am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht gemaach. Eis Regierung, an ech si frou doriwwer, féiert déi Politik fort, andeem se alles drusetzt, fir d'Qualitéit vun dëser Aarbecht ze erhalen an - d'Ministesch huet et jo och an hirer Interventioun gesot - déi gutt Qualitéit och nach weider ze verbesseren. Wat d'Quantitéit ugeet, hale mer um Zil vun 1% fest, an dat kann een, wéi gesot, net oft genuch soen.

Soulaang mer eis eegen Efforten héich halen, hu mer och genuch Kredibilitéit, fir anerer un hir Flicht ze erënneren. Och dat ass wichteg. Och wa mir hei an der Chamber zënter Joren e Konsens driwwer hunn, dass et richteg a gutt ass an dass et keng Selbstverständlechkeet ass. Dat gëllt ëmsou méi elo a schwieregen Zäiten.

Heiansdo héiert ee jo och scho Fuerderungen, dass bei den Ausgabe fir Entwécklungszesummenaarbecht gespuert soll ginn. Et ass normal, wann d'Leit sech d'Fro stellen, firwat mer Suen ausgi fir Leit a Länner, déi wäit ewech sinn, wann et an eisem eegene Land och Leit gëtt, deenen et net esou gutt geet.

D'Äntwert ass souwuel eng moralesch wéi eng politesch. Wat d'Politik ugeet, si mir iwwert d'OCDE verflicht, 0,7% vun eisem RNB fir international Entwécklungszesummenaarbecht auszeginn. De Fait, dass déi meeschten aner Länner hir Flicht an dësem Kontext net erfëllen, däerf fir eis keng Excuse sinn, fir et d'selwecht ze maachen. Well mir et richteg fannen, dass Lëtzebuerg als eent vun deene räichste Länner vun der Welt e besonneschen Effort mécht, fir deenen Äermsten ze hëllefen, hu mir am Konsens décidéiert, iwwer eis international Flicht erauszegoen. Politesch gëtt dat eis an deem Domän, wéi gesot, en héijen Niveau u Kredibilitéit a Visibilitéit, dee mer als klengt Land kënnen notzen, fir ons Gehéier ze verschafen.

Niewebäi gesot, ass eisen Engagement an der Kooperatioun och en Argument, dat mer eisen Nato-Partner entgéintsetzen, wa vun eis gefuerdert gëtt, eis verhältnismëisseg kleng Militärausgaben ze erhéijen. Wat déi moralesch Verflichtung betrëfft, brauch ee sech nëmmen unzekucken, ënner wat fir enge schreckleche Bedéngunge Millioune Mënsche grad just iwwerliewen, fir ze verstoen, dass jiddwereen, deem et gutt geet an deen d'Méiglechkeeten dozou huet, muss e Bäitrag leeschten, fir dës onerdréiglech Zoustänn ze verbesseren.

Elo kann ee soen, dass mir net schold um Misär op der Welt sinn an dass dat alles eis näischt ugeet. Dat hu mer jo virdru vun engem Virriedner héieren. Mä fir e Sozialist ass dat keng Optioun. Mir däerfen eis Aen net zoumaache virun deenen onmënschleche Bedéngungen, ënnert deene grouss Deeler vun der Weltbevölkerung ausserhalb vun de Grenze vun Europa liewen.

Et gëtt en natierleche Reflex, dass jiddwereen an Zäite vun Onsécherheet als Éischt no sech selwer kuckt. Jiddwereen huet Angscht, eppes ze verléieren, a virun allem méi ze verléiere wéi deen aneren an doduerch ze kuerz ze kommen. Et kënnt awer fir keen, mengen ech, eppes dobäi eraus, wa mer deem Reflex fräie Laf loossen. Eng solidaresch Gesellschaft funktionéiert ganz einfach besser wéi eng, wou jiddweree just op säin eegene Virdeel beduecht ass a voller Näid drop oppasst, dass keen aneren eppes ze vill kritt.

D'Solidaritéit ass kee Bonbon, deen een no Loscht a Laun kann ausdeelen. D'Solidaritéit ass eng Grondhaltung, déi een huet oder net. An et soll ee sech net vun der Iddi verféiere loossen, dass eng Regierung, déi Sue bei der internationaler Kooperatioun spuert, dofir ëmsou méi Sue fir déi Aarm am eegene Land ausgëtt.

Wien haut Grënn fënnt, fir onsolidaresch mat deenen Äermsten an der Drëtter Welt ze sinn, sicht muer no Argumenter, fir Sue bei de Frontalieren ze sträichen, fir auslännesch Matbierger ze benodeelegen, fir RMG-Bezéier a Chômeuren als liddereg duerzestellen an ze prellen. Jiddwereen, dee sech virstelle kann, iergendwann op d'Solidaritéit vun deenen aneren ugewisen ze sinn, well en aarbechtslos gëtt, well en en Accident hat, oder well en einfach nëmme schwaach a krank gëtt, soll et sech gutt iwwerleeën, ob en de Statsbudget wëllt an d'Hänn vun deene Leit ginn, déi am léifsten op d'Käschte vun deene Schwächste spueren.

Wann d'Solidaritéit ofhëlt, dann hëlt se op allen Niveauen of. Dat gesäit ee ganz gutt, dat gesi mer jo ganz gutt an der Europäescher Unioun. Et gëtt, wéi virdru gesot, ëmmer méi onwahrscheinlech, dass d'EU hir eegen Ziler erreecht an domat och hir Verspriechen anhält. Den Drock vu verschiddene Länner, fir Transferten aus anere Beräicher, déi net wierklech der Reduktioun vun der Aarmut déngen, fir dass se déi kënnen als Entwécklungshëllef ugerechent kréien, deen Drock, deen hëlt zou. Gläichzäiteg wiist och den Drock op den europäesche Sozialmodell. An ongehënnert Konkurrenz huet Virrang vis-à-vis vu subventionéierter Grondversuergung. Dat passt zesummen.

Et ass normal, dass een, wéi de Geert Wilders an Holland, deen Entwécklungshëllef fir Blödsinn hält, och wéineg Sënn fir Solidaritéit innerhalb der EU huet. An an Däitschland war d'FDP virun de Wahlen der Meenung, et misst een de Ministère fir Kooperatioun ofschafen. Haut stelle se de Minister, an dee fënnt, Däitschland géif ze vill fir Entwécklungshëllef ausginn. Folgerichteg kritiséiert déi däitsch FDP och de Sozialstat. Sou Discoursë gi gehal vu Leit, déi et gutt fannen, wann déi Räich ëmmer méi räich ginn, an deenen et egal ass, wann déi Aarm ëmmer méi aarm ginn.

Wann een esou Leit net wëllt Argumenter liwweren, muss ee sech d'Méi ginn, fir ze garantéieren, dass déi Suen, déi fir d'Entwécklungszesummenaarbecht benotzt ginn, och do ukommen, wou se sollen. An och hei, d'Evaluatioun ass do ganz wichteg, an do ass de Marcel Oberweis…

(Interruption)

…och drop agaangen.

Datselwecht gëllt iwwregens fir Sozialleeschtungen am eegene Land. Dat ass keng einfach Aufgab, an dofir kënne mer frou sinn, dass et an deene leschten zwee Jorzéngte gelongen ass, esou vill Kompetenz opzebauen. Mir kréie jo och do vu baussen dat regelméisseg bestätegt. Ouni en éierlecht Engagement vun all deene Responsabele wär dat net méiglech. Ech wëll dofir all deene Leit aus dem Ministère vun der Kooperatioun, all deene Leit aus den ONGen, Lux-Development, all deenen, déi um Terrain schaffen, ob se bénévole oder professionell sinn, villmools Merci soen am Numm vun der LSAP.

D'Iddi vun der Proposition de loi vun der Madame Err a vu mir war et, fir all dës Errungenschaften och an eisem Gesetz iwwert d'Kooperatioun festzehalen, an zwar op eng Manéier, déi et erméiglecht, weiderhi flexibel op nei Entwécklungen ze reagéieren an ouni wichteg Prinzipien a Fro ze stellen.

Ech wollt just op dat reagéieren, wat d'Madame Minister an hirer Ried gesot huet, wou se gesot huet, dass d'1996er Gesetz d'Chamber net an hirem legitimen Droit de regard limitéiere géif. Dat war och ni eis Absicht. Do ass vläicht e Malentendu. Op jidde Fall hu mir net de Besoin vun enger Proposition de loi gesinn an deem doten Zesummenhang.

Mir begréissen et och, dass d'Regierung sech virgeholl huet, dat bestehend Gesetz, wéi gesot, ënnert d'Lupp ze huelen an ze iwwerpréiwen. Dat hunn ech am Koalitiounsaccord nogelies.

Während dëser Période de réflexion, déi d'Regierung sech jo gëtt, kann ee jo awer vläicht munch Virschléi aus eiser Proposition de loi an der Praxis schonn ëmsetzen, wéi zum Beispill d'Diskussioun iwwer e bestëmmt Partnerland an der Chamberskommissioun an och hei am Plenum, wa mer en neie PIC, déi PICe vun der drëtter Generatioun si jo an der Maach, ënnerschreiwen.

Ech soen der Ministesch och Merci fir déi éischt Strategie, déi jo elo en Aktiounsplang ass, wann ech dat richteg verstanen hunn. Och dës Strategië wären derwäert, bei eis an der Kommissioun diskutéiert ze ginn a vläicht an den Assisen och nach eng Kéier erkläert ze ginn.

Am weltwäite Verglach steet Lëtzebuerg also gutt mat sengen Effortë fir d'Kooperatioun do. Wa mer déiselwecht Kredibilitéit och an anere Beräicher wëllen an et eescht menge mat der Bekämpfung vun der Aarmut, geet dat awer net duer. Mir musse genausou virbildlech ginn, wann et ëm Klimaschutz geet oder de Schutz vun der Biodiversitéit a ganz allgemeng ëm nohalteg Entwécklung.

Et ass eng falsch Logik ze mengen, dass ee mat gudde Leeschtungen an engem Beräich manner gudder an engem anere Beräich kéint kompenséieren. Au contraire, et riskéiert een esou, mat enger Hand ze zerstéieren, wat ee mat där anerer Hand opgebaut huet. Genau dat ass gemengt, wann ëmmer erëm méi Kohärenz an der Politik gefuerdert gëtt. Aarmutsbekämpfung ass net Aufgab eleng vun engem politesche Ressort, an dofir ass et och gutt, dass mer de Comité interministériel hunn, dee sech mat esou Froe beschäftegt.

Madame Minister, Äre Ministère publizéiert jo d'Rapportë vun deem Comité. Et ass interessant. Ech mengen, et wär nach wichteg, de Comité e bësse méi opzewäerten. An ech wär frou, dat gesäit ee ganz gutt op der éischter Säit ëmmer, wou d'Présencë sinn, dass verschidde Ministèren - hunn ech gesinn - waren an deem leschte Joer net eng Kéier mat hire Vertrieder an deem Comité vertrueden: Erënnert Är Kolleegen drun, well ech fannen dat net ganz gutt.

D'Kohärenz betrëfft och net nëmmen eis grouss politesch Strategien. Ech wollt an deem Zesummenhang och nach vun der Akafspolitik vum Stat a vun eise Gemenge schwätzen. Mir als LSAP begréissen, dass d'Regierung sech an hirem Regierungsprogramm ausgeschwat huet, fir an Zukunft nach méi verstäerkt op de Kaf am Kader vum Marché public op Gidder aus dem Commerce équitable zréckzegräifen.

Dofir hoffe mer, dass dëse Wëllen…

(Interruption)

Mme le Président.- Dir misst zum Schluss kommen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Mir hu 46 Minutten, Madame Presidentin.

Mme le Président.- Jo, jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wäert mech ganz kuerzfaassen. Dofir ënnerstëtze mer dat, wat d'ONGen eis gefrot hunn an der Kommissioun, am Règlement grand-ducal vum 7. Juli 2003 den Artikel 89 ze änneren. Well ëmmer méi Firmen, multinational Firme sech verkleeden als „fair trade" - mir haten an der Belsch Prozesser an an Holland -, soll deen Artikel gekierzt ginn.

Dat wär et am Fong, wat ech Iech wollt soen. Ech wollt just mat där klenger Propos hei vun där Ännerung vun deem Artikel 89 vun deem Règlement grand-ducal, wou mer solle wierklech oppassen, dass méi preziséiert gëtt, wat Firme sinn, déi fairen Handel däerfe maachen. Mat deem klenge Virschlag wollt ech beweisen, dass et an der Kooperatioun net ëmmer nëmmen déi grouss Ziler sinn, déi ee muss am A behalen. Och kleng Mesuren am Alldag kënnen eppes bewierken.

Madame Minister, Dir hutt mat Haiti ugefaangen a mat Haiti opgehal. Ech hunn um Internetsite, dofir brauch ech dat net alles ze soen, op Ärem Internetsite steet genau, wat de Ministère mécht. Ech wollt just en Appel maachen: Dat Wichtegst, an dat wësst Der jo, bei Aide humanitaire an Aide au développement ass déi Transitioun tëschent deenen zwee, dass do kee Lach entsteet. Et ass eng gutt Transitioun do geschitt. Ech wënschen Iech an Ären europäesche Kolleegen, dass Der do Succès kritt.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN&MORE, agence en communication, Luxembourg

Ech soen Iech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Angel och Merci. Ech géif dann der Regierung, der Madame Minister Jacobs, d'Wuert ginn.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Madame Presidentin. Ech weess net, ob nach jiddwereen esou laang Gedold huet, fir elo hei all Froen nozelauschteren, wou ech misst drop äntwerten, déi hei gestallt si ginn. Ech denken, iwwer eng ganz Partie hat ech och ewell a mengem Discours virauser geschwat, sou datt ech net méi op alles wëll zréckkommen. Ech wëll awer selbstverständlech nach eng Kéier hei meng Bereetschaft erklären, fir an déi Chamberskommissioun ze kommen, ëmmer wann et néideg ass a wann et gewënscht ass. An de President weess dat. Ech hat dat och virauser ewell eng Kéier gesot. Also, wéi gesot, dat ass fir mech net e Problem.

Mä ech mengen awer, datt et elo net méi ganz produktiv wier, fir nach eng Kéier d'Diskussioun vu vir bis hannen ze féieren. Ech wëll just äntwerten op eng Partie vu Froen, déi och vu méi Deputéierte gestallt gi woren. Dat ass zum Beispill och iwwert d'Evaluatioun. Sougutt de Marcel Oberweis wéi och den Här Hoffmann hate gefrot, wéi et mat der Evaluatioun an och mat der Recherche wier.

Mir sinn amgaang, iwwert d'Evaluatioun ass eng Strategie an der Ausaarbechtung, fir ebe just och ze kucken, datt dat och wierklech awer de Konditiounen entsprécht an datt dat net nëmme pro forma esou soll gemaach ginn. Dat heescht, dat, wat mer souwisou ewell mat de Länner jo ausmaachen an de PICen, dat ass jo net eppes, wat nëmme mir am Kapp hunn, mä awer och, wat muss koordinéiert si mat deem, wat d'Besoinen an deene Länner sinn. An eng Partie vun de Riedner hu gesot zu Recht, datt et net nëmmen duer géif goen, fir datt mir wëllen, datt eppes soll fonctionnéieren, mä mir musse wierklech kucken, an do ass effektiv och vu Land zu Land ze gesinn, datt dat aneschters ass. Et ass net d'selwecht an Afrika wéi an Asien an et ass net d'selwecht an Afrika an all Land.

Dofir mengen ech wierklech och, datt mer Recht hunn, fir och do op déi Partenariater an op dat Partenariat ze halen. Wou mer net méi haut soen, dat wieren Zillänner, well dat ewell e bëssen och esou e Goût hat awer fir ze soen, mir zilen elo dorobber, datt déi dat elo gutt solle maachen, an datt mir dat mat hinne gutt maachen, mä datt mer wierklech an enger Partnerschaft dat mateneen ausmaachen. Mir hunn och en Accord mam Fonds national de la recherche, fir justement och d'Recherche am Développement ze kucken, wéi dat sech auswierkt an och dat ze orientéieren.

Ech mengen, datt de Marcel Oberweis selwer ewell gesot hat, datt e frou wier, datt d'Taxe d'abonnement vun de Mikrofinanzfongen ofgeschaaft gouf. Ech denken, datt dat e wichtegt Element ass, och fir eben déi Mikrofinanze méi ze ënnerstëtzen. Wat haut net nëmme méi Mikrokreditter sinn, mä wat vill méi wäit geet. Mikrofinanze sinn och Mikrospuerprogrammer an och Mikroassurancen, déi enger ganzer Partie vu Leit an deene Länner natierlech zeguttkommen.

Ech si ganz d'accord mam Här Bettel, dee gesot huet, datt mer eis Hëllefen net dierften erofsetzen, an ech wëll och do nach eng Kéier op ee vun deene Punkten insistéieren, déi en och gesot hat, an zwar, datt eben eng ganz Partie Geld net méi an déi Länner kënnt, well hir Leit, déi - wat si nennen - an der Diaspora sinn, net méi kënne Suen heemschécken. Mir wëssen, datt dat ganz dacks Leit sinn, déi op prekären Aarbechtsplaze sinn a kleng Paien hunn, déi dat awer heemgeschéckt hunn. Et ass also, datt een, ech wëll dat soen, wann een an dem Gedanke wier, fir ze soen, mir spueren elo a mir ginn deene manner Suen. Déi Leit kréien ewell vill manner Suen doduerch, datt hir eege Leit net méi Sue kënnen heemschécken. Och wann dat net Sue sinn, déi unbedéngt a grouss Projete gaange sinn. Mä wann déi manner gebraucht goufen, fir hir Populatioun ze ernähren, da wor dat jo ëmmer gutt gemaach.

Datt een och muss natierlech Strategien à long terme hunn, dat ass jo ee vun de Punkten, firwat datt mer eben och op déi PICen insistéieren, déi eben iwwer véier, fënnef Joer ginn. An datt een net haut an dat eent Land geet, muer an dat anert geet an dann erëm ophält, wéi et engem just an de Kapp kënnt, mä datt ee wierklech och laang Zäit mat de Leit zesummeschafft, fir ze kucken och, datt déi Projeten, déi ee mécht…

Datselwecht zielt iwwregens fir déi, déi gesot hunn, datt si och selwer sech missten do engagéieren. All déi Länner contribuéiere sougutt finanziell wéi och mat hirer Mataarbecht an deene Projeten, well mer och soen, et ass wichteg fir d'Appropriatioun vun deenen eenzelne Projeten, datt d'Länner och selwer mat dozou bäidroen, jee no hire Mëttele selbstverständlech, mä datt et och en Deel vun hire Sue sinn, déi mat doranner kommen, fir domadder och sécherzestellen, datt, net wann ee bis fort ass, da kee méi duerno kucke geet.

Dat, wat ewell e bësselche méi schwiereg gëtt, dat ass natierlech dat, wat mer de Moment op dem europäeschen Niveau hu mat deenen dräi Représentanten oder deenen dräi Leit, déi an der Kommissioun do sinn. An ech hat Iech och gesot, datt mer eis géife virun asetzen, och op europäeschem Entwécklungsministeschniveau, fir och ze soen, et ass wichteg, datt deen, deen d'Responsabilitéit huet, och muss kënne mat décidéieren, wéinstens deen, deen d'Haaptresponsabilitéit huet, fir mat ze décidéieren och, wat mat de Fonge geschitt.

An ech muss soen, et wor natierlech déi Katastroph op Haiti, huet der Madame Ashton jo net grad dozou gehollef, fir méi Popularitéit ze kréien. Wou ech awer net weess, ob dat an deem heite Fall gutt wor. Well ech menge wierklech, datt et méi sënnvoll wier, wann d'Madame Ashton zwar déi europäesch Aussepolitik géif maachen, mä datt ee vläicht méi dem Kommissär Piebalgs do géif d'Méiglechkeet ginn, fir sech dorëm ze këmmeren. Mä da misst e selbstverständlech och d'Budgete kréien. Mä wann een natierlech där da reprochéiert, datt se net deen zweeten Dag op Haiti gefuer ass, da mengen ech gëtt dat schwéier, fir elo ze soen, hei gitt net dohinner.

An do kommen dann natierlech och erëm déi Froen, datt net op eemol och déi europäesch Politik nëmmen nach Aide urgente ass. Well dat ass jo dat, wou d'Leit gesi ginn. Wann een op d'Plaz kënnt a CNN ass do, ass dat natierlech méi spannend, wéi wann een a Projeten, wou iwwer laang Zäit investéiert gëtt, wann een dohinner kënnt oder iwwerhaapt net dohinner kënnt, well dat och keen interesséiert.

Dat ass also eppes, wou ee muss oppassen, datt een net do an eppes erakënnt, wou een eigentlech iwwerhaapt net wollt kommen. An datt een och do ënnerstëtzt déi Leit, wéi gesot, eng Kéier de Kommissär Piebalgs, oder op där anerer Säit d'Madame Georgieva, déi eben zoustänneg ass fir d'Aide humanitaire. Mä ech hoffe jo och, datt dat an deenen nächste Méint a Woche wäert - wéi soll ech dat soen? - erëm zu engem normalen Niveau kommen, wou dann och jiddweree weess, wat eigentlech seng Prioritéite sinn, an datt dat dann och ka fonctionnéieren.

Dann ass et ëmmer erëm d'Fro vun der Sortie an och vun den Transitiounen. Och do hat nach de Marc Angel zum Schluss gesot: Wéi ass dat, datt een och do garantéiert, datt ee kuckt, datt déi Länner dann net eleng gelooss ginn? An ech hu gesot, ech si ganz frou, datt mer och hei zu Lëtzebuerg net nëmmen, weder d'ONGen nach d'Regierung nach déi eenzel Leit, virufuere mat Haiti justement, och wann et net méi déi éischt Prioritéit an net méi déi éischt Neiegkeete sinn, mä datt een och do op méi laang Zäit wierklech dorobber tabléiert, well mer wëssen, datt wierklech dat Land jo eigentlech ganz an ee Koup gefall ass, mat alle Problemer, déi et gëtt, déi et virauser ewell hat. Mir haten d'Geleeënheet, wéi dat geschitt ass, fir doriwwer ze schwätzen.

Déiselwecht Froe stelle sech natierlech och, wann een a Länner erausgeet, wann ee fortgeet. Mir sinn amgaang an Namibien. Et gëtt och Beméiunge sougutt am Vietnam wéi och am Salvador. Da muss een och oppassen dorobber, datt een net déi Aarbecht, déi a laange Jore gemaach gouf, op eemol erëm op d'Spill setzt an dann op eemol vun engem Dag op deen anere sech do aus de Féiss mécht. Dat kann och net de Sënn an den Zweck dovu sinn. Sou datt een dat och muss maachen.

An do sinn och zum Beispill mam Vietnam Gespréicher amgaang, och mam Commerce extérieur, fir och deene Leit, well wa mer gären hätten, datt déi Leit net nëmme méi vun eis ofhänken, da musse se jo d'Méiglechkeet kréien, fir och selwer eng Firma ze hunn. Da musse se d'Méiglechkeet kréien, fir selwer eng Industrie ze hunn. Da musse se d'Méiglechkeet kréien, fir eben autonom ze ginn. Da muss een och do hëllefen, fir datt dat och kann zustane kommen. Well soss hëlleft dat, wéi gesot, nëmme just dee Moment eppes an duerno ass dat souwisou fort.

Et ass gefrot ginn, mir si weder a China nach an Indien aktiv. Et sinn eenzel ONGen, déi nach zum Beispill och an Indien Spideeler hunn oder ähnlech Projeten, wou mer selbstverständlech och do net vun haut op muer ophalen. Mä wéi gesot, mir hu keng Kooperatiounshëllef direkt méi mat China a mat Indien.

Et ass och fir eis kloer, an dat soe mer och eise Partnerlänner, an déi, déi nach do sinn, déi kéinten Iech dat och confirméieren, datt mer ëmmer erëm do och insistéieren, datt de Kampf géint d'Korruptioun gefouert gëtt. Mir gi jo och keng Suen direkt an d'Budgeten, well mer ebe gären hätten, datt och séchergestallt ass, datt déi Suen do richteg ugeluecht sinn. Dofir hu mer och déi Büroen, déi eigentlech Ambassadë sinn an dofir also keng Duebelfinanzéierung fir den Ausseministère duerstellen, fir eben och ze kucken, datt déi Projeten an Zäite fäerdeg ginn, wa se net fäerdeg ginn, wat de Problem ass, ze hëllefen, datt dat da gemaach gëtt.

An do kënne mer net soen, datt déi Lëtzebuerger, an dat ass, mengen ech, jo e wichtege Punkt, deen een hei sougutt am Parlament wéi awer och de Lëtzebuerger, de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a vill spenden, och ka soen, datt mer wierklech oppassen, datt déi Suen op déi richteg Plaze kommen, an net iergendwou a Feriëlogementer fir anerer.

Och mam Syvicol, deen ass och hei e puermol ugeschwat ginn, hu mer Kontakt

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

gehat, fir besonnesch och wat de fairen Handel ubelaangt ze kucken, datt een do hinnen a mat dem Syvicol, wann elo d'Geleeënheet sech eng Kéier bitt, och bei d'Gemengen ze goen, fir ze soen, mir géifen dat och ënnerstëtzen, oder iwwerhaapt emol de Gemengen ze soen, wat dat ass.

An deem Kontext wëll ech awer eppes soen, wat dat Reglement ubelaangt. Dat hu mer selbstverständlech jo och ënnerbreet kritt, datt dat e Problem wier, an ech hunn dat ipso facto bei déi Nächst, déi dofir zoustänneg sinn, wat d'öffentlech Ausschreiwunge sinn, viruginn, an déi hu mer gesot, dat wier net esou einfach, wéi mer et géifen duergestallt kréien. An der Belsch, déi haten dat, an déi hu selbstverständlech vun deenen décke Firmen e Prozess gemaach kritt, an dann hu se och selbstverständlech verluer. Dofir geet et net duer, fir dat erauszehuelen. Et muss een also e bësselchen och dat dann awer kucken, ob een dat a méi enger elaboréierter Fassong eventuell fäerdeg kritt.

Mä, wéi gesot, et kann een net soen, well déi an déi Firma, wa mer un de Kaffi denken, brauch ech keen Numm ze nennen, an et ass net deen, deen esou heescht wéi ech,...

(Hilarité)

...datt et do also net drëm geet, fir ze soen, déi hu kee fair gehandelte Kaffi. Da kënne se awer aner Saachen hunn, déi fair gehandelt ginn. Da kanns de also net soen, déi entspriechen deem net. Dofir, wéi gesot, muss een och do virsiichteg sinn.

Mir si selbstverständlech nach ëmmer, och an der Aussepolitik, um Wee vun den dräi „D"-en, vun der Diplomatie, vum Développement a vun der Défense. An do wëll ech virun allem emol deene soen, déi jo hei iwwer Afghanistan geschwat hunn, ass et fir eis als Regierung a war et fir déi lescht Regierung ewell datselwecht, datt mer soen, wa mer wëllen, datt eng Kéier do dee Krich ophält, da musse mer och kucken, datt d'Leit eng Chance hunn, fir kënnen ze iwwerliewen. Also gehéieren och déi zwou Saachen zesummen. Ech mengen och net, datt ech do mam Félix Braz géif Sträit kréien driwwer. Dat sinn also Saachen, déi wierklech kohärent sinn, a wou mer net nëmmen dat eent maachen, mä wou mer wierklech och probéieren, de Leit nei Perspektiven ze ginn.

Service volontaire, do sinn ech selbstverständlech frou, datt mer dat fäerdeg kritt hunn. An do ass gefrot ginn eventuell eng Kéier doriwwer ze schwätzen an enger Chamberskommissioun. Dat ass alles kee Problem.

Ech si schlecht drun, fir ze soen, datt ee kéint soen, et kéint een an enger gewëssener Zäitspan soen, da gi mer eran an e Land, fir Entwécklungshëllef ze maachen, an dann hale mer op domadder. Well awer ganz vill Ongewëssheeten och doranner leien. Wann ech drun denken, wéi vill Liewensmëttelkrisen an deene leschte Jore waren, dann ass et ganz kloer, datt, wann een elo décidéiert, mir halen dann an dann do op, an dann ass zoufälleg do iergendeng Katastroph geschitt, da wier dat, mengen ech, och net dee richtege Message, dee mer géife ginn.

Sécher kann ee sech virstellen, datt, wa mer an deene Länner wéi an Asien an a Mëttelamerika géifen ophalen, et da sënnvoll wier, fir an Afrika ze goen. Allerdéngs muss ech soen, datt an engem Land wéi dem Laos mir ee vun deenen Haaptbailleure sinn. Wa mir déi Leit elo géifen do am Stach loossen, da wier dat natierlech awer en total falsche Message. An ech géif awer och dat net wëllen deene Leit undoen.

De Comité interministériel ass och e puermol hei ugeschwat ginn. Ech wëll selbstverständlech nach eng Kéier kucken - d'Agriculture ass zum Beispill och an deem Comité interministériel net dran -, dee kënne mer duerchaus och erweideren an och do Leit derbäihuelen an och nach eng Kéier de Leit soen, wéi wichteg datt dat ass, well ech menge wierklech, datt et eng Roll spillt. Woubäi een awer soe muss, datt och vill Sensibilitéiten an deene verschiddene Ministèrë sinn, well eng ganz Partie vun deene Leit, déi do sinn an ONGen, och fir d'Entwécklungshëllef täteg sinn, esou datt ech mengen, datt mer och vun do awer net géint alles sinn, wat d'Kohärenz vun der Politik ausmécht.

Ech gesinn net, datt de Conseil de Sécurité e Problem duerstellt. Fir ze soen, wa mer Entwécklungshëllef maachen an de Länner, och ze soen, mir si Kandidat fir dohinner ze kommen, datt dat eng Aide wier, déi liée wier, fir an där UNO do, well et ass jo näischt, wou mer e Geschäft domat maachen. Ech denken och, datt et wichteg wier, datt mer och do kéinten eis Kompetenze mat erabréngen, besonnesch ebe fir deene Länner ze hëllefen an deenen ze weisen, Beispiller ze ginn, wéi een dat ka maachen, och wann een e klengt Land ass an een net iwwer esou vill Sue verfügt. Ech mengen also net, datt dat eppes wier, wat kontradiktoresch wier mat deem, wat mer bis haut gemaach hunn.

Esou eenzel Problemer, déi sech stellen, wéi mat der Sécurité sociale fir Coopéranten, do sinn ech selbstverständlech gäre bereet ze kucken, wat mer do maache kënnen.

A fir eis bleift et och kloer, an ech denken, datt dat och aus mengen Ausféierungen ervirgaangen ass, datt et virun allem wichteg ass, strukturell Hëllef ze maachen an net nëmmen Aide humanitaire oder Aide urgente ze maachen. Och, wéi gesot, wann dat politesch méi spannend ass wéi dat anert. Et ass awer kloer, datt ee muss op laang Zäit dat kucken.

Elo kéinte mer eis während zwou Stonnen hei ënnerhalen iwwer Kooperatioun a Migratioun. Réadmissioun, mengen ech net, datt Lëtzebuerg domadder viséiert war, mä awer och ze diskutéieren, wat mer vu Migration circulaire halen. Also, ech perséinlech halen net der Däiwel vill dovunner,...

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- ...well ech mer soen, dat kléngt alles gutt an der Theorie, mä an der Praxis, muss een ëmmer wëssen, spillt een, oder et spillt een, et geet do ëm Mënschen. Wann déi bis hei sinn an déi hunn hei hire Bekanntekrees, déi hunn eventuell hei aner Lienen opgebaut, da ginn déi natierlech net erëm gären heem.

An eenzelne Fäll kann dat awer och eppes sinn, wat fonctionnéiert. Ech gesinn zum Beispill am Centre hospitalier oder zu Esch am Spidol sinn eng Partie vun Dokteren, déi kommen, déi erëm zréckginn, sougutt an Afrika wéi och an d'Mongolei. Mä, wéi gesot, et ass awer eppes, wou een net ka soen, dat ass elo d'Allheilmëttel.

Mir hu jo heiansdo esou d'Meenung, wa mer eppes Neies entdecken, dat wier dann d'Allheilmëttel. Datt dat an eenzelne Fäll gutt geet, do sinn ech domat d'accord, mä, wéi gesot, ech mengen net, datt dat och déi gréissten Hoffnung fir d'Entwécklungshëllef ass.

Dann ass natierlech d'Fro vun der Hëllef, déi de Cercle des ONG gefrot huet oder och freet, fir zwee Prozent ze kréien. Et muss ee wëssen, datt dat sechs Milliounen d'Joer géifen ausmaachen. Dat ass natierlech ee gewaltege Chiffer, a wou een och wësse muss, wann een déi sechs Milliounen hëlt - ech hunn net héieren, datt ee mer gesot huet... Ech war ewell frou, datt d'Majoritéit gesot huet, mer géifen op deem kënne bleiwen, wat mer hätten. Et muss ee wëssen, datt mer dann déi sechs Milliounen, déi mer hei eraus géifen huelen, op enger anerer Plaz mussen ewechhuelen.

Dofir géif ech da wëllen eng Kéier den Examen awer mat dem Cercle maachen a mat den ONGen, fir ze soen, da sot Dir emol, wou mer da se elo sollen aspuere goen. A wa mer do déi Sue fannen, déi dofir gebraucht sinn, da sinn ech domadder d'accord. Mä ech mengen awer, datt een och muss wëssen, datt et, wéi gesot, da riskéiert op d'Käschte vun anere Projeten ze goen. An ech mengen net, datt dann nach jiddwereen heibannen och mat därselwechter Begeeschterung derfir wier. Dofir mengen ech also, datt mer eng ganz Partie vu Saachen an deenen nächste Jore kënne maachen, wëlle maachen.

Wéi gesot, ech hunn dem Här Hoffmann gesot, datt mer bereet wieren, iwwer... also datt mer do en Accord hätte mat der Uni Lëtzebuerg. Ech hoffe fir Iech, datt dat en onofhängege Partner ass, deen esou eng Recherche kéint maachen iwwert d'Kooperatiounsgesetz.

Ech sinn doranner ëmmer e bësse méi zréckhalend. Et ass vläicht och, well ech ewell ze vill laang an deem Geschäft hei derbäi sinn. Et ass e Gesetz, wat mer hunn zënter '96. Et ass net vun engem CSV-Minister, dofir ass et also net, datt ech hei misst op iergendeen do Rücksicht huelen. Mä ech fannen, datt et ee gutt Gesetz ass, well mer wierklech, och wann do eenzel Saachen net drastinn, bis haut huet och nach kee mer kënne soen, mir kënnen eppes net maachen. Et géif vläicht méi modern ausgesinn, wa mer et géifen elo do draschreiwen, mä vu datt mer emol nach net wëssen, wat d'Auswierkungen zum Beispill vu Lissabon op d'Entwécklungshëllef sinn, kann et sech duerchaus, a kann ech mer gutt virstellen, datt do erëm nei Saachen an deenen nächste Jore kommen.

Datselwecht zielt iwwregens och fir d'Millenniumsrevue, déi gemaach gëtt, wou och wahrscheinlech erëm nei Propositioune kommen. Dofir, wann d'Meenung ass, datt dat onëmgänglech ass, mä da musse mer fir d'éischt nach eng Kéier doriwwer diskutéieren. Ech kommen och gären an d'Kommissioun, Här President, mä net haut a muer, mä wa mer eis Zäit ginn.

Mir hunn zum Beispill eis och ëmfrot an den Nopeschlänner. D'Belsch sinn annerhallef Joer amgaang, d'Gesetz ze schreiwen, net ze déposéieren. Mir brauchen heiansdo méi laang bis mer esou eppes da gestëmmt hunn. Mä bei hinnen ass et och nach net ofgeschloss, wat also weist, datt dat net esou evident ass. All déi aner Länner ronderëm hunn och keng nei Gesetzer. Wann ee bis déi Béchs do opmécht, da weess ee just, wou se opgeet, mä et weess een net richteg, wou ee se zoumécht. Vun dohier sinn ech, wéi gesot, e bësselche méi zréckhalend, awer gäre bereet, ze kucken, och nach eng Kéier mat der Kommissioun, wann et bis esou wäit ass, wéi mer dat kënne maachen.

Zum gudde Schluss géif ech wëlle soen, datt ech ganz d'accord sinn och mat där Ausso, datt mer Solidaritéit heiheem brauchen, datt mer Solidaritéit dobausse brauchen, an datt et ëmmer geféierlech ass, wann een op där enger Säit oder op där anerer Säit seet: Do brauche mer se net méi, well dann ass de Schratt net méi wäit, fir eben opzehalen an ze soen, wann ee se op där enger Plaz net brauch, brauch ee se op där nächster och net méi.

Ech géif Iech villmools Merci soen, datt mer bal eng Unanimitéit haten, fir kënne virunzefuere mat eiser Entwécklungshëllef op engem Prozent. An och mat Hëllef, déi net liée sollt sinn. An dofir freeën ech mech op déi nächst Zesummenaarbecht mat der Chamber, Madame Presidentin, a soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Mir soen Iech och Merci, Madame Minister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss. Vu datt keng Motiounen déposéiert gi sinn, komme mer domat zum Enn vun dëser Sitzung, an ech géif Iech just drun erënneren, datt déi nächst Sitzunge fir den 20., 21. an 22. Abrëll virgesi sinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.03 heures)

Sommaire des séances publiques N^os^ 24 et 25

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution pages 317-318

6072 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite pages 318-324

Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg page 324

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite pages 324-326

Dépôt d'une motion par M. Jean Colombera page 326

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite (suite) pages 326-328

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution (suite) pages 328-329

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 329

5849 - Projet de loi: (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002; et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions pages 329-331

6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008 page 331

6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle pages 331-332

6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009 page 332

Motion de M. Jean Colombera relative aux travaux à effectuer sur la RN7 page 332

Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg pages 332-333

Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire pages 333-347

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution page 336

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0290	Ben Fayot	Transformation de logements en bureaux dans un quartier d'habitation
0400	André Bauler	Emplacement du Lycée Technique Agricole (LTA)
0401	Xavier Bettel	Conseil d'administration de la «Coque»
0402	Claudia Dall'Agnol, Fernand Etgen, Gast Gibéryen, Ali Kaes, Roger Negri et Raymond Weydert	Héliport pour le Centre hospitalier du Nord à Wiltz
0403	Ali Kaes	Aménagement prévu du bassin supérieur de la centrale à accumulation par pompage à Vianden
0406	Marcel Oberweis	Obésité
0407	Eugène Berger	Personnel de remplacement dans l'enseignement fondamental
0408	Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf	Énergie éolienne «offshore» et «onshore»
0409	Gilles Roth	Lutte contre le terrorisme
0410	Robert Weber	Chantier de la maison de soins ALYSEA à Crauthem
0411	André Hoffmann	Pension de survie en cas de divorce
0412	Eugène Berger	Supplémentation alimentaire en vitamine D
0413	Jean Colombera	Réplication de semence sous licence
0414	Roger Negri	Sécurité sur les pistes de l'Aéroport de Luxembourg
0415	Jean Colombera	Changement climatique
0417	Camille Gira	Plans d'action bruit
0418	Fernand Kartheiser	Fonds pour la préservation du site Auschwitz-Birkenau
0419	Henri Kox	Vignes hybrides
0420	Jean Colombera	Centre virtuel de cancérologie (CVC)
0421	Roger Negri	Train pendulaire entre Bruxelles et Luxembourg
0422 cf. 0426	Gilles Roth	Approvisionnement en sel de déneigement
0423	Eugène Berger	Avancement des mesures de dépollution dans les environs de l'aire de Berchem
0424	Jean Colombera	Filière de soins
0425	Claude Adam	Airtramp
0426 cf. 0422	André Bauler	Approvisionnement en sel de déneigement
0427	Marc Spautz	Intentions de l'opérateur de la bourse de Francfort de supprimer jusqu'à 10% de ses emplois en Allemagne et à l'étranger
0428	Eugène Berger	Inscriptions à l'Institut national des Langues (INL)
0429	Ben Scheuer	Rage
0430	Vera Spautz	Licenciement collectif auprès d'une d'entreprise de sécurité au Luxembourg
0431	Jean-Paul Schaaf	Procédure d'émission des fiches de retenue d'impôt
0432	Fernand Etgen	Agents professionnels des centres de secours à vocation régionale
0433	Jean Colombera	Télésanté
0434	Jean Colombera	Hospitalisation de personnes âgées
0435	Carlo Wagner	Réforme du système de pension
0436	Carlo Wagner	Taux débiteur
0437	André Bauler et Fernand Etgen	Contrat de collaboration entre une association sans but lucratif opérant dans le domaine de l'aide à la petite enfance et le Ministère de la Famille et de l'Intégration
0438	Gast Gibéryen	Pension de survie en cas de divorce
0440	Carlo Wagner	Achat d'un CD-Rom par le Gouvernement allemand contenant des données volées
0441	Marc Spautz	Manque d'effectifs à l'Aéroport de Luxembourg
0442	Marc Spautz	Réserves luxembourgeoises des vaccins autres que ceux contre la grippe A H1N1 et notamment ceux contre les maladies infantiles
0443	André Bauler	État de la route nationale N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont
0444	Camille Gira	Plan sectoriel «décharges pour déchetsinertes»
0445	Claude Adam	Stages d'immersion des lycéens
0446	Félix Braz	Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne
0447	Jean Colombera	Resource Center for Healthcare Technologies - SANTEC
0448	Gast Gibéryen	Montants non encore encaissés par la Caisse de pension
0451	Mill Majerus, Marc Spautz et Gilles Roth	Légalité d'une publication au niveau communal
0452	Gilles Roth	Enseignement des langues
0453	Jean Colombera	Coûts des médicaments utilisés pour le traitement du cancer
0454	Fernand Diederich	Frais de scolarité
0455	Claude Haagen	Placement de mineurs dans un établissement spécialisé
0456	Jean Colombera	Technologies de l'information et de la communication au Luxembourg
0458	André Bauler et Fernand Etgen	Problèmes de liquidités des petites et moyennes entreprises (PME)
0459	Jean Colombera	Délais auprès du Conseil Arbitral des Assurances Sociales
0460	Robert Weber	Taux de T.V.A. des médicaments au Luxembourg
0461	Fernand Etgen	Abaissement des traitements initiaux au sein de la fonction publique
0462	Marcel Oberweis	Brevet de technicien supérieur (BTS)
0463	Xavier Bettel	Éventuelle poursuite judiciaire de l'organisateur du marathon
0465	Jacques-Yves Henckes	Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam) - Visiteurs
0466	André Bauler	Plans d'aménagement généraux (PAG) des communes luxembourgeoises
0467	Anne Brasseur	Casemates du Fort Berlaimont
0469	Jean Colombera	Soins à domicile
0470	Jean Colombera	Euro Patient Empowerment Index 2009
0471	Jean Colombera	Continuité des soins
0472	Jean Colombera	Identification des personnes dans le secteur de la santé
0473	Jean Colombera	Instruments à disposition du Gouvernement pour aider des entreprises en difficultés
0475	Marc Angel	Journée internationale contre l'homophobie
0477	Jean Colombera	Liste de contrôle de la sécurité chirurgicale
0478	Viviane Loschetter et Henri Kox	Nomination de six représentants luxembourgeois auprès du Conseil Économique et Social Européen (CESE)
0480 cf. 0486	Jean Colombera	Évolution du Conseil européen
0481	Fernand Kartheiser	Recrutement de membres auprès de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP)
0484	Eugène Berger	Garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers
0486 cf. 0480	Fernand Kartheiser	Gouvernement économique européen
0488	Xavier Bettel	Perquisitions auprès d'une banque islandaise
0489	Marc Spautz	Services postaux
0491	André Bauler	Dotation étatique par habitant des différents centres de développement et d'attraction (CDA)
0494	Marie-Josée Frank et Léon Gloden	Maison médicale dans la région Est du Luxembourg
0546 urgente	Félix Braz	Éventuelle expulsion imminente de personnes d'origine nigériane
0550 urgente	André Hoffmann	Éventuelle expulsion imminente de personnes d'origine nigériane
0588 urgente	Xavier Bettel	Tripartite

Question 0290 (2.12.2009) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **transformation de logements en bureaux dans un quartier d'habitation:**

Je reviens à ma question parlementaire N°0105 du 29 septembre 2009 à Monsieur le Ministre du Logement concernant l'affectation d'un logement à des bureaux dans un quartier d'habitation de la Ville de Luxembourg *(cf. compte rendu N°3/2009-2010)*. Il s'agit en l'occurrence des bureaux de l'Agence immobilière sociale «Wunnengshëllef a.s.b.l.» installés à Bonnevoie, rue des Romains, «une rue typiquement résidentielle», comme se plaît à remarquer Monsieur le Ministre du Logement dans sa réponse du 9 novembre 2009 à ma question afférente. Monsieur le Ministre de préciser: «Pour ce qui est de la situation juridique de ces locaux à l'égard de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, il y a lieu de noter que le législateur ne se réfère aucunement au PAG d'une commune qui soumet la transformation d'un logement, tout en précisant qu'il doit encore s'agir d'une habitation habituellement louée pour servir de logement, en bureau ou local à usage commercial ou artisanal à l'autorisation de la part du collège des bourgmestre et échevins.»

En main une lettre de Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg en date du 9 novembre 2009 à l'adresse de Wunnengshëllef a.s.b.l. précisant que l'autorisation de bâtir du 22 mai 1968 porte «sur la réalisation d'une maison comportant un bureau au rez-de-chaussée, deux logements au premier étage et deux logements au deuxième étage. Aucune autorisation de bâtir pour changer d'affectation n'a été délivrée dans le passé».

Monsieur le Ministre du Logement m'apprend que Wunnengshëllef a.s.b.l. «n'a pas été créée par le Gouvernement», dont acte, et que cette a.s.b.l. relève de la Fondation pour l'Accès au Logement qui elle est un établissement d'utilité publique financé sur base d'une convention par le Ministère de la Famille et le Ministère du Logement.

- J'aimerais donc demander à Monsieur le Ministre du Logement et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration s'ils sont d'avis qu'une fondation et son a.s.b.l., qui militent pour l'accès au logement, sont dans leur rôle en transformant des logements en bureaux dans un quartier d'habitation. En signant ladite convention, Monsieur le Ministre du Logement et Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ont-ils contrôlé que l'établissement public a bien respecté les dispositions légales en matière d'affectation d'un logement à des fins autres que le logement (voir copie jointe de la lettre de Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg)?

- Monsieur le Ministre m'apprend encore que dans la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation «le législateur ne se réfère aucunement au PAG d'une commune (…)». Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que le PAG d'une commune, dûment approuvé par le Ministre de l'Intérieur et destiné à développer de façon équilibrée un espace urbain, ne concerne pas l'État ni ses dépendances dans ses pratiques immobilières?

- Enfin, j'avais demandé dans ma question parlementaire N°0105 du 29 septembre 2009: «Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste des organismes relevant du Gouvernement ou de l'État en général ou subventionnés par l'État disposant de bureaux qui sont installés dans les quartiers d'habitation de la Ville de Luxembourg, en contravention au PAG de la Ville?»

Comme je n'ai pas eu de réponse à cette question et que je connais de nombreux bureaux étatiques ou paraétatiques installés dans des maisons d'habitation dans la Ville de Luxembourg, je la réitère.

Annexe: copie de la lettre de Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Réponse commune (30.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Le développement urbain contemporain d'une ville se distingue et se caractérise, à côté d'une mixité sociale, par une mixité des fonctions urbaines. C'est donc à juste titre que le législateur a prévu, dans la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation la possibilité de procéder à un changement d'affectation d'une habitation habituellement louée pour servir de logement, sous réserve d'autorisation préalable de la part du collège des bourgmestre et échevins.

Seule l'autorité communale, sous la tutelle du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, est en mesure de contrôler l'exécution de son plan d'aménagement général, de ses plans d'aménagement particulier et de ses autorisations de bâtir.

Il est évident que non seulement l'État, mais aussi les communes sont obligés de se conformer aux dispositions réglementaires en matière d'urbanisme et d'aménagement communal.

En ce qui concerne le dernier volet de la question, il y a lieu de relever que pour satisfaire aux différents besoins de ses propres services, l'État a actuellement souscrit 153 contrats de location portant sur des immeubles ou des parties d'immeubles situés sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Depuis 15 ans, l'État a, par le biais de la Commission des Loyers rattachée au Ministère des Finances, poursuivi une politique de réduction du nombre d'adresses louées, de concentrer différents services publics à une même adresse et d'abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux.

Cette politique reste d'actualité, mais vu la diversité des services étatiques, on peut identifier 107 adresses louées différentes.

Parallèlement et pendant cette même période, l'État a veillé à ne pas prendre en location un immeuble qui aurait antérieurement servi à des fins d'habitation.

En ce qui concerne les organismes subventionnés par l'État, il y a lieu de noter que la question a été soumise aux départements ministériels compétents. Ce sont en effet ces organismes qui décident de leur lieu d'implantation.

Question 0400 (21.1.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**emplacement du Lycée Technique Agricole (LTA):**

Selon des informations diffusées récemment par un quotidien, le lieu-dit «am Walebroch», situé sur le territoire des communes d'Erpeldange et de Diekirch, serait considéré comme site idéal pour l'implantation d'infrastructures scolaires, tels les nouveaux bâtiments du Lycée Technique Agricole (LTA).

Au cours de la dernière législature, l'État avait cependant procédé à l'acquisition de terrains près de Gilsdorf dans la commune de Bettendorf afin d'y implanter le nouveau LTA, les services techniques de l'ASTA et un bâtiment administratif pour les besoins de la Chambre d'Agriculture.

C'est pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Ministère est-il en train de chercher un nouvel emplacement pour le LTA? Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons?

- Est-il vrai que l'État est disposé à acquérir des terrains au lieu-dit «am Walebroch» pour y implanter des infrastructures scolaires? Dans l'affirmative, est-il également prévu d'y implanter, le cas échéant, le Nordstad-Lycée?

Un autre organe de presse vient d'annoncer que la construction de nouveaux locaux pour les services techniques de l'ASTA pourrait être mise en question pour des raisons budgétaires.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations et me fournir des explications supplémentaires en la matière?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir quelques informations sur le site d'implantation du nouveau Lycée technique agricole (ci-après le «LTA»).

La première question concernant la recherche d'un éventuel nouveau site d'implantation pour le LTA peut clairement être réfutée. D'ailleurs, à préciser que les actes de vente pour les terrains acquis à Gilsdorf indiquent clairement qu'il s'agit d'une «acquisition dans l'intérêt de la construction d'infrastructures scolaires dans la région Nordstad». Changer l'affectation des terrains en question induirait en erreur les vendeurs des terrains qui ont notamment consenti à la vente alors qu'ils ont soutenu l'idée de la réalisation du LTA sur leur terrain.

L'acquisition de nouveaux terrains relève de la compétence du Ministère des Finances, qui comprend dans ses attributions le comité d'acquisition.

Le Nordstad-Lycée sera réalisé dans les infrastructures actuelles du LTA à Ettelbruck, dès réalisation du nouveau LTA à Gilsdorf.

Enfin, en ce qui concerne les locaux pour les services techniques de l'ASTA, leur déplacement est nécessaire pour libérer les infrastructures de l'actuel LTA Ettelbruck pour les besoins du Nordstad-Lycée.

Question 0401 (21.1.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **conseil d'administration de la «Coque»:**

L'année passée, le conseil d'administration du Centre national sportif et culturel «Coque» avait refusé de prolonger la coopération avec l'organisateur de l'ING Europe Marathon en prétendant entre autres que la comptabilité de ce dernier n'était pas en règle. Cette décision avait comme suite que la prochaine édition de cet évènement sportif majeur se tiendra sans la participation de la «Coque».

Il ressort de divers articles de presse, qu'après un audit des comptes de l'organisateur, les reproches du conseil d'administration se sont avérés comme intenables.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer comment le bilan de l'organisateur a pu atterrir au conseil d'administration de la «Coque» qui, sans en avertir le concerné, l'a a fait réviser, alors que la connaissance de ces comptes était réservée au seul Ministère des Sports?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le conseil d'administration, en publiant à l'époque ces reproches dans une brochure financée par des moyens publics, a lui-même failli de respecter le principe de la gestion de moyens publics «en bon père de famille»? Quel a été le coût de l'impression et de la diffusion de cette brochure?

- Comment Monsieur le Ministre voit-il, vu les nouveaux faits dans cette affaire, la coopération future avec le conseil d'administration de la «Coque»?

Réponse (1.3.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Monsieur le Député, basée sur des articles de presse relatant les dires de l'actuel organisateur mandaté du marathon, peut étonner à ce stade puisqu'il l'avait déjà fait inscrire comme point particulier à l'ordre du jour de la Commission parlementaire de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports à l'occasion de la réunion du 8 octobre 2009 et j'y avais répondu de façon très explicite.

Selon les itératives explications fournies par la «Coque», plusieurs motifs ont amené celle-ci à arrêter la coopération avec l'organisateur mandaté du marathon.

D'une part, les responsables de la «Coque» avaient des doutes sérieux concernant les comptes de celui-ci puisqu'il manquait notamment une structure financière transparente concernant l'organisation de cet événement. D'autre part, les relations entre les deux parties s'étaient à tel point détériorées qu'une collaboration sérieuse était devenue impossible.

Compte tenu des apports et services importants consentis par la «Coque» à un organisateur privé sans contrepartie financière directe, l'exigence d'être renseigné à livre ouvert sur les bénéfices et pertes de l'organisateur allait de soi.

Selon les informations dont je dispose, l'organisateur du marathon a remis de plein gré des documents comptables concernant l'exercice 2007 au Vice-président de la «Coque», celui-ci étant à l'époque également fonctionnaire du Département ministériel des Sports.

En accord avec le Ministre des Sports en exercice à ce moment, les documents communiqués ont été transmis à la fiduciaire de la «Coque» à des fins d'analyse. Celle-ci concluait à un bénéfice concernant l'exercice 2007 de l'ordre de 160.000 € au moins, ce qui a été entre-temps confirmé par l'organisateur mandaté lui-même. Ces conclusions ont été communiquées aux membres du conseil d'administration de la «Coque».

Les renseignements publiés dans le «Coque-Flash» relatifs aux différends avec l'organisateur du marathon n'ont nécessité ni édition spéciale, ni dépense de deniers supplémentaires.

Question 0402 (21.1.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)*, **M. Fernand Etgen** *(DP)*, **M. Gast Gibéryen** *(ADR)*, **M. Ali Kaes** *(CSV)*, **M. Roger Negri** *(LSAP)* et **M. Raymond Weydert** *(CSV)* concernant l'**héliport pour le Centre hospitalier du Nord à Wiltz:**

La Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police ainsi que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ont visité en date du 21 janvier 2010 les installations de Luxembourg Air Rescue au Findel. Les soussignés étaient impressionnés des missions nobles et du travail remarquable de cette organisation non gouvernementale au Luxembourg, dans la Grande Région et à travers le monde entier. Lors de cette visite, il a été porté à notre connaissance que la construction d'un héliport a été rayé du programme d'investissement des travaux de modernisation à réaliser dans l'intérêt du Centre hospitalier du Nord à Wiltz.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations et nous dire qui est à l'origine de ces décisions, le cas échéant?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les motifs de cette décision?

- Monsieur le Ministre n'est il pas d'avis qu'une telle infrastructure présentant à la fois un gain de temps et de qualité indéniable soit indispensable pour tout hôpital orienté vers le futur?

Réponse (25.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le programme de mise en sécurité et de modernisation du site Wiltz, qui fait partie intégrante du Centre hospitalier du Nord depuis la fusion intervenue au 1er janvier 2010, est réalisé en plusieurs étapes et prévoit bien un héliport dans son projet.

Actuellement j'attends d'être saisi sous peu d'un avant-projet définitif (APD) concernant la dernière phase de modernisation de cet établissement.

Cela étant, je ne saurais donc confirmer les propos de Madame et Messieurs les Député(e)s selon lesquels la construction d'un héliport aurait été rayée du programme d'investissement des travaux de modernisation à réaliser dans l'intérêt du Centre hospitalier du Nord.

Question 0403 (21.1.2010) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant l'**aménagement prévu du bassin supérieur de la centrale à accumulation par pompage à Vianden:**

Depuis 1964, la Société électrique de l'Our (SEO) exploite une centrale à accumulation par pompage à Vianden, servant à stocker l'énergie excédentaire et à produire du courant de pointe. Implantée dans la vallée de l'Our grâce à sa situation topographique favorable au cœur des centres industriels du nord-ouest de l'Europe ainsi qu'aux excellentes conditions géologiques et à la faible densité de population, la puissance totale installée des turbines de la centrale est de 1.096 MW.

Soucieuse de répondre de manière fiable au besoin croissant en électricité, la SEO prévoit d'agrandir la centrale dans les mois à venir en installant une onzième turbine supplémentaire d'une puissance de 200 MW. Dans le cadre de ces travaux la capacité utile du bassin supérieur de la centrale constitué d'un réservoir artificiel sur le Mont St Nicolas, sera portée de 6.840.000 m^3 à 7.340.000 m^3. De plus, il est également prévu de remettre en état le chemin bordant et contournant le bassin en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ainsi qu'à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Monsieur et Madame les Ministres ne pensent-ils pas qu'il soit opportun d'un point de vue touristique aussi bien que financier de profiter de la modernisation du bassin supérieur afin de ne pas seulement remettre en état le chemin bordant et contournant le réservoir d'eau mais de sécuriser et d'aménager ce dernier de manière à ce qu'on puisse s'y promener voire même y pratiquer du footing ainsi que d'autres activités sportives sans risque?

- Tout en sachant que la SEO vient de rénover récemment la galerie des visiteurs de la centrale à Vianden, Monsieur et Madame les Ministres partagent-ils mon avis qu'une exploitation plus touristique du bassin supérieur sur le Mont St Nicolas, offrant d'ailleurs une vue panoramique exceptionnelle du paysage environnant, augmenterait l'attraction de la région nord-est du Luxembourg?

Réponse commune (1.3.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Ali Kaes concernant l'aménagement prévu du bassin supérieur de la centrale à accumulation par pompage à Vianden, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La Société électrique de l'Our S.A. (SEO) est une société de droit privé avec comme actionnaires principaux et paritaires à raison de 40,3% chacun, l'État luxembourgeois ainsi que la société de droit allemand RWE Power AG.

L'activité principale de la SEO consiste en l'exploitation de la centrale hydro-électrique de Vianden ayant la spécificité d'être aménagée comme une centrale à accumulation par pompage. Les installations de cette centrale s'étalent sur le territoire des communes de Putscheid, Vianden et Tandel et comprennent notamment:

- le barrage de Lohmühle servant de retenue au cours naturel de l'Our, formant le bassin inférieur;

- un bassin supérieur aménagé sur la colline du Mont St Nicolas;

- une caverne souterraine accueillant neuf groupes électriques d'une puissance de 100 MW chacun;

- une centrale à puits abritant un 10e groupe électrique d'une puissance de 200 MW;

- les conduites et galeries reliant la caverne souterraine ainsi que la centrale à puits aux bassins supérieur et inférieur;

- un bâtiment administratif et plusieurs ateliers à proximité des installations susmentionnées.

Le bassin supérieur est un bassin technique constitué de deux réservoirs distincts mais interconnectés, aménagés sous forme de cuves asphaltées. D'une capacité utile de 6,8 millions m^3, ils servent de réservoir de stockage des volumes d'eau nécessaires à l'exploitation de la centrale.

L'accessibilité de ces bassins pour les besoins d'inspection, de surveillance et de maintenance par le personnel technique de la SEO est assurée par un chemin asphalté longeant la crête des réservoirs sur une longueur totale de 4,5 km. Du côté du bassin, ce chemin est côtoyé de glissières.

Dans le cadre de l'extension de la centrale de Vianden, actuellement en cours de réalisation, il est prévu d'augmenter la capacité du réservoir à 7,3 millions m^3, moyennant un rehaussement de la cote maximale du plan d'eau jusqu'à la crête de la digue à une altitude de 511,3 m. Afin d'éviter un débordement des réservoirs, les glissières seront remplacées par un mur en béton amovible. La fixation de ce mur de type californien exige une stabilisation du chemin avoisinant avec comme mesure corollaire un réaménagement des canaux de câblage intégrés dans ce chemin.

Le bassin supérieur avec toutes ses composantes mécaniques et électriques est une infrastructure purement technique, à affectation industrielle et de ce fait inadapté à l'accueil de visiteurs ou de personnes non averties. Dans ces conditions, actuelles tout comme après achèvement des travaux de réfection, l'accès au bassin supérieur serait donc à prohiber dans un souci:

- de sauvegarder la sécurité générale sur les lieux des installations techniques;

- de protéger les installations techniques contre des actes de vandalisme ou de sabotage;

- de garder libre l'accès au bassin pour les interventions quasiment journalières de surveillance et de maintenance;

- d'assurer le bon déroulement des campagnes de mesurage effectuées par RWE dans le cadre du monitoring permanent de la stabilité statique des installations de la centrale, dont le bassin supérieur.

À cet effet, toute l'enceinte des installations techniques du bassin supérieur est entourée d'une clôture continue avec des bornes de passage aux différentes rampes d'accès. Ces dernières sont placées sous vidéosurveillance, dûment autorisée par la Commission nationale pour la protection des données.

Parfaitement consciente de l'attrait général et touristique de ses installations et soucieuse de soutenir les efforts des autorités locales de promouvoir le tourisme dans la région de la vallée de l'Our, la SEO rappelle qu'elle investit systématiquement dans l'accueil de ses visiteurs. À citer notamment:

- une exposition didactique autour des sujets «climat et énergie», complètement modernisée en 2009, abritée dans une galerie souterraine avec accès direct à la caverne souterraine principale;

- des visites guidées gratuites pour tout public intéressé;

- l'aménagement d'une plateforme accessible depuis le parking du Mont St Nicolas avec vue panoramique sur le bassin supérieur. Cette plateforme étant inaccessible pendant les travaux d'agrandissement du réservoir en 2010, la SEO a prévu d'aménager une plateforme provisoire pour permettre au public intéressé de suivre l'état d'avancement des travaux;

- l'installation d'un centre d'information pendant toute la durée du projet d'extension de la centrale de Vianden permettant aux visiteurs de se renseigner sur la nature du projet.

Plus récemment et avec le concours des communes avoisinantes, la SEO est en train d'étudier la possibilité d'aménager un circuit pédestre permettant de mieux explorer le bassin inférieur parfaitement intégré dans la nature verdoyante de la vallée de l'Our et, de ce fait, nettement mieux adapté à une valorisation touristique.

Question 0406 (22.1.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**obésité:**

C'est surtout depuis ces dernières vingt années que l'obésité est en constante augmentation en Europe. Sa progression est telle que l'on estime aujourd'hui que 20 à 30% des habitants dans l'Union européenne présentent un excès de poids. Plusieurs études soulignent également le fait inquiétant que la prévalence de l'obésité et de la surcharge pondérale chez les enfants a augmenté de façon dramatique ces dernières années. Un enfant sur dix - qu'il s'agisse d'une fille ou d'un garçon - est touché par ce problème dès l'âge de quatre ans. Mal prise en compte, l'obésité peut, selon divers pédopsychiatres expérimentés, conduire à l'échec scolaire et à l'exclusion sociale.

L'obésité est une maladie chronique qui nécessite une prise en charge pluridisciplinaire à long terme. Cette dernière préconise entre autres une modification de l'alimentation, une augmentation de l'activité physique, des adaptations du mode de vie, un soutien psychologique voire même un traitement médicamenteux sous contrôle médical.

Au vu des développements antérieurs, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelle est la situation au Luxembourg? Est-ce que des données statistiques en vue du dépistage de l'obésité existent au Luxembourg, sachant que les enfants/écoliers sont contrôlés lors de la visite médicale? Ces chiffres permettraient-ils des conclusions sur d'éventuelles différences selon les origines sociales des enfants?

- Les cantines scolaires tiennent-elles compte de cette évolution dans la conception de leurs menus? Le personnel enseignant est-il tenu à informer les jeunes des conséquences d'une mauvaise nutrition?

- Ne faudrait-il pas lancer une campagne nationale de sensibilisation et mettre en place un programme spécifique pour lutter contre l'obésité?

Réponse (10.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Sur base des définitions internationales, il y a lieu de distinguer entre surcharge pondérale et obésité proprement dite. À partir d'un indice de masse corporelle (body mass index/BMI) supérieur à 25, il y a certes surcharge pondérale, alors qu'une personne est considérée comme obèse à partir d'un BMI supérieur à 30. En cas de surcharge pondérale, la prise en charge préventive vise à surveiller le surpoids grâce à des conseils diététiques en vue de parvenir à un changement des habitudes alimentaires (alimentation équilibrée) et à une augmentation de l'activité physique.

L'obésité pathologique nécessite une prise en charge thérapeutique avec un régime diététique, la surveillance métabolique, ainsi que la promotion de l'activité physique.

Suivant les examens médico-scolaires réalisés dans les lycées, les statistiques en matière de surcharge pondérale et obésité de la population des élèves de l'enseignement secondaire (disposant d'un BMI supérieur à 25) se présentent comme suit:

Année	BMI >25
2004	11,83%
2005	12,36%
2006	13,97%
2007	12,67%
2008	11,92%
2009	11,90%

Depuis 2004, les chiffres des élèves présentant un BMI supérieur à 25 semblent marquer une légère tendance à la diminution. Toutefois, il faudra faire des analyses plus détaillées et sur des périodes d'observation plus longues avant de pouvoir en tirer des conclusions quant aux tendances évolutives.

Nous ne disposons pas de statistiques de santé se basant sur des différences sociales de la population scolaire. Toutefois, dans le rapport d'activité de mon Ministère relatif à l'exercice 2009 seront présentées les statistiques de certains indicateurs relevés lors des examens médico-scolaires, séparées par enseignement secondaire classique et enseignement secondaire technique. L'analyse des données par systèmes d'enseignement est un indicateur très valable de différences sociales de notre société, vu que dans l'enseignement technique le pourcentage d'enfants issus de milieux socioéconomiques moins favorisés est sensiblement plus élevé que dans l'enseignement classique.

Les statistiques médico-scolaires montrent des taux sensiblement plus élevés d'élèves avec un BMI supérieur à 25 dans l'enseignement technique que dans l'enseignement classique. Ces observations sont d'ailleurs confirmées au niveau international.

	TOTAL		
	Total	F	G
Obésité	11,9%	12,2%	11,6%

CLASSIQUE %		
Total	F	G
8,7%	8,3%	9,2%

TECHNIQUE %		
Total	F	G
13,7%	14,8%	12,7%

F: Filles G: Garçons

Depuis 2006, le Luxembourg a adopté une politique nationale pour promouvoir l'alimentation saine et l'activité physique, notamment dans le cadre du programme «Gesond iessen, méi bewegen». Ce programme, qui a été lancé le 5 juin 2006, se caractérise par l'adhésion à une politique et à un plan d'actions communs des Ministères de la Santé, de l'Éducation nationale, de la Famille ainsi que du Département ministériel des Sports. Depuis lors, de multiples actions se sont développées tant au niveau national que communal ou local, de même que dans de nombreuses écoles, maisons relais et associations. Depuis 2007, environ 100 projets ont ainsi reçu le label «Gesond iessen, méi bewegen». La majorité de ces projets ont été réalisés dans le milieu scolaire.

Jusqu'à maintenant des recommandations nutritionnelles nationales ont été publiées par un groupe d'experts pour la population générale et les femmes enceintes. Les recommandations pour les élèves sont en train d'être élaborées. Dans ce contexte a été lancée pour la rentrée scolaire une campagne nationale pour promouvoir le petit déjeuner «No breakfast, No energy». Cette année-ci, la publication d'un classeur de recommandations nutritionnelles et pratiques pour la restauration des élèves est encore prévue (cantines scolaires, maisons relais etc.).

Beaucoup d'actions diverses ont déjà été entreprises dans les cantines scolaires par le service responsable dépendant du Ministère de l'Éducation nationale. Depuis 2006, nous travaillons d'une manière continue en réseau entre Groupe interministériel «Gesond iessen, méi bewegen», équipes de la médecine scolaire, enseignants et SPOS pour promouvoir l'alimentation saine et l'activité physique des élèves. Cette promotion s'est concrétisée notamment grâce aux moyens suivants:

- réalisation de modules «promotion d'une alimentation équilibrée et d'une activité physique régulière» par le matériel pédagogique aid/pyramide alimentaire dans la plupart des écoles de l'enseignement fondamental, ainsi que dans un nombre croissant de lycées;

- réalisation de nombreux projets d'envergure dans des écoles, lycées, communes…;

- campagne nationale pluriannuelle «Meter fir Meter» du Département ministériel des Sports, pour promouvoir des activités physiques à la portée de tous (p. ex. en 2009: «Molly», cette année-ci «Komm mat op de Mound»).

Le programme «Gesond iessen, méi bewegen» est en pleine expansion avec de plus en plus d'adhérences.

Au cours de cette année est encore mis en œuvre dans les écoles du pays le projet européen intitulé «Fruit For School», qui est réalisé en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture.

Question 0407 (22.1.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **personnel de remplacement dans l'enseignement fondamental:**

En date du 10 décembre 2009, j'avais posé plusieurs questions à Madame la Ministre au sujet de problèmes concernant le remplacement d'enseignants dans l'enseignement fondamental.

Il me revient toutefois qu'à part le simple remplacement d'enseignants d'autres complications se sont manifestées en la matière au cours des derniers mois.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il exact que le personnel remplaçant n'a touché son salaire pour la période de septembre à décembre 2009 seulement ce mois-ci? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce retard dans le paiement des salaires?

- Est-il vrai que les personnes concernées n'ont pas reçu de fiche de salaire mais seulement un décompte provisoire?

- Est-il exact que le salaire horaire brut pour le personnel remplaçant a été diminué? Si oui, quelles en sont les raisons? Est-il prévu de rétablir le salaire horaire à son niveau original? Dans l'affirmative, dans quels délais?

Réponse (3.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les lois du 6 février 2009 portant organisation et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, entrées en vigueur à partir de la rentrée scolaire de septembre 2009, contiennent un certain nombre de dispositions concernant la reprise et la gestion de différentes catégories du personnel des écoles fondamentales par l'État.

A. Les chargés de cours engagés à durée indéterminée sous le régime de l'employé de l'État, membres de la réserve de suppléants

Quelque 350 chargés de cours qui bénéficiaient déjà d'un contrat à durée indéterminée auprès d'une commune à la rentrée scolaire 2009 ont été repris par l'État dans la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental. Ces agents touchent régulièrement leurs indemnités mensuelles de la part de l'Administration du Personnel de l'État.

B. Les employés de l'État détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements, engagés sur la base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dans cette catégorie de personnel, il y a lieu de distinguer deux groupes d'intervenants, à savoir:

- quelque 290 remplaçants engagés pour une durée égale ou supérieure à trois mois,

- quelque 500 remplaçants de courte durée.

Il y a lieu de relever que le nombre des remplaçants varie pratiquement de jour en jour, étant donné qu'il est tributaire non seulement du manque de personnel breveté, mais aussi et surtout des absences pour congé de maternité, pour congé de maladie ou pour convenances personnelles.

Un nombre restreint de ces agents a touché une indemnité provisoire (avance à valoir sur l'indemnité définitive) au courant du 1er trimestre de l'année scolaire en cours et pour la majorité d'entre eux à la fin du mois de janvier.

Ce retard dans le paiement des indemnités définitives trouve son origine dans les circonstances suivantes:

- il est évident que la nouvelle organisation de l'enseignement fondamental, qui se caractérise d'une part par une plus grande autonomie pédagogique des écoles, mais d'autre part par une gestion administrative plus centralisée alors qu'antérieurement celle-ci se faisait principalement au niveau des autorités communales, a entraîné une chaîne hiérarchique plus longue et plus lente; en effet, elle passe maintenant de l'enseignant au président du comité d'école, puis à l'inspecteur assisté des collaborateurs du bureau régional pour aboutir aux services compétents du département de l'Éducation nationale qui transmettent à leur tour les dossiers à l'Administration du Personnel de l'État pour exécution des paiements.

- pour mettre l'Administration du Personnel de l'État en mesure de procéder au paiement définitif des indemnités, il faut obligatoirement qu'elle reçoive des services du Ministère de l'Éducation nationale un dossier personnel complet des personnes en cause. Or, la constitution et la vérification de près de 800 dossiers par les services des Ministères de l'Éducation nationale et de la Fonction publique, suivies de leur validation par le contrôle financier, prend un temps non négligeable, d'autant plus qu'il faut rappeler régulièrement à de nombreux remplaçants de présenter des documents faisant défaut dans leur dossier, notamment le certificat médical établi par le contrôle médical de la Fonction publique.

- du fait que tous les remplaçants sont engagés sous le régime de l'employé de l'État, je signale que le dossier à constituer pour l'intervenant de trois jours est le même que celui à présenter pour l'intervenant engagé pour une année scolaire entière: cette procédure imposée par la loi ne facilite certainement pas le traitement des dossiers des remplaçants de courte durée!

- je relève également que même si les services concernés des ministères susmentionnés ont bénéficié d'un renforcement de leurs effectifs, le nombre et la complexité des dossiers de remplaçants à gérer tendent à pousser les gestionnaires à la limite de leurs capacités.

Finalement, l'Administration du Personnel de l'État m'informe que, sous réserve de la fourniture correcte et complète des dossiers, des documents et des données à traiter, le premier paiement définitif pourra être opéré au cours du mois de mars 2010.

C. Taux d'indemnisation

Il n'est pas exact que l'indemnité mensuelle voire horaire des remplaçants a été diminuée.

En effet, les tarifs appliqués résultent

1. pour la période du 15 septembre au 31 décembre 2009, des dispositions du règlement du Gouvernement en Conseil du 5 décembre 2007 concernant les indemnités dues au personnel suppléant et aux chargés de cours de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement spécial et les indemnités pour leçons supplémentaires,

2. à partir du 1er janvier 2010, des dispositions du règlement grand-ducal du 18 décembre 2009 concernant 1) l'indemnité de remplacement due aux détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental; 2) l'indemnité due pour leçons supplémentaires assurées par les chargés de cours de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental respectivement par les détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

J'attire cependant l'attention sur le fait que les tarifs figurant dans le règlement du 5 décembre 2007, publié le 11 janvier 2008, étaient calculés sur base du nombre indice 668,46 et que ledit règlement ne prévoyait de les adapter que deux ans après sa publication, c'est-à-dire au plus tôt au mois de janvier 2010. Or, à cette date, le règlement du 5 décembre 2007 était déjà remplacé par le règlement grand-ducal du 18 décembre 2009, entré en vigueur le 1er janvier 2010, dont les tarifs sont calculés sur base du nombre indice 702,29.

Il se peut que certains remplaçants, qui croyaient avoir droit au nombre indice de 702,29 dès le 15 septembre 2009, supposent que leurs indemnités ont été diminuées unilatéralement par l'administration, alors que cette dernière n'a fait qu'appliquer les textes en vigueur.

Question 0408 (22.1.2010) de **MM. Marcel Oberweis** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**énergie éolienne «offshore» et «onshore»:**

Le paquet «énergie-climat», adopté par les États membres de l'Union européenne le 12 décembre 2008, prévoit que le Luxembourg doit porter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale à 11% d'ici 2020.

Tout en sachant qu'en 2009, la part des énergies renouvelables ne s'élevait qu'à environ 3,7%, force est de constater que 38 centrales éoliennes avec une puissance électrique totale de 35,3 MW ont été érigées jusqu'à présent au Grand-Duché. Néanmoins, depuis la fin de l'année 2007, deux des centrales éoliennes luxembourgeoises, se situant sur le plateau de Putscheid près de la centrale hydroélectrique de Vianden, se trouvent en position d'arrêt.

D'autre part, le Luxembourg vient d'entamer en janvier 2010, dans le cadre de la construction de parcs éoliens «offshore» en Mer du Nord, des pourparlers avec huit États membres de l'Union européenne. En même temps, la société Creos S.A. souhaite participer au projet de construction d'un ensemble éolien «onshore» en Lorraine, comportant au total trois centrales éoliennes d'une puissance électrique de 2,3 MW.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'il y a lieu d'élaborer au Luxembourg un plan sectoriel «parcs éoliens onshore», afin de déceler les lieux appropriés pour l'implantation de centrales éoliennes, et ceci en conformité avec l'atlas éolien existant?

- Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il soit opportun d'encourager la société Enovos S.A. à acquérir les deux centrales éoliennes sur le plateau de Putscheid et d'y procéder au «repowering», afin que la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie électrique soit augmentée?

- Enfin, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous indiquer la tranche de puissance électrique qui est prévue pour le projet «offshore» en Mer du Nord?

Réponse commune (10.3.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire N°408 du 22 janvier 2010 des honorables Députés Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf concernant l'énergie éolienne «offshore» et «onshore», nous pouvons vous communiquer les informations ci-après:

En ce qui concerne la question sur un plan sectoriel «parcs éoliens onshore», nous tenons à rappeler qu'en raison de la situation géographique et orographique du Grand-Duché de Luxembourg et de son mitage, le nombre de sites pouvant accueillir potentiellement des installations éoliennes à grande puissance est fortement limité. Ces sites sont en grande partie connus et pour plusieurs d'entre eux, des projets de parcs éoliens se trouvent actuellement en phase de conception ou d'autorisation. L'élaboration d'un plan sectoriel sur la seule base des informations actuellement disponibles n'apporte guère une plus-value pour l'identification de sites potentiels. Au contraire, une telle démarche comporte le risque d'écarter des sites potentiellement intéressants pour l'exploitation de l'éolien. En outre, il y a lieu de considérer que le développement technologique au niveau des installations éoliennes n'est pas achevé et qu'un plan sectoriel «parcs éoliens onshore» risque d'être très vite dépassé par le progrès technologique.

Pour ce qui est de la deuxième question, nous devons souligner que nos ministères respectifs ne disposent pas d'informations quant aux raisons de la mise hors service des centrales éoliennes situées dans la commune de Putscheid. Les décisions sur un «repowering» relèvent de la seule responsabilité des propriétaires ou exploitants des installations.

Sur demande, les sociétés Enovos et SEO ont confirmé qu'elles sont au courant de la mise à l'arrêt des éoliennes concernées et que leur engagement pour le développement du potentiel éolien au niveau national englobe aussi bien le développement et la mise en place de nouveaux parcs éoliens que la reprise et/ou l'extension de parcs éoliens existants.

En ce qui concerne la question sur la tranche de puissance électrique prévue pour le projet «offshore» en Mer du Nord, il y a lieu de souligner que la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables prévoit que les États membres réalisent leur objectif national soit par le développement d'énergies renouvelables sur leur territoire national, soit par le biais de mesures de coopération entre différents États membres respectivement avec des pays tiers. Les mesures principales de coopération prévues par la directive 2009/28/CE sont le transfert statistique entre États membres, la réalisation de projets communs entre États membres ainsi que la réalisation de projets communs avec des pays tiers. Dans le contexte des mesures de coopération, les États membres ont dû publier et présenter à la Commission européenne, pour le 31 décembre 2009 un document prévisionnel indiquant une estimation de leur production excédentaire d'énergie produite à partir de sources renouvelables qui pourrait être transférée à d'autres États membres, une estimation des possibilités de projets communs jusqu'en 2020 ainsi qu'une estimation de la demande en énergie produite à partir de sources renouvelables à satisfaire par des moyens autres que la production nationale jusqu'en 2020.

Les services concernés du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur sont en train d'analyser les documents prévisionnels des différents États membres - qui n'ont pas encore tous été publiés jusqu'à la date de la réponse de la présente question - afin de déterminer les États membres avec lesquels existent des possibilités potentielles de réalisation de transferts statistiques respectivement de projets conjoints.

Question 0409 (22.1.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **lutte contre le terrorisme:**

Lors du conseil informel JAI du 21 janvier 2010 à Tolède, l'UE et les États-Unis ont annoncé leur intention de coopérer plus étroitement dans la lutte contre le terrorisme, notamment au niveau de l'échange des données personnelles des passagers aériens. Il serait envisagé de constituer un registre de noms de passagers (PNR) commun à l'Europe, qui recueille systématiquement les données sur les passagers pour identifier plus en amont les personnes qui pourraient représenter un risque respectivement une menace pour la sécurité aérienne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelle est la position du Gouvernement par rapport à ce projet?

Réponse (1.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Au niveau international, l'Union européenne a conclu des accords avec l'Australie, le Canada et en 2007 avec les États-Unis. L'accord PNR avec les États-Unis est appliqué à titre provisoire et fera l'objet d'une conclusion par le Conseil européen conformément

à l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne après approbation par le Parlement européen.

Par ailleurs, un PNR européen, destiné à développer et mettre en œuvre l'échange et l'analyse des données des passagers à l'échelle européenne, est actuellement négocié au sein de l'Union européenne. La Commission européenne présentera, après des travaux entamés en 2007, un nouvel instrument juridique, en réponse au programme de Stockholm l'invitant «de proposer, sur la base d'une analyse d'impact, un instrument de l'UE concernant les dossiers passagers, qui garantisse un niveau élevé de protection des données, aux fins de la prévention, de la détection, des enquêtes et des poursuites relatives aux infractions terroristes et aux crimes graves.»

L'expérience des pays disposant d'un système PNR montre qu'un système européen aura une plus-value pour la sécurité de nos citoyens et le Gouvernement veillera à ce que sa conception se fasse dans le strict respect des droits fondamentaux, dont des garanties solides en matière de protection des données. En outre, un système PNR ne doit pas porter atteinte à la libre circulation des personnes en Europe.

Question 0410 (25.1.2010) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant le **chantier de la maison de soins Alysea à Crauthem:**

Selon mes informations, ledit chantier connaît actuellement un arrêt sur ordre du Parquet. Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Est-ce que le Ministre du Développement durable est impliqué ou à l'origine de cette intervention du Parquet?

- Si oui, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les motifs à la base de cette décision?

- La commune de Roeser a-t-elle enfreint des lois et réglementations dans ce dossier?

- Quelles suites connaîtra l'arrêt du chantier?

Réponse (24.2.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

L'Administration de l'environnement a été saisie en décembre 2008 d'un dossier de demande relative à la construction et à l'exploitation d'une maison de soins projetée sur un terrain situé en zone d'activités d'après le plan d'aménagement général de la commune de Roeser. Selon ce plan, «l'installation de logements dans la zone d'activités est prohibée à l'exception d'un seul logement de service à l'usage du gardien éventuel...». Durant l'instruction du dossier, des agents de l'Administration de l'environnement ont constaté que les travaux de construction avaient été entamés en l'absence des autorisations requises en vertu de la législation sur les établissements classés. Conformément à l'article 23(2) du Code d'instruction criminelle, ils en ont informé le Procureur d'État. Ce dernier a ensuite sommé la S.A. Alysea de cesser immédiatement le chantier jusqu'à la délivrance des autorisations requises.

Il appartient exclusivement aux juridictions de se prononcer sur la violation par la commune de Roeser d'une quelconque règle de droit.

La S.A. Alysea a retiré le dossier de demande «commodo-incommodo» précité en décembre 2009.

Question 0411 (25.1.2010) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant la **pension de survie en cas de divorce:**

Selon la législation générale en vigueur, le conjoint divorcé, à condition de ne pas s'être remarié, bénéficie d'une pension de survie après le décès de son ancien partenaire, même si ce dernier s'est remarié - indépendamment des «torts» du divorce. La même règle vaut d'ailleurs pour le partenariat. Dans ce cas, la pension de survie est répartie entre les ayants droit proportionnellement à la durée des différents mariages ou partenariats.

Afin d'éviter un préjudice pour les personnes qui, selon la législation antérieure, bénéficiaient de la totalité de la pension de survie et qui auraient dû maintenant la partager avec l'ancien conjoint, le législateur a introduit par la loi du 27 juillet 1987 une dérogation transitoire, selon laquelle les conjoints divorcés avant le 1er août 1978 et dont l'ancien conjoint s'est remarié avant cette date, ne bénéficient pas d'une partie de la pension de survie.

Le législateur, me semble-t-il, a ainsi légitimement évité une injustice, mais en a créé en même temps une autre, à savoir à l'égard des personnes, probablement majoritairement des femmes, qui ne touchent pas la partie de la pension de survie proportionnelle à la durée de leur mariage et donc ne bénéficient pas de la législation générale en vigueur.

Monsieur le Ministre pourrait-il donc me répondre aux questions suivantes:

- Combien de personnes tombent sous l'application de la dérogation prévue par la loi du 27 juillet 1987, et quelle est la proportion de femmes et d'hommes dans ce nombre?

- Quel serait le coût approximatif d'une mesure qui assurerait à ces personnes le bénéfice d'une part de la pension de survie proportionnelle à la durée de leur mariage avec l'ancien conjoint décédé?

- Ne faudrait-il pas envisager une modification de la loi qui lèverait le désavantage pour ces personnes?

- Pourrait-on donc leur restituer le droit à leur part de la pension de survie, sans porter préjudice aux autres ayants droit, par exemple par une disposition temporaire qui pourrait être financée soit par la Caisse nationale d'Assurance pension, soit par une contribution spéciale du budget de l'État ou du Fonds national de solidarité?

Réponse (1.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député s'interroge sur la justification de l'article XVIII, 17) de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension. On notera, toutefois, que cette disposition n'a fait que maintenir la disposition finale, inscrite à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1978 portant modification des dispositions concernant les droits à pension de la femme divorcée dans le régime des pensions contributif qui dit que «Les nouvelles dispositions sont applicables aux divorces prononcés après l'entrée en vigueur (i.e. 1er août 1978) de la nouvelle loi ainsi qu'aux divorces prononcés avant cette date, à moins que le décès n'ait déjà donné lieu à des prestations et à condition qu'un remariage n'ait pas eu lieu avant l'entrée en vigueur.»

Deux remarques s'imposent:

- Le droit de la sécurité sociale est subsidiaire au droit civil. Ce n'est que dans la mesure où le législateur a aboli le divorce aux torts exclusifs de l'un des époux, qu'il a pu introduire les solutions actuellement applicables en matière de sécurité sociale, à savoir le partage de la pension de survie entre les conjoints et conjoints divorcés au prorata de la durée des différents mariages.

- En introduisant ces modifications substantielles, le législateur a eu soin de ne pas interférer dans les décisions coulées en force de chose jugée et de porter ainsi préjudice aux autres ayants droit.

La même problématique se pose d'ailleurs en ce moment où le législateur s'apprête à innover en matière de divorce. Les situations acquises resteront régies par la loi ancienne. La loi nouvelle ne pourra agir que pour l'avenir.

Comme les personnes concernées sont exclues du bénéfice de prestations de survie, elles ne sont pas recensées dans les statistiques de sorte que la Sécurité sociale ne dispose pas d'indicateurs fiables en la matière.

Question 0412 (25.1.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **supplémentation alimentaire en vitamine D:**

Suite à la recrudescence du rachitisme chez les enfants et à la fréquence accrue de l'ostéomalacie chez les personnes âgées par insuffisance, voire déficience de vitamine D, d'autres pays de même latitude que le Luxembourg ont adopté la supplémentation alimentaire en vitamine D (p.ex. le lait enrichi en vitamine D).

Partant, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale s'il envisage une mesure similaire dans ce domaine, d'autant plus que ces insuffisances et déficiences peuvent de cette manière facilement être prévenues?

Réponse (10.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La vitamine D a un rôle primordial dans le métabolisme phosphocalcique:

- en facilitant l'absorption intestinale du calcium et du phosphore,

- en aidant à la fixation du calcium dans les os, c'est-à-dire à leur croissance, à leur renouvellement mais aussi à son excrétion rénale,

- en agissant comme une hormone hypercalcémiante qui va entrer en rapport avec les autres hormones du métabolisme phosphocalcique.

L'essentiel de la vitamine D est synthétisé par la peau sous l'effet de l'exposition au soleil. On considère qu'avec un minimum d'exposition (15 à 30 minutes par jour), l'essentiel de la vitamine D - de 50 à 90% - est produit par la peau. Le reste de la vitamine D est apporté par l'alimentation, essentiellement par les huiles de poissons, les poissons, le beurre, les céréales, les œufs, les foies d'animaux et aussi un peu le lait.

Les principaux groupes à risque pour des déficiences de vitamine D sont les suivants:

- les personnes très âgées en général;

- les personnes à peau foncée ou noire;

- les bébés (développement du squelette). Le lait maternel contient en effet relativement peu de vitamine D;

- les adolescents, particulièrement en période de croissance;

- les personnes peu exposées au soleil;

- les mois d'hiver pour les latitudes élevées (supérieures à 42°) [6], car les UV-B responsables de la synthèse de la vitamine D y sont faibles.

Je voudrais porter à l'information de Monsieur le Député qu'il est très difficile de trouver des données statistiques sur le rachitisme, l'ostéomalacie et l'état nutritionnel en vitamine D de la population européenne. Ces données existent le plus fréquemment pour des populations peu exposées au soleil, soit par conditions géographiques (population des régions nordiques), soit par conditions culturelles (populations surtout féminines et infantiles du Proche Orient, de l'Afrique du Nord portant de longs habits, ainsi qu'un foulard, ne s'exposant que très peu au soleil et vivant la grande majorité du temps à l'intérieur des habitations).

Toutefois, plusieurs études scientifiques récentes sont venues à la conclusion que la prévalence de la carence en vitamine D dans nos régions est bien plus élevée que présumé, notamment chez beaucoup de personnes âgées, de femmes enceintes, d'enfants et adolescents qui sortent peu à l'air libre. En Suisse, les chiffres disponibles suggèrent une incidence de l'ordre de 6% dans la population générale, avec des pics pouvant atteindre 15% durant les mois d'hiver chez les personnes de plus de 70 ans.

Dans nos régions aux longues périodes hivernales, la supplémentation de la vitamine D chez les nourrissons, dû à leur développement du squelette et à leurs réserves réduites en calcium et en vitamine D, est appliquée de longue date. Il n'existe pas de recommandations officielles au Luxembourg, mais dans la pratique les médecins spécialistes en pédiatrie appliquent en général les recommandations en usage dans les pays avoisinants.

Un apport journalier de 300 à 500 UI de vitamine D est recommandé pour tous les nourrissons pendant toute la première année, qu'ils soient nourris au sein ou au lait de substitution, et indépendamment de l'exposition individuelle au soleil. La prophylaxie peut être poursuivie pendant les mois d'hiver au cours de la 2e année de vie.

Il est recommandé en outre de se maintenir suffisamment longtemps à l'air frais et au soleil. Une exposition de 10 à 15 minutes aux rayons UV suffit pour garantir une production de vitamine D adéquate (temps un peu prolongé pour les peaux bronzées).

De l'avis des experts, le dépistage systématique d'une carence en vitamine D n'est pas indiqué. Mais devant une suspicion, un contrôle biochimique est fortement indiqué.

Certains pays ont effectivement autorisé l'enrichissement de certains produits laitiers en vitamine D, mais je crois savoir qu'il ne s'agit d'une supplémentation ni systématique ni nationale.

Cela étant, il m'importe de pouvoir sensibiliser davantage les professionnels de la santé à la problématique, notamment pour assurer la supplémentation de la vitamine D chez les nourrissons, et de détecter, le cas échéant, les déficiences chez les populations à risque, à savoir les personnes âgées et les adolescents.

Question 0413 (25.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **réplication de semence sous licence:**

In der letzten Generalversammlung der Luxemburger Saatgenossenschaft (LSG) kritisierte der Präsident den Selbstanbau von Saatgut. Dieses Saatgut sei nicht zertifiziert und stelle ein großes Risiko dar. Den eigenen Nachbau einer lizenzierten Sorte bezeichne er als Diebstahl. Wenn der Trend des Selbstnachbaus sich so fortsetze, würden die Züchter verstärkt Hybridsorten züchten und gegebenenfalls als letzte Maßnahme gegen diesen Selbstanbau auf genmanipuliertes Saatgut zurückgreifen.

Ein hiesiger Bauer berichtete mir, dass beim Nachbau einer lizenzierten Sorte das angebaute Feld einfach steril blieb und keine Frucht trug, so dass er davon ausging, dass es sich um genmanipuliertes Saatgut handelte, das nur eine Aussaat erlaubte.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was hält der Minister von diesen Aussagen?

2) Ist dem Minister bekannt, ob genmanipuliertes Saatgut (Terminator-Saatgut) in Luxemburg im Umlauf ist?

3) Wenn ja, wie viel wurde verkauft und wo wird es verkauft?

4) Warum darf Saatgut nicht mehrmals gebraucht werden und inwiefern verstößt dies gegen bestehende Patentrechte, zumal das Saatgut „normal eingekauft" wurde?

Réponse (24.2.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1) Der Eigennachbau von Saatgut ist in der ganzen EU erlaubt. Dieses Prinzip wird als «Landwirteprivileg» bezeichnet und ist in der EU-Gesetzgebung verankert, insbesondere im Artikel 14 der Verordnung Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz. Gemäß dieser Verordnung dürfen Landwirte für ihren eigenen Gebrauch Saatgut vermehren und herstellen, auch wenn es sich um Saatgut einer urheberrechtlich geschützten Sorte handelt. Der Handel mit diesem hofeigenen Saatgut ist allerdings untersagt.

Der eigene Nachbau von Saatgut gewährt nicht die gleichen Garantien hinsichtlich der Qualität des Saatgutes wie zertifiziertes Saatgut. Zertifiziertes Saatgut wird während der Produktion sowohl durch Begehung der Feldbestände als auch durch Labor-

analysen behördlicherseits kontrolliert. Zertifiziertes Saatgut erfüllt deshalb, im Gegensatz zum Saatgut aus dem Eigennachbau, von der EU festgelegte Mindestnormen was die Reinheit, die Keimfähigkeit und den Gesundheitszustand des Saatgutes anbelangt. In Luxemburg ist die Administration des Services Techniques de l'Agriculture zuständig für die Zertifizierung des Saatgutes. Die Zertifizierung ist ein Kontrollmechanismus, der eine gewisse Mindestqualität beim Saatgut garantiert. Diese Garantie gilt nicht für Saatgut aus dem Eigennachbau. Folglich ist die Verwendung von hofeigenem Saatgut höheren Risiken ausgesetzt.

Die meisten Pflanzenzuchtfirmen sind kleine und mittelständige Firmen, die vom Verkauf des zertifizierten Saatgutes leben. Gehen durch den Eigennachbau die Produktion und der Handel von zertifiziertem Saatgut stark zurück, leidet auch der Umsatz der Pflanzenzüchter. In den USA hat der Eigennachbau dazu geführt, dass die mittelständigen Züchterunternehmen wirtschaftlich nicht mehr lebensfähig waren und von einigen wenigen großen Saatgutfirmen aufgekauft wurden. Letztere haben sich vor allem auf die Züchtung von Hybriden und genveränderten Sorten spezialisiert, um so den Eigennachbau zu verhindern, da der Selbstanbau von Hybriden sich wirtschaftlich nicht lohnt und genveränderte Sorten patentierbar sind und deren Eigenanbau verboten werden kann.

Die Aussagen des Präsidenten der Luxemburger Saatbaugenossenschaft sind in diesem Kontext zu verstehen.

2) In Luxemburg ist kein genmanipuliertes Saatgut im Umlauf, da Handel und Anbau von genmanipuliertem Saatgut gegenwärtig in Luxemburg verboten sind.

3) Nicht zutreffend.

4) Anders als zum Beispiel in den USA dürfen Pflanzensorten in der EU nicht patentiert werden, sondern Pflanzenzüchter, die eine Neuzüchtung rechtlich schützen wollen, können dies nur im Rahmen der Verordnung Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz tun. Wie schon erwähnt, erlaubt Artikel 14 besagter Verordnung ausdrücklich den Eigennachbau von Saatgut geschützter Sorten. Allerdings ist dieser Eigennachbau verschiedenen Regeln unterworfen. So ist der Eigennachbau auf die wichtigsten landwirtschaftlichen Nutzpflanzen, wie Weizen, Gerste, Hafer, Raps etc. beschränkt. Zudem können die Züchter für den Eigennachbau von geschützten Sorten von den Landwirten eine Entschädigung einfordern. In Luxemburg haben die Züchter von diesem Recht noch keinen Gebrauch gemacht, da der Eigennachbau bis vor kurzem in Luxemburg sehr wenig verbreitet war.

Question 0414 (25.1.2010) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **sécurité sur les pistes de l'Aéroport de Luxembourg:**

La collision qui a eu lieu jeudi entre un Boeing 747-400 et une camionnette à l'aéroport de Findel attire l'attention publique sur un type d'incidents dont la gravité est souvent sous-estimée. Rappelons dans ce contexte que le plus grave accident de l'histoire de l'aviation a eu lieu au sol, à l'aéroport de Los Rodeos à Ténériffe en 1977. Il s'agissait d'un impact entre deux Boeing 747 qui se trouvaient sur la même piste par temps de brouillard.

Le plan d'action européen pour la prévention d'incursions sur les pistes prévoit toute une série de mesures établies par Eurocontrol pour réduire au minimum le risque de tels événements. Ces mesures vont de la présence d'un «runway safety team» à chaque aéroport, de la sensibilisation et de la formation des aiguilleurs, pilotes, conducteurs ou tout autre personnel circulant sur l'aire de trafic, et de la signalisation jusqu'aux comptes rendus d'événements.

M. le Ministre peut-il me dire si toutes les normes et recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), respectivement d'Eurocontrol en matière de prévention d'incursions sur les pistes ont été appliquées au Luxembourg?

M. le Ministre estime-t-il que l'incident de la semaine passée aurait pu être évité si l'aéroport de Findel disposait d'un système radar au sol permettant la surveillance du trafic? Est-il d'avis que l'installation d'un radar ou d'un autre type de système de surveillance à l'aéroport s'impose afin de réduire le risque d'un accident grave?

Réponse (18.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert à propos des mesures mises en place à l'Aéroport de Luxembourg pour prévenir les incursions de piste d'un véhicule ou d'un aéronef.

La prévention de toute incursion non autorisée sur la piste est une préoccupation permanente dès lors qu'un aéroport est ouvert au trafic avec des visibilités très faibles. On peut rappeler à ce sujet que les Boeing 747 de la compagnie Cargolux sont autorisés à se poser à l'aéroport de Luxembourg avec des RVR ou portées visuelles de piste de 125 m, (Runway Visual Range, équivalent de visibilité calculée à partir d'appareils de mesure du pouvoir transmissif de l'atmosphère situés en bord de piste en début, au milieu et à son extrémité) et ils peuvent décoller avec des RVR de 150 m seulement (125 m pour les avions exploités par la compagnie Luxair).

Néanmoins, et dans l'attente du rapport final des enquêtes actuellement en cours, il convient de rappeler qu'en l'occurrence, la pénétration de la camionnette du service électrique sur la piste avait été autorisée par la tour de contrôle 20 minutes environ avant l'accident. L'avion a lui aussi été régulièrement autorisé à l'atterrissage. À ce moment, les RVR mesurées sur l'aéroport variaient entre 350 m et 300m, en baisse, et de l'ordre de 250 m seulement en milieu de piste. Comme très souvent dans ces cas-là, l'enquête doit approfondir les aspects «facteurs humains», erreur et/ou non-respect des procédures, afin d'en tirer des conclusions positives permettant de prévenir de manière efficace un nouvel accident ou un incident grave à l'avenir et partant d'améliorer le niveau global de sécurité.

L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) exige dans ses Annexes relatives à la certification et à la supervision des compagnies aériennes, des exploitants d'aéroports et des services de la navigation aérienne, la mise en place d'un système de gestion de la sécurité (SMS-Safety Management System) approuvé par l'Autorité responsable de l'aviation civile dans le cadre du Programme national pour la sécurité de l'aviation civile (State Safety Programme). Ceci est d'ailleurs à recouper avec les exigences européennes définies par Eurocontrol selon la norme ESARR 3 «Safety Management System in Air Traffic Management» et rendues applicables au sein de la Communauté dans le cadre du programme Ciel unique européen, notamment au travers du Règlement CE N°550/2004 du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2004 relatif à la fourniture de services de navigation aérienne dans le ciel unique européen.

Pour le Luxembourg, l'autorité responsable de l'approbation du SMS pour l'aéroport est la Direction de l'Aviation Civile (DAC) qui certifie l'aéroport (infrastructures et services de la navigation aérienne, donc l'Administration de la navigation aérienne) comme tout autre exploitant de l'aviation civile, notamment au travers de son SMS. Au travers de ce SMS, il est demandé à l'exploitant d'identifier tous les dangers relatifs à l'exploitation aérienne de cet aéroport, de manière systématique, d'en évaluer les risques et de mettre en place les mesures de mitigation adaptées. Le risque d'abordage sur la piste, notamment en cas d'incursion non contrôlée lors d'un atterrissage ou d'un décollage, fait partie de ces dangers et constitue un risque majeur lors des opérations par faible visibilité qui doit être couvert dans le cadre d'un système agréé de contrôle et de guidage des mouvements au sol. Les procédures font elles-mêmes l'objet d'un examen méticuleux par la DAC, notamment au travers de l'acceptation du Manuel Air Traffic Services déposé par l'exploitant, et c'est l'un des objectifs essentiels de l'enquête en cours de déterminer si les procédures étaient réellement adaptées et ont été correctement suivies par tous les protagonistes.

En outre, la DAC reçoit tous les rapports d'incidents ou autres évènements ayant pu compromettre la sécurité des vols de tous les acteurs placés sous sa supervision, compagnies aériennes, gestionnaires d'aéroport et organismes d'entretien. Tous ces rapports sont systématiquement analysés lors des réunions hebdomadaires «Safety Review» dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique d'Assurance sécurité, dans le cadre de ses missions, notamment d'assurer la sécurité et la sûreté de l'ensemble des activités aériennes civiles au Luxembourg en émettant les règles particulières à cet effet et en veillant à leur respect par tous les opérateurs du secteur de l'aviation civile, conformément aux exigences internationales, et ceci indépendamment de toute enquête diligentée par l'Administration des Enquêtes Techniques en cas d'accident ou d'incident grave.

La DAC a adopté une attitude proactive en matière de sécurisation des mouvements et se trouve à la base de nombreuses initiatives visant à prévenir les incursions sur les pistes:

- Campagne de sensibilisation lancée ensemble avec la Police grand-ducale par le biais d'une distribution de fascicules visant à rappeler les principales règles de circulation dans l'enceinte aéroportuaire en langues française, allemande, anglaise et portugaise; campagne suivie par une phase répressive se traduisant par le retrait de l'autorisation de circulation aéroportuaire en cas de transgression des vitesses maximales autorisées ou des règles de priorité;

- Installation et refonte de la signalisation afférente (panneaux, marquage au sol…);

- Evaluation systématique et suivi permanent des rapports d'évènements;

- L'Administration de la navigation aérienne a récemment participé à dispenser des cours de phraséologie aux conducteurs de véhicules terrestres, afin de minimiser le risque d'incursion de piste par ces derniers;

- La DAC procède actuellement à une campagne visant à réduire à un minimum nécessaire le nombre de personnes autorisées à circuler sur l'aire de mouvement de l'aéroport, tout en garantissant le maintien des opérations quotidiennes.

La DAC met actuellement en place un comité pour la sécurité de l'aviation civile (airport safety comittee), à l'instar du comité national pour la sûreté de l'aviation civile (CONATSAC), ce dernier regroupant toutes les entités concernées dans le cadre de la sûreté aéroportuaire (security).

On peut noter que l'installation d'un système radar de détection et de suivi des mouvements au sol conforme aux recommandations de l'OACI constitue un outil de travail utile et efficace en matière de contrôle et de guidage des mouvements au sol en permettant aux contrôleurs aériens de visualiser et de se rappeler, à tout moment, la présence d'aéronefs et de véhicules sur les aires de manœuvre de l'aéroport et minimisant ainsi davantage certains risques au sol, notamment par conditions de faible visibilité ou de nuit, ainsi que sur les zones de l'aéroport non visibles depuis la tour de contrôle. En raison de la fréquence des conditions de brouillard épais sur le plateau du Findel et du fait des mouvements allant de pair avec la mise en service depuis mi-2009 du nouveau hangar Cargolux situé de l'autre côté de la piste, un tel système s'avère utile à l'Aéroport de Luxembourg. Ainsi les travaux afférents d'acquisition ont déjà été lancés bien avant l'accident du 21 janvier 2010 pour permettre la mise en service d'un tel dispositif. L'acquisition d'un tel système ou d'un autre système équivalent de surveillance des mouvements au sol sur l'aéroport doit cependant faire l'objet d'une évaluation approfondie et détaillée tenant compte du matériel et des procédures en place ainsi que des besoins en matière d'effectifs et de qualification des personnels appelés à l'utiliser.

En fonction des éléments recueillis à ce jour par la DAC dans le cadre de son enquête, on ne peut toutefois pas affirmer que la présence d'un tel équipement aurait à lui seul suffi à éviter l'accident du 21 janvier 2010.

Question 0415 (26.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **changement climatique:**

Der Weltklimarat (IPCC = Intergovernmental Panel on Climat Change) hat eingeräumt, dass seine Warnung vor einem Abschmelzen der Himalaya-Gletscher keine wissenschaftliche Basis hatte. Die 2007 veröffentliche Prognose, wonach die Gletscher bis 2035 größtenteils verschwunden sein könnten, beruhen anscheinend auf einem Abschreibe- oder Interprationsfehler einer russischen Studie. Diese Studie spricht von einem Abschmelzen aller Gletscher weltweit bis auf ein Fünftel bis zum Jahr 2350. Kritiker hatten im Vorfeld bereits von einer Prognose „ohne einen Hauch von wissenschaftlichem Beweis" gesprochen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie ist auf der Basis dieser von hochkarätigen Wissenschaftlern mangelhaft belegten Schätzungen die ganze Klimadebatte zu beurteilen?

- Müsste man nicht die ganze CO_2-Debatte angesichts dieser oben genannten wissenschaflichen „Irrtümer" einer tiefgreifenden Analyse unterwerfen, umso mehr als viele Forscher das CO_2 nicht als Hauptverursacher der Erderwärmung ansehen?

- Welches ist die Meinung der Regierung betreffend diese pseudowissenschaftliche Prognose des IPCC?

Réponse (3.3.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

In einem Abschnitt des fast 1.000-seitigen Berichts der Arbeitsgruppe II zum vierten Sachstandsbericht des IPCC (Weltklimarat) („fourth assessment report") ist es unglücklicherweise zu einem Irrtum gekommen, was die Abschmelzrate und den Zeitpunkt eines kompletten Rückgangs der Himalaya-Gletscher angeht. Der IPCC hat dies bedauert und darauf hingewiesen, dass es wichtig sei, die Qualitätsstandards und Prozeduren strikt zu beachten. Trotzdem hat der Weltklimarat bezüglich des Abschmelzens der Himalaya-Gletscher nochmals bekräftigt, dass der in den letzten Jahrzehnten weit verbreitete Verlust an Gletschermassen und die Reduzierung der Schneedecke in diesem Jahrhundert laut Projektionen noch schneller werden könnte.

Die Regierung möchte darauf hinweisen, dass alle Mitgliedstaaten der UNO bei der Erarbeitung eines Sachstandsberichts des IPCC die Möglichkeit haben, Wissenschaftler als Autoren zu nominieren. So haben rund 450 Wissenschaftler als Hauptautoren am vierten Sachstandsbericht teilgenommen, 800 weitere koordinierende Hauptautoren und Gutachter. Tausende Experten haben über 90.000 Kommentare abgegeben. Auch werden neueste Erkenntnisse der weltweiten Klimaforschung vom IPCC gesammelt und eingeschätzt. Es kommt somit zu einer breitgefächerten Spanne von Sichtweiten und Begutachtungen, die eine tiefgreifende Analyse sicherstellen.

Auch wenn es zu diesem bedauerlichen Fehler hinsichtlich des Abschmelzens der Himalaya-Gletscher gekommen ist, so zweifelt die Regierung keinesfalls an der Arbeit und den eigentlichen Erkenntnissen des IPCC-Berichts. Der Einfluss des Menschen auf das Klima ist ein wissenschaftlicher Fakt. Der Klimawandel ist Realität. Angesichts der Dringlichkeit der Herausforderung ist auch klar: Der nationale, welt-

und europaweite CO_2-Ausstoß muss reduziert werden. Laut IPCC müssen die Treibhausgasemissionen weltweit bis 2050 mindestens halbiert werden, wenn die Temperatur an der Erdoberfläche nicht mehr als 2° Celsius im Vergleich zum vorindustriellen Zeitalter ansteigen soll.

Question 0417 (27.1.2010) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant les **plans d'action bruit:**

En date du 9 février 2009 le Ministère de l'Environnement avait présenté à la Commission de l'Environnement de la Chambre trois projets de plans d'action de lutte contre le bruit pour les secteurs suivants: grands axes routiers, grands axes ferroviaires et Aéroport de Luxembourg. Ces projets ont été élaborés dans le cadre de la directive 2002/49/CE. Au cours de la première moitié de l'année 2009 ont eu lieu des enquêtes publiques ainsi que des réunions d'information pour la population concernée. Ensuite, le Conseil de Gouvernement aurait dû approuver lesdits plans d'action et les transmettre à la Commission européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de la procédure d'élaboration et d'approbation des trois plans d'action?

- Quand est-ce que l'adoption définitive des trois plans d'action aura lieu?

Réponse (3.3.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Les trois plans d'action furent adoptés dans leurs versions initiales en date du 9 janvier 2009 par le Conseil de Gouvernement.

Conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, l'enquête publique a été lancée en février 2009 et fut accompagnée de deux séances d'information. La première a eu lieu le 16 mars 2009 à Sandweiler, axée sur le projet de plan d'action aéroport, et la deuxième à Schifflange le 1er avril 2009, ciblée sur les projets de plan d'action rail et route. Pendant la période de l'enquête publique, la population avait la possibilité d'introduire son avis et ses commentaires auprès de 32 communes pendant 60 jours. Le délai de réponse pour les communes, d'une durée de 60 jours, imparti par la loi, fut dépassé par certaines communes.

Parmi les communes sollicitées, 31 ont fait parvenir leur avis au Ministre ayant l'environnement dans ses attributions. Dix communes ont approuvé le plan d'action dans sa forme initiale, alors que les autres ont formulé un certain nombre d'observations. Suite aux observations obtenues, les plans ont été adaptés ponctuellement.

J'ai le plaisir de pouvoir vous annoncer que les plans sont en train d'être finalisés sur base d'échanges interdépartementaux et interministériels. Compte tenu de la situation actuelle, une version définitive des plans sera soumise au Conseil de Gouvernement pour adoption au cours du premier trimestre 2010.

Question 0418 (27.1.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **fonds pour la préservation du site Auschwitz-Birkenau:**

On célèbre en ce 27 janvier 2010 le 65e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. Les rescapés des camps de concentration sont de moins en moins nombreux, ce qui rend d'autant plus urgente la mise en place d'institutions et d'organismes capables d'assurer la pérennité du souvenir des atrocités commises.

Or, les capacités financières du camp d'Auschwitz-Birkenau, malgré le grand nombre de visiteurs (dont de très nombreuses classes de jeunes), ne sont pas suffisantes pour assumer les travaux nécessaires pour maintenir le vaste site en état.

Le Parlement de Pologne a ainsi lancé un appel à de nombreux pays pour constituer un fonds permettant d'assurer l'autofinancement des travaux permettant la conservation du site d'Auschwitz-Birkenau. Ce fonds devrait réunir un montant de 120 millions d'euros, somme permettant de mettre à disposition des gestionnaires du site un montant de 4 à 5 millions d'euros par an.

Le Grand-Duché de Luxembourg a également un devoir de mémoire par rapport aux camps de concentration en général, et par rapport au camp d'Auschwitz-Birkenau en particulier. De nombreuses victimes, de nationalité luxembourgeoise ou déportées depuis le Luxembourg, ont souffert et ont péri dans ces camps. Par ailleurs, des jeunes suivant des cours dans les lycées luxembourgeois s'y rendent régulièrement et ces visites bouleversantes ne peuvent que les renforcer dans leur volonté de préserver les acquis de la démocratie et les valeurs liées aux droits de l'Homme.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1. Le Luxembourg entend-il contribuer au fonds pour la préservation du site d'Auschwitz-Birkenau?

2. Si oui, quel montant que le Grand-Duché va-t-il attribuer à ce fonds?

3. Quels sont les autres efforts que le Grand-Duché a fait et va faire pour contribuer à la préservation des camps dans lesquels les Luxembourgeois ont souffert suite à la barbarie nazie, y compris le camp de Tambov?

Réponse (2.3.2010) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député voudrait savoir

1. si le Gouvernement est disposé à contribuer au fonds pour la préservation du site d'Auschwitz-Birkenau;

2. quel montant le Gouvernement est disposé à attribuer audit fonds;

3. quels autres efforts le Grand-Duché a faits ou va faire pour contribuer à la préservation des camps dans lesquels des Luxembourgeois ont souffert, y compris le camp de Tambov.

Ad 1 et 2

À ce jour, le Gouvernement n'a pas encore pris de décision définitive quant à la contribution pour la préservation du site d'Auschwitz-Birkenau, de sorte que le montant d'une contribution luxembourgeoise n'a pas encore été fixé. Le Gouvernement a pris connaissance des demandes adressées par le Premier Ministre de la République de Pologne et le Parlement polonais à la communauté internationale pour doter le «Fonds perpétuel» d'une somme de 120 millions d'euros, dont les dividendes permettraient de subvenir aux besoins de restauration des camps d'Auschwitz.

Ad 3

Dans le passé, le Gouvernement a été saisi de demandes de subside pour des restaurations à effectuer dans des camps d'extermination ou de concentration. D'un commun accord avec les anciens prisonniers politiques, l'attitude générale a été de dire que cette tâche revenait aux responsables de la création de tels camps.

Néanmoins, au début des années 90, le Luxembourg a octroyé deux millions de francs luxembourgeois pour financer des travaux urgents de conservation du site d'Auschwitz.

Ensemble avec l'Amicale des anciens déportés (Ëmgesiedelt) un subside de 50.000 euros a été accordé à la «Fondation de Lubiaz» qui gère l'ancien monastère de Leubus, premier lieu de déportation en 1942, en vue d'y créer un mémorial de la déportation. Une partie des fonds sont utilisés à des travaux de rénovation de deux salles pour pouvoir y installer une exposition sur la déportation.

En ce qui concerne le camp de Tambov (camp soviétique de prisonniers de guerre N°188), où plus de 1.000 Luxembourgeois étaient internés et où 167 d'entre eux sont décédés, il faut constater que ce camp a été démantelé après sa fermeture et qu'il n'y a donc pas lieu à procéder à une restauration.

Question 0419 (27.1.2010) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **vignes hybrides:**

Les cépages hybrides ou interspécifiques (de: hybride oder interspezifische Rebsorten) sont des variétés de vignes issues d'un croisement et aux caractéristiques particulières, telle qu'une meilleure résistance au froid et surtout une résistance aux maladies très répandues (oïdium et mildiou). Leur origine se trouve dans l'Europe du XIXe siècle, où le phylloxéra d'Amérique du Nord décimait rapidement les vignes européennes. La réponse de la viticulture fut alors de croiser leurs vignes avec des variétés américaines insensibles au phylloxéra.

Ces hybrides furent un temps à la mode puis délaissés, découragés ou interdits par après. Des recherches sur de nouveaux croisements ont néanmoins continué dans plusieurs pays et ont abouti à de nouvelles variétés aux caractéristiques plus poussées, issues de croisements multiples: les cépages interspécifiques.

Du point de vue écologique, les résistances naturelles de ces variétés permettent de réduire fortement, voire d'abandonner complètement le traitement chimique intensif des vignes traditionnelles. Elles peuvent aussi contribuer à rendre la viticulture biologique plus attractive.

Or, la législation luxembourgeoise ne permet pas de plantation, sauf à titre expérimental et sur une surface très limitée. La Suisse, la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche ont par contre autorisé des variétés interspécifiques. Sur plusieurs centaines de variétés, la législation européenne concernant l'organisation commune du marché vitivinicole n'interdit en effet que six variétés, à savoir: Noah, Othello, Isabelle, Jacquez, Clinton et Herbemont.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre en charge de la Viticulture:

- Pour quelle raison les gouvernements précédents n'ont pas autorisé de variété interspécifique dans le registre national?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est favorable à une légalisation de certains cépages interspécifiques, vu leur impact environnemental bénéfique et une diminution considérable des produits chimiques phytosanitaires nécessaires? Dans l'affirmative, à quelle échéance?

- Combien de vignerons luxembourgeois cultivent actuellement ou ont cultivé des vignes interspécifiques à titre expérimental? De quelles variétés s'agit-il et depuis combien de temps sont-elles cultivées?

- Est-ce que le Ministère effectue régulièrement une évaluation qualitative des cultures expérimentales? Si oui, quel en est le bilan?

Réponse (1.3.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question de l'honorable Député appelle les réponses suivantes de ma part:

- Les représentants de la profession viticole étaient plutôt opposés à inscrire ces cépages dans la liste des cépages autorisés pour la production de vin dans le cadre de la Marque Nationale des vins. Ils argumentaient qu'il est préférable d'attendre des résultats concluants des essais menés par l'Institut viti-vinicole avec les cépages interspécifiques dans nos conditions climatiques et pédologiques. Toutefois, quelques vignerons avaient déjà manifesté leur intérêt pour ces cépages dans les années 1990.

- L'institut viti-vinicole a mis en place depuis 1992 des essais d'aptitude culturale pour les cépages interspécifiques de la deuxième génération.

Les cépages suivants ont montré une bonne aptitude culturale et donné un vin avec des qualités organoleptiques intéressantes:

Merzling (résistance contre le Botrytis cinerea parfois insuffisante!)

Johanniter (résistance contre le Botrytis cinerea parfois insuffisante!)

Bronner

Regent

Rondo

D'un point de vue qualitatif, rien ne s'oppose à inscrire ces cinq cépages dans la liste des cépages autorisés.

Nous n'avons pas encore de résultat pour le cépage Cabernet Cortis qui a été planté en 2009.

Il est prévu de planter en 2011 les nouveaux cépages interspécifiques de la troisième génération. Ces cépages interspécifiques permettent d'économiser de façon substantielle les intrants, surtout en matière de produits phytosanitaires.

À la lumière des résultats concluants des essais menés par l'Institut viti-vinicole en matière de cépages interspécifiques, le Ministre est favorable à autoriser certains cépages interspécifiques pour la production de vins.

Dans le cadre de l'exécution de la nouvelle organisation communautaire du marché vitivinicole établie par le Règlement (CE) N°479/2008 du Conseil du 29 avril 2008 portant organisation commune du marché vitivinicole, la réglementation nationale en cette matière va être révisée en 2010 et 2011. Plusieurs solutions sont envisageables en ce qui concerne l'autorisation de ces cépages pour la production de vins. Le Ministre souhaite que ces solutions soient élaborées et discutées ensemble avec les représentants de la profession viticole.

Par ailleurs, l'Institut viti-vinicole a déjà entamé des discussions, des dégustations et des formations en cette matière avec la profession viticole.

- Le règlement grand-ducal du 6 mai 2004 fixant les variétés de vignes et certaines pratiques culturales et œnologiques prévoit à l'article 3 la possibilité de planter des cépages non autorisés au Grand-Duché de Luxembourg:

«La plantation des cépages non autorisés est soumise aux conditions suivantes:

- des contrats de culture individuels doivent être conclus entre l'Institut viti-vinicole et les personnes physiques ou morales ou groupements de personnes ayant l'intention de procéder à une telle plantation;

- ces contrats doivent être conclus avant la plantation et porter sur une durée minimale de cinq ans;

- ces contrats ne peuvent porter que sur une superficie maximale de dix ares par cépage et par exploitation;

- les personnes physiques ou morales ou groupements de personnes visés à l'alinéa précédent s'engagent à mettre annuellement à la disposition de l'Institut viti-vinicole, selon des modalités à fixer par celui-ci, des échantillons en vue d'un suivi analytique et organoleptique;

- les produits provenant d'une variété de vigne pour laquelle des recherches scientifiques ou des examens de l'aptitude culturale sont en cours ne peuvent servir qu'à la production de vin de table sans indication géographique et ne peuvent en aucun cas être coupés avec un v.q.p.r.d. ou un produit apte à produire un v.q.p.r.d.»

Certains vignerons ont manifesté leur intérêt pour ces cépages. Ainsi dix ares de Regent et dix ares de Merzling ont été plantés dans la région de Niederdonven. La qualité de ces vins doit être bonne étant donné qu'ils réalisent un prix de 10 €/bouteille. Le vignoble a été planté en 2004 dans une terrasse peu accessible avec le tracteur viticole. D'autres exploitations ont entre-temps manifesté leur intérêt pour planter les cépages interspécifiques suivants et souhaitent leur inscription sur la liste des cépages autorisés:

- Cabernet blanc

- Pinotin

- Regent

- Rondo

- Merzling

- En conclusion, rien ne s'oppose à inscrire les cépages interspécifiques les plus prometteurs sur la liste des cépages autorisés. À la lumière des résultats concluants de nos essais, le Ministre est favorable à autoriser des cépages interspécifiques pour la production de vins. Toutefois, il est indispensable que ces autorisations soient discutées ensemble avec les représentants de la profession viticole. Dans le cadre de l'exécution de la nouvelle organisation communautaire du marché vitivinicole établie par le règlement (CE) N°479/2008 du Conseil précité, la réglementation nationale en cette matière va être révisée au plus tard 2011.

Question 0420 (27.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **Centre virtuel de cancérologie (CVC):**

Seit vielen Jahren existiert die Idee, eine gemeinsame virtuelle Infrastruktur für die Krebsforschung zu schaffen. Ziel eines solchen nationalen CVC (Centre virtuel de cancérologie) sollte unter anderem die gemeinsame Auswertung von Behandlungsresultaten oder auch das Einholen von Zweitmeinungen von „Centres d'excellence" aus dem Ausland sein.

Nach nun rund zehn Jahren „Pilotprojekt" möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie weit ist diese Infrastruktur des CVC heute in die Forschung mit eingebunden?

- Welchen konkreten und quantifizierbaren Nutzen können Krebspatienten aus Luxemburg aus dieser innovativen Struktur ziehen?

- Welche Rolle hat das Gesundheitsministerium beim Aufbau des Luxemburger CVC übernommen?

- Wie viel hat diese Infrastruktur gekostet? Wie teilen sich die einzelnen Zuschüsse und Subsidien auf?

- Wem gehört die Infrastruktur? Wer entscheidet über die Weiterentwicklung? Existieren Pläne, die Infrastruktur weiter auszubauen? Wenn ja, in welchem Maße?

- Welche Dienstleistungen bietet das CVC direkt für betroffene Patienten an?

- Ist der Minister persönlich mit diesem Projekt zufrieden?

Réponse (5.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Il y a quelques années, la Fondation luxembourgeoise contre le cancer avait poursuivi le projet d'un Centre de cancérologie virtuel et avait investi dans la recherche d'un logiciel adéquat, dont le but était la mise en commun et l'évaluation commune des résultats des différentes stratégies thérapeutiques appliquées aux patients cancéreux au Luxembourg, en vue d'une amélioration constante de la qualité des prises en charge. Malheureusement ce projet intéressant n'a pas abouti.

Avec l'introduction du nouveau plan hospitalier, nous avons entamé la réflexion sur la création de centres de compétences et d'excellence dans plusieurs domaines dont la cancérologie. Dans le cadre de ces réflexions, l'idée de centres de compétences virtuels est actuellement discutée.

Question 0421 (27.1.2010) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **train pendulaire entre Bruxelles et Luxembourg:**

Selon un article paru récemment dans le magazine «paperJam», la Ministre belge des Entreprises publiques estime que les travaux d'infrastructure qui permettront de faire circuler un train pendulaire sur la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg peuvent commencer. En effet, il semble que ces travaux d'infrastructure nécessitent un investissement limité et permettront de ramener le temps de parcours entre les deux capitales à 2h15, ce qui correspond à un gain de 22 minutes au moins sur les liaisons existantes.

Cependant l'utilisation de trains du type «Pendolino» est présentée comme une alternative «au délirant projet EuroCap-Rail, qui ne résistait à aucune analyse technique»

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la décision de la Ministre belge de faire réaliser des travaux en vue de l'utilisation d'un train pendulaire sur la ligne Bruxelles-Luxembourg?

- Est-ce que des travaux d'infrastructure seront nécessaires dans le contexte de ce même projet sur le territoire luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le projet EuroCap-Rail rencontre des problèmes d'ordre technique? Dans l'affirmative, le projet EuroCap-Rail serait-il remis en question, d'autant plus qu'une alternative relativement économique semble exister?

- Dans le cadre du projet EuroCap-Rail, une modernisation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen est prévue. Monsieur le Ministre estime-t-il que ces travaux d'infrastructure doivent être réalisés indépendamment du projet EuroCap-Rail pour garantir la sécurité sur ce tronçon du réseau ferroviaire?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Roger Negri s'enquiert au sujet de la circulation de trains pendulaires sur la ligne ferroviaire Bruxelles-Luxembourg.

Les travaux de modernisation, qui sont actuellement en train d'être réalisés par le gestionnaire de l'infrastructure belge «Infrabel», réduiront le temps de parcours entre Bruxelles et Luxembourg de 20 minutes par rapport à la situation actuelle. La fin des travaux en question est prévue pour 2014. Par ailleurs, l'utilisation de trains pendulaires sur cette ligne diminuerait ce temps de parcours de huit minutes supplémentaires. Or, la mise en service de ces trains est conditionnée par des travaux d'infrastructure supplémentaires évalués à quelque 22,7 millions d'euros. Selon un communiqué de presse du 28 janvier 2010 d'Infrabel, il en ressort que celle-ci a décidé de réaliser ces travaux.

Après réalisation de tous ces travaux et en cas d'utilisation de trains pendulaires sur la ligne Bruxelles-Luxembourg, le temps de parcours sur cette relation sera de 1h50.

Une étude commune de rentabilité d'un service en trains pendulaires entre la SNCB, les CFL, la SNCF et les CFF est en cours. Les résultats sont attendus pour printemps 2010.

Pour la circulation de trains pendulaires, aucun travail d'infrastructure supplémentaire n'est nécessaire du côté luxembourgeois. Les travaux de modernisation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen, prévus dans le cadre du projet EuroCap-Rail, seront réalisés comme prévu et ceci indépendamment d'une décision de mise en circulation éventuelle de trains pendulaires.

Question 0422 (28.1.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**approvisionnement en sel de déneigement:**

Selon mes informations, les services des Ponts et Chaussées luxembourgeois ne se voient plus approvisionner en sel de déneigement de la part de leur fournisseur.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Quelles sont les mesures qui sont envisagées en vue d'assurer l'entretien hivernal des voiries étatiques et communales en cas de période prolongée de neige ou de gel?

Question 0426 (29.1.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**approvisionnement en sel de déneigement:**

Je viens d'apprendre qu'il existe actuellement des difficultés en matière d'approvisionnement en sel de déneigement et que, par conséquent, le service d'hiver risque d'en souffrir sensiblement sous peu.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Quelle a été l'évolution du stock national de sel de déneigement depuis la mi-décembre 2009 jusqu'aujourd'hui?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur l'évolution du prix du sel durant les dernières semaines?

- Quels sont les fournisseurs du sel de déneigement et quels sont les engagements contractuels avec ceux-ci?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner combien de sel a été employé en moyenne ces dernières années? Quelle est la consommation depuis la mi-décembre jusqu'à ce jour?

- Quels sont les cantons les plus touchés par la pénurie de sel de déneigement?

- Quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre se propose d'entreprendre à court terme pour remédier à cette situation et pour éviter une pénurie à l'avenir?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés André Bauler et Gilles Roth au sujet de l'approvisionnement en sel de déneigement, il y a lieu de préciser que l'administration des Ponts et Chaussées a effectivement connu des difficultés d'approvisionnement en sel de déneigement en quantités suffisantes à partir de la mi-janvier 2010 et les services ont dû recourir à l'utilisation de la totalité du sel en stock (3.000 to) aménagé en novembre/décembre 2009 au port de Mertert.

En effet, en raison des situations d'hiver pires dans les pays avoisinants et d'une surchauffe de la demande, la distribution de sel était partout devenue incontrôlable.

En mi-décembre, tous les stocks et silos des Ponts et Chaussées étaient approvisionnés à 100% et une réserve constante de 3.000 to de sel était à disposition de l'administration.

À partir de la mi-janvier, ce stock fut peu à peu utilisé et au début du mois de février il a été complètement épuisé. Toutefois, les fournisseurs arrivaient à ce moment à fournir de nouvelles livraisons dans un court délai.

En ce qui concerne l'évolution du prix du sel, celui-ci constitue un prix fixe pour les différents produits ou qualités de sel négocié par le fournisseur dans le bordereau des prix de la soumission publique, à l'exception des hausses légales prévues dans le cadre de la loi sur les marchés publics.

Les fournisseurs des différents produits pour le traitement hivernal du réseau étatique de la voirie sont engagés par la voie de soumission publique.

Les engagements contractuels ad hoc concernant qualité, délais de livraison, stocks, etc., sont réglés par la législation sur les marchés publics en vigueur et par le cahier spécial des charges approuvé annuellement par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

Les moyennes en consommation de sel de déneigement des derniers hivers - pour tout le réseau de la grande voirie ainsi que de la voirie étatique normale - peuvent être chiffrées à 36.000 to.

Pour la phase 2009/2010 - fin novembre 2009 à début février 2010 - une quantité totale de 32.200 to de sel ont été épandues.

Une distinction entre différents cantons pour les pénuries ne peut se faire, tous ayant été touchés en l'occurrence. À noter que les services régionaux des Ponts et Chaussées s'aident entre eux en cas de difficultés d'approvisionnement régional grâce à la gestion centralisée des stocks disponibles.

Notre pays ne disposant pas de propres gisements de sel, les problèmes d'approvisionnement étaient en relation directe avec les ruptures de stocks dans nos pays voisins, de sorte qu'à court terme il y a intérêt à garder des lignes d'approvisionnement multiples afin de ne pas dépendre d'un seul site de production.

Question 0423 (29.1.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**avancement des mesures de dépollution dans les environs de l'aire de Berchem:**

En date du 25 mars 2009 j'avais soulevé dans ma question parlementaire N°3252 *(cf. compte rendu N°13/2008-2009)* que les environs de l'aire de Berchem, et plus précisément au lieu-dit «a Gärtchen» sont fortement pollués par les eaux usées des stations de services voisines. Dans leur réponse commune, le Ministre de l'Environnement, le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ainsi que le Ministre des Travaux publics avaient annoncé une série d'études et de mesures à prendre afin de remédier aux pollutions. La situation restait largement inchangée en septembre 2009 ce qui m'a amené à poser la question parlementaire N°0096 *(cf. compte rendu N°4/2009-2010)* à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures sur l'avancement des mesures annoncées.

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre a confirmé que 4.000 m^3 de terre sont toujours polluées. Cependant des mesures concrètes de dépollution ne sauraient être entamées avant que les résultats d'une étude technique confiée à une société luxembourgeoise et une société allemande ne soient disponibles. Depuis la première réponse de Monsieur le Ministre presqu'une année s'est écoulée sans que la situation semble avoir beaucoup évoluée.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement de l'étude en question?

- Est-il exact que les travaux de cette étude n'ont toujours pas été clôturés?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de ce retard?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les mesures retenues afin de remédier à la pollution et sur les délais de leur mise en œuvre?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que les études qui sont actuellement en cours concernent plusieurs domaines:

- Fixation du procédé de traitement des eaux de surfaces.

- Dimensionnement hydraulique des bassins.

- Études statiques des constructions.

- Études d'implantation des bassins sur le site et des droits de passage des fossés ouverts et des conduites enterrées.

Les études concernant le premier point sont terminées. Le procédé de traitement retenu est le suivant:

Le problème des installations en place étant le colmatage prématuré des filtres des déshuileurs à cause de la présence de sédiments venant principalement des aires de stationnement, il fallait éliminer ces sédiments avant de charger les déshuileurs. La solution consiste en l'intercalation de bassins de traitement à lamelles du type HydroMesi (Brevet Steinhardt) qui peuvent traiter des grands débits avec un encombrement réduit et des pertes de niveau faibles. Le bassin comprend un piège à cailloux, sables et autres éléments solides et une chambre de traitement séparée par une paroi plongeante et équipée de lamelles que les eaux traversent du bas vers le haut. Les lamelles retiennent les sédiments et les hydrocarbures qui y adhè-

rent et les parties légères et flottantes restent en surface. Ce bassin sera dimensionné pour les particules de 25 µ. Il sera doté dès le départ d'une possibilité d'extension de 50% permettant soit d'augmenter le volume des eaux à traiter, soit de diminuer la taille des particules à éliminer.

Devant ce bassin à lamelles se trouve un bassin de rétention destiné à régulariser les flux de chargement du séparateur à lamelles. Le volume de ce bassin sera augmenté d'environ 50%.

Les eaux quittant le séparateur à lamelles sont dirigées vers les déshuileurs et, si la différence de niveau le permet, vers un bassin de filtration biologique. Ce bassin peut aussi être remplacé par un fossé ouvert.

Les études concernant les trois autres points sont en cours. L'implantation des bassins souterrains exige encore la réalisation d'une campagne de sondage géotechnique qui n'a pas pu se faire à cause des conditions météorologiques hivernales.

Pour terminer toutes ces études il faut compter deux à trois mois.

Une fois l'ensemble des études terminées il y a lieu de fixer une clé de répartition des coûts entre le propriétaire du site et l'exploitant des aires de services.

Pour la réalisation des travaux proprement dits il faut compter entre douze et 18 mois.

Question 0424 (29.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **filière de soins:**

In den beiden letzten Regierungsprogrammen wurde der Aufbau der Versorungskette (Filière de soins) als wichtiger Punkt für eine Verbesserung des Gesundheitswesens hervorgehoben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie stellt sich das Konzept «Filière de soins» im nationalen Gesundheitssystem dar?

- In welchen Versorgungsbereichen funktionieren in der alltäglichen Praxis bereits solche Versorgungsketten?

- Wo kann sich der Patient unabhängige Informationen über diese Versorgungsketten beschaffen?

- Wie funktionieren diese Versorgungsketten konkret und was ist der geschaffene Mehrwert?

- Wie steht es mit dem Prinzip der freien Wahl des Dienstleisters durch den Patienten?

- Wie werden die «Filières de soins» informatisch umgesetzt?

- Gibt es konkrete Konzepte für eine interoperationelle Anwendung der Patientenakte im Sinne der «Filière de soins»?

Réponse (12.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Des filières de soins ont effectivement commencé à se constituer et fonctionnent actuellement également de façon informelle dans le cadre des établissements hospitaliers. Dans certains domaines, ces filières fonctionnent d'ailleurs ensemble avec le secteur extra-hospitalier et/ou ambulatoire. Ceci se passe par exemple dans le domaine de la psychiatrie, de la médecine palliative ou de la prise en charge de l'accident cérébral.

Cependant, il m'importe de formaliser cette forme de prise en charge et de l'étendre à d'autres domaines, impliquant des intervenants multiples, tel que la prise en charge de patients oncologiques ou la gériatrie.

Dans le cadre de la réforme de l'Assurance maladie et de la révision de la législation hospitalière, nous sommes actuellement en train de réfléchir à la concrétisation de ce concept de la filière de soins, dont l'aboutissement pourrait être, dans certains cas, l'organisation de centres de compétences.

Question 0425 (29.1.2010) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**airtramp:**

L'airtramp est une sorte de grand matelas gonflable qui permet un emploi éducatif, rééducatif ou une utilisation en thérapie psychomotrice.

J'aimerais, conformément au règlement de la Chambre des Députés, poser une question parlementaire à Mesdames les Ministres de la Famille et de l'Éducation nationale.

- Est-il possible de déterminer combien d'airtramps les différents services de l'État possèdent? Est-il possible de déterminer, à travers les subventions accordées ou à travers d'autres mesures, combien d'airtramps se trouvent dans des structures paraétatiques ou privées?

- Une formation est-elle nécessaire pour utiliser cet outil? Dans l'affirmative, sur quoi cette obligation de formation est-elle concrètement fondée? Quelle est la durée de cette formation? Qui dispense cette formation? À qui s'adresse essentiellement cette formation?

Réponse commune (8.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'airtramp est un équipement destiné à l'éducation et la rééducation psychomotrices.

Le relevé en annexe donne un aperçu des airtramps répertoriés au Grand-Duché de Luxembourg.

Comme cet outil est utilisé entre autres dans le cadre de la prise en charge d'enfants et de jeunes à constitution physique fragile, une formation préalable de la part du personnel encadrant est requise. Elle présente les concepts et méthodologies pour l'utilisation de l'airtramp, initie aux exercices relatifs à l'équilibre, à la coordination psychomotrice et à l'intégration sensorielle, et sensibilise à d'éventuelles contre-indications. La majorité des participants travaillent dans le domaine pédagogique, socio-éducatif et des soins.

La formation d'une vingtaine de leçons est organisée par le «Lëtzebuerger Aktiounskrees Psychomotorik» (LAP), le Lycée Technique pour Profession de Santé (en tant que partie intégrante de la formation de base des infirmiers psychiatriques et pédiatriques) et par l'Université de Luxembourg (dans le cadre d'un cours d'approfondissement pour le futur personnel enseignant de l'école fondamentale). Le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation Pédagogiques et Technologiques (SCRIPT), l'Entente des Foyers de Jour (EFJ), le SIPO et le Service de formation continue du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) organisent en la matière des cours de formation professionnelle continue.

(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0427 (29.1.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **intentions de l'opérateur de la bourse de Francfort de supprimer jusqu'à 10% de ses emplois en Allemagne et à l'étranger:**

Selon le quotidien «Handelsblau», l'opérateur de la bourse de Francfort envisage de supprimer jusqu'à 10% de ses emplois, soit plus de 300 postes de travail. La baisse des volumes liée à la concurrence des plates-formes alternatives et à la désaffection des investisseurs semblent être à l'origine d'une telle décision. Selon le quotidien financier, la «Deutsche Börse» aurait déjà décidé d'externaliser les activités de Clearstream Internatonal, une filiale de sa chambre de compensation.

Dans, ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement est au courant de la suppression de postes envisagée par la «Deutsche Börse» et des implications de celles-ci au niveau de Clearstream Luxembourg?

- Plus précisément, si le Gouvernement est à même d'informer le soussigné sur le nombre exact de postes visés par la suppression au Luxembourg?

Réponse (10.3.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le Gouvernement n'est pas au courant d'une suppression de postes auprès de la société Clearstream Luxembourg suite à l'intention de la «Deutsche Börse» de supprimer jusqu'à 10% de son effectif.

Il est bien sûr entendu que toutes les instances compétentes et concernées, et notamment le Comité de conjoncture, suivront avec attention l'évolution de ce dossier.

Question 0428 (29.1.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **inscriptions à l'Institut national des Langues (INL):**

Il ressort de divers articles de presse que lors de la première journée d'inscriptions pour le semestre de printemps, l'Institut national des Langues (INL) a été complètement débordé et que certaines personnes ont du attendre pendant des heures avant de pouvoir s'inscrire pour le cours désiré.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de personnes ont pu s'inscrire pour les cours offerts par l'INL? Est-ce que toutes les demandes ont pu être satisfaites? Dans la négative, combien de demandes d'inscriptions n'ont pas pu être retenues?

- Est-il prévu de la part de l'INL d'organiser des cours supplémentaires afin de répondre à la grande demande?

- Par quels moyens l'INL entend-il éviter un tel chaos lors de la prochaine séance d'inscription? Est-il notamment prévu d'offrir la possibilité de s'inscrire par internet?

Réponse (24.2.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les inscriptions relatives aux cours de langues du semestre de printemps 2010 à l'Institut national des Langues, se sont effectuées en deux étapes. À la lumière de l'organisation administrative actuellement en place et du calendrier de l'année académique, déterminé de façon exogène, la procédure des inscriptions prévoit une phase de prise de rendez-vous en vue d'une évaluation et d'un entretien avec un enseignant qui oriente les candidats vers un cours répondant à son niveau en langues et à ses objectifs.

Les journées de prise de rendez-vous se sont déroulées sur cinq jours ouvrables respectivement du 25 janvier au 29 janvier 2010 de 08h00 à 16h45 sans interruption. La journée du lundi 25 janvier a été marquée par un afflux sans précédent de personnes intéressées.

La logistique opérationnelle en place a été telle que tous les demandeurs potentiels se trouvant encore vers 17h00 dans l'enceinte du bâtiment de l'Institut national des Langues ont été encadrés et servis jusqu'à 19h00. Tous ont eu un rendez-vous. C'est ainsi que pendant cette seule journée, la distribution d'un total de 841 rendez-vous a été opérée et qu'un nombre de 650 réinscriptions se sont effectuées. À noter, qu'au soir du 25 janvier il ne restait plus de places disponibles pour les cours de débutants en langues luxembourgeoise et anglaise. À partir de la 2e journée, la demande a été en décroissance continue. Le mardi 26 janvier le nombre de personnes briguant des rendez-vous s'est atténué pour atteindre un niveau de 450 rendez-vous distribués. Durant toute la phase de prise de contact (4e semaine du calendrier), un total de quelque 2.000 rendez-vous individuels a été assigné aux apprenants potentiels, ceci tous départements linguistiques confondus. S'y ajoutent encore environ 2.000 réinscriptions de personnes qui ont suivi les cours du semestre d'hiver.

En principe, chaque candidat, auquel a été attribué un rendez-vous, a pu être inscrit dans un cours, à moins que les disponibilités et horaires des cours ne correspondent pas aux disponibilités des candidats. En pareil cas, les personnes sont considérées comme prioritaires en cas de vacances dans un cours ou lors de l'ouverture de nouvelles classes.

L'offre en prestation esquissée par l'Institut national des Langues est fonction des possibilités et des disponibilités en matière de ressources humaines et de structures d'accueil.

Dans un souci de rationalisation et de simplification administrative, notamment dans le traitement condensé des demandes, la stratégie directionnelle à implémenter à moyen terme se décline en deux volets.

D'une part, l'Institut national des Langues, de concert avec le Centre de technologie de l'Éducation, s'est investi dans le développement et l'adaptation d'une panoplie d'outils informatiques permettant de réagir de manière adaptée à un marché en croissance continue, ceci pour satisfaire les demandes au niveau des inscriptions. Dans cette optique une première application informatique dans le cadre des inscriptions en ligne a été testée durant les journées des 5, 8 et 9 février 2010, ceci dans le cadre restreint du département de la langue allemande. Une institution de ce nouveau logiciel s'exécutera dans la mesure du possible, à plus grande échelle dans les mois à venir.

D'autre part, et afin d'accompagner la révision informatique des structures administratives traditionnelles, des changements au niveau de la politique des ressources humaines sont prévus et sur le point d'être exécutés. Ainsi, les équipes en place seront étoffées par de nouveaux collaborateurs qui apporteront des connaissances spécifiques dans différentes matières.

Question 0429 (1.2.2010) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant la **rage:**

Il paraît que récemment un renard mort soupçonné d'être atteint de rage aurait été trouvé à l'est du pays. En attendant les résultats des examens, une certaine inquiétude s'est fait ressentir au sein de la population face aux risques de cette maladie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Quelles sont les procédures qui sont déclenchées lorsqu'un cas de rage est signalé aux autorités?

- Où les examens évoqués sont-ils effectués? Quels sont les délais d'attente pour les résultats officiels?

- À supposer que les examens confirment qu'un animal est atteint de rage, quelle est la procédure à respecter pour informer la population et prendre les mesures sanitaires nécessaires?

Réponse (25.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La rage est une maladie d'origine virale, répartie sur la planète entière. Les animaux sauvages, et surtout le renard constituent le réservoir naturel de ce virus. Dans nos contrées, cette maladie a quasiment disparu suite aux campagnes de vaccination des renards.

L'être humain peut attraper la maladie s'il est mordu ou griffé par un animal infecté. La période d'incubation chez l'homme est comprise entre quelques semaines, voire une à deux années.

Au Luxembourg la rage chez l'être humain est une maladie à déclaration obligatoire. Aucun cas de rage humaine n'a pourtant été déclaré dans le cadre du règlement grand ducal modifié du 10 septembre 2004 portant désignation des maladies infectieuses ou transmissibles sujettes à déclaration obligatoire.

Au moment où un cas de rage humaine serait déclaré, la Division de l'Inspection sanitaire de la Direction de la Santé procède en urgence à une enquête, ceci en étroite collaboration avec l'Administration des services vétérinaires; ceci en vue de prendre les mesures de santé publique qui s'imposent.

Toujours est-il qu'il n'existe pas de méthode de diagnostic fiable pré-mortem pour les cas humains. Tout cas de morsure ou de griffade par un animal suspect de rage est traité de façon préventive par vaccination antirabique combinée éventuellement à l'injection d'anticorps spécifiques. Je voudrais rappeler dans ce contexte l'importance des mesures sanitaires préventives qui sont toujours indiquées, et cela même en l'absence d'un cas diagnostiqué. Ainsi, il convient de garder distance par rapport à des animaux sauvages suspects, de recourir à la vaccination antirabique en cas de morsure ou de griffade par un animal suspect, et de procéder au lavage des mains.

À partir du moment où un cas de rage animale est diagnostiqué ou lorsqu'une suspicion de rage est signalée à l'Administration des Services vétérinaires, le vétérinaire-inspecteur compétent ou un agent de l'Administration des Eaux et Forêts remet l'animal au Laboratoire de Médecine vétérinaire.

L'examen pour la rage ainsi que l'examen pour échinococcose (Fuchsbandwurm) et trichines sont réalisés au laboratoire du «Landesamt für Soziales, Gesundheit und Verbraucherschutz» à Sarrebruck en Allemagne. En cas de suspicion, les analyses sont réalisées sans délai.

En cas de suspicion de la rage, les personnes ayant été en contact avec l'animal sont retracées et le médecin-inspecteur de la direction de la Santé mène une enquête épidémiologique pour décider s'il y a lieu à vaccination ou pas. Pour le cas où la rage devrait se voir confirmée, la vaccination des personnes est poursuivie.

Je voudrais finalement informer l'honorable député que les 2 renards trouvés morts à l'Est du pays (Mompach et Betzdorf), ont été transmis au Laboratoire de Médecine Vétérinaire au mois de novembre 2009.

Aucun des deux renards n'a été déclaré suspect à la rage après avoir été analysé en routine à Sarrebruck avec résultat négatif pour rage, échinococcose et trichines.

Par ailleurs, le résultat du laboratoire est toujours diffusé aux personnes concernées qui figurent sur la fiche d'accompagnement d'analyse pour le laboratoire.

Question 0430 (2.2.2010) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant le **licenciement collectif auprès d'une d'entreprise de sécurité au Luxembourg:**

Selon des sources syndicales, une entreprise prestataire de services de sécurité et de surveillance au Luxembourg procède depuis des mois à des licenciements de l'ordre de cinq personnes par mois.

Selon l'Art. L.166-1. (1) du Code du Travail, on entend par «licenciement collectif» les licenciements effectués par un employeur lorsque le nombre de licenciements envisagés est:

- pour une même période de trente jours, au moins égal à sept salariés;

- pour une même période de quatre-vingt-dix jours, au moins égal à quinze salariés.

La stratégie appliquée par l'entreprise en question permet de rester en dessous de ces limites et d'échapper à la négociation et à l'établissement d'un plan social.

Face à cette situation, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces pratiques? Dans l'affirmative, de quels moyens dispose-t-il afin d'y remédier?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une réforme législative soit nécessaire afin de rendre plus contraignants les critères définissant un «licenciement collectif», dans le but d'exclure les tentatives visant à saper l'esprit législatif en la matière?

Réponse (8.3.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Si le Code du travail définit un seuil précis pour les licenciements collectifs devant faire l'objet de la négociation d'un plan social, celui-ci peut être contourné par le biais d'un étalement dans le temps des décisions.

En effet, un certain nombre d'entreprises échelonnent leurs licenciements en vue d'éviter de tomber sous les dispositions légales prévues en matière de licenciements collectifs.

Dans cette optique, il convient de rappeler que la législation en la matière ne prévoit pas seulement les deux critères définissant le licenciement collectif, à savoir le licenciement de sept salariés dans une période de trente jours ou de quinze salariés dans une période de quatre-vingt dix jours, mais elle précise également et pour les deux cas que d'autres cessations de travail intervenues à l'initiative de l'employeur pour un ou plusieurs motifs non inhérents à la personne du salarié peuvent être assimilées aux licenciements, à condition que les licenciements réels soient au nombre de quatre.

Considérant ce qui précède, une réduction supplémentaire des seuils minima ne semble pas opportune dans le cadre de la notion de licenciement collectif.

Certes, il sera étudié comment on pourra mieux éviter le contournement de la procédure en matière de licenciement collectif.

Il convient de rappeler par ailleurs que les licenciements individuels pour des raisons non inhérentes à la personne doivent être notifiés au secrétariat du Comité de Conjoncture conformément à l'article L. 511-27 du Code du travail, et que des pratiques telles que décrites par l'honorable Députée sont étroitement surveillées par le secrétariat de ce Comité qui au besoin peut proposer une intervention auprès de l'entreprise.

Question 0431 (2.2.2010) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **procédure d'émission des fiches de retenue d'impôt:**

Depuis le 1er janvier 2010, l'Administration des Contributions directes est en charge de l'émission des fiches d'impôt pour tous les salariés et pensionnés habitant ou ayant habité la ville de Luxembourg à partir du 30 septembre 2009, ainsi que pour leur conjoint séparé quelle que soit la commune de résidence de celui-ci.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre des Finances:

- À l'avenir, l'Administration des Contributions directes va-t-elle également émettre les fiches d'impôt des résidents des autres communes du Luxembourg et le cas échéant dans quel délai?

- Les communes vont-elles garder une responsabilité quelconque dans l'établissement respectivement la modification des fiches de retenue d'impôt?

- Est-ce qu'une telle modification aura d'éventuelles conséquences sur le recensement fiscal annuel effectué par les communes?

Réponse (1.3.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'Administration des Contributions directes vient de réaliser, notamment ensemble avec la ville de Luxembourg, un projet-pilote qui permet l'établissement des fiches de retenue d'impôt pour les salariés et pensionnés habitant ou ayant habité la ville de Luxembourg à partir du 30 septembre 2009, ainsi que de celles de leurs conjoints séparés (indépendamment de leur commune de résidence).

L'objectif de ce projet-pilote était double:

- transférer, par la mise en place d'un nouveau système informatique, l'établissement des fiches de retenue d'impôt de la ville de Luxembourg vers l'Administration des Contributions directes et

- abolir, par la suite, le recensement fiscal pour la ville de Luxembourg.

Ce projet-pilote a abouti par l'établissement des fiches de retenue pour la population indiqué ci-dessus à partir de l'année fiscale 2010.

L'Administration des Contributions directes a, dès à présent, démarré la phase 2 du projet qui envisage d'étendre son nouveau système informatique à l'ensemble des salariés et pensionnés résidents et ce en vue de transférer vers l'Administration des Contributions directes l'établissement des fiches de retenue d'impôt à partir de l'année d'imposition 2012. Le gain pour chacune des administrations communales sera identique à celui de la ville de Luxembourg, à savoir:

- plus aucune responsabilité quelconque dans l'établissement et dans la modification des fiches de retenue d'impôt à partir de l'année d'imposition 2012 et

- abolition, par la suite, du recensement fiscal pour l'ensemble du pays.

Question 0432 (3.2.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **agents professionnels des centres de secours à vocation régionale:**

En date du 1er février 2010 les premiers agents professionnels ont intégré les centres de secours à vocation régionale du pays.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quelles ont été les qualifications requises pour pouvoir postuler pour l'un de ces postes?

- Combien de personnes avaient posé leur candidature pour ces postes?

- Quelles sont les missions confiées aux nouveaux agents professionnels? Évolueront-ils exclusivement au sein des centres de secours ou seront-ils aussi appelés à venir en aide aux corps de pompiers locaux?

- Est-ce que des formations supplémentaires seront proposées aux agents professionnels? Qui s'occupera de ces formations éventuelles?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le statut sous lequel ces agents professionnels ont été engagés et quelle sera l'évolution de leur carrière?

- Selon les explications d'un membre du Comité des Sages de la Protection civile, il faudrait augmenter de façon remarquable le nombre des agents professionnels pour compenser l'indisponibilité des volontaires. Il me semble que Monsieur le Ministre lui-même avait annoncé d'engager 60 agents professionnels pour pourvoir aux besoins actuels. Dans quel délai M. le Ministre envisage-t-il de procéder à des recrutements supplémentaires?

- Suite au recrutement des agents professionnels, des secouristes et pompiers bénévoles ont reformulé leur souhait d'une meilleure reconnaissance de leur engagement. Quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre se propose d'entreprendre à court terme pour remédier à cette situation d'autant plus qu'il avait en 2008, dans sa réponse à une question parlementaire concernant les services de secours de la Protection civile, fait référence à des conclusions promises pour début 2009 d'un groupe interministériel s'occupant de la reconnaissance du bénévolat?

Réponse (10.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Pour postuler aux douze vacances de postes d'agent professionnel des services de secours, les candidats devaient avoir accompli avec succès dans l'enseignement public luxembourgeois cinq années d'études soit:

- dans l'enseignement secondaire,

- dans l'enseignement secondaire technique,

- être détenteur d'un C.A.T.P. ou d'un certificat y assimilé,

- présenter un certificat sanctionnant des études reconnues équivalentes par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

En plus, les candidats devaient être détenteurs d'un brevet d'aptitude de secouriste-ambulancier ou d'un brevet étranger les autorisant à participer aux missions des services de secours en tant que secouriste-ambulancier dans le pays dans lequel le brevet a été émis et avoir une expérience d'au moins deux ans comme membre actif au sein de la division de la protection civile de l'Administration des Services de secours ou d'un service similaire.

46 personnes avaient introduit leur candidature, dont neuf ne remplissaient pas les conditions requises et d'autres avaient perdu intérêt. Finalement, 33 candidats ont été admis à l'examen, 32 candidats se sont présentés et 23 personnes ont réussi.

En un premier lieu, ces candidats doivent combler les lacunes qui se présentent actuellement au niveau des permanences, pour assurer notamment au cours de la journée le service ambulancier à travers le pays afin de garantir des délais d'intervention raisonnables. En un deuxième temps, il est prévu que ces personnes, en fonction de leur disponibilité et de leur formation, prêtent également main forte à d'autres unités des services de secours, notamment aux secouristes-sauveteurs. Cependant, après le premier mois de retour d'expérience, il s'avère que dans la plupart des cas, les sollicitations de ces agents professionnels comme secouristes sont telles qu'il semble difficile de leur attribuer dans l'immédiat encore d'autres missions opérationnelles au sein des services de secours.

Comme les agents professionnels sont amenés à collaborer activement sur le terrain avec tous les services de secours, il est prévu de les faire bénéficier en un premier temps de formations supplémentaires, c'est-à-dire une formation comme secouriste-sauveteur et la formation de base comme sapeur-pompier. Cette formation est assurée par l'Administration des Services de secours en collaboration avec les différents acteurs œuvrant dans le domaine de la formation des membres des services de secours. Il s'agit d'élaborer à moyen terme un curriculum de formation spécifique pour ces agents professionnels, tout en réfléchissant sur la possibilité d'offrir aux bénévoles l'occasion de pouvoir se prévaloir de la même formation.

Les 13 personnes, engagées comme employés de l'État à plein temps dont dispose maintenant l'Administration des services de secours, sont affectées aux centres de secours à vocation régionale ou à la base nationale de la protection civile, c'est-à-dire à Esch-sur-Alzette, Dudelange, Ettelbruck, Mertert et Lintgen. Actuellement, au sein de la fonction publique, il n'existe aucune carrière spécifique comme employé des services d'urgence. À l'exception de la carrière de l'huissier, les employés de l'État sont tous classés comme employés de bureau. Il faudra donc créer une nouvelle carrière comme employé des services de secours, fixant clairement l'évolution de la carrière et les spécificités qui lui sont propres.

En ce qui concerne les futurs besoins en secouristes-ambulanciers professionnels, la direction de l'Administration des Services de secours avait préparé un dossier, y analysant les problèmes liés à la disponibilité des agents bénévoles et l'évolution probable du bénévolat au cours des années à venir. Cette étude estimait que le besoin en agents secouristes-ambulanciers professionnels à engager au cours des années à venir se situait à environ 60 unités, non inclus le personnel nécessaire pour leur encadrement (formation, gestion administrative,...). Un plan d'engagement s'échelonnant sur cinq années a été proposé. Le Comité des Sages de la Protection civile, dans son analyse interne, était venu à une conclusion similaire.

Depuis 2009, l'Administration des Services de secours dispose d'un article budgétaire permettant d'allouer aux unités et centres de secours de la protection civile un subside visant d'une part à encourager les bénévoles et d'autre part à leur aider à couvrir leurs frais engendrés par l'engagement bénévole. Dans un premier temps, et en attendant les conclusions du collège d'experts chargé de mener le processus de la réforme des services de secours, il est prévu d'augmenter ce subside de façon significative pour l'exercice budgétaire 2011 pour répondre d'avantage à la

demande des bénévoles d'une meilleure reconnaissance de leur travail volontaire.

Question 0433 (3.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **télésanté:**

Telegesundheit ist eine neuartige Versorgungsform für Menschen mit chronischen Leiden. Parameter wie Blutdruck, Puls, Sauerstoffsättigung im Blut, Blutzucker usw. können zu Hause durch zur Verfügung gestellte Monitorgeräte gemessen und automatisch an den behandelnden Arzt weitergesendet werden. Die Gesundheitsdaten werden ausgewertet und bei Bedenken wird der Patient kontaktiert und entsprechende Maßnahmen werden ergriffen, um ein größeres Gesundheitsproblem zu vermeiden.

Dies geschieht im Sinne einer präventiven Gesundheitsversorgung und diese Gesundheitsversorgung hilft, unnötige und kostenspielige Klinikaufenthalte zu vermeiden oder die Aufenthaltsdauer zu begrenzen, die Zufriedenheit der Beteiligten zu erhöhen, die Stabilisierung von chronischen Leiden zu optimieren, die Gesundheitserziehung bei den Betroffenen zu fördern, die Zusammenarbeit zwischen Ärzten und Patienten zu konkretisieren, den Betroffenen die Möglichkeit zu geben, in ihrem vertrauten Zuhause weiterleben zu können, und die Leute aus dem Akutbereich der Gesundheitsversorgung herauszuhalten und somit den Druck auf diesen Versorgungsbereich zu mindern.

Eine rezente Studie im Ausland über zwölf Monate zeigte auf, dass die Telegesundheit zu einer 75%igen Reduktion von Klinikaufnahmen bei BPCO und Herzpatienten führte, zu einer Verminderung von 85% der Hausvisiten sowie zu 43% weniger Hausbesuchen durch spezialisierte Gesundheitsberufler. Die so freigesetzten Ressourcen konnten dort eingesetzt werden, wo akut Bedarf bestand.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Denkt der Gesundheitsminister nicht, dass unter Berücksichtigung einer vermehrten Effizienz und der Erhaltung eines hohen Qualitätsniveaus in unserem nationalen Versorgungssystem die Zeit gekommen ist, konkrete Projekte in Sachen Telegesundheit in der Basisversorgung zu fördern?

2) Wenn ja, wird eine entsprechende Initiative von der Regierung ausgehen? Welches ist der Zeitrahmen für ein solches Projekt und welche finanzielle Beteiligung ist die Regierung gewillt zur Verfügung zu stellen?

3) Ist eine solche Telegesundheitsinitiative in den medizinisch unterversorgten Regionen des Landes nicht ein Teil der Lösung der derzeitigen gravierenden Situation?

4) Was ist heute der Durchschnittskostenwert eines Aufenthaltstages in einer „Unité de soins normaux" und der Durchschnittswert der Kosten in einer „Unité de soins intensifs"?

5) Denkt der Minister nicht, dass die Telegesundheit ein Lösungsansatz ist, den immer größer werdenden Anteil von Menschen mit Langzeitleiden qualitativ hochwertig zu behandeln, und dies mit einer annehmbaren Finanzierung?

Réponse (12.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Im Rahmen der Anfrage des Herrn Abgeordneten Colombera betreffend die Versorgungsform Telegesundheit für Menschen mit chronischen Krankheiten möchte ich ebenfalls auf die Untersuchung und Bewertung durch kanadische Stellen sowie auf die spezifischen Veröffentlichungen in der Fachliteratur hinweisen.

Telemonitoring wird als klinisch effektiv für Patienten mit Diabetes oder Herzinsuffizienz befunden. Studien chronisch-obstruktive Bronchopneumopathie (COPD) betreffend zeigten eine höhere Sterblichkeit bei dieser Versorgungsform. Die kanadischen Untersucher sowie die Autoren anderer Veröffentlichungen, die diese Versorgungsform untersuchten, waren aber der Meinung, dass die Anzahl von Studien, die erlauben, valide Bewertungen und Schlussfolgerungen zu ziehen, noch zu gering ist. Telemonitoring wird als eine verheißungsvolle Strategie angesehen, aber es werden weitere Informationen zur Bestimmung der idealen Patientengruppe, Technologie und Parameter, Häufigkeit sowie Dauer des Telemonitorings, der Überwachung durch Arzt/Gesundheitsberufler usw. benötigt.

Es wird zurzeit vonseiten des Gesundheitsministeriums kein solches Projekt in der Basisversorgung geplant.

Was den Durchschnittskostenwert eines Aufenthaltstages in einer „Unité de soins normaux" betrifft, so lag dieser im Jahr 2008 bei 390,58 Euro. Der Durchschnittswert der Kosten in einer „Unité de soins intensifs" lag 2008 bei 1.105,45 Euro.

Question 0434 (3.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**hospitalisation de personnes âgées:**

Ältere und geschwächte Personen werden aufgrund heftiger Infektionen, plötzlicher Stürze mit Frakturen oder unerwarteter Verschlimmerungen von mehr oder weniger stabilen Gesundheitszuständen immer wieder in Krankenhäuser eingewiesen.

Nach Stabilisierung des Gesundheitszustandes werden diese Personen dann aus dem Akutkrankenhaus entlassen. Oft stellt man jedoch fest, dass der Autonomiegrad von vor dem Krankenhausaufenthalt nicht mehr ganz erreicht wird. Durch gezielte Maßnahmen von spezialisierten Kliniken, welche eine Reihe klinischer Parameter zeitnah überwachen würden, und durch den Einsatz von assistiven Technologien könnte der Verbleib zu Hause im gesicherten Umfeld ermöglicht werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es in Luxemburg verlässliche Statistiken über Hospitalisationsfrequenzen von Personen ab dem 60. Lebensjahr?

2) Gibt es medizinische Statistiken, die ergründen, warum dieselben Personen immer wieder hospitalisiert werden? Sind hier die ICD-10-Kodierungen von Nutzen?

3) Wird auf Basis dieses gegebenfalls vorhandenen Zahlenmaterials politisch gehandelt? Welche Aktionen wurden bereits konkret in die Wege geleitet?

4) Wird über eine klinische Überwachung und eine Sammlung sowie Auswertung von Daten betreffend die Gesundheitsstände außerhalb von Akutkliniken nachgedacht, zum Beispiel über eine poststationäre Überwachung während der sogenannten Remissions- und Rekuperationsphase?

5) Wie kann die Zahl von Rehospitalisierungen verringert und gleichzeitig die Lebensqualität von älteren Menschen in ihrem vertrauten Zuhause verbessert werden (Vermeiden von Sturzrisiko, Verschlimmerung von chronischen Krankheiten wie Diabetes, Herzinsuffizienz, Blutdruck ... und proaktive Maßnahmen), wenn man die Hypothese eines Transfers und einer Versorgung in Institutionen (Alters- und Pflegeheime) nicht in Betracht zieht?

6) Denkt der Minister nicht auch, dass die Verminderung unnötiger Krankenhausaufenthalte nicht nur der Lebensqualität der Patienten zugutekommt, sondern auch der zurzeit defizitären Gesundheitskasse, indem unnötige Kosten eingespart werden können?

Réponse (12.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Des statistiques sur la fréquence d'hospitalisation des personnes âgées peuvent être dérivées à partir des données disponibles sur les hospitalisations. La Caisse Nationale de Santé (CNS) dispose de la possibilité de calculer les taux d'hospitalisation par classe d'âge. Ces taux permettent de constater une forte croissance à partir de l'âge de 60 ans.

Les causes de (ré)hospitalisations plus fréquentes sont nettement plus difficiles à analyser sur base des données disponibles, notamment parce que la codification des diagnostics d'hospitalisation ne se fait pas encore de manière suffisamment standardisée.

Toujours est-il que les diagnostics de sortie obligatoirement fournis par les hôpitaux en vertu de l'article 51 de la convention conclue entre l'Entente des hôpitaux luxembourgeois (EHL) et l'UCM permettent d'identifier les pathologies dont souffrent les patients.

Le plan hospitalier (règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures) prévoit que les hôpitaux sont tenus de disposer d'un service spécialisé de gériatrie aiguë ainsi que d'une équipe mobile de gériatrie, ceci pour assurer une prise en charge optimale des personnes âgées polypathologiques ou fragiles qui risquent une perte d'autonomie.

Les démarches entreprises pour encadrer valablement les patients âgés hospitalisés fréquemment viennent de débuter seulement au cours des dernières années.

Plusieurs services de rééducation gériatrique ont ainsi été créés pour favoriser la rééducation des personnes de plus de 65 ans dans le but de favoriser leur retour à domicile après une hospitalisation.

Plusieurs hôpitaux disposent d'un service de gériatrie avec la présence d'un médecin spécialiste en gériatrie. Ces services sont particulièrement bien adaptés dans la prise en charge des personnes âgées pour évaluer les risques gériatriques particuliers (dépendance, dénutrition, chute, démence, dépression, isolement social...) au moyen d'une équipe multidisciplinaire, et pour élaborer des plans de traitement, de prise en charge, voire de guidance de ces personnes.

Par ailleurs, je voudrais également faire savoir à Monsieur le Député que des services de rééducation gériatrique fonctionnent entre-temps également dans les cliniques de Steinfort (Hôpital intercommunal), Dudelange (CHEM), Luxembourg (Zitha) et d'Ettelbruck (CHN).

Enfin, il m'importe également de noter que la Commission de nomenclature est en train de compléter la nomenclature des actes et services des médecins par un acte supplémentaire qui consiste en un «bilan d'évaluation multidisciplinaire gériatrique lors d'une hospitalisation stationnaire dans un service autre qu'un service de gériatrie pour une personne âgée d'au moins 80 ans et présentant une polymorbidité».

La démarche d'inclusion d'un acte spécial dans la nomenclature a été entreprise sur initiative de la Société luxembourgeoise de gériatrie et de gérontologie. Le libellé de l'acte décrit de façon précise l'activité du gériatre et contribue à développer les relations des personnes entourant la personne âgée et la coordination des efforts en vue de son encadrement efficace et coordonné.

Une surveillance poststationnaire des patients a d'ailleurs été entreprise de façon ponctuelle dans le cadre de projets isolés, notamment en matière de cardiologie en collaboration entre le INCCI et un des centres de recherche au Luxembourg. Il ne s'agit toutefois que d'un projet et cette initiative ne se fait pas pour l'instant de façon systématique.

Le médecin traitant analyse la situation et aide à procurer les interventions sanitaires ou les équipements pour le bon diagnostic, de même que les traitements médicamenteux adaptés ainsi que la surveillance nécessaire (par exemple le téléalarme pour seniors et/ou la surveillance de la glycémie, etc.). Il peut également aider à fournir des accessoires indispensables tels qu'un déambulateur. Le cas échéant, les traitements, soins et/ou la surveillance sont réalisés par les réseaux d'aide et de soins à domicile. Les services de gériatrie ou de rééducation gériatrique fournissent un complément précieux, souvent indispensable pour répondre au mieux aux besoins des personnes âgées.

Ma réponse à la question 6 est évidemment oui.

Question 0435 (3.2.2010) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **réforme du système de pension:**

Monsieur le Ministre vient d'annoncer des réformes du système de pension qui devraient être dévoilées d'ici la fin de l'année. Monsieur le Ministre envisage notamment qu'à l'avenir les années de cotisation correspondent à 40 années effectives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand ces mesures élaborées d'ici décembre 2010 devien-dront-elles effectives? Peut-on envisager une entrée en vigueur immédiate au 1er janvier 2011 ou bien ces mesures ne prendront-elles effet qu'ultérieurement? Dans ce cas, quelle serait la date d'application?

- Monsieur le Ministre envisage d'étendre les années de cotisation à 40 années effectives. Envisage-t-il d'exclure à l'avenir la prise en compte des périodes d'assurance assimilées (les années d'études et de formation professionnelle entre 18 et 27 ans accomplis ou les années d'éducation d'un enfant sur une période de six ans notamment)?

Réponse (2.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les conclusions que j'ai présentées à la commission parlementaire à la suite des travaux du groupe de réflexion sur la viabilité à long terme de notre système de pension esquissent différentes pistes à envisager pour garantir des pensions sûres et adéquates aux générations futures. Ces pistes ont été largement reprises par le programme gouvernemental.

Ainsi le Gouvernement s'est-il prononcé en faveur «de la confirmation de la règle des 40 années de cotisations, l'analyse critique des périodes de stage et des critères pour le cumul d'une pension de survie avec une activité professionnelle».

Cette proposition, comme d'autres, fera l'objet de consultations que je mènerai avec les partenaires sociaux et le Parlement avant d'élaborer un projet de loi afférent.

Une fois ce projet voté par le Parlement, la mise en place de mesures se fera progressivement.

En ce qui concerne les périodes assimilées, il n'a jamais été question ni dans le programme gouvernemental ni dans mes propositions d'une abolition de ces périodes, mais d'une révision du bien-fondé de leur étendue.

En tout état de cause, il appartiendra au législateur d'arrêter le dispositif à mettre en place et de fixer les délais d'entrée en vigueur des différentes mesures.

Question 0436 (3.2.2010) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **taux débiteur:**

Il me revient qu'une banque de la place financière, qui bénéficie d'une aide publique substantielle, applique actuellement un taux débiteur substantiel.

Sachant que l'État vient de baisser le taux légal de 4,25% à 3,5%, le taux débiteur de 14,25% appliqué par cette banque peut être qualifié d'usuraire. À titre d'exemple, le taux directeur de la Banque centrale européenne est de 1%, le LIBOR (London Interbanking Offered Rate) sur six mois de 0,92625% et le rendement des emprunts de l'État allemand à dix ans de 3,18%.

Aussi, aimerais-je poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il devrait intervenir afin de limiter le taux débiteur appliqué sur les comptes des banques bénéficiant d'une aide publique à un taux maximum plafonné, par exemple à deux fois le taux légal, soit 7%? Un tel taux ne serait-il pas largement suffisant en tant que prime de risque?

Réponse (24.2.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Bien que je partage le point de vue exprimé par Monsieur le Député Carlo Wagner en ce qui concerne le caractère substantiel des taux débiteurs qui sont parfois pratiqués sur la place financière, j'estime qu'il n'appartient pas à l'État, même s'il est actionnaire ou accorde une garantie à une banque, de s'immiscer dans la gestion quotidienne et notamment dans la fixation des intérêts débiteurs. Les intérêts sont en effet déterminés par le marché où joue la concurrence entre les établissements financiers.

Question 0437 (5.2.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **contrat de collaboration entre une association sans but lucratif opérant dans le domaine de l'aide à la petite enfance et le Ministère de la Famille et de l'Intégration:**

Nous venons d'apprendre que le contrat de collaboration entre une association sans but lucratif opérant dans le domaine de l'aide à la petite enfance et le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'a pas été prolongé au-delà du 31 décembre 2009. Dans un courrier récent, le Ministère a annoncé que ce contrat, qui permettait d'appliquer les tarifs «chèques-services», était résilié étant donné que l'association concernée fonctionne dans le cadre d'une convention avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle comme modèle d'éducation précoce et non pas comme crèche, voire maison relais. Il en découle que le conseil d'administration de l'association en question se voit obligé de revenir à ses anciens tarifs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Mmes les Ministres peuvent-elles nous fournir des précisions concernant le statut de ces associations?

- Quel est le cadre juridique qui règle l'accompagnement des enfants accueillis dans cette association?

- Pourquoi le Ministère de la Famille et de l'Intégration a-t-il modifié sa politique en cours de route excluant ainsi l'association en question du système des «chèques-services»?

- Pourquoi le Ministère de la Famille et de l'Intégration a-t-il effectué ce changement durant l'année scolaire en cours tout en sachant que beaucoup de parents ont pris des engagements jusqu'à la fin de l'année?

- Est-ce que l'association, qui bénéficie depuis 1989 d'une convention avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ne répond pas aux critères de qualité définis par le Ministère de la Famille et de l'Intégration?

- Dans l'affirmative, sur quels points les critères diffèrent-ils?

- Mmes les Ministres peuvent-elles nous informer comment le Gouvernement entend pratiquer une politique cohérente dans le domaine de l'aide à la petite enfance si les ministères ne s'entendaient pas sur des critères communs?

- Mmes les Ministres peuvent-elles nous informer sur le nombre d'enfants concernés par l'exclusion de l'association concernée du système des «chèques-services»?

- Si des parents se voyaient obligés de quitter la structure en question, peuvent-ils alors recourir facilement à l'offre alternative d'une crèche ou d'une maison relais fonctionnant dans le voisinage de cette structure? Quels sont actuellement les délais d'attente dans ces infrastructures?

Réponse commune (8.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le Benjamin Club est un service créé dans le cadre du Groupe d'Étude et d'Aide au Développement de l'Enfant (GEADE), une association sans but lucratif dont les statuts ont été publiés au Mémorial C N°112 du 4 juin 1981. Un objectif primordial fut de favoriser plus particulièrement le développement d'enfants issus de milieux défavorisés.

Au fil des années, l'éducation précoce, instaurée par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation professionnelle et mise en place dans un nombre croissant de communes, s'est proposé les mêmes buts.

Depuis 1989, les modalités de la collaboration entre le GEADE et le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation professionnelle sont stipulées dans une convention afférente.

Les ministères s'entendent parfaitement sur les critères relatifs à l'aide à la petite enfance et les responsabilités afférentes sont déterminées de façon claire et univoque.

Suite à l'introduction de nouvelles dispositions légales, les missions initiales du Benjamin Club, créé en 1981, relèvent maintenant des compétences du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de celles du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Il y a donc lieu d'en faire le partage judicieux afin de les attribuer au Ministère compétent.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a essayé de trouver tout au long de l'année 2009 une voie qui permette de considérer le Benjamin Club comme un prestataire du «chèque-service» tel que prévu au règlement grand-ducal du 13 février 2009. À la fin de l'année 2009 le Ministère avait informé le Benjamin Club qu'il ne se verrait pas en mesure d'établir à l'avenir un contrat de collaboration, si le Benjamin Club ne lui indiquait sur quelles bases de fonctionnement il entendait poursuivre sa collaboration. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a donc fait cinq propositions au Benjamin Club, dont quatre qui permettaient une prestation immédiate du «chèque-service». En attendant une décision des responsables du Benjamin Club, la mise en application du CSA pour les structures du Benjamin Club n'a pas pu se faire et ce pendant un temps très limité de trois semaines.

Tout en déplorant cet état des choses, il est évident qu'une vision claire des responsables quant à l'avenir du Benjamin Club ainsi qu'une réponse aux propositions du Ministère auraient énormément aidé le Ministère de la Famille à trouver soit une solution définitive soit une solution transitoire, afin de ne pas nuire aux intérêts des familles et enfants concernés.

Lors d'une réunion commune avec les deux ministères et le conseil d'administration du Benjamin Club, il a été possible de trouver une solution transitoire qui va permettre une prolongation du contrat de collaboration du «chèque-service accueil» jusqu'au 15 juillet 2010. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration prendra les mesures nécessaires afin que les parents concernés puissent continuer à bénéficier du CSA et ceci jusqu'au 15 juillet 2010 conformément à la demande du Benjamin Club. Les trois semaines où les prestations CSA n'ont pas pu être saisies au système informatique seront sans problème considérées rétroactivement.

À l'heure actuelle, 290 enfants inscrits au Benjamin Club entendent bénéficier du système des «chèques-services».

Question 0438 (4.2.2010) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **pension de survie en cas de divorce:**

Mat folgender Begrënnung gouf eng Zousazrent (Pension de survie) vun der Pensiounskeess (CNAP) refuséiert:

«L'article XVIII, 17) de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie tel ajouté par la loi du 24 avril 1991, article IV, 4, ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif prévoit cependant que: „Par dérogation à l'article 197 du Code des assurances sociales, les conjoints divorcés avant le 1er août 1978 à leurs torts exclusifs ou aux torts réciproques des époux n'ont pas droit à la pension de survie si l'assuré s'est remarié avant cette date ou tant que son décès donne encore lieu à des prestations…"».

Kann den Här Minister vun der sozialer Sécherheet mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass den Här Minister der Meenung, dass dës Bestëmmung am Gesetz ongerecht ass?

2. Wat war de Grond fir dës Bestëmmung am Gesetz?

3. Wéi vill Persoune sinn dovunner betraff?

4. Wann net vill Persoune concernéiert sinn, kann de Minister sech virstellen, eng Léisung fir déi betraffe Leit ze fannen?

Réponse (1.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Je me permets de renvoyer à ma réponse fournie en date de ce jour à la question parlementaire N°0411 du 24 janvier 2010 de Monsieur le Député André Hoffmann *(cf. ci-dessus)* et qui porte sur le même objet et qui était formulée comme suit:

L'honorable Député s'interroge sur la justification de l'article XVIII, 17) de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension. On notera, toutefois, que cette disposition n'a fait que maintenir la disposition finale, inscrite à l'article 8 de la loi du 21 juillet 1978 portant modification des dispositions concernant les droits à pension de la femme divorcée dans le régime des pensions contributifs qui dit que: «Les nouvelles dispositions sont applicables aux divorces prononcés après l'entrée en vigueur (i.e. 1er août 1978) de la nouvelle loi ainsi qu'aux divorces prononcés avant cette date, à moins que le décès n'ait déjà donné lieu à des prestations et à condition qu'un remariage n'ait pas eu lieu avant l'entrée en vigueur.»

Deux remarques s'imposent:

- Le droit de la sécurité sociale est subsidiaire au droit civil. Ce n'est que dans la mesure où le législateur a aboli le divorce aux torts exclusifs de l'un des époux qu'il a pu introduire les solutions actuellement applicables en matière de sécurité sociale, à savoir le partage de la pension de survie entre les conjoints et conjoints divorcés au prorata de la durée des différents mariages.

- En introduisant ces modifications substantielles, le législateur a eu soin de ne pas interférer dans les décisions coulées en force de chose jugée et de porter ainsi préjudice aux autres ayants droit.

La même problématique se pose d'ailleurs en ce moment où le législateur s'apprête à innover en matière de divorce. Les situations acquises resteront régies par la loi ancienne. La loi nouvelle ne pourra agir que pour l'avenir.

Comme les personnes concernées sont exclues du bénéfice de prestations de survie, elles ne sont pas recensées dans les statistiques de sorte que la sécurité sociale ne dispose pas d'indicateurs fiables en la matière.

Question 0440 (5.2.2010) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**achat d'un CD-Rom par le Gouvernement allemand contenant des données volées:**

L'intention du Gouvernement allemand d'acheter à un receleur un CD-Rom contenant des fichiers de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque suisse défraie actuellement la chronique. Le Gouvernement allemand serait prêt à payer dans les 2,5 millions d'euros pour s'approprier ces données qui rapporteraient d'après les dernières estimations 400 millions d'euros au fisc.

Aussi aimerais-je poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est l'attitude du Ministre face à l'intention du Gouvernement allemand de s'adonner au recel pour être en possession de données volées pour menacer de poursuite des citoyens allemands?

- Dans le cas de figure où le Ministre désapprouve la façon de procéder du gouvernement allemand, peut-il me dire si les relations entre le Luxembourg et l'Allemagne risquent de s'en ressentir?

Réponse (24.2.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

J'estime qu'il n'est pas opportun de se prononcer sur une question qui relève de la seule compétence des autorités allemandes sur base du droit allemand et qui concerne un dossier entre l'Allemagne et la Suisse.

Question 0441 (8.2.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **manque d'effectifs à l'Aéroport de Luxembourg:**

Selon mes informations, on constate depuis un certain temps un manque chronique de personnel à l'aéroport respectivement sur l'enceinte aéroportuaire. Ceci crée des problèmes au niveau de l'exploitation aéroportuaire et au niveau de la sécurité. En plus, cette situation conduit inévitablement à une détérioration du climat et des conditions de travail des salariés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans quels domaines y a-t-il un manque en personnel?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre ce problème?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet des effectifs du personnel de sûreté à l'Aéroport de Luxembourg. La société de l'Aéroport de Luxembourg (lux-Airport) emploie actuellement 222 salariés, dont 167 sont occupés dans le seul département sûreté.

Je tiens à souligner qu'un amalgame malencontreux fut fait entre le manque de personnel ponctuellement constaté et le niveau de sûreté de l'aéroport.

En effet, le directeur général de lux-Airport m'informe que, lors de la planification des agents de sûreté, soit sur les points d'inspection - filtrage (PIF), soit sur les points d'accès routier d'inspection - filtrage (PARIF), respectivement au nombre de 9 et de 12, les minima fixés par le Plan de sûreté aéroportuaire (PSA), approuvé par la Direction de l'Aviation civile, sont respectés. À défaut, des postes PARIF de moindre importance sont à fermer de manière temporaire.

De manière générale, des difficultés sont ponctuellement observées lors d'absence de personnel. Du personnel de prestataires externes est alors appelé à renforcer les équipes de lux-Airport. Ce personnel externe a suivi une formation identique à celle des agents de lux-Airport.

En tout état de cause, cette question d'organisation du travail ne remet pas en cause la sûreté à l'Aéroport de Luxembourg, ce que les résultats des divers audits menés par l'Organisation internationale de l'Aviation civile, la Commission européenne et la Direction de l'Aviation civile sont venus confirmer tout au long de l'année écoulée. La certification ISO 9001 a par ailleurs été reconduite en 2010.

Monsieur le Directeur de l'aviation civile a d'ailleurs confirmé aux partenaires sociaux lors d'une réunion qui s'est tenue en date du 3 mars dans les locaux de lux-Airport, que les normes afférentes ont été remplies en 2009 selon les audits de la Direction de l'Aviation civile et de la Commission européenne et que des problèmes ponctuels d'effectifs n'affectent pas le niveau de sûreté au Findel.

La question de l'organisation du travail et des effectifs sera approfondie dans les prochaines semaines entre partenaires sociaux dans l'esprit d'un dialogue social constructif et respectueux.

Question 0442 (8.2.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **réserves luxembourgeoises des vaccins autres que ceux contre la grippe A H1N1 et notamment ceux contre les maladies infantiles:**

Il ressort d'un article paru sur «Focus online» hier et aujourd'hui que de nombreux groupes pharmaceutiques ont concentré, ces derniers mois, leurs efforts de production sur les vaccins de la grippe A H1N1 au détriment d'autres vaccins dont certains vaccins contre les maladies infantiles. En Allemagne, une certaine pénurie se fait déjà remarquer depuis fin janvier, les pédiatres allemands ne disposant que d'une faible réserve de vaccins pour enfants voire - pour certains - d'aucune réserve du tout. Il s'agit surtout des vaccins relatifs à la diphtérie, la coqueluche, la tuberculose ou encore la poliomyélite qui sont des maladies graves pouvant avoir une issue fatale. Dans la mesure où les autorités sanitaires allemandes ignorent la date à laquelle elles pourront s'attendre à de nouvelles livraisons, le président du BVKJ (Berufsverband der Kinder- und Jugendärzte) conseille ses confrères à utiliser le reste des vaccins disponibles pour les premières vaccinations et de retarder les rappels.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quel est l'état des réserves luxembourgeoises des vaccins contre les maladies autres que la grippe A H1N1 en général et contre les maladies infantiles en particulier? Sont-elles suffisantes ou bien risque-t-on, comme en Allemagne, une pénurie de vaccins?

- En cas de pénurie, quelles sont les recommandations à suivre respectivement quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre à court terme voire à moyen terme?

Réponse (25.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Depuis quelques semaines, mes services avaient également prévu la possibilité d'éventuelles ruptures de stock des vaccins destinés à être utilisés dans le cadre du programme régulier de vaccination des enfants. Cette probabilité avait été envisagée alors que la plupart de ces vaccins sont produits par un seul producteur, de surcroît très impliqué dans la production de vaccin contre la grippe A H1N1.

Afin de pouvoir faire face à cette éventualité, et de disposer ainsi de stocks plus importants qu'habituellement, les commandes de vaccins auprès de ce fournisseur ont par conséquent été revues à la hausse.

Actuellement, les stocks disponibles permettent d'assurer des vaccinations pendant les six semaines à venir, et nos fournisseurs nous ont assuré que l'approvisionnement futur sera garanti.

Mes services ont par ailleurs demandé aux médecins de planifier leurs commandes à plus court terme pour éviter que des stocks pour plusieurs mois soient constitués dans certains cabinets au détriment d'autres.

Q132

Question 0443 (8.2.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**état de la route nationale N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont:**

Des habitants du canton de Clervaux m'ont rendu attentif sur l'état misérable voire périlleux de la route nationale N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont. Tous les jours nombre de travailleurs frontaliers allemands passent par cette route, sans évoquer les véhicules lourds qui franchissent régulièrement la frontière par le pont de Dasbourg.

C'est pourquoi je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Vu que la N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont figure à l'article 45 du budget 2010 - dans le cadre des dispositions concernant les frais d'études prévus pour le Fonds des routes -, Monsieur le Ministre estime-t-il que la planification de la mise en état pourrait être finalisée pendant l'année en cours si bien que le chantier à proprement parler pourrait commencer l'an prochain?

- Dans ce contexte, je me permets également de demander Monsieur le Ministre s'il est disposé à réaliser la mise en état du CR327 entre Weicherdange et Mecher? Pour quand ces travaux pourraient-ils être programmés?

- Finalement, je prie Monsieur le Ministre de me fournir des explications au sujet de la transversale de Clervaux (N7/N18). Quelle en est la finalité? Où en sont actuellement les travaux préalables à la réalisation de ce projet?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler au sujet de l'état périlleux de la N10 entre Marnach et Dasbourg-Pont, du CR327 entre Weicherdange et Mecher et de la transversale de Clervaux, il y a lieu de préciser que l'avant-projet sommaire du redressement de la route N10 entre Marnach et Dasbourg, élaboré par l'Administration des Ponts et Chaussées, doit être remanié pour tenir compte des propositions du département de l'Environnement et est sur le point d'être finalisé. Il respectera toutes les règles de construction et de sécurité routières.

Quant à la mise en état du CR327 entre Weicherdange et Mecher, le chantier y relatif démarrera sous peu, les travaux ayant été mis en soumission déjà fin 2009.

Au sujet de la transversale de Clervaux, les renseignements suivants peuvent être donnés: La finalité en est la jonction directe entre la N7 au Nord de Marnach et la N18 au Nord de Clervaux. À ce sujet il faut savoir que le passage de la N18 par Clervaux a posé de graves problèmes de sécurité, de sorte que la circulation des poids lourds à grand gabarit y a dû être interdite par règlement ministériel du 18 décembre 2007 respectivement par règlement grand-ducal du 27 mars 2009. La déviation des camions par Heinerscheid et Maulusmühle, déjà fortement sollicitée, le sera encore davantage par le trafic futur supplémentaire généré par la zone artisanale de Lentzweiler, dont l'agrandissement est programmé dans le plan sectoriel des zones d'activités économiques.

La transversale de Clervaux devra permettre de dévier du réseau routier existant tout ou grande partie du trafic des poids lourds et éliminer ainsi un grave problème de sécurité.

Quant à la réalisation du projet, les études du projet détaillé viennent de démarrer. Une reconnaissance géologique et diverses demandes d'autorisation sont en cours. Le Comité d'Acquisition a été saisi pour régler les questions foncières. En principe, la présentation du dossier d'exécution de la transversale de Clervaux pourra être envisagée en 2011.

Question 0444 (8.2.2010) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **plan sectoriel «décharges pour déchets inertes»:**

Le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan sectoriel «décharges pour déchets inertes» a entre autres comme objectif d'assurer à tout moment la disponibilité d'un centre régional pour déchets inertes dans chacune des régions définies par ce plan.

Une commission de suivi a été chargée de la mise en œuvre du plan. Ses missions sont notamment de définir les sites pour l'implantation de nouveaux centres régionaux conformément à la procédure de recherche prescrite par l'article 5 dudit règlement grand-ducal.

Dans une première phase, la commission avait fait procéder à la recherche de sites potentiellement envisageables. Les sites sélectionnés avaient été soumis à une première évaluation par rapport aux critères de l'annexe V du règlement.

Dans l'étape suivante, les rapports d'évaluation des différents sites ont été soumis pour avis aux communes concernées par les différents sites. Un avis motivé était à formuler endéans trois mois par les conseils communaux au sujet des sites considérés ainsi que des évaluations proposées.

J'aimerais poser les questions suivantes:

- Combien de sites potentiels ont été considérés pour l'évaluation initiale?

- Combien de sites ont été avisés favorablement par les communes concernées?

- Combien de sites ont été retenus en priorité par la commission?

- Pour combien de ces sites l'étude de faisabilité a-t-elle été commandée?

- Suite aux études, quelle capacité de mise en décharge par région a été créée?

- À combien se chiffre le coût pour la recherche, l'évaluation et l'étude en vue de la création des nouvelles capacités?

Réponse (31.3.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La commission de suivi chargée de la mise en œuvre du plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» a entre autres la mission d'assurer dans les différentes régions la disponibilité en continu de capacités suffisantes pour la mise en décharge de déchets inertes.

Dans l'exécution de cette mission la commission désigne, selon les besoins, la ou les régions prioritaires pour la recherche de nouveaux sites potentiels de mise en décharge. Tel a été le cas pour les régions CNE (Centre-Nord-Est) et CSO (Centre-Sud-Ouest) pour lesquelles 21 sites au total ont été sélectionnés et étudiés suivant la procédure définie dans le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes».

Ces sites ont été soumis à une évaluation comparative par rapport aux critères mentionnés à l'annexe V du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006. Les évaluations ont été soumises à l'avis des communes concernées. Sur base de ces avis, les évaluations ont été adaptées, en cas de nécessité. À la suite, les résultats de l'évaluation ont été pondérés.

Pour la région CNE, actuellement 16 sites ont été retenus, dont sept avisés positivement par les communes de la région.

Concernant la région CSO, cinq sites ont été repérés, dont aucun n'a trouvé l'avis positif des communes dans la région.

La liste des sites retenus a été soumise aux ministres pour qu'une décision soit prise quant aux sites à soumettre à une étude de faisabilité.

C'est pour la première fois que la recherche de nouveaux sites est opérée suivant la méthode définie par le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes». Dès lors que la procédure n'a pas encore abouti à la désignation définitive des sites, il est impossible de chiffrer à l'heure actuelle la capacité de mise en décharge nouvellement créée.

En 2010 une nouvelle campagne de recherche de sites a été lancée dans la région SO (Sud-Ouest) du pays. Les communes concernées ont été invitées le 1er février 2010 à une réunion d'information concernant la méthode de recherche de nouveaux sites. Les coûts estimatifs pour la recherche et la première évaluation s'élèvent à 2.000 - 3.000 euros par site.

Question 0445 (8.2.2010) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **stages d'immersion des lycéens:**

Ce sont essentiellement les élèves des lycées techniques qui ont la possibilité d'effectuer, au cours de leur parcours scolaire, des stages d'immersion pour découvrir un métier: «Schnupperlehre». Ces stages, qui s'inscrivent dans une démarche d'orientation professionnelle et qui font partie intégrante du programme scolaire de certains élèves (par exemple: 9e pratique/modulaire/secondaire technique), ne seraient souvent pas réalisables sans l'obstination d'enseignants et d'enseignantes qui se démènent avec beaucoup d'engagement pour placer leurs élèves dans des entreprises ou institutions prêtes à offrir ce type d'expérience.

Cependant, il paraît qu'il n'est pas possible d'effectuer ce type de stage dans des classes de l'enseignement fondamental car certains inspecteurs refuseraient catégoriquement cette idée.

Dans ce contexte et conformément au règlement de la Chambre des Députés, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Le Ministère de l'Éducation nationale, qui encourage et préconise ces stages d'immersion, ne devrait-il pas montrer le bon exemple en proposant des stages dans ses différents établissements?

- Quelles sont les critères qui définissent si des stages dans les classes de l'enseignement fondamental sont autorisés ou non?

Réponse (2.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'abord, il y a lieu de remarquer que les écoles fondamentales ne sont pas des établissements du Ministère de l'Éducation nationale, mais relèvent des autorités communales qui adoptent l'organisation scolaire annuelle, avant de la soumettre pour approbation à l'autorité supérieure. Dans le respect de ce cadre, je n'hésite pas à recommander des stages d'immersion pour découvrir un métier («Schnupperlehre») dans les écoles fondamentales, en considération d'une part de l'opportunité et des modalités de leur organisation et, d'autre part, des limites des disponibilités des écoles.

L'accord des autorités communales, de l'inspecteur d'arrondissement et des titulaires des classes concernées est requis lors de l'organisation de stages dans des classes de l'enseignement fondamental. Il va de soi que celui-ci est tributaire notamment des objectifs visés ainsi que des sollicitations que les classes concernées sont à même d'assumer.

Question 0446 (8.2.2010) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne:**

Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en date du 1er décembre 2009 et le fait que la procédure législative de «codécision» entre le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne soit devenue la procédure normale, le Parlement européen est désormais un acteur de plus en plus important, également dans des domaines législatifs jugés sensibles au Luxembourg.

Le Gouvernement et la Chambre des Députés avaient d'ailleurs souligné, bien avant son entrée en vigueur, les nouvelles responsabilités et du Parlement européen et du Parlement national, de même que l'importance d'une parfaite coordination de nos différents représentants politiques.

Or, il s'avère que fin septembre 2009 le collaborateur de la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE en charge des relations avec le Parlement européen - et notamment de la coordination avec nos six députés européens - a quitté son poste et qu'il ne fut pas remplacé par la suite.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelle en est la raison?

- Monsieur le Ministre a-t-il prévu de recréer ce poste à court terme? Dans la négative, quelle en est la raison?

- Est-ce qu'il ne faudrait pas renforcer de manière générale les liens entre notre Représentation permanente et le Parlement européen et nous donner une véritable stratégie à l'image d'autres États membres?

Réponse (4.3.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Le Ministère des Affaires étrangères et plus particulièrement la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne (RPUE) ont été, depuis la création du PE, à l'entière disposition des Parlementaires européens luxembourgeois. À ce titre, toutes les demandes d'information, d'appui ou d'assistance émanant des représentants luxembourgeois du PE ont reçu une suite, dans le plein respect de l'indépendance dans laquelle s'inscrit l'action des parlementaires européens. À aucun moment mes prédécesseurs ou moi n'avons été l'objet de réclamations ou de critiques de la part de parlementaires luxembourgeois portant sur un manque de disponibilité des fonctionnaires de la RPUE à leur égard. Bien au contraire.

Concrètement, nos représentants au COREPER 2 et 1 suivent de près tout ce qui se rapporte à l'ordre du jour des sessions du PE. Ils sont épaulés par des agents de la RPUE. Ces agents, comme ceux de toutes nos missions à l'étranger, connaissent régulièrement des changements d'affectation. Des fonctionnaires partent, remplacés par d'autres qui arrivent. Les changements d'affectation, surtout dus à l'octroi d'un congé spécial, comme c'est le cas ici, suivent une procédure imposée comportant des délais à respecter, de sorte que souvent un poste devenu vacant ne peut pas être immédiatement occupé. Dans ce cas, les agents présents reprennent à titre transitoire les dossiers laissés par leur collègue jusqu'à l'arrivée de celui qui le remplacera. Il serait donc faux d'affirmer que les affaires traitées par le PE ne sont plus suivies à la RPUE suite au départ du fonctionnaire qui en avait la charge.

Il faut savoir que notre effectif à la RPUE comporte actuellement douze fonctionnaires relevant de la carrière diplomatique, 16 de celle gouvernementale ainsi que deux officiers de l'Armée luxembourgeoise. Il reste une vacance de poste à combler. Cela devrait être fait sous peu.

J'ajouterai qu'un nouveau changement d'affectation interviendra à très brève échéance. Un fonctionnaire du corps diplomatique, actuellement détaché auprès de la RPUE, a, en effet, demandé et obtenu un congé spécial pour travailler auprès du Groupe des Verts au PE. Il sera, bien sûr, remplacé.

Comme je l'ai indiqué d'emblée, le volume et l'importance pour le Luxembourg des questions traitées par le PE exigent la plus grande attention de la part de tous les Ministères concernés ainsi que de la RPUE. Un contact soutenu entre les membres concernés du Gouvernement et les parlementaires luxembourgeois au PE me semble indispensable.

Pour ma part, je suis à l'entière disposition des parlementaires européens pour toute question qu'ils jugeront utile et opportune de me soumettre afin de défendre ensemble, dans le respect des compétences de chacun, les intérêts vitaux au Grand-Duché.

Question 0447 (9.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **Resource Center for Healthcare Technologies - SANTEC:**

In der Beilage „jobsearch" des „Luxemburger Wort" wurde am Samstag, den 30.1.2010, eine Stellenanzeige des „Resource Center for Healthcare Technologies - SANTEC" veröffentlicht. Bei diesem Institut handelt es sich um ein angesehenes, international anerkanntes Forschungsinstitut. Nach dem Postenprofil wäre es wünschenswert, wenn der zukünftige Direktor einen PhD-Grad vorweisen könnte, was aber keinesfalls verpflichtend, sondern wie gesagt, nur wünschenswert wäre.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wird das SANTEC wie in der Vergangenheit ein wissenschaftliches Forschungsinstitut bleiben?

- Das SANTEC wird im für die Luxemburger Forschungsszene äußerst wichtigen „IBBL"-Projekt aktiv sein. Inwieweit wird hier von der Führung des SANTEC eine fundierte wissenschaftliche und forschungstechnische Kompetenz erwartet?

- Gibt es andere nationale Forschungsinstitute, in denen die derzeitigen Direktoren nicht zwingenden ein PhD vorweisen müssen, um den Posten bekleiden zu können?

- Wer wird den zukünftigen Direktor des SANTEC schlussendlich bestimmen? Wie wird der/die Kandidat/in ausgewählt? Gibt es eine vorausgehende externe Evaluation?

- Wieso wird die Kenntnis der deutschen und luxemburgischen Sprache nur als ein wichtiges Plus oder als wichtiger Vorzug („asset") in der Kandidatur angesehen und nicht zwingend vorausgesetzt?

Réponse (4.3.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Im Zusammenhang mit der vorliegenden parlamentarischen Anfrage ist es sinnvoll, erneut an das im Forschungsrahmengesetz vom 9. März 1987 verankerte Prinzip der Autonomie der öffentlichen Forschungszentren zu erinnern.

Das Centre de Ressources pour les Technologies de la Santé (SANTEC) ist eine der acht Abteilungen des öffentlichen Forschungszentrums Centre de Recherche Public Henri Tudor (CRP-Henri Tudor). Dieses Forschungszentrum, sowie alle anderen öffentlichen Forschungszentren in Luxemburg, hat mit der Regierung einen sogenannten Leistungsvertrag für die Jahre 2008 bis 2010 unterzeichnet. Die in diesem Vertrag zurückbehaltenen Ziele sowie die ebenfalls im Leistungsvertrag festgelegten quantitativen und qualitativen Indikatoren gelten auch für SANTEC. SANTEC ist somit klar in die strategische Entwicklung des CRP-Henri Tudor eingebunden; dieses gilt auch für die zurzeit stattfindenden Vorbereitungen für den nächsten Leistungsvertrag. Somit besteht derzeit kein Anlass zur Annahme einer Veränderung.

Als eines der Gründungsmitglieder der Stiftung „Integrated BioBank of Luxembourg" ist das CRP-Henri Tudor seit 2009 am Aufbau der Biobank beteiligt. Diese Aufgabe wird von Mitarbeitern der Abteilung SANTEC wahrgenommen, die über die notwendigen wissenschaftlichen und technischen Kompetenzen verfügen. Vom zukünftigen Verantwortlichen dieser Abteilung werden darüber hinaus eine fachbezogene Berufserfahrung und entsprechende Fähigkeiten in puncto Planungs-, Verwaltungs- und Personalführungsaufgaben erwartet.

Gleiches gilt für die Führungsposten in den anderen Forschungszentren. Aufgrund der Breite des erforderten Kompetenzprofils ist der Besitz eines Doktortitels in der Regel (noch) nicht eine zwingende Voraussetzung, er entwickelt sich aber zunehmend zu einem ausschlaggebenden Auswahlkriterium.

Bezüglich des Postens des Direktors der SANTEC-Abteilung wurde ein erfahrenes Personalberatungsunternehmen mit der Kandidatenvorwahl im nationalen und internationalen Umfeld beauftragt. Die endgültige Auswahl wird von der Geschäftsführung des CRP-Henri Tudor, in Abstimmung mit dessen Verwaltungsrat, vorgenommen. Im Sinne des oben erwähnten Autonomieprinzips schaltet sich der Forschungsminister zu keinem Zeitpunkt in diese Entscheidungsfindung ein.

Bei der genannten Stellenausschreibung ist aufgrund des erforderten Profils ein zwingendes Beherrschen der deutschen und luxemburgischen Sprache neben den anderen fachlichen Voraussetzungen und erforderten Fähigkeiten ein wohl wünschenswertes, jedoch nicht realistisches Auswahlkriterium.

Question 0448 (9.2.2010) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **montants non encore encaissés par la Caisse de pension:**

Le rapport général sur la sécurité sociale pour l'année 2008, rédigé par l'Inspection générale de la sécurité sociale, contient la remarque suivante à propos du taux de rendement: «Si ce taux de rendement intervient dans l'équilibre financier global du régime de pension, il faut cependant rappeler qu'il est dans une certaine mesure sous-évalué, puisque la réserve de compensation contient une partie non négligeable de recettes dues, mais non encore encaissées (débiteurs de cotisation, solde de la contribution de l'État).»

Ce constat de l'IGSS mène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Quels sont les montants non encore encaissés des «débiteurs de cotisation» fin 2008 et fin 2009 respectivement à la dernière date permettant d'établir le solde en question?

2. Sur ces sommes, quel est le montant que les Caisses de pension ne pourront probablement plus récupérer, par exemple pour cause de faillite des débiteurs?

3. Quels sont les efforts et procédures mis en place par les Caisses de pension pour récupérer les montants dus respectivement pour éviter les arriérés de cotisations?

4. Quels sont les montants non encore encaissés au titre du «solde de la contribution de l'État» fin 2008 et fin 2009 respectivement à la dernière date permettant d'établir le solde en question?

5. Dans quels délais l'État entend-il se mettre en règle vis-à-vis de ses contributions dues aux Caisses de Pension?

6. Le Ministre n'est-t-il pas d'avis que l'État doit payer sa part des cotisations dues aux Caisses de pension dans les délais légaux, sinon payer les intérêts de retard aux caisses lorsque ces délais ne sont pas respectés?

Réponse (10.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

1. Le solde total des cotisations à l'assurance pension s'établissait à 548.395.726,85 euros au 31 décembre 2008. Ce montant se décomposait en 116.771.881,70 euros à charge de l'État et 431.623.845,15 euros à charge des employeurs et assurés. Ce dernier montant représentait en grande partie les cotisations dues pour les mois de novembre et décembre, mais qui ne furent facturées par le Centre commun aux employeurs et assurés qu'au cours des mois de janvier et février 2009.

Le solde au 31 décembre 2009 ne sera connu qu'après que le décompte définitif des recettes en cotisations de l'exercice 2009 aura été établi.

2. Sur les cotisations redues au 31 décembre 2008, celles déclarées par le Centre commun dans le cadre de faillites prononcées mais non encore clôturées se chiffraient à environ 62.245.000 euros, représentant le solde cumulé depuis 1981 des créances produites dans les faillites en cours. Au moment de la clôture de la faillite le montant non récupéré fera l'objet d'une décharge.

3. C'est au Centre commun de la Sécurité sociale que la loi a dévolu les compétences de la Caisse nationale d'assurance pension en matière d'affiliation, de détermination, de perception et de recouvrement des cotisations.

Pour le recouvrement forcé de ses créances, le Centre commun dispose des mêmes moyens et garanties que l'Administration des Contributions directes pour le recouvrement forcé des impôts directs, sous réserve du droit de priorité de ces derniers, sauf que la part de l'assuré bénéficie d'une priorité absolue. Il peut émettre une contrainte dont l'exécution est poursuivie par voie d'huissier de justice conformément au Code de procédure civile. Au cas où l'huissier constate que le recouvrement forcé des arriérés s'avère impossible faute d'actif dans le chef du débiteur, le Centre commun transmet le dossier à un avocat en vue d'une assignation en faillite. Les cotisations impayées à l'échéance sont productives d'intérêts moratoires au taux de 0,6% par mois. Il importe de relever dans le cas des travailleurs indépendants que les mois auxquels se rapportent les cotisations impayées seront neutralisés dans la carrière professionnelle du cotisant, tant pour la détermination du stage d'assurance que pour le calcul d'une éventuelle pension de vieillesse ou d'invalidité.

4. Le solde de la contribution de l'État pour 2008, tel qu'il résulte du décompte définitif des recettes en cotisations établi par l'Inspection générale de la sécurité sociale en date du 5 mars 2009, s'est établi à 116.771.881,70 euros. Ce montant a été encaissé par le Centre Commun de la Sécurité sociale et transmis à la Caisse nationale d'assurance pension et au Fonds de compensation en date du 16 avril 2009.

Pour l'exercice 2009, le solde de la contribution de l'État ne sera connu qu'au début du mois de mars 2010.

5. Le règlement du solde de la contribution de l'État se fait toujours dans un délai très bref, environ six semaines après l'établissement du décompte final des recettes en cotisations. Compte tenu des procédures administratives qui doivent être observées, il ne saurait être question de retard de paiement de l'État.

6. L'État verse sa part des cotisations par douze tranches mensuelles praenumerando, telle que cette part a été fixée dans le budget annuel de la Caisse nationale d'assurance pension pour l'exercice en cours.

Le solde de la contribution de l'État pour un exercice donné est régularisé dans le courant du premier trimestre de l'exercice subséquent sur la base du décompte définitif des recettes en cotisations.

Les délais de paiement de l'État, qui étaient déjà très brefs, ont encore été raccourcis par le fait que depuis le 1er janvier 2010 sa contribution est payée directement à la Caisse nationale d'assurance pension, sans passer par le Centre commun de la Sécurité sociale.

Question 0451 (9.2.2010) de **MM. Mill Majerus**, **Marc Spautz** et **Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **légalité d'une publication au niveau communal:**

Vu le nombre limité de ses habitants, une commune située dans la périphérie de la capitale applique le scrutin majoritaire et ne connaît pas, par conséquent, des listes électorales sur lesquelles des candidats se présentent pour le compte d'un parti politique.

Or, le collège des bourgmestre et échevins vient de publier en sus du journal officiel une feuille d'information portant l'emblème de la commune et qui vante les mérites de deux partis dont sont issus le bourgmestre respectivement les échevins.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la publication en question?

- Monsieur le Ministre peut-il se prononcer sur la légalité d'une telle publication dans une commune votant au scrutin majoritaire?

Réponse (12.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région n'a pas connaissance d'une publication telle que décrite dans la question parlementaire N°0451.

2. En l'absence d'information ou de pièce concrète toute appréciation quant à la légalité d'un acte s'avère à l'évidence impossible. Il y a lieu néanmoins de préciser que le système de scrutin applicable dans une commune est sans incidence sur le principe soulevé par les auteurs de la question, à savoir celui de prises de positions partisanes dans le cadre de publications officielles d'une administration locale. Il va sans dire que ces publications officielles ne peuvent servir que le seul intérêt général de la commune à l'exclusion de tout intérêt particulier ou partisan.

3. En l'absence d'information ou de pièce le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ne dispose

pas des moyens de répondre à la question du financement de la publication en cause. Il faut néanmoins se poser la question de savoir pourquoi les conseillers communaux n'appartenant pas à la majorité de la «commune située dans la périphérie de la capitale», si les faits soulevés par les honorables députés ont été de nature à susciter leur émoi, n'ont pas usé des moyens usuels à leur disposition, à savoir d'une part le droit prévu à l'article 25 de la loi communale de poser au collège des bourgmestre et échevins des questions relatives à l'administration de la commune, d'autre part de porter réclamation entre les mains du commissaire de district ou du ministre de tutelle.

Question 0452 (10.2.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**enseignement des langues:**

Du 4 au 6 février 2010, l'Université du Luxembourg a accueilli au Centre culturel de rencontre de l'abbaye de Neumünster, le 4e colloque scientifique des universités multilingues. Un des sujets de discussions à l'ordre du jour du colloque était le profil de l'enseignant de langues du 21e siècle. Dans ce contexte, Michael Kelly, Professeur de français à l'Université de Southampton en Angleterre, a notamment suggéré que le Luxembourg continue à promouvoir et à exploiter le multilinguisme de ses habitants. Le professeur anglais estimait par ailleurs, que les professeurs de langues devraient changer de profil en ne se limitant plus à enseigner une seule langue mais au contraire plusieurs langues différentes. De plus, il a été constaté que l'enseignement des langues par la grammaire a ses faiblesses, dans la mesure où cette approche imite l'enseignement des langues mortes. La connaissance d'une langue vivante présuppose en revanche non seulement des compétences grammaticales mais également une maîtrise approfondie de l'expression orale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame le Ministre, peut-elle m'indiquer la position du Gouvernement par rapport aux réflexions formulées lors du 4e colloque scientifique des universités multilingues et notamment celles ayant trait au profil des enseignants de langues?

- Madame le Ministre, peut-elle m'informer si dans le cadre de la réforme de l'enseignement des langues, il est également prévu de mettre davantage l'accent sur l'usage pratique des langues de la part des élèves?

Réponse (10.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le multilinguisme

Comme par le passé, le Luxembourg continue à enseigner la langue nationale (le luxembourgeois), les deux langues officielles (l'allemand et le français), l'anglais comme langue étrangère obligatoire à l'enseignement secondaire et aux régimes technique et de la formation de technicien de l'enseignement secondaire technique, ainsi que le latin et les langues romanes en option au secondaire. Dans le cadre du plan d'action pour le réajustement de l'enseignement des langues, en 2005, il a été décidé d'encourager les élèves à apprendre d'autres langues et à les valoriser en faisant inscrire leurs certifications individuelles sur leur diplôme de fin d'études secondaires et secondaires techniques.

Le multilinguisme et les compétences transversales des enseignants de langue

Au Luxembourg les professeurs spécialistes de l'enseignement des langues ont reçu leur formation universitaire dans le pays dont ils enseignent la langue. Ceci constitue en Europe un privilège absolument exceptionnel, car dans les autres pays, les enseignants de langue ne font qu'un séjour très bref dans le pays où est parlée la langue qu'ils vont enseigner. Les professeurs luxembourgeois bénéficient ainsi d'une immersion qui leur permet de vraiment maîtriser leur sujet et de s'imprégner de la culture et de la civilisation qui font partie intégrante d'une langue. Former les professeurs à l'enseignement de plusieurs langues, c'est faire le choix de limiter volontairement les compétences langagières et de réduire l'enseignement des langues aux aspects mécaniques de communication.

L'enseignement des langues et la pratique de l'oral

La dynamique impulsée par le plan d'action pour le réajustement de l'enseignement des langues a conduit à l'élaboration de socles de compétences, de référentiels et de programmes d'enseignement qui replacent la langue dans son contexte social[1]. Les Commissions nationales des programmes ont constitué des groupes de travail qui fixent les bases d'un enseignement des langues ancré dans la réalité concrète et culturelle. La grammaire, la syntaxe et l'orthographe sont des ressources qui permettent aux élèves de bien comprendre et de s'exprimer correctement, une fois que leur compétence communicative est assurée. L'enseignement des langues vivantes ne se limite pas à la transmission de connaissances sur une langue morte. Grâce au complément au bulletin, introduit à titre d'essai en 2006 et généralisé à partir de 2007, les quatre domaines de compétence langagière: comprendre l'oral et l'écrit, ainsi que produire des textes oraux et écrits, sont évalués. L'élève peut ainsi voir son profil langagier et cibler ses lacunes. Le fait que les professeurs sont quasiment bilingues leur permet également d'animer la classe de langue oralement.

Question 0453 (10.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **coûts des médicaments utilisés pour le traitement du cancer:**

Angesichts der sehr hohen Krebsrate (mittlerweile riskiert jeder 3. an Krebs zu erkranken) werden immer stärkere Medikamente entwickelt, die gezielt eingesetzt werden um befallene Organe zu behandeln.

Statistiken aus den USA zeigen, daß die Medikamente ERBITUX (z.B.: gegen Darmkrebs) mit 144.000 Dollar, HERCEPTIN mit 69.500 Dollar (gegen Brustkrebs) und RITUXAN mit 143.000 Dollar (gegen Lymphome) jährlich pro Patient zu Buche schlagen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie hoch liegen die Kosten für derartige Medikamente, für die die Gesundheitskasse jährlich aufkommen muss?

2) Wie hoch sind die Kosten pro Krebspatient?

3) Was kostet im Durchschnitt ein Krebspatient jährlich die Gesundheitskasse einschliesslich Röntgenuntersuchungen und Analysen?

4) Wie teilen sich diese Kosten auf?

5) Wie hoch sind die Kosten jährlich für Prothesen (Brustimplantate) und ästhetische Mittel (Perücken, etc.)?

6) Wie hoch ist der Prozentsatz der gesamten Ausgaben für die Behandlung von Krebspatienten im Vergleich zu den Kosten für die Behandlung der anderen Krankheiten, die durch die Gesundheitskasse getragen werden?

Réponse (18.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Pour le moment, la Caisse Nationale de Santé n'est pas en mesure d'isoler les coûts par patient en ce qui concerne un traitement particulier. Cependant, elle est en train d'élaborer une possibilité de ventilation des frais par pathologie et par patient.

Je tiens toutefois à fournir à l'honorable Député les réponses ci-dessous:

Le coût prévisible des médicaments contre le cancer utilisés par les hôpitaux pour les patients stationnaires ou ambulatoires est estimé à 15,1 mio. € en 2009.

Le coût réel des traitements stationnaires contre le cancer est estimé à 49 mio. € en 2007. Ne sont pas compris dans ce chiffre les honoraires des médecins. Pour les traitements ambulatoires, le coût ne peut pas être indiqué vu l'absence de codes diagnostics.

En ce qui concerne les prothèses capillaires, le montant pris en charge en 2009 s'élevait à 346 pièces pour un montant de 84.314 euros. Pour les prothèses mammaires, le montant pris en charge par l'assurance maladie s'élevait à 200 euros pour des prothèses mammaires provisoires et à 96.401,63 euros pour des prothèses mammaires en silicone.

Question 0454 (10.2.2010) de **M. Fernand Diederich** *(LSAP)* concernant les **frais de scolarité:**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les parents dont les enfants fréquentent une école dans une commune autre que leur commune de résidence ne doivent plus payer eux-mêmes les frais de scolarité («minerval») à la commune d'accueil. Ces derniers sont en effet dorénavant pris en charge par la commune de résidence.

Le règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité dispose dans son article 4: «La détermination des frais de scolarité par la commune d'accueil se base exclusivement sur les frais occasionnés par les fournitures en nature aux élèves.»

Or, il s'avère que cette formulation prête à confusion, étant donné que les communes prennent en compte des dépenses très variées pour le calcul de leurs frais de scolarité. Ainsi, par exemple, la commune de Colmar-Berg comptabilise 600 € pour ses frais de scolarité, la commune d'Ettelbruck 1.961 € et la commune de Mersch 1.200 €.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Comment Madame la Ministre explique-t-elle ces différences?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que le règlement grand-ducal précité devrait stipuler de manière plus précise les frais que les communes sont effectivement censées prendre en compte dans la définition des frais de scolarité?

Réponse (23.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les grandes différences entre les montants facturés pour les frais de scolarité pourraient s'expliquer par la prise en compte, pour le calcul, d'éléments qui dépassent largement les fournitures en nature aux élèves.

Les fournitures en nature comprennent le matériel didactique fourni aux élèves, comme par exemple des manuels, des cahiers ou du matériel pour effectuer des travaux manuels, ainsi que, le cas échéant, les dépenses pour d'éventuels prix scolaires. Par fournitures en nature on pourrait encore entendre, le cas échéant, des dépenses isolées pour des services dont le montant par élève est fixé d'avance par le prestataire, comme des billets d'entrée lors de visites ou d'excursions scolaires.

Par contre toutes les dépenses concernant les infrastructures scolaires (entretien des bâtiments scolaires, chauffage, éclairage, loyers et charges locatives, etc.), le transport scolaire ou d'autres frais de fonctionnement, d'assurance, d'équipement (ou d'amortissement de celui-ci) ne sont pas à prendre en compte.

À la lumière des précisions évoquées ci-dessus, l'opportunité d'une modification de règlement grand-ducal ne me semble pas de mise.

Question 0455 (10.2.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **placement de mineurs dans un établissement spécialisé:**

L'article 1er de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dispose que le tribunal de la jeunesse peut prendre à l'égard des mineurs des mesures de garde, d'éducation et de préservation. Les enfants peuvent selon les circonstances être placés dans un établissement spécialisé comme par exemple les établissements de rééducation de l'État.

Il me revient que des enfants seraient installés dans le service de pédiatrie du Centre hospitalier du Nord - Hôpital St Louis à Ettelbruck, alors qu'ils devraient être placés dans un établissement spécialisé.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, de combien d'enfants s'agit-il?

2. Est-ce que ces enfants souffrent de maladies ou suivent un traitement médical?

3. Combien de chambres sont occupées par ces enfants? La gérance quotidienne du service de pédiatrie n'est-elle pas perturbée par ce fait?

4. Qui paie les frais de placement?

5. Combien d'enfants mineurs sont actuellement placés dans des établissements spécialisés? Quel est le nombre de places disponibles auprès des établissements spécialisés? Existe-t-il un manque de places?

6. Quelle est la durée moyenne entre le début d'une procédure de placement et la date effective du placement?

Réponse commune (22.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Le département de la Justice a connaissance d'un cas précis qui a eu lieu fin décembre 2009 où une mère un peu débordée a amené ses cinq enfants dans le Centre hospitalier du Nord. Le pédiatre en a gardé deux. Le Parquet contacté par la police a, sur base du rapport de police, de suite saisi le juge de la jeunesse, qui a ordonné une enquête sociale.

Le médecin s'est mis en rapport avec le magistrat. Aucune mesure de placement n'a été prise par lui, les enfants ayant été simplement hospitalisés. L'assistante sociale fut informée.

Le rapport d'enquête sociale a été déposé et les intéressés convoqués à l'audience du tribunal de la jeunesse.

Il arrive parfois en effet que des mineurs soient placés au service de pédiatrie d'un hôpital.

Très souvent, il s'agit d'enfants pour lesquels il existe une suspicion de maltraitance, soit de bébés en sevrage, nés de mères toxicomanes.

Exceptionnellement, des enfants sont placés dans lesdits services dans des situations d'urgence, dans lesquelles il n'existe certes aucune raison médicale pour un placement en milieu hospitalier, mais où malheureusement aucune autre place n'est disponible dans un foyer d'accueil et de dépannage, voire dans un autre établissement spécialisé.

Ces placements en milieu hospitalier ne sont que transitoires et donc limités dans le temps.

Actuellement 650 places d'accueil jour et nuit sont disponibles dans des établissements spécialisés. Au 31 décembre 2009, 609 enfants ou jeunes en détresse étaient effectivement présents dans ces structures d'accueil jour et nuit conventionnés et étatiques, les 41 places étaient à ce moment non occupées pour des raisons de congé en famille, d'hospitalisation, de traitement thérapeutique ou de procédure d'admission en cours. 306 mineurs ont été accueillis jour et nuit par des familles d'accueil.

À la date du recensement, le secteur public et conventionné offrait un nombre suffisant de places pour l'accueil jour et nuit d'enfants et de jeunes adultes en détresse. Au cours des cinq der-

[1] Cf. www.men.public.lu «Plan d'études pour l'enseignement fondamental», «Enseignement post-primaire, Horaires et Programmes»

nières années, environ 100 places supplémentaires ont été créées dans les centres d'accueil pour mineurs en détresse. Pour le moment, il existe surtout une nécessité d'étendre l'offre au niveau des mesures thérapeutiques pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

La durée moyenne entre le début d'une procédure de placement et la date effective du placement était en 2009 de 27,2 jours.

À noter par ailleurs que le Ministère de la Famille et de l'Intégration assume la coordination et la surveillance de personnes placées dans des institutions spécialisées à l'étranger. Cette surveillance se fait en étroite collaboration avec les services assurant l'accompagnement sociofamilial du jeune et de sa famille de même qu'avec le Service de l'Éducation différenciée en rapport avec la scolarisation et la formation professionnelle des jeunes.

Ainsi, le Ministère a accordé, en 2009, 162 prises en charge financières. 59% des placements à l'étranger ont été réalisés par le juge de la jeunesse. Pour 67 jeunes, il s'agit d'un placement volontaire suite à l'intervention du Service de psychiatrie juvénile, de la commission médico-psycho-pédagogique nationale ou du Service central d'assistance sociale.

Question 0456 (10.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **technologies de l'information et de la communication au Luxembourg:**

Im Rahmen der für die nationale Wirtschaft überlebenswichtigen Diversifizierung der wirtschaftlichen Aktivitäten soll Luxemburg zu einem IT-Standort entwickelt werden, an dem IT-Applikationen gefördert werden, die zum Beispiel im e-business zum Einsatz kommen können. Hierzu sind natürlich ein hoher technischer Standard sowie ein großes Know-how nötig, das in Luxemburg anscheinend auch vorhanden ist.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Werden Informatik-Kompetenzen hierzulande systematisch durch Zertifizierungen bewertet?

2) Ist die Regierung daran interessiert, Zertifizierungen in der nationalen Wirtschaft zu fördern? Wenn ja, wie?

3) Wie ist die Entwicklung der Zahlen von anerkannten Zertifizierungsinstitutionen hierzulande?

4) Gibt es verlässliche Statistiken bezüglich der Zertifizierungsnehmer in den letzten Jahren?

5) Welche Bereiche der Informatik sind bei den ZertifizierungsnehmerInnen gefragt?

6) Wie steht Luxemburg statistisch gesehen in Sachen Zertifizierungen im Vergleich mit dem europäischen Ausland da?

7) Durch welche konkreten kurz- und mittelfristigen Maßnahmen gedenkt die Regierung die Informatik-Kompetenzen in dem Maße zu fördern, dass Luxemburg in diesem Bereich zum europäischen Spitzenreiter wird?

8) Kann die Regierung sich vorstellen, das Vorweisen von aktualisierten Zertifizierungen künftig zum Benchmark für bestimmte Kompetenzen zu machen, um so den Erhalt des hohen Standards der Informatik-Kenntnisse zu unterstützen?

9) Ist dem Minister bekannt, ob sich das Vorlegen von aktualisierten Zertifizierungsscheinen bei Arbeitgebern in Luxemburg auszahlt, zum Beispiel auf Ebene der Beförderung, des Gehalts etc.?

Réponse (18.3.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Aus Sicht von Hochschule und Forschung können die nachstehenden Antworten gegeben werden.

Die Universität Luxemburg bietet folgende Bachelor- und Masterstudiengänge im Bereich „Informatik" an:

Bachelor académique en sciences et ingénierie, filière ingénierie/informatique

Bachelor professionnel en informatique

- Filière réseaux informatiques
- Filière informatique industrielle
- Filière informatique de gestion
- Filière services distribués
- Filière informatique scientifique

Bachelor professionnel en ingénierie

- Filière télécommunications

Master in information and computer sciences

Master en management de la sécurité des systèmes d'information

Zum Wintersemester 2009/2010 sind 161 Studierende in den obengenannten Bachelorstudiengängen und 117 Studierende in den Masterstudiengängen immatrikuliert.

Des Weiteren hält der vor kurzem von der Regierung und der Universität unterschriebene «Contrat d'établissement 2010-2013» (Zielvereinbarung) fest, die Forschung im Bereich «security, reliability and trust» als Priorität anzusiedeln und somit fällt dem gleichnamigen interdisziplinären Zentrum eine Vorreiterrolle zu.

Das Centre de Recherche Public Henri Tudor ist auch Anbieter im Bereich von IT-Qualifikationen und -Zertifizierungen. Im Bereich der universitären Diplome bietet das CRP-HT mit der Universität Luxemburg den „Master en management de la sécurité des systèmes d'information" an und in Zusammenarbeit mit den Universitäten Nancy und Namur den „Master en informatique et innovation". Das CTRP-HT bietet auch seit Anfang 2000 Kurse für Weiterbildung unter dem Namen «Cassis» an, die seit Beginn von 54 IT-Beratern für mittelständische Unternehmen der Großregion besucht wurden.

Question 0458 (10.2.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **problèmes de liquidités des petites et moyennes entreprises (PME):**

Comme bon nombre de PME sont confrontées actuellement à un problème de manque de liquidités, la technique de l'affacturage peut constituer une solution appropriée pour remédier aux difficultés de trésorerie, notamment dans un contexte de crise. Les entreprises concernées souffrent de délais de paiement excessifs, notamment lorsqu'elles travaillent pour le compte de l'État ou pour celui des communes. Elles doivent jongler, d'une part, entre les fournisseurs étrangers (qu'elles doivent régler de suite) et, d'autre part, les clients qui ont des délais de paiement plus ou moins longs.

Or, il nous revient que la crise économique a eu pour conséquence une annulation des assurances de crédit envers les fournisseurs et une annulation du factoring pour les entreprises artisanales au Grand-Duché de Luxembourg et de l'Allemagne. Il est des établissements financiers qui sont réticents à accorder des crédits relais.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Madame le Ministre est-elle au courant de ces faits?

- Madame le Ministre n'entend-elle pas intervenir auprès du secteur financier afin d'obtenir une plus grande marge de tolérance de la part des établissements de crédit?

- Quelles autres démarches Madame le Ministre entend-elle entreprendre pour parer à la fragilisation substantielle de la trésorerie des PME?

Réponse (18.3.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Depuis le début de la crise financière en septembre 2008, le manque de liquidités est en effet un problème pour certaines PME. Au début de la crise, ce problème avait une ampleur moindre au Luxembourg par rapport à d'autres pays de l'Union européenne. Depuis lors, l'état des trésoreries de beaucoup de PME s'est détérioré, également au Luxembourg. De nombreuses PME ont choisi l'affacturage et les assurances-crédit pour pallier ces problèmes de liquidités et de trésorerie.

Cependant, en ce temps de crise, certaines sociétés d'affacturage et d'assurance-crédit appliquent des critères plus sévères lors du traitement des dossiers. Ceci engendre donc une situation précaire au niveau des liquidités des PME concernées. D'après des informations nous provenant de PME, la situation semble être plus difficile en Allemagne, où bon nombre d'entreprises luxembourgeoises ne peuvent plus se fournir sans régler immédiatement leurs commandes.

De plus, les banques appliquent également des critères plus sévères et, dans certains cas, ne sont pas prêtes à accorder des lignes de crédit additionnelles nécessaires pour assurer les besoins en liquidités des PME.

Je suis bien entendu au courant des problèmes auxquels ces PME luxembourgeoises sont confrontées. Je suis en train d'étudier l'opportunité d'une intervention auprès des établissements bancaires afin de les inciter de fournir des lignes de crédit de façon plus flexible à leurs clients et notamment aux PME.

Afin de pallier à la situation précaire de la trésorerie des PME, le département des Classes moyennes a fait inscrire un article spécifique au budget 2010, doté d'un million d'euros, en vue de soutenir les mutualités, en l'occurrence la mutualité d'aide aux artisans et la mutualité de cautionnement et d'aide aux commerçants. Ces dernières, en collaboration avec des établissements du secteur financier et avec le support du Gouvernement, pourront ainsi fournir des lignes de crédit et des liquidités supplémentaires aux PME.

Outre cette initiative et le paiement accéléré des aides étatiques, le département des Classes moyennes suit de près l'évolution et les bonnes pratiques en la matière dans les pays limitrophes et n'hésitera pas à mettre en place les mesures nécessaires en cas de besoin.

Question 0459 (11.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **délais auprès du Conseil Arbitral des Assurances Sociales:**

En ce qui concerne les recours devant le Conseil arbitral, il s'avère que bon nombre de patients sont découragés étant donné que les délais jusqu'à ce qu'ils puissent présenter leurs cas devant le Conseil dépassent des périodes de temps plus ou moins longues. Ainsi j'ai eu connaissance du cas d'une personne qui attend de passer devant le Conseil depuis deux ans. Dans d'autres cas les délais touchent aux limites du tolérable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Pourquoi les délais varient-ils tellement à en devenir parfois démesurés?

2) Combien de dossiers ont été évacués par le Conseil arbitral les cinq dernières années et quels étaient les délais en moyenne?

3) Est-ce qu'un manque éventuel de personnel est à l'origine de ces retards, ou quelles en sont les raisons?

4) Le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait fixer une limite à ne pas dépasser pour permettre au requérant de connaître sa situation souvent incertaine?

Réponse (15.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

N'ayant pas été saisi au cours des derniers mois d'une réclamation concernant les délais de recours devant le Conseil Arbitral des Assurances Sociales (CAAS) et n'ayant pas de précisions sur le «cas d'une personne qui attend de passer devant le conseil depuis deux ans», je ne peux que spéculer sur les raisons d'un retard éventuel: dossier incomplet, expertises en cours, mandataires empêchés d'assister aux audiences du CAAS, etc..

Je tiens à informer l'honorable Député qu'au cours des cinq dernières années, près de 6.800 affaires ont été évacuées dans plus de 3.700 audiences publiques par les quatre juges en place du CAAS et que les jugements sont en principe rendus après un délai d'attente maximal de quatre à six mois, tout en sachant qu'en cas d'urgence dûment motivée, une accélération des procédures demeure possible.

Question 0460 (10.2.2010) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant le **taux de T.V.A. des médicaments au Luxembourg:**

Conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, j'aimerais poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances Luc Frieden et Monsieur le Ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo concernant les prix des médicaments vendus au Luxembourg, et plus particulièrement les taux de T.V.A.

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le taux de T.V.A. appliqué aux médicaments au Luxembourg?

2) Le Luxembourg connaissant probablement un taux de T.V.A. inférieur à ceux pratiqués dans nos pays frontaliers, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si les prix finaux des médicaments provenant

a) de la Belgique tiennent compte d'un différentiel de T.V.A.?

b) de la France tiennent compte d'un différentiel de T.V.A.?

c) de l'Allemagne tiennent compte d'un différentiel de T.V.A.?

d) d'autres pays, gros fournisseurs pour le Luxembourg, tiennent compte d'un différentiel de T.V.A.?

Réponse commune (1.4.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

En ce qui concerne la première question, l'article 40 1. 2° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et en particulier le point 8 de son Annexe B prévoit un taux de T.V.A. de 3% pour les produits pharmaceutiques, dont les médicaments, au Luxembourg.

En ce qui concerne la deuxième question, le taux de TVA appliqué aux médicaments dans les pays limitrophes est de:

Pays	Taux
Belgique	6%
France	
Médicaments remboursés	2,1%
Médicaments non remboursés	5,5%
Allemagne	19%

Les prix publics appliqués au Luxembourg sont directement dérivés des prix publics hors taxes légalement admis dans le pays de provenance du conditionnement commercialisé au Luxembourg.

Question 0461 (11.2.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**abaissement des traitements initiaux au sein de la fonction publique:**

Dans une interview publiée dans la dernière édition du magazine «D'Handwierk», Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme affirmait que le Gouvernement avait décidé d'abaisser le niveau des traitements initiaux au sein de la fonction publique («Die Regierung hat zudem beschlossen, die Anfangsgehälter im öffentlichen Dienst abzusenken, wodurch eine berufliche Selbstständigkeit und eine Beschäftigung in der Privatwirtschaft wieder attraktiver werden.»).

Partant, je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer une telle décision du Gouvernement?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que cette décision a-t-elle été prise?

- Est-ce que le Gouvernement s'est concerté avec la représentation syndicale de la fonction pu-

blique avant la prise de cette décision?

- Au cas où le Gouvernement envisageait de procéder à un tel abaissement des traitements, Monsieur le Ministre peut-il me fournir plus de détails sur cette mesure? Dans quels délais sera-t-elle mise en pratique? Quelle envergure aura-t-elle?

Réponse commune (2.3.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

L'honorable Député Monsieur Fernand Etgen se réfère à une interview publiée dans la dernière édition du magazine «D'Handwierk» où Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme aurait affirmé que le Gouvernement avait décidé d'abaisser le niveau des traitements initiaux au sein de la fonction publique. Monsieur le Député demande maintenant si nous pouvons confirmer une telle décision du Gouvernement, quand cette décision aurait été prise, si le Gouvernement s'est concerté à ce sujet avec la représentation syndicale de la fonction publique, quels sont finalement les détails et l'envergure de l'opération d'abaissement envisagée.

En réponse, permettez-nous de rendre d'abord attentif au fait qu'il ne nous appartient pas de commenter un article de presse.

Ensuite, et conformément à la déclaration gouvernementale d'août 2009, nous voudrons informer l'honorable Député de ce que le Gouvernement est en train de préparer une réforme d'ensemble du régime des traitements dans la fonction publique, en précisant à ce sujet également que, conformément aux us et coutumes du passé, cette réforme sera au préalable discutée et négociée avec le syndicat national le plus représentatif dans le secteur. À ce sujet, nous nous proposons en tant que Ministres compétents d'en demander le mandat au Gouvernement en conseil, mandat qui devra comporter à nos yeux tous les points relevés dans le cadre de la déclaration gouvernementale.

Comme il s'agira par après de négocier entre partenaires, il est évident que le Gouvernement ne prendra aucune décision sur aucun de ces points avant que les négociations n'aient été terminées.

Question 0462 (11.2.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **brevet de technicien supérieur (BTS):**

La loi du 19 juin 2009, portant organisation de l'Enseignement supérieur vient d'introduire dans le cadre législatif les modalités réglant les études aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur (BTS). D'après la nouvelle loi, le BTS est préparé soit par voie d'enseignement en alternance avec des stages en entreprise, soit par voie de formation continue dans les lycées d'enseignement secondaire et les lycées d'enseignement secondaire technique, publics et privés, reconnus par l'État. Le diplôme en question est délivré au titre d'une spécialité professionnelle et après des études dans un des domaines suivants: les professions industrielles et commerciales, les professions de l'agriculture, les métiers de l'artisanat, les activités de service et de la santé ainsi que celles relevant des arts appliqués.

En sachant que seulement 25% des jeunes au Luxembourg disposent d'un diplôme sanctionnant la fin d'un enseignement supérieur alors que 56% des offres d'emploi au Grand-Duché demandent un diplôme du type bac+, on se rend compte de l'importance du BTS, qui constitue une transition idéale entre les enseignements secondaire, supérieur et universitaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre total des étudiants préparant cette année-ci un brevet de technicien supérieur (BTS)?

2) Combien d'étudiants se trouvent à l'heure actuelle dans les différentes spécialités professionnelles menant au BTS?

3) Monsieur le Ministre peut-il me préciser si le Gouvernement entend élargir, en étroite concertation avec le monde économique, l'offre de formation du BTS à d'autres spécialités professionnelles comme par exemple la mécatronique, les systèmes électroniques ou encore l'informatique?

4) Comment va-t-on répartir de manière équitable l'offre de nouvelles formations du BTS entre les différents lycées?

Réponse (10.3.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire N°0462 de Monsieur le Député Marcel Oberweis.

1. 223 étudiants sont inscrits dans les programmes de formation au brevet de technicien supérieur pendant cette année académique 2009/2010.

2. La répartition de ces étudiants dans les différents programmes de formation est la suivante:

Lycée Technique des Arts et Métiers		
	Semestres 1 et 2	**Semestres 3 et 4**
Animateur de dessins animés	13	8
Opérateur prépresse	3	3
Lycée Technique École de Commerce et de Gestion		
Marketing-commerce international	15	21
Comptabilité-gestion d'entreprise	35	34
Assistant de direction	9	11
Lycée Technique pour Professions de Santé		
Infirmier en pédiatrie	10	8
Infirmier psychiatrique	5	9
Infirmier en anesthésie et réanimation	12	7
ATM de chirurgie	3	4
Sage-femme	8	5

3. La loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur fournit le cadre légal à un élargissement de l'offre de formation au brevet de technicien supérieur. D'après les dispositions de cette loi, l'initiative revient au lycée ou au lycée technique qui, ensemble avec le secteur économique concerné, soumet une proposition de programme qui doit passer par la procédure d'accréditation. Les lycées et lycées techniques qui souhaitent soumettre une proposition de programme de formation à l'accréditation au printemps 2010 doivent soumettre leur demande en recevabilité au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour le 5 mars 2010 au plus tard. Les résultats de l'accréditation ainsi que les nouvelles formations qui débuteront à la rentrée académique 2010/2011 seront connus en juin 2010.

4. La demande d'accréditation d'une formation au BTS émane d'un lycée ou d'un lycée technique; il ne s'agit donc pas d'une formation nationale dans le sens qu'elle pourrait constituer un programme de formation organisé par plusieurs lycées parallèlement. Si deux lycées présentaient un projet de formation au BTS identique, le lycée ayant déposé en premier sa demande en recevabilité verrait celle-ci analysée.

Question 0463 (11.2.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**éventuelle poursuite judiciaire de l'organisateur du marathon:**

Lors de sa dernière réunion, le conseil d'administration de la «Coque» a décidé de charger un avocat de rechercher la responsabilité de l'organisateur du marathon par voie judiciaire.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle a été l'attitude du représentant du Ministère des Sports lors de cette réunion du conseil d'administration? A-t-il notamment voté en faveur d'une poursuite judiciaire de l'organisateur du marathon?

- Comment ont voté les autres représentants d'organes et d'administrations étatiques?

Dans un reportage télévisé en date du 10 février 2010, Monsieur le Ministre s'est distancé de la décision susmentionnée du conseil d'administration de la «Coque».

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre avait expliqué sa vue aux représentants des organes et administrations étatiques avant la dernière réunion du conseil d'administration?

- Si tel devait être le cas, comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il alors la décision d'engager une poursuite judiciaire à l'égard de l'organisateur du marathon?

Réponse (1.3.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Comme Monsieur le Député devrait le savoir, alors qu'il a été membre du Parlement au moment du vote de la loi du 29 juin 2000 organisant le Centre national sportif et culturel, il résulte de l'article 5 (2) de celle-ci que le conseil d'administration décide notamment sur les actions judiciaires à intenter par le Centre sans devoir en référer au Ministre des Sports.

Respectueux de l'autonomie du conseil d'administration du Centre telle que voulue par le législateur et le Ministre des Sports de l'époque, Madame Anne Brasseur, je n'ai pas l'intention, parce que en dehors de mon champ de compétence, de questionner les membres du conseil d'administration sur leur attitude prise au moment visé par Monsieur le Député.

Question 0465 (17.2.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam) - Visiteurs:**

Le Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (Mudam) est ouvert au public depuis le 2 juillet 2006 et fonctionne sous le régime de l'établissement public. Malgré l'investissement considérable de deniers publics - essentiellement pour le coût de la construction - ce musée ne suscite pas un grand enthousiasme auprès du public.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Quel est le nombre de visiteurs, par an, depuis l'ouverture du Mudam?

2. Quelles sont les recettes, par an, découlant uniquement de la vente de billets?

3. Quelle est, par an, la répartition des visiteurs selon le type de billets (tarif plein, tarif groupe, jeunes, entrées gratuites…)?

4. Quelles sont, par an, les autres recettes «commerciales» découlant, par exemple, de la location des locaux ou du mécénat?

5. Quelles sont, par an, les subventions et autres aides versées par l'État à l'établissement public respectivement consacrées au fonctionnement et à l'entretien du bâtiment?

6. Quels sont, par an, les montants effectivement déboursés pour l'achat de nouvelles œuvres? Quelle est la part de ces montants attribuée à des artistes luxembourgeois ou résidant au Luxembourg?

7. Quelles mesures le conseil d'administration, la nouvelle direction du musée respectivement le Gouvernement entendent-ils mettre en œuvre pour rendre le Mudam nettement plus attractif?

8. La direction du Mudam envisage-t-elle de collaborer avec d'autres musées mondialement connus afin d'organiser, à Luxembourg, des expositions ayant un fort pouvoir d'attraction sur un public international?

Réponse (22.3.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes a posé des questions au sujet du Mudam. Elles montrent combien notre Musée d'art contemporain continue à être au centre des discussions concernant le secteur culturel, et l'on peut donc raisonnablement considérer que le Mudam remplit parfaitement son rôle en ravivant et en rehaussant constamment le débat public en matière culturelle.

Il m'est d'autant plus facile de satisfaire Monsieur Henckes que les réponses à ses questions se trouvent presque toutes publiées dans les rapports d'activité annuels successifs du Mudam, accessibles publiquement. Mais je profite de l'occasion pour apporter quelques précisions soulignant l'importance du Mudam dans notre paysage culturel.

Je prends les questions dans l'ordre:

1) Le Mudam a accueilli 66.712 visiteurs en 2006 (année d'ouverture), 88.950 en 2007 (année culturelle), 57.953 en 2008 (année de départ de Marie-Claude Beaud) et 50.636 en 2009 (année de la prise de fonction de Enrico Lunghi).

Pour chacune de ces années, le Mudam a été le musée d'art à Luxembourg avec le plus grand nombre de visiteurs.

2) Les recettes de la seule vente de billets ont été de 158.668 € en 2006, de 241.391 € en 2007, de 157.029 € en 2008 et de 118.591 € en 2009. À noter que le montant des tarifs d'entrée varie suivant les différentes catégories de visiteurs.

3) Le Mudam tient à jour un tableau très complet et détaillé du nombre et des origines de ses visiteurs. On peut y suivre, mois après mois, le nombre d'entrées à plein tarif, à tarif réduit, le nombre de jeunes de moins de 18 ans et de scolaires, le nombre de visites de groupe, de personnes assistant aux conférences, etc., etc.

Je joins une copie de ce tableau pour les années 2006 à 2009 et des deux premiers mois de 2010 au présent document. En gros, sachez que 62% du total sont des visiteurs adultes payants, auxquels il faut ajouter 8% de jeunes de moins de 18 ans et 6% de scolaires. *(tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*

Les autres 24% des visiteurs sont entrés gratuitement au Mudam, soit lors de la semaine d'ouverture (6,5%), lors des vernissages (6,3%), lors des changements d'exposition lorsque l'entrée est gratuite (5,1%), lors des journées internationales des musées ou de l'invitation aux musées (4,2%), les 2% restants étant constitués de journalistes et de visiteurs professionnels divers.

4) La plus grande partie des recettes hors dotation extérieures est constituée par les activités de Mudam Café et de Mudam Boutique: celles-ci ont été de 199.310 € en 2006, de 348.774 € en 2007, de 304.977 € en 2008 et de 292.290 € en 2009, ce qui fait annuellement des recettes de l'ordre de 5% du budget global. La part de mécénat et de contri-

butions extérieures est également de l'ordre de 5% du budget du Mudam (334.370 € en 2009), ce qui est considérable pour un musée luxembourgeois.

En revanche, le Mudam ne loue pas ses locaux, pour des raisons de place et de sécurité évidentes: puisque le projet architectural initial de I. M. Pei a été tronqué des locaux prévus pour les services, le Mudam ne dispose ni d'une deuxième entrée ni de salles séparées du musée où pourraient se tenir des réceptions. Ainsi, des recettes supplémentaires par le biais de recettes pour locations externes n'entrent pas en ligne de compte du fait des choix au niveau de la construction.

5) Le Mudam reçoit une subvention annuelle unique de l'État pour ses frais de personnel, de fonctionnement (y compris l'entretien du bâtiment), d'administration ainsi que pour tous les autres frais liés à ses activités. Elle était de 5.864.848 € en 2009 et s'élève à 5.964.550 € en 2010, ce qui est extrêmement peu élevé en comparaison internationale.

6) Le Mudam reçoit depuis 1998 une subvention de l'État de 620.000 € pour l'acquisition d'œuvres pour sa collection. Cette somme est restée inchangée depuis, malgré l'énorme hausse des prix du marché de l'art en une décennie. Et pourtant, l'exposition «Le Meilleur des Mondes», actuellement en cours, et qui ne présente qu'un quart des œuvres de la collection, montre les choix pertinents et la bonne utilisation des deniers publics de la part des responsables du musée conseillés par la Commission d'achat. Cette exposition rencontre les commentaires et reportages les plus élogieux dans la presse internationale.

7) Tout le monde sait que la genèse du Mudam, depuis le premier projet de I. M. Pei en 1991 jusqu'à son ouverture en 2006, a été mouvementée et douloureuse. Cela ne lui a pas attiré d'avance les faveurs du public, contrairement par exemple au Centre Pompidou Metz dont la promotion positive est exemplaire, et ce bien avant son ouverture prochaine en mai. De plus, le Mudam a ouvert en 2006, alors que ses alentours n'étaient pas terminés: il fallait, trois ans durant, traverser un véritable chantier pour y accéder! Au printemps 2010, le public pourra pour la première fois profiter pleinement du Park Dräi Eechelen, qui rend les environs du musée bien plus attractifs qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Enfin, ouvert en juillet 2006, les circonstances ont fait que le Mudam n'a pas encore pu consolider sa politique d'expositions et d'activités culturelles, du fait du départ de sa première directrice en 2008 et de l'arrivée de son nouveau directeur en 2009.

Mais ce dernier a mis à profit sa première année pour mettre en place toute une série de nouveautés qui visent à attirer de nouveaux publics et à les fidéliser. Ces nouveautés ont largement été commentées dans la presse ces derniers mois et un premier bilan pourra être tiré à la fin de cette année. Je ne rappellerai ici que notre volonté commune de mettre davantage en avant la collection du Mudam - en consacrant un étage entier à la présentation d'œuvres de la collection après l'exposition en cours -, l'élargissement des heures d'ouverture permettant à un public plus nombreux de visiter le Mudam après les heures de bureau, la «Semaine Jeunes Publics», en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale, visant à initier davantage de jeunes adolescents au monde des musées, ainsi que le renouvellement complet du site internet désormais plus convivial à visiter et à utiliser.

Bien sûr, la crise actuelle et les sombres perspectives financières risquent de plomber ce nouvel élan. Ce serait dramatique si tel était le cas. En effet, nous avons, en moins de deux décennies, transformé en profondeur notre paysage culturel et nous avons mis en place des infrastructures nous permettant, pour la première fois de notre histoire, de participer pleinement à l'aventure culturelle européenne. Si tous ces efforts n'aboutissaient qu'à se doter de bâtiments n'ayant pas les moyens de fonctionner, nous aurions lamentablement failli dans notre entreprise, d'autant plus que le secteur culturel pourrait s'avérer un moteur essentiel de la diversification de notre économie, conjointement au tourisme culturel en plein développement.

Contrairement à ce que d'aucuns n'imaginent, le Mudam a déjà acquis une grande réputation internationale: les éloges que l'on trouve à son égard dans la presse internationale et le nombre de visiteurs étrangers qui y viennent - ceux-ci constituant près de 45% du nombre total de visiteurs depuis son ouverture - le prouvent bien.

7) Depuis bien avant son ouverture, le Mudam s'était inséré dans le réseau international des musées par des échanges et des collaborations diverses. Ces collaborations et ces échanges continuent et s'intensifient bien sûr avec la nouvelle direction. Ainsi, rien qu'en 2009 et 2010, le Mudam aura échangé des œuvres ou réalisé des collaborations avec:

Los Angeles County Museum of Art, Los Angeles, CA; Hirshhorn Museum and Sculpture Garden, Washington DC; Dia foundation, Beacon, NY; Whitney Museum of American Art, New York; Museum of Contemporary Art, Sydney; UQAM, Montréal; Musée des Beaux-Arts du Québec, Québec; Musée National de la République, Brasilia; Musée d'Art Contemporain de São Paulo; Cheongju Arts Center Complex, Chungcheongbuk-do, Corée du Sud; NRW-Forum Kultur und Wirtschaft, Düsseldorf; Haus der Kulturen der Welt, Berlin; Ok-Centrum, Linz; Centre d'art B.P.S. 22, Charleroi; MoMu-Fashion Museum Antwerp, Antwerpen; S.M.A.K., Gent; Musée d'Art Contemporain du Val-de-Marne, Vitry-sur-Seine; Centre Pompidou-Metz; Musée des Beaux-Arts de Nancy; Institut d'art contemporain de Villeurbanne Rhône-Alpes; Musée national d'art moderne, Centre Pompidou, Paris; Fondation Cartier pour l'art contemporain, Paris; Musée d'Art Moderne de St-Étienne, St-Étienne; Collection Musée d'art contemporain, Lyon; Musée Matisse, Le Cateau-Cambresis; Frac Bourgogne; Centro per l'Arte Contemporanea Luigi Pecci, Prato; Design Museum, London...

Et cette liste est loin d'être exhaustive.

Pour autant, il est naïf de croire qu'il suffirait d'importer, à grands frais, une exposition à succès faite à l'étranger pour qu'elle ait le même succès au Luxembourg: notre contexte historique et démographique n'est tout simplement pas comparable à celui des grandes capitales supérieures à un million d'habitants, et bien d'autres facteurs font qu'il n'est ni constructif, ni souhaitable de reproduire chez nous ce qui s'est fait ailleurs avant et en mieux.

Bien au contraire: le Mudam, tout comme le Casino Luxembourg ainsi que d'autres de nos institutions dans les domaines culturels les plus divers, montrent qu'avec compétence et persévérance, il est possible de construire une réputation internationale avec un programme artistique original et de qualité. Il suffit de voir les échos positifs que leurs activités rencontrent dans la presse internationale pour s'en convaincre; elles jouent un rôle important pour projeter une image positive de notre pays à l'étranger. D'ailleurs, si nous avons beaucoup investi dans des infrastructures culturelles ces dernières décennies, n'est-ce pas pour pouvoir apporter nous-mêmes notre contribution au développement artistique européen? Or, cette contribution n'est possible - et crédible - qu'en proposant des expériences nouvelles, en suivant une voie originale, et non en copiant ce qui se fait ailleurs. C'eut été mal investir en matière culturelle que de n'avoir chez nous qu'une culture de seconde main.

Le succès - auprès du public luxembourgeois comme auprès du public international - de l'exposition actuelle, «Le Meilleur des Mondes», montre que nous pouvons intéresser et attirer du monde avec ce que nous avons nous-mêmes imaginé et construit. Le livre publié sur l'architecture du Mudam, et qui est unanimement apprécié, montre également que c'est en comptant sur nos propres atouts, tout en les développant et en les mettant en valeur, que nous pouvons faire la différence. Bien sûr, il faut des compétences et du courage, bien sûr, il faut aussi un minimum de moyens - les grandes capitales artistiques ne se sont pas établies sans moyens non plus -, mais il faut aussi avoir confiance en ce que nous avons à proposer pour que nous puissions être fiers de notre contribution au développement culturel en Europe.

Question 0466 (17.2.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **plans d'aménagement généraux (PAG) des communes luxembourgeoises:**

Les plans d'aménagement généraux (PAG) des communes luxembourgeoises sont, si ce n'est la totalité, au moins pour la grande majorité, en train d'être révisés conformément à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

La loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement prévoit que les plans d'aménagement généraux des communes (PAG) soient soumis à cette évaluation (étude dénommée «Strategische Umweltprüfung» ou «SUP»).

Bon nombre de projets de PAG établis conformément aux règlements grand-ducaux du 25 octobre 2004 exécutant la loi modifiée du 19 juillet 2004 sont en procédure d'approbation ou sur le point de l'être. Or, dans tous les cas l'évaluation environnementale, telle que requise par la loi de 2008, ne peut faire partie du dossier PAG compte tenu du fait qu'à l'heure actuelle il n'existe pas, à ma connaissance, un cahier des charges dûment validé pour la «SUP».

Cette situation risque de conduire à un non-respect des délais de procédure tels que prévus par la loi modifiée de 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Elle risque par ailleurs de compromettre l'entrée en procédure des nouveaux PAG et ainsi leur entrée en vigueur dans des délais raisonnables pour les communes.

C'est pourquoi je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures d'une part, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Police et à la Grande Région, d'autre part:

- Messieurs les Ministres confirment-t-ils que la «SUP» est effectivement requise pour tout projet de planification, c'est-à-dire les PAG (projets d'aménagement généraux couvrant l'ensemble d'un territoire communal) ou bien encore les modifications ponctuelles de PAG (projets d'aménagement d'une certaine envergure et le plus souvent d'intérêt public)?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire si les PAG actuellement en procédure d'approbation au Ministère de l'Intérieur, de la Police et à la Grande Région, ou sur le point de l'être, seront approuvés par le Ministre sans la «SUP» ou s'ils doivent attendre la réalisation de la «SUP» suivant un cahier des charges approuvé?

- Par ailleurs, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les délais de mise à disposition d'un cahier des charges «SUP» approuvé par les instances supérieures et qui puisse être utilisé comme base pour l'élaboration des études en question?

- Finalement, je prie Messieurs les Ministres de m'informer quant à la suite de l'étude environnementale «SUP» pour faire avancer les planifications et les révisions des PAG des communes dans les meilleurs délais.

Réponse (30.3.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement dispose que tous les plans et programmes qui sont élaborés pour le secteur de l'aménagement du territoire urbain et rural - y compris donc les projets d'aménagement généraux - et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre de projets énumérés aux annexes I et II de la directive modifiée 85/337/CEE pourra être autorisée à l'avenir doivent être soumis à une évaluation environnementale. Il en est de même des plans et programmes pour lesquels, étant donné les incidences qu'ils sont susceptibles d'avoir sur des sites, une évaluation est requise en vertu de l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Une modification ponctuelle du PAG doit être soumise à une évaluation environnementale si elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'approbation d'un PAG ne pourra se faire qu'en présence d'une «SUP».

Les services compétents du département du Développement durable, en coopération avec le Ministère de l'Intérieur, sont en train d'élaborer des recommandations sous la forme d'un «Leitfaden» à destination des autorités communales en vue de les aider à élaborer une «SUP».

Les communes ne sont pas obligées d'attendre la diffusion du «Leitfaden» avant de soumettre le projet de PAG à la procédure d'adoption telle que prévue par les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

La confection d'une «SUP» doit se faire pendant l'élaboration du projet de PAG. Elle ne devrait, en principe, pas retarder l'adoption du PAG.

Question 0467 (18.2.2010) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **casemates du Fort Berlaimont:**

Il me revient que récemment une pierre portant la date de l'année 1673 a été enlevée des casemates du Fort Berlaimont, situées à côté de la Fondation Jean-Pierre Pescatore. La Fondation Pescatore, propriétaire du terrain, a cédé ce terrain il y a quelques années à la Ville de Luxembourg moyennant bail emphytéotique. À ma connaissance le propriétaire du terrain avait jusqu'ici un droit d'usage, s'occupait de l'entretien et réglait l'accès aux casemates. Un accès se trouve à l'intérieur de l'immeuble de la Fondation, l'autre dans le parc derrière la Banque Centrale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que Madame la Ministre est au courant de cette affaire?

- Pourquoi cette pierre a-t-elle été enlevée et qui était l'initiateur?

- Est-ce que cette pierre a été récupérée pour être placée au Musée Dräi Eechelen? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

- Y a-t-il eu consentement du propriétaire?

Réponse (19.3.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Anne Brasseur relative à l'enlèvement d'une pierre historique des casemates du Fort Berlaimont et qui m'a été transmise en date du 18 février, j'ai l'honneur de vous fournir les éléments de réponse que voici:

Afin de clarifier certaines erreurs véhiculées dans les médias au sujet de la pierre en question, j'aimerais tout d'abord signaler que nous sommes en présence d'un bloc de dimensions importantes (largeur 176 cm, hauteur 58,5 cm, profondeur 34,5 cm) et d'un poids supérieur à 600 kg. À l'origine, la pierre a certes dû se trouver à un endroit bien visible dans les murs de la redoute du fort Berlaimont, et ceci jusqu'à la démolition de ce dernier après 1870.

L'inscription sur bloc revêt une grande importance historique, puisqu'elle est la seule à nous être parvenue pour témoigner des travaux de développement importants et innovateurs de la forteresse à l'époque espagnole. La pierre en question a été posée sous le règne du roi d'Espagne

Charles II (1665-1700) par Philippe de Croy-Ligne, Prince de Chimay et d'Arenberg (1619-1675), gouverneur et général du Pays et Duché de Luxembourg depuis 1654. L'inscription, d'une grande qualité d'exécution, commémore l'aboutissement des travaux de construction de la redoute du Fort Berlaimont, le 20 mai 1673. Elle marque ainsi une étape importante dans le développement du système défensif de la Forteresse de Luxembourg. C'est ici en effet que les troupes françaises rencontreront la plus forte résistance lors de la prise de la forteresse de Luxembourg en 1684, de telle sorte que ce nouveau système de défense va inspirer Vauban dans ses futurs travaux.

Le Musée national d'histoire et d'art a fait transférer la pierre dans la matinée du vendredi 29 janvier 2010 au profit du Centre de documentation sur la forteresse. L'opération, assez difficile du fait du poids important de l'inscription, a été effectuée dans les meilleures conditions par un transporteur spécialisé. La pierre a été transportée vers les ateliers de restauration du MNHA à Bertrange, où elle se trouve actuellement.

L'inscription a été enlevée par le MNHA en premier lieu pour des raisons de documentation, de préservation et de sauvegarde de cet élément important de notre patrimoine historique. Force est de constater que le bloc comportant l'inscription a été brisé en deux à une date inconnue pendant ou après l'enlèvement de son emplacement initial. Une restauration professionnelle s'impose, afin d'éviter toute détérioration supplémentaire. Du fait qu'elle s'est trouvée entreposée depuis sa déposition (au plus tôt à partir de 1871-1872) et jusqu'au 29 janvier de cette année dans le réduit du fort Berlaimont, la pierre a considérablement souffert de l'humidité dans cet endroit non chauffé et mal aéré. Un certain nombre d'autres détériorations sont par ailleurs à constater, notamment des ébréchures et des abrasions, probablement dues au fait que la pierre s'est trouvée entreposée si longtemps dans un espace non éclairé et dépourvu de toutes mesures de sécurité.

L'intention des responsables du MNHA était d'intégrer l'inscription après sa restauration dans la programmation de l'exposition permanente du Musée Dräi Eechelen, dont les travaux d'achèvement peuvent continuer suite au vote récent de la loi relative aux mesures d'achèvement du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit Thüngen et de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse de Luxembourg.

Des raisons évidentes plaident en faveur de l'intégration de cette inscription dans l'exposition permanente du musée:

- d'un côté sa sauvegarde définitive, l'inscription ayant été présentée jusqu'ici de façon improvisée, peu adaptée à sa valeur historique et peu propice à sa conservation

- d'un autre côté, sa mise en valeur auprès du public: son exposition au musée permettrait de la faire apprécier à sa juste valeur; d'ailleurs, elle côtoierait au M3E les inscriptions de l'époque autrichienne provenant d'autres forts de la Forteresse de Luxembourg.

La récupération de la pierre était au départ considérée comme une simple opération de routine par le MNHA, qui partait du principe que les vestiges de la forteresse sont de la compétence et du domaine de l'État depuis le démantèlement. À signaler que toutes les autres inscriptions récupérées lors du démantèlement systématique de la forteresse après 1867 ont été intégrées déjà au 19e siècle dans les collections de la Section historique et se trouvent donc aujourd'hui dans celles du MNHA.

Contacté par la Fondation Pescatore en date du lundi 8 février 2010, le MNHA a réagi le même jour tant par téléphone qu'en adressant une lettre au Président de la Commission des Curateurs de la Fondation Pescatore.

Le MNHA a proposé à la Fondation plusieurs solutions, y compris celles d'un don ou d'un prêt à long terme. Il a également proposé de revenir entièrement en arrière et de réinstaller la pierre à son emplacement d'origine si tel était le souhait de la Fondation. La Commission des Curateurs prendra sa décision au cours de sa prochaine réunion qui, suivant les informations dont dispose le MNHA, est prévue pour le mois d'avril prochain. À signaler que la réaction du MNHA est donc intervenue bien avant la médiatisation du dossier et que les responsables n'avaient pas été contactés au préalable en vue de recueillir des renseignements à ce sujet.

Question 0469 (19.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **soins à domicile:**

In ihrer parlamentarischen Anfrage N°0329 hatte die Abgeordnete Frau Claudia Dall'Agnol *(cf. compte rendu N°8/2009-2010)* auf vermeintlich regelwidrige Vorgehensweisen bei der Vermittlung von Dienstleistern im Bereich der „Soins et Aides à Domicile" in Akutkliniken des nationalen Gesundheitssystems hingewiesen. Der Minister hatte mitgeteilt, nicht in Kenntnis solcher Vorgehensweisen respektive Praktiken zu sein.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Falls es weitere Beanstandungen in diesem Zusammenhang geben sollte, wird der Minister dann gegebenenfalls eine Untersuchung einleiten um zu prüfen, ob es in der Tat keine nachweisbare, fortgesetzte „concurrence déloyale" im Gesundheitssystem im angesprochenen Bereich gibt?

- Wird der Minister gegebenenfalls eine öffentliche Informationskampagne starten, einschließlich Erstellung einer Informationsbroschüre, welche die Rechte und Pflichten der Kliniken im Zusammenhang mit der unparteilichen und objektiven Beratung von Patienten bezüglich der Wahl von Réseaux-Dienstleistern beschreibt?

- Denkt der Minister an die Aufstellung eines Sanktionskatalogs, sollten sich bestimmte, vermeintlich regelwidrige oder gar illegale Vorgehensweisen als in der Tat „praktiziert" erweisen?

- Bleibt der Minister dem fundamentalen Prinzip der Wahlfreiheit (libre choix) des Patienten in unserem Gesundheits- und Sozialsystem verbunden?

- Wie kann für den Patienten die Wahl des für ihn und an seine Bedürfnisse angepassten Dienstleisters der „Soins et Aides à Domicile" transparenter gemacht und vereinfacht werden?

- Welches können die konkreten Ausführungsbestimmungen sein, die in Zukunft eine integrierte und nahtlose Zusammenarbeit zwischen Pflegenetzwerken und Kliniken festlegen?

Réponse (29.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Monsieur le Député aborde le thème de l'existence d'éventuels liens exclusifs entre des établissements hospitaliers et les réseaux d'aides et de soins à domicile.

J'avais déjà pu prendre position par rapport à ce sujet dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire N°0329 de l'honorable parlementaire Claudia Dall'Agnol, à laquelle Monsieur le Député se réfère d'ailleurs lui-même. Je voudrais rappeler que j'avais invité Madame la Députée à me communiquer des informations plus précises concernant des pratiques qui ne devraient pas respecter le libre choix des patients.

Étant donné par ailleurs que la demande de soins est importante et dépasse l'offre, j'estime que cette situation devrait être de nature à éviter toute forme de concurrence déloyale, pratique que je ne pourrais d'ailleurs pas tolérer.

Dans le cadre de l'assurance dépendance, trois réseaux fonctionnent avec des conditions et des règles identiques, reprises dans la loi sur l'assurance dépendance et la convention-cadre réglant les relations entre la Caisse nationale de santé et les prestataires.

Les personnes dépendantes concluent un contrat de prise en charge avec le prestataire qu'elles ont choisi. Ce contrat, dont le contenu est imposé par la convention-cadre, informe les personnes, en toute transparence, quant à leurs droits et devoirs.

Je n'envisage pas, pour l'instant, de mener une campagne d'information supplémentaire sur les réseaux d'aides et de soins.

Les références des différents réseaux sont données aux personnes dépendantes qui choisissent celui qui leur convient le mieux. Je voudrais insister pour préciser que, tant dans le cadre de l'assurance maladie que dans celui de l'assurance dépendance, le libre choix du prestataire est toujours d'application, choix que doivent d'ailleurs respecter impérativement et hôpitaux et réseaux.

Question 0470 (19.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**Euro Patient Empowerment Index 2009:**

In der europäischen Vergleichsstudie „Euro Patient Empowerment Index 2009" schneidet das Luxemburger Gesundheitssystem nur mittelmäßig ab. Bei dieser Studie ging es darum festzustellen, in welchem europäischen Gesundheitssystem die Patienten-respektive Kundenrechte am stärksten entwickelt sind. Gewinner in diesem Benchmark war Dänemark, gefolgt von Deutschland, der Schweiz und Finnland. Luxemburg findet sich auf dem enttäuschenden, zweitklassigen 16. Platz wieder.

In der Kategorie „Patientenrechte" wird bemängelt, dass Luxemburg bisweilen ein Gesundheitsrecht aufweist, das die Patientenrechte wenig unterstützt. Auch wird darauf hingewiesen, dass die „No-fault practice insurance" (Haftpflichtversicherung ohne Verschulden) bis heute nicht in unserem Gesundheitssystem eingeführt wurde.

In der Kategorie „Information" werden gleich vier Punkte beanstandet:

a) das Fehlen eines öffentlich zugänglichen Katalogs mit Qualitätsdaten über die Dienstleister im Gesundheitswesen;

b) das Fehlen einer Informationshotline 24/7 mit Interaktivitätsfunktionen, die vom Patienten benutzt werden könnte;

c) der Umstand, dass medizinische Berichte, die zwischen Spezialisten und Allgemeinärzten ausgetauscht werden, nicht automatisch als Kopie an den Patienten weitergeleitet werden;

d) das Fehlen einer pharmazeutischen Information, die vom Laien verstanden werden kann.

In der Kategorie „Health Technologie Assessment" wird bemängelt, dass es hierzulande scheinbar keine solche Agentur gibt, welche die Evaluation von Gesundheitstechnologien für den optimalen Einsatz in der Gesundheitsversorgung vornehmen würde.

Schließlich wird auch die Tatsache festgestellt und als negativer Punkt dargestellt, dass es keine Wahlmöglichkeit bezüglich Gesundheitsversicherungen gibt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Viele dieser Punkte wurden in der Vergangenheit politisch bereits angesprochen. Kann der Gesundheitsminister heute konkrete Aussagen machen über anstehende Schritte, die er kurz- bis mittelfristig unternehmen möchte, um das Luxemburger Gesundheitssystem in Sachen Patientenrechte in eine europäische Spitzenposition zu bringen?

2) Kann der Minister konkrete Zeitpläne mitteilen, in denen Punkte der obigen Auflistung umgesetzt werden sollen? Was soll noch in dieser Legislaturperiode definitiv realisiert werden?

3) Ist der Minister nicht auch der Meinung, dass der Ausbau der Rechte der Patienten zu einer Optimierung der Dienstleistungen in unserer Gesundheitsversorgung beitragen könnte?

4) Was hat die Picker-Studie über die Qualität der Dienstleistungen in unserem Gesundheitssystem hervorgebracht? Kann der Minister uns diese Resultate übermitteln?

Réponse (23.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Bereits in meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage N°0104 des ehrenwerten Herrn Abgeordneten Jean Colombera über das Abschneiden Luxemburgs beim Euro Health Consumer Index *(cf. compte rendu N°3/2009-2010)* habe ich darauf hingewiesen, welchen Stellenwert die Patienten-Information und -Rechte in der Luxemburger Gesundheitspolitik genießen.

Es ist richtig, dass Luxemburg, zumindest formal gesehen, dem Thema „Patientenrechte" zurzeit keinen konsolidierten Gesetzestext widmet. Wie bereits in vorerwähnter Antwort an den ehrenwerten Abgeordneten mitgeteilt, ist jedoch ein modernes Gesetz über die Patienten-Rechte und -Pflichten in Ausarbeitung. In der Tat sieht das Regierungsprogramm vor, dass eine Gesetzesvorlage über die Rechte und Pflichten der Patienten ausgearbeitet wird. Es ist demnach beabsichtigt, noch dieses Jahr den entsprechenden Gesetzesentwurf vorzulegen, um den Rechtsrahmen entsprechend transparenter zu gestalten. In diesem Rahmen ist auch die Schaffung von Mediations-Strukturen im Gesundheitswesen angedacht.

Was das Thema „No-fault" angeht, so möchte ich hervorheben, dass dieses Thema aktuell noch im Rahmen der Reformbemühungen des Gesundheitswesens mit allen Akteuren diskutiert wird.

Das vom Herrn Abgeordneten angesprochene Ranking, in welchem Luxemburg im Bereich „Patient Rights" an zweiter Stelle (400 Punkte) direkt hinter der Schweiz (426 Punkte) von 30 Ländern erscheint, zeigt jedenfalls welche Bedeutung Luxemburgs Gesundheitssystem den Patientenrechten bereits jetzt zuerkennt!

Die Studie des auf Patientenbefragungen in Spitälern spezialisierten Picker Instituts, welche sich mit der Qualität der stationären Spitalbehandlung befasst, wurde von der Gesundheitskasse finanziert.

Diese Studie hat ein Verbesserungspotential des psychosozialen Aspektes der stationären Spitalpflege ausgemacht. Diese Probleme, die alle medizinischen Fachrichtungen betreffen, konnten sowohl in Bezug auf den Patienten selbst als auch auf sein Umfeld identifiziert werden.

Um diesen Schwierigkeiten gerecht werden zu können, beabsichtige ich ein integriertes Pflegekonzept ausarbeiten zu lassen, das auf den Patienten ausgerichtet ist sowohl was den psychosozialen Aspekt der Pflege als auch was den Stellenwert der Patienten selbst anbelangt.

Ich bin mir sicher, dass diese Maßnahme dazu führen wird, das bestehende Gesundheitssystem neu zu orientieren, und in der Lage sein wird die Dienstleister im Gesundheitswesen anzuspornen, noch besser auf die psychosozialen Bedürfnisse der Patienten einzugehen.

Question 0471 (19.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **continuité des soins:**

In einem Interview mit der Zeitung „Le Quotidien" vom 26. August 2004 hat der damalige und jetzige Minister für Gesundheit und Sozialsicherheit gemeint, es ginge darum „Assurer la continuité des soins et veiller à ce que la prise en charge des personnes plus âgées se fasse d'une façon plus systématique".

Nun sind seitdem bereits viele Jahre vergangen und auch im Gesundheits- und Sozialsystem zeigt sich heute angesichts schwindender Budgets bei der Gesundheitskasse ein gesteigerter Handlungsbedarf in Sachen Kosteneffizienz.

Vor diesem Hintergrund taucht immer wieder die Idee auf, dass es heute und in Zukunft darum gehen wird, im Sinne von mehr Effizienz die Verweildauer in den Kliniken zu kürzen, um dadurch Betten frei zu machen.

Wenn es auch stimmt, dass unsere Kliniken ihrem Auftrag gerecht werden müssen, Akutmedizin zu betreiben, so stellen sich doch eine Reihe Fragen systemischer Natur, wenn es darum geht, die Lage von älteren Menschen im Zusammenhang mit diesem Konzept der verkürzten Verweildauer zu verstehen. Ältere Menschen brauchen mitunter längere Erholungsphasen und ihr Gesundheitszustand muss stabil sein, ehe sie weitertransferiert oder nach Hause entlassen werden können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie steht es um die „continuité des soins" im Luxemburger Gesundheitssystem?

- Gibt es reglementarische Regelwerke, die dieses Konzept beschreiben und seine Umsetzung respektive Einhaltung bestimmen?

- Wie will der Minister die „continuité des soins" dort, wo noch Bedarf besteht, nicht nur einfordern, sondern auch umgesetzt sehen?

- Wie kann die „continuité des soins" im Bereich der Versorgung von älteren Menschen konkret aussehen?

- Konkret gesehen, welche Bedingungen müssen erfüllt sein, ehe ein älterer Mensch der in einem Akutklinikum hospitalisiert ist, nach Hause entlassen wird?

- Wie gedenkt der Minister, Verstöße gegen die Nichterfüllung des Prinzips der nahtlosen „continuité des prises en charge" zu ahnden?

- Ist es ein Patientenrecht, die Einhaltung des Prinzips der „continuité des soins" einzufordern? Wenn ja, wo und wie?

- Wie kann denn der Meinung des Ministers nach die Versorgung und Betreuung von älteren Menschen in unserem Gesundheitssystem „systematischer" angepackt werden? Was wurde seit diesem Interview aus dem Jahre 2004 konkret in diesem Sinne neu eingeführt?

Welche Instrumente fehlen noch? Wie kann der immer noch anzutreffenden „Silo-Mentalität" von Versorgungssektoren im Gesundheits- und Sozialsystem entgegengewirkt werden?

- Wie steht es hierzulande mit der „continuité de l'information" bei den Betreuungen? Findet sie heute ausreichend statt? Wie gedenkt der Minister sie unterstützen zu wollen? Gibt es minimale Anforderungen an die Berichterstattung zwischen Versorgungsketten?

Réponse (23.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das Konzept der „continuité des soins" ist durch verschiedene Vorschriften im Luxemburger Gesundheitssystem verankert. So ist dieses Prinzip unter anderem in der „Loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers", der „Loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire" sowie im „Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste" vorgesehen.

Daraus ergibt sich ein Recht für jeden Patienten auf eine stetige medizinische Versorgung, unabhängig davon, ob die Behandlung stationär oder ambulant erfolgt. Diese Auflage obliegt sowohl den Krankenhäusern als auch den behandelnden Ärzten. Gegen etwaige Verstöße auf das Recht auf die „continuité des soins" kann Anzeige beim „Directeur de la santé" beziehungsweise beim „Collège Médical" erstattet werden.

Therapierelevante Einträge in der Patientenakte sollen zudem im Falle einer Überweisung des Patienten eine „continuité des soins" zwischen den einzelnen Teilnehmern der Behandlungskette garantieren.

Um eine möglichst optimale Versorgungskontinuität im stationären Bereich zu gewährleisten, wird im Zuge der „planification hospitalière" der Bedarf an Infrastruktur und Gerätschaften periodisch untersucht und dementsprechend festgelegt.

Was die „continuité d'information" betrifft, so möchte ich darauf hinweisen, dass sowohl die „Loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers" wie der „Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste" ein Recht auf eine Information des Patienten vorsehen.

Diese Pflicht beinhaltet eine Aufklärung über die Erkrankung sowie die geplante Diagnostik und die Therapiemaßnahmen im Rahmen der Behandlung.

Schlussendlich möchte ich noch hinzufügen, dass das geplante Gesetz über die Patientenrechte ein noch verstärktes Augenmerk auf die Versorgungskontinuität und die Aufklärungspflicht legen wird.

Question 0472 (22.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**identification des personnes dans le secteur de la santé:**

Als praktizierender Arzt stellt man immer wieder fest, dass es im Gesundheits- und Sozialwesen noch immer unterschiedliche Weisen gibt mit den Familiennamen von Frauen umzugehen, insbesondere dem „Mädchen-Nachnamen".

Einige Institutionen verwenden den Mädchen-Familiennamen gefolgt von „épouse" und dann den Familiennamen des Ehemannes zum Beispiel: Mme Schmit ép. Weber, derweil in anderen Strukturen der Familienname des Ehemannes gefolgt vom Mädchenfamiliennamen verwendet wird, zum Beispiel: Mme Weber-Schmitt. Dann gibt es all jene Frauen, die zwar verheiratet sind, aber die persönliche Entscheidung getroffen haben ihren Mädchen-Familiennamen beizubehalten und ausschließlich diesen in der Öffentlichkeit zu tragen.

Wenn es auch stimmt, dass die Matrikelnummer der CNS erlaubt jeden einzelnen Versicherten irgendwie zweifelsfrei zu identifizieren, so kann doch wie oben beschrieben ein gewisses Durcheinander bei der Verwendung des Nachnamens der Frauen entstehen, ganz abgesehen von den Problemen, die durch eine Verwechslung entstehen können.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist die Frage der Identifizierung von Personen im Gesundheitswesen rechtlich und reglementarisch geregelt?

2) Wieso gibt es dennoch unterschiedliche Verwendungen und Herangehensweisen in unserem Gesundheits- und Sozialwesen?

3) Wie geht schlussendlich die CNS mit diesen verschiedenen Systemen um?

4) Wie wird die Frage später auf der Ebene der Interoperabilität von Informationssystemen im Gesundheits- und Sozialwesen definitiv geregelt werden?

5) Wird es zukünftig eine einzige, einheitliche und standardisierte Lösung in dieser Frage geben?

6) An welchen Konzepten zur Vermeidung der Patientenverwechslung wird bereits jetzt in unserer Gesundheitsversorgung gearbeitet?

7) Denkt der Minister nicht auch, dass eine einvernehmliche und für jeden Dienstleister verbindliche Lösung in dieser Angelegenheit nötig ist, nicht zuletzt im Sinne und Interesse der Patientensicherheit?

Réponse (15.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La Caisse Nationale de Santé ainsi que les autres caisses de maladie procèdent à la saisie des données des assurées au moyen du numéro d'identification national repris sur la carte de sécurité sociale qui doit obligatoirement figurer sur chaque document en relation avec l'assurance maladie.

En ce qui concerne le risque de confusion des patients, la CNS a intégré dans ses dispositions conventionnelles et statutaires la possibilité, voire même l'obligation pour le prestataire de vérifier la concordance de la personne qu'il a en face de lui avec celle dont la carte d'assurance maladie lui a été présentée, en requérant une pièce d'identité.

Le numéro matricule qui sert de base à l'identification des personnes dans le cadre de l'assurance maladie constitue un numéro d'identification à onze chiffres dont la gestion incombe au Centre informatique de l'État et les données personnelles des assurés utilisées dans la banque de données signalétique des institutions de sécurité sociale proviennent de cette administration.

Concernant l'utilisation de différents noms par les femmes mariées, il faut se référer à la législation luxembourgeoise en matière d'attribution et d'usage de noms qui est respectée par les institutions de sécurité sociale.

Question 0473 (22.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **instruments à disposition du Gouvernement pour aider des entreprises en difficultés:**

In Beantwortung meiner parlamentarischen Frage N°0393 an den Medienminister ob AOL sich von Luxemburg verabschieden würde *(cf. compte rendu N°8/2009-2010)*, antwortete der Herr Minister mit einem klaren Nein. Gut eine Woche später gab AOL bekannt den Standort Luxemburg aufzugeben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Weiß die Regierung überhaupt ob große Betriebe in Schwierigkeiten sind oder kommt die Nachricht von Betriebsaufgaben für die Regierung aus heiterem Himmel?

2) Existiert eine Art „Frühwarnsystem" welches es der Regierung erlaubt frühzeitig Kenntnis darüber zu erlangen, ob ein Betrieb Gefahr läuft in wirtschaftliche oder finanzielle Schieflage zu geraten?

3) Falls die Regierung Kenntnis von solchen Schwierigkeiten hat, welches Instrumentarium steht ihr dann zu Verfügung um konkrete Hilfsmaßnahmen anzubieten?

4) Haben andere Betriebe angekündigt dieses Jahr ihre Aktivitäten einzustellen und wenn ja wie viele?

Réponse (23.3.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Im Rahmen der Arbeiten des Konjonkturrates ist die Regierung regelmäßig in Kontakt mit in Luxemburg ansässigen Betrieben, welche wirtschaftliche oder finanzielle Schwierigkeiten haben. Diese Kontakte entstehen insbesondere bei Anfragen zur Genehmigung für Kurzarbeit, bzw. im Rahmen der Anfragen zum Ausarbeiten eines Beschäftigungsplanes.

Nicht jeder Betrieb jedoch wendet sich an die hiesigen Stellen, wenn wirtschaftliche oder finanzielle Schwierigkeiten den Weiterbestand gefährden. Ein systematisches „Frühwarnsystem" existiert in dieser Form nicht, da Betriebe sich aus eigener Initiative melden müssen.

Die Regierung kann Betrieben kurzfristige finanzielle Hilfestellung genehmigen im Rahmen der Gesetze vom 29. Mai 2009, welche ermöglichen entweder Zuschüsse auszuzahlen oder staatliche Garantien auszustellen. Diese Beihilfen unterliegen allerdings strengen Auflagen, welche den Rahmenbedingungen der Europäischen Kommission entsprechen.

Durch Anwendung der Bestimmungen der Kurzarbeit können Betriebe, deren Belegschaft nicht mehr vollständig beschäftigt werden kann, lohnbedingte Kosten entlasten ohne Mitarbeiter entlassen zu müssen.

Weitere Hilfestellung kann zudem auch durch eine gesamtheitliche Auslegung eines Beschäftigungsplans erreicht werden. Hier steht ein weit gefächertes Instrumentarium zur Verfügung, um Betrieben zu ermöglichen im Sozialdialog eine schwierige wirtschaftliche Situation zu überbrücken.

Question 0475 (24.2.2010) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **journée internationale contre l'homophobie:**

Le 23 avril 2009, la Chambre des Députés a adopté à l'unanimité une motion invitant le Gouvernement à déclarer la participation du Grand-Duché à la Journée internationale contre l'homophobie (IDAHO), qui a lieu tous les ans à la date du 17 mai.

De même, la Chambre avait invité le Gouvernement à prévoir des campagnes d'information et de sensibilisation à cette occasion.

Dès lors, j'aimerais demander à Madame la Ministre:

- Quelles suites le Gouvernement a-t-il d'ores et déjà donné à la motion citée ci-dessus?

- Est ce que le Gouvernement compte conférer la mise en pratique de la motion au Centre pour l'Égalité de Traitement? Dans la négative, quel organisme gouvernemental se chargera alors du dossier?

- La date du 17 mai 2010 approchant à grands pas, les campagnes d'information et de sensibilisation évoquées sont-elles déjà en élaboration?

Réponse (22.3.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- La lutte contre l'homophobie fait partie intégrante des mesures prévues par le futur Plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations. À ce titre et avec le soutien du programme communautaire PROGRESS, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) a soutenu la réalisation d'une écriture scénique intitulée «L'annonce» en collaboration avec le Centre des Arts Pluriels d'Ettelbruck. Cette pièce a été mise en scène pour la première fois le 16 octobre 2009 au Centre des Arts Pluriels d'Ettelbruck.

L'association Rosa Lëtzebuerg, par le biais de son Centre d'Information Gai et Lesbien «CIGALE», bénéficie d'une convention avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration depuis 2003. Par ailleurs, le Ministère accorde son soutien à des événements comme le GAYMAT ou des manifestations organisées par l'association Transgender Luxembourg, créée en 2009.

- Le Gouvernement ayant été mandaté explicitement dans la motion, il a été décidé que sa mise en pratique soit conférée au Ministère de la Famille et de l'Intégration (Service Jeunesse et Famille et Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) en étroite collaboration avec le Centre d'Information Gai et Lesbien «CIGALE».

Des synergies ont néanmoins été recherchées avec le Centre pour l'égalité de traitement qui organise cette année avec le soutien du programme PROGRESS des tables rondes sur chacun des motifs de discrimination visés à l'article 19 du Traité de Lisbonne. Ainsi, la table ronde portant sur l'orientation sexuelle aura lieu le 31 mai 2010 afin de coïncider dans la mesure du possible avec la Journée Internationale du 17 mai.

- Le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en étroite collaboration avec «CIGALE», travaille actuellement à la réalisation d'une campagne d'information et de sensibilisation. Ainsi, il prévoit l'organisation d'une conférence grand public, le 17 mai 2010 à l'Abbaye de Neumünster, afin de présenter des exemples de bonnes pratiques au niveau communal et au niveau national. Il espère pouvoir accueillir à cette table ronde un représentant du «Senat für gleichgeschlechtliche Lebensweisen» de la Ville de Berlin ainsi qu'un représentant du Centre pour l'Égalité des Chances (Belgique).

Par ailleurs, afin de sensibiliser également le grand public dans son ensemble, il est prévu de lancer une campagne médiatique grand public utilisant entre autres un spot publicitaire réalisé par ILGA pour cette occasion (http://ilga.org/ilga/fr/article/791). Les modalités de cette campagne sont encore à clarifier.

Question 0477 (24.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **liste de contrôle de la sécurité chirurgicale:**

Am Juni 2008 huet d'Weltgesondheetsorganisatioun eng sougenannten „Liste de contrôle de la sécurité chirurgicale" publizéiert. Dës Lëscht ass geduecht, fir Feeler, déi bei engem chirurgeschen Agréff kënne virkommen, ze deziméieren an d'Sécherheet vum Patient ze erhéijen. Am Ausland gëtt dës Lëscht an eenzelne Spideeler schonn applizéiert an esou konnt d'Feelerquell bis zu 20% gesenkt ginn.

An dësem Kontext wëll ech dem Gesondheetsminister folgend Froe stellen:

1. Gëtt dës Lëscht oder eng ähnlech Prozedur och an de Lëtzebuerger Spideeler ugewannt?

2. Wann neen, firwat net?

3. Ass de Minister an deem Fall bereet de Gebrauch vun dëser Lëscht fir d'Spideeler obligatoresch ze maachen?

Réponse (31.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

An de Lëtzebuerger Spideeler gëtt schonn d'«Liste de contrôle de la sécurité chirurgicale» vun der Weltgesondheetsorganisatioun respektiv eng ähnlech méi oder manner extensiv oder repetitiv Prozedur ugewannt.

Dës Lëscht ass zum Beispill och am «Dossier informatique anesthésie - projet-pilote METAVISION», deen de Moment am CHL leeft, dran. Et wier sécher fundéiert deene Recommandatiounen en obligatoresche Charakter ze ginn, andeems een als Preventiounsmoossnam de «signalement des événements indésirables», dee verschidde Spideeler haut schonn hunn, géif verallgemengeren.

Doriwwer eraus gesäit de Spidolsplang (Règlement grand-ducal du 13 mars 2009) e gerechten Zougang zu enger héichwäerteger Behandlung am Spidol vir. An deem Kontext sief nach preziséiert, dass d'Qualitéitssécherung vun de Spidolsleeschtungen duerch en nationale Comité koordinéiert gëtt.

Question 0478 (24.2.2010) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **nomination de six représentants luxembourgeois auprès du Conseil Économique et Social Européen (CESE):**

Le Comité Économique et Social Européen (CESE) est la plateforme institutionnelle et consultative grâce à laquelle les représentants des milieux socioéconomiques européens peuvent exprimer formellement leurs points de vue sur les politiques européennes. Il formule des avis sur des thèmes d'intérêt européen à l'adresse du Conseil, de la Commission et du Parlement européen.

Les 344 membres actuels du CESE se divisent en trois groupes: «employeurs», «salariés» et «activités diverses». Le Luxembourg a droit à six représentants. Tous les membres sont proposés par les gouvernements et nommés à titre personnel par le Conseil de l'UE pour une période de quatre ans renouvelable. Le prochain renouvellement aura lieu en octobre 2010.

Les six membres luxembourgeois sont issus de la CGFP, de l'OGB-L, du LCGB, de la Centrale Paysanne, de la Chambre des Métiers et d'ArcelorMittal, auxquels s'ajoute un septième représentant «externe» pour «Mittal Steel Co Ltd - EUROFER».

Dans ce contexte, nous aimerions avoir les renseignements suivants:

- Est-ce que le Gouvernement a déjà mené des réflexions quant au renouvellement des six mandats luxembourgeois? Sur quels critères est-ce qu'il se base pour élaborer la proposition de noms?

- Est-ce que le Gouvernement entend garder la même clé de distribution et se limiter aux seuls représentants d'employeurs et de salariés? Est-ce que le Luxembourg ne proposera pas de conseillère ou de conseiller relevant de la catégorie «activités diverses» qui englobe toutes les autres composantes de la société civile?

- Considérant qu'à peine un sixième des membres luxembourgeois et un quart des 344 membres sont des femmes, le Gouvernement entend-il promouvoir une plus grande représentation féminine au sein du CESE et en tenir compte lors de sa proposition?

- Le nombre de mandats étant de six pour notre pays, quels sont le statut, le rôle et la nationalité de la septième personne?

Réponse (25.3.2010) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Les gouvernements luxembourgeois successifs ont depuis les débuts de la construction européenne accordé une importance élevée à la représentation luxembourgeoise au sein du Comité Économique et Social Européen (CESE). Il a toujours été le souci des gouvernements d'assurer une composition de la délégation au CESE la plus représentative possible de la vie économique et sociale luxembourgeoise.

La délégation luxembourgeoise au CESE est depuis la création en 1957 de cette assemblée consultative par le traité instituant la Communauté économique européenne composée de six conseillers. La base de données du CESE indique en effet une septième personne comme représentant du Luxembourg. Il ne s'agit cependant pas d'un conseiller du CESE, mais d'un des 48 délégués externes de la Commission consultative des mutations industrielles (CCMI). Ces délégués sont proposés par les trois groupes composant le CESE et il se trouve que l'employeur d'un de ces délégués est un groupe industriel ayant son siège au Luxembourg.

Les conseillers luxembourgeois sont proposés par le Gouvernement au Conseil de l'Union européenne, qui nomme les membres du CESE. Le Gouvernement se base pour sa part sur les propositions de candidats de différentes organisations représentatives de entreprises (Groupe I du CESE), du monde syndical (Groupe II) et du monde agricole (Groupe III). Le Gouvernement est d'avis que, de par le critère de la représentativité, il est justifié d'inviter à nouveau les mêmes organisations que par le passé à lui soumettre des candidats.

Le Gouvernement partage le souci d'une représentation féminine équilibrée au sein du CESE. Il lui importe toutefois aussi de laisser le libre choix aux organisations proposant des candidats dans la désignation du candidat proposé.

Question 0480 (25.2.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**évolution du Conseil européen:**

Beim jüngsten EU-Sondergipfel in Brüssel sprachen sich die Regierungschefs für eine bessere Koordination aus und der neue ständige EU-Ratspräsident Herman van Rompuy hat ein neues Strategiepapier vorgestellt. Danach soll der Europäische Rat „zum zentralen Entscheidungsgremium der EU werden" und sich „zu einer Art Wirtschaftsregierung Europas" entwickeln. Künftig soll der Rat „spezifische Maßnahmen" für alle Euro-Länder beschließen und überwachen. Dies sei nach Artikel 136 des Lissabon-Vertrags möglich.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Was beinhaltet der Ausdruck „zentrale Wirtschaftsregierung"?

- Aus was bestehen diese „spezifischen Maßnahmen€?

- Werden die einzelnen Länder ihre eigene Wirtschaftspolitik nicht mehr betreiben dürfen?

- Was bedeutet die zentrale Wirtschaftsregierung für das Wohl aller EU-Bürger im Allgemeinen und für Luxemburg im Besonderen?

- Welchen Impakt hat diese zentrale Wirtschaftsregierung auf die sozialen Errungenschaften?

- Bedeutet die Ausrufung der zentralen Wirtschaftsregierung, bedingt durch die Eurokrise, nicht eine radikale Ausweitung der EU-Macht?

Question 0486 (2.3.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Gouvernement économique européen:**

Dans une interview accordée récemment au journal allemand «Handelsblatt», Monsieur le Premier Ministre a longuement évoqué un «Gouvernement économique européen». En outre, il a estimé que: «In der Eurogruppe muss allen, und derzeit vor allem Griechenland klar sein, dass jedes Mitglied ein Stück seiner Souveränität verliert».

Monsieur le Premier Ministre a estimé en outre que chaque État membre de l'Eurogroupe devrait coordonner sa politique économique avec les autres États membres et qu'aucun État membre de ce groupe ne devrait prendre des initiatives («vorpreschen») sans se concerter en amont avec les autres États membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Quelles seraient les bases légales pour un tel «Gouvernement économique européen»? Quel texte ratifié par la Chambre des Députés définit les attributions, les pouvoirs et le mode de fonctionnement d'un tel «Gouvernement économique européen»?

- De quelle nature est la perte de souveraineté des États membres de l'Eurogroupe qu'évoque Monsieur le Premier Ministre et sur la base de quels traités et de quelles dispositions précises une telle perte de souveraineté est-elle censée s'opérer?

- De quelle façon et par quels organes parlementaires (nationaux et/ou européens) le «Gouvernement économique européen» serait-il soumis au contrôle démocratique?

- Est-ce que le principe de subsidiarité est supposé s'appliquer aux décisions économiques prises par l'Eurogroupe et de quelle façon les décisions de l'Eurogroupe seraient-elles soumises à un contrôle de subsidiarité?

- Quelle serait encore la marge de manœuvre nationale des États membres en matière économique dans l'hypothèse de la genèse d'un «Gouvernement économique européen» et quelles seraient les mesures économiques nationales susceptibles d'une coordination préalable au niveau de l'Eurogroupe?

- Comment devrait s'opérer un tel processus de consultation préalable? Quel serait le rôle des Ministres de l'Économie par rapport à celui des Ministres des Finances?

- Est-ce que l'Eurogroupe ou un de ses membres disposerait d'un droit de veto contre une mesure économique décidée par un de ses États membres au niveau national? Quel serait le processus décisionnel au sein de l'Eurogroupe?

Réponse (25.3.2010) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le «Gouvernement économique européen» est exercé conjointement par le Conseil européen, le Conseil des ministres et l'Eurogroupe.

Par les termes «Gouvernement économique européen», il convient de comprendre un renforcement de la gouvernance économique de l'Union européenne et de l'espace euro, ainsi qu'une meilleure coordination des politiques économiques (y compris la politique budgétaire), conformément aux Articles 119, 120 et 121 du Traité de Lisbonne. Par ailleurs, le Gouvernement appuie la Commission européenne dans sa démarche qui consiste à faire des propositions au Conseil sur base de l'Article 136 du Traité de Lisbonne en vue d'un approfondissement et d'un renforcement de la coordination et de la surveillance des politiques économiques (y compris de la politique budgétaire) au sein de l'espace euro, étant donné que les États membres qui partagent la même monnaie partagent aussi un destin en commun.

Dans la mesure que le «Gouvernement économique» est exercé conjointement et solidairement par les gouvernements des États membres représentés au sein du Conseil et étant donné que l'exercice des pouvoirs de surveillance et de coordination s'appuie sur les dispositions du Traité de Lisbonne, la gouvernance économique renforcée n'implique ni une perte de souveraineté allant au-delà de ce qui est explicitement prévu par le Traité de Lisbonne, ni un abandon du contrôle démocratique.

L'exercice du «Gouvernement économique européen» s'appuie essentiellement sur trois instruments, à savoir le Pacte de Stabilité et de Croissance, les Grandes Orientations des Politiques Économiques et les Lignes Directrices Emploi. Conformément aux dispositions du Traité de Lisbonne, ces instruments définissent le cadre de la politique économique et budgétaire de l'Union européenne et de l'espace euro. À l'intérieur de ce cadre, les États membres fixent leurs objectifs nationaux de façon coordonnée afin de s'assurer que la somme des politiques mises en œuvre au niveau national conduise à la formulation d'une politique cohérente au niveau de l'Union européenne et de l'espace euro dans son ensemble. Or, sur le plan national, la spécification et la mise en œuvre des mesures de politique économique restera confiée au Gouvernement qui devra toutefois assurer qu'elles contribuent à la réalisation des objectifs définis en commun. À noter que pour les décisions à prendre dans ce cadre, les droits de vote des États membres sont ceux fixés par le Traité de Lisbonne pour les différentes politiques en question.

Question 0481 (26.2.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **recrutement de membres auprès de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP):**

Le 23 février 2010, lors d'une conférence de presse, le président de l'Association des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur (APESS) a fait état de sa crainte que la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP) puisse avoir accès - éventuellement même de façon illégale - à des fichiers étatiques pour pouvoir contacter rapidement de nouveaux fonctionnaires afin de les inviter à devenir membres de la CGFP.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ou infirmer l'hypothèse selon laquelle la CGFP aurait eu accès directement ou indirectement à des banques de données de l'État ou que des données personnelles gérées par l'État auraient été communiquées d'une façon ou d'une autre à la CGFP?

- S'il s'avérait que la CGFP a effectivement bénéficié d'adresses provenant de banques de données de l'État, quel est l'avis de Monsieur le Ministre sur cette question et quelles sont les mesures qu'il désire prendre pour éviter que de tels faits se répètent?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance d'autres transferts de données étatiques au profit d'associations syndicales ou autres?

Réponse (22.3.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans son courrier du 26 février 2010, Monsieur le Député Fernand Kartheiser désire savoir si la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP) a eu accès directement ou indirectement à des banques de données de l'État ou si des données personnelles gérées par l'État ont été communiquées d'une façon ou d'une autre à la CGFP. Si tel devait être le cas, l'honorable Député demande de connaître ma position et les mesures que j'entends prendre pour éviter que de tels faits ne se répètent. L'honorable Député voudrait également savoir si j'ai connaissance d'autres transferts de données étatiques au profit d'associations syndicales ou autres.

En réponse, je tiens à préciser que l'État n'a pas transmis et ne transmettra pas de données personnelles relatives à ses agents à aucune organisation syndicale, quelle qu'elle soit.

Par ailleurs, et après avoir pris les renseignements nécessaires auprès des responsables du bureau électoral chargé d'organiser les élections pour le renouvellement de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics qui se déroulent au mois de mars 2010, je voudrais informer l'honorable Député que le bureau électoral n'a transmis et ne transmettra à aucune organisation syndicale des données personnelles relatives aux électeurs à ladite chambre.

Finalement, il y a lieu de remarquer que les organisations syndicales doivent elles-mêmes s'organiser pour attirer de nouveaux membres ou pour toucher les électeurs à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Si une personne devait avoir connaissance de faits concernant un irrespect des dispositions légales en matière de protection des données personnelles, il lui appartiendra d'en saisir les autorités compétentes, à savoir la Commission pour la protection des données ou, le cas échéant, les instances judiciaires.

Question 0484 (26.2.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers:**

En date du 2 novembre 2009 j'avais soulevé dans ma question parlementaire N°0226 *(cf. compte rendu N°7/2009-2010)* la pratique du Ministère de l'Environnement de demander le dépôt d'une garantie bancaire dans le cadre de la délivrance d'une autorisation pour le défrichement de fonds forestiers. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre du Développement durable avait confirmé qu'une garantie bancaire de 1.000.000 euros respectivement de 500.000 euros avait été demandée pour des projets de renaturation. Sans pour autant préciser si une telle condition était conforme à la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles. Le montant de ces deux garanties bancaires ayant été fixé «en fonction de l'envergure et de la qualité des habitats et biotopes détruits».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la base légale d'une telle garantie bancaire dans le cadre d'une autorisation de défrichement de fonds forestiers? Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les deux autorisations mentionnées ci-dessus ont été redressées entre-temps?

- Monsieur le Ministre peut-il me faire parvenir les études chiffrées sur lesquelles le ministère s'est basé pour évaluer «la qualité des habitats et biotopes détruits» et qui l'ont amené à fixer les garanties bancaires à une hauteur de 500.000 respectivement 1.000.000 euros?

- Monsieur le Ministre peut-il me faire parvenir le listing chiffré des travaux effectués avec l'argent des deux garanties bancaires?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si une partie ou la totalité de la garantie bancaire a été versée à l'Administration de la Nature et des Forêts pour des services prestés dans le cadre des travaux de renaturation?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les sites en question, sur lesquels des travaux de renaturation ont été effectués avec l'argent des garanties bancaires?

Réponse (31.3.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

L'honorable Député Eugène Berger pose ici une deuxième question parlementaire au sujet d'une autorisation accordée en date du 22 août 2007 par le Ministre de l'Environnement de l'époque en relation avec un défrichement de fonds forestiers dans l'intérêt de l'aménagement d'une zone d'activités à Contern, au lieu-dit «Rosswinkel».

La question de la légalité de la garantie bancaire demandée par Monsieur le Ministre Lux dans son autorisation précitée du 22 août 2007 est déjà traitée par le premier alinéa de la réponse à la question N°0226 de l'honorable Député *(cf. compte rendu N°7/2009-2010)*.

Cette réponse vaut - mutatis mutandis - également pour la deuxième autorisation par lui évoquée.

Les deux autorisations n'ont pas été «redressées» - en termes juridiques, il faudrait plutôt dire «retirées» - alors que leur légalité n'a pas été contestée par les requérants des projets concernés et que lesdites décisions n'ont pas fait l'objet de recours contentieux.

En ce qui concerne le premier dossier évoqué par Monsieur Berger, le rapport «PAP Contern: Ermittlung des Kompensationsbedarfs für gerodete Waldflächen» a chiffré la valeur de la qualité des habitats et biotopes détruits en fonction d'un système de points et sans évaluation en euros. Le montant de un million d'euros a été fixé forfaitairement par référence à cette estimation, compte tenu respectivement du prix de terrains dans cette partie de la commune de Contern et de la valeur de la forêt à compenser.

En ce qui concerne le deuxième dossier concernant un projet portant sur un fonds sis dans la même commune, la démarche de mon prédécesseur a été identique.

Il se différencie cependant du premier dans la mesure où le requérant présentera des propositions de mesures compensatoires conformes aux exigences légales qui vont être discutées sous peu avec mes services, de sorte que la question d'une participation à un projet de compensation défini par l'Administration de la Nature et des Forêts ne se pose plus.

Aucun travail n'a été effectué avec l'argent de la garantie bancaire ni aucun transfert de fonds à l'Administration de la Nature et des Forêts.

Question 0488 (3.3.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **perquisitions auprès d'une banque islandaise:**

Récemment la presse s'est faite l'écho de perquisitions d'un procureur islandais ayant eu lieu auprès de la banque Havilland (ancienne Banque Kaupthing). Les enquêteurs islandais auraient procédé à des perquisitions dans d'anciens immeubles de la Banque Kaupthing et auraient également interrogé des personnes dont l'identité n'a pas été révélée.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a été informée sur les perquisitions prémentionnées? Dans l'affirmative, quelles démarches la CSSF a prises suite à cette information? Est-ce que la CSSF et le Parquet se tiennent au courant sur le volet administratif de cette affaire?

- Comme il s'agit d'une commission rogatoire internationale provenant de l'Islande, est-ce que la CSSF s'est renseignée auprès de son pendant islandais FME sur l'étendue de cette affaire et les répercussions éventuelles sur le Luxembourg?

- Après la mise en place des gestionnaires auprès de la Banque Kaupthing, est-ce que la CSSF a vérifié si les conditions pour l'obtention de l'agrément sont toujours remplies?

- Est-ce que lesdites perquisitions ont des répercussions sur l'accord avec l'État luxembourgeois concernant la séparation des activités saines et celles ayant mené à la faillite de la Banque Kaupthing?

- Quel a été l'engagement financier de la Banque Centrale luxembourgeoise pour sauver la Banque Kaupthing de la faillite?

Réponse (30.3.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Il importe de préciser que les perquisitions qui ont eu récemment lieu dans les locaux de la Banque Havilland concernaient des documents qui appartenaient à l'ancienne Banque Kaupthing. La Banque Havilland est une entité avec des actionnaires entièrement différents de ceux de la Banque Kaupthing.

Ni le Gouvernement, ni la CSSF n'ont été informés au préalable de ces perquisitions qui relèvent de la seule compétence des autorités judiciaires indépendantes. La CSSF a des contacts normaux avec ses homologues islandais, ceux-ci tournaient depuis la crise islandaise notamment autour des trois banques islandaises qui étaient implantées à Luxembourg. Ces contacts ne concernent pas les volets de la compétence du Parquet.

La question sur les conditions d'agrément n'a pas lieu d'être vu que la Banque Kaupthing n'existe plus. Les conditions d'agrément de la Banque Havilland restent remplies. Les perquisitions n'ont aucun impact sur la gestion de la faillite de la Banque Kaupthing.

Finalement, la Banque Centrale de Luxembourg étant une institution indépendante, le Gouvernement ne peut se prononcer sur l'engagement financier de celle-ci face aux banques.

Question 0489 (3.3.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **services postaux:**

Sauf erreur, le Gouvernement est sur le point de finaliser un avant-projet de loi sur les services postaux visant la transposition en droit luxembourgeois de la Directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service. Dans ce contexte, les milieux concernés semblent préoccupés par les intentions prêtées au Ministre des Communications et des Médias relatives au sort futur des fonctionnaires d'État actuellement engagés auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT).

En effet, ces milieux craignent une abrogation du statut de fonctionnaire public, voire une privatisation de l'EPT.

Dans ce contexte, je prie Monsieur le Ministre des Communications et des Médias de bien vouloir m'informer sur les questions suivantes:

1) Est-ce qu'il est dans les intentions du Ministre de modifier, voire d'abroger le statut de fonctionnaire public de ce personnel actuellement en place?

2) Quelles sont par ailleurs les intentions du Ministre par rapport à la définition du service universel en matière postale?

3) Est-ce que le Ministre entend consulter, avant la finalisation de l'avant-projet de loi sur les services postaux, les partenaires sociaux sur son concept aux fins d'entamer un réel dialogue transparent avec les milieux concernés?

Réponse (15.3.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Me référant à l'objet repris sous rubrique, je tiens à vous informer que le Ministre des Communications et des Médias n'est pas le ministre de tutelle de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT), alors qu'il s'agit dans ce cas d'espèce du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. Le Ministre des Communications et des Médias est uniquement en charge de la régulation des services postaux, qui est appliquée dans la suite par l'Institut luxembourgeois de Régulation.

En effet, c'est suite à la libéralisation des télécommunications que la Commission de l'Union européenne a toujours lourdement insisté que le ministre en charge de la régulation ne soit pas en même temps le «patron» de l'opérateur étatique. Ainsi en 1999, le Ministère des Communications a été supprimé, la tâche de régulation étant intégrée au Service des Médias et de l'Audiovisuel (aujourd'hui Service des Médias et des Communications) dont le Ministre des Médias et Communication est le ministre de tutelle. La tutelle de l'EPT a été confiée au Ministre de l'Économie. La Commission de l'Union européenne reste fermement attachée à la séparation fonctionnelle des deux ministères.

Dans ce contexte, le Ministre des Communications et des Médias veille notamment à ce que l'EPT puisse assurer le service universel qui comprend entre autres la levée, le tri, le transport et la distribution des envois de correspondance. La Directive définit le service universel comme «une offre de services postaux de qualité déterminée fournis de manière permanente en tous points du territoire à des prix abordables pour tous les utilisateurs». Dans le cadre de l'élaboration de l'avant-projet de loi sur les services postaux visant la transposition en droit luxembourgeois de la Directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service, le Ministre des Communications et des Médias doit prêter attention à une ouverture équilibrée du marché postal en vue d'offrir un service postal universel de qualité et une transposition harmonieuse entre la situation de monopole actuel sur les envois postaux inférieurs à 50 g, service réservé au stade actuel à l'EPT, et la future situation de concurrence entre opérateurs.

Les plans de restructuration éventuels que l'EPT entend mettre en place en vue de cette libéralisation, annoncée depuis une dizaine d'années déjà, ne sont cependant pas de son ressort. À ce sujet, il importe particulièrement au Ministre des Communications et des Médias de vous confirmer qu'il ne nourrit aucune intention dans le sens indiqué par la question de l'honorable Député, alors qu'il n'a tout simplement aucune compétence en matière de gestion de l'EPT. Il faut cependant rappeler dans ce contexte que le Luxembourg et notamment les ministres successifs de la Communication, le soussigné et son successeur et prédécesseur M. Jean-Louis Schiltz se sont toujours opposés à une libéralisation des services postaux, en raison du fait que nous étions et sommes convaincus que l'EPT livre un service de haute qualité et à prix abordables à l'attention de ses clients et qu'une libéralisation des services postaux n'allait pas nécessairement améliorer la situation au Luxembourg, comme elle pouvait le faire dans d'autres pays.

S'agissant des deux autres questions de l'honorable Député, le Ministre des Communications et des Médias tient à rappeler les stipulations de la déclaration gouvernementale: «Le Gouvernement transpose en droit national la directive 2008/6/CE concernant l'achèvement du marché intérieur des services postaux de la Communauté. Il le fait dans un souci d'assurer un service universel de qualité pour les principales prestations postales. Dans ce contexte, il examine notamment l'opportunité d'introduire un système de licence pour les prestataires de services postaux. Le financement des prestations du service universel est assuré par les opérateurs.» Ces engagements du Gouvernement constituent la base des travaux actuellement en cours, travaux qui sont par ailleurs réalisés en étroite collaboration et en accord avec le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

Tout en réitérant que le Luxembourg n'a jamais été un adepte de la libéralisation des services postaux, celui-ci va transposer cette directive en parfaite concordance avec les objectifs définis par le programme gouvernemental. Voilà pourquoi le Ministre des Communications et des Médias va soumettre, au cours du mois d'avril de l'année en cours, pour discussion aux partenaires sociaux la proposition de mise en place d'un service universel, service qui serait à définir avant tout en fonction des attentes et des besoins des consommateurs. Ce sera sur base des résultats de ces discussions partenariales qu'il va finaliser définitivement son avant-projet de loi pour présentation au Conseil de Gouvernement.

Il y a lieu de rappeler que lors d'une première consultation relative au marché postal, qui a eu lieu au courant des derniers mois, le Ministre des Communications et des Médias avait notamment aussi invité les partenaires sociaux à s'entretenir au préalable sur l'opportunité une convention collective sectorielle à déclarer d'obligation générale pour la distribution postale.

Question 0491 (4.3.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **dotation étatique par habitant des différents centres de développement et d'attraction (CDA):**

La dotation étatique par habitant accordée à la Ville d'Esch-sur-Alzette est largement supérieure à celle octroyée à la région Nordstad - c'est-à-dire les communes de Colmar-Berg, Schieren, Ettelbruck, Erpeldange, Diekirch et Bettendorf. Vu cet écart notable, il n'est guère surprenant que la Nordstad se voit discriminée par rapport à l'autre centre de développement et d'attraction (CDA) d'ordre moyen que forme Esch-sur-Alzette.

Tout comme la ville d'Esch, elle est appelée à assumer des responsabilités et des engagements régionaux croissants afin d'assurer son rôle de CDA si bien que cette différence considérable sur le plan des dotations n'est pas justifiable.

C'est pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de la Police et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre est-il également d'avis que cette discrimination au niveau des recettes communales ordinaires n'est plus tolérable? Est-il possible de fournir des détails sur l'évolution de la dotation étatique par habitant depuis l'an 2000 afin d'établir une comparaison entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Nordstad?

- En attendant la création d'une éventuelle communauté urbaine au niveau de la Nordstad, Monsieur le Ministre serait-il disposé à redéfinir à court terme la clé de répartition des dotations étatiques en octroyant davantage de fonds à la Nordstad?

- Pour quand au plus tard Monsieur le Ministre se propose-t-il de finaliser l'indispensable réforme des finances communales laquelle sera censée tenir compte entre autres des missions spécifiques confiées aux communes en considérant également la vocation régionale de certaines d'entre elles?

- Pourquoi le Gouvernement n'envisage-t-il pas de créer un fonds d'investissement public en faveur de la Nordstad à l'instar du Fonds Belval par exemple?

Réponse (31.3.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. Dans ses réflexions, Monsieur le Député André Bauler se réfère exclusivement à «la dotation étatique par habitant» accordée aux communes pour conclure à une discrimination entre les centres de développement et d'attraction d'Esch-sur-Alzette et de la Nordstad.

Cette façon de présenter les choses est trop réductrice. En effet, si on veut faire des comparaisons objectives, il importe de prendre en considération le système de financement des communes dans son ensemble et il n'y a pas lieu d'en extraire un élément et de considérer cet élément isolément.

2. Le fonctionnement du système de financement des communes a été décrit dans le document du Ministère de l'Intérieur du 29 avril 2005 relatif à un «concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg». Il est renvoyé à ce document pour une information détaillée du système.

3. Pour ce qui est de la réforme des finances communales concernant l'ensemble des mécanismes de financement des communes, une analyse y relative est en cours de réalisation à la Banque Centrale du Luxembourg, chargée de cette mission par le ministère.

4. Concernant l'avenir de la «Nordstad», la communauté urbaine à réaliser et la constitution éventuelle d'un fonds d'investissement public en faveur de la Nordstad, il y a lieu d'attendre l'évolution du dossier et l'intensité de rapprochement des actuelles communes pour pouvoir trancher sur les moyens les plus appropriés pour accompagner la future Nordstad dans son développement.

Question 0494 (8.3.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** et de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **maison médicale dans la région Est du Luxembourg:**

Les maisons médicales fonctionnent depuis le 1er décembre 2008. Les maisons médicales, situées à Ettelbruck, Luxembourg-Ville et Esch-sur-Alzette ont pour vocation de remplacer les médecins de famille pendant les nuits, les weekends et les jours fériés, en vue d'assurer la continuité des soins.

Le système a fait ses preuves et en 2009, Monsieur le Ministre de la Santé avait annoncé que plusieurs concepts intéressants quant à l'installation d'une maison médicale dans la région Est du Grand-Duché lui avaient été présentés et il s'était déclaré optimiste quant à l'extension éventuelle de l'offre de maisons médicales dans les meilleurs délais.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle est l'évolution du dossier en question?

- Dans quels délais Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir ouvrir une maison médicale dans la région Est du Luxembourg?

- Qu'en est-il d'une extension de l'offre des maisons médicales dans les régions rurales du Grand-Duché?

Réponse (31.3.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les services du Ministère de la Santé, avec les médecins coordinateurs des différentes régions, sont en train d'évaluer l'activité du service «maisons médicales» qui fonctionne depuis un peu plus d'un an.

Dès à présent nous constatons que le service s'avère être un succès, toujours est-il que la fréquentation pourrait encore être accrue. Il faudra notamment continuer à amener - par la répétition de messages d'informations - un changement de mentalité auprès des usagers afin qu'ils se présentent de manière privilégiée aux consultations d'une maison médicale au lieu d'avoir systématiquement recours au service d'urgence auprès des hôpitaux.

Dans cet ordre d'idées, le programme gouvernemental prévoit que «le projet des maisons médicales sera évalué et adapté aux besoins. Une collaboration accrue avec les communes sera réalisée et de nouveaux modèles de collaboration entre médecins généralistes seront accompagnés par le Gouvernement, notamment dans les régions rurales.»

Le service des maisons médicales pourrait ainsi être utilement complété par des cabinets de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale. Ces cabinets de groupe pourraient grâce à la disponibilité de plusieurs médecins assurer des plages d'activités plus étendues dépassant les heures d'ouverture «normale» d'un cabinet tenu par un seul médecin. L'implantation de tels cabinets de consultation ainsi que leur fonctionnement pourraient, dans la mesure des possibilités budgétaires, faire l'objet d'encouragements de la part de l'État.

Question 0546 urgente (29.3.2010) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**éventuelle expulsion imminente de personnes d'origine nigériane:**

Actuellement plusieurs personnes d'origine du Nigéria se trouvent dans le Centre de rétention en attendant leur expulsion, laquelle - suivant nos informations - serait prévue dans les prochains jours.

Suivant des articles de presse également confirmés par des organisations non gouvernementales actives dans cette région africaine, au mois de mars ont eu lieu de nouveau des violences meurtrières dans la région du centre du Nigéria, lors desquelles des habitants chrétiens ont été tués par des éleveurs musulmans. La région en question est régulièrement secouée par des flambées de violences meurtrières entre communautés, qui se disputent l'accès aux ressources et au pouvoir, selon les spécialistes.

Dans ce contexte, j'aimerais, conformément à notre règlement interne, poser une question parlementaire urgente au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette expulsion imminente des personnes d'origine du Nigéria?

- Dans l'affirmative, quelle est la région d'origine des personnes nigérianes en question et dans quelle région du Nigéria est-ce qu'elles seront rapatriées? Monsieur le Ministre peut-il me donner des arguments qui, compte tenu de ce qui précède, nécessitent et justifient à l'heure actuelle cette expulsion?

Réponse (6.4.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je peux confirmer que plusieurs ressortissants du Nigéria se trouvent au Centre de rétention du fait qu'ils se trouvent de façon illégale sur le territoire luxembourgeois. Ils sont donc susceptibles de retourner dans leur pays d'origine.

Concernant la situation politique dans certaines régions du Nigéria caractérisée par une violence interreligieuse, il faut noter que les régions d'origine de ces personnes sont le Oyo State, le Osun State ainsi que le Abia State et le retour se fera vers Lagos. Ces trois régions, qui se situent au sud et au sud-ouest respectivement du Nigéria, sont chacune à des centaines de kilomètres du Plateau State où se sont produites les violences meurtrières récentes auxquelles l'honorable Député fait référence.

Les demandes de ces personnes ont été examinées individuellement, à l'instar de toute demande introduite dans la procédure. Or, à la suite de cet examen individuel et approfondi, il s'est avéré que les personnes en question ne sont ni originaires de la région en question ni persécutées dans leur pays à cause de leur race, leur religion ou leurs opinions politiques. Le statut de réfugié leur a donc été définitivement refusé.

Dès lors, tant que les personnes auxquelles le statut de réfugié a définitivement été refusé ne courent aucun risque pour leur sécurité, elles sont susceptibles de faire l'objet d'un retour accompagné dans leur pays d'origine.

Enfin, il convient de noter que l'évolution dans ce pays est suivie de près et que la sécurité des personnes faisant l'objet d'un retour est pleinement prise en compte.

Question 0550 urgente (30.3.2010) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant l'**éventuelle expulsion imminente de personnes d'origine nigériane:**

Cinq personnes originaires du Nigéria sont en attente, au Centre de rétention, d'être éloignées du territoire et renvoyées au Nigéria.

Or, la situation actuelle au Nigéria, les affrontements et les graves violences entre les différentes communautés, les massacres et l'insécurité politique ne sauraient garantir le respect des droits de l'homme dans ce pays. Selon mes informations, les cinq ressortissants nigérians menacés d'expulsion appartiennent à la communauté chrétienne, qui a été l'objet, récemment, de violences sanglantes et de massacres.

- Quelle est la réaction de Monsieur le Ministre aux préoccupations que lui ont signalées les associations regroupées dans le Collectif Réfugiés?

- Vu la situation très dangereuse au Nigéria, Monsieur le Ministre serait-il prêt à reconsidérer sa décision?

Réponse (12.4.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je tiens à renvoyer à ma réponse à la question urgente N°0546 de l'honorable Député Monsieur Félix Braz. En effet, les deux questions ont le même contenu et appellent donc la même réponse.

Question 0588 urgente (15.4.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **Tripartite:**

Dans une interview le Ministre du Travail et de l'Emploi a affirmé aujourd'hui sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg que le paquet de mesures tel qu'il a été présenté en date du 10 avril 2010 n'était pas conforme aux engagements pris au sein du Gouvernement.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Dans l'interview précitée le Ministre du Travail et de l'Emploi fait noter: «Ech muss soen, dat do ass ni ewéi een definitive Pak, dee vun der Regierung ofgeseent gi wier, verstane ginn, jiddefalls net vu mir an och net vun de Kolleege vun der LSAP, déi um Regierungsrot deelgeholl hunn.»

Au vu de ce qui précède, est-ce que les propositions soumises aux participants de la tripartite sont celles de tout le Gouvernement?

- Toujours dans cette même interview le Ministre du Travail et de l'Emploi a tenu à relever: «Et ass ëmmer kloer gesot ginn, an dofir sinn ech och e bëssen iwwerrascht ewéi dat herno presentéiert ginn ass, datt dat do eng Rei vu Pistë wieren, datt och aner Pistë méiglech wieren. Ech menge mir mussen nach no aner Pistë sichen. Ech froe mech d'ailleurs och firwat dat net schonns méi fréi gemaach ginn ass, mir sinn och absolut capabel déi ze fannen.»

Ces propos reflétant un manque de préparation de la tripartite par le Gouvernement, est-ce que Messieurs les Ministres partagent les observations du Ministre du Travail et de l'Emploi?

Réponse (20.4.2010) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Les propositions soumises aux fins de discussion aux partenaires sociaux sont celles du Gouvernement dans son ensemble. Le Conseil de Gouvernement a mandaté le Ministre des Finances à présenter ces pistes de réflexion au Comité de Coordination tripartite.

Ces propositions, ainsi que d'autres mesures possibles, ont été discutées de façon approfondie au cours de plusieurs réunions du Gouvernement.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

26e séance	mardi	20 avril 2010
27e séance	jeudi	22 avril 2010

Laurent Mosar à l'Exposition universelle de Shanghai



© Xie Huanchi de Xinhua, Xinhua News Agency

M. Laurent Mosar a rencontré le Président de la République Populaire de Chine, M. Hu Jintao, et son épouse, Mme Liu Yongqing.



M. Xi Jinping, Vice-Président de la République Populaire de Chine, a reçu le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, S.E. M. Carlo Krieger, ambassadeur du Luxembourg à Beijing (à gauche), Mme Lydia Mutsch et M. Xavier Bettel (à droite).

«Le Luxembourg est une plate-forme économique intéressante et la Chine pourrait y voir une porte d'entrée dans l'Union européenne», a déclaré M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, en déplacement à l'Exposition universelle de Shanghai. Accompagné de Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente de la Chambre, et M. Xavier Bettel, Président du groupe parlementaire DP, M. Mosar a pu rencontrer à cette occasion le Président de la République Populaire de Chine, M. Hu Jintao. Par ailleurs, la délégation luxembourgeoise s'est entretenue avec M. Xi Jinping, Vice-Président de la République Populaire de Chine.

Soulignant les excellentes relations bilatérales politiques et économiques qui existent de longue date entre le Luxembourg et la Chine, Xi Jinping a plaidé pour un renforcement des échanges commerciaux sino-luxembourgeois à différents niveaux.

À cause de ses atouts géographiques indéniables en plein cœur de l'Union européenne, la Chine serait en train de réfléchir à de nouvelles opportunités de coopération avec le Luxembourg. La collaboration existante au niveau du secteur financier, de la sidérurgie, des télécommunications et des satellites pourrait ainsi s'étendre dans un proche avenir aux secteurs de l'énergie, de l'environnement ou encore de la logistique.

Les activités de la Bourse de Luxembourg

Souhaitant s'informer sur les activités de la Bourse et son rôle dans le cadre du développement de nouvelles activités, les membres de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre se sont rendus dans les locaux de la Bourse pour s'y entretenir avec ses représentants.

Alors que, suite à l'éclatement de la crise financière, les activités de la Bourse de Luxembourg se sont ralenties en termes de volume, l'année 2010 renoue avec une reprise prudente des transactions.

À l'issue de la présentation de la structure, de l'organisation et des activités de la Bourse, l'échange de vues entre boursiers et députés a notamment porté sur les sujets suivants:

- la collecte et la diffusion d'informations financières comme une des activités complémentaires de la Bourse;
- l'élaboration de «dix principes de gouvernance d'entreprise», une sorte de code de bonne conduite;
- la cotation à la Bourse de Luxembourg de nombreux titres indiens;
- le rôle de la Bourse dans le développement de la finance islamique;
- les interactions de directives européennes et l'adoption de textes législatifs sur les activités de la Bourse.

La Bourse de Luxembourg a été fondée en 1928. Depuis sa création, elle a développé ses activités dans le domaine de la cotation et du négoce d'obligations internationales, de parts d'OPC et d'actions. Elle occupe actuellement 135 personnes.



Les membres de la Commission des Finances et du Budget avec des représentants de la Bourse de Luxembourg.

Viviane Reding en visite à la Chambre



La Commissaire européenne a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

La crise économique, les relations extérieures et la citoyenneté: ce sont les trois axes sur lesquels se focalisera le programme de travail de la Commission Barroso II. Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission européenne, en charge de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté, vient de les présenter en détail aux députés, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

En matière de gestion de crise financière et budgétaire, la Commission est en train d'élaborer un instrument européen qui lui évitera de devoir passer systématiquement par des consultations bilatérales. Elle entend désormais travailler sur une coordination précoce, avec analyse des différents budgets nationaux des États membres de l'Union. Diverses pistes sont en train d'être étudiées: des mécanismes de sanction plus incisifs et la possibilité d'exclure des pays des fonds de cohésion.

Mme Reding a énoncé d'autres chantiers en matière de gestion de crise: protection des consommateurs, travail sur les fonds alternatifs (hedge funds) et réflexions autour de la création d'une agence de notation européenne.

En ce qui concerne les droits du citoyen, l'Europe est en train d'aménager un espace de liberté, de sécurité et de justice, avec entre autre une réforme de la directive sur la protection des données.

Un droit contractuel européen sera proposé aux entreprises: elles pourraient choisir d'avoir recours à celui-ci qui viendrait alors s'ajouter aux régimes de droit contractuel nationaux.

L'entrevue entre la Vice-Présidente de la Commission européenne et les députés a encore porté sur les droits accrus des parlements nationaux depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, notamment en matière de contrôle du principe de subsidiarité.

La visite de la Commissaire Viviane Reding à la Chambre des Députés s'est vu prolonger par son assermentation ainsi que celle des autres membres de la nouvelle Commission devant la Cour européenne de Justice à Luxembourg.

DANS CE NUMÉRO

Services de secours	p. 353
Assurance accident	p. 354
Bibliothèques publiques	p. 371
Sommaire des séances publiques Nos 26 et 27	p. 380
Sommaire des questions parlementaires	p. Q143

Visite auprès de LuxConnect

Les potentialités des autoroutes de l'information

Comment s'organise aujourd'hui l'accès à Internet, quelles sont les potentialités des «autoroutes de l'information» et des activités connexes comme le stockage de données? Le 23 avril passé, les membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications de la Chambre ont voulu s'en informer sur place lors d'une visite auprès de LuxConnect au lieu-dit «Krakelshaff» à Bettembourg.



Des parlementaires ont visité LuxConnect.

LuxConnect est une société de droit privé, appartenant entièrement à l'État. Elle offre trois sortes de produits:

- le déploiement de fibres optiques. LuxConnect n'est pas en contact avec les ménages privés, mais met à la disposition des opérateurs de communications électroniques - de façon non discriminatoire - des fibres et réseaux. LuxConnect dispose aujourd'hui de plus de 300 km de câbles souterrains en fibre de verre et emploie une équipe très spécialisée de douze personnes.

- des centres de données dont un premier est en service et deux autres sont en cours de réalisation. Ces centres hébergent les serveurs d'entreprises privées ce qui permet à celles-ci de réduire considérablement leurs frais en énergie. Les centres de données sont en plus outillés pour faire face à une rupture de courant.

- la connectivité internationale. LuxConnect assure en effet les connexions vers les «hubs» internationaux en Allemagne, en Belgique, en France et aux Pays-Bas ainsi que des liaisons à haute capacité vers Amsterdam, Bruxelles, Francfort et Paris.

L'État met gratuitement à la disposition de LuxConnect les fourreaux souterrains disponibles le long des axes routiers ainsi que les canaux disponibles le long des voies de chemin de fer.

Visite d'une délégation saoudienne



Le Président de la délégation saoudienne, M. Jefri signe le livre d'or de la Chambre des Députés.

La Chambre des Députés a constitué, fin avril, le cadre d'une visite du groupe d'amitié du Parlement d'Arabie saoudite. Avant de rencontrer les membres de la Commission des Affaires étrangères, son président, M. Mohammed Amin Ahmad Jefri, a d'abord eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

L'échange de vues entre parlementaires luxembourgeois et saoudiens a notamment porté sur les conflits au Moyen-Orient et l'intensification des relations bilatérales, notamment au niveau économique et financier.

«La situation au Moyen-Orient nous affecte directement», a expliqué le Président de la délégation saoudienne, M. Jefri. «Nous estimons qu'une agression envers n'importe quel pays dans la région est condamnable.»

Les députés ont également abordé les sujets suivants:

- la menace potentielle constituée par le recours à l'arme nucléaire au Moyen-Orient;

- l'accord de non double imposition entre le Luxembourg et l'Arabie saoudite;

- les difficultés d'obtenir un visa, rencontrées de part et d'autre;

- le conflit avec la rébellion houthiste à la frontière séparant l'Arabie saoudite du Yémen;

- l'interdiction en France de porter la burqa;

- l'achat par des émissaires saoudiens de terres arables en Afrique.

Au programme de la visite de deux jours des parlementaires saoudiens au Luxembourg a également figuré une entrevue avec le Ministre de l'Économie, M. Jeannot Krecké, un dîner avec des représentants de la Chambre de Commerce ainsi qu'une visite des nouvelles installations de Luxlait.

www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Assurance accident

5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. le Code du travail;

5. la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural;

6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi entend réaliser une refonte complète des dispositions du livre II du Code de la sécurité sociale qui a gardé sa structure initiale datant de 1925 malgré de nombreuses adaptations ponctuelles.

En ce qui concerne le champ d'application, le projet gouvernemental ne prévoyait pas de changement majeur. Lors de ses travaux la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a toutefois décidé de suivre le Conseil d'État et d'abolir le régime spécial des fonctionnaires et employés publics. En ce qui concerne les prestations en nature - à l'exception toutefois de l'indemnisation du dégât matériel -, l'immunité patronale et le chapitre consacré à la prévention des accidents, le projet de loi reprend les dispositions actuellement en vigueur dans le nouveau texte sans changements de fond. Des modifications plus substantielles sont apportées au financement et à l'organisation administrative de l'assurance accident.

Les innovations les plus importantes concernent les prestations en espèces de l'assurance accident. Conformément à la proposition du CES et aux réformes dans d'autres pays européens, il s'agit de remplacer l'indemnisation forfaitaire basée sur la seule rente accident par une réparation plus complète des différents préjudices, telle qu'elle existe en droit commun. D'autre part, il est proposé de revoir les prestations allouées par l'assurance accident aux survivants.

En ce qui concerne les prestations en nature, l'assurance accident continuera à prendre en charge les prestations de soins de santé de l'assurance maladie et les prestations de l'assurance dépendance lorsqu'elles sont imputables à un accident du travail ou une maladie professionnelle. Le projet de loi arrête le principe de l'avance des prestations pour compte de l'Association d'assurance accident (AAA) par la Caisse nationale de santé (CNS).

L'indemnisation des dégâts matériels accessoires à un accident du travail ou de trajet subi par un assuré est actuellement liée à l'existence d'une lésion corporelle, sans que toutefois soit fixé un seuil de gravité. Par le passé, cet état des choses a causé un certain nombre de difficultés.

Pour cette raison, et en suivant les principes préconisés par le Conseil économique et social, le Gouvernement se propose de modifier les modalités de l'indemnisation du dégât matériel. Ainsi, le projet de loi fixe une franchise pour l'indemnisation des dégâts aux véhicules automoteurs et augmente le plafond d'indemnisation, sans pour autant permettre le remplacement complet de voitures de luxe.

En matière d'indemnisation de l'incapacité de travail totale, tout comme en cas de maladie, les salariés ont droit à la conservation légale ou conventionnelle de la rémunération pendant les incapacités de travail temporaires totales (ITT) suite à un accident du travail. Cette conservation n'est en principe pas limitée dans le temps pour les fonctionnaires et employés publics assimilés et elle prendra fin après 13 semaines pour les salariés du secteur privé depuis le 1er janvier 2009, date de l'entrée en vigueur de la loi du 13 mai 2008 portant introduction du statut unique. Tout comme en cas de maladie, l'indemnisation sera prise en charge par l'employeur à hauteur de 20 pour cent, 80 pour cent seront remboursés par la Mutualité des employeurs. L'indemnité pécuniaire accordée par la suite est payée jusqu'à concurrence de 52 semaines au cours d'une période de référence de 104 semaines.

Le projet de loi vise à rapprocher le système d'indemnisation de l'assurance accident du système d'indemnisation intégrale sans s'aligner complètement sur celui-ci. En contrepartie, l'assuré continuera à bénéficier des conditions d'indemnisation plus avantageuses que celles du droit commun: le système prévoit une indemnisation qui fait abstraction de la notion de faute tant dans le chef de l'employeur que du salarié. Le projet de loi envisage une analyse plus nuancée des préjudices subis, telle que pratiquée en droit commun, pour permettre une indemnisation plus adéquate de la victime.

Sans entrer dans le détail, on doit relever que l'assurance accident indemnisera désormais par des prestations distinctes la

perte de revenu effective et les préjudices extrapatrimoniaux pouvant découler de l'atteinte corporelle subie. Ceux-ci seront indemnisés lorsque l'assuré est atteint par suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle d'une incapacité totale ou partielle permanente.

L'assurance accident indemnisera les mêmes préjudices extrapatrimoniaux que le droit commun afin de réparer les suites d'un accident ou d'une maladie professionnelle n'ayant pas d'incidence économique directe évaluable en argent, à la différence qu'elle ne versera que trois indemnités là où le droit commun en verse quatre, voire cinq. L'«indemnité pour préjudice physiologique et d'agrément» de l'assurance accident indemnisera les préjudices qualifiés en droit commun d'atteinte à l'intégrité physique, de préjudice d'agrément et de préjudice juvénile.

L'évaluation des préjudices s'effectuera à l'aide de barèmes officiels et abstraction faite du revenu de l'assuré. S'agissant non pas de revenus de remplacement à l'instar de la rente complète, partielle ou d'attente, mais de prestations visant à indemniser des dommages extrapatrimoniaux, ces indemnités ne seront soumises à aucune retenue sociale ou fiscale.

- L'indemnité pour préjudice physiologique et d'agrément est calculée sur base du taux d'incapacité définitive déterminé selon un barème médical officiel. Les forfaits fixés dans le projet de loi augmentent plus que proportionnellement au taux d'incapacité.

- Le pretium doloris ou dommage moral répare les souffrances endurées par l'assuré jusqu'à la consolidation des lésions. La classification du préjudice sur base d'une échelle numérique appartient au Contrôle médical de la sécurité sociale.

- Le préjudice esthétique sera évalué également par le Contrôle médical de la sécurité sociale en fonction des séquelles laissées par la blessure subie et de l'âge de la victime et sera indemnisé par un forfait fixé selon une échelle numérique.

Il a été décidé de maintenir dans le présent projet la solution actuelle, à savoir que la rente partielle pourra être augmentée sur demande de l'assuré en cas d'aggravation de son état de santé à condition, d'une part, que cette aggravation ne semble plus donner lieu à modification et, d'autre part, qu'elle entraîne un nouveau taux d'IPP dépassant de dix pour cent au moins l'IPP antérieure.

La même solution a été retenue en ce qui concerne la révision des indemnités pour préjudice physiologique et d'agrément, pour douleurs endurées et pour préjudice esthétique.

En ce qui concerne les prestations en faveur des survivants, en cas d'accident mortel, les survivants auront droit à une rente de survie qui, ensemble avec la pension de survie atteint le niveau de la pension qu'ils auraient obtenue si l'assuré avait continué à cotiser jusqu'à l'âge de 65 ans. Étant donné que les rentes de survie ne compenseront plus que la perte du soutien financier que comporte l'accident mortel pour les survivants, ces rentes donneront lieu aux prélèvements de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales.

Le dommage moral sera désormais également indemnisé à part dans le chef des survivants par l'allocation d'un forfait compte tenu du droit à une rente de survie ou des liens ayant existé entre l'assuré décédé et l'ayant droit. À l'avenir y pourront prétendre non seulement le conjoint, le partenaire, les enfants, ainsi que les père et mère de l'assuré décédé, mais aussi les personnes ayant vécu depuis au moins trois ans en communauté domestique avec l'assuré décédé.

En matière d'organisation administrative le présent projet de loi prévoit l'alignement de l'Association d'assurance accident (remplaçant l'ancienne dénomination d'Association d'assurance contre les accidents) sur le modèle retenu pour toutes les institutions de sécurité sociale. Aussi supprime-t-il l'assemblée générale qui était composée initialement de tous les chefs d'entreprises membres de l'Association d'assurance mais qui depuis 1946 se réduit aux représentants des organisations patronales. La gestion de l'Association d'assurance incombera dorénavant à un organe unique, le comité directeur, composé d'un président ayant la qualité de fonctionnaire ainsi que de huit délégués des employeurs et de huit délégués des salariés.

Quant au financement, le projet de loi maintient le système de répartition des charges avec constitution d'une réserve qui ne peut être inférieure à la totalité des dépenses annuelles courantes de l'avant-dernier exercice. Par ailleurs, il sera possible désormais de confier la gestion d'une partie du patrimoine au Fonds de compensation du régime général de pension.

Enfin, en ce qui concerne la répartition de la charge des cotisations, il faut rappeler que depuis plusieurs décennies, un quart des dépenses du régime général est supporté uniformément par les cotisants quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent. Le projet de loi initial s'est proposé d'augmenter cette part fixe à 33 pour cent. L'intégration du régime spécial dans le régime général de l'assurance accident et le fait que l'État, en tant qu'employeur, participera au financement solidaire, générera des cotisations supplémentaires. Ceci permettra de relever la part de financement solidaire à 36 pour cent, ce qui se traduira par une baisse du taux de cotisation fixé selon les différentes classes de risque.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, le 04.07.2008

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

22.10.2009	Désignation d'un rapporteur
29.10.2009	Présentation du projet de loi Échange de vues général
26.11.2009	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
03.12.2009	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.01.2010	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.01.2010	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.01.2010	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.03.2010	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.04.2010	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.04.2010

ES & EST: accès aux carrières supérieures

5995 - Projet de loi portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Le projet de loi sous rubrique poursuit plusieurs objectifs:

- Il s'agit essentiellement de redéfinir les conditions d'accès aux différentes carrières supérieures de l'enseignement postprimaire. Cette redéfinition s'impose suite au processus de Bologne qui a mis en place un cursus universitaire fondé sur deux cycles de base, à savoir les grades de bachelor et de master, et un troisième cycle de recherche sanctionné par le doctorat. Il en résulte que les critères d'admission traditionnels se référant à la détention préalable d'un diplôme de fin d'études secondaires ainsi qu'à la durée des études sont à abandonner.

L'accès aux fonctions de professeur de l'enseignement secondaire et secondaire technique classées au grade E7 se fera désormais sur base d'un diplôme de master: le candidat sera détenteur soit d'un diplôme de bachelor et d'un diplôme de master dans la spécialité requise, soit d'un diplôme de bachelor dans la spécialité requise et d'un diplôme de master dans la même spécialité préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire. L'accès aux fonctions de professeur d'enseignement technique classées au grade E5 se fera sur base d'un diplôme de bachelor dans la spécialité requise. De même, les maîtres de cours spéciaux et les instituteurs d'économie familiale devront dorénavant être détenteurs d'un diplôme de bachelor dans la spécialité requise.

- Un deuxième objectif consiste dans l'introduction de la nouvelle fonction de professeur de formation morale et sociale, classée au grade E7.

- Enfin, il y a lieu de tenir compte des dispositions de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental qui opèrent à partir du 15 septembre 2009 un reclassement des carrières de l'instituteur d'enseignement préparatoire et de l'instituteur d'économie familiale, actuellement classées dans la carrière moyenne de l'enseignement au grade E3ter, au grade E5 de la carrière supérieure de l'enseignement.

Ce reclassement a également des répercussions sur la carrière du chargé de direction du régime préparatoire prévue à l'article 5, dernier alinéa, de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique. Étant donné que l'instituteur est désormais classé dans la carrière supérieure de l'enseignement, il remplit les conditions de carrière pour briguer un poste de directeur adjoint du grade E5ter. Les fonctions de chargé de direction sont désormais limitées aux agents ne bénéficiant que d'un mandat à tâche partielle.

En conséquence, il est proposé de modifier les articles 2, 4 et 5 de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique et de la compléter par les dispositions transitoires et abrogatoires résultant des modifications décrites ci-dessus.

Une disposition transitoire garantit notamment aux candidats remplissant les conditions figurant dans la législation actuellement en vigueur le droit de postuler un emploi d'enseignant de l'enseignement secondaire ou secondaire technique pendant une période transitoire de trois années à partir de l'entrée en vigueur de la loi sous objet.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 19.02.2009

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

12.11.2009	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
03.12.2009	Continuation des travaux
21.01.2010	Présentation d'amendements gouvernementaux
11.03.2010	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.03.2010	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.04.2010

Bibliothèques publiques

6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques

Le programme gouvernemental du 4 août 2004 prévoyait, dans son chapitre consacré à la culture, au point 7 que: *«Pour garantir une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population, les communes et les régions ainsi que les lycées seront appelés à mettre en place, en synergie et en coordination avec la Bibliothèque nationale, des bibliothèques grand public dotées des meilleures techniques modernes de la communication.»*

Le présent projet de loi a précisément pour objet de contribuer à la réalisation de cet objectif par la création d'un cadre légal pour régler le fonctionnement des bibliothèques publiques.

L'objet du présent projet de loi est défini par son article 1er dans les termes suivants:

«Article 1er. La présente loi a pour objet:

- de permettre une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population,

de créer un cadre pour le développement des bibliothèques publiques réparties sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg afin d'assurer aux résidents l'égalité d'accès à la lecture, aux savoirs, à l'information, à l'instruction civique et à la culture, ainsi que la possibilité de développer leurs connaissances tout au long de leur vie,

- de doter ces bibliothèques publiques des techniques de communication moderne,

- de définir les conditions auxquelles ces bibliothèques doivent répondre pour obtenir l'agrément en tant que bibliothèque publique afin de pouvoir bénéficier d'une aide financière de l'État,

- d'encourager la professionnalisation des bibliothèques du pays,

- de favoriser des synergies, notamment entre les bibliothèques communales, associatives et scolaires, par la création de bibliothèques publiques à vocation régionale.»

Dépôt par Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, le 06.04.2009
Rapporteur: M. Mill Majerus

Travaux de la Commission de la Culture (Présidente: Mme Martine Mergen):
19.10.2009 Désignation d'un rapporteur
26.10.2009 Présentation du projet de loi
12.11.2009 Visite de la Bibliothèque nationale
10.12.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen des avis des chambres professionnelles
07.01.2010 Examen d'amendements
Visite du «Mierscher Lieshaus»
11.01.2010 Examen d'amendements
22.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.04.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.04.2010

Ascenseurs & machines

6048 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte);

- concernant la mise à disposition de machines;

- concernant les machines d'occasion

Le projet de loi 6048 a comme but principal de transposer la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines.

La directive 2006/42/CE modifie la directive 95/16/CE du 29 juin 1995 visant à harmoniser les dispositions de droit national des États membres en ce qui concerne les ascenseurs et leurs composants de sécurité. En plus, la directive 2006/42/CE abroge l'ancienne directive 98/37/CE du 22 juin 1998 relative aux machines, qui instituait une première codification des exigences légales communautaires en la matière. Cette dernière a expiré le 29 décembre 2009.

La directive sous objet marque une claire délimitation du champ d'application par rapport à la directive 95/16/CE relative aux ascenseurs et une nouvelle délimitation des champs d'application par rapport à la directive 73/23/CE basse tension. La directive 2006/42/CE inclut certaines installations dans son champ d'application, comme les quasi-machines, les ascenseurs de chantier et les pistolets de scellement. En matière de santé et de sécurité, la directive 2006/42/CE marque des exigences plus détaillées relatives à l'évaluation des risques.

La directive 2006/42/CE s'inscrit dans le cadre d'une harmonisation technique et d'une normalisation plus poussée au sein de l'Union européenne. Elle vise à assurer la libre circulation des machines et de leurs accessoires sur le marché européen, tout en fixant des exigences essentielles pour la santé et la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Soucieuses d'éviter des risques auxquels seraient exposés le personnel travaillant avec les machines visées ou les personnes qui utilisent celles-ci, nombre de législations nationales ont édicté dans le passé des spécifications techniques et des normes s'imposant à la conception et à la construction des machines en vue de prévenir d'éventuels accidents.

Confrontées à une grande disparité des règles applicables à l'échelon national des États membres, les instances communautaires ont entendu harmoniser les législations en question.

Il est par ailleurs tiré profit de cette transposition pour compléter la législation nationale par des dispositions destinées à assurer la mise à niveau du droit national par rapport à certaines conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) en ce qui concerne plus particulièrement la vente et la mise à disposition de machines d'occasion.

Il convient de souligner que le projet de loi ne s'applique pas seulement à la protection des salariés, alors qu'il est jugé utile d'élargir les dispositions protectrices à toutes les machines dans la mesure où de nombreuses machines dangereuses sont utilisées par les indépendants et le grand public.

À noter que certains engins faisant l'objet de directives particulières ne sont pas visés. Il en est ainsi, par exemple, des ascenseurs, des jouets et aussi du télésiège ainsi que de la plupart des instruments ménagers.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 27.05.2009
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):
22.10.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
12.11.2009 Continuation de l'examen du projet de loi
Examen et adoption de propositions d'amendements
11.02.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.03.2010 Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
25.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.04.2010

Bois tropicaux

6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'Accord international sur les bois tropicaux élaboré sous l'auspice du CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), qui remplace un accord de 1994.

Les objectifs de l'Accord sont de promouvoir l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux issus de forêts faisant l'objet d'une gestion durable et d'une exploitation dans le respect de la légalité et de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales productrices de bois notamment

- en facilitant une organisation efficace des consultations, de la coopération internationale et de l'élaboration de politiques entre tous les membres en ce qui concerne tous les aspects pertinents de l'économie mondiale du bois,

- en renforçant la capacité des membres de mettre en œuvre une stratégie visant à ce que les exportations de bois tropicaux et de produits dérivés proviennent de sources gérées de façon durable,

- ou encore en encourageant l'échange d'informations dans le but de mieux comprendre des mécanismes facultatifs tels que la certification, afin de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales, et en appuyant les efforts que les membres déploient dans ce domaine.

Il existe deux sortes de membres, à savoir les producteurs et les consommateurs. Le Luxembourg est partie à l'Accord en tant que membre consommateur.

À l'instar des membres producteurs, les membres consommateurs détiennent ensemble mille voix. Le Luxembourg dispose de dix voix, comme chaque pays consommateur. Le reste des voix attribuées au bloc des pays consommateurs est réparti entre les membres consommateurs proportionnellement au volume moyen de leurs importations nettes respectives de bois tropicaux.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.09.2009
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
08.03.2010 Désignation d'un rapporteur
15.03.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.04.2010

Médecine scolaire

6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire

Le domaine de la médecine scolaire est régi actuellement par la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire. Sur base de cette loi, le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1990 a déterminé jusqu'à présent le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire.

Pour concrétiser la réorientation de la médecine scolaire aux concepts modernes de santé publique, le Ministre de la Santé a élaboré un projet de règlement grand-ducal déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire.

Ce projet de règlement grand-ducal est appelé à remplacer le règlement grand-ducal du 21 décembre 1990. Dans son avis du 17 février 2009 sur le projet de règlement grand-ducal, le Conseil d'État, dans ses observations finales, a rendu attentif à la nécessité d'élargir la base légale fournie actuellement par la loi précitée du 3 décembre 1987 en étendant le pouvoir réglementaire de l'exécutif à la détermination tant du contenu et des formes du carnet de santé que de l'équipement standard des locaux et des centres destinés à effectuer des examens médicaux scolaires.

Cette adaptation est nécessaire alors que la matière de la santé relève d'une façon générale du domaine réservé par la Constitution à la loi formelle, et que les mesures réglementaires dans ce domaine ressortissent de l'article 32, paragraphe 3 de la norme fondamentale.

Étant donné, d'une part, que la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire habilite directement le Gouvernement à prendre des mesures réglementaires, et que, d'autre part, certaines dispositions dépassent l'habilitation accordée par le législateur, le projet vise à assurer la mise en conformité avec la norme fondamentale (article 32, paragraphe 3).

Par ailleurs, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, le projet de loi se propose également d'introduire la notion d'enseignement fondamental dans la loi du 2 décembre 1987.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.01.2010
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):
04.02.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
11.02.2010 Présentation du projet de règlement grand-ducal déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire
25.03.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.04.2010

SÉANCE 26

MARDI,
20 AVRIL 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Robert Angel, député honoraire

- *M. le Président (respect d'une minute de silence)*

2. Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 10 avril 2010 à Smolensk

- *M. le Président (respect d'une minute de silence)*

3. Communications

- *M. le Président*

4. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Carlo Wagner, M. Lucien Lux, M. Félix Braz, M. Carlo Wagner*

5. Heure de questions au Gouvernement

- *Mme Anne Brasseur (demande concernant la question N°303)*

Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Gilles Roth - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. François Bausch - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure commodo/incommodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Marc Angel - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Fernand Kartheiser - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- *M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles à pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *Mme Anne Brasseur - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

6. Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours

- *M. Claude Haagen (remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol) - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

7. 5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. le Code du travail;

5. la loi du 18 avril 2008 modifiée concernant le renouvellement du soutien au développement rural;

6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*
- *M. Carlo Wagner (parole après ministre) - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Ordre du jour (suite)

- *M. le Président*

9. 6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Eugène Berger, M. Jean Huss, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Hommage à la mémoire de M. Robert Angel, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, während den Ouschterdeeg huet eis déi traureg Noriicht vum Doud vun engem vun eise fréiere Kolleegen, dem Robert Angel, erreecht. Hien ass de 4. Abrëll am Alter vu 85 Joer gestuerwen. En erfëlltent Liewen, an dat souwuel op privatem wéi op politeschem Plang, ass domadder op en Enn gaangen.

No sengem Medezinstudium huet de Verstuerwene sech als Kardiolog hei an der Stad niddergelooss a sech en Numm gemaach, andeems hie sech onermiddlech fir d'Belaanger vu senge Patienten agesat huet. Séier ass hien an d'Politik agetrueden, wou hien als groussen Humanist iwwer laang Jore géint d'Intoleranz an den Dogmatismus gewierkt huet. Am Stater Gemengerot war de sozialistesche Politiker ganzer 22 Joer vertrueden: vun 1970 bis 1992.

Hei an der Chamber huet hie vun 1984 bis 1994 an de Reie vun der LSAP e wesentleche Bäitrag um Gebitt vum Medezineschen a vun der sozialer Gerechtegkeet geleescht. Hie war e villsäitege Politiker, deen dat richtegt Gespier fir dem Vollek seng Uleien hat a sech dofir wäit iwwert dat politescht Wierkungsfeld eraus agesat huet. Sou huet hie sech agesat fir d'Schafe vun enger Klinik an der Stad zu enger Zäit, wou et just Kongregatiounsklinike goufen, an huet esou derzou bäigedroen, datt et de Centre hospitalier hautdësdags gëtt. Hie war Grënnungsmember vum Planning familial, war aktiv an der Croix-Rouge an an der Amiperas, war iwwerzeegtene Bluttspender an huet sech fir d'Moralscoursen an de Schoulen agesat.

Eng weider Saach, déi dem Robert Angel ganz um Häerz louch, war säin Engagement fir d'Erweiderung vun de Bezéiungen tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert, an dofir war hien och Konsul vun dësem Land.

Ville Leit wäert de Robert Angel feelen. Senger Famill a ganz besonnesch sengem Fils, eisem Kolleeg Marc Angel, gëllt eist opriichtegt Bäileed, verbonne mat der Gewëssheet, datt mir de Verstuerwenen a beschter Erënnerung behale wäerten.

Loosse mer opstoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 10 avril 2010 à Smolensk

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, schonn iwwer eng Woch ass et hier, datt d'Noriicht vum tragesche Fligeraccident zu Smolensk a Russland d'polnescht Vollek an eis zudéifst getraff huet. D'polnesch Delegatioun war um Wee op Katyn, fir 70 Joer nom schreckleche Massaker, dat am Fréijoer 1940 do stattfonnt huet, den Affer ze gedenken, wéi kuerz virum Flughafen dat Onfaassbaart geschitt ass: De Fliger ass beim Landeversuch erofgefall, a wéi et sech leider gläich erausgestallt huet, goufen all 97 Passagéier vun engem op deen anere Moment aus hirem Liewe gerass. Ënnert de Passagéier war de polnesche President Lech Kaczyński a seng Fra, d'Memberen aus dem Cabinet vum President, e groussen Deel vun den héchsten Offizéier aus der Arméi, de Gouverneur vun der polnescher Zentralbank, Représentantë vun der Kierch, d'Membere vun de Famillje vun den Affer vum Massaker vu Katyn, dräi Sénateuren a ganz besonnesch och 15 Deputéierte-Kolleegen aus dem polnesche Parlament.

De schreckleche Bilan vun dësem Accident erfëllt eis alleguer mat engem Gefill vu Faassungslosegkeet an déiwer Trauer. A grad wann ee bedenkt, dass dëst Accident um Hannergrond vun der Erënnerungsfeier vun esou engem wichtegen historesche Moment aus der polnescher Geschicht geschitt ass, hëlt dëst nach méi en tragescht Ausmooss.

De Familljen a Bekannte vun den Doudesaffer wëllt ech nach eng Kéier am Numm vun der ganzer Chamber eist Matgefill ausdrécken, verbonne mat der Hoffnung, datt d'Zäit hinnen hëllefe wäert, iwwer hire schwéiere Verloscht ewechzekommen.

E ganz spezielle Gedanke gëllt dann och deene verstuerwenen Deputéierte-Kolleegen an hire Familljen, woubäi ech d'Geleeënheet nach eng Kéier wëll notzen, fir de polnesche Parlamentsfrënn eist opriichtegt Bäileed auszedrécken.

Mir wëllen elo opstoen, fir den Affer am Stëllen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 17.03.2010

6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 18.03.2010

6124 - Projet de loi modifiant la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.03.2010

6125 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces de sécurité somaliennes (EUTM Somalia)

Dépôt, à la demande de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 09.04.2010

6126 - Projet de loi portant modification de l'article 457-3 du Code pénal

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 16.04.2010

3) Réunion de la commission permanente de l'AP-OTAN du 27 au 28 mars 2010 à Memphis (États-Unis d'Amérique)

La Chambre des Députés était représentée par les Députés Nancy Arendt et Marc Angel.

L'OTAN veut dorénavant améliorer sa communication - sur ses tâches traditionnelles, ses activités et sur les nouveaux dangers avec lesquels le monde est confronté (cybercriminalité, terrorisme, piraterie) et les nouveaux enjeux que l'Alliance devra affronter (garantie de la sécurité énergétique, protection contre les armes à destruction massive).

La nouvelle ambition a été un thème principal lors de la réunion.

Les Parlementaires de l'AP-OTAN pourraient - dans leur contact direct avec les citoyens - jouer un rôle plus important à l'avenir dans l'explication aux populations du rôle important de l'Alliance.

D'autres thèmes ont été le nouveau concept stratégique de l'OTAN, les bombes atomiques en Europe, le système antimissiles. L'aspect de la femme dans toutes les discussions militaires: qui devra plus fortement être pris en compte à l'avenir, comme il est prévu dans la résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

En outre, les parlementaires ont préparé la session de printemps de l'AP-OTAN qui se tiendra en fin mai/début juin 2010 à Riga (Lettonie).

4) La 6e Session Plénière de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) s'est tenue à Amman (Jordanie) du 12 au 14 mars 2010.

La Chambre des Députés y était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol, Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APEM, Mme Martine Mergen, Vice-Présidente, et M. Xavier Bettel, Membre.

Paix au Moyen-Orient

À l'ordre du jour figuraient notamment l'impasse des pourparlers de paix au Moyen-Orient. Les projets de construction d'Israël à Jérusalem-Est ont été condamnés dans une recommandation de l'Assemblée.

La décision d'Israël d'inscrire les lieux sacrés de Bethléem, Hébron et Jérusalem dans un plan de restauration de son patrimoine national a provoqué des inquiétudes parmi les parlementaires de l'APEM.

Les Membres de l'Assemblée examineront la question en profondeur au cours d'une réunion jointe des commissions politique et de la culture, à Istanbul, au mois de mai 2010.

L'Union pour la Méditerranée (UPM)

Dans une recommandation, l'APEM a reconnu la valeur ajoutée par l'UPM pour le développement de la région méditerranéenne en étant un atout pour parvenir aux réformes institutionnelles souhaitées dans les pays de la rive sud. Elle a une forte importance dans le règlement des questions comme l'eau, l'énergie et l'immigration.

Pas de consensus sur la création d'une Banque EUROMED

L'APEM n'a pas trouvé un consensus sur une proposition de résolution portant sur la transformation de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) en une Banque Euro-Méditerranéenne. La délégation luxembourgeoise s'est opposée à la création d'une telle banque, jugeant que les facilités actuelles sont suffisantes et qu'un tel changement créerait des coûts inutiles. La commission économique de l'APEM étudiera le mécanisme le plus efficace.

Agrandissement de l'APEM - Financement et Secrétariat - Présidence italienne

L'APEM a décidé d'accueillir, comme nouveaux pays membres, la Croatie et le Monténégro.

En outre, l'Assemblée a adopté son premier budget opérationnel et conçu un secrétariat permanent.

Le Sénat et la Chambre des Députés de la République italienne présideront l'APEM jusqu'en mars 2011.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 13. Abrëll huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question avec débat N°10 vun der Madame Claudia Dall'Agnol iwwert d'Organisation vun de Services de secours; de Projet de loi 5899 iwwert d'Assurance accident nom Modell 2; de Projet de loi 6099 iwwert d'Schoulmedezin nom Modell 1, an dann de Projet de loi 6066, en Accord iwwert d'tropescht Holz nom Basismodell.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 5995 iwwert d'Personal am Secondaire nom Modell 1; dann de Projet de loi 6026 iwwert déi öffentlech Bibliothéiken nom Modell 1; an dann de Projet de loi 6048, eng Direktiv iwwert d'Maschinnen - och nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Wagner freet d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, sou wéi Dir et elo grad richteg gesot hutt, hu mer haut de Projet de loi iwwert d'Assurance accident um Programm.

Ech muss allerdéngs soen, nodeem dass ech de Premier gëschter op der Tëlee héieren hunn, soll jo déi Reform, wou mer elo an onzielege Sitzunge vun der Kommissioun ausgeschafft hunn, nees vu Grond aus geännert ginn. Dat heescht, déi ganz Philosophie vun deem Projet de loi géif geännert ginn. Wann also en eenheetleche Cotisatiounssaz elo soll kommen, da muss ech soen, dass an der Kommissioun nimools doriwwer geschwat ginn ass.

De leschten Donneschdeg hu mir an der Kommissiounssitzung dee Projet de loi, sou wéi en haut virläit, awer ouni eenheetleche Saz, alleguerten ugeholl. De Minister war och do, den Här Di Bartolomeo. En huet eis absolut näischt vun där doter Saach gefrot. Sou zwar, dass ech awer muss froen, ob et elo opportun wär, fir e Projet de loi ze stëmmen, wou no dem Vote gläich drop schonn nees keng Realitéit méi wär.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Wagner Merci. Ech gesinn eng Wuertmeldung vum Här Lucien Lux dozou.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech mengen, d'Aarbechten an der Kommissioun, déi sinn ofgeschloss ginn. Ech mengen, déi sinn och an enger gudder Atmosphär ofgeschloss ginn. Et ass guer net drun ze denken, dass elo déi gesamt Philosophie vun där Reform soll a Fro gestallt ginn. Dofir soll een déi Aarbechten och elo zu Enn féieren.

Déi aner Problematik vun enger eenheetlecher Cotisatioun an der Onfallversécherung ass eng Diskussioun, déi ganz am Usaz ass, déi och nach net mat den Partenaires sociaux diskutéiert ginn ass; dat brauch also seng Zäit. Et soll een also déi Aarbecht, déi een elo gemaach huet fir d'Reform, an déi war gutt gemaach, déi also an engem grousse Konsens gemaach ginn ass, déi soll een elo ofschléissen.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Braz vläicht fir d'éischt.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech wëll awer soen Här President, dass ech dem Här Wagner seng Suergen awer och deelen. Mir hunn effektiv eng Aarbecht gemaach, déi am allgemenge Konsens gemaach ginn ass. An ech mengen och, dass déi Aarbecht gutt gemaach ginn ass. Mä et ass awer net ze bestreiden, dass de Statsminister gëschter grad zu dësem Projet eng Ausso gemaach huet, déi awer elo net just Makulatur ass. Et ass jo awer, wann ech de Statsminister gutt verstanen hunn, eng vu senge wesentlechen Iddien, et ass eng vu sengen neien, en huet se jo och fir sech iwwerholl, an en huet dat och duergestallt als eng grouss Modifikatioun.

An ech denken, dass et awer wierklech befremdlech ass, wa mer jo wëssen, wat an deenen nächste Wochen usteet, e Projet de loi ze stëmmen zu engem Zäitpunkt, wou scho bannent e puer Wochen eng wierklech substanziell Änderung an Aussiicht gestallt ass, dann ass awer déi Fro méi wéi berechtegt, déi de Kolleeg Carlo Wagner stellt, ob et net méi opportun wier, dëse Projet mat engem aneren Train de mesures hei ze diskutéieren, wéi haut e Vote ze huelen, vun deem mer wëssen, dass net onbedéngt herno nach dat drastécht, wat haut nach drop steet.

M. le Président.- Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, Här President, ech muss soen, ech ka mat den Aussoe vum Här Lux absolut net averstane sinn. De Kärgedanke vun deem Gesetz iwwert d'Assurance accident besteet jo doranner, dass mer verschidde Groupes de risques hunn, dass d'Cotisatiounen entspriechend de Risquen och gestaffelt sinn. Wa mer elo en eenheetleche Cotisatiounssaz kréien, da muss ech soen, ass d'Philosophie vun deem Gesetz komplett gebrach, dat heescht, mir musse ganz, ganz nei nees vir ufänken. Ech verlaangen net, dass et vum Ordre du jour geholl gëtt. Wann d'Regierung mengt, mir kéinten haut eppes stëmmen, wat duerno scho kee Wäert méi hätt, dann ass dat hir Responsabilitéit. Ech hätt awer léiwer vläicht, wann et géif an d'Kommissioun zréckgoen, dass d'Kommissioun géif esou schnell wéi méiglech dru schaffen, nodeem dass d'Regierung eis gesot huet, wat se da schlussendlech wëllt, sou zwar dass mer géifen eppes hei stëmmen, wou och nach eng Stonn nom Vote e gewëssene Wäert hätt.

M. le Président.- Also, ech hu festgestallt, datt keen eng Änderung vum Ordre du jour hei freet. Domadder wär den Ordre du jour dann ugeholl, a mir géifen zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, nämlech der Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe komme wéi ëmmer ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun. An als éischt hu mer elo d'Fro N°51 vum Här Gilles Roth un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Système Traffic Message Channel.

(Interruption)

Jo?

5. Heure de questions au Gouvernement

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech hat de 7. Dezember eng Fro un den Nohaltegkeetsminister gestallt, op déi ech nach keng Äntwert krut. An onst Reglement gesäit jo vir, dass een dat kéint mëndlech maachen. Ech wollt dat dann, wann Der erlaabt, haut mëndlech maachen. Et geet ëm e Vëlo mat engem Moteur, wou een hei zu Lëtzebuerg deen nach muss zu Sandweiler enregistréiere loossen, contrairement zu deem, wat am Ausland geschitt. A vu dass den Nohaltegkeetsminister och Transportminister an Émweltminister ass, an en ass hei, wier ech ganz frou, wann en haut kéint op déi Fro äntwerten.

M. le Président.- Gutt. Merci, Madame Brasseur. Domadder ass jo och déi Fro vun Iech scho gestallt. Da kënnt elo den Här Gilles Roth.

(Hilarité et interruption)

Den Här Roth, dee stellt elo nach déi zousätzlech Froen, déi net gestallt sinn.

- Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gilles Roth *(CSV).*- Awer net zum Vëlo, Här President.

Här President, déi leschten Deeg gouf et zolidd Stauen op de Lëtzebuerger Autobunnen. Besonnesch betraff wär dës Kéier de Weste vum Land.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Gëschter, de Méindeg Moie géint eelef Auer, gouf et iwwer zéng Kilometer Réckstau bis wäit an d'Belsch eran. Ech brauch net ze soen, dass och all aner national Stroossen an der Géigend mat bloquéiert waren. D'Ursaach waren Aarbechten op der Autobunnsbréck iwwert dem Mamerdall. Ech wëll hei net d'Organisatioun vun deenen Aarbechten a Fro stellen, déi jo sécherlech mussen eng Kéier gemaach ginn.

Allgemeng muss ee sech awer froen, ob hei am Land all d'Méiglechkeete genotzt ginn, fir esou Stausituatioune besser an de Gréff ze kréien. An den Nopeschlänner funktionéiert e sougenannten TMC-Light-System. Dës Ofkierzung steet fir Traffic Message Channel. D'Staumeldunge ginn domat digital iwwer een UKW-Signal gesent. Déi modern Navigatiounssystemer an den Autoe empfänken dës Staumeldungen. Si erstelle gläichzäiteg Routen, fir esou Stauer ze ëmfueren.

An dësem Kontext wëll ech folgend Froen un den Nohaltegkeetsminister stellen:

Wéini gëtt den TMC-System, deen an eisen Nopeschlänner och schonns gutt funktionéiert, och hei am Land opérationnel? Denkt d'Regierung drun, op weider eventuell aner Informatiounssystemer am Kader vu Stauen zréckzegräifen? A wéi steet et hei mat dem CITA? A gëtt net dru geduecht, fir d'alternativ Strecken am Kader vun engem gréissere Stau besser opzeechnen an déi virun allem da méi flëssig

ze maachen, well et gëtt een heiansdo den Androck net lass - ech mag mech hei vläicht iren -, dass grad, wann op den Haaptachsen de Stau virprogramméiert ass, dann d'Luuchten op den Niewestrecken esou gestallt sinn, fir dass dës Schläichweeër méi onattraktiv gemaach ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- An ech soen dem Här Roth Merci. An elo huet d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll als éischt Ausso maachen, datt, wann e Chantier op der Autobunn ass a mer Schwieregkeeten hunn do laanschtzekommen, a wéi den Här Deputéierten richteg seet, och nach eng ganz Rei Stauen op den Niewestroossen doduerch sinn, datt ech mech géif froen, ob e GPS-System respektiv en TMC-System, wann en da géif hei funktionéieren, eppes géif hëllefen. Well, wann d'Stroossen alleguer verstaut sinn, da kann een esou vill Systemer mat Warnung uginn, wéi ee wëllt, respektiv esou vill Chantiere mellen op déi bescht Aart a Weis, wéi ee wëllt, dann huet een nach ëmmer de Stau do.

Nichtsdestotrotz mengen ech, datt mer esou e System brauchen, an dofir ass och d'Élaboratioun vun deem System amgaang gemaach ze ginn. Den Équipement ass am Prinzip alles do. D'Kodéierung vun eise Stroossen - well dat war den éischte Problem -, déi ass gemaach ginn. 2008 ass d'Kodéierung vun den Autobunne gemaach ginn. 2009 ass d'Kodéierung vun deenen anere Stroosse gemaach ginn. An am Mäerz 2010 ass déi Certificatioun vun deem zoustännegen europäeschen Organismus, dem TISA, gemaach ginn, fir u sech den Encodéierungssystem dann och op eng europäesch Aart a Weis, dat heescht en fonctionnement mat deenen anere Länner, kënnen ze maachen. Och d'Zesummenaarbecht mam Opérateur vun dem sougenannten RDS-System, fir dat dann a mobil Autoen eriwwerzekréien, ass als Technik do an ass och méiglech.

Mir sinn elo amgaang, datt mer an Diskussioune mat dem ACL, deen als Partner soll un deem Projet mat nach anere Partneren - d'Polizei, Radiostatiounen -, dorunner deelhuelen. Do ass och eng Konventioun an der Virbereedung. Et bleiwen awer momentan, ier dat kann an d'Realitéit ëmgesat ginn, eng Rei Froen an der Diskussioun zwëschen ACL an dem Stat op, notamment iwwert d'Gestioun, eng kryptéiert Gestioun, eng fräi Gestioun vun deem System. Déi Froe sinn nach ze léisen, ier mer kënnen an d'Praxis vun deem System do iwwergoen, deen dann Informatioune weidergët, Informatiounen, déi awer net ëmmer kënnen hëllefen. Wann d'Stroosse wierklech verstoppt hei sinn, hu mer net ëmmer Auswäichméiglechkeete, wou et fluid, wéi Dir richteg sot, da kéint lafen.

Selbstverständlech huet de CITA-System och seng Roll do ze spillen; e spillt déi och schonn deelweis, spillt se awer nach net genügend. Well fir datt mer de CITA-System komplett kënne funktionéiere loossen, muss och deen Deel kënnen exploitéiert ginn, dee mer elo nach net hunn, an zwar d'Signalisatioun op den Entréeë vun deenen eenzelnen Achsen, déi eis da kënne soen, ob d'Autobunn, ier een drop fiert, verstaut ass oder net. Fir datt dat awer Sënn huet, misst een natierlech och Détournementsweeër hunn, déi engem erlaben, de Verkéier ze leeden op eng fräi Bunn. Natierlech, wann ee kuckt, wou eis zentral Achse sinn, da gesäit een, datt d'zentral Achsen, wa se net op der Autobunn lafen, a wa mer déi Achse kucken, déi all an d'Stad féieren, dat sinn der da siwen, aacht, néng, deemno wéi een zielt, déi relativ schnell verstoppt ginn, an d'Weeër alleguer mat der Densitéit vum Trafic, ob mer dat elo wëllen oder net, zou sinn.

Deen eenzege Moyen, dee kann eng gréisser Effikassitéit brëngen, dat ass, wa mer maximal Effortë maachen, fir d'Leit op den öffentlechen Transport eriwwerzekréien, well et ass dat dat Eenzegt, wat eis ka Fluiditéit op där doter Streck garantéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister. An elo komme mer zu der Fro N°52 vum Här Eugène Berger un den Nohaltegkeetsminister iwwert den Impakt vun de Vulkanäschen op de Flugtransport. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech hunn effektiv eng Fro am Kontext vun dem islännesche Vulkan, deen och e relativ komplizéierten Numm huet, deen ech Iech hei wäert erspueren, mä deen op alle Fall eng ganz grouss Äschewollek produzéiert, an doduerjer war da praktesch säit fënnef Deeg den europäesche Loftraum zou. Keng Fligere konnten an deem gesamte Raum fléien. Dat bedeit natierlech op där enger Säit fir déi eenzel Leit, déi wollten de Fliger huelen oder de Fliger sollten huelen, grouss Problemer. Op där anerer Säit bedeit et och grouss Problemer, finanziell Problemer fir déi verschidde Fluggesellschaften. An et gëtt elo scho vun Expertë gesot, datt do déi finanziell Verloschter vill méi héich si wéi déi deemools beim 11. September, wéi och fir eng kuerz Zäit verschidde Lofträim gespaart gi sinn.

Dobäi kënnt och, datt an deene leschte Joren eng Rei Fluggesellschaften net zum Beschten dostoungen, och schonn e bëssen a schlechten Dicher waren duerch déi ganz Effekter vun der weltwäiter Kris. Och Lëtzebuerg war do net verschount bliwwen. Ënner anerem d'Cargolux hat mat Schwieregkeeten ze kämpfen.

An deem Kontext wollt ech also froen, well och de Lëtzebuerger Stat jo an deenen nationale Fluggesellschaften Luxair, Cargolux och mat Aktionär ass, mat implizéiert ass: Op där enger Säit kann ee schonn ofschätzen, wéi héich déi Verloschter si fir déi lëtzebuergesch Fluggesellschaften? Op där anerer Säit ass och, datt gëschter de Verkéierskommissär, den europäesche Verkéierskommissär, de Siim Kallas, ugekënnegt huet, datt finanziell Hëllefe géife bruecht gi fir déi europäesch Fluggesellschaften. Kann de Minister eis da scho soen, wat fir eng Hëllefen dat wären, eventuell prozentméisseg, oder wat fir eng Zommen och do fir déi lëtzebuergesch Fluggesellschafte kéinten erwaart ginn?

Ech wéilt awer och nach eng lescht Fro drunhänken, dat ass déi am Zesummenhang mat dem Rapatriement vun de Lëtzebuerger am Ausland, déi do also en Délai hunn, well se net konnte mat Zäit hire Fliger huelen.

Ech hat héieren oder gemengt ze héieren an de Medien, datt do exceptionnel d'Nuetsflugverbuet géif opgehuewe ginn. Wann et exceptionnel ass, kann ech deem och zoustëmmen. A wann eis do de Minister da kéint déi eng oder aner Detailer ginn, wéi laang dat géif daueren, an och domadder da garantéiert wier, datt all d'Lëtzebuerger kéinte rapatriéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger, an d'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, wann ech mer dat erlaben däerf, géif ech proposéieren, datt den Här Haagen, deen am ähnleche Sujet eng Fro huet, se dann direkt hannendru stellt, da kann ech alles beäntwerten.

M. le Président.- Dat ass ganz richteg, Här Minister, duerfir géif ech dann elo effektiv op d'Fro Nummer 53 iwwergoe vum Här Claude Haagen, och nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Konsequenze vum Vulkanausbroch. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. An deemselwechte Kontext wéi den Här Berger wollt ech dann och op deen dote Problem agoen. Net nëmmen, datt d'Passagéier weltwäit festsouzen, well de Flugraum op verschiddenen Zäiten an a verschiddene Länner ënnerschiddlech zou war, esou waren och d'Flug- an d'Cargosgesellschafte betraff.

Dëst hat an huet op jiddwer Fall e groussen negativen Impakt op déi Lëtzebuerger, europäesch, jo souguer op d'Weltwirtschaft. Déi international Flugassociatioun IATA geet vun engem Käschtepunkt vun 200 Milliounen Euro pro Dag fir déi weltwäit Aviatioun aus. Cargolux, Luxair, Luxair-Cargo a lux-Airport schwätze vun engem Ausfall vun engem Total vun ongeféier 12,5 Milliounen.

D'Fluggesellschaften hunn an deem Kontext hefteg Kritik un der Décisioun geholl, iwwert d'Manéier, wéi a wou de Loftraum gespaart ginn ass: Et wier keng wierklech Analys gemaach ginn, et ass een nëmme vu Modellrechnungen a Computersimulatiounen ausgaangen. D'Koordinatioun an d'Konsultatiounsmechanisme sinn also hefteg kritiséiert ginn.

An deem Kontext wollt ech dann eben den zoustännege Minister froen: Wéi gesäit déi jëtzeg, an haaptsächlech zukünfteg Koordinatioun um nationalen, europäeschen an internationale Plang aus am Kader vun esou engem Fall?

An déi zweet Fro: Wien iwwerhëlt d'Responsabilitéit am Fall, wou méiglech juristesch Kloen betreffend de wirtschaftlechen Ausfall vun de Fluggesellschafte kommen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Haagen, an elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister, fir op déi zwou Froen ze äntwerten.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech géif gär profitéiere vun der Geleeënheet, fir kuerz den Topo ze maachen, och wou mer dru sinn, an da selbstverständlech op déi Froen ze äntwerten, déi mer gestallt gi sinn.

Gëschter haten déi europäesch Transportministeren eng gemeinsam Videokonferenz, fir déi noutwendeg Koordinatioun ze maachen. Fir d'éischt ass emol gesot ginn, datt déi Moossnamen, déi an der Urgence geholl gi sinn, fir d'Sécuritéit ze assuréieren, sech selbstverständlech justifiéieren, well et wier an engem Moment, wou een net genau wousst, wou een dru wier, onverantwortlech gewiescht, fir Risikoen ze huelen, déi net justifizéiert wieren. Dat ass dat Éischt.

An deenen Deeg duerno, an deene Stonnen duerno ass natierlech profitéiert ginn, fir eng ganz Rei wëssenschaftlech Etüden ze maachen duerch Testflich, déi gemaach gi sinn a verschiddene Länner, Däitschland, Frankräich, England, fir och eng koordinéiert Äntwert ze ginn, a fir kënnen och deem Phenomeen, dee mer awer an deem Mooss sécherlech an Europa net kannt hunn, méi no ze kommen.

Gëschter ass bei den Transportministeren iwwert dräi Optioune geschwat ginn, wéi ee kéint dee Problem gemeinsam, an engem kohärente Wee ugoen. Déi drëtt Optioun ass festgehale ginn, an déi besteet doranner, datt mer dräi Zonen iwwer Europa definéieren. Eng éischt Zon, dat ass eng, wat mir eng „no-fly zone" nennen, dat heescht, wou den Zentrum vun den Äsche momentan ass a wou et verbueden ass, ze fléien. Eng zweet Zon, dat ass déi, wou u sech ka geflu ginn, kontrolléiert awer, well een nach an der Wollek dran ass, mä net am Nukleus vun der Wollek, an duerfir kontrolléiert Flich kënne gemaach ginn. An dat Drëtt, dat ass déi guer net kontaminéiert Zon.

Zu Lëtzebuerg hu mer dann och gëschter eng Rei Tester mat Fligere gemaach, mat der Luxair zesummen, mat den Autoritéiten, der DAC haaptsächlech, an och mam CRP Gabriel Lippmann, fir ze kucken, och genausou wéi d'Virschréften dat waren, oder esou wéi déi eenzel Autoritéite sech ofgemaach haten, fir och bei eis am Loftraum ze kucken, wéi d'Situatioun ass, wat eis erméiglecht huet, haut de Moien - an dat ass och communiquéiert ginn - de Flughafen opzemaachen.

Mir leien am Prinzip, an dat huet de FABEC - respektiv déi international Organismen -, dee sech bekëmmert ëm d'Vulkaner, wou ech elo den Numm net direkt fannen, VAC, deen och d'Kaart erausginn huet, wou dann Zone vum Typ 1 a vun aneren Type wieren - do si véier Zonen elo iwwer Europa, oder no bei Europa definéiert, wou et verbueden ass ze fléien, dat ass ganz uewen no bei Schottland, en Deel vum ënneschten Deel vun Irland, wann ech d'Kaarten hei richteg liesen, ganz an Nordeuropa nach an iwwert dem Atlantik och op där anerer Säit - mir leien an enger Zon 2, wou kontrolléiert - mat enger Rei Précautiounen - d'Fléie méiglech ass. Déi Précautioune si mer selbstverständlech och amgaang ze huelen.

Et ass esou, datt de Moien eng Rei Flich gaange sinn, esou wéi et am FABEC ofgemaach gi war, wou an enger éischter Etapp - niewent den Testflich, déi mer gemaach hunn - och eng Rei Flich gemaach gi sinn, déi à vide waren, respektiv Cargosvolen, ier schlussendlech mat de Passagéiervolen ugefaange ginn ass. All déi Maschinnen, déi geflu ginn, si kontrolléiert ginn. Déi éischt mat ganz genaue Kontrolle vun der Avionique respektiv vun den Düsen, an all déi aner Maschinne sinn och kontrolléiert schlussendlech ginn.

Elo gëtt also geflunn, mä selbstverständlech gëtt geflunn och mat deenen noutwendege Précautiounen. Précautiounen, déi doranner bestinn, datt d'Strukture vum Fliger iwwerkuckt ginn, datt och bei all de Volen e Mécanicien nom Vol, net beim Aller-Retour, mä no all Vol d'Maschinn kontrolléiere wäert. Duerfir ass och ausserguewéinlecherweis e Mécanicien bei de Volen u Bord, deen dann, wann d'Maschinn ukënnt à destination, kontrolléiert, ier en erëm fräigi gëtt, fir zréckzefueren. An et ginn och an der nächster Zäit kontinuéierlech Tester gemaach, wou d'Stëpsstruktur analyséiert gëtt, a wou och op verschiddene Flich, notamment zweemol den Dag Frankfurt-Lëtzebuerg, déi Tester wäerten effectuéiert ginn, fir datt mer en continu kënne feststellen, datt mer korrekt an deenen Analyse sinn.

Da kommen ech zu de Froen. Et waren zwou Froe gestallt ginn, Här President, duerfir ass...

M. le Président.- Fuert Dir roueg virun. Dir hutt natierlech déi duebel Zäit dann och, wann Dir op zwou Froen äntwert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci. Elo wëll ech op d'Fro agoen, wéi et mam Rapatriement vun de Leit ass. Ech muss soen, datt do vun der Luxair enorm Effortë gemaach gi sinn. Et muss ee wëssen, datt mer 4.287 Leit haten, déi am Ausland blockéiert waren. 3.300 vun de Clienten, déi si schonn oder sinn amgaang rapatriéiert ze ginn. Ech kann Iech och de ganz genauen Detail ginn, vu wat fir engen Destinatiounen et sech do handelt. 1.053 Rapatriementer huet d'Luxair fäerdeg, en cours sinn der 2.247, dat heescht, déi amgaang si rapatriéiert ze ginn, an d'Planifikatioun bei 978 vun deene Rapatriementer ass amgaang ze geschéien. Et muss ee soen, datt d'Komplettheet vun deene Rapatriementer wahrscheinlech wäert bis de Freideg brauchen, ier se domat ofgeschloss ginn.

An da war déi Fro vun den Nuetsflich hei gestallt gi vum Här Berger. D'Nuetsflich ginn normalerweis jo individuell autoriséiert. Normalerweis gi se net autoriséiert; wann exceptionnel Situatioune sinn, kënne se autoriséiert ginn. Ech mengen, datt dat hei schonn eng exceptionnel Situatioun wier, an do wou Rapatriementer sinn, kënne mer bis de Freideg mat Autorisatioune ginn, well ech géif et onverantwortlech fannen, wa mer dat elo net géife maachen. Den Himmel iwwer Europa ass perturbéiert, all déi Vole lafen net an enger normaler Planifikatioun a mer mussen och déi Sloten huelen, déi mer kréien, fir eis Leit heem ze kréien. Dat schéngt mir ganz evident ze sinn.

Et sinn och vill Effortë gemaach ginn, fir d'Leit mat Bussen heem ze kréien. Alles dat war net esou einfach. Esou sinn zum Beispill a Spuenien zwee „Hubs" gemaach ginn, wou d'Leit, déi an Afrika waren, op d'spuenesch Flughäfen zréckrapatriéiert gi sinn, a vun do mat Bussen ofgeholl gi sinn, op Lëtzebuerg zréckbruecht ginn. Dat ass och alles net einfach gewiescht. Et si méi wéi 45 Bussen, wat der enorm vill sinn, agesat ginn, fir déi Leit zréckzebréngen. Et si ronn 3.000 Plaze respektiv 2.000 Clienten iwwert de Bus rapatriéiert ginn, oder amgaang rapatriéiert ze ginn.

Elo muss een och nach soen - da sinn d'Froe vun de Suen, vun de Finanze ugeschwat ginn -, wann ech do elo Äntwerte ginn, da muss ech soen, ech ginn déi relativ approximativ, well et ass evident, datt elo déi éischt Suerg vun de Gesellschaften, vum Stat net war, de Calcul ze maachen. Déi éischt Suerg war elo emol ze kucken, datt mer all déi Rapatriementer kënnen effectuéieren an datt mer erëm eng Situatioun kënnen établéieren, wou Vole sech kënnen dérouléieren. Duerfir approximativ Zuelen, ohne Gewähr, wéi ee géif soen.

De Manque à gagner, dee bei der Luxair estiméiert gëtt, elo bis haut den Owend, deen dréit zwësche véier a sechs Milliounen Euro, ronn fënnef Milliounen Euro also Manque à gagner. De Coût fir d'Prise en charge quotidienne vun de Passagéier a fir d'Rapatriementer kann een op 350.000 Euro den Dag estiméieren. Dat sinn also déi ganz Rapatriementer plus d'Logementskäschten an esou weider an esou virun, déi eng Luxair iwwerhëlt. Dat muss een och soen. Den estiméierte Coût fir d'Charter-Operatiounen, dee läit bei ronn 1,2 Milliounen Euro. Also och do e substanzielle Präis.

Wann ech d'Cargolux kucken - also wierklech do och approximativ Zuelen -, da kann een do soen, datt de Manque à gagner bei der Cargolux ronn 2,5 Milliounen Dollar, dat heescht ronn zwou Milliounen Euro den Dag bedréit. Ech ginn elo net méi op d'Detailer an, mä et ass just fir lech approximativ déi Zuelen ze ginn.

Et ginn och vun de Gesellschaften all Effortë gemaach, fir d'Zréckkomme vun de Leit esou vill méi méiglech ze erliichteren. Vläicht just zwee oder dräi kleng Beispiller, mä et gëtt probéiert, un alles ze denken: lux-Airport huet zum Beispill och elo gesot, datt se selbstverständlech deene Leit, déi en retard kommen - déi méi spéit zréckkommen op Lëtzebuerg, wéi geplangt -, de Parking gratis geet virdrun, datt se och elo de Kiss & Fly op - mengen ech - dräi Stonnen étendéiert, well d'Wartezäiten um Flughafen einfach momentan net virausgesi ginn.

Also probéiere mer och bei de klengen Detailer dann ervirzekommen an am Fong all deene Leit, déi wierklech elo a Schwieregkeete waren, sou wäit wéi méiglech ze hëllefen.

Dann déi lescht Fro, dat war déi vun den europäeschen Aussoen elo, déi de Kommissär gemaach huet iwwert d'Hëllefe vum Stat. Do kann ech haut an dësem Moment nach näischt driwwer soen, well mer selbstverständlech nach net wëssen, wou mer mat deem Dossier dru sinn. Haut ass et emol drëm gaangen, all déi Froe vu Rapatriement, all déi praktesch Froen, déi sech am Dagdeegleche stellen, ze léisen, fir datt mer déi beschtens an de Grëff kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- An ech soen dem Nohaltegkeetsminister Merci fir déi komplett Äntwerten. An elo komme mer zu der Fro N°54 vum Här François Bausch, och nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Erofsetze vun der Vitesse op den Autobunnen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt de Minister froen, wéi en déi Situatioun gesäit an der Lorraine. Dir wësst, an der Lorraine ass den 1. Oktober 2009 op groussen Deeler vun den Autobunnen 110 als maximal Vitesse agefouert ginn. Dat aus zwee Grënn: éischtens, fir den Trafic méi fluid ze kréien, an zweetens - nach bal méi wichteg -, fir datt d'Sécherheet verbessert soll ginn op deenen Autobunnen. An engems ass och agefouert ginn, datt ee Poids-lourden iwwer 3,5 Tonnen net méi däerf iwwerhuelen.

Ech si souwisou der Meenung, datt bei eisem Autobunnsréseau e ganz groussen Deel dovunner eigentlech e Contournementsnetz ass. An dat wësse mer jo alleguerten - wann ech haaptsächlech kucken dat Stéck Sterpenich-Beetebuerg-Grenz, also Arel-Thionville, déi Autobunn -, datt déi och effektiv extrem staark belaascht ass, an engem ähnleche Sënn wéi d'Autobunn an der Lorraine, an datt een do vill Accidenter huet, well einfach op deenen iwwerbelaaschtene Stroossen ze vill héich Vitessë gefuer ginn. Respektiv, datt et och nach en zousätzleche Problem duerstellt, wa mer da bei de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg kommen, wou d'Problemer nach méi grouss gi mat deene villen Op- an Offahrten.

Dofir ass meng Fro un de Minister - et ass och elo esou, datt d'Préfecture vun der Moselle a Frankräich schonn e positive Bilan gezunn huet vun där Mesure -, ob d'Regierung gedenkt, hei zu Lëtzebuerg op en ähnleche Wee ze goen a mindestens op Deeler vun den Autobunnen - wann net souguer bei där do Autobunn fir dat ganzt Stéck - d'Vitesse op 110 km erofzesetzen?

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. An d'Wuert kritt elo nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, als éischt Äntwert wëll ech dem Här Bausch soen, datt mer jo deelweis schonn op eisen Autobunnen déi do zwou Moossnamen hunn. Éischtens: Wann et reent, hu mer eng automatesch Vitesse iwwert de Code de la route vun 110 km/h. Zweetens ass den Dépassement vu Camionen iwwer 3,5 Tonne ronderëm d'Stad actuellement och schonn op deene geféierlechen, sensibele Passage verbueden. Esou datt do schonn en Deel vun deem, wat Der elo gefrot hutt, ënner verschiddene Konditiounen um Autobunnsréseau vu Lëtzebuerg existéiert.

Mir kucke selbstverständlech déi franséisch Experienz no a wäerten och d'Konklusiounen, déi si doraus zéien, ganz genau analyséieren. Bis elo ass net dru geduecht, dat zu Lëtzebuerg anzeféieren. Ech soen awer hannendrun: Ech kucken awer gär, wat d'Resultater sinn, ier ech eng weider Ausso driwwer maachen.

Et muss ee just soen, et ass natierlech eng Differenz zwësche Lëtzebuerg a Frankräich momentan, an dat ass déi, datt Frankräich scho mat Radarsystemer équipéiert ass, déi et engem erlaben, déi Vitesse vun 110 dann op den Autobunnen och ze kontrolléieren. Mir hunn dat nach net. Ech ginn dovunner aus, datt mer dat 2012 och kréien. Wat eis da géif erlaben, an ähnleche Situatiounen och d'Kontroll vun deem, wat mer virschreiwen, ze maachen. Haut ass dat wesentlech méi schwéier.

En aneren Ënnerscheed ass deen: Wann een einfach kuckt, wou Sortien op franséischen Autobunne sinn, dann ass dat ronn all 30 Kilometer. Bei eis ass dat ganz oft op all dräi Kilometer, wou mer esou Sortien hunn. Wat dann haaptsächlech déi Fro vun de Camionen, déi nëmmen däerfen op enger Pist fueren, net ëmmer ganz evident mécht. Dat sinn technesch Schwieregkeeten, wou ee muss kucken, wéi ee se dann an de Grëff kritt.

Haut - wëll ech och nach soen - hu mer eng gewësse Flexibilitéit, fir d'Vitessen erofzesetzen, dann, wa mer se brauchen: op 50, 70, 90 kënne mer se erofsetze mam CITA-System. Dofir ass dee CITA-System och geduecht. Dat gëtt haut manuell gemaach, wann ee gesäit, datt de Verkéier esou dense op den Autobunnen ass, datt et besser ass, fir d'Vitesse erofzesetzen. Mir kënne se momentan net op 110 erofsetzen, well déi Schëlter - dat wësst der - vum CITA den 110 momentan net virgesinn. Dofir misste se zousätzlech équipéiert ginn.

Par contre si mer elo amgaang, e Computersystem op de CITA dropzesetzen, deen déi Gestioun vun dem Erofsetze vun de Vitessen ewechhëlt vu manuell an eng Aide à la décision informatique do gëtt. Dat heescht, datt all Kéiers, wann déi elektronesch Analys gemaach gëtt vum System oder vum Verkéier, datt dann den Opérateur vum CITA proposéiert kritt, fir de 90 respektiv de 70 respektiv de 50 anzestellen.

An elo musse mer kucken, ob mer bei enger nächster Etapp vum Équipement vum CITA dat mat den 110 Kilometer da mat eranhuelen oder net. Mä déi éischt Etapp, dat ass da selbstverständlech och d'Analys vun deem, wat se elo a Frankräich mat hiren Experienze maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Nohaltegkeetsminister. An da kéime mer elo zu der Fro N°55 vum Här Marc Angel, nach eng Kéier un den Här Nohaltegkeetsminister. Déi Kéier iwwert d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur iwwert de Kaméidi beim Flughafen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure commodo/incommodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, zënter Joren ass d'Situatioun um Flughafen Findel, wat d'Kommodoprozedur ugeet, net kloer. No jorelaangen Ausenanersetzungen huet virun ongefeier engem Joer, de 6. Abrëll 2009, en Uerteel vum Verwaltungsgeriicht dëst bestätegt a festgestallt, dass sech dat ganzt Flughafenareal enger neier Kommodoprozedur ënnerzéie muss. Och goufen d'Valeurs limites fir de Kaméidi vum Flugverkéier nach net festgesat.

Eng Rei vun Uerteeler vum Verwaltungsgeriicht zu dësen zwee Punkte setzen also d'Regierung ënner Handlungszwang. Dës Froe goufen och rezent nach eng Kéier vun enger grousser Lëtzebuerger Ëmweltorganisatioun an engem oppene Bréif un Iech opgeworf.

Här Minister, ech erlabe mer dofir, dräi kuerz a konkret Froen un Iech ze riichten:

Éischtens, wou sidd Der mam Dossier Kommodo fir de Flughafenareal drun? Zweetens, wéini ginn d'Valeurs limites fir de Kaméidi oder besser gesot de „Fluglärm" festgesat? An drëttens, et gëtt eng Commission aéroportuaire, wou all Acteure vum Findel awer och Vertrieder an Awunner vun den Nopeschgemengen deelhuelen. Ech bedaueren, dass dës Kommissioun säit engem Joer net méi zesummekomm ass, a froen Iech, wat d'Ursaach dofir ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Angel. An d'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, nach eng Kéier fir d'Wuert, an et ass net fir d'lescht, mengen ech.

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Här Angel géif ech dat hei soen: Effektiv huet d'Cour administrative um Datum vum 2. Abrëll 2009 statuéiert iwwert de Recours - dee sengerzäit géint d'Autorisatioun Kommodo-Inkommodo délivréiert gi war vum Ëmweltminister - vum 16. Mäerz 2007. D'Cour huet décidéiert, datt den Ëmweltminister, deen am Kader vun deem Kommodo-Inkommodo-Gesetz do gehandelt huet, net kompetent war, fir ze statuéieren iwwert d'Fro vun dem Kaméidi vun de Fligeren a Relatioun mam Lëtzebuerger Flughafen, an huet deklaréiert, datt déi Demande en annulation net fondéiert wär, sou datt de Flughafen op enger Autorisatioun Kommodo-Inkommodo, déi valabel ass, haut fonctionnéiert; éischte Punkt.

Zweete Punkt: D'Cour huet selbstverständlech awer och constatéiert, datt d'Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Transpositioun vun der Direktiv 2002/30/CE vum Europaparlament a vum Conseil vum 26. Mäerz 2002 relatif op den Établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées aux bruits dans les aéroports de la Communauté dem Transportminister d'Attributioune ginn huet, d'Kompetenz ginn huet, fir Décisiounen ze huele vun engem particulieren Typ, déi also d'Restriktioune vun der Exploitatioun en relation directe mat dem Flughafen uginn.

An en huet den Dossier virun de Regierungsrot envoyéiert, mat - an ech liesen dat vir -, Zitatioun: «…en vue de la fixation par l'autorité compétente, compte tenu des préalables requis, des conditions d'exploitation non comprises dans la décision ministérielle déférée devant s'analyser en mesures relatives à la gestion du bruit des aéronefs lié à l'aéroport de Luxembourg…»

Fir dat Jugement ze exekutéieren an deene Remarquen u sech Rechnung ze droen, wëllt dee Projet de plan d'action de bruit aéroportuaire, deen amgaang ginn ass auszeschaffen, a wou an enger éischter Etapp eng Enquête publique gemaach ginn ass a wou probéiert elo och gëtt, all déi Remarquen, déi an der Enquête publique gemaach gi sinn, an dee Plang mat ze integréieren, elo dee Plang och komplettéiert géif gi par rapport um Gesetz vun 2007, fir doranner ze determinéieren, d'Objectifs environnementaux an d'Restriktiounen, déi aus deenen Objectifen erauskommen. Dat ass also dat, wat elo amgaang ze geschéien ass.

Effektiv huet d'Gesetz vum August 2007, dat seet, datt d'Introduktioun vu Restriktiounsmesuren, déi selbstverständlech ewech ginn iwwert d'Interdictioun vun de Vols de nuit, kënne vum Minister nëmmen dann décidéiert sinn, wa se sech justifiéiere par rapport zu den Ëmweltobjektiver, déi definéiert gi sinn.

An dofir muss och hei, wa mer dat maachen, eng sougenannten Approche équilibrée gemaach ginn, wou de Minister verschiddene Saache Rechnung dréit. Éischtens dem Impakt selbstverständlech vun deene Moossnamen; zweetens den Informatiounen, déi en notamment iwwert d'Cartographie du bruit caractéristique propre de l'aéroport kritt huet; an drëttens och d'Coûten an den Avantagë vun deene verschiddene Moossnamen.

Dat ass d'Situatioun vun haut. Do ass also amgaang dru geschafft ze ginn an ech ginn dovunner aus, datt mer dee Plang ganz kuerzfristeg an deenen nächste Wochen oder an den nächsten Deeg souguer kënnen an de Regierungsrot weiderginn.

Déi Commission consultative aéroportuaire, déi ass elo an der leschter Zäit effektiv net zesummekomm, wäert awer selbstverständlech kuerzfristeg zesummekommen, soubal dee Plang fäerdeg ass, well e muss selbstverständlech där Kommissioun do och soumettéiert ginn.

An als lescht Information soen ech, datt mer och, wéinst aller Transparenz a fir allen Diskussiounen aus dem Wee ze goen, d'Presidenz vun där Kommissioun gewiesselt hunn. An zwar wäert et net méi e Représentant vum Transportministère, mä e Représentant vum Ëmweltministère sinn, deen an Zukunft déi do Présidence wäert iwwerhuelen. Ech mengen, dat dréit och zur Serenitéit vun deene ganzen Diskussioune bäi. Déi ganz Operatiounen, déi ginn en concertation zwëschent dem Transportdepartement engersäits an dem Ëmweltdepartement anerersäits gemaach.

Merci.

M. le Président.- Merci nach eng Kéier dem Här Nohaltegkeetsminister. An da komme mer elo zu der Fro N°56 vum Här Fernand Kartheiser, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister - déi Kéier ass et awer déi lescht Fro un hien -, iwwert d'Tariffer am öffentlechen Transport. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, no der Grënnung vun der AHL wor et eng vun hiren alleréischten Interventiounen, fir am Transportministère derfir ze plädéieren, datt déi Persounen, déi net d'Garde vun hire Kanner hunn, mä hiert Besuchsrecht exercéieren, kënnen déiselwecht Reduktiounen am öffentlechen Transport kréie wéi déi Elteren, déi mat hire Kanner ënnerwee sinn an déi d'Garde vun hire Kanner hunn.

Dat bezitt sech besonnesch op déi sougenannte Familles nombreuses, also op Famillje mat op d'mannst dräi Kanner. Mir kruten och no enger gewësser Méi Versprieche gemaach a mir hunn och kënne constatéieren, datt et no enger gewësser Zäit zu Verbesserunge koum.

E Lieserbréif, deen d'lescht Woch a verschiddenen Zeitunge publizéiert gouf, weist awer, datt d'Formulären an déi entspriechend Virschréften nach ëmmer net offiziell geännert goufen. Nach ëmmer schéngt op de Formulären ze stoen, datt just nëmmen deen, deen d'Garde vun de Kanner huet, kann an de Genoss vun deene Vergënschtegunge fir Famillje mat méi Kanner kommen.

Meng Fro un den Här Minister Wiseler ass, ob hien net mengt, datt et héich Zäit wier, fir do Kloerheet ze schafen an och fir Gerechtegkeet bei den Tariffer am öffentlechen Transport ze suergen an d'Diskriminatioune vun deene getrenntliewenden oder gescheetene Mammen a Pappen, déi d'Garde vun hire Kanner net hunn, ofzeschafen?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet elo erëm den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, den Artikel 6 vum Gesetz vum 12. Juli 2007 iwwert d'Tariffen an dem öffentlechen Transport, dee gesäit vir, ech liesen dat of: «Les membres des familles nombreuses ayant ou ayant eu à un moment donné trois enfants et plus à leur charge dont au moins un enfant donne encore droit à l'allocation familiale bénéficient d'un abonnement réseau à tarif réduit mensuel ou annuel.»

Dat ass u sech d'Situatioun. Dat heescht, wat geschitt, dat ass, datt kontrolléiert gëtt, fir esou en Abonnement ze kréien, datt d'Administration communale certifiéiert, datt u sech och déi Allocations familiales dues sinn an un déi Persoun verséiert ginn. Dat ass d'Situatioun, esou wéi se am Prinzip reglementaresch och elo ass.

Et ass am Prinzip och ëmmer esou gewiescht an deene leschte Joren, datt, wann an engem Kader vun enger Separatioun, enger Scheedung krut deejéinegen, deen d'Charge vun de Kanner hat, och d'Méiglechkeet, fir e reduzéierten Tarif an dem öffentlechen Transport ze kréien. Haut ass et esou, wou heiansdo d'Allocations familiales och gedeelt ginn, datt et och méiglech ass, wann een dat kann noweisen, och schonn do zweemol deen Tarif ze ginn.

Et ass mer awer och evident, datt déi Cartes de légitimation familles nombreuses, wann ee se wëllt och un deen anere Partner, deen net onbedéngt Allocations familiales kritt, ginn. An ech mengen, datt een dat soll maachen. Da muss een och d'Reglement esou änneren, datt e kloer an däitlech eng Situatioun schaaft, datt mer och keng Diskussioune kréien.

Wat feelt a wat ee muss elo determinéieren, dat ass, wat fir eng Formalitéit muss gemaach ginn, fir datt mer och kloer an däitlech wëssen, datt mer där Persoun, déi zwar d'Kanner dann net en charge huet, déi also keng Allocations familiales kritt, mä awer selbstverständlech sech heiansdo kann dorëmmer bekëmmeren, fir datt déi och an de Benefiss kënnt.

Ech hunn dofir gefrot, datt d'Commission des tarifs, déi an deenen nächsten Deeg zesummekënnt, deen do Problem nach eng Kéier op de Leescht hëlt, datt se determinéiert, vu wat fir engem Typ vu Pabeier, Certificat mer da musse kënne benefissiéieren, fir dat och iergendzwousch nozeweisen, an datt mer dann den Artikel 6 vum Règlement ministériel vum 12. Juni 2007 an deem Sënn ëmänneren. Ech hätt gär dann, wa mer dat maachen - ech mengen, mer sollen et maachen -, wa mer dat elo richteg fäerdeg bréngen, och eng propper reglementaresch a juristesch Situatioun fir op dee Wee ze goen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dann haut fir d'lescht dem Här Nohaltegkeetsminister. An elo komme mer zur leschter Fro fir haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°57 vum Här André Bauler un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Preventioun vun Amokleef an de Schoulen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt der Madame Éducatiounsministesch e puer Froen am Kontext vun der Preventioun vun Amokleef an eise Schoule stellen.

A Schoulen am Ausland ass et an deene leschte Joren zu deelweis immens dramateschen Amokleef komm. Als Beispill wëll ech hei just Winnenden uféieren, wou den 11. Mäerz 2009 ee 17 Joer ale Schüler fir d'éischt 15 Mënschen an duerno sech selwer ëmbruecht huet.

Och zu Lëtzebuerg hate mer ähnlech, wann och glécklecherweis wesentlech manner tragesch Zwëschefäll a verschiddene Lycée, wou Schüler en Amoklaf ugekënnegt haten.

Duerfir wollt ech d'Madame Delvaux Folgendes froen: Wat fir preventiv Mesurë goufen an deene leschte Joren ausgeschafft, fir esou dramatesch Situatiounen an eise Schoulen ze verhënneren? Gëtt et vum Ministère aus an dësem Kontext eng Kooperatioun mat der Police, dem Parquet oder anere Servicer? Goufen Noutfallpläng ausgeschafft am Fall, wou et zu engem Amoklaf an enger Schoul géif kommen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. An elo kritt d'Wuert d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vum Här Bauler, dat ass eigentlech déiselwecht wéi déi, déi den Här Adam am November 2009 gestallt huet, an déi ass och deemools als schréftlech Question parlementaire beäntwert ginn.

D'Änwert op d'Froen ass also, dass mer - jo - Mesurë geholl hunn, dass mer mat der Police zesummeschaffen, dass Gott sei Dank bis elo zu Lëtzebuerg ëmmer falschen Alarm war, dass awer all Kéier, wou falschen Alarm an der Schoul war, de Parquet ageschalt ginn ass.

Wat nei ass, et ass an der Zwëschenzäit am September d'lescht Joer en Exercice duerchgefouert ginn an enger Privatschoul zu Lëtzebuerg, enger internationaler Schoul, wou d'Lëtzebuerger Police derbäi war, wou simuléiert ginn ass, wat géif geschéien, wann de Fall géif antrieden. Dorauser hunn d'Police an d'Schoul Konklusioune gezunn. Déi sinn alleguerten dem Collège des directeurs virgestallt ginn. An hei ass en „Merkblatt für Schulen", wat och ausgeschafft ginn ass fir also alleguerten d'Schoulen, dass se dat zur Verfügung hunn, wann de Fall géif antrieden; wat ech awer net hoffen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. Domadder wäre mer um Enn vun de Froen. Mä vu datt d'Madame Brasseur virdrun nach eng Kéier wollt op déi Fro zréckkommen an den zoustännege Minister och bereet ass, dorobber ze äntwerten, géif ech dann elo nach eng Kéier der Madame Brasseur d'Wuert ginn.

- Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles à pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Onst Reglement gesäit vir, dass d'Regierung sollt bannent engem Mount äntwerten. Ech hat meng Fro de 7. Dezember gestallt. Bis haut hat ech nach ëmmer keng Äntwert. A wéi ech déi Fro elo grad am Plenum hei opgeworf hunn, dat wor Véierel op dräi, dunn hat ech nach ëmmer keng Äntwert. An elo - an do wëll ech ënnersträichen, wéi effikass ons Regierung ass - um 15 Auer 22 ass e Fax erakomm mat der Äntwert.

Une voix.- Ooohhh!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dat ass awer geschitt op Interventioun vun onsem Secrétaire général, deen nogefrot huet, firwat déi Äntwert nach ëmmer net komm wär. Also, wëll ech, Här President, dem Secrétaire général vun der Chamber Merci soe fir seng Interventioun.

Wann ech déi Fro hei awer wëll évoquéieren, huet dat och wierklech mam Zäitpunkt vun elo ze dinn. Mir probéieren, de Vëlo als Mobilitéitsmëttel ëmmer méi ze promouvéieren, an et gëtt Leit opgrond vun der Topographie, wou se wunnen, oder opgrond vun hirer kierperlecher Verfaassung, déi e Vëlo brauchen, wou se duerch e Moteur assistéiert ginn. Dee Moteur fiert awer net vun eleng, et muss een also scho pedalléieren. D'Maximalvitesse si 25 Kilometer an der Stonn.

Elo ass et awer net wéi en normale Vëlo ze considéréieren, well de Code de la route virgesäit, dass een eng Certificatioun vu Sandweiler brauch. Et muss een de Vëlo umellen. Jee no Modell muss ee souguer mam Vëlo bis op Sandweiler goen, wat fir Leit, déi wierklech op de Vëlo wëllen ëmklammen awer en Empêchement ass, well se déi Tracasserien net wëlle mat a Kaf huelen.

D'Äntwert, déi ech zwar krut, wor, wou de Minister da schreift - wann ech dat ka virwechhuelen -: „Jo, dat wär wéinst der Sécuritéit vum Utilisateur, dass déi Vëloen och alle Sécherheetsmoossname géifen entspriechen."

Ech muss Iech soen, Här Minister, mir wäerte jo awer dann net dozou kommen, dass all normale Vëlo, deen och kéint Sécherheetsmängel opweisen, sief et bei de Bremsen, sief et bei der Gawel, och nach misst e Certificat kréien.

An ech wär wierklech frou, wann déi Contrainte hei net misst kommen, well esou kéinte mer de Vëlo als Mobilitéitsmëttel promouvéieren, wat sécher och am Sënn vum Nohaltegkeetsminister ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. An da kritt awer elo nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Och hei eng kuerz Äntwert op d'Fro vun der Madame Brasseur. Fir d'éischt eng Entschëllegung, datt déi Äntwert hei ze spéit komm ass. Et waren eng Rei Diskussiouen, déi ech nach wollt, hu misse féieren, ier ech déi Äntwert hei erausginn hunn. Par ailleurs war se ënnerwee, dat heescht, mir hu se viru leschten Donneschdeg, mengen ech, iergendzwouch erausgeschéckt, a se hätt awer missen och um normale Wee an der Chamber an deenen nächste Stonne kommen. Dir krut se elo dank dem Här Frieseisen e puer Minutte méi frëi.

Fir awer elo op d'Fro ze äntwerten. Do ass et effektiv esou, datt d'Réglement granducal vum 18. Oktober 2006 just nei agefouert huet, datt eng Prozedur d'enregistrement fir eng Rei Véhiculë misst gemaach ginn, déi normalerweis net enger Immatriculatioun ënnerleien, mä déi awer dee Certificat misste kréien.

Firwat? Mä richteg, wéi Der gesot hutt, fir ze assuréieren, datt déi Véhiculen also op jidde Fall géifen deene Reglementer entspriechen, deene se mussen entspriechen, fir keng Immatriculatioun ze gebrauchen.

Et ass also effektiv hei an deene Froen 2006 eng Sécherheetsfro opgeworf ginn, fir dee Phenomeen do ze erklären. Ech huelen d'Geschicht fir d'éischt. Ech kommen duerno zu de Konklusiounen, déi ech draus zéien.

Elo gëtt gelaacht a gesot: Mä déi Vëloen hu jo nëmme 25 Kilometer, wat gitt Der dann do sichen? Déi kënne jo net méi schnell fueren. Mä et ass genau dat, wat jo gekuckt gëtt: ob se dann a sech konform sinn zu deene Reglementer, déi hinnen et net erlaben, méi schnell ze fueren. Well mir wësse jo awer och, wéi d'Tentatioun heiansdo grouss ass, fir wann een esou Véhiculen huet, fir dann och ze kucken, datt een de Maximum dorauser eraus kritt, fir se ze drécken.

Une voix.- Da muss all Vëlo kontrolléiert ginn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An dofir waren och sengerzäit déi Kontrollen agefouert ginn. Ech erkläre just, wéi d'Situatioun momentan ass.

An dofir, well dat awer natierlech evident ass, datt et administrativ extrem schwiereg ass, fir mat deene Vëloen op Sandweiler ze fueren, bei all eenzelnem Vëlo, ass schonn an deem Sënn eng Procédure simplifiée agefouert ginn. Dat heescht, datt u sech, wann esou e Vëlo importéiert gëtt, oder wann e Modell importéiert gëtt, den Importateur oder de Verkeefer just muss dohinner goe mat engem Modell, fir eng Agréatioun vun der SNCT ze kréien, esou datt de Prototyp ab initio schonn ugeholl gëtt, an dee Moment och, wann e kaf gëtt, net méi brauch individuell op Sandweiler ze goen.

Dat huet et dann esou wäit bruecht, datt mer elo grosso modo mat 85% vun deem do Typ vu Vëloen, déi also fir eng Agréatioun ab initio net méi brauchen op Sandweiler ze goen, mä just eng Umeldung musse maachen, wou ee sech net muss déplacéieren.

De Präis - dat hat Der och an Ärer Question parlementaire gefrot -, deen ass 20 Euro fir fënnef Joer, véier Euro d'Joer, wéinst den administrative Fraisen; ass mer vun der SNCT erkläert ginn.

Wéi gesot, dat Ganzt, dat ass u sech, fir ze kontrolléieren, datt all déi Obligatiounen, déi am Code de la route fir déi Véhiculë virgeschriwwe sinn, och an der Realitéit agehale ginn.

Ech hunn awer och verstanen… Also, ech si jo am Fong därselwechter Meenung, datt mer de Vëlo esou vill mussen drécke wéi méiglech, net nëmmen am Sënn, datt mer an d'Pedalle mussen drécken, mä och datt mer e mussen ënnerstëtzen, datt mer der Mobilité douce hei esou vill Chancë wéi méiglech ginn. Dofir hunn ech nach eng Kéier d'SNCT gefrot, si soll an deenen nächste Wochen nach eng Kéier vérifiéieren, ob eng Simplificatioun vun deene Prozeduren oder d'Nécessitéit vun deene Prozedure gi wär respektiv net nach eng zousätzlech Simplificatioun méiglech wär. An ech wäert mat den Autoritéite vun der SNCT nach eng Kéier doriwwer diskutéieren, fir ze kucken, wat nach zousätzlech ze maachen ass.

Ech hätt gär op där enger Säit d'Securitéit trotzdeem assuréiert, an op där anerer Säit awer esou, datt keng ze vill grouss administrativ Hürde fir deen do Typ vu Vëlo ufalen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Elo kéime mer dann zu der Question avec débat N°10 vun der Madame Claudia Dall'Agnol, déi awer leider Gottes wéinst de Problemer vun den Äschewolleken nach am Moment zu Barcelona hänkt an dofir hire Kolleeg Claude Haagen déi Fro da wäert stellen.

Ier mer awer elo derzou kommen, wëllt ech nach eng Kéier drun erënneren, datt mer och nach eng Interpellatioun vum Här Gast Gibéryen iwwert deeselwechten Thema virleien hunn. An no Récksprooch mam zoustännege Minister, dem Här Jean-Marie Halsdorf, gëtt dës Interpellatioun elo, soubal déi éischt Resultater vun den agesatenen Expertë virleien, geholl. Dëst schéngt viraussiichtlech Enn Juni, uganks Juli oder spéitstens direkt bei der Rentrée parlementaire de Fall ze sinn.

Mir kéimen dann elo zu der Question avec débat. Den Auteur vun der Questioun huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro. An no der Äntwert vum Minister sinn d'Zousatzfroe virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Haagen, en remplacement vun der Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

6. Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours

M. Claude Haagen *(LSAP), remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol.-* Merci, Här President. Ech wäert dann och probéieren, d'Madame Claudia Dall'Agnol ze ersetzen, och wann ech dat wahrscheinlech kaum fäerdeg bréngen.

(Interruption)

Et gesäit een, de Rapatriement fonctionnéiert net ëmmer.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, stellt Iech vir, de Piipsert geet an et kënnt keen.

(Interruption)

Dat, Dir Dammen an Dir Häre, wäert an Zukunft ëmmer méi de Fall sinn, well eng ganz Rei Centre-de-secoursen a Pompjeescorpsen elo schonns Problemer hunn, während den Zäiten, wou si bénévole schaffen, den Déngscht ze garantéieren. De Buergermeeschter ass awer responsabel fir d'Sécherheet vum Bierger op sengem Gemengenterrain. Beim Pompjeescorps ass d'Gemeng responsabel fir hir Équipe. Dat heescht, wann elo en anere Corps op den Terrain kënnt, well een Zenter net genuch Leit huet, dann ass automatesch och dee Buergermeeschter, deem de Corps ënnerstallt ass, responsabel.

D'Fro ass, ob dat gutt ass, ob et gewosst a gewollt ass an ob den 112 iwwerhaapt dierf ee Gemengeservice vun enger Gemeng an déi aner schécken. Dës Feststellungen eleng missten eigentlech all d'Députés-maires a Gemengepolitiker, an där hu mer jo genuch heibannen, an och de Ministre de tutelle, e war jo och eemol Buergermeeschter, duergoen, fir datt an dësem Domän esou séier wéi méiglech eppes Konkretes geschitt.

Fakt ass jo och, datt zënter dem 1. Februar dëst Joer landeswäit haaptamtlech Rettungsdéngschter am Asaz sinn, an dat a verschiddenen Asazzentren. Dëst ass awer a villen Hisiichten nëmmen eng Drëps op de waarme Steen, oder fir beim Thema ze bleiwen, mir spillen hei Pompjee fir eng Situatioun, déi all Moment kann implodéieren. Implodéieren, well momentan net méi genuch Leit zur Verfügung stinn, déi dësen Déngscht bénévole 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen Deeg iwwerhuelen.

Ënnerschiddlech sinn och d'Reaktiounen op d'Astellunge vun deenen 13 Leit. D'Verwaltung vun den Hëllefsdéngschter seet, datt se keng Onzefriddenheet op dës Décisioun hin ausgemaach hunn; ze liesen am „Wort" vum 1. Februar. Wann een awer mat de Leit an de Responsabele vun den Asazzentre schwätzt, dann héiert dat sech ganz aneschters un.

Et sinn duerch dës Leit, déi aus de Reie vun de Rettungsdéngschter rekrutéiert gi sinn, nei Lächer opgaangen. Et wor och gemengt ginn, d'Opwäertung vun de Bénévolë géif de paire goe mam Astelle vun de Professionellen. Deem ass awer net esou gewiescht, an déi Bénévole ginn ëmmer an ëmmer erëm vertréischt. Et si souguer Demissiounen ze verzeechne gewiescht, déi net op d'Tatsaach zréckzeféiere sinn, datt elo haaptamtlech Acteuren zur Verfügung stinn, mä datt am Géigenzuch nach ëmmer näischt geschitt ass, fir déi dausend Bénévolen ze valoriséieren, déi jo am Fong genau déiselwecht Basis hunn, wéi déi Leit, déi elo den Déngscht professionell maachen.

Dëst ass grave, ganz grave. A wann ee weess, datt mer net genuch Leit hunn an datt, wann d'Leit bis aus dem System eraus sinn, et ganz schwéier ass, se erëm eng Kéier nei ze motivéieren, da gëllt et also déi Leit, déi nach all Dag hiren Déngscht maachen, bei der Staang ze halen.

Dofir, Här Minister, meng konkret Froen: Wéini kënnt ee kloert a konkret Signal vun der Regierung un all d'Leit vum Rettungsdéngscht, datt mir elo an an Zukunft op se zielen, bis weider Mesurë respektiv eng Reform vum System endlech a Musek ëmgesat ass?

Bei der Opwäertung an dem Encadrement vun deene Fräiwëllege schwätze mir sécherlech vu Suen, awer net nëmmen. D'Virschléi vum Comité des sages an deenen eenzelne Responsabele vun den Zentre gëtt et der jo méi wéi genuch, zum Beispill och dee vun engem Congé cadre hebdomadaire vun enger Unzuel Stonnen, déi also de Chef de centre an de Chef de groupe souwéi hiren Adjointen d'Méiglechkeete géife bidden, och déi administrativ Tâchen, déi mat hirer Aufgab verbonne sinn, ze bewältegen.

De Minister kennt sécherlech all hir Virschléi. En huet och méi Riedezäit wéi ech, fir drop anzegoen. An dofir meng zweet konkret Fro: Wat fir Méiglechkeete gesäit hien an noer Zukunft, fir de Rettungsdéngscht - kéint ee bal soen - ze retten? A wéi ass den Timing vun esou Mesuren?

Déi drëtt Fro: Wéi wäit sinn déi ausländnesch Experten, déi Dir mat der Bestandsopnahm beoptraagt hutt? Wichteg wär et awer och, emol iwwert d'Qualitéit vum Service nozedenken a kritesch ze hannerfroen.

Och iwwert déi sougenannten „Hilfsfrist" muss ee sech ënnerhalen. Dat heescht, wéi laang een däerf brauchen, fir op d'Plaz vum Asaz ze kommen. Déi Diskussioun ass sécherlech néideg. Dëst net wéinst dem Prozess op der Musel, mä dëst, well mir wëssen, datt, wann d'Ziffere vun de Bénévolë weider ofhëlt, et och derzou ka kommen, datt d'Ufahrtszäit vun deemjéinegen, deen den Déngscht iwwerhëlt, ka méi laang ginn.

Et bleiwen also nach vill Froen op, zum Beispill déi vum Beruffsbild vun enger Carrière vum Ambulancier, der Ausbildung, der Hierarchie, der Responsabilitéit an engem Statut tout court. Mä mir mussen am Moment Pompjee spillen an d'Lächer stoppen, ier mer hei iwwerhaapt weider kënne kommen, och wann eng global Reform net däerf an de Vergiess geroden a séier soll op d'Schinne gesat ginn, fir dann net nach weider kostbar Zäit ze verléieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Haagen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf, wann ech gelift.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien, Här Haagen!

M. Claude Haagen *(LSAP), remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol.-* Merci.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen dem Här Haagen, dee jo fir d'Madame Dall'Agnol geschwat huet, seng Bedenken. An ech weess gradesou gutt wéi mäi Virgänger schonn, dass e Problem ass mat der Disponibilitéit hei zu Lëtzebuerg am Rettungswiesen, am Speziellen am Ambulanzewiesen.

Duerfir, déi Diskussioune si schonn ähnlech gelaf beim Gesetz vun 2004, just duerno ass d'Situatioun nach méi grave ginn. Esou dass ech mech kann erënneren, dass ech an de Joren 2004 an 2005 scho vun der Direktioun vun der Administration des services de secours e Konzept virgeluecht kritt hunn, dat ebe justement an déi Richtung geet, wou mer elo schaffen, wou mer jo elo - zwielef plus een - 13 Leit agestallt hunn an dat jo Null ass, ass fir déi vill Froen, déi elo opgeworf ginn. E Konzept, dat soll mëttel- bis laangfristeg bis 60 Leit professionaliséieren oder professionell astellen hei zu Lëtzebuerg.

Ech erënnere mech awer och 2006, dass déck Streidereie waren zwëschent deenen engen an deenen aneren. Déi eng hu gemengt, si kéinten e Sauvetage maachen, déi aner net. An ech si frou, dass mer aus där Diskussioun eraus sinn. A vill méi frou sinn ech nach, dass mer 2008 am Fong geholl an der Regierung décidéiert hunn, dass mer de Bénévolat am Beräich vum Rettungswiesen - wat jo e Bénévolat ass, deen anescht gestréckt ass wéi deen normale Bénévolat, well et eng Mission obligatoire ass vun de Gemengen - och esou sollte considéréieren an no Léisunge kucken.

Ech kann also nëmme soen, iwwert déi lescht Joren hat ech eng konsequent Haltung a mer sinn esou wäit, wéi mer nach ni waren. Ech hat dat scho virun e puer Méint gesot, an ech soen dat haut nach eng Kéier.

Et muss eng Bewosstsinnserweiderung komme bei de Leit um Terrain. Déi ass do. Mir mussen déi Blocagen ewechkréien, déi et ginn ass. Et gëtt der ëmmer manner. Mir mussen also kucken, dass mer Richtung ee System schaffen. An dat ass jo elo dat. An et ass dat, wat mer vill Freed mécht, dass d'Leit um Terrain elo iwwerzeegt sinn, dass mer ee Rettungswiese brauchen an net wéi fréier, nach 2004, wou mer d'Gesetz gestëmmt hunn, wou jiddweree gemengt huet, d'Pompjeeë mussen dat eent maachen an d'Protection civile muss dat anert maachen.

An net méi spéit wéi beim „kick off meeting" am September 2009 waren d'Acteuren alleguerten där Meenung: Eng Reform muss kommen. A schonn am Regierungsprogramm, dee mer jo elo exekutéiere sollen, steet dran, dass schnellstens muss - d'urgence, géif ech soen - eng Reform gemaach ginn, fir den Erausfuerderunge vun engem moderne Rettungswiese gerecht ze ginn.

Mä elo ass et hei wéi esou oft: Deenen enge geet et ze séier an deenen anere geet et net séier genuch. Duerfir meckeren déi eng esou an déi aner meckeren anescht. Mä d'Tatsaach ass - ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen -, mir hunn den 1. Februar elo dëst Joer zwielef Leit agestallt a mir hunn nach een am Joer 2009 agestallt, dass mer also 13 Professioneller um Terrain hunn.

An dat, wat mer do gemaach hunn, dat ass just d'LäcHER stoppen! Dat ass eng éischt, géif ech soen, Mesure d'urgence. An dat geet sécherlech net duer, fir all d'Problemer, déi mer hunn, ze léisen. An eng Reform kënne mer nëmmen an de Grëff kréien, wa mer am Fong geholl dat als Package, als Ganzt uginn, net polemesch, mä wa méiglech sachlech am Intérêt vun der Saach.

A vill Leit mengen, elo hätt ech direkt och missen eng Valorisatioun oder eng Indemnisatioun brénge vun de Bénévolen, wat ech och eng Kéier an enger Question parlementaire ugedeit hat. Mä ech hunn déi Saach eng Kéier ganz analyséiert an ech sinn zur Konklusioun komm, et mécht nëmme Sënn, wa mer global a konsequent a kohärent virginn.

An eppes soen ech: Déi Valorisatioun, déi Indemnisatioun, déi kënnt. Et si scho Suen am Budget vun 2011 virgesinn, dee mer elo wäerten deemnächst diskutéieren. An och de Budget 2010 gëtt eis d'Méiglechkeeten, an déi Richtung ze goen.

Gutt, et sinn zwielef nei Leit agestallt ginn, an da musse mer eis unenee gewinnen, déi Bénévole an déi aner. Mir sollten deenen elo emol eng Chance ginn. Ech hu mech och informéiert, a villen Zentre gëtt et eng gutt Kollaboratioun. Si sinn zefridden. Et ginn awer och Zentren, géif ech soen, déi jalous sinn op aner Zentren, wou da gesot gëtt: Jo, mä déi hunn ee Professionellen do sëtzen an den Nopeschzenter huet keen, a mir hunn awer déiselwecht Problemer.

Duerfir hu mer jo schonn déi 13 Leit iwwert d'Land verdeelt. Mir hunn der op Esch gesat, mir hunn der op Diddeleng gesat, mir hunn der op Ettelbréck gesat, et kommen der an d'Base nationale op Lëntgen, et kommen der op Mertert-Waasserbëlleg. Dat ass am Fong geholl schonn am Esprit vun där Reform, déi mer wëlle maachen. Mir hunn natierlech keng an d'Stad gesat, well d'Stad huet professionell Pompjeeën.

Ech géif och dem Stater Buergermeeschter sengem Schäffen- a Gemengerot soen, e soll roueg bleiwen. Well ech hunn de Moien héieren, si géifen elo gläich keng Pompjeeë méi op aner Gemenge schécke wéi d'Stad Lëtzebuerg, well se keng Unerkennung géife kréien, keng Sue géife kréien an alles.

Ech wëll hinne just Folgendes soen: Éischtens hunn ech hinne virun e puer Wochen eng Millioun gi fir den Rond-point Glück. Dat hu se och an der Press gemellt, dat ass och gutt esou. Mir wäerten och weider Léisunge fannen am Intérêt vun eisem Rettungswiesen an am Intérêt och vun eisem Pompjeeswiese vun der Stad Lëtzebuerg. D'ailleurs kritt d'Stad Lëtzebuerg och extra Suen iwwert de Budget, well se eng Capitale sinn a well se verschidden Aufgaben hunn. Mir sollten dat also gemittlech ugoen an net ufänken, elo jiddwereen a sengem Eck ze jäitzen. Mir sollten also kucken, roueg ze bleiwen an d'Zukunft virzebereede vun dësem wichtege Beräich, deen eben eist Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg ass.

(Interruption)

Gutt. Ech hu gesot, op där enger Säit hu mer da fir d'Zukunft déi Fräiwëlleg an op där anerer Säit hu mer natierlech déi Professionell. Dat ass eng Cohabitatioun, déi ass nei. Dat gi Konflikter. Wou Mënsche sinn, do mënschelt et.

An eppes kann ech awer kloer an däitlech soen: Generell gëtt et keng Problemer tëschent de Professionellen an de Bénévolen. Déi Fräiwëlleg an Zukunft, déi wäerte bleiwen, well mir mussen eis als Haaptstäip weider op déi Fräiwëlleg baséieren. Si wäerten en neie Statut kréien, deen och kontraktuell mat enger Indemniséierung oder mat enger Valorisatioun wäert verbonne sinn. An déi Professionell wäerten och hire Statut kréien. Also d'Visioun, wéi dat soll weidergoen, ass kloer.

Gradesou kloer ass fir mech, an dat kann ech haut scho soen, och an enger Question avec débat, dass mer an Zukunft wäerten eng Coresponsabilitéit kréien am Beräich vum Rettungswiesen: d'Gemengen an de Stat. Do gëtt sécherlech eng grouss Erausfuerderung, déi Interface nei ze façonnéieren, well wa mer dat wëllen national kucken, iwwert d'Grenze vun de Gemengen eraus kucken, regional kucken, kommen nei Erausfuerderungen. A mer mussen do eppes maachen, well d'Gesetz vun 2004, dat funktionéiert net optimal.

Dofir hu mer jo déi Expertë komme gelooss: den Här Maurer aus dem Haut-Rhin, den Här Molitor vu Bonn an den Här Goerens, e Lëtzebuerger Expert, déi eng Bestandsopnahm maache vum System. Net fir eis ze soen, datt et net klappt, well dat wësse mir, mä dass si de System besser kenne léieren, dass se kënnen onbefaangen, ouni A-priorië Léisunge sichen, Äntwerte sichen, well den Här Maurer huet de System am Haut-Rhin, deen ähnlech gestréckt ass, och eng rural Géigend mat Colmar als Haaptstad, deen ähnlech opgebaut ass mat enger Vergaangenheet och, wou am Fong geholl vill Pompjeescorpsen derhier sinn. Dat kann een net eent zu eent ëmsetzen hei zu Lëtzebuerg. Dofir musse mer Erfahrungswäerter hunn. A si sinn amgaang, gutt ze schaffen. A si wäerten éischt Konklusiounen, Juni-Juli wäerte mer den éischte Rapport kréien. An da wäerte mer e Kader setzen. An ech freeë mech, ech soen dat éierlech, ech freeë mech hei an d'Chamber ze kommen, mat lech kontrovers a proaktiv ze diskutéieren am Kader vun der Interpellatioun vum Här Gibéryen, oder mer kënne souguer, wann Der wëllt, en Débat d'orientation maachen, dass déi Iddien, déi kommen, dass mer versichen déi ebe beschtméiglech ëmzesetzen, well mir brauchen eng proaktiv Haltung. Mir brauche Leit, déi un engem Strang zéien, soss kréie mer d'Rettungswiesen net hei zu Lëtzebuerg organiséiert.

An dat ass am Fong geholl déi Haaptaufgabestellung, déi ech mer am Beräich vum Rettungswiese gemaach hunn: zesumme positiv dat Ganzt begleeden, Léisunge sichen. Dofir den nächste Rendez-vous hei fréistens virun der Summervakanz a spéitstens bei der Rentrée, fir dann eben déi Konklusiounen, déi d'Experten zéie wäerten, fir doraus eben dann eis eng Démarche ze ginn, eng Démarche, déi soll esou sinn, dass mer d'nächst Joer kënnen en zweete Rapport maachen, a wa méiglech d'nächst Joer schonn e Projet de loi kënnen déposéieren, fir nach an dëser Legisla-

turperiod, esou wéi de Regierungsprogramm dat virgesäit, en neit Gesetz ze hunn, mat engem performanten eenzege Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg, wou deen Eenzelnen am Bénévolat an dee Professionellen déi néideg Unerkennung fanne vun hirer Gesellschaft a vun hire Biergerinnen a Bierger.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Wëllt den Här Haagen nach eng Kéier d'Wuert ergräifen? Jo.

M. Claude Haagen *(LSAP), remplaçant Mme Claudia Dall'Agnol.*- Ech wollt just eng kleng Zwëschefro nach stellen, oder nach eng Fro. Et ass ganz einfach, wat d'Responsabilitéit ugeet vun de Buergermeeschteren, déi jo responsabel si fir de Pompjeescorps, wann en Asaz an anere Gemenge kënnt, a wéi wäit d'Responsabilitéit vun deem Buergermeeschter do concernéiert ass, a wéi wäit datt se ka goen.

M. le Président.- Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Laut Artikel 100 vum Gemengegesetz ass et esou, dass all d'Gemenge mussen hire Corps hunn. An déi zukünfteg Visioun hei vum Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg an déi aktuell gesi vir, dass déi Gemengen déi Hausaufgaben hunn. Dat heescht, dat Zesummespill zwëschent deem engen an deem aneren ass geregelt iwwert d'Gesetz vun 2004. An et ass och ganz kloer, an dat geschitt haut schonn, wann op Plazen, besonnesch am Ambulanzwiesen, Leit feelen, da sprëngt een anere Center mat an. Mä dat ass eng Situatioun, déi net gutt ass, déi net gesond ass, an déi riskéiert ass. An dofir hu mer jo schnellstens - wéi ech gesot hunn, hu mer wierklech e Lach gestoppt - 13 Leit agestallt, a mer mussen elo kucken, mat deene budgetären Oplagen, déi mer haut hunn, déi d'Saach net méi einfach maachen, fir weider Leit ze engagéieren a weider e Konzept auszeschaffen, wat effizient ass a wat kohärent ass.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo zu der Diskussioun iwwert de Projet de loi 5899 iwwert d'Assurance accident. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Spautz, Wagner, Braz, Colombera an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

7. 5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. le Code du travail;

5. la loi du 18 avril 2008 modifiée concernant le renouvellement du soutien au développement rural;

6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Reform vun der Assurance accident, déi mer haut hei diskutéieren an iwwert déi mer herno ofstëmmen, ass e ganz wichtege Reformprojet, iwwert dee laang a vill nogeduecht gouf, an deen deementspriechend wichteg Verbesserunge mat sech bréngt.

Et ass eng positiv Reform, an dat souwuel fir d'Salariéën wéi och fir d'Patronen. Fir déi Beschäftegt bréngt dës Reform méi e gerechten, méi en ausgeglachene System, iwwert dee se am Fall vun engem Aarbechtsaccident oder enger aarbechtsbedéngter Krankheet entschiedegt ginn. An d'Patronat - a besonnesch déi Secteuren, déi duerch hir Aktivitéit besonnesch héich Risiken droen an e besonnesch héije Bäitrag bezuele mussen - ka sech iwwer eng besser Organisatioun an e méi solidaresch opgedeelte Finanzement freeën.

Erlaabt mer e puer Wuert zur Geschicht vun der Onfallversécherung am Generellen an zu dëser Reform am Besonneschen. Wien elo um Detail vum Ursprong an der Entwécklung vun der Assurance accident interesséiert ass, deem recommendéieren ech allerdéngs den Exposé des motifs vum Projet de loi. Ech fir mäin Deel wëll hei just erënneren, dass d'Onfallversécherung um Ufank vum leschte Jorhonnert geschafe gouf. Si ass 1903 a Kraaft getrueden an huet uganks just d'Aarbechter couvréiert. Am Laf vun de Joren huet hire Champ d'application sech weider ausgebreet, an ëmmer méi Beschäftegter aus zousätzlechen Aktivitéitsberäicher an ëmmer méi nei Leeschtunge koumen dobäi an och ëmmer méi nei Risike goufen ofgedeckt.

Ech muss dobäi direkt betounen, well dat ass a mengen Aen vun elementarer Bedeitung, dass bei der Onfallversécherung vun Ufank un d'Iddi vun der Schold oder vum Feeler souzesoen ausgeklammert gouf. D'Affer vum Aarbechtsaccident oder seng Famill hat e Recht op Entschiedegung, egal ob d'Accident duerch e schwéieren oder liichte Feeler passéiert war, an och egal ob et dem Patron oder dem Beschäftegte säi Feeler war, deen d'Accident provozéiert huet.

Dir kënnt Iech scho virstellen, dass dës Regelung nëmme mat vill Engagement a vill Gestreits konnt zustane kommen an haut wéi deemools en historeschen Acquis duerstellt.

Am Mäerz 1992 huet d'Regierung de Conseil économique et social, kuerz CES genannt, beoptraagt, d'Onfallversécherung ënnert d'Lupp ze huelen an en Avis iwwer eng eventuell Reform ofzeginn. Well dëse Gremium awer gläichzäiteg nach aner méi urgent Dossieren ze beaarbechten hat, gouf de Sujet vun der Assurance accident eréischt 1996 op de Leescht geholl an e spezifeschen Aarbechtsgrupp vum Wirtschafts- a Sozialrot agesat. No enger ganzer Rei vun Auditiounen, Réuniounen an Diskussiounen huet de CES am Oktober 2001 säin Avis zur Onfallversécherung ofginn.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet all d'Aspekter vun der Assurance accident analyséiert an huet als wichtegste Punkt déi forfaitaire Indemnisatioun vun der Incapacité de travail kritiséiert. En huet proposéiert, fir d'Onfallrent wuel bäizebehalen, mä nëmmen nach als Ausgläich, fir den Akommesverloscht ze kompenséieren. Déi aner Aspekter vum Schued, deen de Versécherten ze erdroen hätt, sollten duerch separat Leeschtunge kompenséiert ginn, ähnlech wéi et am Droit commun de Fall ass.

De Projet de loi, dee mer haut virleien hunn, huet effektiv dës Iddi, dës Basisiddi vum Wirtschafts- a Sozialrot iwwerholl, an déi diesbezüglech Ännerunge bei der Indemnisatioun stellen déi wichtegst Neierung bei dëser Reform duer. Ech kommen zu engem spéideren Zäitpunkt vu menger Interventioun nach méi am Detail op dës Neierungen zréck.

Fänke mer awer u beim Champ d'application. Grosso modo kann ee soen, dass déi nei Association d'assurance accident déiselwecht Populatioun ofséchert wéi bis elo, nämlech all Activité professionnelle salariée et non salariée. De Projet de loi hëlt awer och eenzel spezifesch Fäll mat eran an déi nei Offallversécherung…déi nei Onfallversécherung, pardon!

(Hilarité)

Zum Beispill bénévol Aktivitéiten oder Personen, déi am Optrag vun internationalen Organisatiounen oder bei Missions d'observation bei Wahlen am Ausland deelhuelen. Déi ware virdrun do net dran.

Eng grondleeënd Ännerung par rapport zu den aktuelle Bestëmmungen huet d'Chamberskommissioun allerdéngs via Amendement erabruecht, andeems se folgenden Iwwerleeunge vum Statsrot Rechnung gedroen huet: Bis elo war d'Assurance accident opgedeelt a Régime général a Régimes spéciaux. Ënner Régimes spéciaux sinn d'Fonctionnairen an d'Employés publics gefall, grad wéi eng ganz Rei vu Persounen, fir déi de Stat am Fall vun engem Aarbechtsaccident opkënnt. Dës Régimes spéciaux sinn dofir besonnesch, well d'Assurance accident sech wuel ëm d'Gestioun gekëmmert huet, de Stat allerdéngs als Patron der Assurance accident just d'Prestatiounen zréckbezuelt huet. De Stat huet sech an där Hisiicht - anescht wéi all aner Patronen - net solidaresch um Finanzement vum ganze System bedeelegt.

An elo huet de Statsrot a sengem Avis fonnt, dass et a sengen Aen nëmme ganz schwéier ze rechtfertege wier, weider de Régime spécial fir d'Fonctionnairen an d'Employéë vum Stat oprechtzeerhalen, an dorun och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gekoppelt. No Diskussiounen an der Regierung an och an der Chamberskommissioun - woubäi ech just bei deenen engen natierlech derbäi war - hu mer décidéiert, fir dës Régime-spécialen ofzeschafen an en an de Régime général ze integréieren. Dat bréngt fir d'Assuréë keng Ännerung. Dat ass wichteg ze soen: Et dréit fir d'Assuréë keng Ännerungen. De Stat allerdéngs muss sech um Finanzement vum System bedeelegen, wat fir déi aner Patronë bedeit, dass hire Bäitrag natierlech zum Finanzement gläichermoossen erofgeet.

Wat elo d'Prestations en nature ugeet, ass et, wéi et haut och schonn de Fall ass, esou, dass d'Gesondheetskeess an och d'Fleegeversécherung am Prinzip d'Leeschtunge fir déi Leit, déi en Aarbechtsaccident haten, virfinanzéiert, an dass se da vun der Assurance accident rembourséiert ginn.

Annerunge gëtt et, wat d'Indemnisatioun vun den Dégâts matériels ugeet. Am Kloertext geet et dobäi ëm d'Schied um Auto. Do gouf et ënnert den aktuelle Bestëmmungen ëmmer nees Problemer a ganz cocasse Situatiounen, well déi Indemnisatioun vun Dégâts matériels bei engem Aarbechtsaccident virausgesat huet, dass den Assuré och e kierperleche Schued oder eng Verletzung erlidden hat. Dat ass elo anescht. Hei gëtt elo eng Franchise agefouert an Héicht vun zwee Drëttel vum Mindestloun. Déi nei Bestëmmunge leeën en neie Plafong fest, wat ee maximal als Dégât matériel entschiedegt kritt. Nämlech maximal fënnefmol de Mindestloun fir sougenannten Accidents de trajet a maximal siwemol de Mindestloun fir richteg Aarbechtsaccidenter.

Déi gréissten a wichtegst Ännerunge gëtt et, wéi schonn aganks erwähnt, bei de Geldleeschtungen. Prinzipiell hunn d'Assuréë am Fall vun engem Aarbechtsaccident Recht op déi normal Leeschtungen. Am Privatsecteur kréie si 13 Wochen hir Pai virun, an dovunner bezilt de Patron 20% an d'Mutualité des employeurs 80%. Am Fall vun engem Aarbechtsaccident rembourséiert d'Assurance accident der Mutualitéit dës 80% duerno. Duerno spillt dann am Prinzip dat sougenannte Krankegeld, d'Indemnité pécuniaire, op déi ee während maximal 52 Wochen, dëst no enger Referenzperiod vun 104 Wochen, e Recht huet. An duerno a verschiddene Fäll och méi fréi, huet ee bei enger Incapacité de travail totale Recht op eng ganz Onfallrent.

Dës Onfallrent wäert an Zukunft gläichwäerteg si mam Salaire, deen den Assuré virum Accident krut, well se jo, wéi ech dat schonn aganks erkläert hat, den Akommesverloscht soll ersetzen. A well d'Onfallrent de Revenu soll ersetzen, wäert se och an Zukunft besteiert ginn, an déi normal Soziallaaschte ginn dovunner ofgehalen. Deemno cotiséiert den Assuré virun a seng Pensiounskeess an huet ab dem Pensiounsalter Recht op seng normal Pensioun, esou wéi se ebe gewiescht wier, wann e keen Aarbechtsaccident erlidden hätt. D'Onfallrent fält vun deem Moment un natierlech ewech.

No der Konsolidatioun vum Gesondheetszoustand vum Assuré, deen en Aarbechtsaccident erlidden huet oder un enger aarbechtsbedéngter Krankheet leit, gëtt et verschidde Cas-de-figuren, déi ech hei wëll oplëschten.

Éischt Hypothees: Den Assuré ass aarbechtsonfäeg. An deem Fall kritt de Betraffenen eng Invaliditéitspensioun, déi e mat der ganzer Onfallrent ka cumuléieren, sou dass e keen Akommesverloscht par rapport zu virdru muss erleiden. Bei deem Cumul ännere d'Bestëmmunge par rapport zu haut iwwregens net.

Zweetens, am Fall vun enger partieller permanenter Aarbechtsonfäegkeet gëllt d'Regel, dass se op d'Mannst muss 10% ausmaachen an dass deen dorunner gebonnenen Akommesverloscht och minimum 10% ausmécht. An deem Fall kritt dann den Assuré eng Rente partielle, fir den Akommesverloscht par rapport zum fréiere Salaire ze kompenséieren. Och op der Rente partielle grad wéi bei der ganzer Onfallrent muss ee Steieren a sozial Cotisatioune bezuelen. Den Assuré baut sech domadder weider, an dat ass wichteg, seng Pensiounsrechter op, déi e vum normale Pensiounsalter un ausbezuelt kritt.

An elo déi drëtt Hypothees, an zwar ass dat déi Hypothees, wann eng Incapacité de travail fir déi lescht Aarbechtsplaz oder de leschten Aarbechtsrhythmus besteet a wann den Assuré op e Reclassement externe waarde muss, da kritt hien eng Rente d'attente vu 85% vun der Rente complète. Dës Rente d'attente ersetzt de Chômage respektiv d'Indemnité d'attente, sou wéi se am Gesetz iwwert de Reclassement virgesinn ass.

Déi aner Schied elo, déi sougenannte Préjudices extra-patrimoniaux, déi ee bei engem Aarbechtsaccident oder enger aarbechtsbedéngter Krankheet erleit, ginn duerch aner separat Leeschtunge kompenséiert. Den Entschiedegungssystem, deen hei agefouert gëtt, réckelt méi no bei den Droit commun, ouni sech awer ganz unzepassen.

Dëse Projet de loi regruppéiert d'Entschiedegung vu verschiddene Préjudicen, déi am Droit commun dacks, mä awer net ëmmer, separat gesi ginn, wéi: D'Assurance accident indemniséiert de sougenannte Préjudice physiologique et d'agrément, deen de moraleschen Aspekt vun der Verletzung vun der physescher Integritéit soll entschiedegen, dat heescht, d'Aschränkunge vun de Méiglechkeete vum Assuré a sengem Alldag. Entschiedegt gëtt den definitive Préjudice physiologique et d'agrément an dat op Basis vun engem offizielle Barème. Dës Entschiedegung gëtt, jee nodeems wéi schwéier dee Schued ass, als eemolegt Kapital ausbezuelt oder bei méi héijen Incapacitéitstauxen all Mount.

Et sief nach gesot, dass mer an der Kommissioun décidéiert hunn, dës Indemnitéiten eropzesetzen. Et besteet nämlech de Risiko, dass duerch e moderne medezinesche Barème, dee soll agefouert ginn, d'Incapacitéitstauxen, déi d'Kontrolldokteren engem zouerkennen, eventuell manner héich ausfale wéi bis elo.

Déi zweet Indemnitéit, déi am Kader vun der Assurance accident an Zukunft wäert ausbezuelt ginn, ass de sougenannte Pretium doloris, oder déi moralesch Entschiedegunge fir déi psychesch a physesch Péng, déi een erleit oder erlidden huet. Dëse Schued an déi doru gekoppelt Entschiedegung gëtt vum Contrôle médical vun der Sécurité sociale opgronn vun enger Skala ageschat a festgeluecht.

An da bleift nach de sougenannte Préjudice esthétique, deen ästhetesche Schued. Och do ass et de Contrôle médical, deen de Préjudice aschätzt an op Basis vun enger Skala d'Indemnitéit determinéiert.

Wéi bis elo soll d'Rente partielle, grad wéi och déi aner Indemnitéiten, kënne révisséiert ginn, wann den Zoustand vum Assuré sech weider verschlechtert, wann deemno den Taux d'incapacité partielle permanente ëm méi wéi 10% eropgeet, a wann een dovunner kann ausgoen, dass dat sech net méi viru verännert. D'selwecht och fir de Fall, wou d'Perte vum Akommes sech bannent dräi Joer nach eemol verännert.

Am Fall vun engem déidlechen Accident hunn déi Hannerbliwwe vum Assuré Recht op eng Iwwerliewensrent, déi zesumme mat der Pension de survie d'selwecht héich ass wéi d'Pensioun, déi se kritt hätten, wann den Assuré bis 65 Joer viru cotiséiert hätt. A bei der Iwwerliewensrent, déi jo och e Revenu ersetzt, ass et nees esou, et ass deen nämlechte Prinzip, dass do d'Steieren an d'sozial Cotisatiounen drop musse bezuelt ginn.

Och fir déi Hannerbliwwe wäert de moralesche Schued an Zukunft separat entschiedegt ginn. D'Héicht hänkt dobäi vum Rapport zum Verstuerwenen of. An Zukunft wäerten, an dat ass net onwichteg, net nëmmen de Conjoint oder de Partner, d'Kanner oder d'Eltere vum Verstuerwenen e Recht op dës moralesch Entschiedegung hunn, mä och déi Persounen, déi zënter op d'Mannst dräi Joer mat him zesummegelieft hunn.

An deem ganze System bleift virun de Prinzip vun der Immunité patronale erhalen. Dat heescht, dass d'Salariéën oder hir Famill kee Recht hunn, fir juristesch géint de Patron oder d'Aarbechtskolleege virzegoen, fir Dommages et intérêts anzekloen. Ausser natierlech, wann déi um Pénal veruerteelt gi wieren, well se den Accident bewosst provozéiert hätten - wat jo Gott sei Dank net oft als Cas de figure virkënnt. Et ass ze hoffen op alle Fall.

Wat d'Organisatioun vun der neier Assurance accident ugeet, esou wëll ech haut op dëser Plaz net am Detail drop agoen. Et sief leedeglech ënnerstrach, dass déi administrativ Organisatioun vereinfacht an ugeglach gëtt un d'Reorganisatioun vun deenen anere Branchë vun der Sécurité sociale duerch d'Aféierung vum Statut unique. Déi fréier Assemblée générale vun de Patrone gëtt ofgeschaaft. D'Gestioun gëtt elo vum Comité directeur assuréiert, mat engem President, dee Fonctionnaire ass, a jee aacht Delegéierte vun den Employeuren a vun de Salariéën. D'Vertrieder vun de Salariéën hunn an zwee Beräicher e Matbestëmmungsrecht, nämlech do, wou et ëm d'Prestatioune geet, an do, wou et ëm d'Preventioun geet.

Wat de Budget vun der Assurance accident ugeet, den Dekont vun de Recetten an den Dépensen, de Bilan, mä och d'Determinatioun vun de Classes de risque an d'Festleeë vun de Risikokoeffizienten an de Cotisatiounstauxen, esou sinn et d'Employeuren, déi zesumme mam President vum Direktiounscomité d'Décisiounen huelen.

Nach e Wuert zum Finanzement vun der Assurance accident. Et bleift e System vun der Répartitioun vun de Chargë mat der Opstellung vun enger Reserv, déi op d'Mannst muss esou héich si wéi d'Zomm vun den Dépensë vum virleschten Exercice. An d'Gestioun vun engem Deel vum Patrimoine kann dobäi dem Fonds de compensation vun de Pensiounen uvertraut ginn.

Am Moment gëtt d'Assurance accident vun de Cotisatioune vun den Employeure finanzéiert. D'Employeure gi jee no Aktivitéit an no Risiko, deen déi Aktivitéitsbranche mat sech bréngt, a verschidde Risikoklassen agedeelt, déi deementspriechend och méi héich oder méi niddreg Cotisatiounstauxen hunn. De Risikokoeffizient, dat heescht de Rapport tëschent den Dépensen an de cotisabele Revenuen an all Klass, soll an Zukunft opgrond vun enger Observatiounsperiod mat Donnéeën op siwe Joer berechent, all Joer nei berechent ginn.

Bis elo gouf e Véierel, also 25% vun den Dépensen, solidaresch vun allen Employeure gedroen, onofhängeg vun der Risikoklass. Den initialen Text vum Projet de loi huet proposéiert, dëse gemeinsamen Taux op 33% eropzesetzen. Nodeems jo décidéiert gouf, fir de Régime special vun de Statsbeamten an de Statsemployéën an de Régime général ze integréieren, an de Stat sech dann eben als Employeur och um solidaresche Finanzement bedeelegt, huet d'Chamberskommissioun d'Décisioun geholl, fir de gemeinsamen Taux op 36% eropzesetzen. Dëst bréngt fir vill Employeure gläichzäiteg eng méi oder manner staark Reduktioun vum Cotisatiounstaux mat sech, dee jee no Risikoklass festgeluecht gëtt.

Mir hunn eis an der Santé-a-Sécurité-sociales-Kommissioun vun der Chamber vill mat der Méiglechkeet vun engem sougenannte Bonus-Malus-System beschäftegt, deen am Projet de loi virgesi war. Duerch e Bonus respektiv Malus ebe fir déi eenzel Entreprisen, ähnlech wéi mer et bei den Autosassurancë kennen, sollten d'Employeuren encouragéiert ginn, fir d'Preventiounsmesuren ze huelen an eng regelrecht Sécherheetspolitik an der Entreprise ze promouvéieren. Dat gouf allgemeng als eng gutt a positiv Iddi begréisst. Allerdéngs läit hei, wéi esou oft, a wéi mer et och schnell gemierkt hunn an der Kommissioun, den Däiwel am Detail!

Et schéngt net esou einfach ze sinn, esou e System op d'Been ze setzen, deen équitabel a gerecht ass, deen net riskéiert, déi kleng Entreprisen ze pénaliséieren an deen och nach net ze vill Verwaltungsopwand mat sech bréngt. Dass dat net esou einfach gemaach wéi gesot ass, weist ënner anerem de Fait, dass esou e System och ënnert der aktueller Legislatioun méiglech a geplangt war. Allerdéngs ass dat Lettre morte bliwwen, well ee sech net konnt iwwert déi praktesch Modalitéite vun esou engem System an déi genee Répercussiounen eens ginn.

Dobäi koum och nach, dass den entspriechenden Textpassage am Projet de loi och net grad op Géigeléift beim Conseil d'État getraff ass, deen an deem Zesummenhang, wéi e sot, eng méi konkret a strukturéiert Propositioun erwaart hat. D'Chamberskommissioun huet doropshin, op Propos vun der Regierung, en Amendement ugeholl, deen de Kritike vum Statsrot Rechnung dréit an dee weider awer d'Méiglechkeet opléisst, fir an Zukunft op de Wee vun esou engem Bonus-Malus-System ze goen.

Eng kuerz Remarque zu der Preventioun vun den Aarbechtsaccidenter. Si ass a bleift eng elementar wichteg Missioun vun der Assurance accident. Et ass aus juristesche Grënn an Zukunft net méi méiglech, dass d'Assurance accident, wéi ursprünglech virgesinn a wéi et de Moment de Fall ass, weiderhin d'Preventiounsreglementer hëlt. Et sinn dohier Recommandatiounen. Et ass och esou, dass a Saache Preventioun d'Zesummenaarbecht an d'Aneneegräife vun de verschiddene kompetente Plaze muss organiséiert an optiméiert ginn, ënner anerem d'Kollaboratioun an d'Ofstëmmung mat der Inspection du travail et des mines.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi mëndleche Rapport, grad wéi och dee schréftleche Rapport, deen Iech virläit, weist Iech bestëmmt, dass mer et hei mat engem zimlech komplizéierte Sujet ze dinn hunn an och mat enger ganz komplexer Matière. Déi zoustänneg Chamberskommissioun, där hir Presidentin ech d'Éier hunn ze sinn, huet sech an net manner wéi zéng Réunioune mat dësem Projet de loi befaasst. Mir hunn d'Experten aus dem Ministère an de Verwaltunge gehéiert, an déi ausféierlech an dacks ganz technesch Avise vum Statsrot a vun de Chambres professionelles am Detail analyséiert an diskutéiert. Et sief hei bemierkt, dass dëse Reformprojet am Groussen a Ganzen iwwerall positiv opgeholl ginn ass, an dat schwätzt sécherlech fir de Projet selwer.

D'Reform vun der Offall... - oh, et wäert jo awer net - d'Reform vun der Onfallversécherung, déi mat dësem Projet de loi duerchgefouert gëtt, bréngt wesentlech Virdeeler a Verbesserungen, virun allem, wat d'Entschiedegung fir den Assuré ugeet. Deen neie System erlaabt eng moossgeschneidert, op deen eenzelne Fall zougeschnidden Indemnisatioun, wat bis haut eben net de Fall war. Dat ass, mengen ech, déi ganz grouss a wesentlech Verbesserung.

Positiv schéngt mer och, dass de Finanzement vun der Onfallversécherung an Zukunft méi solidaresch wäert organiséiert ginn. Et ass kloer, dass et och weiderhi Betriber wäert ginn, déi méi Risiken droe wéi en aneren, mä et schéngt mir awer grad esou evident ze sinn, dass op d'Mannst en Deel vun deene Risiken och vun der Allgemengheet soll a muss matgedroe ginn.

Här President, an deem Sënn kann een ouni ze iwwerdreiwe soen, dass d'Reform vun der Assurance accident e Meilesteen an der laanger Geschicht vun der Lëtzebuerger Onfallversécherung duerstellt an och weiderhin en onverzichtbaren Acquis an eiser Gesellschaft duerstellt.

Ech wëll duerfir ofschléissend den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet mat op de Wee ginn an och nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir de Kolleeginnen a Kolleege vun der Gesondheets- a Sozialkommissioun meng Unerkennung auszedrécke fir déi gutt Aarbecht an Zesummenaarbecht.

An Iech e grousse Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Rapportrice Merci, an als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eppes virewech, am Ufank vun der Sitzung huet et geheescht, et misst een dat vum Ordre du jour huelen an et wier ni..., oder et misst ee sech d'Fro stellen, ob et an där Form nach kéint diskutéiert ginn. An do ass gesot ginn, et wier ni an der Kommissioun doriwwer geschwat ginn.

De Procès-verbal vun der Sitzung vum 28. Januar, dee veröffentlecht ginn ass a guttgeheescht ginn ass an der Sitzung vum 4. Februar, do steet grouss dran an engem Abschnitt: «Suite à une question concernant l'amendement adopté au cours de la dernière réunion...» - an esou weider an esou fort - «...il n'a pas été possible d'obtenir l'adhésion consensuelle des employeurs à ce moment.» Duerfir kann een ni soen, dass awer net an der Kommissioun sech domadder beschäftegt ginn ass mat dem Taux unique, esou dass déi Duerstellung awer net deem entsprécht, wéi dat am Ufank vun der Sitzung gesot ginn ass. An déi Piècen, wou ech elo soen, déi fënnt een um Site vun der Chamber, an et ass de Procès-verbal vum Martin Bisenius vum 4. Februar 2010, wou dat och esou drasteet.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Et ass net zréckbehale ginn an et stoung net…

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Neen, et steet awer am Procès-verbal.

M. le Président.- Elo huet den Här Spautz d'Wuert, Här Wagner, a wann Dir wëllt, kënnt Dir duerno derzou Stellung huelen.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech awer elo der Rapportrice villmools Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport, an awer och fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Santéskommissioun bei dësem dach, wéi si et och scho gesot huet, technesch schwéieren a komplizéierte Projet. Si huet e klengen Historique gemaach, wéi dat ugaangen ass vun 1901 bis haut, an dass duerno ëmmer méi Entreprisë bäikomm sinn, an dass et eréischt richteg nom Zweete Weltkrich war, mam Gesetz vun 1946, dass d'Assurance accident och obligatoresch ginn ass fir d'Entreprises commerciales. An duerno goufen all Kéiers nach ganz vill Verbesserunge gemaach. Ech wëll awer och drop hiweisen, dass vun Ufank un d'Abstraktioun vun der Notion de faute gemaach ginn ass: D'Affer vun engem Aarbechtsaccident hat also e Recht op Entschiedegung, egal wat de Grond a wie responsabel vum Accident war.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir och kuerz e Bléck op d'Situatioun an eisen Nopeschlänner. An enger Etüd vun dem franséischen Organisme EUROGRIP ënnerscheet een tëschent dräi Gruppe vu Länner.

Déi éischt Grupp, zu där nieft Lëtzebuerg och Däitschland, Éisträich, d'Belsch, Spuenien, Frankräich a Portugal gehéieren, accordéiert momentan eng global Entschiedegung vum professionelle Préjudice; dëst prinzipiell op Basis vun engem medezinesche Barème.

Eng zweet Grupp mat Finnland, Dänemark, der Schwäiz, Schweden, Italien ënnerscheet, wat d'Entschiedegungen ugeet, tëscht dem Lounausfall, Perte de capacité de gain, an dem physiologeschen, also dem kierperleche Schued. Déi Capacitéit, fir ze schaffen, déi bei der Victime nach iwwreg bleift, gëtt individuell en fonction vun der Ausbildung, de professionelle Fäegkeeten, dem Montant, de Verletzungen an der Méiglechkeet sech dësen unzepassen, evaluéiert. Wat elo d'Entschiedegung vum physiologesche Préjudice ugeet, esou gëtt et vu Land zu Land Ënnerscheeder vun deenen Type vu Schied, déi mat abezu ginn, wéi zum Beispill d'Liewensqualitéit, d'Ästhetik, mä et ass esou, dass d'Indemnisatioun fir den entstanene kierperleche Schued ëmmer déiselwecht ass, an net vum Accident oder dem Akommes, dat heescht der Pai vum Affer ofhänkt.

Eng drëtt Grupp, bestehend aus England an Irland, gesäit d'Aarbechtsonfäegkeet, d'Rent just vir als Reparatioun vun engem Verloscht, vun engem kierperlechen oder mentale Schued. No dësem kuerzen Ausfluch awer eng Kéier, fir och ze weisen, dass an Europa, an eisem gemeinsamen Europa dach awer nach en Ënnerscheed besteet an der jeweileger Uwendung, wéi d'Assurance accident a wéi d'Onfäll am Allgemengen diskutéiert ginn, wëll ech dann elo zum Projet vun haut kommen.

Wéi d'Madame Mutsch et schonn ënnerstrach huet, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, stoung an der Regierungserklärung vun 2004 d'Absicht, dass am Beräich vun der Assurance accident missten Adaptatioune virgeholl ginn, a während laange Joren huet de Conseil économique et social, deen den Optrag kritt hat vun der Regierung, probéiert en Avis auszeschaffen, wou och ee vun eise Kolleegen, den Ali Kaes, deemools am CES aktiv un deem Dossier matgeschafft huet, fir déi Propositioun op de Wee ze bréngen.

Ier ech elo awer an den Detail vum Dossier iwwerginn, wëll ech op dëser Plaz och eng Kéier kuerz op d'Hannergrënn vun den Accidenter a Krankheeten hiweisen. Fréier huet éischter de kierperlechen Drock zu Krankheet an Accidenter gefouert, woubäi haut ëmmer méi oft déi moralesch, d'psychesch Laascht, a moderner Form Mobbing genannt, iwwerweit. Dëst gëllt souwuel am private wéi och am beruffleche Beräich, a ganz vill Accidenter geschéien aus där Ursaach. An nach ëmmer gëtt et Betriber, déi dësen Drock bei hire Leit provozéieren. Hei ass et wichteg - an duerfir och en Appel vun dëser Plaz aus un de Gesondheetsminister -, dass mer och iwwer e Gesetz vum Anti-Mobbing nodenken, wou och do verschidde Strofen, déi géifen ausgeschwat ginn, der Assurance accident géifen zougefouert ginn, well duerch dee Murks an dee Stress, deen entsteet, geschéien och Aarbechtsaccidenter.

De Projet de loi ass am Juli 2008 déposéiert ginn. Dat ass net méi duergaang, fir déi parlamentaresch Aarbecht an der leschter Legislaturperiod ze bréngen, esou dass och an der Regierungserklärung vum 29. Juli 2009 nach eemol ënnerstrach gouf, dass d'Reform vun der Assurance accident soll virugedriwwe ginn an zu engem Enn gefouert ginn. An de leschte Méint hu mir nach vill dru geschafft, an elo si mer esou wäit, dass mer dëse Projet haut kënne stëmmen.

Wat sinn elo déi grouss Neierungen am virleiende Projet, par rapport zu der Législatioun, wéi mer se bis elo haten? Duerch de Projet de loi, iwwert dee mir elo hei schwätzen, gi sämtlech Dispositiounen aus dem Buch 2 vum Code des assurances sociales vu Grond op iwwerschafft. Säit 1925 hat de Code des assucances sociales seng initial Struktur behalen, och wann duerno eng Hällewull vu punktuellen Adaptatioune virgeholl goufen.

Wat den Uwendungsberäich betrëfft, esou war et u sech net virgesinn, dass do esou vill sollt geännert ginn, awer am Laf vun den Aarbechten huet d'Chamberskommissioun awer décidéiert, dem Statsrot Recht ze ginn, an de Régime spécial fir d'Fonctionnairen an d'öffentlech Employéën ofzeschafen.

Bis elo hunn déi sougennante Régime-spécialen d'Statsbeamten an d'Employéë couvréiert. Ënnert dës Kategorië sinn och aner Leit gefall, fir déi de Stat de Finanzement vun der Assurance accident iwwerholl

huet, wéi zum Beispill Schüler a Studenten, d'Leit, déi am Kader vun enger Mise au travail beschäftegt sinn, d'Prisonéier, etc., fir elo emol nëmmen déi ze nennen.

D'Prestatiounen, déi un dës Leit ausbezuelt ginn, ginn duerno vum Stat rembourséiert, deen als Employeur net um solidaresche Finanzement matmécht, esou wéi et vun allen aneren Employeure vum Régime général verlaangt ass. Als Erklärung: De Régime général deckt sämtlech bezuelten an net bezuelte professionell Aktivitéiten of, souguer déi Persounen, déi just eng Geleeënheetsaarbecht oder enger eemoleger Aktivitéit noginn. Hei ginn och d'Affer vun den Aarbechtsaccidenter, déi bei Schwaarzaarbecht geschitt sinn, mat a Betruecht gezunn.

Op den Avis vum Statsrot hin, deen der Meenung war, dass et schwéier novollzéibar wier, firwat de Régime spécial fir d'Statsbeamten an d'Employéë sollt bäibehale ginn, hu mir eis an der Chamberskommissioun ausféierlech mat dësem Problem beschäftegt, an de Minister stoung eis och an all deene Punkte Ried an Äntwert, an hunn duerno décidéiert, de Régime spécial falen ze loossen, esou dass d'Statsbeamten an d'Employéën zukünfteg am Régime général integréiert ginn.

Ech wëll och do nach ënnersträichen, dass de Bureau international du travail vu Genève dat schonn öfters gefuerdert huet, dass bei der Diskussioun vun der Aféierung vum Statut unique op déi Punkten do higewise ginn ass, an dass och bei der Reform vun der Gewerbeinspektioun schonn deemools am Avis vum Conseil d'État stoung, et misst een och driwwer nodenken, ob all déi Bestëmmunge vu Santé, Sécurité dans la fonction publique an dat vun der ITM, ob dat net ënner eng Kompetenz misst falen, well do och nach den Ënnerscheed war, ob et Aarbechter waren, déi privat assuréiert waren, oder ob et Fonctionnairë waren, sou dass dat eng logesch Schlussfolgerung wier. An déi Kolleegen, déi scho méi laang derbäi si wéi ech, wëssen, dass de Stat schonn oft op déi Onzoulänglechkeete vun deenen ënnerschiddleche Statuter higewisen huet.

Och ännert de Champ d'application. Ënnert d'Ännerung vum Champ d'application fält d'Problematik vum Bénévolat. Ech soe ganz bewosst d'Problematik, wuel wëssend dass et net de Bénévolat ass, dee problematesch ass, mä d'Couverture vun deene Leit, déi sech bénévol engagéieren. Et handelt sech heibäi ëm e ganz vaste Feld, dat vu Sportsveräiner bis d'Protection civile a Pompjéeë geet. D'Fro, déi ee sech do stelle muss, ass déi, wou de Bénévolat ufänkt an ophält. Et gëtt einfach keng kloer ofgegrenzten Definitioun vum Bénévolat. Och ass et esou, dass zum Beispill verschidden Aktivitéiten, am Beräich vum Sport, vu Privatversécherunge couvréiert sinn.

Ouni dass ech elo hei op déi ganz Thematik am Detail kann agoen, wëll ech ënnersträichen, dass et wichteg ass, dass mir eppes fir de Bénévolat maachen, an dass d'CSV et ausdrécklech begréisst, dass d'Assurance accident fir de Bénévolen am Beräich vun de Services de secours souwéi an de sozialen, sozioéducativen an therapeuteschen Domäne bei engem staatlech agréémierten Organismus gëllt. Momentan ass et net méiglech, de Bénévolat nach méi opzemaachen, well, wéi scho gesot, et schwéier ass, de gesamte Bénévolat als solchen ze erfaassen. De Conseil supérieur vum Bénévolat ass awer gebiede ginn, e Bilan opzestellen iwwert d'Accidenter bei sämtlechen Aktivitéiten, fir dass mer domadder spéiderhin déi Lacunë kënne riichtbéien.

Méi substanziell Ännerunge gëtt et och am Beräich vum Finanzement an der administrativer Organisatioun vun der Assurance accident. Bäibehale gëtt awer de System vun de Chargen, d'Verdeelung vum Uleeë vun enger Reserv. Aktuell ass et jo esou, dass de Régime général integral duerch d'Cotisatioune vun den Employeure finanzéiert gëtt, ofgesi vun de Revenuen, déi aus de Placementer vun de Reserve kommen.

Et ass esou, dass momentan d'Cotisatiounstauxe jee no Risikoklass variéieren, deen op Basis vun engem Risikokoeffizient berechent gëtt. Den déifsten Taux ass de Moment 0,45%, deen ass fir e Secteur, deen de Moment zwar och e bëssen ugeschloen ass, wéi zum Beispill d'Loftfahrt, Radio an Telekommunikatioun, Theater. An deen décksten, deen hu mer mat 6%, dat ass fir den Daachdecker an d'Blechleeër, déi ganz uewen um Daach sëtzen. Dass do de Risiko méi grouss ass wéi bei deenen aneren... Esou dass Der gesitt, dass do insgesamt de Moment en Ënnerscheed vu 5,55% besteet tëschent deem mannsten an deem décksten Taux. Mam aktuelle Projet gëtt d'Beobachtungsphas, unhand vun där de Cotisatiounstaux berechent gëtt, vun engem op siwe Joer eropgesat. Trotzdeem kann en awer weiderhin op annueller Basis refixéiert ginn.

Säit Jorzéngten ass e Véierel vun den Ausgabe vum Régime général uniform vun der Cotisatioun gedroe ginn, egal wéi enger Klass een ugehéiert huet. Doduerch, dass de Régime spécial, wéi ech virdrun erkläert hunn, jo elo fale gelooss gëtt, bedeelegt sech de Stat vun elo un och un der Finanzéierung, wat zousätzlech Cotisatioune generéiert. Dëst erlaabt et, d'Part de financement solidaire op 36% ze erhéijen, wat zu enger Baisse vun de Cotisatiounstauxe jee no Risikoklass féiert.

Eng weider Neierung ass eng Zort Bonus, Malus, fir d'Entreprisen ze sensibiliséieren, genuch Virsiichtsmoossnamen ze huelen am Beräich vun der Preventioun vun den Accidenter. Heizou gouf et verschidde Kritike säitens der Chambre de Commmerce an der Chambre des Métiers. De Statsrot hat och e puer Umierkungen, huet d'Iddi u sech awer begréisst. D'Chamberskommissioun huet, wéi d'Madame President et scho gesot huet, doropshin Amendementer formuléiert, déi de Bedenke vun deem Rechnung gedroen hunn.

Ech wëll awer nach eemol op dëser Plaz dovu profitéieren, fir ze ënnersträichen, dass der Preventioun géint Aarbechtsaccidenter eng méi wichteg Roll muss zoukommen, notamment och bei deene klengen a mëttelstänneschen Entreprisen. Heiwéinst huet d'Assurance accident d'Méiglechkeet, Recommandatiounen am Beräich vun der Preventioun ze ginn.

Déi wichtegst Ännerunge betreffen d'Prestations en espèces. Esou wéi den CES et a sengem Avis proposéiert hat, a wéi et och an aneren europäesche Länner de Fall ass, geet et drëms, d'Indemnisation forfaitaire, déi eenzeg an eleng op der Rente accident baséiert, duerch eng méi komplett Entschiedegung vun deene verschiddene Préjudicen ze ersetzen, esou wéi et och am Droit commun de Fall ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nei ass, dass d'Indemnitéiten am Fall vu Materialschued geännert ginn. Bis elo war dat bei engem Aarbechtsaccident just méiglech, wann och e kierperleche Schued mam Materialschued verbonne war. Deen neien Text setzt eng Franchise fest, fir d'Schied un den Autoen ze ersetzen, an hieft de Plafong vun den Entschiedegungen och un, ouni dass et awer wäert méiglech sinn - ech hat de Moien um Radio esou eng Remarque héieren -, dass och elo Luxuskarosse géifen integral vun der Assurance accident ersat ginn.

Dann ass et d'Indemnisation de la perte de revenu. Deen neien Text gesäit vir, de Lounausfall an aner Préjudicë méi no ënnert den Droit commun erauszeféieren, esou wéi et schonn an anere Länner de Fall ass. D'Madame Mutsch huet an hirem schréftlechen a mëndleche Rapport dës Neierung schonn ausféierlech beliicht, esou dass ech nach just kuerz drop wëll agoen.

Déi wichtegst Innovatioun ass sonner Zweifel déi separat Evolutioun an der Indemnisatioun vun der Rente accident an dem effektive Lounausfall. Wann de Seuil vun 10% vun der Incapacité de travail partielle permanente - an den Ofkierzungen an den Dokumenter ass dat den IPP - errechent gëtt, da gëtt dat am Droit commun Perte de revenue gekuckt am Verglach mat dem Revenu an der Referenzperiod virum oder nom Accident. Dir gesitt, wéi komplizéiert an technesch de Projet ass.

Da gëtt et d'Rente partielle: Si entschiedegt exklusiv de Lounausfall, deen duerch en Aarbechtsaccident oder eng Maladie professionnelle bedéngt ass. Si gëtt bezuelt vun deem Moment un, wou d'Aarbecht erëm opgeholl gëtt, bis zu der Pensioun. Si ass besteiert an ënnerläit de Cotisations sociales, sou dass den Assuré duerno seng Pension de vieillesse kritt, esou wéi wann hie keen Accident gehat hätt.

D'Articulatioun an der Legislatioun iwwert de Reclassement: Wann e Versécherten no engem Accident oder enger Krankheet aarbechtsonfäeg ass a vun engem Reclassement interne oder externe profitéiert, kritt hien eng Rente partielle vun der Assurance accident. Déi Indemnité compensatoire ersetzt d'Differenz tëschent där aler an där neier Pai.

D'Indemnisation des préjudices extra-patrimoniaux: D'Assurance accident entschiedegt mat zwou verschiddene Prestatiounen: fir engersäits den effektive Lounausfall an anerersäits déi sougenannte Préjudices extra-patrimoniaux, also déi net verméigensrechtlech Préjudicë vum kierperleche Schued. Dëst ass méiglech, wann no engem Accident oder enger Maladie professionnelle den Assuré permanent eng ganz oder deelweis Incapacité de travail opweist. Wéi am Droit commun gëtt d'Affer hei entschiedegt fir d'Préjudicen, déi keng direkt wirtschaftlech Inzidenzen hunn, déi mat Geld ze moosse sinn, fir dat ze wieren. Hei gëtt tëschent dräi verschiddenen Indemnitéiten ënnerscheet: - éischtens d'Indemnité psychologique et d'agréments, de Pretium doloris, also de moralesche Schued, an den ästhetesche Schued, deen Accidenter kënne mat sech bréngen.

Wat de Volet vun de Méiglechkeete vun der Revisioun vun den Indemnitéiten an de Recoursméiglechkeete géint Tiers-responsabler ugeet, esou wëll ech op dëser Plaz net drop agoen. Mä dat steet alles am Rapport.

Am Fall vun engem déidlechen Accident hunn déi Hannerbliwwen e Recht op eng Rente de survie, déi zesumme mat der Pension de survie den Niveau vun der Pensioun errechent, dee se kritt hätte fir de Fall, wou e verstuerwenen Assuré bis zum Schluss cotiséiert hätt. Och de moralesche Schued vun deenen Hannerbliwwene kann duerch e Forfait entschiedegt ginn.

D'CSV begréisst, dass an Zukunft net nëmmen de Conjoint, de Liewenspartner, d'Kanner an d'Elteren dovu profitéieren, mä och aner Persounen, ënnert der Konditioun, dass se op d'mannst dräi Joer an engem Stot - enger Communauté domestique - mam Verstuerwene gewunnt hunn.

Da gëtt et nach d'Immunité patronale. Am Prinzip kënnen d'Salariéen an hir Ayants droit oder Ierwen net juristesch géint hire Patron virgoen, fir deen op Schuedenersaz ze verkloen.

Administrativ gesi gesäit dëse Projet de loi en Alignement vun der Assurance accident op de Modell vun all deenen aneren Institutiounen an der Sécurité sociale vir.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eppes wat dann am Virfeld schonn eng Kéier diskutéiert gi war, dat ass déi Fro, déi ee sech ka stellen: Schonn 2006 - an der deemoleger Tripartite - ass schonn eng Kéier dovu geschwat ginn, fir en Taux unique anzeféieren an der Assurance accident. Deemools war den Taux net 0,45 bis sechs, mä et war 0,55 bis sechs. An do huet et sech erausgestallt, dass, wann een en Taux unique géif rechnen, dass dee bei 1,15 bis 1,25% géif fir sämtlech Betriber leien. An elo, wou de Spezialregime mat integréiert ass, misst d'Moyenne theoretesch nach méi wäit erofgoen, wéi déi 1,15 oder 1,25%, déi deemools gerechent gi sinn. An ech mengen, et wier sécher - an et ass jo och schonn esou dat eent oder dat anert duerchgedrongen -, wéi wann et gutt wier, och wa mer elo dee Projet hei verabschieden, dee jo den 1. Januar 2011 a sengem vollen Ëmfang eréischt soll zur Geltung kommen, dass, wann an Zwëschenzäit nach eppes géif geschéien un de Cotisatiounen, dass dat doudsécher ze begréisse wier an dass mer dat nach kënne maachen.

Mä et soll een all déi aner Phasen, déi dat positivt Gesetz drophuet, elo scho kënne stëmmen, fir dass och d'Verwaltungen an d'Betriber d'Méiglechkeet hunn, sech elo scho mat deem neie Gesetz virzebereeden, d'Prévention d'accidents an déi Richtung ze maachen. Well et ass awer och sécher, wa mer géifen en Taux unique kréien, dat géif virun allem déi aarbechtsintensiv Betriber terribel entlaaschten. Dat wier eng gutt Saach fir de Bau. Dat wier eng gutt Saach fir d'Handwierk. Well do géifen d'Charges patronales erofgoen.

Wa mir haut de Projet stëmmen, esou maache mir ganz vill Verbesserungen. Wéi gesot, ech hoffen och nach ëmmer, dass mer et och nach virum 1. Januar 2011 fäerdeg bréngen, um Taux eppes ze änneren. Mä ech wëll awer elo schonn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, heimadder den Accord gi vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet, an dat am Intérêt vun allen Assuréën.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- An ech soen dem Här Marc Spautz Merci. An als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5899, dee mer haut stëmme sollen a mat deem eng ëmfaassend Reform vun der Assurance accident an d'Weeër soll geleet ginn, huet en fait eng ganz laang Virgeschicht. Schonn 1992 hat d'Regierung eng Demande un de Conseil économique et social geriicht, fir sech Gedanken ze maachen iwwer eng méiglech Reform. Et huet also bal - kann ee soen - 20 Joer gedauert, ier mat dem Dag vun haut dëse Prozess - „hätt sollen" soen ech - ofgeschloss sinn.

Gläichzäiteg ginn awer mat deem virleienden Text och verschidden Adaptatioune virgeholl, déi sech am Laf vun der Zäit duerch eng Rëtsch vu Verännerungen an der Beruffs- an Aarbechtswelt opgedrängt hunn. D'Aarbechtsbedéngunge sinn haut ganz anescht wéi elo beispillsweis viru Jorzéngten, wou deemools vill méi Leit enger kierperlecher Aarbecht nogaange sinn. Et däerf een nämlech net vergiessen, dass dat ursprünglecht Gesetz aus dem Joer 1902 staamt. Dëst gouf 1925 duerch de Code des assurances sociales ersat. Allerdéngs huet dëst Gesetz seng Grondstruktur zënterhier trotz punktuellen Adaptatioune kaum verännert. Deemno ass et ouni Zweifel net vu Muttwëll, wann d'Assurance accident enger Reform ënnerzu gëtt.

De virleiende Projet de loi ass e komplexen, komplizéierten an immens technesche Projet. An hirem Rapport ass déi honorabel Madame Mutsch schonn op villes agaangen an huet déi wesentlech Ännerungen a Verbesserungen explizéiert. Ech wëll mech dofir a menger Interventioun just op e puer Punkte beschränken.

Här President, am ursprünglechen Text, wéi e vun der Regierung déposéiert ginn ass, war net virgesinn, dass och d'Statsbeamte sollten an dee generelle System vun der Assurance accident falen. Si sollten hire spezielle Regime behalen. Well awer de System vun den Indemnisatioune geännert gëtt an a groussen Deeler dem Droit commun ugepasst gëtt, huet de Statsrot a sengem Avis gemengt, dass e spezielle Regime fir d'Statsbeamten net méi ze justifiéiere wier.

D'Kommissioun huet sech vum Statsrot sengen Argumenter iwwerzeege gelooss - awer och, well de Risiko vun enger Opposition formelle gi war - a sech also där Meenung ugeschloss, sou dass et elo nëmmen nach een eenzege Regime vun der Assurance accident gëtt fir alleguerten d'Beschäftegter, egal ob aus dem privaten oder dem öffentleche Secteur. An deem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass d'Aglidderung vun de Fonctionnairen an de generelle System awer eleng fir d'Gemengen eng finanziell Charge vu plus ou moins 1,25 Milliounen Euro duerstellt.

Här President, dëse Projet ass nach net evakuéiert a scho soll nees eppes un de Modalitéite vum System geännert ginn. Ech war aganks schonn drop agaangen, well net méi spéit ewéi gëscht den Owend huet de Premierminister nämlech schonn nees eng weider Reform vun der Assurance accident ugekënnegt. An zwar soll en eenheetleche Cotisatiounstaux fir all Betriber agefouert ginn, wat géif bedeiten, dass den Taux bei de Banke géif eropgesat ginn

a parallell dozou dee vum Mëttelstand géif entlaascht ginn.

Ech muss soen, d'Demokratesch Partei begréisst sécherlech dës Entlaaschtung vun eise mëttelstännegen Entreprisen an déi domadder verbonnen Opwäertung vun de manuelle Beruffer. Ouni d'Detailer an déi genau Zuelen genau ze kennen, muss ech awer soen, dass et schwéier ass, hei eng definitiv Ausso ze maachen.

Och wësse mer nach net, wéini dës Reform dann iwwerhaapt soll kommen. Et ass elo vum 1. Januar geschwat ginn, mä dat war méi hoffnungsvoll ausgedréckt ginn. Vläicht kann den Här Di Bartolomeo eis herno a senger Interventioun op déi dote Froen äntwerten. Mir si gespaant op déi Äntwerten, Här Minister, dat ëmsou méi, wéi mer den Donneschdeg heivunner absolut nach keng Ahnung haten - vun der Ukënnegung schwätzen ech vum Premierminister vu gëscht den Owend.

Här President, dat gréisst Innovatiounselement vum virleiende Projet besteet awer ouni Zweifel an der Reform vun den Indemnisatiounen. Sou wéi de Conseil économique et social dat a sengem Text proposéiert hat, an esou wéi d'Assurance accident an deene leschte Joren och an aneren europäesche Länner reforméiert ginn ass, gëtt d'Indemnisation forfaitaire - déi sech eleng op der Rente d'accident baséiert huet - duerch eng méi differenzéiert Entschiedegung vun deenen eenzelnen Aarte vu Schied materiell oder physesch ersat.

Ouni nach eng Kéier wëllen an den Detail ze goen, ass et awer wichteg ze ënnersträichen, dass d'Assurance accident an Zukunft wäert mat ënnerscheedleche Prestatiounen de Lounausfall respektiv all aner materiell Perten, déi duerch en Aarbechtsaccident entstane sinn, indemniséieren. Dëst ass an eisen Aen, an den Ae vun der Demokratescher Partei, ouni Zweifel déi richteg Approche, fir déi Betraffe kënne méi genee op de vun hinnen erliddene Schued ze entschiedegen.

D'DP begréisst dofir ausdrécklech dës nei Elementer am Regime vun der Assurance accident. Gläichzäiteg hoffe mer awer och, dass déi nei Dispositiounen a besonnesch déi nei Kritären, wéi déi eenzel Indemnisatioune sollen ausgerechent ginn - an et sinn der eng ganz Rei -, net dozou féiere wäerten, dass déi betraffe Leit musse laang op hir Sue waarden.

Insgesamt kann ee festhalen, dass deen neien Indemnisatiounssystem eng kloer Verbesserung fir déi Betraffe mat sech bréngt. Och wann deen een oder anere méi klenge Schued net méi wäert ganz rembourséiert ginn, ginn dach awer gréisser Schied an Zukunft vill besser ofgedeckt.

Här President, 2008 gouf et hei zu Lëtzebuerg 27.700 Aarbechtsaccidenter, dovunner 18 déidlecher. All Aarbechtsaccident ass net nëmmen en Accident ze vill, mä hannert dësen Zuele verstoppe sech oft ganz tragesch Schicksaler. Ëmsou méi wichteg sinn dofir fir eis als Demokratesch Partei all preventiv Moossnamen an dësem Beräich.

Mir begréissen dofir beispillsweis och déi rezent Initiativ vun der Association d'assurance accident, fir e Prix prévention an d'Liewen ze ruffen, mat deem d'Entreprisë fir hir Beméiunge fir méi Sécherheet a besser Aarbechtskonditioune sollen ausgezeechent ginn. D'Preventioun an d'Sensibiliséierung ginn ëmmer nees gären als wichteg Elementer an der Beméiung fir besser Aarbechtskonditiounen a méi Sécherheet op der Aarbecht gefouert. Allerdéngs gesäit et bei der konkreter Ëmsetzung vun esou enger preventiver Politik um Terrain ganz oft anescht aus.

Esou konnt ee virun e puer Deeg an der Press liesen, dass et bei der ITM géif u Personal feelen. Zwar ass d'Zuel vun den Inspekteren duerch d'Reform vun dëser Administratioun eropgesat ginn. Allerdéngs kann offensichtlech nëmmen e ganz klengen Deel vun dëse Leit och wierklech um Terrain aktiv sinn. Et wier wierklech bedauerlech, wann duerch eng mangelhaft Gestioun vum Personal vun der ITM d'ITM hirer wichteger Kontrollmissioun net kéint esou nokommen, wéi dat misst de Fall sinn.

Här President, ofschléissend wëll ech et awer net verfeelen, fir der Rapportrice, der honorabeler Madame Lydia Mutsch, fir hiren ausféierleche mëndlechen an och exzellente schrëftleche Rapport Merci ze soen. Domadder ginn ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Carlo Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt elo d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll och direkt der Rapportrice, der Madame Mutsch, Merci soe fir hire Rapport. Si war ganz detailléiert a ganz prezis. Och de Kolleeg Spautz huet nach eng Kéier quasi e bis-Rapport vum Projet de loi gemaach, vläicht och nach eenzel Aspekter beliicht, déi virdrun net beliicht waren, sou dass ech mengen - wéi de Kolleeg Carlo Wagner - eigentlech méi kuerz kënnen ze bleiwen, fir elo net nach eng Kéier - fir d'drëtt oder fir d'véiert - Saachen, wou mer eis an der Kommissioun alleguerten eens waren, ze widderhuelen.

D'Madame Mutsch sot an hirem Rapport - an hirem mëndleche Rapport - zu dësem Projet, dee jo u sech ganz laang ënnerwee war - vun `92 u bis haut -, dass ganz vill nogeduecht gi wier an där Zäit op enger Rei vun Niveauen. Et ass sécher wouer, et ass och an der Kommissioun nach nogeduecht ginn. Mä et muss een awer och soen, dass net vill kontrovers schlussendlech diskutéiert ginn ass, well mer eis an dëser Matière an der Kommissioun - mengen ech - op praktesch all de Punkte méi oder wéineger eens waren no der Diskussioun. Et ass wierklech e Projet, deen de Stempel vum Konsens - vläicht net op all de Punkten, awer op den allermeeschte Punkten, mengen ech - vun de Membere vun der Kommissioun dréit.

De Carlo Wagner an ech selwer haten ufanks vun der Sitzung op déi Äusserunge vum Statsminister gëschter op der Televisioun reagéiert, an ech sinn och do mam Här Spautz senger Äntwert net d'accord. Ob mir elo an der Kommissioun doriwwer diskutéiert haten, ob dat an engem Procèsverbal steet oder net, Fakt ass, mir sinn an der Kommissioun zur Konklusioun komm, dass den Text, deen haut virläit, dat ass, wat mer wéilte maachen. A mir hu gesot, dat ass de Kompromëss, an déi Klatz ass ronn, a mat där kënne mer an den nächste Joren och eppes ufänken.

Dann heescht et awer op eemol gëschter, dass dat awer elo op engem Punkt, dee jo awer wierklech keng Niewesächlechkeet ass, soll geännert ginn. An dat entkräft awer trotzdeem d'Valeur vun deem Projet hei, deen ech e gudde Projet fannen, wou mer - mengen ech - eng wierklech gutt Aarbecht, eng gutt Reform hei maachen. Ech wëll och dofir dem Minister do gäre soen, dass dat eng gutt Aarbecht och vun him a vu senge Mataarbechter ass. Ech fannen et dofir schued, wa mer een Dag virum Vote esou eng Ausso gemaach kréien; dann hätt een dat doten och éischter kënnen diskutéieren.

Ech weess och net, firwat dass de Statsminister dat gesot huet, ob dat dann elo e Regierungsbeschloss war, well de Statsminister huet jo och dem Minister Schmit virgeworf, e géif do Saache soen, wou et eng Regierungsmeenung géif ginn. Ech weess net, ob dat, wat den Här Juncker gëschter gesot huet, dann och d'Meenung ass vun der ganzer Regierung, ob dat och vun der ganzer Regierung diskutéiert an approuvéiert ginn ass, wat do lancéiert ginn ass. Mä egal wéi werft et e Schiet op dat, wat mir hei diskutéieren.

Ech weess och net, wéi de Minister Di Bartolomeo sech dann elo muss gespuert hu gëschter Owend - wann en dann Zäit hat, d'Tëlee ze kucken -, wann en dann do héiert, wat en als Regierungsmember ze denken huet, an deem Ressort, deen hie jo eigentlech als Éischte misst ze veränterwerten hunn.

Egal wéi, dëst Gesetz hale mir als gréng Fraktioun fir eng Verbesserung vun der Situatioun, déi mer haut kennen. Et gëtt wuel eenzel Fallbeispiller, wou Leit och theoretesch kënne méi schlecht ewechkommen. Beispillsweis déi ganz kleng Invaliditéiten, déi bei engem Deel vu Leit tatsächlech dann elo an Zukunft wäerte gestrach ginn. Mä mir schwätzen awer wierklech do vu ganz klengen Invaliditéiten a vu ganz klenge Beträg.

A vun deene Leit do ofgesinn, mengen ech awer, dass de Rescht vun der Reform einfach méi richteg ass wéi dat, wat mer elo maachen, och doduerch méi richteg ass, well et méi genee ass, well et méi prezis ass, well et wierklech do probéiert, méi ze hëllefen, wou e bësse méi Hëllef gebraucht gëtt. A well et och op anere Plazen, wou vläicht iwwerkompenséiert ginn ass - net vläicht, wou sécher iwwerkompenséiert ginn ass, an dat si keng Minoritéite gewiescht, et ware ganz vill där Fäll do -, dass een do mat där Iwwerkompensatioun ophält an ebe just dat libéréiert vu Kreditter, wat ee brauch, fir op anere Plaze méi kënnen ze hëllefen an enger Reform, déi jo - in globo - finanziell plus minus neutral sollt sinn.

An ech mengen, dass déi Ziler do mat dësem Text erreecht gi sinn, an dofir wäerte mir als gréng Fraktioun mat Sécherheet och zoustëmmen. E Luef oder e Merci och un de Conseil économique et social, déi sech vill Zäit geholl hu fir deen Avis, déi awer och dofir e gudden Avis presentéiert hunn, an deen, mengen ech, och an den Denkpisten eng Rei Leit gehollef huet, fir déi Reform hei virzebereeden.

An ech denken, datt se mat hirer laanger Reflexioun den Nol op de Kapp getraff hunn, notamment fir déi fundamental Iddi a fir déi fundamental Afrostellung vun der Indemnité forfaitaire, fir eriwwerzegoen op eppes méi Prezises, wat limitéiert ass op eng Kompensatioun vum Akommesverloscht; wat d'Rapportrice genannt huet, eppes Moossgeschneidertes an där heiter Matière. An dat ass vläicht net honnert Prozent wouer, mä et trëfft awer, mengen ech, schonn zimlech genee dat, wat probéiert gëtt.

Eng Rei Saachen änneren net. D'Immunité patronale ass ee vun den Aspekter, déi net änneren. A mir mengen och, dass do méi derfir schwätzt wéi dergéint. Wann een dat hätt wëllen änneren, dat hätt eiser Meenung no méi Froe riskéiert opzewerfen, wéi et der beäntwert hätt. De Prinzip, dass nëmme kann am Fall vun enger Condamnation pénale eng Indemniséierung gefrot ginn, mengen ech, ass richteg, a soll och dofir, wéi et virgeschloen ass, beim Status quo bleiwen.

Eng Rei Saache kommen awer nach nei derbäi, déi mer ausdrécklech begréissen. Op iterativ Ureegung vum Statsrot gëtt dann elo e Régime spécial vum Fonctionnaire public an Employé public ofgeschaaft. Mir ënnerstëtzen deen dote Wee.

A mir sinn och frou oder iwwerrascht, dass d'Interessevertriedung vun der Fonction publique sech zu dësem Aspekt net geäussert huet. Mä wann een näischt seet, ass ee wahrscheinlech och d'accord. Qui ne dit mot consent. An dofir gi mer dervun aus, dass hei och d'CGFP dermat d'accord war, dass dee Régime spécial ofgeännert gëtt an dass et dann agebett gëtt an e Régime commun, dee fir jiddwereen deeselwechten ass; wat mir ausdrécklech wollten ënnerstëtzen.

Fir genausou richteg hale mer et, dass dee System vun deem Bonus, Malus agefouert gëtt. Et ass kloer, a jiddweree weess dat, et gëtt an der Aarbechtswelt ënnerschiddlech Secteure mat ënnerscheedleche Risiken. De Bau ass natierlech méi exposéiert wéi eng Aarbecht um Büro.

An zwou Saache sinn do bei eis awer wichteg als gréng Fraktioun. Engersäits, dass een en Element vu Solidaritéit huet, dass also net déi, déi nëmmen um Büro schaffen, kee Sou wéilte matbezuele fir déi, déi um Bau schaffen, déi déi Gebaier erriichten, an deenen herno déi um Büro kënne sëtzen. Dofir hale mer et fir richteg, dass och do tëschent de Secteuren e Mooss vu Solidaritéit muss spillen.

Dofir fanne mer et och ausdrécklech richteg, och aus deem Bléckwénkel, dass de Régime spécial ofgeschaaft ginn ass, well doduerch, dass d'Fonctionnairen an d'Employéen och elo e Patron da matbrëngen, dee mat bezilt, nämlech de Stat, dee bis elo jo nëmmen de Remboursement vun de Prestatioune gemaach huet iwwert de Statsbudget. An an Zukunft wäert en, wéi all Patron, och mat cotiséieren.

Dat hale mer ausdrécklech fir richteg, well dat och en Element vu Solidaritéit huet um Niveau vun der Fonction publique mam Patron Stat, deen och hei dofir suergt, dass iwwert den Ëmwee vun de Cotisatiounen d'Iddi vun der Solidaritéit respektéiert gëtt.

Dat huet den Avantage fir aner Patronen, dass hir Participatioune wäerten erofgoen. Och dat ass awer eng Mesure, déi an dësen Zäiten net einfach en neutrale Fakt ass. An enger Zäit, wou mer elo diskutéieren am Kader vun der Tripartite, an och doriwwer eraus iwwer Spuermoossname beim Stat, ass dat heiten am Moment eng zousätzlech Dépense fir de Stat, déi engagéiert gëtt an déi d'Patronat entlaascht. An dat muss een ënnersträichen, well fir näischt gëtt et dat doten net.

Mir sinn och der Meenung, dat ass déi zweet Iddi, déi eis wichteg ass… Dat ass déi Iddi vum Bonus, Malus, dass also bannent deenen eenzelne Secteuren, déi Leit, déi Patronen, déi Efforten ënnerhuelen, fir hir Sécherheetssituatioun ze verbesseren - an och dat ass net ëmmer fir näischt ze kréien; dat huet och heiansdo mat Investitiounen ze dinn -, fir am preventive Beräich eppes ze maachen, fir derfir ze suergen, dass ee manner Accidenter huet, dass och déi Firmen also finanziell iergendwéi eng Kompensatioun derfir kréien, dass also Effortë sech bezuelt maachen.

Wann een an d'Sécherheet investéiert, muss een dat och als Patron bannent de Secteure kënne guttgehal kréien. An et kann net sinn, wann dat doten nämlech net de Fall wär, dann hätten déi, déi am meeschte murksen, ënnert dem Strëch praktesch keen Nodeel. Si géifen héchstens, wann d'Murks géif riicht ausgoen en Avantage gehat, a wann d'Murks géif schlecht ausgoen, gräifen déi aner ënnert d'Äerm.

Dat ass also kee Risiko geschaaft, an dofir hale mer dee System vum Bonus, Malus ausdrécklech fir richteg, well mer wierklech déi, déi keng Efforten ënnerhuelen, och identifizéiert kréien an déi och zur Keess bieden, an dass een déi, déi an d'Sécherheet vun hire Mataarbechter investéieren, och bannent dem System ënnerstëtzt. Dat ass ausdrécklech richteg. An dofir mengen ech och, ass dëse Projet ënnert dem Strëch kee schlechte Projet.

Dat gesot, wëll ech als leschte Punkt nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Gréng sech och an der Kommissioun derfir agesat haten, dat och ënnerstëtzen an och elo begréissen, well et zréckbehale ginn ass, dass mer an der Definitioun vun den Ayant-droiten am Fall vun engem Accident net nëmmen déi, wéi bis elo, eranzéien, déi zu der - entre guillemets - „legaler Famill" gehéiert hunn, mä dass mer och an Zukunft einfach déi reell Situatioun kucken, déi reell existéierend Famill betruechten, nämlech Leit, déi kënnen noweisen, dass se an enger Partnerschaft sinn, och ouni legaalt Engagement, dass och dat betruecht gëtt, dass sech als Kompromëss gëeenegt gëtt bei dräi Joer, déi ee kéint noweisen.

Mir haten eigentlech gemengt, dass d'Noweise géif duergoen, onofhängeg vun der Durée. Mä zumindest ass dat och eng éischt, awer net onbedeitend Ouverture, déi iwwert den Ëmwee vun dësem Gesetz gemaach gëtt, dass een iwwert deen dote Wee och méi realistesch d'Familljesituatioune vun de Leit aschätzt, net just d'Partenariater, déi agedroe sinn, net just d'Bestietnisser, mä dass einfach déi reell Situatioun vun de Leit an d'Partner do berücksichtegt ginn. Och dat hale mir fir e Fortschrëtt.

Dat gesot, Här President, bréngt déi gréng Fraktioun hir Zoustëmmung zu dësem Projet, och wann net alles perfekt ass; och an dësem Projet net. Mä mir halen et wierklech fir eng däitlech Verbesserung. Mat dësem Gesetz si mer hei zu Lëtzebuerg besser opgestallt wéi mat dem ale Gesetz. An dofir wäerte mer als Fraktioun dëst Gesetz och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Félix Braz. An als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, e grousse Merci fir d'éischt un d'Rapportrice Madame Lydia Mutsch fir d'Presentatioun vun dësem voluminéisen Dossier vun der Assurance accident.

D'Problematik vun den Aarbechtsaccidenter war allgemeng an och am medezinesche Milieu héich kontroverséiert. Ech erënneren un en Aarbechter, deen op senger Aarbecht de klenge Fanger verluer huet, an un e Pianist, deen och säi Fanger verluer huet. Déi goufen alleguerte gläichméisseg behandelt.

Wann en Aarbechter säi Réck verletzt hat a wann ee Bürokrat déiselwecht Verletzung hat, da goufen déi och d'selwecht behandelt, wou awer jiddweree gespuert huet, datt déiselwecht Pathologië ganz aner Impakter op d'Ausübung vun hirem Beruff haten.

Hei woren d'Barèmer och zimlech rigide. Een, dee säin A verluer hat, dee krut da 40%. Do huet jiddweree sech gewonnert: Firwat dann net 50%? An een, dee säi Fanger verluer hat, deen hat nëmmen 2 oder 3%. An do huet jiddweree gespuert, dass de Pianist benodeelegt wor. Deen hätt normalerweis misse 95, 96% kréien, well e säi Beruff net méi konnt ausüben.

Et hat een a ville Fäll dann d'Impressioun, dass deejéinegen, deen en Aarbechtsaccident hat, bestrooft wor. Villes war ongerecht, an och d'Famill vum Accidentéierten, haaptsächlech bei engem Doudesfall, gouf indirekt pénaliséiert. Dofir si mir frou, datt mat dësem Gesetz eng méi gerecht Indemnisatioun vum Versécherte wäert erfollegen an esou déi potenziell Angscht virun engem méiglechen Ofrutschen an d'sozial Aarmut wäert verschwannen. Dat ass gutt esou.

Wat natierlech ëmmer op der Dagesuerdnung wäert bleiwen a wou ëmmer méi muss gesuergt ginn, ass d'Preventioun vun den Aarbechtsaccidenter. An hei ass jiddwereen, deen d'Verantwortung huet, gefuerdert, fir sécher Aarbechtsplazen unzebidden an net am Numm vum schnelle Geld d'Gesondheet vun den Aarbechter op d'Spill ze setzen. Hei hu mir als politesch Acteuren déi moralesch Verflichtung, fir alles ze ënnerhuelen, fir den Aarbechter ze schützen, an hei ass all Zousatzkontroll an engem Betrib, haaptsächlech do, wou ee grousse Risiko ass, noutwendeg.

Den Här Spautz huet gesot, et géife ganz vill Accidenter duerch de Mobbing geschéien. Den Här Wagner huet zitéiert, dass mer méi wéi 27.000 Accidenter pro Joer hätten. Ech mengen, wat de Mobbing méi grouss gëtt, wat de Manktum un Zäit och méi grouss gëtt, wat dee Moment d'Aarbechtsaccidenter méi gefuerdert ginn.

Ech mengen, Här Minister, do misste mer an där Richtung eng Kéier eng Aktioun da starten, fir och e Gesetz géint de Mobbing op de Leescht ze bréngen, wou dat heite considéréiert gëtt.

Wat de Bonus, Malus ugeet, do si mer skeptesch. Ech erënneren un déi Entreprisen, wou Leit Accidenter hunn. A fir dat ze vertuschen, do ginn déi Accidenter einfach a Krankheetsfäll ëmgewandelt, esou dass déi Entreprise propper dosteet. Ech mengen, do muss een och déi ganz Problematik eng Kéier vun engem ganz anere Bléckwénkel duerchliichten.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Wat de Bénévolat ugeet, ech erënneren un d'Schwäiz, déi och Cotisatiounen agefouert hu fir Leit, déi am Bénévolat sinn; och fir Traineren zum Beispill am Fussball, am Volleyball, am Basketball. An dat nenne si „nicht berufliche Unfälle", NBU. Dat wär vläicht och eng Pist, fir do iergendwéi eng kleng Cotisatioun anzeféieren. Da wär jiddweree mat do abegraff.

Zum Schluss erënneren ech nach un déi zousätzlech Belaaschtung, déi de Stat elo operluecht kritt mat dësem Gesetz. Ech hoffen, dass dat d'nächst Joer dann 2011 net derzou wäert bäidroen, dass mer nach ëmmer méi an d'Enkt kommen.

Dat gesot, Här President, wëll ech den Accord gi vu menger Partei. Dëst Gesetz geet an déi richteg Richtung.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci, an als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, mir maachen hei eppes anescht wéi eng Reform. Mir änneren eng Logik. Mir hate bis elo bei der Unfallrent d'Situatioun, dass een eng forfaitaire Rent krut, entweder als eemolegt Kapital ausbezuelt oder als eng Rent, déi all Mount ausbezuelt ginn ass. Déi sollt da souwuel - vu dass et forfaitaire war, gerechent zwar op de Lounverloscht - dee Lounverloscht wéi och aner Schiedegungen ofdecken.

Déi Rent, déi konnt ee cumuléiere mat anere Revenuen, déi krut ee liewenslaang, onofhängeg dervun, ob een eng Pensioun hat oder net. Dat ass elo net méi esou. Elo gëtt getrennt. Dat heescht, op där enger Säit gëtt et spezial Indemnitéiten, dräi Zorten - déi sinn hei opgezielt ginn, déi brauch ech also net nach eng Kéier ze widderhuelen - fir déi ënnerschiddlech Schiedegungen, déi näischt direkt mat dem Loun ze dinn hunn. An déi ginn da festgesat a festen Tabellen.

An op där anerer Säit gëtt et eng Kompensatioun fir de Lounverloscht entweder a Form vun enger kompletter oder vun enger partieller Rent. Déi Kompensatioun fir de Lounverloscht gëtt wesentlech méi enk un d'Aarbechtsverhältnis gebonnen, wéi dat bis elo de Fall war, well do war se quasi onofhängeg. An dat bréngt a verschiddene Situatiounen och méi Drock mat sech op de betreffende Salarié, wéi zum Beispill bei dem externe Reclassement.

Wann dee Betreffenden duerch en Aarbechtsaccident dann eng Rente d'accident zougeschwat krut, da muss e sech zur Verfügung halen als Demandeur d'emploi, also sech disponibel hale fir den Aarbechtsmaart, wat en an der aktueller Situatioun, wann en eng Onfallrent zougeschwat kritt hätt, net onbedéngt hätt misse maachen. Esou dass also do d'Fro sech stellt, ob do net wesentlech méi Drock op d'Leit entsteet, wéi dat bis elo de Fall war.

Wat mech am meeschte stéiert, an dat ass och de Grond, firwat dass ech d'Gesetz net ka stëmmen, dat ass ebe just déi Fro vum Lounverloscht. Eigentlech misst ee jo dervun ausgoen, dass am Fall vun engem Aarbechtsaccident de Lounverloscht komplett - mindestens komplett - géif kompenséiert ginn. Dat ass awer manifestement net de Fall.

Ënnert deenen dräi Konditioune fir eng partiell Rent ass elo neierdéngs déi eng, dass de Lounverloscht muss 10% bedroen, soss kënnt eng partiell Rent guer net a Fro. Dat heescht, dat ass also net d'Fro vum Musiker, déi den Här Colombera ugeschnidden huet, sondern dat ass d'Fro vun enger ganz grousser Zuel vu Leit, déi bis elo eng partiell Rent kruten, déi ënnert deenen 10% Lounverloscht louchen, déi se elo net méi kréien. An dat sinn, esou soen d'Dokumenter, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, 75% vun de Fäll. Dat heescht, do fënnt also eng Kierzung statt, mat där ech net kann averstane sinn.

Elo kann een natierlech soen: Elo kënnt jo eng Indemnitéit derbäi. Eng vun deenen dräi Indemnitéite kann derbäikommen, mä dat ass net de Sënn vun deenen Indemnitéiten, fir e Lounverloscht auszegläichen. Déi hunn eng aner Bedeitung. An ech mengen och, dass a ganz ville Fäll déi Indemnitéit do net géif duergoen, fir de Lounverloscht auszegläichen. Dat ass fir mech also den Haaptgrond.

Deen zweete Grond, dee kennt den Här Minister och, well mir hei décidéieren, dass déi Reserv vun der Assurance accident, déi zwar méi kleng ass wéi déi vun der Pensiounskeess, géréiert gëtt vun dem Fonds de compensation, wou ech da schonn erëm viru mer gesinn: placéieren um Aktiemaart. Da kann ech domadder och net d'accord sinn, well ech dat fir absolut inakzeptabel halen.

An dann en drëtte Grond. Och hei gëtt eng Assemblée générale ofgeschaaft. Obschonn, et kann ee jo soen: Dat geet mech näischt un, well dat war d'Assemblée générale vun den Entreprisë selwer, also vum Patronat. Mä et ass eng generell Tendenz am Beräich vun der Sécurité sociale, déi Entscheedungsprozesser op ëmmer méi kleng Gruppen ze reduzéieren. Dat ass och bei der Pensiounskeess esou. Hei gëtt d'Assemblée générale ofgeschaaft, wou d'Entreprisë vertratt waren. Et ass déi generell Tendenz, mat där ech net averstane sinn.

A véiertens, dat ass och an dësem Fall erëm eppes, wat sech och an anere Situatioune scho gestallt huet, dat ass d'Fro vun den Iwwerstonnen. D'Iwwerstonne ginn hei och erëm eng Kéier aus der Assiette fir d'Cotisatiounen erausgeholl. Dat hu mer scho kritiséiert beim Statut unique, well dat eigentlech drop erausleeft, dass een Iwwerstonne favoriséiert, wou een eigentlech an Zäite vun Aarbechtslosegkeet misst derfir suergen, dass esou mann wéi méiglech Iwwerstonne misste gemaach ginn.

Just e Wuert, well meng Zäit schonn ofgelaf ass, zu der Aglidderung vum Stat an de Régime général, mat deem ech d'accord sinn. Et muss een allerdéngs dann och nach eng Kéier widderhuelen: Mat deem héije Prozentsaz vun deem Deel, dee finanzéiert gëtt, net no Risikoklasse mä einfach opgrond vun der Lounmass, heescht dat do eng Finanzéierung vum öffentleche Secteur zugonschte vum Privatsecteur. An ouni elo dogéint wëllen ze polemiséieren, kéint een awer soen, dass grad an deenen Diskussiounen, déi mer am Moment féieren, ee kéint erwaarden, dass de Privatsecteur dann och e bësse méi Respekt oder e bësse méi Solidaritéit géif weise par rapport zum öffentleche Secteur.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Den Här Gesondheets- a Sozialminister Mars Di Bartolomeo, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol e Merci vu menger Säit fir déi ganz konstruktiv Diskussioun, net nëmmen hei am Haus, mä och während de Chambersdebatten a während den Aarbechten an eiser Sozialkommissioun. Ech wollt der Madame Rapportrice speziell e Merci soe fir deen exzellente Rapport a virun allem fir déi Aart a Weis, wéi se d'Aarbechten an der Kommissioun gefouert huet.

Déi Aarbechten, déi si ganz seriö gefouert ginn, an d'Chamber, zesumme mat der Regierung a mat der Verwaltung, hu während deenen Aarbechten nach e ganz zolitte Bäitrag fir d'Weiderverbesserung vum Text geleescht. Ech wollt awer och mäi Respekt a mäi Merci der Verwaltung soen, ronderëm de Paul Hansen, de Claude Seywert, d'Pascale Speltz, d'Linda Schumacher an de Georges Wagner fir déi exzellent Aarbecht, déi se geleescht hunn.

Dat hei ass kee Projet, dee vun de Masse verlaangt ginn ass. Et ass kee Projet, wou ee sech elo ganz grouss Lorbeere verdéngt. Mä et ass awer e wichtegen, e richtegen an e gerechte Projet, deen, wéi gesot ginn ass, 20 Joer gebraucht huet, ier e prett war, fir verofschit ze ginn. An e gëtt elo verofschit, well mer déi Reform do wierklech wollten.

Zënter '92 ass se an der Diskussioun. Et huet bal zéng Joer gedauert, bis dass de Conseil économique et social säin Avis konnt virleeën. Et huet duerno nach eng Kéier bal zéng Joer gedauert, bis dass de Projet als Prioritéit an engem Regierungsprogramm war. Dat war fir '99.

An et huet dann nach eng Kéier eng ganz Rëtsch vu Jore gedauert, bis 2004 niewent der Erklärung am Regierungsprogramm och déi politesch Volontéit do war, fir d'Aarbechte richteg unzepaken. 2004 hunn ech keng Trace vun enger Reform a mengen Tiräng fonnt. Mir hunn 2004 déi Aarbechten ugefaangen, a mer hu se och zu Enn bruecht, wéi gesot, net mat dem Hannergedanken, fir grouss Lorbeeren dofir ze kréien, mä an der Iwwerzeegung, dass eng Moderniséierung vun den Texter noutwendeg wär.

Als Virbemierkung wollt ech awer nach eng Kéier drop hiweisen, dass déi beschten Unfallversécherung, déi mer kënnen hunn, net eng seriös an intensiv Preventioun a Sécherheetskultur an de Betriber ersetze kann. Zu engem Zäitpunkt, wou Kompetitivitéit ëmmer duerch ee ganz enke Bléckwénkel duergestallt gëtt, mengen ech, ass et och ubruecht, fir op aner Elementer vu Kompetitivitéit hinzeweisen, oder op aner Elementer, déi zu enger Verbesserung vu Kompetitivitéit kënne bäidroen.

Eng wierklech geliefte Gesondheetskultur, Sécherheetskultur an engem Betrib ass en Element, fir d'Kompetitivitéit vun engem Betrib ze verbesseren, fir d'Produktivitéit vun engem Betrib ze verbesseren. Well et ass eigentlech eng Evidenz, och wa se nach net an deem leschte Wénkel ukomm ass, dass, wann ee gesond Mataarbechter huet, motivéiert Mataarbechter huet, déi net onnéidege Risiken ausgesat sinn, dass déi vill méi motivéiert sinn an engem Betrib och op Dauer méi brénge wéi Leit, déi duerch Murks demotivéiert ginn.

Dofir, déi éischt Prioritéit an enger Sécherheetsdiskussioun, an enger Diskussioun iwwert d'Assurance géint Risiken op der Aarbechtsplaz, dat ass, dass mer beim Ufank sollten ufänken. An dofir ass et och wichteg, dass an där ganzer Diskussioun op d'Preventioun an awer och op d'Motivatioun vun de Betriber, fir an déi dote Richtung ze goen, esou vill Wäert geluecht ginn ass.

Duerch déi ganz objektiv Duerstellung vum Projet brauch ech net op all Detailer anzegoen. Ech wollt just d'Grondphilosophie vum Projet an e puer Wierder résuméieren. Richteg ass, dass et keng Entrüstung géint déi bestehend Gesetzgebung gouf.

Ech hu mech ëmmer gewonnert, firwat dass d'Betriber, d'Patronat net méi motivéiert war, fir dat heite Gesetz unzegoen an all senge Facetten. Ech muss feststellen, dass eigentlech déi eenzel Acteure relativ gutt mat där bishereger Gesetzgebung gelieft hunn, well eigentlech an de bisheregen Texter oder de bisherege Regelungen net nëmmen déi Saachen indemniséiert gi sinn, déi mussen indemniséiert ginn, mä heiansdo doriwwer eraus indemniséiert gi sinn. Bocksfouss derbäi war, dass heiansdo Saachen net indemniséiert gi sinn, déi eigentlech hätte missen indemniséiert ginn.

Mir sëtzt nach ëmmer ee Fall an de Knachen, deen ech hautno materlieft hunn, wou e jonke Mënsch vun 18 Joer op enger Schmelz quasi gegrillt ginn ass. En hat keng direkt Famill ausser sengen Elteren. Seng Eltere si just duerch eng Indemnité funéraire indemniséiert gi vun e puer dausend Frang an hate soss keen Usproch un Indemniséierung. Wann Elteren e Jong vun 18 Joer verléieren, mengen ech, geet et net mat enger Indemnité funéraire duer. Dat war an de bestehenden Texter net aneschters méiglech. Mir hu gemengt, dass dat sech misst änneren, an dat ännert sech och an der jëtzeger Reform.

Op där anerer Säit hat ee Situatiounen, wou iwwerhaapt kee Lounverloscht do war, mä wou eigentlech een nom Unfall wesentlech besser dru war wéi virum Unfall. Nun, ech gönne jiddwerengem déi dote Grousszügegkeet. Mä ech mengen, et ass awer och an der Sozialpolitik richteg a gerecht, dass een dat indemniséiert, wat ze indemniséieren ass, an net eppes indemniséiert, wat eigentlech net verluergaang ass. D'Patronat huet sech an der bestehender Form vun der Unfallversécherung relativ gutt erëmfonnt, well dat Essenziellt garantéiert war, dass, wann net e gravë Feeler geschitt ass, si eigentlech grad wéi de Salarié ofgeséchert war géint e Recours.

Da kommen ech zu deenen Diskussiounen, déi am Virfeld gefouert gi sinn. Do war et jo Velléitéite ginn, fir ze soen: Dee Schutz fir de Patron oder fir de Betrib, dee soll een a Fro stellen. Ech hunn ëmmer gemengt, dass dat en duebelschneidegt Schwert wär, well wann deem enge säi Schutz a Fro gestallt gëtt, da wär automatesch de Schutz och vum Salarié a Fro gestallt ginn, well och de Salarié, deen e Feeler - net en

absichtleche Feeler - mécht, duerch déi heite Formule geschützt ass. An dofir ass et gutt, dass mer mat deenen Nuancen, déi opgrond vun Uerteeler an der Vergaangenheet erakomm sinn, deen dote Schutz net ophiewen; wat allerdéngs net soll derzou féieren, dass ee sech net responsabel fillt fir dat, wat a sengem Betrib geschitt.

Mir hunn also e Projet hei virleien, dee mer haut hoffentlech stëmmen, dee sech vis-à-vis vun deem, wat an der Vergaangenheet war, an där Hisiicht alignéiert, dass e Lounverloschter, déi net do sinn, zwar net méi indemniséiert, mä aner Saachen, déi net indemniséiert gi sinn, an Zukunft indemniséiert. Dat gëllt fir d'Schmerzensgeld. Dat gëllt fir de Préjudice esthétique. Dat gëllt och fir en Impakt, deen en Unfall op dem Affer säin normale Liewensoflaf kann hunn. Dat si Begréffer, déi bis elo an eiser Unfallversécherung duerch d'forfaitaire Entschiedegung zwar einegermoossen ofgeséchert warem, awer net am Detail ofgeséchert waren.

Ënnert dem Strécht kann ee soen, dass duerch d'Reform déi ganz kleng Schied net méi esou grousszügeg indemniséiert ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war; an déi méi dramatesch Fäll, déi an der Vergaangenheet nëmmen deelweis indemniséiert gi sinn, besser indemniséiert ginn.

Dass ech dat haut esou ka soen, ass och de Verdéngscht vun deenen Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun gefouert hunn, well mer d'Barèmen, déi à la base vun den Entschiedegunge sinn, nach eng Kéier kritesch ënnert d'Lupp geholl hunn a festgestallt hunn, dass déi Barèmen, opgrond vun deenen Erfahrungen am Secteur privé, also am Régime général, net grousszügeg genuch waren, dass déi net adaptéiert genuch waren. Do hu mer substanziell Verbesserunge gemaach.

Wat sech och wäert änneren, dat ass en awer net ze vernoléissegend Element. Dat ass d'Indemniséierung vun deene sougenannten Accidents de trajet. Dir kennt alleguer d'Situatioun, wéi se haut ass. An ech schwätzen hei net vun deene ganz graven, wou Verletzter, Schwéierverletzter derbäi sinn oder wou souguer Leit hiert Liewe loossen, mä ech schwätze vun deene klengen Téitschen, Minitéitschen, déi indemniséiert ginn, wann een e Kierperschued kann noweisen, normalerweis dee berühmte Coup du lapin, dann huet d'Assurance accident indemniséiert.

Aus de Statistike vun der Assurance accident geet ervir, dass de Gros vun deene Wegeunfäll ënnert dem Prädikat vun deene klengen Téitsche fält. Dat ass awer net onbedéngt de Sënn vun enger Assurance accident, an dofir gëtt dat an Zukunft och geännert iwwert d'Aféierung vun enger Franchise, déi dozou wäert féieren, dass déi ganz kleng Bagatellen net un d'Assurance accident erukommen.

Bei deene méi grousse Schied, déi engem wierklech dann och finanziell Suerge kënne bereeden, gëtt indemniséiert, méi héich indemniséiert, wann et noutwendeg ass, ouni dass een noutwendegerweis muss eng Verletzung u sengem eegene Kierper noweisen. An ech fannen, dass dat och richteg ass. An der Vergaangenheet konnt een och net ausschléissen, dass et heiansdo eng duebel Indemniséierung ginn ass, well een iwwert d'Assurance accident indemniséiert ginn ass, a wann een eng Kasko-Versécherung hat, och nach hätt kënnen doriwwer indemniséiert ginn.

Wichtegt Element vun dësem Gesetz ass, dass mer an Zukunft och nëmmen nach een eenzege Regime vun der Assurance accident hei am Land hunn. Dat ass fir keen e Verloscht, ausser dass de Stat net nëmme méi bezilt fir de Schued, deen entstan ass, mä regelrecht cotiséiert. De Beamten, ob dat op de Gemengen oder beim Stat ass, entsteet kee Schued doduerch, well si ginn indemniséiert, wéi se bis elo indemniséiert gi sinn; just de Stat gëtt behandelt wéi en normale Betrib.

De Statsrot hat bei dësem Volet Recht a sengen Argumentatiounen, an ech sinn och ganz frou, dass déi Argumentatioun um Niveau vun de Kolleegen an der Regierung, um Niveau Fonction publique gedeelt ginn ass an um Niveau vun der Chamberskommissioun a mer hei e weidere Schrëtt ginn a Richtung Gläichbehandlung net nëmme vun de Salariéën, mä awer och vun de Betriber, déi Leit beschäftegen.

Dat huet eis et erlaabt, d'Solidaritéit ze vergréisseren, well doduerch, dass de Stat elo en normale Bäitrag bezilt, konnt déi Tranche vu Solidaritéit zwëschen de Betriber gehéicht ginn. Bis haut ass et e gemeinsame Sockel vu 25% ginn, wou d'Betriber solidaresch ënnerenee sinn. Duerch de Regierungsprojet ass dat gehéicht ginn a Verhandlunge mat de Partner op 33%, an doduerch, dass de Stat dozou stéisst, gehéicht op 36%, an - ech soen dat esou, wéi ech dat emfannen - hoffentlech an Zukunft op eng honnertprozenteg Solidaritéit zwëschent de Betriber.

Well, ech muss Iech soen, ech hunn dat ni verstan, dass dat ënnert de Betriber akzeptéiert ginn ass, dass en Deel vun de Betriber 0,4 oder 0,5% Bäiträg op der Gesamtlounmass bezuelt hunn, an anerer 6%. Stellt Iech elo emol ee Moment vir, dass mer an enger Assurance maladie esou eng Diskrepanz an de Beträg hätten, doduerch, well an deenen enge Betriber kee Risiko ass, fir krank ze ginn, an an anere Betriber en héije Risiko ass, fir krank ze ginn. Déi, déi 6% géifen oder misste bezuelen, déi géifen d'Weltrevolutioun ausruffen, well esou eppes net ze vertrieden ass.

An ech hunn nach dat an de Knachen, wéi 2005 e schwaarzen Dag ausgeruff ginn ass, well d'Cotisatiounen an der Assurance maladie ëm 0,1% gehéicht gi sinn. Dat war quasi de Weltënnergang - festgestallt vum Patronat, dat awer op där anerer Säit domat d'accord ass, dass een Deel vun de Betriber 0,5% Bäiträg an der Assurance accident bezuelen, an en anere 6% Bäitrag. 6% op der gesamter Lounmass! Dir kënnt Iech also virstellen, wat dat fir eng Differenz ass...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Wagner Iech eng Fro stellt?

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, ech hunn dem Här Minister elo ganz andächteg nogelauschtert. Mä, Här Minister, hutt Dir dee falsche Projet de loi déposéiert?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Well, wann Der esou iwwerzeegt sidd dovunner...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen, am Géigesaz zu Iech, Här Wagner, hunn ech e Projet de loi deponéiert, an Dir hat een ugekënnegt an Dir hutt ni ee gemaach.

(Interruption)

Et ass awer déi grouss Differenz...

Plusieurs voix.- Oooh!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass déi grouss Differenz…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Sou, ech bieden Iech elo, dem Minister nozelauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass déi grouss Differenz…

(Interruptions)

Majo, wann Der nogelauschtert hätt, Här Wagner, ech wëll dat dann nach eng Kéier soen, Dir hat e Projet ugekënnegt, Dir hutt net dru geschafft. Ech hunn de Projet ugekënnegt, an ech hunn e gemaacht, an ech hunn och un der Solidaritéit geschafft.

Gutt, doduerch, dass mer an enger flotter Diskussioun sinn iwwer Solidaritéit hei zu Lëtzebuerg, schwätze mer och e bësse méi genee iwwert d'Solidaritéit…

(Interruption)

M. le Président.- Här Wagner, loosst Der wann ech gelift elo den Här...

(Interruption)

Här Wagner, loosst wann ech gelift elo den Här Minister ausschwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech versti jo den Här Wagner, dass e sech getrëppelt fillt, well en de Spigel virgehale kritt huet vu sengem eegenen Onvermëigen an deem heite Beräich.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Äntwert op meng Fro, wann ech gelift!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, d'Sozialiste sollen d'Solidaritéit an der Tripartite diskutéieren an net heibannen!

Här Di Bartolomeo, schwätzt vu Solidaritéit an der Tripartite.

M. le Président.- Sou, ech hätt elo emol gären, datt mer eis alleguer e bësse berouegen an dem Minister erëm nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ma voilà, well ech war ganz onopgereegt, d'Opreegung kënnt vun de Bänke vun de Liberalen.

(Interruption et hilarité)

De Liberalen, deene mir mussen Entwécklungshëllef ginn an deem heite Beräich.

Ech kommen awer op d'Fro vum Här Wagner. Ech hat 2005 an der Tripartite schonn d'Propositioun gemaach, fir déi Solidaritéitsbäiträg zwëschent de Betriber an d'Luucht ze setzen. Bon, dat ass deemools net an deem Mooss gaang. Mir hunn awer an der Praxis am Projet de loi doru geschafft, an et geet eben elo eng weider Zäitfënster op, fir kënnen nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen. Dorënner leit awer dee Projet hei iwwerhaapt net, well déi Dispositiounen iwwert de Finanzement sinn een oder zwee Artikelen, an dat werft d'Philosophie vun deem Projet iwwerhaapt net op d'Kopp. Wa mer also an Tripartiten-Diskussiounen do eng weider Ouverture kréien, ass dat ouni Weideres méiglech, wär souguer nach méiglech theoretesch, ier de Projet a Kraaft gesat gëtt, well deen trëtt jo net muer a Kraaft, mä deen trëtt den 1. Januar 2011 a Kraaft, woumat ech och op déi Fro vun dem Här Wagner geäntwert hunn, wou en an der Diskussioun opgeworf huet.

M. Carlo Wagner *(DP).*- À peine.

(Hilarité et interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech hu ganz gutt Zäit.

Här President,…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Minister, reprochéiert mir awer net, dass ech an zwee Joer net fäerdeg bruecht hunn, wou fir Dir sechs Joer gebraucht hutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Mä Dir waart fënnef Joer an der Regierung.

(Interruption)

Dir waart fënnef Joer...

M. Carlo Wagner *(DP).*- Neen, neen,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Dir waart fënnef Joer an der Regierung, an den Avis vum Conseil économique et social ass vun…

M. Carlo Wagner *(DP).*- 2002.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- 2001, dat heescht, Dir hat gutt dräi Joer Zäit, fir e Projet auszeschaffen...

(Interruptions)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Et war 2002. Dir hätt da missen, wann Der besser gewiescht wiert, 2006 mam Projet kommen.

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister, d'Zäit ass geschwënn eriwwer. Fuert wann ech gelift virun.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Wäert ech maachen, Här President, ech kommen och gläich zum Schluss.

D'Finanzement hunn ech ugeschwat. Do sinn an der jëtzeger Virlag also scho weider Verbesserungen, a mir hoffen… An dat hu mer net nëmmen eng Kéier an der Kommissioun diskutéiert, mir hunn dat och an der leschter Kommissiounssitzung nach eng Kéier zur Diskussioun gestallt. Ech weess net, ob den Här Wagner nach do war. De Paul-Henri Meyers huet déi Fro och opgeworf…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dach, Här Minister, ech war do…

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- …virun dräi Sitzungen, a mir mengen, dass dat do déi richteg Richtung ass a mer eis net solle bëire loossen, wa mer haut de Projet stëmmen, dass zousätzlech Perspektiven opginn.

(Interruption)

Als Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech Iech soen, dass ech mat ganz grousser Satisfaktioun feststellen, dass mer hei och kënne Sozialreforme maachen, déi net en eesäitege Charakter hunn. Déi heite Sozialreform brëngt de Betriber eppes, dat heescht Stabiliséierung a Stabilitéit am Finanzement, a brëngt de Salariéën eng ugemiessen Entschiedegung fir déi Schied, déi bei engem Aarbechtsaccident entstinn.

Dat Wichtegst, wat zousätzlech nach ze bemierken ass, dat ass, dass mer niewent deenen Efforten, déi mer an deene leschte Jore gemaaach hunn, fir Onfallpreventioun ze maachen, dass déi mat dësem Projet wäerte weidergefouert ginn, an dass mer eis d'Méiglechkeet ginn, wa mer da vläicht muer bei enger komplett solidarescher Finanzéierung landen, dass mer iwwer e Bonus-Malus-System deene Betriber kënne Rechnung droen, déi ebe vläicht besser oder net gradesou gutt Schüler sinn.

Doriwwer eraus, mengen ech, geet d'Assurance accident an déi richteg Richtung, wa se, wéi an der Vergaangenheet, de Betriber hëlleft, sech ze zertifizéieren a Saachen Onfallverhütung respektiv Sécherheetskultur, a wa se d'Betriber motivéiert, fir iwwer e Präis fir d'Sécherheet an de Betriber respektiv fir d'Preventioun vun Accidenter an de Betriber eng Vitrine zur Verfügung stellt, fir déi Best Practices ze weisen.

Ofschléissend nach eng Kéier all deenen, déi un dësem Projet bedeelegt waren, deen iwwer länger Zäit geräift ass, e ganz grousse Merci, an ech hoffen, dass mer an zwee Joer bei Geleeënheet kënnen e positive Bilan vun deem heite Gesetz zéien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

(Interruption et hilarité)

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Félix Eischen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: *M. André Hoffmann.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

8. Ordre du jour (suite)

An elo géife mer de Punkt vum Projet de loi 6066 virhuele mam Accord vum Rapporteur, well d'Rapportrice vun deem anere Projet ënnerwee ass. Dofir kéime mer dann also elo op de Projet de loi 6066, en Accord iwwert d'tropescht Holz. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, d'Madame Polfer, den Här Braz, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

9. 6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Projet de loi approuvéiere mer also den internationalen Accord vun 2006 iwwert d'Tropenholz.

Op eiser Äerd gëtt et ongefeier véier Milliarden ha Tropebëscher, déi ongefeier 30% vun eisem Planéit couvréieren. Ech erlabe mer dofir unzefänken, d'Bedeitung vun den Tropebëscher ervirzeträichen.

D'Tropebëscher erfëllen eng grouss Rei vu wichtege Funktiounen. Am Beräich vum Klima: Si stabiliséieren de Klima, andeems se riseg Mengen un CO_2 stockéieren. Wat d'Natur ubelaangt: D'Bëscher protegéieren d'Biedem, a si leeschten eng wichteg Contributioun fir d'Erhale vun der Biodiversitéit. D'Holz ass eng Basis fir eng ganz Industrie; dat souwuel an deene Länner, wou Holz geschloe gëtt, wéi och do, wou Holz weider veraarbecht gëtt an och verkaf gëtt. Verbonne mat dëser Industrie si Millioune vun Aarbechtsplazen, souwuel an de Produzentelänner wéi och an de Pays consommateurs. An d'Aarbechtsplaze sinn dobäi besonnesch wichteg, fir d'Revenuë vun de Familljen an de Produzentelänner ze garantéieren.

Fir dës wesentlech Funktiounen ze erhalen, ass et wichteg, dass derfir gesuergt gëtt, dass eng nohalteg Gestioun an en adequate Schutz vun den Tropebëscher garantéiert sinn. Do besteet Handlungsbedarf, well d'Tropebëscher sinn hautdësdags seriö bedroht. D'FAO, déi regelméisseg de Bestand vun de Bëscher analyséiert, huet an engem Bericht festgehalen, dass all Joer 13 Milliounen ha Bësch verschwannen. Besonnesch am A muss ee behalen déi illegal Ofholzung vun de Bëscher, déi a verschiddene Länner méi wéi 50% vun der Produktioun ausmécht. D'Europäesch Kommissioun schätzt, dass ongefeier 20% vun den Holzimporter an d'EU illegal sinn.

D'Ofholze vu Bëscher, d'Déforestatioun ass responsabel fir ongefeier 20% vun de weltwäiten CO_2-Emissiounen. An dobäi ass nach ze bemierken, dass d'Erwiermung vum Planéit och erëm negativ Konsequenzen op den Zoustand vun de Bëscher huet.

Fir dës Problemer unzegoen, muss op internationalem Niveau kooperéiert ginn. An duerfir ass och dësen Accord ze begréissen. Et ass iwwregens schonn deen drëtte vu sengem Genre: En éischten Accord staamt aus dem Joer '83 an en zweete vun 1994.

D'Struktur vum Accord, deen am Kader vun der Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement négociéiert ginn ass, ass ähnlech wéi déi vu sengem direkte Virgänger. Am éischten Artikel sinn d'Ziler vum Accord formuléiert. Et geet do net nëmmen ëm d'Promotioun vum internationalen Handel mat Tropenholz, mä och, a virun allem ëm eng nohalteg Gestioun vun de Bëscher an iwwert d'Legalitéit vun der Exploitatioun vun de Bëscher. Esou soll zum Beispill d'Capacitéit vun de Memberen erhéicht ginn, fir d'Gouvernance an d'Uwendung vum Droit forestier ze verbesseren.

Den Accord beschreift d'Roll an d'Fonctionnement vun der OIBT, der Organisation internationale des bois tropicaux, déi hire Sëtz zu Yokohama a Japan huet an déi fir d'Mise en œuvre vum Accord responsabel ass. D'Membere vun der Organisatioun sinn agedeelt a Pays producteurs an a Pays consommateurs. Si decken haut ongefeier 80% vun de Tropebëscher an 90% vum internationalen Handel mat Tropenholz of. D'Haaptorgan vun der Organisatioun ass de Conseil international des bois tropicaux, an deem alleguer d'Memberlänner vertruede sinn. D'Stëmmrecht am Conseil international des bois tropicaux ass gläichermoossen opgedeelt tëschent de Produzenten an de Konsumenten. Bei de Konsumente variéiert d'Zuel vun de Stëmme mam Volume vun den Importatiounen, a bei de Produzenten ass d'Verdeelung e bësse méi komplizéiert. Mä hei ass och d'Tendenz déi, dass déi, déi e grousse Bëschbestand hunn a vill exportéieren, méi Stëmmen zegutt hunn.

D'OIBT formuléiert Texter, fir eng nohalteg Gestioun vun den Tropebëscher ze favoriséieren, a se hëlleft de Membere mat konkrete Projete bei der Ëmsetzung vun dëse Politiken.

(Interruption)

D'Finanze vun der OIBT ginn assuréiert duerch e Compte administratif fir de Fonctionnement vun der Organisatioun an e Compte spécial, dee mat de fräiwëllege Contributioune gespeist gëtt an dee fir de Finanzement vun de Programmer a Projeten do ass. Déi obligatoresch Dépensë fir de Budget administratif gi vun der Europäescher Unioun iwwerholl. Den Accord soll zéng Joer a Kraaft bleiwen a kann eng Kéier fir fënnef an dann nach eng Kéier fir dräi Joer verlängert ginn.

Den Accord huet zu ville Kritike gefouert, notamment am September 2008 duerch eng Resolutioun vum Europäesche Parlament. D'Europaparlament ass der Meenung, dass d'Zil vun der Protektioun an der Gestion durable ze mann Gewiicht huet par Rapport zum internationale Commerce vum Tropenholz. Kritiséiert gouf an deem Zesummenhang och d'Verdeelung vun de Stëmmen, déi esou organiséiert ass, dass déi, déi am meeschte mat Tropenholz handelen, och am meeschte Stëmmen hunn.

Mä allgemeng ass ee sech awer eens, dass dësen Accord wichteg ass an op alle Fall besser ass wéi seng zwee Virgänger. Den Accord eleng, an do ass ee sech och eens, geet awer sécher net duer, fir all Problemer am Beräich vun der Zerstéierung vun den Tropewälder ze léisen. Dat läit ënner anerem dorunner, dass d'Ziler am Accord net contraignant sinn an zimlech allgemeng formuléiert sinn. A grad dofir, mengen ech, ass et och wichteg, dass d'Europäesch Unioun déi legislativ Beméiungen an deem Beräich weider bedreift.

Dat bedeit éischtens, dass emol weider Accords de partenariat mat Drëttlänner ofgeschloss ginn. Dat sinn déi sougenannte FLEGT-Accorden - dat steet fir Forest Law Enforcement, Governance and Trade. Duerch dës Accordë soll séchergestallt ginn, dass nëmme legaalt Holz aus de Partnerstaten op den europäesche Marché kënnt.

Et sief och nach gesot, dass am Moment en europäescht Reglement um Instanzewee ass, mat deem verhënnert gi soll, dass Holz aus illegalem Ofbau op den europäesche Marché komme kann. Dat Reglement ass wichteg, well d'Accords volontaires de partenariat FLEGT, déi ech elo grad ernimmt hunn, nëmme beschränkt wierksam sinn.

Zum Ofschloss wollt ech Iech nach soen, dass, wéi mer de Rapport an där zoustänneger Chamberkommissioun ugeholl hunn, nach eng Rei Froen opgeworf gi sinn. Déi éischt dovu betrëfft déi finanziell Répercussioune vu Lëtzebuerg vum Accord. Ech hu jo scho gesot, dass déi obligatoresch Dépensen an Zukunft vun der Europäescher Communautéit gedroe ginn. Lëtzebuerg kann op fräiwëlleger Basis Programmer a Projete matfinanzéieren. De Statsbudget, an hei si mer nach an der Logik vun deem alen Accord, gesäit fir e puer Joer Contributioune vu 35.453 Euro fir d'Organisation internationale des bois tropicaux vir.

Bei der zweeter Fro goung et ëm d'Representatioun vu Lëtzebuerg am Conseil international des bois tropicaux. Bis elo war Lëtzebuerg net direkt doranner vertrueden, well eis belsch Frënn sech ëm deen Dossier gekëmmert hunn. An Zukunft ënnert deem neien Accord ass dat net méi de Fall. Den Dossier läit elo an der Hand vun der Administration de la nature et des forêts. Lëtzebuerg wäert en plus och um Niveau vum EU-Conseil matschwätzen, well deen Accord betrëfft souwuel national wéi och communautär Kompetenzen.

An als leschte Punkt goung et ëm d'Zuel vun de Stëmmen, déi Lëtzebuerg an deem Conseil international des bois tropicaux kréie wäert. Den Accord seet heizou, dass all Konsumentestat mindestens zéng Basisstëmmen huet, an dat, wat dobäikënnt, hänkt vum Volumen un, wéi vill Holz e Land importéiert. Well den Accord awer nach net a Kraaft ass, gouf dës Rechnung nach net gemaach. Déi zoustänneg Autoritéite ginn awer dovunner aus, dass Lëtzebuerg tëschent zéng an zwielef Stëmme wäert hunn.

Ech erënneren och nach drun, dass d'Produzentestaten, genau wéi d'Konsumenten, jeeweils am Ganzen dausend Stëmmen zegutt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Angel Merci, an als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci villmools, Här President. Ech géif wëllen, am Numm vun der CSV-Fraktioun, dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport an deem wichtegen Thema, wou mer jo da mussen hoffen, dass ausserhalb vun deem Accord nach eng Rei aner Mechanisme wierksam ginn.

M. le Président.- Dann ass agedroen d'Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, ech wëll och den Accord vu menger Fraktioun bréngen an dem Rapporteur Merci soe fir souwuel säi schrëftleche wéi och mëndleche Bericht. Ech mengen, en huet souwuel op déi positiv Säiten, awer eben och nach op déi puer Schwaachstelle vun deem Accord higewisen. An ech mengen dat Bescht, wat ee ka maachen, ass keng Nofro no deem Holz hunn. Dat kënne mer alleguerten op deene verschiddene Plazen, wou mer Responsabilitéiten hunn. An an deem Sënn, mengen ech, kënne mer am beschten hëllefen, datt déi Konventioun hei an d'Praxis ëmgesat gëtt. Wéi gesot, mir ënnerstëtzen deen heite Projet.

M. le Président.- Merci, Madame Polfer. Den Här Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Här President, mir wëlle vläicht zwee Wuert nach méi zu dësem Projet soen. Fir d'éischt wëll ech awer dem Här Angel Merci soe fir ee vu senge ganz ville Rapporten, déi hien an dëser Chamber an och net nëmmen hei scho gemaach huet. Och deen heite war komplett an huet korrekt dat erëmginn, wat an der Kommissioun gesot ginn ass.

Ech wëll just e puer Zuelen nach eng Kéier rappeléieren, fir op d'Bedeitung hinzeweise vun der Déforestatioun op eisem Planéit. Et ginn all Joers ronn 13 Milliounen ha Bëscher um Planéit ofgeholzt. Dovu si sechs Milliounen ha Primärbëscher. Dat si gewalteg Zuelen an déi bréngen och mat sech, dass, Schätzungen no, déi Déforestatioun responsabel wier fir ëm 20 oder souguer méi Prozenter vun eise Problemer mam Klimawandel. Et ass also direkt de Lien hierzestellen tëschent den Effortë géint d'Déforestatioun an den Efforten, déi ee kéint ënnerhuelen, fir de Klimawandel um Planéit besser an de Griff ze kréien.

Vun deem ganzen Holz, wat weltwäit gehandelt gëtt, si Schätzunge vun der FAO no knapp 8% nëmmen iwwerhaapt an engem Label mat dran, a 5% nëmmen an engem Label, deen och mat Nohaltegkeet ze dinn huet. 95% vum ganzen Holz, wat gehae gëtt, huet also mat Nohaltegkeet net vill ze dinn, bei deenen enorme Quantitéiten, déi all Joers gehae ginn. Dat muss een och ganz kloer soen, dass déi dote Form vu weltwäitem Holzhandel en direkten Impakt huet op déi Leit, déi an deene Länner liewen, wou Holz gewonne gëtt. An et huet och en direkten Impakt op d'finanziell Situatioun vun deene Länner. Wat méi Holz illegal gehae gëtt, wat déi Länner, déi an aller Regel schonn net déi meeschte Ressourcen hunn, och nach praktesch guer net un deem Gewënn kënne participéieren, deen awer mat hirer Matière première weltwäit realiséiert gëtt.

Den Accord - an den Här Angel huet dat och scho gesot - ass sécher keen Accord, deen op all de Punkte gutt wier, an ech wäert och nach kuerz dorop agoen, mä ech mengen awer trotzdeem, dass et wichteg war, dass et zu engem Accord komm ass, och wann et nëmmen e lückenhaften Accord war. Wier et net zu engem Accord komm, wier et also zu guer kengem Text, zu guer kenger Konventioun komm, ech mengen, dat wier dat beschte Signal gewiescht, wat déi Leit gäre gesinn hätten, déi weltwäit un deem illegalen a rücksichtslosen Holzhandel profitéieren. Dat wier fir d'international Communautéit eigentlech eng Failliteerklärung gewiescht, wa guer keen Accord dobäi erauskomm wier. Duerfir muss een awer - mengen ech - festhalen, dass et positiv ass, dass et iwwerhaapt zu engem Accord komm ass.

Deen Accord ass awer, eiser Meenung no, ganz staark lückenhaft, an et wier gutt, wann deen Accord elo ganz séier géif an eng nei Négociatiounsronn kënne goen. A mir mengen, dass déi Europäesch Unioun, an notamment d'Kommissioun, do e wichtege Rôle ka spillen. Och op enger Rei vun aneren Dossiere fënnt een déi Thematik vum Holzhandel erëm, a mir mengen, dass d'Europäesch Kommissioun op deem doten Dossier méi kéint maache wéi dat, wat se bis elo gemaach huet.

Wichteg ass dobäi, dass een déi lokal Communautéiten an déi lokal Populatiounen, do wou d'Holz gewonne gëtt, wierklech probéiert, aktiv anzebezéien. Wann et net nëmmen zu engem Dialog um Niveau vun de Regierunge kënnt, mä wann ee sech aktiv beméit, fir och aner Interlocuteuren um Dësch ze hunn, notamment wéi gesot déi lokal Communautéiten, déi och hir territorial Rechter musse kënne verteidegen, ouni dat gëtt d'Ofholze vun de Bëscher, och vun de primären Tropebëscher, mat dem grousse Bagger ongehënnert gemaach. A mir sollen net e passiven Teilnehmer sinn dorun, mä mir sollen eis aktiv beméien, als Europäesch Unioun, déi Leit do zu méi Rechter kënnen ze encouragéieren an deenen och do derbäi zur Säit stoen.

Mir kënnen och an eise Politike vun de Marchés publics méi maache wéi dat, wat mer elo maachen, sief et um nationalen Niveau, sief et och um kommunalen Niveau. Och do sinn eng ganz Partie Verbesserungen, déi eiser Meenung no kënne gemaach ginn, fir kloerzemaachen, dass déi Hölzer, déi gewonne ginn an déi hei verschafft ginn, e legalen Ursprong hunn an och en Ursprong, dee sech am Kader vun der Nohaltegkeet beweegt.

D'Europäesch Kommissioun ass schonn eng Kéier vum Europaparlament opgefuerdert ginn, eng Initiative législative - fir awer deen Ausdrock ze gebrauchen - an Europa op de Wee ze bréngen, wou ganz

kloer géif gemaach ginn, dass Holz, wat illegal gehae gëtt a gewonne gëtt, bannent der Europäescher Unioun e Verkafsverbuet hätt. Dat ass leider net de Fall. Déi Konventioun, déi mer haut hunn, déi erméiglecht dat doten an där stringenter Form net, an dat ass och e wesentleche Punkt. Där Opfuerderung do ass d'Kommissioun bis haut net nokomm, a mir halen dat wierklech fir e gravéierenden Defizit. Et misst ganz kloer e Verkafsverbuet op illegal gehaenem Holz verhaange ginn. Soulaang mer dat net hunn, sinn natierlech d'Schlupflächer fir déi Leit do ganz grouss, an da kréie mer och dat doten net an de Grëff.

Eng lescht Remarque, fir ze ënnersträichen, firwat dass mer mengen, dass déi heite Konventioun awer nach ëmmer verbesserungswierdeg ass, an zwar zolidd verbesserungswierdeg ass, dat ass, well d'Konventioun primär net ausgeriicht ass op de Schutz vun deene Bëscher, dass déi Konventioun net primär ausgeriicht ass, och net am „wording" an och net an hirem Contenu, mä si ass op den Holzhandel an op d'Förderung vum Holzhandel ausgeriicht.

Mir sinn och d'accord, dass mam Holz muss kënne gehandelt ginn. Och déi Leit, déi keng aner Ressourcen hunn, musse kënne vun deene Ressourcë liewen, soulaang séchergestallt ass, dass d'Nohaltegkeet respektéiert ass; soulaang séchergestallt ass, dass déi Leit op der Plaz kënnen dovunner liewen, an net just iergendwelch grouss international Multie gutt kënnen dovunner liewen. Mä et muss awer och ganz kloergemaach ginn, dass an deem heite Beräich d'Zilsetzung vun der Konventioun an eisen Ae falsch ass, déi primär...

M. le Président.- Här Braz, Dir misst awer elo wierklech esou lues zum Schluss kommen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dat ass mäi leschte Saz, Här President.

...dass also déi primär Zilsetzung misst sinn de Schutz vun deene Bëscher a vun de lokale Communautéiten, an net, wéi et hei am Moment nach ëmmer de Fall ass, d'Ënnerstëtzung vun engem planetären Holzhandel.

Dat gesot, wäerte mer awer zu dësem Text eisen Accord bréngen, well mer mengen, dass et besser ass deen heiten ze hu wéi guer keen. Dat wier, wéi gesot, dat falscht Signal.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Braz, an als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Wéi och all déi aner Parteien hei an der Chamber ënnerstëtzt d'ADR de Schutz vun der Natur a besonnesch och de Schutz vun de Bëscher, souwuel heiheem wéi och am Ausland. Déi Konventioun, iwwert déi mir haut sollen ofstëmmen, fënnt duerfir och eise prinzipiellen Accord an eis Ënnerstëtzung, a mir soen dem Här Rapporteur Merci fir seng fläisseg an engagéiert Aarbecht. D'ADR kann dëse Projet matstëmmen.

Trotzdeem, bei dëser wéi bei aneren internationale Konventiounen, stelle sech awer eng Rei vu Froen. Well och, wann d'Intentioun vun deem Accord fir de Schutz an och den Handel - wéi den Här Braz richteg gesot huet - vum tropeschen Holz luewenswäert ass, da froe mir eis awer, ob et wierklech un eis Europäer a Lëtzebuerger ass, fir och fir d'Konsequenze vun administrativen Dysfonctionnementer oder Korruptioun a verschiddene Länner musse mat opzekommen.

Mir mussen do vläicht definitiv eng aner Perceptioun vun deem entwéckelen, wat mer bis elo als Entwécklungslänner betruecht hunn, a wat de Realitéiten op dëser Äerd einfach net méi entsprécht.

Mir warnen och virdrun, fir d'Noutwendegkeet vun dëser Konventioun ze vill exklusiv op d'Klimaschutzargumenter opzebauen. Dir wësst, wéi mir och, datt de Wäert vun de Bëscher, fir Kuelendioxid ze späicheren als sougenannten CO_2-Senker, an der Wëssenschaft ëmstridden ass. Rezent Artikelen an der „Science" hunn dat och erëm eng Kéier ënnerstrach.

Tatsaach ass och, datt mer d'Bëscher net nëmmen aus Klimagrënn wëllen erhalen, mä virun allem och wéinst der Biodiversitéit, a wéi mer och alleguer wëssen, well et ganz schwéier ass, wann esou e Bësch bis verschwonnen ass, fir en erëm kënnen unzeplanzen an erëm an d'Entstoe kommen ze loossen. Als Konsumente vun Holz hu mir selbstverständlech och Verantwortung ze droen an och am Beräich vun de Marchés publics dat Néidegt ze maachen.

Här President, wou mer de schrëftleche Rapport an der Kommissioun gestëmmt haten, hat d'ADR nach eng Rei Froen, wéi den Här Angel och richteg rappeléiert huet. Mir soen him Merci, datt en eis elo déi Prezisiounen iwwer Stëmmrechter, Lëtzebuerger Vertriedung a Lëtzebuerger finanziell Participatioun ginn huet. Et schéngt eis ganz wichteg, datt d'Regierung, wa mer elo un d'Ëmsetzung vun dësem Accord ginn, och déi Lëtzebuerger Interessen ëmmer am A behält, och déi Lëtzebuerger finanziell Interessen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser, an als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech ginn och mäin Accord fir dës Konventioun. Ech schléisse mech awer och de Wierder vum Här Braz un, dass mer eigentlech méi contraignant Bestëmmunge bräichten, fir déi Ofholzung vun deenen Tropebëscher ze verhënneren, net nëmmen aus ökologesche Grënn, mä och aus soziale Grënn.

Muer, neen iwwermuer hu mer um Ordre du jour eng Direktiv, déi mer ëmsetzen, iwwer Maschinnen, wou mer quasi verbidden, dass Maschinnen hei importéiert ginn, déi e Sécherheetsproblem duerstellen. An ähnlech misst een am Fong geholl och dovun ausgoen, dass mer eng Direktiv um europäesche Plang kréichen, fir an deem Beräich hei méi zwéngend Moossname kënnen duerchzesetzen.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Ech mengen, dat do war alles ganz komplett, ganz besonnesch den Här Rapporteur war ganz komplett, duerfir kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an enger Enthalung. Wëllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6066 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden (par Mme Martine Mergen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Henri Kox (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da kéime mer elo zum leschte Projet de loi fir haut, nämlech dem Projet de loi 6099 iwwert d'Schoulmedezin. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Andrich, den Här Berger, den Här Huss, den Här Colombera an den Här Hoffmann, an d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

10. 6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol Merci, datt Der e bëssen um Ordre du jour gefréckelt hutt, fir mer ze erlaabe mat Zäit hei ze sinn, an ech soen Iech, ech war och nach ni esou frou Iech alleguerten erëmzegesinn, wéi dat haut de Fall ass.

Une voix.- Mir och. Mir si berouegt.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mam Projet de loi 6099 ännere mer d'Gesetz vun der Schoulmedezin vum 2. Dezember 1987 ëm. E puer Wuert iwwert dëst wichtegt Gesetz, fir datt Der och wësst, iwwer wat mer haut de Mëtteg schwätzen an ofstëmmen.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

D'Schoulmedezin ass am Beräich Preventivmedezin ouni Zweifel ee vun de Pilieren. D'Struktur vun deem Gesetz ass och ganz kloer. D'Schoulmedezin gëtt vu sougenannte médico-socio-scolairen Équipen, déi vum Gesondheetsminister agrééiert sinn, duerchgefouert. Am postprimaire Beräich ënnerläit d'Organisatioun der Divisioun vun der Schoulmedezin, déi am Kader vun der Santésdirektioun fonctionnéiert. Ënnert der Opsiicht vum Médecinchef an der Santé sinn d'Gemenge fir d'Schoulmedezin am Préscolaire, Primaire, Complémentaire an am Spezialunterrecht zoustänneg. Fir d'Ausféierung vun den Ënnersichunge kënnen Organismes non gouvernementaux vun öffentlechem oder privatem Recht erugezu ginn.

Et ass och weider ervirzesträichen, datt d'Schoulmedezin nëmmen ee preventive Charakter huet, an datt se keng therapeutesch Funktioun huet. D'Behandlung vun deene festgestalltene Krankheeten an Anomalië bleift also weider d'Saach vum Hausdokter respektiv vum Kannerdokter oder och vun engem betreffende Spezialist. Iwwregens sinn och am Schoulalter déi sougenannten „Vorsorgemaßnahmen" besonnesch effikass an och eben am liichtesten duerchzeféieren.

D'Gesetz vun 1987 ass deemno e Kadergesetz fir d'Schoulmedezin an et harmoniséiert an engem eenheetlechen a kohärenten Text all gesetzlech Mesuren a Bestëmmungen, déi zënter 1912 op dësem Gebitt a verschidde Gesetzer, Arrêtés ministériels a Reglementer agefouert gi sinn, an et entsprécht och de Recommandatiounen, esou wéi d'OMS se schonns zënter 1963 ausgeschafft huet. Souwäit also zum Gesetz, dat mer haut wëllen ëmänneren.

Zum Gesetz gehéiert awer och nach e Règlement grand-ducal vum 21. Dezember 1990, dee festleet, wéi oft soll ënnersicht ginn. An de leschte Jore sinn Diskussiounen um Terrain gefouert ginn, an et ass du festgehale ginn, datt een d'Schoulmedezin un d'Besoinë vun deene jonke Leit, mä awer och un déi modern Konzepter vun der Medezin muss adaptéieren. Am Kloertext soll méi Wäert drop geluecht ginn, déi Kanner cibléiert ze ënnersichen, déi Risikokandidate sinn.

An dann natierlech soll och nach méi Wäert wéi bis elo op d'Preventivmedezin gesat ginn, dat heescht eben deene Jonken hëllefen oder deene Jonken hëllefen, datt se a gudder Gesondheet bleiwen duerch eng gesond Ernährung, Sport, an doduerch, datt se Risikofacteure wéi Fëmmen oder den iwwerméissege Konsum vun Alkohol meiden. Fir dëst a Musek ëmzesetzen, huet de Santésminister Mars Di Bartolomeo e Projet de règlement grand-ducal ausgeschafft, deen de Contenu an d'Frequenz vun de Mesuren an Ënnersichungen determinéiert, respektiv och de Fonctionnement vun der Équipe médico-socio-scolaire. Dëse Règlement grand-ducal soll dee virdrun zitéierte vun 1990 ersetzen.

A sengem Avis zu dësem Règlement grand-ducal huet de Statsrot de 17. Februar d'lescht Joer awer a senge Schlussremarquen drop opmierksam gemaach, datt d'Gesetz vu ´87 der Regierung net déi néideg Base légale gëtt, fir den Inhalt, d'Form an och den Accès vum Carnet de santé ze determinéieren, well d'Verfassung seet, datt alles, wat d'Matière de la santé ubelaangt, muss duerch d'Gesetz geregelt ginn. Fir dës Base légale ze schafen, stëmme mer also haut de Projet de loi 6099.

Op där enger Säit nämlech däerf duerch d'Gesetz vun 1987 d'Regierung Mesures réglementaires huelen. Aner Mesuren awer, déi ech genannt hunn, déi dépasséieren de Kader vun deem, wat dat Gesetz erlaabt. Eng aner Ëmännerung am Text ass d'Wuert vum Enseignement fondamental, dee jo duerch d'Gesetz vum 6. Februar 2009 Realitéit gouf an duerfir och esou elo soll am Schoulmedezinsgesetz genannt ginn.

Am Avis vum Conseil d'État, wou ech virdru genannt hunn, stoung dann och eng Textpropositioun dran, a si hu sech och domat d'accord erkläert, datt hiren Avis zum Règlement grand-ducal och géif fir d'Gesetz gëllen, natierlech wann hiren Text géif tel quel iwwerholl ginn. Dat war awer net de Fall, well de Statsrot, deen huet pénal Sanktioune virgesi gehat, wat de Carnet de santé ubelaangt. De Regierungstext huet dës Sanktiounen awer ewechgelooss an hëlt domat eben net den integralen Text vum Conseil d'État un. An duerfir hu mer da missen en neien Avis froen, dee mer am Mäerz, den 23., fir genau ze sinn, dëst Joer och vum Statsrot kritt hunn.

Wéi Dir aus mengen Ausféierunge bis elo konnt héieren, ass den Text vum Projet de loi eigentlech nëmmen eng minimal Ëmännerung. D'Santéskommissioun huet awer bei hiren Aarbechte sech net op de Projet de loi beschränke wëllen an huet och iwwert de Projet de règlement grand-ducal, dee jo à la base vum Gesetzestext ass, diskutéiert souwéi och iwwert déi verschidden Avisen zu dësem Projet. Iwwert d'Schoulmedezin diskutéiert hu mer iwwregens och hei am Haus schonn am November 2008, am Kader vun enger Interpellatioun, deemools ugefrot vum honorabelen Här Krieps.

E puer Wuert dann deemno och zum Règlement grand-ducal, wa mer schonn an der Kommissioun driwwer diskutéiert hunn. Eng Kritik, déi ëmmer erëmkënnt, ass déi, datt bei der Schoulmedezin ëmmer an ëmmer erëm déiselwecht Reienënnersichunge gemaach ginn, bei deene meeschte Kanner dann awer guer kee Problem festgestallt gëtt, well se a gudder Gesondheet sinn. Dat kascht Zäit, Zäit, déi ebe besser kéint genotzt ginn, fir déi Kanner ze cibléieren, déi wierklech Hëllef brauchen. Et soll also d'Qualitéit vun den Ënnersichunge gesteigert ginn, d'Donnéeën no engem Standardmodell gesammelt ginn, an och d'Resultater besser wéi bis elo nach evaluéiert ginn.

En anere But vun der Reform ass d'Vernetzung an d'Zesummenaarbecht vun deene Leit a Servicer, déi mam Kand ze dinn hunn, dat heescht zum Beispill Servicer wéi de SPOS, an natierlech net ze vergiessen och d'Léierpersonal. Deen neie Règlement grand-ducal schaaft och déi artifi-

ciell Distinctioun of tëschent physescher a psychescher Gesondheet. Déi Professionell sollen och vill méi regelméisseg um Terrain sinn an et soll och e Suivi vun den détectéierte Problemer assuréiert ginn. Et soll och garantéiert ginn, datt am ganze Land d'Ënnersichungen harmoniséiert ginn duerch eng prezis Definitioun am Text an dem Santésbilan, déi ze maache sinn, festgeluecht jee nom Alter vum Kand.

D'Santéskommissioun huet bei sengen Diskussiounen dëse Reformen zougestëmmt, well d'Memberen der Meenung sinn, datt ee méi cibléierte Suivi vun de Kanner de Besoinen entsprécht. D'Santéskommissioun huet awer och driwwer diskutéiert, datt d'Dokteren dacks net genuch Zäit hunn, fir sech mat all Kand laang genuch ze beschäftegen, respektiv datt d'Locaux, wou d'Ënnersichunge stattfannen, och alleguerte missten adequat sinn, fir engersäits ze ënnersichen, mä awer och eng gewësse Privatsphär vun de Kanner kënnen ze garantéieren.

Da gouf och nach eemol de Problem vun der Nomenclature tarifaire ugesprach. Dat heescht, datt d'Dokteren eben am Moment nach net dofir bezuelt kënne ginn, fir zum Beispill Koordinationsaarbechte mat anere Professioneller, déi d'Kand entouréieren, ze maachen. D'Meenunge goungen och auserneen, wat de Fulltime-Schouldokter ubelaangt.

D'Santéskommissioun huet och verstanen, datt de Minister eng komplett Reorganisatioun vun der Schoulmedezin viséiert, déi et a verschiddene Phasen dann ze realiséiere gëllt. Dëst wäert och sécherlech dozou féieren, datt d'Gesetz vun 1987 ganz op de Leescht wäert geholl musse ginn. Wat deen Deel ubelaangt, wou d'Gemengen involvéiert sinn, misst dofir den Dossier virdru mam Gemengesyndikat Syvicol diskutéiert ginn.

Voilà, Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo probéiert, engersäits d'Gesetz, dat en vigueur ass, de Projet de loi, dee mer solle stëmmen, de Règlement grand-ducal, deen en vigueur ass, souwéi deen neien Text kuerz ze erläuteren, souwéi och d'Avisen dozou an d'Aarbechten an der Kommissioun.

D'Aarbechten an der Kommissioun hunn iwwregens de 4. Februar dëst Joer domat ugefaangen, datt ech als Rapportrice gestëmmt gi sinn, an och an eiser Réunioun vum leschten 11. Februar hu mer nach eemol iwwert den Text diskutéiert. Den Avis vum Statsrot koum den 23. Mäerz, an de schréftleche Rapport, op deen ech verweise fir all aneren Detail, deen Iech kéint interesséieren, deen hu mer dunn de 25. Mäerz dëst Joer ugeholl. Voilà, ech fir mäin Deel soen Iech domadder Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn dann och direkt den Accord vun de Sozialiste fir dëse Projet.

Nach eng Kéier Merci, datt der den Ordre du jour ëmgeännert hutt.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Dall'Agnol Merci an ech géif dann dem éischte Riedner, der Madame Andrich, d'Wuert ginn.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem virleiende Gesetzesprojet geet et, wéi mer elo grad héieren hunn, ëm eng formal Upassung vum Basisgesetz, dat d'Schoulmedezin régléiert. De Fong vun der heiteger Reform vun der Schoulmedezin fanne mer awer an deem derzougehéierende Projet de règlement grand-ducal, deen dat viregt Ausféierungsreglement vum 21. Dezember 1990 soll ersetzen. An dee gouf jo och an der Kommissioun diskutéiert. Ech wëll awer nach vun dëser Plaz aus der honorabeler Madame Deputéiert Dall'Agnol en ausdréckleche Merci soe fir hire schréftlechen an och hire mëndleche Rapport.

Sou wäerte mer elo gläich iwwer eng legal Basis verfüge fir all déi Dispositiounen, déi am Projet vun dem zitéierten Ausféierungsreglement virgesi sinn. Zousätzlech droe mer der Notioun vun deem neien Enseignement fondamental Rechnung. Vu Virdeel wier et awer, wa mer géifen iwwer nëmmen een eenzegen Text verfügen, deen déi reglementär Bestëmmunge regruppéiert, also och déi iwwert d'Missioune vun den Équipes médico-socio-scolaires, iwwert de Modell vum jährleche Rapport vum Schouldokter un den zoustännege Chef de division vun der Santé an iwwert d'Lokaler vun der Schoulmedezin. Eng Diskussioun, déi an der Chamberskommissioun gefouert gouf, an där sollt wa méiglech Rechnung gedroe ginn.

Am Virfeld vun der ugestriefter Reform gouf schonn eng Kéier am Kader vun enger Interpellatioun am Joer 2008 hei an der Chamber iwwert d'Moossname geschwat, déi op deem Gebitt sollte geholl ginn. Bei dëser Geleeënheet huet déi honorabel Madame Martine Mergen am Numm vun der CSV eng ganz Rei Suggestiounen an och verschidde Froen opgeworf.

Och huet den Här Minister drop gehalen, d'Expertë vum Terrain ze konsultéieren. Zënter 2004 huet sech ee vum Ministère agesaten Aarbechtsgrupp iwwert d'Inhalter an d'Ausriichtunge vun enger moderner Schoulmedezin hei am Land Gedanke gemaach. Mä et ass net de Moment zu enger gréisserer Reform komm vum Gesetz vu '87, mä nëmmen zu engem neien Entworf vum Règlement grand-ducal. Et gouf sech och international dokumentéiert a sech eng Meenung gebilt par rapport zu de Schoulmedezinssystemer, esou wéi se am Ausland organiséiert sinn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, zu Recht gëtt d'Schoulmedezin als eng wichteg Saach ugesinn an enger Welt, wou eis Kanner a Jugendlech ëmmer méi Gesondheetsrisikoen, heiansdo souguer ganz graver, wéi zum Beispill am Beräich vun den Drogen, an och besonnesch deenen aus dem medezinesch-psychosoziale Beräich ausgesat sinn. D'Gesondheet ass eng Notioun, déi iwwert dat Medezinescht erausgeet, a sech laut Definitioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun als e komplett physescht, mentaalt a soziaalt Wuelbefanne versteet.

An enger méi globaler Suerg, fir d'Gesondheet ze förderen, ze erhalen a Krankheete virzebeugen, ass déi gutt Organisatioun vun der Kontroll an dem regelméissege Suivi vun der Gesondheet vun de Kanner a Jugendlechen also e Must. Si muss un d'Konzepter vun der moderner öffentlecher Gesondheet gradesou wéi engem permanent wiesselenden Ëmfeld ugepasst ginn, an hir Qualitéit muss verbessert ginn, fir et ze erlaben, Problemer esou fréi wéi méiglech ze erkennen.

Bis elo hänkt d'Qualitéit vun de Resultater effektiv vun de concernéierte Professionellen of. An hei huet, ënner aneren, sécherlech d'Ligue de prévention et d'action médico-sociales e grousse Verdéngscht. Och huet déi eng oder aner Gemeng sech iwwert déi lescht Joren e relativ kompetenten a souguer multidisziplinäre System opgebaut, mä zu engem groussen Deel op hir eege Käschten.

De Virdeel vun eiser Schoulmedezin par rapport zu där vu verschidden anere Länner ass, dass obligatoresch preventiv Reienënnersichunge vun der gesamter Schoulpopulatioun duerchgefouert ginn, sou dass op dës Manéier 98% vun de Kanner a Jugendlechen erfaasst ginn. Dat betrëfft ëmmerhin schätzungsweis 82.000 Kanner a Jugendlecher hei am Land. Et ass ze ënnersträichen, dass all dës Ënnersichunge gratis sinn. An anere Länner sinn d'Ënnersichungen an der Basismedezin integréiert a berouen op enger fräiwëlleger Bedeelegung, déi doduerch vill méi niddreg gëtt. Eise System erméiglecht et, all Kanner a Jugendlech d'selwecht ze erfaassen, egal wéi hir Originnen an hire soziale Status sinn.

Déi virleiend Reform vun der Schoulmedezin erlaabt et, op d'Gesondheet vun de Schüler an hirer Gesamtheet anzegoen, a virun allem am Schoulmilieu. Si soll et erméiglechen, d'Gesondheetsproblemer esou fréi wéi méiglech ze détectéieren. Besonnesch am Beräich vun der Santé mentale ass nach eng Verbesserung vun der fréizäiteger Détectioun néideg. D'Aktivitéiten an der Schoulmedezin sollen harmoniséiert ginn, an d'Collecte vu statisteschen Donnéeë soll standardiséiert ginn, wat ganz wichteg ass.

Et gëtt och vill méi Wäert op eng multidisziplinär Zesummenaarbecht geluecht. Ze begréissen ass, dass eng Konzertatioun tëschent der schoulmedezinescher Équipe an dem Schoulpersonal souwéi zum Beispill dem SPOS, dem Service de psychologie et d'orientation scolaire, muss stattfannen. Et kann net sinn, dass aus engem falsch verstanene Beruffsgeheimnis eraus den Austausch vu wichtegen - wann och sensibelen - Informatiounen tëschent Professioneller ofgewiert gëtt, wéi dat alt schonn an der Vergaangenheet de Fall war. Déi intersektoriell Zesummenaarbecht, wéi zum Beispill mat de Maisons relais, muss och onbedéngt verbessert ginn.

Preventivmoossname solle gefördert ginn, fir dass déi Jonk bei gudder Gesondheet bleiwen, zum Beispill duerch genuch Bewegung. D'Förderung vun der Gesondheet, d'Gesondheetserzéiung gradesou wéi d'Preventioun sollen elo bis zu 20% vun den Aktivitéite vun der Schoulmedezin ausmaachen. Hei soll op nei oder bestehend Programmer an national Aktiounspläng opgebaut ginn, wéi zum Beispill „Gesond iessen, méi bewegen". D'ganz Schoulcommunautéit soll mat agebonnen a responsabiliséiert ginn.

Eng regelméisseg Permanence vum Personal - wéi d'Infirmière - an de respektive Schoulgebaier oder Lokaler vun der Schoulmedezin an de gréissere Stied ass och virgesinn. Mä d'Präsenz ass nach laang net iwwerall assuréiert. Do mussen extra Effortë gemaach ginn, an et muss dofir gesuergt ginn, dass déi néideg Lokaler zur Verfügung stinn, wat de Moment och net iwwerall de Fall ass.

Doriwwer eraus sollen déi Professionell sech u Santésprojeten an der Schoul bedeelegen, respektiv se initiéieren, fir hirer neier Missioun gerecht ze ginn. Dës Punkte stellen e wesentlechen Aspekt vun der Qualitéitsverbesserung duer. Dofir kënnt awer d'Fro op, wéi si dat alles solle ronn kréie mat deene Leit, déi se de Moment zur Verfügung hunn. Wéi kënne mer hei déi néideg Personalressourcë schafen?

D'Gesondheetsiwwerwaachung an de Screening ginn zu bestëmmte Schlësselaltere vun der Entwécklung a vum Schoulparcours vun de Kanner a Jugendlechen op eng kohärent Aart a Weis ugaangen. Sou ginn d'Zuele vun de banale systematesche kierperlechen Ënnersichunge vun alle Schüler erof, well dës Zort vun Ënnersichunge gouf vun de Professionellen zimlech kritiséiert. Et sollen elo Gesondheetsbilane gemaach ginn, déi besser un déi jeeweileg Altersgruppen ugepasst sinn an déi och der psychosozialer Dimensioun Rechnung droen. Et ass néideg, dass de Schouldokter sech genuch Zäit heifir hëlt, méi wéi dat bis elo de Fall war. De Collège médical bedauert awer, dass déi manner heefeg Kontroll vun den Zänn riskéiert, d'Zännproblemer net méi fréi genuch ze erfaassen.

Ech wëll och besonnesch d'Wichtegkeet vum psychomotoresche Bilan bei de Fënnef- bis Sechsjähregen ervirhiewen. Dee soll minimum 20 Minutten daueren. Bei dëser Geleeënheet kënnen Entwécklungsréckstänn beim Kand an och e Mangel u Schoulräifheet détectéiert ginn, déi Konsequenze kënnen hunn op d'Schoulleeschtunge vum Kand a seng Integratioun an der Schoul a soumat op säi ganze Schoulparcours. D'Fro stellt sech, ob fir dëse Bilan net souguer sollt e Psychomotoriker mat bäigezu ginn.

Besonnesch sinn awer déi sougenannte Risikokanner viséiert. Si musse genee am A behale ginn an hir Problemer musse gewëssenhaft suivéiert ginn an engem bestëmmte minimalen Délai. An deene Fäll kënnen och en individuelle Gesondheetsbilan - deen awer am beschte viraus definéiert wier - an e soziale Bilan erstallt ginn. Heifir wären och kloer Kritäre wënschenswäert. Wann néideg, musse si weider orientéiert ginn un déi spezialiséiert Servicer vun der Éducation nationale, an och net ze vergiessen un den Office national de l'enfance, deen am Kader vum Gesetz vun der Aide à l'enfance et à la famille geschaf gouf.

Ze ënnersträichen ass, dass bei dëse Kanner besonnesch muss derfir gesuergt ginn, dass si net, wéi ee seet, ofgestempelt ginn, an dee Suivi soll esou diskret wéi méiglech par rapport zu deenen anere Kanner oflafen. Dat war och eng Suerg vum Statsrot. Et wier och gutt, wann dee soziale Volet vum Dossier eng eege Plaz an dësem Dossier hätt.

Virun allem ass déi geplangten Abannung vun den Elteren noutwendeg, spezifesch wat de Suivi vu Gesondheetsproblemer ubelaangt. Scho bei der Erstellung vun der Anamnèse vum Kand missten d'Eltere mat abezu ginn, well d'Kand ass net capabel, fir dës Donnéeën eleng ze liwweren.

D'Fro stellt sech, ob déi nei Prozedure prezis genuch si fir déi Elteren a Kanner, déi et grad am néidegsten hunn an déi och oft eng gewësse Retissenz hunn, fir sech motivéieren ze loossen. Derbäi kënnt nach, dass hautdësdags vill Elteren zu zwee schaffe ginn oder bedéngt duerch Scheedung eleng dostinn a sech dofir och net ëmmer déi néideg Zäit huelen, déi se missten.

Wat fir en Drockmëttel hu mer eigentlech an deene Fäll? Well dat Ganzt ass jo och net un e finanziellen Ureiz gebonnen, wéi dat bei de péri- a postnatalen Ënnersichungen de Fall ass.

Nach eng Suggestioun, fir den Dialog an d'Opklärung vun den Elteren ze förderen, wier, fir hinne jee no Alter vun hirem Kand eng illustréiert an einfach Dokumentatioun mat verschiddenen Informatiounen zur Verfügung ze stellen. Hei kéinten Informatiounen iwwert de jeeweilegen normalen Entwécklungszoustand vun engem Kand an engem bestëmmtenen Alter dra sinn, gradesou wéi Opklärung iwwer Rechter a Flichte vun Elteren a Kanner kombinéiert mat verschiddene gesetzleche Bestëmmungen. Dat ka vun der Opklärung iwwer Impfungen, d'Zännhygien, d'psychomotoresch Entwécklung, d'Sproochentwécklung bis d'Reglementaitoun iwwert den Alkohol an d'Fëmme goen.

E weidere wichtegen Aspekt stellen déi initial Ausbildung an d'Formation continue vun den Acteure vun der Schoulmedezin duer, well si sinn essenziell zur Qualitéit vun der Schoulmedezin, fir dozou bäizedroen. Hei kann ënner anerem d'Uni Lëtzebuerg an deem Deel vu Formatioun, wou si betraff sinn, och op d'Schoulmedezin bei de Generalisten a beim Schoulpersonal sensibiliséieren.

Wéi d'Formation continue geregelt ass, ass awer net kloer. De Schouldokter huet innerhalb vun der schoulmedezinescher Équipe eng extra wichteg Roll an ass an eisen Ae besonnesch gefuerdert, ier en esou eng Fonctioun unhëlt, obschonn dat de Moment jo net un den Agrément gebonnen ass, mä sech dann op de leschte Wëssensstand ze setzen a sech och weider op deem neiste Wëssensstand ze halen.

Dokteren, déi nëmmen an der Schoulmedezin täteg sinn, kéinte sech an dëser exklusiver Roll agëengt spieren. Eng Vernetzung mat der Basismedezin wier dofir wënschenswäert, gradesou wéi et interessant kéint sinn, fir d'Kannerdoktere mat an d'Ausféierung vun der Formatioun anzebezéien.

Et bleiwen awer nach aner Planzen an deem Gaart vun der Schoulmedezin ze setzen. Notamment stinn d'Verhandlunge mat den Dokteren, wat d'Tarificatioun ubelaangt, nach aus. Eng Tarificatioun op Stonnebasis wier vu Virdeel, besonnesch wéinst de Gesondheetsförderungsaktivitéiten an der Koordinatiounsaarbecht. Mä leider ass net alles an der medezinescher Nomenklatur virgesinn.

Wat den nationale Konzept vu Gesondheetsförderung am schoulesche Beräich ubelaangt, wier et ze begréissen, wann och iwwergeuerdnet Gesondheetsobjektiver fir d'Kanner géifen erstallt ginn, no deenen de gewënschte Gesondheetszoustand vun engem Kand aus eiser heiteger Gesellschaft kéint definéiert ginn; Standarden, déi no deene verschiddenen Altersgruppe geriicht sinn an no deene sech d'Programmer respektiv d'Projeten an de Schoule riichten. Dat géif et erlaben, all Aktiounen, déi an deem Beräich ugaange ginn, méi geziilt unzegoen.

Wat de Volet vun der Evaluatioun betrëfft, esou ass deen neie Comité de santé scolaire e wichtegt Gremium, dat mindestens all fënnef Joer eng Revisioun sollt virhue-

len. Et hänkt natierlech villes of vun der Kompositioun vun dësem Gremium, fir seng Effikassitéit och ze garantéieren.

Hei wier et da méiglech, Objektiver ze fixéieren an déi national altersspezifesch Standarden och lafend unzepassen. Et wier och flott gewiescht, wa mer dem Zil vun engem méi informatiséierte Gesondheetscarnet vu klengem Alter bis zur Jugendzäit scho méi no kommen hätte kënnen. Wann all d'Donnéeë vum Kand vu Gebuert un an engem zentrale Fichier collectéiert wieren, wier de globalen Iwwerbléck vun der Problematik vum concernéierte Kand vereinfacht. Natierlech stellt dat eng Rei delikat Froen um Niveau vum Dateschutz.

Laut dem Här Gesondheetsminister stellt déi virleiend Reform nëmmen eng Phas, fir déi den Accord vun den Acteure praktesch all virläit, duer. An eng Gesamtreform gëtt nach weiderhin envisagéiert. Et ass also e Gaart, an deem nach vill muss geplanzt a gekappt ginn. An et ass ze hoffen, dass dëse Reformprozess elo mat Élan virugefouert gëtt an entre-temps déi nei Moossnamen effikass an d'Praxis ëmgesat ginn.

An heimat ginn ech, Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord vun der CSV-Fraktioun, fir de Projet ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Andrich Merci. An ech géif dann dem nächste Riedner, dem Här Berger, d'Wuert ginn.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och hei zum Ausdrock bréngen, datt mer frou sinn, datt d'Rapportrice nach sécher de Wee zréck an d'Chamber haut de Mëtteg fonnt huet an duerfir kann ech hir jo dann och speziell Merci soe fir hire gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Madame Presidentin, am Kader vun der Santé publique hëlt d'Schoulmedezin eng besonnesch Plaz an, well et hei ëm d'Gesondheet vun de jénkste Matbierger an eiser Gesellschaft geet. Wann ee méi fréi a besser gesondheetlech Problemer bei de Kanner kann diagnostizéieren, wat d'Chance méi grouss ass, datt ee kann effikass dergéint virgoen a preventiv am Intérêt vun dem Wuelbefanne vun de Kanner kann agéieren.

D'Gesondheet ass och en Domän, dee wéi d'Gesellschaft an Evolutioun ass. Nei Krankheetsbiller sinn zum Deel entstan, zum Beispill d'Obésitéit am jonken Alter, mä och d'Medezin- an d'Diagnostiktechniken hu sech weiderentwéckelt. An dat muss d'Schoulmedezin a Betruecht zéien.

A senger Interpellatioun den 11. November 2008 hat den deemolgen DP-Deputéierten Alexandre Krieps op d'Wichtegkeet vun der Schoulmedezin an hirer Reform higewisen an och zugläich eng Rei vu Pisten opgezeechent, wéi een déi bestehend Defiziter an der Schoulmedezin kéint behiewen an d'Qualitéit vun dësem Service kéint verbesseren. Elo knapp anerhalleft Joer duerno wäert d'Chamber, oder wäerte mer elo an e puer Minutten, iwwer eng Reform vun der Schoulmedezin ofstëmmen, déi sech zum Deel un dëser Interpellatioun vum Alexandre Krieps inspiréiert.

Ech wéilt direkt virwech soen, datt d'DP dëse Projet wäert stëmmen. Eng ganz Rei vu Punkten, déi an der Interpellatioun vum Dokter Krieps deemools ugefouert gi woren, sinn nämlech och am entspriechende Règlement grand-ducal ëmgesat ginn. Esou goufe beispillsweis d'Écarten tëschent deenen eenzelnen Tester méi grouss gemaach. Duerfir gëtt awer och op där anerer Säit méi genau a méi intensiv kontrolléiert, also méi Qualitéit wéi Quantitéit, fir ënner anerem och déi Kanner, bei deene sech Problemer manifestéieren oder bei deenen e Risiko besteet, kënne besser en charge ze huelen.

Et ass gutt, dass d'Schoulmedezin insgesamt méi individualiséiert a personaliséiert soll ginn. E bessere Suivi vun deem eenzelne Kand oder Jugendlechen ass an eisen Aen eng Noutwendegkeet, wann een d'Schoulmedezin effektiv als e preventiivt Instrument wëllt uwenden.

Wéi wichteg d'Preventioun am Gesondheetsberäich besonnesch bei deene Jonken ass, gesäit ee jo unhand vun Zuelen; wéi ënner anerem eng Etüd aus dem Joer 2007 weist, datt ronn 10% vun de Kanner an der Grondschoul a ronn 12% vun de Schüler am Secondaire zum Beispill ënner Obésitéit leiden, also ze déck an ze schwéier si respektiv dann och ënner all deene Konsequenzen, déi esou eppes mat sech bréngt, leiden.

Et bleiwen awer och nach Punkten, déi eiser Meenung no e bëssen onkloer sinn, respektiv wou mer eis aner Léisungen erwaart hätten. Ech wär frou, wann de Minister a senger Interventioun op deen een oder deen anere vun deene Punkten, déi ech hei nach wäert kuerz zitéieren, kann agoen.

De Minister ass eng Sekonn erausgaangen, mä ech huelen un, datt en dat awer op eng Aart a Weis matkritt, datt e kann dorobber dann herno äntwerten.

(Interruption)

Eng éischt Fro ass déi: Firwat gëtt am Secondaire en Ënnerscheed gemaach zwëschen deene verschiddene Régime-d'enseignementen? Eng Tatsaach, déi och dem Statsrot a sengem Avis ze denke ginn huet, ëmsou méi well iwwerhaapt keng Justificatioun hei ugefouert gëtt. Et huet een e bëssen d'Impressioun hei, datt do eng Ségrégatioun kéint gemaach ginn zwësche Schüler aus dem Classique an dem Technique. A mir géifen do eng Suggestioun maachen, fir deen Ënnerscheed opzehiewen.

Zweet Fro oder Punkt, deen ech wëll reveléieren, dat ass dee vun den Donnéeën an de Statistiken, déi ee jo wëllt maachen, fir an Zukunft dann e bessere Suivi vun deem eenzelne Schüler kënnen ze hunn an déi Donnéeën och besser ze notzen. Dat ass interessant an och gutt op där enger Säit. Et muss een awer och op där anerer Säit da sécherstellen, datt den Zougréff op dës Donnéeë strikt den Dispositioune vum Dateschutzgesetz entsprieche respektiv datt d'Donnéeë fir d'Statistiken och wierklech anonymiséiert ginn.

En drëtte Punkt, deen ech wéilt opwerfen, dat ass deen: Wéi gesäit et aus mat der Aféierung vun engem Cours d'éducation sanitaire an der Grondschoul respektiv wéi kann een am Fong geholl déi Éducation santiaire abannen, déi Thematik abannen an déi verschidde Coursen an der Grondschoul?

Wéi ass et mat engem entspriechende Cours an der Formatioun da vun den Enseignanten, wa se also sollen déi Gesondheetséducatioun oder do Kompetenze vermëttelen? Well et ass jo och esou, datt d'Enseignanten haaptsächlech déi sinn, déi all Dag am Kontakt mat hire Schüler sinn, sou datt si also nach besser wéi all schoulmedezinesch Équipe d'Schüler praktesch all Dag do suivéieren. A si kënne jo am Fong elo och besser op déi preventiv Aspekter agoen, dat och zum Beispill a schoulesch Inhalter apaken.

E véierte Punkt, deen ech kuerz wëllt opwerfen, dat ass deen: Wéi gesäit et aus a puncto - ech géif et esou formuléieren - kultureller Kompetenz an der Schoulmedezin?

Déi Fro stellt sech jo ëmmer méi, virun allem well mer jo och ëmmer méi Kanner an eise Schoulen hu mat engem Hannergrond vun zum Beispill Kanner, déi e Migratiounshannergrond hu mat islameschem Glawen. Wéi reagéiere mer op dat Phenomeen, well jo do och, an där hirer Reliioun zum Beispill verschidden Aspekter - ech denken do zum Beispill un d'Meedercher, wéi déi ugedoe sinn, oder vu wiem se sech kënnen och diagnostizéiere loossen -, wéi mer domadder ëmginn.

E fënnefte Punkt ass deen: Wat maache mer mat engem erwuessene Schüler, deen de schoulmedezineschen Test refuséiert?

E sechste Punkt, deen ech kuerz wollt opwerfen: Wéi eng Kompetenze muss een als Schoulmedeziner à la base matbréngen? Mir begréissen et, datt eng Formation continue virgesinn ass. Mä wouranner genau soll där hiren Inhalt bestoen? A vu wiem soll se ofgehale ginn? Ass virgesinn, datt een dat kann am Kader zum Beispill vum drëtte Cycle vun der Medezin op der Uni Lëtzebuerg maachen?

Voilà, Madame Presidentin, dat ware fënnef, sechs Froen, déi ech wollt un de Minister riichten. Ech wier frou, wann en eis do kéint Opschloss ginn. Dat gesot, wëllt ech awer nach eng Kéier hei rappeléieren, datt meng Fraktioun dëse Projet wäert och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Berger och Merci, an ech géif dann d'Wuert un den Här Huss ginn.

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten als gréng Fraktioun haut och elo dëse virleiende Projet de loi matstëmmen, an dat obschonns en nach relativ wäit hanner eise Reformvirstellungen an och hannert den objektive Besoinë vun enger moderner Médecine scolaire zréckbleift. Ech wëllt awer uganks och der Rapportrice vun dësem Gesetz mat sengem neie Règlement grand-ducal, der Madame Claudia Dall'Agnol, Merci soe fir hire Rapport a fir hir Detailexplikatiounen dozou, déi se hei op dëser Tribün ginn huet, esou datt ech net op all déi Detailexplikatioune nach eng Kéier hei muss zréckkommen.

Dir Dammen an Dir Hären, et handelt sech, wéi ech scho gesot hunn, bei dësem Projet leider net ëm eng wierklech gréisser Globalreform vun eiser Schoulmedezin, mä haaptsächlech, opgrond vum neie Schoulgesetz vun 2009, just ëm eng klenger, reng formal Adaptatioun an ëm en neie Règlement grand-ducal, also ëm adaptéiert Ausféierungsbestëmmungen am Hibléck vun Inhalt an Timing vu medezineschen Analyse vun eise Schoulkanner a vun eventuelle Mesuren, déi sech dorauser erginn. An dësem Règlement grand-ducal ginn dann och Inhalt a Form vun engem Carnet de santé vun de Schoulkanner festgeluecht, an och de Charakter vun der Raimlechkeet an de Gebaier, wou esou medezinesch Analysen an Tester praktizéiert solle ginn.

Vun der gesondheetspolitescher Philosophie vun den Auteurë vum Projet hier gekuckt, soll et an Zukunft da virun allem drëm goen, schréttweis, an Etappen, déi traditionell Médecine scolaire ëmzewandelen an e méi globaalt Konzept vu Santé à l'école; eng sécher luewenswäert Zilsetzung, woubäi sech allerdéngs d'Fro stellt, firwat esou eng nei, wierklech Globalreform net méi schnell hätt kënne realiséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis allgemeng gesinn eens, datt d'Preventioun an d'Détectioun vu Krankheeten, mä och offensiv Campagnen en faveur vun der Gesondheetsförderung net eréischt am Erwuessenenalter, mä schonns an der Kandheet während der Schoulzäit a souguer nach do virdru missten usetzen. Firwat? Ganz einfach, well renomméiert international Wëssenschaftler, Toxikologen, Neurologen, Immunologen an Ëmweltmedeziner, mä och rezent nach d'OMS selwer zu Parma am Mäerz, eis warnen, zënter e puer Joer schonn, datt d'gesondheetlech Preventioun a Gesondheetsförderung eigentlech scho während der Schwangerschaft selwer missten ufänken, well negativ Awierkungen, zum Beispill duerch Stress, Alkohol an Nikotin, mä awer och duerch Ëmweltgëfter, Schwéiermetaller, Pestiziden an esou viru schonn an den éischte Schwangerschaftswochen zu sougenannten epigenetesche Funktiounsstéierunge géife féieren, mat als Konsequenz eben Entwécklungsstéierungen a Krankheeten no der Gebuert, während der Kandheet an doriwwer eraus.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Eis Médecins scolaires sinn elo allerdéngs par définition net zoustänneg fir schwanger Fraen an och net fir Embryoen a Foetus, mä déi negativ Konsequenze vun esou fréie Belaaschtunge während der Schwangerschaft kënne sech awer grad am Schoulalter manifestéieren, zum Beispill am Kontext vun Otemweeproblemer oder Allergien, vun Haut- oder Nahrungsmëttelallergien, vun Asthma an esou virun. Alles Problemer, déi europawäit an och leider hei zu Lëtzebuerg an deene vergaangenen 20 Joer permanent zougeholl hunn.

Ëmmer méi problematesch fir d'Schoul a fir d'Léieren an der Schoul sinn och nach aner negativ Konsequenzen do dovunner, nämlech kognitiv Entwécklungsréckstänn bei ville Kanner, IQ-Abousse bei engem Deel vun de Schüler, Konzentratiounsdefiziter an Hyperaktivitéit, autistesch Entwécklungsstéierungen an esou virun, vun anere schwéiere Kannerkrankheete wéi Leukämie an esou virun net emol ze schwätzen. Dëst alles si relativ rezent Entwécklungen, déi eis Pédiateren, mä och d'Médecins scolaires konkret virun nei a ganz schwiereg Erausfuerderunge stellen, deene se leider méi wéi eng Kéier net gewuess sinn, op jidde Fall net, wa se net och eng ëmweltmedezinesch Weiderbildung an deene Saachen hunn.

Mat deene klassesche standardiséierte Reienanalysen, Moossungen an Tester, wéi Moosse vu Gewiicht a Gréisst, Kontroll vun Aen, Oueren an Zänn, oder vun Haltungsproblemer vun de Kanner, esou nëtzlech se och kënne sinn, ass all dësen neie Gesondheetsproblemer vun Deeler vun eise Schoulkanner jiddefalls net méi bäizekommen, esou datt sech wierklech d'Fro vun deelweis aneren diagnosteschen Inhalter a Methode bei der Kontroll an Iwwerwaachung vun der Gesondheet vun eise Schoulkanner stellt.

Wann duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, laut Rapport vun der Kommissioun elo d'Médecine scolaire schréttweis an eng wierklech Santé à l'école soll transforméiert ginn, wat begréissenswäert ass, a wann dann am Kontext vun der Förderung vu Preventiounsmesuren, vu gesonder Ernährung, vu genügend kierperlecher Bewegung a vun Opklärung iwwer Risike vun Drogen a Genossmëttel geschwat gëtt, da sinn dat natierlech ganz kloer richteg Deelschrëtt an eng richteg Richtung. Mä da mussen awer, vill méi staark wéi bis elo jiddefalls, endlech och konkret Iddien a Projet-d'écolen entwéckelt ginn, wéi dann déi Ziler - méi kierperlech Bewegung oder méi gesond Ernährung a Schoulkantinen oder an der Famill doheem - sollen erreecht ginn. Eenzel Gemengen hei am Land hunn an deem Kontext jo éischt Pionéieraarbecht geleescht, mä insgesamt muss et do nach zu enger vill méi staarker Vernetzung a Koordinatioun tëschent Éducatiouns- a Santésministère an de Gemengen am Syvicol kommen.

Esou Projete vu gesonde Schoule goufen zum Beispill och presentéiert am Mäerz dëst Joer zu Parma, während der OMS-Konferenz, vun europäeschen Ëmwelt- a Gesondheetsministeren a vu groussen ONGen zum Thema Ëmwelt a Gesondheet, wou eng ganz Partie vu Länner - Éisträich, Frankräich, Italien, Dänemark an esou virun - hir Schoulprojeten, gesond Schoul am Kontext Ëmwelt, Ökologie, Ernährung a Gesondheet virgestallt hunn. Et fënnt also insgesamt op europäeschem Niveau e gewëssent Ëmdenke statt, ewech vun enger klassescher Médecine scolaire a Richtung vun engem méi globale Konzept vu Santé à l'école, an dat ass ganz kloer déi Richtung, an déi mer och hei am Land schnellstens musse versichen hinzekommen.

Ech wëllt awer an dësem Kontext nach op zwee aner wichteg Elementer agoen, déi am Kontext vun enger méi globaler Reform iwwert dee bestehenden, elo neie Règlement grand-ducal eraus ëmmer méi onverzichtbar ginn. Dat Éischt ass déi baubiologesch a gesondheetlech Qualitéit vun eise Schoule selwer. Wéi oft an deene vergaangenen 20 Joer ass et och hei am Land virkomm, datt Schoulgebaier, Crèchen, Structure-d'accueilen nom Neibau oder no Renovéierunge belaascht ware mat alle méigleche gesondheetsschiedleche chemesche Produkter: Chemikalien oder Schimmelpilzbelaaschtungen, déi kloer responsabel si fir Otemweeerkrankungen, Asthma, Allergien oder Konzentratiounsstéierungen? Op esou „Indoor-pollution"-Problemer, déi och bei der OMS an an eisen europäeschen Nopeschlänner ëmmer méi seriö geholl ginn, hat ech schonns virun zwee, dräi Joer während enger Interpellatioun hei am Sall opmierksam gemaach.

Mir bräichten doriwwer, iwwert déi baubiologesch Qualitéit vun eise Schoulen,

Structure-d'accueilen a Crèchen, awer nach méi e globalen Iwwerbléck, a virun allem och bräichte mer eng verstäerkte Kollaboratioun tëschent Stat a Gemengen, tëschent Éducatiouns-, Gesondheets- a Bauteministère, zesumme mat Architekten an Handwierker, fir an Zukunft endlech dëse Problem vu gesondheetleche Belaaschtungen a Schoulen oder Structure-d'accueilen definitiv an de Grëff ze kréien. E gesond an e produktiivt Léiere kann nun eemol net a belaaschten a kranke Schoulgebaier funktionéieren!

Dat zweet Element, wat evidenterweis och am Kontext vun enger globaler Reform vun der Médecine scolaire hin zu enger Santé à l'école misst nach vill méi staark an Ugrëff geholl ginn, dat ass eng nach vill méi breet an nei strukturéiert multi- oder interdisziplinär Approche. Dokteren, Enseignanten, Psychologen, Éducateuren, Assistant-socialë mussen nach vill méi staark wéi bis elo zesummeschaffen, fir och emotional, sozial a psychosozial Déterminantë vu Problemer a Krankheete vun Deeler vun eise Schoulkanner méi offensiv a méi effikass kënnen unzegoen.

Mir wëssen alleguerten, datt och de perséinleche Familljenhannergrond, de Milieu familial oft ganz défavorabel ka si fir d'Gesondheet vun eise Schoulkanner, an dat gëllt net nëmme fir sozial a soziokulturell benodeelegt Milieuen, mä munchmol och fir sougenannte besser Familljen, wann zum Beispill de Mariage a Schierbele läit, oder wann d'Kanner sech emotional selwer iwwerlooss bleiwen.

A fir dës Problemer kënne besser unzegoen, brauche mer eben, wéi gesot, nei Strukturen an eng vill méi effikass a multi- oder pluridisziplinär Approche. Et ass dofir evident, datt nëmmen eng Gesamtapproche, déi all dëse baubiologeschen, ëmwëltmedezineschen, sozialen a psychosozialen Elementer Rechnung dréit, zum Succès vun enger wierklecher Reform vun der Médecine scolaire wäert kënne féieren. Esou eng méi global Reform ass längst iwwerfälleg a mir sinn als Gréng dofir och e wéineg enttäuscht, datt mer mat dësem Projet haut hei elo leider nach net esou wäit kommen.

Mir fuerderen Iech, Här Gesondheetsminister, dofir also och op, fir zesumme mat Ären zoustännege Ministeschkolleegen, zesumme mat de Gemengen a mat interesséierten ONGen oder Elterevereenegunge schnellstméiglech ee wierklech globale Projet mat den noutwendege Strukturen a Finanzmëttelen auszeschaffen, fir datt am Intérêt vun der gesondheetlecher Preventioun an der Gesondheetsförderung vun eise Schoulkanner dann och endlech Neel mat Käpp gemaach ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Huss Merci. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, fir d'éischt e Merci un d'Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol, fir de mëndlechen a schréftleche Bericht. E war ganz ausféierlech.

D'Médecine scolaire ass am Prinzip geduecht, fir eng preventiv Roll ze spillen an eventuell Dysfonctionnementer bei der Gesondheet vun de Kanner ze entdecken. Si ass d'Continuatioun vun der Médecine postnatale: Et ass also eng ganz gutt Saach.

D'Schoulkanner ginn ëmmer méi fréi a Strukture placéiert: a Crèchen, Maisons relais, de Précoce, esou datt de Stat a priori déi ganz Éducatioun organiséiert. De facto ass de Stat och fir d'Gesondheet vun de Kanner zoustänneg an hien iwwerhëlt ëmmer méi déi Responsabilitéit, déi fréier am Beräich vun den Eltere war. Duerch dëse Paradigmewiessel huet de Stat eng eminent Roll an der Erzéiung an an der Gesondheet ze spillen. Ob dat elo gutt ass, dat steet op engem anere Blat!

Et ass also um Stat, fir dofir ze suergen, datt alles optimal leeft. Wa mir Problemer hu mat de Kanner, déi ze vill Gewiicht hunn, da muss de Stat dofir suergen, fir datt erëm alles normal gëtt. Fréier gouf gesot, d'Eltere wieren dofir zoustänneg, well d'Iessen net équilibréiert war oder well d'Kanner keng Vitamine kruten, an esou virun. Elo haut, duerch d'Crèchen, duerch d'Maison-relaisen, duerch d'Restauratioun ass de Stat dofir zoustänneg, datt et de Kanner gutt geet an datt se net déséquilibréiert ginn. Well wa spéider no 30, 40 Joer déi Kanner Iwwergewiicht hunn, héije Bluttdrock hunn, Stoffwiessel-störungen hunn oder Häerzinfarkter kréien, well se Iwwergewiicht hunn, da kann ee soen, de Stat huet seng Missioun verfeelt.

Wann d'Kanner op inadequate Bänke sëtzen, dann ass de Stat dofir responsabel. Wann d'Kanner Scoliosen oder Cyphosë kréien, wann d'Kanner Léierschwieregkeeten hunn, Dyslexien hunn, authistesch sinn, dann ass de Stat dofir responsabel, wann hien ze spéit dës Krankheetssymptomer entdeckt. Wann d'Kanner Drogen- an Alkoholproblemer hunn, dann ass de Stat dofir responsabel, well hien dat net zur gëeegenter Zäit gesinn huet.

(Interruption)

Wann d'Kanner fréi ufänke mat Fëmmen, dann ass dat dem Stat seng Schold, Här Schaaf, wann d'Schoulmedezin dat net entdeckt huet. Also hei si mer an enger ganz delikater Situatioun.

(Interruption)

Ëmsou méi muss de Stat dofir suergen, datt d'Schoulmedezin optimal funktionéiert an net als Alibi - als Gewëssensberouegung - einfach an engem Gesetzestext dat mentionnéiert gëtt. Wa mir elo d'Gesetz vum 2. Dezember 1987 analyséieren, da steet am Artikel 10 ënner anerem geschriwwen, datt de Médecin chef de division vun der Schoulmedezin Recommandatiounen iwwert de Menu, deen an de Schoulen zerwéiert gëtt, muss erausginn. D'Froen, déi ee sech hei stelle muss: Ass d'Iessen an de Schoulen esou konzipéiert, datt eng vital, biologesch Ernährung garantéiert ass? Gëtt hei net versicht, fir ze spueren? Haaptsaach, de Mo ass voll!

(Interruption)

Des Weidere sollten d'Dokteren, déi d'Kanner examinéieren, eng Formation continue kréien. Ass dat effektiv de Fall? D'Généralistë missten hei eng Formation continue kréien, awer si kréie keng. D'Äntwert ass kloer: Si hu keng Formation continue.

A wéi ass et mat der Zäit? Wéi ass et mat der Zäit, Här Minister? Här Minister, net eleng an der Schoul, och um normale Wee, ech mengen, eng Diagnos kann nëmme gestallt ginn, wann en Dokter genuch Zäit huet. Hautdësdags ass de Problem, den Dokter huet keng Zäit. Hien huet nëmmen zéng Minutten fir e Patient zegutt. Firwat? Well eng ganz laang Schlaang vu Leit do waarden. Wat geschitt dann? Den Dokter muss onbedéngt op aner Tester zréckgräifen, op paraklinesch Tester, wéi zum Beispill Ultraschall, e Scanner, IRM, Röntgen, Bluttanalysen, an déi maachen d'Diagnos fir hie selwer.

Fréier war gesot ginn - op jidde Fall si mer dat geléiert ginn an der Uni -, den Dokter misst eng Inspektioun maachen, eng Auskultatioun, eng Palpatioun, eng Perkussioun, an dat alles no enger Anamnèse. Dat kascht ongeféier 30 bis 40 Minutten.

Här Minister, ech garantéieren Iech, wann ech dat bei engem Patient erreecht kréien, datt ech 30 bis 40 Minutte mat deem schwätzen, deen ënnersichen, dann hunn ech an 90% vun de Fäll eng Diagnos, an da brauch ech nëmmen eng Analys ze maachen, fir meng Diagnos ze ënnermaueren.

Dat ass fir de Moment net de Fall. Also musse mer onbedéngt op paraklinesch Diagnosen ausschwäifen, an dat kascht dann d'Gesondheetskeess ganz vill Geld. En plus gëtt dee Patient da véier-, fënnefmol convoquéiert, fir him ze soen: „Hei an dëser Röntgen hues de näischt, an der zweeter Röntgen hues de och näischt an an där drëtter hues de vläicht eppes." An dat ass alles Zäit verluer. Dat ass alles d'Gesondheetskeess fir näischt belaascht. D'Leit kréien Angscht, well se mengen, si hätten eppes, well se esou vill Analyse maachen.

An dat ass de ganze Problem vun der Medezin. De Problem vun der Medezin ass: Hautdësdags huet den Dokter guer keng Zäit méi, fir seng Patienten normal ze ënnersichen. Wann en déi Zäit hätt - an dat gëllt elo och fir d'Schoulmedezin - wann en déi Zäit hätt, géife mer ganz vill Problemer à la source léisen.

Des Weidere soll dofir gesuergt ginn, datt d'Still vun de Kanner de Kanner sollen ugepasst ginn, datt d'Bänken de Besoinë vun de Kanner entsprieche sollen. Ass dat de Fall? Neen, eendäiteg: Dat ass net de Fall. Also hu mir an der Schoul nach ganz vill Problemer ze léisen. Dofir brauche mir Leit, déi dat ëmsetze kënnen.

Mir hunn awer ganz wéineg Personal, dat fir d'Kanner zoustänneg ass. Wat kann ee Chef médecin de service maachen, wann en honnertdausend Schüler muss betreien? Guer näischt! Also muss an d'Personal investéiert ginn. Et muss ganz vill Zäit geaffert ginn. Déi ganz Schoulmedezin wäert soss zum Scheitere verdaamt ginn. Wëlle mir dat? D'Äntwert ass eendeiteg: neen.

Här Minister, suergt wann ech gelift dofir, datt méi Personal agestallt gëtt, well esou kréie mer méi Zäit fir eis Kanner an am grousse Ganze fir d'Patienten. Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Partei. Mir wäerten dat heie Gesetz matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech menge wierklech, et wier esou gutt wéi alles gesot.

Une voix.- Oh jo!

(Hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Wa mer - also just zwou Remarquë mat enger Fro derbäi - wa mer net wëllen, dass d'Schoulmedezin eng Ënnersichung um Fléissband ass - wéi et awer hautdësdags nach ëmmer zu engem ganz groussen Deel de Fall ass - wa mer wëllen, dass net nëmmen en Diagnostic, mä och e Suivi soll geschéien, dann ass also onbedéngt noutwendeg eng Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddenen Acteuren. Dat heescht also tëschent deenen, déi responsabel si fir d'Schoulmedezin - an dat sollen der effektiv méi sinn, wéi den Här Colombera sot, a vläicht och besser forméiert fir déi do speziell Aufgab -, an deenen aneren Acteuren, also de Responsabelen an der Schoul, Schouldirektioun, Schoulkommissiounen, Enseignanten, Eltere selbstverständlech.

An da just eng Fro, eng delikat Fro: nämlech déi vum Secret professionnel. Well mer op där enger Säit jo dem Dokter säi Beruffsgeheimnis wëlle protegéieren an och d'Privatsphär vun de Kanner respektiv de Familljen, an op där anerer Säit ee sech awer freet: Wéi kann een dann net nëmmen en Diagnostic, mä och e Suivi organiséieren an deene verschiddene Beräicher, déi hei opgezielt gi sinn, wann een net eng gewësse Vermëttlung vun Informatiounen assuréiert?

Dat ass eng delikat Fro, op déi et mat Sécherheet keng einfach Äntwert gëtt, mä mat där ee sech awer muss auserneesetzen; iwwregens am Moment och schonn: An de Schoule besteet am Zesummenhang mat de SPOSen oft dee Problem vun dem Psycholog oder der Psychologin am SPOS an hirem Secret professionnel par rapport zu deenen Enseignanten, wou et awer vläicht nëtzlech wier, dass déi emol eng Kéier méi Bescheed wéissten iwwert dat, wat mat Kanner oder Famillje problematesch ass.

Als zweet Remarque schléissen ech mech all deenen un, déi hei gesot hunn, mir bräichten eng Gesamtreform, eng global Reform vun der Schoulmedezin, an d'Hoffnung däerf ech ausdrécken, dass dat net ze laang dauert.

Et ass an der Kommissioun ugeschwat ginn, hunn ech am Rapport gelies, eventuell och d'Fro vun enger Integratioun vun der Schoulmedezin an de Schoulen; also quasi Schouldokter. Do wëll ech just awer derbäi soen, dass dat de Problem eleng mat Sécherheet net léist, well awer nach ëmmer de Problem bleift. Dee Schouldokter selwer eleng, dee meeschtert och d'Problemer net alleguerten.

Dat heescht, et sinn awer Interventioune vu baussen - net nëmme vun der Schoul bannen, mä vu baussen - noutwendeg, wou also de Problem sech awer nach ëmmer stellt vun der Koordinatioun zwëschen där professioneller Schoulmedezin an der Schoul an deenen Acteure vu baussen, déi awer mussen erbäigezu ginn.

Ech stëmmen dee Projet de loi selbstverständlech.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt nach den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wäert versiche mech kuerzzefaassen, wat mer ëmsou méi einfach fält,…

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- …well déi Interventiounen, déi zu dësem Projet gemaach gi sinn, vu mir honnertprozenteg oder quasi honnertprozenteg gedroe kënne ginn, well se vun enger grousser Kompetenz a Kenntnisser vum Terrain gepräegt sinn.

Dir wësst, dass d'Schoulmedezin de Relais hëlt vun enger hei zu Lëtzebuerg ganz gutt organiséierter Prise en charge vun der petite enfance, vun der Surveillance vun de Kanner während zwee Joer no der Gebuert, déi zu deene beschten iwwerhaapt gehéiert. Sécher net onschélleg dorun: déi Fördermoossnamen, déi dermat verbonne sinn.

Zu deem Positive gehéiert d'Tatsaach, datt - aneschters wéi an anere Länner, wou d'Surveillance vun de Kanner am Schoulalter an deen normale Gesondheetssystem integréiert ass a wou d'Couverture bei 60% insgesamt läit, 40% souguer nëmme bei deenen défavoriséierte Kanner - an eiser Schoulmedezin während dem Primärschoulalter oder Grondschoulalter 90% vun de Kanner erfaasst ginn, an an de Lycéeën, am Postprimär, 95% vun de Kanner erfaasst ginn. All aner Systemer géifen dat doten net garantéieren.

Dat gesot, ass eise System awer sécher perfektibel, well am Beräich vun der Schoulmedezin oder der medezinescher oder Gesondheetsbetreiung vun de Kanner mer an deene leschten 20 Joer ganz grouss Evolutioune matgemaach hunn. Eist Gesetz ass vu '87. Dat ass bal e Véirelsjorhonnert, wou hannerun eis läit. An ech mengen, där Evolutioun wëlle mer Rechnung droen.

Nun ass et esou, dass dee Projet, mat deem mer haut befaasst sinn, eigentlech nëmmen d'Instrument ass, fir an der Praxis méi eng déif gräifend Reform kënnen ze maachen op eng pragmatesch Aart a Weis. Dat Instrument huet eis opgrond vum Avis vum Conseil d'État zu eisem Règlement grand-ducal gefeelt, well déi doten Inhalter iwwer Gesetz ze regele sinn. An ech sinn dem Conseil d'État dofir och dankbar, dass en direkt d'Aarbecht ganz gemaach huet, an eigentlech de Projet de loi, dee mer gebraucht hunn, matformuléiert huet, sou dass mer direkt an d'legislativ Prozedur konnten eragoen an dee Projet an enger Rekordzäit konnte verofscheeden.

Dir gesitt um Projet, et ass e ganz kuerzen. Mä en erlaabt eis elo, dat Reglement, dat mer iwwer länger Zäit mam Terrain preparéiert hunn, progressiv an d'Praxis ëmzesetzen. Dofir soll een och net déi Reform klengrieden. Sécher, et hätt een nach méi wäit kënne goen doduerch, dass een d'Gesetz an allen Detailer op de Leescht geholl hätt. Mä dat hei ass d'Kärstéck vun deem Projet. Et sinn d'Exekutiounsreglementer.

An och iwwert deen dote Wee kënne mer scho ganz vill maachen, ewech vun där traditioneller Médecine scolaire a Richtung Santé scolaire, wat vill méi breet, vill méi global orientéiert ass. An déi Iwwerleeungen, déi vun deene verschiddene Riedner hei gemaach gi si vun alle Bänken, déi ginn an déi dote Richtung eran. A mir wäerte probéieren, mam Terrain esou wäit wéi méiglech un déi doten Zilsetzungen erunzekommen.

Mir hu ganz vill Viraarbechte gemaach, fir dass net elo nodeem de Reglement verabscheet ass, erëm eng Kéier laang Zäit vergeet, fir dat ze implementéieren. Um Terrain ass an der Zwëschenzäit immens vill geschitt, well déi Professionell ganz vill mateneen diskutéiert hu ronderëm een Dësch. Et ass eng Plattform, déi mer iwwer Joren elo bedreiwen. An do huet jiddweree vill vun deem anere geléiert. An dat huet och an der Praxis munches beweegt.

Mir wäerte sécher nach laang Diskussioune musse féiere mat eenzelnen Acteuren, an e puer zentral Theme sinn hei beréiert: dee vun der Zäit, dee vun der Rémunératioun, dee vun der Fortbildung vun den Équipen, awer och vun de Medeziner. Richteg ass, dass eng Schoulmedezin wéi all Medezin, eng Santé scolaire, wéi jiddwereen an deem dote Beräich, méi Zäit brauch, fir méi cibléiert kënne virzegoen.

Et notzt net vill, dass een dauernd gesond Kanner duerch de System schleist an hinnen déiselwecht Betreiung gëtt wéi aneren, déi et vill méi noutwendeg hätten. Dofir ass et gutt, dass een déi Reienuntersuchung zum Deel nach huet, mä dass een doniewent vill méi cibléiert Démarchen huet, fir benodeelegt Kanner besser kënnen ze betreien.

Dofir, wa mer dat Reglement hei a Kraaft gesat hunn, wäerte mer déi Examen, déi Ënnersichungen zu Schlësselzäiten am Liewe vum Kand standardiséieren. Mir wäerte se definéieren. Mir wäerten zesumme mam Terrain méi staark preziséieren, wéi déi Examen, déi Ënnersichunge sollen ausgesinn, wéi d'Outilen dozou sinn, wéi et mat der Notificatioun vun den Observatiounen ass.

Sécher, déi Fro vum Secret professionnel ass eng ganz wichteg, mä duerch d'multidisziplinär Zesummesetzung vun den Équipen, Leit, déi de Relais an d'Familljen eran hunn, kënne mer ganz vill op eng pragmatesch Aart a Weis maachen, ouni de Risiko elo ze vill ze provozéieren, fir do eppes ze étaléieren, wat net däerf étaléiert ginn.

Selbstverständlech ass et och wichteg, dass mer eis d'Instrumenter ginn, fir dat auszewäerten, wat mer vu wichtegen Donnéeën um Terrain kréien. Ech ka mech erënneren, wéi ech viru sechs Joer an dee Ministère erakomm sinn a gefrot hunn: „Wat geschitt da mat de Statistiken?" - dunn hunn ech geäntwert kritt: „Jo, mir hunn eng Broschür gemaach mat der Auswäertung vun deene Statistiken."

Déi Statistike sinn net do, fir eng Broschür ze maachen. Déi Statistike sinn do, fir ze kucken, wat eis Politiken um Terrain kënne vu Fortschrëtter bewegen a wat vu prioritäre Problemer sech um Terrain entwécklen, fir da cibléiert dorop kënnen anzewierken. Deen doten Dynamismus vun der Auswäertung vun eise Statistiken hate mer net, hu mer och elo nach nëmmen zum Deel. A mer mussen eis déi Instrumenter ginn, fir wierklech en Observatoire vun der Santé scolaire kënnen opzebauen. Jo, dat brauch Mëttelen. Mä wa mer d'Mëttele wierklech gutt wëllen investéieren, da si se an deem dote Beräich ze investéieren.

D'Fro vun der Formatioun respektiv der Formation continue vun de Medeziner an de mulitidisziplinären Équipen hunn ech ugeschwat. Ech mengen, dass mer sécher gutt an engagéiert Leit op deem Terrain hunn. Mä Schoulmedeziner gëtt een net einfach esou. Och wann ee sech dora wëllt engagéieren, mengen ech, muss ee sech kënnen an e Konzept mat integréieren a muss een dat op sech kënnen huelen, dass een eng Formatioun an eng weider Formatioun mécht.

Ech wëll Iech soen, dass mer sécher och musse mat den Dokteren iwwer en anere Modèle vun der Rémunératioun schwätzen. Am Moment gëtt dat à l'acte gemaach. Mir mengen, dass eng Forfaitiséierung noutwendeg ass an och méiglech ass, a virun allem och am Sënn vun deem Service, dee mer ubidden.

Ech hu vun der multidisziplinärer Approche geschwat. Dat gëllt fir d'Équipen, mä dat gëllt awer och fir d'Acteuren, déi soss nach implizéiert sinn: déi verschidde Ministèren, déi geléiert hunn an deene leschte Joren, méi enk zesummenzeschaffen, sech Plattforme ginn hunn - „Gesond iessen, méi bewegen", de Réseau „Écoles sans tabac" an „Écoles sans alcool", muer - déi Projets d'écoles entwéckelen, an déi wierklech och ganz flott Saachen opzeweisen hunn.

Et ass virdru vu Beispiller aus dem Ausland geschwat ginn, a vun der Konferenz vu Parma, wou Schoule mat esou Konzepter gewise gi sinn. Mir kënnen dat och hei zu Lëtzebuerg weisen. Do sinn eng ganz Rei vu Schoulen, déi exzellent - exzellent! - Initiativen huelen. Et sinn eng Rei Gemengen, déi exzellent Initiativen, ofgeschwat a begleet vun eis, kënne maachen.

Jo, ech sinn der Meenung, dass no deem Reglement hei eng Rei vun anere Reglementatioune respektiv vun aneren Elementer musse gekläert ginn, zesumme mat engem Syvicol, zesumme mat de Gemengen, wat d'Équipementer vun de Raimlechkeeten ugeet. Ech ka mech erënneren, a Raimlechkeeten eragekuckt ze hunn, déi enger schoulmedizinescher Ënnersichung onwierdeg sinn. Ech mengen, gradesou wéi een a senge Bauiwwerleeunge fir eng Schoul muss déi baubiologesch Elementer mat abannen, muss een och kënne soen, dass en anstänneg ausstaffëierte Raum fir d'Santé scolaire kee Luxus ass. Dat geet och net esou staark an d'Geld eran.

Ech wëll zum Schluss nach eng Kéier soen, dass mer hei eng pragmatesch Approche haten. Wa mer d'Gesetz vu vir bis hannen op de Leescht geholl hätten, dann hätte mer nach méi Zäit gebraucht. Mir wollten de Leit um Terrain, déi ongedëlleg gi sinn, well se drop gewaart hunn, fir kënnen aktiv ze ginn, en Instrument an de Grapp ginn, an an enger zweeter Phas wäerte mer d'Gesetz iwwert d'Schoulmedizin den heitegen Zäiten adaptéieren. Mä dat fält eis dann ëmsou méi liicht, wann d'Evolutioun um Terrain eigentlech dat anticipéiert, wat a Gesetzestexter soll erafléissen. Dat ass da vill méi einfach, fir Gesetzestexter ze redigéieren.

Voilà, dat gesot, soen ech der Chamber villmools Merci, dass se eis d'Instrument elo ginn huet, fir praktesch Verbesserungen an der Schoulmedizin ze realiséieren. Dat geet ganz zügeg.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Gesondheetsminister. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Norbert Haupert), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel (par M. Jean-Louis Schiltz), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss et Henri Kox (par M. Jean Huss);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt den Donneschdeg um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.13 heures)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. 5995 - Projet de loi portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques

- *Rapport de la Commission de la Culture: M. Mill Majerus*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur (dépose 2 amendements et 1 motion), M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), Mme le Ministre Octavie Modert*
- *Vote sur les amendements (rejetés)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Mill Majerus, Mme Anne Brasseur, Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

3. 6048 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte);

- concernant la mise à disposition de machines;

- concernant les machines d'occasion

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Hoffmann*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Mady Delvaux-Stehres et Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Dann dierfe mer elo ufänken a fir d'éischt zum Projet de loi 5995 iwwert d'Personal am Secondaire kommen. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Eicher, Bauler, Fayot, Adam, Kartheiser an Hoffmann. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

1. 5995 - Projet de loi portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen eis hei virläit, ass den 19. Februar 2009 duerch d'Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert ginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet den 18. Mee 2009 - de Statsrot de 6. Oktober 2009 - hiren Avis ofginn. D'Chamberskommissioun huet den 12. November de Projet an den Avis vum Conseil d'État examinéiert an den 3. Dezember hir Aarbechte fortgesat. Amendementë vu Regierungssäit sinn de 7. Januar 2010 agereecht ginn, an den Intitulé ass opgrond vun enger Propositioun vum Statsrot geännert ginn. Zu dësen Amendementen huet de Statsrot den 9. Mäerz 2010 en Avis complémentaire erlooss, genausou wéi d'Chamber vun de Statsbeamten. D'Kommissioun huet den Avis complémentaire vum Conseil d'État an der Réunioun vum 11. Mäerz 2010 examinéiert an dëse Rapport de 25. Mäerz ugeholl.

De Gesetzesprojet verfollegt zwee Haaptobjektiver. Den 19. Juni 1999 hunn d'Éducatiounsministere vun 29 europäesche Länner zu Bologna eng Deklaratioun ënnerschriwwe mam Zil, den europäesche System vum Enseignement supérieur ze reforméieren. Den universitären Opbau baséiert op zwee Basiszyklen, an zwar dem Grad vum Bachelor an deem vum Master, souwéi engem drëtten Zyklus vun der Recherche, dee mat engem Doktorat ofschléisst.

Heimat soll de Grondstee vun engem eenheetlechen europäeschen Héichschoulsystem geluecht ginn, mat als Ziler: d'Schafung vun engem System vun Diplomer, déi europawäit vergläichbar sinn, d'Aféierung vun ECTS-Punkten, d'Promotioun vun der Mobilitéit vun de Studenten, den Enseignanten an de Chercheuren souwéi d'Promotioun vun der Qualitéit vum Enseignement.

De Projet de loi wëllt dës Harmoniséierungsprinzipien an d'Gesetzgebung iwwert d'Kadere vum Personal vum Enseignement secondaire a secondaire technique aféieren. Doniewent ginn d'Personalkaderen adaptéiert a mat de leschte Gesetzesinitiativen an Aklang bruecht.

De Bologna-Prozess bedeit eng nei Definitioun vun den Zouloossungskritären zu de verschiddene Carrièrë vum postprimairen Unterrecht. De Masterdiplom stellt den Diplom fir den Zougank zu de Carrièrë vum postprimairen Unterrecht duer, déi am Grad E7 klasséiert sinn. Fir déijéineg aus dem Grad E5 ass de Bachelordiplom erfuerdert. Den initiale Projet huet zwou Méiglechkeete virgesinn als Accès fir d'Carrière vum Professer am Grad E7: entweder e wëssenschaftleche Bachelordiplom, gefollegt vun engem Master an därselwechter Spezialitéit, oder e wëssenschaftleche Bachelor, gefollegt vun engem Master an der Didaktik.

De Statsrot weist a sengem Avis vum 6. Oktober 2009 drop hin, datt d'Bezeechnung vum Master en didactique verschidden interpretéiert kéint ginn an Interferenze kéinte bestoe mam Contenu vum Stage pédagogique. Schliesslech ass déi zweet Méiglechkeet net zréckbehale ginn an duerch folgend Formulatioun ersat ginn: «l'obligation de disposer d'un bachelor scientifique suivi d'un master dans la même spécialité préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire». D'Modalitéite vum Rekrutement a vum Oflaf vum Stage pédagogique sollen adaptéiert ginn, fir deenen zwou Optioune Rechnung ze droen.

Opgrond vun den Observatioune vum Statsrot an der parlamentarescher Kommissioun gëtt duerch en Amendement gouvernemental den initiale Libellé vum Punkt B.1 ofgeännert, mat Hibléck op méi Prezisioun bei der Bestëmmung vun de verschiddene Carrièren:

a) déi Carrièren, wou den Zougank deene reservéiert ass, déi en Diplom hunn, deen der Homologatiounsprozedur laut dem Gesetz vum 18. Juni 1969 ënnerläit. Heirënner falen d'Professere vun de Lettres an de Sciences;

b) d'Carrièren, wou een Diplom gefrot ass, deen der Prozedur vun der Aschreiwung an de Regëster vun den Titelen ënnerläit, laut Gesetz vum 17. Juni 1963 iwwert d'Protektioun vun den Titelen am Enseignement supérieur. Heizou zielen d'Professere vun de Sciences économiques et sociales, vun der Éducation artistique, vun der Éducation musicale, der Éducation physique a vun der Doctrine chrétienne;

an c) d'Carrièren, wou den Diplom enger vun deenen zwou Prozeduren ënnerläit. Heizou zielen d'Professere vun de wëssenschaftleche Fächer aus dem Enseignement secondaire technique souwéi déi duerch Gesetz nei geschafe Carrière vum Professeur de formation morale et sociale.

D'Diplomer vum Bachelor a Master, déi vun der Uni Lëtzebuerg an de Spezialitéiten ausgestallt ginn, déi elo opgezielt goufen, ginn d'office unerkannt, mat Ausnahm vun den Diplomer vum Bachelor a Master an de Sproochen Englesch, Däitsch a Franséisch, wouvun op d'mannst deen een oder deen aneren an engem Land oder der Regioun vun engem Land mat englescher, däitscher oder franséischer Sprooch muss ausgestallt ginn, nodeem de Student während mindestens zwee Joer seng Studien an esou engem Land gemaach huet.

D'Professeurs ingénieurs an d'Professeurs architectes mussen am Besëtz si vun engem Lëtzebuerger Masterdiplom an hirer Spezialitéit, oder hir auslännesch Titelen a Grade mussen enregistréiert gi laut dem Gesetz vun 1963. D'Professeurs d'enseignement technique mussen e Lëtzebuerger Bachelor an hirer Spezialitéit hunn, oder den Diplom muss enger vun deenen zwou Prozedure Rechnung droen. D'Maîtres de cours spéciaux brauchen e Lëtzebuerger Bachelordiplom an hirer Spezialitéit, oder si musse konform sinn zum Gesetz vun 1963.

Am Gesetz gëtt och Rechnung gedroen de Bestëmmunge vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal vum Enseignement fondamental, déi säit dem 15. September 2009 e Reclassement bewierkt hu vun der Carrière vum Schoulmeeschter vum Enseignement préparatoire an dem Schoulmeeschter vun der Économie familiale, déi an der Carrière moyenne am Grad E3ter klasséiert waren, an de Grad E5 vun der Carrière supérieure.

D'Instituteurs d'économie familiale mussen am Besëtz si vun engem Lëtzebuerger Masterdiplom, dee Studie sanktionéiert, déi orientéiert sinn op en offiziellen Enseignement vun der Économie familiale, respektiv den Diplom muss konform sinn zum Gesetz vun 1963.

D'Schoulmeeschtere vum Enseignement préparatoire gi rekrutéiert entweder bei de Schoulmeeschteren, de Schoulmeeschtere vum Primaire oder vum Spezialunterrecht vum Enseignement fondamental, oder de Kandidaten, déi zu dëse Funktiounen admissibel sinn.

D'Maîtres d'enseignement technique mussen am Besëtz si vun enger Meeschterprüfung an der jeeweileger Spezialitéit.

D'Bibliothekären, d'Dokumentaliste mussen en Diplom vum Bachelor an hirer Spezialitéit hunn.

D'Beamte vun der Carrière vum Assistant social mussen e Bachelordiplom an hirer Spezialitéit virweisen, respektiv en Diplom oder Zertifikat, deen als gläichwäerteg unerkannt ass vum Minister vun der Éducation nationale, souwéi d'Genehmegung, de Beruff auszeüben, déi vum Minister ausgestallt gëtt, deen zoustänneg ass fir d'Gesondheet.

D'Beamte vun der Carrière vum Éducateur gradué mussen e Lëtzebuerger Bachelor Diplom hunn an de Sciences sociales et éducatives, oder e Lëtzebuerger Diplom als Éducateur gradué respektiv en Diplom oder Certificat, dee vum Minister, deen zoustänneg ass fir den Enseignement supérieur, als gläichwäerteg unerkannt ass.

D'Fonctionnairë vun der Carrière vum Psycholog mussen am Besëtz si vun engem Lëtzebuerger Master en psychologie, oder hiren Diplom muss laut dem Gesetz vun 1963 enregistréiert sinn.

Am Artikel 3 ginn zwou Iwwergangsbestëmmunge festgehalen:

a) Déi Kandidaten, déi mat hiren Diplomer d'Konditiounen erfëllen, déi laut der aktueller Législatioun a Kraaft sinn, behalen d'Recht zu den Examens concours zougelooss ze ginn, während enger Dauer vun dräi Joer ab deem Datum, wou dat neit Gesetz a Kraaft trëtt.

B) Per Derogatioun zu de Bestëmmunge vum Gesetz vum 29. Juni 2005 iwwert d'Personalkadere vum Enseignement secondaire kënnen d'Chargés de direction mat enger voller Tâche aus dem Régime préparatoire vum technesche Sekundarunterrecht, déi bei der Entrée en vigueur vum Gesetz am Déngscht sinn an am Grad E5 klasséiert sinn, zur Funktioun vum Directeur adjoint vun hirem Établissement genannt ginn, wa se fënnef Joer Déngscht als Chargé de direction mat enger ganzer Tâche am Régime préparatoire kënnen noweisen. Si ginn dann an de Grad E5ter klasséiert. Den Direkter ka sech och vun engem Chargé de direction à Tâche partielle assistéiere loossen, deen aus de Reie vun de Beamten aus der Carrière supérieure vum Enseignement kënnt a vum Minister fir e Mandat vu fënnef Joer bestëmmt gëtt.

Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn op déi wichtegst Dispositioune vum Gesetzesprojet 5995 agaangen. Merci soe wéilt ech de Membere vun der Kommissioun fir hir gutt Kollaboratioun, de Responsabele vum Ministère - besonnesch dem Här Wilmes - fir hir Erklärungen an de Leit vum Greffe fir hir gutt Aarbecht.

Heimat bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Diederich Merci. An als éischte Riedner ass den Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Här Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen, well hie schonn op eng kloer an däitlech Aart a Weis déi gesetzlech Bestëmmungen, déi duerch dëse Projet an Zukunft solle garantéiert ginn, beliicht huet.

Ouni mech am Detail ze verléieren, wëll ech just mat deene wichtegsten Aspekter mech mat dësem Text auserneesetzen. Positiv ass et, datt d'Bologna-Kritären an der Astellungsprozedur vum Léierpersonal an den Enseignement secondaire an de Secondaire technique integréiert ginn.

De Bologna-Prozess ass antëschent well iwwer zéng Joer al, an esou gouf et esou lues awer sécher Zäit, fir de Rekrutement um Niveau vun der Carrière supérieure beim Stat deem neien Ëmfeld unzepassen. Dëst virun allem, wann ee bedenkt, datt de gréissten Deel vun den europäeschen Universitéite hier Studiegäng an Diplomer de Bologna-Kritären no harmoniséiert hunn an zënterhier eng sëllech Studenten an deem neien europäeschen Héichschoulsystem schonn ausgebilt gi sinn.

Konkret bedeit dat, datt et europawäit méiglech ass, fir déiselwecht Studiegäng ze maachen, Studiegäng, déi mat engem Bachelor, engem Master oder engem Doktorat ofgeschloss ginn an déi et engem duerch ee flexibele System vu Kreditter erlaben, ouni grousst Gedeessems vun enger europäescher Universitéit op déi aner ze wiesselen.

Studéieren ouni Grenzen ass deemno nom Bologna-Prozess an Europa eng onverkennbar Realitéit ginn, déi et eise Studenten erlaabt, ee grousse wëssenschaftlechen a kulturelle Bagage mat heem ze bréngen. Dës nei europawäit harmoniséiert Diplomer wäerten dann ëmmer méi d'Viraussetzung ginn, fir eng Plaz an deenen héije Carrièren am privaten an am öffentleche Secteur ze kréien.

Esou hält de Gesetzesprojet ënner anerem fest, datt an Zukunft jiddwereen, dee gäre Professer am Enseignement secondaire wëllt ginn, zwee Ausbildungsweeër hu kann. Sou muss een entweder - sou wéi bis elo och - e Bachelor an ee Master an där gläicher Disziplin virweisen, beispillsweis e Bachelor an der Physik, mä dann awer och eng Spezialitéit, e Master beispillsweis an der Nuklearphysik, oder awer e Bachelor an esou engem Fachgebitt an - dat ass elo nei - e Master an deemselwechte Fachgebitt, dee méi spezifesch op de Beruff vum Professer a sengem Fachberäich virbereet, souzesoen eng Pedagogie an deem Fall vun der Physik, eng sougenannte Fachdidaktik.

Et ass och kloer, datt een e Bachelor an ee Master an engem Fach muss hunn, deen also enger ronn fënnefjähreger Fachausbildung entsprécht. Soumat sollen eis Schoulen och an Zukunft Leit rekrutéieren, déi zolidd formëiert gi sinn, fir esou ze garantéieren, datt eis Schüler déi beschtméiglech Ausbildung mat op de Wee kréien.

Grad wéi e Lycéesprofesser seng Schüler op spéider universitär Studie virbereet an hinne schonn éischt wëssenschaftlech Kompetenze mat op de Wee soll ginn, ass et eng absolut Viraussetzung, datt hien awer vun enger wëssenschaftlecher Ausbildung selwer profitéiert huet. An déi kritt hien eréischt, wann hien niewent sengem Bachelor, bei där et sech éischter ëm eng Basisausbildung handelt, och ee Masterdiplom, e Masterstudium mécht a senger Spezialitéit.

An e weidere Virdeel vun der Bestëmmung ass, datt et jiddwerengem, deen et eventuell net packt an den Enseignement eranzekommen, op d'mannst d'Dier opléisst, fir mat sengen Diplomer dann op enger anerer Plaz sech virstellen ze goen. Hätte mir eis nämlech als Gesetzgeber ausschliesslech derfir décidéiert, fir deene zukünftege Proffe just e fachspezifesche Bachelor an duerno zum Beispill e Master an der Didaktik ze verlaangen, hätte vill Leit dës Méiglechkeet net méi, fir sech berufflech ëmzeorientéieren, oder et wier méi schwéier.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'CSV ass et awer och immens wichteg, datt eng Persoun, déi sech décidéiert huet, fir Schoul ze halen, sech während sengem Studium mat senger spéiderer berufflecher Zukunft auserneesetzt a virun allem mat de Kompetenzen, déi een dofir brauch, och auserneesetzt. Aus deem Grond gesäit de Gesetzesprojet vir, datt een och ee Master an engem bestëmmte Fach maache kann, dee gläichzäiteg op de Beruff vum Enseignant virbereet. Domat profitéiert de Student, dee sech fir de Beruff als Enseignant décidéiert huet, scho vill éischter vun enger pedagogescher Ausbildung an esou engem Fachberäich.

D'Ëmstellung vun den Admissounskritäre zu dem Concours fir d'Carrière vum Prof wäert natierlech och hir Auswierkungen op dëse Concours an op de sougenannte Stage pédagogique hunn. Dofir musse béid Prozeduren an nächster Zäit inhaltlech iwwerschafft ginn, wa se weiderhin eng kohärent Suite zu den Admissiounskritären duerstelle sollen.

Här President, d'CSV-Fraktioun begréisst et och, datt d'office d'Bachelor- an d'Masterdiplomer vun der Universitéit Lëtzebuerg unerkannt ginn, mat Ausnahm vu Franséisch-, Däitsch- an Engleschstudien. Hei gesäit de Projet vir, datt een op d'mannst zwee Joer vu senger Studienzäit an deem Land op eng Uni geet, wou déi Sprooch offiziell geschwat gëtt.

Onofhängeg dovunner, datt een eng Sprooch just richteg beherrscht, wann een an deem Land lieft, wou se am Alldag geschwat a geschriwwe gëtt, encouragéiert dës Bestëmmung eis Studenten, fir eng Zäitchen an d'Ausland ze goen, fir Land a Leit kennen an appréciéieren ze léieren.

Dir gesitt also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt dëse Gesetzesprojet eng Rei vu positiven Aspekter huet, déi derzou bäidroe wäerten, dass eis Schoullandschaft sech an den europäeschen Harmoniséierungsprozess vu Bologna integréiert an datt déi zukünfteg Generatioune vun Enseignanten eng zolidd fachspezifesch Ausbildung kréien, verbonne mat engem räichen, europäesch geprägte kulturellen a wëssenschaftleche Bagage.

Här President, allerdéngs gëtt et an deem Gesetz eng Bestëmmung, bei där d'CSV-Fraktioun Suergen huet an där déi parlamentaresch Éducatiounskommissioun och nëmmen zougestëmmt huet, wa parallell dozou eng global Léisung fonnt gëtt. Ech schwätzen hei vum éischte Punkt vun den Iwwergangsbestëmmungen, dee seet, datt all déi Kandidate fir de Proffeconcours, déi d'Konditioune vun där aler Gesetzgebung nach erfëllen, zum Beispill eng Maîtrise oder eng Lizenz hunn, sech nach just dräi Joer, nodeems dat neit Gesetz a Kraaft ass, zum Concours stelle kënnen. Duerno musse se dann d'Administratiounskritäre vun där neier Gesetzgebung respektéieren.

Am Kloertext heescht dat, datt jiddwereen, dee studéiert huet, an enges Dags wëllt Prof ginn, no senger Carrière an der Privatwirtschaft oder och beim Stat, dat net méi no deem Délai vun dräi Joer maache kann, an dat ganz einfach aus deem Grond, well seng Diplomer net méi dem Bologna-Prinzip entspriechen.

D'Fro, déi sech awer da stellt, ass, ob eise Schoulsystem sech erlabe kann, fir an Zukunft dëse Leit den Zougank an den Enseignement ze verspären. Géif et eisem Schoulsystem net gutt doen, wann et méi Enseignantë géif ginn, déi eng länger ausserschoulesch Erfahrung matbrénge géifen?

Déi zoustänneg Kommissioun ass sech dëser Problematik och voll bewosst an huet déi aktuell Iwwergangsdispositioun op Wonsch vum Statsrot an de Gesetzesprojet integréiert, well déi héich Kierperschaft sech energesch géint déi initial Dispositioun gewiert huet. Et wor nämlech virgesinn, datt all déijéineg, déi hir Diplomer virum 31. Dezember 2012 gemaach hunn, och an Zukunft berechtegt wieren, sech dem Concours ze stellen.

Net ze verstoen ass do, datt deeselwechte Statsrot awer kee Problem gesäit mat därselwechter Iwwergangsbestëmmung, wéi se initial och an dësem Projet de loi virgesi wor, wann et ëm säin Avis geet zu den Admissiounskritäre fir den Examen concours fir d'Carrière supérieure administrative an d'Carrière technique beim Stat.

D'Éducatiounskommissioun mécht drop opmierksam, datt dee Problem vun den Diplomer, déi virum Bologna-Prozess gemaach goufen, net just d'Proffeconcoursen, mä am grousse Ganzen den Accès zur Carrière supérieure beim Stat betrëfft. D'CSV-Fraktioun mengt, datt elo sou séier wéi méiglech eng global Léisung muss fonnt ginn, fir datt de Stat och an Zukunft fir Leit aus dem Privatsecteur oppe bleift.

Här President, et ass ënner anerem an dësem Sënn, wou ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Gesetzesprojet 5995 ginn an Iech bieden, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dësen Text ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Eicher Merci. An als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Deklaratioun vu Bologna verlaangt, datt mer an eis national Gesetzgebung d'Prinzipie vun der Harmonisatioun vum europäeschen Héichschoulsystem ëmsetzen.

Mam Gesetzesprojet 5995, dee mer haut stëmme sollen, gëtt dës Ëmsetzung an d'Wee geleet. Gläichzäiteg gi mat dësem Text verschidden Adaptatioune virgeholl, déi sech am Laf vun der Zäit duerch verschidde legislativ Initiativen opgedrängt hunn. Meng Virriedner sinn dorobber agaangen an dofir wéilt ech dat verständlecherweis net weider verdéiwen.

D'entrée de jeu géif ech awer emol fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Fernand Diederich, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Bericht Merci soen an elo schonn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Erlaabt mer dann awer e puer Remarquen zum Projet ze maachen.

Als Demokratesch Partei ass et eis wichteg, datt éischtens all déi Kandidatinnen a Kandidaten, déi Professer wëlle ginn, zwee universitär Zyklen ofgeschloss mussen hunn; zweetens, d'Basisausbildung an där Spezialitéit muss absolvéiert ginn, déi erfuerdert ass, fir bestëmmt Fächer ze enseignéieren; drëttens zukünfteg Sproochen- a Literaturproffen eng Erfahrung an deem Land mussen hunn, an deem déi Sprooch, déi se spéider ënnerriichte sollen, Mammesprooch ass.

Här President, als DP ralliéiere mer eis dem Avis vun der Statsbeamtekummer a sinn zefridden, datt d'Masteren an de Sciences de l'éducation, an der Psychologie an an der Pedagogie net als en Element vun der fachlecher Grondausbildung vum Professer considéréiert kënne ginn. Spéiderhin soll jo am Stage pédagogique alles, wat mat Sciences de l'éducation, Psychologie oder Pedagogie ze dinn huet, op de Leescht geholl ginn. Wier dat schonn éischter de Fall, da kéim et jo onvermeidlecherweis zu Iwwerschneidungen an onsënnege Widderhuelunge vu Matièren.

Dat ënnersträicht de Statsrot och a sengem Avis vum 6. Oktober 2009; ech zitéieren: «Si les études qui doivent mener, à partir du diplôme de bachelor dans la spécialité requise, à celui du master en didactique, ne sont plus tournées vers la spécialité requise, mais vers l'apprentissage des théories et des méthodes de l'enseignement général, ce diplôme de master risque de se recouper avec le contenu du stage pédagogique, de sorte à rendre l'un des deux redondant et, simultanément, de faire entrer dans l'enseignement postprimaire des candidats dont l'étude de la spécialité qu'ils se destinent à enseigner paraît au mieux écourtée, pour ne pas dire insuffisante.»

Dat si kloer Wierder. Och mir als DP sinn a waren der Iwwerzeegung, datt all Kandidatin an all Kandidat, dee Professer wëllt ginn, eng zolidd Basisausbildung a senger eegener Disziplin muss hunn. Wéi wéilt een op eng kredibel Manéier Mathematik, Physik oder Ekonomie op enger 13e bezéiungsweis enger Première ënnerriichten, wann ee just en Ofschloss als Bachelor an där Matière huet?

De Master ass jo grad déi Phas vum Studium, déi zu enger gewëssener Maturitéit féiert. De Master erlaabt et, de Studium vun enger Disziplin ze verdéiwen, an en dréit dozou bäi, de Bildungshorizont ze erweidere bezéiungsweis ze festegen. Et ass och grad am Master, wou den direkte Kontakt mat den Uniprofe verstäerkt gëtt, sief et duerch Seminäraarbechten oder duerch d'Schreiwe vun engem Mémoire.

Alles dat féiert dozou, datt de Student sech méi intensiv mat sengem Fach auserneesetzt an et aus engem neie Liicht betruechte kann. Wéi wëllt ee spéider als Enseignant an engem Lycée a sengem eegene Fach den Esprit de recherche förderen oder vu Schüler eng eegestänneg Aarbecht erwaarden, wann ee selwer kaum oder ni dozou am Kader vu sengem Studium verflicht war?

Onofhängeg vun alle pedagogesche Considératiounen däerf een och net vergiessen, datt jiddwereen, deen no sengem Bachelor an engem bestëmmte Fach décidéiert hätt, e Master en Sciences de l'éducation drunzehänken, datt deen, de Fall gesat, en hätt den Examen concours eemol oder souguer méi Kéieren net gepackt, datt deen also Schwieregkeete kritt hätt, fir sech no engem aneren universitäre Beruff ëmzekucken. Engem Bachelorinhaber an der Chimie, Physik oder Ekonomie wier da gesot ginn: „Dir hutt zwar e Master, mä et ass kee Master an Ärem Fach, ergo kënne mer Iech net astellen."

Här President, ech froe mech iwwerhaapt, wéi et dozou koum, datt am éischten Entworf vun dësem Gesetzesprojet stoung, et kéinten och Leit mat engem Master en didactique zougelooss ginn.

Aus mengen Argumentatioune vu virdrun eraus war dëse Virstouss liicht weltfriem. Engersäits, well déi betraffe Studente weder an hirem Fach, nach an der Pedagogik e klassesche Studium hannert sech gehat hätten; anerersäits, well et onweigerlech zu Redondancen am Stage komm wier.

D'Madame Minister sot mer an der Kommissioun, an deem Fall hätten déi Kandidatinnen a Kandidaten, déi e Master en didactique oder en Sciences de l'éducation opweises gehat hätten, hir Defiziter am Fach während dem Stage missen opschaffen.

Ofgesinn dovunner, datt dat eng ganz onüblech, jo akademesch äusserst bedenklech Léisung gewiescht wier, stellt sech d'Fro: Firwat dann et net direkt richteg maachen, an d'Mathé oder d'Bio oder d'Geschicht do léieren, wou se higehéieren, nämlech an de Master?

D'Madame Minister sot och, hir Partenairen hätten de Wonsch ausgedréckt, e Master en didactique zouzeloossen, deen Accès zum Proffeberuff gëtt. Wann een awer den Avis vun der Statsbeamtekummer liest, déi sech formell dergéint opposéiert, da kann ech mer kaum virstellen, datt d'CGFP-Féduse/Enseignement dat gefuerdert hätt. Och d'APESS ass an hirem Avis glaskloer gewiescht an huet sech géint esou eng Ännerung ausgeschwat.

Idem fir de Statsrot, deen esou eng Approche net akzeptéiere konnt. Erënnere mer nach eng Kéier un den Avis vun der Statsbeamtekummer, deen den 18. Mee 2009 d'Bedeitung vun der initialer Ausbildung vum Prof ënnerstrach huet. Dat heescht, déi akademesch Formatioun an där Disziplin, déi de Professer enseignéiere wëllt. D'Statsbeamtekummer vermierkt nach eng Kéier, datt - ech zitéieren -: «une excellente maîtrise scientifique d'une branche étant indubitablement une condition sine qua non d'un enseignement de qualité».

Et freet ee sech also, wien d'Madame Minister an dësem Kontext hir Partenairen nennt, wa schonn déi klassesch Proffegewerkschafte sech géint e Master en sciences de l'éducation opposéiert hunn. Ass dat d'Uni Lëtzebuerg gewiescht, déi Kandidatinnen a Kandidate fir e Master en sciences de l'éducation rekrutéiere wollt? Oder ass et soss een Demandeur, deen eis awer net genannt gouf, deen de Ministère dozou invitéiere wollt?

Bref, d'DP ass frou, datt elo am Text net méi vun engem Master en didactique geschwat gëtt, mä vun engem Master «dans la même spécialité préparant à la fonction d'enseignant de l'enseignement secondaire». A mir sinn natierlech zefridden, datt donieft vum klassesche Wee, nämlech deem vum Bachelor plus engem Master an der Spezialitéit net ofgewach gëtt.

Här President, ech sinn immens zefridden, datt mer an der Kommissioun den initialen Textvirschlag an deem Punkt ofgeännert hunn, well soss wier et zu enger onglécksëileger Spléckung vum Corps enseignant komm a Bachelor- an a Mastermathematiker oder a Bachelor- an a Masterchimisten, an esou weider. Um Terrain hätt dat bedeit, datt déi eng eng Première an den Exame begleeden däerfen an déi aner net, well se jo kee Master am Fach selwer gehat hätten. Wat wier dat e Gedeessems an de Lycéeë ginn!

Mat dem iwwerschafften Text hu mer elo eng eenheetlech Approche, déi onnéideg Konflikter a priori vermeiden hëlleft.

Wann eng Kandidatin oder e Kandidat am Kader vu sengem Master an der Physik, zum Beispill, d'Geleeënheet huet, dat eent oder anert Fach ze beleeën, dat op didaktesch Aspekter vu senger Disziplin virbereet, dann ass dat absolut kee Problem. Et ass en Akzent, deen op d'Lehramt, wéi déi Däitsch dat géife nennen, virbereet, mä dësen Akzent verbarrikadéiert awer duerfir kengem oder keng aner berufflech Optiounen.

Här President, de Stage pédagogique, dee jo d'Enseignanten op hire Beruff preparéiert, ass jo elo eréischt kierzlech iwwerschafft ginn, an e soll an absehbarer Zäit grëndlech reforméiert ginn. De Stage pédagogique ass a bleift d'Plaz, wou dat didaktescht a pedagogescht Handwierk geléiert gëtt. Hei soll deen neien Enseignant fir säi Beruff fit gemaach ginn. Mir wäerten nach genuch Geleeënheete kréien, fir iwwert d'Reform vum Stage ze schwätzen. Eng Reform, déi weiderhin op de Prinzip vun der Alternance Theorie - Praxis setze muss. Eng Reform, déi awer virun allem duerzou bäidroe muss, datt déi jonk Enseignanten de Goût un der Professioun kréien, datt si och op déi wuessend Erausfuerderunge vun dësem ëmmer méi komplexen an ustrengende Beruff virbereet ginn. Hei läit nach vill Aarbecht virun eis. Et heescht jiddefalls, de Stage esou ze reforméieren, datt mer d'Kandidatinnen a Kandidaten net vergraulen an hinnen Hëllefstellungen offréieren, déi et erlaben, de Beruff dès le départ ze meeschteren. Grad duerfir ass et immens wichteg, datt de Gros vun de Spezialisten am Stage Leit sinn, déi eng Ahnung vum Terrain hunn, an déi d'Praxis dagdeeglech hautno erliewen.

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach e puer Remarquen zum Bild an zur Roll vum Enseignant en général. Mir wëllen als DP d'Enseignanten als Partner gesinn a si besser encadréieren. Hiert Engagement bestëmmt an héijem Mooss den Erfolleg vun de Schüler. Déi bescht Reform déngt näischt, wann d'Enseignanten net matzéien an et net geléngt, si ze iwwerzeegen an ze motivéieren. Hir Roll an der Perséinlechkeetsentfalung vun de Schüler an an der Wëssensvermëttlung ass net ze ënnerschätzen.

Experten ënnersträichen, datt e motivéierten an engagéierten Enseignant nohalteg zum Wëssens- a Kompetenzzouwuess vun engem Schüler bäidroe kann. Metastudien, wéi déi vu Wang, Haertel a Walberg aus dem Joer 1993, déi honnerte vun anere Studie berücksichtegt huet an an der „Review of Educational Research" veröffentlecht gouf, weisen, datt nieft der Intelligenz an der Metakognitioun de sougenannten „Classroom Management" ganz uewen an der Hitparad vun de pedagogeschen Erfollegsfacteure steet, grad wéi d'Betreiung doheem an d'Ënnerstëtzung vun den Elteren. Aner wesentlech Elementer an der Réussite vum Schüler sinn d'Relatioun zum Enseignant, d'Schoulkultur an de Klima an der Klass. Wann ee weess, datt et besonnesch d'Enseignantë sinn, déi eng wesentlech Roll op dësem Feld spillen, da muss ee grad hei den Hiewel usetzen.

De Schoulsystem, also d'Organisatioun u sech, huet kaum en Impakt op den Erfolleg vum Schüler. D'Organisatioun, d'Struktur u sech, rangéiert eréischt op Plaz 27. Géif ee just ausschliesslech Reformen um Schoulsystem per se duerchféieren, wier ee sécherlech um Holzwee. D'Reform vum Stage pédagogique ass duerfir e Kilometersteen um Wee an e bessere Schoulsystem. Wéi scho virdrun ënnerstrach, waarden enorm Erausfuerderungen op d'Enseignanten.

Ëmmer méi Kanner leiden ënner Bezéiungsstéierungen zu hiren Elteren an hiren Enseignanten, esou datt een, wéi dat an der Fachsprooch heescht, zu enger „verzögerten psychischen Reifeentwicklung" kënnt. Dowéinst ass eng wuessend Zuel vu Schüler net méi onageschränkt capabel, fir an der Schoul an an der Formatioun mat Erfolleg ze bestoen. Weider Iwwerleeungen zu ënner anerem och dësem Sujet kann een iwwregens am Manuel Bissen senger héichinteressanter Publikatioun „Auf der Suche nach der guten Schule - Schulentwicklung und Qualitätssicherung zum Aufbau einer weiterführenden Schule im Kanton Redingen" aus dem Joer 2008 noliesen.

Här President, an dësem komplexe Spannungsfeld soll an nächster Zukunft och de Stage reforméiert ginn. All déi Kandidatinnen a Kandidaten, déi op dëse Beruff zousteieren, musse wëssen, datt si en ustrengende Beruff hunn, virun allem op mentalem a sozialem Plang. Doriwwer eraus huet dëse Beruff aus gesellschaftlecher Siicht un Unerkennung verluer, wat natierlech derzou féiert, datt an Zukunft den Andrang fir Proff ze ginn, spierbar ofhëlt.

An der Schoul vun haut mussen d'Enseignantë stressresistent a belaaschtbar sinn, souwuel psychesch wéi physesch. Nieft deene reng fachlechen an didaktesche Capacitéite musse si iwwer staark ausgeprägte sozial a psychologesch Kompetenze verfügen, fir d'Bezéiungsstéierungen net nach ze verstäerken, mä wa méiglech auszegläichen.

Den Erfolleg an eise Schoule berout wuel kaum op dem akribeschen Ausfëlle vun diverse Paperassen a Kontrollziedele bezéiungsweis op dem Sammele vun Aarbechtsfichen a Classeuren. E berout virun allem op staarke Perséinlechkeeten, déi d'Schüler an hirer eegener Perséinlechkeet prägen a sech staarkmaache fir d'Liewen an der Gesellschaft an no der Schoul.

De toute façon brauche mer also am Stage pédagogique Formatiounen, déi och d'Perséinlechkeet vum Kandidat a Betruecht zéien an hir oder him hëllefen, eng konstruktiv Relatioun zu de Schüler opzebaue bezéiungsweis dem Enseignant hëllefen, mat difficilë Schüler adequat ëmzegoen. Dës Formatioune sinn essenziell, grad am Ëmgang mat schwieregen a schwaache Schüler, deenen hir Zuel, esou wéi et ausgesäit, éischter steige wéi fale wäert.

Mir brauchen also en Typ vun Enseignant, deen engersäits fachlech gutt ass, anerersäits awer och mënschlech Fäegkeeten huet, Fäegkeete wéi Empathie, Begeeschterungsfäegkeet an net zulescht och eng gutt Portioun Humor.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bauler Merci, an als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Den Här Etgen, Här President, mengt, den Här Diederich hätt schonn den Accord ginn. Hie wäert mir jo net wëlle verbidden, dass ech och e puer Wuert derzou soen?

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Neen, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här Etgen, fir Är Gentillesse!

(Hilarité)

Här President, ech wollt selbstverständlech onsem Rapporteur soen, dass en exzellent duergeluecht huet, wéi sech dann elo de Bologna-Prozess an d'Unisdiplomer no der Bologna-Method fir déi verschidde Léierberuffer am Secondaire ausweisen. U sech ass déi Upassung hei, do ginn ech de Kolleege Recht, éischter e bëssen eng dréchen technesch Geschicht, mä trotzdeem fannen ech awer, dass den Iwwergank vum Lëtzebuerger Stat op Bologna e grousse Moment ass, e wichtege Moment. An duerfir wollt ech och, wann Der erlaabt, e puer Wuert dozou soen, well et handelt sech wierklech ëm fundamental Änderunge vun der Unislandschaft an Europa, déi säit e puer Joer amgaange sinn.

Et ass scho gesot ginn, dass déi Deklaratioun vu Bologna den 19. Juni 1999 d'Héichschoullandschaft vun Europa lues a lues - säit iwwer zéng Joer elo - amgaangen ass, fundamental ze änneren. Mir wëssen och, dass d'Länner, besonnesch och d'Unie ganz staark op hir Autonomie halen. Mä trotzdeem ass déi Héichschoullandschaft a Bewegung geroden, well ganz einfach de Besoin an der Gesellschaft do ass. Déi Bewegung ass entstan duerch déi konkret Zesummenaarbecht vun den Unien, well déi Bologna-Method berout also net op engem Vertrag tëschent de Staten. Et huet och näischt mat der Europäescher Unioun ze dinn, déi keng Kompetenzen an där Hisiicht huet. Si berout op enger Partie Deklaratiounen an Dokumenter, déi vun den Héichschoulministeren ugeholl ginn, an déi eigentlech awer keng Gesetzeskraaft hunn, wat also och erkläert, dass vu Land zu Land déi Bologna-Method eréischt lues a lues ëmgesat ginn ass.

Den Zweck vum Bologna-Prozess ass et jo, d'Héichschoulen un d'Besoine vun der moderner Welt unzepassen. Et geet net méi nëmme méi ëm Wëssensvermëttlung. Et geet och ëm Kompetenz, sech Wëssen unzëeegnen an och domat, mat deem Wëssen ze handelen. Et geet also och drëm, fir sech Methoden unzëeegnen, fir ze léieren an ze fuerschen. Et geet ëm d'Employabilitéit vun de Studenten. An et geet och drëm, weiderzeléieren an d'Gesellschaft lues a lues zu enger Wëssensgesellschaft ze maachen.

A wann een d'Ofschlosstexter vun de Bologna-Konferenze liest, déi all zwee Joer stattfannen, da gesäit een, wou d'Rees eigentlech higeet. Dat ass zum Beispill an där leschter Konferenz vu Louvain am Abrëll 2009, do goufen déi grouss Linne bis 2020 tracéiert.

D'Prioritéite fir déi zéng Joer sollen d'Chancëgläichheet an héich Qualitéitsnorme sinn, liewenslaangt Léieren, e reibungslosen Iwwergank zum Beruffsliewen, eng méiglechst grouss Mobilitéit tëschent de verschiddenen Unien an den eenzelne Länner. Dat entsprécht engem Europa vun der fräier Zirkulatioun vun de Mënsche mat enger fräier Zirkulatioun vun de Studenten, a bis 2010 sollten eigentlech d'Héichschoulsystemer vun den europäesche Länner esou organiséiert sinn, dass se d'Mobilitéit vun de Studenten erméiglechen. Dat heescht, dass et esou einfach wéi méiglech soll sinn, vun engem Land an dat anert studéieren ze goen. Dëst ass d'Viraussetzung vun enger europäescher Wëssensgesellschaft.

Et muss ee sech jo bewosst sinn, mir schwätzen do net vu Lëtzebuerg, wou d'Studente vill an d'Ausland ginn. Et muss ee sech bewosst sinn, dass, wann ech mech gutt erënneren, ëm 5 oder 6% nëmme vun de Studenten op Unie léiere ginn, déi net an hirem Heemechtsland sinn. Dat ass also eng ganz geréng Zuel. Duerfir ass an där Hisiicht nach ganz vill Wee ze maachen.

Natierlech ass dës fräi Zirkulatioun fir den Ableck oft nach Idealvirstellung, well Barrièren nach weiderbestinn, jee no dem Zoustand vun den Unien. Zum Beispill den Zoulaf vun den Unien, ob et en Numerus clausus gëtt, wéi d'Studente sélectionnéiert ginn, wéi deier d'Unie sinn: Alleguerten déi Elementer spillen natierlech bei där fräier Zirkulatioun.

Eng wichteg Komponent vum Bologna-Prozess, an dat gesäit een och, wann een d'Programmer kuckt vun den Unien, ass d'Employabilitéit, déi duerch d'Differenzéierung innerhalb vun den eenzelne Fächer erreecht soll ginn. Bei der Beschreiwung vun den Diplomer gëtt gesot, op wat fir ee Beruff se Zougang ginn. Indikativ! Net exklusiv, mä op jidde Fall indikativ. Ob een also Enseignant oder Fuerscher gëtt, dat muss net onbedéngt op der Uni festgeluecht ginn. Mä jee no Beruff kënnen op der Uni Elementer dovunner geschaf ginn.

Wa jonk Leit viru Bologna - dozou hu mir jo och eng Zäit gehéiert, déi, déi elo scho méi al sinn - op d'Uni gaange sinn, dann hu se Wëssen ouni direkte Bezuch op iergendee beruffleche Profil geléiert. Dat muss ee sech och emol virstellen. Ech ka mer awer virstellen, dass ech als Sproocheproff mech staark interesséiert hätt, net nëmmen eng Sprooch, eng Grammatik, d'Literatur ze léieren, mä och d'Problemer vun der Didaktik wéinstens ze erkennen.

Wat ass den Ënnerscheed tëschent Friemsprooch a Mammesprooch? Wat sinn d'Interferenzen tëschent de Sproochen? Wann ech Franséisch enseignéieren, op wat muss ech oppassen, wann ech vum Lëtzebuergeschen oder vum Däitsche kommen? Oder och zum Beispill: Wat ass den Ënnerscheed tëschent der geschwatener an der geschriwwener Sprooch? Den Iwwergank vun enger zur anerer Sprooch? Also all déi fundamental Problemer vum Sproochenunterrecht, mat deene mer ons zu Lëtzebuerg a soss iwwerall schwéierdinn.

Wann ech elo d'Programmer vun den Unie kucken, eenzel Programmer op jiddwer Fall, da gesinn ech Elementer dovunner mat an e Master an enger Sprooch fléissen. An datselwecht ass och fir wëssenschaftlech Fächer, Mathematik an aner Wëssenschaften. Villes beweegt sech also an den Unien an Europa, an natierlech, wa villes sech beweegt, gëtt et och vill Kritik. Dat däerf een och net verheemlechen.

Bologna gëtt zum Beispill accuséiert, Diplomer ze bradéieren, d'Studenten duerch hir Studien ze hetzen, d'Reflexioun ze vernoléissegen, d'Wëssen net genuch ze verdéiwen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg natierlech keng Prise dorobber, ausser bei onser eegener Uni, wou mer op héich Qualitéitskritären halen. Natierlech gëtt et och an der Tëschenzäit bal eng Industrie vu Qualitéitsstudien, Evaluatiounen, déi relativ wäit gedriwwe sinn, esou dass dat och eventuell emol eng Kéier en Element ass, fir dass déi Problemer vu groussen Ënnerscheeder tëschent de Qualitéite vun den Diplomer vun Uni zu Uni verschwannen.

Ech mengen, et ass wichteg ze kucken, wat déi Auswierkunge fir ons hei zu Lëtzebuerg sinn, well mer jo vill Studenten an d'Beruffer kréien, déi vun auslänneschen Unie kommen. Wann een zum Beispill gesäit, dass an de Concourse fir Proffe Leit mat engem Master duerchfalen; wann déi Leit duerchfalen an deenen Examen, déi mer hei zu Lëtzebuerg maachen, da stellt dat natierlech Froen. Da stellt dat Froen iwwert d'Qualitéit vun engem Master op der Uni, an da stellt et natierlech och Froen iwwert déi Examen, déi mir hei maachen, fir déi Leit eraus ze sélectionnéieren. Dat ass also e Gebitt, wou mer ons sécher musse mat där wandelnder Héichschoullandschaft auserneesetzen.

Nach e Punkt, fir dorobber zréckzekommen, am Projet. Mir haten an der Kommissioun, den Här Bauler huet et virdru gesot, eng länger Diskussioun, an och an der Kommissioun, an och a verschidden Avisë bei der Bezeechnung vum Master en didactique, deen am ursprünglechen Text vun der Regierung dra war. Den Här Bauler huet hei eng laang Ausféierung dozou gemaach. Ech wollt soen, dass mäi Wëssensstand deen ass, dass eigentlech an der Absicht vun der Regierung ni vun Ufank un en Zweifel bestanen huet, dass dee Master en didactique, wou den Terme vläicht schlecht gewielt war, mä wierklech dat sollt soen, wat mer dann och elo am Gesetz hunn, nämlech e Master an engem Fach mat enger didaktescher Ausriichtung.

An duerfir war déi Angscht, déi war jo vun der Beamtechamber an och vun der APESS ausgedréckt ginn, et war gesot ginn, dës Bezeechnung géif déi fachlech Qualifikatioun a Gefor bréngen. Dat heescht, dass e Master en didactique manner wëssenschaftlech oder fachlech manner zolidd wier wéi de Master mat enger reng wëssenschaftlecher Finalitéit. Ons Analys an der Kommissioun vun de Programmer - déi puer, déi mer gekuckt hunn - huet ons gewisen, dass dat net de Fall ass. Grouss Deeler vun deem engen, also vun deem Master mat enger didaktescher Ausriichtung an engem Fach, a vun där anerer, also e Master an engem Fach mat enger wëssenschaftlecher Ausriichtung, hunn ons gewisen, dass déi deckungsgläich sinn.

Duerfir hu mer natierlech dann, fir all Équivoque aus der Welt ze schafen, am Gesetz kloergestallt, dass de Master mat enger didaktescher Ausriichtung sech muss op e Fach bezéien. Bachelor a Master duerno sinn an deemselwechte Fach ze maachen, woubäi, dat wëll ech och a Klammere soen, d'Notioun vu „Fach" natierlech ganz breet ze gesinn ass. Ech wëll soen, e Fach wéi Franséisch gëtt et eigentlech net méi op den Unien. Et gëtt Stécker vu franséischer Literatur oder franséischer Linguistik, oder wat och ëmmer, déi op de Master hiféieren, vum Bachelor op de Master, mä sécher, wann een zum Beispill am Bachelor englesch Literatur studéiert huet, an et mécht een dann am Master herno eng Spezialisatioun an nordamerikanescher Literatur, ass dat datselwecht Fach, mä dat ass awer trotzdeem eng relativ verschidde Geschicht.

An ech sinn natierlech och mat de Virriedner d'accord, déi soen, dass mer besonnesch, wa mer e Master mat didaktescher Ausriichtung an engem Fach hunn, musse mer oppassen, dass mer keng Duplikatioun am Stage mat deenen Elementer hunn. Dat heescht, mir mussen also am Stage oppassen, dass déi didaktesch Elementer, déi schonn am Masterdiplom dra sinn, dass déi net nach eng Kéier am Stage zum Virschäin kommen.

Här President, dëst sinn also technesch Décisiounen, déi mer hei mat dësem Gesetz huelen. Duerfir, well dat awer relativ komplizéiert war a well och probéiert ginn ass an der Regierung, dat fir all Uniscarrièren duerchzezéien, hu mer elo keng weider Problemer iwwert d'Proffen-Unisausbildung gestallt. Ech erënneren zum Beispill un d'Fro, ob ee soll engem Proff net zwou Spezialitéiten zouerkennen, wéi dat fréier emol de Fall war. Dat hu mer eigentlech net diskutéiert.

Bliwwen ass d'Traditioun, déi net a Fro gestallt ginn ass, dass d'Sproocheproffen eng deelweis Mobilitéit an deem Land virgeschriwwe kréien, wou hir Friemsprooch als Mammesprooch geschwat gëtt. Dat heescht, e Franséischproff muss seng Studien a Frankräich maachen, en Engleschproff an England an en Däitschproff an Däitschland.

Dat ass - ech wëll dat just hei soen a Klammeren, ech si selbstverständlech domat d'accord - mä ech wëll trotzdeem drun erënneren, dass dat eng Traditioun aus enger Zäit ass, wou gemengt gouf, duerch d'Immersioun an e frieme Milieu géif een d'Sprooch kenneléieren. Wéi intensiv allerdéngs déi Immersioun an e sproochleche Milieu ass, wann een zu Lëtzebuerg wunnt an all Dag op Tréier oder op Metz op d'Uni fiert, steet op engem anere Blat. Dat wollt ech trotzdeem hei gesot hunn. Well déi Traditioune jo awer esou staark sinn, wëll ech net méi derzou soen.

Ech wollt och nach eppes soen iwwert déi Fro vun där Transitioun - déi och schonn hei ugeschwat ginn ass -, déi mer festgehalen hu virun dräi Joer: dass also déi al Diplomer nach dräi Joer kënne gebraucht ginn, fir an de Concours ze goen. Do war et eigentlech weder bei der Chambre des Fonctionnaires nach beim Conseil d'État, nach soss eng Fro, dass een net à l'infini soll al Diplomer acceptéieren, fir an de Proffeberuff ze goen. Et war d'Diskussioun tëschent dräi oder fënnef Joer, mä et war keng aner Diskussioun, an dofir si mer dann och bei deenen dräi Joer bliwwen.

Här President, ofschléissend just dës Bemierkung, fir erëm op den allgemenge Punkt vu Bologna zréckzekommen: Et ass sécher net alles perfekt u Bologna, ech mengen awer, dass de Geescht an d'Approche vu Bologna anescht si wéi op der traditioneller Uni mat hirer strikter Trennung no Fachrichtungen, mat der zimlech autoritärer Wëssensvermëttelung vun uewen no ënnen, mat dem Mangel u Participatioun, dee mer awer an de fréieren Unie gesinn hunn.

Meng Hoffnung ass et, dass duerch déi nei Uni - duerch déi nei Bologna-Uni - méi Participatioun, méi kritesche Geescht, méi transversaalt Wëssen an Denke bei de Studente gefördert gëtt. Dass och doduerch d'Uni sech méi opmécht fir d'Leit an doduerch och ons Gesellschaft méi gescheit, méi tolerant a méi innovativ gëtt.

Esou e Geescht - mengen ech - kann och onsen universitäre Kadere beim Stat an onse Proffe villes a puncto Moderniséierung an Innovatioun bréngen. Ech mengen, mir brauchen offen, tolerant a fortschrëttlech Kaderen op alle Plazen, well d'Gesellschaft net stoe bleift an ons Schoulen an ons Verwaltungen och net stoe bleiwen däerfen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. An als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer elo diskutéieren, huet zwee Voleten: Éischtens - den Här Fayot ass elo länger drop agaangen - geet et ëm d'Konsequenze vun der Deklaratioun vu Bologna vum 19. Juni 1999. Mir si jo hei zu Lëtzebuerg punktuell extrem gutt Schüler, wat d'Ëmsetzung vu verschiddenen internationalen Ofkomme betrëfft. An esou ass och hei zu Lëtzebuerg direkt op eng honnertprozenteg Bologna-Konformitéit gesat ginn, wéi mir eis Uni geschaf hunn.

Wann haut an eisen Nopeschlänner d'Ëmwandlung vun den Héichschoulen no Bologna-Kritären och kritesch a kontrovers diskutéiert gëtt, esou schéngt et fir eis awer logesch ze sinn, datt mir vun Ufank un op de Wee vum Bachelor, Master an Dokter gaange sinn. Et si jo och net d'Zilsetzunge vum Bologna-Prozess, wéi d'Förderung vun der Mobilitéit an eng besser Vergläichbarkeet vum Studium an den Ofschlëss am europäeschen Héichschoulraum, déi bei eisen Nopere kritiséiert ginn. Kritiséiert ginn d'Detailfroen, a virun allem d'Ëmsetzung.

Ähnlech wéi bei eiser Schoulreform ass och dës Reform gutt gemengt, mä net onbedéngt gutt ëmgesat. Et geet Rieds vun ze vill verdichte Léierpläng, vun ze ville Prüfungen, rigide Présenceverflichtungen, onkloren Iwwergäng tëschent Bachelor a Master, enger deelweis iwwerfuerderter Administratioun an enger ongläicher Vitesse bei der Ëmsetzung vun der Reform an deenen ënnerschiddleche Länner an Unien.

Besonnesch déi zwee lescht Punkten, déi iwwerfuerdert Administratioun an d'ënnerschiddlech Vitesse vun der Ëmsetzung, déi kréien och Lëtzebuerger Studenten ze spieren, besonnesch zum Beispill och déi Lëtzebuerger Studenten, déi nach e Studiegang beleeën, deen nach net nom Bologna-Prinzip organiséiert ass, wéi dat zum Beispill eng ganz Rei Medezinstudenten an Däitschland an an Éisträich maachen. Déi ginn duerch dee Fait bei eise Boursse par rapport zu de Bologna-Studente bestrooft.

D'Regierung hat schonns am Oktober 2007 festgehalen, datt am Enseignement postprimaire de Bachelordiplom fir de Grad E5 an de Masterdiplom fir de Grad E7 als Entréesschlëssel solle gëllen. D'Logik vun dëser Décisioun ass net vun der Hand ze weisen. Eng éischt Décisioun, déi een däerf an den Zesummenhang mat der Bologna-Diskussioun bréngen, ass dann och schonn d'Revaloriséierung vun der Carrière vun den Enseignanten an eise Grondschoulen, déi jo zënter dem September 2009 mat hirem véierjährege Bachelorstudium an den E5 komm sinn.

Et ass och kloer, datt d'Enseignanten net déi eenzeg sinn, deenen hir Carrièrë mussen deenen neie Studéierrealitéiten ugepasst ginn. Et ass esou zimlech d'Spëtz vum Äisbierg, a mir waarde gespaant op déi schonn iwwerfälleg Propositioune vum Minister vun der Fonction publique, wat dann elo d'Konsequenze vum Bologna-Prozess fir dee ganze Statsapparat wäerte sinn.

Am zweete Volet vun dësem Gesetz geet et ëm eng ganz Rei Adaptatioune vum Personalkader. Et ass an der Logik vum Bäibehale vun der Dualitéit vum Reliounsunterrecht an der Formation morale et sociale, datt mer niewent dem Reliounsproff och de Professeur de formation morale et sociale schafen. Mir zweifelen net un der Noutwendegkeet vum Moralesproff… bon, un der Noutwendegkeet vun der schonns ernimmter Dualitéit, do hu mer allerdéngs Zweifel.

All déi Reclassementer, déi sech aus dem Reclassement vun der Carrière vun den Enseignanten aus der Grondschoul erginn, kënne vun eis matgedroe ginn. Ech ginn net méi op den Detail dovunner an. Heizou ass alles vu menge Virriedner gesot. A wat eventuell net gesot gi wier, dat kann een am Rapport vum honorabelen Här Fernand Diederich noliesen, deem ech och heimat wëll Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Här President, well schonn esou villes gesot ass an de Rapport esou ausféierlech war, ginn ech net méi op déi eenzel Artikele vum Gesetz an. Ech wëll awer e puer Punkten opgräifen - déi och scho vun anere Leit hei ernimmt gi sinn -, déi mer an der Éducatiounskommissioun undiskutéiert haten, a wou ech ënner anerem bedaueren, datt mer net méi wäit an eiser Diskussioun komm sinn.

Mat dësem Gesetz maache mer jo just eng Upassung. Mir setze keng nei Akzenter. Dat ass och eigentlech kee Problem. E Problem ass awer, datt d'Madame Minister och keng nei Akzenter setze wëllt. Op meng Fro hin, ob een zum Beispill net an Zukunft misst en Ënnerscheed maachen tëschent der Formatioun vun engem Proff am Cycle inférieur an där vun engem Proff am Cycle supérieur, ass de klore Message komm, datt dat keen Thema wier, dee Wee géife mer hei zu Lëtzebuerg net goen an och net diskutéieren.

Dat bedauere mir. Mir gehéiere jo nach ëmmer zu deenen, déi mengen, datt et Sënn mécht, wann d'Kanner méi laang matenee léieren. Och wa mir zu Lëtzebuerg déi eenzeg schéngen ze sinn, déi dat sënnvoll fannen, esou wësse mir awer, datt déi meeschte Länner an der europäescher Schoullandschaft eng Gesamtschoul bis den Alter vu 14 oder 15 Joer hunn, an datt den dräigliddrege Schoulsystem - esou wéi mir e kennen - just am däitschsproochege Raum besteet. Mir bleiwen dofir der Meenung, datt de Modell vum Tronc unique fir déi schoulflichteg Kanner fir d'Zukunft Sënn mécht, an esou eng Diskussioun misst selbstverständlech och d'Formatioun vun de Proffen abezéien.

Fir eis ass et absolut evident, datt all Proff éischtens eng zolidd Ausbildung a sengem Fach huet an zweetens eng gutt Formatioun als Didaktiker a Pedagog huet. Do gëtt et keen „entweder oder", déi zwee Aspekter si wichteg. Ënnerscheeder an der Gewiichtung kéint et allerdéngs ginn: ob een am Cycle inférieur oder am Cycle supérieur wëllt schaffen. Dat ass fir eis eng interessant Pist. Mir wäerten déi och an Zukunft nach zur Sprooch bréngen.

Mir haten an der Kommissioun laang driwwer diskutéiert, wat et heescht, wann am Artikel 1 iwwert d'Admissioun vun de Proffen am initiale Projet de loi stoung, si missten ee Bachelordiplom an deem Fach hunn, dat se wëllen enseignéieren, an ee Masterdiplom an deemselwechte Fach oder an der Didaktik. Mir waren eis schnell eens - alleguer - datt mat der Didaktik d'Fachdidaktik gemengt wier an net een allgemenge Studium vun der Pedagogie oder Psychologie a Fro kéint kommen.

Ech war schonn zimlech verwonnert, mat wéi enger Vehemenz sech eng Rei Leit géint dat Wuert Didaktik gewiert hunn. Beandrockend ass et, am Avis vun der APESS ze liesen, datt ee Master en didactique eng «notion vague, ténébreuse et fumeuse» ass a just géif op de Beruff als Professer preparéieren. Mat esou engem Master géif ee jo dann zwee Joer verléieren, wann een net Proff wéilt ginn, mä an d'Privatindustrie oder soss an d'Carrière supérieure beim Stat wéilt goen. An den Här Bauler huet dat och erëm eng Kéier hei opgefouert.

Mir kënnen déi Astellung net deelen. Mir sinn der Meenung - an ech widderhuele mech gären -, datt de Beruff vum Professer net nëmmen eng zolidd fachlech Basis brauch, mä eng genausou zolidd fachdidaktesch a pedagogesch Formatioun. Déi Feeler, déi an der Formatioun vun de Léierinnen a Schoulmeeschteren zënter der Reform vun dëser Formatioun duerch déi nei Uni Campus Walfer gemaach gi sinn, wou d'Fachdidaktik an der Formatioun einfach verschwonnen ass, déi Feeler missten eis dach kloermaachen, datt d'Fachdidaktik wichteg ass fir den Enseignantsberuff!

Mat der Formulatioun, wéi se elo zréckbehale gouf - an ech hunn déi Formatioun och anescht verstanen, a mir interpretéiere se anescht wéi den Här Bauler, nämlech, mir hale jo zréck am Text, datt ee kéint e Master a sengem Fach maachen oder ee Master «dans la même spécialité préparant à la fonction d'enseignant et de l'enseignement secondaire» -, mat där Formulatioun könne mir liewen. Eis Preferenz läit souguer kloer bei dësem zweete Master. A wann d'Regierung bereet wier, mat op de Wee ze goen, fir en Ënnerscheed tëschent dem Cycle inférieur an dem Cycle supérieur ze maachen, ähnlech wéi an Däitschland mat „Sekundarstufe eins oder zwei", da wier hei nach villes méiglech.

Répercussiounen op de Stage pédagogique sinn allerdéngs net vun der Hand ze weisen. Et schéngt evident, datt déi Leit, déi hire Master schonns mat der Optik

vum Secondairesproff gemaach hunn, een anere Point de départ hu wéi d'Fachspezialisten. Am Rapport gëtt dat och unerkannt. Eng Léisung ass awer nach net parat. De Fait, datt de Stage pédagogique soll reforméiert ginn, gëtt eis keen Opschloss, wéi dat da soll konkret ausgesinn.

Wann et dann nach e weideren Hiweis brauch, datt mir mat dësem Gesetz just wëllen adaptéieren an harmoniséieren an op alle Fall keng nei Akzenter wëlle setzen, da brauch ee just de Punkt D vum Artikel 4 ze huelen. Hei steet, datt een als zukünftege Franséisch-, Däitsch- an Engleschproff op d'mannst zwee Joer misst an engem franséischsproochegen, däitsch- oder engleschsproochege Land studéiert hunn. Op d'Fro - ech mengen, si war vum honorabelen Här Kartheiser komm -, ob et net besser wier, dës Fro op wéinstens dräi Joer eropzesetzen, do gouf lapidar geäntwert: „Dat war nach ëmmer esou. Dat stelle mer och elo net a Fro."

D'Statsbeamtekummer huet och zu Recht gefrot, wéi et da mat de Professere fir Spuenesch an Italienesch wier. An den Här Fayot huet och zu Recht gesot, datt d'Immersioun an d'Sprooch, wann een zu Lëtzebuerg wunnt an op Tréier oder op Metz studéiere geet, och net risegrouss ass.

Zu gudder Lescht kommen ech dann nach op eng Disposition transitoire ze spriechen, wéi se am Artikel 3 vum Projet de loi steet. An der éischter Versioun vum Gesetz stoung, datt déi Leit, déi hir Diplomer nach no der aler Studienuerdnung kritt hunn, nach ëmmer admissibel wiere fir den Examen, fir den Examen concours. Déi eenzeg Konditioun war, datt si hir Diplomer virum 31. Dezember 2012 kritt hunn.

Mir hunn dat net korrekt fonnt, Här Fayot, an ech hunn dat och an der Kommissioun gesot, datt ech dat net gutt géif fannen… datt mer dat, mir hunn dat, pardon, mir hunn dat korrekt fonnt. An ech hunn och an der Kommissioun gesot, datt ech dat géif richteg fannen. An dofir hu mir eis och… dat hätt nämlech bedeit, datt een och nach ëmmer ka Proff ginn, wann een eng Zäit laang an engem anere Beruff geschafft huet.

Ganz konkret heescht dat, datt zum Beispill e Mënsch, deen Ekonomie studéiert huet a fënnef oder zéng Joer op enger Bank geschafft huet, och nach ëmmer kann eng Demande maachen, fir an de Proffestage ze kommen. Wat jo net heescht, datt en automatesch ugeholl géif ginn, an och scho guer net heescht, datt e säi Stage gepackt huet. Mir hunn dat gutt fonnt. Mir hunn dat als Zeeche vu Flexibilitéit gesinn an als eventuell Beräicherung fir d'Schoul.

Mir hunn dofir och net dem Statsrot seng Argumentatioun konnte guttheeschen. An et ass hei och net ëm eng Opposition formelle gaangen a mir bedaueren d'Mesure transitoire, wéi se elo am Artikel 3 zréckbehale ginn ass: Déi Kandidaten, déi kee Bologna-konformen Diplom kritt hunn, däerfe sech nach just dräi Joer laang nom Akraafttriede vun dësem Gesetz zum Examen concours presentéieren. Dat ass souguer nach méi restriktiv wéi dem Statsrot seng Propos; hei war vu fënnef Joer geschwat ginn. Mir mengen, datt dat eng éischter willkürlech Aschränkung wier, déi net onbedéngt am Interesse vun der Schoul an nach manner am Interesse vun eventuell Concernéierter ass.

Här President, mam Bedaueren och zu dëser Restriktioun, wat déi Mesure transitoire betrëfft, bréngen ech awer den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz.

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (*ADR*).- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zënter Jore geet et mat eise Schoulen hei zu Lëtzebuerg rapid de Bierg erof. Dofir kuckt d'ADR alles, wat aus dem Unterrechtsministère kënnt, mat grousser - an ëmmer méi grousser - Skepsis. Seelen ass et eppes Guddes, meeschtens ass et nees e Schrëtt weider Richtung Démantèlement vun eisem Schoulsystem an Nivellement vers le bas!

Och dëse Projet wërft nees eng Rei vu Froen op. Dem Här Rapporteur soe mir Merci fir säin ausgezeechente Rapport, mä eis Froe sinn nach net alleguer beäntwert an eis Suerge sinn net aus der Welt geschaf.

Eis Haaptsuerg ass déi, datt elo net och nach den Niveau vun de Professere fält. Si si bis elo nach eng Bastioun vu Qualitéit - vläicht déi lescht - an engem Schoulsystem, deen ëmmer méi verfält. Deen neie Rekrutéierungsmodus, nodeem ee kann e Master an der Didaktik a senger Spezialitéit niewent deem vun dem wëssenschaftleche Master an deem Fach maachen, ass net onproblematesch. Well mir awer esou e System och an der Vergaangenheet schonn zum Deel applizéiert hunn - zum Beispill beim däitschen zweete Statsexamen - kann d'ADR mat där Iddi liewen, awer ouni Begeeschterung.

Wa Leit, déi nëmmen dësen didaktesche Master an hirer Spezialitéit als Ofschlossdiplom hunn, de Concours fir an den Enseignement net sollte packen a mussen op deen allgemengen Aarbechtsmaart, dann hu si ganz sécher och méi Schwieregkeete wéi déi Absolvente mat enger wëssenschaftlecher Ausbildung. Do si mir d'accord mat der APESS an och mat deem, wat de Kolleeg André Bauler gesot huet.

Jiddefalls heescht déi nei Regelung awer, datt de Stage muss adaptéiert ginn. Net all Professer kann oder muss deeselwechte Stage maachen. Senger individueller universitärer Formatioun muss Rechnung gedroe ginn an alles wat repetitiv ass, sollt verhënnert ginn.

An deene leschte Joren huet de Stage sech souwisou ëmmer méi - a sécher ze vill - a Richtung Didaktik a Pedagogik beweegt, an et wier ubruecht, fir him nees ganz allgemeng vill méi e wëssenschaftleche Charakter ze ginn. Villes, wat am Ablack am Stage gemaach gëtt, hëlt vill Zäit a bréngt an der Praxis iwwerhaapt näischt. Villes ass beschtefalls pseudowëssenschaftlech!

Eng aner Suerg, déi mir hunn, ass déi ëm d'Ausbildung vun de Sproocheprofesseren. Fir Däitsch-, Franséisch- an Engleschprofessere sinn op d'mannst zwee Joer am Ausland virgeschriwwen, méi genee: an engem Land, wou déi Sprooch geschwat gëtt. Et deet eis leed, datt esou eng Regel net och fir aner Sproochen, wéi zum Beispill Italienesch oder Spuenesch, agefouert gouf. An et gouf och alt nees verpasst, fir d'Konditiounen, fir kënnen an eise Schoule Lëtzebuergesch ze enseignéieren, an dësem Gesetz ze preziséieren.

Mir mengen och, datt zwee Joer am Ausland knapps duerginn an datt een hätt sollen op d'mannst dräi Joer an d'Gesetz aschreiwen, wat och besser mat där normaler Durée vun engem Masterstudium nom Bachelor iwwereneegestëmmt hätt.

Mä déi zwee Joer si keng direkt Verschlechterung am Verglach mat där Regelung vu virdrun. D'ADR kann dëst Gesetz also matstëmmen, och wann et wäit ënnert deem bleift, wat si selwer als sënnvoll, néideg a richteg gesinn hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, periodesch léisst eisen Unterrechtsministère och Études oder Ëmfroen an eise Schoule maachen. Mir haten Iech scho Beispiller vun esou Études hei virgelies an hiren Niveau kritiséiert. Et ass en Trauerspill, wat an eise Schoule leeft, an de Niveau vun deene Froen an de gebrauchte Methode wërft och leider en extrem schlecht Liicht net nëmmen op den Unterrechtsministère, mä och op eis Universitéit respektiv op de Fonds national de recherche.

An deem neiste Questionnaire fir d'Schüler aus dem Technique stinn zum Beispill Sätz, op déi d'Schüler sollen äntwerten, wéi zum Beispill - ech zitéieren: «Je ne parviens pas à voir pourquoi je vais à l'école et franchement je m'en fous pas mal.», Enn vum Zitat.

Här President, ass dat net aarmséileg, datt eis Kanner ewell op offizielle Formulaire mat esou Vulgarismes konfrontéiert ginn? De Rescht vun där Enquête ass och alt nees net vill besser: Meeschtens feelt d'Interpunktioun, den Anonymat vun den Äntwerten ass méi wéi zweifelhaft an alt nees ginn de Kanner Froen iwwer hir Elteren, hir Professeren an hiert Privatliewe gestallt - an dat alles an der Schoulzäit a mat der Ënnerstëtzung vun den Autoritéiten.

Ëmmer nees soe mir, mat der ADR géif et esou eppes net ginn. D'ADR géif dofir suergen, datt an eise Schoulen…

(Interruptions)

…nees strukturéiert a systematesch geléiert gëtt,…

(Interruption)

…datt d'Schüler net ofgelenkt ginn an datt den Niveau vun den Études nees eropgeschrauft an net wéi elo dauernd nach weider erofgedréckt gëtt.

Ech sinn iwwregens gudder Hoffnung, wann Dir weider an der Tripartite esou gutt verhandelt wéi am Ablack, da si mer och vläicht geschwënn an der Regierung.

(Interruptions et hilarité)

Fir d'ADR heescht d'Schoul Aarbecht a Leeschtung, mä awer och Respekt virum Privatliewen, Héiflechkeet an Niveau am Ëmgank mateneen.

(Interruption et hilarité)

Ech wéilt nach vläicht op e puer Saache kuerz agoen, déi hei gesot goufen,…

Une voix.- …Tripartite zu véier.

M. Fernand Kartheiser (*ADR*).- … wat d'Schoulen ugeet an de Wäert vun den alen Diplomer. Och do mengen ech, datt mer mussen eng allgemeng Regel am Stat fannen, déi och de Wäert vun deenen alen Diplomer kengesfalls ënnerschätzt.

Mir mussen och vläicht kucken, datt mer d'Flexibilitéit allgemeng am Stat e bësse méi ënnerstëtzen, wat de Changement d'administration ugeet, de Professeren och d'Méiglechkeete ginn, fir an aneren Administratiounen eng Zäit ze schaffen, an ëmgekéiert anere Fonctionnairen aus der Carrière supérieure och méi einfach vläicht d'Méiglechkeet ginn, eng Zäit am Enseignement ze sinn.

Une voix.- Vläicht e puer Joer an der Arméi, Här Kartheiser?

M. Fernand Kartheiser (*ADR*).- D'Arméi huet nach kengem geschuet!

(Hilarité et brouhaha)

A wat eis Kolleege vun deene Grénge soen, selbstverständlech...

M. le Président.- Elo lauschtere mer dem Här Kartheiser no!

M. Fernand Kartheiser (*ADR*).- Dat ass eng gutt Iddi, Här President. Ech soen lech Merci.

Selbstverständlech si mir géint eng Gesamtschoul, wéi eis gréng Kolleege se hei presentéiert hunn. A mir wëllen och nach eng Kéier betounen, datt de Wahlprogramm vun der ADR eng fräi Wiel tëschent dem Reliounsunterrecht an engem Moralunterrecht virgesäit. A mir bestinn och op där Méiglechkeet vun der Wiel fir d'Elteren an d'Schüler tëschent deenen zwee Genrë vun Enseignement.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann (*déi Lénk*).- Här President, d'Reorganisatioun vum europäeschen Universitéitsstudium am Kader vun dem sougenannte Bologna-Prozess, dat ass awer bis elo alles anescht wéi e grousse Succès, muss ee soen.

Jiddefalls bis elo net. An dat hänkt, mengen ech, deelweis effektiv um ursprüngleche Konzept. Et läit awer och - dat ass awer och schonn hei gesot ginn - deelweis un de Problemer vun der Ëmsetzung an deene verschiddene Memberstate vun der Europäescher Unioun. Dat ass awer elo net d'Thema, mä dat ass awer den Ausgangspunkt vun deem, wat mer haut diskutéieren.

Ee vun de wichtege Punkten, deen e puermol hei ugeschnidde ginn ass, dat ass déi Fro, ob dann elo Bachelor plus Master, wéi ee Master dass dat ka sinn. An ech mengen, et kéint een awer vläicht d'Diskussioun e bëssen erofschrauwen a sech froen, ob do net einfach e Mëssverständnis virläit.

Fir mech ass et selbstverständlech, dass eng Masterausbildung fir e Proff, och fir e Secondairesproff, absolut ka verbonne si mat enger fachdidaktescher Ausbildung. An ech géif souguer méi wäit goe wéi dat, wat elo nach am Gesetz steet, dass déi fachdidaktesch Ausbildung sech net nëmmen op dat Fach bezitt, sondern och zum Beispill en interdisziplinären, didaktesche Charakter kéint hunn, well et absolut nëtzlech ka sinn, an der Formatioun och ze léieren, net nëmme wéi een didaktesch mat sengem Fach ëmgeet, mä och wéi een didaktesch Verbindunge kann herstellen tëschent sengem Fach an anere Fächer.

Ech mengen allerdéngs, dass déi Formulatioun, déi elo am Gesetz steet, vläicht e bësse méi kloer ass wéi déi, déi am Ufank drastoung, an insofern dann elo einegermoosse bei jiddwerengem op Zoustëmmung stéisst.

Déi Fro vun der pedagogescher Ausbildung an der didaktescher Ausbildung - wat jo net datselwecht ass -, déi stellt sech natierlech virun allem dann och nach eng Kéier an der Fro vun eisem Stage. An ech mengen, dass et dringend wär, erëm eng Kéier iwwert d'Reform vun deem Stage ze diskutéieren an dat soll jo och kommen.

Ech hoffe just, dass déi nächst Reform vum Stage net erëm eng Kéier derzou féiert, dass mer an zwee Joer nach eng Kéier vun enger Reform vum Stage musse schwätzen. Well déi Reformen, déi bis elo gemaach gi sinn, vun deene kann een och net soen, datt se e grousse Succès gewiescht wären.

Ech géif och ganz hefteg derfir plädéieren, dass an der Diskussioun iwwert d'Reform vun eisem Stage déi betraffe Leit, also net nëmmen déi hire Stage schonn ofgeschloss hunn, mä déi, déi am Stage sinn, dass déi och an déi Diskussioun musse mat abezu ginn, fir och kënnen auszedrécken, wéi eng Belaaschtung dass dee Stage duerstellt; deen net ëmmer zu enger Motivatioun féiert, muss ech soen, bis elo jiddefalls, sondern heiansdo och derzou féiert, dass d'Motivatioun méi kleng gëtt.

Ech sinn och mat där Remarque d'accord, déi hei gemaach ginn ass, wat déi Mesure transitoire betrëfft. Effektiv mengen ech, dass et Fäll gëtt, déi geschiedegt ginn duerch déi limitéiert Période transitoire vun dräi Joer. Dat ass schonn erkläert ginn hei. Ech mengen, den Här Adam huet dat erkläert. Do brauche mer net nach eng Kéier drop zréckzekommen.

Ech mengen och, déi misst een op d'mannst verlängeren. Ech sinn och mat hinnen d'accord, dass mer hei an deem Gesetz ausgi vun enger bestehender Struktur, also vum Status quo, esou wéi eis Schoul elo besteet, an dass, wa mer déi Strukturen änneren, dat heescht also, wa mer a Richtung gi vun enger Gesamtschoul oder vun engem Tronc commun, da musse mer selbstverständlech nach eng Kéier diskutéieren, souwuel iwwert d'Formatioun vun eisen Enseignantë wéi och iwwert de Rekrutement vun eisen Enseignanten; dat heescht eng differenzéiert Formatioun an en differenzéierte Rekrutement ënner Ëmstänn, ouni awer ënnerschiddlech Statuten anzeféieren.

A wann ech nach Zäit hätt…

M. le Président.- Ganz schnell misst Der awer, Här Hoffmann, dozou kommen. Huelt Är Konklusioun.

M. André Hoffmann (*déi Lénk*).- Dann also ganz, ganz, ganz, ganz kuerz, dat ass awer och schonn hei ugeschnidde ginn. Ech wëll et awer vläicht e bësse méi hefteg soen, dass mer hei de Professeur de formation morale et sociale am Gesetz festschreiwen, dat begréissen ech. Mä op där anerer Säit mengen ech awer wierklech, mer sollten endlech Schluss maachen duerch d'Aféierung vun engem Cours unique, Schluss maache mat där inakzeptabeler Privilegiéierung vun enger Kierch an eiser öffentlecher Schoul…

Une voix.- Très bien!

M. André Hoffmann (*déi Lénk*).- …a mat deem pedagogesch sënnlosen a sozial

bedenklechen Dualismus, deen am Moment an deem do Beräich an eiser öffentlecher Schoul besteet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert d'Madame Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport a selbstverständlech all menge Virriedner fir déi konstruktiv Beiträg zur Diskussioun.

Eigentlech ass alles gesot. Ech mengen, dat hei ass e Gesetz, wou mer net fir oder géint de Processus de Bologne sinn, mä et ass e Gesetz, wou mer d'Bologna-Realitéit, déi et an den Unien am Ausland gëtt, esou ëmsetzen, dass mer déi Beschreiwung vun den Diplomer, déi ee brauch, fir zum Enseignement secondaire a secondaire technique zougelooss ze ginn, dass mer déi richteg ëmschreiwen. Mir definéieren hei d'Critères d'admission fir d'Carrièrë vun de Proffen an accessoirement vun all deenen anere Leit, déi an der Schoul intervenéieren.

En parallèle sinn déi Aarbechte gefouert gi mam Ministère vun der Fonction publique, déi jo deeselwechten Exercice muss maache fir all Carrière universitaire beim Stat. Dat kann ënner Form vu Règlement grand-ducal gemaach ginn, awer fir d'Schoul brauche mir dofir e Gesetz.

Dofir sinn ech och mat deene Leit d'accord, déi soen, dat wär relativ technesch. Mä am Résumé: Bis haut hate mer jo am Gesetz stoen, dass, fir Professer E7 ze ginn, ee misst e Cycle complet vu véier Joer Uni-Studien hunn, respektiv fir déi, déi ee Professer E5 waren, dass déi e Cycle vun dräi Joer haten. An dat gëtt elo ersat. An der Zukunft gëtt keng Referenz méi op d'Durée vun de Studie gemaach, mä op den Titre académique, dat heescht respektiv e Bachelor fir alleguerten déi, déi an den E5 kommen, an e Master fir déi, déi an den E7 kommen.

Mir haten dann an der Kommissioun eng wierklech spannend Diskussioun iwwer Termen: Wéi ee Master? Vu virera war et kloer, fir d'Proffen am Secondaire, am Secondaire technique, dass déi missten e Bachelor an engem Fach hunn. Dat heescht, mir hunn ëmmer gesot, eng Spezialitéit, net e Generalist, an d'Fro huet sech gestallt: Wéi ee Master setze mer dann dorobber?

Ech muss soen, ganz am Ufank war awer och ëmmer kloer, dass, fir an den E7 ze kommen, dass mir géifen e Master froen. Dat war jo eng Angscht, déi geherrscht huet, fir eventuell, dass dat keng Mastere solle sinn, déi do géife Professer E7 ginn. Et war ëmmer gesot ginn: E Master, an dann e Bachelor am Fach, an da wéi e Master dorobber?

Et ass effektiv ganz am Ufank doriwwer diskutéiert ginn, ob ee seet, e Master am Fach respektiv an de Sciences de l'éducation. Dat ass dunn no enger Rei Diskussioune verworf ginn. An do hu mer gesot - do hu mer en ursprünglechen Text eraginn -, e Master an deemselwechte Fach, wou en de Bachelor huet, oder an der Didactique. An dunn hate mer an der Chamberkommissioun dann déi spannend Diskussioun: Wat heescht Didactique? Woubäi et fir mech evident war, dass dat eppes mat deem Fach ze dinn huet, wat een enseignéiert. Net eng generalistesch Approche iwwer Pedagogik - wat och net onnëtz ass, wëll ech soen -, mä dass dat eppes mam Fach ze dinn hätt.

No laangen Diskussiounen a well mir alleguerte kompromissbereet sinn, hu mer eis dann op eng Formulatioun festgeluecht, wou ech net dervun iwwerzeegt sinn, dass et e Chef-d'œuvre stylistique wär, mä op d'mannst hu mer elo dann awer eng Formulatioun, wou jiddweree sech ka ralliéieren. An dofir sinn ech eigentlech ganz frou.

Ech wëll just hei soen, dass een definitiv, mengen ech, déi al Unislandschaft an déi al Welt vun den Unie muss vergiessen. An dat - den Här Bauler huet mech do heiansdo zitéiert, wat ech anscheinend an der Kommissioun gesot hätt -: De Bachelor ass deen éischten universitären Diplom an de Master ass dann deen zweeten, dee kann een hannendrunhänken. Do mécht ee schonn e Choix fir eng gewëssen Orientatioun. Et gëtt kee Generalistemaster. Et gëtt ëmmer e Master, deen deen Terrain, op deem ee schafft, schonn aschränkt.

Sou dass ech net der Meenung sinn, dass de Master d'Allgemeinbildung vun den Universitäre verbessert, mä dee konzentréiert sech dann op ee bestëmmte Sujet. Wat wichteg ass a richteg, dat ass, dass an all Master eng Dimensioun vu Recherche, wou Methodologie drakënnt, an déi ass sécher fir een Akademiker oder een, deen an deem Terrain schafft, ganz wichteg.

Dofir hat ech, wann ech Aussoe maachen doriwwer, wéi ee sech kéint weiderbilden; also ech denken, dass all Enseignant - sou wéi all Mënsch haut - net ka soen: „Ech hunn eng Initialausbildung hanneru mer an domat weess ech alles an da sinn ech fir mäi Liewe gutt." Och an der Schoul a bei den Enseignantë gëllt den „lifelong learning". An ech weess aus Erfahrung, mä och vun all deene Leit, déi ech kennen, déi an der Schoul sinn, dass se, währenddeem se enseignéiert hunn, onheemlech vill bäigeléiert hunn. Et ass also net an der Formation initiale, wou ee seng komplett Ausbildung kritt. An dat war am Fong déi Ausso, déi ech do wollt maachen.

Jiddefalls begréissen ech, dass ech dann hei de Konsens fonnt hunn iwwert déi Formulatioun, wéi dee Master da soll ausgesinn.

Et ass evident, an dat hu mer och an der Kommissioun gesot, dass, wann dat hei a Kraaft trëtt, mer de Stage musse reforméieren, fir d'double-emploien ze verhënneren. Mä de Moment ass en Allégement vum Stage pédagogique virgesinn, awer nach keng Reform. An déi Reform, déi gëtt elo an der nächster Zäit preparéiert.

Mir haten eng länger Diskussioun iwwert d'Période de transition. Am Gesetz steet, dass also an dräi Joer vun haut, vun der Mise en vigueur vum Gesetz un, dräi Joer duerno mussen d'Leit mat deenen neien Diplomer kommen. Dat ass och e Parallelismus mam Règlement grand-ducal. Ech verstinn déi Argumenter vun deene Leit, déi soen, et muss een och mat engem Diplom vu virdrun nach kënnen herno an de Beruff erakommen.

Meng Meenung ass, dass dat da fir déi ganz Fonction publique muss zielen an dass mer eng Dispositioun allgemeng mussen huele fir d'Fonction publique, dass d'Leit, déi hiren Diplom fréier gemaach hunn an an Zukunft wëllen an d'Fonction publique kommen, dass déi mussen nach kënnen Accès kréien zum Concours. An dat ass awer eng Dispositioun, déi ech dann net nëmme wéilt hu fir den Enseignement, mä fir d'ganz Fonction publique.

Den zweeten Element vun dësem Gesetz, dat ass d'Aféierung vum Professeur de formation morale et sociale. Dat ass eng Mesure och, fir d'Qualitéit am Enseignement vun deem Fach ze verbesseren an och de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, sech doranner ze spezialiséieren. Well bis elo ass et jo esou, dass een huet misse Philosprof sinn - haaptsächlech - an derniewent dann eng - wéi soll ech soen? - eng Niewenausbildung krut als Professeur de formation morale et sociale. Dat kann een elo als Haaptfach wielen.

(Interruption)

De Règlement grand-ducal gesäit vir, dass och aner Leit kënne Formation morale et sociale ginn. Et ass also wichteg, dass mer Leit och ubilden, déi Spezialisten an deem Fach sinn an déi ausgebilt sinn, fir dat Fach och mat där néideger Qualitéit ze enseignéieren.

Wéi ech de Virriedner nogelauschtert hunn, ass mer eigentlech opgaangen, dass mer hei esou e bëssen ancien a modern dran hunn. Dat heescht, mir hu Saache gehalen, déi mer aus der Traditioun iwwerholl hunn, wéi zum Beispill, dass een zwee Joer an d'Ausland muss, wann een Däitsch-, Franséisch- oder Engleschprof gëtt. Mir hunn awer net dru geduecht, fir dat auszedehnen op Italienesch a Spuenesch. Mir féieren eppes Neies an, mir halen dat Aalt. Et ass esou déi gutt Lëtzebuerger Traditioun, an ech denken, dass mer och dofir hei de Konsens kréien, an dofir soen ech Iech alleguerte villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Minister Merci an domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 5995 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Félix Eischen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Mergen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6026 iwwert déi öffentlech Bibliothéiken. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Angel, den Här Adam, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Mill Majerus. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

2. 6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques

Rapport de la Commission de la Culture

M. Mill Majerus *(CSV), rapporteur.*- „In Bibliotheken fühlt man sich wie in der Gegenwart eines großen Kapitals, das geräuschlos unberechenbare Zinsen spendet."

Här President, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Häre, mat dësem Zitat vum Johann Wolfgang Goethe ginn ech eran a mäi mëndleche Rapport vum Projet de loi 6026 iwwert d'öffentlech Bibliothéiken. Mir sinn a finanziell schwéieren Zäiten a mir streiden driwwer, wéi mer de Statsbudget an den Équiliber kréien. Mir wëssen, dass mer op ville Pläng spuere mussen, wou et de Bierger an dësem Land wéideet.

Ech wëll domadder ënnersträichen, dass mer queesch duerch all politesch Parteien, déi an dësem héijen Haus vertruede sinn, d'Wichtegkeet vum Bibliothéikegesetz ënnersträichen. Mir décidéieren haut de Mëtteg net, fir ze spueren, mä fir ze investéieren. Mir maachen dat, well den Enjeu et der Méi wäert ass.

Ëm wat geet et eis?

Am Exposé des motifs vum Gesetzesprojet schreift am Abrëll 2009 déi deemoleg Statssekretärin Octavie Modert: «La présente loi a pour objet de garantir une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population, de créer un cadre pour le développement des bibliothèques (…) afin d'assurer aux résidents l'égalité d'accès à la lecture, aux savoirs, à l'information, à l'instruction civique et à la culture ainsi que la possibilité de développer leurs connaissances tout au long de leur vie.»

D'Wëssen, iwwert dat mir Mënschen all zesumme verfügen, entwéckelt sech rasant. Et ass wéi e grousse Schatz, deen all Dag e Stéck wiisst a méi räich gëtt. An engem fräien an demokratesche Land ass et eminent wichteg, dass dobäi keen ausgeschloss gëtt. Et ass noutwendeg, fir jiddwerengem d'Dier bei deem Bien commun grouss opzemaachen.

Mir hunn zwar all nei Medien zur Verfügung, déi eis mat Informatioune regelrecht iwwerschëdden. Mä vill vun eis sinn iwwerfuerdert, fir dobäi den Tri ze maachen, fir ze sënneren, wat richteg, objektiv an nëtzlech ass. Hei spillen d'Bibliothéike fir d'Bierger vun all Alter eng wichteg Roll. Iwwert déi Wierker, déi si ubidden, erméigleche si e gudden, aktualiséierten an national adaptéierten Iwwerbléck.

Mam neie Gesetz ginn op dësem Plang eis lokal a regional Bibliothéiken an e grousst Netz agebonnen, an deem och wëssenschaftlech, Schoul- an thematesch Bibliothéike matschaffen. Dat ass e grousse Plus. An et dréit vill zur Attraktivitéit vun den öffentleche Bibliothéike bäi.

«Une bibliothèque, c'est le carrefour de tous les rêves de l'humanité.» - Sou gëtt den Auteur Julien Green zitéiert.

Bichergecke liesen, well dat Spaass mécht. Well nei Welten opginn. Well d'Phantasie Flilleke kritt. Well d'Bicher erzielen a verschaffen, wat eis Mënsche frou an traureg mécht, wat eis erdréckt a wat eis beséilt.

Bicher liesen ass eng räich an eng kreativ Manéier, fir Fräizäit flott a kuerzweileg ze erliewen. Et ass eng wäertvoll Alternativ zum passive Konsum vun audiovisuelle Produkter.

Mat de Familljen a mat der Schoul iwwerhuelen d'öffentlech Bibliothéiken d'Missioun, fir eis Kanner anzeféieren an déi faszinéierend Welt vun de Bicher. Dozou zwou Remarquen: 1. Expertë bestätegen, dass een domadder op kee Fall ze fréi ufänke kann. Et gëtt haut eng Hällewull vu spannende Kannerbicher fir all Alter - fir ze weisen, fir ze erzielen a fir ze molen.

2. Virun e puer Wochen hu mer hei am Haus iwwert de politeschen Engagement géint d'Aarmut vun de Kanner geschwat. D'Précaritéit huet vill Gesiichter. Et gëtt dobäi och mental, kulturell a schoulesch Aspekter. Et ass wichteg, dass mer an de Bibliothéiken attraktiv Angeboter maachen, besonnesch fir déi Kanner, déi doheem manner gefördert ginn.

D'Madame Kulturministesch Octavie Modert beschreift eis Bibliothéiken als „learning centres". Et geet do ëm méi wéi d'Ausléine vu Bicher, déi ee fir eng oder zwou Woche ka mat heem huelen. All eis öffentlech Bibliothéiken, och déi klengst am Land, goufen zu Plazen, wou Jonker an Aler kommen, fir sech ze dokumentéieren, fir hir méi oder manner bescheiden, hir méi oder manner wichteg Recherchen ze maachen. Dat net nëmmen, well do Referenzwierker a Computeren zur Verfügung stinn, mä well do déi néideg Rou an Ambiance garantéiert ginn, déi ee fir dës Aarbecht brauch.

Wat soll mam Projet de loi konkret verbessert ginn? «Quand on nous demandera compte de notre gestion gouvernementale, nous montrerons nos bibliothèques», esou zitéiert de Bibliothekar Jean-Marie Reding de fréiere Statsminister Pierre Frieden. Wat d'Zuel vun den öffentleche Bibliothéiken ugeet, esou si mir haut zu Lëtzebuerg am internationale Verglach en Entwécklungsland.

Eise verstuerwene Kolleeg, den honorabelen Deputéierte Marc Zanussi, hat 2003 mat senger Proposition de loi d'Ambitioun,

fir a méiglechst jiddwer Gemeng eng öffentlech Bibliothéik ze schafen. Och wann de Projet de loi 6026 net esou wäit geet, dann ass et der Kulturministesch hir Intentioun, fir déi öffentlech Bibliothéiken iwwer Land auszebauen an ze professionaliséieren.

Mam neie Gesetz wëllt de Stat deen dofir néidege Kader schafen. Dozou gehéiere virun allem déi staatlech Subventioune bei de Funktionementskäschten, beim Kaf vun neie Bicher oder bei der regionaler Zesummenaarbecht vu méi klenge Bibliothéiken. Och an der Kulturkommissioun wësse mer, dass mer an dëser Zäit all Sou zweemol ëmdréine mussen, ier mir en ewechginn.

Mir wënschen awer, dass de Kulturministère genuch Kreditter zur Verfügung huet, fir eng gutt Promotioun vun den öffentleche Bibliothéiken ze garantéieren. Si sinn e wichtege Baustee vun eiser Bildungspolitik an domadder e gudden Invest an eis Zukunft. D'Bibliothéiken „rechnen sich nicht, aber sie zahlen sich aus".

D'Subsidie baséieren op dem Agrément vum Kulturministère. Hei muss all Service eng ganz Rei vu Konditiounen erfëllen. Dat ass och fir d'Kulturkommissioun vun der Chamber prinzipiell richteg. Den Agrément ass de Qualitéitslabel, deen dokumentéiert, dass eng Bibliothéik esou funktionéiert, dass si hirer nobler Missioun gerecht ka ginn.

Vill Träger vu bestehenden Haiser waren allerdéngs der Meenung, d'Ministesch hätt et an hirem Projet zwar gutt gemengt, mä hätt mat hiren Agrémentskritären d'Lat ze héich geluecht. Besonnesch kleng Haiser hu gefaart, dass si mat dem Gesetz géife riskéieren, hir Diere missen zouzemaachen.

Dat war gewëss dee wichtegste Grond, fir den Text an der Chamberskommissioun nach eemol op de Leescht ze huelen. Mir hunn dat gemaach am Kader vun enger exzellenter Zesummenaarbecht mat der Kulturministesch, mat hire Mataarbechter, der Directrice an dem Staff vun der Nationalbibliothéik.

Am Numm vun alle Membere vun der Kommissioun geet e grousse Merci och un all aner Instanzen, déi eis mat grousser Kompetenz beroden hunn. Dobäi waren och verséiert an engagéiert Bibliothekaren. Mir haten zwou interessant a léierräich Visiten an der Nationalbibliothéik an am Mierscher Lieshaus.

Et ass fir all Memberen aus der Kulturkommissioun e wichtegt Uleies, dass all bestehend öffentlech Bibliothéik mat dem Gesetz vun haut gestäipt an encouragéiert gëtt. Besonnesch d'Ausféierungsbestëmmunge spillen hei eng wichteg Roll. Als Beispiller nennen ech d'Öffnungszäiten an d'Zuel vun de Bicher, déi mussen zur Verfügung stoen.

D'Ausféierungsbestëmmunge mussen esou gehale sinn, dass all Haiser, déi elo funktionéieren, weider kënne bestoen, och wa si kleng sinn am Verglach zu de grousse Bibliotéiken an der Stad oder zu Esch, och wa si keng kommunal Hëllef kréien oder froen, wéi zum Beispill zu Veianen, och wa si keng haaptamtlech Mataarbechter astelle kënnen oder wëllen.

Ech profitéieren d'Geleeënheet, fir alle bénévolë Mataarbechter eis grouss Unerkennung ze soen. Ouni hiren Asaz, dacks iwwer Jorzéngten, géif et nach vill manner Bibliothéike ginn. Mat dem Vote vum Gesetz vun haut wëlle mir hire généréisen Engagement ënnerstäichen.

Mir sinn der Ministesch dankbar, dass si mat op de Wee vu manner strengen Oploe geet. Manner ass méi. Villes, wat ufanks am Gesetz selwer geregelt gouf, soll elo iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. Domadder kréie mer déi néideg Flexibilitéit. An et ass méiglech, fir der Entwécklung vum Secteur progressiv Rechnung ze droen.

Selbstverständlech wënsche mer eis, dass nei Bibliothéiken entstinn, besonnesch an deene Géigenden, wou am Ablack keng Servicer bestinn. D'Auteure vum Gesetz hunn drop verzicht, fir nei Obligatioune fir d'Gemengen ze schafen. Als Chamberskommissioun versti mer de Projet awer als eng Invitatioun an en Encouragement fir eis kommunal Responsabel. D'A.s.b.l. NORBI, d'Bibliothéiken am Norden, an och d'Mierscher Lieshaus weise flott Weeër, wéi een op deem Plang regional an interkommunal effikass zesummeschaffe kann.

De Bicherbus ass eng wäertvoll Iwwergangsléisung, mä e kann den Ambitioune vun enger öffentlecher Bibliothéik nëmmen deelweis gerecht ginn. Als ambulanten Ambassadeur vun eise Bibliothéiken huet hien awer d'Chance, deenen hiert Angebot ze ergänzen, an extra muros fir deenen hir Servicer ze werben.

„Ordonner une bibliothèque est une façon silencieuse d'exercer l'art de la critique". Mat dësem Zitat vum Auteur Jorge Luis Borges kommen ech bei een Aspekt, deen eiser Kulturministesch besonnesch wichteg ass: d'Professionaliséierung vun eisen öffentleche Bibliothéiken. Et geet dobäi ëm eng ganz Rei vu wichtegen Uleiessen: d'Selektioun vun de Wierker, déi ugeschaf ginn, de Catalogage vun de Bicher; d'Vernetzung mat anere Bibliothéiken; den allgemenge Funktionement; d'Orientatioun vun den Angeboter fir de Public; d'Organisatioun vun de Kontakter mat de Clienten; d'Architektur an den Équipement; d'Ariichten an d'Funktioun vun all Raum, deen zur Verfügung steet; d'Gestioun vun de Mataarbechter; administrativ a finanziell Froen.

Selbstverständlech wär et optimal, wa méiglechst all Haus dobäi op d'Mataarbecht vun Experten, a besonnesch vu professionellen ausgebilte Bibliothekaren ziele kéint. Mä engersäits stinn déi dofir néideg Mëttelen net zur Verfügung, an anerersäits géif een eemol méi iwwert de Goal schéissen.

Mat der Ministesch zesummen huet d'Chamberskommissioun eng Léisung gesicht, déi den Objectif vu méi Professionalitéit garantéiert, ouni awer där eenzelner Bibliothéik ze vill staark Contrainten opzelueden. An eiser Nationalbibliothéik entsteet en neien Departement: de Service des bibliothèques publiques. De Service ass geduecht als Kompetenzzentrum, als Centre de ressources am Beräich vun der Bibliothéconomie.

Seng Missioun ass et, fir déi regional a lokal öffentlech Bibliothéike fachmännesch ze ënnerstëtzen an ze beroden. Dobäi stinn dräi Aspekter am Mëttelpunkt: éischtens, de Fonds documentaire vun all Haus; zweetens, de Katalog an d'Vernetzung op deem Plang mat deenen anere Lëtzebuerger Bibliothéiken; drëttens, d'Formatioun an d'Weiderbildung vun de Mataarbechter.

Ech hu schonns gesot, dass eis öffentlech Bibliothéiken opgeholl ginn an en nationale Bibliothéiksréseau: de Bibnet.lu. Dat Netz gëtt koordinéiert vun der Nationalbibliothéik. 2009 waren hei 33 Bibliothéiken affiliéiert, ënner hinnen eis Universitéit, d'Archives nationales, de Statec, den Ceps an eng Rei Schoulen. De Réseau huet e gemeinsame Katalog mat elo schonns iwwer 750.000 bibliographeschen Notizen.

Selbstverständlech ass d'Informatik onverzichtbar. De Réseau verfügt iwwer e performante Logiciel, deen de Centre informatique de l'État iwwer eng öffentlech Ausschreiwung ugeschaf huet. Hei huet all öffentlech Bibliothéik, egal wéi e Statut se huet, d'Méiglechkeet, fir sech mat ze affiliéieren. Dee Logiciel bitt grouss Avantagen um Plang vun der technescher Gestioun vun de Bibliothéiken, mä en ass net geduecht, fir de Lieser pedagogesch oder kulturell benotzerfrëndlech Angeboter ze maachen. Op deem Plang hunn also aner Provideren hir Chance.

D'Iddi, fir d'Nationalbibliothéik méi staark mat anzebannen, fanne mer erëm an der Proposition de loi, déi den honorabelen Deputéierte Marco Schank am Juli 2007 déposéiert huet. Ech verweisen op den Exposé des motifs, an deem den Auteur d'Virdeeler vun där Léisung opzielt.

Eis Nationalbibliothéik kritt mam Gesetz, wat mer haut stëmmen, nach eemol nei zousätzlech Aufgaben. D'Membere vun der Kulturkommissioun wëssen, dass domadder zwee al Uleiessen nei aktualiséiert ginn: d'Extensioun vum Staff an de Bau vun enger adequater Struktur.

Dat alles gesot, bleift all eenzel öffentlech Bibliothéik an hirer Gestioun autonom. Dat ass och mat de Garant dofir, datt eis Bibliothéike spezifesch lokal oder regional Profiler entwécklen. Dobäi wäerte geographesch, historesch, ethnesch, kulturell a pedagogesch Aspekter eng Roll spillen. Ech freeë mech op eng faarweg Lëtzebuerger Bibliothéikelandschaft.

Den neie Conseil supérieur des bibliothèques, an deem all Bibliothéiken an och all aner implizéiert Parteie vertruede sinn, huet d'Aufgab, fir déi zwee Bausteng vun der Qualitéit a vun der Autonomie mat ofzesécheren.

«De temps en temps, j'allais passer une soirée à la bibliothèque municipale pour lire. C'était pour moi prendre un billet pour le paradis.» Här President, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Zitat vum Henry Miller wëll ech e Wuert Reklamm an eegener Saach maachen, oder besser gesot an der Saach vun eisem eegenen Haus.

Mir hunn an der Chamber eng ganz räich Bibliothéik, wou jiddweree vun eis gutt liese kann, Här Gira. Eng Bibliothéik mat iwwer 6.000 Bicher an 120 verschiddenen Zeitungen a Périodiquen. De Schwéierpunkt läit bei de Froe vun der Politik, dem Droit, der öffentlecher Verwaltung, der Ekonomie, der Sozialwëssenschaft an der Geschicht. Et rentéiert sech, fir eis Bibliothéik ze besichen. Dat kann ee reell a virtuell.

Eis Bibliothéik schafft selbstverständlech mat der Nationalbibliothéik zesummen. Mir hu keng öffentlech Bibliothéik, mä well mer an eisem Fundus Dokumenter hunn, déi ee soss net fënnt, kënnen och Leit vu baussen op Ufro hin heibanne schaffen. Fir den Detail, a besonnesch fir de Commentaire des articles, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Ech war impressionnéiert iwwert déi flott a konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kulturkommissioun. Ech wëll dofir eiser Presidentin, alle Memberen, besonnesch dem Kolleeg Marc Angel, an och eise parlamentaresche Mataarbechter e grousse Merci soen. Ech krut d'Missioun, fir heimadder och den Accord vun der CSV fir de Projet de loi 6026 ze brëngen.

Ech halen op mat engem Shakespeare-Zitat, wat ee mat deem néidegen Humor genéisse soll: „My library was dukedom large enough". An der franséischer Iwwersetzung klénkt et och net schlecht: «Ma bibliothèque m'était un assez grand duché».

(Hilarité)

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Mill Majerus. Merci och fir déi gutt Publicitéit, déi en eiser Bibliothéik vun der Chamber hei gemaacht huet. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur elo agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et gëtt Floskelen am parlamentaresche Sproochgebrauch, déi wëllen, dass een déi meescht Rieden hei ufänkt, andeem een dem Rapporteur villmools Merci seet fir de gudde schréftlechen a gradesou fir dee gudde mëndleche Rapport, e grouss Luef an Dank aussprécht.

Ech wäert dat awer hei net maachen. Firwat? Mä well ech fannen, dass dat hei net passend ass, well dat nëmmen eng Floskel ass. Ech wëll heimat ënnerstäichen, dass dat, wat de Rapporteur hei gemaach huet, eng exzellent parlamentaresch Aarbecht ass a wäit iwwert dat erausgeet, wat normalerweis e Rapporteur mécht.

Wat wor nämlech geschitt? Mir haten e Projet de loi vun der Regierung hei virgeluecht kritt. E Projet de loi, dee wollt esou zentralistesch sinn, dass all Eegeninitiativ vun deene lokalen an den assoziative Bibliothéiken an d'Enkt gedréckt gi wär. Mir hunn an der Kommissioun vill diskutéiert. Mir hate vill Interlocuteuren. Mir woren an d'Mierscher Lieshaus kucken. Mir hunn Interlocuteure bei eis an de Fraktiounen empfaang.

An do wëll ech wierklech dem Rapporteur e grousse Merci soen, deen all déi Punkten opgegraff huet an dunn der Kommissioun eng Rei Amendementer virgeluecht huet. Amendementer, déi an der Kommissioun ugeholl gi sinn, an déi et fäerdeg bruecht hunn, dass déi zentralistesch Approche, déi d'Regierung virdru virgesinn hat, elo net méi esou zentralistesch ass. Och wann dee Projet, esou wéi en ons virgeluecht wor, a mengen Aen nach ëmmer op zwee Punkten - an ech wäert drop agoen - ze vill dirigistesch ass, dach ass dat hei eng enorm Verbesserung.

An ech wëll ons all heibanne soen, dass dat eng exzellent parlamentaresch Approche ass, an dofir onsem Kolleeg Mill Majerus e grousse Merci soen. Mir sollen ons e Beispill dorun huelen an ons Zäit huelen, ons an eng Matière eranzeknéien an dann ze kucken, esou d'Projeten ze änneren, wéi et am Intérêt vun der Saach ass. An dat ass hei gelongen.

(Interruption)

Den Här Rapporteur huet eng ganz Partie vun Zitater, souwuel a sengem schréftleche Rapport… An en huet jo elo grad nach säi Rapport mat Zitater gespickt. Dat weist och, dass hien e ganz grousse Lieser ass. A wann een e puer Zitater eraushëlt, dee vum Julien Green: «Une bibliothèque, c'est le carrefour de tous les rêves de l'humanité». Dat ass am Fong ganz schéin. Oder - an dat ass méi terre à terre; dat ass eng Source inconnue -: d'Bibliothéiken „rechnen sich nicht aus, aber sie zahlen sich aus". Och dat ass wuel richteg.

Et sinn aner Zitater, wéi déi vum Samuel Johnson, dee sot: „No place affords a more striking conviction of the vanity of human hopes than a public library". Ech weess net, ob dat zynesch gemengt ass oder wéi dat ze verstoen ass, mä op jidde Fall ass dat och eng Meenung, déi vertruede gëtt.

Ech mengen, heibanne si mer ons awer all eens, wellech Wichtegkeet d'Bibliothéiken an onser Wëssensgesellschaft hunn. Dofir musse mer kucken, an dat ass awer net den Objet vun dësem Projet de loi, dass mer déi Jonk esou séier wéi méiglech zum Liese kréien. An dat geet iwwert d'Schoul, mä net eleng iwwert d'Schoul.

Mä et gouf emol eng Campagne am Éducatiounsministère, déi huet geheescht: „Lies dech duerch d'Liewen". Do gouf et Lieszeechen an do stoung drop: „Lire nuit gravement à l'ignorance". An ech fannen, dat ass e gudde Sproch, fir ze weisen, dass se an totalitäre Regimen ebe wollte verhënneren, dass d'Leit géife liesen, fir sech ze bilden. A mir solle jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn an nach méi wéi d'Méiglechkeet ginn, mä se incitéieren an esou fréi wéi méiglech bei d'Buch brëngen. Dofir brauche mer en héich qualitative Service. Dee gëtt jo och elo hei duerch dëst Gesetz nach ënnerstëtzt.

Mir wëssen, dass et am Moment eng Nationalbibliothéik gëtt. Da gëtt et eng Bibliothéik vun der Universitéit. Et gëtt eng ganz Partie lokal Bibliothéiken. Et gëtt awer och associativ Bibliothéiken, déi duerch reng Bénévolë geleet ginn. An deenen ass e ganz grousse Merci ze soen, wann ech kucken, mat wellechem Engagement déi Leit dat maachen.

An den ursprüngleche Projet, do hätt ee vill méi Qualifikatioun gebraucht, an dat hätt mat sech bruecht, dass déi Bénévolen net méi hätte kënnen an deem Mooss weiderschaffen. Dat wär schued gewiescht, op deenen hir Kompetenz ze verzichten. Dat wär och ongerecht gewiescht vis-à-vis vun deenen hirem Engagement.

Wat wichteg ass bei enger Bibliothéik, dat ass och, wou se geleeën ass. An ech huelen do d'Beispill vun der Bibliothéik vun der Stad Lëtzebuerg. D'Stad Lëtzebuerg hat eng Bibliothéik um éischte Stack am Centre Hamilius. Déi louch wuel gutt, well do all d'Bussen zesummekoumen, mä si wor net visibel.

Zënter dass d'Bibliothéik an de Cité geplënnert ass… An ech si frou hei ënnert dem Contrôle vun der Madame Kulturschäffe vun der Stad Lëtzebuerg, dem Lydie Polfer, ze schwätzen; an ech wor frou, als Schäffe kënne mat un der Realisatioun vum Bau ze wierken. Säit also déi Bibliothéik do ass, huet d'Bibliothéik en enormen Essor kannt. Ech ginn Iech just e puer Chifferen.

Den 1. September 2008 - also an der aler Bibliothéik - woren 11.477 Lieser ageschriwwen. Den 1. Abrëll 2010 - also elo virun e puer Deeg - woren et 24.201 Leit. Dat heescht, d'Zuel huet doubléiert an där Zäit. D'Zuel vun de Prêten: Virun 2.000 - also bei der aler Bibliothéik - si pro Mount 2.000 Bicher ausgeléint ginn; haut sinn et der 9.000 bis 10.000 pro Mount. Dat heescht, véiermol méi. Dat heescht also net nëmmen, dass méi Leit an d'Bibliothéik kommen, mä et gëtt och vill méi ausgeléint.

An da Passage. Et wore virdrun 2.000 Leit, déi pro Mount an der Bibliothéik laanschtkomm sinn; elo sinn et 13.000 Leit pro Mount. Dat heescht, sechsmol méi. Do kënnt awer nach derbäi, dass dat net nëmmen d'Lag ass, mä och d'Offer, déi d'Stater Bibliothéik de Leit gëtt, well et kann een d'Zeitung dohinner liese goen, et kann een Hebdomadairen dohinner liese goen; Leit, déi déi net wëlle kafen, wat jo awer och an d'Geld schléit. An déi gehéieren och zu deene Leit, déi do Passage hunn, genee wéi den Accès zum Internet.

Et muss een awer soen, domat komme se an de Kontakt vum Environnement vun der Bibliothéik a kréien och esou méi e liichten Zougank, fir dann och Bicher kucken ze goen. Dat développéiert dann och d'Kultur vum Liesen. An dat ass e ganz gutt Beispill, wéi wichteg et och ass, wou déi Bibliothéik lokaliséiert ass.

Bei der Lokalisatioun vun der Bibliothéik hu mer jo ee Problem mat der Nationalbibliothéik. Si läit zwar gutt, mä si ass hoffnungslos ze kleng. An den Här Fayot, deen huet eng Question parlementaire gestallt, do huet e gëschter nach eng Äntwert drop kritt, an där ech gelies hunn, jo, d'Regierung hätt dat jo gesot, si géif dat maachen, mä d'Prioritéite wieren awer nach net fixéiert an dat géif dans les prochains mois geschéien; esou dass mer nach ëmmer net fixéiert sinn, wat dann elo mat der Nationalbibliothéik geschitt.

Et war jo e Projet, déi op de Kierchbierg ze setzen. Ech froe mech awer, ob dat eng gutt Iddi war. Ech hat jo eng perséinlech Propositioun gemaach, d'Nationalbibliothéik an d'Villa Louvigny ze setzen, nämlech matten an d'Stad, quitte dass do hätte missen Transformatioune gemaach ginn, well an deem Tuerm hätt ee jo net kënnen alles ënnerbréngen. Mä dann hätt ee kënne matten an der Stad, am Park, e Liespark maachen, wou een och Concerten hätt kënne maachen. Dat wier convivial gewiescht, an do hätten och méi Leit menger Meenung no Zougang kritt, wéi wann een dat op de Kierchbierg setzt, wou et dann awer als Nationalbibliothéik méi eng Fachbibliothéik gëtt. Mä et hätt ee vläicht méi Public kënnen an der Villa Louvigny och unzéien.

Mä elo zréck zu dësem Projet de loi. Et si verschidden Dispositiounen dran, wéi ech dat am Ufank gesot hunn, déi ganz streng reglementéiert waren an déi et elo nach ze vill sinn. Ech huelen do zwee Beispiller eraus: Dee vun den Heures d'ouverture. Et stoung... et ass elo e Règlement grand-ducal, dee soll da virschreiwen, wéi d'Heures d'ouverture vun de Bibliothéike sinn. Mä, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, wéi ee ka regelen, wéi dat soll sinn, à moins dass ee fir all Bibliothéik en eenzelne Règlement grand-ducal hëlt.

An dann hänkt et jo och dovun of vu Wanter a Summer. Ech ka mer virstellen, dass eng lokal Bibliothéik vläicht Colonies de vacances huet an dass een do am Summer vill méi laang muss op hu wéi am Wanter. Et hänkt vun der Populatioun of. An do muss ee jo och flexibel sinn. An ech mengen net, dass een dat duerch Règlement grand-ducal soll léisen.

An duerfir, Här President, hunn ech en Amendement bruecht, fir den Artikel 4 ze sträichen. En Amendement, dee vum Här Bettel, vum Här Bauler, dem Här Etgen, vun der Madame Polfer a vu mir ënnerschriwwen ass.

Amendement 1

L'article 4 est supprimé:

*~~«**Art. 4.** La bibliothèque publique offre à ses usagers des plages hebdomadaires minimales d'ouverture qui sont précisées par voie de règlement grand-ducal.»~~*

(s.) Anne Brasseur, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Lydie Polfer.

Dann, zweete Punkt, deen an onsen Aen och ze contraignant ass, dat ass den Artikel 5. Am Artikel 5, dee seet: «La bibliothèque publique met à la disposition de ses usagers une collection justifiant d'un caractère d'actualité, relative aux principaux domaines du savoir et de la culture, au moins dans les trois langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.» An dann am zweeten Alinea steet: «Les critères définissant les thèmes, le nombre des ouvrages et collections ainsi que les supports sont précisés par voie de règlement grand-ducal.»

Och do, mengen ech, geet dat wierklech ze wäit, an de Ministère leescht sech selwer kee gudden Déngscht, wann en hei muss e Règlement grand-ducal fixéieren, wéi déi Minimumen da sinn, wéi déi Theme solle sinn. Dat ass an onsen Aen och, éischtens, net machbar, an zweetens ze dirigistesch, an do soll een de Leit vun de Bibliothéiken op der Plaz Confiance maachen, wéi déi hir Bibliothéiken organiséieren a wellech Ouvragë se dranhuelen. An duerfir wollt ech en zweeten Amendement proposéieren, deen den zweeten Alinea vum Artikel 5 proposéiert ze sträichen.

Amendement 2

L'article 5 est modifié comme suit:

*«**Art. 5.** La bibliothèque publique met à la disposition de ses usagers une collection justifiant d'un caractère d'actualité, relative aux principaux domaines du savoir et de la culture, au moins dans les trois langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.*

~~Les critères définissant les thèmes, le nombre des ouvrages et collections ainsi que les supports sont précisés par voie de règlement grand-ducal.~~»

(s.) Anne Brasseur, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Lydie Polfer.

En drëtte Problem, dee sech stellt am Zesummenhang mat dësem Projet de loi, dat ass dee vum Logiciel, dee gebraucht gëtt, an de Rapporteur ass elo grad a senger Stellungnahm drop agaangen. D'Bibliothéike solle matenee vernetzt ginn, an et schéngt mer evident, dass een déi och muss informatesch an engem Réseau vernetzen. Or, et gëtt eng Partie lokal Bibliothéiken an Associatiounsbibliothéiken, och beispillsweis d'Bibliothéik vum Mudam, déi gräife fir hir Gestioun op e Logiciel zréck, dee vun enger Lëtzebuerger Firma développéiert ginn ass, déi am Éducatiounsberäich enorm Effortë gemaach huet. Eng Lëtzebuerger Firma, déi ganz vill a ganz flott Aarbecht gemaach huet an e gudden Essor kennt.

Wa mer dee Projet esou hei an der Praxis och duerchzéien, da riskéiere mer, dass déi Firma déi Logicielen net méi ka bei deenen ubréngen, an dat wier wierklech net gutt. An duerfir sinn ech der Meenung, dass een net kann enger Bibliothéik virschreiwen, wat se soll als Logiciel huelen, well de Responsabele vun der Lëtzebuerger Firma no ass iwwerhaapt kee Problem vun Interopérabilité tëschent deenen zwee Systemer.

An duerfir, Här President, wëll ech eng Motioun déposéieren, déi freet, dass d'Regierung awer soll kucken, déi Interopérabilité ze préiwen a wou ech froen: «...faire vérifier par ses services concernés la compatibilité et l'interopérabilité des deux logiciels en question; renoncer en cas de compatibilité et d'interopérabilité avérées à imposer à toute bibliothèque souhaitant rejoindre le réseau des bibliothèques luxembourgeoises d'adopter le logiciel informatique géré par la Bibliothèque nationale». An déi Motioun dréit och déi Ënnerschréften, déiselwecht wéi virdrun d'Amendementen.

Motion 1

La Chambre des Députés

- considérant que le projet de loi vise à inciter les différents types de bibliothèques à coopérer et à se fédérer au sein d'un seul réseau, à savoir le réseau bibnet.lu des bibliothèques luxembourgeoises;

- sachant que les systèmes de gestion informatiques et les outils connexes sont gérés et développés par la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) depuis les années 1970;

- constatant que la mise en réseau des bibliothèques luxembourgeoises aura pour corollaire l'utilisation d'un logiciel informatique commun (ALEPH);

- considérant que toute bibliothèque souhaitant rejoindre le réseau des bibliothèques luxembourgeoises se voit ainsi contrainte d'adopter le logiciel informatique géré par la BnL;

- considérant qu'une situation de monopole se verrait ainsi créée;

- rappelant les lois européennes de la libre concurrence et de la compétition;

- estimant que toute bibliothèque locale ou associative devrait pouvoir utiliser le logiciel informatique de son choix, même après avoir rejoint le réseau des bibliothèques luxembourgeoises;

- consciente des avantages du recours à un catalogue collectif, reposant sur un système de gestion commun;

- constatant qu'il existe toutefois d'autres logiciels informatiques dont l'interopérabilité avec le système informatique utilisé par la BnL est assurée;

- considérant qu'il existe un logiciel informatique (OLEFA-LIB) susceptible d'apporter une plus-value réelle au niveau de la gestion interne informatique et organisationnelle des bibliothèques, et de leur permettre, avec comme finalité de rendre service aux communautés locales, de gérer et d'animer des activités culturelles et/ou pédagogiques via une plateforme intégrée et via un portail Internet attractif (reflétant l'identité spécifique et individuelle de chaque bibliothèque (Corporate identity));

- considérant que ce logiciel a été élaboré par une entreprise innovatrice luxembourgeoise;

- redoutant que l'obligation pour toute bibliothèque souhaitant rejoindre le réseau des bibliothèques luxembourgeoises, d'adopter le logiciel informatique géré par la BnL risque de réduire à néant des années de recherches et de développements informatiques consenties par une entreprise luxembourgeoise et de l'empêcher à développer son activité économique dans ce domaine, à engager des jeunes informaticiens, de les maintenir dans l'emploi et de contribuer à la diversification de l'économie nationale,

invite le Gouvernement à

- faire vérifier par ses services concernés la compatibilité et l'interopérabilité des deux logiciels en question;

- renoncer en cas de compatibilité et d'interopérabilité avérées, à imposer à toute bibliothèque souhaitant rejoindre le réseau des bibliothèques luxembourgeoises d'adopter le logiciel informatique géré par la BnL.

(s.) Anne Brasseur, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Lydie Polfer.

Wann ech dat froen, dann - an ech hat gesinn, d'Madame Minister huet elo grad de Kapp gerëselt - wann ech dat froen, déi Leit, déi déi dote Firma hunn, déi si wierklech ganz inquiet, an ech versti se och, a si soen, et ass kee vun offizieller Säit, deen ons nolauschtert. Duerfir soe mer jo net, Dir musst dat zouloossen. Mir hätte gären an onser Motioun, dass déi Compatibilitéit an Interopérabilitéit wierklech gepréift ginn.

Mir probéiere soss mat grousse Moyene Firmen unzezéien, Leit ze incitéieren, Firmen ze grënnen, mir soen „Trau dech", an hei hu Lëtzebuerger sech wierklech getraut, eppes ze développéieren, an déi gesinn elo, dass awer ee vun deenen Outilen, déi se développéiert hunn, dass dee manner Wäert kritt, en Outil, deen awer den Utilisateuren no och formidabel ass.

D'Madame Minister rëselt weider de Kapp, mä da ka se hir Awänn jo duerno bréngen. Dat Eenzegt, wat ech froen, dat ass, kommt, mir kucken dach, dass mer wierklech eens ginn, dass mer där Firma do - et ass eben déi, et kënnt och eng aner sinn - awer d'Chance loossen op deemselwechte Marché ze sinn.

Wann ech kucken, wat sech Méi gi gëtt, fir... wéi fantastesch Lëtzebuerg ass. Hei hate mer eng Publikatioun vun der American Chamber of Commerce zu Lëtzebuerg, déi e Buch erausginn huet, fir ze soen, wat een alles zu Lëtzebuerg kéint maachen. Et soll ee Firme grënnen. Hei hu mer Lëtzebuerger, déi eng Firma gegrënnt hunn. Mä da kommt, mir ginn deenen och d'Chance, sech weider ze développéieren, well dat do wier e Produit, dee kéint een och ganz gutt exportéieren. An duerfir, wann ech gelift, kuckt dat do, an ech géif wierklech d'Majoritéit och bieden, dës Motioun matzestëmmen.

Mir brauchen e Kader fir d'Bibliothéiken, an et huet jo laang gedauert, bis mer dozou waren. Onse fréiere Kolleeg a jëtzege Regierungsmember Schank hat jo och eng Proposition de loi gemaach. Mä déi éischt Proposition de loi ass vun 1928! Et gesäit een also, dass verschidde Saache laang brauchen oder - ech géif en Terme vun haut gebrauchen - nohalteg sinn. Elo komme mer endlech derzou, e Projet ze stëmmen.

Dass et awer scho verschidden Zesummenaarbechte vu Bibliothéike gëtt: Et gëtt dee Lëtzebuerger Bibliothéike-Guide, dee mer kruten, deen och exzellent ass, wou een dra kann noschloen, wat et alles vu Bibliothéike gëtt, och vun associative Bibliothéiken. An dat ass wierklech eng exzellent Aarbecht, déi vun der Associatioun vun de Bibliothécairë gemaach ginn ass. A jiddwereen, deen drun interesséiert ass, dee sollt sech dat emol ukucken, well do wäertvoll Informatiounen drastinn.

Fir dat Ganzt dann ze géréieren, gëtt e Conseil supérieur des bibliothèques geschaaft. An do wollt ech froen: Wéi vill Conseil-supérieuren hu mer? Ech mengen, als Chamber wier et gutt, wa mer dat emol eng Kéier géifen nokucken, a wellechen Domänen a wat se bis elo bruecht hunn. Well ech mengen, wann een e Problem huet, léist een en net, andeem een nach e Conseil supérieur weider kreéiert, wou da ganz vill Leit dra sinn. Ech mengen och net, dass dat eppes géif dozou bäidroen. Ech wëll mech deem awer net opposéieren.

No all deene Remarquë wollt ech soen, dass ech frou sinn, dass de Projet do ass, dass en esou amendéiert ginn ass vun der Kommissioun, wéi mer e virleien hunn, och wann en net op all de Punkten deem entsprécht, wat d'DP sech virgestallt hat. Duerfir hu mer d'Amendementer bruecht. Mä ech wollt awer soen, dass dat hei e Schrëtt an déi richteg Richtung ass an duerfir d'DP-Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci, an als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, stellt Iech e Land vir ouni Kultur. E Land mat op enger Säit nëmme Fabrécken, Büroen, Verwaltungsgebaier, Schoulen, an op där anerer Säit Konsumtempelen oder Shoppingzenteren. Ech mengen, dat wier schrecklech! Firwat maachen ech dës Ausso? Well ech an deene leschten Deeg op verschiddenen Internetsiten, ech weess net méi, op wéi engem et war, ob et op deem vun der DP war oder engem aneren, gelies hunn, mir sollen de Kulturministère ofschafen, da géife mer vill Sue spueren.

(Interruption)

Neen, ech weess net méi, wou ech dat gelies hunn, Facebook oder... Mä ech hunn dat e puermol gelies, an dat huet mech schockéiert. Dat huet mech schockéiert a mech erschreckt, an och opgefuerdert ze reagéieren. Ech si frou, dass mer an engem Land liewen, wou et niewent Aarbecht, Famill a Frënn och nach Kultur a Sport gëtt a vill aneres, an dass de Stat investéiert an d'Volleksgesondheet, déi kierperlech souwéi och déi geeschteg.

Kulturtempelen, grousser oder klenger, kreéieren och Aarbechtsplazen, net nëmmen där kuerzfristeger, wann e Gebai gebaut gëtt, mä och där laangfristeger, wa Leit do schaffen. Kulturoasen - an d'Bibliothéiken, vun deene mer haut schwätzen, dat si Kulturoasen - sinn, mengen ech, eppes ganz Wichteges. An d'Buch, beson-

nesch d'Buch, an domadder natierlech och d'Liesen, ass e Bestanddeel vun der Kultur. Duerfir sinn ech frou, dass mer haut dee Projet de loi hei zur Ofstëmmung hunn.

Ier ech op de Fong aginn, wëll ech awer eng Rei Mercie lassginn: Éischtens dem Mill Majerus, an zwar net nëmme fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, mä awer virun allem fir säin Asaz bei dësem Projet an der Kommissioun, awer och doriwwer eraus. Zesumme mat der Kulturkommissioun huet hien an exzellenter Zesummenaarbecht mat eis alleguer aus der Kommissioun, awer och mat der Madame Ministesch a mat hire Mataarbechter, vum 26. Oktober 2009 un a siwe Sitzunge wierklech eng exzellent parlamentaresch Aarbecht geleescht, dëse Projet vläicht méi kloer gemaach, méi liieserlech, an och vläicht de Realitéite vum Terrain besser ugepasst. Zesumme mat der Ministesch an hire Mataarbechter an der Kommissioun hu mer iwwer 20 parlamentaresch Amendementer ausgeschafft, an ech wëll hei awer och der Madame Closener, eiser Sekretärin vun der Kommissioun, Merci soen.

All dëst war awer nëmme méiglech duerch dräi Ursaachen: Éischtens, well d'Madame Minister an hir Mataarbechter mat sech schwätze gelooss hunn a selwer bereet waren, Ännerung zouzeloossen a kollegial matzeschaffen. Hinnen also och e Merci; zweetens, well mer als Kommissioun zweemol eise Kommissiounssitzungssall verlooss hunn an op den Terrain gaange sinn, fir déi Betraffen ze begéinen. Mir haten, wéi gesot, eng Entrevue an der Bibliothèque nationale, wou ech och der Madame Kieffer Merci soen an hire Mataarbechter, am Mierscher Lieshaus, Merci dem Kolleeg Claude Adam. Am Mierscher Lieshaus waren awer och Vertrieder vun der Ourdall-Bibliothéik zu Veianen, eng ganz kleng, an och vun der Escher Stadbibliothéik, eng grouss Bibliothéik.

Dat waren also dräi öffentlech Bibliothéiken, grouss, mëttelgrouss a kleng, an d'Erausfuerderung beim Verbessere vum Text war jo, den Text esou ze adaptéieren, dass déi grouss Bibliothéiken domadder liewe kënnen, dass déi mëttelgrouss Bibliothéiken domadder liewe kënnen an dass déi kleng Bibliothéiken domadder liewe kënnen, an dass déi dräi Zorte vu Bibliothéiken, an dertëschent gëtt et bestëmmt nach Échelonen, dass déi sech kënne weiderentwécklen - wat jo d'Zil war vun der Ministesch, dass déi sech kënne weiderentwécklen -, dass kee gebremst gëtt, an dass och kee fäerte muss, dass et ze vill gi wier fir hien.

Während där Visite ass eis och nach méi bewosst ginn, wéi wichteg d'Roll vum Bénévolat ass. De Rapporteur huet et ugeschwat, an ech wëll awer ënnersträichen, dass och am ursprünglechen Text d'Roll vum Bénévolat erkannt gi war, an dass och deen Text d'Bénévolat kengesfalls futti gemaach hätt.

Déi drëtt Ursaach, firwat ech mengen, dass mer als Kommissioun der Realitéit um Terrain méi no komm sinn, waren och déi vill schréftlech Avisen, déi eng grouss Hëllef waren. Dat waren den Avis vum Syvicol, dee vun der Albad, dee vun der ULBP an och dee gemeinsamen Avis vum Centre de documentation vun der Asti, vum CID-femmes, vum Centre d'information Tiers Monde a vum OekoZenter. An natierlech och dem Statsrot säin Avis war och net oninteressant. De Rapporteur, an awer och d'LSAP-Fraktioun, hunn och an Entrevuen ausserhalb vun der Chamber während där ganzer parlamentarescher Aarbecht verschidden Acteurë getraff, an ech mengen, datselwecht gëllt och fir déi aner Fraktiounen. Et war also fir mech, an ech hoffen och fir déi aner Kolleegen an der Kulturkommissioun, eng flott an eng ganz léierräich Erfahrung.

Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och d'Viraarbecht vun zwee Kolleegen, dem Marc Zanussi an dem Marco Schank, déi allen zwee eng Proposition de loi hei am Parlament déposéiert hunn, ervirsträichen. De Marc Zanussi, dee jo leider net méi ënner eis ass an dee mer och vill vermëssen, huet am Joer 2003 e gudden Text virbruecht, de Marco Schank am Joer 2007, an ech weess och, dass de Rapporteur vill Kontakt hat mam Marco Schank an him och nogelauschtert huet. De Projet de loi vun haut dréit also och e bëssen d'Ënnerschréft vun hinnen.

De Rapporteur weist a sengem Rapport och op eng Feuille de liaison vun der Albad hin, déi den Här Reding geschriwwen huet am Joer 2007. Och déi war interessant ze liesen. Wann een all déi Dokumenter nogelies huet, ass engem ëmmer méi kloer ginn, wéi wichteg liesen ass a wéi wichteg d'Roll vun öffentleche Bibliothéiken ass, an dat och am Zäitalter vun der Informatiounstechnik a vun dem E-Book. Dat flottst Zitat - mir hate schonn eng ganz Rëtsch vun Zitater, ech wäert Iech nëmmen eent bréngen, wat mir am beschte gefall huet - dat war eent vum fréieren däitsche Bundeskanzler Helmut Schmidt, dee seet „Bibliotheken, geistige Tankstellen der Nation".

D'Ariichten, d'Schafen an d'Entwéckele vu Bibliothéike gehéieren säit jeher zur Traditioun vun de Sozialisten a vun der Sozialdemokratie. D'Zil vun der Autodidaktik, dat heescht d'Méiglechkeet vun engem Bierger, onofhängeg vu senger Hierkunft, sech selwer - mat genuch zur Verfügung stoende Mëttelen, ënner anerem Bibliothéiken - fortzebilden a sech esou eropzeschaffen, huet an der heiteger Wëssensgesellschaft net un Aktualitéit verluer. Duerfir sinn ech frou iwwert déi zwee éischt Artikele vum Gesetz, déi dës Iddi erëmspigelen. Den Artikel 1, dee jo ganz kloer seet, dass mer heimat eng besser Diffusioun vun der Wëssensgesellschaft un all Couchë vun der Populatioun erreeche wëllen an duerfir e Kader schafen, fir dass déi öffentlech Bibliothéiken um Ensembel vum Territoire sech entwéckelen a fir d'Résidenten eng Égalité d'accès assuréiere kënnen, an och, dass all Mënsch, egal a wéi engem Ofschnëtt vu sengem Liewen en ass, e Liewe laang ka léieren.

Och den zweeten Artikel, dee schreift vun engem „Service accessible à tous sans distinction d'âge, de race, de sexe, de religion, de nationalité, de langue ou statut social". Do hu mer d'Terminologie vun der Unesco geholl, an ech fannen et wichteg, dass och dat drasteet. Den Artikel 2 ass och interessant, well en definéiert och, wien esou eng öffentlech Bibliothéik géréieren däerf. An hei hu mer och guer kee rigide Kader. Dat ass guer kee reglementaristesche Kader.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Mir hunn eis hei net op ee Modell festgeluecht. Mir kruten e Projet, deen niewent de Gemengen et och erlaabt huet, dass Syndikater vu Gemengen oder all aner Personne morale de droit public oder privé kann d'Initiativ huelen, esou Bibliothéiken ze géréieren - dat ass jo schonn deelweis de Fall -, awer och neier ze maachen. Ech fannen dat wichteg, dass mer do net op ee Modell gaange sinn, dass mer net nëmme gesot hunn, nëmme Gemengen, mä dass och Leit, déi a Gemenge wunnen, wou keng Moyene sinn oder wou kee Wëllen ass, fir esou eppes ze schafen, aner Initiative kënnen hei an d'Liewe geruff ginn, an da vum Kulturminister, vun der Ministesch kënnen ënnerstëtzt ginn.

Och d'Notioun vun der Gratuitéit, mengen ech, wollt ech ënnersträichen, ass fir eis als LSAP wichteg, den Artikel 3. Wéi mer um Terrain waren zu Miersch, hu mer gesinn, do hu mer och eng Diskussioun iwwert déi sougenannte Cartes de lecture, d'Lieserkaarte gehat, déi en moyenne an deene verschiddene Bibliothéiken tëschent aacht an zéng Euro kaschten an déi d'Bibliothéiken iwwregens benotzen, fir hir Participatioun un den Droit-d'auteurë kënnen ze bezuelen. Mä am Allgemenge setzt d'Gesetz hei fest, dass d'Bicher-Léine gratis ass. Ech mengen, an der Gemeng Lëtzebuerg huet et fréier eppes kascht. Do hu mer dat och ageféiert, d'Gratuitéit, well et war méi en administrativen Opwand, eng Keess do ze féieren, wéi d'Bicher gratis ze verléinen.

Mir haten déi Diskussioun iwwert d'Cartes de lecture, an ech kéint mer virstellen, dass an der Zukunft esou eng Carte de lecture op enger Säit d'Bibliothèque nationale hätt, an op där anerer Säit dann d'Bibliothèque publique, déi am nooste bei sech ass. Ech mengen, do ass et um Terrain, un deene Leit, déi um Terrain sinn, fir ze kucken, wéi een dat kéint garantéieren.

D'Gratuitéit vun de Servicer a vun enger Bibliothéik opposéiert sech a menger Meenung net - an dat hate mer och an der Kommissioun geschwat - net dem Fait, dass een eng Carte de lecture muss hunn an eventuell eng kleng Participatioun muss ginn. All Bibliothéik kritt och d'Méiglechkeet, dës Fraisën an hirem Règlement interne festzesetzen. Déi Kaarten, mengen ech, sinn awer wichteg an der Praxis, an noutwendeg aus techneschen Ursaachen, well se kënnen Accès op all déi Services en ligne ginn, déi och d'Bibliothéiken haut offréieren, a si hunn e Code, fir d'Lecteuren ze identifizéieren.

Op d'Öffnungszäite wollt ech net länger agoen, mä d'Madame Brasseur huet en Amendement eraginn, fir den Artikel 4 ze sträichen. Ech mengen, mir hu jo - andeem mer den Text selwer schonn amendéiert hunn a villes an de Règlement grand-ducal eragesat hunn - awer fonnt - an ech mengen, dat hat awer eng Majoritéit an der Kommissioun, ausser d'Vertrieder vun der DP waren do net dermat d'accord -, an och ech fannen, et ass awer wichteg, dass mer wéinstens minimal eng Flicht virgesinn: Ech mengen, hei gëtt de Stat Suen, dann huet de Stat och d'Recht, awer eng minimal Öffnungszäit virzeschreiwen. Dofir kann ech dat Amendement vun der Madame Brasseur net novollzéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten och eng Diskussioun iwwert de Réseau an iwwert den informatesche System. D'Madame Brasseur huet vu Problem geschwat. Eent vun den Ziler vun dësem Gesetzestext ass et jo, e kohärente System opzebauen, an dat tëschent alle Bibliothéiken, an esou dem Lieser d'Méiglechkeet ze bidden, iwwerall Informatiounen iwwer all Buch - an dat an all Bibliothéik hei zu Lëtzebuerg - erauszefannen.

Dofir encouragéiert dëse Gesetzestext, all Zorte vu Bibliothéiken zesummen an engem Réseau - Bibnet - fonctionnéieren ze loossen. Wann d'Bibliothéiken zu engem gemeinsame Réseau gehéiere wëllen oder sollen, brauche si logescherweis och een eenzege Réseau, deen d'Harmonie an en effikasse Fonctionnement garantéiert.

Et ware jo do déi Kritiken opkomm, dass esou all Bibliothéik, och eng kleng, misst Member gi vun deem Réseau, an do ass och geschwat gi vun engem Monopol. Nodeems de Rapporteur kloer an däitlech a sengem exzellente Rapport erkläert huet, wat fir Avantagen et huet, dass all Bibliothéiken an engem Réseau sinn a vun engem Logiciel profitéieren, well ech dëst hei net nach eng Kéier ënnersträichen.

Mä ech wëll awer soen, dass de Choix vum informatesche System, deen et elo gëtt, de Bibnet ass; de Bibnet ass jo e Réseau, an déi musse jo mat engem Provider schaffen, an dee Provider - an dat seet och de Conseil d'État a sengem Avis complémentaire vum 9. Mee -, deen ass enger Prozedur ënnerluecht ginn, dat war eng öffentlech Ausschreiwung, déi de Centre informatique de l'État gemaach huet, an de Conseil d'État erënnert drun, dass dat alles no de Regele vun eiser Gesetzgebung gaangen ass.

Ech wëll awer och soen - an de Rapporteur huet dat och gesot, a mir haten dat och an der Kommissioun beschwat -, en plus vum Fait, dass een am Réseau vun der Nationalbibliothéik Member gëtt - also am Bibnet - empêchéiert dat awer keng Bibliothéik, awer op Servicer vu private Fournisseuren - an hei ass dee Fournisseur, deen d'Madame Brasseur ugeschwat huet - zréckzegräifen, fir och kulturell a pedagogesch Applikatiounen op d'Been ze setzen.

An ech weess och, dass d'Madame Éducatiounsministesch, d'Madame Delvaux, déi jo, säit mer dat neit Grondschoulgesetz hunn - wou et jo eng Obligatioun gëtt fir all Schoul, eng Bibliothéik ze hunn -, am Ministère zwee Fachleit agestallt huet, ech weess also, dass si amgaang ass, Best practices opzeschaffen, an och do gesinn ech Chancë fir déi Firma, déi d'Madame Brasseur ugeschwat huet.

Wann ech elo d'Schoul ugeschwat hunn, wëll ech just ervirsträichen, wat mer um Terrain geléiert hunn: wéi wichteg déi Bibliothéiken och si fir Schoulklassen, dass se ausserhalb vun der Schoulbibliothéik och emol an aner Bibliothéike ginn. Zu Veianen krute mer gesot, dass all Klass eemol am Mount, all Primär-, all Grondschoulklass vu Veianen eemol am Mount an déi Bibliothéik geet, an all Kand kritt ee Buch fir ee Mount mat heem. Ech fannen dat eng ganz gutt Saach.

Op de Finanzement wäert ech net ze vill laang agoen, et ass vill geschwat ginn iwwert d'Participatioun vum Stat un de Personalkäschten an un de Fonctionnementskäschten. Wat interessant war: Do war jo eng Polemik elo opkomm mat engem Pressecommuniqué vun enger Associatioun, an do gëtt och gemengt, well och elo thematesch Bibliothéiken - «des bibliothèques thématiques de droit privé» - kënne mat a Réseauen agebonne ginn, dass dann de Kuch ze kleng géif gi fir déi öffentlech Bibliothéiken. Ech mengen dat net, well et steet genau am Artikel 14 jo och dran, dass ee muss «prendre en compte d'éventuelles autres subventions». Dat hu mer och esou an der Kommissioun geschwat, dofir deelen ech déi Angscht do net.

Eng kleng Remarque zu den «bibliothèques thématiques de droit privé»: Do sinn och Experten, déi soen, dat wier en Terme, deen et net gëtt. Jo, et gouf e vläicht nach net, mä elo gëtt et en! E steet an eisem Gesetz, an deen Terme gëtt et an deen hu mir och an eisem Exposé des motifs erkläert. Mir hunn och an der Kommissioun laang no deem Terme gesicht, an de Mill Majerus, mengen ech, war deen, deen e fonnt huet.

Wat wollte mer domadder soen? Ma ganz einfach: Mir hunn un d'Bibliothèques spécialisées geduecht, well och an engem Avis vun deene Bibliothèque-spécialiséeën Rieds geet. Déi haten eis jo geschriwwen: „Wéi ass et mat eis?" Jo, dunn hu mer gesot: „Wat ass eng Bibliothèque spécialisée?" Dat war natierlech déi Bibliothéik vum CID-Femmes, déi vum OekoZenter, déi vun der ASTI. Mä dat kann awer och d'Bibliothéik... eng Bibliothèque spécialisée ass och eng Bibliothéik vun der Douane, zum Beispill, oder eng Bibliothéik vun engem anere staatlechen Institut. An déi wollte mer jo net mengen. Dofir hu mer versicht…, mat deem Terme «Bibliothèque thématique de droit privé» wësse mir op jidde Fall ganz genau, wat mer mengen. An et ass och ganz genau an de parlamentareschen Dokumenter definéiert, wat dat ass.

D'Professionaliséierung - e ganz wichtegen Aspekt - fannen ech, ass och an dësem Gesetz gutt ervirbruecht. An ech fannen et och wichteg, dass een och d'Experienz vu Leit, déi laang do geschafft hunn, déi laang um Terrain waren, dass och déi honoréiert gëtt, an dass och duerch déi Mesure de transition - wou de Stat sech jo verflicht, Formatiounen ze organiséieren - dass dat et och méiglech mécht, dass kee ka soen: „Et geet mir ze séier". Ech fannen, dat si gutt Punkten an dësem Gesetz, gradesou wéi déi Punkte vun de Synergien, wou d'Virriedner schonn drop agaange sinn.

Den Artikel 19, de «Service des bibliothèques publiques», deen an engem kritesche Communiqué als „Sous-sous-sous-service" beschriwwe gëtt, gesinn ech guer net esou. Seng Roll vun der Expertise vum Conseiller professionnel, wat d'Formatioun ugeet - ech fannen, mir hunn am Gesetz déi Missioun, déi Roll vun deem Service gutt beschriwwen. An et ass wéi mat allem: Et ass herno, wat um Terrain geschitt, wat déi Leit maachen, déi an deem Service sinn - do kënne si Pignon sur rue hunn an awer wéi eng kleng Maischen roueg dobanne sinn an net vill bewegen, oder se kënnen um zweete Stack, um drëtte Stack vun der Bibliothèque nationale sëtzen, an awer immens vill bewegen, wa se motivéiert sinn. An ech mengen, ech gesinn dat op kee Fall als eng Sous-sous-section un.

Ursprünglech waren zwee Organes consultatifs virgesinn. De Statsrot huet jo och fonnt, dat wier ze vill. Dofir hu mer nach eent, an dat ass de Conseil supérieur des bibliothèques. Mir hunn dat schéin age-

deelt an d'Missiounen an och an d'Kompositioun. Op d'Missioune wëll ech net méi agoen, do sinn d'Virriedner, déi geschwat hunn. D'Kompositioun fannen ech och relativ ausgeglach. Ech mengen, et si Représentantë vun all Bibliothéik do. Et sinn der vun der ULBP dran, Syvicol, Direktere vu verschiddene Kulturinstituter, an - wat ech och wichteg fannen, dass mer dragesat hunn - een Expert en bibliothèconomie.

Do ass just meng Fro: All déi aner ass et liicht erauszefannen. Do, huelen ech un, freet de Ministère de Syvicol: „Schéckt eis een". E freet e Kulturinstitut: „Schéckt eis een". E freet eng Associatioun, dann hunn déi e Comité, dann designéieren déi een. Just bei deem Expert en bibliothèconomie, do wier ech frou, wa mer do eng transparent Prozedur…, wann de Ministère do géif eng transparent Prozedur fannen, dass een do eventuell en Opruff mécht, dass dat nozevollzéien ass, wéi deen nominéiert gëtt.

D'Konklusioun, Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären: Dëst Gesetz wäerte mir als LSAP selbstverständlech matstëmmen. Ech hu virdru gesot bei engem Punkt - mä dat gëllt fir dat ganzt Gesetz -: „Dëst Gesetz steet a fält mat der Ëmsetzung." A wann ech Ëmsetzung mengen, da gëtt ëmmer direkt mam Fanger op e Ministère gewisen: sécher, och de Ministère. Mä ech mengen, deem seng Missioune stinn an den Artikelen, an d'Aufgabe si ganz kloer geregelt. Mä ech mengen awer besonnesch d'Ëmsetzung um Terrain duerch d'Leit vun der Nationalbibliothéik an de Gemengen, d'Associatiounen, d'Personal, wat herno an deene Bibliothéike schafft, och am Bibliobus: dass zesummegeschafft gëtt – zesummeschaffen! Wann hei herno een deem anere säin Däiwel ass, da kënne mer d'Zil vun dësem Gesetz, dat jo ass, weider Bibliothéiken ze kréien, fir weider d'Bibliothéiken ze entwéckelen, da kënne mer dat Zil begruewen.

Ech mengen, mir an der Politik hu wierklech eist Bescht gemaach, mat der Madame Minister, mat de Kolleegen aus der Kommissioun, mam Rapporteur. Mir hu bewisen, dass mer kënnen zesummeschaffen. D'Madame Minister huet bewisen, mir Deputéierten hu bewisen, dass mer kënne Waasser an eise Wäin schëdden. Dofir hoffen ech, dass och um Terrain dobaussen déi Leit, déi dat hei mussen ëmsetzen, dass do deen nämlechte Wëlle besteet. An deen nämlechte Wëllen, fir och vläicht emol… Jo?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här Angel?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech froe mech awer, ob d'Madame Minister als Miseler d'accord ass, fir Waasser an de Wäin ze schëdden, am richtege Sënn.

(Brouhaha)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dat musst Der si herno froen.

(Hilarité)

Ech mengen, ech hunn zu Wien studéiert; do hu mer ëmmer „Gespritztener" gedronk. Dat war hallef Wäin an hallef Spruddelwaasser.

(Interruptions)

An am Summer ass dat ganz „erfrischend".

(Interruptions)

Jo. E Vin Vichy, wéi se hei soen.

(Interruptions)

An ech mengen, op der Musel maache se dat och heiansdo.

(Interruptions diverses)

Gesitt Der, dat ass den Ënnerscheed, Här Bettel. Dir drénkt „Veuve Clicquot", ech drénke Vin Vichy; also.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oh, ech hunn Iech och schonn aner Saache gesinn drénken!

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech wollt zwou ganz kuerz Saache soen. Ech wollt eppes ganz Perséinleches soen, wéi wichteg d'Liesen ass. Ech hunn dat gesi bei mengem Papp. Deen ass ee Joer am Krich verstoppt gewiescht. An dat Joer huet en iwwerlieft am Dag, well en eng Bibliothéik hat, wou en an deem Haus war, konnt e liesen. E konnt nëmmen nuets erausgoen. An als jonke Mënsch vun 19 Joer, wou een am Summer agespaart ass, huet d'Liesen him wierklech d'Liewe gerett, an och déi lescht fënnef Joer, wou e wierklech ganz krank war, net méi vill konnt maachen, hat en awer nach e schéint Liewen, well e konnt duerch d'Liesen hei bleiwen. An ech mengen, vill Mënsche kéinten esou Beispiller ginn, wéi wichteg d'Liesen ass.

An zum Allerleschte wëll ech erënneren un d'Interpellatioun - an d'Madame Brasseur hat dat och gemaach - vum Ben Fayot iwwert d'Nationalbibliothéik hei, dee jo geschwat huet vun der future BNU - Bibliothèque nationale et universitaire. Ech hunn och de Regierungsprogramm nogelies. Do steet dran, d'Regierung géif en neit Gesetz erabréngen, fir de Statut vun där BNU ze regelen. Ech wär frou, wa mer déi Diskussioun an der näherer Zukunft och eng Kéier kéinten ugoen.

Fir eis LSAP ass et nämlech wichteg, dass déi Nationalbibliothéik, déi BNU, déi future BNU, als Élément fédérateur iwwert dem ganze Bibliothéikswiesen hei zu Lëtzebuerg steet an dass se och adequat Infrastrukture kritt. Ech mengen, d'Madame Brasseur, mam Beispill vun der Gemeng Lëtzebuerg, wou se gewisen huet, wann eng Bibliothéik e moderne Site Pignon sur rue kritt, wat dat kann e Succès ginn. An ech mengen, och d'Nationalbibliothéik oder déi future BNU hätt esou Infrastrukturen hei um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg verdéngt.

Dat gesot, soen ech Iech Merci an ech ginn, wéi gesot, nach eng Kéier den Accord vun eiser Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Angel och Merci. An ech ginn dann als nächste Riedner dem honorabelen Här Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass ee groussen Dag fir d'Bibliothéikswiesen zu Lëtzebuerg am Allgemengen a ganz speziell fir d'öffentlech Bibliothéiken.

D'Gesetz iwwert déi öffentlech Bibliothéiken hat eng immens laang Ulafzäit. Et ass an der zweeter Halschent vum leschte Jorhonnert villes futti gemaach ginn oder verluer gaang, wat mer schonns am Bibliothéikswiesen haten. Mä de Fait, datt mer haut dësen Text zur Ofstëmmung virleien hunn, léisst hoffen, datt de Sënn an Notze vun engem Réseau vun öffentleche Bibliothéike sech allgemeng duerchgesat huet; datt d'Zukunft fir d'öffentlech Bibliothéikswiese méi roseg ausgesäit wéi déi rezent Vergaangenheet.

De Projet de loi 6026 iwwert d'öffentlech Bibliothéiken ass d'Resultat vun e puer Auteuren. Ech weess net, wien un der éischter Fassung vun dësem Projet matgeschafft huet. Ech weess awer, wien eng ganz wichteg Roll gespillt huet, fir zu dëser Fassung, déi mir haut zum Vote virleien hunn, ze kommen. Den honorabele Rapporteur, de Mill Majerus, huet den ursprüngleche Projet zimlech wäit ëmgebaut, esou datt e fir déi momentan 15 existéierend öffentlech Bibliothéiken definitiv méi positiv ass.

Den Ureegunge vun der Unioun vun den öffentleche Bibliothéiken zu Lëtzebuerg ass zum gréissten Deel Rechnung gedroe ginn, an ech soen dem Rapporteur duerfir Merci. Ee Merci also net nëmme fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport, mä och fir säin Asaz fir d'öffentlech Bibliothéiken hei am Land.

Mir gefält och gutt d'Aart a Weis, wéi de Rapporteur säi Rapport mat Zitater ënnermoolt huet. Dat mécht d'Lecture vum Rapport besonnesch angenehm an dat reegt zu weideren eegenen Iwwerleeungen un. Interessant ass zum Beispill de Saz vum Anatole de Monzie, ee franséische Politiker aus dem Ufank vum 20. Jorhonnert, deen - niewebäi a besonnesch un d'Adress vun de Pedagogen ënner eis bemierkt- dem Célestin Freinet an den 30er Jore vum leschte Jorhonnert kräfteg op d'Zéiwe getréppelt hat. Dëse Saz ass hei schonn zitéiert ginn - e steet och am Rapport -: «Quand on nous demandera compte de notre gestion gouvernementale, nous montrerons nos bibliothèques.»

Madame Presidentin, déi gréng si jo och kritesch mat der Regierung, mä esou destruktiv wéi mat dësem Saz brénge mir eis Kritik awer sielen zum Ausdrock. An engem Land, wou d'Nationalbibliothéik dat absolut grousst Stéifkand vun der Kulturpolitik ass; an engem Land, wou mer riskéieren, datt wäertvoll Bicher an Textsammlunge verluer ginn, well mer se net an den adequate Raimlechkeete mat deenen noutwendege Moyene kënne stockéieren; an engem Land, wou déi leider vill ze wéineg öffentlech Bibliothéike bis haut zu 99% vun de Gemenge géréiert a finanzéiert ginn, do kann dee Saz aus dem Rapport, deen ech elo grad zitéiert hunn, just heeschen: «Nous montrons nos bibliothèques et nous nous rendons compte de la mauvaise gestion de tous nos gouvernements des dernières cinquante années.»

De Sozialist Jacques Thilmany hat a senger Proposition de loi aus dem Joer 1928 geschriwwen: „Gute Volksbibliotheken heben ungemein rasch das Niveau der allgemeinen Volksbildung. Volksbildung aber (…) drängt Aberglaube, enge konfessionelle Fesseln, Indolenz und Gleichgültigkeit zurück und wirkt geistig und körperlich befreiend." Muss een elo dervun ausgoen, datt et och zu Lëtzebuerg am Intérêt vun enger bestëmmter Classe politique war, datt d'Vollek sech net ze vill geeschteg a kierperlech fräi gefillt huet?

Madame Presidentin, ech wëll net vun der Tribün profitéieren, fir alles opzezielen, wat mer am öffentleche Bibliothéikswiesen net gemaach hunn. Ech wëll meng Zäit léiwer drop verwenden, fir opzezielen, wat fir een immenst Potenzial am Bibliothéikswiese leie kann a firwat mir eis et net leeschte kënnen, dëst Potenzial net ze notzen.

Fir d'éischt emol wëll ech drop agoen, wat dann haut eng öffentlech Bibliothéik muss bidden. Selbstverständlech an un éischter Stell muss eng Bibliothéik eng grouss Zuel u Medien hunn, op déi d'Benotzer kënnen zréckgräifen. Dat sinn un éischter Stell Bicher. Dat sinn awer net just Bicher. Dozou gehéieren och Hörbicher an Zäitschréften. Gréisser Bibliothéike kënnen och DVDen an hiert Sortiment ophuelen. All Bibliothéik muss awer och d'Méiglechkeet hunn, op Internet zréckzegräifen. Eng Bibliothéik muss also och ëmmer eng Internetstuff sinn.

D'Offer vu Medie soll wéinstens an deenen dräi offizielle Sprooche bestoen; esou steet et och am Gesetz. Englesch Medie gehéiere mëttlerweil och derzou. Iwwer aner Sprooche léisst sech diskutéieren, jee no der lokaler Demande. Mä hei gëllt och, datt net alles sënnvoll ass, wat machbar ass, an ëmgedréint.

Selbstverständlech mussen dës Medien all Alterskategorien uspriechen an esou wäit wéi méiglech all Goûten an Intérêten.

Eng öffentlech Bibliothéik léint Bicher aus, soll awer och Raimlechkeeten hunn, wou ee Bicher kann direkt a Rou duerchbliederen a liesen. Et muss och méiglech sinn, eng Recherche ze maachen, op der Plaz Notizen ze maachen an ze verschaffen.

Doriwwer eraus muss an eisen Aen eng Bibliothéik awer och nach aner Aktivitéiten ubidden. Et geet net duer, e Gebai mat Bicher vollzestellen an drop ze waarden, datt d'Leit d'Bicher siche kommen. Mir mussen och bereet sinn, datt d'Bicher bei d'Leit kommen.

Do gëtt et schonn elo vill flott Beispiller: De Bicherbus - iwwert deen ass och scho geschwat ginn; dee jo och scho laang kee Bicherbus méi ass, mä e moderne Containercamion - fiert zënter Jore sechs Deeg an der Woch duerch d'Land. Huet vill Succès. Seng Clientë sinn zefridden, d'Équipe vum Bicherbus kritt vill Luef a wéineg Kritiken. Esou steet et um Site vum Kulturministère. An e bësse verbruet, schreift d'Équipe vum Bicherbus op deemselwechte Site: «À une époque où tout le monde se sent obligé de contester tout, l'équipe du Bicherbus s'engage.»

Mir halen och den Engagement vun de Bicherbusleit an Éieren a mir zweifelen net drun. Mir sinn awer der Meenung, datt d'Konzept vum Bicherbus muss iwwerschafft ginn, datt grad wéi beim Brout a bei der Mëllech, de Gros iwwer flott amënagéiert Zentre misst lafen. Bei Brout a Mëllech sinn dat d'Supermarchéen a bei Medien sinn dat d'öffentlech Bibliothéiken.

De Bicherbus, deen iwwregens och elo scho gutt mat öffentleche Bibliothéiken zesummeschafft, wäert an Zukunft eng aner Ausriichtung vu senger Missioun kréien. Mir fannen duerfir och déi personell Verstärkung fir de Bicherbus, wéi se am Artikel 22 festgehale gëtt, am Moment schwéier novollzéibar an e bësse contraire zu den Iwwerleeungen, déi an der Chamberskommissioun gefouert goufen an och am Rapport festgehale sinn.

Aner Weeër, fir Bicher bei d'Leit ze kréien, ginn och scho plazeweis ënnerholl. Sou gëtt et zum Beispill Projeten „Bicher doheem", wou Fleegedingschter Bicher bei d'Leit mathuelen, déi net méi mobil sinn. Dat ass natierlech alles net esou einfach. D'Fleegeversécherung huet keng Zäit fir esou ee Service ageplangt.

Interessant an zukunftsträchteg ass och d'Méiglechkeet, sech Bicher vun der Nationalbibliothéik an déi regional oder lokal Bibliothéike kommen ze loossen. Hei kënne sech zum Beispill Studenten den zäitopwendege Wee an d'Stad spueren, wa se vun dëser Offer Gebrauch maachen.

Doriwwer eraus muss eng Bibliothéik eppes ewéi e klenge Kulturzenter sinn. Och den e bësse verstëbste Begréff vum „Volleksbildungsveräin" trëfft d'Saach am Kär eigentlech ganz gutt. Eng öffentlech Bibliothéik soll Coursen ubidden an der Lëtzebuerger Sprooch, Schreifateliere fir Kanner an Erwuessener, Diskussiounskreesser iwwer Bicher, Lesezirkel, Autoreliesungen, eng Plattform fir Sproochdidaktik. Jo, ech stelle mer och vir, datt een an enger Bibliothéik och d'Méiglechkeet kritt, e Computerführerschäin ze maachen, an datt eng Bibliothéik Alphabetiséierungscoursë fir Erwuessener kann ubidden.

Dat muss eng Bibliothéik natierlech net alles eleng maachen. Si soll, si muss mat aneren Institutiounen zesummeschaffen.

déi gréng sinn der Meenung, datt d'Bibliothéiken op engem fundamental moderne Konzept berouen. Et ass ëmweltgerecht an nohalteg, wann ee sech net all Buch keeft, dat ee méiglecherweis interesséiert, mä wann ee sech emol et fir d'Éischt ausléint. Domat schount een net nëmmen déi endlech Ressourcen un Energie a Pabeier, et schount een och déi meeschtens endlech Ressourcë vum eegene Portmonni.

Haut sinn d'Wunnenge méi kleng wéi nach viru Joren. Net jiddwereen huet e Keller, e Späicher, wou en onendlech ka stockéieren. D'Leit wiesselen hire Wunnsëtz méi oft. Et ass méi bëlleg, méi bequem, méi ekologesch, sech seng Vakanzlecture auszeléinen an net alles ze kafen. Dat gëllt genausou gutt fir Sachbicher, Kannerbicher an aner Bicher. Et wier fir eis Gesellschaft a ville Beräicher méi nohalteg, wa mir an eisem Alldag méi op Austauschen a Léine géife setzen, wéi op kafen a besëtzen.

Nom Zweete Weltkrich ass lues a lues zu Lëtzebuerg et mam Bibliothéikswiesen de Bierg of gaang. D'Meenung, mir wieren elo jo e räicht Land a jiddwereen, deen e Buch wéilt, kéint sech et jo och kafe goen, hat sech duerchgesat. D'Bibliothéike waren out. Et ass näischt méi dran investéiert ginn. Si sinn net moderniséiert ginn, mä hunn eng no där anerer hir Dieren zougemaach.

Mech erënnert dat e bëssen un d'Geschicht vum Tram zu Lëtzebuerg oder, fir an der Géigend ze bleiwen, aus där ech kommen, vum Schicksal vun der Atert-Linn. Den Zäitgeescht hat gemengt, all Mënsch kéint sech jo een Auto leeschten, Zuch an Tram wieren out, si wieren iwwerflësseg an almoudesch a sinn ofgeschaaft ginn.

Genausou wéi mer haut gesinn, datt ee modernen Tram zu enger Léisung vun de Verkéiersproblemer ka bäidroen, si mir iwwerzeegt dervun, datt ee Réseau vu moderne Bibliothéiken ee wichtege Bäitrag zur Allgemengbildung, zur Chancëgerech-

tegkeet, zur Liewensqualitéit, zur Bildungsgesellschaft ka leeschten.

Mir wëssen, datt och haut nach vill Mënsche Bicher liesen. An dat ass gutt esou. D'Liesen ass aus eiser Gesellschaft net ewechzedenken. Ee Mënsch, deen net liese kann, huet immens Problemer am Alldag. Och Multimedia mécht d'Buch net futti. A wann dat de Fall wier, da wier dat éischter eng Ursaach, eis Beméiungen nach an d'Luucht ze setzen. Da misste mer eis nach méi ustrengen.

Bicher kritt een nach laang net iwwerall ze kafen. Am Mierscher Kanton zum Beispill kann ee sech zwar dat eent oder anert Buch an engem Zeitungskiosk oder an engem Supermarché kafen; eng richteg Librairie gëtt et hei net méi. Fir all déi Leit, déi net mat Internet schaffen, ass d'Beschafe vun engem Buch also net esou evident.

Schonn eleng dës Ursaach, an och, datt d'Bicher relativ deier sinn, maachen d'Existenz vun de Bibliothéiken noutwendeg. Bibliothéike si sozial gerecht an demokratesch. Datt d'Bibliothéiken, do, wou et se da gëtt, och d'Leit unzéien, weisen eis déi gutt Beispiller aus der Praxis. D'Madame Brasseur huet iwwert de Publikumssuccès vun der neier Bibliothéik vun der Stad Lëtzebuerg geschwat. D'Chamberskommissioun konnt sech selwer e Bild zu Miersch maache vum Succès vum Mierscher Lieshaus.

Mir haten am Mierscher Lieshaus am Joer 2009 15.000 Medien ausgeléint, méi wéi 500 regelméisseg Benotzer vun der Bibliothéik an eng ganz Rei Aktivitéiten, wou d'Leit vun der Bibliothéik eraus aus der Bibliothéik gaange sinn a Liesungen a Konferenzen an den Nopeschgemenge mat aneren Institutiounen zesummen organiséiert hunn.

Déi Mierscher Bibliothéik ass gutt besicht. Mä dat ass keng Ursaach, fir net onermiddlech weider Reklamm fir d'Bibliothéik ze maachen. Zu Lëtzebuerg ginn d'Leit net mat därselwechter Selbstverständlechkeet an eng öffentlech Bibliothéik wéi an anere Länner, wou d'Traditioun vu Medien ausléinen an deene leschte Jorzéngten net esou brutal ënnerbrach gi war wéi bei eis.

Bibliothéike brauche Ressourcen, personeller a finanzieller. Et ass positiv, datt de Bénévolat och mat dësem Gesetz säi Rôle am Bibliothéikswiese behält. D'Optik, fir de bestehende Bibliothéiken, vun deenen der vill hir Existenz just dem bénévolen Asaz vu ville Leit verdanken, eng schrëttweis Professionaliséierung ze erlaben, ass ze begréissen.

Mir sinn der Meenung, datt keng öffentlech Bibliothéik sech enger Moderniséierung kann entzéien. A mir wëssen, datt dës Moderniséierung zesumme mat de Leit, déi eppes opgebaut hunn, muss realiséiert ginn. Et ass e Fait, datt am Dezember 2009 an den USA méi Bicher iwwer eBook verkaaft gi si wéi um Pabeier. Datt déi Entwécklung fréi oder spéit och an der Duerfbibliothéik ukënnt, schéngt sécher.

Wéi eng Verännerungen dat an de Liesgewunnechte mat sech bréngt, wësse mer nach net. Mir wëssen awer, datt mer eis öffentlech Bibliothéike mussen esou opstellen, datt se och mat esou Entwécklunge kënne Schrëtt halen. An dat geet just mat motivéierten a gutt forméierte Leit an engem gudden Équipement.

Duerfir begréisse mer och d'Schafung vun engem Service vun den öffentleche Bibliothéiken an der Nationalbibliothéik. Sou wéi dëse Service am Artikel 19 vum Gesetz definéiert ass, misst eng gutt Zesummenaarbecht tëschent Nationalbibliothéik an öffentleche Bibliothéiken assuréiert sinn.

Dës Zesummenaarbecht ass natierlech net ganz onproblematesch. D'Usprëch vun der Nationalbibliothéik sinn nun emol ganz anerer wéi déi vun deene klengen öffentleche Bibliothéiken. Fir dës Bibliothéiken ass et méi wichteg, schnell a flexibel op d'Wënsch vun de Lecteuren anzegoen, wéi en detailléierte Katalog mat méiglechst ville prezise Stéchwierder zu all Buch kënne virzeweisen.

Dobäi stellt kee Mënsch a Fro, datt all Bibliothéik an engem gemeinsame Réseau ass. Mir hu laang a breet iwwert dëse Problem an der Kommissioun diskutéiert. Am Projet de loi steet näischt iwwert de Support vun de Logiciels. An dat ass gutt esou.

Genausou kloer ass awer och, datt eng öffentlech Bibliothéik, fir en Agrément ze kréien a subsidiabel ze ginn, eng Demande maachen an noweise muss, datt si déi noutwendeg Konditiounen erfëllt. A mir hunn déi Aussoen, déi mer an der Kommissioun mëndlech kritt hunn, elo och schwaarz op wäiss, datt eng vun de Konditioune misst sinn, datt eng öffentlech Bibliothéik och mam Logiciel Aleph® vun der Firma Ex Libris géif schaffen.

Déi Approche ass net onëmstridden - d'Madame Brasseur ass schonn drop agaangen. Ee quasi staatleche Monopol fir eng Firma an hire Produit gëtt vun anere kommerziellen Acteuren um Terrain als inakzeptabel duergestallt. Si bezeechnen dës Approche vun der Regierung als willkürlech Benodeelegung. Si soen, si géife bewosst mat hire Produitë vum Bibliothéiksmarché ausgeschloss ginn. Si werfen der Regierung Widderspréchlegkeet an hirem Handele vir. Engersäits gëtt vu Lëtzebuerger Firme verlaangt, si sollen innovatiounsfreedeg sinn an investéieren. Anerersäits kréie se den Accès op de Marché verspaart. Dat schaaft kee Klima, wou ee gären investéiert a Leit astellt.

Dës Fro iwwert de Betribssystem gëtt zu Recht net am Gesetz tranchéiert, mä iwwer Règlement grand-ducal. D'Positioun vun der Regierung ass bekannt.

An der Praxis kéint dat fir vill öffentlech Bibliothéiken een duebele Catalogage bedeiten: Engersäits gëtt de Katalog mam Aleph® gefouert, well dee Programm vun der Nationalbibliothéik zur Dispositioun gestallt gëtt an an der Konventioun verlaangt gëtt. Anerersäits schafft d'Bibliothéik och nach mat engem privaten Ubidder, fir säi Site méi attraktiv an operationell ze gestalten.

Ob dat sënnvoll ass, sief emol dohigestallt. Et wier fir d'Praxis viabel. Mir ënnerstëtzen an deem Sënn awer och d'Motioun vun der Madame Brasseur, wou gefrot gëtt, datt ee wierklech soll analyséieren, ob do net eng Kompatibilitéit vu verschiddene Systemer besteet.

Et bleift mer nach e puer Bemierkungen ze maachen zu dem Artikel 9, wou steet, datt e puer Bibliothéike sech kënnen zu enger regionaler Bibliothéik zesummeschléissen.

Mir stinn deem Gedanke ganz positiv visà-vis. Mir maachen eis awer keng Illusiounen. Et dierft schwiereg sinn, fir déi Iddi an d'Realitéit ëmzesetzen.

Logesch ass et schonn, datt een eng Schoulbibliothéik, sief et vun engem Lycée oder vun enger Primärschoul, géif als Deel vun enger öffentlecher Bibliothéik betruechten. Mir géifen eis freeën, wa mir deemnächst eng Konventioun an deem Sënn géife gesinn, vläicht souguer am Réidener Eck.

Wéi allerdéngs eng Schoulbibliothéik all Dispositioune vum Artikel 2 aus dem Gesetz soll erfëllen, esou wéi et am Artikel 9 vun all Entitéit vun enger regionaler Bibliothéik verlaangt gëtt, dat ass net esou evident.

Gradesou onkloer schéngt et och mat den Dispositiounen iwwert d'Fachbibliothéiken ze sinn. Op eegene Wonsch sinn dës Bibliothéiken an d'Gesetz opgeholl ginn, an dunn hunn déi betreffend Organisatioune misse feststellen, an ech zitéieren aus hirem Avis: „Die derzeitig zurückbehaltene Formulierung macht deshalb weder aus fachlicher Sicht noch aus der Sicht einer effizienten Organisation des Bibliothekswesens Sinn, noch wäre sie in die Praxis konkret umsetzbar."

Mir sinn der Meenung, datt hei zwar ee gutt gemengte Versuch gemaach ginn ass, d'Fachbibliothéike mat an e Boot ze huelen, wat eigentlech net fir si geduecht war, mä qui trop embrasse mal étreint. Heimat ass keen esou richteg zefridde gestallt. Mir sinn der Meenung, datt et besser gewiescht wär, déi aktuell Situatioun vun de spezialiséierte Bibliothéiken ze ënnersichen an, wann et sech dann als noutwendeg erwisen hätt, eng speziell Législatioun auszeschaffen.

Mir fannen et richteg, datt eng ganz Rei vun de Konditiounen, fir en Agrément ze kréien, net am Gesetz selwer stinn, mä iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. Dat erlaabt méi Flexibilitéit. A bei den öffentleche Bibliothéike gëtt Flexibilitéit gebraucht. Ech erënneren drun, datt mir et mat grousse Stadbibliothéiken, wou bis zu 13 Leit schaffen, ze dinn hunn, a mat klengen associative Bibliothéiken, déi zurzäit nach ganz am Bénévolat oder mat engem hallwe Poste schaffen.

De Montant vun de maximalen Hëllefen ass nach net bekannt. Dat ass eben den Nodeel vum Règlement grand-ducal. Mir géifen et wichteg fannen, wann och déi grouss Gemengebibliothéike substanziell ënnert d'Äerm gegraff kréichen. An der Diskussioun ronderëm d'Bibliothéiken hunn ech oft d'Argument héieren, déi städtesch Bibliothéike bräichte jo net onbedéngt d'Hëllef vum Stat, déi kréiche jo alles, wat se bräichten, vun hirer Gemeng.

Dat ass eng Approche, déi net nëmmen ongerecht ass, mä déi och gefäierlech a falsch ass. Mat esou enger Approche géife mer déi ganz Philosophie, wéi se am Artikel 1 vun dësem Gesetz steet, net seriö huelen. Wa mir wëllen, datt d'Bibliothéiken hiren Deel zu der Société de connaissance fir all Leit hei am Land bäidroen, wann dat soll ee Bäitrag zum „lifelong learning" ginn, wann de Réseau soll iwwert d'ganzt Land verdeelt sinn, wa mir d'Professionaliséierung vun de Bibliothéike wëlle virundreiwen, da muss de Kulturministère dee jorzéngtelaangen Asaz vu verschiddene Gemengten honoréieren.

Och a grad just a Krisenzäite soll de Stat an eng nohalteg Kulturpolitik am Interessi vun den einfache Bierger investéieren. D'Präis-Leeschtungs-Verhältnis bei den öffentleche Bibliothéike rechtfertegt all Investissement.

Da kommen ech zum Schluss. An do stellt sech dann déi kruzial Fro: Hu mer mat dësem Gesetz eppes an der Hand, woumat mir ee Buergermeeschter kënnen iwwerzeegen, fir eng nei öffentlech Bibliothéik a senger Gemeng opzemaachen? Et gëtt vill Gemengen an et sinn och vill Députésmaires heibannen, déi bis elo nach kee Cent an eng öffentlech Bibliothéik investéiert hunn.

Jo, souguer de Bicherbus, e Gratisdéngscht vum Kulturministère, muss heiansdo als Erklärung duerhalen, firwat mer soi-disant keng Bibliothéik méi brauchen. Souguer Gemenge mat méi wéi 10.000 Awunner mengen, si kéinten zefridde sinn, wann eemol am Mount de Bicherbus 25 Minutten an hirer Gemeng stoe bleift.

Mme le Président.- Här Adam, Dir musst versichen zum Schluss ze kommen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech kommen zum Schluss. Ech hunn awer och schonn iwwert d'Motioun vun der Madame Brasseur geschwat. Dofir,…

Mme. le Président.- D'accord.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- …ech si geschwënn um Schluss.

D'haaptfinanziell Laascht vun enger öffentlecher Bibliothéik bleift bei der Gemeng. Et gëtt kengerlee Flicht, datt zum Beispill eng Gemeng vun enger bestëmmter Gréisst un eng Bibliothéik muss opmaachen. Och an Zukunft wäert et vill Gemenge ginn, déi léiwer an Eventkultur investéiere wéi nohalteg an eng öffentlech Bibliothéik.

Mir mengen, mat dësem Gesetz kréie mer keen Ongleewege bekéiert. Mir brauchen also och weiderhi Lobbyaarbecht vu Kultur- a Liesinteresséierten an natierlech vum Kulturministère a vun anere Ministèren. Nohalteg an d'Wëssensgesellschaft investéieren, huet ee Präis. Ni ass en esou gënschteg wéi am Fall vun den öffentleche Bibliothéiken. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Mme le Président.- Merci, Här Adam. An ech ginn dann dem nächste Riedner, dem honorabelen Här Kartheiser, d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Madame President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der wësst, ass et och net d'Gewunnecht vun der ADR, fir de Regierungsparteie vill Komplimenter ze maachen. Am Kontext vun dësem Bibliothéiksgesetz musse mir awer eng fair a wuelverdéngten Ausnahm maachen.

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- De Rapporteur vun dësem Projet, den honorabelen Deputéierte Mill Majerus, huet seng Aarbecht wierklech gutt gemaach.

(Interruption)

Aus engem schlechten, well vill ze vill dirigistesche Projet vun der Regierung, huet hien e ganz akzeptabele Projet gemaach, an dat, well hien esou vill wéi méiglech mat alle Parteien a mat alle Bedeelegten den Dialog gesicht huet. Op déi Manéier fanne sech och eng ganz Rei vu Propositioune vun der ADR an dësem Projet erëm. Dofir si mir dankbar.

Dëst Gesetz ass sécher net perfekt, mä mir ginn him awer gär eisen Accord. Et ass d'Resultat vun engem wierkleche parlamentaresche Geescht. Mir soen och dem Här Adam Merci fir de Besuch am Mierscher Lieshaus, dee ganz interessant war, an och der Madame Kieffer, der Direktesch vun der Nationalbibliothéik, fir de Besuch an hirem Haus.

Madame President, meng Virriedner hu scho bal alles gesot, wat iwwert dëst Gesetz ze soen ass, mä et mussen nach eng Rei vu Feststellunge gemaach ginn,…

Une voix.- Den Nächsten!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- …déi bei alle Verbesserungen, déi dëst Gesetz bréngt, bei allem Positiven an Innovativen, awer net däerfe vergiess ginn.

Mir däerfen zum Beispill net vergiessen, datt net all Bibliothéik hei am Land eng öffentlech Bibliothéik am Sënn vun dësem Gesetz ass. Dowéinst musse mir och all déi aner Bibliothéiken am A behalen: d'Fuerschungsbibliothéiken, déi ganz spezialiséiert net öffentlech Bibliothéiken an och déi vun deene klengen A.s.b.l.en, déi eis Hëllef wuel nach gutt kéinte gebrauchen, mä si awer net iwwert de Wee vun dësem Gesetz kënne kréien.

Och d'Nationalbibliothéik selwer däerf net weider d'Stéifkand vun dëser Regierung bleiwen. Et ass e Skandal, datt zënter Jore gewosst ass, dass d'Nationalbibliothéik en neit Doheem brauch, mä datt nach ëmmer näischt geschitt ass. Et ass schlëmm, datt an engem vun eise wichtegste Kulturinstituter zéngdausende vu Bicher vermuuschten als direkt Konsequenz vu jorelaanger inkompetenter CSV-Kulturpolitik. Wann een déi dann däerf esou nennen.

(Interruption)

Fir deier Sue mussen déi Bicher elo am Ausland restauréiert ginn. D'Madame Minister Modert sollt d'Geleeënheet vun dëser Diskussioun op kee Fall verpassen, fir dem Land ze soen, wou de Projet vun enger neier Nationalbibliothéik dann elo drun ass.

Bei dësem neie Gesetz iwwert déi öffentlech Bibliothéike gëllt et awer och, fir op eng ganz Rei vu Geforen hinzeweisen. Dat Gesetz lieft an deem Geescht, wéi et herno applizéiert gëtt. An dat muss heeschen, keen Dirigismus a keen dogmatesche Rigorismus, mä konkret Hëllef a Flexibilitéit vun der Säit vun der Regierung. De Moossstaf, un deem dëst Gesetz muss gemooss ginn, ass dee vun deene ganz klenge Bibliothéiken, déi dacks nëmme mat enger oder e puer Persounen, dacks am Bénévolat fonctionnéieren.

D'Fro ass, ob och si et packen, fir all deene Kritären am Gesetz nozekommen, ouni datt si mat iwwerméissegen an dacks iwwerflëssege bürokratesche Konditioune konfrontéiert ginn. Bei den Heures d'ouverture, wéi och bei allen anere gesetzleche Virschrëften, däerften déi sëlleche groussherzoglech Reglementer, déi musse geholl ginn, nimools ongerecht, nimools iwwerdriwwen, nimools ze vill exigent sinn.

De Stat soll de Bibliothéiken hëllefen a si ënnerstëtzen, net bürokratiséieren an erstécken. Dat gëllt och fir den Ëmgank mat der Informatik a fir déi stänneg Suerg ëm d'Ausbildung vum Personal.

Mir kënnen déi zwee Amendementer, déi d'Demokratesch Partei hei presentéiert huet, gär mat ënnerstëtzen. A wat eis ugeet, gi mer och eisen Accord fir déi Motioun iwwert d'Informatik. Well beson-

nesch, wat d'Informatik ugeet, wëlle mir der Regierung mat op de Wee ginn, fir onbedéngt dofir ze suergen, datt d'Lëtzebuerger Betriber eng räsonnabel Chance hunn, fir all hir Software kënne fir eis Bibliothéiken unzebidden.

All legal Prozeduren an Ausschreiwunge mussen an dësem Domän befollegt ginn. A wann et ze évitéieren ass a wann d'Qualitéit an d'Interopérabilitéit et zouloossen, da solle mir net nëmmen op auslännesch Fournisseuren ugewise sinn, mä och de Lëtzebuerger Betriber fair Chancë ginn an net aner Monopolsitutatiounen zouloossen.

Eng aner wichteg Considératioun ass déi vun de Sproochen. Eng öffentlech Bibliothéik ass no dësem Gesetz eng, déi op d'mannst Bicher op Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch huet. Mir denken, datt de Stat soll e ganz besonnesch grousst Gewiicht op dat lëtzebuergescht Element an dëser Triade leeën. Eis Sprooch soll op all nëmme méiglech Manéieren ënnerstëtzt ginn. D'Législatioun iwwert d'Bibliothéiken an hir praktesch Applikatioun sinn dofir e gutt Mëttel.

Eng drëtt Feststellung ass déi, datt nach laang net alles, wat sech Bibliothéik nennt, och verdéngt ënnerstëtzt si ginn. E gutt Beispill dofir ass déi sexistesch Bibliothéik vum Cid-Femmes.

(Interruption)

Eng Associatioun, déi aus Prinzip dat männlecht Geschlecht aus senge Bicherbestänn ausschléisst, verdéngt net een eenzegen Euro Ënnerstëtzung vun der Öffentlechkeet, egal ob iwwert de Kulturministère oder de Fraeministère. Et gëtt Zäit, datt de Stat sech net weider mat där Schan associéiert.

A véiertens däerf och de Conseil supérieur vun den öffentleche Bibliothéike sech net zu engem bürokrateschen oder dirigisteschen Instrument entwéckelen. U sech gëtt et an deem Gremium jo scho ganz vill Expertise. Et freet ee sech also, firwat d'Gesetz et soll erméiglechen, datt dee Gremium nach kann op weider Experten zréckgräifen.

Dat stellt och eng ganz Rei vu budgetstechneschen an Opportunitéitsfroen. Wär et net eigentlech un deem zoustännege Ministère, fir Experten ze engagéieren, wann dat da wierklech néideg wär? Et kann een nëmmen dem Conseil supérieur mat op de Wee ginn, fir mat där Méiglechkeet, nach op zousätzlech Experten zréckzegräifen, ganz besonnesch spuersam ëmzegoen.

Op där anerer Säit huet d'Albad eng Rei vun Observatiounen iwwert d'Zesummesetzung vun deem Gremium gemaach. An eisen Aen ass et net verbueden, weider interesséiert a qualifizéiert Leit an déi Réunioune vum Conseil supérieur mat ze invitéieren, quitte datt si vläicht kee Stëmmrecht hunn. Mä et wär sécher richteg, fir jiddwereen, deen interesséiert ass, och zu Wuert kommen ze loossen.

D'Regierung an d'Chamber sollte spéitstens an e puer Joer nach eemol e Bilan iwwer eist Bibliothéikswiesen zu Lëtzebuerg zéien a kucken, wéi sech d'Saachen entwéckelt hunn. Mir däerfen net fäerten, fir do nozebesseren, wou et méiglech an néideg ass, a Froen unzepaken, déi mir bis elo nach net behandelt hunn.

Dozou gehéiert och zum Beispill d'Accessibilitéit vun de Schoulbibliothéike fir méi e grousse Public. Geneesou wéi bei de Gemengebibliothéike mussen och hei eng ganz Rei vu verschiddenen Instanzen an Hierarchien zesummeschaffen, fir datt de Konzept vun der öffentlecher Bibliothéik kann a vollem Ëmfang Realitéit ginn. Mir sollten och evaluéieren, ob et gelongen ass, d'Zuel, déi geographesch Verdeelung an d'Qualitéit vun de Bibliothéike wierklech ze erhéije respektiv ze verbesseren.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eis grouss Hoffnung, datt nees méi Leit Freed um Liese kréien, besonnesch déi jonk Leit. An deem Sënn wënsche mir dësem Gesetz deen Erfolleg, deen et ouni Zweifel verdéngt.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser och Merci an ech géif als leschtem ageschriwwene Riedner fir de Mëtteg zu dësem Projet dem honorabelen Här Hoffmann d'Wuert ginn.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Madame Presidentin, gewéinlech verzichten ech jo och op déi Floskel vu Merci, ganz einfach aus Zäitgrënn. Mä dës Kéier wëll ech awer och dem Här Majerus an der Kulturkommissioun, an där ech zwar net sinn, mä vun där ech awer gemengt hu festzestellen, dass do eng ganz seriö Aarbecht op deem Projet hei geleescht ginn ass…

Ech muss zwar och soen, ech hu rar esou eng vernichtend Kritik gelies zu iergendengem Gesetzesprojet wéi déi vun der Associatioun vun de Bibliothécairen. An ech hu mech gefrot, ob et vläicht net besser gewiescht wär, si wäre vun Ufank u méi enk un d'Élaboratioun vun deem Gesetz agebonne ginn.

Et ass mer awer och opgefall, dass, wann een deen Avis vun der Associatioun vun de Bibliothécairë vergläicht mat dem Avis vun der Unioun vun den öffentleche Bibliothéiken, da stellt een e relativ groussen Ënnerscheed fest,…

(Interruption)

…dee vläicht erklärungsbedürfteg wär, mä wou ech awer éischter d'Tendenz hunn, dann deem Avis vun der Union des bibliothèques publiques zouzestëmme wéi deem aneren, dee relativ hefteg ass.

Well an deem Avis vun där Unioun vun den öffentleche Bibliothéike ginn zwar och eenzel Reserve respektiv eenzel Kritike gemaach. Zum Beispill gëtt gefrot, dass d'Kritäre fir en Agrément, déi iwwer Règlement grand-ducal solle festgeluecht ginn, net ze streng solle sinn, fir net bestehend Bibliothéiken ze découragéiere weiderzefueren oder d'Enstehung vun neie Bibliothéiken ze découragéieren. Dat fannen ech och richteg.

Öffentlech Bibliothéiken - dat ass awer alles och schonn hei gesot ginn - sinn e wesentlechen Deel fir wëssenschaftlech Weiderbildung, sinn och e wesentlechen Deel vun der Éducation populaire; esou géif ech dat nennen. An dat heescht haut natierlech wäit méi wéi nëmmen d'Ausléinung vu Bicher. Dat heescht och, de Plëséier um Liesen ze vermëttelen, an ech weess net méi, a wéi engem Avis dass ech gelies hunn, dass deen Aspekt vläicht am Gesetzestext e bëssen ënnerbewäert gëtt. Einfach de Plëséier um Liesen.

Selbstverständlech gehéiert zu enger öffentlecher Bibliothéik, vu wéi enger Kategorie och ëmmer, haut den Ëmgank mat neie Medien. Dat implizéiert awer selbstverständlech och Infrastrukturen, déi attraktiv sinn. An ech mengen, ech kéint vun hei aus, ouni mech ze wäit ze verginn, der Stad Lëtzebuerg félicitéiere fir déi nei städtesch Bibliothéik, déi se installéiert huet mat allem, wat dozou gehéiert. An ech mengen, dass do, toute proportion gardée selbstverständlech, munch aner Gemenge sech eigentlech kéinten e Beispill drun huelen.

Une voix.- Très bien!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Et ass gutt a richteg, dass an deem Gesetz Synergien a Kooperatiounen a Réseauen tëschent deene verschiddene Kategorië vu Bibliothéike sollen organiséiert respektiv favoriséiert ginn.

Eng Suggestioun vläicht, déi awer net am Gesetz muss festgehale ginn. Am Gesetz steet, op d'mannst solle Bicher an dräi Sproochen ugebuede ginn. Ech géif mengen, mir sollten d'öffentlech Bibliothéiken encouragéieren - encouragéieren! - iwwert déi dräi Sproochen erauszegoen a Rücksicht ze huelen op déi auslännesch Communautéiten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen; déi gréisst: déi portugisesch. Ech mengen, dass ee sech haut eng öffentlech Bibliothéik eigentlech net méi däerft kënne virstellen, wou net och fir déi Communautéit, jiddefalls déi gréisst, Bicher an deenen hirer Sprooch ugebuede gëtt.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ganz kuerz e Plädoyer an engem Saz fir eng nei Nationalbibliothéik hei ofliwweren, well ech mengen, dat bräichte mer onbedéngt an et däerft net ze laang daueren. An ech hunn eng Fro: Wéi steet et mat der universitärer Bibliothéik, déi mer onbedéngt bräichten a méi engem groussen Ëmfang wéi bis elo, wann eis Universitéit sech weiderentwéckelt?

Zu der Gratuitéit: selbstverständlech d'accord. Zu enger Carte de lecteur, dann zwar och d'accord, mä da muss een awer soen, da muss de Präis vun där Carte de lecteur awer selbstverständlech moderat bleiwen, well soss ass awer d'Gratuitéit a Fro gestallt.

(Interruption)

Jo, ech kommen zum Schluss, Madame Presidentin. Zum Schluss, mengen ech, kéint ech also mäin Accord zu deem Gesetz ginn. Zu der Motioun vun der Madame Brasseur och. Zu dem Amendement Nummer 2 och. Zum Amendement Nummer 1 géif ech mech enthalen, well ech awer mengen, et wär net schlecht, wann ee minimal Öffnungszäiten an engem Règlement grand-ducal géif festhalen. Mä si däerfen natierlech net esou sinn, dass eng kleng Bibliothéik doduerch net méi ka weider funktionéieren.

Merci!

Mme le Président.- Ech soen Iech och Merci, Här Hoffmann. An ech géif dann der Regierung, der Madame Minister, d'Wuert ginn.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Merci, Madame Presidentin. E puer Stéchwierder fale mir zu dësem Gesetz an, wat wierklech e wichtegt ass a wat nei Paradigmen opmécht fir d'Zukunft vun de Bibliothéiken a vun der Wëssensgesellschaft an dësem Land.

E puer zousätzlech Stéchwierder zu deem, wat d'Bedeitung vum Gesetz ass: Wëssensgesellschaft, kulturell Entwécklung, Dezentraliséierung an dezentraalt Zesummeschaffen, an domadder natierlech dann Zougank zum Wëssen an zu der Informatioun vun de Leit alleguer. Ech mengen, domadder ass eigentlech ëmrass, wat d'Wichtegkeet heivunner ass an firwat mer dat hei hu misse maachen.

De Rapporteur, deem ech Merci soe fir säi flotte Rapport an, grad wéi all meng Virriedner, fir seng wichteg Aarbecht, déi en an der parlamentarescher Kommissioun, mat der Kommissioun, mat mir a mam Ministère zesumme gemaach huet, fir op dat Resultat hei ze kommen, wat Dir da léiwer hutt, deen huet och all déi wesentlech Enjeuen duergestallt gehat.

Ech soen him, wéi gesot, Merci dofir. An zu mengem parlamentaresche Verständnis gehéiert et, datt een an enger Kommissioun kann debattéieren, diskutéieren an och aner Virschléi maache wéi dat, wat an engem ursprüngleche Gesetz steet.

Ech loossen zwar net gëllen, datt dat Gesetz esou schlecht soll gewiescht sinn, wéi hei Eenzelner et duerstellen, well dat ass net de Fall. Et sinn Ännerunge komm, mä si sinn am Detail gewiescht a mir haten eis Ursaachen, fir et esou dranzeschreiwen. Ech muss Iech och rappeléieren, datt et och Sue ginn, fir esou Saache kënnen ze maachen, wéi doranner stoungen.

Ech hunn awer och kee Problem, wann Dir all zesummen der Meenung sidd, et soll een et aneschters maachen, fir och mat op en anere Wee ze goen. An dat ass, mengen ech, och an enger ganz gudder demokratescher Aart a Weis hei geschitt gewiescht. Ech fannen dat net schlëmm an ech fannen et keen Affront, fir och op d'Oppositioun an der Kommissioun anzegoen. Wann Dir dat schlëmm fannt, musst Der dat soen, da maache mir dat d'nächste Kéier net méi.

Ech loosse mir dëst gutt Gesetz net schlechtrieden, vu kengem, an och net schlechtschreiwe vu verschiddene Leit, déi op ganz ville Plaze geschriwwen hunn, Ghostwriter ware fir verschidde Bréiwer, déi komm sinn, an esou weider an esou virun, an am Endeffekt vläicht just wollten iergendwou Direkter ginn; wie weess?

Dat gehéiert hei zu engem flotten Ëmgeréits. Ech fannen et wichteg, datt dat Gesetz hei dobausse bemierkt gëtt, well dat ass genau dat, wat mer brauchen a wat wichteg wäert sinn.

Et ass nach ni vum Stat fir Bibliothéiken iwwerall uechtert d'Land esou vill bäigi ginn, wéi elo duerch dëst Gesetz kënnt, fir et esou ze soen, well virdrun ass et net ganz vill gi gewiescht. An et ass fir mech wichteg, datt dat per Gesetz gemaach gëtt an och iwwer e groussherzoglecht Reglement, wou Kritären a Konditiounen an Transparenz drastinn, fir jiddweree gëllen a fir jiddwereen d'selwecht; allerdéngs mat engem ganz wichtegen Akzent och dropgeluecht, datt vun alle Gréisste Bibliothéiken am Land kéinte sinn. Well ech hätt gär, an dofir leeën ech och Wäert op déi Dezentraliséierung, datt iwwerall am Land solle Bibliothéiken entstoen.

Mir hunn e massiven, massiven Nohuelbedarf op dësem Plang hei an dësem Land. Mir sinn en dichtegt Land, mir hu vill Suen a mir hunn net vill Bibliothéiken. Dat ass en Dauer an dat ass eigentlech éischter e Skandal. Am Fong si mer an där Hisiicht wäit zréck.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Madame Minister, hu mer oder hate mer vill Suen? Dir hutt elo grad gesot: „Mir hu vill Suen."

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Är Gemeng hat der anscheinend ni ganz vill. Dat hunn ech héieren, jo.

(Interruption)

Är Gemeng hat och keng Bibliothéik. Et gëtt Zäit, datt se eng kritt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …hat bis haut nach kee Sozialofbau ze maachen.

(Interruption)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Et gëtt Zäit, datt Är Bibliothéik…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, et ass ëmmer schéin, mä Dir hat gesot: „Mir hu vill Suen." Ech froen: Hu mer oder hate mer vill Suen?

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Wann Dir elo wëllt ofstreiden, Här Gibéryen, datt dëst Land hei eigentlech en zimlech räicht Land ass am Verglach zu ganz villen aneren, da musst Der mer dat noweisen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, wann ech awer d'Regierung déi lescht Deeg héieren, dann ass et awer dramatesch.

(Brouhaha)

Une voix.- Sidd Der do eens mam Här Weber? Hutt Der scho mat deem geschwat?

(Brouhaha général)

Mme le Président.- Honorabel Kolleegen, mir wäerte bestëmmt nach Geleeënheet kréien, op d'finanziell Situatioun zréckzekommen. Loosse mer emol haut nach bei der Bibliothéik bleiwen. Madame Minister, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Hors sujet. Well mir sinn e Land, wat méi Suen huet wéi anerer,…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- …a mir sinn e Land, wat vill manner Bibliothéiken huet wéi en anert. An dat ass eigentlech bal e Skandal.

Et ass erstaunlech, datt op ville Plaze keng Initiative komm sinn, fir déi Saachen ze verbesseren. Deem hëllefe mer elo heimadder op.

Mir hunn dëst Joer, 2010, nëmme 14 Bibliothéiken uechtert d'ganzt Land. Dat ass net ganz vill. Mir hunn e Koup Gemenge méi, an dofir kënne mer elo nei Akzenter alleguerten zesumme setzen.

Déi Bibliothéiken, déi mir jo hei gär hätten, dat si Bibliothèques publiques, Bibliothèques „grand public", wann een esou wëllt, net onbedéngt déi wëssenschaftlech an héich spezialiséiert, mä déi fir all Leit, fir e Gratisservice ze maachen, all Leit, jiddwereen an iwwerall.

Et ass mir, ier Der mech ënnerbrach hutt, wichteg, datt et dezentral op ville Plazen am Land kann en Accès ginn zum Wëssen, zum Liesen, zu de Bicher, an also Bibliothéike gëtt op ville Plazen am Land. Dat heescht net, datt an all Uertschaft an an all Gemeng eng extra ganz grouss Bibliothéik muss sinn, ganz am Géigendeel. Et kann een dat ganz gutt am Verbond an an Zesummenaarbecht zu méi maachen. An dofir hunn ech drageschriwwe gehat, an dat ass mer och ganz wichteg, datt een dat och kann am regionale Kontext an am re-

gionale Verband an der Zesummenaarbecht maachen an hikréien.

Dat heescht, datt ee kann déi Kritären, déi mer virgesinn, och zu puer Bibliothéiken op e puer Plazen erfëllen. Et gëtt e ganz gutt Beispill, déi dat och schonn zu engem Deel virgemaach hunn, wéi esou dacks och dës Kéier am Norde vum Land, déi domadder ganz vill flott Jalonen och gesat hunn.

Ee ganz wichtegen Akzent vun dësem Gesetz, an dat stoung och vun Ufank un am Gesetz dran, ass de Bénévolat. Well et ass ganz kloer, datt villes vun deem, wat haut steet, net op alle Plazen, awer op bal alle Plazen, Bibliothéike sinn, déi duerch de fräiwëllegen Asaz vun engagéierte Leit zustane komm sinn. An dat stoung am éischte Gesetzesprojet dran. Selbstverständlech bleift de Bénévolat systematesch méiglech a gefördert op dësem Gebitt.

Ech hat geduecht, datt et och wichteg wär, datt de Bénévolat, deen och net alles ka maachen an net alles ka selwer maachen, duerch professionell, duerch eng gewësse Professionaliséierung eng Hëllef ugebuede kéint kréien. Dir hutt dat aneschters gemengt. Dunn hu mer dat aneschters geschriwwen. Dat ass och fir mech kee Problem.

Mä et soll nach weider esou sinn, datt eng Hëllef ka kommen an domadder och e relativ konstant a permanent Ugebuet fir d'Leit op alle Plazen am Land. An dat hu mer jo och am Gesetz geschriwwen.

De Bénévolat ass mir wichteg, dezentral ass mer wichteg, Verbond ass mer wichteg an dësem Kontext, datt Synergien och kënnen entstoen, datt d'Konditiounen zesummen erfëllt kënne ginn. Dat muss een einfach wëlle gesinn an héieren.

Dat Gesetz hei huet eng incitativ Qualitéit an eng incitativ Wierkung ass et, déi soll hëllefen, datt mer méi Bibliothéike kréien, déi mer brauchen. D'Subsidiaritéit ass selbstverständlech e wichtegen Aspekt.

Ënner wéi enge Forme kënnen déi Bibliothéiken entstoen? Et kënne kommunal Bibliothéike ginn, et kënnen associativ Bibliothéike sinn, déi Formen, déi mer iwwregens haut och schonn hunn allen zwou. Et kënne selbstverständlech interkommunal Bibliothéiken an Initiative ginn, an et kann een och kucken, an dat favoriséieren och ganz staark d'Madame Delvaux, d'Schoulministesch, an ech selwer, datt mer och mat de Schoulbibliothéiken zesummen eppes geschaf kréien.

Mir hunn haut mat deem neie Schoulgesetz d'Verflichtung, datt an all, och an der Primärschoul, École fondamentale, eng Bibliothéik entsteet. Domadder hu mer der also schonn op ville Plazen am Land. An ech mengen, dovunner soll een och profitéieren, fir ze kucken, datt een do och kann den öffentleche Bibliothéikendeel mat derbäi maachen.

Pragmatesch wollte mer virgoen. An dat fannen ech ganz wichteg.

Et kommen natierlech och inhaltlech Contrainten zu engem Deel derbäi. Well et geet net duer, datt een e puer Bicher do huet. Et brauch een eng gewëssen Auswiel. Mir wëssen dat. Et brauch een och am Zäitalter vun der numerescher Revolutioun numeresch Publikatiounen. Et brauch een en Internetuschloss. Et muss een den neien Technologië selbstverständlech Rechnung droen.

Mir wëlle ganz kloer net nëmme Bicher dostoen hunn, mä mir wëllen och Aktivitéite ronderëm encouragéieren, Atelieren, Animatioun, op kulturellem a pedagogeschem Plang. A selbstverständlech wär et mer ganz wichteg, datt mer och op d'Villsproochegkeet, déi am Land hei och eng grouss Roll spillt an och an eisem öffentleche Schoulsystem mat dran ass, aginn an datt mer selbstverständlech Bicher mussen a minimum dräi vun deene Sproochen hunn. Wa minimum dosteet, ass et selbstverständlech wënschenswäert, datt a vill méi Sproochen dat géif kënne sinn.

Wa mer vu Contraintë schwätzen, ass et och evident, datt eng minimum Unzuel vun Öffnungsstonne muss sinn, soss mécht dat Ganzt iwwerhaapt guer kee Sënn. Mir musse schliesslech och drop kucken, wat de Lieser, de Client, de Public brauch a wat dee wëllt hunn. Dofir muss och zu gewëssenen Zäite kënnen op sinn an och e Minimum u Stonne kënnen een do sinn, soss huet dat Ganzt och als Infrastruktur net ganz vill Wäert. Dorobber kënnt et schliesslech u bei dësem Service.

A wann ech vu Service schwätzen, da kënnt nach eppes aneres derbäi, wat elo hei ganz vill thematiséiert ginn ass, wat awer eigentlech net dat Wichtegst soll vun deem sinn, well et ass eng Hëllefstellung, déi gebuede gëtt. Et ass eng Aarbechtsmethod, déi mat virugeholl gëtt, datt déi fir jiddwereen déiselwecht soll sinn. Ech schwätze vun engem Outil informatique, dee schliesslech och no verschiddene Saache muss kucken. Iwwregens ass am Ausland dat och iwwerall de Fall.

Do kënne mer dann nach laang driwwer diskutéieren. Mir hunn et laang a breet duerchdiskutéiert an der Kommissioun. Et steet ganz gutt erklärt am Rapport vum Rapporteur, dem Här Majerus. Hien huet et och selwer hei nach eng Kéier opgeworf. An dofir ass alles dat, wat gefrot ginn ass elo, de Fall. Dir wësst, mir hunn et diskutéiert gehat, et brauch een also net eng Motioun nach do derzou unzehuelen, déi datselwecht seet, wat scho gesot ginn ass. Dat ass net méi néideg.

D'Nationalbibliothéik ass e Serviceprovider an deem heite Kontext a si gëtt gratis Servicer a Réseauen, Know-how an Outilen, déi se zur Verfügung stellt, dat muss een och bedenken. A wa mer vun Nationalbibliothéik schwätzen, da ginn ech natierlech ganz gär kuerz dorop an, wat Der virdru gesot hutt, datt et nämlech soll onbedéngt eng nei Nationalbibliothéik ginn. Ech héieren dat ganz gär. Mir hu jo schonn dacks doriwwer geschwat gehat, et ass richteg.

Ech gi jo dann och dovunner aus, datt all déi Fraktiounen, déi mech hei accuséiert hunn, mer och selbstverständlech bäihalen, wann ech soen, mir brauchen eng nei Nationalbibliothéik. An datt déi och an deenen nächste Bauteprogrammen, well et ass net vu mengem Ministère, wou dat Haus gebaut gëtt, mä vun engem anere Ministère, deen dofir zoustänneg ass, datt dat dann och am Bauteprogramm vun der Regierung soll dra sinn. Dir sidd also dann unanime d'accord domat, datt dat soll de Fall sinn. Ech denken, Dir wäert mech jo och do derbäi ënnerstëtzen. Ech gi jo dovunner aus, well soss braucht Der dat ni méi ze soen hei.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir haten eng flott Diskussioun an der Kommissioun. Déi huet sech hei nach eng Kéier widderholl. Mir kréien e flott Gesetz, wat wichteg ass fir dëst Land. Well mir mussen den Triptyque och respektéieren: Schoul a Léieren, Liesen, Wëssen, wat eis natierlech op Bibliothéiken duerféiert. An do ass et natierlech och esou, datt eng ganz Bandbreet vu Bicher mussen dra sinn. Déi, déi fir de Plëséier fir ze liese sinn a fir ze léiere sinn, an déi, déi natierlech och e gewëssen anert Wëssen iwwergräifend iwwert d'Land, iwwer Europa an iwwert d'Weltgeschéie sollen e bësse mat kënnen hëllefe bäibréngen.

Dat Gesetz hei ass och geduecht, fir sech weiderzeentwéckelen. E Land muss systematesch seng Innovatiounscapacitéit behalen, duerfir brauche mir e Stack u Wëssen. An duerfir ass dat Gesetz hei en Instrument, fir sech systematesch weiderzeentwéckelen.

Et ass emol eng Kéier eppes Neies. Mir diskutéieren hei soss ëmmer nëmmen iwwer Infrastrukturen, iwwer Suen, déi et gëtt, fir ze bauen, awer hei sinn et emol eng Kéier Suen, déi et gëtt fir Inhalt, an dat ass och ganz vill Kultur, an hei gëtt emol eemol den Inhalt ënnerstëtzt an an de Virdergrond gesat. An och dat, mengen ech, soll een eraussträichen, well déi Matière première, déi mir hunn, déi eenzeg, déi mir an dësem Land hei nach hunn, Intelligenz a Wëssen, déi ass fir e klengt Land strategesch, an et ass déi beschte Waff, fir eis fir eis Zukunft ze wappnen. An an deem Sënn kënnt de Wëssensduuscht eis selbstverständlech ganz zupaass - Madame Brasseur, do ginn ech Iech ganz Recht -, dee kënne mer alleguerten zesummen notzen, zum Wuel vum Land.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech en häerzleche Merci fir Är konstruktiv Mataarbecht an Diskussioun fir dëst Gesetz, fir Är Eestëmmegkeet, mat där dat Gesetz hei ugeholl gëtt. Well ech mengen, mir musse bedenken, datt déi Generatioun, déi no eis kënnt, eng Internet-Generatioun ass. Mir sinn an enger Surf-Ära. Mir mussen aneschters mat deene Saachen, mat deenen Outilen ëmgoen. A mir musse bedenken, datt den E-Book, d'elektronescht Buch, wat d'Liesen nei gestalt an nei erfënnt, och muss mat respektéiert a berücksichtegt ginn an all deem, wat mir am Beräich vu Bibliothéiken a vu Kultur an Zukunft maachen.

An duerfir e wichtegen Appel, ee waarmen Appel: Mir musse bedenken, wéi eng Mutatiounen op eis duerkommen. Mir däerfen den Zuch net verpassen. An ech maachen hei gär en Appel un d'Gemengen an un d'Associatounen, fir dëst Gesetz ze benotzen an ze profitéieren do dervunner, besonnesch déi, déi méi Suen hunn, déi sécherlech och nach Nohuelbedarf hunn. Ech sinn iwwerzeegt, datt mir relativ rapid, well et ass schonn eng grouss Erwaardungshaltung do, iwwert déi 14 Bibliothéiken erauskommen, déi mir hautdësdags am Land hunn. An do, mengen ech, kënne mer dann alleguerten zesumme soen, mir hätten dobäi gehollef, eng wichteg Entwécklung ze kréien, d'Chamber an d'Regierung zesummen, an duerfir soen ech Iech Merci.

Mme le Président.- Madame Minister, sidd Dir d'accord, datt den Här Kartheiser Iech nach eng Fro stellt? Hien huet dat gefrot.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Madame President. Ech hunn der Madame Minister ganz interesséiert nogelauschtert an hirem Discours. Ech hunn awer net elo konkret kënne feststellen, wat dann elo hir Iddië fir déi nächst Nationalbibliothéik, déi nei Nationalbibliothéik elo sinn. Mir wëlle si och gär ënnerstëtzen. Et ass jo wierklech e wichtege Projet. Mä wat ass dann d'Madame Minister amgaang mam Här Wiseler oder mat anere Interlocuteuren an der Regierung iwwerhaapt ze ënnerstëtzen? Wéi ee Projet hätt si gär, a wat geschitt mat deem Gebai vun der Nationalbibliothéik, dat se elo am Ablack occupéiert?

Ech mengen, mir géife schonn haut gär hei profitéieren, fir emol ze wëssen, wat d'Regierung dann elo fir eng Visioun iwwert d'Nationalbibliothéik huet. Et ass e ganz wichtegen Dossier. Si freet eis Ënnerstëtzung. Mir froen: Bei wat, Madame Minister, hätt Der da gär, datt mir Iech ënnerstëtzen?

Merci.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Ech kann Iech net béis sinn, Här Kartheiser, datt Der net wësst, wat an der leschter Legislaturperiod diskutéiert gi war, an dat ass nach ëmmer meng Haltung. Et ass nach ëmmer meng Haltung, datt mer eng nei Nationalbibliothéik brauchen. Dir hutt eng Äntwert op eng Question parlementaire elo ganz rezent an d'Chamber erakritt vum Här Bauteminister. Dir kënnt déi ganz gär noliesen.

A wann Der dat Gebai vun der Nationalbibliothéik uschwätzt, wat elo do ass, do huet dee Ministère, an deem Dir bis virun nach net ganz laangem geschafft hutt, ëmmer eng grouss Visée drop gehat. En huet zwar elo anerer kritt. Si sinn nach méi grouss ginn. An ech sinn zouversiichtlech, datt, wann ee bis do eraus ass, fënnt een eng ganz gutt Verwendung fir dat Gebai, wat flott an der Stad läit, wat awer net heescht, datt duerfir haut Bibliothéiken an Nationalbibliothéiken nach mussen am Kär vun enger Alstad leien.

Ech ka ganz gären nach vill méi laang doriwwer schwätzen, Här Kartheiser, mä meng Riedezäit wär awer da längst erschöpft an dat ass hors sujet zu deem Thema, wat mer haut hei haten.

Mme le Président.- Merci villmools, Madame Minister. Sou, mir hätten domat d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss, an ier mer awer elo zum Vote vun dem Projet kommen, stëmme mer fir d'éischt of iwwert d'Amendementer, déi d'Madame Brasseur virgeluecht huet. An ech géif Iech da bieden, fir d'Éischt iwwert den éischten Amendement ofzestëmmen, deen den Artikel 4 betrëfft.

Vote sur l'amendement 1

De Vote ass un. Deen Amendement ass net ugeholl. Et si 35 Nee-Stëmmen, 15 Jo an aacht Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: l'amendement est rejeté par 38 voix contre, 13 voix pour et huit abstentions.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Félix Eischen), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Norbert Haupert), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Da kéime mer zum Amendement 2 vun der Madame Brasseur. Dee betrëfft den Artikel 5.

Vote sur l'amendement 2

De Vote geet un. Och deen Amendement ass net ugeholl. Et sinn 39 Nee-Stëmmen, 21 Jo-Stëmmen a keng Enthalung.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar (par Mme Christine Doerner), Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen).

Da kéime mer zum Vote iwwert de ganze Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Ech stellen deen zum Vote. Sou, et wäert elo geschwënn ugoen. De Projet de loi 6026 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen a kenger Géigestëmm. Félicitatiounen un d'Chamber.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar (par Mme Martine Mergen), Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Gilles Roth), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Da kéime mer nach zur Diskussioun iwwert d'Motioun. Madame Brasseur, frot Dir dozou nach eng Kéier d'Wuert?

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Neen, Madame Presidentin. Ech froen awer den Appel nominal.

Mme le Président.- Très bien! Wëllt en aneren nach d'Wuert zu där Motioun huelen? Här Majerus.

M. Mill Majerus *(CSV).*- Ech denken, datt mer déi aussergewéinlech Chance hunn, fir dës Kéier sämtlech Bibliothéiken hei zu Lëtzebuerg an ee grousse Réseau eranzekréien. A mir affiliéiere se net mat engem Provider, mir affiliéiere se mat engem Réseau. Dee Réseau huet e System, en Outil informatique, e Logiciel ausgeschriwwen, an dat ass, wéi de Statsrot confirméiert, de Spillregelen no gaang. Et ass also keng Bibliothéik bestuet mat engem Logiciel, mä si geet mat an e Réseau, deen e gemeinsamen Outil huet. Dat ass déi éischt Remarque.

Déi zweet Remarque - an ech fannen déi och ganz wichteg -: Dee Logiciel vum Réseau eegent sech net gutt fir pedagogesch a kulturell Applikatiounen, esou datt, wann ech wëll flott Applikatioune maache mat menge Lieserinnen a Lieser, da brauch ech sécher aner Applikatiounen. An do sinn aner Provideren, vun deene wou d'Madame Brasseur geschwat huet, déi mir och begéint hunn, déi maachen do ganz flott, exzellent Propositiounen. Ech hu bei der Madame Kulturministesch nogefrot, ob déi Käschten, déi eng Bibliothéik huet, wa se kulturell a pedagogesch Applikatioune mat anere Providere mécht, ob déi Käschten éligibel sinn, wann ech mam Kulturministère kommen, fir mäin Dekont bei de Käschten ze maachen. Ech krut eng kloer an däitlech Äntwert, datt dat selbstverständlech de Fall ass. Vun do aus géife mir mengen, datt mer déi Motioun net kéinte matdroen.

Mme le Président.- Merci, Här Majerus. Ech ginn der Madame Brasseur nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech wollt awer de Kolleege soen, dass mer jo hei froen, d'Regierung soll nach eng Kéier iwwerpréiwen, ob eng Kompatibilitéit an eng Interopérabilitéit méiglech ass, an den Här Adam ass och dorop agaangen. An ech fannen, dass d'Chamber awer soll, wann ech gelift, dat froen, fir ze kucken, ob et méiglech ass, dass dat eent mat deem anere géif zesummegoen. An ech verstinn einfach net, firwat d'Majoritéit esou eppes wëllt oflehnen, an dat ass wierklech net am Sënn vun deene Firmen, déi sech Méi ginn, déi de Courage hunn, hei zu Lëtzebuerg Initiativen ze entwéckelen. Ech fannen, mir missten dat onbedéngt ënnerstëtzen. An duerfir maachen ech wierklech en Appel un Iech, fir dës Motioun ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Mä, Madame Brasseur, dat steet jo alles am Rapport a mir haten dat jo alles beschwat gehat. Duerfir stellt déi Fro sech u sech guer net méi.

Mme le Président.- Léif Kolleegen, ech géif Iech also bieden, mir géifen iwwert déi Motioun elo ofstëmmen duerch Vote électronique. D'Madame Brasseur huet dat esou gefrot an dat ass och esou autoriséiert.

Vote sur la motion 1

Déi Motioun ass leider net ugeholl.

Plusieurs voix.- Oh!

Mme le Président.- Entschëllegt, déi ass mat… Ech huelen d'Wuert „leider" zréck. Entschëllegt!

(Hilarité)

Déi Motioun ass ofgelehnt bei 39 Nee-Stëmme géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Norbert Haupert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Lucien Clement), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen).

Domat hätte mer dee Projet evakuéiert a mir kéimen elo zum Projet de loi 6048 iwwert d'Transpositioun vun enger Direktiv iwwer Maschinnen. Et hu sech de Moment ageschriwwen, ausser dem honorabele Rapporteur, dem Här Negri: den Här Gloden an den Här Hoffmann. Ech géif dann domat direkt dem Rapporteur, dem Här Negri, d'Wuert ginn.

3. 6048 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte);

- concernant la mise à disposition de machines;

- concernant les machines d'occasion

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, dat genormten CE-Zeechen op Produkter a Maschinnen, wat ech Iech eng Kéier hei weisen, steet fir „Conformité européenne" an ass dat offiziellt Zeeche fir eng Wuer, déi konform zu der Législatioun vun der Europäescher Unioun ass.

De Marquage CE muss op all deene Wueren ubruecht ginn, fir déi eng europäesch CE-Certificatioun besteet an déi innerhalb der EU verkaaft ginn. Dat heescht, souwuel deenen, déi innerhalb der EU fabrizéiert ginn, wéi och deenen, déi an d'Europäesch Unioun importéiert ginn.

Et gëtt fir ganz vill Wueren eng spezifesch CE-Certifikatiounsdirektiv, mä awer nach net fir all. Bei der Direktiv 2006/42/CE, déi mer haut iwwert de Projet de loi 6048 an d'nationaalt Recht ëmsetzen, geet et ëm déi sougenannten „Maschinnen"-Direktiv. Als Maschinn gëtt all Wuer definéiert, déi assembléiert, also zesummegesat ass a wou op d'mannst ee Stéck dovunner mobil ass, sech deemno beweegt, op- an ofgeet oder dréint. A just well et sech bei Maschinnen ëm beweeglech Deeler handelt, déi eng bestëmmten Dynamik a Schwingungen ervirruffen, kënne verschidde Maschinne fir de Mënsch geféierlech ginn an deemno, jee no Maschinn, entspriechend Sécherheets- a Gesondheetsnormen erfuerderen.

Heibäi geet et ëm Maschinnen, déi souwuel industriell, mä och vun alle Leit kënne gebraucht ginn. Dat geet vum Walzwierk op der Schmelz bis doheem beim Gebrauch vun zum Beispill Ärer Buermaschinn oder Ärer Méimaschinn. Dofir kuckt zu Ärer Sécherheet ëmmer, wann Der esou eng Maschinn kaaft a gebraucht, ob d'CE-Certificatioun drop marquéiert ass.

D'CE-Zeeche muss a Fonctioun vun der Gréisst vun der Maschinn ubruecht sinn, mä muss souguer bei ganz klenge Maschinnen an alle Fäll mindestens fënnef Millimeter grouss sinn.

Madame Presidentin, d'Certificatioun fonctionnéiert op Basis vun enger quasi Auto-Certificatioun, also Eegencertificatioun, wou d'Produzenten an d'Responsabilitéit geholl ginn an dat och bleiwen.

D'CE-Certificatioun gëtt op europäeschem Niveau vun dem Comité Européen de Normalisation - CEN ofgekierzt - koordinéiert, nom Prinzip vun der Libre circulation des biens vun 1993, dass Wueren am Euro-Raum fräi an onageschränkt zirkuléiere kënnen an domat an der ganzer EU accessibel sinn.

Mam Zil vun enger méi grousser Harmoniséierung vun de Wueren, huet d'Europäescht Parlament an den Europäesche Conseil 1998 eng éischt Codificatioun duerch d'Direktiv 98/37 agefouert. Dës Direktiv ass awer d'lescht Joer am Dezember ausgelaf a gëtt elo duerch déi nei Direktiv 2006/42 an d'Gesetz vun haut ersat.

D'Zouloossungsstell fir d'CE-Certificatioun zu Lëtzebuerg ass den Institut Luxembourgeois de la Normalisation de l'Accréditation, de la Sécurité et qualité des produits et services - ofgekierzt ILNAS -, a Koordinatioun mat der Inspection du Travail et des Mines - ITM - an a Kollaboratioun mat de Sozialpartner. D'ITM ass och zoustänneg fir d'europäesch Koordinatioun mat der virgenannter CEN.

Déiselwecht CE-Certificatioun gëllt och fir d'Locatioun vu Maschinnen an och fir Occasiounen. An hei setze mer och haut eng Mise à jour mat de Konventioune vun der OIT, der Organisation internationale du Travail, wou also elo bei Locatioun oder beim Weiderverkaf vu Maschinnen d'Sécherheets- an d'Gesondheetsnorme weider garantéiert bleiwe mussen.

Dëst ass e ganz wichtege Punkt. Wann ee sech zum Beispill e schwéiere Kompresser léine geet, a wou ee weess, dass se permanent weider geléint ginn, muss den Händler sech bewosst sinn, dass et net duergeet, dass d'CE-Zeechen op der Maschinn ubruecht ass, mä och weiderhin den CE-Normen entsprieche muss. An och souguer dann, wann e se gratis verléine geet, mussen d'CE-Sécherheets- a Gesondheetsnorme respektéiert ginn.

Bei all Accident mat kierperleche Schied duerch eng Maschinn muss an alle Fäll d'ITM ageschalt ginn, fir dass si kënnen nokucken, ob dës Maschinn den CE-Normen entsprach huet an ob ënner Ëmstänn e generelle Problem besteet an dës Zort vu Maschinnen eventuell net méi ka weider gebraucht ginn.

An deem Kontext ass et och esou, dass all Land eng Clause de sauvegarde huet, fir eng Maschinn net zouzeloossen, och wa si scho vun engem anere Land virdrun d'CE-Certificatioun kritt huet. Dëst muss da just vun deem respektive Land un den europäeschen Certificatiounscomité notifiéiert ginn.

Net ënnert dës Direktiv wéi och d'Gesetz vun haut falen eng Partie Maschinne wéi Trakteren, Autoen, Fligeren, Zich a Schëffer, wou et spezifesch Direktive gëtt. Datselwecht gëllt fir Haushaltsgeräter, Informatiksapparater an Elektrogeräter.

Speziell Maschinne fir Kiermessen an Erliewnisparke falen och net ënnert dës Direktiv, mä net well et do eng speziell Direktiv gëtt, mä well sech do um EU-Niveau nach net op eng eenheetlech CE-Certificatioun konnt gëeenegt ginn. Dofir mussen ënner anerem zum Beispill op der Schueberfouer all Spiller virun der Mise en service vun engem Kontrollbüro all Kéier nei certifiéiert ginn.

D'Formalitéiten an d'Kritären, wéi d'CE-Certificatioun ze handhaben ass, stinn an den Annexe I bis XI vum Gesetz vun haut. Ech gräife vläicht just ee Kritär eraus: Eng Maschinn däerf nëmmen duerch en Acte volontaire op en Organe de service a Betrib goen, dat heescht eng Maschinn däerf ni vum selwen a Betrib goen aus elementäre Sécherheetsgrënn.

Madame Presidentin, an der Direktiv 2006/42 gëtt och nach eng Mise à jour vun de Lifter, vun Ascenseuren also gemaach, wat dat meescht benotzte Bewegungsmëttel vun der Welt ass a wou alles un engem Seel hänkt, an dofir spezial Sécherheetsnormen ënner anerem wéi Parachuten, Tëlefon, duebel Diere virgeschriwwe sinn.

Zu Lëtzebuerg gouf d'Direktiv vun de Lifter iwwer Règlement grand-ducal ëmgesat, an duerfir geschitt d'Upassung vun der Direktiv bei de Lifter och zäitgläich iwwer en neie Règlement grand-ducal an ass deemno net Objet vum Projet de loi vun haut.

Fir dass d'Inspection du Travail et des Mines hei zu Lëtzebuerg all Maschinnen am Sënn vun dësem Projet de loi korrekt op hir CE-Certificatioun iwwerwaache kann, gëtt d'ITM mat aacht Fonctionnairen am Grad vum Ingénieur-technicien verstäerkt.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, domat bieden ech Iech, dem Gesetz vun der CE-Certificatioun fir d'Anhale vun de Sécherheets- a Gesondheetsnorme bei Maschinnen zouzestëmmen, ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur och Merci an ech géif dann als éischte Riedner dem Här Gloden d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wéilt ech dem Rapporteur Merci soe fir säin explizite Rapport. Et geet hei ëm e ganz technesche Volet, an de Kolleeg Negri huet do wierklech eng flott Aarbecht geleescht. Et waren och eng Rei juristesch Problemer ze léisen, déi mer an der Kommissioun du geléist hunn.

Dës Direktiv, déi mer hei a lëtzebuergescht Recht ëmsetzen, gesäit uniform Regele vir fir d'Fabricatioun vu Maschinnen, wéi zum Beispill eng Buermaschinn, gesäit vir fir minimal Sécuritéit a Sécuritéitsnormen.

Op där anerer Säit ass dës Direktiv awer och e Schrëtt an d'Simplification administrative, well de Produzent ka selwer seng Maschinn zertifizéieren an, wann herno géif e Problem optauchen, da kann de Memberstat d'Maschinn vum Marché huelen.

Ech wäert awer weiderhin weider meng Buermaschinn mat zwou Hänn upaken, fir mer net an eng Hand ze bueren, a ginn den Okay vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Gloden Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Hoffmann d'Wuert ginn,…

(Interruption)

…well et hat elo kee sech vun deenen anere Fraktiounen ageschriwwen. Voilà!

(Interruptions)

Den Här Hoffmann huet d'Wuert. Den Här Hoffmann eleng!

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Madame Presidentin, et ass net einfach en technesche Projet, an ech ginn och net op d'technesch Detailer an. Ech wëllt Iech just eng grondsätzlech Reflexioun ënnerbreeden, wann Der erlaabt.

Dat hei ass e Beispill, dass dee Libre échange an déi fräi Konkurrenz net esou alternativlos sinn, wéi se ganz oft duergestallt ginn. Mir beschléissen hei Rechtsnormen, strenger a preziser a verbindlecher, déi de fräie Maart aschränken, an dësem Fall, fir eis Gesondheet an eis Sécherheet ze protegéieren; et ass eng Form vu Protektionismus. Ech muss soen, e vernünftegen a berechtegte Protektionismus.

An dann denken ech awer weider, nämlech dass och esou Rechtsnorme berechtegt wären an anere Beräicher, am ekologesche Beräich zum Beispill. Mir hate virun zwee Deeg d'Beispill vum Tropenholz. Mä och am soziale Beräich, also an deem Beräich, deen eist Aarbechtsrecht betrëfft, deen eise Sozialstat betrëfft, an zwar op där enger Säit fir eist Salariat, eis sozial staatlech Strukturen ze protegéiere par rapport zu de Gefore vum Libre échange, an op där anerer Säit awer gläichzäiteg och déi Leit an deenen anere Länner, wou d'Produkter hiergestallt ginn, déi ze protegéiere respektiv do d'Entwécklung vu sozialstaatlechen an aarbechtsrechtleche Strukturen ze favoriséieren.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dat gëtt et, Här Hoffmann. Dat gëtt et.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Ech weess, datt et dat gëtt. Ech kommen och dorobber zréck.

Dat heescht awer, dass bei esou Rechtsnorme wéi där, iwwert déi mer haut diskutéieren, net nëmmen d'Produkt selwer reglementéiert gëtt, wéi dat elo hei de Fall ass, sondern och d'Konditioune vun der Produktioun misste reglementéiert ginn.

An dann erlaabt Der mer och haut een Zitat, e ganz klenge Saz vun engem franséische Spezialist vum Aarbechtsrecht, Alain Supiot, an engem vu senge leschte Bicher: «Il y a de bonnes raisons de penser que l'obligation de répondre de ses produits…» - also d'Responsabilitéit vu sengem Produkt ze iwwerhuelen - «…pourrait englober leurs conditions de fabrication.»

Dat ass eng entscheedend Fro, zu där mir zwar - dat ass richteg, Här Fayot - entretemps eng Rei vun internationale Konventiounen hunn, Pakten, net nëmme vun der Organisation internationale du travail, och vun der UNO selwer, mä mir stellen awer fest, wa mer d'Wierklechkeet an der Welt kucken, dass déi Konventiounen net verbindlech genuch si respektiv net wierksam genuch sinn. Ech mengen also, dass mer a puncto Rechtsnormen, fir eis ze protegéiere par rapport zu de Gefore vum fräie Maart, nach e gudde Wee virun eis hunn.

Merci!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. A wann d'Regierung elo präsent wär, da géif ech hir elo d'Wuert ginn. Mä vu datt dat awer net de Fall ass, si ass entschëllegt, hu mer domat dann d'Diskussioun hei ofgeschloss a mir kënnen direkt zum Vote vun dësem Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen huet ugefaang. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an och kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Félix Eischen), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Christine Doerner), Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis (par M. Norbert Haupert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Jo. Dann hu mer heimat onse Pensum fir haut ofgeschloss.

D'Sitzung ass um Enn an ech ginn Iech Rendez-vous fir déi nächst Sitzungen, déi virgesi si fir de 4., 5. a 6. Mee. Den Ordre du jour dozou kritt Der nach schrëftlech zougeschéckt.

Ech wënschen Iech nach e schéinen Owend.

(Fin de la séance publique à 18.07 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques N^{os} 26 et 27

Hommage à la mémoire de M. Robert Angel, député honoraire page 348

Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 10 avril 2010 à Smolensk pages 348-349

Communications page 349

Ordre du jour page 349

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 349-350

- Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
et
Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 350-351

- Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

- Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure commodo/incommodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

- Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 351-352

- Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 352

- Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles à pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 352

- Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours pages 353-354

5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. le Code du travail;

5. la loi du 18 avril 2008 modifiée concernant le renouvellement du soutien au développement rural;

6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 354-360

Ordre du jour (suite) page 360

6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006 pages 360-361

6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire pages 361-365

5995 - Projet de loi portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;

b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire pages 366-371

6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques pages 371-379

6048 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte);

- concernant la mise à disposition de machines;

- concernant les machines d'occasion pages 379-380

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0303	Anne Brasseur	Cycles à pédalage assisté
0353	Roger Negri	Projet «monorail»
0382	Jean Colombera	Maladies liées à la consommation de l'alcool
0388	Ben Scheuer	Utilisation de combustibles à haut taux de combustion (HTC) dans la Centrale nucléaire de Cattenom
0390	Jacques-Yves Henckes	Vélodrome à Cessange
0405	Roger Negri	Ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence
0416	Ben Fayot	Site de la Bibliothèque nationale
0439	Claude Haagen	Lycée technique agricole
0449	Marcel Oberweis	Stations d'épuration
0457	François Bausch et Claude Adam	Immatriculation des voitures des étudiants étrangers au Luxembourg
0464	André Bauler	Finalisation des travaux des nouveaux bâtiments du Lycée du Nord
0468	Gast Gibéryen	Projet d'avion de transport militaire A400M
0476	Fernand Kartheiser	«Réserve de suppléants» de l'enseignement fondamental
0479	André Bauler	Revalorisation des friches industrielles de Wiltz
0482	Claude Adam et Camille Gira	Centre agro-industriel à Pettingen près de Mersch
0485	André Bauler	Programme de formation continue du SCRIPT
0490	Henri Kox	Standards énergétiques des constructions réalisées par la Société Nationale des Habitations à Bon Marché
0493	Marc Spautz	Rocade de Differdange
0496	André Bauler	Éco-musée sur les sites ardoisiers de Haut-Martelange et de Rombach
0497	André Bauler	Projets d'infrastructure au niveau de la Nordstad
0498	Jean Colombera	Lits de vacances
0500	Emile Eicher, Ali Kaes et Jean-Paul Schaaf	Fermeture de bureaux de poste dans la région nord du pays
0502	Jean Colombera	Traitement des patients atteints d'une maladie chronique
0503	Jean Colombera	Portail Internet de la santé
0504	Ali Kaes	RN 27 entre Michelau et Erpeldange
0505	Fernand Etgen	Situation de la Police grand-ducal au nord du Luxembourg
0502	Jean Colombera	Traitement des patients atteints d'une maladie chronique
0503	Jean Colombera	Portail Internet de la santé
0504	Ali Kaes	RN 27 entre Michelau et Erpeldange
0505	Fernand Etgen	Situation de la Police grand-ducal au nord du Luxembourg
0510	François Bausch	Parc automobile de la direction de la police et patrouilles sur bicyclette
0511	Eugène Berger	Exposition temporaire de l'exposition «The Family of Man» dans la commune de Roeser
0512	Jean-Pierre Klein	Exemption de taxes rémunératoires
0513	Jacques-Yves Henckes	Irrégularités dans les comptes du syndicat communal SICEC
0515	Jean Huss	Interdiction des amalgames dentaires
0517	Claudia Dall'Agnol	Réseau national des bibliothèques «bibnet»
0518	Fernand Etgen	Contamination des poulets par campylobacter
0519	Sylvie Andrich-Duval et Gilles Roth	Délai de convocation aux réunions du conseil communal
0520	Marie-Josée Frank	Test tuberculinique dans le cadre de l'examen prénuptial
0522	Marie-Josée Frank et Ali Kaes	Déclaration d'arrivée auprès de l'administration communale
0523	Fernand Kartheiser	Procédure d'asile
0524	Ben Fayot	Accès des ressortissants de l'Union européenne à la fonction publique
0525	Fernand Boden	Réalisation de la décharge-remblai au lieu-dit «Rosswinkel»
0529	Ben Scheuer	Piscine ludique dans l'est du pays
0532	Lydia Mutsch	Remboursement des frais des analyses de biologie médicale
0534	Gilles Roth et Marc Spautz	Dédommagement pour les propriétaires forestiers sinistrés lors de la tempête Xynthia
0536	Fernand Kartheiser	Appels électoraux par de hauts fonctionnaires en vue des élections sociales
0540	Marie-Josée Frank et Léon Gloden	Restaurant du pavillon luxembourgeois à Shanghai
0541	Ben Fayot	Droits des actionnaires
0542	André Hoffmann	Droit de vote lors d'un référendum communal
0545	Eugène Berger	Renégociation au niveau européen de la question de la rétention des données téléphoniques ou internet dans le cas d'enquêtes criminelles
0565	Gilles Roth	Prénoms dans les passeports biométriques
0569	Christine Doerner et Marc Lies	Rapport présenté au Sénat français relatif au commerce électronique en Europe
0572	Jean Colombera	Statistique CORE Call 2009
0573	Jean Colombera	Formation continue pour enseignants
0575	Jean Colombera	Centre intégré pour personnes âgées à Diekirch
0584	Ben Scheuer	Motocyclistes
0586	Jean Colombera	Agressions envers les services de secours
0598	Marc Spautz	Droits des patients

Question 0303 (7.12.2009) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **cycles à pédalage assisté:**

De plus en plus d'utilisateurs ont recours à des vélos avec moteurs, dits «cycles à pédalage assisté» afin de leur permettre de circuler avec moins d'efforts physiques. Or, le Gouvernement a décidé par règlement grand-ducal du 18 octobre 2006 que les cycles à pédalage assisté doivent être enregistrés et couverts par une vignette de conformité attribuée par la Société nationale de Contrôle technique (SNCT). Cette vignette est payante et elle est délivrée sur le vu soit du véhicule, soit d'un certificat de conformité relatif à ce véhicule, soit d'un dossier administratif et technique permettant de constater la conformité du véhicule au prototype agréé correspondant.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons de cette procédure compliquée, qui constitue une entrave à la promotion du vélo?

- Monsieur le Ministre est-il conscient que beaucoup de propriétaires doivent se rendre avec leur cycle à la station de contrôle, du fait que les papiers délivrés à l'achat du cycle ne correspondent pas aux exigences de la SNCT?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pourquoi la vignette d'enregistrement est payante?

- Le Ministre envisage-t-il d'abandonner cette procédure compliquée et de considérer les cycles à pédalage assisté comme des vélos ordinaires comme c'est le cas dans de nombreux pays étrangers?

- Le Ministre partage-t-il l'avis qu'il ne s'agit pas d'une question de sécurité alors que la vitesse maximale de ces cycles est de 25 km/h et que le moteur ne fonctionne que si le cycliste pédale effectivement?

Réponse (20.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert sur la procédure de l'enregistrement des cycles à pédalage assisté.

En introduisant par règlement grand-ducal du 18 octobre 2006 la procédure de l'enregistrement pour certains véhicules routiers non soumis à l'immatriculation et/ou non soumis à un contrôle technique périodique, dont le cycle à pédalage assisté, le Gouvernement a voulu assurer que ces véhicules n'échapperaient pas au contrôle des autorités publiques en ce qui concerne leur conformité aux exigences légales et réglementaires qui leur sont applicables. Ainsi, la rubrique 2.15 de l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques limite la puissance et la vitesse des cycles à pédalage assisté. À défaut d'enregistrement et de vérification de l'état technique de ces véhicules, leur sécurité d'utilisation risquerait d'être compromise.

Un autre avantage de la procédure d'enregistrement des véhicules concernés consiste dans la traçabilité de leur provenance et dans l'identification de leurs propriétaires.

L'expérience pratique de la Société nationale de Contrôle technique (SNCT) en matière d'enregistrement des cycles à pédalage assisté fait ressortir que l'enregistrement peut se faire pour approximativement 85% des dossiers présentés, sans que le véhicule individuel à enregistrer ne doive être montré. Par ailleurs il est entre-temps devenu pratique courante qu'avant la mise sur le marché d'un nouveau type de véhicule, l'importateur ou le commerçant de ce véhicule présente le premier exemplaire au service «Agréation» de la SNCT, de sorte qu'un prototype est ainsi réceptionné ab initio et que l'enregistrement subséquent de tous les autres cycles du même type peut se faire, par la suite, sur base de la réception du prototype présenté initialement, sans aucune autre formalité technique pour l'acheteur particulier.

Le prix de la vignette de conformité de 20 euros sert à couvrir les frais administratifs concernant, entre autres, les frais la fabrication des vignettes, les frais d'envois et autres.

La durée de validité de la vignette de conformité étant de cinq ans, son coût annuel se limite à la somme de quatre euros.

La procédure actuelle a pour finalité d'assurer que les véhicules visés n'affectent pas la sécurité de leurs conducteurs ou des autres usagers de la voie publique.

On a estimé que sans l'intervention dans le processus de mise en circulation des cycles à pédalage assisté, ainsi que des autres véhicules soumis à la même procédure, d'un organisme assurant pour ces véhicules une surveillance neutre, motivée par la sécurité de ceux-ci, on risque de voir apparaître sur le marché national des véhicules ne respectant pas les limites techniques qui leur sont applicables en vertu des prescriptions du Code de la Route, notamment en ce qui concerne leur puissance et leur vitesse maximale.

Par ailleurs, je tiens à informer l'honorable Députée que j'ai demandé à la Société nationale du Contrôle technique - SNCT - de bien vouloir analyser s'il était possible de simplifier autant que faire ce peut ses procédures en la matière.

Question 0353 (6.1.2010) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **projet «monorail»:**

Il ressort de la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire N°0228 du 3 novembre 2009 *(cf. compte rendu N°6/2009-2010)* que les procédures en vue de la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette conformément au concept

«mobil 2020» sont bien en cours. Pourtant, selon un reportage de RTL Tëlee Lëtzebuerg du 5 janvier, la réalisation de ce projet ne serait plus considérée.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer s'il s'agit tout simplement d'une information erronée relayée par RTL ou si au cours des semaines passées, une nouvelle décision a été prise au sein du Ministère?

Dans le cadre du même reportage, un entrepreneur plaide en faveur d'un projet «monorail» qui pourrait relier Esch-sur-Alzette au Findel en passant par le centre de la ville de Luxembourg et le Kirchberg, ce qui remettrait en question le projet «tram léger» du Gouvernement. Le reportage laisse sous-entendre que ce projet est considéré par certaines administrations publiques qui ne sont pas clairement spécifiées. De même, le reportage fait état d'un groupe de travail qui a pour mission d'approfondir l'idée du projet «monorail», en omettant de dire s'il s'agit d'un groupe de travail au sein d'une administration publique ou d'une initiative privée.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le projet «monorail» lui a été soumis? Dans l'affirmative, est-ce que ce projet est pris en considération? Une discussion sur ce projet risque-t-elle de remettre en cause les projets du Gouvernement existants et de retarder, le cas échéant, leur réalisation?

Réponse (12.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question N°0353 de l'honorable Député Monsieur Roger Negri, je me permets de préciser que le projet de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg - Esch-sur-Alzette se trouve actuellement, tel que spécifié dans ma réponse à la question parlementaire N°0228 du 3 novembre 2009, en attente du résultat de la consultation du public dans les communes concernées par le projet. Aucune nouvelle décision en relation avec ce projet n'étant prise depuis novembre 2009, les faits décrits dans ma réponse précitée sont toujours d'actualité.

En ce qui concerne la politique de mobilité en général, la mise en œuvre du concept de mobilité intégré «mobil 2020» sera poursuivie conformément au programme gouvernemental annexé à la déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009. Le concept, qui est basé sur la complémentarité entre les différents modes de transport, permettra d'adapter au mieux l'offre des transports publics aux besoins de la mobilité et ce en conformité avec les orientations fixées en terme d'aménagement du territoire et de développement économique du pays.

Cependant et comme il est expliqué dans le programme gouvernemental de 2009, tout projet doit être évalué à la lumière de la situation des finances publiques. C'est un exercice du Gouvernement dans son ensemble qui aura lieu dans les mois à venir et qui tiendra compte de tous les paramètres nécessaires pour assurer, d'une part, un haut niveau d'investissements et pour éviter, d'autre part, une croissance excessive des dépenses publiques. Ce n'est que suite à cet exercice que la question de Monsieur le Député, relative à l'échéancier de la réalisation du présent projet, pourra trouver une réponse définitive.

En ce qui concerne le projet «monorail», qui est une initiative privée, je me permets d'informer l'honorable Député que celui-ci n'a pas été soumis à ce jour au Ministère du Développement durable et des Infrastructures. De même, mon département ministériel n'est représenté dans aucun groupe de travail qui est en relation avec ce projet.

Question 0382 (18.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **maladies liées à la consommation de l'alcool:**

Übermäßiger Alkoholkonsum belastet das Gesundheitssystem in zunehmendem Maße. Nicht selten führen alkoholbedingte Krankheiten zu dauerhaften Schäden bei den betroffenen Personen. Ein weiteres alarmierendes Zeichen ist der steigende Alkoholmissbrauch unter Jugendlichen. Letztendlich ergeben sich daraus für den Steuerzahler hohe Kosten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1. Existieren Statistiken über alkoholbedingte Krankheiten?

2. Wie hoch ist der prozentuale Anteil der alkoholbedingten Krankheiten?

3. Wie viele alkoholkranke Patienten haben an einer Entwöhnungskur teilgenommen?

4. Wie hoch sind die jährlichen Kosten, die der Allgemeinheit durch alkoholbedingte Krankheiten insgesamt entstehen und welcher Anteil davon entfällt auf die Entwöhnungskuren?

5. Wie viele Arbeitsstunden gehen jährlich durch alkoholbedingte Fehlzeiten verloren?

Réponse (2.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Il est communément admis que l'alcool est à la base de beaucoup de problèmes en relation avec la santé et la sécurité au travail. Les employeurs ayant plus de 150 salariés ont estimé que l'absentéisme des salariés ayant des problèmes d'alcool est en général trois à cinq fois plus élevé que chez les autres salariés (données du Rapport national sur l'alcool et les drogues sur le lieu de travail de 1998 établi par le Docteur Goerens suite à une demande de la Commission européenne).

Les pathologies codifiées par les hôpitaux dans les diagnostics de sortie (selon la classification ICD10) permettent de disposer de données sur les pathologies pouvant être en relation avec l'alcool (cirrhose du foie, ascite, saignements de l'œsophage et le l'estomac, neuropathie périphérique, syndrome de Korsakoff, etc.). Par exemple les causes d'hospitalisation pour troubles mentaux liées à l'utilisation de substances psycho-actives (alcool et drogues) représentent 4,1% des hospitalisations dans les hôpitaux aigus.

En ce qui concerne les cures à l'étranger, le Contrôle médical de la Sécurité sociale a été saisi en 2009 de 125 demandes de transfert à l'étranger en relation avec des troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation d'alcool. Ces demandes concernaient 80 hommes et 42 femmes. S'y ajoutent encore 15 patients qui ont bénéficié d'un transfert à l'étranger pour des troubles mentaux et du comportement liés à l'utilisation d'alcool et de sédatifs ou d'hypnotiques.

Les tableaux suivants renseignent sur les patients masculins et féminins hospitalisés au Luxembourg pour alcoolisme.

Patients masculins

	2006	2007	2008
Nombre de patients	1.361	1.359	1.381
Nombre de journées	28.646	30.355	26.165
Durée d'hospitalisation	21	22,3	18,9

Patients féminins

	2006	2007	2008
Nombre de patientes	530	551	626
Nombre de journées	11.548	10.043	10.195
Durée d'hospitalisation	21,7	18,2	16,2

Total

	2006	2007	2008
Nombre de patients	1.891	1.910	2.007
Nombre de journées	40.194	40.398	36.360

Si le nombre de patients hospitalisés pour alcoolisme est stable, le nombre de journées passées à l'hôpital est par contre assez élevé. Au Luxembourg, c'est le Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP) qui traite la majorité des patients hospitalisés pour alcoolisme, ceci avec 15.506 journées en 2008.

Malheureusement il n'est pas possible de chiffrer le coût des troubles liés à la consommation d'alcool avec précision, étant donné que la CNS ne dispose pas du nombre d'incapacités de travail liées à la consommation abusive d'alcool.

Question 0388 (20.1.2010) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant l'**utilisation de combustibles à haut taux de combustion (HTC) dans la Centrale nucléaire de Cattenom:**

Selon un article paru récemment au «Trierischer Volksfreund», EDF, l'exploitant du Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom, aurait obtenu en décembre 2009 l'autorisation d'utiliser des combustibles à haut taux de combustion (HTC), grâce à une augmentation de la limite réglementaire annuelle du rejet liquide en tritium, une substance radioactive considérée comme cancérigène. Cette même autorisation aurait été refusée à EDF en 2004.

- Monsieur le Ministre de la Santé peut-il confirmer ces faits? Dans l'affirmative, les autorités luxembourgeoises ont-elles été impliquées dans la prise de décision conformément à la législation européenne en vigueur? Quelle a été leur attitude face à la demande d'EDF? Sur base de quels arguments les autorités françaises ont-elles changé leur approche quant aux combustibles à haut taux de combustion?

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il me dire si l'Administration de la Gestion de l'Eau a été demandée en son avis en ce qui concerne l'impact probable de la nouvelle autorisation sur la qualité de l'eau de la Moselle? À part une concentration plus élevée de tritium dans la Moselle, est-ce qu'il y aura une augmentation des rejets d'autres substances chimiques suite à l'utilisation des nouveaux combustibles? Est-ce que des effets négatifs sur la faune et la flore aquatique sont à prévoir?

- Monsieur le Ministre du Développement durable estime-t-il que la nouvelle autorisation risque d'avoir un impact négatif sur l'environnement en dehors des milieux aquatiques?

Réponse commune (7.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La question parlementaire de l'honorable Député Ben Scheuer a pour objet l'utilisation de combustibles à haut taux de combustion (HTC) dans le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom.

En ce qui concerne les activités du Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom, les autorités luxembourgeoises, en l'occurrence la Division de la Radioprotection de la Direction de la Santé et l'Administration de la Gestion de l'Eau sont en contact régulier avec les autorités françaises, notamment l'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) et la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Lorraine, le service régional du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer.

En France, l'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) a en effet autorisé la mise en œuvre d'une gestion de combustible à haut taux de combustion (HTC), dite GALICE pour les réacteurs de 1.300 MWe exploités par EDF. Cette autorisation est conditionnée par le respect de prescriptions techniques, qui figurent dans la décision n°2009-DC-0167 de l'ASN en décembre 2009. Cependant, la gestion du combustible GALICE n'est, pour l'instant, pas programmée pour le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Cattenom.

Contrairement à ce qui a été publié par le quotidien allemand «Trierischer Volksfreund», l'arrêté français du 23 Juin 2004 autorisant Électricité de France (EDF) à poursuivre les prélèvements d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux pour l'exploitation du site nucléaire de Cattenom n'a pas fait l'objet d'une modification, et doit être respecté en cas d'utilisation du nouveau combustible. Le détail des limites annuelles autorisées de rejets liquides en Tritium par le CNPE de Cattenom est repris dans le tableau qui suit:

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

Avant 2004	Nouvelle autorisation à partir de 2004		
	Sans combustible HTC	Combustible HTC dans les quatre réacteurs	
		Max. par année	En moyenne sur trois ans
160 TBq*)	140 TBq	192TBq	160 TB

Puisque les décisions de l'ASN n'ont pas été suivies au niveau de l'autorisation des rejets radioactifs de 2004, il n'y a dès lors pas eu de nouvelle consultation avec les autorités luxembourgeoises. Je rappelle dans ce contexte, que la demande de renouvellement des rejets, introduit par EDF en 2003, avait fait l'objet d'une enquête publique au Luxembourg, communément organisée par le Ministère de l'Environnement, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Intérieur. Chaque autorité avait, dans son domaine de compétences, analysé le dossier et veillé à ce que la nouvelle autorisation n'ait pour conséquence une exposition plus importante des populations ou de l'environnement.

Plusieurs caractéristiques du nouveau combustible HTC ont été changées depuis le dépôt d'un premier dossier de faisabilité en 2002. Le combustible GALICE ne contient pas de Plutonium. Il est légèrement plus enrichi en Uranium 235 (4,5% au lieu de 4% dans la gestion actuelle), et la longueur du cycle reste pratiquement inchangée à 18 mois.

*) TBq = Tera Becquerels

Question 0390 (20.1.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **vélodrome à Cessange:**

La Ville de Luxembourg a décidé de construire un vélodrome à Cessange, sur un lieu très contesté du fait qu'il n'y a pas de places de parking et que le terrain sur lequel il doit être construit est celui de l'ancienne décharge. Dans ce contexte, et en réponse à ma question parlementaire du 9 juillet 2008 *(cf. compte rendu N°1/2008-2009)*, le Ministre de l'Aménagement du Territoire m'avait informé qu'une enquête publique était en cours quant à savoir quel serait le tracé de la future ligne ferroviaire Bettembourg-Luxembourg. Le Gouvernement précédent avait par ailleurs décidé d'élargir à trois voies l'autoroute Luxembourg-Esch.

Le Gouvernement précédent avait encore décidé de subsidier le projet du vélodrome à hauteur de 70% avec une limite de 7,5 millions d'euros. La presse s'est faite l'écho de ce que cette limite de 7,5 millions ne serait plus retenue par le Gouvernement actuel suite à l'augmentation considérable du coût de la construction du vélodrome.

Vu que le projet est très contesté quant à son lieu d'implantation et quant à son coût et alors qu'il existe des alternatives, je souhaite poser diverses questions dans ce contexte:

1. L'enquête publique sur le tracé de la future ligne ferroviaire Bettembourg-Luxembourg que devaient lancer les CFL a-t-elle été lancée? Si oui, quels en sont les résultats et quelles sont les conclusions que le Gouvernement en a tirées? Si non, quand est-ce que la consultation sera lancée?

2. Étant donné que le tracé de la ligne ferroviaire passe à immédiate proximité de la décharge de Cessange et du lieu d'implantation du futur vélodrome et étant donné qu'à cet endroit l'élargissement de l'autoroute va avoir pour conséquence que la ligne ferroviaire sera décalée vers l'ancienne décharge de Cessange et passera à immédiate proximité du futur vélodrome, voire même pour partie sur son lieu de construction, je voudrais savoir si du point de vue technique le vélodrome peut être réalisé à l'endroit initialement prévu et sans créer des coûts supplémentaires imputables soit à la ligne ferroviaire soit au vélodrome?

3. Le Gouvernement entend-il subsidier le projet vélodrome à 70% peu importe son coût ou bien entend-il imposer une limite à sa participation? Si oui, laquelle?

Réponse commune (19.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

En réponse à la question N°0390 de l'honorable Député Monsieur Jacques-Yves Henckes, il faut rappeler que le projet de la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette, comme d'ailleurs aussi celui de la nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Bettembourg, est actuellement soumis aux différentes procédures prévues par la loi du 13 mars 2007 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires et portant transposition en droit national de la directive 97/11/CE.

Conformément à ladite loi, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et les CFL ont organisé deux consultations du public distinctes dans les communes concernées par lesdits projets. Par la suite, les résultats de ces consultations du public avec les études préliminaires y relatives seront soumis au Conseil de Gouvernement qui pourra, le cas échéant, prendre une décision quant à la variante à réaliser et l'envergure des mesures compensatoires.

En ce qui concerne le projet du vélodrome, je tiens à préciser que la réalisation dudit projet est compatible avec la réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette et tient également compte de l'éventuel élargissement de l'autoroute A3-A6.

Sous réserve donc de tout impondérable financier, le département ministériel des Sports entend, tout comme son partenaire dans ce dossier, à savoir la Ville de Luxembourg, réaliser le projet de piste cycliste à Luxembourg-Cessange, la part revenant à l'État s'élevant à 70% du coût.

Question 0405 (22.1.2010) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence:**

Selon différents articles parus ces derniers jours dans la presse, il semble que la «Deutsche Bahn», dans un effort de réduire le coût des investissements, remettrait en question certains projets ferroviaires, et notamment la modernisation et l'extension de la ligne ferroviaire Luxembourg-Trier-Koblenz. Entre autres, il semble incertain que la «Deutsche Bahn» ait toujours l'intention de réaliser la mise à double voie du tronçon entre Igel et Wasserbillig, un projet particulièrement important pour le Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des réflexions qui sont menées par les responsables de la «Deutsche Bahn»?

- Quels sont les engagements exacts que les responsables allemands ont pris à ce sujet dans le passé?

- Est-ce qu'une participation financière de la part du Grand-Duché à la réalisation de ce projet était prévue?

Réponse (12.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Roger Negri s'enquiert au sujet de la modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Trèves-Coblence et notamment de la mise à double voie du tronçon entre Wasserbillig et Igel.

En novembre 2006, l'ancien Ministre des Transports avait signalé à son homologue allemand son accord de principe pour participer financièrement aux travaux sur le territoire allemand au cas où les travaux seraient entamés assez rapidement, tout en indiquant qu'il souhaiterait également une garantie quant à l'exploitation sur le tronçon Luxembourg-Coblence.

L'on a appris que, fin octobre 2007, la mise à double voie de la ligne sur un tronçon de plus ou moins deux kilomètres entre Igel et Igel-Ouest serait réalisée à l'horizon 2011/2012 par les moyens financiers de l'État fédéral. D'ailleurs, cette mesure avait également été inscrite dans le «Konjunkturprogramm» fédéral allemand. Or, ce projet de la mise à double voie a été récemment mis en suspens suite à une réévaluation du coût par la «Deutsche Bahn» à 19 millions d'euros de sorte que la rentabilité de cette ligne n'est plus donnée aux yeux de l'administration allemande.

Donnant suite à la réunion entre Madame la Chancelière Merkel et Monsieur le Premier Ministre Juncker en date du 9 mars 2010, les Ministres des Transports allemand et luxembourgeois ont été chargés de revoir ce dossier pour, le cas échéant, proposer une solution. Une première réunion préparatoire technique au niveau des fonctionnaires aura lieu au courant du mois d'avril.

Question 0416 (26.1.2010) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **site de la Bibliothèque nationale:**

La Bibliothèque nationale se débat dans les pires difficultés. 30.000 volumes ont été contaminés par un champignon du fait de l'humidité dans les lieux de stockage. Dans une interview récente au journal «Luxemburger Wort» (26 janvier 2010), la directrice de cette institution essentielle pour notre vie culturelle parle de «situation indigne» dans laquelle se trouve la BNL à l'heure actuelle, et d'insister sur les coûts «radicalement sous-estimés» de l'éparpillement des collections et des conditions difficiles de la conservation et de la consultation. C'est un véritable cri d'alarme!

Cependant, la question de l'implantation d'une nouvelle construction pour la BNL reste entière, et elle hypothèque lourdement l'avenir de cette institution. Si le Gouvernement persiste à vouloir construire la Bibliothèque nationale sur le terrain du bâtiment Schuman et que ce bâtiment reste occupé par le Parlement européen jusqu'à ce que le nouveau bâtiment KAD soit terminé, l'avenir de la BNL est bouché jusqu'autour de 2020.

Il est donc indispensable d'accélérer cette échéance. Pour ce faire, le terrain dit n°7 situé au boulevard Kennedy a été envisagé comme alternative. Ce terrain directement construisible et d'une dimension suffisante pour les besoins de la BNL appartient au Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg (FUAK). Il semble que l'État soit en train de négocier avec le FUAK pour acquérir ce terrain. Ce faisant, le FUAK considère l'État comme n'importe quel particulier qui construit au Kirchberg alors que sont prioritaires, selon l'article 34 de la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau du Kirchberg, les services ou édifices d'utilité générale, donc aussi la construction de la BNL.

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la loi susmentionnée ne permet pas au FUAK de faire payer le prix fort à l'État pour ce terrain sous prétexte qu'il se trouve dans un quartier financier et commercial? Le FUAK et l'État ne devraient-ils pas s'entendre sur une approche commune qui permette de faire avancer rapidement la construction d'une nouvelle BNL, de ménager les finances de l'État et le fonctionnement du FUAK?

Réponse (21.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Ben Fayot s'enquiert sur l'état d'avancement du projet d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale à réaliser au Kirchberg.

Comme il est expliqué dans le programme gouvernemental de 2009, tout projet doit être évalué à la lumière de la situation des finances publiques en dépit du fait que le programme prévoit également que le Gouvernement accordera une priorité à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale. Cet exercice du Gouvernement dans son ensemble aura lieu dans les mois à venir et tiendra compte de tous les paramètres nécessaires pour assurer, d'une part, un haut niveau d'investissement et pour éviter, d'autre part, une croissance excessive des dépenses publiques. Ce n'est que suite à cet exercice que les questions de Monsieur le Député pourront trouver des réponses définitives.

À toutes fins utiles, je me permets cependant de donner encore deux précisions supplémentaires à ce sujet.

En ce qui concerne, d'une part, la disponibilité du terrain de l'emplacement de l'actuel immeuble Robert Schuman, site qui ne deviendra disponible que suite à la réalisation du projet Konrad Adenauer II, le planning actuel prévoit que la construction de l'extension au bâtiment existant, devrait être achevée fin 2013 (les travaux de terrassements sont en cours). Les travaux pour la nouvelle Bibliothèque nationale sur le site de l'actuel immeuble Schuman pourraient dès lors être entamés au courant de l'année 2015 après démolition dudit immeuble en 2014. Par rapport aux délais nécessaires à l'élaboration d'un tout nouveau projet sur le site alternatif dans le secteur bancaire avec développement des phases APS et APD en vue du vote d'une loi d'autorisation, le démarrage du chantier à cet endroit ne peut pas être envisagé avant début 2013.

D'autre part, en ce qui concerne la question de l'honorable Député de savoir si «la loi susmentionnée (la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau du Kirchberg) ne permet pas au FUAK de faire payer le prix fort à l'État pour ce terrain sous prétexte qu'il se trouve dans un quartier financier et commercial», il y a lieu de préciser que les cessions de terrains de la part du FUAK à l'État sont toutes réglées de la même manière et à un même prix «spécial» approuvé par le Gouvernement en Conseil. En l'occurrence, il s'agirait pour le FUAK d'un manque à gagner ayant comme conséquence, le cas échéant, un éventuel rééquilibrage budgétaire de la part de l'État en cas de déficit du Fonds. Enfin, il échet de ne pas oublier en l'occurrence que le FUAK est un établissement public sous tutelle de l'État dont les comptes sont consolidés pour déterminer le solde à financer de ce que l'on nomme communément «L'administration centrale».

Question 0439 (5.2.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **Lycée technique agricole:**

Dans sa séance publique du 26 octobre 2009 le conseil communal de la Ville de Diekirch a décidé unanimement d'exprimer ses réserves quant à la faisabilité concrète d'un projet de construction à Gilsdorf/Diekirch d'un Lycée technique agricole, d'un bâtiment administratif pour les besoins des services techniques de l'Agriculture et d'un bâtiment administratif pour les besoins de la Chambre d'Agriculture.

Dans la même prise de position le conseil communal de la Ville de Diekirch a formulé des recommandations et a défini des charges et conditions en ce qui concerne la réalisation du projet prémentionné.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quelles sont les revendications formulées par la Ville de Diekirch qui ont trouvé l'approbation du Ministre?

2. La Ville de Diekirch a-t-elle été informée des décisions gouvernementales?

3. Le site retenu pour le projet en question est-il conforme au concept IVL?

4. Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le site en question est

le seul site approprié dans la Nordstad?

5. Quel est l'avis du comité politique Nordstad au sujet du site actuellement retenu?

Réponse commune (19.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député s'enquiert sur la faisabilité du projet du Lycée technique agricole à Gilsdorf ainsi que du Laboratoire de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture sur le même site alors que la Ville de Diekirch a exprimé certaines réserves à ce sujet.

Tout d'abord, il échet de préciser que ce projet sera réalisé en grande majorité sur le territoire de la commune de Bettendorf.

Quoi qu'il en soit, l'on prend néanmoins position par rapport aux délibérations du conseil communal de la Ville de Diekirch du 26 octobre 2009.

En ce qui concerne en premier lieu les revendications formulées par la Ville de Diekirch au sujet de l'accès, l'on précise que le concept d'accessibilité du nouveau site à Gilsdorf favorise le transport en commun respectivement la mobilité douce (piétons). Le nouveau site prévoit un parking de 105 emplacements de parking pour le corps enseignants et les visiteurs du lycée et de 53 emplacements pour les besoins de l'ASTA et de la Chambre de l'Agriculture. L'accès de ces 158 emplacements de parking se fera exclusivement à partir de la N14 allant de Diekirch vers Stegen. Seulement une partie de ces utilisateurs accéderont donc au nouveau site en provenance de Diekirch. Par ailleurs, la fréquentation du parking devrait être étalée sur toute la journée, diminuant le risque de problèmes de circulation aux alentours du nouvel accès au site du lycée et de l'ASTA ainsi que sur les réseaux routiers de la Ville de Diekirch.

Concernant le transport en commun, il est actuellement prévu d'aménager un quai pour l'emplacement de cinq à six bus sur le nouveau site à Gilsdorf, ce qui sera suffisant pour garantir une desserte régulière, laquelle restera en relation avec la gare d'autobus actuelle, située rue Merten à Diekirch.

L'accès au nouveau site pour les piétons est assuré par deux liaisons depuis Diekirch. Une nouvelle liaison piétonnière est aménagée entre les infrastructures scolaires et sportives existantes situées rue Joseph Merten à Diekirch (gare de bus, Lycée classique Diekirch, Nordstadlycée, Lycée technique hôtelier Alexis Heck, piscine, stade, etc.) et le nouveau campus du Lycée technique agricole. À l'extrémité ouest du site, un chemin piétonnier existant sur le territoire communal de Diekirch est prolongé de façon à rejoindre le chemin desservant le bâtiment de l'ASTA.

En ce qui concerne la crainte exprimée par la Ville de Diekirch concernant l'installation d'une circulation bidirectionnelle d'auto-délestage par la rue «um Knaeppchen», longeant le nouveau site d'implantation, il y a lieu de noter que cette rue ne desservira pas le site du lycée et restera ouverte uniquement à la circulation pour les machines agricoles et les riverains.

En ce qui concerne en deuxième lieu les fournitures énergétiques, le projet du site Gilsdorf prévoit une centrale de chauffage à copeaux de bois afin de couvrir les besoins en chaleur pour les constructions du Lycée technique agricole ainsi que pour le bâtiment des laboratoires ASTA.

La Ville de Diekirch souhaite que les nouveaux bâtiments soient raccordés au réseau urbain d'eau chaude de la Ville de Diekirch et craint que la solution de chauffage actuellement retenue n'engendre une surcharge de trafic lourd par la fourniture du bois nécessaire pour l'alimentation de la centrale de chauffage.

Dans ce contexte, il est à noter qu'une étude concernant les différents systèmes de chauffage possibles a été réalisée. La possibilité de raccorder les bâtiments projetés au réseau urbain d'eau chaude de la Ville de Diekirch a également été analysée. Or, il en résulte que ce système de chauffage n'est guère adapté au projet au vu de la grande distance de raccordement à franchir depuis la rue Merten jusqu'au site du nouveau lycée, entraînant des déperditions de chaleur trop importantes. Par ailleurs, l'énergie électrique nécessaire pour les pompes de transfert de l'eau chaude jusqu'au futur lycée, se trouvant à une altitude de 40 mètres au-dessus de la rue Merten, n'est pas négligeable.

D'un autre côté, un système de chauffage se basant sur des énergies renouvelables et non fossiles a été privilégié dans le cadre du projet du Lycée technique agricole pour des raisons didactiques et de valorisation de matières premières s'identifiant au mieux avec les formations scolaires offertes par le lycée. Il est évident que la production de chaleur sur base de copeaux de bois augmentera le trafic routier vers le lycée en période froide. Néanmoins, ce flux supplémentaire avec deux fournitures par semaine me semble acceptable et non significatif. En été, ce trafic sera insignifiant.

En ce qui concerne en troisième lieu le point relatif à l'évacuation des eaux usées et pluviales, l'on a approfondi, ensemble avec les bureaux d'études, la problématique de l'évacuation des eaux usées et pluviales à partir du site «Gilsdorf» et l'on a pu donner suite aux revendications de la Ville de Diekirch. Ainsi, il est prévu d'évacuer les eaux pluviales du site «Gilsdorf» directement vers la Sûre, alors que les eaux usées pourraient être raccordées via un nouveau tracé de canalisation vers la station d'épuration.

Il est à noter que cette étude a été avisée favorablement par les responsables de l'Administration de la Gestion de l'Eau lors de plusieurs entrevues. De même, les représentants des services techniques de la Ville de Diekirch n'ont pas émis d'avis négatif lors de la réunion de présentation de ce projet le 9 février 2010.

En ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable, le projet prévoit de raccorder le site Gilsdorf au réseau d'eau potable de la commune de Bettendorf.

En ce qui concerne enfin les infrastructures sportives, il est exact que le projet du Lycée technique agricole prévoit uniquement une unité de salle de sports et que cette infrastructure est insuffisante pour couvrir ses besoins. Le Gouvernement est en train de chercher une solution cohérente pour toutes les infrastructures scolaires implantées dans la Ville de Diekirch.

Quant à la deuxième question relative à l'information des autorités de la Ville de Diekirch, il y a lieu de préciser que mes services sont en contact régulier avec les autorités communales lors de la planification d'un projet d'infrastructures de cette envergure.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député relatives à la conformité du projet au concept IVL et si le site actuel soit le seul site approprié dans la Nordstad, l'on précise que dans le cadre de l'élaboration du plan directeur sectoriel «lycées», un groupe de travail interministériel a réalisé en 2002, ensemble avec un bureau d'études externe, une prospection et évaluation comparative de sites d'implantation potentiels dans la «Nordstad».

Dans une première phase, 15 sites ont été identifiés d'une manière sommaire. Après une première analyse, sept sites ont été éliminés vu leur incompatibilité avec des critères d'exclusion (par exemple: zone inondable, taille trop petite, contraintes physiques,...), les autres huit sites ont été étudiés d'une manière détaillée par la suite. De ces huit sites, cinq ont été écartés en fonction de l'analyse faite par rapport à des critères d'évaluation basés sur le programme directeur d'aménagement du territoire. Ce catalogue de critères comprenait des critères relatifs à l'aménagement du territoire, les transports et l'accès, la fonctionnalité du site ainsi que la faisabilité.

Comme l'IVL se base sur le programme directeur d'aménagement du territoire, les critères retenus sont conformes avec l'IVL.

Finalement le groupe de travail a donc proposé trois sites, dont celui actuellement prévu pour la construction du LTA. En effet, le site à Gilsdorf avait été favorisé par rapport aux autres sites potentiels et retenu comme terrain d'implantation approprié pour les motifs suivants:

- pas de zone inondable

- pas de voisinage direct

- terrain à 60% déjà classé comme zone de bâtiment et d'aménagement public

- peu de problème d'acquisition de terrain

- grandes surfaces disponibles pour les besoins et activités spécifiques du lycée technique agricole

- possibilité de réaliser sur un même site également les infrastructures pour la Chambre d'Agriculture et du laboratoire ASTA

Dans ce contexte, il y a également lieu de préciser que la procédure d'adoption du projet de modification du plan d'aménagement général de la commune de Bettendorf concernant le reclassement du site en question vient d'être entamée. La commission d'aménagement ayant émis son avis le 10 mars 2010, le projet va être soumis prochainement au vote provisoire du conseil communal de Bettendorf et à l'enquête publique y relative.

Enfin, en ce qui concerne la dernière question de l'honorable Député, il y a lieu de préciser que le comité politique Nordstad n'a pas avisé le dossier «Lycée technique agricole».

Q146

Question 0449 (9.2.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **stations d'épuration:**

La directive-cadre européenne sur l'eau de 2000 exige en outre que soit assuré, à l'horizon 2015, un bon état chimique et écologique des eaux et que la pollution due aux rejets et émissions de substances classées «prioritaires», parce que potentiellement nocives, soit réduite. Il s'agit de micropolluants tels l'anthracène, le benzène, le cadmium et ses composés, le tributylétain ou le naphtalène, issus de l'industrie, de l'agriculture, des transports, des usages domestiques et dilués en quantités infimes (de l'ordre du millionième de gramme par litre) dans les eaux usées.

Une étude réalisée par le Cemagref (Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement), Suez Environnement et l'Université de Bordeaux I - la plus vaste conduite en Europe - a analysé le comportement de 128 substances à l'entrée et puis à la sortie des stations d'épuration. Les installations actuelles, conçues pour traiter les matières azotées, phosphorées et carbonées, n'arrivent qu'à éliminer la moitié de ces micropolluants. Cette proportion atteint même les 85% concernant les molécules jugées prioritaires par la directive européenne. Du fait de leur forte concentration originelle, 50% des produits restent présents dans l'eau traitée, notamment les détergents, les plastifiants et les solvants. De nouvelles techniques, entre autres la filtration sur charbon actif, le passage par des membranes ultrafines ou l'ozonation, pourraient sensiblement diminuer la présence de ces produits dans les eaux usées, hélas les coûts pour l'épuration s'accroîtront sensiblement.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette étude?

- Dans l'affirmative quelles conclusions entend-il tirer de cette étude, notamment au niveau d'assainissement accru de l'eau?

- Ne devrait-on pas demander au Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann d'élaborer un programme de contrôle pour nos stations d'épuration similaire à celui exécuté par le Cemagref?

Réponse (7.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis a pour objet le devenir des micropolluants dans les stations d'épuration.

L'honorable Député Marcel Oberweis se réfère dans sa question au projet de recherche AMPERES (Analyse de Micropolluants Prioritaires et Émergents dans les Rejets et les Eaux Superficielles) réalisé par le Cemagref, établissement public à caractère scientifique et technologique dans le domaine des sciences et technologies pour l'environnement, la société Suez Environnement, le Laboratoire de physico-toxicochimie des systèmes naturels (LPTC) de l'Université Bordeaux I et l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse. Les résultats du projet AMPERES s'intègrent dans une synopsis des principaux résultats d'une trentaine de projets de recherche réalisés dans le domaine des micropolluants en Europe du Nord-Ouest réalisée par le groupe de projet «Micropolluants» de la Commission Internationale pour la Protection du Rhin (CIPR) dont le Luxembourg fair partie.

Le groupe de projet «Micropolluants» a été mis en place par la CIPR suite à la 14e conférence ministérielle sur le Rhin qui s'est tenue à Bonn le 18 octobre 2007 et où les ministres compétents pour la protection du Rhin et le représentant de la Commission européenne ont décidé «d'élaborer une stratégie commune et globale visant à réduire et à prévenir les apports dans le Rhin et ses affluents de micropolluants issus de l'évacuation des eaux des réseaux urbains et d'autres sources, en améliorant les connaissances sur les émissions, leur comportement écotoxicologique dans le milieu naturel et les méthodes de traitement appropriées».

Pour l'élaboration d'une stratégie sur les eaux usées urbaines et industrielles pour le bassin du Rhin et ses principaux affluents, le groupe de projet «Micropolluants» de la CIPR a décidé de traiter plus en détail les groupes de substances suivants: agents de contraste radiographiques, médicaments à usage humain, médicaments vétérinaires, biocides, antioxydants, pesticides, produits chimiques industriels, agents complexants, œstrogènes, produits de nettoyage/vaisselle, produits d'hygiène corporelle/substances odoriférantes. En vue d'identifier les meilleures techniques disponibles pour le traitement de ces micropolluants, le groupe de projet «Micropolluants» de la CIPR a recours à des projets-pilotes réalisés dans le bassin du Rhin visant respectivement le traitement (à la source) d'eaux usées hospitalières respectivement l'ajout de techniques de dépollution dans les stations d'épuration d'eaux résiduaires urbaines, en l'occurrence les techniques d'oxydation avancée par l'ozone combinée avec la filtration sur charbon actif ainsi que les techniques membranaires. L'approche stratégique à adopter dans le domaine des pollutions diffuses de micropolluants a fait l'objet d'un atelier de travail que la CIPR a organisé les 22 et 23 février 2010 au Ministère fédéral de l'Environnement à Bonn.

Dans ce contexte, il y a lieu de citer notamment le projet européen PILLS (Pharmaceutical Input and Elimination from Local Sources) bénéficiant d'un cofinancement par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) dans le cadre du programme Interreg IVB coordonné et mené par le syndicat intercommunal allemand Emschergenossenschaft (Lead Partner) en partenariat avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor (Luxembourg), la Waterschap Groot Salland (Pays-Bas), l'institut fédéral Eawag (Suisse) et la Glasgow Caledonian University (Grande-Bretagne). Les six partenaires de ce projet se sont fixé comme objectif le traitement à la source des effluents à forte teneur en résidus pharmaceutiques en provenance d'hôpitaux et de maisons pour personnes âgées. Dans le cadre de ce projet, le Centre de Recherche Public Henri Tudor vient de mettre en place une station d'épuration pilote au site du Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) à Esch-sur-Alzette.

Dans le contexte des projets de recherche ayant trait aux micropolluants, il convient finalement de mentionner que depuis l'année 2005, la Division Laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau a participé dans plusieurs projets de recherche ayant pour objet le devenir des micropolluants en général et des résidus de produits pharmaceutiques en particulier dans le milieu aquatique (eaux de surface et eaux souterraines). Ces projets ont été menés en partenariat avec le Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE) du Centre de Recherche Public Henri Tudor, ainsi qu'avec la Division du Contrôle des Médicaments du Laboratoire national de Santé (LNS).

Question 0457 (10.2.2010) de **MM. Claude Adam** et **François Bausch** *(déi gréng)* concernant l'**immatriculation des voitures des étudiants étrangers au Luxembourg:**

Bon nombre d'étudiants européens utilisent leur voiture dans l'État membre de l'UE où ils étudient et c'est d'ailleurs conforme à la législation communautaire. Or, selon des articles de presse parus fin 2009, la police luxembourgeoise semble protocoller des étudiants aux plaques d'immatriculation étrangères en se basent sur l'article 92 du Code de la Route luxembourgeois, qui stipule que tout citoyen ayant sa résidence normale au Luxembourg doit enregistrer son véhicule au Luxembourg.

Selon la Commission européenne - dans sa réponse à la question parlementaire E-6390/09FR de Claude Turmes - la fréquentation d'une université ou d'une école n'implique pas le transfert de la résidence «normale». Selon la législation européenne, les étudiants ont tout à fait le droit d'utiliser leur véhicule immatriculé dans leur pays d'origine aussi longtemps qu'ils ne sont pas soumis au régime d'imposition du pays où ils étudient, c'est-à-dire aussi longtemps qu'ils n'ont pas de contrat de travail dans ce pays. La situation des étudiants d'autres États membres ne serait donc pas visée par l'article 92 du Code de la Route, qui lie l'immatriculation des véhicules à l'établissement de la résidence «normale».

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'avis de la Commission européenne qu'il s'agit d'une interprétation erronée de la police?

- Comment est-ce que Messieurs les Ministres entendent éviter de telles mésinterprétations à l'avenir? Est-ce qu'ils entendent préciser la législation luxembourgeoise?

- Est-ce que les étudiants qui ont perdu des points et payé un avertissement taxé ont droit à une annulation, un remboursement ou un dédommagement? Dans l'affirmative, quelle est la procédure prévue à cet effet?

Réponse commune (19.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le régime particulier de l'étudiant étranger, au regard notamment de la taxe sur les véhicules automoteurs, trouve son origine dans la directive 83/182/CEE relative aux franchises fiscales applicables en matière d'importation de certains moyens de transport. La directive avait été transposée en droit luxembourgeois par règlement grand-ducal du 24 janvier 1984 concernant la franchise de la taxe sur la valeur ajoutée accordée lors de l'importation temporaire, en provenance d'un État membre de la Communauté économique européenne, de certains moyens de transport, lequel a été abrogé par règlement grand-ducal du 29 juin 1984.

En 1996, le législateur a intégré la définition de la «résidence normale» (de cette directive) à l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route). Cette insertion ayant eu lieu à l'occasion de la transposition en droit luxembourgeois de la directive 91/439/CEE du 29 juillet 1991 relative aux permis de conduire, un lien avec l'immatriculation des véhicules a pu ne pas être directement établi.

Le directeur général de la Police grand-ducale, tenant compte des avis des services juridiques des instances concernées ainsi que de ceux des autorités judiciaires, a donné les instructions nécessaires en la matière.

Le paiement d'un avertissement taxé éteint l'action publique, dès lors aucune annulation ou remboursement n'est possible.

Question 0464 (12.2.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **finalisation des travaux des nouveaux bâtiments du Lycée du Nord:**

Après 14 ans de travaux, la construction des nouveaux bâtiments du Lycée du Nord (LN) touche à sa fin. Quelques mois seulement avant l'inauguration officielle de la nouvelle infrastructure, les membres de la communauté scolaire du LN s'inquiètent fortement de la bonne finalisation de certains locaux, en particulier de celle des ateliers de menuiserie. Dans un courrier portant la date du 9 février courant, ils craignent que l'aménagement d'une infrastructure sportive en plein air ainsi que de zones de loisirs et de récréation ne risque de devenir la victime de coupes budgétaires s'expliquant par des surcoûts qui, à en croire les représentants de la communauté scolaire, auraient été dus à une «gestion parfois chaotique du chantier du LN».

C'est pourquoi je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les problèmes rencontrés au niveau de la finalisation des ateliers de menuiserie? Dans quelle mesure les travaux d'équipement, qui ont été effectués jusqu'à présent, correspondent-ils aux exigences didactiques et aux critères de sécurité formulés par les enseignants concernés? À quelle date les futurs ateliers de menuiserie seront-ils achevés?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications concernant la réalisation de l'infrastructure sportive en plein air? Quels seront finalement les équipements dont pourra bénéficier le département d'éducation physique du LN?

- Pour ce qui est de l'aménagement des zones réservées aux activités de loisirs et à la récréation, Monsieur le Ministre est-il disposé à fournir des informations détaillées? La planification des zones en question a-t-elle était effectuée en collaboration étroite avec la communauté scolaire du LN?

- Revenant à votre réponse relative à ma question parlementaire du 23 novembre 2009 *(cf. compte rendu N°7/2009-2010 - question parlementaire N°0271)* dans laquelle vous affirmez qu'il n'y a pas eu de dépassements de budget, j'ose vous demander comment vous vous positionnez par rapport au reproche de la communauté scolaire du LN qui, dans son courrier récent, se plaint du fait que ce non-dépassement «est justement le fruit de sévères coupes budgétaires effectuées ces derniers mois et années». Dans quelle mesure ces critiques vous paraissent-elles justifiées?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que les pavillons, qui hébergeaient jadis nombre de classes durant le chantier proprement dit, seront évacués du site scolaire et sportif du LN avant le début des festivités d'inauguration en mai prochain? Quels sont les travaux qui ne pourraient être terminés avant cette date?

- Finalement, j'aimerais savoir dans quelle mesure le mauvais temps provoque un retardement des travaux qui restent à achever?

Réponse (12.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert sur la finition du chantier du Lycée du Nord à Wiltz.

En ce qui concerne en premier lieu la question relative aux ateliers de menuiserie, il y a lieu de préciser que cet atelier reste le dernier à être définitivement aménagé. Actuellement, cet atelier existe déjà sous forme provisoire et est installé dans le Hall Winandy, hall que l'État loue depuis environ dix ans. Les locaux destinés à accueillir définitivement les ateliers bois dans l'aile E, ont été occupés de septembre 2007 jusqu'à la rentrée 2009 par les salles de sciences provisoires en attendant la construction des nouvelles salles de sciences dans l'aile C. C'est la raison principale pour laquelle ce seul atelier n'a pas pu être aménagé en même temps que les autres.

D'un autre côté, certains problèmes ont retardé l'attribution définitive de la fourniture et de l'installation de l'équipement menuiserie: en décembre 2006, la première soumission de mars 2006 a dû être annulée au motif qu'aucune des offres ne répondait aux conditions prescrites. En 2007 a été décidé d'installer temporairement les salles de sciences dans ces locaux. En février 2009, la deuxième soumission a été annulée au motif qu'elle n'a pas donné de résultat satisfaisant au vu d'un dépassement du devis de l'ordre de 40%. D'ailleurs, l'on a porté plainte auprès de l'Inspection de la Concurrence dans ce dossier. En juin 2009, un appel d'offre a été envoyé à six entreprises suivant procédure de marché négocié; seules deux offres complètes ont été remises par les mêmes deux entreprises ayant participé aux soumissions précédentes.

À noter que tous les équipements seront évidemment conformes aux règlementations de sécurité.

Enfin, l'on précise que l'atelier ne sera opérationnel qu'à partir de septembre 2010, même si une partie de l'équipement pourra être livré et installé avant cette date.

En ce qui concerne en deuxième lieu les questions relatives à la réalisation de l'infrastructure sportive en plein air et des aménagements extérieurs (zones réservées aux activités de loisirs et à la récréation), il y a lieu de préciser tout d'abord qu'après la mise en service des ailes C et D en septembre 2009, les travaux d'aménagement extérieur constituent la dernière phase des travaux. Ces travaux ne peuvent réellement démarrer en grande partie qu'après la démolition de l'ancien hall de sport avec la piscine et l'ancienne maison douanière et suite à l'enlèvement des pavillons provisoires.

C'est seulement après ces travaux préparatoires que les surfaces deviennent disponibles pour réaliser la cour de récréation principale (travaux d'évacuation des pavillons en mars et avril 2010, début des travaux aménagement extérieur dans cette zone en mai 2010) et le parking des professeurs (travaux prévus pour printemps 2010).

Dans l'objectif de réaliser un aménagement extérieur agréable et de qualité, l'architecte a revu fin 2009 ses plans, établis à l'époque de l'APD en 2000, et a intégré plus de surfaces végétales et recréé des zones à différents caractères (zones publiques vers l'entrée principale, zones plus tranquilles à l'arrière du bâtiment D). Ce projet remanié a été présenté le 13 novembre à la direction du lycée par mes collaborateurs et l'architecte. Cette proposition a été accueillie très favorablement par la direction qui l'a présentée à sa population scolaire.

En ce qui concerne les installations sportives extérieures, il y a lieu de rappeler que le département de l'éducation nationale et de la formation professionnelle a décidé d'installer un mur d'escalade dans le hall sportif, non prévu par le programme de construction initial, en renonçant par conséquent à la réalisation des terrains synthétiques de sport extérieur afin de respecter le budget. Ce n'est qu'en fin de chantier et sous réserve de moyens budgétaires encore disponibles que l'on pourrait envisager de réaliser un terrain de sport extérieur.

Actuellement il est prévu de réaliser cette surface de façon engazonnée, alors qu'une telle surface permet également de faire certaines activités sportives.

À préciser dans ce contexte que le Lycée du Nord dispose d'installations sportives importantes et à dimensions supérieures à celles de certains autres lycées. Ainsi, la piscine a deux bassins, un grand bassin de 12 x 25 m avec une surprofondeur pour la tour de saut, et un petit bassin de 6 x 12 m. Le hall de sport a trois unités (30 x 51 m) et un mur d'escalade (coût du mur 93.194,85 euros TTC). Enfin, l'ensemble du petit matériel fourni pour les halls de sport et la piscine s'élève à un montant de 365.000 euros TTC, ce qui n'est sans doute pas négligeable.

Question 0468 (19.2.2010) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **projet d'avion de transport militaire A400M:**

D'Press mellt, dass déi siwe Länner, déi de Militärfliger A400M bestallt hunn, dorënner och Lëtzebuerg, dem Hiersteller Airbus zougesot hunn, méi fir dëse Fliger ze bezuelen.

Am Ganze sollen zwou Milliarden Euro direkt beim Verkafspräis zougesot gi sinn, dobäi kënnt 1,5 Milliard Euro als Kreditgarantie.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Arméiminister an den Här Budgetsminister:

1. Huet Lëtzebuerg dem Accord, deen an der Press ernimmt ass, zougesot?

2. Wa jo, wéi héich sinn déi supplementär Käschte fir Lëtzebuerg, wat de Verkafspräis betrëfft? A wat fir enger Héicht soll Lëtzebuerg sech un der Kreditgarantie bedeelegen? Wéi héich wier de Gesamtpräis wann den Accord vun alle Säiten agehale gëtt?

3. Wann neen, huet Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, sech vum urspréngleche Kontrakt zréckzezéien? Wat wieren an deem Fall d'Käschte fir Lëtzebuerg?

4. Steet den Akaf vum Militärfliger, esou wéi vill méi wichteg Projeten fir d'Land, net och ënnert dem «Finanzéierungsvirbehalt»?

5. Stëmmt et, dass d'Arméi an de Lycéeë virsprécht, fir eventuell Kandidaten ze rekrutéieren, déi zum Beispill als Pilot a Fro kommen?

6. Wat fir Käschte kommen op Lëtzebuerg zou, fir d'Ausbildung vu Piloten an anerem Personal ze assuréieren, déi sech ëm de Militärfliger bekëmmere sollen?

7. Wéi héich schätzen d'Ministeren déi jährlech Käschten, fir den Ënnerhalt an d'Flugstonne vun esou engem Fliger ze assuréieren?

Réponse commune (21.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

No de Retarden, souwuel an der Entwécklung wéi an der Ausliwwerung vun den éischten A400Men a souwuel no enger Demande vun der Industrie fir eng nei finanziell Ënnerstëtzung, hunn déi siwen A400M-Natiounen (Däitschland, Frankräich, Spuenien, d'Vereenegt Kinnekräich, d'Tierkei, d'Belsch a Lëtzebuerg) Verhandlunge mam Group EADS an Airbus opgeholl, fir ze kucken, wéi dëse majeuren Industrieprojet fir Europa a seng Verdeedegung, kéint op eng nohalteg Manéier weidergeféiert ginn.

No laangen Diskussiounen um techneschen a finanzielle Plang, iwwert déi d'Chamber regelméisseg informéiert gouf, si sech d'Industrie an d'Natiounen Ufank Mäerz 2010 eens ginn.

D'Länner bezuelen zwou Milliarden Euro weider fir déi 180 bestallte Fligeren (den initiale Präis war op 20 Milliarden Euro fixéiert). Fir Lëtzebuerg ass dat eng Präiserhéijung vun 10 bis 12%. Des Weidere sinn d'Länner bereet, fir 1,5 Milliarden Euro der Industrie als Exportkreditter oder ähnlech Facilitéiten zur Verfügung ze stellen; dës Sue ginn natierlech spéider vun der Industrie zréckbezuelt.

Lëtzebuerg wäert och un dësem Mechanismus deelhuelen, mä d'Detailer mussen nach zwëschent der Industrie an de Länner gepréift ginn. De Montant vun

der Lëtzebuerger Bedeelegung baséiert sech, ewéi fir déi aner Länner, op déi bestallte Stéckzuel.

Et ass och vläicht nëtzlech ze ënnersträichen, dass esou komplex Programmer an hirem Développement oft ugepasst ginn am Liicht vun deenen industriellen an techneschen Erausfuerderungen, déi se beinhalten an déi een net ëmmer am Viraus ka komplett virgesinn.

Des Weidere muss een och déi operationell Besoine vun deene verschiddene Partner considéréieren, souwéi de Fakt, al Fligere schnell ze ersetzen.

Wat d'Lëtzebuerger Piloten ubelaangt, ass de Recrutement amgaang. Am Kader vun hiren normale Kampagnen an de Schoulen weist d'Arméi och op d'Méiglechkeet hin, fir Pilot ze ginn. D'Formatioun vun den Pilote fënnt an der Belsch statt am Kader vun engem bilateralen Accord, esou wéi dat fir déi aner Offizéier an der Ausbildung ass.

Wat d'Maintenance concernéiert, ass et virgesinn, datt de Lëtzebuerger Fliger an eng belsch Unitéit affektéiert gëtt, fir do ze fléien a gewaart ze ginn.

Esou ka Lëtzebuerg vun 2019 u vun deene Facilitéiten esouwuel um materielle Plang profitéieren, ewéi och vun de belschen Techniker, ouni eng Duplikatioun zu Lëtzebuerg mussen ze maachen. Dës integréiert Approche erlaabt et, eng ganz Rei Erspuernisser ze maachen. Des Weideren ass d'Arméi mat hiren europäesche Partner derbäi ze analyséieren, wéi weider «Rationalisatiounen» fir den Emploi an den Ënnerhalt vum Fliger kënne fonnt ginn, fir weider Käschten ze spueren.

Question 0476 (24.2.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **«réserve de suppléants» de l'enseignement fondamental:**

La loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental a créé la «réserve de suppléants» ayant pour mission d'assurer les remplacements en cas d'absence temporaire d'un instituteur.

Selon mes informations, la mission assignée à cette réserve n'est pas toujours assurée. Il arriverait fréquemment qu'en cas d'absence du titulaire de classe celuici ne puisse être remplacé à court terme. Les élèves sont alors, par exemple, répartis sur d'autres classes, ce qui perturbe gravement le rythme scolaire.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

1. Depuis la rentrée scolaire 2009/2010, combien d'absences de titulaires de classe n'ont pas pu être assurées, en nombre absolu et en nombre d'heures de classe?

2. Madame le Ministre peut-elle fournir des statistiques précises sur les absences des titulaires des classes de l'enseignement fondamental, par cycle ou classe et par arrondissement d'inspection? Quelle est, par cycle et par arrondissement d'inspection, le taux des heures d'absence n'ayant pas pu être couvert par un remplaçant?

3. Quelles sont les causes pour lesquelles un remplaçant ne peut être trouvé? Ces causes différentelles selon l'arrondissement d'inspection?

4. Dans quels délais les remplaçants sont-ils payés pour leurs prestations?

5. Quelles sont les mesures que Madame le Ministre de l'Éducation nationale envisage de mettre en œuvre afin d'assurer la continuité de l'enseignement fondamental? Dans quels délais ces mesures seront-elles prises?

Réponse (6.4.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Depuis le début de l'année scolaire 2009/2010, le remplacement du personnel enseignant est organisé par les six bureaux régionaux de l'inspectorat ainsi que par quinze communes qui ont opté pour organiser ellesmêmes ce remplacement.

Les remplacements en cours d'année scolaire du personnel enseignant sont organisés pour assurer des absences dues à de multiples causes dont les plus fréquentes sont les suivantes:

- des congés pour raison de santé;

- des congés de maternité;

- des congés parentaux;

- des congés pour convenances personnelles.

D'après les données fournies par les bureaux régionaux de l'inspectorat respectivement les administrations communales concernées pour la période du 15 septembre 2009 au 12 février 2010, les remplacements du personnel enseignant de l'enseignement fondamental n'ayant pas pu être assurés s'élèvent à quelque douze mille leçons d'enseignement.

Le taux des leçons d'absence du personnel enseignant (pendant la période de septembre 2009 à février 2010) n'ayant pas pu être couvertes par un remplaçant oscille en moyenne autour de 13%, tout en variant d'un arrondissement à l'autre.

Les raisons pour lesquelles un remplaçant n'a pas pu être engagé sont les suivantes:

- pénurie de personnel disposant de l'attestation habilitant à effectuer des remplacements dans les écoles fondamentales;

- remplaçants disponibles seulement pendant certains jours ou certaines périodes (par exemple étudiants effectuant des remplacements pendant leurs vacances semestrielles).

Ces raisons ne diffèrent pas fondamentalement d'un arrondissement à l'autre.

La nouvelle organisation de l'enseignement fondamental, qui se caractérise d'une part par une plus grande autonomie pédagogique des écoles, mais d'autre part par une gestion administrative plus centralisée, alors qu'antérieurement celle-ci se faisait principalement au niveau des autorités communales, a entraîné une chaîne hiérarchique plus longue et plus lente; en effet, elle passe maintenant de l'enseignant au président du comité d'école, puis à l'inspecteur assisté des collaborateurs du bureau régional pour aboutir aux services compétents du département de l'Éducation nationale qui transmettent à leur tour les dossiers à l'Administration du personnel de l'État pour exécution des paiements.

Pour mettre l'Administration du personnel de l'État en mesure de procéder au paiement définitif des indemnités, il faut obligatoirement qu'elle reçoive des services du Ministère de l'Éducation nationale un dossier personnel complet des personnes en cause. Or, la constitution et la vérification des dossiers par les services des Ministères de l'Éducation nationale et de la Fonction publique, suivies de leur validation par le contrôle financier, prend un temps non négligeable, d'autant plus qu'il faut rappeler régulièrement à de nombreux remplaçants de présenter des documents faisant défaut dans leur dossier, notamment le certificat médical établi par le contrôle médical de la Fonction publique.

Le délai de paiement relatif aux prestations des remplaçants est donc tributaire de toute une série de facteurs dépendant en partie des remplaçants eux-mêmes.

Afin d'assurer la continuité de l'enseignement, je compte procéder au recrutement de personnel enseignant dûment qualifié en nombre suffisant dans les meilleurs délais possibles, selon les dispositions légales en vigueur.

Question 0479 (25.2.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **revalorisation des friches industrielles de Wiltz:**

Le 22 septembre 2009, le Ministre du Logement avait rencontré les représentants de la commune de Wiltz pour élucider différentes questions autour de l'avenir des friches industrielles (terrains «Baumaself» et «Eurofloor») et du réaménagement du quartier de la gare. Soulignant la portée régionale et nationale de ce projet, le Gouvernement avait institué un groupe de travail interdisciplinaire en vue de lancer les travaux préalables à toute activité de revitalisation des friches wiltzoises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Quelles ont été les conclusions du Ministre suite aux échanges de vue avec les représentants de la Ville de Wiltz? Quel rôle leur sera dévolu dans le processus d'assainissement et de revitalisation des friches?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les travaux du groupe de travail qui a été mis en place en 2009? Quelle est sa composition et d'après quelles procédures exerce-t-il ses missions?

3) Quand le masterplan pourra-t-il être finalisé au plus tard?

4) Est-il prévu d'associer le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat aux projets de revalorisation du site? Comment cette participation pourrait-elle se concrétiser?

5) Le Gouvernement envisage-t-il la création d'un fonds pour le développement urbain afin de mettre en place une structure de financement appropriée? D'où proviendraient, le cas échéant, les ressources de ce fonds?

6) Messieurs les Ministres peuvent-ils également m'informer sur les conclusions de l'analyse financière réalisée pour le site en question? Quel sera le coût d'assainissement? L'État est-il disposé à prendre en charge une partie de ces coûts? Dans l'affirmative, quelle serait la part de ces engagements?

Réponse (21.4. 2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures* et *Ministre du Logement:*

Ad 1)

Les conclusions tirées par Monsieur le Ministre du Logement à l'issue de son échange de vues avec les autorités communales de la Ville de Wiltz se résument comme suit:

- Le site des friches industrielles à Wiltz ainsi qu'un ensemble de sites adjacents, notamment le quartier de la gare, méritent d'être requalifiés afin de renforcer le rôle de Wiltz en tant que Centre de développement et d'attraction régional (CDA), tel que préconisé par le «Programme directeur d'aménagement du territoire» arrêté par le Gouvernement le 27 mars 2003.

- Compte tenu du fait que la gestion de ce projet dépasse les capacités en ressources humaines de la Ville de Wiltz, il a été retenu que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (département de l'Aménagement du Territoire) financerait les prestations relatives à la gestion du projet, à l'élaboration respectivement l'affinement du masterplan et à l'analyse financière et économique.

- Il est également envisagé que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pourrait jouer le rôle de développeur.

Ad 2)

La mission du groupe de travail mis en place en 2009 consiste à:

- coordonner les différents acteurs en vue d'obtenir un projet d'assainissement du site cohérent et fiable qui pourra servir de base à l'élaboration d'un avant-projet de requalification urbaine (le masterplan);

- compléter ces travaux de planification par une estimation de leur coût global en termes d'assainissement et de viabilisation;

- mettre les autorités communales de la Ville de Wiltz en mesure d'acquérir le site Tarkett (le seul qui n'est pas en possession de la Ville de Wiltz) en tenant compte, d'une part, du coût d'assainissement et de viabilisation et, d'autre part, des potentialités de développement;

- mettre les acteurs étatiques ainsi que les autorités communales de la Ville de Wiltz en mesure d'estimer leur quote-part en ce qui concerne les frais d'assainissement par rapport à la quote-part de l'entreprise Tarkett;

- finaliser un avant-projet de requalification urbaine (le masterplan) qui sera intégré dans le plan d'aménagement général de la Ville de Wiltz et qui pourra, le cas échéant, être mis à profit par le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat pour initier un projet de développement urbain.

- Ledit groupe de travail est composé de représentants de l'administration communale de Wiltz, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région ainsi que du Ministère de la Santé.

- Le groupe en question encadre les bureaux d'études et instituts spécialisés en hygiène environnementale, infrastructures urbaines, pollution et assainissement, urbanisme et conception économique et financière. Il est assisté en plus par un coordinateur de projet.

Concernant les procédures, il y a lieu de noter que les autorités communales de la Ville de Wiltz, en collaboration avec le département de l'Aménagement du Territoire, sont les initiateurs et ont la régie du processus par le biais du coordinateur de projet.

Ad 3)

Pour ce qui est du timing, il est prévu d'aboutir fin 2010 à un avant-projet de requalification urbaine et à un projet d'assainissement qui trouvent l'assentiment de tous les acteurs du processus. Sur base de cet avant-projet et de l'étude financière qui viendra le compléter, l'acquisition du site Tarkett par la Ville de Wiltz sera opérée. À partir de ce moment, il sera possible d'entamer les étapes qui mèneront à la concrétisation du projet global.

Ad 4)

En ce qui concerne la requalification du quartier de la gare et des friches à Wiltz, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat peut jouer le rôle de développeur aux termes de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Par ailleurs, il convient de relever que le projet de quartier d'habitation de quelque 150 logements, que le Fonds réalisera au lieu-dit «Geetz», constitue une première étape de la mise en œuvre du projet en marge.

Ad 5)

Une étude actuellement en cours, en collaboration avec la Banque européenne d'Investissement et les ministères concernés, à savoir le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, le Ministère des Finances et le Ministère du Logement, permettra de clarifier s'il est opportun de créer une structure de développement spécifique pour le site en question.

Ad 6)

Il ressort de la description des différentes étapes de réalisation du projet reprise sub 2 et 3 que l'analyse financière ne pourra être réalisée qu'au moment où l'avant-projet de requalification urbaine sera disponible.

Question 0482 (26.2.2010) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **centre agro-industriel à Pettingen près de Mersch:**

Il y a presqu'un an que fut officiellement présenté à Pettingen prés de Mersch un nouveau site pour l'implantation du futur centre agro-industriel. Cet emplacement, se trouvant dans une zone verte et faisant partie d'un vaste espace naturel vert a été vivement contesté par les associations environnementales. En outre, le Conseil supérieur de la Protection de la Nature a émis un avis négatif et plaidé pour le choix d'un site alternatif. Selon nos informations, le projet du futur centre agro-industriel n'a pas considérablement avancé depuis le mois de mai 2009.

Dans ce cadre et conformément à notre règlement interne, nous nous permettons de poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut nous donner des détails concernant l'état d'avancement du projet du nouveau centre agro-industriel?

- Face aux enjeux importants du projet pour toute une région en ce qui concerne aussi bien le développement économique que l'aménagement futur du territoire et la protection de son environnement naturel, une action concertée ne s'impose-t-elle pas? Le Gouvernement ne devrait-il pas prendre l'initiative et réunir tous les acteurs concernés - les différentes administrations, les maîtres d'ouvrage, les promoteurs et résidents - afin de trouver dans les meilleurs délais un site approprié?

Réponse (15.4.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La question des honorables Députés a trait au projet de construction d'un nouveau centre agro-industriel, dénommé «Lëtzebuerger Agrarzenter», porté par la coopérative agricole De Verband.

De prime abord, il y a lieu de mettre en évidence qu'il ne s'agit en l'occurrence pas d'un projet public, mais d'un projet privé. Étant donné qu'à l'heure actuelle, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'est pas officiellement saisi d'une demande d'autorisation en relation avec le projet, il ne m'appartient dès lors pas de me prononcer sur l'avancement du projet ou d'en informer le public.

Néanmoins, je peux faire part aux honorables Députés des informations dont je dispose et qui sont en relation directe avec mes compétences ministérielles.

Le Verband a lancé, de sa propre initiative, une procédure volontaire de participation et de coopération afin de trouver des sites potentiels pour le nouvel Agrarzenter, en sus du site actuel près de la gare à Mersch et du site potentiel déjà visité en 2009 par le Ministre de l'Environnement alors en fonction.

Le Verband a invité une multitude d'acteurs tant du domaine public (ministères, administrations et communes) que de la société civile (ONG environnementales, association citoyenne BUSNA…) à participer dans des ateliers thématiques avec le but d'analyser et d'évaluer les sites potentiels identifiés. Le MDDI y est représenté par un fonctionnaire du Département de l'Environnement. D'après mes informations, la procédure d'identification et d'évaluation des sites potentiels s'étendra probablement jusqu'au mois de juillet 2010.

Pour de plus amples informations il y a lieu de s'adresser directement aux responsables de la coopérative agricole De Verband.

Question 0485 (1.3.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **programme de formation continue du SCRIPT:**

En date du 17 mars 2010, deux syndicats du personnel enseignant organiseront une conférence sur les atouts et les désavantages de l'enseignement par compétences.

Dans la fiche d'invitation, les organisateurs de la conférence affirment que le SCRIPT n'avait pas voulu intégrer cette conférence dans son programme de formation continue parce que les textes du conférencier «ne semblent pas aller dans la même direction que celle préconisée par le MENFP».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire si les affirmations susmentionnées sont exactes? Si tel était le cas, Madame la Ministre peut-elle me dire pourquoi la conférence en question n'a pas été intégrée dans le programme de formation continue du SCRIPT?

- Est-ce que d'autres manifestations ont également été écartées du programme du SCRIPT? Dans l'affirmative, de quelles manifestations s'agit-il? Quels ont été les motifs qui, selon les responsables du SCRIPT, auraient justifié une telle décision?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que, pour faire respecter le pluralisme des idées, il faudrait aussi faire entendre «un autre son de cloche» dans le cadre de la formation continue des enseignants?

Réponse (6.4.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'Institut de Formation continue auprès du SCRIPT coordonne les activités de formation continue suivant trois axes, à savoir:

- le développement personnel professionnel (Personalentwicklung);

- le développement de l'enseignement (Unterrichtsentwicklung);

- le développement de l'organisation (Organisationsentwicklung).

La formation continue répond soit à des besoins individuels, soit à des besoins et spécificités locaux, régionaux ou nationaux et peut donc être organisée au sein d'une ou de plusieurs écoles, au niveau régional et au niveau national. Elle poursuit les orientations pédagogiques des plan-cadre, plan d'études et programmes officiels et a comme cadre de référence le développement des compétences professionnelles suivantes:

- organiser et animer des situations d'apprentissage;

- gérer la progression des apprentissages;

- concevoir et faire évoluer des dispositifs de différenciation;

- impliquer les élèves dans leurs apprentissages et leur travail;

- travailler en équipe;

- contribuer à la gestion de l'école;

- informer et impliquer les parents;

- contribuer à l'élaboration de concepts pédagogiques ou de matériels didactiques;

- adopter de nouveaux concepts pédagogiques;

- se servir de nouveaux matériels didactiques et de nouvelles technologies;

- affronter les problèmes éthiques et autres de la profession;

- gérer sa propre formation continue.

Afin de garantir une cohérence au niveau de la qualité des formations offertes, des critères de qualité ont été formulés. Entre autres, une formation doit être orientée vers les besoins de la communauté scolaire. Elle doit s'appuyer sur un cadre théorique scientifique et elle doit favoriser les échanges entre les enseignants sur leurs pratiques. Les offres de formation continue sont systématiquement soumises à des évaluations de qualité par les participants afin de maintenir les exigences et de permettre l'évolution en cas de besoin. Par ailleurs, la formation doit se baser sur des modes d'animation et d'enseignement adaptés aux adultes et intégrer la dimension du genre. Les objectifs de la formation sont précisés auparavant avec le formateur et adaptés, le cas échéant, selon les attentes et besoins du personnel enseignant et socioéducatif.

En raison de tous ces critères et procédures, le SCRIPT n'a pas pu intégrer la conférence en question dans son programme de formation continue.

En réponse à la deuxième partie de votre question, j'ai l'honneur de vous informer que le SCRIPT reçoit régulièrement de la part d'instituts de formation, de formateurs individuels ou d'associations des propositions de séances de formations, de conférences ou de manifestations diverses. Ces propositions sont analysées en tenant compte des mêmes critères de qualité mentionnés ci-dessus. Les propositions qui correspondent à la fois aux besoins de formation et aux critères de qualité sont intégrées dans l'offre de formation continue.

En réponse à la troisième partie de votre question, j'estime qu'il faut continuer à respecter le pluralisme des idées et que c'est justement la confrontation des idées et des conceptions différentes qui est à la base d'un bon fonctionnement d'une société démocratique.

J'ai eu, au cours des dernières années, la possibilité de discuter de la pertinence de l'approche par compétences avec beaucoup de spécialistes et experts nationaux et internationaux en éducation. De tous ces échanges, je retiens qu'il vaut mieux rassurer le corps enseignant que créer des sentiments d'insécurité en établissant des approches dichotomiques artificielles qui ne reflètent ni la dynamique ni la complexité des reformes en cours.

Question 0490 (3.3.2010) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **standards énergétiques des constructions réalisées par la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM):**

La Société Nationale des Habitations à Bon Marché réalisera sous peu un ensemble de logements à basse consommation d'énergie sur un terrain situé dans la commune de Junglinster. Or, il s'avère que le système de chauffage prévu dans ces logements est un chauffage au mazout.

Alors que la Société Nationale des Habitations à Bon Marché est considérée comme promoteur public au sens de la loi concernant les aides au logement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Combien de logements les promoteurs publics ont-ils construits au cours des cinq dernières années?

- Quels sont les critères énergétiques appliqués pour ces logements?

- Existe-t-il une évaluation des coûts en énergie, surtout en ce qui concerne le chauffage, auxquels les occupants de ces logements doivent faire face?

- Dans l'affirmative, comment se situent les différents promoteurs publics les uns par rapport aux autres après comparaison de ces coûts?

- Dans la négative et sachant que les coûts du chauffage au mazout vont augmenter dans les années prochaines, Messieurs les Ministres jugent-ils acceptable de vendre ces logements à des personnes à revenu modéré? Ne s'agirait-il pas dans ce cas précis d'une forme de publicité mensongère?

Réponse (19.4.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Par son courrier du 29 mars 2010, Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM) fournit les réponses suivantes:

«Au cours des cinq dernières années, la SNHBM a construit et vendu au total 407 logements répartis comme suit:

Année	Maisons unifamiliales	dont classe énergétique B	Appartements	dont classe énergétique		
				B	D	E
2005	26	-----	49	-----	-----	-----
2006	57	5	81	-----	-----	-----
2007	30	7	0	-----	-----	-----
2008	18	18	67	-----	19	48
2009	16	16	63	42	21	-----

À part la construction de nouveaux logements, la société a également entamé des travaux de rénovation de ses neuf immeubles locatifs sis à Bonnevoie.

En effet, ces immeubles datent des années 1950 et sont actuellement rénovés de fond en comble. À ce jour, la rénovation de 20 appartements, sur un total de 72, est achevée et les immeubles sont classés dans la catégorie énergétique D.

Fin 2008, la société a par ailleurs décidé que tout nouveau projet de la société devait être élaboré suivant les critères de la classe énergétique B. Ceci signifie que tous les logements sont équipés d'une ventilation contrôlée à double flux avec récupération de chaleur. Pour certains projets, des panneaux solaires sont également installés pour la production d'eau chaude. Tous les logements construits au cours des cinq dernières années sont chauffés avec des chaudières à gaz.

Les frais de chauffage d'une maison unifamiliale (surface entre murs extérieurs de 140 m²) de la classe énergétique B se situent à environ 540 euros par an.

Au sujet de notre projet à Junglinster, aucune décision quant au système de chauffage n'a encore été prise. Actuellement différents scénarios sont étudiés prenant en compte les indications suivantes:

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Système de chauffage	Coût d'acquisition HTVA	Frais de chauffage et de production d'eau chaude annuels	Subventions étatiques
Chaudière à condensation à gaz	5.568 euros	539 euros	100 euros
Chaudière à condensation au fuel	11.864 euros	669 euros	-----
Pompe à chaleur (air/eau)	16.951 euros	792 euros	Max. 3.000 euros

Pour être complet, le Ministre du Logement attire l'attention de l'honorable Député sur les dispositions suivantes de l'article 5, alinéa 2 du règlement grand-ducal du 24 mars 2010 arrêtant le 9e programme de constructions d'ensembles de logement subventionnés:

«Toute convention prévoyant la construction de nouveaux logements et signée après l'entrée en vigueur du présent règlement doit contenir une clause prévoyant que les logements dont l'autorisation à bâtir sera demandée après ladite entrée en vigueur doivent atteindre la classe B pour l'indice de dépense d'énergie primaire, pour l'indice de dépense d'énergie chauffage et pour l'indice de dépense d'émissions de CO_2, telle que définie à l'annexe du règlement grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation».

Question 0493 (5.3.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **Rocade de Differdange:**

Récemment, les responsables de l'État et de la Ville de Differdange sont parvenus à un accord avec ArcelorMittal sur l'acquisition de terrains indispensables pour la réalisation du dernier tronçon de la «Rocade de Differdange» qui permet entre autres de relier le centre-ville à la collectrice du Sud. Cet accord avec ArcelorMittal est à saluer, d'autant plus qu'il n'a pas pu être obtenu ces dernières années à cause de divergences de vues sur la valeur des terrains.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quand les travaux de la finalisation de la Rocade de Differdange pourront-ils commencer?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la durée prévisionnelle de ces travaux?

- Quel en est le coût approximatif?

Réponse (6.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz quant au dernier tronçon de la Rocade de Differdange, il y a lieu de préciser qu'il reste encore à clarifier quelques points de coordination avec d'autres projets connexes, dont notamment la pose d'un collecteur d'eaux usées et la construction d'un bassin d'orage dans le cadre de l'assainissement de la Chiers. Il s'agit d'un projet commun de la Ville de Differdange, de la commune de Sanem et du Syndicat intercommunal pour l'assainissement du bassin de la Chiers (SIACH) pouvant bénéficier d'un cofinancement de la part du Fonds pour la Gestion de l'Eau. Une mise en adjudication commune de la nouvelle route avec la partie de ce projet d'assainissement touchant à l'emprise de cette route est indiquée.

Tenant compte de ces explications, il est actuellement difficile d'annoncer une date de commencement de ces travaux. La durée de ces travaux peut être estimée à 240 jours ouvrables.

Le coût approximatif du dernier tronçon de la Rocade de Differdange peut être estimé à cinq millions d'euros. Dans ce coût n'est pas compris le coût d'un écran de protection, qui est actuellement à l'étude.

Question 0496 (8.3.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**éco-musée sur les sites ardoisiers de Haut-Martelange et de Rombach:**

Fin 2003, l'État luxembourgeois avait acheté les sites ardoisiers de Haut-Martelange et de Rombach qui, depuis 1993, étaient la propriété de la commune de Rambrouch afin d'organiser et de financer leur revitalisation sur les plans culturel et touristique. En collaboration étroite avec les «Les Amis de l'Ardoise», le Gouvernement s'est proposé d'aménager un éco-musée sur une surface d'environ huit hectares.

La soumission des travaux concrets était prévue pour le début de l'année 2009. Les différentes options proposées concernant le projet du musée ont été analysées au cours de l'année 2008, alors qu'il était prévu de présenter ces choix dans une note stratégique soumise au Gouvernement en Conseil au printemps 2009 pour prise de décision quant au scénario à retenir, d'après la réponse de Madame la Ministre à la question parlementaire N°3009 du Député Fernand Etgen *(cf. compte rendu N°8/2008-2009)*.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des explications au sujet du concept muséal et touristique des anciennes ardoisières qui a été finalement retenu dans la note stratégique soumise au Gouvernement en 2009?

- Quel est le rôle du Service des Sites et Monuments nationaux dans la création d'un éco-musée? Quelles sont les autres administrations qui interviennent dans la revitalisation du site?

- Madame la Ministre peut-elle me dire quel a été le montant des investissements réalisés jusqu'aujourd'hui sur le site de Martelange/Rombach?

- Quels projets le Gouvernement veut-il concrétiser durant la législature en cours et quel est leur état d'avancement à l'heure qu'il est?

Réponse (15.4.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

À la question parlementaire N°0496 de l'honorable Député Monsieur André Bauler relative aux travaux en cours sur le site des anciennes ardoisières de Haut-Martelange, je voudrais apporter les réponses suivantes:

Depuis la cessation des activités des ardoisières de Haut-Martelange en 1986 par la société propriétaire, une dégradation progressive du site s'était installée.

Dès 1993, les premiers investissements furent consentis par l'État. Le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 23 octobre 1992, souligna que «ce site industriel constitue un atout indéniable pour le développement des potentiels économique, culturel et touristique de la région». Les premiers bâtiments furent dotés d'une nouvelle toiture afin d'empêcher une dégradation supplémentaire.

En 2003, l'État devint propriétaire du site. Un inventaire fut dressé et les travaux les plus urgents furent entamés, visant à endiguer la dégradation de certains immeubles du site.

En 2009, des travaux pour la mise en sécurité des murs de soutènement longeant la route à l'intérieur du site furent achevés. Des travaux de stabilisation et de sécurisation d'une vingtaine d'ouvrages et de bâtiments furent entamés.

Ces travaux pour lesquels le Service des Sites et Monuments nationaux a assumé la maîtrise d'ouvrage et qui se chiffrent depuis le début des travaux à 3.209.712,78 € ont largement contribué à la conservation du site.

Une analyse hydrogéologique, en vue de déterminer la part du rechargement de la nappe phréatique dans la zone d'influence des galeries, sera réalisée sous peu. Ainsi, il pourra être examiné si, quand, et à quels coûts, une ou plusieurs galeries pourront être rendues accessibles au public.

Parallèlement à l'analyse hydrogéologique, le Ministère de la Culture élaborera un projet de restauration des immeubles et de mise en valeur culturelle et touristique du site. Aussi, un calendrier en relation avec ces travaux sera-t-il présenté.

Ce projet sera axé sur les grands principes retenus par le Gouvernement, à savoir la mise en place d'un éco-musée industriel, avec pavillon d'accueil, des espaces exposant des machines en état de fonctionnement ainsi que des outils illustrant la vie de l'ardoisier et des ateliers de formation. De plus, les différents immeubles du site seront remis en valeur, notamment en soulignant leurs fonctions de l'époque: ainsi le futur visiteur pourra-t-il suivre le cheminement de l'ardoise depuis son extraction jusqu'au produit fini. La valorisation du site va logiquement se faire en plusieurs phases.

Le Service des Sites et Monuments nationaux restera le maître d'ouvrage des travaux de restauration et de mise en valeur à venir.

Question 0497 (8.3.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **projets d'infrastructure au niveau de la Nordstad:**

Les six communes de la Nordstad s'apprêtent à faire élaborer, en collaboration étroite avec les instances étatiques, un concept de mobilité afin de clarifier l'ensemble des questions qui concernent les transports publics et individuels. Il va sans dire que l'élaboration d'un tel concept ne peut être mise en œuvre sans trancher la question du sort de l'antenne ferroviaire Diekirch-Ettelbruck. Or, jusqu'à l'heure actuelle, aucune décision n'a été prise en la matière.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand il décidera au plus tard de l'avenir de la ligne de chemin de fer reliant les deux villes de la Nordstad?

- Quelle est l'option privilégiée par le Gouvernement sur le plan des transports publics?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails concernant le tracé définitif de l'axe central (N7) et son profil-type (boulevard urbain)?

- Dans quels projets d'infrastructure l'État investira-t-il à court et à moyen terme au niveau de la Nordstad?

- Quand le Ministère prendra-t-il une décision sur sa participation au financement du poste de travail appelé «Nordstad-Planer»?

Réponse (20.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question N°0497 de l'honorable Député Monsieur André Bauler, je tiens à confirmer que les études concernant le concept de mobilité «Nordstad» sont actuellement poursuivies par le Gouvernement.

L'objectif à moyen et à long terme de ce concept de mobilité est de préparer la «Nordstad» pour les défis qui l'attendent dans le contexte du développement de ses potentialités et dans le contexte du développement harmonieux des différentes formes de mobilité.

Un des éléments centraux à l'étude dans le cadre dudit concept de mobilité est l'axe central entre Ettelbruck et Diekirch. Ainsi, il est prévu que les études en cours comparent d'une manière explicite différents scénarii afin de pouvoir orienter le Gouvernement quant au choix du système à retenir et afin de pouvoir déterminer le profil-type dudit axe.

En tous les cas, il est impératif d'améliorer l'offre des transports publics par autobus, qui devront en chaque cas de figure assurer la desserte régionale, indépendamment du maintien ou non de la ligne ferroviaire.

En effet, il s'est avéré que ce point d'échange de la gare présente certaines déficiences. À cet égard, il faudra apporter les modifications appropriées au niveau de la place de la Gare, du bâtiment voyageurs, des souterrains et du P&R afin de pouvoir proposer des services améliorés au niveau de la gare. Dans ce contexte, le Gouvernement veille à assurer la cohérence entre les adaptations apportées à court terme au niveau du point d'échange d'Ettelbruck et les planifications globales prévues dans le cadre du concept de mobilité.

Au niveau des projets d'infrastructures de l'État dans la Nordstad, je me permets de mentionner notamment, au niveau des routes, le projet de construction de la B7/N27A, susceptible de promouvoir la zone artisanale du Fridhaff, alors qu'au niveau des bâtiments, il échet de rappeler la réalisation du nouveau Lycée technique agricole à Gilsdorf, la réalisation du Nordstad-lycée à Ettelbruck dans les bâtiments actuels du LTA, la réalisation d'un bâtiment administratif pour l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch ainsi que la réalisation du laboratoire de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA) à Gilsdorf, deux projets contribuant à la décentralisation de services publics.

En ce qui concerne le «Nordstad-Planer», la convention entre le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et les six communes est en cours de finalisation et sera signée prochainement. Les budgets y relatifs sont prévus.

Question 0498 (9.3.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **lits de vacances:**

Der «Maintien à domicile» von älteren Menschen wird heute per Gesetz und Reglemente tatkräftig unterstützt. Doch wie steht es mit den Infrastrukturen und diesbezüglichen Ressourcen, um diesen «Maintien à domicile» nahtlos organisieren zu können? Es gibt beispielweise Situationen, in denen es vorkommt, dass Familienmitglieder, die sich tagaus, tagein um die Betreuung von älteren Familienmitgliedern zu Hause kümmern, an die Grenze ihres Leistungsvermögens kommen und dringend eine Auszeit brauchen.

Ältere Menschen werden deshalb für einen solchen Zeitraum in Einrichtungen mit sogenannten «lits de vacances» untergebracht.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Welche Angebote in Sachen Entlastungsdienste für Betreuende aus dem Familienumfeld gibt es in diesem Zusammenhang?

2) Wo gibt es aktuelle Information für Interessierte?

3) Besteht eine aktuelle Datenbank in Form einer Bettenbörse?

4) Wo kann in einem öffentlich zugänglichen Verzeichnis nachgelesen werden, wer was anbietet?

5) Was kostet ein Ferienbett? Wer kommt für welchen Teil der Kosten auf?

6) Was sind die Planungszahlen für Ferienbetten in Luxemburg? Was ist der tatsächliche Bedarf? Wo wurde das Zahlenmaterial veröffentlicht?

7) Welche Kapazitäten stehen permanent zur Verfügung und wie sehen die Benutzungsstatistiken aus, insbesonders in den Ferien?

8) Gibt es zeitweise Wartelisten und kann das Ministerium in diesem Zuammenhang mit Zahlenmaterial aufwarten?

9) Stehen noch andere Dienste zur Verfügung wie zum Beispiel Übergangspflege,Tages- und Nachtplätze oder andere Kurzzeitaufenthalte?

10) Wieweit ist der/die zuständige Minister/in in die Bedarfsplanung einbezogen; oder regelt der Markt Nachfrage und Angebot?

11) Wie sieht der Zukunftsbedarf an Ferienbetten aus und welche Unterstützung bietet das Ministerium an, um diese Betten einzurichten?

Réponse commune (9.4.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Hervorgehoben sei, dass sowohl die Pflegeversicherung (Cellule d'évaluation et d'orientation) wie auch das Familienministerium ihre jeweilige Rolle bei der Bestimmung der Altenpolitik zu erfüllen haben.

Eine Reihe von Angeboten im Bereich der Pflegeversicherung beziehen sich demnach direkt oder indirekt auf das Umfeld der pflegebedürftigen Personen.

Neben Angeboten wie „Essen auf Rädern" oder dem Notrufdienst „Service appel assistance senior", die sich vorrangig an alleinstehende, ältere Personen mit oder ohne Pflegebedürftigkeit adressieren, gibt es eine Reihe an Betreuungsmaßnahmen, die eine doppelte Zielsetzung verfolgen. Sie bieten der betroffenen Person eine professionnelle Hilfe im Sinne ihrer Pflegebedürftigkeit an, zugleich stellen diese Angebote aber auch eine Entlastung dar für pflegende Angehörige und jede andere Person (im Sinne der Pflegeversicherung spricht man vom „aidant informel") die die pflegebedürftige Person im Alltag unterstützt oder versorgt. Diese Form der Unterstützung wird unter anderem von den spezialisierten Tagesstätten (centres psychogériatriques), den Heimpflege- und Hilfsdiensten mit ihren spezifischen Angeboten, wie zum Beispiel eine individuelle Aufsicht zu Hause, erbracht. Wissenswert ist, dass zurzeit die Pflegeversicherung das Pilotprojekt „Nuetswaach" der Fondation „Hëllef Doheem" fördert.

Eine Reihe an Alten- und Pflegeheimen machen auch verschiedenste Angebote im Bereich der Tagespflege. Das „Centre de convalescence Emile Mayrisch" kann man unter dem Begriff der „Übergangspflege" anführen.

Zusätzlich zu diesen Maßnahmen gibt es zurzeit insgesamt 53 „lits de vacances" in den Centres Intégrés pour Personnes Âgées und den Maisons de Soins in Luxemburg.

Über die letzten Jahre hinweg wurden eine Reihe an unterschiedlichen Informationsquellen für die betroffenen Personen und ihre Familien zugänglich gemacht. Die einzelnen Dienstleistungsanbieter stellen den Betroffenen unterschiedliche Informationsmöglichkeiten (Faltblätter, Broschüren, Internetseiten, persönliche Beratung...) zur Verfügung.

Generelle Informationen sind auf den Internetseiten des Familien- und Integrationsministeriums unter www.luxsenior.lu und des Sozialen Sicherheitsministeriums unter www.sante.public.lu zugänglich. Darüber hinaus bieten beide Ministerien verschiedene Dienste an beziehungsweise sie stellen Informationsmaterial zur Verfügung. So können über das im Familienministerium angesiedelte Seniorentelefon (24786500) allgemein Informationen zum Thema Alter erfragt werden. Die „Cellule d'évaluation et d'orientation" hat des Weiteren eine spezielle Helpline (24786060) zum Thema „Pflegeversicherung" eingerichtet.

Es gibt auch eine Reihe an Informationsbroschüren wie zum Beispiel der „Praktische Ratgeber für Senioren", der über das Familienministerium bezogen werden kann, die Informationsbroschüre zur Pflegeversicherung des Sozialen Sicherheitsministeriums oder auch „Aktiv 60 + der Wegweiser für Altersfragen" der Organisation RBS - Center fir Altersfroen A.s.b.l.

Auf lokaler Ebene übernehmen die Sozialdienste beziehungsweise die „Offices sociaux" Informations- und Beratungsfunktionen.

In Luxemburg besteht keine Datenbank in Form einer Bettenbörse.

Alle Angebote findet man auf den unter Punkt 2 erwähnten Internetseiten sowie im Ratgeber „Praktischer Ratgeber für Senioren" der gratis über das Familienministerium bezogen werden kann.

Der monatliche Preis eines Ferienbettes orientiert sich am regulären Pensionspreis der jeweiligen Institution. Im Prinzip kommt der Klient selbst für die Unterbringungskosten auf, die Pflegeversicherung übernimmt die festgelegten Pflege- und Hilfsleistungen. Eventuelle Wartelisten werden exklusiv von den stationären Einrichtungen selbst geführt. Über das Jahr gesehen variiert der Bedarf an Ferienbetten sehr stark. Verständlicherweise ist die Nachfrage an Ferienbetten während der Schulferien besonders hoch. Außerhalb dieser Zeiten werden die dafür vorgesehenen Zimmer auch von Klienten genutzt, die den Aufenthalt in einer stationären Einrichtung erproben möchten, oder aber von Personen, die sich in einer plötzlichen Notsituation befinden.

Da in den letzten Jahren keine spezifischen Bedürfnisse an das Familienministerium herangetragen wurden, unterliegen die „Ferienbetten" keiner besonderen Planung. Grundsätzlich würden diese Projekte jedoch gemäß den Richtlinien für Pflegeheime und CIPAs analysiert werden.

Question 0500 (9.3.2010) de **MM. Emile Eicher**, **Ali Kaes** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **fermeture de bureaux de poste dans la région nord du pays:**

L'entreprise des P&T vient de fermer définitivement quatre bureaux de poste (Kautenbach, Schieren, Noerdange, Preizerdaul), les services étant transférés en sous-traitance vers des postshops. Selon nos informations, de telles fermetures ont seulement eu lieu au nord du pays et il nous revient que la direction des postes aurait l'intention de fermer d'autres bureaux.

Afin de garantir aux citoyens habitant la région nord du pays un service postal de qualité et de proximité, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer nos informations?

- Dans l'affirmative, quels ont été les motifs de fermeture de ces bureaux?

- Y a-t-il eu au préalable des réunions de concertation, voire un accord avec les autorités locales concernées?

- Quels seraient les autres bureaux et localités visés par une éventuelle fermeture?

- Quels sont les services postaux qui ne sont pas transférés dans les postshops?

- Quelle est la stratégie globale concrète de l'entreprise des P&T concernant l'avenir des bureaux de poste et des services postaux au nord du pays?

Réponse (12.4.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire N°0500 du 9 mars 2010 des honorables Députés Emile Eicher, Ali Kaes et Jean-Paul Schaaf concernant la fermeture de bureaux de poste dans la région nord du pays, je peux vous communiquer les informations ci-après:

L'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) est consciente de l'importance des services postaux pour l'ensemble des citoyens, que ce soit en termes de qualité, d'accessibilité et de proximité, y compris dans les régions moins peuplées. Le réseau des bureaux de poste y joue un rôle-clé. Or, il s'avère que son évolution au fil des décennies ne correspond plus dans tous les cas aux besoins et habitudes changeants des clients, ni ne tient suffisamment compte de l'évolution démographique de notre pays.

Afin de l'adapter à ces évolutions, le réseau des bureaux de poste et de postshops devra forcément et dans son ensemble faire l'objet d'optimisations progressives. L'EPT réagit ainsi en fonction des besoins et opportunités qui se présentent du point de vue local et régional, avec le but ultime d'une meilleure accessibilité des services postaux, au plein profit des citoyens. Ce processus concerne en première ligne les relais postaux à travers tout le pays qui connaissent une fréquentation très faible de par leur localisation dans des régions peu peuplées et ne justifient que des heures d'ouverture assez limitées (1 à 2 heures par jour). Dans le souci permanent d'améliorer davantage l'accès à ses services, l'EPT se doit ainsi de rechercher des solutions plus conviviales et mieux adaptées aux besoins réels actuels de la population.

Avant toute adaptation du réseau des bureaux de poste, l'EPT procède systématiquement à des concertations préalables avec les autorités locales concernées pour trouver des solutions valables et acceptables d'un point de vue de la prestation d'un service public.

En ce qui concerne plus précisément les relais postaux de Kautenbach et Schieren, cités par les honorables Députés Eicher, Kaes et Schaaf, quelques clarifications s'imposent:

- la fermeture du relais postal de Kautenbach remonte à l'année 2000 et s'imposait à cause d'une fréquentation quasi inexistante, de loin la plus faible parmi tous les relais postaux de l'époque. Si les autorités communales n'avaient dans ce cas précis (et unique) pas favorablement accueilli cette mesure, un maintien de ce relais ne se justifiait aucunement, et l'ouverture d'un postshop était impossible faute d'un partenaire éligible;

- le relais de Schieren, historiquement ouvert pendant seulement 7,5 h/semaine, a été fermé en octobre 2006 suite à la résiliation du contrat de bail par le propriétaire des locaux. L'ouverture d'un nouveau bureau ne se justifiait pas à cause d'une fréquentation très limitée et la proximité des bureaux de poste d'Ettelbruck (2,3 km) et Colmar-Berg (2,2 km). En parallèle, l'EPT avait étendu les heures d'ouverture du bureau de Colmar-Berg de 12,5 heures supplémentaires par semaine et informé les résidents des communes de Schieren et Colmar-Berg par un mailing «toutes boîtes».

Dans cette même logique visant à faire bénéficier le grand public d'un meilleur accès aux services postaux et d'heures d'ouverture plus étendues, et suite à l'avis favorable des autorités communales respectives, les initiatives suivantes ont été prises:

- le remplacement, en été 2008, du relais de Preizerdaul, ouvert au public pendant 1,5 heure par jour, par un nouveau postshop en partenariat avec un commerçant local, aux horaires d'ouverture largement plus favorables pour la population;

- le remplacement du relais de Noerdange en 2009 par un postshop à Oberpallen, aux heures d'ouverture largement plus intéressantes, et au profit de toute la région;

- le remplacement du relais de Mertzig par un postshop dans la même localité et offrant des heures d'ouverture plus étendues;

- le remplacement prochain du relais de Weiswampach (ouvert 3 h/jour) par un postshop au centre commercial Keup dans la même localité (ouvert 7 jours/semaine avec un minimum de 10 h/jour);

- le remplacement prochain du relais de Wincrange (ouvert 1,5 h/jour) par un postshop à la station de service Q8 dans la même localité (ouvert 6 jours/semaine avec un minimum de 14 h/jour);

- l'ouverture prochaine d'un postshop à Marnach à la station de service Total (ouvert 6 jours/semaine avec un minimum de 12 h/jour), en complément du réseau postal actuel, et contribuant à une nette amélioration au profit de la région de l'Oesling.

Dans ce contexte, l'EPT tient également à souligner l'importance et le rôle des bureaux régionaux de Troisvierges, Clervaux et Wiltz. Ces bureaux bénéficieront, ensemble avec d'autres bureaux à travers le pays, de travaux de rénovation ou déménageront dans de nouveaux locaux plus propices. De tels projets ont par exemple déjà été finalisés à Mondorf, Esch-sur-Alzette ou City Concorde, alors que des rénovations d'envergure sont actuellement en cours dans les bureaux de Dudelange, Mersch et Ettelbruck.

Ces initiatives démontrent que l'EPT ne procède pas à des fermetures discrétionnaires de bureaux. Au contraire, sa stratégie en termes de bureaux de poste consiste justement à revaloriser ce réseau en termes de qualité, de proximité et d'accessibilité. Alors que des heures d'ouverture plus étendues ne se justifient pas pour des relais postaux dans des régions moins peuplées, des partenariats avec des commerçants et la complémentarité subséquente de l'offre EPT/partenaire permettent le maintien de présences postales et commerciales de proximité dans toutes les régions du pays.

À noter encore que l'offre de services disponibles via les postshops correspond plus ou moins à celle des relais postaux. La qualité du service offert est assurée par un programme de formation du personnel et la mise à disposition d'outils informatiques performants. Comme toute personne assurant des services postaux, indépendamment du statut salarial respectif, les exploitants des postshops sont d'ailleurs légalement soumis au respect du secret des lettres et des correspondances. Ce principe est ancré dans la constitution luxembourgeoise, dans la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux ainsi que dans les contrats conclus entre l'EPT et les postshops. Enfin, les postshops sont encadrés et accompagnés de près par des agents de l'EPT afin d'assurer un service de qualité aux citoyens et utilisateurs des services de l'EPT.

L'EPT poursuivra ses efforts d'une évolution de son réseau hybride de bureaux de poste et de postshops dans le sens d'une meilleure accessibilité, disponibilité et proximité, en dialogue continu avec les autorités locales.

Question 0502 (10.3.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **traitement des patients atteints d'une maladie chronique:**

Stabile Gesundheitsverhältnisse bei chronischen Leiden sind von herausragender Wichtigkeit und verhindern leidige und unnötige Krisen, Therapieversagen, Verschlechterungen von Gesundheitszuständen, die nicht nur persönlichen Schmerz und Leid bedeuten, sondern auch die Gesundheitskasse alljährlich unnötigerweise belasten. Die Prävention übernimmt hier eine überaus wichtige Funktion.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Welche gezielten Programme gibt es, um die chronischen Krankheiten optimal zu überwachen?

2) Welche Anreize gibt es für Patienten alles zu unternehmen, um in dem für sie definierten Normbereich zu bleiben?

3) Wie können Ärzte und assoziierte Gesundheitsdienstleister in der Erst- und Basisversorgung durch entsprechend motivierte Anreize dazu gebracht werden, sich in diesem Bereich intensiver zu engagieren (zum Beispiel Einführung von Prämien an Gesundheitsdienstleister, die es nachweislich schaffen, chronisch erkrankte Patienten gesundheitstechnisch stabil zu erhalten und damit kostenaufwendige Aufenthalte in Akutkliniken zu vermeiden)?

4) Sollten nicht mit der Commission de la Nomenclature neue Tarife ausgearbeitet werden, die der präventiven Gesundheitsversorgung Rechnung tragen würden?

5) Wie wäre es mit der Schaffung von ambulanten Gesundheitsdiensten, die sich mit einer engmaschigeren Betreuung von chronischen Krankheiten beschäftigen würden, zum Beispiel Kontrolle des Blutzuckers, Blutdrucks, Gewichts, der Sauerstoffsättigung und des Urins…? Könnte dies nicht im Bereich der Pflegeversicherung angesiedelt werden?

Réponse (15.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Depuis de nombreuses années, il existe plusieurs programmes spécifiques de médecine préventive, organisés par la Direction de la Santé, respectivement le Laboratoire national de Santé (partiellement avec la Caisse nationale de Santé dans le cadre de l'article 17 du Code de la sécurité sociale qui contient une énumération des prestations de soins de santé qui relèvent du champ d'application de l'assurance maladie).

Parmi ces programmes spécifiques, je voudrais particulièrement citer les suivants:

- les programmes en matière de dépistage du cancer:

- programme mammographie,

- programme cancer colon/rectum;

- le programme de lutte contre les drogues et le Sida, et de traitement de la toxicodépendance avérée aux opiacés par la substitution;

- le programme d'aide au sevrage tabagique;

- le programme de vaccination des jeunes filles contre l'HPV en vue de prévenir le cancer du col de l'utérus;

- le programme d'action, de prévention et de dépistage des facteurs de risque des maladies cardio- et cérébrovasculaires;

- le programme à réaliser en vue d'améliorer la prise en charge de la santé maternelle et infantile;

- la mise en œuvre de la promotion de la santé par le biais du projet «Écoles Santé»;

- le plan national Tabac.

Tous les programmes et projets de médecine préventive organisés offrent la totale gratuité des prestations médico-sociales effectuées dans le cadre de ces programmes aux patients concernés.

En effet, force est de souligner:

- qu'une mammographie est offerte tous les deux ans aux femmes du groupe cible concerné;

- que des consultations de sevrage tabagique sont offertes gratuitement aux fumeurs désirant s'arrêter de fumer;

- que des médicaments de substitution et un suivi médico-psycho-social sont offerts gratuitement aux toxicomanes qui demandent de l'aide;

- que la vaccination contre l'HPV est offerte gratuitement aux jeunes filles, en vue de la prévention du cancer du col de l'utérus;

- que les consultations de dépistage des principaux facteurs de risque de développement de cancers ou de maladies cardio-cérébrovasculaires sont gratuites.

Ces offres en matière d'aide et de prise en charge précoce sont systématiquement encadrées par l'organisation de campagnes multi-médias d'information et de sensibilisation, destinées à encourager et à motiver la population à l'adoption de modes de vie sains.

Les prestataires de soins et de santé sont impliqués activement dans bon nombre de programmes et projets de médecine préventive, où leur expertise et leur participation active sont rémunérées, que ce soit par des incitatifs financiers, des consultations majorées ou par la mise à disposition gratuite d'infrastructures et de services permettant leur implication concrète dans les soins de santé primaire et les efforts de santé publique.

Dans ce contexte, je voudrais citer notamment:

- le remboursement par l'État des honoraires médicaux et médico-techniques de «l'examen médical avant mariage»;

- le remboursement des frais médicaux en relation avec les prélèvements vaginaux-cervicaux-endocervicaux dans l'intérêt de la prophylaxie du cancer du col de l'utérus;

- les examens prénatals de la femme et les examens des enfants jusqu'à l'âge de deux ans, tels que prévus par le Code de la sécurité sociale;

- les examens médicaux systématiques pour les enfants âgés de deux à quatre ans prévus par la loi du 15 mai 1984 introduisant des examens médicaux systématiques pour les enfants âgés de deux à quatre ans;

- la consultation effectuée par les médecins généralistes, les médecins spécialistes en gériatrie, en gynécologie-obstétrique ou en médecine interne, dans le cadre du programme de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie;

- la consultation lors de la première injection du vaccin contre l'hépatite B;

- la consultation de suivi du traitement d'initialisation en vue du sevrage tabagique dans le cadre du programme d'aide au sevrage tabagique;

- la consultation du bilan final et de l'établissement de la feuille d'évaluation dans le cadre du programme d'aide au sevrage tabagique;

- le remboursement aux médecins agréés des activités de formation spécifique et d'organisation du suivi psychosocial, ainsi que de notification des patients suivis dans le cadre d'un traitement de la toxicomanie par la substitution;

- le remboursement de l'examen médical pour étrangers et du questionnaire y afférent (étrangers hors UE);

- l'examen de dépistage de l'ostéoporose par l'ostéodensitométrie et la permission de cumul de cet examen avec une consultation à visée préventive avec questionnaire y afférent;

- la mise à disposition et le financement des «maisons médicales», nouveau concept permettant l'organisation de la continuité des soins durant les nuits, les week-ends et les jours fériés, mais représentant également un outil pour la mise en place et l'organisation de soins de médecine primaire et de médecine préventive.

Le conseil scientifique, qui est chargé d'étudier un projet sur le développement de consultations de «médecine préventive», qui prévoit l'implication active du médecin généraliste en santé publique, est en train d'élaborer des recommandations relatives à ce sujet, et qui seront publiées au plus tard en 2011. Elles seront basées sur l'évidence scientifique en la matière et concerneront plus particulièrement les aspects de la prévention des maladies cardio- et cérébrovasculaires, ainsi que la prévention des maladies psychiques et la promotion du bien-être et de la santé mentale.

En ce qui concerne les patients atteints de maladies chroniques, je voudrais informer Monsieur le Député que leur surveillance se fait soit par leur médecin traitant, soit par les services spécialisés des hôpitaux (par exemple: insuffisance cardiaque, diabète, problèmes de coagulation,...). Les prestations dispensées dans ce cadre par les médecins respectivement par les infirmiers sont prises en charge par l'assurance maladie par le biais des nomenclatures existantes, tant au cabinet qu'à domicile pour les personnes incapables de se déplacer (sur prescription médicale), voire par le biais des budgets hospitaliers.

Q152

Question 0503 (10.3.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **portail Internet de la santé:**

Seit geraumer Zeit hat der Bürger über das Internetportal „www.santé.lu" Zugang zu Informationen bezüglich des Gesundheits- und Sozialsystems des Landes. Allerdings werden diese Informationen nur in französischer Sprache angeboten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wer ist der Betreiber dieses Portals? Ist es ein offizielles Portal der Regierung oder des Gesundheits- bzw. Sozialministeriums?

2) Wer ist verantwortlich für die Inhalte des Portals?

3) Wem gehört der Domain-Name?

4) Wann ist geplant, die ersten Beiträge sowie die Menüführung auf Luxemburgisch und Deutsch zu veröffentlichen?

Réponse (19.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das Gesundheitsportal („Portail Santé") beruht auf einer Initiative des Gesundheitsministeriums, dies im Rahmen der gemeinsamen koordinierten Bemühung der Regierung, die Potenziale des Internets und der neuen Informationstechnologien zu erschließen („Gouvernance électronique"). Das „Portail Santé" stellt ein thematisches Internetportal im Bereich Gesundheits- und Sozialwesen dar und reiht sich in die nationale eGesundheit-Strategie („eSanté") ein. eGesundheit hat zum Ziel, die auf Informations- und Kommunikationstechnologien basierenden Instrumente zur Verbesserung von Prävention, Diagnose, Behandlung sowie der Kontrolle und Verwaltung im Bereich Gesundheit und Lebensführung zu fördern.

Das CRP-Santé betreibt das Gesundheitsportal während der Entwicklungsphase im Auftrag des Gesundheitsministeriums. Dies geschieht unter Begleitung und Aufsicht sowohl meines Ministeriums als auch der Gesundheitsdirektion. Die Domain-Namen des Gesundheitsportals wurden durch das CRP-Santé im Auftrag des Gesundheitsministeriums registriert und gehören dem Luxemburger Staat. Meine Behörde ist auch verantwortlich für die Inhalte des Portals.

Das Gesundheitsportal verfolgt das Ziel, sowohl den Bürgern als auch den verschiedenen Gesundheitsberuflern eine verlässliche gemeinsame Informationsquelle für den Gesundheits- und Sozialbereich in Luxemburg zu bieten und somit den Bürger bei seinen Bemühungen zum Erhalten seiner Gesundheit zu unterstützen. Mittelfristig soll das Gesundheitsportal noch interaktiver gestaltet werden. Es ist beispielsweise vorgesehen, dass der Internetnutzer hier zu einem späteren Zeitpunkt Teile seiner Patientenakte einsehen sowie eine Reihe von verwaltungstechnischen Prozeduren im Gesundheitsbereich erledigen kann.

Die im Rahmen der „Gouvernance électronique" erstellten Internet-Angebote der Regierung werden zurzeit in französischer Sprache veröffentlicht. Da eine deutsche Fassung des Gesundheitsportals das Erreichen der obenerwähnten Ziele des Portals zusätzlich unterstützen würde, habe ich meine Dienststellen mit der Aufstellung eines Umsetzungsplans zwecks Übersetzung des Gesundheitsportals und seiner Inhalte ins Deutsche beauftragt. Unter Vorbehalt der Bewilligung der zusätzlich benötigten Finanzmittel könnte mit der Umsetzung frühestens ab 2011 begonnen werden.

Da die Übersetzung der Webinhalte von relativ hoher Komplexität zeugt, ist es mir wichtig, eine engere Zusammenarbeit mit anderen Ministerien anzustreben, dies in der Absicht, anfallende Kosten wie etwa Lizenzgebühren, Experten …, zu verringern und somit verfügbare Ressourcen (Fachkompetenzen, getestete IT-Lösungen, Wörterbücher …) gemeinsam nutzen zu können.

Question 0504 (11.3.2010) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **RN27 entre Michelau et Erpeldange:**

Depuis un éboulement de terrain sur la RN27 en juillet 1997, les localités de Michelau et d'Erpeldange sont reliées par une déviation provisoire sous forme de deux ponts Bailey traversant la Sûre.

En mai 2009, Monsieur le Ministre des Travaux publics avait informé que l'Administration des Ponts et Chaussées avait lancé une campagne de reconnaissance en vue d'une évaluation des risques résiduels émanant de l'ancienne carrière et que les résultats de cette analyse seraient attendus pour mi-2009. Ces résultats permettraient, ensemble avec l'analyse de faisabilité sur base de la loi du 19 janvier 2004 sur la protection de la nature et des ressources naturelles, de trancher entre deux options, à savoir le maintien définitif de la déviation actuellement en service qui nécessiterait la construction de deux ponts, ou encore la construction d'un nouveau tronçon de route longeant la route existante désaffectée.

Il a encore été précisé que des décisions pourront être prises rapidement une fois les résultats des analyses finalisées.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est l'option finalement retenue par le Ministère?

- Quand les travaux pourront-ils commencer?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la durée prévisionnelle de ces travaux?

Réponse (19.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Ali Kaes, je prends la respectueuse liberté de renvoyer aux éléments de réponse fournis à la question parlementaire N°0119 du 2 octobre 2009 *(cf. compte rendu N°3/2009-2010)* de l'honorable Député Jean Colombera, lesquels restent toujours d'actualité avec pour seule différence que l'étude de risque vient d'être achevée tout récemment.

Il ressort de cette étude qu'une solution définitive prévoyant une réouverture de la route N27 à l'endroit initial paraît envisageable moyennant des mesures de protection conséquentes.

Actuellement, l'Administration des Ponts et Chaussées est en train de vérifier si la mise en œuvre d'une galerie de protection sur une longueur d'environ 150 mètres pourrait présenter un intérêt par rapport aux projets connus. Si tel était le cas, le dossier de soumission pourrait être lancé fin 2010, de sorte à pouvoir entamer les travaux en 2011.

Pour le moment aucune indication ne peut cependant être donnée quant au délai d'exécution des travaux.

Question 0505 (15.3.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **situation de la Police grand-ducale au nord du Luxembourg:**

Lors de l'assemblée générale du syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg (SNPGL) il a été évoqué que la circonscription régionale de Diekirch, qui rassemble toute la région du nord du pays, ne parvient plus à assurer de manière adéquate la sécurité à l'échelle de son territoire de compétence. Ainsi, sur un total de 1.095 patrouilles qui auraient dû être présentes sur toute la région au cours de l'année passée, 366 ont été supprimées. Il serait même arrivé que les centres d'intervention principaux de Wiltz et de Troisvierges ne pouvaient être occupés 24/24 heures et 7/7 jours et que la permanence devait être assurée par le centre d'intervention principal de Diekirch, ce qui est bien entendu contraire aux objectifs de la loi du 31 mai 1999.

Il a été évoqué en outre qu'il existerait des commissariats sans connexion Internet et d'autres qui ont une connexion mais ne disposent pas d'ordinateurs. De plus, les agents devraient recourir à l'appareil photo de leur téléphone portable ainsi qu'à leur ordinateur personnel pour documenter un accident.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la non-occupation occasionnelle des centres d'intervention de Wiltz et de Troisvierges, notamment les week-ends et la nuit?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de jours les centres d'intervention sont restés inoccupés pendant les dernières années?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner les détails sur les trajets que les équipes du centre d'intervention de Diekirch ont dû effectuer pendant cette permanence pour accéder aux lieux d'intervention, ainsi que sur la durée de ces trajets?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner son appréciation, s'il juge que le centre d'intervention principal de Diekirch peut garantir dans ce cas de figure une intervention rapide afin d'assurer la sécurité de la population?

- Monsieur le Ministre juge-t-il que les structures en place sont suffisantes en vue de l'évolution de la délinquance, de la population résidente, des accès aux frontières des pays limitrophes et des distances éloignées dans le nord du pays?

- Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas la mise en place de centres d'intervention supplémentaires dans le nord du pays afin de remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait utile de transformer le commissariat de proximité à Ettelbruck en un commissariat d'intervention?

- Est-il exact que certains commissariats ne sont pas équipés de matériel de documentation élémentaire, tel un appareil-photo ou un ordinateur?

Réponse (29.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En 2009, 366 (251 en 2008) patrouilles sur un total de 2.190 et non pas de 1.095 patrouilles indiquées par le SNPGL ont dû être annulées pour la circonscription régionale de Diekirch. Le centre d'intervention secondaire de Wiltz a annulé 15 (9 en 2008) patrouilles et le centre d'intervention secondaire de Troisvierges a annulé 16 (12 en 2008) patrouilles. Ces réductions de patrouilles sont surtout dues à des congés de maladie ou d'indisposition annoncés à court terme, rendant tout remplacement impossible.

Actuellement, et en concertation étroite avec la Direction Générale et l'Inspection Générale, mon Ministère effectue une évaluation globale de la mise en œuvre de la loi du 31 mai 1999. Ces réflexions portent tant sur les effectifs que sur le fonctionnement de la Police grand-ducale. Comme je vous ai déjà fait part en réponse à votre question parlementaire 0374 du 13 janvier 2010 *(cf. compte rendu N°8/2009-2010)*, l'évaluation portera également sur les implantations des unités de la police.

Il n'est certainement pas exact que les commissariats ne sont pas correctement équipés en matériel informatique ou technique. Les commissariats de proximité ne disposant pas d'accès direct à l'Internet disposent d'un accès à une centaine de sites Internet, nécessaires à l'exercice de leur fonction, via le système Intranet de la police. Toutes les autres unités disposent d'un accès direct Internet. Par ailleurs, toutes les unités de police disposent d'appareils photo digital, et des moyens nécessaires au développement des photos prises.

Question 0510 (16.3.2010) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **parc automobile de la direction de la police et patrouilles sur bicyclette:**

Suivant des informations parues dans la presse, la direction de la police envisagerait de compléter son parc automobile par des véhicules plus «écologiques». Sachant que les déplacements en ville par bicyclettes sont non seulement les plus écologiques, mais également les plus efficaces pour le travail policier du point de vue proximité et temps d'intervention et vu l'exemple des autres villes européennes qui misent sur la bicyclette pour équiper leurs patrouilles de police dans le milieu urbain, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage mon opinion de l'utilité de renforcer la présence policière dans les agglomérations par des patrouilles sur bicyclette?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que Monsieur le Ministre mettra en œuvre cette mesure efficace de sécurité et dans quelles villes?

Réponse (9.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La police a équipé les commissariats de proximité (au niveau national) de 66 bicyclettes.

Les patrouilles cyclistes contribuent à promouvoir la police de proximité, servant à des missions préventives et sécuritaires, des missions répressives, à la surveillance de la circulation routière locale ainsi qu'à l'établissement d'un contact renforcé avec la population.

Le concept de proximité n'est cependant pas uniquement basé sur les patrouilles à bicyclette, mais surtout sur des patrouilles à pied, et la présence de maîtres-chiens.

À l'instar des expériences faites, une priorité est actuellement donnée aux patrouilles à pied.

Question 0511 (16.3.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**exposition temporaire de l'exposition «The Family of Man» dans la commune de Roeser:**

Madame la Ministre vient d'annoncer que la sculpture «Gëlle Fra» pourrait, après son retour de Shanghai, être exposée temporairement dans la commune de Bascharage, commune d'origine de l'artiste Klaus Cito. Madame la Ministre vient également d'annoncer dans une réponse à une question parlementaire que l'exposition «The Family of Man» du photographe d'origine luxembourgeoise Edward Steichen fermera ses portes de début septembre 2010 à fin printemps 2012 pour cause de restauration des pièces exposées et de rénovation des locaux d'exposition dans le château de Clervaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante:

- Ne pourrait-on pas envisager une exposition temporaire de la collection «The Family of Man» dans la commune de Roeser, au village de Bivange, d'où est originaire le photographe Edward Steichen, à l'instar de ce qui est envisagé pour la sculpture «Gëlle Fra»?

Réponse (29.4.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse à la question de l'honorable Député Monsieur Eugène Berger qui voudrait savoir si on peut envisager d'exposer temporairement la collection «The Family of Man» d'Edward Steichen à Bivange, le temps de la rénovation du musée de Clervaux, je voudrais apporter les réponses suivantes:

Après plus de 15 années d'exposition, il est évident que toutes les images de cette collection d'Edward Steichen doivent être analysées et, le cas échéant, restaurées malgré les interventions régulières qui ont toujours été faites auparavant, notamment au cours des mois d'hiver à moindre fréquentation. À cet effet, la collection de photographies sera décrochée de ses cimaises, emballée selon les règles de l'art et transportée à son lieu de restauration; cette opération de grande envergure en elle-même prendra au moins une année, vu l'étendue de la collection. Il s'ensuit que la collection n'est tout simplement pas disponible le temps que l'exposition au Château de Clervaux sera fermée.

D'autre part, toute présentation temporaire d'œuvres aussi sensibles que celles de «The Family of Man» doit à l'évidence se faire dans les mêmes conditions thermo-hygrométriques très strictes que celles qui prévalent depuis 1994 au lieu d'exposition au musée au Château de Clervaux. Ce sont des obligations de protection que l'inscription en 2003 de la collection et de l'exposition à la liste «Mémoire du Monde» de l'UNESCO n'a fait que confirmer. Un lieu d'exposition temporaire devrait donc être spécialement aménagé, en plus il devrait présenter des dimensions considérables pour pouvoir accueillir l'ensemble de la collection qu'on ne peut dissocier. Exposer «The Family of Man» temporairement demanderait par conséquent un investissement immense à la fois en temps supplémentaire et en moyens budgétaires, le coût financier qu'il faudrait prévoir étant hors proportion pour un tel projet temporaire.

D'autre part, l'opération devrait se faire par la même équipe réduite au même moment que les premiers préparatifs nécessaires pour organiser le raccrochage des œuvres restaurées à Clervaux. Pour l'ensemble de ces raisons, il n'est pas possible de réaliser l'idée de présenter de façon temporaire la collection «The Family of Man».

Question 0512 (17.3.2010) de **M. Jean-Pierre Klein** *(LSAP)* concernant l'**exemption de taxes rémunératoires:**

La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1966 prévoit à l'article 23 que:

«1. L'État accréditant et le chef de la mission sont exempts de tous impôts et taxes nationaux, régionaux ou communaux, au titre des locaux de la mission dont ils sont propriétaires ou locataires, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'impôts ou taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus.

2. L'exemption fiscale prévue dans le présent article ne s'applique pas à ces impôts et taxes lorsque, d'après la législation de l'État accréditaire, ils sont à la charge de la personne qui traite avec l'État accréditant ou avec le chef de la mission.»

Il semble qu'en pratique, les exemptions décrites plus haut sont élargies aux taxes communales rémunératoires. Selon mes informations, certaines communes seraient ainsi confrontées à une demande d'exemption concernant des taxes relatives à la fourniture d'eau et à l'enlèvement de déchets.

- Étant donné que les taxes communales rémunératoires constituent des «taxes perçues en rémunération de services particuliers rendus», Messieurs les Ministres sont-ils d'avis qu'il est juste et équitable que les communes soient obligées à exempter les chefs de missions diplomatiques de toutes les taxes communales? Dans l'affirmative, existe-t-il une loi spéciale donnant base légale à l'exemption précitée? Les communes sont-elles appelées à prendre en charge le coût des services prestés?

- L'exemption d'impôts et de taxes décrite par l'article 23 de la Convention de Vienne est-elle uniquement applicable aux ambassadeurs étrangers accrédités au Grand-Duché ou est-ce que d'autres groupes de personnes bénéficient d'exemptions similaires? Qu'en est-il notamment du personnel des ambassades?

Réponse commune (21.4.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député s'est renseigné sur les dispositions d'exemptions fiscales au bénéfice des diplomates, au titre des conventions de Vienne.

À ce sujet, j'ai le plaisir de lui fournir les informations suivantes:

L'article 34 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques prévoit que: «L'agent diplomatique est exempt de tous impôts et taxes, personnels ou réels, nationaux, régionaux ou communaux.»

Parmi les exceptions à cette règle, le même article cite les impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus.

Les demandes émanant de la communauté diplomatique établie au Luxembourg en vue d'une exemption des taxes communales au titre du paragraphe cité ci-dessus et de l'article 23 sont rares. Le cas échéant, il faut distinguer entre taxes communales proprement dites et services effectivement rendus tel ramassage des ordures ou la fourniture de l'eau et de l'électricité.

L'approche préconisée par mes services consiste à inviter les agents diplomatiques accrédités au Luxembourg de s'acquitter des services effectivement rendus tels que le ramassage des ordures ou la fourniture d'électricité. Pour le reste, conformément aux conventions de Vienne, les diplomates sont à exempter de toutes taxes proprement dites.

Au titre des articles 37 et 38, tous les agents diplomatiques, ainsi que le personnel administratif des ambassades, bénéficient de cette exemption fiscale, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants luxembourgeois ou résidents permanents du Grand-Duché. Ces dispositions concernent donc non seulement les ambassadeurs, mais également le personnel diplomatique et administratif des ambassades, ainsi que certains cadres dirigeants des institutions européennes et des organisations internationales établies au Luxembourg, ces derniers jouissant également du statut diplomatique.

Les conventions de Vienne ont été transposées dans le droit luxembourgeois par la loi d'approbation du 17 juin 1966.

Question 0513 (17.3.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **irrégularités dans les comptes du syndicat communal SICEC:**

Il me revient que le service de contrôle financier de la comptabilité des communes aurait relevé des irrégularités graves lors de la vérification des comptes du syndicat intercommunal SICEC.

Ainsi certains membres du personnel se seraient attribué des indemnités pour frais de route de plus de 5.000 euros par an pour des allers-retours entre leur domicile et leur lieu de travail, dont de nombreuses indemnités totalement fictives pendant leurs heures de travail normales. Par ailleurs, les mêmes personnes se seraient attribué des heures supplémentaires fictives pour l'accueil d'entreprises pendant les heures de travail et des heures pour «surcharge de travail» quand un membre quelconque du personnel était en congé ordinaire ou en congé de maladie. Les heures supplémentaires et pour surcharge de travail ainsi facturées, non imposables, dépasseraient 30 heures par mois de travail hors congés.

Je joins ci-après quelques informations à titre d'exemple.

Dans ce contexte, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits ci-dessus?

2. Quelles sont les dispositions légales pour les frais de route, les heures supplémentaires et les heures pour surcharge de travail applicables aux fonctionnaires communaux dont question? Ont-elles été respectées?

3. Est-il exact que l'ancienne présidente du SICEC, une fois les faits connus, aurait approuvé rétroactivement sur de nombreuses années les paiements irréguliers dont question? Est-ce que la loi permet une telle approbation rétroactive de paiements irréguliers? Si non, quelle est la situation de droit?

4. Les irrégularités constatées, si elles n'avaient pas été approuvées rétroactivement, auraient-elles pu constituer un fait pénal?

5. Quelles démarches le Gouvernement a-t-il entreprises voire va-t-il entreprendre en la matière?

Informations et exemples:

- 07.08.08 Réunion avec MW, 130 km de frais de route pour une réunion qui s'est tenue à 10 heures au SICEC

- 12.08.08 Réunion avec FB, 130 km de frais de route pour une réunion qui s'est tenue à 11 heures au SICEC

- 26.01.07 Réunion avec L au SICEC à 14 h, une heure supplémentaire

- 18.05.07 Surcharge de travail après Ascension xx en congé

Réponse (26.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

À la question de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes concernant différentes indemnités allouées à des agents du syndicat de communes SICEC, je suis en mesure de fournir les réponses suivantes:

1. Il est établi que depuis l'année 1995 le syndicat de communes SICEC avait adopté une pratique - non actée et non approuvée par l'autorité de tutelle - consistant à accorder aux membres du personnel des frais de route pour des déplacements de leur domicile au lieu de travail dans des cas considérés comme sortant du cadre habituel de leurs fonctions. Les autorités de contrôle ont à plusieurs reprises attiré l'attention des autorités syndicales sur la non-conformité de cette pratique au regard du cadre réglementaire existant.

2. En ce qui concerne le régime des frais de route et de séjour des agents du secteur communal, il y a lieu de se référer au règlement grand-ducal modifié du 4 avril 1964 portant assimilation des traitements des fonctionnaires des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes, à ceux des fonctionnaires de l'État ainsi qu'au règlement ministériel du 17 février 1986 relatif aux frais de route des fonctionnaires communaux aux termes duquel les frais de route et de séjour des agents communaux sont remboursés suivant les taux, tarifs et modalités en vigueur pour les agents de l'État qui sont fixés par le règlement grand-ducal modifié du 5 août 1993 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État.

Ce dernier dispose notamment:

Art. 4. (1) Le remboursement des frais inhérents au voyage de service n'est accordé que pour autant que les frais du fonctionnaire ou de l'employé et la durée du déplacement sont nécessaires à l'accomplissement de la mission, à moins que le prolongement dûment autorisé du séjour à l'étranger ne permette de réduire le total de ces frais.

(2) Les indemnités pour frais de route et de séjour sont à proportionner aux dépenses réelles; elles ne devront en aucun cas constituer un élément de rémunération.

(3) Le déplacement effectué par le fonctionnaire ou l'employé pour se rendre de son domicile à sa résidence officielle et pour rentrer de celle-ci à son domicile ne donne pas lieu à indemnité.

Art. 6. (1) Pour le calcul des frais de route et de séjour, le lieu de la résidence officielle du fonctionnaire ou de l'employé de l'État appelé à voyager est considéré comme point de départ de chaque voyage de service, sous réserve des dispositions ci-après.

3. Le comité du SICEC a pris la décision de régulariser administrativement la pratique décrite au point 1 dans une délibération du 19 novembre 2009. Cette délibération n'a pas encore été approuvée par l'autorité de tutelle alors que certaines questions demeurent non résolues (cf. point 5).

Dans la mesure où il n'est pas exclu d'arguer, par une interprétation extensive que l'autorité de tutelle est loin de partager, qu'il ressort de l'économie de l'article 4 paragraphe (3) que celui-ci se rapporte aux déplacements habituels du domicile au lieu de travail, les autorités syndicales peuvent en application du principe de l'autonomie communale décider d'indemniser leurs agents pour des trajets qui sortent du cadre du travail normal.

Il faut cependant donner à considérer que, conformément au règlement grand-ducal du 3 mai 1991 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires communaux ainsi que leur astreinte à domicile, lesdits fonctionnaires peuvent se voir allouer des indemnités pour heures supplémentaires et des primes d'astreinte. Il appartient donc aux autorités syndicales d'assumer la responsabilité de ces pratiques.

4. Il n'appartient pas à une autorité administrative de spéculer sur le caractère pénal ou non d'un fait quelconque. Précisons cependant qu'en matière administrative, au cas où il n'y aurait pas régularisation des faits prédécrits ou refus d'approbation, il y aurait, le cas échéant, lieu à remboursement des sommes indûment perçues, sans préjudice d'éventuelles sanctions pénales.

5. Avant tout autre progrès dans ce dossier, l'autorité de tutelle a demandé au syndicat concerné d'établir que toutes les sommes versées se rapportent effectivement à des déplacements tels que définis dans sa délibération, à savoir des déplacements «du domicile au lieu de travail en cas d'évènement sortant du cadre habituel, régulier et journalier». Il va sans dire que, si des agissements frauduleux étaient constatés, l'autorité de tutelle appliquerait avec rigueur l'article 23 du Code d'Instruction Criminelle.

Question 0515 (17.3.2010) de **M. Jean Huss** *(déi gréng)* concernant l'**interdiction des amalgames dentaires:**

On estime qu'aujourd'hui entre 50 et 75% de la population européenne porte des amalgames dentaires, ce qui correspond à environ 2.000 tonnes de mercure. En moyenne, chaque européen a entre trois et quatre grammes de mercure dans sa bouche ainsi que des dépôts de mercure dans le corps. Depuis l'introduction de l'amalgame dentaire il y a 170 ans, tout le mercure utilisé se retrouve au final dans l'environnement, au plus tard à la mort des individus. Les quantités de mercure dans l'environnement sont aujourd'hui environ 20 fois supérieures qu'avant l'introduction du mercure dentaire.

Le mercure dentaire ne constitue donc pas seulement un problème de santé, mais également une source de pollution continue extrêmement dangereuse de l'environnement.

Le 15 mars, lors d'une réunion des Ministres européens de l'Environnement, la délégation suédoise a soumis une proposition pour inscrire l'interdiction de l'amalgame dentaire dans la révision de la stratégie communautaire sur le mercure prévue pour 2010. La Suède, le Danemark ainsi que la Norvège ont déjà interdit l'amalgame dentaire il y a quelques années. Une interdiction de l'amalgame dentaire en Europe serait également un signal fort lors des négociations du Programme environnemental des Nations Unies sur une stratégie globale pour éliminer le mercure dans les technologies médicales et industrielles qui doivent commencer cette année pour conclure en 2013.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quelle était la position du Ministre luxembourgeois concernant la proposition suédoise lors du conseil du 15 mars?

- Le Luxembourg participera-t-il activement aux négociations du Programme environnemental des Nations Unies? Quelle position y défendra-t-il?

Réponse (29.4.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

À l'occasion du Conseil environnement du 15 mars 2010, la délégation suédoise a présenté sous le point «divers» une note portant sur la révision de la stratégie communautaire applicable au mercure.

À cette occasion, la Suède a exprimé le souhait de voir l'Union européenne continuer de jouer un rôle d'avant-plan dans la réduction et si possible l'élimination de l'utilisation du mercure et des émissions afférentes.

Alors que dans certains pays nordiques il existe déjà à l'heure qu'il est une interdiction de l'amalgame dentaire, cette même délégation a considéré qu'il serait opportun et approprié que l'Union européenne se dote d'une démarche commune sur ce point.

L'intervention de la délégation suédoise a été favorablement accueillie au sein du Conseil environnement.

Les autorités luxembourgeoises soutiennent et continueront à soutenir toute initiative communautaire et internationale visant à limiter voire à prévenir l'utilisation du mercure dentaire.

Question 0517 (18.3.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **réseau national des bibliothèques «bibnet»:**

Le projet de loi 6026 relatif aux bibliothèques publiques a, entre autres, comme objectifs de doter les bibliothèques publiques de techniques de communication modernes, d'encourager leur professionnalisation et de favoriser les synergies entre les différents types de bibliothèques existant au Luxembourg. Dans ce but, l'article 11 de la loi en projet prévoit que toute bibliothèque peut demander l'agrément en tant que «bibliothèque publique» à condition qu'elle remplisse un certain nombre de critères auxquels il est renvoyé dans le texte en question. Le choix d'un logiciel spécifique de gestion bibliothécaire ne figure pas parmi ces critères.

Or, il m'est parvenu à plusieurs reprises que les bibliothèques désireuses d'intégrer le réseau national des bibliothèques «bibnet» se voient forcées d'adopter comme logiciel de gestion celui utilisé par la Bibliothèque nationale (BnL), en l'occurrence «Aleph».

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Est-il correct que les bibliothèques qui souhaitent intégrer le réseau «bibnet» sont contraintes d'adopter comme logiciel de gestion celui utilisé par la BnL?

- Est-il possible de faire part du réseau national des bibliothèques tout en utilisant un logiciel différent de celui utilisé par la BnL?

- Qu'en est-il de l'interopérabilité entre les différents logiciels de gestion de bibliothèques et celui utilisé à l'heure actuelle par la BnL?

Réponse (15.4.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Madame la Députée Claudia Dall'Agnol pose trois questions en rapport avec le réseau de bibliothèques luxembourgeoises coordonné par la Bibliothèque nationale, questions auxquelles je m'empresse d'apporter les réponses suivantes. Ces réponses confirment par ailleurs l'échange de vues qui fut également fait à ce sujet au sein de la commission parlementaire compétente, dans le cadre de son analyse du projet de loi relatif aux bibliothèques publiques.

- Depuis sa création en 1985, le réseau des bibliothèques luxembourgeoises a pour finalité l'utilisation d'un catalogue commun, dit collectif, basé sur un système de gestion informatique de bibliothèques géré par la Bibliothèque nationale. Les bibliothèques qui ont été candidates à l'adhésion l'ont été, encore, parce qu'elles voulaient faire partie du catalogue collectif et utiliser les fonctionnalités techniques et règles de catalogage du système de gestion commun à cause des nombreux avantages qu'elles présentent.

- La finalité du réseau bibnet.lu ayant toujours été l'utilisation d'un système de gestion de bibliothèques unique et commun et des procédures de travail communes, pour des raisons de rationalité économique et d'efficacité et de qualité bibliothéconomiques, le cas de figure envisagé par Madame la Députée serait contraire à la définition et à la mission du réseau.

- L'honorable Députée semble viser les systèmes de gestion utilisés par des bibliothèques luxembourgeoises en-dehors de celui utilisé par les bibliothèques membres du réseau bibnet.lu.

Les systèmes informatiques gérés par la Bibliothèque nationale de Luxembourg permettent, certes, via leurs interfaces, une certaine interopérabilité entre systèmes informatiques hétérogènes. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que le but visé a toujours été le catalogue collectif, simple d'utilisation, avec des données complètes et cohérentes.

L'interopérabilité entre logiciels de gestion de bibliothèques ne se limite pas à l'interopérabilité technique, mais concerne aussi l'interopérabilité sémantique qui est associée à un mode de description de l'information contenue dans une base de données, à savoir les métadonnées. De ce point de vue, il importe de souligner que les bibliothèques membres du réseau bibnet.lu utilisent un corps de règles de catalogage structurées, internationalement reconnues et basées sur les «anglo-american cataloguing rules», alors que dans les autres bibliothèques le catalogage se fait sans règles précises. Il en est de même pour l'indexation et la classification. De la sorte, les données saisies par ces bibliothèques ne sont que très faiblement standardisées. Si l'un ou l'autre système auquel semble penser l'honorable Députée permet effectivement d'importer des notices bibliographiques à partir de bibnet.lu, il faut constater que l'opération inverse ne présenterait guère le même intérêt pour les bibliothèques du réseau bibnet.lu qui disposent d'outils techniques permettant d'importer facilement des notices standardisées de catalogues étrangers de grande qualité.

Par ailleurs, les fonctionnalités bibliothéconomiques des systèmes utilisés aujourd'hui au Luxembourg hors réseau bibnet.lu sont beaucoup plus réduites.

En conclusion: L'interopérabilité, même si elle était poussée, ce qui n'est pas le cas, ne permet pas le même degré d'efficacité et de rationalité économique que l'utilisation d'un système commun efficace et flexible. L'interopérabilité existant à un moment donné serait par ailleurs remise en cause à l'occasion de chaque migration de systèmes. Compte tenu de l'évolution rapide des nouvelles technologies, les migrations se suivront à des rythmes serrés au cours des prochaines années.

Telles sont les raisons qui expliquent que les pouvoirs publics, dans tous les pays d'Europe, poussent à l'utilisation de catalogues collectifs.

Toutefois, le recours à un catalogue collectif, reposant sur un système de gestion commun, n'empêche nullement les bibliothèques membres du réseau bibnet de recourir à d'autres outils informatiques de leur choix pour couvrir des besoins autres que ceux couverts par les systèmes utilisés en commun par les membres du réseau.

Question 0518 (18.3.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **contamination des poulets par campylobacter:**

D'après des résultats publiés par l'Agence européenne de sécurité des aliments (EFSA), la majorité des poulets vendus dans l'Union européenne seraient contaminés par des bactéries qui peuvent déclencher des intoxications. Concernant la contamination des poulets par la campylobacter, le résultat du Luxembourg s'avère particulièrement catastrophique puisque 100% des poulets testés au Luxembourg en seraient contaminés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces résultats?

- Quelles sont les raisons pouvant expliquer ce résultat catastrophique?

- Comment entendent-ils y remédier à l'avenir?

- Quelle est la provenance des poulets abattus et vendus au Luxembourg?

- Est-ce que les poulets vendus au Luxembourg ont été testés auparavant quant à la contamination au campylobacter? Quels ont été les résultats le cas échéant?

Réponse commune (23.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La viande de poulets de chair est considérée comme une source importante de toxi-infection alimentaire de deux infections humaines campylobacter et salmonella dans l'Union européenne.

En conséquence, la direction générale SANCO de la Commission européenne a chargé l'E.F.S.A. (European Food Safety Agency) de réaliser en 2008 une étude sur la prévalence de campylobacter et de salmonellose dans les abattoirs de volaille.

Lors de cette étude, une prévalence moyenne de 76% pour campylobacter et de 16% pour salmonellose fut constatée pour les pays membres. Les poulets abattus au Luxembourg présentaient une prévalence de 100% pour campylobacter et une prévalence de 0% pour salmonellose. Le campylobacter est une bactérie ubiquitaire et peut se répandre partout.

Le résultat de cette étude ne peut pas être considéré comme catastrophique. Le Luxembourg ne dispose que de trois petits abattoirs privés, qui procèdent annuellement à l'abattage d'environ 25.000 poulets. Dans ces petits abattoirs, douze analyses ont été effectuées et elles étaient toutes positives.

Par contre, 40.000 poulets sont exportés d'une exploitation vers un abattoir en Belgique. Les quatre analyses effectuées pour campylobacter dans cette exploitation étaient toutes négatives. Il s'agit dans ce cas d'analyses non prescrites par la Commission. Le résultat de 100% pour le Luxembourg n'est donc pas représentatif et doit être interprété de façon nuancée.

Par ailleurs faut-il souligner que pour les trois exploitations précitées, les jeunes poussins proviennent tous de la Belgique et par conséquent ont pu être porteurs de campylobacter dès leur introduction au Luxembourg.

Une grande partie des poulets vendus dans le commerce provient de la Belgique, des Pays-Bas, de la France et de l'Allemagne.

Le risque pour la santé humaine découle de la consommation de viande de poulet non suffisamment cuite ou la contamination croisée avec d'autres aliments.

L'ingestion de viande de poulet insuffisamment cuite peut provoquer une infection par campylobacter chez l'homme. Cette infection peut se traduire par une gastro-entérite, accompagnée de crampes intestinales, de diarrhée, de vomissements et de fièvre.

Le respect des mesures d'hygiène alimentaire est donc très important dans la prévention de la maladie. Sachant que la viande de volaille est très fréquemment infestée par ces germes, il est très important de prendre toutes les précautions possibles dans la manipulation des viandes fraîches ou crues à savoir: lavage des mains après manipulation, nettoyage des plans de travail et des couteaux et une cuisson totale de la viande de volaille.

Campylobacter a été désigné comme priorité nationale dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel en 2010. Des prélèvements sont ainsi prévus sur l'ensemble de la chaîne alimentaire pour détecter ce germe.

Au niveau communautaire, des mesures pour la réduction du campylobacter et des salmonelles seront élaborées par l'E.F.S.A. et la Commission européenne sur base de cette étude; ces mesures seront à appliquer par règlement dans tous les pays membres.

Les chiffres de référence campylobacter et salmonella peuvent être utilisés à l'avenir pour suivre les tendances et pour évaluer l'impact des programmes de surveillance et de contrôle. L'étude préconise par ailleurs un renforcement de la recherche sur les méthodes de surveillance et d'épidémiologie de campylobacter dans la production de viande de poulet.

Question 0519 (18.3.2010) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** et de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **délai de convocation aux réunions du conseil communal:**

Selon la loi communale de 1988, la convocation à une réunion du conseil communal se fait au moins cinq jours avant celui de la réunion.

D'après la loi sur les syndicats intercommunaux, le délai de convocation à une réunion du comité est d'au moins 15 jours.

Dans ce contexte, nous voudrions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Est-ce que le Gouvernement n'envisage pas d'aligner le délai de convocation à une réunion du conseil communal sur celui des réunions de comités de syndicats afin de permettre aux conseillers communaux un délai convenable de préparation, la nature des dossiers à traiter devenant de plus en plus complexe?

Réponse (16.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Les honorables Parlementaires citent la différence des délais de convocation respectifs des conseils communaux et des comités des syndicats de communes.

En effet, l'article 13 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose que «sauf le cas d'urgence, la convocation se fait, par écrit et à domicile, au moins cinq jours avant celui de la réunion; elle mentionne le lieu, le jour et l'heure de la réunion et en contient l'ordre du jour».

Le projet de loi portant réforme de la législation communale (n°2675, dépôt 2 février 1983) avait proposé de porter l'ancien délai de convocation de deux jours francs à cinq jours en précisant que le délai de deux jours s'était «révélé, dans beaucoup de cas, insuffisant pour permettre aux conseillers de prendre inspection des dossiers relatifs aux divers points de l'ordre du jour». Rappelons toutefois que dans le cadre de la procédure législative ayant abouti à la loi communale de 1988, le Conseil d'État avait émis dans son avis du 24 janvier 1984 (doc. parl. n°2675/2) les considérations suivantes: «Dans les conditions données, le Conseil d'État, sans autrement critiquer ou mettre en cause le délai proposé de cinq jours, donne néanmoins à considérer s'il n'y aurait pas lieu de réduire ledit délai d'une ou même de deux unités, alors qu'un délai de trois ou quatre jours pleins, s'intercalant entre le jour de la remise à domicile et le jour de la réunion, devrait suffire aux édiles pour prendre inspection des dossiers relatifs aux affaires mises à l'ordre du jour».

C'est le délai de cinq jours qui fut finalement retenu par le législateur.

En revanche, l'article 14 alinéa 2 de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes prévoit que «sauf le cas d'urgence, la convocation du comité se fait par écrit et à domicile au moins quinze jours avant celui de la réunion».

Pour ce dernier cas, le rallongement du délai de convocation était motivé comme suit: «Le délai, qui est de cinq jours pour les conseils communaux, est proposé à quinze jours pour les comités des syndicats de communes. Cet allongement du délai est destiné à permettre aux membres du comité de disposer du temps nécessaire pour préparer sérieusement ces réunions et consulter utilement les conseils communaux qu'ils représentent et dont ils sont appelés à défendre les intérêts.» (doc. parl. n°4138)

La différence dans les délais repose donc sur des considérations d'ordre pratique, alors que les mandats respectifs de conseiller communal et de membre d'un comité syndical sont exercés l'un directement et personnellement par l'élu en question, l'autre en qualité de représentant du conseil communal auquel il doit rendre compte.

À l'heure qu'il est, les choix du législateur en matière de délais ne semblent pas faire l'objet de contestation, notamment celui applicable aux convocations des conseils communaux, alors qu'il établit un juste équilibre entre, d'une part, la nécessité d'un fonctionnement efficace des instances communales et, d'autre part, l'accès à l'information des élus communaux.

Question 0520 (18.3.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **test tuberculinique dans le cadre de l'examen prénuptial:**

Toutes les personnes voulant se marier au Luxembourg doivent se soumettre à un examen médical prénuptial en vue de la délivrance d'un certificat médical.

Dans le cadre de cet examen, les futurs époux doivent se rendre auprès d'un Centre médico-social de la Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales pour faire le test à la tuberculine.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de cas de tuberculose ont été découverts dans le cadre de l'examen médical prénuptial au cours des dernières années?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le test tuberculinique est encore judicieux dans le cadre de l'examen médical prénuptial?

- Dans l'affirmative, ne pourrait-on pas prévoir que ce test soit réalisé par le médecin généraliste afin d'alléger les démarches pour les futurs époux?

- Sachant que l'examen prénuptial est surtout d'un grand intérêt quant à la recherche et la prévention d'éventuelles affections transmissibles dans le cadre d'une future grossesse, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'on puisse envisager de fixer une limite d'âge maximale à partir de laquelle cet examen ne serait plus obligatoire?

- Ne faudrait-il pas repenser l'examen prénuptial en général?

Réponse (23.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La réglementation applicable aux examens à effectuer en vue de la délivrance du certificat avant mariage prévoit, en ce qui concerne l'intradermo-réaction (ID), qu'elle soit effectuée selon une méthode standardisée dans un centre médico-social de la Ligue luxembourgeoise de prévention et d'action médico-sociales.

Au cours des années 2007, 2008 et 2009, deux cas de tuberculose-maladie ont été découverts grâce à l'examen prénuptial, ceci sur un total de 10.784 ID lues.

Étant donné que le nombre de tuberculoses-maladies (actives) découvertes est faible (1,85 cas pour 10.000 ID lues) pour ces trois années cumulées, la question de l'opportunité du test tuberculinique réalisé dans le cadre de l'examen médical avant mariage, tel qu'introduit par la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage, mérite d'être posée.

Il me semble dès lors approprié de faire évaluer la nécessité du maintien de l'examen médical avant mariage dans sa forme actuelle et d'envisager une éventuelle prise en charge des autres examens réalisés au cours de l'examen médical prénuptial, ceci dans un contexte plus global de la médecine préventive.

Question 0522 (19.3.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** et de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **déclaration d'arrivée auprès de l'administration communale:**

Toute personne qui entend établir sa résidence habituelle sur le territoire d'une commune doit, dès son arrivée sur le territoire de la commune, déclarer sa présence auprès du bureau de la population de l'administration communale de son lieu de résidence.

Sauf erreur de notre part, lorsqu'une entreprise (ou un entrepreneur individuel) s'installe sur le territoire d'une commune, elle n'est pas obligée de faire une déclaration d'arrivée à l'administration communale. Elle doit, si l'activité visée est de nature commerciale, néanmoins se faire immatriculer auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons une entreprise ne doit-elle pas effectuer une déclaration d'arrivée auprès de l'administration communale?

- Le Gouvernement envisage-t-il de résoudre ce problème pour les communes qui ne sont souvent pas au courant de la présence d'entreprises ou d'entrepreneurs individuels sur leur territoire?

Réponse (9.4.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

En ce qui concerne le Ministère des Classes moyennes, les entreprises concernées n'ont pas d'autre obligation de publicité que celle prévue à l'article 25 de la loi modifiée sur le droit d'établissement du 28 décembre 1988, qui prévoit que «la mention de la profession et le numéro de l'autorisation gouvernementale doivent figurer sur les lettres, courriers électroniques, sites internet, devis, factures et devantures, ainsi que les panneaux devant être installés sur tous les chantiers».

Aucune disposition ne prévoit l'obligation, pour les entreprises ou pour le Ministère, de signaler leur présence à l'administration communale concernée, sauf pour celles actives dans le domaine érotique.

En effet, lors de la modification intervenue avec la loi du 9 juillet 2004, qui a modifié la loi d'établissement, cette obligation avait été insérée à la demande notamment de certaines communes et de la police, ces activités étant sensibles à plus d'un titre.

Il me revient qu'à cette occasion l'opportunité de prévoir une obligation d'information systématique des communes concernées lors de l'octroi d'une autorisation d'établissement avait été abordée.

Cette option n'avait pas été retenue pour plusieurs raisons.

La première tient à la circonstance que par le passé le Ministère des Classes moyennes envoyait de sa propre initiative un listing de toutes les autorisations d'établissement accordées aux communes, mais que nombre d'entre elles ont fait savoir que cette démarche ne les intéressait pas et constituait donc une communication administrative supplémentaire, et en outre inutile, à gérer.

La seconde raison, c'est que les entreprises ne doivent pas toutes être titulaires d'une autorisation d'établissement à délivrer par le Ministère des Classes moyennes.

La troisième, que certaines entreprises, pourtant titulaires d'une autorisation d'établissement, choisissent de ne pas s'établir en définitive, et ce pour des considérations les plus diverses.

Le Ministère des Classes moyennes ne voit néanmoins pas de difficultés, malgré les limites de cette démarche mentionnées ci-avant, à informer à nouveau les communes en leur faisant parvenir une copie des autorisations d'établissement délivrées.

Si tel est leur souhait, le Ministère donne à considérer qu'il lui semble cependant davantage efficace, et donc opportun, de demander aux administrations fiscales, et notamment à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, d'informer les communes.

En effet, toute entreprise, quelle que soit sa nature, doit notamment disposer préalablement d'un numéro de TVA lorsqu'elle souhaite commencer de manière effective ses activités.

Question 0523 (19.3.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **procédure d'asile:**

La loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection avait notamment pour objectif de raccourcir les délais entre le dépôt de la demande de protection internationale et la décision défini-

tive des autorités nationales d'accorder ou non le statut de réfugié aux personnes concernées. Il semble toutefois que cet objectif n'est que partiellement atteint.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et de l'Immigration:

1. Quel est le nombre de demandes d'asile déposées en vertu de la nouvelle loi, et quelle en est la ventilation par an et par pays d'origine de l'auteur de la demande?

2. Quelle était la durée moyenne de la procédure d'asile avant l'application de la loi du 5 mai 2006?

3. Quelle est la durée moyenne de la procédure d'asile pour les demandeurs de la protection internationale arrivés au Luxembourg après la mise en vigueur de la loi actuelle?

4. Quels sont, en moyenne, les délais dans lesquels le Ministre de l'Immigration statue sur les demandes en vertu de l'article 3 de la loi du 26 mai 2006, et ce par type de procédure?

5. Quelle est la proportion de demandes soumises pour avis par le Ministre de l'Immigration à la commission consultative pour la protection internationale?

6. Cette commission consultative pour la protection internationale respecte-t-elle le délai d'un mois, prévu dans la loi, pour rendre son avis en cas de saisine sur un dossier individuel? Si non, pourquoi?

7. Le Gouvernement prévoit-il de renforcer rapidement les effectifs des services chargés des questions d'immigration et d'asile afin de réduire la surcharge de travail des agents concernés et d'accélérer les procédures administratives?

8. Quelle est la proportion des demandes pour lesquelles Monsieur le Ministre accorde le statut de réfugié tel que prévu par la «Convention de Genève»?

9. Quelle est la proportion des demandes pour lesquelles Monsieur le Ministre accorde «une forme complémentaire de protection»?

10. Quelle est la durée moyenne qui s'écoule entre la décision «définitive» du Ministre et un arrêt des tribunaux administratifs coulé en force de chose jugée et exécutoire? Est-il exact que la loi permet actuellement de faire des recours à répétition voire de recourir à des cours de formation fictifs ou non pour retarder les procédures? Quels sont les moyens qui pourraient être mis en œuvre pour raccourcir ces délais et éviter les abus ou manœuvres de procédure?

11. Dans quelle proportion le tribunal administratif respectivement la Cour administrative prennent-ils une décision autre que celle formulée par le Ministre?

12. Combien de demandes de protection internationale sont actuellement pendantes? Quel est le nombre de personnes concernées?

13. Combien de personnes dont la demande de protection a été définitivement rejetée se trouvent au Luxembourg? Quel est leur statut et dans quelle mesure bénéficient-elles d'aides de la part des autorités?

14. Le Gouvernement a-t-il élaboré et publié le règlement grand-ducal prévu par l'article 16, alinéa 7, concernant les «pays tiers sûrs»? Si non, pourquoi?

Réponse (15.4.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1) Depuis l'année 2006, 2.070 personnes ont déposé une demande d'asile. La ventilation par an et par pays d'origine se présente comme suit:

A) Demandes d'asile / de protection internationale déposées de 2006-2010 (01/03)

Année	Dossiers	Personnes
2006	380	523
2007	291	426
2008	299	463
2009	333	505
2010 (01/03)	110	153
Total	**1.413**	**2.070**

B) Évolution des demandeurs d'asile / de protection internationale par pays d'origine (demandeurs effectifs)

	2006	2007	2008	2009	2010 (01/03)	Total
Afghanistan	8	3	4	13	9	37
Afrique du Sud				1		1
Albanie	20	16	14	26	1	77
Algérie	8	11	4	12	11	46
Angola	5	1		1		7
Arménie	4	1		2		7
Azerbaïdjan	1			11		12
Bangladesh				1		1
Bénin	1	2	3	3	2	11
Biélorussie	5	8	6	14	8	41
Bosnie-Herzégovine	17	24	31	35	3	110
Brésil	2					2
Burkina Faso	1			3		4
Burundi	3			2		5
Cameroun	3	7	8	9	2	29
Centrafrique		1	1			2
Chine	2		1			3
Comores			1			1
Congo	2	1	1	2		6
RD Congo	20	1	6	3	4	34
Côte d'Ivoire	7		3	2	1	13
Corée du Nord			3			3
Costa Rica				1		1
Croatie			1			1
Djibouti	1		1			2
Érythrée	6		11	10		27
Éthiopie	4	3	2	4		13
Gabon				1	1	2
Gambie	2	5	2	4	1	14
Géorgie	1	1	1	2	3	8
Ghana	1		1	1		3
Guinée-Bissau	4					4
Guinée (Conakry)	9	8	2	6	2	27
Guinée-Équatoriale				1		1
Hongrie	1					1
Inde			2	1		3
Irak	16	14	29	65	29	153
Iran	31	16	18	24	8	97
Israël	1	1		1	3	6
Jordanie			1	1		2
Kenya		1	2			3
Kirghizistan		1				1
Kosovo			201	133	36	370
Lettonie			2	1		3
Liban			2	2	1	5
Libéria	3					3
Lybye	1		2			3
(ARY) Macédoine	3	5	7	6		21
Mali	1	1		3		5
Maroc	4	1	1	2	1	9
Mauritanie	2		1	3		6
Mexique				5		5
Moldavie		4	1		1	6
Mongolie		1				1
Monténégro		15	14	6		35
Népal		1				1
Niger	1		1	3		5
Nigéria	14	7	5	6	1	33
Ouzbékistan		1	4			5
Pakistan	1			1		2
Palestine	10	1	6			17
Pérou		2				2
Portugal		1				1
Roumanie		6		5		11
Russie	43	13	13	27	8	104
Rwanda	1		1			2
Sénégal		1	1	1		3
Serbie		225	18	17		260
Serbie-Monténégro	207					207
Sierra Leone	5	1	1			7
Somalie	7	1	10	8	8	34
Soudan	2	1	1	2	1	7
Syrie				1		1
Tchad			2			2
République Tchèque	1					1
Tibet		2				2
Togo	4	3	4	5	3	19
Tunisie	3	1		2		6
Turquie	3	3	2	4	2	14
Ukraine	19	3	3		2	27
Venezuela					1	1
Yémen			1			1
Zimbabwe	2					2
Nombre total des demandeurs d'asile	**523**	**426**	**463**	**505**	**153**	**2.070**
Nombre total des pays d'origine	**52**	**45**	**52**	**53**	**28**	**83**

2) 3) Il est difficile d'évaluer la durée moyenne de la procédure d'asile, étant donné qu'aucune étude n'a jusqu'à présent été réalisée. Les chiffres indiqués ci-dessous correspondent dès lors à des estimations du service des réfugiés.

Dans les années 1999 à 2004, la durée moyenne de la procédure d'asile, recours devant les juridictions compris, était d'au moins trois à quatre années. À partir de 2005, le Gouvernement a renforcé le bureau d'accueil pour demandeurs d'asile en personnel de sorte que dès avant l'entrée en vigueur de la loi du 5 mai 2006, la durée de la procédure avait pu être ramenée à environ deux ans.

À l'heure actuelle, la tendance de la durée moyenne est de nouveau à la hausse, vu le nombre plus élevé de demandeurs et la complexité accrue des dossiers.

4) Actuellement, le délai dans lequel le Ministre en charge de l'asile statue sur les demandes d'asile est en règle générale compris entre un et deux ans (dans le cadre de la procédure normale). Les autres décisions, à savoir les cas Dublin, les cas d'irrecevabilités ainsi que les procédures accélérées sont traités endéans les délais prescrits par loi.

À l'heure actuelle, la procédure est déjà allongée au niveau des entretiens. Ces entretiens, nettement plus longs et compliqués que jadis, doivent de plus en plus souvent être enregistrés afin d'éviter des contestations par la suite.

À défaut de fonctionnaires de la carrière supérieure en nombre suffisant, les mêmes agents doivent couvrir le volet contentieux de la procédure de protection internationale et de l'immigration. Sachant que l'asile et l'immigration recouvrent environ 40 à 45% de tout le contentieux administratif au Luxembourg, ce contentieux constitue un volume de travail de plus en plus important. Étant donné que les moyens invoqués sont de plus en plus volumineux, la rapidité de la procédure d'asile en souffre sérieusement.

5) Le Ministre a saisi la Commission consultative pour les réfugiés respectivement la Commission consultative pour la protection internationale comme suit:

- 2004: 9 demandes d'avis
- 2005: 1 demande
- 2006: 3 demandes
- 2007: 9 demandes
- 2008: 4 demandes
- 2009: 0 demande
- 2010: 1 demande

6) La Commission consultative respecte le délai d'un mois pour rendre ses avis. Il est cependant arrivé que la Commission sollicite des informations complémen-

Q156

taires de la part du Ministre, ce qu'elle a cependant à chaque fois également fait dans le délai prescrit d'un mois.

7) Malgré une demande en ce sens, il n'est pas envisagé de renforcer rapidement les effectifs de la Direction de l'Immigration, en dépit d'une charge de travail accrue.

8) Depuis 2006, 454 personnes se sont vues accorder le statut de réfugié. 2.070 personnes ont déposé une nouvelle demande en obtention d'une protection internationale. Le taux de reconnaissance par rapport aux nouvelles demandes est de 22%.

9) Depuis l'entrée en vigueur de la loi, 18 personnes ont obtenu la protection subsidiaire, ce qui correspond à un taux d'environ 0,8%.

10) La durée qui s'écoule entre la décision du Ministre et un arrêt définitif varie en moyenne entre neuf mois et un an. La loi du 5 mai 2006 a permis d'accélérer le traitement des demandes au niveau du contentieux administratif. Ainsi, le délai dans lequel le Gouvernement doit conclure a été ramené de trois à deux mois, tandis que la possibilité de produire des mémoires en réplique et en duplique a été abrogée tant au niveau du Tribunal administratif que de la Cour administrative.

Si la loi ne permet pas de faire des recours à répétition en matière de protection internationale, on assiste actuellement à une prolifération des demandes de toutes sortes, une fois le demandeur de protection internationale débouté de sa demande.

11) En règle générale, les décisions du Ministre sont confirmées par les juridictions administratives.

Pour ce qui est de l'année 2009, le Ministre a refusé la protection internationale dans 96 cas (169 personnes). Dans six cas (15 personnes), le Tribunal administratif a réformé la décision, du Ministre en accordant le statut de réfugié, tandis que la Cour administrative a réformé dans deux cas (sept personnes). De même, le Tribunal a accordé une protection subsidiaire dans trois cas (six personnes), tandis que la Cour administrative a elle aussi accordé une protection subsidiaire dans trois cas (trois personnes).

12) Actuellement, 317 dossiers (422 demandeurs) sont en cours d'instruction.

13) Un chiffre exact ne peut être donné. Bon nombre de personnes disparaissent une fois déboutées et réapparaissent des mois plus tard. Le Gouvernement estime que 500 à 800 personnes ainsi déboutées se trouvent encore au Luxembourg, dont 374 bénéficient actuellement d'une tolérance.

14) Le règlement grand-ducal prévu par l'article 16(7) constitue un règlement facultatif. Le Gouvernement n'a pas pris un tel règlement alors que la notion de pays tiers sûr, contrairement à la notion de pays d'origine sûr prévue à l'article 21, est très peu, pour ne pas dire pas du tout, utilisée.

Question 0524 (19.3.2010) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**accès des ressortissants de l'Union européenne à la fonction publique:**

Le 1er janvier 2010 la loi du 18 décembre 2009 modifiant et complétant les lois fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, fixant le régime des employés de l'État, fixant le statut général des fonctionnaires communaux et portant organisation de l'INAP est entrée en vigueur. Cette loi permet notamment aux ressortissants de l'Union européenne d'accéder à certains emplois de la fonction publique.

L'article 1er point 3 dispose que la condition de la nationalité luxembourgeoise continuera à être requise pour «les emplois qui comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public. Ces emplois seront déterminés par voie de règlement grand-ducal».

Or, à cette date, aucun règlement grand-ducal n'a été promulgué et des offres d'emploi dans la fonction publique étatique et communale demandant expressément la nationalité luxembourgeoise continuent à être publiées. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la loi, sans le règlement grand-ducal, est inutile?

- En tardant à se conformer à l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Luxembourg ne risque-t-il pas une nouvelle condamnation de la Cour européenne de Justice?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une ouverture aux ressortissants de l'Union européenne de certains postes de la fonction publique permettra de mieux satisfaire à ses besoins en personnel, notamment en personnel hautement qualifié?

- Quand Monsieur le Ministre compte-t-il promulguer le règlement grand-ducal annoncé à l'article 1er de la loi précitée?

Réponse (29.4.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans son courrier du 19 mars 2010, Monsieur le Député Ben Fayot pose un certain nombre de questions en relation avec le règlement grand-ducal d'exécution prévu par la loi du 18 décembre 2009 élargissant l'ouverture de la fonction publique aux ressortissants communautaires. Rappelons que la loi en question retient désormais le principe que la fonction publique luxembourgeoise est accessible à tous les ressortissants communautaires sauf en ce qui concerne les postes comportant une participation à l'exercice de la puissance publique à préciser justement par le règlement grand-ducal en question.

Il est vrai que ce règlement grand-ducal n'a pas encore été pris, alors que le Gouvernement a apporté des modifications substantielles à son projet initial à la suite de l'avis du Conseil d'État qui avait développé une autre approche en la matière. Ces modifications ont dû être soumises aux différents départements ministériels pour examen et approbation.

Quant à savoir maintenant si la loi est inutile sans son règlement grand-ducal, on peut tout d'abord y répondre par une argumentation juridique. C'est ainsi que la jurisprudence décide qu'une loi doit être exécutée dans tous les cas, à moins qu'elle ne soit absolument inexécutable sans les règlements grand-ducaux qu'elle prévoit.

On peut y répondre ensuite en relevant que si le législateur a entendu réserver un certain nombre de postes présentant un caractère de puissance publique aux nationaux, il appartient au Gouvernement de prendre les mesures nécessaires dans des délais raisonnables pour que la volonté du législateur soit respectée. Ces délais, compte tenu de la complexité de la matière et des consultations à opérer auprès des différents acteurs, sont encore respectés.

En ce qui concerne le but de la nouvelle réglementation, il consistait en premier lieu à faire respecter le droit communautaire, ce qui n'exclut cependant pas que le Gouvernement puisse en même temps mieux satisfaire à ses besoins de recrutement en experts hautement qualifiés notamment.

Finalement, quant au délai dans lequel j'entends publier le règlement grand-ducal, Monsieur le Député est informé que la publication est imminente, alors que les consultations relevées ci-dessus sont terminées et que je compte faire formaliser le projet de règlement grand-ducal modifié très prochainement.

Question 0525 (19.3.2010) de **M. Fernand Boden** *(CSV)* concernant la **réalisation de la décharge-remblai au lieu-dit «Rosswinkel»:**

À ma connaissance, il avait été décidé de limiter le volume de la décharge située sur le territoire de la commune de Consdorf et longeant la route N11/E29 reliant Echternach à Luxembourg, à la taille d'un remblai ne dépassant pas la hauteur du niveau de cette route.

Le règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes» a ainsi classifié le terrain litigieux comme «remblai» et non comme «décharge».

Or, les travaux actuellement en cours de réalisation prévoient un remblayage dépassant de plusieurs mètres le niveau de la route d'Echternach et les plaintes se multiplient au sujet de cette détérioration de la qualité du paysage.

On avait, en effet, sur cette partie de la route d'Echternach, fréquentée journalièrement par des milliers d'automobilistes et par de nombreux touristes, une vue superbe et lointaine sur un paysage d'une grande beauté. Cette vue est maintenant cachée par le remblai actuellement réalisé sur quelques centaines de mètres le long de cette route, ce qui est très regrettable.

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les travaux en cours de réalisation au lieu-dit «Rosswinkel» sont conformes aux décisions du Gouvernement et aux dispositions du règlement grand-ducal précité?

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis que l'envergure de ces travaux nuise à la qualité et à la beauté du paysage et qu'il faudrait limiter la hauteur maximale du remblayage y réalisé à celle du niveau de la chaussée de la route d'Echternach?

Réponse (29.4.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes» mentionne au troisième alinéa les décharges et remblais qui sont en exploitation au moment de la publication dudit règlement. Parmi ces sites figure le remblai de «Rosswinkel» au lieu-dit «Fléierchen». L'emplacement approximatif de ce remblai est indiqué sur la carte afférente qui figure à l'annexe II du règlement.

Cet emplacement reprend les délimitations telles qu'elles ont été autorisées sur base de différents textes législatifs, dont plus particulièrement la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

L'envergure du projet et le modelage ont fait l'objet d'une concertation préalable avec les fonctionnaires de l'Administration des Eaux et Forêts, ceci notamment dans le but d'aboutir à une topographie finale qui puisse s'intégrer harmonieusement dans le paysage. Ce modelage prévoit en effet un surhaussement des dépôts par rapport à la route nationale N11 d'un maximum de 5 m sur une longueur de quelques 170 m.

La proposition de la topographie finale du projet a été un élément essentiel du dossier de demande d'autorisation. Dans le cadre de l'étude d'impact élaborée par les bureaux Oeko-Bureau, IB(A) Ingenieurbüro für Akustik und Ingenieurbüro für Meteorologie und technische Ökologie, étude qui faisait partie intégrante du dossier de demande, on peut lire l'évaluation suivante par rapport à l'aspect paysager:

«Bei der Landschaft am Standort handelt es sich um eine typische Landschaft des Gutlandes mit großen Landwirtschaftsflächen und eingestreuten Wäldern. Der Eingriff durch die geplante Anlage kann während der Betriebsphase als 'mittel' eingestuft werden. Nach der Rekultivierung ist der Eingriff 'sehr klein', eventuell kann sogar eine Verbesserung der Landschaftsbildes erreicht werden.»

Le dossier de demande avec les éléments mentionnés ci-dessus a fait l'objet d'une consultation publique dans le cadre de la procédure commodo-incommodo.

En ce sens, l'emplacement du remblai et le surhaussement des dépôts par rapport à la route nationale N11 sont conformes aux dispositions du règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 ainsi que des arrêtés d'autorisation délivrés en vertu des différents textes législatifs applicables. L'Administration de l'Environnement procède à des contrôles réguliers du respect des dispositions des autorisations. Au cas où un dépassement des hauteurs autorisées du projet serait constaté, l'exploitant serait invité à respecter les niveaux prévus.

Question 0529 (23.3.2010) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant la **piscine ludique dans l'est du pays:**

D'après le règlement grand-ducal du 11 mars 2008 établissant le programme d'équipement de l'infrastructure touristique, la construction d'une piscine ludique dans l'est du pays fait partie des projets qui sont susceptibles d'être subventionnés par l'État.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Tourisme:

- À quel stade de la procédure se trouve le projet de construction?

- Dans quelle commune la piscine sera-t-elle implantée?

- Quel est le taux de subvention accordé par l'État?

Réponse (26.4.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme n'a pas encore été saisi d'un dossier ayant pour objet la construction d'une piscine ludique dans la région est du pays, ni de la part d'une administration communale ni de la part d'un investisseur privé.

Par conséquent, mon département ne peut pas encore se prononcer sur un taux d'aide étatique.

Néanmoins, le fait que mon Ministère avait pris l'initiative de prévoir dans le programme d'équipement de l'infrastructure touristique du 8e plan quinquennal de l'infrastructure touristique un projet de type piscine ludique dans l'est du pays, souligne la volonté du Gouvernement de soutenir toute initiative visant à étoffer l'offre touristique «indoor» dans une des régions dans laquelle le tourisme de loisirs constitue un des piliers du développement économique.

Question 0532 (23.3.2010) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant le **remboursement des frais des analyses de biologie médicale:**

Dans un recours (affaire C-490/09) introduit contre le Luxembourg en date du 30 novembre 2009, la Commission européenne estime qu'en maintenant en vigueur dans leur formulation actuelle l'article 24 du Code des assurances sociales qui exclut le remboursement des frais des analyses de biologie médicale effectuées dans un autre État membre en ne prévoyant la prise en charge de ces analyses que par la voie du tiers payant, ainsi que l'article 12 des Statuts de l'Union des caisses de maladie qui subordonne le remboursement des analyses de biologie médicale réalisées dans un autre État membre au respect intégral des conditions de dispensation prévues par les conventions nationales luxembourgeoises, le Luxembourg enfreint le principe de la libre prestation des services, énoncé à l'article 49 du Traité CE.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que le Gouvernement partage l'appréciation de la Commission européenne selon laquelle les dispositions légales nationales en matière de remboursement des frais d'analyses de

biologie médicale seraient contraires au principe de la libre prestation des services, tel qu'il est consacré à l'article 49 du Traité CE?

- Dans la négative, quelle est la position du Gouvernement en la matière? Par quels moyens le Gouvernement compte-t-il défendre la législation luxembourgeoise devant les juridictions européennes?

Réponse (6.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En se référant au recours (affaire C-490/09) en manquement introduit par la Commission européenne, l'honorable Députée s'enquiert sur la position du Gouvernement.

Il paraît assez délicat d'exposer dans une réponse à une question parlementaire les moyens du Gouvernement dans une affaire pendante. L'avocat chargé de la défense de nos intérêts a remis entretemps son mémoire, se basant sur le maintien du système de conventionnement obligatoire, qui constitue le fondement de notre système de prise en charge des soins de santé.

Question 0534 (24.3.2010) de **MM. Gilles Roth** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **dédommagement pour les propriétaires forestiers sinistrés lors de la tempête Xynthia:**

Fin février la tempête Xynthia a causé beaucoup de dommages dans les forêts luxembourgeoises. En effet, ces intempéries ont occasionné dans certaines régions des ravages à considérer comme véritable catastrophe pour la sylviculture de notre pays.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- À l'instar des dédommagements accordés suite aux tempêtes de l'année 1990, le Gouvernement entend-il accorder des aides financières aux propriétaires forestiers sinistrés lors de la tempête récente?

Réponse (21.4.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Le 28 février 2010 notre pays a été touché par de fortes tempêtes. Au cours des deux dernières semaines les services de l'administration de la nature et des forêts ont constaté des chablis importants un peu partout dans nos forêts. Le volume du bois tombé en chablis est estimé à un tiers d'un volume récolté annuellement dans notre pays. En 1990, les tempêtes successives ont anéanti un volume quintuple d'une récolte annuelle. Dans les parcelles endommagées, l'exploitation des bois, l'élimination des rémanents de coupe ainsi que le reboisement sont, comparés à l'état normal, beaucoup plus difficiles et coûteux.

L'article 32 paragraphe 4 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural stipule que les montants des aides pour les travaux de reboisement peuvent être doublés si ces travaux sont exécutés à la suite de calamités naturelles. L'article 20 paragraphe 3 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009 concernant les aides aux mesures forestières en agriculture et en forêt précise que les montants des aides sont doublés uniquement si la situation de calamité naturelle a fait l'objet d'une déclaration officielle du ministre.

Cette déclaration de calamité naturelle sera prise sous peu. Ainsi les subventions forestières concernant le reboisement des surfaces touchées par les chablis seront doublées par rapport à une situation normale. La procédure administrative concernant cette catégorie de dossiers est en cours d'instruction à l'administration de la nature et des forêts.

Question 0536 (24.3.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **appels électoraux par de hauts fonctionnaires en vue des élections sociales:**

Dans le cadre des élections sociales dans la fonction publique, il a été noté que certains hauts fonctionnaires appellent publiquement à voter en faveur de telle ou telle autre liste. Alors que l'engagement syndical des fonctionnaires est leur droit le plus strict, le fait que certains directeurs se sont joints à de tels appels crée des irritations auprès de nombre de leurs subordonnés qui se sentent, du moins indirectement, mis sous pression ou craignent même des représailles pour le cas où ils soutiendraient ouvertement une liste concurrente. De même, le fait que des magistrats se soient prononcés publiquement en faveur d'une liste précise soulève des inquiétudes relatives à la neutralité et à l'impartialité des membres du tiers pouvoir.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Est-ce que Messieurs les Ministres estiment que le fait qu'un supérieur hiérarchique - en particulier un directeur d'administration ou d'établissement scolaire - appelle publiquement à un comportement électoral précis dans le cadre des élections sociales pourrait être de nature à créer une pression du moins indirecte sur ses subordonnés?

2. Est-ce qu'il y a lieu de prévoir des règles de déontologie prévoyant qu'une personne investie d'un pouvoir disciplinaire vis-à-vis de ses subordonnés ne devrait pas faire des appels électoraux en faisant référence à sa fonction dirigeante?

3. Comme la justice est impliquée dans l'organisation des élections sociales (dépôt de listes, recours éventuels), quelles sont les mesures appliquées pour garantir l'impartialité des magistrats dans le cadre de ces élections?

Réponse commune (27.4.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1. Aux termes de l'article 36 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, «les fonctionnaires jouissent de la liberté d'association et de la liberté syndicale». Par conséquent, chaque agent électeur de la Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics est libre d'exprimer son soutien pour une liste précise.

Quant à l'existence d'une prétendue «pression» ou «crainte de représailles» qui aurait pesé sur certains agents soutenant une autre liste que celle préconisée par leur supérieur hiérarchique, il y a tout d'abord lieu de rappeler le principe du secret du vote prévu à l'article 7 de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective. En outre, l'article 1bis de la loi de 1979 précité protège contre toute discrimination directe ou indirecte fondée entre autres sur les convictions, y inclues syndicales.

2. Quant au fait de prévoir des règles de déontologie, il convient de noter qu'un texte susceptible d'introduire un code pareil avec notamment la définition et la précision des valeurs essentielles de la fonction publique est en cours d'élaboration, conformément au programme d'investiture du Gouvernement du 29 juillet 2009.

3. Finalement, il y a lieu de rappeler qu'en vertu de l'article 14 de la loi de 1979, tout fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité. Aucune mesure particulière ne doit dès lors être prise pour garantir l'impartialité des fonctionnaires en général et des magistrats en particulier, celle-ci étant inhérente à l'exercice de leurs fonctions. En outre, aucun reproche n'a été formulé jusqu'à présent quant à une méconnaissance, de la part des magistrats, de leur devoir de réserve et d'impartialité.

Question 0540 (25.3.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **restaurant du pavillon luxembourgeois à Shanghai:**

Il nous a été confirmé que le restaurant du pavillon luxembourgeois à l'exposition universelle de Shanghai, géré par une société familiale de restauration chinoise, va offrir aux visiteurs à côté des vins luxembourgeois également des vins français. Ce fait a suscité de vives réactions au sein du milieu vini-viticole. Pour discuter de ce sujet, une réunion a été organisée entre les responsables du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) «Luxembourg@ExpoShanghai2010» et les producteurs de vins luxembourgeois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles ont été les conclusions de la réunion susmentionnée?

- Pour quelles raisons le restaurant va-t-il offrir des vins français aux visiteurs?

Réponse (12.4.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire N°0540 du 25 mars 2010 des honorables Députés Marie-Josée Frank et Léon Gloden concernant le restaurant du pavillon luxembourgeois à Shanghai, nous pouvons vous communiquer les informations ci-après:

Sur invitation de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Viticulture, Monsieur Romain Schneider, une réunion de concertation a bien eu lieu au sujet de la présence des produits de la Moselle luxembourgeoise à l'exposition universelle de Shanghai entre les représentants de la profession et les responsables du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) «Luxembourg@ Shanghai2010». Cette réunion n'avait pas pour objet de discuter de la carte de vins du restaurant du pavillon luxembourgeois, mais visait la promotion et l'accès des vins luxembourgeois en Chine. Offre fut faite à tous les producteurs intéressés d'exporter leur production en Chine de contacter le Consulat général du Luxembourg à Shanghai, qui les épaulera dans les démarches administratives nécessaires.

Comme l'honorable Monsieur Gloden a déjà pu se rendre compte lors de l'audition organisé een date du 22 février 2010 par la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire de la Chambre des Députés sur la participation luxembourgeoise à l'exposition universelle, le Commissaire de Gouvernement et Président du GIE, Monsieur Robert Goebbels, avait clairement exposé, notamment suite à une question de l'honorable Monsieur Gloden, que lors des manifestations organisées sous l'égide du GIE, il ne sera servi que des vins et bières d'origine luxembourgeoise.

Le Commissaire général avait souligné lors de la même réunion que le restaurant du pavillon est pris en location par un groupe de restauration chinois, le King Mang Group, également actif au Grand-Duché. Ce dernier équipera et exploitera le restaurant pour son propre compte, le GIE touchant un pourcentage du chiffre d'affaires à réaliser pendant les six mois de l'exposition.

Comme tout restaurateur, le King Mang Group restera seul responsable de sa carte de menus et de vins. Il fut convenu que le restaurant offrira des spécialités culinaires luxembourgeoises, mais également un choix de mets chinois, voire des mets internationaux. Les clients trouveront sur la carte du restaurant, outre de la bière luxembourgeoise, une sélection de vins blancs de la Moselle. Comme dans tous les restaurants du Luxembourg, de la Chine ou d'ailleurs, la carte des vins comportera bien évidemment un choix de vins rouges.

Partout au monde, ce sont les clients qui décident du choix des boissons, qu'il s'agisse de vins blancs ou rouges, ou d'autre chose. C'est probablement la raison pour laquelle tous les grands producteurs de vins de la Moselle, qui sont en même temps négociants en vins, offrent à leur clientèle, outre les vins issus de leur propre production, des vins rouges et parfois blancs issus de productions diverses. Il en est de même de «Schengen Sunrise», la société qui commercialise les produits de Vinsmoselle en Chine, et qui propose à ses clients chinois non seulement des vins de la Moselle, mais également des vins rouges produits en France.

Question 0541 (26.3.2010) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **droits des actionnaires:**

La Commission européenne vient d'adresser un avis motivé au Luxembourg pour ne pas avoir transposé dans le délai prescrit la directive 2007/36/CE concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées. En fixant notamment des normes minimales pour garantir que les actionnaires des sociétés dont les actions sont négociées sur un marché réglementé aient accès en temps utile aux informations nécessaires avant l'assemblée générale et disposent d'un moyen simple de vote à distance, la directive vise à renforcer les droits des actionnaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et des Finances:

- Étant donné que la directive renforce les droits de contrôle des actionnaires et contribue ainsi à une meilleure régulation des marchés financiers au niveau de la protection des investisseurs, Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'il soit urgent de transposer la directive 2007/36/CE?

- Dans quel délai le Gouvernement compte-t-il déposer un projet de loi transposant ladite directive?

Réponse (15.4.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Le projet de loi portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées a été adopté par le Gouvernement en Conseil le 9 avril 2010 et sera déposé à la Chambre des Députés incessamment par le Ministre de la Justice et soumis pour avis au Conseil d'État.

Ce projet de loi renforcera les droits des actionnaires dans les sociétés dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé établi ou opérant dans un État membre de la Communauté européenne.

Question 0542 (27.3.2010) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant le **droit de vote lors d'un référendum communal:**

Le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale du 13 décembre 1988, stipule que participent au référendum communal comme votants «les Luxembourgeois qui possèdent la qualité d'électeur». Par contre, selon la loi électorale, le droit de vote actif et passif au niveau communal est également acquis aux non Luxembourgeois inscrits sur les listes électorales. Il semble donc que le règlement grand-ducal sur le référendum soit en contradiction avec les principes de la loi électorale.

Or, la question pourra se poser bientôt, car actuellement les délégations du personnel de la Ville de Luxembourg et leurs syndicats récoltent des signatures pour déclencher un référendum communal au niveau de la Ville de Luxembourg au sujet du transfert des réseaux d'énergie vers une société anonyme.

Je prierais donc Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

1) Comment peut-on s'expliquer cette contradiction entre les principes de la loi électorale et le règlement grand-ducal sur le référendum communal?

2) Quelle serait l'application concrète en cas de référendum au niveau communal dans l'état actuel de la législation?

3) Monsieur le Ministre entend-il remédier à la contradiction et à l'insécurité juridique le plus rapidement possible - notamment en modifiant le règlement grand-ducal sur le référendum communal?

Réponse (16.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député soulève à juste titre que l'article 3 du règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale du 13 décembre 1988 prévoit toujours que «participent au référendum comme votants les Luxembourgeois qui possèdent la qualité d'électeur notamment aux termes des articles 1 à 4» de la loi électorale.

Il est un fait que ledit règlement datant de 1989 se référait à la législation électorale de l'époque où le droit de vote était réservé aux nationaux. Il est encore un fait que le règlement n'a pas été mis à jour dans la foulée des modifications législatives intervenues en matière électorale.

Ce qui importe cependant dans ce contexte, c'est la référence faite aux articles 1 à 4 de la loi électorale. Ainsi par application de l'article 2 de ladite loi relatif aux conditions pour être électeur aux élections communales et conformément aux principes de la hiérarchie des normes, la condition de nationalité inscrite à l'article 3 du règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 est à considérer comme caduque.

Il y a lieu par conséquent d'appliquer les conditions prévues à l'article 2 de la loi électorale modifié du 18 février 2003:

«Pour être électeur aux élections communales il faut:

1° être âgé de dix-huit ans accomplis au jour des élections;

2° jouir des droits civils et ne pas être déchu du droit de vote dans l'État de résidence ou dans l'État d'origine; cette dernière condition ne peut toutefois pas être opposée à des citoyens non luxembourgeois qui, dans leur pays d'origine, ont perdu le droit de vote en raison de leur résidence en dehors de leur État d'origine;

3° pour les Luxembourgeois, être domicilié dans le Grand-Duché;

4° pour les ressortissants d'un autre État membre de l'Union européenne, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé au moment de la demande d'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi, pendant cinq années au moins;

5° pour les autres ressortissants étrangers, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé au moment de la demande d'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi pendant cinq années au moins. En outre ils doivent, pour toute cette période, être en possession d'une autorisation de séjour, des papiers de légitimation prescrits et d'un visa si celui-ci est requis, tels que ces documents sont prévus par la loi du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, telle qu'elle a été modifiée par la suite.»

Dans les faits, les ressortissants étrangers participent aux référendums locaux depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2003. Ainsi les récents référendums locaux relatifs à des fusions de communes, tel que récemment à Ermsdorf et Medernach, ont inclus les ressortissants non luxembourgeois conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi électorale.

Par ailleurs, conformément au programme gouvernemental, la Chambre des Députés sera saisie sous peu d'un projet de réforme des lois communale et électorale visant entre autres à étendre le droit de vote passif au niveau communal aux non Luxembourgeois. L'adaptation des dispositions du règlement grand-ducal relatif au référendum local se fera dans le cadre des mesures d'exécution qui s'imposeront après l'entrée en vigueur de la nouvelle législation.

Question 0545 (29.3.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **renégociation au niveau européen de la question de la rétention des données téléphoniques ou internet dans le cas d'enquêtes criminelles:**

La cour constitutionnelle fédérale allemande vient de rendre un jugement concernant la loi de 2008 autorisant la rétention des données téléphoniques ou internet pendant six mois dans le cadre d'enquêtes criminelles. La plus haute instance allemande a estimé qu'elle constituait une grave atteinte au droit à la protection de la vie privée et a jugé que cette loi violait le droit constitutionnel à la correspondance privée.

Cette loi est une transposition de la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation des données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications. Suite au jugement de sa cour constitutionnelle fédérale, l'Allemagne viserait à renégocier au niveau européen la question de la rétention des données téléphoniques ou internet dans le cadre d'enquêtes criminelles.

Monsieur le Ministre a déposé en date du 10 février dernier le projet de loi n°6113 portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle, projet de loi qui vise à transposer en droit luxembourgeois certains éléments de la directive 2006/24/CE.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes:

- Quelle sera l'attitude du Luxembourg en cas de renégociation au niveau européen de la question de la rétention des données téléphoniques ou internet dans le cadre d'enquêtes criminelles?

- Monsieur le Ministre des Communications et des Médias envisage-t-il de revoir le projet de loi n°6113 à la lumière du jugement de la cour constitutionnelle fédérale allemande?

Réponse (21.4.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Ad 1) À ma connaissance, il n'y aura pas de renégociation de la directive 2006/24/CE «conservation des données». D'ailleurs le terme de «renégociation» est inapproprié. Je tiens à préciser dans ce contexte que, conformément au droit communautaire, toute initiative pour amender ladite directive reviendrait exclusivement à la Commission et non pas à un État membre. À ce jour, la Commission n'a pris aucune initiative à ce sujet.

Ad 2) Tout en me montrant surpris qu'un député demande au ministre de revoir un projet de loi déjà déposé - et d'ailleurs exposé en détail à la commission parlementaire compétente en présence de l'honorable Député, au lieu de demander à la Chambre des Députés de procéder à une de ces prérogatives essentielles, à savoir d'analyser voire d'amender un projet de loi, je peux délivrer les éléments de réponse suivants, que j'avais d'ailleurs largement exposés publiquement suite aux sollicitations de la presse le jour même que le «Bundesverfassungsgericht» avait délivré son arrêt.

a) Tout d'abord la décision allemande, dont fait état l'honorable Député, est prise sur base du droit constitutionnel allemand qui n'est pas identique à celui de notre pays.

b) Elle ne vise pas la directive elle-même («Eine Vorlage an den Europäischen Gerichtshof kommt nicht in Betracht, da es auf einen möglichen Vorrang des Gemeinschaftsrechts nicht ankommt. Die Wirksamkeit der Richtlinie 2006/24/EG und ein sich hieraus möglicherweise ergebender Vorrang des Gemeinschaftsrechts vor deutschen Grundrechten sind nicht entscheidungserheblich. Der Inhalt der Richtlinie belässt der Bundesrepublik Deutschland einen weiten Entscheidungsspielraum») mais bien les modalités de transposition de celle-ci en droit allemand («Zwar ist eine Speicherungspflicht in dem vorgesehenen Umfang nicht von vorneherein schlechthin verfassungswidrig. Es fehlt aber an einer dem Verhältnismässigkeitsgrundsatz entsprechenden Ausgestaltung»).

c) Il est évident que le principe de proportionnalité est un principe de droit général qui a également guidé les auteurs du projet de loi 6113. Bien que l'interprétation de ce principe faite par les juges suprêmes allemands ne soit pas transférable telle quelle au Luxembourg, il peut néanmoins être intéressant de voir les reproches concrets formulés à l'égard de la loi allemande. Selon notre projet la conservation des données et l'accès des autorités aux données conservées par les opérateurs, la protection de la vie privée sera la règle et les exceptions à cette règle ne seront possibles que pour prévenir et combattre des infractions d'une gravité certaine. Le principe de proportionnalité est donc clairement sous-jacent.

d) La durée de conservation des données est de six mois en Allemagne. Tel est aussi le cas au Luxembourg. Après ce délai elles devront être effacées. Ce délai de six mois que nous avons retenu est d'ailleurs le délai le plus court que la directive permet de fixer et donc le plus protecteur pour la vie privée. La Cour suprême allemande ne conteste pas cette durée, mais les conditions dans lesquelles sont conservées et traitées les données («Jedoch enstprechen die Regelungen zur Datensicherheit, zu den Zwecken und zur Transparenz der Datenverwendung sowie zum Rechtsschutz nicht den verfassungsrechtlichen Anforderungen»). Nous avons au contraire prévu dans ce domaine que la Commission nationale pour la protection des données aura la mission de contrôler si les données sont conservées de manière sécurisée et si l'accès à ces données sensibles est organisé de manière à respecter le cadre légal strict mis en place. Par ailleurs, selon le projet de loi, uniquement les autorités judiciaires auront accès aux données.

e) La directive prévoit que les données retenues ne peuvent être utilisées que pour la poursuite d'infractions pénales graves. La Cour suprême allemande a jugé que la loi allemande ne remplit pas cette condition («...stellt nicht sicher, dass allgemein und auch im Einzelfall nur schwerwiegende Straftaten Anlass für eine Erhebung der entsprechenden Daten sein dürfen...»). Le projet de loi 6113 prévoit clairement qu'il ne peut s'agir que d'infractions emportant une peine égale ou supérieure à un an d'emprisonnement.

f) Une révision du projet de loi n°6113 n'est dès lors pas envisagée par le Gouvernement puisque les critiques formulées à l'égard de la loi allemande ne sont pas transposables telles quelles au projet de loi luxembourgeois.

g) Je peux cependant vous assurer que le Gouvernement portera une grande attention aux avis de la Commission nationale pour la protection des données et de la Commission consultative des droits de l'Homme qui seront joints aux documents parlementaires dès leur réception. Je suis convaincu que de cette manière le projet de loi luxembourgeois, tel qu'il sera finalisé par la Chambre des Députés, sera parfaitement conforme aux exigences de la protection de la vie privée auxquelles j'attache une grande importance.

Question 0565 (8.4.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **prénoms dans les passeports biométriques:**

Il s'avère que lors de l'établissement de passeports biométriques certaines personnes nées avant le 1er janvier 1945 se voient inscrites sous leurs prénoms à consonance allemande, alors que dans d'autres documents tels des documents de voyage, elles figurent avec leurs prénoms usuels à consonance française.

Cette discordance peut causer dans la vie quotidienne de sérieux problèmes pratiques, notamment à l'approche de la saison estivale, obligeant parfois les personnes concernées à faire établir un deuxième document de voyage - tel un billet d'avion - avec tous les frais y afférents.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Quels sont les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre en vue d'assurer une information rapide et appropriée des personnes concernées de ces discordances éventuelles?

Réponse (26.4.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

La question que l'honorable Député soulève est sensible dans la mesure où elle concerne, essentiellement, les Luxembourgeois nés au Grand-Duché, dont les prénoms français ont été arbitrairement allemanisés par les autorités d'occupation nazies durant la Seconde Guerre Mondiale.

Je comprends parfaitement le désarroi et l'irritation que peuvent provoquer, pour la personne concernée, la résurgence de ce passé douloureux lorsqu'elle voit apparaître sur son nouveau passeport un prénom allemanisé.

Pour être absolument certain que ceci ne se produise pas ou plus, je rappelle, que les personnes en cause doivent, selon l'article 4 de la loi du 18 mars 1982 y afférente, demander à l'officier de l'état civil de leur commune de naissance de remplacer le «prénom à consonance allemande par le prénom à consonance française correspondant».

Il faut savoir, en effet, que la référence légale des noms et prénoms utilisés dans les documents officiels, notamment les passeports, est l'état civil qui se trouve répertorié au Registre général des personnes physiques. Lorsqu'une personne n'a pas demandé à changer de prénom, elle conserve celui qui s'y trouve inscrit.

Par acquit de conscience, les fonctionnaires du Bureau des passeports, visas et légalisations, pour les demandes de passeport qui leur sont soumises directement, ont pour instruction de vérifier au guichet, avec les personnes nées avant le 1er janvier 1945, si elles ont un prénom allemanisé et si elles souhaitent le conserver.

Cela étant, il se trouve que la grande majorité (± 90%) des demandes de passeport est adressée aux communes d'abord. Ce n'est qu'au terme de cette démarche que le Ministère reçoit le formulaire, rempli par l'administration communale, dûment signé par la personne qui demande un passeport, y compris avec le ou les prénoms à consonance allemande, le cas échéant. Les fonctionnaires du Bureau des passeports ne peuvent donc que présumer, en toute bonne foi, que le formulaire qui leur a été transmis par la commune correspond en tout point au souhait de la personne à l'origine de la demande.

Je tenais à rappeler ceci pour ne pas donner l'impression que mes services seraient à la base d'une «discordance» perçue ou réelle.

Avec mes collègues de l'Intérieur, de la Justice et des Finances, chacun dans le cadre de ses compétences, nous suivons ce dossier de près afin d'éviter que les personnes qui auraient omis de procéder au changement de leur prénom auprès de l'officier de l'état civil, ne pâtissent plus que nécessaire des conséquences de cet oubli.

Question 0569 (8.4.2010) de **Mme Christine Doerner** et **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **rapport présenté au sénat français relatif au commerce électronique en Europe:**

Nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 81 du règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question urgente à Messieurs les Ministres de l'Économie et du Commerce extérieur et des Communications et des Médias concernant un rapport présenté hier au sénat français et relatif au commerce électronique en Europe.

Dans ce contexte, nous aurions aimé savoir de Messieurs les Ministres de l'Économie et du Commerce extérieur et des Communications et des Médias:

- Quels sont les arguments que le Gouvernement entend faire valoir pour contrecarrer les dires dudit rapport?

Réponse commune (16.4.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La présente réponse n'entend pas s'attarder sur le redressement de certaines affirmations contenues dans le rapport ou sur le ton de certains propos exprimés à l'occasion de sa présentation, ni même sur l'élaboration par rapport à des questions fiscales ne relevant pas directement de la compétence des deux ministres soussignés.

En revanche, il est indispensable de remettre la fiscalité - en l'occurrence l'avantage compétitif spécifique que le Luxembourg peut tirer de son taux de TVA normal le plus faible de l'UE (15%) - dans un contexte plus global.

Il est indéniable que la fiscalité joue un rôle important, voire crucial, dans tout processus décisionnel d'une entreprise ou d'un grand groupe. Toutefois, depuis les six ou sept dernières années que le Gouvernement luxembourgeois s'attèle à diversifier son économie et à développer le secteur du commerce électronique et des nouvelles technologies, l'expérience lui a montré qu'une entreprise (surtout les grandes sociétés dont le rapport fait état) base en général sa décision d'implantation de son quartier général européen sur l'analyse minutieuse de cinq volets différents:

1) une analyse de l'environnement réglementaire général s'appliquant à l'activité spécifique de l'entreprise en question;

2) une analyse technologique des infrastructures;

3) une analyse du cadre financier/fiscal;

4) une analyse des ressources humaines et des compétences disponibles;

5) une analyse de ce que nous appellerons l'environnement social général.

1) L'environnement réglementaire général d'un pays doit faciliter l'exercice et le développement de l'activité spécifique de l'entreprise. C'est pourquoi le Luxembourg, par un dialogue constant avec les acteurs, une facilité d'accès inégalée aux décideurs politiques et des prises de décision souvent très rapides, veille à assurer un cadre législatif clair, sûr et pragmatique, pouvant s'adapter aux défis de l'innovation.

Ainsi, on peut constater que le Luxembourg a souvent réussi à accommoder des technologies ou des business models innovants, tels que la radiodiffusion paneuropéenne (CLT-UFA, maintenant RTL Group), le satellite (SES ASTRA) ou encore la téléphonie vocale par Internet (Skype).

2) Pour pouvoir réellement développer le secteur du commerce électronique et des nouvelles technologies, il est indispensable de disposer d'infrastructures technologiques de pointe (centres de données performants, excellentes connexions nationales et internationales aux autoroutes de l'information). C'est ce que le Gouvernement a dû constater lorsque, vers 2003, les premières grandes entreprises à s'établir au Luxembourg n'ont à l'époque pas trouvé les infrastructures nécessaires à accommoder leurs besoins technologiques.

Depuis lors, la situation a évolué de manière impressionnante: grâce à une politique pro active du Gouvernement (entre autres création de Luxconnect; déploiement de Teralink par l'EPT, stratégie pour l'introduction de l'ultra-haut-débit annoncée récemment) et des investissements considérables et continus tant du secteur public que du secteur privé, le Luxembourg s'est hissé, en quelques années seulement, vers le peloton de tête des pays au niveau des infrastructures, ce qu'attestent de nombreux benchmarks internationaux[1].

3) Le cadre fiscal doit être compétitif et attractif pour les sociétés innovantes du commerce électronique et des TIC qui veulent s'implanter dans le pays. Contrairement à ce que semble indiquer le rapport en question, s'il s'agit là peut-être d'une condition sine qua non, cette prémisse n'est certainement pas suffisante à développer à elle seule un nouveau secteur, réel et durable, tel qu'il commence à se profiler au Luxembourg.

L'avantage compétitif dont dispose actuellement le Luxembourg au niveau du taux de TVA a certes permis d'attirer l'attention des premiers grands noms du secteur vers le Luxembourg (notamment AOL), à une époque où le Luxembourg n'était pas encore associé à un centre d'excellence pour de nouveaux services électroniques. La fenêtre dont nous bénéficions jusqu'en 2015 nous permet de continuer de bénéficier de cette visibilité, le temps de parfaire les quatre autres volets sur lesquels un pays est jugé, afin qu'en 2015, la perte de cet avantage spécifique ne soit plus un problème pour le Luxembourg.

4) Un autre facteur essentiel analysé par les entreprises est la présence d'un centre de compétences au niveau des ressources humaines.

Là encore, le Luxembourg bénéficie d'avantages considérables par rapport à bon nombre d'autres pays européens. De par son secteur financier, très «lourd» en besoins informatiques, le Luxembourg disposait déjà d'un vivier important de compétences IT pointues[2], multilingue de surcroît, ainsi que des compétences financières et juridiques indispensables à toute entreprise.

5) Finalement, tout choix d'une entreprise de venir s'établir dans un pays ne se limite au bout du compte jamais à ces quatre facteurs objectifs, mais reste toujours un choix de personnes, notamment de personnes amenées à vivre dans ce pays, à y amener leur conjoint, à y scolariser leurs enfants, à y accéder et à y voyager, etc.

Aussi le Luxembourg, par sa qualité de vie, son accès facile au cœur de l'Europe, son offre culturelle, sa spécificité internationale et multilingue, ses écoles internationales ou encore son attrait de sécurité, ne devrait rougir à rivaliser avec d'autres États qui ont les mêmes ambitions dans ce secteur que nous.

Le rapport en question sous-estime la complexité de la décision qui amène une entreprise à choisir le pays à partir duquel elle opère ses activités en Europe.

Le Gouvernement est conscient qu'il serait simpliste et fatal de ne miser que sur la fiscalité pour espérer développer un nouveau secteur, que ce soit celui du commerce électronique ou un autre.

C'est pourquoi il a concentré ces dernières années ses efforts sur l'amélioration de ces autres facteurs déterminants. Ceci a d'ores et déjà produit ses effets, a attiré bon nombre d'entreprises importantes à venir s'installer au Luxembourg et fera en sorte qu'en 2015, le Luxembourg aura su convaincre par d'autres arguments qu'il mérite bien sa place comme centre d'excellence dans le secteur des nouvelles technologies en Europe.

---

[1] - Ainsi, la récente étude de IDC estime que le Luxembourg „is now a top location to accomodate ICT enterprises with the intention to develop their business throughout Europe".

- Au niveau de l'UIT (Union Internationale des Télécommunications), le dernier rapport «Mesurer la Société de l'Information (2010)» place le Luxembourg en tant que deuxième pays le plus développé en matière de TIC et le plus connecté, parmi les 159 pays pris en compte (2002: 21e position!). De plus, selon le même rapport, le Luxembourg se situe au 4e rang des pays dans lesquels le prix des services TIC est le plus faible par rapport aux revenus.

- Le 13e rapport d'évaluation sur le Marché Unique des Télécoms de la Commission européenne (2008) note encore que le Luxembourg jouit d'un taux de pénétration de la large bande très élevé.

[2] Selon une étude réalisée par Deloitte en septembre 2007, le Luxembourg est l'un des pays de l'OCDE qui occupe la proportion la plus importante de spécialistes IT, avec près de 4,7% de la population active, soit plus de 15.000 personnes.

Q160

Question 0572 (9.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **statistique CORE Call 2009:**

In einer Pressemitteilung des FNR vom 18. Februar 2010 wird die Bilanz des letztjährigen CORE Calls gezogen. In den der Pressemitteilung beigefügten „fact sheets" fällt auf, dass nicht unbedingt zahlreiche Projekte in diesem CORE Call zurückbehalten wurden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Unter den angesprochenen Fact Sheets „Statistics - Call 2009" ist zu lesen, dass in „Biomedical Sciences" 21 Full Proposals unterbreitet wurden. Allerdings wurden nur insgesamt drei Vorschläge von den externen und internationalen Gutachtern anerkannt. Was sind die Gründe für diese Situation?

2) Kann der Minister weitere Informationen geben zu der Art von Projekten, die im Bereich der „Biomedical Sciences" unterbreitet wurden?

3) Kann der Minister Einzelheiten zu den betroffenen Abteilungen in den öffentlichen Forschungszentren angeben, die hier keine Anerkennung für ihre unterbreiteten Forschungsprojekte erhielten?

4) Was denken Sie - nach einer eingehenden Ursachenanalyse - zu unternehmen um das vermeintlich sehr unzufriedenstellende Abschneiden gewisser Abteilungen im CRP-Santé beim CORE Call 2009 zu verbessern?

Réponse (6.5.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Wie bereits in der Antwort zu Ihrer Anfrage N°0265 vom 20. November 2009 erwähnt *(cf. compte rendu N°7/2009-2010)*, werden die von den öffentlichen Forschungsinstitutionen eingereichten Projekte von hochrangigen unabhängigen Experten nach internationalem Standard und klar definierten Evaluierungskriterien bewertet. Wissenschaftliche Qualität zählt dabei im Rahmen des CORE-Programms zu einem der wesentlichen Bewertungskriterien. Darüber hinaus müssen die eingereichten Projekte ebenfalls die weiteren Bewertungskriterien wie Innovationsansatz, Effizienz, Sichtbarkeit und Valorisierung (mögliche sozioökonomische Auswirkungen) nach internationalem Standard erfüllen.

In diesem Zusammenhang sind Erfolgsraten um die 20% auch im internationalen Vergleich durchaus nicht ungewöhnlich. Nur Forschung auf hohem Niveau hat eine positive und nachhaltige Auswirkung und ermöglicht es so, die gesellschaftlichen Herausforderungen und Bedürfnisse langfristig zu meistern.

Der Bereich „Biomedical Sciences" umfasste bei der Ausschreibung des Jahres 2009 Projekte in den Bereichen der regenerativen Biomedizin, der translationalen und angewandten Biomedizin sowie der öffentlichen Gesundheit (public health). Für den letztgenannten Bereich war die Erfolgsrate bei der angesprochenen Ausschreibung besonders niedrig. Dies hat, nach Ansicht der Verantwortlichen des Fonds national de la Recherche, hauptsächlich mit der zu breit gefassten inhaltlichen Beschreibung dieses Bereiches zu tun, welche von Antragstellern einerseits und den Evaluatoren andererseits teilweise unterschiedlich interpretiert wurde. In diesem Sinne wurde die inhaltliche Beschreibung des Bereichs „Biomedical Sciences" inzwischen einer Überarbeitung oder genauer gesagt, einer besseren Fokussierung unterzogen. Diese neue Beschreibung des Bereiches „Biomedical Sciences" ist in den aktuellen Aufruf CORE 2010 eingeflossen.

Über das Forschungszentrum CRP-Santé hinaus konnten auch Projektvorschläge von Seiten der Université du Luxembourg, des CRP-Gabriel Lippmann, des Centre hospitalier, des Laboratoire national de Santé und des CRP-Henri Tudor in diesem Bereich bei diesem Projektaufruf nicht zurückbehalten werden.

Im Zusammenhang mit der letzten Frage ist es sinnvoll, erneut (ich verweise auf die Antwort zu Ihrer Anfrage N°0447 vom 9. Februar 2010) (*non encore publiée)* an das im Forschungsrahmengesetz vom 9. März 1987 verankerte Prinzip der Autonomie der öffentlichen Forschungszentren zu erinnern. Es obliegt einzig und allein dem Verwaltungsrat des CRP-Santé, die notwendigen Schlüsse zu ziehen und, falls als notwendig erachtet, Maßnahmen einzuleiten.

Question 0573 (9.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **formation continue pour enseignants:**

Jede Schule ist nur so gut wie ihre Lehrer. Kürzlich verweilten Fachlehrer aus Berlin hier in Luxemburg, um das Schulpersonal in einem Fortbildungsseminar über neue Lernwege zu informieren. Dabei wurde dem Lehrpersonal die Methode „Lernen mit Zielen" näher gebracht.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie oft werden solche Kurse angeboten?

2) Sind diese Kurse obligatorisch?

3) Wenn nicht, wieviel Lehrpersonal hat von dieser Weiterbildung profitiert?

4) Was ist der Kostenpunkt dieses Fortbildungskurses?

5) Wie ist das Echo über diese Fortbildungsmaßnahme beim Lehrpersonal?

Réponse (5.5.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ein wichtiger Aspekt von gelingendem Unterricht ist, dass die Lehrerin und der Lehrer in der Planungphase formulieren, welchen Zuwachs an Kompetenz die Schülerinnen und Schüler nach dem Unterricht erworben haben sollen. Diese kompetenzorientierten Zielformulierungen beschreiben nicht den Prozess des Lernens, sondern das von den Lehrenden angestrebte Resultat auf der Seite des Lernenden, wobei zu beachten ist, dass diese Ziele auf unterschiedlichen Wegen von Schülerinnen und Schülern differenziert erreicht werden können.

Aus der Fragestellung ergibt sich, dass der ehrenwerte Abgeordnete Präzisionen zur Weiterbildung „Das Portfoliokonzept in Kindergarten und Schule", die im Rahmen des Institut de Formation continue des SCRIPT angeboten wird, möchte.

Die Weiterbildung ist in zwei Module aufgeteilt:

1. Modul: „Einführung in die Portfolioarbeit" mit den inhaltlichen Schwerpunkten:

- Einführung in die Portfolioarbeit (Lernen mit Zielen, Beobachtung und Begleitung sowie Dokumentation von Bildungsprozessen in Kindergarten und Schule);

- praktische Übungen zur Arbeit mit dem Portfolio (Benennung von Kompetenzen, Definition von Lernzielen);

- pädagogisch funktionale Gestaltung der Klassenräume;

- fächerübergreifende Unterrichtsgestaltung;

- Zusammenarbeit im Team / Bezugslehrersystem etc.

2. Modul: „Folgeveranstaltung zur Portfolioarbeit" mit den inhaltlichen Schwerpunkten:

- Reflexion der gemachten Arbeitserfahrungen vor Ort in den Einrichtungen;

- Vertiefung und nachhaltige Festigung der erlernten Arbeitsmethoden zur Portfolioarbeit.

Zu Frage 1): Das Seminar wurde bisher achtmal in Luxemburg angeboten, siebenmal als schulinterne Weiterbildungsmaßnahme und einmal als nationale Veranstaltung.

Zu Frage 2): Die Kurse sind nicht obligatorisch, sind jedoch ein Bestandteil der Weiterbildungsbereiche, die von der Ministerin im Rahmen der Umsetzung der Reform der Grundschule als prioritär eingestuft wurden. Diese Seminare können sowohl in einer national organisierten Weiterbildung individuell besucht werden als auch auf Anfrage von Schulkomitees als schulinterne Weiterbildungsmaßnahme organisiert werden.

Zu Frage 3): An den acht Kursen haben bisher 273 Lehrerinnen und Lehrer teilgenommen.

Zu Frage 4): Die Dienststelle SCRIPT übernimmt die Kosten der Kurse. Die Tagespauschale des Referenten beträgt 784 € zuzüglich der Reise- und Aufenthaltskosten. Die Kurse sind gratis für alle Lehrerinnen und Lehrer.

Zu Frage 5): Die Rückmeldungen nach den zwei Modulen sind eher sehr positiv bis positiv. Das Weiterbildungsinstitut des SCRIPT steht in regelmäßigem Kontakt mit den Weiterbildnern, um auf Anpassungswünsche sowie Problemstellungen schnell reagieren zu können.

Question 0575 (9.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **Centre intégré pour personnes âgées à Diekirch:**

Dans le cadre du projet Alexis Heck à Diekirch, un nouveau centre intégré pour personnes âgées sera construit sur initiative de Servior. La commune de Diekirch s'étant retirée du projet pour des raisons financières, Servior sera le maître d'ouvrage et le futur gestionnaire-exploitant de ce projet.

Il a été porté à ma connaissance que Servior, établissement public, a confié les travaux de construction à une firme étrangère sans respect de la procédure des marchés publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer que Servior est le maître d'ouvrage de ce projet à Diekirch?

2. Est-ce qu'une participation financière étatique au projet est prévue de la part du Ministère de la Famille? Si oui, pour quel montant et quel pourcentage de la valeur totale des travaux?

3. À quelle hauteur l'établissement public Servior engage-t-il ses propres fonds dans les travaux du futur CIPA de Diekirch?

4. Est-ce que la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics a été respectée?

Réponse (6.5.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le projet de la construction d'une maison de soins à Diekirch est l'initiative d'un promoteur privé qui, dans le cadre d'un nouveau lotissement, a prévu de construire également une maison de soins.

Servior, qui n'en est pas et n'en a jamais été le maître d'ouvrage, s'est intéressé au projet et a pu trouver un accord avec le promoteur pour l'acquisition en état futur d'achèvement de l'immeuble en question. Le maître d'ouvrage est et restera le promoteur.

La question du respect des dispositions de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics ne se pose dès lors pas dans le présent cas de figure.

La ville de Diekirch, devant l'alternative d'opérer à l'actuel Centre intégré pour personnes âgées une rénovation profonde et très coûteuse ou de construire un nouveau centre, a pris contact avec Servior pour demander si l'établissement public, dès l'ouverture du nouveau centre, ne pourrait pas reprendre les pensionnaires et le personnel de l'actuel centre intégré. L'actuel centre serait alors fermé et le bâtiment affecté à d'autres fins. Servior a accédé à la demande et pourrait conclure à cette fin un accord avec la ville de Diekirch.

À l'instar des autres gestionnaires de centres pour personnes âgées, réalisant un tel projet, Servior bénéficiera d'une participation financière de l'État de 70% du coût d'acquisition et d'équipement qui devrait s'élever à quelque 21.500.000 € hors TVA. L'engagement de fonds propres de Servior s'élève à 30% du coût total d'acquisition et d'équipement du centre.

Question 0584 (14.4.2010) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant les **Motocyclistes:**

Avec la nouvelle saison des motards qui vient de débuter, le nombre d'accidents de la route impliquant des motocyclistes risque de nouveau d'augmenter.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Dans le cadre des efforts entrepris par le Gouvernement pour améliorer la sécurité routière, Monsieur le Ministre prévoit-il, conformément au programme gouvernemental, une campagne de sensibilisation qui s'adresse spécialement aux motocyclistes? Dans l'affirmative, est-ce que cette campagne sera lancée cette année et sera-t-elle réalisée en concertation avec la Police grand-ducale?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la mise à disposition d'un terrain d'entraînement pour les motocyclistes pourrait contribuer à une meilleure formation de ces derniers? Dans l'affirmative, est-il prévu de mettre en place un tel terrain? Ce terrain sera-t-il, le cas échéant, accessible à titre gratuit à tous les motocyclistes?

- Quelles étaient en 2009 au Luxembourg les causes les plus fréquentes pour les accidents impliquant des motocyclistes?

Réponse (6.5.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les mesures envisagées par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures pour assurer une plus grande sécurité routière pour les motocyclistes.

En analysant les accidents impliquant des motocyclistes, on constate qu'ils trouvent leur origine souvent dans une vitesse non adaptée aux circonstances voire dans des fautes de conduite individuelles. Cette information confirme l'importance d'une sensibilisation et d'une formation adéquate des motocyclistes.

La sécurité routière compte parmi les priorités du Gouvernement et dans ce contexte le Ministère du Développement durable et des Infrastructures mise sur la continuité en matière de prévention et de sensibilisation par l'organisation de plusieurs actions à l'attention des motocyclistes.

Dans cet ordre d'idées, le département des Transports est présent lors des événements concernant les motocyclistes et ceci notamment à Diekirch, Mersch et Dudelange. En effet, une telle présence permet d'entrer en contact direct avec les intéressés afin de les conseiller et de répondre de manière ciblée à leurs questions.

Ensuite, sous le haut patronat du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le Centre de formation pour conducteurs de Colmar-Berg organise des cours de remise en forme pour les motocyclistes afin de leur permettre de rafraîchir leur technique de conduite, de détecter et de corriger d'éventuels déficits de sorte à être mieux préparés pour les premières sorties en moto. Dans le cadre de cette action, un dépliant a été rédigé reprenant les six situations-type qui mènent le plus souvent à des séquelles fatales pour le motocycliste.

Par ailleurs, il est prévu de lancer une campagne de sensibilisation qui s'adressera exclusivement aux motocyclistes.

Les crédits budgétaires requis à cet effet ont été demandés dans le cadre du projet de budget de l'État pour l'exercice 2011. Pour ce qui est de la mise à disposition éventuelle d'un terrain d'entraînement pour les motocyclistes, je vais charger mes services responsables d'analyser la possibilité d'aménager des espaces d'entraînement sur le site projeté du Centre de formation pour conducteurs à Sanem.

Question 0586 (15.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **agressions envers les services de secours:**

Wie die durch den Innenminister vorgelegten Zahlen belegen, nimmt die Kriminalität im Lande zu, und dieses Phänomen geht dann auch nicht spurlos am Umfeld des Rettungswesens vorbei.

So bedarf es nur des Durchlesens des von der Police grand-ducale auf dem Internet veröffentlichten „Bulletin de Presse", um sich der Situation bewusst zu werden, wie die Mitarbeiter des Rettungswesens zuweilen bei der Ausübung ihrer Funktion in bedrohliche Situationen geraten.

So wird beispielsweise in den Mitteilungen des letzten Monats berichtet, dass beispielsweise „die Sanitäter die Hilfe der Polizei benötigen beim Abtransport eines betrunkenen Mannes", oder „Frau randalierte im Wartesaal des CHEM - Urgence" oder „Betrunkener Randalierer wurde ins Krankenhaus gebracht. Dort beschimpfte er das Personal".

Man kann davon ausgehen, dass eine Reihe von Vorfällen nicht protokolliert wurden, weil die Polizei nicht in allen Fällen zur Schlichtung hinzugezogen wurde.

In Frankreich wurde dieses Phänomen unlängst durch einen Bericht des „Ordre national des médecins" in die Aktualität gebracht. Die Anzahl der Aggressionen gegen Ärzte sei in Frankreich zwar stabil, allerdings sind die Angriffe den Ärzten gegenüber gewalttätiger geworden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es eine systematische Erfassung von Vorfällen, in denen Mitglieder des Rettungswesens (von der Protection civile im weitesten Sinne bis zum Gesundheitspersonal der Notfalldienste von Akutkliniken) verbal und/oder physisch bedroht, belästigt oder gar angegriffen wurden?

2) Welche Maßnahmen sind vorgesehen um diesem Phänomen zu begegnen und die Professionellen des Rettungswesens sowie des Notfalldienstes zu schützen?

3) Sieht der Minister anhand von ihm vorliegenden Erfahrungsberichten und aufgrund objektiver Zahlen eine ähnliche Tendenz wie in Frankreich, nämlich eine Erhöhung des Aggressionspotenzials und eine Intensivierung der Gewalttätigkeit?

4) Welche konkreten Maßnahmen gedenkt der Minister zu treffen, um zum Schutz des Gesundheitspersonals in den Notfalldiensten und der Fachkräfte, die im Rettungswesen tätig sind, beizutragen?

5) Wird der Minister gegebenenfalls die systematische Erfassung von solchen Vorfällen anordnen und ihre Auswertung zur Ausarbeitung von geeigneten Personenschutz-maßnahmen verwenden wollen?

Réponse (5.5.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Vorfälle, bei denen Mitglieder der Rettungsdienste beim Einsatz einer physischen Aggression ausgesetzt wurden und dabei einen körperlichen Schaden erlitten haben, werden derzeit systematisch erfasst. Diese Fälle werden der gesetzlichen Unfallversicherung unverzüglich gemeldet.

Insgesamt 22 solcher Fälle wurden innerhalb der letzten drei Jahre von den Rettungseinheiten des Zivilschutzes gemeldet (2007: 10 Fälle, 2008: 9 Fälle, 2009: 3 Fälle). Bei den kommunalen Feuerwehren hingegen wurden in den letzten Jahren keine Tätlichkeiten, die zu Körperschäden führten, aktenkundig.

Aggressionen ohne Körperschäden werden der Verwaltung für Rettungswesen nicht systematisch gemeldet. Hierbei handelt es sich größtenteils um Verbalinjurien oder Einschüchterungsversuche durch Personen, die unter Alkohol- bzw. Drogeneinfluss stehen oder unter psychischen Störungen leiden. Nach Angaben der Einsatzzentren des Zivilschutzes scheint es in den letzten Jahren nicht zu einer verstärkten Zunahme solcher Tätlichkeiten gekommen zu sein.

Die Verwaltung für Rettungswesen versucht, den Rettungskräften den bestmöglichen Schutz zu gewährleisten. Bei Einsätzen, bei denen von vornherein mit Gewalttätigkeiten gerechnet werden muß, zum Beispiel bei Schlägereien, wird systematisch die Leitstelle 113 der Polizei von der Notrufzentrale 112 alarmiert. Die Einsatzkräfte werden angehalten, sofort über die Notrufzentrale 112 die Polizei anzufordern, falls sie beim Eintreffen am Einsatzort eine Situation vorfinden, die potenziell zu Gewalt eskalieren könnte.

Bei Körperschäden unterstützt die Verwaltung die ehrenamtlichen Mitarbeiter bei der Erstattung einer Anzeige.

Außerdem sieht die Verordnung betreffend die Organisation der Einheiten des Zivilschutzes, welche in Kürze in Kraft treten wird, vor, dass ehrenamtliche Einsatzkräfte, die einen Schaden bei einem Einsatz erleiden, vom Staat entschädigt werden, insofern kein Eigenverschulden vorliegt oder sie nicht schon anderweitig entschädigt werden.

Des Weiteren hat die Verwaltung für Rettungswesen 2009 begonnen, den Rettungskräften spezifische Antiaggressionskurse anzubieten, die von einem externen Dienstleistungsunternehmen abgehalten werden. Aufgrund der Teilnehmerbeschränkung pro Kurs und des regen Interesses auf das solche Kurse gestoßen sind, werden in letzter Zeit solche Kurse zusätzlich von verschiedenen Einsatzzentren in eigener Initiative organisiert.

Question 0598 (21.4.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **droits des patients:**

Le programme gouvernemental de juillet 2009 a annoncé que le «Gouvernement déposera un projet de loi relatif aux droits et obligations du patient» qui permettra, entre autres, l'instauration d'un système de gestion des plaintes centré sur le patient, la mise en place d'une instance de médiation, ceci en collaboration avec le Centre de Médiation, ainsi que la création d'une association de patients représentative.

Ces mesures sont certainement dans l'intérêt du patient, alors qu'elles amélioreront incontestablement la promotion et la garantie des droits de ce dernier.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les travaux en vue de l'élaboration du projet de loi cité ci-dessus ont déjà été entamés?

- Dans l'affirmative, selon l'estimation de Monsieur le Ministre, dans quel délai le projet pourra-t-il être déposé à la Chambre des Députés?

Réponse (6.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Conformément au programme gouvernemental 2009-2014, mon département est en cours d'élaborer un avant-projet de loi relatif aux droits et obligations du patient. À cette fin, il s'est notamment entouré des conseils du Prof Dr Herman NYS, professeur de droit médical et directeur du «Center for Biomedical Ethics and Law» à la «Katholieke Universiteit Leuven (Belgique)».

Les premiers travaux sont déjà bien avancés et je compte pouvoir finaliser le texte de l'avant-projet de loi pour le mois de juillet 2010.

J'entends ensuite procéder à une large consultation des organes consultatifs et autres acteurs concernés sur base de cet avant-projet.

Je voudrais rassurer l'honorable Député que les travaux seront continués avec célérité. Toutefois la date du dépôt du projet de loi définitif à la Chambre des Députés sera fonction des avis à recueillir dans le cadre de cette consultation.

d'Chamber online op
www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

28e séance	mercredi	5 mai 2010
29e séance	jeudi	6 mai 2010
30e séance	vendredi	7 mai 2010

Conférence des Présidents de Parlement de l'UE

«Les Parlements nationaux des pays de la zone euro devraient mieux se concerter!»

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la Conférence des Présidents de Parlement de l'Union européenne qui s'est réunie les 14 et 15 mai 2010 à Stockholm.

En référence à la coopération entre la Commission européenne et les Parlements nationaux, M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne, a incité les Parlements à intervenir le plus en amont possible dans le processus législatif européen. «*Les Parlements nationaux devraient se prononcer davantage sur les livres verts et les livres blancs de la Commission européenne*», a-t-il précisé.

Dans son intervention, M. Mosar a salué les efforts déployés par la Commission européenne pour entrer en dialogue avec les Parlements nationaux et a par ailleurs souligné la nature éminemment politique du principe de subsidiarité. Le Président de la Chambre des Députés a en outre plaidé pour l'approfondissement du dialogue interparlementaire dans certains domaines. «*Les Parlements nationaux des pays de la zone euro devraient mieux se concerter*», a-t-il expliqué en relation avec les récentes propositions de la Commission européenne en matière de budgets nationaux, une suggestion qui a d'ailleurs trouvé l'appui d'autres délégations concernées.



© Parlement suédois/Melker Dahlstrand

M. Mosar a prononcé un discours à Stockholm.

Les défis auxquels les Parlements sont confrontés dans le domaine des nouvelles technologies, l'impact de la crise financière sur les budgets des Parlements ainsi que les préparatifs pour la Conférence mondiale des Présidents de Parlement qui se déroulera du 19 au 21 juillet 2010 à Genève étaient également à l'ordre du jour de la conférence. Leurs Majestés Carl XVI Gustaf, Roi de Suède, et la Reine Silvia ont accordé une audience aux Présidents de Parlement.



Les Présidents de Parlement de l'Union européenne

Visite à la station spatiale de Redu

Deux firmes luxembourgeoises, à savoir SES Astra TechCom S.A. et HITEC Luxembourg S.A., se trouvent à la pointe du progrès technologique en matière d'équipements terrestres pour satellites. Elles ont mis en commun leur savoir-faire pour installer un système d'antennes mis à disposition du système de satellites européen Galileo et fonctionnant depuis peu sur le site de l'Agence spatiale européenne à Redu (Belgique).



(de gauche à droite) M. Ben Fayot, Mme Claudia Dall'Agnol, M. le Ministre François Biltgen, M. Lucien Thiel, M. Marcel Oberweis, M. Claude Adam et M. Jean Colombera.

À l'occasion d'un déplacement dans la Province de Luxembourg, les députés de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Télécommunications se sont renseignés sur le fonctionnement du système et ont découvert le site de Redu, géré par Redu Space Services.

M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a fait l'historique de l'engagement spatial luxembourgeois et dressé l'inventaire de ses retombées scientifiques et économiques.



Ensemble avec des jeunes lycéens allemands et luxembourgeois, les Présidents Mertes et Mosar ainsi que des parlementaires ont déposé une rose au mémorial de Hinzert.

Rencontre de jeunes à Hinzert

65 ans après la victoire des Alliés sur l'Allemagne hitlérienne, une centaine de lycéens allemands et luxembourgeois ont saisi cette date anniversaire pour se recueillir au camp spécial SS (Sonderlager SS) à Hinzert, lieu symbolique de la souffrance luxembourgeoise pendant le régime nazi. L'initiative de cette rencontre entre jeunes gens de part et d'autre de la Moselle émanait des Présidents de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et du Landtag de Rhénanie-Palatinat, M. Joachim Mertes.

Après une visite guidée du site, les étudiants en provenance de Trêves, Luxembourg (Lycée Robert Schuman) et Grevenmacher (Lycée technique Joseph Bech) ont déposé des roses devant le monument central du camp, une sculpture de l'artiste luxembourgeois Lucien Wercollier.

Dans leurs discours respectifs, MM. Mosar et Mertes ont souligné la nécessité du souvenir et l'obligation de s'opposer à l'oubli pour éviter que l'histoire ne se répète et que l'horreur ne se reproduise. «La démocratie ne peut exister que si tout un chacun de vous y contribue», a lancé aux jeunes Joachim Mertes. Laurent Mosar a, quant à lui, incité les jeunes à œuvrer en faveur d'une plus grande solidarité face à l'égoïsme croissant dans nos sociétés.

DANS CE NUMÉRO



Déclaration sur l'état de la nation par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, suivie d'un débat — P. 381 / p. 385

Sommaire des séances publiques Nos 28-30 — p. 381

Sommaire des questions parlementaires — p. Q162

S'impliquer davantage dans les décisions européennes



M. Laurent Mosar et M. Jean-Louis Debré

«Les Parlements nationaux devraient davantage contrôler le pouvoir exécutif et s'impliquer plus largement dans la prise de décision au niveau européen.» Cet avis fut unanimement partagé par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et l'actuel Président du Conseil constitutionnel et ancien Président de l'Assemblée nationale de la République française, M. Jean-Louis Debré, au cours de leur rencontre en date du 17 mai.

Face à des situations compliquées et un nombre croissant de directives européennes, les assemblées nationales sont de moins en moins outillées pour élaborer des textes législatifs de plus en plus complexes, ont constaté les deux présidents. Ils regrettent que l'accroissement des charges internationales risque à terme d'affecter la mission de contrôle du pouvoir exécutif par le Parlement.

Dans leur analyse, MM. Debré et Mosar sont convenus que les parlements nationaux devraient s'impliquer davantage dans la prise de décision au sein du Conseil européen, notamment en ce qui concerne l'élaboration de paquets financiers pour stabiliser l'euro et venir en aide aux pays membres en proie à des difficultés de refinancement de leur dette publique. «Il s'agit des plus grandes opérations de sauvetage financier jamais vues», a ajouté le Président Mosar. «Il faudrait que les représentants du peuple y soient associés.»

Le Conseil constitutionnel français est le pendant de la Cour constitutionnelle luxembourgeoise. Le rôle de ces institutions est notamment de statuer sur la conformité des lois à la Constitution.

M. Debré a profité de son séjour au Luxembourg pour participer à un colloque sur le droit constitutionnel organisé par l'Université du Luxembourg et réunissant d'éminents spécialistes de la question ainsi que de hauts magistrats.

Esch-sur-Alzette en expansion

Le Luxembourg manque crucialement de logements et surtout d'habitations à prix raisonnable pour jeunes ménages. En date du 18 mai, la Commission du Logement de la Chambre, désireuse de s'informer sur les projets de construction en cours, a entrepris une visite du quartier «Nonnewisen» et du site Belval-Nord à Esch-sur-Alzette.

Belval-Nord accueillera à moyen terme 7.000 nouveaux habitants. Les 150 premiers ont déjà emménagé dans leur maison ou appartement. Pour sa part, le quartier «Nonnewisen» accueillera quelque 3.000 nouveaux habitants dans 900 logements (maisons et appartements). Le projet émane d'un partenariat entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et le Fonds du Logement. Le quartier en devenir s'agencera sur 30 ha autour d'un parc. Il comprendra une école, des surfaces de bureaux et des logements pour étudiants. 46% du lotissement seront réservés aux surfaces vertes. Les premières maisons seront vendues cet été tandis que le quartier complet ne sera terminé qu'en 2025 au plus tôt.

«Au Luxembourg, 20% de l'énergie consommée est utilisée pour le chauffage du logement familial. Ce pourcentage est élevé. Nous ne pouvons plus nous permettre de négliger les critères de développement durable», a constaté le président de la Commission du Logement , M. Marcel Oberweis. Le Ministre du Logement Marco Schank a, quant à lui, insisté sur le fait que les logements rempliront les critères de la classe énergétique B et a souligné ensuite que «durable» est aussi synonyme de relier les nouveaux quartiers aux transports publics, d'employer des matériaux écologiques et de ne pas utiliser plus de ressources que nécessaires.

La visite s'est inscrite dans une série de démarches entreprises par la Commission du Logement pour s'informer sur la situation actuelle au niveau des logements à prix raisonnable pour jeunes familles, la politique du Fonds du Logement, les activités de l'Agence immobilière sociale, les chambres à café et la disponibilité de logements sociaux et de logements pour étudiants.



Des membres de la Commission du Logement ainsi que le Ministre du Logement ont visité le quartier «Nonnewisen» et le site Belval-Nord à Esch-sur-Alzette.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ENGAGE

un attaché (m/f)

en tant que responsable du service des ressources humaines

dans la carrière supérieure (grade de début de carrière: 12)

La personne à engager devra proposer et mettre en œuvre, en accord avec la direction, une politique de gestion du personnel cohérente et fonctionnelle et être capable d'encadrer toutes les questions relatives à la gestion des ressources humaines. L'expérience à un poste similaire dans le secteur public ou privé est considérée comme un avantage.

Niveau de formation requis:

- être titulaire du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme reconnu équivalent par la législation et la réglementation luxembourgeoises en vigueur;
- être titulaire d'un diplôme de fin d'études universitaires en gestion des ressources humaines, droit, administration publique ou gestion d'entreprise et avoir accompli un cycle universitaire complet de quatre années ou plus.

Les candidat(e)s doivent:

a) être de nationalité luxembourgeoise;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) se soumettre à un concours sur titres et épreuves;

d) avoir de très bonnes connaissances des langues luxembourgeoise, française, allemande et anglaise écrites et parlées;

e) avoir une vraie aisance relationnelle, être capable d'écouter, de motiver et avoir un esprit conciliateur;

f) avoir une forte motivation de contribuer à l'évolution de l'administration parlementaire en général et des membres de son personnel en particulier.

La demande de participation à l'examen-concours doit obligatoirement être accompagnée:

1. d'une notice biographique;
2. d'un extrait de l'acte de naissance;
3. d'une copie de la pièce d'identité;
4. d'un extrait récent du casier judiciaire datant de moins de deux mois lors de la présentation de la demande;
5. d'une copie des diplômes ou des certificats d'études;
6. d'un arrêté d'homologation ou d'une inscription au registre des titres des diplômes universitaires à délivrer par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Les candidat(e)s sont prié(e)s d'adresser leur demande par écrit au service des ressources humaines de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 14 juin 2010 au plus tard.

Chamber aktuell

*Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.*

*L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

SÉANCE 28

MERCREDI,
5 MAI 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Ordre du jour
- *M. le Président*

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun nom Modell 6. An de Freideg de Moien um néng Auer hu mer d'Enn vun den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Zäit, an där mer liewen, déi ass net einfach.

Si ass net einfach um internationale Plang. Mir stieche weltwäit an där déifster Finanz- a Wirtschaftskris, déi mer an deene leschte Jorzéngten erlieft hunn. Déi Kris, déi lokal an den USA a sektoriell am Finanzsecteur do ugefaangen huet, déi huet d'Weltrealwirtschaft mat enger Vitesse sonnergläichen de Bierg erofgehäit. De Chaos, deen entstanen ass - an dee Chaos, deen ass nach ëmmer net eriwwer -, dokumentéiert op eng eklatant Aart a Weis den Échec vun dem Turbofinanzkapitalismus, dee sech ouni Gêne an ouni Rücksicht op d'Kardinoldugende vun der sozialer Maartwirtschaft iwwer alles Meeschter gemaach hat.

D'Politik vum séiere Geld ass d'Baach agaangen. D'Faszinatioun vum Räichtum ouni Effort ass geplatzt. Den Orchester vun deenen, déi ëmmer erëm d'Melodie vun der ongebremster Dereguléierung an der totaler Privatiséierung ugestëmmt hunn, deen Orchester, deen ass méi kleng ginn. Den Neoliberalismus, deen huet zwee Schalldämpfer op seng Trompett kritt. An déi, déi, wéi ech - och dacks hei am Haus an och soss doruechter - dem Stat seng normativ Reguléierungsfonctioun ugemahnt hunn an déi doméinst eigentlech Wirtschaftsarchaismus virgeworf kritt hunn, déi gesinn e bësse manner al aus wéi fréier.

Dee wëlle Finanzkapitalismus, dee muss Regele kréien. Regelen, déi däitlech maachen, dass d'Wirtschaft an d'Finanzen dem Mënsch ze déngen hunn an net ëmgedréit. Dëse Reguléierungsprozess ass amgaangen. Dee Reguléierungsprozess geet ze lues virun. D'Lëtzebuerger Regierung ënnerstëtzt deen Encadrementsprozess an hätt gären, dass e méi séier géif virukommen.

Mir triede fir eng adequat Besteierung vun de geféierleche Risikogeschäfter vun de Banken an a maachen an Europa Eist derfir, fir dass dat geschitt. Wann net iwwerall op der Welt, dann op d'mannst an Europa. Wann net a ganz Europa, dann op d'mannst an der Eurozon.

Allgemeng gesinn, gëtt et awer éischt international Zeeche fir eng wirtschaftlech Erhuelung. Mä déi no ënne geriichte Wuestumsrisike sinn awer nach net all eliminéiert. D'Schwellelänner wuesse konsistent - China zum Beispill, Indien -, mä Europa mécht ëmmer nach ee wuestumsmidden Androck.

Jo, och fir Europa sinn d'Zäiten net liicht. Mir hunn et an der Eurozon mat wackelege Croissanceperspektiven ze dinn, mat héije Budgetsdefiziter a mat enger globaler Verschëldung, déi besuergniserreegend ass.

Besonnesch Suerge mécht de Moment d'Situatioun a Griichenland. Säin onkontrolléierten Haushaltsdefizit a säi Scholdenhimalaja, deen een an deen anere selwer verschéllt, sinn dat cumuléiert Resultat vum Kompetitivitéitsverloscht, dee Griichenland an deene leschten 20 Joer ugeheeft huet. Den dramatesche Verloscht u Wettbewerbsfäegkeet huet Griichenland ëmgehäit.

Dofir hu mer am Eurogroup ofgemaach, d'Kompetitivitéitssituatioun vun all Memberstat periodesch ze iwwerpréiwen, fir erkennbar Feelentwécklunge kënnen ëmzedréien. Lëtzebuerg fir säin Deel gëtt nach virum Summer ënnert déi kollektiv Lupp geholl. Elo awer musse mer a puncto Griichenland eis Flicht maachen.

Den Euro gëtt via Griichenland attackéiert. Den Euro muss via Hëllefen u Griichenland dës Attacken ofwieren. D'Griiche selwer, déi mussen hiert Land erëm zukunftsfit maachen. Si maachen dat iwwregens mat vill Courage, och d'Regierung, a mir mussen hinnen an hirem Interessi an an eisem Interessi dobäi hëllefen.

D'Griiche kréien ënner strengsten Oplagen, ënner Konditioune gehollef. Si kréie keng Lëtzebuerger Steiergelder einfach esou iwwert d'Théik geschubst. Mir werfe keng Sue vun de Lëtzebuerger an d'Mëttelmier, mä mir stellen de Griiche verzënste Kreditter zur Verfügung, déi mussen zréckbezuelt ginn.

An deem beschriwwenen Ëmfeld - an där internationaler Onsécherheet, an deem europäeschen Duerjerneen -, do muss Lëtzebuerg sech bewegen. Heiansdo musse mer eis mat anere Länner zesumme bewegen, besonnesch mat deenen, mat deene mer eng gemeinsam Währung deelen. Meeschtens awer musse mer op eege Fauscht handelen. Mir sinn op ville Pläng fir eis selwer zoustänneg. Genau dat gëtt jo mam Wuert „Souveränitéit ëmschriwwen: fir sech selwer zoustänneg sinn, säin eegent Schicksal selwer an d'Hand huelen.

Fir dat fäerdeg ze bréngen, do geet et net duer, fir just Politik ze maachen. Fir dat fäerdeg ze bréngen, do muss een eng Politik hunn. Déi huet et - déi Politik, déi ee muss hunn - a méi schwéiere Momenter net ëmmer direkt einfach, well ze vill Acteure léiwer Politik maachen, wéi eng Politik ze hunn. Mä dat gehéiert nun eben zur pluraler Demokratie.

Um Wee op grouss Ziler lass kann een - well d'Versuchunge vum medialen Alldag vill ze vill grouss sinn - sech drop beschränken, Politik ze maachen. Mä richteg ass: Um Enn vum Wee, ier een un d'Enn vum Wee kënnt, muss een eng Politik hunn. Soss kënnt een net un d'Enn vum Wee.

Et muss ee virun allem eng kohärent Budgetspolitik hunn.

Fir sech déi richteg Politik an d'Hand ze ginn, déi richteg Budgets- a Finanzpolitik sech zouzeleeën, do muss ee sech fir d'éischt emol d'Fakten ukucken an net iwwert d'Fakten ewechkucken.

Ech weess, dass Der d'Jongléiere mat den Zuelen net ganz gären hutt. Ech hunn et eigentlech gär. Mä well Dir et net gär hutt, wëll ech dofir, och ouni ze vill Zuelen an de Raum ze stellen, just dat heite soen: Am Joer 2008 ass eis Ekonomie mat 0% gewuess - mir haten also eng Stagnatioun -; am Joer 2009 ass eis Wirtschaftskraaft ëm 3,4% gefall - mir haten also eng Rezessioun vun enger aussergewéinlecher Ampleur. Mir waren domat no dësen zwee Joer um Ufank vum Joer 2010 als national Kollektivitéit 3,4% méi aarm wéi am Joer 2007, dräi Joer virdrun. Normalerweis - wann d'Kris net zougeschloen hätt -, da wiere mer an de Joren 2008 an 2009 all Joer ëm 4% gewuess. Mir wieren also um Ufank vum Joer 2010 8% méi räich gewiescht wéi am Joer 2007.

Den Ënnerscheed tëschent normalen Zäiten a Krisenzäiten zu Lëtzebuerg ass ee vun 11,4% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. D'Kris huet Lëtzebuerg 4,3 Milliarden Euro Wirtschaftskraaft kascht.

Et géif mer leed dinn, wann ech deen Eenzegen hei am Land wier, deen dës Zuele géife beandrocken. Ech mengen awer, dass vill Leit am Land - wann och net ëmmer all Politiker - vun där negativer wirtschaftlecher Entwécklung déif impressionnéiert sinn.

Derbäi kënnt jo eng Verschlechterung vun de Statsfinanzen, eng Verschlechterung, déi et a sech huet. Mir haten 2008 ee gesamtstaatlechen Iwwerschoss - Stat, Gemengen a Sécurité sociale zesumme betruecht - vun 2,5% vun eisem PIB. Ee Joer méi spéit, 2009, hate mer e gesamtstaatlechen Defizit vun 0,7%. Differenz: 3,2%.

Haut, haut de Mueren oder haut de Mëtteg, ech ginn et ëmmer e bëssen éischter gewuer, huet d'Bréisseler Kommissioun eis ee gesamtstaatlechen Defizit vun 3,5% fir d'Joer 2010 virausgesot, zwar manner wéi geduecht, mä d'Differenz mam Joer 2008 beleeft sech - géif et esou kommen, a mir probéieren, dass et nach besser kënnt - d'Differenz beleeft sech op 6%. Déiselwecht Kommissioun gesäit eis 2011 bei engem Defizit vun 3,9%. D'Differenz mam Joer 2008, wou mer 2,5% Iwwerschoss haten, d'Differenz mat deem Joer: 6,4%.

Wann dat esou ass a wann dat esou bleift, a well et dëst Joer esou geet, wéi et wahrscheinlech geet, leet d'Kommissioun am Fréijoer och nach ee Verfahre wéinst exzessivem Budgetsdefizit géint Lëtzebuerg an d'Weeër.

Ech liesen - mat ënnerscheedlechem Parfum ëmginn -, dass de Stat déi éischt dräi Méint vun dësem Joer un direkten an un indirekte Steieren honnert Milliounen Euro méi erakritt hätt. Dat stëmmt. An dat ass gutt esou. Mir hunn 2009 bis un d'Enn vum Mount Mäerz 2.352 Milliounen Euro Recettë gebucht gehat. 2010 - also elo - sinn et der 2.454, also honnert Milliounen Euro méi. Mä am Joer 2008 waren et der 2.468, also 14 Millioune méi am Joer 2008 wéi am Joer 2010, vun deem ech heiansdo héieren, et géif erëm alles biergop goen. Budgetär sti mer also nach ëmmer méi schlecht wéi virun zwee Joer. D'Berouegungspëlle mussen dofir an der Dous bleiwen. Well aus de Budgetsdefiziter, do entsti Statsscholden.

Mir haten am Joer 2009 eng Statsschold vu 5,6 Milliarden Euro. An dësem Joer huet de Scholdestand vum Stat sech op 7,2 Milliarden erhéicht. Wa mer d'Statsausgabe virulafe loossen wéi bis elo a wa mer un der Steierlandschaft par rapport zum Joer 2010 näischt veränneren, dann erreeche mer ee Scholdestand vun 9,9 Milliarden Euro am Joer 2011, vun 12,6 Milliarden Euro am Joer 2012, vu 15,3 Milliarden am Joer 2013 a vu 17,8 Milliarden am Joer 2014. Da géif sech d'Statsschold vun 18,3% haut op 37,4% par rapport zum PIB am Joer 2014 an d'Luucht schaukelen. An da géife mer statt haut 225 Milliounen op eis Schold zréckzebezuelen, am Joer 2014 der 488 mussen zréckbezuelen.

An anere Wierder, da géife mer am Joer 2014 1% - ee ganze Prozent - vun eiser dann nei ze schafender Wirtschaftskraaft op d'Bedéngung vum Scholdendéngscht verwende mussen: 1% vum PIB 2014 géint 0,6% vum PIB am Joer 2010. An da wier d'Rees an de Verschëldungsstat nach laang net eriwwer: Och no 2014 géife mer all Joer 3% méi Schold maachen, bis mer do ukomm sinn, wou mer net hi wëllen a wou mer net hin däerfen!

Et gëtt der - méi wéi een - hei am Land, déi hunn eigentlech kee richtege Problem dermat, dass d'Statsschold sech all Joer zolidd no uewe beweegt. D'Regierung huet awer ee Problem domat. Aus deem ganz einfache Grond, well eng Statsschold, déi all Joer méi grouss gëtt, d'Laaschten, déi haut organiséiert ginn zu Reparaturzwecker, un déi nächst Generatioun weiderreecht. Net déi, déi haut décidéieren, bezuelen d'Scholden zréck. D'Scholde ginn zréckbezuelt vun deenen, déi ënnert den Décisioune vun haut leiden.

Mir hunn awer kee Recht, fir de jonke Leit vun haut de Frigo vu muer eidel ze maachen. D'Verschëldung ass ee séisst Gëft, dat haut kengem wéideet. Mä et ass ee Gëft, wat ee batteren Nogeschmaach huet fir déi, déi no eis kommen. A well dat esou ass a well d'Politik muss intergénérationnel denken, well d'Politik vun haut net nëmmen un d'Mënsche vun haut muss denken, mä och d'Liewenschancë vun de Leit vu muer am Bléck muss hunn, huet d'Regierung sech derzou décidéiert, de Cours vun de Saachen ze änneren. Net radikal. Mä energesch genuch, fir dass déi, déi no eis kommen, net vun de Konsequenze vun de Feeler erdréckt ginn, déi mir haut aus Liichtfankegkeet an aus générationnellem Egoismus géife maachen.

Well se de Cours vun der Finanzpolitik wëllt änneren, huet d'Regierung an deem Stabilitéitsprogramm, dee se der Europäescher Kommissioun am Januar vun dësem Joer zougeleet huet, Faarf bekannt. Mir wëllen am Joer 2014 net op enger Statsschold vu 17,18 Milliarden, mä op enger vun héchstens 12,9 Milliarden Euro landen. Mir wëllen am Joer 2014 net 488 Milliounen Euro op eis Schold zréckbezuele mussen, mä héchstens 355 Milliounen. Mir wëllen d'Statsschold héchstens op 27,2% bis un d'Enn vun der Legislaturperiod uwuesse loossen an net op 37,4%, Stand, dee mer géife bei ongeännerter Politik mat Sécherheet erreechen.

Dofir wëlle mer an deenen nächste Joren an der Moyenne maximal eng Milliard Euro Scholde maachen. Dat ass schonn enorm vill. Fir dat ze erreechen a fir dat fäerdeg ze bréngen, musse mer spueren a musse mer d'Gesamtstatsfinanzen esou équilibréieren, dass mer am Joer 2014, gesamtstaatlech gekuckt, een Defizit vun 0%

kréien. A souguer wann dat eis geléngt - an dat muss eis geléngen, - wann et eis geléngt, also de gesamtstaatlechen Defizit op Null zréckzeféieren, souguer da bleift am eigentleche Statsbudget - am Budget vun deem, wat mer État central nennen - nach ëmmer een zolidd Lach, dat mer och no 2014 mussen duerch weider Scholde finanzéieren.

Deen Effort, dee mer dem Land proposéieren, deen ass grouss, mä eigentlech geet en net duer, fir all eis Problemer ze léisen. Besonnesch dann net, wann een drun denkt - an dorunner muss een denken -, dass d'Belaaschtungen, déi aus eise Renten- a Pensiounsregimer op déi nächst Generatiounen zoukommen, énormément enorm grouss sinn.

Nach ee Wuert zur Statsschold. D'Statsschold ass och - mä bei Wäitem net nëmmen - geklomme wéinst den Interventiounen, déi d'Regierung am Joer 2008 huet misse maachen, fir zwou Lëtzebuerger Banken ze retten. Et gëtt der, déi kuerz denken a laang schwätzen an déi soen: „Verkaaft Är Participatioun un der Banque Générale, da kritt Der d'Sue jo erëm." D'Regierung ass awer net wëlles, hir Participatioun - déi vum Stat, et ass jo net der Regierung hir - un der Banque Générale kuerzfristeg ze verkafen. Dat weisen déi aktuell Coursen op der Bourse net aus, mir géifen en Negativgeschäft maachen.

Ausserdeem ass eis Participatioun an der Banque Générale eng strategesch, déi de Stat geholl huet, fir der Banque Générale et ze erlaben, erëm zréck a rouegt Waasser ze schwammen. Elo verkafe géif villes, och Aarbechtsplazen, nei a Gefor bréngen. Mir bleiwen Aktionär vun der Banque Générale a mir hunn och eppes dervun, dass mer Aktionär sinn. Mir encaisséieren dëst Joer an der Zomm iwwer 130 Milliounen Euro Dividenden duerch eis Participatioun an der BGL an a BNP Paribas. An d'Rémunératioun vun der Garantie, déi mer der Dexia BIL ginn hunn, bréngt eis dëst Joer 15 Milliounen Euro eran.

Déi Suen, déi mer duerch eis Participatioun an der BGL an an der BNP an duerch d'Rémunératioun vun der Statsgarantie fir d'Dexia erakréien, fléissen an de Fonds de la dette a mat hinne kënne mer d'Zënsen op deene Scholden, déi d'nächst Joer ufalen, méi wéi decken. Mir kënne mat dem Resultat vun den Dividenden déi Scholden decken, déi Zënsen decken, déi mer mussen zréckbezuelen, fir eis Rettungsaktioun am Bankeberäich konnten duerchzeféieren.

Nu gëtt de Finanzminister jo oft - dacks - als en e bësse stupide Kontabel karikaturéiert. Ech stelle just fest, als Trésorminister huet en esou verhandelt, dass en ouni Problem als Finanzminister d'Scholden, déi duerch d'Bankerettungsaktioun entstane sinn, kann zréckbezuelen. Dem Lëtzebuerger Steierzueler ass duerch d'Stabiliséierungsoperatioun am Bankesecteur kee Schued entstanen. Net all Regierung an Europa kann datselwecht fir sech a fir hir Steierzueler soen.

Här President, Dir Dammen an och Dir Hären, wéi maache mer dat dann elo, fir eis Gesamtstatsfinanze bis an d'Joer 2014 ze équilibréieren?

Eng Virbemierkung fir d'Éischt: Wéi mer dës Regierung de Summer d'lescht Joer gebilt hunn, wéi mer de Regierungsprogramm formuléiert hunn, dunn hu mer dat gemaach, wat d'Resultat vun enger an der Eurozon koordinéierter Politik war, nämlech hu mer d'Reduktioun vun de Statsdépensen am Joer 2010 bewosst ausgeschloss. Mir hu se ausgeschloss, well mer gemengt hunn, wéi déi aner Regierungen an Europa och, dass déi wirtschaftlech Entwécklung am Joer 2010 vill ze vill onsécher wier, fir dass ee kéint de Konjunkturpak, dee mer virun de Wahle geschnürt hunn, einfach zréckzéien.

Mir hu fir d'Joer 2010 een Uklamme vun den Defiziter bewosst a Kaf geholl. Esou steet et och am Regierungsprogramm. Esou steet et och am Wahlprogramm vun där Partei, déi ech am beschte kennen. An esou huet och een, dee sech ongeféier virun engem Joer op ee laangen Tour gemaach huet, de Leit dat och all Owend erkläert. D'Uklamme vum Defizit am Joer 2010 war geplangt, ass keng Iwwerraschung gewiescht a war noutwendeg, fir dass een d'Konjunktur-Erhuelungskräften net géif stéieren.

Mer hu gläichzäiteg gesot, dass mer vum Joer 2011 u missten an d'budgetär Konsolidéierung antrieden, esou wéi dat och enger koordinéierter Approche an der Eurozon entsprécht. All Regierunge maachen dat. Keng Regierung spuert net am Joer 2011 Sue par rapport zum Joer 2010 an. Duerfir hu mer och d'Opfuerderunge vum Patronat, fir am Joer 2010 schonn Aspuerungen am Budget virzehuelen, zréckgewisen. Grad wéi mer och zréckgewisen hunn, de Moratoire vum Index fir déi nächst zwee Joer ze maachen. Duerfir hu mer och dem Avis vun der Chambre de Commerce zum Budgetsprojet 2010 keng Folleg geleescht, well mer déi Politik, hätte mer se gemaach, konjunkturschwächend an zum Nodeel vun de Lëtzebuerger Betriber a vun de Leit, déi an hinne schaffen, emfonnt hunn. Elo sti mer virun de Joren 2011 bis 2014, vun deene mer ëmmer gesot hunn, si missten d'Jore vun der budgetärer Konsolidéierung ginn.

Vu dass déi international, déi europäesch an déi national Situatioun sech zënter dem Summer 2009, wou d'Regierung gebilt ginn ass, weider negativ agefierft huet, si mer an der Regierung séier zur Schlussfolgerung komm, dass eng Budgetskonsolidéierung iwwert den exklusive Wee vun der Ofsenkung vun de staatlechen Dépensen net méiglech wier.

D'Budgetskonsolidéierung, dat heescht d'Konsolidéierung vun de Gesamtstatsfinanzen, muss een duebele Wee aschloen: esou vill spuere wéi méiglech, ouni d'konjunkturell Reprise ze verhënneren; Steieradaptatiounen esou vill wéi néideg, ouni d'Wettbewerbsfäegkeet vun der Ekonomie ze behënneren an ouni d'Grondprinzipie vun der sozialer Gerechtegkeet ze verletzen. Genau dee Programm wollt ech Iech elo virleeën.

Den Aspuerungs- a Gläichgewiichtsvirstellungsprogramm huet d'Joer 2014 an d'Null-Prozent-Zil an deem Joer fest am Bléck. Mä e limitéiert sech awer, dee Programm, a senger éischter Versioun op d'Joren 2011 an 2012.

Firwat? Ganz einfach, well mer souwuel an Europa wéi heiheem keng total fiabel Donnéeën hunn, keng absolut belaaschtbar Prognose fir déi zweet Halschent vun der lafender Legislaturperiod. Am Laf vum Joer 2012, éischter an der zweeter Halschent wéi an der éischter, wëlle mer da kucken - well mer dann alles wëssen iwwert d'Joren 2011 an 12, an och déi wahrscheinlech Entwécklung vun de Joren 2013 a 14 besser aschätze kënnen -, wëlle mer da kucken, wou mer dru sinn - d'Zil vum Null-Defizit am Joer 2014 ëmmer nach fest am Bléck - a kënnen dann d'Finanzpolitik fir déi zweet Halschent vun der Legislaturperiod korrekt gestalten.

Haut weess jo keen, jiddwerfalls net vill, ech jiddwerfalls net, wéi de Cours vum Euro sech an de Joren 2013 a 14 entwéckele wäert. Haut kennt keen de Präisniveau vun den Uelechprodukter. Haut weess keen, wéi vill Schubkraaft d'Weltwirtschaft an deenen nächsten zwee, dräi Joer entwéckele wäert. Wann een et genau weess, soll en et soen. Ech weess et net, jiddwerfalls net mat där leschter Sécherheet, a wäit vun där leschter Sécherheet eigentlech ewech.

Selbstverständlech hunn d'Leit Recht, wa se soen, de Stat soll bei sech selwer ufänken ze spueren. De Stat muss fir d'Éischt do spueren, wou e mat sech selwer eleng ass. Duerfir muss e seng eege Fonctionnementskäschten erofsetzen. Dat maache mer och. Mä et soll kee mengen, dass duerch d'Erofsetze vun de Fonctionnementskäschte beim Stat all Problemer, déi de Stat huet, geléist wieren.

Et gëtt zwou Zorte vu Fonctionnementskäschten. Fir d'Éischt gëtt et déi Käschten, op déi d'Regierung direkten Zougréff huet, ouni déi aner Acteuren am Wirtschaftsliewen an hiren Entfalungsméiglechkeeten ze tangéieren. Duerfir setze mer d'Fraisë fir d'Expertisë par rapport zum Joer 2010 ëm 20% erof a spueren domat am Joer 2011 zéng Milliounen an am Joer 2012 10,5 Milliounen Euro. Duerfir setze mer d'Büroskäschten, d'Reeskäschten an aner lafend Ausgaben ëm zweemol zéng Milliounen erof, an duerfir limitéiere mer d'Zuel vun der Neiastellung vu Beamten an de Joren eelef an zwielef par rapport zum Joer 2010 an deene Jore virdrun; dat erlaabt eis eng Erspuernis vun all Kéier 8,5 Milliounen Euro.

Doriwwer eraus musse mer aner Fonctionnementskäschte bremsen. D'Regierung ass der Meenung, dass et an der Fonction publique bis un d'Enn vun der Legislaturperiod keng Erhéijung vum Punktwäert ka ginn. Mä dat décidéiere mer weder op Parteikongresser nach am Kader vun dëser Ried, doriwwer musse mer mat de Gewerkschaften a mat der CGFP virun allem verhandelen. Mä et wier fir d'Regierung net onwichteg awer ze wëssen, ob déi aner Parteien hei am Haus eis Meenung deelen, dass et keng Lounerhéijung beim Stat an deenen nächste Jore bis un d'Enn vun der Legislaturperiod soll ginn. Just fir et ze wëssen a fir dass een net eng falsch Politik mécht, wier et net oninteressant, doriwwer Auskunft ze kréien.

Aner Fonctionnementskäschten, léif Kolleegen, déi mer kënnen ofsenken, wierke sech awer direkt op d'Privatwirtschaft aus. Wann de Stat manner akeeft, verkeeft den Handel och manner. Mä de Stat huet awer eng gesamtwirtschaftlech Responsabilitéit, an deen Deel vu senger gesamtwirtschaftlecher Responsabilitéit dréckt sech iwwert d'Fonctionnementskäschten aus. Setzt ee se erof, da schiedegt een den Handel, setzt ee se erop, da geet et dem Handel besser. Mir wëllen eisersäits den Handel, deen et scho schwéier genuch huet, net ausdréchnen.

Et gëtt, soen d'Leit, a si hu Recht, d'Noutwendegkeet, fir iwwerall ze spueren. Selbstverständlech musse mer och bei de staatlechen Investissementer spueren. Mir haten um Niveau vum Zentralstat fir d'Joer 2011 Investissementer an der Héicht vun eelef Milliarden an eelef Milliounen, an am Joer 2010 vun enger Milliard an 71 Milliounen an d'A gefaasst. Mir musse feststellen, mir hunn net Einnahme genuch, fir Investissementer an där Héicht kënne korrekt ze bedéngen. Ergo hu mer décidéiert, dass mer d'Investissementer vum Zentralstat op deen héijen Niveau vum Krisejoer 2009 stabiliséiere mussen.

Eng Stabilisatioun oder eng Stabiliséierung um Niveau vum Joer 2009 heescht, dass mer d'Investissementer op 768,8 Milliounen Euro fir déi nächst zwee Joer gläichbleiwend festleeë mussen. Dat ass nach ëmmer ee vun den héchsten Investitiounsniveauen an der Eurozon. Mä d'Reduktioun vum Investitiounsniveau par rapport zu deem, wat mer programméiert haten, mécht et eis zur Flicht - ech kann lech soen, dat ass eng verdrësslech Flicht -, d'Investitiounsprioritéiten nei ze uerdnen.

D'Verbesserung vun der Mobilitéit bleift fir d'Regierung prioritär. Den öffentlechen Transport, dee muss weider ausgebaut ginn. Dat heescht awer net, dass mer kënne virufueren, eidel oder bal eidel Bussen duerch d'Landschaft zirkuléieren ze loossen. Hei, bei de Buslinnen, do gëtt gespuert. Mä et gëtt net gespuert ouni nozedenken. Déi Buslinnen, déi vill gefuer a vill benotzt ginn, déi gi verstäerkt.

D'Investissementer an d'Schinn, déi hunn absolute Virrang, well mir brauchen zousätzlech Capacitéiten an ee qualitativ héichwäertegt Schinnennetz. Den zweegleisegen Ausbau vun der Péitenger Zuchstreck gëtt fäerdeg gemaach an d'Erneierung vun der Beetebuerger Streck ugefaang. Et gëtt weider an d'Logistikstrukturen zu Beetebuerg investéiert, an d'Terminalinfrastrukture fir d'Autoroute ferroviaire Lëtzebuerg-Perpignan ginn ausgebaut. De Centre de remisage an de Réaménagement vun der Stater Gare gi weidergedriwwen, d'Nordstreck gëtt punktuell verbessert.

Den Investitiounsbudget vun der Bunn, oder den Investitiounsbudget fir d'Bunn, wäert an deenen nächste Joren iwwert de Budgetsmëttele leien, déi fir de Stroossebau wäerten opbruecht ginn. Dat ass och nach wouer, wa mer eng Rei vu geplangten Investissementer an d'Schinn net kënnen an deenen nächsten zwee Joer realiséieren. D'Zuchlinn op de Kierchbierg an eng nei Eisebunnsstreck op Esch - dës eleng géif 1,6 Milliarden Euro kaschten - kënnen net gebaut ginn. D'Regierung hält de Prinzip an un de Prinzipie vum „Mobilitéitskonzept 2020 fest. Den Tram ass een Deel vun deem Konzept. E kann awer wéinst de finanzielle Schwieregkeeten, mat deene mer eis erëmzeschloen hunn, net schonn an de Joren 2011 an 2013 ugefaang ginn, mä eréischt am Joer 2014.

Och an der Kris gëllt et, d'Prinzipie vun der Landesplanung net aus dem Bléck ze verléieren. Elementar ekologesch an ekonomesch Iwwerleeunge bréngen eis dozou, dass mer déi dräi grouss Zentren, déi mer hei am Land hunn, weider stäerken. Am Süde vum Land gëtt um Aménagéieren an um Miwweléiere vum Site Belval weider geschafft. Am Zentrum konzentréiere mer eis op d'Noutwendegkeeten, de Site vum Ban de Gasperich optimal verkéierstechnesch op déi ze erwaardend relativ importent wirtschaftlech Entwécklung virzebereeden.

An der Nordstad, do gëtt vill an d'Schoulen investéiert. Et kënnt eng nei Akerbauschoul op Gilsdref, an un de Projeten Nordstad-Lycée, nei Schoul fir Gesondheetsberuffer souwéi Zentrum fir berufflech Weiderbildung an Ausbau vun de Sportsinfrastrukture gëtt weider geschafft.

A puncto Stroossebau gëtt d'Strooss mam Accès an d'Industriezon Fridhaff aménagéiert a verbreedert, esou dass mer Betriber mat vill Individualverkéier aus der Nordstad dohinner kënnen ëmsiedelen an den Trafic aus der Nordstad kënnen eraushalen. Op Ettelbréck kënnt eng nei Gare; d'Transversale vu Clierf bleift op der Dagesplanung.

Zréck an de Süde vum Land. Den dräispueregen Ausbau vun der A3 a vun der A6, mat Ausnam vun deem klenge Stéck tëscht der Aire de Berchem an dem Gaasperecher Kräiz, gëtt net virgeholl. Ganz einfach, well en ze deier géif ginn.

Allgemeng gëllt: Mir wëlle beim Ausbau vun eise Schoul- a Sozialinfrastrukturen en héijen Investitiounstempo bäibehalen. D'Investitiounslat am Beräich vun der Schoul, déi ass impressionnant. Niewent de genannte Projeten an der Nordstad stinn den Ausbau vum Lycée technique zu Gréiwemaacher, d'Aarbechten um Iechternacher Lycée, de Lycée zu Jonglënster, de Réaménagement vum Lycée Hubert Clément zu Esch, d'Transformatioun vum Lycée technique zu Esch, nei Sportinfrastrukture fir d'Annexe vum Lycée technique zu Diddeleng an d'Fäerdegstellung vum Lycée Belval weiderhin op der Prioritéitelëscht. Datselwecht zielt fir d'Extensioun vum Lycée technique zu Bouneweg, fir d'Renovatioun vum Atheneum a fir den neie Lycée fir d'Gesondheetsberuffer.

Mä de Bau vun de Lycéeën zu Clierf, zu Déifferdang an zu Mondorf kann an den nächste Joren net ugefaang ginn. Si sinn awer noutwendeg a ginn duerfir och net definitiv vun den Investitiounslëschte gestrach. D'Planifikatioun vun deenen dräi Lycéeë leeft wéi geplangt virun. Wann d'Viraarbechten ofgeschloss sinn, wa mer déi noutwendeg Finanzmëttelen erëm komme gesinn, da ginn dës Projete realiséiert; als éischten de Lycée zu Clierf.

Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eng nei Nationalbibliothéik, och wa mer keng Suen hunn. Ee Land, dat eppes op sech hält, dat däerf seng Bicher, an domat ee Stéck vu senger Vergaangenheet, net vermuuschte loossen. Déi nei Nationalbibliothéik, déi kënnt op de Kierchbierg bei d'Kräizung Bricherhaff. Mir kënnen einfach net méi laang wéi bis elo waarden, bis dass dat sougenannte Schumansgebai bei der Philharmonie fräi gëtt. Elo gi séier nei Pläng gemaach. 2014 soll mam Bau ugefaang ginn.

De Velodrom ass aus den Investitiounsprogrammer fir d'Joren 2011 an 2012 gestrach ginn. De Sportsminister sicht en anere Site op enger anerer Plaz, fir no 2013 méi e bëllege Projet kënnen ze realiséieren.

Dir gesitt, Dir Dammen an Dir Hären, och bei den Investissementer gëtt gespuert, well et muss, wéi d'Leit soen a wéi ech och mengen, iwwerall gespuert ginn. Mä den Investitiounsbudget vum Stat bleift op héi-

jem Niveau. Dat muss en och, fir eist Land, seng Ekonomie a seng Leit op d'Zukunft kënne virzebereeden.

Wann een eng budgetär nohalteg Entwécklung wëllt, da kann ee keng grouss Kéier ronderëm de Sozialbudget maachen, och wann ee se am léifste géif maachen, well wann een duerch de Sozialbudget fiert, da stécht een nawell séier am Stau an et kënnt een net gutt virun. D'Regierung wëllt de Sozialbudget punktuell reforméieren, d'Regierung wëllt de Sozialstat net total deforméieren. Déi Absicht hat se ni, déi Absicht hat och net de Finanzminister, wéi en an der Tripartite am Numm vun der Regierung eng Rei vu Piste virgeluecht huet, iwwert déi hie gebieden huet nozedenken.

Mir ginn net mam décken Hummer am Grapp un de Sozialbudget vum Stat erun. Am Géigendeel, d'Regierung huet d'Fuerderung vum Patronat, d'Mindestlounerhéijung op den 1. Januar 2011 auszesetzen, zréckgewisen. Mir hunn all Verschlechterung am Beräich vum Indemniséiere vun de Chômeuren ofgelehnt. Mir hunn all Verschlechterungen och beim Kënnegungsschutz ausgeschloss. Mir hunn eng allgemeng Ofsenkung vum Kannergeld ni an d'A gefaasst, obscho mer, an dat mat groussem Ofstand, dat héchste Kannergeld an Europa hunn. Mir proposéieren Iech keng lëtzebuergesch Versioun vun Hartz IV. Mir proposéieren Iech sozial verträglech, sozial équilibréiert a sozial gerecht Léisungen. Wien haut net e bësse Courage huet, fir eng kleng Kéier ze huelen, dee gëtt mat schëlleg drun, dass mer an Zukunft op der riichter Streck riicht an de Sozialofbau rennen.

Den 1. Januar 2011 missten d'Renten an d'Pensiounen ëm 1,9% no uewen ajustéiert ginn. Well mer eng gerecht Laaschteverdeelung tëscht de méi Alen an de méi Jonke wëllen, proposéiert d'Regierung Iech den nächste Renten- a Pensiounsajustement an zwee Deeler ze splécken, d'Renten an d'Pensiounen ëm 0,95% op den 1. Januar 2011 an ëm weider 0,95% op den 1. Januar 2012 ze erhéijen. Dës Zweedeelung provozéiert eng Erspuernis vu siwe Milliounen Euro am Budget vum Zentralstat a vun 32 Milliounen am Budget vun der Administration publique.

Mir proposéieren Iech, d'Kannergeld nach just bis zu engem Alter vun 21 Joer auszebezuelen. Ënnert dëser Moossnam - déi a villen anere Länner net ka getraff ginn, well et do kee Kannergeld iwwer 21 Joer gëtt -, ënnert dëser Moossnam leit keen, dee wëllt studéieren. Den Héichschoulminister huet proposéiert, dass all Student op Demande eng net remboursabel Bourse vu 6.000 Euro d'Joer an ee remboursabele Prêt vu 6.000 Euro d'Joer kann an Usproch huelen. Esou hätt also all Student ee Budget vun 12.000 Euro zur Verfügung, ee Budget, deen nach bis zu engem Montant vun 3.700 Euro maximal d'Joer fir Aschreiwungsfraisë kann opgestockt ginn. Déi Kanner, déi iwwert den Alter vun 21 Joer eraus nach an der Schoul oder an der Ausbildung sinn, déi behalen hiert Kannergeld. Duerch de Cumul vun dëse Moossname gëtt de Stat d'nächst Joer 40 Milliounen Euro manner aus. D'Encouragementsprime fir Studenten, fir Unisstudente gëtt agestallt. Doduerch entsteet eng Erspuernis vu 4,1 Milliounen Euro.

D'Mammerent gëtt net ofgeschaaft. Wie se wëllt ofschafen, dee soll dat emol eng Kéier ganz kloer an däitlech heibanne soen. Mä d'Mammerent, déi gëtt et an Zukunft eréischt vum Alter vu 65 Joer, dem legale Pensiounsalter zu Lëtzebuerg, un. De Stat spuert domat 1,5 Milliounen am Joer 2011 an 3,1 am Joer 2012. Dës Moossnam betrëfft selbstverständlech net déi Mammen, déi haut Bezéier vun der Mammerent sinn, mä just déi, déi et an Zukunft ginn.

Och an de staatleche Begleedungsprogrammer fir de Wunnengsbau kënnt et zu Ännerungen. Déi staatlech Logementspolitik, déi ass deier. Si bleift deier. Mä mir mussen déi Moossnamen, déi am Verhältnis zu hirem Rendement oder am Direktverglach zu hirer Absichtesetzung net alles bruecht hunn, déi Moossnamen, déi musse mer ëmänneren.

Ech schwätzen hei vu Moossnamen, déi mer agefouert hunn, fir d'Baue méi bëlleg ze maachen, déi awer net zur Verbëllegung vum Bau bäigedroen hunn. Dofir proposéiere mer der Chamber, fir bei den neie Prêten d'Zënsbonifikatioun, déi all Famill mat Kanner ouni Réckkoppelung mam Revenu kritt, anzestellen. Déi zukünfteg Prêten - dës Moossnam betrëfft selbstverständlech net déi Prêten, déi scho lafen. D'Zënssubventiounen, déi un de Revenu gekoppelt sinn, bleiwe selbstverständlech bestoen.

De Stat huet domat manner Ausgabe vun enger Millioun am Joer 2011 a vu véier Milliounen am Joer 2012. À terme awer spuere mer duerch dës Moossnam 30 Milliounen Euro d'Joer.

Och beim sougenannte bëllegen Akt kënnt et zu Ännerungen. Seng Verallgemengerung, déi mer virun e puer Joer agefouert hunn, fir de Bau méi bëlleg ze maachen, déi Verallgemengerung, déi musse mer zréckdréien. An Zukunft hänkt d'Zouerkennung vum Steierkredit, dee mam bëllegen Akt zesummenhänkt, vun der Akommessituatioun vun de Leit of. Beispill: Eng Famill mat zwee Kanner, déi manner wéi 30.000 *(veuillez lire: 70.000)* Euro Revenu imposable d'Joer huet, kënnt och virun an de Genoss vum bëllegen Akt ënner Form vun deem Steierkredit, deen drunhänkt. De Stat realiséiert esou eng Recette vu 70 Milliounen Euro d'Joer. D'Verallgemengerung hat 120 Milliounen Euro d'Joer kascht.

Well mer beim Soziale sinn, vläicht och nach ee Wuert iwwert de Congé parental. Seng Modalitéite bleiwe fir d'Joer 2011 déiselwecht wéi haut. Mä am Laf vum Joer 2012 examinéiere mer d'Fro, ob den Elterenurlaub nieft senger familljepolitescher Dimensioun och all deenen Erwaardungen entsprach huet, déi an aarbechtsmaartpolitescher Hisiicht un dëst Instrument gestallt gi sinn. Wa mer bei där Iwwerpréiwung feststellen, dass seng Modalitéite musse geännert ginn - Lafdauer, Bezuelung, Opspléckung vun de Perioden iwwer méi eng laang Dauer -, da ginn Ëmännerunge virgeholl.

Zu dësen Ëmännerungen am soziale Beräich geselle sech Aspuerungsvirschléi op anere Pläng. Esou wëlle mer d'Kapitalsubventiounen un d'Entreprise par rapport zum Joer 2010 ëm 10% ofsenken. Erspuernis: véier Milliounen Euro. Esou wëlle mer de Participatiounstaux, deen de Stat de Gemenge beim Bau vu Kläranlagen iwwerweist, vun 90 op 75% zréckféieren. Erspuernis: dräi Milliounen d'nächst Joer, fënnef Milliounen d'iwwernächst Joer. Logescherweis mussen déi Taxenerhéijungen, déi d'Gemengen opgrond vun dem Akraafttriede vun der Waasserdirektiv an d'A gefaasst hunn, a kierzester Frist vum Innenminister validéiert ginn.

Wann ech déi Aspuerungen, déi mer kréien duerch d'Ofsenke vun de Fonctionnementskäschten, d'Stabiliséiere vum Investissementsvolume, d'Ëmorientéierung am Sozialberäich an d'Neiausriichtungen op anere Pläng zesummenzielen, komme mer d'Joer 2011 op eng Zomm vu ronn 370 Milliounen Euro mindestens - dat hänkt vun deem detailléierten Duerchforstungsprogramm, dee Budgetslinn fir Budgetslinn muss an deenen nächste Méint gemaach ginn, of -, 370 Millioune mindestens am Joer 2011 a mindestens 407 Milliounen Euro Aspuerungen am Joer 2012.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et stellt sech eraus, heiheem wéi och soss doruechter, dass een d'Budgetskonsolidéierung, déi mer ustriewen - Rappel: 0% bei de gesamtstaatlechen Ausgaben am Joer 2014 -, net nëmme kann iwwert d'Dépensësäit organiséieren. Richteg bleift: Fir d'Éischt musse mer spueren an also d'Ausgabe méi niddreg halen. Mä zur Budgetskonsolidéierung gehéiert och d'Recettësäit. D'Ausgabe musse falen; dat ass eis Prioritéit. D'Recettë musse sech aus Solidaritéitsgrënn no uewe bewegen; dat ass eng Noutwendegkeet.

Ech hu scho bei anere Geleeënheete gesot, dass et net méiglech wäert sinn, an deenen nächste Joren d'Steiertabell der Inflatioun unzepassen. Dat wier wënschenswäert, mä net alles, wat wënschenswäert ass, ass och ze maachen.

Ech hunn och bei anere Geleeënheete scho gesot, dass déi an d'A gefaassten duerchschnëttlech Ofsenkung vun der Betribsbesteierung am Laf vun dëser Legislaturperiod net ze maachen ass. Och dat wier wënschenswäert gewiescht, fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze verbesseren, mä och dat ass ugesiichts vun der ugestrengter Finanzlag vum Stat net dran.

Wann iwwer Steiere geschwat gëtt, da spëtzen d'Leit d'Oueren. Jiddwereen huet do esou seng eege Virstellungen a meeschtens hänken déi och mam eegene Portmonni nawell zimlech intim zesummen. Dat ass normal. Déi eng soen: „Huelt et bei den Décken!" Déi, déi sech duerch dës Beschreiwung betraff spieren, soen, si géife schonn ze vill Steiere bezuelen, an déi äntwerten engem: „Huelt et dach bei jiddwerengem!"

Wéi gesäit eis Steierlandschaft haut aus? Déi Leit, déi ee besteierbart Akommes vun iwwer 200.000 Euro hunn - dat sinn der genau 5.458 -, déi bezuelen haut 20,78% vum gesamte Steieropkommes. 3,79% vun den Haushalter, déi méi wéi 140.000 Euro besteierbart Akommes d'Joer hunn, déi bezuelen haut 42,45% vun de Steieren. 15% vun de Ménagë bezuelen haut 75% vun de Steieren; 5% vun de Ménagë bezuelen haut 51% vun de Steieren. Esou gesäit eis Steierlandschaft aus, an dat Bild weist eppes: Déi, déi vill verdéngen, déi, déi méi breet Schëlleren hunn, déi droen och méi zum nationale Steieropkommes bäi. Och dat ass normal.

Mä et soll een dofir ophalen ze soen, déi kleng Leit géifen iwwerbesteiert ginn, an déi, déi vu sech selwer iwwerhaapt net mengen, dass si déi Déck wieren, déi géifen net Steiere genuch bezuelen, wann ee gesäit, wéi d'Steierrepartitioun an d'Steierdistributioun sech am Laf vun de leschten 20 Joer an eng méi gerecht Richtung verréckelt hunn.

D'Steieruerdnung gëtt souwisou vun de Leit nëmmen dann akzeptéiert, wa se gerecht ass. An eis Steieruerdnung, déi mer haut hunn, déi ass gerecht. Si belaascht déi mat breede Schëllere méi wéi déi mat schmuelen. Déi Steierlandschaft, déi kënnt, déi mer elo matzen an der Kris mussen nei zeechnen, hält um Grondsaz fest, dass déi, déi méi hunn, och méi kënne ginn.

Mir proposéieren een neie Spëtzesteiersaz vun 39%. Hien ersetzt net dee vu 35% *(veuillez lire: 38%)*, mä mir wëllen iwwert déi Tranche vun den 38% eng supplementar Tranche vun 39% zéien, an dat vun engem besteierbaren Akommes fir e Stot vun zwou Persoune vun 53.586 *(veuillez lire: 83.586)* Euro un. De Stat kritt esou, eleng doduerch, 40 Milliounen Euro méi Recetten.

Mir proposéieren, d'Solidaritéitssteier vun haut 2,5 op muer 4% eropzesetzen. Déi, déi also d'Solidaritéitssteier haut bezuelen, mussen 1,5% méi Solidaritéitssteier muer bezuelen. Iwwer engem besteierbaren Akommes awer vun 300.000 Euro gëtt an Zukunft eng Solidaritéitssteier vu 6% erhuewen - fir eng Koppel wuelverstanen. Dës Modulatioun vun der Solidaritéitssteier dréit dem Prinzip Rechnung, dass breet Schëllere méi eng grouss Solidarflicht an der Kris hu wéi déi, déi manner verdéngen. Och dës Moossnam generéiert eng supplementar Recette vu 40 Milliounen Euro.

Mir proposéiere fir d'Joren 2011 an 2012 d'Aféierung vun enger Krisekontributioun vun 0,8% op alle Revenuen, net nëmme Salairen, mä och Loyeren, Dividenden an aneren Akommeszorten. Dës Krisekontributioun gëtt esou organiséiert wéi d'Cotisatioun zur Fleegeversécherung. Mat enger Nuance: Bis zur Héicht vum Mindestloun ass kee Kriseprélèvement ze bezuelen. Motto och hei: Déi kleng Revenuë musse maximal geschützt ginn.

Duerch dëse Kriseprélèvement realiséiert de Stat eng Recette vun 80 Milliounen Euro. Dëse Kriseprélèvement ass geplangt fir d'Joren '11 an '12. Fir de Rescht vun der Period gesi mer, wéi mer domat virufueren, am Liicht vun der sech dann agestallter Entwécklung vun de Statsfinanzen.

Déi Moossnamen, wat heeschen déi eigentlech fir déi eng a fir déi aner?

D'Steieradaptatiounen an d'Aféierung vun enger Krisekontributioun schléit sech fir eng Koppel, déi 30.000 Euro besteierbart Akommes am Joer huet, mat enger jährlecher Mehrausgabe vun 136 Euro néier. Eng Koppel, déi 40.000 Euro besteierbart Akommes huet, bezilt 253 Euro méi; eng, déi 50.000 huet, 377 Euro méi; eng mat 60.000 Euro besteierbart Akommes, 509; eng mat 80.000 769 Euro méi.

Eng Koppel mat engem besteierbare Joresakommes vun 90.000 Euro bezilt 1.015 Euro méi. Eng Koppel, déi 100.000 Euro besteierbart Akommes d'Joer huet, bezilt 1.272 Euro méi. Eng Koppel, déi 110.000 Euro besteierbart Akommes huet, 1.529 Euro. Eng Koppel, déi 125.000 Euro besteierbart Akommes huet, bezilt 1.915 Euro méi. Eng Koppel, déi 155.000 Euro d'Joer versteiert, bezilt 2.686 Euro méi. Eng Koppel, déi 200.000 Euro besteierbart Akommes am Joer huet, bezilt 3.842 Euro méi. An eng Koppel, déi e besteierbart Akommes vun 300.000 Euro d'Joer huet, bezilt 7.582 Euro méi.

Dir gesitt, dass déi nei Steier- an Ausgabelandschaft, déi mer Iech proposéieren, sozial- an akommesgerecht ass. Si mécht kengem Freed, esou wéi et och kengem Freed mécht, dass d'Kilometerpauschal vum nächste Joer un halbéiert gëtt. Si mécht kengem Freed, mä dës Reforme sinn noutwendeg, well mer déi national Solidaritéit, déi noutwendeg ass, op eng gerecht Manéier mussen organiséieren.

Am Total mécht dat - Steierenabgaben, indirekt Steieren - ee Montant, deen erträglech ass, wann och substanziell. Et gi méi Dépensë gesenkt wéi nei Prélèvementer agefouert ginn.

Dir Dammen an Dir Häre, den Zoustand vun de Statsfinanzen - ech hunn et gesot -, dee mécht eis alleguer Suergen, ben, jiddefalls deene meeschte vun eis. Mä d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart, déi muss engem nach méi Suerge maachen.

Mir haten am Joer 2000 - am Januar 2000, pardon - 5.452 Leit ouni Aarbecht an 1.932 Leit an deene sougenannte Beschäftegungsmesuren. Zesummen: 7.384 Leit am Chômage an an de Beschäftegungsmoossnamen. Mir haten am Januar 2010, also zéng Joer méi spéit, 15.317 Leit am Chômage an 3.358 Leit a beschäftegungspolitesche Moossnamen: zesummen also 18.495 Leit.

Mir haten am Januar 2000 eng Aarbechtslosegkeet vun 2,9% an am Januar 2010 eng vu 6,4%. D'Zuel vun de Leit ouni Aarbecht huet sech also an engem Jorzéngt, vu Januar op Januar, vu 5.452 op 15.137 Leit erhéicht: an zéng Joer 10.000 Leit méi ouni Aarbecht.

Heiansdo héieren ech d'Leit soen, an et gëtt der och vill, déi mer dat schreiwen, mir hätte jo eigentlech guer keng Kris zu Lëtzebuerg. Si solle vläicht mat deene 15.000 Leit schwätzen, déi am Chômage sinn, a mat deenen, déi a beschäftegungspolitesche Moossname sinn, oder mat deenen, déi Kuerzaarbecht gemaach hunn.

Richteg ass et wahrscheinlech, dass d'Kris nach net bei jiddwerengem ukomm ass, mä bei deene Leit, vun deene mer hei schwätzen, do ass se längst ukomm. Ech froe mech heiansdo, wéi vill Chômeuren dass mer eigentlech missten hunn, fir dass jiddwereen hei am Land kann zouginn, dass mer an der Kris wieren.

Op déi Beschäftegungskris muss ee selbstverständlech reagéieren: mat de Mëttele vun der Finanz- a Wirtschaftspolitik, mä awer och mat den Instrumenter vun der Aarbechtsmaartpolitik. Dat mécht d'Regierung.

E Chômeur verdéngt wiesentlech manner Geld wéi een, dee schafft. Fir dass en net total a materieller Hinsicht ausrutscht, bleift et bei engem Chômagegeld vun 80% vum leschte Gehalt respektiv vu 85% vum leschte Gehalt fir Leit mat Kanner. Mir wëssen, dass d'Chômagegeld, d'Chômageentschiedegung mat 2,5-mol de Mindestloun plafonéiert ass.

Mä an der Kris ass et nach méi schwéier wéi soss, fir eng Schaff ze fannen. Dofir hätte mer och gären, dass Leit, déi am Chômage sinn an déi entschiedegt ginn, net schonn no sechs Méint hir Chômage-

indemnitéit op zweemol de Mindestloun plafonéiert kréien, mä eréischt no néng Méint.

D'Chômageindemnitéit bleift op zweemol de Mindestloun, och wann d'Period vun néng Méint erreecht ginn ass, soulaang wéi déi betraffe Persoun nach am Chômage ass, a gëtt net no zwielef Méint op 1,5-mol de Mindestloun ofgesenkt. Dat bedeit eng supplementar Dépense fir de Beschäftegungsfong vun 2,5 Milliounen Euro d'Joer.

D'Dauer vun der Chômageentschiedegung bleift am Prinzip bei zwielef Méint. Mir hunn awer haut scho Regelen, déi soen, dass, wann een 20 Joer geschafft huet an an de Chômage fält, dass een da seng Chômageindemnitéit sechs Méint méi laang kritt, iwwert déi zwielef Méint prinzipieller Natur eraus. Déi Regel awer, déi spillt eréischt fir Leit iwwer 50 Joer. D'Regierung proposéiert, déi Altersgrenz op 45 Joer erofzesetzen, well ëmmer méi Leit ronderëm deen Alter a Beschäftegungslosegkeet geroden a sech ganz schwéierdinn, fir eng Aarbecht ze fannen.

Zanter Joren encouragéiere mer d'Kreatioun duerch Chômeurë vun hiren eegenen Entreprisen. Fir hinnen dat méi einfach ze maachen, fir hinnen et méi einfach ze maachen, duerch déi éischt Méint vun der Kreatioun vun hirer Entreprise ze kommen, hu mer décidéiert, d'Chômagegeld bis un d'Enn vun der normaler Entschiedegungsperiod virun un déi Leit auszebezuelen, déi hiren eegene Betrib grënnen.

D'Aide au réemploi - fir déi et kee lëtzebuergescht Wuert gëtt -, déi hu mer viru Joren agefouert an et ass eng Moossnam, déi gräift. Eleng am Joer 2009 hu 5.234 Leit vun hir profitéiert. Mir hunn awer den Androck, dass sech do eng Rei vun Abusen an deen effikassen, mä streckeweis généréisen Hëllefsmechanismus ageschlach hunn. Déi Abusë ginn eliminéiert.

Kuerzgeschafft hunn am Joer 2009 66.000 Leit. Dat huet de Beschäftegungsfong ronn 45 Milliounen Euro Ausgabe méi kascht, wéi geplangt. Och an dësem Joer gëtt weider kuerzgeschafft. 2.488 Leit ware bis elo dëst Joer a Kuerzaarbecht. Duerch d'Gesetz vum 29. Mee 2009 sinn d'Konditioune fir d'Kuerzaarbecht verbessert ginn. Déi speziell Kriseregelungen aus dem Joer 2009 gi fir d'Joer 2011 verlängert. Dës Moossnam hëlleft de Beschäftegten. Si hëlleft och de Betriber.

Allgemeng gëllt: D'Aarbechtsmaartpolitik muss nach méi aktiv ginn. Zu deem Zweck gëtt och d'Aarbechtsmaartverwaltung reforméiert. D'Reduktioun vum Chômage ass déi éischt Aufgab vun der Lëtzebuerger Politik. Si muss sech un hir moosse loossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Noutwendegkeet vun der gesamtstaatlecher Finanzkonsolidéierung schwätzen, wa mer eis Suerge maachen iwwert d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart, da kënnt een net derlaanscht, fir iwwert d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft ze schwätzen. D'Steierrecettë sinn zu engem groussen Deel Funktioun vun deem manner héijen oder manner niddrege Kompetitivitéitsniveau, deen ee Land huet. Dat ass iwwerall esou, an dat ass heiheem net anescht.

Den Observatoire vun der Kompetitivitéit an de Wirtschaftsminister selwer hunn an deene leschte Joren ëmmer erëm op de Wettbewerbsverfall vun der Lëtzebuerger Ekonomie higewisen. Wann d'Kompetitivitéit vun enger Ekonomie fält, wa se kontinuéierlech an iwwer eng laang Period fält, da falen och d'Steierrecetten, dann hëlt d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen of an d'Augmentatioun vum Chômage zou. Esou geet et de Moment och zu Lëtzebuerg.

D'Regierung kann deem net einfach tatenlos nokucken. An dofir huet de Wirtschaftsminister der Tripartite 65 Moossnamen, Iddien, Piste virgeluecht, wéi ee kéint d'Kompetitivitéit vun eise Betriber verbesseren. Dës Initiativlëscht läit der Chamber vir, ech brauch se dofir net am Detail hei ze erklären. Dat géif souwisou eng Stonn an Usproch huelen. Ech wollt just soen, dass ech mat dem Wirtschaftsminister senge 65 Pisten d'accord sinn.

Iwwert déi Pisten eraus huet d'Regierung décidéiert, d'Bonification d'impôt fir Investissementer - dat heescht also, den Artikel 152bis vun eisem Steiergesetz - weider ze verbesseren. Ausserdeem huet se décidéiert, déi steierlech Dispositiounen, déi eng méi rationell Utilisatioun vun der Energie encouragéieren - ech schwätzen hei vum Artikel 32 vun eisem Steiergesetz - weider ze verbesseren.

Eis Finanzplaz verdéngt ee weidert Skulptéieren un hirem Environnement. Si wäert ni méi déi Bedeitung erreechen, déi se an de vergaangene Joren hat. Kee soll sech drop verloossen, dass d'Finanzplaz an den nächste Joren esou vill Steiere kéint bezuelen, wéi se dat an de leschte Jore gemaach huet. Mir mussen eis souwisou aus der babylonescher Recettëgefaangeschaft vun der Finanzplaz befreien. Mir kënnen net op konjunkturell bedéngten héich Steiereinnahmen, déi vun der Finanzplaz drainéiert ginn, eng strukturell Ausgabepolitik opsetzen, déi dauere soll.

D'Finanzplaz - ëm déi mer eis bekëmmeren - déi brauch weider Instrumenter. An dofir baut d'Regierung de Réseau vun den Duebelbesteierungsofkommessen kontinuéierlech a systematesch aus. Dat hëlleft engem Deel vun eiser Finanzplaz a besonneschem Mooss. Dofir verbessere mer och d'Chancë vum Investissementsfongesecteur duerch d'Ofschafe vun der Taxe d'abonnement op „exchange traded funds. Mir hunn hei, op deem Punkt, ee grousse Kompetitivitéitsnodeel mat anere Finanzplazen an Europa wettzemaachen.

Mä d'Betriber mussen awer a Krisenzäiten och bereet sinn, nei Verantwortung ze droen. Et schéngt mer dréngend erfuerderlech ze sinn, dass sech an eiser Wirtschaft d'Erkenntnis duerchsetzt, dass Leit iwwer 50 Joer net zum alen Eise gehéieren, dass si en Erfahrungsvolume hunn, op deen een net einfach soll verzichten, an dass si - wéi et oft an iertümlecherweis heescht - ze al wieren, fir enger ustrengender Aarbecht nozegoen. Ech erwaarde mer vun de Betriber zu Lëtzebuerg, dass se och de Leit iwwer 50 Joer eng Chance ginn. Si solle se net systematesch an d'Préretraite dreiwen. Dat ass net gutt fir d'Leit, dat ass och net gutt fir d'Statsfinanzen. Si sollen se och net systematesch beim alen Eisen endlageren a solle probéieren, hinnen eng Chance op eng nei Aarbecht ze ginn, wa se eng nei Aarbecht brauchen.

Et schéngt mer och normal an deene Krisenzäiten, an deene mer sinn, dass d'Betriber méi contribuéieren, wann et ëm de Finanzement vun der Aarbechtslosegkeet geet. Dofir gëtt d'Solidaritéitssteier fir d'Betriber ëm 1% an d'Luucht gesat. Dat bréngt dem Beschäftegungsfong eng Recette vun zwielef Milliounen Euro.

Et schéngt mer zwéngend noutwendeg, dass souwuel d'Banke wéi aner grouss Betriber verstinn, dass d'Zäit komm ass, fir Schluss ze maache mat där skandaléiser Politik, déi doranner besteet, iwwerdriwwe Bonien auszebezuelen a maßlos Ofganksentschiedegungen ze accordéieren. Dat maachen d'Leit net méi laang mat! Wa se wëllen, dass et zu enger Situatioun kënnt, wou och den Image vun deenen Etablissementer sech erëm verbessert, da géife se gutt drun dinn, der Regierung Recht ze ginn, wann déi wëllt e Plafong aféiere fir Bonien a fir Ofganksentschiedegungen, iwwert deen eraus Bonien an Ofganksentschiedegungen net méi kënne vun der Betribssteier ofgesat ginn.

Mir mengen och - a mir mengen dat, well dat muss sinn -, dass fir bestëmmte Gesellschaften - Typ: Société de participation financière zum Beispill -, déi keng regelrecht kommerziell Aktivitéit zu Lëtzebuerg ausüben, mä awer hei op der Plaz präsent sinn, eng minimal forfaitaire Besteierung muss agefouert ginn.

Mir mengen och, dass - ënner anerem aus Kompetitivitéitsgrënn - mer d'Solidaritéit tëscht deene verschiddene Wirtschaftssecteuren zu Lëtzebuerg musse partiell nei organiséieren. Dofir schloe mer am Beräich vun der Onfallversécherung een einheitleche Cotisatiounstaux vir. D'Diskrepanz tëscht de Betriber ass grouss, wann et drëm geet, Beiträg un d'Onfallversécherung ze bezuelen. D'Banke bezuelen haut Cotisatiounen an der Héicht vun 0,45%, d'Daachdecker hirersäits bezuele 6%, de Bausecteur bezilt 4,27%, de Secteur vum Parachèvement 3,2%. Mir proposéieren een einheitleche Cotisatiounssaz, dee sech op 1,25% géif belafen. Da missten d'Banke méi bezuelen - an zwar 31 Milliounen Euro d'Joer méi -, da kéinten awer déi kleng Betriber am Bau an am Parachèvement hir Gestehungskäschten ëm d'Ofsenke vun hirem aktuelle Cotisatiounssaz bei der Onfallversécherung op deen einheitleche Saz wesentlech verbesseren.

E Baubetrib zum Beispill, dee seng Cotisatioune fir d'Unfallversécherung ëm 3% kann ofsenken, deen huet méi ofgesenkt wéi d'Erhéijung vum Mindestloun e kascht! An duerfir menge mer, dass dat an engem solidaresche Verfahre misst esou gemaach ginn.

Här President, ech géif nach gären ee Moment erëm zréckkommen op déi wesentlech Fro vun der Kompetitivitéit vun eisem Land. Mir hunn ee vun deenen héchste Produktivitéitsniveauen, déi et iwwerhaapt an Europa gëtt. D'Gewerkschaften hunn net Onrecht, wa se dat ënnersträichen. Mä déi Performance, déi erkläert sech awer an éischter Linn duerch dat extrem staarkt Gewiicht, et muss ee soen, duerch dat Iwwergewiicht, dat de Finanzsecteur an eiser Ekonomie huet. An all Ekonomie ass de Finanzsecteur dee produktiivsten Deel vun der Aktivitéitspalett. An a kengem Land ass de Finanzsecteur esou dominant wéi bei eis.

Wann een de Finanzsecteur am Kompetitivitéitsbild neutraliséiert - an dat musse mer maachen, fir de Rescht vun der Kompetitivitéitsfro richteg ëmschreiden ze kënnen - wann een de Finanzsecteur neutraliséiert, da gesäit d'Situatioun guer net méi esou roseg aus. Da gesäit een - esou seet et de Wirtschaftsminister, esou seet et säi Kompetitivitéits-Observatoire -, dass mer Joer fir Joer u komparativer Attraktivitéit verléieren.

Et gëtt Kräften hei am Land, déi de Kapp déif an de Sand strecken an dat ignoréieren - jo, ignoréiere wëllen. Responsabel Politiker däerfen dat awer net, aner Verantwortlecher eigentlech och net! Soss musse se sech d'Aen enges Dags laang reiwen, wa se de Kapp bis eng Kéier aus dem Sand zéie mussen.

A Saache Kompetitivitéit si mer - trotz Beméiunge vu villen - an der Tripartite eis net op ee wéi ëmmer och geaartete Constat eens ginn. Ech hunn dat bedauert, ëmsou méi wéi d'Analyse vum Wirtschaftsminister a vum Observatoire zu kengem Zäitpunkt eeschthaft konnte widderluecht ginn. Mä d'Wettbewerbsfäegkeet ass awer net nëmmen, wéi Eenzelner kéinte mengen, eng Fro vum Index. D'Kompetitivitéit muss unhand vu ville Parametere gemooss ginn. Zur Kompetitivitéit gehéiert och d'Infrastruktur, zur Kompetitivitéit gehéiert och d'sozial Kohesioun. D'Kompetitivitéit, déi unhand vu ville Parametere muss gemooss ginn, muss esou gemooss ginn, dass se mat dem Ausland ka verglach ginn.

Mä d'Kompetitivitéit, déi net nëmmen eng Fro vum Index ass, ass awer ëmmer eng Fro vun der Loungestaltung. An duerfir hunn ech an der leschter Sitzung vun der Tripartite Piste proposéiert - et muss ee jo ewell ëmmer oppassen, wéi een dat nennt: Pisten, Propositiounen, Iwwerleeungen -, Piste proposéiert, déi Bewegung an d'Verhandlunge brénge sollten. Et ass och Bewegung entstanen, mä leider net an der Tripartite! Ech hunn a mengem Numm an als President vun der Tripartite Suggestioune gemaach, déi am Kader vu weideren Diskussiounen eng Eenegung hätte kënnen erlaben.

Et ass net fir d'Éischt, wou ech esou eppes maachen. Dat war och schonn esou 1999, wéi mer de Congé parental agefouert hunn. Dat war esou 2006, wéi mer de Statut unique an d'Indexmodulatioun décidéiert hunn. Och déi zwou Kéieren hat ech kee schlësselfäerdegt inhaltlecht Regierungsmandat, mä ech hu mech awer menger Verantwortung gestallt. Esou hunn ech et och dës Kéier gemaach. Ech muss allerdéngs zouginn, mat manner Succès wéi déi Kéiere virdrun! Mä an der Tripartite, do gëtt den Tango net zu zwee, mä zu dräi gedanzt. D'Tripartite huet eng Choreographie, déi d'Danzkonscht net kennt.

Ech hunn eng strukturell an eng konjunkturell Approche proposéiert. Déi éischt huet meng Preferenz, déi zweet gefält mer gutt.

Déi éischt huet doranner bestan, fir Alkohol, Tubak an d'Pëtrolspräisser vun engem gewëssene Barrel-Präis un aus dem Index-Wuerekuerf erauszehuelen. Ech war net deen Eenzegen an der Regierung, deen déi Iddi hat. Déi Iddi liicht nämlech an. Wann de Pëtrolspräis klëmmt, wann e klëmmt, well d'Weltwirtschaft erëm op Toure kënnt; wann e klëmmt, well eng Buerinsel am Golf vu Mexiko a Stécker fiert oder well iergendwou ee bewaffnete Konflikt ronderëm d'Uelechfelder lassgeet, da kann dat net zur Konsequenz hunn, dass d'Betriber zu Lëtzebuerg hir Paie mussen an d'Luucht setzen.

De Metzler op der Kap oder vu soss iergendwou, deen huet op déi Événementer null Afloss. Hien erleit se awer duebel: Seng Energiefacture geet an d'Luucht an d'Paien, déi e bezuele muss, och.

De Lëtzebuerger Mëttelstand ass awer net responsabel fir d'Weltpolitik, mä e muss de Präis fir d'Weltpolitik bezuelen. Fir d'Konsequenze vun esou engem Erausléise vun de Pëtrolspräisser vun engem gewëssene Präisniveau un ofzefiederen, hunn ech proposéiert, den Heizungsmazout am Wuerekuerf ze loossen an de Gratistransport bäi gläichzäiteger Ofsenkung vun der Kilometerpauschal anzeféieren.

Ech hunn och - als Ersatz fir déi vu mir preferéiert strukturell Léisung - eng krisekonjunkturell Moossnam a Gestalt vun enger Beschränkung vun der Indexéierung op de Gehälter op engem Niveau vun zweemol dem Mindestloun virgeschloen. Besonnesch a Krisenzäiten ass et net normal, dass de Mindestlounbezéier eng Index-Tranche vu 500 Euro d'Joer an de Spëtzeverdénger eng vu 500 Euro de Mount kritt.

An d'Reaktioun vun de Leit weist: A Krisenzäite sinn d'Leit duerchaus zu solidareschem Deele bereet.

Déi Propositioune sinn an der Tripartite net iwwerméisseg freedeg a frëndlech opgeholl ginn. Eng Regierungspartei huet se entre-temps iwwerholl, eng aner net. Dat ass keng Katastroph. An der Demokratie, do ginn d'Meenungen auserneen. Net ëmmer, wann d'Meenungen auserneeginn, ginn och d'Koalitiounen auserneen. Mä d'Diskussioune mussen awer virugoen, well d'Problemer, déi gi jo och virun.

An dofir musse mer eis a Saache Kompetitivitéitsmoossung ëmmoduléiert Instrumenter ginn, Parameteren, déi ee vun Ufank vun der Währungsunioun bis haut kann actionnéieren, fir eis Situatioun, virun allem eis Situatioun par rapport zu eisen dräi Haapthandelspartner Däitschland, Frankräich an der Belsch, kënnen ze vergläichen.

De Wirtschaftsminister wäert déi Parametere virschloen, a wann hir Applikatioun weist, dass mer aus dem Tratt gerode sinn, da musse mer virum Enn vum Joer Léisunge fannen. An déi fanne mer och. An zwar fanne mer se zesummen an dëser Koalitioun an a kenger anerer.

Mä an der Koalitioun ass et - do wëll ech just drop hiweisen - net wéi an der Tripartite: An der Koalitioun geet et duer, wann der zwee sech zesummefannen, fir den Tango ze danzen.

Mä fir d'Éischt probéiere mer et nach eng Kéier zu dräi, an der Tripartite. Mä eigentlech geet dräi net duer. Et wier och gutt, wann eist Parlament am Oktober/November eng Kéier géif ee Kompetitivitéitstour dréien, fir eis Iddië matenee kënnen ze vergläichen. Well net een huet d'Wourecht gepacht, net nëmmen d'Regierung stellt richteg Iwwerleeungen un, jiddweree vun eis heibannen huet eppes, an dofir hu mer zesummen och ganz dacks scho villes gehat.

D'Leit erwaarde vun der Politik, dass se an Zäite wéi dëse wuel laang diskutéiert, mä si erwaarde virun allem vun der Politik, dass se décidéiert. D'Politik soll no Konsultatioun mat aneren décidéieren. D'Politik, dat heescht Dir, déi Der gewielt sidd an déi Der d'Vertraue vun de Lëtzebuerger kritt hutt, fir Décisiounen ze huelen. Et ass virun allem an der Kris, wou Weises gëllt.

Eist Land huet grouss Problemer. Zesummen, net géinteneen, kënne mer se léisen.

Dat setzt viraus, dass d'Regierung funktionéiert. Si huet déi lescht Woche suboptimal funktionéiert. Mä och wann de Lack e bëssen zerkraazt ginn ass: Dës Koalitioun, déi huet nach Pusta genuch, fir dat ze maachen, wat ze maachen ass.

Mä ech hale jo hei keng Ried iwwert den Zoustand vun der Koalitioun. Dee reegt mech net op. Ech hunn a sechs Regierunge mat wiesselnde Partner, Kolleegen a Frënn villes erlieft a wéineg vergiess. Ech halen hei eng Ried iwwert den Zoustand net vun der Koalitioun, mä vun der Natioun. An déi erwaart Äntwerten op d'Kris. Ech hunn der haut ginn. Déi aner mussen um Enn vum Joer nokommen.

Ech soen Iech Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun, ech soen him Merci fir seng Ausféierungen, Ausféierungen, déi mer muer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun debattéiere wäerten.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.50 heures)

SÉANCE 29

JEUDI, 6 MAI 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Joseph Weirich, député honoraire
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Débat sur l'état de la nation
- *M. Jean-Louis Schiltz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux (interviennent M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État), M. François Bausch (interviennent M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, M. Lucien Lux, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Hommage à la mémoire de M. Joseph Weirich, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun engem fréiere Kolleeg, dem Jos Weirich, matzedeelen. Hien ass an der Nuecht op de leschte Mëttwoch am Alter vu 87 Joer am Escher Spidol verstuerwen. De Jos Weirich huet där Generatioun ugehéiert, därer Jugend sech de Krich op brutaalst Aart a Weis an d'Queesch gesat huet. All déi jonk Leit sollten hiert Liewe laang déi schwéier Laascht vun hire Wonnen u Kierper a Séil droen.

1943 ass de Jos Weirich zwangsrekrutéiert ginn a gouf un déi russesch Front geschéckt, wou hien dat Joer drop desertéiert ass. Zréck zu Lëtzebuerg huet hie sech bis zur Befreiung misse verstoppen.

Obwuel hie sech nom Krich en Numm um industrielle Gebitt konnt maachen, andeems hien déi Diddelenger Firma Aluminium Lux iwwert d'Joren diversifizéiert huet, wéi duerch d'Hierstelle vu Parabolantennen zum Beispill, konnt hien dach ni vergiessen, wat him zudéifst um Häerze loung. Dofir huet hie sech och vun 1960 un als President vun der Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlées de Force onermiddlech fir déi moralesch an déi materiell Gläichberechtegung an Entschiedegung vun den Zwangsrekrutéierten agesat.

Mat der Aktioun „Mir ginn eis net!" huet hien dunn och deem deemolege Chamberspresident eng Petitioun mat iwwer 40.000 Ënnerschrëften iwwerreecht. Als Politiker ass hien 1979 op der Lëscht vum Interessegrupp Enrôlés de force an d'Chamber gewielt ginn. 1984 ass hien dunn der CSV-Fraktioun bäigetrueden.

Iwwert d'Joren ewech konnt hien awer gesinn, datt säi Wierke seng Friichte gedroen huet. Sou ass de Comité directeur pour le souvenir de l'enrôlement forcé geschafe ginn, Diskriminéierungen am Gesetz iwwert d'Krichsschied sinn ofgeschaaft ginn, d'Médaille de la Reconnaissance nationale ass agefouert ginn, de Monument national pour la Solidarité nationale an de Mémorial de la Déportation sinn erriicht ginn, fir der just e puer ze nennen.

De Jos Weirich ass vun eis gaangen. Senger Nowelt bleift de Message erhalen, datt d'Erënnerung un eng ganz Generatioun vu jonke lëtzebuergeschen Zwangsrekrutéierten, Réfractairen a Resistenzler muss weider erhale ginn. Senger Fra a senger Famill gëllt haut eist häerzlechst Bäileed. Loosse mer opstoen, fir am Stëllen un de Verstuerwenen ze denken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6127 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, le 21.04.2010

6128 - Projet de loi concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 22.04.2010

6130 - Projet de loi modifiant certaines dispositions en matière d'impôts directs

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 28.04.2010

6131 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections municipales en Géorgie

Dépôt, à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 30.04.2010

6132 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 19 mai 2009 relatif à la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)

Dépôt, à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.05.2010

6133 - Projet de règlement grand-ducal

- modifiant le règlement grand-ducal du 12 août 2008 portant application de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) N°3820/85 et (CEE) N°3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transports routier et abrogeant la directive 88/599/CEE du Conseil et

- portant transposition de la directive 2009/5/CE de la Commission du 30 janvier 2009 modifiant l'annexe III de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil établissant les conditions minimales à respecter pour la mise en œuvre des règlements du Conseil (CEE) N°3820/85 et (CEE) N°3821/85 concernant la législation sociale relative aux activités de transport routier

Dépôt, à la demande de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.05.2010

3. Débat sur l'état de la nation

No der Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker vu gëschter fänken haut de Mëtteg d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun un. Et si schonn agedroen: déi Häre Schiltz, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Hoffmann, Bettel a Bodry. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Louis Schiltz agedroen. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint mech elo hei mat der Fro ausenanersetzen, ob ee Riede fir d'Éischt hei an der Chamber an dann eréischt duerno op Kongresser hale geet, oder awer, ob dat an der ëmgedréinter Reiefolg ze geschéien huet. Ech sot, ech kéint mech elo mat där Fro hei ausenanersetzen. Ech maachen et net. Ech, jiddefalls fir mäin Deel, hale meng Ried hei an der Chamber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg an an Europa an der déifster wirtschaftlecher Kris säit dem Zweete Weltkrich stiechen, dann dierf dee Saz a senger Einfachheet an och ouni weider Erklärung haut eigentlech keen iwwerraschen. An dach schéngt et esou ze sinn, datt et der eng Rei gëtt, déi der Meenung sinn, weider der Meenung sinn oder eis dat wéinstens wëlle gleewen doen, datt alles dach net esou schlëmm ass, wéi dat ëmmer gesot gëtt.

Nu wollt ech an deem Zesummenhang emol e puer Froe stellen.

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöe Problem, wann den Här Allegrezza vum Statec am Hierscht 2009 vun Détérioratioun am Zesummenhang mat der Kompetitivitéit schwätzt? Tëschent 2007 an 2008 hu mer eis an dräi vu véier internationale Classementer verschlechtert, a vun 2008 op 2009 alt nach eng Kéier an zwee vu véier Classementer.

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöe Problem, wann deeselwechten Här Allegrezza, deen iwwregens net an der CSV ass, eis mat A plus B virdemonstréiert, datt mer u Kompetitivitéit verluer hunn a weider verléiere par rapport zu eisen Nopeschlänner, souwuel wat d'Käschte wéi d'Präisser ubelaangt?

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöe Problem, wann nun eemol esou Konklusioune virleien, woubäi alles, awer wierklech alles drop hiweist, datt mer e strukturelle Problem hunn an net nëmmen e konjunkturellen?

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöe Problem, wann de Wirtschaftsminister, trotz allen Efforten - an ech soe bravo fir déi Efforten - et am Industrieberäich grad just fäerdeg bréngt an iwwer sechs Joer manner wéi eng hallef Dosen nei industriell Betriber op Lëtzebuerg ze bréngen? Soss ass am Beräich vun der Industrie an deene leschte Joren net allze vill gelaf.

(Interruption)

Ass wierklech een der Meenung, datt mer kee seriöe Problem hätten, wann Arcelor-Mittal gutt Zuelen annoncéiert, déi Zuelen awer zu engem ganz groussen Deel op Aktivitéiten ausserhalb vun Europa zréckzeféiere sinn?

Ass wierklech een der Meenung, mer hätte kee seriöe Problem, wann am Beräich vum elektroneschen Handel, deen eigentlech gutt leeft, hei zu Lëtzebuerg kaum e Lëtzebuerger eng Aarbechtsplaz fënnt? Dat nämlecht gëllt iwwregens fir d'Leit aus der Groussregioun.

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöe Problem, wa praktesch keng Woch vergeet, wou net eng Bank e Plan social annoncéiert, wou Lëtzebuerger Betriber och Plan-socialen annoncéiere respektiv zoumaachen? Beispill, wat e Plan social ubelaangt: MPK. Beispill, wat d'Zoumaachen ubelaangt: Qatena.

Ass wierklech een der Meenung, mir hätte kee seriöe Problem, wann d'Bureau-d'étuden an d'Architekten ofbauen an net méi astellen? A mir sinn do eréischt um Ufank.

De Wirtschaftsminister gëtt am Iwwregen net midd, eis all gudde Broutdag ze dozéieren, datt eist Land strukturell Problemer huet, an datt dës Problemer leider, wéi hie seet, net ugepaakt ginn. De Wirtschaftsminister seet dat am Iwwregen net eleng, mir an anerer soen dat och.

Ech froe mech, op wat mer eigentlech nach waarden, fir eppes ze maachen. Ech hoffen, datt, wann eis Kanner an 30 Joer op d'Joer 2010 zréckkucken, si net soen: „D'Haus Lëtzebuerg stoung deemools a Flamen a si hu just driwwer diskutéiert, ob de Pompjeeswon dann elo soll aus de Kasären erausfueren oder net. Finalement huet et weider gebrannt an d'Haus ass ofgebrannt."

Ah jo, ech hat et elo bal vergiess. Alles, wat ech hei zielen, stëmmt jo guer net méi! Déi Ried ass net méi aktuell! De PIB ass rezent erëm no uewe revidéiert ginn, an et sinn och erëm méi Recetten an d'Statskeess erakomm. Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, a mir kënnen esou weiderfuere wéi bis elo.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et net esou eescht wär, wär et fir ze laachen. En fait ass et fir ze kräischen. Jo, de PIB huet sech liicht verbessert. Neen, dat ass net eise Verdéngscht, mä dat erkläert sech haaptsächlech duerch déi rezent Evolutioun op de Boursen.

Am Iwwregen, wann ech d'Joer 2009 kucken, ass et falsch, einfach esou ze behaapten, de PIB hätt sech verbessert. D'Croissance fir 2009 ass nämlech virun e puer Deeg vu -3,9 op - 3,4 revidéiert ginn. Dat ass nach ëmmer en décke Minus. D'Croissance bleift also nach ëmmer massiv am roude Beräich. An dat ass genee de Punkt.

Mam nationale Räichtum, dem PIB, ass et hautdësdags e bësse wéi mat der Datz an der Prüfung. Wann de Schüler an der éischter Prüfung siwe vu 60 krut an an der zweeter 18 vu 60, dann ass dat zwar eng massiv Verbesserung, mä dat läit awer nach ëmmer massiv am roude Beräich. Wann de PIB fir 2009 vu -3,9 op -3,4 revidéiert gëtt, ass dat eng Verbesserung, mä dat läit awer nach ëmmer massiv am roude Beräich, an da soll kee kommen a soen, dat géif weisen, datt mer elo op eemol kee Problem méi hätten.

D'Croissance vun 2010 gëtt vum Statec previsiounsméisseg op 2,1 fixéiert, vun der OECD op 2,4, vun der Kommissioun am Iwwregen och, mengen ech. Et schéngt deemno also liicht biergop ze goen, toute chose étant égale par ailleurs. Allerdéngs sinn déi Zuele wäit ewech vun deene 4%, déi mer beispillsweis an der Moyenne an der Vergaangenheet kannt hunn an déi mer an der Moyenne och géife brauchen, fir deen Niveau ze halen, dee mer hunn.

Jo, et sinn an deene leschte Wochen a Méint méi Steieren erakomm. Dat seet eis de Finanzminister. Neen, dat ass net, well eis Ekonomie boomt, mä dat ass, well d'Revenuë vun deene gudde Jore virun der Kris besteiert a bezuelt gi sinn. Et soll een also och do net Konklusiounen zéien, déi net ze zéie sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass bedauerlech - fir et eemol frëndlech ze soen -, datt d'Tripartite sech net konnt op e Constat eenegen, wat eis Kompetitivitéit ubelaangt. Et sief erlaabt, d'Fro ze stellen, ob et verwonnerlech ass oder firwat d'Tripartite sech net op esou e Constat konnt eenegen, wat eis Kompetitivitéit ubelaangt. Mäi klenge Fanger seet mer, datt dat ënner anerem eppes mam Index ze doen huet. Et wär villes dozou ze soen, mä vu datt de Statsminister gëschter gesot huet, hie géif nach eng nei Ronn mat de Sozialpartner zu deem Thema dréien - wat ech absolut gutt a richteg fannen -, beloossen ech et elo emol dobäi.

Gutt fannen ech och, datt d'Chamber an enger Form, déi nach ze definéiere bleift, méi prezis mat an déi Diskussioun soll agebonne ginn. Ech hunn den 30. Juli 2009 hei op der Tribün zum Index gesot, datt d'Indexgesetz Bestëmmunge beinhalt, wéi -iwwert de Wee vum Sozialdialog - et zu Upassungen am Fall vu Kompetitivitéitsproblemer oder ze héijer Inflatioun komme kann. Ech hunn och deemools am Juli drun erënnert, datt d'CSV dat och virun de Wahle gesot huet an datt mer dobäi géife bleiwen. Mir bleiwen och haut dobäi, mä wat heescht dat, aus der Wart vun haut aus gekuckt?

Fakt ass fir eis éischtens, datt mer e seriöe Kompetitivitéitsproblem hunn, zweetens, datt am Beräich vum Index a Krisenzäiten net alles ka beim Ale bleiwen. Fakt ass awer och drëttens, datt d'Sozialpartner sech an enger éischter Ronn net konnten eenegen, fir Upassunge virzehuelen, an elo eng zweet Ronn dréine sollen a mussen. Fakt ass och véiertens, datt d'Chamber hir Responsabilitéit muss huelen am Kader vun där zweeter Ronn tëscht de Sozialpartner, mä och duerno.

D'Positioun vu menger Fraktioun, aus deene Fakten an aneren Elementer ofgeleet, ass folgend: Éischtens, mir wëllen eng Diskussioun iwwert d'Aart a Manéier, wéi den Index an dëse Krisenzäiten ze regelen an ze reguléieren ass. Zweetens, mir hätten am léifsten, wann en Accord dozou bis an den Hierscht géif fonnt ginn; e soll spéitstens bis am Dezember Form unhuelen. Drëttens, dësen Accord sollt Substanz hunn. Véiertens, mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt: Pëtrolspräisser oder Deckelung vum Index. Mir wäerten eis och all aner zilführend Propositioune konstruktiv ukucken.

Fënneftens: Näischt ze maachen an deenen nächste Méint, ass fir eis keng Optioun, ausser natierlech - sechstens - eis Kompetitivitéit géif sech elo stënterlech massiv zum Positiven hi verbesseren. Mä dat ass vun haut aus gekuckt a mengen Aen esou probabel, wéi wa Chrëschtdag dëst Joer géif op de 6. Dezember falen. Siwentens plädéiere mer dofir, datt, wann en Accord um Index steet - a mir also iwwert dee Wee och beim Stat spueren -, de Regierungspak iwwerkuckt gëtt, fir datt eng Rei vun de Moossname kënnen erëm aus deemselwechten erausgeholl ginn, ebe well mer jo dann iwwert den Index eppes spueren. Dat geet - aachtens - natierlech nëmmen, wann eis Kompetitivitéit sech net weider sollt verschlechteren.

Et muss een einfach wëssen, datt mam Regierungspak Famillje méi belaascht gi wéi an der Vergaangenheet, well eng Rei Leit - fir et emol manéierlech ze soen - net bereet woren oder sinn, iwwert den Index ze schwätzen. Deen Ament, wou mer en Accord um Index hätten - an et geschitt soss näischt Negatives -, kënne mer d'Familljen erëm entlaaschten an déi eng oder aner Mesure erëm aus dem Pak eraushuelen. Mir mussen haut Aschnëtter virhuelen, well sech net um Index beweegt gëtt. Dat ass d'Realitéit, dat akzeptéiere mer haut, well et net aneschters geet. Mä dat kann net d'Richtschnur vun eiser Politik op der Achs vun der Zäit sinn.

A wann ech vun der Achs vun der Zäit schwätzen, muss ech lech soen, datt ech net ganz richteg verstinn, firwat mer bis an den Dezember era brauchen, fir en Accord ze fannen. Firwat net schonn am Juli, firwat net schonn am September?

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Mir wär et léif, wann den Accord esou séier wéi méiglech kéint zum Stoe kommen. Mir wëllen als CSV op jidde Fall esou en Accord ustriewen, woubäi ech nach eng Kéier de Wirtschaftsminister frëndlechst wëll drun erënneren - mä dee weess dat souwisou -, datt am Koalitiounsaccord steet, datt de Wuerekuerf soll iwwerkuckt ginn an nei organiséiert oder gewiicht ginn.

An da schwätzt kaum haut een iwwert d'Inflatioun. Firwat eigentlech? Well dovunner auszegoen ass, datt d'Inflatioun niddreg bleift, oder wéi? Mä ass dat wierklech esou? D'Inflatioun am Mount Mäerz huet ëm sechs Punkten ugezunn, dat ass dat Duebelt vun der Moyenne vun de Méint Mäerz aus deene leschte fënnef Joer. Ech fir mäin Deel zweifelen dorunner, datt d'Inflatiounsfront berouegt wäert bleiwen an deenen nächste Méint. Ech sinn am Géigendeel der Meenung, datt een Zeenario fir déi nächst Méint - an net deen improbabelste vun allen - deen ass, datt d'Inflatioun wäert unzéien. An dann hu mer natierlech e Problem, deen nach méi grouss ass wéi deen, dee mer schonn hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo scho vill iwwert d'Kompetitivitéit geschwat. D'Fro vun der Kompetitivitéit beschränkt sech allerdéngs net op déi Themefelder, déi ech bis elo a menger Ried beliicht hunn. Si geet wäit doriwwer eraus.

Steiere beispillsweis hunn och eppes mat Kompetitivitéit ze dinn. D'CSV-Fraktioun wäert an deem Beräich déi international Entwécklung verfollegen, gradesou wéi si den Usproch stellt, déi national Entwécklung matzegestalten. Dat huet eppes mat Tauxen a Prozentsätz ze dinn, mä och mat anere Mesuren, wouvunner der eng Rei an der Regierung hirem Pabeier zur Kompetitivitéit vum 10. Abrëll opgezeechent sinn. Et sinn dat, wat d'Steieren ubelaangt, eelef Propositiounen un der Zuel. Beispill: Befreiung vun der Taxe d'abonnement op enger Rei Fongen, Beispill: Article 152bis. Ech ginn do net an den Detail. Dat sinn alles Mesuren, déi am Interessi vun de Betriber sinn. D'Stoussrichtung vun deenen eelef Propositioune stëmmt. Am Detail si se natierlech ze diskutéieren an auszedäitschen.

A well ech grad bei de Propose vun der Regierung zur Kompetitivitéit sinn, esou wëll ech am Numm vun der CSV-Fraktioun soen, datt de generellen Tenor vun deene 65 Propositiounen dee richtegen ass. Mir hëllefe gär bei der Ëmsetzung, der Preziséierung, dem Ausschaffe vun de Modalitéite vun deeneselwechten. Mir mengen, och dat misst séier geschéien. Et muss een nämlech wëssen, datt vill vun deene Propositioune vun der Regierung eigentlech net nei sinn an datt se dofir am Endeffekt nëmme richteg pertinent wäerte sinn, wa se séier an effikass kënnen ëmgesat ginn. Soss bleift dat Ganzt en Exercice, deen zwar en héije konzeptuelle Wäert huet, mä deen am Resultat net vill bréngt. Ech brauch dem Wirtschaftsminister an aneren hei net ze soen, datt eis Konkurrenten net schlofen. Si wëssen dat gradesou gutt wéi ech.

Mir géifen dofir als CSV-Fraktioun virschloen, datt de Wirtschaftsminister zesumme mam Finanzminister all dräi Méint hei an der Chamber eis en Tëschebilan vun der Ëmsetzung vun deene Mesurë géif hei presentéiere kommen. Ech liesen lech keng Mesure vun deene 65 vir. Och net déi 49. Dir kennt se entre-temps alleguer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit vun engem Land beschränkt sech net op den Index an op d'Steieren. Si ass zudeem ni e Selbstzweck. A mir sinn och keng Fetischiste vun der Kompetitivitéit, beileiwen net. Mir wëlle keng Kompetitivitéit fir de Plëséier vun der Kompetitivitéit. Mir wëlle Kompetitivitéit, well Kompetitivitéit ekonomesch Aktivitéit generéiert. Mir wëllen ekonomesch Aktivitéit, well ekonomesch Aktivitéit Aarbechtsplazen erhält a schaaft.

Mir wëllen awer och Kompetitivitéit an ekonomesch Aktivitéit, well ekonomesch Aktivitéit Steieren ofwerft an esou Recetten an de Statsbudget eraspullt. Mir wëlle Recetten an deem Statsbudget, fir datt mer kënne Politike konzipéieren an ëmsetzen, insbesondere am soziale Beräich, wou et prioritär drëm geet, datt de Stat deene Schwaachen an eiser Gesellschaft ënnert d'Äerm gräife kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et scho gesot, mir wëlle Kompetitivitéit, well Kompetitivitéit ekonomesch Aktivitéit generéiert, a mir wëllen ekonomesch Aktivitéit, well ekonomesch Aktivitéit Aarbechtsplaze schaaft an erhält. Dat bréngt mech, Här President, zu engem anere Krisenherd, wou et brennt hei am Land, nämlech dem Aarbechtsmaart.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart ass ugespaant a spigelt dat prekäert wirtschaftlecht Ëmfeld erëm, dat ech scho beschriwwen hunn. An dëst, obwuel d'Zuel vun de Chômeuren am Mäerz ofgeholl huet. Am Mäerz wore laut der ADEM 14.653 Leit am Chômage. Dat waren der 569 manner wéi de Mount virdrun, mä nach ëmmer 1.793 méi wéi am Mäerz 2009. Et dierf ee sech iwwert déi Baisse vum Mount Mäerz freeën, mä et dierf een awer dës Zuelen net iwwerbewäerten, an ech mengen, et kann och keen dovunner ausgoen, datt et elo nëmmen nach wäert biergop goen, respektiv biergof, wat d'Prozentsätz ubelaangt.

Nämlech: Obschonns de Chômage liicht ofgeholl huet elo am Mount Mäerz, läit en nach ëmmer iwwer 6%: 6,2 Prozent, fir méi genee ze sinn. Dat ass en extraordinär héijen Taux am Verglach mat deem, wat mer op eisem Aarbechtsmaart zënter den 80er Jore gewinnt woren. D'Zuel vun de Leit, déi an enger Beschäftegungsmoossnam sinn, huet zougeholl. 3.644 Leit hunn am Mäerz vun esou enger Moossnam bénéficiéiert.

Beim Emploi salarié, deen e puer Méint laang stagnéiert huet, zeechent sech eng liicht Reprise of. E klëmmt tëschent Januar a Mäerz ëm ronn 2.300 Unitéiten, läit awer, och wann nëmme liicht, ënnert dem Niveau vum Mäerz 2009. E klëmmt och manner séier, wéi dat nach 2007 an ufanks 2008 de Fall wor. Mir waren un eng stänneg héich Croissance um Aarbechtsmaart gewinnt. Dat ass awer elo net méi de Fall.

Ech brauch net ze erklären, datt ouni d'Frontalieren eis Wirtschaft ni do ukomm wär, wou se ukomm ass. Wann den Emploi réckgängeg ass oder stagnéiert, da sinn net nëmmen d'Résidenten dovu betraff, mä och d'Frontalieren. Or, et gëtt keng richteg Statistiken iwwert d'Frontalieren, déi hir Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Méint verluer hunn. Mir hunn 174.000 Frontalieren zu Lëtzebuerg schaffen. Am September 2008, de Mount, wou d'Kris sech weltwäit verbreet huet, waren et der 149.000. Am Mäerz d'lescht Joer 150.000.

De Jugendchômage an d'Aarbechtslosegkeet vun deenen eelere Salariéë wieren zwee weider Themefelder, déi ee misst hei beliichten. Mir wäerten déi an deenen nächste Wochen thematiséieren.

D'Chômagezuele vum Mäerz sollen eis och net ze vill optimistesch stëmmen. De Mäerz ass traditionell e gudde Mount um Aarbechtsmaart. Am Mäerz hat d'ADEM 1.582 Offres d'emploi ze verzeechnen. Dat sinn der 273 méi wéi virun engem Joer. E Plus vun 20%. Dat ass sécher positiv. Allerdéngs huet d'Zuel vun de Chômeuren an därselwechter Zäitspann och zougeluecht, an zwar bannent engem Joer ëm ronn 13 oder 14%.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech schwätzen hei vun Zuelen. Et muss ee wëssen, datt sech hanner all eenzelner Zuel en individuellt mënschlecht Schicksal verstoppt. En fait oft méi wéi eent, well d'Famill jo och direkt betraff ass. Dat dierfe mer net vergiessen. Et ass genee dowéinster, datt d'Politik gefuerdert ass, Äntwerten ze fannen. D'Beschäftegung ofsécheren an nei Aarbechtsplaze schafen, ass dowéinst d'Top-Prioritéit. D'Kris huet den Aarbechtsmaart leider fest am Gréff. Do gëtt et kee Wee derlaanscht. An d'Beschäftegungskris ass nach laang net eriwwer an deemno schonns guer net iwwerwonnen.

Mä wa mir d'Zeeche vun der Zäit net erkennen a mir d'Signal net ëmstellen, da lafe mer d'Gefor, datt nach méi Leit an de Chômage oder an d'Kuerzaarbecht erafalen. An et ass genee hei, wou mer gefuerdert sinn. Net iwwerdriwwenen Alarmismus ass ugesot. De gesonde Mënscheverstand misst eis - une fois n'est pas coutume - vläicht hei guidéieren.

Et ass eng sozial Fro. Et ass eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet, derfir ze suergen, datt Aarbechtsplazen erhale bleiwen an neier geschaf ginn. Et dierf eis net egal sinn, wat dem Noper geschitt. An dat selbstverständlech iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg eraus. Och an der Kris dierfe mer de Chômage net als Fatalitéit begräifen. Eis Suerg ëm de Chômage muss all Dag op en Neits am Mëttelpunkt stoen.

Dat ass net einfach. Dat erfuerdert Engagement. Leit, déi keng Aarbecht hunn an eng sichen, zielen op eis. Natierlech gëllt et och, nei Chancen ze notzen. Nei Chancen am Beräich vun der Qualifikatioun. Nei Chancen am Beräich vun der Innovatioun.

Mir brauchen dofir awer virun allem den Engagement vun deem Eenzelnen. Mir brauchen och den Engagement vun de Betriber. Mir brauchen an deem gläiche Mooss d'Solidaritéit vun deenen, déi eng Aarbecht hunn, mat deenen, déi hir eventuell verléieren oder verluer hunn.

Mir mussen des Weideren, nach méi wéi virdru vläicht, Wäert op Éducatioun a Formatioun leeën. D'Zuel vun deene Jonken, déi d'Schoul verloossen ouni Diplom an der Täsch, ass erschreckend héich. Si ass ze héich. D'Formation professionnelle pour adultes ass do sécherlech een Deel vun der Äntwert. Pour le reste kann d'ADEM sécherlech net selwer Aarbechtsplazen aus dem Stee schloen. Si kann awer déi Jonk begleeden, si ënnerstëtzen, op hirer aktiver Sich no enger Aarbechtsplaz, no enger Léierplaz. Dat geet wäit iwwer Konzepter wéi: „Wéi schreiwen ech ee CV?" oder: „Hei ass e Betrib, dee sicht. Schéck däi CV dohinner." eraus.

Méi Engagement ass och do néideg. Méi prospektiv Aarbecht ass gefuerdert. D'ADEM muss léieren, sech besser bei de Betriber ze verkafen. Si muss léieren, d'Besoinë vum Marché besser a méi séier ze erkennen, ze analyséieren an hinnen dann ze begéinen.

Iwwert d'ADEM hunn ech eppes gesot. Iwwert den Aarbechtsminister selwer eriwweregt sech vun eiser Säit all Commentaire, an dat säit dem 15. Abrëll 2010.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Aarbechtsmaartpolitik, Kompetitivitéit an öffentlech Finanze sinn dräi Facë vun därselwechter Medail. Woubäi eleng schonn de Fait, datt mer hei mat enger Medail vun dräi Facen ze dinn hunn, weist, wéi komplizéiert d'Saachen eigentlech sinn.

De wirtschaftlechen Ofschwong féiert evidenterweis dozou, datt manner Suen an d'Statskeess kommen. Mir wëssen, datt e klengt Land wéi Lëtzebuerg mat enger oppener Ekonomie sech net ka Statsscholden an deem Mooss leeschten, wéi dat scheinbar eis grouss Noperen an anerer maache kënnen.

Mir wëssen och, datt mer d'Statsschold net aus dem Rudder lafe loosse kënnen. Mir wëssen des Weideren, datt déi konjunkturell Moossnamen aus de Joren '09 an '10 elo engem Enn zougefouert gi sollen. Elo gëllt et ze spueren an d'Statsfinanzen erëm an d'Rei ze brëngen.

Fir eis mussen am Beräich vun den öffentleche Finanze fir déi nächst Joren eng Rei Grondprinzipie gëllen. Si si bekannt. Ech wëll se hei kuerz an Erënnerung ruffen:

1. D'Statsfinanze musse bis 2014 erëm an den Équiliber. D'Zil muss um Nulldefizit um Horizont 2014 sinn.

2. Mir däerfen eis net iwwerverschëlden an duerfir kënne mer an deenen nächste Joren net méi wéi eng Milliard pro Joer léine goen; véier Milliarden also, global gesinn, iwwert déi nächst véier Joer.

3. Mir musse spueren an et mussen nei Recettë fir de Stat generéiert ginn. Duerfir soll de Moossnamepak grosso modo zu zwee Drëttel aus Aspuerungen op der Dépensëséit bestoen an zu engem Drëttel aus neien oder zousätzleche Recetten.

Den Équiliber vum Pak ass wichteg. De Pak dierf net an engem Mooss belaaschtend sinn oder ginn, dee géif all Initiativ, all neien Élan am Keim erstécken. An duerfir ass déi kloer Ausso vun der Regierung, fir beim Spuere bei sech selwer unzefänken, eng wichteg Ausso.

4. De globale Moossnamepak muss, iwwer véier Joer gekuckt, e Volume vu ronn 1,6 Milliarden hunn. Dat heescht ronn 400 Millioune pro Joer, wann een eng Moyenne géif huelen iwwert déi nächst véier Joer.

5. Mir sinn d'accord, fir an zwou Etappen ze fueren. Fir d'éischt zwee Joer, an dann nach eng Kéier zwee Joer.

6. An - dat ass mäi sechste Punkt; et hätt eigentlech missen deen éischte sinn, well et ass dee wichtegsten -: De Pak muss dem Prinzip vun der sozialer Gerechtegkeet gerecht ginn.

Dat ass kee Wuertspill, mä dat ass batteren Eescht. Déi sozial Selektivitéit, vun där am Koalitiounsaccord geschwat gëtt, steet nämlech net fir sozial Ausgrenzung; si steet fir sozial Kohesioun a sozialen Ausgläich. D'CSV ass de Garant vun där Kohesioun an deem Ausgläich. Oder si huet zumindest den Usproch, et ze sinn.

Et ass an deem Sënn a virum Hannergrond vun deene sechs, siwe Punkten, wou d'CSV-Fraktioun hiren Accord zum Pak vun der Regierung gëtt. De Grondtenor an d'Ausriichtung vun deem Pak stëmmen. Bref, en huet eis Zoustëmmung.

Et bleift awer fir eis e liichten Nogeschmaach op engem Punkt an et bleiwen och e puer Fragezeichen.

Den Nogeschmaach ass deen, datt de Pak an eisen Aen net alles derzou bäidréit, fir eis Ekonomie méi kompetitiv ze maachen. Et ass also virrangeg e Budgetsanéierungspak. Et ass awer kee Kompetitivitéitspak am vollen Ëmfang, deen esou e Pak eigentlech misst hunn. Ech si schonn dorobber agaangen. Mir mussen an deenen nächste Méint dorunner schaffen.

An da bleiwe fir eis e puer Fragezeichen, déi net direkt eppes mam Pak ze dinn hunn. De Pak ka selbstverständlech nëmme geléngen, wann elo näischt Schlëmmes méi geschitt an der nächster Zäit. Wa Griichenland d'Baach ageet oder géif goen, dann huet Europa, an deemno och Lëtzebuerg, en neie Problem. Wann d'Bankgeheimnis géif fleete goen, fänke mer erëm bei null un, oder bal bei null.

Wa mer par ailleurs sollten décidéieren, am Alleingang eng Bankesteier anzeféieren, kënne mer am Iwwregen och apaken. Wann de Logistikberäich net geschwënn décolléiert, da kënne mer eis dee Pilier vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun, fäerten ech, ofschminken.

Wann et an der Industrie an am Bau nach méi schlecht geet, wéi et scho geet, kréie mer och erëm Problemer an deene Beräicher, déi vun enger Intensitéit sinn, wéi mer se bis dato net kannt hunn an deem Beräich.

Wann, wéi dat ofzegesinn ass, ab spéitstens 2015 250 oder 300 Milliounen TVA am elektroneschen Handel wäerten u Recetten ewechbriechen, da musse mer déi och nach iergendwéi opfänken. Soss hu mer alt erëm en neie Problem.

An dann, Här President, gëtt et Beräicher, déi aus der Tripartite ausgeklamert woren, zu Recht ausgeklamert, mä an deenen och Handlungsbedarf besteet. An och dat sinn, wann Der esou wëllt, eng Rei Fragezeichen, déi sech iergendwéi am Ëmfeld vun deem Pak, deen elo virläit, bewegen.

Beispill: Mir kënnen am Beräich vun de Pensiounen net esou weiderfuere wéi bis elo. Do muss eppes geschéien. An dat kann net am Schleekentempo geschéien.

Beispill: D'Kranken- a Gesondheetskeess, d'Kranken- oder Gesondheetskeess villméi. Och do läit „manches im Argen" - fir et op Däitsch ze soen. Mir wëssen alleguer, datt hei Handlungsbedarf besteet.

Beispill: Fonction publique. D'Problemstellung ass bekannt. Ech ginn net weider drop an, soe just, datt et Léisungsvirschléi gëtt, déi um Dësch leien. Ech si frou, datt d'DP déi och ënnerstëtzt.

Ech hu virdrun, Här President, eis prinzipiell Zoustëmmung vum Pak vun der Regierung ginn. Elo ass et um Parlament, seng Aarbecht ze maachen. Dat geschitt, wéi dat ëmmer geschitt, op eng konstruktiv Aart a Weis, den Ermessensspillraum, deen dem Parlament säin ass, notzend. Mä virun allem geschitt dat op eng zilféierend Manéier, esou datt mer dee Pak esou séier wéi méiglech a legislativ agekleeter Form stoen hunn, fir datt e kann ëmgesat ginn.

Ech wëll och net, Här President, hei op all eenzel Mesure agoe respektiv all eenzel Mesure kommentéieren. Dee Pak ass en Ensembel. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, datt d'Chamber nach d'Méiglechkeet kritt, sech um Detail an un den Ausféierunge vun deemselwechte mat anzebréngen, wa mer iwwert déi legislativ Agréff, déi virzehuele sinn, wäerten diskutéieren. Mir wäerten dat maache virum Hannergrond vun deene sechs bis siwe Prinzipien, déi ech virdrun duergeluecht hunn.

Dee Pak ass e Wierk vun der gesamter Koalitioun. Et wär elo e bësse bëlleg, wann ech hei géif behaapten, d'LSAP wär ganz eleng responsabel fir alles, wat op der Steiersäit geschitt. Bedaueren däerf ech awer, datt déi, déi ugetruede woren, fir dee sougenannten éischte Pak ze verbesseren an nei ze polen, keng eenzeg nei Spuermoossnam virgeluecht hunn.

Et ass och net esou, datt an der Koalitioun déi eng sozial wären, déi aner antisozial an déi Drëtt asozial. Ech kéint Iech och hei opzielen, wat fir eng Mesuren éischter d'Handschrëft vun der CSV droen a wat fir eng net. Dat wär interessant vläicht, mä dat géif näischt zur Saach bäidroen an dat ass och net de Punkt.

D'Politik huet an deene leschte Woche kee gutt Bild ofginn. Et gëtt héich Zäit, datt se sech erkritt an datt se sech op dat Wesentlecht konzentréiert. Et geet hei net ëm eng Partei, net ëm eng Gewerkschaft, och net ëm soss eng aner Organisatioun. Et geet hei eenzeg an eleng ëm d'Zukunft vum Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Jean-Louis Schiltz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi aktuell Situatioun vläicht besser ze verstoen, géif ech eis alleguerte recommandéieren, vläicht emol eng Kéier e Joer zréckzekucken an nach eng Kéier driwwer nozedenken, wat d'lescht Joer hei beim État de la nation gesot ginn ass, geschitt ass, wéi mer un d'Debatten - an dat war kuerz virun de Wahlen 2009 - do erugaange sinn.

Souwäit ech mech erënneren, hu mer deemools keng nei, bombastesch Iddië vun der Regierung presentéiert kritt. Mir hunn och kaum Reaktioune kritt vum Premierminister op dat, wat d'Deputéiert hei an der Chamber opgrond vu senger Deklaratioun deen Dag virdru gesot hunn. Ech erënnere mech, datt e gesot huet: „Ech muss fort. Muer muss ech op Washington."

Eng Propos bleift mer nach an Erënnerung, eng Propos ass mer nach gutt an Erënnerung, nämlech déi quasi eenzeg konkret vun deem État de la nation, datt een deen Exercice eigentlech soll ofschafen, wann een an engem Wahljoer ass. An do gesäit een, wat d'Taktik vun der Regierung, wat d'Taktik vun CSV a vun LSAP war, nämlech nëmme kee Wahlkampf ze féieren, nëmmen net ze vill ze soen, nëmmen net konkret ze ginn, sech nëmmen net an Diskussiounen ze verwéckelen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dobäi war et fir mech deemools an haut, datt e Wahlkampf eigentlech soll eng primär Aufgab hunn, fir de Leit ze vermëttelen, wat d'Problematik ass, déi usteet, wat d'Erausfuerderunge sinn, an dann natierlech jiddweree fir sech, mat sengem Bord, och déi richteg Léisungsusätz dofir kënnen ze presentéieren, fir datt herno de Wieler, deen, deen eigentlech soll décidéieren hei am Land, wat fir eng Politik soll gemaach ginn, a wat fir eng Richtung d'Politik sech soll bewegen, och seng Décisioun kann huelen.

E Wahlkampf soll eng Maartplaz vun den Iddië sinn, wou eng éierlech Analys gemaach gëtt a wou konkret Propositioune sollen ausgetosch ginn. Dee Wahlkampf do huet 2009 leider net stattfonnt.

An et ass esou weidergaang. Och no de Wahle konnt een net feststellen, datt d'CSV an d'LSAP, déi erëm an eng nei Koalitioun gaange sinn, dann endlech géifen Tacheles matenee schwätzen. Et sinn eigentlech keng Koalitiounsverhandlungen zu deem Zäitpunkt do gefouert ginn, well soss hätte se jo net brauchen d'lescht Woch gefouert ze ginn, nodeems d'Tripartite gescheitert ass.

An dofir bräicht dat, wat eigentlech elo dann nach bis den Hierscht, oder vläicht bis Enn dës Joers, oder, wa mer eis nach eng Kéier vertagen, bis an d'nächst Joer eran, da bräicht dat net elo stattzefannen, mä da wären déi Froen do gekläert ginn, an d'Regierung, d'Parlament a jiddwereen hei am Land hätt gewosst, a wat fir eng Richtung datt et géif goen, an et hätt ee kënnen d'Äerm eropstréppen a kucken, datt een zesummen aus der Kris erauskomm wär. Nun, dat ass leider nach ëmmer net méiglech.

Mä och beim Budget 2010 hätt ee sech jo kënnen erwaarden, datt een an éischt Reaktiounen op déi Krisesituatioun do géif gesinn, datt dat beim Budget 2009 nach net de Fall war. E puer Méint, e puer Wochen - wat soen ech? - nom Ausbroch vun der Finanzkris hätt ee jo nach verstanen. Mir ware jo och knapps viru Wahlen. Mä datt een dann duerno awer un d'Aarbecht geet, dat wär eigentlech awer dat Normaalste vun der Welt gewiescht.

Mä d'Regierung huet et virgezunn, och do weider business as usual ze maachen a keng Undeitung ze maachen, wouhinner datt et da konkret soll higoen, an och nëmmen net ze probéieren, an deem engen oder anere Punkt dann emol konkret ëmzedenken.

Ënnert deem Virzeechen do huet eigentlech d'Tripartite misse scheiteren. Well d'Land war net op déi Diskussiounen do preparéiert, well d'Analys ni richteg gemaach ginn ass, well déi Proposen, déi op eemol an der Tripartite op den Dësch komm sinn an duerno eréischt an d'Öffentlechkeet komm sinn, ni richteg gegraff hunn an der Öffentlechkeet, déi déif gräifend Mesuren, déi dann och elo an deem Pak hei gëschter presentéiert goufen, eigentlech hätte virdru misse bekannt sinn, diskutéiert sinn, an der Öffentlechkeet, fir eng Akzeptanz vun esou enger Réforme politique ze kréien. An och dann, mengen ech, hätt een éischter wéi esou kënnen eng Akzeptanz och op der Säit vun de Gewerkschafte verlaangen an akloen.

Mä kommt, mir kucken emol nach eng Kéier e Stéckelche méi wäit zréck, nämlech an déi Spuerronn vun 2006, well och deemools hate mer eng Kris, eng Budgetskris deemools, déi vill méi harmlos a vill méi kleng an eigentlech net ze vergläiche war mat deem, wat mer haut musse stäipen a schëlleren. Mä trotzdeem huet se eis hei am Haus, trotzdeem huet se eis an der Tripartite an trotzdeem huet se Leit hei am Land beschäftegt, déi d'Auswierken och vun där Kris hu missen erdroen.

Mä 2006 goufe keng strukturell Reformen décidéiert, obschonn der undiskutéiert waren. Et gouf keen Ëmbau vun eise Systemer, deen een elo vläicht nach méi wéi deemools, elo am Nachhinein vläicht nach méi wéi deemools erkennt, datt se noutwendeg gewiescht wären, schonn deemools. Et gëtt keen Ofbremse vun den Automatisme vun deene Fonctionnementer am lëtzebuergesche Stat, déi Käschten dreiwen, ouni datt d'Politik eigentlech direkt dorobber en Afloss hätt, obscho vun deenen Automatismen deemools ganz kloer geschwat ginn ass, obschonn d'Analys gemaach war.

Et goufen eng Rei vu Mesurë getraff, déi awer alleguerten 2009 ausgelaf sinn, wéi zum Beispill d'Modulatioun vum Index, an et goufen och eng Rei vu Reforme gemaach, dat awer déi falsch Reforme waren, an eisen Aen op jidde Fall, wéi de Statut unique, deen net zur Kompetitivitéitsverbesserung bäigedroen huet an deen op där anerer Säit nach eng Kéier de Steierzueler e gudde Batz Geld kascht huet. Geld, wat jo momentan net an der Keess ass.

Lëtzebuerg hat also schonn eng Kris virun der Kris an huet op déi Kris net reagéiert. An dat mécht et eis haut duebel schwéier, fir aus där weltwäiter Wirtschafts- a Finanzkris erauszekommen.

De Premierminister huet et gëschter hei dokumentéiert an deenen Zuelen, déi en iwwert d'Entwécklung vum Chômage op den Dësch geluecht huet, nämlech vun 2000 bis 2010, also grad emol an zéng Joer, huet de Chômage sech ëm 2,9% op 6,4% an d'Luucht geschrauft, an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, dat ëmmer gewinnt war, mat engem niddrege Chômage kënnen ze liewen a stolz dorobber

war an houfreg war, datt mer dee Problem do net hätten, wéi aner Länner a Géigende ganz no bei eis hei.

Mä et muss ee wëssen, datt dat net eleng den Effet war vun der Wirtschafts- a Finanzkris. Et muss ee wëssen, datt dee gréissten Deel vun där Augmentatioun vum Chômage scho virun der Finanzkris passéiert ass, also datt mer do schonn eigentlech op deem doten, fir d'Mënschen hei am Land extrem wichtege Politikberäich versot hunn.

2006 huet d'Politik sech dann engem Prinzip verschriwwen, nämlech ze probéieren, Problemer auszesëtzen an ze hoffen, datt et nees vum selwe besser geet. An et gëtt der haut, déi mengen, et kéint een datselwecht maachen.

Nun, mir mengen, et kann een net datselwecht maachen. Mir mengen, datt d'Politik elo gefuerdert ass, an alleréischter Linn natierlech d'Regierung. Mir mengen, datt een innovativ Weeër soll goen, innovativ Weeër emol eng Kéier soll nei denken, d'Politik emol eng Kéier soll aneschters denken, an datt een d'Mënsche soll mat op dee Wee do huelen, op neie Weeër Politik ze gestalten, an datt een hinnen och soll erklären, firwat et noutwendeg ass, datt een hei am Land och emol muss ëmdenken.

Eppes huet mer dann an der Ried vum Premierminister gëschter besonnesch gutt gefall: den Ënnerscheed maachen tëschent Politik maachen an eng Politik hunn. Do stellt sech natierlech d'Fro: Huet dës Regierung, hunn d'CSV an d'LSAP eng Politik? D'Äntwert eriwwregt sech, wann een deen Hickhack, deen Zodi vun de leschte Wochen nach am Kapp huet. A wann een dat héieren huet, wat de Jean-Louis Schiltz, de Fraktiounspresident vun der gréisster Majoritéitsfraktioun, hei elo grad iwwer eenzel Membere vum Koalitiounspartner vun der LSAP gesot huet, iwwert d'LSAP am grousse Ganze gesot huet, dann ass do keng Politik ze erkennen. Op jidde Fall keng gemeinsam Politik.

Déi Regierung do, déi ass um Enn, si ass klinesch dout. Se soll eigentlech ophalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hu gëschter eng ganz Rei vun Ziler hei héieren an der Ried vum Statsminister. An déi Ziler sinn ambitiéis, se sinn héich gesat, mä mer deele se. De Chômage wier eng national Prioritéit: ganz d'accord. D'Kompetitivitéit muss verbessert ginn: absolut. D'Bankplaz muss nei opgestallt ginn: mir sinn do derbäi.

Sozial Kohesioun a breet Schëllere ware wichteg Stéchwierder, net nëmmen an der Ried vu gëschter, mä a ville Riede vum Statsminister. Et ass vun null Defizit 2014 geschwat ginn; d'Generatiounegerechtegkeet ass ugeklongen, an insgesamt sollt Lëtzebuerg aus der Kris erausgefouert ginn.

Ma gutt, mä da froe mer eis: Wou ass dee Programm do, fir all dat doten ze bewältegen? Wat maachen d'CSV an LSAP konkret, fir deenen doten ambitiéisen an héichgestachenen Ziler gerecht ze ginn?

Kommt, mer kucke emol eng Kéier Punkt fir Punkt.

Wat ass gesot ginn iwwert de Chômage? Fir déi Leit, déi vum Chômage betraff sinn, soll méi an och méi laang Geld zur Verfügung gestallt ginn. Dat ass richteg, domadder kann een d'accord sinn. D'ADEM soll reforméiert ginn. Dat war scho laang richteg an hätt eigentlech scho laang misse gemaach ginn. Mä soss hunn ech heibannen net eng eenzeg Propos héieren, wéi de Chômage kéint hei zu Lëtzebuerg an de Grëff geholl ginn. Ech hunn net eng eenzeg Mesure héieren, wéi kéinten Aarbechtsplazen ofgeséchert ginn. Ech hunn net eng eenzeg Mesure héieren, wéi nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg kéinten entstoen.

(Interruptions)

Dat weist eleng un deem dote Beispill, wéi wäit…

Une voix.- 2.000 Chômeuren…

M. Claude Meisch *(DP).*- …Usproch a Realitéit bei dëser Regierung momentan auserneeginn.

Wéi ass et mat Aktivéierungsmoossname vun deene Leit, déi vum Chômage betraff sinn?

(Interruption)

Wou ass d'Ännerung vun der Aarbechtsmaartpolitik? Mer wäerte jo net mengen, datt wann ee méi a méi laang Geld zur Verfügung stellt, mer wäerte jo net mengen, datt wann een och nëmmen d'Struktur vun der ADEM eng Kéier op de Leescht hëlt, datt mer dann den Erfolleg hätten. Dat geet net duer. Mir mussen un eis Aarbechtsmaartpolitik goen. Mir mussen eng Rei vu Grondsätz do a Fro stellen, well soss wäerte mer datselwecht Resultat kréien.

An d'Resultat kenne mer. Dat ass, datt zënter 2000 bis 2010 de Chômage vun 2,9 op 6,4% eropgaangen ass. Déi Politik ass gescheitert. Duerfir musse mer eng aner Politik beim Chômage maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- An dann hu mer héieren, wat d'Regierung konkret wëlles huet. An déi Steierbomm, dee Steierpak ass Gëft fir d'Ekonomie. Dat, wat gëschter vu steierleche Mesuren hei op den Dësch komm ass, ass Gëft fir d'Betriber an domadder Gëft fir d'Aarbechtsplazen. Well méi héich Steieren heescht manner Kafkraaft, manner Kafkraaft heescht manner Konsum, manner Konsum heescht manner Investitiounen, a manner Investitiounen heeschn manner Aarbechtsplazen. Dat wäert d'Resultat si vun der Politik vun dëser Regierung, wann et ëm d'Chômagebekämpfung geet.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Domadder wäre mer bei der Kompetitivitéit. Ech froe mech eigentlech, wat déi steierlech Mesuren, déi dann och d'Betriber betreffen, wéi zum Beispill d'Augmentatioun vun der Solidaritéitssteier, wéi d'Krisesteier, wéi de Finanzminister, dee fir d'Bankplaz zoustänneg ass, wéi de Wirtschaftsminister, wéi d'Mëttelstandsministesch, wéi de Landwirtschaftsminister, an esou weider, wat dat deenen un Argumenter méi an de Grapp gëtt, fir eigentlech nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg kënnen ze développéieren, fir ekonomesch Acteuren op Lëtzebuerg kënnen ze zéien. Sécherlech keen eenzegt Argument duerch déi dote Mesure.

Et gëtt gesot - an déi Iwwerleeung wär jo vläicht net ganz falsch -, datt deen harmoniséierten Taux bei der Assurance accident enger Rei vu Secteuren hei am Land géif hëllefen, méi kompetitiv ze ginn. Gëschter hu mer awer héieren aus de Wierder aus dem Mond vum Statsminister, wat geschitt. Wann et nämlech esou ass, datt doduerjer déi Secteuren, déi haut en héijen Taux hunn, op en Taux moyen erofginn an doduerjer méi kompetitiv misste ginn, da kompenséiert dat ebe just d'Augmentatioun vum Mindestloun.

Dat heescht, den Effet op d'Kompetitivitéit ass gläich null an deene Secteuren, mä den Effet op déi aner Secteuren, dee wäert sech awer bemierkbar maachen. Deen ass net null, well schwätzt emol eng Kéier mat de Banken, mat deene Leit, déi do astellen, mat deene Leit, déi do Personalbudget maachen, déi wäerten Iech soen, wat den Effet ass. En ass do largement negativ.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Här Meisch, wat géift Der elo mam Mindestloun maachen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hunn hei just dat kommentéiert, wat de Premierminister gëschter gesot huet…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Claude Meisch *(DP).*- …an ech hunn d'Auswierkunge vun där Politik hei beschriwwen. Ech wäert Iech soen, wat mer maachen. Loosst mech ausschwätzen, da wäert Der och héieren, wat eis Konzepter sinn.

(Interruption)

A mir hu jo, wat d'Lounniewekäschten ubelaangt, nach net alles héieren. Den Här Di Bartolomeo, e gëtt jo näischt vu sech, wann et drëms geet, wéi elo um Enn vum Joer soll e Budget fir d'Gesondheetskeess op den Dësch kommen, deen am Équiliber ass. An do kënne mer eis jo alleguerten drop astellen, datt Cotisatiounserhéijunge wäerten dra sinn.

Also nach eng Kéier, fir all Secteuren hei am Land en däitleche Minus am Beräich vun der Kompetitivitéit, well d'Lounniewekäschten do duerch eng verfeelte Politik, duerch eng verspéite Politik…

Här Di Bartolomeo ech si frou, datt, wann Der Ären Numm héiert, Der gelaf kommt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech hunn alles héieren, wat Der sot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Duerch eng verfeelte Politik an deem dote Beräich wäerten déi doten Augmentatioune leider elo net ze évitéiere sinn. A se wäerten hir Auswierkung op d'Kompetitivitéit an domat op den Aarbechtsmaart hei am Land hunn.

D'Lounkäschte klammen a klammen, mä offensichtlech si Lounkäschten en Tabuthema fir d'CSV an LSAP. Et sief dann den Här Weber an et sief dann den Här Reding géifen dann dat ofnécken an dann endlech de Wee fräimaache fir eng aner Politik vun dëser Regierung.

D'Diskussioune si vertaagt ginn an deem doten Domän. Dat ass schued, well et versteet een effektiv net - an ech ginn dem Här Schiltz do absolut Recht -, wat um Enn vum Joer dann aneschters soll sinn, wat fir eng aner Analys da sollt gemaach ginn, wat fir eng aner Donnéeën datt sollen op den Dësch kommen, fir do kënnen dann eng konkret Politik ze maachen, déi net haut kéint gemaacht ginn.

Mir brauchen also, wann et ëm Kompetitivitéit, wann et ëm Entwécklung vun de Lounkäschte geet hei am Land, keng Vertagung. Mir sollen Neel mat Käpp an deem dote Beräich maachen. Well och do huet den Här Schiltz Recht: Kompetitivitéit, dat heescht ekonomesch Aktivitéit. An ekonomesch Aktivitéit, dat heescht Aarbechtsplazen. An déi 15.000 Chômeuren hei am Land, déi hu keng Zäit, fir bis den Hierscht oder Enn des Joers ze waarden!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- D'Bankplaz soll nei opgestallt ginn, wat sécherlech noutwendeg ass, well d'Finanzaktivitéiten, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä weltwäit dach ferm gerëselt gi sinn, munches a Bewegung ass, an dat Risiken, awer och Chancë fir d'lëtzebuergesch Finanzplaz mat sech bréngt.

Mä wou sinn an där Deklaratioun vu gëschter an an deem Pak, deen hei virgeluecht ginn ass, dann Argumenter, fir d'Finanzplaz nei kënnen opzestellen? Wou sinn Argumenter, fir nei Aktivitéite kënnen op Lëtzebuerg ze bréngen? Ass et dat, wou mer héieren hunn, wou d'Besteierung wäert eropgoen an deem Secteur? Ass et do, datt Aktivitéiten, déi bis elo steierfräi waren, wäerte besteiert ginn?

Ass et do esou, datt eben dat, wat u Minuskompetitivitéit wäert op dee Secteur duerkommen duerch déi Form vun der Assurance accident, datt dat d'Banke besserstellt hei zu Lëtzebuerg an dem Finanzminister besser Argumenter un d'Hand gëtt, fir se hei ze hale respektiv nei Aktivitéiten heihinner ze kréien? Wat fir eng Auswierkung huet déi Steier op d'Finanzaktivitéiten, déi jo nach am Raum steet? Wat fir eng Auswierkungen huet déi op d'Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg? Eleng d'Ukënnegung dovunner gëtt an deem Secteur hefteg kommentéiert a soll eis méi wéi ze denke ginn.

Déi Krisesteier, déi wäert jo och op munch Aktivitéit, déi op der Finanzplaz interessant ass an déi mer vläicht nach wëllen ulackelen, negativ Auswierkungen hunn. Wa mer déi „high net worth individuals" wëllen op Lëtzebuerg ulacken, déi wäerte wëssen, datt se hei elo eng Krisesteier och op déi dote Revenuë musse bezuelen. A se wäerten éischter net kommen, wéi datt se kommen.

Ech fäerten, datt den Här Juncker Recht huet, datt no der Kris d'Bankplaz ni méi esou wäert sinn an ni méi dat wäert ofwerfen, wéi et virun der Kris war. Mä Schold dorunner ass net nëmmen d'Finanzkris, Schold dorunner ass net nëmmen d'Bankgeheimnis, Schold dorunner ass och déi Steierbomm vun CSV an LSAP, déi d'Bankplaz massiv wäert treffen.

Zu de breede Schëlleren. Natierlech muss een, dee méi huet, dee méi ka packen, och méi leeschten. Ech mengen, datt dat e Prinzip ass, deen hei queesch duerch all Bänken akzeptéiert ass. Mä et muss een awer oppassen, datt et net ëmmer deeselwechten trëfft, well et kann een och net ëmmer op deen, deen déi breetste Schëlleren huet, nach drop paken, drop paken an drop paken, well iergendwann eng Kéier briechen, trotz breede Schëlleren, vläicht d'wackeleg Knéien zesummen.

2006 gouf scho vill vun de breede Schëllere geschwat an zënterdeem gradesou a munches gouf drop getässelt. A wann ech de Pak vu gëschter analyséieren, da mierken ech, datt do eng ganz Rei vu ganz konkreten Aschneidungen dra sinn, an ech mierken, datt eng ganz Rei vun zousätzleche Steierbelaaschtungen dra si fir d'Mëttelschicht hei am Land, fir déi Leit, déi eigentlech breet Schëllere missten hunn.

An et sinn do oft zweemol déiselwecht, déi musse bludden, wou drop getässelt gëtt. Deen nämlech, dee méi Steiere bezilt, dat ass oft och deeselwechten, deen op där anerer Säit elo Leeschtunge manner erauskritt. Dee verléiert also zweemol. D'breet Schëllere fänke mat där doter Politik och u lues a lues méi schmuel ze ginn, an iergendwann ass näischt méi do op där Plaz ze huelen.

Den Null-Defizit, dee jo eigentlech nëmme fir d'Joer 2014 gëllt, wa mer déi gesamtstaatlech Approche huelen, wou mer also den Iwwerschoss aus der Sécurité sociale mam Defizit beim Zentralstat kompenséieren. An da gesinn déi Prognose vun der Regierung jo och vir, datt den Iwwerschoss vun der Sécurité sociale am Joer 2014 dach ëmmerhi soll en zimlech säftege sinn, well soss hu mer, gesamtstaatlech gesinn, keen Null-Defizit.

Mä wat heescht dat doten? An och dat ass awer gëschter gesot ginn, datt, wa mer no Maastricht-Kritären null Defizit hunn, da muss de lëtzebuergesche Stat nach eng Milliard Euro d'Joer léine goen. Dat heescht, déi Verschëldungspolitik, déi ee matzen an der Kris ka verstoen, déi ee bei der Sortie vun der Kris ka verstoen, déi gëtt eigentlech hei d'office emol dohinnergestallt, wéi wa se normal wär an och duerno soll weidergoen.

An och ass virgesinn, datt an deenen nächste Joren, déi Schold, déi elo opgeholl ginn ass an opgeholl wäert ginn, net zréckbezuelt gëtt, datt dat also eppes ass, wat bestoe bleift, wat der nächster Generatioun wäert iwwerlooss ginn.

An dann ass hei aus dem Mond vum Premierminister gesot ginn, et misst een oppassen, datt de Frigidaire nach voll wär, wann déi nächst Generatioun géif dra kucke goen. Nu muss ee kucken: Wat ass dann nach 2014 an deem dote Frigidaire? Nun, wann eppes dran ass, da gouf dofir gepufft, an et muss een oppassen, datt den Épicier net ganz schnell mat der Rechnung do steet, fir der nächster Generatioun déi ze presentéieren. Woubäi ech bei der Generatiounegerechtegkeet wär.

Laaschte solle gerecht verdeelt sinn, net nëmmen innerhalb vun enger Generatioun, mä och iwwer Generatiounen ewech. Wann ech awer elo kucken, datt op där enger Säit jonk Leit, déi studéieren, well se duerno eppes wëllen an hirem Liewen erreechen, elo encouragéiert ginn, sech schonn ze verschëlden, ier se eigentlech en éischten Euro an hirem Beruffsliewe konnte verdéngen, an dann emol mat Studiejore vu fënnefmol déi 6.000 Euro, déi een do als Prêt kann ophuelen, eng Schold vun 30.000 Euro hunn.

Wann dat den Effet vun der Kris soll sinn op där enger Säit fir jonk Leit, déi hir Carrière ufänken, an op där anerer Säit fanne mer et awer normal, datt d'Pensiounen déi nächst zwee Joer nach all Kéiers sollen ëm ronn 1% pro Joer an d'Luucht goen. Op där anerer Säit fanne mer et awer normal, datt am Senioreberäich d'Chèque-servicen zum Beispill solle mat ausgebaut ginn.

Et muss ee Liewensleeschtungen unerkennen op där enger Säit, an et muss een Altersaarmut verhënneren op där anerer Säit. An et huet keen et hei besser fäerdeg bruecht wéi de Carlo Wagner mat den Ac-

teure ronderëm de Rentendësch, fir eppes ganz Konkretes géint d'Aarmut am Alter ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mä trotzdeem muss ee kucken, wéi d'Laaschten och tëschent de Generatioune verdeelt sinn.

An ech wëll do, Här President, wann Der erlaabt, eng Klammer opmaachen. Ech hu jo, wéi mer wahrscheinlech alleguerten hei, déi Table ronde gëschter Owend verfollegt, wou dem Här Lux eppes erausgeflutscht ass, wat ech net verstanen hunn,…

(Interruption)

…dee gesot huet, d'Demokratesch Partei hätt virun x Joren - ech weess, net wéini datt Der gemengt hutt -;…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Zéng.

M. Claude Meisch *(DP).*- …zéng Joren - wëllen de Rentesystem privatiséieren. A wann dat geschitt gewiescht wär,…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- D'Kapitaldeckungsverfahren, fir genau ze sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- …da wär en elo Faillite.

Une voix.- Neen, ech muss dat noliesen.

M. Claude Meisch *(DP).*- D'Demokratesch Partei war effektiv, fir Elementer vu Kapitaldeckungen an eise System anzebauen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Elementer.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ass wouer. A wann ech dem Sozialminister virgëschter an der Finanzkommissioun vun dësem Haus hei gutt nogelauschtert hunn, dann huet e mat eis all zesumme festgestallt, datt mer Elementer vu Kapitaldeckung an eisem Pensiounssystem hunn.

(Interruption)

Well déi… Jo, ech kommen nach zu de Reserven.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Mir hu Reserven zréckgeluecht. Dat ass awer eng ganz grouss Nuance, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Zu de Reserve komme mer nach.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Iech geet et net op e Grapp un.

M. le Président.- Elo huet den Här Meisch d'Wuert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir hutt och behaapt, déi Leit, déi studéieren, déi géifen ofgebrach kréien. Iech geet et net op e Grapp un.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Mir spekuléieren op d'Reserven. Esou ass et.

M. le Président.- Här Meisch, schwätzt elo virun.

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Här Di Bartolomeo huet nämlech dat gesot, wat en elo hei confirméiert huet, datt d'Reserven en Element vu Kapitaldeckungen an eisem System sinn, well déi jo net do sinn,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Vu Reserven.

M. Claude Meisch *(DP).*- …fir haut den aktuelle Pensionnairen eppes auszebezuelen, mä deene künftegen. Absolut richteg, do si mer eens.

Mir hunn awer och Elementer vun der Reform vum Här Di Bartolomeo op den Dësch geluecht kritt. An déi Elementer wäerten derzou féieren - ech zitéieren hei nëmmen -, datt et an Zukunft esou wäert sinn, datt een eng Minimalrent garantéiert kritt, déi da ka méi héich ginn duerch de Bäitrag am öffentleche System, jee nodeem, wéi d'Ëmfeld sech entwéckelt; dat wirtschaftlecht, dat demographescht Ëmfeld.

An dann: Wat mécht een, fir méi ze kréien? Do war d'Äntwert: Jo, da muss een um zweeten an drëtte Pilier eppes maaachen. Da muss ee fir sech selwer virsuergen. Et muss ee mat sengem Patron kucken, datt dee fir ee selwer virsuergt. Wat ass dat aneschters wéi dat, wat d'Demokratesch Partei virun zéng Joer gesot huet, Här Lux, Här Di Bartolomeo?

Ech mengen, mir kommen eis méi no an der Rentefro. Duerfir solle mer d'Polemik am beschten op der Säit loossen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech mengen awer net, Här Westerwelle.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hat net genuch Zäit, fir dem Här Lux gëschter Owend nach alles ze erklären.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dat ass schonn erëm d'Basis fir eng nei Koalitioun.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech géif nach, fir op d'Generatiounegerechtegkeet zréckzekommen, emol proposéieren driwwer nozedenken, ob een den Ajustement net och do an engem ale Kontext oder an e puer Kontexter misst gesinn, an en net nëmmen als en Acquis aus der Vergaangenheet betruechten, dee sécherlech och do seng Berechtegung hat, mä och do kucken, wa mer an anere Politikfelder vu sozialer Selektivitéit schwätzen, ob deen net och do misst spillen.

Wa mer an anere Politikfelder vu Reformbedarf, wéi ebe grad am Renteberäich, schwätzen, ob een net muss kucken, och den Ajustement do mat eranzestrécken an e mat an déi Gesamtformel eranzehuelen. An ech werfen awer och emol d'Fro op, wat fir e Sënn et mécht, datt mer Nullronne beim Stat dekretéieren, dat heescht, déi Aktiv kréien näischt bäi, mä déi Pensionnéiert, déi kréichen eppes bäi. Dat ass och d'Suite vun där doter Politik.

An ech wëll do nach eng Klammer opmaachen. De Premier hat mir oder hat eis alleguerte gëschter eng Hausaufgab mat op de Wee ginn, déi hat d'Demokratesch Partei awer scho virdrun erleedegt, wéi et da mat der Nullronn géif stoe bei eis an der Fonction publique.

Nun, ech wëll Iech soen, fir eis ass et normal, datt, wann a Krisenzäiten, wou de Stat kee Geld huet, mä wou e muss spuere goen, wou e Scholde mécht, datt een dann deene Leit, déi eng sécher Plaz hunn, déi net fir hir Plaz mussen all Dag baangen, net nach kann eppes bäiginn. Dat schéngt fir eis eng Evidenz ze sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Fir mech heescht Generatiounegerechtegkeet also en Équiliber fannen tëschent op där enger Säit Liewensleeschtungen unerkennen, respektéieren, an op där anerer Säit awer gradesou Zukunftschancë bidde fir déi aktuell Generatioun a fir déi, déi duerno kommen. An iwwert deen Équiliber do solle mer nodenken, och wann et ëm d'Statsfinanzen, wann et ëm d'Pensiounssystemer geet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Lëtzebuerg sollt also mat deem dote Pak aus der Kris gefouert ginn. Mir fäerten awer, datt d'Ekonomie éischter ofgewiergt gëtt. Mir fäerten, datt an deem dote Pak net nëmme keng nei Perspektive fir d'Bankplaz dra sinn, mä datt mer et den Acteuren op der Bankplaz dach nach vill méi schwéier maachen.

Mir gesi keng Wuesstumsstrategie. Et ass net een neit Aktivitéitsfeld hei gëschter opgezielt ginn. Mir gesinn nach wie vor keng strukturell Reformen, déi ugaange ginn. Mir gesinn nach wie vor keng Systemwiessel, déi awer noutwendeg si fir dat, wat iwwer Jorzéngten opgebaut ginn ass hei am Land, wat net ëmmer onberechtegt opgebaut ginn ass hei am Land, dach awer elo am Joer 2010 emol eng Kéier ze analyséieren a vläicht eng Kéier ëmzebauen. A mir gesi virun allem net, wéi de Stat hei géif virgoen, fir mat manner Geld besser kënnen ze schaffen.

Mir fäerten, esou kënnt Lëtzebuerg net aus der Kris. An dës Regierung huet scho laang keng Politik méi. Se huet keng Strategie, se huet keng Visioun am Interessi vun dem Land a vu senge Bierger. An dat war ni méi kloer gi wéi déi leschte Woch. An et war ni méi kloer gi wéi bis ewell och an dëser Debatt hei.

Déi lescht Woch gouf net argumentéiert a gekämpft fir konkret Iddie fir d'Zukunftspolitik, fir e richtege Pak ze ficelléieren. Neen, et gouf gestridden tëscht schwaarz a rout, nämlech dorëms, wien de Schwaarze Péiter soll kréien, wien an der Öffentlechkeet da gutt oder schlecht géif dostoen.

A mir hunn et gëschter héieren aus dem Mond vun dem Statsminister: D'Regierung ass gerett. D'Parteie sinn dann offensichtlech och elo positionéiert, déi eng méi, déi aner vläicht manner gutt, mä d'Land huet dobäi verluer.

Parteipolitesch Iwwerleeunge schéngen hei méi wichteg gewiescht ze si wéi aner Iwwerleeungen. Déi hunn derzou gefouert, datt eng ganz Rei vun Décisioune blockéiert a vertaagt goufen. Da kann ee sech also froen, ob net dat gefeelt huet, wat finalement grad a Krisenzäiten extrem wichteg ass, nämlech politesche Courage. Dovunner hätte mer eng Portioun méi gebraucht; vu Parteitaktik op jidde Fall eng Portioun manner.

An ech fäerten, datt dee politesche Courage do mat all Mount, wou mer méi no bei d'Gemengewahle kommen, datt deen och nach op der Säit vun de Majoritéitsparteie wäert ofhuelen.

Duerfir verstinn ech net, firwat déi wichteg Décisiounen hei an den Hierscht an op d'Enn des Joers vertaagt ginn.

Wann de Premier seet, d'Koalitioun, déi steet, se schafft a se gëtt eens mateneen, muss ee sech d'Fro stellen: Jo, ass dann elo alles am Botter? Ech mengen net!

Well déi salomonesch Formulen, déi mer hei gëschter héieren hunn, an déi Knackpunkten tëschent de Koalitiounspartner, déi jo emol einfach ausgeklamert goufen, déi loossen net dorobber schléissen. Dee Regierungspak, deen hei développéiert gouf gëschter, ass net besser doduerjer ginn, datt d'Parteie sech elo eens sinn an datt se sech elo emol d'Wuert ginn hunn, bis op Weideres net méi esou hefteg mateneen ze streiden.

Dee Reformpak, dee presentéiert ginn ass, ass nach wie vor e Mix - an ech hunn et scho gesot - tëschent op där enger Säit däitlechen Aschneidungen an d'Familljeleeschtungen a Wunnengsleeschtungen an op där anerer Säit säftege Steiererhéijungen. Dat kann net d'Äntwert op d'Kris sinn. Esou fanne mer de Wee aus där doter Kris net eraus.

Da gëtt gesot, dat, wat Aschneidunge wär, dat wär spueren. Ech wëll Iech awer och do soen, datt mer eng aner Approche hunn zum Wuert „spueren" an datt mer op jidde Fall emol ugefaangen hätten, aneschters ze spueren. Well wa mir als DP vu spuere schwätzen, da fänkt een emol bei sech un. An da mécht een dat net, andeems een einfach manner Geld verdeelt, mä et kuckt ee mat manner Geld selwer emol eens ze ginn.

An eigentlech war ech schockéiert, datt ech héieren hunn, datt dës Regierung nach ëmmer normal fënnt, datt bis ewell bei de Fonctionnementskäschte vum Stat näischt geschitt ass. Datt bis ewell bei de Fonctionnementskäschte vum Stat och bis Enn des Joers näischt soll geschéien an datt och bis dohinner eigentlech sech emol nach guer net fantastesch domadder beschäftegt ginn ass, wat da soll geschéien, fir datt de Stat - seng Servicer, seng Administratiounen - mat manner Geld besser kann eens ginn.

Datt dat geet, hu jo d'Gemengen, alle virop d'Stad Lëtzebuerg hei am Land gemaach. Et wär och méiglech beim lëtzebuergesche Stat. Et wär och méiglech gewiescht, déi Propos, déi d'DP hei 2006 op den Dësch geluecht huet, nämlech iwwerzegoen an en anere Budgetisiérungssystem, nämlech deem vum „zero based budgeting", fir do eng aner Budgetsform souwuel ze kréie wéi awer och lafend - an net nëmmen a Krisenzäiten - d'Fonctionnementskäschte vum Stat besser ze kontrolléieren a sech all Joer ze froen: Wat ass da wierklech nach noutwendeg a wat ass einfach aus der Vergaangenheet an d'Zukunft weidergeschriwwe ginn a brauch an där doter Form haut net méi esou richteg gebraucht ginn?

Mir brauchen do op jidde Fall net bis 2011 ze waarden. An et ass ee vun deene grousse Versäumnisser vun dëser Regierung, datt se dat virun de Wahlen an no de Wahlen net konsequent gemaach huet.

Et kann een d'accord sinn, datt een e Konjunkturpak huet, deen d'Ekonomie, dee virun allem d'mëttelstänneg Betriber soll ënnerstëtzen. Mä och an deem Konjunkturpak, do kënnt et drop un, net nëmmen, datt Geld ausgi gëtt, mä et kënnt drop un, datt d'Geld richteg ausgi gëtt.

An ech wëll do awer nach eng Kéier op déi eng oder aner Propos vun der Demokratescher Partei verweisen, wou mer mengen, datt mer e méi en nohaltege Konjunkturpak hätte kënne ficelléieren, deen och fir d'Zukunft e wichtegen Effet gehat hätt. Nämlech d'Propos, fir Albausanéierung an Zukunft net méi iwwer Subsiden, mä iwwer Virfinanzéierungsmechanismen kënnen ze finanzéieren. Dat hätt méi Aarbecht geschaf. Et hätte méi Wunnenge kënne sanéiert ginn. Well den Hiewel einfach vill méi grouss gewiescht wär, duerch deen dote Mechanismus eppes a Bewegung ze setzen.

Et wär méi sozial gerecht gewiescht. Well deen, deen e Subsid kritt a sech de Rescht dovunner ka leeschte vun deenen Aarbechten do, dee brauch och oft de Subsid net. An hei hätte mer e Modell gehat, wou jiddwereen dovunner hätt kënne profitéieren, onofhängeg vu senger Akommenskategorie. An et hätt domadder sécherlech duerch e méi grousse Volumen, dee beweegt gi wär, däitlech méi Aarbecht fir d'Handwierksbetriber hei am Land mat sech bruecht an däitlech manner Käschte fir de lëtzebuergesche Stat.

Et sinn dat déi intelligent Systemwiesselen, déi mer elo brauchen. Déi mer allerdéngs och schonn hätte kënne virun der Kris ugoen. Et ass dat, wat d'DP drënner versteet, wa mer soen, mat manner Geld eigentlech eng besser Politik ze maachen.

Da gëtt et nach eng aner Propos vun der Demokratescher Partei. Nämlech déi proposéiert Aféierung vun engem Wunngeld, engem sozial gestaffelte Wunngeld, wat mir als en Element vu selektiver Sozialpolitik verstanen hunn. Well mer nach wie vor der Meenung sinn, an dat ass eng Realitéit, dat ka jiddereen all Dag an den Zeitungen nokontrolléieren, datt d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi Wunnen ausserhalb vu Lëtzebuerg. Datt eng Wunneng zu Stengefort ebe méi kascht wéi eng Wunneng zu Sterpenich. An duerfir wollte mer e Wunngeld finanzéieren duerch en Ofsenke vum Kannergeld op den Niveau plus ou moins vun den Nopeschlänner an doduerjer den Export vum Kannergeld dach drastesch grenzen a Moyenë fräimaachen, fir de Famillje mat Kanner hei am Land kënnen iwwer e Wunngeld ze hëllefen.

Wat hu meng Partei an ech selwer eis net alles missen unhéieren hei an deem Haus an och deelweis dobaussen iwwert déi dote Propositioun! Den Här Asselborn, wann ech mech richteg erënneren, huet gemengt, eis missen an den Eck ze drécke vu rietsradikalen engleschen Dockaarbechter, déi Auslänner wëllen erausgeheien. An den Här Juncker huet eis Auslännerfeindlechkeet ënnerstallt an dat als Broch gesi mat eisen dach liberale Grondwäerter vun der Demokratescher Partei.

An elo? A wat gesinn ech elo? Ech hu gemengt, ech géif dreemen, wéi ech vun der Kannergeldmesure vun der Regierung héieren hunn. Nämlech d'Regierung mécht hei näischt aneschters, wéi 40 Millioune Kannergeld duerch d'Stoppe vum Export an d'Ausland anzespueren. Doduerjer, datt se eben d'Kannergeld op 21 Joer beschränkt an dat kompenséiert fir déi Kanner, déi hei am Land wunnen. Well déi Kanner, déi jo nach weider an d'Schoul ginn oder eng Ausbildung maachen, kréien d'Kannergeld weider. Déi, déi studéieren, déi kréien eng Bourse oder e Prêt. Do ass et also kompenséiert.

Wou kënnt also de Spuereffet hier? Et kann also nëmme vun deene Kanner sinn, déi op där anerer Säit vun der Grenz wunnen, déi dann, wa se iwwer 21 Joer hunn, net méi den Différentiel vum lëtzebuergesche Stat bezuelt kréien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De franséische Stat kann deeselwechte System aféieren. An en huet ganz generéis…

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier*

Ministre, Ministre d'État.- …Bourssen an e Prêtësystem.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Wann Dir a Frankräich eng Bourse hutt, duerft Dir net op d'Uni Lëtzebuerg studéiere kommen. Wann Der zu Lëtzebuerg eng Bourse hutt, dierft Der op d'Uni Metz studéiere goen. An dat ass en Ënnerscheed…!

(Brouhaha général)

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir waren hei beim Export vum Kannergeld.

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Mir schwätzen net iwwert d'Kannergeld. Mir schwätzen iwwer jonk Leit. Dat si keng Kanner, 21 Joer, wann e Student ass.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech bieden Iech elo, hei dem Här Meisch nozelauschteren.

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Se sinn net all mat engem sëlwerne Läffel op d'Welt komm, eis Kanner zu Lëtzebuerg, wéi Dir se nennt!

M. le Président.- Wie wëllt, kann herno d'Wuert ergräifen. Här Meisch, fuert virun, wann ech gelift.

M. Claude Meisch *(DP).*- An et wär och méi éierlech gewiescht par rapport zum...

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Kommt mir maachen eppes fir d'Jugend, Här Meisch.

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP).*- An et wär och méi éierlech gewiescht...

(Interruptions diverses)

Ech mengen, et wär vläicht besser, wann den Här Biltgen géif un d'frësch Loft goen! Do kéint e sech berouegen.

M. le Président.- Wann ech gelift, elo lauschtere mer dem Här Meisch no.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech fannen et eng Sauerei, dass een…

(Brouhaha général)

…en Unisstudent als Kand bedeelegt, wéi wann dee misst paternalistesch begleet ginn, Här Meisch.

(Brouhaha)

M. le Président.- Neen, esou kënne mer net virufueren. Ech mengen, jiddwereen huet hei d'Recht, d'Wuert ze ergräifen; jiddweree kann herno froen, fir d'Wuert ze ergräifen, mä elo huet den Här Meisch d'Wuert an elo schwätzt hie virun. An ech bieden Iech wierklech, elo emol nozelauschteren.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Dann hutt just e bësse Respekt virun eise Studenten.

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP).*- Esou ass et, a wann den Här Biltgen eppes dozou ze soen huet, ech géif e ganz häerzlech invitéieren, d'Regierung kann herno, wann ech fäerdeg sinn, all Moment hei d'Wuert ergräifen an dozou hir Meenung selbstverständlech widderhuelen.

Mä et wär och méi éierlech gewiescht par rapport zur Basis vun der LSAP, datt den Här Bodry, amplaz der Demokratescher Partei virzewerfen, mir wéilte Spuermoossname beim Kannergeld vun de Frontalieren ergräifen, dee Mechanismus do, deen dës Regierung wëllt ëmsetzen, der Parteibasis richteg erkläert hätt an och do gesot hätt, datt um Bockel vun de Frontalieren hire Kanner 40 Milliounen de lëtzebuergesche Stat wëllt aspueren.

An et wär och méi éierlech gewiescht fir de Jean-Claude Juncker, wann en dat hei gëschter esou erkläert hätt, an net probéiert hätt, laanscht déi doten Ausso ze kommen.

An do wëll ech nach eng Kéier op déi Table-ronde vu gëschter Owend zréckkommen. Et huet mech nun awer bass erstaunt, datt den CSV-Fraktiounspresident do quasi an engem Otemzuch der Demokratescher Partei Ideenlosegkeet virwerft a gläichzäiteg am selwechte Saz muss zouginn, datt d'Regierung hei eng Iddi vun der Demokratescher Partei kopéiert huet. Ech mengen, jiddwerengem géif hei eng Portioun méi Éierlechkeet dach gutt zu Gesiicht stoen.

An, Här Juncker, Dir hutt mir…

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- An, Här Juncker, Dir hutt mir hei virun engem Joer virgeworf a mech opgefuerdert, ech soll mech préiwen. Ech kann Iech soen: Schummt Iech. Sidd méi éierlech, wann et ëm deen dote Politikberäich geet.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn net mat Iech d'accord!

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Dobäi wär eise Modell besser gewiescht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech bleiwen derbäi.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech bleiwen derbäi,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen. Neen.

M. Claude Meisch *(DP).*- …datt mer deen nach eng Kéier sollten diskutéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen.

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Well den Effet wär e ganz aneren.

(Interruption)

Et wär esou gewiescht, datt Famillje mat Kanner doduerjer méi staark ënnerstëtzt gi wären hei am Land. Et wär méi sozial selektiv gewiescht. Well wat an där Mesure elo sozial selektiv ass, vun där déi d'Regierung hei schwätzt, dat muss awer fir d'éischt emol ee mer erklären - den Här Biltgen mécht et vläicht ganz gären -, well dat Wunngeld hätte mer sozial selektiv gestaffelt. An et gëtt Ënnerscheeder - an dat ass eng Realitéit - bei de Wunnengspräisser hei am Land an am Ausland, an et gëtt nun eben emol keng Ënnerscheeder bei deem, wat e jonke Mënsch, ob en hei aus dem Land ass oder aus dem Ausland ass, muss opbréngen, wann e studéiere geet. Well déi studéieren zesummen, d'Kanner an déi Jonk aus der Groussregioun: zu Tréier op der Universitéit, zu Léck op der Universitéit, zu Nanzeg op der Universitéit, an do kaschten eben emol en Appartement an d'Liewen datselwecht fir jiddwereen, egal wou en ursprünglech doheem war.

An nach eppes ass an eisem Modell - deen Der jo bestëmmt gutt studéiert hutt, wann een esou iwwer eppes hierfällt wéi Dir, Dir kennt eise Modell jo alleguerten - anescht ers wéi dat, wat d'Regierung hei mécht: Mir hätten e luesen Ëmstieg domadder gemaach. An eisem Wahlprogramm gëtt ganz kloer gesot, datt mer de System wëlle bäibehale fir déi bestehend Kanner - déi Kanner, déi schonn op der Welt sinn - an datt mer hätte wëllen ëmklamme fir déi Kanner, déi eréischt op d'Welt kommen. Mir hätten also kengem eppes ewechgeholl. Och net engem Kand, dat op der anerer Säit vun der Grenz doheem ass.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dann hätte mer awer vill gespuert beieneen!

M. Claude Meisch *(DP).*- A mir schwätzen... Ah, Dir gitt awer elo zou, datt Der elo wëllt spueren op deem dote Wee?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen, dann hätte mer net vill gespuert…

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen? Ah, Dir wëllt net spueren! Spueren, oder net spueren, Här Juncker?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass also keng Alternativ zu deem, wat mer proposéieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech mengen - mä ech mierken hei, datt dee Wëllen net do ass -, ech mengen, datt een elo mat Distanz zu deem Wahlkampf, mat deem, wat d'Regierung virgeluecht huet, mat deem, wat mir och scho virdru proposéiert hunn, an aller Rou nach eng Kéier doriwwer soll schwätzen. A vläicht kënne béid Modeller dach an engem zesummefléissen, an dann hätte mer eppes Sënnvolles gemaach fir d'Lëtzebuerger Land, fir d'Familljen, fir déi Jonk, fir déi, déi wëlle studéiere goen.

Mä villes war virun de Wahle fir CSV an LSAP aneschters, wéi et haut ass. Virun de Wahlen huet et bei CSV an LSAP aus alle Mënner geheescht: „Steiererhéijungen, dat ass dat lescht Mëttel." Gëschter hu mer et héieren, bis elo gouf nach näischt ënnerholl, fir anzespueren. Mä trotzdeem hat d'Regierung scho virun den Tripartiteverhandlunge gesot, datt op d'mannst emol en Drëttel vun deem ganze Pak misst iwwer Steiererhéijungen zesummekommen. An dat heescht, et ass nach näischt agespuert ginn, et ass nach keen Effort an deem doten Domän gemaach ginn, mä trotzdeem sollen emol d'Steieren erhéicht ginn.

An den Här Juncker huet vill Zuele gëschter genannt. Eng hunn ech vermësst, mä en ass bestëmmt bereet, eis déi nozeliwweren: Wat dann de Gesamtvolume vum Steierpak ass? Mir hunn héieren, wat iwwert déi Aspuerungen an Aschneidungen zesummekënnt. Mech géif och interesséieren, wat de Gesamtvolume da wier vum Steierpak, an da géife mer wahrscheinlech héieren, datt et haut och net méi esou ass, datt et e Verhältnis vun engem Drëttel Steiererhéijungen an zwee Drëttel Aspuerungen ass, mä datt dat sech méi no elo ëm Hallef-Hallef wäert dréinen.

An ech verstinn den Här Juncker, datt en do e bësse méi roueg ginn ass, well et him peinlech ass, well et him peinlech ass, well en nach deen Dag virun de Wahlen aneschters geschwat huet. Am Lëtzebuerger Wort, de 6. Juni 2009, war an engem Interview mam Premierminister Jean-Claude Juncker, Spëtzekandidat vun der CSV, nämlech ze liesen: „Die CSV hat aber auch nicht die Absicht, die Steuerlast zu erhöhen. All das heißt auch nicht, dass punktuelle Steuererleichterungen nicht denkbar sind, sie müssen aber finanzierbar sein."

Dat heescht: Virun de Wahlen, deen Dag virdrun, gouf gesot, d'CSV géif d'Steierlaascht net eropsetzen, an eventuell erof, dann, wann et méiglech wier. Do ass also nach e bësse souguer mat Steierreduktioune gelackelt ginn.

(Interruption)

Déi leschte Wochen awer hu mer gemierkt, datt d'Fantaisie keng Grenze kannt huet bei CSV an LSAP, fir nei Steieren anzeféieren, fir bestehend Steieren eropzeschrauwen. A wéi ech virdru gesot hunn, wäert déi Belaaschtung do jo nach net um Enn ukomm sinn, well och bei de Cotisatioune sech mat Sécherheet déi nächste Méint nach eppes wäert bewegen.

Dat doten ass net nëmme Wahlbedruch, mä dat doten, dat wiergt och d'Konjunktur hei zu Lëtzebuerg ganz massiv of: Well et wäert d'Kafkraaft schwächen, déi gëtt massiv beschnidden. An ech froe mech, ech froe mech, wat dat heescht fir de Bäcker vun der Cap, dee gëschter hei…

Plusieurs voix.- De Metzler!

M. Claude Meisch *(DP).*- …zum Thema..., de Metzler vun der Cap, dee gëschter hei zum Thema gemaach ginn ass. Well wann d'Leit manner Geld an der Täsch hunn, da wäerte se och do manner ausginn. Et ass also net nëmmen den Index, deen de Metzler vun der Cap wäert spieren, mä et ass och d'Steierpolitik vun dëser Regierung. An et wäerten Investitioune verhënnert ginn. Ech froe mech och do, wat dat heescht fir de Papp vun deem Jong, deen eigentlech vun der CSV am Wahlkampf versprach kritt huet, datt de Jean-Claude Juncker gutt op sengem Papp seng Plaz géif oppassen. Et wäert deem seng Aarbechtsplaz sécherlech net stabiliséieren an och keng nei schafen.

Wann ech d'CSV gewielt hätt - glécklecherweis hunn ech et net gemaach -,…

(Interruptions)

…ech wëll Iech soen, ech wier rosen. Ech wier batter enttäuscht,…

(Interruption)

…ech wier enttäuscht, well d'CSV sech hei vun der LSAP e knallroude Steierpak opschwätzen an opdränge gelooss huet an deen akzeptéiert huet. Dat ass eng Politik, wéi Lëtzebuerg se net verdéngt huet. Dat ass eng Politik, déi Lëtzebuerg net nëmmen aus der Kris net wäert erausféieren, mä déi eis nach méi wäit an d'Kris wäert erandrécken.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. An als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Woche waren a viller Hisiicht opschlussräich an dësem Land. Verschidde Gewunnechten, verschidde Mechanismen, verschidde politesch Traditiounen a Mythe sinn op eng schwéier Épreuve gestallt ginn. An et ass kloer ginn, dass viru schwieregen, schwéiere sozialen, finanzpoliteschen, ekonomeschen Entscheedungen, Politik näischt Neutrales ass, dass Interessen, Géigesätz openeeprallen an dass Ënnerscheeder - bei de Sozialpartner evident, mä och am politesche Raum - méi staark ervirgedroe ginn.

Natierlech ass d'Scheitere vun der Tripartite bedauerlech. Natierlech sinn déi haart Géigesätz, déi an deene leschte Wochen - wann net Méint - tëschent Patronen a Gewerkschaften zu Dag komm sinn, e Problem. Natierlech ass d'Koalitioun à partir vun dëser Woch gefuerdert, hir Linn, déi se gëschter hei virgeluecht huet, am Numm vum Premierminister duerchzesetzen, hir intern an extern Ausenanersetzungen zum Enn ze bréngen.

Awer et bleift - an do sinn ech vläicht deen Eenzegen, deen dat dann och e bësse positiv gesäit -, et bleift, dass déi lescht Wochen a Méint och e Stéck Demokratie waren, e Stéck Sträitkultur waren, aus deem och eng positiv Energie, eng Dynamik fir déi nächst Méint a Jore kann entstoen.

Et soll een net verzweifelen. Lëtzebuerg huet esou laang am Konsensualismus gelieft, dass et eng Bris hefteg Debatt, eng Bris hefteg Ausenanersetzung um politesche Plang verdréit, iwwregens e Spigelbild - an dat soll jo de politesche Raum an och dës Chamber sinn -, e Spigelbild vun deem, wat sech dobaussen an der Gesellschaft mécht. Déi Géigesätz, déi mir ausdroen, sinn och déi Géigesätz, déi et dobausse gëtt, an der Gesellschaft, an de Betriber, tëschent de Sozialpartner, tëschent den Interessegruppen an esou virun.

An dobäi soen ech - och e bëssen à contrecourant och vun deem, wat mer elo grad héieren hunn -, dass dës Koalitioun och am Rahme vun deem, wat se an der Tripartite virgeluecht huet, munches op d'Rei bruecht huet, souwuel wat hir Roadmap an Zesummenhang mat der Beschäftegungspolitik ubelaangt, wéi déi Virschléi vum Wirtschaftsminister zur Kompetitivitéit. An et fäerdeg ze bréngen, a relativ kuerzer Zäit sech eens ze ginn iwwer e Paquet zur Sanéierung vun den öffentleche Finanzen, huet a villen anere Länner, a villen anere Koalitioune vill méi laang gebraucht.

Et soll ee sech mol ongeféier nëmmen den däitsche Fernseh all Dag ukucken, fir ze gesinn, wéi CDU an FDP iwwert d'Sanéierung vun öffentleche Finanze mateneen ëmginn an - ech verspriechen Iech - no e Sonndeg nach vill méi hefteg wäerte mateneen ëmgoen, wann d'Wahlen an Nordrhein-Westfalen eriwwer sinn -, fir dat Ganzt awer vläicht e bëssen erofzehuelen op deen Niveau, wou et higehéiert.

An et léisst vläicht och déi Fro op, déi ee sech – besonnesch, wann een eenzel Rieden och nach schonn haut de Mëtteg héieren huet -..., vläicht d'Fro op - a wann ech de Jeannot Krecké viru mer gesinn, dee viru laange Joren eng Kéier de Choix de société opgeluecht huet hei a sengem Budgetsrapport vun de Joren '97 an där

Géigend -, stellt sech d'Fro e bëssen, ob mer net och hei an där Ausenanersetzung, déi mer an deene leschte Wochen erlieft hunn, virun engem neie Choix de société stinn.

An d'Fro däerf erlaabt sinn am Ufank vun enger Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun, wat fir eng Gesellschaft mer dann a Wierklechkeet wëllen. Also sech ze iwwerleeën, iwwer all politesch a parteipolitesch Spillereien, iwwer all taktesch Wénkelzich eraus, wat fir ee Gesiicht a wat fir eng Sensibilitéit mir fir dat Klenggedréckt hei am Land a fir d'Zukunft vun deem Modell Lëtzebuerg wëlle ginn.

Ech wëll et net vereinfachen, awer trotzdeem an där ganzer Ausenanersetzung Usätz erlieft hu vun engem ganz klassesche Choix: Virun deenen, déi bei Kierzungen am Budget nëmmen un de Sozialbudget denken, déi mengen, dass ee Besserverdénger soll schounen, well si anscheinend déi elengeg Leeschtungsträger hei am Land sinn; déi, déi de Kënnegungsschutz wëlle labber maachen oder am léifsten ofschafen; déi, déi d'Roll vum Stat nëmme gesinn, fir - wann et schlecht geet - Banken a Fluggesellschaften ze retten an, wann d'Benefisser erëm fléissen, esou schnell wéi méiglech erëm ze verschwannen; vis-à-vis vun all deene gëtt et och eng aner Logik, déi een deem kéint entgéintsetzen: déi vum Choix vun enger gerechter Gesellschaft, vun engem Stat, dee weiderhin ausgläichend wierkt an dee seng Capacitéit behält, fir reguléierend ze wierken, engem Sozialstat, deen d'Mënsche stäerkt, hinnen net, hinnen net virun…

(Interruptions)

…hinnen net virun der Nues, mä virun allem och am Réck steet. Deen also de Choix vun enger Citoyennetéit, déi net eleng Egoismen an niddreg Gefiller schürt, mä Solidaritéit, Flichtbewosstsinn an och Hëllefsbereetschaft, och an engem Paquet wéi deem, dee mer heihinner geluecht hunn. An och de Choix - wëll ech soen - vu responsabelen Entreprisen, déi hir ekonomesch, awer och hir sozial a gesellschaftlech Verantwortung eescht huelen, déi Wirtschaften net als eng Fin en soi, mä als d'Interessen un de Mënschen an un den Interesse vun de Mënsche staark maachen.

An ech mengen och - dat geet zwar e bësse verluer an dësen Deeg -, dass et och de Choix ass virun engem nohaltege Kurs, wou eng aner Mobilitéit, wou Energiespueren, wou och de Schalter ëmgeluecht gëtt bei der Ressourcëvergeudung a bei Biodiversitéitsverloschter. Och dat - mengen ech - ass en Deel vun deem Choix vun där Gesellschaft, dee mer maachen.

Eis ass et wichteg, dat am Unfank vun där Debatt kloerzemaachen, dat Konzeptuellt och ze gesinn, fir net eleng zum Épicier ze ginn an och kloerzemaachen, dass Spueren eng Noutwendegkeet ass, awer och keng Ideologie, dass Spuere keen Dogma däerf ginn, dass ee warne muss virum Doudspueren, virun der Gefor, Konsum a Konjunktur abriechen ze loossen. An, dass een an der Ekonomie - an ech mengen, dass dat säit laange Joren e wichtege Prinzip ass - do och déi psychologesch Wierkung vu politeschen Décisiounen a politeschen Discoursen net soll aus den Ae verléieren.

Erlaabt mer um Ufank zu de Bemierkungen zu deenen eenzelne Paqueten, déi virgeluecht ginn, e puer Virbemierkungen. Ech géif warne virun enger Schwaarz-Wäiss-Molerei, déi een dach a villen Diskussiounen déi leschten Deeg erlieft huet, virum Däiwel-un-d'Wand-Molen a virun den einfachen Äntwerten. Et bleift an dësem Land - Här Meisch, do sinn ech mat Iech d'accord -, et bleift an dësem Land vill ze maachen. Et gëtt genuch Problemfelder.

Den Avant-projet vum Plan national de développement durable, deen an eisem Haus läit, weist eng ganz Rei vu Felder op, op deene geschafft muss ginn; op déi de Koalitiounsprogramm an och déi Paqueten, déi an der Tripartite louchen, och vill Äntwerte ginn, déi elo och mussen ëmgesat ginn.

Et gëtt genuch Risiken hei am Land. Et gëtt genuch Ofhängegkeeten hei am Land. Wann ee gesäit, dass eise Chômage - an Dir hutt et virdru gesot - vun 1995 2,7%, 4.800 Persounen, eropgaangen ass op bal 15.000 - 6,5% -, dass mer an den Aarmutsstatistike gewise kréien, dass 13% vun de Leit hei am Land bei wéineger wéi 60% vum medianen Akommes leien, dass de Risiko, den Aarmutsrisiko bei 20% bei de Kanner a bei 44% bei eleng erzéiende Persounen ass, da wësse mer, dass um Niveau vun der sozialer Kohesioun, um Niveau vum Schaffen un deem sozialen Netz, wat eis alleguerten esou wichteg an dësem Land ass, nach villes ze maache bleift.

Ech hunn de Moien nach eng Kéier gekuckt: 8.700 Leit hunn hei am Land den RMG. 8.700, an dat sinn der 15% méi wéi e Joer virdrun! 34.139 Persounen hei am Land verdéngen de Mindestloun, bal 35.000! An 3.000 sinn der an der Zwëschenzäit Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, well se virun héije Baupräisser a Loyerspräisser an d'Ausland gaange sinn, wat eis och net mat Satisfaktioun ka befriddegt maachen.

Awer mir sollten op där anerer Säit och eis Stäerkten an eis Chancë gesinn. Mir sollte resolut - an ech mengen, dat ass den Discours och vu gëschter gewiescht, esou wéi mer e verstanen hunn -, resolut, voluntaristesch, resolut Vertrauen ausstrahlen, als Politiker resolut d'Äerm eropkrempelen, fir kloerzemaachen, dass deen Challenge, deen Défi, virun deem mer stinn, dass dat e positiven ass. Dass en Effort national eppes Positives ass an dass - wa mer eenzel Beispiller kucken - d'Entwécklung vun eisem Emploi an deene leschte 15 Joer vun 215.000 Aarbechtsplazen op 358.000 Aarbechtsplazen, dat heescht 66% méi -, dass eis Wuesstumszuelen an deene leschte Joren…, dass d'Benefisser an de Banke schonn 2009 erëm bei 2,74 Milliarde leie géigeniwwer 564 Milliounen am Joer virdrun, dass mer och um Niveau vun den Zuelen, déi mer héieren, an de Recetten am Budget positiv Entwécklunge gesinn an dass mer an eenzelne Branchen och gesinn, dass et erëm biergop geet. An ech mengen, och dat ass e wichtege Message, dee mer an dëse Stonnen no bausse sollte ginn.

An ech géif och mengen - dat ass eng éischt Bemierkung zum Thema vun der Kompetitivitéit - ech géif och mengen, dass een net alles, wat d'Miesse vun der Kompetitivitéit an dësem Land ubelaangt, soll festmaachen un de Käschte vun enger Aarbechtsstonn, dat heescht eleng um Coût salarial soll ausmaachen. Sécher, mir leie mat ronn 35 Euro - de Coût vun enger Aarbechtsstonn zu Lëtzebuerg, all Käschten, déi een do ka mat afaassen - op engem héije Level: drëtten, véierten an dem Niveau vun der Europäescher Unioun.

Awer mir hu vill aner Trëmp, déi et an anere Länner net gëtt. Mir hunn zum Beispill schonn iwwer 20 Joer stabil Sozialbäiträg, souwuel am Renteberäich wéi am Beräich vun eiser Krankekeess - oder haut: Gesondheetskeess -, wat, mengen ech, en enorm wichtegen Tromp ass. Mir hunn e fiskaalt Ëmfeld, mengen ech, wou ech feststellen, wann een dat seet, 80% - 80%! - vun de Lëtzebuerger Entreprisë bezuele keng Steieren.

Ech froe mech, ob dat net och - wann ech vun der gesellschaftlecher Responsabilitéit vun Entreprisen… -, net en Thema ass, mat deem mer eis misste befaassen, fir ze kucken: Wéi sinn déi dann? Wat ass hir Responsabilitéit an där uerdnungspolitescher Welt, déi mer wëlle schafen? Wat ass also dat, wat een do vu Responsabilitéit gesäit? A wann een den Nettosteiersaz an der Finanzplaz um Bankesecteur géif huelen, da wësse mer, dass dee wäit ënner 20% - éischter an der Géigend vu 15% - wäert leien. Et ka kee soen, dass mer do e fiskaalt Ëmfeld hunn, wat fir d'Entreprisen et net géif noutwendeg maachen. An ech froe mech och am Zesummenhang mat der Indexdebatt…

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech froe mech och am Zesummenhang mat der Indexdebatt,…

Une voix.- Här Lux…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …wéi een et iwwerhaapt erkläert kritt,…

Une voix.- Här Lux…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …dass dat Ëmfeld…

Une voix.- E wëllt eng Fro stellen..., Här Hoffmann.

M. le Président.- Erlaabt Der, datt den Här Hoffmann Iech eng Fro stellt? Här Hoffmann.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech géif dem Här Hoffmann bal alles erlaben.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här Lux, heescht dat do, dass Der eis an ofsehbarer Zäit en zweete Pak vu Mesuren ukënnegt, wou d'Steierfro, d'Steiere vun de Betriber dann effektiv och dra géife berücksichtegt ginn?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech denken, dass et jiddefalls net verbueden däerf sinn, sech d'Fro ze stellen - am Zesummenhang mat der Ofschafung vun der Verméigenssteier fir physesch Persounen, déi mer 2006 virgeholl hunn -, och eng Diskussioun ze féiere bei all deenen Diskussiounen, déi mer an deenen nächste Wochen hei ze diskutéieren hunn, ob am Zesummenhang mat enger Ofschafung vun der Verméigenssteier bei den Entreprisen net eng Diskussioun iwwert d'Responsabilitéit vun enger forfaitairer Besteierung bei den Entreprisen eng Diskussioun ass, déi ee muss féieren.

Ech soen, eng Diskussioun, déi ee muss féieren, fir ze kucken, wéi déi Gesellschaft ausgesäit dobaussen, déi mer do hunn, fir sech d'Fro ze stellen, inwieweit och d'Entreprisen eng méi breet sozial, gesellschaftlech an och finanzpolitesch Responsabilitéit hunn an deem, wat an dësem Land geschitt.

An ech soen och an Zesummenhang mat der Fro vum Index - well dat jo elo e bëssen de Fokus ass, op deem mer elo erëmreiden -, ech froe mech och ëmmer erëm, wéi mer et dann an deene leschte Jore fäerdeg bruecht hunn, bei allem wat ech gesinn, wat méi enk gëtt an der Konkurrenz no baussen, wéi mer déi „success story" fäerdeg bruecht hunn an deene leschte Joren an dësem Land, mat deene Wuesstumsraten, déi mer haten, mat deenen Aarbechtsplazen, déi mer geschaf hunn, trotz engem Index - Eenzelner géife souguer soen, och mat engem Index -; et fäerdeg bruecht hunn, fir op den Niveau vun engem Wuelstand an enger Liewensqualitéit ze kommen, déi eis a ville Rankingen... Wann da Rankinge genannt gi vu Kompetitivitéit, da wëll ech Iech och soen: Kuckt d'Rankingen och vun der Liewensqualitéit, vum Wuelstand, an deene läit Lëtzebuerg och ganz gutt. Ech mengen, dat ass e gemeinsaamt Wierk vu politeschen Décisioune vun deene leschte Joren, déi mer geholl hunn.

An ech froe mech, wéi wëlle mer da konkurréieren, zum Beispill am industrielle Beräich.

Et wäert dach keen, Här Meisch, eis hei de Mëtteg wëlle soen, dass déi Délocaliséierungen, déi mer erliewen am Industrieberäich an Europa, dass dat eng Fro ass vum Index zu Lëtzebuerg. Dat ass eng Entwécklung, dat ass eng Bewegung, déi mécht sech an alle Länner vun der Europäescher Unioun. Dat huet mat villen anere Saachen ze dinn. Dat mécht sech a Frankräich, dat mécht sech an Däitschland, dat mécht sech a ville Länner, wou déi Délocaliséierungsfro sech stellt.

Iwwregens, wann Dir d'„Zeit" liest vun der leschter Woch den Donneschdeg, da gesitt Der eng ganz gutt Etüd, déi hiweist drop, dass ganz vill vun deenen Délocaliséierungen an der Tëschenzäit réckgängeg gemaach gi sinn! Réckgängeg gemaach gi sinn, well vill vun deene Patronen, an déi Länner, wou se higaange sinn, och gemierkt hunn, dass et net eleng op de Coût vun enger Aarbechtsstonn ukënnt, fir e kompetitive Betrib ze sinn, dass et do op ganz vill aner Elementer ukënnt, bei deene Lëtzebuerg extrem kompetitiv ass an och an deenen nächste Méint a Jore kompetitiv wäert bleiwen.

A wann ech kucken - ech hunn Iech gesot, eng Aarbechtsstonn zu Lëtzebuerg, 35 Euro d'Stonn - an der Europäescher Unioun, fir nëmmen do ze huelen - da ginn ech net an Indien oder ech ginn net a China oder ech ginn net op aner Plazen - nëmmen eleng an Tschechien, wat an der Europäescher Unioun ass, läit d'Aarbechtsstonn bei zéng Euro. Wou wëlle mer, eleng wa mer diskutéieren iwwert den Index, menge mir géife vis-à-vis vun deene Länner kënne konkurréieren a kompetitiv sinn, wa mer et eleng op de Coût vun der Aarbechtsstonn ukomme loossen? Well och innerhalb vun der Europäescher Unioun ass déi Partie do net ze gewannen. Do mussen aner Elementer vill méi wichteg sinn. Ech kommen herno op déi kuerz zréck, déi mindestens esou wichteg sinn. An ech wëll iwwerhaapt keng Hitparad maachen, jiddefalls soen, dass ee mat ganz villen Décideuren och am ekonomesche Feld dobausse kann diskutéieren. A wann ee se freet: „Wat sinn déi dräi wesentlech Elementer fir eng gutt Kompetitivitéit an denger Entreprise?" -, hunn ech bal nach ni den Index héieren, well do ganz vill aner Elementer och wichteg sinn.

Déi zweet Fro, déi zweet Virbemierkung, déi ech wëll maachen, ass déi: Kënne mer déi Debatt hei féieren ouni ee Moment wéinstens eis awer nach ausenanerzesetze mat den Ursaache vun där aktueller Wirtschafts-, Finanz- a Sozialkris?

Kënne mer eis erlaben, fir einfach driwwer ewechzegoen, firwat mer an där Situatioun sinn, haut iwwert d'Sanéierung vun öffentleche Finanzen, haut iwwer Budgetslächer ze diskutéieren?

An ech mengen, dass mer dat net kënne maachen. Mir mussen d'Léieren an d'Konsequenzen zéien aus deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass, fir eis viru weidere Krisen ze schützen. Ech mengen, dass dat wuel den A und O vun all Politik, jiddefalls Politik mam gousse P, duerstellt.

En fait, wat war d'Ursaach an deene leschte Méint? En fait ass e Kaartenhaus vun ongezügeltem Handelen, vun iwwerdriwwene Risikogeschäfter, vu virtuelle Bullen, vun engem onverantwortlechen Interessegeflecht vu Banken, Assurancen, Ratingagenturen zesummegebrach, gepaart a gedoubelt mat ineffikasser Kontroll, mat engem Dereguléierungswahn, mat dem Ierglawen, dass déi onsiichtbar Hand vum Maart alles dat do iergendwou ëmmer erëm géif an d'Lot bréngen. En huet et dës Kéier definitiv net an d'Lot bruecht! An et ass vläicht wichteg, dass mer och ee Moment doriwwer nodenken.

Eenzelner hu getitelt an engem Wuert, de Kapitalismus, an am Speziellen de Finanzkapitalismus ass verréckt ginn. An et ass ongeféier dat, mengen ech, wat ee ka feststellen. An dass an där Stonn do och d'Stonn vun der Politik ass, fir villes ofzewenden an dem Bierger kloerzemaachen, dass et net ganz schnell erëm an eng Logik erageet, dass d'Defiziter, dass d'Käschte vun deene Krisen do vum Stat, vun der Allgemengheet gedroe ginn an d'Benefisser herno erëm an déiselwecht Täsche wéi virdrun eraginn, dass dat dobausse bei de Leit ganz vill Vertrauen ewechhëlt an d'Politik an an d'politesch Décideuren, wäert wuel op der Hand leien.

D'Politik huet an zahllosen Tagungen, Sommeten a Colloquen de Mond gespëtzt, a mir waarden ongedëlleg, dass gepaff gëtt, dass konkret nei Regele kommen, Codexen, Déontologien, besser Kontrollen. An ech wëll ausdrécklech soen, dass mer d'Aart a Weis, wéi de Premier an all deenen Tagungen, och als President vum Eurogroup, hei déi richteg Theese verteidegt huet, déi vun eis ënnerstëtzt ginn, fir eng nei Welt hei opzebauen, dass ech déi nodrécklech ënnerstëtzen an nodrécklech fir ganz positiv emfonnt hunn.

Ech hu gesot, et gëtt ganz vill Vertrauen hei kapott gemaach bei deem, wat mer nennen den einfache Bierger vun dobaussen, deen trei a brav all Mount seng Steiere bezilt an emol net d'Chance huet, fir kënnen ze spekuléieren, d'Chance huet, fir sech hei an do eppes an d'Täsch kënnen ze stiechen. Ech weess, dass de Slogan „Mir bezuelen net fir Är Kris", ech weess, dass dee Slogan vill ze vill kuerz spréngt. Mä bedenkt heiansdo, dass doranner och ganz vill Mësstraue läit, an deem, wat sech an dëse Wochen a Méint ofspillt, an dass d'Leit heiansdo schonn e ganz gutt Ge-

spier hunn, fir déi richteg Ofleef och kënnen anzeschätzen.

An ech woen ze behaapten, dass dat, wat mer an dësen Deeg am Zesummenhang mat Griichenland erliewen, un de Fundamenter vun der Demokratie an un de Fundamenter vun der sozialer Maartwirtschaft rëselt, nonobstant allen interne Verfeelungen a Versäumnisser an deem Land. Wa Rating Agencen a Spekulante géint en eegestännege Stat Wette maachen a Geld maachen, an en domadder un de Bord oder vläicht nach an de Ruin gedriwwe kréien, dann erliewe mer d'Perversioun vun engem System, dee sech vu sengen eigentlechen Aufgabe meilewäit entfernt huet.

A mat där Logik do, dat kann ee sécher soen, wäerte mer voll an d'Mauer goen. Da wäerte Staten, da wäerte Parlamenter wéi dat heiten, da wäerte Regierungen erpressbar ginn, an ech denken, dat muss een oprëselen an zum Handelen zwéngen. An op d'Gefor hin, dass den Här Meisch mech op en Neits, wéi virun e puer Méint, en onverbesserleche Sozi wäert vernennen,...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat kéint geschéien.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- ...zitéieren ech dann eben en aneren, lauschtert emol gutt no: „Die Politik muss ihr Primat über die Finanzmärkte zurückgewinnen. Das gebietet einfache und harte Regeln für die Finanzindustrie. Sie muss Grenzen gesetzt bekommen, damit Freiheit sich nicht selbst zerstört. Dem zentralen marktwirtschaftlichen Prinzip der Haftung muss wieder durchgängig Geltung verschafft werden." Dat ass en Interview vu virun zwee Deeg vum Bundespresident Horst Köhler vun der CDU, fréiere Chef vum Fonds monétaire, deen et also muss wëssen, an dee weess, iwwer wat en hei schwätzt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir leien awer méi no, wéi Dir mengt.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Drëttens... Ech soen, et maache sech ëmmer erëm nei Koalitiounen op. Drëttens...

Une voix.- Dat ass den Här Wolter, mir sinn net... Den Här Wolter hätt gären eng aner Koalitioun. Mir hunn nach keng gefrot, Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Déi drëtt Bemierkung, déi ech wollt maachen, ier ech zu den Tripartite-Gespréicher kommen, ass déi, an ech hunn et virdru gesot, dass et eng ganz Rei vun Hausaufgabe gëtt, un deenen d'Regierung schafft an un deenen d'Regierung méi décidéiert wéi jee à partir vun der nächster Woch muss schaffen. De Schoulberäich ass eng dovunner.

No der Reform am Primärberäich ass, mengen ech, d'Reform am Postprimaire op der Dagesuerdnung. Mir stelle fest, et ass virdru scho gesot ginn, am Joer 2008 sinn 13,4% vun eise Schülerinnen a Schüler aus de Schoulen ouni Ofschloss an d'Liewe geschéckt ginn. Dat ass net nëmmen en individuellen Échec fir jiddwereen, et ass definitiv och e kollektiven Échec fir eist Land, un deem geschafft muss ginn.

Ech hu virdrun d'Zuele genannt vun der Bekämpfung vun der Aarmut, vun der sozialer Kohesioun, vum sozialen Netz. Mat 44%, ech widderhuelen déi Zuel, vun eleng erzéiende Persounen, bal ausschliesslech Fraen, déi sech mat Kanner mussen erëmklappen an Dag fir Dag all Euro mussen zwee- an dräimol ëmdréinen, fir de Problem an de Grëff ze kréien.

Ech denken, dass d'Pensiounsreform, a mir kréie jo, Här Meisch, den 2. Juni an enger Debatt, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet, d'Geleeënheet, fir d'Positiounen zu der Pensiounsreform, un där de Sozialminister amgaangen ass ze schaffen an un där e sech virgeholl huet, fir bis Enn des Joers déi néideg Texter fir Projet-de-loië virzeleeën. Ech mengen, dat ass e gudde Rhythmus, an deem mer hei amgaange sinn ze schaffen. Dat erlaabt fir jiddwereen, fir jiddwer Fraktioun eis ze soen, wat een hei mengt.

ir menge jiddefalls, dass d'Systemfro sech net wäert stellen, dass dee System vu Generatiounegerechtegkeet, dee System, dee mer kennen, an deene leschte Jore gewisen huet - wann ech dee vergläiche mat de Faillitë vun alle Pensiounsfongen an Amerika an op ville Plazen - dee System, dee sech bewährt huet an un deem mer eng Rei vu Schrauwen ze dréinen hunn, fir en erëm fit fir d'Zukunft ze maachen.

Et ass d'Diskussioun iwwert de Paquet an der öffentlecher Funktioun, wou een dem Minister vun der Fonction publique nëmme ka wënschen, dass e Rou behält virun enger schwiereger Situatioun. Wann ee kee Partner fënnt, dee mat engem wëllt diskutéieren, mécht dat dat schwiereg, dass d'Négociatiounen direkt am Usaz schonn am Sand verlafen. Et wier wierklech vun eiser Säit och den Appel, dass déi zwou Säite sech Zäit huelen, Rou huelen, Serenitéit huelen, fir iwwert d'Virschléi vun der Regierung ze diskutéieren. Ech mengen, dorunner hänken och ganz vill positiv Elementer. Et hänken d'Revaloriséierung vun enger ganzer Rei vu Carrièren drun, déi säit Joren drop waarden, ugepasst ze ginn. An ech mengen, et hänken och eng Rei vu Prinzipien drun, déi am 21. Jorhonnert och der Fonction publique géife gutt doen, déi se méi fit géife maache fir d'Zukunft. An duerfir hoffe mer, dass déi Négociatiounen dach awer vun der Plaz kommen.

Ech kommen net derlaanscht, fir och ze nennen als Chantier dee vum Klimaschutz. E geet an dësen Zäite vu Wirtschafts-, Finanz- a Sozialkris e bëssen ënner, an de Sommet vu Kopenhagen huet näischt dru gemaach, fir d'Vertraue vun de Leit dobaussen un deem Dossier do méi grouss ze maachen, wann ee gesinn huet, op wat fir eng amateurhaft Weis hei versicht ginn ass, zu engem Accord ze kommen. Et bleift, dass een och zu Lëtzebuerg an engem méi stringente Rhythmus muss dozou kommen, fir en Aktiounsmodell an en Aktiounsplang op den Dësch ze kréien. Viraarbechten dozou leie genuch do, fir kënnen zesumme mat de Partner dobaussen, mat de Gemengen, mat den ONGen, mat den Entreprisen och hei zu eppes Konkretes ze kommen.

A schlussendlech den Dossier vun der Mobilitéit. A mir hu mat Satisfaktioun aus der Ried vum Statsminister gëschter héieren, dass den öffentlechen Transport, a virun allem d'Schinn och an Zukunft soll an de Prioritéite vun den Investitioune ganz uewe stoen. Dat ass eis wichteg. Mir verstinn, dass an dësen Zäiten net alles ka mateneen an direkt hannerenee gemaach ginn. An duerfir ass déi Prioriséierung, déi gëschter hei presentéiert ginn ass, déi schéngt eis utile ze sinn. Et soll ee virun allem - an ech mengen, dat ass gëschter kloergemaach ginn -, et soll een un engem Konzept drubleiwen, fir lues a lues déi Stécker vun deem Konzept uneneenzekréien. Wann een dat erëm auserneerappt, wat mer mühsam zu véier Parteien an deene leschte Jore fäerdeg bruecht hunn, da fänke mer effektiv erëm u wéi virun 20 Joer. Duerfir, mengen ech, ass et eis wichteg, dass décidéiert dorunner geschafft gëtt.

Duerfir ass den Tram een Element, wierklech een Element vu villen aneren Investitiounen, vu Strecken, wéi déi op Beetebuerg, vu Gare-périphériquen, wéi déi um Houwald, wou de Projet de loi elo deponéiert ass. All déi Investitioune si wichteg. A wann ech héieren, dass de Stat an d'Stad Lëtzebuerg sech och an der Fro vun der Finanzéierung vun deem Tram do méi no komm sinn oder bal eens sinn, mengen ech, dann ass d'Stonn ze huelen, déi eenzegaarteg Chance, déi mer elo hunn, fir op e Konsens vu véier Parteie kënnen ze bauen, déi am Land an an der Gemeng d'Majoritéit droen, fir op deem Plang do och virunzekommen.

De Koalitiounsprogramm, dat ass eis Iwwerzeegung, enthält fir all déi Défien do genuch Stoff, genuch Substanz, genuch gutt Iddien, fir der Regierung ze soen: à l'abordage, upaken! An ech mengen, dass do genuch, wéi gesot, Substanz ass, fir sech ze berappelen an och eng inhaltlech Kohesioun zréckzegewannen, wa se dann an deene leschte Wochen a Fro gestallt ginn ass.

Zum Haaptpunkt wëll ech dräi Kommentare maachen. Wéi aus offenen Tripartite-Verhandlungen, wéi se genannt gi sinn, op eemol offe Koalitiounsverhandlunge gi sinn, wéi aus enger éischter Lëscht vu Spuerpisten a Virschléi en ausgeglachene Moossnamepaket zur Sanéierung vun den öffentleche Finanze ginn ass, a wéi dann den Index schlussendlech alles iwwerlagert: Ass do Handlungszwang oder schwätze mer iwwer e Mythos? Och dat, mengen ech, wier wichteg eng Kéier kuerz ze kommentéieren.

Zum éischte Punkt: Wien ass schold um Scheitere vun der Tripartite? Ech wëll mech net laang domadder ophalen, well ech mengen, dass all dat, wat esou ugebuede gëtt u Grënn dobaussen - war d'Regierung net op de leschte Millimeter genuch virbereet, war d'Taktik net déi richteg, waren d'Gewerkschaften ze stur, waren d'Patronen ze vill aggressiv a wollte se ze vill? -, ech mengen, et war wuel e bëssen däers engen an e bëssen däers aneren. Ech mengen, dass et müßeg ass, doriwwer ze spekuléieren.

Tatsaach ass, dass mer alles musse maachen. An duerfir hu mer mat ganz vill Satisfaktioun gëschter d'Propositioun och vum Statsminister héieren, fir un där Diskussioun, un där Tripartite-Diskussioun festzehalen an eng nei Propositioun ze maachen, fir se erëm a Gang ze kréien. Ech mengen, dass et an dem Modell Lëtzebuerg an dem Succès vun deene leschten 20, 30 Joer ee vun de wesentlechen Elementer ass, dass mer et ëmmer erëm fäerdeg bruecht hunn, déi dräi Säiten do un engem Dësch ze hunn an zu Konklusiounen an zu Décisiounen ze kommen. Dat ass iwwregens och wichteg fir dat, wat u Stëmmung an den Entreprisë sech ofspillt, well de Sozialdialog och an den Entreprisen am Moment eng déck Téitsch kritt huet.

Iwwert de Moossnamepaquet, wat den Emploi ubelaangt, wëll ech net ganz vill Remarquë verléieren. En ass op grousse Konsens souwuel an der Tripartite gefall wéi och deen Dag duerno an der Kommissioun vun eiser Chamber, wou de Beschäftegungs- an Aarbechtsminister Nicolas Schmit hikomm ass, fir och do der Chamber déi wesentlech Elementer vu senge Propositiounen hinzeleeën. An ech hunn och do an der Kommissioun - ech mengen dat hei kënnen ze soen als hire President - e grousse Konsens fonnt, dass hei déi richteg Themen op den Dësch geluecht gi sinn. Mir fannen et wesentlech, dass de Minister sech virgeholl huet, ganz schnell e Projet de loi iwwert d'Reform vun der ADEM virzeleeën.

Mir wëssen och, Här Meisch, dass eleng eng Reform vun der ADEM mat Sécherheet net dat ass, wat mer brauchen, fir dass mer de Chômage direkt dobaussen erofgesenkt kréien. Mir brauchen Aarbechtsplazen. Mir brauche Rettung vu bestehenden Aarbechtsplazen. Mir brauchen nei Aarbechtsplazen. Mä mir brauchen och en Instrument, fir eng aktiv Beschäftegungspolitik ze maachen, fir e personifizéierte Suivi vun Demandeurs d'emploi ze maachen, fir déi Vernetzung vu Formatioun, vu Weiderbildung an dann duerno och vu Vermëttlung vun deene Leit an d'Entreprisen.

Mir brauche virun allem och hei de Versuch, fir ëmmer erëm mat den Acteuren dobaussen, mat de Gemengen, mat den Entreprisen, mat den ONGen ze schaffen, fir dass jiddwereen dobaussen... dee Saz, deen ech gutt verhalen hunn aus der Ried vum Statsminister gëschter, dee gesot huet, d'Reduzéierung vun der Aarbechtslosegkeet ass déi éischt Aufgab vu Lëtzebuerger Politik. Dat kann ee mat dräi Ausrufezeichen ënnerschreiwen, well ech mengen, en fait ass d'Sozialkris déi wesentlechst Kris, déi mer am Moment erliewen, d'Kris vun der sozialer Kohesioun déi wesentlech Kris ass, déi mer erliewen, un där mer musse schaffen. An ech wëll hei och soen...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hat den Här Biltgen dat net gemaach, Här Lux?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wollt just eppes genau zu deem Punkt soen. Ech wëll hei ganz däitlech soen, dass ech säit 25 Joer - dat mécht een net méi jonk - d'Beschäftegungspolitik hei am Land ganz aktiv mat verfollegen a matdiskutéieren. An ech kann Iech soen, ech hunn op der Plaz vun den Aarbechtsministeren nach nëmme Ministeren erlieft, egal vu wat fir enger parteipolitescher Couleur se waren, déi sech vu méindes bis sonndes a vu moies bis owes agesat hunn, dass d'Beschäftegungspolitik eng aktiv soll sinn an dass mer sollen duerfir suergen, fir esou mann wéi méiglech Leit dobaussen op der Strooss ze hunn. Dat ass de Fuedem vun all Aarbechtsminister, an duerfir soen ech och, ob dat den Här Juncker virdru war, ob dat den Här Biltgen duerno war, ob dat haut den Här Schmit ass, jiddwereen huet säi Bescht do ginn a jiddwereen huet mat allen...

Une voix.- Den Här Schiltz seet, dat wier net duergaang.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Schiltz seet et awer net vum Här Schmit.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- A jiddwereen... wësst Der...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wat sot den Här Schiltz dann iwwert den Här Schmit virdrun?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Wësst Der, ech hu mer virgeholl mech... Dir hutt...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wat sot den Här Schiltz iwwert den Här Schmit virdrun?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här Bettel, lauschtert elo emol eng Sekonn no. Passt op. Passt op op Äert Häerz.

Ech hu mer virgeholl, all parteipolitesch an taktesch an aner Spillereien a menger Ried net haut de Mëtteg ze maachen. Ech fannen et wierklech...

(Interruptions)

...an ech muss och soen, ech soen Iech dat och...

Une voix.- Ech an Ärer Plaz géif dat och maachen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- ...ech fannen och no deenen dräi Woche perséinlech Rancunen eppes, wat sech net onbedéngt hei uewen op der Chamberstribün ganz gutt mécht. Dat wëll ech Iech och soen. Duerfir wëll ech soen, dass déi dräi Aarbechtsministeren, déi mer an deene leschte Joren erlieft hunn, dass déi dräi Aarbechtsministeren a mengen Ae jiddwereen, mat alle Schwieregkeeten, déi ëmmer do sinn, hiert Bescht gemaach hunn, hiert Allerbescht gemaach hunn. An ech mengen, et ass elo un dem Här Schmit an deemselwechten Zuch, dee mer hate vum Här Biltgen, weider ze versichen all déi Mesuren do ze maachen.

An Dieu sait, dass mer villes vun Instrumenter, déi mer gemaach hunn, villes vun Instrumenter, an den Här Biltgen weess dat, an den Här Juncker och, dass villes, dat mer probéiert hunn, net réusséiert huet, dass vill Instrumenter mort-nés bliwwe sinn. Mä dat war awer net, well net de Versuch do war, fir alles erauszekëddelen un aktiver Beschäftegungspolitik, wat mer op deem Gebitt kënne maachen.

Dofir wëll ech net alles opzielen, wat gëschter den Här Juncker hei kloergemaach huet, an ech wëll och net opzielen, wat den Här Schmit an der Tripartite an an der Kommissioun vu wesentleche Virschléi gemaach huet, fir dass mer eng aktiv Politik vun Aktivéierung, vu Réinsertioun, vun Orientéierung kréien, an dass mer virun allem och dat kucken, wat engem jo Suerge mécht, d'Laangzäit-Chômeuren.

Do mierkt ee jo an de Statistiken, dass d'Zuel vun deenen, déi effektiv un d'Enn komme vun deem, wat déi Ënnerstëtzung vum Stat ubelaangt, dass mer do Äntwerte fannen, well se fir d'Kohesioun vun eiser Gesellschaft vun enger extrem grousser Wichtegkeet sinn.

Ech wëll an deem Zesummenhang och soen, dass mer sécherlech mussen diskutéieren iwwer eenzel Elementer vun deem, wat mer Solidarekonomie nennen. Mä ech hoffen och do, dass den Här Schneider mat der néideger Energie, déi mer em kennen, de Versuch wäert maachen, och hei munches esou op d'Been ze stellen, dass och dee Pilier an eiser Ekonomie wichteg ass, dass e gefördert gëtt, an dass mer Moyenen och hiergi fir dat, wat e bëssen d'sozial Orientéierung vun der Chômage-Politik ubelaangt.

Ech kommen dann zum Paquet vun der Kompetitivitéit, oder soll ee soen, der besserer, nach besserer Attraktivitéit vun dem Standuert Lëtzebuerg. Ech hu scho gesot, de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet 65 Propositiounen der Tripartite ënnerluecht, an ech wëll net de Versuch maachen, fir se alleguerten ze kommentéieren.

Ech hu schonn e puermol kloergemaach a menger Interventioun, dass et bei der Wettbewerbsfäegkeet nach laang net nëmmen op d'Fro vun de Lounkäschten ukënnt, dass dat e breet ugeluechte Begréff ass. An ech mengen, dass de Minister déi Definitioun och deelt, wann een déi Aussoen, déi e gemaach huet zu deem Thema do an deene leschten Deeg, kuckt.

Dofir mengen ech, bleift et, dass de Statsapparat ze moderniséieren ass, Prozeduren ze vereinfachen an ze beschleunege sinn. Dovunner kennt ee jo eppes, wann ee fënnef Joer laang Ëmweltminister war. Da weess ee jo e bëssen, wéi de Stat an deene Saachen do téckt.

Mat den Erfahrunge weess een, dass a ville Beräicher do deen Esprit de bagarre bei all eenzelne Fonctionnairen op all eenzelne Plazen net ëmmer do ass, fir ze verstoen, wat fir eng Responsabilitéit heiansdo hannert Décisiounen, déi een déi eng Woch hélt oder e Mount méi spéit oder zwee Méint méi spéit, wat u Responsabilitéit och hannendrustécht an deem, wat de Stat muss un Ëmfeld kreéieren, wat et erlaabt, fir dass investéiert ka ginn, dass d'Décisioune kënne schnell geholl ginn.

Ech mengen, dass dat esou ass, ouni ze soen, dass dat an engem Ministère méi schlëmm ass wéi an engem anere Ministère. Mä ech huelen nëmmen d'Beispill, ech mengen, an dësen Deeg gëtt diskutéiert an eiser Kommissioun vum Intérieur iwwert den Aménagement communal. Wann een do géif opmaachen, wéi vill an deem Beräich an deene leschte Joren u Retarden ugehäuft gi sinn, u Blocagen ugehäuft gi sinn, da géif een och munches fannen, wat noutwendeg wier,...

(Interruption)

Den Här Roth ass mat mer d'accord, schéngt et mer.

(Interruption)

...wéi vill dass een an deem Beräich eleng u Blocagen erlieft, fir dass Projete virukommen.

(Interruptions)

An och do wëll ech soen, dass de Minister selwer, den zoustännege Minister selwer, de Kolleeg Jean-Marie Halsdorf, och do heiansdo tributär vu ville Leit ass, vu ville Blocagen, déi sech dorëmmer maachen, fir kloerzemaachen, dass et do net ëm d'Fro vun engem Minister oder engem anere Minister geet, mä dass et en Esprit ass, dee mer mussen erëmgewannen, en Esprit vun Opbroch, dee mer brauchen, en Esprit, méi innovativ ze sinn.

Ech mengen, dass e gesamt Rësele vun eis alleguerten op all deene Plazen, wou jiddweree Responsabilitéit huet, vläicht méi wichteg ass wéi d'Diskussioun iwwert den Index, dass dat vill méi wichteg ass, fir dëst Land weiderzebréngen an derfir ze suergen, dass mer op deene Pläng do weiderkommen.

(Interruptions)

Dozou gehéiert natierlech de Beräich vum Transport, de Beräich vun de Kommunikatiounsinfrastrukturen, de Beräich vun den Aktivitéitszonen, der Ëmsetzung vun de véier Plans sectoriels. Ech si gespaant, mat allen Erfahrungen, déi ech gemaach hunn, wéini dass déi véier Plans sectoriels, déi do virleien, wéini dass déi effektiv als e reglementarescht Regelwierk ëmgesat sinn. Ech si gespaant, wéini dass mer dat fäerdeg bréngen, fir ze weisen, wou dëst Land...

(Interruptions)

...heiansdo krank ass a virun allem krank ass, wann ee gesäit, dass mer am Oktober 2008 déi Plans sectoriels iwwert den Transport an iwwert d'Grands ensembles paysagers virgeluecht hunn, dass de Plan sectoriel vum Logement ënnert dem Fernand Boden fäerdeg war, dass de Plan sectoriel iwwert d'Zones d'activité ënnert dem Jeannot Krecké scho während Méint fäerdeg ass, a mer et net fäerdeg bréngen - jiddefalls, ech gesinn nach net, wou den Damp do gemaach ass - , fir se ëmgesat ze kréien.

Une voix.- Mir waarde bis Léiweng ëmgesat ass.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Wësst Der, ech soen dobäi awer och, virun allem och deene Gréngen, well se oft...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Déi si léif.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Esou léif si se och heiansdo.

(Hilarité)

Mä ech mengen, et ass eis och... Ech wëll soen, wann ech soen, mir mussen eis an dësem Land rëselen, fir an enger Rei vun Décisioune méi schnell virunzekommen. Ech soen och aus fënnef Joer Erfahrung an zwee europäesche Conseilen a mat enger Présidence, déi mer gemaach hunn, dass een och um europäesche Plang an deene Conseile sech muss rëselen, well och do sëtze ganz vill Fonctionnairen a Bürokraten, déi permanent un neien Direktiven dréien, déi am Zesummenhang...

Well dat Beispill vum Här Boden elo vun der SUP gefall ass. Dat si jo net Saachen, déi mer hei zu Lëtzebuerg organiséiert hunn an déi mer hei erfonnt hunn. Dat si Saachen, déi mer eent zu eent à la lettre ëmgesat hu vun europäeschen Direktiven a Reglementer. Och do, wann een...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Do si mir net mat dran!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Neen, neen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Déi Schro, dat sinn déi aner!

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Neen, ech soen... Wat hunn ech elo grad gesot? Här Braz, ech hunn elo grad...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Déi Schro, dat sinn déi aner, ëmmer déi aner! Mir hu keng Stëmm zu Bréissel. Mir schwätzen net mat zu Bréissel. Bréissel sinn déi aner.

(Brouhaha)

Une voix.- Wat seet d'Madame Reding dann zu...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Esou vill zu der Europa-Iwwerzeegung vum Här Lux. Bréissel sinn déi aner.

M. le Président.- Ech géif ech bieden, dem Här Lux nozelauschteren, a wann een eng Fro wëllt stellen, da soll en sech aschreiwen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech weess net, wou den Här Braz elo op eemol deen Ufall vun Hektik do hierkritt. Ech soe just, dat sinn natierlech politesch Décisiounen.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mä wann een...

(Brouhaha)

Ma evidenterweis! Ech hu gesot, déi Erfahrung, déi ech als Minister an zwee Conseile gemaach hunn. Mä ech soen Iech, dass hei eng Dynamik an en Esprit herrscht op villen Niveauen an op villen Décisiounen.

(Interruptions)

An um europäesche Plang ass et nach vill méi schwiereg, well déi politesch Décideure vill méi wäit ewech si vun den Décisiounen, déi Dag fir Dag a Stonn fir Stonn geholl ginn, fir ze soen, och do, mengen ech, misste mer eis rëselen, fir kloerzemaachen, dass mer an den Décisiounen, an dem Esprit, dee mer no bausse ginn, do och wichteg Décisioune kënnen huelen.

Dann ass d'Fro - an ech gi wéi gesot iwwert déi 65 Propositiounen ewech, déi den Här Krecké gemaach huet - vum Index. Den Index, an ech hunn dat virdru gesot, déi 49. Propositioun an de Propositioune vum Här Krecké. Ech wëll do ganz riicht eraus sinn, dass ech nach wie vor der Meenung sinn, dass den Index, dass d'Kafkraafterhalung an dee Mechanismus, dee mer hunn, ee Stéck ass vun där ekonomescher a sozialer „success story", déi dëst Land an deene leschten 20, 30 Joer geschriwwen huet.

An ech hu gesot, natierlech spillt de Coût vun der Aarbecht eng Roll, mä e spillt eng Roll als en Element vu villen. Ech mengen, dass een en och als dat muss kucken. An ech hunn näischt aneschters gëschter héieren. Ech hunn näischt aneschters de Mëtteg zéng vir eng op enger Radiosstatioun héiere vum Wirtschaftsminister, fir kloerzemaachen, dass et, an all deene Kontakter, déi se hunn, do ganz vill Elementer gëtt, dass de Coût vun der Aarbecht eent dovunner ass, dass dat e Problem ass, deen eis an der Konkurrenz zu Tschechien an zu Indien extrem schwiereg mécht, fir hei ze mengen, dass mer op deem Punkt kéinte konkurréieren.

Eis Positioun haut op dësem Dag ass déi, dass ech am Numm vun eiser Fraktioun e Bekenntnis ofleeën zu deem Index an zu där Indexéierung. Dat schéngt eis och fir d'Zukunft e wichtegt Element, an do soen ech dat, wat gëschter och gesot ginn ass a wat de Premier a villen Aussoe gemaach huet: Mir hunn all deenen Tentativë vum Patronat, fir den Index ofzeschafen, fir e Moratoire vun zwee Joer ze maachen an esou virun, huet d'Regierung nee gesot. Ech mengen, dass mer do an der Fro vum Prinzip d'selwecht sinn.

Mir ware mat deem Index do an deene leschte Jore ganz erfollegräich, an ech wëll och soen, och nach an deem leschte Joer. Och nach an deem leschte Joer ass d'Zuel vun Aarbechtsplazen hei an dësem Land ëm 1,5% eropgaangen. Dat konnte mer virgëschter an den Zeitunge liesen. An ech wëll och soen, an ech mengen, dass de Statsminister, dee laang Joren Aarbechtsminister war, versteet, dass mer, wa mer un d'Fro vum Index rësele ginn, ni sollte vergiessen, dass un där Fro do an no där Tentative do och drun hänkt, dass mer an deene leschte Joren eng ganz grouss, wichteg Tromp haten: Dat war de soziale Fridden an dësem Land.

Sidd Iech sécher, dass, wa mer muer den Index manipuléieren, ofschafe géifen, deckele géifen oder wéi och ëmmer, d'Tarifpolitik an de Betriber eng vill méi rau géif ginn a verbonnen och mat vill méi Konflikter wäert ginn, wéi dat, wat mer an deene leschte Joren hei erlieft hunn.

(Interruption)

An ech soen Iech, dass vill Investoren, déi den Tableau kucke vun den Trëmp an deenen eenzelne Länner, scho wäerte genau och kucken an d'Zuel vun de Streikdeeg wäerte kucken, d'Zuel vun de soziale Konflikter wäerte kucken, d'Zuel vun do, wou an deem Land Schwieregkeete sinn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ech wëll keng aner Länner als Contrepartie nennen. Ech wëll se net nennen, mä Dir kennt se, ganz no bei eis, un den Nopeschgrenzen an esou virun, wou déi Situatioun eng ganz aner ass a wou Investore sech dräi- a véiermol wäerten iwwerleeën, wa se hir Décisiounen huelen, ob et den Index ass, dee méi wichteg ass, oder ob et de soziale Fridden ass, mat all deem, wat do drunhänkt, dee méi wichteg ass.

Ech gräifen hei e Virschlag op, deen d'Gewerkschaften, mengen ech, och an der Tripartite gemaach hunn, dass et wesentlech wär an der Betruechtung vun deem, wat mer dobaussen hunn, dass mer eis Kompetitivitéit net nëmme mat nationale Parametere kucken. Ech mengen, dass et esou vill ënnerschiddlech Betruechtunge sektoriell gëtt, dass et gutt wär - an dat ass eng Propositioun un d'Regierung, dat doten opzehuelen als Method -, wa mer an deenen nächste Wochen a Méint déi Diskussioun méi déifgrënneg féiere vun der Kompetitivitéit an och vum Index, dat och op engem sektorielle Plang ze maachen.

Well ech soen Iech, et gëtt esou vill Ënnerscheeder tëschent der Finanzwelt an tëschent dem Bäcker an dem Metzler, et gëtt esou vill Ënnerscheeder tëschent de Fluggesellschaften op där enger Säit an aneren Entreprisen, dass een do och, mengen ech, soll sech Zäit huelen an der Method, fir méi déif a méi breet ze kucken, fir ze gesinn, wat an deenen eenzelne Secteure sech ofspillt a wat an deenen eenzelne Secteuren och fir wichteg geholl gëtt.

Mir mengen, dass, wann ee sech d'Zuele vun der Inflatioun, vun der Croissance, vun dem Emploi ukuckt, et keen akuten Handlungsbedarf gëtt, fir haut mussen op dësem Moment mam Index ze maachen. Mä mir huelen déi Propositioun, déi de Statsminister gëschter gemaach huet, un, fir wa mer eng Verböserung oder eng Verschlechterung vun de Kritären hunn, dass mer déi Aufgab vun dem Règlement grand-ducal vun 1985 elo op de Métier huelen, fir an deenen nächste Woche mat de Sozialpartner an och hei am politesche Raum, well och dat wäert eng interessant Debatt ginn, genau ze kucken.

Mir sinn och d'accord, dass een hei net sollt eng Diskussioun féiere bis iergendwou eng Kéier, mä dass ee sech schonn e Rhythmus soll ginn, fir dass mer déi Diskussiounen do zügeg féieren, fir ze kucken, zu wat fir enge Konklusiounen dass mer kommen. Déi Diskussioun si mer als LSAP ganz gäre bereet, konstruktiv a positiv ze begleeden, fir ze kucken, wat hei wichteg ass.

Zu de Virschléi vum Premier, zu deenen zwee Virschléi, déi an der Tripartite gemaach gi sinn an déi och duerno am politesche Raum jo hir Fortsetzung fonnt hunn, wëll ech, wéinstens zu engem vun deenen zwee, well mir si jo opgeruff ginn, dozou eis Meenungen ze soen, soen, wat mer gutt a wat mer schlecht fannen. Ech wëll soen am Numm vun eis…

(Interruption)

Wat?

Une voix.- Awer och éierlech sinn!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Éierlech, wéi ëmmer.

(Hilarité et interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Elo hutt Der schonn erëm gelunn!

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Zu de Virschléi, Här Bettel, kënnt Dir bestätegen, dass et éierlech wéi ëmmer ass. Maacht en Effort!

Une voix.- Mir ginn dovunner aus.

(Interruptions)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dir gitt dovunner aus.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech soen elo no all Ausso jo oder neen, Här Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wëll zu de Virschléi vun der Deckelung, vun deem, wat genannt ginn ass an engem Term, deen ech net besonnesch glécklech fonnt hunn, dem „sozialen Index", der Deckelung vun den Indextranchë bei zweemol dem Mindestloun e puer Remarquë maachen.

Ech wëll soen direkt, dass ech viru laange Joren an der Gewerkschaft responsabel war fir d'Programmatik vun där Organisatioun, déi Der wësst, déi den OGB-L ass. An ech hu bei ville Kongresser a bei ville Gewerkschaftsdeeg a wéi dat dann heescht Programmer a Resolutioune geschriwwen. An ech hu ganz oft a mengem Liewe geschriwwen: „Der OGB-L fordert die Einführung einer minimalen und maximalen Indextranche."

Ech wëll also soen, dass déi Diskussioun do roueg soll gefouert ginn, well et gëtt der munch hei am Stat, déi dat dote viru Joren och gefuerdert hunn. Ech war Zeien dovunner, well ech hunn et oft selwer geschriwwen. Dofir wëll ech soen, dass et, mengen ech, en eeschten Débat ass, op deen ee muss kucken, firwat dass bei de Gewerkschaften an iwwregens och am politesche Raum, an där Partei, an där ech sinn, eng Evolutioun vun de Gedanken a vun den Iwwerzeegungen an där Fro komm ass.

Si huet enk domadder ze dinn, dass mer an all deene Joren eng Steierpolitik gemaach hunn, déi haut och, mengen ech, am Zesummenhang mat där do Fro eng grouss Bedeitung huet, an dass mer e Prinzip vu Solidarprinzip an der Sécurité sociale hunn, deen eng grouss Bedeitung an deem Zesummenhang huet.

Ech wëll mech erklären, fir kloerzemaachen, dass den Index keen Instrument - an ech hunn dat nach gëschter am Programm vun der DP gelies; dat ass eng aner

Siichtweis wéi déi, déi mir hunn -, dass den Index keen Instrument vu Sozialpolitik ass an dass den Index och keen Instrument ass fir Korrektioun vu Steierpolitik. Den Index ass en Instrument vu Kafkraafterhalung. Net méi an net manner. An uerdnungspolitesch soll ee Saachen net matenee vermëschen.

Ech hunn dofir e Beispill geholl, fir eng Kéier ze dokumentéieren. Well ech verstinn, dass een dobausse mat de Leit diskutéiert an d'Leit engem soen: „Mä ass dat gerecht, dass den Direkter aus der Verwaltung, dass dee bei senger Indextranche esou vill méi kritt wéi de Portier?" Natierlech muss een, brauch een e puer Minutten, fir doriwwer ze argumentéieren, well dat à première vue natierlech jiddwerengem aliicht, dass dat net gerecht ka sinn.

Iwwregens soit dit en passant an enger Klammer: Huet ee sech an deene leschte Joren an dësem Land opgereegt doriwwer? Mat deemselwechte Prinzip, wa mer permanent liesen an och beim Stat Accord-salarialen ofschléissen, wou gesot gëtt, et gëtt 3% méi, et gëtt 2% méi, et gëtt 1,5% méi? Och do, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sinn déi 3% an déi 4% vum Direkter vun der Verwaltung méi Sue wéi déi vum Portier donidden. Och doriwwer huet bis elo sech keen opgereegt.

Mir missten also, wa mer amgaange sinn ze denken, da misste mer weiderdenken an esou virun. Mä och do hu mer dat an deene leschte Joren net gemaach.

(Interruption)

Mä ech wëll zu mengem Beispill kommen, fir Iech ze soen, ech hunn de Verglach gemaach vun zwou Persounen, déi eng-, déi zweemol de Mindestloun verdéngt, an déi aner Persoun, déi véiermol de Mindestloun verdéngt, fir ze kucken, ob dat Argument richteg ass, wat mir säit Joren elo prônéieren an enger neier Evolutioun vun eiser Meenung. An eis Positioun zu där Fro ginn ech gären zou. Ob et richteg ass, dass d'Steierpolitik an de Prinzip vun der Sécurité sociale, dee mer do hu vum Solidarprinzip, dass déi, déi méi verdéngen, iwwer hir Prozenter méi bezuelen an eng Krankekeess, an eng Pensiounskeess, an eng Fleegeversécherung, wéi déi, déi ënnen an der Lounskala sinn. Ob et also richteg ass, dass den Index largement austangéiert a méi gerecht gestallt gëtt duerch dat, wat mer korrigéieren um Niveau vun der Steierpolitik an um Niveau vum Prinzip vun der Sécurité sociale.

A wann een d'Beispill hëlt vu Leit, déi zweemol…

M. le Président.- Här Lux,…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Neen, loosst mech, ech géif awer dat Beispill vläicht zu Enn bréngen.

M. le Président.- Här Hoffmann, da gedëllegt Iech e bëssen. Da stellt Der Är Fro duerno.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Woubäi den Här Hoffmann jo nach…

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech war Prof. Déi si gedëlleg.

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Woubäi ech wëll soen, fir Zuelen ze nennen, dass deen, deen zweemol de Mindestloun huet, par rapport zu deem, dee véiermol de Mindestloun huet, bei senger Indextranche, wa se gedeckelt gëtt, „verléiert", tëschent Gänseféisercher, loosse mer emol esou soen, verléiert deen, dee véiermol de Mindestloun verdéngt, verléiert dee 40 Euro de Mount. 40 Euro de Mount. Wa mer dann d'Steierpolitik kucken um Niveau vun deem, deen zweemol de Mindestloun huet, bezilt dee 410 Euro Sozialbäiträg an déi dräi Cotisatiounen, déi mer kennen. An e bezilt 356 Euro Steieren. Also insgesamt 766 Euro.

Wann ech dat kucke bei engem, dee véiermol de Mindestloun verdéngt, bezilt deen, dee véiermol de Mindestloun huet, 825 Euro Sozialbäiträg, woubäi wéinstens, fir et kloerzemaachen, wéinstens bei enger Cotisatioun, där vun de Pensiounen, déi 8% och fir hien herno leeschtungssteigerend sinn, dat ginn ech gären zou. Wat net de Fall ass bei der Krankekeess a bei der Fleegeversécherung, wou jiddwereen déiselwecht Leeschtungen huet.

An deeselwechte vu véiermol de Mindestloun bezilt 1.505 Euro Steieren. Insgesamt also 2.330 Euro. Ronn 1.600 Euro bezilt dee vu véiermol de Mindestloun méi Steieren a méi u Cotisatiounen no deem Prinzip, dass deem seng 8% och méi sinn an dass seng Krankekeesebäiträg och méi sinn an esou virun. Sou dass deen, deen zweemol méi verdéngt, dräimol méi u Bäiträg an u Steiere bezilt bezilt, vun zweemol op dräimol.

Dat ass déi Progressivitéit, déi an eisem Steiersystem dran ass. An dat ass de Solidarprinzip, dee mer an der Sécurité sociale hunn. Duerfir wëll ech soen, eis Positioun huet sech entwéckelt, well dat heiten ass am Zuch vun enger Steierpolitik - déi mer alleguerten zesumme wollten, déi mer mateneen décidéiert hunn - d'Tatsaach, dass mer 40% hunn, déi keng Steiere bezuelen, dass mer eng héich Progressivitéit hunn. An de Statsminister huet gëschter d'Zuele genannt, wéi vill Prozent, wéi vill wéineg Prozent

M. Xavier Bettel *(DP).*- Sidd Der derfir oder dergéint? Elo verstinn ech näischt méi.

(Interruptions)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech hu scho bei lech festgestallt, Här Bettel, dass dat lech méi oft virkënnt, dass Der…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hutt d'Leit dronke gemaach. Sidd Der dofir oder sidd Der dergéint? Dir sot elo, Dir sitt dofir. Elo sitt Der dergéint. Hutt Der déiselwecht Ried och zu Moutfort gehalen oder war dat eng aner?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Oh! Ech hat elo de Versuch gemaach, dass mer seriö iwwert dat Thema géifen diskutéieren. Also, rappt eis elo net erëm am Niveau erof. Also éierlech. Ech mengen also,…

(Interruption)

M. le Président.- Här Lux, erlaabt Der elo, datt den Här Hoffmann lech seng Fro stellt? Här Hoffmann, da stellt Är Fro.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här Lux, ech si mat Ärer Logik absolut d'accord, wat Der entwéckelt; Index par rapport zu der Steierpolitik. Mä da musst Der eis awer och op d'Fro äntweren, ob déi Steierpolitik, déi mer an deene leschte Jorzéngten haten, déi successiv Regierungen, wou Dir e puermol derbäi waart, an déi doranner bestanen huet, zum Beispill de Spëtzesteiersaz vu 56 op 38% erofzesetzen, ob dat net a Kontradiktioun ass mat där Solidaritéits- an Ëmverdeelungslogik, déi Der elo erkläert hutt?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här Hoffmann,…

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Et ass op d'mannst déi Steierpolitik, déi déi do Solidaritéit oder deen Ëmverdeelungseffekt ganz staark ofgeschwächt huet?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här Hoffmann, ech géif Iech proposéieren, d'Ried vum Statsminister vu gëschter Owend an enger roueger Stonn nach eng Kéier nozeliesen. Well do waren, mengen ech, ganz däitlech Zuelen dran, déi weisen… Ech hu se elo net viru mer leien hei.

Mä d'Tatsaach, dass déi 3% - ech soen elo ongeféier, déi 3% - uewen Héchstakommes iwwer 30% vun de gesamte Steierrecettë bezuelen, dass déi 5% uewen, ech mengen, 52% vun alle Steierrecettë bezuelen, an dass déi 40% ënnen iwwerhaapt keng bezuelen, weist jo awer, dass genau dat, wat Der elo sot, dass dat réusséiert ass, dass effektiv déi breet Schëlleren - fir den einfache Slogan ze huelen - vill méi droe wéi déi schmuel Schëlleren, well déi schmuel Schëlleren, déi ganz schmuel Schëlleren, déi 40% ënnescht schmuel Schëlleren, bezuelen zu Lëtzebuerg iwwerhaapt keng Steieren.

(Interruption)

Et ass genau dat, mengen ech, wat mer wollte maachen.

Ech wollt en zweet Argument soen, mä ech mengen, dat ass an der leschter Zäit jo och zu dem sougenanntene sozialen Index gesot ginn, dat ass jo dat vun der Fro: Wiem bréngt dann dat doten eppes an der Kompetitivitéit? An ech mengen, och do muss ee sech d'Fro stellen, wann ee gesäit, dass déi Secteure vun der Ekonomie, déi ënnert 3.300 Euro an zweemol de Mindestloun dobausse leien, an déi oft déi sinn, déi am Moment am schäerfsten an am häertste vun der Konkurrenz dobausse getraff sinn, dovunner guer näischt hunn.

An ech hunn dem President vun der Handwierkerfederatioun um Radio nogelauschtert, deen zwar gesot huet, e géif déi CSV-Iddi do ganz staark ënnerstëtzen, mä en huet awer ganz éierlech gesot: „Mir sinn awer d'accord, eis bréngt dat am Moment guer näischt, mä mir gi jo dovunner aus, dass dat eng éischt Etapp ass."

An et ass ebe just dat, wat de Problem ass. An et ass ebe just dat, wat d'Gewerkschaften dobaussen, mengen ech, och gutt verstanen hunn. Wann d'Patronat selwer proposéiert huet viru Kuerzem, op annerhallefmol de Mindestloun ze deckelen, ass d'Angscht grouss, dass dat net nëmmen - an ech weess, dass den Här Statsminister och déi Moossnam gesäit als eng Krisemoossnam - temporaire soll gemaach gi fir eng Période donnée, mä dass et der vill dobausse gëtt, och am politesche Raum, déi aus där Iddi am léifste gären eng dauernd Iddi géife maachen.

An da fänke mer bei zweemol dem Mindestloun un, an duerno ass et annerhallefmol, an duerno ass et eemol, an duerno ass et eriwwer. Dann ass den Index definitiv ausgeheelegt. Dat ass natierlech e Wee, dee mer, mengen ech, net bereet si matzegoen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da gëtt e mat der CSV ëmmer méi sozial.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- An ech wëll eng drëtt Argumentatioun soen, well de Mëtteg och schonn eng Kéier ugedeit ginn ass, dass, deemno wat fir eng Propositioune mer beim Index maachen, dass een dann op eenzel Spuermoossnamen aus dem Paquet vun der Regierung kéint verzichten. Dat ass natierlech en Argument, wat ophorche léisst a mat deem ee sech da beschäftegt.

An ech soen och hei, d'Spezialisten hunn eis an deene leschten zwee Deeg ausgerechent - an ech liwweren nach keng Zuelen, well ech se schrëftlech nach net kritt hunn, mä si eis se awer mëndlech ausgerechent hunn -, dass déi dote Propositioun - ech schwätzen net vun där zweeter Propositioun, déi gemaach ginn ass, mä ech schwätze vun där doter Propositioun - en fait fir de Stat de facto eng Nulloperatioun ass.

Well op där enger Säit gewënnt en eng Rei vu Milliounen doduerch, dass e beim Stat all déi Paien, déi bei zweemol de Mindestloun leien, den Index net brauch bis zum Schluss auszebezuelen, mä op där anerer Säit duerch eng ganz Rei vu Steierrecetten, déi em verluer ginn doduerch, dass dat do jo eppes ass, wat sech an der gesamter Ekonomie fir alleguer mécht, dass dat praktesch eng Opération blanche ass. D'Zuele sinn nozeliweren, mä d'Expertë si sech an den éischte Calculen, déi se gemaach hunn, driwwer eens, dass jiddefalls déi dote Propositioun dee Wee net ka goen.

Duerfir soen ech zum Schluss zu där Fro, dass mir der Regierung soen, dass mir schonn der Meenung sinn, dass een déi Aufgaben, déi am Koalitiounsprogramm schonn drastoungen, zügeg soll virhuelen, fir ze kucken zu Konklusioune bis zum Enn vum Joer ze kommen, fir ze gesinn, wat mer um Niveau vun de Kritären aus dem Règlement grand-ducal vu '85 kënne maachen.

Ech wëll leschtens e puer Remarquë maachen iwwert de Paquet vun den öffentlechen…

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Statsminister stellt Iech gär eng Fro, Här Lux. Dir sidd bestëmmt dermat d'accord.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn e bëssen iwwerrascht, Här President, driwwer, dass den Här Lux sech esou vill mat enger Propositioun auserneesetzt, déi ech an zwou Zeile gëschter hei mentionnéiert hunn.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Déi Der a wéi vill…?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An zwou Zeilen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ah.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass e laange Bäidrag fir zwou Zeilen, deen Der elo hei ofgeliwwert hutt. Dofir géif ech Iech gären zweemol esou laang op dat äntwerten, wat Der elo gesot hutt. Mä ech weess net, ob dat eis alleguer esou staark heibannen interesséiert?

Plusieurs voix.- Dach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat hunn ech mer geduecht, dofir beantragen ech fir an dräi Wochen eng extra Sitzung, fir doriwwer ze schwätzen.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Lux seet zu Recht, dass déi zweet Propositioun, fir eng maximal Indextranche anzeféieren, eng absolut temporär Moossnam ass. Dat ass net geduecht, fir den Index op Dauer esou evoluéieren ze loossen, well da weess ech jo och, dass mer de Gehälterfächer zesummenzéien an dass mer eng schläichend Ofschafung, eng Vedünnung, eng Ausdünnung vun eisem Indexsystem hätten.

Et ass just meng Meenung gewiescht, an et ass se och nach haut, dass et matzen an der Kris, wou et op d'Solidaritéit tëschent de Leit ukënnt, net richteg ass, dass deen ee 40 Euro kritt, well en näischt verdéngt, an deen aneren 800 Euro kritt, well e méi verdéngt! An der Kris kann deen, deen 800 bäikritt, ouni dass säi Liewen 800x12-mol am Joer méi deier ginn ass, matzen an der Kris, wou et ville Leit schlecht geet, dorop verzichten.

Dat ass alles, wat ech gesot hunn. An dat hat ech heibannen den 12. Oktober 2005 am Numm vun der ganzer Regierung schonn eng Kéier virgeschloen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech kann emol net soen, dass… Ech mengen, Dir hutt selwer gëschter souguer zweemol an der Ried gesot, dass Är Preferenz géif bei där anerer Propositioun leien. Ech wollt Iech ganz roueg d'Argumenter soen, déi eis dozou féieren ze mengen, dass et méi diskussiounswürdeg ass iwwert déi zweet Propositioun ze diskutéieren, ze kucken: Wat sinn d'Kritären, déi dozou féieren?

Ech wëll iwwregens all deene soen, déi sech interesséiere fir d'Positioun vun der LSAP am Zesummenhang mam Index, dass et mech wonnert, dass an deene leschte Joren, a fir d'lescht am Joer 2006, d'LSAP hei an der Chamber an an der Regierung derbäi war, wéi eng Indexmodulatioun virgeholl ginn ass am Accord vun de Sozialpartner, ouni dass een eis gefrot huet, weder op engem Kongress nach iwwregens dobausse bei de Journalisten: „Hutt Der den Index opginn?"

Ech mengen also, dass ee parfaitement kann domadder liewen, fir ze soen, dass mir zu deem Index, zu deem Prinzip stinn, dass mir e fir e wesentleche Fakteur vu Kafkraafterhalung halen. Mä et ass een an engem Moment, wou d'Kompetitivitéit esou a Gefor géif geroden, dass och Aarbechtsplazen a Gefor sinn, dass een eis ëmmer erëm an deene leschte Jore fonnt huet, fir esou eng Diskussioun ze féieren. Dat war wouer, wéi mer an der Regierung waren an och soss doriwwer eraus.

Ech wëll, wéi gesot, zum Schluss e puer Wierder…

(Interruption)

Här Bettel, da lauschtert elo gutt brav no.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Nach just. Ech hunn dem Här Statsminister och nogelauschtert, Här Lux. An dee seet, schonn 2005 wier et richteg gewiescht. Dann ass et haut, de 6. Mee, doudsécher richteg, an am September, Oktober nach méi. Firwat waarden? Gitt mir een eenzegt Argument.

Une voix.- Wat hu si dann elo?

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Oh Gott, kann een do nëmme soen.

Ech wëll zum Schluss kuerz e puer Remarquë maachen iwwert de Paquet vun den

öffentleche Finanzen, well ech mengen, et ass gëschter villes hei gesot ginn. De Kolleeg Jean-Louis Schiltz huet eng Rei vu Remarquë gemaach, déi eis wichteg schéngen.

Mir schéngt et awer wichteg par rapport zu deem, wat den Här Meisch an och den Här Bettel net midd ginn ze soen, nach eng Kéier drop hinzeweisen - an ech mengen, dass de Statsminister et gëschter a senger Ried och nach eng Kéier gesot huet; ech ka mech elo net méi direkt drun erënneren -: Et war eng gewollte Politik, dass de Budget 2010 esou definéiert an esou agencéiert ginn ass, wéi mer dat wollten hunn.

Déi 27 Länner an der Europäescher Unioun, Här Meisch, si sech eens gewiescht, fir Politiken ze maachen, déi et matzen an der Kris géifen erlaben, dass net och nach d'öffentlech Hand géif derfir suergen, dass de Konsum an d'Konjunktur géifen ewechbriechen.

Dofir war den 2010er Budget genau een, deen esou ausgeriicht ginn ass. An déi 27 Länner ware sech duerno eens, fir eng gemeinsam Exit-Strategie ze goen, fir à partir vun dem Budget 2011 also an eng aner Richtung ze goen. Dofir ass dat näischt gewiescht, wat mer net wollte maachen, well mer keng Loscht haten dat d'lescht Joer am Juli ze maachen, mä dat war eng Strategie, déi déi 27 Länner sech eens gi waren.

Ech wëll net op déi Noutwendegkeet agoen, mä et war mer wichteg gewiescht, an deene leschten Deeg dach heiansdo vläicht awer den Otem unzehalen, wa mer iwwer all déi Moossnamen diskutéieren, déi schwiereg sinn, déi schmerzlech sinn, déi mer musse maachen, fir eis öffentlech Finanzen erëm an de Gréff ze kréien, dass mer vläicht…

(Interruption)

…de Versuch awer ëmmer erëm maachen, fir eis ze iwwerleeën, firwat dass mer dat maachen, dass mer eis heibannen, mengen ech, dach awer eens sinn, dass mer d'Verschëldung vun dësem Land net wëllen iwwer 30% vum PIB goe loossen, dass mer ganz genau wëssen - zu 27 -, dass e klengt Land wéi Lëtzebuerg net genügend Ofwierkräften hätt an esou fragil ass, dass mer eis en Endettement vu 60 oder vu 70% - souguer, wa se vun de Maastrichter Kritären erlaabt wäre bei 60% - net kënnen erlaben, well et eis géif drohen, d'Situatioune vun anere Länner ze kréien, déi ech am léifsten net wéilt nennen.

Dofir, d'Verschëldungsfal ass kee Wee. An déi 355 Milliounen, déi mer elo scho mat deene Moossnamen, déi mer hei maachen, a mat engem Endettement vu 27%, wa mer mussen all Joer 355 Milliounen Euro un Zënsen zréckbezuelen, an esou virun, ass dat schonn en décke Pak Geld, deen eis feelt, fir Politiken ze maachen an deene Beräicher, déi wichteg sinn.

An dee Saz, mir sollten eisen zukünftege jonke Leit net de Frigo haut ausraiberen, mä eng responsabel Generatioun sinn, mengen ech, ass e Saz, dee wichteg ass fir dat, wat de Statsminister gëschter hei däitlech gemaach huet.

Ech wëll déi eenzel Moossnamen net nach eng Kéier alleguerten am Detail kommentéieren, dat ass zur Genüge gemaach ginn. Eis ass wichteg: den een Drëttel, zwee Drëttel; den een Drëttel iwwer nei Recetten. An net méi an net manner maache mer.

Ech hu gëschter Owend dovunner profitéiert, fir deenen, déi maachen, wéi dann dat heiten elo… Dat war jo d'Wuert - dat ass zwar op enger anerer Plaz erfonnt ginn - vun der Steierbomm. Et muss jo awer, mengen ech, vläicht a Relatioun gesat gi mat der Tatsaach, dass ronn 200 Milliounen zousätzlech Recetten, déi mer eis hei iwwer Steiere schafen… Woubäi ech mengen, dass et vläicht och am Sënn vun enger responsabeler Citoyennetéit net verbueden ass, Steieren ze bezuelen, a Steieren ze bezuelen, fir dass d'Kollektivwiesen an d'Allgemengwuel dobausse kënne funktionéieren. Mä dat wär dann eng aner Diskussioun, déi mer misste féieren.

Mä 200 Millioune méi Charges fiscales muss ee vläicht awer a Verbindung brénge mat der Tatsaach, dass mer eleng den 1. Januar 2009 bei der Upassung vun de Steiertabellen un d'Inflatioun Steiererliichterunge vun 342 Milliounen haten - mir kommen also net zréck op den Niveau vun 2009 -, an dass mer bei der leschter grousser Steierreform - doriwwer huet den Här Bausch gëschter nach säi Kommentar gemaach - 2001 an 2002 425 Millioune Steiererliichterunge gemaach hunn. Ech mengen, et muss een also vläicht awer d'Relatioune kucken, déi hei wesentlech waren.

Mir hunn et och fir wesentlech fonnt, dass mer e Pak schnüre fir zwee Joer an net fir véier Joer mat deenen Argumenter, déi de Statsminister gesot huet: eng „midterm review" maachen en Connaissance de cause vun deene Croissancezuelen, vun deene Recetten, déi mer am Statsbudget gesinn, déi mer da musse kucken.

Ech mengen, dass dat elo eng gutt Method ass. Mir hunn et fäerdeg bruecht. An ech soen elo hei, dass dat an deene leschten dräi Wochen eng kollektiv Ustrengung vun der Regierung a vun der Koalitioun war, dee Pak esou ze schnüren, dass d'Familljen net d'Gefill hunn, dass se déi sinn, déi am häertste vun esou engem Spuerpaquet getraff gi sinn.

Dat ass haut, nodeem d'Congé-parental-Reduzéierung verschwonnen ass an och d'Allocation de rentrée scolaire bezuelt gëtt, mengen ech, eppes, wat wesentlech ass. Mir mengen och, dass ee beim Congé parental soll un déi beschäftegungspolitesch Incentivë gleewen, déi esou e Congé parental kann hunn. Mir denken, dass dat wesentlech ass. A mir ënnerstëtzen natierlech, och wéi dat virdrun d'DP…- an ech mengen, dass déi Ënnerstëtzung eng responsabel Attitüd war -, fir an der Fonction publique eng oder zwou Nullronnen ze dréien an där Period vun deene véier Joer, an där mer erëm op stabil Féiss bei den öffentleche Finanze wëlle kommen.

Ech wëll zum Schluss nach e Wuert iwwert d'Steiere soen. Ech mengen, wann een de Prinzip - wann een déi dräi Instrumenter zesummenhëlt -, deen den Här Hoffmann nach ëmmer net gesäit, mä ech mengen, dee ganz däitlech gëtt, wann een déi Beispiller, déi gëschter genannt gi sinn, genau kuckt, ee gesäit, dass d'Progressivitéit, de Prinzip vun de breede Schëlleren an de schmuele Schëlleren, bei deem Triptik vu Spëtzesteiersaz, vu Solidaritéitssteier a vun der Krisesteier absolut spillt an dass mer bei der Krisesteier net, wéi bei der Fleegeversécherung, op e Véierel vum Mindestloun immuniséiert hunn, mä op engem ganze Mindestloun immuniséiert hunn, deen net nëmme fir Mindestlounbezéier gëllt, mä dee fir jiddwer Salarié gëllt, deen also emol ënnen de Bäitrag vun ongeféier 1.600 Euro ewechgekäppt kritt, dass dat e wichtege Prinzip och vu sozialer Selektivitéit ass.

An ech hoffen, fir och dat vun der Responsabilitéit vun de Banken ze soen… Ech hu gelies, dass sech déi däitsch Regierung haut nach eng Kéier mat der Bankesteier beschäftegt, esou wéi se vum Fonds monétaire proposéiert ginn ass. Et gesäit een, dass an Däitschland eng hefteg Diskussion gefouert gëtt iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Banke solle mat erugezu ginn un d'Hëllef fir Griichenland.

Ech mengen, dass dat en Deel ass vun deem, wat ech am Ufank gesot hunn, dass dat vill mat gesellschaftlecher Kohesioun ze dinn huet, mat Versteesdemech, deen d'Leit kréien, ob se bereet sinn, fir en Effort ze maachen, fir eis aus där Situatioun erëm erauszebréngen. Dofir géife mer d'Regierung ënnerstëtzen, fir déi Propositiounen, déi den FMI gemaach huet, weider um Niveau vun deenen internationalen an europäeschen Institutioune weiderzedreiwen, fir och an déi Richtung zu Resultater ze kommen.

Meng Konklusioun soll déi heite sinn - ech hunn dat scho gesot: D'Reduzéierung vun der Aarbechtslosegkeet, huet de Statsminister gesot, ass déi éischt Aufgab vun der Lëtzebuerger Politik. De Sozialstat steet net zur Dispositioun, mä eng Rei vu Korrektiounen um Niveau vun den Ausgabe solle mer virhuelen. D'Kompetitivitéit musse mer an der Déift a sektoriell genau analyséieren, fir ze kucken zu Konklusiounen ze kommen.

De Spuerpaquet ass noutwendeg, mä e muss op breede Schëllere gedroe ginn. Mir däerfe keen Doudspuere maachen, fir Konsum a Konjunktur, well se Aarbechtsplaze kaschten, am A ze behalen.

Meng Konklusioun vun der Ried vum Statsminister gëschter ass an engem Saz zesummegefaasst: Dës Koalitioun huet an där Ried gewisen, dass se eng Politik huet. An dofir ass et och eis Iwwerzeegung, dass se och eng Zukunft huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Lux Merci, an als leschte Riedner fir de Mëtteg ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Virriedner huet elo just am Ufank vu senger Ried gesot, et wär wichteg an och gutt an engem Land, wa Sträitkultur géif existéieren, an dat, wat sech an deene leschte Wochen an der Koalitioun ofgespillt hätt, dat wär eigentlech bal näischt aneschters wéi den Ausdrock vun enger gesonder Sträitkultur, an déi hätt och zu engem gudde Resultat gefouert.

Ech muss allerdéngs soen - ech si sécherlech keen, deen eppes géint Sträitkultur huet -, datt dat hei awer eng sonnerlech Approche ass zur Sträitkultur, well ech géif mengen, hei si mer an engem Zeenario gewiescht oder si mer an engem Zeenario, wou mer emol nach net virun engem Joer Wahlen haten, wou no deene Wahlen eng Partei grousse Gewënner war, a mat enger anerer Partei, déi verluer hat, awer an d'Koalitioun gaangen ass. Si hu länger verhandelt an diskutéiert an am August hu se e Koalitiounsofkommes verofschiet.

An eigentlech ass jo, wat d'Sachlag vum Land ubelaangt - d'Problematik vun der Verschëldung, d'Problematik vun der Wirtschaftskris -, keng wesentlech nei Donnée geschitt vum August d'lescht Joer op Mäerz, Abrëll dëst Joer.

Dat heescht, wann ech elo emol dat dann esou kucken, dann hätt ee jo missen am Sënn vun enger gesonder Sträitkultur tëschent deenen zwou Majoritéitsparteien deen dote Konflikt ausdroen am Kader vun de Koalitiounsverhandlungen, an et hätt ee sech do missen op eng Rei Parameteren eenegen, mat deenen een da virun d'Land getruede wär.

Dat schéngt awer net geschitt ze sinn. Duerfir mengen ech, datt dat, wat mer erlieft hunn, eigentlech eng zweet Koalitiounsverhandlung war an deene leschte Wochen. Dat war net eng Sträitkultur. Dat war eng zweet Koalitiounsverhandlung, well ee Partner - nämlech d'LSAP - scheinbar net méi wollt wëssen, wat alles an dem Koalitiounsaccord ausgehandelt ginn ass, an op eemol op verschiddene Punkten eng aner Meenung kritt huet.

Elo kann ee soen, dat ass eben esou, déi Partei fonctionnéiert esou, esou gesäit déi d'Sträitkultur. Ech mengen awer net, datt et gutt ass fir e Land, esou ze fonctionnéieren. Deementspriechend war och no där zweeter Koalitiounsronn, déi menger Meenung no nach ëmmer keen Ofschloss fonnt huet - an dat, wat mer elo just hei erlieft hunn, dat huet dat jo méi wéi däitlech beluecht; dee ganz laangen Exposé mat allen Detailer, mat Chiffere vum Här Lux zum Index, deen huet beluecht, datt déi zweet Koalitiounsronn nach ëmmer net fäerdeg ass an datt déi wäert weidergoen an deenen nächste Méint.

Donc war et och normal, datt d'Ried vum Premierminister dëst Joer fir meng Begréffer midd, lustlos, ouni Ambitioune war. E war matgeholl vun deem koalitiounsinterne Konflikt, vun deene parteiinterne Verwerfungen, vum Zoustand vun där Koalitioun, wou zwou Parteien an engem Stellungskrich stinn zënter Wochen zu enger eenzeger Fro, an déi och souwisou mécht, wéi wann dat déi Fro wär, mat där mer d'Land géife retten an iwwerhaapt aus där Kris géifen erauskommen.

Et war een Hü an Hott vu Proposen, déi gemaach gi sinn, déi oft, si waren nach net gemaach, schonn deen aneren Dag erëm vu Leit vun der Koalitioun dementéiert gi sinn, nuancéiert gi sinn, a Fro gestallt gi sinn. An dann ass et jo och evident, datt an esou engem Hü an Hott ee sech éischtens net brauch ze wonneren, wann d'Tripartite échouéiert. Dat war scho virun där leschter Ronn, déi gedréit ginn ass, zimlech ersichtlech, esou wéi d'Diskussioune gelaf sinn. An et brauch ee sech och net ze wonneren, wann dann déi Diskussiounen, déi duerno kommen, déi sinn och e Scheitern vun der Tripartite. D'Tripartite huet esou e kläglecht Bild no baussen ofginn. An ech mengen net, datt d'Politik insgesamt extrem vill gewonnen huet bei deem Bild, wat do ofgi ginn ass.

Dat huet natierlech och dermat ze dinn, datt den Zoustand innerhalb vun deenen zwou Parteie genausou widderspréchlech a géigesätzlech ass.

Wann ech bei der LSAP kucken, den eminenten LSAP-Member an Direkter vun der Zentralbank Yves Mersch, an den eminenten LSAP-Member an Direkter vum Statec Serge Allegrezza, mam Wirtschaftsminister zesummen, lafen zënter Méint ronderëm an erklären dem Lëtzebuerger Land, datt et e Kompetitivitéitsproblem gëtt, a maachen d'Indexfro zu der absolut wichtegster Fro an där ganzer Diskussioun.

Une voix.- Stëmmt dat do alles?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Op där anerer Säit hu mer da missen erliewen, datt um Parteikongress vun der LSAP den Här Schmit vun engem zahme fréieren Diplomat mutéiert ass zum neien Che Guevara vun der LSAP, sech ofknipse léisst am „Quotidien" mat der Fauscht an der Luucht op der enger Säit, also en neie Rôle anhëlt, nämlech deen, fir den anere Fligel ze vertrieden an der Partei.

Just e klenge Problem, deen natierlech hei ass, dat ass, datt den Här Schmit och nach Member vun der Regierung ass. Wann den Här Lux dat gemaach hätt, oder den Här Bodry, dann hätt een nach kënne soen: Naja. Mä mindestens wär do eng gewëssen Dezenz dra gewiescht.

Den Här Krecké, dee war op deem Kongress, wou et ëm déi berühmte Fro do gaangen ass, wou och déi Parteimemberen e relativ eidele Pabeier virgeluecht kritt hunn, wou net vill drastoung, wou et och souwisou nëmmen ëm déi dote Fro gaang ass - well dat war d'Essenz; dat huet den Här Bodry jo och souwisou bestätegt, deen aneren Dag am Radio. Wann op där do Fro eppes anescht derbäi erauskomm wär, hätt en den Austrëtt aus der Regierung proposéiert.

Den Här Krecké, dee war net do. En hat zwar eng valabel Excuse, e war zu Schanghai. En huet sech vu Schanghai zwar ablende gelooss op der Ouverture vun der Luxexpo, mä net op sengem Parteikongress. An ech hu misse liesen am „Quotidien", wat jo eng Zeitung ass vun dem Grupp Editpress, déi jo awer bestëmmt wëssen, wat an der LSAP lass ass, hunn ech am Kommentar, also an der Berichterstattung iwwert de Kongress deen aneren Dag misse liesen do: «L'absence de Krecké, ardent défenseur de la modulation de l'index, était ressentie dans ce contexte comme un soulagement.»

Dat heescht, um Parteikongress vun der LSAP ware se zimlech frou, datt den Här Krecké verflicht war zu Schanghai an duerfir net konnt do sinn.

(Interruptions)

Bei der CSV, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gesäit et awer net vill besser aus. De Premierminister huet a senger Verzweiflung déi widderspréchlechst Virschléi gemaach am Kontext zum Index; ech kommen herno nach op déi inhaltlech ze schwätzen. Déi hunn och derzou gefouert, datt dann natierlech déi Reaktioune komm sinn.

Innerhalb vun der CSV weess ee ganz genau, datt der do ganz vill, fir net ze soen honnert Prozent, well dat ass jo och dokumentéiert ginn duerch eng Pressekonferenz vu senger Partei, hanner em stoungen. Déi hunn awer par contre no baussen näischt dierfe soen. An d'CSV, Här President, déi kënnt engem e bësse vir wéi en Dampkessel, woubäi ech awer muss oppassen, wann een den Damp net heiansdo beim Kessel ofléisst, da riskéiert en ze explodéieren.

Dat war deelweis geschitt leschte Méindeg, wéi de Parteipresident vun der CSV es definitiv genuch hat an du sech e Mandat gi gelooss huet bei senge Gremien, fir e bëssen Damp kënnen ofzeloossen. Hien huet dunn eng Pressekonferenz veranstalt, wou dann och nach de Generalsekretär vun der CSV e bëssen als Blummestack niewendru souz, well deen huet emol net dierfen op eng Fro äntwerte vu Journalisten,…

(Interruption)

…well evidenterweis natierlech den Här Spautz an eng zimlech quokeleg Positioun komm wär, wann en hätt missen op Froen zu där Fro do äntwerten.

Ech froen awer wierklech - de Premierminister huet gëschter hei gesot, dat hei, dat wär déi beschtméiglech Regierung an dësem Moment -: Wann dat doten déi beschtméiglech Regierung an dësem Moment ass, déi esou e Bild ofgëtt, da froen ech mech, wat hien ënner „beschtméiglech" versteet. Mir mengen dat op alle Fall net.

(Interruptions)

Mä ech sinn natierlech net heihinnerkomm...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Op wat fir enger Säit steet dat, wat Der elo gesot hutt?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat hutt Der gëschter hei gesot. Gitt mer den Text, da sichen ech en herno.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi beschtméiglech Regierung, déi mer kéinten hunn. Sot, wou hunn ech dat gesot?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech weisen Iech den Text, herno bréngen ech en erop. Ech bréngen Iech en herno. Wann ech fäerdeg sinn, bréngen ech Iech en.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn zwar eréischt um hallwer dräi mat Schreiwe fäerdeg gewiescht, mä dat do war mer net agefall.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir wäert gesinn, ech fannen deen Text erëm!

Ech sinn net heihinnerkomm, fir, wéi gesot, Iech den Zoustand nëmmen ze beschreiwe vun der Koalitioun. Mä ech si virun allem och heihinnerkomm, fir Iech ze soen, wéi mir déi ganz Situatioun gesinn a wéi mir et anescht gemaach hätten an där hei Situatioun.

Dat Éischt, wat mer emol gemaach hätten, dat wär gewiescht: Bei de Koalitiounsverhandlungen hätte mer, vu datt mer jo d'Chiffere kannt hunn, am Detail doriwwer diskutéiert a mir hätten eis net agelooss op e Koalitiounsaccord, deen op deenen do Froe vag bleift, deen zum Beispill bei den Investitiounsausgaben einfach alles ënnert de Finanzéierungsvirbehalt stellt, fir dat nëmmen als Beispill erauszehuelen, mä deen op alle Fall, an dat huet sech jo ganz däitlech erginn, sech net am Detail verständegt huet, wéi dann déi detailléiert Spuerpolitik vun der Regierung soll ausgesinn.

Dat Zweet, wat mer da gemaach hätten, wa mer eis eens gi wären nom Kassesturz an esou weider, dann hätte mer eng Strategie definéiert. An natierlech hätt d'Strategie misse sinn, ugesiichts den Zuelen, fir ze spueren, fir den Defizit reduzéiert ze kréien. Mä awer net nëmme fir ze spueren, fir den Defizit reduzéiert ze kréien. Well ech mengen, mir mussen och spueren, fir méi Sputt ze kréie bei den öffentlechen Investitiounsausgaben. Dat ass schonn zum Beispill eppes, wat eis wesentlech ënnerscheed hätt am Discours zu deem, wat dës Regierung gemaach huet, déi iwwer Méint eigentlech virrangeg driwwer diskutéiert huet, fir d'Spueren an de Kontext ze setzen ausschliesslech vun dem Ofbau vun der Statsschold, mat dem Zil, 2014 dohinner ze kommen, wou mer jo alleguerte kennen.

Mir wëssen alleguerten, datt haut an där Gesellschaft, wou mer haut sinn, wann ee wëllt erëm Wuesstum kréien, wann ee wëllt Aarbechtsplaze schafen, an zumools an enger Ekonomie wéi zu Lëtzebuerg, dass et méi drop ukënnt op den Investissement, dee gemaach gëtt, wéi op de Konsum. Mir hunn natierlech souwisou zu Lëtzebuerg, mat esou engem minusculë Bannemaart brauche mer net vill driwwer ze diskutéieren, datt de Konsum als solches, ausser vläicht fir de Lëtzebuerger Commerce oder Lëtzebuerger kleng Handwierksbetriber, mä generell, wat de PIB ubelaangt, spillt den inländesche Konsum keng gréisser Roll.

Wou et awer wichteg ass driwwer ze diskutéieren an deem Kontext, dat ass, well mer mengen, datt, fir iwwerhaapt nach Aarbechtsplazen an Zukunft ze schafen, ass et wichteg, datt de Stat eng offensiv Investitiounspolitik a virun allem och an deene richtege Beräicher huet. Duerfir musse mer och spueren, fir datt mer Sputt genuch hunn, fir kënnen ze investéieren an deementspriechend d'Ekonomie ze stëtze respektiv neie Wuesstum ze schafen.

Dorauser hätt sech dann och eng Visioun fir dat Land ginn. Well dann hätte mer jo vun Ufank u missen definéieren, wat d'Prioritéite vun där Regierung iwwerhaapt sinn. Dann hätte mer net kënnen alles ënner Finanzéierungsvirbehalt setzen, mä dann hätte mer misse Prioritéiten definéieren a soen: Alles wat net ënnert deene Prioritéite steet, dat ass de Moment emol absolut niewesächlech; do kann een dervun ausgoen, datt mer an där nächster Zäit net wäerten investéieren.

A spéitstens dann am November hätt dës Regierung ee Pabeier kënnen zesummestellen, wou déi Strategie festgehal gi wär, déi een öffentlech virgestallt hätt an op Basis vun deem een dann a Verhandlunge gaang wär fir déi sechs Méint duerno an der Tripartite. A mir hätten net gewaart bis an de Januar/Februar, ier ugefaange ginn ass, emol bilateral Gespréicher ze féieren, wou keen esou richteg wosst - ausser d'Zilsetzung, déi gesat gi war fir ze spueren, a wéi héich déi soll sinn -, wou et sollt higoen.

Mir hätten dann awer och, virun allem un éischter Stell, soubal déi nei Regierung gewielt gi wär, hätte mer ugefaange mam gudde Beispill virzegoen, an zwar ze spueren, do wou et drop ukënnt, nämlech bei sech selwer.

Mir hätten am Budget fir 2010 schonn ugefaangen, d'Fonctionnementskäschten ënnert d'Lupp ze huelen a mir hätten do gekuckt, wéi mer do kënne spueren. Mir hätten iwwerhaapt emol misse kucken, an där Strategie, déi mer do entwéckelt hätten: Wat mécht de Stat haut? Wéi mécht de Stat déi Saachen haut, déi en da mécht? Setze mer op effikass Mëttelen a fonctionnéieren déi och effikass?

Dat heescht, e genaut, detailléiert Auslote vum gesamte Fonctionnement vum Stat, an dorauser, aus där Bestandsopnahm eraus, wär da sécherlech och e Spuerpotenzial fir d'Fonctionnementskäschte schonn 2010 ervirgaangen. A mat Sécherheet ee méi bedeitende wéi deen, deen d'Regierung sech elo ginn huet, wou mer näischt chiffréiert hunn, ausser zwou, dräi Saachen, déi gëschter hei opgezielt gi si fir 2011, déi en vue gestallt ginn.

An dat misst da goen - et deet mer leed Iech dat mussen ze soen - vun den Déngschtautoe vun der Regierung bis zum klengsten Deel am Fonctionnement vum Stat, wou ee muss kucken, alles misst gekuckt ginn en fonctioun vun deem: Ass dat, wat mer gëschter gemaacht hunn, haut och nach richteg?

Mir wëssen alleguerten, bei de Fonctionnementskäschte beim Stat ass et net aneschters wéi beim eenzelne Mënsch; wann ee vill Suen huet, gëtt een der och vill aus. Da gëtt een der och ze vill aus, et leescht ee sech Luxus, deen ee sécherlech, wann et méi schlecht geet, sech net geleescht hätt, oder wann een déi Suen net gehat hätt, sech net geleescht hätt.

Da muss et drëms goen, awer och wann ee weess, datt net méi esou vill Suen do sinn, am Detail dann alles ze kucken, an dee Speck, deen een opgebaut huet, deementspriechend erëm ofzebauen.

Wann de Stat dat gemaach hätt, éischtens schonn am Budget 2010, mat enger genauer Strategie, wéi een et mécht, an dann och schonn an d'Perspektiv gestallt hätt fir 2011, hätt en d'Beispill gewisen, hätt en eng aner Akzeptanz mat Sécherheet kritt insgesamt fir d'Spuermoossnamen, well dann hätt een och deementspriechend eng ganz aner Sensibilitéit kënne schafen.

An dann deen zweete Volet, deen een hätt misse wéi gesot genau definéieren, dat ass d'Investissementsstrategie. Eng Visioun entwéckelen, firwat mer do spueren, firwat déi Suen, déi gespuert ginn da beim Bierger, déi de Stat méi abehält, och herno wäerte benotzt ginn. An datt déi Suen, déi mer do wäerte benotzen, investéiert ginn a Beräicher, déi och erëm zréckkomme bei d'Leit. Dat heescht, wou mer neie Wuesstum schafen, wou mer strukturell Problemer léisen, déi mer hunn, wou mer nei Aarbechtsplaze schafen oder nei Déngschtleeschtungen eventuell souguer schafen, jee nodeem wéi et ass.

A fir eis sinn zwee Beräicher, ganz kloer, hunn Topprioritéit: Dat eent ass de Volet Mobilitéit/Energie, Klimaschutz an Energieeffizienz, an dat zweet ass Bildung a Fuerschung. An et hätt een duerchweegs sech kënne virstellen, wann ech de Punkt 1 dann eraushuelen, dee ganzen Aspekt Mobilitéit/Energie, Energieeffizienz a Klimaschutz, zumools och op dem Hannergrond vun der Pëtrolsproblematik, déi mer dann haut hunn, datt een do eng flott Perspektiv hätt kënnen de Leit virweisen, fir hinne virzeweisen, wat se herno dervu profitéieren, wann déi Suen, déi gespuert ginn, op hirem Bockel jo zum Deel, wou déi sollen investéiert ginn.

Dat wär da gewiescht, zum Beispill eng Mobilitéitsstrategie ze entwerfen, déi och iwwert den „mobil 2020" erausgeet, déi net nëmmen déi Froe stellt vum öffentlechen Transport, ze investéieren, esou wéi et schonn décidéiert ginn ass, mä doriwwer eraus och Froen ze stellen zum Beispill iwwert Elektromobilitéit an dee ganze Volet, deen do hannendrun hänkt. Carsharing, Mobilité douce, dat heescht eng gesond Visioun ze entwerfen, déi domadder zesummenhänkt.

Dat hätt awer och kënne sinn, datt mer emol e seriöe strategesche Plang virgeluecht hätte fir d'Albausanéierung, datt mer Subventiouns- oder Förderprogrammer an der Energieeffizienz operluecht hätten, déi haaptsächlech an der Albausanéierung nach méi effizient sinn. Datt mer de Leit gewisen hätten, datt mer bereet sinn, hinnen ze hëllefen, fir datt Wunne méi energieeffizient gëtt, a mir hätten iwwert dee Wee natierlech dann och derzou bäigedroen, datt an deene Beräicher do direkt Aarbechtsplaze geschaf gi wären, an éischter Instanz natierlech fir Handwierk a fir Bau, mä an zweeter Instanz ganz sécherlech och duerch Erschléissung vun neie Wirtschaftssecteuren, well d'Aarbechtsplaze vum 21. Jorhonnert gi gréisstendeels, zu engem groussen Deel an deenen dote Beräicher geschafen.

A wann een do wëllt mat derbäi sinn, op deene Marchéen, da muss een als Stat d'Initiativ huelen a Pilotprojete lancéieren, Beispiller liwweren, eng Gesamtstrategie hunn, déi dat mécht.

Mir hätten och eis Finanzplaz kënne mat abannen. Mir hätte kënnen driwwer diskutéieren, zum Beispill iwwert dee ganzen Aspekt vun den nohaltege Fongen, déi mat Sécherheet wäerten eng grouss Roll spillen an den nächste Joren. Mir hätte kënnen diskutéiere fir d'Schafe vun engem Label fir nohalteg Fongen op eiser Finanzplaz. Alles Aspekter, déi zu där Visioun gehéiert hätten.

A mir hätte wéi gesot dat verknäppt mat de Spuermoossnamen an de Leit gesot: „Hëlleft eis mat, fir eis ze diversifiéieren, hëlleft eis duerfir mat spueren. Mat Äre Sue wäerte mer dat dote wëllen opbauen, déi do Visioun wëllen ëmsetzen."

Och am Bildungsberäich hätte mer da sécherlech nach vill méi kënnen erklären, wéi ee kann déi Bildungsreformen um Terrain méi effikass, méi strukturéiert ëmsetzen. Mir hätte bei der Fuerschung kënnen deen héijen Undeel, dee mer effektiv déi lescht Joren décidéiert hunn am Statsbudget an der Fuerschung, deem kënnen e strategesche Plang ginn a fir opzeweisen a virzeweisen, wat dat herno vu Resultater kéint hunn..

Alles dat ass net gemaach ginn. Mir hunn eis décidéiert oder dës Regierung huet sech décidéiert, fir den ëmgedréitene Wee ze fueren, a si huet sech iwwert d'Investissementspolitik eréischt gëschter fir d'Éischt hei geäussert, dat heescht un allerleschter Stell, a si huet sech virun allem an engem Sënn geäussert, datt se et erëm nëmme gesäit am Kontext vun de Spuermoossnamen en vue vun 2014, mä net am Kontext vun enger offensiver Investitiounspolitik.

A wann ech nëmmen e puer Beispiller eraushuelen, déi hei diskutéiert ginn, da gesäit een och schonn, wéi widersprécheleg a wéi onkohärent dat Ganzt ass. Wann ech de Vëlodrom, fir dat wëllen... Ech huelen dat wierklech net eraus, well dat elo populistesch gutt kléngt. Mä wann ech de Vëlodrom eraushuelen aus deem Ganzen, dann huelen ech en eraus. Da brauch ech guer net driwwer ze diskutéieren, fir ze soen, ech ginn en elo an zwee Joer op eng aner Plaz bauen.

Et muss een de Courage hunn, fir haut ze soen, datt esou eng Infrastruktur, bei aller... Ech si bestëmmt en absolute Fervent vum Vëlo. Mä et muss een einfach de Courage hunn, de Leit haut ze soen, an där Zäit wou mer haut sinn, musse mer an déi aner Saachen investéieren an da mussen esou Projeten einfach vum Dësch erof.

Ech muss iwwregens soen, den Här Premierminister huet gëschter hei gesot, datt Der en aneren Terrain géift sichen an enger anerer Gemeng, dee sech besser géif eegenen. Ech wëll Iech just soen, ech wënschen Iech vill Freed, fir déi Gemeng ze fannen, déi Iech gratis den Terrain gëtt, 30% bereet wär ze bezuelen an d'Fonctionnementskäschte wëllt iwwerhuele vun deem Ganzen.

Bon, mä dat ass awer nëmmen à part, wéi gesot. Dat ass e bësse mat engem klengen Ennertoun hei gemaach ginn, wéi wann dat...

(Interruption)

Majo, ech wënschen deene Gemenge vill Freed fir déi falsch Décisioun, fir esou ze investéieren, fir de Gemengen, also fir de Steierzueler aus deene Gemengen hir Suen esou falsch ze investéieren. Ech géif op alle Fall, dat hu mir an der Stad décidéiert, mir baue léiwer de Moment Foyers de jour a Crèchë fir déi Suen, well déi si méi wichteg de Moment wéi esou eppes, wéi esou eng Infrastruktur wéi déi do ze bauen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi waren awer gëschter och scho méi wichteg.

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat gelift? Här Gibéryen…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hat dat eigentlech och esou verstanen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, dat ass net wouer. De Schäfferot huet virun zwou Woche ganz kloer gesot, wou seng Prioritéit läit; dat ass net beim Vëlodrom.

(Interruption)

Une voix.- Dat ass awer nach net ukomm gewiescht beim Sportsminister!

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt vläicht net esou richteg nogelauschtert.

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Bausch, et wäert lech dach am Schäfferot net esou goe wéi eis an der Regierung, dass deen een dat eent seet an deen aneren dat anert?

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Absolut guer net!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt gesot, an der Regierung wier dat esou.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Am Schäfferot ass et… Et geet emol kee Löschblat tëschent deenen eenzelne Leit an der Meenung zu deem do Thema.

(Brouhaha général)

M. François Bausch *(déi gréng).-* Tja, et ass eben… Deenen enge geet et den Ament an der Harmonie besser wéi deenen aneren am Sträit. Dat ass eben esou.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Ech kennen déi zwee.

M. Ben Fayot *(LSAP).-* Dir hutt Iech gutt adaptéiert, Här Bausch!

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).-* Här President. Mä ech mengen awer, fir dann zréckzekommen op d'Investitiounspolitik vum Stat, wéi gesot, datt een da muss de Courage hunn a wierklech déi do Saachen all op d'Säit stellen. Och zum Beispill ass gëschter net diskutéiert ginn iwwert de Fussballsstadion. De Fussballsstadion, gëtt behaapt, dee géife mer jo gratis zur Verfügung gestallt kréien. Also, ech fannen et ëmmer esou schéin, wann een an der Öffentlechkeet deklaréiert, ech hunn dat an de Gemenge schonn esou oft materlieft, wa mer gesot kritt hu vu Promoteuren hei, mir maachen dat elo esou an da gëtt dat alles gratis, dat kascht d'Gemeng kee Su.

Ech hunn dat bis elo nach ni bestätegt kritt. An och hei gëtt et näischt gratis. Mir wësse schonn aus der Kommissioun, aus der Nohaltegkeetskommissioun, datt et mat enger ganzer Rei zimlech deiere Stroossebauinfrastrukture verbonnen ass, dee Projet do. Ech si mer och honnertprozenteg sécher, datt herno, wann et ëm d'Fonctionnementskäschte geet a wien do muss wat bezuelen, datt de Stat och do säi Bäitrag misst leeschten.

Mä da muss een och do soen, sou leed et engem och deet an esou frou, wéi een och vläicht mat där Sportaart ass, dat ass de Moment keng Prioritéit. Et muss een dat zréckstelle, fir an aner Saachen ze investéieren; déi, wou ech virdru gesot hunn.

Iwwert den Tram wëll ech just soen, datt ech frou sinn, datt d'Regierung am Kontext vun där gesamter Mobilitéit sech dozou bekannt huet.

Ech hätt awer nawell gär Prezisioune vum Nohaltegkeetsminister - deen ass jo och hei; vläicht haut oder muer, oder soss d'nächst Woch -, wat dat genau bedeit, net ze wëssen all deen Timing vun 2014. Dat ass elo eng Streckung, déi gemaach gëtt och par la force des choses, well souwisou wahrscheinlech kaum de Bau éischter ugaange wär. Dat wësse mer jo alleguerten, an dat ass awer elo emol dohinnergestallt.

Fait ass awer deen, datt ee muss wëssen, wéi dat elo soll virugoen. De Problem ass jo net nëmmen eleng de Bau vun deem Projet, mä de Problem ass jo och deen, wéi et dozou soll kommen, well de Bau ass jo déi leschte Phas. Virdru muss eng Gesellschaft gegrënnt ginn. Et mussen och Suen engagéiert ginn. Dat heescht, mir hätte gär Kloerheet, wat dat am Detail bedeit.

Ech kommen dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur Inflatioun an och selbstverständlech zur Fro vum Index. Et ass schonn hei de Mëtteg e puermol gesot ginn: D'Inflatioun ass keng Lounerhéijung, mä et ass en Ausgläich fir e Kafkraaftverlosch, deen do geschitt ass. Dat ass ganz richteg. D'Zil muss et awer och si vun der Politik - an dat ass eiser Meenung no méi wesentlech -, datt ee kee Reallounverlosch huet duerch Inflatioun. Dat misst jo d'Zil sinn. Well Inflatiounsausgläich, zumools bei enger galoppéierender Inflatioun, dat ass - fir haaptsächlech Klengverdénger - souguer mat der Indextranche ëmmerhi Gëft. Donc muss éischt Zil sinn, fir eng niddreg Inflatioun ze hunn, fir datt eben de Realloun net opgefriess gëtt vun der Inflatioun. Dat muss d'Zil sinn.

Nu weess ech natierlech och, datt et eng inländesch Inflatioun gëtt - an ech hunn d'Zuelen hei, déi de Statec gëschter publizéiert huet -, déi läit de Moment bei engem Komma… - wann ech dat elo hei erëmfannen - 1,02%, déi reng inländesch Inflatioun. Dat heescht: extrem niddreg. An et ass jo kloer, bei där Inflatioun do, wann et nëmme bei där wär, géif keng Indextranche erfalen. Mir hunn awer eng reell, déi läit no un där Marge vun 2,5 - dat heescht, si läit bei 2,35 elo -, an dat heescht, déi Verduebelung vun der Inflatioun kënnt eigentlech just nëmmen duerch een eenzege Rohstoff, nämlech de Pëtrol. Dat ass och de Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn.

Elo soe mir: „Mir hunn Iech 20 Joer gewarnt, datt déi ganz Problematik vum Pëtrol a vun der Energie insgesamt…". Well mir wësse jo haut, wann de Pëtrol steigt, da steigt net nëmmen de Präis vum Bensin, vum Uelech. De Gas ass dru gekoppelt. Bal all Energieforme si gekoppelt, a souwisou de Gros vun eiser Energie, déi mer aus der Steckdous zapen. Déi meescht Leit mengen heiansdo, dee kéim aus dem Buedem, de Stroum, deen do dran ass. Do ass och am Hannergrond Pëtrol am Asaz, fir datt de Stroum an d'Steckdous kënnt.

Dat heescht, d'Gesamtenergieform ass ofhängeg gréisstendeels vum Pëtrol. Elo ass et natierlech evident, wa bei der Inflatioun ee Facteur, deen och nach e weltwäite Problem duerstellt, datt dat natierlech en enormen Impakt op d'Inflatioun huet. Mä mir sinn an enger Ofhängegkeet. A mir hunn ëmmer gewarnt do virdrunner, datt, jee länger mer waarden, fir aus där Ofhängegkeet erauszekommen, jee schlëmmer wäert et ginn, och ekonomesch, a jee gréisser wäerten d'sozial Verwerfunge ginn.

Mir sinn elo am Ufank vun där Situatioun. Mir hunn elo e Pëtrolspräis, dee läit net grad bei - en ass och e bëssen zréckgaangen - 90 Dollar de Barrel. Mir waren schonn eng Kéier bei 140. Mä, ech soen Iech, all Etüden, déi de Moment um Dësch leien, déi ginn dovun aus, datt de Pëtrolspräis nach bis Enn dës Joers éischter bei 100 - oder souguer iwwer 100 - Dollar de Barrel wäert leie wéi drënner.

Dat huet ganz banal Ursaachen. Dat huet déi ganz banal Ursaach, éischtens, datt mer bei der Ressource Pëtrol op de Wee gi vun der Verknappung, dat heescht, datt mer déi Ressource net méi onendlech zur Verfügung hunn, datt d'Erschléissung vun neie Pëtrolsfelder ëmmer méi schwiereg gëtt. An zu wat déi ëmmer méi schwiereg Erschléissung och nach féiert, dat gesi mer am Moment am Golf vu Mexiko, wou an Déifte vun 2.000 Meter am Mier no Pëtrol gebuert gëtt.

Et gëtt der och entre-temps, déi mengen, si missten dat do och nach an der Antarktis maachen. Ech soen Iech, wann Der dat dote kritt an der Antarktis, da gëtt et eng Ëmweltkatastroph, déi huet dramateschst Konsequenze fir eist Liewen op dësem Planéit.

Mä dat huet och souwisou en Afloss op de Präis, well wann Der musst buere goen op 2.000 Meter Déift, dat maacht Der net esou bëlleg, wéi wann Der einfach kënnt hei vis-à-vis an der Wiss buere goen. Dat kascht haart Geld. An ech soen Iech och, dat, wat elo geschitt, nämlech datt BP déi Onkäschte muss iwwerhuele vun deem ganzen Accident, och dat kascht herno Geld, an dat wäert ee bezuelen. A mengt net, datt BP dat eleng wäert herno bezuelen. Dat wäert herno op de Präisser iergendwou sech erëmschloen.

Dat heescht, mir hu lauter Elementer, déi zesummekommen, déi maachen, datt mer op de Wee komme vun enger Gesellschaft, wou de Pëtrolspräis wierklech zur Gäissel gëtt, wierklech zum grousse Problem gëtt. Mir hunn awer op där anerer Säit verpasst an deene leschten 20 Joer - an dat ass dee gréisste Virworf, deen een der Politik insgesamt muss maachen, hei zu Lëtzebuerg, mä och an anere Länner -, mir hunn et verpasst, fir d'Alternativen zum Pëtrol ze développéieren.

Sougutt an der Mobilitéit wéi och am Energieverbrauch, an der Energieconsommatioun generell, ob dat ass an dem Heize bei Haiser, ob et ass an der Produktioun vun der Industrie: Iwwerall hu mer deen nämlechte Problem. Dofir ass et och relativ kloer, datt dat natierlech en onheemlech breeden Impakt kritt. Wann de Pëtrolspräis esou klëmmt, da kritt dat e breeden Impakt.

Wann ech dann op den Index ze schwätze kommen, da kréie mer e Problem, dee mer kennen eigentlech scho vun de 70er Joren, mä dee sech mat Sécherheet dramatesch wäert verschäerfen, well déi Haussen, déi mer de Moment hunn, wierklech spektakulär Ausmoosse kënnen hunn. Da kréie mer de Problem, datt mer den Index an d'Luucht dreiwen, de Lounausgläich kréien, eng Indextranche kënnen am Joer kréien, eng zweet, dann nach den 1. Januar de soziale Mindestloun och nach erhéije ginn.

Dat bedeit à la limite, datt d'Betriber locker tëschent 6% a 7% mussen hir Lounmass erhéijen. Dat mécht à la limite och nach engem ganz grousse Betrib…, dee verkraaft dat och nach. Mä ech soen Iech, et gëtt ganz vill Kleng- an och Mëttelbetriber, déi verkraaften dat net, an zumools, wat se méi aarbechtsintensiv sinn, wat se et manner wäerte verkraaften. Dofir kann een déi Fro net ignoréieren.

Mir soen dofir ganz kloer, datt ee muss driwwer diskutéieren, iwwert dee Wuerekuerf. Mat Alkohol an Tubak eraushuelen hu mer iwwerhaapt kee Problem. Mir fannen, datt dat iwwerhaapt net hätt dierfen dra sinn, aus gesondheetspoliteschen Ursaachen.

Mam Pëtrol si mer der Meenung, datt ee muss kënnen driwwer diskutéieren, fir de Pëtrol am Index-Wuerekuerf ze neutraliséieren, awer ënner enger Konditioun: ënnert der Konditioun, datt d'Regierung op där anerer Säit eng kloer Strategie virleet, wat hir Visioun ass, fir aus der Uelechfal erauszekomme respektiv fir de Leit ze hëllefen, datt se kënnen op aner Alternativen zréckgräifen an hirem Alldagsliewe par rapport zum Pëtrol. Well dat ass jo de gréissten Deel vum Problem.

Dat heescht, mir mengen dofir, datt genau missten dann och déi Investitiounsausgabe getätegt ginn, déi ech virdru gesot hunn, a vill méi massiv, an datt d'Leit e Plang virgeluecht kréichen, datt och verschidden Aidë misste wahrscheinlech zur Verfügung gestallt ginn, haaptsächlech fir Ménagen, déi net vill Suen hunn, fir zum Beispill hir Haiser ze isoléieren an esou weider an esou virun. Dann - menge mer - wär dat och duerchweegs verkraftbar, kéint een dat hikréien, a mir kréichen dann och e Schub, fir op de Wee ze kommen, datt mer aus der Ofhängegkeet vun där Ressource do erauskommen.

Mir sinn och dofir der Meenung, datt d'Fro sech hei net stellt, den Index ofzeschafen als Mechanismus, mä datt d'Fro sech just stellt par rapport zu där do Problematik. Do musse mer eng Léisung fannen, a mir wären och bereet gewiescht, iwwert déi ze diskutéieren, aus villfältege Grënn.

Ech kommen dann och zum Spueren. A wann ech beim Sozialstat spueren, do gëtt jo nach ëmmer vun der Selektivitéit geschwat. Ech hunn dat Wuert net gär, well ënnert der Selektivitéit versteet jiddwereen eppes aneschters. Ech hätt léiwer, mir géife vun Zilorientéiertheet schwätzen.

Wann ech zum Beispill bei der Familljepolitik oder bei der Sozialpolitik dovunner wëll schwätzen, vun Zilorientéiertheet, wat ass dat? Ma da wëll ech kucken an analyséieren, ob dat, wat ech vu familljepolitesche Mesuren eng Kéier geschaf hunn oder vu sozialpolitesche Mesuren eng Kéier geschaf hunn, ob ech dat Zil, dat ech mer och gesat hunn, erreecht hunn oder ob eventuell souguer sech verschidde Saachen ageschlach hunn, déi mam Zil iwwerhaapt näischt ze dinn haten. Dat muss duerchweegs méiglech sinn, an dat huet mat Spuerpolitik eigentlech näischt ze dinn.

Dofir ass et och esou, datt eigentlech eng Rei Saachen, déi elo méi zum Virschäi kommen am Kader vun der Spuerpolitik, dat si strukturell Problemer, déi mer scho méi laang hunn. Si ginn elo méi däitlech, well manner Suen do sinn. Virdru konnte mer ons de Luxus leeschten, einfach ze soen: "Bon, dat ass eis egal. Allez hopp, mir…" - et war zwar ni eis Meenung, wëll ech awer soen -, mä dann ass gesot ginn: „Et ass eis egal, allez hopp, mir bezuelen einfach nëmmen alles aus, egal wat ee verdéngt an egal, wat een huet."

Dofir zum Beispill, wann ech d'Geldleeschtungen huele bei der Familljepolitik - an ech schwätzen hei geziilt just vun de Geldleeschtungen, bei Sachleeschtunge stellt d'Fro sech ganz aneschters -, bei de Geldleeschtunge kann et net d'Zil sinn, datt een déi kritt, onofhängeg vu sengem Revenu, fir jiddwereen d'nämlecht an an där nämlechter Héicht. Dat huet mat Sozialpolitik a mat Familljepolitik - et deet mer leed - näischt ze dinn.

Et ass richteg a wichteg, datt ee kee kann ausschléisse vun enger familljepolitescher Geldleeschtung. Et muss en universellt Recht fir jiddweree bleiwen, well dat ass wichteg wéinst der Solidaritéit an der Gesellschaft vun A bis Z, egal wat ee verdéngt. Mä et ass awer net normal, datt een net kann driwwer diskutéieren, ob een, egal wéi en héije Revenu en huet, och da muss voll - all, jiddwereen - déi nämlecht Geldleeschtunge kréien.

Mir hätten dofir léiwer gehat, wa mer zum Beispill do op en anere Wee gaange wären. Mir hätte léiwer gehat, wa mer, och zum Beispill bei de Familljemesuren, op de Wee gaange wäre vun der Besteierung - eventuell - vun de Kannergeldleeschtungen.

Dat hätt sécherlech als Impakt gehat, datt een effektiv ënnert dem Strëch jiddwerengem alles ginn hat, a se um Strëch, eben iwwert d'Progressioun an der Steiertabell, d'Leit en Deel zréckginn hätten. An elo kréien ech gesot: „Dat ass technesch ze schwiereg, da muss jiddwereen eng Steiererklärung maachen." Ech mengen, et misst een emol dat awer nach eng Kéier seriö diskutéieren, well mir wëssen och, d'Steierverwaltung seet ëmmer ganz séier bei Saachen: „Dat ass technesch net machbar." Wann een dat emol géif méi am Detail kucken, sinn ech der Iwwerzeegung, datt och do technesch Léisungen erbäizeféiere wieren, fir op dee Wee kënnen ze goen. Dat hätt iwwregens och, ënnert dem Strëch, vun Erspuernis mat Sécherheet méi erabruecht wéi dat, wat d'Regierung sech hei als Zil gesat huet, an et hätt eng gewësse sozial Gerechtegkeet geschafen.

An da gëtt et och Leeschtungen, déi mer geschafen hunn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi hat iwwerhaapt kee gefrot. Et gëtt Leeschtungen, déi hat kee gefrot, an déi sinn och net noutwendeg gewiescht. Déi sinn einfach agefouert ginn, well gemengt ginn ass - vun där enger oder anerer Partei an der Vergaangenheet, wéi vill Suen do waren -, datt dat sech gutt géif maachen, an datt esou e klenge Cadeau nach viru Wahle Stëmme géif bréngen. An Dir wësst, wat ech uschwätzen: Et ass d'Mammerent. D'Mammerent hat kee Mënsch gefrot. D'Mammerent huet kee Mënsch gefrot. Déi ass op den Dësch bruecht gi vum Statsminister am Kader vum Rentendësch, ufanks den… also 2001 dorëmmer, a si ass dunn agefouert ginn. Et hat kee se gefrot. En plus ass se agefouert ginn ouni dee geréngsten Uschäi vu sozialer Selektivitéit, well et kritt jo einfach jiddweree se, ouni datt d'Verméigenssituatioun vun där eenzelner Persoun iwwerhaapt gekuckt gëtt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Esou war se net proposéiert ginn, wéi se agefouert ginn ass.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Also, ech wëll Iech just soen, wéi se proposéiert gi war. Am Ufank war et nach schlëmmer. Am Ufank war se proposéiert ginn, datt gesot ginn ass, mir finanzéiere se en plus nach iwwert d'Rentekeese vum Privatsecteur. Dat hu mer emol ofgewiert, do hu mer emol gesot: „Dat kënnt iwwerhaapt net a Fro." An do hutt Dir, Här Premierminister, wéi Der dann heiansdo sidd, gesot: „Wann de Rentendësch dat net wëllt, da gëtt dat iwwert de Budget finanzéiert." Dat konnt een natierlech 2000 soen, mir hate 40 Milliarde Plus-value, Iwwerschoss am Statsbudget, aler Frange selbstverständlech. Mir haten e Wirtschaftswuesstum…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* An dunn ass se anescht agefouert gi wéi ursprünglech geplangt. Dat ass eben esou.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Also, de Grondprinzip ass awer esou age-

fouert ginn, wéi Dir dat wollt. Mä kommt, mir bleiwen awer... Dir gitt mir awer Recht, datt keen dat, éischtens, gefrot hat...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et stoung am Wahlprogramm vu menger Partei, mä dat...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, et stoung an Ärem Wahlprogramm, mä dat wëll awer net heeschen, datt d'Leit dat dobausse gefrot hunn. Dir hutt villes an Ärem Wahlprogramm stoen, wat kee gefrot huet.

Une voix.- All Partei.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir hunn och villes net drastoen, wat gefrot gëtt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, an Dir hutt och... Dir sot och oft villes, wat der duerno anescht maacht. Ech kommen och nach dorobber ze schwätzen. Mä fir dann awer nach eng Kéier op d'Mesure zréckzekommen. Deemools hu mir gewarnt, mir hu gesot: „Lauschtert emol, wann Der dat do maacht, dat ass jo eng Belaaschtung fir de Budget à long terme. Dat do kënnt Dir Iech elo leeschten, haut am Joer 2000 mat deem Iwwerschoss, wou mer hunn, mat deem Wuesstum, wou mer hunn. Wat maacht Der dann, wann eng Kéier eng Wirtschaftskris kënnt, wann et méi enk gëtt am Statsbudget? Da musst Der eng Kéier dorunner plécke goen, da musst Der dat erëm ofschafe goen."

Elo si mir hei an der Situatioun, elo gëtt gesot: „Mir schafe se net of, mä mir setzen den Alter, wou ee se kritt, erop vu 60 op 65 Joer." Ech muss Iech awer soen, an ech ka jo nach verstoen, datt déi Leit, déi se elo hunn, datt Der deene se net ewechhuele gitt. Et kann een och nach domat d'accord sinn. Mä Dir hätt awer wéinstens kënnen de Courage hunn, fir ze soen: „Esou, ab dem Stéchdatum, komm mir soen den 1. Januar d'nächst Joer, ass et Schluss. Déi, déi se hunn, behale se, an et kritt kee Neie se méi derbäi". Dat wier e Spuereffekt gewiescht, deen hätt eppes bruecht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do si mir anerer Meenung.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, Här Gibéryen, wësst Der, Dir sidd do anerer Meenung. Iech ass et souwisou egal. Dir kënnt souwisou dat eent oder dat anert verlaangen. Ech mengen, dat ass... Dir kënnt jo herno soen, wat Dir dann dozou mengt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat kënnt Der awer sécher sinn.

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht am Kloertext, zu där doter Mesure hätte mir och hei gesot: „Esou, mir loossen déi auslafen, déi elo do sinn, a mir maachen e Strëch drënner, a mir soen, datt dat eben eppes ass, wat ee sech kann nach als Luxus vläicht leeschten a gudden Zäiten." Mä ech mengen, mir sollen elo keng Nei méi derbäikomme loossen, mir loossen déi Mesure auslafen. D'Regierung wëllt dat net maachen.

Ech kommen dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zur Steierpolitik. An do ass et jo relativ interessant, wat mer do alles hu missen erliewen. Ech liesen Iech elo emol vir, wat am Koalitiounsaccord steet. Den Här Meisch huet virdrun de Wahlprogramm virgelies vun der CSV. Dat, wat ech elo hei virliesen, dat ass de Koalitiounsaccord, dat heescht, dat ass dat, wat no de Wahlen tëscht der LSAP an der CSV am August d'lescht Joer, wou de Spuerprogramm jo schonn ustoung, wat do festgehale ginn ass: «En matière fiscale, afin de maintenir le pouvoir d'achat et d'éviter d'accentuer la crise, le Gouvernement n'augmentera pas les impôts des personnes physiques durant la crise économique. En raison de la situation des finances publiques, aucune réduction, ou correction en raison de l'inflation, de la fiscalité des personnes physiques ne sera proposée au cours de la première moitié de la nouvelle période législative. La fiscalité évoluera ensuite en fonction de la situation économique et financière de notre pays.»

An der mëndlecher Stellungnahm vum Premierminister ass et nach méi däitlech ginn, do seet en: „Mä et wier falsch, den net krisebedéngten Deel vum Budget 2009 ouni Ofstrécher an d'Joer 2010 weider ze schreiwen. Schonn am Budget fir d'Joer 2010 muss all Aspuerpotenzial genotzt ginn, dat et gëtt. D'Konsumverhale vum Stat gëtt erofgesenkt." Dat war schonn natierlech eng Ligen, dat ass net gemaach ginn. Mir hunn de Budget „ratsch", mir hu keen een Effort gemaach am Budget vun 2010, fir d'Konsumausgaben erofzeschrauwen.

An da kënnt dee berühmte Saz: „Logescherweis kann et zu kenger Steiererhéijung kommen...", „...zu kenger Steiererliichterung kommen" - Pardon - „et kënnt och net zu Steiererhéijungen, well si wiere Gëft fir d'Konjunktur." Dat ass den Text vum August 2009, dat heescht no de Wahlen, an dee beleet erëm eng Kéier, wéi chaotesch an onvirbereet dës Regierung un déi ganz Spuerpolitik erugaangen ass.

Elo si mir sécherlech net déi, déi mengen, datt mat de Steieren näischt sollt gemaacht ginn, well mir waren nämlech genau déi, déi gesot hunn 2001, wéi déi Steiererliichterunge gemaach gi sinn, déi exzessiv, mir hunn deemools gesot: „Wat Der hei maacht 2001, dat ass einfach iwwerdriwwen." Mir hunn de Spëtzesteiersaz vu 36 op 38% op ee Coup ofgesenkt, pardon, vu 46 op 38% ofgesenkt. Mir hu gesot, dat ass exzessiv, an dat doten, dat wäert derzou féieren, datt an der éischter Wirtschaftskris d'Finanzcapacitéit vum Stat, wann déi net méi esou do ass, wann déi a Fro gestallt ass, wäert Der Problemer kréien, an da gëtt et natierlech batter, well déi Suen Iech feelen. Elo stelle mer fest, elo gëtt de Spëtzesteiersaz erëm eropgesat. Dat heescht, dat ass d'Confirmatioun, datt mer Recht haten deemools, wou mer dat kritiséiert hunn.

Éischtens d'Fro, déi ee sech just ka stellen, ob een do net hätt kënnen e klengen Effort méi maachen a souguer 2% mindestens eropgoen, well dee Saz, dee mer do erofgemaach hunn deemools - also ech gi gär zou, et gëtt kee Sënn, dann an enger Krisesituatioun d'Steierschrauf total unzedréinen -, mä mindestens wier fir déi Persounen, déi et betrëfft, duerchweegs 2% méiglech gewiescht. Dat wier, wann ech déi Zuele gesinn - déi jo hei berechent, weess ech net, mä mindestens hu mer déi emol virgeluecht kritt -, wat dat abréngt, ëmmerhi substanziell gewiescht an hätt kënnen derzou bäidroen, fir zum Beispill öffentlech Investitiounsausgaben, eng Rei öffentlech Investitiounsausgaben awer nach ze finanzéieren.

D'Betribsbesteierung. Mir sinn an enger Situatioun, wou zwee Drëttel vun de Betriber zu Lëtzebuerg quasi keng Steiere méi bezuelen. Dat ass keng gesond Situatioun. Dat huet natierlech näischt mat den Tauxë ganz oft ze dinn, mä dat huet och ganz vill ze di mat der Berechnungsbasis. Et huet vill ze di mat „fiscal engineering", deen et haut gëtt, a mir mengen duerfir, datt bei de Betriber et selbstverständlech elo net soll do drëms goen - well dat géif eis net vill bréngen am Moment -, fir d'Tauxen eropzesetzen, mä awer d'Besteierungsbasis misst gekuckt ginn, d'Ofschreiwungsméiglechkeete musse gekuckt ginn, a gekuckt ginn, datt iwwerhaapt déi Steieren, déi haut misste bezuelt ginn, datt déi iwwerhaapt emol bezuelt ginn.

Och bei de Betriber muss dat gëllen, wat bei de Privatpersoune gëllt: Staark Schëllere kënne méi droe wéi schwaacher. Et ass net alles d'nämlecht bei de Betriber. Et gëtt Betriber, déi ganz sécherlech eng Steieraugmentatioun gutt kéinte verkraaften. Et gëtt anerer, déi kéinte se guer net verkraaften. A wann een dat natierlech mécht iwwert de Wee vun der Analys vun der Berechnungsbasis respektiv vum ganzen Duerchforste vun den Ofschreiwungsméiglechkeeten, da kënnt ee sécherlech op e Wee, wou een och do kann nuancéiert virgoe par rapport zu de Betribsbesteierungen.

Mä generell menge mir souwisou, datt een de Steiersystem misst reforméieren, a virun allem och eng ekologesch Komponent dra bréngen. Déi ekologesch Komponent, déi kënnt eis engersäits Belounungs- a Bonuseffekter bréngen, déi mer kéinte ginn, op där anerer Säit, fir och e sozialen Ausgläich ze schafen. Si kéint eis awer och kuerzfristeg Recettë ginn, fir zum Beispill déi öffentlech Investitiounsausgaben och matzefinanzéieren, déi mer brauchen, fir dee Wandel ze kréien, haaptsächlech am Beräich Energie, Klima an esou weider, alles dat, wat ech virdrun opgezielt hunn.

Mir hunn dozou kee fäerdege Modell. Mä et gëtt awer Modellen entre-temps, weltwäit, an an deene ganz ënnerschiddlechste Länner, wou der applizéiert ginn. A mir soen och, datt ee muss kucken, wann een esou e Modell entwerft, da muss en der Spezifissitéit vum Land Rechnung droen. A mir hunn am Januar, fir emol den Test ze maachen - mir hu jo zu Lëtzebuerg eng Uni Lëtzebuerg, wou virun allem dee ganze Beräich vun de Finanzen ee vun deenen ass, deen am beschten développéiert ass -, mir hunn der Uni Lëtzebuerg e Bréif geschriwwen an deenen eenzelen CRPen, a mir hu gesot: „Kënnt Dir Iech virstellen, datt, wann de Stat Iech zum Beispill en Optrag géif ginn - mir hunn dat kuerz beschriwwen -, fir esou e Modell vu Steiermodell fir Lëtzebuerg ze entwéckelen, Dir esou e Projet oder esou ee Modell no esou enger Analys kéint maachen?"

Mir hunn d'Äntwert kritt: „Jo, wann d'Regierung eis dozou beoptraagt, géife mir dat selbstverständlech gär maachen." Mir froen eis, firwat datt dës Regierung déi Uni, déi mer hunn, an déi Fäegkeeten, déi mer do hunn, net scho längstens beoptraagt huet, fir dat ze maachen. Dann hätte mer wahrscheinlech och schonn e Modell virleien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Zur Solidaritéitssteier hu mer kee Problem. Dat hu mer vun Ufank u gesot. Mir hunn och kee Problem zu där temporärer Krisesteier. Dat si Mesuren, déi geholl ginn, fir wierklech deenen ze hëllefen, déi de Moment duerch d'Netz falen. Dat si Mesuren, déi berechtegt sinn, eiser Meenung no.

Ech wëll zu de Steieren nach zwee Punkte just kuerz opwerfen. Dat eent ass am Zesummenhang mam bëllegen Acte Logement. Bon, mir hu jo elo vill diskutéiert doriwwer, datt d'Generaliséierung vun dem bëllegen Akt erëm ofgeschaaft gëtt. Sécherlech ass dat och aus Selektivitéitsgrënn berechtegt. Et muss een zwar och wëssen, wéi dat agefouert ginn ass, do sinn ech mer zimlech sécher, datt dee Phenomeen, mir hunn och iwwregens déi Zäit bei der Debatt iwwert de Logement dovu gewarnt, datt deen op de Präis dropgeschloe ginn ass, an datt bei de Präisser vun den Terrainen dat och eng Konsequenz hätt.

An et muss een och wëssen, wa mer natierlech elo de bëllegen Akt an deem Mooss ofschafen, wéi mer dat wëllen, da muss kee mengen, datt dann déijéineg dat erëm vun de Präisser erofhuelen, wat se déi Zäit dropgeschloen hunn, wéi mer en agefouert hunn. Mä bon, et kann een awer domadder d'accord sinn.

Wat mir awer contestéieren, dat ass, datt sech net méi Gedanke gemaach gëtt iwwert de Fait, firwat d'Bauland zu Lëtzebuerg esou deier ass. A virun allem iwwert déi ganz Problematik vun den Immobiliëgesellschaften zu Lëtzebuerg. D'Besteierung vun den Immobiliëgesellschaften, iwwerhaapt d'Besteierung vun Terrainen, d'Spekulatioun bekämpfen, do gëtt et eng ganz Rei Pisten, déi een emol sécherlech eng Kéier seriö misst analyséieren an diskutéieren. Dat géif dozou féieren, sécherlech, datt een emol méi Recetten hätt, mä et hätt awer als Haaptzil virun allem, datt d'Bauland méi bëlleg erëm géif, wéi dat de Moment ass.

Déi zweet Saach ass dat mat der Wegpauschal, déi jo ëm 50% reduzéiert gëtt. Mir kéinten eis souguer virstellen, déi ganz ewechfalen ze loossen, d'Wegpauschal. Mä och do soe mer, da muss awer och de Parallelismus attackéiert ginn, nämlech deen Unfug mat den Déngschtween a mat de Leasingskontrakter vun de Firmen, wou dem Stat onmoosseg och Steiergelder verluer ginn.

Mir wëssen alleguerten, datt déi Autoen herno verkaaft ginn. Dir wësst jo, datt no esou vill Joer déi Leit, déi déi Autoen zur Verfügung gestallt kréien, se fir 10% vum Akafspräis herno kënnen ofkafen. Déi Autoen hunn an der Regel awer natierlech wäitgehend méi eng héich Valeur wéi dat. An do leeft e wonnerbaart Geschäft de Moment dobaussen. D'Steierverwaltung huet och scho méi wéi eng Kéier drop higewisen, datt se net genuch Leit huet, fir dat do ze kontrolléieren. Dat ass nëmmen ee steierleche Volet, wat dat betrëfft, wann een am Fong déi Déngschtween verkeeft.

Mir mussen iwwerhaapt déi ganz Fro vun den Déngschtween op de Métier huelen, well dat ass ongerecht an net seriö, wat hei geschitt. Hei ginn deelweis héich an deier Autoe finanzéiert vum Steierzueler, laanscht deen, also vum Steierzueler. An dat ass natierlech net konsequent, wann een op där enger Säit zu de Leit zu Recht seet, bei der Wegpauschal musse mer ëmdenken, d'Leit musse sech aneschters fortbewegen, an do zum Beispill dann och déi Pauschal ëm 50% reduzéiere geet, an esou Saache wéi dat doten op där anerer Säit bestoe léisst.

Dann dee leschte Volet, dat ass deen, deen een och erëm eng Kéier emol misst op den Dësch huelen, dat ass - den Här Krecké ass elo net méi hei - dee vun der Steierhannerzéiung. Den Här Krecké hat am Optrag vum Statsminister an den 90er Joren en zimlech zolitten a gudde Rapport gemaach. Ech mengen, et wär och erëm un der Zäit, datt mer emol eng Kéier de Bilan géifen zéien, wat aus de Konklusioune vun deem Rapport gemaach ginn ass an awéifern datt do Saachen ëmgesat gi sinn. Och do ass sécherlech nach Sputt do, wou de Stat kann, ouni datt e Steiere muss erhéijen, Steieren andreiwen.

Da kommen ech, Här President, zu deene Punkten, déi eigentlech net haut zur Diskussioun stounge bis elo. Well dat Ganzt, wat d'Regierung amgaangen ass ze maachen, déi Operatioun, dat ass jo eng Virwëtztut. Mir hunn elo en Deel vun enger Virwëtztut hei presentéiert kritt. Mä et sinn awer aner Deeler vun der Virwëtztut, déi kenne mer nach guer net. Ech denken do natierlech virun allem un de Problem vun de Krankekeesen an de Pensiounskeesen.

Ech hat mer gëschter erlaabt, an enger Debatt op der Televisioun dem Här Lux eng Fro ze stellen iwwert den Defizit vun de Krankekeesen, dee jo och e Problem duerstellt.

Une voix.- Ah jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An do hunn ech den Här Lux gefrot, ob hien de Leit da kéint verspriechen, datt net déi nächst Etapp vun der Virwëtztut zum Beispill wär eng Cotisatiounserhéijung bei de Krankekeesen. Dunn hunn ech geäntwert kritt: Dach, dat wär esou. Dat wär schonn décidéiert. Ech war erstaunt, wéi ech dat héieren hunn.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech hunn dat net gesot. Dat hunn ech iwwerhaapt net gesot!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ee Moment, ee Moment emol. Här Lux, wann Der der Meenung da sidd, Dir hätt dat net gesot, ech hätt dat falsch verstanen, ech soen Iech elo gläich, da sinn der nach vill, déi dat falsch verstanen hunn. Dat ganzt Land huet Iech da falsch verstanen.

(Interruption)

Huelt Iech emol Plaz! Huelt Iech emol Plaz!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech kann och stoe bleiwen.

Une voix.- Ha, ha!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass awer schued. Et ass awer schued. Et ass nämlech derwäert, wat ech Iech elo wäert virliesen.

(Interruptions)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech maachen dat gären am Stoen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Well de Moien ass e Communiqué erausgaange vum LCGB, an dee seet Folgendes: „Der LCGB hat mit gehörigem Erstaunen die Aussage zur Kenntnis genommen, die der LSAP-Fraktionschef Lucien Lux im Rahmen der gestrigen politischen Gesprächsrunde bei RTL-Télé-Lëtzebuerg in Bezug auf die Finanzierung des drohenden Defizits des Budgets 2011 der Gesundheitskasse machte."

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- „Laut Lucien Lux hätte Sozialminister Mars Di Bartolomeo die Vorgabe gemacht, die Beiträge um 0,15 Prozentpunkte zu erhöhen. Falls diese Vorgabe tatsächlich gemacht wurde, dann jedenfalls nicht gegenüber den Sozialpartnern, wie Lucien Lux dies so forsch annahm."

An da gëtt um Schluss gesot: „Die beiden sozialistischen Politiker Lux und Di Bartolomeo hätten besser daran getan, sich in dieser Sache abzusprechen, anstatt das Wirrwarr der letzten Wochen nun auch in den Bereich der Finanzierungsfrage der Gesundheitskasse hineinzutragen."

Elo schéngt deen nächste Konflikt scho virbereet ze sinn!

(Interruption)

Da liesen ech an engem anere Communiqué, deen och haut erauskomm ass, vun enger Gewerkschaft, déi Iech da méi nosteet. Déi muss awer dann och eppes verstanen hunn, well déi huet haut och een erausginn, nämlech och zu de Bäiträg vun de Krankekeesen. Déi sinn zwar net dem LCGB senger Meenung, mä déi maachen eng Propos. Mä si hunn awer och dat erausbruecht.

Déi schreiwen dann: „Was das Defizit der Krankenversicherung anbelangt, sollte der Reservefonds in mehreren Etappen aufgestockt werden. Die Beitragsdecke sollte abgeschafft werden und infolgedessen könnte der Gesamtbeitrag leicht nach unten angepasst werden."

(Hilarité)

Dir gesitt, déi hunn e bëssen eng aner Meenung wéi Dir.

Bon, ech mengen awer, Dir gitt jo awer gär zou, esou vill Leit kënnen Iech net falsch verstanen hunn, wéi Dir dat elo gemengt hutt gëschter Owend. Ech mengen och schonn, ech hat duerfir jo extra nach eng Kéier nogehaakt an nogefrot, wéi Der mer fir d'Éischt geäntwert hutt, fir datt et soll ganz prezis sinn. An ech menge schonn, datt Der et esou gesot hutt.

Mä do gesäit ee schonn erëm eng Kéier…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Däerf ech dann eppes soen dozou?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir kënnt Iech jo herno aschreiwen, da kënnt Der dat roueg soen.

M. le Président.- Här Lux, wëllt Der eng Fro dem Här Bausch stellen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir kënnt mir eng Fro stellen, selbstverständlech.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Neen, ech wollt dozou eppes soen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da schreift Iech an!

M. le Président.- Neen, Här Lux, da musst Der Iech aschreiwen. Esou kënne mer jo net fonctionnéieren.

Une voix.- Ooohhh!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Also gitt Der mer elo d'Recht, dorobber eppes ze soen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir kritt d'Recht selbstverständlech eppes ze soen, Här Lux, mä…

(Brouhaha)

Hei, Här President, ech mengen, mir mussen…

M. le Président.- Här Lux, mir mussen awer hei d'Prozedur vun eisem interne Reglement anhalen.

(Brouhaha)

Dir kënnt elo eng Fro stellen. Dir kënnt Iech herno…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …muer de Moien an der Reiefolleg…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hei, kommt heihinner, Dir kënnt hei selbstverständlech…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Neen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi dann? Wëllt Der elo näischt méi soen?

(Interruptions)

M. le Président.- Här Bausch, fuert virun!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech stelle fest, Här President, datt do eppes muss getraff hunn, well soss wär den Här Lux elo net fortgelaf. Ech hätt em gär de Mikro iwwerginn. Dann hätt e kënne seng Aussoe maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mech interesséiert eigentlech am meeschten, wéi den Här Di Bartolomeo dat verstanen huet.

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Do ginn ech jo dovun aus, datt den Här Di Bartolomeo vläicht fir d'Éischt Iech an der Regierung dat wëllt erklären an duerno eis hei dat wëllt erkläre kommen.

(Hilarité générale)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Villmools Merci fir d'Pass an d'Déift vum Statsminister!

(Brouhaha)

M. le Président.- Neen, mir mussen awer och hei elo oppassen! Här Minister, wëllt Der dem Här Bausch eng Fro stellen?

(Brouhaha général)

Et geet awer elo net hei, datt jiddwereen zu deem Sujet dat seet, wat e grad um Mo huet! Wëllt Der dem Här Bausch eng Fro stellen? Soss schreiwen ech Iech an.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, ech hat virun allem gemengt, dass d'Chamber un der Wourecht interesséiert ass, an ech kann e Bäitrag dozou leeschten. Wann d'Chamber…

Une voix.- Dir musst awer d'Wuert froen!

M. le Président.- Jo, Här Minister, mir hunn awer eng Prozedur, un déi Dir Iech och musst halen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, däerf ech dann e Bäitrag zur Wourecht…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wëllt Dir eng Fro stellen, Här Minister, jo oder neen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, ech stellen dann elo eng Fro.

M. le Président.- Da stellt Är Fro!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech stelle mer eng Fro.

(Hilarité générale)

Ech stelle mer eng Fro. Ech stelle mer eng Fro.

M. le Président.- Neen! Stellt dem Här Bausch eng Fro, net Iech!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ah, ech stellen dem Här Bausch dann eng Fro. Här Bausch, interesséiert et Iech, gewuer ze ginn, wéi d'Wourecht an deem doten Dossier ass?

(Hilarité générale)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Di Bartolomeo, an deem doten Dossier interesséiert mech Är ganz Wourecht, insoufern et se ass.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ma très bien! Da wëll ech Iech déi soen.

Éischten Deel zu der Wourecht: d'Gewerkschafte sinn alleguer der Meenung, dass et éischter richteg wär, un d'Bäiträg ze goen, wéi u Leeschtungskierzungen oder u Participatiounserhéijungen ze goen.

Zweetens wëll ech Iech soen, dass ech och der Meenung sinn, dass een an deem doten Dossier fir Équilibere muss suergen an dass een net eesäiteg Moossnamen däerf huelen. Et ass just dat, wat mer am Moment amgaange sinn ze maachen. Mir kucken, wat mer an der Keess - an do kënne mer - spuere kënnen, wat all d'Acteuren ugeet. Mir kucken, wéi mer iwwert dat Statutarescht, dat heescht, wou d'Sozialpartner mam Stat responsabel sinn, e Bäitrag kënne maachen.

An ech soen Iech och, wann dat net duergeet, fir dass mer iwwert d'Ronne kommen, wat mer probéieren, da stinn d'Bäiträg, an dat gesäit een am Gesetz, zur Verfügung. An ech sinn och do net eleng, well ech mengen, eise Statsminister huet Iech an der Finanzkommissioun och emol bei Geleeënheet gesot gehat, dass en der Meenung ass, dass et kéint inévitabel sinn, fir ganz, ganz bescheide Bäitragserhéijungen ze maachen.

Voilà. Dat ass de ganzen Deel zu der Wourecht. A wann Der méi vun der Wourecht wëllt gewuer ginn, da loosst Der déi Partner an der Gesondheetskeess gewäerden, fir se nees ze sanéieren.

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Sot, Dir hutt… Här President, dat ass typesch…

(Brouhaha)

M. le Président.- Sou! Neen, elo fiert den Här Bausch virun a senger Interventioun.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass eigentlech typesch, wéi den Här Di Bartolomeo fonctionnéiert. E widderhëlt 15 Pisten, déi et gëtt, iwwert déi ee kann zu der Sanéierung kommen, mä en äntwert eigentlech guer net op déi zentral Uschëllegungen, ob et dann elo stëmmt…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Et ass keng Décisioun gefall! Hutt Der richteg verstanen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Lux huet awer gëschter gesot,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen, den Här Lux huet net gesot, dass eng Décisioun gefall wär, mä en huet gesot, dass et kéint envisagéiert ginn.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hei, den Här Gibéryen war och derbäi. An den Här Schiltz war derbäi. Ech mengen, mir hunn et alleguerte matkritt, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ma, Dir hutt elo vun deene ville Piste geschwat. Här Bausch, däerf ech Iech…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President!

M. le Président.- Jo, herno. Mir mussen awer elo e bëssen hei d'Uerdnung bewahren.

(Interruptions)

Här Lux, Dir stellt elo nach eng Kéier dem Här Bausch eng Fro, an da fuere mer virun an der Diskussioun.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et si gëschter dräi Bemierkunge gemaach ginn. Déi éischt Bemierkung ass déi, dass am Oktober, am November, esou wéi d'Selbstverwaltung et virgesäit, d'Gremië vun der Quadripartite a vun der Generalversammlung zesummekommen, fir dat ze décidéieren. Dat ass net eleng eng Décisioun vun der Regierung oder vun engem Minister, mä et ass d'Décisioun vun der Selbstverwaltung.

Déi zweet Bemierkung, déi ech gemaach hunn, dat ass, dass bei der Virstellung vum Paquet vun der Sanéierung vun den öffentleche Finanzen de Statsminister an der Finanzkommissioun gesot huet, dat, wat elo gesot ginn ass, et kéint sinn, dass et inévitabel ass, laanscht eng kleng Cotisatiounserhéijung ze kommen.

An drëttens hunn ech gesot, et steet am Raum beim Sozialminister, fir en équilibréierte Pak ze maachen, eng Erhéijung vun der Cotisatioun vun 0,15%. Et ass genau dat, wat am Moment am Raum steet. Mä d'Décisioune falen definitiv, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, am Oktober an am November an de Gremië vun der Selbstverwaltung vun der Sécurité sociale. Punkt!

Une voix.- Voilà, dat ass d'Wourecht.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi Prezisiounen do, déi hutt Der gëschter Owend zwar net ginn. Enfin, dann hutt Der se jo elo emol ginn. Dat berouegt déi alleguerten, déi sech schonn haut opgereegt hunn, well de Communiqué… Well ech hu jo, also ech hu jo net dee Communiqué hei geschriwwen, déi zwee hei geschriwwen. Et sinn zwee anerer, déi déi geschriwwen hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Däerf ech och nach eppes soen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, selbstverständlech.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn an der Finanzkommissioun, selbstverständlech a Präsenz vum Finanzminister, gesot, dass, falls et dozou géif kommen, de Statsbudget esou eng Cotisatiounserhéijung erstmoleg net kéint begleeden.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ah, dann hu mer schonn eng Nuance an deem Ganzen! De Statsbudget kann dat net begleeden. Ech mengen, dat ass eng wichteg Prezisioun. Voilà.

(Brouhaha)

Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Gesitt Der! Also, wa jiddweree vun eis eppes seet, da kënnt alles zesummen.

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo. Mindestens, mengen ech, mindestens hu meng Fro vu gëschter Owend an den Intermezzo vun de Mëtteg zu vill Wourechtsfindung scho bäigedroen. Mir kommen der Saach scho méi no.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Huet soss kee vun der Regierung eppes dozou ze soen?

(Brouhaha et hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bei de Pensioune si mer frou driwwer, als Gréng, datt mindestens elo emol d'Analys generell vu jiddwerengem gedeelt gëtt. Dat war jo nach laang net ëmmer de Fall. déi gréng hunn nach reprochéiert kritt virun engem Joer, si wären „Panikmacher", si géife wëllen egal wat zielen. Mindestens haut ass dat en Acquis, datt mer e Problem hunn an och wéi de Problem sech stellt, an et geet elo drëms, natierlech ze kucken, wéi mer Weeër fannen, fir erauszekommen.

Mir wäerten do Propose maachen. Ech soen awer och gradesou däitlech, ech hoffen awer bei där Debatt, an ech war e bëssen erstaunt an der Finanzkommissioun. Ech hat de Minister jo an d'Finanzkommissioun geruff, an du sot ech, mir géifen awer och eng Kéier gär gewuer ginn, wat dann d'Pisten - et muss ee jo ewell ëmmer Piste soen, et dierf ee jo net méi soen, et wären definitiv Décisiounen -, d'Piste vun der Regierung wären, déi ee sech kéint virstelle fir d'Sanéierung vun de Krankekeesen. Well bis elo hunn ech ëmmer nëmmen d'Beschreiwung héieren a bei de Pisten hunn ech ganz wéineg héieren.

Bis elo bei de Pisten hu mer ëmmer nëmmen héieren, datt een e bësse misst kucke mam Rentenalter, u 60 Joer festhalen, awer vläicht kucken, datt ee bei der Préretraite e bëssen eppes mécht an esou weider. Mä et waren awer, also dat ass jo, mir sinn eis jo awer eens, wa mer d'Beschreiwung kucken, wou mer eis jo all driwwer eens sinn, datt dat alles net duergeet, fir datt mer laangfristeg de Rentesystem ofgeséchert hunn. Mä bis doriwwer eraus, doriwwer eraus hunn ech nach net vill konkret Pisten héieren.

Ech hoffen zumindest dann, datt bei där Debatt, déi jo dann am Parlament wäert stattfannen, net nëmmen d'Fraktiounen hei hir Meenung wäerte soen, awer och d'Regierung eng Meenung wäert hunn, wéi d'Piste wäerten ausgesinn. Well soss kréie mer awer e bëssen Diskussiounen hei. Et ka jo net sinn, datt d'Regierung hei bei d'Parlament kënnt, en plus ass et nach, dat ass jo den absolute Combel, en ass nämlech nach vun der LSAP ugefrot ginn, vun der Majoritéit ugefrot ginn, deen Débat, wat ech ganz gutt fannen. Mä mir hoffen awer, datt zumindest…

(Interruption)

Jo, Här Lux, ass dat och schonn net méi richteg? Hutt Dir net déi Debatt ugefrot?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ma neen. Dir hutt gesot, dat ass de Combel, an Dir sot, et ass awer gutt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, ech hu gesot, et wär de Combel, wann Dir se als Partei géift ufroen, an d'Regierung, wou Dir de Minister stellt, eis hei zu näischt eppes géif zielen, wat dann d'Piste vun der Regierung wären.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ma, Här Bausch… Entschëllegt, Här President, wann ech erëm eng Kéier eppes zur Wourecht wëll bäidroen,…

(Hilarité)

…wann den Här Bausch un der Wourecht interesséiert ass.

M. le Président.- Jo, Dir stellt lech ëmmer selwer Froen an da beäntwert Der se och nach!

(Hilarité générale)

Sou si mer net an der Prozedur. Da kritt Der elo nach eng lescht Chance, Här Minister, an da fuere mer virun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci. Wann ech keng Chance méi den Owend kréien, muer hunn ech der jo nach.

Ech wëll just drop hiweisen, dass mer hei jo net mat eidelen Hänn stinn. Mir hunn an deene leschten dräi Joer mat de Sozialpartner iwwert déi doten Thematik diskutéiert. Mir hunn en Ofschlossrapport vun deenen Diskussioune mat enger ganzer Rei vun Orientatiounen do, wou mer den Hiewel mussen usetzen. Ech war net fir d'Éischt an der Finanzkommissioun. Ech war virdrun an der Santés- a Sécurité-sociale-s-Kommissioun. An Dir kënnt an de Rapporte vun der Sécurité-sociale-s-Kommissioun, wann et lech interesséiert, well dee vun der Finanzkommissioun nach net do ass, en detailléierte Rapport fannen iwwert déi Virstellungen, déi mer hunn, fir an déi Diskussioun eranzegoen.

Et muss ee sech och entscheeden, wat ee wëllt. Deen Débat den 2. Juni, dee fënnt sech gutt, well éischtens dat d'Geleeënheet gëtt, fir d'Chamber an déi Aarbechte vun der Regierung anzebannen, an zweetens och, fir eng Rei vu Pisten ze preziséieren hei vun der Regierung aus. Esou gesinn ech deen Débat. An ech mengen, dat kann och ganz konstruktiv sinn, well da jiddwereen seng Vuë muss preziséieren a jiddweree muss soen, wou mer sollen ufänken a wou mer sollen ophalen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir si gespaant.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech och.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech kommen hei bei de Punkt vun der Fonction publique. Fir eis ass et eng Selbstverständlechkeet, datt an där Zäit, wou mer de Moment sinn, eng Nullronn muss gemaach gi mat der Fonction publique. Do brauch een eis guer net laang erauszefuerderen, opzefuerderen. Dat ass eis Meenung. Déi soe mer haart an däitlech.

Nullronn heescht net, datt een an de Verhandlunge kee Sputt huet, fir deene Leit eppes ze proposéieren. Et gëtt niewent Lounerhéijungen och nach aner Elementer, déi een ënner engem Accord salarial kann diskutéieren. Also qualitativ Elementer. Zum Beispill d'Formatioun beim Stat ze verbesseren, zum Beispill aner qualitativ Elementer, déi mat der Mobilitéit ze dinn hunn. Dat muss net ëmmer alles a Loun, an deiere Lounerhéijunge geschéien. Mä et schéngt eis evident ze sinn, datt an dëser Zäit hei ee muss op de Wee goe vun enger Nullronn bei der Fonction publique.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng sinn der Meenung, datt déi Kris hei eng extrem déif Kris ass, datt déi Kris hei vill Facetten huet, an datt et och wichteg ass, datt een driwwer diskutéiert, wéi et zu där Kris hei komm ass. An déi ganz Debatten, déi mer de Moment weltwäit hunn iwwert d'Rereguléierung vun de Finanzmäert, iwwer méi eng aktiv Roll erëm vum Stat an dem Spill vun der Ekonomie als Régulateur, do si mer nach net op der gewonnener Säit!

Et ass esou, datt een d'Impressioun hat an enger éischter Phas, wéi déi Kris voll ageschloen huet, datt et quasi kee méi géif ginn op der Welt, vum Här Ackermann vun der Deutschen Bank an Däitschland ugefaange bis bei egal wien, deen net där Meenung war. Et war och zu deem Zäitpunkt relativ kloer, et huet kee sech méi getraut, eppes aneschters ze soen.

Mä entre-temps huet een d'Impressioun awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi al Geeschter erëm eng Kéier operstinn, an datt mer eigentlech mengen, mir kéinte weiderfueren, wéi wann näischt geschitt wär, wéi wann déi Kris hei net ganz prezis Ursaachen hätt. An déi Ursaache leien eiser Meenung no an enger net genügender Reguléierung vun der Ekonomie insgesamt, mä virun allem vun de Finanzmäert.

Dat sinn natierlech Froen, déi kréie mer net national geléist. Dat ass evident. Mä mir hunn als Europäesch Unioun a virun allem als Eurogroup eng wichteg Verantwortung do, an ech mengen, mir sollen déi wouerhuelen. Mir sollen op alle Fall op deene Plaze wierklech offensiv derfir antrieden, fir datt mer déi Reguléierung do kréien. Well nëmmen och iwwert déi Reguléierung kréie mer Froe vu méi enger sozialer Gerechtegkeet, enger méi grousser Verdeelungsgerechtegkeet vu Räichtum an eiser Gesellschaft och geléist.

Wa mer déi Froen net geléist kréien oder wa mer se net positiv léise respektiv wa mer et verdrängen an erëm séier an där aler Logik draleien, soen ech lech, deen nächste Schock, dee kënnt gläich hannendrun! An d'Schocke ginn ëmmer méi virulent an ëmmer manner verkraaftbar.

2001 hate mer een éischte Schock. Aus deem hu mer näischt geléiert. Dee vun 2008, dee war méi hefteg an deen huet eis schonn un de Rand vum Ofgrond bruecht. Deen nächsten, dee wäert nach méi hefteg ginn. A virun allem, ech soen lech ganz kloer, d'Bierger weltwäit wäerten net nach eng Kéier, eng zweete Kéier bereet sinn, esou déif an d'Täsch ze gräifen, fir d'Konsequenze vun esou enger Kris ze bezuelen! Däers solle mer eis bewosst sinn.

An dat Beispill an duebeler Hisiicht, wat mer a Griichenland de Moment geliwwert kréien, dat ass e gutt Beispill. A Griichenland kréie mer gewisen, engersäits, wat et heescht, wann een e Stat verfaule léisst, wann een d'öffentlech Finanze verfaule léisst. Dat ass e Beispill, dat ass innenpolitesch bewierklecht.

Mir kréien awer och gewisen, wat et heescht, wa mer déi Finanzmäert net reguléieren, well et muss een awer och wëssen, datt déi verfaulte Situatioun a Griichenland nëmme méiglech war, well verschidde Leit egal wat gemaach hunn. Et gëtt vill ze vill vergiess, datt et Goldman Sachs war, déi gehollef hunn, de Griichen hir Zuelen ze friséieren an ze fuddelen. Dat heescht, ee vun deene gréisste Finanzinstituter weltwäit huet gehollef un där Aarbecht do, fir Griichenland an dee Misär ze stierzen, amplaz do dovir ze warnen.

Dat seet alles aus iwwert d'Logik, an där mer an deene leschte Jore fonctionnéiert hunn. Dat seet eppes aus, datt mer an enger Logik fonctionnéiert hunn, wou dat schnellt Geld wierklech just nach alles war, a wou alles lassgeléist fonctionnéiert huet vun der realer Ekonomie, mat alle volle Risiken, déi dat bedeit.

An ech mengen, dat sinn d'Froen, déi mer net genuch an dësem Parlament diskutéieren. Mir diskutéieren hei iwwer kuerzfristeg bis mëttelfristeg Mesurë fir de Budget respektiv fir eis eege kleng Ekonomie. Mä mir mussen och ons méi beschäftegen, eiser Meenung no, an deenen nächste Jore mat deenen dote Froen. Dat sinn europäesch Froen, dat sinn déi wichtegst europäesch Froe fir déi nächst Wochen a Méint, an, Här President, ech hoffen, datt mer déi Diskussioun hei wäerte féieren. Net langweileg Diskussiounen iwwer Nieweschauplätz, wat Europa ubelaangt, mä déi dote Froe mussen diskutéiert ginn.

Wat dës Koalitioun ubelaangt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wäert lech net wonneren, wa mir net nëmme maßlos enttäuscht sinn, mä et eis eigentlech och net wonnert, datt déi Koalitioun net handlungsfäeg ass, well si ass schonn esou zustane komm. Et ass eng Noutkoalitioun. Déi lescht Regierung 2004-2009 huet sech selwer betitelt „d'Regierung vun der arithmetescher Vernunft". Mir hunn ëmmer gesot, et war du schonn éischter déi vun der plus ou moins banaler Gestioun, wou d'Iddië gefeelt hunn.

Mä 2009 ass et éischter d'Regierung, wou de parteipolitesche Calcul am Vierdergrond steet an net den Interessi vum Land. Et ass net déi Regierung, déi eis wäert weiderbréngen. Si ass an engem Stellungskrich. Et geet hei ëm Coups bas. Den Débat ass total lassgeléist gi vun der Sachlechkeet. Et ass eng emotional Debatt gefouert gi ronderëm eng ganz Rei Froen, an dat ass net gutt, well d'Leit dobaussen hunn Angscht. Och hei am Land hu se Angscht a si hätte gär, datt d'Politik handelt an datt se Léisunge fir Lëtzebuerg bréngt, fir Lëtzebuerg aus där Kris hei sécher erauszebréngen.

Dës Regierung, do si mir iwwerzeegt, déi ass net duerfir gëeegent, Här President. Et ass och duerfir evident, datt mer net der Iwwerzeegung sinn, datt dat, wat mer hei presentéiert kritt hunn, wäert duergoen, fir eis ze berouegen, datt mer aus der Kris wäerte gesond erauskommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domadder um Enn vun der Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber fiert muer de Moien um néng Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun weider.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.04 heures)

SÉANCE 30 VENDREDI, 7 MAI 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

Débat sur l'état de la nation (suite)

- *M. Gast Gibéryen (intervient: M. François Biltgen), M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel (dépose une motion), M. Jean-Louis Schiltz (dépose une motion)*
- *M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (répond à MM. Fernand Kartheiser, Gast Gibéryen, Xavier Bettel, François Bausch et Carlo Wagner)*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Motions 1 et 2: M. François Bausch (propose une version modifiée de la motion 1 de M. Xavier Bettel), M. Xavier Bettel (donne son accord à la version modifiée), M. Jean-Louis Schiltz, M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Michel Wolter et M. Gast Gibéryen*
- *Vote sur les motions (motion 1 modifiée refusée, motion 2 adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

D'Chamber fiert haut de Moie weider mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun. Et sinn elo nach ageschriwwen: déi Häre Gibéryen, Hoffmann a Bettel. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gast Gibéryen.

Débat sur l'état de la nation (suite)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ried vum Här Statsminister ass dëst Joer mat grousser Spannung erwaart ginn. An d'Enttäuschung war op där anerer Säit duerno awer esou grouss, well mer am Prinzip näischt Neies gewuer si ginn, näischt, wat mer net scho woussten.

Am Virfeld vun der Regierungserklärung hunn déi zwou Regierungsparteien, d'Koalitiounspartner e groussen Theater gespillt. D'Regierung war oneens, zerstridde wéi nach ni zevier. Eng Regierung, wéi e Land wéi Lëtzebuerg se sécherlech net verdéngt huet.

D'Regierung huet d'Tripartite zesummegeruff. D'Patronat an d'Gewerkschaften hu jiddwereen aus engem Mond geschwat; eng Regierung, déi déi Tripartite zesummegeruff huet, huet awer all Dag eng aner Meenung gehat. Net nëmmen Differenze waren tëschent de Koalitiounsparteien, mä och tëschent de Ministeren, de Parteien, de Fraktiounen. Kaméidi op der ganzer Linn an de Parteien an tëschent de Koalitiounsparteien, se hu sech zerstridden.

An dann ass den Här Juncker virgëschter heihinnerkomm an huet awer e Liebesbekenntnis zu där Regierung gemaach, a gëschter ass et schonn erëm monter heibanne weidergaangen, wéi mer d'Spriecher vun CSV an LSAP héieren hunn.

Jee, Här President, déi Regierung hei, déi fonctionnéiert laut dem Motto „Pak zerschléit sech, Pak verdréit sech“.

(Brouhaha)

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Duerfir ass d'Regierung och schold um Ausgang vun der Tripartite.

Awer dat ass och drop zréckzeféieren, well de Leit virun de Wahlen, fir et emol fein auszedrécken, net d'Wourecht gesot ginn ass iwwert d'Finanzsituatioun vum Stat. Virun de Wahle si Cadeauen ausgedeelt ginn: Steiererliichterungen, Chèques-services, Gehälter vun Enseignantë sinn opgehéicht ginn. D'Leit sollten also d'Gefill kréien, wéi wa weltwäit eng Kris wär, déi all Land géif betreffen, mä just Lëtzebuerg, dank der CSV, hire Finanzministeren an deene sougenanntene Reserven, déi d'CSV soll an de gudden Zäiten ugeluecht hunn, den „Apel fir den Duuscht“, sollten d'Leit d'Impressioun kréien, egal wat op der Welt geschitt, hei zu Lëtzebuerg kënne mir eis nach erlaben, virun de Wahle Cadeauen ze maachen.

A Wierklechkeet war d'Statskeess awer eidel. Eidel, esou wéi mir et als ADR virun de Wahle gesot hunn. Jiddweree vun eis heibannen, a virun allem och d'Membere vun der Finanzkommissioun an am allerbeschten de Stats-, Finanz- a Budgetsminister wousste genau, wéi d'Finanzen hei am Stat wären, an datt d'Keesen eidel waren. Mä souguer nach no de Wahlen hei bei der Regierungserklärung huet de Fraktiounschef vun der CSV staark an helleg behaapt, datt dank den CSV-Ministere mer nach en „Apel fir den Duuscht“ hätten.

Virun de Wahlen, Här President, huet d'CSV grouss Plakaten am Land opgehaangen. Ech hunn zoufälleg eent hei bei mer, wou dropsteet: „Mir soen, wat Saach ass. Elo. Net no de Wahlen.“

(Interruption)

Dat war dat, wat d'CSV virun de Wahle gesot huet. „Mir soen, wat Saach ass. Elo. Net no de Wahlen.“ No de Wahlen, Här President, ass et awer du knëppeldéck komm.

Huet d'CSV de Rentner virun de Wahle gesot, datt d'Renten net an enger, mä an zwou Tranchë géifen ugepasst ginn? Neen, dat huet se net gesot! Au contraire, si hat an hirem Wahlprogramm stoen: „Die Renten und Pensionen werden alle zwei Jahre an die allgemeine Lohnentwicklung angepasst.“

Huet d'CSV an den Här Juncker de Famillje mat Kanner virun de Wahle gesot, datt se d'Kannergeld fir Kanner vun iwwer 21 Joer géif sträichen? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV de Studente virun de Wahle gesot, datt d'Encouragementsprime fir d'Uni-Studente gestrach géif ginn? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV an den Här Juncker de Mammen, déi keng eege Rent hunn a bis elo Recht op eng Mammerent vu 60 Joer un haten, virun de Wahle gesot, datt den Alter vu 60 op 65 Joer géif eropgesat ginn, an datt doduerch all Mamm pro Kand géif 5.000 Euro Akommesverloscht kréien? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV an den Här Juncker de Leit, déi baue wëllen oder en Haus kafe wëllen, virun de Wahle gesot, datt d'Zënsbonifikatioun op neie Prêtë fir Famillje mat Kanner géif gestrach ginn? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV de Familljen, déi zum Beispill zwee Kanner hunn an déi baue wëllen oder en Haus kafe wëllen an déi iwwer 7.000 Euro am Mount besteierbart Akommes kréien, virun de Wahle gesot, datt se net méi vum bëllegen Akt däerfe profitéieren? Neen, dat huet se net gesot!

Haten d'CSV an den Här Juncker de Leit virun de Wahle gesot, datt d'Steiere géifen ginn an de Spëtzesteiersaz zum Beispill op 39% eropgesat gëtt? Neen, dat hate se net gesot!

Mä au contraire, an ech brauch et hei net ze zitéieren, de Kolleeg Meisch huet gëschter hei zitéiert, wat d'CSV een Dag virun de Wahle gesot huet, an de Kolleeg Bausch huet souguer nach gesot, wat am Regierungsprogramm drastoung. Do stoung näischt vu Steiererhéijungen dran, mä et waren nach éischter Steiererliichterungen ugedeit ginn.

Huet d'CSV de Leit virun de Wahle gesot, datt d'Solidaritéitssteier vun 2,5 op 4% eropgesat gëtt? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV de Leit virun de Wahle gesot, si géifen eng Krisesteier vun 0,8% op all Akommes aféieren? Neen, dat hunn d'CSV an den Här Juncker net gesot!

(Interruption)

Huet d'CSV de Leit, déi op hir Aarbecht fueren, virun de Wahle gesot, datt se d'Frais de déplacement halbéiert kréichen? Neen, dat huet se net gesot!

Huet d'CSV den Entreprisë virun de Wahle gesot, datt d'Kapitalsubventiounen ëm 10% géife gekierzt ginn? Neen, dat huet se net gesot!

Hunn d'CSV an den Här Juncker de Gemenge virun de Wahle gesot, datt se de Participatiounstaux fir de Bau vu Kläranlage géife vun 90 op 75% erofsetzen? Neen, dat hu se net gesot!

„Mir soen, wat d'Saach ass. Elo. Net no de Wahlen.“ Mat dësem Slogan, Här President, huet d'CSV d'Wieler belunn a bedrunn wéi nach ni virdrun, virun de Wahlen. A gëschter war e grondéierleche Kolleeg vun der CSV, deen zu mir gesot huet: „Weess de dann, firwat datt mer op där schéiner fuerweger Foto dat schéint Gesiicht vum Jean-Claude Juncker schwaarzwäiss ofgedréckt hunn?“ Ech sot: „Keng Ahnung.“ Ma du sot en: „Dat ass, fir datt d'Leit net mierken, datt e rout am Gesiicht gëtt, well e litt.“

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Souguer schwaarzwäiss géif dat bei Iech net verhënneren.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä d'CSV war op jidde Fall vis-à-vis vun Iech ganz virsiichteg.

...no de Wahle kréien d'Leit elo scheiwerchersweis d'Realitéit presentéiert. D'CSV versicht de Leit virzemaachen, wéi wa virun de Wahlen d'Finanzsituatioun net bekannt gewiescht wär. Mir wëssen haut schonns, wéi d'Statsfinanzen 2014 ausgesinn, dat huet d'Regierung eis jo scho virgeluecht. Mä d'lescht Joer am Mee, am Juni, wousste se net, wéi se am Juli, August oder September ausgesi géifen!

Mir deelen awer d'Aschätzunge vun de Statsfinanzen oder iwwert d'Statsfinanzen, esou wéi se vun der Regierung haut presentéiert ginn, just mat engem Ënnerscheed: Mir hunn et virun de Wahle gesot; d'Regierung, déi seet et no de Wahlen.

Mir deelen och d'Meenung, datt een net sollt d'Statsschold iwwer 30% klamme loossen. Mir wëssen awer elo schonns, datt mer an de Joren 2014 och wäerten iwwert déi 30% goen, well déi 30%, déi respektéiere mer bis 2014, an esou wéi och vun der Regierung gesot gëtt, muss de Stat iwwer 2014 eraus Emprunten ophuelen, fir de Budget an den Équiliber ze bréngen. Duerfir wäerte mer och dann iwwer 30% goen.

Dann hu se hei ëmmer dat Mäerche gezielt, mir däerften déi zukünfteg Generatiounen net belaaschten, de Frigidaire net eidel maachen. Mä wa mer haut Scholde maachen, Här President, a mer bezuele kee Kapital zréck, mä nëmmen d'Zënsen zréck, da musse mer wëssen, datt mer déi zukünfteg Generatioune belaaschten, well déi mussen zu deem Zäitpunkt, well d'Emprunte fälleg ginn, an dat ass vun 2013, 2014 un, missten déi am Fong en bloc d'Kapital zréckbezuelen, wat sécherlech aus der Siicht vun haut net méiglech ass. Da mussen déi Emprunte verlängert ginn, an da wäerte mer sécherlech net méi déi Zënssätz kréien, wéi mer se haut kréien.

Dat ass déi gréissten Hypothéik, déi mer op déi nächst Generatioun maachen, wann hei Emprunte praktesch all Joers gemaach ginn an all Joers méi déck Emprunte gemaach ginn, an d'Regierung ass net à même, wéi all Entreprise, wéi all Privatmann a wéi all Gemeng, net nëmmen d'Zënsen, mä och d'Kapital zréckzebezuelen.

Eis Finanzsituatioun ass esou ongewëss wéi ni zevier. Kee weess, wéi et mat der Finanzplaz weidergeet. Eist Bankgeheimnis ass dank dëser Regierung esou gutt wéi verschwonnen. Mir wëssen net, wat d'Konsequenze sinn 2015, wann de Commerce électronique eis wäert grouss Aboussen an der Statskeess bréngen, wann d'europäesch Direktiv a Kraaft trëtt. D'Eurostabilitéit, wou mer all Dag nei Hiobsbotschafte kréien, a wou mer ëmmer nei Länner wäerten hannendru kréien, wou mer net en Enn wëssen, wat dat de Steierzueler, den eenzelne Stat kascht. Alles dat wäert d'Statsfinanzen an deenen nächste Jore staark belaaschten.

Här President, d'ADR huet als eenzeg Partei sech öffentlech zu de Regierungspropositioune geäussert am Kader vun enger Pressekonferenz, déi mer den 23. Abrëll dëst Joer ofgehalen hunn. Mir hunn déi wirtschaftlech Situatioun analyséiert, d'Finanzsituatioun vum Stat a Propositioune gemaach.

Éischtens, iwwert d'Transparenz an de Statsfinanzen.

Zweetens, iwwert d'Spuere beim Stat.

Drëttens, Projeten, déi definitiv gestrach musse ginn.

Véiertens, Projeten, déi zréckgesat musse ginn.

A fënneftens, Positioun zu sozial- a steierpolitesche Moossname geholl.

D'Transparenz an de Statsfinanzen: Do verlaange mir, datt déi monatlech Publikatiounen, déi de Finanzminister ëmmer an d'Chamber maache kënnt, mussen ergänzt ginn, déi elo scho gutt sinn, wat e Fortschrëtt ass an der Transparenz, mä wou mer och gären hätten, datt net nëmmen de Stand vun der Trésorerie all Mount public gemaach gëtt, mä déi ganz Liquidatiounssituatioun vum Stat, wat d'Avoiren op de Banken, souwuel liquide wéi non liquide, ubelaangt.

D'Tripartite huet zum Beispill esou en Dokument ausgestallt kritt, mat Datum vum 7. Abrëll, iwwert d'Situatioun vun der Trésorerie vum 31. Mäerz, also relativ aktuell war dat. An ech sinn der Meenung, datt d'Chamber och all Mount misst déi Informatioune kréien.

Mir missten och genau Informatioune kréien all Mount iwwert d'Statsschold, iwwert déi finanziell Situatioun vun de Spezialfongen an d'Steierrecettë pro Aktivitéitssecteur, vun de Beträg, wéi vill d'Steierverwaltung an Enregistrement u Privatleit oder Entreprisen zréckbezuele mussen. Alles dat géif engem d'Méiglechkeet ginn, fir wierklech a voller Transparenz jiddweree kënnen ze wëssen, net nëmmen d'Parlament, mä och d'Öffentlechkeet, d'Land, jiddwereen am Land, wéi d'Finanzsituatioun vum Stat ass.

An der Diskussioun, déi mer haten iwwert d'Finanzsituatioun vun den éischten dräi Méint, bis den 31. Mäerz 2010, ass festgestallt ginn, datt mer an den éischten dräi Méint iwwer honnert Millioune méi erakritt hunn am Verglach zum Kont vun 2009. Ech wëll dat betounen: honnert Millioune vis-à-vis vum Kont 2009!

Well mer awer wëssen, datt am Budget 2010 mer 300 Millioune manner u Recetten agesat hunn, wéi am Kont 2009 waren, wann een da kuckt, wat mer vis-à-vis vum Budget vun dësem Joer erakritt hunn, da sinn et vis-à-vis vum Kont vum leschte Joer honnert Milliounen, mä vis-à-vis vum Budget vun dësem Joer hu mer 175 Milliounen déi dräi éischt Méint weider erakritt.

Wann een dat géif op d'Joer héichrechnen, da kréiche mer dëst Joer tëschent 6, 7, 800 Millioune méi eran, wéi virgesi war, bei engem virgesinnene Budget vun zwou Milliarden. Dat wier awer ze schéin, fir wouer ze sinn!

Mir hunn duerfir, mengen ech, méi eng virsiichteg Haltung. De Budgets- a Finanzminister, den Här Frieden, huet dat och an der Kommissioun gesot. Et huet mech gewonnert, datt dat net méi no bausse gaangen ass. Well en huet et relativéiert. En huet gesot, en hätt zu sengen Direktere gesot, si misste méi schaffen. Dat géif bedeiten, si misste versichen, méi séier Steieren anzedreiwen. An dat ass och am Mount Mäerz geschitt. Et si méi Steieren a méi TVA agedriwwe ginn, fir datt d'Trésorerie am Liquide bleift, bis den Emprunt am Mount Mee vun deenen zwou Milliarden opgeholl gëtt. Et ass also sécher, datt dee Plus, dee mer am Mount Mäerz ze verzeechnen hunn, datt mer dee sécherlech net iwwert dat ganzt Joer wäerten ze verzeechnen hunn.

Duerfir mengen ech, misst een dat relativéieren, well d'Leit am Land am Fong esou denken: Wa mer elo deen dote Plus hunn, dann ass jo alles an der Rei. Dat ass sécherlech net de Fall. Et muss ee kucken, wou dee Plus hierkënnt, well deen ass just am Mount Mäerz, am Mount Februar war en net, en ass just am Mount Mäerz erakomm, wéi gesot, well do méi séier Steieren agedriwwe gi sinn.

Déi eenzeg Onbekannt, Här President, déi et an de Statsfinanze gëtt, dat ass d'Ofrechnung bei de Betribssteieren. D'Betriber bezuelen Acompten, awer d'Décomptë ginn net esou séier gemaach. An d'Steierverwaltung muss spéitstens a fënnef Joer déi Décomptë gemaach hunn. Dat heescht, d'lescht Joer sinn déi vun 2004 gemaach ginn. Dëst Joer mussen déi vun 2005 gemaach ginn. Mä 2005, 6, 7, 8 an 9, fënnef Joer sinn nach net d'Décomptë gemaach ginn oder zum Deel nach net gemaach ginn. An hei refuséiert, an dat ass fir mech awer déi wesentlech Fro, de Finanzminister der Finanzkommissioun oder der Chamber, wat do nach vun Décompten ausstinn.

Wa mer nach iergendwéi kéinten entzwousch eng Reserv hunn oder eng Mouk hunn, wéi ee ka soen, da kéint et héchstens an den Décomptë vun de Betribssteieren, virun allem bei de Banken, leien. Ech weess et net, well een net weess, wéi héich d'Décomptë sinn. Et weess een net, wat d'Banken alles a Promotioune gemaach hunn. Duerfir hätte mer gäre vun der Regierung, a si huet et, datt se eis och seet, wat nach vun den Décompten ausstinn, well dat ass déi eenzeg Onbekannt, déi mer an eiser Finanzsituatioun hunn.

Spuere beim Stat, Här President, ass eng vun de Saachen. Ech mengen, et kann ee soen: Schluss mat der Geldverschwendung! Mä se ass geschitt! An deene leschte Joren hunn déi successiv Regierungen a Prunkbauten investéiert, déi wahnsinneg Steiergelder kascht hunn. D'Geld ass zur Fënster erausgehäit ginn. Haut hu mer se dostoen, an d'Nofolgekäschten, déi bleiwen.

Mir sinn och der Meenung, datt ee misst eng Aschränkung maachen an de Budgete vun de Crédits non limitatifs. Mir soen, d'Verwaltungskäschten, do huet d'Regierung jo gesot, si géif dat maachen. Mir sinn der Meenung, datt ee wierklech misst systematesch all Budgetsartikelen, all Verwaltung duerchforsten, fir ze kucken, wou ka gespuert ginn. An dat hätt een och scho kënnen d'lescht Joer maachen.

Och bei de Subventiounen a Subsiden. Ech hunn uganks dëst Joer un all Ministère eng Question parlementaire gestallt, fir eng Lëscht ze kréie vun de Subventiounen a Subsiden. A wann ee gesäit, wéi vill honnerte vun Organisatiounen a Federatiounen a Gott weess wat Subside vum Stat kréien, ech wëll elo net hei déi eng oder déi aner ausgräifen, mä wann een och do géif eng Kéier derduerchgoen, kéint Der sécher sinn, datt vill Gelder kéinte gespuert ginn.

D'Reduzéierung vun de Publicitéitscampagnë vun deenen eenzelne Ministeren, virun allem am Virwahljoer, wou d'Ministere sech jo iwwertreffen, fir iwwer Zeitungen a Press an Televisioun a Radio Spote lafen ze loossen, wéi gutt datt se wieren, alles dat misst net sinn. Dat kéint alles agespuert ginn.

D'Entwécklungshëllef, si mir der Meenung, datt mer eisem Engagement vun 0,7% sollten nokommen. Mir hunn als Land ëmmer méi bezuelt an Zäiten, wou et eis gutt gaangen ass. Mir sinn awer der Meenung, an Zäiten, wou mer am Fong Geld musse léine goen, och fir d'Entwécklungshëllef ze finanzéieren, datt mer elo sollten op dat,

wou mer eis verflicht hunn, op 0,7% zréckféieren. An datt mer och sollte kucken, datt déi Gelder méi och iwwer eis Betriber kéinten an d'Entwécklungshëllef goen.

Och d'Ofschafe vum Chancëgläichheetsministère - si mer der Meenung - kéint ee maachen. Chancëgläichheet misst am Prinzip an all Ministère gemaach ginn, duerfir misst een net e spezifesche Ministère hunn.

D'Kandidatur fir ee Mandat vu Lëtzebuerg am UN-Sécherheetsrot, och dat schéngt eis eng Investitioun ze sinn, déi dem Land näischt bréngt.

Schluss och soll et sinn an deenen eenzelne Verwaltungen, datt Budgetsreschter, déi do sinn, einfach opgebraucht ginn, well se nach do sinn, ouni datt dat onbedéngt misst gebraucht ginn.

Een anere Punkt, dee mer als ADR proposéiert hunn, dat sinn d'Projeten, déi ee sollt definitiv sträichen. Fir eis ass dat selbstverständlech, datt do un éischter Stell den Tram steet. Well mer jo alleguerten heibanne wëssen, datt den Tram souwisou ni gebaut gëtt! Et ass natierlech esou, datt keng Partei, well d'ADR eben déi Propositioun hat, deem öffentlech wëllt zoustëmmen. Duerfir hat ech och deen Dag virun dem Här Juncker senger Deklaratioun an eisem Nationalcomité gesot: „Dir wäert gesinn, muer geet de Statsminister hin, e seet net, den Tram ass gestuerwen, mä e seet ganz einfach, de Projet vum Tram gëtt véier Joer zréckgesat."

Mä en ass gestuerwen. Et ass e Begriefnes mat dräi Häre gewiescht, an ech mengen, et sollt een elo ophalen doriwwer ze diskutéieren.

An et däerf ee virun allem elo net an deenen nächste Joren aus Alibi-Zwecker nach Investitioune maachen an Etüden, well an dem Fënnefjoresplang vun der Regierung sinn nach iwwer honnert Millioune virgesinn, wat alles soll an déi Richtung vum Tram goen. Dat ass Geld, wat ee sech soll bis op de leschten Euro spueren. A wann een eng Kéier Geld huet, da sollt ee wierklech ufänke mat der Etüd, mat där richteger Léisung, dat ass, fir mam Zuch ënnert der Stad erduerch ze fueren. An ech wëllt deene grénge Kolleegen eng Propos maachen, fir datt si och hiren Tram kréichen. Mir wieren och bereet, den Zuch an Tram ëmzedeefen, da géife mer mam Tram ënnert der Stad erduerch fueren, dann hätte mir eise City-Tunnel, an Dir hätt Ären Tram, dann hätte mer eng Léisung fonnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn awer och der Meenung, datt een hätt kënnen de Militärfliger stoppen. Den E-Go, trotzdeem e fäerdeg ass, awer näischt bréngt, awer all Joers Käschten huet, si mer och der Meenung, sollt ee stoppen. D'autant plus och elo den Här Juncker d'Propos gemaach huet, fir den öffentlechen Transport zum Nulltarif ze maachen. Eng Fuerderung, déi viru Jore bei de Sozialisten am Wahlprogramm stoung. Déi leschte Kéier hate se déi erëm verluer. Bei eis steet se nach am Wahlprogramm dran. Mä, wa mer schonn elo alleguer an déi Richtung denken, fir den öffentlechen Transport gratis ze maachen, sollt een net och nach weider Gelder an den E-Go schécken.

Da soe mer, d'Zuchstreck vun der Gare op de Findel bräicht net gebaut ze ginn, Kierchbierg, wat d'Regierung och gesot huet. D'Sanéierung vun den Héichiewen op Belval si mer och der Meenung, datt een déi net bräicht ze maachen. Mir wäerten och dee Projet, wann en hei an d'Chamber kënnt, net stëmmen.

Projeten, déi zréckgesat musse ginn, dat ass och d'Autobunn, hu mer gesot, dräi Spueren, Stengefort, Diddeleng, dat huet d'Regierung och gesot. De Bau vum Velodrom soll zréckgesat ginn, huet d'Regierung och gesot. A fir sämtlech Investitiounen an Infrastrukture musse Prioritéiten opgestallt ginn an zäitlech esou realiséiert ginn, datt se de budgetäre Méiglechkeeten entspriechen. Do si mer eis eens. D'Regierung huet d'Investitiounen op ënner 800 Millioune fixéiert. A laut deene finanzielle Moyenen, wa mer se hunn, musse mer dann d'Prioritéite maachen, an eben eng Rei vu Projeten zrécksetzen, respektiv aner Projeten integral sträichen.

E fënnefte Punkt, mat deem mer eis beschäftegt haten, dat waren d'sozial- an d'steierpolitesch Moossnamen. Mir soen, den Index soll bäibehale ginn. Mir hunn ons kloer am Wahlprogramm duerfir ausgeschwat, wéi iwwregens och verschidde Regierungsparteien, zumindest eng huet sech ganz kloer duerfir ausgeschwat, d'CSV mat enger Nuance hannendrun. Mir sinn awer d'accord, datt Tubak an Alkohol aus dem Indexwuerekuerf eraus sollen.

Den Index ass fir eis e wichtegt Instrument. All Leit kréien domadder hire Kafkraaftverloscht ugepasst, och déi, déi net ënner e Kollektivvertrag falen. Dat ass net onwesentlech. Wa mer den Index géifen ofschafen oder staark reduzéieren, da géifen déi ganz Verhandlungen erëm op den Niveau vun de Kollektivverträg an d'Betriber geluecht ginn, mat all deene Konsequenzen, déi mer do hätten. Mer brauchen nëmmen an eis Nopeschlänner ze kucken, déi keen Index hunn. Déi hu Manifestatiounen, déi hu Streiker um Ordre du jour, fir dann awer herno dat duerchzesetzen, wat mir hei roueg a friddlech Index nennen.

An, wa mer dat géife maachen iwwert den Niveau vun de Kollektivverträg, da kréichen all déi dausende Leit, an dat si meeschtens déi mat deene klengste Revenuen, déi ënner kee Kollektivvertrag falen, déi kréichen da keng Augmentatioun. An duerfir schéngt et eis besser ze sinn, datt mer de soziale Fridden erhalen an datt mer den Index erhalen an datt d'Gewerkschaften da méi mäßeg bei de Kollektivvertragsverhandlungen optrieden. An ech mengen, si hunn et am Privatsecteur bewisen, well wann een déi lescht Méint, et kann ee scho bal soen déi lescht Jore kuckt, gëtt et am Privatsecteur praktesch nëmme méi Nulltariffer an de Kollektivverträg.

A mir sinn och der Meenung, datt d'Gewerkschaft vum öffentleche Secteur muss esou verstänneg sinn, fir datselwecht am öffentleche Secteur ze maachen. A mir als ADR schléissen eis deene véier Parteien, déi sech an dëser Debatt schonn zu der Nullronn am öffentleche Secteur ausgeschwat hunn, un, an ech mengen, dat ass e staarkt Zeeche vun engem Parlament, wat a Virverhandlunge praktesch eestëmmeg der Regierung de Réck stäipt, fir ze soen, an dëser finanzieller Situatioun kann d'Land sech, de Stat sech net erlaben, och nach eng Augmentatioun niewent dem Index an der öffentlecher Funktioun ze maachen. Duerfir si mir och fir eng Nullronn an dem öffentleche Secteur.

Här President, den Här Juncker huet um Schluss vun der Tripartite Propositioune gemaach, zwou Stéck, wéi d'Tripartite gescheitert ass. Déi Éischt, fir de Wuerekuerf ze änneren, d'Pëtrolspräisser - net den Heizungsmazout - aus dem Wuerekuerf erauszehuelen an den öffentlechen Transport am Géigesaz duerfir gratis ze maachen. Déi zweet Propositioun ass, den Index op zweemol de Mindestloun ze deckelen.

Der CSV hir Absicht, Här President, ass et awer, fir den Index komplett ofzeschafen. Dat kann een zumindest och haut an der Zeitung vum Koalitiounspartner liesen, am „Tageblatt", wou haut eng grouss Schlagzeil drasteet „Skandalöse Manipulierung der Öffentlichkeit", an et ass, Här President, nach nëmmen den éischten Deel. Et kommen der also och nach no, wou drasteet „Unter enormem Auslandsdruck, insbesondere von Seiten der Europäischen Zentralbank, musste der Präsident der Eurogruppe Jean-Claude Juncker alles daransetzen, um die luxemburgische Index-Anomalie schrittweise zu beseitigen." Et steet also och haut am „Tageblatt" nozeliesen.

Duerfir mengen ech, muss een och oppassen, wann esou Aussoe gemaach gi vun der Deckelung vum Mindestloun op zweemol. Dat ass bei ville Leit sympathesch ukomm. Dat weess jiddwereen, dee laang an der Gewerkschaftszeen ass, datt dat bei de Leit ëmmer gutt ukënnt. A virun allem, wann een et op zweemol setzt, da fält de Gros drënner an da kritt een och bei Ëmfroe ganz liicht eng Majoritéit, well dann de Gros dovun net betraff ass. Mä wann et emol an der nächster Etapp géif op annerhallefmol de Mindestloun erofgoen, oder op eemol de Mindestloun, da géifen och sécher déi Meenungsëmfroe kippen.

De Combel ass natierlech, datt d'CSV dat e „soziale Mindestloun" nennt. Ech hunn dat nach ni verstanen, wann een engem eppes ewechhëlt, datt een dat dann op eemol „soziale Mindestloun" nennt. Dat heescht, wann en an där nächster Etapp nach géif annerhallefmol bezuelt ginn, da wier en nach méi sozial, da géif en nach eng Kéier bezuelt ginn, da wier e supersozial! An da géif och nach de Wuerekuerf manipuléiert ginn, dann hätte mer dat Soziaalst vu Mindestloun, wat ee kënnt wäit a breet siche goen. Et géif just kee méi eppes kréien.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- De sozialen Index. Dir sot déi ganzen Zäit „de soziale Mindestloun".

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Entschëllegt, da musse mer dat korrigéieren. Et ass déi ganz Zäit „de sozialen Index". Merci, Kolleeg Lux.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir wollt soen, dass der mat der Erhéijung vum soziale Mindestloun op den 1. Januar averstane sidd.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Duerfir hutt Dir lech do dauernd verdoen. Da versteet een dat.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir kennt mech, Här Statsminister. Dir wësst, datt ech fir esou Saache sinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, dat zeechent Är Partei an der Breet och aus.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do stousst Dir bei mir oppen Dieren an.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir schwätzt am Numm vum Här Mehlen fir déi lescht zwanzeg Joer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech huet den Här Mehlen déi lescht Augmentatioune vum Mindestloun ëmmer heibanne matgestëmmt, Här Juncker, gesitt Der?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Resultat: Véier Sëtz.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Féiert Dir dat drop zréck, well de Mindestloun... Ass dat, well de Mindestloun gestëmmt ginn ass? Dat ass awer eng gelungen Approche, déi Der do an déi Kombinatioun mat erabréngt.

Här President, op jidde Fall...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass, wann een net ëmmer dat mécht, wat ee virdru seet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et kann een hei net vun engem „sozialen Index" schwätzen, wann een den Index wëllt ëmmer méi kleng maachen. Och d'Lounhierarchie géif domadder, bei der Deckelung, verschwannen. A mir sinn awer der Meenung, datt ee muss och enger Lounhierarchie Rechnung droen, enger Formatioun, enger Responsabilitéit an enger Leeschtung. An duerfir ass et wichteg, datt mer och doriwwer diskutéieren.

Gëschter ass hei bal eemol eppes méi konkret ginn, an zwar, datt den Här Juncker am Fong nëmmen dat temporairement wëllt. No der Tripartite an där Ausso, déi dunn iwwert d'Press gaangen ass, ass dat net derbäi gewiescht. Do ass dat esou duergestallt ginn, wéi wann dat eng definitiv Léisung wier. Et war natierlech clever, fir et op zweemol de Mindestloun unzesetzen, well, wéi gesot, der dovunner net vill betraff ginn.

Den Här Juncker kënnt ëmmer mam Beispill vum Metzler vun der Cap. Fir dee Mann gëtt op jidde Fall heibanne vill Propaganda gemaach.

(Interruptions)

Ech muss soen, Här President, mat der Deckelung vum Index hunn déi Mëttel- a Klengbetriber guer näischt. An och de Metzler vun der Cap, deen huet guer näischt vun der Deckelung vum Mindestloun, mä et huet awer een eppes vun der Cap...

Une voix.- Index.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mat der Deckelung vum Index huet awer een eppes vun der Cap, an dat ass de Statsminister a Budgetsminister - dee wunnt jo zoufälleg och do an deem Eck -, well dee géif domadder Gelder am Statsbudget aspueren. De Stat géif bei enger Deckelung vum Index Gelder spueren, d'Banke géife Gelder spueren, d'Industrie géif der spueren, awer de Metzler op der Cap, dee géif näischt bei enger Deckelung vum Index spueren.

Duerfir, mengen ech, sollt een objektiv a fair bleiwen, an et sollt een higoen an den Indexsystem bäibehalen.

Deen Theater tëschent der LSAP an de leschte Wochen, Här President, deen Zeenario, dee se do opgebaut hunn, deen ass ze vill duerch. Deen ass kloer, deen ass ze duerchliicht, dat fënnt jiddwereen eraus. Et ass fein tëschent der CSV an der LSAP organiséiert ginn: vill Kaméidi an Theater spillen. D'Sozialisten hunn e Kongress - mä si hunn natierlech missen eng Majoritéit kréien - an et ass iwwert den Index gestridde ginn, fir vun all deem anere Sozialofbau, deem d'Sozialisten zougestëmmt hunn, dann ofzelenken.

Dofir ass eng Resolutioun gestëmmt ginn, wou den Index soll erhale ginn, mä wou hannendru gesot ginn ass: „D'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie, wann déi an eng Richtung geet, da musse mer reagéieren." Dee ganze Sozialofbauprogramm hu se elo um Kongress duerchkritt.

Et ass elo de sozialistesche Wirtschaftsminister, den Här Krecké, deen de Beweis muss erbréngen, datt d'Kompetitivitéit vun eise Betriber net méi gutt ass an datt eppes muss um Index gemaach ginn. Mä den Här Krecké huet dee Beweis schonn am Virfeld bruecht, a wann ee seng 65 Propositioune kuckt an et kuckt een déi 49, wou drasteet: «Revoir le système en place relatif à l'indexation automatique des salaires et notamment la modification du panier de référence en cas de dérapage de l'inflation, il y a lieu de mettre en place un système de décalage temporaire en matière d'application des tranches indiciaires», dat heescht, den Här Krecké ass scho vill méi wäit, wéi den LSAP-Kongress.

Well den Här Krecké seet schonn, datt mer mussen e System op d'Plaz setzen, wat ënner anerem de Wuerekuerf ännert an deen en Dérapage mécht , an dann eréischt schreift en hannendrun: „Wann en Dérapage vun der Wirtschaft kënnt, vun der Kompetitivitéit, da musse mer och nach d'Indextranchen décaléieren." Dat heescht, den Här Krecké ass scho vill méi wäit, wéi den LSAP-Kongress geduecht huet. An dofir kann ech mer och virstellen, datt den Här Krecké sech besser deen Dag zu Schanghai gefillt hätt, wéi wann en hätt misse bei der LSAP um Kongress sinn.

Iwwregens, et hätt och kënnen ee bei der LSAP froen, wéisou ee vun hire Ministeren esou Propositioune kéint an engem Dokument maachen, an der Tripartite maachen, déi an esou engem flagrante Géigesaz zu de Sozialisten hirem Wahlprogramm stinn. Aner Parteie géife sécherlech esou Leit direkt aus der Partei ausschléissen, déi vu sech aus, aus hirem Ministère eraus Propositioune maachen, déi awer wierklech diametral hirem Wahlprogramm vun der Partei entgéintstinn.

Här President, gëschter stoung dann am „Tageblatt" - an um Kongress huet jo och e Minister gesot, si géife stoe bleiwen, a stramm, an där Fro -, gëschter stoung dann am „Tageblatt": „Festzuhalten bleibt zum Thema Index, dass die LSAP in diesem Punkt standhaft geblieben ist und dies der sozialistischen Partei damit möglicherweise neues Selbstbewusstsein für die zukünftigen politischen Aufgaben verleiht."

Här President, ech soen Iech, et feelt ee Saz hannendrun. An dat ass deen, et hätt nach missen drastoen: „D'Sozialisten, déi bleiwen esou laang stoen, bis se ëmfalen."

(Hilarité)

An dat ass net méi allze laang. Dat ass net méi allze laang, well d'Sozialisten, den Här Krecké wäert hinnen elo de Beweis bréngen, datt si – esou, wéi d'CSV dat hëlt - mussen ëmfalen an den Index manipuléie-

ren, manipuléieren an aussetzen oder wat net alles. Sou schmiert d'LSAP hir Delegéierter, hir Basis, hir Wieler un.

En anere Punkt, deen ech nach wëll beréieren, dat ass d'Mammerent. Et ass eng wichteg Errongenschaft. Erspuernisser hëlt de Stat sech an; laut dem Här Statsminister géife se hei kréien duerch d'Ofännerung vun der Mammerent 2011 vun 1,5 Milliounen an 2012 vun 3,1 Milliounen.

Dat ass am Prinzip e lächerleche Betrag. Et muss ee wëssen, datt mer déi Mammerent agefouert hunn, fir eng Gläichbehandlung vun alle Fraen ze maachen: deenen, déi eng Rent kréien, an och deenen, déi keng Rent kréien. De Stat bezilt am Fong all Mamm - déi eng Rent kritt an déi keng Rent kritt - dës Mammerent. Déi eng hunn déi Mammerent an hirer Pensioun an déi aner kréie se einfach esou ausbezuelt. Och déi Mamm, déi doheem bleift, huet bis haut vu 60 Joer un déi Mammerent kritt.

Datt d'CSV eng Politik géint déi Mamme mécht, déi doheem bleiwen a sech der Kannererzéiung widmen, dat huet se an enger éischter Etapp gewisen, wéi se d'Chèque-servicen agefouert huet, an do keng Mamm, déi doheem bleift, ka vun deene Chèque-servicë profitéieren. Mir hunn deemools als ADR verlaangt, datt déi Chèque-servicë missten allen Eltere fir hir Kanner ausgedeelt ginn an datt d'Elteren de fräie Choix hätten, ob se hir Kanner an eng Struktur ginn oder d'Kannererzéiung selwer maachen. A mir hu gesot, fir déi Mamm oder dee Papp - mä an der Regel ass et d'Mamm -, déi d'Kannererzéiung selwer doheem mécht, déi dat wëll als Prioritéit setzen, déi misst da mat engem Deel vun de Chèque-servicen eng Cotisatioun an d'Pensiounskeess bezuelen, fir esou eben och kënne sech eng eege Rent opzesetzen.

Zréck awer zu der Regierungspropositioun, fir den Alter vu 60 op 65 Joer eropzesetzen. Firwat 60 Joer an net 65? An der Iddi deemools, nom Rentendësch, hat d'Regierung 65 Joer ageschriwwen. An an der Kommissioun huet eng Partie vu Membere sech duerchgesat a gesot: „Ma déi Mammen, déi eng Rent kréien an an der Rent eng vum Stat bezuelte Mammerent hunn, déi mindestens och esou héich ass wéi déi Mammerent, déi déi aner Mamm kritt, déi ginn an der Regel net mat 65, mä hei zu Lëtzebuerg an der Regel tëscht 58 an 59 Joer an d'Pensioun." An dofir ass deemools an der Kommissioun gesot ginn: „Da kann et net sinn, datt de Stat deenen enge Mamme scho mat 58, 59 Joer d'Mammerent bezilt, an déi aner kréie se eréischt mat 60." Dunn ass d'Gesetz amendéiert ginn an et ass op 60 Joer erofgesat ginn, fir datt all Mamm - ob se eng eege Rent huet oder net - dann elo vu 60 Joer un d'Mammerent kritt.

Wann elo d'Regierung higeet a se setzt den Alter erop op 65 Joer, da bedeit dat, datt vum Stéchdatum vum Akraafttriede vun deem Gesetz - mir ginn dovun aus, datt dat den 1. Januar 2011 kéint sinn - all Mamm, déi keng eege Rent huet a Kanner op d'Welt gesat huet a se gezillt huet, datt déi no deem 1. Januar mat 60 Joer déi Mammerent net méi kritt a muss waarden, bis se 65 Joer kritt, an domadder pro Kand - pro Kand - e Verloscht huet iwwert déi Zäit vun iwwer 5.000 Euro.

An et ass och eng Moossnam, déi ganz schrecklech Konsequenzen huet: Well déi eng Mamm, déi den 31. Dezember 60 Joer kritt, déi kritt d'Mammerent nach fir hir Kanner, an déi se den 1. Januar kritt, déi muss fënnef Joer waarden, bis se se kritt. Domadder - mengen ech - ass bewisen, wéi onsozial an ongerecht dës Regierung d'Mamm, d'Famill behandelt. Well d'CSV huet dat bewisen och an anere Froen, wéi dem Euthanasie- oder dem Avortementsgesetz. Wann d'CSV nach e bëssen Éierlechkeetsgefill hätt, da géif se den C, dee se an hirem Numm huet, zumindest net méi als „chrëschtlech" benotzen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi meescht CSV-Politiker gesi souwisou den C an hirem Numm net als „chrëschtlech", mä si gesinn deen C éischter, fir Carrière ze maachen. Och d'Kierch, och d'Kierch, wa se nach sech géif fir seriö huelen...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Gibéryen, deeft Der Är Partei elo ëm an „ADRC", oder wéi?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och d'Kierch misst am Prinzip - wa se sech hirer Roll géif gewëss ginn - der CSV verbidden, den C an hirem Numm nach weider ze mëssbrauchen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, e weidere Punkt ass de Wunnengsbau. Wa mer haut eng katastrophal Situatioun hei am Land am Wunnengsbau hunn, dann ass dat virun allem enger Partei, erëm - et deet mer leed, ech kommen net derlaanscht - der CSV..., well déi hat de Wunnengsbauminister iwwer all déi Joren an de leschte Jorzéngten. A wann haut d'Lëtzebuerger zënter enger Rei vu Jore mussen auswanderen a selwer zu Frontaliere ginn, dann - géif ech soen - ass dat eent vun deenen trauregste Kapitelen, déi hei zu Lëtzebuerg nom leschte Weltkrich geschriwwe si ginn.

(Interruption)

Hei zu Lëtzebuerg war et normal, hei war et normal, datt jiddwereen, vum Direkter bis bei de Schmelzaarbechter erof, sech hei zu Lëtzebuerg konnt seng eege Wunneng leeschten. Opgrond vun där Politik, déi iwwer Jorzéngten hei am Land gemaach ginn ass, ass et fir normal Bierger praktesch net méi méiglech, hei zu Lëtzebuerg nach kënne sech en Eegenheem ze schafen. Oder se musse sech iwwert d'Moosse verschëllen.

Wann elo d'Zënsbonificatioun ouni Lounkopplung agestallt gëtt, ech mengen, de bëllegen Akt limitéiert gëtt, dat ass e weidere Beweis dofir, datt dës Regierung net wäert... - quitte datt, wat de bëllegen Akt ubelaangt, d'Sozialkritären ubelaangt -, mä och Leit mat deene Revenuen hunn haut schonn net méi d'Méiglechkeet, fir kënnen eng Wunneng ze kafen, well da musse se sech zu zwee verflichten, Mann a Fra, zu zwee verflichten, Mann a Frau, net 20 Joer, mä 40 Joer schaffen ze goen an Emprunten zréckzebezuelen.

30, 40 Joer konnt hei an deem Land nach e Schmelzaarbechter sech en Haus bauen op engem Terrain vun aacht, néng Ar an e konnt et mat senger Schmelzaarbechterpai, ouni datt d'Fra schaffe gaangen ass, konnt en iwwer 20 Joer, konnt en dat Haus ofbezuelen. Haut, fir datselwecht, mussen zwee Leit 40 Joer, also insgesamt 80 Joer zréckbezuelen, fir sech datselwecht kënnen ze leeschten, wat virun 30 Joer e Schmelzaarbechter sech hei konnt am Land leeschten.

Dat ass eng Realitéit, dat ass d'Entwécklung, wéi de Wunnengsmaart hei zu Lëtzebuerg ass. An duerfir kann een net higoen, do Moossname gräifen, de Wunnengsmaart nach méi deier maachen, wéi dat an de vergaangene Joren de Fall ass, mä et muss een higoen an eng Wunnengsbaupolitik maachen, wéi mer se och an eisen Wahlprogramm proposéiert hunn.

Datselwecht, mengen ech, Thema ass d'Kannergeld, wat iwwer 21 Joer. Et ass gëschter hei - an den Här Biltgen war hei aus der Këscht gesprongen, gëschter. E war liicht nervös ginn, wéi de Kolleeg Meisch dat hei virgedroen huet.

Mä de Kolleeg Meisch, musse mer éierlech soen, och mir hunn op d'DP geklappt virun de Wahlen. Mir droen dat hei och duerfir elo net mat. Mä et muss een awer fairerweis soen, datt dat, wat d'Regierung elo mécht, deem entsprécht, wat d'DP virun de Wahle gesot huet. Well dat heite geet op d'Käschte vun de Frontalieren.

An ech froen d'Regierung, Här President, den Här Statsminister huet hei gëschter gesot, oder virgëschter, d'Regierung géif 40 Milliounen heiduerch spueren. Da froen ech, wéi vill vun deene 40 Millioune ginn dann op Käschte vun de Frontalieren. Sot eis, Dir hutt jo alles gerechent, wéi vill datt vun deene 40 Milliounen... Ginn déi 40 Milliounen op Frontalieren oder wéi vill ginn op d'Frontalieren?

(Interruption)

Mir stelle fest, Här President, mir kréie keng Äntwert vun der Regierung. Da muss een alt dervu wahrscheinlech ausgoen, datt déi 40 Milliounen op Käschte vun de Frontaliere ginn.

Mä si ginn net ganz op d'Käschte vun de Frontalieren, well d'Prime d'encouragement fält och ewech fir d'Studenten hei zu Lëtzebuerg. An do huet den Här Statsminister gesot, dat géif dem Stat eng Erspuernis vu 4,1 Milliounen Euro bréngen. Sou datt also déi een emol zumindest ka vun deene 40 Milliounen ewechzéien.

Mä 4,1 Milliounen sinn awer vill Geld fir d'Studenten. Déi kréien déi manner, egal wéi d'Regierung elo hei seet, wat si géif kompenséieren iwwer Bourssen a Prêten, mä 4,1 Millioune kréien d'Lëtzebuerger Studente manner. An den Här Biltgen huet gëschter gesot: „Komm mer maachen eppes fir d'Jugend", huet e sech hei eräifert.

Jo, hei hutt Der eppes fir d'Jugend gemaach! Dir huelt deene Jonken, déi studéieren, huelt Der 4,1 Millioun Prime d'encouragement, huelt Der pro Joer, huelt Der deenen ewech.

Dat ass eng Realitéit. An da sot Der, eis Jugend soll studéieren, mer musse méi Fuerschung maachen. Mä d'Jugend, déi studéiert, déi gëtt och vun dëser Regierung gekierzt. An déi Prime d'encouragement, an der Regel hunn d'Studenten déi op hir Prêtë kritt, domadder sinn dann en Deel vun de Prêten rembourséiert ginn. Wann dat net de Fall ass, dann hu se herno méi Prêten. Also muss eis Jugend, déi iwwer Prêten hir Uni muss finanzéieren, déi muss sech elo nach méi verschëlde vis-à-vis vun der Vergaangenheet, opgrond vun där Dispositioun, déi d'Regierung elo hei wëllt huelen.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Här President, ech sinn haut disziplinéiert. Ech wäert herno am Detail drop äntwerten. Dat, wat den Här Gibéryen seet, ass falsch. Mir hëllefen de Studente méi. Ech wäert awer dann haut méi disziplinéiert si wéi gëschter, Iech kee Misär méi maachen an dann herno d'Wuet froen, wann d'Deputéierten all eriwwer sinn, fir dann effektiv zu deem Punkt kënnen a Rou Stellung ze huelen.

(Interruption)

M. le Président.- Ganz gutt, Här Minister. Mir waarden herno op Är Interventioun.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir gesitt, Här President, datt esou eng Nuecht déiwe Schlof och bei engem Minister ka berouegend wierken!

(Hilarité)

Op jidde Fall, Här President, ech ka just soen, datt den Här Statsminister hei gesot huet, d'Prime d'encouragement fält ewech. Dat spuert dem Stat 4,1 Milliounen. Dat ass nozeliesen an der Regierungserklärung. Ech kann net méi, wéi dat soen, wat hei gesot ginn ass.

D'ADR ass also géint déi familljefeindlech Regierungspropositiounen, huet duerfir awer proposéiert, fir, wann all déi virgenannte Moossnamen, déi mir hei proposéiert hu vun der Transparenz, wat bei de Statsfinanzen a beim Stat kéint gespuert ginn, datt dann eiser Meenung no déi familljepolitesch negativ Moossnamen net bräichte gemaach ze ginn. A wann et net duergeet, fir dann d'Finanzen an den Équiliber ze bréngen, huet d'ADR sech dermat d'accord erkläert, fir datt kënne Steiererhéijunge gemaach ginn.

Mir sinn awer géint eng Krisesteier, well déi linear d'Leit alleguer d'selwecht betrëfft, genausou wéi d'TVA, mer dogéint sinn, déi och net proposéiert ginn ass. Mir sinn awer géint eng Krisesteier. D'ADR ass awer averstane mat der Netupassung un d'Steiertabell un d'Inflatioun, d'Eropsetze vun der Solidaritéitssteier, d'Eropsetze vum Héchststeiersaz. Mir wieren och mat engem Supersteiersaz vun 62%...

(Interruption)

...42% iwwer 250.000 Euro averstanen. Deen ass elo ewechgefall. Mä op där anerer Säit ass awer d'Solidaritéitssteier elo op 6% bei Revenuen iwwer 300.000 Euro besteierbare Revenu eropgesat ginn, dat dat eiser Meenung no ka kompenséieren.

D'ADR ass fir eng Bankenabgab op internationalem Niveau. Am öffentlechen Déngscht, soe mer och ganz kloer, sollen nëmme méi déi Poste besat ginn, well se fräi ginn, déi onbedéngt besat musse ginn. Och do si mer der Meenung, datt ee ka restrukturéieren, datt ee muss kucken, datt een och méi Transparenz a Mobilitéit an der Fonction publique kritt.

Mir maachen awer hei eng Zwëschebemierkung: Mir warnen awer als ADR dervir, dass elo bei der ustehender Gehälterrevisioun iwwert de Wee vu Bewäertungen, fir Avancementer ze kréien an der Fonction publique, do net eng weider Verpolitiséierung vun der Fonction publique däerf geschéien.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Changementer tëschtent den Administratioune mussen eiser Meenung no méi einfach gemaach ginn.

D'Pensiounen, do ass kee kuerzen oder mëttelfristegen Handlungsbedarf. Mir wäerten hei an der Chamber am Juni eng Debatt hunn, an duerno mécht d'Regierung hir Propositiounen.

Mir sinn der Meenung, datt een am Ableck weder Kierzunge vun de Leeschtungen nach Erhéijunge vun de Cotisatioune wäert maachen. An d'ADR wäert och do am Juni hire Bäitrag an hir Propositiounen op den Dësch leeën, wéi mir mengen, datt een am Pensiounssystem kéint laangfristeg ofsécheren, ouni Aschnëtter, wéi dat och vum Minister geplangt ass an an der Kommissioun gesot ginn ass, un eisem Rentesystem am Ableck ze maachen.

Et gëtt also och duerfir eiser Meenung no keng Ursaach, fir de Rentenajustement opzesplitten, och wa verschidde Leit soen, et ass méi e symbolesche Charakter, deen dat huet. Mir musse wëssen, datt an de Keese vun dem Privatsecteur keng Problemer sinn, fir déi Dépensen, déi den Ajustement mat sech bréngt, ze decken. Et sief, datt de Stat Problemer hätt fir déi siwe Milliounen, déi hie kann do iwwert dëse Wee aspueren, datt dat hie géif am Statsbudget arrangéieren.

An do kommen ech nach eng Kéier op eis Propositioun zréck, déi mer vun 1999 u gemaach hunn, an zwar, datt een och am Secteur public hätt missen deemools e Rentefong aféieren an d'Cotisatiounen, virun allem déi Jore virdrun, wéi mer vun dräi op aacht eropgaange sinn. Deemools hu mer jo neutral eng Operatioun gemaach, budgetsméisseg. An deemools hat de Stat nach finanziell Moyenen. An deemools wär et richteg gewiescht, fir unzefänke mat enger Pensiounskeess fir d'Statsbeamten.

Well dat ass menger Meenung no méi ee grousse Problem an deenen nächste Joren an och dat misste mer vläicht eng Kéier an der Finanzkommissioun, Här President, duerchdiskutéieren, esou wéi mer iwwert d'Pensioune vum Privatsecteur et maachen, dës Kéier eng Diskussioun an der Finanzkommissioun, do misste mer och iwwert déi vun der Fonction publique schwätzen. Well mer wësse jo, datt mer och do ëmmer méi Leit an d'Pensioun kréien an datt de Statsbudget dann och duerch déi Pensioune wäert méi belaascht ginn an Zukunft, ouni datt mer méi Recettë kréien. Et ass also éischter e Problem vun der Finanzéierung vun de Renten aus dem Secteur public wéi déi aus dem Secteur privé, an ech mengen, mir musse fir déi zwee Secteuren eng Léisung fannen, déi laangfristeg gutt ass.

D'Krankekeesen, huet de Sozialminister eis ëmmer virun de Wahle gesot, ech hunn dat heibanne scho gesot, déi wiere ganz gesond, bis no de Wahlen, an dat war, wéi mer alle Finanzen, déi virun de Wahle gesond waren, an no de Wahle ware se op eemol schlecht. Esou ass et och mat de Krankekeese gaangen.

Ech ginn elo net méi an op déi Diskussioun, déi mer hei gëschter haten. Ech stelle just fest, datt och do eng Oneenegung an de Regierungsparteie besteet. A mir erwaarden dann, datt am Kader vun der Krankekeess-Tripartite da Léisunge kommen an datt dann do d'Assuréen hoffentlech net ze vill zousätzlech belaascht ginn.

Här President, zu dësem staarke Pak vun Ofbau a Belaaschtung vun eise Familljen an der Populatioun geet et awer net duer. Dat hei, géif ech soen, das war der erste Streich, der zweite folgt sogleich. An zwar kënnt deen 2012 no. D'Regierung huet natierlech gewosst, wa se elo direkt de ganze Pak géif op den Dësch leeën, da wier dat duebel esou schlëmm gewiescht, wat se sech virgeholl huet bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod. Dofir ass et opgespléckt ginn. Et ass opgespléckt ginn, an 2012 kënnt deen nächste Coup no.

Niewent all dëse Moossnamen, déi geholl sinn, däerf een net vergiessen, wat an der leschter Regierung schonn alles geschitt ass vun Ofbau.

Et däerf een och net vergiessen, Här President, datt virun de Wahlen dëst Parlament eng europäesch Waasserrichtlinn ëmgesat huet, déi elo d'Gemengen amgaang sinn, alleguer am Land mussen ëmzesetzen, fir käschtendeckend Waasserpräisser, Ofwaasserpräisser ze kréien, an datt doduerch - kann ee soen - an der Moyenne d'Waasser an d'Ofwaasser zwee Euro méi deier wäert ginn.

Wa mer wëssen, datt eng Famill..., datt national gesinn 60 Fudder Waasser pro Kapp verbraucht ginn, an Dir hutt eng Famill mat zwee Kanner, dann huet déi 250 Fudder d'Joer verbraucht, mol zwee Euro: Dann huet déi 500 Euro - eng Famill mat zwee Kanner - dëst Joer weider Waasser an Ofwaasser ze bezuelen, ouni eppes weider ze hunn, ausser weider Dépensen. Och dat muss ee wëssen, datt een domadder d'Famillje staark belaascht huet. Och do muss ee wëssen, datt do och schonn eng Indexmanipulatioun geschitt ass, well an deem Gesetz ass déi Augmentatioun indexneutral agesat ginn.

Ech wëll also soen, datt dat hei net alles ass. Et muss een dat kumulativ kucken, wat alles an deene leschte Jore geschitt ass, wat elo geschitt, wat elo nach kann an der Krankekeess geschéien, Waasser-, Ofwaassertax a wat op d'Leit och nach wäert an deenen nächste Joren zoukommen.

D'Betriber, do war d'Absicht, géif ech mengen - dat wär richteg gewiescht, dat hätte mer och matgedroen -, datt een d'Betriber net soll zousätzlech weider belaaschten. Eis Betriber stinn an engem internationale Konkurrenzkampf. Si mussen hir Kompetitivitéit behalen. D'Betriber gi sécherlech net esou belaascht wéi d'physesch Persounen, well de Gros vun de Moossnamen trëfft d'physesch Persounen, trëfft d'Familljen, trëfft d'Jugend, awer net esou d'Betriber.

Mä trotzdeem, d'Betriber gi belaascht. D'Solidaritéitssteier geet an d'Luucht. Verschidde Subventioune kommen net méi esou, wéi se geplangt waren an, Här President, et muss een och wëssen: Mir soen, den Index muss bäibehale ginn, mä wa mer also e Package maachen a soen, mer belaaschten d'Betriber net esou staark an de Steieren oder soss Moossnamen - datt mer d'Betriber do net esou staark belaaschten -, da musse mer awer wëssen - well mer den Index bäibehalen -, da muss een de Betriber dat awer och als eng Part vun hirer Belaaschtung urechnen. An dofir ass et scho wichteg, datt mer um Niveau vun de Steieren a soss Moossnamen d'Betriber net belaaschten an den Index als eng Kontributioun vun hinnen zu deem Ganze gesinn.

Déi Moossnamen, déi virgesi gi sinn, wat de Chômage ubelaangt, Här President, fanne mer positiv. Déi kënne mer och ënnerstëtzen. Mä d'Haaptschold vun eisem Chômage, dat ass sécherlech net ze klären an ze regele mat all deene Moossnamen, déi mer an deene leschte Jore geholl hunn. Dat hu mer jo och gemierkt. Dat si punktuell Moossnamen, déi och punktuell eppes bréngen. Mä de generelle Problem gëtt domadder net geléist.

D'Haaptschold ass doudsécher d'Versoe vun eisem Schoulsystem. Hei ass an deene leschten 20, 30 Joer e Verbriechen un eiser Jugend gemaach ginn. Hei hu mir eng Schoulpolitik gemaach, déi als Resultat huet, datt d'Betriber léiwer op Frontalieren zréckgräifen, well se soen, déi géifen déi schoulesch Viraussetzunge matbréngen, déi eis Jugend zu engem groussen Deel haut net méi huet.

An et bräicht kengem heibannen Angscht ze sinn ëm d'Zukunft vun dësem Land, wa mer et fäerdeg bruecht hätten, an deene leschten 20 Joer eng Schoulpolitik ze maachen, déi eis Jugend esou opgebaut hätt, datt se de Konditiounen an Erfuerdernisser vun enger moderner Aarbechtswelt géif entspriechen. Da kréiche mer eis Jugendlech an den Aarbechtsmaart an da bräichte mer all déi Beschäftegungsmoossnamen, déi mer elo maachen, net ze maachen. Sécherlech hu mer ëmmer Leit, déi wäerten am Chômage sinn. Mä vun deene bal 20.000 Leit, déi mer haut am Chômage respektiv an der Kuerzaarbecht hunn, ass e groussen Deel d'Affer vum Versoe vun deene successive Regierungen an de leschte Joren an der Schoulpolitik.

E Wuert nach zu de Gemengen. D'Subsidë vum Stat fir d'Kläranlagen an alles, wat dozou gehéiert, déi solle vun 90% op 75% erofgoen. Ech géif mengen, Här President, datt d'Regierung bei dësem Punkt vill méi wäert spueren, wéi se dat mengt. Well ech sinn der Iwwerzeegung, wann et op 75% erofgeet, dann ass bal keng Gemeng méi am Land à même, fir iwwerhaapt eng Kläranlag ze bauen. Da spuert se net 15%, mä da spuert se 100% vun deenen 90%, well de Gros vun de Gemenge wäert da keng Kläranlag méi bauen.

Dat muss ee wëssen, wann een esou e Subsid erofsetzt. Well dat sinn Investitiounen, dat si keng Peanuts. Well alleguer, déi hei an de Gemenge Politik maachen - an et setzen der jo genuch heibannen -, déi wëssen, wat Kläranlagen, Déversoiren, Kollekteren, wat déi Onzomme vu Gelder verschléngen. An d'Gemengen, déi elo 10% opbréngen, wann déi muer musse 25% opbréngen, da gi vill Kläranlagen, Kollekteren an Déversoiren net méi gebaut. Da spuert de Stat op deem Punkt vill méi. Mä mer mussen awer wëssen, datt mer eisen europäesche Verflichtungen, déi mer eis als Zil gesat hunn - fir bis 2015 eis Ofwässer alleguer ze klären -, datt mer déi mat där dote Moossnam sécherlech ni wäerten ertreffen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hu gesot, datt dat heiten en décke Pak ass, deen eist Vollek muss erdroen. D'CSV huet déi Wahlen hei gewonnen, well se de Bierger virun de Wahlen net d'Wourecht gesot huet. D'Wieler hunn d'Wourecht eréischt no de Wahle gesot kritt.

No de Wahlen ass de Bilan gemaach ginn. D'Regierung huet de Bilan gemaach, andeem datt se elo de Leit scheiwerchersweis no de Wahlen erkläert huet, wéi schlecht et dem Land geet. Nodeems se virun de Wahlen esou gemaach huet, wéi wann - dank den CSV-Ministeren, dem Finanzminister - mer héich Reserven, en „Apel fir den Duuscht", eng Mouk - a wat ass net nach alles gesot ginn - hätten.

A Wierklechkeet ass kee Geld méi do. Dofir kann een och de Bilan maachen a soen, déi Regierungserklärung, déi den Här Statsminister virgëschter hei ofginn huet, et ass am Fong säi Bilan, säi Bilan vun 20 Joer Finanzminister. Et ass säi Bilan: 20 Joer Héichkonjunktur, 20 Joer Plus-valuen, 20 Joer sinn d'Steieren nëmmen esou erageereent komm. A genausou si se während 20 Joer op där anerer Säit zur Fënster erausgeworf ginn. 20 Joer CSV-Finanzpolitik, 20 Joer Jean-Claude Juncker Finanzminister, an zum Schluss ass d'Keess eidel. Kee rouden, kee wäissen a kee schwaarzen Euro ass méi an der Keess. D'Bierger vun dësem Land mussen elo déi Quittung bezuelen. En deiere Präis fir 20 Joer CSV-Finanzpolitik! Eng schlecht Zensur, nëmmen Datzen, an anere Wierder: glat duerchgefall!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. An als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den éischten Deel vum Premier senger Ried war erëm - well et ass net fir d'éischt - geprägt vun enger hefteger Kritik um Turbokapitalismus, un der ongebremster Dereguléierung, um Neoliberalismus an esou weider. Wann een dann awer weidergelauschtert huet an et hätt ee sech erwaart, elo géifen aus deenen Iwwerleeungen theoretesch a praktesch Konsequenze gezu ginn, am Sënn vun enger anerer Logik vu gesellschaftlecher Entwécklung wéi där vun deene leschte Jorzéngten, da muss ee sech natierlech enttäuscht gesinn.

War et effektiv net esou, datt d'Verdeelung vum gesellschaftleche Räichtum ëmmer méi ongerecht ginn ass, datt eng Ëmverdeelung vun ënnen no uewe stattfonnt huet an datt dat eng vun de grondleegenden Ursaache vun der Kris war?

War et net esou, datt den Undeel vum Undeel vum Salariat un deem Räichtum ofgeholl huet, deen e selwer geschafen huet, an datt den Undeel vun de Benefisser zougeholl huet?

War et net esou, datt uewen op der gesellschaftlecher Leeder eng ongeheier privat Beräicherung stattfonnt huet mat enger ongeheierer Konzentratioun vun ekonomescher Muecht?

War et net esou, datt dee Räichtum uewen zu engem groussen Deel net investéiert ginn ass, well et un Nofro gefeelt huet, an datt en also esou an d'Finanzspekulatioun gefloss ass, mat Erwaardunge vu Renditë vu 15, 20, 25%, déi sech op Léin, op Aarbechtsplazen, op de Sozialstat destruktiv hu missen auswierken, an déi schliesslech jo och zur Kris gefouert hunn?

Wär dann elo net endlech den Zäitpunkt komm, mat där Logik ze briechen, d'Ekonomie wierklech erëm an den Déngscht vun der Gesellschaft ze stellen an net ëmgedréint, der sozialer Gerechtegkeet d'Prioritéit ze gi virun der berühmter Kompetitivitéit, hannert där sech jo oft näischt anescht verstoppt wéi privat Beräicherung?

Wär net endlech d'Zäit komm, de Sozialstat erëm auszebauen, amplaz en ofzebauen? De Sozialstat ausbauen, dat ass eppes anescht wéi Är sougenannte selektiv Sozialpolitik. „Ein Unwort", heescht et zu deem Begréff an deem leschte Sozialalmanach vun der Caritas, well - ech zitéieren - „...dies nur Sozialabbau bedeuten kann". Erëm d'Logik vun der sozialer Selektioun, wéi fréier, amplaz universelle Rechter mat all deem, wat déi Selektioun mat sech bréngt: Stigmatiséierung, Humiliatioun, Kontroll a Spaltung vun der Gesellschaft.

Dee Moossnamepak vun der Regierung, deen ass net méi gradesou grausam wéi deen alleréischten, an dach, wann een d'Gesamtrechnung mécht, da muss ee feststellen, e geet zum groussen Deel op d'Käschte vum Salariat, also op d'Käschte vun deene Leit, déi fir Loun a Gehalt schaffe respektiv geschafft hunn.

De Rentenajustement gëtt opgespléckt, wuelverstanen och fir déi kleng Renten; d'Kannergeld net méi ab 21 Joer, 40 Milliounen agespuert - an ech hu bis elo och nach ëmmer interpretéiert -, haaptsächlech op d'Käschte vun de Frontalieren. A wann dat esou ass, da soen ech: Et ass inakzeptabel, dass mer op déi Aart a Weis een Deel vum Salariat géint deen aneren ausspillen, an déi Leit, ouni déi eis Wirtschaft iwwerhaapt net kéint funktionéieren, quasi bestrofen.

Dee bëllegen Akt, och dat ass eng spannend Geschicht. Mat dem Gesetz vun 2002 ass deen, esou wéi en elo besteet, agefouert ginn. An dat ass deemools als e groussen Erfolleg gefeiert ginn, well de Steierkredit beim Kaf vun engem Haus nom Prinzip vun der Gläichheet virum Gesetz an net no der sozialer Selektivitéit geregelt ginn ass. Ech géif Iech roden, den Exposé des motifs vun deem Gesetz vun 2002 emol nach eng Kéier nozeliesen, well da stellt Der fest, dass Der elo déi Logik vun deemools erëm ëmdréint.

Wat d'Halbéierung vun der Kilometerpauschal deen eenzelne Salarié wäert kaschten, dat wäert en nach mat Erstaune feststellen, jee nodeem, wou e schafft respektiv wou e wunnt.

An dann, Nullronn beim Stat. Ech muss einfach preziséieren, dat betrëfft jo net nëmmen déi éischt Ministerialbeamten, dat betrëfft och de Redakter, den Expeditionnaire, den Employé bei Stat a Gemengen, wuel och dann duerno d'Stats- a Gemengenaarbechter, an indirekt wahrscheinlech och de gesamte parastaatleche Secteur, an d'Leit am Sozial- a Gesondheetswiesen. A mir wëssen och, well mir sinn awer net naiv, eng Nullronn beim Stat ass selbstverständlech och e Signal fir eng Nullronn am Privatsecteur.

Zu de Recetten an Ärem Pak. D'Erhéijung vun der Solidaritéitssteier bei de Privatpersoune bréngt 40 Milliounen Euro, bei de Betriber 12 Milliounen Euro. Déi Solidaritéitssteier ass awer op d'mannst un d'Progressivitéit gebonnen; déi nei Krisesteier, dann awer, wann ech richteg verstanen hunn, net. Zwar ass de Mindestloun ausgeklammert, awer doriwwer eraus bezilt da jiddwereen op all Revenu deeselwechte Prozentsaz, nämlech 0,8%. An dat heescht wéi bei all Proportionalsteier, dass déi niddreg Revenuen, ausser dem Mindestloun, iwwert dem Mindestloun relativ méi staark belaascht gi wéi déi méi héich.

Beim Congé parental heescht et, et soll evaluéiert ginn, wéi eng Auswierkungen en op den Emploi hätt, also op d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen. Ech muss Iech awer drun erënneren, dass de Congé parental net agefouert ginn ass, fir Aarbechtsplazen ze schafen, quitte dass dat e beschäftegungspoliteschen Nieweneffekt gehat hätt, mä de Congé parental, opgrond och vun enger europäescher Direktiv, déi ganz explizit ass, ass agefouert ginn, fir Familljeliewen a Beruff matenaner kënnen ze vereinbaren. An do weess ech net, wat do ze evaluéiere wär.

Well da jo offensichtlech d'Fro vum Index net definitiv vum Dësch ass, an och fir op eng ganz Rei vu schifen Aussoen an deene leschte Wochen ze reagéieren, also nach eng Kéier kuerz drop zréck. Eng Indexupassung - dat schéngt awer och net jiddweree verstanen ze hunn - ass keng Lounerhéijung. Et ass och keen Ëmverdeelungsinstrument, an et soll och keent ginn. Den Index garantéiert just, dass déi nominal an déi real Léin a Pensiounen net ausenanerdriften, oder méi einfach ausgedréckt, dass d'Präisentwécklung net zu enger Reduktioun vun de reale Léin a Pensioune féiert an also d'Kafkraaft erhale bleift.

An dann dee berühmte sozialen Index. Ech muss Iech soen, ech hunn zënter laangem keng méi esou eng zynesch Expressioun gehéiert wéi déi. Haut maache mer - dat ass awer hei och schonn ugedeit ginn - de sozialen Index bei zweemol de Mindestloun, an zwee Joer maache mer nach méi e sozialen Index bei eemol dem Mindestloun an a véier Joer maache mer dann deen allersoziaalsten Index: Dee kritt een dann um Sozialamt.

Haut spillt een op eng onverantwortlech Aart a Weis een Deel vum Salariat géint deen aneren aus, fir da muer d'Indexupassung ganz ofzeschafen, genausou wéi d'Patronat et gären hätt.

Eng Manipulatioun vum Index, a wéi enger Form och ëmmer, ass ëmmer eng Kierzung vu Léin, Gehälter a Pensiounen, also vu Revenuen aus der Aarbecht. All aner Revenuen, virun allem Revenuen aus dem Kapital, sinn natierlech dobäi komplett ausgeklammert. A wouhinner geet dat Geld, wat duerch esou Lounkierzungen a wéi enger Form och ëmmer gespuert gëtt? E beachtlechen Deel vun där Aspuerung fléisst an de Benefiss vu grousse Betriber a Konzerner, fléisst an d'Dividendë vun den Aktionären, dréit erëm zur Accumulatioun vu monetärem Räichtum bäi, a wuel och erëm dofir zu monetäre Spekulatiounen.

Ech si mat dem Här Lux d'accord, dass Steierpolitik - an net Index - en Ëmverdeelungsinstrument muss sinn. An op dee Verglach tëschent deene 500 Euro d'Joer fir déi eng an deene 500 Joer Euro de Mount fir déi aner, dee Verglach vum Premier, ass meng Äntwert: E gudden Deel vun där méi héijer Indextranche soll iwwert d'progressiv Steier erëm an d'Solidaritéit eriwwergeholl ginn.

Déi Progressivitéit vun der Steier, déi ass awer an deene leschte Jore massiv ofgebaut ginn; de Spëtzesteiersaz zum Beispill vu 56% op 38%. A wa mer en dann elo op 39% erhéijen, da ka kee behaapten, mer hätten elo e grousse Schrëtt a Richtung vu méi Progressivitéit gemaach.

An da kommen ech zu där berühmter Kompetitivitéit, déi och beim Premier senger Ried eng relativ grouss Roll gespillt huet an an där ganzer Diskussioun iwwer Index a Sozialstat, an esou weider, jo ëm-

mer an de Vierdergrond geréckelt gëtt.

Däerf ech Iech einfach emol drun erënneren, datt d'sozial Gerechtegkeet nach ëmmer géint d'Argument vun der Kompetitivitéit huet missen duerchgesat ginn? Vum Verbuet vun der Kanneraarbecht iwwert de Kënnegungsschutz bis zum Mindestloun huet ëmmer misse géint d'Argument vun der Wettbewerbsfäegkeet vun de Betriber gestridde ginn.

Wann d'Union des entreprises eng Bibliothéik huet, dann huelen ech un, dass do och d'Gesamtwierk vum Adam Smith dra steet, well dat ass jo ee vun den Haapttheoretiker vun der moderner liberaler Ekonomie. Zitat vum Adam Smith virun 200 Joer - ech hu mer erlaabt, et op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen -: „Eis englesch Commerçantë kloen oft iwwert den Niveau vun de Léin an hirem Land a si erklären, datt si dofir Schwieregkeeten hätten, hir Wueren zu kompetitive Präisser am Ausland ze verkafen. Mä si schweigen iwwer hir eegen héich Benefisser. An a ville Fäll droen héich Benefisser vum Kapital méi zu héije Präisser vun de Wuere bäi wéi exorbitant Salairen." Dat war den Adam Smith.

D'Salariatschamber huet an deene leschte Méint eng Rei vun Analyse virgeluecht, aus deenen ervirgeet, wéi et a Wierklechkeet hei zu Lëtzebuerg mat der Kompetitivitéit a mat der Verdeelung vum Räichtum steet.

Éischtens, den Undeel vun de Léin un dem gesamte Räichtum hëlt hei, wéi bal iwwerall an der Welt, systematesch of, an dee vun de Benefisser hëlt systematesch zou.

Zweetens - an da bieden ech Iech ze kucken; hoffentlech gesinn ech nach driwwer -,…

(Hilarité)

…bei eis zu Lëtzebuerg ass d'Verdeelung tëschent dem Loun an dem Benefiss besonnesch krass. Dat do ass den internationale Verglach, an Dir gesitt, wou Lëtzebuerg ass. Vun 100 Euro geschafenem Wäert kréien hei zu Lëtzebuerg d'Salariéen, duerchschnëttlech wuelverstanen, 46 Euro, an un d'Kapital ginn der 54. Bei eisen Nopeschlänner ass et ëmgedréint. Do ass et an der Regel 60% ongeféier an d'Léin a 40% an d'Benefisser.

An dat gëllt, dat muss ee preziséieren, dann hei zu Lëtzebuerg net nëmme fir de Finanzsecteur, sondern fir all ekonomesch Secteuren, ausser zwee an där doter Proportioun: Horesca a Bau. An dat si jo awer déi Secteuren, déi net am meeschten der internationaler Konkurrenz ausgesat sinn.

Drëttens, vun deene relativ héijen, am internationale Verglach, Benefisser, geet dann awer e relativ klengen Deel an d'Investitiounen, nämlech nëmmen 42%. Och dat ass däitlech manner wéi an allen anere vergläichbare Länner an der Europäescher Unioun. An Däitschland zum Beispill, Frankräich, Belsch gi vun de Benefisser 60 bis 70% an Investitiounen, bei eis knapps iwwer 40.

Véiertens, d'Steieren, iwwert déi d'Betriber jo och kloen an déi se och zu engem Kompetitivitéitsproblem maachen. Et gëtt eng Etüd vun der Weltbank iwwert d'Belaaschtung vun de Betriber duerch Prélèvementer. Déi gëtt elo zënter e puer Joer all Joer nei publizéiert. Ech bezéie mech op déi vun 2010 an aus där kënnt och dës Tabell, déi awer vläicht deen een oder deen aneren iwwerrasche wäert.

Also, no där Etüd sinn eis Prélèvementer op de Betriber - Lëtzebuerg - déi niddregst an der ganzer Europäescher Unioun, an zwar bei Wäitem. An déi Prélèvementer, dat sinn nach net haaptsächlech Steieren; well dee klengsten Undeel sinn déi eigentlech Steieren an dee gréissten Undeel sinn d'Sozialbäiträg.

Also, bei eis maachen déi Gesamtprélèvementer ronn 20% aus, an Däitschland 45%, an der Belsch 55%, a Frankräich 65%. Ech weess net, ob d'Weltbank sech do geiert huet. Also, ech muss Iech éierlech soen, ech war selwer erstaunt. Mä wa se sech geiert hätt, da wäre mer natierlech frou, wa mer dat ganz prezis beluecht kréichen.

Wa se sech awer net geiert huet, da gesinn ech net, wéisou sech hei zu Lëtzebuerg iergendee globale Kompetitivitéitsproblem géif stellen, weder wat d'Steieren betrëfft nach wat d'Léin betrëfft. An da soen ech: Am Contraire, do ass awer nach räichlech Spillraum, och ouni eis Kompetitivitéit ze verléieren, souwuel am Sënn vu bessere Léin, wéi och am Sënn vun enger méi gerechter Kontributioun an d'Statsfinanzen.

Also, héich Benefisser, relativ wéineg Investissementer, wéineg Steieren, also héich privat Beräicherung. Selbstverständlech verstoppe sech hannert deem pauschale Bild ganz differenzéiert Situatiounen an net nëmmen déi vum Bäcker vun der Cap - well ech mengen, a Wierklechkeet ass de Bäcker gemengt -, sondern ganz differenzéiert Situatiounen.

An ech weess och, dass déi Kleng- a Mëttelhandwierksbetriber oder Geschäftsbetriber mat Schwieregkeeten ze kämpfen hunn, selbstverständlech, an net op d'Beräicherung aus sinn.

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Selbstverständlech. Ech komme lues a sécher zum Schluss.

Ech mengen awer och, dass een deene Kleng- a Mëttelbetriber net soll hëllefen op Käschte vun deene Leit, déi bei hinne schaffen, well dat de Kleng- a Mëttelbetriber am Endeffekt selwer op d'Nues fält a Form vu Verloscht vu Kafkraaft.

Un dem Helmut Schmidt sengem Théorème, d'Profitter vun haut wären d'Investissementer vu muer an d'Aarbechtsplaze vun iwwermuer, mengen ech, gleeft kaum nach een. Mä gradesou falsch ass d'Postulat, Lounkierzungen a Sozialofbau vun haut géifen derzou bäidroen, de Chômage ofzebauen. An dorunner gleeft awer anscheinend nach deen een oder deen aneren.

An Däitschland gëtt et keen Index, kee Mindestloun an eng systematesch Lounsenkungspolitik an deene leschte Joren, an awer ass d'Aarbechtslosegkeet méi héich wéi hei. An ähnlech Vergläicher kann ee mat anere Länner ustellen.

Ech dréinen d'Postulat also ëm: D'Léin vun haut, de Sozialstat vun haut, dat sinn och d'Aarbechtsplaze vu muer.

(Les tableaux déposés peuvent être consultés auprès du secrétariat général.)

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen net derlaanscht, en Artikel vum Code civil ze zitéieren, den Artikel 229 vum Code civil, deen iwwert d'Cause du divorce schwätzt. En effet, den Artikel 229 vum Code civil seet: «Le divorce pourra être demandé pour cause d'excès, sévices ou injures graves d'un des conjoints envers l'autre, lorsque ces faits constituent une violation grave ou renouvelée des devoirs et obligations résultant du mariage et rendent intolérable le maintien de la vie conjugale.»

Wann een dat e bëssen op d'Situatioun vun haut extrapoléiert, da kéint ee sech jo d'Fro stellen, ob net: «Le divorce pourra être demandé pour cause d'excès, sévices ou injures graves d'un des partis politiques envers l'autre, lorsque ces faits constituent une violation grave et renouvelée des devoirs et obligations résultant de l'accord de coalition…» - e besse wéi e Mariage - «…et rendent intolérable le maintien de la vie conjugale.» Ech weess, dat geet e bësse wäit. «De la vie politique» wier éischter adaptéiert.

Här President, Dir selwer sidd jo och Affekot, an et sinn der jo e puer heibannen, Dir wësst jo, wéi eng Scheedung ausgeet. Et ass näischt Flottes an et ass deier. An dës Koalitioun gëtt de Bierger deier. Leider ass dat eng Situatioun, wou mer haut dra sinn an et kann een et net verneinen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Deeg ass ganz vill iwwer Kompetitivitéit geschwat ginn. A vill Leit stelle sech d'Fro: Wat ass eng Kompetitivitéit? Ëm wat geet d'Kompetitivitéit? Dowéinster sinn ech, well ech dat och ebe gäre maachen, op Internet e bësse surfe gaangen a sinn deen een oder anere Site, Wikipedia, Google, Yahoo oder alles, e bësse kucke gaangen. Den Här Schiltz ass scho ganz opgereegt.

Här President, an déi soe ganz kloer, wat d'Leit dobaussen héieren, den Här Schiltz, all drëtte Saz mat Kompetitivitéit beschreiwen. Mä duerno, wann et drëms geet, fir zur Kompetitivitéit Mesuren ze huelen, weess op eng Kéier kee méi, wat den Här Schiltz domadder mengt, well mir waarden nach ëmmer op d'Mesuren, déi dës Regierung fir d'Kompetitivitéit wëllt maachen.

(Interruption)

Wat heescht dann d'Kompetitivitéit? Kompetitivitéit heescht: «…est une notion économique qui s'applique à une entreprise, un secteur économique, ou un territoire, Elle désigne la capacité d'une telle entité à fournir et vendre durablement un ou plusieurs biens ou services marchands sur un marché donné en situation de concurrence. Ce terme est passé dans le langage courant avec une acception très large et quelque peu vague, pour évoquer la capacité à réussir économiquement dans un environnement concurrentiel, en innovant, en croissant», etc., etc.

(Interruption)

A si soen, dann ass och nach an där Definitioun: «Conséquences: Une faible compétitivité de l'économie d'un pays n'incitera pas les entreprises étrangères à placer des centres de production ou de recherche dans le pays. Par ailleurs, cette faible compétitivité fragilisera les entreprises nationales, leur faisant perdre des parts de marché par rapport aux concurrents étrangers. Et au final, ceci diminuera la production par travailleur et l'emploi total au sein du pays, et donc augmentera le taux de chômage.»

Fir déi, déi et nach net verstanen hunn: Et geet hei ëm villes!

(Brouhaha et hilarité)

Ech si frou, Här President, dass de Sujet nees am Zentrum vun der politescher Debatt ukomm ass. Endlech! Leider awer gëtt just driwwer geschwat an net gehandelt. Leider! Dat geet op wiem seng Käschten? Dem Standuert Lëtzebuerg? Jo. Den Entreprisen? Jo. De Salariéen? Jo. De jonke Leit? Jo. Den zukünftege Generatiounen? Jo.

Ech muss dat heite soen: Wie sech net permanent mat deem Thema Kompetitivitéit beschäftegt, ass den Doudegriewer vun eisem Sozialstat. Wien d'Ae virun den ekonomeschen a finanzielle Realitéite verschléisst, deen akzeptéiert à long terme griichesch Verhältnisser. A wien esou mécht, wéi wann d'Aarbechtslosegkeet him géif ganz uewe leien an awer net bereet ass, de wirtschaftleche Kader ze verbesseren, dee mécht Verrot un der Jugend an un den zukünftege Generatiounen.

Här President, et ass richteg: Den Index ass net deen eenzege Facteur, deen d'Kompetitivitéit vun eisem Land bestëmmt. Et ass awer e ganz wichtege Facteur. A wann et esou wier, wéi wann all déi aner Facteuren hei am Land an der Rei wieren, dann hätte mer vläicht eng aner Diskussioun ronderëm den Index. Et ass awer net esou, dass alles an der Rei ass.

All Experten hei am Land, an ech gi jo awer dovunner aus, dass déi Leit rechne kënnen a wëssen, wouriwwer se schwätzen, vun der Banque centrale iwwert de Statec bis zum Observatoire de la compétitivité soen eis, dass Lëtzebuerg zënter Joren amgaangen ass, u Kompetitivitéit ze verléieren. Dat krute mer nach eng Kéier gëschter confirméiert. An dat aus zeg Ursaachen eraus.

A wann den Här Krecké elo 65 Propositioune mécht, fir d'Kompetitivitéit ze verbesseren, dann ass dat jo dee beschte Bewäis, dass mir e fatzege Problem hunn. Ëmsou méi deeselwechten Här Krecké jo am Dezember 2002 nëmmen 21 Propositiounen huet misse maachen, fir eise Standuert ze verbesseren. Et sinn also bei seng 21 Problemer vun deemools der 44 bäikomm an de leschte Joren!

De 66. Problem ass awer dee gréisste Problem, Här President, vun eiser Kompetitivitéit a vum Standuert Lëtzebuerg. An dat ass eis Regierung, déi sech op wesentleche Punkten einfach oneens ass. Si wëssen, dass mir e Problem um Niveau vu Kompetitivitéit hunn. Allerdéngs stellen ech fest, dass d'Konklusioune vun CSV an LSAP opgrond vun där Situatioun sech däitlech vuneneen ënnerscheeden. Näischt ze maachen an deenen nächste Méint, ass fir d'CSV keng Optioun. Fir d'LSAP ass et allerdéngs méi wéi eng Optioun. Jo, no hirem Kongress souguer en „Must". Fir d'CSV besteet haut schonn Handlungsbedarf. Fir d'LSAP besteet haut sécher emol keen Handlungsbedarf, vläicht muer oder am léifste guer keen.

De Paquet Tripartite gëtt erëm opgeschnürt, wann eng Indexregelung fonnt gëtt, seet d'CSV. De Paquet Tripartite ass fest, seet d'LSAP. D'CSV probéiert, d'LSAP ze splécken, andeems si den Här Krecké esou vill lueft a säi Courage op der Indexfront. D'LSAP probéiert, d'CSV ze splécken, andeems si dem Här Juncker seng Ausso luewen, dass et keng aner Koalitioun hei an deem Land am Moment ka ginn.

Kommt, mir sinn eis eens: Dat doten ass just Theater! A souguer eng Tragédie fir eist Land!

Bei deem, wat ech eleng gëschter héieren hunn, do hunn ech bal mengen Oueren net getraut, Här President. Den Här Lux, hunn ech festgestallt, ass net just Fraktiounschef vun der LSAP, mä ass och elo nach de perséinleche Pressespriecher vum Här Juncker ginn. Ech muss soen, et war schonn erstaunlech, wéi vill „Streicheleinheiten" den Här Juncker vum LSAP-Fraktiounschef krut. Wann dat alt unhält, Här Juncker!

Ech hunn dem Här Lux säin Discours awer gutt nogelauschtert. D'Wirtschaft ass keng Fin en soi. Dat stëmmt. Spueren dierf keen Dogma sinn. Selbstverständlech. 8.700 Leit hunn den RMG, bal 35.000 Leit verdéngen de Mindestloun, dausende vu Leit mussen an d'Grenzregioun liewe goen, well si keng Wunneng zu Lëtzebuerg sech leeschte kënnen.

Tatsächlech? Mä dat ass e Constat d'échec, Här President!

D'Kompetitivitéit soll net eleng un de Käschte vun der Aarbechtsstonn festmaachen. Net eleng, awer och. Mir hu vill aner Trëmp, seet den Här Lux. Stabil Sozialbäiträg. Komesch dann, dass awer d'Belaaschtungen och fir d'Entreprisen eropginn an d'Cotisatioune fir d'Gesondheetskeess och sollen eropgoen. Mat der Iwwerraschung, an dat wor jo awer ganz interessant gëschter, wéi den Här Bausch de Sujet relevéiert huet, dass am Fong den Här Bausch de Médiateur an deem Divorce hei tëschent dem Här Di Bartolomeo an dem Här Juncker muss sinn, fir ze informéieren, wat d'Regierung am Fong wëllt. Et wier gutt, wann dës Regierung op jidde Fall an eng Richtung géif zéien, och an deene Froen.

Den Här Lux seet och, d'Reform vun der ADEM geet eleng net duer. Mir brauchen Aarbechtsplazen, mir mussen Aarbechtsplaze sécheren. Jo, do si mer eis och eens. An dat mécht ee virun allem, andeem een déi ënnerstëtzt, déi Aarbechtsplaze schafen. An dat sinn d'Entreprisen hei zu Lëtzebuerg. D'Reduzéierung vun der Aarbechtslosegkeet als éischt Zil kéint den Här Lux mat dräi Ausrufezeichen ënnerschreiwen. Mir och. Mä dofir brauche mer awer aner Rezepter.

Dës Zitater, Här President, aus dem Här Lux senger Ried beweisen zwou Saachen: De Constat d'échec ass gemaach ginn. An den Här Lux gëtt zou, dass et net esou ka weidergoen: ze vill Aarbechtsloser, ze vill onsécher Aarbechtsplazen.

Da stellen ech em awer d'Fro… Hien ass elo leider net do, oder? Neen. Mä da wollt ech em d'Fro stellen…

Une voix.- Mir gi se weider.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Gitt Der em et weider? Okay, dann ass et gutt.

Da stellen ech em awer d'Fro, wéi en dann hei am Land sécher Aarbechtsplaze schaaft. Ech wier eng Kéier frou, eng Äntwert ze kréien.

Wien ass dat dann? Et sinn eleng d'Entre-

prisen, Här President! An déi am öffentleche Secteur ginn och indirekt vun Entreprisen an de Steiere vun de Leit hei am Land bezuelt. Wa mir déi Kou, déi mir ëmmer sträiche wëllen, net anstänneg fiddderen, da gëtt si keng Mëllech méi. Virun där Realitéit verschléissen den Här Lux an och d'LSAP d'Aen.

Schlëmmer nach! Net nëmmen, dass si net anstänneg gefiddert gëtt, si gëtt och nach weider belaascht! Jo, dëse Krisepaquet, Här President, setzt d'Belaaschtung vun den Entreprisen net erof, mä däitlech erop. Wann et dëser LSAP an dem Här Lux nogeet, da gëtt et an Zukunft nach schlëmmer. Well op Nofro vum Här Hoffmann huet den Här Lux och eng Diskussioun vun enger forfaitairer Besteierung bei den Entreprisen ugekënnegt bezéiungsweis sech dozou bereet erkläert. Dat schléit dem Faass de Buedem aus!

Ech maache mir - Här Lux, dass mir eis gutt verstinn - Suergen ëm déi vill Leit, déi bei deenen Entreprisë musse schaffen, déi Dir an Är Partei hei massiv belaaschte gitt an an Zukunft nach belaaschte wëllt. Mir brauchen eis net ze wonneren, wann duerch Är Politik hei an Zukunft nach manner jonk Leit eng Aarbecht fannen an nach méi Leit hir Aarbecht wäerte verléieren.

Är Politik ass fundamental onsozial an héichgradeg gefäierlech fir eist Land. Denkt ee Moment un all déi jonk Leit, déi elo nach an der Schoul, op der Uni oder an enger Ausbildung sinn a voller Hoffnung an d'Zukunft kucken! Ee Moment! An ech sinn iwwerzeegt, dass Dir munnech vun Äre Positiounen iwwerdenkt.

Här President, ech hunn net nëmmen dem Här Lux nogelauschtert, mä och dem Här Schiltz. Ech hat d'Hoffnung, dass déi Partei, déi sech selwer duerstellt, wéi wa se vill vun Ekonomie géif kennen, op jidde Fall Lektioune gëtt, dass déi Partei géif konkret ginn, wann et ëm d'Kompetitivitéit géif goen. Aarbechtsplaze schafe wier Top-Prioritéit, seet den Här Schiltz. De Chômage klëmmt, sot den Här Schiltz. Eis Suerg ëm de Chômage muss all Dag am Mëttelpunkt stoen, sot den Här Schiltz. Den Engagement vum Eenzelnen a vun de Betriber wier gefuerdert, sot den Här Schiltz. D'CSV ass de Garant vum sozialen Ausgläich, sot den Här Schiltz. De Pak dréit net alles dozou bäi, fir eist Land méi kompetitiv ze maachen, sot den Här Schiltz.

Dat heite sinn alles Soe vun engem CSV-Vertrieder, deen awer net egal wien ass. Den Här Schiltz ass de Fraktiounschef hei an deem Haus vun där gréisster Fraktioun. Vun där Partei, déi 26 Sëtz vum Wieler kritt huet. Vun där Partei, déi eng besonnesch Verantwortung virum Land a senge Leit huet.

Ech hunn et beim Untrëtt vun dëser Regierung gesot: 26 Sëtz verflichten! An dofir, Här President, kann ech net einfach esou akzeptéieren, dass déi gréisste Fraktioun hei am Parlament sech einfach esou mir näischt dir näischt aus der Verantwortung vis-à-vis vum Land schläicht an esou mécht, wéi wann d'LSAP si géif dorunner hënneren, déi Verantwortung ze iwwerhuelen. Dat ass en eenzege Skandal! A loosst mech Iech eent soen: Är éischt Verantwortung läit vis-à-vis vum Land. Et ass net Är zweet, mä et ass Är éischt!

Här President, ech hunn a menger Ried zur Regierungserklärung deemools gesot, dass déi grouss Verléierer vun dëser CSV/LSAP-Koalitioun d'Mëttelschichten, déi Jonk an déi kommend Generatiounen, Famillje mat Kanner an déi Kleng- a Mëttelentreprisë sinn. Ech muss leider soen, dass ech mat menger Aschätzung Recht hat. Wann ech gesinn, dass d'CSV net kann an d'LSAP net wëllt eppes op där Säit vun der Kompetitivitéit verbesseren, da weess een, dass et genau dës Gruppen an de kommende Wochen a Méint am häerteste wäert treffen.

Ech muss awer och soen, dass d'Demokratesch Partei dat net einfach hinhuele wäert. Den Dissens an der Koalitioun, deen den Här Schiltz an den Här Lux gëschter nach emol androcksvoll ënnermauert hunn, dierf net op d'Käschte vun de Leit, hirer Famill an de Betriber hei zu Lëtzebuerg goen. Spéitstens wann dat de Fall ass, ass den Zäitpunkt komm, wou eng Regierung zrécktrëtt. Dat ass an allen Demokratien op der Welt esou. A Lëtzebuerg soll an dierf keng Ausnahm sinn.

Dofir fuerdere mir Iech op, entweder direkt hei an elo mat dëser Koalitioun opzehalen oder direkt hei an elo eng Motioun ze stëmmen, wou Dir Ärer Flicht vis-à-vis vum Land nokommt.

Här President, dofir déposéiere mer och eng Motioun. Ech hu se am Moment eleng ënnerschriwwen. Ech ka mer virstellen, dass den Här Wolter an den Här Schiltz se jo och ënnerschreiwen, well se jo déi lescht Deeg esou dorop insistéiert hunn, dass mer net sollen Zäit verléieren, an ech och dem Här Schiltz gutt nogelauschtert hunn, dass mer sollen iwwert den Index Fuerf bekennen.

Mir wäerte se elo, ech soll zwar de leschte Riedner sinn, ech war extra dofir bei de President kucken, kann ech mer virstellen, dass elo dann d'Majoritéit wäert kucken, egal wéi se kann, en aneren Text ze déposéieren, fir de Problem aus de Féiss ze kréien. Ech ka mer et virstellen. Mä ech mengen, wa se jo éierlech sinn a genuch politesche Courage hunn, da musse se jo zu där doter Fuerf bekennen. Et ka jo net sinn, dass een da kuckt, elo mat iergendengem Trick 77 dësen Text net ze stëmmen.

Et geet net, de Leit eppes ze verspriechen an duerno sech net drun ze halen! Esou wéi mäi Parteipresident gëschter och, de Claude Meisch, et gesot huet: Ech hu Schwieregkeeten, wann een de Leit eppes seet an duerno, no de Wahlen, ass et eng ganz aner Saach.

Gëschter ass et schonn zitéiert ginn, an ech muss et nach eng Kéier soen: Virun de Wahlen ass gesot ginn, an engem Artikel vum 6. Juni 2009 vum Här Juncker… Dat iwwert d'Steieren huet den Här Meisch Iech scho gesot, Här Juncker. En huet scho gesot: „Steuererleichterungen wird es mit der CSV vorerst keine geben, weil in den nächsten zwei, drei Jahren eine Anpassung des Steuertarifs an die Inflation nicht denkbar ist. Dadurch würden das Staatsdefizit vergrößert und der Schuldenstand anwachsen, was zu Lasten der jungen Generationen ginge." Si mer ganz averstanen. „Die CSV hat aber auch nicht die Absicht, die Steuerlast zu erhöhen. All das heißt auch nicht, dass punktuelle Steuererleichterungen nicht denkbar sind."

Ech weess, dass mäi Parteipresident scho gëschter dat zitéiert huet. Mä et deet esou gutt, sech drun ze erënneren, wat den Dag virun de Wahlen e Spëtzekandidat vun där gréisster Partei hei, déi déi meeschte Sëtz huet, gesot huet.

Datselwecht elo iwwert d'Kannergeld. Erënnert Iech nach iwwert d'Kannergeld vu virun de Wahlen! An et huet scho jiddwereen et gesot. Den Här Biltgen huet gëschter gesot, dat wier alles falsch, mir hätten alles falsch verstanen.

Ech muss och dem Här Gibéryen senger Fro mech uschléissen a froen: Wou kommen dann déi 40 Milliounen hier? Wann et net bei de Frontalieren ass, wou Der se wëllt…

Hei, Här President, d'Motioun!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la compétitivité de l'économie luxembourgeoise est à la fois le garant d'emplois stables, un instrument important pour maintenir, voire augmenter le niveau de vie de la population ainsi qu'une condition nécessaire pour assurer des recettes budgétaires suffisantes et pérennes;

- notant que le système de l'indexation automatique des traitements et salaires respectivement l'évolution du coût salarial ont une très grande influence sur la compétitivité de l'économie;

- relevant que depuis des années l'économie luxembourgeoise est en perte de vitesse par rapport à ses concurrents directs;

- considérant les différents documents remis aux participants de la tripartite relatant la perte de compétitivité de notre économie;

- attirant notamment dans ce contexte l'attention sur le bulletin 2010/1 de la Banque centrale luxembourgeoise et plus particulièrement sur le chapitre «Contribution de la BCL en vue de la réunion du Comité de Coordination Tripartite» renseignant sur les indicateurs clés de la compétitivité;

- renvoyant par ailleurs au Tableau de Bord «Compétitivité» de l'Observatoire de la compétitivité du Grand-Duché de Luxembourg;

- souscrivant aux objectifs énoncés dans les «propositions d'ordre général du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale, en vue du Comité de Coordination Tripartite» «[d']assurer, maintenir, développer et commercialiser la compétitivité et l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et les nouveaux investisseurs potentiels (étrangers ou locaux)...»;

- rappelant la mission reçue par le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur par le Premier Ministre, Ministre d'État lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays en date du 5 mai 2010, à savoir:

„An dofir musse mer eis a Saache Kompetitivitéitsmoossung ëmmoduléiert Instrumenter ginn, Parameteren, déi ee vun Ufank vun der Währungsunioun bis haut kann actionnéieren, fir eis Situatioun, virun allem eis Situatioun par rapport zu eisen dräi Haapthandelspartner Däitschland, Frankräich an der Belsch, kënnen ze vergläichen.

De Wirtschaftsminister wäert déi Parametere virschloen, a wann hir Applikatioun weist, dass mer aus dem Tratt gerode sinn, da musse mer virum Enn vum Joer Léisunge fannen.";

- notant que toutes les données sont d'ores et déjà connues et que le constat d'une dégradation de la compétitivité de notre économie est unanime et que les objectifs proposés au Comité de Coordination Tripartite par le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ne pourront pas être atteints et rendront la situation encore plus préoccupante si l'on ne prend pas dès maintenant les mesures qui s'imposent;

- considérant que l'évolution des prix pétroliers a un impact majeur voire déterminant sur l'échelle mobile des salaires;

invite le Gouvernement

- à présenter dans les plus brefs délais un projet de loi portant réforme du système de l'indexation automatique des salaires et traitements

- assurant à l'économie luxembourgeoise une compétitivité durable au niveau de l'évolution du coût salarial,

- n'allant pas au détriment des catégories à revenu inférieur,

- et respectant les préceptes d'une politique de développement durable et alternative à la dépendance pétrolière.

(s.) Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Lydie Polfer.

Wou wëllt Der se dann huelen? Ech sinn awer ganz gespaant, hei vun Iech gewuer ze ginn, wat Är Positioun ass.

Ech zitéieren och dann nach den Här Juncker an deem faméisen Artikel vum 6. Juni 2009: „Es gibt unterschiedliche Einkommensverhältnisse, aber die Menschen einzuteilen, ist für mich unannehmbar. Dies führt dazu, dass man die Menschen in Luxemburg noch weiter dividieren will, z. B. die Landeseinwohner und die Grenzgänger unterschiedlich behandelt beim Kindergeld, so wie es die DP vorschlägt. Dies führt zu einer nächsten Division der Bevölkerung beim von der DP angedachten Wohngeld."

Erkläert mir, wat elo den Ënnerscheed ass mat Ärer Propositioun, fir ab 21 Joer de Frontalierskanner kee Kannergeld méi ze ginn? Do komme jo déi 40 Milliounen hin.

Ech hunn déi Hypokrisie einfach net gären, Här President. Ech muss Iech soen, als jonke Politiker gleeft een nach, dass d'Politik…

(Brouhaha)

Oh, ech sinn elo vläicht, ech, also ech géieren nach...

(Brouhaha général)

Ech si vläicht, ech sinn net méi dee Jéngsten heibannen, ech muss dat zouginn.

(Hilarité)

D'Claudia Dall'Agnol an den Här Scheuer sinn haut déi Jéngst heibannen. Mä ech hoffen, dass si an där kuerzer Zäit, virun allem vum Här Scheuer, déi puer Méint, wou en hei ass, seng Hoffnungen an d'Politik net scho futsch sinn, wann e gesäit, wat eng Partei virun de Wahle versprécht, domadder 26 Sëtz kritt an duerno de Contraire mécht. Do weess net den Här Scheuer, wéi een dann eng Campagne soll maachen. Ech a senger Plaz an deem Alter géif mer vill Froe stellen iwwert d'Kredibilitéit vun dëser Koalitioun. An, Här Scheuer, wann Der Iech schlecht spiert, kënnt Der roueg mat eis diskutéiere kommen.

(Brouhaha)

Här President, ech hoffen op jidde Fall, dass déi Motioun, déi ech hei déposéiert hunn, eng breet Zoustëmmung hei am Haus wäert fannen. An ech hoffen, dass se zum Vote kënnt. An ech akzeptéieren net, dass elo, well ech sollt jo dee leschte Riedner sinn, mä ech ka mer virstellen, dass elo ee vun der Majoritéit, den Här Schiltz oder den Här Lux kënnt, hei mir hunn eis, mir wëllen eis nach aschreiwen, fir eng Motioun ze déposéieren, well se eis net wëllen akzeptéieren, well se net Fuerf wëlle bekennen! Well se de Leit d'lescht Woch e Cinéma gemaach hunn, wéi wichteg dee Punkt ass, a wann et hei drëms geet, an deem heiten Haus Fuerf ze bekennen, kee Courage méi hunn, kee Courage méi hunn, fir dat unzeerkennen, well se einfach net wëllen de Problem elo!

Wat ass den Ënnerscheed vun haut an a sechs Méint? D'Kompetitivitéit, den Här Statsminister huet et gesot, ass scho Joren an Décroissance, a mir musse scho Joren intervenéieren. Et schéngt an dëser Majoritéit awer net méiglech ze sinn.

Ech muss Iech soen, Här President, d'Demokratesch Partei wäert op alle Fall weider derfir kämpfen, dass mir an dësem Land weiderkommen.

Ech soen Iech Merci.

- **Plusieurs voix**.- Très bien!
- **M. le Président**.- Sou, ech soen dem Här Bettel Merci. Elo huet sech nach den Här Jean-Louis Schiltz agedroen.
- **Une voix**.- Aaahhh!!!
- **M. Xavier Bettel** *(DP)*.- Gesitt Der! Ech hat eng gutt Nues, Här President. Kënnt elo de Wischiwaschi?

(Interruptions diverses)

- **Une voix**.- Dat ass déi traureg Realitéit.
- **Une autre voix**.- Dat ass wouer.

(Hilarité)

Do hutt Der Recht.

- **M. Jean-Louis Schiltz** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt am Numm vun de Majoritéitsparteien hei eng Motioun déposéieren,…

(Hilarité)

…déi sech fir d'Éischt referéiert selbstverständlech op d'Deklaratioun vum Premier, déi sech fir d'Zweet referéiert op dee Pak, dee mer nennen „Budgetssanéierungspak" oder „Consolidation des finances publiques" op Franséisch, dee sech aschreift an dat, wat am Januar gemellt ginn ass op Bréissel am Kader vun der Aktualisatioun vum Stabilitéitspakt.

Eng Motioun, déi sech referéiert op de Fait, datt déi Mesuren, déi an deem Zesummenhang proposéiert gi sinn, d'Joren 2011 an 2012 couvréieren, an datt duerno eng Evaluatioun virgeholl gëtt respektiv virum Oflafen eng Evaluatioun virgeholl gëtt.

Eng Motioun, déi sech och referéiert op all déi Mesuren, déi proposéiert gi si vu Säite vun der Regierung, wat de Kampf géint de Chômage ubelaangt an eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik.

Eng Motioun, déi sech och op déi Mesurë referéiert, déi vun der Regierung am Kader vun der Tripartite proposéiert gi sinn, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ze verbesseren, am Volleksmond genannt: déi 65 Propositiounen.

Eng Motioun, déi sech och am Beräich vum Index op dat referéiert, wat am Koalitiounsaccord steet, nämlech, datt déi Indicateuren, déi am Gesetz vun 1985 stinn, ze iwwerschaffe sinn.

Ech ginn net op all déi Punkten an. Dir kennt, Dir wësst, wat am Pak vun der Regierung steet, wat d'Konsolidatioun vun den öffentleche Finanzen ubelaangt. Dir wësst, wat déi Mesurë sinn, déi proposéiert gi si vu Säite vun der Regierung am Beräich Chômage an aktiver Aarbechtsmaartpolitik. Dir wësst, wat déi Mesurë sinn, déi proposéiert gi sinn, wat d'Kompetitivitéit an de Renforcement vum Tissu économique ubelaangt. Dir wësst, wat am Koalitiounsaccord steet zum Reglement vun 1985.

Déi Motioun referéiert sech och op de Fait, datt d'Regierung den Dialog mat de Sozialpartner wëllt relancéieren. Déi Motioun begréisst dat, seet awer zur gläicher Zäit, seet och zur gläicher Zäit oder mécht zur gläicher Zäit op d'Nécessitéit opmierksam, fir schnell ze agéieren.

Opgrond vun all deenen Elementer, déi ech lech elo opgezielt hunn, invitéiert dofir déi Motioun d'Regierung, de Koalitiounsprogramm „selon les lignes décrites aux considérants de la motion", dat heescht „selon les lignes", déi ech elo exposéiert hunn, hei ëmzesetzen an d'Chamber un deenen Aarbechten ze bedeelegen.

Déi Motioun hei huet fënnef Ënnerschréften, contrairement zu där vu virdrun.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration sur l'état de la nation présentée par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État le 5 mai 2010;

- considérant que le paquet de mesures de consolidation des finances publiques présenté à cette occasion s'inscrit dans les objectifs d'assainissement des finances publiques, établis à l'horizon 2014 conformément à la 11e actualisation du programme de stabilité et de croissance;

- considérant que le paquet de mesures proposé couvre les années 2011 et 2012 et qu'une évaluation des mesures est prévue avant la fin de l'année 2012;

- estimant que les efforts financiers à consentir sont répartis de façon socialement équitable;

- considérant les mesures proposées en vue de lutter contre le chômage et de mettre en œuvre une politique active de l'emploi;

- considérant les mesures proposées en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises luxembourgeoises et de renforcer le tissu économique du Luxembourg;

- considérant que les indicateurs économiques renseignés dans le règlement grand-ducal du 4 avril 1985, pris en application de l'article 21, paragraphe 6 de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi, seront remplacés par un Tableau de bord «Compétitivité», après consultation des partenaires sociaux représentés dans le Comité de Coordination Tripartite;

- saluant le fait que le Gouvernement entend relancer le dialogue avec les partenaires sociaux tout en insistant sur la nécessité d'agir rapidement;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre le programme de coalition selon les lignes décrites aux considérants de la présente motion;

- à associer la Chambre des Députés à ces travaux.

(s.) Jean-Louis Schiltz, Alex Bodry, Lucien Lux, Lucien Thiel, Lucien Weiler.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Schiltz. An elo hat nach gefrot de Minister François Biltgen, fir d'Wuert ze ergräifen. Den Här Minister Biltgen kritt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also bei eis sinn och fënnef Ënnerschréften. Mir sinn zu genuch.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech fir d'Éischt entschëllegen, dass ech mäin Temperament gëschter erëm net zügele konnt. Et wäert mer net méi geschéien, bis op d'mannst zum Enn vun dëser Sessioun.

(Hilarité générale)

De Ventil ass gebotzt. Ech entschëllege mech awer nach eng Kéier formell beim Här Meisch a virun allem och beim Chamberspresident, deen nach gëschter Owend drënner gelidden huet, dass ech hei ondisziplinéiert war.

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- En ass entschiedegt ginn.

(Interruptions et hilarité)

Ech wëll e puer Wuert soen zur Fonction publique. Ganz kuerz. Awer virun allem zu den Héichschoulstudenten.

D'Fonction publique, do sinn effektiv zwou Verhandlungen amgaangen, wou ech hoffen, dass se och weidergefouert ginn. An ugefaange ginn, besser gesot. Déi eng ass déi iwwert d'Gehälterverhandlung propremement dite, wou den Accord salarial 2009 ofgelaf ass a wou een Element de Punktwäert ass. Ech sinn dem Premier dankbar, ech sinn awer och dem Lucien Lux dankbar, fir dass déi Impressioun elo emol zerstéiert gouf, déi um LSAP-Kongress opkoum, elo géif vun uewen erof e Gesetz diktéieren. Mir verhandelen.

Ech hunn awer festgestallt, dass 59 Deputéierten der Meenung sinn, dass ee soll eng Nullronn dréien. Dat allerdéngs a Verhandlungen. Well Gehälteraccord ass net nëmme Punktwäert, mä Gehälteraccord ass och d'Fro: Mécht een deen op ee Joer, zwee Joer oder fënnef Joer? Meeschtens gi se net op fënnef Joer gemaach, d'Gehälteraccorden. An et kommen dann ëmmer erëm nei Gehälteraccorden.

Déi zweet Verhandlung ass déi iwwert d'Gehälterreform, wou mer effektiv wëlle bei der Struktur vun de Gehälter beim Stat ewechkomme vun 1963, wou d'Basiskompetenzen am Basisdiplom louchen, wou et duergaangen ass, e Basisdiplom ze hunn, Passageexamen, Premièresexamen, Uniexamen an dann duerno konnt mat der Anciennetéit an der Experienz an hierarchesch weidergoe beim Stat. Dat geet haut net méi an enger moderner Fonction publique.

Mir mussen also do erëm un den Dësch kommen. D'CGFP huet wuel d'Dier zougemaach. D'Oktavie Modert an ech - vu dass et jo eise Büro ass -, mir hunn déi Dier alt erëm opgemaach a mir wäerten och kucken, d'CGFP erëm eng Kéier ze invitéieren.

D'CGFP muss natierlech d'accord sinn, iwwert déi dräi wesentlech Punkte mat eis ze diskutéieren. Dräi wesentlech Punkten - et sinn der 60, mengen ech, déi mer wëllen diskutéieren -, mä dräi wesentlech Punkten, déi bossegerweis viru kuerzem ee vun eise fréiere Kolleegen hei an der Chamber, de Gusty Graas, résuméiert huet, wou en - ouni eis Recht ze ginn - awer gesot huet, et wär der Méi wäert, fir driwwer ze diskutéieren. En huet zwar do eng Äntwert kritt vun enger Ënnerorganisatioun vun der CGFP, en hätt net Recht.

Mä ech wëll déi dräi Punkte soen, dat sinn: d'Ufanksgehälter. Wann een haut vun der Uni kënnt - ech kommen op d'Unistudenten zréck - an et geet ee bei de Stat, fänkt ee mat 5.563 Euro brutto un. Dat huet een net, wann ee bei de Privatsecteur geet. Mir gesinn allerdéngs net - wéi d'Patronat - d'Ufanksgehälter als eenzel Moossnam, mä mir gesinn dat am Kader vun engem Pak. Et sinn net d'Ufanksgehälter, déi mir wëllen eleng kucken, mä mir wëllen et an engem gesamte Pak kucken.

Ech muss och soen, dass de Fait, dass deen Dag, wou d'CGFP zesummekoum, dass dunn d'UEL gesot huet, d'Ufanksgehälter misste gekierzt ginn, dat huet och näischt zur Klimaverbesserung bei der CGFP bäigedroen, esou dass mer hoffen, dass och elo e bësse méi Rou do ass.

Den zweete Punkt ass deen, dass mer net méi kënne beim Stat no der Anciennetéit evoluéieren. Mir mussen no Leeschtung an no Verantwortung evoluéieren. Dat kann ee maachen ouni Appréciatiounssystem. Dann ass allerdéngs d'Gefor do, ënnerschwelleg op d'mannst, dass et géif à la tête du client goen. Dofir hu mer versicht, en uerdentlechen Appréciatiounssystem auszeschaffen, iwwert dee mer natierlech mussen diskutéieren.

Den drëtte Punkt ass d'Bachelorcarrière beim Stat, wou d'CGFP seet: „Dat ass keng Saach vun der CGFP, dat ass eng vun den eenzelen Ënnerorganisatiounen." Mir gesinn dat aneschters. Dat ass eng strukturell Moossnam a wann een déi wëllt maachen, bedeit dat och eppes fir déi ganz Gehälterstruktur.

Dat zur Fonction publique. Also mir hoffen, d'Octavie Modert an ech, dass mer op deenen zwee Punkten eis kënne mat der CGFP zesummesetzen. Et wär besser, mir géifen dat ausnégociéieren, wéi mer missten hei an d'Chamber kommen an da konkret Moossname mat Iech diskutéieren. Dat ass dat, wat mer musse maachen, wa mer net eens ginn. Mä mir hoffen, dass mer erëm eng Kéier frësch un de Verhandlungsdësch kommen. Eis Dier steet op alle Fall op.

Den zweete Punkt, deen hei diskutéiert gouf, dat ass dee vun den Héichschoulstudenten. An de Punkt ass jo - dat erkläert vläicht och e bësselchen, dass ech…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Här Kartheiser, stellt Är Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Här Minister, ech wollt Iech d'Fro stellen iwwert d'Bewäertungen an der Fonction publique. Mir gesinn dat am Ausland, wou esou Systemer existéieren, do hunn awer d'Beamten d'Méiglechkeet, e Geriicht unzeruffen - wéi an Däitschland zum Beispill -, wa se net zefridde si mat der Appréciatioun. Hei ass awer eng Kommissioun, déi soll aberuff ginn. Dat stäerkt éischter eis Iwwerzeegung, datt dat doten eng Saach ass, déi no der Parteikaart geet, déi Bewäertungen. Firwat hutt Der dann net an Äre Propositiounen déi Méiglechkeet virgesinn, datt déi Beamten, déi sech ongerecht behandelt fillen, kënne virun e Geriicht goen?

Merci.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Dozou dräi Äntwerten, also zesummen Äntwertelementer.

Éischtens: An eisem System ass virgesinn, dass de Minister, de politesche Pouvoir, iwwerhaapt näischt dran ze soen huet. Mir wëllen de Minister total eraushalen.

Zweetens: Mir hunn en Dräistufesystem. Et fänkt u mat enger Autoappréciatioun vum Beamten, da kënnt de Supérieur hiérarchique an da kënnt als Schlichtungsorgan eng Kommissioun, déi vun engem professionelle Médiateur presidéiert gëtt - e professionelle Médiateur - a wou och d'Gewerkschaft zum Beispill drasëtzt.

Dann ass et esou, Här Kartheiser, dass an eisem administrative Recht och esou eng Décisioun eng „Décision faisant grief" ass, wou selbstverständlech e Recours en annulation beim Tribunal administratif besteet. Dat also zu där dote Fro.

Ech kommen dann zréck op d'Héichschoulstudenten. Well dat, wat mech och zu menger klenger Opreegung gefouert huet, ass eben, dass mer mussen zu engem Paradigmewiessel kommen. An dass, wa mer en Héichschoulstudent huelen, notamment ee vun 21 Joer, dass dat kee Kand méi ass. Mir mussen ewechkommen, fir ze soen, eng Famill kritt Kannergeld fir en Erwuessenen. Mir mussen dem Erwuessenen, dem jonken Erwuessenen en eegestännegt Recht schafen, fir kënne Studien ze maachen, onofhängeg dovun, ob seng Famill kann oder wëllt en ënnerstëtzen. Dat ass de Paradigmewiessel an deen huet dräi Komponenten, déi wichteg sinn.

Déi éischt ass emol déi, dass mer an Europa - Agenda 2020 - soen: Mir wëllen 10% nëmme Schoulofgänger ouni Diplom. Dat ass eppes, wou mer mam Mady Delvaux dauernd dru kämpfen, well wa mer vill Schoulofgänger hunn ouni Secondaireofschloss, da kréie mer och wéineg Leit, déi op de Supérieur ginn.

10% nëmme Leit ouni Schoulofschloss a 40% op d'mannst Héichschoulofschloss: Zu Lëtzebuerg hu mer 39%. Allerdéngs hu mer déi 39% duerch d'Immigratioun an duerch d'Grenzgänger. Bei eis intern hu mer bei de Lëtzebuerger emol keng 30% a bei de portugisesche Matbierger emol keng 10%. An do musse mer eis Gedanken driwwer maachen, wéi mer déi doten Zuel eropkréien.

Zurzäit ass et zu Lëtzebuerg esou, dass 50% vun den nei geschafenen Aarbechtsplaze Bac+-Aarbechtsplaze sinn. Dat heescht, 40% wär e Minimum. Dat ass emol déi Erausfuerderung, déi mer hunn.

Dat Zweet ass: Dee System, dee mer haut hunn, dee kléngt sozial gerecht, ass et awer net, well mer eis jonk Leit an eng Iwwerverschëldung dreiwen, well d'Elteren tant soit peu verdéngen. Dat ass de Problem, dee mer haut hunn. Ech hunn e Bréif - dofir war ech eropkomm, ech hat awer dee falschen agepaakt, e läit doiwwer - kritt vun engem jonke Mënsch, deen huet mer dat geschriwwen, dee sot: „Ech hu misse mech iwwerverschëllen. Elo sinn ech fäerdeg. Zwee Joer no de Studie muss een ufänken zréckzebezuelen, während zéng Joer. Ech muss da während zéng Joer zréckbezuelen. Ech hunn eng Pai als Héichschoulabsolvent vun 2.300 Euro netto."

Dat ass d'Realitéit haut. Déi eenzeg Plaz, wou een als Schoulofgänger a ganz Europa nach ganz gutt verdéngt am Ufank, dat ass beim Lëtzebuerger Stat. Soss gëtt et dat néierens méi an Europa. Mir mussen also och nach am Kapp hunn…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Biltgen, Dir hutt dat awer eréischt spéit erkannt. Vill Leit woussten dat scho virdrun, dass et schwéier wär fir d'Jugend, mat deem System, wou mer elo hunn.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, mä mir kämpfen am Héichschoulministère zënter laangem mat där doten Iddi. Et ass eng, déi mer a Bologna dauernd ervirhiewen. Dofir brauche mer méi Suen. Mir brauchen an Zukunft am CEDIES ronn 20 Millioune méi Suen. An déi kënne mer elo dran asetzen. Dofir, wann ee gären en neie System mécht, brauch een och méi Suen.

Sou, also nach eng Kéier, de Problem ass, dee jonke Mënsch schreift mer: „Ech hunn 2.300 Euro. Ech muss elo nach doheem bei den Eltere wunnen an ech muss zréckbezuelen." Dat ass d'Realitéit an dat brëngt eis dann dozou, fir dat ze maachen, wat zënter Joren am Bologna-Prozess d'europäesch Héichschoulassociatiounen - also vun de Studenten - froen: dass ee muss e Recht hunn, Héichschoulstudie senger Wahl ze maachen, onofhängeg, ob d'Eltere kënnen oder wëlle bezuelen.

Dat féiere mer elo an, an deem Sënn, dass mer all Héichschoulstudent, dee vu Lëtzebuerg kënnt… - gläich senger Nationalitéit, mä e residéiert hei -, dass deen d'Recht kritt op 6.000 Euro Bourse plus 6.000 Euro zréckzebezuelene Prêt mat 2%. Dobäi kommen dann nach bis 3.700 Euro Aschreiwungskäschten.

Domadder leie mer net total un der Spëtzt an Europa. An der Schwäiz kann ee méi wäit goen. Mä mir sinn awer eent vun deene wéinege Länner, wou et e Recht ass. An de skandinavesche Länner iwwregens ass et och e Recht. An Holland ass et och e Recht. Mir sinn awer och eent vun deene wéinege Länner an Europa - där gëtt et der nach manner -, wou déi Aide portabel ass. A Frankräich, an Däitschland an an der Belsch musst - ofgesi vun der däitschspro-ocheger Gemeinschaft an der Belsch - Dir dann och an eng franséisch, belsch oder däitsch Héichschoul goen. Mir kënnen och an Zukunft iwwerall higoen, an och dat ass e wichtegt Element, dass mer dat bäibehalen.

Mir schafen also e Recht fir e jonke Mënsch. Elo maache mer dat bei 21 Joer. Woufir bei 21 Joer? Et wär nämlech méi logesch gewiescht 18 Joer, well 20% vun den Héichschoulstudenten, déi mer hunn,

hu manner wéi 21 Joer. Et gëtt also och nach eng kleng Komplikatioun technescher Natur, well mer elo mat 21 Joer ufänken.

Woufir hu mer virun e puer Méint zu Senneng gesot, et ass 21 Joer? Ma well mer dovunner ausgaange sinn, dass déi meescht Leit mat de Secondaireschoule fäerdeg wäre mat 21 Joer. Elo hu mer awer festgestallt, et gëtt der eng Partie, déi net fäerdeg sinn. Dat sinn och verschidde Kategorien. Do sinn zum Beispill d'Infirmièren dobäi. Déi kréien deemnächst e BTS. Dee Moment sinn et Héichschoulstudentinnen a -studenten, an déi kënne mer dann ënnerstëtzen.

Et sinn der awer och ganz vill derbäi, déi fléien doheem eraus. De Moie war e ganz interessante Reportage op RTL Radio iwwert déi dote Kategorie vu Leit. Dofir denken d'Schoulministesch an den Héichschoulminister no iwwer e System - dass een och do géif ewechkomme vun engem Kannergeld, wat een den Eltere gëtt, der Famill gëtt - vun eegestännege Rechter.

Well da kënnt nämlech nach eppes derbäi. Et muss ee jo och eng Verantwortung hunn: Et gëtt der an de Schoulen, déi redoubléieren, well se liddereg sinn. Et sinn der awer och, déi hunn ofgebrach, kommen zréck an d'Schoul a wëllen eppes maachen a ginn net vun doheem ënnerstëtzt, och am Secondaire. A fir déi muss een dann och kucken, en ähnleche System - en ähnlechen - ze maachen, net tel quel en ähnleche wéi bei den Héichschoulstudenten. Do wäerte mer eis och zesummesetzen mat der Familljeministesch.

Voilà! Wat wëlle mer hunn? En onofhängegt Recht fir all Héichschoulstudent, net nëmme fir finanziell onofhängeg ze sinn, mä och am Kapp onofhängeg ze sinn, dass en och kann de Studium vu senger Wahl maachen, dass mer vun deem Paternalismus ewechkommen, dass mer Héichschoulstudenten als Kanner betruechten. Mir solle se als jonk Leit betruechten. Et ass eis Zukunft a mir mussen an eis Zukunft investéieren. Dat sinn déi jonk Leit an ech stinn dofir an. A jo, wéi huet de leschten Donneschdeg an der Escher Rockhal déi flottste Bom vun der Welt gesongen, d'Nena: „Irgendwo, irgendwann fängt irgendwie die Zukunft an."

Merci.

M. le Président.- Merci dem Minister Biltgen. Den Här Gibéryen stellt nach gär eng Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, mat de Grondiddien, wat den Här Minister elo gesot huet, ass jiddwereen heibannen averstanen, datt mer déi Jugendlech do sollen ënnerstëtzen. Mä d'Fro, déi mer gestallt hunn, dat ass déi, wéi déi 40 Milliounen, déi de Stat aspuert, sech zesummesetzen.

Déi si jo awer wahrscheinlech bei Iech am Ministère gerechent ginn, da musst Der eis et och kënne soen. Wann d'Regierung seet „Mir spuere 40 Milliounen op deem Punkt.", da wéisste mir gären, wéi déi 40 Millioune gespuert ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Éischtens sinn déi net a mengem Ministère gerechent ginn. Déi 40 Millioune kommen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An engem aneren?

Une voix.- Aaahhh?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Neen, mä den Héichschoulministère huet gerechent, wat dee System elo kascht, dee mir maachen. Dat kascht 20 Millioune méi.

Véier Millioune kommen dohier, dass mer keng Primes d'encouragement méi ginn. Woufir keng Primes d'encouragement méi? Ma, well mer soen: E Student muss och responsabel sinn. Mir gesi vir, dass een de Bachelor an entweder dräi plus eent oder véier plus eent Jore mécht, de Master an eent plus eent oder zwee plus eent mécht.

D'Prime d'encouragement huet fréier ee belount, nëmme well en an der normaler Zäit fäerdeg ginn ass. Mir mengen, wa mer en Héichschoulstudent als onofhängege Mënsch ugesinn, da solle mer deem…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass meng Fro net. Här Minister, wann Dir mer net kënnt soen, wéi Der déi 40 Millioune kënnt aspueren, Dir kënnt mer awer vläicht soen, wien eis et da kéint soen.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Also, ech mengen, elo lauschtere mer emol dem Minister no. Här Minister, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Neen, mä wann ech gëschter den Här Meisch ënnerbrach hunn, da muss ech haut och akzeptéieren, dass den Här Gibéryen mech ënnerbrécht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Voilà!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech kommen och nach.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ënnerbriecht mech direkt, wann Der wëllt. Jo.

Also, ech wëll nach eng Kéier soen, dass mer an engem Paradigmewiessel sinn, dass mer net méi Kannergeld ausbezuelen, mä Héichschoulstudenten ënnerstëtzen. Dat heescht ganz kloer, dass mir net d'Héichschoulënnerstëtzung vun de Frontaliershéichschoulstudente maachen, well déi hunn hir eegen Héichschoulënnerstëtzung.

A Frankräich kritt der 6.000 Euro de Mount. Mir ginn an Zukunft…

Une voix.- 6.000 Euro de Mount?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- 6.000 Euro. Majo neen. 600 Euro de Mount,…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- …dat mécht 7.200 Euro d'Joer, déi kuckt een natierlech allerdéngs och erëm gestaffelt. Mä a Frankräich kritt Dir Héichschoulstudiegeld an Dir kritt zu Lëtzebuerg Héichschoulstudiegeld. An dofir soe mer: Kommt, mir ënnerstëtzen net méi d'Familljen, mä mir ënnerstëtzen d'Studenten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass nach ëmmer net meng Fro.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- An da kënne mer mat 21 Joer ophale Famillje Suen ze ginn, well se soi-disant Kanner hunn, mä mir ginn de Studente se. An da kritt selbstverständlech zu Lëtzebuerg kee méi Familljegeld, well e soi-disant e Kand huet, wat ënner 21 Joer kee Kand ass.

M. le Président.- Här Minister, hei kommen...

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- An an der Grenzregioun kritt och kee méi dat sougenannt Kannergeld. Mir bezuelen eis Héichschoulstudenten an d'Fransouse bezuelen hir Héichschoulstudenten. Dat ass de Punkt an et ass d'Äntwert op Iech.

Une voix.- Neen!

M. le Président.- Här Minister, den Här Bettel an den Här Bausch stellen Iech nach gär eng Fro. An nach den Här Wagner. Vläicht awer déi Froen alleguerten hannereneen, an dann äntwert de Minister op déi dräi Froen. Fir d'éischt den Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wéi gesot, den Här Biltgen huet eis elo, ech mengen, fir d'Drëtt erkläert, wéi hien et mengt. An elo hu mer awer erauskritt, dass déi 40 Milliounen dann awer bei de Frontaliere géife gespuert ginn.

Et muss ee sech souguer d'Fro stellen, wann e seet, dass et jo 20 Millioune méi géif kaschten. Da sinn et net 40, mä souguer 60 Milliounen, déi jo dann iergendwéi missten erakommen. Oder Dir musst mer op jidde Fall erklären, wéi Der déi Zomm kënnt spueren.

An ech wollt just froen, ob dat da konform wär zum Engagement vun der CSV, déi gesot hunn, dass se d'Leit jo net wéilte splécken „zu einer Division der Bevölkerung bei dem von der DP angedachten Wohngeld". Kommt Der net op dat eraus? Deelt Dir d'Meenung da vum Här Juncker? Dat wär net oninteressant, Här Biltgen.

M. le Président.- Hei vläicht och dem Här Bausch seng Fro, an dann dem Här Wagner seng. An dann äntwert de Minister op déi dräi Froen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Meng Fro ass och ganz einfach. Ech mengen, et ass jo wichteg, et geet jo drëms, datt mer en connaissance de cause hei diskutéieren, wat d'Zuelen ubelaangt. A mir kruten e Spuerpak hei presentéiert, an hei ass ee wichtegt Element, wou jo soll vill gespuert ginn.

Ech wéisst awer och gär, wou dann elo déi Milliounen do gespuert ginn, duerch wat déi gespuert ginn, wat den Hannergrond dovunner ass. Preziséiert eis dat, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Majo, nach eng Kéier…

M. le Président.- Den Här Wagner nach, Här Minister.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo. Här Minister, ech wollt déi ganz kuerz Fro stellen, vu dass Kannergeld jo bis 27 Joer limitéiert war: Elo déi Bourse an de Prêt, sinn déi och am Alter limitéiert oder geet dat deene verschiddenen Dauere vun de Studien no? Ass dorunner geduecht ginn?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech fänken hannen un. Selbstverständlech ass dat geduecht, well et ass haut schonn esou. Beim CEDIES kritt en Héichschoulstudent vu méi wéi 27 Joer méi. Aus deem ganz einfache Grond: Well jo no 27 Joer och kee Kannergeldrecht méi do ass, hu mer dat scho gemaach.

Mir maachen elo also den ähnleche System, awer méi gënschteg. Fir sämtlech Héichschoulstudente vu Lëtzebuerg maache mer et vun 21 Joer un. Wéi gesot, déi tëschent 18 an 21, dat gëtt technesch méi komplex. Do hu mer awer eng Léisung, déi mer dem Regierungsrot de Mëttwoch virstellen.

Nach eng Kéier, de Prinzip ass, dass mer kenger Famill méi Kannergeld bezuelen, ob se zu Lëtzebuerg oder an der Grenzregioun ass, wa se soi-disant Kanner vun 21 Joer huet, well mer do net méi wëlle Familljen ënnerstëtze fir hir Kanner, mä mir wëlle jonk Leit ënnerstëtzen. An do maache mir dat, wat all Land mécht. Mir ënnerstëtzen eis Résidenten. An d'Fransousen...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wou ginn d'Sue gespuert? Wou sinn déi 40 Milliounen oder 60 Milliounen? Wou?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Majo, déi 60 Milliounen ginn net méi als Kannergeld bezuelt. An op där anerer Säit bezuele mer 20 Millioune méi un eis Héichschoulstudenten. Esou einfach ass et!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wou gëtt gespuert?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Majo bei deene Familljen, déi Kanner hu mat méi wéi 21 Joer, ob déi Familljen zu Lëtzebuerg sinn, oder ob déi Familljen an der Grenzregioun sinn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Déi kréie jo Sue weider, hutt Der jo erkläert. Dir hutt jo selwer erkläert, et géif keen eppes verléieren. Den Här Frieden sot selwer um Radio, d'Leit géife souguer nach méi kréien. Erkläert!

M. le Président.- Här Bettel, elo loosst Der emol vläicht den Här Minister seng Äntwert fäerdeg maachen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- De Lëtzebuerger Héichschoulstudent oder besser gesot den Héichschoulstudent vu Lëtzebuerg - et spillt och fir d'Netlëtzebuerger - kritt méi, awer d'Familljen, ob se zu Lëtzebuerg sinn oder an der Grenzregioun sinn, kréie kee Kannergeld méi.

Et ass also net eng Kompensatioun, mä et ass ee System, wou mer net méi mam Kannergeld weiderfueren, mä mir ënnerstëtzen d'Héichschoulstudente vu Lëtzebuerg, well mer der gär méi hätten. An do hu se besser Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci dem Minister Biltgen. An elo kritt de Premierminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, um Enn vun dëser streckeweis spannender an animéierter Debatt wollt ech jiddwerengem, deen un hir deelgeholl huet, Merci soen, well wann et ëm den Zoustand vum Land - säi politeschen, säin ekonomeschen, säi sozialen, säi finanziellen - geet, ass d'Meenung vu jiddwerengem gefrot an net nëmme vereenzelt Meenungen.

Ech stellen zu menger gréisster Satisfaktioun fest um Enn vun där Debatt, dass dat Zil, wat d'Regierung sech fir d'Joer 2014 ginn huet, nämlech um Niveau vun der Administration publique zu engem Null-Defizit ze kommen, dass dat breet gedeelt gëtt an dass all Fraktiounen domat averstane sinn. Esou evident ass dat net, well wéi mer dat Zil vun der Regierung, fir 0% Defizit um Niveau vun der Administration publique am Joer 2014 ze hunn, war déi allgemeng Äntwert vun deem organiséierten Deel vun der Öffentlechkeet do drop, dass dat maßlos iwwerdriwwe wär.

Dat hu mer an eise Stabilitéitsprogramm ageschriwwen, dee mer der Europäescher Kommissioun an dem Eurogroup Enn Januar zoukomme gelooss hunn. D'Kommissioun huet an hirer Kommentéierung dovu gesot, dat wär e Spuereffort, deen net géif duergoen. A mir géifen eis doduerch, dass mer net een Excédent hätten am Joer 2014 um Niveau vun der Administration publique, net un all Bestëmmunge vum reforméierte Stabilitéitspakt halen. D'Regierung bleift also däitlech a muss dat och nach am Eurogroup explizéieren. Den Här Frieden wäert dat do maachen. E kritt d'Fro do gestallt.

Et bleift also ënnert deem, wat eigentlech hir europäesch Obligatioun wär. Mä dat ass awer een Zil, wat mer eis realistescherweis konnte setzen, menge mir, well mer e relativ niddregen Niveau vu Statsverschëldung hunn a well mer et am Joer 2010 musse fäerdeg bréngen duerch eng méi strikt Ausféierung vum Budget no bei dem Referenzwäert vum Maastrichter Vertrag ze sinn. Dat sinn 3%.

A wann een no beim Referenzwäert ass, dann huet ee keng definitiv Duerstellungsproblemer an Europa. Trotzdeem huet d'Kommissioun mer matgedeelt, dass se géif nach am Fréijoer eng Prozedur fir exzessive Budgetsdefizit aleede géint Lëtzebuerg. Domat wär dann och dat lescht Memberland vun der Eurozon an enger exzessiver Defizitprozedur, vun där ech mengen, dass se zu kenge groussen Ëmännerunge vun deem, wat mer geplangt hunn, wäert féieren, well mer, wéi gesot, no beim Referenzwäert wäerten am Joer 2010 landen.

D'Kommissioun huet jo och elo schonn an hirer Prognos vum Lëtzebuerger Defizit vum Joer 2010, deen op 3,5% no ënne revidéiert, an domat géif, wann d'Kommissioun géif Recht behalen, Lëtzebuerg dat Land an der Eurozon bleiwen, also vun

deene 16 Länner, dat am Joer 2010 deen niddregste Budgetsdefizit hätt. Dat just fir 20 Joer CSV-Finanzpolitik! Dat ass dat Resultat, zu deem dat féiert. Mir sinn dat Land an der Eurozon mat deem niddregsten Defizit. Mir wëllen eis awer trotzdeem domat net offannen.

Esou wéi dat am Wahlprogramm vun där Partei, déi ech am beschte kennen, steet, si mer dervun ausgaang, dass mer an de Joren 2010 an 2011 héich Budgetsdefiziter an eng Erhéijung vun der Statsschold géife kréien. An esou wéi et do steet, et steet och an der Regierungserklärung, gëtt sech domat net offonnt, mä gëtt probéiert an der zweeter Halschent vun der Legislaturperiod, deen Defizit ofzebauen.

Elo si mer awer nach net an der zweeter Halschent vun der Legislaturperiod. Mir zéien also dee Konsolidéierungsprogramm, andeem mer en „front-loaden" - wéi dat op Lëtzebuerg heescht -, an d'Joer '11 vir. D'Halschent vun der Legislaturperiod, verloosst Iech do drop, déi hält net éischter un, wéi d'Auer vun der Legislaturperiod gedeelt duerch zwee. An dat ass net am Joer 2011, dat ass d'nächst Joer. Mir setzen dee Budgetskonsolidéierungeffort also op der Zäitachs no vir, well mer fannen, dass mer reagéiere mussen.

Mir hu gesot an der Regierungserklärung, ech hunn dat och an der Erklärung zur Lag nach eng Kéier widderholl, dass mer ofgemaach haten, esou wéi et an eenzelne Wahlprogrammer stoung, esou wéi mer eis an dem Koalitiounsaccord drop gëeenegt hunn, dass mer am Joer 2010 keng drastesch Spuermoossname géife maachen. Kee Land an Europa huet am Joer 2010 drastesch Spuermoossname gemaach, aus deem ganz einfache Grond eraus, dass d'Reprise, déi nach net konsolidéiert do ass, am Joer 2010 op enormen, mä fragilë Fëllementer baséiert.

An et ass keen, deen am Joer 2010 dofir wollt liicht Konjunkturerhuelungen, déi sech undeiten an déi zu Lëtzebuerg iwwregens méi staark wäerten ausgepräegt si wéi an deene Länner vun der Eurozon, kee wollt de Risiko agoen, déi Elementer vun nees opootmen - wann och nach net duerchootmen - vun der Konjunktur ze stéieren. Dofir hu mer dat am Joer 2010 net gemaach. Et war virun de Wahlen ugesot, steet am Koalitiounsaccord an ass och esou duerchgefouert ginn.

Ech sinn och frou, dass déi véier Fraktiounen hei am Haus, plus aner Kolleegen, mat Ausnahm vun engem Kolleeg, dermat d'accord sinn, dass mer zu engem Null-Accord an der Fonction publique kommen, wann et ëm d'Lounverhandlunge geet. Dat halen ech fir eng kollektiv responsabel Haltung vun der Lëtzebuerger Politik an ass deementspriechend och ze begréissen.

Ech weess och, dass eng Oppositiounspartei sech et do kënnt liichtmaachen. D'Oppositiounsparteien hunn et sech op deem Punkt net liichtgemaach, an dat fënnt mäin onageschränktene Respekt.

Zum Thema Wahllige wier villes ze soen. Ech maachen nach eng Kéier drop opmierksam, mä dat ass kee richtegt Argument am Parlament. Et ass, well ech an deem Zesummenhang mat menge schwaarz-wäisse Fotoen ugesprach ginn, déi fir Iech jo keen ästhetesche Rettungswäert hätten, well dat dat Rout an Ärem Gesiicht net géif definitiv eliminéieren, well ech op deem Punkt ugesprach sinn, kann ech nëmme bedaueren - an ech fäerten och, dat kréie mer ni geännert -, dass net jiddweree mat op den Tour war.

(Hilarité)

De 7. Mee d'lescht Joer war deen éischten. An do si vill dausend Leit zesummekomm. Mir gëtt gesot, méi wéi an anere Versammlungen. An do hunn ech zu deene Punkten do Stellung bezunn. Ech hu gesot: Mir ginn op Defiziter zou, mir ginn op Verschëldung zou a mir mussen drastesch spueren an der zweeter Halschent - elo fänke mer e bëssen éischter un - vun der Legislaturperiod. An do gëtt et keng Tabuzonen.

An do muss ee grëndlech durchforsten, wat beim Stat ka gespuert ginn. Dat ass zum Deel geschitt, dat muss weider geschéien. Do kommen nach wesentlech méi Milliounen zesummen, wa mer deen Exercice vollumfänglech gemaacht hunn, wéi dat sech de Moment ugesäit.

Et gëtt gesot, virun de Wahle wär gesot ginn, et wär alles an der Rei. Firwat sinn ech dann eigentlech virun de Wahle vun esou ville Säiten dauernd ugegraff ginn, dass ech Schwaarzmolerei géif maachen? Firwat hunn esou vill Leit zwee Joer virun de Wahlen nach bis virun d'Wahlen net opgehal ze verlaangen, d'Steiere misste wesentlech méi gesenkt gi wéi dat, wat ech, wat mir gemaach hunn?

Mir hunn d'Steieren 2008 an 2009 gesenkt, well och d'Gewerkschaften, bis op eng, an d'Parteien, bis op wéineg, dauernd verlaangt hunn, d'Steiere missten erof. „De Juncker schwëmmt am Geld", dat ass zwee Joer laang virun de leschte Wahle gezielt ginn. Da kommt mir elo hei net zielen, mir hätten de Leit Sand an d'Ae gestreet, well mir hunn hinne virun de Wahle gesot, dass et géif an déi aner Richtung goen.

Ech maachen drop opmierksam - firwat ginn esou Saachen eigentlech esou séier vergiess? -, dass de Finanzminister, deen et deemools nach net war, deen ass haut virun engem Joer dozou ausgeruff ginn, wéi Der alleguer geschriwwen hutt, an enger Versammlung um Lampertsbierg, wou et mir gaange war wéi dem Här Biltgen: D'Temperament war mat mer duerchgaang. An duerfir hunn ech den Här Frieden natierlech musse Finanzminister maachen, well ech hat dat jo versprach.

Den Här Frieden ass freides virun de Wahlen, dat war de 5. Juni 2009, an d'Finanzkommissioun vun der Chamber komm, huet dem Parlament dee vorläufege Budgetsofschloss bis Enn Mee vum Joer 2009 virgeluecht, huet erkläert, dass de Budgetsdefizit géif héich ginn, huet gewisen, wat fir Recetten dass net erakomm sinn a wat fir Dépensen dass méi séier géife lafen. Zwee Deeg virun de Wahlen.

Wann Der d'Zeitungen noliest vum 6. Juni, dat war een Dag virun de Wahlen, do hunn all d'Zeitunge bericht, dat konnt all Lëtzebuerger liesen, dass et mat de Finanze géif schlecht stoen. Déi lescht Regierung, déi och dës Regierung ass, ass kommunikatiounsméisseg jo extrem begaabt, wéi mer wëssen. An dat hutt Der schonn dru gesinn, dass mer zwee Deeg virun de Wahlen an d'Chamber gaange sinn an dem ganze Land erkläert hunn, dass mer op schwiereg Zäite géifen zoukommen, dass et Budgetsdefiziter a Scholdestänn géif ginn.

Zielt eis also net, wat Dir wëllt gleewen, mä zielt dat, wat d'Tatsaache waren, wéi d'Wahle stattfonnt hunn. Du wosst jiddwereen hei am Land, a wat fir enger Situatioun dass mer wieren an a wat fir eng dass mer géifen zougoen.

Dofir huet och déi Partei, déi ech am beschte kennen, an hire Wahlprogramm geschriwwen, et géife keng Steiererliichterunge ginn, d'Steiertabelle géifen net un d'Inflatioun ugepasst ginn. Hunn aner Parteien dat och geschriwwen? Hunn aner Parteien dat och virun de Wieler plädéiert? Oder war dat nëmmen eng Partei, déi dat vernehmbar plädéiert huet?

Dass haut jiddwereen dermat d'accord ass op enger Fro, déi eis virun zwee Joer heibannen nach total auserneegedriwwen huet, wou eis jo gesot ginn ass, déi Steiererliichterungen, déi d'Regierung '08 an '09 gemaach huet, géife bei Wäitem net duergoen, fir den Inflatiounsschub vun deene leschte Joren opzefänken, dass mer do haut e quasi unanimen Accord hei am Parlament hunn, dass een dat net mécht, huet näischt mat Wahlligen ze dinn, mä dat huet eppes dermat ze dinn, dass och anerer sech mat der effektiver Situatioun, an där mer sinn, betraut a vertraut gemaach hunn, an d'Konsequenze responsabilitéitsméisseg och iwwerhuelen.

Ech wëll nach eppes soen, wat eng Evidenz ass; mä vun der Evidenz gëtt net geschwat. Dach, den Här Bausch huet eenzel Elementer dovun an Erënnerung geruff. Mir hunn am Hierscht 2008 ugefaang an eng Finanzkris eranzekommen, déi laang gebraucht huet - laang, net relativ laang gebraucht huet -, fir d'Realwirtschaft och an Europa ze erreechen.

Déi Verwerfungen an hirem Totalvolumen, déi hu sech effektiv eréischt - dat kënnt Der nokucken; et gëtt eng Rhythmusbeschreiwung vun deem - nom Summer 2009 gewisen. Wann ech mer iwwerleeën, op wéi vill Sitzungen ech meng gutt Zäit nom Summer 2009 verwannt hunn, fir um Niveau vum Eurogroup an den aneren Instanzen d'Konsequenzen ze sammlen a se ze begräifen - well mir hu bis haut nach net alles verstan, wat an deem Beräich Transmissioun vun der Finanzwirtschaft op d'Realwirtschaft eigentlech geschitt ass -, gesitt Der, dass sech och no de Wahle munches international geännert huet. An deem ass Rechnung ze droen.

Ech muss haut den Owend zu Bréissel um Conseil européen iwwer Griichenland deelhuelen, an ech hunn am spéide Mueren eng Tëlefonskonferenz vun de G7-Finanzministeren, well et ass nach net eriwwer. Also musse mer wëssen, dass mer et mat enger aussergewéinlecher Situatioun ze dinn hunn, déi et an där Form net ginn ass.

„Unprecedented" heescht dat op Lëtzebuergesch. An do kann een net mat de klassesche Mëttele vun der Politik an och net mat der klassescher Banalrhetorik vun der Debattekultur drun erugoen. Dat ass eng Saach, déi een total an Usproch hëlt, an déi grave Konsequenze schonn huet an nach méi grave Konsequenze kann hunn. An deem ass bei der Ausriichtung vun all Politik Rechnung ze droen.

Et huet een natierlech d'Méiglechkeet, méi lues beim Spuerprogramm ze maachen, ze waarden, wéi dat mer och vu ville recommandéiert ginn ass an der Tripartite: „Ofwaarden, well et geet scho besser." Et geet net besser! Et ka besser goen, wéi mer an dem schwäerzeste vun alle Zeenarioen denken, mä et geet net esou, dass d'Problemer sech vum selwe léisen. A wa se sech vum selwe géife léisen, sinn ech nawell der Meenung, dass mer anerer musse léisen, well esou wéi se sech zu Lëtzebuerg ëmmer léisen, ginn déi Problemer, déi strukturell, déi mer hunn, ni mat geléist.

Wann d'Finanzplaz muer méi Steiere bezilt - dat mécht se dëst Joer duerch deen duebele Phenomeen vun dem Rattrapement vum Retard a vun dem Ufank vun der Auto-Impositioun -, wann d'Taxe d'abonnement op eemol géif an d'Luucht goen, wat fir eng Schlussfolgerung zéie mer do eraus? Ech wëll net déi Schlussfolgerung zéien, déi d'CGFP an anerer doraus zéien, fir ze soen, da geet jo alles gutt. Ech wëll net hunn, dass mer definitiv, endgülteg ënnerginn am Sumpf vun der Ofhängegkeet, där babylonescher, vun der Finanzplaz.

2001 ass heibanne kritiséiert ginn - an enger CSV-DP-Regierung, wou mer och e Budgetslach substanziellster Natur haten, a wou mer och ee wirtschaftleche Réckgang haten, bedéngt duerch Verwerfungen am Finanzsecteur -, mir missten eis befreie vun deem Recettendrock, deen d'Finanzplaz op eis Dépensë mécht, well mer aus konjunkturelle Mehreinnahmen op der Finanzplaz strukturell Dépensen, notamment am Sozialberäich, ugeluecht hunn.

Wann et elo op der Finanzplaz op eemol besser geet, da musse mir dee Spuerprogramm hei duerchzéien a mussen en nach verstäerken. Dat kann een an engem bessere Rhythmus maachen, wann ee méi Recettë kritt. Mä d'Noutwendegkeet, och bei engem Retournement vun der Einnahmesituatioun, bleift kloer an däitlech déi, dass mer am Strukturberäich vun den öffentlechen Ausgabe mussen zu Ofsenkunge kommen, well mer net mussen ëmmer drop ugewise sinn, dass d'Banken eis Sozialpolitik bezuelen. Esou geet et net, esou däerf et net goen an esou däerf et och net bleiwen! An duerfir huet dee Spuerprogramm säi ganze Sënn.

Den Haapteffort vum Konsolidéierungsprogramm, dee läit op den Dépensen. Mir spueren tëscht 370 a 400 Milliounen, jee nodeem wéi d'Budgetsaarbechte fir d'nächst Joer ginn, am Budget 2011; a 422 Milioune wahrscheinlech méi an deem Budgetsjoer duerno. D'Steiere ginn am Joer 2011 - den Här Bausch huet do eng méi prezis Tabelliséierung gefrot - d'Steiere klammen am Joer 2011 ëm 177 Milliounen.

Da fänkt een un, fir de Rescht, e methodologesche Problem ze kréien. Net wierklech!

Wann d'Kilometerpauschal halbéiert gëtt, dat ass eng Erspuernis fir de Stat, et ass gläichzäiteg eng Steiererhéijung. Wann een de bëllegen Akt aus senger Generaliséierungslogik eraushëlt an zréckféiert op dat, wat mer proposéieren, da wënnt ee 70 Milliounen, kritt de Stat méi eran, mussen d'Leit méi bezuelen. Mir sinn do am indirekte Steierberäich. Wann ech dat zesummenzielen, déi 177 Milliounen direkt Steiererhéijung, an déi direkt/indirekt Méibelaaschtungen, déi kommen, da kommen ech op 277 Millioune Méibelaaschtung, dat heescht 400 Milliounen Ofsenkung vun der Dépense, 277 Milliounen Erhéijung vun der Belaaschtung. Wann ech alles, wat mer an de Steiere maachen, addéiere fir d'Joren 2011 an 2012, kommen ech op eng Erhéijung vum Belaaschtungsvolumen, déi méi niddreg ass wéi déi Steiererliichterungen, déi am Joer 2008 an 2009 gemaach gi sinn.

Ech hunn Iech hei duergestallt, probéiert duerzestellen, dass mer eigentlech um Niveau vun der Kraaft vun eiser Wirtschaft am Joer 2007 stieche bliwwe sinn. Mir sinn esou räich, wéi mer am Joer 2007 stieche bliwwe sinn. Eng gewësse Logik hätt gewollt, dass een all déi Steierreduktiounen, déi een am Joer 2008 an 2009 gemaach huet, erëm zréckgefouert hätt op den Niveau vum Joer 2007, well eis Wirtschaft ass jo och um Niveau vun 2007 stoe bliwwen. Dann hätte mer d'Steieren, an engem logesche Räsonnement, well si ware jo och logesch motivéiert, missen op den Niveau vun 2007 zréckféieren. Dat wollte mer awer net maachen, well och do konjunkturschwächend Elementer, zumindestens am Joer 2010, sech dann an de Gesamtzeenario ageschlach hätten. Mä d'Steiere sinn och no deenen Erhéijungen, déi elo kommen, méi niddereg wéi am Joer 2007, wat d'Joer ass, wou d'Wirtschaftskraaft ugefaangen huet sech lues a lues ze lähmen.

Ech hu keng Loscht - net well ech keng Loscht hätt, mä well ech keng Zäit hunn a well mer eis net ze laang däerfe mat deene Saachen hei am Detail ophalen -, déi eenzel Mesuren nach eng Kéier detailléiert ze kommentéieren. Dat hutt Dir jo elo amplement hei mam Kolleeg Biltgen gemaach, well dat geet jo alles an d'Gesetzesgebungsverfahren. Mir kréie jo d'Geleeënheet, Projet de loi fir Projet de loi hei ze diskutéieren.

Ech wëll just zu där Krisenabgabe soen, déi 0,8%, dass mer bei der Erhiewung vun därselwechter no der Methodik vun der Kontributioun zur Fleegeversécherung fueren, dat heescht, wann och op engem aneren Niveau, vun engem gewëssenen Niveau un den Erhiewungszougréff immuniséieren um Niveau vum Mindestloun. Dat heescht, dass um ganze Mindestloun déi 0,8% net leien. Dat heescht, dass een, soe mer deen 1.900 Euro also iwwert dem einfache Mindestloun verdéngt, dee bezilt net op sengen 1.900 Euro 0,8%, mä nëmmen op deem Deel, deen iwwert dem Mindestloun läit, esou dass een an der Gehälter- an Akommesskala relativ wäit muss kommen, fir dass een iwwerhaapt 0,8% bezilt. Déi meeschte Leit baue sech graduell vun null Komma ech weess net wéi vill bis op 0,8% op. Net jiddwereen, deen hei am Land wunnt, muss also op all senge Revenuen 0,8% bezuelen, well dat jo duerch d'Immuniséierung vum Mindestloun an eng en fait awer Progressivitéit vun der Erhiewung agewisen ass.

Ech wëll och soen - well ech hu gemengt, dat gëschter esou verstan ze hunn, dass gemengt ginn ass, dat wier esou -, ech wëll soen, op de Betriber ginn déi 0,8% net opgehuewen. Déi Allocation de crise, déi betrëfft net d'Betriber. Et huet ee Riedner gëschter gesot, d'Betriber géifen hei mat 0,8% belaascht ginn. Ech weess elo net, ob et den Här Meisch war oder soss een. Dat ass net de Fall!

D'Betriber sinn net frou - dat offiziellt Patronat - mat deem, wat mer hei maachen. Ech verstinn och, dass d'Vertrieder vun der Wirtschaft - déi hunn iwwregens esou vill Matsproocherecht an engem Land, wat muss funktionéieren, wéi anerer - ech verstinn, dass se iwwert den Ëmgang mat der Kompetitivitéitsfro net zefridde sinn,

obscho se mat groussem Applaus an der Tripartite déi 65 Punkten, déi de Minister Krecké virgeschloen huet, entgéintgeholl hunn. An déi Punkte gi jo och, bis op dee litigieuse Punkt 49 - dee mir kee Problem stellt, mä aneren -, déi gi jo ëmgesat. Et ass also net esou, wéi wann iwwerhaapt keng Äntwert op d'Kompetitivitéitsfro géif kommen. Dat Zweet: Den Här Bettel, deen nach ni un enger Tripartite deelgeholl huet, weder un enger zouener nach un enger offener...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hat awer ugekënnegt, eis mat anzebannen, mä mir si just eng Kéier bei Iech geruff ginn, soss wiere mer vläicht méi oft bei Iech komm, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn erstmaleg dëst Joer - well ech der Meenung sinn, dass een d'Parlament an deene Saachen net ka bausse vir loossen - all d'Dokumenter, all déi an der Tripartite vun de Sozialpartner oder vun der Regierung abruecht gi sinn, hei an d'Chamber geschéckt. Et hätt een all Moment kënnen duerzou Stellung huelen, et hätt een all Moment kënnen d'Regierung zitéieren, fir doriwwer ze schwätzen. Mä Dir musst zouginn, dass et fir d'alleréischte Kéier war, wou alles vun der Tripartite…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir waren och bei Iech am Büro.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, Dir waart bei mir am Büro. Ech hat net vill Plaz, fir Iech ze gesinn, well Dir hat vill Fotografe matbruecht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hat se net bestallt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech awer och net.

(Hilarité générale)

Une voix.- Déi laueren ëmmer do ronderëm Äre Büro.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass d'Génération spontanée vun der knipsender Press zu Lëtzebuerg. Wann déi mengen, et géif eppes geschéien, da si se schonn do. Also, Dir hat domat näischt ze dinn? Keng Invitatioun un d'Lëtzebuerger Press, dass Dir ëm esou vill Auer géift bei mech kommen an dass et eng Foto gëtt? Dat hat Dir net gemaach, neen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann Dir eis kee Communiqué…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen, ech froen, ech si jo net Fotograf.

Une voix.- Mir sinn net Äre Pressedéngscht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- A mäi Pressedéngscht, woubäi deen Ëmgang mam Possessivpronomen eng maßlos Exagératioun ass, huet dat wahrscheinlech och net gemaach. Ech trauen deenen et awer zou, well ech kontrolléieren déi Leit net. Mä jiddwerfalls, si waren do. Ech hunn Iech bal net gesinn, an Dir hutt mer déi ganz Këscht mat Kaarten do iwwerreecht…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat war eng aner… Neen, ech schwätzen… Dir hutt eis eng Kéier mat de Fraktiounscheffe bei Iech am Büro...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah, jo, jo, mä Dir waart awer och eng Kéier eleng komm. Well wéi mer alleguer déi Virschléi do iwwerreecht… ech schwätze vun där…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ah do! Jo, jo, do hate mir se geruff. Fir kloer ze sinn, do hate mir se geruff, Här Statsminister. Mä déi éischte Kéier...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dovu schwätzen ech, well do hat ech Schwieregkeeten, Iech am Tumult erëmzefannen.

(Hilarité)

Déi Kéier virdrun...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et waren esou vill ausgefëllte Kaarten. Duerfir hutt Der mech net gesinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Ech hunn och de Mënschen, de Kolleegen, de Frënn an der Tripartite, Är gesammelt Wierker... Neen, dat si jo net Är Wierker gewiescht,...

(Interruption)

...déi tëlefonsaarteg Opstellung vun alle méigleche Wënsch, déi et do gëtt an déi net alleguerte blöd waren, mä déi meescht awer schonn...

(Hilarité)

Une voix.- E puer.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. Dir hutt jo selwer den Tri gemaach. Soll ech Iech dann elo déi Kaarten erëmginn, déi net mat deem iwwereneestëmmen, wat Der selwer wëllt?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Juncker, mir hunn de Leit hir Meenung matgedeelt. Mir hunn... Emol eng Kéier haten d'Leit hei d'Méiglechkeet, kënne matzemaachen. Dir sidd jo och fir Dialog.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, mä wësst Der...

(Interruption)

Jo, jo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Schwätzt och mam Bierger!

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech hu virun engem Joer relativ vill mam Bierger geschwat. Duerno hunn ech mech net exiléiert. Ech gesi vill Leit, d'Leit schreiwe mer vill, a wa se wiele ginn, da soe se och eppes aus. Dat hunn ech och verhal, an d'Leit och. A wann ech Iech hei zwee Deeg gutt nolauschteren, Dir och.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann ech d'„Wort" vum Dag virun de Wahle liesen, hunn ech och eppes festgestallt, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, do steet dran, dass de Finanzminister ugekënnegt huet, dass mer e Budgetsdefizit vun der grousser Zuel géife kréien, dass d'Scholde géifen an d'Luucht goen. Do steet dran, dass mer d'Steieren net kënnen erofsetzen. Do steet dran, dass mer d'Absicht net hätten, d'Steieren erofzesetzen. Déi hate mer och net. Ech hunn Iech erkläert, wéisou a firwat dass dat muss geschéien.

Zu de Frontalieren huet den Här Biltgen jo alles gesot. Mä ech kommen awer nach eng Kéier, wa mer Zäit hunn, op déi Fro zréck. Dat muss een och moralesch ausdoen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir bieden drëms.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, ech och esou, an dann ditt den „battledress" deen Dag un.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn deen all Dag, Här Statsminister. Scho 37 Joer heeschen ech esou.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt elo hei keen... Besser e „battledress" wéi e Bettel-Dress. Dat ass allerdéngs wouer.

(Hilarité)

Wat ech wollt soen, ass, mir kommen op déi eenzel Punkten am Laf vun den Debatten zréck.

Ech wollt just zur Kompetitivitéit nach eppes soen. Dat hunn ech a menger Ried duergestallt. Aner Kolleegen och. Ech hunn a menger Ried, wat déi speziell Indexfro betrëfft, just nach eng Kéier widderholl, wat ech an der Tripartite gesot hat. Ech weess net, firwat ech an der Chamber eigentlech net däerft datselwecht soe wéi an der Tripartite. Et ass jo awer hei, wou d'Musek spillt, an net do, wou d'Instrumenter gestëmmt ginn. Dat ass an der Tripartite. Hei spillt d'Musek. An da muss een och kënne soen, wat een an der Tripartite proposéiert hat.

Ech hunn awer net gesot... Wie wär ech dann, dass ech dat kéint verlaangen? Dat hunn ech just bei der Fonction publique gemaach. Jiddweree soll elo dozou Stellung bezéien. Dat ass awer intensiv gemaach ginn. Sou dass Der mech regelrecht obligéiert, well eng Debatt ass jo eppes, wou een eppes seet a wou een dorop äntwert, dass ech erëm muss dorobber äntwerten.

Dofir wëll ech nach eng Kéier soen, dass ech zwou Propositiounen an der Tripartite gemaach hat, fir Bewegung auszeléisen. Déi éischt war eng strukturell, déi huet meng Preferenz, dass een d'Pëtrolsprodukter ab engem bestëmmte Präisniveau, dollarméisseg ausgedréckt, aus dem Wuerekuerf eraushëlt, zesumme mat Alkohol an Tubak. An dass ee parallell dozou de Gratistransport aféiert, wat eng grouss Debatt ass, wann een emol un d'konkret Realiséierung dovu kënnt. Dat léisst sech flénk formuléieren, mä dat bedéngt dann eng Rei vu Viraarbechten a vun Ëmdenken. Mä well dat schonn esou laang am Raum ass, kann ech mech do vill berode loosse vun all deenen, déi dat schonn ëmmer wollten.

An dass mer dann d'Kilometerpauschal ganz ofschafen, fir eis aus där Fesselung un d'fossil Energien ze léisen, wat ee richtege Politikusaz vun de Gréngen zënter 20 Joer ass. Dat kann ee jo net anescht wéi zouginn. Wat dann an der Folleg och ganz vill aner Ëmstänn an der Politik, an der Subventiounspolitik, an der normativer Politik zur Folleg huet. Dat ass meng Haaptpropositioun gewiescht.

Déi zweet, fir d'Indextranche bis zu engem Niveau vun zweemol de Mindestloun auszebezuelen an dann d'Ausbezuele vun Indextranchen op deem Niveau ze beloossen, hunn ech och an öffentlechen Erklärungen, dat ass näischt Neies gewiescht, gëschter als eng Krisemoossnam, als eng Moossnam an der Kris beschriwwen, an der Ried „konjunkturell Krisemoossnam" genannt.

Meng Iddi war do net, fir definitiv eng Deckelung vum Index um Mindestloun anzeféieren - ech weess, zu wat fir Konsequenzen dass dat am Lounfächer an an anere Kompartimenter féiert -, mä fir dat an der Kris ze maachen. A mir sinn elo an der Kris. Et huet heibanne jo och kee gesot, mir wären net an der Kris.

Ech war jo scho jonk u Joren an d'Regierung komm. An du ware mer an der Stolkris. An do huet mech eppes frappéiert: Do hu vill Leit matgemaach, wa Solidarinstrumenter a Bewegung gesat gi sinn. Net jiddwereen. Mä déi Leit, déi op der Schmelz geschafft hunn, déi hunn tëschent sechs a 16% Lounkierzunge kritt. An ech hunn dorunner geduecht, wéi ech meng Propositioun, fir an der Kris ee besonnesche Solidareffort ze proposéieren, virgeluecht hunn.

An d'Iddi ass an der Kris, fir dass vun engem gewëssene Moment u jiddwereen déiselwecht Indextranche bäikritt. Woubäi, weess ech och, dass d'Steiergesetzgebung eigentlech déi Aplanissementer mécht, déi musse gemaach ginn, doduerch, dass déi Leit, déi eng héich Indextranche kréien, natierlech iwwert d'Steieren ewechgeholl kréien.

Ech wollt just soen, ech weess net méi, wien dat gesot hat, wou ech gesot hunn, deen ee kritt 50 Euro de Mount an deen anere kritt 500 Euro de Mount. Dat waren Nettozuelen. Ech kenne Leit och heibannen, déi kréie méi wéi 500 Euro de Mount bäi, wann eng Indextranche ufält. An ech fannen dat net richteg an der Kris.

Ech wëll net den Index zu engem Reformuléierungsinstrument vun der Lounpolitik maachen. Mä an der Kris, war meng Meenung, dass een do sech kéint e bëssen zesummehuelen.

Ech wëll Iech nach eppes derbäisoen, dann halen ech domat op. Den Tripartite-Partner hunn ech am Januar an am Februar dat scho proposéiert gehat. An e proposéiert, dat, wat d'Betriber aspueren, doduerch, dass een deckelt, wéi gesot gëtt, dat mussen d'Betriber an de Beschäftegungsfong offéieren. Honnerte Milliounen. Da brauche mer ganz vill aner Moossname guer net ze treffen.

Do si mer awer net eens ginn an der Tripartite. Da kann ech mech iergeren. Ech iergere mech och doriwwer. Doriwwer si mer eis och an der Koalitioun net eens ginn. Doriwwer kann ech mech och iergeren. Ech iergere mech och doriwwer. Esou wéi - ech gesinn hei fréier Ministere vun der DP sëtzen - mer och an där Regierung net ëmmer eens gi sinn iwwer alles. Loosse mer ophalen, dat ze dramatiséieren!

Ech hätt gären, dass mer dee ganze Kompetitivitéitsproblem, haut si jo erëm nei Etüde vum Statec publizéiert ginn, dass mer dat mat rouegem Gemitt uginn, dass mer eis e puer Méint Zäit ginn, fir ze kucke mat deene Parameteren a Kritären, wéi - nuance importante! - ech an der Ried gesot hunn, fir vum Ufank vun der Währungsunioun bis haut un ze kucken, wéi sech d'Kompetitivitéitsverschiebungen do gemaach hunn.

Dat ass net nëmmen eng Fro vum Index. Ech hunn de Wirtschaftsminister gëschter Mëtteg um Radio héieren. Deen huet zu Recht duergestallt, do komme vill Facteuren, déi musse gekuckt ginn. Mä den Index ass ouni all Zweifel een, an iwwert déi Froe musse mer eis an der Tripartite eng Kéier nei ënnerhalen an enger Kompositioun, déi ee muss gesinn, an am Parlament diskutéieren.

Dann hat ech proposéiert, fir am Oktober, November eng grouss Kompetitivitéitsdebatt hei an der Chamber ze féieren, an da musse mer zu engem Schluss kommen, well mir mussen eis Kompetitivitéit iwwert d'Moossnamen eraus, déi am Gespréich sinn, wesentlech verbesseren.

Ech wëll nach eppes anescht soen, well ech ëmmer déi Loscht spieren, d'Loscht um Échec. Dat ass eng... Ech si fir vill Zorte vu Loschten zougänglech, mä fir déi doten net. D'Äntwert vun der Lëtzebuerger Politik op d'Wirtschafts- an d'Finanzkris, dat kann net eng Regierungskris sinn. Regierungskris, wësst Der, wann een déi stäerkste Partei ass, ech schwätzen elo net an där hirem Numm hei, da fäert een esou Saachen eigentlech net richteg. Do verléiert een, well et verléiert een ëmmer, wann een, anstatt Problemer ze léisen, zum Wieler seet: Sot Dir eis, wéi mer se solle léisen. Dat ass keng responsabel statspolitesch Attitüd. Et muss ee selwer fir d'Éischt eppes proposéieren an dann de Wieler schwätze loossen.

A mir hu Gedeessems genuch, fir eis Wirtschaft an d'Rei ze kréien, fir eisen Aarbechtsmaart an d'Rei ze kréien. De Chômage wiisst onheemlech. En ass zwar elo de leschte Mount zréckgaangen. Mä wann

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

ech dat mat virun zéng Joer vergläichen, dann hu mer awer, wann de Chômage deen eenzegen Indicateur wär, ee seriöe Kompetitivitéitsproblem. Mir hu Problemer genuch a mir brauchen elo net nach politesch Problemer derbäi.

Ech hunn eigentlech viru Wahle keng Angscht, wéi Der wësst. Ech net. Mä ech hu gemengt, et wär net de Moment, fir dësem Land nieft der Wirtschaftskris och nach eng politesch Kris derbäizeginn, mä fir elo déi nächst Méint ze notzen, esou wéi dat och am Ausland geschitt, déi Problemer, déi nach net geléist sinn, enger Léisung zouzeféieren.

Wéi ech gëschter gesot hunn oder virgëschter: D'Problemer bleiwe bestoen, also bleift d'Léisungsnoutwendegkeet och bestoen. Dat maache mer an dëser Regierung an an dëser Koalitioun a gréisster Kollegialitéit, mat e bësse Sträit heiansdo. Mä wat wier d'Liewen ouni Sträit? Mä mir fannen eng Léisung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Statsminister Jean-Claude Juncker Merci. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Debatt. Mir hunn awer nach iwwer zwou Motiounen ofzestëmmen. Fir d'éischt d'Motioun 1 vum Här Xavier Bettel. Ech ginn emol dovunner aus, datt den elektronesche Vote verlaangt gëtt. Duerzou wëllt awer nach den Här François Bausch intervenéieren. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Motions 1 et 2

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President. Mir kéinten déi matdroen, awer sous condition, datt en Tiret derbäi géif gesat ginn, an zwar bei „invite le Gouvernement" en éischten Tiret, „à relancer dans les prochains jours le dialogue avec les partenaires sociaux".

M. Xavier Bettel *(DP).*- Kee Problem.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wann d'Demokratesch Partei dat géif bäisetzen, kéinte mer déi matstëmmen.

M. le Président.- Den Här Schiltz.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, mat allem Respekt fir d'Motioun, déi d'Demokratesch Partei hei déposéiert huet, wollt ech Iech soen, datt opgrond vun där Motioun, déi vun de Majoritéitsparteien déposéiert ginn ass, déi Motioun sans objet ass, respectivement superfétatoire. Mir hunn eng generell Motioun, déi mer hei virgeluecht hunn. Déi Motioun vun der DP ass eng Ee-Punkt-Motioun. D'Fro vum Index ass an eiser Motioun mat ofgedeckt an deem Sënn, datt mer eng Referenz un d'Reglement vu '85 maachen an eng Referenz un eng ganz Rei aner Pabeieren.

Mä virun allem geet déi Motioun, déi mir proposéiert hunn, vill méi wäit, well se sech kloer zum Sanéierungspak ausschwätzt, well se sech ausschwätzt zum Chômage- an Aarbechtsmaartpolitikspak, well se sech ausschwätzt zum Kompetitivitéitspak, mat enger spezieller Referenz op d'Reglement vun 1985, well se, wéi den Här Bausch dat och elo par rapport zur éischter Motioun gesot huet, och e Bekenntnis zum Sozialdialog mécht, mä doriwwer eraus och zum Ausdrock bréngt, datt d'Saachen an eisen Ae séier ze geschéien hunn. Bref, en un mot comme en mille: Eis Motioun ass besser, well se méi komplett ass. An duerfir stëmme mer déi hei net.

M. le Président.- Den Här Bausch nach eng Kéier.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech wollt natierlech soen, firwat eis Fraktioun op kee Fall déi Motioun 2 wäert stëmmen, an zwar wéinst zwee Punkten. Dat Éischt ass den Tiret, wou steet, datt dat, wat hei presentéiert gi wier, géif duergoen an en plus nach „socialement équitable" wier. Där Meenung si mer net. An dat Zweet ass natierlech, well sech hei referéiert gëtt op déi extrem, anscheinend dynamesch Politik vun der Regierung an der „lutte contre le chômage", déi mer natierlech och net deelen. Duerfir kënne mer déi Motioun natierlech net stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hat et jo scho virdrun ugekënnegt, ech hat iergendwéi eng gutt Nues, dass doudsécher ee vun der Majoritéit géif kucken, d'Face net ze verléieren. D'Face ass verluer! Ech mengen, si hunn et bewisen. Déi ganz Woch maache se Zodi, et misst een onbedéngt iwwert d'Indexfro rapid eng Décisioun huelen. An ech zitéieren den Här Schiltz, dee vun „schwiereger Situatioun an der Koalitioun" schwätzt. Ech hu souguer de Verbatim, net dass e mer duerno seet, ech hätt e falsch zitéiert. Mat de Sozialiste wier et schwiereg; dat bréngt och seng Schwieregkeete mat. Den Här Wolter, dee seet, dass et och e Problem ass, an dass se dowéinst och mat aneren „Parteien" - huet e souguer gesot - an de Sozialpartner géifen diskutéieren.

An haut hei, Här President, wou d'Méiglechkeet ass, fir ze soen, dat, wat den Här Statsminister elo grad virun zwou Sekonne gesot huet, dass den Index an déi Deckelung, esou wéi si se nennen - sozial, wéi déi aner et nennen, nennt et wéi Der et wëllt -, einfach den Index zum Kompetitivitéitspak gehéiert. Wa mer do wëllen - an et ass jo keng nei Donnée - net nach fënnef oder sechs Méint waarden, sollt een d'Regierung invitéieren, dat an deenen nächste Wochen ze preparéieren, an dass mer rapidement hei an där Chamber eng Décisioun huelen.

Dat ass genau dat, wat den Här Schiltz an den Här Wolter an der CSV op der Tëlee gesot hunn. Hei musse se Faarf bekennen. Hei hu se Problemer. Hei gëtt dann - dat, wat den Här Schiltz gesot huet, e seet net, et wier eng méi generell -, hei ass verwässert ginn, hei steet näischt dran an där anerer. Et si just Blummen, déi e sech selwer street, andeem e seet, wéi gutt se schaffen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Da reegt Iech dach net esou op. Huelt eng Temesta.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir hunn d'Resultat: Vu 5.000 op 15.000 Chômeure si mer eropkomm. Ech fannen et gutt, wann den Här Schiltz seet, dass d'Aarbechtsmaart- a Chômagebekämpfung hei zu Lëtzebuerg déi richteg ass.

Ech muss Iech soen, Här President, et ass déi ganz Woch hei vun der gréisster Majoritéitspartei mat 26 Sëtz an deem Haus betount ginn, dass d'Indexfro eng wichteg Fro wier, dass se souguer eng alternativ... also dass se aner Parteie géife kontaktéieren, wat dozou gefouert huet, dass den Här Bodry...

(Interruptions)

...dat se dozou bruecht huet, dass den Här Bodry gesot huet, dass, wann eng alternativ Majoritéit op deem Punkt géif kommen, et zur Koalitiounskris géif kommen. Elo soe se nees - wéi ëmmer -, et hätt all Mënsch se falsch verstanen. Wann een hei de Leit eppes, en Zodi mécht, en Zirkus mécht, eng Show mécht während enger Woch, an hei elo endlech soll Faarf bekennen a soen, wat richteg ass, dann ass kee Courage méi do!

Dowéinster insistéiere mir, Här President, fir eis oprecht ze halen. An elo probéiere se mam Article guillotine ze soen: Eis ass méi generell, mir wëllen, dass eis virkënnt, dann ass déi aner superfétatoire. Dir gesitt, wéi et mat dem Courage vun dëser Majoritéit ass: D'ganz Woch eppes soen an dann awer hei keng Faarf bekennen!

M. le Président.- Gutt. Elo kritt den Här Schiltz d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, datt et net einfach ass, ass eng Evidenz. A well et net einfach ass, hunn ech gesot, datt et schwiereg wier. Mä virun de Schwieregkeeten huet een eigentlech zwou Méiglechkeeten: Entweder et jäizt een drop lass an et iwwertüncht een domadder de Fait, datt ee selwer keng eenzeg gangbar Propositioun op den Dësch leet. D'DP ass eng Null-Propositioun-Partei an entre-temps och eng Ee-Punkt-Partei wéi ech gesinn. Wann am Ufank...

(Interruptions)

M. le Président.- Loosst elo emol wann ech gelift den Här Schiltz schwätzen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Wann ech héieren, datt mer vun Délaie schwätzen a vun Opschiebe schwätzen, da wëll ech mäi Frënd, den Här Bettel, drun erënneren, datt ech gëschter gesot hunn, komm mir diskutéieren am Juli driwwer, an datt et eis léif wier, wa mer eng Léisung esou séier wéi méiglech kréichen; wat exakt, genau, Millimeter-prezis an där Motioun do steet.

Schwiereg Froe bleiwen um Dësch. Mir hunn hei eng Diskussioun gehat iwwer e Spuermoossnamepak. Mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Kompetitivitéit, déi weidergeet. Am Kader vun där Diskussioun gëtt och iwwert den Index diskutéiert. Mir mussen och eppes maachen um Aarbechtsmaart. All déi Elementer sinn an där Motioun mat dran. An et deet mer leed, mä ze soen, et wier weider näischt geschitt, wéi datt mer eis ausernee beweegt hätten, ass eng - am beschte Fall - falsch Representatioun vun de Saachen.

Ech hu kloer gëschter gesot, wat eis Positioun wier. Ech hu kloer gesot, wou mer d'Léisungsusätz géife gesinn. A mir hunn als Koalitioun e Bekenntnis zum Spuerpak. Mir soen, datt eppes muss am Chômage geschéien, opgrond vun deene Pisten, déi virleien. Mir soen, datt an der Kompetitivitéit eppes muss geschéien, opgrond vun deene Pisten, déi virleien. Mir rappeléieren nach eng Kéier dat, wat am Koalitiounsaccord steet an dat vun der Oppositioun kee gelies hat bis virun dräi Deeg, nämlech datt de Wuerekuerf par rapport zum Reglement vun 1985 - dat huet direkt eppes mam Index ze dinn - iwwerkuckt an nei gewiicht géif ginn. Duerfir kann ech déi Reprochen, déi den Här Bettel hei formuléiert huet, net gëlle loossen.

M. le Président.- Den Här Wolter hat nach d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Just fir am Numm vu mir selwer, well den Här Bettel mech och ugeschwat huet, ze soen, datt ech dem Här Statsminister nogelauschtert hunn déi lescht Véirelstonn. Dat, wat den Här Statsminister gesot huet, dat geet exakt an déi Richtung, déi d'CSV déi lescht Deeg gesot huet. Déi Propositiounen, iwwert déi mer diskutéieren, déi si weider um Dësch a wäerte mat de Sozialpartner a mat de Parteien an deenen nächste Wochen a Méint diskutéiert ginn. Dat ass exakt dat, wat de Parteipresident Wolter och de Méindeg um Radio an op der Televisioun gesot huet.

Et bleift fir mech nach een Element, firwat dass ech déi Motioun 1 ënner kengen Ëmstänn kéint stëmmen: Well ech der Meenung sinn, dass den Index - net nëmmen, dass et net déi eenzeg Fro ass vun der Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft - a mengen Aen net emol dat eenzegt Element ass, wat op de Coût salarial vun eise Betriber géif awierken. Dat ass awer hei eng vun den „Inviten", déi kommen. Déi Motioun, déi hei presentéiert ginn ass vun der DP, déi ass net emol komplett an deem Deelaspekt vun der Fro. An ech diskutéiere léiwer iwwer alles, wéi iwwer Deeler vun Deelaspekter.

Ech soen Iech Merci.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech muss Iech soen, et steet am Text, et wier eng grouss Influenz. Et steet net dran, datt et dat Eenzegt wier.

M. le Président.- Sou, elo kritt nach den Här Gibéryen d'Wuert an da stëmme mer of.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ka mech ganz kuerzfaassen. Zu der Motioun 1 vun der Demokratescher Partei wëll ech soen, datt mir déi net wäerte matstëmmen. Wa se zum Vote kënnt, géife mir dergéint stëmmen. Ech wëll dem Kolleeg Schiltz soen, wann en hei gesot huet, d'DP, dat wier eng Null-Partei, datt se keng Propositioune ginn hätt...

Une voix.- Null-Propositioune-Partei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Null-Propositioune-Partei, muss ech awer soen, datt hei d'DP eng Propositioun mécht.

Une voix.- An duerfir ass et eng Ee-Punkt-Partei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et geet der d'DP net séier genuch, fir den Index ze moduléieren. Ech mengen, dat ass elo zumindest hei dokumentéiert, esou datt ech dovu kann ausgoen, datt d'DP kee besseren Index wëllt wéi en elo ass. D'DP wëllt also den Index esou séier wéi méiglech verschlechteren, an dat ass hei an hirer Motioun dann zumindest emol aktéiert. An duerfir ass et och kloer fir eis, datt mer där Motioun net kënnen zoustëmmen, well mer déi Verschlechterungen net wëllen, wéi d'DP se gären hei hätt. Et ass op jiddwer Fall emol domadder eppes propper a kloer dokumentéiert.

Zu der Motioun 2 vun der Regierung. Déi stëmme mer selbstverständlech och net. Dat ass och keng Iwwerraschung, well et ass jo keng Motioun, déi hei vun der Majoritéit deponéiert ginn ass, fir ze kucken, wat d'DP, déi Gréng, déi Lénk oder mir derzou soen. Mä dat hei ass am Fong eng Motioun u sech selwer, fir hir Truppen erëm zesummenzekréien a virun allem hir Truppen erëm engagéiert ze kréien.

Well wa mer wëssen, wéi se an deene leschte Woche wéi Hénger duerjerneegelaf sinn, wa mer elo grad de Statsminister hei héieren hunn, a sengem leschte Saz, wat awer e wichtege Saz war, wou e sot: „Ech wollt an dëser Phas keng Regierungskris opkomme loossen." Dat heescht, et war no derbäi. Et war no derbäi!

Esou léisst d'Majoritéit am Fong hei elo hir Leit iwwert déi Motioun ofstëmmen, bënnt déi zwou Säiten dann erëm un dat, wat elo hei virgeluecht ginn ass. A virun allem bréngt d'CSV et mat dëser Motioun fäerdeg, d'Sozialisten elo erëm richteg gebonnen ze kréien, fir dat ze maachen, wat mer elo dëser Deeg hei erklärt hunn, wat se an deenen nächste Wochen a Méint maachen, nämlech si wäerten elo geschwënn ëmfalen…

(Interruption)

…- ech hunn dat de Moien nach hei erklärt - an den Index mat moduléieren. A mat dëser Motioun, déi elo d'CSV an d'Sozialiste massiv wäerten ënnerstëtzen, hu se hir Truppen och massiv gebonnen.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An elo komme mer zum Vote iwwert déi zwou Motiounen.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun 1 vum Här Bettel.

Vote

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. D'Motioun vum Här Bettel ass verworf mat 44 Nee-Stëmmen, géint 16 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Motion 2

Da komme mer elo zum Vote iwwert d'Motioun 2 vum Här Jean-Louis Schiltz. Do ass sécherlech och de Vote électronique verlaangt.

Vote

Duerfir fänkt de Vote elo un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. D'Motioun vum Här Schiltz ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Domadder wäre mer och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 1. 2. an 3. Juni. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.45 heures)

Sommaire des séances publiques N^os^ 28, 29 et 30

Ordre du jour	page 381
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État	pages 381-385
Hommage à la mémoire de M. Joseph Weirich, député honoraire	page 385
Communications	page 385
Débat sur l'état de la nation	pages 385-400
Débat sur l'état de la nation (suite)	pages 400-412

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0366	Marc Spautz	Installation et utilisation de «skybeamers»
0394	Jean Colombera	Personnes non assurées à la sécurité sociale luxembourgeoise
0483	André Bauler	Incident entre un avion et une camionnette à l'Aéroport de Luxembourg
0506	Félix Braz	Loi d'intégration du 16 décembre 2008
0526	Eugène Berger	Commission d'inclusion scolaire
0527	Xavier Bettel	Conseil national pour Étrangers
0528	Jean Colombera	Ambulances privées
0531	Jean Colombera	Embauche au CRP-Santé
0535	Jacques-Yves Henckes	Délocalisation des activités d'un grand client du Cargo Center
0537	Marc Spautz	Harcèlement moral sur le lieu de travail
0539	André Bauler	Recrutement auprès de la police judiciaire
0544	Claudia Dall'Agnol	Prix des produits pétroliers
0548	Fernand Etgen	Soumissions séparées par corps de métiers
0549	Fernand Kartheiser	Journée de la Commémoration nationale
0551	Eugène Berger	Amniocentèses et anomalies chromosomiques
0552	Jean Colombera	Suivi médical des personnes âgées
0553	Gilles Roth	Mécanismes de contrôle entourant l'élaboration des certificats de performance énergétique
0554	Gast Gibéryen	Avis d'adjudication des grands chantiers
0555	Gilles Roth	Approbation des règlements-taxe en matière de fixation des tarifs de l'eau
0557	Fernand Etgen	Population des abeilles
0558	Mill Majerus	Suppression des bureaux de l'Administration des Douanes et Accises à Mersch
0560	Anne Brasseur	Évolution du projet du nouveau bâtiment pour les Archives nationales
0561	Gilles Roth	Nouvelle drogue de synthèse appelée méphédrone
0563	Fernand Kartheiser	Avocats des enfants
0564	Fernand Kartheiser	Convention internationale des enfants
0567	Jean Colombera	Médicaments orphelins
0570	Lucien Clement	Promotion de l'artisanat
0571	Fernand Kartheiser	Règlement européen concernant la coordination des systèmes de sécurité sociale
0574	Jacques-Yves Henckes	Loi sur les marchés publics et Servior
0576	Jean Colombera	Visites médicales
0577	Gilles Roth	Élaboration d'un plan sectoriel logement
0580	Marcel Oberweis	Électromobilité
0582	Jean Colombera	Évolution de l'assurance dépendance
0587	Marc Spautz	Engagement d'une commune auprès d'un promoteur dans le cadre d'un projet de construction
0593	Marc Spautz	Ratification de la Charte sociale européenne révisée
0603	Anne Brasseur	Information sur les cycles «à pédalage assisté» sur le site www.ecotopten.lu
0604	Claudia Dall'Agnol	Jours d'absence au travail dus à l'éruption du volcan en Islande
0610	André Bauler	Formation continue dans le domaine des premiers secours pour les enseignants
0616	Claude Adam	Nomination de trois nouveaux membres pour le conseil d'administration CLT-UFA par le Gouvernement
0626	Fernand Kartheiser	Ambassade du Luxembourg en Inde
0665 urgente	Henri Kox	Financement du réacteur à fusion ITER

Question 0366 (11.1.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**installation et** l'**utilisation de «skybeamers»:**

Pendant les dernières années, les «skybeamers» sont de plus en plus utilisés à titre publicitaire par des enceintes commerciales, discothèques et organisateurs de manifestations pour attirer la clientèle.

Or, l'installation de tels dispositifs qui illuminent considérablement le ciel n'est pas seulement mal supportée par les citoyens. Les «skybeamers» peuvent, en effet, également présenter un risque pour le trafic aérien, détourner l'attention des automobilistes et ainsi créer un danger pour la sécurité aérienne et routière.

En plus, cette pollution lumineuse peut avoir un impact négatif non négligeable sur la faune et la flore. En effet, cette lumière artificielle peut gêner les oiseaux migrateurs qui se déplacent de nuit d'Europe vers l'Afrique et qui s'orientent grâce aux étoiles. En outre, ces sources lumineuses sont de véritables pièges à insectes qui peuvent réduire considérablement l'offre de nourriture pour les espèces insectivores.

Selon mes informations, il n'existe momentanément aucune base légale réglementant l'installation respectivement l'utilisation des «skybeamers».

Afin de combler ce vide juridique, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- À défaut de base légale, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire de légiférer en la matière?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il procéder afin de trouver une solution réglant l'installation et l'utilisation des «skybeamers»?

Réponse commune (19.5.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la réglementation des projecteurs lumineux au vu de leurs risques potentiels.

Tout d'abord il y a lieu de faire la distinction entre un laser et un projecteur.

Le projecteur (beamer ou skytracer) est un appareil permettant d'émettre un faisceau lumineux de haute intensité et dont la direction dépasse l'horizontale. La source de lumière peut être à base de décharge électrique, par LED, par filament à incandescence ou par tout autre moyen permettant d'émettre un flux lumineux dépassant les 1.000 lm.

Un laser est un émetteur de toute sorte d'ondes électromagnétiques, soit dans le spectre visible ou non visible, sur base d'une amplification de la lumière par émission stimulée de rayonnement.

Toute exploitation d'un laser doit faire objet d'une autorisation d'exploitation conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

L'exploitation de projecteurs type skytracer, skybeamer ou skyrose n'est pas réglementée pour le moment.

La Direction de l'Aviation civile (DAC) considère ces faisceaux lumineux de haute intensité comme un danger potentiel pour des avions en phase d'atterrissage ou de décollage et la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne dispose à cet effet en son article 32 que des peines délictuelles sont prévues à l'égard de quiconque qui «involontairement ou par défaut de prévoyance ou de précautions, aura commis un fait de nature à mettre en péril les personnes se trouvant à bord d'un aéronef».

Actuellement les demandes afférentes traitées par la DAC sont avisées par l'Administration de la Navigation aérienne (ANA) afin de garantir que la direction et l'intensité de la projection ne puissent ni directement, ni indirectement perturber le trafic aérien et ainsi compromettre la sécurité d'un aéronef. La DAC émet dans certains cas des restrictions quant à l'exploitation de ces projecteurs en fonction du lieu de montage, le type de la source lumineuse et des directions de projection. En fin de compte, l'ANA émet une notification (NOTAM) pour informer les pilotes de la présence de ces projecteurs.

En ce qui concerne l'impact sur la sécurité routière, du fait que les projecteurs dont question sont orientés vers le ciel, leur impact devrait être néant. À relever toutefois que l'article 113 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route) dispose qu'«il est défendu de placer des signaux ou panneaux qui, par leurs formes, couleurs ou dimensions peuvent être confondus avec ceux de la signalisation routière ou d'installer à proximité des signaux réglementaires des panneaux ou sources lumineuses qui peuvent nuire à leur visibilité et à leur efficacité».

Enfin, il y a lieu de noter que la législation relative à la publicité, à savoir les articles 37 à 39 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux et le règlement grand-ducal du 4 juin 1984 pris en exécution des articles 37 à 39 de la loi précitée, ainsi que l'interprétation juridictionnelle qui en est faite, permettent elles aussi de régler l'installation et l'utilisation des «skybeamers».

En effet, l'article 37 alinéa 1er de la loi du 18 juillet 1983 définit la publicité comme étant «tout dispositif optique établi en vue de la publicité, quels que soient l'objet de la publicité et l'emplacement du dispositif, à l'exception de la publicité produisant son effet exclusivement vers l'intérieur des immeubles».

Dans une décision du 15 juillet 2009, la chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, saisie d'une affaire de publicité a souligné que la publicité au sens de la loi de 1983 précitée se définit exclusivement par sa finalité.

L'honorable Député invoque lui-même que les «skybeamers» sont de plus en plus utilisés à titre publicitaire que ce soit par des enceintes commerciales, des discothèques ou encore d'organisateurs de manifestations.

Ainsi, étant donné que suivant l'article 38 de la loi de 1983 précitée toute publicité qui n'est pas conforme aux critères légaux est interdite et doit être enlevée et que l'article 41 de la loi précitée prévoit des sanctions pénales en cas de violation des dispositions de la loi et de ses règlements d'exécution, il existe déjà actuellement des moyens juridiques pour contrer les «skybeamers».

Question 0394 (20.1.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **personnes non assurées à la sécurité sociale luxembourgeoise:**

Bien que le système de la sécurité sociale luxembourgeoise assure une protection à la très grande majorité des habitants, des cas de personnes non assurées subsistent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Qui est-ce qui prend en charge les frais en cas d'une hospitalisation de personnes non assurées?

2. Un patient ne disposant pas d'une assurance maladie doit-il garantir avec sa propriété privée dans ce cas de figure?

3. Pendant les cinq dernières années, combien de fois le Gouvernement a-t-il été saisi pour l'obtention d'une «aide» dans ce genre de cas et quel est le

nombre d'aides qui ont été accordées? Quels ont été les motifs de refus?

4. Quel est le montant total des aides accordées?

Réponse (30.4.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les personnes, qui malgré une couverture sociale très étendue, ne tombent pas sous son champ d'application et ne peuvent pas bénéficier des prestations de la CNS ou d'une autre assurance maladie peuvent être secourues par le Ministère de la Santé.

En effet, le Ministre de Santé peut, suite à une demande par l'intéressé, après une enquête effectuée par une assistante sociale et sur base d'un avis de la commission chargée d'analyser le bien-fondé de la demande, accorder un subside à l'intéressé ou prendre en charge l'ensemble ou une partie des montants facturés par les différents prestataires.

À cet effet il dispose dans le cadre du budget de l'État de l'article 14.0.34.011 intitulé: «Traitement des maladies sociales et d'autres affections; prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes» doté pour l'exercice 2010 de 700.000 euros (crédit non limitatif et sans distinction d'exercice).

Les données statistiques concernant les dernières années peuvent se résumer comme suit:

Demandes introduites:

2005 42
2006 36
2007 52
2008 56
2009 70
Total 256

Prises en charge accordées:

2005 41
2006 33
2007 51
2008 47
2009 64
Total 236

Refus de prises en charge:

2005 1
2006 3
2007 1
2008 9
2009 6
Total 20

Motif principal des refus: prise en charge signée par un tiers

Montant total des aides accordées:

2005 .....277.714,86 €
2006 .....539.189,67 €
2007 .....323.387,90 €
2008 .....268.535,68 €
2009 .....476.438,10 €
Total .....1.885.266,21 €

Question 0483 (26.2.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**incident entre un avion et une camionnette à l'Aéroport de Luxembourg:**

Le 22 janvier 2010 un Boeing 747-400 a touché avec son train d'atterrissage une camionnette à l'Aéroport de Findel. Cet incident a suscité des revendications en faveur de l'installation d'un radar permettant de surveiller le trafic au sol. L'honorable Député Roger Negri a d'ailleurs adressé une question parlementaire à ce sujet à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures *(cf. compte rendu N°10/2009-2010 - question parlementaire N°0414)*.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer des résultats des enquêtes internes menées par l'Administration de la Navigation aérienne sur cet accrochage?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les causes de cet accident?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des aéroports comparables en taille et en trafic aérien disposent d'un système de radar au sol?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer des coûts d'une telle installation?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur d'éventuels risques pour la santé du personnel non navigant qui travaille à l'aéroport?

Réponse (14.5.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert à propos de l'accident du 21 janvier 2010 (et non du 22 janvier 2010 comme indiqué erronément dans l'énoncé de la question parlementaire) impliquant un aéronef Boeing 747-400F de la compagnie Cargolux et une camionnette de l'Administration de la Navigation aérienne.

Il convient de rappeler à ce sujet que différentes enquêtes sont en cours. Les enquêtes internes de l'Administration de la Navigation aérienne et de la Direction de l'Aviation civile ont conduit à des rapports intermédiaires. Aussi un groupe de travail a pu être mandaté sur base de ces rapports intermédiaires afin de dresser un plan d'action de mesures éventuelles à prendre afin de parfaire le dispositif actuel de sécurité.

Lesdits rapports d'enquête sont des rapports internes et intermédiaires dont le contenu n'est pas susceptible d'être divulgué sur la place publique.

L'enquête qui est menée par l'Administration des enquêtes techniques conformément aux dispositions légales en vigueur se conclura par contre par un rapport public. Ce rapport, qui a pour objectif d'éviter que des événements similaires ne se reproduisent à l'avenir et d'énoncer à cette fin, pour autant que possible, des recommandations de sécurité, comporte la collecte et l'analyse de toute information utile sur le déroulement de l'accident, la détermination des causes et l'appréciation de l'efficacité des interventions rendues nécessaires à cause de l'accident ou de l'incident grave. Ledit rapport doit être dressé dans les douze mois suivant la date de l'accident ou de l'incident.

Il convient de rappeler que cette enquête technique n'a pour autant pas pour objectif de déterminer des responsabilités ou des fautes, mais uniquement l'amélioration de la sécurité aérienne.

Au vu des explications qui précèdent et eu égard aux instructions disciplinaires en cours, il m'est impossible de me prononcer sur les raisons ayant conduit à cet accident. La séquence des événements elle-même fut quant à elle déjà relatée dans la réponse à la question parlementaire N°0414 de Monsieur le Député Negri.

Alors qu'il est plutôt rare que des aéroports comparables en taille et en trafic à l'Aéroport de Luxembourg disposent d'un radar sol, un tel instrument de travail est jugé utile pour l'Aéroport de Luxembourg en raison des fréquentes situations de mauvaise visibilité en période hivernale.

Le coût définitif d'un tel radar sol est difficile à évaluer vu la multitude de systèmes disponibles sur le marché et les spécifications techniques à retenir.

De manière générale, il peut être noté qu'un radar est générateur d'ondes électromagnétiques dans un certain rayon d'action. Pour un radar sol, ce rayon d'action est inférieur à celui d'un radar ordinaire.

Question 0506 (15.3.2010) de **M. Félix Braz** concernant la **loi d'intégration du 16 décembre 2008:**

La loi d'intégration du 16 décembre 2008 prévoit:

1. un comité interministériel;

2. un règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du Conseil national pour Étrangers;

3. un règlement grand-ducal fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration;

4. un contrat d'intégration;

5. un plan d'action pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations.

Je souhaite avoir des renseignements sur ces différents éléments.

1. un comité interministériel

1.1. Quels sont les travaux de ce comité à ce jour?

1.2. Combien de fois s'est-il réuni en 2008 et en 2009?

1.3. Sous quelle forme le comité en question est-il associé à l'élaboration du contrat d'intégration?

1.4. Quelles sont les conclusions tirées par le comité interministériel du forum de consultation organisé le 10 décembre 2009 par l'OLAI?

1.5. Le comité interministériel a-t-il pu soumettre les propositions du Gouvernement en matière de contrat d'intégration au Conseil national pour Étrangers?

2. un règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du Conseil national pour Étrangers

2.1. Le mandat du CNE actuel venant à échéance à la mi-2010, à quelle échéance le Gouvernement entend-il publier le règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du nouveau CNE?

2.2. Sous quelle forme le CNE actuel est-il associé à l'élaboration de ce règlement grand-ducal?

2.3. De quelle façon est-ce que les résultats des travaux du CNE sont rendus accessibles aux personnes intéressées et au grand public? Un site Internet pourrait-il être envisagé à cet effet?

3. un règlement grand-ducal fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration

3.1. Les structures consultatives communales pouvant jouer un rôle important notamment dans le cadre de l'inscription des étrangers sur les listes électorales pour les élections communales, à quelle échéance le Gouvernement entend-il publier ce règlement grand-ducal?

3.2. Quelles sont les conclusions à tirer du fonctionnement actuel des commissions consultatives communales pour étrangers?

3.3. Depuis le 1er janvier 2009 la loi d'intégration est en vigueur et les CCI sont donc obligatoires dans toutes les communes. Pourriez-vous me fournir une liste des communes qui ont mis en place une CCI et me renseigner sur la fréquence des réunions des CCI respectives pendant l'année 2009?

3.4. Sous quelle forme le CNE actuel est-il associé à l'élaboration du règlement grand-ducal concernant les commissions consultatives d'intégration?

3.5. De quelle façon est-ce que les résultats des travaux des CCE sont rendus accessibles aux personnes intéressées et au grand public?

4. un contrat d'intégration

4.1. Où en sont les travaux préparatoires de ce contrat?

4.2. Le CNE actuel est-il associé à l'élaboration de ce contrat?

4.3. La proposition du Conseil économique et social de contribuer à l'attractivité du contrat d'accueil en faisant bénéficier les signataires du contrat d'un délai de séjour raccourci de trois ans pour postuler pour la nationalité est-elle envisagée par le Gouvernement?

4.4. À quelle échéance le Gouvernement entend-il publier le règlement grand-ducal concernant le contrat d'intégration?

4.5. Comme la loi d'intégration précise en son article 2 que l'intégration est un processus à double sens, il ne saurait dés lors suffire d'y impliquer les seuls étrangers. Sous quelle forme la population luxembourgeoise et ses autorités nationales et communales autochtone seront-elles associées à ce processus d'intégration?

5. un plan d'action pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations

5.1. Sous quelle forme les instances suivantes ont été ou seront-elles associées à l'élaboration de ce plan:

5.1.1. le comité interministériel,

5.1.2. le CNE,

5.1.3. la douzaine d'associations et de syndicats qui ont transmis des propositions à l'OLAI à la suite du forum de consultation?

5.2. À quelle échéance le plan d'action en question devrait-il entrer en vigueur?

5.3 Quels moyens budgétaires seront mis en œuvre pour donner corps à ce plan?

Réponse (7.5.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. comité interministériel

1.1. Le comité interministériel à l'intégration est impliqué dans l'élaboration du plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations. Le projet de plan d'action est établi par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration - ci-après désigné OLAI - en étroite concertation avec le comité interministériel à l'intégration.

1.2. Le comité interministériel s'est réuni deux fois en 2008 et en 2009 pour discuter des modalités relatives à l'établissement du plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations, ainsi que des actions proposées par l'OLAI à réaliser par les différents ministères.

Entre ces réunions, des échanges de courrier et de courriel ont eu lieu avec les représentants des ministères sur leurs propositions.

1.3. Le comité interministériel fut impliqué dans l'élaboration du contrat d'accueil et d'intégration au moment où naquit l'idée de l'éventuelle mise en place d'un tel contrat. C'est dans ce contexte que le comité interministériel s'est réuni pour assister à la présentation du modèle français du contrat d'accueil et d'intégration faite par un collaborateur du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers.

1.4. À la suite de la phase de consultation de la société civile, il s'agit de définir la stratégie globale dudit plan d'action.

Après concertation avec le comité interministériel, ledit projet de plan sera soumis au Conseil de Gouvernement pour approbation au cours du 2e semestre 2010.

1.5. Ce ne sera pas le comité interministériel mais le Ministre de tutelle du Conseil national pour Étrangers qui lui soumettra les propositions en matière de contrat d'accueil et d'intégration.

2. Règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du Conseil national pour Étrangers

2.1. Le nouveau règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du Conseil national pour Étrangers est en voie d'élaboration et sera finalisé dans les prochaines semaines.

2.2. Le projet de règlement grand-ducal, une fois finalisé, sera soumis après approbation du Conseil de Gouvernement pour avis au Conseil national pour Étrangers.

2.3. Le nouveau site Internet de l'OLAI (www.olai.public.lu), opérationnel sous peu, remplacera le site temporaire existant à l'heure actuelle. Sur le nouveau site de l'OLAI, une sous-rubrique de la rubrique «Organismes de consultation» est réservée au Conseil national pour Étrangers qui pourra ainsi publier et rendre accessible au grand public les résultats de ses travaux.

3. Règlement grand-ducal fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration

3.1. Le nouveau règlement grand-ducal concernant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives d'intégration se substituera au règlement grand-ducal du 5 août 1989 actuellement en vigueur.

En vertu dudit nouveau règlement, le conseil communal de chaque commune et non plus celles comprenant plus de 20% d'étrangers, constituera une commission consultative d'intégration. Dans les communes ayant à ce jour déjà mis sur pied une commission consultative pour étrangers, celles-ci devront être renouvelées après les élections communales du 9 octobre 2011.

Le projet de règlement est en voie d'élaboration et sera soumis sous peu pour avis au Syvicol.

3.2. Dans la mesure où la plupart des commissions ne transmettent, malgré de nombreuses relances, les comptes rendus de leurs réunions ni au Ministère de l'Intérieur, ni à l'OLAI, il est difficile de statuer sur leur fonctionnement.

3.3. Actuellement, 63 communes disposent d'une commission consultative communale dont la liste est annexée.

3.4. Le 4 octobre 2005, le Conseil national pour Étrangers avait soumis une proposition de modification du règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers. L'actuel avant-projet de règlement tient compte, dans la mesure du possible, des propositions et souhaits du Conseil national pour Étrangers.

3.5. Tout dépend de la bonne collaboration entre les autorités communales et la commission. Il y a des communes qui sortent des bulletins périodiques qui sont destinés à tous les ménages. Si intérêt il y a, des informations de la part des commissions pourront être publiées sur le nouveau site de l'OLAI.

4. Contrat d'accueil et d'intégration

4.1. Au-delà de la rédaction (purement matérielle) dudit règlement, il s'agit de créer les conditions permettant la mise en œuvre dudit contrat. L'OLAI est actuellement en train d'élaborer un contrat type d'accueil et d'intégration, de développer un outil de gestion dudit contrat, d'analyser les offres de cours de langues existants et de préparer, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, la possibilité d'adaptation de ces cours à une demande non chiffrable à l'heure actuelle.

Par ailleurs, l'OLAI travaille sur le concept et le contenu des cours d'instruction civique. Le contrat ne pourra être lancé qu'à partir du moment où une formation des formateurs et le bon déroulement logistique et administratif du contrat sont assurés.

4.2. Le 27 mai 2008, le Conseil national pour Étrangers a rendu son avis sur le projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg et par corollaire sur l'introduction du contrat d'accueil et d'intégration.

4.3. Toute question relative quant à un éventuel raccourcissement du délai de résidence obligatoire en vue de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise ne se pose actuellement pas pour le Gouvernement.

4.4. Le projet de règlement élaboré conjointement par le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est en voie d'élaboration et sera soumis sous peu pour avis au Conseil de Gouvernement.

4.5. L'intégration des étrangers se fait avant tout au niveau local. De ce fait, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, à travers l'OLAI, soutient des projets d'intégration innovants qui se déroulent au niveau des communes. À côté des nombreuses initiatives prises par les associations, de plus en plus d'administrations communales font preuve d'un réel engagement et d'efforts louables pour ce qui est de l'accueil et de l'intégration des résidents étrangers dans leurs communes.

Actuellement, deux pactes d'intégration ont été signés dont le premier en 2009, entre le groupe d'action locale LEADER Redange-Wiltz, l'ASTI et l'OLAI et le second en mars 2010 entre l'administration communale de Bettembourg, l'ASTI et l'OLAI. Ces pactes comprennent une série d'activités visant à favoriser l'intégration des citoyens étrangers, dont l'élaboration d'un carnet de bienvenue. Des discussions sont actuellement en cours en vue de la conclusion d'un pacte d'intégration avec d'autres communes.

Par ailleurs, les moments d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques ouverts à un large public permettront à d'autres autorités locales de suivre l'exemple et de s'impliquer à leur tour.

5. Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations

5.1.1. voir sous 1.1. et 1.2.

5.1.2. Les membres du CNE ont été invités au forum de consultation du 9 décembre 2009 et eurent l'occasion de remettre par voie écrite leurs recommandations, suggestions et propositions relatives au plan dans le délai qui était imparti à la société civile pour contribuer au plan d'action.

5.1.3. voir sous 1.4.

5.2. voir sous 1.4.

5.3. Pour 2010, un budget total de 320.000 € est alloué à l'OLAI pour mettre en œuvre les mesures et objectifs du plan d'action quinquennal d'intégration et de lutte contre les discriminations.

Q164

Question 0526 (22.3.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **commission d'inclusion scolaire:**

La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental prévoit la création d'une commission d'inclusion scolaire dans chaque arrondissement. Cette commission a pour mission de définir, soit à la demande des parents, soit à la demande de l'instituteur et pour autant que les parents aient marqué leur accord, la prise en charge des élèves en question.

Il me revient toutefois que dans certains arrondissements la commission d'inclusion scolaire ne peut prendre en charge les élèves concernés qu'après des délais d'attente de plusieurs mois.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations? Dans l'affirmative, combien d'enfants sont concernés par ces délais d'attente?

- Par quels moyens Madame la Ministre entend-elle remédier à cette situation?

Réponse (4.5.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'article 29 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose que dans chaque arrondissement est créée au moins une commission d'inclusion scolaire (CIS) qui a pour mission de définir, soit à la demande des parents, soit à la demande de l'instituteur et pour autant que les parents aient marqué leur accord, la prise en charge d'élèves à besoins spécifiques.

La mission d'une CIS consiste à faire établir un diagnostic des besoins de l'élève. Ce diagnostic se base sur des contributions élaborées par le titulaire de classe concerné en concertation avec l'équipe pédagogique, des membres de l'équipe multiprofessionnelle concernée et, le cas échéant, des membres d'organismes ayant assuré ou assurant une prise en charge de l'enfant. Le diagnostic porte sur les volets cognitif, physique, psychologique, pédagogique et social. Les membres de la CIS font élaborer un plan de prise en charge par les professionnels concernés et, dans la mesure du possible, en étroite collaboration avec les parents. Le plan est soumis aux parents pour accord.

Un plan de prise en charge peut consister en:

1. l'adaptation de l'enseignement en classe par le titulaire de classe en collaboration avec l'équipe pédagogique;

2. l'assistance en classe par un ou des membres de l'équipe multiprofessionnelle rattachée pour la période d'intervention à l'équipe pédagogique;

3. le séjour temporaire pour l'apprentissage de certaines matières dans une classe autre que la classe d'attache;

4. l'enseignement dans une classe de l'Éducation différenciée;

5. l'enseignement dans une école ou une institution spécialisée au Luxembourg ou à l'étranger.

Dans les cas visés sous 4. et 5. l'approbation de la commission médico-psycho-pédagogique nationale est de rigueur.

Les inspecteurs de l'enseignement fondamental m'ont assuré que les commissions d'inclusion scolaire qu'ils président traitent les cas des élèves qui leur sont signalés, en règle générale, endéans un mois. La mise en œuvre des mesures préconisées par un plan de prise en charge se fait en fonction de leur nature; certaines mesures peuvent être appliquées sans délai, alors que pour d'autres, comportant la mise à disposition de ressources spécifiques, la mise en œuvre demande davantage de temps, étant donné qu'il faudra d'abord dégager les moyens nécessaires. Des délais d'attente peuvent surgir également lors de l'établissement des diagnostics, tributaires des disponibilités des spécialistes concernés.

Par ailleurs, toute proposition de transfert d'un enfant dans une classe de l'Éducation différenciée respectivement dans une école ou institution spécialisée au Luxembourg ou à l'étranger, élaborée par une CIS, nécessite l'approbation de la commission médico-psycho-pédagogique nationale et ne peut être réalisée qu'en fonction des places disponibles, ce qui risque de mener à des délais d'attente.

Afin de faciliter la mise en œuvre des mesures retenues par les différents plans de prise en charge individualisés, j'ai l'intention de doter les équipes multiprofessionnelles en place dans les différents arrondissements d'inspection de ressources spécialisées supplémentaires.

Question 0527 (22.3.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **Conseil national pour Étrangers:**

Par la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, a été créé un Conseil national pour Étrangers, organe consultatif chargé d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement les problèmes concernant les étrangers et leur intégration.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles ont été les contributions de ce Conseil national pour Étrangers depuis son instauration?

- Combien de fois cet organe a-t-il été consulté par le Gouvernement?

- Quels moyens sont mis à sa disposition afin de pouvoir assumer les tâches prévues par la loi?

Réponse (5.5.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Depuis 2001, les principaux avis et examens émis par le Conseil national pour Étrangers sont les suivants:

- Avis du 24.7.2001 sur le projet de loi N°4743 relatif à la nationalité luxembourgeoise

- Avis du 10.6.2002 sur la loi électorale

- Avis du 2.3.2004 sur le projet de loi N°5249 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi (auto saisine du CNE)

- Avis du 25.5.2005 sur le projet de loi N°5437 relatif à l'octroi du droit d'asile et aux formes complémentaires de protection (auto saisine du CNE)

- Avis du 2.2.2006 sur le projet de loi N°5330 concernant le droit d'asile (demande du Gouvernement)

- Avis du 9.5.2007 sur le projet de loi N°5618 concernant le service volontaire des jeunes (demande du Gouvernement)

- Avis du 22.5.2007 sur le projet de loi N°5620 concernant la nationalité luxembourgeoise (auto saisine du CNE)

- Avis sur le projet de loi N°5802 concernant la libre circulation et l'immigration (auto saisine du CNE)

- Avis sur le projet de loi N°5825 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers (demande du Gouvernement)

- Avis sur le projet de loi N°5886 concernant le congé linguistique (auto saisine du CNE)

- Avis sur le projet de loi N°5908 concernant les mariages forcés ou de complaisance (auto saisine du CNE)

- Examen du projet de loi N°6054 du 10.6.2009 concernant les associations sans but lucratif et les fondations (auto saisine du CNE)

Principales recommandations et propositions du CNE

- Recommandation relative à la double nationalité

- Recommandation relative à l'accès des citoyens européens à la fonction publique

- Recommandation relative au droit de vote actif et passif des ressortissants de pays tiers

- Recommandation relative à l'égalité des chances dans le système scolaire luxembourgeois

- Recommandation relative à l'amélioration des procédures de demande d'asile selon la Convention de Genève de 1951

- Proposition du 4.10.2005 visant à modifier le règlement grand-ducal du 5.8.1989 qui fixe l'organisation et le fonctionnement des commissions communales pour étrangers.

Autres travaux du CNE

- Rapport et audition du Bureau à la Commission spéciale «Immigration» de la Chambre des Députés

- Prise de position sur les résultats de l'étude PISA présentée à la Chambre des Députés

- Résolution sur la régularisation des sans-papiers.

2. Depuis 2001, le CNE a été consulté trois fois par le Gouvernement (projets de loi sur le droit d'asile, le service volontaire des jeunes et l'accueil et l'intégration des étrangers, cf. 1).

3. Les jetons de présence auxquels ont droit les membres du CNE sont prévus dans le budget de l'OLAI. Il en est de même des budgets plus spécifiques pour un projet initié par le CNE tel une table ronde ou une réunion sur un sujet rentrant dans le champ de compétences du Conseil, ce qui d'ailleurs a été le cas par le passé. Il faut bien évidemment que les projets soient finalisés au moment de l'introduction des propositions budgétaires. Finalement, un poste administratif détaché de l'OLAI assume les fonctions de secrétaire du CNE.

Question 0528 (23.3.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **ambulances privées:**

In den letzten Wochen wurde viel über das Thema der Professionalisierung des Rettungswesens diskutiert. Im Bereich des Ambulanzwesens der nicht notfallmäßigen Patiententransporte bieten eine ganze Reihe von privaten Unternehmen eine Vielzahl von Dienstleistungen an. Auch ausländische Unternehmer haben sich in diesem Sektor hierzulande etabliert. Aus Erfahrungsberichten von Patienten und Familien ist gewusst, dass diese Transporte unterschiedliche Dienstleistungsgrade aufweisen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie bedeutend ist mittlerweile dieser Dienstleistungssektor in Ziffern?

2) Wie wird er kontrolliert und durch welche Instanzen wird er überwacht?

3) Welche grundlegenden Qualifikationen muss das Ambulanzpersonal aufweisen, um auf diesen nicht notfallmäßigen Patientenfahrten zum Einsatz kommen zu können?

4) Gibt es obligatorische Kurse, die dieses Personal absolviert haben muss, um als Fahrer respektive Begleitperson auf Ambulanzfahrten zum Einsatz kommen zu können?

5) Wie viel Wissen bezüglich der Pathologien/Krankheitsbilder der transportierten Personen muss dieses Begleitpersonal von privaten Ambulanzdienstleistern nachweisen können?

6) Gibt es entspechende staatlich anerkannte Kurse und Examina?

7) Gibt es ein empfohlenes Qualitätslabel für diese Ambulanzdienstleister?

8) Wenn ja, wie viele Ambulanzdienstleister weisen ein Qualitätszertifikat zurzeit hier in Luxemburg auf?

9) Denkt der Minister nicht auch, dass es für ein qualitativ hochwertiges Gesundheitssystem staatlich anerkannte und geförderte Zertifizierungen in diesem Bereich geben sollte, um dem Patienten ein Mindestmaß an Dienstleistungsqualität zu garantieren?

Réponse commune (25.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Gemäß Artikel 34 des Gesetzes vom 12. Juni 2004 bezüglich der Schaffung der Verwaltung für Rettungswesen kann der Transport von Kranken und Verletzten, welcher vom nicht öffentlichen Sektor durchgeführt wird, mittels einer großherzoglichen Verordnung geregelt werden. Es sei vermerkt, dass der Transport von Kranken und Verletzten in Notfällen laut Gesetz vom 27. Februar 1986 betreffend die medizinische Versorgung bei Notfällen dem öffentlichen Sektor vorbehalten ist.

Eine Vorlage für oben genannte Verordnung ist in Ausarbeitung.

Zielsetzung dieser Verordnung ist die Festlegung der minimalen Anforderungen zur Gewährleistung der Qualität beim Krankentransport im nicht öffentlichen Sektor, der Bedingungen zur Anerkennung der Transportmittel und des Personals sowie von dessen Ausbildung.

Derzeit gibt es keine dementsprechenden Anforderungen an die privaten Unternehmen, die allerdings über eine Handelsermächtigung zur Ausübung ihrer Tätigkeit verfügen müssen.

Im Jahr 2008 wurden laut Zahlenmaterial der Krankenkassenunion 34.696 Krankentransporte vom Privatsektor durchgeführt. Auf das Rote Kreuz sowie das Malteser Kreuz entfielen im selben Jahr zusammen 925 Krankentransporte.

Question 0531 (23.3.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**embauche au CRP-Santé:**

Das CRP-Santé wird eine Postenbesetzung vornehmen und einen Arzt mit Spezialisierung in Epidemiologie einstellen, um Forschung in diesem Fachgebiet zu betreiben (Stichdatum: 31. März 2010) Wiederum wird kein PhD gefordert, so wie das von externen Audits regelmäßig verlangt wird.

Andererseits stellt man fest, dass das Personal in dem Forschungsinstitut mit CDDs angestellt ist und es zu Entlassungen kommt, bevor die Arbeitsverträge in CDIs umgewandelt werden. Kürzlich hat eine PhD-Forscherin im CES des CRP-Santé stante pede demissioniert.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wieso eigentlich soll ein Arzt eingestellt werden, der nebenbei Epidemiologie als Spezialisierung vorweist und wieso kann es nicht ein erfahrener, anerkannter Professor in klinischer Epidemiologie sein? Ist es eine Kostenfrage?

2) Wie sind die Resultate der bisherigen Forschungsaufträge ausgefallen? (CORE-Projekte, Evaluation von 2009)?

3) Wie steht es mit der politischen Kontrolle und der Verpflichtung des «Contrat de Performance»?

4) Stimmt es, dass das Personal in den Forschungsabteilungen hauptsächlich mit CDDs angestellt wird, oder gibt es auch Personal mit CDIs und wie ist deren prozentuales Verhältnis zueinander?

Réponse commune (5.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

L'honorable Député se réfère à une annonce de recrutement du CRP-Santé parue dans la presse quotidienne le 13 mars 2010. Le poste à pourvoir de responsable du centre de compétences en méthodologie et statistiques demande effectivement une qualification scientifique de type PhD (doctorat en science). Cette qualification fait partie du profil de poste complet consultable sur le site du CRP-Santé, rubrique Jobs (www.crp-sante.lu), à laquelle l'annonce fait référence. Au 1er mars 2010, tous niveaux de formations et responsabilités confondus, 69 salariés sur 235 du CRP-Santé étaient porteurs du diplôme de PhD.

Le poste en voie de recrutement demande en plus une qualification médicale, alors qu'il est tout simplement impossible de faire de l'épidémiologie clinique de qualité sans disposer de compétences médico-cliniques. Ainsi, le diplôme médical constitue une condition essentielle dans cette situation particulière.

Il m'importe de rappeler que le CRP-Santé fut d'ailleurs la première institution luxembourgeoise à signer la Charte européenne du Chercheur et le Code de Recrutement, instruments qui défendent spécifiquement les droits des chercheurs et docteurs en sciences (PhD). Dans le contexte de l'implémentation de cette charte, le CRP-Santé vient d'ailleurs de se voir attribuer la reconnaissance «HR Excellence in Research» de la part des instances européennes.

En 2009, le Fonds national de la Recherche (FNR) a financé au niveau national trois nouveaux projets CORE dans le domaine biomédical. Le CRP-Santé en a obtenu deux à lui seul et participe au 3e en collaboration avec le Laboratoire national de Santé (LNS) et le CRP Gabriel Lippmann. Le CRP-Santé a en plus obtenu un projet PEARL du FNR en 2009, ainsi que huit projets Aides à la Formation-Recherche (AFR). Le CRP-Santé a soumis 16 nouvelles pré-propositions CORE au FNR pour 2010. Le FNR en a autorisé 15 pour soumission définitive, dont l'évaluation finale sera attendue en automne.

Pour l'exercice 2008, le CRP-Santé a satisfait à la majorité des critères de performance du contrat signé avec le Gouvernement. Le rapport portant sur les résultats accomplis en la matière en 2009 a été soumis au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Ces résultats, en instance de validation, confirment le score de l'année passée. Selon ces résultats le Centre dépasserait même sur certains critères les objectifs prévus.

Actuellement, 65% des salariés sont liés au CRP-Santé par un contrat à durée indéterminée (CDI). Ce chiffre atteint même 67% pour la catégorie des PhD. Ce seuil se situe au-dessus de la moyenne nationale, voire européenne dans le secteur de la recherche publique. En accord avec le Code du Travail, le CRP-Santé recourt au CDD pour des engagements dans le cadre de projets de recherche bien précis et partant limités dans le temps.

Question 0535 (24.3.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **délocalisation des activités d'un grand client du Cargo Center:**

D'Press mellt, dass e grousse Client vum Cargo Center um Findel, an esou och vun der Cargolux a vun zwou Entreprisen aus dem Secteur Logistik, Lëtzebuerg als Standuert vum Logistikzenter opgëtt. Laut dëser Firma wieren d'Infrastrukturen an d'Servicer fir dës Aktivitéiten an Holland besser.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un déi Häre Wirtschaftsminister a Minister vun den Infrastrukture stellen:

1. Ass d'Regierung vun dëser Décisioun informéiert ginn?

2. Huet d'Regierung Verhandlunge mat dëser Entreprise opgeholl, fir dës Décisioun eventuell réckgängeg ze maachen? Huet de Wirtschaftsminister bei senger aktueller Rees an Amerika (vum 20. bis de 27. Mäerz, mam Grand-Duc héritier), wou dës grouss Firma aus dem Beräich Informatik hire Siège huet, an dësem Dossier kënnen agéieren?

3. Wat bedeit dës Décisioun fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg als Standuert fir d'Logistik?

4. Wat fir Efforte muss Lëtzebuerg am Beräich «Infrastrukturen» an «Servicer» maachen, fir mat den Hollänner gläichzezéien oder besser ze sinn?

5. Wat sinn d'Inzidenze vun dëser Décisioun fir de Cargo Center?

6. Wat sinn d'Inzidenze vun dëser Décisioun fir d'Cargolux?

7. Wat sinn d'Inzidenze vun dëser Décisioun fir d'Firmen en aval vum Cargo Center?

8. Wéi vill Aarbechtsplaze sinn duerch dës Décisioun a Gefor?

Réponse commune (29.4.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°0535 vum honorabelen Deputéierte Jacques-Yves Henckes betreffend d'Delokaliséierung vun den Aktivitéite vu Panalpina, kënnen d'Häre Wirtschaftsminister a Minister vun den Infrastrukturen Iech folgend Informatioune matdeelen:

1. De Wirtschafts- an Aussenhandelsministère ass dës Décisioun schonns am Januar 2009 gewuer ginn, wéi Panalpina hien iwwer seng Intentioun informéiert hat e Sozialplang opzestellen, dëst wéinst dem Réckgang am Loftfrachtberäich an der Décisioun vun hirem Client Hewlett Packard, d'Preparatioun vu senge Commanden, déi zu Mënsbech bei der Firma Global Logistic Partners stattfonnt huet, zu Venray an Holland bei der Firma Flextronics ze konzentréieren. All déi aner Sitë vun Hewlett Packard an Europa sinn och vun dëser Décisioun betraff.

Den Transfert vun den Aktivitéite vu Mënsbech op Venray war fir Enn Oktober 2009 virgesinn. Den Transfert ass duerch Verzögerunge bei der Ëmstrukturéierung vun den Hewlett Packard Distributiounszentrale verspéit ginn a wäert am Mee 2010 stattfannen.

Well Logistikfirmen zu Lëtzebuerg ni, oder ganz seelen, d'Nimm vun hire Clientë bekannt gi fir déi si schaffen, ass de Wirtschafts- an Aussenhandelsministère och just am Kader vum Sozialplang vu Panalpina iwwert d'Décisioun vun Hewlett Packard informéiert ginn.

2. Wéi bei villen Entreprisen, déi sech an dëser Wirtschaftskris behaapte mussen, schéngt et och bei Hewlett Packard d'Iwwerleeung gewiescht ze sinn, hir Käschten ze drécken. Et ass an dësem Zesummenhang wou Hewlett Packard dunn décidéiert hat, d'Zuel vu sengen europäeschen Distributiounszentralen erofzeschrauwen. Dobäi sief och erwähnt, dass Lëtzebuerg ni en exklusiven Distributiounszenter fir den Import oder Export vu Gidder vun Hewlett Packard an oder eraus aus Europa war. D'Firma huet décidéiert, hir Vertriebsaktivitéiten zu Venray an Holland ze konzentréieren, well si do genuch Plaz huet, fir d'ganz Preparatioune vun de Commandë vun engem Standuert aus ze maachen. Eisen Informatiounen no ass also d'Décisioun vun Hewlett Packard net op wirtschaftlech oder strukturell Considératiounen iwwert de Logistikstanduert Lëtzebuerg zréckzefëieren.

Well dës Décisioun schonns Ufank 2009 geholl gouf an och net méi réckgängeg ze maache war, war et och net ubruecht Hewlett Packard bei der leschter Amerika Missioun vum Wirtschafts- an Aussenhandelsminister vum Mäerz 2010 ze besichen.

3. Wéinst de genannte Grënn stellt dës individuell Décisioun net de Logistikstanduert Lëtzebuerg a Fro. Lëtzebuerg behaapt sech nach ëmmer als fënneftgréisste Frachtflughafen an Europa wat de Volume vun den transportéierte Gidder ugeet. Dës Décisioun weist awer, dass et absolut noutwendeg ass, genuch Plaz fir Stockage a Weiderveraarbechtung vu Wueren disponibel ze hu fir Europa-Distributiounszentren, wéi dee vun Hewlett Packard op Lëtzebuerg unzezéien. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass Logistikprojeten, wéi de Réaménagement vum fréiere WSA-Site esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn. D'Décisioun vun Hewlett Packard weist och, dass et wichteg ass sech am Detail mat de Besoine vun den Entreprisen am Logistikberäich ausenanerzesetzen. Reflexiounen an dës Richtung ginn dofir och zur Zäit vu béide Ministèrë gemaach.

4. Fir de Logistikstanduert Lëtzebuerg konstant ze optimiséieren, goufen an deene leschte Jore verschidde Moossname geholl, wéi zum Beispill d'Aféierung vun der représentation fiscale, den opérateur économique agréé, d'Paperless Douanes et Accises oder och nach d'Kreatioun vum Cluster Logistique, deen et alle Logistikakteuren erméiglecht, hir Efforten an Uleiessen zesummenzeleeën. Eréischt kierzlech huet de Wirtschafts- an Aussenhandelsminister op eng Propositioun vum OGB-L reagéiert a proposéiert an Zesummenaarbecht mam Nohaltegkeetsminister eng Table ronde ze organiséieren, déi all Akteure vum Findel aus dem Beräich Loftfracht an Transport un een Dësch brénge soll, fir d'Besoinen am Beräich vun der Loftfracht ze analyséieren a méiglech Mesurë fir Kompetitivitéitssteigerung ze déterminéieren.

5, 6 a 7. Fir Hewlett Packard war de Findel ni déi eenzeg Porte d'entrée fir den Import vu Gidder aus Asien an Europa. D'Gesellschaft Panalpina schafft och vun deene verschiddene Frachtplattformen an Europa aus, besonnesch Amsterdam, Frankfurt oder Paräis. Panalpina huet och net vir dësen Importmodell ze änneren. Fir si ass a bleift Lëtzebuerg eng gutt Entrée, virun allem wéinst senge gudde Konnexioune mat Asien a senge kuerzen Handlingszäiten. Dofir wäert och d'Décisioun vun Hewlett Packard net, oder nëmme marginal, d'Aktivitéite vun der Cargolux a vum Cargo Center affektéieren. D'Zone de Chalandise vun dem Flughafen geet nämlech wäit iwwert d'Grenze vum Land ewech, an och Produiten, déi am Ausland preparéiert goufen, gi vu Lëtzebuerg an d'Welt geschéckt a vice-versa. Just d'Preparatioun vun de Commanden, déi bis elo zu Mënsbech gemaach gouf, ass vun der Décisioun vun Hewlett Packard affektéiert.

8. Den Transfert betrëfft zwielef Aarbechtsplaze bei Panalpina, a 14 Aarbechtsplaze bei Global Logistic Partners.

Question 0537 (25.3.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**harcèlement moral sur le lieu de travail:**

La Convention relative au harcèlement et à la violence au travail du 25 juin 2009 conclue entre les partenaires sociaux, et que le règlement grand-ducal du 15 décembre 2009 a déclaré d'obligation générale, transpose en droit luxembourgeois un accord-cadre autonome européen.

En début d'année, Monsieur le Ministre, en réponse à une de mes questions parlementaires précédentes (N°0321) *(cf. compte rendu N°8/2009-2010)*, a affirmé ne vouloir agir par la voie législative qu'une fois la convention précitée évaluée. Or, selon les associations de lutte contre le harcèlement, et notamment mobbing a.s.b.l., il est d'ores et déjà évident que la convention, si elle constitue une bonne base, n'est pas suffisante pour endiguer le fléau que constitue le harcèlement moral sur le lieu de travail. La crise venant exacerber ce phénomène, une intervention plus poussée serait de mise.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si, au vu des observations des personnes sur le terrain, il ne pense pas qu'il faudrait passer à l'étape suivante et prévoir un cadre législatif venant sanctionner le harcèlement moral et la violence sur le lieu de travail, cadre qui pourrait s'inspirer de la convention précitée, mais qui devrait aller plus loin que celle-ci?

- Dans la négative, quand le Gouvernement entend-il procéder à une évaluation de la convention précitée?

Réponse (11.5.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz je tiens à souligner qu'à l'heure actuelle il n'est pas encore possible de faire une réelle

évaluation de l'effet de l'accord-cadre conclu par les partenaires sociaux qu'étant donné que sa déclaration d'obligation générale n'est intervenue qu'en décembre 2009.

En effet j'estime qu'il faut prendre en considération au moins une période d'application d'une année avant de pouvoir juger de l'efficacité d'un instrument réglementaire.

Une évaluation utile ne pourra dès lors pas se faire avant janvier 2011. Sur cette base une décision sera prise si une loi devra être adoptée.

Question 0539 (25.3.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **recrutement auprès de la police judiciaire:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale qui a eu lieu en date du 10 mars dernier, les responsables ont attiré l'attention du public sur les problèmes de recrutement qu'éprouvent les services de la police judiciaire et de l'enquête criminelle depuis quelques années. À noter que l'honorable Député Xavier Bettel avait déjà rendu attentif sur ces difficultés dans sa question parlementaire N°0193 posée en date du 26 novembre 2004 *(cf. compte rendu N°5/2004-2005)*. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre avait déclaré qu'il continuerait «à engager des magistrats et des policiers supplémentaires» dans la police judiciaire.

C'est pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ce constat et, dans l'affirmative, peut-il fournir des précisions sur les raisons qui expliquent cette pénurie de personnel qualifié?

2. Comment le nombre de magistrats et de policiers a-t-il évolué depuis 2004?

3. Quelles sont les fonctions qui sont le plus concernées par le manque de personnel?

4. Quelle est la stratégie à court terme du Ministère pour pallier ces déficiences en matière de policiers spécialisés dans le domaine de l'enquête et de la recherche?

Réponse (29.4.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Depuis le 1er janvier 2004 et jusqu'au 1er janvier 2010, les effectifs du Service de police judiciaire ont évolué de la manière suivante: de 15 à 19 cadres supérieurs (y compris commissaires-enquêteurs), de 108 à 121 pour les inspecteurs et de 34 à 42 pour les personnels civils. Les effectifs ont en moyenne connu une augmentation de 15,92%.

S'il est vrai qu'aussi bien le Service de police judiciaire que les Services de Recherche et d'Enquête criminelle connaissent des problèmes de recrutement, ce phénomène peut trouver plusieurs explications: complexité des procédures judiciaires, services de permanences à domicile à effectuer avec de multiples interventions pour certaines sections en dehors des heures de service, imprévisibilité des horaires de travail ainsi qu'un désavantage financier par rapport aux fonctionnaires affectés aux Centres d'intervention.

Actuellement des travaux d'évaluation de la loi du 31 mars 1999 sont en cours. Ce recrutement des services d'enquêtes faisant également objet d'une étude approfondie.

Question 0544 (29.3.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **prix des produits pétroliers:**

Il semblerait, en suivant l'évolution des prix à la pompe de certains carburants, que nous assistions à une phase de hausse notable des produits pétroliers.

Je souhaite à ce propos poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Sur quelle bourse sont cotés les produits pétroliers servant de base de calcul pour les prix des produits pétroliers?

Quelle est la différence entre le pétrole Brent et le WTI?

À quel intervalle sont calculés les prix des produits pétroliers au Luxembourg?

Quelle est la relation entre le prix du pétrole brut et les prix à la pompe des produits pétroliers?

Une hausse ou baisse du prix du pétrole brut entraîne-t-elle un mouvement similaire des prix à la pompe?

- Quelles sont les composantes du prix à la pompe des produits pétroliers et quelles sont les taxes qui s'ajoutent au prix net?

Réponse (4.5.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol concernant le prix des produits pétroliers, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

Les prix maxima des produits pétroliers appliqués au Luxembourg sont calculés quotidiennement sur base des cotations journalières des produits pétroliers raffinés (essence, diesel,...) de la bourse de Rotterdam.

Les prix diffusés par la presse internationale sont en général les prix de référence du pétrole brut comme le Brent ou le WTI; le Brent étant le pétrole brut de référence européen coté à la bourse de Londres, et le West Texas Intermediate (WTI) étant le pétrole brut de référence américain coté à New York. Ces prix peuvent varier de façon considérable de ceux des produits raffinés, principalement en raison de différences entre la demande au niveau du pétrole brut et celle au niveau des produits pétroliers raffinés. En plus des différences au niveau mondial entre les stocks de pétrole brut et ceux des produits raffinés, le cours de change entre le dollar et l'euro ainsi que bien d'autres facteurs expliquent les différences parfois notables entre le prix du pétrole brut et le prix des différents produits raffinés.

Des changements de prix au niveau du pétrole brut n'impliquent donc pas automatiquement des changements équivalents au niveau des produits raffinés.

Les autres éléments déterminant les prix des produits pétroliers à la pompe tels que les frais liés au transport et au stockage, les marges des pétroliers et des stations de service, ainsi que les accises ne varient ni avec les cotations du pétrole brut, ni avec celles des produits pétroliers.

Le prix final à la pompe se compose donc d'éléments variables et d'éléments fixes ainsi que du montant de la taxe sur la valeur ajoutée appliquée sur le prix final.

Actuellement, la part variable des prix des produits pétroliers est de 52% pour le diesel et de 48% pour les essences.

Question 0548 (31.3.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **soumissions séparées par corps de métiers:**

À plusieurs occasions, le Gouvernement a affirmé sa volonté de maintenir les investissements publics à un niveau élevé. Le département des Travaux publics a notamment anticipé des travaux d'infrastructure pour soutenir le carnet des commandes des entreprises du secteur de la construction et de l'artisanat. Or, au vu des avis d'adjudication, l'on constate que le département des Travaux publics préfère souvent passer des marchés importants en entreprise générale.

S'agissant de la construction de logements, l'on note que dans la plupart des cas la vente d'un terrain privé est liée à un contrat de construction clé en main. Il s'ensuit que les entreprises artisanales éprouvent de plus en plus de difficultés à remplir leurs carnets de commande.

En l'absence de mesures spécifiques, il est à craindre que les entreprises artisanales ressentiront tôt ou tard encore davantage les effets de la crise économique avec tous les effets connexes liés à celle-ci.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles possibilités Monsieur le Ministre voit-il pour passer plus de soumissions séparées par corps de métiers?

Réponse (19.5.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir quelques précisions sur l'attribution des marchés par corps de métiers séparés.

Il y a tout d'abord lieu de noter que la majorité des travaux sont adjugés par corps de métiers séparés. Les soumissions par entreprises générales ou entreprises générales partielles demeurent l'exception, bien que nécessaires dans certains cas pour la réalisation de projets d'envergure et complexes et qui sont à achever dans des délais serrés et pour lesquels il est indiqué de confier la responsabilité de l'exécution de travaux de plusieurs corps de métiers à un seul entrepreneur; ces adjudications concernent donc en général des travaux qui demandent des coordinations efficaces et de la planification des interventions des différentes entreprises sur site et du déroulement des travaux pour garantir un avancement continu et soutenu des travaux; ceci exige de la part de l'adjudicataire des capacités adaptées notamment en ce qui concerne le personnel, le chiffre d'affaire, l'outillage et les moyens d'exécution.

Il est cependant important de préciser que les entreprises à plus petite taille ne sont jamais exclues de ce type d'adjudication étant donné qu'elles peuvent toujours soit s'associer avec d'autres entreprises dans une association momentanée soit participer à la soumission en sous-traitance avec l'entrepreneur général.

En tant que mesures spéciales au profit des PME, je me permets de rappeler les décisions prises en 2009 par le Gouvernement où des projets de petite et moyenne envergure ont été (re)lancés dans le but de pouvoir passer des commandes en particulier aux petites et moyennes entreprises.

Ainsi, le Gouvernement a mis à la disposition de l'Administration des Bâtiments publics un budget respectif de dix millions d'euros pour 2009 ainsi que pour 2010 sur le Fonds d'Entretien et de Rénovation (FER) afin de réaliser une série de petits projets d'entretien et de rénovation d'immeubles étatiques permettant de soutenir le secteur de l'artisanat.

Depuis le démarrage du plan de conjoncture en mars 2009 jusqu'au 31 décembre 2009 plus de 1.000 entreprises ont été contactées. Par la suite quelque 760 commandes ont été passées pour des travaux au profit d'environ 150 immeubles. Le montant moyen d'une commande y afférente se chiffre à quelque 10.500 euros.

Question 0549 (31.3.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **Journée de la Commémoration nationale:**

Au cours des dernières années, on a pu constater un changement progressif de tonalité dans les proclamations du Gouvernement à l'occasion de la Journée de la Commémoration nationale. De moins en moins, le Gouvernement rappelle les faits historiques et les souffrances du peuple luxembourgeois. Par contre, il se met à affirmer que cette journée devrait servir à commémorer toutes les victimes de la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, en octobre 2009, le Gouvernement a appelé la population, sans insister beaucoup sur la distinction à faire entre les assassins et leurs victimes, «op dësem Dag un d'Affer vum Zweete Weltkrich ze denken».

En plus, cette proclamation, qui n'évoque d'ailleurs ni le recrutement de force ni le référendum organisé par la puissance occupante, donne l'impression que le Gouvernement croit devoir se justifier, sinon s'excuser, de la commémoration de cette Journée: «Zënter 1946 huet all Regierung dat gemaach…».

En 2010, le Gouvernement donne l'autorisation à enlever la «Gëlle Fra» du Monument du Souvenir afin de l'utiliser à des fins décoratives en Chine. Le 10 octobre 2010 on y organisera d'ailleurs une journée commerciale luxembourgeoise. Il est sans doute difficile de déshonorer encore davantage la Journée de la Commémoration nationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1. Quelle est, aux yeux du Gouvernement, la signification exacte de la «Journée de la Commémoration nationale»?

2. Quelles seront les cérémonies prévues lors de cette Journée en 2010, alors que la «Gëlle Fra» a été déplacée en Chine? Est-ce que SAR le Grand-Duc sera à Luxembourg pour cette Journée, puisque c'est en général SAR le Grand-Duc héritier qui honore les missions ou événements à caractère économique de Sa présence?

3. D'après des articles de presse parus en 2009, le président du «Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance» (CdSR) aurait dit dans un discours: «D'Resistenz huet keng Helden». Est-ce que le Gouvernement partage cet avis du président du CdSR?

4. Toujours d'après des articles de presse, le CdSR se serait opposé à ce que l'Entreprise des Postes et Télécommunications fasse paraître des timbres en l'honneur des héros de la résistance luxembourgeoise. Est-ce que le CdSR a effectivement adopté une telle position et, si oui, quels sont ses arguments? Quelle est la position du Gouvernement sur cette question?

5. Dans un article de presse paru dans le «Trierischer Volksfreund» du 24 septembre 2009, Monsieur le Premier Ministre est cité comme suit: «Wir haben gelernt, das, was uns getrennt hat, nicht zur Geschichte, sondern zu Geschichtchen werden zu lassen». Cette phrase aurait été prononcée au monastère de Karthaus, devant un auditoire de 200 personnes. Monsieur le Premier Ministre pourrait-il expliquer cette phrase, en particulier dans le contexte de la Première Guerre mondiale et de la Deuxième Guerre mondiale? Monsieur le Premier Ministre considère-t-il que les tragédies souffertes par le peuple luxembourgeois ne sont que des «Geschichtchen» plutôt qu'une partie importante de l'Histoire?

Réponse (4.5.2010) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Ad 1

Si aucune définition précise de la Journée de la Commémoration nationale n'a jamais été avancée, il a cependant été évident à partir de 1946, que le Gouvernement de l'époque, ainsi que tous ceux qui lui ont succédé, ont voulu honorer toutes les victimes luxembourgeoises de la Seconde Guerre mondiale.

En prévoyant une journée pour toutes les victimes de la guerre, le Gouvernement a voulu mettre en avant à l'époque l'idée de la solidarité nationale vis-à-vis de l'occupant et de la résistance du peuple luxembourgeois face au régime nazi. Les victimes luxembourgeoises de la Seconde Guerre mondiale constituent évidemment un ensemble de victimes de différentes catégories (résistants, enrôlés de force, Juifs et autres victimes des persécutions raciales nazies, déportés, victimes civiles de faits de guerre, etc.). L'idée de la commémoration a toujours été de souligner l'opposition manifestée par la majorité des Luxembourgeois contre les tentatives de germanisation de l'occupant et surtout de montrer que des Luxembourgeois avaient été prêts à tous les sacrifices jusqu'au sacrifice suprême pour défendre l'indépendance du pays et la liberté.

Le 10 octobre 1971, cette idée a été soulignée avec force par l'inauguration du Monument national de la solidarité. Lors de la Journée de la Commémoration nationale, qui se situe toujours autour du 10 octobre, le Gouvernement renouvelle par ailleurs chaque année son engagement à

entretenir le travail d'histoire et de mémoire sur cette période cruciale pour notre pays. La création de deux centres de documentation et de recherche consacrés à la résistance et à l'enrôlement forcé témoigne de l'importance que le Gouvernement accorde à ces éléments constitutifs de notre identité nationale.

Ad 2

Les cérémonies pour la Journée de la Commémoration nationale 2010 seront identiques à celles des années passées et se dérouleront en présence du Grand-Duc, à ce détail près que la date en a été fixée au 3 octobre. À noter que c'est le Gouvernement en Conseil qui fixe chaque année la date de cette journée.

Ad 3

En ce qui concerne les paroles prononcées par le président du CdSR, il convient de rappeler qu'elles l'ont été à l'occasion de la Journée de la Résistance organisée par le CdSR.

L'idée exprimée par le président a été celle de souligner la résistance collective du peuple luxembourgeois à l'occupant nazi et d'éviter les discussions sur les mérites individuels des «héros de la Résistance». Dans ce sens, le Gouvernement se déclare d'accord avec le président du CdSR.

Ad 4

Je renvoie à la réponse de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur à la question parlementaire N°2879 du 6 octobre 2008 de Monsieur le Député Robert Mehlen *(cf. compte rendu N°4/2008-2009)*. Ni la position du CdSR, ni celle du Gouvernement n'ont changé entretemps. Il s'agit là encore de ne pas mettre en évidence un membre de la résistance à travers l'édition d'un timbre-poste qui lui serait consacré.

Ad 5

La phrase incriminée a été prononcée au cours d'une soirée électorale du MdB Bernhard Kastner en vue des élections législatives allemandes du 27 septembre 2009. Le sujet de cette soirée était «Politik für Europa, Politik für unsere Region». C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la phrase «Wir haben gelernt, das, was uns getrennt hat, nicht zu Geschichte, sondern zu Geschichtchen werden zu lassen». Elle fait référence aux petits différends qui ont pu opposer le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne au fil du temps et se voulait être une réponse aux attaques du Ministre des Finances allemand de l'époque. Il est évident qu'elle ne visait pas les souffrances qui ont été infligées au peuple luxembourgeois par un régime allemand totalitaire, souffrances qui ne relèvent pas de l'historiette mais sont constitutives de l'histoire de notre pays.

Question 0551 (31.3.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **amniocentèses et anomalies chromosomiques:**

Ces dernières années les grossesses tardives vont s'accroissant, augmentant l'âge moyen des femmes enceintes.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce qu'il y a eu une augmentation du nombre des amniocentèses au cours de la dernière décennie?

- Est-ce qu'un nombre accru de grossesses à anomalies chromosomiques dépistées à l'amniocentèse a été noté? Dans l'affirmative, quels en sont les types?

- Est-ce que les naissances à anomalies chromosomiques, en particulier des naissances à trisomie 21 ont augmenté?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la prise en charge du coût des amniocentèses avec ou sans anomalies chromosomiques?

Réponse (5.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

En 2007 la Direction de la Santé et l'UCM ont conclu une convention portant institution d'un programme de médecine préventive pour la réalisation et la prise en charge, au niveau national, du dépistage prénatal d'anomalies congénitales. L'objet de cette mesure était de garantir un ensemble cohérent et coordonné de prestations médicales et de biologie clinique pour le dépistage prénatal de certaines malformations congénitales, dont la trisomie 21, ainsi que le financement de ces prestations par l'État et l'assurance maladie.

La prise en charge des amniocentèses, que ce soit jusqu'à la 20e semaine de gestation ou à partir de la 21e semaine, requiert l'accord préalable du contrôle médical.

Les modalités de financement des prestations dispensées dans le cadre de ce programme sont réglées dans les articles 10 à 13 de la convention susmentionnée.

En ce qui concerne la prise en charge des amniocentèses, l'acte médical afférent figure dans la nomenclature des actes et services des médecins. Les frais de cet acte sont pris en charge par l'assurance maladie d'après les dispositions statutaires, à l'instar des autres actes médicaux. En ce qui concerne les actes de biologie clinique, ils sont effectués exclusivement par le LNS. Les tarifs afférents ont été intégrés dans la nomenclature des actes de biologie clinique.

Les chiffres disponibles au service de cytogénétique du LNS ne montrent pas d'augmentation du nombre d'amniocentèses. Elles varient entre 820 et 950 par an.

Parmi les anomalies chromosomiques, ni les trisomies 21 ni d'ailleurs les autres anomalies qui peuvent être détectées par amniocentèses n'ont augmenté.

Le même constat peut être fait en ce qui concerne la trisomie 21 à la naissance.

Question 0552 (1.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **suivi médical des personnes âgées:**

Wenn der Verbleib von älteren Menschen in ihren vier Wänden sich politisch und gesundheitsökonomisch als nützlich erachtet und diese Leute zu Hause nachbetreut werden sollen, dann müssen einerseits die Verpflegung und andererseits die Hilfestellungen gewährleistet sein.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister stellen:

1) Kann der Minister sich vorstellen, dass die Gesundheitskasse oder die Pflegeversicherung die Kosten für Überwachungsgeräte übernimmt, zum Beispiel die Kosten für den Blutdruckapparat, SatO2-Gerät, elektronisches Thermometer, elektronische Waage, elektronisches Stethoskop, Glukometer, EKG, Pulsmeter, Blutanalysegerät...?

2) Werden solche Vitalzeichen-Parameter im Rahmen der Pflegeversicherung von den Dienstleistern heute bereits abgerechnet?

3) Wäre die Nachsorge von chronischen Kranken zu Hause nicht ein Schritt zu einer schnellen Lösungsfindung für das sich stark entwickelnde Defizit in der Gesundheitskasse?

Réponse (11.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Pour les personnes à domicile, l'assurance maladie rembourse actuellement le glucomètre, le coagulomètre, ainsi que le monitoring respiratoire lorsqu'il est nécessaire pour les enfants. Le remboursement de ces différents appareils est soumis à une autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale.

Les bandelettes permettant de mesurer le glucose et les corps cétoniques sont remboursées par l'assurance maladie sans autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale.

La prise en charge de certains instruments de mesure des signes vitaux pour les personnes en soins palliatifs est en cours de discussion avec les représentants des réseaux d'aides et de soins, notamment en ce qui concerne le type et coût des instruments qui seraient nécessaires.

Pour l'heure, la mesure des signes vitaux par les réseaux d'aides et de soins à domicile n'est pas facturée à charge de l'assurance dépendance, qui ne prévoit pas la prise en charge de cet acte dans le relevé des aides et soins.

La comparaison entre le coût de prise en charge d'une personne atteinte d'une maladie chronique à domicile et en établissement hospitalier mériterait une analyse approfondie.

Il est vrai que le coût d'une prise en charge en milieu hospitalier englobe des frais importants d'infrastructure que l'on ne retrouve pas dans le coût d'une prise en charge à domicile.

Toutefois, il y a lieu de rappeler que le coût de la prise en charge d'une personne malade à domicile par un réseau d'aides et de soins englobe les frais de déplacement. Ces derniers comprennent non seulement les coûts de transport mais aussi le coût du temps passé par le soignant à se déplacer. Ce temps se révèle très élevé.

Par ailleurs, la prise en charge à domicile ne permet pas les économies d'échelle et de gamme qui sont possibles dans un établissement hospitalier.

En conséquence, il s'avère que la prise en charge de personnes atteintes de maladies chroniques à domicile ne constituerait pas automatiquement un facteur d'économie pour la Caisse nationale de Santé. Une analyse économique exhaustive serait en tout cas indispensable avant de s'engager, le cas échéant, dans cette voie.

Question 0553 (1.4.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **mécanismes de contrôle entourant l'élaboration des certificats de performance énergétique:**

Il me revient que bon nombre de passeports énergétiques sont établis sur des bases de calcul erronées. Cela étant, les classes énergétiques attribuées ne correspondent pas à la réalité des choses. Il s'ensuit un manque de crédibilité des recommandations proposées pour améliorer la performance énergétique tout comme de la nouvelle classe de performance à atteindre à la suite de la mise en œuvre des mesures proposées.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quels sont les mécanismes de contrôle déployés par le Gouvernement pour garantir une application utile et efficace de la réglementation relative aux passeports énergétiques?

Réponse (4.5.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Gilles Roth concernant les mécanismes de contrôle entourant l'élaboration des certificats de performance énergétique, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation prévoit des mesures de contrôle du respect des dispositions relatives à l'établissement des calculs et des certificats de performance énergétique.

D'abord, le Ministre peut tenir un registre des calculs et des certificats de performance énergétique établis. À cela s'ajoute que les communes (en ce qui concerne les bâtiments neufs), les architectes, les ingénieurs-conseils et les personnes agréées par le Ministre peuvent être invités à fournir au Ministre toute information qui est nécessaire à la mise en œuvre du règlement ainsi que pour la tenue de ce registre. À l'avenir le Ministre entend recourir à des demandes et contrôles ponctuels.

Ensuite, une personne établissant des calculs ou certificats de performance énergétique incomplets ou contenant de fausses informations peut être sanctionnée par l'Ordre des architectes et ingénieurs-conseils ou par le Ministre.

Enfin, il est utile de rappeler que le non-respect des dispositions réglementaires relatives à l'établissement des calculs et des certificats de performance énergétique peut entraîner les sanctions pénales prévues par la loi modifiée du 5 août 1993 relative à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Inutile de mentionner que la responsabilité de droit commun s'applique également. Il appartient aussi au bourgmestre, investi sur le territoire de sa commune des pouvoirs de police locale, d'assurer le respect des exigences en matière de performance énergétique en ce qui concerne les nouvelles constructions.

Question 0554 (1.4.2010) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**avis d'adjudication des grands chantiers:**

Dans la presse, en date du 31 mars, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a fait publier plusieurs avis d'adjudication.

Dans l'avis d'adjudication concernant le parachèvement du bâtiment «maternelle» à Bertrange/Mamer, le texte fait, pour ce qui est de la «capacité économique et financière» des différentes entreprises, la distinction des différents métiers tant pour l'effectif que pour le chiffre d'affaire minimum. Il faut ainsi, par exemple, un effectif minimum de dix personnes pour le métier du carrelage, de 20 personnes pour le métier des chapes et terrazzo et ainsi de suite.

Par contre, pour l'avis d'adjudication concernant le parachèvement de la 2e extension du Centre de Conférences de Luxembourg-Kirchberg, le texte prévoit un «effectif minimum en personnel occupé dans le métier concerné: 275». Sur base de cette information, la plupart sinon tous les artisans luxembourgeois sont exclus de fait de ce marché.

Dans contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Le Ministre est-il effectivement d'avis qu'il faut un effectif de 275 personnes «dans le métier concerné» par exemple pour la pose de carrelage, de tapis ou de parquet?

2. Combien d'entreprises luxembourgeoises actives dans les métiers du bâtiment, hors génie civil et construction de gros-œuvre, disposent-elles d'un effectif d'au moins 275 personnes?

3. Quels sont les efforts, particulièrement en cette période de crise, que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour soutenir les moyennes et petites entreprises luxembourgeoises?

4. Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures est-il prêt à formuler les avis d'adjudication des grands chantiers de façon à ce que les entreprises luxembourgeoises de petite taille ne soient pas exclues d'office?

Réponse (19.5.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir quelques précisions concernant les conditions minima de participation aux soumissions et en particulier l'effectif minimal requis pour certains travaux.

Préalablement, il convient de noter que les deux avis d'adjudication incluant des conditions minima de participation, visés par la présente question parlementaire, se rapportent tous les deux à des soumissions pour travaux de parachèvement à exécuter en entreprise générale partielle et non par corps de métiers séparés; ils affichent tous les deux des conditions minima de participation pour l'ensemble des travaux de parachèvement prévus d'être adjugés à une entreprise générale, conformément à l'article 10 (1) de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics respectivement à l'article 10 (1) du règlement grand-ducal du 3 août 2009. La seule différence réside dans le fait que l'une des soumissions précise l'effectif par sous-corps de métiers alors que l'autre n'indique que l'effectif global dont doit disposer l'entrepreneur général.

Il échet de préciser cependant que les deux projets en question

concernent des travaux d'envergure qui doivent être réalisés endéans des délais très serrés, qui nécessitent un avancement ininterrompu et soutenu des travaux et une coordination efficace des acteurs sur site, ce qui exige des capacités adaptées, notamment au niveau du personnel, du chiffre d'affaires et de l'outillage.

Il est évident que de telles exigences protègent aussi bien le maître d'ouvrage mais également les entreprises en leur évitant de se lancer dans des marchés d'envergure qu'elles ne maîtrisent ni techniquement, ni financièrement.

En ce qui concerne la première question sur l'utilité d'un effectif minimum, il échet de préciser qu'en l'occurrence, pour garantir une mise en œuvre soutenue des travaux par l'entreprise adjudicatrice, l'effectif de 275 personnes est indiqué. Le recours à une entreprise générale partielle est la seule façon de procéder face à l'envergure du projet, des délais de réalisation et des responsabilités engagées.

La question de savoir combien d'entreprises luxembourgeoises actives dans les métiers du bâtiment, hors génie civil et construction de gros-œuvre, disposent d'un effectif d'au moins 275 personnes n'est pas pertinente en ce sens que la procédure de la mise en adjudication par entreprise générale partielle permet la conclusion d'un marché soit avec une seule entreprise autorisée à exécuter des travaux de parachèvement, soit avec une association momentanée d'entreprises, soit avec une entreprise de parachèvement qui fait appel à des sous-traitants pour remplir les conditions minima de participation exigées alors que les effectifs des différentes entreprises seront, dans ces trois cas, additionnés. Par conséquent, même les entreprises de petite taille peuvent participer au marché du moment qu'elles constituent soit une association momentanée, soit travaillent en sous-traitance.

Les efforts entrepris par le Gouvernement luxembourgeois pour soutenir les moyennes et petites entreprises remontent déjà à 2009 où des projets réservés aux entreprises de petite et moyenne envergure ont été lancés, dans le but de les soutenir. Aussi, le Gouvernement a mis à la disposition de l'Administration des Bâtiments publics un budget respectif de dix millions d'euros pour 2009 et pour 2010 sur le Fonds d'Entretien et de Rénovation (FER) afin de réaliser une série de petits projets d'entretien et de rénovation d'immeubles étatiques permettant de soutenir en particulier le secteur de l'artisanat.

À noter que depuis le démarrage du plan de conjoncture en mars 2009 jusqu'au 31 décembre 2009, plus de 1.000 entreprises ont été contactées. Par la suite, quelque 760 commandes ont été passées pour des travaux sur 150 immeubles. Le montant moyen d'une commande se chiffre à quelque 10.500 euros.

Au vu des arguments développés ci-dessus, les «entreprises luxembourgeoises de petite taille» ne sont jamais exclues d'office d'une soumission, même si celle-ci est attribuée par entreprise générale partielle.

À toutes fins utiles, l'on remarque encore que la majorité des travaux sont adjugés par corps de métiers séparés; les soumissions par entreprise générale ou entreprise générale partielle demeurent l'exception, bien que nécessaires pour la réalisation de projets d'envergure et complexes, à réaliser dans des délais définis, exigeant une parfaite coordination dans le déroulement et l'enchaînement des différents corps de métiers.

Q168

Question 0555 (1.4.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**approbation des règlements-taxe en matière de fixation des tarifs de l'eau:**

Il me revient que plusieurs règlements-taxe portant fixation des tarifs de l'eau et de l'assainissement à partir du 1er janvier 2010 sont en attente d'approbation par l'autorité de tutelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Combien de règlements-taxe portant fixation des tarifs de l'eau à partir du 1er janvier 2010 ont fait l'objet d'une approbation tutélaire à ce jour?

Réponse (5.5.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le paragraphe (2) des articles 43 et 47 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau dispose que «les règlements visés au paragraphe (1) sont transmis pour avis à l'Administration de la Gestion de l'Eau».

Au 28 avril 2010, 168 dossiers des communes concernant la fixation des taxes et redevances relatives à l'eau destinée à la consommation humaine et relatives à la canalisation respectivement l'évacuation et l'épuration des eaux usées ont été introduits pour approbation et transmis à l'Administration de la Gestion de l'Eau pour avis conformément à la loi susmentionnée.

53 dossiers ont été approuvés par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et font actuellement l'objet d'un arrêté grand-ducal.

87 dossiers qui viennent d'être transmis récemment par l'Administration de la Gestion de l'Eau au Ministère sont actuellement encore en cours d'approbation par l'autorité supérieure.

28 dossiers sont encore en instruction auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

À noter que 26 communes n'ont pas encore introduit pour approbation les règlements communaux prévus aux articles 43 et 47 de la loi précitée et que douze communes ont seulement pris un des deux règlements prévus (soit eau potable, soit assainissement).

La mise en application des taxes et redevances se fera conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 respectivement à la date prévue dans la délibération du conseil communal.

Question 0557 (6.4.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **population des abeilles:**

L'abeille joue un rôle important dans la nature à travers la pollinisation. Un rôle particulièrement rappelé depuis les craintes de disparition de l'espèce exprimées au milieu des années 2000.

La survie ou l'évolution de plus de 80% des espèces végétales dans le monde et la production de 84% des espèces cultivées en Europe dépendent directement de la pollinisation par les insectes. Partout dans le monde et plus encore dans les pays industrialisés, les populations des abeilles sont en déclin et de nombreuses espèces menacées. Les abeilles ont un rôle essentiel en termes de préservation de la biodiversité. Les abeilles - comme l'ensemble de la faune pollinisatrice - nécessitent d'être protégées afin de garantir durablement la préservation de la biodiversité végétale qui constitue la base de l'alimentation humaine et animale.

Comme l'agriculture joue un rôle non négligeable dans la survie des abeilles, les agriculteurs se trouvent souvent face à la double contrainte de protéger leurs cultures sans nuire aux abeilles qui les butinent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer à l'appui de chiffres l'accélération de la surmortalité des abeilles pour les dernières années au Luxembourg? Est-ce qu'ils existent des différences au niveau régional concernant ce phénomène?

- Est-ce qu'un programme de recherche spécifique a été fait au Luxembourg pour analyser et mieux comprendre le phénomène du dépérissement des abeilles?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la réglementation de l'utilisation de pesticides est assez stricte? Monsieur le Ministre pense-t-il que le contrôle de cette réglementation est suffisamment garanti?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données chiffrées quant au nombre des apiculteurs enregistrés? Est-ce qu'une couverture de toutes les régions du pays est garantie par des colonies d'abeilles?

- Quelles initiatives Monsieur le Ministre entend-il mettre sur pied afin de motiver et d'encourager les jeunes à s'intéresser à l'apiculture? Est-ce qu'il existe des programmes d'encouragement spécifiques?

Réponse (6.5.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les questions de l'honorable Député appellent les réponses suivantes de ma part.

Depuis l'année 1997, plusieurs témoignages et articles de presse ont rapporté un affaiblissement et une mortalité apparemment inhabituels des colonies d'abeilles en Europe. La profession apicole évalue la baisse de la production de miel entre les années 1997 et 2009 de l'ordre de 20-30%.

Les premières informations provisoires parvenues aux services du Ministère de l'Agriculture pour l'hiver 2009/2010 laissent prévoir une mortalité peu répandue parmi les colonies d'abeilles au Luxembourg. Par contre les apiculteurs en Belgique et en Allemagne semblent accuser des pertes pouvant atteindre 30% de la population apicole. On peut en déduire qu'au Luxembourg, le traitement adéquat contre le varroa ainsi que l'alimentation correcte des abeilles pendant la période d'hiver portent leurs fruits.

Par ailleurs, le Centre de Recherche public - Gabriel Lippmann est en train d'élaborer un projet de recherche qui vise à étudier entre autres l'impact des structures agraires sur le développement des ruches et la production de miel. Ce projet sera financé en majeure partie par l'Administration des Services techniques de l'Agriculture.

Pour ce qui concerne les produits phytopharmaceutiques, ces produits font, avant d'être autorisés, l'objet d'une série d'études, afin d'évaluer le risque pour les abeilles. Cette évaluation est réalisée par la Commission européenne.

Une autorisation de mise sur le marché et d'utilisation d'un produit phytopharmaceutique ne peut être accordée si une évaluation appropriée du risque n'établit concrètement que l'utilisation de ce produit dans les conditions proposées n'a pas d'impact inacceptable sur les larves, le comportement des abeilles et la survie et le développement de la colonie.

Les expériences des dernières années ont cependant montré que cette évaluation des risques ne couvre pas toutes les voies d'exposition pour les abeilles.

Ainsi, le dépérissement massif des abeilles en France, Allemagne, Autriche, Italie et Slovénie était causé par le rejet dans l'atmosphère de poussières insecticides lors du semis du maïs ou du tournesol. Cette voie de contamination, imprévisible à ce moment, n'a pas été étudiée lors de l'évaluation des produits en cause. La Commission a réagi en adoptant une nouvelle directive ayant pour but de réduire ce risque. Cette voie de contamination n'est probablement pas à l'origine de la mortalité des abeilles au Luxembourg puisque les traitements précités ne sont pas pratiqués au Luxembourg.

D'autres études explorant d'autres voies d'exposition sont actuellement en cours.

On peut conclure que les effets sur les abeilles des produits phytopharmaceutiques sont pris en compte dans la réglementation phytosanitaire et un certain nombre de mesures ont conduit à une réduction des risques, sans pouvoir exclure tous les risques à 100%.

Concernant le nombre d'apiculteurs enregistrés, il y a lieu de constater que ce nombre est légèrement décroissant:

363	pour	2005
369	pour	2006
350	pour	2007
348	pour	2008

Le total des colonies d'abeilles par contre est nettement décroissant:

6.271	en	2005
5.637	en	2006
5.419	en	2007
5.085	en	2008

L'âge des apiculteurs est de:

moins de 30 ans:	14
30-60 ans:	193
plus de 60 ans:	130
sans indication d'âge:	11

En 2008, on comptait au Luxembourg une colonie d'abeilles sur 46 ha de surface, ce qui, en moyenne, paraît suffisant. Cependant, la couverture du territoire luxembourgeois n'est pas homogène. Une étude du Centre de Recherche public - Gabriel Lippmann indique que dans certains cantons une augmentation du nombre de ruchers par hectare pourrait augmenter le rendement des cultures de colza.

Je voudrais également souligner les efforts permanents qui sont entrepris par la F.U.A.L., avec l'appui financier du Ministère de l'Agriculture, pour motiver et encourager les jeunes générations pour l'apiculture. Des programmes d'encouragement avec formations spécifiques ont lieu par exemple à la «Beieschoul» à Wiltz. Finalement, il y lieu de noter que les apiculteurs peuvent demander des aides pour certains investissements liés à la production.

Question 0558 (7.4.2010) de **M. Mill Majerus** *(CSV)* concernant la **suppression des bureaux de l'Administration des Douanes et Accises à Mersch:**

Il me revient que, dans le cadre d'une réorganisation interne de ses services, l'Administration des Douanes et Accises prévoit la suppression de ses bureaux à Mersch.

Dans ce contexte, j'aimerais, conformément à l'article 80 de notre Règlement, poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me confirmer ces informations?

2) Les avantages liés à une spécialisation des services peuvent-ils compenser les désavantages en rapport avec la suppression d'entités à caractère régional?

3) Vu la situation géographique centrale de la localité de Mersch, vu son raccordement à des axes routiers importants, vu la construction récente d'infrastructures destinées à l'Administration des Douanes et Accises, l'abandon du site de Mersch ne peut que surprendre. Monsieur le Premier Ministre peut-il expliquer les motifs du choix de cette option?

4) La Direction de l'Administration des Douanes et Accises a-t-elle pu consulter les agents affectés aux entités qu'elle envisage de supprimer, afin de les associer à la réorganisation?

Réponse (6.5.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans le cadre de la réorganisation des services des Douanes et Accises, qui sera mise en œuvre par étapes, il n'est actuellement pas prévu de supprimer le poste de brigade de l'Administration des Douanes et Accises sis à 3-7, rue Grande-Duchesse Charlotte, L-7520 Mersch. Seule la brigade motocycliste sera transférée au courant de l'année 2010 à Capellen. Pour ce qui est du site de Mersch en tant que tel, l'Administration des Douanes et Accises envisage d'y installer (à l'adresse 3-5, rue des Près, L-7561 Mersch) le bureau de recette auto lorsque les travaux de réfection et d'aménagement seront terminés.

Pour ce qui est, de manière générale, de la raison pour laquelle une telle réorganisation est entamée, je me réfère à ma réponse à la question parlementaire N°0112 de M. Fernand Etgen *(cf. compte rendu N°3/2009-2010)* où j'ai précisé que la structure de l'Administration des Douanes et Accises n'est plus, au lendemain de l'abolition des frontières intracommunautaires, adaptée à répondre aux multiples défis et aux nouvelles tâches qui reviennent aux douaniers. Cette réflexion ne

mettra pas en cause le principe même des implantations régionales, mais il faudra éventuellement procéder à des regroupements de bureaux et de brigades existants pour créer des centres dotés de personnel en nombre suffisant pour permettre un fonctionnement efficace.

La représentation syndicale de la carrière inférieure LDG et de la carrière moyenne ACFD est informée de cette restructuration. La réorganisation touchant plus particulièrement le site de Mersch sera bientôt présentée à tous les agents concernés dans le cadre de réunions où un échange de vues sur la démarche proposée pourra avoir lieu.

Question 0560 (9.4.2010) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**évolution du projet du nouveau bâtiment pour les Archives nationales:**

Dans leur réponse à ma question parlementaire N°0322 *(cf. compte rendu N°8/2009-2010)* relative à l'état d'avancement du projet d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à réaliser à Esch/Belval, Madame et Monsieur les Ministres sont restés évasifs quant à un calendrier prévisionnel pour la réalisation de cet important projet d'infrastructure. Il me revient que le groupement ayant remporté le concours organisé par le Fonds Belval en 2003, et ayant reçu la commande pour les études du projet, a été laissé dans l'ignorance depuis début 2009 quant à l'évolution du projet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Le groupement ayant reçu la commande pour les études du projet a-t-il été tenu au courant de l'évolution du projet?

- Même s'il existe des inconnues quant au calendrier prévisionnel, ce groupement ne devrait-il pas néanmoins reprendre les études arrêtées depuis 2005?

- Plus généralement, quelle procédure le Gouvernement a-t-il prévue pour des projets dont la réalisation est reportée ou l'exécution est abandonnée?

Réponse commune (19.5.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question N°0560, l'honorable Députée Anne Brasseur souhaite avoir des informations complémentaires sur le projet d'un nouveau bâtiment pour les Archives à Esch/Belval.

L'on précise tout d'abord que le groupement ayant reçu la commande pour les études du projet initial a été évidemment tenu au courant de l'évolution du projet et en a été informé le 4 février 2008 que le Gouvernement a pris la décision d'abandonner définitivement le projet de construction des Archives nationales tel qu'élaboré à ce moment, alors que le budget estimé était trop élevé, et de replanifier le projet en fonction d'un programme révisé afin de réduire considérablement les coûts de ce projet. L'association a été invitée à présenter son décompte afin de pouvoir résilier le contrat et a été payée conformément aux dispositions contractuelles applicables entre parties.

Par courrier du 14 mars 2008, l'association a été informée que, suite à une décision du conseil d'administration, le Fonds Belval entendait charger l'association de la maîtrise d'œuvre de la mission d'élaborer un nouveau projet. Dans une première étape, l'association a été chargée de réaliser une étude urbanistique concernant l'implantation du nouvel immeuble, étude sur base d'un programme provisoire lui transmis en date du 12 septembre 2008. Lors de différentes réunions de travail qui se déroulaient en 2008 et 2009 et qui avaient pour objet de vérifier et d'amender le programme de construction pour le nouveau projet, l'association avait été informée que le programme devait être définitivement arrêté par le Gouvernement avant de pouvoir entamer les études.

Ainsi, l'association a toujours été informée sur les évolutions de ce dossier.

De façon générale, en cas d'abandon ou de report d'un projet, il échet de se référer au contrat de louage de service signé entre le maître de l'ouvrage, l'État, et la maîtrise d'œuvre. Ces contrats incluent en principe une clause relative à la suspension ou à l'ajournement et à la résiliation des relations contractuelles.

Les études pour développer un APS, et par la suite un APD, ne pourront valablement être entamées que sur base d'un programme de construction détaillé qui ait trouvé l'aval de toutes les instances décisionnelles et sur base d'une décision définitive quant aux suites à réserver à ce projet. À ce sujet, je me permets de renvoyer l'honorable Députée à la Déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur l'État de la Nation du 5 mai dernier pour l'informer que le présent projet ne figure pas parmi les priorités à réaliser maintenant, mais il s'agit d'un projet dont le début des travaux est reporté après 2014, sous réserve des disponibilités financières nécessaires à ce moment-là.

Il a été décidé de donner sur le site Belval la priorité à la construction des bâtiments nécessaires à l'Université du Luxembourg et à poursuivre bien évidemment entre autres la construction du Lycée Belval et de la pépinière d'entreprises.

Question 0561 (8.4.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **nouvelle drogue de synthèse appelée méphédrone:**

Depuis peu la méphédrone, une nouvelle drogue de synthèse fabriquée en Chine, imitant les effets euphorisants de l'ecstasy et des amphétamines, connaît une diffusion rapide en Europe grâce au développement du commerce électronique.

Une série de décès suspects survenus ces derniers mois chez des consommateurs en Grande-Bretagne conduisent plusieurs pays à en interdire la consommation.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Est-ce qu'un trafic de la méphédrone a déjà été constaté au Grand-Duché de Luxembourg?

2) Est-ce que le Gouvernement a entrepris des démarches en vue de l'interdiction de cette nouvelle drogue de synthèse?

Réponse (4.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La méphédrone [(4-méthyl-méthylcathinone (4-MMC)], stimulant synthétique appartenant à la famille des cathinones est, tout comme une série d'autres substances psycho actives émergentes, suivie de près par mes services compétents.

À ce jour aucune saisie de méphédrone n'a été effectuée sur le territoire national.

La substance visée a été soumise à une procédure d'évaluation des risques par l'Observatoire européen des Drogues et des Toxicomanies (OEDT) ainsi que par Europol, telle que prévue par la décision du Conseil 2005/387/JHA du 10 mai 2005 relative à l'échange d'informations, à l'évaluation des risques et au contrôle des nouvelles substances psycho actives.

Le rapport d'évaluation, finalisé le 30 mars 2010, a été transmis à la Commission européenne, qui, en application de l'article 8.1 de la décision 2005/387/JHA, peut présenter au Conseil de l'UE dans les six semaines suivant la réception du rapport d'évaluation une initiative visant à soumettre la nouvelle substance psycho active à des mesures de contrôle.

Le Conseil décidera ensuite, et le cas échéant sur la base de l'initiative présentée, s'il convient de soumettre la nouvelle substance psycho active à des mesures de contrôle. Si tel est le cas, les États membres sont invités à arrêter, dans les meilleurs délais et conformément à leur droit interne, les dispositions nécessaires pour soumettre la substance visée aux mesures de contrôle et aux sanctions pénales prévues par leur législation.

Actuellement le rapport d'évaluation est examiné par mes services compétents. Les conclusions de cet examen ainsi que la décision du Conseil encore en attente seront présentées au groupe interministériel «Toxicomanies» qui me transmettra un avis sur lequel je baserai, le cas échéant, ma décision quant à l'opportunité ou la nécessité d'éventuelles mesures de contrôle au niveau national.

Question 0563 (8.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **avocats des enfants:**

Force est de constater que le bon fonctionnement du système des avocats des enfants est non seulement dans l'intérêt des enfants, mais aussi dans celui de la crédibilité des avocats eux-mêmes et, plus généralement, dans celui de l'impartialité de la justice. Il serait d'ailleurs vivement souhaitable que davantage d'avocats s'intéressent à ce domaine.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Est-ce que le Gouvernement prévoit la publication - soit par ses soins, soit par les soins des administrations judiciaires ou des barreaux de Luxembourg et de Diekirch - de listes d'avocats renseignant la spécialité «d'avocat des enfants» et facilement accessibles au grand public?

2. Est-ce que le Gouvernement estime nécessaire de demander une formation spécifique aux avocats des enfants ainsi qu'une formation continue?

3. Est-ce que le Gouvernement croit opportun d'introduire des règles déontologiques spécifiques pour les avocats des enfants, insistant tout particulièrement sur l'indépendance envers les deux parents ou leurs avocats dans des cas de divorce et la question des conflits d'intérêt éventuels? Est-ce qu'il ne faudrait pas établir une description précise des tâches et responsabilités de l'avocat des enfants, qui doit pouvoir informer les enfants de leurs droits et les conseiller de façon appropriée?

4. Le Gouvernement n'estime-t-il pas utile de prévoir un changement dans le régime de désignation des avocats des enfants? Est-ce que cette désignation ne devrait pas se faire de préférence par tirage au sort ou à tour de rôle sur une liste établie par le bâtonnier pour aider à prévenir des suspicions de partialité?

5. Le Gouvernement ne devrait-il pas veiller à définir des procédures claires et précises pour pouvoir récuser un avocat des enfants en cas de contestation dûment motivée de celui-ci par un des parents dans le cadre d'une procédure en divorce ou par les enfants eux-mêmes?

Réponse (21.5.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

La place de l'enfant dans le système judiciaire est assurée notamment à travers la possibilité d'être entendu, dans toute procédure judiciaire qui le concerne, soit seul, soit avec son avocat ou une personne de son choix. Les avocats qui représentent les intérêts des enfants dans le système judiciaire sont pour la plupart des avocats spécialisés, exerçant leurs activités préférentielles dans le domaine du droit des personnes et du droit de la famille. Le Conseil de l'Ordre des Barreaux publie cette liste des activités préférentielles sur le site Internet du Barreau, où toute personne intéressée peut la consulter librement.

Quant à la formation des avocats spécialisés exerçant leurs activités préférentielles dans le domaine du droit des personnes et du droit de la famille, il y a lieu d'indiquer qu'en vertu du règlement intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, tous les avocats inscrits aux listes 1 et 4 du Tableau de l'Ordre doivent justifier d'une formation permanente; celle-ci pouvant être assurée entre autre à travers la participation à des séminaires, colloques et conférences spécialisées dans les thèmes du droit de la famille, du droit des personnes, du droit des enfants, thèmes régulièrement abordés dans ce type de formation spécialisée et continue. Les avocats établissent le programme de formation qui répond le mieux à leurs besoins.

Selon le règlement intérieur de l'Ordre des Avocats, il est prescrit que l'avocat qui se voit confier la défense des intérêts d'un mineur, soit par une décision judiciaire, soit par le mineur, soit par le ou les représentant(s) légaux du mineur, doit veiller, en tout état de cause, à protéger les seuls intérêts du mineur et de ne pas se faire l'instrument d'autres intérêts. L'observation de cette règle particulière, ensemble avec le respect des autres règles déontologiques des avocats, devraient en principe permettre d'éviter un conflit d'intérêts éventuel entre l'avocat des enfants et l'avocat du ou des parents. Si des besoins particuliers étaient signalés, il serait envisageable de préciser certaines tâches et responsabilités de l'avocat des enfants, afin que les enfants soient informés et conseillés de façon appropriée.

Au vu du fait qu'aucun problème particulier n'a été signalé au Ministre de la Justice concernant les modalités de désignation des avocats des enfants, il semble inutile de prévoir un changement au système actuel.

Définir des procédures particulières pour pouvoir récuser un avocat, tel que suggéré par l'honorable Député, semble inutile, dans la mesure où l'avocat se voit confier un mandat par la partie qu'il assiste ou représente en justice et les règles de droit commun du mandat s'appliquent au cas où la relation de confiance entre l'avocat et sa partie serait ébranlée.

Question 0564 (8.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **convention internationale des enfants:**

La Convention internationale des droits de l'enfant, stipule dans ses articles 9, alinéa 3: «Les États parties respectent le droit de l'enfant séparé de ses deux parents ou de l'un d'eux d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant» et 18: «Les États parties s'emploient de leur mieux à assurer la reconnaissance du principe selon lequel les deux parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement. La responsabilité d'élever l'enfant et d'assurer son développement incombe au premier chef aux parents ou, le cas échéant, à ses représentants légaux. Ceux-ci doivent être guidés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant».

À ce jour, cette Convention, bien que ratifiée par la Chambre des Députés, est considérée non directement applicable par les juridictions luxembourgeoises.

Déjà dans son rapport annuel de 2004, l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand» a précisé, en ce qui concerne la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989, que:

«(…) la Convention est restée lettre morte, alors que les juridictions luxembourgeoises refusent de reconnaître que les dispositions de la Convention sont directement applicables (…).

Ceci revient en fin de compte à décider que les dispositions de la Convention ne peuvent être invoquées par un sujet de droit au soutien d'une prétention devant un juge, ou encore à l'appui d'une requête présentée à une administration.»

Ceci peut étonner, alors que la ratification d'un instrument international entraîne que son application devient obligatoire dans l'ordre juridique interne d'un État et exécutoire au regard des autres Hautes parties contractantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Madame le Ministre de la Famille:

- Quelle est la position du Gouvernement sur l'applicabilité directe de la Convention internationale des droits de l'enfant par les juridictions luxembourgeoises?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour garantir à l'avenir l'applicabilité directe de cette Convention par les tribunaux luxembourgeois?

Réponse commune (25.5.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'honorable Député soutient que la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, bien que ratifiée par le Luxembourg, serait considérée non directement applicable par les juridictions luxembourgeoises et il demande au Gouvernement quelles mesures seraient prises pour garantir à l'avenir l'applicabilité directe de cette convention par les tribunaux luxembourgeois.

Force est de constater que cette affirmation est inexacte et qu'il existe de nombreuses décisions de jurisprudence de première et de deuxième instances ayant admis l'applicabilité directe de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. L'applicabilité directe de la convention est ainsi garantie au Luxembourg et le Gouvernement n'a aucune mesure à prendre à cet égard.

Question 0567 (8.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **médicaments orphelins:**

Ein gutes Medikament für Patienten mit seltener Krankheit ist ein Medikament, das im jeweiligen Land nicht nur erhältlich, sondern auch bezahlbar ist. Ist eine dieser beiden Voraussetzungen nicht gegeben, dann ist das Medikament wenig hilfreich. Eine Umfrage der Eurordis (2004) über die Verfügbarkeit von zwölf Medikamenten für seltene Krankheiten mit Marktzulassung in der EU ergab, dass Luxemburg mit weniger als vier Medikamenten am Schluss der Tabelle zu finden war.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist seit 2004 in Luxemburg die Evolution im Bereich dieser Medikamente für seltene Krankheiten?

2) Wie kann der Zugang der Patienten zu diesen Medikamenten verbessert werden?

3) Auf welcher Basis werden die Preise der Arzneimittel mit den Pharmaindustrien ausgehandelt?

Réponse (12.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Au 1er avril 2010, 57 molécules différentes, destinées au traitement de maladies orphelines, étaient inscrites dans le fichier national des médicaments.

Ces médicaments orphelins disposent tous d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) européenne et sont d'office inscrits audit fichier.

La grande majorité de ces médicaments est dispensée du milieu hospitalier vers le milieu ambulatoire pour garantir un encadrement sécurisé du patient. Cette approche se justifie par le nombre souvent réduit de personnes qui ont fait parfois partie des études cliniques et par la mise en place, le cas échéant, des plans de gestion de risque qui imposent un suivi étroit du patient.

Puisqu'il s'agit de maladies rares, dont la prévalence est faible par définition, certaines pathologies ne se retrouvent pas au Luxembourg. Par conséquent, un nombre restreint de personnes en regard de la population générale est touché par ces maladies.

La majorité des 500 maladies rares les plus fréquentes ont une prévalence inférieure à un pour 100.000, et une maladie est considérée comme rare si elle affecte au plus une personne sur deux mille, quel que soit son âge.

Mes services n'ont pas connaissance de problèmes d'accès à ces médicaments et les grossistes, tout comme les pharmaciens hospitaliers d'ailleurs, parviennent à se procurer ces médicaments s'ils sont prescrits et pour autant qu'ils fassent l'objet d'une commercialisation.

Le prix, qui est fonction de celui du pays d'origine, n'est pas soumis à négociation. Ce prix est soumis aux mêmes règles que celles applicables aux autres médicaments.

Question 0570 (9.4.2010) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant la **promotion de l'artisanat:**

La situation des jeunes sur le marché du travail est particulièrement alarmante. Des 15.137 demandeurs d'emploi, 2.647 sont âgés de moins de 26 ans. Les métiers de l'artisanat figurent parmi les postes les plus recherchés mais requièrent un niveau de formation adapté au degré de technicité de ces professions.

Dans ce contexte, les mesures visant à orienter les jeunes vers l'apprentissage des métiers de l'artisanat, en ce compris les modalités de rémunération des périodes d'apprentissage, constituent une incitation indéniable à entamer une formation spécialisée dans l'artisanat et in fine un moyen privilégié pour résorber le chômage des jeunes.

J'avais soulevé cette problématique à l'occasion de deux questions parlementaires *(N°0077 - cf. compte rendu N°3/2009-2010 et N°0270 - cf. compte rendu N°7/2009-2010)* adressées à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Madame la Ministre des Classes moyennes, et auxquelles Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a répondu conjointement, en indiquant que ces sujets feront l'objet d'une réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE).

Selon mes informations, la réunion en question a eu lieu le 26 janvier 2010.

À cet égard, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Quelles sont les conclusions de la réunion du CPTE du 26 janvier 2010 en ce qui concerne les mesures visant à orienter les jeunes vers les métiers de l'artisanat et, dans ce contexte, qu'en est-il du relèvement de la rémunération des apprentis?

Réponse (12.5.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Il est vrai que la question de la promotion de l'apprentissage a été discutée lors de la réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi citée par l'honorable Député.

Lors de cette réunion, il avait été décidé de fixer des réunions de concertation entre les différents partenaires concernés, à savoir les Chambres professionnelles et les Ministères du Travail et de l'Emploi, des Classes moyennes et de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Comme un consensus n'a pas pu être obtenu à l'occasion de cette concertation, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a saisi les chambres professionnelles d'une proposition sur les indemnités d'apprentissage.

À l'heure actuelle, il manque encore la proposition de la Chambre des Métiers.

Question 0571 (9.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Règlement européen concernant la coordination des systèmes de sécurité sociale:**

À la date du 1er mai 2010, le Règlement (CE) n°883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale («Journal officiel de l'Union européenne» L 166 du 30 avril 2004, rectifié par Journal officiel de l'Union européenne L 200 du 7 juin 2004) entrera en vigueur, en même temps que son règlement d'application.

D'après les sources spécialisées dans le droit européen, ce Règlement a pour but la rationalisation des concepts, règles et procédures relatifs à la coordination des systèmes de sécurité sociale des États membres. Parmi les changements apportés par rapport aux dispositions précédentes on peut souligner:

- l'amélioration des droits des assurés par une extension du champ d'application personnel et du champ d'application matériel;

- l'extension des dispositions à tous les ressortissants des États membres couverts par la législation de sécurité sociale d'un État membre et non plus seulement les personnes faisant partie de la population active;

- l'augmentation des branches de sécurité sociale soumises au régime de coordination afin d'inclure les législations relatives à la préretraite;

- la modification de certaines dispositions concernant le chômage: maintien pour un certain temps (trois mois extensible jusqu'à un maximum de six mois) du droit aux prestations de chômage pour le chômeur qui se rend dans un autre État membre afin d'y chercher un emploi;

- le renforcement du principe général de l'égalité de traitement, d'une importance particulière pour les travailleurs frontaliers notamment par l'insertion d'une disposition stipulant l'assimilation des faits;

- le renforcement du principe d'exportation des prestations;

- l'introduction du principe de bonne administration.

Toutes ces mesures peuvent acquérir une importance particulière pour le Luxembourg, du fait que notre pays emploie un grand nombre de frontaliers.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail:

1. Est-ce que Messieurs les Ministres considèrent que l'application de ces nouvelles dispositions mènera à une charge de travail supplémentaire pour les administrations luxembourgeoises concernées? Si oui, est-ce que ces administrations ont été renforcées en conséquence pour pouvoir faire face à ces nouveaux défis?

2. Quels sont les impacts financiers prévisibles de ce nouveau Règlement européen sur le Luxembourg?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a défini des règles spécifiques en vue de l'interprétation et de l'application du nouveau Règlement? Est-ce qu'il y aura par exemple des seuils financiers ou des maxima à respecter dans le remboursement des prestations?

4. Est-ce que les personnes désireuses de suivre un traitement à l'étranger doivent se conformer à certaines règles administratives nouvellement élaborées?

5. Comme l'application du nouveau Règlement peut entraîner des transferts de données personnelles entre administrations de différents États membres, comment le Gouvernement entend-il organiser la protection de ces données?

Réponse commune (14.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député a soulevé un certain nombre d'aspects concernant le Règlement (CE) 883/2004 du Parlement et du Conseil portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et qui est entré en vigueur le 1er mai 2010.

D'abord il faut être conscient qu'il ne s'agit pas d'un bouleversement radical des règles de coordination de sécurité sociale en Europe, mais d'une évolution du Règlement (CE) 1408/71 qui jusqu'alors s'appliquait en matière de coordination des systèmes de sécurité sociale des États membres de l'Union européenne, de l'Espace Économique et de la Suisse. L'objectif de la réforme est de moderniser et de simplifier la coordination, tout en apportant certaines améliorations par la modification d'un certain nombre de règles juridiques (évolution mais pas révolution). Par ailleurs une meilleure efficacité est recherchée, notamment par l'introduction progressive du système EESSI (échange électronique des documents au lieu des formulaires papiers).

1. Les administrations et institutions de sécurité sociale au Luxembourg ont acquis une grande expérience dans le domaine de la coordination, ceci tant au niveau européen qu'au niveau bilatéral. En ce sens l'application du nouveau Règlement (CE) 883/2004 ne devrait pas leur poser des difficultés insurmontables, à part des adaptations inhérentes à toute nouvelle législation. Une augmentation du personnel des institutions dans ce contexte n'a pas été jugée nécessaire.

2. Comme il s'agit d'une évolution des règles de la coordination de sécurité sociale, l'impact financier n'est pas relevant en soi. À signaler cependant qu'une nouvelle disposition en matière de compensation des charges financières pour l'indemnisation en matière de chômage des travailleurs frontaliers a été retenue. Cette nouvelle disposition prévoit une compensation financière entre l'État où l'emploi a été perdu et l'État de la résidence du bénéficiaire qui est tenu à indemniser le chômeur d'après sa législation. Ceci a comme conséquence que le Fonds pour l'emploi luxembourgeois devra rembourser les indemnités de chômage payées par l'institution du lieu de résidence du frontalier qui a perdu son emploi au Luxembourg. Ce versement est prévu pour les trois premiers mois; une prolongation jusqu'à cinq mois ne se fera que si des accords bilatéraux avec les pays limitrophes seront conclus. Les conséquences financières de cette nouvelle disposition seront fonction de l'évolution favorable ou défavorable sur le marché de travail.

3. Des règles spécifiques sur l'interprétation du nouveau Règlement (CE) 883/2004 doivent de toute évidence être fixées d'une façon concertée au niveau communautaire, et seulement dans une mesure supplétive au niveau national. Dans les deux ans de préparation qui ont précédé la date d'entrée en vigueur du Règlement, les instances communautaires, en collaboration étroite avec les experts nationaux, ont élaboré et arrêté un grand nombre d'instruments interprétatifs, notamment des décisions de la Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants (CASSTM).

Ces instruments ont été publiés à la fin du mois d'avril au Journal officiel de l'Union européenne. Ceux qui ne requièrent pas de publication officielle, seront portés à la connaissance des institutions concernées par d'autres moyens appropriés. Ces dernières ainsi que le grand public pourront consulter également un site Internet spécifique, créé par la Commission européenne, qui doit faciliter l'application du nouveau Règlement.

4. Les règles concernant le traitement à l'étranger n'ont pas été modifiées.

5. Le principe du transfert des données personnelles entre administrations et institutions des différents États membres n'a pas changé, sauf que l'on remplacera progressivement l'échange sur support papier (les formulaires E) par un échange des informations sur support informatique. Dans ce contexte, les États membres restent évidemment tenus par leurs obligations souscrites par la transposition de la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Tout le dispositif juridique est donc en place et le contrôle de conformité avec le principe de la protection est déjà effectué au niveau national et ne nécessite pas de contrôle supplémentaire en cas de transfert de données à l'intérieur de l'Union européenne.

Question 0574 (9.4.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **loi sur les marchés publics et Servior:**

Les «organismes de droit public» n'ayant pas une activité industrielle et commerciale sont obligés de se soumettre à la loi sur les marchés publics. Un rapport spécial de la Cour des Comptes estime que l'établissement public Servior devrait respecter les dispositions légales en la matière. Servior pour sa part prétend ne pas devoir se soumettre à la loi sur les marchés publics alors que l'établissement public aurait une activité industrielle et commerciale. La réponse à la question

n'est pas aisée et risque d'être trouvée devant les tribunaux. Néanmoins le Gouvernement se doit de prendre attitude en la matière alors qu'il existe un flou juridique quant à savoir quels établissements publics sont soumis à la loi et quels ne le sont pas. La loi se contente de donner une définition (art 2,3) et (a20 1) d'exclure le Fonds pour le logement de l'application de la loi pour les seuls marchés publics nationaux du Livre I.

L'annexe III de la loi sur les marchés publics se contente de citer les établissements publics de l'État placés sous la surveillance d'un membre du Gouvernement ou des communes, mais n'indique aucun nom d'un établissement public. Par contre le site de la Commission européenne relatif aux marchés publics cite les établissements suivants: Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg, Fonds de rénovation de quatre îlots de la Vieille Ville de Luxembourg, Fonds Belval.

Dans ses rapports la Cour des Comptes cite les établissements publics suivants: Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socioéconomiques, Centre de musique amplifiée, Centre national Sportif et Culturel, Centre de prévention des toxicomanies, Fonds pour le logement et l'habitat, Fonds national de solidarité, Fonds pour la rénovation de la Vieille Ville, Fonds de solidarité viticole, Office national du remembrement, Salle des concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, Université du Luxembourg.

En ce qui concerne Servior il y a lieu de relever que quatre des cinq membres du conseil d'administration sont nommés par le Gouvernement, que le financement de l'établissement est couvert majoritairement, c'est-à-dire à plus de 50%, par des fonds publics à savoir l'assurance dépendance, que par la loi budgétaire pour 2008 l'État a pris en charge pendant dix ans le coût de la construction, de l'aménagement, des transformations et des extensions des immeubles affectés à l'établissement, que la gestion est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.

Étant donné que tous les prestataires de l'assurance dépendance peuvent exercer leur activité s'ils ont reçu un agrément du ministère compétent et s'ils ont conclu un contrat d'aides et de soins avec la Caisse nationale de Santé, on pourrait conclure que le Gouvernement exerce un contrôle direct sur les activités de ces organismes et peut retirer l'agrément accordé et par la même aussi le financement.

Toutefois en ce qui concerne la notion de financement public, seuls les financements (impôts ou cotisations obligatoires) versés à l'organisme concerné sans contre-prestation spécifique de services peuvent être qualifiés de «financement public» selon la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes et/ou si pour un marché déterminé une autorité publique assume plus de 50% des dépenses du marché par voie de subventionnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Est-ce que chaque ministre ayant un établissement public sous sa surveillance peu librement décider de soumettre cet établissement à la loi sur les marchés publics?

2. Est-ce que le Gouvernement partage l'avis de la Cour des Comptes de ce que l'établissement public Servior devrait relever de la législation sur les marchés publics?

3. Quels sont, selon le Gouvernement, les organismes de droit public, notamment les établissements publics, devant se soumettre à la loi sur les marchés publics?

4. Le Gouvernement entend-il compléter à cette fin l'annexe III de la loi sur les marchés publics et publier une liste non exhaustive - vu que les tribunaux peuvent prendre une décision différente - des établissements publics soumis à la loi afin d'éviter un vide juridique?

Réponse commune (21.5.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'article 2 de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics est clair et sans équivoque en ce qui concerne d'un côté la définition des «pouvoirs adjudicateurs», soumis à l'application de la législation sur les marchés publics. Il n'est donc pas nécessaire de compléter l'annexe par le nom des différents établissements publics, organismes de droit public ou privé en question. Bien plus une telle liste risque d'être toujours incomplète.

À toutes fins utiles, en ce qui concerne les établissements publics sous la tutelle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, il y a lieu de mentionner d'une part la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg qui dispose en son article 41 (2) que tous les marchés pour travaux et fournitures au nom du Fonds son soumis aux dispositions de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics. Il en est de même de l'article 4 de la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un Fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg. En dépit du fait qu'une disposition similaire ne se trouve pas dans les lois portant création des deux autres établissements publics sous tutelle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, à savoir le Fonds Belval et la Communauté des Transports (Verkéiersbond), ces deux établissements publics respectent également la législation sur les marchés publics.

D'un autre côté ce même article 2 est tout aussi clair en soulignant que les établissements ayant un caractère industriel ou commercial, même s'ils ont été créés pour satisfaire un besoin d'intérêt général, ne tombent pas sous la législation des marchés publics.

Ainsi, en matière de politique pour personnes âgées, l'introduction de trois lois - loi sur l'assurance dépendance, loi dite «ASFT» et loi créant l'établissement public et créant un complément «FNS» pour les personnes âgées n'étant pas à même de financer par leurs propres moyens le prix de pension - a permis de réaliser l'intention du législateur et des auteurs des textes de lois en question de conférer la liberté d'action et de fonctionnement absolument nécessaire aux gestionnaires de structures ambulatoires et/ou stationnaires pour personnes âgées afin d'être à même de relancer le secteur en question et de pouvoir subsister à l'avenir dans un marché national mais également européen, en d'autres mots de conférer aux dites structures un statut d'entreprise privée et commerciale.

Rappelant ici l'exposé des motifs de la loi portant création de l'établissement public «Servior», libellé précisément dans le sens décrit ci-avant: «la forme juridique d'établissement public géré d'après le droit privé confère à ... (l')établissement non seulement la flexibilité et les moyes d'actions nécessaires pour atteindre un mode de fonctionnement et de gestion comparable à celui des centres, maisons et autres services pour personnes âgées gérés par des organismes gestionnaires privés, mais également les armes indispensables pour subsister dans l'actuelle politique de l'Union européenne qui vise à adapter et à rapprocher les services sociaux des règles normales du marché.»

À noter que cette approche est clairement soutenue par les dispositions de la directive «Services» de l'Union européenne qui considère que de tels services ou prestations évoluent dans un contexte de concurrence.

En 1999, l'intention était donc celle de mettre tous les gestionnaires, quelle qu'était leur provenance, sur un même niveau d'action, de sorte à obtenir une situation concurrentielle dont le but était:

1) de stimuler les différents acteurs à améliorer nettement leurs prestations et

2) d'offrir ainsi au client la possibilité d'un choix entre différentes offres, le cas échéant selon ses disponibilités financières.

Il était d'ores et déjà clair que les différents gestionnaires devaient impérativement être des acteurs commerciaux, libres dans la définition de leur politique et soumis chacun exactement aux mêmes contraintes que tous les autres ou, autrement dit, bénéficiant chacun des mêmes libertés d'action, identiques à celles de ses concurrents.

C'est dans cette optique que Servior se voit conférer par la loi une personnalité juridique propre, se voit conférer une autonomie financière et administrative et que sa gestion doit se faire dans les formes et selon les modalités du droit privé et que le personnel est engagé au moyen d'un contrat de louage de service de droit privé. Il est donc également logique que le législateur impose à l'entreprise la tenue d'une comptabilité selon les modalités de la comptabilité commerciale et qu'il lui impose un réviseur d'entreprises.

Dans son intervention à la Commission du Contrôle budgétaire de Chambre des Députés Madame la Ministre a tenu à souligner que Servior est une entreprise, certes créée pour satisfaire un besoin d'intérêt général, mais ayant un caractère clairement défini d'entreprise commerciale et que la défense de ce point de vue est d'autant plus importante dans l'optique de l'ouverture du marché opérée au niveau européen dans le cadre de la directive «Services» où la soumission de Servior à la loi sur les marchés publics pénaliserait fortement cet établissement par rapport à ses concurrents.

Question 0576 (9.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **visites médicales:**

Immer öfter sehen Ärzte sich mit Patienten konfrontiert, die aus Angst mit relativ irrelevanten Symptomen vorsprechen und so dazu beitragen, die Arztpraxen unnötig zu überfüllen. Dies senkt auf der einen Seite die Disponibilität des Arztes auf ein Minimum, die Behandlungsqualität sinkt und die Kosten der Gesundheitskasse explodieren durch unnötige Analysen und Röntgenuntersuchungen, die vom Patienten gefordert werden, oder durch Medikamente, die verschrieben und dann nach Abklingen der Symptome einfach weggeworfen werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was hält der Minister von einer telefonischen Gesundheitsberatung, die obligatorisch vor einem Arzttermin in Anspruch genommen werden sollte, um so zu verhindern, dass die Arztpraxen unnötig belastet werden? (Ein vergleichbares Modell wird bereits in der Schweiz zur Zufriedenheit angewandt.)

2) Hat der Minister schon über einen Bonus nachgedacht, um diejenigen zu belohnen, die während eines Jahres nie von einem Arzt Gebrauch machen?

Réponse (25.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En application de l'article 19 du Code de la sécurité sociale, l'assurance maladie ne prend en charge que les actes, services et fournitures inscrits dans la nomenclature ou les listes prévues par les lois, règlements, conventions et statuts.

Actuellement, la nomenclature médicale s'appuie sur le principe de base du contact personnel entre le médecin et le patient, en disposant dans son article 5 que «la consultation ou la visite comporte généralement un interrogatoire du malade, un examen clinique...» et en excluant d'office une consultation téléphonique à charge de l'assurance maladie en précisant à l'alinéa 2 «qu'un entretien téléphonique ne peut donner lieu à une quelconque facturation à charge de la caisse.»

Cette approche n'empêche toutefois pas le médecin d'accepter d'être sollicité par ses patients au moyen d'appels téléphoniques. D'ailleurs la convention médicale accepte implicitement cette possibilité du fait de l'inscription d'une mise en compte des conseils téléphoniques par le médecin au patient (CP7): «Le fait par la personne protégée de solliciter les conseils du médecin par téléphone, si la durée de l'entretien dépasse dix minutes au moins.»

À ce jour, la Commission de nomenclature responsable du contenu de la nomenclature n'a pas été saisie d'une proposition d'ajout d'une consultation par téléphone aux actes de la nomenclature.

Il faut être conscient du fait que le médecin engage sa responsabilité médicale lors d'une consultation par téléphone, alors qu'il est privé du contact physique habituel avec le malade et des renseignements correspondants. Il lui revient dans ce cas d'apprécier avec prudence et discernement la situation et proposer la solution qui lui semble la plus appropriée. Il est probable que le médecin prévoira des mesures de précaution destinées à assurer la sécurité du patient, mesures consistant le plus souvent dans une vraie consultation différée dans le temps.

Le Code de déontologie médicale luxembourgeois reste muet par rapport à ce sujet en disposant à l'article 33 uniquement que le médecin doit toujours élaborer son diagnostic avec le plus grand soin, en y consacrant le temps nécessaire, en s'aidant dans toute la mesure du possible des méthodes scientifiques les mieux adaptées et, s'il y a lieu, de concours appropriés.

Quant à l'introduction d'un système de bonus, on rappellera que l'assurance maladie fonde sur le principe de solidarité de tous les affiliés. L'option prise dans le cadre d'un tel système de rémunérer les personnes ayant la chance de pouvoir renoncer à solliciter cette solidarité pourrait être conçue comme sanction à l'égard des personnes malades.

Question 0577 (9.4.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**élaboration d'un plan sectoriel logement:**

Il s'avère qu'en vue de l'élaboration du plan sectoriel logement, un bureau d'études établi partiellement en Allemagne a été chargé par le Gouvernement de collecter auprès des 39 communes prioritaires IVL des informations sur les surfaces susceptibles d'être potentiellement développées à des fins d'habitation d'ici l'horizon 2030. Cela étant, l'ensemble de ces informations est en fin de compte centralisé auprès d'un bureau d'études privé.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Par quels moyens le Gouvernement entend-il faire assurer par ce bureau d'études la confidentialité des données collectées?

2) Est-ce que le bureau en question figure toujours sur la liste des bureaux d'études pouvant faire élaborer des plans d'aménagement général? Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis qu'il devrait en être rayé?

3) Est-ce que le Gouvernement n'estime pas que le bureau en question se trouve également dans une situation de conflit d'intérêt au regard de l'article 7 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain?

Réponse commune (12.5.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

La réponse à la question parlementaire de l'honorable Député comprend les éléments suivants:

1. La confidentialité des données collectées est assurée par la clause de confidentialité du contrat signé le 27 novembre 2009 entre le Gouvernement, représenté par le Ministère du Logement et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, et le bureau d'études en question.

2. Le bureau en question figure sur la liste des bureaux d'études

pouvant élaborer des PAG. La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ne prévoit pas en ses dispositions la radiation d'un bureau de la liste si le bureau d'études collecte des données dans le cadre de l'élaboration du plan sectoriel logement et élabore des PAG.

3. Au vu de la nature des prestations à fournir par le bureau d'études, le Gouvernement n'est pas d'avis que l'article 7 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 est applicable en la matière.

L'article en question - intitulé «élaboration du plan d'aménagement général» - vise en effet la personne qualifiée chargée de l'élaboration d'un PAG individuel, à laquelle il est interdit «d'avoir par elle-même ou par personne interposée des intérêts de nature à compromettre son indépendance». Est ensuite précisé que, l'interdiction visée ici concerne tout particulièrement l'élaboration, par l'auteur du plan, et ce pendant un certain délai, de PAP ou de projets de construction destinés à mettre en œuvre le PAG en question.

Or, le bureau d'études visé ici travaille à un niveau tout à fait différent, alors qu'il effectue, ceci dans le cadre du plan sectoriel logement établi par l'aménagement général du territoire, la compilation de données relatives à des PAG existants. La nature de son mandat le met donc à l'abri de tout conflit d'intérêt potentiel au sens de l'article 7 précité.

Question 0580 (12.4.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**électromobilité:**

Au cours des dernières années, l'Union européenne a assisté à une multiplication du nombre d'entreprises engagées dans l'électromobilité. En effet, face aux conséquences négatives du changement climatique et de la pollution environnementale, de nouveaux moteurs pour les véhicules automobiles doivent être développés afin d'encourager la diffusion des technologies novatrices respectueuses de l'environnement. Cependant, bien que l'Union européenne dispose d'une industrie automobile moderne et innovatrice, elle doit, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, mettre davantage l'accent sur le développement de la voiture électrique et la promotion de la mobilité douce.

L'électromobilité constitue donc un atout et une importance stratégique pour l'avenir de l'économie européenne en général et l'industrie automobile européenne en particulier. Il reste que l'un des défis majeurs à relever dans le domaine en question sera la mise en commun des différentes innovations dans le secteur de l'automobile ainsi que dans ceux de la production, de la distribution et du stockage de l'énergie électrique.

Enfin, en ce qui concerne le Luxembourg, il est intéressant de noter qu'il existe depuis un certain temps plusieurs PME performantes et innovatrices qui ont su exploiter une niche économique dans le domaine de l'industrie automobile en développant des équipements techniques pour les constructeurs automobiles européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- En sachant que la construction de la voiture électrique a vu le jour dans la Grande Région, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait lancer un concept intégré et durable axé sur l'électromobilité tout en insistant auprès des acteurs tant luxembourgeois que ceux de la Grande Région sur le fait que seule une interaction des nouveaux systèmes et composants permettra d'exploiter pleinement le potentiel de l'électromobilité?

- En tenant compte du fait que le moteur électrique, l'équipement électronique de puissance avec ses composants à haute tension, les redresseurs, les convertisseurs et avant tout la batterie représentent des composants de la voiture électrique, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il soit opportun de créer des PME visant à produire ces éléments-clés de la mobilité décarbonée?

- Dans la perspective de réduire d'au moins 25% les gaz à effets de serre jusqu'à l'horizon 2020, tel que propagée par la Commission européenne, ne faut-il pas dès lors développer davantage les technologies vertes et modifier la culture de la mobilité pour passer à un mode de transport plus respectueux de l'environnement? Dans le même ordre d'idées, ne devrait-on pas inclure au Luxembourg l'Université ainsi que les centres de recherche publics dans ce processus audacieux?

Réponse commune (19.5.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Comme le souligne à juste titre l'honorable Député dans la partie introductive de sa question, l'électromobilité constitue un atout et une importance stratégique pour l'avenir de l'économie européenne en général et l'industrie automobile européenne en particulier.

L'électromobilité est une des priorités du programme de travail de la Présidence espagnole du Conseil compétitivité. Une réunion informelle des Ministres de l'économie en janvier de cette année à San Sebastian a été dédiée essentiellement au sujet de la voiture électrique. À l'issue de cette réunion, la Présidence espagnole a conclu à la nécessité d'initiatives communautaires afin de s'assurer que l'industrie automobile européenne puisse pleinement participer à l'essor de l'électromobilité.

La Commission européenne a publié récemment, en date du 28 avril 2010, une communication visant à établir «une stratégie européenne pour des véhicules propres et économes en énergie». Dans ce cadre les voitures électriques constituent un volet important d'une stratégie qui vise à réaliser les objectifs d'une croissance durable et intelligente pour l'année 2020.

La Commission européenne se propose de réaliser un plan d'action qui comprend notamment l'établissement de normes communes européennes afin de permettre à tous les véhicules électriques de se charger partout dans l'Union, respectivement d'encourager l'installation de stations de recharge accessibles au public.

L'enjeu de la promotion de l'électromobilité ne peut se concevoir au seul niveau du Luxembourg ou de la Grande Région, mais nécessite un encadrement communautaire. Les investissements nécessaires devront se baser sur des normes communes qui permettront de créer un marché intérieur suffisamment important pour permettre aux entreprises européennes d'investir dans le développement de technologies innovantes.

Au Luxembourg, l'électromobilité est d'ores et déjà un sujet d'intérêt et il est envisagé de prendre un rôle actif dans le développement de l'électromobilité au sein du cadre communautaire. Mais l'implémentation dans notre vie quotidienne nécessite un concept bien défini. L'électromobilité ne doit pas être considérée comme moyen de transport unique, mais elle devra s'intégrer dans un concept de mobilité général.

Afin d'élaborer un concept de mobilité verte, le département Centre de ressources des technologies pour l'environnement (CRTE), du Centre de Recherche public Henri Tudor, a eu le mandat de lancer un programme de recherche et d'innovation ayant comme objectif de mobiliser les compétences du secteur de la mobilité et de coordonner les actions afin d'exploiter le potentiel de la mobilité verte au Luxembourg.

En effet, un élément clé de cette initiative sera une plateforme thématique, qui réunira tous les acteurs intéressés afin de garantir un échange d'informations, permettant de développer un concept et d'aboutir à des premiers projets pilotes.

Dans ce contexte, les premières réunions de préparation avec les acteurs potentiels ont eu lieu.

L'industrie luxembourgeoise est aujourd'hui déjà composée de nombreux fournisseurs et équipementiers automobile. Ce secteur participe activement à la recherche de nouvelles solutions plus économes en énergie et plus respectueuses de l'environnement. Le Gouvernement appuie tout projet qui s'inscrit dans le développement de technologies vertes, notamment à travers les subsides octroyés aux entreprises pour des projets de recherche et d'innovation. Le Gouvernement encourage également la création d'entreprise, et notamment de PME, dans ce secteur, conscient que le secteur automobile fera face au cours de la prochaine décennie à une restructuration profonde.

Afin de réaliser l'objectif de réduction des gaz à effet de serre, l'électromobilité ne représente qu'une des pistes à explorer dans le secteur du transport, il ne faut d'ailleurs pas oublier les autres éléments faisant partie d'un concept de mobilité, notamment le transport en commun et la mobilité douce.

Le bilan global de l'électromobilité, en termes de CO_2, ne sera que positif si l'électricité, mise à disposition aux bornes de recharge, est produite à partir de ressources renouvelables, donc neutres en termes de CO_2. Vu les quantités limitées d'électricité produite à base d'énergies renouvelables, ceci est à considérer plutôt comme objectif à long terme.

À l'échelle nationale, la situation se présente de manière différente, l'électromobilité permettrait de réduire notre consommation nationale de carburant. Ceci aurait par conséquent un impact positif sur l'inventaire national. À ceci s'ajoute que l'électricité est principalement importée au Luxembourg. Selon les règles communautaires, les émissions liées à la production d'électricité sont comptabilisées dans le pays producteur. Suite à cette disposition les émissions de gaz à effet de serre, liées à la production, n'apparaissent pas dans notre inventaire national. Ainsi si, même dans un premier temps, l'électricité requise n'était pas intégralement produite à partir de ressources renouvelables, l'électromobilité aurait, dès le départ, un impact bénéfique sur nos émissions nationales.

Étant donné que le CRTE a la charge de la coordination de la plateforme, le lien avec le monde scientifique, et plus particulièrement vers les centres de recherche et l'Université du Luxembourg, est assuré.

Question 0582 (13.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**évolution de l'assurance dépendance:**

Angesichts der demografischen Entwicklung unserer Bevölkerung wird der Pflegeversicherung im Bereich der Kurz- und Langzeitpflege in Zukunft eine immer größere Bedeutung zukommen. Daher ist es wichtig, deren Leistungen beständig weiterzuentwickeln. Genauso wichtig ist es allerdings auch, die erbrachten Leistungen einer ständigen Qualitäts- und Kostenkontrolle zu unterziehen. Dieses Pflegecontrolling sollte von qualifizierten Pflegefachleuten durchgeführt werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie steht es mit der Kontrolle der Pflegeleistungen hier in Luxemburg im Rahmen der Pflegeversicherung?

2) Wurde seit der Einführung der Pflegeversicherung eine genaue Datenanalyse über die Abrechnungen durchgeführt?

3) Falls dies nicht der Fall seine sollte, gedenkt der Minister die Leistungen in Zukunft einer gründlichen Leistungs- und Kostenkontrolle zu unterwerfen?

Réponse (25.5.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Si l'assurance dépendance a été créée par la loi de 1998, les exigences en termes de contrôles et d'assurance de la qualité dans toutes ses composantes se sont affirmées au fil des années.

Ces exigences ont été notamment précisées dans le cadre de la loi du 23 décembre 2005 modifiant la loi du 19 juin 1998 sur l'assurance dépendance prévoyant notamment l'introduction d'une Commission de qualité des prestations et dotant la Cellule d'évaluation et d'orientation de deux nouvelles missions:

- contrôler la qualité des prestations fournies à la personne dépendante, compte tenu des normes définies;

- contrôler, notamment au vu de la documentation de soins, l'adéquation entre les prestations effectivement dispensées et les besoins de la personne dépendante.

Le contrôle des prestations n'est pour l'instant pas organisé à grande échelle dans l'ensemble des structures mais se déroule de façon ad hoc et individuelle. Toutefois, la Cellule d'évaluation et d'orientation s'assure que les plans de prise en charge traduisant le volume et l'intensité de l'aide à fournir à la personne dépendante soient régulièrement actualisés. Les prestataires, la Cellule d'évaluation et d'orientation ainsi que les bénéficiaires des aides et soins sont en mesure de demander une révision des prestations garantissant une adéquation entre l'évolution des besoins des bénéficiaires et les prestations à dispenser.

La Caisse nationale de Santé procède à des analyses régulières des données récoltées dans le cadre de la facturation des prestations de l'assurance dépendance. Il s'agit notamment de contrôles de plausibilité par rapport aux actes facturés. Ainsi, les informations concernant la dotation en personnel des différents prestataires sont croisées avec les durées des prestations facturées. Étant donné que les durées (exprimées en minutes) des différents actes de l'assurance dépendance sont arrêtées par le relevé-type des aides et soins, il est possible de déterminer si les prestataires disposent du personnel suffisant pour exécuter l'ensemble des actes facturés.

Enfin, il est important de noter que pour doter le secteur d'une analyse financière plus transparente, une représentation uniformisée, transparente et tenant compte de facteurs économiques est en développement pour l'ensemble des prestations et des coûts au sein des établissements à séjour continu. Les résultats seront présentés sous forme d'un calcul des coûts unitaires (Kostenträgerrechnung, KTR) et devraient pouvoir être utilisés par les gestionnaires des établissements à séjour continu, la Confédération des organismes des prestataires d'aides et de soins ainsi que les organismes financeurs comme instrument de gouvernance et de planification.

Question 0587 (15.4.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**engagement d'une commune auprès d'un promoteur dans le cadre d'un projet de construction:**

À l'heure actuelle, de nombreuses communes luxembourgeoises envisagent la réalisation de projets de construction et d'infrastructure d'une certaine envergure. La mise en œuvre de ces projets présuppose non seulement que les autorités communales mobilisent d'importants moyens financiers mais qu'ils prennent également toutes les décisions politiques et administratives y relatives.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer jusqu'à quel degré le collège échevinal d'une commune peut s'engager au préalable d'un projet de construction respectivement d'infrastructure auprès d'un promoteur sans être obligé d'avoir un accord de principe de la part du conseil communal?

Réponse (25.5.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Aux termes de l'article 2 la loi du 25 juin 2009 sur les marchés pu-

blics on entend par «pouvoir adjudicateur», notamment «les collectivités territoriales» qui se résument dans le contexte administratif luxembourgeois actuel aux seules administrations communales.

L'article 151 du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics et portant modification du seuil prévu à l'article 106 point 10° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose que «les contrats sont passés par écrit par le collège des bourgmestre et échevins».

L'article 154 du même règlement grand-ducal prévoit que:

«Le conseil communal, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur, doit avoir, au préalable,

a) décidé le principe des travaux, fournitures ou services qui font l'objet des contrats,

b) approuvé les projets en cas de marchés de travaux,

c) pourvu à l'allocation des crédits nécessaires au règlement de la dépense qui découle de l'exécution des contrats.»

Ces règles reprennent la répartition des tâches prévue par la loi communale (art. 57 point 2°): «Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par d'autres dispositions légales le collège des bourgmestre et échevins est chargé (…) de la publication et de l'exécution des résolutions du conseil communal».

L'article 154 dudit règlement précise même que «toute dérogation importante ultérieure au projet définitif détaillé doit être approuvée par le conseil communal et l'autorité supérieure».

Il en découle la réponse suivante à la question de l'honorable Député: le collège des bourgmestre et échevins n'a aucune faculté à engager juridiquement la commune auprès d'un promoteur pour des projets de construction ou d'infrastructure, sans y être habilité par une décision du conseil communal, dûment formalisée. L'engagement juridique de la commune ne peut en effet résulter que d'une décision du conseil communal à approuver, le cas échéant, par le ministre de tutelle.

Précisons cependant qu'en pratique le collège des bourgmestre et échevins qui, au vœu de l'article 57 point 2° est également chargé «de l'instruction des affaires à soumettre au conseil communal ainsi que de l'établissement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal», est amené à être en contact avec des promoteurs, mais sans qu'il ne puisse dans cette phase engager valablement la commune à l'égard de celui-ci.

Il appartient ensuite au collège des bourgmestre et échevins d'exécuter la décision du conseil communal dans le respect notamment de la législation sur les marchés publics.

Question 0593 (19.4.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **ratification de la Charte sociale européenne révisée:**

En effet, il semble que le Luxembourg n'ait pas procédé à la ratification de la Charte sociale européenne révisée qui est entrée en vigueur le 1er juillet 1999 et qui remplace la Charte européenne de 1961 ainsi que le Protocole additionnel à la Charte sociale européenne de 1988. Ceci paraît étonnant surtout parce que cette Charte permet de fournir des réponses aux très grands défis sociaux actuels de l'Europe, tels que l'égalité des genres, la conciliation de la vie professionnelle et familiale, le vieillissement de la population, la pauvreté ou encore l'exclusion. La Charte sociale européenne apparaît, dès lors, comme un des principaux documents de référence en matière sociale pour l'intégralité des États membres du Conseil de l'Europe.

Comme le Ministère des Affaires étrangères porte la responsabilité des traités internationaux, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas encore procédé à la ratification de cet instrument très utile que constitue la Charte sociale européenne révisée?

- Y a-t-il des sections dans cette Charte dont la transposition pose problème?

- Monsieur le Ministre, pourrait-il nous informer sur le délai probable de ratification de ladite Charte?

Réponse (19.5.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

La réponse à la présente question parlementaire est fournie en concertation avec le Ministère du Travail et de l'Emploi, dont relève la Charte sociale révisée, à côté d'autres départements ministériels.

Afin de pouvoir évaluer au mieux les implications de la ratification de la Charte révisée, projet ambitieux et d'envergure s'il en est, et avant d'en entamer la procédure de ratification, le Gouvernement a souhaité, dans un premier temps, analyser la position détaillée du Comité européen des droits sociaux. Après avoir pris connaissance de la position du Comité, un groupe de travail interministériel a été mis sur pied ayant pour objectif d'examiner les dispositions de la Charte et de déterminer lesquelles pouvaient être acceptées en l'état, respectivement, lesquelles exigeaient une modification des dispositions nationales afférentes en vigueur. Il faut par ailleurs rappeler que la Charte révisée, tout comme la Charte sociale de 1961, contient de nombreuses dispositions qui ne doivent pas obligatoirement toutes être acceptées par l'État signataire.

Le groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises. Il doit poursuivre ses travaux à brève échéance pour analyser les lois récentes adoptées par la Chambre des Députés - notamment la loi du 18 décembre 2009 sur l'aide sociale - qui ont en partie répondu aux difficultés posées par la Charte sociale révisée à l'égard de notre législation nationale. Le groupe de travail souhaite également prendre en compte le prochain rapport du Comité européen des droits sociaux et l'appréciation de ce dernier sur la nouvelle législation susmentionnée.

À la lumière de ce rapport, le Luxembourg sera en mesure de fournir des précisions sur la phase finale de la ratification de la Charte sociale révisée.

Ce ne sera qu'à partir de ce moment où l'on pourra se prononcer avec précision sur le calendrier parlementaire de ce projet. En tout état de cause, les parties travaillant à la ratification de la Charte sont toutes conscientes qu'il importe de mener à bien ce projet le plus rapidement possible.

Question 0603 (22.4.2010) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**information sur les cycles «à pédalage assisté» sur le site www.ecotopten.lu:**

Dans sa réponse du 20 avril 2010 à ma question parlementaire du 7 décembre 2009 concernant la procédure d'immatriculation des cycles «à pédalage assisté» *(cf. compte rendu N°11/2009-2010 - question parlementaire N°0303)*, Monsieur le Ministre a souligné que de tels cycles devraient être soumis à une procédure d'enregistrement auprès de la Société nationale de Contrôle technique (SNCT) avant leur mise en circulation.

Cependant, sur le site www.ecotopten.lu, un site qui est géré par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et d'autres partenaires et qui a pour but de sensibiliser les consommateurs pour les produits économes en énergie, les conditions pour la mise en circulation d'un cycle «à pédalage assisté» sont définies comme suit: «Comme pour les vélos 'normaux', ni permis de conduire, ni assurance responsabilité civile ni autorisation de circulation ne sont requis.»

- Partant, je souhaiterais savoir de la part de Monsieur le Ministre s'il entend intervenir auprès des responsables du site www.ecotopten.lu en vue du redressement de ces informations apparemment erronées?

Réponse (14.5.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire N°0603, je tiens à remercier l'honorable Députée, Madame Anne Brasseur, d'avoir attiré mon attention sur une information incomplète fournie par le site www.oekotopten.lu, tout en précisant que ce site Internet est un projet initié et géré par le Mouvement écologique a.s.b.l. et par l'Oekozenter Lëtzebuerg a.s.b.l., dès lors seuls responsables pour son contenu. Ce projet bénéficie d'un cofinancement de la part du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Lancé en 2007, le guide d'achat online des produits les plus écologiques www.oekotopten.lu constitue en effet un outil d'information et de sensibilisation important, dans la mesure où il fournit des recommandations d'achat notamment pour les grands appareils ménagers tels les lave-linge et sèche-linge, lave-vaisselle, réfrigérateurs et congélateurs, fours et plaques de cuisson, en classant les appareils selon divers critères environnementaux. Il a été étendu en 2008 aux voitures, aux téléviseurs et aux lampes à économ ie d'énergie, et en 2009 aux vélos dits «à pédalage assisté» (Pedelec).

Les gestionnaires du site oekotopten.lu ont dès le 22 avril complété la rubrique «recommandations» en précisant qu'il est nécessaire d'enregistrer le Pedelec auprès de la station nationale de contrôle technique.

Question 0604 (22.4.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **jours d'absence au travail dus à l'éruption du volcan en Islande:**

Suite au nuage de cendres émanant de l'éruption du volcan islandais «Eyjafjöll», le trafic aérien en Europe fut à l'arrêt total pendant plusieurs jours. Tous les avions restèrent cloués au sol et de nombreux voyageurs furent bloqués à l'étranger.

Confronté à une situation qui mérite, selon mon interprétation, d'être qualifiée de «cas de force majeure», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

Selon les dispositions du Code du Travail,

- est-ce que les jours d'absence peuvent être déduits du congé payé annuel des salariés qui n'ont pas pu retourner à leur lieu de travail comme prévu initialement;

- est-ce que l'absence involontaire des salariés en question peut être invoquée par leurs employeurs respectifs comme motif de licenciement?

Réponse (14.5.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol posée dans le cadre des absences résultant des perturbations du trafic aérien qui ont été causées par l'éruption du volcan en Islande, il y a lieu de souligner que les articles L.233-6 et L.233-11 du Code du Travail disposent que:

Art. L.233-6

«…ne constituent pas des absences injustifiées au sens de l'alinéa précédent et sont assimilées à des journées de travail effectif (…) les absences motivées par des cas de force majeure ou par des causes indépendantes de la volonté du salarié, et qui ont mis ce dernier dans l'impossibilité de solliciter une autorisation préalable…»

Art. L.233-11

«Les absences prévues à l'article L. 233-6 ne peuvent être imputées sur la durée du congé auquel le salarié a droit…»

Il résulte des dispositions ci-dessus que l'absence du salarié provoquée par des raisons de force majeure, en l'occurrence par les perturbations du trafic aérien, ne peut pas constituer un motif de licenciement.

De même, l'employeur ne peut pas imputer unilatéralement les absences pour cause de force majeure sur le congé de récréation annuel.

Question 0610 (26.4.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **formation continue dans le domaine des premiers secours pour les enseignants:**

Il me revient qu'un nombre non négligeable d'enseignants souhaiteraient suivre une formation continue dans le domaine des premiers secours. Or, de telles formations ne seraient pas reconnues et créditées par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces affirmations? Dans l'affirmative, combien d'enseignants se sont manifestés auprès du MENFP en vue d'une telle formation?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une formation de premiers secours constitue un pilier important dans la formation continue des enseignants, surtout en vue d'une meilleure prise en charge des élèves et que, par conséquent, celle-ci devrait être reconnue par le MENFP comme formation de type prioritaire?

Réponse (21.5.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le SCRIPT, par l'intermédiaire de son Institut de Formation continue, coordonne les activités de formation continue suivant trois axes, à savoir:

- le développement personnel professionnel (Personalentwicklung);

- le développement de l'enseignement (Unterrichtsentwicklung);

- le développement de l'organisation (Organisationsentwicklung).

La formation continue répond soit à des besoins individuels, soit à des besoins et spécificités locaux, régionaux ou nationaux et peut donc être organisée au sein d'une école ou de plusieurs écoles, au niveau régional et au niveau national. Elle s'oriente aux directives des plan-cadre, plan d'études et programmes officiels et respecte les connaissances dégagées par les sciences de l'éducation.

Les priorités retenues pour l'année scolaire 2009-2010 témoignent de la continuité des travaux en cours. Plus précisément, elles mettent l'accent sur la mise en œuvre de la nouvelle école fondamentale.

Afin de contribuer à la réussite scolaire des élèves, les formations prioritaires visent le développement des compétences professionnelles suivantes:

Priorité 1: l'apprentissage

- connaître les modèles cognitifs de l'apprentissage, les facteurs favorisant l'apprentissage et les obstacles;

- être informé sur le développement cognitif, psychosocial et émotionnel des garçons et des filles;

- s'approprier un répertoire de concepts pédagogiques pertinents.

Priorité 2: l'approche par compétences

- organiser et animer des situations d'apprentissage;

- observer et évaluer les activités d'apprentissage;

- gérer la progression des apprentissages au sein des cycles;

- concevoir et faire évoluer des dispositifs de différenciation;

- impliquer les élèves dans leurs apprentissages et leur travail.

Priorité 3: le travail en équipe et la communication

- travailler en équipe (de cycle, multi-professionnelle, disciplinaire,…);

- coopérer au sein de l'école;

- informer et impliquer les parents;

- gérer un projet.

Priorité 4: le développement de la qualité

- s'intéresser aux indicateurs de qualité;

- interpréter les résultats (épreuves standardisées) au profit de notre école;

- faire une analyse de l'existant en vue de la préparation d'un plan de réussite scolaire;

- élaborer un plan de réussite scolaire.

Priorité 5: la gestion des établissements scolaires (à l'attention des membres des comités d'école)

- participer à la gestion des écoles (administration, gestion des ressources humaines et innovation pédagogique);

- gérer le changement;

- agir en tant que médiateur/médiatrice;

- agir en tant que leader pédagogique.

Priorité 6: le travail socioéducatif (priorité complémentaire réservée aux éducateurs et éducatrices diplômé/e/s et gradué/e/s)

- organiser et animer des activités socioéducatives;

- observer et documenter les progrès des élèves.

Les priorités 1 à 4 s'adressent à tout le personnel enseignant et socioéducatif des écoles et des lycées. La priorité 5 est réservée aux membres des comités d'école, la priorité 6 s'adresse aux éducateurs et éducatrices (diplômés et gradués).

En réponse à la première question de l'honorable Député, il convient de noter que des demandes de formation continue dans le domaine des premiers secours ont été recensées par le SCRIPT. Suite à ces demandes, trois formations ont été organisées au sein d'une école ou de plusieurs écoles et trois formations ont été organisées au niveau national. Au total 91 personnes ont suivi ces formations.

La participation à ces formations a été certifiée aux participants, mais comme l'objectif de ces formations ne rentre pas dans le cadre des priorités mentionnées ci-dessus, elles n'ont pas été identifiées comme formations prioritaires.

En réponse à la dernière question, je suis d'avis qu'une maîtrise des gestes de premiers secours est un élément important et incontestable du métier d'enseignant qui devrait faire partie intégrale de la formation initiale de chaque enseignant. Puisque les ressources financières sont limitées, j'ai préféré investir les moyens disponibles dans la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'école fondamentale. Voilà pourquoi les priorités ont été choisies en fonction de ces considérations.

Question 0616 (27.4.2010) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **nomination de trois nouveaux membres pour le conseil d'administration CLT-UFA par le Gouvernement:**

La semaine dernière, la presse a annoncé la nouvelle composition du conseil d'administration de la CLT-UFA. Sur proposition du Gouvernement, les présidents des groupes parlementaires CSV, LSAP et DP ont été nommés pour la durée d'un an.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Selon quels critères le Gouvernement procède-t-il à ces propositions? Pour quelles raisons le Gouvernement propose-t-il uniquement des représentants de partis politiques?

- Est-ce que la présence des représentants politiques au conseil d'administration est rémunérée? Dans l'affirmative, quel est le montant du jeton de présence ou de l'indemnité?

Réponse (12.5.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Selon le contrat de concession les actionnaires de CLT-UFA doivent désigner comme administrateurs, après agrément du Gouvernement, trois personnalités ayant la nationalité luxembourgeoise et résidant au Grand-Duché. Il est ainsi de tradition que des membres des trois principaux groupes parlementaires à la Chambre des Députés soient nommés pour siéger au conseil d'administration de CLT-UFA. Il s'agissait pour la plupart du temps des présidents. Ces nominations sont d'ailleurs effectuées à titre personnel.

Quant à la deuxième branche de votre question, je voudrais souligner qu'il n'appartient pas au Gouvernement de communiquer sur l'organisation interne des sociétés privés et donc sur la politique de compensation des membres du conseil d'administration de CLT-UFA. Je suis néanmoins en mesure de vous informer, après concertation avec CLT-UFA, que les indemnités pour l'ensemble des membres du conseil d'administration s'élèvent à 220.000 € par an.

Question 0626 (4.5.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**Ambassade du Luxembourg en Inde:**

L'Inde appartient au groupe des pays qui gagnent rapidement en importance sur le plan international. Son poids économique et la force de son entrepreneuriat se font sentir également au Luxembourg. Nos échanges commerciaux avec la République indienne ont tendance à croître.

Malheureusement, l'Ambassade du Luxembourg à New Delhi est mal implantée, alors qu'elle se situe dans un quartier de la ville purement résidentiel dans lequel il lui est notamment interdit de procéder à des opérations consulaires telles que la délivrance de visas. Or, la qualité de ce service est d'une importance capitale pour les bonnes relations entre l'Ambassade et les hommes d'affaires indiens désireux de se rendre au Grand-Duché.

Il y a deux ans, le Gouvernement indien a proposé au Luxembourg l'achat d'un terrain de construction situé dans le quartier des ambassades tout près du quartier gouvernemental à New Delhi. L'acquisition de ce terrain permettrait à terme à notre Ambassade de remplir efficacement toutes ses missions. Le terrain offert au Grand-Duché représente une occasion quasi unique alors qu'il n'y a pratiquement plus de terrains disponibles dans ce quartier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Le Gouvernement compte-t-il acquérir le terrain de construction qui lui est proposé par le Gouvernement de la République indienne?

2. Le Gouvernement envisage-t-il de prendre des mesures à court terme pour améliorer les services consulaires prestés par l'Ambassade du Luxembourg en Inde?

3. Comment le Gouvernement entend-il organiser le réseau de représentation diplomatique, consulaire ou encore purement commerciale dans la République indienne?

4. Est-ce que le Luxembourg a invité la République indienne à ouvrir une Ambassade à Luxembourg en vertu du principe de réciprocité? Si oui, quelle est l'attitude du Gouvernement indien en la matière?

Réponse commune (19.5.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Avant de répondre aux quatre questions posées par l'honorable Député, je tenais à me démarquer de certaines assertions figurant dans l'introduction précédant les questions.

Ainsi, l'Ambassade du Luxembourg à New Delhi a-t-elle été reprise en location du locataire précédent en 2007 qui n'était autre que la Commission de l'Union européenne. Je gage que cette dernière n'aurait pas choisi un emplacement condamnant d'emblée toute activité diplomatique.

Comme tout immeuble servant de représentation diplomatique et consulaire ainsi que de résidence de l'ambassadeur, un certain nombre de critères doivent être réunis pour en faire une localisation de choix. Parmi ceux-ci figurent le coût financier, l'accessibilité pour les Luxembourgeois sur place, les autres diplomates, les investisseurs potentiels au Luxembourg, les requérants de visa, la sécurité, la proximité du quartier gouvernemental, des centres commerciaux, des infrastructures comme les hôpitaux, écoles, aéroports, etc. Compte tenu de ces critères, l'immeuble actuellement occupé par l'Ambassade du Luxembourg à Delhi était un excellent choix à l'époque où la décision de l'occuper a été prise.

La situation en Inde ayant, depuis, subi de profondes mutations avec des répercussions pour les relations entre nos deux pays, il est légitime de se poser la question pour notre Ambassade en Inde, comme pour d'autres de nos postes en situation similaire, s'il n'y a pas lieu de changer d'adresse afin de coller au plus près aux exigences d'aujourd'hui.

Cette réflexion a été entamée voilà deux ans pour ce qui est de notre Ambassade en République indienne.

Le terrain auquel se réfère l'honorable Député, et dont les autorités indiennes ont offert l'usufruit à notre Ambassade, n'a pas été retenu. Le prix demandé, aux alentours de dix millions d'euros, auquel il aurait fallu ajouter les frais engendrés par la construction d'un immeuble rassemblant chancellerie, consulat et résidence, pour un terrain qui, in fine, n'appartiendrait pas à l'État, a été jugé exorbitant.

Suite à cela, l'Ambassade du Luxembourg à New Delhi a été chargée de rassembler un certain nombre de projets alternatifs, répondant mieux aux critères énoncés ci-avant et apportant une amélioration réelle par rapport à la situation actuelle. L'étude de ces projets est en cours.

Les services consulaires en Inde incombant à l'État luxembourgeois ont, jusqu'à présent, été assumés par notre Ambassade sur place, en étroite coopération avec l'Ambassade et les Consulats généraux belges en Inde, conformément à la convention entre le Luxembourg et la Belgique relative à la coopération consulaire de 1965.

Si, à court terme, nous serons à même de trouver une alternative valable à nos locaux actuels, il est certain que nous concentrerons l'ensemble des tâches diplomatiques et consulaires, incombant à notre Mission en Inde, dans ce nouvel immeuble, y compris les activités assurées, jusqu'à présent, par la Belgique.

En attendant, comme dans d'autres pays, la répartition des tâches entre les services des Ambassades luxembourgeoise et belge en Inde fonctionne parfaitement, à la satisfaction de tous.

La présence du Luxembourg en Inde se poursuivra donc, sans doute dans un nouvel immeuble à court ou à moyen terme, qui permettra à notre pays de rester au diapason de l'évolution que vit le pays en ce moment et de, mieux encore, s'acquitter des tâches qui nous incombent et des nouveaux défis à relever.

À ce titre, une adaptation de notre représentation consulaire et commerciale est également à l'ordre du jour. Il s'agit d'apprécier dans quelle mesure un transfert de notre représentation dans ces domaines, de New Delhi vers Mumbai, pourrait dégager une plus-value par rapport à notre implantation actuelle.

En tout état de cause et bien qu'en l'espèce il n'existe pas d'obligation de réciprocité, le Ministère des Affaires étrangères continue à plaider, auprès de ses interlocuteurs indiens, en faveur de l'ouverture d'une ambassade indienne à Luxembourg. J'ai bon espoir que nos efforts porteront leurs fruits dans un avenir prévisible.

Question urgente 0665 (21.5.2010) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **financement du réacteur à fusion ITER:**

Le prototype de réacteur nucléaire à fusion ITER est actuellement en construction à proximité de Cadarache en France. À l'origine, son coût était chiffré à 4,6 milliards d'euros pour les dix ans de construction: 45% à la charge de l'Europe et 9% à celle de chacun des six autres partenaires (Chine, Corée du Sud, États-Unis, Inde, Japon et Russie). S'y ajoutent 4,8 milliards d'euros pour les 20 ans d'exploitation. Cependant le budget explose en raison de l'évolution de la conception du réacteur et du renchérissement des matériaux.

La contribution de l'Europe (via Euratom) à la phase de construction, fixée au départ à 2,7 milliards d'euros, atteindra 7,2 milliards d'euros: un surcoût de 4,5 milliards d'euros, dont 1,4 milliard à trouver en 2012 et 2013. La Commission européenne vient de demander que le Conseil et le Parlement «se saisissent d'urgence de cette question».

Le Conseil Compétivité du 26 mai va se charger de discuter sur l'opportunité d'une contribution accrue des États membres ou du budget européen. D'après nos informations, lors d'une réunion des représentants permanents des États membres auprès de l'Union européenne, aucune délégation s'est formellement opposée à une augmentation de la contribution financière ni a mis en doute l'opportunité politique d'un tel projet.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la position du Luxembourg sur les contributions accrues des États membres ou du budget européen?

- Monsieur le Ministre n'est-t-il pas d'avis que ce projet est devenu ingérable au niveau du coût financier et inacceptable au niveau politique dans une situation de crise financière et d'austérité budgétaire?

- Le Luxembourg ne devrait-il pas s'opposer fermement au financement national ou européen des coûts supplémentaires?

- Cet argent ne devrait-il pas être investi dans la recherche autour des énergies renouvelables qui ont fait la preuve de leur efficacité dans la lutte contre le changement climatique?

Réponse (25.5.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

La fusion est l'une des rares sources d'énergie durable que l'humanité puisse envisager à long terme. Tout en offrant l'avantage de fonctionner en toute sécurité et avec un impact minimum sur l'environnement, elle ne comporte aucune contrainte de disponibilité ni de répartition géographique de combustible. Une fois maîtrisée, elle pourra être en mesure de jouer un rôle important dans la production d'énergie de base, aux côtés d'autres filières énergétiques répondant également à ces critères.

L'idée de réaliser des réacteurs à fusion est très ambitieuse: il s'agit de reproduire ce qui se passe au cœur du Soleil. La température de la matière est si élevée que les atomes entrent en collision et fusionnent. Cette réaction dégage une énorme énergie, qui se traduit par le rayonnement solaire dont nous bénéficions et qui alimente depuis des milliards d'années le cycle de l'eau, le vent et la vie.

D'après les experts, la fusion offre certains avantages importants en termes d'environnement, de fonctionnement et de sécurité:

- les ressources en combustibles de base (deutérium et lithium) pour la fusion sont abondantes et ne sont pas radioactives;

- le «cendre» de la fusion, l'hélium, n'est pas radioactif;

- le seul composant de combustible radioactif, le tritium, est produit et brulé à l'intérieur de la machine, le transport de matériaux radioactifs n'est pas nécessaire pour le fonctionnement ordinaire, sauf pour le démarrage et le démantèlement du réacteur;

- les centrales présenteront les avantages inhérents à la fusion en matière de sécurité, les risques de réaction en chaîne ou de fusion du cœur sont exclus. Si l'on coupe l'injection du combustible ou si le champ magnétique est interrompu, un arrêt très rapide du réacteur est possible.

Les travaux de recherche en matière de fusion ont démarré au début des années 70. L'Europe s'est affirmée sur le devant de la

scène, principalement en raison de l'intégration des programmes nationaux relatifs à la fusion dans un seul programme de recherche coordonnée au niveau d'Euratom et financé par les programmes-cadres de R&D communautaires successifs. Cette intégration des programmes nationaux a notamment permis la construction et l'exploitation, dans le cadre d'une entreprise commune établie sur la base du traité Euratom, du Joint European Torus (JET), le principal dispositif mondial de fusion, réalisé au Royaume-Uni. En 1991, un réacteur de fusion contrôlée a été réalisé au JET pour la première fois sur terre, produisant une puissance de fusion de 1,7 MW. En 1997, le succès de JET s'est affirmé lorsqu'on a dépassé la barre des 10 MW pendant quelques secondes avec un maximum de 16 MW. Grâce aux progrès accomplis au cours des dernières années, la R&D sur l'énergie de fusion a atteint un point où un progrès effectif vers la démonstration de la production d'énergie durable à partir de la fusion nucléaire paraît envisageable. L'objectif à long terme du programme européen relatif à la fusion est la création conjointe de réacteurs de démonstration économiquement viable. Cette stratégie comprend, en première priorité, la construction et l'exploitation d'ITER (Réacteur thermonucléaire expérimental international), une installation expérimentale d'envergure conçue pour démontrer la faisabilité scientifique et technologique de la fusion en tant que source d'énergie à grande échelle aux caractéristiques favorables en termes de sûreté et d'environnement.

ITER est un projet international de construction et d'exploitation d'un réacteur expérimental destiné à démontrer la faisabilité scientifique et technique de l'énergie de fusion à des fins pacifiques. Son objectif est d'évaluer si la fusion peut devenir une importante source d'énergie durable contribuant à la réalisation de la stratégie de l'UE en matière de sécurité de l'approvisionnement en énergie à long terme. Le procédé de la fusion nucléaire offre la perspective de produire une source pour ainsi dire illimitée d'énergie plus sûre et plus propre sans émissions de CO_2. Le projet ITER pourrait être suivi d'un réacteur de démonstration, en prélude à une exploitation commerciale de l'énergie de fusion.

ITER est un projet de coopération mondiale unique en son genre, le projet est régi par un accord international entre la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et six autres parties (Chine, Inde, Japon, Corée, Russie et États-Unis), signé à Paris en novembre 2006, qui est entré en vigueur en octobre 2007. Cet accord a créé l'organisation internationale pour l'énergie de fusion (organisation ITER), située à Cadarache (France), dotée de la personnalité juridique internationale pleine et entière et chargée d'assurer la mise en œuvre conjointe du projet ITER. Il a une durée initiale de 35 ans couvrant les phases de construction (10 ans), d'exploitation (20 ans) et de désactivation (5 ans) des installations ITER.

La contribution d'Euratom à ITER est gérée par l'entreprise commune européenne pour ITER «Fusion For Energy» (F4E), l'agence domestique européenne instituée par le Conseil en mars 2007 et basée à Barcelone (Espagne). Les membres de F4E, à savoir Euratom, les 27 États membres et la Suisse, sont tous représentés dans ses structures de gestion. La contribution de l'UE à la construction d'ITER consiste essentiellement à fournir «en nature» à l'organisation ITER, par l'intermédiaire de F4E, des systèmes et composants essentiels d'ITER. Il appartient au Parlement européen de donner la décharge budgétaire à l'entreprise commune européenne pour ITER. La construction d'ITER est un défi technique immense par son ampleur et par sa complexité.

Lors de la phase de construction, la contribution d'Euratom représente 5/11 (environ 45%) du total, dont 80% à la charge d'Euratom et 20% à la charge de la France, le reste étant réparti à parts égales entre les six autres parties (1/11 ou environ 9% chacune).

Selon l'estimation de 2001, le coût total de la construction d'ITER devait s'élever à 5,9 milliards d'EUR. La contribution d'Euratom s'établissait à 2,7 milliards d'EUR (environ 45%), soit 1.735 millions d'EUR pour les composants/systèmes à fournir «en nature» et 945 millions d'EUR à fournir «en numéraire» à l'organisation ITER. À cette contribution, il faut ajouter les frais de fonctionnement de l'agence domestique européenne F4E de quelque 650 millions d'EUR qui n'étaient pas encore prévus en 2001. Par conséquent, le coût total d'Euratom s'établissait à 3,35 milliards d'EUR (en prenant en compte ce coût total, la contribution d'Euratom s'élèverait à 2,8 milliards d'EUR et la charge supportée par la France à 550 millions d'EUR).

Selon les estimations actuelles de F4E pour la phase de construction (pour l'Europe uniquement), actualisées en fonction du calendrier proposé (2007-2020) et présentées au conseil de direction de F4E en mars 2010, le coût s'élève désormais à 7,25 milliards d'EUR: 6,6 milliards d'EUR en ce qui concerne la contribution à la construction d'ITER et 650 millions d'EUR en ce qui concerne les frais de fonctionnement de F4E. Sur la base de ces estimations, la contribution d'Euratom s'élèverait à 5,9 milliards d'EUR et la charge supportée par la France à 1,3 milliard d'EUR.

Par conséquent, le surcoût de la contribution d'Euratom (financée par le budget européen) s'élèverait à 3,1 milliards d'EUR (c'est-à-dire 5,9 milliards d'EUR au lieu de 2,8 milliards d'EUR).

Chaque partie s'est engagée à apporter les contributions convenues en nature indépendamment du coût final d'acquisition et de fourniture des composants. Les surcoûts de 3,1 milliards d'EUR sont liés principalement aux évolutions du projet (sept partenaires au lieu de trois partenaires, ce qui est lié à des frais de coordination beaucoup plus élevés, l'évolution du design, de l'ingénierie du réacteur et des bâtiments) et aux surcoûts des matières premières et du travail.

Lors du Conseil Affaires générales et Relations extérieures du 16 novembre 2010 (point A), le Conseil a confirmé le soutien au projet ITER, pour autant que les conditions limites fixées par la Commission, telles que des évaluations crédibles en matière de coûts, des niveaux de dépense acceptables et maîtrisés, un calendrier réaliste et une gestion saine du projet à tous les niveaux, puissent finalement être remplies. Le Conseil a demandé que les changements nécessaires soient apportés à la gestion du projet et qu'une politique déterminée soit menée en matière de contrôle budgétaire ainsi que de réduction et de maîtrise des coûts.

La source des dépassements de coût a fait l'objet d'une analyse par des experts, dont il ressort qu'une série de problèmes devraient être réglés d'urgence dans la gouvernance de l'agence domestique européenne F4E et de l'organisation internationale ITER. Il s'agira d'améliorer l'estimation des coûts, d'assurer un suivi et un compte rendu transparents de l'évolution des coûts et d'appliquer des mesures volontaristes de maîtrise des coûts. L'agence domestique européenne F4E est en cours de restructuration et un nouveau directeur est en train de réorganiser les méthodes de maîtrise des coûts. Dans sa réunion du 30 au 31 mars 2010, le conseil de direction de F4E a recommandé que F4E et l'organisation ITER feront le plus possible afin de réduire les coûts de construction globaux pour l'Europe d'un montant de 600 millions d'EUR.

En ce qui concerne l'organisation internationale ITER, les problèmes d'escalade des coûts concernent les ressources de conception et de gestion. Le Conseil ITER mettra en œuvre les aspects essentiels du rapport d'évaluation de la gestion, parmi lesquels le remplacement de l'actuel directeur général de l'organisation ITER pour le mois de juin 2010.

Par ailleurs, le Conseil du 16 novembre 2009 a invité la Commission à étudier les moyens de répondre aux besoins de financement supplémentaires au cours de la période couverte par les perspectives financières actuelles.

Le Conseil Compétitivité du 26 mai 2010 est censé donner des orientations à la Commission concernant l'état d'avancement d'ITER et le financement de la contribution européenne du projet ITER. À l'heure actuelle, le Comité des représentants permanents de l'UE n'a pas encore trouvé un accord sur ces orientations.

À l'heure actuelle, la position du Luxembourg en vue du Conseil Compétitivité du 26 mai 2010 est guidée par le souci de fixer les besoins de financement supplémentaires dans les limites du cadre des perspectives financières actuelles (2007-2013). Le Luxembourg insiste en outre que cette solution ne devrait pas impliquer ni de nouvelles contributions financières collectives des États membres ni une augmentation nette du plafond global prévu par le cadre financier 2007-2013.

Le Luxembourg fait sienne la recommandation du conseil de direction de F4E, selon laquelle l'agence domestique européenne F4E et l'organisation ITER feront le plus possible afin de réduire les coûts de construction globaux pour l'Europe d'un montant de 600 millions d'EUR. Par conséquent, le Luxembourg se rallie au plafonnement de la contribution européenne à un montant maximal de 6,6 milliards d'EUR. Le Luxembourg demandera à la Commission de soumettre dès que possible une proposition pour le financement de la contribution européenne du projet ITER pour les années 2012-2013.

Selon les premières estimations de la Commission, un abandon du projet ITER aura un coût considérable sur le plan politique et sur le plan financier. La construction d'ITER a été identifiée dans le plan SET (European Strategic Energy Technology Plan) comme un des défis majeurs de la technologie pour les dix prochaines années afin de répondre à la vision 2050 qui a pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 60% à 80%.

Dans le cadre du septième programme-cadre R&D de la Communauté européenne (2007-2013), le budget prévu pour les énergies renouvelables s'élève à 1,8 milliard d'EUR tandis que le budget prévu pour le projet ITER s'élève à 1,6 milliard d'EUR.

Dans la communication de la Commission du 3 mars 2010 «EUROPE 2020: Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive», la Commission a présenté parmi les sept initiatives phares «une Europe efficace dans l'utilisation des ressources» qui vise à découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources, à favoriser le passage vers une économie à faible émission de carbone, à accroître l'utilisation des sources d'énergie renouvelable, à moderniser notre secteur des transports et à promouvoir l'efficacité énergétique. Les grandes lignes ont été approuvées par le Conseil européen du 25 au 26 mars 2010. Pour agir dans le domaine des ressources énergétiques, d'après la communication de la Commission, il sera nécessaire de mettre en œuvre nos engagements en matière de réduction des émissions, de manière à optimiser les bénéfices et réduire les coûts, y compris en diffusant des solutions innovantes sur le plan technologique. De plus, l'UE devra essayer de découpler croissance et consommation d'énergie afin de devenir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources. Cela donnerait non seulement à l'Europe un avantage compétitif, mais réduirait aussi sa dépendance face aux matières premières et aux produits de base provenant de l'étranger. À l'échelon de l'UE, la Commission s'efforcera d'achever le marché intérieur de l'énergie et de mettre en œuvre le plan SET. La promotion de sources d'énergie renouvelable dans le marché unique sera également une priorité.

Finalement, je tiens à vous informer que depuis septembre 2009 les dossiers (y inclus le dossier ITER) des différents Conseils Compétitivité sont exposés par mes services dans la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications (récemment dans la commission du 20 mai 2010) et que le dossier ITER figurera de nouveau à l'ordre du jour de la prochaine commission, prévue pour le 16 juin 2010.

Il résulte de ce qui précède:

- À l'heure actuelle, la position du Luxembourg en vue du Conseil Compétitivité du 26 mai 2010 est qu'en principe les besoins de financement supplémentaires devraient se trouver dans les limites du cadre des perspectives financières actuelles (2007-2013) et que la solution ne devrait pas impliquer ni de nouvelles contributions financières collectives des États membres ni une augmentation nette du plafond global prévu par le cadre financier 2007-2013.

- Le Conseil du 16 novembre 2009 a demandé que les changements nécessaires soient apportés à la gestion du projet et qu'une politique déterminée soit menée en matière de contrôle budgétaire ainsi que de réduction et de maîtrise des coûts. La source des dépassements de coût a fait l'objet d'une analyse par des experts, dont il ressort qu'une série de problèmes devraient être réglés d'urgence dans la gouvernance de l'agence domestique européenne F4E et de l'organisation internationale ITER. Il s'agira d'améliorer l'estimation des coûts, d'assurer un suivi et un compte rendu transparents de l'évolution des coûts et d'appliquer des mesures volontaristes de maîtrise des coûts. L'agence domestique européenne F4E est en cours de restructuration et un nouveau directeur est en train de réorganiser les méthodes de maîtrise des coûts. À l'heure actuelle et en vue du Conseil Compétitivité du 26 mai 2010, le Luxembourg réitère la recommandation du conseil de direction de F4E que l'agence domestique européenne F4E et l'organisation ITER feront le plus possible afin de réduire les coûts de construction globaux pour l'Europe d'un montant de 600 millions d'EUR et considèrent que 6,6 milliards d'EUR devraient constituer le plafond pour la contribution européenne.

- À ce stade, il est prématuré de se prononcer sur un financement des coûts supplémentaires. En vue du Conseil Compétitivité du 26 mai 2010, le Luxembourg demandera à la Commission de soumettre dès que possible une proposition pour le financement de la contribution européenne du projet ITER pour les années 2012-2013. Selon les premières estimations de la Commission, un abandon du projet ITER aura un coût considérable sur le plan politique ainsi qu'en termes d'impact financier.

- D'après les décisions 1982/2006/CE et 969/2006/CE du 18 décembre 2006 relatives au septième programme-cadre de la Communauté européenne, un transfert du budget du programme spécifique Euratom vers d'autres programmes spécifiques demanderait une nouvelle décision du Conseil et du Parlement européen.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

31e séance	mardi	1er juin 2010
32e séance	mercredi	2 juin 2010
33e séance	jeudi	3 juin 2010

La Présidente du Lok Sabha à la Chambre



Une délégation indienne conduite par Mme Meira Kumar (au milieu) a rencontré des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés.

Les liens commerciaux et les relations économiques entre l'Inde et le Luxembourg, le changement climatique et les principaux dossiers internationaux ont été abordés au cours d'un échange de vues entre Mme Meira Kumar, Présidente du Lok Sabha (la Chambre basse du Parlement indien) et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés. Peu avant, accompagnée par un certain nombre de parlementaires indiens issus des bords politiques les plus divers, Mme Kumar avait eu l'occasion de rencontrer le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar.

«Nos pays partagent les mêmes valeurs», souligna Meira Kumar à l'occasion d'une conférence de presse tenue dans les locaux du bâtiment Printz & Richard de la Chambre. «Nous croyons dans la démocratie, les droits de l'homme et la liberté de la presse», a-t-elle précisé.

Elle a profité de l'occasion pour rappeler que la crise économique actuelle affecte également l'économie indienne. La Présidente du Lok Sabha a aussi évoqué la création d'une chambre de commerce indo-luxembourgeoise et la signature d'un accord en matière de sécurité sociale, ceci dans le but d'une collaboration plus étroite entre le Luxembourg et la plus grande démocratie du monde.

D'après Mme Kumar, l'Inde est très sensible au changement climatique. Le pays dispose d'un secteur agricole important, vulnérable aux effets des pluies diluviennes et des inondations de plus en plus fréquentes. La délégation indienne s'est également enquise de la situation à Gaza et en Afghanistan, demandant à cet effet des précisions sur les positions luxembourgeoises.

Par ailleurs, Mme Kumar a profité de son déplacement à Luxembourg pour voir la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, Mme Françoise Hetto-Gaasch et s'entretenir avec le Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker avant d'être reçue en audience par S.A. le Grand-Duc.

Le Turkménistan s'ouvre aux pays occidentaux

Jusqu'en 1992, le Turkménistan faisait partie de l'Union soviétique. Le pays, situé en Asie centrale entre le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, l'Afghanistan et l'Iran s'efforce actuellement d'établir des relations bilatérales avec d'autres pays. Début juin, une délégation turkmène a rencontré les présidents et des membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission des Institutions de la Chambre. Il s'agissait de la première rencontre entre parlementaires turkmènes et luxembourgeois.

Vivant assez isolée depuis l'effondrement de l'URSS, la république turcophone des bords de la mer Caspienne, riche en gaz, vient seulement de s'ouvrir aux pays occidentaux. Le Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, M. Jean Asselborn s'y était rendu en mars 2010.

Lors de sa visite à la Chambre, la délégation parlementaire turkmène a souligné l'importance de développer des échanges politiques et commerciaux avec le Luxembourg. Le Turkménistan dispose d'importantes ressources en hydrocarbures (gaz, pétrole, etc.) et entend développer son industrie textile et la fabrication de tapis.

L'entretien entre députés turkmènes et luxembourgeois a également porté sur des questions institutionnelles, comme

- la pluralité politique,

- les fondements et l'organisation d'un État de droit,

- la Constitution luxembourgeoise et sa réforme

- ainsi que la participation du peuple à la prise de décisions politiques.

Au cours de leur déplacement à Luxembourg, les députés turkmènes ont également pu rencontrer le Médiateur ainsi que des représentants du Conseil d'État, de la Cour des Comptes, du Ministère de la Justice et de la Cour constitutionnelle.



Une délégation parlementaire turkmène accueillie par les présidents de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission des Institutions, M. Ben Fayot (à gauche) et M. Paul-Henri Meyers (au milieu).

Itinéraires culturels européens

Les Itinéraires culturels européens du Conseil de l'Europe ont pour but de favoriser une meilleure connaissance de l'histoire et de la mémoire européennes. Les membres de la Commission de la Culture de la Chambre ont souhaité s'informer sur les activités de l'Institut européen des Itinéraires culturels (IEIC) qui siège à l'Abbaye de Neumünster.

- des époques comme le Moyen Âge ou le temps des fortifications militaires,

- des civilisations comme les Vikings, les Phéniciens ou le réseau marchand de la Hanse,

- le patrimoine naturel à travers des paysages, parcs et jardins



Des membres de la Commission de la Culture reçus par la Présidente de l'IEIC, Mme Erna Hennicot-Schoepges (au milieu).

L'IEIC est chargé de mettre en œuvre le programme des itinéraires et de coordonner le travail des partenaires publics et privés dans 50 pays européens. Sa vocation est double: être un lieu d'archives et de mémoire pour tous les itinéraires existants ainsi qu'un centre de documentation et d'étude pour les personnes ou associations voulant préparer un itinéraire.

29 itinéraires culturels passent par l'Europe. Les députés ont pu se rendre compte de la richesse des thèmes qu'ils touchent:

- des chemins de pèlerinage comme celui vers Saint-Jacques-de-Compostelle, vers Rome (la Via Francigena) ou vers le Mont-Saint-Michel,

- des personnages comme Mozart, l'architecte Schickhardt, Don Quichotte ou Saint-Martin,

- le patrimoine industriel (à travers la route du fer),

- le patrimoine construit (architecture romane, des sites clunisiens, des stations thermales),

- le patrimoine agricole et culinaire (le vignoble, les oliviers),

- les cultes (itinéraire du patrimoine juif; itinéraire des cimetières).

L'Institut européen des Itinéraires culturels a été mis en place en 1997 dans le cadre d'un accord entre le Conseil de l'Europe et le Grand-Duché de Luxembourg. Dans un premier temps, il était logé à la Tour Jacob près du Plateau du Rham avant d'élire domicile à l'Abbaye de Neumünster (bâtiment Bruch) au Grund. L'institut emploie deux personnes à plein temps et accueille à titre régulier des étudiants et stagiaires. Dans le cadre de sa coopération avec la Roumanie, l'institut a récemment implanté un Centre de ressources régional à Sibiu.

DANS CE NUMÉRO

Avenir de la place financière	p. 414
Réforme du système de pension	p. 430
Attaque contre la «flottille Gaza»	p. 443
	p. 445
Sommaire des séances publiques Nos 31-33	p. 456
Sommaire des questions parlementaires	p. Q176

Mottaki prié de s'expliquer



Le Président de la Chambre (à gauche) et le Ministre des Affaires étrangères iranien signant le Livre d'or de la Chambre.

Dans le cadre de sa visite de travail au Luxembourg, le Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Manouchehr Mottaki a eu un entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Très préoccupé par les droits de l'homme et la situation des femmes en Iran, le Président de la Chambre des Députés a longuement interrogé le ministre à ce sujet. Il a mentionné les nombreuses injonctions de la communauté internationale appelant l'Iran à adapter sa législation nationale aux conventions internationales en matière des droits de l'homme. Le ministre a expliqué que le Gouvernement iranien entreprend des efforts dans cette direction et qu'il «faut travailler sur la question des droits de l'homme dans le dialogue».

Interrogé par M. Mosar sur le fait qu'en 2009, 390 personnes aient été exécutées en Iran, le ministre iranien a justifié les exécutions comme une mesure apte à lutter contre le trafic de stupéfiants. M. Mottaki a conclu que dans son pays «un groupe de travail était en train d'analyser la situation».

Fortement interpellé par le fait que la tutelle de l'homme sur les femmes continue d'être un pilier fondamental de la législation iranienne, le Président de la Chambre des Députés a évoqué cette question des droits de la femme en présence de l'épouse de Manouchehr Mottaki, par ailleurs conseillère du Ministre des Affaires des femmes et des Droits de la femme.

Le blocus de Gaza et la situation politique en Afghanistan et en Iraq ont aussi été abordés. Le ministre iranien et le Président de la Chambre ont été d'accord pour dire qu'une solution devrait être trouvée pour toute cette zone du Proche- et Moyen-Orient.

Conscients de leurs divergences de vues sur les droits de l'homme et la situation des femmes en Iran, le Président de la Chambre et le Ministre des Affaires étrangères iranien sont néanmoins convenus de continuer le dialogue, notamment à un niveau parlementaire.

La Chambre se veut exemplaire

La Chambre des Députés contribue aux efforts d'économie pour le redressement des finances publiques.

Ainsi le Bureau de la Chambre vient de décider une réduction des frais de fonctionnement (hors frais de personnel) de plus d'un million d'euros (1,072 mio €).

Par rapport à 2010, l'administration parlementaire économisera 887.140 € en 2011 alors que les quatre groupes et deux sensibilités politiques réduiront leurs frais de fonctionnement pour un total de 184.847 €.

Pour garantir une plus grande flexibilité, il a été retenu que tous les crédits revenant aux groupes et sensibilités politiques seront regroupés dès 2011 en un seul article budgétaire.

Par ailleurs, les groupes et sensibilités ont également marqué leur accord pour soumettre leurs comptes respectifs au contrôle d'un réviseur externe (pour autant que ce ne soit pas déjà le cas).

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Visite de la Société Électrique de l'Our

Les membres de trois commissions parlementaires du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, à savoir celle de l'Aménagement du Territoire, de la Coopération transfrontalière et des Affaires économiques, ont été invités le 4 juin à Vianden pour s'informer de la progression du chantier de la 11e machine de la SEO (Société Électrique de l'Our).

Actuellement, les dix turbines de Vianden ont une capacité de 1,1Gw/h. Les travaux d'installation de la 11e turbine qui va de pair avec l'augmentation de la capacité de retenue d'eau de 500.000 m³ ont débuté en janvier 2010 et devront se terminer au cours de l'année 2013. En effet, l'installation de la 11e machine qui constitue l'un des investissements les plus importants au Luxembourg devient nécessaire car la demande pour l'énergie de pointe a augmenté au cours des dernières années. Par ailleurs, elle permet d'augmenter la capacité de réserve, et, grâce à la disponibilité rapide de sa puissance, elle permet de contribuer à la régulation de la puissance et de la fréquence ainsi qu'au maintien de la tension dans le réseau électrique européen.

La machine 11 offrira également la possibilité d'une utilisation plus durable de l'énergie nécessaire au pompage de l'eau vers le bassin supérieur. L'énergie gagnée par les parcs éoliens en mer du Nord qui seront construites dans le cadre de la „North Seas Countries' Offshore Grid Initiative" pourra être utilisée par la nouvelle machine. Les trois pays du Benelux participent à cette initiative des parcs éoliens qui constitue un élément important dans la stratégie pour les énergies renouvelables, le Luxembourg étant le seul de ces pays qui participe à cette initiative mais qui ne dispose pas d'un accès à la mer. L'initiative constitue l'un des projets phares et sera suivi de près par le Benelux.



Les membres de trois commissions visitent la SEO.

Le rôle futur de la COSAC



La délégation luxembourgeoise se composait de MM. Gast Gibéryen, Ben Fayot, Fernand Boden, Eugène Berger et Félix Braz (de gauche à droite).

M. Fernand Boden, Président de la délégation, M. Ben Fayot, M. Eugène Berger, M. Félix Braz et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés lors de la XLIIIe COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes) qui s'est déroulée du 30 mai au 1er juin 2010 à Madrid.

Les travaux de la conférence étaient concentrés entre autres sur les priorités politiques de la nouvelle Commission européenne, sur les rapports entre les parlements nationaux et le Parlement européen après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et le rôle futur de la COSAC.

Les parlementaires ont procédé dans ce contexte à des échanges de vues avec M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne, et M. Diego López Garrido, Secrétaire d'État pour l'Union européenne, et ont suivi une allocution de M. José Luis Rodriguez Zapatero, Président du Gouvernement espagnol.

La COSAC «accueille les possibilités élargies de contrôle parlementaire des affaires de l'UE, résultant du renforcement de la dimension parlementaire des activités de l'UE découlant du Traité de Lisbonne, (et) constate dans ce contexte la capacité accrue des parlements nationaux et du Parlement européen d'influencer la politique européenne et la possibilité d'une plus grande coopération afin de garantir le contrôle démocratique de la politique européenne.»

Les parlementaires ont par ailleurs retenu que «l'agenda de la COSAC pourra inclure des débats sur des projets d'actes législatifs spécifiques de l'Union européenne pourvu que ces projets aient trait à des sujets particulièrement polémiques susceptibles de donner lieu à un débat politique sur des sujets spécifiquement européens.»

La délégation luxembourgeoise a interrogé les invités sur les négociations menées dans le contexte du changement climatique, les possibilités d'intervention de la Commission européenne sur les budgets nationaux, le contrôle parlementaire de la politique de la défense après la dissolution de l'Assemblée parlementaire de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) ainsi que sur le Programme de Stockholm.

Conseil Parlementaire Interrégional

Séance plénière à l'Académie européenne d'Otzenhausen

Quatre recommandations ont été adoptées le 28 mai par les parlementaires de la Grande Région lors de la 44e séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), qui réunit les assemblées parlementaires de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre et de la Wallonie dans le but de promouvoir le rôle politique, économique et social de la Grande Région.

Une première recommandation adoptée lors de cette séance plénière interrégionale appelle les gouvernements de la Grande Région à accélérer l'aménagement des sas d'écluses de la Moselle. La situation actuelle du transport de marchandises sur la Moselle est marquée par des goulets d'étranglement majeurs aux dix sas d'écluses entre Trèves et Coblence, alors que dans les années à venir le transport fluvial sur la Moselle augmentera d'environ 13%.

D'après les projets d'aménagement actuels les seconds sas d'écluses ne pourront être achevés avant 2032 en raison du manque de personnel qualifié. C'est pour cette raison que le CPI a appelé tous les acteurs concernés d'œuvrer afin que les travaux puissent être réalisés plus rapidement et a proposé de faire participer des entreprises de la Grande Région à la planification et à la construction pour favoriser ce moyen de transport qui est plus avantageux tant d'un point de vue économique qu'environnemental.

Une deuxième recommandation vise à soutenir le projet „Université de la Grande Région" en tant que facteur de positionnement géographique et d'intégration important. À ce propos, les parlementaires interrégionaux ont rappelé l'importance d'installer ce projet comme élément permanent de la coopération des universités de la Grande Région et de favoriser à l'avenir un développement aboutissant à un site universitaire de la Grande Région.

Dans sa recommandation concernant la formation policière transfrontalière, le CPI a salué les succès obtenus jusqu'à présent par la coopération policière transfrontalière et rappelé que la seule manière de relever les futurs défis policiers transfrontaliers passe par une formation des policiers qui prend davantage en compte la dimension interrégionale. En plus de stages d'observation, de rencontres régulières et de formations communes, le CPI a appelé au renforcement des échanges entre les écoles de police, à l'amélioration de l'apprentissage des langues étrangères et à la mise en place d'une charte éthique qui énonce les valeurs et standards attendus d'une police dans une société démocratique.

Enfin, le CPI a pour la première fois débattu d'une problématique qui dépasse les frontières de la Grande Région dans sa recommandation sur l'accord «SWIFT» entre les États-Unis et l'Union européenne, qui autoriserait les autorités américaines à avoir un accès direct aux données bancaires européennes pour la lutte contre le terrorisme. Se sentant responsable pour les 11 millions d'habitants de la Grande Région, le CPI a ainsi appelé les gouvernements de la Grande Région à s'engager pour une solution européenne qui veille au respect des droits fondamentaux.



Les députés luxembourgeois lors de la séance plénière du CPI: MM. Alex Bodry, Fernand Etgen, Roger Negri, Mill Majerus et Emile Eicher (de gauche à droite).



MM. Roger Negri, Emile Eicher et Mill Majerus à la suite d'une entrevue avec l'ambassadrice du Luxembourg en Allemagne, S.E. Mme Martine Schommer.

Parlementarisme en Allemagne

À l'occasion de la visite du CPI à Berlin le 20 mai, des parlementaires belges, luxembourgeois et français de la Grande Région ont eu l'occasion d'étudier de près le fonctionnement du parlementarisme au sein d'un État fédéral comme l'Allemagne.

Cette initiative de la présidence sarroise du CPI a donné lieu à des échanges ouverts et cordiaux entre les délégations invitées, les députés de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat ainsi que des députés allemands fédéraux et a permis de débattre des problématiques qui concernent directement la Grande Région, au Bundestag, au Bundesrat et à la représentation de la Sarre à Berlin.

Avant de retrouver leurs homologues allemands, français et belges, les députés luxembourgeois qui ont participé à la visite ont eu l'occasion d'aborder les dossiers prioritaires pour le Luxembourg dans le contexte de la Grande Région avec l'ambassadrice du Luxembourg en Allemagne, Son Excellence Madame Martine Schommer.

Chamber aktuell

*Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.*

*L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Visite à l'Office social d'Esch

L'année 2010 a été déclarée «Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale».

Dans ce cadre et dans un contexte de crise économique récurrente, les membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances de la Chambre se sont rendus à Esch-sur-Alzette pour y rencontrer les responsables de l'Office social de la ville.

Accompagnés par des membres de la Commission Famille, Solidarité et Intégration du Parlement des Jeunes, les députés ont pu constater sur place que parmi les 30.000 habitants de la métropole du fer, un certain nombre vivent dans la précarité et sont contraints de faire appel à l'Office social pour boucler leur fin de mois, payer des factures, avoir à manger ou dormir dans un lit propre.

Mme Vera Spautz (LSAP), députée et échevine sociale de la ville d'Esch, a cité quelques chiffres éloquents à cet égard:

- de 2007 à 2009, en trois ans donc, le nombre de personnes ayant eu recours à l'Office social de la ville a augmenté de 1.158 à 1.382, soit une progression de 18,7%;

- du 1er janvier 2007 jusqu'à maintenant, la Commission de l'Office social de la ville, organe qui décide des différentes attributions et aides en matière sociale, s'est réunie à 57 reprises (une cinquantaine de dossiers sont traités à chaque réunion);

- 30% des bénéficiaires du RMG au Luxembourg sont domiciliés à Esch;

- 19,9% des personnes recourant à l'Office social ont moins de 25 ans;

- 50 jeunes familles dont les parents ont moins de 30 ans et ont à charge un jusqu'à quatre enfants se retrouvent sur une liste d'attente afin de bénéficier d'un logement social de la part de la commune eschoise.



Rencontre parlementaire avec les responsables de l'Office social d'Esch-sur-Alzette.

Alors qu'il y a sept ans déjà, la ville d'Esch avait organisé les premières assises sociales au Luxembourg, les autorités eschoises font tout leur possible pour combattre l'exclusion sociale et la pauvreté dans une ville qui compte 53% d'étrangers et plus de 100 nationalités différentes. Au point, dit Vera Spautz, d'attirer aujourd'hui un certain nombre de personnes dans le besoin qui, dans leurs communes respectives, ne bénéficient pas des prestations sociales offertes à Esch.

En guise de conclusion, Mme Spautz a lancé un appel pressant aux députés présents et autres décideurs politiques de tout mettre en œuvre afin d'éviter des coupes sombres dans les budgets sociaux. «La lutte contre la pauvreté et l'exclusion doivent demeurer une priorité, sinon on risque de précariser des franges entières de notre population, aussi bien à Esch que dans l'ensemble du pays», a-t-elle ainsi lancé.

Entrevue avec Percy Schmeiser, lauréat du Prix Nobel alternatif 2007

En date du 26 mai 2010, les députés Henri Kox et Jean Colombera ont participé à une entrevue avec M. Percy Schmeiser, agriculteur canadien et lauréat du Prix Nobel alternatif 2007. M. Schmeiser était en visite officielle au Luxembourg sur invitation des 29 organisations de l'Initiative «Luxembourg sans OGM».

L'histoire de Percy Schmeiser illustre très clairement les menaces que l'agriculture et les agriculteurs courent face aux OGM. Les champs de Percy Schmeiser furent contaminés par des OGM de Monsanto, multinationale qui domine plus de 90% du marché des OGM dans le monde. Alors qu'il était en réalité victime d'une contamination OGM, M. Schmeiser a été traîné par Monsanto devant les tribunaux pour avoir «volé leurs plantes OGM».

«Il y a une dixaine d'années, au Canada, on ne savait pas qu'est-ce que les OGM nous réserveraient. Aujourd'hui on sait que c'était une faute de laisser entrer cette "chose" dans notre pays. En Europe vous avez encore la possibilité de dire non aux OGM», a expliqué Percy Schmeiser aux députés, membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Les députés Henri Kox et Jean Colombera ont exprimé leur soutien à Percy Schmeiser et ont rappelé que le 16 mars dernier la Chambre des Députés a voté à l'unanimité, et comme premier parlement national dans l'Union européenne, une motion appelant à un moratoire sur les autorisations d'OGM dans l'Union européenne. Actuellement la procédure d'évaluation et d'autorisation des OGM dans l'Union européenne ne prend pas en compte les effets socio-économiques et les effets à long terme des OGM sur la santé et l'environnement.



(de gauche à droite) MM. Jean Colombera (ADR), Raymond Aendekerk (Initiativ Lëtzebuerg ouni Gentechnik), Percy Schmeiser, Henri Kox (déi gréng) et Maurice Losch (Initiativ Lëtzebuerg ouni Gentechnik)

Les 29 organisations de l'Initiative «Luxembourg sans OGM»:

Aide à l'Enfance de l'Inde a.s.b.l., Association Solidarité Luxembourg Nicaragua, ASTM, Attac Luxembourg, Bauerenallianz, bio-LABEL Lëtzebuerg, BIONA, Caritas Luxembourg, Demeter Bond Lëtzebuerg, Église Catholique à Luxembourg, Émweltberodung Lëtzebuerg a.s.b.l. (EBL), FCPT - SYPROLUX, FNCTTFEL - Landesverband, Fondatioun Hëllef fir d'Natur, Frères des Hommes, Greenpeace Luxembourg, Haus vun der Natur, Initiativ Liewensufank, LCGB, Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga, Lëtzebuerger Landesverband fir Beienzuucht, Life a.s.b.l., Mouvement Écologique, OGB-L, Slow Food Lëtzebuerg, SOS Faim Luxembourg, Stroossekanner São Paulo a.s.b.l., TransFair - Minka a.s.b.l., Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC)

Réunion interparlementaire à Bruxelles

Mise en place du service diplomatique européen

Le 2 juin 2010, la Commission des affaires étrangères du Parlement européen (PE) a invité les représentants des Commissions des affaires étrangères des parlements nationaux pour débattre avec leurs homologues du PE de la forme que devra prendre le futur service diplomatique européen. Les parlementaires nationaux ont été nombreux à apporter leur soutien à la création d'un service d'action extérieure ambitieux tel que proposé par les députés européens. La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel.

Introduit par le Traité de Lisbonne, le Service européen d'action extérieure (SEAE) sera un nouvel organe de l'Union européenne devant permettre à cette dernière de conduire une politique étrangère et de sécurité plus efficace et plus visible dans le monde. Une partie de l'action extérieure de l'Union européenne, à savoir la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) est intergouvernementale. Le reste, y compris la politique de voisinage et l'aide au développement, fait partie des politiques communautaires décidées par la Commission. La difficulté actuelle consiste à agréger ces deux volets en un seul service.



M. Marc Angel

Le Conseil s'est dernièrement mis d'accord avec la Commission sur le projet de décision établissant le SEAE. L'accord prévoit que le service devra être un organe autonome des institutions européennes. Les eurodéputés exigent, quant à eux, que le SEAE soit intégré à la Commission, en termes administratifs et budgétaires, afin de «développer le modèle communautaire dans le domaine des relations extérieures» et de garantir au Parlement européen un contrôle, notamment budgétaire, sur le service. Les rapporteurs du Parlement craignent en effet une «intergouvernementalisation» des compétences communautaires qui seront dorénavant intégrées au service.

Pour le conseiller spécial auprès de la Haute représentante, M. Christoffersson, les décisions resteront de la compétence du Collège pour les tâches communautaires, et du Conseil pour les questions liées à la PESC. «Les parlements nationaux ont un rôle de contrôle politique important à jouer en matière de PESC, qui reste aux mains du Conseil et des parlements nationaux», a déclaré le conseiller spécial en réponse à la crainte exprimée par certains parlementaires nationaux de se voir dépossédés, au profit du Parlement européen, de leur pouvoir de contrôle sur certains aspects, notamment militaires et de la politique étrangère.

D'autres désaccords subsistent entre le Conseil et le Parlement quant aux compétences et la composition du futur service. Uniquement consulté sur le projet de décision du Conseil fixant l'organisation et le fonctionnement du SEAE, le Parlement tente actuellement de faire pression sur le Conseil en conditionnant l'adoption de la refonte du règlement financier et du statut du personnel, nécessaires à la mise en place du service et où le Parlement dispose d'un pouvoir de codécision, à la satisfaction de ses exigences en matière d'organisation et de fonctionnement du service.

NOUVELLES LOIS

Fondation Pescatore

5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore en portant la participation de l'État de 9.486.424,31 euros, valeur 618,55 de l'indice des prix de la construction en vigueur au 1er octobre 2005 à 11.634.870,78 euros, valeur 666,12 de l'indice des prix de la construction en vigueur au 1er avril 2008. Les travaux initialement projetés n'ont pas pu être réalisés suivant le programme prévu.

Conformément à l'article 13 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, le Conseil de Gouvernement s'est mis d'accord pour accorder aux travaux de transformation et de modernisation de la Fondation J.-P. Pescatore une participation financière de 80%.

Il s'ensuit qu'une augmentation du coût de la construction doit entraîner une augmentation correspondante de la participation financière de l'État.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.11.2008

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Mill Majerus):

22.09.2009	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
13.04.2010	Examen de l'avis du Conseil d'État
27.04.2010	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2010

Maison de soins Erpeldange/Ettelbruck

6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck

La participation de l'État à la construction visée par le projet de loi a pour la première fois été autorisée par la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck.

Depuis lors le concept de la construction à réaliser a évolué. Le projet de loi actuel reprend et précise le concept élaboré auparavant. Il poursuit l'objectif d'autoriser la participation de l'État à la construction, à Erpeldange/Ettelbruck, d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques. La construction projetée comprend en outre un atelier protégé sous forme d'une cuisine de production, une maison relais pour 45 enfants non scolarisés ainsi qu'une structure d'accueil pour jeunes gérée par la *„Fondation Lëtzebuerger Kannerduerf"* et qui pourra accueillir 12 jeunes présentant des besoins spécifiques et fréquentant les lycées de la *Nordstad*.

La loi du 13 décembre 2004 avait prévu que les dépenses engagées au titre de la construction de la maison de soins ne pouvaient excéder 18.811.989,34 euros correspondant à la valeur 588,92 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2004. Ce montant représente 70% du total des frais de réalisation de la maison de soins. Le présent projet de loi ne change rien quant au plafond de participation financière de l'État à la construction de la maison de soins.

La participation financière de l'État au coût du 1er équipement de la maison relais est fixée à un maximum de 120.000 euros. Elle s'élève à un maximum de 600.000 euros du coût des travaux de construction et d'aménagement de la cuisine de production, et à un maximum de 3.325.000 euros du coût des travaux de construction et d'équipement de la structure d'accueil pour jeunes.

www.chd.lu

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 30.04.2009
Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Mill Majerus):
22.09.2009 Désignation d'un rapporteur
13.04.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.04.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2010

Droits de l'enfant

6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants

La Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (ci-après «la Convention» ou «la Convention de 1996») vise à remplacer la Convention de la Haye du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs (ci-après «la Convention de 1961») (approuvée par la loi du 17 mai 1967, Mém. p. 532). Tenant compte des difficultés d'application auxquelles la Convention de 1961 a donné lieu, la Convention de 1996 apporte une précieuse contribution à la protection des enfants au niveau international, et ce en complément à la Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant (adoptée par le Luxembourg par une loi du 20 décembre 1993).

Ouverte à la signature des États le 19 octobre 1996, la Convention de 1996 est entrée en vigueur, à l'égard des États qui l'ont ratifiée, le 1er janvier 2002. Pour les États membres de l'Union européenne la signature et la ratification de la Convention 1996 se font dans un cadre juridique différent de celui de la Convention de 1961.

À l'époque de la Convention de 1961 la coopération judiciaire civile relevait de la seule compétence des États membres. Or, le Traité d'Amsterdam, signé en 1997 et entré en vigueur en 1999, a «communautarisé» la coopération judiciaire en matière civile. La Communauté s'est vu reconnaître une compétence pour légiférer dans ces domaines et une compétence pour conclure des accords internationaux s'ils affectent le droit communautaire dérivé (voir arrêt AETER du 31 mars 1971, CJCE affaire 22/70).

Dans la mesure où la Convention de 1996 contient des dispositions qui affectent le règlement (CE) n°1347/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale des enfants communs (appelé «Bruxelles IIbis») (JO L 338 du 23.12.2003), les États membres de l'Union européenne et la Communauté ont une compétence partagée pour participer à la Convention de 1996. Vu que la Convention dispose que seuls les États souverains peuvent être parties, les États membres ont été autorisés à *signer* la Convention dans l'intérêt de la Communauté (décision 2003/93/CE du Conseil du 19 décembre 2002, JO L 48 du 21.2.2003, p.3). Cette décision a été fondée sur l'article 300 du traité instituant la Communauté européenne. À l'exception des Pays-Bas qui avaient déjà signé la Convention en 1997 et du Danemark non tenu par le règlement n°2201/2003, les États membres de l'Union européenne à l'époque ont donc signé simultanément la Convention de La Haye le 1er avril 2003, en souscrivant la même déclaration.

Dans une deuxième décision, les États ont été autorisés à *ratifier* la Convention (décision 2008/431/CE du Conseil du 5 juin 2008, JO L 151 du 11.06.2006, p. 36). À l'article 1er, cette décision autorisait l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Espagne, la Grèce, la France, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède et le Royaume-Uni à ratifier la Convention de 1996 ou à y adhérer, dans l'intérêt de la Communauté européenne. L'article 2 de cette décision autorisait par ailleurs la Bulgarie, Chypre, la Lettonie, Malte, les Pays-Bas et la Pologne à procéder à une déclaration relative à l'application des règles internes pertinentes du droit communautaire, identique en substance, à la déclaration que le Luxembourg et d'autres États membres de l'Union européenne avaient déjà faite lors de la signature de la Convention.

Par cette décision du Conseil, les États membres se sont engagés à prendre «les mesures nécessaires pour déposer simultanément leurs instruments de ratification ou d'adhésion auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, si possible avant le 5 juin 2010» (article 3 de la décision).

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.06.2009
Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):
12.05.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.05.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2010

Enseignement secondaire au LTNB

6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal d'étendre l'offre scolaire du Lycée technique Nic. Biever à la division supérieure de l'enseignement secondaire. Étant donné que suite à cette disposition, le lycée à Dudelange offrira l'enseignement secondaire pour les divisions inférieure et supérieure, il est en outre proposé qu'il porte dorénavant la dénomination de «Lycée Nic-Biever» au lieu de «Lycée technique Nic. Biever».

Actuellement, le Lycée technique Nic. Biever (LTNB) offre, à côté des cycles inférieur, moyen et supérieur de l'enseignement technique et du régime préparatoire, les trois classes de la division inférieure, ainsi que, sous forme de projet pédagogique, la classe de 4e de l'enseignement secondaire.

Au cours des dernières années scolaires, le LTNB a enregistré une croissance considérable du nombre d'élèves inscrits dans les différentes classes de l'enseignement secondaire. Jusqu'à présent, après avoir passé la classe de 4e au LTNB, les élèves sont obligés de poursuivre leurs études secondaires dans un lycée offrant la division supérieure, à Esch-sur-Alzette ou à Luxembourg. Or, compte tenu de l'accroissement des effectifs susmentionné, ce passage sera de plus en plus difficile, la capacité d'accueil maximale des lycées à Luxembourg et à Esch-sur-Alzette étant désormais atteinte.
Voilà pourquoi il importe dès lors d'offrir dans le lycée de proximité à Dudelange des classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010
Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):
25.03.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
22.04.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2010

Biocides

6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides afin de transposer en droit luxembourgeois la directive 2009/107/CE du 16 septembre 2009. Il a encore comme finalité d'apporter des précisions à la législation actuelle afin de simplifier la compréhension de certaines dispositions de la loi précitée.

Plus concrètement, le projet de loi a pour objet de modifier l'article 19 de la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides. Cet article prévoit que les substances actives d'un produit biocide ainsi que les produits biocides les contenant qui se trouvaient sur le marché luxembourgeois à la date du 14 mai 2000, dans le respect des dispositions de la loi du 20 février 1968 ayant pour objet le contrôle des pesticides et des produits phytopharmaceutiques, peuvent y être maintenus jusqu'à ce qu'une décision d'inscription ou de non-inscription sur les annexes I, I A ou I B de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides soit prise les concernant. Ce régime transitoire a été prévu pour une période maximale de dix ans, commençant à la date du 14 mai 2000 et se terminant donc au 14 mai 2010. En effet, un programme de travail de dix ans a été prévu pour l'examen de toutes les substances actives existantes. Ce programme de travail a eu pour but d'identifier les substances actives existantes et de déterminer celles qui devaient être examinées en vue de leur éventuelle inscription aux annexes précitées.

Conformément à l'article 16, paragraphe 2, de la directive 98/8/CE précitée, la Commission a présenté un rapport sur l'état d'avancement du programme de travail de dix ans, deux ans avant son achèvement, au Parlement européen et au Conseil. Sur la base des conclusions de ce rapport, il s'est avéré que l'examen d'un grand nombre de substances actives ne serait pas terminé au 14 mai 2010. En ce qui concerne les substances actives pour lesquelles une décision d'inscription sur la liste positive figurant dans la directive 98/8/CE a été adoptée avant le 14 mai 2010, les États membres devront disposer d'un délai suffisant pour transposer les actes correspondants et pour délivrer, annuler ou modifier les autorisations pour les produits concernés, afin de satisfaire aux dispositions harmonisées de la directive 98/8/CE. Afin de prévenir le risque réel que, à la fin de la période transitoire, le 14 mai 2010, les règles nationales ne s'appliquent plus alors que les règles harmonisées correspondantes n'auront pas encore été adoptées, une prolongation du programme de travail a été jugée nécessaire pour permettre la finalisation de l'examen de toutes les substances actives notifiées pour l'évaluation.

La directive 2009/107/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant la directive 98/8/CE concernant la mise sur le marché des produits biocides, en ce qui concerne la prolongation de certains délais, que le projet de loi est censé transposer, a donc prolongé la période transitoire de quatre années et prévoit désormais comme date butoir le 14 mai 2014, tout en prévoyant déjà la possibilité de rallonger cette période de deux années supplémentaires s'il ressort du rapport sur l'état d'avancement du programme, que la Commission transmet au Parlement européen et au Conseil au plus tard deux ans avant l'achèvement du programme de travail, qu'une telle prolongation est nécessaire.

Conformément à la proposition du Conseil d'État, la version définitive du présent projet de loi de transposition de la directive 2009/107/CE ne prévoit plus de date butoir. En revanche, le texte fixe comme date de prise d'effet de la mesure législative sous revue le 14 mai 2010, afin d'assurer la continuité du régime transitoire prévu par l'article 19 de la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides. Il appartiendra ensuite au législateur de prendre soin de modifier formellement la loi en question en abrogeant la disposition transitoire, lorsqu'il prendra connaissance que la date butoir fixée dans les textes législatifs communautaires ne sera définitivement pas repoussée.

Ainsi le projet prolonge la période transitoire pendant laquelle des produits biocides contenant des substances actives inscrites à l'annexe II du règlement (CE) n°1451/2007 du 4 décembre 2007 précité telle qu'elle a été ou sera modifiée, peuvent être provisoirement mis sur le marché et introduit l'obligation d'une notification au ministre par le responsable de la mise sur le marché.

Au-delà de la transposition de la directive, le projet de loi apporte des modifications supplémentaires à l'article 19, qui préciseront les dispositions transitoires.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 17.03.2010
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):
06.05.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.05.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.06.2010

SÉANCE 31

MARDI,
1ER JUIN 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'un projet de loi
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Lucien Lux, M. André Hoffmann*

5. Dépôt d'une résolution par M. Jean Huss
- *M. Jean Huss*

6. Ordre du jour (suite)
- *M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean-Louis Schiltz*
- *Vote sur l'ordre du jour modifié (adopté)*

7. Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de l'avenir de notre place financière

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la régulation des marchés financiers et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV sur le contrôle des politiques budgétaires nationales par la soumission des projets de budgets des pays européens à un contrôle ou une concertation ex ante au niveau européen
- *Exposés: M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. Lucien Thiel*
- *Débat: M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann, M. Claude Meisch, M. Jean-Louis Schiltz (à qui M. Claude Meisch pose une question)*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? Här Finanzminister.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, duerch groussherzoglechen Arrêté vum leschte Freideg sinn ech autoriséiert ginn, an der Chamber de Projet de loi ze déposéieren, deen d'Regierung soll autoriséieren, d'Statsgarantie ze ginn enger Gesellschaft, déi ënner Lëtzebuerger Recht soll gegrënnt ginn, déi kéint Suen op d'Marchée léine goen, fir domadder anere Länner vun der Eurozon Kreditter ze maachen. Et ass also dat Instrument, fir d'Stabilitéit vun der Eurozon ze garantéieren.

- Projet de loi N°6142 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

Et ass de Wonsch vun der Regierung, datt dëse Projet de loi kéint am Laf vum Mount Juni diskutéiert an ofgestëmmt ginn, well mer dat hei jo net eleng maachen, mä zesumme mat deenen anere Länner aus der Eurozon, an dee Mechanismus soll an Europa esou schnell wéi méiglech a Kraaft trieden. Duerfir wäre mer frou, wann dee Projet hei kéint schnell analyséiert an diskutéiert ginn.

Merci.

2. Communications

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi an ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen déposéiert: de 7. Mee vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6134 iwwert d'Schafe vun engem Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services an de Projet de loi 6135 iwwert d'Écoconceptioun; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6136, e Stabilisatiounsaccord mat Bosnien-Herzegowina; den 10. Mee vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6137 iwwert den Aménagement vum Boulevard Raiffeisen a vum Boulevard Kockelscheier am Kader vum Ban de Gasperich; den 12. Mee vum Justizminister de Projet de loi 6138 iwwert d'Entraves à l'exercice de la justice; den 20. Mee vum Innenminister de Projet de loi 6139 iwwert d'Fusioun vun de Gemengen Esch-Sauer, Heischent an Néngsen; de 25. Mee vun der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6140 iwwert d'Formation professionnelle a schliesslech deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6141, eng Konventioun iwwert d'Rechter vun handicapéierte Leit.

3) Den 11. Mee ass d'Petitioun N°298 fir d'Schützen an d'Erhale vum Park Gerlache zu Déifferdeng iwwerreecht ginn.

4) Vum 28. Mee bis den 1. Juni huet zu Riga d'Session de printemps vun der Assemblée parlementaire vun der NATO stattfonnt. D'Chamber war vertrueden duerch déi Häre Marc Angel a Claude Adam.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- 5) Den Här Boden, den Här Fayot, den Här Berger, den Här Braz an den Här Gibéryen hunn d'Chamber vertruede bei der COSAC, déi gëschter an haut de Moien zu Madrid stattfonnt huet.

Communications du Président - séance publique du 1er juin 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

***6134** - Projet de loi modifiant la loi du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services*

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 07.05.2010

***6135** - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie*

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 07.05.2010

***6136** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 16 juin 2008*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.05.2010

***6137** - Projet de loi relatif à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du ban de Gasperich*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.05.2010

***6138** - Projet de loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice et portant modification du code pénal et du code d'instruction criminelle*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.05.2010

***6139** - Projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 20.05.2010

***6140** - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.05.2010

***6141** - Projet de loi portant approbation*

- de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006

- du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées relatif au Comité des droits des personnes handicapées, fait à New York, le 13 décembre 2006

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 25.05.2010

3. La pétition N°298 pour la protection et la sauvegarde du Parc Gerlache à Differdange, lancée par les riverains du parc, a été déposée en date du 11 mai 2010.

4. Du 28 mai au 1er juin 2010 s'est tenue la Session de Printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) à Riga. La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Angel et M. Claude Adam.

5. Du 31 mai au 1er juin se tient à Madrid la XLIII COSAC. La Chambre des Députés est représentée par MM. Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz et Gast Gibéryen.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, aacht Projet-de-règlement-grand-ducalë vum Rôle ze sträichen. Dëst sinn d'Projeten Nummer 3062, 3067, 3078, 3085, 3094, 3101, 3103, 3110, déi all en neie Code de procédure civil sollte schafen.

Ass d'Chamber heimadder averstanen?

(Assentiment)

Domadder wär dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 19. Mee huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer an enger Diskussioun nom Modell 2 d'Interpellatioun vum Här Claude Meisch iwwert d'Zukunft vun eiser Finanzplaz; duerno eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Reguléierung vun de Finanzmäert an d'Aféiere vun enger Tax op de Finanztransaktiounen; eng Aktualitéitsstonn vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Kontroll vun den nationale Budgetspolitiken duerch hir Kontroll an duerch eng Ex-ante-Konzertatioun um europäeschen Niveau.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert de Pensiounssystem nom Modell 2.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer, éischtens, de Projet de loi 5956 iwwert den Ëmbau vun de Gebailechkeete vum Centre intégré pour personnes âgées vun der Fondation Pescatore nom Basismodell; zweetens, de Projet de loi 6038 iwwert de Bau vun enger Maison de soins fir Leit mat psychogeriatresche Problemer nom Basismodell; drëttens, de Projet de loi 6120 iwwert d'Ëmbenenne vum Lycée technique Nic Biever nom Basismodell; véiertens de Projet de loi 6055, eng Konventioun iwwert d'Responsabilité parentale, nom Basismodell; fënneftens, de Projet de loi 6122 iwwert d'Produits biocides nom Modell 1 an net nom Basismodell. All d'Fraktioune sinn d'accord gewiescht, fir hei op de Modell 1 ze goen. A schliesslech de Vote iwwert d'Poursuite vun der legislativer Prozedur vun der Proposition de loi 6086 vum Här André Hoffmann géint ongerecht Entloossungen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen? Den Här Lux freet d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, mam Accord vu mengen dräi Kolleege Fraktiounspresidenten an och mam Auteur vun der Proposition de loi géif ech proposéieren, dass mer fir den Donneschdeg d'Proposition de loi N°6086 vun eben dem Här Hoffmann géife vum Ordre du jour erofhuelen.

Dat géif eis d'Geleeënheet ginn, fir am Laf vun deenen nächsten Deeg oder den nächsten zwou, dräi Wochen eng Konzertatioun ze maache mam Ministère d'État, mam Conseil d'État - fir och eng Äntwert ze ginn op de Bréif vum Conseil d'État, dee mer virun enger Zäit kritt hunn -, wat déi nei Prozedur vun de Proposition-de-loien ubelaangt. Ech mengen, dat wär utile, sech nach e bëssen Zäit ze ginn, ier mer da géifen op déi Proposition de loi hei an der Plénière zréckkommen.

Merci.

M. le Président.- Ass d'Chamber mat där Propositioun averstanen? Den Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Ech sinn domat d'accord, dass mer de Vote, net iwwert d'Proposition de loi - fir dat och nach eng Kéier kloerzestellen fir jiddwereen heibannen -, sondern iwwert d'Poursuite vun der Démarche, vun der demokratescher Démarche, dass mer dee Punkt vum Ordre du jour erofhuelen, wann dat eis erlaabt an och esou gemengt ass, dass mer net nëmmen iwwert déi allgemeng Prozedur, och iwwert den Awand vum Statsrot, iwwert d'Incompatibilitéit mat der Constitutioun vun där Prozedur, sondern och den Débat iwwert den Inhalt vun där Proposition de loi weidergoe soll.

Ech muss Iech éierlech soen, ech hätt et - onofhängeg vun deem Bréif vum Statsrot -schlecht vereinbar fonnt mat de Prinzipië vun der délibérativer Demokratie, wa mer hei eng Proposition de loi, wou ech awer mengen, déi se eenegermoosse seriöe Charakter huet, wa mer déi einfach par guillotine parlementaire gestoppt hätten an domadder d'Diskussioun doriwwer onméiglech gemaach hätten.

Ech hätt et och onvereinbar fonnt mat deene soss alt emol ze héierenden Erklärungen zur noutwendeger Protektioun vun de Salariéen, well dorëm geet et jo. De President huet ganz richteg gesot: „ongerecht Entloossungen". Esou steet et zwar net am Text, mä esou huet en et ganz richteg gesot: d'Protektioun vun de Salariéë par rapport zu där besiessener Ausriichtung op haaptsächlech Aktiëgewënner.

Merci.

M. le Président.- Ass d'Chamber mat där Propositioun vum Här Lux averstanen? Ech gesi keng géigendeeleg Meenung.

(Assentiment)

Da kann ech also dovunner ausgoen. Dann huet nach den Här Huss d'Wuert zum Ordre du jour gefrot.

(Interruption et hilarité)

5. Dépôt d'une résolution par M. Jean Huss

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Jo, Här President. Här President, zousätzlech zum Ordre du jour géif ech wëllen hei den Dépôt vun enger Resolutioun maachen, an zwar eng Resolutioun iwwert déi Ereegnesser, déi gëschter stattfonnt hunn am Mëttelmier viru Gaza, wéi mer alleguerte wëssen.

Ech wëll net an den Detail goen, well jiddwereen dat gëschter Owend am Fernseh an den Noriichte matkritt huet, wat do geschitt ass: datt do d'israelesch Arméi op eng zimlech brutal Aart a Weis intervenéiert huet op engem vun deene Schëffer, mat enger ganzer Partie vu Blesséierten an och enger ganzer Partie vun Doudegen.

Dorobberhi ass et international Reaktioune ginn, an eisen Ausseminister huet eng Stellung dozou ofginn am Numm vun der Regierung. Ech mengen awer och, datt - dofir hunn ech och eng Resolutioun gemaach, net eng Motioun - eis Chamber an hirer Gesamtheet misst eng Stellung zu deem huelen, wat do am Mëttelmier geschitt ass, wat e Verstouss ass géint d'internationaalt Recht, wat do geschitt ass.

Onofhängeg elo vun den Zuele vun de Blesséierten a vun den Doudegen ass et sécherlech eppes, wat net zum Fridden an där doter Regioun wäert bäidroen, an dofir mengen ech, datt mir och als Lëtzebuerger Chamber hei eis Responsabilitéit sollen iwwerhuelen, fir kloer Stellung ze huelen do derzou.

Dofir wéilt ech hei en Dépôt vun enger Motioun maachen, fir deen Akt vu gëschter ze veruerteelen…

Une voix.- Resolutioun!

M. Jean Huss *(déi gréng).*- …vun enger Resolutioun maachen, fir deen Akt natierlech ganz kloer ze veruerteelen, fir eng international Commission d'enquête, déi onofhängeg ass, an d'Liewen ze ruffen, fir déi Saachen ze ënnersichen a fir och dee Blocus, dee bis elo do besteet, opzehiewen. Déi Resolutioun dréit d'Ënnerschréft vun der grénger Fraktioun. Ech géif den Dépôt hei wëlle maachen domadder an ech hoffen, datt se nach kéint dës Woch op den Ordre du jour kommen.

Une voix.- Très bien!

Résolution

Attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla»

La Chambre des Députés,

- déplorant les nombreux blessés et morts provoqués par l'assaut de la marine israélienne de la «Gaza Freedom Flotilla» sur les six bateaux de la flottille internationale d'humanitaires et de militants pro-palestiniens du monde entier - y compris des députés - qui transportaient du matériel humanitaire vers la bande de Gaza;

- choquée par cette attaque meurtrière dans les eaux internationales de la Méditerranée qui constitue une violation grave du droit international et une réaction de violence absolument disproportionnée par rapport à une initiative de solidarité et d'aide humanitaire civile;

- rappelant la motion sur la promotion au sein de l'Union européenne d'une politique visant à faire avancer le processus de paix au Proche-Orient, adoptée par la Chambre des Députés en date du 18 novembre 2009;

- rappelant à l'État d'Israël l'échec manifeste et sanglant de sa politique d'isolation de la bande de Gaza visant à y affaiblir le Hamas;

- convaincue qu'il ne suffira pas d'alléger simplement le blocus de Gaza pour y laisser entrer de l'aide humanitaire et des matériaux nécessaires à la reconstruction des infrastructures et de l'économie de cette zone isolée depuis trois ans;

- insistant sur le fait que les intimidations et violences de tous bords ne résoudront en rien la situation dans la région et que la politique actuelle envers Gaza et le conflit israélo-palestinien en général nécessitent un changement urgent de stratégie - y compris dans le chef des États-Unis, de l'UE et de la communauté internationale,

décide

- de condamner fermement l'assaut meurtrier de l'armée israélienne contre la «Gaza Freedom Flotilla» dans les eaux internationales de la Méditerranée;

- de soutenir la mise en place rapide d'une commission d'enquête internationale afin de déterminer les responsabilités dans l'assaut des navires;

- d'exiger du Gouvernement israélien la levée immédiate du blocus imposé depuis 2007 en tant que punition collective aux 1,5 million d'habitants palestiniens de la bande de Gaza;

- de plaider pour une réouverture des points de passage et la normalisation des échanges économiques sous monitoring international.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci dem Här Huss. Elo hunn ech nach zum Ordre du jour zwou Wuertmeldungen. Fir d'éischt den Här Henckes an dann den Här…

(Interruptions)

Jo, neen, mir maache jo elo keng Diskussioun hei iwwert d'Resolutioun. Den Här Huss huet déi déposéiert, a mir kucken, wéini datt déi elo diskutéiert gëtt, da kënnt Dir, bien entendu, dozou d'Wuert ergräifen, Här Kartheiser.

6. Ordre du jour (suite)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass fir d'Prozedur, Här President. Et ass just fir d'Prozedur, net zum Fong.

M. le Président.- Jo, zu der Prozedur vun der Resolutioun?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- Jo, da sot, wat Der dozou ze soen hutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da soen ech Iech Merci, Här President. Et ass wierklech just eng Saach iwwert d'Prozedur. Ech wollt Iech matdeelen, an och de Kolleegen hei an der Chamber, datt ech eng Question urgente och an där do Matière un den Här Ausseminister geriicht hunn. An et wär sécher interessant, fir vläicht den Här Ausseminister esou séier wéi méiglech och zu deem Sujet ze héieren, datt ech déi Fro ka stellen an datt mer dann duerno iwwer eng Resolutioun eventuell géifen hei diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech mengen zwar, Här Kartheiser, Är Fro an déi Resolutioun, déi hunn e liicht aneren Objektiv.

(Hilarité)

Duerfir weess ech elo net, ob mer an därselwechter Diskussioun doriwwer kënne schwätzen. Den Här Henckes huet d'Wuert gefrot.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, mir hunn haut eng Interpellatioun vun der Demokratescher Partei iwwert d'Zukunft vun onser Finanzplaz um Ordre du jour; wat ech am Prinzip begréissen.

Mä op där anerer Säit, wéi ech dunn déi 31 Propositioune vun der DP gelies hunn, déi an deem Zesummenhang op hirem Internetsite komm sinn, hunn ech dann du verstanen, datt ee misst déi Debatt e bësselchen oppäppelen. An dofir verstinn ech och, datt dann d'LSAP an d'CSV higaange sinn a si hunn nach zwee weider Sujeten, déi iergendwéi de près oder de loin mat der Finanzplaz ze dinn hunn, op den Ordre du jour gesat.

Ech fanne just - a Spaass elo awer bei Säit -, datt et net gutt ass, datt een déi dräi Sujete matenaner vermëscht, datt mer eng global Debatt hunn iwwert déi dräi Sujeten. Ech géif éischter proposéieren, datt mer déi dräi Sujete separat behandelen, datt mer do d'Äntwerte vun der Regierung kréien zu deenen eenzelne Sujeten, anstatt datt mer hei e Micmac maachen, wat herno en totalen Duerjenaner wäert an den Debatte ginn an och vis-à-vis vum Public net kann zu méi Kloerheet féieren.

M. le Président.- Här Henckes, ech hunn zwar elo net richteg verstanen. Dir frot, datt also vun deenen dräi Punkten der zwee vum Ordre du jour kommen, wann ech dat richteg…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Neen, also meng Propositioun geet dorobber eraus, dat ass, datt mer déi dräi Debatte séparéieren, datt mer fir d'Interpellatioun vum Här Meisch déi 40 Minutte virgesinn, déi normalerweis virgesi sinn, an datt mer bei den Heures d'actualité déi eenzel Prozedure separat behandelen.

Dat heescht, eng Heure d'actualité, wou d'LSAP hire Punkt exposéiert, déi eenzel Parteien äntwerten, an dann de Minister. An d'selwecht och bei der CSV: Heure d'actualité, wou mer dann och den Exposé hätten, d'Debatt an dann d'Äntwerte vun der Regierung, anstatt datt mer déi dräi beienaner zesummeknätschen, wat net vill bréngt.

M. le Président.- Gutt. Den Här Schiltz dozou.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, ech si vum Här Henckes als profiléierte Finanzpolitiker net gewinnt, datt en a Këschten denkt, déi näischt mateneen ze dinn hätten, well wann een hei vun der Finanzplaz schwätzt a wann een do zum Beispill déi international Aspekter haut ausklamert, da féiert een nëmmen d'Halschent oder en Drëttel vun der Debatt.

A wann een iwwer all déi Aspekter vun der internationaler Regulatioun schwätzt am Zesummenhang mat der Finanzplaz, a wann een dann net iwwert d'Manéier schwätzt, wéi et an Zukunft mat de Budgete par rapport zu Europa ze dinn huet, dann ass et awer och en Trugschluss ze mengen, datt dat eent näischt mat deem aneren ze dinn hätt.

An duerfir huet d'Presidentekonferenz an hirer Weisheet - mat „ei" - a Wäitsiicht décidéiert, déi dräi Debatten zesummen ze féieren, well dat eent eppes mat deem aneren ze dinn huet. Selbstverständlech introduzéiert jiddwereen een Deel vum Sujet.

Ech hätt elo verstanen, wann d'ADR gesot hätt, si hätten eng Question parlementaire gestallt zur Budgetsprozedur a si wéilten déi hei mëndlech stellen, fir déi och nach mat an d'Debatt ze bréngen. Dat hätt ech verstanen, mä dat do net.

M. le Président.- Okay, gutt. Hei gëtt also vum Här Henckes eng liicht aner Prozedur fir de Mëtteg virgeschloen. Duerfir géif ech dann elo den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz festgeluecht ginn ass, nach eng Kéier zum Vote stellen.

Vote

Wien ass mat deem Ordre du jour d'accord?

Wien ass dergéint?

Voilà! Domat wär deen Ordre du jour mat enger grousser Majoritéit ugeholl.

Mir kommen dann elo zur Interpellatioun vum Här Claude Meisch iwwert d'Zukunft vun eiser Finanzplaz, zur Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Reguléierung vun de Finanzmäert an d'Aféiere vun enger Tax op de Finanztransaktiounen, an zur Aktualitéitsstonn vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Kontroll vun den nationale Budgetspolitiken duerch hir Kontroll an duerch eng Ex-ante-Konzertatioun um europäeschen Niveau.

Dës dräi Debatte ginn zesummen an enger Diskussioun gefouert, an d'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo fir dës Debatt ageschriwwen: déi Häre Bodry, Bausch, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

7. Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de l'avenir de notre place financière

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la régulation des marchés financiers et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV sur le contrôle des politiques budgétaires nationales par la soumission des projets de budgets des pays européens à un contrôle ou une concertation ex ante au niveau européen

Exposés

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv kann ech et novollzéien, datt mer déi eenzel Punkte vum Ordre du jour de Mëtteg verknäppen an enger grousser Diskussioun, well dat eent ass net komplett lassgeléist vun deem aneren ze gesinn.

Wa mer wëlle wëssen, wat mer heiheem maachen, fir eis eege Finanzplaz ze stäerken, da musse mer wëssen, wat dobausse geschitt, wëssend awer och, datt mer op dat, wat dobausse geschitt, vläicht manner Afloss hu wéi op dat, wat mer selwer heiheem kënne maachen, a wëssend och, datt d'Zilsetzung do vläicht eng aner ass. Mä wann déi Leit, déi hei untrieden, op d'Pult hei kommen, dat wëssen, mengen ech, kréie mer déiselwecht Diskussioun mat deeneselwechte Konklusiounen herno, wéi wa mer et an dräi Deeler opgedeelt hätten.

Firwat eng Interpellatioun zur Zukunft vun der Finanzplaz? Ech mengen, och dat brauch een net weider laang ze erklären. D'Bedeitung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg ass jiddwerengem heibannen an dobausse bewosst. D'Bedeitung fir den Emploi: 77.000 Beschäftegter hei am Land. D'Bedeitung fir d'Steierrecetten: ongeféier en Drëttel vun deem, wat mir hei iwwert de Statsbudget kënne weider verdeelen, ausginn, wou d'öffentlech Hand dann d'Geld an de Grapp kann huelen, fir konkret Politik domadder ze maachen.

En Drëttel vun deem Geld kënnt direkt oder indirekt vun der Finanzplaz respektiv vun deene Leit, déi do hiert Brout verdéngen. Ouni Finanzplaz wär kloer, géif Lëtzebuerg ganz aneschters ausgesinn, wär dëst Land hei net méi erëmzeerkennen.

Oft gëtt dann och op déi monolithesch Wirtschaftsstruktur higewisen, op där enger Säit, well mer frou sinn, eng aktiv, eng international bedeitend Finanzplaz ze hunn, an op där anerer Säit awer och, datt se eis heiansdo hei zu Lëtzebuerg erdréckt, datt d'Ofhängegkeet dovunner ze grouss wär, an datt aner Wirtschaftszweiger vläicht géife riskéieren do ze kuerz ze kommen, an datt et natierlech och e gewëssene Risiko ass, wann ee vun engem Wirtschaftszweig zentral ofhänkt, wéi dat hei de Fall ass. Well wann deen da riskéiert zréckzegoen, dann ass et ganz, ganz schwéier, dat mat aneren Aktivitéiten ze ersetzen.

Mir mussen also och aner Secteuren développéieren, Efforte maachen, fir an nei Secteuren eranzegoen, vläicht Secteuren, déi mer e bëssen négligéiert hunn, déi emol erëm eng Kéier an d'Vitrine stellen a

kucken, wat mer do kënne maachen. Mä mer mengen awer - op jidde Fall d'Demokratesch Partei gesäit dat esou -, datt mer d'Bankplaz net däerfe faleloossen, datt mer alles musse maachen, fir d'Finanzgeschäfter zu Lëtzebuerg ze halen, auszebauen, Vertrauen an d'Finanzplaz Lëtzebuerg ze vermëttelen, an all d'Acteuren, déi domadder ze dinn hunn, un déi, déi Décisiounen an de Banken huelen, an awer och un déi, déi déi d'Finanzplaz hei liewe loossen, andeems se ebe Geld heihinner bréngen an hei investéieren, well se an d'Servicer hei en héicht Vertrauen hunn.

D'Demoktatesch Partei, effektiv - den Här Henckes huet et gesot -, mir hunn e Reflexiounspabeier virgeluecht. An deen huet eigentlech emol een zentrale Mérite. Dat ass deen, datt et e gëtt, well et deen éischte Pabeier ass, dee probéiert e Gesamtkonzept ze zeechnen no der Finanzkris, wou jo munches aneschters wäert sinn an Zukunft wéi et an der Vergaangenheet war, a probéiert eng kohärent Antwert op nei Erausfuerderungen ze ginn.

Mir hu festgestallt, datt aner Länner dat dote gemaach hunn, ënner anerem Länner wéi d'Schwäiz, Länner wéi Groussbritannien. An duerfir menge mer, datt et der Finanzplaz Lëtzebuerg och gutt géif zu Gesiicht stoen, sech eng nei Visioun ze gi fir d'Zukunft, wéi se op déi Reaktiounen, op déi nei Erausfuerderunge wëllt reagéieren, datt mer manner passiv sollten agéieren, net nëmme reaktiv sollten agéieren, mä och eben aktiv kënne soen, wou mir mengen, datt d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Finanzplaz géif leien.

Mir hunn nach eng ganz Rei vu Pisten opgezeechent, déi sécherlech net déi lescht Wourecht wäerten duerstellen, déi awer virun allem emol sollen Diskussioune lancéieren. Diskussiounen am politesche Milieu, Diskussiounen tëschent der Politik an dem Secteur. Diskussioune vläicht och an der Finanzindustrie selwer, well do sécherlech och dat eent an dat anert nach ënnerschiddlech gesi gëtt, esou wéi mer et och an eise Viraarbechten zu deem Pabeier do konnten erfueren.

Mir mengen also, datt dat heiten de Grondsteen vun engem Dialog soll sinn, dee mer mat der Finanzindustrie sollte féieren, fir déi Pisten do weiderzeentwéckelen an dann och eng konkret Politik kënnen draus ze maachen.

Ëm wie geet et der Demokratescher Partei, wa mer iwwert d'Finanzplaz hei wëllen diskutéieren? Geet et ëm d'Banken, geet et ëm hir Clienten oder geet et ëm d'Land a seng Awunner? Wann ee munch Commentairen héiert, munch Commentairen och, déi hei op dëser Tribün gemaach goufen, virun allem och aus dem lénke politesche Spektrum, dann huet een d'Impressioun, et géif hei ëm Clientë goen, déi international géifen ugereest kommen, a mir missten hei eng Politik, oder déi, déi eng Politik fir d'Finanzplaz wëlle maachen, wéilten eigentlech eng Politik maachen, fir datt auslännesch grouss fortunéiert Leit nach manner Steiere bräichten ze bezuelen, datt se vläicht nach e bësse méi Zënsen op hirer Fortune géife kréien.

Nun, mir gesinn dat liicht aneschters.

Et geet eis op jidde Fall hei net ëm de räichen Auslänner, dee mam Geld op Lëtzebuerg kënnt. Et geet eis éischter ëm de Familljepapp, deen op der Bankplaz schafft, dee säin Haus nach net ofbezuelt huet, dee vläicht elo riskéiert, wou et op der Finanzplaz net méi esou rullt a munches a Fro gestallt ass, seng Plaz ze verléieren.

Et geet eis ëm dee 50-Jähregen, dee seng ganz Beruffscarrière am Finanzsecteur gemaach huet. Déi Froen, déi dee sech stellt, wann e riskéiert seng Plaz ze verléieren, wou en da weider géif ënnerdaach kommen, wann an deem Secteur, deen hien eben emol kennt, a mat deene Kompetenzen, déi hie sech am Laf vun de Jorzéngten ugëeegent huet, vläicht dee Secteur manner gutt wäert droen.

Et geet eis ëm déi Jonk, déi aus de Schoule kommen, déi eng Ausbildung gemaach hunn, déi studéiert hu mam Zil, fir och op där Finanzplaz do kënnen eng Plaz ze fannen, eng Aarbecht ze fannen, en Akommes ze fannen.

Nun, ëm déi, mengen ech, sollt et eis hei goen. Duerfir geet et och net duer, hei grouss Theorien ze schwéngen, mä mer solle kucken, déi alldeeglech Suerge mat an d'Diskussioun afléissen ze loosse vun deene 77.000 Leit, déi direkt, an awer och vun deene Familljen, déi indirekt dovunner hiert deeglecht Brout kënnen assuréieren.

Mir sollen eis och keng Illusioune maachen, datt mer d'Diskussioun, déi mer vläicht hei zu Lëtzebuerg wéilte féieren, géife gesteiert kréien, well dat mierke mer ganz gutt op déi Aart a Weis, wéi déi international Diskussioun déi leschte Méint, a bal annerhalleft Joer virun allem, gefouert ginn ass: Do gesäit een, datt jiddwereen no sech kuckt. A wann et Opportunitéite gëtt, fir Finanzgeschäfter ze développéieren anzwousch, wa mir se net huelen, da wäerten déi aner se huelen. Déi wäerten op jidde Fall do keng Skrupel hunn. Also firwat sollte mir et net maachen?

Et gëtt eng ganz Rei vun Erausfuerderungen, wat d'Finanzgeschäft ubelaangt, et gëtt eng ganz Rei vu Risike fir eis Finanzplaz an et ass e gewësse Verännerungsdrock och scho virun der Finanzkris ginn. De Geschäftsmodell, datt mer probéiert hu virun allem Leit aus der Groussregioun unzelackelen, déi hiert Geld hei déposéiert hunn, ass scho laang net méi den droende Geschäftsmodell vun dëser Finanzplaz gewiescht.

Et sinn haut aner Clienten, eng méi international orientéiert Klientel. Et si virun allem och méi grouss Fortunen, déi op Lëtzebuerg kommen. Et ass virun allem, datt dat Geld net nëmmen als Geld hei investéiert gëtt, mä oft a Strukturen eran investéiert gëtt. Dat sinn natierlech awer och da Geschäftsmodeller, déi en aneren Emploi herno verlaangen, oft manner Leit wäerte beschäftege fir e gewësse Geschäftsvolumen, a virun allem och besser forméiert Leit wäerte beschäftegen.

Da wësse mer, datt eng vun deene groussen zentralen Erausfuerderungen a Froen, déi sech ronderëm eis Finanzplaz stellt, d'Bankgeheimnis ass. An de Luc Frieden huet selwer am November 2009 an engem Interview mam „Tageblatt" gesot, datt mer an deem dote Punkt als Lëtzebuerger Land mam Réck zur Wand stinn, vläicht och, well mer eis no deenen Accorde vu Feira dach ganz staark a Sécherheet gewähnt hunn, datt mer eis selwer eppes virgemaach hunn, datt déi Diskussioun elo fir laang Zäit vum Dësch wär.

Nun, datt dat doten net stëmmt an datt mer eigentlech do um falsche Fouss erwëscht gi sinn, dat weisen d'Diskussiounen, wéi se an deene leschten annerhallwe Joer gelaf sinn. Virun allem, wann ee gesäit, datt jo eigentlech iwwert d'Hannerdier duerch den Accord vu Feira riskéiert den automateschen Informatiounsaustausch agefouert ze ginn, well deemools jo gesot war, wann aner Länner, wéi d'Schwäiz a weiderer, op den Informatiounsaustausch à la demande iwwerginn, wat se op Drock hi vun der OECD jo elo Schrëtt fir Schrëtt wëlle maachen, datt dann och den automateschen Informatiounsaustausch fir d'europäesch Länner géif um Ordre du jour stoen.

Mir haten och an der Budgetsdebatt hei - ech mengen, et war den Här Thiel, deen drop higewisen hat - iwwert d'Wichtegkeet vun deem Bankgeheimnis do diskutéiert, wou et Etüde gëtt, déi soen, datt, wann d'Bankgeheimnis géif falen, 6.000 Aarbechtsplaze riskéiere matzefalen. Wou een natierlech muss kucken: Sinn dat der vill oder sinn et der net vill?

Et seet natierlech munches iwwert d'Ofhängegkeet vun eiser Finanzplaz vum Bankgeheimnis aus, haut no Joren a Jorzéngten Ustrengungen, fir vun där Ofhängegkeet awer Schrëtt fir Schrëtt lasszekommen, fir op aner Pilieren ze setzen; wat och sécherlech zum groussen Deel gelongen ass. Mä trotzdeem mierke mer, datt mer do also nach ëmmer un där gesetzlecher Regelung vum Bankgeheimnis hänken an dovunner profitéieren.

Op där anerer Säit, wa mer awer kucken, wéi sech den Emploi an deene leschte fënnef Joer op der Bankplaz développéiert huet mat engem Plus vun 12.000 Aarbechtsplazen, also deem Duebele vun deem, wat kéint duerch d'Bankgeheimnis a Gefor geroden, da weist dat, datt dat doten och net alles ass, an och wa mer déi doten Diskussioune wäerte féieren, sachlech féieren an zu Konklusioune wäerte kommen, datt mer Chancen hunn, weiderhin d'Finanzaktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ze halen an och kënnen ze développéieren.

Den internationalen Drock, dee Lëtzebuerg da bis ewell zum Deel och bougéiere gelooss huet an där doter Fro, deen eis quasi zu enger Rei vu Konklusioune forcéiert huet, wäert och weidergoen, sief et iwwer Mechanisme wéi mer se kenne vun der OECD, sief et iwwer Mechanisme vum G20, sief et innerhalb vun der Europäescher Unioun.

An eng Impressioun gëtt een do net lass, datt virun allem och innerhalb vun de Länner vun der Europäescher Unioun eng Rei vu Grondregelen, déi awer d'Europäesch Unioun groussgemaach hunn, déi zum Succès vun der Europäescher Unioun bäigedroen hunn, och zum wirtschaftleche Succès vun der Europäescher Unioun bäigedroen hunn, datt déi op eemol net méi sollte gëllen.

Well hei gëtt och probéiert, datt eigentlech déi eenzel national Finanzzentre sollen op Käschte vun deenen anere gestäerkt ginn, datt d'Geld soll rapatriéiert ginn, datt Geld, wat zu Lëtzebuerg investéiert ass, éischter dann zu London, zu Paräis, zu Frankfurt oder op aner Plaze soll zréckfléissen. An dat ass jo eigentlech eng Grondhaltung, déi contraire ass zu den Iwwerleeunge vum Libre marché a vum fräie Kapitalverkéier.

Den internationalen Drock, wéi en ausgeübt ginn ass a wéi e weiderhi wäert ausgeübt ginn, huet da jo awer och schonn zu Reaktioune gefouert. An och wann d'lëtzebuergesch Politik seet: „Neen, mir loossen eis do net drécken. Neen, mir bougéieren net.", wann et souguer esou wär, da mierke mer, datt d'Clientë sech awer d'Fro stellen: „Wou geet déi Finanzplaz do hin? Wéi sécher sinn eis Investitiounen op där Finanzplaz?", an datt muncher reagéiere wäerte respektiv reagéiert hunn a vläicht hir Investitiounen nei iwwerduecht hunn. Bedéngt duerch eng schlecht Press am Ausland, bedéngt duerch e sécherlech net idealen Image am Ausland.

Eng weider Erausfuerderung ass déi, fir international Restrukturéierungen an der Finanzbranche, fir d'Auswierkungen do och zu Lëtzebuerg kënnen ofzefierderen, ze managen. Mir mierken, wat momentan am Dossier Sal. Oppenheim lass ass. Eng Bank, déi iwwerholl ginn ass. An all Kéiers dann, wann zwee Bankhaiser zesummeginn, da kënnt et zu Synergieeffekter, et kënnt zu Rationaliséierungen. Eleng doduerjer riskéiert natierlech d'Finanzplaz Lëtzebuerg, e gewëssenen Deel vu sengem Emploi iwwert déi nächst Joren anzebéissen.

Mir wëssen och, datt virun allem um Niveau vun den däitsche Landesbanken nach net alles décidéiert ass. Wéi geet et iwwerhaapt weider? Bleiwe se an deenen Entitéite bestoen, wou se haut existéieren? Gëtt Aktivitéit zesummegeluecht? Däerfen däitsch Landesbanke weiderhin nach déiselwecht Geschäfter zu Lëtzebuerg maache mat deeneselwechten Zilsetzungen, wéi dat de Fall war a wéi et haut nach zum Deel de Fall ass? Déi Froen do sinn nach net tranchéiert. A jee nodeem wéi se tranchéiert ginn, wäert dat natierlech och Répercussiounen op d'Finanzplaz Lëtzebuerg hunn.

Et besteet also Handlungsbedarf an et soll och kee sech blende loosse vun de Resultater, déi fir 2009 viru Kuerzem publizéiert goufen, déi sécherlech net schlecht waren. Wa mer am September, Oktober, November 2008 zesummesouzen an net richteg wossten, wéi et am Finanzgeschäft géif weidergoen, vläicht mat béiden Hänn ënnerschriwwen hätten, fir 2009 esou eng Situatioun - virun allem, wat d'Resultater op der Finanzplaz ubelaangt - virzefannen, wéi mer se finalement virfonnt hunn.

Mir wëssen awer och, datt dat doten Ursaachen huet an datt et vläicht éischter nach punktuell Ursaachen huet, datt d'Finanzgeschäft 2009 grosso modo dach positiv, virun allem par rapport zum Ëmfeld, konnt ofschléissen. An duerfir sollte mer eis do elo net ze wäit a Sécherheet wähnen.

Eng éischt Aufgab schéngt et eis duerfir och ze sinn, déi Aktivitéiten, déi zu Lëtzebuerg doheem sinn, déi Acteuren, déi zu Lëtzebuerg doheem sinn, ze konsolidéieren, also näischt ze maachen, wat d'Finanzplaz nach weider géif schwächen, an alles ze maachen, fir Vertrauen, och um internationale Plang, an d'Zukunft vun dëser Finanzplaz ze kréien.

Ech fäerten allerdéngs do, datt de Steierpak vun der Regierung an déi falsch Richtung weist, datt doduerch éischter d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz wéi vun der Ekonomie am grousse Ganzen hei am Land wäert massiv betraff ginn, massiv wäert no ënne gezu ginn, datt dee Steierpak do keen Argument wäert si fir déi, déi an hire Bankegruppen, och um internationale Plang, probéieren, d'Interesse vun der lëtzebuergescher Finanzplaz ze verteidegen.

Neen, et riskéiert éischter de Contraire ze sinn, datt déi Steiererhéijungen do, och deelweis souguer Steieren op eenzelne Finanzaktivitéiten, datt déi derzou bäidroen, datt mer an engem schonn onsécheren Ëmfeld nach riskéieren, u Vertrauen international ze verléieren.

Dat doten, déi Politik do, déi stäipt d'Finanzplaz Lëtzebuerg op jidde Fall net. Mä si riskéiert eigentlech, hir nach e weidere Coup kënnen ze ginn. A mir musse wierklech oppassen, hei net an eng Ofwäertsspiral eranzegoen, well eng manner attraktiv Finanzplaz heescht manner Aktivitéit op där Finanzplaz, dat heescht manner Steieren a manner Emploi. A mir hu finalement op jidde Fall net dat erreecht - op jidde Fall d'Auteure vun deene Steiererhéijungen hätten och net dat erreecht -, wat ee sech domadder erwaart huet. Well ouni eng attraktiv Finanzplaz wäert et deenen, déi gäre Steierrecetten - an zu deene gehéieren ech a meng Partei -, déi gäre Steiererrecettë fir dëse lëtzebuergesche Stat hätten…, wäerte mer dozou net kommen. Déi dote Politik ass déi falsch Politik, an dofir sollte mer déi stoppen an ofwennen.

Déi nei international Finanzarchitektur, déi amgaang ass, gezeechent ze ginn - wou eng Rei vu Länner virginn, notamment d'USA -, wou d'Europäesch Unioun momentan amgaang ass, ze kucken, wéi si sech positionéiert do an och um internationale Plang da kann Arrangementer fannen, déi nei international Finanzarchitektur wäert natierlech hir Répercussiounen op Lëtzebuerg hunn. A wa mer nach net alles dovunner kennen, wësse mer dach, a wat fir eng Richtung datt et wäert goen.

Et wäert sécherlech - no den Erfahrunge vun der Finanzkris - a Richtung vu méi Transparenz goen, Transparenz um Niveau vu Rating-Agencen, Transparenz um Niveau vum Risiko vun eenzelnen Operatiounen, vun eenzelne Bankgeschäfter, vun eenzelne Bankproduiten. Et wäert och a Richtung vu méi Verantwortung vun den Acteuren, vun de Banken, de Finanzhaiser selwer goen. D'Diskussioun, awéiwäit Eegekapital muss zur Stabilitéit vun enger Bank bäidroen, ass nach net ofgeschloss. Mä datt se gefouert wäert ginn, dat wësse mer.

Mir wëssen och, datt d'Participatioun vum Secteur selwer zu de Käschte vun der leschter Rettungsaktioun - mä awer ganz besonnesch och fir eventuell zukünfteg Bankerettungsaktiounen -, datt och déi muss gefouert ginn an datt mer, virun allem an enger Zäit, wou d'Bankgeschäft sech herno erëm berouegt huet, wou mer mat zolitte Finanzhaiser ze dinn hunn, datt déi muss och ofschléissend debattéiert ginn.

Virun allem wäert derfir gesuergt ginn, datt d'Sécherheet vun de Clientë muss groussgeschriwwe ginn, datt et eng verbessert, eng optiméiert Opsiicht duerch e méi staarke Risikomanagement an awer och duerch e Kläre vun der Fro vun der Garantie vun de Spuereinlagen gëtt, datt mer wierklech deene Leit - an dat kënnen der sinn, déi e puer Euro gespuert hunn, dat kënnen der sinn, déi vill méi Geld gespuert hunn -, datt mer deenen esou wäit wéi méiglech d'Garantie kënne ginn, datt hiert Geld sécher ass an datt et a gudden Hänn ass an datt, wa se et eng Kéier wäerte brauchen, datt se dann och kënnen drukommen.

Fir dat doten ze erreechen, wäerten eng ganz Rei vu Finanzaktivitéiten an och Finanzproduitë méi staark reglementéiert ginn. An Däitschland leeft d'Diskussioun ëm déi sougenannte Leerverkeef oder -keef - wou een also eppes keeft oder verkeeft, wat ee guer net huet -, wou ee vläicht versteet, firwat esou Transaktioune kënnen engem Finanzgeschäft déngen, wou op där anerer Säit awer natierlech do onheemlech Levieren dra sinn, fir da Benefiss ze maachen, mä vläicht awer och op där anerer Säit onheemlech Risike mussen a Kaf geholl ginn. Déi Diskussioun muss gefouert ginn an et wär interessant, ze héieren, wéi zu esou enger Positioun vun der däitscher Regierung déi lëtzebuergesch Regierung sech bis ewell um europäesche Plang positionéiert hätt.

De Moien hu mer nach d'Fongenindustrie zu Lëtzebuerg héieren, déi gesot huet, datt och um internationale Plang eng nei Reglementatioun géif komme fir d'Hedge-Fongen, wat och an hiren Aen eng Chance kéint si fir Lëtzebuerg, wa mer se méi staark reglementéieren a wa mer eis elo eens sinn um internationale Plang a wa mer eis awer gläichzäiteg zu Lëtzebuerg richteg uleeën, fir dann och hei d'Jalone richteg ze setzen, fir nei Finanzaktivitéiten zu Lëtzebuerg kënnen unzezéien.

Op déi doten Diskussiounen huet Lëtzebuerg en Afloss. Mir mussen awer och wëssen: e klengen Afloss. Dofir sollte mer eis virun allem awer och doropper konzentréieren, wat d'Risiken an awer och d'Chancë vun deenen Diskussiounen an Décisiounen um internationale Plang fir eis eege lëtzebuergesch Finanzplaz sinn.

Wat musse mer als Finanzplaz Lëtzebuerg aus där Kris léieren? Nun, mir mengen, well ganz vill Leit an institutionell Uleeër Geld verluer hunn am Laf vun deene leschten zwee Joer, datt et an Zukunft virun allem wäert drop ukommen, de Clientë Sécherheet an Transparenz ze garantéieren.

Dofir musse mer och hei zu Lëtzebuerg kucken, datt mer mat der Surveillance vun de Produiten a vun de Bankgeschäfter kënne Schratt halen. Ech hunn et virdru gesot, wa mer wëllen Hedge-Fongen unzéien, da muss och d'Bankenopsiicht eens gi mat deene Produiten, da brauch een och do op där Säit vun deenen, déi solle kontrolléieren - an net nëmmen op der Säit vun deenen, déi dat sollen an de Bankhaiser géréieren -, déi néideg Capacitéiten a Verständnis fir esou sécherlech net einfach, mä op där anerer Säit ganz komplex finanziell Zesummenhäng.

Mir mussen also eis Bankenopsiicht CSSF stäerken. Mir musse sécherlech och hei zu Lëtzebuerg nach eng Kéier driwwer diskutéieren: Wat ass déi genee Rollenopdeelung tëschent CSSF a Banque centrale? Wéi wäit ass d'Kompetenz richteg ofgegrenzt? Awéiwäit soll se iwwerduecht ginn? Awéiwäit kann et zu enger méi staarker Zesummenaarbecht kommen?

A fir den Investisseure Vertrauen ze ginn an d'Bankplaz Lëtzebuerg, menge mer, datt et wichteg wär, eng Form vun onofhängegem Ombudsmann ze schafen, also eng Plaz, wou - wann ech Zweifel hunn, datt alles richteg gelaf ass mat mengem Geld - ech mech ka mellen a wou dann och vun onofhängeger Säit gekuckt gëtt, ob dat da wierklech esou war. Virun allem als Instrument fir d'Vertrauen an d'lëtzebuergesch Finanzplaz schéngt dat mer ganz wichteg ze sinn.

Well mer wëssen, datt d'Finanzgeschäfter ëmmer méi komplex ginn an datt sécherlech net jiddwereen dat doten an déi Produiten am Parcours vu senger eegener Ausbildung begéint huet, ass et wichteg, och iwwert d'Education financière nozedenken an ze kucken, wéi mer méi e breet Versteesdemech a Verständnis vu Bankproduiten a Bankgeschäfter kréien, fir deen eigentlech ofzesécheren, deen dann op där anerer Säit spéiderhi säin eegent Geld wëllt placéieren. Well et ass een ëmmer nëmmen do esou staark als Gespréichspartner par rapport zu engem, deen engem e Produit wëllt verkafen, wéi säin eegent Wëssen, dat ee sech ugëeegent huet, iwwert déi Matière do reecht.

En zweete Constat, dee mer gemaach hunn, notamment direkt an de Suitë vun der Finanzkris, dat ass, datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg eigentlech kee gudden Image dobaussen huet, datt der vill eis beneiden a vill natierlech déi onméiglechste Saachen iwwer eis verbreede ginn, mä datt mer keng Strategie haten a keng Strategie hunn, fir dorobber ze reagéieren.

Lëtzebuerg gëtt als Steieroas duergestallt, heiansdo an d'Géigend vun iergendwelleche kriminelle Machenschafte gestallt. Et gëtt geschriwwen, eist Bankgeheimnis, dat wär esou wäit fort oder géif souwisou elo gläich falen. Alles dat stäipt sécherlech net e positivt Bild vun der Finanzplaz Lëtzebuerg dobaussen. Mä mir mussen eis aneschters preparéieren op déi Attacken do. Mir musse virun allem och kucken, datt mer, wat den Image vun der Finanzplaz dobaussen ubelaangt, eis aner Moyene ginn, fir op déi Attacken ze reagéieren, a virun allem awer och net nëmmen ze reagéieren, mä och do preventiv en eegenen Image, deen der Wourecht vill méi wäit entsprécht, kënnen opzebauen.

Wat soll dat Bild sinn, dat d'Finanzplaz Lëtzebuerg soll hunn dobaussen? Nun, sécherlech eent vun enger Finanzplaz, déi sech duerch Qualitéit auszeechent. Et kann nëmmen dat sinn, et kann eigentlech näischt aneschters sinn.

Wa mer kucken, Kommunikatiounsefforten ze maachen, da musse mer fir d'alleréischt emol déi Kliantell, déi do ass, fidéliséieren, an op där anerer Säit - mengen ech - och nach méi cibléiert u potenziell Clienten erugoen, wéi mer dat bis ewell gemaach hunn, a virun allem bei Instrumenter, déi gutt geschaf sinn, wéi „Luxembourg for Finance", sécherlech och do nach eng Kéier iwwert de Rôle - an awer gläichzäiteg och iwwert d'Moyenen - nodenken: iwwert de Rôle, fir ze kucken, ob et net méi staark a Richtung nach misst goen vun enger internationaler, enger weltwäiter Agence fir d'Promotioun vun der lëtzebuergescher Finanzplaz, an iwwert d'Moyenen, fir och ze kucken, ob ee mat deene Moyenen, déi „Luxembourg for Finance" huet, do alles kann erreechen, wat ee sech virstellt: aner Finanzplaze sécherlech, an den Opbau vun hirem Bild dobaussen, an d'Kommunikatiounsefforten um internationale Plang däitlech méi investéieren.

Et kann een net ëmmer nëmmen dauernd aus der lëtzebuergescher Finanzplaz Geld erauszéien. Et muss een och heiansdo réinvestéieren, an et wär op jidde Fall do gutt ugeluechtent Geld.

Wann ech soen, eng Finanzplaz vun der Qualitéit, d'Bild vun der Finanzplaz muss dat zentral markéieren, da geet dat jo och nëmmen, wa mer déi beschte Leit hunn, wa mer déi beschten Ausbildung vun de Leit hunn, déi op der Finanzplaz schaffen. Et geet nëmmen, wa mer déi beschte Weiderbildung kënne garantéieren.

Well virun allem an enger Zäit, wou mer mat anere Produite schaffen, virun allem an enger Zäit, wou mer mat strukturéierte Produite schaffen, virun allem wa mer an enger Zäit liewen, wou et net méi esou einfach ass, datt ee säi Geld bréngt an dat gëtt op de Kont gesat an iergendwa kënnt een et vläicht eng Kéier sichen oder ee kuckt, wéi sech dat Geld lues a lues do um Kont vermehrt, mä an enger Zäit, wou mer mussen op international Gegebenheete reagéieren; an enger Zäit, wou een d'Steiergesetzgebungen an deenen eenzelne Länner muss suivéieren; an enger Zäit, wou ee komplex Strukture muss opbauen, fir och eng Steieroptiméierung fir deen eenzelne Client vläicht kënnen ze maachen, do brauch een aner forméiert Leit an et brauch een déi bescht forméiert Leit.

An duerfir menge mer, muss Lëtzebuerg och derzou bäidroen, datt mer déi éischt Adress an déi bescht Adress eigentlech ginn, fir Topleit aus der Finanzindustrie, fir méi Talenter nach kënnen unzezéien. An et war jo eigentlech dat, wat a ville wirtschaftlechen Domäner den Erfolleg vu Lëtzebuerg oft ausgemaach huet, datt mer mat enger intelligenter Gesetzgebung vu Lëtzebuerg mat Kapitalgeber, déi ganz oft net vu Lëtzebuerg waren, an awer och mat Leit, déi hiert Talent, hir Kompetenzen an hir Erfahrunge mat op Lëtzebuerg bruecht hunn, ganz flott Saachen hei konnten opbauen.

Deen Erfollegsmodell solle mer op jidde Fall probéieren op der lëtzebuergescher Finanzplaz weiderzeschreiwen a weiderzeentwéckelen. Wa mer gär Qualitéit vun de Servicer hätten, geet dat nëmmen iwwert d'Kompetenz vun de Mataarbechter. Aner Finanzzentre sinn eis och do e Schrëtt viraus, zum Beispill iwwer Internetplattformen, wou dann och probéiert gëtt, déi beschte Leit kënnen unzezéien.

Déi doten dräi Punkten eleng maachen en Ëmfeld aus fir d'Finanzaktivitéite vu muer, oder bilden d'Surveillance vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, an awer och d'Qualitéit vun de Servicer. Do ass d'Politik gefuerdert. D'Politik ass awer do net eleng gefuerdert; de Finanzsecteur ass sécherlech gläichermoossen do an der Responsabilitéit.

Domadder geet et awer net duer. E weidere Punkt an eng Opportunitéit fir Lëtzebuerg schéngt mer ze sinn, Servicer unzebidden, déi een als Services „all inclusive" ka bezeechnen, well et eng breet Palett vu Finanzaktivitéiten a vu Servicer ass, och eng breet Palett vu Berodung ass, an déi adaptéiert ass op eng international Kliantell. Mir mussen nach sécherlech vervielfältegen, wat an enger Rei vun Haiser haut scho geschitt, nämlech dat ass, Gestion du patrimoine ze maachen, och a Relatioun eng adaptéiert Gestion du patrimoine ze maachen, adaptéiert op déi Steiergesetzgebung aus dem eegene Land, wou dann de Client hierkënnt. Och do nach eng Kéier: Da brauche mer och déi Leit, déi Fachkräften, déi déi Steiergesetzgebungen do kennen an déi déi optiméiert Berodung do kënne maachen.

A mer mengen och, datt mer eng Gesamtstrategie brauchen, wa mer wëlle Clienten op Lëtzebuerg unzéien, datt mer dann net nëmmen um Niveau vun der Finanzwelt däerfen doriwwer schwätzen, net nëmmen um Niveau vun der Politik fir d'Finanzplaz doriwwer schwätzen, mä et gëtt eng ganz Rei vun anere Politikberäicher, déi do mat eragräifen, sief et den Aarbechtsmaart, sief et de Logement - an ech wäert herno nach méi konkret dozou kommen -, déi mussen an eng Gesamtstrategie mat agebonne ginn.

Wann et dann drëms geet nei Clienten unzelackelen, do schéngt et och ganz besonnesch awer nach wie vor déi sougenannten „high net worth individuals" ze sinn, also Leit, déi eng gewësse Fortune hunn, fir attraktiv fir déi ze sinn. Ganz besonnesch an engem internationale Kontext, wou d'Bankgeheimnis a Fro gestallt gëtt, ass et jo esou, datt mer riskéieren herno e Phenomeen ze erliewen, datt d'Geld zréck bei d'Leit geet, also dohinner, wou d'Leit wunnen. Et kéint een et och ëmdréinen an d'Strategie aneschters fueren, nämlech datt d'Leit bei hiert Geld op Lëtzebuerg kommen, wou jo d'Bankgeheimnis, op jidde Fall fir d'Résidenten, net a Fro gestallt ass.

Et gëtt och eng ganz Rei vun aneren Avantagen zu Lëtzebuerg, déi wierklech Lëtzebuerg attraktiv maachen als Finanzstanduert an attraktiv awer och maachen als Wunnuert fir Leit, déi fortunéiert sinn, an domadder nei Clienten fir d'Finanzplaz kéinten duerstellen. D'Absence vun enger Ierfschaftssteier en Ligne directe, d'Absence och vun der Verméigenssteier fir Privatpersoune sinn nëmmen zwee vun deenen Avantagen.

Virun e puer Joer hu mer hei dann och mat enger dach recht grousser Majoritéit d'Ofschafung vun der Verméigenssteier fir Privatpersounen décidéiert, fir der Finanzplaz eigentlech nei Perspektiven opzemaachen.

An do wollt ech de Finanzminister froen, wat eigentlech d'Resultater vun deenen Démarchen do waren, ob dat erziilt ginn ass, wat sech erwaart gouf, nämlech datt doduerjer nei Clientë komm sinn, hire Wunnsëtz och op Lëtzebuerg verlagert hunn, a wann dat net esou ass, wat se dovunner ofgehalen huet, der Meenung vum Finanzminister no, fir net heihinner ze kommen, wat also och déi aner Kritäre sinn, un deene mer musse schaffen, fir datt esou eng Strategie wéi déi doten opgeet, an d'Fro och stellen, ob mer eng Gesamtstrategie hunn.

Hu mer déi Gesamtstrategie, fir Leit ze empfänken, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, hire Wunnsëtz heihinner wëlle verlageren? Hu mer déi um Niveau vum Logement? Hu mer se um Niveau vun de kommunale Biergerämter? Hu mer se um Niveau vun deene „soft" Facteuren, déi sécherlech ronderëm och nach musse gi sinn, well do, wou Leit wëlle liewen, do wou se wëllen hire Wunnsëtz hunn, do kucke se net nëmmen, wat d'Steiersätz sinn, mä do kucke se och, wat d'Liewensqualitéit ubelaangt a wéi se hiren Dag kënnen ëmkréien.

Et gëtt sécherlech och nei Zilgruppen, déi d'lëtzebuergesch Finanzplaz ka kontaktéieren, ka konkret uschwätze mat enger ganzer Rei vun Offerten. Mir denken do virun allem och un eng jonk Kliantell, déi Geld huet, déi jo och oft Geld geierft huet, déi awer vläicht aner Preferenzen, fir hiert Geld unzeleeën, huet, wéi et bei der Generatioun virdru war, wou virun allem och nohalteg Investissementer gefrot schéngen ze sinn, an och da kucken, datt mer déi hei zu Lëtzebuerg kënnen développéieren a favoriséieren.

An och wann ee mat de Leit aus dem Secteur schwätzt, dann héiert een eigentlech ëmmer erëm eppes, wat gefrot gëtt, wat Lëtzebuerg net vill géif kaschten, well mer net vill ze verléieren hunn, wat op där anerer Säit awer e ganz groussen Deel vun Aktivitéiten nei kéint op Lëtzebuerg zéien. Et ass dat nämlech d'Retenue à la source libératoire vun 10% op Dividende fir Valeurmobilièren, wou mer dann däitlech méi kompetitiv wäre wéi Nopeschlänner an doduerjer kéinten, wéi gesot, nei Clienten - op ee Schlag vill nei Clienten - op Lëtzebuerg zéien, an op där anerer Säit doduerjer, well mer hei manner besteieren, awer e grousse Volume géife besteieren, och der Statskeess eppes Guddes kéinten dinn an Aktivitéite fir d'Finanzplaz op Lëtzebuerg kéinte lackelen.

An nach eng Kéier: Mir brauchen eis dofir net ze schummen. Kuckt Iech eng Kéier ronderëm un, wat an anere Länner geschitt, wat fir eng Regimer datt do definéiert goufen a wéi vill Clienten datt och doduerjer ugelackelt goufen. Mir maachen do näischt, wat déi aner net och scho laang erfonnt hätten.

Da musse mer kucken, wéi eis Finanzplaz nach méi innovativ ka ginn. An eng ganz Rei vun Instrumenter gëtt et do. D'Fro sécherlech fir déi nächste Joren, dat ass, wat d'Plus-value vun der Universitéit ka si fir d'Finanzplaz, wéi mer et op der Universitéit fäerdeg brénge Spezialisten auszebilden. D'Fro ass awer sécherlech och, wéi mer Recherche kënne mat dem Héichschoulwiese verknäppen, wéi mer eng Koordinatioun kënne kréien tëscht de Finanzaktivitéiten, der Recherche an der Formatioun, an do Luxembourg School of Finance sécherlech och en zentraalt Element dra weiderhi soll sinn.

Mir denken awer och, datt mer nach méi staark mussen no bausse kucken, kucken, wat op deenen anere Finanzplaze geschitt, fir schnell kënnen ze reagéieren, fir ze probéieren och ëmmer nees eng Nues vir ze hunn, fir op nei Tendenze kënnen ze reagéieren, fir op nei Produite kënnen ze reagéieren, fir op nei auslännesch Législatioune kënnen ze reagéieren, fir also ze wëssen, wat déi aner maachen, respektiv awer och: Wat kënne mir eigentlech nach méi maachen?

A fir dat och systematesch ze maachen, wëlle mer en Observatoire de la compétitivité vun der Finanzplaz schafen, déi also genau déi dote Missiounen hätt, wou d'Politik an d'Finanzindustrie zesumme kéinte kucken, wat ronderëm geschitt a wou mer schnell misste reagéieren, fir eis op gegebe Situatiounen anzestellen.

Eis Finanzplaz haut, wéi se do steet, kennt virun allem dräi Pilieren: Dat ass d'Banque privée, et sinn d'Fongen an et sinn d'Assurancen, wou eigentlech och ëmmer deeselwechten Exercice ze maachen ass. An deen ass net nei, deen hu mer déi lescht Joren a Jorzéngte gemaach.

Mir musse kucken, datt mer um europäesche Plang op Direktive reagéieren, wou mer zum Deel kënne beaflossen, wa se ausgeschafft ginn, wou mer virun allem awer herno musse kucken, datt mer duerch eng intelligent Transpositioun déi Marge de manœuvre ausnotzen zugonschte vun der lëtzebuergescher Finanzplaz, wou mer virun allem och ëmmer

nees de „first mover advantage“ musse spillen, fir d'Geschäfter heihinner ze kréien a fir ze weisen, datt mir déi sinn, déi et als éischt verstanen hunn, an enger neier Reglementatioun kënnen ze reagéieren, ze agéieren an eppes Konkretes unzebidden.

An och do solle mer et an Zukunft maachen, wéi mer et an der Vergaangenheet gemaach hunn, nämlech no deem gudden ale lëtzebuergesche Modell, d'Politik an de Secteur selwer zesummen, kucken, wat d'Opportunitéite sinn a wat jiddwereen op senger Säit kéint zum Erfolleg bäidroen.

D'Zukunft vun der Lëtzebuerger Finanzplaz entscheet sech also net nëmmen am Dossier vum Bankgeheimnis. Mir hu sécherlech eng ganz Rei vu Geforen - d'Bankgeheimnis kann eng dovunner sinn, et gëtt anerer -, mä mir hu sécherlech awer och eng ganz Rei vu Chancen, déi virun eis leien, an duerfir mengen ech, däerfe mer eis net nëmmen dorobber konzentréieren, d'Bankplaz vu gëschter ze verdeedegen, mä mer mussen op d'mannst gradesou vill Wäert dorobber leeën an Energie drastiechen, fir d'Bankplaz vu muer Schrëtt fir Schrëtt kënnen opzebauen.

Wat awer elo net soll heeschen, datt een d'Bankgeheimnis do liichtferteg géif opginn, datt een an enger Nacht-und-Nebel-Aktioun géif op den automateschen Informatiounsaustausch iwwergoen. Neen, dat, mengen ech, kann et net sinn. Mir sinn hei an engem Domän - de Finanzminister weess et besser wéi mir heibannen, mä mir wëssen et awer och, well mer e regen Austausch um Niveau vun der Chamber a vun der Finanzkommissioun hunn -, wou europäesch Diskussiounen nach lafen an Diskussiounen och nach wäerte kommen, déi iwwert de Kader vun Europa eraus wäerte goen a wou et sécherlech herno drëms wäert goen, dee richtege Kompromëss ze fannen.

Datt mer eis net an eng stur Haltung däerfen eramanövréieren, dat hunn d'Ereegnësser vun deene leschten zwee Joer, annerhallwem Joer gewisen. Datt déi eis net rett, wann op eemol all déi aner soen, esou geet et net méi - ech denken u schwaarz Lëschten, u gro Lëschten, OECD, G20 an esou weider -, mä datt et och net ka sinn, datt mer ganz einfach eis Positiounen opginn, ouni sënnvoll Kompromësser kënne fir Lëtzebuerg auszehandelen, dat schéngt mer gradesou evident ze sinn.

Esou sënnvoll Kompromësser, déi, mengen ech, mussen awer nach nach wie vor der Lëtzebuerger Traditioun Rechnung droen, datt een eng gewësse Protektioun vun der Privatsphär huet, an dat eben och, wat d'Bankgeschäft ubelaangt. D'Bankgeheimnis huet net nëmme seng Begrënnung doranner, oder hat se initialement eigentlech guer net doranner, fir Geschäfter op Lëtzebuerg ze délocaliséieren. Neen, d'Bankgeheimnis hat haaptsächlech de Sënn an Zweck doranner, fir d'Privatsphär vun deem Eenzelne kënnen ze protégéieren, datt de Stat net alles muss wëssen an iwwer all finanziell Gegebenheete vu senge Bierger muss Bescheed wëssen.

Gläichzäiteg muss ee Kompromëss awer och de legitimen Interesse Rechnung droe vun anere Länner, déi natierlech beméit sinn, datt hir Résidenten hiert Geld richteg a korrekt versteieren - géint déi legitim Interessien een natierlech och näischt anzewenden huet -, a wichteg ass bei esou Kompromëssléisungen, déi, wa se da sollte fonnt ginn, datt mer Iwwergangszäiten hunn, datt de Secteur hei zu Lëtzebuerg sech kann dorobber astellen, datt se hir Geschäftsmodeller kënnen iwwerdenken, datt een d'Clientèle ka rassuréieren, an datt een och duerch nei Produite kann d'Clienten iwwerzeegen, eventuell hei ze bleiwen.

Dat doten, dat sinn eng ganz Rei vu Chancë fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz, wou mer musse kucken de Wirtschaftsstanduert en tant que tel hei zu Lëtzebuerg weider attraktiv ze halen, wou mer Suergen hunn, wat de Steierpak vun der Regierung ubelaangt, wou mer Suergen hunn, wat d'Lounkäschten ubelaangt: d'Thema Index ass net tranchéiert, mä ass vertagt ginn.

Mir mierken, datt nei Aktivitéit, nei Geschäftsfelder, nei Clientë fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz keng Utopie sinn, mä eng ganz kloer Realitéit - et ka sinn, wann d'Jalone richteg gesat sinn -, a mir mierke gläichzäiteg, datt, wa mer et fäerdeg brëngen, dëser Finanzplaz weiderhin d'Markenzeechen opzedrécke vun der Sécherheet, vun der Qualitéit a vun der Kompetenz, datt mer dann eng Finanzplaz halen, déi net nëmmen e positivt Bild no bausse wäert ofginn, mä déi virun allem ganz vill Clientë kann iwwerzeegen. An da wäerte mer et och fäerdeg brëngen, datt dee staarke Pilier vun der Lëtzebuerger Ekonomie, deen d'Finanzplaz haut duerstellt, datt deen och an Zukunft nach seng Stäerkt wäert behalen.

Dat wëllt, wéi ech virdru scho gesot hunn, net heeschen, datt een op aner Geschäftsfelder net emol luusse geet, datt een aner Piliere net probéiert lues a lues weider opzepäppelen, mä mer hu momentan keng Alternativ zu deem, wat de Finanzsecteur duerstellt um Niveau vum Emploi, um Niveau vun der wirtschaftlecher Aktivitéit, um Niveau vum PIB, um Niveau vun de Steierrecetten. An duerfir verstinn ech eigentlech och net richteg, datt de Premier sech hei an der Deklaratioun iwwert den État de la nation esou geäussert huet, datt een eigentlech d'Importenz vun der Finanzplaz Lëtzebuerg an der Gesamtekonomie zu Lëtzebuerg muss zréckdrängen.

Wann een dat wëllt maachen, da kann een et maachen, andeems een aner Aktivitéiten opbaut, mä et däerf een et net maachen, andeems een d'Finanzplaz lues a lues ëm Tranchë méi kleng mécht. Dat kann et net sinn. An datt dat automatesch - esou op jiddwer Fall hunn ech de Premierminister verstane gehat - géif goen, datt dat eng Fatalitéit wier, déi Meenung deele mir op jiddwer Fall och net als Demokratesch Partei.

Mir mengen, datt Chancë bestinn. Mir mengen duerfir awer och, datt mer aus där Lethargie mussen erauskommen, datt mer eis eege Visioun vun der Finanzplaz Lëtzebuerg vun der Zukunft mussen definéieren, datt mer no bausse ganz kloer awer och mussen eis Interesse verdeedegen, datt mer eng aktiv Finanzplazopbaupolitik maachen, déi dann der Visioun vun der Finanzplaz vun der Zukunft Rechnung dréit, fir datt mer an Zukunft eng prosperéierend Finanzplaz zu Lëtzebuerg kënnen halen, déi de Garant ass fir Beschäftigung, de Garant ass fir zolidd Steierrecetten, an domadder och de Garant ass fir de soziale Wuelstand hei am Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci, an d'Wuert huet elo den honorabelen Här Lucien Lux als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt u sech haut, fir den Här Meisch, fir déi drëtte Kéier noeneen ufänke mat engem Zitat vum Här Horst Köhler.

Une voix.- Maacht et net!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Mä zënter gëschter si se net méi esou vill wäert, duerfir hunn ech mer een anert Zitat erausgeholl a sinn op Lëtzebuerg kucke gaangen. An ech wollt Iech duerfir dat Zitat zum Beschte ginn, wat ech de Samschdeg héieren hunn: „Mussen dann den Här Obama an d'Madame Merkel sech nees an d'Broscht geheien: «Dach, elo maache mer eppes.», an zum Deel sti mer och hei zu Lëtzebuerg mat op der Brems? Da soen ech mir, dat kann dach net wouer sinn, mir mussen de Courage hunn a soen, mir, als engem vun den Détenteure vun esou enger grousser, wichteger Bankeplaz wëllen och mat derzou bäidroen, datt et an der Welt erëm e Stéck besser geet, an do hu mer Moyenen, déi eis emol net géife wéidoen, mä déi géife weisen, datt et ons net egal ass, wéi mir d'Problemer léisen."

Dat huet den Här Erny Gillen, de President vun der Caritas de Samschdeg...

Une voix.- Do gesäit ee schwaarz.

(Interruptions)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- …de Samschdeg an der Emissioun „Riicht eraus" um 100,7 gesot an en dréckt domadder… Ech weess net, firwat dat Iech zum Laache bréngt. Bei anere Geleeënheete lauschtert Der méi andächteg no, wann dee schwätzt.

Ech mengen, hien dréckt domadder e Gefill aus, wat dobaussen an der Populatioun ëmmer méi ëm sech gräift, nämlech festzestellen, dass no dem G20-Sommet vum November 2008 zu Washington - wou déi éischt grouss Resolutioune geholl gi sinn iwwert d'Noutwendegkeet vu méi grousse Regelen, iwwert d'Noutwendegkeet vun enger besserer Déontologie an der Finanzwelt -, 2009 London a Pittsburgh, an dann an dësem Mount 2010 zu Toronto erëm eng Kéier de Versuch endlech zu engem Konsens ze kommen, deen och dës Kéier - an dat ginn ech gären zou - am Ufank ganz schwéier wäert ginn.

Et gesäit een elo schonns d'Positioune vu Kanada, d'Positioune vun Australien, d'Positioune vu Brasilien, déi natierlech versichen, hei net zu engem Konsens ze kommen, a vläicht souguer heemlech hoffen, dass anerer no vir preschen, fir dovunner ze profitéieren, déi eng oder déi aner Aktivitéiten bäi sech erbäizezéien. A mat där Attitüd do dreiwe mer lues a lues ëmmer weider, an ech denken, dass dat och d'Crédibilitéit vun der Politik generell amgaang ass ze beschiedegen, well et dach awer d'Gefill erëmgëtt, dass mer am Kreess dréinen, dass jiddwereen mat d'accord ass, mä dass mer vun Absichtserklärungen zu Schlusscommuniquéen ëmmer weiderfueren an net zu Décisioune kommen.

Wien huet eigentlech an eisen demokratesch legitiméierte Staten mat hirer sozialer Maartwirtschaft dat lescht Wuert - muss ee sech schlussendlech froen -: Ass dat d'Politik oder sinn dat d'Bourssen? An den Här Frieden, deen dat jo materlieft huet, muss sech dach mat senge 27 oder heiansdo mat senge 17 Kolleegen dach awer e bëssen - komesch ass wierklech e feint Wuert duerfir - virkommen, wann ee sonndes an der Nuecht sech muss tommelen, fir en Accord ze fannen iwwert de Rettungspak, deen en catastrophe diskutéiert ginn ass fir Griichenland, mä sech muss tommelen, fir fäerdeg ze sinn, wann zu Tokio an zu Sydney d'Bourssen opginn, an dann ze hoffen a Käerzen unzefänken an der Hoffnung, wat fir en Uerteel dann do geschwat gëtt.

Ech mengen an ech hoffen, dass dat jiddwerengem heibannen dach awer eng Rei vu Suerge mécht iwwert d'Noutwendegkeet, wéi mer de Primat vun der Politik, vun deem mer esou gären heiansdo philosophéieren, dee Primat vun der Politik erëm hierstellen, fir déi Kontroll iwwert déi international Finanzmäert och erëm kënnen hierzestellen.

An et muss ee sech dann och froen, heiansdo wéinstens e bëssen den Otem unhalen a sech froen: Wat ass eigentlech d'Aufgab vu Banken? Sinn et Kasinoen oder hu se d'Aufgab, Kapital anzesammelen an et dann den Entreprisen oder de Privatpersoune fir Investitioune bereetzestellen? Dénge se der Realekonomie oder dénge se der renger Geldspekulatioun?

Ech mengen, et wär och do un der Zäit, dass d'Banke selwer - an eenzel Stëmmen héiert ee jo, Gott sei Dank - e gewëssene Retour aux sources géife maachen, fir zu hirer duerchaus nobler Missioun zréckzekommen a soumadder ze erreechen, dass esou Schied, weltwäit gesamtwirtschaftlech Schied, wéi mer se an deene leschte Méint erlieft hunn, kéinte verhënnert ginn.

Déi kleng Fortschrëtter, déi sech elo ukënnegen, sinn zwar duerchaus positiv, mä si däerfen net driwwer ewechtäuschen, dass déi generell Mentalitéit, besonnesch déi Mentalitéit vun där Gier, déi derhannert ass, an eng Rei vun Aussoen - och den Här Rommes, dee gesot huet: „Et ass u sech net eleng d'Gier vun de Banken, et ass e bëssen d'Gier vun enger Gesellschaft insgesamt." Do huet e sécherlech Recht, wann en dat behaapt, mä et ännert awer näischt dorun, dass een, sief et eng kollektiv Gier oder sief et eng Gier vun de Banken, un där Problematik muss schaffen, well esou eng Kris, wéi mer se elo erlieft hunn, mat deene Grënn, déi se hat, kënne mer eis net all zéng Joer erlaben. Mir wëssen, wat fir eng Schied dass dat mat sech bréngt.

Wann een dann op eenzel Propositiounen ze schwätze kënnt, déi an deene leschte Wochen op den Dësch komm sinn, da wéilt ech fir d'Éischt emol eraushuelen déi Direktiv, vun där och den Här Meisch geschwat huet, an, ech mengen, deen och selwer zu enger Konklusioun komm ass, déi awer wichteg ass an dësem Moment. Déi Direktiv iwwer eng besser Kontroll vun den Hedge-Fongen oder den „private equity"-Fongen, déi enger EU-wäiter Kontroll ze ënnerwerfen an derfir ze suergen, dass och déi Acteuren, déi ausserhalb vun Europa kommen, sech hei registréiere mussen, dass se hei kontrolléiert ginn.

Et ass jo awer interessant festzestellen, dass gëschter respektiv haut d'ALFI an enger Kommunikatioun gesot huet, dass dës Direktiv amgaangen ass, sech fir Lëtzebuerg ausbezuelt ze maachen, well domadder verbonnen ass, dass een e Label, e Gütesiegel kann ausschaffen, an dass vill, souguer vun de Cayman-Inselen, an der Tëschenzäit schonn e gewëssene Rush festzestellen ass, ënner anerem och op Lëtzebuerg, och an Nidderland, mä och op Lëtzebuerg, well gesot gëtt: Do kënne mer profitéiere vun enger gewëssener Sécherheet, déi do ass, wéi gesot e gewëssene Vertrauenslabel, deen et op där Finanzplaz Lëtzebuerg gëtt.

Duerfir ass et also, mengen ech, och erwisen, dass Regelen, nei Déontologie maachen an esou virun, dass dat näischt ass, wat eiser Finanzplaz ka schueden. Ganz am Géigendeel kann eis Finanzplaz och dorauser - an de Bewäis, mengen ech, bei där do Direktiv ass erwisen -, dass mer do och kënnen e Feld opsetzen, wou mer dovunner kënne profitéieren.

Dann ass zweetens natierlech déi Fro: Wat geschitt elo um Niveau vun deenen zwou groussen Iddien, déi do waren, fir déi zwee Ziler ze erreechen - d'Spekulatioun anzedämmen engersäits, mä och nei Geldquellen ze erschléissen, mat dem Zweck, domadder Reserven, entweder Reserven unzeleeë fir Bankerettungsfongen, wann erëm eng Kéier Situatiounen opkommen, wou de Stat muss intervenéieren, oder einfach als Recetten an de Budget? Ech mengen, do gëtt et jo ënnerschiddlech Attitüden an de Memberlänner, wat mat deene Suen aus deenen zwou Steiere kéint gemaach ginn um Niveau vun den nationale Staten.

An d'Fro ass: Wou sti mer, engersäits, bei der Bankenabgab? Wou sti mer, anerersäits, bei der Transaktiounssteier? An och muss ech soen: Wou sti mer an der Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung? Well et ass awer, mengen ech, festzestellen, dass ee gesäit an der Fro vun der Transaktiounssteier, dass et hei ënnerschiddlech Appréciatioune gëtt.

Ech zitéieren nëmmen. De Jean-Claude Juncker als Statsminister oder als President vum Eurogroup, a wat fir enger Qualitéit och ëmmer, seet, gëtt zitéiert an der europäescher Press: „Auch diejenigen müssen bezahlen, die nicht unschuldig sind an dem Schlamassel, in dem wir alle stecken. Wir können uns nicht immer nur hinter den Amerikanern verstecken." An e plädéiert do, wa mer och um G20 zu Toronto an och am Hierscht net eens ginn op engem Niveau G20, fir en Alleingang vun den Europäer ze woen.

Op där anerer Säit eise Finanzminister, den Här Frieden, deen zitéiert gëtt: „Die Einführung einer Transaktionssteuer macht nur Sinn, wenn alle wichtigen Finanzplätze, darunter auch New York und Zürich, mitziehen."

Ech mengen, dass et also noutwendeg wär, och vläicht de Mëtteg ze héieren, mat wat fir enger Strategie Europa wëllt, ënner anerem och zu Toronto, agéieren. Well et wäert ganz wiesentlech dorop ukommen, mat wat fir enger Attitüd dass mer dat versichen ze maachen.

Ech denken, dass eng Rei vun Argumentatiounen, déi geholl ginn an der Tëschenzäit, zum Beispill déi, dass esou en europäeschen Alleingang net méiglech wär... Ech mengen, dass et ganz vill Spezialiste gëtt, déi an der Tëschenzäit zur Konklusioun

komm sinn, dass Europa hei scho genuch - wéi soll ech soen? - Ressourcen huet, genuch Bedeitung huet als Finanzwelt an och seng Bourssen, dass et méiglech ass, en Alleingang ze maachen.

Wann een d'Attitüd gesäit, déi ageholl ginn ass an der Fro vun der OECD, déi praktesch an engem Diktat, an enger Erpressung gesot huet, am Zesummenhang mat där Problematik, déi eis méi nosteet: „Wann Der net paréiert an deem Sënn, da sinn déi an déi Konsequenzen, déi leien dann op der Hand." Och hei ass eng Attitüd, wou Europa sech muss eens ginn, ob et dee Wee do wëllt goen an domadder verhënneren, dass esou Problemer an esou Konsequenzen, wéi mer se an deene leschte Méint an nach an dëse Méint erliewen, nach wäerte kommen.

Dann d'Argumentatioun: Da verlagere sech all d'Geschäfter op New York, op Singapur oder op Dubai. Och do kéint ee sech d'Fro stellen, ob mer un eenzelne Produiten, un héich spekulative Produiten iwwerhaapt sollten interesséiert sinn. Kann een net emol sech d'Fro stellen, dass een heiansdo géif soen: Mä da solle se roueg dee Wee do goen! Well ech mengen, et stellt sech jo och d'Fro, dass een emol eng Kéier muss ausrechne kënnen: Wat war dann elo en fin de compte de Coût vun där Kris, déi mer hei erliewen, a wat war dat, wat mer u Recetten un esou héich spekulative Geschäfter haten? Och dat wär eng Fro, déi ee sech emol eng Kéier misst iwwerleeën, fir ze kucken, zu wat fir enge Konklusiounen dass een da géif kommen.

Mir mengen also - an domadder ass meng Interventioun leider schonn um Enn, wat d'Zäit ubelaangt -, dass et noutwendeg ass, Kloerheet ze hunn, dass ee Voluntarismus no bausse soll weisen, dass ee wierklech de politesche Wëlle soll bekunden, och hei an dësem Parlament an och vun eiser Regierung, fir derfir ze suergen um europäesche Plang an herno um Niveau vum G20, zu bessere Regularien ze kommen. Dat, mengen ech, hëlleft all eisen Ekonomien, dat hëlleft de Banken, hëlleft virun allem och deene Leit, déi an de Banke schaffen, well se do eng méi grouss Sécherheet kréien.

Well ech mengen, an där Spekulationsfrénésie, an där mer och elo schonn erëm dra sinn, wann ee gesäit, dass munches awer schonn erëm elo weidergeet wéi gehabt, wéi virdrun erëm weidergeet, dass sech nei Bullen amgaang sinn, zum Beispill um Niveau vun de Marchéë vun de Rohstoffer, erëm opzebauen, déi herno erëm gradesou wäerte platzen, mat all deene Konsequenzen.

Ech wëll ophalen awer, Här Meisch, mat engem Zitat nach, wat ech fonnt hunn, wat Iech bestëmmt wäert interesséieren. An der „Süddeutschen" vum 6. Mee 2010 stoung: „Ein Mann geht ins Restaurant und bestellt Austern. Er hat kein Geld, aber er hofft, dass er mit einer darin gefundenen Perle die Rechnung bezahlen kann. Der Mann ist ein Spekulant."

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Elo huet d'Wuert den honorabelen Här Lucien Thiel, als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir kënnt Iech jo virstellen, datt, no deem, wat mer elo vun deenen zwee Virriedner héieren hunn, et mer op der Zong brennt, fir zu gewëssene Punkten och Stellung ze bezéien. Mä vu datt meng Emotiounen heiansdo mat mer derduerchginn, iwwerloossen ech gär d'Stellungbezéie mengem Fraktiounschef, an ech beschränke mech op meng Roll als Budgetsrapporteur vun dësem Budget, an ech ginn dofir op dat an, wat méi spezifesch d'Budgetspolitik wäert ubelaangen.

Dir wësst, datt d'Krise bekanntlech do sinn, fir draus ze léieren. Dat gëtt jo dann och elo souzesoe vun all Mënsch versicht. Jiddweree probéiert elo, allerdéngs mat méi oder manner groussem Erfolleg, mat de Konsequenzen aus der grousser Finanz- a Wirtschaftskris sech erëmzeschloen an doraus erauszekommen.

Dat probéiert dann och elo d'Europäesch Kommissioun, déi sech am Moment de Kapp driwwer zerbrécht, wéi si e Kollateralschued vun där Kris, nämlech deen, deen elo hirer Gemeinschaftswährung passéiert ass, évitéiere kann an der Zukunft.

Net nëmmen d'Bréisseler Zentral ass geschockt iwwert dat, wat mam Euroland Griichenland passéiert ass a wat eisen Euro nawell ganz gehéireg gebeidelt huet. All EU-Länner hunn dorënner gelidden a géife wuel nach méi dorënner leiden, wann de Pëtrolspräis, dee bekanntlech nach ëmmer an Dollar verrechent gëtt, sech net esou brav bis elo gehalen hätt.

An enger Reaktioun ass natierlech op déi aarm Griiche geklappt ginn, déi, esou housch et, soss näischt maache wéi d'Steiere strëppen, d'Beamte bestiechen an déi sech sengerzäit mat getierkte Statistiken an d'Europäesch Unioun an och an den Euro eragefuddelt hunn. D'Griiche mussen elo als Sënnebock fir d'Schwächt vun der Gemeinschaftswährung hierhalen, grad wéi wann hire butzegen Undeel um europäesche PIB - et sinn emol keng 3%! - eleng géif duergoen, fir déi zweetgréisst Wirtschaftsmuecht vun der Welt an d'Schlidderen ze bréngen.

Mä, net Griichenland eleng, ganz Europa ass krank. Déi Kränkt ass mat der globaler Kris eréischt däitlech ginn a si weist sech doran, datt d'EU-Länner ganz einfach d'Kontroll iwwer hir Statsfinanze verluer hunn. Scho laang ass dee feierlechen Eed vu Maastricht gebrach, mat deem d'europäesch Länner sech geschwuer haten, éischtens ni iwwert 3% vum PIB bei hirem Budgetsdefizit ze goen an zweetens ëmmer schéi brav ënner enger Verschëldung vu 60% ze bleiwen.

A wou sinn déi 27 haut? Den Defizit läit mat 7% an der Moyenne méi wéi duebel esou héich wéi Maastricht erlaabt, an d'Duerchschnëttsverschëldung dépasséiert mat 80% nawell gehéiereg déi Maastrichter Toleranzgrenz.

Um Euro-Misär sinn deemno net eleng an emol net un éischter Linn déi béis Spekulante schëlleg - déi, niewebäi gesot, den Här Lux ass elo fort, soss näischt maachen, wéi d'Sue vun hire Clientë mat deem gréisstméigleche Benefiss unzeleeën -, mä et sinn d'EU-Länner selwer, déi nach net matkritt hunn, datt d'Musek ëmmer manner bei hinne spillt an datt et héich Zäit ginn ass, datt si sech emol ëm hir verkallekte Strukture këmmeren.

An enger Kommunikatioun vum 12. Mee dëst Joer huet d'EU-Kommissioun probéiert, de 27 Memberen de Spigel virun Aen ze halen an hinne bäizebréngen, wéi een, op d'mannst kuerzfristeg, aus deem Schlamassel erauskomme kéint - nämlech mat enger besserer Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken, mat enger méi strammer Budgetsdisziplin a mat enger schrëttweiser Reduzéierung vun hirer Verschëldung.

Fir d'Leit aus dem Berlaymont kann d'Léisung nëmmen doranner bestoen, datt d'Fiedem ëmmer méi bei hinnen zesummelafen an datt déi 27 EU-Länner sech deem füge mussen, wat am Titel vun der Kommunikatioun éischter verharmlosend heescht: „policy coordination".

Wat heescht dat dann an der Praxis? Och wann elo gesot gëtt, déi Bréisseler Virstellunge wieren nach onprezis an net ganz ausformuléiert, liest sech dach aus deenen eelef Säite vun där Kommunikatioun, mat där sech den ECOFIN ufanks der nächster Woch auserneesetze soll, schonn esou munches eraus.

Am grousse Ganzen geet et dorëmmer, no deene virgeschriwwene Stabilitéitsprogrammen, déi d'EU-Länner haut schonn op Bréissel schécke mussen, elo e Schrëtt weider ze goen, offiziell a Richtung vu méi Koordinatioun, mä - dat fäerten esou munch - a Wierklechkeet a Richtung vun enger regelrechter Tutelle duerch déi Bréisseler Kommissioun. Déi wëllt nämlech elo net méi nodréiglech dee vun den eenzelne Länner agereechte Stabilitéitsprogramm beuerteelen, mä si wëllt dee Programm virop, dat heescht ex ante préiwen. Wat natierlech net méi an net manner heesche géif, wéi datt d'EU-Kommissioun vun elo un deenen eenzelne Memberstate virschreiwe wéilt, wéi hire Budget auszegesinn hätt.

An der Praxis soll dat esou fonctionnéieren, datt d'Regierungen am Ufank vum Joer - d'éischt Halschent vum Joer heescht dann den Euro-Semester - hire Stabilitéitsprogramm op Bréissel schécken, wou en dann ënnert d'Lupp geholl an ënner anerem op säin Iwwereneestëmme mat de Richtlinien vun der Agenda „Europe 2020" gepréift gëtt. Déi Richtlinien, déi jo déi net grad ganz erfollegräich Lissabon-Strategie elo ofléise soll.

Doropshin schléit d'Bréisseler Kommissioun da Korrekture vir, un déi sech dann d'Nationalregierunge selbstverständlech gefällegst ze halen hätten.

Am Kloertext heescht dat net méi an net manner, wéi datt d'Budgetssouveränitéit e gutt Stéck aus der nationaler an déi europäesch Kompetenz rutscht.

Dat wäert an éischter Linn eng wäitgehend Harmoniséierung vun de Budgetspolitiken - natierlech am EU-Mainstream - mat sech bréngen. Wat fir e budgetären Handlungsspillraum do nach fir d'Nationalregierunge bleift, kann ee sech liicht ausmolen. A mir hei am Parlament, déi jo d'national Souveränitéit verkierperen, wäerten eis wuel nach a méi oder wéineger déifgrënnege politeschen Iwwerleeungen op dëser Tribün ergoen däerfen, awer fir de Rescht dat ofseene missen, wat d'Bréisseler Bürokratie eiser Regierung an de Budgetsgriffel diktéiert huet.

Natierlech muss ee Versteesdemech fir der Kommissioun hir Virgehensweis opbréngen, där Kommissioun, där et sécherlech an éischter Linn ëm eng besser Ofstëmmung vun den nationale Politike geet, fir datt esou eppes net méi passéiert wéi dat, wat mir am Ablack mam Euro erliewe mussen. Emol éierlech: Wier esou e forcéierte gemeinsame Budgetsnenner wierklech als Präis ze héich, fir d'Stabilitéit vun der gemeinsamer Währung an d'gutt Fonctionnéiere vum europäesche Wirtschaftsraum ze garantéieren?

Allerdéngs sinn domat nach laang net all déi Problemer geléist, déi déi verrutschte Budgetskompetenz - fir déi sech iwwregens haut am „Monde" och den Zentralbankchef Trichet ausgeschwat huet - mat sech bréngе wäert.

Froen: Loosse sech dann all déi Länner iwwerhaapt iwwer een eenzege Budgetsleescht zéien? Kann ee wierklech engem méi op zum Beispill Agrarproduktioun fokusséierten EU-Land déiselwecht Budgetsregelen octroyéiere wéi engem héichindustrialiséierte Memberstat oder enger op Déngschtleeschtungen ausgeriichter Natioun wéi zum Beispill eiser?

A wéi geet dat da mat deem schonn existéierende Zwee-Vitessen-Europa weider, an deem eppes méi wéi d'Halschent vun de Länner eng gemeinsam Währung, de Rescht awer nach seng eegen national Devise huet? Kënnen hei déiselwecht Regele fir déi eng a fir déi aner applizéiert ginn? A wie garantéiert, datt déi Regelen och agehale ginn, op d'mannst soulaang mir eis net eens iwwert déi néideg Sanktioune sinn? A wie seet eis schliesslech dann, ob se zu Bréissel esou vill besser wéi eis eege Leit wëssen, wat gutt fir d'Land ass, wat ee sengen Awunner zoumudde kann, zum Beispill am Index - fir nëmmen ee Beispill ze nennen -, a wat am beschten deene jeeweilege Länner entsprécht?

Dat si Froen iwwer Froen, déi net esou liicht an esou einfach ze beäntwerte sinn, wéi sech dat vläicht zu Bréissel virgestallt gëtt.

Ouni dem ECOFIN virgräifen ze wëllen, kann ee wuel dervun ausgoen, datt nach vill Detailaarbecht - haut heescht dat „fine-tuning" - ze maache bleift, bis datt an dësem Dossier den Équiliber tëscht nationalen Interessen an iwwergeuerdneten EU-Contraintë fonnt ass. An deen Équiliber muss onbedéngt fonnt ginn, fir datt de System vun allen akzeptéiert gëtt an domat iwwerhaapt fonctionnéiere kann.

Fir eis hei zu Lëtzebuerg kënnt nach derbäi, datt mir bis elo eisen eegene Budgetspad getrëppelt sinn. Dat geet domat un, datt mir onbëirt mat eiser aler Statskontabilitéit weiderfueren, obscho mir wëssen, datt si net up to date a Maastricht-konform ass. Dat geet weider mat eiser net ganz effikasser Kontroll vun der Budgetsausféierung - en Zoustand, dee bekanntlech Är zoustänneg Chamberskommissioun elo zu hirem Uleies gemaach huet, nodeem de Kolleeg Roger Negri sech fir eng Lëtzebuerger LOLF staark gemaach hat. An dat geet bis bei den Opbau an d'Presentatioun vun eisem Budget, déi nach laang net mat deem iwwerteneestëmmen, wat sengerzäit zu Maastricht als Regel agefouert ginn ass. Wat eis dann zu enger carrément zweegleiseger Budgetspresentatioun zwéngt, déi net grad zur Iwwersiichtlechkeet an domat zur Budgetstransparenz bäidréit, op déi de Bierger nun eemol e Recht huet.

Egal wou mir elo mat där neier Budgetsprozedur lande wäerten, déi der Bréisseler Kommissioun virschwieft, däerft et elo scho kloer sinn, datt mir heiheem nach e sëlleche Krämpes wäerten hunn, fir eng Kéier eise Budget an déi europäesch Norm eragequëtscht ze kréien.

A well mir ees wéi ees net derlaanschtkomme wäerten, sollte mir eis vläicht elo gläich schonn derhannersetzen an eis eeschtlech Gedanke maachen, wéi mir dat do an de Gréff kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Thiel Merci an als éischte Riedner ass elo deen honorabelen Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir Dammen an Dir Hären, Här President, an allen nationale Parlamenter, am Europaparlament gëtt an deene leschte Woche vill diskutéiert ronderëm d'Reguléierung vum Finanzsecteur, e besseren Encadrement vu gewësse Finanzaktivitéiten, Besteierung vun de Banken an eenzelne vun hiren Transaktiounen. Zu Lëtzebuerg dréint sech - dat ass vläicht symptomatesch fir dëst Land - d'Diskussioun iwwert d'Interpellatioun vun der Demokratescher Partei net esou séier ëm déi dote Froen, mä ëm d'Fro vun der Zukunft vun der Bankplaz Lëtzebuerg. Dat beweist, dass d'Aueren zu Lëtzebuerg e bëssen anescht ticke wéi an deenen anere Länner. Dat ass natierlech och de Beleg dofir, dass sécherlech déi Bankplaz, d'Finanzaktivitéiten an der Schafung vun eisem Räichtum an als Garant och fir d'Dynamik an der wirtschaftlecher Entwécklung iwwert déi lescht Jorzéngten eng ervirragend Roll gespillt hunn.

Et ass also d'Fro, déi mer hei ze behandelen hunn - d'Zukunft vun der Bankplaz Lëtzebuerg -, mä ech fannen et méi wéi richteg, dass mer dat awer verbanne mat enger Diskussioun ronderëm all déi Froen, déi sech momentan op internationalem Plang an op europäeschem Plang stellen. Well d'Zukunft vun der Bankplaz Lëtzebuerg isoléiert wëllen ze diskutéieren par rapport zu all deem Regelwierk, wat et scho gëtt a wat nach wäert ausgebaut ginn op Weltplang respektiv um Niveau vun der Europäescher Unioun, dat wär en Trugschluss, well dat e wichtegt Element ass vun dem Fonctionnement vun eiser Bankplaz a virun allem awer och e wichtegt Element ass, wéi mer d'Zukunft vun eiser Bankplaz wëllen an deenen nächste Joren opbauen.

Mir däerfen awer bei deem Ganzen net vergiessen, dass, wa mer iwwert d'Zukunft vun der Bankplaz schwätzen, eis dat net erspuert, fir iwwert de Fonctionnement vun deem ganze Finanzsystem weltwäit eis Gedanken ze maachen, an net erëm, elo, wou d'Zäit e bësse virgeréckt ass, ze maachen, wéi wann dat esou Gott gegeben wär, all dat, wat sech do an deene leschte Méint ofgespillt huet, an ze mengen also, dat kéint da plus ou moins esou weiderlafen, wéi dat bis elo gelaf ass.

Wa mer wëlle verhënnere, dass mer nach eng Kéier an déi Krisesituatioun erakommen, déi mer elo hei zu Lëtzebuerg wéi an deene meeschten anere Länner och kennen, da musse mer och bereet sinn, un deene Regelen, un eenzelne vun deene Regele vum Fonctionnement vun der internationaler Finanzplaz, déi ze ännere an déi ze ajustéieren.

Dat sinn also Froen, déi mer och mussen an Erwägung zéien, am Hannerkapp hunn zumindest, wa mer iwwert d'Zukunft vun der Bankplaz Lëtzebuerg schwätzen.

Mir sinn also der Meenung, dass een hei also net däerf eng eesäiteg politesch Approche hunn, nëmmen op Lëtzebuerg fixéiert, mä dass een dat muss an engem gesamteuropäeschen, souguer weltwäite Kontext kucken. An, et gesäit een also och ganz kloer, dass et eis net kann egal sinn, wat elo vun Décisioune fält op europäeschem Plang, d'Diskussiounen, déi momentan gelafe sinn am Europaparlament ronderëm eng Rei vun neie Regele besonnesch och, wat d'Hedge-Fongen ugeet, wou elo jo schwiereg Diskussioune wäerte mam Ministerrot ze féiere sinn.

An och do ass et interessant ze gesinn, wéi awer déi eenzel politesch Fraktioune sech positionéieren an deenen Diskussiounen do am Wirtschaftsausschuss zum Beispill am Europaparlament, wou iwwer eng méi streng Regelung vun den Hedge-Fongen diskutéiert ginn ass a wou sech eng Koalitioun gemaach huet vun de Sozialisten, deene Gréngen, de Lénken an de Chrëschtdemokrate géint notamment d'liberal Fraktioun am Europaparlament, déi géint méi eng streng Regelung vun den Hedge-Fonge war.

Och dat, mengen ech, muss een hei däerfen diskutéieren, wann ee kuckt, wéi mer eis wëlle politesch ausriichten an deenen nächste Joren. Déi europäesch Dimensioun ass also immens wichteg, wa mer déi Diskussioun féieren.

Mir däerfen - mengen ech - op kengem A blann sinn. Net blann sinn, op där enger Säit, wat d'Noutwendegkeet ugeet, fir de Finanzmäert international nei Regelen ze setzen, se an hir Schranken zréckzestoussen, an, op där anerer Säit, awer och bewosst sinn, dass mer eigentlech all Intérêt hunn, eng Ofsécherung an eng Weiderentwécklung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, dem Motor vun eiser Ekonomie vun deenen 30 leschte Joren, ze garantéieren.

Loosse mer also net vergiessen och, wa mer déi Diskussioun féieren, dass, och wa mer elo an enger Weltwirtschaftskris drastiechen, duerch wat dass dat geschitt ass. Loosse mer awer och net aus den Ae verléieren, dass e gudden Deel vum Liewensstandard, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn an deen iwwert déi lescht Jore konstant gewuess ass, dat zu engem gudden Deel geleescht ginn ass duerch dat, wat erwirtschaft ginn ass am Finanzsecteur, erwirtschaft ginn ass vun de Banken, erwirtschaft ginn ass vun deene Leit, déi an de Banke geschafft hunn. Dat däerfe mer och net vergiessen, och, wa se elo natierlech alleguerten natierlech méi staark an der Kritik sinn.

An och wann - do sinn ech mat allem mat d'accord - sécherlech net Lëtzebuerg an d'Feelverhale vu Lëtzebuerger Banken den Ausgankspunkt si vun där Kris, an der mer drastiechen, ass et awer och esou, dass natierlech och de Lëtzebuerger Bankesystem een Element vum weltwäite Bankesystem ass, dee mat Recht jo awer och kritiséiert ginn ass.

Ech géif do ganz gäre verweisen - obwuel virdrun hei de Kolleeg Lucien Thiel e bëssen d'Verteidegung vun de Spekulante gemaach huet par rapport zu enger Ausso, déi de Lucien Lux am Numm vun eiser Fraktioun hei getätegt huet -, wëll ech awer aus sengem eegene Budgetsrapport zitéieren - dat däerf een net vergiessen, well déi Aussoen, denken ech, haut nach ëmmer richteg sinn, och wann e bëssen Zäit an d'Land eragaangen ass -, do schreift en ënnert dem Kapitel «Les péchés du capitalisme-casino», de Kasino-Kapitalismus ass gebrandmarkt hei gi vum Lucien Thiel, engem, deen de Milieu besser kennt wéi vill anerer vun eis heibannen, an notamment, wat d'Spekulatioun ugeet, huet en eng interessant Ausso gemaach, dofir huet mech déi vu virdrun e bëssen erstaunt, do seet en, do schreift vun: «…l'avidité des opérateurs financiers, qui se sont laissés entraîner par leur soif de l'argent vite gagné à démultiplier les valeurs artificielles de plus en plus déconnectées de la réalité économique; en fait ces golden boys vendaient tout simplement de l'air chaud à prix d'or à leurs clients en se remplissant les poches de commissions et de bonus;…»

(Interruptions)

Dat war dat haart Uerteel, wat de Lucien Thiel dann iwwert Deelaspekter vum Fonctionnement…

(Interruptions diverses et hilarité)

…vum internationale Finanzsystem getraff huet.

Une voix.- Den Änder wier frou, wann Der nach een hätt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Fir eis Partei zumindest gëllt déi Aschätzung och nach haut ëmmer. Mir trieden do net vun deem of, wat déi éischt Analys hei, gemeinsam Analys eigentlech war an Zesummenhang mat der Opstellung vum leschte Statsbudget.

Wat een natierlech och feststellt bei den internationalen Diskussiounen, dat ass, dass och do natierlech ee mierkt, dass am Hannerfeld och national Interesse matspillen. Dat gesäit ee bei de Positioune vun eenzelne grouss Länner. Ech mengen, sécherlech spillt dat och bei der Lëtzebuerger Haltung zu eenzelne Froen noutwendegerweis och mat.

Et bleift, dass mer awer d'Stoussrichtung solle bäibehalen an dass effektiv d'Politik sech net soll erëm zréckdränge loossen, nodeem jiddweree gemengt huet, an och dat ass Budgetsrapport nozeliesen, elo wär d'Zäit vun der Politik komm. Abee, da loosse mer dee Moment do notzen, da loosse mer elo effektiv och de Kader nei definéieren, an deem also déi Finanzaktivitéiten international sollen oflafen.

De Lucien Lux huet eis Positioun duergeluecht zu deenen aktuelle Froe vun der Bankbesteierung a vun der Fro vun den Taxen. Eng aner Fro, déi sech natierlech stellt a wou mer eis ëmmer schwéierdinn, fir kloer Aussoen ze maachen, dat ass d'Lëtzebuerger Positioun ronderëm d'Bankgeheimnis.

Et ass ganz kloer, an ech mengen, dass et wichteg ass, do dat nach ze artikuléieren net nëmmen an Zäiten, wou Lëtzebuerg vu baussen attackéiert gëtt, mä dass een dat - an do ginn ech och dem Claude Meisch vollkomme Recht -, dass déi Promotiounsaktioun fir Lëtzebuerg, déi Lobbyaarbecht fir Lëtzebuerg, déi muss gemaach ginn, dat muss eng permanent Aktioun sinn. An d'Regierung huet jo och an deene leschte Jore respektiv och d'Bankevereenegung eng ganz Rëtsch vun Instrumenter ginn, fir kënnen déi Promotiounsaarbecht do ze maachen. Ob dat elo am Beräich vum Private Banking ass, wou eng eegen Ënnerassociatioun vun der ABBL dat mécht, ob dat d'Alfi ass, déi dat fir d'Fongenindustrie mécht, ob dat Comitéë sinn, déi méi strategesch Diskussioune féieren - ech menge ganz einfach, dass net méi vill Neies muss erfonnt ginn, mä dass grosso modo schonn eigentlech déi Strukturendo sinn, déi natierlech nach kënne méi performant ginn, mä awer dass eigentlech Lëtzebuerg sech déi Strukture ginn huet, déi noutwendeg sinn, fir eigentlech déi Promotiounsaarbecht do permanent ze féieren.

Mir mussen et fäerdeg bréngen, dat verzerrte Bild no baussen, wat een ëmmer kann och a perséinleche Gespréicher feststelle mat Auslänner, dass Lëtzebuerg praktesch e Produkt eleng vum Bankgeheimnis wär, dass eigentlech d'Lëtzebuerger Finanzplaz ausschliesslech op dem Bankgeheimnis opgebaut ass… Dat ass falsch. Dat ass e verzerrtent Bild, an deem musse mer, mengen ech, entgéintstoen, offensiv entgéintstoen. Net nëmmen eis verteidegen, mä effektiv och soen, wat alles hei zu Lëtzebuerg leeft, dass awer dierft dee ganz Fongeberäicherung, dee praktesch de wichtegste Pilier entre-temps ginn ass, jo nach ëmmer an Expansioun ass an dass dee guer näischt eigentlech mam Bankgeheimnis ze dinn huet. Dass sécherlech d'Bankgeheimnis an den Ufankszäite matgespillt huet an eng Dynamik erabruecht huet, notamment wat den Private Banking ugeet, dat ass natierlech net ze verkennen, mä d'Importenz vun deem Bankgeheimnis hélt of, och wat déi doten Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Hei ass en Know-how opgebaut ginn iwwert déi lescht Joren. Esou dass een, mengen ech, awer duerchaus kann déi Situatioun géréieren, déi elo amgaang ass ze entstoen, wou een effektiv no an no vun dem Bankgeheimnis an e System erakënnt vu Confidentialitéit oder vu Protektioun vun der finanzieller Privatsphär vun de Clienten. Dat ass, mengen ech, déi Haltung, déi mer musse probéieren dobaussen och fortwährend no vir ze bréngen.

Zu wat et féiert, wann eenzel Länner Alleingäng maachen an der Budgets- an an der Finanzpolitik, dat huet een och gesinn. Dat huet ee gesinn am Ufank vun der Finanzkris, wou et lénks a riets lassgaangen ass, zum Beispill op der Fro vun der Garantie fir d'Bankdépôten, wou fir d'Éischt eenzel Länner virgeprescht sinn, ier an enger zweeter Phas probéiert ginn ass, erëm eng Kéier dee ganze Prozess opzerullen an harmoniséiert Regele festzestellen. Dat gesäit een och elo erëm a rezenter Vergaangenheet op anere Felder, wat gewësse Finanzaktivitéiten ugeet, wou aner Länner amgaang si virzepreschen.

Alles dat, mengen ech, beweist schonn, dass eng méi staark Concertatioun, Koordinatioun op europäeschem Plang néideg ass an dass een déi eigentlech och net brauch ze fäerten. Well ech mengen, wa grouss Länner ufänken, Alleingäng ze maachen, et sinn haaptsächlech déi, déi sech kënnen dee Luxus leeschten, dat deet och besonnesch deene Klengen ganz wéi.

An ech wëll duerfir och e puer Wuert soen zu der Fro vun enger méi staarker Koordinéierung vun de Budgets-, Finanz- a Wirtschaftspolitiken innerhalb vun der Europäescher Unioun a besonnesch innerhalb vun de Länner vun der Eurozon. Ënnert deem Motto do, d'Stäerkung vun der Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken, wou een da muss kucken, ob den Inhalt dann nach mat der Iwwerschréft eigentlech iwwereneestëmmt, huet d'Kommissioun jo eng ganz Rëtsch vu Virschléi gemaach a schréftlecher Form, déi se da wëllt legislativ ëmsetzen an enger zweeter Phas, wann déi éischt Reaktiounen do sinn. A gläichzäiteg huet jo och de Sommet décidéiert, fir eng „task force" iwwert d'Gouvernance économique an der Europäescher Unioun anzesetzen ënnert der Presidentschaft vum Här Van Rompuy.

An dat sinn also ganz nei Iwwerleeungen, déi aus der Situatioun eraus gewuess sinn. Jiddwereen huet d'Schwaachstelle vum Eurosystem eigentlech kannt. Si ass jo keng nei Diskussioun u sech, mä dach awer déi relativ dramatesch Entwécklung vun deene leschte Méint huet et noutwendeg gemaach, fir elo deen dote ganzen Dossier nach eng Kéier sech op d'Broscht ze zéien.

Déi Diskussioun ass sécherlech nach am Floss. Et ass selbstverständlech notéiert ginn, dass eise Premierminister Jean-Claude Juncker, a senger Qualitéit allerdéngs als President vum Eurogroup, sech prinzipiell eigentlech hannert déi Virschléi do gestallt huet, net am Detail vläicht, mä awer wat déi gesamt Ausriichtung vun deene Virschléi do uginn.

Ech wéilt mer erlaben, am Numm vun eiser Partei eng éischt Bewäertung vun deene Virschléi do ze maachen. Ech mengen, wat sécherlech begréissenswäert ass, dat ass, dass hei probéiert gëtt, eng gewësse Vereinfachung ze maachen, eng Zesummeféierung vu verschiddene wirtschaftleche Planungsinstrumenter ze kréien. Mir wëssen, dass dat eng al Tare ass vun Europa, dass et op ville Secteuren Dokumenter gëtt, déi produzéiert ginn, et Pläng gëtt, déi mussen opgestallt ginn, an eigentlech lafen déi Pläng ni richteg zesummen. Souguer heiansdo national emol net lafe se richteg zesummen, well dat dann eben am Eck vun eenzelne sektorielle Ministèren ausgeschafft gëtt.

An duerfir, mengen ech, ass et richteg - dat ass scho probéiert gi mam Lissabon-Prozess -, fir eenzel vun deenen Instrumenter do zesummenzeféieren. Dat war souguer an der Lëtzebuerger Presidentschaft sengerzäit passéiert. An hei gëtt am Fong en zweete Schrëtt gemaach, andeem gesot gëtt: Majo, mir verbannen elo déi national Programmer, wat d'Stabilitéit ugeet, wat d'Konvergenz ugeet, mat de sougenannten nationale Reformprogrammer, déi all Joers och musse virgeluecht ginn an déi d'Ëmsetzung bedeite vun der Strategie Europa 2020, wat also den Nofolgeprogramm ass vum beschtbekannten, mä net ganz erfollegräiche Lissaboner Prozess.

Ech mengen, et ass net falsch, dat zesummenzeféieren, dat zäitlech zesummenzeféieren, och an der Analys an an der Debatt, déi doten Dokumenter eigentlech, déi alleguerte jo en direkten Impakt op d'Wirtschaft hunn, op d'Finanzen hunn, dass een déi zesumme kuckt.

Sécherlech mécht et och Sënn, wat d'Prozedur vun den Déficits excessifs ugeet, fir iwwer Sanktiounsmoossnamen nozedenken. Well sech erausgestallt huet, dass déi Prozedur vum béise Fanger, wéi se eigentlech elo an der Praxis besteet, net vill bruecht huet, dass do awer een deen anere schount. Jiddwereen denkt sech, ech ka jo och emol eng Kéier an déi dote Situatioun erakommen. An dass et vläicht richteg ass, fir iwwer méi automatesch Sanktiounen och nozedenken, déi dann no enger Rei vun objektive Kritären da géifen a Kraaft trieden.

Richteg fanne mir et och, dass méi e staarke Lien soll hiergestallt ginn tëschent de Budgetsdefiziter an der Verschëldung vun engem Stat. Dat ass bis elo éischter getrennt gekuckt ginn. Ech fannen et richteg - dat fënnt een am Dokument erëm vun der Kommissioun -, fir déi zwou Saachen also méi no beieneen ze féieren.

Sécherlech mécht et och Sënn, dass een d'Wirtschaftspolitik besser ofstëmmt ënnert deenen eenzelne Memberstaten, besonnesch wat d'Eurozon ugeet. Mä allerdéngs ass et an eisen Aen awer och kloer, dass et net kann an net däerf zu enger Uniformiséierung vun der Wirtschafts-, Finanz- a Budgetspolitik a sämtleche Länner vun der Europäescher Unioun kommen.

Da si mer an engem aneren Zeenario. Da si mer ewech vum Europa vun den Nationalstaten a mer sinn an engem federale System voll dran, zumindest wat d'Länner vun der Eurozon ugeet. Dat liesen ech net eraus aus den europäeschen Traitéen. Ech mengen och net, dass dat majoritéitsfäeg hei zu Lëtzebuerg wär. An duerfir mengen ech, dass een also am Detail wierklech genau muss oppassen, dass et wierklech bei enger Koordinéierung vun de Wirtschaftspolitike bleift, wat jo den Titel vun der Kommunikatioun vun der Kommissioun ass, an dass dat net an eng Uniformiséierung ofrutscht eigentlech vun de Wirtschafts-, Finanz- a Budgetspolitiken innerhalb vun der Eurozon.

Richteg fanne mer och, dass den Eurostat, dass also eng unerkannt europäesch Institutioun soll iwwer Audite méi kënnen och Kontroll iwwer national Statistike féieren, fir ze garantéieren, dass och déi eenzel Donnéeën, déi virleien, déi jo dann d'Grondlag ginn, fir Politike gemeinsam festzeleeën, dass déi och ofgeséchert sinn an dass een net Äppel mat Bire matenee vergläicht. Wat effektiv e Souci ass, deen een duerchaus kann deelen.

Suerge maachen eis allerdéngs och eng ganz Rëtsch vu Saachen; de Lucien Thiel huet eenzelner vun hinnen do ugeschwat. Suerge musse se engem jo maachen, well een net genau nach gesäit, wat sech am Detail doranner verstoppt. An esou Propose hu jo eng gewëssen Dynamik, déi sech an der Zäit da breet mécht, wann d'Pist bis virgezeechent ass. Dat ass déi nei Prozedur vun den Déséquilibres excessifs. Mir kréien also niewent der Prozedur vun den Déficits excessifs eng nei Notioun eigentlech eran. Dat ass déi vun den Déséquilibres excessifs, déi also aner Beräicher betreffe wéi d'Defiziter vun den öffentleche Budgeten.

Dat kann natierlech ganz ganz wäit goen. An do ass d'Gefor sécherlech mat dran, och wann een dat net onbedéngt kann aus dem Text erausliesen - ech mengen, esou domm ass d'Kommissioun jo och net, fir dat esou däitlech an den Text wëllen eranzeschreiwen -, mä dass et graduell zumindest zu enger Entmündegung vun den nationalen Institutiounen, net nëmme vun de Parlamenter, mä och vun de Regierunge kënnt an engem dach Kärberäich vun der Politik: Wirtschaft, Finanzen, Budget. Wa mer elo nach däerfen hei iwwer kulturell Institutiounen an iwwer Sportsterrainen diskutéieren, dann ass dat sécherlech ganz interessant. Ech mengen, dass

dat awer u sech am Endeffekt fir en nationalt Parlament wéineg Nährstoff mat sech bréngt.

Duerfir also ass Virsiicht gebueden, wat sech kann aus esou a priori verstännege Propositiounen am Laf vun der Zäit maachen. Wann ech och weess, dass ausdrécklech an deem Text steet, dass d'Kommissioun respektiv de Conseil wäert kënnen - d'Kompetenz geet jo an de Conseil vun de Ministeren eriwwer - Recommandatioune maachen, wat d'Aarbechtsmaartpolitik ugeet, fält do d'Aarbechtsrecht zum Beispill drënner, d'Kompetitivitéit, d'Aarbechtskäschten, d'Lounpolitik selbstverständlech fält drënner, wann een dat kuckt. An ech soen och ganz kloer, am Numm vun der LSAP gesi mir ganz kloer do de Risiko dran, dass sech hei och wäert eng Pensée unique économique, wéi se an Europa zu wäiten Deeler besteet, natierlech ganz kloer wäert kënnen an deem heiten neie System duerchsetzen.

D'Fro stellt sech also, ob dat dote wierklech d'Mechanisme sinn, déi fir all Éiwegkeet a fir all Land sollte fir all Joer gëllen, ob een net kéint driwwer diskutéieren, dass een esou Mechanismen zwar virgesäit, mä déi zum Beispill géif beschränken op Staten, déi an enger gewëssenener Wirtschafts- a Finanzsituatioun sinn, respektiv se temporär vläicht och nëmme virgesinn, fir eng Krisesituatioun, an där mer momentan nach dra sinn, kënne besser ze géréieren.

Eng Gefor, déi och nach besteet, ass ganz kloer déi, dass et ze fäerten ass, dass déi Zweedeelung vun Europa duerch déi heite Systemer nach verstäerkt gëtt. Mir hunn effektiv d'Eurozon, mir hunn d'gesamt Uniounen, mä et ass kloer, wann een dat hei - an et gëtt jo ëmmer differenzéiert och an der Kommunikatioun vun der Kommissioun, wou gesot gëtt, datt déi Regelen do, déi ginn net mat därselwechter Rigueur, wann iwwerhaapt, dann applizéiert fir net Eurozonlänner, da gëtt dee Gruef eigentlech tëschent deenen engen an deenen aneren an der Europäescher Unioun sécherlech méi grouss a mir steiere ganz kloer op zwee Europaen hin, déi am Kader vun der Europäescher Unioun wäerte fonctionnéieren, wann dat do bis zur leschter Konsequenz wierklech ausgeduecht an duerchgefouert gëtt.

Grouss Suerge maachen eis effektiv dann déi praktesch Ëmsetzungen hei zu Lëtzebuerg. Et muss eis bewosst sinn, wat deen heite System fir eis traditionell Budgetsprozedur an de Budgetsinhalt och bedeit; de Lucien Thiel huet dat schonn hei ausgemoolt. Dat geet awer schonn u bei der Collecte vun den Donnéeën. Mir si jo do etlech Méint ëmmer hannendran, wat d'Collecte vun eenzelnen Donnéeën ugeet. Dat ass net méi denkbar an deem heite System, wou mer prezis am Ufank vum Joer mussen eng ganz Rëtsch vu Basisdate liwweren, déi jo dann och mussen eng Projektioun maachen op d'Zukunft.

An dat mécht mer e bëssen Angscht an deem heite System. Wéi fiabel sinn déi Donnéeën, déi mer elo vill éischter nach musse produzéieren am Ufank vum Joer fir dat gesamt Joer, wat hannendru kënnt? Bis elo hat een alt d'Donnéeën dann am spéiden Hierscht oder am fréien Hierscht zur Verfügung, fir déi Projektiounen do ze maachen. Dat gëtt immens schwéier, hei nach fiabel eigentlech eng Planung kënnen ze maachen, wann een esou fréi scho muss eng ganz Rëtsch vu wichtege Basisdonnéeë liwweren.

Et stellt sech d'Fro also vun der gesamter Budgetsprozedur, déi muss eng ganz anescht ginn. Et stellt sech d'Fro vu Budgetsnormen, ob mer net wierklech mat deem heite System an en totale System vu Budgetsnormen, net nëmmen eng Norm, mä eng ganz Partie Norme wäerten erakommen, wat net muss eng Katastroph sinn. Ech war eigentlech ëmmer éischte Verfechter vu Budgetsnormen, sinn oft hei belächelt gi vun anere Säiten. Mä déi Diskussioun kënnt natierlech hei voll erëm eng Kéier erëm.

Op där anerer Säit wëll ech awer och soen, dass dat do natierlech och kann eng Chance bedeite fir souguer eng Revalorisséierung vun der Roll vum nationale Parlament, wat d'Budgetsprozedur ugeet. Mir gehéiere jo - an ech sinn net ganz houfreg dorobber - zu deene Parlamenter, déi, mengen ech, an deene leschte Jorzéngten nach ni fäerdeg bruecht hunn, en eegenen Amendement zum Budget eigentlech eranzebréngen, well d'Regierungen ëmmer do zougemaach hunn, well se esou Velléitéiten eigentlech ni wollten opkomme loossen.

Hei gëtt alles elo anescht ausgeriicht, an dat steet jo och ganz kloer am Text vun der Kommissioun dran. Et ass wichteg, dass d'Nationalparlamenter also elo am Virfeld voll hir Roll spillen. Et ass also wichteg, dass do net nëmmen eng Informatiounssitzung gemaach gëtt mat enger spezifescher Kommissioun hei an der Chamber, mä dass dat eng öffentlech Debatt hei gëtt vun all deem, wat Lëtzebuerg wäert communiquéieren op Bréissel. Déi politesch Debatt kréie mer also vill méi staark, vill méi fréi, a si kann awer méi intensiv ginn a munchem wéi dat, wat mer bis elo kannt hunn, wann een herno e fäerdegt Budgetsdokument zur Verfügung huet.

Also duerfir géif ech mengen, et däerf een net alles hei vläicht schwaarzmolen. Dat hei kann och eng Chance ginn, dass d'Parlament eigentlech méi intensiv ka mat awierken op d'Ausriichtung vun de grousse Linne vun der Budgetspolitik, wéi dat haut am aktuelle System de Fall ass, wou et och eigentlech bal ex post u sech intervenéiert, och wann et formal natierlech de Budget hei diskutéiert an och ouni d'Ofstëmmung hei an der Chamber de Budget net kann a Kraaft trieden.

Et ass eng Chance och, mengen ech, fir méi eng zilorientéiert Ausgabepolitik ze maachen. Eng Chance fir Bewäertungssystemer anzeféieren, fir och eng mehrjähreg Ausriichtung vun eiser Budgetspolitik ze maachen, déi eigentlech elo jo nëmmen, wat d'Fongen ugeet, op enger mehrjähreger Ausriichtung opgebaut ass. Dat soll och fir aner wichteg Ausgaben an Zukunft gëllen. Dat ass och de Wonsch e bësse vun der Europäescher Kommissioun. Dat kann also och zu engem Positive sech wenden.

Op jidde Fall bedeit dat doten, wann déi Diskussioun elo esou weiderleeft a sech déi Iddien an engem grousse Mooss wäerten duerchsetzen, dass mer scho bis zum Enn vun dësem Joer mussen eis eens si praktesch, wéi zumindest fir d'nächst Joer déi Prozedur schonn ausgesäit, well et riskéiert eventuell scho beim Budget 2012, riskéiert schonn déi nei Prozedur mussen a Kraaft ze trieden, wa wierklech fir den 1. Januar soll dat neit Regelwierk stoen.

Also richteg bleift et, dass mer europäesch probéiere méi eng wierksam Preventioun ze maachen, anstatt, wéi dat elo oft geschitt ass, hektesch ze reagéieren, wann dann de Mëssel scho geschitt ass.

Allgemeng wollt ech soen, dass villes natierlech vun deem ka gedeelt ginn, wat de Claude Meisch a senger Interventioun hei gesot huet, wat am Pabeier vun der DP ass. En huet selwer gesot - andeem e gesot huet, dee Pabeier huet de Mérite, dass en existéiert - , do si keng fundamental nei Iddien dran oder ganz wéineger, déi bis elo nach net an der öffentlecher Diskussioun gewiescht wären.

Ech hunn nach eng Kéier all déi Aussoen nogelies, déi d'Expertë gemaach hunn an der Krisekommissioun d'lescht Joer. Ech hunn eng Kéier nogelies, wat vun hinne gesot ginn ass bei méi rezenten Optrëtter virun den zoustännege Kommissiounen. Wat an de Pabeiere steet, dat ass: Plus ou moins sinn déi Iddien alleguerte bekannt, déi hei op méi eng rationell Aart a Weis zuenee gefouert gi sinn.

Wichteg schéngt mir ze sinn, dass mer effektiv hei eis deene Stäerkte besënnen, déi d'Bankplaz ëmmer hat, an och offensiv un déi Fro vun der Zukunft vun der Bankplaz erugoen. Dass mer effektiv eis bewosst sinn, dass et wichteg ass, innovativ ze bleiwen, wichteg ass probéieren déi nächst Schrëtter, och déi reglementaresch Schrëtter, ze anticipéieren. Wichteg ass also, sech och op en neie reglementaresche Kader anzestellen am Virfeld. D'Beispill vun den Hedge-Fongen ass haut selwer hei vun eiser Fongenindustrie an d'Vitrine gestallt ginn. Wéi gesot, méi eng streng Regelung kann an eenzelne Beräicher souguer eng Chance fir d'Bankplaz zu Lëtzebuerg bedeiten.

Duerfir: Loosse mer net kräischen a soen: „Lues a lues geet dat doten zréck", mä loosse mer soen: „Bon, loosse mer déi dote Chance notzen a loosse mer u sech als Politik eigentlech déi Efforte vum Banksecteur esou wäit wéi méiglech begleeden."

Dat heescht net - soen ech och -, dass d'Politik hei eent zu eent dat iwwerhëlt, wat de Wonsch ass vun deenen eenzelne Bankréseauen. Si hunn hir Roll ze spillen, d'Politik huet hir Roll ze spillen. Si hunn hir Intérêten ze verteidegen an d'Politik huet den allgemengen Intérêt héichzehalen. Et ass gutt, wann dee sech deckt mat den Intérêtë vun de Leit vun der Bankplaz. Mir wëssen awer och, an d'Vergaangenheet beléiert eis, dass dat net ëmmer de Fall ass, an da muss d'Politik och d'Kraaft hunn, fir heiansdo Neen ze soen an ze soen: Mir sinn net bereet, deen dote Schrëtt matzegoen.

Dat ass also, mengen ech, eng ganz wichteg Haltung, déi mer mussen an deem Ganzen hunn: Versichen Entwécklungen virauszegesinn, Servicer, d'Qualitéit vun de Servicer, vun de Produkten ëmmer erëm verbesseren, op Know-how setzen, op den Déngscht um Client setzen, nei Kompetenzen opbauen, d'Formatioun an d'Recherche weider ausbauen. Mer hu CRPen, mer hunn d'Uni, déi eis dat méiglech maachen. Synergien och sichen tëschent eenzelne Bankaktivitéiten. Do ass vläicht nach net alles ausgeschöpft vu Méiglechkeeten, well jo awer eenzel Banken do no hirem Intérêt direct kucken. Do ass et vläicht dann, fir ze suergen, dass do ka Gemeinsames opgebaut ginn, wou dann duerno d'Konkurrenz natierlech fräi ka spillen.

Alles dat, mengen ech, si Punkten, déi ee soll ervirsträichen. Wéi ech och der Meenung sinn, dass och de Stat esou wäit wéi méiglech soll hei seng Roll als Facilitateur eigentlech spille vun de Bankgeschäfter, ouni awer d'Banke selwer aus hirer Responsabilitéit erauszehuelen. Och wa mer déi Diskussiounen hei politesch féieren, läit déi éischt Responsabilitéit vun der Entwécklung vun de Bankaktivitéite bei den Acteuren, bei de Wirtschaftsacteure selwer. Déi Responsabilitéit hëlt keen hinnen ewech, an ech denken also och, dass dat och esou muss kloer bei hinnen eriwwerbruecht ginn.

Déi nei Betätegungsfelder, déi ee sollt, wa méiglech, als Centre d'excellence opbauen, sinn och bekannt. Ech mengen, eenzel Initiative si geholl ginn, wéi zum Beispill dee ganze Beräich vun der Philantropie. Anerer si genannt ginn, fënnt een erëm an deenen Dokumenter, déi virleien. D'OPCe mat sozialer Verantwortung, sougenannten „gréng Fongen", islamesch Bank, Pensiounsfongen, d'Mikrofinanz, alles dat si Segmenter vu Bankaktivitéiten, wou vläicht méi erauszehuelen ass an déi och, menge mir, zukunftsträchteg kënne sinn.

Eng Fro, déi nach bleift - do musse mer weider dru schaffen, och wann den Drock vläicht noléisst -, dat ass d'Glafwierdegkeet vun der Bankplaz an alles dat, wat ronderëm gehéiert. Dat heescht also och d'Froe vun der Kontroll. D'Kontrollorganer, haaptsächlech d'CSSF, wou mer jo wëssen, dass d'Definitioun, déi de Législateur hir ginn huet, eigentlech se an eng hybrid Situatioun erabréngt. Op där enger Säit huet se als Aufgab, d'Promotioun vun der Bankplaz ze maachen, an op där anerer Säit huet se als Aufgab, d'Kontrollen duerchzeféieren. An ech wier frou, wann do awer dat géif opgegraff ginn, wat den Direkter vun der CSSF eis gesot huet, sengerzäit an der Krisekommissioun, dass do d'Gesetz sollt geännert ginn, an dass si kloer hir Roll doranner gesinn als Kontrollorgan vun deem Ganzen, an dass een dat och muss dann an eiser Législatioun an deem Sënn kloerstellen, dass do net kënne Konflikter eigentlech kommen tëschent zwou Missiounen, déi eigentlech net an alle Fäll kënnen an Aklang bruecht ginn.

Da musse mer d'Beréierungsängschten iwwerwannen, déi bestinn tëschent eenzelnen Organer, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. D'CSSF mat der Zentralbank an aneren, dat ass... Bon, dat spillt sech oft och op mënschlechem Plang of. Ech weess jo, wéi dat leeft. Zu Lëtzebuerg ass dat wahrscheinlech nach méi uerg wéi a méi grousse Länner. Mä et ass einfach - mengen ech - noutwendeg, dass een do méi eng staark Zesummenaarbecht kritt, jiddwereen natierlech am Respekt vu senge legale Missiounen, mä och wat den Datenaustausch ugeet a villes méi. Do ass eng Verbesserung vun der Situatioun ze kréien.

D'Glafwierdegkeet ass also och do, wat d'Kontroll ugeet. Mir kommen net derlaanscht, mir mussen e Kontrollorgan schafen, wat a senger Stäerkt a senger Effizienz vergläichbar ass mat där Bankplaz, déi et ze kontrolléieren huet. Dolaanscht komme mer net an duerfir och d'Noutwendegkeet, fir zousätzlech Leit ze rekrutéieren, och auslänneschen Know-how anzekafe fir eist Kontrollorgan.

Datselwecht gëllt fir d'Justiz. Am grousse Ganze geet dat bei de Polizeiorganer un, et geet weider iwwert de Parquet, schliesslech bei d'Geriichter, déi an héich komplexen a spezialiséierte Froe mussen Uerteeler spriechen, déi hieb- und stichfest sinn, déi dobaussen och net kënne liicht ëmgestouss ginn. An och do ass nach en Effort ze maachen, an deenen dote Beräicher. Do musse mer net zécken, eis mat deem néidegen Know-how ze versinn, fir dass mer also och no bausse kloermaachen, dass mer och, wat d'Justizorganer insgesamt ugeet, dass déi am Verhältnis zu där Aufgab, där Missioun, déi se eigentlech hunn, wat d'Finanzplaz ugeet, och kënne standhalen.

Ech mengen, dat Wesentlechst wier gesot. Ech wëll net op nach aner Punkten agoen: D'Roll, déi d'Bourse kéint méi staark spillen. Et ass scho Rieds gaange vun der Fro vun der Formatioun, vun der Ausbildung vun de Leit; d'Fro ass opgeworf gi vun der Weiderverdéiwung vun der Recherche an der Finanz. Alles dat ass immens, immens wichteg. Eng Iddi, déi mer interessant schéngt an déi effektiv opbruecht ginn ass vun engem Expert, dee mer gehéiert hunn an eiser Krisekommissioun an der Chamber, dat war déi ze soen: Ma firwat bréngе mer et net fäerdeg, fir eigentlech de Private Banking an u sech d'Fongen net méi no beieneen ze bréngen?

Mir maachen eng Kollekt vu Fongen hei. Eng Kollekt vu Capitalë gëtt hei zu Lëtzebuerg gemaach iwwert d'Bankplaz. Riseg Montanten. Ass et net ze denken, dass mer et méi staark géife fäerdeg bréngen, och déi Kollekt, déi hei gemaach gëtt, déi Capitaux, déi hei kollektéiert ginn, an d'Realwirtschaft eranzebréngen? D'Realwirtschaft vu Lëtzebuerg respektiv d'Realwirtschaft vun der Groussregioun.

Brénge mer dat net fäerdeg, fir do méi virunzekommen, fir effektiv och dat Virtuellt an der Finanzwirtschaft ewechzehuelen a kloerzemaachen, dass u sech déi Suen, déi kollektéiert ginn, awer och duerfir suergen, dass u sech hei d'Betriber - a besonnesch an deene Secteuren, déi kënne weiderentwéckelt ginn - och kënnen dovunner profitéieren? Och dat schéngt mir eng Iddi ze sinn, déi een net einfach soll esou als Utopie eigentlech ewechstiechen, mä dass ee méi staark dorunner schafft, fir dass mer och kloermaachen, dass, wann d'Bankplaz lieft, dass dat eigentlech och awer eng Ofsécherung am Endeffekt vu Betriber a vun Aarbechtsplazen duerstellt.

Ech kommen definitiv zum Schluss. Et ass evident, dass eise Finanzsecteur zu Lëtzebuerg, d'Finanzplaz wäert a fënnef Joer anescht ausgesi wéi haut. Net onbedéngt méi schwaach, mä anescht wäert se ausgesinn, eleng duerch déi Ëmstrukturéierungsbewegungen, déi sech op internationalem Plang maachen an deenen eenzelne Bankgruppen, awer och duerch eng Reorientéierung, déi d'Aktivitéite vun der Bankplaz wäerten an deenen nächste Jore kennen.

Et ass ganz kloer, dass an deem ganze Kontext - ech hunn et scho gesot - d'Bankgeheimnis wäert eng manner grouss Roll spillen, vläicht an e puer Joer guer keng Roll méi wäert spillen. An et ass richteg, dass ee selbstverständlech muss Visiounen a Strategien entwéckelen. Mä ech soen awer ganz kloer hei, ech mengen, dass d'Parlament net onbedéngt déi beschten Enceinte ass, fir am Detail iwwer grouss Strategië vun der Bankplaz Lëtzebuerg ze

diskutéieren. Well eng Strategie, déi ee bekannt mécht, eng Strategie, déi ee veröffentlecht, eng Strategie, déi een de Konkurrenten iwwert deen dote Wee matdeelt, dat ass keng Strategie méi, déi huet kee Wäert méi. Dat sollt ee vläicht och bedenken, wann een déi Diskussioun hei féiert.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci an als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Et ass just den Här Lux, deen Iech gutt fonnt huet, Här Bodry.

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mer erlabe meng Ried och unzefänke mat engem Zitat, dat ech aus engem Artikel erausgeholl hunn aus der „Zeit" vum 20. Mee, wou e ganzen Dossier dra war, dee sech haaptsächlech beschäftegt huet natierlech mat der Wirtschafts- a Finanzkris, a virun allem mat de rezenten Décisiounen och op europäeschem Niveau, wat d'Reguléierung ubelaangt, mä virun allem och wat d'Statsdefiziter ubelaangt. Den Artikel ass geschriwwe gi vum Jürgen Habermas, engem bekannten däitsche Philosoph, an ech hu fonnt, den Artikel huet mer insgesamt ganz gutt gefall an ech hu mer erlaabt - fir unzefänken - hei en Zitat erauszehuelen, deen - mengen ech - eng gutt Aleedung ass zum éischten Deel, zu deem ech wëll schwätzen.

Ech zitéieren: „Die Tatsache, dass die Steuerzahler der Euro-Zone fortan gemeinsam für die Haushaltsrisiken der jeweils anderen Mitgliedstaaten haften, bedeutet einen Paradigmenwechsel. Damit kommt ein lange verdrängtes Problem zu Bewusstsein. Die zur Staatenkrise ausgeweitete Finanzkrise erinnert an den Geburtsfehler einer unvollendeten, auf halbem Wege stecken gebliebenen politischen Union. In einem Wirtschaftsraum von kontinentalem Ausmaß und riesiger Bevölkerungszahl ist ein gemeinsamer Markt mit teilweise gemeinsamer Währung entstanden, ohne dass auf europäischer Ebene Kompetenzen eingerichtet worden wären, mit deenen die Wirtschaftspolitiken der Mitgliedstaaten wirksam koordiniert werden könnten."

Dat Zitat fannen ech extrem gutt, a virun allem gefält mer eben dee Vermierk, deen, fannen ech, vill ze vill kuerz kënnt an der öffentlecher Diskussioun a leschter Zäit, datt mer nämlech effektiv längstens an engem Zeenario sinn, wou, wéi gesot, alleguerten déi eenzel Memberstate musse gemeinsam opkomme fir d'Budgeten oder d'Versäumnisser a Budgete vun anere Länner, spéitstens eben no der Griichenland-Kris.

Am Fong erënnert et mech u meng Rieden, déi ech hei gehalen hunn an der Chamber bei dem Maastrichter Vertrag a bei der Schafung vum europäesche Stabilitéitspakt, wou meng Fraktioun, meng Partei eng ganz kritesch Haltung déi Zäit hat zu dem Maastrichter Vertrag an zu deem Stabilitéitspakt, deen nach haut ëmmer d'Eurozon beherrscht. Mir haten deemools eng ganz kritesch Stellungnahm a Positioun, net well mer prinzipiell géint eng gemeinsam Wirtschafts- a Währungsunioun wieren oder respektiv well mer prinzipiell géint den Euro wieren, au contraire!

Mir waren och deemools iwwerzeegt, datt dat als Objektiv absolut richteg wier an och sënnvoll wier. Mä mir waren deemools kritesch, well mer ebe fonnt hunn, datt mer eigentlech d'Päerd géife vun hannen opzaimen, andeem mer géifen déi Währungsunioun schafen, e gemeinsame Wirtschaftsraum schafen, ouni datt mer déi néideg politesch Institutiounen hätten, an ouni, virun allem, datt mer déi néideg Koordinatioun am Wirtschafts- an am Fiskalberäich an och am soziale Beräich an Europa hätten.

Et feelt, wéi gesot, u gemeinsame Wirtschaftspolitiken, et feelt u gemeinsame minimale Sozialstandarden. D'Problemer, déi mer haut hunn, an déi sech wäerten och an deem Sënn verschäerfen, an an nächster Zäit wäerte mer dat nach vill méi ze spiere kréien. An duerfir si mir och extrem skeptesch par rapport zu där neier Propositioun, déi d'Kommissioun elo gemaach huet, fir ze soen: „Majo, vu que datt mer do esou schlecht Erfahrunge gemaach hunn, ass d'Léisung fir eis, datt mer elo en Asiichtsrecht kréien an déi national Budgeten, ier déi an den nationale Parlamenter ofgestëmmt ginn."

Och do - erëm eng Kéier - soen ech dat net, well mer prinzipiell der Meenung sinn, datt dat eng schlecht Iddi wier, datt op europäescher Ebene esou en Asiichtsrecht géif kommen. Allerdings gëtt dat am Moment erëm eng Kéier kee Sënn, an et ass erëm eng Kéier e weidere Versuch, an där nämlechter Logik, d'Päerd vun hannen opzezaimen, nämlech ze versichen, en Asiichtsrecht ze kréien an déi national Haushaltspolitik an ze vergiessen, datt eigentlech - zum Beispill op europäescher Ebene - et immens, éischtens, Diskrepanze gëtt an deenen eenzelne Wirtschafts- a Sozialsystemer, a virun allem awer och ze vergiessen, datt d'europäesch Kompetenzen an deene ganz groussen Deeler, déi den nationale Budget betreffen, iwwerhaapt keng Befugnisser hunn!

Ech erënneren Iech awer nach ëmmer drun, datt an der Sécurité sociale zum Beispill, wat den déckste Batz ausmécht vum nationale Budget bei den Dépensen, datt dat nach ëmmer eng national Prerogativ ass an d'Europäesch Unioun do näischt mat ze décidéieren huet. Ech erënneren och dorunner, datt an der Fiskalpolitik, wat déi direkt Steieren ubelaangt, mer an Europa nach wäit ewech si vun enger Harmoniséierung vu minimale Standarden, a virun allem denken ech do natierlech un d'Betribsbesteierung. De Fait, datt mer do keng minimal gemeinsam Standarden hunn oder keng gemeinsam Bemiessungsgrondlagen hu fir zum Beispill d'Besteierung vu Betriber, datt dat eis zu engem grousse Steierdumping an Europa gefouert huet, deen och en Deel vum Problem ass, mat deem mer haut konfrontéiert sinn.

An ech denken och dorunner, zum Beispill, datt mer an der Sozialpolitik grouss Diskrepanzen hunn, wann ech nëmmen de Mindestloun huelen. Et gëtt zwar scho laang vun engem europäesche Mindestloun geschwat. Mir hunn en awer nach ëmmer net. All esou Elementer spillen awer bei nationaler Haushaltspolitik eng grouss Roll. An duerfir mécht et kee Sënn, fir ze soen, mir hätte gär vu vireran en Asiichtsrecht an déi Budgeten, wann een iwwerhaapt kee Verständnis a keng Sensibilitéit huet, wéi déi ënnerschiddlech Lagen an deenen eenzelnen nationale Länner sinn, respektiv wann een op där anerer Säit op europäescher Ebene net bereet ass, zum Beispill iwwer méi koordinéiert Wirtschaftspolitik ze diskutéieren, oder méi harmoniséiert europäesch Sozialstandarden, zum Beispill, ze schafen.

Mä et feelt awer och virun allem eppes - an dat ass, fannen ech, bal nach dat Allerfrappantst bei där Propositioun, déi d'Kommissioun do gemaach huet -, et feelt um eigentlechen institutionelle Pendant vu Kontroll fir d'Kommissioun zum Beispill oder fir de Ministerrot. Mir hu jo eng ganz aner Situatioun op europäescher Ebene wéi op nationaler Ebene. Hei ass et esou, datt eng Regierung e Budget opstellt an deen an d'Parlament gëtt, an et ass d'Parlament, wat zoustänneg ass als legislativ Kontrollinstanz, fir dann iwwert de Budget ze befannen.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Op europäescher Ebene hu mer deelweis Co-Prozeduren, mä mir hunn awer nach laang net an allem deen nämlechten institutionelle Parallelismus, wéi mer en hunn op dem nationalen Niveau. An och do wëll ech nach eng Kéier aus dem Artikel vum Jürgen Habermas zitéieren, deen do eng Konklusioun zitt, déi menger Meenung no déi richteg ass, op Basis vun där Propositioun, déi d'Kommissioun gemaach huet.

An ech zitéieren, wou e seet: „Die Europäische Kommission will den zeitlich begrenzten Rettungsfonds für den Euro auf Dauer stellen und die nationalen Haushaltspläne vorgreifend inspizieren - noch bevor diese den nationalen Parlamenten vorgelegt werden. Nicht dass diese Vorschläge unvernünftig wären. Aber unverschämt ist die Suggestion, dass ein solcher Eingriff der Kommission in das Haushaltsrecht der Parlamente die Verträge nicht berühren und das längst bestehende demokratische Defizit nicht auf unerhörte Weise steigern würde. Eine wirksame Koordinierung der Wirtschaftspolitiken muss eine Verstärkung der Kompetenzen des Straßburger Parlaments nach sich ziehen; sie wird auch auf anderen Politikfeldern das Bedürfnis nach einer besseren Koordinierung auf den Plan rufen."

Genau dorëms geet et awer, wéi gesot, an duerfir menge mir, datt an där Propositioun do vun der Kommissioun d'Päerd alt erëm eng Kéier vun hannen opgezaimt gëtt, datt se net nëmme wierkungslos ass, mä datt se riskéiert, angesichts vu feelenden europäesche Regelen an der feelender europäescher Zesummenaarbecht am wirtschaftlechen, a virun allem am soziale Beräich, datt se riskéiert all Dier opzemaachen, fir e Reflex ze kréien an den Nationalstaten zu enger Renationaliséierung, an net zu méi europäesche Gedanken. Et riskéiert souguer, menger Ansicht no, zu geféierleche politesche Konsequenzen ze féieren, wa mer déi do Diskussioun weiderdreiwen, ouni deen éischte Volet, nämlech déi europäesch Verdéiwung am wirtschaftlechen an am soziale Beräich iwwerhaapt ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech beweisen all déi Saachen do, déi mer amgaang sinn ze diskutéieren, a wéi se deelweis och konfus diskutéiert ginn, datt mer an enger Wirtschafts- a Finanzkris sinn, déi en immens déifgräifenden Hannergrond huet, a wou eigentlech vill ze vill weineg, ausser a Fachartikelen a verschiddenen Zeitungen, den déifgräifenden Hannergrond gekuckt gëtt, wéi et zu där Kris hei iwwerhaapt konnt kommen.

Déi Kris hei, déi huet hiren Hannergrond viru 27 Joer fonnt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nämlech an der Phas tëschent 1980, virun allem, an 2007, wou et am Fong no enger Period vu virdrun, vun der Nokrichszäit, en Enn vun enger keynesianescher Politik agelaut ginn ass, déi eigentlech d'Léiere gezunn hat vum Desaster vun 1929 a vum Zweete Weltkrich an all senge Konsequenzen, an déi duerch d'Accorde vu Bretton Woods eng ganz Rei Mechanismen agefouert huet, ënner anerem d'Reguléierung vun de Finanzmäert an esou weider, an déi spéitstens 1980 iwwer Bord gehäit gi sinn. Si sinn ersat ginn duerch d'Politik vun de Monétaristen, mat un der Spëtzt hir grouss Denker Hayek a Friedman, déi sougenannten „Chicago Boys", fir déi d'Dereguléierung alles war.

Eigentlech hunn ech e ganz flott Zitat erlieft. Ech war d'lescht Woch fir d'Chamber zu Paräis op deem OECD-Colloque, wou ënner anerem och den „economic outlook" virgestallt ginn ass, an do war e gudden ale Keynesianer, an deen huet dat relativ flott formuléiert, fannen ech. En huet gesot, also 1980 war d'Enn vun der Ära vun der „corruption of power" a si ass ersat ginn duerch d'„corruption of money".

Menger Meenung no ass dat eng ganz gutt Beschreiwung vum Hannergrond vun der Kris. Mir sinn ëmgeschwenkt vun enger Politik vun der Demande op eng Politik vun der Offer, a mir hunn ons der Illusioun higinn, datt den totalen Ofbau vu Maartregelen de beschte Garant wier, fir Wuesstum ze schafen, fir Wuesstum ze kréien an domat och Räichtum ze schafen. An dat emol onofhängeg vum Fait, datt een zwar sécherlech vill Wuesstum ka schafen, Pardon, Räichtum ka schafen duerch vill neie Wuesstum, mä datt dat nach laang keng Garantie ass, datt dee Räichtum och gerecht verdeelt gëtt op eiser Welt!

An duerfir hunn, wéi gesot, déi ganz 27 Joer do vun der Liberaliséierungswell och virun allem am Finanzsecteur erschreckend Ausmoossen ugeholl. An och déi hunn ugefaangen, scho laang virdrun; si hunn am Fong hiren Ursprung geholl 1971, wéi d'Amerikaner den éischte Schratt gemaach hunn, also d'Ofschafung provozéiert hu vun der Konvertibilitéit vum Dollar zum Gold, mä si hunn awer virun allem 1976 en éischten Héichpunkt gehat, wéi mer iwwergaange si vun den Taux à parité fixe zu Monnaies flottantes op internatioalem Niveau, wat deen éischten Tratt war vun der Liberaliséierung vun der Finanzwelt.

An dunn an den 80er Joren ënnert dem Impuls vun dem Reagan an der Thatcher hirer Politik, déi natierlech beaflosst war duerch déi Ekonomisten, wéi ech gesot hunn, ass et zu enger kompletter Liberaliséierungspolitik vun der Finanzindustrie komm, an et sinn ëmmer méi komplex an ontransparent Produkter geschaf ginn. Oft, zumindest elo zum Schluss, woussten d'Banquiere selwer emol net méi, wat se eigentlech alles nach an hiren Tresore camoufléiert leien haten. Alles dat, wéi gesot, ass eng Konsequenz gewiescht vun deene 27 Joer Dereguléierung och vun der Finanzwelt.

A wa mer d'Situatioun a Griichenland kucken, da muss een natierlech soen, datt a Griichenland eng Politik gefouert ginn ass, déi desastréis war, wou Klientelismus war, Korruptioun un éischter Stell stoung am politesche System. Wat natierlech net ze excuséieren ass, net ze verteidegen ass a wat ganz kloer och muss souguer dénoncéiert ginn.

Mä et muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi et méiglech war, datt esou eng Politik konnt während Jore verfollegt ginn, wien dat mat favoriséiert huet. Wa Griichenland iwwer Joren a Jore weider Kreditter kritt huet, da muss och ee Griichenland déi Kreditter ginn hunn. An dat ware genau déi nämlecht Banken, déi duerno mat iwwert déi national State versicht hunn, Drock ze maachen, datt natierlech déi Griichenland-Kris huet misse séier geléist ginn. Well si wären déi Éischt gewiescht, déi d'Pan hätte misse klaken, wa Griichenland an d'Gette gaange wär.

Griichenland huet profitéiert ebe grad vun deene sophistiquéierten, camoufléierte Bankprodukter alleguerten, déi et entretemps gëtt, déi et méiglech gemaach hunn, datt een esou eng verréckte Scholdepolitik, wéi Griichenland se praktizéiert huet, och iwwerhaapt konnt duerchféieren.

Duerfir, wéi gesot, wann een dann op där enger Säit seet, esou ee Land, dat ass politesch absolut verwerflech, wat do d'politesch Klass fabrizéiert huet, da muss een awer op där anerer Säit kucken, datt de Mechanismus an de System, deen dat erméiglecht huet, dat muss ee genausou op där anerer Säit dénoncéieren.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Duerfir ass och déi Finanz- a Wirtschaftspolitik vun deene leschte 27 Joer, déi extrem monétaristesch Wirtschaftspolitik, déi huet am Fong mat der Kris vun 2007 en totalen Échec erlieft. Et ass definitiv den Zesummebroch vun där Logik. Leider muss ech awer soen, wann ech kucken, wou mer eis amgaange sinn an deene leschte Wochen a Méint ze entwéckelen, fäerten ech, datt awer nach net esou richteg alles verstane gëtt an erëm versicht gëtt, erëm eng Kéier dat Ganzt opliewen ze loossen.

Ech hunn zu Paräis am Fong de Combel dovun héieren op deem Seminar vun der OECD, wou e Wirtschaftskolumnist vun der englescher Zeitung „Times" gemengt huet soen ze missen, et wär eigentlech net de Monétaristen hir Schold, datt et esou wäit komm wär, mä et wär eigentlech just, well deenen hir Theorien net bis zum Allerleschten duerchduecht an duerchexercéiert gi wären, firwat et dozou komm wär. Also, mir stoungen d'Hoer zu Bierg, wéi ech dat héieren hunn!

Ech mengen, dat beleet awer, datt erëm eng Kéier déi nämlecht Leit amgaange sinn, eis wëllen ze verzielen, datt hir Logik keen Échec wär, mä eigentlech misst ee se just nach bis zur leschter Konsequenz duerchzéien an dann hätt een déi Problemer do net kritt. Dat ass wierklech scho bal blanken Zynismus!

Et ass awer och en Échec total vun der Politik, déi dëse Wirtschaftsmodell scho bal op eng kanneresch Aart a Weis an deene leschten zwee Jorzéngte verteidegt huet. Et ass en Échec total och vun de Kontrollinstanzen, déi dat Ganzt hätte solle kontrolléieren.

An et muss ee sech, et kann ee sech d'Fro och stellen: Mä wéi war dat alles méiglech?

Ech hu virun annerhallwe Mount déi däitsch Tëleeschaîne, déi öffentlech, dat ass am Fong de Parallelismus vun eiser Chaîne parlementaire, wann een et esou wëllt huelen, Phoenix, déi huet jo ganz, ganz gutt Debatten. An déi hat als Invité virun zwee Méint eng Kéier sonndes beim Kaminfeuer den Här Heiner Geißler, CDU-Politiker. Deen huet déi Fro och, do hu se déi Diskussioun hei gefouert, do huet en déi Fro gestallt kritt vu Journalisten: Wéi war dat do alles méiglech?

Hien huet op déi Fro menger Meenung no eng ganz flott Äntwert ginn. Hien huet gesot: Et ass gegleeft ginn a gemengt gi während zwee Jorzéngten, datt déijéineg, déi vill Geld hätten, datt dat och en Zeeche wär vu grousser Intelligenz. An dobäi ass dat eigentlech net en Zeeche vu grousser Intelligenz, mä eigentlech vu Gier! An dat ass ee vun de grousse Problemer gewiescht, mat deene mer an deene leschten zwee Jorzéngte konfrontéiert waren.

Duerfir menge mir och, datt et héich Zäit gëtt, fir ëmzedenken. Et gëtt Zäit, fir erëm en Équiliber hierzestellen tëschent dem fräie Maart a Regulatioun, tëschent dem fräie Maart an dem Stat. Wann dat och nach vläicht am Ufank vun der Finanzkrisbal unisono vu jiddwerengem gesot ginn ass, datt dat awer misst geschéien, esou stellt ee leider fest, datt mer schonn erëm zum Deel um Wee sinn, dat erëm wëllen a Fro ze stellen.

Wa mer dat wëlle maachen, da musse mer och eng Rei Saachen an Ugréff huelen.

Dat Éischt ass emol, datt mer mussen d'Steierpolitik rehabilitéieren. Dat huet am Fong déi 27 Joer dominéiert. Wat war d'Grondphilosophie vun der monétaristescher Wirtschaftsléier? Mä dat waren zwou Saachen. Et war nämlech genau de Contraire, extrem eben zu där extremer staatlecher Politik, déi bis Enn de 70er Jore gefouert ginn ass.

Dat Éischt dat war, de Stat méiglechst zréckschrauwen an total a seng Schranke verweisen. Dat war déi éischt Prémisse. An déi zweet war, d'Steiere méiglechst vill erofsetzen. Wa méiglech, ech wëll net soen, op null setzen, mä zimlech zu null tendéieren ze loossen. Dat waren déi zwou Prémissen, déi eigentlech déi ganz Politik dominéiert hunn.

Dat heescht, d'Steieren als Funktioun zum Beispill fir d'Émverdeelung vu Räichtum, fir domadder derfir ze suergen, datt de Räichtum och eenegermoossen - gerecht gëtt jo souwisou ni verdeelt -, mä eenegermoosse méi gerecht verdeelt gëtt: komplett an de Vergiess geroden. D'Steieren och als Funktioun fir de Stat, fir datt de Stat als Investisseur kann optrieden: komplett a Vergiessenheet geroden.

A wann ech emol haut kucken, a wat fir enger Situatioun datt mer sinn, déi Hëllefspaketer, déi hu missen décidéiert ginn op europäeschem Niveau vun deenen eenzelne Staten: Milliardebeträg! Dat kann ee sech jo am Kapp iwwerhaapt net méi virstellen, wat alles décidéiert ginn ass. Da muss ee wëssen, datt, wa mer haut esou eng héich Verschëldung vun deenen eenzelnen Nationalstaten hunn, dann huet dat och domat ze dinn, well de Stat a senger Funktioun och als Investisseur respektiv als fir anzesprangen, wann d'Ekonomie net méi funktionéiert, net méi konnt funktionéieren, well d'Steiersystemer esou wäit erofgeschrauft gi waren, wéi se an deene leschte 25 Joren erofgeschrauft gi sinn.

Dat heescht, déi Scholdefal, an där mer dra sinn, huet zu engem groussen Deel domat ze dinn. Mir sinn dovunner fest iwwerzeegt, datt duerfir d'Steieren als wichteg Funktioun am Stat erëm musse rehabilitéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et bedeit awer och duerfir, datt Lëtzebuerg op europäescher Ebene sech enger Diskussioun, virun allem bei de Betribssteieren, fir eng Steierharmoniséierung bei de Betribssteieren, net däerf verschléissen. Mir musse vun esou enger defensiver Haltung ewechkommen, well mir hu jo gesinn, zu wat dat féiert.

Mä mir musse wëssen, datt mer mussen op deem dote Wee matzéien an eis där Diskussioun net verschléissen. Au contraire, mir musse souguer am Intérêt wéinst där Beschreiwung, déi ech virdru gemaach hunn, derfir suergen, datt déi Diskussioun méi breet a méi séier kënnt.

Dat heescht natierlech och, datt mer déi Finanzplaz, déi mer hunn, a wou mer hoffen, datt mer se behalen, a wou ech och mengen, datt se grouss Chancen huet, fir se ze behalen, datt mer déi mussen aneschters opstellen. Mir mussen eigentlech, an dat ass d'Essenz vun där ganzer Saach, mir musse vun de Souveränitéitsnisch Steieren ewechkommen zu Souveränitéitsnische Kompetenz, Qualitéit a Finanzéierung vun den Zukunftsnischen an eiser realer Ekonomie. Haaptsächlech dee leschte Punkt huet eiser Meenung no grouss Potenzialer.

Mir brauchen, dovu si mir als Gréng iwwerzeegt, e wirtschaftleche Paradigmewiessel ewech vum quantitativen zum qualitative Wuesstum.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An dee wäert een enorme Finanzéierungsbedarf mat sech bewierken an enger ganzer Rei Beräicher an deenen nächste Jorzéngten: alternativ Energien, eng aner Mobilitéit, Energieeffizienz, iwwerhaapt en anert Liewen an eiser Gesellschaft. Do wäert eng nei industriell Revolutioun mat Sécherheet ausgeléist ginn. Si muss ausgeléist ginn, well soss ass de Modell iwwerhaapt net méi tragfäeg.

Do ass natierlech e grousse Finanzéierungsbedarf do. An eis Finanzplaz, mat hirer Fongenindustrie, kéint eiser Meenung no eng extrem wichteg Roll spillen, fir dat mat opzebauen, wat mer do brauchen a wat déck amgaangen ass ze kommen, nämlech nohalteg Investmentfongen, déi hëllefen, dee Paradigmewiessel ze finanzéieren.

Duerfir wëll ech nach eng Kéier hei rappeléieren, datt mir eng Propos gemaach hu scho virun de Wahlen, fir endlech déi dote Saach seriö ze analyséieren an zum Beispill dee Label ze schafe fir nohalteg Fongen, deen ee kéint benotzen och dann als - wéi soll ech soen? - Sprangbriet, fir dee Créneau op der Finanzplaz Lëtzebuerg opzebauen, deen eiser Meenung no ganz grouss Potenzialer huet.

Et sinn och eng Rei aner Saache vu menge Virriedner hei gesot ginn, déi sécherlech - déi ech net wëll widderhuelen, well meng Zäit mer och soss fortleeft - och an déi Strategie gehéieren. Mir sinn op alle Fall iwwerzeegt, datt déi Finanzplaz awer nëmmen eng Zukunft huet an eng Chance huet, wa se sech där Fro stellt an deem Sënn, wéi ech den Zeenario virdru beschriwwen hunn. Mir gleewen net drun, datt et e Wee wäert zréck ginn an déi Logik vun den 80er an 90er Joren. A mir wëllen och net méi dru gleewen, well genau déi Logik eis widdert d'Wand gefouert huet, an déi mer de Moment dragerannt sinn.

Mir brauchen natierlech awer och eng Verstäerkung vu Régulateuren, vun den Iwwerwaachungsinstanzen, well och si hu versot. Si hunn an alle Länner versot!

Ech erënnere mech nach ganz gutt drun, wat mer hei an dësem Parlament an der Finanzkommissioun am September 2007 vun eiser CSSF gesot kritt hunn a Funktioun vun de Risiken, wéi deemools, wéi dee ganze Schnéi, déi ganz Lawin lassgetrëppelt ginn ass, wou eis Finanzplaz géif stoen. Dunn hu mer verséchert kritt, eis Finanzplaz hei wär komplett à l'abri vun deem Ganzen. Et wär e reng amerikanesche Problem.

Wann ech dat soen, ass dat net, well ech e Reproche wëll maachen un déi Leit, déi do schaffen. Mä dat ass, well dat e Beispill ass - well et huet an alle Länner e bëssen esou funktionéiert - derfir, datt eigentlech déi Finanzrégulateure respektiv Iwwerwaachungsinstanzen net genuch équipéiert waren an net uerdentlech genuch ausgestatt waren, fir déi néideg Kontrollen ze maachen. Wéi gesot, dee Contrôle, deen huet ganz kloer, ganz kloer versot.

Mir mussen och derfir suergen, datt, an dat schéngt mer dat Allerwichtegst ze si fir de Finanzsecteur, déi Finanzindustrie erëm vill méi Bezuch kritt zu der realer Ekonomie, datt se vill méi sech erëm konzentréiert op eigentlech eng vun hire wichtegste Basisfunktiounen, nämlech fir Geld anzesammelen an duerno iwwer Kreditter der realer Ekonomie d'Geld zur Verfügung ze stellen, fir datt kënnen Aarbechtsplaze geschaf ginn, fir datt d'Ekonomie kann dréinen.

Mir brauchen natierlech och eng Reform vun deene Ratingagenturen. Wann ech gesinn, wat mer elo erëm erliewen an deene leschten Deeg mat Spuenien, dat verdäitlecht dat enorm. D'Europäesch Zentralbank huet ganz vehement reagéiert géint déi Ratingagentur, déi Spuenien elo schonn erëm erofgestuuft huet. Mä ech mengen, dat ass jo nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg vum Problem eigentlech. De Problem ass, datt déi Ratingagenturen iwwerhaapt net onofhängeg sinn, datt déi eigentlech finanziell esou verstréckt si mat der Finanzindustrie selwer an duerfir am Endeffekt iwwerhaapt keng onofhängeg Ratinge méi kënnen dobäi erauskommen.

Et ass och berechtegt duerfir, datt d'Europäesch Unioun sech Gedanken doriwwer mécht an op de Wee wëllt eventuell goen, fir där Börsenaufsicht, déi nei, déi europäesch, déi soll geschaf ginn, fir där och Befugnisser ze ginn, fir ze kontrolléieren, fir d'Ratingagenturen ze kontrolléieren oder géint déi ze ermëttelen, jee nodeem, wat se maachen. Well déi spillen eng wichteg Roll.

Dat Dramateschst ass jo eigentlech bei deem Ganzen ëmmer, datt dat net nëmme vill Geld kascht, mä och vill mënschlech Schicksaler bei all deene Spekulatiounsdérapagen do mat verbonne sinn.

Mir mussen awer och eis Finanzwelt an enger finanzieller Responsabilitéit mat abezéien. Et kann net sinn, datt eigentlech elo mam Schwamp driwwer gewëscht gëtt a gemaach gëtt, wéi wann d'Bourssen, déi boome schonn erëm zum Deel, well et gëtt schonn erëm zimlech vill Geld verdéngt, a wa gemaach gëtt: Sou, mat de Problemer mussen elo déi eenzel Nationalstate sech beschäftegen.

Mir mussen d'Finanztransaktiounssteier endlech op den Ordre du jour bréngen. An ech hoffen, datt de Courage besteet op europäeschem Niveau, déi wierklech massiv op den Ordre du jour ze setzen. Dat souguer, wann et mam G20 net fäerdeg bruecht gëtt, en Duerchbroch ze kréien. Ech mengen, d'Europäesch Unioun huet do eng immens Responsabilitéit.

Et ass e wichtegt Element och, fir haaptsächlech déi kuerzfristeg Spekulatioun an de Gréff ze kréien, niewent dem Aspekt natierlech, datt et och Gelder kann zur Verfügung stellen, fir deelweis Saachen dann ze finanzéieren, déi beim Stat ebe musse finanzéiert ginn. Mä ech mengen, dee wichtegste Punkt ass, kuerzfristeg d'Spekulatioun an de Gréff ze kréien.

Schlussendlech brauche mer nei ethesch a moralesch Wäerter. Dës Kris hei huet och zum Ausdrock bruecht, datt eigentlech déi, déi… An et ass richteg, wat den Här Rommes dëslescht an der Press, an de Medië gesot huet, datt déi Gier, déi bestanen huet, datt dat net nëmmen eng Gier war, déi bei de Banquiere bestanen huet oder bei deene Leit, déi op de Bourssen, bei den Traderen op de Bourssen, mä dat war eng generell Gier an eiser Gesellschaft, wou eigentlech déi sougenannten - entre guillemets - „individuell Fräiheet" ze handelen iwwer alles gestallt gëtt, iwwert d'Solidaritéit an der Gesellschaft gestallt gëtt. A wann een emol kuckt, wat mer vu verréckte Beispiller erlieft hunn och vu Bezuelen an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft, da stellt ee fest, datt dat net méi esou ka weidergoen.

Dat ass och besonnesch frappant, wann ech gesinn, datt dat nach an engem Zäitraum weidergeet, wou Milliioune Mënsche schonn am Misär sëtzen, déi eigentlech bludde musse wéinst där Kris, an awer rücksichtslos mat iwwerméissegem Bezuelen, mat Verhältnisser am Bezuelen, déi jenseits vun allem sinn, datt déi einfach weidergefouert ginn. Och do mussen nei ethesch a moralesch Wäerter festgeluecht ginn zum Deel, déi dozou féieren, datt mer an esou eng Situatioun net méi kënne kommen. Well et geet och drëms nämlech, déijéineg, déi an der Finanzwelt eppes ze soen hunn, datt mer déi och iwwert dee Wee responsabiliséiert kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer keng…

Une voix.- Madame Presidentin.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Madame Presidentin, pardon!

Mme la Présidente.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir Dammen an Dir Hären, wa mer aus deene Léieren hei an aus deene Saachen hei keng Léieren zéien, also aus deene Beispiller hei keng Léieren zéien, da gesi mir wierklech ganz schwaarz. Da wäerte mer ganz sécher nei Schockwellen erliewen. Well mir musse wëssen, datt déi Kris hei eigentlech Virleefer hat. Si hat der schonn an den 90er Joren, ufanks den 90er Joren. Si hat awer virun allem ee grousse Virleefer, dat war 2001 mat dem Platze vun der Internetbulle. An 2007 war eigentlech deen nächste grousse Schock.

A mir stelle fest, wa mer net aus där Logik do erauskommen, déi Schocke ginn ëmmer méi virulent, an d'Konsequenze ginn ëmmer méi dramatesch. A mir packen och keng zweete Kéier gesellschaftspolitesch esou ee Schock wéi dee vun 2007. Mir verkraaften deen a kenger Hisiicht méi. Dann huet et ganz dramatesch Konsequenzen.

Duerfir steet och fir d'Politik extrem vill um Spill. D'Politik, vun där gëtt haut verlaangt no baussen, datt se handelt an deenen dote Beräicher. Wann hei net gehandelt gëtt an déi falsch Konklusioune gezu ginn an nei Schockwelle komme mat neie Konsequenzen, da soen ech, da wäerte mer sozial Spannungen erliewen a politesch Verwerfungen erliewen, déi wierklech et wäerten a sech hunn. Mir mussen dat verhënnert kréien. Mir mussen eis drop zréckbesënnen op dat, wat schonn an ähnleche Krisen an deene leschten honnert Joer geschitt ass. Duerfir gëtt et héich Zäit, datt mer déi richteg Léieren heirauser zéien.

Wa mer dat maachen, Madame Presidentin, si mir als Gréng der Iwwerzeegung, datt mat enger neier Finanzarchitektur, mat méi Reguléierung, wat net heescht Iwwerreguléierung, et kann och heesche besser Reguléierung, datt och déi Finanzplaz Lëtzebuerg hire Rôle ka spillen. An ech sinn duerfir awer der fester Iwwerzeegung virun allem, datt mer dann eng besser Zukunft hu wéi déi, déi mer an deene leschten 20 Joer haten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bausch. D'Wuert huet dann elo den honorabelen Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Debatten iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz gëtt et net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och rezenterweis an der Schwäiz, zu London, zu Frankfurt, zu Paräis, bref iwwerall do, wou et Finanzplaze gëtt. Well jiddweree sech natierlech d'Fro stellt: Wéi geet et weider? Wat musse mer ënnerhuelen?

Mir hu gemierkt, datt dee Pendel, dee mer an der liberaler Wirtschaftspolitik hunn, dat ass, datt, wann deen eng Kéier iwwerschléit, da schléit en nees zréck. An dat deet da ganz wéi respektiv mussen d'Steieren an d'Politik intervenéieren, fir datt de Pendel, notamment um soziale Plang, net ze vill grave duerchzitt.

Mir gesinn, datt d'Finanz- a Wirtschaftskris hei zu Lëtzebuerg gefouert huet zu Personalofbau, zu enger Baisse vun den Zuele vun de Clientë bei onse Banken. Et gesäit een och, datt keng nei Clientë méi bäikommen oder ganz wéineg. An et muss een och feststellen, datt ëmmer méi Décisiounen, déi d'Lëtzebuerger Finanzplaz uginn, datt déi geholl ginn um Niveau vun de Maisons mères, vun de Mammenhaiser. An dat gëtt natierlech och ganz vill Schwieregkeeten, fir hei um nationalen Niveau ze intervenéieren.

Et muss een also méi eng global Vue vun der Saach hunn a strategesch anescht schaffen.

Mir gesinn och, wéi falsch d'Décisioune waren, déi an der Vergaangenheet geholl gi sinn, wéi zum Beispill zu Feira, wou décidéiert ginn ass, fir op den 1. Januar 2012 den automateschen Informatiounsaustausch a Steierfroen anzeféieren, datt dat eng schlecht Décisioun wor. Quitte datt deen Ablack gesot ginn ass, hei mussen nach verschidden Décisioune falen an anere Länner. Mir musse kucken, datt d'Schwäiz a Liechtenstein an esou weider och matmaachen. Mä de Prinzip selwer vum Ofschafe vum Secret bancaire, dee wor akzeptéiert, an dann ass et ganz schwéier, fir nach eng Kéier op dee Prinzip zréckzekommen.

Et gesäit een och, datt lues a lues mer vun enger Finanzplaz, déi a verschiddene Secteuren aktiv wor, op eng Finanzplaz komm sinn, déi bal nuren um Private Banking, op der privater Verméigensverwaltung opgebaut huet. An dat ass natierlech och schlecht, well een deen Ablack an enger negativer Stellung steet, well een deen Ablack permanent muss fäerten, datt, wann zum Beispill, wéi et elo de Fall ass, um Niveau vum Secret bancaire eppes gefréckelt gëtt, mer da Schwieregkeete kréien.

An ech muss och bedaueren, datt déi ganz Polemik iwwert de Secret bancaire, déi national Attacken, déi gemaach gi sinn, also déi international Attacken, déi gemaach gi si géint d'Bankeplaz Lëtzebuerg, déi ganz Kritik un onser Finanzplaz, datt mer do net richteg um Niveau vun der ABBL a vun der Regierung reagéiert hunn.

Mir si prinzipiell als ADR géint d'Ofschafe vum Secret bancaire a géint den automateschen Austausch vun Informatiounen. Et gëtt ganz aner Moyenen, fir do ze handelen. A mir musse kucken, datt mer dee Privilège, dat Recht do zréckbehalen.

Mä wat ee muss bedaueren, dat ass, datt mer an der Aart a Weis, wéi mer ons géint Attacke vum Ausland wieren. Mir produzéieren dann e puer Communiquéen oder mir maachen e puer Filmercher, déi mer de Leit da weisen; wann dann een déi wëllt kucken.

Ech erënnere mech, datt et net déi éischte Kéier ass, datt d'Finanzplaz ënnert der internationaler Kritik stoung. Dat kënnt esou all zéng, 15 Joer vir. Ech erënnere mech, datt nach virun där Zäit, wou ech selwer an der ABBL als Generalberoder täteg wor, mer eng Initiativ geholl haten - an ech wollt der Regierung déi och wäermstens empfehlen -, dat ass, datt all zwee bis dräi Joer d'ABBL déi Finanzjournalisten, déi et an der Welt gëtt, op Lëtzebuerg invitéiert huet, fir un engem Seminar vun e puer Deeg deelzehuelen a fir deen Ablack déi néideg Informatiounen iwwert d'Lëtzebuerger Politik ze ginn.

Dat hat den Avantage vun der Informatioun, mä et hat och den Avantage, datt deen Ablack, wou iergendwou een eng Kritik bruecht huet géint d'Finanzplaz Lëtzebuerg, datt dee Finanzjournalist, deen Expert, deen esou Saachen do muss kommentéieren, direkt säin Tëlefon geholl huet an iergendee Bekannten, deen en hei konnt informéieren, kontaktéiert huet, an da koum an deemselwechten Artikel direkt eng Reaktioun an eng Stellungnahm, wat déi Lëtzebuerger Positioun ugeet. Et wor déi an deemselwechten Artikel zréckbehalen, anstatt datt d'Reaktioun meeschtens eng aacht oder 14 Deeg méi spéit kënnt, an dann iergendwou op enger fënnefter, oder zéngter oder zwanzegter Säit ënne lant.

Ech mengen, datt een also do muss nei Weeër goen a kucken, fir deen Dialog mat där internationaler Finanzpress nei opzebauen an nei ze strukturéieren.

Da géif ech och mengen, datt op der Finanzplaz Lëtzebuerg ganz vill Know-how besteet op ganz ville Gebidder, mä datt deen net genotzt gëtt oder och ganz oft deelweis brooch do läit. An den Dialog, dee bis elo nach ëmmer traditionell gefouert ginn ass, dat ass deen tëschent der Regierung an der Lëtzebuerger Bankenassociatioun. Deen ass och néideg, dee muss och weidergefouert ginn, mä ech géif awer och mengen, datt et wichteg wär, fir eng Enquête ze maache bei sämtleche Banken a Gestionnaires de fortune, fir erauszefannen, wat hir Iddië sinn, wat hir Propositioune sinn.

Ech erënnere mech och, datt viru Joren zum Beispill esou eng Enquête vun der ABBL gemaach ginn ass an Zesummenaarbecht mat der Regierung an datt do op eng Kéier erausfonnt ginn ass, datt zwou Banken interesséiert woren, um Goldhandel ze participéieren, mä datt leider keng Gesetzgebung zu Lëtzebuerg bestanen huet, fir dat ze favoriséieren.

Wat ass geschitt? Et ass ganz schnell eng Gesetzgebung geschaf ginn, an dorobber hin ass och de Goldhandel bei fënnef, sechs Banke ganz staark an d'Luucht gaangen, an et huet sech en neie Wee entwéckelt. Dofir ass et wichteg, datt een also net nuren iwwert d'ABBL mat de grousse Banke schwätzt, mä och déi méi kleng Banken, déi méi kleng Acteuren usprécht.

Ech mengen och, datt an deem ganze Kontext vum Dialog och d'Chamber misst méi agebonne ginn an datt och en Dialog zwëschent der Chamber an deenen eenzelnen Acteure soll entstoen, fir datt mir och selwer besser d'Problematik am Secteur verstinn an dann och kënnen zesumme mat der Regierung kucken, fir aner Léisungen ze fannen, fir déi richteg Approche fir ons Finanzplaz ze entdecken.

Mir mussen innovativ a schnell reagéieren. An dat bedeit natierlech, datt net all Kéiers all Problematik zur Chefsaach gëtt, well et gesäit ee bei der Réforme administrative, datt do en totale Stillstand op deem Gebitt geschitt ass.

Op där anerer Säit ass et och esou, datt mer hei zu Lëtzebuerg ganz vill eng Aktivitéit favoriséieren. Dat ass déi, datt grouss international Gruppe sollen hir europäesch Headquarteren hei zu Lëtzebuerg etabléieren. Mä et geet net nuren duer, datt een esou eppes seet, et geet net nuren duer, datt een déi juristesch Infrastruktur dofir schaaft, et muss dann deen Ablack och op der Bankplaz méiglech sinn, datt verschidden Aktivitéiten, déi esou Headquartere brauchen, mussen offréiert ginn: Dat ass dee vun de Prêts syndiqués. Dat ass am Ablack bal schwéier, wann net onméiglech, hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Fusiounen, Acquisitiounen; och do sinn et verschidde Banken, déi dat maachen, anerer net. Et misst een also och do wëssen, wie wat wou mécht.

Den „Engeneering" financier et fiscal: Do gëtt et Schwieregkeeten un Informatioun, wat fir Acteure wat maachen.

Mir hunn, wat d'Duebelbesteierungsofkommes… Do feelt een Duebelbesteierungsofkommes, wat mer absolut brauchen. An ech wollt de Minister froen, ob do net eppes um Kommen ass. Dat ass en Duebelbesteierungsofkommes mam Libanon. De Libanon, deen de Secret des affaires huet, deen Off-shore-Gesellschaften huet, etc. All aner Finanzplaze schaffe mat deem Land zesummen. Déi hunn exzellent Conventions contre la double imposition mat Frankräich a mat Däitschland a mat England. Et ass just mat Lëtzebuerg, wou mer bis elo nach keng hunn. An ech géif wierklech insistéieren, datt mer do sollten op dee Wee goen.

A wann ech d'Affär vun de Prêts syndiqués a vun den Headquarteren opwerfen, da muss een drop hiweisen, datt zum Beispill China sengen Entreprisen, déi wëllen am Ausland investéieren, Prêten zu 3,5% accordéiert. Dat ass äusserst kompetitiv. Do kritt een net vill opweises. An et schéngt mer also do absolut wichteg, datt och um europäeschen Niveau versicht gëtt, fir do kompetitiv ze bleiwen, datt mer do Offere kréien.

Aner Pisten, déi ons wichteg schéngen, dat sinn déi vun den nohaltege Finanzinvestitiounen. An dofir musse mer nei reglementaresch a gesetzlech respektiv steierlech Mesuren huelen. Mir gesinn déi nohalteg Finanzinvestitiounen haaptsächlech bei de Pensiounsfongen. Do gesäit een, datt d'Schwäiz amgaangen ass, eng diesbezüglech Reglementatioun ze maachen.

Woufir Pensiounsfongen? Well déi notamment geduecht sinn, fir méi mëttel- a längerfristeg ze investéieren, an datt dat deene Pensiounsfonge ganz gutt zu Gesiicht steet.

Dann, wat den „Islamic banking" ugeet. Och do, mengen ech, datt et wichteg wär, fir zousätzlech Regelen, prezis Regelen ze fannen, notamment fir derzou ze féieren, datt déi Fonds souverains aus dem Golf an Nordafrika wëssen, wou se hei kënnen investéieren, datt mer hinnen do kënne Regele ginn, op deene se kënnen opbauen. Och do schéngt et mer, wann ee mat deenen engen oder deenen aneren aus där Branche do schwätzt, zu Lëtzebuerg net genuch Regelen an Informatioun ze ginn, wat méiglech ass, wéi d'Dispositioune sinn.

En drëtte Volet, wou mer fannen, datt e wichteg ass, dat ass dee vun de Mikrofinanzen. Dat ass och e Wee, wou mer kënnen als Bankplaz higoen. Mir wëssen, datt d'Mikrofinanz weltwäit eng 30 Milliarden US-Dollar duerstellt. Dat ass zwar nuren eng Cacahuète vis-à-vis vun deenen 80 Milliarden US-Dollar, déi déi grouss Banken am Ëmsaz hunn, mä nach ass et awer e ganz wichtege Facteur, wou mer weltwäit, mä och national, ganz vill Regele fannen, fir klengeren a mëttlere Betriber ze hëllefen a fir weltwäit och zu méi gesonden Investitiounen a Wirtschaftspolitiken ze féieren.

Wann een elo d'Investmentfongen zu Lëtzebuerg kuckt, da gesäit een, datt déi Etüden, déi elo vun der Association luxembourgeoise des fonds d'investissement, vun der ALFI, gemaach gi sinn, anscheinend ganz positiv sinn. Do gëtt geschwat, datt eng 10% Recetten an Zukunft sollen, also all Joer, an d'Luucht goen, datt d'Investmentfonge sollen eng Croissance ëm 10% kennen. Loosse mer hoffen, datt dat esou ass.

Mä et gesäit een awer och, datt op anere Punkten Defiziter bestinn, an, dat muss een och ervirstellen, dat si Ratingagenturen. All Ratingagenture sinn nach am Ablack net europäesch. Et si lauter, a bal alleguerten, amerikanescher. An ech mengen, datt et wichteg wier, datt um europäeschen Niveau eng europäesch Ratingagentur sollt enstoen, entweder mat staatleche Participatioune vun e puer Staten oder op privater Initiativ. Mä do misst eppes geschéien, well ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer do nei Weeër ginn.

D'autant plus, datt ganz oft souwuel vun den Iwwerwaachungsbehörde wéi vun den Investisseuren op déi Ratingagenture gelauschtert gëtt. A wa vill falsch Investitioune gemaach gi sinn, wa vill sougenannte Spekulatioune gemaach gi sinn, dat ass, well Ratingagenture Griichenland mat „Doppel A" an „triple-A" do dragesat hunn. An op eng Kéier woren et e puer Cacahuèten. Ech mengen, dat muss ee sech bewosst sinn, datt do Responsabilitéite bestinn, an datt een do muss nei Weeër goen, fir méi gesond Finanzen an och fir den Invest besser kënnen duerchzezéien.

Dann, wat déi Regulatioun vun den internationale Finanzen a vun der Besteierung vu finanziellen Transaktiounen ugeet, esou menge mir, datt déi Mesuren, déi um G20 geholl gi sinn, déi richteg sinn. Eng Augmentatioun vun dem Eegekapital bei de Banken a Prozentsaz zum Risiko, deen déi eenzel Banken droen, ass vu sech aus richteg.

Prinzipiell si mer och mat enger Tax op internationale Finanztransaktiounen d'accord, mä do däerf een zu Lëtzebuerg net mat Däitschland a Frankräich eenzel Weeër goen. Do muss et pour le moins eng europäesch Léisung ginn. A wann et keng europäesch Léisung gëtt, wann net eng weltwäit, da soll een dovunner ofgesinn, well mer soss nees erëm an der internationaler Konkurrenz den zweeten, wann net den zéngte Präis domadder kréien.

An ech mengen och net, datt een déi ganz Finanzproblematik iwwert d'Steiere ka léisen. Woufir? Well mer ganz vergiessen, datt mer an enger globaliséierter Welt sinn. A 60% vu Steiere vun engem Akommes, wat een net huet, dat sinn null Euro Steieren. Et huet een also besser 30% Steieren ze hu vun eppes, wéi 60% vun näischt! An dat däerf, mengen ech, net vergiess ginn. Dat muss och d'Regel sinn.

An deem Kontext, nach eng Kéier, schéngt et ons wichteg ze sinn, datt d'Ratingagenturen, deene ganz vill Vertraue geschenkt gëtt, méi ënnert d'Kontroll kommen an datt mer och eng lëtzebuergesch Ratingagentur brauchen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Wat d'Kontroll vun den nationale Budgete bei den Eurolänner an déi exzessiv Defiziter ugeet, do ass natierlech d'Beispill Griichenland e Musterbeispill, wat net däerf geschéien.

Anscheinend, Här Minister, sinn et do falsch Donnéeë ginn. D'Fro stellt sech, wann esou eppes an engem private Betrib geschitt, da kënnt den Dirigent, dee sengen Aktionären a senge Leit falsch Donnéeë geliwwert huet, an de Prisong. Wann et e Politiker ass, huet een d'Impressioun, datt dat net geschitt.

An dofir wollt ech de Minister froen, ob do um Niveau pénal Saachen ënnerwee sinn, sief et um nationalen, sief et um europäeschen Niveau. A wat sinn d'Interventiounen? Dat wär, mengen ech, wichteg, fir dat ze wëssen; bien entendu de Fall gesat an ënnert der Hypothees, datt effektiv falsch Donnéeën un d'Europäesch Unioun geliwwert gi sinn.

Mä bei falschen Donnéeë muss ee sech natierlech awer och d'Fro stellen, wéi et ass, wa mir als Lëtzebuerger Land Donnéeën un d'Europäesch Unioun iwwer ons Finanzsituatiounen an Zukunft liwweren, an datt dann direkt zwee Ministere soen, si wieren net mat deenen Donnéeën d'accord, déi do un d'Europäesch Kommissioun geliwwert gi sinn.

Et gesäit een also, datt et do ganz vill Schwieregkeete gëtt. An ech mengen, datt mer do musse kucken, datt déi, déi mat gezénkte Kaarte fuddelen, musse bestrooft ginn!

Wat d'exzessiv Defiziter ugeet, do wëll ech den George Orwell zitéieren, deen eng Kéier gesot huet: „All Déiere si gläich, mä verschidden Déiere si méi gläich wéi déi aner." An Europa ass et ganz oft och esou. Verschidde Länner kënne sech Defiziter leeschten, Scholde leeschten, an do geschitt da laang näischt. An da mengen aner Länner, si kéinten dat och maachen, an dann op eng Kéier geet et do konterbont. Hei mengen ech, mussen déi Linnen, déi beim Euro festgehale sinn, fir jiddweree gëllen an och respektéiert ginn.

D'Fro stellt sech: Wat kann d'EU maachen, wann ee Land eppes net mécht? Wann ech elo d'Artikele vum Traité de l'Union européenne oder vun den Traitéen iwwert de Fonctionnement vun der Union européenne kucken, all déi eenzel Artikelen, da geet do vun Avisen, Propositiounen a Recommandatioune Rieds, mä net vu Sanktiounen.

Dofir froen ech mech, wat fir eng Sanktioune méiglech sinn, en vue vun den Traitéen; wann iwwerhaapt Sanktioune méiglech sinn. Ass et méiglech, datt ee Land, wat sech absolut net un d'Eurokritären upasst, kann ausgeschloss ginn? Mä ons schéngt dat op jidde Fall eng vun de Méiglechkeeten ze sinn.

An op jidde Fall an den Ae vun der ADR kënne mir net domat d'accord sinn, datt d'Europäesch Kommissioun sech op eng Kéier an déi eenzel national Budgeten amëscht an hott an har bei deenen eenzelne Positiounen hir Avisen an hir Meenungen ugëtt. Dat soll iwwerhaapt nuren deen Ablack geschéien, wou wierklech e Land a Schwieregkeeten ass. An da soll iwwert den Eurostat respektiv iwwert d'Cour des Comptes européenne versicht ginn, fir déi néideg Zuelen an Informatiounen ze kréien.

An deem Kontext muss een och soen, datt mir als ADR gären hätten, datt déi Rechter vun den nationale Parlamenter an notamment vun onser Chamber och an deem Kontext verstäerkt ginn, datt mir och an deem Kontext méi Informatioune kréien, an datt mer notamment kënne verschidde Prognosen an Informatioune fuerderen, déi déi Europäesch Kommissioun geliwwert kritt respektiv déi si ze begutachten huet.

An nach eng Kéier mengen ech, datt d'Schafe vun enger EU-Ratingagentur absolut noutwendeg ass, fir kënnen op de richtege Wee ze goen.

Eng aner Méiglechkeet, fir kënne géint d'Spekulatioun a géint exzessiv Defiziter

virzegoen, dat ass, datt mer méi Acteuren u Bord huelen, an datt d'Méiglechkeet geschafe gëtt, fir Länner, déi exzessiv Scholden hunn, datt do och d'Banken an d'Investisseuren, déi spekuléiert hunn, sollen iwwert de Wee vun engem „haircut" zur Oder gelooss ginn a musse kënnen zu dem Risiko, dee se agaange sinn, mat bestrooft ginn.

M. le Président.- Här Henckes, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Gesitt Der, Här President, dofir wollt ech just domadder als Schlussfolgerung soen, datt mer méi Virsiicht brauchen, awer och méi Informatioun. Dat sinn déi Regelen, mat deene mer solle fueren. A mir sollen och selwer kucken, fir nei Weeër, en neien Dialog ze siche mat allen Acteure vun der Finanzplaz.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci, an als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, ech kommen also lues a sécher zum Schluss.

(Hilarité)

Zwou Remarquen zur Finanzplaz: Éischtens, se däerf net méi opgebaut sinn op eng Politik vum Steierdumping; an zweetens, mir mussen eng positiv an eng aktiv Haltung anhuele par rapport zu enger seriöer Reguléierung vun de Finanzmäert.

Zwou Remarquen zur europäescher Koordinatioun an der Kontroll vun den nationale Budgeten. Koordinatioun: jo. Ekonomesch Koordinatioun plus sozial Koordinatioun: awer dann no uewen, net no ënnen.

An zur budgetärer Kontroll an den Nationalstaten zwou kuerz Remarquen.

Et stellt sech natierlech d'Fro - an déi huet den Här Bausch hei schonn ugeschnidden - vun der demokratescher Legitimatioun vun esou enger Prozedur a vun der Gefor vun enger weiderer Verdéiwung vum demokrateschen Defizit, virun där de Jürgen Habermas an der „Zäit" gewarnt huet, an, zweetens, dem Risiko vun enger eesäiteger Ausriichtung op Austeritéitspolitik, déi schonn amgaangen ass an déi sech zu engem groussen Deel, an net nëmmen a Griichenland, op dem Bockel vum Salariat haaptsächlech ofspillt.

An dann och vu mir en Zitat. Virun enger Woch ongefeier huet den Nobelpräisekonomist Stiglitz am „Monde" en Interview gehat. E puer Sätz doraus, déi villes vun deem zesummefaassen, wat ech an där kuerzer Zäit net ka soen: «Bruxelles n'a pas été assez loin en matière de régulation des marchés, jugeant que ces derniers étaient omnipotents. Mais l'Union européenne n'a rien prévu dans ce sens. Et aujourd'hui, elle veut un plan coordonné d'austérité. Si elle continue dans cette voie-là, elle court au désastre. Nous savons, depuis la Grande Dépression des années 1930, que ce n'est pas ce qu'il faut faire.» An nach: «L'Europe a besoin de solidarité, d'empathie. Pas d'une austérité qui va faire bondir le chômage et amener la dépression.» An dat ass awer genau deen Zeenario, an deem mer eis am Moment riskéieren ze befannen.

Zu der Finanztransaktiounssteier, déi neierdéngs esou schéin als „Robin-Hood-Steier" bezeechent gëtt vun deenen Associatiounen a Milieuen, déi se scho virun zéng oder 20 Joer gefuerdert hunn: Wann elo esou vill iwwert d'Finanztransaktiounssteier Rieds geet, da fält engem natierlech, ouni et ze wëllen, d'Bild, d'Spréchwuert an vum Deckel op dem Pëtz, wann d'Kand schonn dra gefall ass.

Wann déi Finanztransaktiounssteier agefouert gi wär - an ech mengen och, dass dat um Niveau vun der Europäescher Unioun méiglech wär -, wann déi agefouert gi wär, deemols wéi se gefuerdert ginn ass viru Joren, da wär et vläicht zu där Kris, déi mer haut erliewen, net komm oder jiddefalls net an där haarder Form, an där mer se haut erliewen. An dann däerf een och nach zweifelen, ob den Deckel dann elo wierklech op de Pëtz kënnt, wann ee kuckt, wéi kontrovers a wéi zögerlech um Niveau vun der Europäescher Unioun iwwert déi ënnerschiddlech Forme vu Regulatioun vum Finanzsecteur diskutéiert gëtt.

An engem ganz rezente Buch, wou ee vun den Auteuren de franséischen Ekonomist Patrick Artuis ass - dat ass kee vun der Gauche, net a Frankräich -, mat deem signifikativen Titel „Pourquoi il faut partager les revenus", schreift en och zur europäescher Aktioun: «Mais l'action n'est pas au rendez-vous…» - also et gëtt vill geschwat, mä wéineg gehandelt - «…et chaque jour qui passe voit les Européens se rapprocher du mur en klaxonnant, „oubliant" de chercher un autre chemin à même d'éviter le choc.»

An en nennt och ee vun deenen anere Weeër, dee misst beschridde ginn. Mer missten endlech ophéiere mat deem Cocktail aus héijen Dividenden an niddrege Léin. Mir sinn awer weider ëmmer nach amgaangen un deem Cocktail ze suckelen.

Grad an deem Beräich vun der Ëmverdeelung vum Räichtum a Richtung Léin haaptsächlech, an net a Richtung Dividenden, also Ëmverdeelung vum Räichtum vun uewen no ënnen, an net ëmgedréint, wéi dat jorelaang oder jorzéngtelaang geschitt ass, grad do geschitt häerzlech wéineg, fir net ze soen, mer fueren einfach weider esou wéi bis elo, obwuel mer wëssen, dass déi ongerecht Verdeelung eng vun de fundamentalen Ursaache vun där Kris ass. Wa mer esou weiderfueren, steiere mer net nëmmen op e sozialen Desaster an Europa zou, sondern mer préparéieren och schonn déi nächst Wirtschaftskris.

M. le Président.- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an als nächste Riedner hunn ech den Här Claude Meisch nach eng Kéier agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen nach eng Kéier heihinner, net fir bei menger Interpellatioun virunzefueren, mä fir nach op déi zwee aner Punkten, déi jo net Sujet vu menger Interpellatioun waren, kuerz kënnen anzegoen, dat am Numm vun eiser Fraktioun.

Zu enger verstäerkter europäescher Zesummenaarbecht, wat d'Finanz- a Wirtschaftspolitik ubelaangt, wëll ech dat heite soen, datt sécherlech jiddereen agesäit, datt et noutwendeg ass, datt Regelen, déi ee sech gëtt, sollen agehale ginn an datt een déi néideg Kontrollmechanisme muss hunn. A wann een dann eng Kéier een erwëscht huet, dee sech net un dat Ofgemaachtent gehalen huet, datt deen och net einfach ka weiderfuere gelooss ginn, mä datt ee muss Sanktiounen huelen.

Mir hate bis ewell e Regelwierk. Et war dat de Stabilitéitspakt, deen all Land och derzou verflicht huet, virun allem seng Budgeten ze sanéiere respektiv ze kucken, datt, wa se an der Rei waren, datt net exzessiv Defiziter géife produzéiert ginn.

Mir hu gemierkt, datt dat emol méi, emol manner schaarf kontrolléiert ginn ass, datt d'Sanktioune kaum geholl goufen. Mir hunn och mëttlerweil gemierkt, oder op d'mannst ganz staark de Verdacht, a Kloerheet muss nach geschafe ginn, datt op d'mannst ee Land do ganz stramm gefuddelt huet.

Sou datt wann een elo seet, mir musse weider Mechanisme schafen, fir ze kontrolléieren, fir d'Budgets- an d'Finanzpolitik méi enk zesummenzekréien, virun allem tëschent den Eurolänner, wou ech d'Noutwendegkeet dofir absolut net wëll a Fro stellen, da muss een awer och kucken op där anerer Säit da wierklech sech och driwwer eens ze ginn, wien den Arbiter ass, wie muss päifen a wéini muss gepaff ginn, a wéini een eng giel respektiv en rout Kaart dann och kritt. Well wann um Terrain keen Arbiter ass, da gëtt et näischt an da kréie mer och kee flotte Fussball ze gesinn, an d'selwecht schéngt et mer bei der europäescher Finanzpolitik ze sinn.

Mir sinn also net géint och e Contrôle ex ante vun de Budgete vun den eenzelne Memberstaten, virun allem vun den Eurolänner. Mir mengen awer net, datt et politesch machbar ass an och net opportun ass, zu dësem Moment driwwer nozedenken, iwwert dat erauszegoen, wat an de bestehenden Traitéë virgesinn ass a méiglech ass. Dat soll ee sécherlech ausreizen, mä doriwwer erauszegoen heescht, déi Traitéen ze änneren, mat all deene politesche Schwieregkeeten an de Memberstaten, déi mer kennen. An ech mengen net, datt mer déi zu dësem Zäitpunkt einfach esou mat lénks kéinten iwwerwannen.

E Plus fir eist Parlament wär et zum Beispill och, am Fall wou een esou e Contrôle ex ante hätt, datt ee jo och méi Informatiounen iwwert déi budgetär Situatioun a Prognose vun deenen anere Memberstaten hätt. Datt mer eis also bei eiser Diskussioun ëm eise Budget net nëmmen ëm eisen eegene Budget kéinte këmmeren, mä datt mer gläichzäiteg op d'mannst kéinten emol e Bléck iwwert d'Grenze werfen a vläicht och eis Situatioun mat deene vun deenen anere vergläichen.

D'Fro, déi sech zanter der Schafung vum Euro gestallt huet an déi och dee Moment schonn eng Kéier tranchéiert ginn ass, déi sech elo ëmmer erëm stellt, an dat och an dësem Kontext, dat ass: Brauche mer net eng europäesch Wirtschaftsregierung? Do menge mer ganz kloer: Neen. Mer kënnen eis och net virstellen, wat d'Kompositioun vun esou enger Regierung wär, wat d'Kompetenz vun esou enger Regierung wär, wéi d'Vernetzung mat deenen nationale Wirtschaftspolitike wär. Also: E Gouvernement économique, neen. Allerdéngs: Eng Gouvernance économique a financière, jo. Déi kënne mer eis virstellen a mer musse kucken, wéi se konkret kann am Europäesche Conseil ausgedäitscht ginn.

Ech mengen awer och, datt et an dëser Diskussioun net nëmme kann drëms goen, datt mer anere Länner de Fanger maache respektiv mat deemselwechten op se weisen. Mer mussen eis, an dat gëllt fir all d'europäesch Länner, och bei der eegener Nues huelen a kucken eis Hausaufgaben heiheem ze maachen. E Land, wat dëst Joer soll zéng Milliarden Euro anhuelen, an der 12,2 Milliarde soll ausgoen, huet selwer Efforten an der Budgetssanéierung ze maachen. Also brauche mer net nëmmen iwwer Griichenland, iwwer Spuenien, iwwer Italien, iwwer Portugal, iwwer Irland ze schwätzen, mä Lëtzebuerg huet seng eegen Hausaufgaben och nach viru sech, ier mer kënnen och glafwierdeg par rapport zu anere Länner do optrieden.

Ech hat a menger Interventioun virdrun e puer Wuert verluer iwwert déi nei weltwäit Finanzarchitektur. Ech war bewosst net op d'Fro vun der Transaktiounssteier agaangen, well se jo d'Thema vun enger anerer Heure d'actualité war.

Mir kënnen eis se virstellen a géifen eis op d'mannst net opposéieren. Entgéint deem, wat awer - ech mengen - vill anerer hei elo gesot hunn, kënne mer eis se net virstellen, wa se eleng am Europäesche Conseil gemaach gëtt, mä mer mengen, datt een dann déi aner grouss Finanzzentre weltwäit misst mat abegräifen, well finalement mer soss just eppes géife maachen, wat d'europäesch Finanzzentre géif schwächen, wat d'Aktivitéiten aus Europa géif erausdreiwen. An dann hu mer näischt fir méi Sécherheet op de Finanzmäert gemaach. Mir hunn näischt fir méi Stabilitéit op de Finanzmäert gemaach, wa mer just an Europa de Contrôle driwwer mussen opginn, well d'Aktivitéiten net méi hei stattfannen.

Wann déi Diskussioun awer och do gefouert gëtt an deem Liicht, fir ze soen, d'Banke mussen zum Steieropkommes bäidroen, da wëll ech nach eng Kéier och dat soen, wat ech vidrun aganks vu menger Interpellatioun gesot hunn: D'Banke maachen dat hei zu Lëtzebuerg zu engem Drëttel, d'Bankplaz insgesamt. Net nëmmen d'Banken, mä och déi Beschäftegt, déi do schaffen, dee ganze Secteur. Dat, wat do erwirtschaft gëtt, do kënnt en Drëttel vun de Steierrecetten hier. Mir sollen also net esou maachen, wéi wann do guer näischt géif bezuelt ginn a guer näischt zu den allgemengen Aufgabe géif bäigedroe ginn, an datt elo emol endlech misst esou eng Transaktiounssteier sollt agefouert ginn.

Ech stelle mer awer gradesou vill technesch Froen nach, wéi et iwwerhaapt méiglech ass. Op wat fir eng Aktivitéiten, op wat fir eng Transaktioune gëtt déi berechent? Mir konnt nach kee ganz kloer dat erklären. Wie kritt déi Recetten herno do? Wann d'Transaktiounspartner, wat der jo op d'mannst emol zwee misste sinn, wann déi a verschiddene Länner sëtzen, wouhinner fléissen dann déi Recetten herno do? Firwat si se finalement geduecht? Ass dat dann, fir dat ze kompenséieren, wat d'Staten elo hu missen opbréngen no der Finanzkris, fir d'Budgeten ze sanéieren, fir se sozial ofzefiedere respektiv fir d'Relance ze organiséieren? Oder verschwënnt et iergendzwousch am Gesamtbudget a gëtt zu enger dauerhafter Recette vun deemselwechten, wou dann iergendwann och erëm eng Kéier dauerhaft Dépensen dergéint stinn?

Dat sinn an eisen Aen nach ganz vill Froen, déi do net gekläert sinn. Duerfir verschléisse mer eis der Diskussioun net. Mir mengen awer, datt et, wann et gemaach gëtt, weltwäit sollt gemaach ginn, op d'mannst déi Haaptfinanzzentren och ausserhalb vun der Europäescher Unioun muss abegräifen. An déi technesch Froe mussen iwwerhaapt emol eng Kéier gekläert ginn, ier ee seriö sech kann driwwer expriméieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci, an als leschten agedroene Riedner hunn ech nach den Här Jean-Louis Schiltz. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vun der Zukunft vun der Bankplaz schwätzt a wann een d'Froen, déi mat internationaler Finanzarchitektur ze dinn hu respektiv mam internationalen Ëmfeld, da blent een op d'mannst 50% vun der Realitéit aus. Duerfir ass et richteg, datt déi zwou Froen hei zesummen debattéiert ginn, an ech wëll dofir och sukzessiv op déi zwou Froen agoen. Vu Säite vu menger Fraktioun aus huet de Kolleeg Thiel alles gesot, wat ze soen ass, zu der ex ante Kontroll vum Budget, sou datt ech op deen drëtte Punkt net wäert weider agoen.

Wann ee vun deene Mesurë schwätzt a vum internationalen Ëmfeld, da sinn a mengen Aen an an eisen Aen déi zwou éischt Froen, déi ee muss stellen, déi vun der Stabilitéit vum Euro an déi vun der Stabilitéit vum Finanzsystem, well all de Rescht ass eigentlech dovunner ofzeleeden. Souwuel wat déi europäesch respektiv weltwäit Léisungen ubelaangt, mä awer och zu engem ganz groussen Deel, wat d'Zukunft vun der Bankplaz ubelaangt. Well d'Bankplaz vu Lëtzebuerg an d'Bankplazen an Europa wären eng aner, wann zum Beispill d'Stabilitéit vum Euro a Fro gestallt wär. Wann zum Beispill d'Stabilitéit vun de Finanzsystemer oder vum Finanzsystem tout court a Fro gestallt wär.

Duerfir sinn déi wichteg Froen an deem Zesummenhang och déi vun der Regulatioun. Wéi kann déi Finanzwelt besser regléiert ginn? An duerfir ass och déi Direktiv, vun där an der Press geschwat ginn ass, nodeem am Europaparlament doriwwer debattéiert ginn ass an deene leschten Deeg, déi déi alternativ Fonge regléiert, de richtegen Usaz. An et ass och net fir näischt, datt d'Fongenindustrie dat begréisst huet als eng zousätzlech Chance fir Lëtzebuerg, woumat - mengen ech - och de Beweis erbruecht ass, datt, wann ee vu Regulatioun schwätzt, dat net heescht de Schluss vun allem, mä datt dat och nei Chancë kann opmaachen, insbesondere fir Lëtzebuerg.

Wann ee vu Regulatioun schwätzt, ass een och relativ séier bei Froe vun der Gouvernance économique. Et ass net méi sech virzestellen haut, datt ee géif do, wou een eng gemeinsam Währung huet, alles, wat mat der Gouvernance économique oder och mat der Gouvernance fiscale, een dat géif op nationalem Niveau exklusiv regléiere loossen. De Jean-Claude Trichet huet net fir näischt duerfir vun enger Fédération budgétaire geschwat. Wat dat am Endeffekt heescht, mengen ech, ass net ganz ausgedäitscht, mä fir ze soen, dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn respektiv mir kënne weider mat enger gemeinsamer Währung fueren, ouni Elementer vun der Gouvernance économique ze stäerke respektiv en place ze si-

chen, ass eng Theorie, mat där een net ganz wäit leeft.

An dann, wann ee vun de Mesuren a vun dem internationalen Ëmfeld schwätzt, da kënnt een och net derlaanscht, an dat hunn ech an der Debatt haut hei e bësse vermësst, e Wuert iwwert déi strukturell Reformen ze verléieren. Wann ee sech drun erënnert, datt no dem Lehman-Flächebrand en éischte Pak en place gesat ginn ass, dee sech zesummegesat huet aus enger Rei Mesuren, ënner anerem vun der Zentralbank, mä och vun deenen nationalen, ënner EU-Hutt koordinéierte Konjunkturpäck, a wann ee gesäit, datt elo an deene leschte Wochen e Griichenlandpak geschnürt ginn ass, dee sech alt erëm zesummesetzt aus engem zesummegesate Pak vu 750 Milliounen Euro plus enger Rei Mesurë vun der EZB, da gesäit een, datt do iwwert de Wee vun deenen zwee Päck zweemol Schlëmmeres évitéiert ginn ass.

Am éischte Fall war et de Flächebrand am Bankesecteur ausgehend vu Lehman mat Kollapse vu Banken, déi komm wären, hätt een déi Päck deemools net geschnürt. Am zweete Fall vu Griichenland waren et all déi Mesuren, déi dozou gedéngt hunn, fir den Euro ze stabiliséieren. An duerfir mengen ech och, datt et richteg ass, datt mer dee Projet, deen de Minister Frieden hei um Ufank vun der Sitzung déposéiert huet, sengem Wonsch geméiss am Juni géifen hei stëmmen. Ech mengen, datt dat e Wonsch ass, deen deckungsgläich ass mat der Positioun vun der Chamber, op d'mannst, wat meng Fraktioun ubelaangt.

Ech wëll awer, wat Griichenland ubelaangt, drun erënneren, datt ech am Dezember hei vu Griichenland geschwat hunn an datt dat eigentlech net zur grousser Excitatioun gefouert huet. All déi Saache si vläicht an den Debatten net genuch thematiséiert ginn. An et huet ee scho gesinn am Dezember spéitstens, et huet een et och scho virdru gesinn, datt d'Tauxen, zu deene Griichenland sech refinanzéiert, wäit aus dem Wee géife leie vun deenen, mat deenen Däitschland sech finanzéiert. An alles dat hätt eis eigentlech vill méi missen interpelléieren, wéi et eis interpelléiert huet.

Quoi qu'il en soit: Déi zwee Päck, de Lehman-Pak an de Griichenland-Pak, hunn dee Kollaps évitéiert a si hunn och op der Zäitschinn d'Saachen esou geluecht respektiv zäitlech berouegt, datt ee kann iwwert déi strukturell Reformen diskutéieren. Mä net nëmmen diskutéieren, se an Ugréff huelen an och ofschléissen an ëmsetzen. Wann déi Päck, déi en place gesat ginn no Lehman, wann déi Päck, déi en place gesat gi sinn no Griichenland, och de Kollaps op ville Plazen évitéiert hunn, wou e soss prévisiblement komm wär, a wann dat eis Zäit ginn huet, dann ass et net esou, datt déi Päck awer elo déi ultimativ an definitiv Léisunge kënne sinn an datt ee ka soen, datt vu datt déi Päck, déi jo eigentlech d'Geld vun enger Plaz op déi aner transferéieren, fir do Saachen ze stabiliséieren, esou gestréckt wären, datt ee kéint soen, mir brauchen elo keng strukturell Reformen.

Mir hunn dat diskutéiert hei am Kader vum État de la nation. Ech mengen awer, datt et wichteg wär, fir et nach eng Kéier hei ze ënnersträichen. Wa mer nämlech keng strukturell Reforme maachen elo an där Zäit, déi mer hunn, während déi Päck wierken, vun deenen ech geschwat hunn, da kommen déi nei Schockwellen, vun deenen eng Rei Leit vidrun hei geschwat hunn, insbesondere den Här Bausch, doudsécher. Et ass natierlech och net ausgeschloss, dat wëll ech och soen, datt anerer nach kommen, och wann déi Päck weidermaachen a wa mer strukturell Reforme maachen. Mä wa mer keng strukturell Reforme maachen, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg an Europa an doriwwer eraus, da komme ganz sécher nei Schockwellen.

A wann ee vu strukturelle Reforme schwätzt, dann ass et ganz sécherlech d'budgetär Konsolidatioun, ëm déi et geet, d'Reduktioun vun den Dépensen, d'Augmentatioun vun de Recetten - ech soen do näischt Neits - an och eng Rei Mesuren, déi sech ëm d'Fro vun der Kompetitivitéit dréinen.

Dat sinn alles alles Froen, déi mer am Mee hei debattéiert hunn. Duerfir wëll ech net nach eng Kéier hei alles dat widderhuelen, wat am Mee hei gesot ginn ass. Ech wëll just soen, datt déi Froen, déi mer hei debattéieren, sech och net am loftleere Lëtzebuerger Raum ofspillen an datt déi Froen, wat d'strukturell Reformen ubelaangt, sech och an anere Länner stellen.

Selbstverständlech, wéi ech gesot hunn, muss dat och mat neien Initiativen am Kader vun der Gouvernance économique goen. D'budgetär Politike musse sech rapprochéieren.

Och wat d'Steierpolitiken ubelaangt, sinn eng Rei Diskussiounen, déi ustinn. Et huet keen de Rapport vum Här Monti - respektiv deen elo dee gemaach huet, respektiv deen en amgaang ass ze maachen - iwwert de Rapprochement an der Steierpolitik hei ugeschwat, wou eng ganz Rei Iddien dra sinn, fir d'Steierpolitike vun de Länner ze rapprochéieren, wou et éischtens drëm geet, fir an deen Effort sech als Lëtzebuerg mat anzereien, mä zweetens awer och drëm geet, fir dee Spillraum, dee mer an der Vergaangenheet an deem Beräich haten, och nach an Zukunft weider ze notzen. Dat kënne mer och maachen, well nach wie vor a Steierfroen, wéi Der wësst, d'Regel vun der Unanimitéit besteet.

A wann ee vu Reglementatioun a Reguléierung schwätzt, dann ass et natierlech och esou, datt et drëm geet, déi Risikogeschäfter nei ze reguléieren, Stéchwuert „Leerverkäufe" an „CDSen". Ech mengen, datt ee gesinn huet, datt eng Initiativ vun engem Land eleng, och engem grousse Land an Europa, net alles do bréngt, an dat ënnersträicht - mengen ech - nach eng Kéier d'Utilitéit vun europäesche Léisungen, mä doriwwer eraus och d'Utilitéit vu weltwäit gültege Léisungen. Ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck, wann ech vun neie Steiere schwätzen.

Eng Zilrichtung, vun där ech och näischt héieren hunn hei, ass déi vun der Séparatioun an Zukunft - erëm an anere Juridictiounen, well mir eigentlech mat där Problematik net direkt befaasst sinn, mä well dat awer och eppes mat den Originë vun der Kris ze dinn huet -, d'Séparatioun vu sougenannten Investmentbanken a sougenannten normale Banken, déi emol bestanen huet an Amerika, déi am Iwwregen no der grousser Kris agefouert ginn ass an déi duerno erëm ofgeschaaft ginn ass.

Alles dat ass och eng Fro, déi G20-relevant ass an déi och an der Ursächlechkeet vun der Kris, notamment vun där Bankekris, eppes domadder ze dinn huet.

Datt et mat de Rating-Agencen net kann esou weidergoen, wéi et bis elo gaangen ass, schéngt mer hei eng Evidenz ze sinn. Ech froe mech, firwat mer eis dat eigentlech gefale loossen, datt all Kéiers vu Rating-Agencen d'Saachen innerhalb vu Stonnen op d'Kopp gehäit ginn. Et gëtt jo eng Rei Institutiounen. Et kann een déi elo gär hunn oder et kann ee se net gär hunn. Mä de Fonds monétaire international, d'OCDE, d'Weltbank an d'Europäesch Kommissioun hunn och eng ganz Rei ekonomesch Donnéeën a maachen och Prognose respektiv ginn och Elementer eraus vun Informatiounen, déi kéinten op d'mannst genotzt ginn, fir ähnlech Aarbechten ze maache wéi déi, déi d'Rating-Agencë maachen.

Dofir fannen ech, datt et definitiv net méi kann esou sinn, sech iwwert d'Rating-Agencen ze bekloen an ze soen: „Mir mussen déi elo zähmen." Am Iwwrege schéngt et mer net esou ze sinn, wéi wa mer eng an eiser noer Géigend hei lokaliséiert hätten. Mä ech mengen, datt net nëmme Lëtzebuerg, mä och anerer awer kéinten op déi Instrumenter zréckgräifen, déi se hunn - OCDE, Fonds monétaire, Weltbank an Europäesch Kommissioun - fir auszebauen a fir sech selwer Rating-Instrumenter ze ginn, wann een et dann net fäerdeg bréngt, déi, déi bestinn, ze surveilléieren oder ze reguléieren.

Wann ech virdru vum internationalen Ëmfeld geschwat hunn, dann ass et wierklech och do, wou d'Zukunft vun der Bankeplaz sech ofspillt. Wann Dispositiounen ugeduecht gi respektiv undiskutéiert ginn, ënner anerem zu Basel, datt d'Fonds propres vun de Banke mussen eropgesat ginn, da kann dat net neutral si fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz. An dat ass och net neutral an ass also eng Fro, mat där mer eis hei musse beschäftegen.

Wa Bankenabgaben oder Bankesteieren op de Fonds propres erhuewe ginn, ass dat och keng neutral Fro, wann een eng international Finanzplaz ass, wou eng ganz Rei vun de Banken - wann net souguer bal all d'Banken - vun auslännesche Mammenhaiser ofhängeg sinn. Et ass e bëssen eng diplomatesch Manéier, fir eng Problematik hei unzedeiten, déi relativ substanziell ass.

Wann ech soen, datt d'Zukunft vun der Bankeplaz sech och am internationalen Ëmfeld ofspillt, da kommen ech zu all deenen neien Iddien, déi ugeduecht ginn, fir nei Steieren - sief et Transaktiounssteieren, Spekulatiounssteieren, Ofgaben iergendwellecher Natur - anzeféieren. Wann ech soen nei Iddien, sinn déi Iddien eigentlech net nei, well se aus de 70er Jore kommen, Stéchwuert Tobin-Tax, a wann een d'Diskussioune suivéiert huet an der éischter Halschent respektiv an der Halschent vum leschte Jorzéngt, ëm 2005, da waren et och schonn deemools eng ganz Rei Initiativen, notamment vu Frankräich, Brasilien an aneren, fir och esou Taxen anzeféieren am Beräich vun der Entwécklungspolitik.

Alles dat sinn Diskussiounen, déi nach amgaang sinn. Mir si prinzipiell fir esou eng Steier. Mir mengen, datt se soll funktionéieren nom Principe du pollueur-payeur, deen ech net erfonnt hunn an deem heiten Zesummenhang, mä deen - mengen ech - de Michel Barnier genannt huet, an datt et drëm geet, iwwerzunne Risikogeschäfter ze belaaschten. Well wann een ursächlech no de Grënn vun der Kris kuckt, dann ass d'Kris zu engem groussen Deel doduerch entstanen, datt iwwerzunne Risikogeschäfter bedriwwe gi sinn. A wann een da seet, datt déi, déi mat ursächlech dru responsabel sinn, och solle mat bezuelen, dann ass et nëmmen normal, datt déi iwwerzunne Risikogeschäfter belaascht ginn.

Ech wëll an deem Zesummenhang soen, datt, wann ee Bankegeschäfter wëllt maache respektiv eng Bankenaktivitéit mam Nullrisiko wëllt behaften, da mécht ee keng Bankenaktivitéiten. Dofir hunn ech och vun iwwerzunnene Risiko geschwat, an ech erënneren drun, datt meng Fraktioun a Rieden hei op der Tribün am Dezember - mengen ech - och schonn iwwert de Mond vum Budgetsrapporteur respektiv vu mir selwer gesot huet, datt déi, déi e Mëttel-Risiko duerstelle respektiv e Mëttel-Risiko aginn, mëttel belaascht solle ginn, déi e grousse Risiko aginn, solle grouss belaascht ginn, déi ee Mega-Risiko aginn, solle ganz grouss a ganz zolidd belaascht ginn.

Ech schwätzen hei vun deene sougenannte Spekulanten, woubäi ech frou wär, wa mer eis och vläicht eng Kéier géife mat der Fro beschäftegen, wien dann déi Spekulante sinn. Et ass schick, flott an elegant haut, fir d'Spekulanten unzeprangeren. Ass eng Gesellschaft, déi international aktiv ass an déi e Change-Risiko huet an déi sech dogéint ofséchert, dat heescht, eng Entreprise, déi an Amerika an an Europa aktiv ass, eng Entreprise, déi also sech muss, wa se seriö wirtschaft, géint de Risiko vum Change ofsécheren - esou eng Entreprise, déi geet och där sophistiquéierter Geschäfter an där sophistiquéierter Kontrakter an -, ass eng Entreprise, déi sech géint de Risiko vum Change ofséchert, déi an Europa an an Amerika aktiv ass, e Spekulant?

Ech mengen, datt och all Mënsch kéint mat mer d'accord sinn, datt esou eng Entreprise net an déi Kategorie fält. Am Iwwregen huet de fréiere President vun der däitscher Zentralbank, den Här Pöhl, gesot, datt a sengen Aen dat, wat mer haut Spekulante géifen nennen, ganz vill Assurancen, Banken an Investmentfonge sinn - wäitgehend där sinn -, alles, wat gemenkerhand als éierbar Institutioune bekannt ass. Dofir muss een och vläicht emol e bësse méi am Detail hannerfroen, wien dann all déi béis Spekulante sinn. Ech plädéieren net derfir, fir se hei defiléieren ze loossen, datt ee mer se soll hei weisen. Mä ech mengen, datt ee mat Pauschalaussoen och net Léisunge fënnt, fir där Kris hei, mat där mer ze dinn hunn, Meeschter ze ginn. Mir mussen oppassen an deem Zesummenhang, datt mer net d'Kand mam Bued ausschëdde respektiv datt mer d'Hong, wat déi gëllen Eeër leet, datt mer deem den Hals ëmdréien.

Dat, wat ech soen hei, ass kee Plädoyer géint d'Regulatioun. Et ass kee Plädoyer fir eng Positioun, déi alles géif erlaben. Mä et kann awer och net sinn, datt mer de Gouvernail esou ëmgeheien elo, datt nodeem - fir vereinfacht a pauschal ze schwätzen - alles erlaabt war, op eemol alles verbuede wär. Et geet drëm, fir datt nach Aktivitéite méiglech sinn. Et geet drëm, déi total iwwerdriwwen Aktivitéiten ze verbidden. Et geet drëm, déi iwwerdriwwen Aktivitéite steierlech ze belaaschten a méi detailléiert ze reguléieren.

Wann ech op d'Steiere respektiv d'Besteierung vun iwwerzunnene Risikogeschäfter zréckkommen, da schéngt et jo esou ze sinn, datt hei eng Diskussioun amgaang ass ze entstoen, ob een déi soll EU-wäit aféieren oder ob een dat soll iwwert de Wee vum G20 maachen. Ech fannen et richteg, datt plädéiert gëtt fir eng EU-Léisung. Well, wann nämlech d'EU an déi international Gremië geet an net mat enger Stëmm schwätzt am G20, a wann net all Mënsch mat deem d'accord ass, da wësse mer jo, wat ka geschéien: Dat ass eis jo esou geschitt 2009. Well mir stoungen op eemol op enger groer Lëscht, ouni datt mer woussten, wéi et gaangen ass. Dofir: Datt d'EU mat enger Stëmm schwätzt,...

(Interruption)

…ass eppes ganz Normales. Mä op där anerer Säit mengen ech, datt – och, wann d'EU sech doriwwer eens gëtt - et awer wichteg ass, fir ze kucken, wat den Effet vun esou enger Besteierung ass.

Wat ass den Effet, zum Beispill, op Bankeplaze wéi Lëtzebuerg innerhalb vun der EU? Wann eng exklusiv Aféierung an der EU zur Konsequenz hätt, datt zum Beispill massiv Gelder géifen op Singapur ofwanderen, hu mer net vill geleescht. Dofir sinn ech duerchaus - wéi ech virdru gesot hunn - derfir, datt d'EU mat enger Stëmm schwätzt an no Léisunge sicht, déi sech an der ganzer EU kéinten entfalen.

Mä Lëtzebuerg - an de Finanzminister huet dat och gesot - ass nun eemol a Konkurrenz och mat Bankeplazen ausserhalb vun der EU: Ech hu Singapur genannt, de Finanzminister huet New York an Zürich genannt. Dofir ass och, mengen ech, keng Kontradiktioun dran, wann ee seet, mir plädéieren, datt d'EU mat enger Stëmm schwätzt, datt d'EU eng Léisung fënnt, déi sech kéint flächendeckend an der EU applizéieren, a wann een en même temps dofir plädéiert, datt d'EU op de G20 soll goen, fir do weltwäit dat duerchzesetzen. Obwuel ech eleng eng an der EU net total géif ausschléissen, kann ech mer se awer schwéier virstellen.

Mir hu gesinn am Beräich vun de Leerverkeef, wat eng Léisung vun engem eenzelen europäesche Land vun Effet huet, nämlech net ganz vill Effet, ausser am Land selwer. Ech schwätze vun där däitscher Léisung. Duerfir géif ech och zur Virsiicht mahnen hei. Et ass wichteg, datt am Kader vun deem G20, deen a Kanada elo stattfënnt, d'EU seet: „Voilà, dat ass dat, wat mir maachen." Wann et bis gemaach gëtt, solle mer eis nach eng Kéier zesummesetzen a mer solle ganz genau kucken, wou et higeet.

Am Iwwregen ass dat jo och eppes - an dat ass jo dann och an der Logik e bësse vun de Saachen, wat ech hei soen -, mir soe jo och an der Diskussioun vum Bankgeheimnis…, eent vun eisen Argumenter ass jo och do dat, fir ze soen: „Majo, mir sinn an enger Situatioun, wou zum Beispill Finanzplaze wéi d'Schwäiz musse mat agebonne sinn." Dofir fannen ech et och net anormal, datt mer an deem heite Beräich vun der Besteierung vun iwwerzunnene Risikogeschäfter och géifen higoen an déi nämlecht logesch Positioun géifen adoptéieren: nämlech an der EU matdiskutéieren, datt mer zu enger Léisung kommen, déi an der ganzer EU uwendbar ass, an zu gläicher Zäit umahnen, datt, ier et agefouert gëtt respektiv ier mer an déi operativ Phas ginn, mer nach eng Kéier ganz seriö sollen d'Saache kucken, och par rapport zu deene Finanzzentere ronderëm d'EU an och zu deenen, déi méi wäit ewech sinn, an deem Fall hei New York.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eigentlech nach op d'Fro vun der Spekulatioun agoen, hunn dat awer scho gemaach, a vu datt mer an der Zäitschinn vum Dag relativ avancéiert sinn, wollt ech dat dobäi beloossen.

Mäi Plädoyer, deen internationalen, ass sécher kee géint méi Regulatioun. Et ass e Plädoyer fir eng besser Regulatioun. Et ass awer och e Plädoyer, deen dohinner geet, datt et definitiv muss esou sinn, datt mer de Kasino mussen zoumaachen, datt mer net kënne weiderfueren - op ville Plaze vun der Welt -, alles an egal wat ze erlaben, well de Kasino huet sech net hei zu Lëtzebuerg ofgespillt, an déi grouss Risikogeschäfter sinn net hei zu Lëtzebuerg ofgeweckelt ginn.

Dat muss een einfach wëssen. Wann een international am Vergläich d'Aktivitéite kuckt, déi op der Lëtzebuerger Bankeplaz sinn an op anere Bankeplazen, dann ass d'Lëtzebuerger Bankeplaz eng éischter konservativ Bankeplaz - wann een esou wëllt -, wat d'Risikobehaftung vun hire Geschäfter ubelaangt, an et sinn aner Plazen, déi déi Risikoen aginn. Jo dofir, mir musse mat dozou bäidroen, datt de Kasino zougemaach gëtt. Et geet awer net drëm, d'Ekonomie en général, dann d'Bankeplaz en particulier esou ofzebremsen, auszebremsen, datt dat Ganzt näischt méi wäert ass.

Dat bréngt mech zu mengem zweete Punkt, dat sinn all déi méi national Aspekter: zweeten a leschte Punkt. Selbstverständlech - an et sinn eng Rei Virriedner, déi am Detail dorobber agaange sinn -, Lëtzebuerg ass eng Bankeplaz, Lëtzebuerg soll eng Bankeplaz bleiwen, mir mussen déi Bankeplaz ëmbauen, mir wëllen déi Bankeplaz awer och weider ausbauen. Iwwert déi Punkten do hu mer eis schonn hei op d'mannst zwee- oder dräimol ënnerhalen an deene leschte Méint.

Dofir wëll ech och mengem Frënd Claude Meisch an aller Frëndschaft soen, datt déi Syntheesdokumenter jo schonn eng Valeur hunn, andeem se d'Saachen zesummebréngen. Mä esou Aufsätz - a verstitt dat Wuert och net falsch -, déi bréngen eigentlech, wat d'Mesuren an d'Ausriichtung ubelaangt, net vill Neits. Et steet och net vill Falsches an Ärem Pabeier. Deen eenzege Problem, deen ech…

(Interruption)

…deen eenzege Problem, deen ech mat Ärem Pabeier hunn - ech kommen dorobber -, dat ass deen nämlechte Problem wéi den Alex Bodry.

Une voix.- Dir fannt en einfach…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Wann een eng Strategie huet, dann ass dat Schlaust, wat ee ka maachen, ze probéieren, seng Strategie ëmzesetzen, ouni datt ee coram publico jäizt, wat seng Strategie ass. Well d'Strategie kann och ganz séier verluer goen, wann ee jiddwerengem erkläert, wat d'Strategie ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat hätt dann net däerfen an deem Pabeier stoen?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dat heescht…

(Interruption)

Ech kommen zu e puer Saachen. Ech kommen zu e puer Punkten. Ech ginn op Äre Pabeier an. Här Meisch, ech hu gesot, datt Äre Pabeier dee Mérite huet, datt en alles oplëscht an datt et eng Synthees ass vu ganz villen…

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …Saachen, wou net vill Neits dran ass,…

M. Claude Meisch *(DP).*- Hätt dat elo net däerfe publizéiert ginn, oder wéi? Do widderspriecht Der Iech awer.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …mä och net vill Falsches dran ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir widderspriecht Iech awer.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Meisch…

M. Claude Meisch *(DP).*- Entweder ass et nei, an dann däerf et net publizéiert ginn. Mä wann et net nei ass, da war et jo scho bekannt.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Meisch, ech hunn Iech gesot, datt, vun all deene Saachen, déi drastinn - an dat wäert de Minister Iech och nach herno soen, wa mech net alles täuscht -, eng ganz Rei Saache scho gemaach ginn an eng ganz Rei Saachen d'Ausriichtung - an ech kommen am Detail dorobber zréck -…

Une voix.- Ech erënneren Iech drun.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …vun der Bankeplaz sinn. Et gëtt awer keen Dokument, wou d'Lëtzebuerger Regierung hir Gesamtstrategie duergeluecht huet vun der Bankeplaz. An ech plädéieren duerchaus derfir, datt mer déi Gesamtstrategie och an Zukunft net duerleeën, aus genau internationale Konkurrenzgrënn, déi den Alex Bodry och ugefouert huet. Dofir, wann ech soen, datt ech ee Punkt géif bedaueren un Ärem Pabeier, nämlech deen, datt en d'Strategie zu engem ganz groussen Deel révéléiert, dann enlevéiert dat näischt vun där Grondausriichtung…

Une voix.- Et geet just ëm Transparenz!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …vun deem - jo, mir hate gesinn, wou dat higefouert huet -, vun där Grondausriichtung, datt dee Pabeier…

Une voix.- Ma Transparenz!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …eng ganz Rei Elementer duerleet, déi schonn an der Ëmsetzung sinn. Et ass op där anerer Säit awer och keng zwéngend nei Iddi dobäi. Ech ginn Iech e puer, ech ginn Iech...

(Interruptions)

M. le Président.- ...den Här Schiltz huet elo d'Wuert. Lauschtert no, an da kënnt Der duerno jo nach eng Kéier d'Wuert och ergräifen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech ginn Iech e puer Beispiller. Et ass hallwer siwen, Här Meisch, an Dir waart jo bis elo net nervös, da bleift och elo e bëssen…

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech si roueg.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, mä Dir sot awer hei Saachen, ne.

Une voix.- Ech packen dat hei net.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech wollt Iech just soen, datt, wann ech Äre Pabeier esou kucken, da kommen ech net dolaanscht, ee Paragraph ze zitéieren, wat eng Lapalissade éischter Klass ass, an dat gefält bestëmmt dem Här Bettel och. Dir schreift: «Les bonnes questions devront être posées pour trouver les réponses qui cadrent le mieux avec les défis qui sont lancés, non seulement à notre place financière, mais également à notre économie, et in fine au pays tout entier.»

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech hunn nach keng besser Lapalissade héieren, wéi déi do, wëll ech wierklech soen.

Une voix.- Sot Dir.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dat ass de Schluss vun der Introduktioun vum Pabeier. Mä och, wann ech elo eenzel Kritikpunkten un Ärem Pabeier ubréngen an och de Fait bedauert hunn - wéi mäi Kolleeg Bodry -, dat Elementer vun der Strategie révéléiert ginn, da mindert dat awer net déi Mériten, déi de Pabeier huet, déi Der iwwerhéiert hutt respektiv volontairement wollt iwwerhéieren.

Dir sot zum Beispill - éischte Punkt -, datt mer missten hei zu Lëtzebuerg Hedge-Fongen unzéien. Dat ass amgaang ze geschéien! Dir sot zum Beispill, datt mer misste méi wäit goen, wat d'Éducatioun ubelaangt. Mir ginn am Ausland jalouséiert fir d'Qualitéit vun der Luxembourg School of Finance a mir kréie Kollaboratioune gefrot an allméigleche Länner. Dat geet vu sophistiquéierte Bankzentere bis zu Entwécklungslänner am Beräich vun der Luxembourg School of Finance.

Drëtte Punkt: D'alternativ Fongen ass eng Diskussioun, déi méintlaang amgaang ass. An dat ass evident, datt mer, wann déi Direktiv bis verabschit ass - elo am Parlament de Rapport, d'Diskussioun tëscht Conseil a Parlament -, datt Lëtzebuerg muss zu de „First moveren" gehéieren, dat heescht, déi Éischt, déi se ëmsetzen an de Spillraum notzen.

Véiertens: Dir schwätzt vun der Kommunikatioun. Ech froe mech - wann ee vu Kommunikatioun schwätzt -, s'il vous a par hasard échappé, datt de Freideg oder de Freideg aacht Deeg dee grousse Financial Forum stattfënnt hei zu Lëtzebuerg: Kommunikatiounsévénement éischter Klass.

Fënneftens, wëll ech Iech soen, datt an Ärem Pabeier eng Rei administrativ Elementer sinn, déi keng Plaz dran hunn. Ech mengen net, datt mer hei musse kucken, wie wou a wouhier kënnt, wa mer vu Strategië schwätzen.

Sechstens: De Guichet unique ass gutt, mä regelt net alles.

Siwentens: Dir sot, datt mer am steierlechen Ëmfeld näischt gemaach hätten. D'steierlecht Ëmfeld, éischtens, wëll ech Iech soen, stëmmt.

Zweetens wëll ech Iech soen, datt d'„exchange traded funds" steierlech entlaascht ginn an deem neiste Pak vu Mesuren, déi proposéiert ginn. An drëttens ass et och esou, wann Der de Pabeier mat de 56 Punkten oder 65 vun der Regierung - besser bekannt als „Krecké-Pabeier", mä en réalité de Pabeier vun der ganzer Regierung - liest, da sinn do och nach eng Rei steierlech Mesuren dran. An deem Sënn sinn dat alles Elementer, et deet mer leed, déi mer schonn hei diskutéiert hunn.

Ech hu selwer hei am Juli dëst Joer gesot, datt mer d'Bankeplaz missten nei orientéieren, zousätzlech Orientéierung misste kréien, datt mer missten innovéieren, datt d'Konkurrenz och äerdeg ass - an dat ass ebe just mäi Punkt mat der Strategie, datt et net vum selwe geet -, datt mer nei Geschäftsfelder bräichten, datt mer den Apport vu Finanzethik mat akademesch begrënnter a breet gestreeter Kompetenz misste verstäerken - dat sinn och Elementer, déi am Pabeier sinn; déi hunn ech hei am Juli ugefouert -, an datt et ëm d'Reputatioun och vun der Bankeplaz géif goen.

Zum Bankgeheimnis, mengen ech, hunn am Dezember vun dësem Joer de Kolleeg Thiel an ech selwer ad largum d'Positioun vun der CSV-Fraktioun duergeluecht. Ech bleiwen do bei deem, wat mer deemools gesot hu vum „level playing field", och à l'égard vum aneren, wat ech och elo gesot hunn, an d'Protektioun vun der Finanz.

Mir hunn och am Dezember, am Numm vun der CSV-Fraktioun gesot: Jo zu enger Politik fir d'Bankeplaz, déi d'Fongenindustrie stäerkt. Eng Politik, déi islamesch ausgeriichte Produiten ënnert d'Äerm gräift. Eng Politik, déi dozou bäidréit, datt d'Leit mat grousse Verméigen, déi vun hei aus verwalten, datt Fongen, déi uerdentlech reguléiert sinn an déi eng Plus-value duerstellen; „exchange traded funds", alternativ Fongen, Hedge-Fongen hei zu Lëtzebuerg eng Plaz hunn. Bref, eng Finanzplaz, déi op Exzellenz, Qualitéit an intelligent opgebaute Nischen opläit. All déi Saachen hu mer am Dezember hei diskutéiert. An deem Sënn war och meng moderat Kritik ze verstoen, datt an deem Pabeier, wat mech ubelaangt, net vill Neies géif sech dran erëmfannen.

Et ass richteg, datt mer weider mussen zolidd Efforte fir d'Bankeplaz maachen. Mir wëssen als Fraktioun, datt de Minister dat mécht. An ech wollt vun dëser Plaz aus soen, an en encouragéieren dat weiderzemaachen. An ech wollt, ech hu keng richteg gutt Zitater, mä ech hunn awer en Zitat vun der „dpa". Ech hunn en Zitat vun der „Deutsche Presseagentur", dat Folgendes seet: „Er war als einer der wenigen Beteiligten zu später Nachtstunde in der Lage, in klaren Worten den im Detail sehr komplizierten Kompromiss zu erklären". Dee Mann, deen d'Saachen esou gutt an esou kloer erkläert zu Bréissel, war de Finanzminister Luc Frieden.

Här Minister, fuert esou weider!

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dir wollt mer eng Fro stellen.

M. le Président.- Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wollt just nach eng Kéier, well ech ugeschwat gouf, kuerz awer meng Verwonnerung ausdrécken, datt ech op där enger Säit net verstinn, datt hei gemaach gëtt, wéi wann een iwwer eng Strategie fir d'Finanzplaz eigentlech just däerft mam Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerg schwätzen a mat soss kengem aneren, an op där anerer Säit gläichzäiteg, am selwechten Otemzuch, da behaapt gëtt, dat, wat an deem Pabeier, deen d'DP veröffentlecht huet, an deene Proposen, déi ech hei op der Tribün gemaacht hunn, dat wier alles kale Kaffi, well et wier scho laang gesot a laang geschriwwe ginn an den Här Schiltz an anerer hätten et op dëser Tribün och scho viru mir gesot. Dat ass e Widdersproch, an ech verstinn et net.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt een och op der öffentlecher Plaz iwwert d'Strategie fir d'Finanzplaz schwätzt. Net wéi mer dat richteg ëmsetzen, net wéi mer verhandele ginn, mä datt mer eis awer kloer Orientéierunge ginn, iwwert déi mer eis och eens maachen, an datt een och den Acteuren op der Finanzplaz dat dote ka mat...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dir wollt mer eng Fro stellen, oder?

M. Claude Meisch *(DP).*- …dat dote ka matdeelen.

Elo ass et emol u mir, Här Schiltz.

Dat war eis Intentioun. Gitt op den Internet e bësse sichen, da fannt Der ähnlech Pabeieren iwwert d'Schwäiz, Dir fannt ähnlech Pabeieren iwwer Groussbritannien. Déi schéngen do also méi transparent wëllen ze si wéi Dir dat hei fir eis Finanzpolitik wëllt hunn. Do hu mer op jidde Fall dann eng aner Approche.

Eis Approche war et op jidde Fall net, mat dëser Interpellatioun Parteipolitik wëllen ze maachen, soss hätte mer eng ganz aner gewielt. Eis Approche war et, Pisten, déi vläicht net alleguerten nei sinn, munch neier awer derbäi zesummenzefaassen, fir e Gesamtkonzept, fir emol eng Kéier no der Finanzkris kënnen den Ist-Zoustand ze dokumentéieren an nei Pisten ze développéieren an an de Raum ze stellen.

Ech hu selwer gesot, datt do net alles muss richteg sinn an datt dat lescht Wuert bestëmmt nach net geschwat ass, mä datt een dat dote mat deene responsabele Leit an der Regierung, mat deene responsabele Leit vun der Finanzplaz muss weider ausdäitschen, fir ze kucken zu engem méiglechst grousse Konsens ze kommen an zu enger gudder Ëmsetzung vun deem Ganzen ze kommen. Dat war eis Intentioun. An ech kann eigentlech elo nëmme mat Bedauere feststellen, datt e bësse probéiert ginn ass, finalement dann awer nach d'Parteipolitik an dës Interpellatioun eranzebréngen. Mä dat war net vun eiser Säit esou gewollt, Här President.

M. le Président.- Den Här Schiltz nach.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, ech verstinn net, firwat den Här Meisch sech évertuéiert, fir Désaccorden ze konstruéieren, déi net do sinn. Ech hu kloer, mengen ech, gemaach, datt de Mérite vun Ärem Pabeier dee wier, datt et eng Synthees vun enger ganzer Rei Elementer wier. Ech hunn awer och gesot, datt éischtens net vill Falsches géif drastoen, an zweetens net vill Neies géif drastoen, well eng ganz Rei respektiv bal all déi Elementer, déi drastinn, ausser vläicht dem Ombudsman, well déi Funktioun vun der CSSF wouergeholl gëtt, wier net esou vill Neies dran.

Zousätzlech hunn ech gesot - an ech mengen, dat hat de Kolleeg Bodry och virdru gesot, ouni datt et Iech immens vill opgereegt huet -, datt ee seng Strategie net géif no bausse verroden. Dat heescht, wa mir nei Geschäftsfelder erkunden, da geet et dach net, datt mer am éischte Stadium vun der Erkundung vun neie Geschäftsfelder der ganzer Welt matdeelen, wat mer vu Geschäftsfelder wëllen erkunden. Wa mer bis genau wëssen, iwwerall wou mer higinn, an et ass op deenen Elementer, wou...

M. Claude Meisch *(DP).*- Wou ass dat dann an dësem Pabeier gemaach ginn?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- ... wou ech meng Kritik ubréngen. Wa mer an der

Phas sinn, wou d'Saache kommerzialiséiert - oder communiquéiert ass dat méi richtegt Wuert - gi respektiv no bausse verdriwwe ginn, verdriwwe ginn am Sënn...

M. Claude Meisch *(DP).*- Am kommerzielle Sënn.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- ...am däitschen, am kommerzielle Sënn vum Wuert – Merci -, dann ass et evident, datt ee muss no bausse communiquéieren. Mä et muss awer erlaabt sinn, sech Froen ze stellen, wann ee Strategien, wat Pabeiere sinn, wou déi grouss Orientatiounen dra sinn, an déi Pisten, déi een eventuell wëllt aschloen, ob een déi schonn ex ante no bausse révéléiere soll. Well eng Strategie, déi een no baussen...

M. Claude Meisch *(DP).*- Wou ass dat da geschitt an deem Pabeier?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- ...eng Strategie, déi een no baussen... Et ass e strategesche Pabeier mat enger ganzer Rei Proposen, déi Dir...

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt elo grad Punkt fir Punkt opgezielt...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- ...mat enger ganzer Rei Proposen, déi Dir maacht, déi entweder - ech soen Iech et nach eng Kéier, fir d'siwwenzéngt - net nei sinn, oder awer wou Der amgaang sidd Strategien no baussen ze droen. An et muss erlaabt si vu Säite vun de Majoritéitsparteien ze soen, datt et vläicht net onbedéngt déi beschte Manéier wier, ex ante seng Strategien ze verroden. Zielt net op mech elo nach, fir Iech hei honnert Prozent ze soen, wou ech géif mengen, datt déi strategesch Elementer wieren, déi geféierlech sinn. Well da géif ech jo genau dat nämlecht maache wéi dat, wat Dir maacht. Mä där sinn natierlech eng ganz Rei dran, an dat maacht Der mer och net falsch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann Dir et sot.

M. le Président.- Gutt, Merci dem Här Schiltz, an elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, déi Debatten hei sinn zënter bal véier Stonnen amgaang, an duerfir mengen ech ass et den allgemenge Wonsch vum Parlament, datt d'Regierung sech kuerz zu deenen eenzelne Punkten nëmmen ausdréckt. Ech kéint natierlech déi 70 Minutten, déi der Regierung zoustinn, gebrauchen, well de Sujet ass sécherlech esou wichteg, datt ee villes zu deene Saache misst soen.

Ech wëll hei ausdrécklech nach eng Kéier soen - och dem Interpellant, dem Här Meisch, mat deem ech op breede Strecken, wann net souguer a bal allem, wat e gesot huet, am totalen Accord sinn -, datt fir d'Regierung d'Finanzplaz als de Pilier vun der Lëtzebuerger Ekonomie, deen en termes vu Recettes fiscales enorm wichteg ass, total zu där Finanzplaz steet am Sënn, datt se d'Rahmebedingungen esou wëllt gestalten, datt déi Finanzplaz sech och weider kann entwéckelen, weider kann Aarbechtsplazen erhalen an Aarbechtsplaze schafen, an och datt se sech ka weiderentwéckelen an engem changéierenden internationalen Émfeld.

Ech begréissen och, datt dee Sujet hei op Demande vun der Demokratescher Partei zu enger Debatt an der Chamber ginn ass, wou ech och feststellen, datt déi Debatt am Fong op de grousse Linnen - och an all den Aussoe vun de Fraktiounssprecher - eng Iwwereneestëmmung fonnt huet.

Ech begréissen och dee Pabeier, deen d'Demokratesch Partei am Virfeld publizéiert huet. Villes vun deem gesinn ech als eng Ënnerstëtzung vun där Politik, déi d'Regierung mécht. Et sinn déi eng oder déi aner Pisten dran, déi soll ee mat an d'Reflexioun huelen, déi een amgaangen ass ze maachen an déi een ëmmer erëm muss nei maachen. Et gëtt net eng Strategie fir d'Finanzplaz, an da mécht een d'Buch zou an dann huet een déi Aufgab gemaach.

Ech sinn zënter enger Rei Joren zoustänneg an der Regierung, a successive Regierungen, fir d'Finanzplaz. Ech stellen ëmmer erëm fest, datt ee muss d'Strategie fir d'Finanzplaz adaptéieren, an ech mengen - an duerfir ass d'Debatt elo richteg -, datt een déi Strategie elo muss adaptéieren, well duerch d'international Finanzkris, duerch G20, duerch nei Regulatiounsthemen och eis Finanzplaz sech anescht duerstellt. Duerfir ass déi Strategie, déi ee virun der Kris gemaach huet, net onbedéngt déi nämlecht wéi déi, déi ee muss fir no der Kris maachen. An duerfir ass dat eng richteg Démarche.

Sou e Pabeier souwéi och déi aner Iddien, déi, hunn ech gesot, huelen ech mat an déi Reflexioun, déi mir an der Regierung maachen. Mir maachen déi an der Regierung net eleng. Ech war ëmmer der Meenung, datt eng vun de Stäerkte vun eiser Finanzplaz wär, datt d'Regierung, déi zesumme mam Parlament d'Rahmebedéngunge mécht, an enker Concertatioun mam Privatsecteur déi do Saachen diskutéiert.

Duerfir hunn ech an dëser Legislaturperiod e sougenanntenen Haut Comité de la Place financière an d'Liewe geruff, deen am Fong all d'Haaptacteure vun der Finanzplaz an engem konsultativen Organ zesummesetzt, deen ech selwer presidéieren, well ech och gäre géif héieren: Wou sinn nei Besoinen? Wou sinn nei Problemer? Wéi kënne mer déi adequat begleeden?

An deem Haut Comité de la Place financière hu mer och décidéiert, datt mer eng Zort Veille réglementaire maachen, dat, wat hei och proposéiert ginn ass, nämlech fir ze kucken: Wat geschitt op anere Finanzplazen? Wann do Ännerunge kommen, verlaangt dat, datt mir och eng Änderung maachen? Oder soe mir: Déi do Ännerung maache mir net? Fir ëmmer erëm konkurrenzfäeg ze sinn. Dat ass eng Démarche, déi ech och wëll weidermaachen. Dat ass also am Fong en Organ, wat mer als Groupe de travail innerhalb vun deem Haut Comité de la Place hunn, datt een dat nach kann e bëssen ausbauen, e bësse professionaliséieren.

Do deelen ech och d'Meenung vum Interpellant. Ech mengen, datt dat wichteg ass, well mir si jo eng Finanzplaz, déi - an dat ass e groussen Ënnerscheed mat villen anere Finanzplazen - international orientéiert ass. Déi Banken, déi hei sinn, sinn net wéinst dem Lëtzebuerger Marché hei, op d'mannst de Gros vun hinnen net, mä déi sinn hei wéinst dem internationalen Ëmfeld.

Staark Ënnerstëtzung also vun der Regierung fir d'Entwécklung vun der Finanzplaz, wéinst hirem ekonomeschen, fiskaleschen, aarbechtsmaartpolitesche Impakt.

Dat heescht awer och, staark Ënnerstëtzung vun der Regierung fir all Secteure vun der Finanzplaz. Et ass eng méi diversifiéiert Finanzplaz. Mir hunn doranner d'Gestion de patrimoine, mir hunn de Private Banking. Dee muss ee weider ausbauen, well et gëtt nun eemol e Besoin vu Leit, fir hir Suen op eng professionell Aart a Weis géréiert ze kréien, mat internationale Produkter.

Ënnerstëtzung fir den Développement vun der Fongenindustrie, Ënnerstëtzung awer och fir Secteuren, déi de Mëtteg hei net esou genannt gi sinn, déi awer och vill Aarbechtsplaze schafen. Dat ass dee ganze Segment, dee mer viru Joren agefouert hu vun de sougenanntene Professionnels du secteur financier, wat eng ganz Rei vu Beruffer sinn, déi reglementéiert sinn an déi domadder e bëssen als Zulieferer vun dem Finanzsecteur komm sinn an déi ganz vill och Méiwäert hei zu Lëtzebuerg schafen.

Dat sinn do derniewent och Consulting-Firmen, Fiduciairen, Affekoten, Étuden. Alles dat huet déi Finanzplaz an engem Know-how zesummebruecht, deen en Atout ass par rapport zu auslännesche Plazen, déi sech eréischt am Opbau befannen, well dat kann een net vun haut op muer maachen.

Och, mengen ech, ass et wichteg, datt mer eis Bourse verstäerken. Och dat ass e substanziellt Element vun enger Finanzplaz. Och déi ass an engem Ëmfeld, wat ännert. An de Stat huet do e groussen direkten an indirekten Actionnariat. Duerfir musse mer kucken, datt déi Bourse eng attraktiv Bourse bleift fir eng Rei spezialiséiert Aktivitéiten. A selbstverständlech gëllt dat och fir d'Assurancen an d'Clearing-Aktivitéiten. Déi ganz Lëscht, fir Iech nëmmen ze soen, datt ech mengen, datt mer eng diversifiéiert Finanzplaz brauchen, mat ville Pilieren, an datt jiddweree vun deene Piliere muss a soll ënnerstëtzt ginn.

Zwee Wierder awer vläicht zum Private Banking an zu de Fongen, well am Kontext vum Private Banking natierlech déi ganz Diskussioun ronderëm d'Bankgeheimnis kënnt. Et ass hei an haut net d'Plaz, fir do nach eng Kéier elo am Detail op all Aspekter anzegoen. De Punkt ass just, datt een déi Debatt net dierf nëmmen dorop limitéieren, ob mir fir oder géint d'Bankgeheimnis sinn. An ech mengen, datt de Gros vun de Lëtzebuerger, hei am Parlament vertrueden, éischter do derfir sinn.

D'Fro, déi mer eis éischter musse stellen, ass: Wat ass den Impakt op eist Land an Terme vun Image, an Termen och fir nei Clienten ze kréien, vun engem System, deen de Gros vun deenen anere Länner net huet an deen eis ëmmer erëm, ob mir et wëllen oder net, an eng Defensiv dréckt? Dat ass déi Fro, déi mer och mussen, wa mer alles op eng Wo leeën, an de Vir- an Nodeeler vun deem Bankgeheimnis gesinn.

Et ass net d'Intentioun vun der Regierung, fir kuerzfristeg deem staarke Wonsch vun deenen anere 25 Partner an der Europäescher Unioun nozeginn an d'Bankgeheimnis ofzeschafen. Et ass awer och net d'Intentioun vun der Regierung, fir all Propositioun, déi op den Dësch kënnt, einfach ofzeblocken ouni Argumenter. Mir hätte gären an Europa eng sachlech Debatt. Mir hoffen, datt mer déi Debatt kréien. D'spuenesch Présidence huet dat e puermol versicht, mat awer Texter, déi net d'Zoustëmmung fonnt hu vun der Lëtzebuerger Regierung. Duerfir hu mer bis elo och an deem Dossier kee Progrès gehat.

Ech mengen, datt d'Banken déi nächst dräi, véier, fënnef Joer mussen intensiv derfir benotzen, do, wou d'Bankgeheimnis an deem aktuelle System menger Meenung no op jidde Fall bestoe bleift, fir nach weider a Qualitéit an Know-how ze investéieren, fir de Clienten dee beschte Service, konkurrenzfäege Service - do spillt och de Käschtepunkt, de Präis eng Roll - kënnen ze ginn.

En fait ass déi Debatt jo net nei, an den Här Meisch huet zu Recht dorop higewisen, datt mer zu Feira eppes agelaut hunn, quitte datt mer d'Événementer vum leschte Joer net konnte virausgesinn. D'Kris hu mer net virausgesinn an de G20 hu mer net virausgesinn. Mä vill Banken hunn zënter 2005, wou d'Quellesteier agefouert ginn ass - dat sinn awer ëmmerhin elo scho fënnef, sechs Joer hier – ugefaangen, och d'Berodung vun der Clientèle anescht ze gestalten an d'Bankgeheimnis méi als Schutz vun der Privatsphär wéi als iergendeppes aneschters dohinnerzestellen. An ech mengen, dat ass eng Démarche, déi amgaangen ass. Dat ass eng Démarche, déi weidergeet.

Ech mengen, datt de Schutz vun der Privatsphär an der Gestioun vum Patrimoine och an der Zukunft wichteg bleift. Et gëtt eng Rei Gebidder, wou d'Privatsphär wichteg ass, an d'Geld ass fir vill Leit ee vun deenen Deeler. Deen ass och besonnesch wichteg fir Leit, déi vu méi wäit ewech kommen, also och an der Acquisitioun vun neier Clientèle ass dat ganz wichteg.

Duerfir, mengen ech, ass et net d'Intentioun vun der Regierung, do kuerzfristeg „Jo" ze soen zu allem, wat op den Dësch kënnt, mä éischter zu deene Prinzipien ze stoen, déi mer hunn, awer déi Prinzipien an enger Evolutioun ze gesinn - dat ass eng international Evolutioun -, an duerfir och genee eis ëmmer erëm ze concertéiere mat anere Länner, fir ze kucken, wat do geschitt. Eng pur Haltung vu Refus schuet eisem Image a mécht et schwiereg, nei Clienten ze kréien.

Och muss ee jo gesinn, datt eng Rei vun unilaterale Moossnamen an anere Länner - Stéchwierder: Amnestie, Datenklau - och d'Realitéit vum Bankgeheimnis, ob mir dat wëllen oder net, natierlech fir d'Clienten anescht dohinnergestallt hunn, an och dat muss een an enger Evaluatioun vum Bankgeheimnis mëttelfristeg berücksichtegen. Mä generell bleift, datt mir mengen, datt e gewëssene Schutz vun der Privatsphär am Kontext vum Private Banking noutwendeg ass. An duerfir wäerte mer eis och an Europa asetzen.

Mä dat schléisst net aus, datt een och muss sécherstellen, datt déi Leit Steiere bezuelen. Duerfir ass d'Iddi vun enger Quellesteier, an notamment vun enger europäescher Quellesteier, eng, déi d'Regierung weider wëllt op europäeschem Plang an der Diskussioun halen.

Wat d'Fongen ubelaangt, esou géif ech just stéchwuertaarteg och do soen, datt et evident ass, datt mer mussen do eng Leadership-Positioun behalen, datt een déi och doranner behält, datt mer wëlle schnell déi Direktiven, déi an Europa diskutéiert ginn, mat staarker Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg, och dann ëmgesat gesinn. Dat gëllt net nëmme fir d'Direktiv vun den alternativen Investmentfongen, vun deenen hei de Mëtteg Rieds gaangen ass. Dat gëllt natierlech an éischter Linn emol fir d'Direktiv UCITS IV.

An et ass d'Intentioun vun der Regierung, wann et eis geléngt, wann all déi Règlements d'exécution zu Bréissel ugeholl sinn, fir virum Summer, soss awer am September, dee Projet de loi an der Chamber ze déposéieren. Ech mengen, dat wär wichteg. Mir hunn eng Schlësselroll am Beräich vun de Fongen. Mir mussen déi och behalen a mussen déi nei Méiglechkeeten aus der UCITS IV-Direktiv eraushuelen.

An deem Kontext och, mengen ech, musse mer och ëmmer kucken, wat d'Konkurrenz mécht. An deem Kontext war et eis duerfir och wichteg, do konkurrenzfäeg ugepasst ze sinn. Engersäits, wat de Statsminister hei annoncéiert huet, andeem datt mer déi sougenannt ETF-Fongen, déi hautdësdags virun allem an engem anere Land an Europa opgeluecht ginn, wat en neie Produkt ass, datt mer dee vun der Taxe d'abonnement zu Lëtzebuerg entbannen.

Mä et ass och d'Intentioun vun der Regierung, fir Elementer, déi an der UCITS IV-Direktiv virkommen, nämlech d'Fusioun vu Fongen, déi méiglech ass, fir déi steierlech neutral ze gestalte respektiv déi nei Zort vu sougenanntene Master-Feeder funds, am Fong Duechtergesellschafte vu Fongen, wann een dat einfach kann esou ausdrécken, datt och déi esou besteiert ginn, datt dat net zu enger Méibesteierung féiert. Also och do kucken, d'Rahmebedéngungen esou ze gestalten, datt dat steierlech zu Lëtzebuerg och eng Entwécklung méiglech mécht. Dat wëlle mer an deem neie Fongegesetz dann och alles mat abauen. Dat ass also en Objectif, wat mer kuerzfristeg hunn.

Generell gëllt, mengen ech, datt d'Steierlandschaft muss esou sinn, datt ee par rapport zu Konkurrenzzentren attraktiv bleift. A wann ech och bal op allem mam Här Meisch de Mëtteg d'accord war, esou sinn ech net domat d'accord, wann e gesot huet, datt dat, wat mer elo am Kader vum Defizit-Reduzéierungsprogramm gemaach hunn, der Finanzplaz géif massiv schueden.

(Interruption)

All déi Propositiounen, all déi Iddien, déi zirkuléiert sinn, hu mer ëmmer iwwerpréift, ob mer net iwwert d'Nopeschlänner géife kommen. Duerfir hu mer, contrairement zu deem, wat Verschiddener vläicht wollten, weder Steieren op de Betriber eropgesat nach bei de Persounsbesteierunge Steiersätz gemaach, déi méi héich si wéi déi op anere Finanzplazen. Et gëtt keng Steier, déi agefouert ass, déi eis op e System setzt, deen eis an eng negativ Konkurrenz par rapport zu anere Plaze setzt.

Mä grondsätzlech sinn ech mat Iech d'accord, datt een ëmmer muss kucken, datt d'steierlecht Ëmfeld esou bleift, datt och international Aktivitéiten heihinnerkommen. De Bankesecteur huet déi Particularitéit zu Lëtzebuerg, wéi gesot, datt en net un d'Lëtzebuerger Ekonomie gebonnen ass, mä datt e vun hei aus seng europäesch Aktivitéite mécht. Duerfir si mir och am steierlechen, mä och an anere Beräicher an enger enormer Konkurrenz natierlech mat Plaze wéi London, Dublin, Zürich, wat och seriö Finanzplaze sinn, a mir mussen ëmmer kucken, wat do geschitt. Mir kënnen eis also keen Alleingang an der Steierlandschaft generell erlaben.

De juristesche Kader muss generell ëmmer erëm adaptéiert ginn. Doriwwer wär villes ze soen, mä dat loossen ech hei ewech. Et ass awer d'Intentioun vun der Regierung, ëmmer erëm d'Regelwierk ze adaptéieren, do, wou dat noutwendeg ass. Dat hu mer och gemaach, duerfir klappt dat och gutt. Mir mussen eis och an deem Kontext beméien, fir datt den Investisseur, de Client am Mëttelpunkt steet.

Ech mengen, datt déi ganz Diskussioun ronderëm de Schutz vum Invest och no der Kris méi wichteg gëtt wéi virdrun. Vill Leit sinn a Produkter erageklommen, déi se effektiv net bis an de leschten Detail verstanen hunn. An duerfir muss ee kucken, datt ee Produkter an Zukunft huet, wou et nach besser wéi an der Vergaangenheet séchergestallt gëtt, datt deen, deen dran investéiert, och allerdéngs deen, deen de Produkt opleet, genee weess, wat e mécht.

D'Approche clients ass also extrem wichteg. An deem Kontext och musse mer eng nei Reglementatioun maachen iwwert d'Garantie de dépôt. Ech hunn déi e bëssen zréckbehalen, well d'Europäesch Kommissioun elo nach eng Kéier wëllt mat neie Propositioune kommen. Ursprénglech hat ech virgesinn, mäi Projet de loi iwwert den Einlagenschutz virum Summer ze déposéieren. Ech mengen, datt ech dat zréckhalen, fir déi neiste Propositioune vun der Kommissioun kënnen ze analyséieren.

Mä mir mussen och kucken am Beräich vun der Supervisioun, datt och do séchergestallt gëtt, datt, net nëmme wéi hei ugemahnt, all déi Autoritéiten am Land zesummeschaffen, mä och op europäeschem Plang besser zesummeschaffen. Ech mengen, wat mer do no der Kris op europäeschem Plang diskutéiert hu mat deenen eenzelnen Organer, déi iwwerwaachen, datt dat an déi richteg Richtung geet.

Mir brauchen dann och zu Lëtzebuerg nei Clienten an nei Marchéen. D'Regierung ass extrem intensiv dorëm beméit, fir op nei Marchéen ze goen. Dat heescht net, déi al vernoléissegen, mä déi sëlleche Missiounen, déi de Wirtschaftsminister an ech maachen a verschiddenen Deeler vun der Welt, wou mer fréier net esou higaange sinn, sief dat d'Golfstaten, sief dat Asien, sief dat Latäinamerika, sief dat Deeler vun Osteuropa, do sinn nei Marchéen um Entstoen, an do musse mer e Stéck kréien.

Den Intérêt, dee kierzlech eng indesch Bank gewisen huet, interessant Gespréicher, déi ech gëschter mat enger chinesescher Bank hei zu Lëtzebuerg hat, alles dat indiquéiert, datt mir eng Adress an Europa sinn, déi déi nei wuessend Ekonomië fannen, an do musse mer intensiv dru schaffen. An dat verlaangen ech och, datt ee mat deene Leit ëmmer erëm muss am Kontakt sinn.

D'Finanzplaz huet menger Meenung no eng grouss Zukunft zu Lëtzebuerg, mä et muss een ëmmer erëm se nei opstellen. An an deem Kontext natierlech musse mir méi attraktiv si wéi déi aner. Mir mussen eis un europäesch Regelen halen, well soss kënnt kee bei eis. E kënnt natierlech bei eis wéinst de Regelen. E kënnt awer och bei eis wéinst der Stabilitéit, wéinst der Sécherheet, där physescher an där juristescher. All déi Aspekter sinn och Atoutë vun dësem Land, déi et gëllt mat alle Mëttele weider ze verteidegen.

D'Reguléierung natierlech spillt do eng Roll. Ech mengen, datt déi Reguléierung net dierf zu enger Iwwerreguléierung féieren. Och wann dat „in" ass, fir derfir ze plädéieren, datt elo alles muss reguléiert ginn, esou wëll ech just hei eppes rappeléieren. De Finanzsecteur ass mat dee reguléiertste Secteur vun der Ekonomie. Schonn haut, wann ech kucken, wéi vill Texter mir hunn am Finanzministère, déi sech applizéieren op d'Banken, a wéi wéineg et der gëtt bei villen anere Secteure vun der Ekonomie, da war dat ëmmer e reglementéierte Secteur.

Wat also elo muss gemaach ginn: Et muss gekuckt ginn, ob net verschidde Produkter, déi iwwerméisseg komplex oder iwwerméisseg ontransparent waren, ob een déi net muss aneschters gestalten. An do ass d'Beispill, wat hei de Mëtteg och zitéiert ginn ass, vun den Hedge-Fongen, e gutt. Den Hedge-Fong u sech, mengen ech, ass net esou de Problem, mä et ass méi déi Ontransparenz, déi e charakteriséiert, déi oft e Problem ass. Déi Direktiv, déi mer am Conseil vun de Finanzministere virun zwou, dräi Wochen ugeholl hunn, mengen ech, ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. A mir hoffen, datt d'Europäescht Parlament dat och esou gesäit. An déi Diskussioun, déi d'Parlament elo doriwwer muss féieren: Mir sinn do an der Codécisioun tëschent dem Conseil an dem Parlament.

Mir mussen d'Ratingagenturen anescht iwwerwaachen. D'Europäesch Kommissioun huet Iech Propositioune gemaach. Ech mengen ze wëssen, datt d'Europäesch Kommissioun an deenen nächsten Deeg nach eng Kéier Propositioune mécht, fir notamment och ze kucken, ob net déi europäesch Supervisiounsautoritéit muss Méiglechkeete kréien, fir anzegräifen, wa falsch Bewäertunge gemaach ginn.

Et ass nun eemol e Fakt, datt een ee brauch, deen ee bewäert. Et gëtt also net ganz vill Alternativen dozou. Ob een eng Kéier an Europa och esou eng kéint kréien, dat wär eise Wonsch, mä déi kann een net einfach esou décrétéieren. Nach muss een dat maachen. Déi hu sécherlech an der Kris eng schlecht Roll gespillt. Mä et huet och nach keen en alternative Modell zu enger Bewäertung vu baussen, Bewäertung vun den Entreprisen a Bewäertung vun de Staten, fonnt.

Wat also noutwendeg ass, datt d'Kritären, no deene bewäert gëtt, transparent ginn an datt een déi kann iwwerwaachen. Dat muss d'Aufgab sinn; déi Ratingagenture mussen an Zukunft iwwerwaacht ginn. Dat hu mer schonn décidéiert an Europa, a wann déi an engem Land aktiv ginn, oder wann et do eng gëtt, da muss och all Land eng Autorité de surveillance nennen. Zu Lëtzebuerg ass dat evidenterweis d'CSSF. Mä, wéi gesot, et gëtt keng, déi zu Lëtzebuerg sech bis elo etabléiert huet. Dat ass awer och vläicht e Créneau, un deem Europa wéi gesot muss schaffen.

Mir brauchen nei Regelen, wat d'Kontabilitéit ubelaangt. Déi kuerzfristeg Bemiessungsgrondlag vun dem Wäert vu Participatiounen, déi d'Banken hunn, déi ass net gutt. Doriwwer diskutéiere mer intensiv. Dat ass en fait eng technesch Debatt, mä mat engem enorme politesch-ekonomeschen Impakt. Duerfir, déi IAS-Regele musse reforméiert ginn, fir datt dat Strukturellt, dat Mëttel-, dat Laangfristegt méi bewäert gëtt wéi just de kuerzfristege Maartwäert. Mir mussen d'Derivative besser reglementéieren.

Duerfir, mäi Punkt ass einfach an där Oplëschtung, fir Iech ze soen, datt ech net mengen, datt mer elo mussen op eemol alles reglementéieren, well de Gros ass reglementéiert, mä datt et punktuell Saache gëtt, déi méi transparent a manner risikoräich musse gestalt ginn.

An et ass och an deem Kontext, wou ech d'Diskussioun ronderëm eng Finanztransaktiounssteier gesinn. Déi Debatt kann een einfach beäntwerten, andeem ee seet: Mir si fir eng Bankebesteierung. Domat ass ee sécher, datt een d'Zoustëmmung vun 99% vun den Europäer huet. Mä et huet een domadder kee Problem geléist. Et gehéiert zum gudden Toun, fir ze soen: D'Banken - an dat ass och richteg - hunn eng Koresponsabilitéit, hunn eng grouss Responsabilitéit, besonnesch déi amerikanesch, um Ufank vun där Kris. Also musse se och mat finanzéieren.

De Punkt ass awer, datt all déi Debatten, déi elo do gefouert ginn, ganz ënnerschiddlech Ziler hunn. An duerfir, mengen ech, muss ee fir d'Éischt kucken, wat fir en Zil een huet. Wëllt een, datt d'Finanzindustrie méi Steiere bezilt, oder wëllt een duerch esou eng Finanztransaktiounssteier, datt verschidde risikoräich Geschäfter méi schwéier gemaach ginn?

Wann een dat Éischt wëllt, da geet et duer, datt all Land décidéiert, säi Steiersaz op de Banken oder op verschiddenen Aktivitéite vun de Banken ze héijen. Wann een dat Zweet wëllt, fir verschidden Aktivitéiten, déi risikoräich sinn an déi Problemer der Weltekonomie geschaf hunn, wann een déi wëllt méi schwiereg maachen, dann ass ee fir eng Finanztransaktiounssteier. Ech muss Iech soen, datt ech largement fir eng Finanztransaktiounssteier sinn, konzentréiert op héich spekulativen, risikoräichen Transaktiounen.

Elo hu mer awer eng Debatt an Europa am Fong iwwer véier Steieren. Éischtens eng Finanztransaktiounssteier, wat eng Zort TVA op verschiddenen Transaktiounen ass. Eng Finanzaktivitéitssteier, déi am Fong op de Finanzaktivitéiten au sens large gemaach gëtt. Dann hu mer eng Diskussioun iwwer eng Bankesteier, déi an den Ae vun der Kommissioun, oder vum Här Kommissär Barnier, virun allem soll an e Fong gemaach ginn. Aus deem Fong géif een da Banke retten, wéi mir dat zu Lëtzebuerg och bei zwou Banke gemaach hunn an der Kris 2008. An da gëtt et nach eng véiert Theorie, dat sinn déi Leit, déi soen, mir héijen einfach de Steiersaz op de Banken tout court, a finanzéieren domadder eis Budgetsdefiziter, déi mer fir de Moment hunn.

Déi Debatt ass bis elo an Europa an am Finanzminister-Conseil net am Detail gefouert ginn. Ech mengen, datt et an deem Conseil e Konsensus gëtt, datt mer an der Besteierung do eppes musse maachen. Mä ech mengen net, datt een dat alles kann zesumme maachen. Et muss een och nach am Hannerkapp hunn, datt mer zugläich och eng Diskussioun féieren iwwer nei Eegekapitalregele bei de Banken. An alles dat zesummen däerf net dozou féieren natierlech, datt herno de Konsument, oder deen, deen d'Prête bei d'Bank maache geet, datt deen de Käschtepunkt vun all deem dote bezilt. De Risiko besteet!

An duerfir ass d'Approche vun der Lëtzebuerger Regierung éischter, fir ze soen, mir si favorabel zu enger Finanztransaktiounssteier, déi soll de Risque bei verschiddenen Transaktioune méi kleng maachen, se e bëssen découragéieren, doduerch datt een dat besteiert. Esou eng Steier mécht kee Sënn, wann een déi zu Lëtzebuerg eleng géif maachen. Mir sinn d'accord, wann een déi géif maachen an Europa, à condition datt all d'Länner vun Europa do géife matmaachen. Mir sinn der Meenung, datt mer op de G20 als Europäer musse goe mat enger Stëmm schwätzen. Mä wat mer nach net an Europa décidéiert hunn, dat ass, ob mer an Europa esou eng Steier aféieren, wann nom G20 gesot gëtt, datt grouss international Plaze wéi Amerika oder Asien net do matmaachen.

Ech mengen, datt, wann New York - duerfir hat ech New York an engem Interview genannt - net matmécht, datt et da ganz schwiereg wäert ginn, an Europa eng Majoritéit oder eng Eestëmmegkeet ze kréien, fir esou eng Steier an Europa anzeféieren. Eng Plaz wéi London, déi an direkter Konkurrenz ass mat New York, gesinn ech schwiereg zoustëmmen enger europäescher Steier, wann New York net matmécht. An ech gesinn eis net zoustëmmen, wa London net matmécht.

Duerfir mengen ech, muss een dat global gesinn. Wann déi 27 à l'unanimité e puer Finanzprodukter fannen, wou se esou eng Steier wëllen aféieren, da fënnt dat d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung. En Alleingang wäerte mer net maachen, an ech gesinn et souwisou generell schwiereg, datt Europa et mécht, wann Amerika et net mécht.

Dat heescht net, sech hannert d'Amerikaner verstoppen. Dat heescht, offensiv op de G20 goen. D'Présidence, déi spuenesch Presidentschaft wäert dat do virbréngen. Mä mir hunn d'Debatt nach net gefouert, an duerfir sinn déi Froen, déi virdru gestallt gi sinn, notamment vum Här Meisch och - op wat soll dat genee gemaach ginn, mat wéi engem Taux, wat geschitt da mat deenen anere Steieren? -, déi Froe sinn net am Detail diskutéiert.

Wat mer awer och gemaach hunn, dat ass, datt mer emol gefrot hunn, de „Financial Stability Board", dee vum italieneschen Zentralbankchef presidéiert gëtt, ze kucken, wat den Effet ass vun all deenen dote Moossnamen op d'Bankenaktivitéit, y compris d'Erhéijung vum Eegekapitalniveau, dee staark d'Ennerstëtzung vun der Europäescher Zentralbank huet, fir ze kucken, wat geschitt, wa mer dat do alles nieftenee maachen, fir de Käschtepunkt, deen herno eventuell répercutéiert gëtt op d'Clienten. Duerfir muss een dat net ideologesch an eisen Aen ukucken, mä et muss ee kucken, wat et ka bréngen, a wéi gesot, ech soen nach eng Kéier, datt ech mengen, datt ee sollt kucken, fir de Risiko ze diminuéieren.

D'Debatt ass awer ganz oft gefouert ginn als eng Debatt einfach géint d'Bankgeschäft - eng verständlech Roserei vun de Leit iwwer eng Rei Finanzpraktiken - an doduerch ass am Fong déi Debatt entstanen. D'Bankgeschäft souwisou huet ëmmer an der Vergaangenheet bis an d'Gegenwart am Fong vill Méfiance vun de Leit erbäigeruff. Dat war esou am Mëttelalter, dat war esou an der Renaissance. Dat ass duerfir - oft war et eng Aktivitéit, déi nëmme vu Minoritéiten an der Gesellschaft gemaach ginn ass - an duerfir ass am Fong déi Debatt, déi mer dëser Deeg an Europa an an der Welt kennen, keng nei Debatt. Et erkläert och e bëssen heiansdo d'Bild, wat d'Auslänner vun eis hunn, well mir als Land mat enger Finanzplaz ganz oft enk matenee gesi ginn.

Et gëtt eng Retizenz, eng Méfiance vis-à-vis vu Finanztransaktiounen. Ech mengen, datt grondsätzlech d'Finanzgeschäft eng éierbar Aktivitéit ass. Do, wou se net méi éierbar ass, dat ass ganz oft well a) Gesetzer net respektéiert ginn; oder well ethesch Normen an den Hannergrond komm sinn, well einfach d'Course nom schnelle Geld dominéiert huet. Mä d'Aktivitéit selwer, fir Dépôten opzehuelen, fir déi ze géréieren a fir Prêten ze maachen, ass eng absolut noutwendeg Aktivitéit fir d'Ekonomie.

An ech soen och, mir brauchen och international Finanzplazen. Déi, déi d'Kris wëlle benotzen, och an Europa, fir hir Mäert ofzeschotten, an déi soen, mir brauchen net all déi aner Plazen, déi iere sech. D'Weltekonomie, déi europäesch Ekonomie ass eng, déi grenziwwerschreidend ass, an duerfir musse mer och grenziwwerschreidend Finanzplazen hunn, a Lëtzebuerg ass am Fong eng vun deene raren an Europa, déi vum grenziwwerschreidende Geschäft lieft. An duerfir passe mer enorm op, datt all déi Barrièren, déi agebaut ginn, net einfach zum Zil hunn, national Marchéen ze protegéieren.

Mir liewen an engem Europa, an et ass och duerfir... Déi lescht Remarquen, déi ech wëll maachen, betreffen duerfir d'budgetär Opstellung, a si huet en fait, besonnesch am Lëtzebuerger Fall, enorm vill mat deem, wat mer virdrun diskutéiert hunn, ze doen, well et ass kloer, datt d'Besteierung vun der Finanzplaz, d'Steieren tout court, eppes mam Budget ze dinn hunn, an datt mer net kënnen eis Budgeten esou maache wéi virun der Wirtschafts- a Währungsuniouun.

Ech hu jo grousst Versteesdemech fir all déi, déi an Europa an heiheem sech doriwwer opreegen, wann d'Kommissioun oder de Conseil mat gudde Rotschléi kënnt par rapport zu engem nationale Land, an déi da soen: „Mä dat do, dat sinn déi vu Bréissel, wat sollen déi da vun eis verstoen." Mir liewen an enger Währungsunioun zënter 1999. Wann een eng Währungsunioun huet, da muss een noutgedrongen och eng, ech géif bal soen, eng gemeinsam Budgets- a Wirtschaftspolitik maachen.

Une voix.- Logesch wier et.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Dat heescht net, datt all eenzel Moossnam am Budget d'nämlecht muss ausgesinn. Mir kënnen zu Lëtzebuerg ëmmer och an der Zukunft d'Kannergeld op deem Niveau fixéieren, wéi mir wëllen. A mir brauchen do net ze kucken, wéi déi aner dat maachen, fir dat Beispill ze huelen. Mä wat net geet, datt deen een en zolitten Defizit oder eng Megaschold mécht, an deen aneren, deen hält sech un d'Spillregelen, well deen, dee sech net un d'Spillregelen hält, dee schuet deem aneren, well mer jo an deem gemeinsame Boot vun der Währungsunioun sinn. D'Währungsunioun, déi - an dat vergësst een an dësen Deeg - eng enorm Garantie vu Stabilitéit an deene leschte Jore war.

Dank dem Euro hu mir 80% vun eisem Handel - mir Lëtzebuerger - mat Länner gemaach, déi och den Euro hunn. Mir waren also net méi ausgeliwwert u Währungsschwankungen an deene leschten zéng Joer. Dank dem Euro hu mir eng

Inflatioun an deene leschte Joren, déi vill méi niddreg war, wéi dat an deenen zéng Joer virun der Währungsunioun war. An dat ass d'Resultat vun enger dach awer streng op Präisstabilitéit axéierter Politik vun der Europäescher Zentralbank.

All déi Aspekter ginn e bëssen duerch déi momentan Kris verluer. Och den deegleche Bléck op de Wiesselcours tëschent Europa, tëscht dem Euro an dem Dollar ass net zielführend. Méi wichteg ass, datt mer kucken, datt mer déi strukturell Problemer geléist kréien. Mir haten och 2001 eng Kéier en Euro, dee war manner wäert wéi den Dollar. Et muss een also ëmmer iwwer eng gewëssen Zäit kucken.

Ech mengen, datt déi strukturell Problemer, datt mer déi mussen an de Gréff kréien. An zu deene gehéieren d'Budgetsproblemer vun enger Rei vu Länner, an duerzou gehéieren och déi, déi mir net däerfen zu Lëtzebuerg kréien. Net eleng e puer irresponsabel Spekulanten hunn de Problem hei geschaf. Mäert, dat heescht d'Investisseuren, dat heescht déi normal Leit, déi hunn op eemol gezéckt, ob se nach sollten Obligatioune vu verschiddene Länner kafen, well se gesot hunn: „Bezilt dat Land do zréck? Kann dat Land do zréckbezuelen?" A wann ee bis e Vertrauensbroch huet, da brécht dat Ganzt zesummen!

An et ass duerfir, wou mer gesot hunn an Europa: „Mir musse sécherstellen, datt d'Leit d'Vertraue kënnen halen. An duerfir musse mer deene Länner zäitweileg Kreditter ginn, déi a Schwieregkeete kommen.

Duerfir hu mer Griichenland en éischte Kredit gemaach zesumme mat all deenen anere Länner aus der Eurozon. Duerfir musse mer dat Instrument do op d'Bee setzen, datt och an Zukunft kann eng Firma, déi mer zesumme grënnen als Eurostaten, kënne Sue léinen an déi da vun de State garantéiert ginn.

Lëtzebuerg leescht säi Bäitrag do, net nëmmen aus engem Solidaritéitsgedanken, och, mä och well et eben ass fir eis selwer, well mer gären an enger stabiler, zolitter Währungsunioun géife bleiwen.

Dat huet keen direkte budgetären Impakt. Wann all d'Länner vun der Eurozon matmaachen, da beleeft eis Garantie sech op maximal 800 Milliounen Euro. Garantien, wann nëmmen d'Eurostate matmaachen, da sinn et ronn 1,1 Milliard als Plaffong. Mä dat, déi Suen an déi Garantië gi mer net einfach esou. Déi gi mer nëmmen, wann zugläich séchergestallt ass, datt d'Kritären, déi mer an Europa gesat hunn, d'Konditiounen, déi mer gesat hunn a puncto Spueren, Defiziterreduzéierung, och vu jiddwerengem respektéiert ginn.

A fir datt mer net herno musse corrigéieren, wann et ze spéit ass, musse mer an Zukunft besser prévenéieren, datt et dozou kënnt. An an deem Kontext begréisse mir als Lëtzebuerger Regierung d'Propositioune vun der Europäescher Kommissioun, déi am Fong näischt aneschters sinn, fir ze soen, de Stabilitéitsprogramm, deen ee schéckt, datt deen och wierklech gekuckt gëtt, datt deen am Virfeld gekuckt gëtt, datt dee begutachtet gëtt an datt deen en Deel vun der Budgetsprozedur ass, déi dann an den nationale Parlamenter diskutéiert gëtt.

Et ass kloer an den Ae vun der Lëtzebuerger Regierung, datt d'Parlament ëmmer muss d'Prioritéit hunn. Duerfir ass et eis Intentioun, d'nächst Joer ze froen eng Debatt am Plenum vun dësem Parlament iwwert de Stabilitéitsprogramm. Mir hunn e bis elo, a besonnesch elo an der Kris, an der Finanzkommissioun gekuckt. Mä doriwwer eng Debatt féieren, an dat net als iergenden theoretescht Dokument vun e puer Finanzmënschen unzegesinn, ass fir d'Zukunft wichteg. An datt een do da lauschtert, wat déi aner Ministeren am Eurogroup-Conseil soen, wat d'Kommissioun dozou seet, vläicht souguer wat d'Europäesch Zentralbank dozou seet, ech mengen, datt dat de Wäert vun der europäescher Budgetsprozedur an domadder och vun där nationaler vill besser mécht. Ech mengen, d'Debatten heibanne ginn opgewäert am Fong, doduerch datt mer net nëmmen Avisë kréie vun nationalen Autoritéiten, mä och, datt dee Bléck iwwert d'Schëller vun deenen anere Kolleegen eis hëlleft.

Deen ass bestëmmt net ëmmer agréabel. Mä ech soen Iech: Hätte mer dee kënne maache bei enger Rei vu südeuropäesche Länner, déi elo grouss Schwieregkeeten hunn, a wär et och vläicht eng Rei Sanktiounsmechanismen am Virfeld ginn, wäre mer vläicht elo net do, wou mer sinn.

Et kann een d'Rad vun der Geschicht net zréckdréinen, mä et kann een d'Zukunft preparéieren. An duerfir mengen ech, dass eng ex ante Kontroll, eng Begutachtung, déi näischt vum parlamentaresche Pouvoir a puncto Budget ewechhëlt, dat ass en fait eng Opwäertung vun der budgetärer nationaler Aarbecht. Och eng Verbesserung vun der parlamentarescher Aarbecht, well se net nëmmen d'Bewäertung vun der Regierung huet an d'Bewäertung vun nationalen Autoritéiten, mä och eng vun den europäeschen. An en fait gëtt et eis d'Garantie, datt mer an Zukunft esou wäit wéi méiglech kënnen d'Krise vun eiser gemeinsamer Währung ewechhalen.

Duerfir, mengen ech, ass dat eng Propositioun, déi an déi richteg Richtung geet. Net all d'Detailer gefalen eis, mä ech soen och nach eng Kéier: Dat sinn d'Propositioune vun der Kommissioun. Déi sinn am Finanzministerconseil net am Detail diskutéiert ginn, mä nëmmen an de grousse Linnen. An duerfir ass déi Debatt, déi Dir hei de Mëtteg gefouert hutt, a mengen Aen eng wichteg Debatt, eng nëtzlech Debatt, mä op déi mer mussen onbedéngt à intervalles réguliers zréckkommen. Well kee Land ass esou getraff vun all deene Saachen hei wéi eist Land. Eist Land ass dat Land, wou par rapport zum PIB an Europa d'Finanzplaz déi gréisste Roll spillt. Mir hätte gären, datt dat an Zukunft och esou bleift.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister Luc Frieden. An den Här Kartheiser wollt nach eng Fro stellen. Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech soen Iech villmools Merci. Och dem Här Minister fir seng Disponibilitéit, zu spéider Stonn nach eng Fro unzehuelen.

Den Här Minister huet a sengem Discours jo gesot, datt kuerzfristeg d'Regierung d'Bankgeheimnis net géif opginn. Also seet en, datt mëttelfristeg dat awer de Wee wäert sinn. Dat huet natierlech och en Impakt op den Emploi zu Lëtzebuerg: 6.000 Plazen. Et huet en Impakt och op d'Recette fiscale.

Ech wollt den Här Minister froen: Wéi schätzt en déi deen Impakt an? A wat wëllt d'Regierung maachen, fir dat opzefänken?

Wann den Här Minister mer et erlaabt, wéilt ech nach eng kleng zweet Fro unhänken. Den Här Minister huet op déi Difficultéiten opmierksam gemaach, déi mer hunn an de Verhandlungen iwwer Finanzfroen. Villes gëtt eis praktesch um internationale Plang octroyéiert. Mir haten et gesi bei der OECD. Mir haten et och gesinn, Dir hutt et genannt, Här Minister, beim Dateklau, bei aneren, zum Deel vläicht inszenéierten Zeenarien.

Wéi schätzt Dir als Négociateur vu Lëtzebuerg den Handlungsspillraum an, deen eis Regierung wierklech nach huet, fir eis Interessen an deem do Gebitt effikass ze vertrieden?

Merci.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Zu deem éischten Deel vun der Fro vum Här Kartheiser géif ech wëlle soen, datt ech net gesot hunn, datt mer et laangfristeg opginn. Ech hu gesot, mir ginn et kuerzfristeg net op, mam Hiweis dorobber, datt dat - ech hunn dat an engem Espace vu fënnef Joer zum Beispill gesat - soll de Banken erlaben, sech zousätzlech ze spezialiséieren, ze verbesseren, Qualitéit, Know-how, gutt Berodung, fir deen Element Bankgeheimnis, datt deen net de predominanten Element ass fir auslännesch Clienten, fir op Lëtzebuerg ze kommen. Well duerch unilateral auslännesch Moossname souwisou dat Bankgeheimnis an der Zukunft eng aner Importenz wäert hunn, wéi et fir de Moment huet.

Mir wäerte kucken, wéi déi international Entwécklung an deem doten Dossier weidergeet. An et ass opgrond vun internationalen Entwécklungen, wou mer le moment venu eis musse positionéieren.

Well ech och gesot hunn, datt den einfache Saz: „Ech si fir d'Bankgeheimnis" net d'Äntwert op alles gëtt. Mer mussen also ëmmer erëm an der Evaluatioun och kucken: Kommen nei Clienten op eng Plaz, déi negativ Publicitéit duerch esou eppes ka kréien? Wat ass den negativen Impakt, dee kann duerch esou eng Moossnam bestoe bleiwen?

Ech kann dat net millimetergenau bewäerten. Mä deen Element ass och noutwendeg, wa mir vu Conseil zu Conseil nee soen. Wat huet dat fir Répercussiounen op d'Bild vun eisem Land?

Mir hunn net d'Intentioun, elo jo ze soen. An ech muss soen, datt mer dat jo och bis elo gemaach hunn. Mä datt mer zugläich soen, mir mussen, an dat sinn ech am Accord mat enger Rei aneren Deputéierten heibannen, datt mer an engem evolutive Prozess sinn, woubäi mer mussen d'Element vum Schutz vun der Privatsphär wëssen ze kombinéiere mat enger adequater Besteierung. Duerfir si mer der Meenung, datt d'Quellesteier eng gutt Léisung ass. Fakt ass einfach, datt 25 Länner dat net akzeptéieren.

An dat féiert mech zum zweeten Deel vun der Fro vum Här Kartheiser. Mir sinn an engem Domän, wou mer eis souverän Rechter hunn. Well mir sinn an der Unanimitéit a steierleche Froen. D'Fro ass, a wéi engem Moment een déi Unanimitéit ganz spille léisst oder wat een amplaz an enger Négociatioun ka kréien.

Mä eise Spillraum ass den Texter no do, a mir gebrauchen dee mat gudde Relatioune mat eisen Nopeschlänner, fir ze kucken, wat e System ka sinn, deen hinnen an eis Satisfaktioun gëtt. An ech fannen, datt mer déi Négociatiounen iwwert déi Zäit vun 2000 un, well déi Négociatiounen, déi zur Direktiv vun 2004 geféiert hunn, déi hu mer zu Feira an där deemoleger CSV/DP-Regierung ugefaangen, datt dat en evolutive Prozess ass an dee Prozess ass net eriwwer. An duerfir kann een hei méi mat Etappe vu fënnef Joer diskutéieren, wéi ze soen, wat an 20 Joer erauskënnt.

Mä eise Spillraum ass deen, juristesch, datt mer d'Recht hunn ze refuséieren, a politesch, datt mer musse gesinn, datt 25 Länner net mat eisen Theesen d'accord sinn, wat net heescht, datt déi aner 25 Recht hunn. Wat och net ëmmer an all Situatioun heescht, datt mir déi Eenzeg sinn, déi d'Wourecht hunn. Vläicht läit d'Wourecht iergendwou an der Mëtt an déi siche mer.

M. le Président.- Merci dem Finanzminister. An domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.20 heures)

SÉANCE 32

MERCREDI, 2 JUIN 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Débat d'orientation sur la réforme du système de pension
- *Exposé: Mme Lydia Mutsch*
- *Débat: M. Paul-Henri Meyers, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen (répond à M. Jean-Louis Schiltz et à M. Paul-Henri Meyers), M. André Hoffmann*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale (répond à Mme Lydie Err et M. Marc Spautz)*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Mars Di Bartolomeo et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kéime mer elo zur Orientéierungsdebatt iwwert de Pensiounssystem. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Meyers, Wagner, Bausch, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo déi honorabel…

Plusieurs voix.- Braz! Et ass den Här Braz!

M. le Président.- Dann ass et den Här Braz. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydia Mutsch als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat d'orientation sur la réforme du système de pension

Exposé

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, d'Reform vun eiser Pensiounsversécherung fir déi laangfristeg Ofsécherung vun de Renten ass e schwieregen an e komplizéierten, an engems awer och e ganz passionnanten Dossier. Et ass e gesellschaftspoliteschen a generatiounsiwwergräifenden Thema, mat deem mer eis an deenen nächste Méint a Jore vill an oft wäerte beschäftegen.

Enn Januar dëst Joer huet den zoustännege Minister Mars Di Bartolomeo de Bilan vun der Sécurité sociale presentéiert an ass dobäi am Detail op d'Lag vun eisem Renten- a Pensiounssystem agaangen. Zum heitegen Zäitpunkt sinn deen allgemengen Zoustand an d'Leeschtungsfäegkeet vun eisem Renten- a Pensiounssystem gutt. Ganz gutt souguer. Allerdéngs musse kuerz- a mëttelfristeg Reformen entaméiert ginn, fir d'Pensiounen och fir déi zukünfteg Generatiounen ze garantéieren an ofzesécheren. Esou kann een dem Minister seng Haaptausso résuméieren.

D'Reaktiounen op dës Ausso an op verschidde Berechnungen, déi dorunner gekoppelt waren, hunn net laang op sech waarde gelooss. A wéi dat bei deene meeschten ugestriefte Reformen de Fall ass, wëllt jiddwereen am beschte wëssen, wéi, wéini, wat an op wéi eng Aart a Weis soll entaméiert ginn, a wéi dat gläichermoosse bei alle Reformprozesser de Fall ass, leien déi verschidde Meenungen doriwwer meeschtens diametral auserneen.

Dat war, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kontext, an deem ech uganks Februar fir d'LSAP d'Initiativ geholl hunn, fir dës Orientéierungsdebatt unzefroen, fir zesummen iwwert d'Erausfuerderungen a virun allem awer iwwert d'Orientatioune vun der ugestriefter Pensiounsreform ze diskutéieren a fir allen an der Chamber vertruedene Parteien d'Méiglechkeet ze ginn, fir kënne Stellung ze huelen.

Als Presidentin vun der Gesondheets- a Sozialkommissioun vun der Chamber wëll ech dorunner erënneren, dass mir eis an dëser Kommissioun an de leschte Jore regelméisseg a kontinuéierlech mam Thema Rente befaasst hunn. Esou ënner anerem am Abrëll 2009 an am Mäerz 2010, wou et ganz konkret ëm déi ugestriefte Reform goung a wou de Minister selwer eng Rei vu Piste virgestallt an zur Diskussioun gestallt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pensiounssystem, wéi mir en haut kennen, ass ee vun den Haaptpiliere vun eisem Sozialstat, nieft der Krankeversécherung, der Fleegeversécherung, dem Chômagegeld an anere Leeschtungsberäicher wéi der Assurance accident oder dem RMG. Dëse Pensiounssystem ass d'Instrument vun der Existenzsécherung fir déi eeler Leit, déi aus dem Aarbechtsprozess eraus sinn, déi also kee Revenu méi duerch hirer eegen Hänn Aarbecht kënnen erzilen an och net vu Kapitalerträg kënne liewen.

Dëse Pensiounssystem ass och eng Konsequenz vun der Industrialiséierung a vun der Entwécklung vun eiser Gesellschaft an deem geännerten Ëmfeld. Net fir näischt ass de Pensiounssystem an der Ära Bismarck erfonnt ginn, quitte dass zu där Zäit den drëtten Alter als Liewensphas kaum existent war respektiv an der Moyenne nëmme ganz kuerz gedauert huet. Béis Zonge behaapte souguer, dass et wuel deemools en Deel vum Bismarck sengem Konzept vun der Altersversuergung war, fir de Pensiounsalter esou festzeleeën, dass, bedéngt duerch déi relativ niddreg Liewenserwaardung, kaum een eng Chance hat, fir iwwerhaapt laang vu senger Pensioun ze profitéieren.

D'Noutwendegkeet, fir e Pensiounssystem opzebauen, ass och eng direkt Konsequenz vun der Ëmwandlung vun de Familljestrukturen, déi hirersäits am Zuch vun der Industrialiséierung fundamental geännert hunn. D'Haaptelement dovunner war d'Opléisung vun deem klassesche Familljeclan, wou virdrun an engem méi ländlech geprägten Ëmfeld an der Regel déi Jonk déi al Leit mat iwwert d'Ronne bruecht hunn a wou an direkter Konsequenz dovunner d'Kanner d'Ofsécherung fir den Alter waren, esou wéi dat a ville Länner och haut nach de Fall ass.

Eise Pensiounssystem vun haut, also vun der zweeter Halschent vum 20. Jorhonnert un, huet natierlech en aneren Usproch an eng aner Envergure kritt wéi nëmmen d'Ofsécherung vun der Existenz. Eise Pensiounssystem ass en integralen a finanziell de bedeitendsten Deel vun eisem Sozialstat ginn. De Pensiounssystem ass net nëmme geduecht, fir d'Existenz an domat déi finanziell Onofhängegkeet vum Familljeclan ze garantéieren, mä d'Pensioune vun haut sollen et de Rentner erlaben, fir och am Alter hire Liewensstandard kënnen ze halen, dee si sech am Laf vun hirem Liewen opgebaut hunn. An deen Usproch sollte mer am Hannerkapp behalen, wa mer iwwert d'Reform vun eisem Pensiounssystem nodenken.

Gläichzäiteg dierfe mer net vergiessen, dass et haut bei eis an deene meeschte Familljen net méi esou ass, dass d'Kanner d'Ofsécherung vun den eelere Leit assuréieren, mä éischter ëmgedréit. Bedéngt duerch déi wirtschaftlech Situatioun hunn déi Jonk, souguer mat enger gudder Qualifikatioun, ëmmer méi Problemer, fir direkt oder iwwerhaapt um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen. Derbäi kommen dann nach Facteure wéi déi héich Liewenskäschten an e schwierege Wunnengsmaart, sou dass déi Jonk oft eréischt ganz spéit wierklech kënnen op eegene Féiss stoen an nach laang op d'Hëllef vun deenen Eeleren ugewise sinn.

Ech wëll och ganz kloer ënnersträichen, dass mer de Pensiounssystem an déi Reform, déi usteet, net kënnen ofgetrennt a lassgeléist vun der Situatioun um Aarbechtsmaart gesinn. Am Kloertext: Et kann net sinn, dass verschidde Kreesser fuerderen, de legale Pensiounsalter misst eropgesat ginn, an dass déiselwecht Leit bei der éischter Geleeënheet kucken, fir déi eeler Beschäftegt lasszeginn, well Jonker ënnert dem Strëch awer méi bëlleg sinn, oder well souwisou Aarbechtsplaze mussen ofgebaut ginn an dann oft grad déi Eeler als Éischt musse goen, well se méi deier kaschten.

An dëser Diskussioun ass och d'Responsabilitéit vun de Patronen ausdrécklech mat engagéiert. Et ass a mengen Ae vun elementarer Bedeitung, dass d'Aarbechtsmaartpolitik an d'Pensiounspolitik openeen ofgestëmmt ginn an anenaner agräife mussen a sech net an elementaren Aussoen an Handlungen dierfe widderspriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vun der Reform, iwwert déi mer haut diskutéieren, soll et sinn, fir d'Viabilité à long terme vun eisem Renten- a Pensiounssystem ze garantéieren. Net méi, awer och net manner. An dat ass och dat erklärtent Zil vun dëser Regierung. An därselwechter Logik situéiert sech och dës Orientéierungsdebatt. Et ass noutwendeg, fir iwwert déi grouss Orientéierunge vun der Reform ze diskutéieren an de Kader ze setzen. An et ass gläichermoossen noutwendeg, fir d'Konditiounen an d'Prémissë festzehalen, un deene sech d'Reform an déi eenzel Mesuren orientéiere sollten.

D'Festhalen um intergenerationelle Vertrag, d'Festhalen un der Solidaritéit tëschent de Generatiounen also, d'Festhalen um Ëmlageverfahren, dat sech iwwer Jorzéngte bewäert huet, dat ass fir mech a meng Partei déi éischt Prémisse fir all Reform am Beräich vum Renten- a Pensiounswiesen. D'LSAP huet eise Renten- a Pensiounssystem an deene vergaangene Joren a Jorzéngten entscheedend mat verbessert, verdeedegt an héichgehalen. A well dee System ganz kloer seng Preuvë gemaach huet, wäerte mer dat och an Zukunft esou maachen.

Lëtzebuerg huet, an dat ass net vun der Hand ze weisen, a muncher Hisiicht eng Situatioun, iwwert déi aner Länner nëmme kënne jalous sinn. Vun de 24% Cotisatiounen, déi dräimol 8% fir de Salarié, fir de Patron a fir de Stat, ginn am Moment 20% fir lafend Ausgabe gebraucht a 4% ginn an d'Reserv. Dës Reserv wäert Enn 2010 ronn zéng Milliarden Euro erreechen. Dat entsprécht 3,6-mol d'Joresausgaben. An deene leschten 30 Joer goufen d'Bäiträg a Saache Pensiounen net geheicht. Gläichzäiteg goufen d'Leeschtunge weider verbessert. Et ass net fir näischt, dass bei eis am Land déi eeler Generatioun esou gutt dosteet wéi néierens anescht. Näischt, wat mer maachen, däerf zum Contraire féieren.

An der EU vun de 27 läit den Aarmutsrisiko bei den iwwer 65-Jährege bei 19%. Dat sinn zwee Prozentpunkte méi wéi fir déi ganz EU-Populatioun. Zu Lëtzebuerg läit den Aarmutsrisiko bei den iwwer 65-Jährege bei knapps 5%. Dat sinn aacht Prozentpunkte manner wéi d'Moyenne vun der ganzer Populatioun bei eis am Land.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen hei iwwer Zuelen a Statistiken. Mir dierfen dobäi net vergiessen, dass hannert dësen Zuele Mënsche stinn, an dass déi 5%, och wa se vill manner wéi an anere Länner duerstellen, der 5% ze vill sinn, an dass si eis dofir weider musse beschäftegen.

Dës, statistesch gesinn, gutt Situatioun vun de Rentner a Pensionéierte bei eis am Land ass op eng ganz Rei vu Verbesserungen zréckzeféieren, déi an de vergaangene Jorzéngte virgeholl goufen an déi aus eisem Rentesystem dee generéisten a ganz Europa gemaach hunn. Vill vun deene Verbesserunge sinn ënner sozialistesche Sozialministeren agefouert ginn. Déi lescht vun där Rei vu Verbesserunge sinn 2001 um Rentendësch décidéiert ginn.

Deemools goufen, wéi mer all wëssen, zu engem gudden Deel Mesurë geholl, fir déi niddreg Pensiounen opze...

(Interruptions diverses)

Ech hunn net „all" gesot, ech hu gesot „déi meescht".

...niddreg Pensiounen opzebesseren an op een akzeptabelen Niveau ze bréngen. Mir sti weider hannert deene Verbesserungen. Si waren net nëmme berechtegt, mä absolut noutwendeg. A bei allen Décisiounen, déi ze huele sinn, muss och an Zukunft weider kloer sinn, dass een net dierf un déi niddreg Renten a Pensioune goen. Dat ass fir mech a meng Partei déi zweet Prémisse vun der Reform, déi mer preparéieren.

Mä wa mer beim Rentendësch sinn, dann, mengen ech, dass mer wuel och musse bereet sinn, kritesch zréckzekucken. Ech hu vun de Mesuren zugonschte vun de klenge Pensiounen a Rente geschwat, déi néideg waren a bleiwen. Bei aneren Décisioune musse mer eis éierlecherweis heibannen d'Fro stellen, ob mer eis deemools net vun enger Zort Surenchère matrappe gelooss hunn.

Sécher ass, dass d'Perceptioun vun der Situatioun sech zënter 2001, dem Joer vum Rentendësch, verännert huet, och wann, oder besser gesot, obwuel sech d'Situatioun vun eise Pensioune selwer net grondleeënd geännert huet. D'Zuelen, d'Parametere ronderëm d'Renten an d'Rentekeese waren an de Joren 2001 an 2002 net besser wéi haut, éischter manner gutt. D'Reserve ware laang net esou héich, d'Verhältnis tëschent Aktiven a Pensionéiert war net esou gutt, an den Taux de couverture war och manner favorabel wéi haut.

Iwwregens, deenen, fir déi et haut net séier genuch geet an déi haut wëllen dee ganze System op d'Kopp geheien a souzesoen d'Kand mam Buedwaasser ausschëdden, wëll ech soen, dass esou eng Reform gutt muss preparéiert ginn. An dozou geheieren onbedéngt d'Prise de conscience an d'Ënnerstëtzung bei de Leit dobaussen, bei der ganzer Populatioun. Dat soen ech net eleng, an dat seet de Minister net eleng.

An hirem Rapport zu den Études économiques iwwer Lëtzebuerg vum Mee 2010 betount d'OCDE wuel, dass et drëms geet, fir „des mesures décisives et rapides" ze huelen, fir eng „réforme d'ensemble" ze lancéieren. Mä d'OCDE-Expertë betounen och, an ech liese vir: «Il semble important de rassembler un large consensus sur la nécessité et l'orientation de la réforme afin de donner une meilleure assise aux régimes de retraite et d'assurer la stabilité et la viabilité du nouveau système. Pour qu'une réforme aboutisse, il faut que l'opinion publique comprenne les raisons qui motivent les changements proposés et s'adapte au nouveau système.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, dass d'Phas vun der Prise de conscience elo hanner eis läit. Et ass elo fir jiddweree kloer, dass Handlungsbedarf besteet. D'Fakte schwätze fir sech. Ech wëll op dëser Plaz eemol alleguer déi résuméieren, déi eis wesentlech schéngen.

Éischt Considératioun: Mir si konfrontéiert mat enger ëmmer méi kuerzer Liewensaarbechtszäit par rapport zu enger ëmmer méi laanger Pensiounszäit. D'Ausbildung an d'Studien daueren ëmmer méi laang. Generell fänken eng ganz Rei vu jonke Leit ëmmer méi spéit u mat schaffen. Gläichzäiteg geet d'Liewenserwaardung kontinuéierlech erop.

Derbäi kënnt an enger zweeter Considératioun, dass déi mannsten Assuréen tatsächlech op 40 Bäitragsjore kommen. Dëst zum Deel wéinst de Stagezäiten, déi ugerechent ginn, zum Deel awer och wéinst engem fréizäitegen Ausscheeden aus dem Aarbechtsliewen. De legale Rentenalter läit zu Lëtzebuerg bei 65 Joer. An der Realitéit läit en awer bei enger Moyenne vun 58 bis 59 Joer.

Drëtt Considératioun: Bei de méi niddrege Paie ronderëm de Mindestloun läit den Taux de remplacement, dat heescht d'Héicht vun der Rent par rapport zu der Héicht vun der Pai, bei iwwer 100%. Den Assuré kritt deemno méi eraus, wéi en tatsächlech abezuelt huet.

Véiert Considératioun: Am Moment läit de Coefficient de charge bei 38,6%, oder aneschters ausgedréckt, op ee Pensionéierte kommen 2,5 Beschäftegter. Grad dëst Verhältnis wäert sech an noer Zukunft veränneren - an Terme vu Pensiounsversécherung eng Verschlechterung.

Déi Evolutioun ass net op Lëtzebuerg eleng limitéiert. D'Liewenserwaardung klëmmt, wat jo un a fir sech eng gutt Saach ass, also geet logescherweis d'Proportioun vun der eelerer Populatioun och erop. Esou wéi a ville Länner parallell den Undeel un deene Jonken erofgeet, bedéngt duerch e manner héijen Taux de natalité.

Hei zu Lëtzebuerg gouf dëse Réckgang an der Vergaangenheet opgefaangen. Fir d'Éischt duerch d'Immigratioun, ähnlech wéi och an eisen Nopeschlänner, virun allem awer duerch e formidabelen Zouwuess vum Emploi, an am Besonnesche vum Emploi frontalier. Mä natierlech ass et just eng Fro vun der Zäit, bis déi éischt grouss Well vu Frontalieren de Pensiounsalter erreecht, an eise System noutgedrongen a par la force des choses ëmmer méi ënner Drock wäert geroden.

All dës Facteuren, léif Kolleegen, bréngen et mat sech, dass mer, fir déiselwecht Leeschtungen ze halen, am Joer 2050 den Emploi misste verdräi- oder souguer vervéierfachen. Mir bräichten zirka 1,3 Milliounen Assuréen, oder awer d'Cotisatioune missten op bis zu dräimol 20% geheicht ginn.

An hirem Rapport vum Abrëll 2009 huet d'Inspection générale de la Sécurité sociale, d'IGSS, déi finanziell Situatioun vun eisem Pensiounssystem am Detail analyséiert. Dat opgrond vu Chifferen an Donnéeë vum „Aging Working Group", dem Statec an dem Eurostat. Dës Chiffere baséieren op engem Zeenario, deen 2008 festgehale gouf an deen deemno nach net d'Konsequenze vun der Finanz- a Wirtschaftskris berücksichtegt.

D'Zuele sinn also aus der heiteger Siicht éischter ze vill optimistesch a missten deementspriechend no ënne revidéiert ginn. Dësen Zeenario baséiert op engem duerchschnëttleche Wirtschaftswuesstum vun 2,2% an de Joren 2020 bis 2060, de Beschäftegungszouwuess géif bei enger Moyenne vun 0,5% leien an d'Produktivitéit géif am Schnëtt ëm 1,7% klammen.

Déi genannte Projektioune ginn dovunner aus, dass d'Pensiounsreserve bis 2025 weider géife klammen. Vun deem Moment u géif sech d'Tendenz awer ëmdréien. De Pensiounsregime géif vun do un defizitär ginn, an d'Reserve progressiv ofhuelen. De Coefficient de charge démographique, deen ech scho virdrun erwähnt hunn, deen elo bei 38,6% läit, géif bis d'Joer

2060 no bei 100% leien. Dat heescht am Kloertext: Wann elo op ee Pensionéierten 2,5 Beschäftegter kommen, da géif dat Verhältnis bis 2060 no bei eent zu eent leien. Keng berouegend Perspektiv, well dee Moment géif de Generatiounsvertrag, esou wéi mer e bis elo kennen, net méi fonctionnéieren.

D'Käschte vun eisem Pensiounssystem géifen deem Zeenario no am Joer 2060 vun haut 9% op 24% vum PIB klammen. Dat géif en zousätzleche Käschtepunkt vu 15 Prozentpunkte vum PIB bedeiten. An dat wär enorm.

Wéi scho gesot, dës Berechnunge kommen aus der Zäit virun der Kris. Richteg ass, dass ee generell eng gesond Distanz zu alle Prognosen a Projektioune soll hunn, déi 40 oder 50 Joer an d'Zukunft erareechen, well wie weess wierklech, wéi et an zéng Joer oder nach doriwwer eraus ausgesäit. Trotzdeem, dës Iwwerleeunge bréngen eis zum Nodenken, an dat ass gutt esou.

Sécher ass a bleift, dass mer de System adaptéieren a reforméiere mussen, fir en ze erhalen a fir e laangfristeg ofzesécheren. Selbstverständlech kënne mir haut net exakt festschreiwen, wéi héich eng Pensioun oder eng Cotisatioun am Joer 2060 wäert sinn. Mir kënnen a mussen awer haut probéieren, eng Schalttafel ze bauen, wou all déi néideg Hiewelen, Knäppercher a Luuchte mussen drop sinn, fir de System iwwert déi nächst Jorzéngte kënnen ze steieren. Mir mussen de System haut esou ausriichten, dass en zukünfteg Choixen net hypothekéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op déi konkret Elementer vun der Reform aginn, wëll ech am Résumé nach eemol de Kader vun dëser Reform ëmräissen, esou wéi mir Sozialisten eis e virstellen:

Den aktuelle System huet seng Preuvë gemaach. Mir wëllen en erhalen a weider ofsécheren.

D'Basis bleift d'Ëmlageverfahre mat engem zolitte Reservestandbeen.

Mir hale weider um Prinzip vum Financement tripartite fest.

D'Struktur vun den aktuelle Pensioune bleift erhalen. Ugëeegent Rechter musse bestoe bleiwen.

An: Kleng Pensiounen dierfen net ugetaascht ginn!

Här President: Wat soll, wat ka konkret ënnerholl ginn, fir eise Pensiounssystem op Dauer ze erhalen? Wat sinn d'Pisten an déi vill zitéiert Schrauwen, un déi ee kann, un déi ee muss dréie goen?

Ech hu se, fir eng besser Iwwersiichtegkeet ze kréien, a véier grouss Beräicher agedeelt:

Éischtens, d'Bannung vun der Liewensaarbechtszäit un d'Pensiounszäit. Wéi ech dat schonn aganks erkläert hunn, fänken d'Leit ëmmer méi spéit u mat schaffen a liewe méi laang. Ech denken, dass mer elo net mussen un de legale Pensiounsalter vu 65 Joer réckele goen. Deen Alter ass op enger gudder Héicht. Ech denken allerdéngs, dass onbedéngt Effortë musse gemaach ginn, fir dass an Zukunft eng méi grouss Zuel vun Assuréë méi no un deen Alter erukommen. Ech hu scho virdrun erwähnt, dass mer am Moment an der Praxis nach zimlech wäit ewech si vun deene 65 Joer, déi zu Lëtzebuerg als legale Pensiounsalter am Gesetz drastinn.

An deem Sënn misst och den Ëmgang mat de Fréipensiounen op de Leescht geholl ginn. Ech deelen an deem Zesummenhang déi rezent Ausso vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit, dass d'Préretraite noutwendeg ass fir déi, déi eng kierperlech schwéier Aarbecht geleescht hunn. De Minister weist zu Recht dorop hin, dass mer net op där enger Säit iwwert d'Konsolidéierung vun de Pensiounssystemer an iwwert d'Verlängerung vun der Liewensaarbechtszäit nodenke kënnen, an op där anerer Säit déi Beschäftegt an d'Préretraite schécken. Dobäi wier och d'Verantwortung vun de Betriber gefrot.

Dat heescht fir eis, Här President, dass ee méi wéi bis elo flexibel Situatiounen - ech denken dobäi beispillsweis un Deelzäitaarbecht an Deelretraite - privilegéieren an encouragéiere soll. Wann et sech als richteg soll erweisen, wéi dat gesot gëtt, dass dobäi déi geltend Anticumulbestëmmungen e Problem duerstellen, da musse se reforméiert ginn.

Reforme sinn och néideg beim Reklassementsgesetz, fir eeler Leit mat enger Incapacitéit fir déi lescht Aarbechtsplaz trotzdeem um Aarbechtsmaart an am beschten am Betrib ze behalen. Och un eventuell Incitatioune kéint een denken a gegebenenfalls un d'Pénaliséierung vu Betriber, déi eeler Leit oder Leit mat enger Incapacité de travail fir dee leschte Posten op d'Strooss setzen, wat fir eis méi wéi nëmmen en ethesche Problem an der aktueller Diskussioun duerstellt.

Ee Pak vu Reformmesurë muss drop ofzilen, dass prinzipiell jiddweree seng 40 Cotisatiounsjoren erreecht. Ech denken, hei gëllt et virrangeg derfir ze suergen, de sougenannten Dégré de pénibilité vun der Aarbecht, déi deen Eenzelne mécht, mat ze berücksichtegen. Als Meedercher a Jonge vu Schmelzaarbechter, déi der vill vun eis heibannen an am Land sinn, wësse mir, vu wat mir schwätzen.

Firwat net och d'Méiglechkeete vun enger Carrière à la carte ausbauen? Dat heescht, een, dee méi laang wëllt schaffe wéi déi regulär 40 Joren, soll dat kënne maachen an dann um Enn och méi erauskréien. Op där anerer Säit soll och een, dee léiwer manner laang wëllt schaffen, dat kënne maachen an dofir ebe manner Pensioun kréien. Souwäit ech weess, gëtt et do scho verschidde Mesuren, déi ugeduecht sinn oder schonn existéieren, awer kritesch ënnert d'Lupp misste geholl ginn an am Kader vun engem kohärente Konzept kéinten ausgebaut ginn.

Och d'Stagezäite missten eiser Meenung no an deem Kontext op de Leescht geholl ginn a gläichzäiteg gekuckt ginn, wéi eng Stagë berechtegt sinn an deementspriechend ugerechent kënne ginn, a wéi eng net.

Zweetens, de Finanzement an d'Erschléisse vun neien an zousätzleche Recetten. All d'Méiglechkeete fir nei an zousätzlech Recettë sollte mir am Detail analyséieren an eventuell Modeller, déi am Ausland bestinn, gewëssenhaft préiwen an ënnersichen. Mir mussen eis dobäi awer bewosst sinn, dass souwisou schonn e gudden Deel vun eisem Pensiounssystem iwwert d'Fiskaliséierung finanzéiert gëtt, also iwwert d'Steieren. A wat mer méi op dee Wee ginn, wat mer méi vum eigentleche Prinzip ofweeche vun der Versécherung, bei där ee Leeschtunge proportionell vun deem ausbezuelt kritt, wat een abezuelt huet. An deem Beräich ass eiser Meenung no nach ganz vill Reflexiounsaarbecht erfuerderlech.

Drëttens, eise Renten- a Pensiounssystem mat Indicateuren ausstatten. Am Moment bilanzéiere mer eis Étude actuarielle all siwe Joer fir déi siwen dropfolgend Joren. Eiser Meenung no sollt een an Zukunft méi wäit kucken, zum Beispill op déi nächst zéng oder 15 Joer, wann dat duergeet.

Vun engem objektive Modell, wou d'Pensiounsversprieche Fonctioun si vun enger Rei Parameteren, hat ech scho virdru geschwat. Dozou géif de Wirtschaftswuesstum gehéieren, natierlech; d'Relatioun tëschent Aktiven a Pensionéierten; d'Entwécklung vum Emploi - wat awer als Parameter net onproblematesch ass, well doduerch den Effet boule de neige net entschäerft gëtt -; d'Liewenserwaardung; den Zoustand vun der Reserv, fir nëmmen dës zentral Parameteren ze nennen.

Meng Fraktioun ass der Meenung, dass dës Reform op objektive Parametere baséiere soll, mä trotzdeem flexibel bleiwe muss. Virun allem stellt sech hei och d'Fro, ob et en Automatismus kann a muss ginn, fir an de System anzegräifen, wa bestëmmte Parameteren dat als noutwendeg ausweisen. D'LSAP ass der Meenung, dass een de Pensiounssystem wäitméiglechst aus der Dagespolitik eraushale soll an do, wou et méiglech ass, op de Wee vu bestëmmten Automatisme kéint goen, sous condition, dass se op objektive Fakten an op novollzéibaren an transparenten Indicateure baséieren.

Insgesamt bleift op en Neits ze betounen, dass mir d'Situatioun um Aarbechtsmaart dobäi onbedéngt a permanent an hirer direkter Relatioun zur Renten- a Pensiounspolitik berücksichtege mussen. Et kann am Zesummenhang mam Rentendossier mat Sécherheet nëmmen notzen, wann de Sozialminister an de Beschäftegungsminister hir Politik openeen ofstëmmen an Hand an Hand schaffen.

Véiertens, den Opbau vun eegestännege Pensiounsrechter. Eiser Meenung no féiert kee Wee laanscht den Ausbau vun eegestännege Pensiounsrechter. Dobäi musse mer eis awer eens a bewosst sinn, dass dat nëmmen operationell ka sinn, wa mer konsequent op de Wee vun enger obligatorescher Weierversécherung ginn. Direkt dorun hänkt dee Moment en „phasing out" vun de Pensions de survie, déi op engem gesellschaftleche Modell berouen, dee sech während Jorzéngte bewäert huet, haut awer, am postindustriellen Zäitalter, moderniséiert an adaptéiert muss ginn.

Wann een d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Rentesystem laangfristeg ofséchere wëllt, da gehéiert dozou an eisen Aen och d'Fäegkeet vun deem System, op déi geännert Bedierfnisser vun der Gesellschaft a vun deem Eenzelnen ze reagéieren.

De Splitting gesi mir als Bäitrag an als Ureiz, fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze bréngen. De Splitting kënnt virrangeg deene Fraen zegutt, déi eng Paus wëlle maachen, fir sech ëm d'Famill ze këmmeren, oder am Fall vun enger Scheedung soss mat eidelen Hänn do géife stoen.

Ech wëll awer hei betounen, dass de Splitting nëmmen eng Iwwergangsléisung ka sinn a Richtung vun enger Individualiséierung vun de Pensiounsrechter fir all Partenairen. Hei musse gegebenenfalls déi noutwendeg Förderméiglechkeeten direkt mat ugeduecht ginn.

Här President, e gewaltege Prozess vu Bewosstsäinsbildung huet an deene leschte Méint a Joren zu Lëtzebuerg agesat, mam erkläerten Zil vun allen Acteuren, och deenen nächste Generatiounen en intakte Pensiounssystem ze hannerloossen. Et gëtt vill Konsens an der Analys vun der Problematik. Eis Ausgangspositioun ass gutt, an eng Rei vu Reformen, déi anerer elo uginn, hu mir schonn hanner eis. Ech denken dobäi ënner anerem un d'Harmoniséierung vum Secteur privé an dem Secteur public, un déi gemeinsam Pensiounskeess am Privatsecteur.

D'Chamber, d'Sozialkommissioun virun allem, wëllt mat upaken, dëst ëmsou méi, well déi bis elo bekannte Pisten de System als solchen net a Fro stellen, mä e méi nohalteg wëlle gestalten. Dofir ass dës Debatt a mengen Aen eng gutt Geleeënheet fir all Parteien, fir en Input ze ginn, a fir d'Regierung d'Geleeënheet, fir hir Prioritéiten duerzeleeën.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir huelen elo scho fir den Hierscht Rendez-vous mam Sozialminister, fir an der Sozialkommissioun dëse Reformprozess aktiv ze begleeden. Iech alleguer soen ech Merci fir d'Opmierksamkeet a wënschen eis alleguerten e ganz gudden Débat.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Mutsch Merci. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul-Henri Meyers agedroen. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Bréif vum 10. Februar 2010 huet d'sozialistesch Fraktioun en Débat d'orientation ouni Rapport gefrot, fir iwwert de Pensiounssystem ze diskutéieren. An deem Bréif gëtt op d'Wichtegkeet vum Pensiounssystem hei zu Lëtzebuerg higewisen, an et gëtt gemengt, d'Diskussioun kéint folgend Aspekter behandelen: déi viraussiichtlech Entwécklung vun der finanzieller Situatioun vun der Altersversécherung, am Bléckpunkt och vun der hypothetescher wirtschaftlecher an demographescher Entwécklung; d'Objektiver vun enger Pensiounsreform; an d'Mëttelen, déi noutwendeg sinn, fir déi Objektiver ze erreechen.

Wann och kee schréftleche Rapport virläit, gëtt et e puer Dokumenter, déi d'Grondelementer fir dësen Débat vun haut kënnen hierginn.

Et ass dat de Rapport vun der IGSS vum 22. Abrëll 2009, deen eng Rei Moossnamen opweist, fir d'Fiabilitéit vum Pensiounssystem hei zu Lëtzebuerg op laang Siicht ze garantéieren. Et sinn d'Virschléi, déi de Minister selwer an enger Note gemaach huet, déi der Chamberskommissioun de 4. Mäerz 2010 presentéiert ginn ass. Et sinn d'Iwwerleeunge vun der Kommissioun selwer an d'Froen, déi an der Kommissioun gestallt si ginn, déi sech am Rapport erëmfonnt hunn. Et sinn dann awer och d'Iwwerleeunge vun der Chambre des Salariés a vun der Union des Entreprises luxembourgeoises, déi eis an deene leschte Méint zougestallt si ginn.

Wann een déi dräi Dokumenter - de Rapport vun der IGSS, d'Iwwerleeunge vun der Chambre des Salariés an déi vun der Union des Entreprises luxembourgeoises - opmierksam duerchliest, et muss een emol keng ganz grouss Opmierksamkeet hunn, da stellt ee fest, dass do kaum eng gemeinsam Linn dran ass.

Et kann een awer, wann ee ganz opmierksam d'Texter liest, trotzdeem e puer oder genuch Elementer fannen, déi et erlaben, e fairen Dialog ze féieren, an och Usazpunkte ginn, fir deen Dialog tëschent deenen eenzelne Sozialpartner weiderzeféieren.

Schliesslech gëtt et nach d'Regierungserklärung vum 29. Juli 2009, déi wäitgehend d'Iwwerleeungen aus dem Dokument vun der IGSS vum 22. Abrëll 2009 iwwerhëlt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng éischt wesentlech Fro oder d'Haaptfro bei der Renten- a Pensiounsreform betrëfft déi finanziell Ofsécherung net an deenen éischte Joren, mä a 15, an 20, an 30 a méi Joren.

Et muss een also d'Fro stellen: Elo direkt, brauche mer zu dësem Zäitpunkt eng Pensiounsreform? Wa mer nämlech d'Situatioun vun de Pensiounskeesen haut kucken, misst een zur Konklusioun kommen, datt d'Situatioun exzellent ass, an datt zu dësem Zäitpunkt - ech soen „zu dësem Zäitpunkt" - keng Ursaach do wär, fir ze paniquéieren oder fir sech wäitgehend Gedanken ze maachen.

Ech hu mer geduecht, wann een aus engem frieme Land heihi géif kommen an e géif eis Texter kucken - de Voltaire huet een aus Persien komme gelooss -, dee géif soen: Ma, wat wëllen d'Lëtzebuerger?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Et war de Montesquieu!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- War et de Montesquieu? Entschëllegt.

Une voix.- Große Meister begegnen sich. Souguer de Voltaire an de Montesquieu…

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Mä de Voltaire hätt et och kënne gewiescht sinn.

(Hilarité)

Obschonn de Montesquieu, Här Hoffmann, mir méi no steet wéi de Voltaire, ouni dass ech deen awer net géif respektéieren a gär liesen.

(Interruption)

Wann also ee Friemen heihi kéim an e géif d'Situatioun vun haut kucken, da kéint e sech déiselwecht Fro stellen. Da kéint e sech jo d'Fro stellen: Majo, firwat gëtt dann elo iwwer eng zukünfteg Pensiounsreform zu Lëtzebuerg diskutéiert?

Wa mer nämlech eng Foto maachen oder nëmmen d'Joer 2008 kucken, no dem Rapport vun der IGSS, da stelle mer fest, déi dräi Haaptpunkten, déi ze kucke sinn:

éischtens, de Coefficient de la charge, dat heescht d'Zuel vun de Pensionéierten op deenen Aktiven ass 38,6. Dat heescht, et kënnt ee Pensionéierten op 2,5 Aktiver;

zweete Punkt, d'Prime de répartition pure, dat heescht d'Cotisatiounen, leien an deem Joer bei 19,5, wou déi legal duerch d'Gesetz festgeluechtend Héicht bei 24% läit. Doduerch sinn dem Pensiounsregime Einnahmen an der Héicht vu 770 Milliounen zousätzlech zougefloss, déi eigentlech

net noutwendeg waren datselwecht Joer, fir d'Prestatioune vun deem Joer ze bezuelen, déi also d'Reserv wäitgehend och erëm, esou wéi an deene Jore virdrun, opgestockt hunn;

an dann drëttens, d'Reserv selwer ëmfaasst haut ronn oder bal zéng Milliarden Euro. Dat sinn 3,5-mol déi jährlech Prestatiounen, wou d'Gesetz awer virgesäit, legal, dass eng Reserv vun 1,5-mol vun deene jährleche Perstatioune misst geschaf ginn. D'Reserv läit also zu dësem Zäitpunkt méi wéi zweemol iwwert där gesetzlech virgesinnener Limite.

Effektiv ass also Lëtzebuerg zu dësem Zäitpunkt an enger gënschteger Situatioun. Et ass och keen, deen dat bestreit, an d'Inspektioun selwer ënnersträicht dat an hirem Rapport. Déi Situatioun war bedéngt an ass doduerch entstanen, dass an deene leschte Jorzéngte vill Aarbechtsplaze konnte geschaf ginn, dass mer an enger wirtschaftlech gudder Situatioun waren an dass also wäitgehend Reserve konnten ugeluecht ginn.

Wa mer de Pensiounssystem an där gënschteger Situatioun hale wëllen, mussen och déi gënschteg wirtschaftlech Bedingunge vun deene leschte Jorzéngten erhale bleiwen. D'IGSS huet an hirem Rapport eng Rei Elementer geliwwert. Et ass dofir interessant an noutwendeg, sech e puer vun deenen Zifferen, déi geliwwert si ginn am Rapport vun der IGSS, och emol virun Aen ze féieren.

Fir d'éischt emol wat d'Zuel vun deenen Aktiven ugeet. 1988 hunn zu Lëtzebuerg ronn 154.000 Leit geschafft, déi och Cotisatioune bezuelt hunn. 2008 war déi Zuel ronn 337.000; also méi wéi duebel esou vill.

Déi Pensionéiert, do ass d'Zuel vun 1988 vun 80.000 op 132.000 eropgaangen. Et kann een dervun ausgoen, dass, wat déi Pensionéiert ugeet, bis zum Joer 2030 hir Zuel op 220.000 wäert klammen.

Ech hu keng Ziffere geholl, déi ze wäit leien. Ech hätt och kënne vum Joer 2050 an 2060 schwätzen. Neen, déi Joren, déi méi no sinn, leien eis méi no. A wa Problemer entstinn no 2025, da muss een och kucken: Wéi ass et dann an den 30er Jore vun dësem Jorhonnert? Wat kënnt do op eis zou? Also kënne mer dermat rechnen, dass am Joer 2030 d'Zuel vun de Pensionéierte bis op 220.000 wäert klammen. Well mir däerfe jo net vergiessen, dass déi 330.000 oder 337.000 Leit, déi haut aktiv sinn, muer a Pensioun ginn an dass se gär eng Pensioun hätten. An ech mengen, dat ass d'Haaptelement vun der Diskussioun.

Fir d'Relatioun vun engem Pensionéierten op zweeanenhalleft, déi mer haut hunn, bäizebehalen, misst d'Zuel vun deenen Aktiven dee Moment op 550.000 eropgoen.

Wa mer dann déi Zäit - déi 20 Joer vun haut bis zum Joer 2030 - huelen, géif dat bedeiten, dass mer all Joer ronn 10.000 nei Aarbechtsplaze misste schafen. Wa mer déi Relatioun zréckschrauwen a mir soen, mir brauchen nëmmen ee Pensionéierten op zwee Aktiver, da kënne mer eis begnügen, fir d'Zuel vun deenen neien Aarbechtsplazen op d'Halschecht, dat heescht op 5.000 pro Joer unzepeilen.

Mä souwuel déi eng Zuel wéi déi aner - ech erënneren hei drun, dass an deene gudde Jore vun deene leschten 20, 30 Joer, wa mer 5.000 nei Aarbechtsplaze geschaf hunn, dass mer vun engem wonnerbare Joer geschwat hunn -, also an deenen zwee Zeenarie leie mer - mengen ech - schlecht. A mir wäerte kaum erreechen, dass mer esou vill nei Aarbechtsplaze kënne schafen, dass mer och an der Situatioun sinn, fir de wirtschaftleche Wuesstum vun deene leschte Joren an deem Mooss weiderzedreiwen.

Wann ech méi wäit ginn, an ech kucke souguer d'Aussoe vum Minister an der Kommissioun - Procès-verbal vum 4. Mäerz 2010 -, misst bei gläichbleiwende Bedingunge vun dem Pensiounssystem d'Zuel vun den Aktiven an 30 bis 40 Joer - dat ass eng Zäit e bësse méi wäit - iwwer eng Millioun klammen! Also, wa mer de Verglach maache mat haut a mat 30, 40 Joer, da gesi mer den Ënnerscheed an da gesi mer och, a wéi enger Situatioun mer sinn a wéi mer vun haut un d'Zukunft vum Pensiounssystem musse plangen.

Ech sinn hei net op aner Chifferen agaangen. Ech hu gemengt, dass ech duerch déi puer Zuelen, déi ech hei genannt hunn, jiddwerengem kéint virun Ae féieren, wéi d'Situatioun fir déi nächst Jore ka ginn. Well dat ass jo wichteg. Ech schwätze jo net nëmme fir d'Kolleegen hei an der Chamber, mä well mer dat no baussen droen, ass et och wichteg, dass een déi Elementer do de Leit dobausse ka plausibel maachen. Dat kann een nëmme maache mat einfache Chifferen.

Mir wäerten also Problemer hunn, fir an deenen nächste Joren de finanziellen Équiliber vum Pensiounssystem ze halen, esou wéi et bis elo de Fall war. Et gëtt dann en anert Element, wat och vun der Inspektioun ugefouert gëtt, wat menger Meenung no berücksichtegt muss ginn: Dat ass d'Liewenserwaardung, déi an deene leschte Joren all zéng Joer ëm ee Joer geklommen ass, déi och an deenen nächste Joren nach weider wäert klammen. Allerdéngs net bis an d'Onendlecht, dat wësse mer och. Mä et kann een awer dovun ausgoen, dass an deenen nächste Joren och d'Liewenserwaardung am selwechte Mooss nach wäert an d'Luucht goen.

Bei engem - ech huelen hei emol e Mann - bei engem Mann vu 60 Joer läit d'Liewenserwaardung haut bei 21 Joer. Bis zum Joer 2050 géif se op 25 Joer klammen. Ee Faktor, deen also net onwesentlech ass bei der Finanzéierung vun der...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi Zäit, wou en an der Pensioun ass?

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Jo, déi Zäit, dat ass d'Liewenserwaardung no der Pensioun. Voilà. Dat ass déi richteg Zuel. Dat ass net déi vun engem Bëbee. Ech mengen, dat weess jo awer jiddwereen, Här Gibéryen. Well Dir wësst jo awer, dass d'Liewenserwaardung iwwer 80 Joer läit, also kann et nëmmen dat dote sinn. Et ass richteg, dass Dir drop opmierksam maacht. Ech soen Iech och Merci fir déi Prezisioun.

Fir d'IGSS wäerte schonn am Joer 2025 d'Reserven drastesch erofgoen, an et misst een no 2030 drun denken, d'Cotisatiounen ze erhéijen. Fir de Minister stellt och eng Erhéijung vun de Cotisatioune keen Tabuthema duer. An ech mengen, wann dat esou wäit wier, wier et och méiglech, déi Diskussioun ze féieren, déi allerdéngs haut net direkt an d'Haus steet. Et muss haut iwwert d'Orientéierung vum Pensiounsregime nogeduecht ginn.

Fir d'IGSS ass déi gutt finanziell Situatioun, déi mer haut hunn, een Atout, dee mer haut hunn, fir haut déi Diskussioun kënnen ze féieren, well mer net a Panik sinn a well mer haut kënnen Akzenter setzen, déi manner wéidoen, wéi wa mer se an 20 oder an 30 Joer mussen huelen. Well dee Moment musse ganz drastesch Moossname geholl ginn - déi haut eigentlech à la douce kënne geholl ginn - an déi dee Moment och manner wéidoe fir d'Zukunft. Ausserdeem spillt domat a mengen Ae méi eng grouss Solidaritéit, well et ka jo net sinn, dass déi eng de Kuch iessen an dass déi aner no 30 Joer d'Grimmele kréien.

Et sinn och an der Diskussioun an der Kommissioun eng Rei Richtlinne festgeluecht ginn. De Minister huet déi entwéckelt, an ech hunn net festgestallt, dass do en Dissensus war iwwert déi Richtlinnen. D'Madame Presidentin huet se ervirgehuewen. Ech wëll och nach eng Kéier op déi Elementer agoen - esou wéi se an der Kommissioun duergeluecht gi sinn -, déi eigentlech d'Grondelementer duerstellen, no deenen ee sech misst orientéieren, wann et zu enger Pensiounsreform kënnt. Déi eigentlech och de Kader duerstellen, an deem - wann een esou ka soen - déi Diskussioun ka gefouert ginn.

De Sozialminister huet an der Kommissioun eigentlech dräi Prémissë genannt. Éischtens emol: De Pensiounssystem bleift bestoen opgrond vum Ëmlageverfahren; dat heescht, d'Pensioune ginn direkt finanzéiert mat de Bäiträg vun den Aktiven an dësem sougenanntene Generatiounsvertrag. Et muss allerdéngs séchergestallt ginn, dass déi aktiv Bäitragszueler vun haut muer och op déiselwecht Solidaritéit ziele kënnen. Dat ass e wichtegt Element, an dat dréit zu der Kredibilitéit vum System bäi.

Eent vun den Ziler vun enger Reform muss also déi finanziell Stabilitéit vum System garantéieren. Den Assuré vun haut bezilt seng Bäiträg an e kritt doduerch, well mer an engem Versécherungssystem sinn, och ee Recht op Sécherheet. D'Vertrauen an d'Sécherheet sinn d'Grondelementer vun dem Pensiounsregime. Dat waren déi och am Ufank, wéi et geschaf ginn ass. D'Madame Presidentin huet de Bismarck zitéiert. Jo, et war zwar kee Sozialist, mä et war awer een, deen eppes um Sozialplang gemaach huet. Jiddweree ka sech haut op e beruffen. Dir sougutt wéi mir. Mä beim Bismarck war et déi dote Solidaritéit, déi eigentlech am System gespillt huet.

Dat ass e groussen Ënnerscheed par rapport zu engem anere System, deen heiansdo ernimmt gëtt: d'Kapitalisatiounsverfahren. Dee berout net op där Solidaritéit, déi mer am Ëmlageverfahren hunn, mä dee berout op dem individuellen Abezuele vu Bäiträg an op d'Ausbezuele vun enger Pensioun, déi opgebaut ass op deenen individuelle Bäiträg, déi den Eenzelnen och bezuelt huet. Dat ass also e wesentlechen Ënnerscheed par rapport zu deem System vun dem Ëmlageverfahren.

Eng zweet Viraussetzung vun der Reform ass déi paritéitesch Finanzéierung duerch déi dräi Partner vum Pensiounsregime: de Patron, den Assuré an de Stat. Ech brauch do net weider drop anzegoen, étant donné dass dat keng Diskussioun duerstellt.

Eng drëtt Viraussetzung ass, et däerf net touchéiert ginn un de bestehende Rechter vun deene Pensionéierten an un deene Rechter, déi d'Assuréen, déi haut nach aktiv sinn, sech an deene leschte Joren opgebaut hunn. Si hunn déi opgebaut am Hibléck op e gewëssent Zil, an et wier e bëssen e Verrot un deem, wat si versprach kritt hunn, dee Moment, wou si abezuelt hunn. Et kann also net esou sinn, dass do retroaktiv Mesurë kéinte geholl ginn.

Et ass selbstverständlech, dass och un deene klengen a Mindestrenten näischt touchéiert däerf ginn. An ech maachen hei drop opmierksam, dass eigentlech déi lescht Reform vun 2001, dass déi als eent vun den Haaptziler hat, och eenzel Hongerrenten aus der Welt ze schafen.

Ech wëll awer dann drun erënneren, dass d'IGSS an hirem Rapport zwee weider sozial Objektiver genannt huet, déi bei enger Reform am A musse behale ginn. Dat ass éischtens, dass déi Pensionéiert op eng équitabel Aart a Weis um Revenu national hiren Undeel musse kréien, an zweetens, dass den Équiliber bäibehale muss ginn tëschent dem verfügbaren Akommes vun deenen Aktiven a vun deene Pensionéierten.

D'IGSS huet dann an hirem Rapport vum 22. Abrëll 2009 eng Rei Pisten - et sinn der 15 - opgewisen, déi ee kann envisagéieren, fir déi finanziell Ofsécherung vun de Pensioune besser ze garantéieren. Ech wëll ganz sécher net déi 15 Pisten hei duerchgoen, well dat mech ze wäit géif féieren. Ech erlabe mer awer, e puer vun deene Pisten, déi vläicht méi an d'A stiechen, erauszepicken.

Eng éischt Pist, dat ass déi aktiv Aarbechtszäit, „Durée de vie active", oder och d'Prolongatioun, esou wéi d'UEL dat gesot huet, vun der Aarbechtszäit iwwer e gewëssen Alter eraus a besonnesch och iwwert dee mëttleren Alter, wou d'Leit haut a Pensioun ginn, eraus.

D'UEL huet drop higewisen a si huet eng Propos gemaach fir d'Bestëmmunge vum Facteur de remplacement, deen op 1,85% läit, dass dee kéint ugewennt ginn, an zwar dee Moment, wou den Alter plus d'Versécherungszäit gläich honnert wier. Dat fannen ech…, a wann een dat net géif erreechen, krit ee vun der Pensioun ofgezunn. Ech fannen, dat ass eng Limite, déi äusserst héich ass! D'Iddi u sech kann interessant sinn. Et kann ee vun Décote schwätzen, mä da kann een awer déi Barre net esou héich setzen, dass à la fin du compte vill Leit net méi drun erukommen.

Mir hunn haut een anere System, deen 2001 ageféiert ginn ass, fir d'Leit ze incitéieren, méi laang an der Pensioun ze bleiwen. Dat ass deen, dass de Facteur de remplacement…

Plusieurs voix.- Am Beruffsliewe bleiwen.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- …am Beruffsliewen ze bleiwen - pardon -, dat ass deen…

Une voix.- Dat sinn aner Facteuren…

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Entschëllegt, entschëllegt, …dat ass deen, dass de Facteur de remplacement vun 1,85% gehéicht ka ginn ëm 0,01% pro Liewens- a Versécherungsjoer, wann den Alter an d'Versécherungsjoren zesummegerechent d'Zuel vun 93 iwwerschreiden. De Maximaltaux däerf bei dem Taux de remplacement awer net iwwer 2,05 goen.

Déi Mesure ass ageféiert ginn als Incitatioun, fir d'Leit dozou ze bréngen, dass se méi laang sollen am Aarbechtsprozess bleiwen. Meng Fro - ech weess net, wéi déi sech bis haut ausgewierkt huet, dat ass eng Rei Joren hier -, dofir ass meng Fro elo: Huet déi Mesure eppes bruecht, Här Minister? Ass den Effet, deen 2001 an déi Mesure gesat ginn ass, ass deen agetrueden? Oder awer ass déi Mesure praktesch ouni Effet bliwwen? Da misst ee sech allerdéngs Gedanke maachen, wéi eng aner Incitatioune kënnen erabruecht ginn, fir d'Leit eben ze incitéieren, méi laang am Aarbechtsprozess ze bleiwen.

Ech mengen, ech hu vun der Propos vun der UEL geschwat. Ech géif mengen, et ass esou, dass déi Problematik hir Wichtegkeet huet. Ech hu se och un éischter Plaz genannt, well de mëttleren Alter, wou d'Leit a Pensioun ginn - d'Madame Presidentin huet et scho gesot -, dee läit zu Lëtzebuerg bei ronn 58 oder 59, mengen ech, zwëschent 58 an 59 Joer. Et ass kloer, dass fir d'Éischt misst drop higeschafft ginn, déi Moyenne eropzesetzen: dass also Mëttele musse fonnt ginn, dass d'Leit och bereet sinn, méi laang schaffen ze goen, wat net einfach ass.

D'Patronen hunn de Sujet ugeschwat. Si hunn awer net - ausser där doter Mesure - gesot, wéi d'Patrone selwer bereet wieren, an den Entreprisë Mesuren ze huelen, dass d'Leit och méi laang kënne bleiwen. Et si Mesurë genannt ginn, fir hallef ze schaffen, fir Iwwergäng ze maachen. Et kann een dat alles kucken, mä wann et näischt bréngt, dann ass et ëmmer e Schlag an d'Waasser. Ech mengen, déi Mesuren do kënnen nëmmen en accord mat de Patrone geholl ginn, dass och Mëttele fonnt ginn, dass d'Assuréen och vun där Säit aus net aus de Betriber - wéi dat oft geschitt - erausgëeekelt ginn, mä dass probéiert gëtt, se och an de Betriber ze halen.

An deem Zesummenhang kann een d'Fro opwerfen - déi dobaussen zwar interessant kléngt - vun enger Erhéijung vum allgemenge Pensiounsalter vu 65 Joer, well et däerf ee jo net vergiessen, dass ëmmer nach 65 Joer de richtege Pensiounsalter zu Lëtzebuerg ass. Déi, déi mat 60 Joer a mat 57 Joer ginn, dat ass eng „fréizäiteg Pensionéierung", wéi et och am System genannt gëtt. D'Fro ass also déi: Wéi steet et mat enger Erhéijung vum Pensiounsalter iwwer 65 Joer eraus?

Ech hunn elo grad deen Alter - de mëttleren Alter - genannt, wou d'Leit a Pensioun ginn: 58 bis 59 Joer. Tëschent deenen a 65 Joer leie sechs bis siwe Joer. An Expertë soen eis, wann d'Leit alleguer mat 65 géife goen, hätte mer kee finanzielle Problem. Also bréngt och - dësen Ablack, wou d'Leit mat 58 bis 59 Joer ginn - eng Erhéijung vum Pensiounsalter vu 65 op 67 Joer eigentlech kaum eppes, well d'Leit…

Une voix.- Ausser d'Kierzung vun der Pensioun…

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Dat wier ze gesinn. Ech kéint der Mesure och positiv Säiten ofgewannen, well gegebenenfalls eng Rei Leit mat 65 Joer - wa se spéit an den Aarbechtsprozess komm sinn - déi zéng Joer Versécherung nach net erreecht hunn. Ech weess net, wéi vill Leit datt dat sinn. D'Mindestversécherungszäit ass jo zéng Joer oder 120 Méint. Gëtt et där Leit nach? Wann et där nach gëtt, wier et interessant, un den Artikel 178 vum Code des Assurances sociales bastelen ze goen an eventuell déi Dispositioun ze änneren. Déi schléisst nämlech formell aus,

dass een iwwerhaapt no 65 Joer nach am Pensiounsregime opgeholl gëtt. Et schléisst et aus haut. Et ass keng Méiglechkeet iwwer 65 Joer, sech nach an eng Altersversécherung ze mellen.

Dofir wier d'Fro…, dofir kéint ech och vu mir aus esou enger Mesure - obschonn ech net direkt gesinn, firwat dass een et misst maachen - nach eng positiv Säit ofgewannen. Et kéint een dee Moment och - wa mer méi op de Rachat pochen - do nach Délaien zousätzlech opmaachen, wa mer déi Limite eropsetzen, wou d'Leit de Rachat kéinte maachen, dee se haut iwwer 65 Joer net méi kënne maachen. Et ass also och…, bei all Mesure, déi mer huelen, gëtt et also och eng positiv an eng negativ Säit.

Zweete Punkt: Dat ass den Alter vun der fréizäiteger Alterspensioun. Een Assuré ka mat 57 Joer a Pensioun goen, wann e 40 effektiv Versécherungsjoren huet, wann en déi noweise kann, an e ka mat 60 Joer goen, wann e 40 effektiv oder Ersatzzäiten, dat heescht Stagenzäiten, noweise kann.

Fir eng kloer Stellung ze bezéien zu der fréizäiteger Alterspensioun, besonnesch mat 57 Joer, misst ee vläicht iwwer besser Statistike verfügen, wéi dann d'Zuel vun den Assuréë sech an de leschte Joren entwéckelt huet, déi mat 57 Joer a Pensioun gaange sinn, nämlech mat der Verlängerung. Déi 57 Joer hunn effektiv Sënn gemaach an der Vergaangenheet, well d'Leit ganz fréi ugefaangen hunn, sech ze versécheren: scho mat 17 oder mat 16 Joer. Déi Zuel huet awer staark ofgeholl.

Duerch d'Studien an esou weider gëtt et ëmmer manner Leit, déi fréi an d'Pensioun erakommen. Déi Studië maachen, wou also d'Zäit, wou se ufänken, ze cotiséieren, ëmmer méi spéit gëtt…, esou dass ee sech d'Fro ka stellen, ob nach vill Leit mat 57 Joer a Pensioun kënne goen oder ob een domat muss rechnen, dass an Zukunft eigentlech d'Zuel vun deenen esou wäit zréck géif goen, dass ee bal kéint soen, déi do Kategorie vu fréizäiteg Pensionéierte géif ausstierwen. Dat weess ech net. Fir eng Positioun ze huelen, misst een also - a mengen Aen - iwwer kloer Statistike verfügen a gesinn, wéi d'Zuel an deene leschte Joren evoluéiert ass.

Mat 60 Joer kann een a Pensioun goen, wann déi effektiv Versécherungszäiten an d'Stagenzäiten zesumme 40 Joer ausmaachen. Bei den effektive Versécherungszäite stellt sech eigentlech kee Problem. Mä de Problem stellt sech bei de Stagenzäiten. Et ass och deen, deen am Laf vun der Diskussioun an der Kommissioun ugeschwat ginn ass, wat mech dann zu dem drëtte Punkt bréngt, der drëtter Pist, déi och d'Inspektioun opgeworf huet, dat heescht, d'Stagenzäiten oder d'Ersatzzäiten.

Als Stagenzäiten - Artikel 172 vum Code des Assurances sociales - gëtt et eng Rei vun Zäiten, déi opgefëiert sinn, wou ee verschiddener ka vergiessen, well déi mat der Zäit verschwannen. Et bleiwen zwou Kategorië vu Leit, déi haaptsächlech vun de Stagenzäite profitéieren: Dat sinn engersäits d'Studenten an dat sinn op där anerer Säit déi Leit, déi doheem bleiwen, fir d'Erzéiung vun de Kanner ze maachen.

Bei de Studienzäiten ass et esou - oder och bei den Erzéiungszäiten -, wann een natierlech géif un deenen doten Zäiten dréine goen, et géif ee se erofsetzen, et géif ee se halbéieren, et géif ee se verschwannen doen, wéi dat vun der UEL an hirem Avis verlaangt gëtt, da géif dat bedeiten, dass et drastesch Konsequenze géif gi fir déi Pensionéiert, déi bis elo mat 60 Joer gaange sinn. Well do si ganz vill Leit, déi nëmme konnten a Pensioun goe mat 60 Joer, well se effektiv eng Rei Stagenzäiten haten. Et ass also ubruecht, dass, wann een dorunner fréckele geet, dass dat mat ganz grousser Virsiicht muss geschéien.

Bei de Studienzäite bitt sech vläicht elo d'Méiglechkeet, fir ze ënnersichen, wéi wäit Studienzäiten als effektiv Versécherungszäite kéinten ëmgewandelt ginn - nom Artikel 171 Cotisations sociales -, wann am Rahme vun deene Mesuren, déi ugekënnegt si ginn am Kader vun der Tripartite, wann den Alter bei de Studenten…, wa vun 21 un, vum Alter vun 21 Joer kee Kannergeld méi bezuelt géif ginn, mä aner Studiëbäihëllefen, ob een dann net och an deem Zesummenhang d'Sozialversécherung am Allgemenge vun de Studenten - op jidde Fall emol iwwer 21 Joer - géif mat ënnersichen a géif probéieren, och do Virschléi ze maachen, déi an d'Richtung géife goe vun effektive Versécherungszäiten. Bleift allerdéngs d'Fro, wéi se kéinte finanzéiert ginn. Déi Fro bleift op. Et misst een och kucken, ob dat och Mindestloun muss sinn oder ob een hei och kéint Cotisatiounen erhiewen, déi net op de Mindestloun géife festgesat ginn.

Bei den Erzéiungszäiten, mengen ech - déi iwwregens am Rahme vun den internationale Bestëmmungen net onproblematesch sinn -, stellt sech d'Fro, ob all déi gesetzlech Moossnamen an Hëllefen, déi mer am Laf vun der Zäit ronderëm vun der Gebuert vun engem Kand geschaf hunn an déi och am Zesummenhang sti mat der Erzéiung vun de Kanner an deenen éischte Liewensjoren, ob déi net missten iwwerschafft, iwwerduecht an an eng iwwersiichtlech a kohärent Moossnam missten erageféiert ginn, déi dee Moment och géif erlaben, Froen, wéi déi vum Congé parental, vun der Allocation d'éducation a vun anere Prestatiounen, déi och am Zesummenhang mat der Gebuert bezuelt ginn, ob déi net kéinten an en einheitlechen, kohärente System mat erageféiert ginn. Wou dee Moment och d'Fro muss gestallt ginn, ob een d'Erzéiungsjoren net duerch effektiv Versécherungsjoren ersetzt, an dass een dee Moment och, dat muss ee kucken - mir hu jo d'Babyjoren -, wéi wäit dass do d'Babyjore kéinten ausgedehnt ginn.

Wann een déi Mesuren zesummeféiert, vun deenen ech geschwat hunn, kann et jo och méiglech sinn, dass do Mëttele fräigestallt ginn, fir déi Finanzéierung do ofzesécheren. An ech wëll och net hei verheemlechen, dass een ausser de Froe vu Baby- an Erzéiungsjore gegebenenfalls och déi Weiderentwécklung vun der Mammerent am Rahme vun esou enger Diskussioun net dierft…

Une voix.- …ausschléissen.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- … ausschléissen.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Wonnerbar!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- An deenen...

(Hilarité)

Une voix.- Looss et sinn.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- …déi ursprünglech…

Une voix.- Mammerent, très bien!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Ech hunn den Tëscheruff héieren.

(Hilarité)

Une voix.- Mir net!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Dir net? Déi ursprünglech Iddi vun der Mammerent war déi, fir all deene Fraen…

(Interruption)

Ech héieren? …all deene Fraen, déi ni konnte verséchert sinn, déi awer hiert Liewe laang geschafft hunn a Kanner erzunn hunn, fir deenen eng Kompensatioun ze ginn.

(Interruptions)

Mir hunn awer mat der Zäit…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, schaf se of!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Neen, mir schafe se net of, Här Gibéryen. Mä et muss een...

(Interruptions)

Ech hunn Iech elo gesot, dass d'Problematik misst am Rahme vun all deenen anere Mesuren ënnersicht ginn.

(Assentiment)

An dee Moment ginn och Mëttele fräi. Déi, déi se hunn, wäerte se behalen,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo, dat wär awer och nach schlëmm, dat wär och nach dat Héchst!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- ...déi, déi sech kënnen...

(Interruption)

Une voix.- Da lauschtert emol no.

Une voix.- Mir hu se jo agefouert, he?

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Mat lech muss een ëmmer ganz virsiichteg sinn, well ech wëll dat awer kloer soen, well wann ech dat net gesot hätt, dann hätt Der gesot, ech hätt et net gesot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach, dach. Dir sidd op enger gudder Linn.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Dofir, ech wollt dat kloer soen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir sidd op enger gudder Linn.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Voilà! Dofir misst een och kucken - well haut aner Méiglechkeete bestinn, déi mer am Rahme vum Pensiounssystem hunn, an et ass schonn de Rachat ugeschwat ginn -, ob et net besser wär, all déi Leit an de Rahme vun der Pensiounsversécherung, mat Hëllefen och vun öffentleche Gelder… - gegebenenfalls sinn der jo fräi ginn, wann d'Mammerent net weidergeféiert gëtt -, dass een da géif versichen, och déi an de Pensiounssystem ze integréieren.

Wann ech déi Mesuren hei ufëieren, dann ass et selbstverständlech, dass mer op dee Wee musse goen, wéi dat a Schweden geschitt ass. Dat heescht, dass mer och probéiere mussen, fir déi Leit, déi eventuell sozial géifen ënner esou Mesurë leiden, dass do déi Mesurë sozial mussen ofgefiert ginn. Et muss ee sech also Gedanke maachen - an ech hunn hei Beispiller ugeféiert -, wéi een déi sozial Offierderung fir all déi Leit do ka maachen. Et schéngt mer eng wichteg Viraussetzung ze si fir d'Akzeptanz vu Mesuren, déi einschneidend an de Pensiounsregime agräifen.

An de verschiddenen Dokumenter gëtt dann och opgeziel, gëtt och geschwat vun enger Revisioun vun den Antikumulbestëmmungen tëschent de Pensiounen an deem, wat een duerch professionell Aktivitéit nach ka verdéngen. Dat ass haut ganz selektiv festgeluecht. Wann ee wëllt d'Leit incitéieren, fir méi laang schaffen ze goen, muss een och kucken, dass een déi Mesuren oplockert, dass ee se méi flexibel mécht. Et muss een d'Abusë vermeiden, mä et kann ee mat deene Mesuren, wéi mer se haut hunn - mengen ech -, keen hannert dem Uewen erauslackelen, fir méi laang schaffen ze goen.

Ech hu vun deene 15 Pisten elo der e puer opgezielt, déi am Rapport vun der IGSS vum 22. Abrëll opgelëscht waren. Ech géif mengen, an enger seriöer Approche missten all déi Punkten a Moossnamen, déi schliesslech an der Regierungserklärung iwwerholl si ginn - esou wäit, wéi se an eng Reform och mat afléissen -, op hir Konsequenzen ënnersicht ginn, op de Pro a Kontra, wat déi finanziell Konsequenzen ugeet, awer och de Pro an de Kontra, wat d'Konsequenzen ugeet fir deen eenzelnen Assuré. Et muss ee Chiffres à l'appui feststelle kënnen, wat d'Auswierkunge vun deenen eenzelne Moossnamen op déi finanziell Entwécklung vun dem Pensiounsregime selwer sinn, awer och virun allem op Prestatioune vun deem eenzelnen Assuré.

D'Lëscht, dat seet d'Inspektioun selwer, déi se virgeluecht hunn, ass net komplett. De Pensiounssystem ass e komplexen Ensemble. Et gëtt vill - d'Madame Presidentin huet et scho gesot - Schrauwen, un deenen ee beim Pensiounsregime dréine kann. Allerdéngs mussen, wann déi Moossname solle geholl ginn, wat ech scho virdru gesot hunn, da muss fir all Moossnam festgeluecht ginn, wat se bréngt fir déi finanziell Verbesserung vum System a wat fir eng Konsequenze sech och doraus fir den eenzelnen Assuré géifen erginn.

Ech géif och mengen, wann een déi do Mesuren ënnersicht, da soll een och kucken, wat bis elo d'Gesetz iwwert d'Zousazpensioune vun 1999 bruecht huet. Et schéngt mer esou ze sinn, dass dat relativ strikt verfaasst war an dass ee misst kucken, ob net do Oplockerunge misste kommen, dass och dat méi flexibel misst gehandhabt ginn an dass eventuell gesetzlech Ännerunge géife virgeholl ginn.

Domat wëll ech awer net, fir dat erëm kloerzestellen, soen, dass ee soll op deen dote System tabléieren. Ech sinn a bleiwen een Unhänger an ee Verfechter vun deem öffentlech rechtleche Pensiounssystem,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- … deen een esou soll verbesseren, dass jiddwereen eng anständeg Pensioun ka kréien; wat awer net ausschléisst, dass een en zweeten an drëtte Pilier ka favoriséiere fir deen, deen dat do wëllt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pensiounssystem, deen elo honnert Joer al gëtt, dat éischt Gesetz ass vum 6. Mee 1911, ass am Laf vun der Zäit gewuess. En ass revidéiert ginn, verbessert ginn. En huet gesetzlech wesentlech Ännerunge matgemaach. E stellt haut wirtschaftlech a sozial en Element duer an eiser Gesellschaft, wat net ewech ze denken ass a wou een och net liichtsënneg dermat sollt ëmgoen.

Allerdéngs muss et esou sinn, dass dee Regime och net figéiert däerf bleiwen. Et muss een e kënnen upassen, esou wéi mer et an der Vergaangenheet gemaach hunn, an et muss een och deene gesellschaftlechen Entwécklunge wäitgehend Rechnung droen.

Ech hu versicht an engem Saz dat, wat ech gesot hunn, zesummenzefaassen. D'Ännerunge vum Pensiounsregime, déi virgeholl musse ginn, musse wirtschaftlech tragbar sinn, sozial zoumuttbar. Se musse juristesch kohärent sinn. Se musse kredibel si fir den Assuré, akzeptabel fir d'Sozialpartner, wat nach e weideren Dialog verlaangt, an och konsensfäeg fir d'Politik.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Paul-Henri Meyers Merci. An als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dass virun 100 Joer hei zu Lëtzebuerg déi éischt Pensiounssystemer agefouert gi sinn, huet sech villes verännert. Deemools haten d'Leit eng Liewenserwaardung vun eppes méi wéi 45 Joer. Haut ass se däitlech méi héich. Fir genee ze sinn, läit se bei 77,6 Joer fir d'Männer a bei 82,7 Joer bei de Fraen.

Parallell zu där steigender Liewenserwaardung si mer och mat enger Alterspyramid konfrontéiert, enger Liewenspyramid, déi deen Numm eigentlech scho laang net méi verdéngt huet, well hir Form ähnelt scho laang net méi där vun enger Pyramid.

D'Zuel vun deenen eelere Matbierger klëmmt, an d'Zuel vun deene Jonken hëlt of. Aktuell kommen op ee Pensionnaire 2,5 Beschäftegter. Dass dës Relatioun mëttelfristeg sech wäert verschiben, ass opgrond vun der demographescher Entwécklung méi wéi sécher. Dëst wäert dann och dozou féieren, dass d'Relatioun tëscht de Generatioune massiv op d'Prouf wäert gestallt ginn.

Wéi kënne mer d'Ofséchere vun eisem Pensiounssystem längerfristeg op eng sécher Basis stellen? Wat bedeit eng steigend Statsschold fir déi zukünfteg Generatiounen? Drot eis eventuell souguer eng sougenannte Gerontokratie, dat heescht eng Dominanz vun deenen eelere Leit, well déi steigend Zuel vun eelere Leit eventuell Mesurë kéinte verhënneren, déi awer am Sënn vun der Jugend wären?

Mir mussen dës Froen éierlech a mat där néideger Seriositéit diskutéieren, fir erauszefannen, wou potenziell Generatiounskonflikter kéinten entstoen, wou mer a schlechten Dicher stiechen a wat mer kënne verbesseren.

Här President, wien iwwert d'Geben und Nehmen tëscht de Generatiounen nodenkt, dee lant onweigerlech beim sougenannte Generatiounsvertrag. Dësen ass awer am Fong geholl guer kee Vertrag, mä eng staatlech organiséiert Ënnerhaltsflicht vun deene Leit, déi berufflech aktiv sinn, vis-à-vis vun deene Leit, déi an der Pensioun sinn.

Haut sinn d'Grondlage vun dësem Vertrag, nämlech de Pensiounssystem a senger aktueller Form, awer a Fro gestallt. Leeschtungszousoen, déi nach viru Jorzéngten ënner ideale Konditiounen - ech verstinn dorënner eng niddreg Inflatioun an awer och niddrege Chômage an héich Gebuertszuelen -, déi deemools gëlteg waren, kënnen haut net méi, oder zumindest net méi dauerhaft oprechterhale ginn. Dofir ass d'Reform vum Rentesystem dee wuel gréisste Chantier vun eisem jëtzege Sozialstat, awer op alle Fall deen, an deem dee meeschten Zündstoff fir d'Relatiounen zwëschent de Generatioune stécht.

Et ass mat Sécherheet keng liicht Aufgab, dëse System esou ëmzebauen, datt d'Laaschten eenegermoosse gerecht verdeelt ginn an och vun enger Majoritéit vu Leit als gerecht emfonnt ginn. Dëst ëmsou méi, well mer zu Lëtzebuerg iwwer e Pensiounssystem verfügen, dee par rapport zu anere Länner nach relativ gutt dosteet, fir net ze soe ganz gutt dosteet, an dat trotz am Verglach mam Ausland niddrege Cotisatiounen.

Et muss net den décken Hummer ugesat ginn an alles a Fro gestallt ginn, mä trotzdeem, et si Korrekturen néideg, wa mer den Niveau vun de Leeschtungen an de Cotisatioune wëllen halen.

Vun der Politik verlaangt dat Courage, fir bestehend Schiflagen ze korrigéieren, an awer och Standfestegkeet, fir der Verlockung ze widderstoen, mat populisteschen, awer net finanzéierbare Versprieche op Stëmmefang ze goen, zum Beispill bei de Rentner.

Här President, den Débat vun haut huet eng laang Virgeschicht. Si geet eigentlech zréck op d'Regierungserklärung vum 12. August 1999. Op dës Erklärung hin nämlech huet déi deemoleg Regierung dem Bureau international du travail - deem sougenannte BIT - den Optrag ginn, eng Analys ze maachen iwwert déi aktuariell a finanziell Evolutioun vun eisem Pensiounsregime. Dëst wor den Ufank zu den Aarbechte fir dee sougenannte Rentendësch I.

Parallell zur BIT-Etüd gouf den 21. Januar 2001 eng Etüd vu Pricewaterhouse virgestallt, mat méigleche Resultater wat de Placement vun de Reserve vun de Pensiounskeesen ubelaangt.

Den 10. Mee a senger Deklaratioun iwwert den État de la nation huet de Premier op de Rentendësch invitéiert. Dëse Rentendësch war zesummegesat, an ech wëllt nach eng Kéier trotzdeem hei drun erënneren, vu Vertrieder aus de Fraktioune vum Parlament, de Gewerkschaften an der Patronatsorganisatioun, der UEL. No néng Réuniounen huet de Rentendësch de 16. Juli 2001 säi Schlussrapport gemaach, den entspriechende Projet de loi gouf den 13. Dezember 2001 an der Chamber deponéiert an de 5. Juni 2002 ass de Projet schliesslech hei an der Chamber gestëmmt ginn.

Här President, déi zwee Haaptresultater vum deemolege Rentendësch waren éischtens d'Ofschafe vun deene sougenannten Hongerrenten an zweetens huet de Rentendësch enger Diskussioun en Enn gesat, enger Diskussioun, déi virdru jorelaang zu Lëtzebuerg ouni Resultat gefouert ginn ass: eng méi grouss Konvergenz tëscht dem privaten an dem öffentleche Secteur a puncto Renten. Dëst sinn onbestridde Méritë vun deem Rentendësch.

An der Ofschlossdeklaratioun vum 16. Juli 2001 gouf e Pak Mesuren zréckbehale mat engem jährleche Käschtepunkt fir d'Pensiounskeese vu fënnef Milliarden där aler Frangen deemools, also 125 Milliounen där jëtzeger Euroen. Dem Rentendësch seng Aarbecht baséiert op der BIT-Etüd an awer och op der Etüd vu Pricewaterhouse-Coopers, wat d'Politik vun de Placementer a vun de Geldreserven ubelaangt. De Rentendësch ass selbstverständlech op d'Recommandatioune vum BIT agaangen, deen op d'Interdépendance vu wirtschaftlechem Wuesstum, der demokratescher Entwécklung an der Garantie vum Finanzéquiliber vum Rentesystem higewisen huet.

D'Vertrieder vum Rentendësch hunn op alle Fall kloer zum Ausdrock bruecht, dass verschidde Mesurë missten eventuell zréckgeschrauft ginn, sollt sech erweisen, datt déi jährlech gebrauchte Gelder als Folleg hätten, dass d'Reserven ënner 1,5-mol déi néideg Ausgabe géife falen an domadder e Finanzement op Dauer net méi garantéiert wär. Genausou kloer ass gesot ginn, datt dat Zréckschrauwen net gëllt fir déi Mesuren, déi geholl gi sinn en faveur vun deene klenge Renten, deene sougenannten Hongerrenten.

Et muss een awer ganz objektiv gekuckt och soen, dass déi eng oder aner Mesure, déi deemools am Kader vum Rentendësch beschloss ginn ass, haut éischter diskutabel ass. Dat war och am Schlussdokument esou festgehale ginn, an ech zitéieren: «Les participants au „Rentendësch" sont d'accord à revenir sur un certain nombre de mesures, sans porter atteinte aux pensions à faible niveau, au cas où il se dégagerait du bilan actuariel, réalisé tous les sept ans, que le niveau de la réserve risquerait de tomber en-dessous du minimum légal de 1,5 fois les dépenses annuelles et qu'un financement durable des pensions ne soit plus garanti sans imposer des charges supplémentaires aux générations futures.»

Dee Moment, Dir Dammen an Dir Hären, ass elo ginn. Zwar sinn eis Reserven nach héich, a si wäerten och nach kuerzfristeg an deenen nächste Jore klammen. Dee längerfristege Finanzement vun eisem Pensiounssystem ass awer alles anescht wéi geséchert, respektiv e riskéiert zu enger immenser Belaaschtung fir déi kommend Generatiounen ze ginn. Et muss deemno gehandelt ginn.

Et muss elo gehandelt ginn, well déi Mesuren, déi elo ergraff ginn, trieden héchstwahrscheinlech eréischt an e puer Joer a Kraaft, a si brauchen och Zäit, fir dass se sech finanziell bemierkbar maachen am System. Dobäi kënnt jo awer och, dass een den Assuréen déi néideg Zäit muss ginn, fir sech op déi genau Ëmstänn, déi duerch eng eventuell Pensiounsreform entstoe kéinten, anzestellen. Wann d'Liewensaarbechtszäit eventuell soll verlängert ginn oder den Niveau vun de Renten eventuell an Zukunft vun der ekonomescher Entwécklung sollt ofhänken, da mussen d'Leit éischtens genee wëssen, wat op se duerkënnt, an zweetens, wéi schonns gesot, d'Méiglechkeet awer och hunn, sech dorops virzebereeden, beispillsweis duerch den Ofschloss vun enger privater Zousazrent.

Här President, d'Beispill vum Rentendësch I weist, dass et also duerchaus méiglech ass, eng Reform vum Pensiounssystem innerhalb vun enger Legislaturperiod duerchzeéien. A wat ass an deene leschte Jore bis elo am Dossier Renten oder Pensioune geschitt?

Une voix.- Guer näischt!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Net vill, fir net ze soen näischt.

Ob dat sech an där noer Zukunft wäert änneren, ass alles anescht wéi sécher. Zwar gouf e Projet de loi fir den Hierscht ugekënnegt, mä esou Ukënnegunge goufen et schonn dacks a sinn ze oft ouni Suite bliwwen.

Nach am Ufank vum Joer huet et geheescht, de 4. Mäerz géifen der zoustänneger Chamberskommissioun d'Grondzich vun där Reform ënnerbreet ginn. An där Réunioun huet de Minister awer just e puer ganz allgemeng Pisten opgezeechent, ouni an den Detail ze goen. An ech muss soen, en ass souguer esou wäit gaangen an huet, baséierend op dem Zitat aus dem Ofschlossdokument vum Rentendësch, wat ech virdrun zitéiert hunn, gesot, dass zu dësem Zäitpunkt keen Handlungsbedarf géif bestoen an dass d'Warnluuchte fréistens an deenen nächste fënnef bis zéng Joer géifen ugoen. An ech zitéieren aus dem Procès-verbal vum 4. Mäerz 2010: «Si cette considération était toujours prise à la lettre aujourd'hui, on pourrait se dispenser, à ce stade, d'une réforme dans la mesure où il n'est pas envisageable sur les cinq à dix prochaines années que „le clignotant" prédéfini s'allume.»

An enger Réunioun vun der Finanzkommissioun den 23. Mäerz 2010, an där et ëm de Lëtzebuerger Stabilitéitsprogramm fir d'Joren 2009 bis 2014 gaangen ass, ass een näischt Konkretes gewuer ginn, wéi der Regierung no eng Reform vum Pensiounssystem kéint ausgesinn. Eenzeg an eleng war gewuer ze ginn, dass et méiglech wär, dass d'Renten an Zukunft no gewëssenen ekonomesche Kritäre kéinten ausgeriicht ginn. Wat allerdéngs genee dorënner ze verstoen ass a wat fir en Afloss dës Kritäre sollten op d'Renten hunn, dat gouf net gesot.

Dobäi kënnt, dass den Débat, dee mer haut féieren, och scho viru Wochen hätt solle gefouert ginn. Et gouf awer deemools, op Wonsch vun der LSAP, déi dësen Débat selwer ugefrot hat, an de Juni verréckelt. Als offiziellt Argument ass deemools gesot ginn, dat wär, fir dem Minister déi néideg Zäit ze ginn, dësen Débat ze preparéieren.

(Interruption)

Et kann een nëmmen hoffen, dass de Minister dës Zäit dann och an deem Sënn genotzt huet an eis haut dann endlech konkret Virschléi presentéiert, wéi hien d'Reform vum System wëllt ugoen.

Här President, et kann een an deem Kontext och vun eidele Versprieche schwätzen. Well virun de Wahlen ass den Här Minister duerch d'Land gezunn an huet jiddwerengem, deen et wollt héieren, an och souguer deenen, déi et net wollten héieren,…

(Hilarité)

…haart an däitlech gesot, dass eis Rente sécher wären an dass keen Handlungsbedarf géif bestoen.

Kaum awer waren d'Wahlen eriwwer, do huet op eemol Panik um Supertanker Pensiounssystem geherrscht, an et konnt net séier genuch goen, fir ze probéieren d'Steier nees ëmzerappen,…

Une voix.- Aha!

M. Carlo Wagner *(DP).*- …fir dem Defizitäisbierg nach kënnen auszewäichen. An anere Wierder, dem Wieler gouf virun de Wahlen eng gesond Welt - genau wéi emol virun e puer Joren, et huet mech drun erënnert, den Norbert Blüm an Däitschland -, dem Wieler gouf also eng gesond Welt virgegaukelt, fir net ze soen, dass d'Leit iwwert d'Ouer gehae gi sinn.

Une voix.- 39 Sëtz hu se!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Leider ass et awer esou, dass de Pensiounstanker nach ëmmer kee klore Kurs féiert. Dat, well de Kapitän ganz offensichtlech net richteg weess, wou hie wëllt zum Schluss ukommen. Amplaz dass fréizäiteg eng zilorientéiert Diskussioun gefouert gi wär, muss ee leider feststellen, dass déi lescht sechs Jore sechs verluere Jore waren, wat d'Renten ubelaangt. Verluere Jore fir déi Leit, déi virun de Wahlen am Glawe gelooss gi sinn, dass hir Pensioune sécher wären. Verluere Joren awer och fir all déi Beschäftegt op eisem Aarbechtsmaart an déi eng Kéier sollten an d'Rent goen.

D'Demokratesch Partei fuerdert dofir de Sozialminister op, endlech opzehale mat deene Spillercher an elo Neel mat Käpp ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Et gëllt partei- a wahltaktesch Interessen hannert d'Interesse vun e puer 100.000 Rentner a Beschäftegter ze stellen. De Stëllstand op alle Fall däerf keng Optioun ze sinn.

Ech muss soen, mir Demokratesch Partei, mir sinn och guer net d'accord mam Minister, wann e mengt, dass et géif duergoen, esou eng wichteg Reform eenzeg an eleng mat de Sozialpartner auszehandelen a Gespréicher, déi fir d'Öffentlechkeet vollkommen ontransparent oflafen, a wou d'Leit dann einfach mat den ausgehandelte Resultater géife konfrontéiert ginn.

(Interruption)

Dofir bleiwe mir DP derbäi, dass fir déi ustehend Reform, genau wéi dat 2001 beim éischte Rentendësch de Fall war, all Parteien aus der Chamber mussen an dës Diskussioun agebonne ginn.

Nëmmen esou kënnen d'Leit de Fortgank vun de Gespréicher genee mat verfollegen an awer och déi verschidde Propose vun deenen eenzelnen Acteure kloer identifizéieren. Am Numm vun der Demokratescher Partei erneieren ech dofir eis Fuerderung no engem zweete Rentendësch. A wann ech d'Madame Mutsch virdrun héieren hunn, wou d'Madame Mutsch der Meenung war, et misst en nationale Konsens ginn, da muss ech mech froen, Madame Mutsch: Firwat wär d'LSAP da géint dee Rentendësch II?

Här President, dat Zécken, wat mer bis elo an dësem Dossier gesinn hunn, ass aus zwou evidenten Ursaache méi wéi onverständlech. Deen éischte Grond ass d'Entwécklung vun de Pensiounsreserven, esou wéi se vun der IGSS an hirer leschter Etüd skizzéiert si ginn. Bei engem duerchschnëttleche Wuesstum vun 2% d'Joer - wat déi ongënschtegst vun deenen zwou Prognose vun der IGSS ass - sinn d'Pensiounsreserve spéitstens am Joer 2034 komplett opgebraucht. Wann eis Wirtschaft 3% am Joer wiisst, dann ass dat 2041 de Fall.

Wann een awer weess, dass eis Reserven net ënnert de legale Minimum vun 1,5-mol déi lafend Dépensen däerfe falen, gesäit all Mënsch, wéi grouss a wéi dréngend den Handlungsbedarf ass, fir haut scho Mesuren ze huelen, déi an e puer Joer a Kraaft triede sollen. Iwwert den Zäitraum kann een diskutéieren - wéi gesot, an e puer Joer -, fir de Leit eng Chance ze ginn, sech op déi nei Ëmstänn virzebereeden a sech deementspriechend ze orientéieren.

Et dierft kengem entgaange sinn, dass mer eis matzen an enger schwéierer Wirtschaftskris befannen, wou mer fir de Moment nach wäit ewech si vu Wuesstumstauxe vun zwee bis véier Prozent, déi néideg wären, fir de Finanzement vun de Mesurë vum éischte Rentendësch ze garantéieren. De Premierminister - an ech wëll drun erënneren - huet eis ufanks Mee a senger Ried zur Lag vun der Natioun virgerechent, dass mer duerch d'Kris 11,4% ënnert deem fir d'Joren 2008 an 2009 prognostizéierte Wuesstum leien. Wat dat fir d'Entwécklung vun eise Pensiounsreserve bedeit, kann - mengen ech - och jiddweree sech selwer ausrechnen.

D'Fro stellt sech, ob déi vun der IGSS virgeluechte Chiffere sech opgrond vun der Kris als ze vill optimistesch kéinten erausstellen an d'Reserven och éischter wéi prognostizéiert kéinten eidel ginn. D'Regierung schéngt sech op alle Fall schonn domadder offonnt ze hunn a sech definitiv vun - am Verglach mam Ausland - méi héije Wuesstumstauxe verabschit ze hunn. Mir als DP mengen net, dass een esou pessimistesch sollt sinn. Eist Land huet ouni Zweifel Wuesstumspotenzial a Chancen. Et gëllt, dës ze notzen, och am Hibléck op d'Ofsécherung vun eisem Pensiounssystem.

Deen zweete Grond fir d'Zécken, Här President, ass deen, dass et jo net esou ass, wéi wann et keng Propositioune géif ginn, wéi wann net schonn déi ënnerschiddlechst Acteuren hir Virschléi op den Dësch geluecht hätten. Ech wëll déi eenzel Propositiounen hei net bewäerten oder am Detail virstellen. Mä ech wëll awer just soen, dass nom Rapport vun der IGSS den 22. Abrëll 2009 d'UEL hir Iddien a Pisten am Juli 2009 publizéiert huet. D'Chambre des Salariés, vun hirer Säit aus, huet hir Propositiounen den 11. Februar 2010 presentéiert. Virun e puer Wochen huet d'OCDE hir Iwwerleeungen iwwer eng Reform vum Lëtzebuerger Pensiounswiesen och virgestallt.

Et sinn also genuch Iddien do. Déi eenzel méiglech Mesurë fir eng Reform leien also um Dësch. Et geet elo drëm, fir en nationale Konsens an där Fro vun der Rentereform ze fannen. Wéi gesot, do sinn ech averstane mat der Madame Mutsch, well et ass eng national Fro. Dofir triede mir och fir e Rentendësch II an, wou all déi eenzel Mesuren an aller Transparenz sollen diskutéiert ginn a wou dann um Enn vun der Diskussioun e Gesamtpaquet soll erauskommen, dee souwuel e breede Konsens duerstellt an awer och gläichzäiteg dee System vun de Rente soll mëttelfristeg a laangfristeg finanziell ofsécheren.

Et ass un der Regierung an dem speziellen zoustännege Minister, fir der Öffentlechkeet kloer ze soen, wat d'Regierung proposéiert. No där Ukënnegung soll da gekuckt ginn, fir e Konsens an dëser wichteger Fro ze fannen, esou wéi dat am Lëtzebuerger Modell - ënner anerem och

beim éischte Rentendësch - an deene leschte Jorzéngten üblech war. Falls de Lëtzebuerger Modell dann no där rezenter gescheiterter Tripartite iwwerhaapt nach lieft.

Et kann an eisen Aen op alle Fall net esou sinn, dass vu verschiddene Säiten Iddien a Virschléi an d'Diskussioun bruecht ginn an dass d'Regierung einfach ofwaart a sech ganz um Enn nëmmen déi Iddien eraussicht, déi hir am beschte gefalen. An dat sinn…, also déi Propositiounen opgräift, déi am beschte bei de Leit ukommen, ouni awer, dass dobäi de Finanzement vum System géif längerfristeg ofgeséchert sinn.

D'Regierung huet bis haut och a ville Froen, déi sech an deem Kontext stellen, keng Äntwert ginn. Wéi gesäit d'Regierung zum Beispill d'Fro vun de Cotisatiounen? Solle se erhéicht ginn, jo oder neen? Wa jo, wéini an a wat fir engem Ëmfang? Wäert de Stat sech weiderhi mat sengem Drëttel bedeelegen? Oder gëtt den Niveau vu sengem Bäitrag agefruer, esou wéi de Premier an och de Finanzminister dat scho fir d'Gesondheetskeess uklénge gelooss hunn? Gëtt den Niveau vun de Cotisatioune vun de Patronen agefruer? Misst den Assuré also eleng d'Erhéijung vun de Cotisatioune schëlleren? Dat géif bedeiten, dass och déi schmuel Schëlleren dee Moment géife ganz staark belaascht ginn.

D'DP ass der Meenung, dass an dëse schwieregen Zäiten net soll op deen einfache Wee vun der Erhéijung vun de Cotisatiounen zréckgegraff ginn. Dat wär an eisen Aen e falscht Signal. Et géif d'Leit, deenen duerch déi ugekënnegt Spuermesurë vun der Regierung…, déi scho mussen déif an d'Täsch gräifen, et géif se nach weider belaaschten an och hir geréng Kafkraaft weider ofschwächen.

Da stellt sech d'Fro vum Rentenalter. Soll dee gehéicht ginn oder net? Och hei menge mer, dass een dee Schrëtt net sollt maachen, mä éischter sollt kucken, dass een den effektive Rentenalter, deen de Moment nach wäit ënnert deem legale läit, eropgesat kritt, andeem een zum Beispill probéiert, d'Leit méi laang am Beruffsliewen ze hale mat méi flexiblen Iwwergäng zu de Pensiounen.

Här President, d'DP ass bereet, fir un enger Reform vun eisem Pensiounsregime matzeschaffen. Mir si bereet, am Kader vun enger breeder, öffentlecher an an aller Transparenz gefouerter Debatt matzediskutéieren, also Iddien auszeschaffen an och konkret Propositiounen ze maachen. D'DP ass op alle Fall net gewëllt, sech hirer Responsabilitéit an dëser fir eist Land extrem wichteger Zukunftsfro ze entzéien.

D'DP wëllt um bestehende System a senge Grondzich festhalen. Dat heescht, wéi gesot, net, dass mir net dovunner iwwerzeegt wären, dass Adaptatiounen néideg wären. Esou gouf - an ech wëll dorun erënneren - mat der DP d'Altersaarmut an der Vergaangenheet konsequent bekämpft. Op alle Fall, d'Resultater vum Rentendësch I beweisen dat. Mir trieden och weiderhi fir dësen Engagement an.

Mir stelle fest, dass déi bestehend Gesetzer zur Betribsrent respektiv zur Privatrent nëmmen e relativ klenge Succès bis elo kannt hunn. Ausserdeem kënne just déi Ménagen, fir déi eng Zousazpensioun am sënnvollste wär, net vun deene steierleche Virdeeler profitéieren, déi duerch den Ofschloss vun esou enger Pensioun entstinn.

D'DP ass dofir der Meenung, dass déi aktuell legal Dispositioune fir de sougenannten zweeten an drëtte Pilier onbedéngt missten iwwerkuckt a verbessert ginn, well dës Mesuren, déi bis elo an dësem Beräich geholl goufen, net déi richteg Friichte gedroen hunn. Hei ass also nach Loft no uewen, a mir mengen, dass een nieft enger Reform vum jëtzege System - an domadder mengen ech souwuel deen öffentleche wéi och dee private Regime - och iwwert dës zwee Elementer vu Virsuerg onbedéngt muss diskutéieren.

D'DP ass och dofir, dass déi bestehend Instrumenter vun der Fréipensioun analyséiert an iwwerschafft ginn. An deem Kontext muss eiser Meenung no virun allem och drop gekuckt ginn, dass dës Instrumenter net mëssbraucht ginn an zur Regel ginn.

Och menge mir, dass déi legal Dispositiounen a puncto Altersdeelzäit net flexibel genuch sinn an duerfir nëmme marginal ausgenotzt ginn. Esou missten zum Beispill d'Antikumulbestëmmungen iwwerkuckt ginn, fir e méi gleitenden Iwwergank vum Beruffsliewen an d'Pensioun ze maachen. Generell gëllt et, zesumme mat de Sozialpartner, nei Weeër ze fannen, fir och dës Méiglechkeet méi effizient ze gestalten.

Mir an der Demokratescher Partei schwätzen eis och kloer fir d'Aféierung vum Prinzip vum Rentesplitting vu Mann a Fra aus. Esou soll beispillsweis an Zukunft eng Koppel tëschent der Hannerbliwwenerent an dem Splitting wiele kënnen. Wa sech eng bestueten oder gepacste Koppel fir de Rentesplitting ausgeschwat huet, da ginn d'Usprëch selbstverständlech aus deene jeeweilege Rentecarrièren zu identeschen Deeler op déi zwee Partner opgedeelt. Den Usproch selbstverständlech op eng Witwerent géif dee Moment hifälleg ginn.

Mir mengen och, dass a wirtschaftlech schwieregen Zäiten, wéi eist Land se de Moment erlieft, ee muss kënnen iwwert den Ajustement diskutéieren. An Zäiten, wou jonke Familljen a beruffstätege Leit vill zougemutt gëtt, muss ee sech kënnen déi Fro stellen. D'Regierung proposéiert jo an hirem Spuerprogramm eng Opdeelung respektiv eng Verschiebung vum Ajustement. Hei kann ee sech duerchaus awer och aner Modeller virstellen, wéi beispillsweis, dass den Ajustement eng Kéier géif ausfale gelooss ginn oder, ähnlech wéi bei der Regierungspropos zum Index, op engem gewëssenen Niveau géif gedeckelt ginn.

Dëst sinn nëmmen e puer Punkten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi am Kader vun enger breeder, awer zilorientéierter Diskussioun iwwer eng Reform vun eisem Pensiounssystem kann a muss diskutéiert ginn. Op aner Punkten - wéi zum Beispill: wat geschitt mat de sougenannten „périodes assimilées"? - oder déi eventuell Aféierung vun engem demographesche Facteur, wëll ech net méi am Detail agoen.

Wann ech d'Madame Mutsch richteg verstanen hat, ass si der Meenung, et misst ee finalement op 40 Cotisatiounsjore kommen. Ech wëll awer do virdru warnen, Madame Mutsch; ech ginn Iech nëmmen ee Beispill: E spezialiséierten Dokter géif dee Moment wahrscheinlech eréischt mat an déi 70 d'Pensioun kréien. A wou géif dat hiféieren, wann esou e spezialiséierte Chirurg beispillsweis mat iwwer 70 Joer mat ziddregen Hänn nach misst operéieren, well en d'Pensioun nach net kréie kann?

(Interruptions)

Also mengen ech, muss een op alle Fall déi assimiléiert Joren, op alle Fall déi vun den Etüden e bësselche méi nuancéiert gesinn. Et gëllt haaptsächlech, fir d'Abusen ofzeschafen. A fir d'Abusen ofzeschafen, do kënne mer selbstverständlech domat liewen.

Op alle Fall, mir brauchen iwwert deen dote Sujet hei zu Lëtzebuerg méi déif gräifend Diskussiounen a mir mussen onbedéngt kucken, fir do eng Léisung ze fannen. Mä wat op alle Fall awer trotzdeem nach méi néideg ass a wat méi dréngend ass hei zu Lëtzebuerg, dat ass, dass mer e Sozialminister hunn, deen endlech géif aktiv ginn am Rentendossier.

Här President, ofschléissend wëll ech nëmme Folgendes soen: Reformen am Pensiounswiese si selte populär, well se dacks genuch mat Ëmstellungen oder Aschnëtter verbonne sinn. Onpopulär Mesuren, dat weess all Politiker, fannen duerfir och kee groussen Uklang beim Wieler. Eppes awer verzeit de Bierger engem Politiker doudsécher manner wéi onpopulär Décisiounen, nämlech wann en aus Angscht virun esou enger Mesure näischt mécht, sech hanner Ukënnegunge verstoppt a Reformen aus wahltaktesche Grënn - wéi dat schonn den Här Schiltz, wann ech mech gutt erënneren, bei senger Interventioun zum État de la Nation gesot huet - nëmmen am Schleekentempo duerchféiert. Et gëtt zwar gesot, dass dee lueste Schleek iergendwann och géif an d'Zil kommen, mä am Fall vun der Ofsécherung vun eisem Pensiounssystem däerft dat dann awer doudsécher definitiv ze spéit sinn. Ech hoffen, dass och eise Sozialminister dat endlech agesäit.

Ech soen Iech Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Wagner Merci, an als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Am „Lëtzebuerger Wort" vun haut schreift de Leitartikler, de Marc Glesener, dass Rentendebatten zu Lëtzebuerg schonn eng laang Traditioun hätten. Dat ass richteg. Hei zu Lëtzebuerg ass an de leschten 20 Joer vill iwwer Rente geschwat ginn. Déi lescht fënnef, sechs Joer allerdéngs häerzlech wéineg. Déi Traditioun huet e Lach gehat während bal fënnef Joer. Ofgesi vun enger Interpellatioun vun de Gréngen am Joer 2008 ass am Parlament net iwwer Renten diskutéiert ginn, an och no der Interpellatioun eréischt ass vu Regierungssäit de Rapport vun der IGSS public gemaach ginn.

De Leitartikler vum Wort schreift och, et misst ee Mutt opbréngen an der Thematik vun de Renten. Dat mag stëmmen. Fakt ass awer och do, dass weder déi viregt Regierung nach déi heite Regierung an de leschte sechs Joer op deem doten Dossier Mutt bewisen huet. De Statsminister, den Här Juncker, huet 2008 dovunner geschwat, dass, wa keng substanziell Reformen am Rentewiese géife gemaach ginn, da kéim dat engem Verbriechen un eise Kanner gläich. Dat ware seng Wierder, dat ware staark Wierder. Wierder, déi een eng Kéier e bësse rëselen. Fakt ass awer och do, dass dem Statsminister seng Regierung 2004-2009, an och elo an deem doten Dossier nach näischt décidéiert huet!

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Méi nach, souguer den zoustännege Minister, deen an der leschter Mandatsperiod deeselwechte war wéi dee vun haut, huet bei där Interpellatioun Enn 2008 nach geschwat vun „Panikmache", well déi Gréng gesot hunn, opgrond vun deenen Zuelen, déi all Mënsch kannt huet - déi hu mir net erfonnt, déi Zuele si public, et muss ee sech net vill beméien, fir se ze fannen -, dass mer am Rentewiesen Handlungsbedarf hätten. Dat huet den zoustännege Minister deemools nach „Panikmache" genannt.

Ech si frou, dass den Här Minister sech elo zu enger, no de Wahlen, e bësse méi besonnener Attitüd konnt hiräisse loossen. A mir hu jo nach véier Joer bis zu den nächste Wahlen. Dat léisst ëm e bësse Sputt, fir ze handelen, ier en erëm a panikaarteg Zoustänn verfält virun den nächste Wahlen. Mä mir hu vläicht elo eng Zäitfënster, wou mat Iech ze schaffen ass, Här Minister.

Zu Ärer Verteidegung wëll ech awer soen, Dir hutt an deene sechs Joer, wou der zoustännege Minister sidd, nach net vill bis näischt gemaach an deem Rentendossier. Dat kann awer och e Luef sinn, well all Är Virgänger vun de leschte 25 Joer hunn dem Rentewiesen alleguerten hire Stempel opgedréckt. An dee Stempel war all Kéiers deier! Et huet kee Sozialminister déi lescht 25 Joer am Rentewiesen e Frang oder en Euro gespuert, am Géigendeel! D'Leeschtunge sinn, bei konstante Bäiträg, permanent eropgesat gi während praktesch 25 Joer mat enger Abberzuel vu Mesuren.

Dat wëll ech Iech zegutt halen, Här Minister. Dir hutt zumindest de Rentesystem nach net verdeiert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Entschëllegt, Här Braz, Dir sidd ganz fein. Mir hu souguer mam Ajustement gespuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dat ass richteg, ganz e bëssen, ganz e bëssen. Mä et schéngt Iech net vill gefall ze hunn, well Dir sidd direkt op deem gudde Wee do stoe bliwwen an hutt ab do jo gemengt, dat wier alles „Panikmache", wann ee géif vum Handlungsbedarf schwätzen.

Dat gesot, Lëtzebuerg huet an deene leschten dräi Jorzéngte jo rasant wirtschaftlech a gesellschaftlech Veränneronge matgemaach, a mir hunn am Fong de Schratt vum Industriestat eriwwer bei den Déngschtleeschtungsstat gemaach. Do ass et vill strukturell Veränneronge ginn hei zu Lëtzebuerg, och gesellschaftspolitesch Veränneronge, an eben och vill Veränneronge an eisem Rentesystem.

Eng Partie vun deene Reforme sinn deemools a ginn och haut nach vun der grénger Fraktioun matgedroen: D'Beispill vun der Fusioun vun den autonome Keessen, sektorielle Keessen an eng géeente Privatkeess ass eng richteg Mesure gewiescht. Dass mer tëschent dem öffentlech-rechtlechen, oder dem öffentleche System an dem private System eis ganz staark ugenähert hunn, ass och e Wee, deen déi Gréng ënnerstëtzt hunn, a mir hunn och eng ganz Partie vun den Elementer vum Rentendësch I, wann och net alleguerten, mir hunn och eng Partie vun den Elementer vum Rentendësch I ënnerstëtzt, fir nëmmen déi puer strukturell Ännerungen ze rappeléieren.

Mir hunn awer och gemengt, dass eng Rei vun deene ville Mesuren, déi an de leschten zwee Jorzéngte geholl gi sinn, eise Rentesystem esou staark verdeiert hunn, dass et noutwendeg wier, an eisen Aen, fir Reformen ze maachen, déi domadder ze dinn hätten, dass een déi laangfristeg Finanzéierbarkeet wëllt - net erhalen - mä sécherstellen, well erhalen doe mer se am Moment jo net.

déi gréng haten duerfir deemools proposéiert, e Rentendësch II ze maachen, direkt hannert dem Rentendësch I, fir weiderzefueren. Déi deemoleg Regierung - do war den Här Wagner den zoustännege Minister, dee war deemools nach net esou begeeschtert vum Rentendësch II, well en huet dee grénge Virschlag net ugeholl - an och déi Regierung duerno hunn de Rentendësch II, deen iwwert d'Finanzéierung, déi laangfristeg finanziell Ofsécherung vum System, net gewollt.

Amplaz dovun huet d'Tripartite am Abrëll 2006 beschloss, en Aarbechtsgrupp anzesetzen, wou d'Regierung an d'Sozialpartner géife mat um Dësch sëtzen. Contrairement also zum Rentendësch I war do d'Parlament net mat um Dësch, fir matzediskutéieren.

Zënterhier hunn awer eng Rei aner Acteuren hir Positioun public gemaach, ausgeléist duerch de Rapport vun der IGSS aus dem Joer 2009, déi, mengen ech, fir vill Leit d'Grondlagen, och d'Zuelematerial als Grondlag geliwwert hu fir Reflexiounen.

D'UEL huet am Juli 2009 hir Virschléi gemaach, an d'CSL am Februar 2010, an d'Regierung elo kuerz am Mäerz 2010 huet eng Rei Pisten, awer nach ënner enger kuerzer an zimlech iwwersiichtlecher Form, géif ech emol soen, op den Dësch geluecht, woubäi awer nach ëmmer dee ganzen Diskussiouns- an Handlungsbedarf an eisen Aen ofzedecke bleift.

Firwat besteet da fir déi gréng Handlungsbedarf beim Rentendossier? Op den éischte Bléck ass jo eise Pensiounssystem bei blendender Gesondheet. D'Reserve vun der Rentekeess, vun der Pensiounskeess sinn am Moment mat ronn zéng Milliarden Euro gefëllt, wat am internationale Vergläich ausseruerdentlech héich Reserven duerstellen, déi duerginn, fir 3,6-mol déi jährlech Dépensen, Leeschtunge vun der Pensiounskeess ze droen. An déi Tendenz ass nach ëmmer steigend, wäert nach fir eng ganz Rei Joren, all de Previsiounen no, steigend sinn. Mir wäerten also, wa mer un deen Horizont kommen, wou et kippt, well ëmmer méi Leit an d'Pensioun ginn, wäerte mer Reserven hunn, déi nach eng Kéier substanziell méi héich si wéi déi vun haut.

Dat ass an de leschte Jore ville Leit duergaangen, fir ze soen, et besteet keen Handlungsbedarf. An och haut gëtt et nach Leit, déi déi Theorie do vertrieden. Mä déi Reserven do, déi grënnen net op enger struktureller Stäerkt vun eisem Rentesystem, mä si beroue bal eenzeg an eleng dorobber, dass de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché an de leschte 25 Joer regelrecht explodéiert ass. Am Duerchschnëtt ass de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché ëm 3,9% pro Joer während 25 Joer onënnerbrach duerchschnëttlech gewuess. Dat ass enorm! An deemselwechte Mooss steigen dann eben och d'Zuele vun de Leit, déi cotiséieren. A wann ee vu Mëtt den 80er Joren op elo kuckt, sinn dat praktesch 2,5-mol esou vill Cotisanten, also

ronn 150% Steigerung. A mir hunn och e gudde Ratio beim Coefficient de charge. Et kommen haut op ee Pensionär 2,5 Aktiver, déi bezuelen.

Ganz vill vun deene Leit, déi cotiséieren, sinn haut nach keng Rentebezéier, esou dass d'Reserve vun der Pensiounskeess bis viraussiichtlech - der IGSS no - am Joer 2025 nach wäerte weider steigen, obwuel ab 2020 schonn eng éischt Pensionéierungswell asetzt vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg an de leschte 25 Joer op den Aarbechtsmarché komm sinn. Mä mir wäerten nach also d'Pensiounsreserven drastesch steigeren. Si wäerten, wou se haut bei zéng Milliarde leien, kënne bei 20 Milliarden oder nach méi leien, dee Moment, wou dann ufänkt pro Joer méi erauszegoen, wéi an de Rentesystem erakënnt.

De Rentesystem mag ganz komplizéiert sinn, mag ganz komplex sinn a senge Berechnungen an an den Attributiounen, mä ënnert dem Strëch ass e vläicht awer fir jiddwer Bierger dach verständlech. Ënnert dem Strëch ass et Mathematik. Et däerf net méi aus de Keessen erausgoen, wéi erakënnt, an dat iwwer eng länger Zäit gekuckt. Méi komplizéiert ass de Rentesystem schlussendlech dann och net. An ab 2025 wësse mer, dass mer e Rentesystem hunn, dee méi Sue kascht wéi en der erabréngt. Dat ass Fakt! Dat ass, wa mer näischt änneren, dat, wat da wäert geschéien.

Dann hu mer zwar ganz héich Reserven, mä da si mer ab dem Joer 2025 an engem strukturellen Defizit, an da geet et ganz séier. Den Zuele vun der IGSS no brauche mer da knapps zwielef bis 13 Joer, fir aus deenen enorme Reserven, déi mer accumuléiert hu während – kommt, mer ginn op d'Joer '85 zréck, dann hu mer se während 40 Joer, 45 Joer accumuléiert -, mä mer wäerte se bannen zwielef bis 13 Joer komplett opbrauchen. Mir brauchen also déi Reserven dräimol méi séier op, wéi mer gebraucht hunn, fir se ze konstituéieren.

Dat ass, an Dimensioune vun engem Rentesystem, net vill. Dat mag nach wäit ewech kléngen, mä a Wierklechkeet, an den Dimensioune vun engem Rentesystem, ass et net vill. 15 Joer, fir dass de System kippt - dat ass manner wéi eng Generatioun a knapps méi wéi en Drëttel vun enger normaler Bäitragscarrière - bis d'Reserven op Null erofgewirtschaft da wieren.

D'IGSS an de Statec, déi hunn am Kader vun europäeschen Aarbechte berechent, dass, hirer Aschätzung no, Lëtzebuerg fir d'Period 2020 bis 2060 mat engem duerchschnëttlechen Uwuessen um Aarbechtsmarché, also beim Emploi, am Beräich vun 0,5% misst kënne rechnen, dat bei enger gläichzäiteger Produktivitéitssteigerung vun 1,7% an engem Wuesstum duerchschnëttlech vun 2,2%. Dat ass eng virsiichteg Schätzung, wann een d'Vergaangenheet kuckt vu Lëtzebuerg, wou mer jo elo während bal dräi Jorzéngte bal dat Duebelt, méi wéi dat Duebelt souguer hate vu Wuesstum.

Wann een awer déi aktuell Situatioun kuckt, an déi Diskussiounen, déi an Europa a weltwäit lafen, an de Positionnement vu Lëtzebuerg kuckt, da weess een, dass déi 2,2%, déi berechent ginn, fir dass all déi Prognosen, déi ech virdrun erwähnt hunn, eréischt 2025 respektiv eréischt 2038 antrieden, dass all déi dote Prognose kéinte méi séier antrieden, wann de Wuesstum net 2,2% wier.

Dat huet eis alleguerten nach bis virun zwee Joer e ganz virsiichtege Wuesstum geschéngt vun 2,2. Mëttlerweil, wou mer e Joer haten, wou zu Lëtzebuerg d'Ekonomie souguer zréckgaangen ass, weess een, dass 2,2 ënner Ëmstänn kee ganz virsiichtege Wuesstum ass an der Prognos, mä dass 2,2 ënner Ëmstänn een ass, dee ganz no bei der Realitéit wäert leien, a vläicht emol net ëmmer wäert kënnen erreecht ginn. Dat ass och d'Realitéit vun haut. Déi Zuelen, déi mer d'lescht Joer haten, déi mer dëst Joer hunn a vläicht och nach d'nächst Joer hunn, weisen, dass déi fënnef Prozent zu Lëtzebuerg net garantéiert sinn, an dass Lëtzebuerg net geimpft ass géint Wuesstumsverhältnisser, wéi se an all deenen aneren europäesche Länner eigentlech Standard sinn.

En ass och net onwichteg, dee Wuesstum, well de Lëtzebuerger Rentesystem jo dorobber baséiert, dass de Stat iwwert de Budget en Drëttel vun de Cotisatiounen dréit. A wann dee Wuesstum net méi deen ass, wéi mer en an de leschte Jore kannt hunn, da muss de Stat all Joer awer a sengem Budget dat Geld opbréngen, fir déi aacht Prozent kënne bäizesteieren. An dat ass dann alles anescht wéi garantéiert, an et ass dann alles anescht wéi e liichten Exercice! An duerfir menge mer, wa mer och dat do, och déi dote Prognose berücksichtegen, da weess een, dass et méi wéi onvirsiichteg wier ze mengen, mir hätten nach ëmmer vill Zäit, fir ze reagéieren, a mir bräichten eigentlech näischt ze maachen.

Iwwregens déi, déi sech vläicht als Éischt misste Gedanken oder Suerge maachen, sinn d'Bezéier vun enger Pensioun, déi beim Stat schaffen, an der Fonction publique schaffen. Déi hu keng Rentekeess a keng Rentereserven an deem Sënn. Déi liewen, wat d'Pensioun betrëfft, vun der Hand an de Mond, vun der Hand vum Statsbudget an de Mond vum Pensionär. An och do, wann déi Entwécklung bei de Statsrecetten an den nächste Joren eng ass, déi méi enk gëtt, da weess een, dass sech do ganz seriö Froe musse gestallt ginn. Well, wann dee Wuesstum net erreecht gëtt, sinn all déi Prognosen och nach méi séier do, wéi mer se am Moment berechent hunn.

Wann näischt geännert gëtt an eisem Rentesystem, wa mer also déi ganz héich Promesses de pension - well iwwert déi ass de Mëtteg nach net vill geschwat ginn; dat ass awer eiser Meenung no den Haaptpunkt, dass ee sech mat der Héicht vun de Promesses de pension beschäftegt -, wann déi also net änneren, dann hu mer am Moment schonn en Taux vun iwwer 50%, wann een de Rapport IGSS liest oder anerer, da weess een, 50% ass e Minimum vun deem, wat ee muss unhuelen, anerer gi bis bal 60%, dat bei onverännert 24% Cotisatioun op der Lounmass.

Wa mer da wéilten all d'Promesses de pension ëmsetzen, bräicht Lëtzebuerg e konstanten duerchschnëttleche Wuesstum um Aarbechtsmarché, also beim Emploi, bei de Leit, déi cotiséieren, vu geschätzten 2,6% bei der IGSS. Den Direkter vun der CNAP huet emol virum OGB-L virun e puer Méint gesot, souguer 3,4% missten da viséiert ginn.

Nach eng Kéier zum Rappel: Statec an IGSS rechnen awer am Kader vun europäeschen Aarbechten domadder, dass mer wäerten 0,5% Wuesstum um Aarbechtsmarché hunn. An och hei nach eng Kéier zum Rappel: Mir bräichten awer, wa mer wéilten d'Promesses de pension kënnen honoréieren iwwert déi nächst zwee, dräi Jorzéngten, en Uwuess um Aarbechtsmarché vun duerchschnëttleche pro Joer 2,6 bis 3,4%, deemno wiem een do am meeschte Glawe schenkt.

Wat heescht dat konkret, am Héchstfall, wann et déi 3,4% da wieren? Wat heescht dat konkret fir Lëtzebuerg? Dat heescht, an zéng Joer, vun haut gekuckt, misste mer scho 575.000 Cotisanten hunn, an zéng Joer vun haut. Dat wieren der am Joer 2050 1,57 Milliioune Leit, déi zu Lëtzebuerg géife schaffen! Am Joer 2050! An dat hält jo dann net op! D'Joer 2050 ass jo net de Schluss vun der Welt! Am Joer 2070 wiere mer scho bei dräi Milliounen a 60.000 Leit. Wa mer, wéi gesot, d'Cotisatiounen net wëllen änneren a wa mer net wëllen un der Promesse de pension fréckele goen, da musse mer 2050 nobäi 1,6 Milliounen Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg hunn an 20 Joer drop nach eng Kéier annerhallef Milliioun derbäi. An esou weider. Bon, wien dat gleeft!

D'Kritiker bezeechnen esou e Modell als e Pyramidesystem, wéi den Här Madoff e mat laangem Erfolleg, awer engem zolitte Crash virgefouert huet. Dat heescht, och an deem Zeenario do kéim laut IGSS am Joer 2060 e Coefficient de charge dobäi eraus vun 100%. Dat heescht, jiddwereen, dee schafft, muss sech a seng Famill ernähren an ee Pensionär mat deem senger Famill mat. Dat ass den Zeenario.

Dat ass keng Panikmache, Här Minister, Dir gesitt dat jo mëttlerweil och esou. Et ass einfach d'Realitéit vun eisem Rentesystem. Dat sinn d'Zuelen, déi déi Leit errechent hunn, déi dofir bezuelt ginn, well se d'Kompetenz hunn. Dat sinn déi Zuelen, déi géifen antrieden, wa mer näischt maachen.

Elo kann een awer soen: Wa mer näischt maachen, dann ass eppes kloer. Dann ass den intergenerationelle Solidaritéitsmodell bei de Pensioune vum Dësch. Dat do hält kee Modell aus. Dat do packt keen Aktiven. Dat do ass politesch net tragbar. Dofir mussen an eisen Aen och hei zu Lëtzebuerg Saachen am Rentewiese geännert ginn. Ech kommen herno e bësse méi am Detail och nach dozou.

Déi Explosioun, déi de Lëtzebuerger Aarbechtsmarché an de leschte 25 Joer kannt huet, an déi extrem positiv Entwécklung bei de Bäiträg erklären awer och, firwat dass et zu Lëtzebuerg an där Zäit zumindest budgetär, haushaltstechnesch méiglech war, d'Leeschtunge schrëttweis a substanziell no uewen ze verbesseren, ouni dass hei zu Lëtzebuerg d'Cotisatioune geännert hunn. D'Cotisatioune sinn zu Lëtzebuerg zënter '85 onverännert bei 24%. Dat huet keen anert europäescht Land. Zu Lëtzebuerg, Dir wësst dat, gëtt dat gedrëttelt op de Salarié, op de Patron an op de Stat.

Wa mer wéilte reng eis Keess am Équiliber hunn, bezuele mer zënter Joren alleguerten ze vill an. Zënter Jore géif et eigentlech duergoe mat 18, 19% Cotisatiounen, amplaz 24%, fir d'Keess am Équiliber ze behalen. Mä déi versprache Leeschtunge vum System, d'Promesses de pension, déi sinn an där Zäit do duerch déi Abberzuel vu beschlossene strukturelle Verbesserungen, un där, Här Minister, Dir lech jo nach net bedeelegt hutt, contrairement zu all Äre Virgänger, déi hunn eise Rentesystem ëm ronn 30% - 29%, fir prezis ze sinn - verdeiert. Huet de Rentesystem 1985 nach ongeféier 37,5% vun der Lounmass kascht, sinn et haut geschätzten iwwer 50%, Tendenz steigend, déi de Rentesystem vun der Lounmass haut zu Lëtzebuerg kascht. Dat ass natierlech e Montant, deen, wann een éierlech ass, net laang ze halen ass.

Déi unhalend positiv Entwécklung vun der Liewenserwaardung huet och ganz zolidd Répercussiounen op de Rentesystem gehat a si wäert der och weiderhin hunn. Laut Eurostat haten 2008 zu Lëtzebuerg 60-jähreg Fraen eng berechent duerchschnëttlech Liewenserwaardung vun nach 24 Joer; 2060 wäert dat vun 29 Joer sinn. Dat heescht, do komme bannent 40 Joer nach fënnef Joer duerchschnëttlech Liewenserwaardung bäi bei de Fraen. Datselwecht gëllt fir d'Männer mat op engem liicht méi niddregen Niveau. 60-jähreg Männer haten 2008 eng Liewenserwaardung beim theoretesche Pensiounsantrëtt vun nach 21 Joer. 2060 wäert dat scho vu 26 Joer sinn. Also och do eng Steigerung vu fënnef Joer.

Zesummefaassend muss ee ganz nüchtern feststellen, dass eise Rentesystem, trotz enger boomender Lëtzebuerger Ekonomie an de vergaangene 25 bis 30 Joer, haut, am Joer 2010, strukturell a finanzstrukturell vill méi schlecht opgestallt ass, wéi dat, wat e kuerz no der Stolkris war. Dat ass jo eigentlech fir d'Politik en Aarmutszeechen. Mir hu wuel d'Keese gefëllt mat deem boomenden Aarbechtsmarché, mä vum Équiliber vum System, wann een d'Promesses de pension mat de Perspektive kuckt, déi mer hunn, da si mer haut an eisem Pensiounssystem eigentlech méi am Déséquiliber, trotz 25 Joer boomen, wéi mer dat viru 25 Joer waren. Dat ass kee Kompliment fir d'Politik.

An déi noutwendeg Diskussioun iwwert déi laangfristeg Finanzéierbarkeet vun eisem Rentesystem nach eng Kéier erauszedrécken, wéi déi lescht Regierung dat bis haut gemaach huet, dat heescht eigentlech Raubbau un eisem Rentesystem, dat heescht Raubbau un der nächster Generatioun. An dat heescht schlussendlech, dee Modell, dee mer haut hu vu der intergenerationeller Solidaritéit am Rentewiesen, fundamental a Fro ze stellen.

déi gréng si fir eng éierlech an offen Debatt iwwert d'Zukunft vun eisem Rentesystem, fir dass et och weiderhin an Zukunft hei zu Lëtzebuerg garantéiert, uerdentlech Rente ka ginn. Mir sti ganz kloer zum Ëmlageverfahren als Grondlag vun eisem Rentesystem. A mir stinn zu deem Modell vun der Solidaritéit tëschent de Generatiounen. All déi noutwendeg Reformen, déi wäerte misse gemaach ginn, sollen an eisen Aen ausschliesslech der Stäerkung vun deem Ëmlageverfahren déngen. Eng wéi och ëmmer probéiert oder geaartet Aushielechung vun deem dote Modell wäerten déi gréng net matmaachen.

Mir wëlle Reforme fir dee System, dee mer haut hunn, dee richteg a gerecht ass, wëlle mer verteidegen. An dofir hätte mer och gären, dass op dëser wichteger Fro fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg et e méiglechst breede gesellschaftleche Konsens kéint ginn. Mir sinn och bereet als gréng Fraktioun, mat Verantwortung ze iwwerhuelen, fir déi Reformen ëmzesetzen, déi dëse Grondgedanke gerecht ginn. Mir wëllen awer haut och e puer Piste mam Numm nennen, iwwert déi mat deene Grénge kann an den nächste Wochen a Méint diskutéiert ginn, fir zu gemeinsame Konklusiounen ze kommen.

Mir sinn der Meenung, fir et an engem Saz ze soen, dass d'Gläichgewiicht tëschent de Bäiträg an de Leeschtunge schrëttweis nees muss hiergestallt ginn. Dat bedéngt awer och eng öffentlech Debatt hei zu Lëtzebuerg iwwer Sënn an Zweck vum öffentleche Rentesystem. Wann et Sënn an Zweck vun deem System ass, ganz héich Renten ze bezuelen iwwert den öffentlechrechtleche System, dann, menge mer, dass mer lues awer sécher eis méi no bei d'Mauer bewegen, déi zënter Jore vun enger Rei Leit prognostizéiert gëtt.

Mir mengen, dass Sënn an Zweck vun deem öffentleche Rentesystem doranner besteet, all de Leit, nom Antrieden an d'Pensioun, e wierdegt Liewen ouni Suerge kënnen ze erméiglechen. Dat ass haut de Fall. Net nëmmen iwwert d'Rentekeesen, mä dat geschitt haut och zum Deel schonn iwwer aner Leeschtungen, déi et virun enger Rei Joren nach net gouf, well et se guer net gouf oder well se a manner ausgeprägter Form zu Lëtzebuerg existéiert hunn.

Zum Beispill eise ganz performante Gesondheetssystem oder eis Fleegeversécherung. Eng ganz Rei Dépensen, déi Leit am héijen Alter fréier hu missen droen, ginn haut zum Deel iwwert d'Fleegeversécherung mat ofgedeckt. Dat muss ee jo awer dierfe soen, wann ee sech wëllt ënnerhalen iwwert d'Berechnung am Pensiounswiesen. Dat do ass awer e Moment, deen een net einfach ka komplett ausklameren a komplett ignoréieren.

Bei engem Duerchschnëttsloun zu Lëtzebuerg, dee bei ongeféier 3.000 Euro läit, si maximal Renten am öffentleche System vu bis zu 6.000 Euro am Privatsecteur a vu bis zu 10.000 Euro am öffentleche Secteur. Dat ass jo laangfristeg net méiglech. Wann ee kuckt, wat den duerchschnëttleche Salaire ass a wéi héich d'Pensioune kënnen eropgoen, da gesäit jo awer jiddwereen, dass do eppes net klappt. An dat klappt och net. Déi Zuele leie jo och um Dësch.

déi gréng sinn dofir der Meenung, dass deen aktuelle Plaffong vum fënneffache Mindestloun, dat sinn 8.414 Euro, dofir wahrscheinlech ze héich ass. An et muss ee kënnen driwwer diskutéieren, ob een net d'Maximalbeträg am privaten an am öffentleche Secteur no ënne revidéiert, fir dass mer eise Rentesystem mat senge gudde Leeschtunge laangfristeg kënne fir jiddwereen erhalen.

Am Géigenzuch muss och de Stat all deenen, déi iwwer eng öffentlech Rent eraus weider Renteleeschtunge wëllen, ënner Ëmstänn hëllefen, sech op engem zweeten, private Standbeen opzestellen. Woubäi awer do an eisen Aen d'Interventioun vum Stat net grouss muss sinn. Si soll net null sinn. Mir mengen net, dass de Gros vum Effort vum Stat dat soll ënnerstëtzen, mä de Gros soll ënnerstëtzen, dass mer e seriöen öffentlech-rechtleche System hunn. Well dat ass eis Prioritéit als Gréng.

déi gréng erwaarden och vun enger Reform vum Rentesystem, dass endlech déi Individualiséierung vun de Renterechter Wierklechkeet gëtt. Zënter dass et déi gréng gëtt, si mir amgaangen, eis fir déi doten Iddi staarkzemaachen, déi ëmmer nees, ëmmer nees an d'Gespréich kënnt.

Den Här Di Bartolomeo hat mat senger Verwaltung an der leschter Mandatsperiod, Legislatur, och Rechnungen opstelle gelooss, déi als Konklusioun fonnt hunn: Dat gëtt net einfach, dat doten ze maachen.

Gutt! Dat hat kee sech aneschters virgestallt, wéi dass dat schwéier wier. Mä Dir sidd dobäi stoe bliwwen. Dir bekennt Iech ëmmer nees dozou, dass Der am Prinzip och fir d'Individualiséierung sidd, mä do kënnt awer näischt. Dat Eenzegt, wat komm ass bei der viregter Regierung, ass de Versuch vun engem Splitting, dee mir och nach an der Juridique probéiert hunn, iwwert den Ëmwee vum Gesetz iwwert den Divorce nach mat dranzekréien. Also alles keng gutt Saachen.

D'Individualiséierung wär eng wesentlech Reform vun eisem Rentesystem aus enger Rei vu gesellschaftspolitesche Grënn, awer souguer och fir de Finanzement vum Rentesystem. Et wier mat dat Bescht, eng vun den Haaptmesuren, déi ee kéint maachen.

(Interruption)

An, Här Minister, op deem dote Punkt sidd Der komplett derfir, mä et ass nach komplett näischt geschitt. An Dir hutt och am Moment keng Anstalte gemaach, fir um Punkt vun der Individualiséierung virunzekommen. Ech wier frou, wann Der eis haut géift de Contraire zielen an Dir géift et maachen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- déi gréng sinn awer och der Meenung, dass ee bei der Bäitragsgrondlag an Zukunft net onbedéngt nëmme soll bei der Lounmass stoe bleiwen. Mir sinn der Meenung, dass ee sech och muss kënne Gedanke maachen iwwer aner Formen a Quelle vum Finanzement.

Mir kéinten eis zum Beispill virstellen, dass een och kapitalintensiv Betriber, déi eng geréng Personaldecken hunn, an awer dofir ganz zolidd Benefisser kënnen erwirtschaften, dass een och do muss kënnen driwwer diskutéieren, ob een eng Manéier fënnt, déi um Finanzement vun de Rentekeesen ze associéieren, wëssend, dass de Rentesystem en Assurancësystem ass. Mä trotzdeem mengen ech, dass och do et Weeër misste ginn, fir déi doten Zort Betriber oder vläicht och nach aner Forme vu Finanzement an eise Rentesystem eranzekréien.

déi gréng sinn och der Meenung, dass eisen aktuelle System, deen all siwe Joer eng Étude actuarielle mécht, e relativ awer onflexibelt Instrument ass. Do ënnerstëtze mer dat, wat de Minister am Mäerz an der Kommissioun ugeduecht hat, fir ze soen, mir bräichten en Instrument, wat méi en enke Monitoring mécht, e praktesch permanente Monitoring mat enger Rei Indicateuren als Frühwarnsystem, déi méi fréi soen: Hei, do leeft een Indicateur aus dem Rudder; an dass een dann op deem Punkt scho méi fréi kéint reagéieren, an net nëmmen all siwe Joer, mat engem gréisseren Opwand.

Mir brauchen do, do deele mer d'Aschätzung vum Minister, en anere System. Woubäi dat keng Reform ass vun eisem Pensiounswiesen. Dat do ass e bessert Steierungsinstrument wéi dat, wat mer elo hunn. Mä trotzdeem: Och wann et keng Reform ass, et ass ëmmerhin e bessert Instrument.

All d'Rechnunge beleeën also, dass mer mat deene Schrëtt, déi mer elo opgezielt hunn, awer net wäerten auskommen. Déi puer Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, gi mat Sécherheet net duer, fir deen Déséquiliber, deen do ass, komplett an den Équiliber ze kréien. Dofir si weidergehend Reformen an eisen Aen noutwendeg. A wien dat bestreit, dee bedréit. Dee seet net d'Wourecht.

déi gréng sinn dofir bereet, mat de Parteien, mat de Sozialpartner, mat de Biergerinnen a Bierger iwwer Ännerungen ze diskutéieren op all de grousse Schrauwen, déi de Rentesystem huet; an där gëtt et der keng honnert. Do muss een de Leit och éierlech soen, dass am Moment d'Rechnung net opgeet, an dass mer keng honnert Schrauwen hunn, mä et gëtt der zwou, vläicht dräi - vläicht dräi! -, un deenen ee misst kënnen dréien.

Mir soen als Gréng ganz kloer, dass et fir eis do keng Tabue gëtt. Mir wëllen de Rentesystem erhalen. Mir wëllen héich an uerdentlech Renten erhalen. An dofir musse mer bereet sinn, ouni Tabuen iwwer all d'Aspekter vum Rentesystem ze schwätzen. Iwwert d'Promesse de pension, déi sech an deene leschte 25 Joer lues a lues a lues zolidd entwéckelt huet; déi ass wahrscheinlech ze héich. Iwwer Ännerunge beim Ajustement, d'Upassung un d'real Léin. Och doriwwer, menge mer, muss kënnen diskutéiert ginn.

D'Héicht vun de Cotisatiounen, do ass och nach vläicht e bësse Sputt. Well ech mengen, dass d'Leit bereet sinn, wann et misst sinn, och nach eng Kéier e bësse méi ze bezuelen, wann dat hinnen eng sécher an anstänneg Rent kann erméiglechen. Et ass net vill Spillraum do no uewen. Et gëtt eng Grenz. Mä ech mengen, dass d'Leit do och nach bereet wieren, en Effort ze maachen, wann et éierlech a fair opgedeelt ass.

An och d'Aarbechtsjoren, déi ee muss schaffen. D'LSAP huet jo och virdru gesot, si wéilten zwar net de Rentenalter eropsetzen; mir wiere jo nach eng Partie Jore vun deem ewech. Mä d'LSAP seet och, eigentlech muss méi laang geschafft ginn. Mir mussen op méi Cotisatiounen am Joer kommen. Et ass eng aner Aart a Weis, fir et ze soen: An Zukunft gi mer méi spéit an d'Pensioun. Ob et ass, well mer méi laang cotiséieren, bis mer dann eng Kéier op 65 an der Moyenne sinn. Mä an Zukunft gëtt méi laang geschafft. Och wa mer de legale Rentenalter net upaken, da verhënnert dat net, dass méi laang geschafft gëtt, wann Der sot, dass méi Cotisatiounsjore musse kommen. Mir soen och net, dass dat falsch ass. D'Rechnung muss herno opgoen ënnert dem Strëch. Soulaang se net opgeet, maache mer de Rentesystem nëmmen eigentlech futti.

Mir mengen och als Gréng, dass ee misst kënnen doriwwer diskutéieren, ob een och hei zu Lëtzebuerg net en Element an d'Berechnung vun der Pensioun erabréngt vu Beschwéierlechkeet, vun der Pénibilitéit. Och dat ass awer eng Gréisstenuerdnung, déi mer am Moment nach net kennen.

Une voix.- Dach.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Mir kenne se indirekt vläicht.

(Interruption)

Indirekt kenne mer se, dat ass richteg. Indirekt kenne mer se. Mä mir mengen awer, dass ee misst och fir déi normal Carrière d'Element vun der Pénibilitéit kënne berücksichtegen. Mä dat ass e Messer, dat schneit an zwou Richtungen, wa mer et wëlle richteg uwenden. Dat ass net just, fir dass da Verschiddener manner laang cotiséieren. Dat muss ee wëssen. Och do ënnert dem Strëch misst d'Rechnung opgoen.

Dat si fir eis déi Pisten, déi grouss Schrauwen, an ech soen nach eng Kéier: Déi gréng Fraktioun ass bereet, ouni Tabuen doriwwer ze diskutéieren, mä mir hätten awer och gären um Enn vun där Diskussioun, a mir erwaarden eis dat vum Minister, wann en dann am Hierscht mat sengem Text kënnt, eng kloer Chronologie, wéi mer an deenen nächste Jorzéngte musse weidergoen. Well all déi Elementer, déi ech elo opgezielt hunn, déi mussen net alleguerte gläichzäiteg muer honnert Prozent wierken. Et geet duer, dass een an der Chronologie vun der Entwécklung vun de Keese weess: Wéini muss ech wéi engem Element zu wéi vill Prozent bäikommen? Dat kann zum Deel a 15 Joer sinn, dass mer un dëser Schrauf dréinen. Et kann zum Deel an aacht Joer sinn, dass mer un där doter dréien. Un där hei scho vläicht an engem Joer. Deen Tableau muss kloer sinn. Et muss kloer sinn: Wéini ginn déi grouss Schrauwe gedréint? Mat wéi engem Resultat?

Et ass och fir eis kloer, dass déi héich Reserven, déi mer hunn, och keen Tabu sinn. Och déi Reserven, déi mer amgaange sinn ze accumuléieren, kënne fir eis an deen Tableau do afléissen, fir den Équiliber vum System ze halen. Et ass am Moment bei 3,6. Mir wäerten an zéng Joer bei siwen oder aacht Joer Reserve vläicht kënne leien. Dat ass vläicht ze vill.

(Interruption)

Et ass vläicht ze vill. Dofir solle mer och ouni Tabu iwwert d'Reserven diskutéieren. Déi mussen net fir d'Éiwegkeet op engem Kont leien. Och mat deene Reserve kann d'Reform finanzéiert ginn. Eist Gléck ass jo, dass mer héich Reserven hunn. Da kommt, mir notzen déi Reserven, fir déi Reformen ze maachen, déi de System brauch, ouni dass et dofir fir iergendeen zu groussen, grouss spierbaren Aschnëtter muss kommen. Mir hu Méiglechkeeten ze reagéieren. Da kommt, mir notzen déi!

Lescht Wuert, Här Minister, fir dat och an aller Däitlechkeet ze soen: déi gréng soen awer och ganz däitlech, dass, wann all déi dote Reformen iwwert déi nächst Joren a Jorzéngten, an engem hoffentlech glécklech agencéierten Tableau, kënne chronologesch gemaach ginn, da muss awer kloer sinn, dass all déi Leit, déi haut scho cotiséieren, hir Rechter behalen. Déi Rechter, déi abezuelt sinn, mussen en Acquis bleiwen. Dorunner däerf net gefréckelt ginn. Dat muss gëlle fir déi Cotisatiounen, déi an Zukunft wäerten derbäikommen.

(Interruption)

Dat heescht also en Iwwergangsregime schlussendlech erëm eng Kéier,…

Une voix.- Erëm eng Kéier e faule Kompromëss.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- …wa mer déi Reforme maachen. Mä dat hu mer schonn hei zu Lëtzebuerg gemaach, an dat ass och an eisen Aen, bei engem Rentesystem, keng Saach vun der Onméiglechkeet. Dat ass an der Natur vun engem Rentesystem, dass ee grouss Reformen iwwer eng länger Zäit verdeelt.

Dofir ënnerstëtze mir als gréng Fraktioun d'Regierung, wa se dann elo endlech mat konkrete Virschléi kënnt, déi eise Rentesystem solle fir d'Zukunft vum Finanziellen hier fit maachen. déi gréng wäerte sech do net verstoppen. Mir wäerten zu deene geheieren, déi d'Reforme matdroen. Et gëtt der genuch, déi mengen, dass näischt brauch ze geschéien. Dat sinn d'Doudegriewer vum System! déi gréng wëllen net bei den Doudegriewer vum System sinn!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Braz och Merci. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, déi Debatt, déi mer haut féieren, dat schéngt mer eng ganz wichteg Debatt ze sinn, datt mer eng Kéier an aller Rou heibannen d'Renteproblematik analyséieren. Mir hunn alleguer hei, mengen ech, och en Interessi drun, datt eise Rentesystem laangfristeg ofgeséchert ass. Eise Rentesystem ass momentan finanziell ganz gesond. Et ass, menger Meenung no, ee vun deene beschte Rentesystemer, déi et gëtt. A mer wëssen och alleguer, datt wann e Rentesystem Problemer huet, een déi net ka kuerzfristeg léisen, mä datt dat nëmme laangfristeg Léisunge kënne sinn.

Et besteet also duefir opgrond vun der gudder finanzieller Situatioun keen akuten Handlungsbedarf, fir elo mussen drastesch Moossnamen ze ënnerhuelen, mä mer mussen, wa mer laangfristeg kucken, awer alleguer agestoen, datt dee Rentesystem iergendwann - ech wëll kee Joer nennen; déi eng schwätze vun 20, 30, 40 oder 50 Joer - einfach opgrond vun enger normaler Entwécklung Problemer kritt. An duerfir si mer gutt beroden an aller Rou elo driwwer ze diskutéieren, wou, wéi gesot, keen akuten Handlungsbedarf ass, wat fir eng Weeër datt mer mussen aschloen, fir en och laangfristeg ofzesécheren.

Mir hunn als ADR zënter 1989 vill um Rentewiese matdiskutéiert. Eis Iddi war ëmmer Rentegerechtegkeet. An ech géif soen, zënter 1999 hu mer hei zu Lëtzebuerg Rentegerechtegkeet, wou am Fong jiddwereen, deen duerno ugefaangen huet mat schaffen, ënnert deeneselwechte Konditiounen - déiselwecht Rechter, déiselwecht Flichten - behandelt gëtt.

Ech wëll elo net méi, well meng Zäit op 20 Minutte limitéiert ass, hei nach eng Kéier op dat statistescht Material agoen, wat eng ganz Rei vu menge Virriedner gemaach hunn, mä ech wëll soen, datt mir als ADR bereet sinn, konstruktiv un där ganzer Debatt deelzehuelen. Ech wëll mech och duerfir hei nëmme mat enger Rei vun eiser Säit aus wesentleche Punkte befaassen.

De System, dee mer elo hunn, dat ass e System, deen ass opgebaut op engem permanente wirtschaftleche Wuesstum; ob dann elo zwee, dräi oder 4%. Wa mer op déi lescht 20 Joer zréckkucken, dann hate mer an der Moyenne e Wuesstum vu 4% hei zu Lëtzebuerg. Déi Pronosticen, déi gemaach gi sinn, déi sinn eng Kéier vun 2,2, vun dräi; an et kann ee se opspillen. Wa mer déi vum BIT derbäihuelen, da gëtt et déi verschiddenst Méiglechkeeten.

Mä et muss ee wëssen, all Wuesstum, dee mer wirtschaftlech maachen, huet och seng Konsequenzen um Wuesstum un Aarbechtsplazen. A mer mussen och wëssen, datt dee Wuesstum, dee mer haut un Aarbechtsplazen hunn, och Konsequenze generéiert. An ech mengen, eise Statsminister huet et eng Kéier selwer heibannen an enger Debatt zur Lag vun der Natioun gesot: De stramme Wuesstum generéiert ënner sech selwer net genuch Gelder, fir seng eege Konsequenze kënnen dovunner ze finanzéieren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Mir wëssen dat och. Wa mer kucken, datt mer am Ablack, nodeem mer jo 20, 30 Joer e staarken, fir net ze soen e Rekordwuesstum hei zu Lëtzebuerg haten, mer elo awer um Schluss vun där Etapp net méi déi Suen an net méi déi Méiglechkeeten hunn, fir alles dat ze realiséieren, wat mer am Fong opgrond vun deem Wuesstum elo misste realiséieren.

Ech mengen, dee Wuesstum un Aarbechtsplaze brëngt och Leit an d'Land respektiv Leit, déi iwwert d'Grenz schaffe kommen. Mä déi Leit, déi an d'Land kommen, déi brauchen och Infrastrukturen. A mir sinn elo an enger Situatioun, datt mer wëssen, datt doduerch, datt d'Populatioun gewuess ass, mer vill Jugendlecher hunn, an zum Beispill misste Schoule bauen. An d'Regierung huet eis virun engem Mount elo matgedeelt, datt zum Beispill dräi Lycéeën net kënnen aus finanziellen Iwwerleeunge gebaut ginn.

(Interruption)

Dat heescht also an anere Wierder, mir sinn trotz deem staarke Wuesstum net à même d'Konsequenze finanziell ze droen, déi dofir gebraucht ginn.

Dee System, an deem mer dra sinn, dee berout och dorobber, wa mer soen, mir mussen e permanente Wuesstum vun esou vill Prozent hunn, fir de System ze erhalen, datt mer domadder net d'Léisung vum Problem kréien, mä datt mer eng Verlagerung an eng Vergréisserung vum Problem kréien. Wa mer haut soen, mir mussen an esou vill Joer 700.000 Leit hunn, fir kënnen de System ze finanzéieren, da mussen déi Leit zu deem Zäitpunkt, wa mer bei 700.000 sinn, soen: „Ma elo brauche mer der an esou vill Joer eng Millioun, fir eis ze finanzéieren." A wa mer bei enger Millioun sinn, da soen déi: „Ma elo brauche mer 1,2 oder 1,3 Milliounen, fir erëm dee System."

Dat heescht, de Problem gëtt u sech net geléist. E gëtt verlagert op déi nächst Generatiounen. An et ass de Schnéibullen-Effet, d'Boule gëtt ëmmer méi grouss, awer de Problem gëtt net geléist.

Et ass also e System, dee condamnéiert ass, iergendwann eng Kéier un natierlech Grenzen ze stoussen. E System, wou och den Nohaltegkeetsrot eng Kéier drop higewisen huet, ob een deen net misst eng Kéier iwwerdenken, ob een dee System net sollt eng Kéier generell a Fro stellen.

Ech wëll net… Ech weess, datt dat gefëierlech ass, wann een esou eppes hei seet, mä mir misste vläicht emol eng Kéier an der Kommissioun intensiv driwwer diskutéieren: Wa mer soen, mir bauen e System op, deen net condamnéiert ass e permanente Wuesstum ze hunn, wat deen als Konsequenzen dann hätt, an dann de Leit soen: „Hei, mir hunn elo de Choix. Entwe-

der mir wuessen hei als Land esou weider mat deenen an deene Konsequenzen", oder mer soen: „Mir verflichten eis net zu deem Wuesstum, mä dann huet et awer Konsequenzen vun de verschiddensten Zorten."

Et ass wuel net nëmmen de Rentesystem, deen op e wirtschaftleche Wuesstum generell condamnéiert ass, och aner Politike si condamnéiert e wirtschaftleche Wuesstum ze hunn, fir ze iwwerliewen. Mä de Rentesystem ass awer wahrscheinlech deen, deen am ausgesatesten ass, fir doriwwer ze leien.

Duerfir menge mir, et misst ee kucken, ob een net sollt eng Kéier déi Diskussioun féieren, well dat schéngt eis déi wesentlech ze sinn. Well wa mer un deem System festhalen, da si mer net aus dem Problem eraus, mä mer wäerten och an Zukunft ëmmer erëm déi Diskussioune kréien.

Ech wéilt duerfir verschidden Denkustéiss vun eiser Säit maachen.

Den éischten ass, datt mer eis derfir ausschwätzen, wéi och schonn aner Riedner, um bestehende System festzehalen. En Ëmlageverfalen, wat e Solidaritéitsprinzip ass, wat e Generatiounevertrag ass, wat awer elo zu engem gewëssenen Deel och e Kapitaldeckungssystem ginn ass, eben duerch déi grouss Reserven, déi mer hunn, an och soulaang ee bleift, wéi mer nach Reserve wäerten hunn.

Wa mer géifen an d'Richtung vum Kapitaldeckungsverfahre goen, géif dat jo bedeiten, datt déi Generatioun, déi haut aktiv ass, quasi zweemol misst bezuelen. Se misst engersäits d'Pensioune bezuele vun deenen, déi an der Pensioun sinn, a se misst sech selwer e Pensiounssystem duerch hir Cotisatiounen opbauen. Et ass also net machbar, fir esou eppes ze maachen.

Dann ass och haut de Mëtteg hei ugeklongen, datt dat da géif en individuellt Recht ginn, en individuellt Recht, wou een dann och misst wëssen, datt dat net méi op engem Solidaritéitsprinzip opgebaut ass. A wann een higeet an et seet een, jiddwereen erspuert sech seng eege Pensioun, déi en herno kritt, da gi mer vun dem Grondprinzip vum Generatiounevertrag a mir gi vum Grondprinzip vun der Solidaritéit ewech, fir deene Leit hir Pensioun och ofzedecken, déi méi schwaach sinn, déi krank ginn, déi eng Invalidrent kréien.

An et misst een dann och soen, datt am Fong eng Fra, déi jo positiverweis an der Moyenne e puer Joer méi al gëtt wéi d'Männer, wann déi da misst hir eege Pensioun bezuelen, da misst entweder mat därselwechter Cotisatioun hir Pensioun méi kuerz ginn oder si misst méi cotiséieren, well se jo esou vill Joer méi laang vun engem Pensiounssystem géif profitéieren.

Duerfir menge mer, mir sollten an eisem System bleiwen, wat seng Bewährung huet. Mir hunn, mengen ech, do och gutt Erfahrungen gemaach.

Deen zweete Punkt, dee mer soen, dat ass, alles, wat mer an Zukunft an eisem Pensiounswiesen änneren, muss elo ëmmer fir déi zwee Regimer sinn: fir de privaten an den öffentlechen. A mer däerfen no 1999 net méi ufänken, fir iergendwéi do erëm Opsplécklungen ze maachen.

Dat Drëtt ass, datt et eiser Meenung no zu dësem Zäitpunkt keng Ursaach gëtt, fir iergendwéi Verschlechterungen, wat d'Pensiounshéicht oder d'Pensiounsberechnung ubelaangt, anzeféieren. D'Finanze vun eisem Pensiounssystem si gutt.

De véierte Punkt ass, ob mer eis net sollten iwwerleeën, fir e System ze entwéckelen, deen eis oder vill méi déi kommend politesch Generatiounen derzou obligéiert, fir mussen ze reagéieren. Ech ginn zum Beispill bei eis däitsch Nopere kucken, déi zu engem gewëssenen Zäitpunkt déi Scholdespär an hir Verfassung agesat hunn, vun där si net betraff waren, wéi si et décidéiert hunn. Mä si hunn et parteiiwwergräifend agesat, fir datt egal wien duerno um Pouvoir ass an e kënnt an déi Situatioun muss reagéieren.

An ech stelle mer vir, datt mer och kéinten esou e System mat Parameteren entwéckelen. Et ass virdrun och schonn hei esou eppes Ähnleches ugeschwat ginn. Do, wou eng Entwécklung kënnt, sief et, datt d'Reserven zréckginn oder d'Leeschtungen däermosse géifen an d'Luucht goen, esou datt mer net méi Iwwerschëss genuch hätten, mä se zréckginn, datt domadder da géif automatesch e System déclenchéiert ginn, wou misst reagéiert ginn an d'Politik keen anere Choix hätt.

Do gëtt et zwou Méiglechkeeten: Et kann een och direkt do mat abauen, wat dann automatesch géif also Konsequenz antrieden, oder et kann een drasetzen, datt d'Politik zum Resultat gezwonge gëtt, an een dann awer misst eng Diskussioun féieren, wat dann déi eenzel Moossname wieren, déi se do missten huelen.

Ech perséinlech géif derfir plädéieren, datt dat Einfachst wier, et hätt een direkt och Moossname mat fixéiert. Dat heescht, wann d'Reserven esou wäit zréckginn, da gëtt déi an dat déclenchéiert, dat um Niveau, sief et vun de Bäiträg, op de Leeschtungen, den Ajustementer oder esou, mä datt ee géif do e System maachen, wat een Automatissem géif erabréngen a wat déi Politiker, déi deen Abléck dann an der Responsabilitéit sinn, net géif déchargéieren, fir dann iergendwéi ze soen: „Ma, mir maachen elo näischt." - oder Gott weess wat, mä dat géif d'office duerch e Gesetz antrieden.

Et ass eng Propositioun, wou ech der Meenung sinn, mir sollten emol och eng Kéier an der Kommissioun iwwer esou e Frühwarnsystem, wat déclenchéiert gëtt an automatesch Konsequenze mat sech bréngt, diskutéieren.

An därselwechter Iwwerleeung géif ech soen, Här President, sollte mer och iwwer eis Mindestreserv diskutéieren, déi elo mat 1,5-mol d'Joer am Gesetz steet. Mir wëssen, datt mer och eng Kéier eng Maximalgrenz vun 2,5-mol d'Joer dran haten. Soubal d'Reserven iwwer 2,5-mol gaange sinn, hätte mer am Fong missen d'Cotisatioune kierzen oder d'Leeschtungen erhéijen. Du si mer higaangen an hunn dat Richtegt gemaach a mer hunn déi iewescht Grenz aus dem Gesetz erausgeholl. An haut leie mer bei 3,6, 3,7%.

D'Fro stellt sech, ob een net och sollt higoen an déi 1,5 hiewen, well och vill Leit soen: „Ma, mer sinn esou héich an eise Reserven, bis mer op déi 1,5 erofkommen; éischter brauche mer net ze reagéieren." An duerfir ass dat och an där Iddi, wou ech virdru gesot hunn, ob een net och soll déi Reserv erophiewen op zwee, 2,5, fir datt een och déi, déi spéiderhin eng Kéier politesch Responsabilitéit droen, forcéiert, méi fréi ze reagéieren an et net ze vill laang zéien ze loossen, ier ee géif do reagéieren. Duerfir sollt een och iwwert déi Iddi nodenken.

De Pensiounsalter, do brauch ech net ze vill Zäit ze verléieren. Ech mengen, et ass de Mëtteg hei alles gesot ginn. Et huet kee Wäert, datt mer 60 oder 65 Joer… Mir kënnen den Alter op 100 Joer eropsetzen, dat bréngt am Effet näischt, well d'Leit sinn traditiounsgeméiss viru 60 hei zu Lëtzebuerg an der Pensioun. Dat hannendrun op 65 oder 80 setzen, dat mécht der Kaz kee Bockel.

Wann een also gären eppes ännert um Pensiounsalter, da muss ee bei deene 57 Joer usetzen. Mä do hu mer och e gewëssenen Automatissem dran, well ëmmer méi Leit jo méi laang an d'Schoul ginn an duerfir ëmmer manner Leit mat 57 Joer 40 cotiséiert hunn.

An do wier et vläicht och interessant, wann den Här Minister eis do emol eng Kéier kéint eng statistesch Entwécklung ginn, well am Fong an Zukunft déi Zuel vun deene Leit, déi mat 57 Joer d'Konditioun erfëllen, méi kleng misst ginn, an den Antrëttsalter vum Pensiounsalter misst domadder automatesch an d'Luucht goen. Wann do en Automatissem dran ass, deen dat beweegt, da brauche een net ze légiféréieren, well dat bréngt dat jo vum selwe mat sech.

Wann allerdéngs do keen Automatissem géif - wat ech awer géif bezweifelen - bestoen, da muss ee selbstverständlech higoen a vläicht do légiféréieren. Mä ech sinn der Meenung, datt den Automatissem dat vum selwe regelt.

Här President, ech hunn 19 Punkten opgesat, mä ech hunn nëmme méi sechs Minutten, duerfir iwwersprangen ech verschiddener…

(Interruption)

…an ech kommen dann awer op déi wesentlech.

Une voix.- Wat fir eng iwwersprangt Der dann?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma ech kann lech dat soen, wat fir eng datt ech iwwersprangen: d'Pensiounsberechnung, d'Witwerent, d'Studentenzäit, de Plafond cotisable, an esou virun, den Ajustement, d'Préretraite.

Une voix.- Dat sinn déi wichtegst.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- All déi kann ech…

(Interruption)

Voilà! Ech ginn elo zum Beispill op d'Mammerent iwwer, well ech awer mengen, datt mer do missten e Wuert verléieren.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- D'Pensiounsberechnung hätt mech awer interesséiert, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo. Also, mir wäerten op jidde Fall net déi Propositioune wéi déi Gréng maachen, fir d'Pensiounen ze kierzen. Also, do kënnt Der Äre Kapp a Rou leeën.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da sot eis emol, wat Der wëllt änneren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä do si mer op enger anerer Wellelängt. Mir wëllen op jidde Fall net d'Pensiounen…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da sot eis emol, wat Der wëllt änneren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Lauschtert elo no, well elo si schonn erëm 20 Sekonne fort.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech ginn lech dräi Minutte vun eis.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, wann dat esou méiglech ass, dann akzeptéieren ech et. Mä Dir hutt och keng Zäit méi.

D'Mammerent, Här President…

M. le Président.- Lauschtert dem Här Gibéryen senge Propositiounen no.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech si frou, Här President, datt Der elo esou gutt geschwat hutt.

(Hilarité)

Här President, mir hunn ons als ADR ëmmer op d'Mammerent baséiert a mir ware frou, wéi déi agefouert ginn ass. A mir hunn och, wéi d'Chèque-servicen agefouert gi sinn, ganz kloer gesot, datt mir der Meenung sinn, datt all Mamm misst fir all Kand hei am Land d'Chèque-servicë kréien an datt d'Mamm oder d'Famill da selwer décidéiert, wat se mat deene Chèque-servicë mécht, ob se déi investéiert a Strukturen, wa se d'Kanner wëllen an eng Struktur ginn, oder datt d'Famill sech décidéiert, datt ee vun de Partner - Mamm oder Papp; an der Regel ass et d'Mamm - doheem bleift an d'Kannererzéiung mécht an dann eben de Chèque-service fir sech huet. Mä e muss mat deem Chèque-service eng Cotisatioun an d'Pensiounskeess bezuelen, fir datt doduerch d'Fra hir eege Pensiounsrechter kritt.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir si leider bis haut domadder net duerchkomm. Mir hunn dunn an eise Wahlprogramm gesat, datt mer géife proposéieren, datt een alleguer déi Zoulagen, déi et fir d'Kanner gëtt, soll zesummeleeën an als eng ausbezuelen un d'Famill, déi dann - och fir e soziale Kritär eranzebréngen - mat besteiert géif ginn, a wou dann och obligatoresch déi Fra, déi doheem bleift, misst dovunner eng Cotisatioun bezuelen.

Duerfir, Här President, war ech wierklech de Mëtteg ganz frou hei aus dem Mond vun eisem Kolleeg Paul-Henri Meyers ze héieren, datt hien am Fong genau déiselwecht Iddi, wéi mir se am Wahlprogramm haten…

Une voix.- Genau déiselwecht Iddi?

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach, dach! Lauschtert gutt no! De Kolleeg vun der CSV, datt en hei fir déi plädéiert huet an datt d'CSV wéi aus engem Mond Bravo geruff huet, wéi den Här Meyers dat hei gesot huet.

Mä, Här President...

(Interruptions)

M. le Président.- Lauschtert elo dem Här Gibéryen no.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà! Merci, Här President.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dat eleng beweist, datt et net déi nämlecht wor.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach, dach! Et ass genau datselwecht, wéi et an eisem Wahlprogramm steet. Mä dat ass jo awer net schlëmm, mir sinn duerfir… Et ass jo net fir d'Éischt, datt Der dat maacht, wat mir am Wahlprogramm stoen hunn. A soulaang wéi Der dat maacht, si mer eis och ëmmer eens.

Här President, mä wat ass d'Realitéit? D'CSV huet de Mëtteg hei Bravo geruff, wéi den Här Meyers dat gesot huet. Här President, virun dräi Wochen huet déiselwecht CSV hei Bravo geruff, wéi den Här Juncker de Contraire gesot huet, nämlech datt d'Mammerent géif gekierzt ginn, an zwar vu 60 op 65 Joer eropgesat gëtt.

(Interruption)

Do hutt Der och hei alleguer Bravo geruff, wéi den Här Juncker fäerdeg war. Dat heescht, dat, wat den Här Meyers hei gesot huet, dat ass wuel gutt, mä wat d'Regierung mécht, dat ass just de Contraire! Déi Mammen, déi doheem bleiwen, kréie keng Chèque-servicer, kënne sech also näischt dovunner leeschten. Elo kréie se och nach d'Mammerent vu 60 op 65 Joer eropgesat.

Dir maacht also just de Contraire vun deem, wou Der hei Bravo geruff hutt. A mir kënnen lech nëmme félicitéieren an ënnerstëtzen. Mir sti mat eiser geballtener Kraaft hannerun lech, fir dat doten duerchzesetzen.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Oh là là!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä maacht et! Schwätzt net driwwer, maacht et! Mir si voll a ganz do hannerun lech! Awer maacht wann ech gelift net de Contraire. An dat ass am Fong dat, wat hei de Mëtteg erëm eng Kéier ganz kloer - déi Doppelzüngegkeet do - zum Virschäin komm ass.

Mir hunn eis och géint de Rentesplitting ausgeschwat, Här President, well mer gesot hunn…

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der, datt den Här Schiltz lech eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Schiltz ka mir esou vill Froe stellen, wéi e wëllt, wann Dir mir d'Zäit gitt, fir ze äntwerten.

M. le Président.- Dir kritt déi Zäit, fir ze äntwerten. Da loosst emol den Här Schiltz fir d'Éischt seng Froe stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Stellt emol vill Froen.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, wann déi subtil juristesch a politesch seriö argumentéiert an équilibréiert Positioun vum Här Meyers hei zur Karikatur degradéiert gëtt vum Här Gibéryen, da kommen ech zur Konklusioun que tout ce qui est excessif devient insignifiant.

An duerfir wollt ech tout simplement eng ganz einfach Fro stellen: Wien hat dann deemools d'Initiativ geholl, fir d'Mammerent anzeféieren, d'CSV oder d'ADR? Et ass eng einfach Äntwert.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kann dem Här Schiltz, Här President, zwou ganz einfach Äntwerte ginn.

Une voix.- Et war just eng Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo. Ma neen, Dir hutt der zwou gestallt.

(Interruption)

Neen, ech wäert Iech awer op der zwou äntwerten.

Déi éischt ass, datt mir déi leschte Kéier an eisem Wahlprogramm, iert d'Mammerent agefouert ginn ass, d'Mammerent stoen hate fir déi Fraen, déi doheem d'Kannererzéiung maachen, fir datt déi sollen eng Mammerent kréien. Déi stoung also an eisem Wahlprogramm, egal wie se agefouert huet. A souvill wéi ech weess, ass se um Rentendësch agefouert ginn.

Dat Eenzegt, wat elo feststeet, Här Schiltz: Et ass d'CSV, déi se reduzéiert. Dat ass op jidde Fall kloer. Well Dir reduzéiert se elo. Dir wëllt hei Iech Lorbeeren afféieren. Dir reduzéiert se elo. An dat Zweet an der…

M. le Président.- Här Gibéryen, mä Dir wëllt jo vill Froe gestallt kréien, den Här Meyers wëllt Iech nach eng stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll awer elo fir d'Éischt nach op déi heite fäerdeg äntwerten. Dat Zweet ass, datt dem Här Meyers seng Saachen elo…, géif ech elo hei esou erofspillen. Ech wëll Iech just soen, wat an eisem Wahlprogramm steet: „Die verschiedenen staatlichen Zulagen - allocation familiale, allocation d'éducation, chèque-service - werden zu einer einzigen Zulage zusammengeführt." Dat stoung an eisem Wahlprogramm. An et ass genau dat…

(Interruption)

Dat ass genau, wat den Här Meyers de Mëtteg hei gesot huet.

(Interruption)

Et ass genau dat, wat den Här Meyers de Mëtteg hei gesot huet. Dofir soen ech: E stéisst oppen Dieren an. Dofir ënnerstëtze mer Iech, wann Der dat maacht. Mä maacht et!

Une voix.- Här President, elo kann…

M. le Président.- Erlaabt Der elo, datt den Här Meyers Iech déi Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Här Meyers.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Jo, ech wollt eigentlech dem Här Gibéryen d'Fro stellen: Wien huet dann d'Mammerent um Rentendësch proposéiert? Bleift bei der geschichtlecher Wourecht.

(Interruption)

Une voix.- Et war den Här Meyers.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, majo sécher.

Une voix.- Maja, voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo sécher, dat stëmmt. Dat huet jo och nach keen ofgestridden. Mä um Rentendësch, do si vill Propositioune gemaach ginn.

(Hilarité et interruption)

Do si vill Propositioune gemaach ginn, a vun all deene Propositiounen ass gekuckt ginn, wat fir eng Iddië sech géife majoritär duerchsetzen. Och do ware mir direkt geschlossen hannert dem Här Meyers senger Propositioun, well se jo an eisem Wahlprogramm stoung, fir déi unzesetzen. Genausou gutt, wéi mer elo dohannert stinn, wann Der dat maacht, wat an eisem Wahlprogramm steet. Mir kënne jo net géint eise Wahlprogramm goen, eleng well d'CSV eise Wahlprogramm wëllt ëmsetzen.

(Interruptions diverses)

Also, ech mengen, dat ass jo awer eng Selbstverständlechkeet!

(Interruptions)

Dat ass eng Selbstverständlechkeet, Här President. Sinn nach Froen am Sall, Här President?

(Hilarité générale)

M. le Président.- Här Gibéryen, fuert elo virun, well…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Kartheiser wëllt mer nach eng Fro stellen.

M. le Président.- Jo, ech mengen, Dir stellt Iech déi innerhalb vun Ärem Grupp…

(Hilarité)

…an, Här Gibéryen, Dir kommt awer elo lues…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma neen, ech sinn awer domat d'accord, datt den Här Kartheiser…

M. le Président.- Neen, lauschtert, also ech mengen, Dir fuert elo virun an Dir kommt lues awer sécher zum Schluss, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà, Här President, da muss ech nach vläicht just ee Wuert soen zu der Fonction publique. Ech sinn der Meenung, mir hunn zënter 1999 ee Rentesystem, an alleguer déi Leit aus der Fonction publique, déi nom 1. Januar '99 an d'Fonction publique erakoumen, falen ënnert deeselwechte Regime, wéi en am Privatsecteur ass. Dofir mengen ech, wa mer Berechnungen opstellen iwwert de Rentesystem, da kënne mer net nëmmen iwwer Berechnunge vum Privatsecteur schwätzen. Mä da sollte mer esou fair sinn… Elo ass den Här Minister net méi heibannen, oder ass en?

Une voix.- En ass verschwonnen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ass e fort? Jo.

Une voix.- Selbstverständlech.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, en ass hei.

Une voix.- Se kommen ëmmer zu engem anere Lach eran.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech géif soen, ech hunn nämlech héieren, d'Regierung hätt och eng Etüd maache gelooss iwwert d'Entwécklung vum Käschtepunkt vun de Pensiounen an der Fonction publique, da sinn ech der Meenung, da sollte mer als Chamber och déi Etüd kréien. Dat schéngt mer wichteg ze sinn, datt een iwwer alles kann diskutéieren.

Ech hunn nämlech am Budget nogekuckt: De Käschtepunkt vun de Pensiounen an der Fonction publique, deen iwwert de Statsbudget geet, dee war 2005 260 Milliounen, en ass 2010 377 Milliounen. Dat ass den Artikel 93 vum Budgetsgesetz. Dat ass an engem Zäitlaf vu fënnef Joer eng Progressioun vun 68%. Ech mengen, et sollt een, wann een iwwert d'Finanzéierung schwätzt, och esou fair sinn, ëmmer iwwert dat Ganzt ze schwätzen. Mir wëlle jo net an deem engen oder deem anere System eppes verschlechteren. Mir hunn ee System a mir schwätzen ëmmer nëmme fir dat Ganzt.

Mä an der Diskussioun vun de Finanze sollt een déi zwou Säite mat eranhuelen. Well déi zwou Säite belaaschten de Statsbudget, déi zwou Säite belaaschten eis Ekonomie, wa mer objektiv a fair doriwwer diskutéieren.

Ech géif mer dann eng Kéier d'Recht huelen, Här President, fir an der Kommissioun déi aner 14 Propositiounen, déi ech nach hei preparéiert hunn, fir déi dann an der Kommissioun ze maachen.

Mat e bësse gudde Wëlle misste mer e Wee fannen, ouni elo - ech wëll dat nach eng Kéier betounen zum Schluss - mussen d'Pensiounen ze kierzen, awer eise System mëttel- a laangfristeg ofzesécheren, fir datt och déi kommend Generatiounen hei am Land nach kënnen op e gudde Rentesystem zréckgräifen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech probéieren dann och, a fënnef Minutten iwwer meng sechs Punkten ze kommen, déi ech opgeschriwwen hunn, fir déi méi ausféierlech Analys, déi ech virdru gemaach hunn, nach eng Kéier kuerz ze résuméieren.

Fir d'Éischt: Wann d'Leit méi laang mat enger méiglechst héijer Liewensqualitéit liewen - dat wäert jo an Zukunft hoffentlech de Fall sinn -, dann ass et selbstverständlech, datt méi en héijen Deel vun deem geschafene Räichtum fir déi Ausgaben do gebraucht gëtt. Dat ass also u sech a kenger Hisiicht dramatesch. Also, méi e groussen Undeel vum PIB.

Déi entscheedend Fro ass natierlech ëmmer - net nëmmen an dëser Fro - déi vun der Verdeelung. Wien dréit a wéi engem Ausmooss an a wéi enger Form zu der Finanzéierung vun deenen Ausgabe bäi? Wat sech net nëmmen op d'Rente bezitt!

Zweetens: Géint eng generell Verlängerung vun der gesamter Liewensaarbechtszäit, a wéi enger Form och ëmmer, direkt oder indirekt, well dat kann och iwwert d'Bestëmmung, d'Definitioun vun de Cotisatiounsjore geschéien, op eng indirekt Aart a Weis. Géint esou eng Verlängerung vun der Liewensaarbechtszäit gëtt et op d'mannst dräi - mengen ech - stéchhalteg Argumenter.

Éischtens: Wann de Rentenalter géif erhéicht ginn - a wéi enger Form och ëmmer, nach eng Kéier -, wäert et awer esou sinn, dass eng Rei vu Leit bis dohinner, aus wéi engen Ursaachen och ëmmer, net kommen. Dat heescht dann natierlech a Wierklechkeet eng Kierzung vun der Pensioun. Dat gesi mer an Däitschland, als Beispill, mat der Erhéijung op 67 Joer do.

Dat gëtt natierlech doduerch verschäerft, datt et duerch d'sozialekonomesch Entwécklung - och hei zu Lëtzebuerg - ëmmer méi onregelméisseg, prekär Beruffscarrièrë gëtt mat Ënnerbriechungen, wou also keng berufflech Aktivitéit stattfënnt, wou och keng Cotisatioune bezuelt ginn. Bei Fraen natierlech, do ass et op den éischte Bléck evident. Awer dat betrëfft an Zukunft och ëmmer méi Männer, an zwar iwwert de ganzen Aktivitéitsalter ewech.

Dat heescht, ech mengen also, an där ganzer Diskussioun muss och eng Diskussioun erakommen, wéi mer positiv kënnen op d'Beruffscarrièren awierken. Dat ass awer bis elo an der Diskussioun gréisstendeels ausgeklammert.

Iwwregens muss ee soen, déi Leit, vun deene mer hei schwätzen, dat sinn der dann, déi souwisou schonn e bescheident Akommes hunn, déi dann duerch eng Kierzung vun hirer Pensioun wierklech riskéieren, an - op d'mannst eng relativ - Altersaarmut ze verfalen.

Zweetens: Wann ee genau géif ënnersichen, wéi sech hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joerzéngten engersäits d'Produktivitéit entwéckelt huet an anerersäits d'Aarbechtszäit, also d'Gesamtliewensaarbechtszäit - déi Recherchë gëtt et menges Wëssens hei zu Lëtzebuerg elo nach net -, ech schätzen awer, dass mer da wuel zur Konklusioun misste kommen, dass een ugesiichts vun der Produktivitéitsentwécklung eigentlech d'Liewensaarbechtszäit misst verkierzen, wann een där Produktivitéitsentwécklung wéilt Rechnung droen, an net verlängeren.

Drëttens: Et muss een natierlech och d'Fro stellen, wat eng Verlängerung vun der Liewensaarbechtszäit fir eng Auswierkung op de Chômage huet, virun allem op de Chômage vun deene jonke Leit: Ob mer do net nëmmen eng Verdrängung maachen - vun deenen enge par rapport zu deenen aneren - an de Chômage bei deene Jonken erhéijen? Or, den Ofbau vum Chômage ass och ee wichtegt - natierlech eent vu villen, awer ee wichtegt - Element an der Fro vun der Ofsécherung, och vun der finanzieller Ofsécherung, vun de Renten. Och een Element, wat menger Meenung no net genuch an der Diskussioun berücksichtegt gëtt.

Mir kënnen eis och nei Weeër virstellen, am Sënn vun engem progressiven Austrëtt aus dem Beruffsliewen, also zum Beispill a Form vun differenzéierte Kombinatioune vu Pensioun a Loun, virausgesat op enger fräiwëlleger Basis an ouni eng generell Kierzung vun de Renten.

Iwwregens, wann hei vu Liewenserwaardung ëmmer erëm geschwat gëtt, an domadder dann duerchschnëttlech Prozentsätz genannt, pardon, duerchschnëttlech Liewensaltere genannt ginn, duerchschnëttlecher, da muss een awer och vläicht drop hiweisen, dass sech hannert deenen Duerchschnëttszuele relativ däitlech Ënnerscheeder verstoppen, jee no soziale Kategorien, jee no Aarbechtsbedéngungen. Sou dass also menger Meenung no och d'Fro vun den Aarbechtsbedéngungen, vun den ënnerschiddleche Liewenserwaardungen an esou weider muss an d'Diskussioun erakommen.

Drëttens, d'Finanzéierung ass eng Verdeelungsfro. Also dorauser ergëtt sech zum Beispill konkret fir eis zweeërlee. D'Sozialbäiträg sinn en Deel vum Loun, en indirekte Loun. Or, hei zu Lëtzebuerg, wéi och an anere Länner, sinn an deene leschte Joren d'Léin…, d'Entwécklung vun de Léin ass hannert der Entwécklung vun de Benefisser däitlech zréckbliwwen. Do ass also nach Spillraum och fir deen do indirekte Loun.

An zweetens si mir och der Meenung, dass d'Assiette vun de Cotisatiounen, also dorobber, wourop se berechent ginn, absolut kann ausgedehnt ginn iwwert d'Masse salariale eraus, zum Beispill op Revenuë vum Kapital, déi awer dann um Versécherungsprinzip eigentlech näischt sollten änneren.

Ganz décidéiert sinn ech géint all direkt oder indirekt Privatiséierung, Kapitaliséierung, minimal Renten op där enger Säit fir déi kleng Leit, an da Privatversécherung fir déi aner, déi et sech kënne leeschten, an domadder d'Rupture mat dem Solidaritéitsprinzip.

Gradesou décidéiert sinn ech awer och géint de Placement vun de Reserven op dem Aktien- a Shareholdermaart. Am Géigendeel sollte mer se eigentlech notzen - och an dëser Diskussioun hei misst dat berücksichtegt ginn -, eigentlech sollte mer se notze fir produktiv, sozial Investitiounen hei an der Regioun, well dat kéint och bedeite Schafung vun Aarbechtsplazen an also bäidroen zu neie Cotisatiounen,…

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- … lues a sécher zum Schluss…

…kéint also och dozou bäidroen, dass méi Cotisatiounen erakommen, insoufern also och d'Finanzéierung besser ofgeséchert wär.

Dozou gehéiert fir mech och d'Fro vun der Selbstverwaltung vun den Assuréen, déi an deene leschte Joren drastesch ofgebaut ginn ass. Dat heescht, se besteet praktesch net méi. Ech mengen, dass mer och doriwwer erëm eng Kéier missten diskutéieren.

Här President, well dat hei huet ganz kuerz misse sinn, däerf ech ukënnegen, dass mer muer op enger Pressekonferenz méi ausféierlech eis Analysen an eis Propositioune kënnen duerleeën.

M. le Président.- Ech soen dann och dem Här Hoffmann Merci. An elo kritt d'Wuert den Här Sozialminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol en häerzleche Merci fir déi Aart a Weis, wéi déi Diskussioun haut de Mëtteg hei verlaf ass. Et ass en oppenen Débat, esou wéi ech mer e wënschen a wéi Dir Iech en och gewënscht hutt, an et ass och net déi éischte Kéier, wou mer mateneen diskutéieren. Ech hat d'Geleeënheet, an deene leschte Wochen a Méint an der Sozialkommissioun eng éischte Kéier d'Diskussioun ze féieren an eng zweete Kéier an der Finanzkommissioun, esou dass et ganz kloer ass, dass de Wonsch vun der Regierung do ass, fir déi heite Reformen zesummen unzegoen an d'Chamber jiddwerzäit um leschte Stand vun der Entwécklung vum Dossier ze halen.

Ech wëll der Madame Mutsch Merci soe fir d'Entrée en la matière, déi mir et erlaabt, op eenzelne Punkte vill méi kuerz ze sinn.

Wéi déi Meescht vun eis hunn ech och an deene leschte Wochen a Méint déi Diskussioun iwwer Pensiounsreformen an eisen Nopeschlänner verfollegt, an ech sinn e bëssen zu därselwechter Konklusioun komm wéi de Paul-Henri Meyers. Opgrond vun deenen Diskussioune sinn ech nämlech erliichtert, dass ech selwer, dass d'Regierung an dass mir zesummen hei zu Lëtzebuerg eng Pensiounsreform virzebereeden hunn, an net an Däitschland, Frankräich oder der Belsch, well se do ëner ganz erschwéierte Konditioune musse

stattfannen, a mir eng Rei vun Trëmp am Aarm hunn, déi eis et erlabe wäerten, eng douce Landung ze maache bei der Pensiounsreform an e Crash ze évitéieren.

Ech wëll och all deene soen, déi ëmmer gemengt hunn, de Sozialminister hätt sech inspiréiert bei sengem däitsche Kolleeg Norbert Blüm an hätt gesot, d'Rente wäre sécher, dass dat déi Leit sinn, déi ëmmer d'Oueren zougemaach hunn, wann deen zweeten Deel vum Saz gesot ginn ass. An ech wëll jiddweree virun d'Erausfuerderung setzen, mir eng Kéier en Zitat vu mir ze bréngen, dass d'Pensiounen op ëmmer an éiweg sécher wären.

Ech hunn ëmmer gesot, mir hunn haut ausgezeechent Viraussetzungen, an ech hunn domat datselwecht gesot wéi alleguer d'Kolleegen de Mëtteg an der Chamber. Mä wa mer wëllen déi exzellent Konditiounen och esou weiderginn un déi nächst Generatiounen, da musse mer eis haut mat der Problematik ausenanersetzen, net a Panik, net aus der Hëft eraus, well aus der Hëft eraus schéissen eis bestëmmt dozou gefouert hätt, Rezepter ze applizéieren, déi an der Zwëschenzäit an anere Länner Schëffbroch erlidden hunn.

Dofir ass et wichteg, dass mer eis déi Zäit gelooss hunn, fir Reformen „à la sauce luxembourgeoise" opgrond vun de Problemer, wéi se zu Lëtzebuerg bestinn, ze maachen, an net „à la sauce étrangère", well d'Situatioun e bëssen aneschters ass. Ech wëll lech also versécheren, dass, nodeem mer hei an deene leschte Jore gutt Aarbecht geleescht hunn, dat eis et erlaabt, fir an deenen nächste Méint méi zügeg virunzekommen. Dat mat killem Kapp, nach wie vor, a mat roueger Hand.

Mir kënnen dobäi...

(Interruption)

...op Reformen opbauen.

(Interruption)

Ech hunn Iech net ënnerbrach, Här Wagner. Dir kënnt mer jiddwerzäit eng Fro stellen, wann Der dat wëllt.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Dir hutt gesot, Dir wäert vill méi roueg ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Ech sinn e ganz rouege Mënsch.

(Hilarité)

Mir kënnen dobäi op Reformen opbauen, déi déi successiv Regierungen, an ech soen, déi successiv Regierunge realiséiert hunn, well do hunn der ganz vill Verdéngschter un deem, wat mer opgebaut hunn, an et hunn der och vill d'Responsabilitéit ze iwwerhuelen, wa se emol vläicht an déi falsch Richtung gaange sinn an net mat Zäit déi richteg Zeechen erkannt hunn.

Ech wëll soen, dass mer duerch déi Reformen, déi mer an deene leschte Jorzéngte gemaach hunn, eigentlech eppes anticipéiert hunn, wat am Moment zu engem Haaptthema op europäeschem Plang gëtt. An ech wëll, just fir eis ze situéieren an där europäescher Diskussioun, soen, wat fir d'nächst Woch am EPSCO-Conseil geplangt ass fir unzediskutéieren, a wéi mir vis-à-vis vun deene Saachen, déi elo an Europa op den Agenda gesat ginn, eis dozou situéieren.

D'Europäesch Kommissioun, Europa, fuerdert, dass d'Cotisatiounszäiten an den europäesche Rentesystem besser sollen an d'Berechnung vun de Pensiounen agebaut ginn, berücksichtegt ginn, an ee sech net méi op déi beschte Jore soll bezéien. Bon, deen dote Prinzip, deen ass zu Lëtzebuerg zënter Joren duerchgesat am private Pensiounsregime an ass zënter 1998 och am öffentleche Regime duerchgesat.

D'EU fuerdert, fir mat Reserven den zukünftegen Erausfuerderungen entgéintzewierken. D'Madame Mutsch huet, an all d'Riedner vun de Mëtteg hu gewisen, dass mer déi doten Empfehlung anticipéiert hunn, well mer zu deene Renteregimer op der Welt gehéieren, déi déi héchste Reserven hunn. Ech wëll soen, d'Schwede verfügen an der Zwëschenzäit och iwwer zolidd Reserven.

Mä ech wäert op de Wäert an op dat, wat ee sech vun de Reserve kann erwaarden, a wat ee sech net däerf dovun erwaarden, herno nach drop zréckkommen, well een, dee mengt, mat héije Reserve wier eise Pensiounssystem op Jorzéngten ofgesécher an et kéint eis näischt méi passéieren, deen ass op där falscher Pist.

D'Europäesch Communautéit suggéréiert de Länner, fir déi Leit mat bescheidenen Akommesse besser ze ënnerstëtzen. Dat ass éiweg d'Zilsetzung vun eiser Pensiounsorientéierung gewiescht, an ech gi ganz gär zou, dass de Rentendësch vun 2001 an deem dote Beräich wierklech Wesentleches geleescht huet, och wann ee kann driwwer diskutéieren, ob an anere Beräicher net iwwert d'Zil eraus geschoss ginn ass.

D'Adequatioun vun de Pensiounen an d'Verhënnerung vun der Altersaarmut gëtt haut op de Fändel vun der Europäescher Communautéit geschriwwen. Ech wëll drop hiweisen, dass eis Pensiounsregimer derzou gefouert hunn, dass deen niddregsten Aarmutsrisiko an Europa iwwerhaapt am Alter hei zu Lëtzebuerg besteet. An och dat ass ee vun deene staarke Punkte vun eisem Pensiounssystem.

Da gëtt d'Iwwerleeung gefouert, dass een e Parallelismus misst maachen tëschent der Liewensaarbechtszäit an der Liewenserwaardung. Do si mer just amgaang eis dran ze engagéieren, an ech wëll just soen, dass d'Europäesch Communautéit besonnesch op déi Länner am Moment weist, déi während der Kris massiivst, zum Deel massiivst Cotisatiounserhéijungen hu misse maachen oder hir Leeschtungen hu misse kierzen.

Ech wëll drop hiweisen, dass d'Situatioun vun eise Pensiounskeesse während der Krisenzäit elo net zu Cotisatiounserhéijunge gefouert huet, net zu Leeschtungsofbau gefouert huet, an dass déi gutt Leeschtungen, déi mer kënne garantéieren am Moment an eise Pensiounskeessen, e wesentleche Stabilisatiounsfaktor an der Kris war, well doduerch d'Kafkraaft erhale ginn ass a mer doduerch eng ganz Rei vu Secteuren hunn, déi e bësse besser duerch d'Kris komm sinn.

Da suggeréiert d'Kommissioun, dass d'Pensiounsreserve solle gutt ugeluecht ginn. Ech wëll just drop hiweisen, dass eng Rei vu Rentefongen, am Rahme vun der Kapitaliséierung, just an deene schwierege Méint zum Deel Schëffbroch erlidden hunn, an dass bei eis - et kann een doriwwer diskutéieren, ob een net och nach aner Facteuren an de Placement soll eranhuelen -, bei eis iwwert de Kompensatiounsfong déi Reserve gutt ugeluecht waren, net nëmmen net u Wäert verluer hunn ënnert dem Strëch, mä u Wäert zougeluecht hunn, wou ech awer selbstverständlech mat all deene Kolleegen d'accord sinn, dass een och virsiichteg soll an der Zukunft mat deenen dote Reserven ëmgoen.

Ech wollt, Här President, bei dëser Geleeënheet un eng Rei vu Fakten, Stäerkten an Schwächte vun eisem Pensiounssystem erënneren, an am Numm vun der Regierung déi wesentlechst Elementer fir déi nohalteg Ofsécherung vun engem ganz gudde System op den Dësch leeën. Mat enger Zäitschinn, an ech sinn do domat d'accord, dass een dee Pensiounsregime net wiederfest mécht mat engem Coup de baguette magique, mä dass een déi Evolutioun soll op enger Zäitschinn oflafe loossen, wou eng Rei vu Mesurë kënnen direkt en place gesat ginn an anerer sech op der Zäitschinn bewegen, progressiv wierken an derzou bäidroe kënnen, dass dee System - an dat ass jo d'Haaptzil - sech ab iergendengem Zäitpunkt à définir selwer dréit an de Risiko vu massiven Defiziter net méi do ass, de Risiko vun engem Crash net méi do ass. Dat ass d'Zil vun där Approche, déi mer hei huelen.

Well et geet drëm, fir dee gudde System esou ze gestalten, dass mer eise Kanner a Kandskanner eng Altersofsécherung kënnen hannerloossen, mat där et sech gutt liewe léisst, déi d'Aarmut am Alter zu enger absoluter Exceptioun gemaacht huet, déi d'Équilibren tëschent deene jonken an eelere Generatioune respektéiert an d'Partner, also d'Assuréën, d'Betriber, d'Wirtschaft an de Stat net iwwerfuerdert. Dat ass jo den Enjeu vun där Reform, an de Paul-Henri Meyers huet dat och nach eng Kéier ganz plastesch gesot, an anere Wierder, mä et ass u sech datselwecht: D'Nohaltegkeet vun deem System ze garantéieren.

Ech si frou, dass sech an deene leschte Joren an der Debatt vun haut e Konsens gewisen huet, dass mer haut muer solle preparéieren. Do gëtt et Nuancen, déi heiansdo ganz wäit ginn. Wann ech nëmmen déi zwee Positiounspabeiere vun der UEL huelen an dee vun der Chambre des Salariés, do leie Welten dertëschent! Mä an deenen zwou Welte gëtt et awer Elementer, déi een an e Konsens kann abauen. Och wa jiddweree fir sech, mengen ech, net zu deem Zil féiert, dat mer upeilen.

Ech wëll och emol eng Kéier drop hiweisen, dass et awer selten an der Politik ass - hei zu Lëtzebuerg an och am Ausland -, dass mer eis esou vill Zäit huele fir eppes - wat mer mengen, wat mer wëssen -, wou mer hoffen, dass et esou spéit wéi méiglech kënnt, op eis zoukënnt. A wat fir engen anere Politikfelder si mer bereet, eis Politik esou unzepassen, dass mer an 30 Joer, a 40 Joer nach sécher sinn? Dorëms geet et, dass mer sécher sinn, net mengen, mä sécher sinn, dass mer kënnen dat halen, oder gréisstendeels halen, wat mer opgebaut hunn.

Ganz gär huelen ech de Reproche - wann et dann e Reproche ass - un, dass mer net aus der Hëft geschoss hunn an net scho virun dräi, véier oder fënnef Joer déi einfach Rezepter gekacht hunn, déi muncher jo ëmmer parat hunn an déi awer - an ech hunn dat virdru schonn ugedeit - an eenzelne Länner Schëffbroch erlidden hunn.

Mir hunn den Dossier Pensiounsreform zënter 2006 gutt virbereet an onzielege Sitzunge mat de Sozialpartner. Dat huet zu enger nuancéierter Bewosstsäinsbildung gefouert, an déi ass extrem wichteg, wann ee weess, wéi héich an der Opinion publique eise Pensiounssystem opgehaangen ass a wéi problematesch et ass, wann een ouni déi noutwendeg Explikatiounen doru fummele geet. Et ass also extrem wichteg, dass een dee Bewosstsäinsbildungsprozess fördert an de Leit explizéiert, ëm wat et geet. Mir hunn déi Joren also net verluer, mä mer hu se genotzt, fir déi noutwendeg Prémissë fir eng Reform ze schafen.

Bon, ech mengen éierlech, dass mer tëschent 2001 an 2010 e Changement an der Approche zu der Pensiounsproblematik erlieft hunn. Mir sinn haut op engem anere Stand wéi 2001 a mir gesinn d'Pensiounsproblematik vill méi nuancéiert. Mir sinn haut och an engem anere Kontext. 2001 ware mer an engem Verdeelungskonzept. Do konnte mer verdeelen. Haut si mer an engem Kontext, wou mer de Leit soen, et muss ee Saachen hannerfroen, fir dat Elementaarst, dat Wichtegst ofzesécheren. Dat Eent ass méi einfach wéi dat Anert, mä dat Anert ass gradesou wichteg, wann net méi wichteg wéi dat Eent.

Zu de Fakten, ganz plakativ: Eis Cotisatioune fir d'Pensiounsversécherung sinn zënter 30 Joer stabil, leie bei dräimol aacht, ass 24% am Verglach mam Ausland, ganz gënschteg, an hunn eis et erlaabt, fir ganz zolidd Reserven unzeleeën. An der Regel hu mer ëm 4% vun der Lounmass, oder 800, 900 Milliounen an der Lescht kënnen an d'Spuerschwäin erageheien. An dat Spuerschwäin, dat ass haut zéng Milliarden déck. Dat géif duergoen, fir während 3,6 Joer d'Pensiounsleeschtungen auszebezuelen, ouni dass een Euro u Bäitrag, Statsbäitrag géif an d'Keess fléissen. Just reng hypothetesch gesot. Dat géif awer erëm séier änneren, wa mer dat während 3,6 Joer géife maachen. Mä dat ass awer ganz considérabel.

Zum Vergläich: Eist Nopeschland Däitschland huet Reserven, déi - kommt mer si gnädeg - zwee bis dräi Méint duerginn, also géifen duergoen, fir d'Pensioune während zwee oder dräi Méint auszebezuelen. Et gëtt awer, wa mer soen, dass déi Reserve beträchtlech sinn, kee Grond fir se ofzebauen.

Ech wëll awer soen, fir dass mer eis alleguer richteg verstinn, dass ee sech net op déi Reserven däerf verloossen, fir d'Pensiounsproblematik an 20 oder 30 Joer komplett ofzefänken. Déi Reserve si geduecht, fir e Prozess ofzefiederen, vun haut enger Situatioun, wou mer kënnen zréckleeën, iwwer eng Situatioun, wou mer scher wäerten déi Reserven zum Deel uknabbere mussen, bis zu deem Zäitpunkt, wou eis Reformen, déi mer elo uginn, komplett gräifen an dann derzou féieren, dass dee System sech selwer dréit. Dat ass de Sënn vu Reserven, an net deen, fir iwwer Jorzéngten, wann et net méi duergeet a wann déck Lächer an de Pensiounskeesse sinn, däerf ee sech net drop verloossen, dass een domat kann un dat rettend Ufer kommen.

D'Madame Mutsch huet zu Recht drop higewisen, dass duerch déi positiv Entwécklung vum Emploi haut op 2,5 Aktiver ee Pensionéierte kënnt an hei eng gutt Evolutioun war iwwer länger Joren.

Elo da kuerz zu den Erausfuerderungen, déi op eise Regime waarden, net haut, mä muer an iwwermuer. Fir d'éischt emol d'Konsequenze vun enger u sech ganz positiver Entwécklung - an dat ass jo eigentlech dat geckegt un der Situatioun - et ass net elo eng Katastroph, déi vun uewen op eis erofbrécht, déi d'Ursaach ass, firwat dass mer eis Gedanke musse maachen, mä et ass eigentlech eppes Positives. Mir gi vill méi al, mir bleiwe vill méi laang gesond a mir kréien eis Pensioune vill méi laang wéi eis Pappen an eis Grousspappen. Dat ass eng ganz grouss Chance.

Mir kréie pro zéng Joer ee Joer Liewenserwaardung derbäi. All zéng Joer gëtt de Mënsch am Duerchschnëtt, beim heitege Stand... Et gëtt Leit, déi soen, dat muss net ëmmer esou sinn, dat kann och sinn, dass duerch Ëmweltaflëss op eemol de Mënsch erëm éischter stierft, dat ass duerchaus méiglech, ech wëll dat net... Mä et ass am Moment e Fakt, dass d'Liewenserwaardung wiisst. Dat ass ganz gutt.

Mä déi einfach Arithmetik seet eis, dass mer, wa mer eis Pensioun vill méi laang kréien, et net méiglech ass, fir parallel manner laang ze schaffen. Dat geet net. Méi laang d'Pensioun kréien a manner laang schaffen, dat geet net op. Dräimol 8%, fir dat emol eng Kéier esou plastesch ze soen, déi bezuelt gi während 30, 35 Joer, déi ginn net duer, fir an alle Situatiounen 100% vun engem Revenu während 30 oder 35 Joer ze kréien oder souguer méi Joren, souguer wann ee se genial gutt placéiert. Dat geet net op. Do muss e Verhältnis bestoen tëschent där Zäit, wou ee schafft, an där Zäit, wou een d'Pensioun kritt. Dat ass arithmetesch evident. Dat just zu de Prémissen.

Zweetens, an dat ass och eppes, wat jo ganz positiv ass: Lëtzebuerg huet extrem vill Leit vu baussen ugezunn, déi hei op Lëtzebuerg schaffe kommen, wat derzou gefouert huet, dass d'Wirtschaft sech gutt entwéckelt huet, déi Cotisatioune bezuelt hunn an esou weider an esou fort. Dat ass also extrem gutt: Ganz vill nei Aarbechtsplaze bei relativ wéinege Pensionéierten, an doduerch déi gutt finanziell Situatioun. Wann ëmmer méi Beschäftegter kommen an et si verhältnisméisseg wéineg Pensionéierter do, jo da komme mer an de Suréquiliber an dann ass eigentlech eng ganz positiv Situatioun do, mä déi, opgepasst, erëm eng Kéier en Hoken huet. Well déi vill Beschäftegt vun haut déi vill Pensionéiert vu muer sinn.

Haut hu mer 130, 140.000 Pensionéierter, iwwert den Daum gepeilt, a mir hu wäit iwwer 300.000 Leit, déi schaffen. Dat ass e Verhältnis vun 2,5 zu eent. Wa muer déi 300 oder 350.000 Aktiver pensionéiert ginn, dann ass et eng Evidenz, wa mer déi Leeschtunge wëllen halen, dass mer och eng Verduebelung vun den Aarbechtsplaze brauchen. Et ass also keng Hexerei, dat, wat d'IGSS ausgerechent huet. Bon, dräimol esou vill Pensionéierter, dräimol esou vill Beschäftegter. Da si mer, iwwert den Daum gepeilt, bei enger Millioun Beschäftegter.

Abee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gehéieren zu deenen, déi mengen, dass dat illusoresch ass. Ech mengen net, dass et realistesch ass. Ech kucken dat vläicht elo ze vill duerch de Brëll vun haut, mä souguer wann ech duerch dee rosae Brëll vu gëschter kucken, ass et net wahrscheinlech, dass dat Land hei eng Millioun, eng Millioun dräi an ech weess net wéi vill méi Beschäftegter verdréit. Well, wa mer dat géife mengen, bei där Zäit wou et dauert, dass mer Infrastrukture preparéieren, da misste mer haut, wann ech gelift, schonn aachtspuereg Autobunne plangen

a mer misste véierspuereg Eisebunnslinne plangen, well soss géifen déi 1,3 Milliounen - voilà, an esou weider an esou fort -, well da géifen déi 1,3 Milliounen Aarbechter, Beschäftegter, wa mer dat net hätten, géife se guer net op Lëtzebuerg kommen. Mir krite se net heihin.

Oder, an dat ass eng vun deenen Alternativen, déi mer och net esou richteg schmaacht, dass mer d'Bäiträg fir déi dräi Partner an deemselwechte Verhältnis, ëm 2,5-mol géifen héijen. Da géife mer also bei Bäiträg vun amplaz 8% 15 an amplaz 24% 45, 50, wann een déi dräi zesummeschléit, landen. Also bei aller Sympathie fir d'Kraaft vun der Ekonomie an och de Generatiounevertrag, mengen ech, dass dat eng Hypothees ass, déi schwéier géif akzeptéiert ginn.

Elo kënnt d'Propositioun vun der „Alter-Finanz". Do sinn eng Rei vu gudden Iwwerleeungen derbäi, zum Beispill net d'lounintensiv Betriber prioritär belaaschten, mä eventuell d'Plus-value. Ganz interessant. D'Affär vun enger zousätzlecher Besteierung. Dat kléngt och op den éischte Bléck ganz gutt, mä ech héieren awer an enger ganzer Rei vu Politikfelder ëmmer déiselwecht Propositioun, fir ëmmer déiselwecht Taxéierung ze maachen.

Ech mengen, eng Taxéierung kann een net dräimol maachen, an et kann een och mat enger Taxéierung net dräi oder véier verschidde Saache finanzéieren. Also muss een och do de Choix maachen, wat een dann iwwer alternativ Finanzéierungsweeër finanzéiert, well se net illimitéiert sinn. An och déi gutt Experten, déi ech héieren hunn, déi ëmmer vun „Alter-Finanz" geschwat hunn; wann ech se gefrot hunn, wéi se da genee soll ausgesinn déi „Alter-Finanz", bon, dann ass net ëmmer extrem vill komm, mä och just gesot ginn: „Majo, wann een eng steierlech Deelfinanzéierung vum Regime mécht, an dat maache mer jo am Moment, da muss een eng Optioun huele fir dat eent oder dat anert."

An duerfir, well ech eben net gleewen, dass mer déi do zwou Situatiounen erliewen - esou e massiven Zouwuess vun den Aarbechtsplazen oder esou Erhéijunge vun de Cotisatiounen -, sinn ech der Meenung, dass fir déi laangfristeg Ofsécherung vun de Pensiounsregimer déi Reform, déi mer am Moment amgaang si virzebereeden, wichteg ass. Et geet dobäi ëm Nohaltegkeet, d'nohalteg Ofsécherung vun de Pensiounen. Et geet dorëm, fir derfir ze suergen, dass mer zu engem Zäitpunkt, dee mer definéieren, musse vläicht net méi de Suréquiliber hu vun haut, net déi Situatioun hunn, dass mer musse massiv grignotéiert ginn, mä ganz einfach dat Wënschenswäert, dass mer e System hunn, dee sech selwer dréit an dee mer net all Dag an all Dag erëm mussen op de Leescht huelen. E System, deen de Generatiounevertrag ka respektéieren, deen amendéiert, perfektionéiert ka ginn. E System - an dat ass fir mech dat Wichtegst -, dee fiabel, kredibel Garantië ka gi fir zukünfteg Generatiounen.

Mir hunn net vill dovun, wa mer de Generatiounen, déi no eis kommen, soen, datt dat wäert schonn alles gutt goen; et wäerte scho grad esou héich Leeschtunge si wéi haut. Mir hu vill méi dovun, wa mer realistesch Perspektiven definéieren an dann deene verschiddene Generatiounen d'Geleeënheet ginn, wann déi Perspektiven hinnen net duerginn, fir zousätzlechen Engagement ze maachen, fir dat ze kréien, wat hinnen eventuell bei eisem System net duergeet.

Bei där Reform sinn eng Rei vu Prémissen ze respektéieren, an déi fënnt ee gréisstendeels och am Regierungsprogramm erëm. Et geet hei net drëm, fir den Ëmlageverfahren auszeverkafen, mä et geet drëm, fir en ze festegen, mat engem staarke Reservestandbeen. Dat kann een d'Deelkapitaliséierung nennen. Et ass awer keng Kapitaliséierung, wéi mer se aus dem klassesche Kapitaliséierungssystem kennen, wou et eng individuell Kapitaliséierung ass, wou deen Eenzelne fir sech selwer uspuert, mä hei ass e Kapital, wat der Communautéit vun deenen, déi abezuelen, an deenen, déi pensionéiert sinn, zur Verfügung steet. Also, de System festegen, ofsécheren.

Do gëtt et sécher interessant Pisten, fir zousätzlech Standbeen ze schafen. An ech denken emol haart: Firwat net am Donschtkrees vun der klassescher Sécurité sociale ee Standbeen nom Mutualitéitssystem schafen, fir sech en Element Pensioun unzespueren - Firwat? Firwat net? -, wou net en Drëtten oder e Véierten dru verdéngt, mä wou d'Communautéit vun den Assuréë sech selwer eppes uspuert sans but lucratif, wichteg a mat der Kompetenz vun der klassescher Sécurité sociale géréiert? Iddi, déi sech an enger Rei vu Pabeieren erëmfënnt. Et muss ee kucken, wéi kompatibel se ass mat eisem klassesche System, a virun allem och, wéi kompatibel se ass mam fräie Maart, well dat ass jo eppes, wat een haut och mat muss respektéieren.

Da musse mer déi bescheide Pensiounen integral ofsécheren a verhënneren, dass den Aarmutsrisiko steigt. D'Grondrent steet net zur Diskussioun, a bescheide Pensiounen - do gëtt et e Konsens an dësem Haus - däerfe mer net ukraze goen, well soss bezuele mer dat op enger anerer Plaz. Da gëtt deen, deen e räsonnabelt Akommes huet, zum Assistéierten, an ech fannen, dass dat dee falsche Wee ass an dat och eis net gerecht géif ginn no deem, wat mer am Rahme vun deene méi klenge Pensioune gemaach hunn am Rahme vum Rentendësch.

Da wëlle mer deen Tripartitefinanzement net a Fro stellen, quitte, wéi gesot, dass nei Standbee wëllkomm sinn, dass een zum Beispill envisagéiert, Betriber, déi lounintensiv sinn, net onbedéngt zousätzlech ze belaaschten, mä dass ee ka sech Iwwerleeunge maachen, wou een d'Plusvalue, wou een de Benefiss mat erafléisse léisst.

Mä dat ass eng komplex Saach. Wann een un d'Schrauwen dréine geet, muss ee virdru wëssen, wou ee lant.

Da ganz kloer, och fir an déiselwecht Richtung eranzegoe wéi eng Rei vu Kolleegen dat hei gemaach hunn, sollen déi ugespuerte Pensiounsrechter an déi lafend Pensiounsrechter, déi sougenannten Droits acquis, net ugetaascht ginn. Hei geet et net drëm, fir elo déi Pensionéiert ze strofen. Just als Iwwerleeung am Hannerkapp: Déi Pensionéiert vun haut sinn ëmmerhin déi, déi dat Land a senger Prosperitéit vun haut opgebaut hunn, zum Deel mat ganz klenge Paien. Zum Deel mat ganz klenge Paien! An anstänneg Pensioune sinn e Merci fir dat, wat fir eigentlech eng méi kleng Rémunératioun geleescht ginn ass. Haut sinn d'Rémunératioune bei deene Meeschten aneschters. Dat muss een, mengen ech, kënne soen.

Dann, an dat ass och ganz kloer, de legale Pensiounsalter steet am Moment net zur Diskussioun. Ech fannen, dass dat eng falsch Décisioun wär, fir de Pensiounsalter vu 65 op 67 Joer eropzehiewen, an dat ass ganz richteg gesot ginn, well dat un der Problematik iwwerhaapt näischt géif änneren. Dofir géifen d'Leit net méi laang am Aarbechtsprozess bleiwen. Den Delta tëschent dem legale Pensiounsalter an dem reelle Pensiounsalter géif just auserneegoen, an dat wär eng Reform géint déi, déi fréi op den Aarbechtsmaart kommen, déi zum Deel penibel Aarbechten hunn, déi net qualifizéiert Aarbechten hunn.

Een, dee mat 18 Joer oder mat 17 Joer op den Aarbechtsmaart bei engem penibelen Job kënnt, deem ze soen, e misst bis 67 Joer schaffen ouni Differenz zu de Cotisatiounszäiten, dat ass e Marché de dupes. An dofir mengen ech, dass déi Diskussioun, wéi se a Frankräich leeft a wéi se zum Deel och an Däitschland gelaf ass, dass dat immens focaliséiert huet, immens polariséiert huet, an u sech dat, wat sollt erreecht ginn, net erreecht ginn ass.

Da kloer, déi Reformen, déi mer maachen, si fir de privaten a fir den öffentleche Regime. Et muss ee jo soen, dass dee private Regime seng Evolutioun jo in etwa kennt, mä dass den öffentleche Regime jiddefalls net besser dosteet wéi de private Pensiounsregime. Deen ee verfügt iwwer massiv Reserven, an deen anere muss aus dem Budgetspott finanzéiert ginn.

An dat ass jo dat Komeschst: Do gi keng Reserven ugeluecht. Souguer déi Transferten, déi aus engem private Regime komme bei den öffentleche Regime, déi ginn net an de Pensiounsfong, déi ginn an de Statsbudget. Et ass e bësse verréckt, wëll ech soen, an dofir, wa mer iwwer Reforme schwätzen, da mussen déi Reforme fir déi zwee Secteure gëllen, och fir deen, deen am Moment verhältnisméisseg manner Reserven huet wéi deen aneren.

Wat sinn elo d'Virschléi, déi d'Regierung, niewent der Festegung vun deene Prinzipien, déi ech just erwähnt hunn, wëllt privilegéieren?

Fir d'Éischt wëlle mer der Evidenz Rechnung droen, dass, wann een d'Pensioune méi laang kritt, een net manner laang ka schaffe goen. Virum Fakt, dass mer méi al ginn, gëtt et just eng Alternativ: deem entweder iwwert d'Liewensaarbechtszäit Rechnung ze droen, oder méi niddreg Pensiounen auszebezuelen. Dat sinn déi zwou Stellschrauwen. An ech muss Iech soen, ech privilegéiere ganz kloer d'Bannung vun der Liewensaarbechtszäit un d'Liewenserwaardung. Dat soll ee kloer soen.

Et soll een och soen, dass de Prinzip dee vun de 40 Versécherungsjoren ass. An et soll een och kloer soe kënnen, dass ab engem gewëssenen Datum, wann d'Liewenserwaardung eben esou dynamesch war, een de Leit kann zoumudden, dass, wann d'Liewenserwaardung ëm ee Mount pro Joer steigt, een dann och entspriechend ee Mount pro Joer méi laang kann, soll, muss schaffen, wann een - wann een! - wëllt vergläichbar Leeschtungen hu wéi haut.

Dat gëtt jo pondéréiert iwwer Ersatzzäiten. Déi Ersatzzäiten, wou ech kloer ugekënnegt hunn, dass mer déi revidéieren - net ofschafen, revidéieren, net ofschafen -, well et waren Eenzelner, deen ass net méi heibannen, dee gemengt hat, mir géifen dat ersatzlos ofschafen. Dat war zu kengem Zäitpunkt geplangt.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fannen et eigentlech geckeg, dass ee schonn Ersatzzäite kritt, wann ee bis 24 Joer am Lycée sëtzt. Dat ka jo net sinn! Dat kann net sinn, dass et eng Prime à l'échec gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech fannen et normal, dass, wann een Universitéits- oder Héichschoulstudië mécht, wou een eréischt méi spéit op den Aarbechtsmaart kënnt, ee seet, deem droe mer Rechnung. Ech fannen et normal, dass, wann ee fir d'Kollektivitéit Erzéiungsaarbecht leescht, mer deem Rechnung droen, quitte, an do sinn ech der Meenung vun deene Kolleegen, déi déi Pist do opgezeechent hunn, dass d'Leit, déi Erzéiungsaarbecht leeschten, eigentlech vun Ersatzzäite räichlech wéineg hunn, ausser dass se an de Genoss vun der Pensioun kënne kommen. Mä dat ass awer net rentesteigernd. Dofir ass mer déi Iddi ganz sympathesch, dass mer déi verschidden Aidë regruppéieren, dass mer anstatt vun Ersatzzäiten effektiv Versécherungszäite privilegéieren an dass mer dat och encouragéieren.

Ech hat virun zwee Joer eng Propositioun op den Dësch geluecht, fir kënnen dozou ze féieren, dass beruffstäteg Fraen oder Männer, déi hire Beruff ënnerbrach hunn, wann déi erëm op den Aarbechtsmaart da kommen, a wann d'Babyjoren ofgelaf sinn, wann de Congé parental ofgelaf ass a wann all zousätzlech Leeschtungen, dass se sollen encouragéiert ginn duerch eng - kommt, ech soen et emol, wéi et mer afält - Aart vu Chèques-services, wou de Stat se ënnerstëtzt, zum Beispill bei engem Deel vum Bäitrag, zum Deel beim Iwwerhuele vun der Part patronale, fir hir fräiwëlleg Versécherung erëm ulafen ze loossen. Och dat ass nëmmen eng Deelmesure.

Ech muss Iech soen, dass, wa mer vun Individualiséierung vun de Pensiounsrechter schwätzen, mer net vun assistéierter Approche däerfe schwätzen, mä dass mer mussen den Tenor propagéieren, dass Ënnerbriechunge vun de Versécherungszäite Gëft sinn. Dass een also sech soll weiderversécheren, wann een et kann, a wann een et net kann, gehollef sollt kréien, fir et weider kënnen ze maachen.

Dat ass an alle Fäll besser, wéi dass een herno bei de Stat, bei de Fonds de solidarité muss kommen, fir ze froen oder fir ze biedelen, fir gehollef kënnen ze kréien. An ech mengen, wa mer déi Pensiounsreform hei undenken, dann ass dat do ee vun deene Punkten, wou mer positiv Moosname musse maachen, fir d'Bildung vun eegestännege Pensiounsrechter ze garantéieren.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo?

M. le Président.- Erlaabt Der, datt d'Madame Err Iech eng Fro stellt?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Madame Err, wann ech gelift.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech fannen, Här Minister, dass dat doten eng interessant Propositioun ass, um Pabeier. Oder de Moment emol nach net. Wär et méiglech, dass Der dat dote géift schréftlech mat engem Timing kënnen undeiten?

Une voix.- Ho!

(Brouhaha)

Déi aner Problemer net?

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Madame Err, dat ass Deel vun där Pensiounsreform, an ech wäert déi dote Proposen an d'Pensiounsreform afléisse loossen. Ech wëll Iech soen, dass et geplangt ass, fir déi gesamt Pensiounsreform fir den Hierscht ze finaliséieren, an da ginn ech dovun aus, dass déi doten Akzenter och dra sinn. An ech stellen da meng Kolleegen…

Nach eng Kéier!

M. le Président.- Den Här Spautz géif lech och nach gär eng Fro stellen.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Minister, ech wollt och froen, kréie mir dann en Timing bei deem Ganzen, esou wéi Der dat an der Pensiounsreform wëlles hutt, oder nëmme bei där doter Mesure? Oder leet Der iwwerall och en Timing vir bei deenen eenzelne Mesuren, esou wéi se geplangt sinn?

Une voix.- Bei alles!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mir maachen eng zesummenhängend Reform. An an där Reform ass d'Zäitschinn dann och dran.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dann ass d'Zäitschinn dran, wéini wat fir eng Mesure a Kraaft trëtt. Do wäerte mer nach e bësse mateneen diskutéieren. Ech wäert Iech jiddefalls déi Pisten do virleeën. An ech rechnen op Är Hëllef, fir e Konsens an all Äre Veräiner erbäizeféieren.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- Wéi elle vun Iech, d'Madame Err ze enttäuschen!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech sinn net enttäuscht.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Bon, dat heescht also, déi éischt Pist, déi ganz festgetrëppelt ass, dat ass déi vun der Bannung vun der Liewensaarbechtszäit un d'Liewenserwaardung. Ech mengen, dat kann ee roueg esou soen.

Et ass hei zu Lëtzebuerg ganz héich opgehaangen, fir fréi, ganz fréi an d'Pensioun ze goen. Dat hänkt och domat zesummen, dass déi Pensiounen exzellent sinn. An doru wëlle mer jo net allze vill änneren. Mä ech mengen awer esou vermessen däerfen ze sinn, dass et bal net dran ass, op éiweg fréizäiteg Pensionéierung an héich Pensioune mateneen ze verbannen. Do muss een, wann een héich Pensioune wëllt garantéieren, schonn op e bësse méi Flexibilitéit weise fir déi Versécherungszäiten, déi ee sech uspuert. Ech soen dat och esou kloer, fir dass keng Équivoque opkënnt.

Et gëtt eng ganz Rei vun anere Propositiounen, déi gutt sinn, mä wou keng, och

net zesummegestréckt, et wäert fäerdeg bréngen, fir déi dote Moossnam onnéideg ze maachen. Dat heescht, wann een also de Pensiounssystem dauerhaft wëllt ofsécheren, muss een un där doter Schrauf dréinen. All déi aner Mesurë sinn accessoire, bréngen eppes, mä bréngen net genuch, fir dass mer dauerhaft ënnerdaach sinn.

Dofir wäerte mer also an Zukunft déi zwee Facteuren uneneebannen, wa méiglech iwwer e Parameter, dee quasi automatesch wierkt. Mat, an ech fannen déi Iwwerleeunge ganz gutt, Offiederung fir déi Situatiounen, déi een net iwwer ee Leescht kann zéien.

D'Pénibilitéit vun der Aarbecht ass ee vun deene Voleten, deenen ee muss Rechnung droen. Dat gëtt jo an eiser Gesetzgebung haut zum Deel scho gemaach. A separate Gesetzgebungen. Dat muss ee matenee verstrécken. Bei der Prépensioun - net ze verwiessele mat der fréizäiteger Pensioun! -, bei der Prépensioun ass d'Pénibilitéit ëmmer ee vun den Haaptfacteure gewiescht, bei deene verschiddenen Zorte vu Prépensioun.

Ech wëll soen, dass déi Leit, déi schwéier an der Stolindustrie geschafft hunn, dass déi déi Éischt waren, déi konnte vun der Prépensioun profitéieren. Dass d'Schichtaarbechter, och dat ass en Élement de pénibilité, dovu konnte profitéieren. An dass dat ganzt Reklassementsgesetz, dat mer gemaach hunn, dat perfectibel ass, dass dat à la base och den Degré de pénibilité, den Degré d'usure mat berücksichtegt. Also ass et ganz kloer, dass mer deem musse Rechnung droen, well net all Mënsch d'selwecht ass an net all Aarbecht d'selwecht ass. An deem musse mer Rechnung droen.

Eis Optioun ass also kloer, dass, wa mer zukünftege Generatioune vergläichbar gutt Pensioune wëlle bidden, mer méi laang beruffstäteg bleiwen.

Et ass gefrot ginn, ob dee Modell vu Pensioun 17-40-57: mat 17 op den Aarbechtsmaart, 40 Versécherungsjoer a mat 57 a Pensioun, ob dat nach staark verbreet wär. Dat mat 57 ëmmer manner. Mä dat steigert sech lues no uewen. 18, 58 an dann 19. Dat geet lues. Dat ass eigentlech en Auslafmodell, mä dat dauert awer nach eng Zäit, bis dass déi dote Situatioune komplett fort sinn.

Ech kann och domat liewen, dass een, dee sech der Evidenz vun der Bindung vu Liewenserwaardung a Liewensaarbechtszäit net wëllt stellen, wann dat dann an der Diskussioun esou géif ginn, dass deen och d'Konsequenz dovu misst droen. An dat wär dee Moment eng Décote vun der Pensioun. Dat ass, wann een an der intellektueller Iwwerleeung weiderfiert, dat fënnt een och an Enquêten, Eurobarometer, wou Lëtzebuerger gefrot gi sinn: „Wat hutt Der léiwer, gitt Der gär e bësse méi laang schaffen oder sidd Der bereet, a Kaf ze huelen, dass Är Pensioune méi niddreg sinn, wann Der gradesou séier kënnt an d'Pensioun goen?" Do sinn der méi, déi äntwerten: „Mir géifen eng Décote a Kaf huelen" - wéi där, déi äntwerten: „Mir géife gär méi laang schaffen." D'Ursaachen hunn ech virdru gesot.

Also, ech mengen, dass een, wann… Et kann een net déi zwou Saachen hunn. Et muss een do schonn e Choix maachen. Wann ee sech net der Evidenz wëllt stellen, dann ass et menger Meenung no kloer, dass een an déi aner Richtung muss goen. Dat ass net déi, déi mir privilegéieren, mä et muss een awer, wann een A seet an där doter Diskussioun, och B soen. Ech hunn dat vidru scho gesot, dass…

M. le Président.- Här Minister, och Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.-* Zwou Minutten, wann Der mer déi nach gitt, dann…

M. le Président.- Dir hutt der zwar schonn dräi iwwerschratt. Also probéiert elo wierklech…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.-* Jo. Ech gi Gas.

M. le Président.- Dat sinn déi lescht zwou Minutten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.-* Okay.

(Interruptions)

Ech wëll just soen, wa mer déi Diskussioun iwwert d'Bindung vu Liewensaarbechtszäit a Liewenserwaardung seriö féieren, dass dann d'Ekonomie, dass d'Betriber musse matspillen. Well et kann net sinn, dass mer op där enger Säit deen een Tenor gebrauchen an op där anerer Säit Leit fréizäiteg aus de Betriber erauskomplimentéieren, well se ze deier ginn.

Et muss och jiddwereen agesinn, dass, wa mer dat dote wëlle maachen, de Kampf géint de Chômage eng absolut Prioritéit huet, well Chômage ass an esou enger Approche Gëft. Dofir wäert ech zesumme mat mengem Kolleeg, dem Aarbechtsminister, eng Rei vu Konzepter fir d'Promotioun vum Emploi des seniors, vun eelere Leit promouvéieren an och kucken e Monitoring ze maachen, wat dann nun d'Ursaache sinn a wat fir eng Secteuren da fréizäiteg d'Leit erauskomplimentéieren oder dozou féieren, dass d'Leit musse fréizäiteg eraus.

Ech hunn Iech virdru gesot gehat, wat d'Ersatzzäiten ugeet. Dorop brauch ech net méi anzegoen. Och net méi, wat d'effektiv Versécherungszäiten ugeet, déi mer wëlle privilegéieren. Dat Lescht, wat awer net onwichteg ass, dat ass, dass mer eis Pensiounsversprieche fir déi nächst 20, 30, 40 Joer op objektiv Fakten opbauen. Déi Leit, déi soen, d'Experten ire sech gewéinlech, hu Recht. Mä och wann d'Expertë sech iren, heescht dat nach net, dass een net soll an d'Zukunft kucken, mä et muss ee kënne méi objektiv an d'Zukunft kucken.

An dofir déi Schalttafel, wéi d'Madame Mutsch se genannt huet, mat enger Rei vu Parameteren, déi ee muss huelen. Dat ass d'Évolution économique, dat ass den Emploi, dat ass d'Relatioun Aktiv/Pensionéiert, d'Evolutioun vun der Reserv an an an an, déi ee muss mat abezéien, fir ze kucken, wéi d'Pensiounsversprieche sech fiabel kënnen entwéckelen.

Den Här Gibéryen huet gesot: „Mir wëlle keng Senkung vun de Pensiounsleeschtungen." - an huet awer hannendru gesot: „Mir sinn un esou engem System interesséiert, dee sech orientéiert u Fakten." Wa mer 20 Joer an der Rezessioun wären, bon, da muss een deem Fakt Rechnung droen. Wann een awer 20 Joer am Floribus ass, da muss een deem och kënne Rechnung droen, an dat misste kënnen déi dote Facteure maachen.

Här President, mir hunn an eisem…

M. le Président.- Här Minister, Dir sidd scho méi wéi iwwer zwou Minutten iwwer Ären Délai. Ech géif Iech wierklech bieden, elo sécher zum Schluss ze kommen!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eise Rentesystem huet haut schonn e Gaspedal. Do, wou mer derfir suerge mussen, dat ass, dass en en anstännegt Steier kritt, an och de Chauffeur…

Une voix.- De Pilot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.-* Voilà!

(Interruptions diverses)

An eng Brems.

A mir mussen eis och d'Instrumenter kënne ginn, fir e bësse méi wäit an d'Zukunft ze kucken. Am Moment kucke mer all siwe Joer siwe Joer no vir. Ech ka mer duerchaus virstellen, dass dat méi wäit geet. Ech ka mer flexibel Pensiouns- an Aarbechtskombinatioune virstellen. Dat gëtt et um Pabeier, mä déi gräifen net. Ech sinn definitiv der Meenung, dass mer sollen déi Antikumulbestëmmungen op de Leescht huelen.

An ech sinn och definitiv der Meenung, dass am Moment net d'Zäit ass, fir haut iwwer Cotisatiounserhéijungen - vun haut - ze diskutéieren, ouni auszeschléissen, wa mer dann am Floribus wären, dass een nach eng Kéier déi Diskussioun ka féieren.

Da sinn ech bei mengem leschte Saz, Här President. Dee leschte grousse Rendez-vous, dee mer am Rentendossier haten, war 2001. Dat war d'Optik vun der Verdeelung. Haut si mer an der Optik vun enger Ofsécherung. An ech stelle mat grousser Satisfaktioun fest, dass et e wäitgehende Konsens an dëser Chamber gëtt iwwert d'Zilsetzung. Ech schwätzen net vun deem klenge Gestëppels, dat gehéiert eben dozou. Ech si ganz gär bereet, fir jiddwerzäit an déi zoustänneg Kommissioune vun der Chamber ze kommen. Ech hu Rendez-vous geholl mat der Presidentin vun der Sozialkommissioun, fir dat doten ze begleeden. An ech si ganz frou, dass an dëser Debatt keng Fuerderunge komm sinn, fir de System futtizeschloen, keng Fuerderunge komm si fir massiv Bäitragserhéijungen…

M. le Président.- Här Minister, also, Dir hutt et elo…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.-* …an och…

M. le Président.- Dréckt elo wann ech gelift op de Gas an da kommt Der zum Schluss!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.-* Ech si fäerdeg. Wann Der mech net ënnerbrach hätt, Här President, wär ech scho fäerdeg.

(Brouhaha et hilarité générale)

An ech si frou doriwwer, Här President, dass och keen déi arithmetesch Evidenz a Fro gestallt huet, dass, wann een d'Chance huet, fir méi laang ze liewen, een net manner laang ka schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou! Merci, Här Minister. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun.

2. Ordre du jour

Ech géif Iech just wëlle matdeelen, datt mer muer de Mëtteg um hallwer dräi ufänke mat der Resolutioun vun deene Grénge, vum Här Huss. Duerno kënnt uschléissend déi Question avec débat vum Här Kartheiser iwwert deeselwechte Sujet. Den Ausseminister kënnt dorobber äntwerten. An da fuere mer mat eisem normalen Ordre du jour virun.

D'Chamber kënnt also muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.15 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Résolution de M. Jean Huss relative à l'attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla»
- *Exposé: M. Jean Huss*
- *Discussion générale: M. Ben Fayot (dépôt d'une résolution)*
- *M. Jean Huss, M. Fernand Kartheiser, Mme Anne Brasseur (interventions au sujet des deux résolutions*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *Vote sur la résolution de M. Ben Fayot (adoptée) (caducité de la résolution de M. Jean Huss)*

2. Question avec débat N°11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza»
- *M. Fernand Kartheiser - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères (dépôt d'une documentation)*
- *M. Fernand Kartheiser (question complémentaire) - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*

3. 5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore
- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Marc Angel, M. Jean Colombera*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck
- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Jean-Paul Schaaf*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Claude Haagen, M. Jean Colombera*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore (suite)
- *Dispense du second vote constitutionnel*

6. 6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants
- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Xavier Bettel, M. Jean Huss (dépôt d'une motion), M. Jean Colombera*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1 (renvoyée en commission)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géife mer elo ufänke mat eisem Ordre du jour.

Fir d'Éischt kéime mer zur Resolutioun vum Här Jean Huss iwwert d'Attack vun der israelescher Arméi op d'„Gaza Freedom Flotilla".

Här Huss, Dir hutt fir d'Alleréischt d'Wuert als Auteur vun där Resolutioun.

1. Résolution de M. Jean Huss relative à l'attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla»

Exposé

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer de leschten Dënschdeg hei an d'Chamber komm sinn, du ware mer konfrontéiert mueres an den Noriichte mat engem Incident am Mëttelmier, an zwar an den Eaux internationales. Dat heescht also, an enger geschützter Zon vum Mëttelmier. Do ware mer also konfrontéiert mat deem Incident, wou israelesch Zaldoten op eng brutal Aart a Weis e Schëff gëentert hunn, e Schëff vun enger internationaler Flott vu sechs Schëffer, déi haaptsächlech humanitär Hëllef wollten hifféieren an d'Gazaträif.

Dir wësst alleguerten, am Konflikt tëschent Israel a Palästina, wat fir eng Situatioun am Moment an der Gazaträif lass ass, datt do immens Misär ass. Net nëmmen, well déi Leit souwisou schonn aarm sinn, mä well och dee Blocus, deen do vun Israel imposéiert ginn ass zënter Joren, déi Aarmut nach verdéift, dee Misär nach verdéift. Wat mat Sécherheet net dozou bäidréit, d'Verhältnis vun de Palästinenser zu Israel ze verbesseren.

Nun ass dat doten awer geschitt. Et ass en neien Incident an enger laanger Chaîne vun Incidenten, dee vun der israelescher Regierung - ech betounen: vun der israelescher Regierung! - initiéiert ginn ass. Et ass jo net deen éischten Incident, mä et ass e ganz bluddegen Incident gewiescht, mat enger ganzer Partie vun Doudegen a ville Blesséierten. An et ass ganz kloer, datt dat an der ganzer Weltöffentlechkeet op Empörung gestouss ass, dësen Incident, well et sech, wéi gesot, an den Eaux internationales ofgespillt huet.

Mä och wann dat net de Fall gewiescht wier, da wier et awer nach an eisen Ae bedenklech gewiescht. Wann een de Fridden an eng Friddensregelung tëschent Israel a Palästina wëllt, da kann dat doten a kengem Fall de Wee sinn. Insgesamt menge mer och, datt grad esou en Incident wéi deen heite mat däitlech mécht, wat esou eng Situatioun vu Blocus, wéi dat am Moment praktizéiert gëtt, insgesamt wäert ausriichten.

Wéi mer déi Noriichten héieren hunn den Dënschdeg de Moien an den Noriichten, war ech frou, direkt gläichzäiteg eng Stellungnahm vun eisem Ausseminister ze héieren. Eng Stellungnahm, déi ech, insgesamt wat e gesot huet, total nëmme kann ënnerstëtzen. Mir waren dofir virun der Situatioun, datt mer als Gréng geduecht hunn: Bon, eisen Ausseministère huet schonn eng kloer Stellung dozou ofginn, mä et ass awer och wichteg, datt d'Chamber mat den Oppositiounsparteien, d'Chamber insgesamt awer och eppes dozou seet. Dofir hu mer déi Resolutioun hei proposéiert, déi mer Iech alleguerte virgeluecht hunn.

Dir sidd alleguerten um Courant iwwert den Inhalt vun där Resolutioun. Niewent de Considéranten, déi ech hei schonn deelweis elo résuméiert hunn, geet et dorëmmer, fir ze soen, datt och dës Chamber, net nëmmen den Ausseministère, mä och dës Chamber op eng kloer Aart a Weis dat veruerteelt, „condamne", also veruerteelt, wat do geschitt ass vis-à-vis vun där „Gaza Freedom Flotilla", déi do iwwerfall ginn ass. Dat ass eng éischt Saach.

Zweetens menge mer, datt misst an dëser Situatioun eng kloer Commission d'enquête internationale opgesat ginn, déi all Responsabilitéite bis un d'Spëtzt, wou Responsabilitéite sech stellen, muss kënnen ënnersichen.

Mir mengen och iwwert dëse Virfall eraus, datt insgesamt déi Blocus-Politik vun der israelescher Regierung vis-à-vis vu Gaza och misst emol op de Leescht geholl ginn an ënnersicht ginn, wat dat dann iwwerhaapt bréngt, ob dat net just de Problem vun de Palästinenser a vun Hamas nach an där Gazaträif verschäerft. An datt d'Hamas souguer nach an d'Hand gespillt kritt duerch déi Blocus-Politik, déi do stattfënnt.

Mir mengen also, datt et och dréngend wier, datt et zu enger Normaliséierung, zu enger anerer Strategie an zu enger Normaliséierung misst kommen an de Bezéiungen an Israel, tëschent Israel a Palästina, tëschent Israel an deem besonnesche Problem vu Gaza, andeem et erëm zu normale wirtschaftlechen Échangë kéint kommen. Dat sinn déi wichtegst Punkten, déi mer hei soen.

A wa mer dat hei soen, ass dat ganz kloer, datt fir eis dee Gewaltakt, deen hei gemaach ginn ass, genausou condamnabel ass, wéi all aner Gewaltakt, deen eventuell terroristescher Natur ass, dee vun enger anerer Säit gemaach gëtt! Dat heescht also, et ass net hei, datt mer just déi eng veruerteele sollen an déi aner net. Och dat ass ganz kloer, an dat ass den Inhalt hei dervun, datt mer solle kucken, datt mer endlech erëm an e Friddensprozess do erakommen, datt de Fridden erëm eng Chance huet.

Dee Prozess ass leider, dat muss een haut soen, praktesch um doudege Punkt ukomm duerch déi doten Attack, déi Israel do gemaach huet. Ech mengen, esou kann et net virugoen. An ech hoffen, datt mer dofir bei där Resolutioun hei kënnen eng Unanimitéit am Sall kréien, fir datt d'Parlament gëeent eng Resolutioun ofstëmmt.

Mir hunn dat, wéi gesot, ganz séier gemaach, direkt reagéiert. Mir hunn awer elo kee Patentschutz op deene beschte Formuléierunge bei esou enger Resolutioun. Wa vun de Kolleege vun anere Parteien aner Virschléi komme vläicht, fir den Text op där enger oder anerer Plaz ze veränneren, ouni datt wesentlech Inhalter geännert ginn, hu mer selbstverständlech domadder net dee geréngste Problem.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Huss Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn alleguerte schockéiert an traureg iwwert dat, wat de Méindeg de Moien am Mëttelmier geschitt ass. Mir wëllen och net domat hei Parteipolemik maachen. Déi grouss Zich, déi den Här Huss hei a senger Resolutioun duergeluecht huet, fannen och ons Zoustëmmung. Nogeduecht kéint een awer vläicht an de Formulatiounen emol eng Partie Saachen änneren. Mir hunn dofir och eng aner Resolutioun presentéiert, wou ech elo déi wesentlech Saache wëll résuméieren.

Mir bedauere selbstverständlech déi Doudeger an déi Blesséiert, déi duerch déi israelesch Militäroperatioun géint déi Flott do entstane sinn. Mir hunn och keng Ursaach, fir un deem gudde Wëlle vun deene meeschte vun deene Leit ze zweifelen, déi op deene Schëffer waren. Mir condamnéieren dofir och déi Attack, déi militäresch Attack, déi ëmsou méi schlëmm ass, wéi se an den internationale Gewässer vum Mëttelmier stattfonnt huet, och zu engem Zäitpunkt, wou am Fong geholl keng Gefor fir Israel oder fir d'Mënschen an Israel bestanen huet.

Ech erënneren och dorun, an am Text vum Här Huss steet dat och, dass mer d'lescht Joer am November 2009 eestëmmeg hei eng Motioun ugeholl hunn, eestëmmeg, also 60 Deputéierten, wou mer eben och ons Gedanken duergeluecht hunn iwwert déi Zukunft vum Fridden am Noen Osten, wou mer drop higewisen hunn op d'Noutwendegkeet, d'Sécherheet an de Fridden an där Géigend ze assuréieren, souwuel fir

Israel wéi och fir Palästina, fir e Stat Palästina.

Wat hei natierlech elo de Punkt ass, dat ass, dass Israel verhënnert, dass den normalen Approvisionnement vum Gazasträifen assuréiert gëtt. Ech wëll soen, dass Saachen, Approvisionnement duerchgelooss ginn, mä keen normalen Approvisionnement. Mir insistéieren och op de Fait, dass Intimidatiounen, Gewalt vun alle Säiten, dass dat eigentlech net hëlleft, fir an där Regioun Fridden ze maachen, an dass dofir och déi international Communautéit soll hiren Asaz fir de Fridden nach verstäerken.

Dofir soe mer als Chamber - mir si jo hei an enger Resolutioun -, soe mer als Chamber, dass mer eng international Ënnersichungskommissioun ënnerstëtzen, dass déi soll genee festleeën, wat d'Responsabilitéite sinn, souwuel bei där Attack op déi Schëffer wéi och wat d'Situatioun deen Ableck ugeet. An dass mer dann och froen, dass Konsequenzen doraus gezu ginn.

Mir plädéieren, wéi mer dat schonn den 18. November 2009 gemaach hunn, fir d'Ouverture vun deene Points de passage zu Gaza an eng Normalisatioun vun den Échangen ënner enger internationaler Surveillance, internationalem Monitoring, fir dass dat propper viru sech geet. A mir schléissen deen Text of notamment, andeem dass mer soen, dass mer all Violence, all Gewaltuwendung an där Géigend condamnéieren, well et kontraproduktiv ass fir dee Fridden, fir déi Solutioun vun deem Konflikt erbäizeféieren.

Déi Resolutioun ass ënnerschriwwe vun dem Norbert Haupert, dem Xavier Bettel a mir selwer selbstverständlech. Wann aner Kolleegen nach wëlle mat do ënnerschreiwen, si se wëllkomm.

Merci, Här President.

Résolution

Attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla»

- Déplorant les nombreux blessés et morts provoqués par l'opération militaire israélienne contre la flottille humanitaire «Gaza Freedom Flotilla» qui transportait du matériel humanitaire vers la bande de Gaza;

- condamnant cette attaque meurtrière dans les eaux internationales de la Méditerranée qui constitue une réaction disproportionnée par rapport à une initiative de solidarité et d'aide humanitaire civile;

- rappelant la motion sur la Promotion au sein de l'Union européenne d'une politique visant à faire avancer le processus de paix au Proche-Orient*, adoptée par la Chambre des Députés en date du 18 novembre 2009;*

- dénonçant la politique d'Israël qui, en limitant l'approvisionnement normal de la population, est à l'origine d'une situation humanitaire désastreuse à Gaza;

- insistant sur le fait que les intimidations et violences de tous bords ne résoudront en rien la situation dans la région et que le conflit israélo-palestinien nécessite un changement urgent de stratégie de la part de la Communauté internationale,

la Chambre des Députés

- soutient la mise en place rapide d'une commission d'enquête internationale afin de déterminer les responsabilités dans l'assaut des navires et demande que toutes les conséquences en soient tirées,

- plaide pour la réouverture des points de passage et la normalisation des échanges économiques sous monitoring international,

- condamne fermement tout recours à la violence.

(s.) Ben Fayot, Marc Angel, Xavier Bettel, Norbert Haupert, Jean Huss.

M. le Président.- Merci och dem Här Fayot. Wëllt nach een zu dëser Resolutioun d'Wuert ergräifen?

Nach eng Kéier den Här Huss.

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- Jo, Här President, zwou grondsätzlech Bemierkungen. Dat eent fir ze soen, datt ech virdru gemengt hat, datt et wichteg wier, datt mer unanime hei eng Resolutioun géife vun eiser ganzer Chamber sollen ofstëmmen.

An eng zweet Bemierkung, déi ech och virdru scho gesot hunn: Mir hu kee Patent just op där beschte Formuléierung vun enger Resolutioun. Et ass ganz kloer, déi ass séier formuléiert ginn, a wann elo hei vum Här Fayot a vun anere Kolleege gemengt gëtt, datt ee se eng Iddi soll méi straffen an an de Formuléierungen eng Partie Saachen ëmänneren, dann ass vun eis aus ganz kloer: Soulaang et net ëm inhaltlech Ëmännerunge geet, kënne mir selbstverständlech domadder d'accord sinn.

Ech hunn elo ganz gutt nogelauschtert, wat den Här Fayot gesot huet. Am Prinzip sinn do keng inhaltlech wesentlech Ëmännerunge gemaach ginn. Et bleift derbäi, datt mer deen Akt do condamnéieren. Et bleift derbäi, datt mer eng international onofhängeg Commission d'enquête verlaangen an datt mer eng Renormaliséierung vun de Wirtschaftsbezéiunge ronderëm de Gaza-Raum, datt mer déi sollen ustriewen, an datt mer all Gewalt oflehnen.

An deem Sënn ass et ganz kloer, datt mir och als Gréng kënnen d'accord sinn, wann dat de Wonsch ass elo vum Här Fayot a vun de Kolleegen, déi eis ënnerstëtzt hunn, dës méi gestraffte Motioun mat ze ënnerstëtzen. An ech wier dann och bereet, meng Ënnerschrëft ënnert dës nei Resolutioun hei ze setzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, léif Kolleegen, ech soen Iech villmools Merci. Just zwee Kommentaren. Zu där Resolutioun vum Här Fayot kënne mer natierlech nach näischt soen, well mer se nach net gelies hunn. Ech soen him awer Merci fir deen Effort, an all deenen, déi do matgehollef hunn, fir en Effort ze maachen, fir eppes méi Neutrales ze formuléiere wéi deen Text, dee mer vun eise grénge Kolleege gesinn hunn.

Ech wëll soen, datt an där grénger Resolutioun eng Kontradiktioun ass, déi mir net kënnen akzeptéieren. Mir kënnen net condamnéieren, ier mer d'Resultater vun enger Enquête kennen. Dir wësst, datt den UNO-Sécherheetsrot a senger Deklaratioun gefrot huet fir eng „impartial, credible and transparent investigation". Ech mengen, et ass jo dat Allermannst, datt een emol d'Resultater vun enger Enquête ofwaart, ier een da Konklusiounen zitt, an eng Condamnatioun ass jo u sech déi stäerkste Konklusioun, déi ee kann aus enger Enquête eventuell zéien.

Also, ech géif soen, mir sollte fir d'Éischt kucken, datt mer eng Enquête kréien, ier mer hei ufänken ze condamnéieren. An deem Sënn kënne mir leider eise grénge Kolleegen nëmme matdeelen, datt mer hir Resolutioun op jidde Fall net matdroen. Elo wat déi vun der LSAP ugeet, da musse mer dann nach den Text analyséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Sou, freet elo nach een d'Wuert?

D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

M. Anne Brasseur *(DP).*- Här President, wann ech richteg verstanen hunn, huet den Här Huss gesot, hie wier d'accord am Numm vun der grénger Fraktioun, seng Motioun zréckzezéien en faveur vun deem Text, dee vum Här Fayot elo grad explizéiert ginn ass.

Une voix.- Jo.

M. Anne Brasseur *(DP).*- An dat ass eng Attitüd, déi een nëmme ka begréissen. Dofir maachen ech, wann Der erlaabt, am Numm vun ons all, Appel och un d'ADR, hei net ze splécken tëschent engem Text vun dësem a vun deem, mä wierklech ze bieden, dass mer hei d'Unanimitéit kréien. Well et ass esou wichteg, dass all Parlamenter, an och d'Lëtzebuerger Parlament, ons en Appui ginn an ons Consternatioun ausdrécke vis-à-vis vun deem, wat geschitt ass.

Ech kann nëmmen deene Recht ginn, déi soen, mir mussen dann erëm zu enger Normalisatioun vun de Bezéiunge kommen. An ech mengen, dat wor de But vun den Auteure vun deenen zwee Texter. Den Här Bettel huet am Numm vun der DP den Text vum Här Fayot ënnerstëtzt. Ech hoffen, dass mer deen Text à l'unanimité hei kënne stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!!!

M. le Président.- Sou, da kritt elo d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, ech wollt lech eppes froen. Ech hat héieren, et wär nach eng Question urgente vun engem Deputéierten.

M. le Président.- Een Débat. Duerno kënnt nach eng Question avec débat. Déi kënnt awer duerno. Huelt elo vläicht Stellung zur Resolutioun.

Plusieurs voix.- Hien huet net Stellung ze huelen!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, hei den Här Kartheiser wëllt vläicht nach eppes zu der Resolutioun soen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech hunn elo déi éischte Kéier... An et deet mer och leed, datt mer deen Text net éischter gesinn hunn. Mä ech hunn elo den Text gelies, vun deem den Här Fayot a senger Interventioun geschwat huet. Meng Fro un den Här Fayot ass: Huet hien déiselwecht Flexibilitéit wéi eis gréng Kolleegen, datt och hien nach eventuell bereet wär, verschidden Textpassagen eng Kéier nozekucken, ier mer zum Vote heizou kommen?

Villmools Merci.

M. le Président.- Mir ginn Iech dann nach vläicht zwou Minutten, fir datt Der dat do nach kënnt kucken, Här Kartheiser, well et wär awer gutt, wa mer duerno kéinten doriwwer ofstëmmen.

An de Minister wëllt och nach zu der Resolutioun eppes soen. Quitte datt d'Resolutioun jo u sech nëmmen d'Chamber concernéiert, mengen ech, solle mer awer vläicht och dem Minister zu där Problematik d'Wuert ginn.

Une voix.- Jo, jo.

(Brouhaha)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, ech wëll net mech an d'Chamber...

(Brouhaha)

Also, Här President, kann ech elo schwätzen, oder?

M. le Président.- Jo.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, ech wëll mech net an d'Redaktioun vun där Resolutioun selbstverständlech amëschen. Ech mengen awer, dass et och wichteg wär, dass ee géif kënnen als Regierung e Wuert zu deem Punkt hei an der Chamber soen, wat ech jo scho gemaach hunn, méi spontan an direkt.

Also, ech wëll dem Här Huss virun allem Merci soen, an och dem Här Fayot, an och all deene Leit, déi dorunner geschafft hunn, well ech fannen et wichteg, dass d'Parlamenter an esou enger komplexer Fro wéi där hei och eng kloer Sprooch schwätzen.

Dat Éischt, a mengen Aen, an do si mer net eleng, weder als Regierung, als Lëtzebuerger Regierung, nach als Parlament, wa mer dat maachen, dass mer déi Operatioun hei condamnéieren. Ech ginn Iech eng Lëscht vun de Reaktiounen aus der EU.

Vun der Madame Ashton ugefaangen, sinn et ganz, ganz vill Länner, déi wierklech d'Wuert „condamner" gebraucht hunn a spontan gebraucht hunn. Ech kann nëmme recommandéieren, dass, wann d'Chamber eng Resolutioun heiriwwer mécht, dat Wuert „condamne" drakënnt.

Dat Zweet, dat ass d'international Enquête, déi gefrot gëtt, schéngt mer och evident ze sinn, iwwert den Oflaf, de geneeën Oflaf vun där Operatioun. Esou ass et geduecht.

An drëttens, dass ee kloer festhält, dass d'Wuerzel vum Iwwel net d'Blockad um Mier ass, mä d'Blockad vu Gaza. D'Blockad vu Gaza, wou, wéi et hei scho vum Här Huss gesot ginn ass, 1,5 Millioune Leit an engem Prisong liewen. Véier Fënneftel vun deem, wat futti geschloe gi war am Krich 2008, Januar 2009, ass net méi erëm opgebaut ginn. 60% vun de Leit sinn am Chômage. Et muss ee soen, dass ouni d'Hëllef vun der Europäescher Unioun weder Drénkwaasser nach Heizung a Gaza kéinte garantéiert ginn.

Ech géif och mengen, Här President, dass et an der Aussepolitik Situatioune gëtt, wou ee kloer muss Fuerf bekennen. An hei ass esou eng. An deem Fall hei huet een zwou Optioune gehat.

(Brouhaha)

Also, Här President, ech weess net...

M. le Président.- Jo. Ech géif Iech wann ech gelift bieden, dem Här Ausseminister nozelauschteren! Et ass wierklech e ganz gravë Sujet. An ech mengen, do sollt jiddweree ganz opmierksam hei nolauschteren.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Bon, an der Aussepolitik, hunn ech gesot, gëtt et Situatiounen, wou ee muss heiansdo Fuerf bekennen, an och dacks ganz séier. An deem Fall hei huet een zwou Optiounen: Dat eent, dat ass, entweder déi „Gaza-Flotilla", wéi se genannt gëtt, deklaréiert een als Provokatioun, an da seet een dat och esou, oder et condamnéiert een dësen Akt vu Militärgewalt, well eigentlech déi „Flotilla" elo e Symbol ass vun der internationaler Solidaritéit, wou 42 Natiounen u Bord ware fir eng mënschlech Cause, déi gebrach ginn ass ebe mat militärescher Gewalt. Do wären et honnertprozenteg Alternativen dozou ginn.

Här President, ech war, wéi Der vläicht wësst, zu Kampala am Uganda fir d'Konferenz vun der Revisioun vun der International Criminal Court. Dir wësst, dass dat de Statut de Rome ass, wou elo 111 Länner ratifizéiert hunn. An ech hat tëschent menger Interventioun an deem Moment un, wou ech et gewuer gi sinn, eng hallef Stonn Zäit. Ech hu mech dunn entschloss och, fir Stellung ze bezéien.

Éischtens emol géif ech mengen, dass et keng Justificatioun gëtt fir dës condamnabel Aktioun vun israelescher Säit. Et ka kee Kollateralschued einfach sinn, wa mindestens néng Leit, vläicht sinn et der souguer nach méi, hiert Liewe verléieren. Dës Flottille, ech hunn et gesot, ass d'Symbol vun der internationaler Solidaritéit. An de Prinzip vum internationale Recht ass doudsécher gebrach, well déi Flottille hat keng Absicht, fir Israel unzegräifen.

Här President, ech hunn och do gesot, dass de Premierminister vun Israel, den Här Netanjahu, absolut a sengem legitime Recht ass, wann e seet: „Meng Haaptaufgab ass et, fir ze garantéieren, dass an Zukunft den israelesche Stat kann iwwerliewen."

Dat ass evident, dat ass effektiv seng Aufgab, an dat däerf en och esou soen an dat muss en esou soen. Allerdéngs musse mir awer och soen an der Europäescher Unioun, an ech menge souguer och als Member vun der UNO, dass d'Iwwerliewe vun Israel Funktioun ass vun der Kreatioun vun engem Palästinenserstat. An deem Palästinenserstat do géifen d'Palästinenser gradesou a Sécherheet liewe wéi d'Israelien, och an Dignitéit liewen, mat enger Perspektiv liewen. An dee Stat, dee wier eben d'Westjordanland, et wier Gaza an et wier Ostjerusalem.

Ech wëll och soen, Här President, dass déi spontan Reaktioun, déi ech hat, ech selbstverständlech frou sinn, dass dat hei an der Chamber matgedroe ginn ass, mä dass och d'Leit vun där Konferenz dat absolut net bemängelt hunn; bien au contraire. An de Secrétaire général vun der UNO huet mer dat och bestätegt.

Et muss ee wëssen oder hei vläicht festhalen, dass déi, déi wëllen, dass Israel als Vollek, als Stat - wéi ech gesot hunn - d'Garantie wëllt hunn, fir ze iwwerliewen, dass et de falsche Wee ass um Wee vun der Verhäerdung ze bleiwen, den Extremisten domadder d'Waasser op d'Millen ze schéissen an all Friddenspläng ze briechen.

Ech hunn elo grad, wann ech dat nach däerf an enger Minutt soen, den Ausseminister vum Iran empfaangen. Mir haten

eng gemeinsam Pressekonferenz, wou ech och an där Pressekonferenz kloergemaach hunn, dass ee selbstverständlech muss d'Recht hunn, fir Aktioune vun der israelescher Regierung ze kritiséieren an heiansdo och ze condamnéieren, esou wéi mer d'Recht hunn, Aktioune vum amerikanesche President oder vum italienesche President ze kritiséieren an ze condamnéieren, wa mer mengen, mir sollten dat maachen.

Dat heescht awer net - a speziell dem Iraner hunn ech dat gesot -, dass een d'Existenzrecht vun Israel als Natioun, als Vollek, als Land däerf a Fro stellen, gradesou wéi et net geet, dass een dauernd erëm ufänkt, fir d'Shoah entweder ze niéieren oder ze minimiséieren, wat do geschitt ass. An dee Besuch vum iraneschen Ausseminister huet mer och d'Geleeënheet ginn, fir dat am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung haart an enger Pressekonferenz kënnen ze soen.

Voilà, Här President. Nach eng Kéier Merci fir déi Initiativ, Här Huss, an och der Chamber. Ech sinn och iwwerzeegt, dass all Fraktiounen déi Resolutioun, déi elo virläit, wäerte matdroen.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Ausseminister. Elo misste mer eigentlech zur Ofstëmmung kommen. Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert, fir och d'Positioun vun der ADR zu där neiformuléierter Resolutioun ze ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hat eigentlech probéiert, Här President, andeem ech Iech Merci soen, fir mer nach eng Kéier d'Wuert ze ginn, eng Fro iwwer Iech un den Här Fayot ze riichten, nämlech ob nach e Verhandlungsspillraum an där Resolutioun besteet.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, neen. Jo?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass nämlech eng Fro. Ech kéint proposéieren, datt mer fir d'Éischt driwwer schwätzen, ob do nach kann iwwert den Text geschwat ginn, ier mer zum Vote kommen. Ech mengen, dat géif natierlech d'Resultat vum Vote och beaflossen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Da sot, wat Der gär géift änneren.

M. le Président.- Här Kartheiser, ech mengen, elo hat jiddwereen d'Méiglechkeet sech souwuel par rapport zu der Resolutioun vum Här Huss wéi zu där, déi vum Här Fayot nei formuléiert ginn ass, ze artikuléieren. Mir kënnen awer elo net hei während enger ondefinéierbarer Zäit ëmmer erëm diskutéieren. Duerfir géif ech wierklech elo proposéieren, datt ech déi Resolutioun vum Här Fayot géif zum Vote bréngen.

Kënne mer dozou à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Gutt.

Vote sur la résolution de M. Ben Fayot

Da géif ech froen: Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär also déi Resolutioun géint dräi Enthalungen ugeholl.

Da kéime mer elo zur Question avec debat N°11 vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Attack vun der israelescher Arméi op d'„Gaza Freedom Flotilla". Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

2. Question avec débat N°11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza»

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn an de Prozeduren e bëssen duerjerneegeroden. Ech erlabe mer dat ze soen, obschonn ech nach ëmmer relativ nei hei sinn. Well ech mengen den Här Minister huet scho villes gesot. An et wär och flott gewiescht, wa mer hätte kënnen eis Abstentioun motivéieren iwwert dee leschte Vote. Mä bon, ech kommen elo un déi Fro.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Kartheiser, mir sinn elo bei Ärer Question avec débat. Ech géif Iech elo bieden, déi ze stellen, an da kritt Der dorobber eng Äntwert vum Här Ausseminister.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci.

Den 31. Mee huet den Här Minister Asselborn bei enger Konferenz zu Kampala gesot: «Je condamne fermement les responsables du raid contre la flottille „Gaza" qui a fait quelque 15 morts.» Virdrun hat hie gesot, datt hien déi Erklärung géif maachen, well hien den eenzegen europäeschen Ausseminister bei dëser Konferenz wär: «comme je suis le seul ministre européen des affaires étrangères présent à cette conférence.»

An der Diplomatie sinn déi Wierder, déi den Här Asselborn gewielt huet, vun enger ganz grousser Bedeitung. Si sinn aussergewéinlech schaarf a si sollen dowéinst och nëmmen ënner ganz aussergewéinlechen Ëmstänn gebraucht ginn. A selbstverständlech muss ee sech senger Saach och ganz sécher sinn.

Haut ass awer gewosst, datt déi Gaza-Flottille net primär eng humanitär Operatioun war, mä eng politesch, fir de Blocus vum Gaza ze duerchbriechen, an et ass gewosst, dass Israel offréiert hat, fir d'Hëllefsgidder zu Ashdod ofzelueden a si dann um Landwee an ënner internationaler Observatioun an d'Gazasträif ze bréngen. Dat gouf awer vun den Organisateure refuséiert. Haut héiere mir och, datt d'Hamas selwer Problemer mécht, fir déi Gidder an d'Gazasträif eranzeloossen.

Et ass sécher esou, datt d'Opportunitéit vum Blocus vu Gaza kann diskutéiert ginn, awer nëmmen ënnert der Berücksichtegung vun dem Interessi vun alle Parteien; an dozou gehéieren och Israel a mir selwer. Mir sollen net vergiessen, wien am Gaza d'Soen huet; an dat ass déi proiranesch Hamas.

Et ass och gewosst, dass Israel dës Aktioun mat allergréisster Wahrscheinlechkeet - ech soen „Wahrscheinlechkeet" - a Konformitéit mam internationale Krichsrecht duerchgefouert huet, an zwar souwuel wat d'Duerchsetzung vum Blocus um héije Mier no deene Regelen, déi do applicabel sinn, wéi och wat d'Warnunge vun de Schëffer ugeet. Fënnef vun deene sechs Schëffer hu jo och mat Zäit gestoppt.

D'Tatsaach ass awer och, datt d'Operatioun vun israelescher Säit schlecht duerchgefouert ginn ass an datt et wahrscheinlech méiglech gewiescht wär duerch d'Wiel vun anere Moyenen an aneren Taktike Mënscheliewen ze schounen a Verletzungen ze verhënneren. Eist Matgefill geet un all Affer, déi am Kader vun dëser Operatioun erlidde goufen, an hir Familljen.

Eng neutral transparent an onofhängeg Enquête kéint a sollt déi rechtlech Elementer opklären. Esou huet och den UNO-Sécherheetsrot et gefrot.

Et ass och gewosst, datt d'Gewalt mat grousser Wahrscheinlechkeet vu militanten Aktivisten op der Mavi Marmara ausgaangen ass an datt d'israelesch Zaldoten an Noutwier geschoss hunn - déi Indikatioun huet haut den Här Bülent Yıldırım, President vun der IHH, nach eng Kéier confirméiert; dat ass op den Internetsäite vun der „Frankfurter Allgemeine" a vum „Spiegel" haut confirméiert ginn -, an datt déi tierkesch IHH, déi dës Aktioun organiséiert huet, vun enger Rei vu gutt informéierte Quellen am Zesummenhang mat extremistesche Mouvementer bruecht gëtt. Et kann een also viru séieren an naive Solidaritéitserklärungen nëmme warnen.

Duerfir froen ech haut den Här Ausseminister:

Firwat hien esou fréi an an esou schaarfe Wierder an ouni all néideg Informatiounen ze hunn, och wat déi genee Zuel vun den Affer ugeet, Israel eesäiteg condamnéiert huet;

firwat datt hien eist Land an d'Lager vun deene State bréngt, déi oppen israelfeindlech sinn an doduerch souguer enger Lëtzebuerger Impartialitéit - wann een déi dann iwwerhaapt wéilt - am No-Ost-Konflikt all Kredibilitéit ewechhëlt;

firwat, datt hien zu Kampala den Uschäin ginn huet, eng europäesch Meenung ze vertrieden, an duerfir kee Mandat hat an och fir d'Vertriedung vun esou enger radikaler Positioun, wéi senger, bestëmmt kee Mandat kritt hätt;

firwat datt den Här Ausseminister den israeleschen Ambassadeur convoquéiert huet - et ass iwwregens nëmmen e Chargé d'affaires komm -, wat bal kee Land gemaach huet an eis Relatioune mat Israel nëmmen nach weider a vollkommen onnéideg belaascht;

firwat datt den Här Ausseminister net och d'Hamas kritiséiert, eng extremistesch an islamistesch Organisatioun, déi Israel kontinuéierlech militäresch ugräift mat Rakéiten a Mortieren, d'Existenzrecht vun Israel net unerkennt, keen Accord a wichtege Friddensfroe mat der Fatah fënnt an d'Mënscherechter vun der palästinenseschen Populatioun an der Gazasträif mëssuecht.

De Fazit vun dëser Aktioun vum Här Asselborn ass, datt eist Land e groussen diplomatesche Schued erlidden huet. Et ass bedauerlech, datt den Här Ausseminister net reagéiert, wann et néideg wär, wann zum Beispill an eisen Nopeschlänner eist Land menacéiert gëtt oder wann eis institutionell Rechter vun der Europäescher Kommissioun mat Féiss getrëppelt ginn. Wa mir eisen Ausseminister bräichten, ass en net do. Et schéngt ebe méi bequem ze sinn, fir Israel ze kritiséieren, och wann et zu Onrecht ass.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser Merci, an elo kritt den Här Ausseminister d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Jo, Här President, ech mengen, ech kann dat elo ganz kuerz maachen. Ech hu Stellung bezu gehat. Hei si mer konfrontéiert mat engem vun deene kruziaalste Problemer fir de Weltfridden. Ech mengen net, dass ee sech do soll an de Méandrë vun obskuren État-d'âmen ze vill eraloossen.

Duerfir géif ech mengen, dat, wat ech gesot hunn zu Kampala, hunn ech gesot, well ech en Ausseminister sinn, deen awer sécher ass, dass esou Operatioune wéi déi doten eben eng falsch Pist sinn. An ech hu mech elo grad explizéiert hei op der Tribün bei Iech, Här President, dass een an der Aussepolitik heiansdo muss Fuerf bekennen an et muss ee soen, wat richteg ass a wat net richteg ass. Dat hei huet mer net richteg geschéngt an duerfir hunn ech et gesot. Ech hunn et och mat engem Wuert gesot; „condamnéiert" hunn ech gesot.

An ech ginn Iech, wann Der mer dat erlaabt, ech kann dat net alles opzeechnen, eng Lëscht vun de Reaktioune vun den europäesche Länner. Dat ass vu mengen Déngschter consciencieusement opgestallt ginn. Ech géif Iech déi déposéieren. Déi Deputéiert, déi da wëllen doranner Asiicht huelen, déi sollen dat maachen.

(M. Jean Asselborn dépose une documentation.)

Fir de Rescht hunn ech elo grad a menger Interventioun zur Resolutioun alles gesot, wat ech ze soen hat.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Den Här Kartheiser huet d'Recht nach eng Kéier d'Wuert ze ergräifen. Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Seng fënnef Minutte waren ofgelaf an en huet just fënnef Minutten zegutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen Iech Merci. Ech huelen dann d'Recht, fir eng Zousazfro ze stellen. Den Här Ausseminister huet eis gesot, datt...

M. le Président.- Stellt Är Fro ganz schnell, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech maachen dat esou séier, wéi et geet.

Den Här Ausseminister huet eis gesot, datt en als Resultat vum Friddensprozess e palästinensesche Stat gesäit inklusiv Ostjerusalem. Meng Fro un den Här Ausseminister ass, ob hien net mengt, datt déi territorial Konfiguratioun vum zukünftege Palästina misst e Resultat vum Friddensprozess sinn, an net eng Donnée au départ.

Villmools Merci.

M. le Président.- Gutt. Merci. Den Här Ausseminister, wann ech gelift.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Also, Här President, dat géif eis elo wäit féieren. Mä Dir wësst an einfache Wierder, do gëtt et UNO-Resolutiounen, dat ass den israeleschen Territoire an deen definéiere mer an Zwëschenzäit souwuel an der Europäescher Unioun esou, wéi och am Quartett. D'Quartett, fir dat hei ze soen, dat ass d'UNO, et sinn d'Amerikaner, et sinn d'Russen an et ass d'Europäesch Unioun.

Dat sinn d'Grenze vun 1967. Dat ass also fir Israel kloer. Wann herno en „swap" gemaach gëtt, wann deen Territoire vu '67 a sengem Areal e wéineg ka gewiesselt ginn, an et fënnt een do en Accord mat Territoiren an der „West Bank", dann huet keen eppes dergéint. Do ware mer bei Annapolis ganz no bäi, fir dat fäerdeg ze bréngen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass, jiddwereen, dee sech eng Kéier mam Moyen-Orient beschäftegt huet, dee weess, wann Israel an de Grenze vu '67 ze definéieren ass, dass et tëscht Israel a Jordanien d'„West Bank" gëtt, d'Cisjordanie gëtt. Dat ass also den Territoire, dee Palästina zougesprach gëtt.

Et gëtt Gaza, dat ass deen Territoire, deen d'Israelie verlooss hunn ënnert dem Här Sharon - do kënnt Dir Iech vläicht erënneren - virun dräi Joer, mengen ech. An dat ass och en Territoire, deen net revendiquéiert gëtt vun Israel, bien au contraire, mä deen de Moment vun Israel blockéiert gëtt.

An da gëtt et eppes Drëttes, dat ass Jerusalem. Jerusalem muss kënne liewen als eng Stad, déi selbstverständlech zu Israel gehéiert, mä awer och selbstverständlech am Oste vun der Stad zu dem Palästinenserstat.

Wann een dat seet, Här President, an dat ass keng Erfindung vu mir, well esou dichteg sinn ech guer net, dat ass eng Tatsaach. Wann een déi Regioun do e wéineg kennt, da weess een, dass och d'schwedesch Présidence probéiert hat, dat doten a Resolutiounen ze kréien. Si hunn et bal fäerdeg bruecht gehat.

An ech mengen, dass eis Frënn an Israel sech och sollen dorobber astellen, wa se à long terme wierklech Fridde wëllen, dass déi dote Répartitioun an och déi doten Optik eenzeg an eleng wäert machbar sinn, fir eng Kéier dat ze errechen, wat mir jo wëllen; wat heescht, mir wëllen zwee Staten: en israeleschen an e palästinenseschen, déi „side by side", déi Säit bei Säit kënne liewen, deen ee gradesou sécher wéi deen aneren.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Ausseminister.

Domadder si mer um Enn vun där Diskussioun a mir kommen elo zum Projet de loi 5956 iwwert den Ëmbau vun de Gebailechkeete vum Centre intégré pour personnes âgées vun der Fondation Pescatore. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur an den Här Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

3. 5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5956 autoriséiert d'Regierung, fir sech um Neibau vun der Fondation Pescatore ze bedeelege mat engem Betrag vun 11.634.870 Euro. Dee Betrag entsprécht der Quote 666,12 vum Bauindex vum 1. Abrëll 2008.

Duerch d'Gesetz vum 13. Mäerz 2007 war d'Regierung schonn eng Kéier autoriséiert ginn, fir sech un de Bau- a Renovatiounskäschte vun der Fondation Pescatore ze bedeelege mat engem Betrag vun 9.486.424 Euro. Dee Betrag huet dem Bauindex 618,55 entsprach vum 1. Oktober 2005.

Allerdéngs huet sech bei de Renovatiounsaarbechte vum Zentralfligel vun der Fondatioun erausgestallt, datt aus Sécherheetsgrënn d'Renovatiounsaarbechten, esou wéi se virgesi waren, net konnten duerchgezu ginn, mä datt dat Gebai huet missen ofgerappt ginn an nei opgebaut ginn. Dat huet och mat sech bruecht, datt zousätzlech zwielef weider Zëmmere konnte geplangt a gebaut ginn. D'Zuel vun den Zëmmere geet also erop vun 32 op 44.

De Projet de loi ass schonn de 17. November 2008 déposéiert ginn duerch d'Madame Jacobs, Familjeministesch. De Conseil d'État huet awer säin Avis eréischt den 23. Mäerz 2010 ginn. De Statsrot huet an enger Korrespondenz, déi e mat der Regierung geféiert huet, d'Meenung ausgedréckt, dass ee gegebenenfalls keen neie Projet de loi géif brauchen, well duerch d'Gesetz vum 29. Mee 2009 d'Regierung autoriséiert war, allgemeng all Projete bis zu enger Héicht vu 40 Milliounen Euro ze realiséieren ouni zousätzlecht Gesetz, esou wéi den Artikel 99 vun der Verfassung dat virgesäit. Dat Gesetz vum 29. Mee huet nämlech och aus wirtschaftleche Grënn dee Seuil vu 7,5 Millioun, deen den Artikel 99 vun der Verfassung virgesäit, op 40 Milliounen eropgesat.

D'Kommissioun huet déi juristesch Lag och ënnersicht. Mir waren éischter der Meenung vum Statsrot, dass dat Gesetz vum 29. Mee en allgemenge Charakter huet, dass all Bestëmmungen, déi virdru bestanen hunn am Zesummenhang mat dem Seuil, deen den Artikel 99 virgesäit, ofgeschaaft sinn, dass also vun deem Dag un, wou dat Gesetz am Mémorial veröffentlecht ass, d'Regierung autoriséiert ass, bis zu der neier Limite vu 40 Milliounen Engagementer ze huelen an och Projete bis zu deem Betrag ze realiséieren.

D'Regierung war awer anerer Meenung. Dat kann een och verstoen. D'Regierung war der Meenung, dass déi Projeten, déi virdrun agereecht si ginn, déi virdrun ugefaange si ginn an déi zum Deel virdru scho fäerdeg gestallt si ginn, wéi dat bei der Fondation Pescatore de Fall war, missten autoriséiert ginn, esou wéi deen alen Text et virgesinn huet.

D'Commission de la Famille huet sech deem net widdersat, well mer der Meenung sinn, dass et hei net ëm juristesch Streidereie geet, mä dass de But vum Gesetz awer ass, fir der Fondation Pescatore ze hëllefen a fir d'Regierung ze autoriséieren, fir déi eelef Millioune kënnen ze débloquéieren. Duerfir huet och d'Kommissioun de Projet de loi analyséiert, an d'Kommissioun huet sech och eestëmmeg mat deem Projet d'accord erkläert. An ech géif och d'Chamber bieden, de Projet an der Form ze stëmmen, wéi mer en an der Kommissioun festgehalen hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meyers Merci, an als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech wëll net an d'Debatt agoen, ob mer hei e Gesetz musse stëmmen oder net. Den Här Meyers, deen huet dat elo grad développéiert. Ech ginn éischter der Kommissioun an hirem Gefill Recht, wéi och dem Conseil d'État. Mä vu dass d'Regierung gemengt huet, mir sollen hei e Gesetz stëmmen an dass dat dann definitiv fir Kloerheet suergt, da solle mer dat och maachen.

Ech soen dat och a menger Qualitéit als President vun der Budgetskontrollkommissioun. An hei ass d'Regierung da ganz virsiichteg, wat ech och ka verstoen. An ech wëll och dann den Accord vu menger Fraktioun – éischtens - derzou ginn, dass mer hei eriwwer debattéieren, an zweetens, dass ech och den Accord zum Projet de loi selwer ginn.

Zum Contenu ass net vill ze soen. Ech wëll just bäiflécken, dass dat hei an der Suite ass vun där Debatt, déi mer gëschter haten. Gëschter hu mer iwwert d'Rente geschwat, well fréier wor d'Solidaritéit an der Famill. Do ass een opkomm fir e Member vun de Famill, wann en am Besoin wor an et huet een en och duerno versuergt. Haut huet och Societéit evoluéiert. Si huet sech geännert. A welch Richtung, do ass et jiddwerengem iwwerlooss doriwwer ze jugéieren. Mä d'Solidaritéit muss elo net vun der Familljen iwwerholl ginn, mä vun der ganzer Gesellschaft, souwuel wat déi materiell Versuergung ubelaangt duerch d'Renten, an dann och wat déi ganz Ënnerbréngung vun eelere Leit ubelaangt, an duerfir d'Altersheimer. A mir hu jo am Laf vun de Joren eng ganz Partie Gesetzer hei gestëmmt, wou de Stat 80% bäileet.

Ech wollt just soen, dass d'Fondation Pescatore eng vun deenen éischten Institutioune war - méi wéi 100 Joer ass se al - an dass mer dem Här Jean-Pierre Pescatore elo nach ëmmer kënnen dankbar si fir déi Fondatioun, déi e gemaach huet, sengerzäit mat 500.000 Frang. An en huet dann och der Stad Lëtzebuerg, niewent deem dote Legs, och nach eng Kollektioun vun Tableauen a vu Konschtwierker iwwermëttelt, déi een elo an der Villa Vauban ka bewonneren.

Ech soen och deene successive Fondatioune Merci, wéi der Fondation Wurth-Cuvelier, déi och gehollef huet, dass déi Fondatioun sech konnt développéieren. An am Fong hätte mer all nëmmen ee Wonsch haut, dat wier, wa mer nach esou Bienfaiteure géife fannen, dat géif d'Liewe vun ons all méi einfach maachen. Hei handelt et sech ëm d'Awunner vun der Stad Lëtzebuerg, déi elo laang konnten dovu bénéficiéieren.

Selbstverständlech stëmme mir dëse Projet de loi, well haut wier, ouni d'Hëllef vum Stat, dat do net méi méiglech. Dat war an der Zäit méiglech, mä dann ass elo de Stat de Bienfaiteur fir all déi Leit, déi do era kommen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am 20. Jorhonnert huet d'Zuel vun de Leit, déi iwwer 65 Joer al ginn, sech mat véier multiplizéiert. An déi Tendenz ass steigend. Ech mengen, gëschter am Débat iwwert d'Renten hu mer jo vill och doriwwer geschwat. Duerfir ass et wichteg, dass mer haut dëse Projet stëmmen, an duerfir begréisse mir als LSAP och déi vill Efforten, déi successiv Regierungen an deene leschte 15 Joer gemaach hunn, fir weider Altersheimer a Fleegeheimer ze bauen.

D'Fondatioun - wéi mir ganz einfach an der Stad soen - gëtt et, wéi gesot, säit 1892, a si huet am Laf vun deenen 118 Joer ganz vill Changementer matgemaach. Dëse leschte Changement ass, wéi gesot, schonn 2007 fäerdeg ginn an eröffnet ginn, an den Här Meyers huet et jo gutt erkläert, et war net nëmmen eng Vergréisserung an eng Moderniséierung, mä dat Gebai ass och vill méi praktesch gemaach ginn.

Ech wollt mer nach eng perséinlech Remarque erlaben an un d'Ministesch riichten: Mir hunn elo d'Zuel vun de Pensionären duerch dës Aarbechte vun 301 op 375 gehéicht. Dat ass, menger Meenung no, dee gréisste CIPA hei am Land. Ech wollt just do virdru warnen, dass mer net nach eng Kéier sollen do vergréisseren, well ech fannen 375 Leit, dat geet duer. Et muss een och op d'Convivialitéit oppassen, wann ee CIPAe baut. Duerfir fannen ech déi Approche, wéi d'Fondatioun se selwer gemaach huet, dass se dezentral um Lampertsbierg nach eng Annex gebaut huet, fannen ech eng ganz gutt Saach. Ech wollt just dorop opmierksam maachen.

Mir haten 2007, wéi mer dëse Projet gestëmmt hunn, och eng grouss Diskussioun iwwert d'Dezentraliséierung, an do huet d'Madame Ministesch eis déi Woch drop an der Familljekommissioun eng Kaart matbruecht, wou mer hei am Land CIPAen hunn, déi et ëtt, déi ëmgebaut ginn an déi geplangt ginn. Ech huelen un, dass an deenen... Et sinn elo dräi Joer hier an ech wier frou - Dir hutt dat jo alles am Ministère - wann Der eis eng Kéier déi nei Kaart kéint matbréngen.

Dat gesot, wollt ech dem Rapporteur awer och Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, an d'LSAP gëtt selbstverständlech hiren Accord fir dëse Projet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Angel, an als leschten agedroene Riedner hunn ech elo den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Merci un den Här Rapporteur fir dëse Bericht. Mir ënnerstëtzen all Projet, all Altersheim, all CIPA, all Effort, déi d'Regierung mécht fir eis eeler Bierger. Mir ënnerstëtzen de Projet hei och, a mir wäerten dee matstëmmen.

Mir hu leider e klenge Bémol, dat ass de Präis. Wann ee kuckt, wéi vill dass dat kascht. Mir hunn ausgerechent, dass een Zëmmer 330.000 Euro kascht! An ech menge fir 330.000 Euro, dat ass d'Équivalenz vun ongeféier engem Appartement vun 90 bis 100 m². Do stellt sech d'Fro, ob een net ka vläicht e bëssche méi bëlleg bauen, déiselwecht Qualitéit, awer vill vill méi bëlleg.

Ech versti vläicht de Souci vun der Regierung, dass se wëllt eng Relance économique hunn. Dat ass alles an der Rei. Mä ass dat net vläicht e falscht Signal, well am private Secteur sinn déi Präisser do net ze droen? An duerfir géif ech d'Regierung biede beim nächste Projet vläicht e bësschen do ze kucken, dass de Präis net esou héich ass. Fir de Rescht ginn ech den Accord vun eiser Partei.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Colombera Merci, an elo kritt d'Wuert d'Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech wëll virun allem dem Rapporteur, dem honorabelen Här Meyers, villmools Merci soen, deen hei deen extensive Rapport gemaach huet, a wou näischt méi doriwwer soss ze soen ass. A mir freeën eis virun allem driwwer, datt haut dat Gesetz gestëmmt gëtt an d'Leit endlech an de Genoss vun deene Sue kommen, op déi se ewell eng Zäitche waarden, a wou eben duerch dat bësselchen Hin an Hier, dat den Här Meyers och beschriwwen huet, dat e bësse méi laang gedauert huet.

Ech géif mech selbstverständlech de Wënsch vun der Madame Brasseur uschléissen, well ech maachen och alt heiansdo ronderëm Propaganda fir esou Bienfaiteuren, an ech muss soen, ech weess awer net ëmmer, ob ech mat deem néidegen Erfolleg do gekréint sinn. Mä vläicht, wann een emol géif weisen, wat alles nach kéint iwwer 100 Joer vun engem iwwreg bleiwen, wier dat eppes, wat d'Leit géif motivéieren, erëm méi och fir esou Wierker hei zu Lëtzebuerg ze ginn an ze maachen, an dat géif vläicht deen een oder deen aneren awer motivéieren. Well ech denken, datt déi Sue sécher gutt ugeluecht sinn, a wéi gesot, ee méi dovunner huet, wéi vläicht aner Saachen domadder unzefänken.

Dann huet den Här Angel gefrot no der Kaart. Här Angel, wann Der an de Rapport vun dem Familljeministère kuckt, da fannt Der se do dran erëm, esou wéi Der och all aner Investissementer vum Familljeministère fannt, an och gesitt, datt aner Saachen... Heiansdo ginn esou Etüden dorëmmer gemaach. Déi sinn dann ewell dräi Joer al, ier se emol erauskommen. An da sinn natierlech déi Kaarten och net méi ganz vill Wäert, déi een dann och ëmmer an den Zeitunge gesäit. Et ass also am Rapport vun dësem Joer, wou Der gesitt, wéi dat sech entwéckelt huet.

Dem Här Colombera seng Iddi, fir ze soen, et kann een dat méi bëlleg maachen, ass sécher eppes, wat een ëmmer ka mat op de Wee huelen. Mir wëssen awer, datt och do jiddweree sech e gewëssene Confort erwaart, d'Zäiten eriwwer sinn, wou een nach zu zwee op déiselwecht Toilette wëllt goen an zu zwee an engem Zëmmer wëllt sinn. Et ass eppes aneschters, wann een 365 Deeg an engem Zëmmer ass, wéi wann ee vläicht an e Spidol geet, wou een dräi oder véier Deeg ass. Mä wann ee wierklech méi laang do ass, wann een och wierklech Soine brauch, ass et och wichteg, datt awer och dann eng Intimitéit respektéiert ka ginn. Wéi gesot, ech si gären domat d'accord, datt Eenzelner vläicht méi généréis gebaut goufen, wéi et onbedéngt hätt misse sinn, mä op där anerer Säit een net ka justement och do awer ze vill spueren.

Dat, wat ganz sécher ass, dat ass, datt et eis net méi bëlleg gëtt, wa mer géifen op d'Hëllef an d'Soinen doheem goen, well ee mierkt, datt jo do d'Personal, wat an enger Institutioun ass, méi Leit kann en charge huelen, wéi wann Der ëmmer erëm musst bei eenzel Leit heem goen. Vun dohier ass dat net dat, wat am rentabelsten ass. Et ass awer sécher fir eng ganz Partie Leit méi schéin, wann ee kann doheem bleiwen, wéi wann een an där schéinster Institutioun ass. Duerfir ass dat éischter e Choix vun deem Eenzelnen, wéi datt et een ass, wou ee seet, domadder kéint ee Geld spueren.

Merci.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

M. le Président.- Merci der Familljeministesch. An domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 5956 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Eugène Berger), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6038 iwwert de Bau vun enger Maison de soins fir Leit mat psychogeriatresche Problemer. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen déi Häre Berger, Haagen a Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

4. 6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem Gesetzesprojet 6038 ännere mer haut dat Gesetz vum 13. Dezember 2004 of, mat deem déi staatlech Bedeelegung um Bau vum Fleegeheem zu Ierpeldeng bei Ettelbréck genehmegt ginn ass.

Dëst Fleegeheem, dat an der Tëschenzäit a Betrib ass, ass an der Regioun besser bekannt als „Haus vun den Alzheimer", well dëst Haus jo vun der Lëtzebuerger Alzheimer-Associatioun, der ALA, wéi een dat kuerz seet, bedriwwe gëtt, an haut 120 Persoune mat Demenzerkrankung eng wierklech optimal Ënnerbréngung bitt.

Déi Ännerung um Finanzéierungsgesetz vun 2004 erlaabt et, dräi Strukturen un dat aktuellt Fleegeheem unzeglidderen. Et ass en Atelier protégé, an der Form vun enger Produktiounskiche fir Persoune mat geeschteger Behënnerung, eng Maison relais fir 45 Kanner vun null bis véier Joer an eng Structure d'accueil fir zwielef Jugendlecher, déi an de Lycéeë vun der Nordstad an d'Schoul ginn. Dës Struktur wäert vun der Fondatioun Lëtzebuerger Kannerduerf bedriwwe ginn.

De virleiende Projet de loi ass den 30. Abrëll 2009 déposéiert ginn. Den 22. September sinn ech als Rapporteur genannt ginn. Den 23. Mäerz 2010 ass de Projet vum Statsrot aviséiert ginn, an déi zoustänneg Chamberskommissioun huet an hire Sitzunge vum 13. a 27. Abrëll de Projet diskutéiert respektiv och de Rapport ugeholl.

Zënter dem Gesetz vun 2004 huet d'Konzept vun der ALA sech geännert, an d'Haltung vun der Gemeng Ierpeldeng huet changéiert. An och d'Besoinen an der Regioun hu sech nei artikuléiert, esou dass dëse Projet e puer Etappen duerchlaf huet, ier e viru 14 Méint vun eiser Familljeministesch a senger aktueller Form konnt agereecht ginn, fir dann haut säi glécklecht Enn och ze fannen.

Et war der ALA vun Ufank un een Uleies, fir dëst Fleegeheem am Agangsberäich als oppe Struktur ze gestalten, bei där net nëmme Besucher toleréiert sinn, mä wou gesicht gëtt, Awunner aus der Noperschaft dohinner ze invitéieren. Dat geschitt haut mat enger Épicerie, mat engem Coiffeurssalon an engem Restaurant, dee genannt gëtt „Restaurant beim Goldknapp". Dëse Restaurant ass op fir jiddwereen a bitt haut schonns Aarbechtsplaze fir Leit mat Behënnerung. D'Ligue HMC ass de Gestionnaire vun dëser Struktur.

Duerch de Projet vun haut kommen elo nach Aarbechtsplazen derbäi. Et entsteet eng Produktiounskichen am Sous-sol, fir d'Maison relais a fir de Foyer fir déi Jugendlech mat ze beliwweren. Et kënnen hannenno bis zu 22 Aarbechtsplazen an dësem Atelier protégé geschaf ginn.

Mat dem Projet vun haut ginn also weider finanziell Mëttel an der Héicht vu 600.000 Euro zur Verfügung gestallt fir eng Produktiounskiche fir dësen Atelier protégé.

Den zweete Volet vum Gesetz ass d'Erweiderung vum Fleegeheem ëm eng Maison relais fir 45 Kanner, déi nach net schoulflichteg sinn. Aus der Ursprongsiddi, fir eng Betribscrèche vum Personal aus dem Fleegeheem an eng Maison relais an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Ierpeldeng ze maachen, also Crèche plus Foyer scolaire, ass näischt ginn. Dës Maison relais war urspréinglech geplangt mat 45 Crèchëplazen - deen Aspekt gëtt jo bäibehalen - an 111 Plaze fir Kanner am schoulflichtegen Alter aus der Gemeng Ierpeldeng.

Dozou war de Projet de loi 5844 déposéiert ginn. Well dunn awer d'Gemeng Ierpeldeng sech zréckgezunn huet, fir hir Maison relais an Eegeregie ze plangen, ass dëse Projet de loi am Juni 2009 erëm vum Rôle geholl ginn an e gouf duerch dëse Projet, dee mer haut diskutéieren, ersat.

D'Konzeptioun vum Bau, d'Planung an déi éischt Aarbechte konnte fir dësen neie Projet iwwerholl ginn. Fir de Volet Maison relais mat 45 Plaze fir Kanner vun null bis véier Joer sinn elo an dësem Projet 120.000 Euro virgesinn.

Den drëtte Volet vum Gesetz betrëfft eng Struktur fir Jugendlecher, déi an enger vun den aacht postprimairë Schoule vun der Nordstad ageschoult sinn an déi Besoinen opweisen, déi eng aner Prise en charge verlaange wéi en einfacht Internat.

De Récktrëtt vun der Gemeng Ierpeldeng huet also, fir et emol positiv auszedrécken, de Wee fräi gemaach, fir dës nei Iddi kënnen ze realiséieren. D'Fondatioun Lëtzebuerger Kannerduerf iwwerhëlt d'Responsabilitéit, fir hei zwielef Jugendlech op hirem Liewenswee intensiv ze begleeden. Dass et heifir eng Noutwendegkeet gëtt, dat ass vun de Lycéesdirektere confirméiert. Eng Rei vun hinnen hunn dës Iddi schonns méi laang gehat, a souguer gouf eng A.s.b.l. gegrënnt, fir dës Iddi weiderzedreiwen. Dës „Structure d'accueil pour jeunes à besoins spécifiques", wéi se am Projet de loi genannt gëtt, kascht 3.325.000 Euro.

Dës dräi Voleten - Atelier protégé, Maison relais a Structure d'accueil fir Jugendlecher - kommen an e Gebai separat zum Fleegeheem, awer ugrenzend an am Sous-sol verbonnen. D'Gebai huet dräi Niveaue mat jeeweils separaten Zougäng fir jiddwer Fonctioun.

De Statsrot huet a sengem Avis eng Rei formell Textännerunge virgeschloen, déi vun der Kommissioun integral iwwerholl gi sinn. Sou ass den Objet vum Gesetz méi explizit definéiert, andeems déi dräi Voleten opgefouert sinn. De Bauhär a Propriétaire ALA steet am Text ernimmt, och wann aner Institutioune mat der Bedreiwung beoptraagt sinn. An d'Finanzbedeelegunge fir déi dräi Baudeeler gi kloer opgelëscht.

Eng lescht Remarque nach zur Noutwendegkeet, fir dëse Projet iwwerhaapt an der Chamber als Gesetz stëmmen ze loossen. De Paul-Henri Meyers ass awer allerdéngs beim viregte Projet schonns op den Hannergrond dovunner agaangen. Duerch d'Gesetz vum 29. Mee 2009 sinn d'Plaffonge fir e Finanzéierungsgesetz jo vu 7,5 op 40 Milliounen Euro eropgesat ginn. De Stat ass duerch d'Gesetz vun 2004 mat 18,8 Milliounen um Alzheimer-Fleegeheem bedeelegt, an och mat 4.045.000 Euro vun haut si mer wäit ewech vun deene 40 Milliounen. Well awer keng Iwwergangsbestëmmungen am Gesetz iwwert dëse Plaffong virgesi waren, an dëse Projet de loi schonns um Instanzewee war, huet d'Regierung drop gehalen, de Wee vun der Rechtssécherheet anzeschloen an dëst Gesetz duerch d'Chamber goen ze loossen.

Dat gëtt eis heibannen d'Geleeënheet, dëse Projet vun der Regierung ënnert d'Lupp ze huelen an an dësem Fall déi objektiv feststellbar gutt Integratioun vun dräi noutwendege soziale Voleten an engem Bau ze gesinn. Ugegliddert si se un e Fleegeheem, wat sech als Vocatioun eng Ouverture vu baussen no banne ginn huet an dës och schonns mat vill Succès duerchféiert. Dëse Projet erweidert dës Ouverture an dréit zu engem integrative Gesamtkonzept bäi.

D'CSV-Fraktioun begréisst dës Strategie vun der Regierung, an dofir kann ech och d'Zoustëmmung zu dësem Projet vun der CSV-Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Jean-Paul Schaaf. Als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen an ausféierleche Bericht.

Hei handelt et sech ëm e Finanzéierungsgesetz, wou Suen investéiert ginn am Intérêt vun deene méi Schwaachen. Op där enger Säit vun den eelere Leit, vu kranke Leit, vu Leit, déi Alzheimer hunn; op där anerer Säit ginn hei och Suen investéiert fir jonk Mënschen, ënner anerem an der Maison relais.

Ech mengen, och an Zäiten, wou vill vu Spuere geschwat gëtt, muss een awer als Stat senge soziale Missioune gerecht ginn. Duerfir kënne mir och dëse Projet ouni Problem stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Claude Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif dem Här Rapporteur Jean-Paul Schaaf villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wéilt och elo hei net méi an d'Detailer vum Entstoe vun dësem Projet de loi 6038 iwwert d'Ëmännerung vum Gesetz vum 13. Dezember 2004 iwwert d'Konstruktioun vun enger Maison de soins fir Leit, déi dement sinn, also haaptsächlech d'Alzheimer-Krankheet hunn, agoen. De Rapporteur huet dat schonn am Detail gemaach.

Wéi gesot sinn d'Ännerungen zum Gesetz vun 2004 baulecher Natur. Also eng méi grouss Produktiounskiche fir déi ganz Infrastruktur, eng nei Maison relais an eng Structure d'accueil fir Jonker, déi spezifesch Hëllef brauchen. D'Konstruktioun vun enger Struktur, wou verschidde Generatiounen an enger zwar ënnerdeelter Struktur zesumme sinn, ass net ëmmer onproblematesch. Mä déi, wéi gesot, Oppenheet a Frëndlechkeet schonn duerch den öffentlechen Zougang, wéi zum Beispill dem Restaurant, erméiglecht dat Ganzt awer.

Wann een awer d'Altersentwécklung - an dat ass schonn och hei e puermol gesot ginn; gëschter an der Pensiounsdebatt hu mer doriwwer geschwat - vun de Leit am Ganze kuckt a wann een d'Evolutioun vun Demenzkrankheete bei eis am Land suivéiert, da kann ee feststellen, datt mer an Zukunft weider esou Infrastrukture wäerte brauchen.

Um Site selwer sollt, an dat huet de Rapporteur och scho gesot, eng Maison relais mat enger Crèche entstoen, wou de Finanzement zwëschent der Gemeng an dem zoustännege Ministère sollt garantéiert ginn. Den initiale Projet vun der Crèche erlaabt et also elo, duerch eng Maison relais vun der Associatioun Alzheimer A.s.b.l. ersat ze ginn. Vu datt d'Produktiounskichen elo vergréissert gëtt, integréiert ass also och dee Restaurant, entsteet hei och een Atelier protégé fir handicapéiert Leit. An datselwecht Gebai kënnt och déi virgenannte Structure d'accueil, déi vun der Fondatioun Lëtzebuerger Kannerduerf géréiert gëtt.

Déi finanziell Ëmännerungen, bedéngt duerch Ëmännerung vum initiale Projet, an déi domadder verbonne Changementer an der Konventioun mat der Alzheimer-Associatioun sinn de Grond vun dësem Projet de loi, nieft deene verschiddenen Argumenter, déi virdru schonn ugeschwat gi sinn.

Dëse soziale Projet, deen elo an e puer Etappe genehmegt ginn ass, ass deemno dréngend noutwendeg fir den Norden an och fir d'Land. D'LSAP-Fraktioun begréisst dofir d'Effortë vun deene verschiddenen Associatiounen, déi bei der Ausaarbechtung a bei der Finanzéierung vun dësem Projet gehollef hunn. D'LSAP-Fraktioun ass op alle Fall der Meenung, datt dësen ëmgeännerte Projet noutwendeg ass, an ech ginn dofir och am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Haagen. Als leschten agedroene Riedner op menger Lëscht steet den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Och e grousse Merci un den Här Schaaf fir de mëndlechen a schréftleche Bericht. Dat heiten ass ee ganz interessante Projet. Hei kënnt et zu enger Cohabitatioun vun engem ganz heterogene Grupp. Hei komme Leit zesummen, déi krank sinn; déi net krank sinn; Jonker; Aler; Leit, déi behënnert sinn; Leit, déi net behënnert sinn; Leit, déi Besoins spécifiques hunn; an anerer, déi keng hunn.

U sech ass dat ee ganz interessante Projet, an ech wéilt gär d'Madame Minister froen: Hutt Dir Iech do am Ausland inspiréiert, bei iergendengem Projet am Ausland, deen do leeft? A wéi sinn do d'Resultater? Oder ass dat einfach eng Iddi vun Iech? Ass dat ee Pilotprojekt, deen och an Zukunft esou weidergefuer ka ginn?

Eng aner Fro, déi ech wéilt stellen, ass: Wéi rekrutéiert Dir déi Leit, déi behënnert Leit, déi 22? Vu wou kommen déi? Wéi ginn déi rekrutéiert? An och déi zwielef Kanner mat Besoins spécifiques, vu wou kommen déi hier? Wéi ginn déi rekrutéiert?

Ech mengen, et muss een och dann an d'Zukunft kucken. Mir wëssen alleguerten, dass d'Alzheimer-Krankheet ëmmer méi grouss gëtt. Do muss ee ganz vill un d'Prevention denken. Mä dat läit vläicht net an Ärem Beräich. Et ass vläicht méi am Beräich vum Gesondheetsministère.

Mir wäerten herno och schwätzen iwwert d'Biozïden. Wa mer do ee Wuert iwwert d'Biozide verléieren, da wäerte mer och vum Alzheimer schwätzen.

Da muss een natierlech alles maachen, dass déi Kanner, déi Besoins spécifiques hunn, dat huet jo awer eng Ursaach. Wat musst Dir alles als Regierung maachen, fir dass dat net esou wäit kënnt.

Mä ech wollt och do eng Fro stellen: Sinn déi Kanner mat Besoins spécifiques, ass dat hir Famill, déi e Besoin spécifique huet, oder sinn dat Kanner, déi Problemer mat Drogen hunn oder déi iergendwéi aggressiv sinn oder déi gewaltsam sinn?

Dat gesot, Merci fir Är Äntwert, an ech ginn hei den Accord vun eiser Partei.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech géif och selbstverständlech wëllen dem Jean-Paul Schaaf félicitéiere fir säi gudde Rapport, deen e gemaach huet mat den Ausféierungen och, wat et an der Vergaangenheet an deem Dossier do ewell gouf. Ech denken, datt et een anere Projet ass wéi deen, deen initialement geplangt wor, mä heiansdo ergëtt dat sech eben esou herno bei engem Bau och.

Dat, wat mer probéiert hunn a wat och op anere Plaze fonctionnéiert zum Deel, ass fir ze kucken, datt och behënnert Leit dohinner kommen. Déi behënnert Leit schaffen an der Kichen an am Restaurant, an déi komme vun der Ligue HMC. Dat sinn also déi och, déi kucken, wien dohinner kënnt a wien net dohinner kënnt.

Si kucke selbstverständlech och, wa se Jugendlecher oder Leit hunn, déi aus deem Eck do kommen, datt se déi éischter huelen, vu datt d'Ligue HMC haaptsächlech op der Kap ass, wéi datt se dann déi aus dem Éislek op d'Kap schécken an déi vun der Kap op Ierpeldeng schécken. Et ass also vun dohier och e sënnvolle Projet, fir eben och Leit mat enger Behënnerung d'Chance ze ginn, an engem Atelier thérapeutique, wann ee wëllt, do ze schaffen. Dat ass also de Rekrutement dovunner.

Déi zwielef Jugendlecher, déi an d'Internat kommen oder an d'Internat renforcé kommen, ginn haaptsächlech och iwwert d'Schoulen, zesumme mat dem Kannerduerf, deen de Gestionnaire dovunner ass, definéiert, wien dohinner kënnt a wien net dohinner kënnt. Et kënnen zum Deel Kanner sinn, déi opgrond vun hire Familljen net kënnen doheem bleiwen an och de Weekend net kënnen heemgoen. Dat ass ee vun den Ënnerscheeder vis-à-vis vun aneren Internater. Och hei kënnen déi Jugendlech iwwert de Weekend dobleiwen, esou datt et net ëmmer nëmmen un deene Jugendleche selwer ass, mä datt et éischter och eng Situation familiale ass, déi schwiereg ass, a vun dohier se dohinner kommen.

Deen drëtte Volet, dee méi apaart ass an dee mer net iwwerall hunn, mä dee mer awer... Gëschter zum Beispill hu mer d'Crèche vun dem Altersheim zu Bierschbech bei Miersch ageweiht, an ech muss soen, dat ass eng aussergewéinlech flott Initiativ - ech sinn och dovun iwwerzeegt, datt déi hei, wa se bis fonctionnéiert, d'selwecht gëtt -, wou eben d'Éducatrice gesot huet: „Et ass eng Fra heihinner komm, déi eis gesot huet: «Ech kann net erakommen, well ech si krank. Mä wann ech zwou Minutten nëmmen d'Kanner gesinn, déi hei spillen, dann hunn ech erëm Force, fir dee ganzen Dag auszehalen.»" Do gesitt Der, datt dat och wichteg Elementer sinn, an datt dat eppes ass, wat och net nëmme fir d'Kanner wichteg ass.

D'Kanner och, déi mat deenen eelere Leit dann do gëschter all zesumme sech amëséiert hunn, wou ee gesinn huet, datt dat wierklech bal esou e Verhältnis ass wéi Kanner mat hire Grousselteren, dat ass, denken ech, och eppes, wat am intergenerationellen Zesummeliewe sécher vu groussem Intérêt ass.

Zu Lëtzebuerg, wéi gesot, ass déi heiten déi zweet Experienz, déi mer domadder maachen. Et gëtt am Ausland aner Projeten, déi esou fonctionnéieren. An ech sinn dovun iwwerzeegt, datt et bei deenen doten, an där Form wéi et eben elo geplangt ass, sécher och net wäert bleiwen.

Dofir géif ech och wëllen der ganzer Chamber, wou jo jiddwereen d'accord ass fir dat ze stëmmen, nach eng Kéier e ganz grousse Merci soen, an och wënschen, datt dann och déi verschidden Acteuren, ob dat hei an dësem Fall d'Associatioun vun den Alzheimer ass, oder an deem anere Fall déi vun der Pescatore, esou séier wéi méiglech hir Sue kréien, op déi se awer ewell eng Zäitche waarden.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Familljeministesch.

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6038 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ech hat och vergiess beim Vote virdrun, dës Dispens ze froen.

5. 5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore (suite)

- Dispense du second vote constitutionnel

Sidd Der och domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 6120 iwwert d'Ëmbenenne vum Lycée technique Nic. Biever. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht, an et si bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Andrich, den Här Berger, den Här Bodry, den Här Adam an den Här Kartheiser.

(Brouhaha)

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

6. 6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, de Projet de loi 6120 huet zwee Objeten. Dat eent ass, den Numm vum Lycée technique Nic. Biever ze änneren, an deen aneren Objet ass, fir d'Offre scolaire vun deem Lycée ze erweideren.

De Projet gouf am Mäerz 2010 déposéiert a soll am Schouljoer 2010/2011 schonn ëmgesat ginn. Ech wëll hei keng laang historesch Ausféierung maachen, mä et kann een awer just soen, dass dee Projet hei, wat de Lycée vun Diddeleng ugeet, sech an eng laang Entwécklung zu Lëtzebuerg areit, déi, kéint ee scho bal soen, viru 400 Joer ugefaangen huet, dat heescht mam Collège des jésuites an der Stad. Mä ech erspueren lech déi laang Geschicht do.

De Lycée technique Nic. Biever staamt, ass entstanen duerch d'Gesetz vun 1965 iwwert den Enseignement moyen. Deemools ass geduecht ginn, fir eng verkierzte Secondaire ze maachen, fir d'Kanner direkt op d'Beruffsliewen ze preparéieren. An deen Enseignement moyen huet dann 1968 zum Collège d'enseignement moyen vun Diddeleng gefouert.

D'Iddi war och, fir ebe méi Lycéeën ze maachen, déi no bei de Schüler hirer Wunneng waren, well Der jo wësst, dass mer bis dohinner Lycéeën haten, déi an der Stad, zu Esch, zu Dikrech, zu Iechternach waren. Lues a lues ass awer dann, souguer och an der Stad, gefrot ginn, dass een net nëmme sollt um Lampertsbierg Lycéeë maachen, dat heescht, do, wou d'Proffe gewunnt hunn, mä och an anere Quartieren, wou d'Schüler gewunnt hunn, fir op déi Manéier eben e Lycée de proximité ze maachen.

Dunn, 1979, ass jo den Enseignement moyen ersat ginn duerch den Enseignement secondaire technique, an dorobberhin ass dann och kuerz duerno, den 13. Juli 1979, de Collège d'enseignement moyen et professionnel vun Diddeleng ëmgeännert ginn an de Lycée technique Nic. Biever, wéi e bis haut och nach heescht.

Dee Lycée technique Nic. Biever, deen huet haut éischtens de Cycle inférieur vum Enseignement secondaire technique, en huet de Régime préparatoire, en huet de Cycle moyen et supérieur moyen et supérieur vum EST, an en huet och déi dräi Klasse vun der ënneschter Divisioun vun dem Enseignement secondaire général, plus eng Quatrième Enseignement secondaire, déi als Projet pédagogique an deem Gebai leeft. Dat ass also schonn eng Ouverture gewiescht zu der Division supérieure vum Enseignement secondaire an deem Lycée.

Et kënnt och nach derbäi, dass d'Chamber jo hei eng Motioun am Joer 2008 ugeholl huet, den 10. Juli 2008, an där se d'Regierung opgefuerdert huet, iwwerall do, wou an de Lycées techniques déi ënnescht Klasse vum Enseignement secondaire bestinn, fir och sech ze iwwerleeën déi iewescht Klassen anzeféieren, eben och erëm eng Kéier an der Iddi, fir méi no bei de Schüler ze sinn, fir hinne laang Weeër ze erspueren. Dat ass jo och d'Iddi gewiescht vum Plan sectoriel «Lycées», no deem jo och déi Décisioune geholl ginn.

Am Lycée technique Nic. Biever waren am Schouljoer 2005-2006 127 Kanner an den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire. Am Joer 2009-2010, also an deem lafende Schouljoer, sinn et der 2.011 *(veuillez lire: 211)*. Dat weist also drop hin, dass déi Schoul och fir de Secondaire méi Attraktioun kritt. Dovunner waren der 41 op där Quatrième Projet pédagogique vum Enseignement secondaire.

De Statsrot mécht och déi Remarque, déi net falsch ass, dass déi 41 Schüler net onbedéngt mussen elo d'nächst Joer an den neie Lycée classique oder Lycée général op Diddeleng goen. Si kënnen an iergendeng Schoul goen, well mer jo keng Carte scolaire hunn. An et gouf och an der Vergaangenheet jo souguer Schüler, déi e Lycée an hirer Gemeng haten, déi anzwousch anescht gaange sinn.

Mä nach muss een awer soen, dass e Lycée, och e vollstännege Lycée an enger grousser Gemeng, an engem Centre de développement eng wichteg Funktioun huet. Dat gesäit een och an deenen neie Lycéeën, déi gegrënnt gi sinn, déi elo scho lafen, wéi zu Réiden an an anere Lokalitéiten. Duerfir ass jo am Plan sectoriel, si jo aner Lycéeë schonn an der Preparatioun, wéi zum Beispill zu Clierf, zu Déifferdeng an och zu Mondorf, déi jo elo vun der Regierung, net op d'Äis geluecht gi sinn, mä e bëssen zréckgesat gi sinn, wat an deene jeeweilege Gemengeréit jo zu relativ grousser Opreegung gefouert huet.

De Lycée, deen dann elo geschaf gëtt... Well mer keng Carte scolaire hunn, dat ass mengen ech eng Donnée, déi ee muss bedenken, an och keen eigentlech eng Carte scolaire wëllt - ech hunn net gehéiert vun iergendenger politescher Familljen, dass se wëllt esou en Dirigismus aféieren -, mä esou Lycéeë musse sech jo dann an enger Lycéeslandschaft, ech wëll net soen imposéieren, mä si musse sech duerchsetzen, och fir Schüler unzezéien. An dat huet ee jo oft gesinn, och an der Stad, wann nei Lycéeë komm sinn, da sinn d'Schüler dohinner gaangen, da sinn anerer, déi haten der e bësse manner. Mä ech mengen, mir hunn hei zu Lëtzebuerg jo eng grouss Schülerzuel a mir hunn ëmmer och Plazmangel, duerfir ass et scho wichteg, dass en neie Lycée entsteet.

Dat gesot, Här President, just nach eng lescht Remarque - reng, wéi soll ech soen, grammatescher Natur, vu Punktuatioun - de gudde Bievesch Néckel, deen am Lycée technique Nic. Biever geschriwwe ginn ass, Nic. - mat Punkt - Biever, dee verléiert dann elo an deem neie Lycée Nic-Biever säi Punkt an e kritt en Trait d'union, an dat ass dann elo eigentlech déi grammatesch Ausriichtung fir och déi zukünfteg Lycéeën, déi no Nimm vu Politiker oder aner Personnagë genannt ginn.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot, an als éischte Riedner ass d'Madame Sylvie Andrich agedroen. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem honorabele Ben Fayot Merci soe fir säin interessanten an exakte schréftlechen a mëndleche Rapport. Et bleiwe mer elo just nach e puer Kommentaren zu dem virleiende Gesetzesprojet ze maachen.

De Lycée technique Nic. Biever, deem mer elo jo en neie Numm ginn, deen huet schonn eng laang Geschicht hanneru sech, wéi mer héieren hunn, a wann een dat mat deem néidege Réckbléck haut kuckt, da kann een dat als Erfollegsstory betitelen. Ugefaangen 1968 mat der Schafung vun der sougenanntener Diddelenger Mëttelschoul iwwert d'Transformatioun am Joer 1979 an de Lycée technique Nic. Biever, bis d'Aféieren am Joer 1980 vun der ënneschter Divisioun vum klassesche Secondaire. D'Offer gouf souguer mat Succès duerch e Projet pédagogique op d'Quatrième vum Secondaire ausgeweit, an dat vum Schouljoer 2005-2006 un. Duerno mussen d'Schüler dann an aner Lycéeën auswäichen, op Esch oder an d'Stad.

Och d'Infrastrukture vum Lycée technique si mat de Joren opgewäert ginn. Virun e puer Joer koum nach eng nei Filial an de Quartier Italien - bei dat berühmte Frankelach - bäi, an déi nom fréieren Alliance-Terrain benannt gouf. An no jorelaangen Transformatiouns- a Bauaarbechten um Haaptsite, deem fréieren Dispensaire an der Parkstrooss, konnt d'lescht Joer e flotten neie Komplex ageweit ginn, deen d'Gedold vun de Schüler an de Proffe beloune sollt. An deem léisst et sech och bestëmmt elo gutt léieren. Zousätzlech huet d'Regierung décidéiert, fir deemnächst eng nei Sportshal bei d'Annex am Quartier Italien opzeriichten, déi se och weiderhin als Prioritéit ugesäit, trotz dem presentéierte Spuerplang.

An haut solle mer d'Dieren opmaache fir eng qualitativ Weiderentwécklung vum Lycée technique Nic-Biever, andeems mer elo de kompletten Zyklus vum klassesche Secondaire och do kënnen ubidden. Duerfir jo och d'Ännerung vum Numm a Lycée Nic-Biever. Effektiv zielt déi Schoul eng héich Zuel Schüler, eng Zuel, déi konstant geklommen ass mat de Joren. Och d'Zuel vun de Schüler am Enseignement secondaire, am Klasseschen, ass weider an d'Luucht gaangen. Esou sinn 2005-2006 127 Schüler, 2007-2008 179 Schüler an 2009-2010 111 Schüler derbäi komm.

Et ass awer esou, dass déi zwee Lycéeën aus dem Pôle sud zu Esch, de Jonge-Lycée an de Lycée Hubert Clément, dee jo geschwë renovéiert soll ginn, op hiren ieweschte Klasse saturéiert sinn. Gradesou soll de Kolléisch an der Stad frësch gemaach ginn, wat d'Capacitéiten, fir Schüler opzehuelen, wäert beaflossen. Mat Referenz op eng Motioun, déi hei 2008 an der Chamber gestëmmt gouf, proposéiert duerfir d'Madame Minister, konform zu de Besoinen, den ieweschten Zyklus vum klassesche Secondaire an allen technesche Lycéeën unzebidden, also och zu Diddeleng.

Dovunner ofgesinn huet Diddeleng zënter e puer Joer méi eng dynamesch Entwécklung vu senger Populatioun an ass mat ronn 19.000 Awunner déi véiertgréisst Stad am Land. Um Niveau vun der Landesplanung ass Diddeleng als ee regionalen Entwécklungs- an Attraktivitéitspol klasséiert a soll och dowéinst net nëmmen iwwer performant Schoulen, mä doriwwer eraus iwwer aner wichteg national Infrastrukturen am noen Ëmkrees verfügen. D'Ubannung un den öffentlechen Transport, souwuel innerhalb wéi ausserhalb vun der Stad, ass hei ouni Zweifel vu groussem Virdeel.

An den Ae vun der CSV stellt dëse Projet de loi duerfir e wichtegen a grousse Schratt an déi richteg Richtung duer, an esou wäerte mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet och matstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Andrich, an als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och dem Rapporteur Merci soen, deen eis jo e klengen awer e flotten Historique hei och bruecht huet zum Lycée. Hien ass an de 60er Jore gestart. Ech wëllt vläicht e bësse méi rezent starten.

Et ass esou, datt mer 2008 hei, op Initiativ vu menger Fraktioun, eng Motioun an der Chamber gestëmmt haten, wou mer gefrot haten eben, fir d'Strukture vun de Secondairesschoulen un d'Realitéiten, un d'Besoine vum Schoulalldag, vum Terrain

unzepassen. Besonnesch ware viséiert déi Lycéeën, déi Lycées mixtes, wou een eng ganz Filière hat am Technique, mä wou een dann nëmme konnt eng Division inférieure vu Septième bis Cinquième am Classique maachen.

Dat war och bis elo de Fall am Lycée technique „Nic-Punkt-Biever" zu Diddeleng, wou d'Schüler säit 1980 konnten am Classique bis Cinquième - respektiv och ganz rezent bis Quatrième an engem Pilot-projet - bleiwen, an dann awer hu misse wiesselen.

Dat huet eng Rei Nodeeler mat sech bruecht, an éischter Hisiicht och fir déi jonk Mënschen, déi Schüler, déi de Choix gemaach haten, fir op Diddeleng an de Classique ze goen. Si hu missen no Cinquième dann eng nei Schoul fannen. Si hu sech missen nei organiséiere mam Transport, eventuell mat engem neien Horaire, wa se an eng aner Schoul gaange sinn. A si hu sech och natierlech missen an en neit Gebai aliewen, nei Frënn fannen an esou weider.

Dat war einfach d'Ursaach oder oft d'Ursaach, datt dann d'Schüler de Choix gemaach hunn, fir guer net zu Diddeleng unzefänke mam Classique an direkt dann an eng aner Schoul ze goen, fir eben herno dat ze évitéieren, datt se sech hu missen ëmstellen.

Et huet och aus der Siicht vun der Schoulplanung, der nationaler Schoulplanung Schwieregkeete gemaach, well jo awer dann déi Schüler, déi op Diddeleng bis Cinquième gaange sinn, dann hu missen an aner Lycéeën ënnerbruecht gi vu Quatrième un. A wann ee weess, datt mer schonn e bëssen enk mat de Schoulplaze sinn, war dat net ëmmer en einfachen Exercice, fir dann all déi Schüler op aner Plazen ze kréien. A mëttlerweil ass et awer elo och esou, datt de Lycée zu Diddeleng, de Lycée technique - wéi en also nach bis elo heescht an an enger Stonn net méi wäert heeschen -, datt dat e ganz dynamesche Lycée ass mat ganz engagéiertem Personal, an datt awer ëmmer méi Jonker trotzdeem ugefaangen hunn, do och hire Classique zu Diddeleng ze starten.

Mir begréissen also, datt elo dëse Projet aus dem Lycée technique e Lycée mécht, an datt domadder dann och kënnen d'Schüler bis zum Ofschloss de Classique maachen, also och hir Première kënnen zu Diddeleng ofschléissen. Dat ass also e Plus fir d'Schüler, e Plus fir d'Schoulorganisatioun hei am Land, an et ass och e Plus fir Diddeleng, déi als drëttgréisste Stad am Süden endlech dann och e ganze Lycée classique kann ubidden. An duerfir stëmme mer natierlech och dëse Projet.

Här President, ech wëllt awer zum Schluss nach eng Remarque maachen, méi generell zu de Schoulen a Schüler am Süden an doriwwer eraus. Diddeleng wäert elo e bësselche Loft verschafe fir den Undrang vun de Schüler, dee mer hunn an eise Secondairesschoulen. Mä dat wäert awer net duergoen. An och am Rapport - et ass scho ganz interessant, wann een deen noliest - steet och, datt mer zu Esch praktesch „komplett" géifen affichéieren, datt an der Stad verschidde Lycéeën am Ëmbau wieren. Mëttlerweil ass och Péiteng praktesch bis zur leschter Plaz ausgefëllt.

Dann ass also gewosst, datt mer weiderhi musse Schüler am Süden ënnerbréngen. An duerfir kann ech net novollzéien, datt d'Regierung da verschidde Projeten, wéi zum Beispill de Lycée vun Déifferdang am Süden, gestrach huet. Datselwecht gëllt fir de Lycée zu Mondorf oder fir de Lycée zu Clierf, de Lycée Tony - Bindestréch - Bourg sollt dat jo ginn. Datt déi Projete gestrach ginn, wou mer dach all Joer awer en Undrang vu mindestens 1.500 neien, zousätzleche Schüler hunn.

An duerfir hei d'Opfuerderung, datt d'Regierung nach eng Kéier hir Décisioun iwwerdenkt, well se déi Projete gestrach huet, fir se erëm op de Leescht ze huelen. Well, wann een an d'Schoul investéiert, dann investéiert een an d'Bildung an an d'Ausbildung vun deene jonke Mënschen, an domadder investéiert een an d'Zukunft vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, dem Här Berger, an als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vu menger Fraktioun - e bësschen awer och mat der Kap vum Diddelenger Buergermeeschter natierlech - wëll ech...

(Interruptions)

Mir si frou, wa mer ee Lycée hunn! Déi aner, déi hunn der direkt eng hallef Dosen.

(Interruptions)

Mä et schéngt mer awer wichteg ze sinn. Et sinn anerer, déi hätte gären een. Dat ass wouer, jo, kréien och nach een.

Ech wëll der Regierung an der Ministesch Merci soen, dass se dee klenge Cadeau, dee se matbruecht hat ulässlech vun der Aweiung vun dem moderniséierten Diddelenger Lycée technique - wou se ugekënnegt huet, dass se géif deemnächst e Projet de loi areechen, fir d'Offerte scolaire am Diddelenger Lycée technique auszebauen -, dass se dat respektéiert huet an dass d'Chamber also sech och hei elo uschéckt, fir enger laanger Fuerderung eigentlech gerecht ze ginn, déi d'Communautéit vum Diddelenger Lycée scho méi laang formuléiert huet.

De Rapporteur, de Ben Fayot, ass op d'Geschicht vum Diddelenger Lycée agaangen. Ech wëll dat hei net nach eng Kéier maachen. Just nach vläicht e puer zousätzlech Zuelen: Momentan sinn an deem Lycée technique Nic. Biever 1.530 Schüler - dat ass also eng grouss Schoul - dovunner 211 dann an deene véier Klasse vum Secondaire. Dovunner, vun deene 1.530, komme ronn d'Halschent vun Diddeleng selwer an déi aner Halschent, déi komme vun den Nopeschgemengen, haaptsächlech vu Keel, vu Rëmeleng an och aus dem Réiserbann. Natierlech ass bei deenen, déi am Secondaire sinn, den Undeel vun den Diddelenger vill méi héich. Do ass quasi d'Totalitéit vun deenen, déi am Secondaire sinn, Schüler, déi vun Diddeleng selwer kommen.

Ech mengen, et ass eng Unerkennung fir déi Aarbecht, déi geleescht ginn ass an deem Lycée vu sengen Ufänk un. Et war ëmmer en engagéierte Lycée. Et war e Lycée, deen ni gezéckt huet, fir nei Weeër ze goen. Ech mengen, den Diddelenger Modell ass nach munchen, déi méi laang hei an der Politik täteg sinn, bekannt. Et war de Versuch, Enn 70er ufanks 80er Joren, fir eng oppe Schoul ze maachen, fir u sech schonn deemools eng Strategie ze entwéckelen, fir géint den Échec scolaire unzegoen, fir d'Schoul opzemaachen op d'Gesellschaft hin, op d'Kultur hin, a fir also haaptsächlech op deenen dräi éischte Joer vum Postprimaire harmoniséiert Klasse praktesch ze hunn, wou de Wiessel vun där enger Filière op déi aner sollt permanent méiglech sinn.

Vill vun deem, wat deemools ugefaang ginn ass, gëtt haut iwwerholl a méi moderne Konzepter. An dat ass, mengen ech, eng spéit Unerkennung fir dat, wat geleescht ginn ass virun 30 Joer. Et ass awer och eng Unerkennung natierlech - deen heite Projet - doduerch, dass d'Stad Diddeleng, de Raum Diddeleng elo e volle Lycée kritt. Och Unerkennung fir Diddeleng selwer als Lycéesstad, déi och doduerjer nach zementéiert gëtt, dass vu staatlecher Säit iwwert déi lescht Jore ganz vill Gelder investéiert gi sinn, net nëmme fir op dem Haaptsite ze moderniséieren, mä wéi och scho gesot ginn ass, fir och, virun zwee Joer, eng Antenn opzemaache vun deem Lycée am Quartier Italien, d'Annex Alliance, wou och deemnächst soll eng Sportsinfrastruktur hikommen.

Et gesäit een, dass also de Lycée Nic. Biever vun Diddeleng an Zukunft wäert op zwee Standbeen stoen, dem Haaptsite am Kär vun Diddeleng selwer, dat schéngt mer och wichteg ze sinn - wann ee vu Proximitéit schwätzt ass et wichteg, dass een esou Lycéeën net un d'Peripherie vun den Uertschafte setzt - am Kär vun Diddeleng selwer, an dann doniewent d'Annex am Quartier Italien.

Et ass ganz kloer, dass domadder d'schoulesch Offerte also och de Bedierfnesser vun dem Raum Diddeleng ugepasst gëtt. Dat ass wichteg. Dat dote bréngt fir d'Schoul nei Perspektiven, an et ass elo un der Schoul selwer, fir déi Opportunitéiten, déi déi Reform do gëtt, och ze notzen an deenen nächste Joren. An ech si sécher, dass se och do kann op dat néidegt Entgéintkomme vun de staatleche Stellen zielen. An deem Sënn also och vu Säite vun eiser Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry, an als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt dem Här Fayot Merci soe fir säi Rapport, säi mëndleche Rapport, deen en interessanten Historique och beinhalt hat, awer och fir säi schréftleche Rapport, deen en zu Recht ugefaangen huet andeems en d'Motioun vum 10. Juli 2008 zitéiert huet. Den Här Scheuer hat dës Motioun déposéiert. Si ass vun alle Parteie gedroe ginn. An hei hate mer gefuerdert, mir sollen - wann et méiglech a sënnvoll ass - Klasse vum Enseignement secondaire supérieur an allen neie Lycéeë schafen, an awer och an de bestehende Lycées techniques.

De Lycée technique Nic. Biever huet genuch Schüler. D'Lycéeën an der Ëmgéigend sinn éischter iwwerfëllt. An duerfir ënnerstëtze mir dëse Projet de loi an ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ganz interessant hunn ech och d'Ausféierunge vum Här Bodry fonnt, deen drop higewisen huet, datt den Diddelenger Lycée an de 70er Joren eng ganz progressiv pedagogesch Linn vertrueden huet. En huet mat enger Filière unique geschafft, an en ass do am Fong geholl schonn e Pionéierwee gaang, wou mer haut erëm amgaang sinn, eis ze iwwerleeën, wéi mer dorop kommen. Leider ass an der Zäit vergiess ginn oder ënnerlooss ginn, eng Evaluatioun vun deem Projet do zu Diddeleng ze maachen. Dat hätt eis wahrscheinlech vill gehollef, da wiere mer schonn e Stéck méi wäit an eiser Planung vun der Schoul vun der Zukunft.

Ech erlabe mer awer och am Kader vun dësem Gesetz un zwou aner Motiounen ze erënneren, déi och hei am Haus unanime ugeholl gi sinn. Déi eng hunn ech deeselwechten 10. Juli 2008 déposéiert wéi déi vum Här Scheuer. Do ware mer eis eens, datt mer all Lycée géifen encouragéieren, all Formatioun vum Cycle inférieur unzebidden, dat heescht souwuel d'Division inférieure am Enseignement secondaire wéi de Cycle inférieur an de Régime préparatoire vum Enseignement secondaire technique.

Zu eiser grousser Freed huet dës Motioun och hir Spuren an der Regierungserklärung hannerlooss. An duerfir meng Fro: Ass eppes och an där Richtung ze erwaarden? Wéini ass deen éischte vun de reng klassesche Lycéeë bereet, de Schratt zum Lycée mixte ze maachen?

Den Dikrecher Lycée classique huet de Schrack jo schonns viru laanger Zäit gemaach. Wéi steet et mat den Haiser Athenée, Michel-Rodange an ähnleche klassesche Lycéeën?

Wann dee Wee, dee mer hei maachen, fir d'Filière supérieure opzemaachen, an all Lycée Sënn mécht a konsequent soll sinn, da musse mer och déi ënnescht Zyklen opmaachen an all Lycée fir all Filièren.

Ech hunn den Dikrecher Lycée erwähnt an dofir wëll ech dann och nach op eng zweet Motioun kommen, déi den 19. Juni 2007 hei votéiert gouf, eestëmmeg. Hei hate mir proposéiert, fir ze ënnersichen, ënner wéi enge Konditiounen de Miersch Lycée kéint zu engem eegestännege Lycée mat engem Cycle supérieur ausgebaut ginn. Ech hu mat Intérêt och dem Historique vun dem Diddelenger Lycée Nic. Biever nogelauschtert, och d'Madame Andrich hat eng Rei Informatiounen do bruecht. Et gëtt eng ganz Rei Ähnlechkeete mat der Situatioun zu Miersch. Ech hunn och d'Schülerzuele vum Mierscher Lycée mat deene vum Lycée Nic. Biever verglach, an déi leie ganz no beieneen, wéinstens, wat de Secondaire ugeet. Wat dee ganze Lycée ugeet, ass den Diddelenger Lycée natierlech méi grouss. Diddeleng ass och als Stad vill méi grouss.

Mä wann een awer kuckt am Mierscher Raum, am ganze Kanton, gëtt et am ganze Kanton Miersch kee Lycée de proximité. Esou datt ech mengen, datt dat awer scho Sënn géif maachen. Zu Miersch hu mer am Moment just déi dräi ënnescht Klassen. Et gëtt emol keng Quatrième. Dobäi sinn d'Lycéeë ronderëm iwwerfëllt, genau wéi déi am Süde vum Land. De Mierscher Raum huet ee grousse Wuesstumspotenzial. A wat zu Mamer, Diddeleng a Réiden Sënn mécht a wat mer eis fir Clierf wënschen, dat dierft och fir Miersch net falsch sinn.

Dofir wier ech och frou, vläicht ze héieren, ob schonn Iwwerleeungen zu där Motioun do gefouert gi sinn an zu wéi enge Konklusiounen datt se gefouert hunn. Ech hu schonn, wéi gesot, den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi bruecht.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als leschten agedroene Riedner hunn ech den Här Kartheiser nach op der Lëscht. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR soen ech dem Här Rapporteur villmools Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir ginn dësem Projet gär eisen Accord a mir wënschen dem zukünftege Lycée Nic-Biever, senge Professeren, sengem Personal a senge Schüler vill Erfolleg a vill Freed. Hinnen och iwwregens nach e grousse Merci fir hir gelongen Ënnerstëtzung beim ökumenesche Gottesdéngscht zur Geleeënheet vun der Commémoratioun vum 8. Mee 1945.

Mir freeën eis och driwwer, datt de Lycée Nic. Biever flott a modern Infrastrukture kritt huet, wéi mir jo och nach dëslescht konnten op der Plaz gesinn. Och ënnersträiche mir d'Bedeitung vum Ausbau vun dëser Schoul fir d'Stad Diddeleng. Mir hoffen, datt och vill Diddelenger Schüler vun dëser neier Offer am klassesche Secondaire Gebrauch maachen. D'Iddi ass jo och déi, datt mir kënnen d'Zuel vun de Schooltransporter miniméieren doduerch, datt d'Schüler esou no wéi méiglech vun doheem kënnen an eng Schoul goen, déi hire Besoinen entsprécht.

Wéi och de Statsrot bedauere mir awer, datt de Projet de loi vun der Regierung net méi spezifescht Zuelematerial geliwwert huet. Et gehéiert zu enger gudder legislativer Prozedur wéi och zum Respekt vun der Chamber an dem Statsrot, datt d'Regierung, déi jo wierklech genuch Moyenen dofir huet, och hir Informatioune mat den Deputéierten an de Statsconseilleren deelt.

Här President, méi wichteg wéi Gebaier an Nimm vu Gebaier ass a bleift awer, datt d'Schüler an eise Schoulen en Enseignement mat engem héijen Niveau kréien. Mä genee dat ass et, wat dës Regierung net ronn kritt. Eise Schoulsystem gëtt zënter Jore vun CSV an LSAP ruinéiert! Wa mir haut esou vill Lëtzebuerger Aarbechtsloser hunn, dann ass dat och a virun allem dowéinst, well eis Diploméiert net méi genuch wëssen a kënnen, och net méi géigeniwwer der Konkurrenz aus dem Ausland. Eise Virsprong an de Sproochen ass amgaangen, ze verschwannen. An d'Regierung ënnergrueft all Dag méi eis Méisproochegkeet.

D'Promotiounskritäre si virun allem duerch d'Kompensatiounsméiglechkeeten op engem lächerlech déiwen Niveau ukomm. Amplaz eise Jonktem op eng kompetitiv Beruffswelt virzebereeden, mécht d'Regierung just de Contraire: Duerch eng duerch an duerch falsch Pedagogik gëtt bewosst verhënnert, datt d'Schüler sech sollen ënnerenee vergläichen, mä si solle sech just nach u sougenannte Kompetenze moossen. D'Liewen ass awer net esou, net am Beruff, net am Sport, néierens ausser an der Lëtzebuerger Schoul. LSAP an CSV schwächen d'Leeschtungsbereetschaft vun der Jugend. Dat ass eng schwéier Hypothéik fir eist Land.

Eis Schoulen erstécken och ëmmer méi a Bürokratie. An ee Schoulexperiment nom

anere geet d'Baach erof, wéi mir et och elo neess bei „Eis Schoul" erliewen. Och dat ass e wichtegen Deel vum katastrophale Bilan vun der Schoulpolitik vun dëser Regierung.

Här President, méi wéi jee brauche mir eng Schoulreform, esou wéi d'ADR se proposéiert: mat enger grousser Autonomie fir eis Schoulen, déi ënnerenee sollen a Konkurrenz stoen. Mir brauchen nees e richtege Leeschtungsprinzip an de Schoulen. Eis Schüler sinn d'Zukunft vun eisem Land. Mir hu keen anert Kapital wéi si. Et ass - ënner villen aneren - vläicht dat gréisste Versoe vun dëser Regierung, datt si eng Schoul opbaut, an där all Dag manner geléiert, manner gewosst, manner gewollt a manner gekonnt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An elo kritt d'Wuert d'Unterrechtsministerin Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech freeë mech iwwert de Support, de Konsens zu dësem Projet de loi. Ech wollt dem Rapporteur, dem Ben Fayot, Merci soen. No allem, wat hei gesot ginn ass, brauch ech net nach eng Kéier den Historique vum Lycée Nic. Biever vun Diddeleng ze maachen.

Ech ka mech de Wierder vun der Madame Andrich uschléissen, déi seet, wa mer haut, wann haut d'Chamber unanime décidéiert, dass dee Lycée de Cycle supérieur kritt vum Classique, dann ass dat d'Resultat vu gudder Aarbecht an all deenen 30 oder 40 - deemno, wéi ee rechent - Joer, déi an där Schoul gemaach ginn ass. Et ass sécher de Mérite vun der Direktioun, vun den Enseignanten, vun der Communauté scolaire vun Diddeleng, déi et fäerdeg bruecht huet, do eng Qualitéit opzebauen an d'Schüler esou ze begleeden, dass se Loscht hunn, an der Schoul ze bleiwen. Ech wënschen där Communautéit, dass se op deem Erfolleg ka weiderfueren. Nodeem se jo elo eng schéin Infrastruktur hunn, genuch Plaz mat enger Annex, geschwënn - wahrscheinlech, hoffen ech - och Sportsinfrastrukture kréien, steet jo näischt méi dem gudde Schaffen do am Wee.

Dräi Froe si gestallt ginn. Ech wollt déi dann nach kuerz beäntwerten. Ech wëll hei ënnersträichen, dass d'Regierung net décidéiert huet, dräi Lycéeën ze sträichen, mä dass se décidéiert huet, d'Aarbechten do ze retardéieren: 2014 géif dat ugoen. Ech wëll drun erënneren, dass ech mech domadder strikt un de Plan sectoriel «Lycées» halen, dee jo hei approuvéiert ginn ass, wou gesot ginn ass: fir d'éischt d'Phas 1. Dat waren d'Lycéeë Réiden, Jonglënster a Belval. Réiden ass schnell virugaangen, Belval a Jonglënster méi lues. Déi sinn awer elo amgaangen, gebaut ze ginn.

Dann an der Phas duerno, da géifen dräi Lycéeë gebaut ginn: een am Norden, een am Sud-est an een am Süden. D'Regierung huet d'Standuerter vun deene Lycéeën décidéiert an och décidéiert, dass mer déi géife bauen - just net elo. Wann ech kucken, a wéi enger Rapiditéit mir Schoule plangen, dann - mengen ech - wär et och ganz realistesch, fir ze soen, am Joer 2014 si mer dann esou wäit, dass mer déi kënne bauen; et gëtt ëmmer ënnerstallt, mir géifen déi net bauen. Ech denken, dass mir déi Schoule brauchen. Mä nach muss ee realistesch soen, a wéi enger Reiefolleg an a wéi enger Vitesse mer weiderkommen, fir déi Schoulen ze bauen.

Den Här Adam huet mech dann zwou Saachen iwwert d'Motioune gefrot. Also, ech stinn nach ëmmer dozou. Ech mengen, et steet jo an der Regierungserklärung, dass mer sollen d'Schoulen encouragéieren, fir um ënneschte Cycle e breet Angebot ze halen, wou souwuel Préparatoire, Technique wéi Classique ass. Do si mer amgaang - selbstverständlech mat de Schoulen -, d'Schoulen dozou ze encouragéieren. Ech gesinn och e klenge Lichtschimmer. Ech wëll der Chamber soen, dass mer jo amgaang sinn, en Dokument ze finaliséieren iwwert dat: Wéi soll de Cycle inférieur reorganiséiert ginn? Dat Dokument gëtt nach virum Summer finaliséiert, am Hierscht diskutéiert. Ech denken, dass do esou Pisten doranner sinn.

Wat de Lycée vu Miersch ugeet, verschléissen ech mech der Diskussioun net, mä nach denken ech, dass d'Annex Miersch - wéi dat esou schéin heescht - vum Lycée classique Dikrech eigentlech vill profitéiert huet doduerch, dass se zum Lycée classique Dikrech gehéiert huet. An ier een dee Lien do brécht, denken ech, dass een dat soll gebührend préiwen.

Par ailleurs - vu dass mer hei am Lokalpatriotismus sinn a jiddweree fir säi Standuert hei plädéiert - wollt ech awer trotzdeem soen, dass déi Mierscher keng Stéifkanner si vun der Éducatiounspolitik, well elo am Joer 2011 zwee Lycéeën opginn zu Miersch, sou dass Miersch eigentlech gutt dotéiert ass, wat d'Schoulen ugeet.

(Interruptions)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat sinn awer keng Lycées de proximité.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Zum Schluss wollt ech dann dem Ben Fayot villmools Merci soen, well hien huet awer wierklech en Duerchbroch fäerdeg bruecht an der Dénominatioun vun eise Lycéeën. Well mir haten do eng Schoul, fir Punkten ze setzen, an eng aner Schoul am Ministère, fir Traits d'union ze maachen. An dem Ben Fayot seng Autoritéit huet dann elo mat sech bruecht, dass mer elo hanner „Nic" kee Punkt méi maachen, mä dass mer en Trait d'union zwëschent „Nic" an „Biever" maachen an dass dat da Schoul mécht fir déi nächst Dénominatioun.

(Interruptions)

Ech denken awer, dass souwuel de Lycée wéi d'Gemeng sech eng Freed draus maachen, fir d'Schëlder frësch ze maachen, well jo souwisou den Numm geännert ginn ass vum Lycée technique Nic. Biever a Lycée Nic-Biever.

(Interruption)

Ech soe Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 6055, eng Konventioun iwwert d'Responsabilité parentale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Damme Polfer an Err, an den Här Henckes. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

7. 6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, an eiser Welt ginn och d'Familljebezéiungen ëmmer méi international, an dofir brauche mir onkomplizéiert a vereinfacht Regelen a grenziwwerschreidend Affären, an dat besonnesch wat d'elterlech Responsabilité parentale am Allgemenge betrëfft.

An der Praxis geet et hei ëm Froen, wellecht Geriicht vu wellechem Land ass kompetent, a wellecht Recht gëtt vun dësem kompetente Geriicht, also Compétence territoriale ugewant, fir d'Persoun an d'Verméige vum Mineur am internationale Beräich ze schützen? Zum Beispill bei Suergen a Besuchsrechtskonflikter, bei binationalen Elteren an och bei Liquidatioune vun Ierfschaften am Ausland.

Am internationale Kannerrecht huet Lëtzebuerg an éischter Linn dräi international Instrumenter ratifizéiert, déi ënnert anerem eng Auswierkung op d'elterlech Gewalt hunn. Dat si fir d'alleréischt d'Convention de La Haye sur la protection des mineurs vun 1961, dat ass d'Convention européenne de Luxembourg, en Ofkommes vum Conseil de l'Europe vun 1980 iwwert d'Unerkennung an d'Vollstreckung vu Suergerechtsuerteeler, an et ass och eng Haager Rechtshëllef, d'Konventioun vun 1980 iwwert déi zivilrechtlech Aspekter vun internationaler elterlecher Kannerentféierung.

A parallell zu dëse Rechtsinstrumenter huet de Règlement Bruxelles II bis vun 2003 e virrangege Sonnerregime zwëschent den EU-Staten agefouert. Dëse Reglement ass säit 2005 an der EU, mat Ausnahm vun Dänemark, applicabel a berout op dem Prinzip vun der Géigesäitegkeet an huet d'Matière vun der elterlecher Gewalt considérabel erweidert.

Bréissel II bis limitéiert sech awer op Kanner, déi hir Résidence habituelle um Territoire vun der EU hunn a regléiert nëmmen déi international Zoustännegkeet vun de Geriichter, mä viséiert net, wellecht Gesetz applicabel ass Dat wëllt soen, d'Conflicts de loi. Dofir verweist d'Bréisseler Veruerdnung ausdrécklech op eng Verbindung mat der Convention de La Haye vun '96, déi mir haut solle stëmmen, fir all déi Fäll, wou e Kand säi gewéinleche Wunnsëtz an engem Drëttstat huet.

Iwwregens ass déi éischt Versioun vu Bruxelles II bis parallell mat dëser selwechter Konventioun de La Haye vun '96 négociéiert ginn a gesäit eng Rei vun Dispositiounen, Suergen, dofir e koordinéiert Zesummespill.

No dësem Iwwerbléck komme mir elo zu der Convention de La Haye vun '96, och Kannerschutz-Konventioun genannt. Dës Konventioun ass eng Verbesserung vun der Haager Konventioun vun '61 a soll si och ersetzen.

Schonns säit 2002 ass dës Konventioun a villen net EU-Länner a Kraaft, an dat och an Islam-rechtleche Länner wéi de Maroc. Par contre huet de Ratifikatiounsprozess an den EU-Länner relativ laang gedauert. De Grond ass déi Aussekompetenz vun der EU. D'Zeechnung an d'Ratifikatioun vu Konventioune mat Drëttstate sinn nëmme mat engem eestëmmege Beschluss méiglech. 2008 huet dofir de Conseil d'EU-Länner ermächtegt, an dat am Interesse vun der Europäescher Gemeinschaft, dës Haager Konventioun ze ratifizéieren, an dat bis zum Stéchdatum vum 5. Juni künfteg.

A kuerze Wierder wëll ech den Inhalt vun dëser Konventioun elo virstellen. Dës Konventioun ass kannerzentréiert a berücksichtegt d'Bestëmmunge vun der UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vum Kand.

Si besteet aus sechs Kapitelen, applizéiert sech op all Kand vun der Gebuert u bis zur Vollendung vu sengem 18. Liewensjoer an ëmfaasst Moossname wat d'Persoun an d'Verméige vun engem Kand ugeet. Dozou gehéieren d'Zouweisung vun der elterlecher Gewalt, d'Suergerecht, d'Tutelle, d'Verwaltung vu sengem Verméigen. Dës Konventioun applizéiert sech net op d'Filiatioun, d'Adoptioun an d'Alimenter, an och net op Asyl an Immigratioun.

D'Innovatioun läit am zweete Kapitel vun der Zoustännegkeet. Grondsätzlech sinn d'Geriichter vum gewéinlechen Openthaltsland vum Kand kompetent. Bei engem normale Wiessel ass dat deen neien Openthaltsstat. Wann awer elo een Elterendeel am Sträit säin eegent Kand an d'Ausland bréngt, sinn am Prinzip d'Autoritéite vum Zufluchtsland nëmme fir drëngend Moossname kompetent.

De Prinzip vun der Compétence subsidiaire ass virgesinn, wann e Land besser positionéiert wär fir d'Wuel vum Kand ze beuerteelen. An dat normalerweis och nëmmen, wann déi zwee Länner doriwwer en Accord fonnt hunn.

Dem Kapitel 3 no sollen d'Geriichter hiert eegent Recht uwenden. D'Nationalitéit vum Kand spillt keng Roll méi.

D'Kapitel 4 regléiert am Detail d'Unerkennung an d'Vollstreckung vu Kannerschutzmoossnamen, déi an engem anere Vertragsstat geholl gi sinn. D'Konventioun ënnerscheet zwëschent Reconnaissance, Exequatur an Exécutioun.

D'Kapitel 5 féiert e Mechanismus vun internationaler Zesummenaarbecht zwëschent de Vertragsstaten an. Dës Kooperatioun baséiert op der Schafung an all Vertragsland vun enger Autorité centrale, deem seng Obligatiounen a Pouvoire prezis definéiert sinn; an dës Autorité centrale ass zu Lëtzebuerg, wéi gewéinlech, de Parquet général.

Dat lescht Kapitel enthält déi gängeg allgemeng Bestëmmunge vum Haager Ofkommen. Hei fanne mir awer och en neit Element, an zwar d'Ausstellung vun engem internationale Certificat, deen dem Titulaire vun der Responsabilité parentale säi Pouvoir bescheinegt.

Ech kommen zum Schluss a wëll soen, dass dës ëmfaassend lieserfrëndlech a kloer Konventioun e wichtegt Ofkommes ass, an et hëlleft déi mënschlech a rechtlech äusserst komplizéiert Suergerechtskonflikter och op internationalem Plang besser ze regelen. Dass mir net méi déi Situatioune begéine wéi an der Vergangenheet, dass eng Affär a verschiddene Länner kontradiktoresch beuerteelt ginn ass, an zwar duerch Uerteeler, déi net ze vollstrecke waren.

De Conseil d'État huet och dëse Projet favorabel jugéiert, nëmme ganz kleng formell Verbesserunge virgeholl. Dës Konventioun ass also am Sënn vum Kand a mir kënne se stëmmen. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Doerner. Ech gesinn, d'Madame Polfer, déi agedroen ass, ass net do. Dofir ass den Här Bettel do.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, fir d'éischt wëll ech der Madame Doerner Merci soen am Numm vum Här Braz a vu mir selwer, dee sech och de Komplimenter, wéi mer gewinnt sinn, vun der Madame Doerner hirem Rapport wëllt hei uschléissen.

Ech wëll awer just, Här President - an ech muss et soen -, awer och soen, dass et nees eng Situatioun ass, dass mer hei am Rapport drastoen hunn, also vum Résumé, dass dës Mesures nécessaires solle virum 5. Juni 2010; et ass nees eng Kéier eng Minutt virun zwielef, wou mer hei Texter stëmmen.

Ech mengen, et kann een net dem Här Justizminister d'Schold ginn, well ech mengen, e wor och net elo déi lescht Joren zoustänneg fir dee Ressort. Mä et ass net gutt wa mer ëmmer Texter kréien, déi just e puer Deeg oder e puer Wochen nach virun deem, dass mer soss e Fanger gemaach kréien, hei gestëmmt ginn. Ech mengen, d'Ministèren an de Minister probéiert da vläicht e Retard opzehuelen, dee säi Prédécesseur kreéiert hat. Mä et wier gutt, wann een évitéiere géif, ëmmer Texter ze hunn, déi just elo - hei steet och nees dran, avant le 5 juin 2010, och wann et nëmmen e Waméiglech sollt sinn.

Ech mengen, d'Regierung soll mam gudde Beispill virgoen. Mir sti ganz oft als schlechte Schüler op Niveau vun der EU um Niveau vun Transpositioune vun Direktiven hei zu Lëtzebuerg oder vun Texter. An ech wier frou, wann dee Retard och géif resorbéiert ginn.

Mä wéi gesot, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, Här President, wäert dësen Text och stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Ech hu verstanen, en huet och am Numm vum Här Braz geschwat an domadder den Accord vun deenen zwou Fraktioune bruecht. Mir kéimen dann elo nach zu der Madame Err, déi och net do ass. Den Här Lux seet vläicht och eppes? Den Här Bodry seet eppes.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, d'Madame Err hat mech eigentlech gebiede si hei ze remplacéieren. Ech mengen, bei dëser Konventioun handelt et sech ëm eng nëtzlech Konventioun. Hei ass et keng, déi ouni prakteschen Impakt op de Fonctionnement vun eise Geriichter géif bleiwe respektiv haaptsächlech awer och op d'Léisung vu Sträitfäll, déi sech kënnen am Kader vu Garde vu Kanner a Protektioun vu Kanner stellen.

Wat immens wichteg ass, mengen ech ass, dass et zu enger Léisung hei komm ass, souwuel wat d'Kompetenz vun de Geriichter ugeet, wéi och wat d'Recht ugeet, wat am Eenzelfall vum Geriicht muss applizéiert ginn, dass dat all Kéiers eigentlech am Sënn vum Kand ass, am Sënn vun deem ass, deen et eigentlech gëllt ze schützen, andeem einfach de Kritär erausgeholl ginn ass, dass et am Prinzip eben déi normal Residenz vum Kand ass, déi de Kritär ass, fir festzeleeë wat fir ee Geriicht zoustänneg ass a virun allem och wat fir ee Gesetz dann applicabel ass.

Dat ass vun engem groussen Notzen. Dat ass eigentlech e Plus vun deem, wat mer bis elo vu Regele kannt hunn. Dat ass eng Vereinfachung. Et ass méi no un der sozialer Realitéit. An duerfir kann een déi Konventioun vun Den Haag eigentlech inhaltlech hei nëmme begréissen.

Wat och vläicht wichteg ass nach ervirzeströichen, dat ass, dass et och esou ass, dass et och ëmmer méiglech ass fir déi national Geriichter, an Urgenzfroe sech eng Kompetenz ze huele wann eppes Spezielles virkënnt, wou eng provisoresch Moossnam muss geholl ginn, wou sech also Kanner temporär hei zu Lëtzebuerg ophalen, mä wou et drëm geet schnell ze handelen; zum Beispill bei engem schwéieren Accident, wou ee muss ganz schnell eng Décisioun huele fir d'Kanner hei ze schützen.

Et bleift nach wie vor méiglech, dass an deem Fall d'Lëtzebuerger Geriichter kompetent si fir déi dote Froen ze klären, bis dann déi normal zoustänneg Geriichter um Fong kënnen eng Décisioun huelen. Och dat, mengen ech, ass eng Regelung vum Bon sens, déi gutt hei an dëser Konventioun dra verankert ass. An duerfir bréngen ech och ganz gären den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Text hei eran.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Da bleift nach als leschten agedroene Riedner den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och direkt am Numm vun der ADR der Madame Rapportrice, der Madame Doerner, villmools Merci soen, well si huet an engem ganz komplizéierten Dossier en exzellente Rapport virbruecht. U sech ass déi Konventioun och ganz gutt, well se endlech festhält, datt mer e Geriicht hunn, wat kompetent ass, an dat ass dat vun der Résidence habituelle, vum normale Wunnsëtz.

An deem Sënn ass och d'Konventioun insgesamt positiv ze bewäerten. Mä zwëschent der Theorie an der Praxis ginn et awer nach Schwieregkeeten. D'Schwieregkeete leien doranner, datt mir hei zu Lëtzebuerg zum Beispill d'Méiglechkeet hunn iwwer Certificat de résidence ze beweisen, wéi d'Résidence habituelle wor. An anere Länner ginn et keng esou Certificaten an doduerjer ginn et ganz oft Konflikter, well à domicile inconnu ugesicht ginn ass an op eng Kéier zwee Geriichter sech kompetent erkläert hunn a verschidden Décisiounen hunn. Dat féiert dann heiansdo zu geriichtlechen Incidenten, déi sech eben iwwer Joren erstrecken.

Dofir géif ech wierklech d'Regierung bieden, fir mat deenen anere Länner am Kader vun der Applikatioun vun dëser Konventioun ze kucken a sécherzestellen, datt déi Aart a Weis wéi d'Résidence habituelle an deenen eenzelne Länner festgestallt gëtt, datt een do kloer Regelen huet, déi iwwerall bekannt sinn, well soss riskéiere mer trotz enger positiver Konventioun awer nach an etlech Schwieregkeeten ze kommen.

Dat gesot, wollt ech awer den Accord vun der ADR zu dësem Projet ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt den Här Justizminister François Biltgen d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dee Projet, dee mer haut stëmmen, ass eigentlech een, deen technesch ausgesäit, deen awer ganz wichteg ass fir Lëtzebuerg. Mir sinn e klengt Land, wou mer ganz vill international a grenziwwerschreidend Familljeverhältnisser hunn. A just mir sinn oft déi, déi drënner leiden, dass een net weess: Wat fir ee Geriicht ass zoustänneg a wat fir ee Gesetz ass dann op deem zoustännege Geriicht applicabel?

Dat heescht, mir sinn ee Land, wat mat am meeschten Intérêt huet, dass mer kloer Décisiounen huelen. Den Här Henckes huet de Kärpunkt opgeruff: Wat ass d'Résidence habituelle? Ech mengen, doduerch dass mer elo déi Konventioun hei ratifizéieren a mer dann och Autoritéite festleeën, déi zoustänneg si fir ze exekutéieren, wat bei eis de Parquet général ass, kënne mer do ganz villes méi einfach maachen.

Wat och wichteg ass - ech weess net wéi vill Länner et och maachen, well et ass eng Fakultéit -, mir soen, dass mir d'Primauté du droit européen unerkennen. Dat heescht, wann en Uerteel ass, dass mer et exekutéieren. Mir mussen och dohinner kommen. An dat ass, mengen ech, e wesentleche Punkt. Ech ginn net an den Detail an, well, wéi schonn d'Virriedner dat hei gesot hunn, d'Madame Doerner dat wéi üblech esou perfekt am Detail gemaach huet, dass et schwiereg ass nach eppes derbäizefügen.

Ech wëll awer just soen, dass et wichteg ass, dass mer an Europa nach weider ginn. A mir hu mam Lissaboner Vertrag d'Méiglechkeeten, fir elo effektiv europäescht Zivilrecht europäesch méi séier weiderzedreiwe wéi iwwert d'Konventiounen, wéi fréier. Hei ass eng al Konventioun - ech kommen nach eng Kéier op d'Délaien zréck, well den Här Bettel se opgeworf huet -, déi schonn iwwer zéng Joer al ass, wou dann eng Kéier gesot ginn ass virun zwee Joer - praktesch genee virun zwee Joer, nämlech de 6. Juni 2008 -, jiddweree soll se elo ratifizéieren.

An Zukunft kënne mer dat vill méi einfach iwwer europäescht Recht maachen. Ech wäert muer de Moien als Justizminister um Kierchbierg um Conseil JAI sinn, wou mer zwou wichteg Propositiounen hunn, déi mer wëlle weiderdreiwen. Dat Eent ass d'europäescht Successiounsrecht, wat och fir ganz vill Leit wichteg ass, an dat anert ass Rome III, wéi dat heescht; mä dat ass erëm eng Kéier en Ausdrock fir d'Rechtsfachidioten.

Rome III, ëm wat geet et do? Et geet drëm, fir d'Scheedungen international unzeerkennen an ze regele virun allem. Dat sinn alles Punkten… Well zum Beispill bei de Scheedungen hu mer elo dat, wat een nennt den „forum shopping", wou ee sech dann de Riichter an d'Gesetz eraussiche geet, deen een arrangéiert. An da kënnen herno onméiglech Situatiounen derbäi entstoen.

An dofir ass et wichteg, dass mer och do no vir ginn. A just fir d'Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen oder schaffen, ass et wichteg, dass mer an deem ganze Familljerecht no vir kommen. An dat ass awer och eng Konsequenz vum neie Lissabon-Vertrag. Ech wëll dat soen, well elo gëtt gesot: De Lissabon-Vertrag bréngt net vill Neies.

Just am Justizraum bréngt de Lissabon-Vertrag vill Neies, well mir kënne mat anere Majoritéiten, mat anere Virgoensweisen, wéi zum Beispill, wat d'Scheedungen ubelaangt… Dat ass eng Coopération renforcée. Do fänke mer elo mol... Mir hunn zu zéng Länner ugefaangen. Mir si mëttlerweil schonn zu 13, déi dann do kucke wierklech eppes Uerdentleches ze maachen. Et ass wéi bei Schengen, mir si Virreider. Duerno kommen der no.

Ech mengen, dass et fir d'Leit dobausse wichteg ass, dass do villes aus dem Feld geraumt gëtt, wou ee kann tëschent d'Rieder kommen. Also, wann ee Familljeproblemer huet, huet ee scho genuch Misär mat de Familljeproblemer. Wann een dann och nach iwwerall geriichtlech Problemer huet an deene verschiddenste Länner, da kann ee gären do ënnergoen. An dofir si mir mat eent vun deene Länner déi am éischte sinn.

Ech muss och soen, dass ech och ganz frou sinn, dass eben och d'Lëtzebuerger Kommissärin, d'Viviane Reding, dat als ee vu sengen Haaptpunkte gesot huet. Fir einfach ze soen: Mir hunn esou vill transfrontaliär Familljeverhältnisser. Et ass net all Familljeverhältnis, dat transfrontaliär ass, wat e Problem huet. Mir hunn esou vill transfrontaliär Familljeverhältnisser an Europa, dass mer einfach do musse kucken, dem Bierger e Rechtsraum an Europa ze ginn.

Elo wëll ech soen, dat heiten ass ee klengt Element, a mir wäerte versichen an deenen nächste Joren esou vill wéi méiglech Elementer ronderëm ze maachen. Ech mengen, dat ass besonnesch fir eis zu Lëtzebuerg ganz wichteg. Also, wéi gesot, mir wäerten dann och d'Geleeënheet kréien, och an der zoustänneger Kommissioun iwwert déi nei Successiounsregelung an iwwert déi nei Scheedungsregelung an Europa ze diskutéieren.

Den Här Bettel huet d'Fro vun den Délaien opgeworf. Et ass richteg, hei ass eng Konventioun vun `96, déi also scho méi wéi zéng Joer al ass. De 6. Juni 2008 ass gesot ginn, ratifizéiert an deenen nächsten zwee Joer. Dat heescht virum 5. Juni, haut si mer den 3., de 5. ass de Samschden. De Projet ass awer, wëll ech, Här Bettel, soen, den 10. Juni 2009 deponéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 4. Mee 2010 gemaach an dann den 19. Mee 2010 huet Är Rapportrice de Projet virgestallt.

Dir hutt Recht, dass mer solle kucken, net méi um leschte Stëppel eppes ze maachen. Ech wëll awer dofir Är Kommissioun, an awer och d'Chamber, mä virun allem d'Kommissioun drop opmierksam maachen, dass mer eis da vun där nächster Sessioun u wahrscheinlech aner Aarbechtsmethode musse ginn. Mir sinn amgaang am Justizministère, esou soen ech, an der Fauschtregel zwee Projets de loi pro Mount ze deponéieren. De Statsrot huet der nach ganz vill do leien. Mir hunn der awer elo scho méi aviséiert vum Statsrot, wéi mer et elo nach fäerdeg bréngе bis zum Enn vun dëser Sessioun duerchzediskutéieren an der Commission juridique.

Ech si ganz d'accord mam Här Bettel a mir wäerte wierklech am Ministère kucken, fir besonnesch all déi europäesch Saachen esou séier wéi méiglech ze deponéieren. Mä ech mengen, da musse mer, net nëmmen de Statsrot, mat deem mer awer schonn diskutéiert hunn, geschriwwen hunn, mä och mat der Chamberkommissioun vläicht wierklech kucken, fir vläicht all Woch op d'mannst eemol, wann net méi oft zesummenzekommen, well mir hunn nach méi Uleies am Tube, wat mer kéinten an der Commission juridique vu Projete finaliséieren, wéi nach aussteet. A wat aussteet, regelméisseg kommen do Projeten derbäi. Also mir si wierklech dat amgaangen ze maachen, wat den Här Bettel gär hätt, nämlech d'Tiräng eidel ze maachen an ze deponéieren.

(Interruption)

Dofir, ech iwwerhuele gären d'Verantwortung, déi den Här Bettel mer ginn huet. Mä et ass eng gedeelte Verantwortung mam Statsrot a mat der Chamber.

(Interruption)

An ech mengen, mir kéinten do relativ vill zesumme maachen.

Une voix.- Här Schiltz, haalt Iech do eraus!

M. le Président.- Här Kartheiser, frot Dir nach d'Wuert hei zu...

(Interruption)

Maja, da stellt Dir Är Fro, Här Kartheiser.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech erlaben alles, Här President!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech huelen zur Kenntnis, datt den Här Biltgen wëll um europäesche Wee do virugoen, och am Zivilrecht. Dat huet sécher seng Virdeeler. Et huet och seng Geforen. Ech wollt den Här Biltgen… Den Här Biltgen ass sech däers jo bewosst. Ech mengen, mir kréien duerch d'Unerkennung vun auslänneschen Uerteeler hei Saachen, déi et an eisem Rechtsrahmen net gëtt. Mir haten och schonn iwwert d'Korruptioun a verschiddene Länner geschwat.

Ech wollt den Här Biltgen froen, wéi eng Schutzmoossnamen hien da gesäit, fir de Lëtzebuerger Bierger ze schütze virun auslänneschen Uerteeler, déi eise Rechtsnormen hei am Land net entspriechen.

Villmools Merci.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Den Här Kartheiser werft eng Fro op oder e gëtt e bëssen déi falsch Äntwert zu der richteger Fro. Déi richteg Fro ass effektiv, mir musse Rechtssécherheet hunn. Wa mer gären den europäesche Rechtsraum hätte, brauche mer Rechtssécherheet.

Den Här Kartheiser, hien hélt nëmmen een Element awer hei ervir. E seet, d'Unerkennung vun auslänneschen Uerteeler. Dat ass dat eent. Dat anert ass, dass mer europäesch gemeinsam Rechtsnorme brauchen. An dat ass dat, wat mer elo amgaang sinn ze maachen, dass mer nämlech zum Beispill iwwert dat, wat mir Fachjuristen do Rome III nennen, nämlech Divorcerecht, dass mer nämlech an där dote Gesetzgebung net soen, elo gëtt en Uerteel einfach unerkannt, mä einfach soen, wou ass de Rattachement. Wou kanns de effektiv, a wat fir engem Land kann een de Riichter a wat fir ee Gesetz uruffen?

Dat heescht, dat ass eng Diskussioun, déi mer a villen europäesche Staten hunn, déi wëllen net all matmaachen. Dofir si mer nëmmen zu 13. Well mer soen, et geet net eleng drëm fir op europäeschem Plang Uerteeler unzeerkennen, mä kommt, mir setze mol virdru minimal Normen, dass mer effektiv soe bei enger Successioun, bei engem Divorce, wou ass dann de Riichter kompetent.

Well elo kann ee bei den Divorcen - an ech mengen, dat ass de Fall, deen den Här Kartheiser hei uspillt -, elo kann een effektiv do „forum shopping" maachen. Forum shopping, dat heescht, ech gi mer dee Riichter eraussichen, dee mir am beschte gefält, an dat Land, wat mer am beschte gefält.

An dat kréie mer iwwert deen neien Text eben évitéiert, dass mer do kloer draschreiwen, wat fir e Land dann an Zukunft zoustänneg ass fir en Divorce no wat fir engem Gesetz ze maachen. An duerch déi Regelung, wou mer wierklech soen, wat fir e Gesetz applicabel ass, dass ee seet, u wie bënnt ee sech, do kritt ee vill méi Rechtssécherheet.

Woubäi dann natierlech ganz kloer ass, dass mer dann eng Diskussioun kréien an Europa: Hale mer eis prinzipiell éischter un déi Plaz, wou ee wunnt, oder un déi Plaz, wou een d'Nationalitéit huet? Et ass evident, dass mer dann an Zukunft, wat awer mengen ech richteg ass, méi no ginn un

dat, wou ee wunnt, wou een effektiv seng Centres d'intérêt huet, wéi seng Nationalitéit, wou ee vläicht iwwerhaapt näischt mat deem Uert a mat deem Land jee ze dinn huet wéi just, dass ee vun deenen zwee Partner - ech kommen drop; d'Fro, mengen ech, huet sech op d'Scheedunge bezunn, zréck.

An dat ass eben dat, wat een Element vum Text ass. An ech mengen, esou wéi mer et och ëmmer üblech maachen an der Chamberkommissioun, sinn ech gäre bereet an enger vun deenen nächste Wochen, wa mer Fräiraum hunn um Ordre du jour, lech do de Bericht ze maachen iwwert den État des lieux vun deenen Texter.

De Problem haut ass, Här Kartheiser, et kann een, deemno wat fir eng Nationalitéit een huet, a wann ee vill Nationalitéiten huet, huet een nach vill méi Méiglechkeeten, et geet ee sech iergendwou e Riichter sichen, amplaz dass ee mol bei dee Riichter geet, wou een dann nach vläicht am Nootsten dru wär. An dat, mengen ech, ass wichteg an Europa, dass mer net nëmme soen, mir erkennen Uerteeler un, mä wa mer d'Uerteel unerkennen, brauche mer awer och europäescht Recht à la base wat d'Basis ass.

Am Zivilrecht komme mer do weider. Wou mer méi schwiereg weider kommen, dat ass am Strofrecht. Mä och do bräichte mer u sech méi Harmoniséierung vum europäesche Recht. Dat ass e Kampf, dee mer amgaang sinn ze maachen, woubäi awer de Lissabonner Vertrag eis méi Méiglechkeete gëtt.

Woufir? Éischtens: Um Drécker ass an Zukunft d'Kommissioun. D'Kommissioun - mir sinn elo an enger communautärer Phas -, dat heescht d'Kommissioun ka Propose maachen, konnt se virdrun net esou einfach maachen. Am Zivilrecht konnt se et maachen, am Strofrecht guer net. Mir kënnen als Kommissioun Propose maachen. Zweetens: Mir hu Majorité qualifiée. An drëttens: Mir hunn d'Europaparlament dran. Virdru ware mer Unanimitéit, an do, wann dann e Land blockéiert huet, si mer net weider komm.

Mir hunn also mam Lissabon-Vertrag d'Méiglechkeet, méi europäescht Zivil- a Strofrecht ze harmoniséieren. An ech mengen, dass et ebe kloer ass, dass ee muss fir d'éischt d'Inhalter vum Recht harmoniséiert hunn.

Do sinn dann zwou Saachen. Dat eent ass d'Condition de fond an dat anert d'Condition de procédure, déi een da muss hunn - fir op Är Fro zréckzekommen, wat fir eng Garantien hunn d'Bierger.

Besonnesch am Strofrecht ass et ganz wichteg, nach méi wéi am Zivilrecht, dass een d'Procédure de fond huet, dass ee sech och ka verteidegen. Mir hunn zum Beispill mar och um Ordre du jour vum JAI-Conseil eng Propositioun, iwwert déi mer scho geschwat hunn an Árer Kommissioun, nämlech iwwert d'Traductioun.

Ech weess, dass an eiser Kommissioun da gesot ginn ass, jo dat gëtt da méi Ausgabe fir eis Geriichter. Dat ass richteg. Op där anerer Säit soen ech lech, wann ee vun lech eng Kéier iergendwou an d'Ausland geréit, an e geréit do virun e Riichter, wou en d'Sprooch net versteet an en huet net d'Recht op en Affekot oder op en Interpret, deen him erkläert oder deen em d'Texter iwwersetzt, da gesäit e ganz domm aus. An eist Ausland ass méi grouss wéi deene meeschten anere Länner hiert Ausland.

Dofir, mir riskéiere méi oft virun ausländnesch Geriichter ze komme wéi anerer riskéiere viru Lëtzebuerger Geriichter ze kommen. Dofir hu mer och all Intérêt wierklech d'Condition de fond, d'Condition de procédure an Europa esou ze harmoniséieren, dass mer e Rechtsraum hunn, wou jiddwereen uerdentlech minimal Protektioun huet a wou jiddwereen och eng gewësse Rechtssécherheet huet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech ginn dervun aus, datt domat dem Här Kartheiser seng Fro beäntwert ass. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Projet a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da kéime mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, nämlech de Projet de loi 6122 iwwert d'Produits biocides. Do ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Berger, den Här Huss an den Här Colombera. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

8. 6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci fir d'Wuert. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer elo diskutéieren an dann och herno hoffentlech wäerte stëmmen, ass eng Ëmännerung vum Gesetz vum 24. Dezember 2002 iwwert d'Biociden. Deemools ass mat deem Gesetz eng EU-Direktiv ëmgesat ginn an och haut setze mer mat dësem Projet de loi eng Direktiv ëm, an zwar déi vum 16. September 2009.

Ier ech lech erklären, wat den Inhalt vum Projet de loi ass, mengen ech, datt et fir d'Versteesdemech vun der Matière awer mol wichteg wär unzefänken ze erläuteren, wat iwwerhaapt e Biocide ass.

Et mierkt een, datt d'Wuert „Bio", also Liewen, an der Expressioun Biocide virkënnt. De Wuertdeel „cide" kënnt aus dem laténgeschen „cidere", wat esou vill bedeit wéi doutmaachen.

E Biocide ass also eng aktiv Substanz, oder e Produit aus enger Mëschung vun e puer aktive Substanzen, déi eng Wierkung op e liewegen Organismus hunn. D'Wierkung besteet dann doranner, datt deen Organismus zerstéiert gëtt, oder d'Auswierkung vun deem Organismus op aner Substanzen oder Produiten, déi solle protégéiert ginn, neutraliséiert oder verhënnert gëtt.

D'Pestiziden, dat sinn dann och eng Form vu Biociden, déi haaptsächlech an der Landwirtschaft agesat ginn, an awer net vun där Direktiv betraff waren, well se deemools schonn an enger spezieller Réglementatioun ënnerworf waren.

Biociden, där gëtt et der an der Alimentatioun, fir ze konservéieren oder och fir Schädlinge fernzehalen. Si ginn awer och gebraucht fir ze botzen oder ze desinfizéieren, dëst am private Gebrauch, mä awer och an der Industrie. Si kënnen och benotzt gi fir Material oder Produitë resistent géint Auswierkunge vu sougenannte Schädlingen ze maachen.

Am Viséier vun de Biocidë sinn da Viren, Bakterien a Pilzer vun allen Zorten, awer och méi grouss Organisme wéi zum Beispill Algen, Insekten, a souguer Mais a Rate kënne viséiert ginn. Dëst fir ze verhënneren, datt all dës Organismen oder Schädlingen iwwerhandhuelen an d'Gesondheet vu Mënsch an Déier a Gefor kéinte bréngen. Biocidë si villsäiteg asetzbar, an et gëtt der op d'mannst gradesou vill, wéi et Organisme gëtt, déi en negativen Afloss ausüben.

Et gëtt natierlech Biociden, also Substanzen, déi et och an der Natur gëtt. Et gëtt awer och chemesch Biociden, déi vun der Industrie also extra hiergestallt ginn.

Dës Erklärungen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si sécherlech ëmmer nach zimlech abstrakt, a fir datt Der lech eppes méi Konkretes ënner engem Biocide kënnt virstellen, wëll ech lech elo e puer Beispiller ginn. Ech fänken u mat Botzmëttel, déi jiddwereen doheem a sengem Stot huet a praktesch dann och all Dag asetzt. An och all Desinfizéierungsmëttel besteet op d'mannst aus enger biozider Substanz.

De bekannteste Produit an dësem Beräich ass den Eau de javel. Dee gëtt et iwwregens schonn zënter 1789 an deen ass och aus deene meeschten Haushalter haut guer net méi ewechzedenken. E mécht propper, en desinfizéiert, e bleecht an en hëlt de Gestank. Mä déi wéinegst vun lech wësse sécherlech, datt, wa se Javel doheem benotzen, se dann eigentlech e Biocide asetzen, eng Substanz, déi dann eben duerch d'Gesetz vun 2002 e reglementaresche Kader kritt huet.

Biociden, déi sinn awer och an Holzschutzmëttelen dran, déi een hëlt fir doheem zum Beispill Gaardemiwwelen aus Holz resistent ze maache géint d'Wieder, oder besser géint déi Organismen, déi d'Holz, wann et fiicht ass, ugräifen an zerstéieren.

E Biocide, deen ass och dacks am Lack oder an der Faarf dran, déi Der huelt fir unzesträichen, an natierlech och am Insektespray oder an der Crème géint d'Moustiquen, wourobber een am Summer gären zréckgräift. Do sinn iwwerall Biociden dran.

Här President, wann een eng Substanz asetzt, déi géint lieweg Organisme virgeet, kann déiselwecht Substanz gläichzäiteg natierlech och en negativen Effekt op de Mënsch selwer hunn oder op d'Déieren an d'Ëmwelt. Dofir soll ee bei engem Asaz vu Biociden eng iwwerdriwwen héich Dosis natierlech vermeiden. Bei engem Biocide, wou déi negativ Séquellen net méi vertrietbar sinn, oder wou eng besser, méi sécher an eng méi gesond Alternativ besteet, soll een dës benotzen an de schiedleche Produit vum Maart huelen.

Dëst ass d'Objektiv vun der Direktiv gewiescht, op där eist Gesetz fousst. An dëst Gesetz vun 2002 gesäit dofir am Artikel 19 vir, datt all aktiv Substanz vun engem biozide Produit an all Produkt, wat esou eng Substanz enthält a virum 14. Mee 2000 um Lëtzebuerger Marché war, weiderhin um Marché däerf bleiwen, bis eng Décisioun geholl gouf, ob et, jo oder neen, op d'Annex vun der Direktiv vun 1998 ageschriwwe gëtt. Dëst sollt eigentlech e Régime transitoire fir zéng Joer sinn, an déi zéng Joer, déi sinn dunn de 14. Mee dëst Joer ofgelaf, ouni datt allerdéngs dës zéng Joer duergaange si fir all déi aktiv Substanzen, déi bestinn, ze ënnersichen.

Déi nei Direktiv gesäit dofir elo nach eemol weider véier Joer vir, mä gëtt sech elo awer schonns d'Méiglechkeet, wann an zwee Joer ze gesinn ass, datt et nach net duergeet, dës Période transitoire op sechs Joer auszedehnen. An dat ass dann een Aspekt, dee mir mam Projet de loi vun haut sollen an nationalt Recht ëmsetzen.

De Statsrot, dee säin Avis de 4. Mee dëst Joer ofginn huet, weist dann och nach eemol dorop hin, datt e sech schonns méi dacks géint e fixen Datum ausgeschwat huet, wat transitoire Dispositiounen a Gesetzestexter ubelaangt, wann de Risque do ass, datt d'Period via Bréissel weider verlängert gëtt. Dëst fir e Vide juridique fir eng gewësse Period eben an eisem nationale Recht ze verhënneren.

De Conseil d'État, dee proposéiert dofir, datt mer keng nei Échéance festhalen. D'Iwwergangsbestëmmunge bleiwen en vigueur, bis kloer ass, datt a wéini d'Iwwergangsperiod eriwwer ass. An dee Moment muss dann d'Gesetz nach eemol definitiv ofgeännert ginn. Par contre soll den Datum vun der Prise d'effet vum ofgeännerte Gesetz op de 14. Mee 2010 festgeluecht ginn. Do also, wou déi al Iwwergangsperiod ofgelaf ass.

Mir mussen des Weideren e puer aner Modifikatiounen am Artikel 19 maachen, déi och mat den Dispositions transitoires zesummenhänken an dës da méi prezis maachen.

Et bleift och nach festzehalen, datt de Statsrot eng Opposition formelle ugekënnegt hat, falls mer géifen un engem nei proposéierten Alinea 4 festhalen. Dësen Abschnitt sollt eigentlech eng Zort Sécherheet duerstellen, andeems de Minister vun der Gesondheet d'Recht kritt hätt, konform zu enger Mesure communautaire natierlech, déi fixéiert Délaien an den Abschnitter 1, 2 an 3 ze abrogéieren.

De Statsrot huet awer, an dat mat Recht, dorop higewisen, datt dat géint d'Verfassung wär, an natierlech huet d'Santéskommissioun dat genausou gesinn an huet dësen Text gestrach.

Weider si sech an der Kommissioun awer och nach Gedanke gemaach ginn, awéiwäit een de Public, also och eis alleguerten, déi am Alldag mat Biociden ze dinn hunn, wéi een dee kéint adequat informéieren. Ech ginn elo net op all Detail a vun eisen Diskussiounen, well Dir kënnt se alleguerten a mengem schréftleche Rapport liesen, erëmfannen.

(Interruption)

Zweetens awer och, well ech weess, datt nach Eenzelner vu menge Kommissiounsmemberen aus der Santéskommissioun duerno och nach d'Wuert wäerten ergräifen a sécherlech nach op deen een oder deen anere Punkt méi prezis wäerten agoen.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Ech wéilt awer nach dorop opmierksam maachen, datt d'Lëscht vun den aktive Substanzen, déi schonns an den Annexe vun der Direktiv '98/8 ageschriwwe sinn, och um Internetsite vun der Europäescher Kommissioun erëmzefannen ass, falls de Besoin besteet no méi Detailer.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, an der Réunioun vum 6. Mee dëst Joer hu mer an der Santéskommissioun, wéi gesot, eis intensiv mat dem Projet de loi an och dem Statsrot sengem Avis auserneegesat. Vu datt ech an därselwechter Réunioun och zur Rapportrice ernannt gouf, hunn ech elo probéiert, duerch mäi mëndleche Compte rendu lech eis Aarbechte méi no ze bréngen.

Ech ginn dann och direkt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen lech alleguerte Merci fir Är Gedold an Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol fir hire Rapport. Als éischt Riednesch ass déi honorabel Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Dall'Agnol huet an hirem ganz plastesche mëndlechen an och exhaustive schréftleche Rapport exzellent erklärt, ëm wat et hei geet. Mir soen hir och dofir Merci.

Mir änneren d'Gesetz vum 24. Dezember 2002 iwwert d'biozid Produiten, geméiss der europäescher Direktiv vun 2009, N°107. D'Produiten an déi aktiv Substanzen, déi an de Produiten dra sinn an déi hei bei ons um Maart sinn, kréien eng Verlängerung vun hirer Gaalgefrist, fir op d'Annex vun enger europäescher Lëscht opgeholl ze ginn, déi zwar sollt bis de 14. Mee dëst Joer fäerdeg sinn, mä dat awer net ass. Déi nei Deadline ass elo am Mee 2014, mat der Méiglechkeet, fir et nach eemol ëm zwee Joer ze verréckelen.

D'Madame Dall'Agnol huet erkläert, wéi mer an der Kommissioun op den Avis vum Statsrot reagéiert hunn a wéi mer probéiert hunn, déi Problemer vun deenen diversen Délaien ze léisen. Et ass normal, dass d'Kommissioun net fäerdeg ass mat hirer Aarbecht, well déi Tâche, déi se sech do ginn huet, déi ass enorm. Dat ass eng richteg Sisyphus-Aarbecht.

D'Madame Dall'Agnol huet scho gesot, vu wat mer schwätzen: chemesch a biologesch Substanzen an enger grousser Quantitéit, vun A wéi Acrolein bis W wéi Warfarin, déi mir zu engem groussen Deel am deegleche Gebrauch hunn. Desinfektiounsmëttel, Konservéierungsmëttel fir lesswueren, Holz, Frigoen, Waasserleitungen, Mëttel géint Schleeken, Raten, Fléi, Lais a Moustiquen.

(Interruptions)

Aus dëser kuerzer Opzielung ass kloer ze gesinn, dass mer dës Produiten zum Deel batter néideg brauchen.

(Interruption et hilarité)

Mir och, mir brauche se och, Här Bettel.

Gradesou kloer ass et, dass dës Produiten, am Idealfall ier se op de Maart kommen, mussen op hir Verträglechkeet kënnen ënnersicht ginn. De Konsument muss sech kënne sécher sinn, dass hie se ka benotzen, ouni sech selwer ze schueden, mä awer och der Ëmwelt.

Dat ass guer net esou evident. Als ofschreckend Beispill wéilt ech den DDT nennen, dee mir nach zum Deel als Kanner materlieft hunn, wann en an de südleche Länner aus de Fligeren op d'Felder gesprëtzt ginn ass. DDT ass haut verbueden, mä de Marché ass säithier net méi kleng ginn. All Joer kommen nei Substanzen an enger grousser Zuel op de Maart, well d'Chemie-Industrie sech bewosst ass, dass d'Demande derno och nach net méi kleng ass.

Et schéngt och evident, dass mir als klengt Land dës Substanzen onméiglech kënne selwer op hir Verträglechkeet testen. Gradesou wéi mer och keng eege Prozedur hunn, fir nei Medikamenter op de Maart ze bréngen, mä d'Produiten aus den Nopeschlänner iwwerhuelen. Dofir hu mer der och esou vill. Mä dat ass eng ganz aner Diskussioun.

Dat hei ass ganz sécher en Domän, deen op den europäesche Plang gehéiert. Mir mussen hei Regelen op europäeschem Niveau hunn, un déi mer ons kënnen halen an op déi mer ons kënne verloossen. Wann de Client eppes am Supermarché keeft, da muss e wëssen, dass en domat ka seng Wäsch maachen a seng Kiche botzen, ouni iergendwellech Gesondheetsschied dervunzedroen.

D'Limitë souwuel vum Gesetz wéi och vun der europäescher Direktiv leien awer kloer op der Hand. Well de Problem, wat d'Toxicitéit ubelaangt, vun alle Produiten, net nëmme vun deene biozide Produiten, läit, grad wéi bei de Medikamenter och, um Plang vun der Dosis, an do soen natierlech d'Gesetz an och d'Direktiv näischt derzou.

Ech géif dat gären illustréieren. Mir mussen dem Verbraucher bäibréngen, dass seng Toilette net brauch desinfizéiert ze ginn, well e jo net dervunner ësst oder doraus drénkt, an dass e Glas oder eng Taass och propper ass, wann een et mat Seef a waarmem Waasser wäscht. An dass een, wann een ufänkt mat Mécken- a Moustiquësprayer ronderëm ze sprëtzen, sech, seng Kanner an och d'Ëmwelt enger Belaaschtung aussetzt, déi net a Proportioun ass mat deem, wat engem passéiert, wann een eng Kéier vun esou enger Méck oder enger Moustique gepickt gëtt. Dofir mussen Informatiounscampagnen, déi dat u Mann a Fra solle bréngen, onbedéngt weidergefouert ginn.

Wa mer dann un den Asaz an der Landwirtschaft an an der Industrie denken, da leie mer nach op enger ganz anerer Dosis, déi natierlech och net einfach ze kontrolléieren ass.

Mir sinn dofir als CSV-Fraktioun der Meenung, dass mer haut net hei si fir iwwer eenzelner vun de Produiten ze diskutéieren, mä villméi iwwert de Grondsaz, dass et fir e klengt Land wéi onst ni wäert méiglech sinn, eng eegen Autorisatiounsprozedur duerchzezéien, an dass mer eng gewësse Sécherheet nëmme kënnen dann erreechen, wa mer den europäesche Wee matginn.

Et gëtt awer, ausser d'Bedenken ëm d'Substanze selwer, och nach eng aner Rei Bedenken. Et bestinn, an de Produzentelänner zum Beispill, Ängschten, dass am Zesummenhang mat deenen Zommen, déi an Zukunft mussen opbruecht ginn, fir eng nei Substanz oder en neie Produit op de Maart ze bréngen, hir Chemie-Industrie net méi konkurrenzfäeg wier. Et wäert ongeféier 165.000 Euro kaschten, fir eng nei Substanz op de Maart ze bréngen, 85.000 Euro fir eng nei Uwendung vun der Substanz an iwwer 30.000 Euro fir en neie Produit. Ouni mat anzerechnen, wat deen Dossier scho kascht, bis et zu enger Demande d'autorisation kënnt.

Dat hunn ons Kolleegen an der franséischer Chamber diskutéiert. Mir hunn et do e bësse méi einfach, well mir keng eege Chemie-Industrie hunn. Mä d'CSV-Fraktioun ass awer der Meenung, dass de Präis muss dann a Kaf geholl ginn, wann et ëm eng gewësse Sécherheet fir de Konsument geet.

D'Fransouse ginn och ze bedenken, dass bei der Exklusioun vun de Produiten et sech haaptsächlech awer op sanitär Kritäre baséiert gëtt, an net genuch op Ëmweltkritären. Dëst Argument sollt een och an der zukünfteger Entwécklung vun dëse Lëschte kënnen am A behalen an et soll hinnen an Zukunft Rechnung gedroe ginn.

Positiv ass ze bemierken, ass ervirzehiewen, dass, wann eng Substanz an Europa verbueden ass, dat net nëmme gëllt fir d'europäesch Produiten, mä et kënnen och keng Produitë méi importéiert ginn, déi mat deenen hei verbuedene Substanze behandelt sinn. Allgemeng gëtt also den Ëmgank domadder méi homogen a méi transparent.

Dofir wäert et Iech net wonneren, wann ech géif ofschléissend soen, dass mir als CSV-Fraktioun dëse Projet wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen.

(Interruption)

Den Här Berger schéngt net do ze sinn.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, den Här Berger huet leider misse fortgoen. Mä den Här Berger huet mer awer d'Mandat ginn, fir der Madame Dall'Agnol ze félicitéiere fir hire Rapport. Ech mengen, et wor esou komplett, dass och den Här Huss duerno net misst elo onbedéngt nach iwwer eng Véirelstonn erausgoen.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Här Huss, den Här Bettel huet gemengt, mä ech mengen, en huet sech gëiert. Dir hutt nach munches ze soen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech hunn emol probéiert.

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Här President, ech...

M. le Président.- Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Ech sinn och Ärer Meenung. Ech sinn och Ärer Meenung, datt den Här Bettel sech gëiert huet. Ech wäert dofir awer an den nächsten Zäiten, wa mer hei an der Chamber sëtzen, net bei all Ried, déi hien ufänkt, soen, datt et am Fong iwwerflësseg wier, wat en da géif soen zu deene Projeten. Dat wäert ech also net maachen.

Ech wollt dofir awer zréckkommen op d'Madame Mergen, déi hei zu dësem Projet de loi eng ganz Rei vu ganz kritesche Bemierkunge gemaach huet. Ech wollt hir awer soen, well se ee Beispill hei ugeschwat huet, nämlech dat vum DDT, wat verbuede ginn ass, als geféierleche Produit verbuede ginn ass, datt een DDT a Lëtzebuerger Haiser, déi ënnersicht gi sinn hei an deene leschte fënnef, sechs, siwe Joer, esou schätzungsweis 6 bis 8% an deenen Haiser nach ëmmer fënnt, haaptsächlech an den Teppecher. Just dat als kuerz Remarque.

Une voix.- Och hei am Haus?

(Hilarité)

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Dann zu menger eegener Interventioun, wou ech am Fong, Här President, e wéineg sauer war, wéi ech en Dënschdeg héieren hunn, datt dat hei just sollt nom Modell 0 fonctionnéieren; dann hätt ee jo guer keng Riedezäit gehat. Ech sinn also frou, datt dat elo net esou ass.

(Brouhaha)

Well et sech bei dësem Projet hei, obschonn et just eng Mini-Revisioun ass vum Lëtzebuerger Gesetz a vun der EU-Direktiv vun 1998, wat also als méi eng reng technesch Revisioun duergestallt gëtt, dat ass awer net esou. Dat ass net just eng reng technesch Revisioun,...

(Interruption)

...well et bei deem Sujet Biocide-Regelung insgesamt awer trotzdeem ëm eppes geet, wat jiddweree vun eis misst interesséieren, nämlech ëm de preventive Schutz vum Mënsch a vu senger Gesondheet, ëm de preventive Schutz vun Ëmwelt an Natur an och vun eiser Gewässer viru just dem Risiko duerch dës Biociden.

Wat si Biociden? D'Madame Dall'Agnol hat och versicht, dat schonn duerzestellen. Ech ginn dann och eng Kéier kuerz op e puer Saache just an. Et sinn also problematesch chemesch, haaptsächlech chemesch Substanzen, déi all Zorte vu biologesche Schädlingen oder Problemer, also zum Beispill schiedlech Insekte wéi Moustiquen oder Lais, mä och zum Beispill Schimmel, Bakterien, désagréabel Gerücher an esou viru sollen eliminéieren. Am Ënnerscheed zu de Pestiziden, déi an der Landwirtschaft an am Wäibau agesat ginn, gi Biociden awer an Inneraim, virun allem a Privathaiser, mä och an den öffentleche Gebaier wéi Schoulen oder Crèchen, a Gärtnereien oder ronderëm Terrassen agesat.

Déi bekannteste Biocidë si sécherlech Insektiziden, dann awer och Fungizide géint Pilzbefall am Haus an u Miwwelen, Désinfectanten a sougenannten Duftstoffer, fir nëmmen déi wichtegst ze nennen. Vill esou Produitë sti schonn zënter 20, 30 Joer och hei zulandst fräi verkeeflech an de Rayone vu Supermarchéen, Hobbygeschäfter a Gärtnereien.

Biocidë si méi oder manner gëfteg an nëmme schwéier ofbaubar chemesch Substanzen, déi de Mënsch, mä och d'Natur an d'Déieren, virun allem d'Gewässer kënne schiedegen oder belaaschten, an dofir sinn och déi zoustänneg Ministere fir Gesondheet, Verbraucherschutz an Ëmwelt hei gefuerdert.

Quantitativ ginn an der EU pro Joer ronn 400.000 Tonne Biocidë verkaaft, an d'Resultat dovunner fënnt ee bei Hausstëbsanalysen a ganz villen, wann net an deene meeschten Haiser. A wann een, wéi dat zum Beispill dat däitscht Umweltbundesamt virun zwee, dräi Joer gemaach an duerno och publizéiert hat, dann an den Haiser bei de Leit oder bei de Kanner och nach Bluttanalyse mécht, da fënnt ee ganz vill vun dëse méi oder manner geféierleche chemesche Substanzen och am Blutt, scho bei ganz klenge Kanner.

A wann ee rezent an deene leschten zwee, dräi Joer nei, onofhängeg Analysen an Etüden héiert vun enger ganzer Partie vun Universitéiten am Ausland, da sti grad déi Biociden am Kontext vun enger ganzer Partie vu gesondheetleche Problemer vun eise Schoulkanner, deelweis Konzentratiounsproblemer, Gediechtnisproblemer, Léierschwieregkeeten an och Problemer wéi beispillsweis ADHS. Eng rezent Etüd, nach an „Pediatrics" publizéiert an den USA, seet, datt déi Kanner, déi ADHS hätten, beispillsweis tëschent zwee- an dräimol esou vill Organophosphater am Blutt hu wéi normal Kanner, fir nëmmen dat Beispill hei erauszehuelen.

Et gouf an et gëtt an deene verschiddenen europäesche Länner net nëmmen all Joer dausende vun Accidenter direkter, akuter Natur duerch falsch an onvirsiichteg Utilisatioune vu Biociden. Tëschent 2003 an 2005 waren et der no offiziellen EU-Chiffren ëmmerhi ronn 15.600! Mä d'Donkelziffere vu schwéieren Accidenter duerch falsch Uwendunge wäerten nach vill méi héich leien.

Mä wouvunner leider praktesch awer guer net geschwat gëtt, ass awer fir eis dat Wichtegst, dat ass de Risiko an och d'Realitéit vu ville chroneschen Intoxicatiounen a schläichende Vergëftungsprozesser, wéi se sech aus de Resultater vun Hausstëbsanalysen oder Bluttanalysen ofmiesse loossen. Mir schwätzen hei also net nëmmen iwwer reng technesch Froen, ëm d'Fro vun enger Mini-Revisioun vun enger Biocide-Direktiv an engem Biocide-Gesetz vun 2002, mä, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen hei schwätzen iwwer fundamental Froe vun engem preventive Gesondheets- a Verbraucherschutz.

Et ass dofir och eis Flicht, d'Leit dobausse virun de Risiken an de Gefore vu ganz ville Biociden opzeklären. Eng gutt Biocide-Direktiv ass ganz kloer mindestens genausou wichteg, wéi déi rezent Pestizid-Direktiv vun 2009 an der Landwirtschaft, oder d'Direktiv iwwer Reach, wouriwwer mer awer ganz intensiv hei an der Chamber virun zwee, dräi Joer diskutéiert haten. Ganz einfach duerfir, well Biociden an de Privathaiser, a Schoulen, a Crèchë ganz direkt op eis als Erwuessener, mä ganz oft och op Kanner awierken.

Gréisser Skandaler mat Biocidë gouf et jo bekanntlech an der Vergaangenheet och schonns genuch, zum Beispill dee berühmten Holzschutzmëttel-Skandal mat Pentachlorphenol a Lindan an Däitschland an an anere Länner, an den 80er an 90er Joren, deen zéngdausende vu Leit hir Gesondheet kascht huet. Oder, zum Beispill, nach vill méi rezent, dat ass eréischt een, zwee Joer hier, a Frankräich, Holland an an e puer anere Länner de Skandal mat enger Chemikalie, déi DMF geheescht huet, an déi enthale war an importéierte chineesesche Polstermiwwelen, déi zu ganz graven Hautproblemer a Verätzunge vun de betraffene Leit gefouert huet, déi op deene Fotelle souzen.

Insgesamt méi problematesch bleiwen awer, wéi gesot, déi vill méi zuelräich chronesch, schläichend, liicht Belaaschtungen duerch Biociden an Inneräim, déi awer och ënner anerem elo ënnert dem Stéchwuert „Indoor Pollution", an zwar ganz staark um Niveau vun der OMS a vun der Direction générale „Santé, Protection des consommateurs", also der DG SANCO, an och um Niveau vun den Ëmwelt- a Gesondheetsministeren an Europa diskutéiert gëtt.

Woubäi een awer den Androck ëmmer méi kritt, datt, wéi schonn esou oft, déi eng Direction générale net schéngt matzekréien, wat déi aner Direction générale mécht. Wirtschaftsintérêten a Wirtschaftslobbyismus op där enger Säit, preventive Gesondheets- a Verbraucherschutz op där anerer Säit. Mä dat war jo bekanntlech bei Reach och esou, an et war bei der Pestizid-Direktiv 2009 am Europaparlament och net aneschters.

Dir Dammen an Dir Hären, mer diskutéieren haut beim Projet de loi also eng Mini-Revisioun oder Mini-Adaptatioun vun där EU-Biocide-Direktiv vun '98, an der Gesetzgebung vun 2002. A well d'Rapportrice dozou an hirem Rapport dat Wichtegst gesot huet, a souwisou well et sech nëmmen ëm klenger Adaptatiounen dovunner handelt, wéilt ech just nach eng Kéier kuerz op de Geescht an op d'Essenz vun der Direktiv vun 1998 zréckkommen, wou eng ganz Partie och positiv Absichten doranner enthale waren, mä wou ech aus Zäitgrënn hei just wëll op zwou Saache kuerz agoen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi war d'Situatioun virun 1998? Mä virun 1998 ware Biocidë geregelt an deenen eenzelnen europäeschen Nationalstaten. Si waren entweder zougelooss oder si ware verbue-

den, jee no Land. An do gouf et gréisser Ënnerscheeder. D'Zuele vun zougeloossene Biociden um Marché hunn, jee no Länner, zum Beispill variéiert tëschent 200 an 300, déi zougelooss waren an engem Land, an zum Beispill iwwer 15.000 an Däitschland! A vun net wéinege vun deenen zougeloossene Biociden an den eenzelnen Nationalstaten huet sech erausgestallt, datt se zum Beispill - wéi ech scho gesot hunn, Pentachlorphenol oder Lindan, oder och Organophosphater a Pyrethroider - toxesch an héich problematesch waren.

Aus all dëse Grënn sollt et dunn endlech mat der EU-Direktiv vun '98 zu enger Harmoniséierung vun der Biocide-Zouloossung vun neie Substanzen um EU-Bannemaart kommen. A gläichzäiteg sollten duerno, an engem zéngjähregen Aarbechtsprogramm vun den Agencë vun den Nationalstaten, all déi schonn existéierend Biociden op hir Risike fir Mënsch, Déieren an Ëmwelt analyséiert ginn.

Well awer déi meeschten Nationalstaten, ausser Schweden, dat entweder guer net oder nëmmen ongenügend, oder héchstens an Usätz gemaach haten, stoung dunn d'Kommissioun virun een, zwee Joer do mat ganz klengen an total onkomplette Lëschten, Annexe genannt, an d'Kommissioun huet dunn esou reagéiert fir ze soen, mä da musse mer kucke fir bis 2014 elo iwwert dës Mini-Revisioun dann nach Zäit ze gewannen, fir da bis 2014 an eng Situatioun ze kommen, wou da méi vun deene Substanzen evaluéiert wieren, fir se kënnen zouzeloossen oder eben net.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären - dat ass hei nach guer net gesot ginn -, während mir also haut hei iwwert dëse Projet de loi schwätzen, geschitt haut, um Dag vun haut genau datselwecht am Europaparlament, an zwar an der Environnementskommissioun vum Europaparlament. Do si se amgaang haut ze diskutéieren iwwer eng nei EU-Biocide-Direktiv, déi d'Kommissioun d'lescht Joer virgeluecht huet an déi zënter sechs Méint diskutéiert gëtt an déi haut an der Environnementskommissioun diskutéiert gëtt, mat ronn 500 Amendementer, déi do virleien, fir dee virleienden Entworf vun der Kommissioun entweder ze verbesseren oder en ze verwässeren.

Et ass d'Situatioun wéi et hei ass, dat heescht, mir diskutéieren hei iwwer eppes, wou schonn op deem aneren Niveau, an Europa, amgaang ass iwwer eppes anescht, iwwer eppes Neies diskutéiert ze ginn. Ech wäert zum Schluss vu menger Interventioun nach eng Kéier op déi Situatioun am Europaparlament zréckkommen an och do eng Motioun virleeën, déi deen neie Prozess vun deem, wat dat am Europaparlament ugeet... An där Motioun wäert ech déi wichtegst Inhalter dovunner a Kritiken dorunner festhalen.

Mä, wa mer eis awer e wéineg seriö huelen hei an dëser Chamber, da muss ee vläicht awer hei an dësem Kontext och soen, datt mer heiansdo ganz feierlech iwwert de Subsidiaritéitsprinzip schwätzen, deen also déi national Parlamenter misst an den Développement vun esou Direktiven, an d'Diskussioune vun esou Direktive mat abannen. Hei gesinn ech, datt ech dat elo hei erzielen, datt do eppes Neies amgaang ass sech ze entwécklen, dat soll nächste Mount, am Juni, definitiv am Europaparlament nei ofgestëmmt ginn. Mir hunn awer hei emol nach net driwwer diskutéiert.

Awer, Dir Dammen an Dir Hären, no deene groussen Theorien e puer praktesch Beispiller vläicht iwwer just e puer vun deene Biociden, déi och op der Annex 1 vun deenen no 1998 EU-wäit zougeloossene Stoffer - déi dorobber figuréieren - an déi mer a Lëtzebuerger Haiser bei Analysen, déi tëschent 2004 an 2007 gemaach gi sinn, och erëmfannen. An net nëmmen an Haiser, mä och an öffentleche Gebaier, heiansdo a Schoulen an heiansdo a Crèchen. Et si virun allem chemesch Substanze wéi Pentachlorphenol, Metoxichlor, Diclofluanid a virun allem Permethrin an Teppecher, Miwwelen an esou virun.

Permethrin, zum Beispill, a ronn 33% vun den analyséierten Haiser. An där Zäit sinn et der bestëmmt 1.500 gewiescht, déi an deenen dräi Joer do ënnersicht gi sinn. Pentachlorphenol nach ëmmer an 10 bis 11% vun dësen Haiser, an esou virun. A fir just kuerz op déi méiglech neurotoxesch an immunotoxesch Risike vun esou Substanzen hinzeweisen, wéilt ech aus enger gängeger toxikologescher Fachbroschür just e puer Belaaschtungen zitéieren, an e puer Symptomer zitéieren, déi duerch esou Substanze kënne kommen.

Ech zitéieren dat op Däitsch aus enger däitscher Broschür: „Rasche Ermüdbarkeit, Schwächegefühle, verminderte Konzentrationsfähigkeit, Gedächtnisprobleme, Kopfschmerzen, Magen-Darm-Schmerzen, Infekthäufungen, Nebenhöhleninfektionen, Schleimhautreizungen, depressive Verstimmung, Ängste, Schlafstörungen". An ech kéint virufueren, et sinn der nämlech nach eng ganz Rei.

Oft ass et jo esou hei am Land, net nëmmen hei am Land, mä och am Ausland, wou Hausanalyse gemaach ginn, datt dat jo geschitt op Wonsch vun Dokteren, déi dann esou Analysen ufroen, fir eben eppes iwwer méiglech Ursaache vun de Symptome vun hire Patienten, ob Erwuessener oder krank Kanner, erauszefannen.

Dir Dammen an Dir Hären, vun deenen honnerten oder dausende Biociden, déi an den europäesche Länner um Marché a Produiten oder och a Sprayen enthale sinn, wéilt ech just elo déi zwee erausgräifen, déi am heefegsten a Lëtzebuerger Wunnengen oder öffentleche Gebaier enthale sinn, zum Beispill also de Pentachlorphenol. Do muss ee wëssen - dat ass eng ganz cocasse Situatioun -, de Pentachlorphenol ass an der Landwirtschaft als Pestizid verbueden. An der Biocide-Richtlinn vun 1998 gëtt en, ech zitéieren: „nicht erfasst", dat heescht, en ass net verbueden, dat heescht, datt dann déi national Regelunge gëllen.

Nom Holzschutzmëttel-Skandal gouf dee Stoff Pentachlorphenol an Däitschland, an ufanks vun den 90er Joren och hei zu Lëtzebuerg an an e puer anere Länner, verbueden. En ass hei verbueden. Trotzdeem fanne mer dës héichgefëierlech Substanz, wéi scho gesot, a ronn 10 bis 11% vun den analyséierten Haiser erëm, well leider zum Beispill verschidde méi südeuropäesch Länner Schief oder Lieder-Canapéen domadder weider däerfen traitéieren, an dann och heihinner exportéieren, esou datt mer se dann awer erëm eng Kéier hei an eisen Haiser erëmfannen. Schief a Lieder-Canapéë beispillsweis, datt déi mat Pentachlorphenol nach ëmmer traitéiert sinn.

Nach méi e groussen Duercherneen a méi cocasse ass d'Situatioun mam Permethrin. Permethrin, deen noweisbar persistent an neurotoxesch ass, an dee mer a villen Haiser, mä zum Beispill och, Dir Dammen an Dir Hären, an eisem Teppech hei vun der Chamber erëmfannen.

(Hilarité)

An do ass d'Situatioun elo ganz cocasse. Wéi deen Teppech viru ronn zéng Joer - War et esou, virun zéng Joer ongefëier? - geluecht ginn ass, do war Permethrin offiziell net verbueden. Et war awer virdru scho gewarnt ginn. Ier e geluecht ginn ass, war awer hei an deem Haus gewarnt gi virun deem Permethrin. Nach läit den Tapis do, mä e gëllt an der bestehender Biocide-Richtlinn vun 2008 an hiren Annexen, ech zitéieren: „ab dem 22.8.2008 nicht aufgenommen". Dat heescht, am Prinzip net méi zougelooss! Ab dem 22.8.2008 hätt also, där europäescher Biocide-Richtlinn no, keen Tapis mat Permethrin-Behandlung hei méi däerfe geluecht ginn.

Net nëmmen net zougelooss méi, mä et ass net nëmmen e Problem vun deem Teppech, well wann Der elo erausgitt an Dir gitt elo an eng Gäertnerei oder Dir gitt an de fräien Handel dohinner, an eng ganz Rëtsch vu Geschäfter, da kënnt Der do nach ëmmer Pyrethroid-Produkter a Spraye kafen, an deenen awer Permethrin dran ass, obschonn en am Fong net méi - no der europäescher Richtlinn - zougelooss ass. Dat just fir ze weisen, wéi intransparent - wéi absolut intransparent - déi Situatioun do ass.

Madame Mergen, Dir hutt mat Recht gesot, datt et am Fong traureg wier, datt 1998 en Aarbechtsprogramm opgestallt ginn ass, fir déi gängegst, déi schlëmmste Pestiziden, Biociden ze ënnersichen. Leider si mer haut nach ëmmer net esou wäit. An elo brauche mer nach véier Joer an et ass net sécher, ob an deenen nächste véier Joer dann eng seriös toxesch Evaluatioun wierklech wäert geschéien. Ech hu ganz grouss Zweifelen drun, datt dat soll geschéien. '98 an där Direktiv stoung eng ganz Rei vu schéine Prinzipien dran, wann et dann awer ëm d'Realitéit geet an ëm d'Kontroll vun der Realitéit, da gesäit dat alles komplett aneschters aus.

Ech hat virdrun, Dir Dammen an Dir Hären, gesot, datt ech am leschten Deel vu menger Interventioun géif zréckkommen op eng Motioun un d'Regierung, déi ech hei wäert presentéieren, just well déi Situatioun elo esou ass, datt am Europaparlament - an der Environnementskommissioun an am Juli am Europaparlament insgesamt - schonn eng nei EU-Direktiv iwwert d'Biocidë soll ofgestëmmt ginn. Ech hat gesot kritt, am Moment géif gestridden - 500 Amendementer -, fir engersäits sech ze verbesseren am Sënn vun Ëmwelt a Gesondheet, just anerersäits hu mer awer och Verwässerungsamendementer.

Mir sinn der Meenung, nodeems mer dat gekuckt hunn, datt dat, wat op jidde Fall elo um Dësch läit vun der Kommissioun als Text, keng wesentlech Verbesserung wäert brénge par rapport zu där aktuell bestehender Direktiv. Ganz einfach, well nach ëmmer - leider, aus eiser Vue - EU-Binnemarchésargumenter a reng Wirtschaftsargumenter Virrang behalen, och an deem neien Entworf, par rapport zu engem preventive gesondheetleche Verbraucherschutz an och par rapport zu Ëmwelt- a Gewässerschutz. Dofir hunn ech eng Motioun gemaach - dofir hu mer als gréng eng Motioun hei presentéiert -, déi ech lech heimadder ofginn, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- la propose du 12 juin 2009 de la Commission européenne pour une nouvelle directive concernant les procédures d'autorisation et d'utilisation des biocides;

- que la propose en question aspire principalement à une simplification de la procédure de mise sur le marché européen des biocides sans considération suffisante et équilibrée de la protection de la santé humaine et de l'environnement;

- les débats actuels à la Commission de l'Environnement du Parlement européen ainsi que le vote final y prévu en plénière pour juillet 2010;

- l'avis important des gouvernements nationaux en ce qui concerne la définition de nouvelles politiques en matière de biocides;

- l'importance et la responsabilité des Ministres de l'environnement et de la santé en relation avec la protection de la santé, de l'environnement et des consommateurs;

- le manque de transparence et d'information des consommateurs concernant les procédures d'autorisation des biocides présents actuellement sur le marché et leur toxicité pour la santé humaine ou l'environnement;

- le nombre important de biocides encore autorisés dans différents pays européens dont la toxicité est pourtant fortement présumée ou avérée, ansi que les scandales passés ou récents autour de certaines substances biocides;

- les milliers d'accidents survenus par an dans différents pays européens dus à l'utilisation inadéquate de certains biocides et notamment de la perméthrine;

- les risques nouveaux potentiels liés à la nouvelle génération de nano-biocides tel le nano-argent;

- les avertissements du SCENIHR (Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks) de la Commission européenne concernant les risques de développement de résistances aux antibiotiques par l'emploi massif de biocides désinfectants;

- que les risques neurotoxiques et immunotoxiques des biocides restent largement sousestimés ainsi que les effets combinés de l'utilisation simultanée de différents biocides;

- que les risques spéciaux pour femmes enceintes, fétus, bébés et enfants ne sont pas suffisamment pris en compte;

- que la plupart des biocides sont superflus et peuvent être remplacés par des produits biologiques voire par des mesures physiques;

- l'importance du principe de précaution et de substitution en cette matière afin de prévenir des problèmes environnementaux et des problèmes de santé;

invite le Gouvernement

- à participer activement à l'élaboration d'une procédure et de critères scientifiques clairs et transparents permettant d'autoriser ou non les substances en question;

- à œuvrer au niveau européen pour renforcer de manière globale le principe de précaution et de substitution dans le nouveau projet de directive afin de protéger la santé humaine et animale et l'environnement des effets nocifs des biocides;

- à s'engager en faveur du maintien d'interdictions déjà existantes de biocides et en faveur du retrait du marché d'autres substances hautement problématiques;

- à exiger le maintien de la publication des accidents impliquant des biocides;

- à œuvrer pour une meilleure protection des consommateurs et dans ce sens pour un meilleur contrôle des biocides présents dans les produits ainsi que pour l'introduction d'un étiquetage clair;

- à œuvrer pour une suspension temporaire de l'autorisation de mise sur le marché des nano-biocides aussi longtemps que leur innocuité n'est pas prouvée;

- à exiger plus de transparence de la part des industries productrices de biocides quant au partage de données, la recherche, la gestion des risques et l'information sur les alternatives possibles;

- à exiger au niveau européen le renforcement de la recherche en faveur de produits ou de méthodes de substitution moins problématiques;

- à agir en faveur d'une interdiction des produits biocides problématiques dans les écoles, les crèches et les structures d'accueil pour bébés et enfants.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Do gi mer an enger ganzer Rei vu Considéranten an op dës Situatioun, wou beispillsweis - e klengt Beispill nëmmen - den offizielle Berodungsgremium vun der Kommissioun, vun der DG SANCO, de SCENIHR - esou heescht dee Comité - souguer warnt virun Désinfectanten, datt ze vill Désinfectantë géifen agesat ginn an datt dat kéint zu Antibiotikaresistenzen am Gesondheetswiese féieren, fir nëmmen dat klengt Beispill erauszehuelen.

Mir warnen hei an de Considérantë beispillsweis virun deenen neie Biociden, déi aus Nano-Sëlwer bestinn oder déi Nano-Biocidë sinn, vun deenen nach vill manner gewosst ass.

M. le Président.- Här Huss, Dir misst awer elo wierklech lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Aus deene Considératiounen an anere fuerdere mer also d'Regierung op - an dat ginn ech Iech dann domadder of -, sech mat dëser Fro intensiv ze beschäftegen a virun allem sech ze beschäftege mat engem seriöse Précautiounsprinzip an enger um Substitutiounsprinzip orientéierter Haltung an dëser Fro.

Mir menge virun allem, datt et wichteg ass, Informatiounen ze liwweren, fir datt d'Leit net Problemer domadder kréien. Mir mengen, datt d'Regierung sech sollt um europäeschen Niveau asetzen, fir datt mer eng seriös Biocide-Richtlinn kréien, déi de Schutz vu Mënsch, Natur a Gewässer ka garantéieren.

Hei ass déi Motioun, Här President.

Ech wollt awer ofschléissend soen, datt mer natierlech vun deem, wat ech hei gesot hunn… Well all déi Lacunen einfach bestinn - mir hunn näischt géint de Prinzip vun deenen Direktiven, mä well all déi Lacunë bestinn an och net behuewe gi sinn an och weider net wäerte behuewe ginn -, kënne mir dat hei leider net matstëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Huss. An elo kritt nach als leschten agedroene Riedner d'Wuert den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, fir d'éischt der Madame Dall'Agnol e schéine Merci fir den expliziten Deel, déi eis gesot huet, wat Biozide sinn a wat Pestizide sinn. Ech wéilt elo gären hinzufügen, dass de Kierper net ënnerscheede kann, ob et Bioziden oder Pestizide sinn. Dem Kierper ass et total egal. En däerf a mengen Aen net a Kontakt mat esou Substanze kommen, well soss gëtt e krank.

Ech wëll elo gär weiderfueren hei a komplementär zum Här Huss elo nach aner Aussoen hei maachen. Mir wëssen alleguerten, dass d'Leit dobaussen net wëssen, wat Biozide sinn. Si ginn an de Buttek a si kafen a si sinn der Meenung, déi Produkter si gutt. Bon, wat kann een do maachen? Ech mengen, do kann ee guer näischt maachen. Et muss een einfach informéieren, mä dat geet net duer. Ech mengen, do muss ee schonn e gewëssent Insider-Wëssen hunn, fir ze wëssen, wéi schro dass déi Medikamenter sinn.

Mir sinn an enger Gesellschaft, wou mir chemikaliséiert sinn: Mir hunn C-Waffen an der Hand - C-Waffen, chemesch Waffen - a mir wëssen et net. Si sinn zwar e bësse manner staark wéi déi originell C-Waffen. Awer trotzdeem, si stamen alleguerten dovunner of.

Wa mer vu Biozide schwätzen, musse mer fir d'éischt soen: Wou ginn déi Bioziden hin? Déi Desinfektiounsmëttelen, wou ginn déi hin? Ma déi ginn natierlech an d'Ofwaasser. Ofwaasser, dat heescht: Mir kréien Halogenen, mir kréie Phenolen an d'Ofwaasser, d'Kläranlagen, déi schalten aus, a mir kréien dann enorm Gëftstoffer an d'Gewässer, an d'Séien an an d'Baachen. Mir hu jo e Beispill, et ass dat vum PCB, Polychlorbiphenyl, dee mer hei an eise Baachen hunn. Déi wäiss Fësch si voller PCB. Do muss ee wëssen, dass dat Produkt scho virun zéng Joer, an der Stockholmer Konventioun 2001, verbuede ginn ass. An trotzdeem fanne mir nach dee PCB an eise Flëss. Den Halbzäitwäert vum Ofbau vun deem Produkt, deen ass ongefeier zéng Joer: an de Flëss, am Buedem, awer och am Kierper.

Do muss ee sech iergendwéi Gedanke maachen. Mir mussen an déi gréng Well eragoen. An ech mengen, mir hunn hei am Land d'Possibilitéit, d'Méiglechkeet fir d'Uni anzeschalten. Ech wier der Meenung an ech si sécher, dass, wa mer da kéinten d'Uni aschalten, mer kéinte Bioziden op Naturbasis schafen an alleguerten déi chemesch Bioziden, déi mer elo hunn, einfach eliminéieren.

Ech wéilt awer och gär, wann ech vun Desinfektiounsmëttele schwätzen, op een Aspekt vum alldeegleche Liewen hiweisen, an dat sinn d'Kosmetika. Ech weess, Dir Dammen an Dir Hären, et gi vill Kosmetika gebraucht an do bezuele mer ganz, ganz vill Suen. Mä wat ass an deene Kosmetika dran?

Ech wëll Iech elo keng Angscht maachen. Mä op jidde Fall, Dir Dammen an Dir Hären, do ass einfach den Offall vun der Industrie dran. Et deet mer leed. Ech kéint Iech hei an Zäit vun 20 Minutte beweisen, awéifern dass Der a Gefor kommt, wann Der Kosmetika gebraucht. Also, ech iwwerdreiwen hei net. Mä gleeft mir, verschidde Kosmetika sinn extrem toxesch. Et sinn emol net déi Produkter, déi dra sinn: Mä déi Produkter kréie Kombinatiounen an der Haut an et gëtt Formaldehyd produzéiert, an der Haut! Do gëtt Formaldehyd produzéiert an deen ass extrem, extrem gëfteg.

Ech hale léiwer domadder op. Ech wëll Iech keng Angscht maachen. Mä passt op,…

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Dat war net schlecht.

M. Jean Colombera *(ADR).*- ...wann der eng Kéier op Kosmetika zréck wëllt gräifen, da wann ech gelift op Naturkosmetika, an näischt aneschters.

Ech wéilt gär elo e bëssen déi Racinë vun deene Bioziden a vun de Pestiziden erläuteren. Mir ginn zréck an d'Joer 1936. Do hat eng Kéier de Gerhard Schrader e Planzeschutzmëttel wëllen entwéckelen an en ass net dozou komm. En huet den Tabun entwéckelt, en ass bal dru gestuerwen. An d'Wehrmacht, déi ass dunn hellhöreg ginn, do huet se d'IG-Farben ugestallt fir Nervegëftmëttelen ze fabrizéieren, well deemools jo Krich war. Et si véier Acteuren. Véier Chercheure sinn do benannt ginn: De Schrader mam Ufanksbuschstaf „S", den Ambros, Ufanksbuschstaf „A", de Rüdiger, Ufanksbuschstaf „R", an de Linde, den zweeten an drëtte Buschstaf „IN": Sarin. Sarin, dat war dat gréisst toxescht Gëft, wat do war. Ech erënneren Iech un Tokio, un de Metro - néng Doudeger -, d'Aum-Sekt, da wësst Der jo Bescheed.

Duerno ass de Soman entwéckelt ginn, an esou virun, an déi Mëttelen do, déi sinn net gebraucht ginn, déi sinn einfach gelagert ginn an der Ostsee, an der Nordsee, an déi sinn haut nach do dran. Déi Behälter, déi si porös. Wa mer elo an nächster Zäit..., déi Behälter, wann déi porös sinn an déi Gëfter kommen eraus, dann hu mer Problemer mam Fëschbestand a mir kréie méi eng grouss Katastroph wéi elo am Golf vu Mexiko. Gleeft mer dat, et ass enorm geféierlech.

Wann ech elo wéilt vu Krankheete schwätzen, do kann ee soen, et gëtt akut Krankheeten, et gëtt subakut Krankheeten an et gëtt chronesch Krankheeten. Et ass ganz einfach, fir eng akut Krankheet ze kréien: Wann ee mat engem Pestizid befall ass, da reagéiert de Kierper. Wéi reagéiert en? Mä e scheet aus: mat engem Duerchfall, mat Iwwerginn, mat enger Hypersalivatioun, mat enger Hypersudatioun, mat Krämp, Beklemmung. D'Nues fänkt un ze lafen, d'Ae fänken un ze lafen. Dann ass et héich Zäit, da muss ee mam Antidote erbäikommen. Do muss een Atropin hunn, fir den Acetylcholin, deen do entstanen ass, ze bremsen.

Bon, dat sinn déi akut Fäll. Mä net jidderee kritt dat. Déi subakut Fäll, dat ass wann Der eng Kéier sonndes schéint Wieder hutt, Dir iesst gutt, iergendwéi sinn do e puer Insekten an der Loft, e puer Mécken, an Dir fänkt un ze sprëtzen. An owes kritt Der dann den Duerchfall, iwwergitt Der Iech. Da kënnt den Dokter an et weess kee Bescheed. Da soe se alleguerten, jo d'Iesse war net gutt.

Mir hunn awer déi chronesch Krankheeten, an dat ass dat allerschlëmmst. A vu chronesche Krankheeten, do ass natierlech eng ganz Panoplie. An do, déi chronesch Krankheeten, déi musse mer haut bezuelen, déi kréie mer net an de Grapp. Do gëtt et Parkinson, do gëtt et Alzheimer, Sclérose en plaques, Multiple sclérose a Kriibs. An dat sinn eis Engagementer fir d'Zukunft. Mir mussen onbedéngt déi Bioziden, déi Pestiziden an de Grëff kréien, soss kréie mer ëmmer méi chronesch Krankheeten, a mir sinn elo haut scho bei eent op dräi Kriibskranken.

Dat ass dat wat mer musse verhënneren. An ech kann Iech garantéieren, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer jiddwerengem hei eng Analys géife maachen, mer géife bei jiddwerengem DDT fannen, bei jiddwerengem PCB, bei jiddwerengem Permethrin, bei jiddwerengem Lindan - an ech fuere virun…

(Interruption)

Bei jiddwerengem, soen ech. Net bei engem eenzelnen. Also mir selwer sinn elo schonn iergendwéi intoxikéiert. Bon, de Lindan ass verbuede ginn an der Landwirtschaft. Wat gesi mer? Wann d'Kanner Lais hunn, kréie se e Produkt mat Lindan. Dat ka jo net sinn. Okay, ech wëll gär ophalen.

Här President, ech gesinn hei, meng Zäit leeft of. Mir kënnen dëse Projet net matstëmmen. Mir wäerten en net matstëmmen, well en ebe Gefore fir d'Gesondheet mat sech brëngt.

Ech fannen et net an der Rei wann ee Produkt vum Minister oder vun der Kommissioun als gëfteg erkläert gëtt, dass deejéinegen, deen d'Produkt op de Maart bruecht huet, nach sechs Méint duerno kann dat Produkt verkafen, bis säi Stock eidel ass.

(Interruption)

Dat kann net sinn. Do musse mer Nee soen.

Une voix.- Richteg!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Dir Dammen, Dir Hären, huelt e bësse Courage. Versicht, déi Saach eng Kéier nozedenken. Mir sinn hei an enger ganz geféierlecher Situatioun. Esou kënne mer net weider fueren. Mir kréie chronesch Krankheeten, sou vill wéi mer der wëllen.

Mat dësem leschte Wuert soen ech hei: Vun eiser Säit aus wäerte mer, wéi gesot, dee Projet hei net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. An elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo. Ech wëll de Minister och ganz frëndlech drop opmierksam maachen, datt e 15 Minutten zegutt huet. An ech wär em ganz dankbar, wann e sech och haut géif u seng Zäit halen. Ech soen am Viraus Merci.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech wäert net méi iwwerzéie wéi meng zwee Virriedner!

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Här Minister, Är Zäit leeft schonn!

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Soulaang wéi Der mer net sot, Här President, dass meng Zäit ofgelaf ass, ass alles an der Rei.

(Interruptions)

Jo, ech hunn 38 Dingschtjoren.

(Hilarité et interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech berouegen de President direkt, ech wäert meng Riedezäit de Mëtten net voll ausnotzen. Ech wëll dat kompenséieren, wat ech gëschter iwwerzunn hunn.

(Brouhaha)

Dat wär eng Prozedur mat där ech ganz gutt kéint liewen, well et gëtt heiansdo Dossieren, do ass e bësse méi derzou ze soen. Aner Dossieren, do ass scho vill derzou gesot, zu deem ech mech kann, wat de Prinzip ugeet, ralliéieren.

Ech wëll just drop hiweisen, dass dat hei, wéi esou oft, net eng eesäiteg Approche erlaabt. Dass d'Visée vun där Direktiv, déi d'Basis ass vun deem Gesetz iwwert dat mer hei schwätzen, eng ass, déi op där enger Säit Biociden net wëllt onméiglech maachen, mä op där anerer Säit d'Zil huet fir de Konsument vis-à-vis vun Excèsen a vis-à-vis vu schlechte Biociden ze schützen.

Et ass och net esou, dass een eesäiteg ka soen, Biocidë missten total fort vum Maart, Biocidë misst een an d'Dreckskëscht geheien, well wann een iwwer Biocidë schwätzt, da muss ee kucken, wou déi Biociden zum Asaz kommen. An do ass et sécher net esou evident, dass een an allen Hinsichte ka soen, et kënnt een ouni jeeglech Biociden aus.

Dat wier selbstverständlech wënschenswäert. Wann Ersatzproduiten do sinn, déi d'selwecht wierksam sinn an déi net d'Nodeeler hu vun enger Rei vu Biociden, mä et muss ee sech ëmmer am Hannerkapp halen, dass déi Biociden och agesat gi fir eng Rei vun zum Deel méi héije Risikoen ze minimiséieren, well se agesat ginn an deene verschiddenste Beräicher.

Dir wësst jo och, dass se zum Asaz kommen an der Industrie, a ville Secteure vun der Industrie, dass se an der Industrie alimentaire zum Asaz kommen, dass se an der Agriculture zum Asaz kommen, dass se an eisem Secteur, am Secteur vun der Santé zum Asaz kommen, a Spideeler, an Altersheimer, a Piscinen, a Lieux publics, an de Gemengen, wou heiansdo effektiv net ze ënnerschätzend Ustiechungsrisiken do sinn, wann een déi Ustiechungsrisiken net besäitegt. Am Secteur vétérinaire kommen d'Biociden zum Asaz an am Rahme vun der Bekämpfung vu Parasite respektiv am Botzberäich, am Hygiènesberäich komme se zum Asaz.

Selbstverständlech och doheem. An et ass ganz richteg, ech wëll dat ënnersträichen, dass ech 100%eg hannerun deem sti wat d'Martine Stein-Mergen, wat de Muck Huss a wat och d'Rapportrice, d'Madame Dall'Agnol richteg gesot hunn, dass ee soll probéieren, esou wéineg wéi méiglech vun deene Substanzen ze gebrauchen. A wann ee se gebraucht, à bon escient se anzesetzen.

Dat setzt awer viraus, dass een d'Qualitéiten an d'Gefore vun deene Biocidë kennt. An do ass selbstverständlech nach, och wann ee mengt, dass ganz schlëmmer net méi do sinn, Nachholbedarf, an et ass wichteg, dass een d'Leit doriwwer informéiert. Dofir sinn esou Débate wéi de Mëtten, och wann ee ka soen, dass mer eigentlech nëmmen ee klengt Gesetz hei hunn, dat eng Iwwergangszäit verlängert oder eng Iwwergangszäit iwwerhaapt erëm méiglech mécht, ass esou eng Debatt wéi déi hei wichteg fir d'Sensibiliséierung no baussen ze maachen.

Dass d'Leit sech bewosst ginn, dass wa se zum Beispill sech während dem ganze Summer deene Pastillen aussetzen, wou se d'Moustiquë wëlle futti dermat maachen, dass wann eppes Moustiquë futti mécht an ee sech selwer deem iwwer länger Zäitpunkten aussetzt, ouni Aératioun, ouni näischt, dass dat net inoffensiv ass fir seng eege Gesondheet. A wann een et selwer scho probéiert huet bei deene Pastillen do, wann ee selwer deem laang ausgesat war, da kann een e Liddchen dervu päifen, dass ee sech iergendwéi e bësse méi speziell dee Moien duerno fillt. Et ass een zwar net gepickt ginn, mä et spiert een awer den Androck vun deene Substanzen, déi fräigesat gi sinn.

Duerfir soll een heiansdo oppassen, dass een net mat Kanounen op Spatze schéisst an ouni Rücksicht op Verloschter fir sech selwer a fir seng Ëmgebung déi chemesch Keul asetzt. Well dat ass et en fait.

Dat gesot mengen ech ass dat Gesetz hei noutwendeg gewiescht. An egal wéi een elo zu der Thematik steet, well d'Démarche eng richteg ass. Et soll ee sech d'Méiglechkeet gi fir déi Substanzen, déi am Moment um Maart sinn, genee ze analyséieren a kucken, dass ee se opgrond vu wëssenschaftleche Kritären zouléisst oder net zouléisst.

Wa mer déi Démarche do net hunn, wa mer einfach géife soen, mir maachen dat heiten net, da kënne mer zwar de Kapp an de Sand stiechen, mä dat hënnert awer net drun, dass déi Substanze weider um Maart sinn. A bei engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, dat net déi Servicer huet wéi aner Länner - mir gräifen do op den Know-how vun anere Länner zréck -, wär d'Gefor do, dass mer entweder duerch den Approvisionnement an anere Länner, wann een déi dote Barrière net huet, oder duerch eng Iwwerschwemmung vum Lëtzebuerger Maart sech där Gefor géif aussetzen.

Hei ass wéinstens eng Démarche, déi, mengen ech, richteg ass. A wann ech mech gutt erënnere kann, hate mer virun enger Rei vu Joren - ech mengen et war 2002 - eng ähnlech Diskussioun, wou ee gemëschte Gefiller hat. Ech ka mech erënneren, dass de Kolleeg Huss sech deemools enthalen huet. Ech ka mech un deeselwechten Dialog vum Kolleeg Jean Colombera erënneren. An och den deemolege Minister huet gesot, dass e Versteesdemech hätt fir déi Suergen, déi do sinn.

Ech kann Iech soen, dass mer an der Zwëschenzäit zu Bréissel vun der Santé, vun der Agriculture an och vun der Protection du consommateur esou opgestallt sinn, dass mer net méi hannert dem Zuch hierlafen. Mir hunn engagéiert Leit op der Plaz, déi d'Dossiere vun der Comitologie bis zum Virentworf, an da vum Entworf bis zur Diskussioun am Conseil, an herno am Europaparlament verfollegen.

Mir hunn ëmmer déiselwecht Attitüd; déi, déi dem Principe de précaution entsprécht. Mir gehéieren ëmmer zu deene Länner, déi am virsiichtegste sinn, wann et drëm geet esou Substanzen zouzeloossen, déi net bis an dat Lescht erprouft sinn. A mir wäerten och esou weiderfueren.

Ech mengen, dass mer dat heite Gesetz sollen haut de Mëtte stëmmen, dass mer eis an den europäesche Gremie fir dat sollen asetzen, wat am Här Huss senger Motioun dragehalen ass. Ech muss Iech soen, wat d'Haaptfuerderungen ugeet, déi kann

ech ënnerschreiwen. Ech géif soen, dass domat den Här Huss oppen Diere bei eis astéisst.

Ech géif d'Motioun sënngeméiss unhuelen. Ech hunn allerdéngs Problemer mat enger Rei vu Considéranten. Ech hu Problemer mat enger Rei vun Opfuerderungen, well ech d'Tragweit vun deenen eenzelnen Opfuerderungen elo net direkt gesinn. An ech géif dofir entweder proposéieren, wann den Här Huss insistéiert, dass mer haut doriwwer ofstëmmen, da misst ech soe mir kënne se net unhuelen.

Wann den Här Huss awer dermat d'accord ass, dass mer se nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren an dass mer déi Haaptelementer dann entweder nach eng Kéier hei diskutéieren oder mer eis engagéieren déi an der Prozedur zu Bréissel mat op de Wee ze huelen, géif ech em also un d'Häerz leeën, dass een net soll insistéiere fir elo ofzestëmmen, well d'Stoussrichtung a mengen Aen déi richteg ass, mä een nach eng Kéier muss a Rou doriwwer diskutéieren, well et vill där Considéranten a vill där Opfuerderunge sinn.

Dat gesot, géif ech Iech Merci soe fir Är Opmierksamkeet an dem President mellen, dass ech fënnef vu menge siwe Minutten, déi ech gëschter iwwerzunn hunn, récupéréiert hunn.

Villmools Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech soen Iech Merci, Här Di Bartolomeo. Et waren der zwar gëschter iwwer aacht, mä…

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dat war, well Dir mech e puermol ënnerbrach hat.

M. le Président.- …Dir hutt der trotzdeem elo emol fënnef guttgemaach. Et sinn der also nach dräi opzehuele fir d'nächst Kéier.

Domadder wäre mer och um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Projet a mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Den Här Huss huet nach eppes ze soen.

M. le Président.- Jo, mir kommen duerno zu der Motioun. Fir d'éischt de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass ugeholl mat 47 Jo-Stëmme géint 11 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), M. Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jean Colombera), Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn elo nach hei eng Motioun vum Här Huss. Wann ech richteg verstanen hunn, proposéiert de Minister hei, datt mer déi Motioun nach eng Kéier an déi zoustänneg Kommissioun ginn. Ech géif also do derzou d'Meenung vum Auteur vun der Motioun wëllen héieren.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Jo, Här President, selbstverständlech sinn ech d'accord, datt mer se nach eng Kéier an d'Kommissioun huelen. Well et ass evident, ech wëll kee mat Fuerderungen oder mat Considéranten hei iwwert den Dësch zéien. Dat soll jiddweree kënne seriö liesen an da solle mer dat an der Kommissioun diskutéieren a se dann eventuell nach eng Kéier hei op den Ordre du jour zréckbréngen.

M. le Président.- Okay. Merci. Domadder wär dann déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

Mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 8., 9. an 10. Juni. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)

Sommaire des séances publiques N^os^ 31, 32 et 33

Dépôt d'un projet de loi page 413

Communications page 413

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 413

Ordre du jour pages 413-414

Dépôt d'une résolution par M. Jean Huss page 414

Ordre du jour (suite) page 414

Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de l'avenir de notre place financière

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la régulation des marchés financiers et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières

et

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV sur le contrôle des politiques budgétaires nationales par la soumission des projets de budgets des pays européens à un contrôle ou une concertation ex ante au niveau européen pages 414-429

Débat d'orientation sur la réforme du système de pension pages 430-442

Ordre du jour page 442

Résolution de M. Jean Huss relative à l'attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla» pages 443-445

Question avec débat N°11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza» page 445

5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore pages 445-446
page 448

6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck pages 447-448

6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire pages 448-450

6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants pages 450-452

6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides pages 452-456

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0474	Viviane Loschetter	Apprentissage
0487	François Bausch et Henri Kox	Évaluation des aides fiscales aux entreprises
0495	François Bausch	Remboursement d'impôts pour personnes physiques
0499	Jean Colombera	Reclassements et pensions d'invalidité
0530	Marc Angel	Retard du décompte d'impôts pour les frontaliers licenciés
0533	André Bauler	Discipline dans les lycées et les écoles fondamentales
0538	André Hoffmann	Recettes supplémentaires par la fiscalité
0547	Jacques-Yves Henckes	Implantation d'entreprises étrangères
0556	Fernand Kartheiser	Étude comparative sur les salaires dans la fonction publique
0562	Gilles Roth	Imposition du forfait d'éducation
0566	Marc Spautz	Prévention en matière de santé
0579	Gilles Roth	Répartition de l'impôt commercial communal
0581	Jean Colombera	Grippe H1/N1- Évaluation
0585	Jean Colombera	Maisons médicales
0589	Roger Negri	Ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange
0590	Emile Eicher, Ali Kaes et Jean-Paul Schaaf	Ligne ferroviaire du Nord
0596	Claude Haagen	Énergie renouvelable
0599	Ben Fayot	Renouvellement du permis de conduire
0601	Jean Colombera	Loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide
0602	Jean Colombera	Test VIH
0605	Henri Kox	Décision française de supprimer la procédure d'enquête publique pour les demandes d'accroissement des rejets radioactifs et chimiques et des prélèvements d'eau des installations nucléaires
0606	Félix Braz et Jean Huss	Répartition des pharmacies à Esch-sur-Alzette
0609	Claudia Dall'Agnol	Conférence ministérielle européenne sur l'intégration des immigrants
0611	Ben Fayot	Deuxième génération du «Système d'Information Schengen» (SIS II)
0612	Ben Fayot	Session du Conseil JAI du 23 avril 2010 à Bruxelles
0613	Carlo Wagner	Réforme de la nomenclature dentaire
0614	Viviane Loschetter et Paul Helminger	Évolution d'un projet d'école bilingue
0615	Félix Braz	Birmanie
0618	Fernand Kartheiser	Conséquences pour le Luxembourg de l'instabilité institutionnelle en Belgique
0619	Fernand Kartheiser	Réunion informelle sur le Moyen-Orient au Château de Senningen
0623 cf. 0663	Jean Colombera	Aides pour le secteur agricole
0624	Camille Gira	Désignation d'un responsable du dossier «chasse» au sein de l'Administration de la Nature et des Forêts
0627	Jean Colombera	Vente libre de médicaments
0628	Marc Spautz	Nouveau format des permis de conduire
0630	Jean Colombera	Rapport «State of the World's Mothers»
0631	Fernand Kartheiser	Carte d'identité pour les citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger
0633	Marcel Oberweis	Participation du Luxembourg à un projet de parc éolien «offshore» en Mer du Nord
0634	Marc Spautz	Passeport énergétique
0635	Jacques-Yves Henckes	Cour de récréation d'un lycée utilisée comme parking
0636	Sylvie Andrich-Duval	Passeport énergétique
0638	Jean Colombera	Chiropratique
0640	Jean Colombera	Fautes professionnelles - Responsabilité
0642	Emile Eicher, Ali Kaes, Mill Majerus et Jean-Paul Schaaf	Trafic sur la N7
0647	Marc Spautz	Assurance accident
0649	Jean Colombera	«Code de Déontologie» dans le domaine de la recherche
0650	André Bauler	Expertise sur les relations entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et la Philharmonie Luxembourg
0652	André Bauler	Télétravail
0657	Jean Colombera	Études internationales sur le Luxembourg
0663 cf. 0623	Fernand Etgen	Situation du secteur agricole

Question 0474 (23.2.2010) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant l'**apprentissage:**

Les élèves voulant poursuivre des études menant au certificat d'initiation technique et professionnelle (CITP) ou au certificat de capacité manuelle (CCM) sont tenus de présenter une demande d'admission auprès d'une commission spéciale spécifique à chacune des deux filières d'apprentissage.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir des précisions de la part de Madame la Ministre:

1. Quel est le nombre d'élèves qui ont introduit une demande d'admission pour la formation CCM et CITP en 2009? Combien de demandes ont été avisées positivement?

2. Quel est le nombre de postes d'apprentissage déclarés disponibles auprès du service de l'orientation professionnelle de l'ADEM et correspondant à ces voies de formation?

3. Quelles perspectives sont offertes aux élèves qui ont terminé leur scolarité obligatoire et qui ne trouvent pas de postes d'apprentissage dans les voies de formation CCM ou CITP?

Réponse (25.3.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1.

712 demandes d'admission ont été introduites pour une formation CCM. 707 demandes ont été avisées positivement.

771 demandes d'admission ont été introduites pour une formation CITP. 765 demandes ont été avisées positivement.

Total des demandes: 1.483

Total des admissions: 1.472

954 élèves ont introduit ces demandes, dont 518 (54,3%) ont introduit une demande CCM et une demande CITP.

Ad 2.

Au 31 décembre 2009, le nombre de postes d'apprentissage déclarés auprès du service de l'orientation professionnelle était de 142 pour les formations préparatoires au CCM et de 243 pour les formations préparatoires au CITP. 134 assignations ont été émises pour les formations préparatoires au CCM et 210 pour les formations préparatoires au CITP.

41 places d'apprentissage déclarées n'ont pas été satisfaites, dont huit pour une formation CCM et 33 pour une formation CITP.

Depuis la rentrée 2009/2010, 137 élèves ont obtenu un nouveau poste d'apprentissage pour une formation CCM et 248 élèves ont obtenu un nouveau poste d'apprentissage pour une formation CITP.

Ad 3.

Les élèves qui n'ont pas trouvé de patron formateur dans le cadre des formations préparatoires au CCM et au CITP, seront orientés vers les classes d'orientation et d'initiation professionnelles organisées dans huit lycées techniques (LTC, LTE, LTEtt, LTJB, LTMA, LNB, NOSL, UELL) et les CNFPC à Esch-sur-Alzette et à Ettelbruck. Actuellement 404 élèves sont inscrits dans les classes d'orientation et d'initiation professionnelles. L'objectif de ces classes est le développement de compétences de base générales et professionnelles auprès des apprenants, afin que la transition vers le marché de l'emploi ou la formation professionnelle soit facilitée.

Question 0487 (2.3.2010) de **MM. François Bausch** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**évaluation des aides fiscales aux entreprises:**

La loi de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et la loi de l'impôt sur le revenu des collectivités offre une multitude de bonifications d'impôt et d'exemptions aux entreprises. Cette question parlementaire concerne notamment les aides suivantes:

1. Bonification d'impôt pour investissement (article 152bis L.I.R.)

2. Bonification d'impôt en cas d'embauche de chômeurs (loi du 24 décembre 1996 proscrite par la loi budgétaire 2009)

3. Bonification d'impôt pour formation continue (loi modifiée du 31 juillet 2006)

4. Réduction de l'impôt sur la fortune (paragraphe 8a L.I.F.)

5. Amortissement dégressif (article 32 L.I.R.)

6. Amortissement spécial (article 32bis L.I.R.)

7. Provision pour cessation d'entreprise (article 46 point 8 L.I.R.)

8. Transfert de plus-values réalisées sur certains actifs (article 54 L.I.R.)

9. Consolidation (Intégration) fiscale (article 164bis L.I.R.)

10. Exonération partielle des revenus dégagés par certains droits de propriété intellectuelle (article 50bis L.I.R., introduit par l'article 1er, 3° de la loi du 21 décembre 2007)

11. Certificat d'investissement en capital-risque (article VI de la loi du 22 décembre 1993, modifié par la loi du 21 décembre 2001)

12. Certificat d'investissement audiovisuel (loi du 21 décembre 1998 modifié par la loi du 21 décembre 2001 et du 8 juin 2007)

13. Dégrèvement fiscal pour le développement et la diversification économique (loi du 21 février 1997 portant modification de la loi du 27 juillet 1993)

14. Exemption pour le développement économique régional (loi du 15 juillet 2008)

En relation avec les aides énumérées ci-dessus, nous aimerions avoir les renseignements suivants:

- Est-ce que des évaluations régulières de différentes aides en relation avec leur application sont réalisées? Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre peut nous donner des informations en relation avec ces évaluations?

- À l'exception de l'aide n°6, qui avait fait l'objet de la question parlementaire N°0281 *(cf. compte rendu N°7/2009-2010)*, Monsieur le Ministre peut-il me donner des chiffres statistiques (nombre d'entreprises concernées par aide, exonération fiscale totale de chaque aide fiscale, nombre de chômeurs engagés pour l'aide

n°2) en relation avec les différentes aides susmentionnées pour les cinq dernières années?

Réponse (2.6.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les différentes mesures sont régulièrement évaluées de façon pratique lors des entretiens du Gouvernement avec les acteurs économiques. Il s'avère que ces mesures ont des effets positifs sur le développement de l'économie.

Une évaluation plus scientifique des différentes exemptions ou bonifications d'impôt s'avère être plus difficile et coûteuse. En effet, presque la totalité d'entre elles ne saurait être analysée de manière isolée vu qu'elles ne constituent qu'un élément parmi d'autres de mesures spécifiques introduites à des fins déterminées. Ainsi, et à titre d'exemple, la loi modifiée du 31 juillet 2006 dispose, entre autres, que les entreprises qui ont exposé des dépenses dans la formation professionnelle continue peuvent solliciter soit une aide directe de l'État, soit une bonification d'impôt pour formation continue. Ainsi, une évaluation de la seule bonification d'impôt pour formation continue ne semble être d'aucune valeur. En revanche, pour être significative, seule une évaluation complète de l'ensemble des mesures spécifiques encadrant un domaine donné est susceptible de produire des résultats probants.

Pour les mesures qui, a priori, ont uniquement un impact fiscal, comme par exemple la réduction de l'impôt sur la fortune ou la bonification d'impôt pour investissement, introduites pour renforcer la compétitivité des entreprises indigènes, une évaluation sérieuse s'avère pareillement difficile. Bien que les objectifs des deux mesures soient clairs, à savoir d'une part, inciter les entreprises à maintenir leurs fonds propres, voire les encourager à apporter des fonds supplémentaires en vue du développement des activités existantes ou d'activités nouvelles en réduisant l'imposition des fonds propres représentant en quelque sorte les outils de travail des entreprises et, d'autre part, favoriser l'acquisition d'installations modernes en octroyant une bonification d'impôt pour investissement, il n'en reste pas moins que sur base des seuls «déchets fiscaux» constatés, il est impossible de déterminer quels montants n'ont pas été distribués aux actionnaires grâce à l'introduction du paragraphe 8a L.I.F. ou quels investissements ont été avancés voire même ont pu être réalisés au Luxembourg en raison des dispositions de l'article 152bis L.I.R. Pour trouver une réponse à ces questions, il faudrait nécessairement faire une analyse détaillée du comportement des entreprises avant et après l'introduction de telles mesures d'incitation. En plus, pour être fiable, l'analyse devrait être effectuée au cours d'une période suffisamment longue.

L'exonération partielle des revenus dégagés par certains droits de propriété intellectuelle, ancrée dans l'article 50bis L.I.R., a été introduite à partir de l'année d'imposition 2008. À ce stade, toute évaluation de l'impact de cette mesure est ainsi prématurée.

En ce qui concerne les données statistiques annexées, il échet de souligner que celles-ci sont récoltées lors de l'établissement des impositions des contribuables. Il s'ensuit que seules les données des contribuables dont l'imposition d'une année déterminée à déjà été établie sont recensées.

Par ailleurs, les dispositions qui se déroulent dans le cadre de l'établissement du bilan commercial et qui n'entraînent pas de retraitement extracomptable ne sont pas saisissables. Ainsi, pour les mesures énoncées sous les points 5. à 8., qui ont toutes pour effet de différer le paiement de l'impôt dans le temps, l'Administration des Contributions directes ne dispose d'aucune donnée chiffrée, vu que lesdites mesures se reflètent uniquement au niveau des écritures comptables du bilan commercial et n'apparaissent pas en tant que tel sur les déclarations d'impôt des contribuables concernés. Hormis l'article 32bis L.I.R., l'application des autres dispositions ne nécessite par ailleurs pas le recours à des formalités spécifiques.

En ce qui concerne la loi du 15 juillet 2008 (aide à finalité régionale), il importe de préciser que cette loi se substitue en fait à la loi du 22 décembre 2000 (applicable à partir du 1er janvier 2000 jusqu'au 31 décembre 2006), qui elle, remplace les dispositions de l'article 5 concernant le régime d'aide régionale de la loi modifiée du 27 juillet 1993, ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale de l'économie. Dans la mesure où la loi du 15 juillet 2008 est applicable à partir du 9 août 2008, il est clair que des données fiables ne sauraient être fournies avant quelques années.

En matière de bonification d'impôt pour embauchage de chômeurs, seuls les montants déductibles de la cote d'impôt sont encodés lors de l'établissement des impositions, mais non pas le nombre de chômeurs donnant droit à ces déductions.

D'une manière générale, les montants des bonifications d'impôt saisis renseignent les montants auxquels les contribuables concernés ont droit, pourvu que l'impôt dû pour les années d'imposition concernées atteigne au moins ces montants. À défaut d'impôt suffisant, les bonifications en souffrance peuvent être déduites des dix années d'imposition subséquentes. Partant, il n'est pas clair si ces chiffres se répercuteront tous intégralement sur les rentrées fiscales de l'État.

(annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0495 (8.3.2010) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **remboursement d'impôts pour personnes physiques:**

Suivant l'article 153 de la loi de l'impôt sur le revenu, respectivement le paragraphe 153 de la loi «Abgabenordnung», le délai pendant lequel une personne physique peut demander le remboursement d'impôts sur base d'une déclaration d'impôts, n'est que de douze mois après la fin d'une l'année d'imposition. Ce délai, confirmé par jugement du Tribunal administratif, est également pratiqué par l'Administration fiscale en cas de demande de remboursement de la retenue sur traitements et salaires - remboursements qui ne sont pas réalisés d'office.

En pratique, ce délai s'avère très court, surtout pour les jeunes contribuables ou jeunes ménages qui trop souvent sont mal informés et qui n'ont pas la possibilité, ni les moyens de se faire assister par une fiduciaire pour établir leurs déclarations d'impôts.

Sachant qu'en contrepartie, le délai légal que l'État se réserve pour fixer les impôts dus par les personnes physiques est de cinq années, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que le délai de douze mois pour demander un remboursement d'impôts sur le revenu des personnes physiques est suffisant? Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de légiférer à ce sujet?

- Est-ce que Monsieur le Ministre approuve que les remboursements de la retenue sur les traitements et salaires en faveur des personnes physiques devraient se faire d'office? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de légiférer à ce sujet? Dans la négative, quelle est l'argumentation du Ministère de ne pas procéder dans ce contexte au remboursement d'office?

Réponse (2.6.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En ce qui concerne le délai de remboursement d'impôts sur le revenu des personnes physiques, je me permets de rappeler que les délais à respecter par les contribuables pour la remise des déclarations fiscales sont régis par les dispositions inscrites au paragraphe 167 de la loi générale des impôts (AO). Pour les personnes physiques, ce délai est fixé au 31 mars de l'année qui suit l'année d'imposition. Sur demande motivée, et suivant le paragraphe 167, alinéa 4 de la loi générale des impôts (AO), ce délai peut être prolongé jusqu'au 30 juin de l'année qui suit l'année d'imposition et ce pour les déclarations fiscales à remettre par les personnes physiques.

En pratique, et afin de remémorer aux contribuables concernés l'oubli de la remise de la déclaration fiscale, des rappels sont envoyés fin septembre de l'année qui suit l'année d'imposition, accordant un délai ultime jusqu'à fin octobre. Par ce biais, les contribuables qui n'avaient pas encore l'occasion de remettre leur déclaration fiscale sont encouragés à le faire. Ainsi, étant donné que les déclarations pour l'impôt sur le revenu sont envoyées aux contribuables au début du mois de février, ceux-ci disposent en tout de presque onze mois pour l'introduction de leur déclaration d'impôt. Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les excédents de frais d'obtention et de dépenses spéciales, ainsi que les charges extraordinaires peuvent déjà être inscrits en déduction sur la fiche d'impôt en cours d'année.

Les contribuables qui ne sont habilités à remettre une déclaration pour l'impôt sur le revenu demandent la restitution éventuelle par une demande en décompte annuel en vertu de l'article 145 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), à introduire auprès d'un des bureaux de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires établis à Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Ettelbruck. Aux termes de l'article 17, alinéa 2 du règlement grand-ducal modifié du 9 mars 1992 portant exécution de l'article 145 L.I.R., la demande est à déposer au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle du décompte. La limite temporelle concernant l'introduction d'une telle demande fixée par le règlement susvisé s'aligne donc à la régie générale relative aux demandes en restitution ancrée au paragraphe 153 de la loi générale des impôts (AO). Dans certaines situations la compétence pour l'établissement du décompte annuel revient à l'employeur ou à la caisse de pension. Or, au cas ou le contribuable veut déduire un excédent de frais d'obtention et de dépenses spéciales ou de charges extraordinaires, ni l'employeur ni l'Administration des Contributions directes ne disposent de ces données nécessaires à l'exécution du décompte annuel. Un remboursement d'office ne serait donc pas approprié dans ce contexte.

Il n'est pas prévu actuellement de modifier les dispositions législatives afférentes.

Question 0499 (9.3.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **reclassements et pensions d'invalidité:**

Concernant la loi du 25 juillet 2002 sur l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle abrogée par la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Combien de reclassements externes et internes ont été réalisés jusqu'à aujourd'hui sous les deux régimes?

2) Combien de pensions d'invalidité complète ont été accordées jusqu'à aujourd'hui sous les deux régimes?

Réponse commune (18.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En application des dispositions légales applicables en matière d'incapacité de travail et de réinsertion professionnelle, les reclassements suivants ont été retenus par la Commission mixte:

Année:	internes	externes
2002	7	
2003	265	510
2004	331	693
2005	380	809
2006	400	902
2007	465	1.061
2008	564	1.147
2009	491	1.039
Total:	2.903	6.161
Total des décisions:		**9.064**

Comme les mesures de reclassement interviennent précisément en absence d'un droit à une pension d'invalidité, le volet 2) de la question paraît contradictoire.

Question 0530 (23.3.2010) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **retard du décompte d'impôts pour les frontaliers licenciés:**

Suite aux licenciements qui ont fait ravage ces derniers temps au sein des entreprises basées sur le territoire du Luxembourg, bon nombre de travailleurs frontaliers ont perdu leur emploi. Étant donné que les travailleurs en question sont soumis au régime d'imposition du Grand-Duché, ils ont le droit de demander un décompte des impôts.

À ce qu'il paraît, les cas dans lesquels les salariés frontaliers licenciés ne touchent l'argent découlant de leur décompte d'impôts qu'avec un retard assez important se multiplient. Il n'est pas rare que les personnes en question attendent huit mois et même plus avant de bénéficier de l'argent qui leur convient.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de ces retards? Dans l'affirmative, quelles sont les démarches qu'il envisage d'entreprendre pour accélérer le traitement des dossiers en question?

Réponse (2.6.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En vertu du principe de l'annualité de l'impôt, l'imposition et le décompte annuel portent sur une année d'imposition et ne peuvent être établis qu'après l'écoulement de l'année d'imposition en cause.

Partant, pour tous les contribuables, résidents ou frontaliers, il s'agit de réunir toutes les données nécessaires au décompte et relatives à l'année d'imposition révolue avant de pouvoir effectuer une éventuelle régularisation de l'impôt.

Les bureaux d'imposition procèdent généralement au décompte annuel ou à l'imposition par voie d'assiette suivant la date d'entrée, en traitant cependant de façon prioritaire les demandes ayant trait à une restitution d'impôts.

L'Administration des Contributions directes m'informe que ses services réservent une priorité aux demandes de remboursement d'impôts, mais il arrive que certains délais d'attente surviennent. Ainsi, pendant l'année 2009, les bureaux d'imposition de l'Administration des Contributions directes ont évacué un total de 171.506 impositions en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques, dont 116.402 au titre de l'année d'imposition 2008, et ont traité 33.667 demandes en décompte annuel qui sont presque toutes en relation avec l'année 2008. Parmi ces demandes en décompte annuel, 12.866 ont été formulées par des contribuables non résidents. Durant les trois premiers mois de l'année 2010, 1.925 impositions et 300 décomptes annuels relatifs à l'année d'imposition 2009 ont été effectués qui consistent exclusivement en des restitutions d'impôts.

Partageant les soucis exprimés dans la question parlementaire, j'ai invité l'Administration des Contributions directes à veiller à relativiser au maximum ces délais.

Question 0533 (24.3.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **discipline dans les lycées et les écoles fondamentales:**

Lors de la séance publique de la Chambre des Députés du 16 mars 2010, Madame la Ministre s'est plainte dans le contexte d'un débat sur les projets-pilotes dans notre système d'éducation des problèmes de discipline dans nos lycées et nos écoles fondamentales.

Les propos de Madame la Ministre m'amènent à formuler les questions suivantes:

- Est-il vrai que les problèmes de discipline prennent «des proportions alarmantes» dans l'ensemble des écoles et lycées?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'évolution du nombre de conseils de discipline dans nos lycées depuis 2004? Quelles sanctions ont été prises à l'égard des élèves concernés et quel en est l'effet?

- Quelles mesures ont été proposées pour encadrer les élèves qui sont auteurs d'agressions, voire de violence?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur l'encadrement éducatif et thérapeutique qu'elle se propose de mettre en place pour pallier ce problème inquiétant?

Réponse (1.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je souhaite préciser d'abord que le phénomène de la violence scolaire reflète l'état de notre société. La violence des adolescents n'est pas spécifique à l'école et elle ne peut être absorbée que par une démarche concertée des acteurs des organismes publics et privés concernés par le bien-être social, physique et psychique des enfants.

Le jeune violent exprime son mal-être qui, souvent, est un mode d'expression qui vise la communication face à l'autre que cet adolescent est incapable d'exprimer d'une autre façon. Quasiment toutes les écoles se voient confrontées à ce type d'élève qu'il importe d'encadrer d'une façon adéquate, de l'amener à reconnaître et à lénifier ses problèmes. Il convient de prévenir plutôt que de viser à résoudre le problème par une approche expiatrice.

Finalement, il convient de souligner que, plutôt que d'être trublions, les adolescents sont bien plus souvent victimes d'actes de violence. Il est prioritaire de protéger les adolescents contre les abus qui, souvent, ne sont pas commis par d'autres adolescents mais par des adultes de leur entourage.

Le rôle de l'école est surtout de protéger les élèves et de prévenir les actes de violence.

Mes réponses aux questions de l'honorable Député sont les suivantes:

1. Les problèmes de discipline dans les lycées

J'ai parlé de situation alarmante dans le contexte très précis de l'école fondamentale. Mes paroles faisant partie de la réponse que j'ai fournie à la Chambre des Députés le 16 mars 2010 à une question avec débat concernant l'école de recherche «Eis Schoul»:

«Ech wollt eppes zur Gewalt an de Schoule soen. Ech hunn elo an deem leschte Joer vill Kontakter mat Grondschoulen, (…) Ech hunn den Tour gemaach duerch all d'Arrondissementer. An eppes, wat mech immens erféiert, dat sinn déi Berichter, déi ech kréie vu klenge Kanner an der Spillschoul, an ënneschte Klassen an der Primärschoul, déi immens gewalttäteg sinn, also, déi ganz Klassesäll futtischloen, déi d'Personal, d'Joffer schloen, déi aner Kanner schloen.

An dat ass net méi en isoléierte Phenomeen.» *(cf. compte rendu N°9/2009-2010)*

Nous ne disposons pas de statistiques concernant les problèmes de violence pour l'enseignement fondamental.

Par contre, le relevé des infractions graves au postprimaire permet de constater que le nombre de ce type d'infractions augmente.

2. L'évolution du nombre de conseils de discipline dans les lycées

Dans un lycée, les infractions graves sont portées devant le conseil de discipline du lycée qui prend soit la décision de renvoyer définitivement l'élève, soit de le renvoyer devant le conseil de classe qui siège alors en matière disciplinaire. Il convient de préciser que, si l'élève en obligation scolaire est renvoyé d'un lycée, le directeur doit veiller à ce qu'il soit inscrit à un autre établissement.

Ces infractions et procédures ne sont pas répertoriées dans un fichier central; j'ai demandé aux directeurs de m'en communiquer le relevé et les nombres qui suivent résultent des renseignements qu'ils m'ont fournis.

Voici le nombre de conseils de discipline qui ont eu lieu depuis septembre 2006 dans les lycées, et le nombre de renvois qui y ont été prononcés:

- En 2009-2010: 118 conseils de discipline, 96 renvois définitifs (situation vers la mi-avril)

- En 2008-2009: 147 conseils de discipline, 112 renvois définitifs

- En 2007-2008: 125 conseils de discipline, 94 renvois définitifs

- En 2006-2007: 102 conseils de discipline, 81 renvois définitifs

En juin 2006, la réponse de la Ministre à la question parlementaire N°1102 de Monsieur le Député Claude Adam *(cf. compte rendu N°14/2005-2006)* retint qu'il y avait eu en deux années scolaires 140 conseils de discipline qui avaient sanctionné 79 élèves par le renvoi définitif. Pour 2004-2005 et 2005-2006 il y avait donc une moyenne de 70 conseils de discipline et de 40 renvois définitifs par année scolaire.

En 2003, la réponse à la question N°2138 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes *(cf. compte rendu N°16/2002-2003)* précisa qu'il y avait eu en 2001-2002 et 2002-2003 un total de 80 conseils de discipline pour cause de violence, donc 40 par année.

3. Les mesures qui ont été prises

Dans tous les cas, les victimes comme les fauteurs sont pris en charge par les services compétents, les équipes multiprofessionnelles à l'enseignement fondamental, le Service de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) à l'enseignement secondaire, qui les guident au besoin vers les services compétents des communes, du Ministère de la Famille ou du Ministre de la Santé. Si la gravité des voies de fait le justifie, le Ministère public régionalement compétent en est informé.

Au niveau des lycées, les SPOS interviennent avec un concept Coolness-Training et Anti-Gewalt-Training développé par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) pour les lycées le plus touchés par le phénomène de la violence. Ce concept prévoit au niveau de la prévention l'organisation d'ateliers pour élèves et la prise en charge d'élèves devenus auteurs de violence ainsi que le travail avec les victimes de tels actes.

Pour l'année scolaire 2008-2009, le CPOS est directement intervenu pour 253 élèves concernés avec des conseils psychologiques, des suivis psychologiques et des psychothérapies. En outre, ce service a traité une vingtaine de dossiers pour gérer des situations scolaires problématiques d'élèves.

Pour un relevé plus détaillé des mesures prises dans les lycées, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire N°0817 que m'avait posée en décembre 2005 Madame la Députée Claudia Dall'Agnol *(cf. compte rendu N°7/2005-2006)*.

Pour les mesures proposées concernant les élèves de l'enseignement fondamental, je me réfère aux réponses que j'avais données le 16 mars:

«Wa kleng Kanner esou agressiv sinn, dann ass dat jo net, well se…, dann ass et, well se net anescht kënnen. Déi hu Comportementsschwieregkeeten. (…) Mir sinn zesummen amgaangen, mam Ministère de la Famille a mat der Santé, dass mer net nëmmen de schoulesche Volet do musse kucken, mä och deen therapeuteschen. Dass een deene Kanner muss eng Hëllefstellung ginn a se zäitweis eventuell aus der Schoul eraushuelen. (…) Mä ech denken, dass mer Strukture brauchen, wou souwuel déi schoulesch wéi deen therapeutesche Volet fir déi Kanner do gerecht zesummegesat ginn.» *(cf. compte rendu N°9/2009-2010)*

4. L'encadrement éducatif et thérapeutique

Il est certain que le Grand-Duché manque à cet effet de structures adéquates pour des enfants ou adolescents à troubles du comportement ou à traits psychotiques.

Le Gouvernement vise à développer l'offre notamment pour ce qui est des centres de propédeutique professionnelle, des ateliers de l'éducation différenciée, des services de pédopsychiatrie et de psychiatrie juvénile dans les hôpitaux.

Dans les écoles fondamentales et les structures d'accueil des enfants, il importe d'améliorer l'accueil et l'encadrement des élèves concernés, ce qui, pour l'enseignement fondamental, est en train d'être réalisé grâce à la mise en place des équipes multiprofessionnelles pour chacun des 20 arrondissements scolaires.

Question 0538 (25.3.2010) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant les **recettes supplémentaires par la fiscalité:**

Monsieur le Premier Ministre a récemment déclaré que, pour atteindre l'équilibre budgétaire de l'État, il faudrait fixer l'impôt de solidarité à 13%, et Monsieur le Ministre des Finances a précisé d'autre part qu'un relèvement de 1% du taux marginal maximal de l'impôt sur le revenu engendrerait une recette supplémentaire de 39 millions d'euros. Je suppose que ces calculs précis se sont basés sur les revenus actuels.

Monsieur le Ministre pourra-t-il répondre avec la même précision aux questions suivantes:

1. Quelle serait la recette supplémentaire avec un taux marginal maximal de 48% (aujourd'hui avec 38% inférieur à celui de nos pays voisins)?

2. Quelle serait la recette supplémentaire avec un taux marginal maximal de 56%, qui était jadis en vigueur?

3. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les données de l'étude «Paying Taxes 2010» publiée par la Banque mondiale et PricewaterhouseCoopers, indiquant que le taux réel d'imposition des entreprises au Luxembourg («Total Tax Rate» - contributions sociales incluses) est de loin le plus bas de l'Union européenne et l'un des plus bas du monde?

4. Si oui, peut-on conclure qu'un relèvement du taux de l'impôt sur le revenu des collectivités à 25% (+ 4%) serait encore largement compatible avec la «compétitivité» fiscale de nos entreprises?

5. Quelle serait la recette supplémentaire engendrée par un tel relèvement?

Réponse (2.6.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Une augmentation des impôts, telle que suggérée dans la question parlementaire, conduirait théoriquement à une recette supplémentaire. Toutefois, le Gouvernement estime que ces calculs sont très théoriques, alors qu'une augmentation si massive des impôts conduirait à une délocalisation des activités économiques, notamment du secteur financier, avec une perte considérable d'emplois et, par conséquent, de recettes fiscales.

Question 0547 (31.3.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**implantation d'entreprises étrangères:**

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur communique régulièrement à la Chambre le calendrier de ses déplacements à l'étranger.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1. Combien d'entreprises étrangères nouvelles se sont implantées au Luxembourg suite à ces déplacements?

2. Quelle est leur origine géographique?

3. Combien d'emplois nouveaux ont été annoncés lors de la présentation de ces entreprises?

4. Combien d'emplois effectifs en ont-ils résulté à la fin de la phase de démarrage?

5. Combien de salariés ces sociétés emploient-elles actuellement?

6. Quel est le montant des aides directes et indirectes que l'État a accordé à ces entreprises?

Réponse (28.5.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Jacques-Yves Henckes, je souhaite renvoyer à mon discours en date du 1er mai 2010 que j'ai tenu à Shanghai à l'occasion de l'ouverture de notre pavillon à l'exposition universelle, discours qui a également été retransmis le même jour lors de l'ouverture de la foire de printemps à la Luxexpo.

D'emblée, je tiens à souligner que les résultats des missions que j'effectue ne peuvent être comptabilisés en chiffres. Il serait prétentieux de prétendre que toute nouvelle implantation serait exclusivement le résultat direct de mes missions de prospection.

Souvent ces missions se font dans un cadre de négociations confidentielles et ne sont pas toujours ponctuées par une conférence de presse. Ce qui peut commencer par une simple structure financière peut rapidement évoluer vers un quartier général, des activités de gestion financière ou de recherche ou vers une plateforme logistique.

Ensuite, les contacts avec les entreprises étrangères permettent de sauvegarder des activités à Luxembourg ou d'étendre l'activité d'une entreprise déjà présente dans notre pays.

D'autres missions créent des emplois de manière indirecte. Le développement du Grand-Duché en tant que place de gestion financière stimule les activités des prestataires de services, tels que des cabinets d'audit et de conseil, des fiscalistes et avocats, sans oublier tous les secteurs de services plus éloignés, tels que l'hôtellerie, la restauration et le commerce.

Je ne m'aventurerais donc à avancer des chiffres et des statistiques ni sur le nombre des entreprises «démarchés» et l'emploi que ces implantations nouvelles génèrent ni sur les emplois sauvegardés à la suite de ces missions.

Pour répondre à la question relative à l'origine géographique des entreprises convoitées, il me faut brièvement décrire les différents types de missions.

Il y a d'abord les missions pour lesquelles je suis accompagné par une petite équipe de conseillers en vue de discussions très ciblées avec des interlocuteurs identifiés au préalable. Le succès de ces missions n'est pas immédiat et repose sur les relations de confiance que l'on établit sur base de contacts suivis.

Ne pouvant être partout, j'ai décidé de concentrer ces missions sur les États-Unis, la Russie, l'Italie du Nord, Israël et, pour les investissements financiers, les pays du Golfe arabe.

Le choix des États-Unis est justifié par l'impérieuse nécessité de privilégier les contacts avec les firmes américaines déjà implantées chez nous et la force exportatrice des investissements américains dans les secteurs de pointe comme, par exemple, les technologies de la santé. Le développement de ce secteur au Luxembourg s'est fait grâce aux contacts et avec la coopération de chercheurs et entrepreneurs américains.

En Russie, nos efforts ont permis d'asseoir une notoriété certaine de la marque «Luxembourg». Les projets naissent, créent de la valeur, contribuent à des recettes fiscales et à la création d'emplois. Les noms Sistema, Gazprombank, MMK, Severstal, Alfa et EVRAZ et d'autres ne sont certes pas encore bien connus du grand public luxembourgeois, mais ils gagnent rapidement du terrain.

Quant à l'Italie du Nord, elle est depuis longtemps une source d'investissements à destination de notre pays. Comme mes prédécesseurs, je maintiens le contact avec un grand nombre de PME, souvent des entreprises familiales, qui cherchent à s'implanter de l'autre côté des Alpes pour mieux servir les marchés français, allemand et du Benelux.

Pour l'État d'Israël plaide le niveau très performant du système d'éducation et une politique de valorisation de la recherche académique, le nombre impressionnant de projets d'entreprises et de startups. La neutralité commerciale et le passé historique rendent notre pays attrayant pour les hommes et les femmes d'affaires israéliens.

Quant au pays du Golfe arabe, impossible pour nous de rester à l'écart du dynamisme affiché par l'une des régions les plus riches du monde. Le potentiel de cette région tirée par ses ressources énergétiques génère des ressources financières auxquelles notre place financière ne saurait être indifférente.

La deuxième catégorie de missions ciblées vise surtout des marchés à haut potentiel, mais qui sont difficiles pour des raisons diverses. Le public cible sont les entreprises, grandes ou petites, qui disposent d'une expérience confirmée dans le commerce international.

Enfin, la troisième catégorie sont les missions «grand public» et les visites d'État qui permettent d'aborder des marchés cibles à haut potentiel. C'est ainsi que nous nous rendons régulièrement en Chine et en Inde pour faire participer les entreprises luxembourgeoises au développement époustouflant de ces deux moteurs économiques du monde de demain.

Ces délégations offrent un cadre organisé aux entreprises qui souhaitent faire leurs premiers pas sur un marché lointain, à un prix abordable. D'autres, plus confirmées, profitent de la visibilité qu'offre la présence d'un membre de la famille grand-ducale ou d'un membre du Gouvernement.

Ensemble avec nos partenaires de la Chambre de Commerce, nous offrons des services individualisés de recherche de partenaires commerciaux locaux, des séances d'information sur les pratiques commerciales et les tendances économiques, des réceptions visant à soigner des clients existants et finalement aussi un forum pour faire des contacts au sein de la délégation luxembourgeoise.

Question 0556 (2.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**étude comparative sur les salaires dans la fonction publique:**

Déjà avant les élections législatives de 2009, le Gouvernement avait fait établir une étude comparative sur les salaires dans la fonction publique. Cette étude devait servir de base aux négociations devant aboutir à une révision des salaires dans le secteur public. Contrairement à ce qui avait été annoncé, cette étude n'a, à ce jour, pas encore été publiée.

Il se trouve toutefois que cette étude doit être considérée comme élément important pour l'appréciation des propositions faites par le Gouvernement pour le secteur public et les négociations entre celui-ci et les syndicats de la fonction publique.

Dès lors, il serait important de faire publier, dans un souci de transparence, ladite étude.

- Par conséquent, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de la Fonction publique s'il voudrait publier cette étude et, si oui, s'il pourrait déjà l'annexer a sa réponse.

Réponse (14.6.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire N°0556 du 2 avril 2010, l'honorable Député Monsieur Fernand Kartheiser pose la question de la publication de l'étude générale sur les traitements, élaborée à la demande du Gouvernement précédent avant les élections législatives de 2009.

En réponse permettez-moi de vous confirmer d'abord que le Gouvernement actuel a effectivement élaboré ses propositions de réformes en matière salariale et statutaire en se basant sur les travaux de la Commission d'experts chargée par le Gouvernement précédent d'effectuer cette étude générale sur les traitements. J'ajoute que pour le moment ces propositions se trouvent en phase de négociation avec les partenaires sociaux, phase pendant laquelle le Gouvernement n'entend pas publier l'étude.

Question 0562 (8.4.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**imposition du forfait d'éducation:**

Il s'avère que les contribuables détenteurs d'une deuxième fiche d'impôt se voient appliquer un impôt de 12% sur le forfait d'éducation sans qu'il ne leur soit appliqué une déduction pour frais d'obtention. Cela étant, les contribuables concernés paient 12% de 300 euros, soit 36 euros d'impôt de trop, à moins de déposer une déclaration d'impôt.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille:

- Quels sont les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre afin d'assurer une imposition correcte du forfait d'éducation dès son paiement par le Fonds national de Solidarité?

Réponse commune (15.6.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'honorable Député constate que le forfait annuel pour frais d'obtention n'est pas mis en compte lors de l'imposition du forfait éducation payé par le Fonds national de Solidarité et demande à connaître les raisons de cette omission.

L'article 18 du règlement grand-ducal modifié du 9 avril 1974 relatif à la détermination de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions dispose que: «Lorsqu'une personne cumule seule ou ensemble avec le conjoint imposable collectivement avec elle soit un ou plusieurs salaires avec une ou plusieurs pensions, soit uniquement plusieurs pensions, le taux ou les taux de retenue réduits en vertu de l'article 15 (du même règlement) sont fixés d'office par l'administration.»

En cas de paiement du forfait éducation, l'Administration des Contributions directes vérifie dans le chef de chaque bénéficiaire concerné, si un taux d'imposition réduit est à inscrire sur la fiche de retenue d'impôt ou si le taux plein de 12% doit y figurer. Lors de la détermination de ce taux d'imposition, en application des dispositions de l'article 15 du règlement précité, il est tenu compte du forfait pour frais d'obtention.

Un éventuel redressement de l'impôt retenu se fait, soit par décompte annuel en application des articles 15 et 19 du règlement grand-ducal du 9 mars 1992, portant exécution de l'article 145 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, soit par une imposition par voie d'assiette en application des dispositions de l'article 153 de la même loi.

Question 0566 (8.4.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **prévention en matière de santé:**

La Commission des questions sociales, de la santé et de la famille du Conseil de l'Europe est en train d'élaborer un rapport sur les politiques de prévention en matière de santé dans les États membres du Conseil de l'Europe.

Selon des statistiques de 2005 (Panorama de la santé 2007, OCDE) publiées dans un avant-projet dudit rapport, la part des dépenses publiques allouées à la prévention au Luxembourg est très faible et de loin en-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, à savoir 0,8 contre 3,1% des dépenses publiques de santé.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'on devrait investir davantage dans la prévention en la matière?

- Quelle est l'évolution de ces chiffres depuis 2005?

- Quel est le montant total consacré à la prévention?

Réponse (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Il m'importe tout d'abord de confirmer à l'honorable Parlementaire le rôle éminent, sinon prépondérant imparti au concept de promotion et de prévention dans le cadre de la politique poursuivie en matière de santé publique.

Ainsi, le programme gouvernemental de 2009 à 2014 reflète l'importance accrue qu'il accorde à ce concept.

Je voudrais citer quelques éléments clés consacrés à ce concept au niveau dudit programme.

«L'initiative 'Vers un Plan national Santé' sera résolument poursuivie. Elle compte sur la mobilisation de tous les acteurs, la création de réseaux et un partenariat sur le terrain. La santé est un thème transversal qui mérite sa place et son rôle dans toutes les politiques et dans tous les domaines d'une société moderne. (…)

Le Gouvernement poursuivra la mise en place, en collaboration avec la Caisse nationale de Santé et avec son soutien financier, d'un large éventail de mesures de prévention, de dépistage et de détection précoce de certaines maladies, de concert avec les médecins, les professionnels de la santé ainsi qu'avec les autres acteurs du terrain:

- un programme d'action, de prévention et de dépistage des facteurs de risque des maladies cardio- et cérébrovasculaires;

- un plan cancer et la mise en place d'un registre des cancers;

- un programme de mise à disposition gratuite de moyens contraceptifs;

- un programme de prévention et de prise en charge optimale du diabète;

- un programme de prévention et de dépistage précoce du cancer colorectal.

Bien entendu, les programmes ayant fait leurs preuves tels que:

- le programme mammographie;

- les campagnes de vaccination contre, entre autres, le «Human Papilloma Virus»;

- l'initiative «gesond iessen, méi bewegen»;

- la promotion de l'allaitement;

- le programme de sevrage tabagique

seront poursuivis. (…)

Le Gouvernement élaborera une loi-cadre de prévention de la santé tenant compte des spécificités entre hommes et femmes.»

L'exercice consistant à vouloir chiffrer le montant global des dépenses publiques en matière de prévention s'avère être extrêmement périlleux, ceci en raison de la composition très hétérogène de la nature même de ces dépenses. En effet, en dehors des mesures de prévention proprement dites, ces dépenses englobent également les dépenses de personnel respectivement de fonctionnement des services de l'État qui sont chargés de missions de prévention pris au sens large (médecine préventive, médecine scolaire, médecine de santé au travail, service audiophonologique, service orthoptique et pléoptique, programme mammographie...). D'ailleurs, certaines communes offrent également de telles missions de prévention. Il en va de même des services prestés dans le cadre de conventions conclues avec l'État et qui poursuivent une activité en matière de prévention (Ligue de prévention médico-sociale, Fondation luxembourgeoise contre le cancer…).

À cela s'ajoute que certaines dépenses en matière de prévention relèvent du budget d'autres départements ministériels (Éducation nationale, Famille...).

En raison du fait qu'il est dès lors extrêmement difficile de relever l'ensemble des dépenses en matière de prévention, les statistiques telles que celles publiées par l'OCDE pour l'année 2005, et auxquelles se réfère l'honorable Député, sont à nuancer en conséquence.

Il m'importe de relever qu'en chiffres absolus, le Luxembourg se situe à un niveau très élevé au niveau international en ce qui concerne la prévention.

En raison des éléments développés ci-dessus, les statistiques suivantes relatives au coût de la prévention sont communiquées à titre purement indicatif.

Le coût de la prévention depuis 2005

Type de prestation[1]	2006	2007	2008
Santé maternelle et infantile	1.646.503,0	1.655.455,6	2.440.597,6
Services de médecine scolaire	263.816,0	283.507,7	279.432,5
Prévention de maladies transmissibles	12.080.059,5	15.417.899,4	13.843.500,0
Prévention de maladies non transmissibles	12.572.430,3	14.635.663,7	15.816.632,8
Médecine du travail	4.671.379,0	4.753.434,7	4.902.455,3
Autres services de santé publique	775.232,2	656.666,1	895.218,9
Total	**31.945.555,3**	**37.402.627,2**	**38.177.837,0**

En ce qui concerne l'évolution du coût de la prévention des dépenses publiques totales, elle se présente comme suit (en %):

	2006	2007	2008
En % des dépenses publiques totales	1,8%	2,2%	2,1%

[1] La Santé maternelle et infantile couvre une large gamme de services de santé comme les consultations de génétique et de prévention de certaines anomalies congénitales, la surveillance médicale pré- et postnatale, les soins aux nourrissons, l'hygiène infantile (enfants scolarisés et d'âge préscolaire) et les vaccinations.

Les Services de médecine scolaire regroupent divers services d'éducation pour la santé et de dépistage, de prévention des maladies et de promotion de conditions de modes de vie sains dispensés dans les établissements scolaires.

La Prévention des maladies transmissibles couvre la surveillance et la déclaration de certaines maladies transmissibles et les enquêtes épidémiologiques sur ces maladies; identification des personnes susceptibles d'avoir été en contact avec l'agent infectieux et la recherche de l'origine de la maladie; la prévention de la tuberculose et la lutte antituberculeuse (y compris le dépistage systématique des groupes à haut risque); les programmes de vaccination/immunisation (obligatoire et volontaire); les vaccinations pratiquées dans le cadre de la protection maternelle et infantile. Sont exclues les vaccinations pratiquées dans le cadre de la médecine du travail, les vaccinations pratiquées à l'initiative du patient en vue d'un voyage et d'un séjour touristique.

La Prévention des maladies non transmissibles couvre les services d'éducation pour la santé, de prévention des maladies et de promotion de conditions et de modes de vie sains, dispensés notamment par les centres de surveillance épidémiologique et de lutte contre les maladies; sont inclus les programmes de prévention des risques et d'amélioration de la santé des populations même lorsqu'ils ne sont pas spécifiquement orientés vers les maladies transmissibles. Sont incluses les mesures de lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme et la toxicomanie, notamment campagnes anti-tabac; activités des assistants de service social; services fournis par les groupes d'entraide; éducation pour la santé et information du public sur des questions de santé; campagnes d'éducation pour la santé; campagnes de promotion d'une meilleure hygiène de vie, d'une sexualité sans risques, etc.; échanges d'informations, par exemple sur l'alcoolisme et la toxicomanie. Sont exclues la surveillance environnementale en santé publique et l'information du public sur l'état de l'environnement.

La Médecine du travail comprend une grande variété de services de santé comme la surveillance de la santé des travailleurs salariés (bilans médicaux systématiques) et les soins thérapeutiques (y compris services de soins d'urgence), dispensés dans les locaux ou à l'extérieur de l'entreprise (y compris administrations et institutions sans but lucratif au service des ménages).

Les autres services de santé publique comprennent toute une gamme de services de santé publique divers comme le fonctionnement et la gestion des banques de sang et d'organes ou les activités non classées ailleurs de préparation et de diffusion au public d'informations sur des questions de santé publique. Sont incluses: activités de surveillance de l'environnement dans une optique de santé publique et information du public sur l'état de l'environnement.

Question 0579 (12.4.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **répartition de l'impôt commercial communal:**

Il s'avère qu'au niveau de la répartition de l'impôt commercial communal entre les différentes communes du Grand-Duché, l'un des critères appliqués est le nombre de salariés ayant leur domicile fiscal sur le territoire de la commune respective et occupés auprès d'une exploitation passible de l'impôt commercial.

En vue de la répartition de l'impôt commercial perçu en 2009, le Gouvernement se réfère aux statistiques des salariés sur base du recensement du 15 octobre 2002.

J'aimerais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quels sont les motifs qui amènent le Gouvernement à se référer au niveau de ce critère de répartition à des statistiques datant de plus de huit ans au lieu de s'appuyer sur des données plus récentes?

- Le Gouvernement n'entend-il pas modifier la législation afférente sur ce point en supprimant au niveau de la répartition de l'impôt commercial communal la différence entre salariés du secteur privé et agents du secteur public?

Réponse (15.6.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Il y a lieu de préciser que lors de la ventilation de l'ICC la dernière série statistique disponible de la population de salariés d'entreprises assujetties à l'ICC est appliquée.

Cette statistique est établie par l'Administration des Contributions directes. La dernière statistique disponible est celle de l'année 2003 publiée au mémorial B n°14 du 20 février 2004.

En ce qui concerne le deuxième point de la question relatif à une modification de la législation en supprimant la différence entre salariés du secteur privé et agents du secteur public, il y a lieu de préciser que chaque modification ou chaque échange d'une clé de répartition (ventilation) de l'ICC contre une autre provoque des plus ou moins values de recettes plus ou moins importantes au niveau des revenus non affectés des communes. Une telle modification ne peut pas se faire sans l'accompagner par d'autres adaptations de paramètres relatifs à l'allocation de revenus non affectés aux communes afin de permettre aux communes de résorber financièrement les modifications.

Question 0581 (13.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **grippe H1N1-l'évaluation:**

Die H1N1-Epidemie hat nicht stattgefunden. Es wurden nichtsdestotrotz viele Ressourcen mobilisiert und die Impfkampagne hat eine beträchtliche Summe Geld gekostet.

In Frankreich wurde im Monat Februar eine Resolution im Parlament angenommen, um eine „Commission d'enquête" zum Thema H1N1-Grippe ins Leben zu rufen. Diese Untersuchungskommission hat sich zur Aufgabe gestellt, eine ganze Reihe offener Fragen zur Organisation und zum Ablauf der Impfkampagne abzuklären.

In Luxemburg war die Situation, was die Organisation, die Überzeugungsarbeit seitens des Ministeriums und die Resultate der Kampagne angeht (Quote der Impfungen, Ablauf der Kampagne, Organisationseffizienz, Kostenfragen...), ähnlich wie in Frankreich.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist es mit der Evaluation seitens des Ministeriums in Anbetracht der H1N1-Grippe?

2) Welche Lehren wurden aus dieser Kampagne gezogen? Was lief gut, was müsste nächstes Mal besser, gar anders gestaltet werden, um die angepeilten Ziele zu erreichen? Was waren die Hauptkritikpunkte?

3) Wie viel hat die Kampagne bis jetzt gekostet, aufgeteilt auf Material, Personal und Serviceleistungen? Wer zahlt welchen Anteil?

4) Wie viele Menschen wurden hierzulande mit dem H1N1-Virus angesteckt? Wie viele sind nachweislich an ihm gestorben?

5) Werden die Kontrakte mit den Pharmakonzernen offengelegt?

6) Was ist mit den ungebrauchten Impfdosen geschehen? Wo sind sie gelagert? Wann läuft das Verbrauchsdatum ab?

7) Wäre es nicht angebracht, den Verlauf der Impfkampagne durch eine nationale parlamentarische Untersuchungskommission beleuchten zu lassen?

Réponse commune (18.6.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das A/H1N1-Virus hat sich über die ganze Welt ausgebreitet, nicht als Epidemie, wie der ehrenwerte Abgeordnete wohl bemerkt, sondern laut Weltgesundheitsorganisation als sogenannte Pandemie.

Die Lage in Luxemburg wird ständig durch das Staatslaboratorium evaluiert, neu festgestellte Fälle mit A/H1N1-Erreger werden mitgeteilt.

Die Impfkampagne war logistisch sehr gut organisiert. Die Zusammenarbeit zwischen Gemeinden und staatlichen Instanzen war exemplarisch. Es konnten viele Freiwillige aus allen Bereichen mobilisiert werden, um die Kampagne durchzuziehen.

Ausgegeben wurden für Personalkosten ungefähr 564.418 €, für Material und Impfstoff etwa 1.808.732 €, für sonstige Dienstleistungen, wie etwa die der Gemeinden, zirka 425.830 €. Bis heute sind rund 33.000 Personen in Luxemburg geimpft worden. Diese Zahl liegt deutlich unter der bei saisonaler Grippe festgestellten Impfquote. Die Impfung ist jedoch noch nicht abgeschlossen. In der Tat lassen sich zurzeit noch vereinzelte Personen in Luxemburg gegen A/H1N1 impfen. Auch haben noch nicht alle Ärzte ihre Abrechnungen eingesandt, die es meinen Dienststellen erlauben, die Zahl der geimpften Personen zu erfassen.

Die im Labor nachgewiesenen Befunde für A/H1N1-Infektion belaufen sich in Luxemburg auf 2.098 Personen, daneben gibt es jedoch eine sehr viel höhere Dunkelziffer Infizierter. Nachweislich sind in Luxemburg drei Menschen an den Folgen dieser Grippe gestorben.

Nicht genutzte Dosen werden bei spezialisierten Firmen, getrennt als Erregerkonzentrat und Lösungsmittel mit Adjuvantien, gelagert. Das Ablaufdatum des Lösungsmittels ist verschieden von dem des Erregerkonzentrats. Das Lösungsmittel kann auch mit anderen Typen von Grippeviruskonzentraten verwendet werden. Das Erregerkonzentrat verfällt im August und September 2011, während das Lösungsmittel mit Adjuvantien ein viel längeres Verfallsdatum hat. Dieses wird regelmäßig nachgetestet und von der EMEA um ein Jahr verlängert.

Was den Einsatz der Rettungskräfte während der Impfkampagne anbelangt, gab es keinerlei Schwierigkeiten zu verzeichnen. Es muss jedoch darauf hingewiesen werden, dass diese Impfkampagne zeitlich begrenzt und in einer überschaubaren Zahl von Impfzentren stattfand.

Gemeinsam mit allen betroffenen Verwaltungen wird in den nächsten Wochen eine detaillierte Bilanz gezogen.

Auf europäischer Ebene wird diese Bilanz im Rahmen des informellen Gesundheitsministerrates Anfang Juli gezogen. Zu bemerken ist, dass Luxemburg sich von Anfang an für eine stärkere Zusammenarbeit auf europäischer Ebene eingesetzt hat. Dies gilt vor allem für die Verhandlungen mit der Pharmaindustrie.

Question 0585 (15.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **maisons médicales:**

Die Patienten sollen einen Mentalitätswandel anstreben und die Maisons médicales aufsuchen, so lautet der Wunsch des Gesundheitsministeriums. Man kann sich dennoch die Frage stellen, ob die Bevölkerung aufgrund der ihr vorliegenden Optionen von akuter Versorgung sich dennoch in allen Fällen für den Besuch einer Maison médicale entscheidet. Dies weil später im Anschluss an den Besuch der Maison médicale sowieso eine RX-Untersuchung oder eine andere diagnostische Maßnahme in einer diensthabenden Klinik ansteht oder weil das Symptom als ernster erachtet wird oder weil die diensttuende Klinik und die dort praktizierenden Ärzte die medizinischen Unterlagen des Patienten (aus früheren Hospitalisationen) aufbewahrt haben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was sind die genauen operativen Statistiken der Maisons médicales des Landes zum heutigen Zeitpunkt?

2) Wo können diese Statistiken von der interessierten Öffentlichkeit eingesehen werden?

3) Warum werden keine ICD-Kodierungen oder ICPC-Klassifizierungen bezüglich der in den Maisons médicales vorgefundenen Krankheitsbilder angefertigt?

4) Wie viele Male mussten Nutzer von Maisons médicales gleich nach dem Arztbesuch eine Klinik aufsuchen?

5) Wieso wird in Luxemburg noch kein nationales Triage-System beispielsweise nach dem Modell des portugiesischen SAUDE 24 oder des schottischen NHS 24 betrieben, wobei Patienten dann nach einer telefonischen Beratung in die für sie am besten geeignete Struktur orientiert werden können?

6) Gibt es eine offizielle Bedarfsanalyse, auf der die vergangenen und derzeitigen Überlegungen zum Aufbau von Maisons médicales und die Zusammenarbeit von Familienarztpraxen basieren?

Réponse (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les statistiques pour l'année 2009 en matière de fréquentation des maisons médicales se présentent comme suit:

	Patients vus	Visites	Consultations
Région Sud	9.345	3.621	5.724
Région Nord	8.797	2.749	6.048
Région Centre	11.869	4.297	7.548
Total Pays	**30.011**	**10.677 = 36%**	**19.320 = 64%**

Les maisons médicales, qui sont implantées dans chacune des trois régions hospitalières du pays et dont la mission consiste à assurer le service de remplacement en médecine générale, garantissent la continuité des soins des patients en dehors des heures d'ouverture du cabinet de leur médecin de famille.

Le triage des patients est effectué par les médecins du service de remplacement au même titre que le font les médecins dans leur pratique courante, soit par le premier contact téléphonique avec le patient lors d'une demande de visite, soit lors de la consultation dans la maison médicale ou dans leur cabinet. Un système de triage à un échelon supérieur devrait, le cas échéant, être mis en place par l'Administration des Services de Secours et impliquerait une dépense non négligeable pour l'État, avec des résultats toutefois hypothétiques.

Afin de ne pas surcharger la tâche des médecins du service de remplacement et dans l'optique de pouvoir juger du type de pathologies rencontrées, il a été jugé opportun de recourir aux codes de diagnostic déjà utilisés dans le cadre du constat d'incapacité de travail, et non pas aux systèmes de codification auxquels fait référence Monsieur le Député.

Question 0589 (16.4.2010) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange:**

En marge de la journée d'action européenne des syndicats du secteur ferroviaire, la désaffectation future de la ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange a été fortement critiquée. À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la fermeture de la ligne prémentionnée pour le trafic voyageur a été décidée?

- Dans l'affirmative: quels sont les arguments qui ont motivé cette décision? Quand est-ce qu'elle sortira ses effets?

- Comment une telle mesure s'intègre-t-elle dans une stratégie nationale qui vise à renforcer l'offre des transports publics dans le but d'atteindre un modal split de 75/25?

Réponse (28.5.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire N°589 du 16 avril 2010, l'honorable Député Roger Negri s'enquiert au sujet de la fermeture éventuelle de la ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange.

À l'instar d'une analyse détaillée des lignes de bus RGTR qui est actuellement en cours pour déceler les lignes à très faible occupation, le conseil d'administration des CFL a demandé à sa direction de faire une analyse similaire pour certaines lignes de train. En effet, il s'agit d'offrir un transport en commun efficient et correspondant à une véritable demande du public, tout en évitant des gaspillages de deniers publics en offrant des lignes à très faible occupation, voire à occupation inexistante.

Ainsi, il a été constaté que la ligne ferroviaire Noertzange-Rumelange souffre de la concurrence directe des autobus empruntant le même trajet mais avec une fréquence plus importante. De ce fait, les CFL ont dû noter une baisse considérable de fréquentation des trains sur cette ligne. Seulement 75 passagers sont enregistrés en moyenne par direction et par jour sur les 13 trains mis en exploitation, soit en moyenne moins de 6 passagers par train.

D'ailleurs, la suppression de cette ligne permettrait de réduire les coûts de quelque 1.300.000 euros par an à terme.

À noter cependant enfin qu'aucune décision n'a été prise à ce stade, de sorte qu'il n'existe pas encore de calendrier de mise en œuvre.

Question 0590 (16.4.2010) de **MM. Emile Eicher**, **Ali Kaes** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **ligne ferroviaire du Nord:**

La période législative précédente le Gouvernement avait annoncé une panoplie de mesures et de projets destinés à moderniser et ainsi augmenter l'attractivité de la ligne ferroviaire du Nord.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- La construction de la voie d'évitement à Michelau sera-t-elle construite comme annoncé pendant les années 2011/2012?

- Le Gouvernement a-t-il d'autres projets à l'étude pour des voies d'évitement sur certains tronçons entre les tunnels, comme par exemple entre Clervaux et Maulusmuehle?

- Le Gouvernement belge envisage-t-il d'investir dans le matériel ferroviaire et la ligne reliant Troisvierges et Liège?

- Quand le cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges du lundi au vendredi sera-t-il réalité?

- Quelles sont les raisons qui empêchent pour l'instant l'instauration du cadencement semi-horaire sur cette ligne ferroviaire?

Réponse (28.5.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leur question parlementaire N°0590 du 16 avril 2010, les honorables Députés Emile Eicher, Jean-Paul Schaaf et Ali Kaes s'enquièrent au sujet de la ligne ferroviaire du Nord.

En effet, l'on remarque tout d'abord que des études sont prévues en vue de la construction de voies d'évitement sur certains tronçons. La construction d'une voie d'évitement à la hauteur de l'arrêt Michelau fait partie de ces études et est actuellement prévue dans le programme décennal d'investissement du Fonds du rail.

En outre, il en ressort qu'INFRABEL est actuellement en cours de réaliser un programme d'investissement pour renouveler les infrastructures ferroviaires entre la frontière luxembourgeoise et Liège. Selon nos informations, la SNCB prévoit le remplacement du matériel roulant actuellement utilisé sur la relation Luxembourg-Liège par du matériel roulant plus récent et ceci à partir du mois de juin 2010, sans toutefois prévoir des investissements dans du matériel complètement nouveau pour cette ligne.

La ligne ferroviaire du Nord est actuellement desservie par quatre trains par heure sur le tronçon Luxembourg-Ettelbruck et par deux trains par heure sur les tronçons Ettelbruck-Kautenbach, Kautenbach-Wiltz et Diekirch-Ettelbruck. Le tronçon Kautenbach-Troisvierges est desservi par un train par heure, renforcé par des trains supplémentaires en heures de pointe du matin et soir.

L'instauration du cadencement semi-horaire, en combinaison avec le maintien du service actuel de Wiltz, poserait problème pour la fiabilité et la ponctualité du concept d'exploitation. Par ailleurs, la demande actuelle, avec ~20 montées/descentes en moyenne par train en dehors des heures de pointe au nord de Kautenbach, ne justifie guère un renforcement cadencé tout au long de la journée de cette desserte.

Question 0596 (21.4.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**énergie renouvelable:**

Le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables établit un cadre pour la promotion et le développement de la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. À l'article 2, point 6, les sources d'énergie renouvelables sont définies comme suit: «les sources d'énergie non fossiles renouvelables (énergie éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice, marémotrice et hydroélectrique, biomasse, gaz de décharge, gaz des stations d'épuration d'eaux usées et biogaz)».

Or, l'article 4 qui détermine les conditions d'éligibilité, ne mentionne que les sources d'énergie renouvelables suivantes: «1. énergie éolienne; 2. énergie solaire; 3. énergie hydroélectrique; 4. biogaz; 5. gaz des stations d'épuration d'eaux usées; 6. biomasse solide; 7. bois de rebut». Si l'on comprend que les énergies houlomotrice et marémotrice ne figurent pas sur la liste des sources énergétiques dont l'exploitation est subventionnée au Luxembourg, il en est tout autrement pour le gaz de décharge.

Il en résulte que l'électricité produite à partir des gaz de décharge du SIGRE ne bénéficie pas d'une rémunération de l'électricité injectée à même titre que la valorisation des autres sources d'énergie renouvelables énumérées à l'article 4 précité.

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer cette différenciation entre l'électricité produite à partir de gaz de décharge et celle provenant d'autres sources d'énergie renouvelables?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le règlement grand-ducal en question devrait être modifié afin d'inclure le gaz de décharge au niveau de l'article 4?

Réponse (1.6.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Haagen concernant la rémunération de l'électricité produite à partir de gaz de décharge, je puis vous communiquer les informations ci-après:

En mars 2007, le Gouvernement, représenté par son Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et son Ministre de l'Environnement, a présenté l'étude sur les sources d'énergie renouvelables au Luxembourg (LUXRES) qui a permis de dégager les grandes lignes d'une stratégie future de promotion des énergies renouvelables au Luxembourg.

Parallèlement, j'ai réformé la réglementation des tarifs d'injection pour l'électricité qui s'est largement basée sur les analyses et les conclusions de l'étude LUXRES. Le règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables (ci-après «Règlement») établit le cadre pour la promotion et le développement de la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les tarifs d'injection ont été déterminés dans l'optique d'une incitation adéquate pour les différentes catégories technologiques dans le domaine des énergies renouvelables et tiennent compte des aides à l'investissement accordées dans le cadre d'autres législations ou réglementations, tout en respectant le cas échéant les règles de cumul prévues dans le cadre européen en matière d'aides d'État.

Dans cette logique, le règlement fixe uniquement des tarifs d'injection pour des catégories technologiques pour lesquelles la fixation de tarifs d'injection est nécessaire et justifiable.

Dans le cadre de l'élaboration du règlement, les analyses économiques basées sur des installations types de chaque segment technologique ont cependant montré que les aides à l'investissement prévues par le Fonds pour la protection de l'environnement (placé sous l'autorité du Ministre du Développement durable et des Infrastructures) et accordées aux installations produisant de l'électricité à partir de gaz de décharge sont suffisantes, ensemble avec un prix d'électricité moyen de marché, pour garantir une exploitation économique des installations en question.

C'est ainsi que le règlement fait abstraction d'un tarif d'injection pour les installations à base de gaz de décharge. Sur base des éléments actuellement disponibles, je ne vois pas la nécessité d'introduire un tarif d'injection pour ces installations.

Question 0599 (21.4.2010) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **renouvellement du permis de conduire:**

Les conditions de renouvellement du permis de conduire sont fixées par un arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route). L'article 87 de cet arrêté précise que les permis sont renouvelés à partir de 60 ans pour une période de dix ans, ensuite tous les trois ans à partir de 70 ans, et enfin tous les ans à partir de 80 ans. Le renouvellement triennal à partir de 70 ans est assez récent et n'a été introduit qu'à partir de 2005.

Cependant, il est un fait que depuis le demi-siècle passé la condition physique en général en avançant dans l'âge s'est améliorée et que le vieillissement s'est décalé d'au moins dix années. De la sorte on peut se demander si les conditions du renouvellement du permis ne devraient pas être adaptées à cette évolution sanitaire.

De la même façon, il est peu compréhensible que le renouvellement du permis à partir de 70 ans doive se faire tous les trois ans. Dans la réponse à ma question parlementaire du 30 avril 2007 sur le même problème *(cf. compte rendu N°13/2006-2007 - question parlementaire N°1714)*, le ministre compétent de l'époque avait fait état de la nécessité de contrôles médicaux réguliers, ce qui est sans doute vrai à condition qu'ils ne soient pas abusifs. Il avait également souligné que l'analyse des bilans des accidents routiers révèle que peu d'accidents sont le fait de personnes âgées, affirmant ainsi implicitement que les examens médicaux à répétition pour le renouvellement du permis de conduire en étaient la cause.

Sans vouloir discuter la pertinence de ce raisonnement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de nouveaux permis l'administration en charge doit-elle émettre chaque année? Quelle est l'évolution du nombre de permis de personnes âgées aux différentes étapes de la vie? Quelle est la charge administrative supplémentaire encourue par le renouvellement fréquent du permis à partir de 70 ans, comparée au renouvellement décennal de mise jusqu'en 2005?

- Dans l'optique de l'allègement des charges administratives en général et pour les détenteurs du permis de conduire en particulier, ne convient-il pas de revoir les périodes de renouvellement du permis en tenant compte de l'évolution sanitaire générale, par exemple en étendant le renouvellement à partir de 70 ans de trois à cinq ans, et à partir de 80 de un à trois ans, sachant qu'il est toujours possible aux autorités de rester flexibles dans l'attribution des permis?

Réponse (28.5.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la périodicité du renouvellement du permis de conduire, en particulier à partir de 70 ans.

Conformément à l'article 87 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), la durée de validité du permis de conduire est réglée comme suit: «…Sans préjudice des dispositions de l'article 83 relatives à la durée de validité du permis de conduire pendant la période de stage, les permis de conduire des catégories A, B, B+E et F et des sous-catégories A1, A2 et A3 sont valables jusqu'à l'âge de 60 ans des titulaires. Par la suite, ces permis ne sont délivrés ou renouvelés que pour une durée maximum de 10 ans sans que la durée de validité dépasse l'âge de 70 ans des titulaires. À partir de l'âge de 70 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que pour une durée maximum de trois ans sans que la durée de validité dépasse l'âge de 79 ans des titulaires. À partir de l'âge de 79 ans des titulaires, ces permis ne sont plus renouvelés que d'année en année…».

En effet, depuis le 1er octobre 1996, date d'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 11 août 1996 modifiant le Code de la Route, le délai de validité des permis de conduire a été porté à trois ans à partir de l'âge de 70 ans et à un an à partir de 80 ans. À relever à cet égard qu'à l'époque ces changements ont été effectués en étroite concertation avec l'association représentant les intérêts des personnes âgées (Amiperas).

En 2009, le nombre total de nouveaux permis de conduire émis, toutes catégories de permis et toutes tranches d'âge confondues, s'est porté à 44.324 unités. Parmi ces 44.324 permis de conduire délivrés, 24.820 permis de conduire ont été établis dans le cadre du renouvellement obligatoire des permis de conduire pour cause d'atteinte d'une des limites d'âge réglementaires prévues par le Code de la Route. Parmi les 24.820 permis de conduire renouvelés en 2009, 10.164 permis de conduire, soit 40,9% des permis de conduire renouvelés et 22,9% de tous les permis de conduire délivrés, ont concerné des personnes âgées de 70 ans ou plus. Le détail de ce chiffre est repris dans le tableau ci-dessous.

Âge du demandeur	Permis de conduire renouvelés
70	1502
71	630
72	142
73	1060
74	465
75	135
76	113
77	420
78	272
79	732
80	1111
81	930
82	708
83	575
84	404
85	300
86	216
87	137
88	115
89	81
90	50
91	30
92	15
93	8
94	4
95	7
96	1
97	0
98	0
99	0
100	0
101	0
102	1

Depuis 1989, le nombre des permis de conduire renouvelés, toutes catégories de permis de conduire et toutes tranches d'âge confondues, a évolué comme suit:

Année	Permis de conduire renouvelés
1989	6.547
1990	11.172
1991	9.093
1992	9.272
1993	9.495
1994	9.474
1995	9.451
1996	9.513
1997	13.120
1998	16.613
1999	18.020
2000	20.111
2001	20.059
2002	21.213
2003	21.670
2004	22.481
2005	21.368
2006	22.928
2007	23.092
2008	24.442
2009	24.820

Les périodes de renouvellement du permis de conduire seront revues dans le cadre de la transposition de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire (refonte).

Question 0601 (22.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide:**

Betreffend das Euthanasiegesetz vom 16. März 2009 möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie viele Patienten haben dieses Gesetz bisher in Anspruch genommen?

2) In welchen Institutionen wurde die Euthanasie angewendet?

3) Wie ist die Quote in den verschiedenen Krankenhäusern, CIPAs, Altenheimen und zu Hause im familiären Umkreis?

4) Hat das Euthanasiegesetz den Erfolg, den sich der Gesetzesgeber erwünscht hatte?

Réponse (1.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La loi du 19 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide a prévu l'instauration d'une Commission nationale de contrôle et d'évaluation qui a comme rôle d'être le garant de la bonne application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Le législateur a prévu que ladite commission établira à l'attention de la Chambre des Députés, la première fois endéans les deux ans de l'entrée en vigueur de la loi précitée, un rapport contenant une évaluation de ladite loi, des statistiques et, le cas échéant, des recommandations.

Ne souhaitant pas anticiper les observations ainsi que les conclusions de ce rapport à venir et dans un souci du respect de la confidentialité imposée par le législateur en la matière, j'invite l'honorable Parlementaire à consulter le premier rapport de la commission dès que celui-ci aura été transmis à la Chambre des Députés.

Question 0602 (22.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **test VIH:**

AIDS und der diesbezügliche HIV-Test sind seit mehr als zwei Jahrzehnten auf der Tagesordnung der klinischen Versorgung. Auch wurde das luxemburgische Gesundheitssystem von Seiten der Forschungsinstitution „Health Powerhouse Foundation" mit dem ersten Platz in Europa in Sachen HIV-Versorgung geehrt. Zudem hat das Gesundheitsministerium weitere Anstrengungen unternommen, um die AIDS-Problematik im Bewusstsein der Menschen zu verankern und einen Flyer veröffentlicht, der mittlerweile in vielen Praxen und anderen Versorgungsstrukturen verteilt wird. Das Informationsblatt des Ministeriums lädt auch zum HIV-Test ein.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist die rechtliche Lage zum HIV-Test? Welche Rahmenbedingungen und rechtlichen Bedingungen sind hierzulande auf den HIV-Test anwendbar?

2) Ist der HIV-Test ein normaler Test oder wird er als besonders eingestuft und mit dementsprechend weitgehenden Datenregelungen ausgestattet?

3) Braucht der Arzt die Zustimmung des Patienten, wenn ein HIV-Test gemacht wird?

4) Wenn es der expliziten Einwilligung des Patienten bedarf für die Durchführung eines HIV-Tests, wie muss dies in der Praxis ablaufen (Unterschrift auf Formular, einfache Zusage...)?

5) Kann der Patient vor einer OP den HIV-Test verweigern?

6) Welche Maßnahmen können ergriffen werden vom Patienten oder vom Arzt, wenn rechtliche Vorschriften zum HIV-Test nicht eingehalten werden?

7) Wie systematisch wird der HIV-Test hierzulande gemacht?

8) In der Extrapolierung dieser Daten, wie viele poteztielle HIV-Infizierte hätte das Land?

9) Gibt es Altersgruppen, die von den HIV-Tests ausgeschlossen sind?

Réponse (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Depuis la disponibilité de tests de dépistage du HIV, la politique au Luxembourg consiste à offrir gratuitement ces tests à toute personne désirant se faire dépister. Ces tests gratuits sont réalisés au Laboratoire national de Santé (LNS) et au Service national des maladies infectieuses du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL).

Conformément aux recommandations du Comité national de surveillance du SIDA, créé dès 1984, appuyées par les Ministres de la Santé et les gouvernements successifs, ces tests sont effectués sur base volontaire, anonymes si souhaité et accompagnés d'un «counselling» approprié.

En ce qui concerne la situation légale, la loi du 17 juin 1994 sur les services de santé au travail dispose en son article 17 que «ni les examens médicaux auxquels il est procédé en vertu de la présente loi, ni aucun autre examen effectué en relation avec le contrat de travail ne peuvent comporter un dépistage direct ou indirect du HIV/SIDA».

D'autre part, un test de dépistage est obligatoirement effectué sur chaque don de sang.

De ceci découle que le médecin devra demander l'accord du patient avant de lui faire subir un test de dépistage du HIV/SIDA et que le patient pourra le refuser, mais cette obligation ne repose que sur une recommandation du Comité national de surveillance du SIDA et n'a donc pas de valeur juridique contraignante.

Par contre, une personne à laquelle un test de dépistage est imposé dans le cadre de la législation de la santé au travail pourra porter plainte.

Chaque année, entre 13.000 et 14.000 tests sont réalisés dans les deux institutions officiellement agréées pour le dépistage du HIV/SIDA, à savoir le LNS et le CHL.

Entre 25.000 et 28.000 dons de sang sont testés annuellement.

Une enquête informelle effectuée en 2010 par l'AIDSberodung Croix-Rouge auprès des autres laboratoires du pays a révélé que plus de 40.000 tests sont réalisés dans ces laboratoires. Mes services ne disposent pas de données sur le nombre exact ni sur les résultats de ces tests. C'est pourquoi il n'est pas possible de tirer des conclusions sérieuses sur un nombre potentiel de personnes infectées par HIV/SIDA vivant au Luxembourg sur base de ces données.

En partant des données du Laboratoire national de Rétrovirologie et du Service national des maladies infectieuses qui sont impliqués dans la prise en charge de pratiquement tous les patients infectés par HIV/SIDA au Luxembourg, le nombre connu de personnes infectées vivant actuellement au Luxembourg est de 549.

Certains experts estiment que dans les pays d'Europe de l'Ouest, la proportion de personnes infectées non diagnostiquées se situerait à environ 30% (Dunkelziffer) des cas connus, ce qui porterait le nombre total au Luxembourg à +/- 715 patients.

Au Luxembourg, aucun groupe d'âge n'est exclu du dépistage du HIV/SIDA.

Question 0605 (21.4.2010) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **décision française de supprimer la procédure d'enquête publique pour les demandes d'accroissement des rejets radioactifs et chimiques et des prélèvements d'eau des installations nucléaires:**

D'après la fédération française «Sortir du nucléaire», un amendement du Gouvernement français dans le «projet de loi portant engagement national pour l'environnement» propose de supprimer la procédure d'enquête publique pour les demandes d'accroissement des rejets radioactifs et chimiques et des prélèvements d'eau des installations nucléaires.

Avec l'acceptation de cet amendement, une autorisation administrative suffirait désormais pour augmenter les rejets et les prélèvements d'eau, une procédure bien plus flexible et rapide que la procédure transparente et contraignante actuelle.

Dans le cadre du renouvellement des autorisations de rejets et de prélèvements de la centrale nucléaire de Cattenom en 2003/2004, l'enquête publique avait permis aux citoyens et associations du Luxembourg de s'informer en détail, de demander des informations supplémentaires et d'acter leur opposition.

La dispense d'enquête publique serait donc également un déni de transparence pour le Luxembourg respectivement pour toutes les populations vivant à proximité d'installations nucléaires françaises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette analyse d'une modification prévue de la législation française?

- Est-ce que vous partager l'avis que la procédure actuelle de l'enquête publique constitue un instrument essentiel d'un débat public honnête et transparent, y inclus pour le Luxembourg, en ce qui concerne les centrales nucléaires françaises de Cattenom et de Chooz?

- Pour quelles raisons le Gouvernement français souhaite-t-il faciliter les augmentations de rejets et de prélèvement d'eau?

Source:
Projet de loi portant engagement national pour l'environnement,
enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 9 avril 2010.

Texte de la Commission du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire:

http://www.assemblee-nationale.fr/13/ta-commission/r2449-a0.asp

Article 94 quater (non modifié)

Après le II de l'article 29 de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, il est inséré un II bis ainsi rédigé:

«II bis. - Un projet de modification de l'installation ou de ses conditions d'exploitation soumis à l'accord de l'Autorité de sûreté nucléaire qui, sans constituer une modification notable de l'installation, est susceptible de provoquer un accroissement significatif de ses prélèvements d'eau ou de ses rejets dans l'environnement fait l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités définies à l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement.»

Réponse (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député se fait l'écho d'un communiqué de presse publié le 20 avril 2010 par le réseau associatif français «sortir du nucléaire» au sujet d'un amendement du Gouvernement français au projet de loi portant engagement national pour l'environnement (dit projet de loi «Grenelle 2») qui se proposerait de supprimer la procédure d'enquête publique pour toutes les demandes d'augmentation des rejets radioactifs et chimiques et des prélèvements d'eau des installations nucléaires.

Or, il m'importe de souligner que l'article 94 quater du projet de loi précité prévoit justement la mise en place d'une procédure de consultation du public pour le cas où «un projet de modification de l'installation nucléaire ou de ses conditions d'exploitation, soumis à l'accord de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qui, sans constituer une modification notable de l'installation, est susceptible de provoquer un accroissement significatif de ses prélèvements d'eau ou de ses rejets dans l'environnement».

D'après les informations dont je dispose, l'article 94 quater a d'ailleurs été voté dans cette teneur lors de l'adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale française en date du 11 mai 2010.

Ainsi, la disposition en question ne fait que renforcer la participation du public au processus de décision. En effet, elle ne change en aucune façon les règles applicables aux modifications notables des installations nucléaires, mais elle apporte un élément nouveau dans le cas d'une modification de plus faible ampleur qui, en l'occurrence, sera soumise à un simple accord de l'ASN.

Étant donné que le cas échéant, une telle consultation sera réalisée, du moins en partie, par Internet, elle va permettre de surcroît à la population luxembourgeoise ainsi qu'aux associations concernées d'y faire valoir leurs observations éventuelles.

Question 0606 (22.4.2010) de **MM. Félix Braz** et **Jean Huss** *(déi gréng)* concernant la **répartition des pharmacies à Esch-sur-Alzette:**

Les pharmacies représentent un élément important de notre système de santé. Il n'existe pas de règlement fixant le nombre de pharmacies par commune, mais seulement une recommandation qui prévoit une pharmacie pour 5.000 habitants. Le nombre de pharmacies par commune est fixé par le Ministre de la Santé sur avis du collège médical. C'est également le Ministre qui, sur avis du collège médical, définit les concessions à attribuer.

Selon la recommandation officielle, la ville d'Esch-sur-Alzette ne devrait disposer que de six pharmacies, en réalité, elle en compte huit. Ces pharmacies sont cependant réparties de manière très irrégulière sur le terrain de la ville, avec une concentration de cinq pharmacies autour du quartier de la gare et de sa principale artère commerciale. De nombreux quartiers à forte densité de population se retrouvent ainsi sans pharmacie de proximité.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comment se fait-il que le centre d'Esch-sur-Alzette regroupe cinq des huit pharmacies de la ville?

- Dans sa réponse du 17 février 2006 à une lettre du collège échevinal de la ville d'Esch-sur-Alzette Monsieur le Ministre avait indiqué son intention de s'attaquer au problème de la répartition inégale des pharmacies. Où en sont ces démarches et quels sont les résultats obtenus par Monsieur le Ministre jusqu'à présent?

Réponse (7.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Mon département poursuit depuis des années une politique continue de renforcement du réseau des pharmacies.

Cette politique est d'ailleurs inscrite dans le programme gouvernemental, qui prévoit en outre de réviser la procédure d'attribution des concessions pour pharmacies en vue d'assurer une couverture appropriée dans l'intérêt de la santé publique.

Le but à atteindre par une répartition adéquate des officines doit être d'assurer à la population un service public de proximité, tout en considérant la viabilité économique des pharmacies.

La loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie prévoit en effet qu'aucune pharmacie ne peut être établie sans autorisation du Gouvernement, qui prendra au préalable l'avis du collège médical et de l'autorité locale. Elle n'institue toutefois pas de norme arithmétique ou quota basés sur le principe de proportionnalité entre le nombre d'officines et le nombre d'habitants dans la commune d'implantation.

À l'heure actuelle, il y a donc une répartition géographique des officines qui tend à couvrir au mieux l'ensemble du territoire afin de desservir de façon égalitaire les populations. Du point de vue de la densité des pharmacies, celle-ci suit de près la densité démographique. Ainsi la région du Sud avec 30,2% de la population totale regroupe également 30,2% du total des pharmacies. Il en est de même de la région du Centre-Sud (composée par les communes des cantons de Luxembourg et de Capellen, à l'exception de Clemency et de Bascharage, ainsi que les communes de Lorentzweiler, Roeser et Frisange) qui regroupe 37,7% de la population et 38,2% du total des pharmacies.

À l'échelle nationale, on compte 18,6 pharmacies pour 100.000 habitants, ce qui correspond à une pharmacie pour 5.375 habitants. Le nombre optimal de résidents à desservir par une pharmacie tourne effectivement autour de 5.000. Toujours est-il que ce chiffre se base sur l'ensemble de la population susceptible de s'approvisionner en médicaments dans une pharmacie. Cet ensemble peut en effet être composé par la population locale, celle du transit ou celle attirée par les services de santé, voire par des attractions commerciales locales.

À l'échelle locale, notamment au niveau de la ville d'Esch-sur-Alzette, le nombre de pharmacies installées lors du maximum démographique s'est maintenu et on a à l'heure actuelle une pharmacie pour 3.750 habitants. En comparaison, la ville de Luxembourg en possède une pour 4.475 habitants. Dans la capitale

et dans la deuxième ville du pays, la question essentielle demeure celle de l'emplacement des dispensateurs des soins, que sont les médecins généralistes et les médecins spécialistes, face à celui des commerces. Ces derniers tendent à développer leurs activités de plus en plus à l'extérieur des agglomérations. Or, souvent faute de patientèle résidente, les cabinets médicaux restent pourtant cantonnés au centre des villes, ce qui explique en corollaire le maintien des pharmacies dans leur proximité.

La répartition géographique des officines à l'intérieur d'une ville est souvent dissymétrique du fait des héritages historiques. Dans ce contexte, il est à considérer que la législation n'a pas prévu de règles quant au transfert des officines, notamment lors du développement de nouvelles zones d'habitation. C'est seulement dans le cas d'une vacance d'une concession de pharmacie ou d'une nouvelle création qu'il est envisageable d'imposer l'implantation dans un périmètre défini de celle-ci. Il s'agit bien sûr d'assurer une couverture géographique la plus pertinente pour satisfaire les besoins de la population.

Question 0609 (23.4.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **conférence ministérielle européenne sur l'intégration des immigrants:**

Sous le titre «L'intégration en tant que moteur du développement et de cohésion sociale» s'est déroulée les 15 et 16 avril 2010 à Saragosse la quatrième conférence ministérielle européenne sur l'intégration des immigrants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Le Luxembourg a-t-il participé à cette conférence ministérielle?

- Les instances consultatives, comme le Conseil national pour étrangers respectivement le comité interministériel, ont-elles été impliquées dans la préparation de cette conférence ministérielle?

- Quels sont les constats faits à Saragosse par rapport à la troisième conférence ministérielle européenne sur l'intégration des immigrants qui s'était tenue à Vichy en novembre 2008?

- Quels sont les enseignements tirés par la délégation luxembourgeoise?

- Comment les conclusions de Saragosse seront-elles répercutées vers les acteurs de terrain, le Conseil national pour étrangers, les communes ou le monde associatif?

Réponse (18.6.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- Oui, le Luxembourg a été représenté par Madame la Directrice de l'OLAI, ainsi que par une représentante de la Direction de l'Immigration.

- Les instances consultatives n'ont pas été impliquées dans la préparation de ladite conférence alors que l'actuelle politique en matière d'intégration tient déjà compte des sujets traités lors de la conférence en question.

- L'évaluation des politiques d'intégration a été retenue comme priorité au niveau européen de sorte que le programme de Stockholm qui s'étend sur la période de 2010 à 2014 invite à l'élaboration d'une série de grands indicateurs dans un nombre restreint de domaines d'action devant permettre l'évaluation de ces politiques et en même temps la comparabilité au niveau européen. À Saragosse, les États membres se sont dans cet ordre d'idées mis d'accord à concourir au lancement d'un projet pilote d'évaluation. Par ailleurs, a été abordé comme autre thème principal le rôle des autorités locales et des villes dans la promotion de la diversité culturelle et en même temps de la cohésion sociale, ainsi que l'importance de l'interaction entre les immigrants et les citoyens des États membres, tel que cela avait déjà été mis en évidence dans les conclusions de la conférence ministérielle de Vichy.

«Faire de l'immigration une préoccupation transversale afin de développer des politiques globales, tenir compte de la problématique dans tous les domaines d'action concernés en veillant à ce que les différents niveaux de décision et d'administration publique coopèrent et se concertent». Voilà un des points forts retenus par la déclaration approuvée par la conférence ministérielle de Saragosse.

- La délégation luxembourgeoise se voit confirmée dans son approche prise dans le cadre de la nouvelle loi du 16 décembre 2008 notamment par l'élaboration d'un plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations confiée à l'OLAI en concertation avec le comité interministériel et moyennant la consultation de la société civile et des communes. Pour ce qui est de l'évaluation des divers instruments de mise en œuvre de la politique d'intégration au Luxembourg, des réflexions à ce sujet sont actuellement en cours.

- Le nouveau site de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration entrera bientôt en ligne. Lesdites conclusions y seront publiées. En même temps, une version papier sera diffusée aux membres du Conseil national pour étrangers, ainsi qu'au Syvicol.

Question 0611 (26.4.2010) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **deuxième génération du «Système d'Information Schengen» (SIS II):**

Le développement du «Système d'Information Schengen» de deuxième génération (SIS II) a fait l'objet de nombreux problèmes et de retards, ce qui a notamment provoqué des coûts additionnels considérables. Le SIS II n'est toujours pas en service, ce qui semble renforcer les doutes quant à l'opportunité de continuer sa mise en œuvre. Ainsi, selon des informations parues dans la presse internationale, un certain nombre d'États, dont notamment l'Allemagne, seraient opposés à la poursuite du développement du nouveau système.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelle est la position du Luxembourg en la matière?

- Au cas où le Luxembourg serait favorable à une continuation du développement du SIS II, comment le Gouvernement entend-il œuvrer afin de garantir une mise en place du système dans des délais raisonnables et dans la limite des budgets accordés?

Réponse (18.6.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le Conseil de l'Union européenne a, lors de sa session des 6 et 7 décembre 2001, adopté les instruments juridiques du SIS II ainsi qu'un mandat de développement jusqu'au 31 décembre 2006. En juin 2009, après de nombreuses péripéties (surtout d'ordre technique) du SIS II, les Ministres ont décidé d'une solution alternative basée sur le système actuel, alternative appelée SIS1+RE à mettre en place qu'en cas de tests de fonctionnement négatifs pour le SIS II.

Par ailleurs, afin de remédier aux problèmes de gestion du projet, le Conseil a institutionnalisé le «global programme management board (GPMB)» avec comme finalité une coopération optimale entre les experts de la Commission et ceux des États membres. En outre, la Commission a imposé des modifications contractuelles aux firmes chargées du développement du SIS II. Sous l'impulsion de l'Allemagne et de l'Autriche, un test jalon 1 a été effectué en début 2010 et, consécutivement à la réussite de ce test, 24 États membres dont le Luxembourg se sont prononcés en faveur de la continuation du projet.

Il est à souligner que le Luxembourg a été considéré comme pays modèle par rapport aux résultats de test. Fort de cette expérience, le Luxembourg se rallie à la large majorité des États membres soutenant ce projet ambitieux dont la finalité première est l'intégration de la biométrie dans le SIS (Schengen Information System).

Lors du dernier Conseil JAI le 3 juin 2010 et afin de garantir une saine gestion financière du projet, la Commission a présenté un nouveau calendrier indicatif qui prévoit le lancement du système pour l'été 2013. Par ailleurs, la Commission s'est engagée à sécuriser les investissements nationaux des pays membres.

Question 0612 (26.4.2010) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **session du Conseil JAI du 23 avril 2010 à Bruxelles:**

Le vendredi, 23 avril 2010, une session du Conseil JAI s'est tenue à Bruxelles. Or, le protocole n°6 sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne, annexé au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, dispose que «pendant les mois d'avril, de juin et d'octobre, le Conseil tient ses sessions à Luxembourg».

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser les raisons pour lesquelles le Conseil JAI du 23 avril 2010 s'est tenu à Bruxelles, et non à Luxembourg comme le prévoit le protocole n°6 précité?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les traités ainsi que les protocoles y annexés devraient être respectés de manière absolue, de telles exceptions pouvant affaiblir la position du Luxembourg en matière de politique de siège d'institutions européennes?

Réponse (9.6.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

L'honorable Député se réfère au protocole n°6, annexé au Traité sur le fonctionnement de l'UE, qui stipule que «pendant les mois d'avril, de juin et d'octobre, le Conseil tient ses sessions à Luxembourg».

La tenue de la session du Conseil JAI du 23 avril 2010 est restée en suspens durant plusieurs jours en raison des séquelles laissées par le dysfonctionnement du trafic aérien causé par l'éruption volcanique en Islande.

Face à ce véritable cas de force majeure et sans moyen de prévoir le moment auquel le nuage de cendres se dissiperait, permettant une reprise normale du trafic aérien, la Présidence espagnole a envisagé, dans un premier temps, d'annuler la session du Conseil. Elle s'est ravisée pour la confirmer plus tard, en raison du caractère d'urgence que revêtaient certaines questions à l'ordre du jour de la réunion.

Malgré une reprise progressive du trafic aérien, le Luxembourg a alors décidé de surseoir à l'organisation du Conseil JAI et de donner son accord à l'organiser à Bruxelles à la date indiquée pour deux raisons majeures:

- La première et principale tient au calendrier serré qui entoure l'adoption du projet de directive «SWIFT», inscrit à l'ordre du jour du Conseil d'avril. Sans compter les éventuels effets négatifs sur le cheminement procédural de la directive en cause, un report de la discussion, dû à l'annulation du JAI pour cause de congestion de l'Aéroport de Findel, aurait été gravement et durablement préjudiciable au site luxembourgeois.

- La seconde raison repose sur le constat que les infrastructures aéroportuaires à et autour de Bruxelles offrent davantage de possibilités d'atterrissage en situation d'encombrement de l'espace aérien, comme celui que l'on a connu à la mi-avril, que celles à Luxembourg.

Il ne s'agit donc ici pas d'une «exception» que nous aurions concédée, mais bien d'un cas de force majeure ne nous laissant guère d'autre choix. L'application du protocole n°6 du Traité sur le fonctionnement de l'UE n'est cependant en rien concernée ici et demeure entière. Je resterai vigilant à ce sujet.

À titre subsidiaire, je crois savoir que, malgré l'organisation du Conseil JAI à Bruxelles, le quorum ministériel nécessaire pour valider une étape procédurale du projet de directive «SWIFT» n'a pu être atteint. Ce qui aura permis de rappeler opportunément qu'il n'existe pas d'alternative à Luxembourg pour l'organisation des Conseils des mois d'avril, de juin et d'octobre.

Question 0613 (26.4.2010) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **réforme de la nomenclature dentaire:**

Avant son entrée au Gouvernement en août 2004, Monsieur le Ministre ne cessait de réclamer une réforme de la nomenclature dentaire. Force est toutefois de constater que cette réforme tarde toujours d'être mise en pratique.

Ainsi, dans sa réponse du 10 avril 2008 à ma question parlementaire du 13 mars 2008 concernant la réforme de la nomenclature dentaire *(cf. compte rendu N°12/2007-2008 - question parlementaire N°2385)*, Monsieur le Ministre avait signalé que le conseil d'administration de l'Union des Caisses de Maladie allait continuer l'analyse de ladite nomenclature «en basant la discussion sur le projet élaboré par le Dr Toury».

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire où en est le projet de la réforme de la nomenclature dentaire? Dans quels délais peut-on s'attendre à la finalisation de cette réforme?

- Monsieur le Ministre peut-il d'ores et déjà fournir des détails de cette réforme? Est-ce que des éléments du projet de réforme, présenté à l'époque par l'expert français, le Dr Toury, vont être repris?

Réponse (2.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au courant de l'année 2009, le Dr Toury, expert chargé d'étudier une révision de la nomenclature des actes de dentisterie, a été recontacté par la Caisse nationale de Santé pour une mise au point du projet. Les dernières précisions et finalisations y ont été apportées.

Lors de la dernière réunion de la quadripartite, plusieurs groupes de travail ont été mis en place afin de procéder à une analyse de la situation de l'assurance maladie eu égard aux problèmes tant structurels inhérents au système qu'aux problèmes conjoncturels résultant de la situation économique défavorable. Un de ces groupes de travail était chargé particulièrement de travailler sur le dossier des nomenclatures, à savoir leur mode d'élaboration et leur contenu. Les conclusions issues de ce groupe de travail (basées sur une étude des systèmes français et suisse) étaient prévues servir de base à une modification des dispositions du Code de la Sécurité sociale. Les discussions afférentes seront finalisées au niveau d'un avant-projet de loi portant réforme des soins de santé, qui sera soumis au Conseil de Gouvernement dans les semaines à venir.

Le projet de nomenclature dentaire élaboré par le Dr Toury devra donc être réexaminé à la lumière de ces nouvelles dispositions légales.

Question 0614 (27.4.2010) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* et de **M. Paul Helminger** *(DP)* concernant l'**évolution d'un projet d'école bilingue:**

En janvier 2009, l'école primaire francophone de Walferdange a reçu de la part du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle l'injonction de fermer définitivement ses portes à la fin de l'année scolaire 2009-2010. Suite à cette annonce, l'équipe enseignante s'est investie dans l'élaboration d'un nouveau projet d'école. L'objectif du nouveau projet d'école est la mise en pratique d'une école luxembourgeoise bilingue, élaboré en étroite collaboration avec des experts du système de l'éducation. Le projet se base sur deux principes reconnus: l'égalité des chances afin d'éviter la reproduction des inégalités liées à l'origine sociale des enfants dans le système scolaire, de même que le principe du libre choix.

Ce projet intéresse vivement les soussignés et a recueilli le soutien de la Ville de Luxembourg qui a même envisagé une possible implantation sur son territoire. Or, suite à une entrevue avec Madame la Ministre de l'Éducation nationale, les initiateurs du projet auraient essuyé un refus de la part du Ministère en ce qui concerne le développement futur du projet d'école bilingue.

Dans ce contexte, nous souhaitons avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer les conclusions de ladite entrevue?

- Si oui, quelles sont les raisons qui ont poussé Madame la Ministre à refuser le projet d'école bilingue? Si non, quelles furent les conclusions exactes de l'entrevue?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que, vu l'accroissement continu du nombre d'enfants non luxembourgeois sur le territoire national en général et sur le territoire de la capitale en particulier, un projet d'alphabétisation bilingue constitue sinon une nécessité, du moins un projet intéressant?

Réponse (1.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je confirme que je n'ai pas marqué mon accord pour la mise en pratique d'une école bilingue pour les raisons suivantes:

- mon département est en train de mettre en œuvre des réformes de grande envergure. Ces réformes visent également l'amélioration des chances de réussite des élèves, en partie à travers un réajustement de l'enseignement des langues, et demandent des engagements importants tant au niveau des ressources humaines qu'au niveau des ressources financières, ce qui m'empêche, à l'heure actuelle, d'autoriser des projets supplémentaires;

- un projet d'école bilingue présuppose une formation adéquate (pédagogie intégrée) du personnel enseignant, condition non remplie à l'heure actuelle.

Ces informations ont été transmises aux membres du personnel enseignant de l'école primaire francophone à Walferdange lors de ladite entrevue, qui a eu lieu le 4 mars 2010. Certes, je reste intéressée par un projet d'alphabétisation bilingue, mais pour les raisons que je viens d'évoquer, je préfère renoncer à l'heure actuelle à la mise en œuvre d'un tel projet.

Finalement, en ce qui concerne l'accroissement continu du nombre d'élèves non luxembourgeois sur le territoire national, la majorité des élèves de langue étrangère sont lusophones et non pas francophones, provenant du Portugal, du Cap-Vert ou du Brésil. Mon département favorise le développement des compétences plurilingues.

Des pratiques d'éveil et d'ouverture aux langues ainsi que de valorisation de la langue maternelle sont bénéfiques à l'apprentissage linguistique de tous les élèves. Cette approche pédagogique est prévue dans le plan d'études et tient davantage compte du contexte sociolinguistique luxembourgeois.

Q184

Question 0615 (27.4.2010) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **Birmanie:**

L'Union européenne s'apprête à renouveler sa position commune à l'égard de la Birmanie. J'aimerais connaître la position du Gouvernement luxembourgeois dans le cadre de ce renouvellement. Vous n'êtes pas sans avoir que la junte prévoit d'organiser des élections à la fin de cette année qui seront une véritable mascarade et qui n'auront pour seul but que d'institutionnaliser le régime militaire en place et de tuer toute possibilité de voir un jour naître la démocratie en Birmanie. Dans ses lois électorales, la junte a tout mis en place pour empêcher une quelconque alternative démocratique et empêcher spécifiquement la NLD et Aung San Suu Kyi de prendre part au processus. La NLD a d'ailleurs refusé de prendre part, dans ces conditions, au processus électoral qui n'a rien de démocratique.

Dès lors, mes questions sont les suivantes:

- Quelle position le Luxembourg défendra-t-il lors du renouvellement de la position commune sur la Birmanie? N'est-il pas temps de hausser le ton à l'égard du régime militaire birman?

- Interviendrez-vous pour que l'Union européenne refuse la tenue des élections en Birmanie sans que celles-ci ne soient précédées d'un dialogue avec toutes les parties ainsi que de la libération de tous les prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi?

- Qu'en sera-t-il du renouvellement des sanctions à l'égard de la junte? Un renforcement et une extension des sanctions ciblées ne seraient-ils pas les bienvenus?

- Que pensez-vous de l'extension de sanctions économiques sur les devises (euro guarantee) et les assurances et réassurances? Lorsqu'en 2003, les USA ont interdit l'utilisation du dollar pour des transferts et transactions, le régime militaire s'est tourné vers l'euro comme devise pour son activité commerciale internationale. Que pensez-vous d'une interdiction de l'utilisation de l'euro par la junte pour ses transactions?

- Enfin, le Luxembourg rejoindra-t-il la Grande-Bretagne et la République tchèque pour demander au sein de l'UE la mise en place d'une commission d'enquête chargée d'investiguer sur de potentiels crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par la junte à l'égard de la population birmane?

Réponse (2.6.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Le 26 avril 2010, le Conseil des Affaires extérieures de l'Union européenne a unanimement renouvelé la position commune concernant les mesures restrictives à l'égard de la Birmanie/du Myanmar, mesures qui avaient été renforcées suite aux événements d'août/septembre 2007. À cette même occasion, le Conseil a souligné être prêt, en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain, à réviser, à modifier ou à renforcer les mesures qu'il a déjà adoptées. Il a également été indiqué que l'UE est prête à répondre de façon positive à tout progrès réel qui interviendrait en Birmanie/au Myanmar.

L'UE plaide depuis longtemps en faveur de l'instauration d'un véritable dialogue entre toutes les parties prenantes, y compris celles qui sont issues des groupes ethniques, ainsi qu'en faveur de la libération de Daw Aung San Suu Kyi et de tous les autres prisonniers et détenus politiques. L'UE s'exprime également régulièrement en faveur d'élections crédibles, transparentes et ouvertes à tous. Le Luxembourg soutient évidemment toujours ces positions.

Jusqu'à présent, il n'y a pas encore eu de réflexion qui verrait le régime de sanctions ciblées à l'égard de la Birmanie/du Myanmar se transformer en un régime de sanctions plus général, aussi parce qu'il risquerait d'avoir un impact négatif sur la population. En effet, la communauté internationale s'efforce depuis la fin des années 1990 d'éviter justement des embargos généraux à cause des répercussions négatives indirectes sur les populations dans le passé et élabore des mesures ciblées, encore appelées «smart sanctions». Or, des mesures sur les devises ou encore les assurances et les réassurances s'inscrivent dans un contexte de régime de sanctions générales et dépassent le cadre de mesures ciblées. Il est notable d'autre part que le régime européen de mesures restrictives à l'égard de la Birmanie/du Myanmar compte parmi les plus détaillés et précis actuellement mis en place par l'UE.

Quant à l'idée de mettre en place une commission d'enquête chargée d'investiguer sur de potentiels crimes de guerre et crimes contre l'humanité, celle-ci n'a pour l'instant fait l'objet d'aucune discussion au sein de l'UE. Bien entendu la lutte contre l'impunité continue à représenter une priorité pour le Luxembourg.

Question 0618 (29.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **conséquences pour le Luxembourg de l'instabilité institutionnelle en Belgique:**

Les relations bilatérales entre le Luxembourg et la Belgique sont particulièrement intensives et importantes pour le Luxembourg. La coopération entre les deux pays s'étend à de très nombreux domaines, de la coopération douanière à l'organisation d'opérations militaires communes.

Dès lors, l'instabilité institutionnelle qui sévit actuellement en Belgique peut avoir d'importantes conséquences sur le Grand-Duché.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a tenu compte, dans l'organisation de la représentation diplomatique du Luxembourg en Belgique, de la complexité institutionnelle de la Belgique? Comment sont organisés les contacts avec le Gouvernement fédéral, la Flandre, la Wallonie, Bruxelles-capitale et la communauté germanophone? La complexité institutionnelle croissante de la Belgique ne nécessite-t-elle pas un accroissement des effectifs de l'Ambassade bilatérale à Bruxelles et une présence plus continue à Namur?

2. Le Gouvernement envisage-t-il de mettre fin à la double accréditation de l'Ambassadeur du Luxembourg à Bruxelles auprès du Royaume de Belgique et du Conseil de l'Atlantique Nord afin de lui permettre de se consacrer davantage à notre pays voisin?

3. Quel est l'avenir des entretiens bilatéraux entre les Gouvernements belge et luxembourgeois, étant donné que le Gouvernement fédéral belge dispose de moins en moins de compétences propres?

4. Le Gouvernement a-t-il dressé un inventaire des relations bilatérales avec la Belgique et des intérêts luxembourgeois en Belgique en vue d'un éventuel changement dans la structure étatique de la Belgique?

Réponse commune (2.6.2010) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1. Les discussions politiques nourries de ces dernières années n'ont à ce jour pas donné lieu à un changement de l'agencement institutionnel en Belgique. Il en va de même de la répartition des compétences entre les différentes entités étatiques de Belgique énumérées par l'honorable Parlementaire, auxquelles il importe, pour être complet, d'ajouter la communauté française.

Lors de la nomination à l'automne 2005 de l'actuel Ambassadeur du Luxembourg auprès de Sa Majesté, le Roi des Belges, l'ambassadeur a reçu mandat de représenter le Luxembourg auprès de toutes les entités étatiques de Belgique. Outre ses contacts avec les autorités fédérales, l'ambassadeur a été reçu par les ministres présidents et leurs ministres chargés des relations internationales de toutes les communautés et régions de Belgique. Les contacts avec l'ensemble des entités étatiques de Belgique se font en fonction des intérêts concrets et selon les usages régissant les relations entre une ambassade et les autorités auprès desquelles elle est accréditée.

Les effectifs de l'ambassade répondent aux besoins de service et les facilités de communication en Belgique dispensent pour le moment de devoir revoir ces effectifs.

2. L'évolution institutionnelle de la Belgique tout comme la refonte actuellement en cours de la stratégie de l'OTAN, nous renseigneront sur la possibilité d'un maintien de la co-accréditation de notre chef de mission en tant que Ambassadeur auprès de Sa Majesté, le Roi des Belges, et Représentant permanent auprès de l'OTAN. Pour le moment ce dispositif reste en place.

3. Les relations bilatérales sont organisées en fonction de la répartition des compétences intra-belge. Les Accords de coopération signés avec les communautés et régions de Belgique entre 1999 et 2002 ont créé un cadre approprié pour traiter les compétences cédées par l'État fédéral aux entités fédérées. En décembre 2009 se sont tenues des commissions mixtes avec la communauté germanophone et la Flandre.

Le calendrier et l'ordre du jour de la commission mixte avec la communauté française - région wallonne sont en préparation. À noter que notre accord de coopération avec la région Bruxelles-capitale ne prévoit pas la tenue d'une commission mixte.

4. La mise à jour de l'inventaire des intérêts luxembourgeois en Belgique est un exercice continu auquel le Gouvernement se livre en fonction de l'évolution concrète des dossiers. Tout en suivant au quotidien la situation politique en Belgique, le Gouvernement s'abstient de toute spéculation sur l'évolution institutionnelle future de la Belgique.

Question 0619 (30.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réunion informelle sur le Moyen-Orient au Château de Senningen:**

D'après la presse, le Ministre des Affaires étrangères aurait invité plusieurs de ses homologues et d'autres personnalités pour une réunion informelle sur le Moyen-Orient au Château de Senningen le 26 avril 2010.

D'après la presse, aucun représentant israélien ou américain n'aurait participé à cette réunion, alors que plusieurs représentants du monde arabe y auraient été conviés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer la tenue d'une telle réunion et publier la liste des personnalités invitées comme la liste des personnalités y ayant effectivement participé?

2. D'après la presse, le Luxembourg participerait au financement de certains programmes de l'«International Peace Institute». Monsieur le Ministre pourrait-il publier la liste de ces contributions, leurs destinations précises et les montants exacts?

3. Monsieur le Ministre estime-t-il opportun d'organiser une conférence sur le Moyen-Orient sans participation israélienne?

4. Monsieur le Ministre ne craint-il pas qu'une telle politique partiale au détriment de l'État d'Israël puisse porter gravement préjudice à la crédibilité de la politique étrangère du Luxembourg?

5. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que de telles conférences devraient se tenir à l'avenir deux fois par an, alternativement à Luxembourg et à New York?

6. Monsieur le Ministre peut-il décrire l'état des relations bilatérales entre le Luxembourg et l'État d'Israël et dresser l'inventaire des visites bilatérales?

Réponse (2.6.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1. Sur invitation du Ministre des Affaires étrangères d'Espagne, M. Miguel Angel Moratinos, du Président de l'Institut international pour la Paix (IPI), M. Terje Rød-Larsen et de moi-même, plusieurs ministres des Affaires étrangères et autres personnalités de haut rang de l'Europe et du Moyen-Orient se sont réunis le 26 avril 2010 au Château de Senningen pour un échange de vues informel sur le Moyen-Orient.

La liste des personnalités invitées a été élaborée conjointement avec le Ministre des Affaires étrangères d'Espagne et le Président de l'IPI, en se basant sur les listes des invitées retenues pour les années précédentes.

La liste des participants pour l'édition du 26 avril dernier se résume comme suit:

- S.E.M. Michael Spindelegger, Ministre des Affaires étrangères d'Autriche;

- S. A. Cheikh Abdallah Bin Zyed Al Nayan, Ministre des Affaires étrangères des Émirats Arabes Unis;

- S.E.M. Ahmed Aboul Gheit, Ministre des Affaires étrangères d'Égypte

- S.E.M. Nasser Judeh, Ministre des Affaires étrangères de Jordanie

- S.E.M. Carl Bildt, Ministre des Affaires étrangères de la Suède

- S.E.M. Luis Amado, Ministre des Affaires étrangères du Portugal

- S.E.Mme Micheline Calmy-Rey, Ministre des Affaires étrangères de la Suisse

- S.E.Mme Lene Espersen, Ministre des Affaires étrangères du Danemark

- M. Yasser Abed Rabbo, Secrétaire général du comité exécutif de l'OLP

- S.E.M. Amr Moussa, Secrétaire général de la Ligue arabe

- M. Mortimer Zuckerman, membre de l'IPI et ancien Président de la Conférence des Présidents d'Organisations juives américaines

- M. Ghassan Salamé, membre de l'IPI, ancien Ministre de la Culture du Liban.

2. Le Luxembourg coopère depuis plusieurs années avec l'IPI et est représenté depuis l'année dernière au Conseil consultatif de cet Institut. Entre 2005 et 2009, le Luxembourg a soutenu les programmes de l'IPI avec un montant total de près de 200.000 euros. En 2005, le Ministère des Affaires étrangères a contribué 50.000 dollars US au programme «Strengthening the Security-Developpment nexus», tandis qu'en 2006, une contribution de 75.000 euros a été réservée au programme de recherche sur les Nations Unies et ses capacités de réaction multilatérales intitulé «Coping with crisis, conflict and change: The UN and evolving capacities for managing global crises». Si en 2007 et 2008, aucune contribution n'a été effectuée, notre financement à ce programme a repris en 2009 avec une contribution de 75.000 euros.

3. Le format de ces rencontres à huis clos s'est avéré très propice à un échange de vues informel et franc sur les questions d'actualité régionale, y inclus le conflit israélo-palestinien. Le fait que les participants viennent d'horizons différents, représentant différents points de vues, a largement contribué au succès de ces réunions.

4. Il ne peut être question d'une quelconque partialité du Luxembourg dans le conflit israélo-palestinien. Le Luxembourg a toujours tenté d'agir en tant qu'honnête courtier entre les parties au conflit. Cette impartialité ne saurait cependant être confondue avec une approche indifférente et ne saurait priver le Luxembourg de son droit de prendre clairement position en faveur du respect du droit international et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. La promotion du droit international a toujours été un des principes fondamentaux de la politique étrangère du Luxembourg.

5. Suite à l'intérêt manifesté par les différents participants pour ces échanges de vues, il a été retenu que ces réunions informelles devraient désormais avoir lieu deux fois par an, alternativement à Luxembourg et à New York.

6. Le Luxembourg a voté le 29 novembre 1947 à l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur du plan de partage de la Palestine et a démontré depuis lors et malgré quelques moments difficiles qu'il est un partenaire politique fiable pour Israël. Le fait que les relations bilatérales avec l'État d'Israël n'ont cessé de se développer ces dernières années dans différents domaines n'a pas empêché le Luxembourg de défendre les principes du droit international, même s'il s'agissait dans certains cas de critiquer certaines actions ou déclarations du Gouvernement israélien. De telles prises de position font partie intégrante d'un dialogue franc et constructif entre pays amis et visent à promouvoir une relance du processus de paix. C'est précisément dans ce contexte que se placent les efforts luxembourgeois visant à réunir différents acteurs européens avec ceux de la région pour identifier des pistes concrètes pour promouvoir la paix dans la région par le biais de la création d'un État palestinien viable, indépendant et démocratique, vivant en paix aux côtés d'Israël dans des frontières sûres et reconnues.

L'inventaire des contacts bilatéraux entre le Luxembourg et l'État d'Israël depuis 2005 se résume comme suit:

- 15 juin 2009: Entrevue bilatérale entre Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères d'Israël, Monsieur Avigdor Liberman à Luxembourg.

- 19 janvier 2009: Visite de travail au Luxembourg du Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur de l'État d'Israël, Monsieur Meir Shitrit,

- 24-25 mars 2008: Visite de travail de Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères en Israël.

- 18 juin 2007: Entrevue bilatérale entre Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et la Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères d'Israël, Madame Tsipi Livni, à Luxembourg.

- 14 septembre 2006: Visite de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères en Israël.

- 12 juin 2006: Entrevue bilatérale entre Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et la Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères d'Israël, Madame Tsipi Livni à Luxembourg.

- 19 au 20 janvier 2005: Visite de Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères en Israël.

- 24 au 25 février 2005: Visite de travail au Luxembourg du Ministre de l'Intérieur d'Israël, Monsieur Ofir Pires.

- 23 au 26 mai 2005: Mission de prospection économique de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur en Israël.

Question 0623 (3.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **aides pour le secteur agricole:**

D'Landwirtschaftskummer a Vertrieder vun der Landwirtschaft, dem Wäibau an dem Gaardebau hunn eng Rei Fuerderungen iwwer Entschiedegunge beim Ministère hannerluecht. Dës Fuerderunge betreffe folgend Punkten:

- Eng Interventioun bei de Cotisatioune fir d'Gesondheetskeess an d'Pensiounskeess fir 2009, esou dass all Betrib déi Ënnerstëtzung kritt, wéi se fir d'Mëllechbauere virgesinn ass;

- D'Iwwerhuele vun de Cotisatioune fir d'Onfallversécherung;

- D'Weiderfuere vun de soziale Moossname fir 2010, an dëst fir all d'Betriber;

- Eng deelweis staatlech Hëllef bei den Zënsen op Prêten, déi fir de Betrib opgeholl gi sinn;

- Eng Interventioun bei de Produktiounskäschten am Kader vun der Hektarpauschal.

An dësem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Wat fir eng Positioun vertrëtt de Minister am allgemengen, wou engersäits d'Betriber aus der Landwirtschaft mat enger schwiereger ekonomescher Situatioun konfrontéiert sinn, anerersäits de Statsbudget soll an d'Gläichgewiicht kommen?

2. Wéi chiffréiere sech d'Fuerderunge vun der Landwirtschaftskummer, a sinn dës Fuerderungen op Basis vun de betribswirtschaftleche Resultater vum leschte Joer berechtegt?

3. Huet de Minister schonns Décisioune geholl, bezunn op dës Fuerderungen? Wa jo, wéi gesinn dës Décisiounen aus?

4. Wann de Minister net op d'konkret Fuerderunge vun der Landwirtschaftskummer ageet, wéi wëllt en dann de Baueren, Wënzer a Gäertnerbetriber hëllefen?

Question 0663 (20.5.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **situation du secteur agricole:**

À l'instar des autres secteurs économiques, le secteur agricole n'est pas épargné par la crise économique. Les prix de toutes les branches de la production agricole ont chuté de façon dramatique au cours de l'année 2009. À l'heure actuelle, aucune amélioration des revenus agricoles n'est en vue. Les pertes de revenu pour l'année 2009 se chiffrent à 35 millions d'euros, c'est-à-dire une perte de plus de 45% en comparaison des revenus sur plusieurs années. Le secteur agricole se trouve donc touché par la crise plus que tout autre secteur. Lors de la déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays le 5 mai 2010, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État n'a pas mentionné le secteur agricole.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'évolution dramatique des prix dans pratiquement toutes les branches de la production agricole?

- Monsieur le Ministre pense-t-il mettre en œuvre des mesures de soutien supplémentaires pour toutes les exploitations agricoles pour ne pas compromettre la viabilité de ces dernières et la fonction sociale et environnementale du secteur? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Sachant que bon nombre d'exploitations sont confrontées actuellement à un manque de liquidités, quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour parer à la fragilisation substantielle de la trésorerie des exploitations agricoles?

- Quelles initiatives Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour assurer la pérennité du secteur agricole au Luxembourg?

Réponse (7.6.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Déi honorabel Deputéiert stellen eng Rei Froen am Zesummenhang mat der schwiereger ekonomescher Situatioun an der Landwirtschaft.

Et ass richteg, datt 2009 e ganz schwieregt Joer fir d'Landwirtschaft war. No Berechnunge vu menge Servicer ass den Netto-Revenu am Secteur vu 57 Milliounen Euro am Joer 2008 op 29 Milliounen Euro am Joer 2009 gefall, deemno e Réckgang vu 46,4%. Dëst war haaptsächlech op de Réckgang vun de Präisser bei der Mëllech a bei de Kären zréckzeféieren.

D'Landwirtschaftskummer huet doropshin zesumme mat enger Rei Organisatiounen en Aarbechtsdokument ausgeschafft, fir eng Äntwert op dës Kris ze fannen. Dëst Dokument ass an zwou Sëtzungen zesumme mat menge Servicer analyséiert ginn. An deem Dokument gi souwuel kuerz- a mëttelfristeg wéi och laangfristeg Piste virgeschloen, fir der Landwirtschaft aus der Kris ze hëllefen.

Dat esou finaliséiert Dokument ass de 14. Mee 2010 eng éischte Kéier am Regierungsrot diskutéiert ginn an et gouf décidéiert, datt en interministerielle Grupp (Landwirtschaftsminister, Finanzminister, Sozialminister, Innenminister a Minister fir den Développement durable an d'Infrastrukturen (Ëmweltdepartement)) d'Dokument soll op Regierungsniveau analyséieren, fir en Agrarsommet ze preparéieren, deen da soll zu konkrete Resultater fir de ganze landwirtschaftleche Secteur féieren.

Et ass deemno nach net méiglech fir zu dësem Zäitpunkt konkret Äntwerten op d'Froe vun den Hären Deputéierten ze ginn. Ech wäert awer net verfeelen déi noutwendeg Informatiounen no ze liwweren, esou bal wéi d'Diskussiounen ofgeschloss sinn an déi ufälleg Décisioune geholl si ginn.

Question 0624 (3.5.2010) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **désignation d'un responsable du dossier «chasse» au sein de l'Administration de la Nature et des Forêts:**

Dans une lettre circulaire datant de février 2010, le directeur de l'Administration de la Nature et des Forêts avait annoncé, dans le cadre de la création de l'Administration de la Nature et des Forêts, une réorganisation du domaine touchant la chasse. Dans cette circulaire une personne émanant du cadre supérieur de l'administration avait été désignée comme responsable du dossier chasse au sein de l'administration.

Or, selon mes informations, Monsieur le Ministre semble être revenu sur cette décision et avoir changé le directeur même du dossier «chasse».

- Monsieur le Ministre peut-il me donner les raisons de cette démarche ministérielle?

- Est-ce que cette décision ministérielle est due à des pressions venues de milieux proches des chasseurs?

Réponse (8.6.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

L'arrêté grand-ducal du 27 juillet 2009 portant constitution des Ministères attribue la chasse comme compétence au Ministère du Développement durable - Département de l'Environnement.

La loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts est à l'origine de la réorganisation administrative en matière de chasse.

Conformément à la loi, la direction a, entre autres, dans ses attributions la coordination des relations avec les autorités, le public, les organismes publics et privés, la gestion des ressources humaines et les relations publiques.

Le service de la nature a, entre autres, dans ses attributions l'exécution des dispositions légales et réglementaires en matière de chasse.

De ce qui précède résulte l'organisation suivante en matière de chasse:

- les orientations politiques en matière de chasse sont définies au niveau du ministère, et les décisions afférentes sont prises par le Ministre;

- le directeur de l'Administration de la Nature a été chargé par le Ministre Marco Schank de coordonner la mise en œuvre de ces orientations respectivement de ces décisions au niveau de l'administration;

- c'est dans ce contexte qu'intervient le service de la nature qui est entre autres chargé de l'exécution des dispositions légales et réglementaires en matière de chasse.

Le fonctionnaire évoqué par l'honorable Député - fonctionnaire dont les compétences professionnelles sont par ailleurs excellentes et n'ont jamais donné lieu à critique - fait partie du service en question. Il contribue par conséquent à en exécuter les attributions dont font partie également celles précitées en matière de chasse.

Il en résulte que la démarche ministérielle à laquelle se réfère l'honorable Député Camille Gira répond en tous points au partage des tâches entre ministère et administration.

La démarche du Ministre est donc motivée par la législation en vigueur et n'est aucunement liée à une quelconque pression de milieux proches des chasseurs.

Question 0627 (5.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **vente libre de médicaments:**

Die Verordnung und der Vertrieb von Medikamenten unterliegt strengen Auflagen. Strikte Regeln kommen diesbezüglich zur Anwendung und die Auflagen sind unumgänglich und ohne entsprechende Ausnahmeregelung.

Das Medikament Pantozol, ein IPP-Medikament gegen Magenbeschwerden, das in Luxemburg verschreibungs- und mithin apothekenpflichtig ist, wird verschiedenen Presseberichten zufolge von der EMA (Agence européenne des médicaments) für den freien Verkauf, ohne ärztliches Attest, autorisiert.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kann der Gesundheitsminister diese Information bestätigen? Liegt dem Ministerium eine ent-

sprechende Mitteilung der „Agence européenne des médicaments" vor? Seit wann?

2) Gedenkt der Minister, dem Beispiel anderer europäischer Länder zu folgen und dieses Medikament von der Verbindlichkeit der ärztlichen Verordnung zu befreien?

3) Welche Einsparungen würde eine Lockerung des Verkaufs von Pantozol-Medikamenten für die CNS bedeuten, da sie de facto nicht mehr zurückerstattet würden?

4) Wie steht es mit den Nebenwirkungen?

5) Wie viele IPP-Medikamente werden alljährlich in Luxemburg verkauft und welchen Kostenpunkt stellt die Kostenübernahme für die CNS dar?

6) Gibt es noch andere Medikamente, die in der „Vente libre" zum Vertrieb kommen könnten?

Réponse (8.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et *Ministre de la Sécurité sociale:*

„Pantoprazol" ist ein Arzneimittelwirkstoff aus der Gruppe der Protonenpumpenhemmer, der unter anderem zur Behandlung von Magen- und Zwölffingerdarmgeschwüren sowie bei Refluxösophagitis eingesetzt wird.

Mehrere auf diesem Wirkstoff basierende Arzneimittel sind zurzeit unter verschiedenen Handelsnamen in Luxemburg erhältlich. Unter ihnen auch das Medikament mit dem Handelsnamen „Pantozol". Diese Medikamente wurden durch die luxemburgischen Behörden für Luxemburg und, zum Teil, im sogenannten zentralen Verfahren durch die Europäische Medikamentenagentur (EMEA) für den gesamteuropäischen Markt zugelassen.

Es ist zutreffend, dass die EMEA vor Kurzem ein Arzneimittel mit dem Wirkstoff Pantoprazol in geringer Dosierung zur kurzzeitigen Behandlung von Reflux-Symptomen bei Erwachsenen ohne Verschreibungspflicht zugelassen hat. Dieses Produkt ist auch in Luxemburg erhältlich und ist nicht verschreibungspflichtig.

Wenngleich sich die Lockerung der Verschreibungspflicht bei geringer Dosierung und kurzzeitiger Behandlung vertreten lässt, sind zurzeit auch Präparate mit breiterem Anwendungsbereich, mit höherer Dosierung und längerer Behandlungsdauer zugelassen. Für diese Arzneimittel bleibt die Verschreibungspflicht bestehen.

Die Gesamtausgaben der Gesundheitskasse (CNS) für die Gruppe der Protonenpumpenhemmer beliefen sich auf 9,6 Mio. € im Jahre 2009:

Wirkstoff	Packungsmengen	Nettowert
Omeprazol	91.736	2.114.499
Pantoprazol	41.591	1.437.960
Lansoprazol	19.798	490.979
Rabeprazol	31.749	1.095.738
Esomeprazol	147.442	4.443.897
Total	**332.316**	**9.583.072**

Die Kostenerstattung durch die CNS erfolgt unabhängig von der Rezeptpflicht.

Q186

Question 0628 (6.5.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **nouveau format des permis de conduire:**

En décembre 2006, le Parlement européen a décidé qu'à partir de 2013 tous les nouveaux permis de conduire - ainsi que ceux qui devront être remplacés - auront le format d'une carte de crédit dans toute l'UE. Ce nouveau format remplacera les 110 autres formats en vigueur dans les différents États membres.

Certains pays européens, dont notamment l'Allemagne, ont introduit ou introduiront dans les mois à venir la nouvelle carte d'identité au format d'une carte de crédit, dotée de fonctionnalités d'authentification et de toutes les possibilités de protection des données, ainsi que d'une fonction de signature électronique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quand est-ce que le Gouvernement commencera à émettre les nouveaux permis de conduire en format de carte de crédit?

- En ce qui concerne les cartes d'identité, le Gouvernement envisage-t-il l'introduction d'une carte telle que décrite ci-dessus?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Réponse commune (14.6.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'introduction des nouveaux permis de conduire en format de carte de crédit.

Le remplacement des permis de conduire en papier par le modèle européen sous forme de carte plastique est prévu par la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire. Dans ce contexte, il y a lieu de préciser que les services du Département des Transports sont en train de préparer les textes législatifs y relatifs.

La date de délivrance de ce permis au format de «carte de crédit» est prévue par la directive susmentionnée pour le 13 janvier 2013 au plus tard.

2. Le projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité (n°5950 dépôt: le 28 octobre 2008) permettra l'introduction d'une carte d'identité électronique à format réduit. L'article 23 dudit projet prévoit notamment:

«(1) La carte d'identité est délivrée aux Luxembourgeois qui sont inscrits sur un registre communal des personnes physiques ou un registre diplomatique ou consulaire luxembourgeois. Elle est établie sur base des données inscrites sur le registre national. Elle contient des informations à caractère personnel visibles à l'œil nu et, à l'exception de la donnée visée au point i), lisibles de manière électronique, à savoir:

a) le nom et, sur demande du titulaire, le nom du conjoint vivant ou prédécédé;

b) le prénom ou les deux premiers prénoms;

c) la nationalité;

d) la date de naissance;

e) le sexe;

f) le lieu de la délivrance de la carte;

g) la date de début et de fin de validité de la carte;

h) la dénomination et le numéro de carte;

i) la photographie numérisée du titulaire;

j) la signature numérisée du titulaire;

k) la signature numérisée du Ministre de l'Intérieur;

l) le titre de noblesse des membres de la famille grand-ducale.

(2) La carte d'identité contient en outre les informations uniquement lisibles de manière électronique suivantes:

a) les certificats d'authentification et de signature;

b) les clés privées relatives aux certificats visés au point a);

c) le prestataire de service de certification agréé;

d) l'information nécessaire à l'authentification de la carte et à la protection des données lisibles de manière électronique figurant sur la carte et à l'utilisation des certificats qualifiés et afférents;

e) l'image faciale non codifiée du titulaire;

f) la résidence habituelle du titulaire;

g) la signature électronique de l'entité de délivrance;

h) le numéro d'identification du registre national.

Le titulaire de la carte d'identité peut, s'il le souhaite, désactiver les éléments visés aux points a) et b). Les éléments visés aux points a) et b) sont d'office désactivés pour les cartes d'identité délivrées aux mineurs non émancipés ou aux majeurs incapables.»

Le projet de loi en question dont est saisie la Commission parlementaire de la Fonction publique et de la Simplification administrative se trouve en attente de l'avis du Conseil d'État.

Question 0630 (6.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **rapport «State of the World's Mothers»:**

D'Associatioun «Save the Children» huet fir d'eelefte Kéier hire Rapport iwwert d'Situatioun vun de Mammen an der Welt («State of the World's Mothers») publizéiert.

Als eent vun de räichste Länner op der Welt kënnt Lëtzebuerg an deem Ranking nëmmen op déi 29. Plaz, lant esou am hënneschte Peloton vun den «méi entwéckelte Länner». Weider fält op, dass Lëtzebuerg nëmmen op Plaz 20 vun de 27 EU Memberstate kënnt, hanner enger Rei Länner, déi rezent an d'Unioun opgeholl gi sinn. Och am Verglach mat onsen Nopeschlänner steet Lëtzebuerg schlecht do: d'Belsch an Däitschland stinn op der 9. Plaz, Frankräich op der 12.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Familljeministesch:

1. Wéi erkläert d'Ministesch dëse schlechte Ranking?

2. Wat fir Ustrengunge wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir dëse Ranking - an domat d'Situatioun vun de Mammen an de Familljen zu Lëtzebuerg - ze verbesseren?

3. Fäert d'Familljeministesch net, dass eng Rei Moossnamen, déi am Kader vun de Budgetsrestriktioune geplangt sinn a ganz besonnesch d'Familljen treffen, dëse Ranking nach verschlechtere wäerten?

Réponse (15.6.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Den «2010 Mother's Index Ranking» ass am Rapport «Women on the Front Lines of Health Care - State of the Worlds's Mothers» vun der Associatioun «Save the Children» publizéiert ginn.

An dësem Rapport lancéiert d'ONG den dréngenden Appel fir d'Zuel vun den Hiewammen an dem Gesondheetspersonal an den aarme Länner ze erhéijen.

«Save the Children» ass eng Associatioun, déi sech fir d'Rechter vun de Kanner asetzt an haaptsächlech an den Entwécklungslänner aktiv ass. «Save the Children» ass net op d'Ausschaffe vu wëssenschaftlechen Etüden oder Statistike spezialiséiert. De «Ranking», dee publizéiert gouf, muss also mat Virsiicht bewäert ginn.

Beim «2010 Mother's Index Ranking» gi verschidde Parametere vun 160 Länner verglach.

Fir dësen «Ranking» goufen d'Länner an dräi Gruppen a Funktioun vun hirer Entwécklung opgedeelt. Lëtzebuerg ass am Grupp 1 vun den «méi entwéckelte Länner», dee sech aus 43 Staten zesummesetzt, op déi 29. Plaz komm.

De Mammen-Index 2010 setzt sech zu 70% aus engem Fraen-Index an zu 30% aus engem Kanner-Index zesummen.

Beim Kanner-Index huet Lëtzebuerg déi 9. Plaz vun 43, beim Fraen-Index déi 34. Plaz vun 43 kritt.

Déi jeeweileg Indexe beschränke sech op folgend eelef Parameteren:

«I. Women's Index: (70%)

- Health status (20%)

1. Lifetime risk of maternal death 2005 (I in number stated)

2. Percent of women using modern contraception 2008

3. Female life expectancy at birth 2009 (years)

- Educational Status (20%)

4. Expected number of years of formal schooling for females 2008

- Economic status (20%)

5. Maternity leave benefits 2009 - length

6. Maternity leave benefits 2009 - % wages paid

7. Ratio of estimated female to male earned income 2007

- Political status (10%)

8. Participation of women in national government 2010 (% seats held by women)

II. Children's index / children's status: (30%)

9. Under-5 mortality rate 2008 (per 1.000 live births)

10. Gross pre-primary enrollment ratio 2008 (% of total)

11. Gross secondary enrollment ratio 2008 (% of total)»

Et muss ee feststellen, dass den «Mammen-Index 2010» sech op nëmmen eelef Parametere bezitt an domat net signifikativ ka si fir e Bild vun der Situatioun vun de Mammen oder Familljen an de verschiddene Länner ze ginn. Déi eenzel Länner sinn net gefrot ginn, fir Zuelen an Explikatiounen ze ginn. D'Associatioun huet sech net bei den eenzelne Länner informéiert an et gouf keen Dialog mat der Associatioun an deem Kontext.

D'Zuelen an d'Parameteren, déi fir den «Ranking» benotzt goufen werfe munch Froen op.

Zum Beispill enthält den «Ranking» en «lifetime risk of maternal death» vun 1 zu 5.000. Fir e klengt Land ewéi Lëtzebuerg kann esou e Parameter séier e falscht Bild ginn.

Beim «ratio of estimated female to male earned income» hält den «Ranking» eng Zuel vun 0,57 fest. Ouni weider Erklärung kann een esou eng Zuel schlecht kommentéieren. Laut den Zuele vum Statec huet Lëtzebuerg en Taux vu 87,6% wat den «salaire horaire brut moyen féminin» ugeet.

Den «Ranking» enthält keng Zuele fir Lëtzebuerg fir de Parameter «percent of women using modern contraception». Mir wëssen net wéi dëse Manktem sech op den «Ranking» ausgewierkt huet; oder ginn zu Lëtzebuerg keng modern Contraceptiounsmëttel benotzt?

Och beim Parameter «expected number of years of formal schooling» ass et schwéier ze erklären, firwat fir Lëtzebuerg d'Zuel vun 13 Joer, fir d'Belsch oder Frankräich déi vu 16 Joer stinn.

Wéi ass et méiglech, dass beim Parameter «gross pre-primary enrollment» en Taux vu 86%, fir d'Belsch awer ee vun 121% steet?

Et ass och erstaunlech, dass wichteg Elementer (Kannergeld, congé parental, chèque-service, allocation d'éducation, Kannerboni,...) net fir den «Ranking» consideréiert gi sinn.

D'Mesuren, déi vun der Regierung geholl ginn, fir d'Situatioun vun de Mammen a Familljen ze verbesseren, si virun allem déi, déi am Koalitiounsaccord festgehal sinn.

Déi Moossnamen, déi am Kader vun de Budgetsrestriktioune geplangt sinn, hunn a kengem Fall eng Influenz op Mammen oder Familljen.

Question 0631 (6.5.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **carte d'identité pour les citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger:**

Il semble que les citoyens luxembourgeois ayant leur résidence principale à l'étranger ne disposent pas d'une carte d'identité luxembourgeoise du fait qu'un tel document est établi par la commune de résidence au Grand-Duché. De ce fait, nos compatriotes à l'étranger sont pratiquement obligés de porter toujours leur passeport sur eux pour pouvoir s'identifier en cas de besoin.

En outre, les Luxembourgeois résidant à l'étranger ne sont pas

soumis à une obligation d'inscription auprès de nos missions diplomatiques ou consulaires. Ceci signifie que l'État n'a que des connaissances insuffisantes concernant ces personnes, notamment lorsqu'il s'agit de garantir à nos concitoyens à l'étranger la possibilité de participer aux élections.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur:

1. Est-ce que Messieurs les Ministres estiment possible de faire établir des cartes d'identité pour les citoyens luxembourgeois à l'étranger, en se servant par exemple d'une commune de référence au Grand-Duché ou encore d'une ambassade à l'étranger?

2. Est-ce que Messieurs les Ministres estiment opportun d'introduire une obligation d'inscription auprès d'une mission diplomatique ou consulaire à l'étranger pour les citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger?

Réponse commune (14.6.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région estiment opportun d'offrir aux citoyens luxembourgeois la possibilité d'obtenir des cartes d'identité luxembourgeoises et sont disposés à élaborer une procédure d'établissement de ces cartes d'identité par l'intermédiaire des missions diplomatiques et consulaires à l'étranger. À cet effet le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Fonction publique ont introduit un projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité (n°5950 dépôt: le 28 octobre 2008) dont est saisie la Commission parlementaire de la Fonction publique et de la Simplification administrative.

Ledit projet prévoit en son article 2 (1) «Un numéro d'identification est attribué:

a) à toute personne physique inscrite sur le registre communal des personnes physiques;

b) à toute personne physique, autre que celle désignée sous a), enregistrée dans une base de données d'un service de l'État, d'une administration, d'un officier public, du Centre commun de la Sécurité sociale, de la Caisse nationale des Prestations familiales, ainsi que d'un créateur ou exécuteur d'actes translatifs de propriété immobilière ou de constitution d'hypothèque, tenus en vertu d'une disposition légale ou réglementaire d'employer ce numéro;

c) à toute personne physique de nationalité luxembourgeoise, autre que celle désignée sous a) et b), inscrite sur un registre tenu dans une mission diplomatique ou un poste consulaire luxembourgeois à l'étranger. Ces registres ont pour finalité de permettre aux Luxembourgeois y inscrits de demander à l'État luxembourgeois de leur délivrer une carte d'identité électronique. Les modalités d'inscription et de tenue des registres diplomatiques ou consulaires peuvent être déterminées par règlement grand-ducal.

L'article 23 (1) du projet de loi prévoit que «La carte d'identité est délivrée aux Luxembourgeois qui sont inscrits sur un registre communal des personnes physiques ou un registre diplomatique ou consulaire luxembourgeois. Elle est établie sur base des données inscrites sur le registre national (…)».

Ainsi, les Luxembourgeois résidant à l'étranger pourront obtenir une carte d'identité, alors que sous l'égide de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité obligatoire seuls les Luxembourgeois résidant sur le territoire du Grand-Duché y avaient droit.

2. J'estime également souhaitable que les citoyens luxembourgeois résidant à l'étranger s'inscrivent auprès d'une mission diplomatique ou consulaire à l'étranger. Toutefois l'introduction d'une obligation d'inscription me semble incompatible avec le principe de la liberté individuelle inscrite dans la Constitution de l'État luxembourgeois.

Question 0633 (7.5.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **participation du Luxembourg à un projet de parc éolien «offshore» en Mer du Nord:**

Le paquet «énergie-climat», adopté par les États membres de l'Union européenne le 12 décembre 2008, prévoit que le Luxembourg doit porter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale à 11% d'ici 2020. Or, à l'heure actuelle, la part des énergies renouvelables s'élève seulement à 1%. Ainsi, le Gouvernement a entamé des pourparlers avec neuf États membres de l'Union européenne afin de mettre en valeur l'énergie éolienne en Mer du Nord.

En effet, l'Europe se prête particulièrement bien au développement de l'énergie éolienne offshore puisque le Vieux Continent dispose d'un espace maritime peu profond surtout dans la Mer du Nord et la Mer Baltique. Entre-temps les premiers parcs éoliens ont été érigés au large du Danemark (Horns Rev, Mittelgrunden et Nysted) et de l'Allemagne (Alpha Ventus).

Le projet d'exploitation de l'énergie éolienne en Mer du Nord, auquel le Luxembourg souhaite participer, a non seulement comme objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais également d'assurer une coordination efficace entre les différents pays disposant d'un certain potentiel en production d'énergies renouvelables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement du projet susmentionné? Existe-t-il un lien entre le projet en question et le Forum Pentalatéral de l'Énergie?

- Quel est le potentiel envisageable de puissance électrique en MW dont notre pays pourrait disposer? Comment le projet d'un parc éolien en Mer du Nord sera-t-il financé?

- La centrale hydroélectrique de Vianden sera-t-elle un partenaire de stockage de l'énergie éolienne produite en cas de «vents forts»? Devra-t-on réaménager des lignes aériennes haute tension afin de faire circuler cette énergie électrique renouvelable?

- Quelles sont les échéances du projet, sachant que la construction de centrales éoliennes offshore réclame un effort majeur?

- Ne devrait-on pas songer à y associer le cluster EcoDev et des partenaires industriels, entre autres pour le développement et la construction des plates-formes?

Réponse (15.6.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis concernant la participation du Luxembourg à un projet de parc éolien «offshore» en Mer du Nord, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire N°0346 de l'honorable Député Claude Meisch portant sur le même objet *(cf. compte rendu N°8/2009-2010)*, les Ministres de l'Énergie du Forum Pentalatéral, composé des pays du Benelux, de la France et de l'Allemagne ainsi que les Ministres britannique, suédois, danois et irlandais ont signé en marge du Conseil Énergie du 7 décembre 2009 une déclaration politique sur les actions à prendre dans le contexte du développement des infrastructures électriques permettant de développer les parcs éoliens en Mer du Nord et leur intégration dans le réseau électrique interconnecté européen. La Norvège, le seul État non membre de l'Union européenne, s'est ralliée à cette déclaration le 2 février 2010.

Il est à noter que par leur signature, les États ne se sont pas engagés dans des projets de construction ou d'exploitation de centrales d'énergie éolienne, mais à coordonner les activités au niveau des infrastructures de transmission d'électricité liées directement et indirectement aux projets éoliens offshore.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la déclaration prémentionnée, un groupe de travail, formé par les dix États signataires, est actuellement en train de lancer une étude technico-économique sur la réalisation d'un réseau commun de transport offshore et onshore qui traitera également la question des interconnexions supplémentaires éventuellement nécessaires dans les pays concernés.

Entre-temps, les premiers projets de parcs éoliens ont déjà été réalisés au large des côtes de la Mer du Nord avec une puissance totale d'environ 2 GW à la fin de 2009. Des études européennes et internationales ont estimé un potentiel supplémentaire d'environ 40 GW à l'horizon 2020 pour atteindre une capacité totale d'au moins 120 GW à l'horizon 2030.

La centrale à accumulation par pompage de Vianden, comme d'ailleurs les autres centrales européennes du même genre, joue un rôle croissant dans le lissage des fluctuations de l'électricité produite par les centrales basées sur des sources d'énergies renouvelables. Ces variations sont principalement causées par les variations climatiques, dont les centrales éoliennes sont certainement les plus affectées.

C'est dans la double perspective de lissage et de sécurité d'approvisionnement que la puissance de la centrale va être augmentée par une 11e turbine de 200 MW pour atteindre une capacité installée totale de 1.300 MW à l'horizon 2013. Un réaménagement majeur des infrastructures de transport luxembourgeoises suite à l'accroissement d'une importation d'énergie éolienne provenant de la Mer du Nord n'est pas envisagé.

En ce qui concerne la réalisation de son objectif de 11% à l'horizon 2020, le Luxembourg doit recourir aux mécanismes de coopération prévus par la récente directive relative à la promotion de l'utilisation de sources d'énergies renouvelables pour obtenir des transferts de quantités d'énergies renouvelables produites hors du territoire national. L'implication du Luxembourg dans le développement des réseaux onshore et offshore dans le cadre du développement du potentiel éolien offshore est donc importante pour avancer dans ces discussions stratégiques. Reste cependant à préciser que ce sont en principe les entreprises privées qui réaliseront les investissements dans les parcs éoliens et commercialiseront l'énergie produite suivant les mécanismes de soutien en vigueur dans les États membres de l'Union européenne. Même si une entreprise luxembourgeoise exploitait un parc éolien en Mer du Nord, la capacité de cette plate-forme ne contribuerait donc pas automatiquement à l'objectif national.

Le cluster EcoDev, lancé en début de l'année 2010 dans le cadre des actions autour du plan d'action «écotechnologies» par mon Ministère en collaboration avec l'agence Luxinnovation, est un réseau d'acteurs publics et privés dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. Il aborde notamment toutes les questions en relation avec le développement des énergies renouvelables et les opportunités pour l'économie luxembourgeoise. Ainsi, il est également ouvert à toute discussion sur les technologies de l'énergie éolienne, y inclus celles concernant l'énergie éolienne offshore.

Question 0634 (10.5.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **passeport énergétique:**

Le passeport énergétique est obligatoire pour des nouveaux bâtiments d'habitation et lors de travaux de rénovation de bâtiments d'habitation existants exigeant une autorisation de bâtir depuis le 1er janvier 2008. Grâce au passeport énergétique, les personnes souhaitant acheter ou louer un bâtiment d'habitation devraient voir d'un seul coup d'œil s'il s'agit d'une maison ou d'un appartement économe ou énergivore. Le passeport énergétique indique de façon simple et transparente les besoins en énergie des bâtiments et des logements.

Il a été porté à ma connaissance que lors de ventes immobilières, notamment d'appartements, à des personnes ignorant souvent la signifiance du passeport énergétique, sont vendus des logements de la classe E ou F, sans que les acquéreurs concernés ne soient conscients des implications en la matière.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'en cas de vente immobilière, le vendeur devrait explicitement informer l'acquéreur de la classe énergétique et des conséquences qui en résultent?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement pourrait-il envisager de sensibiliser davantage nos concitoyens afin d'éviter que des personnes n'achètent des habitations qui ne sont pas conformes aux standards actuels?

Réponse (9.6.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Marc Spautz concernant la communication du certificat de performance énergétique, je puis vous communiquer les informations reprises ci-après:

Le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation prévoit que tout acheteur ou locataire intéressé par l'acquisition ou la location d'un bâtiment d'habitation a le droit de consulter le certificat de performance énergétique. Même au cas où l'acheteur ou le locataire ne demande pas la consultation du certificat de performance énergétique, le propriétaire est obligé de communiquer l'original au nouveau propriétaire respectivement une copie certifiée conforme au nouveau locataire au moment où le changement de propriétaire ou de locataire devient effectif.

Différentes campagnes de sensibilisation avant et après l'entrée en vigueur de la réglementation ont été lancées sur la radio, la télévision et dans la presse écrite pour sensibiliser les citoyens sur la thématique du certificat de performance énergétique des bâtiments. Une «hotline» gratuite et un site Internet ont été mis en place afin de répondre aux questions du public et de garantir la propagation de l'information. Entre-temps, le secteur de la promotion immobilière ainsi que les sociétés immobilières rendent également attentifs au certificat de performance dans leurs publications écrites respectivement sur leurs sites Internet.

Question 0635 (10.5.2010) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **cour de récréation d'un lycée utilisé comme parking:**

J'ai pu constater avec étonnement que les enseignants et les cadres administratifs du LGL (Lycée de Garçons à Luxembourg-Limpertsberg) sont autorisés à stationner leurs voitures dans la cour de récréation du lycée et que pendant les récréations les élèves sont obligés de sortir du lycée ou de circuler parmi les voitures garées dans la cour de récréation.

Par ailleurs, les amis et membres de famille desdits enseignants stationnent également dans la cour de récréation du LGL, et ce en dehors des heures de travail et pendant les vacances scolaires.

J'estime que la cour de récréation d'un lycée ou d'une école doit être réservée exclusivement aux élèves, que les enseignants se doivent de montrer l'exemple et

d'utiliser les moyens de transports publics mis à leur disposition ou les parkings publics s'ils se déplacent en voiture privée. En l'espèce la situation est encore plus scandaleuse alors que la Ville de Luxembourg met des parkings à disposition des enseignants du LGL, et ce sur un site situé à peine une centaine de mètres du Lycée.

Aussi j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Entendez-vous prendre les initiatives et donner les instructions nécessaires pour réserver la cour de récréation du LGL à la récréation et pour interdire tout stationnement sur ce site, à savoir pendant et en dehors des heures de cours et pendant les vacances scolaires?

2. Si non, quelles peuvent être les raisons qui pourraient justifier selon vous le stationnement de voitures dans la cour de récréation du LGL?

3. Si non, quelles sont les raisons qui selon vous rendent impossible le stationnement de véhicules d'enseignants sur le parking rue Ermesinde situé à peu de distance du LGL?

Réponse (14.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est vrai qu'à l'heure actuelle nombre d'enseignants et membres de l'administration garent leur voiture dans la cour de récréation du LGL.

Je déplore qu'aucune des solutions envisagées depuis la rénovation du lycée en vue de remédier au problème du parking n'ait pu aboutir. En effet, la construction d'un parking sous la place Auguste Laurent n'a, dans une première phase, pas été retenue par le Gouvernement vu son coût exorbitant.

Par la suite, la réalisation du parking souterrain s'est heurtée à un refus de la Ville de Luxembourg qui est propriétaire de cette parcelle de terrain située en face de l'entrée du LGL.

Finalement, la Ville de Luxembourg a proposé de concéder des emplacements de stationnement au personnel du lycée dans le cadre du projet du parking Tramschapp suivant des modalités à arrêter d'un commun accord entre la Ville de Luxembourg et l'État.

Les négociations en question ont échoué en raison des horaires de mise à disposition des emplacements, respectivement d'un refus de contribution financière de la part des utilisateurs.

Je reste en contact avec la direction du lycée pour trouver une solution à cette situation insatisfaisante à tous les égards.

Question 0636 (11.5.2010) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **passeport énergétique:**

Le passeport énergétique est un label de qualité pour la performance énergétique des bâtiments d'habitation. Grâce à lui, les personnes intéressées voient d'un seul coup d'œil s'il s'agit d'une maison économe ou énergivore. Le passeport énergétique indique de façon simple et transparente les besoins en énergie des bâtiments et des logements. Même sans connaissances techniques, le consommateur peut évaluer la qualité énergétique du bâtiment d'habitation. Pour les nouvelles constructions et les travaux de rénovation exigeant une autorisation de bâtir, le passeport énergétique est obligatoire depuis le 1er janvier 2008. Dans le cas de bâtiments d'habitation existants, le passeport est exigé en cas de vente ou de location, depuis le 1er janvier 2010.

Si le propriétaire, respectivement le syndicat des copropriétaires, ne délivre pas de passeport énergétique alors que l'établissement est obligatoire, le propriétaire respectivement le syndicat des copropriétaires peut encourir les peines prévues par la loi du 5 août 1993 sur l'utilisation rationnelle de l'énergie. Pour les nouvelles constructions, l'autorisation de bâtir est refusée par l'administration communale si le passeport énergétique et le calcul de la performance énergétique ne sont pas présentés. En cas de vente, le notaire peut refuser de procéder à la vente si le passeport énergétique ne lui est pas présenté.

La législation en vigueur exige donc que, pour chaque vente d'un immeuble, un passeport énergétique soit établi. Or, on trouve sur le marché immobilier parfois des terrains avec des maisons dans un état de vétusté avancé. Les personnes qui acquièrent ces terrains le font dans la majorité des cas avec l'intention de démolir l'existant pour construire par après une nouvelle maison sur ce terrain. Dans une première étape, un passeport énergétique pour le bâtiment destiné à être démoli est donc exigé et, dans une deuxième étape, l'acquéreur est obligé de faire dresser un passeport énergétique pour la nouvelle maison qui sera construite.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que dans les cas décrits ci-dessus il y a un double emploi qui engendre un surcoût non négligeable?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il modifier la législation en vigueur?

Réponse (11.6.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Sylvie Andrich-Duval concernant l'établissement du certificat de performance énergétique dans le cas d'une vente d'un bâtiment d'habitation destiné à être démoli, je puis vous communiquer les informations suivantes:

En 2009, j'ai fait adopter par le Conseil de Gouvernement un projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation. Ce projet de règlement prévoyait notamment la dispense du certificat de performance énergétique dans le cas d'une vente d'un bâtiment d'habitation destiné à des fins de démolition. Le Conseil d'État s'est cependant opposé à cette simplification réglementaire en arguant que cette disposition serait contraire à la directive 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments. Laquelle directive n'admettrait pas d'exception quant à l'obligation de l'établissement du certificat de performance énergétique dans le cas d'une vente.

La Conférence des Présidents de la Chambre des Députés a donné son assentiment au projet de règlement, sous réserve de la prise en considération des remarques formulées par le Conseil d'État. Par conséquent, la modification proposée par mon Ministère n'a pas pu être prise en compte.

Question 0638 (11.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **chiropratique:**

In der Fernsehsendung „Den Nol op de Kapp" hat der Minister darauf hingewiesen, dass die Chiropraktik gute Chancen hätte, um in die generelle Praxis der Schulmedizin aufgenommen zu werden.

Deshalb möchte ich folgende Frage an den Gesundheitsminister stellen:

- Wird die Chiropraktik in demselben Paket wie die Osteopathie behandelt, und zwar nach der Empfehlung der WHO, die noch in diesem Semester erfolgen soll, oder wird die Chiropraktik getrennt analysiert?

Réponse (10.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais d'abord rappeler ma réponse à la question parlementaire N°0246 de Monsieur le Député *(cf. compte rendu N°7/2009-2010)*, pour l'informer ensuite de mon intention de réglementer ensemble tant la chiropraxie que l'ostéopathie, à condition toutefois que pour cette dernière spécialité l'OMS ait déterminé les critères de formation.

Question 0640 (11.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **fautes professionnelles** - la **responsabilité:**

Immer öfter häufen sich Meldungen, dass ärztliche Kunstfehler in den Krankenhäusern bei Patienten zu chronischen Schäden führen. Da die Behandlung meistens in einem Team erfolgt, fühlt keiner sich hierfür verantwortlich und die Verwaltungsräte wollen nichts damit zu tun haben. Bleibt also die leidige Frage der Verantwortung.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister stellen:

1. Wer trägt die Verantwortung bei einem medizinischen Fehler in einer Pflegestruktur, der Spätfolgen für den Patienten nach sich zieht?

2. Ist die Pflegestruktur nicht zuständig bei Fehlern, die in ihrem Bereich vorkommen?

3. Wie kann der Patient seine Rechte geltend machen, wenn ein Kunstfehler vorliegt?

4. Was geschieht bei einem Kunstfehler, der nicht in der Patientenakte vermerkt wurde, so dass keine Expertise möglich ist?

5. Wird hierzu ein Gesetzesprojekt ausgearbeitet, um den Patienten zu ihrem Recht zu verhelfen?

6. Wie steht der Minister zu der Forderung der Vereinigung der Ärzte „AMMD", das Prinzip der „Responsabilité sans faute" im Luxemburger Recht einzuführen?

Réponse (18.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das Haftungsrecht bei medizinischen „Kunstfehlern" ist zurzeit nicht durch spezielle gesetzliche Bestimmungen geregelt. Sowohl Gesundheitsberufler als auch Krankenhäuser oder Pflegestrukturen unterliegen somit dem allgemeinen Zivilrecht. Unter Umständen kann auch eine strafrechtliche Haftung gegeben sein, wenn zum Beispiel ein Eingriff ohne Einwilligung des Patienten erfolgt ist.

Rechtlich stützt sich das durch die Rechtsprechung im Laufe der Jahre erarbeitete System der zivilrechtlichen Haftung auf die im „Code civil" festgehaltenen Prinzipien der vertraglichen Haftung („responsabilité contractuelle") und, in spezifischen Situationen, der deliktischen Haftung („responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle"). Generell gilt hier, dass die Verantwortung für Behandlungsfehler durch den (oder die) verantwortlichen Leistungserbringer getragen wird.

Ein Arzt oder Gesundheitsberufler ist verpflichtet, nach bestem Wissen und nach den geltenden Regeln der medizinischen Wissenschaft zu handeln. Die Behandlung muss dem Standard eines gewissenhaften Facharztes entsprechen. Es ist jedoch in der Regel kein Behandlungserfolg („obligation de résultat") garantiert, da in der Medizin eine gewisse Unvorhersehbarkeit („aléa thérapeutique") besteht. Nicht jedem Diagnosefehler entspricht somit auch gleichzeitig ein haftungsbegründender Behandlungsfehler, da die Symptome einer Erkrankung nicht immer eindeutig sind und auch von Mensch zu Mensch variieren können.

Gemäß der Rechtsprechung untersteht das Pflegepersonal, auch wenn es sich um das Personal des Krankenhauses oder der Pflegestruktur handelt, während der ärztlichen Tätigkeit der Leitung des verantwortlichen Arztes. Dieser trägt infolgedessen auch die juristische Verantwortung für etwaige Fehler, die unter seiner Aufsicht durch das ihm unterstellte Personal entstanden sind. Dieser Rechtsgrundsatz schließt jedoch nicht eine eventuelle Haftung für Organisationsfehler des Krankenhausträgers oder Pflegestrukturträgers aus. Bei Pflichtverletzungen durch Personal des Krankenhauses oder einer Pflegestruktur außerhalb des ärztlichen Tätigkeitsbereiches ist eine Haftung des jeweiligen Trägers die Regel.

In der Praxis, besonders wenn eine Behandlung im Team erfolgt, kann es vorkommen, dass mehrere Pflichtverletzungen zusammen zum „Kunstfehler" führen. In einem solchen Fall ist laut Zivilrecht eine solidarische Haftung aller Verantwortlichen gegeben.

Haftung ist in jedem Fall nur für Schäden gegeben, welche in Kausalzusammenhang („lien causal") zur Pflichtverletzung stehen. Pflichtverletzung, Schaden und Kausalzusammenhang hat gemäß allgemeinem Zivilrecht der betroffene Patient zu beweisen. Eine Pflichtverletzung ist laut geltender Rechtsprechung auch gegeben, wenn der Aufklärungspflicht nicht nachgekommen wurde. In diesem spezifischen Fall besteht gegebenenfalls Haftung für ein eingetretenes Risiko, auch wenn sonst kein Behandlungsfehler nachgewiesen wird.

Der erste Schritt bei einem vermuteten Kunstfehler sollte darin bestehen, den Dialog mit dem behandelnden Leistungserbringer zu suchen. In vielen Fällen führt dies schon zur Klärung des Sachverhalts und, bei berechtigtem Haftungsanspruch, zur Übernahme des Schadensfalles durch seinen Versicherer.

Die Frage der Verantwortlichkeit ist jedoch unter Umständen eine komplexe Frage, welche bei Uneinigkeit der Parteien nur durch die zuständigen Gerichte geklärt werden kann. In der Regel wird ein Gutachter beauftragt, die komplexen Sachverhalte zu klären.

Eine gewissenhafte Dokumentation der Behandlung ist von großer Wichtigkeit, um die Behandlung nachvollziehen zu können, dies auch in einem Schadensfall.

Wenngleich mangelhafte oder fehlende Dokumentation unter Umständen eine Expertise erschwert, sollte dieser Umstand im Regelfall die Arbeit des Gutachters nicht unmöglich machen.

Die außergerichtliche Schadensregulierung ist ein wichtiger Aspekt bei einer schnellen Regulierung eines eventuellen Kunstfehlers.

Mein Ministerium arbeitet zurzeit an einem Gesetzesentwurf betreffend die Rechte und Pflichten des Patienten. Hier ist unter anderem die Schaffung von Schlichtungsstellen im Gesundheitswesen angedacht. Solche Strukturen sind besonders wertvoll, um zu einer Problemlösung zu gelangen, da sie im gemeinsamen Dialog dazu beitragen, ein gemeinsames Verständnis zwischen Patient und Arzt beziehungsweise Krankenhaus über die Sach- und Rechtslage herzustellen.

Das Thema verschuldensunabhängiger Entschädigungssysteme (sogenannte „No-Fault-Systeme") in Luxemburg nach ausländischem Modell wurde zuletzt im Rahmen der „Quadripartite" aufgeworfen. Verschuldensunabhängige Entschädigungssysteme bestehen seit Längerem in den skandinavischen Ländern, die jedoch auch über andere juristische Systeme sowie andre Gesundheitssysteme verfügen.

Belgien hat die Einführung eines solchen Systems im Jahre 2007 beschlossen. Die Ereignisse in Belgien haben jedoch gezeigt, wie komplex die Einführung eines solchen Systems ist. Das entsprechende Gesetz von 2007 ist in der Tat bis heute dort nicht wirksam. Um erhebliche Probleme bei der Einführung zu vermeiden, soll es jetzt schon grundlegend abgeändert werden.

Ohne die Einführung eines solchen Systems auszuschließen bedarf es jedoch intensiver Vorarbeiten zur Klärung der sich stellenden Probleme. In der Regierungserklärung wurde festgehalten, dass „le Gouvernement dressera un état des lieux de l'indemnisation des patients en matière d'aléa thérapeutique, évaluera les avantages et les désavantages de l'introduction du principe dit 'no fault' et proposera des moyens aptes à remédier aux déficits éventuellement constatés".

Question 0642 (11.5.2010) de **MM. Emile Eicher**, **Ali Kaes**, **Mill Majerus** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **trafic sur la N7:**

On constate quotidiennement un énorme afflux de trafic en provenance du Nord du Grand-Duché vers la capitale, ce qui provoque

des embouteillages importants aux heures de pointe.

- Sachant que l'intention de créer des parkings P&R à Mersch, Ettelbruck et dans d'autres villages le long de la N7 a été annoncée, nous aimerions être renseignés sur l'état d'avancement des projets en question.

Un projet prévoyant une nouvelle gare et un parking P&R à Lorentzweiler au lieu-dit «Kléck» a cependant été abandonné.

- Afin de délester la N7, Monsieur le Ministre partage-t-il l'idée qu'il serait opportun de réenvisager le projet énoncé ci-dessus?

- Dans la négative, quelles autres mesures le Gouvernement propose-t-il afin de remédier à la situation qui nuit gravement à la qualité de vie des habitants des villages qui longent la N7?

Réponse (15.6.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les honorables Députés Ali Kaes, Mill Majerus, Emile Eicher et Jean-Paul Schaaf constatent quotidiennement un énorme afflux de trafic en provenance du Nord du pays vers la capitale. À ce sujet, ils s'enquièrent au sujet de la création de différents «parkings P&R à Mersch, Ettelbruck et dans d'autres villages le long de la N7».

En effet, l'on précise tout d'abord que les P&R de Mersch et d'Ettelbruck existent déjà et seront agrandis. Ainsi, en collaboration avec la commune de Mersch, en plus des 154 places existantes à la gare, un parking provisoire de 208 places sera aménagé en 2010 sur la friche «Valfonds». Dans le cadre d'un concept d'urbanisation, il est prévu de mettre en place un parking en élévation à la gare. De même, en collaboration avec la commune d'Ettelbruck, et en complément des 148 places existantes à la gare, un parking de 65 places a été aménagé en 2009 au boulevard Grande-Duchesse Charlotte. Par ailleurs, le concept urbanistique «Nordstad» prévoit la réalisation d'un parking en élévation à moyen terme.

Plus au nord, la commune de Kiischpelt a marqué son accord à la réalisation d'un parking supplémentaire dans l'ancienne cour à marchandises de Kautenbach (plus de 89 places) et d'un réaménagement du parking à Wilwerwiltz qui passera de 42 à 57 places. À Kautenbach, les travaux démarreront fin 2010. Un projet qui permettra d'atteindre 232 places est en voie d'élaboration. À Troisvierges, la capacité a été portée en 2009 de 119 à 179 places par marquage au sol sur un terrain vague.

Pour le moment, il n'est pas prévu d'aménager un P&R à Lorentzweiler au motif que le halte ferroviaire au lieu-dit «Kléck» à Lorentzweiler, servant actuellement de quai de déchargement des matériaux de construction de la Route du Nord, ne sera pas reconverti au profit des passagers pour des raisons de temps de parcours des trains circulant entre Ettelbruck et Luxembourg.

Enfin, il y a lieu de mentionner le projet d'un nouveau P&R à Luxembourg-Kirchberg, près de la Luxexpo, qui devrait être accessible par des pistes réservées partant de l'autoroute. Il est en outre évident que ce parking devra être desservi ultérieurement par le tram afin de permettre aux passagers un trajet rapide vers leur lieu de travail.

Question 0649 (12.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **«Code de Déontologie» dans le domaine de la recherche:**

En cette période de crise, beaucoup d'entreprises hésitent à engager définitivement de nouveaux salariés et se tournent dès lors prioritairement vers l'intérim pour des raisons de flexibilité.

Or, pour qu'un intérimaire soit pris en charge en cas d'accident du travail, il lui faut comptabiliser 60 jours de cotisation en continu à la sécurité sociale.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'on doive protéger davantage les intérimaires en cas d'accident du travail?

- Sachant que le comité directeur de l'Association d'assurance contre les accidents ne se réunit que tous les deux mois pour traiter de ces dossiers, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ces réunions devraient avoir lieu à intervalles plus réguliers afin que les personnes concernées, dont notamment beaucoup d'intérimaires en situation financière précaire, puissent profiter plus rapidement de leur indemnité?

Réponse (8.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans sa question, l'honorable Député part du constat erroné qu'en période de crise les entreprises auraient davantage recours au travail intérimaire. L'évolution de la masse salariale cotisable déclarée par les entreprises de travail intérimaire démontre le contraire. De 120,7 millions d'euros en 2003, elle est passée progressivement à 216,9 en 2007 et 224,2 en 2008. En revanche, cette masse salariale est descendue à 162,7 millions d'euros en 2009, première année pleine où la crise a pu sortir ses effets. La régression s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2010.

Tout comme les accidents du travail et de trajet de l'ensemble des salariés, ceux subis par les travailleurs intérimaires sont pris en charge par l'assurance accident sans aucune condition d'affiliation préalable. Les prestations en nature et en espèces sont accordées dès le premier jour de l'accident.

Les dossiers sont traités chaque jour par les services de la Caisse nationale de Santé et par ceux de l'Association d'assurance contre les accidents. Le rythme en principe bimestriel des réunions du comité directeur de cette dernière institution n'entrave pas le traitement régulier des dossiers. En effet, cet organe n'intervient que dans les affaires contentieuses et plus particulièrement pour statuer sur les oppositions des assurés contre les décisions portant refus ou limitation de la prise en charge des accidents et des prestations. D'ailleurs, ces décisions sont souvent prises sur base d'un avis du Contrôle médical de la Sécurité sociale qui s'impose à l'Association d'assurance contre les accidents.

Um Schwierigkeiten bei der konsequenten Vermeidung von Plagiat, Verletzung von Autorenrechten und Urheberrechten zu begegnen, wird in der Forschungslandschaft versucht, gemeinsame Regeln, die internationalen Vorgaben und Standards entsprechen, einzuführen und umzusetzen. Dabei scheint man sich auf autoregulatorische Mechanismen zu verlassen (z. B. „Notes de Service"), die aber nicht immer greifen und bei Bekanntwerden von Zuwiderhandlungen gegen anerkannte internationale Standards eine Gefahr für das Bild nach außen unserer aufstrebenden Forschungsgemeinschaft darstellen können.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Forschungsminister stellen:

1. Gibt es in Luxemburg ein Gremium, das sich mit Deontologie in der Forschung hierzulande auseinandersetzt und national verbindliche, normative Standards vorgibt?

2. Sind die Standards publiziert und öffentlich einsehbar? Gibt es einen Luxemburger „Code de Déontologie" für die Forschung?

3. Wie wird gegebenenfalls darauf geachtet, dass die deontologischen Regeln hier eingehalten werden? Gibt es diesbezüglich ein nationales Überwachungsorgan?

4. Wo können sich Personen melden, die über Verstöße berichten möchten?

5. Sind kürzlich Verstöße gegen die Deontologie in der nationalen Forschungslandschaft bekannt geworden?

6. Wie und durch wen werden hierzulande Verstöße gegen die Forschungsdeontologie geahndet und sanktioniert? Handelt es sich um präventive oder repressive Sanktionen?

Réponse (11.6.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Es existiert wohl keine andere Tätigkeit des Menschen, die sich so sehr mit der Annäherung an die grundlegenden Fragen der Menschheit beschäftigt, wie die Forschung, die zu diesem Zwecke die Frage nach dem Warum in das Zentrum der Bestrebungen rückt. Darum ist es auch nicht verwunderlich, dass das Streben nach Wahrheit als Kernaufgabe der Forschung angesehen wird. Es ist damit naheliegend, dass die Forscher und ihre Unternehmungen sehr hohen Ansprüchen an Aufrichtigkeit und Ehrlichkeit genügen müssen. Fälle von sogenanntem „scientific misconduct", seien sie so spektakulär, wie der Fall in Südkorea vor einigen Jahren, oder von deutlich geringerem Ausmaß, so daß sie nicht an die Öffentlichkeit gelangen, werden mit internationaler Ahndung bis hin zu Ächtung oder gar Ausschluss aus der wissenschaftlichen Gemeinschaft bestraft. Scientific misconduct führt andererseits aber auch zum Vertrauensbruch zwischen der Wissenschaft und der Gesellschaft. Deswegen ist es wichtig, vor allem präventiv an dieses Problem heran zu gehen.

Hierzulande gibt es derzeit kein formelles Gremium, das sich mit der Deontologie und dem Ethos in der Forschung auseinandersetzt. Es existieren auch keine kodifizierten normativen Standards auf nationaler Ebene. Da Forschung sich überwiegend in einem internationalen Umfeld abspielt, sind nationale Alleingänge nicht hilfreich. Diese Problemstellung kann nur in einem breiteren, supranationalen Rahmen angegangen werden. Deswegen haben sowohl die OECD[1] als auch die EU[2] sich mit dem Problem beschäftigt und in diesem Rahmen sogenannte „best practices" identifiziert und Empfehlungen und Leitlinien erarbeitet.

Das Forschungsministerium analysiert derzeit diese Dokumente und lotet die Möglichkeit einer bindenden Implementierung dieser internationalen Empfehlungen und Richtlinien in den öffentlichen Forschungszentren aus, um etwaigem scientific misconduct vorzubeugen.

Es erscheint mir in diesem Zusammenhang erwähnenswert, dass der Fonds national de la Recherche eigene Richtlinien ausgegeben hat, welche auf den von der OECD und der EU ausgegebenen internationalen Leitlinien gründen. Diese Richtlinien wenden sich auf die beim FNR beantragten und die vom FNR bewilligten Projekte an. Die Richtlinien haben eine präventive Ausrichtung und Verstöße gegen diese Richtlinien werden geahndet. Das Verhängen von Strafen liegt im Ermessen des Verwaltungsrates, welcher sich hierbei an den international gängigen Maßnahmen orientiert.

1 OECD: "Best practices for ensuring scientific integrity and prventing misconduct", Paris, 2007

2 EC Expert Group on Research Integrity: "Integrity in Research - a Rationale for Community Action", Bruxelles, 2007

Question 0650 (12.5.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**expertise sur les relations entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et la Philharmonie Luxembourg:**

Il me revient qu'une expertise sur les relations entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg (OPL) et la Philharmonie Luxembourg vient d'être finalisée.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelles sont les visées de cette expertise et qui a été chargé de son élaboration?

- Quelles en sont les conclusions?

- Quand les résultats de l'expertise en question seront-ils présentés au grand public?

- Pour quelle politique le Ministère de la Culture optera-t-il afin d'optimiser les relations entre l'Orchestre philharmonique du Luxembourg et la Philharmonie Luxembourg?

- Madame la Ministre peut-elle me dire également quel est le coût de l'expertise?

Réponse (10.6.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En réponse aux questions posées par l'honorable Député au sujet de l'expertise OPL/Philharmonie, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Fin de l'année 2009, j'avais chargé, en concertation avec les conseils d'administration de la Fondation Henri Pensis (Orchestre philharmonique du Luxembourg) et de l'établissement public Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte (Philharmonie) deux experts, M. Martijn Sanders, ancien directeur du Concertgebouw d'Amsterdam, et M. Laurent Bayle, directeur général de la Cité de la Musique de Paris, d'une mission d'expertise sur des synergies possibles entre l'OPL et la Philharmonie.

Plus précisément, les experts étaient chargés de:

1. procéder à une analyse organisationnelle de l'Orchestre philharmonique du Luxembourg pour décrire l'organisation interne, le flux des informations et les processus de prise de décision, et les comparer à d'autres grands orchestres internationaux. Cette analyse devrait pouvoir mener à des recommandations pour optimiser les processus organisationnels ainsi que les ressources humaines et financières, notamment au vu de l'impossibilité - pour cause de maladie - dans laquelle se trouve l'actuel président du comité de direction de continuer cette tâche;

2. procéder à une analyse organisationnelle de la Philharmonie pour décrire l'organisation interne, le flux des informations et les processus de prise de décision. Cette analyse devrait pouvoir mener à des recommandations pour optimiser les processus organisationnels ainsi que les ressources humaines et financières;

3. procéder à une analyse de l'état de la collaboration existante entre l'OPL et la Philharmonie ainsi qu'à une analyse contextuelle des autres organisateurs de concerts et autres partenaires de l'OPL; proposer une analyse des risques et des chances pour identifier de nouveaux créneaux pour l'OPL;

4. au vu des résultats de l'analyse, proposer, si nécessaire, des changements à apporter au sein de l'organisation interne ainsi que d'éventuels nouveaux domaines de collaboration et de synergies entre la Philharmonie et l'OPL.

En tant que Ministre de tutelle de ces deux établissements, je discuterai les conclusions de l'expertise avec les organes responsables en vue d'une prise de décisions permettant un développement optimal et harmonieux des deux institutions.

Le coût de l'expertise s'élève à 10.000 euros pour chacun d'eux avec en sus les frais de déplacement d'Amsterdam respectivement de Paris à Luxembourg.

Question 0652 (17.5.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **télétravail:**

Dans une interview publiée récemment dans la presse quotidienne, Madame la Ministre de l'Égalité des Chances a regretté que nombre de grandes entreprises refusent d'engager des personnes travaillant dans le cadre de la formule dite du «télétravail».

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des Chances:

- Madame la Ministre peut-elle me dire quelles sont les raisons principales qui permettent d'expliquer cette réticence voire même ce refus de la part des grandes entreprises?

- Dans quels domaines et pour quels types d'entreprises le télétravail est-il le plus développé à l'heure actuelle? Existe-t-il des statistiques à ce sujet?

- Madame la Ministre a-t-elle l'intention de créer un cadre incitatif favorisant le développement du tététravail, notamment au profit des personnes préférant éduquer leurs enfants en grande partie au foyer familial?

- Le Ministère se propose-t-il de promouvoir des projets-pilotes destinés à sensibiliser les grandes entreprises à soutenir le télétravail?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions concernant la coopération entre le Ministère de l'Égalité des Chances et le Ministère du Travail et de l'Emploi dans le domaine du télétravail?

Réponse (15.6.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

D'après mes informations, des données sur le recours au télétravail ne sont pas recueillies de manière systématique au Grand-Duché de Luxembourg.

Des enquêtes plus ponctuelles menées aussi bien auprès des entreprises qu'auprès des salariés, il ressort cependant que la proportion de salariés ayant recours au télétravail ne dépasse guère les 4%.

Ainsi les chiffres-clé publiés par le service e-Luxembourg renseignent un pourcentage de la population utilisant le télétravail passant de 3% pour les années 2001 et 2002 à 4% en 2003.

L'étude «Internet au sein des entreprises luxembourgeoises en 2004», publiée également par e-Luxembourg, mentionne un autre indicateur très intéressant et révélateur des nouveaux modes de relation que les employés entretiennent avec leur entreprise. Il s'agit de la proportion de personnes utilisant Internet pour des activités en relation avec leur travail, en dehors précisément de leur lieu de travail (et en particulier depuis leur domicile).

Autrement dit, il s'agit de personnes qui terminent leur journée de travail devant l'ordinateur familial ou qui travaillent depuis chez elles de façon occasionnelle: plus d'un tiers (36% exactement) des personnes connectées à Internet naviguent sur le Net de chez elles pour des raisons professionnelles.

Cette pratique est cependant à distinguer du télétravail, qui constitue un mode de travail distant à part entière, encadré par un contrat spécifique, et qui reste marginal en tournant autour des 4%.

Elle montre cependant, du côté des salariés, une volonté établie d'utiliser les technologies de l'information et de la communication et laisse de même sous-entendre une certaine demande pour de nouvelles formes d'organisation du travail.

Pour ce qui est des entreprises, elles sont le mieux placées pour vous renseigner sur les raisons de leurs réticences apparentes à promouvoir le télétravail. Toute tentative de réponse de ma part à cette question reviendrait à de la pure spéculation.

Comme forme d'organisation du travail et partant couvert par le Droit du Travail, le télétravail tombe fonctionnellement sous la compétence du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Le cadre légal en est fixé par le règlement grand-ducal du 13 octobre 2006 portant déclaration d'obligation générale de la convention relative au régime juridique du télétravail conclue entre les syndicats OGB-L et LCGB, d'une part, et l'Union des Entreprises luxembourgeoises, d'autre part.

Le rôle du Ministère de l'Égalité des Chances se limite donc à sensibiliser les entreprises et les salariés à cette forme du travail, notamment dans le cadre des discussions tournant autour de la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale.

Une incitation financière existe déjà au stade actuel dans la mesure où la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale constitue, à côté de l'égalité de traitement et de l'égalité dans la prise de décision, un des trois piliers que doit obligatoirement traiter un plan d'action, introduit par une entreprise privée auprès au Ministère de l'Égalité des Chances dans le cadre de son programme d'actions positives, afin de pouvoir bénéficier d'un subventionnement étatique.

L'expérience montre que la plupart des plans d'action établis dans ce contexte mentionnent comme un des objectifs la promotion du télétravail. Même si cette tendance évidemment non représentative est loin de nous permettre de parler d'un revirement des mentalités, elle laisse cependant sous-entendre un intérêt pour cette forme d'organisation du travail, aussi bien du côté des salariés que du côté, au moins, de certaines entreprises.

Un échange de bonnes pratiques en la matière est garanti dans la mesure où la mise en réseau des entreprises participant au programme des actions positives fait partie des projets de mon Ministère.

Question 0657 (19.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **études internationales sur le Luxembourg:**

In regelmäßigen Abständen werden Vergleichsstudien veröffentlicht, in denen wir mit Ländern auf verschiedensten Gebieten und in allen möglichen Aktivitätsbereichen verglichen werden. Als Beispiele seien genannt: PISA, die OECD-Berichte zur wirtschaftlichen Leistung, Vergleiche bezüglich der Wettbewerbstätigkeit von Wirtschaftssystemen, der Leistungsfähigkeit von Forschung oder die Rankings in Gesundheits- und Sozialsystemen.

In Zeiten, in denen ein Umdenken und konkrete Reformen gefordert sind, könnten solche externen Sichtweisen auf unser Land mitsamt konkreten Datenauswertungen neben der Sichtbarmachung von Positionen, die es entweder zu verteidigen oder zu verbessern gilt, einen wichtigen Beitrag zur hiesigen Bewusstseinsbildung leisten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Denkt der Minister nicht auch, dass es Sinn machen würde, diese Studien systematisch zu erfassen und auf einer Internet-Site zu veröffentlichen?

2) Denkt der Minister nicht auch, dass es eine nationale Aufarbeitung dieser Studien durch wissenschaftliche Instanzen geben sollte und damit eine Anerkennung wichtiger Indikatoren und Parameter, die den Werdegang unseres Landes beschreiben?

3) Wäre es nicht angebracht, dass sich eine Institution wie das Statec dieser Aufgabe und der diesbezüglichen Öffentlichkeitsarbeit widmen sollte?

4) Denkt der Minister nicht auch, dass konkrete Studienergebnisse die Förderung und Umsetzung von Innovationen hilfreich unterstützen könnten?

Réponse (11.6.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1) Jedes Jahr werden zahlreiche international komparative Studien veröffentlicht, in denen Luxemburg mit anderen Ländern oder Städten verglichen wird. Diese Studien beinhalten oftmals Referenzwerte („Benchmarks") und Rangordnungen, die es den Ländern ermöglichen sollen, ihre Leistungen in spezifischen Bereichen (sei es die Wettbewerbsfähigkeit, die Lebensqualität usw.) gegenüber anderen Ländern einordnen zu können, um gegebenenfalls Rückschlüsse daraus zu ziehen, wie sie verbessert werden könnten.

Das Observatoire de la Compétitivité des Ministeriums für Wirtschaft und Außenhandel analysiert diese internationalen Studien und veröffentlicht in diesem Zusammenhang unter anderem auf der Internetseite http://www.odc.lu die interessantesten Neuerungen sowie die wichtigsten Resultate, die Luxemburg betreffen. Um es dem Leser zu ermöglichen, vereinfachend die Resultate der Studien über mehrere Zeitperioden zu verfolgen, wurde eine spezielle Rubrik aufgestellt, in der alle relevanten Informationen bezüglich der Wettbewerbsfähigkeit, der Attraktivität des Wirtschaftsstandortes, der Kaufkraft usw. gebündelt präsentiert sind: http://www.odc.public.lu/indicateurs/index.html

2) Das Observatoire de la Compétitivité veröffentlicht jedes Jahr den Bericht „Bilan Compétitivité". In diesem Bericht werden die verschiedenen Rangordnungen und internationalen Referenzwerte analysiert und auch miteinander verglichen, damit unter anderem retrospektiv eine globale Tendenz für das Land festgelegt werden kann. Dieser Bericht wird der Presse im Herbst vorgestellt und kann anschließend auch im Internet heruntergeladen werden. Ende des Jahres werden dann die Schlussfolgerungen dieses Berichtes zusammen mit den Sozialpartnern (Arbeitnehmern und Arbeitgebern) und anderen Experten (wie beispielsweise Vertretern der Zentralbank oder der Universität) während einer Veranstaltung („Matinée débat") gemeinsam analysiert.

3) Ein Aufgabenbereich des Observatoire de la Compétitivité besteht spezifisch darin, die Ergebnisse von internationalen Studien zu analysieren und diese Ergebnisse der breiten Öffentlichkeit vorzustellen.

«Rôles et missions de l'Observatoire

(Source: http://www.odc.public.lu/observatoire/missions/index.html)

Les principales missions de l'Observatoire de la Compétitivité sont:

- La collecte, l'analyse et la comparaison des informations existantes relatives à la compétitivité au niveau national et international.

- La diffusion ciblée d'informations sélectionnées et traitées, utiles à la prise de décision stratégique.

- La réalisation et la commande d'études et de recherches sur la compétitivité et ses déterminants.

- La contribution aux travaux et analyses sur la compétitivité des organisations internationales (Commission européenne, OCDE, etc.).

- La coordination des travaux et la rédaction du Programme national de réforme (PNR) du Luxembourg dans le cadre de la stratégie de Lisbonne révisée.»

Diese Öffentlichkeitsarbeit bedient sich verschiedener Medien: Internet, Informationsblätter, Berichte etc.

4) Studienergebnisse sollten generell dazu beitragen, bestehende Strukturen, Systeme und Praktiken zu optimieren und dadurch Innovationen zu fördern. Diese Studien sind einerseits wichtig als Kommunikationsstrategie, weil sie oftmals komplexe Themen in einer einzigen Zahl oder Rangordnung resümieren. Sie fördern deshalb die politische und öffentliche Debatte und können die Notwendigkeit von Reformen verdeutlichen. Andererseits greifen oft internationale Investoren auf diese Studien zurück, da sie generell über begrenzte Informationen über ein Land verfügen. Diese Arbeiten haben somit auch einen direkten Einfluss auf die „Marke Luxemburg" und die Attraktivität unseres Standortes und dürfen deshalb keineswegs vernachlässigt werden.

Die Ergebnisse solcher international angelegten Studien müssen jedoch als Erstes im Detail analysiert werden, ehe konkrete Maßnahmen ergriffen werden können. Man muss sich unter anderem vergewissern, ob die Studien unseren nationalen Gegebenheiten genügend Rechnung tragen. Daher gilt es, die angewendete Methodik sowie die benutzten Daten zu analysieren. Die Resultate und Schlussfolgerungen solcher Studien erweisen sich zudem in der Realität sehr oft als viel komplexer, als es auf den ersten Blick erscheint (beispielsweise durch eine Rangordnung, die in der Presse vorkommt). Die teilweise sehr generellen Schlussfolgerungen mancher Studien sind einfach zu vage, als dass sie direkt in die Praxis umgesetzt werden könnten. Diese internationalen Studien sollten deshalb vor allem zu einer tiefgreifenderen, präziseren und kritischeren Analyse auf nationaler Ebene anregen. Als Beispiel hierfür kann man die 2003 vom Comité de coordination tripartite bei Professor Fontagné angefragte Studie zur Wettbewerbsfähigkeit des Landes erwähnen. Erklärtes Ziel dieser Aufgabe war es, eine bessere Kenntnis hinsichtlich der Wettbewerbsfähigkeit des Landes zu bekommen, indem den nationalen Gegebenheiten des Landes besser Rechnung getragen werden sollte, als dies generell in internationalen Studien der Fall ist, welche oftmals in derselben Optik für alle analysierten Länder („one size fits all") ausgeführt werden. Die Studie von Professor Fontagné beinhaltet daher beispielsweise statistische Indikatoren, die die hohe Zahl der Grenzgänger, die jeden Tag nach Luxemburg pendeln und oftmals in internationalen Studien nicht genügend berücksichtigt werden, mit in Betracht ziehen. Diese Indikatoren werden jährlich vom Observatoire de la Compétitivité aktualisiert und im Bilan Compétitivité ausführlich diskutiert. Auf Basis dieser Indikatoren erstellt das Observatoire de la Compétitivité außerdem seinen eigenen Wettbewerbsfähigkeitsindex.

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

34e séance	mardi	8 juin 2010
35e séance	mercredi	9 juin 2010
36e séance	jeudi	10 juin 2010

Visite du Secrétaire général de l'OTAN



Le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen.

Le nouveau concept stratégique de l'OTAN et la situation en Afghanistan furent deux des sujets évoqués par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, le 24 juin, avant que ce dernier ne s'entretienne avec des membres du Bureau de la Chambre, de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

L'OTAN adoptera probablement en novembre 2010 son nouveau concept stratégique pour les années à venir. «Le nouveau concept stratégique décrira les fonctions principales que l'Alliance devra assumer», a souligné M. Rasmussen. «D'ici le sommet du mois de novembre, je propose de rédiger mon propre texte et de consulter les 28 pays membres de l'Alliance pour dégager un consensus au niveau intergouvernemental». Un groupe de réflexion, composé de douze experts et présidé par l'ancienne Secrétaire d'État américaine, Mme Madeleine Albright, a déjà dévoilé ses recommandations quant à l'avenir de l'OTAN.

L'OTAN poursuivra sa stratégie actuelle en Afghanistan même après le remplacement du général Stanley McChrystal, commandant en chef des forces de l'OTAN en Afghanistan, par le général David Petraeus, actuel commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan. «Le but poursuivi est de créer les conditions pour que les Afghans puissent peu à peu reprendre le contrôle militaire et civil des différentes provinces afghanes. Ce n'est pas encore le cas maintenant, mais nous espérons progresser dans ce sens vers la fin de l'année.»

M. Mosar a rappelé à son interlocuteur que l'opinion publique réagit de manière sensible à la prolongation de la présence des troupes alliées en Afghanistan.

Lors de l'échange de vues avec les députés, M. Anders Fogh Rasmussen a affirmé son intention de réformer l'OTAN. Le nouveau concept stratégique devrait proposer une extension du système de défense antimissile à tous les pays membres. Le coût s'élèverait à 200 millions d'euros à répartir entre 28 pays sur 10 ans. Les députés ont encore abordé la politique de communication de l'OTAN et sa collaboration avec les organisations humanitaires non gouvernementales.

Rappelons que le Luxembourg est devenu membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1949, abandonnant à l'époque le principe de la «neutralité perpétuelle» pour confier sa sécurité au système des alliances.

La Cour des Comptes fête ses dix ans



(de gauche à droite) M. Marc Gengler, M. Laurent Mosar et M. Patrick Graffé

À l'occasion de son 10e anniversaire, la Cour des Comptes a édité une brochure spéciale. Celle-ci retrace l'histoire de l'institution de l'avenue Monterey depuis la naissance de la première Chambre des Comptes en 1840 jusqu'à la création de la Cour des Comptes en 1999. Par ailleurs, la publication explique les attributions, l'organisation, le fonctionnement, les contrôles, la dotation financière, les relations internationales et les missions de la Cour.

MM. Marc Gengler et Patrick Graffé, Président respectivement Vice-Président de la Cour des Comptes, ont saisi l'occasion de ses dix ans d'existence pour remettre un exemplaire de la publication à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Celui-ci souligna le rôle éminemment important que joue la Cour dans la structure institutionnelle luxembourgeoise avant de poursuivre qu'elle travaille à la satisfaction générale de tous les membres du Parlement. «Dix ans après la création de la Cour des Comptes, je peux dire que la mission ambitieuse, assignée par le législateur de l'époque, est pleinement remplie», conclut-il ainsi son intervention.

Le Premier Ministre sénégalais à la Chambre

Le Luxembourg est un partenaire de longue date de l'Afrique de l'Ouest qui regroupe à elle seule cinq pays partenaires privilégiés de la coopération luxembourgeoise, dont le Sénégal.

C'est à Dakar que le Grand-Duché avait établi en 2001 sa première représentation directe sur le continent africain.

La nécessité de continuer à œuvrer pour une meilleure éducation et la formation professionnelle comme levier du développement ont figuré parmi les principaux sujets évoqués par le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, et le Ministre d'État et Ministre des Affaires étrangères du Sénégal, M. Madické Niang, en visite au Luxembourg à la mi-juin.



Les délégations sénégalaise et luxembourgeoise.

Lors de leur entrevue, MM. Mosar et Niang ont par ailleurs mis l'accent sur la possibilité d'échanges universitaires ainsi que sur le développement des échanges culturels et sportifs entre le Luxembourg et le Sénégal. Leurs réflexions ont également porté sur la survie de la langue française dans les échanges internationaux.

M. Niang s'est ensuite entretenu avec les membres de la Commission des Affaires étrangères sur les événements politiques récents en Afrique de l'Ouest. Il a souligné à plusieurs reprises que les valeurs démocratiques sont fortement ancrées dans son pays.

«Le Sénégal veut apporter sa pierre à la construction de la paix en Afrique», a-t-il ajouté, en réponse aux questions des députés. M. Niang a également été interrogé sur les relations économiques du Sénégal avec la Chine et l'Iran et les potentialités sénégalaises en matière de production énergétique, notamment par le recours au solaire.

DANS CE NUMÉRO

Systèmes de vidéosurveillance	p. 466
Chargés d'éducation	p. 475
Brevet de maîtrise	p. 480
Sommaire des séances publiques Nos 34-36	p. 510
Sommaire des questions parlementaires	p. Q191

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Gestion des déchets et mobilité



MM. Claude Frieseisen, Roger Negri, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marc Angel et Xavier Bettel (de gauche à droite).

À l'occasion de la séance plénière du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, les membres de la délégation luxembourgeoise ont retrouvé leurs homologues belges et néerlandais au Sénat belge, les 18 et 19 juin, pour aborder, entre autres, les problématiques de la gestion des déchets, du péage routier, de l'infrastructure ferroviaire et de l'aménagement du territoire dans le Benelux.

Dans son rapport intermédiaire sur le problème des déchets, M. Marcel Oberweis a insisté sur l'importance d'une coopération entre pouvoirs publics, acteurs économiques, associations et citoyens pour la création d'un nouveau modèle visant une gestion durable des déchets et qui devrait être «fondé sur la sobriété matérielle», tout en étant une «source de valeur ajoutée, de compétitivité économique et d'emploi pour les entreprises qui auront développé un savoir-faire misant sur l'innovation».

Pour sa part, M. Roger Negri a présenté un rapport sur l'infrastructure ferroviaire au nom de la commission «Finances et Mobilité» en préconisant le développement de l'attractivité du fret ferroviaire et du transport de voyageurs, notamment pour les travailleurs frontaliers.

Dans ce même contexte, M. Xavier Bettel s'est adressé au Secrétaire d'État belge à la Mobilité Etienne Schouppe au sujet de la nécessité de créer une liaison ferroviaire plus rapide entre Luxembourg et Bruxelles et de réduire le coût des liaisons transfrontalières.

La délégation luxembourgeoise, qui était également composée de M. Marc Angel, M. Félix Braz et M. Gilles Roth, a par ailleurs insisté sur l'importance d'accélérer le projet EuroCap-Rail, qui vise l'interconnexion ferroviaire de Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Cette problématique a ensuite été reprise dans une recommandation relative aux liaisons ferroviaires votée à l'unanimité.

Les parlementaires réunis à Bruxelles ont en outre attiré l'attention sur la nécessité de définir une approche uniforme en matière de péage routier pour la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.

Pour conclure ses travaux, le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux a voté une recommandation qui exige la libération immédiate de l'opposante birmane et Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi, à l'occasion de son 65e anniversaire.

Visite du «Kannerhaus Jean»



MM. Emile Eicher, Eugène Berger, Mill Majerus (à l'arrière-plan) et Laurent Mosar ont visité le Centre thérapeutique à Berg/Betzdorf.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, accompagné de membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances, a visité le Centre thérapeutique pour enfants et familles «Kannerhaus Jean» à Berg/Betzdorf qui vient de fêter ses dix ans d'existence.

La délégation parlementaire a voulu se faire une idée concrète des méthodes de travail et de la réalité sur le terrain. Le Centre, qui est un service de la Croix-Rouge luxembourgeoise en partenariat avec la Fondation Jean Hamilius Junior, s'adresse aux familles dont les enfants sont atteints de pathologies d'ordre psychologique.

Deux services sont offerts aux enfants en difficultés:

- un service ambulatoire accueillant les enfants et leurs familles à un rythme hebdomadaire

- et un service semi-stationnaire prenant les enfants en charge pendant la journée et proposant aux parents un suivi intensif.

Pour venir en aide aux enfants atteints de troubles psychologiques, les thérapeutes du «Kannerhaus Jean» ont e.a. recours à des animaux, notamment des chevaux. Le centre accueille plus de 40 enfants de moins de 12 ans.

Le Président de la Chambre des Députés a félicité les responsables pour leur travail important et efficace dans l'intérêt de ces enfants et de leurs familles.

Coopération pour un développement durable

Les commissions du développement durable, de la coopération transfrontalière et des affaires économiques, de l'agriculture et de la pêche du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux se sont rendues en visite d'étude à l'entreprise Cimalux à Rumelange et à la station d'épuration du syndicat intercommunal STEP à Bettembourg. Ces visites s'inscrivent dans le cadre du programme des trois commissions sur la thématique de l'élimination des déchets en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg.

Lors des entretiens avec les responsables, les députés ont pu constater que les deux sites coopéraient efficacement dans le sens du développement durable. Depuis plusieurs années déjà, le syndicat intercommunal STEP à Bettembourg s'active à la technique du séchage des boues d'épuration par énergie solaire. Celles-ci sont ensuite acheminées vers l'entreprise Cimalux à Rumelange et utilisées comme combustibles dans la production de clinker, matière première principale du ciment.

Étant donné que les boues d'épuration sont composées à cent pour cent de biomasse, leur combustion ne génère pas d'émissions de dioxyde de carbone. De surcroît, les cendres des boues sont valorisées par le fait qu'elles se retrouvent par après dans la production de clinker. L'usine de Rumelange utilise 20.000 tonnes par an de boues d'épuration séchées, ce qui représente vingt pour cent de l'input calorifique de l'usine. Quant au syndicat intercommunal STEP à Bettembourg, il compte pour l'instant 3.700 tonnes de boues séchées dans ses serres par an, son but étant d'arriver à la production de 6.600 tonnes.

La visite des sites de Rumelange et de Bettembourg s'est effectuée en la présence de M. Roger Negri, vice-président du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux, M. Marcel Oberweis, président de la délégation, M. Xavier Bettel et M. Gilles Roth, membres de la délégation.



(de gauche à droite) M. Jean Huss, Mme Lydie Err et Mme Anne Brasseur (MM. Fernand Boden et Norbert Haupert manquent sur la photo)



Des membres du Parlement Benelux ont visité l'entreprise Cimalux à Rumelange et la station d'épuration à Bettembourg.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe:

La gestion de la pandémie A (H1N1)

Au cours de la 3e partie de sa session 2010 qui s'est tenue du 21 au 25 juin à Strasbourg, l'APCE a discuté e.a. de la crise de la grippe porcine et, plus particulièrement, de sa gestion par l'OMS (Organisation mondiale de la Santé).

Dans une intervention sur le sujet, le député luxembourgeois Jean Huss a regretté le manque de transparence apparu à cette occasion: «Le caractère secret du comité d'expertise (de l'OMS) qui pourtant influe grandement sur les décisions de déclenchement des campagnes de vaccination massives et extrêmement coûteuses, les critères de pandémie plus que douteux et controversés, les suspicions de conflits d'intérêts de la part d'un certain nombre d'experts - tout cela doit nous conduire à nous interroger et à interroger aussi nos gouvernements», a-t-il dit. M. Huss estime que les budgets des États et les caisses des systèmes de santé ont dû faire face à des dépenses excessives «en grande partie à cause de la déclaration de la phase 6 d'une pandémie qui s'est révélée très tôt comme une grippe très contagieuse, mais relativement peu dangereuse.»

La Chambre des Députés était représentée par ailleurs par Mmes Lydie Err et Anne Brasseur et MM. Fernand Boden et Norbert Haupert. http://assembly.coe.int

Les députés s'informent sur le patrimoine audiovisuel

Le Centre national de l'Audiovisuel (CNA) à Dudelange a été créé en 1989. Cet institut culturel a pour mission principale de sauvegarder et de rendre accessible le patrimoine audiovisuel luxembourgeois.

Depuis 2007, le CNA est logé dans un bâtiment neuf hébergeant également le centre culturel «opderschmelz» de la ville de Dudelange ainsi que l'école de musique communale. Il comprend non seulement des lieux de stockage et d'exposition, mais également une infrastructure technique adéquate et une salle de cinéma.

En date du 24 juin, les membres des Commissions de la Culture et des Media de la Chambre ont visité les salles et locaux du CNA en présence de Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.

Ils ont notamment pu visiter les archives, l'atelier de préparation des films, la médiathèque, l'espace de stockage numérique, le studio de son et la salle d'exposition. Les responsables du CNA leur ont également présenté la maquette du château d'eau de Dudelange qui sera rénové afin d'héberger l'exposition «Bitter Years» d'Edward Steichen.

Les activités du CNA se rapportent essentiellement aux domaines de l'audio, du film et de la photographie. Elles se situent notamment dans

- la sauvegarde du patrimoine audiovisuel national,
- l'accès au patrimoine audiovisuel déposé,
- l'initiation à la connaissance et à l'usage des moyens de communication audiovisuelle,
- la formation adaptée aux besoins du secteur de la profession audiovisuelle et de l'enseignement,
- la production d'œuvres audiovisuelles,
- l'organisation de manifestations publiques à caractère artistique,
- la documentation sur les différents usages et techniques de l'audiovisuel
- et la promotion de la création audiovisuelle luxembourgeoise par la diffusion d'œuvres.



(de gauche à droite) M. Mill Majerus, Mme Martine Mergen, M. Lucien Thiel, Mme la Ministre Octavie Modert, M. Jean Colombera, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Jean Back, directeur du CNA.

Économie solidaire

Créateur potentiel d'emplois?

«Nous voulons donner à l'économie solidaire un cadre juridique par l'introduction d'une association d'intérêt collectif. Cette nouvelle forme juridique permettra de considérer l'économie solidaire comme le troisième pilier de notre économie», avait annoncé le Premier Ministre Jean-Claude Juncker dans sa déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009. Onze mois plus tard, les députés de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire de la Chambre se sont déplacés sur le terrain pour savoir ce qu'il en est. Ils se sont ainsi informés sur l'état de différents projets et ateliers initiés par «Objectif Plein Emploi (OPE)», association sans but lucratif et principal représentant de l'économie solidaire au Grand-Duché.

Première étape de la visite: la boutique «Vitrine» à Mondorf. Le magasin et son atelier contribuent à améliorer la visibilité de l'économie solidaire. L'atelier récupère et revalorise des vêtements déjà utilisés. Un ordinateur, installé dans un coin du magasin, fait fonction de lieu d'apprentissage et d'initiation aux outils informatiques.

Par la présence de la bourgmestre de Mondorf, Mme Maggy Nagel, et de M. Jeannot Belling, président du CIGR (Centre d'initiative et de gestion régionale) du canton de Remich, la relation entre le concept national d'économie solidaire et ses activités régionales et locales dans l'intérêt général de la collectivité a pu être soulignée.



Plantation d'un arbre par des membres de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire.

«Les produits et travaux du service de proximité «Wullmais», la location de vélos, l'épicerie solidaire, le magasin de vêtements de seconde main, l'atelier de couture ou l'Île aux clowns constituent des prestations qui ne sont pas offertes par des entreprises du secteur économique traditionnel, c'est-à-dire du premier secteur. Nous nous efforçons par ailleurs de collaborer avec les patrons de ces dernières», ont expliqué MM. Romain Biever et Romain Binsfeld de l'OPE en réponse à des questions des députés.

La visite s'est poursuivie dans les jardins «Kalendula» à Altwies où sont notamment élevés des arbustes qui seront plantés plus tard dans des places publiques ou le long d'autoroutes. Dans le verger et les potagers de «Kalendula» sont également cultivés des fruits et légumes et des activités pédagogiques y ont lieu régulièrement pour sensibiliser les enfants des écoles environnantes à la nature et au développement durable. La visite a été clôturée par la plantation d'un arbre de l'économie solidaire par les députés, témoignant ainsi de leur soutien.

Le financement de l'économie solidaire ne repose pas exclusivement sur des fonds publics. Aidée et portée à bout de bras par de nombreux collaborateurs et intervenants bénévoles, l'économie solidaire essaie de s'autofinancer et de se réinventer tous les jours à travers ses projets et les services offerts.

Les patrons remettent une pétition à la Chambre



Des représentants de la Fédération des Artisans remettent une pétition au Président de la Chambre.

«Nous en avons assez! Nos entreprises connaissent pas mal de difficultés et le Gouvernement ne fait rien pour nous libérer des lourdeurs administratives et procédures bureaucratiques de plus en plus encombrantes qui nous empoisonnent la vie.» C'est en ces termes qu'un grand nombre de patrons exprima sa colère devant l'Hôtel de la Chambre des Députés, alors qu'à l'intérieur une délégation de la Fédération des Artisans remit à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre, une pétition signée par des représentants de quelque 2.000 entreprises.

La crise économique récurrente et l'échec des discussions menées en Comité de coordination tripartite ont fait descendre les patrons dans la rue pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis des hommes politiques.

Parmi les autres préoccupations formulées par les dirigeants d'entreprises, retenons:

- les réductions des investissements publics envisagées par le Gouvernement,
- la hausse des charges salariales induites par l'indexation automatique des salaires
- et les modifications prévues au niveau des transferts sociaux.

M. Mosar a promis à la délégation de la Fédération des Artisans de transmettre leur pétition à la Commission des Pétitions de la Chambre pour que celle-ci puisse l'analyser en profondeur.

Système de pétition électronique



Visite de travail d'une délégation de la Commission des Pétitions à Berlin.

Dans le cadre d'une réflexion sur l'éventuelle mise en place d'un système de pétition électronique à la Chambre, une délégation de la Commission des Pétitions de la Chambre des Députés a effectué une visite de travail au Bundestag à Berlin.

En effet, dans son rapport d'activité 2008-2009, le Médiateur a fait valoir que «la Chambre des Députés serait bien avisée de réfléchir sur l'opportunité d'offrir à tout citoyen la possibilité de lui adresser par voie électronique une pétition sur un sujet relevant de l'intérêt général».

Les membres de la Commission des Pétitions ont, à leur tour, estimé qu'il serait utile de moderniser le droit de pétition pour lui donner une meilleure visibilité auprès de la population du pays et, partant, de créer la possibilité pour tout citoyen d'adresser une pétition électronique à la Chambre. Prenant les devants, ils ont donc décidé de s'informer sur le droit de pétition électronique et les expériences faites en la matière par d'autres pays européens tels que nos voisins allemands qui, depuis plusieurs années déjà, ont recours à un tel système.

Dans l'éventualité d'une implantation future d'un tel droit de pétition électronique, la Commission des Pétitions a décidé d'analyser dans un avenir proche les dispositions constitutionnelles y afférentes. Il faudra en effet examiner en détail les articles 27 et 67 de la Constitution et procéder, le cas échéant, aux modifications qui s'imposent. Il s'agira aussi, le cas échéant, d'adapter le Règlement de la Chambre des Députés et d'évaluer en profondeur les répercussions techniques et financières engendrées par l'introduction de la pétition électronique.

Assemblée de l'UEO

Raisons d'une guerre

Comment expliquer à l'opinion publique les raisons de la guerre en Afghanistan? L'Assemblée de l'UEO s'est penchée sur cette question au cours de sa 58e session, qui s'est tenue du 15 au 17 juin 2010 à Paris. Le député luxembourgeois Norbert Haupert est intervenu au nom de la délégation luxembourgeoise, composée par ailleurs de Mme Anne Brasseur et de MM. Fernand Boden et Marc Spautz. Il a expliqué notamment que la Commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Chambre des Députés est appelée chaque année à renouveler son accord à la participation luxembourgeoise aux contingents de l'OTAN en Afghanistan.

Le Luxembourg participe à l'opération FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) depuis juillet 2003 avec un détachement de neuf militaires. Les soldats luxembourgeois sont rattachés à la compagnie de force de protection belge qui est en charge de la protection de l'aéroport international de Kaboul.

M. Haupert a souligné que toutes les sensibilités politiques du Parlement luxembourgeois ont donné leur accord à la prorogation du mandat jusqu'au 1er février 2011. «Une telle unanimité, si elle ne reflète pas l'opinion publique de notre engagement militaire en Afghanistan, donne néanmoins l'opinion de la classe politique luxembourgeoise sur le principe de l'engagement international de notre pays dans l'intérêt de la sécurité et du maintien de la paix, bien que les opinions sur les moyens puissent être divergentes.»

D'autres sujets abordés au cours de la session étaient l'UE et les Balkans occidentaux, le partenariat stratégique Afrique-UE, le transfert du pouvoir de contrôle parlementaire à la fermeture de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale en juin 2011 et la dotation budgétaire à l'Assemblée nécessaire pour faire face aux engagements à l'égard de son personnel.



Lors de son séjour à Paris, la délégation fut invitée à une rencontre autour de la philanthropie. (de gauche à droite) M. Norbert Haupert, M. Fernand Boden, M. Céleste Lett, Mme Anne Brasseur, avec M. Jacques Rigaud, M. Marc Spautz, S.A.R. le Prince Jean de Luxembourg, S.E. M. l'Ambassadeur Georges Santer.

Les députés s'informent sur la culture maraîchère



Visite du «Duderhof» par des membres des Commissions de l'Agriculture et du Développement durable.

La production maraîchère est un domaine peu connu de l'agriculture luxembourgeoise. 1% seulement des légumes consommés au Luxembourg est également produit au Grand-Duché. Souhaitant s'informer sur le travail d'une entreprise vivant de la seule culture de légumes et d'herbes aromatiques, les députés de la Commission de l'Agriculture et de la Commission du Développement durable ont visité une exploitation maraîchère et se sont entretenus avec des représentants de la Fédération horticole.

Haricots, choux, salades, carottes et céleris font, entre autres légumes, partie des cultures que les députés ont pu admirer sur les 4 ha au «Duderhof» à Luxembourg. L'exploitation, située sur le plateau sableux entre Eich et Bridel et gérée par la famille Kirsch, mise sur l'agriculture intégrée, utilise le moins possible de produits chimiques, lutte contre les mauvaises herbes par un désherbage mécanique et met à contribution des insectes utiles contre les parasites. Maraîchers depuis trois générations déjà, la famille a récemment investi dans de nouvelles serres d'une surface de 3.000 m² au total, chauffées au bois.

L'entreprise a vu le jour dans les années 1960 et cultive aujourd'hui quelque 150 sortes de légumes et 55 herbes aromatiques différentes qu'elle vend sur les marchés de la capitale. Elle emploie, à côté des trois membres de la famille, quatre personnes et deux apprenties. 80% de la production sont vendus au détail, 20% aux grossistes. «Le potentiel de cette branche agricole est énorme. Nous pourrions parfaitement produire 40% de notre consommation autochtone au pays», a constaté Claude Kirsch qui regrette l'absence de jeunes dans le métier. «Je suis le dernier maraîcher qui soit sorti du Lycée technique agricole», a-t-il ainsi noté.

Cette visite fait partie d'une série d'entrevues devant permettre aux députés de mieux s'informer et se documenter sur l'état et les difficultés subies par les différentes branches du secteur agricole luxembourgeois.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Chargés d'éducation ES / EST

5787 - Projet de loi portant

1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,

3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique

Le projet de loi sous rubrique poursuit essentiellement deux objectifs. D'une part, il s'agit de définir de façon précise les conditions de recrutement et de formation en cours d'emploi des chargés d'éducation dans l'enseignement postprimaire. D'autre part, le projet de loi vise à créer une réserve nationale de chargés d'enseignement ayant pour mission d'assurer des remplacements et de pourvoir au manque de personnel enseignant breveté dans les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

En ce qui concerne les conditions d'engagement spécifiques à remplir par les futurs chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle dans un lycée ou un lycée technique, le projet de loi dispose que les candidats doivent remplir les conditions spécifiques suivantes:

- être détenteur d'un diplôme de bachelor ou, pour les branches pratiques, d'un brevet de maîtrise;

- en règle générale, faire preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives; exceptionnellement et pour des raisons dûment motivées, le Gouvernement en Conseil pourra accorder des dispenses individuelles de la connaissance d'une des trois langues administratives.

Le projet de loi précise aussi les conditions devant exister préalablement au recrutement d'un nouveau chargé d'éducation à durée déterminée, à savoir l'impossibilité avérée de faire assurer la même tâche par le personnel enseignant breveté sur place ainsi que la disponibilité d'un volume de tâche minimal de dix leçons d'enseignement dans la ou les spécialité(s) du candidat.

Le projet de loi définit en outre les conditions et les modalités de la formation en cours d'emploi des chargés d'éducation.

Pour ce qui est de la réserve nationale de chargés d'enseignement pour les lycées et les lycées techniques, créée par le présent projet, le texte détermine les conditions supplémentaires à remplir par les chargés d'éducation à durée déterminée en vue d'accéder à cette réserve. Il est par ailleurs précisé que la réserve nationale comprend aussi tous les enseignants engagés sous le statut de l'employé de l'État à durée indéterminée, déjà en service à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le projet de loi fixe également la tâche normale des membres de la réserve nationale.

Par ailleurs, le projet de loi apporte quelques modifications à la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique, ayant pour but:

- de redresser un oubli du législateur et de compléter le cadre du personnel des lycées et lycées techniques par les fonctions des carrières de l'expéditionnaire et de l'expéditionnaire technique,

- de rendre conforme ce même cadre du personnel aux dispositions du projet de loi sous objet.

Les dispositions du projet de loi sous rubrique entrent en vigueur le 15 septembre 2010.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 04.10.2007

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (Président: M. Jos Scheuer):

10.09.2008 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.09.2008 Continuation des travaux
01.10.2008 Discussion sur les amendements complémentaires
08.12.2008 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

25.02.2010 Présentation d'amendements gouvernementaux
25.03.2010 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
20.05.2010 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2010

Protection des investissements

6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le projet de loi a pour objet d'approuver les accords sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements conclus entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et les dix pays tiers suivants: Bahreïn, Éthiopie, Qatar, Corée, Rwanda, Oman, Colombie, Tadjikistan, Panama et Barbade.

La Belgique est en charge de la négociation et de la conclusion des accords entre l'UEBL et les pays tiers, accords à ratifier et à publier au Luxembourg. Le but de tels accords, outre l'encouragement des investissements, est d'offrir à l'investisseur les garanties d'une protection maximale.

Ces accords veillent à ce que les entreprises luxembourgeoises ne soient pas désavantagées face aux concurrents d'autres pays. Par la généralité de leurs dispositions, ils permettent aux États signataires de développer les investissements tout en créant une certaine sécurité juridique.

Chaque partie est tenue d'encourager les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre partie contractante, d'admettre ces investissements en conformité avec sa législation, d'autoriser la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique.

La protection des investissements signifie qu'ils doivent jouir d'un traitement juste et équitable. Les investisseurs doivent bénéficier sur le territoire de l'autre contractant du traitement de la nation la plus favorisée, donc que le traitement ne doit pas être moins favorable que le traitement accordé par l'État à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout autre État tiers, sauf pour ce qui est des privilèges en relation entre autres avec la participation de l'État à une zone de libre-échange, d'une union douanière ou d'un marché commun.

Les articles relatifs à la protection de l'environnement et du droit du travail prévoient notamment l'interdiction d'abaisser les normes environnementales et sociales dans le but d'attirer davantage d'investissements.

Les parties s'engagent à ne pas prendre directement ou indirectement des mesures d'expropriation ou de nationalisation touchant les investissements faits par l'autre partie sur son territoire. Cette interdiction n'est cependant pas absolue et les accords prévoient le principe d'une indemnisation adéquate et effective en cas d'expropriation ou de nationalisation pour impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national.

D'autres dispositions des accords respectifs visent le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des accords.

La durée des accords est fixée à dix ans à partir de la date de l'échange des instruments de ratification. Les accords sont reconduits tacitement pour des périodes de dix ans, à moins d'une dénonciation dans les délais prescrits.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 18.12.2009

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

19.04.2010 Désignation d'un rapporteur
10.03.2010 Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2010

Énergies renouvelables

6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009

Le présent projet de loi approuve les Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), fondée à Bonn en janvier 2009.

Une des solutions pour garantir l'approvisionnement en énergie consiste dans l'utilisation accrue d'énergies renouvelables. Or, en raison de certains obstacles de nature politique, économique et technique, le potentiel de l'énergie renouvelable n'est pas épuisé, ce qui explique le besoin d'une institution internationale de promotion des énergies renouvelables.

L'Agence fournira des conseils pratiques et apportera son soutien aux pays industrialisés ainsi qu'aux pays en voie de développement avec l'intention de devenir le moteur de la promotion de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables. Elle entend entre autres faciliter l'accès aux informations en relation avec les énergies renouvelables, améliorer la sécurité d'approvisionnement et garantir un approvisionnement en énergie des régions isolées.

Plusieurs objectifs concrets ont été définis, comme le développement d'une base de savoir complète, la promotion du transfert technologique, la stimulation de la recherche ou encore la coopération avec d'autres organisations, institutions et réseaux.

L'Agence fonctionnera en tant qu'organisation intergouvernementale travaillant sur demande des États membres et en étroite coopération avec tous les acteurs dont les activités sont en relation avec les siennes. Elle comportera trois organes principaux, à savoir l'assemblée qui est l'organe suprême et composé de tous les États membres, le conseil qui exécute le programme de travail fixé par l'assemblée et le secrétariat nommé par l'assemblée.

La contribution luxembourgeoise se chiffrera à environ 30.000 euros par an.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.03.2010

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

19.04.2010 Désignation d'un rapporteur
26.04.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2010

TVA

6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi a en premier lieu pour objet de changer les règles qui régissent la détermination du débiteur de la TVA pour les opérations de commercialisation à l'intérieur du pays de certains instruments liés au système d'échange des droits d'émission de gaz à effet de serre. Ce changement constitue une dérogation au principe du payement fractionné qui régit la détermination du débiteur de la TVA pour les livraisons de marchandises et prestations de services effectuées à l'intérieur du pays. Le changement proposé s'inscrit dans le contexte des discussions qui sont actuellement menées au niveau européen pour lutter contre des opérations frauduleuses qui ont vu le jour et qui ont causé au cours des 18 derniers mois aux États membres de l'UE des déchets fiscaux évalués à 5 milliards d'euros.

Le projet de loi a en second lieu pour objet de redresser quelques erreurs qui se sont glissées en cours d'instance dans le texte de la loi du 10 novembre 2009 ayant transposé, via une modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, les directives communautaires constitutives de ce qu'on appelle communément «paquet TVA».

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2010

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

20.04.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
04.05.2010 Adoption d'un amendement
21.05.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2010

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- *Composition & Organisation*
- *Séances publiques & Commissions*
- *Hôtel de la Chambre*
- *Portail documentaire*
- *Web TV live*

SÉANCE 34

MARDI,
8 JUIN 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *M. Marc Spautz - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - *M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *M. Gast Gibéryen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice
  - *M. Xavier Bettel - M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias
  - *M. Eugène Berger - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*
- Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
  - *M. Camille Gira - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *M. Gast Gibéryen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

5. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel
- *Exposé: M. Claude Adam (dépôt d'une motion)*
- *Débat: Mme Martine Mergen, Mme Lydie Polfer, M. Marc Angel, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture (M. Marc Angel intervient)*
- *Motion 1: M. Claude Adam, Mme Lydie Polfer, Mme Martine Mergen, M. André Hoffmann, Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*
- *Vote (motion renvoyée en commission)*

6. Interpellation de M. Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance sur le territoire luxembourgeois
- *Exposé: M. Félix Braz (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Gilles Roth, M. Xavier Bettel, M. Claude Haagen, M. Gast Gibéryen (à qui M. Félix Braz pose une question), M. André Hoffmann, Mme Lydie Err*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (à qui M. Xavier Bettel pose une question)*
- *M. Félix Braz*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Motion 1: M. Jean-Louis Schiltz, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

7. 5787 - Projet de loi portant

1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,

3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Henri Kox*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Eugène Berger, M. Claude Adam*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. Motion N°1 de M. Claude Adam sur l'éducation aux médias dans l'enseignement fondamental et secondaire
- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Dofir hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deposéiert.

2) Folgend Projete goufen doniewent deposéiert: fir d'Éischt den 1. Juni vum Finanzminister de Projet de loi 6142 iwwert den Octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro; den 3. Juni vun den Deputéiert François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Jean-Louis Schiltz a mir selwer den Ofännerungsvirschlag vum Chambersreglement 6143 iwwert den Impakt vum Lissaboner Vertrag op déi national Parlamenter; deeselwechten Dag vun der delegéierter Ministesch fir den öffentlechen Déngscht de Projet de loi 6144 iwwert d'Schafe vun engem Centre des technologies de l'information de l'État; schliesslech de 4. Juni vum Kommunikatiounsminister de Projet de loi 6145 iwwert déi elektronesch Medien.

3) Vum 26. bis den 30. Abrëll huet zu Stroossbuerg déi zweet Session ordinaire vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe stattfonnt. D'Chamber war vertrueden duerch déi Damme Lydie Err an Anne Brasseur an duerch déi Hären Norbert Haupert, Jean Huss, Fernand Boden a Marc Spautz.

Communications du Président - séance publique du 8 juin 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

***6142** - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.06.2010

***6143** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux*

Dépôt: M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Lucien Lux, M. Laurent Mosar, M. Jean-Louis Schiltz, le 03.06.2010

6144 *- Projet de loi modifiant et complétant la loi du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État*

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 03.06.2010

6145 *- Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 04.06.2010

3. Du 26 au 30 avril 2010 s'est tenue à Strasbourg la 2e partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté les six membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir la Présidente de la délégation Mme Lydie Err, le vice-président M. Norbert Haupert et les Membres effectif et suppléants, Mme Anne Brasseur, et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen dann elo zum Retrait vum Rôle vun zwee Projet-de-loien. Duerch Arrêté grand-ducal de retrait huet d'Regierung ugefrot, de Projet de loi Nummer 4916 iwwert den Ëmbau vum Centre intégré pour personnes âgées zu Zolwer souwéi de Projet de loi 6057 iwwert de Bau zu Munneref vu verschiddene Strukture fir Leit mat engem Handicap vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 3. Juni huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Schafe vun engem Plan de développement culturel pluriannuel; dann eng Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwer Videoiwwerwaachung nom Modell 1; de Projet de loi 5787 iwwert d'Chargés d'éducation nom Basismodell; de Projet de loi 6094, en Accord tëschent der belsch-lëtzebuergescher Unioun an Drëttlänner iwwert d'Schütze vun Investissementer nom Basismodell; de Projet de loi 6116 iwwert d'Statute vun der Agence internationale pour les énergies renouvelables IRENA nom Basismodell; de Projet de loi 6121 iwwert d'Meeschterprüfung och nom Basismodell an da schlussendlech d'Motioun vum Här Claude Adam iwwert d'Medienerzéiung an de Schoulen.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6117 iwwert d'TVA, och nom Basismodell, an duerno eng Orientéierungsdebatt iwwert den Avant-projet de plan national de développement durable nom Modell 2.

Dann hu mer den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi eng Orientéierungsdebatt iwwert d'EU-Strategie „Europe 2020" nom Modell 2.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen. D'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntweren. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als éischt hu mer de Mëtteg d'Fro N°58 vum Här Marc Spautz un den Nohaltegkeetsminister iwwert déi medezinesch Konditiounen, déi ze erfëlle sinn, fir d'Führerschäiner aus de Kategorien C bis F. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

(Interruptions et hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Schwätzt Der aus Erfahrung, Här Braz, jo?

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Minister vun der nohalteger Entwécklung eng Fro stellen iwwert d'Examens médicaux fir déi Leit, déi als Beruffschauffer schaffen. Et geet ëm déi Leit, déi de Führerschäi maachen oder verlängert kréien. Dat ass bei 60 Joer respektiv bei de Camionschaufferen all zéng Joer. Déi Leit, déi e Bus- oder Camionsführerschäi wëlle maachen, mussen net nëmmen allgemeng bei den Dokter goen, mä sollen och bei den Aendokter goen. Dat ass och gutt nozevollzéien, well souwuel Camionschauffere wéi och Buschaufferen, déi andauernd am Verkéier ënnerwee sinn, déi Leit transportéieren, do wier et net gutt, wann esou Leit eng Séischwächt hätten.

De Gesetzestext, esou wéi de Code de la route et virgesäit, schwätzt just vun engem einfache Certificat médical vun engem agrééierten Dokter. Mir wëssen awer, dass virun allem bei de Beruffschaufferen, déi Camion a Bus fueren, och drop gepocht gëtt, dass en Test - also ech betounen: Beruffschaufferen - beim Aendokter gemaach gëtt, wat och ze verstoen ass a verständlech ass. Et wier schlecht, wann e Chauffer mat enger Séischwächt géif op engem Bus oder engem Camion fueren.

Une voix.- Ah jo!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wat awer festgestallt gëtt, dat ass, dass déi Leit ëmmer méi oft zréckgeruff ginn, fir och nach en extrae Bléckwénkeltest gemaach ze kréien, an do ass den Text net kloer genuch.

Dofir war meng Fro un den Nohaltegkeetsminister, ob et net méiglech wier, dat e bësse méi kloer ze maachen am Code de la route an och gläichzäiteg domadder dofir ze suergen, dass déi Beruffschaufferen, déi musse bei d'Doktere goen, dass och do gekläert wier, ob si fräigestallt ginn, fir déi Tester kënnen ze maachen, oder och net.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. An elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Wéi den Här Spautz dat richteg gesot huet, ass et esou, datt bei der Obtentioun respektiv dem Renouvellement vun engem Führerschäin, egal vu wat fir enger Kategorie, selbstverständlech e medezineschen Test muss gemaach ginn. Do mussen och eng Rei Saache gekuckt ginn, ënner anerem natierlech d'Vue vun deene Leit, déi wëllen e Führerschäi kréien. Do gëtt normalerweis och d'Capacité visuelle evidenterweis gekuckt.

Bei de Beruffsführerschäiner, haaptsächlech den C an D, ass et esou, datt den Artikel 77 e wéineg méi prezis ass an datt e freet, datt muss de Champ visuel binoculaire normal gekuckt ginn: wat also wesentlech méi eng prezis Definitioun ass fir deen Typ, deen hei am Text steet.

Op Avis vun der Commission médicale, déi am Artikel 90 vum Code de la route virgesinn ass, kann u sech effektiv den Titulaire obligéiert ginn, sech weideren Examens médicaux ze soumettéieren, wann en Doute do ass, datt iergendzwousch kéint e Problem bestoen, fir d'Capacitéit fir ze fuere ganz ze hunn.

An der Praxis heescht dat, datt ganz oft de Certificat médical gefrot gëtt oder datt gefrot gëtt, nach e weideren Test ze maachen, wa Leit e Brëll hunn, wou da gefrot gëtt, datt haaptsächlech d'Dioptrie nach eng Kéier vun engem Ophtalmolog, engem Aendokter, kontrolléiert gëtt. Normalerweis muss deen Test net onbedéngt de Champ visuel nach eng Kéier mat kontrolléieren, well dee ganz oft scho bei de Generaliste kontrolléiert gëtt. À moins, datt et spezifesch gefrot géif ginn. Bei verschiddenen Demandë vun der Commission médicale gëtt et och spezifesch gefrot.

Elo ass et awer esou, datt mer mierken, datt bei enger ganzer Rei Tester, wou d'Dioptrië kontrolléiert ginn, wa se kontrolléiert ginn, och nach de Champ visuel mat kontrolléiert gëtt, wat net onbedéngt all Kéiers gefrot war. Dat hänkt da vun deenen eenzelen Tester of, wéi se bei deenen eenzelen Doktere gemaach ginn.

Ech mengen - fir als Äntwert op d'Fro vun dem Här Spautz ze soen -, wann do Klärungsbedarf ass an esou wéi de Fall hei beschriwwen ass, musse mer elo kucken, ob déi Saachen iwwerall esou kloer sinn, wéi se am Text misste kloer sinn. Dann hunn ech kee Problem, fir eng Circulaire nach - eventuell mam Gesondheetsminister - erauszeschécken, fir genau bei den Ophtalmologen, den Dokteren ze preziséieren, wéi dat ze handhaben ass. Fir d'Éischt kucke mer, ob Klärungsbedarf do ass. Wann deen do ass, hunn ech kee Problem, fir dat par voie de circulaire ze preziséieren.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°59 vum Här André Bauler un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Internater am Enseignement fondamental. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt der Madame Éducatiounsministesch eng Fro stellen zur geplangter Schafung vun Internater am Kader vum Enseignement fondamental, esou wéi dat am Regierungsprogramm festgehalen ass oder gouf.

An deem Kontext wollt ech d'Madame Ministesch froen, wou dës Internater sollen opgemaach ginn, ob scho Gespréicher mat Gemenge lafen, a wa jo, mat wat fir enge Gemengen. Gëtt et scho konkret Projete fir esou Internater? Wéi soll den Transport vun deene Kanner organiséiert ginn? Ënner wat fir Konditioune kommen d'Kanner dohinner?

Schlussendlech wollt ech wëssen, ob et schonn Iwwerleeunge fir e spezifescht Betreiungskonzept fir déi geplangten Internater gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. An elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Op d'Froe vum Här Bauler kann ech soen, dass effektiv d'Regierungserklärung virgesäit, dass mer géife kleng Internater maache fir Kanner, déi am Alter vun der Grondschoul sinn. Zweetens sinn dat dann Initiativen, déi net vun der Éducation nationale geholl ginn, mä vun der Éducation nationale zesumme mam Ministère de la Famille, well d'Familljeministesch zoustänneg ass fir d'Internater. Mir sinn am Plangen, an der Diskussioun iwwer elo e klengt Internat zu Géisdref, well et do eng Méiglechkeet géif gi vun enger Infrastruktur. Do sinn déi zwee Ministèren an enker Zesummenaarbecht, well mer ebe just géife gären e Modellprojet dorauser maache fir zukünfteg Internater fir jonk Kanner.

Dat ass de Stand, wou mer elo sinn. Méi prezis kann ech Iech haut doriwwer net renseignéieren, well déi Gruppen eigentlech elo amgaang sinn, doriwwer ze diskutéieren. Dann hänkt et natierlech och of vun de Méiglechkeeten un Infrastrukturen an zweetens vun de Suen, déi mer hunn, fir esou Infrastrukturen opzeriichten.

M. le Président.- Ech soen der Madame Erzéiungsministesch Merci. Mir kommen dann elo zu der Fro N°60 vum Här Claude Haagen un den Nohaltegkeetsminister iwwert déi technesch Kontrolle vun Autoen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an der Regierungserklärung steet, datt d'Regierung deen aktuelle System vun der technescher Kontroll vun de Gefierer wëllt op de Leescht huelen. Op Initiativ vum Transportminister vun der viregter Regierung war geplangt ginn, fir datt d'Automobilisten net méi esou oft an déi obligatoresch technesch Kontroll vun de Gefierer, also d'Kontrollstatioune vu Sandweiler, Esch/Uelzecht a Wëlwerwolz misste fueren. Momentan sinn dës Kontrollen direkt beim Kaf vun engem neien Auto néideg, dann no dräi an engem hallwe Joer an duerno all Joer.

D'Accidenter sinn an deene leschte Jore glécklecherweis duerch eng geziilte preventiv Politik zréckgaangen. Obwuel am Zäitraum vun 2001 bis 2008 d'Zuel vun de Gefierer ëm ronn 10,8% geklomm ass, ass d'Zuel vun den déidlechen Accidenter vun 69 op 35 zréckgaangen, wat der 49,3% manner sinn. Lëtzebuerg ass domadder dat éischt Land, wat d'Zil vun der Europäescher Kommissioun, fir hallef esou vill Doudeger am Stroosseverkéier ze bekloen, erreecht huet.

Och wann all Accident eent ze vill ass, esou ass d'Zuel vun den Accidenter net dorobber zréckzefëieren, datt d'Gefierer iwwereelst sinn oder net an der Rei sinn. De Lëtzebuerger Fuerpark ass ee vun deene modernsten an neisten a ganz Europa. D'Périodicitéit vun de Kontrollen ass awer eng vun deenen héchsten an Europa, wat ee gewëssene Widdersproch duerstellt.

Ech wollt dofir folgend Froen un de Minister vum Développement durable stellen:

Wat ass den Délai, deen d'Regierung festgesat huet, fir dëse Punkt vun der Regierungserklärung ëmzesetzen, vu datt dofir d'Gesetz vum 14. Februar 1955 muss geännert ginn? Wéini géif een neie Projet de loi déposéiert ginn? An zum Schluss: Wat fir eng Changementer gesäit de Minister bei der Périodicitéit vun de Kontrolle fir nei Gefierer respektiv vun Occasioune vir?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haagen. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Haagen just am éischte Saz ganz kloer soen, datt bis elo nach keng Décisioun an deem do Sujet geholl ginn ass, aus engem ganz prezise Grond. Mir hunn eng Etüd maache gelooss vun der SNCT, fir ze kucken, wéi d'Situatioun sech genau hätt. An do muss ee wëssen, datt... Also déi Etüd ass am Joer 2009 gemaach ginn. Et ass analyséiert ginn, wéi momentan déi eenzel Tester géife fonctionnéieren a wat do géif erauskommen.

Mir hate gefrot, mäi Prédécesseur hat gefrot ze analyséieren, wéi et kéint gemaach ginn, wann een deen éischte Conrtôle technique bei véier Joer, deen zweete bei sechs Joer eréischt géif maachen. Haut, wéi Der richteg gesot hutt, si se bei dräi an en hallwe respektiv véier an en hallwen ugesat.

Déi Analys ass och komm. Dobäi ass festgestallt ginn, datt bei deenen zwee éischten Tester schonn 9% vun deene Véhiculen, déi getest gi sinn, rejetéiert gi sinn am Test, well eng Rei Défectuositéiten drop waren. Notamment niewent deene grousse Serië vun Netakzeptatiounen, well um Auto Modifikatioune gemaach gi sinn - dat ass jo deen een Deel -, waren awer och eng ganz Rei Défectuositéiten aus Sécherheetsgrënn, oder déi Sécherheetsorganer concernéiert hunn. Sou datt déi Fro do net ganz esou einfach ze léisen ass, fir

ze soen, d'Autoe sinn elo méi sécher, mir kënnen dat do no hanne schieben.

Mir sinn also do nach genau amgaang ze kucken, wéi sech ähnlech..., oder mir wëllen do nach kucken, wéi sech ähnlech Statistiken am Ausland befannen, fir eis an déi auslännesch Périodicitéiten eranzereien.

An de leschte Méint ass elo haaptsächlech manner un deem hei Dossier bei der SNCT geschafft ginn, wéi un zwee aneren Dossieren, déi fir mech och wesentlech waren, haaptsächlech den Dossier vun der Mise en service vun engem informatiséierte System, wou et drëm geet, datt de Client mat sengem Auto kann automatesch e Rendez-vous huele respektiv säi Rendez-vous changéieren, fir dee Moment och de Service um Client besser ze maachen.

An deen zweeten Dossier, un deem an de leschte Méint vill geschafft ginn ass, dat ass un engem neien Horaire d'ouverture fir déi Statioun haaptsächlech zu Sandweiler. Do wäerten an deenen nächste Méint - ech leeë mech net op de prezisen Datum fest - eng Rei Neierungen antrieden. An dann duerno komme mer un deen hei Dossier. Ech avancéiere keen Datum, well ech e momentan nach net festgesat hunn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler Merci. Mir kommen elo un d'Fro N°61 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Klassement op der zweeter Lëscht vun de fräie Posten am Enseignement fondamental. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Häre, meng Fro bezitt sech op d'Artikelen 9 an 10 vum Règlement grand-ducal vum 1. Abrëll 2009. An zwar, et ass keen Examen an och keen à documents ouverts, mä et geet wierklech ëm de Klassement vun de Kandidaten, déi sech op e Poste vun der zweeter Lëscht am Enseignement fondamental mellen.

An deenen zwee Artikelen, déi ech virdrun zitéiert hunn, do steet däitlech opgelëscht, wéi de Ranking ass. Dat kann een noliesen. Dat ass och logesch. Dat ass och net meng direkt Fro. Meng Fro ass méi: Wat um Pabeier logesch ass, dat féiert an der Praxis heiansdo zu komesche Konsequenzen. Ech bréngen zwee fiktiv Beispiller, déi ähnlech geschitt sinn. Ech maache se fiktiv, fir kengem ze no wëllen ze trieden.

Eng Léierin, déi eng hallef Tâche Morale zu Biissen huet a Chargée de cours ass, déi also praktesch als Lescht klasséiert ass. Eng aner Léierin an därselwechter Situatioun, déi eng hallef Tâche Turnen zu Miersch huet. Do kann et duerchaus passéieren, datt déi zwou mussen d'Plaz wiesselen, dat heescht, datt déi, déi 20 Joer Morale ginn huet, muss an d'Nopeschduerf Turnen hale goen, an déi, déi ëmmer Turne ginn huet, op een anere Posten an een anert Duerf.

Et gëtt där Beispiller an der Realitéit eng ganz Rei. An duerch déi reng Klassementsgeschichte bréngt dat eng Rei Ongerechtegkeeten, oder wéinstens net Ongerechtegkeeten, ech mengen, dee Klassement ass scho gerecht, mä eng Rei Saachen, déi pedagogesch zweifelhaft sinn. Ech mengen, et mécht net vill Sënn, fir een, deen 20 Joer an engem Fach geschafft huet, fir deen op eng aner Plaz ze setzen, wou e sech muss an eng nei Matière eraschaffen.

Duerfir ass einfach meng Fro: Wéi vill Flexibilitéit erlaabt dee Règlement grand-ducal do, wat de Klassement vun de Leit ugeet? Muss een dat à la lettre applizéieren? Dat heescht, dee Leschte muss do higoen, wou en higeschéckt gëtt, och wann dat wierklech pedagogesch kee Sënn mécht, mënschlech kee fir d'Persoun an och kee Sënn fir d'Kanner. Huet een do eng gewësse Fräiheet nach?

Et ass mer och opgefall, dat do ass eppes, mat deem ech oft konfrontéiert gi sinn, wou Leit mech gefrot hunn. Et ass mer och opgefall an deemselwechte Reglement, datt net virgesinn ass, datt ee Schoulmeeschter, dee scho Schoul gehalen huet, nach kéint op der zweeter Lëscht e Poste kréien.

Duerfir einfach meng Fro: Et ass logesch, datt et net virgesinn ass. Mä gëtt et och do eng Méiglechkeet fir Ausnahmen, wann Härtefäll sinn, datt een awer och déi kann opfänken?

Ech gesinn, Madame Minister, Dir maacht lech Suergen.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. An elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn e bësse verdutzt dragekuckt op dem Här Adam seng Fro, well ech muss soen, den Detail, deen en do freet, kann ech net ganz genau novollzéien. Ech weess, dass mer e Gesetz hunn, wou d'Reiefolleg drasteet. An ech ginn Instruktiounen un d'Verwaltung, fir d'Gesetzer ze respektéieren. Wann also an där Hierarchie eppes net richteg ass, dann denken ech, da misste mer dat ënnersichen an d'Gesetz änneren.

Zweetens wëll ech soen, dass bis elo eng Kéier d'Affectatiounen iwwert de Ministère gemaach gi sinn, dass dat e groussen Effort war, well e ganze Koup, ganz vill Leit hu missen affectéiert ginn, nei affectéiert ginn. Mir hu fir dëst Joer - elo ginn d'Affectatioune gemaach; am Juni kënnt déi éischt Lëscht, am Juli kënnt déi zweet Lëscht drun - natierlech vill méi eng einfach Prozedur, well mer am Prinzip soen, dass déi Leit do bleiwen, wou se sinn, à moins dass eng Suppression de poste ass an dass mer se mussen eriwwerhuelen. Sou dass ech géif soen, mir sollten elo deen zweeten Oflaf ofwaarden a kucken. Wa mer da musse Korrekturen ubréngen, da wär ech dat Lescht, wat sech deem géif verschléissen.

M. le Président.- Merci der Erzéiungsministesch. Da komme mer elo zu der Fro N°62 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Aarbechten un der Neier Bréck. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Nohaltegkeetsminister eng Fro stellen iwwert d'Réfectioun vum Pont Adolphe. Wéi mer jo all wëssen, gëtt d'Nei Bréck aus Stabilitéitsgrënn nei gemaach. Do derniewent ass jo da virgesinn, eng provisoresch Bréck opzeriichten.

Do wollt ech den Här Minister froen, wéi et do mat de Genehmegungsprozeduren ass. Virun allem wollt ech do froen, wéi et mat enger Genehmegung vun der UNESCO ass, ob dat alles an der Rei ass.

An da vläicht als Lescht nach, ob den Här Minister eis kéint informéieren in globo, wéi et mam Planning ausgesäit. Wéini gëtt déi provisoresch Bréck opgeriicht an ofgerappt? An och allgemeng déi Nei Bréck: Wéini kann een domadder rechnen, dass se fäerdeg ass, fir déi nei Infrastrukturen, déi do virgesi sinn, opzehuelen?

Villmools Merci fir Är Äntwerten.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. D'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Wat d'Autorisatiounen ugeet, do ass et esou, datt dat hei jo, muss ee wëssen, net an dem Gebitt vun der UNESCO-Protektioun direkt läit. Do, wou hei de Saint-Esprit dralläit an och just niewent deem, wat se d'Zone tampon nennen, wou d'provisoresch Bréck net méi dran ass. An déi Säit, wou eng provisoresch Bréck soll gebaut ginn, dat ass déi aner Säit wéi déi, wou de Pont tampon läit. Ech mengen, d'Kaarte vun der UNESCO sinn do ganz kloer dran. Punkt Nummer eent.

Punkt Nummer zwee: Aner Autorisatiounen, notamment d'Autorisatioune fir d'Ëmwelt, vun der Ëmwelt, déi mer brauchen, fir de Pont provisoire ze bauen, déi sinn och do. Sou datt am Prinzip ka mat deem Bau do lassgefuer ginn.

Elo muss een awer nach soen, wéi et am Fong soll oflafen, fir méi prezis op Är Fro ze äntwerten.

Dat Éischt ass, de Cahier des charges vum Pont provisoire ass fäerdeg. Ech wollt och dat elo an deenen nächste Wochen eng Kéier der Öffentlechkeet op enger Pressekonferenz virstellen. Also, d'Autorisatioune vun den Déboisementer sinn do. Dee Pont provisoire, esou wéi e mat der Stad Lëtzebuerg ofgemaach ginn ass, soll eng Bréck si mat dräi Pisten an eng Pist fir d'Mobilité douce. Dat ass dat, wat mer wierklech brauchen, fir während deene Joren d'Mobilitéit och hallefweegs ze assuréieren. Et gëtt nach schwiereg, mä dat erlaabt eis trotzdeem, hallefweegs d'Mobilitéit ze assuréieren.

D'Bauzäit vun dem Pont provisoire ass ronn ee Joer. D'Chantierszäit vum Pont Adolphe rechne mer op eppes méi wéi zwee Joer an. An d'Ofrappzäit vun dem Pont provisoire ass dann erëm hannendrun en halleft Joer, well et kloer an däitlech ass, datt „provisoresch" heescht, datt mer se erëm ofrappen an net stoe loossen. Fir dat och kloer an däitlech ze soen. Wann ech dat zesummenzielen, kommen ech op 3,5 Joer.

Et muss een awer wëssen, datt do wahrscheinlech ëmmer e Laps de temps dozwëschent wäert vergoen, sou datt ee ronn mat engem Chantier vu véier Joer ka rechne fir déi zwou Brécken.

Wat de Pont Adolphe ugeet, do ass et esou, datt mer jo amgaang sinn, eng relativ Surveillance étroite do ze maachen, datt och gekuckt gëtt, datt elo eng Rei Investigations supplémentaires gemaach gi sinn an deene leschte Wochen. Dir gesitt déi Stellagen, déi momentan do ënnendrënner stinn, wou déi nei Radiographië gemaach ginn, wou och Auscultatioune mat Videokamerae bannendra gemaach ginn, fir genau festzestellen, wou mer mat de Fissuren dru sinn.

Déi lescht Method, déi mer elo erausfonnt hunn, fir d'Erneierung ze maachen - an dat ass wierklech interessant, well mer elo mat enger neier Method kënne mat Titanstaangen eng Befestegung maachen, sou datt een u sech den Haaptarche net méi brauch ofzerappen, mä ka stoe loossen an e mat Titanstaange befestegen.

Haaptsächlech muss un de Tympanen nach geschafft ginn, et mussen Tabliere frësch gemaach ginn, an et muss dann och probéiert ginn, un dat, wat mer do nei maachen, déi Steng, déi drop waren, wéinst dem Aspekt erëm unzebréngen.

Déi Bréck gëtt, wéi Der wësst, zweemol 0,75 verbreedert. Et wäert zwou Bunne fir den Tram, zwou fir den Auto an zwee Trottoiren hunn, plus d'Garde-corps derbäi. Dee Chantier, denken ech, dat kann tëschent 2012 an 2014 oflafen, ouni lech awer iwwerhaapt eng Garantie fir déi Datumen ze ginn. Well ech gi keng Garantië méi fir Datumen.

(Interruptions)

Mä schätzungsweis ass dat do den Zäitraum, wou dat ka stattfannen.

Ech wëll awer och nach ganz kloer an däitlech soen, datt déi Bréck hei, Tram hin, Tram hier, muss gemaach ginn, ob en Tram kënnt, ob keen Tram kënnt. Ech mengen, et kënnt en Tram. Mä ech mengen, datt d'Bréck egal wéi, esou oder anescht muss gemaach ginn, well mer musse se stabiliséieren, egal wat fir ee Verkéier an Zukunft wäert driwwerlafen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et ass nach eng Zousazfro, quitte datt dat elo net usuel ass, Zousazfroen hei ze stellen. Mä selbstverständlech si mer och mat der Stad Lëtzebuerg amgaang ze kucken, datt mer déi Prozeduren ofwéckelen. Mir kruten eng Rei vun Äntwerten iwwer Änderunge vu PAGen. Mä frot mech elo net am Detail, well hei war de Moien eng Fro gestallt ginn iwwert de Fortgang vum Pont Adolphe, an ech hunn net de Stand vun allen Autorisatiounen elo am Detail nogekuckt. Mir si mat der Stad Lëtzebuerg enk am Kontakt, fir och alles richteg ze maachen an dësem Dossier. A mir wäerten och déi Prozedur richteg ofwéckelen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°63 vum Här Gast Gibéryen, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert den Échangeur zu Helleng. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Am leschte Joerdausend hu mer hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt, fir de Bau vun enger Saarstrooss ze bauen.

(Interruption)

Deemools ass de Sträit heibanne gewiescht, ob et eng Nord- oder eng Südvariant gëtt. An den deemolege Bauteminister, den Här Robert Goebbels, dee sech fir d'Südvariant ausgeschwat huet, huet deemools op dëser Plaz behaapt, hien hätt d'Terrainen alleguer, fir d'Südvariant ze bauen.

(Interruption)

An der Zwëschenzäit hu mer d'Saarstrooss eng zweete Kéier gestëmmt. Mir hunn och d'Verfassung geännert, an d'Saarstrooss ass elo scho bal zéng Joer op, an nach ëmmer ass de Stat net am Besëtz vun allen Terrainen. Mir hunn nach zu Helleng d'Fro vum Bypass net geléist a mir hunn zu Fréiseng um Rond-point op der Grenz d'Fro nach net geléist fir den Accès Richtung Saarbrécken.

Et ass also e ganz nohaltegen Dossier, dat heiten.

(Hilarité)

Duerfir meng Fro un den Nohaltegkeetsminister, wou mer mat der Prozedur an deenen zwee Fäll - zu Helleng um Bypass an zu Fréiseng op dem Échangeur - dru sinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert huet nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, nach eng Kéier Merci fir d'Wuert. Ech wëll just soen, datt dat hei vläicht en nohaltegen Dossier ass, mä ech muss soen, et ass ee vun deenen Dossieren, dee mech nohalteg frustréiert, well mer einfach hei e Problem hunn, e Sécherheetsproblem op enger Autobunn, deen all déi Zäit dobleift an dee mat der Zäit sécherlech net besser gëtt.

Nach ass et esou, datt mer an engem Rechtsstat hei sinn, an datt ech muss och déi rechtlech Prozeduren duerchgoen, fir déi Terrainen an de Statsbesëtz ze kréien. Mir bauen net op Terrainen, déi eis net gehéieren. An dësem Fall sécherlech net.

(Interruption)

Jo, eben.

Wou si mer mat der Prozedur drun? Dir wësst, datt mer no der Ännerung vun der Constitutioun direkt eng Assignation complémentaire gemaach hunn, fir u sech den Dossier weiderzedreiwen. Am Joer 2009, am Juli 2009 ass de Jugement vum Tribunal komm, deen u sech gesot huet, datt net kéint elo poursuivéiert ginn, well dat Reglement, wat den 28. Mäerz 2002 geholl gi war, esou geholl gi war, datt eng Rei vun Annexen, all déi Kartographien, déi hannendru waren, net a senger Zäit annexéiert gi sinn. Dat heescht, mir kruten 2009 gesot, datt 2002 d'Annexen am Reglement net derbäigefügt gi waren.

Selbstverständlech ass du geschafft ginn, fir ze kucken, datt dat Reglement dann eng Kéier total frësch kéint publizéiert ginn, wat och Enn d'lescht Joer geschitt ass, wou eng total Republicatioun vun dem Reglement mat sämtlechen Annexen, an et ass e ganzt Buch ginn, well déi ganz Kaarten hu misse mat publizéiert ginn, am Mémorial erschéngen ass. Sou datt d'Prozedur elo, op där neier Basis vun deem neien, rectifizéierte Reglement, dann erëm muss do ugefaange ginn, wou se elo arrêtéiert ginn ass, op Basis vun deem Reglement.

Ech hoffen, datt déi Prozeduren esou schnell wéi méiglech dann zu engem Ofschloss kommen. Deen Dag, wou mer déi Terrainen hunn, musse mer och de Bau ufänken, well dat heiten en absolut wichtege Bau ass.

Wat elo Fréiseng ugeet, do ass an enger éischter Etapp gesot ginn, datt mer géife kucken, wéi elo mer mat der Prozedur zu Helleng géifen duerch de Bësch kommen, fir all Feeler bei der Fréisenger Prozedur ze vermeiden. Selbstverständlech musse mer do och an deenen nächste Méint kucken, datt mer d'Prozedur ufänken, mat all deenen Erfahrungen, déi mer an deene leschte Méint gesammelt hunn, wat d'Prozedur zu Helleng ugeet.

Ech hoffen, datt mer iergendeng Kéier zum Schluss bei deem doten Dossier kommen. Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och hei dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°64 vum Här Xavier Bettel un de Justizminister iwwert d'Sécherheet an de Geriichtsgebaier. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci. D'lescht Woch huet ee mat Schrecke festgestallt, dass eng Juge de paix zu Bréissel erschoss ginn ass mat hirem Greffier an engem Sitzungssall. Ech muss Iech soen, dass ech, säitdeem dat an der Belsch geschitt ass, Tëlefone kritt hu vu Magistraten, déi och Juges de paix sinn an déi sech d'Fro gestallt hunn, wéi et hei zu Lëtzebuerg ass.

Tatsächlech - fir déi, déi virdrun an déi d'Geriichter kennen - dat aalt Geriicht, do war e Sas, do waren och Agenten do, déi gekuckt hunn, firwat een op d'Geriicht geet, firwat een an eng Sitzung wëllt goen. Selbstverständlech sinn d'Sitzunge public. Dat heescht, et konnt ee soen, ech gi gären dat an dat kucken an et huet ee seng Carte d'identité ofginn. Mä dat heescht, et ass eng Identifikatioun gemaach gi vun de Leit, déi an e Geriicht gaange sinn. Dat war um Tribunal esou.

Op der Justice de paix ass keng Kontroll mat Pièces d'identité gemaach ginn, op der Cour de justice och net, mä op dem Tribunal d'arrondissement ass dat gemaach ginn. Op deenen zwou anere Plazen huet een awer ëmmer e Concierge do gehat, oder eng Persoun op jiddwer Fall, déi an der Entrée souz, oder en Agent de sécurité, deen do opgepasst huet.

Haut - dat neit Gebai - gesäit een, dass op der Justice de paix am Moment guer keen ass. Do ass guer keen! De Concierge, deen do war, ass am Moment fort. Do ass säit Woche guer kee méi do, grad do op där Plaz, wou de Riichter eleng och sëtzt mat sengem Greffier. Dat heescht wou ee keng Composition collégiale huet, wou se zu dräi sëtzen, a wou och kee Polizist am Sall ass, fir och fir Uerdnung ze suergen. De Parquet, deen ass barricadéiert, do kënnt ee guer net eran, do sëtze se zu dräi.

Ech muss Iech just soen, Här President, dass d'Fro, déi sech haut stellt, ass justement op der Justice de paix, op der Cour an dem Tribunal d'arrondissement, ob do net och sollt e Contrôle gemaach gi vun den Accèsen? Et ass eng Plaz, wou d'Leit Décisioune matgedeelt kréien. Esou eng Aktioun, wéi se zu Bréissel geschitt ass, kann och eng Kéier bei eis geschéien. An déi Leit, déi do schaffen, maache sech Suergen ëm hir Sécherheet, virun allem déi, wéi ech virdru gesot hunn, déi eleng do sëtzen.

D'Affekoten hunn eng Kaart. Ech mengen, dat war och an der Zäit esou, dass een eng Affekotekaart hat, dass een déi gewisen huet, oder dass een e Badge sollt maachen. Mir hu jo e Badge kritt. Et weess zwar nach ëmmer keen, firwat dee gutt ass. Vläicht wier dat dann d'Utilitéit, dass déi Kaart, déi mer kritt hunn als Affekoten, dann eben do wier, fir kënnen duerch eng Dier eranzegoen.

Ech insistéiere just, dass et hei drëms geet, ëm d'Sécherheet vun deene Leit, déi do schaffen. Wann ee gesäit, wéi vill hei elo investéiert ginn ass op deene Punkten, dass och Material doiwwer bestallt gi war, kann ee sech d'Fro stellen, wou all dat Material do ass, a firwat, wéi gesot, de Parquet général mat véier Leit muss gardéiert ginn an déi aner Geriichtssäll, wou de Public grad erakënnt, keen do ass, fir opzepassen.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. D'Wuert huet elo den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, déi dramatesch Situatioun zu Bréissel ass natierlech eng, déi ee sech iwwerall ka virstellen, och zu Lëtzebuerg ka virstellen, wat mech - ier ech op d'Froe vum Här Bettel aginn - awer derzou bréngt, e puer allgemeng Iwwerleeungen zur Sécherheet ze maachen. Dat ass ëmmer de grousse Problem.

Engersäits gëtt et iwwerall Sécherheetsproblemer, emol méi, emol manner. Sécherheet gëtt zum Beispill op de Geriichter ëmmer groussgeschriwwen, wann et ëm Droit pénal geet. Hei hu mer gesinn - an dat ass eppes, wat eng reell Gefor ass -, dass a Familljesituatiounen einfach irrational Verhalensmoossname kommen. Da muss een ëmmer la part des choses maachen. Wéi wäit cadenasséieren ech alles? A wéi wäit kucken ech einfach, dat Schlëmmst ze verhënneren?

Datselwecht stellt sech och an der Politik. Ech sinn ëmmer frou, dass ech net muss duerch d'Géigend lafe wéi auslännesch Ministerkolleegen, déi emol net méi kënnen eleng mat hirer Fra schwätzen, wann net iergendeen hannendrun oppasst, ob net iergendeen e Messer an der Box hätt. Datselwecht huet sech och fir d'Chamber gestallt. Ech muss soen, dass ech ganz „emmerdéiert" sinn zënter där Greenpeace-Geschicht, dass, wann ech mat menge Beamten, déi jiddweree kennt, aus mengem Ministère heihinnerkommen, dass déi da mussen e Badge huelen, an esou weider an esou fort. Gutt, mä d'Chamber hat awer keng aner Méiglechkeet drop ze reagéieren, esou ze maachen. Ob doduerch awer d'Sécuritéit besser ass hei an der Chamber woen ech ze bezweifelen, esou dass ech ëmmer soen, et muss ee la part des choses maachen.

Richteg ass, dass ee muss kucken, dat Schlëmmst ze verhënneren, ouni awer iwwerdriwwen och de Caractère public vun der Justiz a Fro ze stellen - d'Justiz ass den drëtte Pfeiler am Land -; dass d'Leit mussen d'Justiz net als oppressiv, mä als oppen unerkennen, ass eent vun den Ziler. Ech hunn elo eng ganz Partie Bréiwer kritt vum Parquet général, direkt zwee Stéck, vum Groupement des magistrats, an ech soen Iech och elo, wéi mer weiderginn, de Claude Wiseler an ech. Ech fänken elo emol mat der Cité judiciaire hei an der Stad un. D'Cité judiciaire an der Stad, an duerno kommen ech op Esch an Dikrech, well och do stelle sech Froen.

D'Cité judiciaire an der Stad ass natierlech e Problem am Konzept selwer, wou ech awer de Konzept net wëll a Fro stellen, well de Konzept ass: D'Justiz ass oppen, d'Leit kommen eran. Et muss ee verschidden, an do si jo Moossnamen - hutt Dir gesot - verschidde sinn ofgeséchert ginn, anerer manner ofgeséchert ginn, an ech ginn Iech Recht, dass mer eis virun allem musse bei Familljesaache Froe stellen, well just do riskéieren d'Leit, irrational ze reagéieren. Mir mussen also kucken, wéi mer dat doten an de Grëff kréien.

Woubäi natierlech d'Conception architecturale vun der Cité judiciaire aneschters ass wéi déi vum ale Palais. Mä dee war jo ni geduecht, fir eng Kéier eng Justiz dran ze kréien. Och do muss ech soen: Ech sinn awer och an där kuerzer Zäit, wou ech Affekot war, awer och net physesch, mä verbal emol agresséiert ginn. Dat ass einfach esou. D'Leit hunn hir Problemer, an do kommen irrational Elementer. Mir mussen also kucken, wéi mer dat an de Grëff kréien.

Et ass duerfir, wou ech nach haut dem Claude Wiseler - hie kritt en eréischt muer, mä weess awer, wat drasteet - e Bréif geschriwwen hunn, dass mer sollen zesummekomme mat dem Procureur général, mam President vum Groupement des magistrats, a mat Leit vum Ministère du Développement durable a vun eis, fir emol engersäits d'Cité judiciaire ze kucken - wat architektural méi schwiereg ass, well ebe verschidde Gebailechkeeten do sinn, wat eben d'Konzept ass vun der Cité, dass et oppen ass – mä, fir ze kucken, wat ee ka maachen, notamment mat Sassen.

Also ech hunn e grousse Problem, net nëmmen, mä och als Justizminister, mat all deene sougenannte Sécherheetssystemer, Badgen, an einfach esou Kontroll. Een, dee wëllt en Attentat maachen, dee mécht et. Also déi Badgen, dat ass fir mech eppes, wou ech ëmmer meng Zweifel hunn, ob dat richteg ass. Ech mengen, et muss een einfach op verschiddenen névralgesche Plazen effektiv kënne Kontrolle maachen, fir ze évitéieren, dass Waffe mat erakommen, an esou weider. Dat wëlle mer also kucken. Mir sinn eis eens, de Claude Wiseler an ech, dass mer dat elo nach an deenen nächsten Deeg maachen, fir dat ze kucken op der Cité judiciaire.

Déiselwecht Froe stelle sech zu Esch an zu Dikrech, wou mer elo u sech déi Chance hunn, dass souwuel fir Esch en neit Gebai geplangt ass, wou mer awer mengen opgrond vun deene Kenntnisser, déi de Claude Wiseler an ech hunn, dass et an Zukunft méi einfach ass wéi déi aktuell Situatiounen zu Esch, déi ech wierklech ganz gutt kennen aus Erfahrung, déi net gutt sinn. Zu Dikrech ass et esou, dass mer jo an deene ganze Spuermoossnamen awer décidéiert hunn, dass d'Extensioun vun Dikrech eng Prioritéit ass. Déi gëtt net hannendru gestallt, esou dass mer och do kënnen eis concertéieren, fir dat doten ze maachen.

Also mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint kucken dorobber ze äntwerten, woubäi ech just wëll soen: Dir musst eise Souci verstoen, dass mer net wëllen d'Sécuritéitsmoossnamen amerikaniséieren, dass herno d'Leit op eemol d'Impressioun hunn, et géif géint d'Leit goen an et géif net ëm d'Sécherheet goen. An ech menge just d'Crédibilitéit vun der Justiz huet och domadder ze dinn, dass mer kucken, dass d'Leit net sech - well déi meescht Leit komme jo net dohinner, fir eppes Schlëmmes ze maachen, mä déi hunn einfach Problemer an duerfir musse se virun d'Geriicht kommen, fir hir Rechter ze verdeedegen oder sech ze verdeedegen -, dass mer kucken do la part des choses ze maachen. Ech sinn och selbstverständlech gäre bereet, an déi zoustänneg, Madame Doerner, Chamberskommissioun ze kommen, fir doriwwer ze diskutéieren, zesummen natierlech mam Här Wiseler, well et ass säi Budget.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Biltgen. Dann hunn ech hei elo d'Fro N°66 vum Här Eugène Berger un de Kommunikatiounsminister iwwert d'Sécherheet vu kabellosen Internet-Connexiounen. Den Här Berger huet elo d'Wuert.

- Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. D'Sociétéit „Google Street View" huet jo an de leschte vergaangene Wochen e bësse fir Opreegung gesuergt, och hei zu Lëtzebuerg, well se mat speziellen Autoen duerch d'Strooss fiert, fir Kaarten opzezeechnen. A wat se dann och mécht, dat ass, datt se ongeschützte „Wireless LAN"-Internet-Accèsen och enregistréiert. Dat heescht, herno op deene Kaarten, déi een op Google ka kucken, gesäit een dann och, a wat fir enge Stroossen zum Beispill e „Wireless"-Accès ass, wou kee Code drop ass, a wou een da kann och vu bausse sech drop aklinken. Gëschter war och e Reportage op RTL, do war et och weider Explikatioune ginn.

Et ass elo esou, an Däitschland war e Fall, wou onbekannte Leit dann op esou en ongeschützte „Wireless"-Accès gaang sinn, dee vu Google op hire Kaarten enregistréiert war, an datt se dann och illegal Filmer a Musek erofgelueden hunn, déi awer ënner Copyright-Schutz stoungen. Et ass dunn zu engem Prozess komm an de Bundesgeriichtshaff huet décidéiert, datt de Besëtzer vum Internet-Accès, deen also net geschützt war, datt deen am Fong geholl responsabel gemaach ginn ass, obwuel en aneren, en Drëtten iwwer säin Internet-Accès gefuer ass!

An duerfir kann ee sech och d'Fro stellen: Wann hei zu Lëtzebuerg esou eppes géif passéieren, wéi also hei - dat sinn da meng Froen un de Minister -, wéi hei d'juristesch Grondlag fir esou ee Problem ausgesäit.

Dierf eng Drëttpersoun ouni explizit Erlaabnis vun engem Besëtzer vun engem Internet-Accès esou ee benotzen, wann en net geschützt ass, wann also kee Code drop ass? Kann och de Besëtzer vun esou engem Internet-Accès responsabel gemaach gi wéi an Däitschland, wann also en Drëtten onerlaabt iwwer säi Site fiert, fir do eppes erofzelueden, wat net erlaabt ass?

Och déi Fro: Dierf e kommerzielle Provider wéi „Google Street View" no der lëtzebuergescher Législatioun privat Internet-Accèsen op esou Kaarten androen an dann och veröffentlechen? Wat wëllt de Minister maachen, wann do nach juristesch Vidë sinn, fir deem entgéintzekommen? An: Ass och eventuell dru geduecht, datt d'Bierger sollen an där do Problematik informéiert ginn an och do opzeklären, ze sensibiliséieren, datt se onbedéngt dann hir Internet-Accèsen hir „Wireless LAN"-Accèse solle mat engem Code versinn?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An elo huet d'Wuert den Här Kommunikatiounsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Berger huet hei eng Onmass vu pertinente Froe gestallt an en huet souguer méi Zäit gebraucht déi Froen ze stellen, wéi en hat se ze stellen, esou dass ech folgende Problem hunn: Entweder Dir accordéiert mer 20 Minutten...

(Interruptions)

M. le Président.- Dat ass awer schwéier, Här...

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- ...oder ech géif proposéieren, dass ech just hei e puer global politesch Indikatioune ginn an dass mer d'Technicitéit, wann den Här Thiel, President vun der zoustänneger Kommunikatioun d'accord ass, géifen an där zoustänneger Kommissioun erklären. Woubäi och net nëmmen déi Kommissioun zoustänneg ass, well hei hu mer eng Interferenz vun Droit-d'auteurs-Recht, vun Telekomsrecht, vun Droit-pénals-Recht a vun Droit-civils-Recht.

Et ass dat, wat ech soen, wann ech hei elo gär wierklech wéilt en Exposé maachen en droit, brauch ech awer, ech wëll net soen eng hallef Stonn, mä 20 Minutten op d'mannst, op eng vun de Froe vum Här Berger.

Ech wär frou, wa mer dat nach kéinte maache virun der Vakanz. Mir haten och scho Kontakt, den Här Thiel an ech, well nämlech herno déi Interpellatioun iwwert d'Vidéosurveillance, déi jo eigentlech d'Vidéosurveillance betrëfft, déi vum Polizeiminister ordonnéiert gëtt. Et gëtt awer eng allgemeng Dateschutzvidéosurveillance an eng Gesetzgebung, déi ech ganz gutt kennen, well ech se gemaach hunn, wou awer net de Minister surveilléiert. Et ass aneschters wéi bei dem polizeilechen, mä d'Dateschutzkommissioun, wou ech och der Meenung war - well ech hunn de ganze Rapport, mä ech mengen d'Interpellatioun

géif iwwerlueden -, wa mer dat géife kucken, dass mer effektiv géifen déi Kommissioun - a wann anerer wëllen derbäi sinn, d'Intérieur, ech mengen, dat ass eng Saach, déi de President hei ze décidéieren huet -, dass mer géifen eng Kéier d'Dateschutzkommissioun komme loossen an e bëssen och kucken, wat d'Datschutzkommissioun haut mécht.

Sou. Ganz kuerz awer zu deene Froen, déi den Här Berger geschwat huet, e puer politesch Saachen. Fir d'Éischt wat „Google Street View" ubelaangt, wëll ech just soen, wéi gutt et ass, dass mer déi Dateschutzgesetzgebung gemaach hu mat enger onofhängeger Dateschutzkommissioun, déi Google jo muss uschreiwen. Dat heescht, déi Dateschutzkommissioun huet hei voll hir Roll gespillt, andeems se vum Virfeld d'Autorisatiounen esou ginn hunn, dass et ageschränkt war, richteg ass. An ech mengen, dat war an Däitschland Bremen, wou erausfonnt ginn ass duerch Zoufall, dass „Wireless LAN" ugezaapt gouf, a wou natierlech doduerch, dass eis Dateschutzkommissioun an engem europäesche Réseau ass - dat ass de Réseau, dee mir Spezialisten den Artikel-29-Réseau nennen -, dass do d'Dateschutzkommissioun effektiv mat deenen aneren direkt sech kuerzgeschalt huet, fir och Google drop hinzeweisen, dass se net dierfen einfach esou „Wireless LAN" benotze géint d'Dateschutzgesetzgebung.

Mir hunn also eng relativ gutt Dateschutzgesetzgebung a mer hunn eng onofhängeg Dateschutzkommissioun, déi och am Laf vun de Joren, notamment duerch mäi Virgänger, de Jean-Louis Schiltz, massiv personalméisseg opgestockt gouf,…

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- …déi effektiv hir Aufgab do mécht. Esou dass déi „Google Street View", mengen ech, hu mer national an europäesch ënner Kontroll.

Da kënnt den Här Berger op dat däitscht Uerteel. Dat ass eben do, wou ech déi meeschten Zäit bräicht, wann ech wéilt an den Detail goen. Well éischtens, d'däitsch Gesetzgebung ass net op d'lëtzebuergesch Gesetzgebung ze iwwerschreiwen.

Mir hunn engersäits en Artikel 509 am Code pénal. Mir hu virun allem den 1382 iwwert d'Responsabilité civile, déi ganz vill Méiglechkeete gëtt. An do weess ech net, wat ee Geriicht zu Lëtzebuerg géif décidéieren. Ech kann net soen, dass d'Geriicht zu Lëtzebuerg géif datselwecht Uerteel huele wéi dat däitscht Geriicht, well einfach d'Lëtzebuerger Recht aneschters ass wéi dat däitscht Recht.

Et muss ee soen, d'Lëtzebuerger - do kommen ech op den 1382 zréck, ech maachen et wierklech ganz kuerz, Här President. Den 1382 vum Code civil seet, wann een engem aneren duerch säi Feeler Schued gemaach huet, ass een dofir haftbar. Sou. Deen anere kënnt elo an e kënnt a mäi „Wireless LAN" eran. Ass dat elo meng Schold oder net? Et ass emol am Prinzip deem anere seng Schold. D'Fro ass natierlech, an déi stellt sech bei honnertdausend Saachen, beim Autoklau am Garage d'selwecht wéi hei beim „Wireless"-Dateklau: Sinn ech selwer Schold drun, dass deen anere konnt erakommen oder net?

(Interruption)

Dat ass eben eng juristesch Saach, déi net gekläert ass. Mir hu keng Gesetzgebung iwwert den 1382 eraus, dee ganz vill Méiglechkeete gëtt. Mä wat am Endeffekt eng Lëtzebuerger Cour de cassation géif soen, kann ech Iech haut net soen. Ech mengen, dat ass och eng Saach vu Plaidoirien.

Wat awer richteg ass, wat Der ugeschwat hutt, dat ass d'Opklärung. An do wëll ech awer soen, dass net méi spéit wéi déi lescht Woch awer d'Initiativ CASES, déi vu mengem Kolleeg Wirtschaftsminister koordinéiert gëtt, mä wou awer d'ganz Regierung hannendrusteet, also eng grouss Aktioun ëmmer erëm besteet, fir d'Leit opmierksam ze maachen, dass se sech selwer musse schützen.

An dann halen ech op, Här President, dann halen ech wierklech op. Nach ee lescht Wuert: Mir haten Telekomsministeschrot virun enger Woch zu Bréissel - also de leschte Méindeg zu Bréissel, eng Woch an een Dag - an do hu mer iwwert d'Confiance am Internet geschwat. Do huet d'Europäesch Kommissioun eng Enquête gemaach a si huet festgestallt, dass d'Lëtzebuerger mat déi gréisste Confiance hunn. Ënner anerem mengen ech awer och, well mer an der Schoul iwwer CASES, iwwert d'Dateschutzkommissioun - also déi verschiddenst Ministèren huelen ech hei mat, net nëmme mäin -, mä déi verschiddenste Ministèrë mat nu wierklech an all där leschter Zäit alles maachen, fir d'Leit opzeklären, an notamment, ech kommen op d'Schoul zréck, déi Jonk. Well déi, déi déi beschte Clientë sinn, oft déi meeschte Suen hunn, awer natierlech oft am meeschte gefährdet sinn, fir Dommheeten ze maachen, sinn eis Jonk. An do muss ech soen, dass awer an de Schoulen exzellent geschafft gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kommunikatiounsminister François Biltgen. A mir kéimen dann elo zu der Fro N°65 vum Här Camille Gira un den Innenminister iwwert de Präis vum Waasser. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President. Den Datum vum 1. Januar 2011 kënnt ëmmer méi no. Do solle jo d'Gemengen de käschtendeckende Waasserpräis aféieren.

Ech hat an enger vun de leschte Froestonnen de Minister schonn interpelléiert, well ech dat Gefill hat, dass dobaussen um Terrain nach villes onkloer wär. De Minister hat versprach, e géif eng Rei Opklärungsversammlunge maachen. Déi sinn och gehal ginn an der Tëschenzäit. Wéi néideg a wéi wichteg dass se waren, mengen ech, konnt de Minister gesinn un der Zuel vu Leit, déi an déi Versammlunge komm sinn.

Meng technesch Servicer soe mer och, dass eng ganz Rei Froen an deene Réunioune beäntwert si ginn. Si soe mer awer och, dass och no dëse Réuniounen nach Eineges net kloer ass.

An ech wollt virun allem eng Saach opwerfen, wou awer op jidde Fall an där Réuniouun, wou mäi Chef de service hi war, dat ass déi Fro vun der Kompenséierung. Mir wëssen, dass, wann all Gemeng muss dee Präis froen, deen et wierklech bei hinne kascht, da kréie mer Präisser tëschent 4 an 8, 9, 10 Euro pro Fudder. A mir waren eis jo awer eigentlech eens an der Chamberskommissioun, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn, och a Réuniounen duerno, dass een do awer misst eppes ënnerhuelen. An de Minister hat och déi Zäit ugedeit, dass géif probéiert ginn, eng national Kompenséierung ze maachen. Dass dat wat wierklech geografesch bedingt wär, déi Ënnerscheeder, dass déi iwwer ee Mechanismus géife kompenséiert ginn. Quitte dass de Rescht allgemeng responsabel ass fir déi lafend Käschten. Wann eng Gemeng wëllt en technesche Waasserkapp opbauen, da muss se och kucken, dass se déi Suen dofir erakritt.

Duerfir wollt ech froen, well d'Zäit eis awer elo fortleeft, Här President, ob den Här Minister eis kann eng Äntwert ginn, ob Beméiungen ënnerwee sinn, fir déi Kompenséierung do ze maachen. Wa jo: Wéi soll dat ausgesinn? Oder ass et elo esou, dass allgemeng deemnächst muss de reelle Präis, a wann en och aacht oder néng oder zéng Euro ass, fir den 1. Januar fixéiert ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Elo kritt d'Wuert den Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dem Här Gira seng Fro ass eng ganz berechtegt Fro, déi mer och musse léisen. Mä ech ka meng Interventioun och esou ufänken, andeem ech soen, ech kann näischt aus engem Stee schloen.

Et ass esou, dass déi Kompensatioune jo am Artikel 12, Alinea 4 méiglech sinn, vum Gesetz vun Dezember 2008 iwwert d'Waasser. Wirtschaftlech Konsequenzen a geografesch Konditioune kënnen invoquéiert gi, fir esou Kompensatiounen an d'Spill ze bréngen. Dat solle mer allgemeng maachen.

Duerfir hat ech am Oktober 2009 d'Gemenge gefrot iwwer Circulaire, se sollte mer op Basis vun engem Excel-Tableau all déi Elementer eraginn, déi Problemer, déi se hunn am Kader vum Opstelle vun deem Käschtepunkt par rapport zum Waasserpräis am Beräich Waasser an am Beräich Ofwaasser.

An dat ass d'Conditio sine qua non, fir dass een do wierklech ka generell Konklusiounen zéien. Well Lëtzebuerg huet jo nun emol dee Problem, dass mer 116 Waasserpolitiken hunn. All Gemeng huet d'Waasserproblematik anescht ugepaakt, an doduerch ass et esou schwéier en Dénominateur commun ze fannen, dee mer awer mussen ustriewen, well ech sinn och ee Befürworter vun engem Prix unique hei vum Waasser, awer an engem vernünftege Kontext an enger vernünfteger Zäitschinn.

Duerfir muss een dat ee Schrëtt nom anere maachen. An deen Tableau brauche mer. Bis elo hunn ech 90 Producteure vum Waasser, Ofwaasser an Drénkwaasser, déi eppes eraginn hunn. Dat ass emol nach net d'Halschent! Ech brauch awer déi Donnéeën alleguerten, fir kënnen tant soit peu en objektivt Element op den Dësch ze bréngen, fir kënnen déi Kompensatiounen ze invoquéieren.

Well d'Kompensatioune kënnen d'Gemenge maachen. An do gëtt et och kloer Iddien, wéi een dat ka maachen. An ech gi jo all Kéier datselwecht Beispill: d'Gemeng Wëntger mat 118 Quadratkilometer, d'Gemeng Péiteng mat 11,8 Quadratkilometer. Déi eng ass zéngmol méi grouss wéi déi aner. Déi eng huet 4.000 Leit, déi aner huet 16.000 Leit; also véiermol méi Leit.

Et ass kloer, dass de Réseau wat d'geografesch Gegebenenheeten ugeet zu Wëntger vill méi deier ass wéi zu Peiteng. An ech fannen et normal, dass d'Gemeng Wëntger herno Moyene kritt dat ze kompenséieren. Esou fanne mer och aner Léisungen.

Mir mussen dat heite pragmatesch ugoen, awer am Interessi a mat eise Gemengen zesummen. An duerfir hu mer jo déi zwou Réunioune gemaach. Mäin nächste Schrëtt wäert sinn, dass mer nach eng Kéier eng Circulaire un d'Gemenge maachen, wou mer d'Konklusioune vun deem wäerten zéien, wat do diskutéiert ginn ass. An duerno musse mer am Hierscht nees eng Kéier zesummekommen, nach eng oder zwou Réuniounen, fir dat richteg ze tässelen, dass dat Ganzt eben am Fong geholl Realitéit gëtt.

Duerfir mäin Opruff, hei wëll ech dervu profitéieren, fir d'Gemengen ze froen: Wann ech gelift, schéckt mer déi Donnéeën eran. Si sollen eis also am Fong geholl déi Donnéeë ginn, soss kënne mer keng propper Analys maachen. An nëmmen esou kënne mer dann dat, wat den Här Gira zu Recht fuerdert, och maachen am Intérêt vun eise Biergerinnen an eise Bierger an och am Intérêt vun der Gesetzlechkeet vun der Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg.

Also, mir sinn um richtege Wee, Här Gira. Dir kënnt mech roueg nach eng Kéier am September, Oktober an deem Kontext hei ufroen, da soen ech Iech, wou mer dru sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister, an elo kéime mer zu der Fro N°67, nach eng Kéier vum Här Gast Gibéryen, un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Iwwerlaaschtung vun den Zich an de Spëtzestonnen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir alleguer setzen eis heibannen an, datt den öffentlechen Transport soll méi attraktiv gemaach ginn, an och mat engem gewëssenen Erfolleg. Et kënnt ëmmer méi vir, datt an de Spëtzestonne moies fir op d'Aarbecht oder owes fir zréck, da bei der Eisebunn d'Zich quasi iwwerfëllt sinn, datt ganz vill Leit mussen an den Zich stoen.

An et ass op där enger Säit positiv, datt ëmmer méi Leit mam öffentlechen Transport fueren, mä op där anerer Säit, mengen ech, musse mer eis awer och bewosst sinn, datt vill Leit doranner e Problem gesinn, wa se mussen am Zuch stoen. Gott sei Dank hu mer, jee nodeem vu wou et kënnt, net allze vill laang Strecken.

Meng Fro ass duerfir un den Här Nohaltegkeetsminister, ob de Minister sech där Situatioun bewosst ass, ob en doriwwer informéiert ass, datt an de Spëtzestonne vill Zich iwwerfëllt sinn; dann ob mer um Enn vun eise Capacitéiten ukomm sinn, wat d'Material ubelaangt oder wat d'Strecken ubelaangt; d'Zich wéi dacks datt se kënne fueren oder däerfe fueren; a wat virgesinn ass, fir déi Situatioun ze verbesseren.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen, an elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, wéi den Här Gibéryen als groussen Zuchbenotzer sécherlech weess, ass d'Traditioun déi bei den CFL, datt am Fong sollt haaptsächlech jiddwereen eng Sëtzplaz hunn. Heiansdo geet et awer net. Heiansdo geet et net, well, wa vill Leit, ze vill Leit drop sinn, muss een awer och wëssen, datt och all déi Maschinnen, déi Wagonen virgesi gi sinn, fir Stehplazen ze hunn. D'Traditioun ass awer, datt probéiert gëtt, datt jiddwereen eng Sëtzplaz ka kréien.

Haaptsächlech sinn d'Problemer dann, wann eng Maschinn ausfält. An haaptsächlech dann, wann och, wéi dat alt heiansdo virkomm ass, duebelstäckeg Maschinnen ausgefall sinn, déi 330 Plazen hunn, an déi, wa se ausfalen oder wa se Problemer hunn, mussen ersat ginn duerch déi sougenannten Z2-Maschinnen, wat eestäckeg Maschinne sinn, déi nëmmen 172 Plazen hunn. An dee Moment ass et evident, datt Problemer virkommen.

Dat ass an der leschter Zäit op der Streck Lëtzebuerg-Péiteng alt zwee- bis dräimol de Mount virkomm, haaptsächlech beim Zuch vu 17:26 Auer, deen an der Stad um 17:26 Auer fortfiert an deen u sech an der leschter Zäit relativ ufälleg fir déi do Problematik war.

Op der Lëtzebuerg-Beetebuerger Streck ass et och déi eng oder déi aner Kéier virkomm, mä awer manner oft. De Problem kënnt haaptsächlech doduerch, datt momentan keng Reserv bei duebelstäckege Maschinnen disponibel ass.

Wat geschitt elo? Et muss ee fir d'Éischt wëssen, datt mer haut ronn eelef 2200er Maschinnen, den TER2NG, hunn - eelef Stéck - an datt a sech nach zéng neier bestallt sinn, plus eng, fir déi vun Zoufftgen, déi do accidentéiert ass, ze ersetzen, an datt déi elo direkt geliwwert wäerte ginn, an zwar zwësche Juli an Januar 2011.

Dat heescht, datt mer während där Zäit e Renforcement vun deenen do Typë Maschinne kréien, wat quasiment oder do bal d'Verduebelung vun dem aktuelle Maschinnepotenzial ausmécht. An dat gëtt eis natierlech wierklech zousätzlech Capacitéiten, déi haaptsächlech op der Desserte mat Frankräich agesat ginn, mä awer och, fir Lëtzebuerg intern ze fueren. Dat ass déi éischt Etapp.

Déi zweet Etapp, dat wäert déi… Enfin, da si mer am Prinzip okay bis 2015. An duerno soll gekuckt ginn, fir neit Material fir de sougenannte Rheinland-Pfalz-Takt, wou och en Deel mat eis zesummegemaach gëtt, anzekafen, wat dann 2015 soll disponibel sinn. Dat erlaabt eis dann, dat libéréiert Material och fir d'Waasserbëlleger Streck anescht ze benotzen.

Dat ass wat d'Capacitéite vun de Wagonen ugeet. Dir gesitt also, datt do relativ vill an deenen nächste Méint direkt elo geschitt, fir deem Problem entgéintzekommen.

Da wëll ech awer och nach soen, datt all déi Prioritéiten, déi mer elo am Bau gesat

hunn, notamment déi Zweegleisegkeet vun der Péitenger Streck an dee Projet, deen hannendrunhänkt - zweegleiseg oder Neibau vun der Beetebuerger Streck -, genau och aus deem do Grond gemaach gëtt. Dat gëtt eis och op de Schinnen zousätzlech Capacitéiten, fir, wann et da gebraucht gëtt, nach méi Zich kënnen do fueren ze loossen, wéi dat actuellement méiglech ass.

Dir gesitt also, datt vill Efforte gemaach ginn, fir där doter Problematik entgéintzekommen.

Merci.

M. le Président.- Merci nach eng Kéier dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler, a mir kommen elo zu der leschter Fro fir haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°68 vum Här Eugène Berger, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Plans sectoriels. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. An engem rezenten „Tageblatt"-Interview huet de President vun der LSAP-Fraktioun, de Lucien Lux, am Hibléck op d'Plans sectoriels gesot - an ech zitéieren dat, well ech et net méi auswendeg am Kapp hunn -: „Und wo stehen die in Sachen Plans sectoriels? Im Oktober 2008 wurden diese von der damaligen Regierung vorgestellt. Wo wir diesbezüglich heute stehen, weiß niemand."

Fir dann zur Konklusioun ze kommen, datt: „die größten Probleme die Luxemburg derzeit in Sachen Wettbewerbsfähigkeit hat, sind bürokratischer und prozeduraler Natur". An d'Verantwortung heifir gesäit den Här Lux ganz kloer bei der CSV - ech zitéieren -: „Die entsprechenden Hausaufgaben liegen fast ausschließlich beim CSV-Minister".

(Interruption)

Här President, wann ech dat richteg gesinn, da war dëse Reproche vum Här Lux virun allem op den Nohaltegkeetsminister, den Här Claude Wiseler, geziilt. Duerfir wollt ech och dann him déi Froe stellen, well en awer och subsidiairement zoustänneg ass, net nëmme fir all déi aner Saachen, fir déi en haut de Mëtte schonn hei huet misse Ried an Äntwert stoen, mä och fir d'Plan-sectorielen.

Dat heescht, Här Minister, wou sti mer mat der Ëmsetzung vun deene Plan-sectorielen? Wéi gesäit et mat der Upassung, Harmoniséierug vun deenen eenzelne Pläng aus? Et war jo esou, datt bei dem Plan sectoriel «Transports» nach eng Rei Projeten am Widdersproch ware mat dem Plan sectoriel «Grands espaces paysagers». Sinn déi Problemer geléist?

An dann, wéi gesäit et och aus mat der Upassung oder Harmoniséierung vun de Plans sectoriels «Zones d'activités» aus? A wéini kréie mer dann och endlech déi Kaarten op den Dësch geluecht, déi zu de Plans sectoriels «Zones d'activités» gehéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger, a fir d'Lescht haut de Mëtteg nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Elo sinn ech awer emol gespaant. Hat den Här Lux Recht, Här Wiseler? Hat e Recht? Hu se näischt gemaach?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Also, wann „niemand weiß", wou ee mat de Plan-sectorielen drun ass, da soen ech Iech elo, wou mer mat de Plan-sectorielen drun sinn. Ech wëll awer just soen, ech hu scho méi wéi eng Kéier erkläert, och an de Chamberskommissiounen, wou mer an deene Prozeduren do dru sinn.

Dir wësst, datt d'Plan-sectorielen am Kader vun där klassescher Prozedur, déi muss gemaach ginn, enger SUP - enger S-U-P - mussen ënnerluecht ginn; enger „strategescher Umweltprüfung". Genau dat ass an deene leschte Méint geschitt. Déi Pläng sinn analyséiert ginn op hir Umweltverträglechkeet, an d'Resultater vun där Etüd, vun där provisorescher SUP, déi si momentan do, déi si fäerdeg. Déi sinn och elo an deenen eenzelnen Departementer, déi eng Kéier dann déi Avant-projeten, déi hei an der Chamber virgestallt gi sinn, wäerten iwwerkucken, fir doraus déi noutwendeg Konklusiounen ze zéien.

Richteg ass, wéi den Här Berger et gesot huet, datt jo an den Avant-projeten, an dat war och gekennzeechent, eng Rei Kontradiktiounen dra waren, notamment am Plan sectoriel «Transports» par rapport zum Plan sectoriel «des grands ensembles paysagers». Dat war gewosst. Déi Projeten, déi nach Problemer gestallt hunn, waren och mat Stärercher gekennzeechent.

Genau dorëms geet et elo, fir ze kucken, wat dann zréckgehale soll gi vun deene Projete respektiv wat aus de Plans sectoriels soll verschwannen. Deen Exercice, deen ass geplangt fir déi nächst Wochen, an da ginn ech dovunner aus, datt mer dat no der grousser Vakanz als Exercice fäerdeg hunn. Dee Moment muss och d'SUP dann un déi adaptéiert Plans sectoriels ugepasst ginn, fir datt den Dossier korrekt a komplett ass.

Déi normal Prozedur géif da virgesinn, datt mer géifen an d'offiziell Prozedur mat de Plans sectoriels goen, dat heescht, déi ganz Consultatioun maachen. Elo ass et awer esou, datt, wéi Der wësst, säit e puer Wochen en neie Projet de loi déposéiert ginn ass, deen d'Gesetzgebung iwwert den Aménagement du Territoire frësch mécht an deen u sech zwou Saache beinhalt.

Dat Éischt, wat e beinhalt, dat ass eng Straffung vun de Prozeduren, wéi ee mat Plans sectoriels kann duerch esou Prozedure goen. Dat Zweet, wat e beinhalt, dat ass eng Fro, wéi mer mat dem Akaf respektiv den Expropriatioune vun deenen Terrainen eens ginn, déi mer am Kader vun deene verschiddene Plans sectoriels an deenen do virgesinnene Projete brauchen.

Fir do déi noutwendeg Rechtssécherheet ze kréie respektiv fir do mat de Prozeduren esou schnell wéi méiglech virunzekommen, mengt d'Regierung, an dat huet se och der Chamber scho gesot, datt et sënnvoll wär, mir géifen an déi richteg Prozedur mat de Plans sectoriels goen dann, wa mer deen neie Gesetzestext hätten, well dat eis déi Prozedur wesentlech kann accéléréieren. Dat ass den éischte Punkt.

Elo weess ech awer, datt mer eng Rei Zäit verléieren, ier déi nei Gesetzgebung do ass, an ech weess och, datt, wann déi nei Gesetzgebung do ass, d'Gemengen am Fong dräi Méint hunn, fir déi Plans sectoriels ze aviséieren. Or, soen ech, dräi Méint geet duer, datt d'Gemenge se kënnen aviséieren, just, wa mer hinnen der véier zesumme ginn. Dat ass natierlech relativ vill.

Fir deem do Problem entgéintzekommen, mengen ech, wär et sënnvoll, datt mer géifen, soubal déi Plans sectoriels dann elo fäerdeg gestallt ginn op Basis vun deene Modifikatiounen, déi se duerch d'SUP da wäerte kréien, datt mer eng Phas virdru schalten, déi zwar net an der neier Gesetzgebung virgesinn ass, mä déi wahrscheinlech eis respektiv haaptsächlech de Gemenge wäert hëllefen, an der Diskussioun virunzekommen an déi eis och kann dann erlaben, d'Chamber ze informéieren. An zwar schonn den Avant-projet, ier mer en offiziell déposéieren, eng Kéier de Gemengen zoukommen ze loossen, datt se kënne kucke respektiv datt mer en explizéiere gi bei d'Gemengen, datt also déi Virbereedungsaarbecht scho gemaach ass, datt se duerno an der offizieller Prozedur besser virukommen.

Op jidde Fall ass dat d'Intentioun vun der Regierung, fir esou schnell wéi méiglech déi Plans sectoriels an d'Realitéit ëmzesetzen. Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Froestonn.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass elo eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Schafe vun engem Plan de développement culturel pluriannuel. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinea 2 vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, d'Madame Polfer, den Här Angel an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Adam als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. D'Regierung ass jo gutt vertrueden, an d'Kulturministesch ass och do. Merci. Fein!

Plusieurs voix.- Ah!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Regierungen hunn an deene leschte 15 Joer immens vill an déi kulturell Infrastrukturen zu Lëtzebuerg investéiert, an dat souwuel op nationalem wéi op regionalem Plang. Der Vollstännegkeet an der Gerechtegkeet halber muss een natierlech och soen, datt och d'Gemenge vill Suen an déi kulturell Infrastrukturen investéiert hunn.

Déi viregt Regierung hat am Joer 2005 eng Enquête iwwert déi regional kulturell Infrastrukture gemaach. Dës Enquête hat sech un all Gemengen aus dem Land adresséiert, a ronn 80% vun de Gemengen hunn hir Äntwerten erageschéckt, sou datt een ouni Problem ka soen, datt d'Äntwerte representativ fir d'ganzt Land sinn.

D'Zil vun dëser Enquête war et, fir eng Bestandsopnahm ze kréien: Wou hu mer Infrastrukturen? Wéi gesinn dës Raimlechkeeten aus? Wéi si se équipéiert? Wie mécht d'Gestioun? Wéi gi se genotzt? Gëtt den Encadrement vun enger professioneller Équipe gemaach oder mat Bénévolen? Gëtt et eng Programmatioun? A wien zeechent do responsabel?

Den zweeten Objectif vun där Enquête war, fir iwwer eng Base de données kënnen ze verfügen, wou kulturell Acteuren am wäitste Sënn vum Wuert kënnen Informatioune kréien, wa se e spezifesche Raum brauche fir e spezifesche Projet. Dat sollt awer eréischt méi spéit realiséiert ginn.

Duerfir meng éischt Fro un d'Madame Minister: Sinn déi Donnéeën, déi 2005 opgeholl gi sinn - et geet Rieds vun 257 kulturellen Infrastrukturen a 94 Gemengen -, sinn déi Donnéeën an deene leschte Joren aktualiséiert ginn a si se och disponibel fir déi Leit, déi am kulturelle Beräich schaffen?

D'Konklusiounen aus deem Rapport sinn net weltbewegend. Verschidden Aspekter verdéngen et awer, an Erënnerung geruff ze ginn.

Wat déi allgemeng kulturell Infrastrukturen ugeet, esou ass d'Benotzen an d'Programmatioun praktesch ausschliesslech lokal bestëmmt. Dat ass logesch, well jo d'Gemengen haaptsächlech déi finanziell Laascht droen. Sou gëtt dann och festgestallt, datt déi regional Zesummenaarbecht genausou wéi déi grenziwwergräifend Zesummenaarbecht ze wënschen iwwreg loossen. Dat ass ze bedaueren, grad wéi ze bedaueren ass, datt et eppes wéi eng kulturell Formation continue net oder nëmmen a ganz bescheidenem Ausmooss gëtt.

Positiv allerdéngs kann ee festhalen, datt mer allgemeng zu Lëtzebuerg gutt mat esou enge kulturellen Infrastrukture versuergt sinn.

Bei de spezialiséierte kulturellen Infrastrukture sinn emol fir d'Éischt déi 38 Muséeën opgezielt, déi et zum Zäitpunkt vun der Enquête gouf. Hei gëtt och vu Muséeë geschwat, déi méi oder wéineger an de Vergiess gerode sinn. Esou Muséeën hänke ganz oft vun eenzelne Persounen of, déi mat vill Engagement an och vill Wëssen hir Iddi an dee Musée gegoss hunn. Dat gëllt besonnesch fir eng Rei Muséeën iwwert den Zweete Weltkrich.

Well ee Musée awer haut eppes Dynamesches muss sinn, wou eng engagéiert Équipe zesummeschafft an och iwwer en néidege Budget verfügt, stellt sech natierlech d'Fro, ob et eng Zukunft fir dës Muséeë gëtt, a wa jo, wéi dës Zukunft soll ausgesinn. Wéi geet et dem Réseau des Musées, deen am Januar 2007 geschaf gouf?

An der Etüd geet och Rieds vun den öffentleche Bibliothéiken an der Regioun. Et ass mer eng Freed, däerfen ze soen, datt et haut besser um Terrain gestallt ass, wéi zu där Zäit, wou d'Enquête gemaach ginn ass. Et gëtt méi Bibliothéiken, an d'Bibliothéike sinn zum gréissten Deel och gutt ausgerüst. D'Zesummenaarbecht tëschent de Bibliothéiken ass nach ëmmer net gutt genuch, mä et gëtt positiv Zeechen, an et gëtt zum Beispill mëttlerweil eng Associatioun vun den öffentleche Bibliothéiken, déi sech ënner anerem och eng besser Zesummenaarbecht zum Zil gesat huet.

Am Verglach mat der Groussregioun an aneren ziviliséierte Länner hu mir nach ëmmer large Defiziter. Mir hunn zwar endlech e Bibliothéiksgesetz, ee Gesetz, wat och déi gréng matgestëmmt hunn. Mä duerfir geet awer och haut nach am Bibliothéikswiesen näischt vum selwen. A wann de Rescht vum Rapport vun der Enquête och e bësse verstëbst ass, dann ass d'Fuerderung no engem Entwécklungsplang fir e regionaalt a lokaalt Bibliothéiksnetz nach ëmmer ganz aktuell.

Wann esou en Entwécklungsplang fir d'Bibliothéike gefeelt huet, a wann d'Zesummenaarbecht op dësem Plang nach ëmmer am Ufanksstadium ass, da gëllt dat ëmsou méi fir déi regional Kulturzentren. Mir schwätze scho laang hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Dezentraliséierung vun der Kultur. Datt d'Stad Lëtzebuerg de kulturelle Mëttelpunkt vum Land ass, dat dierf emol net de Problem sinn. Hei si jo och déi grouss kulturell Infrastrukturen, wat Theater, Musek a Muséeën ugeet.

Jo, eise Premier huet eis souguer a senger Regierungserklärung versprach, mer kréichen dann endlech awer eng nei Nationalbibliothéik an der Stad. Klammer op: Well mer dat schonn esou oft versprach kruten, hu mer de Message zwar mat Freed opgeholl, mä eis feelt de Glawen. Klammer zou.

Natierlech ass och d'Stad Lëtzebuerg een engagéierten a wichtege Partner fir d'kulturellt Liewen. Niewent dem kulturelle Mëttelpunkt Stad Lëtzebuerg mat zum Beispill enger Philharmonie, déi onbegrenzt finanziell a personell Mëttelen ze hu schéngt, hu mer mëttlerweil ee praktesch flächendeckend Netz vu regionale Kulturzentren am Land opgebaut.

„Opgebaut" ass vläicht e bëssen iwwerdriwwen. Dat géif jo heeschen, et wär alles geplangt gewiescht. Et ass méi richteg, wa mer soen, ee regionale Réseau vu Kulturzentre wär entstanen. A fir datt dës regional Kulturhaiser hir wichteg Roll fannen, musse se zesummeschaffen. Koordinatioun a Kooperatioun tëschent den Haiser, fir datt mer och ee kulturell räiche Programm baussent der Stad Lëtzebuerg offréiere kënnen; fir datt och an den eenzelne Regioune vum Land méi wéi bis elo artistesch Kreatioune kënne gemaach ginn.

Och hei ass schonn e wichtege Schrëtt vun de Concernéierte selwer gemaach ginn. Ähnlech wéi bei den öffentleche Bibliothéiken hu si sech an enger A.s.b.l. zesummegedoen, dem Réseau luxembourgeois des Centres culturels décentralisés, mam Zil, eng regelméisseg an intensiv Kommunikatioun ënnereneen ze féieren.

Vum Kulturministère aus misste jo eigentlech déi dräi Centres d'animation culturelle régionale bei der Koordinatioun, Médiatioun an Informatioun hëllefen. Hu sech dës Institutioune bewäert? Wär et sënnvoll, dës dräi Zentren auszebauen, hir Zuel eventuell eropzesetzen, vläicht op sechs, esou wéi d'Land duerch d'IVL-Etüd a sechs Regiounen agedeelt gouf?

Am Résumé kann ee feststellen, datt déi regional Koordinatioun a Promotioun vu

kulturellen Événementer misst verstäerkt ginn, datt mir eng kohärent Approche missten anhuelen, wat d'Strategie a Planung vun deene verschiddene kulturellen Instituter hei am Land betrëfft.

Et ass jo och net méiglech, an zéng Minutten op all Aspekter vun der kultureller Aarbecht anzegoen. Ech wëll just dorop hiweisen, datt et nach vill Kapitele gëtt, déi aus Zäitgrënn net kënnen hei vu mir undiskutéiert ginn, obscho se et verdéngen. Zum Beispill de Kino an d'Kinosproduktiounen hei am Land, d'Wichtegkeet vun der Aarbecht, vun der kultureller Aarbecht, och vun de Jugendhaiser, an natierlech och de Kontext Schoul a Kannerbetreiung a Kultur.

Kulturpolitik ass net just eng sektoriell Politik, mä och Gesellschaftspolitik a mëscht sech an a Beräicher vun der Ëmweltpolitik, der Erzéiung, der Ekonomie, der Sozialpolitik an esou weider. Ech zitéieren Iech e Saz aus dem Manifeste pour un pacte culturel vun 2008, ee Saz, dee mech zumindest nodenklech gemaach huet: «Car si la société luxembourgeoise, dans sa diversité et sa complexité, n'avait que le haut niveau de son PIB comme ciment unificateur, qu'en resterait-il après une sévère tempête économique?»

D'Kultur a kulturell Aktivitéite kënnen eis hëllefen, mat eiser Villfalt vu Sproochen, Identitéiten an Natiounen eens ze ginn, ouni an de Fanatismus ofzerutschen. D'Kulturpolitik hei am Land muss sech dohinner bewegen, fir nach méi eng räichhalteg an dynamesch kulturell Zeen zu Lëtzebuerg ze kréien, a muss sech och aktiv dorëm beméien, keng Leit, aus welleche Grënn och ëmmer, vun deem Prozess auszegrenzen. Besonnesch an Zäiten, wou dorop higewise gëtt, datt mir eis Dépensë mussen iwwerdenken, ass et wichteg, sech de Wäert vun der Kultur an eiser Gesellschaft an den Notze vun der Kulturpolitik ze rappeléieren.

Mir begréissen duerfir, datt am Regierungsprogramm ënner anerem steet, datt d'Kulturpolitik transversal muss sinn an och aner Politikberäicher muss abezéien. An dës Iwwerleeunge féieren eis direkt zu dem Pacte culturel, dee virun de Wahle vun alle politesche Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, ënnerschriwwe ginn ass. Mat dem Pacte culturel hu mir eis verflicht, fir en nationale Plang fir eng nohalteg kulturell Entwécklung fir Lëtzebuerg auszeschaffen. Dee Plang soll sech op engem Wäissbuch Kultur kënne baséieren. An et soll och eng Budgetsetüd derbäi sinn, déi de Finanzement vun der Ëmsetzung vun dësem Programm duerstellt.

Esou e Wäissbuch ass et schonns eng Kéier an der Kultur ginn, d'Wäissbuch vum Januar 1998. Dat Buch hat keng allze héich Welle geschloen, et pour cause. Mir sollen et dës Kéier besser maache wéi 1998. Mir sollen de Plan de développement culturel pluriannuel vun Ufank un an enker Zesummenaarbecht mat den Acteuren aus dem kulturelle Secteur zesummen ausschaffen.

Déi verschidde Recommandatiounen aus Etüden an Enquêten, zum Beispill déi vun 2005, solle berücksichtegt ginn. Strukture vun den Effektiver vum Kulturministère musse kritesch hannerfrot ginn. D'Zesummenaarbecht tëschent verschiddene Ministèren, Administratiounen, Kulturinstituter an dem Secteur communal solle verbessert ginn. D'Professionaliséierung vum kulturelle Secteur soll weider ënnerstëtzt ginn. Den Zougank zur Kultur soll ganz bewosst méi attraktiv gemaach gi fir all Mënsch, besonnesch fir Kanner a Jugendlecher. Kulturpolitik muss iwwert d'Grenzen ewechkucken.

Fir datt mer eppes Nohalteges och vun der Heure d'actualité hunn, wollt ech an deem Sënn vun deene Fuerderungen, déi ech hei virgedroen hunn, eng Motioun hannerleeën, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

saluant

- que le programme gouvernemental de 2009 prévoit la mise en œuvre de diverses mesures de politique culturelle dont l'établissement d'un plan de développement pluriannuel;

considérant

- que notre pays dispose entre-temps d'une multitude d'infrastructures, d'institutions et d'associations culturelles;

- que différentes enquêtes ont recommandé des approches plus cohérentes et concertées en ce qui concerne la programmation et la promotion d'activités culturelles au niveau national, régional et local;

- qu'une démarche globale au niveau des missions des différentes institutions culturelles fait toujours défaut;

- que les différents acteurs culturels devront disposer au niveau ministériel d'un partenaire fiable et compétent;

- l'impact considérable de la politique culturelle sur le développement social et économique de la société;

- que toute action future au niveau de la politique culturelle gouvernementale devra avoir comme but principal la promotion d'une scène culturelle et artistique diversifiée et dynamique s'adressant aux différentes couches sociales de notre pays;

invite le Gouvernement

à faire élaborer le plan de développement culturel pluriannuel en y associant étroitement les différents acteurs du secteur artistique et culturel et en prenant en considération:

- les différentes recommandations d'études et d'enquêtes ultérieures, notamment l'enquête de 2005/2006 sur l'infrastructure culturelle régionale,

- les structures et effectifs au sein du Ministère de la Culture,

- la coordination entre les différents ministères et le secteur communal,

- les différentes administrations et institutions culturelles,

- les différents mécanismes de financement et de gestion des activités dans ce secteur,

- le profil des différents instituts culturels,

- la professionnalisation du secteur culturel et le statut des acteurs de la culture et de l'art,

- l'accès à la culture des différentes couches sociales,

- la culture dans l'éducation des enfants et des jeunes,

- la promotion artistique et culturelle pour la Grande Région et au-delà.

(s.) Claude Adam.

Déi ass elo just vu mir ënnerschriwwen. Si steet op. Ech géif mech driwwer freeën, wann aner Kolleegen déi géife matdroen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. D'Wuert huet elo als éischte Riedner déi honorabel Madame Martine Mergen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Definitioune vun der Kultur gëtt et der vill. Duerfir kann et sinn, dass vill Leit verschidde Virstellungen an Iddien hunn dovun, wat Kultur ass.

Kultur soll net einfach l'art pour l'art sinn, mä si steet - an esou steet et am Regierungsprogramm - do als Vecteur fir d'Entwécklung vun onser Gesellschaft. Well nom Pacte culturel, deen den Här Adam ugeschwat huet, do koum e Regierungsprogramm an e Koalitiounsaccord. Dee kéint een elo ganz einfach virliesen. Da wiere meng fënnef Minutten och wéi näischt passéiert. Mä dat wier awer e bësse fantasielos.

Et steet och am Regierungsprogramm dran, dass d'Regierung géif e Plan de développement pluriannuel ausschaffen. Ech liesen dat allerdéngs e bëssen anescht wéi déi gréng Partei, well dat sech a mengen Aen op d'Kulturinstituter bezitt, an net op déi verschidden Acteuren aus der Kulturzeen.

Iwwerhaapt, wéi mir d'Demande vun der grénger Partei an dem Wuertlaut ënnert d'Lupp geholl hunn, do hu mer net direkt gesinn, op wat si eigentlech eraus wéilten, well wéi sot den Theodor Heuss: „Mit Politik kann man keine Kultur machen, aber vielleicht kann man mit Kultur Politik machen."

Dir schwätzt do vun nationalem, regionalem a lokalem Niveau. Mengt Dir déi professionell Strukturen oder déi net professionell? A béiden Domänen ass jo awer esou munches geschitt. Sou gëtt et an de Regiounen e Service d'animation culturelle régionale, et gëtt de Plurio.net, den Internet-Portail, deen iwwert d'Kulturevenementer an der Groussregioun informéiert an esou virun.

Ech wéilt och an deem Zesummenhang, wéi den Här Adam, un dat neit Bibliothéiksgesetz erënneren, dat et lokale Bibliothéiken erméiglecht, op eng méi effikass Aart a Weis hire Lieser hire Bedierfnisser ze entspriechen.

Et muss selbstverständlech gekuckt ginn - an déi Beméiunge gi weider virugedriwwen -, d'Kultur méi accessibel fir all Schichte vun onser Bevölkerung ze maachen. Mä esou, wéi dës Heure d'actualité ugefrot gouf, géif et heeschen, dass d'Politik d'Responsabilitéit hätt, fir dem Kulturmilieu vun uewen erof ze diktéieren, wéi dee misst fonctionnéieren. Mir sinn net där Meenung, well wéi seet dee gudden ale Lëtzebuerger Sproch: „Den Iesel kann ee bei den Trach féieren, mä drénke muss e selwer."

Ech mengen net, dass dat d'Roll ass vun der Politik. D'Politik kann Infrastrukture schafen. Fir iwwerall uechtert d'Land den Acteuren um Terrain e Programm virzeginn, dat kann net hir Aufgab sinn. D'Politik kann nach Kollaboratioun an d'Kommunikatioun tëschent den Acteuren ënnerstëtzen a förderen, mä si ka sécher net méi wäit goen, well soss géif se jo eventuell op hir kënschtleresch Fräiheet awierken.

D'Politik ka selbstverständlech Réseauen opbauen. Esou Synergië gëtt et och, a meng fënnef Minutte loosse mer et net zou, der méi ze gi wéi d'Beispill vum Musée national d'histoire naturelle, mat verschiddene regionale Muséeën, mat deenen anere Stater Muséeën a souguer an der Groussregioun.

Ech mag mech iren, an et ass net dat, wat gemengt ass. Mä wéi gesot, mir kruten hei déi néideg Prezisiounen u sech net, wat gemengt war. Den Här Adam huet elo a senger Ried e bësse méi prezis gesot, wat en eigentlech wëllt. En huet och eng Motioun, déi ech um Pabeier doleien hunn, virgestallt. Mä ech wéilt nach eng Kéier op déi Kulturinfrastrukturen zréckkommen.

Ech wëll net op all déi sëlleche flott an architektonesch gelonge Centres culturels zréckkommen, déi iwwregens a sämtlechen internationalen Opzielunge vun architektonesche moderne Wierker opgezielt ginn, déi mer a leschter Zäit hei an der Stad an am Land regional an national gebaut hunn: de Mudam, de Geschichts- an de Konschtmusée, d'Philharmonie, d'Abtei Neumünster, de Centre national de littérature, d'Rockhal, d'Schlass zu Buerglënster, déi net nëmmen hei am Land e ganz grousse Public unzéien, mä déi och iwwert d'Grenzen ewech d'Leit unzéien.

Dat ass et, wat wichteg ass. Mir sinn e klengt Land, a grad an der Kultur ass et wichteg, dass mer keng national Kulturnuebelschau ofzéien, mä dass mer ons mat onse Leit an de Grenzregiounen an och an Europa ëmmer erëm harmoniséieren.

Et gëtt nach eng aner sëlleche Muséeën, nach vill Plazen am Land, de Musée des Mines, de Musée du Vin, deen een am Süden, deen aneren am Osten, a ganz vill flott Ausstellungen. A wien zitt scho méi Leit u säit Jore wéi d'Family of Man zu Veianen?

Mir hunn natierlech Suergekanner, wat ons Kulturpolitik ubelaangt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zu Clierf!

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Pardon, zu Clierf, entschëllegt.

Une voix.- D'Buerg zu Veianen, déi zitt och vill Leit un.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Déi zitt och vill Leit un, an de Sessellift, deen ass och zu Veianen. Merci, Här Gibéryen.

Ech wëll awer trotzdeem nach un eis Suergekanner erënneren, dat ass ons Nationalbibliothéik. Duerfir si mir ganz frou, a mir begréissen als CSV-Fraktioun ausdrécklech, dass onse Premier a senger Lag vun der Natioun ugekënnegt huet, dass de Projet vun der Nationalbibliothéik soll realiséiert ginn an deemnächst...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Mir sinn emol gespaant, wéini.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- En huet eng Joreszuel gesot, wann ech mech gutt erënneren, Här Gira. An net allze laanger Zukunft wäerte mer ons dann och Gedanken iwwert déi national Archive maachen.

Dat gesot, wollt ech elo net op d'Motioun agoen. Wann ech d'Motioun esou liesen, dann ass et e ganze Regierungsamalgam. Wann een d'Punkten alleguerten opzielt, ass et eigentlech e ganzt Buch oder eng ganz Rei vu Bicher. Duerfir wier et scho vläicht besser, wann een e bësse méi Prezisiounen hätt, well wann ech gesinn, wat d'Regierung do muss alles maachen, d'Strukturen an d'Effektiver au sein vum Ministère de la Culture, d'Koordinatioun „entre les différents ministères" - wat fir sollen dat sinn? - „et le secteur communal". „Les différentes administrations" - wat fir eng? - „et institutions culturelles". „Les différents mécanismes de financement" - do gëtt et der och eng sëllech - „gestion des activités", „profil des différents instituts culturels" - och do gëtt et der eng sëllech - „professionnalisation du secteur"...

M. le Président.- Madame Mergen, Dir misst esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Ma ech si grad nach um Här Adam senger Opzielung. Si ass zimlech laang, mä ech mengen, ech erspuere mer dat. D'Madame Kulturminister wäert sécher Stellung huelen zu där Motioun.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Merci, Här President. Bon, et ass eigentlech e ganz gutt Zeechen, datt mer eis haut mat deem Problem kënne befaassen, deen den Här Adam opgeworf huet, dat heescht e gewëssene Manktum u Koordinatioun um Niveau vun der Offre culturelle hei am Land. Well, géif et dës Offer net an deem Mooss ginn, wier eis Kulturzeen net esou dynamesch an net esou diversifizéiert wéi se et säit gutt 20 Joer ass, géif och hei kee vu feelender Koordinatioun schwätzen.

Eis Kulturlandschaft zeechent sech effektiv, virun allem säit dem Kulturjoer '95, duerch eng ganz staark Dynamik aus, awer och duerch eng grouss Diversitéit op nationalem, regionalem a lokalem Niveau, an et sinn elo just vun der Madame Mergen schonn eng Rei vun deene Projeten opgezielt ginn, déi an deene leschte 15 Joer gemaach gi sinn. Ech erspuere mer dat.

Mir hunn hei, an dat hunn ech vum Site vun der Regierung eraus, mir hunn hei landeswäit eng 386 regional Kulturinfrastrukturen, sief et Gemengebibliothéiken oder kommunal respektiv regional Kulturzentren, Muséeën, an esou weider, déi all hir Spezifissitéit hunn a sech iergendwéi och complétéieren. D'Kultur ass a mengen Aen eppes ganz Lieweges, eppes wat sech, besonnesch wann ech un de Kënschtler denken, op d'Kreativitéit, d'Fräiheet baséiert. Wann et awer op där anerer Säit ëm Programmatioun a Finanzement geet, et scho vun enger grousser Komplexitéit ass.

An duerfir, ech muss dat och soen, stéiert et mech e bëssen, wann déi Gréng hei bedaueren, datt d'Missions stratégiques vun deenen eenzelne Kulturinstituter net genuch preziséiert sinn, a wann dovu geschwat gëtt, datt d'Programmatioun vun deene verschiddenen Instituter och misst op nationalem Plang iergendwéi organiséiert ginn.

Ech muss éierlech soen, dat erënnert mech un Zäiten a Regimer, déi fir d'Kultur ni förderlech waren. Ech ënnerstellen Iech awer net esou Iddien - Neen! - mä ech wëll

nëmme soen, et muss een awer ëmmer sech esou Saache virun Aen halen. D'Programmatioun, a mengen Aen, muss deementspriechend absolut dem Subsidiaritéitsprinzip ënnerleien, an net vun uewen erof diktéiert ginn an ageschränkt ginn. Et schéngt mer och duerfir schwiereg, eng Programmatioun ebe vun engem Plan pluriannuel, dat heescht also op vill Jore am Viraus fir d'ganzt Land festzeleeën.

D'DP steet weider fir eng Dezentralisatioun vun der Kultur, déi gewëss op lokaler a regionaler Ebene soll vum Stat, an dat bei totaler Transparenz, ënnerstëtzt ginn. Dës kulturell Offer muss allerdéngs kënne viabel sinn an och hire Public fannen. An duerfir sinn déi verschidden Träger, musse se och responsabel sinn. Duerfir soll an eisen Aen eng verstäerkte Vernetzung a Kooperatioun - Jo! - tëscht deene verschiddenen Organisme favoriséiert ginn, ënnerstëtzt ginn, awer net imposéiert ginn!

Et gëllt an eisen Aen och, d'Relatiounen am kulturelle Beräich tëschent de Gemengen an dem Stat ze verdéiwen, esou wéi dat mat ganz vill Succès tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Stat an de Kulturjoren 1995 an och 2007 funktionéiert huet, a wou d'ALAC, d'Associaton luxembourgeoise d'action culturelle, eng vun de Konsequenzen ass, wou jo ebe just déi kulturell Offerte soll koordinéiert ginn. Et soll och wéi am Joer 2007, an dat sinn ech ganz d'accord, iwwert d'Grenzen eraus gekuckt ginn a weider Synergien an der Groussregioun ugestrieft ginn.

Et ass jo och net esou, wéi wann a puncto Koordinatioun, Promotioun a Mediatisatioun op regionalem Niveau nach näischt geschitt wier. Et ass hei vun de Centres d'animation culturelle régionaux geschwat ginn. An do sinn ech ganz mat dem Här Adam d'accord.

Wéi ass et, Madame Minister, do mat de Konklusiounen, mat den Evaluatiounen, mat den Evaluatiounen an de Konklusiounen, déi aus deenen Etüde gemaach gi sinn iwwer eben, wat d'Centres d'animation culturelle régionaux am Norden, Süden an Oste bis elo bruecht hunn?

Mä mir däerfen awer - an dat läit mer awer besonnesch um Häerz - an där ganzer Diskussioun d'Haaptacteuren net vergiessen, ouni déi et keng lieweg Kulturlandschaft géif ginn, nämlech d'Kënschtler. A mir begréissen duerfir, datt d'Regierung an hirem Programm e Guichet unique pour artistes virgesäit, a wënschen eis eng Plattform, déi et den Artisten erméiglecht, sech och iwwert d'Grenzen eraus ze vermaarten.

D'DP steet weiderhi fir Diversifikatioun, Dezentralisatioun, Onofhängegkeet vun der Kultur, wat net verhënnert, datt déi eenzel Kulturinfrastrukture sollen no transparente Kritären ënnerstëtzt ginn, datt méi Wäert soll op Vernetzungen a Kooperatioun geluecht ginn, a fir d'Viabilitéit, d'Visibilitéit an d'Promotioun vun der Kultur hei am Land ze favoriséieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Polfer Merci, an als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kapitel iwwer Kultur am LSAP-Wahlprogramm vum Joer 2009 mam Titel „Kultur als Integrationsfaktor", do dra steet ganz kloer, dass d'Roll vun der Kultur doranner besteet, de gesellschaftlechen Austausch an den Zesummenhalt nohalteg ze förderen, an dass mer duerfir eng kloer politesch Zilsetzung brauchen. An dësem Programm schwätze mer eis och ganz däitlech fir en nationalen Aktiounsplang fir eng nohalteg Kulturentwécklung mat verbindlechen Ziler an engem entspriechenden Zäitplang aus.

Als LSAP-Fraktioun si mer duerfir och frou, dass am CSV-LSAP-Regierungsprogramm d'Opstelle vun engem pluriannuelle Kulturentwécklungsplang drasteet. Ech kann also dem Här Adam Merci soen, dass hien haut dës Heure d'actualité initiéiert huet, fir dass all Fraktioune kënnen hiren Input ginn, wéi si esou e Plang gesinn, wéi ee kann esou e Plang opstellen a wat esou e Plang kéint beinhalten.

Ech erënneren och drun, dass de 6. Dezember 2009 all Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, de Pacte culturel ënnerschriwwen hunn, an domat si mer also en Engagement agaang. Iwwregens ass jo am Regierungsprogramm och villes ze fannen, iwwerdeckt sech villes aus deem Pacte culturel an deem, wat gemaach ginn ass an deene leschte Joren an och elo gemaach ginn ass.

Dëse Pacte culturel ass ervirgaang aus engem Manifeste culturel, dee vum Forum „Culture", enger Aarbechtsgrupp aus der Zivilgesellschaft, vu Kënschtler, Konschtexperten, Leit, déi an der Kultur- an an der Konschtzeen schaffen, awer och Konschtinteresséierte gemaach ginn ass, an dat an engem demokrateschen a partizipative Prozess. Dëse Manifest an dëse Pacte culturel sinn, menger Meenung no, nëmmen eng Etapp an engem Prozess, deen elo nohalteg weidergeféiert muss ginn.

Fir dass mer esou e Plan de Développement culturel - dee jo, wéi gesot, och d'Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet - kréien, kéinte mer zum Beispill, an dat ass elo eng konkret Propositioun hei vun der LSAP-Fraktioun, zesummen als Chamber, mat der Kulturministesch als Leaderin an hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter, der Société civile an den nationalen a regionale Kulturacteuren eng Zort États généraux de la culture organiséieren. Esou États généraux oder „Assises de la Culture - et ass am Fong egal, wéi een et nennt - kéinte folgend Aufgaben erfëllen: Si kéinten oppassen, dass d'Politik sech un d'Engagementer hält, déi se par rapport zum Pacte culturel geholl huet. Et kéint een och e puer Schlësselfroen intellektuell verdéiwen, wéi zum Beispill déi kreativ Ekonomie, den Dossier vun der kultureller Bildung, déi kulturell Integratioun vun den Netlëtzebuerger, d'Gouvernance culturelle, d'Plaz vun der Kultur am Plan national de Développement durable.

Muer hu mer eng Diskussioun iwwert den Développement durable: Och do huet d'Kultur eng Roll ze spillen. D'Roll vun der Kultur an eisen internationale Bezéiungen an an eiser Entwécklungspolitik.

Eng weider Aufgab kéint et sinn, dass mer a Kollaboratioun mat der Uni Lëtzebuerg Etüden a Recherchen iwwert d'kulturellt Liewen zu Lëtzebuerg förderen. Esou États généraux kéinten also e richtegen Espace public vun der Kultur ginn, an niewent den Aufgaben, déi ech elo grad opgezielt hunn, kéinte se sech och nach där duebeler Erausfuerderung stellen, déi d'Finanzkris op de Kultursecteur geworf huet, a wéi een déi kulturell Acteure mat abënnt, fir eng Sortie aus där Kris ze fannen, an och mat abënnt, fir d'Opstelle vun engem nohaltege Kulturmodell fir Lëtzebuerg.

Menger Meenung no wier dës „Bottom-up-" an net „Top-down-Method" de richtege Wee, fir en nationale Kulturentwécklungsplang opzestellen. Dëst géif och der Tatsaach Rechnung droen, dass d'Kulturpolitik - an dat kënnt jo och ganz däitlech aus dem Pacte culturel eraus - transversal muss gesi ginn. D'Kulturpolitik géréiert hautdësdags net nëmme méi ee Secteur, mä am Kader vun der Wëssensgesellschaft spillt déi kulturell Dimensioun eng wichteg Roll a villen anere Politiken, wéi zum Beispill der Éducatioun, der Jugendpolitik, der Ekonomie, der Landesplanung an esou weider. Mir kéinten also esou och der Fuerderung vum Décloisonnement vun der Kultur Rechnung droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach, niewent menge Virschléi zur Opstellung vun engem Plan national de Développement culturel pluriannuel, wat jo den Objet vun dëser Heure d'actualité ass, nach e puer Punkten am Kontext Kulturpolitik ervirzeträichen, déi fir eis Sozialiste ganz wichteg sinn.

Jorelaang ass zu Lëtzebuerg haaptsächlech den Akzent op d'Baue vu Gebaier fir Kulturinstitutiounen an op de Konsum vu Kultur gesat ginn. Eiser Meenung no ass et elo un der Zäit, nach méi wéi virdrun, an d'Kreatioun ze investéieren. E Land, wat innovativ wëllt sinn, an dat virun allem viru wëllt kommen, muss kreativ Leit hunn. Déi innovativ Kreatioun muss zesummegoe mat der kultureller Förderung vu Stat a Gemengen.

D'Kreatioun ass eppes ganz Fräies. Stat a Gemenge sinn Institutiounen, déi oft e contraignantë Charakter hunn. Et gëllt also hei e gemeinsamen Nenner ze fannen, an esou e bessere Kader ze schafen, fir d'Création artistique a culturelle hei zu Lëtzebuerg besser ze förderen. Mir däerfen an deem Kader och net vergiessen, de Statut vun den Artisten an och den Intermittants du spectacle vläicht ze reviséieren, ze adaptéieren an ze verbesseren.

Fir d'LSAP muss den Haaptakzent an der Kulturpolitik elo op d'Promotioun vu Contenu, Durabilitéit an Demokratiséierung gesat ginn. D'Demokratiséierung ass wichteg. Et huet eng CEPS-Etüd gewisen, dass Leit, déi sozial méi schwaach gestallt sinn, net ëmmer Accès hunn. Duerfir begréissen ech och all déi Efforten, déi d'Madame Minister gemaach huet, mat Associatiounen um Terrain, fir do dee Problem ze léisen.

Als Konklusioun musse mer duerfir suergen, als Politik, dass d'Kulturpolitik net un deene laanscht geplangt gëtt, déi se betrëfft, an dat sinn d'Konsumenten, d'Kënschtlerinnen an d'Kënschtler, an all déi, déi an engem Konschtbetrib a Kulturbetrib schaffen. Den Denkprozess iwwert d'Kulturpolitik an en nationalen Entwécklungsplang däerf menger Meenung no...

M. le Président.- Här Angel, Dir misst awer elo lues mä sécher zum Schluss kommen.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Et sinn nach zwee Sätz, Här President.

Deen Denkprozess däerf net ënner Ausschloss vun där bedeelegter Öffentlechkeet stattfannen. Als LSAP proposéiere mer also, dass dat Thema hei vläicht an der Kulturkommissioun, wou mer da méi Zäit hunn, mat der Ministesch kann diskutéiert ginn. Mir kënne vläicht Leit vum Forum „Culture" invitéieren, fir hinnen nozelauschteren, mat hinnen ze diskutéieren, an dann eng Method definéieren, wéi mer all zesummen, mam Lead vun der Ministesch, kënnen esou e Plang opstellen.

D'Kreatioun hunn ech ugeschwat. D'Fundament vun der Kreatioun sinn eng Nationalbibliothéik, Archiven, d'Mémoire - an ech mengen, och vill Virriedner hunn dat ugeschwat -, mir däerfen déi zwou wichteg Institutiounen net vergiessen.

An ech wëll ofschléisse mat engem Zitat aus dem Joer 1997 vum Lionel Jospin - an dat Zitat soll eis guidéieren -, hie seet: „La culture est l'âme de la démocratie."

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. An elo kritt d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech géif och mat engem Zitat ufänken: „La culture, c'est comme la confiture: moins on en a, plus on l'étale." Ech mengen, dat Zitat vum Albert Camus däerft et op jiddwer Fall hei am Land net ginn. A mir sollen och duerfir kucken, datt dat, wat d'Regierung wëlles huet, nämlech fir en nationale pluriannuelle kulturellen Entwécklungsplang auszeschaffen, datt dat och soll Realitéit ginn. Do geet och Rieds vu Synergies d'actions. Ech wéisst also och gären, wat dorënner verstane gëtt. Wa wéinstens déi grouss politesch Orientéierunge kéinte bekannt ginn, ech mengen, dat wier eng gutt Saach.

Et ass och richteg, datt soll méi Koordinatioun a Kollaboratioun tëschent de regionalen an de lokale Bibliothéiken a Kulturhaiser entstoen. Mä ech géif awer och eng Prioritéit setze bei der internationaler a bei der regionaler Kollaboratioun tëschent de Muséeën, an do muss ech soen, do feelt et, do ass Mangelware, do feelt et u Méiglechkeeten an un Initiativen. Et gesäit een, datt et ganz vill Expositioune ginn, déi queesch duerch Europa ginn. Si ginn iwwerall an all Haaptstied, sauf hei op Lëtzebuerg. Do musse mer aner Weeër goen, do mussen déi national Muséeën endlech Initiativen huelen, fir esou grouss Expositiounen eriwwerzezéien. An ech hoffen och, datt mat deem neie Centre Pompidou zu Metz eng gutt Kollaboratioun um regionale Plang wäert geschéien.

Wat d'Motioun vun deene Gréngen ugeet, do wëll ech just soen, datt si hei d'Regierung opfuerderen, dat ze maachen, wat am Regierungsprogramm steet, soss sinn et awer just e puer Considéranten, an duerfir kënne mer déi matdroen, well déi deet héchstwahrscheinlech der Regierung net allze wéi.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Madame Kulturministesch Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ass et e bësse gaange wéi Eenzelne vu menge Virriedner. Et war net esou evident erauszefannen, wourëmmer et genau géif an dëser Heure d'actualité goen a wat ugefrot wier. Dat ass preziséiert ginn am Laf vun den Diskussiounen, an ech denken, datt do och an der Motioun, déi den Här Adam hannerluecht huet, mat senger Ënnerschrëft, eigentlech och alles dra preziséiert ass, wat hie wollt viséieren.

Hien huet geschwat, oder hien huet dat genannt: déi regional kulturell Entwécklung an e méijährege regionale Kulturentwécklungsprogramm ausschaffen. Dat steet och an der Regierungserklärung. Dat steet awer an enger anerer Form an der Regierungserklärung - en huet dat zitéiert gehat -, mä dat zielt an der Regierungserklärung fir eis Instituts culturels, wat klassesch Statsverwaltungen an deem Sënn sinn, vun hirer juristescher Form hier. Dat ass also eppes aneres wéi dat, wat mer hei geschwat hunn.

Da kéint ech elo eigentlech déi ganz Regierungserklärung, wat am Kapitel Kulturministère steet, opzielen oder ofliesen. Ech mengen, do steet alles dran, wat hei ugeschwat ginn ass, a villes vun deem, wat hei gesot ginn ass, ass dorausser erausgeholl. Ech wëll just zitéieren, zum Beispill, d'Transversalitéit. Dat sinn nämlech och all Kéier Äntwerten op Froen, déi gestallt gi sinn, esou datt ech och do net nach eng Kéier brauch separat drop anzegoen.

Transversalitéit, Forum des cultures, Plan de développement pluriannuel des instituts culturels, de Jugendpass, de Kulturpass, Culture à l'école et dans les programmes scolaires, dans les maisons de retraite, les maisons relais - wat fir mech och e wichtegt Element ass vun Accès à la culture -, Professionnalisatioun vun den Acteuren, Mise en réseau des organismes culturels décentralisés, Coopération accrue tëschent verschiddenen Ensemblen, an esou virun.

Domadder hu mer alles opgezielt, wat hei gefrot ginn ass. Domat hu mer och alles virdru schonns gesot a geschriwwe gehat, wat elo hei wollt thematiséiert ginn, wéi wann et nei wier. Et schielt sech awer och eraus aus där Diskussioun, déi mer elo grad hei haten - an doriwwer sinn ech natierlech frou -, datt mer eppes net wëllen, nämlech eng interventionistesch, dirigistesch Kulturpolitik op där enger Säit; an datt mer op där anerer Säit eppes wëllen: Koordinatioun, Synergien a Förderung vun Zesummeschaffen a vun der Kreativitéit. Mä dat kann ech selbstverständlech voll ënnerstëtzen an ënnerschreiwen, well dat och déi Uluecht ass, déi mer systematesch haten.

Well eent ass kloer an eent ass ganz sécher: Mir däerfe keng staatlech Kulturpolitik maachen, an deem Sënn, datt de Stat net kann de kulturellen Inhalt de Kulturschafenden diktéieren. Déi kulturell Kreativitéit huet hir evident Fräiheet an hir Fräiheet, fir sech auszedrécken. Déi kënschtleresch Fräiheet ass dat, wat zielt. Jo, mir musse wuel zentral heiansdo virgoen, awer och keng zentralistesch Roll spillen. Do muss een ëmmer gutt oppassen, datt déi Saachen net duerjerneegehäit ginn. Well, wat ass d'Roll vum Stat? Nach eng Kéier: Dat ass net diktéieren an et ass och net zentralistesch eppes imposéieren.

Mir hunn - et ass ugeschwat ginn - dee Livre blanc vun 1998, deen eigentlech haaptsächlech iwwer Infrastrukture gaangen ass, déi dee Moment amgaange waren, geschaf ze ginn. Ech soen Iech dohier Merci, Här Adam, datt Der en ugeschwat hutt, well - wéi et ville Leit gaangen ass - vu datt déi Infrastrukture beschriwwe gi waren, déi dunn amgaange waren, geschaf ze ginn, ass weider ni méi op dee

Rapport, op dee Livre blanc agaange ginn, an dofir hu ganz vill Leit deen och net kannt, well, wéi Dir gesot hutt, et och keen extrem grousse Worf war.

En ass eigentlech ausgaange vun enger Approche vun zentralisteschem Dirigismus, an dat wëll ech net. Ech hätt gär, datt eis Zesummenaarbecht an eis Synergië gedroe gi vun den Haiser an den Acteuren um Terrain. Dofir hunn ech ëmmer favoriséiert eng Approche vun ënnen no uewen, an net ëmgedréit: vum Terrain ausgoend.

Ech hu vill incitéiert, an dat ass dat zweet grousst Wuert, wat ech wëll hunn: eng Politique d'incitation. Ech hu vill incitéiert, datt soll zesummegeschafft ginn. Dee Réseau vun de Centres culturels régionaux décentralisés, deen ugeschwat ginn ass, ass och op esou Incitatiounen hin entstanen. Mir hunn déi Festivalen, déi sech op esou Incitatiounen hin zesummegedoen hunn, well ech dat dee méi richtege Wee fannen, wéi vun uewen erof ze diktéieren.

Synergië schafen a ganz besonnesch a ganz staark zesummeschaffen an Netzwierker schafen, dat ass effektiv dat, wat mer brauchen. Do huet sech vill gedoen um Terrain, well se och gesinn hunn, datt et kee Wäert huet, deen een oder deen aneren datselwecht ze maachen, deeselwechten Dag, mä datt een dat op eng ganz aner Aart a Weis ka flott zesummebréngen.

Natierlech musse mer secteuriwwergräifend schaffen. An et ass mer wichteg, datt d'Kultur vill méi an d'Schoul erakënnt. Et ass mer wichteg, datt mer sozial Initiativen huelen, an ech kéint Iech der e ganze Koup opzielen hei. Mä ech weess, datt déi Zäit net dofir do ass an déi Heure d'actualité och net dorobber gemënzt ass. Datt mer an d'Altersheimer eraginn, datt mer mat de Kliniken zesummeschaffen, datt mer besser un déi Jonk kommen, datt mer natierlech och hir Kreativitéit förderen an datt mer och mat anere Secteuren, wéi der Ekonomie, zesummeschaffen.

Dir hutt ugeschwat gehat..., et ass mer och wichteg, pardon - an dat ass jo och een Aspekt vun der regionaler Kulturförderung an där lokaler -, datt mir en Accès vun en alleguer zur Kultur hunn. Een Aspekt dovunner ass, wéi gesot, deen dezentraliséierten. Een aneren ass natierlech deen, op gewësse sozial Schichten duerzegoen. Nach en aneren ass deen, op verschidden Altere méi spezifesch duerzegoen. Do hu mer mat Initiativen, wéi zum Beispill Kulturpass- oder Jugendpass-Saachen, déi amgaange sinn, ze entstoen oder ugeduecht ze ginn, villes schonn amgaangen doriwwer ze denken.

Mir hunn, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, mengen ech, net méi ganz vill Bedarf, bis op eenzel Plazen - ech schwätzen elo vum dezentralen Niveau -, bis op eenzel gewësse Strukturen, déi ech och op engem nationale Plang wichteg gesinn. Do si fir mech och weiderhi Strukture fir déi Jonk ganz wichteg. Dir wësst, datt dat ee vun den Akzenter vum Carré Rotonde respektiv vun de Rotonden ass.

Mä ech mengen, datt et an Zukunft vill méi drop ukënnt, fir an den Inhalt, an d'Kreatioun ze investéieren, an net esou an de Steen. Et ass fir mech - an dat hunn ech och an der Regierungserklärung däitlech wëllen thematiséieren - wichteg, elo méi op der Säit vun der Nofro wéi op där vun der Offer ze agéieren. Dat si Saachen, déi mer eis, mengen ech, mussen zu Häerzen huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn hei Saachen ugeschwat ginn. Ech hu se ganz kuerz beäntwert gehat: dat wäisst Buch vun '98, et ass geschwat gi vun där Etüd, déi 2005 vum Ministère gemaach gi war. Dat war eng quantitativ Erhiewung, déi einfach opgezielt huet, wat et vu kulturellem Infrastrukturgebuet uechtert d'ganzt Land gëtt. Dir hutt et scho gesot: Dat ass impressionnant. Dat war am Fong geholl dat, wat do drasteet. A vill aneres net. Dat ass evident, datt dorauser nach méi ervirgaangen ass, wat mer virdru wossten. Fir verschidde Saachen hu mer eng ganz flott a komplett Offer, déi net nach vun den Haiser aus muss ausgedehnt ginn, fir nei Haiser ze schafen. Ech mengen, dat ass eng evident Konklusioun, déi dorauser erausgaangen ass.

Da wëll ech awer just soen - Dir hutt geschwat vu Centres d'animation culturelle -: Et sinn nëmmen dräi Leit, déi op dräi verschiddene Plaze sëtzen. Dat ass e Service, wéi dat sech genannt huet, an ech géif gär Är Meenung dozou héieren. Dat kënne mer roueg an der Kommissioun eng Kéier maachen. Ech kéint mer virstellen - mat där Entwécklung, déi um regionale Plang an deene leschte Jore war -, datt een net méi onbedéngt déi Leit muss op dräi verschiddene Plaze sëtzen hunn, mä datt een och do méi Synergië kéint schafen, wann ee se op enger Plaz zesummesetzt, well se dann zesumme kënne sech besser an- an opdeelen, fir weider ze incitéieren an d'Gemengen an hirer kultureller Missioun ze begleeden.

Well ech sinn der Meenung an der Iwwerzeegung, datt d'Gemengen, och wann d'Kultur net zu hiren obligatoresche Missioune gehéiert, allerdéngs awer och eng Aufgab hunn op deem Plang, fir Kulturförderung bei hinnen ze maachen. Dat geet op vill Aart a Weisen, déi méiglech sinn. Dat muss, nach eng Kéier wéi gesot, net sinn, andeem ee permanent deier Centre culturelen oder -polyvalenten opriicht, mä andeem ee ka ganz vill Programm maache mat... - wann een esou vill Sue géif huelen, wéi een an d'Haiser stécht, wéi een an d'Gebai, de Bau stécht - ...do kéint een extrem vill dobäi maachen.

Insgesamt also..., bon, dann ass nach de Pacte culturel ugeschwat ginn. Wat am Pacte culturel steet, ass eigentlech eng Beschreiwung vun deem, wat do war a wat do ass. Verschidde Saachen hu si erëmgeholl, déi souwisou amgaange waren. Dat ass ganz flott do beschriwwen, ganz flott do beieneegeschriwwe ginn. Et sinn och Leit, déi dat geschriwwen hunn, déi och ganz gär e Livre blanc geschriwwen hätten. Ech war ëmmer der Meenung, déi Suen, déi ee géif drastiechen, fir engem Consultant eppes ze schreiwen ze ginn, kann ee gradesou gutt an de Secteur stiechen. Fir mech ass dat jiddefalls méi wichteg.

Et steet an der Regierungserklärung dran, datt mer e Forum de la culture - oder des cultures - wëlle maachen, wat selbstverständlech eng breet Participatioun verlaangt a wat selbstverständlech fir mech och eng Participatioun ass vun de politesche Parteien, fir do mat do ze sinn. Ech si frou iwwer all Input, dee kënnt, virdrun oder do op där Plaz. Mir kënnen eis och ganz gär nach eng Kéier - wéi gesot - an der Chamberskommissioun iwwert déi Saachen ënnerhalen, wann dat gewënscht ass.

Ech muss insgesamt soen, datt vun deem, wat gesot a gefrot ginn ass, Dir selwer festgestallt hutt, datt dat Meescht do ass an datt dat an der Regierungserklärung steet, esou datt mer hei eigentlech eng Heure d'actualité hunn iwwert d'Regierungserklärung, iwwert dat Kapitel. Dat ass ganz flott. Wat...

M. le Président.- Madame Ministesch, erlaabt Der, datt den Här Angel Iech eng Fro stellt?

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech soen Iech Merci fir all déi Erklärungen. Ech hunn Iech och fläisseg nogelauschtert. Ech kann Iech och an allem praktesch Recht ginn, wat Der sot. Ech mengen och, dass mer net esou wäit ausernee leien alleguer, wat dee Plan de développement culturel ass. Am Regierungsprogramm steet jo kloer, et soll vun den Instituts culturels ausgoen. Mä...

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Et soll fir d'Instituts culturels sinn...

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, si ginn als „Service provider" definéiert fir d'Acteuren a fir déi regional Kulturacteuren. Dofir, mengen ech, leie mer net esou wäit ewech.

Ech wollt awer froen: Dee Plang, wéi Dir en da gesitt am Regierungsprogramm, sinn do d'Travailë schonn ugaangen? Oder wëllt Der dat an dee Forum des cultures, deen Der wëllt organiséieren, mat abannen? Hutt Der schonn en Zäitplang oder hutt Der schonn eng Iddi ganz konkret, wéi dat soll lafen?

An eng lescht Remarque wollt ech mer erlaben: Ech fannen dat ganz gutt, dee Forum „Culture". Ech hu vun États généraux geschwat oder vun Assises de la culture. Ech wollt just drop opmierksam maachen, wa mer dat Forum „Culture" nennen, kéint et zu enger Verwiesslung komme vun deem Grupp, vun deene Leit aus der Zivilgesellschaft, déi sech jo och „Forum culture(s)" nennen. Ech wollt just do, dass mer oppassen, dass mer do net zu Verwiesslunge kommen. Et ass e klengen Hint, deen ech Iech wollt ginn. Mä wéi gesot...

M. le Président.- Här Angel, ech mengen...

(Hilarité et interruption)

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...wa mer kéinte konkret...

M. le Président.- ...an hei kënnt eng zweet Interventioun...

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech hunn d'Ministesch konkret gefrot, wou se dru wär mat deem Plang.

Merci.

M. le Président.- Jo, elo kritt d'Ministesch d'Wuert.

(Interruptions)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Mir wäerte sécherlech kee Sträit kréien iwwert den Numm, deen een esou enger Saach soll ginn. Dat ass deen allermannste Problem, do gi mer ganz sécher eens. Wat de Plan de développement pluriannuel vun de Kulturinstituter ubelaangt, esou ass dat natierlech eng Saach, déi hir legal Missiounen ugeet. Dat heescht, déi Missiounen, déi se hunn, d'Ausféierung dovunner, wéi kann een dat virundreiwen? Muss ee vläicht och déi eng oder déi aner Missioun bäiginn? Ass eng net méi néideg?

Et ass un där doter Aarbecht, wou mer dru schaffen. Dat ass also eng - wann een esou wëllt - quasi intern Aarbecht fir d'Éischt emol vun den Instituter an dem Ministère als solchen, wou natierlech amgaangen ass, de Brainstorming gemaach ze ginn dervun.

Voilà, fir de Rescht, Här President, soll ech op d'Motioun agoen oder...?

(Interruptions)

M. le Président.- Den Auteur, den Här Adam, wollt nach eppes zu senger Motioun soen. An d'Madame Polfer wollt och eppes derzou soen. Ech géif proposéieren, wann Der elo mat Ärer Interventioun fäerdeg sidd, da géife mer zur Motioun kommen. Da géif ech fir d'Éischt dem Auteur vun der Motioun, dee gefrot huet, nach eppes ze complétéieren, nach eng Kéier d'Wuert ginn. Da kënnen déi jeeweileg Fraktiounen dozou Stellung huelen a bien entendu och d'Regierung.

Här Adam, da géif ech Iech bieden. Madame Minister, ausser Dir wäert nach net fäerdeg mat Ärer Interventioun? Dir sidd? Okay! Da kënnt elo den Här...

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Ech stelle fest, datt d'Leit alleguerte gesot hunn, datt d'Regierungserklärung um Punkt vun der Kulturpolitik ganz gutt wär. Dat freet mech selbstverständlech.

Une voix.- Et ass ee vun deene rare Punkten, Madame Minister.

M. le Président.- Sou, da kritt elo den Här Adam als Auteur...

(Interruption)

...vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert.

Motion 1

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Hei sinn e puer Saache gesot ginn, déi ech eigentlech net kann esou am Raum stoe loossen. Et ass jo esou, wann een eppes seet an et gëtt een net richteg verstanen, dann ass dat e Kommunikatiounsproblem. Dat läit un deem, deen et gesot huet, oder et läit un deem, deen net nogelauschtert huet, an am schlechtste Fall un deenen zwee.

Ech wëll da mäin Deel derzou bäibréngen. Also, wat hei ugeklongen ass, mir géifen antriede fir e staatlechen Dirigismus an der Kulturpolitik, mam beschte Wëllen, dat ass net gréng Intentioun, dat ass op kenger grénger Mëscht gewuess an och net op menger. Hei geet et eenzeg an eleng drëm, fir eng Politik ze ënnerstëtzen - wat d'Madame Minister eigentlech och ëmmer ënnerstëtzt huet -, datt mer déi verschidden Acteuren um Terrain zesummeféieren an datt mer deenen d'Méiglechkeet ginn, fir zesummenzeschaffen, an och se anzebezéien, wa mer eppes ausschaffen, wat d'Entwécklung vun der kultureller Landschaft betrëfft.

Also ganz kloer: Staatlechen Dirigismus gëtt vun der grénger Partei zu kengem Moment gefrot. Och net vu mir. Do sinn ech dann - wann ech et op mech huelen - falsch verstane ginn. Ech liesen dat och net an där Motioun, déi ech geschriwwen hunn.

Dofir sinn ech e bësselchen erstaunt, virun allem och iwwert d'Ausféierung vun der Vertriederin vun der CSV-Fraktioun. Ech kommen net derlaanscht, d'Gefill ze hunn, datt d'Vertriederin vun der CSV sech am meeschten un deene Saache gestouss huet, déi mer aus dem Regierungsprogramm entléint hunn. Dofir ass am Fong geholl och d'Ausso vun der Madame Minister méi eng kooperativ wéi déi vun der CSV-Vertriederin.

Wa gesot gëtt, déi gréng géife wëlle Politik mat der Kultur maachen, wëll ech soen: Hei an deem Haus gëtt an eisen Aen net ze oft an net ze vill iwwer Kultur diskutéiert. Ech fannen dat eng gutt Saach, datt mer emol eng Kéier iwwer Kultur hei an deem Haus diskutéieren. A wann dat dann e bësse kontrovers gëtt, da freet dat mech souguer och. Och Kultur ass politesch. Do solle mer eis näischt virmaachen. Selbstverständlech ass et och un der Politik, fir heiansdo kulturell Themen ze diskutéieren an ze debattéieren. Datt dat de Mëtteg hei de Fall war, dat ass eppes, wou ech absolut derzou stinn.

Dofir nach eng Kéier: Déi Motioun hei..., dee Virworf, deen ech am éischten akzeptéieren, ass dee vun der Madame Minister, déi seet: „Do sinn eng ganz Rei Saachen, déi am Regierungsprogramm stinn." Et ass och esou, datt dat vun deem Programm pluriannuel aus dem Regierungsprogramm ass. An de Sënn vun der Motioun ass am Fong geholl, fir deem Programm pluriannuel Liewen ze ginn, andeems mer op eng Rei Saachen oppassen. Zum Beispill: d'Acteure vum Terrain mat abezéien. Zum Beispill: déi Recommandatiounen, déi mer hunn, mat abezéien. Zum Beispill: kucken, wéi de Ministère équipéiert ass, an esou weider an esou virun. Esou datt ech..., gutt.

Wann d'Majoritéit meng Motioun net wëllt stëmmen, dann akzeptéiere mer dat. Ech maachen nach eng Kéier e waarmen Appel. Ech hunn - wéi gesot - just mat enger Ënnerschrëft ofginn. Ech hunn awer och déi fënnef Ënnerschrëfte vu menger Partei. Also, ech iwwerloossen et dann elo dem héijen Haus hei, fir ze kucken, wéi mer mat där Motioun viruginn.

Merci.

M. le Président.- Jo, Merci dem Här Adam. Zu der Motioun huet d'Wuert gefrot d'Madame Mergen...

Une voix.- D'Madame Polfer war vir.

M. le Président.- ...oder d'Madame Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, ech wollt am Fong ganz einfach proposéieren, datt mer déi Motioun do an d'Commission de la Culture huelen. Well et ass esou vill dran. Et ass esou vill dran, a wat wierklech da méi wäert ass, an dofir ass déi Debatt ganz gutt gewiescht, datt ee sech méi intensiv dermat auserneesetzt.

D'Madame Minister sot: „Ech kéint elo laang heiriwwer schwätzen." Datt et elo hei net de Moment ass, mä datt mer awer eng Kéier méi laang doriwwer schwätzen, géif ech op alle Fall ganz ubruecht fannen. An dofir hätte mer deen anere Problem dann och geléist: derfir oder dergéint. Mir sinn alleguer fir eng Aktioun fir eng besser, also fir méi Kultur, fir méi Leit erunzezéien. Hei sinn eng Rei Pisten. Mä et stinn awer och nach Fragezeichen. Dofir géif ech proposéieren, mir solle se an d'Kulturkommissioun verweisen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Dozou d'Madame Mergen.

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Jo, ech géif soen, wann ech elo… Ech hat virdru meng Zäit iwwerschratt, dofir géif ech dann elo wëllen op d'Motioun zréckkommen. Ech mengen, bei de Considérantë sinn notamment deen zweeten an deen drëtte Considérant, mat deene mer net d'accord sinn, a bei den Invitë si mer der Meenung, dass dat Allermeescht am Regierungsprogramm steet, esou wéi d'Madame Minister et och scho gesot huet.

Dofir: Ech fannen déi Iddi vu Kulturassisë ganz flott. Nach weess ech net, awéiwäit dass déi Kulturassisë mat där Motioun hei zesummenhänken. Dofir géif ech net wëssen, wat mer an der Kulturkommissioun nach sollten diskutéieren, well de Regierungsprogramm hu mer schonn eemol diskutéiert. Da géife mer deen nach eng Kéier diskutéieren! Ech géif au contraire virschloen, dass een effektiv iwwer Assises culturelles hei an deem Land schwätzt. Mä d'Motioun - esou, wéi se hei ass - gëtt dat net hier.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Sou, elo huet den Här Hoffmann d'Wuert gefrot.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo, ech wollt mech eigentlech der Propositioun vun der Madame Polfer uschléissen. Well ech fäerten erëm ganz, wa mer elo hei iwwert déi Motioun ofstëmmen, da riskéiert se, definitiv fort ze sinn. Dann ass och den Débat iwwert den Inhalt vun där Motioun definitiv ofgeschloss. Dat wär awer ze schued, géif ech mengen. Et wär schonn derwäert, iwwert déi Propositiounen, déi an där Motioun hei drastinn, och iwwert d'Ëmsetzung vun dem Regierungsprogramm, eng seriö Diskussioun ze féieren, un alleréischter Stell an der Kulturkommissioun an dann eventuell hei och nach eng Kéier am Plenum.

M. le Président.- Elo kritt d'Wuert d'Madame Kulturministesch.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President. Ech géif virschloen, mir kéinten eppes maachen, wat deenen zwou Säiten allen zwou Recht gëtt a Rechnung dréit. Nämlech: Wa mir Assisë maachen, musse mer entweder 80 Deeg laang schwätzen, well esou vill leeft an der Kultur, fir kënnen doriwwer ze schwätzen. Oder mir deelen et op verschidden Themaen op. Deenen thematesche Pisten no kéint ee ganz gutt a ganz gär an der Kommissioun eng Kéier d'Wuert ergräifen an dozou méi Saache soen, andeem een, wéi gesot, entweder de Strukturen oder den Inhalter no dat strukturéiert ugeet. Dofir sinn ech souwisou ganz d'accord an ëmmer zur Verfügung vun der Kulturkommissioun, fir mat der Presidentin zesummen den Ordre du jour ze fixéieren, mat all deene Saachen, wou selbstverständlech d'Deputéiert gär wëllen driwwer schwätzen. Dat ass evident. Dat ass en normaalt parlamentarescht Verständnis.

M. le Président.- Jo, also ech hunn elo zwar net honnertprozenteg richteg verstanen.

(Hilarité)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Also kënne mer roueg an der Kommissioun déi Saachen uschwätzen. Well mer souwisou, mengen ech, mussen thematesch virgoen.

M. le Président.- Dat heescht, dat heescht...

(Interruptions)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Dat eent sinn d'Assisen, wou mer net kënne ganz maachen.

M. le Président.- Ech géif Iech elo bieden, nozelauschteren. Dat heescht, d'Madame Minister ass d'accord, datt déi Motioun an d'Kulturkommissioun kënnt. Ech hunn d'Impressioun, datt Der net...

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- …datt eng generell Diskussioun doriwwer kënnt, iwwert déi Thematiken, déi ugeschwat sinn, absolut.

(Interruptions)

Une voix.- Nächste Punkt!

M. le Président.- Kënne mer dann iwwert déi Propositioun ofstëmmen?

Vote

Wien ass also d'accord, datt déi Motioun an d'Kulturkommissioun geet?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Une voix.- Neen, neen, neen, d'Madame Stein ass net averstanen.

(Interruptions)

M. le Président.- Et ass d'Unanimitéit. Domadder géif déi Motioun an d'Kulturkommissioun verwise ginn.

Mir kommen dann elo zur Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwert d'Videoiwwerwaachung. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Roth, Bettel, Haagen, Gibéryen, Hoffmann, an d'Madame Err. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

6. Interpellation de M. Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance sur le territoire luxembourgeois

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Merci, Här President. Wéi de Minister Biltgen virdru bei der Heure de questions scho gesot huet, schwätze mer haut am Prinzip net iwwert déi privat Vidéosurveillance, wou d'CNPD d'Kontroll mécht an net d'Regierung direkt.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Dat ass och wuel e Sujet, dee mer an der Chamber eng Kéier wëlle verdéiwen. An der leschter Intérieurskommissioun war dee Wonsch geäussert ginn, fir mat der Commission juridique eng Kéier zesummenzekommen a mat der CNPD, fir och dee Volet do eng Kéier méi seriö ze beliichten. Well et gëtt ganz vill Kameraen uechtert d'Land opgestallt, aus Grënn, déi mam Schutz vum privaten Intérêt ze dinn hunn. Dat leeft och grosso modo no de Regelen, déi mer am Gesetz vun 2002 hunn.

Mä haut, wéi gesot, ass de But vun der Interpellatioun vun der grénger Fraktioun net déi privat motivéiert Kameraen, mä eenzeg an eleng déi Kameraen, déi vun der Police opgestallt gi sinn an déi mam Numm Visupol besser bekannt sinn, an ech wëll och probéieren, déi zwou Diskussiounen net ze vermëschen.

Et geet also ëm d'Kamerae vun der Police am öffentleche Raum. An déi Kameraen, déi hunn eng laang legal Geschicht, eng komplizéiert legal Geschicht. Déi ware bis virun nach net allze laangem juristesch hei am Land net virgesinn. Déi legal Geschicht geet zréck op d'Dateschutzgesetz vum Joer 2002, wat am Juli 2007 geännert ginn ass um Artikel 17, fir e Punkt D bäizesetzen, deen eben expressis verbis déi Vidéosurveillance virgesäit. Kuerz drop, op den 1. August, ass schonn en éischte Règlement grand-ducal geholl ginn, deen d'Regele vun der Vidéosurveillance à fins policières festgeluecht huet. An de Mount drop, de 27. September vum selwechte Joer 2007, huet e Règlement ministériel déi Kéier déi eenzel Zone festgeluecht. Dat waren deemools dräi Zonen, déi déi alphabetesch d'Nimm A, B an C droen. Dat sollt fir zwee Joer sinn. Also bis an den Oktober 2009, wou och da kuerz drop nach en neie Règlement ministériel komm ass um Datum vum 10. November, fir nach eng weider Zon bäizehuelen, eng véiert Zon mam Numm D. An dat Reglement gëllt zënter dem November 2009 fir e ganzt Joer, ass also op den Datum vum 10. November vun dësem Joer dann net méi en vigueur an et misst also virdrun eng Décisioun geholl ginn, wéi mer mat deem Visupol-System hei zu Lëtzebuerg weiderfueren.

Et ass also eng relativ komplizéiert legal a reglementaresch Geschicht gewiescht. Dat och fir ze soen, dass dat heite keng Matière ass wéi generell d'Matière vum Dateschutz, déi an Europa, well hei si ganz vill europäesch Direktiven, déi eis Gesetzgebung beaflosst hunn. Mä och hei zu Lëtzebuerg ass dat keng Matière, déi liichtfankeg géif ugepakt ginn, wou schonn, mengen ech, probéiert gëtt, wat déi legal a reglementaresch Situatioun betrëfft, propper a korrekt ze schaffen.

Wat hu mer dann haut u sech vu Situatioun? Ech klameren elo mol déi Zon D ronderëm de Stade Josy Barthel e bëssen aus, well déi jo méi, soen ech emol, mat der UEFA ze dinn huet wéi mat der Stad Lëtzebuerg. Déi ass eigentlech nëmmen dann noutwendeg, wann och e Match stattfënnt am Stade Josy Barthel, wou eben dann eng Rei Regele vun der UEFA gëllen.

Mä an deenen aneren dräi Zonen hu mer also zënter dem 12. November, wou dat a Betrib geholl ginn ass vum Joer 2007, dräi Zonen als Pilotprojet a Betrib geholl, deen dann eben och um Enn vu senger Wierkung soll e Bilan kennen.

Déi dräi Zonen hunn en Total vu 74 Kameraen. Dat sinn deels där Dome-Kameraen, mä och där sougenannte Fix-Kameraen. 45 dovu stinn an der Zon A. Dat ass Lampertsbierg a Glacis. Dat ass déi héchsten Zuel vu Kameraen an där doter Zon. Et ass awer net déi Zon, wou am meeschte lass wier. Dat ass ouni Zweifel d'Zon C vun der Gare, wou 14 Kamerae stinn. An da stinn och nach eng Kéier 15 Kameraen an der Zon Zentrum. Dat ass dee Beräich ronderëm den Aldringer.

D'Gare ass, wéi gesot, ouni Zweifel de Schwéierpunkt vun den Aktivitéiten, déi do constatéiert ginn. Déi Kameraen, déi sinn och kenntlech gemaach. Déi sinn alleguerte mat engem Panneau gekennzeechent. Esou dass déi Leit, déi sech an der Zon vun de Kamerae bewegen, am Kegel vun der Kamera bewegen, wëssen, wa se d'Aen e bëssen an d'Luucht hiewen, datt se an enger Zon si mat Vidéosurveillance. An et gëtt och nach extra opgepasst vun deene Leit vun der Visupol, dass ee wierklech just probéiert um Niveau vum Buedem, vum Rez-de-chaussée, wann een esou wëllt, d'Kamera filmen ze loossen, doduerch dass en elektronesche Masquage gemaach gëtt fir all déi Elementer am Bild, déi doriwwer erausginn.

Déi Kameraen, déi ginn natierlech net just lafe gelooss, fir dass Saachen opgeholl ginn. Et gëtt och Leit, déi déi Biller live kontrolléieren. Dat ass, wat d'Police nennt de Flagrant. Dat ass vu moies siwe bis owes siwen, do sinn am ganzen néng Opérateuren, déi sech hannert deene Schiermer ofléisen. Nuets, also vun aacht bis siwen Auer moies, ginn déi Biller enregistréiert. Wat och am Dag de Fall ass, mä do sëtzt keen Opérateur bei de Schiermer. An da gëtt, en cas de besoin, opgrond vun de Rapporten aus der Nuecht, probéiert e Retraçage hierzestellen.

Déi néng Opérateuren, dat sinn der net vill. Dat sinn an der Haaptsaach vläicht souguer exklusiv fréier Leit vun der WSA, déi do eng weider Aarbecht fonnt hunn. Et sinn allerdéngs keng vereedegt Leit, wat fir eis als gréng Fraktioun nach ëmmer e Problem duerstellt. Net dass mir géife verlaangen, dat misste Leit aus der uniformiéierter Police sinn, net dass mer géife verlaangen, dat misste vereedegt Poliziste sinn, mä et mussen awer eiser Meenung no ganz kloer Leit sinn, déi en Eed ofleeschten.

D'Formatioun, déi se haut kréien, déi schéngt an der Rei ze sinn. Mä et ass fir eis awer och genausou wichteg, dass an där doter Kette vun der Aarbecht vun der Visupol do net däerf een Element sinn, dat net mat vereedegte Leit géif erfëllt ginn. Dat ass eiser Meenung no dee falsche Wee.

Alles dat hu mer och net fir den Nulltarif kritt. Alles dat ass deier. Reng d'Installatioun vum Geschier kascht laut mengen Informatiounen eppes méi wéi 2,1 Milliounen Euro. 2,1 Milliounen Euro hunn déi Installatioune kascht. Do kommen dann nach aner Käschten derbäi, déi mam Entretien vun de Lokaler ze dinn hunn, mam Entretien vun de Kameraen an natierlech déi néng Salairen vun den Opérateuren. Et ass also schonn e Käschtepunkt, deen ee ka géintiwwerstelle mat anere polizeileche Méiglechkeeten, wou een dann och vläicht beim Bilan och - ech kommen duerno nach dozou - dat ka géintiwwerstellen.

Déi Kamerae sinn och net dat Eenzegt, wat an de leschte Jore geännert huet. Mir hunn an der leschter Legislaturperiod eng ganz Rei vun zousätzlechen Instrumenter agefouert fir d'Police. D'Kamerae si just eent dovun. Et sinn ënnert dem Justizminister Frieden eng ganz Rei vu weidere Gesetzer gemaach ginn, déi jo - et kënne sech déi Kolleegen, déi deemools schonn derbäi waren, hei gutt drun erënneren, dass do ëmmer ganz restriktiv Texter komm si vun der Regierung vum Här Frieden.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- A wann do d'Chamber an och de Statsrot hir Aarbecht net gemaach hätten, hätte mer op all deenen Instrumenter, déi d'Police derbäi krit huet, eng ganz kloer Schiflag kritt an der Ofweiung tëschent de Sécherheetsbesoinen an awer och dem noutwendege Schutz vun der Privatsphär a vun de Grond- a Mënscherechter. D'Chamber huet hir Aarbecht gemaach. An ech mengen, dass déi Instrumenter, déi mer deemools der Police ginn hunn, och nëmmen doduerch konnten équilibréiert Instrumenter sinn, dass mir déi Politik vun der viregter Regierung op där doter Fro als Chamber ganz enk suivéiert hunn a ganz aner Équiliberen drabruecht hu wéi déi, déi am Regierungstext dra waren.

Firwat huet déi gréng Fraktioun eng Interpellatioun dozou gemaach? Ma et ass ganz einfach. Dee Projet huet, wéi gesot, am November 2007 säi Laf geholl als Pilotprojet. An et war kloer virgesinn, dass ee géif e Bilan vun deem Projet do maachen. An der Haaptsaach um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg, déi jo bis dohin a bis haut déi eenzeg betraff ass. Mir hunn allerdéngs festgestallt, dass am November 2009, also virun engem hallwe Joer, de Minister nach déi véiert Zon mat bäigeholl huet. Déi Zon D, wat also eng Erweiderung vum System war, ouni dass dee Bilan do öffentlech diskutéiert gi wier. An dat war fir eis de Grond fir ze soen - ouni domadder ze soen, dass déi Zon D vum Josy Barthel elo eng Saach sollt gewiescht sinn, déi net hätt solle sinn. De Stater Comité de prévention locale hat och do säin „go" ginn. Ech mengen och, dass keen e gréissere Problem huet, dass ee während dem Match um Barthel do aner Regele gëlle léisst. Mä wou mer awer e Problem hunn, dat ass, wann ee géif an Zukunft nach eng Kéier iwwer Extensiounen oder Verlängerungen diskutéieren, ouni dass en öffentleche Bilan, e politesche Bilan dovunner gemaach gëtt.

Och wann deen am Règlement grand-ducal net virgesinn ass, mä dat ass net relevant. Relevant ass, dass et eng gesellschaftlech Fro ass, déi net vun der Regierung eleng kann tranchéiert ginn. Et ass eng Fro, déi d'Chamber interesséiert. D'Gesetz, op därer Grondlag déi Reglementer geholl gi sinn, ass vun der Chamber gemaach ginn. An ech mengen, dass d'Chamber duerchaus do wëllt matschwätzen, wéi an Zukunft den öffentleche Raum mat Kameraen iwwerwaacht gëtt oder net.

Et ass awer och fir eis kloer, ech wëll dat och der Regierung zu Protokoll ginn: Hei ass fir eis an der Aarbecht vun der Visupol kee Problem vu Legalitéit. Mir wëlle kengem ënnerstellen, dass hei Gesetzer oder déi geltend Reglementer net beuecht gi wieren. Opgrond vun den Informatiounen, déi mer hunn, menge mer, dass hei sech probéiert ginn ass, un d'Reglement propper a korrekt ze halen. Et si souguer eenzel Saache gemaach ginn, déi am Reglement, wéi gesot, net virgesi waren. Wéi zum Beispill de Masquage, deen elektronesche Masquage vun enger Rei vu Biller. Et ass also elo do net de Reproche vun engem Verletze vun der Legalitéit.

Mä wat eis interesséiert, dat ass de Fong. De Fong vun deem, wat mer mat deene Kameraen bezwecken, well Kameraen sinn ni en Instrument wéi all déi aner Instrumenter vun der Police. Et bleift ëmmer en Instrument, wat sech doduerch ënnerscheet, dass all d'Leit erfaasst ginn, an net just déi geziilt probéiert ginn ze erfaassen, vun deenen een zumindest vermutt, dass se sech eppes zu Scholde komme gelooss hunn.

Et ass ëmmer d'Saach vun der Verhältnismëissegkeet. Déi Diskussioun hate mer jo och scho bei anere Projets de loi, wou et

ëm Police-Instrumenter gaangen ass, mä och hei stellt sech déi Fro. Et ass also keen, mengen ech, der Meenung, dass ee soll soen, wat méi Kameraen, wat besser. Ech mengen, dass dat net an dëser Matière richteg wier. D'Kamerae filme jiddwereen, och déi, déi sech absolut näischt virzewerfen hunn. An d'Kamerae kënnen och Biller opfänken, déi een aus Respekt op seng Privatsphär vläicht net wéilt gefilmt hunn. An duerfir muss ee wierklech bei de Kameraen ëmmer déi Ofweiung maachen tëschent de Biergerrechter an der Sécuritéit. Déi aner Säit, dat ass ëmmer e méi schwierege Bilan, dat kenne mer och vun aneren Instrumenter. Mä déi Ofweiung muss gemaach ginn. An duerfir brauch een e Bilan vun deem Pilotprojet, deen am November 2007 ugefaangen huet.

Ech wëll och rappeléieren, dass an deem Règlement grand-ducal vum 1. August 2007 am Artikel 1 d'Finalitéite vun deene Kamerae genannt gi sinn. An déi éischt Finalitéit, dat war déi vun der Preventioun. Déi zweet war déi vun der Recherche an déi drëtt war déi vun der Constatatioun vun den Infractiounen.

Déi éischt Finalitéit an deem Reglement, deen déi Kamerae méiglech gemaach huet, war d'Preventioun vun der Kriminalitéit. An dat deele mir och. Dat deele mir och. Mir mengen, dass d'Policeaarbecht esou soll ausgeriicht sinn, datt se no Méiglechkeet Infractioune prevenéiert. An dat soll de Schwéierpunkt sinn.

Et ass noutwendeg, wann eng Person Affer ginn ass vun engem Iwwergrëff vun engem Delikt oder souguer vun engem Crime, dass een dee Schëllege kritt. Selbstverständlech ass dat wichteg. An do kënnen och Kameraen e Bäitrag droen, dozou bäidroen. Mä nach méi wichteg ass an eisen Aen ze verhënneren, dass eng Strofdot geschitt. Dass een herno dee Schëllege fënnt, ass méi wéi e schwaachen Trouscht. Mä léiwer, mengen ech, hätten déi Leit et ëmmer, wann dat do hätt kënne prevenéiert ginn.

An duerfir ass et wichteg ze hannerfroen: Hunn déi Kameraen dat, wat deen Artikel 1 vum Reglement a sengem éischte Wuert wollt erreechen, nämlech preventive Charakter ze hunn, hunn déi Kameraen dat erreecht, jo oder neen? A wa se dat net erreecht hunn, kënne mer eventuell mat anere Moyene vun der Police vläicht e bessere Bilan erreechen op deem fundamentale Punkt, um Dréi an Angelpunkt vun der Preventioun vun de Strofdoten. D'Fro ass da gestallt: Sinn déi Ziler erfëllt ginn, notamment d'Zil vun der Preventioun?

De Policeminister, de Jean-Marie Halsdorf, huet eis en vue vun dëser Diskussioun déi aner Woch, dat war den 2. Juni, an der zoustänneger Kommissioun eng Rei Statistike presentéiert. An ech wëll em och nach eng Kéier dofir Merci soen, well dat effektiv eng méi kloer, méi sachlech Debatt iwwert den Asaz vun de Kameraen erlaabt. Déi Statistiken, déi si gutt gemaach vun Äre Mataarbechter vun der Police. Si waren, mengen ech, komplett an och ganz aktuell. Bis op Enn Abrëll waren déi opgestallt. An duerfir nach eng Kéier, wéi gesot, Merci un Iech an och un Är Mataarbechter vun der Police.

Eis Erwaardungen un eng Evaluatioun, och dat ass den Term aus dem Règlement grand-ducal. De Règlement grand-ducal seet, um Enn vum Pilotprojet muss eng Evaluatioun gemaach ginn, net just e Relevé statistique. Dat heescht, déi Statistike si gutt gemaach, mä si erfëllen net eis Erwaardung als gréng Fraktioun un eng Evaluatioun. Mä trotzdeem erlabe se awer e puer Constatatiounen, och eleng mat deem statistesche Material ze maachen.

An deenen dräi Zone sinn eng ganz Rëtsch vu verschiddenen Delikter opgelëscht ginn, an déi sinn an engem Total summéiert ginn. Et stellt ee fest fir déi Period vum November 2007 bis Oktober 2008, dat war e ganzt Joer, dass do 136 eenzel Infractioune constatéiert gi si fir eng Period vun zwielef Méint. Fir déi néng Méint duerno, also vum November 2008 bis zum Juli 2009, hu mer der 96 an der Statistik fonnt. Dat wier, wann een dat géif héichrechnen op déiselwecht zwielef Méint, fir et kënnen ze vergläichen, wieren dat der 128. Dat ass also plus/minus vergläichbar, vläicht ganz e bësse réckleefeg, awer grosso modo vergläichbar.

Déi lescht Period ass déi vum August 2009 op elo. Den Abrëll 2010, wat och neess nëmmen eng Period ass vun néng Méint, do sinn dann awer nees 125 Infractioune festgestallt ginn. Dat heescht, bal esou vill wéi zwee Joer virdru fir e ganzt Joer. Do gesäit een also erëm eng Kéier, dass et däitlech eropgaangen ass an der leschter Period par rapport zum éischte Joer vum System a par rapport zu där zweeter Period vun néng Méint.

Et kann een also soen, ouni elo Zuelespillerei wëllen ze bedreiwen, dass zumindest den Usproch, fir manner Infractiounen ze hunn, sech net erfëllt huet. De preventive Charakter kann een net wierklech an deenen Zuele feststellen. Wann een an där leschter Period, an néng Méint der esou vill hat wéi an deem éischte Joer, da kann een zumindest soen, e preventive Charakter kann do net festgestallt ginn.

Wat een och net weess, mir haten déi Fro gestallt, dat ass, wéi vill Leit all Dag vun deene Kameraen erfaasst ginn. Och dat, mengen ech awer, wier haut mat engem elektroneschen Instrument liicht ze léisen. An et wär awer eng wichteg Donnée och fir d'Bierger ze wëssen, wéi vill Leit da pro Dag am Feld vun deene Kameraen hei zu Lëtzebuerg erfaasst ginn, einfach just fir dass een eng méi komplett an ëmfaassend Diskussioun ka féieren.

Ech stellen also fest, et gëtt mat deenen Zuelen, déi mer virleien hunn, zumindest sécher kee preventive Charakter vun den Infractiounen. An dat ass en zolitte Schwaachpunkt an deem Bilan, dee mer haut kënnen zéien.

Dann ass déi Fro vun der Verdrängung natierlech gestallt. Ass et esou, dass dann eng Rei Delinquente probéieren, ausserhalb vum Champ vun de Kameraen aktiv ze ginn? Och do hu mer Statistike geliwwert kritt, déi iwwert déi Zone ronderëm opgestallt gi sinn. Och do ass et par contre méi schwéier ze soen, ob eng Verdrängung stattfonnt huet oder net. Wann een déi Zuelen an de Zones d'éviction kuckt, da sinn déi an där éischter Period par rapport zu der Zäit virun de Kameraen, well do hu mer déi Zuele geliwwert kritt, éischter erofgaangen, an där zweeter Zielungsperiod si se erëm eng Kéier e relativ zolidd Stéck eropgaangen. An der drëtter si se erëm eng Kéier e Stéck erofgaangen. Do ass also de Bilan, kommt mir soe méi schwéier lieserlech, well do et alt emol erop- an alt emol erofgeet.

Et kann een do net wierklech eng Ausso maachen, ob dann elo eng Verdrängung stattfonnt huet oder net. Wat mer awer wëssen, dat hunn och eenzel Kolleegen an der zoustänneger Chamberskommissioun gesot, déi am Beräich vun der Gare hirem Haaptberuff noginn, datt se mengen, si géife feststellen, dass am Beräich vun der Drogekriminalitéit et awer eventuell kéint zu enger Verdrängung komm sinn. Dat geet och aus de Statistiken ënner Ëmstänn eraus. Wann een nämlech kuckt, wéi vill Drogekriminalitéit an deenen dräi Zielungsperiode constatéiert ginn ass, da gesäit een, dass an der éischter der nach vill méi war bei der Gare, an an den zwou leschte praktesch keng méi.

Mir wëssen awer, dass d'Drogeproblematik net verschwonnen ass aus dem Beräich vun der Gare, esou dass ee kann awer unhuelen, dass zumindest fir de Beräich vun der Drogekriminalitéit allem Uschäin no eng Verschibung stattfonnt huet, wat awer net onbedéngt bei deenen aneren opgeläschten Infractioune ka behaapt ginn.

Drëtte wichtege Punkt ass dee vun der Identifikatioun, fir Leit moyennant d'Biller vun de Kamerae kënnen ze iwwerféieren. Do hu mer och eng Rei Zuele genannt kritt. De Minister huet eis zum Beispill gesot, dass an dräi plus ou moins vergläichbaren Zonen, fir dat vun der Stad mat Esch a mat Ettelbréck ze vergläichen, ass d'Beispill vun der Gare geholl ginn, do seet de Minister, do hu mer an der Stad eng Opklärungsquot, déi läit bei ronn 71% mat Kameraen. Zu Esch läit se laut de Policezuelen ouni Kamera bei 62%. Et ass also kee grousse Sprong vun 62 op 71. An zu Ettelbréck läit se bei ongefeier 53%, och do ouni Kameraen. Wat natierlech drop hindeit, dass ee mat Kameraen, wann een dee ganze Beräich filmt, méi eng héich Wahrscheinlechkeet huet, Delikter ze erfaassen an eventuell Delinquente kënnen ze identifizéieren.

Mä dat geet als Argument, mengen ech, awer eleng net duer, fir Kameraen ze justifiéieren. Wann dat géif duergoen, kéinte mer jo och dann d'ganzt Land, all Quadratmeter mat Kameraen équipéieren, well da géife mer ganz sécher alles filmen, wou eppes kéint geschéien, an dann hätte mer selbstverständlech eng méi héich Opklärungsquot. Duerfir mengen ech, dass dat Argument eleng net duergeet, besonnesch wou ech och fannen, dass dee Sprong net elo esou wierklech importent ass vun 62 op 71. Deen ass wuel do, an dee bestreide mer och net. En ass awer elo net e Quantesprong.

A mir mengen och, dass déi aner Zuelen, déi vum preventive Charakter an déi vun der Verdrängung, awer do éischter wesentlech méi e mitigéierte Bilan opweisen. An et muss een och froen: Wat heescht Identifikatioun?

Mir hunn aus den Zuele vun der Police iwwer Visupol erkläert kritt, dass ronn 444 Affären traitéiert gi wieren iwwer all déi Zonen do regruppéiert an deenen dräi Joer. Dovu wieren der 72 identifizéiert; dat sinn ongefeier och déi Zuelen, déi Der genannt hutt. 28 wieren der och beim Retraçage nach ëmmer negativ bliwwen.

Déi 72 identifizéiert - do muss een awer och soen, wat ënner Identifikatioun verstane gëtt -, dovunner sinn 38% identifizéiert an en Numm drop gesat, also ronn d'Halschent. Déi aner 34%, do huet ee wuel um Bild eppes fonnt, mä et huet ee keen Numm op déi Leit kënne setzen.

Dat heescht, wann ee seet identifizéiert, dann ass dat net 72%, mä 38%. D'Faiten um Bild festgehalen, dat sinn nach eng Kéier 34%. Dat gëtt am Dokument zesummen als Identifikatioun presentéiert. En fait ass bei där Identifikatioun awer nëmmen d'Halschent vun der Zäit och en Numm derbäi. Et ass also och do eng Nuance ze maachen, ouni dat, wat richteg ass, wëlle falsch ze maachen. Mä fir dass och do net ze vill héich Erwaardunge gestallt ginn, muss een, mengen ech, déi doten Zuelen och kënne soen.

Et ass och eises Wëssens bis haut hei zu Lëtzebuerg nach keng Persoun condamnéiert ginn opgrond vu Biller, déi mat de Kameraen vum System Visupol opgeholl gi wieren. Dat ass eis och an der Kommissioun bestätegt ginn.

Dee Bilan oder dat, wat bis elo vu Bilan no bausse gedrongen ass, mengen ech, huet och dozou gefouert, dass sech op zwou Plazen am Land, wou sech scho mat där Fro vun de Kameraen am öffentleche Raum beschäftegt ginn ass, nämlech an der Stad Lëtzebuerg an och zu Esch, net negativ prinzipiell a komplett geäussert gi wier, awer dach mat Reserven.

Dat ass de Fall an der Stad am Comité de prévention locale vun der Stad Lëtzebuerg, déi am November 2009 oder am Oktober 2009 zesumme waren. Et ass och de Fall am Escher Gemengerot gewiescht, wou all Parteie sech zu deem Thema geäussert hunn, an ouni Géigestëmm eng Motioun ugeholl ginn ass, déi seet: „Mir soen net prinzipiell zu all Kamera an éiweg neen, mä mir soen, ier mer op deen dote Wee ginn, muss awer och kloer aus engem Bilan erausgoen, dass déi Kameraen tatsächlech Sënn maachen an dass den Équiliber tëschent dem Asaz vun de Kameraen an de Biergerrechter garantéiert ass.“

Dat ass net verwonnerlech. Ech mengen och, dass dat eng gesond Grondastellung ass, fir net liichtfankeg mat dem Instrument ëmzegoen, mä fir wierklech eng Rei Usprëch ze stellen, ier een iwwer eng Extensioun vun deem System diskutéiere kann.

Duerfir nach eng Kéier am Résumé. De preventive Charakter ass an deenen Zuelen net ze identifizéieren. Wat de Verdrängungseffekt betrëfft, ass ee Verdrängungseffekt bei der Drogebeschafungskriminalitéit zimlech sécher do. Bei aneren ass et méi schwéier dat ze behaapten; duerfir wëll ech et och net maachen. A bëlleg ass dee System och definitiv net. Wéi gesot, iwwer zwou Milliounen Euro nëmme fir den éischten Équipement ouni den Entretien an ouni déi néng Salairen. Dat ass schonn e Käschtepunkt, deen och ganz aner Mesuren am polizeileche Beräich géif méiglech maachen.

Mir wëllen och net soen, dass een néierens eng Kamera kann histellen. Et gëtt duerchaus Beispiller, wou se Sënn kënne maachen. En oft genanntend Beispill ass dat vun ënnerierdesche Parkhaiser. Do weess een, dass et tatsächlech eppes bréngt, well do och d'Verdrängung net ka stattfannen. Wat bannen am Parking geet, geet baussen net. A wann ee banne ka mat Kameraen e bëssen d'Sécherheetsgefill an och den Drock op de potenziellen Delinquenten erhéijen, da weess een aus Erfahrung, dass do tatsächlech d'Kameraen eppes bréngen.

Wat mer also brauchen, fir an dëser Diskussioun virunzekommen hei zu Lëtzebuerg, dat ass e seriöe Bilan, dee géif gemaach ginn. Eng seriö Evaluatioun, wéi d'Reglement vum 1. August 2007 dat verlaangt huet. Aner Länner si schonn derbäi Bilanen ze maachen.

England zum Beispill, wat jo hei an Europa a vläicht souguer weltwäit dat Land ass mat der héchster Densitéit vu Kameraen am öffentleche Raum. England ass dobäi dat, wat ënner 13 Joer Labour-Regierung forcéiert ginn ass nämlech, de Réckgréff op Kameraen am öffentleche Raum nees a Fro ze stellen. England ass ënnert der neier Regierung amgaangen ënnert dem Här Cameron a Clegg d'Zuel vu Kameraen ze reduzéieren.

Elo kann ee soen: Jo, dat huet och dermat ze dinn, datt se mussen iergendwou Suen hierhuelen, datt se musse spueren. Dat heescht awer och, dass, wann déi Kamerae géifen alleguerten immens gutt Resultater bréngen, dass dat doten dann net géif gemaach ginn. Dat heescht awer zumindest, dass och an England, dem Mammeland vun all Videoiwwerwaachung an Europa, zumindest kritesch driwwer nogeduecht gëtt a sech gesot gëtt, dass ee vläicht och mat anere polizeileche Moyenen, déi manner problematesch si fir d'Ofweiung mat de Biergerrechter, och kënne positiv Resultater erfëllt ginn.

Eis geet et drëms, iwwert déi Evaluatioun och erauszefannen, wat mer da schlussendlech mat deem Instrument wierklech kënne verfollegen. Kënne mer wierklech fir méi Sécherheet am öffentleche Raum suergen doduerch, dass mer preventiv hätte kënne mat de Kamerae virgoen, oder geet et nëmmen drëms, e verbessert Sécherheetsgefill bei de Leit ze produzéieren?

Och d'Sécherheetsgefill ass wichteg. Besonnesch d'Onsécherheetsgefill soll een net opkomme loossen. Wa mer awer nëmmen um Niveau vum Gefill mat de Kamerae schaffen, da solle mer dat och soen! An duerfir brauche mer de Bilan, fir kënnen erauszefannen: Bréngen déi Kamerae reell eppes oder maache mer nëmmen eppes fir d'Sécherheetsgefill? Wat net onwichteg ass, mä wat net duergeet. A wann et nëmmen d'Sécherheetsgefill ass, da muss een och kënne méi kritesch iwwert den Asaz vu Kameraen diskutéieren.

Et geet also ëm déi wierklech Sécherheet. An duerfir brauche mer eng Evaluatioun, déi kredibel ass. Et muss eng Evaluatioun sinn, déi opgrond vun deem statistesche Material, wat gutt gemaach ass, elo eng Interpretatioun dovunner mécht. Déi muss awer an eisen Ae vun onofhängege Leit gemaach ginn. Et kann net sinn, dass d'Police selwer hir eegen Zuelen interpretéiert.

D'Police muss wuel den Input liwwere mat deem statistesche Material, mat der Erfahrung vum Terrain vun deene Leit, déi an deenen Zone schaffen. Mä et muss awer vu Leit ausgewäert ginn - firwat net vun der Uni Lëtzebuerg? -, déi sech wierklech kënnen onofhängeg iwwert déi doten Zuelen an Erfahrungen e Bild maachen.

Déi Evaluatioun muss och vergläichend sinn, vergläichend mat den Erfahrungen aus anere Stied an aus anere Länner, fir ze kucken, wéi eng Léiere mer kënnen zéien, wa mer eis vergläichen am Resultat, wat mer mat deenen anere Länner hunn. A si muss och vergläichend sinn an deem Sënn, dass d'Kamerae verglach gi mat anere méigleche polizeileche Moyenen, fir ze kucken: Hu mer mat deem Opwand, dee mer hei bedriwwen hunn, besser Re-

sultater oder méi schlecht Resultater, wéi wa mer zum Beispill - wat ech géif privilegéieren - méi Agenten an deene kriteschen Zonen um Terrain present hätten?

Eng Kamera huet nach ni ee festgeholl. Eng Kamera ass ni gelaf komm, wann ee se geruff huet, wann een iwwerfall gëtt. Duerfir menge mer, muss déi vergläichend Etüd och ganz kloer gemaach ginn, net nëmme mat anere Stied a Länner, mä och mat anerer politesche Methoden, déi…

(Interruption)

…déi dote Problemer net hunn.

Dat gesot, Här President oder Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, presentéiere mer och eng Motioun an deem dote Sënn, fir e seriöen, onofhängegen a vergläichende Bilan ze maachen. A mir mengen och, dass, soulaang dee Bilan net um Dësch läit - an dee kann, menge mer, bannent e puer Méint gemaach ginn -, och keng weider Extensioune vun deem System Visupol sollte virgeholl ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que le service de vidéosurveillance Visupol a été mis en service le 12 novembre 2007 sur base du règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité;

- soulignant qu'en son article 1er le règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorise la police grand-ducale à mettre en œuvre un système de vidéosurveillance des zones de sécurité «aux fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales»;

- considérant que l'article 10 du règlement grand-ducal du 1er août 2007 prévoit que les zones de sécurité à surveiller par le système de vidéosurveillance Visupol sont déterminées pour une durée de deux ans conformément à quoi le règlement ministériel du 27 septembre 2007 a déterminé trois zones de sécurité nommées A (Limpertsberg-Glacis), B (Ville Haute-Aldringen) et C (Gare), toutes situées sur le territoire de la Ville de Luxembourg;

- considérant qu'à l'expiration de ce délai de deux ans la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité ne peut être prorogée qu'annuellement par le Ministre et suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la police et du procureur d'État;

- considérant que le règlement ministériel du 10 novembre 2009 a remplacé le règlement ministériel du 27 septembre 2010 tout en ajoutant une quatrième zone de sécurité nommée D (Josy Barthel) aux trois existantes et fixant sa limite de validité au 10 novembre 2010;

- prenant acte du bilan chiffré du système Visupol présenté par le Ministre compétent à sa Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police en date du 2 juin 2010;

- considérant que le bilan chiffré, pour utile et nécessaire qu'il soit, ne remplit pas, a lui seul, les exigences d'une évaluation qualitative de l'utilité et de la necessité de la vidéosurveillance;

invite le Gouvernement

- à faire procéder à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance sur base du bilan chiffré du système Visupol, sur base des expériences de terrain faites par la Police grand-ducale et sur base d'une comparaison avec d'autres expériences internationales;

- à intégrer dans cette évaluation une comparaison de la vidéosurveillance avec d'autres instruments de police, comme, par exemple, une présence policière de proximité accrue;

- à veiller tout particulièrement aux effets préventifs avérés des différents instruments et expériences;

- à faire réaliser cette évaluation sous la responsabilité d'experts sans lien avec la Police grand-ducale;

- à présenter, dans la mesure du possible, l'évaluation avant que le règlement ministériel du 10 novembre 2009 ne cesse d'être en vigueur;

- en attendant, à surseoir à toute extension du système Visupol.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Kommt, mir maachen do déi do Diskussioun a kommt, mir huelen déi doten Décisiounen, wa mer alleguerte wëssen, ob d'Kameraen eppes bréngen a wat se bréngen. An dann, mengen ech, hu mer hei zu Lëtzebuerg eng sachlech Debatt iwwer eng schwiereg an delikat Matière fäerdeg bruecht.

Well wat ech mengen, ass - dat wär och mäi Schlusssaz -, wat net gutt wär, dat wär wa mer sief et heibannen, sief et och wa mer mat de Biergerinnen a Bierger schwätzen, d'Gefill géifen opkomme loossen, dass nëmmen déi, déi fir Kamerae sinn, och fir Sécherheet sinn, oder, dass nëmmen déi, déi géint Kamerae sinn, fir d'Biergerrechter wieren. Ech mengen, béides muss vu jiddwerengem kënne kritesch ofgewiert ginn. A wa mer dat maachen, hu mer hei zu Lëtzebuerg méi geschafft wéi an anere Länner op dëser Fro.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Braz och Merci, an als éischte Riedner ass elo den Här Gilles Roth ageschriwwen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, a senger Ried zur Lag vun der Natioun vum 9. Mee 2007 huet deemools de Statsminister gesot: „Am Prinzip gëllt: D'Sécherheet vun de Leit geet vir. Am Zweifel gëllt: D'Fräiheet huet Virfahrt, well de Schutz vun der Privatsphär ass eng Statsaufgab. Mir wëlle kee Land, mir wëlle keng Stad, mir wëlle keng Stroossen, déi voller Kameraen hänken. Mir wëlle keen Iwwerwaachungsstat, deen an all Liewensverhältnisser an an all Bewegung vum Alldag eragesäit. D'Privatliewe geet de Stat näischt un."

Den Équiliber tëschent dem allgemenge Recht op Sécherheet an dem Respekt vun de perséinleche Grondfräiheete vun dem Eenzelnen ze garantéieren, dat ass d'Aufgab vun der Politik an dem sensibele Beräich vun der Videoiwwerwaachung. Dëst zielt um Niveau vun dem Ausschaffe vun de gesetzleche Bestëmmungen. Et spillt awer och oder, besser gesot, virun allem um Plang vun der praktescher Ëmsetzung vun deene Regelen op dem Terrain. All Aschränkung vun der Privatsphär muss duerch d'Gesetz legitiméiert sinn. Si muss enger strikter Kontroll ënnerleien.

Madame President, ech wëll deemno a menger Interventioun op zwee Haaptaspekter agoen: déi gesetzlech Rumm, déi de Moment d'Videoiwwerwaachung hei am Land regelt, virun allem déi, déi duerch déi öffentlech Hand geschitt, grad wéi hir praktesch Uwendung, souwäit mir an der Intérieurskommissioun vun der Chamber doriwwer informéiert goufen.

Den Artikel 11 vun eiser Verfassung garantéiert de Schutz vun dem Privatliewen, souwäit d'Gesetz keng Ausnahm virgesäit. Eist Grondgesetz gesäit also ausdrécklech vir, dass en Agräff an d'Privatsphär nëmmen duerch d'Chamber ka legitiméiert sinn.

An deemselwechte Sënn preziséiert d'Europäesch Mënscherechtskonventioun an hirem Artikel 8, dass all Bierger e Recht op de Respekt vu sengem Privat- a Familljeliewen huet. Een Agräff vun enger Autoritéit an d'Privatsphär kann nëmmen opgrond vun dem Gesetz an Ausnahmefäll geschéien, dorënner déi öffentlech Sécherheet, grad wéi d'Verbriechungsbekämpfung respektiv d'Preventioun vu Strofdoten.

Dës zwou méi allgemeng Bestëmmungen aus eiser Verfassung an der Europäescher Mënscherechtskonventioun ginn och de Kader fir d'Videoiwwerwaachung hei am Land. Si garantéieren d'Recht op de Schutz vun dem Privatliewen, an domat verbonnen d'Fräiheet fir den eenzelne Bierger, dohin ze goen, wou e wëllt, ouni op eng arbiträr Aart a Weis iwwerwaacht ze ginn.

Madame President, déi allgemeng rechtlech Basis, fir hei am Land eng Videoiwwerwaachung ze maachen, gëtt d'Gesetz vum 2. August 2002 iwwert den Dateschutz. D'Gesetz regelt souwuel d'Videoiwwerwaachung duerch privat Sécherheetskameraen am wäiteste Sënn vum Wuert, zum Beispill bei Banken, Entreprisen, Privatpropriétéiten, wéi och d'Opstelle vu Kameraen op öffentlech zougängleche Plaze wéi Parkingen, Garen, dem Flughafen oder öffentlechen Transportmëttelen.

Speziell Bestëmmunge gëtt et awer och um Plang vun der Videoiwwerwaachung vu sougenannten Zones de sécurité, also Sécherheetszonen, déi als solch am Beräich vun öffentleche Plazen ausgewise sinn. Hei geschitt d'Iwwerwaachung mat Kameraen direkt duerch déi öffentlech Hand. Et ass och deen Aspekt vun der sougenannter Videosurveillance, deen d'Chamber an hirer Kontrollfunktioun un éischter Stell méi direkt däerft betreffen.

D'Dateschutzgesetz gesäit ausdrécklech vir, dass dës Sécherheetszonen duerch e Règlement grand-ducal mussen extra ausgewise sinn. Et muss sech ëm öffentlech Plazen handelen, wou opgrond vun hirer besonnescher Situatioun a Lag een erweiderte Risiko besteet, dass hei Strofdote begaange ginn.

Den 1. August 2007 ass opgrond vun dëser gesetzlecher Basis e Règlement grand-ducal geholl ginn, deen d'Grondregele vun der Videoiwwerwaachung duerch déi öffentlech Hand festleelt. Dorops goufen op dem Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg véier Sécherheetszone festgehalen: Lampertsbierg, Glacis, Uewerstad, Aldringen, Garer Quartier, d'Areler Strooss mat dem Stade Josy Barthel. Dës lescht ass awer nëmmen, wéi de Félix Braz virdrun och gesot huet, zäitlech bei Fussballmatcher opérationnel.

Madame President, et gëtt also hei am Land eng gesetzlech Basis fir d'Videoiwwerwaachung duerch öffentlech Kameraen, wou d'Ausféierungsbestëmmungen am Beräich vun deene virgenannte Zones de sécurité op dem Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht sinn.

Den Europäesche Mënschegeriichtshaff huet an enger Affär Malone vum 2. August 1984 gesot: «Le danger d'arbitraire apparaît avec une netteté singulière là où un pouvoir de l'exécutif s'exerce en secret.» Well ebe grad déi öffentlech Videoiwwerwaachung an déi domadder verbonne Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën duerch d'Autoritéiten e méi oder manner delikaten Agräff an d'Privatsphär kënnen duerstellen, muss d'Ausübung vun dëser staatlecher Kompetenz genau encadréiert ginn.

Den eenzelne Bierger muss a senger Privatsphär hei géint all Arbitraire geschützt ginn. Den Europäesche Mënschegeriichtshaff schwätzt an dësem Kontext vun der Qualité de la loi, wann e mengt, datt et net duergeet mat der materieller Existenz vun engem Gesetz, mä datt doriwwer eraus dat Gesetz och d'Modalitéite vun den Iwwerwaachungsmethode genau regele muss, fir arbiträr Agräffer an d'Grondfräiheeten ze vermeiden.

Den Artikel 8 vun der Grondrechtcharta vun der Europäescher Unioun preziséiert:

Éischtens, all Mënsch huet d'Recht op de Schutz vu sengen Donnéeën; zweetens, déi Date musse loyal behandelt ginn op der Basis vum Accord vun der betraffener Persoun oder enger anerer legitimer Basis, déi vum Gesetz virgesinn ass. All Mënsch muss kënnen Zougank zu senge perséinlechen Daten hunn, an drëttens, d'Regele musse vun enger onofhängeger Institutioun kontrolléiert ginn.

Den Artikel 10 vum Gesetz vum 2. August 2002 gesäit duerfir um Plang vun öffentlech zougängleche Plaze vir, datt perséinlech Donnéeën nëmmen da vun Autoritéite benotzt kënne ginn, wann, éischtens, déi concernéiert Persoun hiren Accord ginn huet - dësen Accord ass awer présuméiert, also ugeholl, wann op öffentleche Plazen duerch eng kloer Signalisatioun op d'Videosurveillance opmierksam gemaach gëtt -; an zweetens, wa se vun öffentleche Plaze stamen, déi e gewëssene Risiko fir d'Sécherheet fir Persounen a Géigestänn duerstellen.

Déi gesammelt Infromatioune kënnen nëmme spezifeschen Autoritéiten zougänglech sinn. Et handelt sech heibäi ëm d'Police, d'Inspection générale de la Police an och d'Douane. Et kënnen och Sanctiounen, fir den Netrespekt vun deene Regelen ze bestrofen, nämlech eng Geldstrof vun 251 bis 125.000 Euro a souguer eng Prisongsstrof vun aacht Deeg bis zu engem Joer, ausgeschwat ginn.

An d'Gesetz vun 2002 gesäit och eng onofhängeg Autoritéit vir, déi d'Veraarbechte vun den Date kontrolléiert a gegebenenfalls Verstéiss géint d'Gesetz feststelle kann. D'Kontrollautoritéit ass och gläichzäiteg d'Kontaktstell fir all Persoun, déi gären Accès op hir Donnéeën hätt.

Am Beräich vun der Videoiwwerwaachung vun de sougenannten Zones de sécurité, ëm déi et hei geet, gesäit de Règlement grand-ducal vum 1. August nach weider schützend Moossname vir. D'Responsabilitéit vun der Dateveraarbechtung läit bei dem Generaldirekter vun der Police. Hien ass responsabel fir d'Qualitéit an d'Loyautéit vun där Veraarbechtung. Déi enregistréiert Informatioune kënnen nëmmen op enger speziell dofir aménagéierter Plaz gekuckt ginn, an och nëmme vun engem spezifesch dofir bestëmmte Beamten.

All Kéiers, wa perséinlech Donnéeë gekuckt ginn, ginn d'Informatiounen iwwert d'Identitéit vun der Persoun, déi se traitéiert, iwwert déi traitéiert Biller, iwwert d'Zäit an den Datum an d'Motiv vun dem Traitement enregistréiert, esou datt eventuell Mëssstänn einfach kënnen nogekuckt ginn. Déi opgeholle Biller mussen dann och spéitstens zwee Méint no hirem Enregistrement geläscht ginn, et sief dann, si géifen am Kader vun enger Geriichtsenquête benotzt ginn.

Madame President, de legale Kader vun der Videoiwwerwaachung zu Lëtzebuerg, besonnesch am Fall vun öffentleche Kameraen, entsprécht der CSV-Fraktioun no den internationale Rechtsnormen. Nach muss den Agréff duerch d'Videoiwwerwaachung an eng fundamental Fräiheet vun dem eenzelne Bierger, nämlech de Schutz vu senger Privatsphär, och an der Praxis rechtlech legitiméiert sinn a virun allem am Verhältnis sinn zum Zil, dat e verfollegt. Dat ass eng fundamental Viraussetzung, wann een net wëllt een Iwwerwaachungsstat sinn.

Madame President, «dans un état de droit, la fin ne justifie pas les moyens». Dëst ass eng Citatioun aus engem remarquablen Uerteel vun eise Lëtzebuerger Geriichter aus dem Joer 2008, wou et ëm d'Gültegkeet vun engem net rechtméissegen Enregistrement vun enger Iwwerwaachungskamera am Kader vun engem Strofprozess goung.

Konkret handelt et sech hei ëm déi méi oder manner bekannten Affär, wou eng Kameraopzeechnung beim Stater Postgebai um Aldringen als Beweismëttel ugefouert gouf, fir eng Strofdot nozeweisen, déi eng Persoun an enger öffentlecher Tëlefonskabinn nieft dem Postgebai um Aldringen sollt begaangen hunn.

(Interruption)

D'Cour d'appel, wéi och de Riichter aus éischter Instanz, sinn zur Konklusioun komm, dass eng Opzeechnung vun enger Kamera, déi net virdru vun der Dateschutzkommissioun autoriséiert war, net als Beweismëttel ka genotzt ginn, fir eng Strofdot nozeweisen. D'Geriicht ass zu deem Uerteel komm, well et e Verstouss géint de Principe vun dem Procès équitable géif duerstellen, och wann d'Dateschutzgesetz net ausdrécklech d'Nullitéit vun engem Enregistrement vun enger Iwwerwaachungskamera virgesäit, déi virdrun net autoriséiert war.

Eis Strofgeriichter erkennen also d'Videoiwwerwaachung als Beweismëttel vu Strofdoten un. Si confirméieren och implizit, dass d'Vidéosurveillance eng legitim Aschränkung vun der Privatsphär duerstelle kann, wa se zum Zweck vun der Preventioun, der Recherche an der Feststellung vu Strofdote benotzt gëtt. Allerdéngs muss onofhängeg vun dem Prinzip vun der fräier Beweisféierung an dem Strofrecht dës Videoopzeechnung am Kader vun de gesetzleche Bestëmmunge gemaach gi sinn.

D'Uerteel, dat ech virdrun ugeschwat hunn, däerft ouni Zweifel Jurisprudenzcharakter kréien. Eis Lëtzebuerger Geriichter moossen dem Schutz vun der Privatsphär am Kontext vun der Videoiwwerwaachung deemno en héije Stellewäert bäi.

An esou engem delikate Beräich, wou et ëm d'Grondfräiheete vun dem eenzelne Bierger geet, ass dës Approche ausdrécklech ze begréissen.

Madame President, um Niveau vun der Europäescher Unioun iwwerwaacht de sougenannte Grupp 29 - deen heescht esou, well en duerch den Artikel 29 vun der europäescher Direktiv iwwert den Dateschutz instituéiert gouf - de Schutz vun de Persounen am Kader vun der Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën. Doranner ass och eis national Dateschutzkommissioun vertrueden.

An engem Avis definéiert dëse Grupp d'Proportionalitéit, oder, op Lëtzebuergesch, d'Verhältnismëissegkeet vun der Vidéosurveillance unhand vu Beispiller: unhalend Aggressiounen op bestëmmte risikoräichen, öffentleche Plazen sinn e gudde Grond, fir op d'Vidéosurveillance zréckzegräifen. Disproportionéiert dergéint wier eng Vidéosurveillance, déi doranner géif bestoen, liicht Irrégularitéite festzestellen, wéi zum Beispill eng Poubelle, déi een op d'Strooss werft.

Am Kontext vun der Verhältnisméissegkeet an deemno am Interessi vun dem Schutz vun der Privatsphär huet de Grupp 29 och derfir plädéiert, fir eng reng statesch Videoiwwerwaachung ze maachen. De Grupp 29 huet sech am Kontext vun der Verhältnisméissegkeet géint eng sougenannten dynamesch Interpretatioun vu Kameraopzeechnungen ausgeschwat, wou ee mat Hëllef vun enger bestëmmtener Software verschidde Bewegungen oder Gesiichtsausdréck vu Persounen einfach als suspekt kann ausweisen.

Madame President, am Kontext vun der Videoiwwerwaachung an de sougenannten Zones de sécurité huet d'Intérieurskommissioun vun der Chamber kënnen eng Visite maache vun dem System Visupol. D'Chamber konnt sech do iwwerzeegen, dass dës Iwwerwaachung an der Praxis no de gesetzleche Bestëmmungen ofleeft. Mat dem sougenannte System vun dem Privacy masking gëtt och séchergestallt, dass just déi öffentlech Plazen iwwerwaacht ginn an een net kann en Ableck op Privatgrondstécker hunn. D'Leit ginn och duerch speziell Schëlder op dës Sécherheetszonen higewisen.

Den Innenminister huet an der leschter Réunioun vun der Intérieurskommissioun nach Statistiken an Zuelematerial geliwwert iwwert d'polizeilech Ermëttlungen, déi mat dem System Visupol gemaach goufen. Dës blank Zuelen an hirer ganzer Komplexitéit ze bewäerten, ass eng delikat Aufgab. Den Innenminister sot um Uschloss vun der Chamberskommissioun selwer, dass et kee fiabelen Indicateur gëtt, deen et géif erlaben, schwaarz op wäiss ze beweisen, dass déi bis elo installéiert Kameraen tatsächlech en dissuasiven Effekt hätten.

Och op internationalem Plang ginn d'Bewäertungen iwwert de preventive Charakter vu Videoiwwerwaachunge wäitgehendst auserneen. D'Preventioun muss een an engem méi globale Kontext kucken. Dozou zielt och dat vermëttelt Sécherheetsgefill. Dozou zielt och d'Polizeipräsenz op dem Terrain an d'Präsenz vun eventuell aneren Agenten.

D'Preventioun vun de Strofdoten ass sécherlech een Element, wat een am Kontext vun der Videoiwwerwaachung muss berücksichtegen. Et ass awer net dat eenzegt. Wann d'Preventioun sech net miesse léisst, sou loosse sech awer d'Recherche an d'Feststelle vu Strofdote moossen. An do kann een d'Videoiwwerwaachung duerchaus als Erfolleg betruechten.

Wat d'Identifikatioun vun den Auteure vu Strofdoten an den Zones de sécurité op dem Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg ugeet, sou goufen tëschent November 2007 an Abrëll 2010 eng 444 Affären traitéiert. 165 Auteure vun Infractioune konnte mat Numm identifizéiert ginn, 152 net mat Numm an 126 konnten net retracéiert ginn.

D'Gare ass dee Quartier, wou am meeschten Infractioune festgestallt goufen. Duerno koum den Zentrum ëm den Aldringen an als Lescht de Lampertsbierg. D'Stad Lëtzebuerg hat en Opklärungstaux vun 71% vun de Strofdoten, am Verglach zu 53% vun der Stad Ettelbréck an 61% zu Esch,...

Une voix.- 62%!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ...wou jo keng där Kameraen installéiert goufen. Ob den Opklärungstaux eleng duerch d'Kameraen zréckzeféieren ass, vermag ech net ze soen. D'Differenz en faveur vun der Stad Lëtzebuerg ass op d'Zuelen hin awer net onwesentlech.

D'Natur vun de Strofdoten, dat soll een och berücksichtegen, déi festgestallt goufen, weist och drop hin, dass op deenen Zones de sécurité d'Videoiwwerwaachung net vu Muttwëll ass. Dat geet vu Vergewaltegungen, Kierperverletzungen, Drogendelikter, onerlaabte Waffebesëtz bis zur Opklärung vun engem Mordfall.

Madame President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer zum Schluss folgend Feststellung: Mir hunn hei am Land een ugemoossene gesetzleche Kader fir d'Videoiwwerwaachung, deen internationale Standarden entsprécht. Eis Geriichter hunn am Sënn vun dem Schutz vun der Privatsphär eng ganz restriktiv Approche, wat d'Zoulässegkeet vun Donnéeë vun Iwwerwaachungskameraen ubelaangt. D'Videoiwwerwaachung, op d'mannst déi, déi de Stat mécht iwwert de System Visupol, ass gesetzlech strikt geregelt. Si ass an der Praxis och esou ausgeluecht, fir d'Awierken an d'Privatsphär vun dem eenzelne Bierger, deen an deenen Zones de sécurité zirkuléiert, esou gutt wéi méiglech ze minimiséieren.

An et soll een awer driwwer nodenken, dass déi Beamten, déi d'Videoiwwerwaachung maachen, de Statut vun dem Officier de police judiciaire hunn. Mir kennen op administrativem Plang eng Proliferatioun vun OPJen - ob dat gutt ass, sief dohinnergestallt -, mä an engem esou sensibelen Domän wéi der Videoiwwerwaachung ass dat net de Fall.

D'Existenz vun deem legale Kader geet eleng awer net duer. Och mussen dës Bestëmmunge korrekt applizéiert ginn. D'Vidéosurveillance duerch de Stat gëtt per Reglement autoriséiert. Dëst gëtt der Vidéosurveillance eng gewësse Visibilitéit an dem Bierger Rechtssécherheet. De Bierger huet e Recht drop ze wëssen, wéini hie sech an enger Sécherheetszon befënnt.

Hei kann een duerch einfach Moossnamen awer munches verbesseren. Déi gesetzlech Sécherheetszone sinn duerch speziell Schëlder ausgewise mat dem Vermierk „Police". Mä déiselwecht Schëlder, och mat dem Vermierk „Police", stinn hei ronderëm d'Chamber an op anere Plazen, obschonn dës Géigend net als Sécherheetszon am Sënn vun dem Gesetz duerch e Reglement ausgewisen ass. Hei misst am Sënn vun der Transparenz dach schonn eng Differenz gemaach ginn.

Schliesslech stelle mat Recht vill Leit sech d'Fro, wéi et mat de private Kameraen ass. Firwat muss een zum Beispill am Restaurant oder am Café gefilmt ginn? Wéi wäit geet an der Praxis d'Videoiwwerwaachung op der Aarbechtsplaz, an de Betriber? Wat geschitt mat deenen Donnéeën? Ass d'Gefor vun onerlaabtem Awierken an d'Privatliewe vun dem Bierger hei net vill méi grouss wéi bei de staatlech iwwerwaachte Sécherheetszonen? Ginn am Kontext vun der sougenannter Privatkameraiwwerwaachung déi gesetzlech Bestëmmungen am Alldag respektéiert, besonnesch am Fall, wou perséinlech Donnéeën enregistréiert ginn? Och oder vläicht grad iwwert deen Aspekt vun der Videoiwwerwaachung brauch et verstäerkt Opklärung an domat verbonnen ee politeschen Échange de vues mat der Dateschutzkommissioun.

Ech soen Iech fir mäin Deel Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Gilles Roth och Merci. An ech géif dann als nächste Riedner dem Här Xavier Bettel d'Wuert ginn.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi gréng Fraktioun huet jo haut op den Ordre du jour e Punkt bruecht, dass mer sollen e Bilan an och e bëssen d'Perspektiven a virun allem och eis öffentlech positionéieren iwwert de Prinzip vun der Vidéosurveillance. Ech muss Iech soen, Madame Presidentin, dass, wéi de Projet bei eis an der Gemeng diskutéiert ginn ass, am Schäfferot an och an der Kommissioun an op deene verschiddene Plazen, ech éischter ee war, dee sech Suerge gemaach huet.

Ech hu mer Suerge gemaach, well ech leider d'Tendenz hat, dat, wat deen deemolege Justizminister abruecht huet, meeschtens als liberticide Texter unzegesinn. An dass ech mer geduecht hunn: Wat geschitt elo? Wëlle mer deen englesche System hei zu Lëtzebuerg aféieren? Wëlle mer alles filmen? Wie kuckt dat? Wéi gëtt dat exploitéiert? Dat wore vill Froen, déi ee sech du gestallt huet.

Et huet een de Règlement grand-ducal dunn am August kritt, wou ee gesinn huet, dass verschidde Restriktiounen dra waren a verschidde Regelen dra waren. An haut ass dann den Dag, wou ee soll kucken, wat ee vun deem Projet kann halen a wat d'Perspektiven och vun deem Projet solle sinn.

Ech géif mer erlaben, op dräi Punkten anzegoen: eng Kéier op d'Proportionalitéit, eng Kéier op d'Effikassitéit an eng Kéier op de Contrôle vun dësem Projet.

Fir d'Éischt allgemeng. Ech mengen, et ass och scho virdru vun de Virriedner gesot ginn. Mir hunn als Demokratesch Partei an der leschter Commission des Affaires intérieures gefrot, fir dass och d'Commission nationale de la protection des données bei eis an d'Kommissioun kënnt, fir eis ze soen, wéi et iwwerhaapt mat de Kameraen hei am Land ass.

Den Här Roth huet déi Affär zitéiert vun der Affär bei der Post, fir se esou ze nennen. Et ass virdrun, Här Roth, schonn eng Affär gi gewiescht op de Geriichter, wou och gefilmt gi war. Dat wor beim Auchan, wou Kamerae benotzt gi sinn, a wou duerno d'Diskussioun war, ob een dat dierft oder net dierft, wou d'Geriicht eng aner Décisioun geholl huet wéi déi, déi an där heiter Affär war.

Dat heescht, dass mer och keng Jurisprudenz haten, déi op jidde Fall an där doter Affär kloer war. Fir ze soen, de grousse Prinzip ass „la preuve est libre" am droit pénal. Mä dierf een et benotzen, wa se op enger legaler oder illegaler..., dat heescht d'Licitéit vun der Preuve, dat wor d'Diskussioun, déi een huet missen hunn.

Ech hunn dunn och, also ech hunn Iech gesot, fir d'éischt d'Proportionalitéit: Wann een de Projet kuckt, si verschidde Facteuren, déi ee muss gesinn. Fir d'Éischt d'Plaz, wou et ass. Et ass jo net, dass mir e Quadrillage vun der Stad gemaach hunn, wou elo iwwerall Kamerae sinn, an déi iwwerall da géifen all Mouvement vun all Bierger an der Stad quadrilléieren. Et ass gesot ginn, et sinn dräi bis véier Plazen. Déi vum Stadium ass jo keng Plaz, déi ëmmer benotzt gëtt. Wou dat ass, dat ass d'Gare, dat ass d'Kinnekswiss an dat ass ënnert dem Aldringer.

Et muss ee kucken, wéi dat geschitt, dass do gefilmt gëtt. Et ass eng Kéier de flagrant Délit an eng Kéier de Retraçage do. D'Zuele beweisen op jidde Fall, dass d'Proportionalitéit vun deene Moyenen, déi do benotzt ginn, ginn ass. Éischtens iwwert d'Moyenen. Et ass elo net, dass der iwwerall do sinn, dass dat déi Plaze sinn, wou och eng gewëssen héich Zuel vu Kriminalitéit do war.

Da muss ee sech d'Fro stellen: Huet dat dann eng Verlagerung vun de Strofdote mat sech bruecht? Ech muss dem Här Braz do Recht ginn, Madame Presidentin. Tatsächlech ass virun allem bei BTM, also bei Betäubungsmëttel gesäit een, dass d'Zeen sech - obwuel verschidde Leit souguer scho vergiess hunn, dass Kameraen do sinn; do kommen ech duerno dozou -; bei Konklusiounen, déi och am Ausland gezu gi sinn, dass bei BTM d'Zeen sech verluecht huet an elo ëmmer méi no un d'Fixerstuff sech fixéiert huet an net méi op der Gare, mä villméi ronderëm, op der Diddenhuewener Strooss ass d'Zeen.

Do muss een och selbstverständlech constatéieren, dass d'Zuel vun den Usagers vun der Fixerstuff och an d'Luucht geet, dat heescht, dass d'Kriminalitéit an deem Secteur och an d'Luucht geet. Et ass hei bestëmmt net déi richteg Plaz, fir dat ze soen, mä dass et och wichteg ass a primordial ass, dass preventiv geschafft gëtt, mä dass och eng definitiv Solutioun fir déi Fixerstuff fonnt gëtt.

Här President - Madame Presidentin nach, pardon -, wann een elo zur Effikassitéit an zum Contrôle kënnt. Ech géif mer erlaben, fir d'Éischt op d'Kontroll anzegoen. D'Kontroll ass jo ee Punkt, deen immens wichteg ass. Dat heescht, éischtens, wat gekuckt gëtt, an zweetens, wien et kuckt.

Wat gekuckt gëtt: Ech muss Iech soen, dass ee sech ka freeën, dass een net an den Hotel Alfa vis-à-vis vun der Gare an d'Zëmmeren era ka kucken. Dat wor eng Diskussioun am Ufank, wou verschidde Leit sech Suerge gemaach hunn, andeem se gesot hunn, wann déi Kameraen do 360 Grad kënne filmen an déi stinn do vis-à-vis vum Hotel. An do krute mer och erklärt, an ech muss Iech soe vum Personal, wat do ass, wéi dat fonctionnéiert. Dat ass emol eng Saach, déi ee berouegt.

Déi zweet Saach ass, et ass annoncéiert. Et ass net den Effet de surprise do, au contraire zu deenen anere Kameraen, wou een net weess, wien a wat filmt. Et ass keen Effet de surprise do. Et steet do, Dir sidd gefilmt, Punkt, basta. A Frankräich gëtt et souguer eng Campagne, déi seet: „Souriez, vous êtes filmés." Dat ass eng ganz Campagne, déi gemaach ginn ass vu Leit, déi éischter géint d'Vidéosurveillance waren, déi gesot hunn: Hei gitt Der och gefilmt, an hei gitt Der gefilmt an hei gitt Der gefilmt. Dunn hu se probéiert, dann op d'mannst gutt auszegesinn, wann duerno deen een oder deen aneren dee Video och kuckt.

Déi drëtt Saach ass, an ech hat och do, Madame Presidentin, eng Question parlementaire gestallt iwwert d'Personal, wat dat mécht. Et si Leit, déi bei der WSA waren, déi do embauchéiert gi sinn, fir déi Aarbecht ze maachen. Ech hat Problemer am Ufank, well ech einfach vun der Confidentialitéit hier a virun allem vun der Confidentialitéit vun der Informatioun e Problem hat, well ech mer geduecht hunn, déi Leit gesi jo awer Informatiounen, déi wierklech an d'Sphère privée eraginn. A wéi ass et da mat der Confidentialitéit?

Ech hat do eng Fro gestallt. An de Minister huet mer gesot, dass déi Leit en Engagement hunn, och ënnerschriwwen hunn, a selbstverständlech och Sanctions pénales géife kréien, wa se déi Confidentialitéit net géife respektéieren. An ech muss Iech soen, ech sinn och dohinnergaang, an déi Leit maachen dat och mat där Seriositéit, déi an deem heiten Dossier muss sinn. Ob et opportun ass, ob et elo vun all de Membere vun der Police grand-ducale gedroe gëtt, well se léiwer vläicht eege Leit do an deem Service hätten, wéi Leit, déi vu bausse kommen, dat ass net de Problem vun haut an net deen, deen ech hei och kann diskutéieren, mä dat ass eng intern Diskussioun bei der Police.

Déi Fro, déi ee sech muss awer stellen, Madame Persidentin, dat ass iwwerhaapt - an den Här Roth huet et och scho gesot - vum Contrôle. Et freet ee sech hei, dass esou vill Contrôle gemaach gëtt, wann een op eng Base de données, déi elo eng Base de données vidéo ass, ka kucken, wien et gekuckt huet. Mä et ass awer e Minimum beim Stat. Ech wier frou, wann esou vill Kontrollen och bei deenen anere Bases de données do wieren!

Ech weess haut net, wie bei der Administration des Contributions ka kucke goen, wat ech d'lescht Joer vu Steiere bezuelt hunn. Ech weess net, wie muer an iergendenger Administratioun ka kucke goen, wat ech vu Scholden hunn. Ech weess net, wie ka muer kucke goen, wéi mäin État civil ass. Dat sinn alles Donnéeën, wou een net déi Mesuren huet esou wéi an deem heite Fall, dat heescht, dass ech muss mech enregistréieren, an et gëtt gekuckt, wéini ech gekuckt hunn a wat ech gekuckt hunn. Ech wier frou, Madame Presidentin, wann d'Regierung déi Kontroll, déi se hei

agefouert huet, bei all Administratioun géif maachen, an net dass et deen Tourisme informationnel personnel vun deem engen a vun deem anere géif, deen heiansdo stattfënnt.

(Interruption)

Et kléngt emol gutt, Här Braz. Dat heescht, dass een einfach vun deem engen an deem anere Service Informatioune probéiert ze kréien, dass dat ophält. Ech wier frou, wann op jidde Fall déi Kontroll, déi hei ass, och do géif gebraucht ginn.

A wann ee vu Kontroll schwätzt, well mer och vun der CNPD geschwat hunn, vum Conseil national de la protection des données, Commission nationale de la protection des données, déi misst net nëmme sensibiliséieren, mä awer och sanktionéieren, well am Moment gëtt sensibiliséiert, mä et gëtt net vill sanktionéiert. Et sti Sanktiounen do, wann ee Kameraen egal wou installéiert, mä et huet een d'Gefill, dass d'CNPD méi billt wéi bäisst. Et wier awer och gutt, wa se och déi Moyenen, déi de Législateur hir ginn huet, fir kënne Sanktiounen ze huelen, géif benotzen.

Madame Presidentin, da schlussendlech d'Effikassitéit. Et ass do, wou ee sech jo muss d'Fro stellen: Ass esou e System effikass oder net? D'Zuelen, déi mer matgedeelt kritt hu vun der Madame Schmit, déi eis de Projet presentéiert huet an der Kommissioun, beweisen, dass op jidde Fall duerch d'Vidéosurveillance een 72% vu Fäll huet, wou een e Kapp kann op eng Affär setzen. Bei 38% huet een och en Numm a bei 34% huet een awer e Gesiicht. Bon, et konnt een näischt mam Gesiicht ufänken, mä et huet een awer op d'mannst e Gesiicht gehat.

Et huet een och Zuelen, déi mer presentéiert kritt hunn, déi soen, dass den Taux d'élucidation an de Stad méi héich ass wéi zu Esch a wéi zu Dikrech. Ech muss Iech soen...

(Interruptions)

Oder Ettelbréck, pardon, Ettelbréck.

Madame Presidentin, et muss ee wëssen, dass bestëmmt net d'Kameraen eleng deen héijen Taux do erklären. Ech mengen, et ass wichteg, an do wier ech och frou, Madame Presidentin, dass d'Regierung net an déi falsch Richtung geet, mä dass d'Zuel vun de Polizisten um Terrain wichteg ass. Et geet net duer, Polizisten am Büro ze hunn; et geet net duer, Polizisten am Ausland ze hunn; et ass virun allem wichteg, dass ee Polizisten um Terrain huet, Polizisten, déi Rondë maachen, Polizisten, déi och eng Präsenz markéieren.

An deene Quartieren, déi mer elo zitéiert hunn, virun allem Kinnekswiss a Gare, ass awer och nach eng ganz aner Aarbecht, dat ass déi vun de Streetworker. D'Streetworker sinn immens wichteg, déi Kontakt kënnen hunn an déi och preventiv kënnen do hëllefen an och Informatioune kréien. Ech schwätzen elo net vun Délatioun, mä op jidde Fall Preventioun an Informatioun. A selbstverständlech kann ech mer virstellen, Madame Presidentin, dass de Stater Schäfferot ganz frou wier, wann d'Regierung eis géif haut ukënnegen, dass se Suen hätt, fir déi Streetworker an déi Aarbecht vun de Streetworker an der Gemeng ze favoriséieren, an dass se doduerch vläicht de Budget hätt, fir vläicht deen een oder deen anere Streetworker och nach ze bezuelen.

Bei der Effikassitéit, Madame Presidentin, hunn ech e puer Saache gesicht. Fir d'Éischt hunn ech de Bruce Schneier fonnt. Dat ass e Spezialist an der Sécherheet, an en ass och deen, dee responsabel ass vun der Sécherheet bei British Telecom. An dee sot iwwert d'Vidéosurveillance: „They actually solve very few crimes, and their deterrent effect is minimal."

Also, hie seet, «si les caméras garantissaient la sécurité des citoyens, Londres, la ville la plus vidéosurveillée,...», mat ongeféier 500.000 Kameraen, «…serait la ville la plus sûre du monde. Mais ce n'est pas le cas, du fait des limites matérielles des caméras, de l'incapacité de la police à gérer le flux d'images et enfin des capacités d'adaptation des délinquants. Pour tenter d'expliquer cet échec, il suggère une autre explication. Selon lui, la vidéosurveillance ne réduit pas la criminalité, mais la déplace vers des zones non surveillées.»

An dann: «Les 500 millions de Livres sterling dépensées (en dix ans) pour développer et réparer le réseau de caméras de surveillance seraient plus efficaces, plus rentables, s'ils servaient à payer des officiers de police patrouillant dans les rues.» Dat seet deen Här, wéi gesot, dat heescht iwwert d'Effikassitéit.

Den Här Braz huet et scho virdru gesot, dass et net duergeet. An an England, wann een d'Rapporte liest, an ech hunn och gekuckt, de franséische Senat huet och e Rapport gemaach - et si vill Rapporte gemaach ginn -, et gesäit een iwwerall, dass op jiddwer Fall d'Vidéosurveillance eleng net duergeet. Eng Vidéosurveillance eleng ass net e Remède fir d'Preventioun, a virun allem och net e Remède, fir e Fall opzeklären.

Et gesäit een, dass et awer och verschidde Gefiller gëtt bei de Leit. Et gëtt eng Kéier dat objektivt Gefill, an et gëtt eng Kéier dat subjektivt Gefill. Et gëtt eng Kéier dat objektivt Gefill, well ee weess, dass eng Kamera do ass. Et fillt ee sech méi sécher, well een och Zuele gesäit, well ee gesot kritt, dass dann den Taux d'élucidation vun Affären an der Stad méi héich ass wéi op enger anerer Plaz. Mä et gëtt och dat subjektivt Gefill. Et gëtt dat subjektivt Gefill vu verschidde Leit. An dat war de Fall zum Beispill am Aldringen oder op der Gare, wou verschidde Leit gesot hunn „Ech traue mech net méi dohinner ze goen, well ech Angscht hunn." A fir verschidde Leit geet dann eng Kamera duer.

Mä et soll een dat net op eng Kamera limitéieren. Eng gutt Beliichtung hëlleft och. Wann Der virun der Gare de Parvis schwaarz loosst a Kameraen installéiert, hëlleft dat net vill. Wann Der an der Kinnekswiss d'Gestrüpper alleguerte loosst, dass een net derduerch gesäit, hëlleft et net vill. Dat heescht, et sinn nach ganz vill aner Facteuren - wéi ech virdru gesot hu vun der Präsenz vun der Police - mä aner Facteuren, iwwert d'Beliichtung, iwwert d'Visibilitéit, déi och wichteg sinn, d'Gestrüpper méi kleng maachen, et cetera. Dat heescht, dass dat Sécherheetsgefill eng Saach ass, mä dass et net muss en Argument ginn, dass duerch d'Kameraen op jiddwer Fall dat subjektivt Gefill bei de Leit géif da besser ginn. Mä au contraire, et ass eng Rëtsch vu Saachen, déi ee soll do zesumme maachen.

Madame Presidentin - zur Konklusioun - si mir der Iwwerzeegung, dass op deene Siten, wou d'Kameraen elo sinn, se gerechtfertegt sinn, op deenen dräi Siten; dass et wichteg ass, op jiddwer Fall, dass déi Garantien, déi mer elo gefuerdert hunn, an déi och bis haut ginn ass - iwwert de Wee kuckt, wéi laang et gehale gëtt, firwat et ka benotzt ginn -, musse bestoe bleiwen. Et kann net sinn, dass et eng Zone de nondroit gëtt, wou een dann op eng Kéier net weess, wie wat gekuckt huet.

Au contraire, mir maachen nach eng Kéier e waarmen Appel, fir dass d'Regierung déi Regele vu striktem Puisage d'information, déi se hei an deem heite Fall huet, och op anere Ministèren an aneren Administratioune géif verbreeden. Dat heite sollt awer, wéi gesot, net eleng sinn, et ass e Gesamtkonzept. An ech widderhuelen nach eng Kéier: D'Präsenz um Terrain, d'Streetworkeren, d'Beliichtunge sinn all déi Punkten, déi mussen zesumme gekuckt ginn, fir effikass, preventiv an och fir d'Resolutioune vun Affären, fir kënnen en Täter ze fannen.

Mir sinn der Meenung, dass muss e Bilan gezu ginn. Et muss e regelméissege Bilan gezu ginn, et kann net sinn... Well den Text gesäit jo och vir, dass de Minister am Fong kann, eleng nodeem en e Comité de prévention gefrot huet, déi eng oder déi aner Kamera installéieren. Ech hunn och de Minister gefrot an der Kommissioun, ob aner Gemenge bis elo d'Demande gemaach hunn, fir esou Vidéosurveillance ze maachen. En huet mer bis elo gesot, dass keng eng aner Gemeng eng Demande gemaach huet.

Ech muss Iech soen, dass dat, wat an der Stad gemaach ginn ass, am Ufank, an ech ginn et zou, ech Douten hat, ech mer Suerge gemaach hunn. Ech gesinn awer elo, dass mer op deenen dräi Plazen et limitéiert hunn, mat deem Konzept - wéi ech och vidru gesot hunn, wat mer mussen alles abannen, mat deene Garantien, déi mer hunn, wéi et gekuckt gëtt - kënne schaffen, kënne liewen.

Mä déi Motioun vum Här Braz, déi seet, dass et muss transparent bleiwen, transparent gekuckt ginn, an, Madame Presidentin, wéi ech och scho virdru gesot hunn, mat der Insistenz vun eiser Partei, dass eng Kéier iwwer all déi Kamerae geschwat gëtt, déi hei am Land sinn, iwwer all déi Vidéosurveillancen, déi net vun der Police gemaach ginn, déi fir mech och e grousse Problem sinn, well een net weess, wat domadder, mat deenen Donnéeën, geschitt, wie se ka benotzen. An ech hu keng Loscht, wann ech tanke ginn, déi dann op „Youtube" ze gesinn, an dass iergendeen duerno déi eng oder déi aner Donnéeën huet, an dass ech do guer keng Garantien hunn. Wéi gesot, wa mer eis op deen heite Projet limitéieren, fënnt den Innenminister och mat der Demokratescher Partei e Partner, mat deem e ka schaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Bettel och Merci. An ech géif dann als nächste Riedner den Här Haagen huelen.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kamerae vum Pilotprojet Visupol sinn zënter dräi Joer an dräi Zonen an der Stad Lëtzebuerg installéiert. Dat ass schonn ernimmt gi vun deenen Intervenantë vu virdrun. D'Surveillance, also d'Filmen - an dat ass och scho gesot ginn - muss duerch speziell Schëlder gekennzeechent ginn, esou datt all Bierger sech däers bewosst ass.

D'Zil vun der Kameraiwwerwaachung ass oder soll d'Preventioun vu kriminellen Akten an Délite sinn. D'Sécherheetsgefill vun de Leit soll esou verstäerkt ginn, och wann een net direkt ka beweisen, datt doduerjer manner Strofdote gemaach ginn. Am Beräich vun den Opklärunge vun den Affären, also wou d'Police mat enger Plainte konfrontéiert ass, schéngt et, wéi wa Visupol e gewëssen Erfolleg hätt, deen awer och net iwwerragend ass. An der Intérieurskommissioun ass souguer vun den offizielle Stelle gesot ginn, datt d'Opklärungsquot vum eenzelne Contrôleur an Opérateur vun de Filmsequenzen ofhänkt. Ee vun den Haaptpunkte schéngt also d'Ausbildung, d'Formatioun an de Statut vun dëse Leit ze sinn; ech wäert spéider nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Wa mir vun Opklärungsquote schwätzen, da musse mer awer och an deem Kontext dovunner schwätzen, wéi vill Fäll da poursuivéiert gi sinn a wéi vill Affären da viru Geriicht ofgeschloss gi sinn. Momentan schéngt et esou ze sinn, datt nach keng eenzeg Affär duerch d'Preuve vun der Vidéosurveillance zu enger Veruerteelung gefouert huet. D'Effikassitéit vum System hänkt och of vum Prozentsaz vun den Opklärunge vun deene verschiddenen Infractiounen.

Wann d'Vidéosurveillance an déi domadder verbonnen Opstellung vun de Kamerae just eng Verschiebung vun den Déliten - wéi zum Beispill Drogeverkaf an aner Uertsdeeler oder aner net iwwerwaachte Stroossen - mat sech bréngt, dann denken ech net, datt dëst dat richtegt Resultat ass, datt dëst de richtege Wee ass. Och däerf, an eisen Aen, d'Vidéosurveillance net duerzou féieren, datt de Bierger mengt, e wier an enger absoluter Sécherheet. D'Vidéosurveillance ass en Instrument, wat soll e preventive Charakter hunn, an et kann net absolut verhënneren, datt eng Infractioun gemaach gëtt.

An deemselwechte Kontext muss een analyséieren, wéi vill dëse System da kascht - och dat ass schon ugeschwat ginn -, wéi vill d'Sécherheet eis wäert ass a wat dobäi erauskënnt. Dëst si Froen, déi een och muss beäntwerten, ier ee sech iwwerhaapt d'Fro stellt, ob ee perséinlech mat der Vidéosurveillance d'accord ass oder net, an a wat fir engem Degré se soll ugewannt ginn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Soll Visupol d'Präsenz vun de Beamten um Terrain ersetzen? Brauche mir da manner Polizisten um Terrain? Ass dëst erwënscht? Vidéosurveillance kann net déi eenzeg Léisung si fir d'Preventioun an d'Opklärung vun Infractiounen. Si däerf och keng sozial Ausgrenzunge vu verschiddene Bierger oder Kategorië vu Leit mat sech bréngen. Awiefern spille bei esou engem Projet déi finanziell Iwwerleeungen? Dat hunn ech scho gesot.

Här President, ass Vidéosurveillance eng Videoprotektioun, also soll se de Bierger schützen? Ass et eng Videopreventioun, dat heescht, soll se verhënneren, datt Déliten a Crimë gemaach ginn, oder eng Videoopklärung, dat heescht, soll de System Infractiounen opklären? Dës dräi verschidden Aufgabe spille bei jiddwerengem subjektiv an der Beuerteelung vun der Vidéosurveillance mat, an och de Ministère an déi verschidde Sécherheetsorganer hu sech sécherlech och hir eegen Interpretatioun gemaach. D'Fro ass also ganz kloer: Wat wëlle mer?

An deene leschte Joren ass an der Stad de System Visupol probéiert a getest ginn, an d'Zuele missten am Fong bei deenen dräi Aufgabe vu Visupol d'Äntwerten op dës Froe ginn. Ech denken, datt dëst net eng parteipolitesch Fro ass, mä datt et an alle Parteien heiriwwer verschidde Meenunge gëtt. Diskussioune gëtt et also an de Parteie selwer, an och an der LSAP gëtt et heiriwwer ënnerschiddlech Appréciatiounen.

Ech perséinlech bezweifelen och, datt de preventive Charakter hei bewisen ass. Wat d'Opklärung ugeet, esou ass hei e Resultat do. D'Aussoe vum zoustännege Minister, datt Privatleit oder Entreprisen och öffentlech Plaze mat géife filmen, huet awer och d'Membere vun der Intérieurskommissioun erstaunt, an et kann ee sech froen, ob d'Entreprisen alleguerten eng Genehmegung hunn, déi kompatibel zum Dateschutzgesetz ass.

Am Artikel 11 vum Règlement grand-ducal vum 1. August 2007 steet, datt fir Visupol, also déi Zonen, déi ënner Vidéosurveillance sinn, Schëlder oder Piktogramme missten drop hiweisen, datt hei gefilmt gëtt. Gëtt d'Gesetz iwwert den Dateschutz dann och an dësem Fall fir déi aner Surveillancen, dat heescht zum Beispill fir Banken, Ministèren, Entreprisë respektéiert?

Am rezente Règlement ministériel vum 20. November 2009 geet Rieds vu véier Zones de surveillance - also eng méi wéi am Rapport, dee mir an der Intérieurskommissioun kritt haten: déi vum Stadion, déi och dann nëmmen temporär benotzt gëtt. Et gëtt och net méi op de Comité de prévention communal oder intercommunal verwisen, deen am Règlement grand-ducal vum 1. August 2007 steet. Ech denken awer, datt et wichteg ass, datt all Décisioun am Reglement honnertprozenteg konform zu der Gesetzgebung ass.

Här President, ech wëll hei net falsch verstane ginn. D'Preventioun an d'Sécherheetsgefill kënne subjektiv gutt sinn, mä d'Prozedur vun der Vidéosurveillance muss och konform zum Gesetz sinn, datt eng Uklo och vum Parquet ka poursuivéiert ginn. De Rapport iwwer Visupol ass a mengen Aen - eng Powerpoint-Presentatioun; ech soen de responsabele Stellen awer Merci fir déi Presentatioun -, mä nieft de Statistike vun den Zuelen iwwert d'Délinquence vun 2009 hätt ech mir eng schréftlech Interpretatioun an Argumentatioun vun der Police, awer och Avisen zum Beispill vu Soziologen, Kriminologen oder aner onofhängege Spezialisten an der Matière gewënscht. An am Rapport feelt ganz einfach d'Evaluatioun an d'Konklusioun, an duerfir kann en zu villen Interpretatioune féieren.

Fir elo net op déiselwecht Zuelen an déiselwecht Thematik anzegoe wéi déi Intervenantë virdrun, hunn ech ee bessere Verglach gesicht, a fir eng besser Beuerteelung ze kréien, hunn ech mech dorobber baséiert op de „Rapport sur l'efficacité de la vidéoprotection" vum franséische Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales vum Juli 2009.

D'Haaptkonklusioune vun dësem Rapport, deen a Frankräich och ëmstridden ass - et gëtt souguer eng Internetsäit, oder en Internet Site, „BugBrother", deen d'Ineffikasitéit vun der Vidéosurveillance soll beweisen -, dës Konklusioune sinn also, ouni elo an d'Detailer ze goen, folgend - déi kann een deelweis och interpretéieren op de Lëtzebuerger Modell, wéi ech deen elo emol wëll nennen: De Verglach vun Uertschaft zu Uertschaft, dat heescht vu Stad zu Stad, ass ganz verschidden an hänkt vu villen Donnéeën of, der Gréisst vun de vidéosurveilléierten Zonen, d'Zort vun den Déliten, d'Organisatioun vun der Police an d'Strofmooss vun de reprochéierte Faiten.

An deem franséische Rapport gëtt och preziséiert, datt d'Analys iwwer een Zäitraum - an der Moyenne waren et aacht Joer - vun zeng Joer gaangen ass, fir den Effet vum „Feu de paille", dat heescht eppes, wat nei ass, also de Fait, datt et nei ass, vun deenen neie Kameraen ze verklengeren. Dëst gëtt trotzdeem eng méi fiabel Interpretatioun vun den Zuelen.

Eng Konklusioun vum Rapport ass awer och, datt d'Vidéosurveillance nëmme kann am Package - an dat ass och schonn ugeschwat gi vu Virriedner - an nëmmen am Zesummespill mat der Police ka funktionéieren, an datt, wéi scho gesot, de repressiven Impakt nëmme spillt, wann och eng Sanktioun vum zoustännege Geriicht ka gesprach ginn. Dat schéngt engem och evident ze sinn. De Rapport hält ënner anerem fest, datt d'Délinquence an der Moyenne méi séier erofgaangen ass an deene Gemengen, déi eng Vidéosurveillance haten. Do, wou d'Delikter en général an d'Luucht ginn, weist de Rapport awer ganz kloer, datt d'Augmentatioun vun den Delikter net esou séier an d'Luucht geet, wou eng Vidéosurveillance ass. D'Kriminalitéit hëlt also net of, mä si geet manner séier an d'Luucht.

D'Enquêteuren hunn an dësem Kontext ëmmer erëm op d'Biller zréckgegraff, an et ass scho bal eng ganz normal Procédure ginn, fir am Kader vun Enquêten dorobber zréckzegräifen. D'Zuel vun de Persounen, déi duerch d'Videoen inculpéiert gi sinn, ass deemno och an d'Luucht gaangen. D'Opklärungsquot, an dat ass interessant, ass awer nëmmen do significativ, wou eng grouss Zuel vu Kameraen, also eng grouss Densitéit vu Kameraen installéiert ass.

D'Vidéosurveillance ass vun der franséischer Police a Gendarmerie ganz appréciéiert ginn, well se och méi eng global, méi eng prezis Interventioun um Terrain erlaabt huet. Dëst war awer nëmmen de Fall do, wou genuch Kameraen opgeriicht waren. A Stied, wou d'Vidéosurveillance ugewannt gëtt, ass d'Opklärungsquot méi grouss. Si hänkt awer och, wéi scho gesot, vun der Zuel vun de Kameraen of.

D'Bild an d'Enregistrementsqualitéit souwéi de Standuert vun de Kameraen ass och determinant, fir datt d'Biller och kënne fir een uerdentleche Gebrauch fir d'Enquêten ugewannt ginn. De sougenannte „Effet plumeau", also den Déplacement vun der Kriminalitéit a Richtung Zonen, déi keng Vidéosurveillance haten, war erstaunlecherweis an deem Rapport, an där Konklusioun net enorm. D'Opérateuren, also d'Côntroleure vun de Biller hunn och eng entscheedend Roll gespillt, an duerfir ass am Rapport och festgehale ginn, datt ee Référentiel de formation des opérateurs des centres de supervision ausgeschafft muss ginn. Ech denken, och dat ass eng interessant Iddi. D'Ausbildung an d'Formatioun vun der Police kéint och iwwert d'Biller vun der Videoprotektioun verbessert ginn, well hei déi verschidde Situatioune reell duergestallt kënne ginn.

Zum Schluss stellt de franséische Rapport fest, datt d'Videoprotektioun, wéi d'Vidéosurveillance hei genannt gëtt, seng Effikasitéit bei der Preventioun vun Delikter bewisen huet, an dat net nëmmen am Perimeter vun der Vidéosurveillance. Och wann d'Vidéosurveillance eng indiskutabel Hëllef bei den Enquêten duerstellt, esou ass d'Opklärungsquot moderéiert, well d'Zuel, also d'Densitéit vun de Kameraen net héich genuch ass - an de Stied war eng Moyenne, ee Ratio moyen ugewannt gi vun enger Kamera op ronn 1.700 Awunner - oder well d'Material an dësem Fall et net ëmmer erlaabt huet, fir prezis Identifikatiounen ze maachen. En anere wichtegen Aspekt ass awer och d'Ausbildung - an dat ass och ugeklong - vun den Opérateuren, déi d'Biller kontrolléieren. Mat hinne steet oder fält d'Opklärungsquot.

Zum Schluss wëll ech soen, datt d'Vidéosurveillance nëmmen e Sënn mecht, wa se och zum Schluss ee Moyen de preuve fir d'Geriichter ka sinn. D'gesetzlech Konformitéit vun der Vidéosurveillance ass also eng absolut Konditioun. Mat enger punktueller - an da kommen ech zum Schluss - Uwendung vun der Vidéosurveillance kéint een d'accord sinn, sous condition datt mer eng Kéier eng richteg Evaluatioun als Diskussiounsbasis hunn. Dëst ass och zum Deel an enger Motioun vum Gemengerot vun der Stad Esch gefuerdert ginn.

Zum Schluss wëll ech nach drop hiweisen, datt d'Madame Lydie Err an hirer Interventioun op déi juristesch Aspekter vun der Vidéosurveillance ageet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Haagen Merci, an als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Debatt haut de Mëtteg, déi gëtt eis d'Geleeënheet als Parteien, fir eis alleguer an deem - géif ech soen - delikate Problem hei ze positionéieren. Ech mengen, esou wéi d'Debatt bis elo gelaf ass, parteiiwwergräifend ass jiddwereen dergéint, datt mer en totalen Iwwerwaachungsstat solle kréien. Dat ass och dat, wat d'ADR an hirem Wahlprogramm festgeschriwwen huet, datt mer géint en totalen Iwwerwaachungstat sinn, zum Beispill d'Sammele vu biometreschen Daten, d'Online-Iwwerwaachung vu private Computeren oder Kierperscanneren - wou mer och eis Problemer hunn -, d'Späicherung vun Date vun Tëlefon-, Handy- an Internetverbindungen, esou wéi mer och géint eng flächendeckend Kameraiwwerwaachung sinn.

D'Kameraiwwerwaachung op öffentleche Plazen oder Stroosse kann eiser Meenung no awer punktuell agesat ginn, do wou d'Verhältnismëissegkeet stëmmt, do wou noweisbar kann dee preventive Charakter vum Asaz vun esou Kamerae bewise ginn, an och wou d'Opklärungsquot deementspriechend Resultater opzeweisen huet. Et ass och wichteg, datt mer Transparenz an deem ganzen Dossier hunn, datt all Mënsch weess, datt déi gesetzlech Bestëmmungen och respektéiert ginn. An ech mengen, d'lescht Woch hate mer an der zoustänneger Kommissioun doriwwer en detailléierte Rapport kritt, a souwäit wéi mir dat alleguerte konnte gesinn, mengen ech, ware mer eis och eens, datt déi gesetzlech Bestëmmungen hei integral respektéiert gi sinn.

D'individuell Rechter vu Fräiheet däerfen net zur Dispositioun gestallt ginn. De Wäert vun der Privatsphär muss absolut respektéiert ginn. Niewent de Videokamerae mussen natierlech och nach eng Rei vun anere Moossnamen agesat ginn - an déi sinn de Mëtteg och schonn hei gesot ginn -, sief et d'Präsenz vun der Police um Terrain, sief et um Niveau vun den Infrastrukturen.

Mir hunn am Ableck zwou Zorte vu Videoiwwerwaachungen, déi duerch d'Gesetz vum 2. August 2002 iwwert den Dateschutz geregelt sinn, a mir befaassen eis haut haaptsächlech mat deem Volet, deen dem Innenminister ënnersteet, d'Police, an déi iwwer Reglement d'Zones de sécurité festleeën. D'CNPD ass zoustänneg fir d'Autorisatioune fir privaten an och öffentlechen Terrain. De Rapport, dee mer d'lescht Woch virgestallt kritt hunn, huet och dräi Zonen analyséiert, dräi Zonen hei an der Stad. D'Zon A: de Lampertsbierg, B: Centre-ville, den Aldringer an C: d'Gare. Déi véiert, de Stade Josy Barthel, ass net analyséiert ginn, ass jo och nëmme punktuell asazfäeg.

Wat mer gären hätten, och an der Kommissioun an Zukunft, an der Diskussioun, dat ass dat, wat ech elo grad gesot hunn: Transparenz. De Volet, wat den Innenminister ubelaangt, do hu mer, mengen ech, Transparenz d'lescht Woch kritt duerch déi Dokumentatiounen an och Äntwerten op ons Froen, déi mer gestallt hunn. Mä et ass awer och wichteg, an d'Kommissioun huet och duerfir festgehalen, datt mer déi Responsabel vun der CNPD an d'Kommissioun komme loossen, fir datt si eis och eng Kéier do e Bilan maachen, en Inventar maachen, wat alles autoriséiert ass an ënner wat fir enge Konditiounen, wéi d'Garantien do sinn a wéi d'Surveillance dovunner ass.

Et si jo net nëmme Privatleit oder Privatgesellschaften, déi eng Autorisatioun kritt hunn, mä och staatlech Verwaltungen, well et gëtt jo och nach staatlech Gebaier. Ech huelen hei ronderëm den Ausseministère; ech huelen hei d'Chamber, dee ganze Regierungsvéierel hei bis bei de Palais, wou esou Surveillancë sinn, déi net ënnert d'Bestëmmunge vum Innenminister falen, mä da warscheinlech eng Autorisatioun hu vun der CNPD, a wou mer awer dann och musse wëssen, wat do alles autoriséiert gëtt a wat mat deem Material geschitt.

Et ass virdrun hei gesot ginn - d'Preventioun -, ob déi Kameraen, ob déi en Afloss op d'Preventioun hätten. Et ass sécherlech schwéier festzestellen, ob manner oder méi géif geschéien, well et weess ee jo net, wat hätt kënne geschéien, oder dat, wat net geschitt ass, well Kameraen do sinn, dat léisst sech jo net feststellen.

Dofir däerft et wahrscheinlech schwéier sinn, fir iergendwéi eng Kéier e Bilan ze kréien, wou ee ka soen, duerch d'Kameraen ass dat an dat net geschitt, well dat einfach net feststellbar ass.

Déi zweet Fro, déi opgeworf ass, ass déi vun der Verdrängung. Wa mer hei an der Stad op der Gare eng gewësse Verdrängung kënne feststellen op de Leschte Steiwer, dann ass dat net wéinst de Kameraen, déi ronderëm d'Gare oder op der Gare stinn, mä dann ass dat ganz einfach opgrond vun den Infrastrukturen, déi sech nun emol eben um Leschte Steiwer ënnert der Fixerstuff befannen, a well d'Leit d'office einfach dohinner ginn, well do déi Infrastrukture sinn. Et huet also näischt mat enger Verdrängung ze dinn.

Wann ee wëllt e Verglach maachen, da mengen ech, huet dat Dokument, wat mer kritt hunn, e puer wichteg Donnéeë matginn, an zwar sinn dat déi zwou Säiten, déi mer nokritt hunn. Do, wou vergläichbar Zone matenee verglach si ginn. Et ass nämlech d'Stad - d'Gare - geholl ginn, et ass Esch - d'Gare - geholl ginn an et ass Ettelbréck - d'Gare - geholl ginn. Wann een déi Chifferen da kuckt - déi also vergläichbar sinn -, da stellt ee fest, datt hei an der Stad, do wou Kamerae sinn, 80 Infractioune festgestallt si ginn. Am gläichen Zäitraum sinn zu Ettelbréck 69 Infractioune festgestallt ginn an zu Esch sinn der 126 festgestallt ginn.

Wann een da weess, datt hei an der Stad e Villfacht vu Leit wunnt vis-à-vis vun Esch an datt an der Stad och e Villfacht vu Leit owes an am Dag sech beweegt vis-à-vis vun Esch, da misst am Fong d'Zuel vun den Infractiounen hei an der Stad op der Gare e Villfacht méi héich sinn, wéi dat zu Esch de Fall ass. Déi Zuelen, déi mer awer kritt hunn, beweise just de Contraire. Zu Esch si se 50% méi héich wéi an der Stad. Dat heescht, am Fong ass déi geféierlechst Plaz am Land, wou Infractioune kommen...

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Just eng kleng Fro, eng ganz kleng Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …ass d'Escher Gare.

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der, datt den Här Braz Iech eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Escher Schäffe ka selbstverständlech eng Fro stellen.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Dir hutt jo déi Zuele genee gekuckt. Ass Iech dann opgefall - Dir sot, dat wär elo déi geféierlechst am Land, dat ass falsch -, dass zum Beispill déi Zuelen, déi mer genannt kritt hu vun Ettelbréck, wann een och déi par rapport zu der Bevölkerung héichrechent, ass op der d'Ettelbrécker Gare duebel esou vill lass wéi zu Esch op der Gare, nach duebel esou vill, berengegt mat der Populatioun?

Mä dat ass awer keng gutt Argumentatioun, déi Der do ufeiert...

M. le Président.- Jo, Här Braz, wann ech gelift, stellt Är Fro. Et ass elo net, fir hei en Dialog ze féiere mam Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...den Här Braz wëllt meng Ried hei halen...

M. le Président.- Voilà, stellt eng kuerz Fro an da kritt Der vum Här Gibéryen och eng kuerz Äntwert.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Meng Fro war, ob den Här Gibéryen, wann e schonn esou eppes seet, dann net gemierkt huet, dass dat, wat en elo grad gesot huet, net richteg ass...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach, dach!

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- …well déi Zuelen, fir Ettelbréck zum Beispill - nach eng Kéier - populatiounsberengegt duebel esou héich leien.

M. le Président.- Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Braz wëllt - wéi ech gesot hunn - meng Ried hei halen. Well ech wollt no Esch och op Ettelbréck kommen. Mä d'Realitéit ass, datt zu Esch op der Gare d'Kriminalitéit 50% méi héich ass wéi op der Stater Gare, obschonn...

(Interruption)

Et gëtt sécher nach en Duerf vläicht am Land, wou méi Kriminalitéit ass, wat net onméiglech ass! Mä op jidde Fall, vis-à-vis vun der Stater Gare ass d'Escher Gare vill méi geféierlech, obschonn, wéi gesot, zu Esch vill manner Leit zirkuléieren a vill manner Leit och zu Esch wunnen.

Wa mer schwätzen, ob déi Kameraen e preventive Charakter hunn, dann ass dat heite vläicht e Beweis, datt op deenen zwou Garen, nämlech Esch an Ettelbréck, d'Infractioune vill méi héich sinn am Verhältnis wéi an der Stad, wou Kamerae sinn. Et ass also vläicht den eenzege Beweis, well et ass net d'Opklärungsquot, déi virdrun hei genannt ginn ass, déi een do kann a Verglach zéien. Mä et ass d'Zuel vun den Infractiounen, déi ee muss kucken. A wann och an der Stad, wou d'Kamerae sinn, d'Opklärungsquot ëm 10% méi héich ass wéi zu Esch oder nach e bësse méi héich vis-à-vis vun Ettelbréck, dann ass do d'Opklärungsquot prozentual méi héich zu engem méi klenge Chiffer, wat also d'Resultat nach eng Kéier géif verbesseren.

Et muss een also wëssen, datt op deenen zwou Garen, wou keng Videokamera ass, datt do d'Infractioune vill méi héich si wéi hei an der Stad. An ech mengen och, dofir, Här President, wier den Här Innenminister gutt beroden - a mir sinn och Demandeur - a mir sinn och Demandeur, datt den Innenminister soll d'Prozedur déclenchéieren, fir souwuel zu Esch wéi zu Ettelbréck där Videokameraen op de Garen ze installéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass nämlech souwuel… - et ass eis an der Kommissioun gesot ginn, datt den Här Procureur Demandeur ass, zumindest wat Esch ubelaangt - an d'Reglement gesäit elo vir, datt souwuel muss en Avis vum Directeur général vun der Police do sinn, mat statisteschem Material, et muss en Avis vum Procureur d'État do sinn - déi Demande läit jo scho praktesch vir - an dann ass nach de Comité de prévention communal, dee muss säin Avis ofginn. Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Escher Gemeng, déi jo och fir d'Sécherheet vun hire Bierger responsabel ass, scho wäert e positiven Avis ofginn, fir datt dann den Innenminister kann e Reglement huelen, fir eben och zu Esch - an zu Ettelbréck - där Kameraen do ze installéieren.

Ech mengen, menger Meenung no ass dat doten e klore Beweis, datt se e preventive Charakter hunn, an et ass och e Beweis, datt d'Opklärungsquot, do wou Kamerae stinn, méi héich ass wéi an anere Secteuren.

Mä ech wëll awer nach eng Kéier soen, et däerf een net zu där Situatioun kommen, datt mer mengen, mir missten iwwerall, wou iergendwéi e kriminellen Akt geschitt, Kameraen opriichten. Dat muss d'Exceptioun bleiwen, an et däerf een och nëmmen déi Punkten am Land eraussichen, wou mer wierklech eng konzentréiert Kriminalitéit kënne feststellen, an dat ass… Ech mengen, déi Plaze si bekannt, an da sollt een opgrond vun deenen Erfahrungswäerter, déi een huet, och do Kameraen installéieren.

Mir sinn also offiziell a formell Demandeur un den Här Innenminister, fir déi Prozedur ze déclenchéieren, fir souwuel zu Esch wéi zu Ettelbréck och där Kameraen ze installéieren. An ech sinn och, wéi gesot, iwwerzeegt, datt déi zwee Gemengeréit, souwuel dee vun Esch wéi dee vun Ettelbréck, wäerte positiv am Intérêt vun hirer Sécherheet, vun hire Bierger dorobber reagéieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An als nächste Riedner hunn ech den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, trotz menger kuerzer Zäit: Et gëtt eng Anekdot aus dem Krich: De Mann sëtzt op der Toilette an en zitt Waasser. An dann dee Moment fält eng Bomm op d'Haus. Da geet en herno verzielen: „Well ech Waasser gezunn hunn, ass mäin Haus zesummegefall." Dat heescht, et muss een also mat der Analys vun Ursaachen a Wierkungen äusserst virsiichteg sinn.

A grad an der Fro vu Kriminalitéit a Preventioun an ech weess net wat alles muss een ëmmer kucken, wéi vill ënnerschiddlech Facteuren dass do kënne matwierken, an net mengen, et wär just een, an dat kéint ënner Ëmstänn nach dee falsche sinn.

Erlaabt mer awer eng iwwerspëtzt Formel, mat där ech eigentlech wollt ufänken: Den individualiséierte Bierger, dee fir alles selwer verantwortlech ass an deem Netz vun der sozialer Solidaritéit, riskéiert, verluer ze goen. Dee muss logescherweis enger méi grousser Kontroll ënnerworf ginn, fir ze verhënneren, dass en ausbrécht.

Hannert där iwwerspëtzter Formuléierung steet einfach d'Suerg ëm d'Gläichgewiicht tëschent dem berechtegte Bedürfnis no Sécherheet op där enger Säit - woubäi een nach misst definéieren, wat een iwwerhaapt ënner Sécherheet alles versteet - an op där anerer Säit de fräiheetleche Grondrechter. An esou enger sensibeler Fro muss een immens virsiichteg sinn, well se beréiert d'Grondprinzipië vun eiser Demokratie.

Mir stellen an deene leschte Joren - dat ass schonn des Öfteren hei gesot ginn, ech mengen, vu villen heibannen -, mir stellen an deene leschte Joren eng bedenklech Tendenz fest, d'Grondrechter mat dem Argument vun der Sécherheet progressiv anzeschränken. Une fois n'est pas coutume. Déi däitsch Justizministerin - déi däitsch liberal Justizministerin - huet an engem interessanten Artikel zu der Fro vum autoritäre Stat gesot, mer riskéieren, eis zouzebewegen op eng nei Sécherheetsarchitektur, „eine Sicherheitsarchitektur, die den einer freiheitlichen Gesellschaftsordnung allein angemessenen Grundsatz «Im Zweifel für die Freiheit» in sein Gegenteil zu verkehren droht".

Iwwert d'Vidéosurveillance konkret ass hei quasi alles gesot ginn. Iwwert d'Verlagerung, iwwert dat falscht Sécherheetsgefill vun de Leit, iwwert déi ëmstridden Effete vun der Preventioun... Et kéint een nach vläicht derbäi soen, dass et och Stroftäter gëtt, déi d'Publicitéit an d'Opmierksamkeet speziell sichen. Déi kréie mer also de toute façon och net ofgeschreckt, sondern déi lackele mer un. Et kann een och vläicht nach eng Kéier widderhuelen, dass et bedenklech ass, systematesch mënschlech Präsenz, net nëmme Polizei, am Allgemenge menschlech Präsenz duerch technesch Installatiounen ëmmer méi ze ersetzen.

Also ech mengen och, an duerfir ënnerstëtzen ech och dem Här Braz seng Motioun, et muss hei eng seriö...

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Ech sinn a mengem leschte Saz.

Ech mengen also, et muss hei eng seriö Evaluatioun gemaach ginn, eng wëssenschaftlech Evaluatioun, déi déi verschidde Facteure berücksichtegt, déi vun onofhängegen Instanzen duerchgefouert gëtt, awer iwwert déi Evaluatioun eraus wierklech ëmmer erëm déi grondsätzlech Debatt iwwert den Équiliber tëschent der Sécherheet an de Grondrechter, an dofir plädéieren ech och fir e Moratoire a puncto Ausdehnung vun der Videoiwwerwaachung.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. An als lescht Riednerin hunn ech d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Vidéosurveillance, dat ass entre-temps mengen ech jiddwerengem kloer, ass vielschichteg an duerfir komplizéiert. Well wien ass net schonn emol heiansdo berouegt an de Parking eragaangen, well en eng Plaque gelies huet: „Vidéosurveillance" - jiddefalls bis dee Moment wou en, wéi ech, an der Kommissioun gewuer ginn ass, dass hannert där Kamera kee sëtzt, deen erauskënnt, wann een ee géif brauchen?

A wien ass net genervt, wann et op der Autobunn op eemol blëtzt oder wann et blëtzt, wann een an en Haus erakënnt, an deem ee sech eigentlech net bedroht fillt.

Esou vielschichteg wéi déi Situatiounen hei, ass och d'Situatioun am Ganzen. Well d'Sécherheet ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Viraussetzung, fir datt aner Mënscherechter, wéi zum Beispill d'Recht op Fräiheet, d'Recht op de Secret vu sengem Privatliewen, d'Recht op Versammlung, d'Recht op de Schutz vu senge perséinlechen Donnéeën, kënnen an der Praxis assuréiert ginn. Duerfir brauche mer also Sécherheet, fir an enger Demokratie eis Mënscherechter kënne voll ze liewen.

D'Problematik besteet doranner, dass ze vill Fräiheet d'Sécherheet riskéiert ze stéieren an dass ze vill Sécherheet d'Fräiheet riskéiert ze ënnerbannen. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Quadratur vum Krees, déi mer haut de Mëtteg hei diskutéieren.

E puer Wierder oder e puer klärend Wierder zu Definitiounen, well vill ass jo gesot ginn, mä eigentlech déi Grondbegréffer sinn nach net erkläert ginn. Et geet also hei ëm Vidéosurveillance vun öffentlecher Hand am öffentleche Raum.

Zwee Begréffer gi gebraucht fir d'Vidéosurveillance: Vidéosurveillance a Videoprotektioun, wéi mäi Virriedner vun der Fraktioun dat hei gesot huet. Mä en fait ass dat eent just méi schéi verpaakt; de Grondbegréff ass eigentlech an deenen zwee Fäll deeselwechten.

Et geet drëm ëm d'Observatioun vun de Leit am öffentleche Raum duerch d'öffentlech Autoritéiten, duerch Video, dat heescht duerch technesch Moyenen, déi, oder och net, am Réseau kënne funktionéieren.

Loosse mer da kommen.

1. Wat ass den öffentleche Raum? Den öffentleche Raum, an deem Kontext, wou mir hei schwätzen, dat si Plazen, wou jiddweree fräi kann zirkuléieren, e Parking, eng Strooss, e Park an Ähnleches, mä och, an dat ass bis elo och nach net gesot ginn, öffentlech Raim, an déi ee kann eragoen, mä wou net jiddwereen erakënnt, wéi zum Beispill Schoulen, Discoen, Cliniquen, etc. Och déi Plaze falen ënnert dës Debatt.

2. Ausgeschloss, an dat ass am Fong och nach net gekläert ginn, dat ass d'Vidéosurveillance, wa Verteidegungsinstallatioune viséiert sinn, Vidéosurveillance vu Privatpersounen, physescher oder moralescher. An déi ass, Dir Dammen an Dir Hären, vill, vill méi problematesch nach wéi déi, déi mir haut de Mëtteg hei diskutéieren. An déi wier wierklech eng Debatt wäert, an net nëmmen eng Debatt heibannen, mä eng Debatt, nodeem e Pabeier ausgeschafft gi wär iwwer all déi Aspekter, déi d'privat Vidéosurveillance mat sech bréngt.

3. Ass ausgeschloss, d'Vidéosurveillance vu Stroossen, wou Autosplaquen, fir Verkéierfeeler festzestellen, fotografiéiert ginn, a 4., an dat interesséiert besonnesch ee vu menge Kolleegen heibannen, et geet net Rieds vu falsch oder virgetäuschtene Kameraen oder Panneauen, déi zwar warnen, dass Kameraen opgstallt wieren, mä déi am Fong déiselwecht preventiv Objektiver hunn a keng Problemer kënne stellen, wat Mënscherechter ubelaangt, awer méi Problemer kënne stellen, wat d'Responsabilitéit vun deemjéinegen ubelaangt, deen domadder am Fong d'Leit an den Iertum eraféiert.

Vidéosurveillance u sech, wat ass dat? Et ass eng Observatioun duerch technesch Moyenen, déi vill méi effikass ass wéi mënschlech Observatioun. Et kann een zum Beispill nuets vill besser iwwer Videokamerae Leit kucken. Et kann een d'Leit erunzéien, dat heescht et kann ee se zoomen, et kann ee se vergréisseren. Et ass also eppes, wat vill méi effikass ass.

Zweetens ass d'Differenz mat enger Observatioun duerch d'Mënschenaen, dass een net weess, dass een observéiert gëtt, an dass een deemno och säi Comportement net kann upassen un dat, wat eventuell vun engem erwaart gëtt.

Drëtt Differenz ass déi, dass dat, wat opgezeechent gëtt duerch d'Videokamera, enregistréiert gëtt a versuergt ka ginn a gebraucht ka ginn, vill méi spéit, souguer zu engem Moment, wou ee vläicht guer net méi drun denkt, wou een op engem bestëmmtene Moment war. An duerfir ass et evident, dass Vidéosurveillance vill méi gefäierlech ass fir eng Violatioun vu Mënscherechter wéi eng normal Observatioun duerch d'Mënschenaen. Duerfir ass et och logesch, dass et vill méi staark muss cadréiert ginn. Et ass och erkläerlech doduerjer, dass et vill méi kascht, well et technesch ganz opwänneg ass. An et ass evident, dass et vill méi Risiko betrëfft, Mënscherechter ze violéiere wéi eng normal Observatioun.

Déi Mënscherechter, déi riskéiere violéiert ze ginn duerch Vidéosurveillance, sinn éischtens emol den Droit à l'image - dat ass schonn hei ugeklongen -, ob de Respekt vun der Vie privée, ob d'Recht sech ze versammelen am öffentleche Raum an esou weider. An et gëtt eng Jurisprudenz vun der Cour européenne vu Stroossbuerg, déi seet, dass en öffentleche Raum eng „Zone d'interaction entre un individu et autrui" ass, „qui peut relever de sa vie privée".

Et ass also net esou, dass de Respekt vum Privatliewen an der Privatsphär eleng doheem geschützt ass, mä och am öffentleche Raum. Dat ass eng Donnée, déi wierklech wichteg ass.

Eng Manifestatioun fotografiéieren, ass eng offensichtlech Operatioun, déi u sech net problematesch ass, mä wann ee weess, dass déi Fotoe gestockt kënne gi während enger gewëssener Zäit, dass se kënne während zwee Joer oder dräi Joer oder méi benotzt ginn, dann ass et kloer, dass Enregistrementer, därer vill méi existéiere kënne wéi Fotografien, dass déi doduerjer net nëmme méi effikass sinn, mä och vill...

D'Konklusioun ass am Fong, dass Enregistrementer duerch technesch Moyenen soulaang kee Problem duerstellen, wa se opgeholl ginn. De Problem entsteet am Fong duerch déi Tatsaach, dass se kënnen endlos gestockt ginn an dass se kënne benotzt ginn an dass den Accès dovunner net ëmmer evident ass, dass se opgeholl gi sinn, ouni dass ee weess, dass ee surveilléiert gëtt, an dass et eben och eng Utilisation abusive vun deem Material ka ginn, dat duerch d'Vidéosurveillance kann opgeholl ginn. An och an deem Sënn gëtt et an enger Affär Peck géint England eng Jurisprudenz vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff.

Eisen aktuelle Regierungsprogramm seet, dass d'Regierung sech géif engagéieren, déi Projets pilotes, déi ënnerwee sinn, op hir Effikassitéit ze analyséieren. Ech mengen, dass dat eng interessant Saach ass. Ech mengen awer och, dass dat, wat d'Virriedner hei gesot hunn, net ganz kloer ass, dass dat, wat mir d'lescht Woch an der Commission de l'Intérieur virgestallt kruten, eng interessant Opstellung ass, mä keng Evaluatioun, an dass et och net kann als dat verstane ginn. Well et ass kengem Laien, wéi mir se all an dëser Matière sinn, méiglech mat deenen Zuelen, déi mer do geliwwert kritt hunn, Konklusiounen ze zéien, jiddefalls keng berechtegt Konklusiounen ze zéien.

Ech sinn duerfir der Meenung, dass zwar dat Material, wat mer kritt hunn, interessant ass, mä dass et net déi Evaluatioun ka sinn, déi am Regierungsprogramm steet, mä och well et keng extern Analys ass. Et kann net sinn, dass d'Police, déi déi Iwwerwaachungen zwar net exekutéiert, mä déi awer ënner hirer Verantwortung d'Verwäertung vun deem Material aus der Vidéosurveillance kritt, sech selwer am Fong evaluéiert. Dat wier ongeféier esou, wéi wann e Student, dee säi Mémoire presentéiert, sech selwer géif Punkte ginn op där Aarbecht, déi e geleescht huet. Déi Objektivitéit, déi feelt an dësem Punkt.

Et ass awer och, well d'Konklusiounen, an dat ass ugeklongen, scho feelen. An et ass och, well déi Leit, déi qualifizéiert sinn, fir déi Observatioun ze maachen a fir se ze enregistréieren, net qualifiéiert sinn, fir d'Zuelematerial auszewäerten. Duerfir brauche mer Statistiker a wahrscheinlech och Kriminologen, eventuell och Soziologen, wéi hei schonn ugeklongen ass.

Kloer ass also, dass dat, wat bis elo passéiert ass um gesetzleche Plang - villes ass schonn derzou gesot ginn -, sécherlech um Pabeier an der Rei ass. Ausser deem leschte Reglement, Här Minister, dat Der geholl hutt, wat eng Verlängerung vun engem viregte Reglement war, wat en passant awer och nach eng nei Zon agefouert huet, ouni awer gläichzäiteg all déi Konditiounen ze erfëllen, déi an anere Gesetzer sinn, notamment den Avis vum Comité de prévention, deen territorial kompetent gewiescht wier an der Stad; an dee feelt hei.

Mä et ass u sech net op der Regularitéit vun der Aféierung, wou et problematesch ass. Ech mengen, dass d'Evaluatioun u sech dat ass, wou de Punkt läit. Well soulaang wéi mer net wëssen, wat effektiv u Konklusiounen aus deenen Zuelen ze zéien ass - an ech mengen, de Laien, dee mir sinn, dee kann am Fong dorauser just schléissen, dass d'Preventioun net stattfonnt huet duerch d'Vidéosurveillance, mä dass d'Opklärung vereinfacht ginn ass.

A wa mer da kucken, wéi d'international Jurisprudenz ass, déi seet, dass Restriktioune vun der Vidéosurveillance noutwendeg sinn an indispensabel sinn, well, esou seet an engem aneren Uerteel d'Cour vu Stroossbuerg: «doit correspondre à un besoin social impérieux». Wa mer soen, e Besoin social impérieux, da muss also ganz kloer sinn, dass e But muss fixéiert sinn. An dee But ass enger anerer Jurisprudenz no net eng Vereinfachung vun der Policeaarbecht, mä eng Effikassitéit um Niveau vun der Preventioun. Déi ass jiddefalls de Moment net établéiert.

Déiselwecht Jurisprudenz seet och, dass d'Vidéosurveillance muss „proportionnée par rapport au but poursuivi" sinn. Och dat kënne mer hei de Moment net feststellen. Mä et ass sécherlech och manner wichteg, wéi dat ze wëssen: „Wat kann de But sinn?" D'Vereinfachung vun der Policeaarbecht jiddefalls eleng kann et net sinn. Also mengen ech, dass de But an eisem Fall och juristesch e Problem duerstellt. Och dann, wann der Jurisprudenz no eis Base juridique, déi kee Gesetz ass, mä e Reglement, dass dat guttgeheescht ka ginn. Och dann, wann d'Nécessitéit oder vun engem Projet pilote ka gi sinn, mä ech mengen, dass et wichteg ass, fir ze soen, dass d'Défense vum Ordre public u sech net duergeet, wa kee But précis do ass a wann d'Proportionalitéit vun den Operatiounen net ginn ass.

Am Résumé kann ee soen, dass formell gesinn, ausser deem leschte Reglement, zu Lëtzebuerg d'Saache legal an der Rei sinn. Um Fong ass de Mënsch am öffentleche Raum ëmmer prevenéiert, wann en observéiert gëtt an en huet en Droit de recours, a mir hunn e Gesetz iwwert d'Protektioun vun den Donnéeën. Mä, wéi gesot, mir hu Problemer an der Konklusioun, um wich-

tege Punkt, net op der Form, mä um Fong, well net kloer ass, dass duerch déi Pilotprojeten, déi mer hunn an déi mer nach um Lafen hunn, wierklech d'Nécessité absolue ginn ass, fir déi Recherchen do ze maachen an dass duerfir dee Moyen hei adaptéiert ass. Dat ass eventuell de Fall, wann déi Zuelen, déi mer hunn, géifen erginn, dass d'Preventioun vun Infractioune ginn ass. Dann hätte mer dorauser en Instrument geschafen, mat deem mer kënne weiderfueren.

Jiddefalls, um Fong schéngt et mir kloer ze sinn, dass net kann e Projet pilote endlos weidergefouert ginn, och wann d'Form an der Rei ass, esoulaang wéi déi absolut Noutwendegkeet vun der Existenz a vun der Installatioun vun der Vidéosurveillance net ginn ass. Duerfir, mengen ech, wier et interessant, fir dat ofzewaarden.

Duerfir géif ech mech jiddefalls dem Contenu vum Félix Braz senger Motioun uschléissen, fir ze soen, ofzewaarden, ze analyséieren. Awer kloerzemaachen, Här Minister - dat ass mer wichteg hei ze soen -, dass d'Sozialisten net am Prinzip géint d'Vidéosurveillance sinn. Si si konform zu hirem Wahlprogramm derfir, fir se an e ganz strikte Kader anzebannen. Dee Kader, dee mir de Moment zu Lëtzebuerg hunn, deen ass juristesch gesinn an der Rei. Mä de Fong léisst ze wënschen iwwreg. Dee Manktum, mengen ech, ass nozehuelen. Mä ier en nogeholl ass, Här Minister, mengen ech, däerfte mer net virun hei fueren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Err. An da géif elo d'Wuert kréien den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei also en éischte Bilan iwwert déi sougenannte Vidéosurveillance. Oder soll ee se vläicht Videoprotektioun nennen? Well am Fong geholl eng vun hiren éischten Aufgaben déi ass, fir Preventioun ze maachen, wou sech hei jo de Mëtteg d'Geeschter scheeden.

Mä et ass jo net nëmme Preventioun. Et ass, esou wéi den Interpellant, den Här Félix Braz, och gesot huet, datt am Artikel 1 steet: „aux fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infraction", wou mer am Fong geholl dëst Instrument hei zu Lëtzebuerg kritt hunn. An ech hat schonn an enger Chamberskommissioun, dat war nach am Dezember d'lescht Joer, festgehalen, am Aspekt Preventioun hunn ech gesot, d'Preventioun kann een net moossen an Zuelen an och net an engem Vergläich Präis/Resultat, mä doriwwer eraus ass d'Vidéosurveillance jo och nach e Mëttel, fir Recherchen ze maachen an Infractioune festzestellen.

Dat ass de Kader. An ech wëll Iech hei soen, dass ech dee Kader ëmmer esou gesinn hunn, wéi ech en och haut gesinn. An ech soen, dass fir mech d'Proportionalitéitsprinzip am Mëttelpunkt steet. An ech fannen, dass mer do awer hei zu Lëtzebuerg eis gutt positionéieren. D'Proportionalitéitsprinzip, dat heescht, ee justen Équiliber sichen, ee justen Ausgläich sichen tëschent der Sécherheet oder deem, wat och anerer Sécherheetsgefill nennen, an tëschent dem Respekt, géif ech soen, vun de Rechter oder den öffentleche Fräiheete vun den eenzelne Biergerinnen a vun de Bierger.

Dat ass dat, wat ech mengen, wat een ëmmer muss wëssen, wann een déi Diskussioun hei féiert. An ech mengen, dass déi heite Regierung an och de Regierungsprogramm deem gerecht ginn an dass mer eis hei an der Kontinuitéit bewege vun deem, wat virdru gemaach gouf a wat och an Zukunft soll kommen.

Laut Gesetz muss jo dann eng Analys gemaach ginn, wou d'Polizeistatistiken eis sollen am Fong geholl do orientéieren. Mä ech wëll awer kloer an däitlech soen, dass dës Analys, déi jo gemaach gëtt virun der Vidéosurveillance an duerno, soll d'Evolutioun kucken, ob et e Verdrängungseffekt ass. Dat ass u sech awer en Instrument, dat éischter en technesche Charakter huet. Et ass eng technesch Evaluatioun. Et soll am Fong en Instrument sinn, wat der Polizei et soll erméiglechen am Fong geholl, fir Strategien ze definéieren. Wéini schécken ech wéi eng Patrouillen op wéi eng Plaz? Wann ee gesäit, wéi déi Infractioune geschéien, wou se geschéien, weess een, wéi ee seng Leit asetzt. Fir also méi Effizienz ze kréien um Terrain.

Dat ass eng vun den Haaptvokatioune vun deem Zuelematerial. An et ass kee politescht Instrument au sens strict. An duerfir, wann déi Diskussioun hei gefouert gëtt, géif ech och gären dat an dee Kontext setzen.

Datselwecht geschitt d'ailleurs an anere Beräicher, wou esou Statistike gemaach ginn, déi och net op d'Place publique kommen an déi och dann herno déngen, fir eng Strategie ze maache bei eiser Polizei. An duerfir gesäit de Législateur jo och net vir, dass dat Ganzt soll publizéiert ginn.

Mä wéi kann ech dann déi Effikassitéit moossen? Nun, fir mech gëtt et just eng Méiglechkeet: Et ass, dass een d'Zuel vun den Infractiounen, déi festgeluecht ginn, déi opgekläert ginn, dass een déi kuckt. An dat ass jo haut de Mëtteg vu verschiddene Säiten ugeschwat ginn. Et ass fir mech dat eenzegt Instrument, fir d'Effikassitéit vum System ze moossen, déi Statistiken. Ech hu se och nach eng Kéier hei matbruecht. Ech kann notamment déi Analys, déi den Här Gibéryen gemaach huet, ech kann déi deelen. Mä déi ass awer och net absolut wouer. Et kann een och aner Saachen draus liesen. Wat Tatsaach ass, dat ass, dass op dräi Garë verglach gëtt an dass verschidden Zuele sinn; an déi kann een dann ausleeën, wéi ee wëllt, well et eben nëmmen Zuele sinn.

An ech wëll och nach drop hiweisen, dass déi Zuelen, dass dat ganz kleng Échantillonnagë sinn, wou mir eis hei bewegen. Mir versichen hei mat honnert - wéi vill sinn et der? -, mat 126 Infractiounen zu Esch, do wëlle mir da grouss Konklusiounen zéie fir e ganzt Land. Dat muss een och emol wëssen, wann een déi ganz Zuelendiskussioun hei féiert. Also, et soll een net méi doran interpretéieren, wéi et am Fong geholl wäert ass. Zum Beispill hate mer eng Period, wou vill Mendicitéit hei an der Stad war an och soss am Land, da kritt een natierlech aner Zuelen, wéi wa keng Mendicitéit méi do ass.

Ech wëll Iech soen, dat Zuelematerial ass komplex. All Deputéierten huet dat haut de Moie gemailt kritt. Dat heescht, wann Der doheem sidd oder haut um Mail kënnt Der kucken. All déi Zuelen hutt Der. Da gesitt Der, wat sech do gemaach huet.

Mir also als Ministère an och d'Polizei hu kee Verdrängungseffekt festgestallt. D'Zuele virum November 2007 an duerno, nom November 2007, sinn déiselwecht. Et sinn ëmmer kontinuéierlech déiselwecht Zuelen. Duerfir kënne mir net concluéieren, dass e Verdrängungseffekt stattfonnt huet.

Dat Eenzegt, wat mer festgestallt hunn, dat sinn d'Tendenzen, déi mer am ganze Land fannen am Beräich vun der Kriminalitéit: d'Gewalt geet an d'Luucht, d'Aggressivitéit geet an d'Luucht, Coups et blessures volontaires ginn an d'Luucht, Vol avec violence, also geklaut an nach Gewalt derbäi, geet an d'Luucht, Menacen, Diffamatiounen, d'Calomnien, geet alles an d'Luucht, d'Injuren. Dat stelle mer hei fest, an och am ganze Land.

An ech kann Iech soen, ech hu Biller gesinn, notamment op der Fouer, wou ee Mann nuets iwwerfall ginn ass. Deen ass wierklech schéi massakréiert ginn. An ech soen Iech eppes: Wann mir do net de Visupol gehat hätten, da wäre vläicht déi Täter dervukomm. An ech fannen awer, wann ee kann e Mënscheliewe retten, dat ass och eppes wäert, an dat soll een och ëmmer considéréieren,…

(Interruption)

…wann een déi Diskussioun hei féiert; net absolut, mä am ganze Kontext.

D'Vidéosurveillance ass also e Preventiounsmëttel. Et däerf een et net isoléiert kucken, an et ass och net moossbar objektiv, neutral oder wëssenschaftlech, well mer jo ni wësse wéi et ass wann et net wär. Duerfir kënne mer déi ganz Diskussioun, déi hei geféiert gëtt vu preventiv an net preventiv bis muar de Moie féieren. Do komme mer ni op en Nenner, well et ass net ze wësse wat wär, wann et net ass.

Duerfir, mengen ech, muss een dat Ganzt, déi Vidéosurveillance, als een Element gesinn vun engem Konzept, engem Preventiounskonzept. An zu deem Konzept gehéieren dann nach: éischtens, d'Fousspatrouillen; zweetens, Autospatrouillen; drëttens, Hondsstaffelen - all déi Elementer spillen eng Roll -; véiertens, dann och nach zum Beispill aner Moossnamen.

Wann ech do d'Beispill vun der Kinnekswiss hei an der Stad huelen, do ass dat Ganzt opgebaut ginn an dunn ass mat der Stad Lëtzebuerg gekuckt ginn: Wat maache mer elo? Do sinn am Park op verschiddene Plaze Luuchte gesat ginn, déi virdrun net do waren, et sinn Hecke geschnidde ginn, - wéi soll ech soen? - d'Kadenz vun de Patrouillen ass geännert ginn en fonction vun den Aktivitéiten um Terrain, Kamerae sinn dann do opgeriicht ginn, wou gemengt ginn ass, wat déi beschte Plaze wären, an et sinn och Streetworker agesat ginn.

Et ass also eng gewësse Komplementaritéit vun all deenen Elementer, déi een hei muss feststellen an déi ech hei ganz kloer ervirhiewe wëll. An et ass dat en Aspekt, deen een och muss considéréieren, wann een iwwer Kameraen am Kader vum Visupol schwätzt. Dat ass fir mech e wichtege Punkt.

Doriwwer eraus huet déi ganz Problematik vill Spezifissitéiten. Visupol kann nëmme gemaach ginn, wann eng Demande do läit. Oder bis elo ass et ëmmer esou gemaach ginn - dat wäert och an Zukunft esou sinn; d'Gesetz gesäit dat vir -, wann…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Bettel Iech eng Fro stellt?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Ech maache mäi Saz just fäerdeg. Et kann nëmme gemaach ginn, wann eng Demande expresse vun der Stad Lëtzebuerg do läit. Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech wollt just froen, Här President, well den Här Minister huet elo och selwer iwwert déi aner Formen, wéi den Déboisement, wéi d'Beliichtung an de Streetwork geschwat. Ech hat e gefrot, ob d'Regierung e Budget virgesinn hätt fir d'nächst Joer, fir der Gemeng dann entgéintzekommen. Well wa mer jo do méi effikass wëlle sinn, da muss och d'Zuel vun de Streetworkere vläicht vergréissert ginn, justement fir op der Kinnekswiss an op der Gare. An ob d'Regierung do gewëllt wär, fir der Gemeng entgéintzekommen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Bis elo war et esou, dass dee Projet lancéiert ginn ass op eng Demande expresse vun der Stad Lëtzebuerg, an dass do dann eng Kollaboratioun entstanen ass an dass d'Stad Lëtzebuerg d'accord war, sech finanziell ze bedeelegen, hire Mann respektiv hir Fra ze stellen. Dat ass och gutt esou an dat wäert och an Zukunft esou sinn.

Wéi herno déi finanziell Opdeelung ausgesäit, ob déi d'selwecht geet, ob do de Stat gewëllt ass, dat ganz op seng Kap ze huelen, dat soll een dee Moment kucken, wann nei Projete kommen. Sollten déi Escher respektiv déi Ettelbrécker oder och anerer Appetit hunn, fir och esou eng Videoprotektioun an hire Stied opzeriichten, da muss mat deene Leit geschwat ginn. Da muss ee kucken, wéi eng Moossnamen do um Programm stinn, an da muss ee kucken, wéi een do déi finanziell Opdeelung mécht.

Mä kloer ass et, et gëtt ëmmer zesumme mat de Gemengen gemaach, dat heescht mat de Leit vum Terrain. Et gëtt zesumme gemaach mam Comité de prévention, deen hei eng Schlësselroll spillt. Wou een awer muss soen, dass am Reglement ganz kloer steet, dass deen Avis vun dem Comité de prévention net muss do sinn, fir kënnen eng Verlängerung ze beantragen.

Duerfir ass dat, wat hei geschitt ass… Leider louch deen Avis net vir. Et ass awer verlängert ginn. Dat ass vläicht e Lapsus. Dat kann een elo kommentéieren, wéi ee wëllt. Fir mech ass d'Tatsaach déi, dass dat, wat mer gemaach hunn, legal ass, an dass, wann an Zukunft nach eng Verlängerung sollt gemaach ginn, da sollt dann eben de Comité de prévention sech do deementspriechend positionéieren.

Eppes ass kloer, et huet een ëmmer d'Zesummespill zwësche Gemengenautoritéiten, Comité de prévention, Police an och dem Procureur. Den öffentlechen Débat fënnt jo ëmmer am Comité de prévention locale statt. Dat ass ganz kloer. An d'Mise en place gëtt ëmmer nëmme gemaach, wann de Procureur sech positionéiert huet. Dat ass ganz wichteg. An duerfir, mengen ech, sollt een hei Rou bewahren an net virun de Won lafen.

Notamment déi Motioun, déi déi Lénk zu Esch abruecht hunn, dat ass eng Motioun, déi leeft virun de Won, well do fuerdere si Saachen, déi am Fong geholl am Gesetz stinn. De Minister ka kee System op Esch aféieren, wann e sech net - ech soen dat ganz kloer - virdru mat de Gemengenautoritéiten, sprécht mam Comité local de sécurité ofgeschwat huet. Dat ass kloer an däitlech. Also, déi Ängschten, déi do eropkommen, déi sinn net berechtegt.

Eng aner Spezifissitéit, déi ass ugeschwat ginn, dat ass déi, dass déi Zonen, déi privat sinn, maskéiert sinn. An dee wichtegste Punkt: Dee ganze Visupol huet e Contrôle a priori an a posteriori. Ech wëll dat hei nach eng Kéier ganz kloer an däitlech soen!

D'Commission nationale de la protection des données spillt eng wichteg Roll, an och d'Autorité de contrôle vum Artikel 17. Déi zwee, mengen ech, hunn och gehollef dee ganze System op d'Bee stellen. Dofir sinn déi Leit, déi am Fong geholl deene Filmer do nokucken, déi jo am Fong geholl keng Poliziste sinn an och also an deem Sënn dann Ziviler sinn, do. Dat ass net problematesch an deem Sënn, dass déi Leit eng Formatioun kritt hu vun der Commission nationale de la protection des données**,** iwwerwaacht zesumme mat däitsche Polizisten aus dem Baden-Württemberg. Déi Leit sinn agefouert ginn iwwert d'Legislatur vun der Protection des données an och iwwert d'fundamental Rechter vun de Bierger.

Doriwwer eraus hu si, grad wéi jiddwereen, deen do ugestallt gëtt, e Secret professionnel - wéi soll ech dat soen? - ze respektéieren. Si mussen ënnerschreiwen, dass si e Secret professionnel hunn. An dee Moment hu mer och déi Garantien, déi ee brauch, dass déi Leit net egal wat maachen.

Duerfir sinn déi Fuerderungen, dass se missten iergendwéi - wéi géif ech soen? - OPJ sinn oder dass se missten am Fong geholl assermentéiert ginn, sécherlech ze verstoen. Mä ech mengen, dee System, dee mer elo hunn, dee geet duer. Mir brauche keng Vereedegung. De Secret professionnel ass eng gutt Solutioun, fir hei déi Leit an déi Aufgabestellung anzeféieren, déi déi ass, fir eben déi Kameraen ze iwwerwaachen.

An och a posteriori, mengen ech, ass e Gremium do, wou de Procureur oder säin Delegéierten dran ass, plus zwee aner Membere vun der Commission nationale de la protection des données, déi am Fong geholl e permanente Monitoring maachen, en Audit maachen, déi also kucken, wat do geschitt: D'Behandlung vun den Donnéeën, ass déi konform am Gesetz? Dat muss een och emol eng Kéier hei soen. Do gëtt net egal wat gemaach. Dat gëtt permanent einfach esou kontrolléiert, esou dass ech mengen, wat de Contrôle ugeet, hu mer och déi Garantien, déi mer brauchen.

Duerfir ass, mengen ech, dee Verglach, deen haut gemaach ginn ass mat deem englesche System, wéi wann een Äppel mat Bire vergläicht, wéi een esou schéi seet. Well deen englesche System, wann Der do gefilmt gitt, do gitt Der, wann Der zu London sidd, 300-mol den Dag gefilmt. Dat ass also eng grouss ugeluechten Aktioun.

Dat Konzept ass technesch ganz anescht wéi dat hei zu Lëtzebuerg, et ass politesch anescht, an d'Ëmsetzung ass eng aner wéi hei zu Lëtzebuerg, well an England zum Beispill, déi Leit, déi déi Kamerae kucken, déi sëtzen iergendwou an England, déi hu keng Formatioun kritt wéi hei zu Lëtzebuerg. Déi sinn net am direkte Lien zur Polizei, also net ënnert der Kontroll vun der Polizei wéi hei zu Lëtzebuerg.

An dat konnten déi Leit, déi Membere vun der Kommissioun, déi op der Plaz waren, gesinn, wann do eng Infractioun, oder eppes festgestallt gëtt, ass direkt e Polizist present, deen dann déi Saach an d'Hand hëlt. Et ass also ganz kloer, dass hei de Lien vun där Aktioun vun deenen Zivile mat der Polizei vill méi gebonnen ass.

D'Englänner maachen och Retraçagen, awer punktuell. Hei zu Lëtzebuerg ass et esou, et gëtt am Fong geholl dat, wat een nennt eng Lecture simultanée gemaach mam Rapport d'activité vun der Polizei. Dat heescht, all Moie gëtt de Rapport d'actitivté vun der Polizei geholl a gekuckt: Wat war lass? An da gëtt gekuckt: Kann dat do gewiescht sinn? An da maache se e Retraçage.

Doduerch hu mer och déi Effizienz, déi mer hunn. Duerfir ass déi vill besser wéi an England. Well et gëtt jo ëmmer gefrot: Firwat hunn déi keng Effizienz? Mä dat do ass e valabelt Argument, fir am Fong geholl dës Effizienz ze erklären.

An d'Proportionalitéit ass sécherlech hei zu Lëtzebuerg garantéiert, well mer bis elo nëmmen op dräi Plazen am Land esou eng Kontroll maachen. Duerfir, mengen ech, eist ass eng geziilte preventiv Aktioun, déi sech am Fong geholl nëmme mécht op Plazen, wou öffentlechen Transport ass - kuckt, mer maachen et op de Garen, um Hamilius - oder wou Schoulkanner sinn. Et ass also eng kloer Strategie hannendrun.

Dat Ganzt, wat mir maachen iwwert de Visupol, ass transparent. De Risiko ass berechent. D'politesch Volonté muss do sinn, fir et kënnen ze maachen. D'Spillregele si kloer. Duerfir soll och, fir d'Transparenz ze behalen, dat gemaach ginn, wat den Här Roth ugeschwat huet, déi Kameraen, déi hei ronderëm de Palais sinn, sollt ee vläicht anescht ausweisen an deem Sënn, fir ze weisen, dass dat eent där enger sinn an dat anert där anerer. Et ass fir mech ganz kloer.

Duerfir proposéieren ech, fir an deenen nächste Méint vläicht an d'Richtung ze goen, fir dee Forum de discussion, dee mer bei dem Syvicol hunn, de sougenannten FLPSU, vläicht dermat ze beoptragen oder mat anzebannen, fir am Fong geholl een öffentlechen Débat ze maache mat de Gemengen an och mat de Geriichtsautoritéiten, dass een do wierklech eng Plattform mécht, wou ee regelméisseg doriwwer debattéiert a wou ee sech dann och do Aufgabestellunge gëtt.

Dat geet iwwert dat eraus, wat vun de Comité-de-préventionen ass. Et soll een dat also mat de „Stakeholderen", wéi een dat esou schéi seet, um Terrain maachen. Dat ass eng Propositioun, déi ech hei wollt maachen, also dee Wee aschloen.

An dat Zweet, mengen ech, et sollt een dat studéieren, wat schonn 2007 probéiert ginn ass. 2007 ass gesot ginn: Mir musse kucken, een indépendantë Gremium ze fannen, fir eng Analys ze maachen, wéi dat, wat den Här Braz elo freet mat der Videoprotektioun oder der Vidéosurveillance.

Wat ass deemools geschitt? Et ass gefrot ginn: Wëllt e Student e Mémoire maachen? Et huet kee sech gemellt. Si hu kee fonnt. Et ass am Fong geholl kee richteg fonnt ginn, deen dat wollt maachen. An ech mengen, ech géif proposéieren, dass mer dat préiwen, ob dat Sënn mécht oder net Sënn mécht. Ech wëll Iech awer soen, well dat gefuerdert gëtt: Den Englänner hir Analys, déi haut benotzt gëtt, ass vum Ministère de l'Intérieur gemaach ginn. Déi ass och net - dat wëll ech ganz kloer soen - vun engem indépendantë Gremium gemaach ginn, mä selwer vum Intérieur an England oder a Groussbritannien. Dat sollt Der wëssen.

Ech sinn also oppe fir all Diskussiounen, déi hei solle stattfannen. A wat d'Motioun ugeet, mengen ech, ech hätt gradesou gär, si géif an d'Kommissioun goen, mä ech hätt an engem gewëssene Sënn léiwer, si géif ofgewise ginn. Ech soen Iech och firwat, well et steet eppes dran, woumat ech net ka liewen: «..à faire procéder à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance».

D'Nécessité ass fir mech ganz kloer bewisen. An dat muss op d'mannst eraus, well fir mech ass et kloer, dass mer se brauchen. An duerfir, wa se an där heiter Form wär, géif ech mengen, misst ee se ofweisen. Anescht sinn ech d'accord, wéi bis elo ëmmer am Dialog mat der Chamber an der Kommissioun nach eng Kéier driwwer ze diskutéieren.

Ech hunn Iech elo zwee Gremien an zwou Piste genannt, wou mer kënnen zesummen an deenen nächste Méint schaffen: um Forum vum Syvicol respektiv an där Initiativ, déi ech wëll huele mat der Uni Lëtzebuerg zesummen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Innenminister Jean-Marie Halsdorf. An den Interpellant hat nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Merci, Här President. Ech hu jo nach e puer Minutte Riedezäit, well ech awer dem Minister opmierksam nogelauschtert hunn a mech awer e bëssen e schlecht Gefill beschläicht. Ech wëll och vläicht e bëssen Damp, deen de Minister mat der Ënnerstëtzung vum Här Gibéryen gemaach huet, e bëssen dissipéieren.

Mam Virschlag, d'Motioun an d'Kommissioun ze ginn: kee Problem. Wéi ëmmer. Wa mer an der Kommissioun sollen driwwer diskutéieren, hu mir domadder kee Problem, dass mer dat, wéi gesot, an d'Kommissioun ginn an et dann an deenen nächste Wochen nach eng Kéier hei zréckbréngen.

Ech wëll awer trotzdeem op zwou, dräi Saachen äntwerten, soss gëtt et, mengen ech, e bëssen onverständlech, wat mer debattéieren. Et geet net drëms, erauszefannen am Verglach vun de Garen, wou wéi vill Kriminalitéit ass. Et geet drëms erauszefannen, wéi mer deenen Delinquenzen a Kriminalitéiten am beschte bäikommen. Dat ass d'Diskussioun.

An duerfir, Här Minister, mécht et a mengen Aen net vill Sënn, wann Dir sot, dass déi eenzeg vergläichend Tabell, déi ee misst huelen, de Verglach wier vun der Stad mat der Gare Ettelbréck, wou bevölkerungsberengegt, ech mengen, 15-mol esou vill lass ass wéi an der Stad. Dat huet absolut kee Sënn. Wann Der an engem...

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Dat hunn ech och net gesot, dat doten.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Jo, jo. Dach, Dir hutt...

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Neen, ech hunn dat net gesot. Dir hutt dat esou interpretéiert. Ech hunn dat net gesot. Neen, ganz kloer hunn ech dat net gesot.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Den Här Gibéryen huet net Recht, Dir hutt och net Recht. Et ass wéi wann Der géift soen:

(Interruption)

„Mir maachen an engem Floss eng Kläranlag, an da wëlle mer erausfannen, ob d'Kläranlag eppes bruecht huet", an da sot Der: „Mir maachen d'Kläranlag op der Musel, a fir erauszefannen, ob déi eppes bruecht huet, gi mer eng Waasserprouf an der Péitruss maachen". Dat wär ongeféier datselwecht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, neen.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Deen eenzege Verglach, deen zielt, dat ass de Verglach ze kucken: Wéi war d'Situatioun an der Stad an deenen dräi Zonen, ier d'Kameraen do waren, a wéi ass d'Situatioun an der Stad elo, wou d'Kameraen do sinn? Nëmmen da fënnt een eraus, ob d'Kamerae Sécherheet bréngen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Egal wat.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- …oder ob mer de Leit just wëllen e Sécherheetsgefill eriwwerginn; wourunner mir net interesséiert sinn. Mir hätte gären eng richteg seriö Sécherheetspolitik, wou preventiv derfir gesuergt gëtt, dass de Leit manner geschitt.

Kameraen, déi ënner Ëmstänn näischt bréngen, wou ee just mat der Sécherheet Politik mécht, dat interesséiert effektiv wéineg Leit. Et ass och dofir, wou de Stater Comité local de prévention klipp a kloer verlaangt, dass vun engem Expert externe an der Form vun „benchmarking" eng Etüd gemaach gëtt an dass si bis dohinner enger Extensioun net favorabel sinn.

Et ass och dofir, dass am Escher Gemengerot, an de Schäfferot muss jo dem Gemengerot follegen, ouni Géigestëmm vun all de Parteien, och vun deem Conseiller, deen op der ADR-Lëscht gewielt ginn ass, jiddweree seet: Nëmme wann et eppes bréngt, huet dat e Sënn!

An dat ass dat, wat eis interesséiert, Här Minister. An duerfir, Dir kommt net laanscht déi Etüd. A wann Dir selwer hei sot, dass et net méiglech ass, d'Effikassitéit dovunner ze moossen, jo, dann hutt Der Iech awer selwer e Steen an de Wee geluecht. Entweder dee Règlement grand-ducal vum 1. August 2007, dee verlaangt…

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech hunn Iech gesot, dass een d'Effikassitéit ka moossen.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Ech hunn Iech och nogelauschtert, Här Minister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Jo, jo, jo.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Dir hutt hei gesot, dat wär net ze moossen. Mä dann hutt Der e Problem.

(Interruption)

Ma dach, Dir hutt dat gesot.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Neen, ech hu gesot,…

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Dir musst vläicht besser oppassen, wat Der sot.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- … d'Effikassitéit kann een un deene Plazen moossen, wéi vill Fäll élucidéiert sinn a wéi vill der net élucidéiert sinn. Leet mer keng Wierder an de Mond, déi ech net gesot hunn.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Entweder d'Effikassitéit vum Instrument Kamerae ka beluecht ginn oder kann net beluecht ginn. Wann et net ka beluecht ginn, da sidd Der mat Ärem eegene Reglement en porte-à-faux. Ech mengen, dass et duerchaus ka beluecht ginn, wann een dat seriö analyséiert. Dat ass awer méi wéi nëmmen e puer Statistiken, déi gutt gemaach sinn an déi och komplett sinn - ech soen et nach eng Kéier -, mä dat ass eng seriö Etüd, esou wéi se an anere Länner och gemaach gëtt.

A wann Dir sot, mir hu bei de Studente kee fonnt, fir e Mémoire ze maachen, entschëllegt, ganz seriö ass dat net. Ech mengen, dat muss och de Stat e puer Sue kënne kaschten, fir dass spezialiséiert Leit hei zu Lëtzebuerg op der Uni Lëtzebuerg - ech deelen do dem Här Lux seng Meenung, dass d'Uni Lëtzebuerg kann e Partner sinn; anerer och - da sollen erausfannen, wat reell d'Effikassitéit vum Instrument ass.

Déi, déi wierklech gären hätten, dass mer zu Lëtzebuerg méi Sécherheet kréien, Sécherheet mat engem preventive Charakter, Sécherheet, déi net nëmmen op Repressioun setzt, sinn alleguerten och drun interesséiert ze wëssen, ob mer mat deene Kameraen der Sécherheet bäikommen oder ob mer just eng Sécherheet virtäuschen, déi da vläicht e Sécherheetsgefill verbessert, déi awer reell an den Zuelen näischt ännert.

An nach eng Kéier, aus deenen Zuelen, déi Dir an der Kommissioun op den Dësch geluecht hutt, geet ganz kloer eraus, dass d'Situatioun sech am preventiven Effet an deenen dräi Stater Zone virun de Kameraen an no de Kamerae net verbessert huet.

Une voix.- Dach!

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Et ass genausou vill Delinquenz an deenen dräi Zonen. Ech huelen d'Zuelen.

(Interruption)

Majo, ech soen Iech se. Dann ass dat dote wéinstens gekläert.

M. le Président.- Här Braz, ech muss lech just drop opmierksam maachen, Dir hutt...

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Ech hat der nach siwe Rescht. Ech hunn der nach zwou, wann Der mech net ënnerbriecht. Ech hunn der 30 geschwat; ech hat der 37.

M. le Président.- Mir kucken dat dann emol nach eng Kéier no, ob dat esou ass, Här Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Ech hunn der nach zwouenghallef, ouni d'Ënnerbriechung vu menger normaler Riedezäit.

Just nach eng Kéier zum Verständnis, well déi Zuelen, déi hu mer jo op den Dësch kritt. Wann een déi da kuckt, da sinn dat zumindest fir jiddwereen, deen heirunner interesséiert ass, kloer Zuelen, an dann hale mer op ze erfannen. An deenen dräi Perioden, wou mer et gemooss hunn - ech soen et nach eng Kéier -, déi éischt, dat war November 2007 bis Oktober 2008, hate mer an deenen dräi Zonen zesummen 136 Infraktiounen. Mir haten der an der zweeter op néng Méint 96. Dat ass héichgerechent plus/minus datselwecht. A mir haten an der drëtter Zilperiod - et ware knapps néng Méint - scho ganzer 125.

Dat heescht, do leie mer bal 30% iwwert dem éischte Joer. Am drëtte Joer, an der drëtter Miessperiod vun de Kameraen hu mer bal 30% méi Delinquenz an deenen dräi Zonen, wéi wou mer ugefaangen hunn. Et kann also beim beschte Wëlle kee behaapten, hei wär e preventiven Effet festzestellen, wa mer der no dräi Joer méi hunn, wéi ier mer se ugefaangen hunn.

Haalt op déi Saachen do ze soen, a kommt wann ech gelift zréck op den Terrain vun der sachlecher Debatt! Nach eng Kéier, net nëmmen déi, déi fir Kamerae sinn, si fir Sécherheet! Mir hätte gäre reell Sécherheet, déi net nëmmen op Repressioun setzt an a Wierklechkeet hannendrun näischt erreecht.

A wa mer dat Instrument wëlle weider kënne féieren, well et dann eppes bréngt, da musse mer dat beleeën, well déi Zuele vun elo loossen zumindest massiv drun zweifelen. Duerfir kommt, mir maachen déi seriö Evaluatioun, wéi de Règlement grand-ducal et verlaangt.

Ech mengen, dass jiddweree bereet ass, offen a sachlech doriwwer ze diskutéiere mat engem onofhängegen Expert, esou wéi d'Stad Lëtzebuerg dat verlaangt, esou wéi dat och zu Esch am Gemengerot gesi gëtt. Dat ass déi normaalste Saach vun der Welt. Dann, mengen ech, kréie mer all d'Argumenter beieneen.

A wann et da beluecht ass, ma tant mieux, dann hu mer en effikasst Instrument fonnt. Doriwwer sinn all déi Leit frou, déi sech wëllen am öffentleche Raum a Sécherheet bewegen. Mä kommt, mir ënnerschloen deen Exercice vun der Evaluatioun, déi de Règlement grand-ducal verlaangt, net, a kommt, mir maache se mat qualifizéierte Leit, déi onofhängeg genuch sinn, dass mer reell kënne Konklusioune kréien.

Fir nëmmen d'Sécherheet ze hoffen, mengen ech, sinn hei am Haus och déi Mannst ze kréien; e puer schonn, awer déi Allermeeschten net. Et geet ëm richteg Sécherheet an et geet net ëm d'virgetäuschte Sécherheet. An ech mengen, et ass nach net ze spéit, fir eng sachlech Debatt op eng sachlech Aart a Weis fäerdeg ze bréngen.

M. le Président.- Merci. Elo si mer um Enn vun der Diskussioun. Den Här Minister, wann ech gelift.

Une voix.- D'Motioun?

M. le Président.- Jo, neen. Mir kommen elo bei d'Motioun. Mä den Här Minister wëllt nach eng Kéier Stellung zu deem huelen, wat den Här Braz gesot huet.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Jo, also ech si ganz kuerz. Ech hunn d'Gefill, den Här Braz huet mir iwwerhaapt net nogelauschtert. Dat hunn ech wierklech manifestement, well e setzt lauter Saachen a Fro, déi ech kloer an däitlech hei gesot hunn.

(Interruption)

M. le Président.- Neen, wann ech gelift, Här Braz. Dir konnt jo elo schwätzen. Den Här Minister huet Iech nogelauschtert, da lauschtert och elo dem Minister no.

(Interruption)

Allez, wann ech gelift! Elo huet de Minister ganz eleng d'Wuert!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech soen nach eng Kéier: Ech hunn d'Gefill, den Här Braz huet mer net nogelauschtert. Ech hu gesot, dat Zuelematerial, wat mer hunn, dat ass an der Zuel esou kleng, dass een… Ech sinn och kee Spezialist en la matière, mä ech ka mer virstellen, wéi ech virdru gesot hunn: Wann ech 126 Infractiounen op der Gare an der Stad, wéi signifikant ass dat dote statistesch, déi 126, wann et der dat Joer virdrun 92 waren oder 94?

Dat muss ee Spezialist mer soen, Här Braz, dat kënnt Dir mer net soen. Dofir hunn ech jo zum Schluss vu menger Interventioun gesot, ech géif analyséieren - mat der Uni Lëtzebuerg kucken -, ob et Sënn mécht, esou eppes ze maachen hei zu Lëtzebuerg. An dofir hunn ech gesot: Dir hutt mer net nogelauschtert. Dofir mengen ech, et sollt een dat elo emol studéieren a kucken. Et muss een ëmmer wëssen, wann een deen Exercice mécht, deen Dir jo wëllt mordicus maachen, dee kascht 50.000 Euro.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Et steet am Règlement grand-ducal, dass mer e musse maachen.

(Interruptions)

Entschëllegt, Här President…

M. le Président.- Jo... Neen, Här Braz, ech mengen, mir mussen awer elo eng Kéier hei en Enn hunn. Et ass alles gesot.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Neen, et ass net alles gesot.

M. le Président.- Ech géif elo froen, wien nach wëllt zu der Motioun eppes soen. Zu der Motioun den Här Schiltz.

Motion 1

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, et gëtt jo vu verschiddene Säiten no enger sachlecher Debatt gefrot an et ass spéit am Owend. Mir hunn nach e groussen Ordre du jour an dofir froen ech mech, ob mer net kënnen déi Motioun a liicht ofgeännerter Form hei stëmmen. Well dat, wat ee kann erleedegen, soll een net nach a 17 Sitzunge setzen. Dofir, wann ech gesinn, datt vun der Utilitéit a vun der Nécessitéit geschwat gëtt an och vun der Comparaisoun, da mengen ech, datt een och vun der Complémentaritéit misst schwätzen. A fir alles dat an engem Wuert ze schwätzen, huelen ech e Wuert zréck, wat den Här Braz gebraucht huet, nämlech, en huet vun der Effikassitéit vum System geschwat.

Dofir géif ech Iech proposéieren, datt mer eng Evaluatioun géife maachen iwwert d'Effikassitéit. Dat heescht, ech géif Iech proposéieren, datt mer am éischten Alinea d'Utilitéit an d'Nécessitéit géifen duerchsträichen a vun der Effikassitéit schwätzen. Domat hätte mer och den zweeten Alinea couvréiert. Well wann ee vun Effikassitéit schwätzt, da mécht een och Comparaisounen an et kuckt een, ob d'Saache complémentaire sinn.

Am drëtten Abschnitt - wat den zweeten Abschnitt géif ginn - géif ech Iech proposéieren, dat Wuert „avérés" ze sträichen, well do jo och scheinbar eng Diskussioun ass a well mer hei mat Équiliberen ze dinn hunn. Deen neien drëtten Abschnitt - wat virdrun de véierten Abschnitt war - géif ech Iech proposéieren, ze sträichen, well et schéngt mer evident ze sinn, datt deen Expert keng Liene ka mat der Police hunn. Wann Der awer esou suspicieux sidd, datt Der dat gär dran hätt, kënnt Der dat och dran hunn.

Deen nächsten Abschnitt: „à présenter, dans la mesure du possible…", mengen ech, wär akzeptabel. Dee leschten Abschnitt, den „en attendant, à surseoir à toute extension…", mengen ech, wär net akzeptabel. Well wa mer nämlech op de Wee hei ginn, datt mer elo déi Evaluatioun maachen iwwert d'Effikassitéit, also méi eng grouss Evaluatioun maachen, an dans la mesure du possible et esou séier wéi méiglech an esou gutt wéi méiglech maachen, mengen ech, datt een och e Sursis à statuer net brauch. Dat wär meng Propositioun, fir déi Motioun hei elo esou ze stëmmen.

M. le Président.- Gutt. D'Wuert huet nach gefrot den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Och zur Motioun: Mat deenen Ännerungen, déi vum Kolleeg Schiltz hei proposéiert sinn, kënne mer averstane sinn. Mir wieren och net domat d'accord, fir hei enger Motioun zouzestëmmen, wou e Moratoire dra virgesi wier. Ech mengen, ech hu vun eiser Säit aus kloer gesot, datt mir der Meenung wieren, datt den Innenminister soll d'Prozedur ulafe loossen, fir datt een och kann zu Esch an zu Ettelbréck Videokameraen op de Garen installéieren. Da kann een net gläichzäiteg enger Motioun zoustëmmen, wou e Moratoire dra war. Ech mengen, de Kolleeg Félix Braz, dee versicht hei mordicus, fir sech iwwert de Wee vun enger Motioun en Alibi ze verschafen, fir net brauchen als Schäffe vun der Gemeng Esch Faarf ze bekennen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Sou, elo den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wëll Iech just soen, ech hunn d'Motioun och gelies. Ech mengen, déi Propositioune vum Här Schiltz ginn an déi richteg Richtung, fir dee gréisste Konsens hei an deem Haus ze fannen. Dofir géife mer dann och déi modifizéiert Versioun - wann den Här Braz och averstanen ass - ënnerstëtzen an déi dann och matstëmmen.

M. le Président.- Sou, elo kritt emol den Auteur vun der Motioun d'Wuert. Här Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Merci, Här President. Ech si mam Här Schiltz sengen Modifikatiounen d'accord, well eis ass et drëms gaangen, dass mer an der Chamber - no Méiglechkeet - an esou enger wichteger Matière e breede Konsens kréien. Eng Unanimitéit, dat muss net sinn, mä e breede Konsens geet duer. Ech sinn allerdéngs der Meenung, dass mer sollen deen een Tiret stoe loossen: dass dat onofhängeg Expertë solle sinn. Ce qui va sans dire va mieux en le disant.

Wat dee leschten Tiret betrëfft, wa mer deen eraushuelen, ännert dat wahrscheinlech net allze vill. Well ech mengen, an deene Gemengen, déi de Minister genannt huet, ass et souwisou kloer, dass et esou ass, dass et keng Extensioune gëtt, ier dee Bilan gemaach gëtt. Ënnert dem Strëch hu mer alleguerten en Intérêt drun, dass dee seriöe Bilan - an net just déi Statistiken - séier gemaach gëtt. Wa mer dee Bilan méi séier hunn, kënne méi séier nei Décisioune geholl ginn. Wa mer dee Bilan verschleefen, mengen ech, komme mer insgesamt do net weider. Esou, dass mir als gréng Fraktioun d'accord wieren - an der Méi no engem Konsens -, eis Motioun esou zum Vote ze stellen, dass se och kann ugeholl ginn.

Zu der leschter Remarque vum Här Gibéryen mengen ech, muss ech wierklech net vill soen. Wann et esou topeg gëtt, ass all Äntwert iwwerflëisseg.

M. le Président.- Sou, elo kritt nach als Allerleschten den Här Innenminister d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Zwou Saachen, zwou Prezisiounen, déi ech wollt soen: Wann dee Réseau géif erweidert ginn - hunn ech och virdru gesot -, da geet dat op Initiativ vun der Gemeng. Dat heescht also, wann d'Gemeng Esch oder d'Gemeng Ettelbréck oder eng aner Gemeng Demandeur ass, da kann de Minister mat deenen diskutéieren. Dat heescht, et ass emol keng Initiativ vun eis. Dat mécht d'Saach… setzt et och an en anere Kontext, wéi dat bis elo gesot ginn ass.

An zweetens: Wann eng Evaluatioun soll gemaach ginn nach wa méiglech virun der Verlängerung, da muss ee kucken, ob dat iwwerhaapt - wéi géif ech dat soen - wëssenschaftlech méiglech ass. Well et ass jo dat, wat Dir verlaangt, eng wëssenschaftlech Evaluatioun ze maache virun där Phas. Ech weess guer net, ob een déi kann a véier Méint maachen. Wéi ech och net weess - wéi ech gesot hunn -, ob dat statistescht Material, wat mer elo iwwerhaapt hunn, ob dat iwwerhaapt grouss Konklusiounen zouléisst.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Här Minister...

M. le Président.- Sou, neen, ech mengen… Neen, Här Braz, mir fänken elo net nach erëm eng Kéier hei mat der Diskussioun un. Ech hu verstanen, datt hei eng grouss Majoritéit - wann net souguer eng Unanimitéit - mat där modifizéierter Motioun, esou, wéi se hei vum Här Schiltz elo duergeluecht ginn ass, averstanen ass.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- rappelant que le service de vidéosurveillance Visupol a été mis en service le 12 novembre 2007 sur base du règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité;

- soulignant qu'en son article 1er le règlement grand-ducal du 1er août 2007 autorise la police grand-ducale à mettre en œuvre un système de vidéosurveillance des zones de sécurité «aux fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales»;

- considérant que l'article 10 du règlement grand-ducal du 1er août 2007 prévoit que les zones de sécurité à surveiller par le système de vidéosurveillance Visupol sont déterminées pour une durée de deux ans conformément à quoi le règlement ministériel du 27 septembre 2007 a déterminé trois zones de sécurité nommées A (Limpertsberg-Glacis), B (Ville Haute-Aldringen) et C (Gare), toutes situées sur le territoire de la Ville de Luxembourg;

- considérant qu'à l'expiration de ce délai de deux ans la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité ne peut être prorogée qu'annuellement par le Ministre et suite à une évaluation de l'utilité et de la nécessité de la vidéosurveillance de chaque zone de sécurité sur base de l'avis du directeur général de la police et du procureur d'État;

- considérant que le règlement ministériel du 10 novembre 2009 a remplacé le règlement ministériel du 27 septembre 2010 tout en ajoutant une quatrième zone de sécurité nommée D (Josy Barthel) aux trois existantes et fixant sa limite de validité au 10 novembre 2010;

- prenant acte du bilan chiffré du système Visupol présenté par le Ministre compétent à sa Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police en date du 2 juin 2010;

- considérant que le bilan chiffré, pour utile et nécessaire qu'il soit, ne remplit pas, a lui seul, les exigences d'une évaluation qualitative de l'utilité et de la necessité de la vidéosurveillance;

invite le Gouvernement

à faire procéder à une évaluation de l'efficacité de la vidéosurveillance sur base du

bilan chiffré du système Visupol, sur base des expériences de terrain faites par la police grand-ducale et sur base d'une comparaison avec d'autres expériences internationales;

à veiller tout particulièrement aux effets préventifs des différents instruments et expériences;

à faire réaliser cette évaluation sous la responsabilité d'experts sans lien avec la police grand-ducale;

à présenter, dans la mesure du possible, l'évaluation avant que le règlement ministériel du 10 novembre 2009 ne cesse d'être en vigueur.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Ech géif dann och déi Motioun zum Vote stellen. Dee Vote kënne mer à main levée maachen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass domadder d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun deem Haus ze sinn. Da géif ech Iech Merci soen.

Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 5787 iwwert d'Chargés d'éducation. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Bis elo hu sech ageschriwwen: déi Häre Roth, Berger, Adam, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

7. 5787 - Projet de loi portant

1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,

3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet ass schonn de 4. Oktober 2007 duerch d'Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 1. Juli 2008 erlooss. An de Sitzunge vum 16. September an dem 1. Oktober 2008 huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi Ulooss ware fir een Avis complémentaire vum Conseil d'État vum 25. November 2008, deen an der Réunioun vum 8. Dezember 2008 analyséiert ginn ass. Amendementer vu Säite vun der Regierung hunn zu engem zweeten Avis complémentaire gefouert, dee vun der Kommissioun an der Sitzung vum 25. Mäerz 2010 examinéiert ginn ass.

De Statsrot seet sech mat alle proposéierten Amendementer averstanen, mä verlaangt, datt eng Referenz an d'Gesetz ageschriwwe gëtt, wat de Volume vun der Tâche vun de Chargés de cours a Chargés d'éducation betrëfft, déi beim Akraafttriede vun dësem Gesetz schonn am Déngscht waren an an d'Réserve nationale iwwerholl ginn.

Schonn 2005 war e Gesetzesprojet déposéiert ginn, fir eng Reserv vu pedagogeschen Assistenten an de Lycéeën ze schafen. Dëse Projet sollt eng Léisung brénge fir d'Integratioun an de Postprimaire vu Chargéen, déi engagéiert goufen duerch Kontrakter à durée déterminée, déi vu Schouljoer zu Schouljoer ofgeschloss goufen. Ähnlech wéi am Préscolaire an am Primaire sollt eng Reserv vun Enseignantë fir de Postprimaire geschaf ginn.

Eng Rei Uerteeler goufen duerch den Tribunal administratif souwéi duerch d'Cour administrative gesprach a Litigen, déi Chargés de cours esou wéi d'Chargés d'éducation an de Stat opposéiert hunn. D'Cour administrative huet am Arrêt vum 30. Januar 2007 décidéiert, datt den Aarbechtsvertrag vum Chargé d'éducation, dee géint de Stat geklot huet, de Charakter vun enger onbefristeter Dauer hätt, mam Argument, datt d'Dauer vun de successive Kontrakter à durée déterminée 24 Méint iwwerschratt hat an datt d'Verträg méi wéi zweemol renouveléiert gi waren.

De 16. Februar 2007 huet de Regierungsrot décidéiert, d'Prinzipien aus dem Arrêt ze generaliséieren an op déi aner Statsemployéen aus dem Departement vun der Éducation nationale unzewennen, déi an därselwechter Situatioun waren.

Esou sinn net nëmmen d'Kontrakter à durée déterminée vun 92 Kläger, mä och déi vun 370 anere Chargés d'éducation aus de Lycéeën, déi an därselwechter Situatioun Situation de fait et de droit waren, a Kontrakter à durée indéterminée ëmgewandelt ginn. An deem Kontext war et ubruecht, de Projet 5494 zréckzezéien an duerch en neie Projet fir eng kloer juristesch Situatioun ze suergen.

Enn 2008 sinn da parlamentaresch Aarbechten en suspens gehale ginn, vu datt e Recours iwwert d'Tâche vun de Chargéë beim Tribunal administratif agereecht gi war, an zwar betreffend d'Zouerkennung vun de Koeffizienten an Déchargë fir Anciennetéit, esou wéi se fir Professere bestinn, déi Fonctionnaire sinn.

Den Tribunal administratif huet de Recours akzeptéiert. Nodeem de Stat en appel gaange war, huet d'Cour administrative dësen Appel unerkannt an de Recours vun de Chargéen als net justifiéiert ugesinn. Dëst an den Arrêtë vum 5. Mee an 1. Dezember 2009.

Vu datt de Conseil d'État a sengem Avis complémentaire vum 25. November 2008 eng Opposition formelle ugekënnegt hat, wann d'Tâche vun den Enseignanten net am Gesetz ageschriwwe géif ginn, ass mat de parlamentareschen Aarbechte gewaart ginn, bis den Arrêt vun der Cour administrative virlouch.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun ass sech bewosst, datt d'Bestoe vun zwou Kategorië vun Enseignante keen idealen Zoustand ass,…

(Interruption)

…mä d'Situatioun, déi sech presentéiert, verlaangt no prakteschen a pragmatesche Léisungen. De Minister ass sech bewosst, datt méi Enseignantë gebraucht ginn a gesäit fir d'Joer 2009/2010 210 Stagiaires-Poste vir. An eenzelne Matièren, wéi an der Mathematik, der Informatik oder der Chimie, presentéiere sech awer ze mann Kandidate fir den Examen-concours. En plus ass den Taux d'échec an dësem Concours zimlech héich, an 10% vun de Stagiairë réusséieren hire Stageofschloss net.

Doriwwer eraus muss d'Personal ersat ginn, dat am Congé de maternité oder am Congé parental ass. An deem Fall muss op Chargés d'éducation zréckgegraff ginn, fir d'Besoinen ofzedecken. Leider waren awer bis elo d'Modalitéite vum Rekrutement souwéi vun der Formatioun en cours d'emploi net prezis definéiert. De Projet de loi soll an där Hisiicht eng kloer juristesch Situatioun schafen.

Zum bessere Verständnis vum Gesetzesprojet wëll ech kuerz déi eenzel Dénominatioune preziséieren:

Ënner Chargés de cours versteet een dat net brevetéiert Personal, dat virun den Arrêtë vun 1997 engagéiert war.

Zweetens, fir eng Distinctioun ze maachen tëschent de verschiddene Gruppe vun net brevetéiertem Personal, sinn déi Employéen, déi no '97 engagéiert goufen, als Chargés d'éducation bezeechent ginn.

Schliesslech gi laut dësem Gesetzesprojet d'Membere vun der spéiderer Réserve nationale als Chargés d'enseignement bezeechent.

Den Artikel 1 seet, datt d'Chargés d'éducation kënne mat enger Tâche, enger ganzer oder enger Deelzäittâche, à durée déterminée ënnert dem Statut vum Employé de l'État an engem Lycée engagéiert ginn, fir Stonnen oder Encadrementsaktivitéiten ze iwwerhuelen, déi net kënnen assuréiert ginn duerch Fonctionnairen, Kandidaten, Stagiaire-Fonctionnairen a Memberen aus der Réserve nationale. Zu dësen Aktivitéiten zielen och Verwaltungsaarbechten, sozial a périscolaire Aktivitéiten, Surveillance, Ersetzen an Appui.

Den Engagement vun esou engem Chargé ass awer nëmme méiglech, wann ee Minimum vun zéng Stonnen an der Spezialitéit oder de Spezialitéite vum Kandidat musse besat ginn.

Den Artikel 2 leet d'Konditioune vun esou engem Engagement fest. De Kandidat muss aus engem vun de 27 Länner vun der EU kommen. E muss am Besëtz si vu senge biergerlechen a politesche Rechter. E muss och déi erfuerdert moralesch Garantië bidden an apte sinn, fir de Beruff kënnen auszeféieren. Si mussen den Diplom vum Bachelor hunn, dee vun enger Universitéit respektiv vun engem Institut d'enseignement supérieur ausgestallt gouf, dee vun deem Land, wou e säi Sëtz huet, unerkannt ass. Oder den Diplom muss als Équivalent unerkannt gi vum Minister vun der Éducation nationale.

D'Kandidate kënnen och an de praktesche Fächer engagéiert gi mat engem Brevet de maîtrise an hirer Spezialitéit respektiv engem Diplom, dee vum Minister als équivalent unerkannt ass souwéi enger beruffleche Experienz vu mindestens dräi Joer ausserhalb vum Enseignement.

Si mussen déi entspriechend Kenntnisser an deenen dräi administrative Sproochen - Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch - kënnen noweisen. Ausnahmsweis kënnen am Interessi vum Schoulservice individuell Dispensë fir eng vun deenen dräi Sprooche vum Regierungsrot accordéiert ginn.

De Chargé d'éducation à durée déterminée mécht seng Aarbecht ënnert der Tutelle vum Direkter oder sengem Delegéierten. E gëtt superviséiert an evalué iert duerch den Direkter, deen him virum éischte Renouvellement vu sengem Contrat à durée déterminée eng Note gëtt op enger Bewertungsskala, déi duerch Règlement grand-ducal festgesat gëtt.

Bei enger Note ënnert der Moyenne vun de Punkten ass de Kandidat eliminéiert. D'Evaluatioun duerch den Direkter oder säin Delegéierte muss motivéiert an dem Kandidat zoukomme gelooss ginn.

Den Artikel 6 hält fest, datt deene Chargéen eng Formatioun en cours d'emploi iwwer 60 Stonnen ugebuede gëtt, wou Unterrechtpedagogik an och d'Schoulgesetzgebung behandelt ginn. E Certificat de qualification gëtt dem Kandidat ausgestallt, dee seng Formatioun mat Succès ofgeschloss huet. D'Modalitéiten, den Oflaf, den Inhalt, d'Evaluatioun an d'Zesummesetzung vum Jury ginn duerch Règlement grand-ducal festgeluecht.

Am Artikel 9 gëtt eng Réserve nationale vu Chargéë geschaf, deenen hir Missioun dora besteet, Remplacementer ze assuréieren, déi noutwendeg ginn duerch de Mangel u brevetéiertem Personal an de Lycéeën. Dës Reserv steet ënnert der Autoritéit vum Minister an d'Admissioune geschéien an der Limit vu de Posten, déi am Budgetsgesetz virgesi sinn.

Fir an dës Réserve nationale vu Chargés d'enseignement mam Statut vun Employé de l'État à durée indéterminée a mat Tâche complète oder partielle eranzekommen, musse folgend Bedingungen erfëllt sinn:

D'Kandidate mussen am Besëtz si vum Certificat de qualification an eng genügend Note d'évaluation hunn. Si ginn an d'Réserve nationale opgeholl an der Reiefolleg vun hirem Placement, dat sech aus dem Total vun der Note d'évaluation an der Note vum Certificat de qualification zesummesetzt. Bei Gläichheet vun de Punkten...

M. le Président.- Här Diederich, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

Une voix.- Mir haten zwar gefrot, fir dem Rapporteur zwou Minutte méi ze ginn, well soss geet et net duer.

M. le Président.- Jo, da fuert emol nach virun.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Bei Gläichheet vun de Punkte geet d'Preferenz un de Candidat le plus ancien en rang an duerno un den eelste Kandidat.

Déi Chargés de cours oder Chargés d'éducation, déi mat engem Contrat à durée indéterminée beim Akraafttriede vun dësem Gesetz schonn am Déngscht waren, ginn an d'Réserve nationale vun de Chargés d'enseignement iwwerholl a behalen hir Droits aqcuis, wat hiert Gehalt an de Volume vun hirer Tâche ubelaangt.

Déi fräi Stonne gi prioritär un d'Fonctionnairen, d'Kandidaten, d'Stagiaire-Fonctionnairen. Wann der net genuch do sinn, kënnen och Stonne vun de Memberen aus der Reserv gehale ginn. Bei supplementare Besoine kënnen awer och Stonnen zum Schluss vun Ersatzpersonal gehale ginn, wéi et am Kapitel 1 beschriwwe ginn ass.

Ee Wuert nach zur normaler Wochentâche vun de Memberen aus der Reserv. Si ass festgeluecht op den Équivalent vu 24 Stonnen. Si entsprécht normalerweis enger Rei vun Unterrechtstonnen an aneren Aktivitéiten am Interessi vum Fonctionnement vum Schoulunterrecht. Dozou gehéieren och, wéi gesot, déi entspriechend Aktivitéiten. D'Disponibilitéit zum Beispill ass op 72 Stonnen d'Joer festgeluecht, an obligatoresch och 72 Stonnen d'Joer fir administrativ, sozial a périscolaire Aktivitéiten. Bon...

(Interruption)

M. le Président.- Här Diederich, also mat allem Respekt. Dir sidd elo scho bal dräi Minutten driwwer. Wann ech gelift, ech muss Iech awer elo wierklech bieden zum Schluss ze kommen.

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Ech maachen dat och.

Bon. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt all deenen Merci soen, déi un der Realisatioun vun dësem Projet hei mat kollaboréiert hunn: de Responsabele vum Ministère, de Membere vun de Kommissioune fir hir Interventiounen an dem Personal vum Greffe fir seng exzellent Aarbecht.

Ech wëll heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert. Dir hutt genau fënnef Minutten an ech géif Iech wierklech bieden, alleguerten, Iech un Är Zäit ze halen.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV).*- Da kucke mer, wat hannen eraus kënnt. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Fernand Diederich, een décke Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Bericht an engem komplexen Dossier.

Zweetens begréisst d'CSV d'Grondphilosophie vun dësem Gesetzesprojet, fir engem Uerteel vum Verfassungsgeriicht aus dem Januar 2007 gerecht ze ginn. Am Kontext vun de befristeten Aarbechtskontrakter steet de Stat also och elo per Gesetz op aarbechtsrechtlechem Plang um selwechten Niveau wéi ee Privatpatron. Och am Beräich vun dem Enseignement kann eng Verlängerung vun engem Kontrakt iwwert déi gesetzlech 24 Méint an Zukunft nëmme méi iwwer en onbefristete Kontrakt geschéien. De Stat gëtt domat e richtegt Signal an dësen Zäite vu gréisserer Onsécherheet op dem Aarbechtsmaart. An deem fir d'Zukunft vum Land esou wichtege Beräich vun der Schoul gëtt d'Kontinuitéit vun dem Fonctionnement garantéiert. D'Chargés d'éducation kréien eng gewësse Beruffs- a Liewensperspektiv.

Drëttens, d'CSV begréisst, datt de Gesetzesprojet eng kloer Hierarchie schaaft um Niveau vun dem Recrutement. Brevetéiert Enseignanten hu Virrecht. E Chargé kann nëmmen dann an engem Lycée op bestëmmten Zäit agestallt ginn, wann déi Tâche, déi de Chargé kréie soll, net vu brevetéierten Enseignantë ka gemaach ginn, a wann de Volume vun där Tâche op d'mannst zéng Stonnen Unterrecht an engem Fach oder méi Fächer duerstellt. De Rekrutement vu Chargéë muss fir d'CSV deemno d'Ausnahm bleiwen, grad wéi d'Méiglechkeet, fir Chargéen anzestellen, déi keng Maîtrise vun den dräi landesübleche Sproochen, besonnesch dem Lëtzebuergeschen, hunn.

Véiertens, d'Zil vun dem Gesetzesprojet soll et net sinn, fir am Enseignement niewent de Professeren eng parallell Carrière vun de Chargéen ze schafen. Fir d'CSV-Fraktioun schreift sech de Gesetzesprojet duerfir prioritär an de Kontext vun enger aarbechtsrechtlecher Regularisiérung an. Mir verkennen awer net, datt et zënter Joren a ville Fächer net méi genuch Professere gëtt an dowéinst systematesch op Chargés d'éducation muss zréckgegraff ginn. Dës Situatioun ass och fir d'CSV-Fraktioun alles aneschters wéi optimal.

Allerdéngs muss een, bei aller Léift fir den Idealzoustand, der Realitéit an d'Ae kucken. D'Schoulpopulatioun ännert vu Joer zu Joer. A verschiddene Fächer wéi dem Engleschen, der Ekonomie, der Informatik gëtt et entweder net genuch Kandidaten, déi sech mellen, respektiv de Concours net packen. Schliesslech gëtt an dem Enseignement vill op Congé de maternité, Congé parental, Hallef- an Deelzäitaarbecht, grad wéi op Congé sans solde zréckgegraff. All dës Elementer erklären, ënnert dem Strëch gekuckt, firwat datt d'Schoulen niewent dem brevetéierte Léierpersonal gezwonge sinn, op Chargéen zréckzegräifen.

Sechstens begréisse mir als CSV-Fraktioun, datt e Chargé, innerhalb vum éischte Kontraktjoer, eng pedagogesch Formatioun vu 60 Stonne matmaache muss. Mir fannen et gutt, datt och no der Ausbildung e Chargé net einfach esou droplass Schoul hale kann, mä e steet ënnert der Autoritéit vum Schouldirekter, deen him virum Oflaf vu sengem Kontrakt eng Bewäertung gëtt. Et wier an deem Kontext sécher begréissenswäert, wann och d'Chargéen e Masterdiplom hätten. De Gesetzesprojet gesäit als Mindestdiplom ee Bachelor vir. Mä et muss een dann och genuch Leit mat deem Diplom zur Verfügung hunn, wat awer de Moment net schéngt de Fall ze sinn.

Dëse Gesetzesprojet, Här President, huet fir d'CSV eng ganz Rei vu positiven Elementer, och wa mir eis - genee wéi déi grouss Majoritéit heibannen an dobaussen - Lycéeë wënsche géifen, an deenen nëmme brevetéiert Professere Schoul halen. Mä mir si verflicht, eis mat der Wierklechkeet ausenanerzesetzen. An d'Realitéit ass nun emol déi, datt eis Schoulen ouni d'Aarbecht vun de Chargéen net méi fonctionnéiere géifen, an datt et aus deene verschiddenste Grënn momentan net méiglech ass, fir genuch brevetéiert Personal zur Verfügung ze hunn.

Duerfir ass et wichteg, datt mir als Gesetzgeber eis Verantwortung iwwerhuelen an op d'mannst d'Konditiounen definéieren, no deenen ee Chargé d'éducation beschäftegt ka ginn. Dat geschitt mat dësem Projet de loi, an ech ginn och duerfir den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, an ech soen dem Här Gilles Roth en extrae Merci, datt e souguer viru senger Zäit zum Schluss komm ass. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech war och dovunner ausgaangen, datt et hei de Modell 1 wier, wéi mer an der Kommissioun dat diskutéiert haten. Ech versichen dann elo awer, no dem Modèle de base ze schaffen. Mä ech froen lech duerfir ëm Indulgence, wann ech vläicht eng oder zwou Minutten iwwer meng accordéiert Zäit eraus géif goen, well hei hannert deem Projet de loi reflétéiert sech déi ganz Problematik vun der Personalpolitik an eise Secondairesschoulen, an dat kéint ee sécherlech a méi wéi fënnef Minutten hei diskutéieren.

Bon, säit laange Jore muss de Stat regelméisseg op Chargéen zréckgräifen, fir datt de Schoulbetrib ka fonctionnéieren. Dat sinn net e puer Eenzelfäll, mä mëttlerweil hu mer permanent iwwer, oder bal 500 Chargéen an eise Secondairesschoule schaffen. Et ass also evident, datt et u voll ausgebiltem Léierpersonal feelt. Et ass och de Beweis, datt méi Personal misst agestallt ginn iwwert de Concours. De Concours ass jo dat Instrument, wou dann d'Ëmsetzung vum Numerus clausus ass, wou d'Regierung festleet, wéi vill Personal am Secondaire soll agestallt ginn, an déi dann oft awer méi restriktiv ass wéi dat, wat een um Terrain brauch.

Do huet ee jo dann och heiansdo ganz komesch oder absurd Situatiounen. Ech kenne Fäll, wou Kandidaten de Concours gepackt hunn, also bewisen hunn, datt se d'Matière beherrschen, déi se dann herno sollten enseignéieren, datt se sech awer net en rang utile klasséiert hunn - et sinn

der zum Beispill dräi, déi agestallt gi sinn, si waren op véierter Plaz dann - also net konnten agestallt ginn, fir och an de Stage pédagogique. An deen Dag duerno krute se vun engem Schouldirekter ugeruff a si gefrot ginn: „Mir brauchen awer nach een am Hierscht, kéins de net bei eis als Chargé dann ufänken, praktesch mat enger ganzer Tâche?"

Si ginn also awer gebraucht. Si maachen déiselwecht Aarbecht, virun deene selwechte Schüler, wéi een, deen iwwert de Concours agestallt ginn ass. Mä si gi manner gutt bezuelt a si hu méi schlecht Aarbechtskonditiounen. Si kréien och oft keng Geleeënheet, fir sech pedagogesch weiderzebilden, respektiv ass och do déi Notioun vun „Acquis de l'expérience" nach en eidelt Wuert, well se dat och net kënne maachen.

Bon, et kënnt nach derbäi, datt déi Chargéë ganz oft a prekäre Situatioune waren, kann een elo soen - well sech dat elo mëttlerweil awer regulariséiert huet, oder datt mer dat haut dann definitiv maachen -, well se vu Joer zu Joer agestallt gi sinn an all Kéiers, all Joer hu se missen nei drop waarden, datt se eng Offer kruten. Dat si keng ganz flott Situatiounen. Ech muss soen, ech selwer war viru ganz ganz laange Joren, an engem anere Liewen, och emol eng Kéier Chargé de cours am Primaire, an och wann ee seng Aarbecht do gutt mécht, ass een ëmmer an där Situatioun, datt een all Dag ka gesot kréien: „Elo kanns de doheem bleiwen."

Och déi Chargéen, iwwert déi mer hei diskutéieren, déi hunn hir Aarbecht ëmmer uerdentlech gemaach, mä et gëtt een d'Gefill net lass, datt se als nëtzlech an als bëlleg Aarbechtskraaft benotzt gi sinn. An et ass och e bësselche schued, datt se hu misse viru Geriichter hir Rechter akloen, fir datt se, wa se zwee Joer noeneen agestallt gi waren, konnten endlech dann e Contrat à durée indéterminée kréien.

De Projet de loi dréit deem Rechnung, andeems mer dann elo per Gesetz déi verschidde Carrièrë vun de Chargés de cours a Chargés d'éducation regulariséieren. Et sief awer, datt och do Inégalitéite bleiwen. E Beispill: Als Chargé de cours mat Bac + 4, huele mer also déiselwecht Formatioun, déi also och déiselwecht Aarbecht maachen, do gëtt een dann zum Beispill fir d'Pai an de Sechs aklasséiert mat 22 Stonnen. Als Chargé d'éducation, och mat Bac + 4, also déiselwecht Formatioun, do huet een dann awer 24 Stonnen an do gëtt een an den E3 aklasséiert. Dat ass awer schonn eng fundamental Differenz, nëmmen am Bezuelen, fir Leit, déi déiselwecht Formatioun hunn an déi am Fong geholl och praktesch déiselwecht Aarbecht maachen, praktesch ënnert deeselwechte Statut falen.

Dovunner ofgesi kënne mer awer - deen Deel vun der Regularisatioun vun de Chargéen - mat deem Deel am Gesetz komplett domat d'accord sinn. Déi Dispositioune kréie vun eis eng ganz kloer Zoustëmmung. Endlech gëtt hir Situatioun och iwwer e Gesetz geregelt, hir Aarbecht unerkannt.

Här President, den zweeten Deel vum Projet, domadder hu mer awer méi Schwieregkeeten. Hei huet een nämlech d'Impressioun, datt de facto eng ganz nei Carrière an de Secondairesschoulen agefouert gëtt mam „Chargé d'enseignement". Hei gëtt am Fong geholl iwwer eng Hannerdier en neien Enseignant kreéiert. Deen huet da kee Bac + 4 méi, e Bachelor, an dee muss 60 Stonnen, nenne mer et dann e „Crashcours", an engem Stage pédagogique maachen, fir als Enseignant ënnert dem Titel „Chargé d'enseignement" definitiv am Schoulbetrib agestallt ze ginn.

Dat ass net gutt, wann an eise Schoulen elo eng nei Enseignantscarrière agefouert gëtt, déi net déiselwecht akademesch Ausbildung an eng limitéiert pedagogesch Ausbildung hunn. Well déi Leit, déi hale jo awer erëm Schoul virun deene selwechte Schüler wéi d'Proffen, si enseignéieren déiselwecht Matière wéi d'Proffen, mä et gëtt bei hinnen eng aner Formatioun gefrot. Si brauchen net de Master, si brauche kee Concours, si brauche kee Stage pédagogique. Et ginn also manner héich Usprëch un d'Formatioun bei deene Leit gestallt, fir kënnen am Secondaire Schoul ze halen. An hei geet et net nëmmen drëms, fir nach Leit an de Pool ze kréien, well do hu mer jo elo 500 Leit - dat misst jo awer trotzdeem fir eng Rei Joren duergoen, fir all déi Remplacementer - mä am Artikel 9 steet: „fir de Personalmangel an de Secondairesschoulen opzefänken". Et ass also ganz kloer och drop ausgeriicht, fir einfach de Personalmangel domadder opzefänken, an domadder kënne mir also net d'accord sinn.

Si hunn awer op där anerer Säit dann och méi eng héich Tâche, a si verdéngen e gutt Stéck manner. Och hei huet een eben d'Gefill, datt de Stat versicht méi bëlleg Enseignanten ze kreéieren, déi manner verdéngen, awer méi laang schaffen, an doduerjer dann duebel bëlleg ginn. An do ass et dann anscheinend egal, ob se eng zolidd Formatioun hunn oder eng Formatioun hu wéi de klassesche Proff oder net. Dat ass a mengen Aen net de richtege Wee. Villméi solle mer kucken, datt mer eng héich Qualitéit bei eisen Enseignanten am Secondaire behalen an eng eenheetlech Carrière. Duerfir brauche mer eng Astellungspolitik, fir datt mer déi Proffen astellen, déi reell feelen, an dat opgrond vun enger seriöer Planungspolitik.

Och déi Argumenter, datt een ëmmer Chargéë bräicht, well heiansdo huet ee Fächer, wou een nëmmen zéng Stonnen huet, oder duerch de Stage pédagogique brauch een heiansdo Leit, fir ze ersetzen, oder wat d'Congés de maternité betrëfft. Och dat ass kee richtegt...

M. le Président.- Här Berger, kommt elo wann ech gelift lues awer sécher zum Schluss.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ech kommen zum Schluss Här President, ech hunn nach eng hallef Minutt.

Och dat ass en Argument, wat ech net richteg kann novollzéien, well et ass déi fundamental Fro: Wa mer Leit hunn, déi am Secondaire Schoul halen, sollen déi déiselwecht Formatioun hunn oder net? Fir mech ass et kloer, datt déi all sollen déiselwecht Formatioun hunn, och wa se nëmmen zéng Stonnen hunn, och wa se nëmmen ersetzen. Dat gëtt et jo net an anere Beruffer. E Buschauffeur, wann een ee brauch, fir ze ersetzen, muss deen e Permis hunn als Buschauffeur. En Dokter, deen iergendwou ersetzt, muss Dokter sinn. Am Schoulbetrib schéngt dat awer net de Fall ze sinn. Mir kënnen net mat der Aféierung vun där bradéierter Carrière, géif ech soen, averstane sinn.

Här President, wa mer kéinten elo Vote par vote maachen, da géife mer fir de Gros vun den Artikele vun deem Gesetz hei stëmmen, mä mir géifen awer natierlech och déi Dispositioune vun där neier Carrière net stëmmen. Dat wäert awer elo d'Majoritéit net maachen. Duerfir wäerte mer eis enthale bei deem Projet, fir awer ze soen, datt mer mat der Regularisatioun vun de Chargéë komplett domat d'accord sinn, datt mer awer wierklech Schwieregkeeten hu mat deem neie Chargé d'éducation.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech hu mech op de Modèle de base agestallt, an ech wëll och net iwwerzéien. Ech wëll awer och e bësselche bedaueren, datt mer de Modèle de base hunn, virun allem, well ech de Rapport vum honorabelen Här Diederich interessant a komplett fonnt hunn. Merci fir de Rapport, de schrëftlechen an de mëndlechen.

Et ass eigentlech en trauregt Kapitel, wat mer haut diskutéieren a probéieren ze regelen: d'Chargéen am Enseignement. Et wier jo eigentlech logesch, datt just brevetéiert Leit, souwuel am Enseignement fondamental wéi am Enseignement secondaire géife schaffen. D'Planifikatioun, déi mer an eise Schoule gemaach hunn, ass einfach net gutt. An dat ass net just de Feeler vun dëser Ministesch an och net vun der viregter, déi déiselwecht war, mä och nach vun där virdrun a virdrun. Do hu mer eis also eppes opgebaut, wou mer eis ganz laang schwéier dinn domat.

D'Argumentatioun, firwat datt mer net genuch brevetéiert Leit hunn, déi geet hin an hier. Do gëtt souguer gesot, et gëtt vill Congé parental, et gëtt vill Krankmeldungen - do waren ëmmer Leit, déi ersetzen -, et gëtt am Enseignement vill Congé sans solde. Et gëtt och nach gesot, 10% packen hire Stage net. Ech fannen, dat sinn alles Donnéeën, déi et och an anere Beruffer gëtt.

Eigentlech misste mer am Enseignement och eng grouss Réserve nationale hunn, fir ersetzen ze goen. An déi Leit an där Réserve nationale, dat missten déi am allerbeschte Forméierte sinn, well ech mengen dat ass mat déi schwieregst Erausfuerderung, wann een oft muss wiesselen, a wann een ëmmer erëm mat neie Gruppe konfrontéiert gëtt, a wou ee sech ëmmer erëm op nei Léiersituatioune muss astellen, a wou och wahrscheinlech d'Disziplin anhalen guer net esou einfach ass.

Eng aner Fro, déi ech och an der Kommissioun opgeworf hunn: Wéi maache mer et dann an de Cliniquen? Wann d'Infirmière krank ass, dann ass et net um Kach fir Piqûren ze maachen?

Eng Äntwert ass natierlech och an der Kommissioun gewiescht: Ma an de Cliniquen schaffen och vill Auslänner an dat ass am Enseignement net méiglech, well mer do zum Beispill déi Dräisproocheklausel hunn. Trotzdeem schéngt et eis awer en Zeechen, datt mer eis Planifikatioun vum Léierpersonal net richteg gemaach hunn, a souguer och nach vläicht eis Orientatioun vun de Studenten net richteg maachen, datt mer et einfach net fäerdeg bréngen, déi Lächer, déi mer do hu beim brevetéierte Personal, fir déi ze fëllen.

Duerfir, well déi Situatioun esou ass, gëtt et schonn zënter Joren a Jorzéngte vill Ersatzleit, Chargés de cours, Chargés d'éducation, an zukünfteg och nach Chargés d'enseignement. Dat muss ee bedaueren, mä dat ass eng Tatsaach. An aus Respekt virun der Aarbecht vun dëse Chargéen ass et dann och richteg, datt endlech déi Konditioune geregelt ginn. Den Här Roth huet virdru begréisst, wat eigentlech eng Selbstverständlechkeet misst sinn an ëmmer hätt misse gewiescht sinn, datt de Stat d'Aarbechtsrecht respektéiert.

Natierlech kann ee sech net driwwer freeën, wann am Fong geholl eng zweet Filière opgemaach gëtt, fir Enseignanten ze rekrutéieren. Duerfir wier et wierklech sënnvoll, a mer mussen dat maachen - och wann et an der Vergaangenheet schonn oft probéiert ginn ass an nach zu kengem Zil gefouert huet oder zu kengem zefridde stellenden -, den Accès à la fonction de professeur musse mer reforméieren.

D'Chargés de cours, fir op déi zréckzekommen, hunn och vun eisem Ministère nach ni eppes geschenkt kritt. Et ass och scho relativ dramatesch, datt mer do jorelaang Leit beschäftegen, déi bis elo nach all Succès, dee se kritt hunn, sech hu misse virun de Geriichter erkämpfen. An esou ass och erëm an dësem Gesetz zum Beispill keng Validatioun vun den Acquis professionnels virgesinn. Dat géif awer Sënn maachen. Et ass och keng Décharge pour ancienneté virgesinn, am Verglach zu den Enseignanten. Och dat géif Sënn maachen. An esou ass et denkbar, datt mer och mat deem Gesetz hei nach net d'lescht Wuert am Dossier Chargés geschwat hunn.

D'Chargéë kréien och hei näischt geschenkt. Vill Ursaache gëtt et, fir géint dëst Gesetz ze stëmmen. Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt mer awer mussen eng Regulatioun hunn. Ech hunn och laang driwwer mat de Kolleegen diskutéiert. Mir wiere souguer mat gewiescht, fir d'Gesetz ze stëmmen, fir eng besser Regelung ze kréien, allerdéngs den Artikel 9, deen hält eis awer dovun of, an duerfir maache mer eng Abstentioun bei deem Gesetz.

Déi gréng Fraktioun wäert sech enthalen. Firwat? Ma am Artikel 9, do steet: «Il est créée une réserve nationale de chargés d'enseignement ayant pour mission d'assurer des remplacements et...» - an dat ass eppes, wat mer net kënne matdroen - «... de pourvoir au manque de personnel enseignant breveté au sein des lycées.» Dat ass eppes, wou mer eigentlech soen, domat maache mer eis d'Dier op, fir awer Leit, déi manner qualifizéiert a manner bezuelt gi sinn, effektiv ze huelen, fir brevetéiert Leit ze ersetzen. Dat ass eppes, wat mer net kënne matdroen. Duerfir wäerte mer eis enthalen.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Véier Minutten, déi mer zousti fir dëse Projet. Ech wëll just de Kolleege Berger an Adam soen, datt si misste mat hire Fraktiounspresidente schwätzen, well déi haten an der Presidentekonferenz dem Modèle de base sécherlech zougestëmmt, soss hätte mer en net. Ech wëll dem Kolleeg Fernand Diederich Merci soe fir säi Rapport, deen e gemaach huet, dee ganz explizit war. Mir wäerten als ADR dëst Gesetz net stëmmen aus dräi Ursaachen, méi bleift mer net an der Zäit iwwreg.

Déi éischt ass, dat hei sinn am Fong d'Konsequenze vun enger Politik, déi iwwer Jore gemaach gouf, déi als Resultat huet, datt opgrond vun der Planifikatioun a vun der Formatioun mer haut net méi genuch brevetéiert Professeren hunn, wat am Fong misst de Prinzip sinn an engem Schoulsystem, dee sech fir seriö hélt. Dat, wat mer haut hei maachen, dat misst am Fong d'Ausnahm sinn. Mä wann een d'Zuele kuckt, déi hei genannt ginn, dann ass et schonn net méi d'Ausnahm, da gëtt et lues a lues zur Regel. An et kann een och fäerten, datt an Zukunft d'Zuel vun deenen heiten nach wäert weider an d'Luucht goen.

Den zweete Punkt ass, datt mir fir de Prinzip antrieden, datt fir déiselwecht Aarbecht ee misst behandelt gi wéi deen aneren. Dat betrëfft souwuel d'Tâche wéi och d'Décharge. Et betrëfft den Alter an alles dat. Mir gesinn net an, firwat datt verschidde Leit, déi déiselwecht Aarbecht maachen, déiselwecht Klasse viru sech hunn, dann do sollte verschidden Tâchë sinn a verschidde Bonifikatioune sinn.

Ech mengen, entweder ass dat berechtegt, da muss et fir d'Leit alleguer berechtegt sinn, oder et ass net berechtegt. Mä mir gi jo dovun aus, datt et berechtegt ass, da misst och ee wéi deen anere behandelt ginn. Et kann net sinn, datt de Stat sech iwwert dëse Wee versicht, méi bëlleg Léierkräften, Zweet-Klass-Léierkräften, zouzëeegnen.

Den drëtte Punkt, dee mer hunn, Här President, dat ass mat de Sproochekenntnisser. Et steet wuel am Gesetz, datt déi Leit mussen am Besëtz vun deenen dräi Sprooche sinn: Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch. Mä d'Gesetz léisst awer och zou, datt d'Regierung kann higoen an d'Dispens vun enger Sprooch maachen.

Mir sinn der Meenung, datt et an der Fonction publique bei all deenen anere Fonctioune keng Dispens gëtt, mä datt een do d'Sproochekenntnisser muss erfëllen. Souguer am Enseignement musical hu mer déi Sproochekenntnisser agesat a keng Dispens agesat, esou datt mer net agesinn, datt mer och hei eng Dier opmaachen, wou ebe kann eng Dispens vun de Sproochekenntnisser erlaabt ginn. Dofir, wéi gesot, kënne mir net dëst Gesetz stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen, datt e sech och u seng Zäit gehalen huet. An dann hu mer elo als leschte Riedner den Här André Hoffmann.

(Interruptions)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech kann dat Gesetz selbstverständlech...

Une voix.- Wou Der Recht hutt, hutt Der Recht!

(Hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- ... och net stëmmen - also, ech stëmmen dergéint, net nëmmen Enthalung -, selbstverständlech och haaptsächlech wéinst deem Artikel 9.

Iwwer wat mer hei diskutéieren, dat ass keng Formalitéit, dat ass och net nëmmen eng Regulariséierung vun aarbechtsrechtleche Situatiounen an et geet och net nëmmen ëm de Remplacement, sondern et geet wierklech - och wann ee vun de Virriedner dat hei bestridden huet - ëm

d'Schafung vun enger neier Kategorie vu regelméissegen Enseignanten, well dat steet däitlech am Artikel 9. An déi nei Kategorië vun Enseignanten, déi sinn nom Artikel 9 - offen ausgedréckt - dofir do, fir de Mangel u brevetéiertem Personal auszegläichen.

Déi nei Kategorie vun Enseignanten, déi sougenannte Chargés d'enseignement, déi gi selbstverständlech un alleréischter Stell emol vill méi bëlleg. Dat passt also och absolut an d'Spuermoossname vun der Regierung. Si gi véiermol méi bëlleg am Kader vun der initialer Ausbildung, der universitärer Ausbildung: dräi Joer amplaz fënnef, also Bachelor amplaz Master. Si brauche kee Stage ze maachen, deen natierlech och Ausgabe bedeit, sondern se kréien déi reduzéiert Formatioun vu 60 Stonnen d'Joer. Si kréie manner Gehalt a si musse méi schaffen.

Et gesäit een och un der Planifikatioun vum Ministère elo schonn - och an engem Moment, wéi deen Term vun de Chargés d'enseignement nach net bestanen huet -, dass eigentlech an Zukunft déi nei Kategorie vu Chargés d'enseignement, dass déi och systematesch an d'Planifikatioun mat agebaut gëtt. Dat heescht also, mir schafe wierklech eng nei, bëlleg Kategorie vun Enseignanten. Iwwermuer wäerte mer erëm diskutéieren iwwert d'Wëssensgesellschaft am Kader vun der Strategie „Europa 2020". Mä mat dem Widdersproch tëschent Theorie a Praxis ass dat jo esou eng bekannte Saach.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Hoffmann. An elo kritt nach d'Wuert d'Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, all den Intervenanten. Ech denken, dass zu dësem Sujet alles gesot ginn ass haut den Owend, dofir wëll ech net op alles erëm agoen.

Ech wëll just hei rappeléieren oder ënnersträichen, dass ech net stolz op dat Gesetz hei sinn an dass ech mech och net driwwer freeën. Mä contrairement zu verschiddene vu menge Virriedner sinn ech konfrontéiert mat der Realitéit a mat der Situatioun um Terrain. Ech schumme mech awer och net fir dat Gesetz. Ech mengen, d'Virgeschicht, déi ass jo laang: 2005 hunn ech dat éischt Gesetz hei déposéiert, fir endlech d'Situatioun vun deene Leit, déi mer an der Schoul brauchen, déi mer an der Schoul astellen, fir deenen e Kader ze ginn an ze regulariséieren, well ech kann lech soen, wann Der Chargés d'éducation oder Chargés de cours oder - elo an Zukunft - Chargés d'enseignement do hutt, déi kee festen Aarbechtskontrakt hunn, déi doduerch kee Prêt op enger Bank kréien, da sidd Der net ganz stolz als Unterrechtsminister. Dofir freeën ech mech, dass mer elo emol déi Situatioun do regulariséieren.

Zweetens wéilt ech dann awer hei soen: Dat Gesetz hei leet an aller Transparenz de ganze Problem vun der Éducatioun op den Dësch. Ech ka jiddefalls net accuséiert ginn, dass mer hei hypokritesch géife virgoen. Mir deklaréieren d'Faarf a mir beschreiwen, wéi d'Situatioun ass.

Dat Gesetz fixéiert d'Konditiounen, wéi mer rekrutéieren. Domat ass dat kloer. Dat war virdrun en zimlechen Duerjerneen, well allméiglech Leit konnte rekrutéiert ginn. Mir fixéieren d'Formation en cours d'emploi, déi et bis elo net ginn ass. Et gouf iwwerhaapt keng Formatioun; dat ass eng Verbesserung. Zweetens stelle mer déi Leit ënnert d'Verantwortung vum Direkter oder sengem Delegéierten. Dat heescht, et ass kloer en Encadrement do vun de Chargéen. Mir definéieren d'Konditiounen, wéini dass däerf e Chargé agestallt ginn: Et mussen op d'mannst zéng Stonnen do sinn, dass et also net eng Solution de facilité ass an der Schoul, wann iergendee feelt an et stinn dräi Stonnen op, amplaz ze kucken, eng aner Léisung ze fannen. Elo mussen déi Konditioune kloer sinn.

Dofir soen ech, dat Gesetz ass noutwendeg, an ech soen deene Merci, déi dat Gesetz hei stëmmen.

Ech wollt just nach zwou Remarquë maachen: éischtens, wat d'Validation des acquis ugeet. Ech si wierklech fervent fir d'Validation des acquis. Ech wëll just rappeléieren, dass de Ministère déi net ka maachen. Mir hunn net d'Recht, engem en Diplom unzeerkennen. Dat ass also eng Missioun, déi der Uni - oder den Unien - iwwerfält, a mir probéieren, d'Validation des acquis op allen Niveauen duerchzedreiwen, an ech géif all d'Leit encouragéieren, dorobber zréckzegräifen.

Zweetens: Wat den Diplom ugeet, wéi ee ka rekrutéiert ginn, wollt ech awer och hei soen, dass mir och elo - och bei deene Leit, déi de Concours maachen - Leit rekrutéiere mat Bachelor. Ech wëll just d'Beispill gi vun den Infirmièresschoulen, wou Infirmieren oder Assistants sociaux rekrutéiert ginn, fir Coursen ze halen, an déi hunn e Bachelor, well do gëtt et nämlech kee Master.

Esou dass ech wëll soen, et soll een net vum Fall ausgoen: ëmmer nëmmen den E7-Professer. Mir hunn och am Enseignement eng Carrière vu Professeurs d'enseignement technique, déi ëmmer - bis elo - op deem Niveau rekrutéiert gi sinn, esou dass ech géif soen, mir sollen hei an allem Respekt virgoe virun den Diplomer an de Qualifikatioune vun den Enseignanten.

Ech versécheren, ech hu bis elo ëmmer Instruktioun ginn un d'Schoulen, wa se Chargéen astellen, dass se solle Leit astellen, déi d'Konditioune vum Concours erfëllen, dass se sech kënnen dem Concours stellen. An dat ass och an de leschte Joren an de Schoulen esou praktizéiert ginn, an ech encouragéieren alleguerten d'Leit, sech dem Concours ze stellen. Ech wëll och soen, dass mir all Joer eng grouss Zuel vu Posten ausschreiwen: dëst Joer 210 Leit am Concours.

Säit ech am Ministère sinn - dat sinn elo gläich sechs Joer -, hu mer nach kee Joer de Plein gemaach vun all de Posten, well mir musse jo ausschreiwen an de verschiddene Fächer. Et ass net wéi beim Schoulmeeschter oder der Léierin, wou Generalistë sinn. Hei musse mir jo - ier de Concours ugeet - soen, mir rekrutéieren esou vill Franséisch, esou vill Englesch, esou vill Mathé. An nach kee Joer ass bis elo de Plein gemaach ginn. Ech ruffen dann d'Jury an ech soen: Wann ech gelift, kënnt Der net kucken, awer d'Leit alleguerten..., wann der d'Posten hutt, se ze besetzen? Ech sinn net responsabel fir d'Organisatioun vun de Concoursen.

Ech stellen derniewent fest, dass 10% vun de Leit am Stage duerchfalen, wat ech immens bedaueren, no esou enger schwéierer Selektioun, dass mer et dann net packen, fir d'Leit ze rekrutéieren. Dat ass menge Virgänger d'selwecht gaangen. An dat erkläert natierlech en Deel vun deem Mangel un Enseignanten, u brevetéierte Professeren, dee mer elo hunn. Wann ech derniewent gesinn, dass mer an deene leschte Joren, säit ech dat moossen, ronn, zwëschent 800 an 1.000 Schüler méi am Postprimaire hunn... Dat ass just, fir lech d'Envergure ze weisen.

Ech géif just hei, fir ofzeschléissen, en Appel lancéieren un alleguerten d'Studenten, déi elo fäerdeg ginn, oder déi, déi ënnerwee sinn: Mir brauche brevetéiert Professeren. Mir géife se och gäre rekrutéieren. Mir brauchen dréngend Leit an der Mathematik, an der Biologie, an der Chimie, an der Mathé, an ech wär frou, wa mer ganz vill Kandidaten hätten, déi mer da kéinten duerch d'Voie royale - wat ass: de Concours, de Stage - ...an dann an déi glécklech Kategorie vum E7-Professer eranzekommen. Et ass net esou, dass mer dee Wee wéilten zoumaachen.

Da wëll ech en allerlescht Wuert soen: Ech kenne Chargés de cours, déi eng excellent Aarbecht maachen. Ech fanne bei verschiddene Leit e gewësse Mépris, deen do matgeklongen huet, an dogéint wëll ech mech mat aller Vehemenz wieren.

Ech soen deene Leit, déi dat Gesetz hei stëmmen, villmools Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Éducatiounsministesch. Domadder ass d'Diskussioun eriwwer a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, fënnef Nee-Stëmmen a 15 Abstentiounen. Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen? Dat schéngt net de…

Une voix.- Den Här Angel.

Une autre voix.- Neen, deen ass…

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn. Den Här Angel ass schonn do fir deen nächste Projet.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5787 est adopté par 38 voix pour, 5 voix contre et 15 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Lucien Lux), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer (par M. Claude Haagen) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen);

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Elo kéime mer dann zu deem Projet de loi, wou den Här Angel schonn hei steet, nämlech de 6094, den Accord tëschent der belsch-lëtzebuergescher Unioun an Drëttlänner iwwert d'Schütze vun Investissementer. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo just agedroen: den Här Haupert an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

8. 6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Dir hutt jo scho gesot, Här President, ëm wat et geet, a vu dass ech en detailléierte schréftleche Rapport an der Kommissioun virgeluecht hunn, kann ech mech wierklech elo ganz kuerzfaassen.

Den Objet vun dësem Projet de loi: Do geet et jo, fir Accordë mat zéng Länner ze maachen am Kader vun der UEBL, fir déi géigesäiteg Investissementer ze encouragéieren an ze schützen duerch, zum Beispill, eng Garantie vum sougenannten Traitement juste et équitable vum Investissement oder duerch d'Obtentioun vun der Clause de la nation la plus favorisée.

Déi zéng concernéiert Länner sinn de Bahrain, Äthiopien, Katar, République de Corée, Ruanda, Oman, Colombie, Tadschikistan, Panama a Barbados. Déi zéng Accordë gläiche sech all, et si just verschidde kleng Differenzen, wann déi drëtt Partei - dat Land - dat gefuerdert huet.

D'Préambule definéiert d'Parties contractantes, se beschreift och den Objectif vum Accord. Dat ass also e Renforcement vun der ekonomescher Kooperatioun via d'Realisatioun vun Investissementer. Duerno ginn Terme wéi Investisseur, Investissement, Territoire definéiert. Déi Accordë beinhalten och Dispositiounen, wat d'Protektioun vum Environnement ugeet, den Droit de travail. Déi Accordë si gülteg fir zéng Joer. Si kënnen op zéng Joer widderholl ginn. Wa se dénoncéiert géife ginn, sinn awer déi Investissementer, déi scho gemaach gi sinn, fir déi nächst zéng Joer geschützt.

De Statsrot huet säin Accord ginn. En hat sech leider gëiert an enger Remarque, déi e gemaach huet. En huet gesot, et wär een Accord - dee mam Katar - net vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn. Dat ass doduerch, dass de Layout vun deem Accord aneschters war an d'Ënnerschréft op enger anerer Säit war. Si waren also all ënnerschriwwen. Et huet och e Member vun der Kommissioun gesot, de Statsrot hätt gesot, et géif een net wëssen, wiem seng Ënnerschréft dat war. Ech hunn dat dunn nogefrot: Dat war siwemol den Ausseminister an dräimol den Ambassadeur Alfons Berns zu Bréissel.

(Interruption)

Esou, dass se all richteg ënnerschriwwe sinn. Mä mir hätten net missen ënnerschreiwen, Här Henckes, well den Artikel 31 vun där neier Konventioun UEBL vun 2002 seet, dass d'Belsch dat och fir Lëtzebuerg kéint maachen. Mä et ass awer hei alles ënnerschriwwe gewiescht. Dofir kënnt Dir dat roueg hei stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci. Wéi mer dat gewinnt si vum Här Angel, war dat méi wéi komplett.

Et bleift näischt méi derzou ze soen. Mir kommen also zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss, de Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Mill Majerus), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Lucien Lux), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), M. Roger Negri et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jacques-Yves Henckes);

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Deen nächste Projet, dee mer diskutéieren, ass de Projet de loi 6116 iwwert d'Statute vun der Agence internationale pour les énergies renouvelables. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Kox an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt nach eng Kéier d'Wuert.

9. 6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Approvisionnéiere mat Energie ass eng vun de gréissten Erausfuerderungen, mat där eis heiteg Welt konfrontéiert ass. De steigende Verbrauch hei an eisen Industrielänner, d'wirtschaftlech Entwécklung an de Schwellelänner an och d'Wuesse vun der Weltbevölkerung hunn eng grouss Inzidenz op d'Nofro vun Energie.

Mat engersäits der Fro vun der Energiesécherheet, déi domat zesummenhänkt, dass déi fossil Energiequellen net onendlech sinn, an anerersäits, dass de Klimawandel nëmmen anzedämmen ass, wa manner CO_2 ausgestouss gëtt, kritt d'Promotioun vun erneierbaren Energien ëmmer méi eng wichteg Roll. D'Flambée vun de Pëtrolspräisser an och d'Ofhängegkeet vu ville Länner vun de fossilen Energien ass eng aner Ursaach, dass et zu engem Ëmdenken a Wiessel an der Energiepolitik, net nëmmen an Europa, mä op der ganzer Welt komm ass oder nach komme muss. D'EU huet och schonn eng Kéier geholl an hirer Energiepolitik mat der Initiativ 20-20-20, déi ech jo net brauch ze erklären, well Der se all kennt.

Also ass et kloer a logesch, dass d'Zréckgräifen op erneierbar Energien eng vun den Haaptpisten ass, fir dat ambitiéist Zil ze erreechen. De Recours op erneierbar Energië stéisst awer oft op Obstaclë politescher, ekonomescher an technescher Natur. Et ass an deem Kader, wou et noutwendeg ginn ass, eng international Institutioun ze schafen, déi sech ëm d'Promotioun vun den erneierbaren Energië këmmert.

Um Ursprong vun esou enger Iddi stoungen Eurosolar, wou eise Kolleeg Henri Kox jo de Lëtzebuerger Vertrieder ass, an och de Conseil mondial pour les énergies renouvelables. D'Agence IRENA, International Renewable Energy Agency, gouf also doropshin am Januar 2009 zu Bonn an d'Liewe geruff. Bei der Grënnungsversammlung waren 124 Staten dobäi. Et hunn der direkt 75 ënnerschriwwen a bis haut huet souguer en Total vun 142 Staten ënnerschriwwen. Iwwregens och d'EU huet als EU selwer och ënnerschriwwen.

Mir schwätzen also haut iwwert d'Statuten. D'Haaptmissioun vun IRENA geet aus dem Artikel 2 vun de Statuten ervir. Si soll, ech zitéieren: «L'Agence encourage l'adoption accrue et généralisée et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergies renouvelables (...)» Den Artikel 3 seet, wat erneierbar Energië sinn: d'Bioenergie, Énergie géothermique, hydroélectrique, d'Énergie des océans, Solarenergie an d'Wandenergie.

IRENA soll e Centre d'excellence gi fir d'Technologië vun den erneierbaren Energien an se soll och d'Roll vun engem Facilitateur, Catalysateur spillen. Et muss eng Base de savoir entwéckelt ginn, politesch Berodung an Technologietransfert solle gefördert ginn. Och d'Berodung a Finanzfroen, d'Stimulatioun vun der Recherche an d'Zesummeschaffen op deem ganze Gebitt solle wichteg sinn.

D'Organer sinn eng Assemblée, e Conseil an e Sekretariat. Wéi déi Organer funktionéieren, kënnt Der am schréftleche Rapport noliesen. E wichtegen Artikel ass den Artikel 12 iwwert de Budget vun der Agence: Dee gëtt duerch Contributions obligatoires a Contributions volontaires vun de Länner finanzéiert. D'Participatioun vu Lëtzebuerg sinn 30.000 Euro pro Joer.

Déi reschtlech Artikelen, dat sinn alles Artikelen - dat kann ech Iech erspueren - iwwert d'Immunitéit an iwwert d'Relatioune mat aneren Organisatiounen. De Marcel Oberweis - ech hu mech mat him ofgeschwat - wäert nach e bësse méi am Detail op déi erneierbar Energien agoen. Dofir kann ech dat och spueren.

Mir haten och eng Diskussioun an der Kommissioun iwwert déi Direktiv, déi Lëtzebuerg nach muss bis Enn dës Joers ëmsetzen. Den Här Kox hat do nogefrot, wou mer mat der Ëmsetzung dru sinn. Ech hunn do e ganzt Kapitel an de Rapport bäigesat, dat ech och elo net hei wëll virdroen, dat kann en do noliesen. Ech wollt just soen, dass ech als Vertrieder vun der LSAP hei den Accord ginn, dass mir mat deene Statute vun där Agence d'accord sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Ech mengen, den Här Angel war méi wéi kloer an detailléiert iwwert d'IRENA. Ech géif elo wierklech proposéieren, datt mer géifen zum Vote kommen. Ah, den Här Oberweis wëllt onbedéngt nach dozou schwätzen, da kritt den Här Oberweis nach d'Wuert.

(Interruptions)

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech mech midd maachen, e Rapport ze schreiwen, dann droen ech en och hei vir.

Une voix.- Och e Rapport...

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Erlaabt mir am Ufank dem Rapporteur, dem Marc Angel, Merci ze soe fir dee schréftleche Rapport an och de mëndlech virgedroenen hei.

(Interruption)

Ech wëll just e puer Wuert soen awer, well et ass awer mindestens wäert, dass een nodenkt. Hei an dem Haus gëtt vill geschwat iwwer aner Problemer, déi d'Welt änneren, ob et d'Finanzkris ass oder d'Wirtschaftskris ass. Eng aner Kris, d'Ëmweltkris, déi dreift d'Mënschen herno nach vill méi ëm wéi d'Geld.

D'Ëmweltkatastroph, déi sech am Ableck am Golf vu Mexiko ofspillt, huet niewent de Käschten a Milliardenhéicht doriwwer der Mënschheet gewisen, dass et Zäit ass doriwwer nozedenken, wéi mir eisen onmoossegen Energiehonger, bis elo Erduelech, Kuel an Erdgas, an der Zukunft decke wëllen. Am Secteur vun de fossilen Energië si mer mat der Tatsaach konfrontéiert, dass déi, déi mer do dauernd benotzen, lues a sécher zu Enn ginn. Net fir näischt engagéiere sech ab elo déi grouss Multie schonn eleng an déi erneierbar Energien, déi jo elo am Mëttelpunkt vun eisem Projet de loi stinn.

Mir kënne soen, dass 2009 dat wichtegst Joer fir d'Entwécklung an der Ausbreedung vun den erneierbaren Energië wor. Virun 53 Joer ass d'Agence vun der Atomenergie gegrënnt ginn. Viru 36 Joer ass déi international Agence fir Energie zu Paräis gegrënnt ginn, déi eis jo dauernd soll Informatioune ginn iwwert de Verbrauch an iwwert d'Reserven. An d'lescht Joer, de Marc Angel huet et gesot gehat, ass d'IRENA zu Bonn an d'Liewe geruff ginn. Hir Haaptaufgab ass ganz kloer, d'Notzung vun den erneierbaren Energien op dem Weltplang ze promouvéieren.

Et ass och ganz gutt, dass de Siège op Abu Dhabi geluecht ginn ass, fir eleng déi, déi am Pëtrol- an am Erdgassecteur sinn, mat eranzezéien. Mat der Europäescher Kommissioun sinn elo schonn 143 Länner an dëse Veräin opgeholl ginn, an de Budget bedréit 13,7 Milliounen. Net vill, mä wat faszinéierend ass: Et sinn eleng 48 Länner aus Afrika a 37 Länner aus Europa Member vun der IRENA.

Wa mir déi gefuerdert Emissiounsreduktioune vun den Dreifhausgasen tant soit peu bis 2030 erreeche wëllen, da musse mir haut scho vun de fossilen Energië fortkommen an eis den erneierbaren Energien zouwennen. Nëmme mat dëse packe mir d'Lutte am Klimawiessel, den Challenge Nummer 1 fir ons Gesellschaft.

Dierf ech drop hiweisen, dass eleng am Joer 2008 ronn 120 Milliarden Dollar fir d'Notzung vun den erneierbaren Energien investéiert goufen? Mir hunn am Beräich vun der Solarenergie scho ronn 16.000 Megawatt an am Beräich vun der Wandenergie ronn 121.000 Megawatt opgestallt, Tendenz klammend. Haut eleng scho si Milliounen Aarbechtsplaze an dësem opstriewende Beräich entstan. Trotzdeem läit den Undeel vun erneierbaren Energië momentan eréischt bei 18% op dem Weltplang. A wann ee bedenkt, dass d'Energienofro bis 2050 ëm weider 50% klëmmt, mat falende Ressourcë Kuel, Erdgas an Uelech, da kann ee sech d'Chance vun den erneierbaren Energië gutt virstellen.

Duerch den Ëmstand, dass IRENA vun 143 Partner gedroe gëtt, kënnt et sécherlech zu groussregionalen a kontinentiwwerspanende Zesummeschléss an der Notzung vun erneierbar Energien. Notamment hei an Europa si mir schonn amgaangen, duerch d'Verknëppung vun der Offshore-Wandenergie-Zentral un der Ostséi an am Nordmier, de Solaranlagen a Spuenien an a Portugal, souwéi d'Biomassenzentralen a Mëtteleuropa ee formidabelen, intelligente Réseau fir d'elektresch Energie opzebauen. D'IRENA stellt...

(Interruption)

Jo och fir Iech, Här Bettel, wann Der wëllt esou gentil sinn, ass Energie och eng interessant Saach, well eleng mam Geld...

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Sou, elo lauschtere mer dem Här Oberweis no, well en huet nach eng knapps Minutt.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- An ech kommen zum Schluss.

(Hilarité)

Ech hu meng Zäit gutt ausgerechent.

D'IRENA stellt also eng Chance fir Europa duer, an och fir Lëtzebuerg. Mir mussen an der Notzung vun den erneierbaren Energien, souwuel heiheem wéi och dobaussen an der Groussregioun, eng eemoleg Chance gesinn. Well mir jo Aarbechtsplaze schafe kënnen, an doriwwer eraus d'Dreifhausgase reduzéiere kënnen, an d'Ofhängegkeet vun deenen Energien, déi ech elo grad genannt hunn, ofbauen.

Dierf ech drop hiweisen, dass d'Energieagence zu Paräis eng Prognos elo kuerz gemaach huet,…

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- …laut där 5.000 Milliarden Euroen an de kommenden 20 Joer an dëse Secteur investéiert kënne ginn; eng Chance fir Europa a fir d'Welt?

En effet, IRENA bedeit dës Chance fir all Bedeelegt, well si fir jiddwer Land déi erneierbar Energien ënnerstëzt, déi an deem Land disponibel sinn. Mir hu keng Miereswellenenergie, mir hunn awer anerer, déi mer notze kënnen. Dës Initiativ muss onbedéngt ënnerstëtzt ginn. Et handelt sech ëm eng einfach an eng formidabel Win-win-Situatioun fir d'Mënschen an och fir d'Natur.

Duerfir bréngen ech den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis, an ech mengen, no där Interventioun bleift wierklech näischt méi. Den Här Kox fillt sech och nach eng Kéier beruff. Den Här Kox kritt nach d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, ech wëll just drun erënneren, dass Dir zesumme mat de Fraktiounspresidenten deen Ordre du jour hei opgestallt hutt, an da musst Der awer esou fair kënne sinn, deenen Interventiounen, déi elo nach kommen, och mindestens zwou, dräi Minutten nach kënnen ze ginn, fir hire Message kënnen eriwwerzeginn.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech wëll dann och mäi fréiere Professer Marcel Oberweis, déi Zäit vum Technikum, och hei ënnerstëtze fir déi gutt Interventioun. Ech wëll och do deem näischt méi zousoen iwwert d'Wichtegkeet vun erneierbaren Energien. Ech denken, dass dëse Projet vill opweist, an eng Zukunftstechnologie, déi och an der Debatt vun „Europa 2020" den Donneschdeg an de Vierdergrond gestallt gëtt. Mä eleng eng Agence wäert eis den Energiewandel u sech net bréngen.

Ech wëll just op zwee Punkten hiweisen. Mir hu wuel eng international Agence. Mir feelt eng oder eis feelt eng europäesch Agence, eng ähnlech Agence, nämlech d'Europäesch Unioun war an dësem Domän federführend. Si war souwuel an der Fotovoltaik, an der Solarenergie, an der Wandenergie, a villen neien Technologië federführend, huet awer dee mëttlerweilen ofginn, an et sinn elo Länner wéi China, et si Länner wéi souguer d'USA, déi hei de Schneid ofkafen, wat d'Entwécklung vun den erneierbaren Energien, wat d'Entwécklung insgesamt vun zukünftege grëngen Technologien ugeet.

Ech hoffen, dass eis Regierung - an do kann ech och bedaueren, dass fir dës Regierung d'Kompetenz hei vun dësem Projet an dem Wirtschaftsministère läit, an net am Ëmweltsministère, well do hätte mer sécherlech méi Initiative kënnen dee Moment erreechen.

Wann ee seet op europäeschem Niveau, da muss een awer och soen op lëtzebuergeschem Niveau. Dir wësst alleguerten, Lëtzebuerg huet eng Strategie mat ënnerschriwwen, déi do heescht bis 2020 am Energieberäich, sief et bei der CO_2-Reduktioun, 20% an der Effizienz an an den erneierbaren Energien och 20% ze erreechen. A Lëtzebuerg huet den Accord ginn, fir 11% kënnen ze maachen. Déi 11% mussen an enger Strategie festgeschriwwe ginn, an déi sollt dann och vun dëser Regierung elo fir den 20. Juni op Bréissel geschéckt ginn.

Déi Strategie, déi och viru kuerzem virgestallt gouf, nämlech den 19. Abrëll an der Chambre de Commerce, wou vill Associatiounen an och Handwierksbetriber invitéiert waren, ass alles aneschters awer wéi ernüchternd. Alles gëtt erëm nom ale Schema vum Fräikafe gemaach. D'Potenzialer, déi hei a Lëtzebuerg sinn, ginn net genuch erschöpft. A mir wäerten erëm och do de Chèquebeidel huelen, fir ze kucken, méiglechst vill kënnen anzekafen.

Mir bedaueren dat, dass erëm eng Chance verpasst gëtt, eng Chance, dass mer déi Ofhängegkeet vis-à-vis vum Uelech och hei a Lëtzebuerg verpassen. Mir vermëssen d'Chance fir och en Handwierksberäich. Dir wësst alleguerten, dass ganz vill Handwierksbetriber mëttlerweil an deem Beräich täteg ginn an och do d'Chance op nei zukunftsträchteg Aarbechtsplazen erëm verpasst gëtt.

Ech ginn d'Hoffnung awer net op. Vläicht hëlt d'Regierung nach déi eng oder déi aner Bemierkung mat an hire Plang a versicht nach eng Kéier dat ze iwwerschaffen, ier et op Bréissel geet. Well, wat mech am meeschten dorunner stutzeg gemaach huet, ass, dass den Tanktourismus an dëser selwechter Etüd 2020 nach ëmmer deeselwechten ass wéi elo 2010, dass mer absolut keng Efforte maachen an Energiereduktioun, dass mer keng Efforten an där Etüd maachen, wat d'Effizienz ubelaangt. An duerfir mengen ech, dass mer dat onbedéngt mussen nach eng Kéier iwwerschaffen.

Mir kréie muer héchstwahrscheinlech och d'Geleeënheet, am Kader vun der Debatt iwwert den Nohaltegkeetsprogramm respektiv den Donneschdeg de Mëtteg iwwert d'Entwécklung fir „Europa 2020", wou dat jo och eng vun de Prioritéite sollt sinn, esou dass ech mech dann awer elo innerhalb vu menge fënnef Minute ka bewegen, an da bréngen ech trotzdeem zu deene Kritiken, déi hei am Land lafen, den Accord vu menger Fraktioun fir de Bäitrëtt zur IRENA.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kox, an domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zum Vote iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Lucien Lux), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss (par M. Henri Kox) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Deen nächste Projet de loi, dee mer haut um Ordre du jour hunn, ass de Projet de loi 6121 iwwert d'Meeschterprüfung. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht a bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Berger, Adam a Gibéryen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

10. 6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här Persident. Dëse Projet huet als Objet, d'Gesetz vum 11. Juli 1996 iwwert de Meeschterbréif unzepassen. Et ass en éischter techneschen Text, mä e concernéiert trotzdeem all Joers zwëschent 900 bis 1.000 Kandidaten am Handwierk. Mir wësse jo, dass d'Handwierk d'Häerzstéck vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass, an d'Handwierksmeeschter sinn déi, déi zu engem groussen Deel dat Häerzstéck fonctionnéieren dinn a weiderentwéckelen.

Dëst Gesetz beschäftegt sech fir d'Éischt mat der Organisatioun vun de Coursen, déi jo bekanntlech vun der Handwierkerkummer organiséiert ginn. Et gëtt zum Beispill preziséiert, dass déi Coursen sous forme modulaire ofgehale ginn, wat et 1996 nach net gouf. Da ginn déi Coursen opgezielt a par rapport zum Gesetz vun 1996 preziséiert. D'Coursë fir d'Meeschterprüfung ginn opgemaach fir Leit, déi sech weiderbilden an an hirem Beruff perfektionéiere wëllen, jee no de Plazen, déi zur Verfügung stinn.

Dann huet et geheescht an der ursprünglecher Fassung vum Gesetz, dass d'Cours de pratique professionnelle organiséiert gi selon les besoins. Hei muss ech e bësse méi prezis ginn, well mer op dëser Plaz am Gesetz eng Opposition formelle vum Conseil d'État haten. De Statsrot huet nämlech zwou Saache formell ofgelehnt: engersäits, dass d'Cours de pratique professionnelle géifen organiséiert ginn, wéi et am Gesetz geheescht huet, selon les besoins, an anerersäits huet en och kritiséiert, dass d'Lëscht vun de Beruffer vum Minister - zwëschent Anführungszeichen - „arrêtéiert" géif.

De Statsrot seet, wéi Der jo bei de Schouldprojeten ëmmer wësst, dass d'Verfassung virgesäit, dass, wat d'Formatioun ugeet, alles muss am Gesetz stoen. Näischt also däerf d'Gesetz der Exekutioun iwwerloossen. Dofir huet e proposéiert, dat Wuert „arrêté" duerch de Minister ze ersetzen duerch „publié" par le ministre, wat jo da keng Décisioun, mä eng faktuell Mesure wär.

Dann huet de Statsrot gesot, dass d'Cours de pratique professionnelle net - zwëschent Guillemeten - „selon les besoins", well dat jo dem Minister géif eng Marge vu Manöver loossen, mä à la demande d'un candidat stattfanne missten. Ons Kommissioun huet sech deem Wonsch vum Statsrot gefügt an dee vum Statsrot proposéierten Text agefügt.

Mir hunn awer gemengt, an dat steet esou am Commentaire des articles, dass et zwar e verfassungsméissegt Recht wär, fir esou Coursen ze kréien, mä dass een esou engem Wonsch nëmme kéint an engem Délai raisonnable nokommen, wann dann e puer Kandidaten zesummekéimen.

D'Chambre des Métiers, déi jo dës Coursen organiséiert, huet sech och zu Wuert gemellt an huet an engem Bréif vum 2. Juni 2010 un d'Madame Minister geschriwwen, bei der Lëscht, déi vum Ministère de l'Éducation nationale publizéiert géif, géif et sech ëm all d'Coursen handelen, an net nëmmen ëm d'Cours de pratique professionnelle. Et wär also geféierlech, huet d'Chambre des Métiers gesot, fir dës Dier esou wäit opzemaachen, wéi de Statsrot dat proposéiert, well jo d'Mëttele vun der Chambre des Métiers beschränkt sinn an d'Organisatioun vun all deene Coursen eng grouss Charge fir d'Chamber ass. An, huet d'Chambre des Métiers gesot, wann dat sech géif erweisen, dass dat vill zousätzlech Chargë fir d'Chambre des Métiers wär, da misst de Stat hëllefe mat Suen a mat Personal.

D'Kommissioun huet dës Ängscht vun der Chambre des Métiers zur Kenntnis geholl, well mer déi wichteg Roll vun der Chambre des Métiers op dësem Gebitt kennen an ze würdege wëssen. Mir hunn am Commentaire des articles dofir probéiert, op méiglech Abusen an ze grouss Belaaschtunge vun der Chambre des Métiers hinzeweisen. Et bleift allerdéngs, dass d'Regierung mat deem Text, wéi mer en elo am Gesetz hunn, d'Entwécklung och méi opmierksam verfollege muss, wann eng Dérive duerch esou eng Formulatioun, wéi de Statsrot se proposéiert huet, géif entstoen.

Dann nach wëll ech soen, dass d'Gesetz sech och mat der Organisatioun vun den Exame beschäftegt. Fir d'Éischt gëtt de Mindestalter ofgeschaaft, fir un de praktesche Prüfungen deelzehuelen; amplaz dräi Joer, wéi bis elo, muss de Kandidat wéinstens ee Joer am Beruff geschafft hunn.

Da gëtt och d'Examenskommissioun fir de Meeschterbrevet geännert. Den Direkter vun der Beruffsausbildung am Ministère de l'Éducation nationale, deen d'Kontroll vun der Ausbildung als Kompetenz huet, kann net méi zugläich President vun der Examenskommissioun fir d'Coursë vun der Organisatioun an der Gestioun vun den Entreprisen a vun der Pédagogie appliquée sinn.

D'Examenskommissioun soll an Zukunft vun engem effektiven an engem Ersatzmember pro gepréifte Modul zesummegesat ginn. A fir d'Modulë vun de Cours de technologie a vun der Pratique professionnelle soll eng eenzeg Examenskommissioun pro Beruff agesat ginn.

Wéinst dem Mangel un Experten, sollen amplaz fënnef elo dräi effektiv an dräi Ersatzmembere vum Minister fir dräi Joer genannt ginn.

Dat sinn, Här President, déi wesentlech Ännerunge vun dësem Projet.

Ech wëll just ofschléissend nach eng Remarque och à l'adresse vun der Regierung maachen: Déi Form vu Gesetzer, déi mer hei stëmmen, si jo fir den einfache Bierger an och esouguer fir Leit, déi méi wéi en einfache Bierger sinn, net ze liesen.

(Interruption)

Ech menge Spezialisten, déi sech domat ofginn. Se sinn net ze liesen, an dofir drécken ech hei d'Hoffnung aus, dass se méi liesbar gemaach ginn doduerch, dass een eng konsolidéiert Versioun vun deem ëmgeännerte Gesetz vum 11. Juli 1996 esou schnell wéi méiglech virleet, an domat ginn ech dann den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot, deen och ganz kloer an detailléiert war. Ech hunn elo hei nach agedroen den Här Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, et géif jiddwereen arrangéieren, wa mer no fënnef an enger hallwer Stonn Sitzung géife soen, mir schléissen elo einfach of, mä dat wär awer,…

(Interruptions et hilarité)

…hu mer gemengt, net ganz richteg. Och wann dëse Projet e klenge Projet ass, ass et trotzdeem e wichtege Projet, well et hei ëm ee wichtege Secteur geet an och ëm wichteg Leit geet.

Ech wëll awer fir d'Éischt dem Ben Fayot Merci soe fir säin explizite schréftlechen a mëndleche Rapport, wéi mer dat vun him gewinnt sinn. Mir sinn an enger Zäit, déi jo elo ëmmer beschriwwe gëtt als eng Zäit vun der Kris. An duerfir sinn och all déi Leit, déi direkt an engem Secteur schaffen, wou déi Kris fir si eng Bedroung duerstellt, Leit, fir déi mer eis sollte ganz besonnesch Suerge maachen.

Mir schwätze jo och vill vu Kompetitivitéit. Och wann an der politescher Diskussioun net jiddwereen dëser Kompetitivitéit déiselwecht Wichtegkeet bäimoosst, esou si mer eis awer all bewosst, dass déi kleng- a mëttelstänneg Betriber eng vun den Haaptstäipe vun eiser nationaler Wirtschaft zu Lëtzebuerg sinn, well hei an dësem Secteur déi meeschten Aarbechtsplaze geschafe ginn an déi meeschte Leit zu Lëtzebuerg schaffen.

An hirer Publicatioun „L'artisanat: chiffres-clés 2009" vun der Chambre des Métiers kann een noliesen, dass 2009 a 5.300 Betriber 72.000 Leit zu Lëtzebuerg geschafft hunn; par rapport zu 2008, esou schreiwe se, sinn 260 Betriber derbäikomm an et goufen 2.100 Persounen agestallt. Dës Betriber sinn - et gëtt eng Rei Kritären, déi se zousätzlech eigentlech gutt beschreiwen - dezentral am Land, bidden Aarbechtsplazen no bei de Leit, a ville Gemengen doheem. D'Handwierk ass ee Secteur, dee Leit integréiert vu verschiddene Beruffer, vu verschiddenen Nationalitéiten.

Op där anerer Säit sinn déi Betriber engem internationalen an och regionalen Drock ausgesat a kënne sech nëmmen duerch ee gutt Ëmfeld, duerch gutt Strukturen an eisem Land, an awer och duerch héich Qualitéit vun hire Produkten, an dat geet nëmmen duerch héich Qualitéit vun der Ausbildung vun hirem Personal, behaapten. Duerfir kënnt der Ausbildung an och dem Meeschterdiplom eng ganz besonnesch Schlësselroll zou. De Meeschter ass dann do dernieft awer och nach deen, dee selwer ausbilt - dat däerf een och net vergiessen -, well d'Léierbouwen an d'Gesellen d'Konscht vum Handwierk bei engem Meeschter léieren.

M. André Bauler *(DP).*- An d'Léiermeedercher.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- An d'Léiermeedercher. Selbstverständlech, Här Bauler.

Mä well d'Handwierk an d'wirtschaftlecht Ëmfeld sech permanent veränneren, esou ass et um Gesetzgeber derfir ze suergen, dass d'Ausbildung zum Meeschter dëser Entwécklung net hannendruleeft. Mat deem Gesetzesprojet vun haut gëtt et eng Rei Punkten, déi wichteg sinn, zum Beispill: datt de Mindestalter verschwënnt, dass een amplaz vun dräi Joer nëmme méi ee Joer am Beruff geschafft huet, dass d'Virbereedungscoursen zum Meeschterdiplom fir all d'Leit op sinn, dass et och eng Weiderbildungsméiglechkeet ass, dass d'Coursë modular enseignéiert ginn, dass den Diplôme d'aptitude professionnelle, deen nei ass, unerkannt gëtt, an esou weider. Ech ginn net méi op all déi Detailer an, déi de Rapporteur jo beschriwwen huet.

Duerfir wëll ech et kuerz maachen an och zum Schluss kommen. Här President, dëse Projet verbessert d'Rahmebedingunge fir den Accès zum Meeschterdiplom. A mir sinn an der Hoffnung, dass doduerjer vill jonk Leit och méi séier kënnen an déi Ausbildung erakommen, dass se dat och maachen.

An der Hoffnung, dass dëst Gesetz ebe vill Handwierker uspornt, fir sech weiderzebilden, fir de Meeschter ze maachen, sech eventuell eng Kéier selbstständeg ze maachen, an der Iwwerzeegung, dass heimadder dem Handwierk eng Chance fir méi Kompetitivitéit duerch d'Qualitéit vu sengem mënschleche Kapital geleescht gëtt, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Jean-Paul Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et handelt sech bei deem virleiende Projet ëm verschidden Adaptatioune vum Gesetz vu '96, deen de Rapporteur schonns ganz detailléiert hei erkläert huet. Och a sengem schréftleche Bericht fanne mer vill Detailer. Duerfir beschränken ech mech op eng, zwou Remarquen zu dem Text.

Mir haten et bei dësem Projet, wéi scho bei enger Rei anere Projeten aus dem Domän vum Enseignement, domadder ze dinn, datt de Statsrot net dermat d'accord war, datt verschidden Ausféierunge vum Gesetz sollten iwwer Reglementer gemaach ginn. Et huet sech dobäi méi spezifesch ëm déi Dispositioun gehandelt, datt selon les besoins eng Lëscht vun de Coursen, déi vun dem Ministère per Reglement organiséiert ginn, publizéiert gi wären.

De Statsrot huet och zu Recht drop verwisen, datt d'Verfassung an hiren Artikel 23 dobäi invoquéiert, an duerfir ëmsou méi d'Noutwendegkeet, datt mer endlech deen Artikel 23 vun der Verfassung sollen änneren. Ech hat dat hei schonn eng Kéier…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Berger nozelauschteren.

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech sinn och ganz kuerz.

Also nëmmen nach eng Kéier de Rappel, datt also d'Aarbechten, déi an där zoustänneger Kommissioun sinn, déi sech mat der Verfassungsëmännerung beschäftegt, och den Artikel 23 do sollen op de Leescht huelen, fir datt dat eis dann och herno méi Souplesse gëtt bei den Aarbechten an de Schouldossieren, datt mer net all Kéiers mussen nei légiféréieren, wann een déi eng oder aner Ausféierungsbestëmmunge wëllt änneren.

Meng zweet Remarque betrëfft déi vun dem Artikel 1 (3), dee mer elo dann nom Wonsch vum Statsrot formuléiert hunn, a wou da geschriwwe steet, datt d'Coursen organiséiert ginn «à la demande d'un candidat». Mir sinn eis jo all am Kloren, datt et net onbedéngt wënschenswäert ass, datt all eenzelne Kandidat, all eenzelnen Interesséierten dat kéint invoquéieren an do fir jiddwer Eenzelne soll e Cours organiséiert ginn.

Mir waren och an der Kommissioun der Meenung, datt een dat an der Praxis esou kéint ausleeën, datt een dat do awer kéint ganz - wéi soll ech soen? - organiséieren,

datt een dat kéint pro Joer oder all puer Joer organiséieren an domadder awer och mat deem Text duerch de Bësch géif kommen. Et bleift just ze hoffen, datt et herno net esou ass, datt do awer ee Kandidat iwwer eng Geriichtsprozedur ugeet an do eventuell dann herno kéint iwwert d'Gesetz oder iwwert d'Geriicht akloen, datt hei misst au sens strict d'Gesetz ausgefouert ginn.

Eng lescht Remarque ass da méi genereller Natur. Mir modifizéieren hei e Gesetz iwwert d'Formatioun vum Handwierksberuff. An ech wëll nach eng Kéier d'Wichtegkeet vum Handwierk hei ënnersträichen. En Handwierk ass nach wie vor hei zu Lëtzebuerg gëllene Buedem. Och hei zu Lëtzebuerg brauche mer déi Kleng- a Mëttelhandwierksbetriber; net nëmmen hei, mä och besonnesch hei zu Lëtzebuerg, well si sinn ee vun den Haaptpiliere vun der lëtzebuergescher Ekonomie, déi och wäert esou munch national oder international Kris iwwerstoen. E Bäcker, e Mécanicien, en Dachdecker, en Elektriker gëtt ëmmer gebraucht.

Mir hunn duerfir och all Intérêt d'Formatioun esou effizient wéi méiglech ze gestalten, an och déi jonk Mënsche virun allem derzou ze motivéieren, och en Handwierk unzegoen. Dat gesot, wëll ech hei och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet aginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Ech soen dem honorabele Rapporteur Merci fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech hat an der Kommissioun drop higewisen, datt ech Problemer hätt mat der Formulatioun - wat den Här Berger och elo grad gesot huet -: «Les cours de pratique professionnelle sont organisés à la demande d'un candidat.» An ech froe mech och, ob een net awer eng Kéier do misst emanzipéiert sinn, och vis-à-vis vum Conseil d'État, a Problemer aus dem Wee goen, andeems een d'Problemer mam Conseil d'État unhëlt.

Ech wollt just nach drop opmierksam maachen, datt ech déi Kéier den Avis vun der Chambre des Salariés ganz interessant fonnt hunn, och mat deenen Iwwerleeungen iwwert d'Meeschterprüfung, déi drop hiweisen: éischtens, datt dat nach ëmmer ee ganz wichtege Brevet ass; zweetens, datt sech awer virun allem mam Gesetz, wou mer d'Direktiv 2005/36 vun der CE a Gesetzgebung gefaasst hunn, datt sech do ganz villes geännert huet an datt si am Fong geholl och soen, mer missten och an eiser Législatioun do eng Änneruna maache fir déi Leit, déi zu Lëtzebuerg hir Studien an hir Qualifikatioune maachen. A si soen och zum Schluss an hirem Rapport, datt et vläicht noutwendeg wär, fir och driwwer nozedenken, fir aner Formen ze fannen, wéi ee kéint déi Meeschterprüfung organiséieren.

Ech mengen, dat si Saachen, déi nach eng Kéier op eis zoukommen. Dat Gesetz hei huet jo just eng Rei kleng Ännerungen, an do bréngen ech den Accord vun der gréngen Fraktioun zu deem Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Adam Merci. Ech hat verstanen, den Här Gibéryen wär iwwerzeegt vun deem, wat seng Virriedner gesot hunn, esou datt en net méi onbedéngt wëllt intervenéieren. Da kritt elo nach d'Éducatiounsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres, d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech freeë mech iwwert dee Konsens hei. Wéi zu Recht gesot ginn ass, d'Handwierk ass wichteg, an d'Meeschterprüfung ass den Diplom par excellence vum Handwierk. Et ass och en Diplom, deen och en héije Stellewäert huet, duerfir freeën ech mech, dass all Joer esou vill Leit sech aschreiwen, fir an där Formatioun matzemaachen a sech och dem Exame stellen. An duerfir, och wann dat hei kee groussen Text ass, geet en awer pro Joer vill Leit eppes un. E concernéiert also vill Leit, wéi den Här Fayot dat a sengem exzellente Rapport iwwregens gesot huet.

Et sinn effektiv technesch Adaptatiounen: Den Accès soll méi einfach ginn; d'Formulatioun vun de Coursë gëtt geännert; déi modulär Organisatioun, d'Examenskommissioune ginn allégéiert. Dat ass, kann ee soen, en Toilettage vum Text a vum Examen, ouni dass et eng grouss Reform ass.

Deen eenzege Sujet, dee mer effektiv eréischt méi kontrovers diskutéiert hunn, dat ass deen: Wéini gëtt e Cours organiséiert? Do hu mer de Conseil d'État suivéiert, well dee gesot huet: Wann ee Kandidat eng Demande mécht, muss de Cours organiséiert ginn, ouni ze soe wéini, well dat, de Moment jiddefalls, den Accès zum Droit d'établissement gëtt, well een eng Meeschterprüfung muss hunn, fir sech kënnen a verschiddene Beruffer ze installéieren. Et geet also net un, dass een deen Accès refuséiert kritt.

Ech wëll hei just dat Engagement huelen, dass mer ganz attentivement wäerte suivéieren, wéi dann elo d'Situatioun ass, wéi dat sech entwéckelt. Ech mengen net, dass haut dat lescht Kapitel geschriwwe ginn ass an der Reform oder der Ëmännerung vun der Meeschterprüfung, mä ech verspriechen, dass ech dat ganz attentivement wäert suivéieren.

An natierlech wäerte mer dem Här Fayot senger Demande entgéintkommen an e konsolidéierten Text publizéieren, deen da lisibel ass fir d'Netspezialisten, obschonn ee muss drun erënneren, deen eenzegen Text qui fait foi, dat ass deen, deen hei am Parlament gestëmmt ginn ass. Mä ech mengen, fir d'Lisibilitéit, fir d'Netspezialisten ass et awer wichteg en Text ze hunn, an deem se sech och kënnen erëmfannen.

Dat gesot, soen ech Merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci och fir d'Éducatiounsministesch. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Lucien Lux), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, enger Motioun vum Här Claude Adam iwwert d'Medienerzéiung an de Schoulen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

11. Motion N°1 de M. Claude Adam sur l'éducation aux médias dans l'enseignement fondamental et secondaire

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Ech wëll d'Motioun net méi nach eng Kéier ganz virstellen. Mir hate se jo schonn eng Kéier hei an der Chamber. Si ass zréck an d'Kommissioun gaangen. Si huet den Tour gemaach an der Éducatiounskommissioun. Do war se telle quelle akzeptéiert gi vun de Memberen. Dunn ass se awer och an d'Familljekommissioun gaangen.

An der Familljekommissioun hu mer op Impuls vum President vun der Familljekommissioun zwee Tirete bäigesat. Ech ernimmen déi eng Kéier. Hei steet: «à étendre l'éducation aux médias», an dann zousätzlech: «à l'accueil éducatif des enfants et des jeunes dans les maisons relais et les maisons des jeunes» An de leschten Tiret: «à promouvoir l'information et la formation des parents et des représentants légaux en matière d'éducation aux médias».

Dat war de Wonsch vun der Familljekommissioun. Dat huet och menge Gefiller entsprach, esou datt ech dat gutt fannen. An ech mengen, déi Motioun kéinte mer esou duerchhuelen. Ech géif Iech allerdéngs och bieden, wann Der am zweeten Tiret am Verb géift eng Endung korrigéieren. Déi steet falsch hei.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'utilisation de l'Internet et d'autres technologies de communication offre à tous les citoyens, jeunes et adultes, de grandes possibilités, notamment de participer, d'interagir et de créer;

- que d'un côté les risques et abus que permet l'utilisation des médias et de l'Internet continuent à exister et que de l'autre côté il est important d'encourager les citoyens à exploiter les possibilités qu'offrent l'Internet et les autres technologies de communications;

- que la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental définit l'éducation aux médias comme «intégrée dans les différents domaines»;

- que le plan d'études de l'enseignement fondamental ne cite l'éducation aux médias que pour un seul cours à option, à savoir l'éducation morale et sociale;

- que dans nos lycées l'éducation aux médias reste également limitée à des cours à option;

- que le rapport de l'ORK conclut à la nécessité d'élargir systématiquement l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement scolaire,

invite le Gouvernement

- à étendre l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire ainsi qu'à l'accueil éducatif des enfants et des jeunes dans les maisons relais et les maisons des jeunes;

- à inscrire l'éducation aux médias dans les différents plans éducatifs et de définir des compétences minimales à acquérir aux différentes étapes du parcours scolaire;

- à encourager l'intégration de l'éducation aux médias à la formation initiale et continue de tous les professionnels du secteur éducatif et socioéducatif;

- à promouvoir l'information et la formation des parents et des représentants légaux en matière d'éducation aux médias.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Eugène Berger, Jean Colombera, André Hoffmann.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Ech mengen, déi Motioun gëtt hei vun der gesamter Chamber gedroen. Ech mengen och net, datt nach d'Éducatiounsministesch sech wéilt dozou äusseren, esou datt mer kënnen à main levée doriwwer ofstëmmen.

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn.

Da soen ech Iech Merci. De Punkt ass ofgeschloss. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm, an d'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.42 heures)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

Zu Walfer ***um Kanal S29 / 367.25 Mhz***

•

Zu Biwer an zu Wecker ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

An der Gemeng Bous ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

An der Gemeng Biermereng ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

An der Gemeng Conter ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

An der Gemeng Dippech ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

An der Gemeng Dikrech ***um Kanal S19 / 287.25 Mhz***

•

Zu Iermsdref ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

Zu Esch-Sauer ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

An der Gemeng Hiefenech ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

An der Gemeng Hesper ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

An der Gemeng Manternach ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

•

An der Gemeng Miedernach ***um Kanal S40 / 455.25 Mhz***

SÉANCE 35

MERCREDI,
9 JUIN 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. 6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6129 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national de développement durable
- *Exposé: M. Fernand Boden (dépôt d'une résolution)*
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann, M. Ben Scheuer, M. Claude Haagen*
- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Eugène Berger lui pose une question)*
- *M. Camille Gira, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la résolution1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 6117 iwwert d'TVA. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. An et huet sech bis elo just den Här Claude Meisch ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

1. 6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6117 huet als Objet engersäits d'Regel vun der Bestëmmung vum Débiteur vun der TVA op dem Handel vun den CO_2-Emissiounszertifikater bannent eise Grenzen ze änneren, an anerersäits kleng Ongereimtheeten, déi sech bei der Ëmsetzung an eis Nationallégislatioun vun der Direktiv Paquet TVA an eist TVA-Gesetz ageschlach hunn, aus dem Wee ze raumen.

Wat deen éischte Punkt ubelaangt, wéilt ech kuerz op de Prinzip vun der Bestëmmung vum Débiteur vun der TVA op dem Handel vun de Wueren an Déngschtleeschtunge bannent den nationale Grenzen agoen, an och erkläre wat d'Problemer sinn, firwat eng Derogatioun zu deem Prinzip, wat verschidde Wueren, esou zum Beispill d'CO_2-Emissiounszertifikater ubelaangt, proposéiert gouf.

De Prinzip ass deen, datt am Wuere- respektiv Déngschtleeschtungshandel bannent engem Land d'TVA nom System vun dem Paiement fractionné bezuelt muss ginn. Dat heescht, all Verkeefer stellt dem Keefer d'TVA a Rechnung a bezilt déi encaisséiert TVA un d'Verwaltung weider.

Ass de Keefer en Endkonsument, dann huet hien d'TVA zu senger Laascht; ganz normal, well d'TVA ass jo am Fong geholl eng Steier op dem Konsum. Ass de Keefer awer keen Endkonsument, da kann deen déi bezuelten TVA bei der Verwaltung zréckfroen. Mir schwätzen nach vun der TVA en amont déductible oder remboursable. Dat ass notamment de Fall, wann d'Wueren an d'Ausland exportéiert ginn. Souwäit wat de Prinzip ubelaangt.

Wat de Problem ugeet, esou hu verschidde Liwwerante folgende System ausgeklügelt. Deen éischte Verkeefer huet d'TVA bei sengem Keefer encaisséiert an ass vun der Bildfläch verschwonnen, ouni d'Steier un d'Verwaltung ofzeliwweren. De Keefer huet gemaach wéi wann en net am Bild wier an huet, an dat ganz am Aklang mam Gesetz, bei der Verwaltung de Remboursement vun der Steier ugefrot an och kritt.

D'Verwaltung huet also e Remboursement vun enger Steier gemaach, déi se ni encaisséiert huet. Dëse Bedruch nennt een „fraude carrousel". Iwwert dee Wee sinn an der EU den eenzelne State schätzungsweis eng zéng Milliarden Euro un TVA verluergaangen.

Fir deem opzehéieren, huet eng EU-Direktiv d'Méiglechkeet geschaf fir bei verschiddene Wueren, ënner anerem dann och déi CO_2-Emissiounszertifikater, den Débiteur vun der TVA net méi nom Prinzip vum Paiement fractionné ze bestëmmen, mä nom Mécanisme vun der Autoliquidatioun. Dat heescht, datt nëmmen dee leschte Verkeefer an der Kette vun den Transaktiounen d'TVA a Rechnung stellt an dann och un d'Verwaltung ofliwwert.

Bezilt deen d'Verwaltung net, dann ass de Verlosch fir d'Verwaltung nëmmen eemoleg, wou se bei der Liquidation fractionnée duebel war. Engersäits huet d'Verwaltung keng TVA akasséiert, an anerersäits huet se awer nach missen d'TVA remboursséieren.

Dës Derogatioun zum Prinzip huet eng Änneruing vum Artikel 26 vum TVA-Gesetz verlaangt, déi mat dësem Projet virgeholl gëtt. De Statsrot an d'Chambres professionnelles hunn hiren Accord zu deem Projet ginn. D'Chamberskommissioun huet mäi Rapport eestëmmeg ugeholl a schléit der Chamber vir, den Text esou ze stëmmen, wéi en hei virläit.

Ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Text an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Norbert Haupert Merci. Et gëtt mer gemellt, datt den Här Meisch net méi zu deem Projet wëllt intervenéieren. D'Regierung och net. Esou datt domadder d'Diskussioun ofgeschloss wär a mer direkt zum Vote iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6117 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Mill Majerus), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Fernand Boden) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler (par M. Fernand Etgen), Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Orientéierungsdebatt iwwert den Avant-projet de Plan national de développement durable. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Berger, Negri, Gira, Colombera, Hoffmann, Scheuer an Haagen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Fernand Boden als President vun der Nohaltegkeetskommissioun. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

2. 6129 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national de développement durable

Exposé

M. Fernand Boden *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert Iech an där nächster hallwer Stonn den Avis vun der Nohaltegkeetskommissioun zum Avant-projet vum Nationale Plang fir nohalteg Entwécklung presentéieren. A fir net all Kéiers mussen deen zimlech laangen a komplizéierten Numm „Plan national de développement durable" ze soen, wäert ech dat vun elo un, wéi dat och üblech ass, mat PNDD ofkierzen.

Ech mengen, et brauch ee sécher kengem heibanne méi d'Iddi vum Développement durable, also vun der nohalteger Entwécklung ze erklären. Wéi Dir all wësst, geet et drëm, d'Ëmwelt an déi natierlech Ressourcen ze schützen, se ze erhalen, fir datt och déi zukünfteg Generatiounen nach kënnen dovunner profitéieren. Fir datt dëst ka klappen, mussen équilibréiert Moossnamen an de Beräicher vun der Ëmwelt, vun der Ekonomie, mä och dem Soziale geholl ginn.

Erlaabt mer vläicht kuerz hei fir d'éischt op de legislative Kader anzegoen, an deem mer eis hei bewegen. Dëse Kader gouf festgeluecht duerch d'Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Koordinatioun vun der nationaler Politik vun der nohalteger Entwécklung. Dëst Gesetz huet kloer Strukturen definéiert, andeem se de Conseil Supérieur pour le Développement Durable, also den CSDD, an d'Commission Interdépartementale pour le Développement Durable, den CIDD, an d'Liewe geruff huet.

Zousätzlech huet d'Gesetz vun 2004 eng ganz Rei vun Instrumenter geschaf, ënnert deenen och de PNDD ass. Dëse Plang gëtt all véier Joer vun der Regierung opgestallt an hie muss déi prioritär Beräicher festhalen, an deene muss eppes ënnerholl ginn. Déi konkret Objektiver an och déi konkret Aktiounen, déi virgesi sinn an der Perspektiv vun der nohalteger Entwécklung, mussen an dësem Plang preziséiert ginn.

An all zwee Joer muss en nationale Rapport iwwert d'Ëmsetzung vun der Politik vun der nationaler Entwécklung gemaach ginn. Dëse Rapport soll objektiv a wëssenschaftlech beschreiwen, wéi d'Situatioun hei am Land ass a wéi eng Léieren een aus där Situatioun kann zéien.

An deem Rapport sinn och d'Indicateure vun der Nohaltegkeet ze fannen. Si sinn e wichtegen Utensil fir d'Fortschrëtter, déi gemaach gi sinn, kënnen ze moossen. Et ginn haut 27 Indicateuren a si sinn eng éischte Kéier 2002 publizéiert ginn.

Ech wëll och drun erënneren, datt de Regierungsrot am Mee 1999, virun also eppes méi wéi zéng Joer, en éischte PNDD ugeholl hat. Heibäi huet et sech ëm e Plang fir d'Ëmsetzung vun den Deklaratioune vun der UNO-Konferenz zur Ëmwelt an der nohalteger Entwécklung vu Rio de Janeiro aus dem Joer 1992 gehandelt. D'Objektiver vum 99er Plang, déi haten awer leider kee juristesch contraignante Wäert. Se goufe just als Leitlinnen ugesinn, fir an där nohalteger Entwécklung weiderzekommen.

Den Avant-projet vum PNDD, iwwert dee mer elo schwätzen, ass de 6. Mäerz 2009, also nach vun der viregter Regierung, am Regierungsrot ugeholl ginn. En ass den 29. Juli 2009, also e puer Deeg nodeem datt déi nei Regierung ugetratt war, un d'Chamber weidergeschéckt ginn. Den Artikel 1, Paragraph 3 vum Gesetz 2004 gesäit vir, datt d'Chamber soll en Avis zu dësem Avant-projet ofginn. En Avant-projet, deen am Fong vum Comité interministériel ausgeschafft gëtt an da vum Regierungsrot guttgeheescht ginn ass.

D'Nohaltegkeetskommissioun ass vun der Chamber aus beoptragt ginn, fir dësen Avis auszeschaffen. A well d'Kommissioun, gradesou wéi och d'Regierung, der Meenung war, datt eventuell Konklusioune vun der Konferenz vu Kopenhagen am Dezember 2009 sollten an der Chamber hiren Avis mat afléissen, gouf festgehalen, datt dësen Avis net wéi u sech virgeschriwwen no véier Méint misst un d'Regierung goen, mä datt et do eng kleng Verzögerung vun e puer Méint dierft ginn.

An op Wonsch vun der Conférence des Présidents diskutéiere mer haut hei öffentlech iwwert dësen Avis, ier en dann un d'Regierung weidergeleet gëtt.

Ech hunn net d'Zäit, fir op dee gesamten Oflaf vun den Aarbechten an der Kommissioun anzegoen. Ech invitéieren duerfir jiddwereen, deen dat interesséiert, fir dat am schréftleche Rapport am Detail nozeliesen. Ech wëll awer e grousse Merci soen, besonnesch dem Kommissiounsmember Marcel Oberweis, deen e Pabeier virgeluecht hat, deen als Diskussiounsbasis gedéngt huet, fir eisen Avis auszeschaffen.

Den 21. Abrëll vun dësem Joer huet d'Nohaltegkeetskommissioun dësen Avis ugeholl. Ech hunn als President vun der Kommissioun versicht, fir e méiglechst breede Konsens fir dës Prise de position ze kréien. Dat ass och schlussendlech no laangen Diskussiounen de Fall gewiescht. An ech soen alle Membere vun der Kommissioun Merci fir hir konstruktiv, hir aktiv Mataarbecht zu dësem Avis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer kuerz, datt ech en Iwwerbléck gi vun deem, wat am Avant-projet steet.

Fir d'alleréischt gi fënnef Grondprinzipie festgehalen, op deenen d'nohalteg Entwécklung sech muss baséieren. Dës fënnef Grondprinzipie sinn: de Respekt vun de Rechter vun den zukünftege Generatiounen - wat wesentlech ass -; zweetens, d'Liewensqualitéit an déi perséinlech Entfalung; drëttens, de Respekt vun den ekologesche Grenzen a Limiten a vun der Regeneratiounscapacitéit vun der Natur; véiertens, de Schutz vun der sozialer Kohesioun; a fënneftens, den ekonomesche Wuelstand.

Duerno geet dann den Avant-projet op 14 Tendenzen an, déi als net nohalteg definéiert ginn. Ech hunn do och net d'Zäit, fir op dëser Plaz op déi 14 Tendenzen alleguer anzegoen. Ech invitéieren och do dat am Avant-projet vum PNDD oder am schréftleche Rapport nozeliesen. Ech wëll just zwee Beispiller ginn: Dat ass d'Iwwerbenotzung vun den natierleche Ressourcen an de Verloscht vun der Biodiversitéit duerch eng net nohalteg Produktioun a Consommatioun, an dann och den onkontrolléierte Klimawandel, besonnesch duerch e wuessende Verbrauch vun Energie. Dat sinn also zwou Tendenzen, déi festgestallt gi sinn als net nohalteg.

Dann a sengem zweete Kapitel, do probéiert den Avant-projet vum PNDD festzeleeë wéi een eng gutt Liewensqualitéit fir Lëtzebuerg garantéiere kann. Heifir zielt en dann 89 Handlungsobjektiver op. E proposéiert 155 Moossnamen. Dës 155 Moossname sinn op 18 Qualitéitsobjektiver opgedeelt. An ech verweisen och do fir den Detail op de PNDD an op de schréftleche Rapport vun der Kommissioun.

Ech wëll och do zwee Beispiller nennen, fir ze weisen, datt déi Tendenze vun nohalteger Entwécklung an am Fong déi Qualitéitsobjektiver mateneen zesummenhänken. Ech géif also als Beispill vu Qualitéitsobjektiver hei just en Hiweis ginn op déi nohalteg Notzung vun den natierleche Ressourcen an de Schutz vun der Biodiversitéit op eng nohalteg Produktioun a Consommatioun, an dann och op de Klimaschutz an d'Andämmung vun den Effete vum Klimawandel fir d'Gesellschaft an och fir d'Ëmwelt.

Här President, léif Kolleegen, am Folgende wëll ech dann op d'Kommentaren agoen, déi eis Kommissioun an hirem Rapport festgehal huet. Fir d'alleréischt hu mer emol festgestallt, datt den Avant-projet vun PNDD e ganz wäertvollt Dokument ass mat enger ganzer Rei vu ganz interessante Proposen. Mir sinn an der Kommissioun der Fro nogaangen, ob de PNDD den Erwaardunge gerecht gëtt, ob en déi richteg Pisten opzeechent, fir eng méi nohalteg Politik hei am Land ze maachen.

Fir unzefänken hu mer probéiert opzezielen, wat dann déi positiv Punkte vum Avant-projet vum PNDD wären. D'Kommissioun begréisst ausdrécklech, esou wéi dat da jo och den CSDD a sengem Avis gemaach huet, den éischten Deel vun dem PNDD, an deem déi net nohalteg Tendenzen opgeluecht goufen. Hei ginn op eng, géif ech soen, ganz pragmatesch Aart a Weis déi Problemer erausgehuewen, mat deene Lëtzebuerg sech an noer Zukunft muss befaassen.

Doniewent huet d'Kommissioun op dräi Punkten higewisen, déi an hiren Aen op eng exemplaresch Aart a Weis behandelt goufen, dëst souwuel vun Auteure vum Avant-projet wéi och vun de politesche Responsabelen. Ech wëll dës dräi Punkten hei dann ernimmen an e bëssen erläuteren.

Dat Éischt ass d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vun de Bierger. D'Gesetz vun 2004 hält fest, datt de Minister muss derfir suergen, datt den Avant-projet vum PNDD beschtméiglech bekannt gemaach geet, datt e verbreet gëtt an datt d'Populatioun zu dësem Sujet och consultéiert gëtt. A grad dës Consultatioun vun der Bevölkerung war an ass an den Ae vun der Chamberskommissioun extrem wichteg. Si gesäit dat als en zentraalt Element vun der Virbereedung vum PNDD un.

D'Kommissioun huet dann och zu hirer Zefriddenheet festgestallt, datt hei verschidden Aktivitéite stattfonnt hunn. Esou gouf den Avant-projet vum PNDD um Site vum Ministère publizéiert, et goufen Annoncen an der Press geschalt an de Ministère hat och e Stand op der Ökofoire. Des Weidere sinn dräi Table-ronden organiséiert gi mat der Zivilbevölkerung, éier den Avant-projet vum PNDD finaliséiert ginn ass.

D'Kommissioun hält awer och drop, datt muss versicht ginn de Grand public, also déi ganz Bevölkerung mat an dës Diskussioun anzebannen, an zwar dat iwwert de Wee vun enger Sensibiliséierungscampagne, an där eventuell och déi kulturell Dimensioun vun der nohalteger Entwécklung kéint ervirgehuewe ginn.

Den zweete positiven Aspekt, dat ass d'Schafe vun engem Partenariat fir d'Ëmwelt an d'Klima. D'Kommissioun huet eestëmmeg d'Iddi guttgeheescht dëse Partenariat op d'Been ze setzen, deen all déi concernéiert Akteure regruppéiert, sief et vum Stat, dem Patronat, de Gewerkschaften, de Gemengen oder och den ONGen aus dem Secteur.

Dëse Partenariat gesäit vir, datt en zweeten nationalen Aktiounsplang fir d'Reduktioun vun den Zäregase soll ausgeschafft ginn, mat dem Zil d'Objektiver vu Kyoto ëmzesetzen. Des Weidere soll en nationale Plang, sech un d'Konsequenze vum Klimawandel ze adaptéieren, bis Enn 2011 preparéiert ginn. Op deem Wee kënne konkret Moossnamen am Kampf géint d'Äerderwärmung geholl ginn, an zousätzlech kann iwwert dëse Partenariat d'Consultatioun vum Public weidergefouert ginn, wann de PNDD bis ugeholl ass.

Dat drëtt positivt Beispill, dat ass d'Politik vun der Regierung am Kader vun der nationaler Strategie vun der Erzéiung zur nohalteger Entwécklung. Fir datt wierklech eppes ka geschéien am Beräich vun der nohalteger Entwécklung, ass et absolut noutwendeg, datt dës Iddi sech an de Käpp vun de Leit verankert. Nëmmen da kann e globaalt Ëmdenken an alle Beräicher vun eisem alldeegleche Liewe stattfannen.

Duerfir begréisst d'Kommissioun déi prioritär Moossname fir d'Schafe vun enger nationaler Strategie vun der Éducation au développement durable, déi de Regierungsrot de leschte 5. Mäerz op de Wee geschéckt huet. Schonn am Mee vum leschte Joer hat d'Regierung sech averstane gewisen, d'Dimensioun vun der nohalteger Entwécklung an der schoulescher an och an der ausserschoulescher Erzéiung ze integréieren. Heifir gouf e Comité interministériel geschaf. Dëse Comité huet eng Strategie ausgeschafft, déi sech an der Perspektiv vum „lifelong learning" areit an déi sämtlech Liewenstranchë vu Kandesalter bis zum Erwuessene mat abënnt.

Dës Strategie gëtt och eng Rei vu Pisten un, wou ee kann usetzen. Ech wëll just zwee Beispiller duerfir erauspicken: d'Entwécklung vun engem Réseau fir d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddenen Akteuren, an d'Integratioun vun der Erzéiung zur nohalteger Entwécklung um Niveau vum Enseignement formel, also de Schoulen, den Héichschoulen an der Formation continue, an awer och um net formellen Niveau wéi an de Maisons relais, den ONGen an anere Gremien.

D'Éducation au développement durable wäert sech duerch eng kompetenzorientéiert Approche charakteriséieren a passt vun dohier gutt zur rezenter Schoulreform. D'Kommissioun war der Meenung, datt dës Initiativ sech gutt areit a gutt abanne léisst an d'Ausschaffe vum PNDD.

Ech wëll dann elo kuerz op déi negativ Punkte vum PNDD agoen.

D'Kommissioun fënnt et net gutt, datt et éischtens keng Hierarchie gëtt an deenen 155 proposéierte Moossnamen; den Avant-projet keng Échéancë virgëtt, fir dës Moossnamen ze verwierklechen; den Avant-projet net am Kader vun enger integréierter Politik ausgeschafft gouf - et huet een heiansdo d'Impressioun, verschidde Ministèren hätten hir Contributioun een niewent deem anere virgeluecht -; de PNDD seng Iwwerleeungen net bis zum Schluss denkt, en also net ganz duerchduecht ass. D'Problemer ginn heiansdo ugedeit an ugewisen, et feelen awer oft Léisungsusätz.

Den Avant-projet ass gréisstendeels virun der Wirtschafts- a Finanzkris ausgeschafft ginn an dréit leider den negativen Entwécklunge vun den zwee leschte Joren net Rechnung. Fir datt mer awer wëssen, wou mer dru sinn, musse mer zum Beispill déi nei Aarbechtslosenzuelen an deen neie Wirtschaftswuesstum oder Netwirtschaftswuesstum onbedéngt mat berücksichtegen. Hei ass et also noutwendeg, datt déi nei Regierung den Avant-projet iwwerschafft an dëser Situatioun och upasst.

Déi lescht Indicateure vun der nohalteger Entwécklung sinn aus dem Joer 2002, hunn also aacht Joer um Bockel. Hei ass et néideg, datt aktualiséiert Indicateuren ausgeschafft ginn, deene ka Rechnung gedroe ginn an dësem zweete PNDD.

Et feelt eng kritesch Evaluatioun vum éischte PNDD, well duerch eng gutt Evaluatioun kann een nämlech évitéieren, datt déiselwecht Feeler nach eng Kéier gemaach ginn.

Wéi scho gesot, begréisst d'Chamberskommissioun ausdrécklech déi geplangten Initiativ vum Partenariat. Heiduerch gëtt och op d'Kritik vum CSDD reagéiert, deen e Manktum u Visiounen ugeprangert hat. D'OCDE hat d'ailleurs och an hirem Avis vum 31. Mäerz déi nämlecht Kritike formuléiert.

D'Chamberskommissioun fënnt et och net gutt, datt den Avant-projet vum PNDD net systematesch op bestehend Pläng a Programmer an deene verschiddene Beräicher hiweist, well dës Pläng a Programmer hunn oft konkret opgeléschten Objektiver an och konkret Échéancen, déi musse respektéiert ginn.

Och wann ech elo hei eng ganz Rëtsch vu Kritiken opgezielt hunn, ass et esou, datt verschiddener vun deene grad opgefeierte Punkten am Laf vun eisen Aarbechten an der Kommissioun, och an deene villen Diskussioune mat der Regierung - ech soen iwwregens Merci fir déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer an der Chamberskommissioun haten -, datt déi also do bei dësen Diskussiounen nuancéiert gi sinn. Et ass jo effektiv esou, datt dëst net den definitive Plang ass. Et ass en Avant-projet de plan, deen als Diskussiounsbasis soll déngen, fir deen definitive Plang auszeschaffen.

Des Weidere sinn och schonn an der Lescht eng ganz Rei vu Schrëtt ënnerholl ginn, déi zur Verbesserung vum zukünftege PNDD wäerte bäidroen. Esou ass zum Beispill d'Regierung amgaangen, mat Eurostat nei Indicateure vum Développement durable auszeschaffen. Heifir verweisen ech op de Regierungsprogramm, deen och nach festhält, datt en alternative PIB, also e „PIB vert" vum Statec soll berechent ginn, fir also net nëmmen dem ekonomesche Wuesstum, mä och aneren Aspekter vum Wuesstum kënne besser Rechnung ze droen an déi kënne besser ze moossen.

Des Weidere gouf ënnerstrach, datt eng éischt Evaluatioun vum PNDD am Kader vum éischte Rapport national am Joer 2006 geschitt ass an datt dëse Rapport am Fong och als Basis gedéngt huet fir d'Ausschaffung vum neie PNDD.

D'Definitioun vun de Prioritéiten an hir Ëmsetzung souwéi och d'Festleeë vun Échéancen an d'Evaluatioun vum éischte PNDD, déi wäerte breet diskutéiert ginn am Kader vum Partenariat fir d'Ëmwelt an de Klima, deen ech jo positiv erwähnt hunn. D'Regierung ass sech - a si huet dat och zouginn - der Tatsaach bewosst, datt d'Échéancen an d'Prioritéiten am Moment nach am Plang feelen. De Wonsch ass och geäussert ginn, datt d'Chamberskommissioun soll an där Prise de position, déi ech elo amgaange si virzedroen, datt déi soll och mat agebonne ginn an d'Propositioun vu Prioritéiten.

Ech wëll versichen, dann elo verschidde Virschléi vun der Kommissioun zur Hierarchiséierung vun de Prioritéiten duerzeleeën. Och wann ech elo d'Suggestioune vun der Kommissioun a verschidde Politikfelder wäert ënnerdeelen, ass et awer esou, datt d'nohalteg Entwécklung ëmmer muss als e Ganzt, als eppes Integréiertes ugesi ginn.

Ech maachen dann e puer Suggestiounen zur ekonomescher Politik. De Klimaschutz ass net nëmmen eng Noutwendegkeet vum ökologesche Standpunkt hier, mä wäert dat mëttelfristeg och vum ekonomesche Standpunkt hier ginn, an aus dësem Grond schléit d'Nohaltegkeetskommission der Regierung folgend Moossname vir, deene se soll eng Prioritéit ginn: den Ausbau vum Secteur vun den Ökotechnologien, an dat mam Appui vu verschiddene Ministèren, vu CRPen, vun Héichschoul a Fuerschung; d'Entwécklung vun enger Wirtschaftspolitik, déi déi sougenannten „Croissance verte" stimuléiert - Wuesstum an d'Suerg ëm d'Ëmwelt, déi kënnen net méi getrennt betruecht ginn, si musse gemeinsam ënnert d'Lupp geholl ginn -; d'Promotioun vu regionale Wirtschaftscircuiten, fir déi lokal an ökologesch Produiten ze ënnerstëtzen; de Finanzsecteur soll encouragéiert ginn, an ëmweltfrëndlech Projeten ze investéieren; d'Nodenken iwwer eng nohalteg Steierreform hei zu Lëtzebuerg, woubäi natierlech och déi Problematik vum Tanktourismus, déi sécher hei wäert haut ugeschwat ginn, muss analyséiert ginn a gegebenenfalls och iwwerduecht ginn.

E puer Suggestiounen zur Energiepolitik: D'Kommissioun huet festgestallt, datt oft schéngt vergiess ze ginn, datt an e puer Jorzéngten d'Reserve vu Gas a Pëtrol wäerten erschöpft sinn. Aus dësem Grond muss ee seng Iwwerleeungen an der Energiepolitik dorop fokusséieren, wéi een engersäits Energie spueren a méi effikass notze kann, a wéi een och anerersäits verstäerkt op den Ausbau an d'Notzung vun erneierbaren Energië setze kann.

Aus Zäitgrënn well ech nëmme ganz kuerz stéchwuertaarteg d'Suggestioune vun der Kommissioun hei résuméieren: éischtens, Weiderféiere vun engem Strategieplang zur Efficacité énergétique; Ofschloss vun engem Pakt mat de Gemengen am Beräich vum Klimaschutz; Etüd vum Potenzial vun den erneierbaren Energien hei am Land an och d'Ausschäffe vun dësem Potenzial; Verstäerkung vun der Energieberodung op nationalem, op regionalem an och op kommunalem Plang, besonnesch duerch „myenergy"; Ausbau vu spezielle Moossnamen, fir Passiv- an Niddregenergiehaiser ze förderen.

D'Kommissioun ënnerstëtzt heibäi ausdrécklech d'Initiativ vun der Regierung, bei hiren eegene Gebaier eng Virreiderroll am Beräich vun der Energieeffizienz anzehuelen, wann et ëm zukünfteg Neibauten oder ëm Renovéierunge geet.

Dann d'Suggestiounen zur Politik vum Erhalt vun der Biodiversitéit, vum Naturschutz a vum Kampf géint de Klimawandel. Fir d'Nohaltegkeetskommissioun läit et op der Hand, datt een de Konklusioune vun der Konferenz vu Kopenhagen - och wa se ganz enttäuschend waren -, datt een dëse Konklusioune muss Suitë ginn, datt een dëse Konklusioune muss eng besonnesch Attentioun zoukomme loossen.

Dowéinst muss een also d'No-Kyoto-Zäit virbereeden, en neien Traité aushandelen, dee sämtlech Länner ënnerschreiwen an deen d'Engagementer vu Kopenhagen respektéiert, fir d'Äerderwäermung ënner zwee Grad Celsius ze halen. Den Tropebësch muss geschützt ginn, den CO_2-Ausstouss an den Industrielänner muss staark erofgedréckt ginn an den Entwécklungslänner muss een hëllefen, hir Zäregasemissiounen ze reduzéieren a sech un de Klimawandel ze adaptéieren.

D'Memberen aus der Kommissioun sinn och der Meenung, datt een der Naturschutzpolitik eng nei Dynamik muss ginn, andeems ee méi op Preventioun an op Berodung setzt. An deem Kontext sollt folgenden Iddien eng Prioritéit zougestane ginn: dem Weiderféiere vun der Ëmsetzung vum nationalen Naturschutzplang; der Opwäertung vum Holz als Biomass; der Finaliséierung vum Juegdgesetz; enger regelméisseger Aktualiséierung vum Réseau Natura 2000; enger Verstäerkung vum Naturschutz am Kader vun der Gemengeplanung; der systematescher Ëmsetzung vun den Aktiounspläng géint de Kaméidi; dem Ëmsetze vun den Obligatiounen, déi eis d'Direktiv vun 2008 am Beräich vun der Loftqualitéit virgëtt; dem Respekt vun den Objektiver, déi am Plan général de gestion des déchets virgesi sinn; esou wäit, wéi et méiglech ass, och den Assainissement vun de sougenannte

Sites contaminés virhuelen; dem Unhuele vun engem Gesetz iwwert de Bodenschutz - dat interesséiert mech natierlech ganz staark - an enger besserer Ëmsetzung...

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass e Modell, dee muss geschützt ginn!

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Voilà..., an enger besserer Ëmsetzung vun de Prinzipië vum Pollueur-payeur an Utilisateur-payeur, esou wéi iwwregens och d'OECD dat an hirem Rapport gefuerdert huet.

E puer Suggestiounen an der Politik vun der Landesplanung: Fir d'Nohaltegkeetskommissioun ass et evident, datt et eng Prioritéit muss sinn, d'Landesplanung virunzedreiwen. Mir hunn eis d'Fro gestallt, wéi et momentan ëm den IVL steet.

Une voix.- Schlecht.

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Ass den IVL-Konzept nach aktuell? Ass en eventuell scho vun der Realitéit iwwerholl ginn? Muss een en also iwwerschaffen? An dësem Kontext schwätzt d'Kommissioun sech ausdrécklech fir d'Ausschaffung vun engem reglementaresche Kader aus, an och fir déi séier Ëmsetzung vun deene véier Plans sectoriels: Paysage, Logement, Zones d'activités économiques an Transports.

Wichteg ass et och, datt an Zesummenaarbecht mat de Gemenge Regionalpläng ausgeschafft ginn a parallell dozou Iwwerleeunge stattfannen iwwer eng Reform vun de Gemengefinanzen. Natierlech däerf och eng Verstäerkung vun der Zesummenaarbecht an der Groussregioun net vergiess ginn: Déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht a Planung ass an dësem Domän och ganz wichteg.

Dann d'Suggestiounen zur Mobilitéitspolitik: An de leschte Jore sinn eng ganz Rei vu wichtegen Akzenter gesat ginn an der Mobilitéitspolitik. Trotzdeem muss ee bedauerlecherweis feststellen, datt et nach ëmmer kee richtegen Ëmschwong a Richtung vum öffentlechen Transport gëtt.

Mir wëssen awer alleguer, datt dëse Problem ganz enk mat deem vum CO_2-Ausstouss zesummenhänkt. Den Transportsecteur ass ganz eendeiteg en Domän, deen am stäerksten hei am Land zum Klimawandel bäidréit. Et ass also extrem wichteg, datt mer do handelen.

Aus dësem Grond mécht d'Nohaltegkeetskommissioun folgend Virschléi: eng Prioritéit fir d'Infrastrukturprojeten, déi den öffentlechen Transport solle verbesseren; Ausschaffe vun engem Aktiounsplang zur grenziwwerschreidender Mobilitéit, wou zum Beispill Opfangparkingen op de Grenze virgesi ginn - wou eventuell och eng finanziell Bedeelegung vun der Lëtzebuerger Regierung och u ganz wichtegen Infrastrukturprojeten an der Groussregioun stattfanne kann -; déi séier Ëmsetzung vum Aktiounsplang zur Mobilité douce an dann och d'Verstäerkung vum Wuerentransport iwwert d'Schinn.

Dann e puer Suggestiounen, e puer Prioritéiten an der Wunnengsbaupolitik. D'Kommissioun - an net si eleng - stellt fest, datt d'Bauland méi rar an doweinst ëmmer méi deier gëtt. Si ass awer der Meenung, datt d'Wunnengsbaupolitik de Bau vu Wunnengen, déi jiddweree sech leeschte kéint, erméigleche misst, an dëst am Aklang mat dem Schutz vun der Landschaft.

Aus dësem Grond proposéiert d'Kommissioun: eng geziilt Promotioun vun neie Wunnformen, vun neie Wunn- an Haisertypen; d'Aféierung vun enger Tax op Bauland, dat net genotzt gëtt; e bessert Ofstëmme vun de Finanzhëllefen, déi d'Gemenge kréien, mat de Kritäre vun der Landesplanung, esou wéi dat iwwregens den IVL an och den Avant-projet de plan sectoriel logement virgesäit; d'Verstäerkung vun der sozialer Dimensioun am Wunnengsbau - dat heescht, och Leit mat méi schwaachem Akommes hunn d'Recht op en ugemiessent Wunnen - an dann d'Aféierung vun engem Certificat fir nohaltege Wunnraum, esou wéi dat zum Beispill an Éisträich virgesinn ass.

E puer Suggestiounen a Prioritéiten am Beräich vun der Landwirtschaftspolitik: De gesamte Secteur vun der Landwirtschaft steet am Moment viru groussen Erausfuerderungen, virun allem wéinst der Konkurrenzsituatioun um Weltmaart. D'Kommissioun ass der Iwwerzeegung, datt d'Landwirtschaft en enorme Bäitrag ka leeschten am Beräich vun der nohalteger Entwécklung.

Dowéinst proposéiere mir folgend Prioritéiten: éischtens emol d'Analys vum Potenzial, dat d'Lëtzebuerger Landwirtschaft huet fir zur CO_2-Reduktioun, fir zur nohalteger Entwécklung bäizedroen; dann awer och d'Ausschaffe vun engem deementspriechenden Aktiounsplang; d'Ausféierung vum Aktiounsplang - dee jo besteet - fir d'Biolandwirtschaft; d'weider Diversifikatioun vun der Landwirtschaft; d'Promotioun vu regionale Produkter an d'Ëmsetzung vu Moossnamen, déi d'Erhalen an d'Schafung vun ökologesch wäertvolle Flächen a Landschaftsstrukturen ënnerstëtzen.

D'Suggestioune fir d'Gesondheetspolitik: An der Santé soll Lëtzebuerg kucken, fir d'Objektiver, déi d'OMS an hirem Dokument „Santé pour tous au 21e siècle" virginn huet, ze erreechen. Mir schloen also vir: d'Sensibiliséierungscampagnë weiderzefféieren am Beräich vun der Preventioun, dëst virun allem an de Beräicher vun der gesonder Ernähurng a vun der kierperlecher Betätegung; spezifesch Preventiounsprogrammer fir verschidde sozial Gruppen entwéckelen, besonnesch am Kader vun der Médecine scolaire; e Moossnameplang ausschaffen am Beräich vun der Ëmweltmedezin, wou drop insistéiert gëtt, de Lien tëschent der Ëmweltverschmotzung an der Gesondheet erauszekristalliséieren.

D'Suggestiounen am Beräich vun der Sozialpolitik: D'Kommissioun ass der Meenung, datt de PNDD der sozialer Dimensioun vun der nohalteger Entwécklung méi eng wichteg Plaz muss zougestoen, gradesou wéi der Problematik vun der Kohärenz. Et mussen also Konzepter definéiert gi fir de Wuesstum, d'Verdeelung vum Räichtum, d'Bekämpfung vun der sozialer Ausgrenzung an Aarmut. Dëst alles muss geschéie mat der Suerg, eng sécher, eng gerecht, eng demokratesch Gesellschaft ze förderen, déi op de Kritäre vun der Integratioun an der sozialer Kohesioun baséiert, déi d'Grondrechter an och d'Diversitéit respektéiert an déi géint all Forme vun Diskriminatioun virgeet.

Aus dësem Grond proposéiere mer: d'Promotioun vun neie Forme vun Équiliber tëschent Beruffs- a Privatliewen, wat soll erméiglechen, d'Beruffsliewen an d'Familljeliewe besser openeen ofzestëmmen; d'Schafe vu Partenariater tëschent Schoul an Ausbildungssecteur an der Beruffswelt, fir datt eise Schoulsystem ka méi performant schaffen, fir datt den Antrëtt vun deene Jonken an d'Aarbechtswelt soll erliichtert ginn - „lifelong learning" ass och hei e Stéchwuert, wat net onwichteg ass -; méi eng grouss Sensibiliséierung fir déi kollektiv an awer och fir déi individuell Responsabilitéit, déi jiddwer Eenzelnen dréit am Kampf géint d'Ausgrenzung a géint d'Aarmut; Moossname schafen, déi de Besoine vu besonnesch gefährdete Risikogruppen entspriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei war elo vill beieneen. Et ass jo och e ganz vastë Sujet an d'Diskussioune wäerten haut de Mëtteg jo och ganz vaste - denken ech - gefouert ginn. Ech wëll Iech ofschléissend just nach d'Konklusiounen, déi d'Kommissioun geholl huet, matdeelen.

Mir sinn der Iwwerzeegung, datt Lëtzebuerg déi néideg Ressourcen huet fir Changementer op sozialem, ekonomeschem an ökologeschem Plang erbäizefféieren. Fir datt dëst méiglech ass, ass awer e staarken Engagement vun alle politesch Responsabelen erfuerdert a mir hoffen, datt de PNDD heizou e wichtege Bäitrag leeschte kann. Et läit awer och grad esou op der Hand, datt och eis ganz Gesellschaft, datt jiddweree muss changéieren, datt jiddweree muss eng Hand upaken, fir datt mer méi nohalteg kënne ginn.

Loosst eis déi aktuell Kris als Signal huelen, fir eise sozialen a wirtschaftleche Modell ze iwwerdenken an ze probéieren, nei Äntwerten ze fannen op déi kruzial Froe vun eiser Zäit. Mir brauche sécherlech Courage, mir brauchen Innovatiounsgeescht, fir nei Iddien ze entwéckelen, nei Prioritéite fir eis Gesellschaft erauszeschielen. En „new green deal" kann eis dobäi hëllefen.

Ofschléissend wëll ech dann eng Resolutioun hei ënnerbreeden, déi vun alle Fraktioune mat ënnerschriwwe ginn ass.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable, et plus particulièrement son article 11;

- vu la décision de la Commission du Développement durable du 21 avril 2010;

approuve la prise de position de la Commission du Développement durable relative à l'avant-projet de Plan national de développement durable

et prie son Président de transmettre au Gouvernement la présente résolution et la prise de position de la Commission du Développement durable relative à l'avant-projet de Plan national de développement durable.

(s.) Fernand Boden, Eugène Berger, Jean Colombera, Camille Gira, Roger Negri, Marcel Oberweis.

Et ass nach Plaz drop fir verschidde Sensibilitéiten, fir déi och mat ze ënnerschreiwen. An där Resolutioun weise mer op dëse Rapport vun der Nohaltegkeetskommissioun hin, esou wéi en den 21. Abrëll festgehale ginn ass. Mir soen, datt d'Chamber dës Prise de position vun der Kommissioun approuvéiert a mir bieden de President vun der Chamber, dësen Avis an dës Resolutioun der Regierung ze iwwermëttelen. Ënnerschriwwen hu bis elo, wéi gesot, Vertrieder vun alle Fraktiounen a wann déi verschidde Sensibilitéiten nach wëlle mat ënnerschreiwen, dann ass dat wëllkomm.

Ech muss nach eng Kéier Merci soe fir - ech géif soen - déi konstruktiv, déi aktiv Mataarbecht vun allen an der Kommissioun, déi dozou gefouert huet, datt mer hei en Avis konnte maachen, deen e ganz breede Konsens fonnt huet.

Merci, wéi gesot, fir déi Mataarbecht an eng flott Diskussioun haut de Mëtteg.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fernand Boden a senger Qualitéit als President vun der Nohaltegkeetskommissioun. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mir am Ufank vu menger Ried dem honorabelen Här Fernand Boden Merci ze soe fir deen ausféierlechen a fundéierte schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dat virleiend Dokument, een nohaltegt Lëtzebuerg fir méi Liewensqualitéit, den Nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung, ofgekierzt de PNDD, zu deem d'Chamber en Avis ofliwwere muss, ass en Aarbechtspabeier vun der viregter Regierung. Et ass wuel eng Fläissaarbecht, mä si berout op den Donnéeën an den Iwwerleeungen, déi bis op d'Joer 2007 sech beruffen. Et schielt sech awer ëmmer méi eraus, dass der nohalteger Entwécklung an de leschte Joren net genuch Rechnung gedroe ginn ass. Leider huet och déi aktuell Finanz- a Wirtschaftskris déi nohalteg Entwécklung massiv aus dem Mëttelpunkt vun eisen Iwwerleeunge geréckelt.

Net zulescht huet och d'UNO-Ëmweltkonferenz zu Kopenhagen am Dezember d'lescht Joer keng weider konkret Konsequenze bruecht. Et ass net zum gefuerderte Kyoto-Nofolgeprotokoll komm, dee jo um Enn vun 2012 ausleeft. D'Europäesch Unioun, an domat och Lëtzebuerg hu sech awer ambitiéis Ziler gesat, an dat schonn am Dezember 2007, wou si hir Strategie - dräimol 20% - festgeluecht haten.

No dem Échec vu Kopenhagen huet eis Regierung sech op d'Lee geschriwwen, hiren „Partenariat fir den Environnement an de Klima" bis Enn Juli vun dësem Joer virzestellen. Mat deem Strategiepabeier sollen dann déi néideg nei Pisten an der Lutte géint de Klimawiessel an dem Ëmweltschutz opgelëscht ginn, an dat en aval vun de Recommandatiounen aus dem Nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung, wéi mer se elo grad héieren hu vun dem honorabelen Här Fernand Boden.

Et muss zu enger enker Vernetzung vun de Beräicher Fuerschung, Klima, Mobilitéit, Wunnengsbau, Energieversuergung an Naturschutz kommen. Ee méi effikassen Energieverbrauch an eng massiv Reduzéierung vun den Dreifhausgasen, dat sinn déi ausgemaachten Ziler. A sécherlech muss et och zu enger klorer Ausso am Dossier vun den CDMen aus dem Kyoto-Protokoll kommen. Dat heescht: Wéi soll d'Finanzéierung vun nohaltege Projeten an ausgewieltenen Entwécklungslänner duerchgefouert ginn? Dës Projete solle jo déi national Emissiounsbilanz zum Deel verbesseren, awer nëmmen dann, wa mir hei am Land all Energieaspuerpotenzialer ausgeschöpft hunn.

Dës dynamesch Klimapolitik dierf net op d'Käschte vun der Kooperatiounspolitik bedriwwe ginn. Et dierfen duerfir och keng Projeten, wéi ënner anerem d'Finanzéierung vu Wandenergieanlagen a China, méi duerchgefouert ginn. Villméi solle Klimaprojeten an den Entwécklungslänner ënnerstëtzt ginn.

Dierf ech dorop hiweisen, dass Lëtzebuerg sech engagéiert huet, an de kommenden dräi Joer ronn néng Milliounen Euro an der Lutte géint de Klimawiessel an dëse Länner ze investéieren? Dat sinn additionnel Fongen zur Entwécklungspolitik. All Projeten, déi et den Entwécklungslänner erlaben, net méi op déi fossil Energien zréckzegräifen, mä virun allem op déi erneierbar Energien, musse mir bei hinnen ënnerstëtzen. Dat ass eng „win-win"-Operatioun fir si an och fir eis.

An dem PNDD hunn d'Auteuren 18 negativ Tendenzen ausgemaach, an dëst an den dräi Kärberäicher vun der nohalteger Entwécklung, der Wirtschaft, der Ëmwelt, dem Naturschutz an och am soziale Volet. De Rapporteur ass scho ganz déif dorop agaangen. Ech wëll hei virun allem de Verloscht vun der Biodiversitéit ervirhiewen, an dat an dem Internationale Joer vun der Biodiversitéit 2010.

Et gëtt gesot, dass de Verloscht besuergniserreegend ass, an eng vun den Haaptaufgabe muss et sinn, derfir Suerg ze droen, dass dësen Negativtrend gestoppt gëtt. An de rezenten Etüden hei am Land iwwert den Naturschutz kann ee liesen, dass ronn 80% vun eise Fiichtgebidder zerstéiert an eis Uebstbongerten ëm bal 60% reduzéiert gi sinn. Leider sinn och eis Bëscher mat Spure behaft duerch déi net nohalteg Entwécklung. Am Joer 2000 waren nach ronn 43% vun eise Beem gesond, am Joer 2006 der nëmmen nach 34%.

An den internationale Rapporten iwwert den Aarteschutz kann ee liesen, dass pro Dag dosende vu Planzen- an Déierenaarten op dësem Planéit fir ëmmer verschwannen. D'Ursaache si ganz ënnerschiddlech, mä virun allem ass de Mënsch duerch säin net nohaltegt Behuelen zu engem groussen Deel schold un dësem Misär. Mir zerstéieren d'Liewensraim vun den Déieren a Planzen duerch Pestiziden, duerch d'Verbaue vu Landschaften an déi onmoosseg Ëmweltverschmotzung.

Mä duerch eng Rei vu Gesetzer a Reglementer, ënner anerem d'Waasserdirektiv, leede mir awer schonn éischt konkret a couragéiert Schrëtt an. Bis 2015 musse ronn en Drëttel vun eise Gewässer hei am Land erëm an de gudden Zoustand bruecht ginn. Ech soen en Drëttel, dat heescht, et feelen nach ëmmer zwee Drëttel dann. Et muss de Matbierger aliichten, dass d'Protektioun vun den dräi Liewensressourcë Buedem, Loft a besonnesch d'Waasser hire Präis hunn. Hei gëtt et net en Nulltarif. Ze mengen, mir kéinten déi Liewensressourcen als eisen Dreckstipp ugesinn, muss endlech der Vergaangenheet ugehéieren.

Niewent deenen eenzelne Bierger mussen awer och d'Betriber an d'Landwirtschaft an dëse Prozess agebonne ginn. Grad am leschte Secteur stelle mir a puncto Waasserschutz eng grouss Responsabilitéit fest.

An dem PNDD gëtt op déi net nohalteg an net kohärent Entwécklung am Beräich

vum Bauen a Schaffen an der Vergaangenheet higewisen. Eng logesch Suite dovun ass den héijen Undeel vun dem Individualverkéier géintiwwer dem öffentlechen Transport. Et ass dach erstaunlech, dass no enger rezenter europäescher Etüd eist Land déi gréisst Distanzen tëschent dem Wunnen a Schaffen an der Europäescher Unioun huet, woubäi dach mir esou e klengt Land sinn.

D'Auteure vun dem PNDD weisen och op den héije Verbrauch vu Bensin an Diesel hin, dee jo domat gekoppelt ass, awer och op de Verkaf vun Diesel a Bensin am Transit- an am Grenzverkéier. Op de Punkt Transitverkéier mécht och d'OCDE an hirem leschte Rapport opmierksam a verlaangt, dass mir do courageiert Schrëtt aleede mussen.

Wat de Pendlerverkéier ugeet, do muss een awer op déi héich Unzuel vu Frontalieren hiweisen. Ëmmerhin ëm déi 145.000, déi all Dag bei ons schaffe kommen. An deene kënne mir jo net verbidden, dass si bei eis hiren Tank fëllen. Mir kommen awer net derlaanscht, eis Gedanken zum Tanktourismus ze maachen, ëmmerhi scho laang en därege Problem hei am Land. An de Verbrauch bedéngt och eng héich Contributioun an de Kyoto-Fong, sou dass honnerte vu Milliounen Euro an dësem Fong hannerluecht musse ginn.

Ech denken, déi Häre Ministere kënnen op deen Dossier nach eng Kéier agoen. Et ass en Dossier, dee vu ville Bedeelegten och kritesch hannerfrot gëtt.

Bedéngt duerch den héije Verbrauch vu Bensin an Diesel hu mir och héich Dreifhausgasemissiounen. Ëmmerhi ronn 13 Milliounen am Joer 2009. Déi lescht rezent Donnéeën am Joer 2006 hu gewisen, dass d'Emissiounen do nëmmen ëm 5,2% ënnert dem Wäert vun 1990 louchen. An dobäi ware mir esou kéng, am Joer 1997 ze behaapten, mir kéinten dat op 28% reduzéieren! Wäit gefeelt! Mir hunn eis am Joer 2007 erëm engagéiert, dës Emissiounen an der Zäitschinn bis 2020, nach zéng Joer, ëm weider 20% géintiwwer 2005 ze reduzéieren. Hoffentlech packe mir et dann elo mat deene courageierte Schrëtter an dem Package vum Klima/Environnement!

Am Beräich vun der Buedemversigelung ass en nohaltegen Trend ze erkennen. Sou ass de Landverbrauch, deen an de Joren 1990 bis 2000 ëm 3 Hektar pro Dag louch, op elo 1,3 Hektar an de Joren 2001 bis 2006 gefall. Momentan, kréie mer gesot, fält de Wäert nach. Dat ass d'Resultat vun enger vernetzter Politik an dem Beräich vun dem Aménagement du Territoire, dee jo den Donnéeë vum IVL nokomme soll. Dat ass eng Konsequenz vum Ausbau an dem Zesummewuesse vun notamment den dräi Schwéierpunkten hei am Land: Esch/Belval, Lëtzebuerg-Capitale an der Nordstad.

An der Rumm vun de rezenten Aspuermoossnamen ass jo och däitlech gemaach ginn, dass weider an d'Eisebunninfrastrukturen investéiert gëtt, fir dem öffentlechen Transport nach méi en héije Stellewäert ze ginn. Derniewent sollen och d'Grenzpendler esou fréi wéi méiglech op de Bus an op d'Schinn bruecht ginn, wa mir net de Verkéierskollaps op eisem nationale Stroossennetz erleide wëllen. Och do kann de Minister sécherlech nach e puer Detailer ginn.

Beim Liese vum Nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung stellt ee fest, dass mir eis an engem Upassungsprozess un déi schläichend Konsequenze vum Klimawiessel befannen. Wuel stinn den Euro an d'Finanz- a Wirtschaftskris am Mëttelpunkt vun den aktuelle Beméiungen, awer mir dierfen net vergiessen, dass de Klimawiessel nach méi frappant Auswierkunge wäert hunn.

Déi ervirgeruffen Temperaturerhéijung vun der Atmosphär gëtt zum gréissten Deel duerch de Verbrauch vun de fossilen Energien an der Industrie - an ëmmer méi an den opstriewende Schwellelänner wéi China, Indien, Russland, Mexiko, Indonesien - ervirgeruff. Well awer d'Reserven u Kuel, Äerdgas an Äerduelech ëmmer méi kleng ginn, an doriwwer eraus et ëmmer méi schwéier a méi deier gëtt, se aus der Äerd ze huelen, si mir amgaangen, ganz geféierlech Experimenter duerchzeféieren.

Dierf ech nëmmen op déi lescht Ëmweltkatastroph am Golf vu Mexiko erënneren, wou duerch d'Explosioun vun enger Äerduelechplattform zënter dem 20. Abrëll dausende vun Tonnen Äerduelech all Dag an d'Mier lafen? Och wann alles ënnerholl gëtt, fir de Schued ze behiewen, hei sinn d'Fauna an d'Flora op enger riseger Fläch fir Jorzéngten zerstéiert!

Am Golf vu Mexiko kënne mir dës Aufgab nach duerchféieren, well et Gesetzer gëtt, déi derfir suergen, dass de Verursaacher - hei an deem Fall de Multi BP - dës Aufgab a Milliardenhéicht bezuele muss. Mä et kann ee sech mat Recht froen: Maache mir och dësen Effort, wann et zu esou enger Katastroph kënnt am Golf vun Nigeria, am Gabun, an Angola an Afrika?

Grad dës Katastroph am Golf vu Mexiko ënnersträicht déi onsécher Ofhängegkeet vun onser Wirtschaft vun dem Äerduelech an och spéider dem Äerdgas.

Muss een net da fäerten, dass dee mat dem Golfstrom bis un eis Küste vun Europa ugeschwemmt gëtt? Dierf ech dorop hiweisen, dass d'Distanz vu Florida bis un ons Küst ongeféier 6.000 Kilometer bedréit, an de Golfstrom mat enger Vitesse vun 150 Kilometer pro Dag fléisst? Ma da kann ee sech ausrechnen, wéi laang dat dauert, bis mir d'Konsequenz vu Florida Key West hei hunn: genau ronn 40 Deeg! 40 Deeg, dat ass net ganz laang, da kréie mer op der bretonescher, spuenescher Küst och déi éischt Flaatsche vum Äerduelech.

Wa mir näischt ënnerhuelen, da wäert d'Europäesch Unioun beim Äerduelech zu 93% a beim Äerdgas zu 84% am Joer 2030 - net méi ganz laang! - ofhängeg sinn.

Wier et net elo un der Zäit, alles an d'Wee ze leeden, sech eng aner Energieversuergung ze ginn? Dat heescht, vun de fossilen op déi erneierbar Energien eriwwerzegoen. Nach gëschter huet den honorabele Marc Angel eis hei e Gesetz virgedroen iwwert d'IRENA. Bewäis méi: Et gëtt Iwwerleeungen, mir musse se couragéiert ugoen. An dat gestäipt duerch d'Aussoe vun der Internationaler Energieagence zu Paräis, déi seet, dass de Verbrauch un Energie ëm 50% nach klamme wäert an deenen nächsten 20 Joer. A mat wellechen Energië wëlle mer dann dee Kuch verdeele bei den opstriewenden Natiounen an Afrika an an Asien?

An deem Zesummenhang muss een awer och da soen, dass 2050, e bësse weidergekuckt, 9,5 Milliarde Mënsche wäerte liewen! Haut si mer zu 6,9 Milliarden. A wann een dovun ausgeet, dass d'Agence zu Paräis seet, dass all Awunner nëmmen dann nach eng Emissioun dierf hu vun zwou Tonnen CO_2 op de Kapp, da kann ee sech virstellen, wellech gigantesch Aufgab op déi räich Länner zoukënnt. D'Moyenne zurzäit ass bei ons tëschent aacht bis 30 Tonnen op de Kapp am Joer.

Net zulescht muss dës Welt agesinn, dass eng weider Temperaturerhéijung vun der Atmosphär ëm zwee Grad Celsius irréparabele Schued wäert ervirruffen. Wann een awer, an ech denken, mir alleguer hunn dat hei, Responsabiliéit virun de kommende Generatiounen huet, da musse mir eis kollektiv Gedanke maache fir nohalteg Mesuren. All Schrëtt an dës Richtung stellen e Gewënn fir ons Wirtschaft, fir d'Groussregioun a fir Europa duer.

Vergiesse mir net, et kënnt fréier oder spéider zu engem Ëmdenkprozess an der Nohaltegkeet. Den honorabelen Här Fernand Boden ass dorop agaang a sengen Iwwerleeungen zu eiser Kommissiounsaarbecht. An da sinn déi, déi haut schonn ufänken ëmzedenken, d'Gewënner vu muer de Moien.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung sinn och scho Piste vun enger Verbesserung opgezeechent ginn, ënner anerem d'Sanéierung vun eise Gebaier, d'Erhéijung vun der Energieeffizienz, d'Notze vun den erneierbaren Energien, eng méi effikass an ökologesch Transportpolitik wéi och d'Ënnerstëtzung fir Ëmwelttechnologien.

Am Beräich vum Logement, wou de Minister Marco Schank eng dynamesch Politik duerchféiert, ginn d'Planung an de Bau vun energieeffiziente Gebaier an Haiser virugedriwwen. Et heescht elo, den Energieverbrauch duerch de Bau vun Niddregenergie-, Passiv-Gebaier wéi Energieplus-Gebaier ze reduzéieren. Den ageféierten Energiepass, dee wuel eng Rei vu Kannerkrankheete kannt huet, erlaabt eis eng méi energieperformant Bautepolitik.

Mir sollten awer net vergiessen an iwwersinn, dass eist aktuellt Reglement nach op enger Direktiv berout aus dem Joer 2002, an d'Europäesch Kommissioun an d'Parlament amgaange sinn, schonn eng nei a méi performant Direktiv am Beräich Bauen auszeschaffen. Mir sollten elo net laang waarden an eis op dee Wee maachen, déi séier ëmzesetzen.

Ee weidere Beräich, wou mir d'Energiebilanz verbesseren an d'Dreifhausgasemissioune reduzéiere kënnen, läit am Beräich vun der Notzung vun den erneierbaren Energien. Mir wëssen, dass bis 2020 den Undeel vun dësen Energien op 11% an dem Gesamtverbrauch hei am Land géintiwwer haut nëmmen engem Prozent eropgehuewe muss ginn. Duerfir musse mir alles an d'Wee leeden, fir heiheem esou vill wéi méiglech ze maachen an de Rescht an der Europäescher Unioun oder doriwwer eraus unzefroen.

Wat awer dës Projeten hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, sou kann een nure mat Bedauere feststellen, dass eng Rei vu Projeten d'Dagesliicht ni gesinn, obscho se gutt an duerchduecht sinn, well einfach bei ons am Land de sougenannten NIMBY-Syndrom spillt, dat heescht, mir wëllen näischt, mir wëlle just gäre Stroum. Ënner anerem e puer interessant Wandenergie-Projeten.

Lëtzebuerg huet sech awer trotzdeem als e Partner am Groupe Pentalatéral électrique erabruecht, wou et zu enger Verknëppung vun den elektresche Réseauen tëschent de Benelux-Staten, Frankräich an Däitschland kënnt. Domat kënne mir als eenzegt Banneland an Europa mat aneren néng d'Wandkraaft op dem Mier notzen. Dat erlaabt et eisem Land, de Bau vun der eelefter Pompelturbin mat 200 Megawatt zu Veianen bei der SEO mat engem Investissement vu ronn 160 Milliounen Euro unzegoen. Do soll dann déi iwwerschëssteg Energie, déi vun de Kraaftwierker um Mier gewonne gëtt bei den Éoliennen, kuerzzäiteg kënne gespäichert ginn, fir duerno mat an de Spëtzeleeschtungszäiten an den europäesche Réseau erëm zréckgeliwwert ze ginn.

Well mir jo wëssen, dass eist Land och en Tissu industriel nach weiderhi brauch, koum et rezent zur Grënnung vun engem Cluster, dem EcoDev, vun den Ëmwelttechnologien. Deem säin ausgemaachtent Zil ass et, virun allem erauszefannen, a wellechen Domänen et zu enger performanter Symbios vun de Fuerschungszentren, den Universitéiten an der Groussregioun an de PMEe soll kommen.

Am Beräich vun der Mobilitéit wëlle mir den „modal split" vu 75/25 bis 2020 erreechen, dat heescht, dem öffentlechen Transport eng Virrangstellung géintiwwer der individueller Mobilitéit araumen. Mir dierfen awer net d'Mobilité douce vergiessen. Déi muss ëmmer méi ausgebaut ginn.

Eng ganz nei Pist wëlle mir mat der Elektromobilitéit, berouend op den erneierbaren Energien, agoen. Do deet sech eng immens grouss Palette vun Aktivitéiten op, un deenen och Lëtzebuerger Entreprisë ganz wäertvoll agebonne kënne ginn. Ënner anerem ass eng Zesummenaarbecht tëschent dem Centre de recherche public Henri Tudor, dem Centre de ressources fir Ëmwelttechnologien, dem CRTE, an der Gesellschaft Enovos an d'Wee geleet ginn. Et gi sech hei Gedanke gemaach iwwer eng performant, nohalteg Elektromobilitéit, wuelwëssend, dass mir déi benéidegt elektresch Energie net eleng hei am Land kënne produzéieren. Mä d'Notzung vun der Wandkraaft um Mier, der Sonn an de spuenesche Wüstegebidder wéi der iwwerschëssteger Biomass a Mëtteleuropa wäert eis hei nei Horizonter opmaachen.

Ier ech zum Schluss kommen, Dir Dammen an Dir Häre, Här President, wëll ech nach eng Kéier ee Beräich kommentéieren, deen am Nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung och seng Bedeitung muss kréien, well et hei ëm d'Klimagerechtegkeet geet. De Klimawiessel a seng Konsequenze loosse seriö Spannungen tëschent de Räichen an den Aarmen op dëser Welt opkommen. Duerch den onmoossegen Energieverbrauch vun de räiche Mënschen leit d'Liewensqualitéit vun honnerte Millioune Mënschen, notamment an Entwécklungslänner. Si sinn duerch d'Naturkatastrophen am meeschte betraff. Si, déi de Klimawiessel net ervirgeruff hunn.

Duerfir gëtt um Nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung speziell drop higewisen, dass dat ieweschst Zil vun onser Entwécklungszesummenaarbecht d'Lutte géint d'Aarmut muss sinn. Dës Lutte ass eng vun den aacht Milleniumsziler fir 2015, déi sech d'Vereenten Natiounen zu New York am Joer 2000 ginn hunn.

Doniewent musse mir awer och alles drusetzen, fir de Liewensniveau vun de Mënschen an den Enwécklungslänner, speziell an Afrika, eropzehiewen. Dat kann nëmmen duerch den Asaz vun Energie goen, wéi et och bei eis gaangen ass, an dat zënter der Erfannung vun der Dampmaschinn am Joer 1769.

Fir an den Entwécklungslänner dëse Schrëtt duerchzeféieren, kënne mir op d'CDMen, déi flexibel Mechanismen aus dem Kyoto-Protokoll, zréckgräifen. Awer nëmme 4% vun den Emissiounen aus dem Joer 2005 kënne mir aus esou Projeten akafen, an dat vun 2013 un. Dat maachen awer nëmme ronn 400.000 Tonnen am Joer aus. Wäit wéineg par rapport zu 13 Milliounen, déi mer all Joers émettéieren.

Fir eng seriö CDM-Politik duerchzeféieren, mussen déi obligatoresch Ëmweltverträglechkeetsprüfungen duerch déi sozial Verträglechkeetsprüfungen nach verschäerft ginn. Et muss kloer sinn, dass nëmmen nach Emissiounsreduktioune fir dee Projet guttgeschriwwe kënne ginn, déi wierklech een additionnelle Charakter hunn.

D'CSV ka sech virstellen, dass mir Projeten an eise Pays cible mat deenen do schaffenden ONGe féieren an esou de Mënschen hir Liewensqualitéit erhéijen. Mat intelligente Léisungen an eng zukunftsfäeg Wirtschaft investéieren an den ökologeschen Embau alauden, dat si schwiereg Erausfuerderungen. Mir musse se meeschteren.

An deem Zesummenhang wëll ech och nach kuerz op de rezenten zweeten Ëmweltrapport vun der OCDE iwwer Lëtzebuerg hiweisen. Do schreift hire Generalsekretär Angel Gurría: Och wann d'Bilanz global positiv ausfält, esou dierf eis Regierung hir Hänn net an de Schouss leeën. D'OCDE vermësst hei eng kloer Visioun fir méi Ëmweltschutz, a ganz speziell weist se dorop hin, dass Lëtzebuerg seng Hausaufgab am Kyoto-Protokoll wäit verfeelt hätt. Mä ech denken, elo si mer mat deem neie Partenariat op dem richtege Wee, a mir hoffen, dass dëse Wee dann der OCDE ka gerecht ginn.

D'CSV wäert sech duerfir mat vill Nodrock an dësem wichtegen Upassungsprozess engagéieren. De Prinzip vun der Nohaltegkeet ass dee wichtegste politeschen Outil. Mir wëllen d'Liewensbedingunge fir déi kommend Generatioune respektéieren. De Klimaschutz an eng couragéiert Energiepolitik sinn d'Haaptelementer vun dësem Challenge. Den Nationale Plang fir nohalteg Entwécklung stellt, och wann hien net optimal ass, eng Chance duer, elo eng laangfristeg wirtschaftlech an ekologesch Entwécklung duerchzeféieren.

D'CSV hëlt hir Responsabilitéit a schafft beim Opbau vun der gewënschter kuelestofffräier Gesellschaft mat. Eist Land wëllt sech intensiv beim Opbau vun der drëtter industrieller Revolutioun erabréngen. Duerfir invitéiert si jiddwer Matbierger, sech un dëser Aufgab ze bedeelegen. Et lount sech wierklech.

Ech hunn elo ronn 20 Minutte geschwat, Dir Dammen an Dir Häre, Här President, Dir Häre Ministeren,…

Une voix.- 23 Minutten!

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- 23? Mä ech hunn et mat 20 ausgerechent hei, fir mer dat konkret ze maachen.

…a während där Zäit sinn am Golf vu Mexiko aus dem Lach 40 Tonnen erausgespruddelt. Kuerz gewisen, dat ass eng Surface vun dräi Ar, 100 Meter héich, während mengen 20 Minutten. Dir kënnt Iech virstellen, wann een dat wochelaang spruddele léisst, wat dat fir eng Auswierkung huet.

D'Explosioun vun der Uelechplaque vum „Deepwater Horizon" soll eis virun Ae féieren, wou den demokrateschen Drock an dat ekonomescht Wuesstem ouni Grenzen d'Welt ka bréngen. D'Zäit vum Iwwerfloss an dem Gaspillage ass eriwwer, an déi onmoosseg Belaaschtung vun den dräi Liewensressourcë muss en Enn kréien. Dat soll eis eng Warnung sinn an och eng Chance nozedenken, wéi mir eis Energieversuergung vu muer organiséieren an domat méi ëmweltfrëndlech, dat an der Rumm vun dem Nationale Plang fir eng nohalteg Entwécklung.

Mir sollten eis opmaache fir méi en nohaltegt Lëtzebuerg opzebaue mat méi Liewensqualitéit. D'CSV ass sech dësem Challenge bewosst - ech hunn ech gesot - an ënnerstëtzt all déi Mesuren, déi schonn um nationale Plang opgezeechent sinn, an all déi innovativ nei Schrëtt. Mir stinn um Ufank vun engem laange Marsch a mir sollten dës Aufgab zesumme mat Courage ugoen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Marcel Oberweis. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och dem Rapporteur, dem Fernand Boden, e grousse Merci ausschwätzen. Hien huet hei och e ganz kriteschen Avis vun der Kommissioun presentéiert. Dat ass eng gutt Saach an dat reflektéiert och wierklech d'Diskussiounen, déi mer an där Kommissioun haten an déi hien och ganz gutt gefouert huet.

Här President, säit laange Joren, säit 1989 gëtt elo schonns iwwer Nohaltegkeet geschwat an debattéiert, Konferenzen a Programmer doriwwer gemaach, Politik domadder gemaach. D'Nohaltegkeet huet Agank an d'Schoulprogrammer fonnt, wéi ech dat konnt gesinn, datt dat zum Beispill an Ekobicher vun de Premièresklassen ass. A mir hu mëttlerweil och en Nohaltegkeetsministère.

Et kéint een also dovunner ausgoen, datt haut jiddweree kloer weess, wat ënner Nohaltegkeet ze verstoen ass. Heiansdo huet een awer d'Impressioun, datt Nohaltegkeet fir alles a fir näischt duerhale soll. Da geet zum Beispill Rieds vun nohaltege Pensiounen oder vun nohalteger Wirtschaft, ech hu schonn héiere vun nohaltegem Sport, virun e puer Deeg hunn ech schonn héieren: nohalteg Moud. Dann ass der Fantasie do keng Grenze gesat.

Et ass also e Moudewuert ginn, dat anscheinend gutt mécht, och bei Sonndesrieden, mä wou jiddweree gären eppes aneschters drënner wëllt verstoen. Duerfir wéilt ech och nach eng Kéier - de Fernand Boden hat dat awer scho gemaach - kuerz rappeléieren, datt Nohaltegkeet am Ursprung e Konzept ass, fir mat der Ëmwelt an natierleche Ressourcen esou schounend ëmzegoen, datt mer se fir déi zukünfteg Generatiounen erhale respektiv hir Chancen net domadder verspillen, a virun allem et ass och eng integrativ Approche - dat ass a mengen Aen ganz wichteg -, wou et drëms geet fir en Équiliber ze fannen zwëschent deenen Aktiounen, déi ee mécht, an de Secteuren oder am Domän vun der Ëmwelt, vun der Ekonomie an dem soziale Beräich. Déi dräi mussen also zesummespillen. Et dierf keen au profit vun deem anere méi staark ginn.

Fir dee Konzept vun der Nohaltegkeet och da konsequent an d'Politik ëmzesetzen, goufen iwwert d'Gesetz vun 2004 Strukturen hei zu Lëtzebuerg agefouert. Ënner anerem gouf duerch dat Gesetz de Conseil Supérieur de Développement Durable agefouert, wou Akteuren aus alle gesellschaftleche Beräicher eng wichteg Reflexiounsaarbecht maachen. A mëttlerweil liwwere si Avisen of, déi ganz wäertvoll Ustéiss si fir all politesch Zukunftsdossieren.

E wichtegen Aspekt vum Gesetz ass dee vun der departementsiwwergräifender Zesummenaarbecht, déi duerch de Comité interministériel ugestrieft gouf, well nohalteg Politik kann een nëmme maachen, wann all Ministèren an déiselwecht Richtung zesummeschaffen, well se jo alleguerte betraff sinn, an net nëmmen den Nohaltegkeetsminister.

Duerfir bedaueren ech och - an ech hunn dat awer gëschter schonn, wéi ech meng Ried preparéiert hunn, heihinnergeschriwwen, well ech wosst, datt dat haut géif esou sinn -, datt bei deem Débat haut de Mëtteg wéineg Intérêt bei deenen anere Regierungsmembere besteet.

D'Nohaltegkeet muss nämlech en Uleies si fir all Regierungsmember, inklusiv de Premier, well deen ass jo opgrond vum Gesetz eigentlech och de Leader an deem ganzen Dossier. An ech ka mech erënneren, et waren emol Rieden hei, den État de la nation, wou de Premier mindestens 27-mol vun Nohaltegkeet geschwat huet. Also, ech bedaueren, datt wierklech nëmmen den Nohaltegkeetsminister an de Ministre délégué haut de Mëtten hei sinn.

(Interruption)

Et ass och de Mérite vun deem Gesetz, mat deem 2004 net jiddwereen dermat d'accord war - ech ka mech zum Beispill erënneren, datt d'sozialistesch Fraktioun deemools géint dat Gesetz gestëmmt huet; et war vläicht deemools keng Stärstonn vum Här Bodry, deen dozou geschwat huet -, datt mer regelméisseg aktualiséiert Pläng mussen opstellen, déi als Zil hunn, d'Politik ze guidéieren, fir se méi nohalteg ze gestalten. Déi Pläng, déi sollen och net just en Exercice de style sinn, mä si sollen e Fahrplang fir déi gesamt Regierung sinn.

De leschte Plang, deen ass also 2009 opgestallt ginn, dee mer haut de Mëtteg hei debattéieren, an deen also da soll eng Guideline si fir déi nächst Jore fir d'Politik hei zu Lëtzebuerg. Dat soll an dat dierf also keen Alibi-Exercice sinn, mä mir sollen déi Analys ganz genau, kritesch maachen an och déi noutwendeg Konklusiounen zéien.

Zur Analys a Bewäertung vun deem Plang wollt ech e puer Virbemierkunge maachen. Et ass e Plang, deen effektiv nach ënnert där aler Regierung opgestallt ginn ass, wou elo déi nei Regierung dann haut e bësse muss Ried an Antwert stoen. Dat ass awer net onbedéngt e Problem, well d'Majoritéit en tant que telle huet jo net changéiert an déi zwou selwecht Parteie si weiderhin an der Regierung verflicht, nohalteg ze handelen.

Méi schwiereg ass den Ëmstand, datt de Plang virun der internationaler Wirtschaftskris geschriwwe ginn ass an duerfir eng Rei Elementer oder Événementer net konnte berücksichtegt ginn, besonnesch wat de sozialen an ekonomesche Beräich ubelaangt. Ech wäert spéider nach eng Kéier kuerz op déi Aspekter zréckkommen. Och zum Beispill den Échec vu Kopenhagen war zum Zäitpunkt, wou de Plang geschriwwe ginn ass, net virauszegesinn.

Bon, dee Plang, dee mer haut de Mëtten hei debattéieren, ass mëttlerweil deen zweeten opgrond vum Gesetz vun 2004. A wat ee muss vermëssen, dat ass e Bilan vun dem éischte Plang. Wat war doranner proposéiert ginn? Wat konnt ëmgesat ginn? Wat net? Firwat konnt dat net ëmgesat ginn? Wat fir eng Léieren hätt ee kënnen dorauser zéien? Dat misst awer onbedéngt déi nächste Kéier bei dësem Plang geschéien, well et ass wichteg, datt een e Monitoring mécht.

Dorunner knäppt sech natierlech och d'Fro, wéi een eng nohalteg Politik moosse kann. Stéchwuert sinn hei d'Indicateure vun der Nohaltegkeet. Ech hat d'Éier 2002 déi éischt Serie vun Indicateuren - ech mengen, et waren der 27 - opstellen ze loossen an ze presentéieren. Et war awer deemools gewosst, datt een déi misst mat der Zäit upassen, datt ee se misst erweideren.

Elo 2010 leien awer nach keng nei oder réviséiert Indicateuren um Dësch. Et ass also schwéier, wann een och keng aktualiséiert Indicateuren huet, fir esou e Plang, deen éischte Plang also, ze évaluéieren. Do ass dat elo net onbedéngt e Reproche un déi aktuell Responsabel, mä do ass et dann éischter de viregten Ëmweltminister, dee seng Hausaufgaben net gemaach huet. Duerfir den Opruff un d'Ministere Schank a Wiseler, esou schnell wéi méiglech déi Indicateuren ze aktualiséieren, well se sinn ee wichtegt Instrument fir d'Nohaltegkeet vun de Politiken insgesamt besser ze moossen an ze guidéieren.

Wat elo den Inhalt vun dem Plang ugeet, muss ee soen, datt en eng duerchwuessen Analys vun der Problematik vun der Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg mécht. Fir an de Wierder vum Nohaltegkeetsrot ze schwätzen, deen Deel vum Rapport ass am Fong geholl spektakulär an all interesséierte Bierger sollt eigentlech déi 35 éischt Säiten eng Kéier a Rou liesen.

Wat elo d'Zukunft ubelaangt, proposéiert de Plang eng Hällewull vun neie Mesuren an deenen ënnerschiddlechste Politikberäicher. Do gi ganz vill Mesuren opgezielt. Mat ganz ville kann een do d'accord sinn, mä wat ech vermëssen, dat ass, datt do keng Prioritéite gesat ginn. Et ass e Katalog vu Propositiounen, wou een net ëmmer kann erausliesen, wéi déi eng mat deenen aneren da verknäppt sinn oder wéi d'Hierarchie ass.

Dat huet wahrscheinlech domadder ze dinn, datt hei och eng ganz Rei Ministèren deem Plang zougeschafft hunn - dat ass jo eng gutt Saach, dat gëtt jo ugestrieft -, a jiddwereen huet dann och wollte seng Iddien erabréngen. U sech ass dat jo och da positiv, mä et schéngt wéi wann awer dann herno all Ministère säin „claim", fir et emol esou ze soen, dann e bëssen ofgestrach huet, an da ka kee sech dann herno an déi Gesamtstrategie erabewegen. A jiddweree bleift awer bei senge Punkte bei sengem Ministère hänken.

En anere Punkt vu Kritik ass deen, datt bei deene sëlleche Virschléi, wou, wéi gesot, der eng ganz Rei wierklech ganz gutt sinn, keng Échéancë stinn, datt net gesot gëtt bis wéini déi Mesurë sollen ëmgesat ginn. Et ass emol gutt gesot, wat ee soll maachen, mä et ass net gewosst, wéini dat soll realiséiert gi sinn. Soll dat elo a fënnef Méint sinn, a fënnef Joer oder a fënnef Jorzéngten?

Gradesou wéi och eng Rei gutt gemengte Propositiounen opgezielt ginn, ouni datt awer konkret gesot gëtt, wéi, zum Beispill duerch wat fir ee Gesetz oder wat fir eng reglementaresch Aktioun oder soss, een déi Propositioune kéint an d'Praxis ëmsetzen. Do treffe mer dann och d'Achillessehn vun dem Plang, well dat géif sech och dann direkt, wann do géif konkret prezis stoen, wéi een et soll maachen, un d'Exécutive, also un d'Regierung riichten. An déi wëllt sech jo awer wahrscheinlech do net esou an hir Aarbecht draschwätze loossen.

Ech wëll elo dat Ganzt oder e puer Problemfelder vun der Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg e bësse méi genau ënnert d'Lupp huelen. Et ass natierlech och interessant; mäi Virriedner huet et e bësse méi wäit ausgeholl, hien ass bis an d'Karibik a bis an de Golf vu Mexiko gaangen. Ech wëll elo net esou wäit goen. Ech hoffen och net, wann ech méi laang schwätze wéi den Här Oberweis, datt ech dann och nach schëlleg si mat méi laangem Ausspruddele vum Äerduelech, mä ech wéilt mech also dann elo hei zu Lëtzebuerg dorobber konzentréieren.

En Dossier par excellence vun der Nohaltegkeet ass dee vum Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg, natierlech och op anere Plazen op der Welt. An d'Regierung ass och hei mat oder ouni Accord vu Kopenhagen weiderhi gefuerdert. Mir hunn eis Ziler vu Kyoto nach ëmmer net erreecht. An dat, wat mer um Terrain guttmaachen, ass zum Haaptdeel, wann net bal exklusiv, duerch Fräikafen iwwer flexibel Mechanismen erreecht ginn.

Ech hat déi Démarche schonns eng Kéier op dëser Plaz kritiséiert, well ech net d'Effizienz am Sënn vum Klimaschutz dra gesinn; datt mer zum Beispill zeg Milliounen Euroen an e puer Wandmillen a China investéieren - e Land, dat Rakéiten an de Weltall schéisst, wat Atombommen huet a wat weess ech net nach alles -, datt mer also do dann déi Suen investéieren, fir dann anscheinend d'Klima am grousse China mat e puer Milliarde Mënschen ze retten.

Ech fannen zum Beispill, datt mer déi Suen da besser hei an eisem Land investéiert hätte fir konkret Mesuren am Sënn vum Klimaschutz. Da kommen natierlech och nach déi moralesch Bedenken derbäi, wann een dann och iwwert de Kyoto-Fong an dann a verschidden esou obskur Fonge Suen investéiert, wou een net genau weess, wat domadder geschitt, wat fir eng konkret Aktiounen domadder gemaach ginn.

Dat ass natierlech och, mengen ech, e moralesche Problem, well mer jo da versichen eise Problem op d'Drëttweltlänner ofzewälzen, oder se awer versichen als Entwécklungshëllef ëmzewandelen. Dat ass och net nohalteg an der Optik vun de Relatiounen Norden/Süden.

Mir sinn also hei zu Lëtzebuerg op alle Fall am Klimaschutz weider enorm gefuerdert. Mëttlerweil ass den Nohaltegkeetsminister an den déléguéierte Minister ee Joer am Amt an nach ëmmer vermëssen ech konkret nei Initiativen an Impulser. Ech weess elo schonn, wat se do ënnen denken. Se soen dann: „Mä mir hunn awer elo e Partenariat ugekënnegt." Do sollen dann all concernéiert Akteuren zesummen un engem Dësch diskutéieren a Mesurë proposéieren, déi eng allgemeng Akzeptanz kënne fannen.

Schéin a gutt. Dorun ass oder wär näischt auszesetzen. Mä bis datt dee Partenariat ofgeschloss ass, dat wäert dann nach eng Kéier e puer Méint daueren, da gëtt et nees praktesch Dezember. An et geet scho Rieds, datt dee Planing, deen Timing fir dee Partenariat dann och schonn net kann agehale ginn. Do geet einfach enorm vill Zäit verluer, a mir kéinten elo schonns eng ganz Rei Mesuren ëmsetzen, déi allgemeng Akzeptanz fannen.

Zum Beispill dat vum CO_2-Aspueren am Hausbau, wou jo e ganz grousse Potenzial läit. Hei zu Lëtzebuerg kéinte mer en Drëttel CO_2-Emissioune spueren, zum Beispill duerch den Assainissement vun eiser Albausubstanz. A mir haten als DP schonns virun de Wahle konkret Mesurë proposéiert, insbesonnesch datt mer am Albau systematesch solle Mesuren, e Programm duerchzéien, fir datt mer bis 2020 all Albausubstanz géife sanéieren.

An dobäi sollt dann de Bierger finanziell iwwer eng staatlech Klimabank gehollef kréien, datt déi Aarbechten, fir ze assainéieren, géife virgestreckt ginn, an da mat deene Suen, déi een herno spuert beim Brennes, mam Gas, mam Masutt, well d'Haus jo gutt assainéiert ass, kéint een dann dat zréckbezuelen. Am Endeffekt géif dat de Stat jo och näischt kaschten, well e géif seng Suen dann zréckkréien.

Dat wär eppes, wou wierklech och géif nohalteg geschafft ginn a wou aus ville Bléckwénkelen eraus Gewënner wären. Éischtens, de Bierger wär Gewënner, well e géif à long terme manner Suen ausgi fir säin Haus, fir de Masutt, fir de Gas. D'Klima, d'Ëmwelt wär Gewënner. De Stat wär Gewënner, well e muss manner Kyoto-Strofe bezuelen. An dann awer och dee ganze wirtschaftlechen a sozialen Aspekt: d'Handwierk géif nei Aarbecht fannen, nei Aarbechtsplaze kreéieren. Also och do hätte mer Gewënner.

A souwäit ech weess, besteet Konsens bei all de Leit hei zu Lëtzebuerg, bei den Handwierker, bei de Bierger fir dat ze maachen. Do brauche mer net nach en neien Diskussiounsdësch, fir do zu där Konklusioun ze kommen.

Wat hënnert eis also, fir domadder muer unzefänken? Et ass a villen anere Beräicher vum Klimaschutz d'selwecht. Et leien am Beräich vum Klimaschutz zum Beispill säit Joren Etüden um Dësch iwwert d'Potenzial vun den erneierbaren Energien. Firwat hu mer bis elo do keng Suiten derzou? Et si schonn x, oder net x, mä et si schonn zum Beispill eng Rei Pilotprojeten am Beräich Energieeffizienz, nohaltegt Wunnen ëmgesat ginn.

Schonn an de Joren ufanks 2000 hu mer zu Pëtscht e Pilotprojet ëmgesat. Do war

och d'Akzeptanz iwwerall do. Do hu mer kee ronnen Dësch gebraucht. Firwat gëtt dat also net verallgemengert? Firwat waarde mer elo nach ee Joer oder méi laang, bis datt mer domadder da géifen ufänken?

Nach eng Kéier, esou e Partenariat ass schéin a gutt, mä et ass sech elo einfach ze froen: Brauche mer duerfir extra elo nach e puer Méint, e ronnen Dësch, fir datt dann och jiddwereen nach eng Kéier d'accord domadder ass, wou schonns jiddwereen dermat d'accord ass? Et ass a mengen Aen einfach verlueren Zäit.

Och wat d'Transportpolitik ubelaangt, wësse mer, datt mer musse verstäerkt an den öffentlechen Transport investéieren. Den „modal split" 25/75, do ass souwisou schonn en Accord do. Pläng, Programmer, d'Architekten oder d'Ingenieuren hu scho praktesch alles do gemoolt. Et geet just drëms, fir dat nach ëmzesetzen. Musse mer dat elo nach eng Kéier nei alles diskutéieren?

An da freet ee sech och, wat herno - wéi soll ech soen - awer d'Duerchsetzungsvermëige vun esou engem ronnen Dësch ka sinn. Well et si jo awer da verschidden Domäner, wou d'Regierung elo schonn Neel mat Käpp gemaach huet an net d'Konklusioune vun deem Partenariat ofgewaart huet, zum Beispill a verschiddenen Dossiere vun dem Transport. Et sinn déi eng Strecken, zum Beispill Esch-Lëtzebuerg, déi zréckgestallt gi sinn. Elo geet net méi Rieds - wat ech gutt fannen - vun dräi Pisten op den Autobunnen, awer nëmmen hallef, an esou weider. Dat heescht, do sinn also schonn eng Rei Décisioune gefall.

Wat mech awer och dann zu enger ganz fundamentaler, wesentlecher Fro vum Stellewäert net nëmme vun deem Partenariat bréngt, mä insgesamt vun dësem Nohaltegkeetsplang an deem, wat och dann den zoustännegen Nohaltegkeetsminister respektiv den déléguéierte Minister betrëfft: Wéi steet de ganze Plang, de Partenariat, mä awer och d'ganz Nohaltegkeetspolitik, an och de Plang hei, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, par rapport zur Tripartite, wou et jo och ëm wichteg Décisioune fir d'Zukunft vum Land geet, wou och wichteg Décisioune geholl ginn?

Eigentlech misst sech d'Regierung jo och an der Tripartite un esou engem Plang orientéieren - eigentlech -, well am Konkrete konnt ee gesinn, datt dann esou e Plang an enger Tripartite guer näischt méi wäert ass. Et war emol esou, datt den Nohaltegkeetsminister mol net huet dierfen un der Tripartite deelhuelen. Et ass eigentlech dann eng ganz ernüchternd an deprimant Feststellung. An da freet ee sech, wat esou en Nohaltegkeetsplang fir dës Regierung iwwerhaapt wäert ass. Et schéngt, et ass net méi wéi en Alibi oder e Feigeblat.

Mir sollen duerfir awer net elo haut de Mëtteg hei als Chamber d'Bengele bei d'Tromm geheien, mä d'Fangeren ëmsou méi op d'Wonne leeën an eise Rôle als Chamber spillen an ëmsou méi drop hiweisen, datt d'Regierung muss nohalteg Politiken ëmsetzen. Ech fannen, dat ass och wierklech de Mérite vun dësem Rapport - nach eng Kéier -, datt do de Rapporteur wierklech en anstännegen, en zolitten an e kriteschen Avis opgestallt huet, wou mer dann och wierklech als Chamber eise Rôle spillen.

Nach e leschte Punkt zum Dossier Klimaschutz, dee par excellence op der Schnëttstell vun Ëmwelt an Ekonomie da läit: Et handelt sech heibäi ëm de sougenannten Tanktourismus. Och hei ass d'Regierung gefuerdert, fir mëttelfristeg eng Solutioun ze fannen, an immens wichteg ass, datt do och endlech elo kloer Zuelen op den Dësch kommen.

Et gëtt jo ëmmer gesot, datt den Tanktourismus ronn eng Milliard géif an d'Statskeess eraspullen. An der Rechnung gëtt awer zum Beispill net gekuckt, wat fir eng Dépensen dat fir de Stat verursaacht: zum Beispill Strofen am Kyoto-Protokoll oder wéi vill Ëmweltschied dat awer hei zu Lëtzebuerg zum Beispill kascht oder och nëmme ganz banal - et geet jo och ëm Infrastrukturen, fir déi den Nohaltegkeetsminister och zoustänneg ass - d'Schied op der Strooss an d'Accidenter.

Do huet sech jo zum Beispill, wann der d'Autobunne fuert, moies - besonnesch och déi Diddelenger -, do huet sech jo e Mikrokosmos, eng eege Welt vum Verhale vu Camionschauffeuren entwéckelt, déi jo haaptsächlech och d'grouss Akteure vum Tanktourismus sinn. Déi fueren do hir Ronnen an hir Ronnen, bis datt se déi Tankstell da fonnt hunn, wou se dann hir Clientskaart hunn. Do fueren dann all Dag net zéng, net honnerten, mä e puer honnerte wann net e puer dausenden zweemol déi Streck vun der Sortie Beetebuerg bis an d'Stad, ginn an de Rond-point Gluck dréinen an esou weider, fir datt déi da kënnen op déi Tankstell kommen.

Do gëtt also d'Autobunn all Dag duebel...

Une voix.- Op anere Plazen am Land ass et genau datselwecht.

M. Eugène Berger *(DP).*- Op anere Plazen ass et d'selwecht. Ech schwätze vun där Plaz, déi ech kennen.

Do ginn also d'Stroossen an d'Ëmwelt duebel, dräifach belaascht wéinst dem Tanktourismus. Dat rechne mer zum Beispill guer net mat eran. Ech rechnen och net mat eran, datt mer zum Beispill zu Beetebuerg eng Kläranlag hu missen erweideren, well op deenen zwou Tankstellen an der Moyenne - et ass gemooss ginn - 24.000-mol d'Toilette gezu gëtt an dat also eng Equivalenz ass vun enger grousser Stad, et cetera et cetera. Nëmme fir ze soen, wann een iwwert Tanktourismus schwätzt a seet, dat bréngt esou vill an d'Statskeess eran, da ginn et ganz vill - ech hu se net all opgezielt - aner Saachen, déi awer dann och eppes kaschten.

Ech wëll just hei och nach d'DP-Propos rappeléieren, datt mer musse kucken, aus deem Tanktourismus lues awer sécher erauszeklammen. Mir hunn dat Konzept vum virtuellen Ausstieg aus dem Tanktourismus. Well fréier oder spéider kënnt et derzou, datt - ënner anerem duerch d'Harmonisatioun vun den Accisen op Bensin an Diesel am europäesche Raum - da souwisou déi Quell wäert definitiv net méi spruddelen.

En aneren Dossier vun der Nohaltegkeet am Beräich Ëmwelt, deen ech kuerz wëll sträifen, ass dee vun dem Erhalt vun der Biodiversitéit an dem Verbrauch vum Land. Och do si mer Champion am negative Sënn an alles misst gemaach ginn, fir deem entgéintzewierken. Mä d'Regierung - déi al an déi nei -, déi setzt hei weider negativ Akzenter.

Ee Beispill, dat ass jo deen aberwitzege Projet vu Léiweng: Deen ass komplett am Widdersproch zu den Ziler, déi ee sech am Beräich Nohaltegkeet ka setzen. Do gëtt d'Biodiversitéit zerstéiert, Liewensraum fir Fauna a Flora, de Landverbrauch mat engem Mega-Akafszentrum op der grénger Wiss, dat kascht Hektaren an Hektare vun onverbrauchtem Land. Dat gëllt iwwregens net nëmme fir Léiweng. Ech géif zum Beispill proposéieren, datt d'Regierung dee Projet géif pour avis un den Nohaltegkeetsrot ginn. Dee kéint dann analyséieren, wat esou e Projet wéi Léiweng wierklech un Nohaltegkeet bréngt, souwuel fir d'Ëmwelt wéi fir d'Wirtschaft an och déi sozial Aspekter. Dee kéint dann och vläicht kucken, och ouni Indicateuren, wéi déi dräi dann am Équiliber sinn a wat fir eng Plus-value dat insgesamt fir d'Nohaltegkeet géif bréngen.

Dat bréngt mech och zum Stéchwuert Landesplanung an IVL. Dat, wat de Moment do geschitt a puncto Landesplanung kann ee jo wierklech net als koordinéiert an nohalteg bezeechnen. Den IVL mat sengen duerchweegs gudden Indicatiounen a Virgabe gëtt all Dag méi duerch d'Realitéit iwwerholl, well d'Regierung - déi al an déi nei - einfach net virumécht mat de Plans sectoriels. Ech hat gëschter jo do eng Fro derzou gestallt an ech hunn do da kënne soen, datt den Här Lux jo do gesäit, datt et awer dës Kéier dann net d'Feelverhalen oder d'Näischtmaache vun der viregter Regierung ass, mä datt et dann déi ass haaptsächlech vun der CSV a vun dem Nohaltegkeetsminister. Mir krute gëschter och déi eng oder aner Erklärung,...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir krut jo och eng Äntwert drop.

M. Eugène Berger *(DP).*- ...Äntwerten. Och do kann ech nëmme soen, et sinn eng Rei Viraarbechte gemaach gewiescht. Et hätt ee scho kéinten 2006...

(Interruption)

...spéitstens 2006 hätt ee kéinte mat enger ganzer Rei Aarbechten ufänken, an net 2009.

M. le Président.- Här Bettel, lauschtert dem Här Berger no.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, ech sot just zum Här Minister, dass en net gëschter op d'Fro geäntwert huet.

Une voix.- Dir stéiert Äre Parteikolleeg.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech hunn awer kee Problem, wann den Här Bettel och nach eppes wëllt derzou bäidroen. Mä wann Der erlaabt...

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Berger, et ass elo un Iech. Loosst Iech och net vum Här Bettel stéieren.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Neen, ech loosse mech do wierklech net stéieren. Ech géif dann also zréckkommen zu der Landesplanung an zum IVL, wou - onofhängeg also da vun der Responsabilitéit, ob den Här Lux elo mengt, et wier den Här Wiseler, oder den Här Wiseler mengt, et wier den Här Lux gewiescht, oder egal - einfach ganz vill Zäit verluer gaangen ass, a mir sinn och nach ëmmer net do um Enn.

Ech weess, gëschter krut ech eng Rei Indicatiounen - déi sinn dann technescher Natur, kéint ee soen, mat Etüden -, mä wann een éischter domat ugefaangen hätt, da wier een och scho méi wäit. An da gi jo awer an der Zwëschenzäit - wou elo keng Plans sectoriels nach bestinn oder net offiziell dann ëmgesat sinn - Mesurë geholl, déi guer net an d'Konzept vum IVL a vun der Nohaltegkeet passen. Obwuel mer an de Plans sectoriels schonn den IVL ëmsetzen, maache mer Saachen, déi guer net dozou passen.

Dat gëllt - fir dann an en anere Beräich vun der Nohaltegkeet ze goen - zum Beispill fir de Logement. Do gëtt et e Plan sectoriel, deen awer dann de facto duerch de Pacte logement iwwerdubbert ginn ass, wou d'Gemenge mat boren Euroen dann do ugelackelt ginn, fir datt se da wierklech drop lass neie Wunnraum, nei Wunnenge kreéieren. Do gëtt da wierklech hott an har geschafft an de Gemengen, fir dann an de Genoss...

(Interruption)

...vun deene Suen ze kommen, mam Resultat...

(Interruption)

Dach. Här President, am Pacte logement ginn d'Gemengen incitéiert, datt se sollen neie Wunnengsraum schafen. Si kréien dofir Primen oder Suen, an dat incitéiert d'Gemengen...

(Interruption)

...dat incitéiert, Här President, d'Gemengen, fir dann net méi no de Virgabe vum IVL ze handelen. Iwwregens sinn do eng ganz Rei Gemengen, déi dann an de Pacte logement falen, déi awer net am IVL virgesi waren, fir datt se sech solle weider entwéckelen.

Mä do kënnt dann awer am Endeffekt als Nieweneffekt och en neie Landverbrauch, well d'Gemengen dann zum Beispill de Perimeter erweidere fir neit Land ze erschléissen, amplaz zum Beispill innerhalb vun den Uertschaften dat ze maachen. Iwwregens, dat hei ass eppes, wat ech net eleng erfonnt hunn. Dat ass en Avis, liest en no, den Avis vum Dokter Ewringmann...

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP).*- Liest den Avis vum Dokter Ewringmann no, deen dat och genau...

Une voix.- Dat ass d'Resultat vun Ärer Politik.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo.

M. le Président.- Sou, ech géif Iech elo alleguerte bieden, dem Här Berger nozelauschteren. Jiddwereen huet nach herno d'Méiglechkeet, sech anzedroen.

(Interruption)

Voilà. Här Bettel, lauschtert wann ech gelift dem Här Berger no.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech lauschteren och ëmmer gär dem Här Bettel no, well ech ëmmer ganz pertinent a richteg Remarquen...

(Interruptions)

Voilà, da géif ech awer dann ebe weiderfueren, Här President. Ech wëll just soen, datt also den Dokter Ewringmann genau datselwecht do gesot huet, op déi Problemer higewisen huet.

Här President, ech wéilt nach e leschte Punkt kuerz uschneiden. Dat ass dee vun der Wirtschaft, wou eis Suerg jo och déi muss sinn, datt mer se esou gestalten, datt se am Aklang mat der Ëmwelt ass, dat heescht, datt et e Plus ass fir d'Ëmwelt, e Plus fir d'Ekonomie an awer och fir de ganze soziale Spektrum, dat heescht zum Beispill, datt mer nei, stabil Aarbechtsplaze schafen.

Virun allem huet eis hei d'Fro beschäftegt, wat den Zweck an de Sënn vun der Wirtschaft an engem moderne Stat ass. Fir mech ass et kloer, datt mer duerfir mussen hei zu Lëtzebuerg an Zukunft verstäerkt a Beräicher setze wéi Eko- oder gréng Technologien, a Betriber zum Beispill, déi an der Recherche täteg sinn an de Leit héichqualifizéiert Aarbechtsplazen ubidden. Duerfir geet et dann och drëms, fir déi Créneauen ze fannen. An och hei ass de Wirtschaftsminister an d'Regierung gefuerdert, well do nach net ganz vill Positives ze vermellen ass.

Ech kéint elo nach des Laangen an des Breeden iwwert d'Statsfinanzen an d'Nohaltegkeet vun de Statsfinanze schwätzen. Nëmmen ee Stéchwuert do: Mir haten och do an der Zäit - ouni ronnen Dësch, ouni Partenariat - scho virun x Joren eng Etüd maache gelooss iwwer eng nohalteg Steierreform. Dee Pabeier läit fäerdeg um Dësch. Och do kann ee froen: „Wéi ass et mat deem Pabeier? Gëtt deen zum Beispill an der Tripartite diskutéiert?"

Här President, ech hunn hei nëmmen e puer Problemfelder vun der Nohaltegkeet zu Lëtzebuerg ugeschnidden. Ech maache se net alleguerten. Dat sinn och vläicht déi Punkten, déi an der Kommissioun effektiv..., wou mer net därselwechter Meenung waren. Et sinn awer och eng ganz Rei Punkten, déi och opgezielt gi sinn, och Programmer, déi mer als Fraktioun kënnen ënnerstëtzen. Wéi gesot, wat jo de Problem ass, dat ass, datt mer a ganz villen Domäne gefuerdert sinn, am Klimaschutz, am Logement, an der Wirtschaft, an der Kultur - wou ech haut de Mëtteg net speziell dovunner geschwat hunn -, Landesplanung, Éducatioun, sozial Beräicher, an der Wirtschaft.

Mä den Nohaltegkeetsplang - dat ass mäi Schluss, Här President -, deen ass jo nëmme sënnvoll an noutwendeg, ass e sënnvollt an noutwendegt Instrument, als Guideline fir eng seriö Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg. Mä dee Plang u sech an d'Debatten hei an der Chamber bréngen näischt, wann d'Regierung sech net drun orientéiert a wann hir nach manner dru geleeën ass, déi Mesurë konkret a schnell ëmzesetzen.

An dat ass et, wou et hei zu Lëtzebuerg hapert. Duerfir hu mer also hei e gudde Plang, mä dat wat herno mat deem Plang geschitt, dat ass dat, wou et dann dru feelt. Dat ass am Fong geholl dann och ze bedaueren. Do verpasse mer ganz vill Chancen, ganz vill Chancë fir d'Lëtzebuerger Land, an am Endeffekt och ganz vill Chancë fir eis zukünfteg Generatiounen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger, an als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Nohaltegkeet an eisem...

(Interruptions)

M. le Président.- Här Bettel, ech hätt gär, datt Dir elo emol e bësse méi nohalteg géift nolauschteren.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Villmools Merci, Här President. D'Nohaltegkeet an eisem Handelen a Plange bedeit, dass mer ëmmer an iwwerall drop oppassen, dass déi no eis kommend Generatiounen déiselwecht Liewensqualitéit op dëser Welt behale wéi mer se haut hunn. Wat sech selbstverständlech unhéiert, ass et awer nëmmen dann, wa mer all Beräicher vun eiser Gesellschaft transversal a vernetzt op hir Nohaltegkeet matenee plangen.

Duerfir brauche mer Konzepter, duerfir brauche mer Regelen a Gesetzer. Duerfir ass et och gutt, dass mer en nationalen Nohaltegkeetsplang opstelle mat engem ganzheetlechen Usaz an am Partenariat mat der Gesellschaft. An duerfir ass den Débat d'orientation iwwert d'Nohaltegkeet vun haut hei an der Chamber och néideg a wichteg, an ech wëll domat eisem Kommissiounspresident Fernand Boden an dem Rapporteur Marcel Oberweis och Merci soe fir hir gutt schréftlech a mëndlech Rapporten.

Här President, an der Lescht gouf vill diskutéiert iwwer Statsbudgeten - souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi an der EU -, doriwwer wéi vill Schold mer sollen oder kënne maachen, wéi schnell mer bei den Ausgabe sollen op d'Brems trëppelen oder wou um Enn soll gespuert ginn. Um Fong sinn dat Froen, Froen iwwert d'Nohaltegkeet. Mir hunn e gewëssene Budget. Mir probéieren anzeschätzen, wéi vill Suen an de kommende Joren nei erakommen, a mat deene musse mer haushalten.

Wa mir eise Konsum iwwer Scholde finanzéieren, belaaschte mir déi jonk Generatioun an huelen hinnen d'Chancen ewech, op déi mer elo net wëlle verzichten. Bei deenen Diskussioune gëtt schnell vergiess, dass Geld net déi eenzeg Form vu Kapital ass. Natierlech Ressourcë wéi Terrain, proppert Waasser, Loft an Energiequelle sinn och eng Zort Kapital. Wa mer se verbrauchen, sti se der nächster Generatioun net méi zur Verfügung. Een Deel vun deene Ressourcen ass erneierbar. Mä wa mer se iwwernotzen, ass et, wéi wa mer géife Scholde maachen. Mir mussen deemno genausou eescht iwwert d'Gestioun vun natierleche Ressourcen hei am Land schwätzen, wéi mer iwwer eise Statsbudget schwätzen.

Här President, d'Grondlag fir den Débat vun haut ass, wéi gesot, den Avant-projet vum Plan national pour un développement durable, de PNDD. Positiv un deem Plang ass, dass en nach eemol virun Ae féiert, wat mer eigentlech all wëssen, mä net oft genuch zur Kenntnis huelen. Et gëtt tëschent alle politesche Beräicher komplex Zesummenhäng a si beaflosse sech géigesäiteg. Nohaltegkeet ass e Sujet, deen oft mat Ëmweltschutz an Zesummenhang bruecht gëtt, mä e betrëfft all Beräicher!

Mat alle Ressourcen, déi just begrenzt zur Verfügung stinn, muss ee responsabel ëmgoen, wann een der nächster Generatioun déiselwecht Chancë wëllt loossen, déi mer haut hunn. Zum Deel bedeit dat, dass mer Ressourcë méi intelligent mussen notzen, doduerch dass mer d'Effizienz steigeren. D'Zil muss et sinn, dass mer datselwecht Resultat erreeche mat manner Ressourcëverbrauch. Dat bedeit, dass mer eis fräiwëlleg e bëssen aschränken an net op Käschte vun de kommende Generatiounen eise Liewensstandard fir begrenzten Zäit héichhalen.

Fir dat ze erreechen, musse mir d'Leit sensibiliséieren an Ureizer schafen, fir dass d'Gewunnechte sech änneren, nom Prinzip vu Förderen a Fuerderen. Dat heescht, et muss deemno erlaabt si positiv Tendenze bei de Konsumgewunnechten ze ënnerstëtzen, a Forme vu Konsum, déi besonnesch vill Ressourcen onnëtz verschwenden, ze sanktionéieren. Virun allem muss d'öffentlech Hand mam gudde Beispill virgoen, wann de Stat oder d'Gemengen akafen oder Commandë verginn.

Här President, de PNDD, dee sech op iwwer 70 Säite mam Thema Nohaltegkeet zu Lëtzebuerg auserneesetzt, enthält net vill iwwerraschend Neies, duerfir ëmsou méi Albekanntes. Ënner anerem lëscht en all déi Strategien an Aktiounspläng op, déi mer schonn hunn. E mécht bewosst, dass Nohaltegkeet e Prinzip ass, en transversale Sujet, deen all Beräicher an domat all Ministërë betrëfft. E mécht och bewosst, dass dee beschte Plang näischt hëlleft, wann en net ëmgesat gëtt.

Mir hunn an deene leschte Jorzéngte ganz gutt gelieft. Ze verdanken hate mer dat engem enorm staarken ekonomesche Wuesstem, deen Aarbechtsplaze geschaaft huet, eise soziale System gestäerkt huet an d'Statskeess och nach gefëllt huet. De Wuesstem verursaacht awer och Käschten. Wuesstem ass verbonne mam Verbrauch vu Ressourcen. All Firma, déi sech hei zu Lëtzebuerg bei eis usidelt, brauch Plaz fir sech nidderzeloossen. Besonnesch d'Produktiounsfirme brauchen Energie an, jee no Secteur, Waasser. Mat hiren Emissioune belaaschte si de Buedem, d'Loft oder d'Waasser.

Lëtzebuerg wiisst net nëmmen um ekonomesche Plang. D'Zuel vun den Awunner geet erop, dobäi kommen déi wäit iwwer 100.000 Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffe kommen an och Ressourcë verbrauchen. All dëst zesumme féiert zu enger Entwécklung, déi eis viru grouss Erausfuerderunge stellt, wat d'Mobilitéit betrëfft. De PNDD gräift dësen Thema als véierte Punkt op an der Lëscht vun den Tendenzen, déi enger nohalteger Entwécklung entgéintlafen.

Well d'Mobilitéit ee vun deene Sujeten ass, déi mech besonnesch interesséieren a mer um Häerz läit, hunn ech mer méi genau ugekuckt, wat dann elo d'Recommandatioune vum PNDD sinn. Do liest ee villes wat engem bekannt virkënnt: Méi Awunner an Aarbechtsplazen, déi Frontalieren unzéien, bedeiten ëmmer méi Trafic. D'Landesplanung muss esou ausgeriicht ginn, dass méi Aarbechtsplazen dezentral ugesidelt ginn, a méi Leit Wunnraum no bei hirer Aarbecht fannen. Parallell dozou muss den öffentlechen Transport ausgebaut ginn, fir dass en „modal split", wéi mer wëssen, vu 25/75 kann erreecht ginn.

Och d'Mesurë si bekannt. Déi verschidde Plans sectoriels sollen derfir suergen, dass eng rational Landesplanung et erméiglecht eise Flächeverbrauch kleng ze halen an d'Weeër, déi d'Leit zréckleeë mussen, fir op hir Aarbecht ze kommen, méiglechst kuerz bleiwen. De Plang „mobil 2020" soll d'Offer vum Gemeinschaftstransport esou verstäerken, dass déi, déi elo all Dag mam Auto op d'Schaff fueren, eng reell Alternativ ugebuede kréien.

De Problem läit also net bei der Erkenntnis, dass mer eppes maache mussen, an och net dorunner, dass mer net wéisste wat mer maache mussen. Et ass d'Ëmsetzung an der Praxis, déi eis schwéierfält. Verbindlech Regelen opzestellen, ouni eis duerch ze vill Bürokratie selwer anzeschränken, Prioritéiten ze setzen an duerfir aner Beräicher zréckzestellen, op eng Manéier, déi vun de Leit akzeptéiert gëtt. Mir misste méi schnell virukommen, wann et drëm geet, déi grouss Linne festzeleeën a méiglechst flexibel ze bleiwen, wann et ëm den Detail geet.

Wichteg Plans sectoriels goufen eis an der Form vun Avant-projete scho virun annerhallwem Joer presentéiert, mä zënterhier ass et ganz roueg ginn. Gläichzäiteg schaffe mir un zwee Projets de loi, déi den Aménagement communal an den Aménagement du Territoire betreffen, während d'Gemengen amgaang sinn hir PAGen no deenen neie Prozeduren unzepassen. Heibäi gëtt een d'Gefill net lass, dass mer eis heiansdo selwer am Wee stinn. Mir musse léieren elo konkret ze handelen, op Basis vun den Donnéeën, déi mer hunn, a gläichzäiteg weider ze plangen. Mir kënnen net waarde bis de perfekte Gesamtplang do ass, éier mer iergendeppes maachen.

Eng ähnlech Remarque gëllt fir de Grenelle de l'environnement. Et ass gutt a wichteg op breeder Basis d'Zivilgesellschaft mat anzebannen, wann et ëm den Ëmweltschutz an de Klimaschutz geet. Esou en Débat muss d'Entwécklung begleeden, mä en däerf net als Alibi hierhalen, fir an deenen nächste Méint a Joren näischt ze maachen. Et wäert eis net geléngen eleng opgrond vu Gesetzer, Contrainten a Sanktiounen, Fortschrëtter a puncto Nohaltegkeet ze maachen.

Fortschrëtter kann et nëmme ginn, wann d'Sensibilitéit an de politesche Wëllen do sinn, fir dëse Prinzip bei all eisen Aktivitéiten ze berücksichtegen. De Regierungsprogramm ass an dëser Hinsicht ganz däitlech. Nohaltegkeet ass als eng Prioritéit ageschriwwen, d'Landesplanung an den Ausbau vum öffentlechen Transport genéissen en héije Stellewäert.

Et ass elo e gudde Moment, fir ze kucken, ob dat och elo nach de Fall ass, nodeem d'Regierung e Spuerpak ficeléiert huet. All Mesuren aus dem Konzept „mobil 2020" zesummegeholl sinn en immens grousse Finanzpak, deen enorm Investitioune verlaangt. Och a finanziell gudden Zäite kann esou e Pak nëmmen an Etappe realiséiert ginn. Et ass deemno normal, dass d'Échéancen a manner gudden Zäite gestreckt ginn. Se mussen also gestreckt ginn. Et däerf awer net heibäi den Androck entstoen, wéi wann d'Regierung domat hir Ziler opginn hätt. D'Aarbechte musse virugoen, esou schnell wéi d'Budgetssituatioun et eben erlaabt. Dat ass e wichtege Message, wann een net riskéiere wëllt, dass d'Diskussiounen ëm eenzel Projeten an ëm de Gesamtkonzept ëmmer erëm bei Null ufänken!

Leider huet een an der Lescht virun allem negativ Messagen héieren. Buslinne ginn ofgeschaaft, de Ruffbus gëtt ofgeschaaft, de Persouneverkéier op der Linn Näerzeng-Rëmeleng op der Eisebunn gëtt eventuell fir de Voyageurstrafic agestallt, den Tram duerch d'Stad - d'Kärstéck vum Mobilitéitskonzept 2020 - gëtt eréischt no 2014 gebaut an esou weider.

Wuel verstan, d'LSAP ass net derfir Servicer, déi kaum genotzt ginn an hiren Zweck net erfëllen, oprecht ze halen. Et däerf just net den Androck entstoen, dass d'Finanzkris elo e wëllkommend Argument ass, Efforte fir den öffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen, elo erëm einfach falen ze loossen. Wann eng Buslinn, eng Zuchlinn oder e Pilotprojet kee Succès hunn, muss een analyséiere firwat dat esou ass an eng aner Offer amplaz setzen.

Et wier duerfir e positivt Signal, wann déi Projeten, déi souzesoen an der Pipeline sinn, esou schnell wéi méiglech an der Chamber kéinten deponéiert ginn, och wa se net schonn d'nächst Joer kënne realiséiert ginn. Och déi legislativ Prozedur, wéi mer wëssen, brauch jo hir Zäit. Ech denken do net nëmmen un d'Gare périphérique um Houwald, wou de Minister jo gréng Luucht vun der Regierung krut, fir en éischte Projet de loi ze deponéieren. Ech denken och un den Tram duerch d'Stad. Et schéngt jo esou, wéi wann d'Regierung an d'Stad Lëtzebuerg sech esou gutt wéi op de Finanzéierungsmodell gëeenegt hätten. An deem Kontext wier et och gutt, wa mer de Projet de loi - wéi mer gëschter scho Rieds haten - fir de Pont Adolphe ze erneieren, nach virum Summer an der Chamber hei kéinten deponéiert kréien.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Firwat ass et esou wichteg, trotz Finanzkris, all dës deier Projeten esou schnell wéi méiglech virunzedreiwen? Éischtens, eis Stroosse sinn iwwerlaascht, zemools an de Spëtzestonne vum Beruffsverkéier. All Camion, deen op der Autobunn eng Panne huet, all Accident an all Chantier suerge fir kilometerlaang Stauen. Groussbaustellen, dat wäerte mer elo gesi beim Tunnel Houwald, leeën d'halleft Land lahm, well mer wéineg Auswäichméiglechkeeten zu eisem Autobunnsréseau hunn. Dat ass penibel fir all déi Leit, déi am Stau stinn, mä et ass och e Verloscht vu Produktivitéit, wa se ze spéit op d'Aarbecht kommen, an en Nodeel bei der Kompetitivitéit.

Zweetens, och wann elo de Bus an den Zuch wéineg attraktiv si par rapport zum Auto, well se net esou an ni esou flexibel kënne sinn, ännert dat sech awer ganz schnell, wann d'Pëtrolspräisser nach eemol seriö ropginn. Eng Partie Leit huelen dann e bësse manner Komfort a Kaf, fir Suen ze spueren. Zemools an Zäite vun engem schwaachen Euro kann dat, wéi mer wëssen, ganz séier geschéien. D'Viraussetzung ass allerdéngs, dass e valabelen öffentlechen Transport do ass, dee funktionéiert.

An drëttens, ouni wesentlech Verännerungen am Beräich vun der Mobilitéit, hu mir keng Chance zu Lëtzebuerg eis Kyoto-Ziler och nëmmen annähernd ze erreechen.

Här President, nom Échec vu Kopenhagen an am Zesummenhang mat der Finanzkris ass de Klimaschutz op villen Niveaue vun der Agenda erofgeholl ginn. Dat heescht awer net, dass de Problem domat verschwonnen ass. Et ass wouer, d'Chancen e verbindlechen, ambitiösen, internationalen Accord ze kréien iwwert de Klimaschutz, gesinn de Moment net gutt aus. Och an der Opinion publique däerft et net ganz einfach sinn zu dësem Zäitpunkt Verständnis ze fanne fir déi radikal Moossnamen, déi mer missten ergräifen, wann ee konsequent dat wëllt erreechen, wat bis elo international ofgemaach oder uviséiert ass.

Et muss een och éierlech agestoen, dass et net einfach ass d'CO_2-Emissiounen esou erofzeschrauwen, wéi et laut dem Konsens vun enger Majoritéit vu Wëssenschaftler no noutwendeg wier. Et stinn zwar Ziffere am Raum wéi vill all Land misst finanziell dozou bäidroen - d'Mesurë fir d'CO_2-Emissiounen ze senke kaschte bal ëmmer Suen -, ëmgedréint ass et awer net esou sécher, dass een all Kéiers reell CO_2 aspuert, wann ee fir entspriechend Projete Suen ausgëtt.

Dat hänkt vun der Qualitéit vun de Projeten of, an et ass ze bezweiwelen, ob et weltwäit an engem verhältnisméisseg klengen Zäitraum geléngt, esou vill effikass Projeten ze realiséieren, dass mer eis Ziler kënnen iwwert den Emissiounshandel erreechen. De Risiko ass grouss, dass enorm Zommen an ineffikass Moossname gestach ginn, wat mat sech bréngt, dass d'Akzeptanz vu Klimaschutzmesuren an der Bevölkerung domat verhënnert oder zumindest reduzéiert gëtt.

Och wann et op d'Tonn vun CO_2 gerechent vill méi deier ass, ass et besser d'Suen a Projeten hei am Land oder an der EU ze stiechen, wou se konkret Resultater bréngen, déi net nëmme Punkten an engem abstrakte CO_2-Kreditsystem bréngen. Mir sollte virun allem do investéieren, wou sech d'Ziler vum Klimaschutz mat deene vun der Energieeffizienz an der Onofhängegkeet vu fossilen Energiequellen iwwerschneiden. D'Akzeptanz an der Bevölkerung fir esou Mesuren ass hei méi grouss, well d'Verbesserungen an deem Beräich och dann nach Sënn maachen, wa mer um internationalen Niveau beim Klimaschutz net weiderkommen. An deem Kontext kann eis vläicht herno den Här Minister soen, wou mer mat dem zweeten Allocatiounsplang fir d'Reduktioun vun eisen CO_2-Emissiounen dru sinn.

D'Anhale vun de Kyoto-Regelen däerf kee Selbstzweck sinn. Et kënnt virun allem drop un, dass mer reell eppes fir de Klimaschutz maachen. Dozou gehéieren e performanten öffentlechen Transport, den Asaz vun innovativen Technologien, déi Energie spueren, d'energieeffizient Bauen, d'Investitiounen an erneierbar Energien an esou weider.

Dat muss net alles um Lëtzebuerger Territoire geschéien. Mir kënnen eis och u Projeten an der EU bedeelegen. Mä et sollt séchergestallt ginn, dass et sech ëm Projeten handelt, déi konkret Virdeeler bréngen.

Natierlech musse mir eis ustrengen, eisen internationale Verflichtungen nozekommen. A mir mussen eis dobäi un d'Kyoto-Spillregelen halen, och wa se net ëmmer zilorientéiert sinn. Mir wäerte sécher net derlaanscht kommen, een Deel vun eisen CO_2-Reduktiounen am Ausland anzekafen, mä mir sollte wierklech, wierklech en Effort maachen, fir dësen Undeel esou kleng wéi méiglech ze halen.

Madame Presidentin, als Konklusioun wëlle mer als LSAP zréckbehalen, dass Nohaltegkeet an Zukunft eis an alle Liewensberäicher begleede soll a muss, fir dass déi eis nofolgend Generatiounen och nach ënner gudde Konditioune liewe kënnen. An de

Beräicher Mobilitéit a Klimaschutz, op déi ech speziell agaange sinn - meng Kolleege Claude Haagen a Ben Scheuer ginn herno op aner Nohaltegkeetsberäicher an -, also an der Mobilitéit wéi am Klimaschutz jiddefalls hu mir an deene leschte Jore vill a genuch Etüden a Pläng gemaach. Elo ass et Zäit, héich Zäit, fir ze handelen. Da loosse mer dat och elo nohalteg maachen!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Negri. An da ginn ech dem Här Gira d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu mech elo ee Moment gefrot, ob ech iwwerhaapt soll hei eropkommen, well wann ech alle Virriedner nogelauschtert hunn, sinn ech mer bal wéi op engem grénge Kongress virkomm, mat all deene Stellungnahmen, deenen Appellen, hei endlech ëmzedenken an esou weider an esou fort.

Ech hu geduecht, géi awer emol erop, well eppes huet mech gestéiert bei deenen Interventiounen. Dat huet e bësse geklongen, wéi wann all déi Verantwortlech, déi am Numm vun hire Parteie geschwat hunn, näischt mat där aktueller Situatioun ze di gehat hätten. Et wier e béise Monni gewiescht, deen eis all dru gehënnert hätt, all déi schéin a gutt Saachen, déi elo hei opgelëscht si ginn, ëmzesetzen. A well Der Iech awer kënnt virstellen, dass ech dat awer elo net wëll esou am Raum hei stoe loossen, hunn ech geduecht, ech géif dann och nach e puer Saachen hei zu dëser Debatt bäidroen.

(Interruption)

Vläicht…

(Hilarité)

Vläicht sinn dann awer eng Rei Statistiken, eng Rei Messagen, déi an der leschter Zäit komm sinn, déi dann och bei anere Leit, Leit aus der grénger Partei, zu enger gewëssener Sensibiliséierung bäigedroen hunn. Well, Madame Presidentin, ech si wierklech der Meenung, dass kee Verantwortlechen an der Lëtzebuerger Politik méi ka soen, en hätt net Bescheed gewosst. En hätt net Bescheed gewosst, dass de Modell Lëtzebuerg net méi nohalteg ass.

Regelméisseg krute mer, speziell an der leschter Zäit, e Spigel vun eiser onnohalteger Liewensweis virgehalen. Ob dat eng OECD war, déi dach awer eng kritesch Analys vun eiser Ëmweltpolitik gemaach huet. Op d'Gefore vun eisem Pensiounssystem weise se souwisou scho Joren, wann net Jorzéngten hin. Ob dat de Ranking an der Reader's Digest-Publikatioun war, déi jo eng Rei Indicateuren zesummegeschloen haten, wou net nëmmen iwwer Ëmwelt Rieds gaangen ass, mä et wierklech iwwer Nohaltegkeet gaangen ass, do louche mer wäit, wäit ofgeschloen. Ech mengen, et waren nach zwee EU-Länner hanner eis. Dat huet alles net gutt geklongen.

Och de CSDD huet eis schonn an eenzelne Sachavisen op eng Rei ganz dramatesch Situatiounen higewisen. An ech mengen, si widderhuelen dat global och am Avis zu dësem PNDD.

Da muss ee jo och soen, dass deen éischten Deel vum Projet de PNDD eigentlech an deem Sënn nei ass, dass eng Regierung sech emol selwer de Spigel virhält. Deen Text ass sécherlech vun engem Groupe interministériel zesummegesat ginn. Mä ech mengen zumindest déi Virregierung stoung jo sécher hannert deem Text. An et muss ee scho soen, dass dat eigentlech eng schounungslos Analys ass vun deem, wéi d'Situatioun zu Lëtzebuerg ass.

An et ass sécherlech och vläicht nei, dass an där Analys och gesot gëtt, dass mer net nëmmen am Ëmweltberäich net nohalteg sinn, mä och am sozialen, jo souguer am wirtschaftlechen an am Statsfinanzeberäich.

An elo hält dann och nach d'Chamberskommissioun an enger rarer Unanimitéit dëser Regierung de Spigel virun d'Gesiicht.

Ech wéilt hei am Numm vun der grénger Fraktioun dem Rapporteur Fernand Boden wierklech e grousse Merci soen an him och félicitéiere fir dat, wat en hei virgedroen huet, souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport. Ech wollt em Merci soe fir seng konstruktiv Aart a Weis, wéi en dës Debatte gefouert huet an der Kommissioun. En huet alle Bäiträg vun deenen eenzelne Fraktioune Rechnung gedroen a probéiert déi anzebannen. A wann et, mengen ech, zum Schluss zu engem konsensuelle Rapport komm ass, dann ass dat sécherlech zu engem gudden Deel säi Verdéngscht.

Ech wëll em awer och félicitéieren, well de Fernand Boden jo eigentlech mat dësem Rapport e selbstkriteschen Avis ofgëtt iwwer seng eegen 30 Joer Regierungsaarbecht.

(Interruptions diverses)

Well villes, villes, wat hei kritiséiert gëtt, dorun ass hien och net ganz onschëlleg. Ech hu mech gefrot,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass awer héiflech ausgedréckt!

(Brouhaha)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Gelift?

(Interruptions diverses)

M. Fernand Boden *(CSV).*- Dat ass och villes gëierft gewiescht.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo, gutt.

(Brouhaha et hilarité)

Ech hu mech gefrot,…

(Interruption)

…wat dann den Déclic war fir dem Här Boden säin zweet Liewen. Ech weess net, ob et dat Schlësselerliefnis vum Échec zu Kopenhagen war, wou mer allen zwéin zesummen do waren, oder ob et säi Status als „elder statesman" ass. Do sinn der jo eng Rei, déi op eemol, wa se keng Verantwortung méi an der Politik hunn, déi dann op eemol ganz weise ginn. Ech erënneren un den Al Gore, ech erënneren un aner Leit. Mä op jidde Fall Félicitatiounen, Här Boden, dass Der an Ärem Alter nach d'Kéier kritt hutt!

(Brouhaha général)

Madame Presidentin, Dir hutt dann och scho matkritt, dass déi gréng sech ganz gutt an dësem Rapport erëmfannen. Een, deen d'Konklusioune liest vun dësem Rapport, deem brauch ech keng weider Zeechnung ze maachen. Ech wäert mech dann och net verléieren an Detailer vun dësem Rapport an och net vum PNDD, mä éischter probéieren, méi eng generell Analys, e puer allgemeng Aussoen zu der aktueller Situatioun, och virun allem wéi mer an déi Situatioun konnte kommen, aus grénger Siicht duerzeleeën.

Et muss ee sech jo, Madame Presidentin, awer wierklech froen, wéi et ze erklären ass, dass Lëtzebuerg esou onnohalteg ass an domadder eigentlech och schlecht fir d'Zukunft preparéiert ass. Do gëtt et eng ganz Rei Ursaachen.

Aus eiser Siicht gëtt et awer eng ganz wesentlech. Et ass deem Land hei déi lescht 25 Joer wirtschaftlech extrem gutt gaangen. Jo, et misst ee bal soen, bal ze gutt gaangen. D'Geld ass eis wuertwiertlech an de Schouss gefall. Mir mengen, dass dëst dozou gefouert huet, dass dat Land domadder lues a lues eng Neiräichermentalitéit entwéckelt huet.

Une voix.- Jo.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Eng Mentalitéit gekennzeechent duerch Protzertum, Ielebouverhalen an enger „Mir kann keiner"-Attitüd. Eng Mentalitéit, wou kuerzfristege Gewënn, Geld a materielle Konsum virun allem stinn.

Ech weess net, Madame Presidentin, ob et ee Land op der Welt gëtt, wou Geld a Konsum esou en héije Stellewäert hu wéi bei eis. An ech weess och net, Kolleeginnen a Kolleegen, ob et ee Land gëtt, wou esou vill iwwer Fric geschwat gëtt wéi hei.

Wéi anescht ass et nämlech ze erklären, dass grad an dësem Land en extremen Näidertum ass? An deem räichste Land vun der Welt huet een dat Gefill, dass wesentlech méi Näid ass wéi vläicht a Länner, wou een higeet, wou ganz vill manner materielle Wäert ass.

A wéi anescht kann een dann, ass et en Ausdrock vun Neiräichen, wann d'Leit léiwer 100 hunn, awer nëmme wann den Noper 50 huet, wéi wa se 1.000 hätten an den Noper awer 1.500. Dat erliewen all déi, déi och um lokale Plang Responsabilitéiten hunn, an hirem alldeegleche Wierken.

Ech mengen, Madame Presidentin, dësem Land feelt et u kulturellem Ënnerbau, dësem Land feelt et un intellektueller Éierlechkeet, an dëst Land huet d'Bescheidenheet verluer, déi mer nach haten zu Zäiten, wou d'Geld eis nach net an de Schouss gefall ass, mä eise Räichtum vun der haarder Aarbecht vu Generatioune vu Mineuren a Stolaarbechter hierkomm ass.

An ech mengen, dass awer och déi Regierungen aus de vergaangene Jorzéngte matschëlleg sinn un der Entwécklung vun dësem Verhalen, well se dëst Verhalen, dës Mentalitéit deelweis virgelieft an och ënnerstëtzt hunn. Ech mengen, dass och déi Regierungen an deene leschte Joren a Jorzéngten ze vill Geld haten a gemengt hunn, si kéinten all Problemer zu Lëtzebuerg mam Scheckheft léisen.

Ech ginn Iech e puer Beispiller.

Mir hunn d'Kannergeld wierklech an extrem héich Montanten ugehuewen an heemlech gemengt, domat wieren all Familljen- an Erzéiungsproblemer geléist. Mir hunn den RMG geschaf an hate gehofft, domadder wieren all sozial Problemer geléist. Mir hunn eng Mammerent aus dem Hutt gezaubert a gehofft, domat wieren all Ongerechtegkeete par rapport zu de Fraen net méi themaberechtegt. A mir hu besonnesch an der Klimapolitik, amplaz Lëtzebuerg aus der Uelechfal erauszeféieren, iwwer CDMen eist Land um internationale Maart fräikaaft.

Mir hu vill ze vill an de Bëton investéiert, amplaz an d'Mënschen an an intelligent Déngschtleeschtungen. Och hei e puer Beispiller.

Prunkbauten ouni inhaltlech Konzepter; ganz oft hu mir als gréng dorop higewisen. Et huet laang gedauert, ier mer eis emol Gedanke gemaach hu beim Bau vun engem Lycée, wéi ee pedagogescht Konzept dass da géif drakommen, ier mer hei géifen an de Bëton investéieren.

Mir hunn deier Kliniken a schéi Klinike gebaut, dat ass richteg. Et konnt een awer nach erëm rezent feststellen, dass mer insgesamt manner wéi en Drëttel an d'Preventioun am Gesondheetsberäich investéiere wéi europawäit. Och dat musse mer haut bezuelen.

Mir hu Stroosse gebaut, zu welleche Präisser, wann een eng Kéier bedenkt, wat aus där Nordstrooss do ginn ass a wat déi eis kascht. Dat kann ee sech schonn an Nullen Euro net méi virstellen. Mir hu Stroosse gebaut, amplaz d'Mobilitéit ze organiséieren. Mir hunn Héichspannungsleitungen iwwer Land gezunn, amplaz Energieberoder anzestellen. Mir hunn deier Schoulgebaier gebaut, amplaz emol fir d'éischt eng grondleeënd Schoulreform anzeleeden. A mir hu laang gemengt, eng Uni wier e Luxus, a wonneren eis haut, dass mer mat 25% Akademiker wäit, wäit ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt leien an eis da wonneren, dass mer ëmmer méi Grenzgänger brauchen, wann ee weess, dass de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart längst 40% Akademiker brauch.

Mä och d'Steierpolitik, Madame Presidentin, war an de leschte Jorzéngte reng op d'Quantitéit ausgeriicht. Mat der Strenz ass d'Geld iwwert d'Land verdeelt ginn. An de Message war ganz kloer: Konsuméiert, konsuméiert, konsuméiert!

Aus Lëtzebuerg muss den Akafszenter aus der Groussregioun ginn. Stellt Iech emol vir, de Premierminister hätt amplaz Akafszenter gesot, Lëtzebuerg sollt de Wëssenszentrum aus der Groussregioun ginn. Dat wier vläicht e spannenden an interessante Message gewiescht, amplaz nach ëmmer erëm ze soen: Dir hutt schonn alles, mä mir hätte gär, dass Der nach méi sollt konsuméieren.

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Wann ee 15, 20 Joer laang déi Messagen no bausse schéckt, da kann een de Leit herno kee Virworf maachen, wa se konsuméieren. Si maache jo dat dann, wat vun hinnen erwaart gëtt. Da kann een hinne kee Virworf maachen, wa se sech protzeg Autoe kafen, Buergen a Schlässer baue mat engem katastrophalen Energieverbrauch.

Wann 20 Joer de Message ass, Lëtzebuerg kennt keng Grenzen, bei eis wuessen d'Beem an den Himmel, da brauch ee sech net ze wonneren, wann am Land en Opstand entsteet, wann een eng Autosteier ëm e puer Euro, well méi ass et jo schlussendlech net, wëllt an d'Luucht setzen.

Haut kréie mer awer, Madame Presidentin, eng ferm gesalze Rechnung fir dës Politik presentéiert. Mir leien an alle Beräicher jenseits von Gut und Böse. Am Ëmwelt-, Energie-, am Klimaberäich souwisou - mir hunn x-mol an deene vergaangene Joren a Jorzéngten dorop higewisen -, mä och am Sozialberäich gëtt et ëmmer méi kloer, dass eise Gesondheetssystem geschwënn net méi ze bezuelen ass.

A mir hunn e Pensiounssystem à la Madoff opgebaut. E Pyramidesystem, deen, dat muss ee sech emol virstellen, ouni nach eppes drun ze änneren, 2050 missten iwwer eng Millioun Leit an deem Land hei schaffen, fir dass déi Leit, déi haut schaffen, nach déi Pensioun solle kréien, déi se haut versprach kréien. Stellt Iech dat emol ee Moment ganz e bësse konkret vir, wéi dat soll sinn!

A schlussendlech am Statsbudget feele bei der éischter wuel graver Kris, dat ass richteg, mä trotz allem feele bei der éischter Kris bei zwielef Milliarden Ausgaben der net manner wéi zwou.

Madame Presidentin, wat ass dat do anescht wéi d'Resultat vun 20 Joer Politik, déi net nohalteg war? Ech si perséinlech fest dervun iwwerzeegt, dass d'Geschichtsbicher schreiwe wäerten, d'Generatioun Juncker huet iwwer hir Verhältnisser gelieft, an ech sinn iwwerzeegt, dass och d'Geschichtsbicher wäerte schreiwen, dass de Finanz- a Premierminister net eleng, mä och matschëlleg ass, dass seng Generatioun iwwer hir Verhältnisser gelieft huet.

Eng nohalteg Politik, Madame Presidentin, wier gewiescht, wann een zumindest sech en Deel vun deenen aussergewéinleche Recetten, déi mer iwwert d'Finanzplaz an den Tanktourismus erakritt hunn, an e Reservefong fir déi nächst Generatioune geluecht hätt. Dat maachen zum Beispill déi norwegesch Regierungen. Déi ware sech bewosst, dass se an enger kuerzer Zäitspan an hirer Geschicht d'Chance hätten, Pëtrol virun hire Küste kënnen ze förderen. Déi hunn e gudden Deel vun deem Geld, wat do aussergewéinlech erakomm ass, op d'Säit geluecht, an domat ka vun där nächster Generatioun eng nei Wirtschaft an Norwegen opgebaut ginn.

Et wier gutt gewiescht, wann een de Gesondheetssystem an de Pensiounssystem a gudden Zäite reforméiert hätt an net elo misst matzen an der Kris diskutéieren. An et wier och gutt gewiescht, wann een eng geziilte Steierpolitik gemaach hätt, fir den ekologeschen Ëmbau an dësem Land an d'Wee ze leeden.

D'Finanzkris misst eis eigentlech forcéieren an d'Geleeënheet ginn, fir elo endlech dat fundamentalt Ëmdenke bei eis ze bréngen an dat onnohaltegt Wirtschaften ëmzesteieren. Et wäert Iech net verwonneren, wann ech awer soen, dass déi gréng enttäuscht sinn iwwert dat, wat dës Regierung bis elo an dësem Kontext fäerdeg bruecht huet. Och an der Tripartite ass zu engem groussen Deel, zumindest no deem, wat no bausse gedrongen ass, nëmmen iwwer Geld a Sue geschwat ginn. An an eisen Aen ass de Rettungspak, deen elo virläit, a kengem Verhältnis zu deenen déifgräifende Reformen, déi néideg wieren, fir dëst Land fir dëst Jorhonnert ze preparéieren.

Wéi sollen dann och, an ech kann do nëmmen de Virriedner Berger ënnerstëtzen, wéi solle bei Verhandlunge mat de Sozialpartner nohalteg Léisungen erauskommen, wann déi zwéin Nohaltegkeetsministeren emol net mat um Dësch sëtzen? Schlëmmer nach: Et kommen och an dësen Zäiten nach ëmmer kontraproduktiv Messagen. Ech fanne wierklech, dat, wat alles schonn zu Léiweng a Wickreng gesot a ge-

maach ginn ass, eng Katastroph an aller Hisiicht. Den Eugène Berger huet et gesot a puncto Landesplanung, ech soen et awer och a puncto Message. Do geet et jo weider mam Message, fir ze soen: Konsuméiert, konsuméiert, konsuméiert!

Ech froen Iech, Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Wie soll dat do dann alles kafen? Brauche mer an all Famill fënnef Computeren? Brauche mer an all Zëmmer deemnächst e Breetband-LED-Schierm, fir Fernseh ze kucken? Brauche mer 17 Garniture Gaardestill?

(Hilarité)

Hu mer dat net, 90% vun eis, längst alleguerten? Ech wéisst wierklech gären, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wien dat do alles soll kafen!

Dat do ass dach awer ganz e bësse Brot und Spiele. An déi Devise, déi seet eis jo dach eppes. War dat net emol d'Devise vun engem gewëssene Réimerräich, ier et an der Dekadenz ënnergaang ass?

Elo bleift eis nach…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- De Westerwelle schwätzt esou.

(Interruption)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech stinn zu deem, wat ech hei soen, Här Bodry. Ech sinn och gär bereet, mat Iech doriwwer nach länger ze diskutéieren.

Elo bleift eis nach de PNDD. No allem, wat ech gesot hunn, Madame Presidentin, kënnt Der Iech virstellen, dass mer skeptesch sinn, dass mer dee ganze Kraaftakt, dee mer bis elo mat Tripartite an aneren Diskussiounen net gepackt hunn, sollten elo op eemol iwwert dësen Exercice packen. Wann do och nëmmen eng kleng Chance sollt bestoen, dass dee PNDD kéint en Ufank vun engem Ëmsteiere sinn, da muss op jidde Fall deen zweeten Deel vun deem, wat eis virläit, komplett ëmgeschriwwe ginn.

Eng Rei Virriedner hu schonn dorop higewisen, dass et éischtens muss nei geschriwwe ginn, well dee PNDD virun der Kris geschriwwe ginn ass an eng Rei Saache längst iwwerholl sinn, wat do steet. Mä ech mengen, et muss een och vill méi ambitiéis virgoen.

Mir kënnen eis eng Démarche a sechs Punkte virstellen:

Et mussen an alle Beräicher kloer a chiffréiert Ziler festgehale ginn.

Zweetens mussen dann d'Prioritéiten definéiert ginn.

Drëttens muss ee sech déi gëeegent Instrumenter schafen.

Véiertens, an dat gëtt och ganz oft an dësem Land an an dëse Regierungen net gemaach, ganz kloer Responsabilitéite klären an en Timing festhalen.

Da si mer der Meenung, dass ee wierklech déi Indicateure radikal muss verkierzen. Et kann ee kengem Mënsch zoumudden, 27 Indicateure permanent viru sech ze gesinn, fir eng Steierung vun deem, wat an dësem Land geschitt.

A schlussendlech muss och e klore Monitoring kommen, fir dass mer regelméisseg wëssen, ob mer an déi richteg Richtung amgaang sinn ze goen oder net.

Kleng Klammer: Ech mengen, dass mer eis eens sinn, dass den CSDD en nëtzlecht Instrument ass, dass en och scho ganz pertinent Avisen ofginn huet. Mir stellen awer ëmmer erëm fest an deem Land, dass, trotz Statec an aneren Instrumenter, déi mer hunn, et wesentlech un Zuelen, aktuellen Zuelen am ganze Beräich Nohaltegkeet feelt. De Kolleeg Robert Garcia an ech haten an deem ganze Kontext Développement durable eng Proposition de loi gemaach, wou mer eigentlech zwee Gremie gesinn hunn: ee Gremium, dat de Rôle iwwerhëlt wéi den CSDD, mä en anert Gremium, wat e wëssenschaftlecht Gremium ass, wat ganz speziell an déi do Richtung géif schaffen.

Ech mengen, jiddweree muss zouginn, dass zënter mer den Observatoire de l'habitat agefouert hunn, een am Wunnengsbau zum Beispill awer besser d'Gefill huet, wat dobaussen am Land vir sech geet. Ech fannen, mir bräichten och onbedéngt am Beräich Développement durable e wëssenschaftlecht Gremium, wat eis wierklech regelméisseg mat pertinenten Zuele géif beliwweren. Dat géif och vläicht d'Diskussioun versachlechen a géif eis och inhaltlech weiderbréngen.

Wann dës Ziler kloer definéiert sinn, da misste se awer mat där ganzer Intensitéit, mat där ganzer Pertinenz, wéi aner Zuelen, mat all Mënsch am Land diskutéiert ginn. Mir diskutéieren elo scho laang a berechtegterweis iwwert de Status vun der Statsverschëldung am Joer 2014.

Ech huelen Iech e Beispill: Wann een eng Kéier an engem PNDD seet, d'Versigelung am Land däerf net méi wéi esou vill Hektar pro Dag oder esou vill Quadratmeter esou vill Hektar pro Joer sinn, da muss dat och, mengen ech, mat alle Partner an an de politesche Kreesser genausou intensiv a genausou kloer diskutéiert gi wéi ähnlech Chifferen.

Mir kënnen net ëmmer nëmme wirtschaftlech Zuelen diskutéieren. An et geet och net duer, wa mer elo nieft dem BIP en aneren Indicateur schafen. Dat eleng wäert net derzou féieren. Mir musse gradesou gutt d'CO_2-Emissiounen, d'Flächeversigelung, mä och sozial Kritäre gradesou knallhaart mat alle Partner diskutéieren.

D'Regierung huet dat elo emol wéinstens deelweis wëlles am Kontext vun deem ganze Klimapakt. Mir hunn do vläicht e bëssen eng aner Meenung wéi d'Kolleege vun der DP. Mir si prinzipiell averstanen, dass een deen Exercice do mécht. Et kann ee jo och soen, dass dat do e bëssen eng Version light vun eisem Zukunftsdësch ass, dee mer e puermol an d'Diskussioun erabruecht haten, als gréng viru Jore schonn, notamment och bei der Diskussioun hei an der Chamber iwwert deen éischte PNDD.

Mä mir bedaueren et haut, dass mer eis déi Zäit déi Zäit net geholl haten. Da wiere mer dat scho vir. Mir hätten déi Diskussiounen, muss ech soen, léiwer a gudden Zäite mat de Leit a mat de Sozialpartner gefouert. Et wier vläicht méi einfach gewiescht op e Konsens ze kommen, wéi awer an enger relativ vergëfteter Atmosphär. Elo no där Tripartite froe mer eis, wéi dat do soll vir sech goen.

Ech kann Iech och soen, dass déi gréng bereet sinn, hir Iddien an déi doten Diskussioun anzebréngen. Mir wäerten den 19. Juni en öffentleche Kongress mat eise Leit hunn. Do wäerten eng ganz Rei Pisten an dem Kontext Klimapakt, mä och am Kontext Tripartite op den Dësch kommen.

Et waren der jo, déi eis e bësse belächelt haten, wéi mer deen Datum annoncéiert haten. Haut stellen ech fest, dass mir jo dann anscheinend méi wäit si wéi d'Tripartite an aner Gremien, well do ass jo net ganz vill derbäi erauskomm. Dat ass jo emol verschobe gi bis an den Hierscht. Esou falsch louche mer dann net, dass mir eis Zäit geholl hunn, fir eis Gedanken ze maachen. Hätt dës Regierung vläicht net e Joer verschlof a sech selwer méi konkret Iddien zu eege gemaach, ier se an d'Tripartite gaange wier, da wiere mer do och vläicht e Stéck weiderkomm.

Mir soen awer gradesou kloer als gréng zu deenen Diskussiounen ëm de Klimapakt: Et ass elo déi leschte Kéier, wou mer mussen a kënnen diskutéieren. Ech deelen do d'Meenung vum Eugène Berger. D'Fakte leien um Dësch, d'Kaarte leien um Dësch. Si mussen nei verdeelt ginn. Dat ass e schwieregen Exercice. Mir brauchen effektiv, wéi et an de Konklusioune vum President Boden steet, en „new green deal".

A mir sinn als gréng just gespaant, Madame Presidentin, ob dës Regierung endlech agesäit, dass dës Ëmstrukturéierung eng Chance ass fir Lëtzebuerg an net nëmmen eng Gefor. Dat ass jo mat déi Haaptkritik, déi d'OECD bei der Analys vun der Ëmweltpolitik mécht, dass se seet, et wieren nach ze vill politesch Akteuren zu Lëtzebuerg, déi déi ganz Ëmweltdiskussioun, déi ganz Nohaltegkeetsdiskussioun als eng Gefor géife gesinn amplaz eng Chance. Mir sinn als gréng gespaant, ob dës Regierung nach handlungsfäeg ass, deen néidege Courage opzebréngen, dës Ëmstrukturéierung an d'Wee ze leeden.

Madame Presidentin, den 2. Juni hat den CSDD op eng Konferenz agelueden ënnert dem Titel: „Avoir plus ou être mieux". Dat ass genau de Choix virun deem, wou mer zu Lëtzebuerg, mä net nëmmen zu Lëtzebuerg, stinn, well béides, Madame Presidentin, wäert an Zukunft net méi méiglech sinn. Déi gréng hunn hire Choix ganz kloer geholl. Mir si fir den „être mieux". Mir wäerte ganz kritesch kucken, op wéi eng Säit dass dës Regierung an dës Majoritéit sech an deenen nächste puer Méint wäert setzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Gira. Deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un den Här Boden fir dësen explizite Rapport, wou ganz vill drasteet. En huet sech ganz vill Méi gemaach. En huet dat exzellent bruecht.

Dee Programm, deen do beschriwwen ass, ass ee ganz vastë Programm. En ass transversal, dat heescht, en touchéiert ganz verschidden Domänen: d'Santé, d'Éducatioun, d'Wirtschaft. En touchéiert déi Al an déi Jonk.

An do ass déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen: Ass dee Programm einfach realiséierbar? Mir denken net. Firwat? Well do ganz vill Konfliktsituatioune kënnen entstoen. A wann een Deel vun deem Programm duerchgezu gëtt, da si mer scho frou. Mä héchstwahrscheinlech wäerten do ganz vill faul Kompromësser entstoen.

Mir haten d'lescht Woch iwwert d'Nohaltegkeet an de Pensioune geschwat. Ech weess net, wéi et Iech gaangen ass, mä mech huet dat net iwwerzeegt. Et ass vill geschwat ginn, wat een alles muss maachen. Mä als Resultat ass hannen net ganz vill erauskomm.

A mir schwätze vill iwwer Développement durable. Dat ass dat Schlagwuert, dat den Här Berger gesot huet, ee Modewort. Et kéint ee vläicht soen, mir gebrauchen en anert Wuert, datt jiddweree versteet, ëm wat et geet. Hei geet et einfach ëm d'Iwwerliewensstrategie vum Mënsch, an nëmme vum Mënsch.

Dir Dammen an Dir Hären, Hand op d'Häerz, mengt Dir wierklech, dass ee sech Suerge mécht iwwert ee bloe Päiperlek, deen do verschwënnt, iwwert ee schwaarzgiele Salamander, deen op eemol net méi existéiert? Mengt Der dat wierklech? Ech gleewen dat net.

Wann eng Uelechkatastroph kënnt, dann natierlech, da fänken d'Leit un ze reagéieren. Si fäerten, si hunn Angscht, mä si hunn Angscht fir sech a fir keen aneren, well dat kéint si iergendwéi betreffen. Do fänken d'Lompen un ze sténken an da gëtt natierlech ganz vill geschwat, da muss eppes gemaach ginn, da muss gehandelt ginn!

D'Politiker, déi huelen och de Mond voll. Si sinn och nohalteg mat hire Wierder. Et gëtt vun „new deal" geschwat, vum „green deal", vun „Croissance verte", vu Biodiversitéit, vun hei a vun do, mä et muss een och wëssen, dass hei ganz vill Geld am Spill ass. Den Här Oberweis sot gëschter, wann ee vun alleguerten deenen neien Energien eng nei ekonomesch Plattform mécht, dann ass dat ee Präis vu 5.000 Milliarden Dollar, déi do am Spill sinn. An ech mengen, d'Politik ass drun interesséiert fir nei Aarbechtsplazen ze kreéieren. Ech mengen, et geet dann héchstwahrscheinlech méi an déi Richtung wéi an eng aner Richtung.

An ech mengen, d'Finalitéit vun engem Développement durable, fréier war et esou, et goufe ganz wéineg Leit an do war et, de Mënsch huet mat der Natur, fir d'Natur, an der Natur, am Aklang mat der Natur gelieft, fir seng primär Besoinen ze garantéieren. Dat war dann: iwwerliewen, Nahrung, Kleedung, Fortplanzung, Wunneng.

Hautdësdags ass dat ganz aneschters. Mir si 7 Milliarde Leit. Si mer nach am Aklang mat der Natur? Evidenterweis guer net. A wat wëlle mer gär erreechen? Dat Eenzegt, wat mer erreeche kënnen, dat Zil, wat mer mussen erreechen, ass déi sozial Kohesioun.

Fir nohalteg ze handelen, muss een awer och nohalteg denken. Dat muss am Kapp ugoen. Dat heescht, mir mussen op eppes verzichten. Den Här Gira huet hei ganz richteg gesot: Wie consomméiert alles dat, wat mer produzéiere wäerten? Eng Saach ass awer sécher: Näischt ass méi gefëierlech wéi dat Verkenne vu konkrete Geforen.

Den Här Negri huet geschwat vu Reglementer, vu Regelen, déi ee misst opstellen, mä ech muss awer do virdru warnen, Här Negri, well de Mënsch u sech muss och eng Responsabilitéit hunn. Et kann net sinn, dass de Stat alles iwwerhëlt an dass deen Eenzelnen an der Gesellschaft, welch Ursaach en och ëmmer huet, do als mannerjähreg erklärt gëtt, dass deen näischt mécht. De Mënsch selwer muss eppes ënnerhuelen, muss eppes änneren. Mir kënnen net ëmmer soen: De Stat muss et fir eis maachen. Also, de Mënsch muss selwer investéieren.

Fir elo konkret an e puer Detailer eranzegoen, wéilt ech gär d'Fro vum Déséquiliber opwerfen. Mir hunn eng Gesellschaft, déi besteet aus Déséquiliber. Mir hunn d'Nord-Süd-Gefäll, de räichen Norden, den aarme Süden. Dee Schwaarzen an Afrika, dee wëllt och gär en Auto, dee wëlt och gär e Fernseh, dee wëllt och gär en Handy hunn. Kënne mir da soen: Neen, du kriss keen?

Sécher wësse mir, dass wann een en Auto kritt, jo, do ass e Problem mat der Ëmweltbelaaschtung. Sécher wësse mir, wann een e Fernseh kritt, da wësse mer, dass dat och Elektroschutt ass. Mir wëssen, dass do och Problemer op eis zoukommen. Mä mir kënnen deene Leit awer net soen: Du kriss näischt. Wéi steet et do mat der Ethik?

Den zweete Problem ass, den Déséquiliber zwësche Regiounen. Eng Regioun huet vill Aarbechtsplazen, déi aner net. Kucke mer Lëtzebuerg: Mir hu ganz vill Frontalieren, déi heihinnerkommen. Déi ënnerstëtzen eis Wirtschaft, eis Pensiounen. Kënne mir dann zu deene soen: Neen, géi du doheem tanken, hei brauchs De net ze tanken, soss geet eis CO_2-Bilanz an d'Luucht. Dat kënne mer jo net maachen.

Mir hu Stau, mir hu Verkéier. Wéi kann een dat léisen? Ech mengen, mir mussen och wëssen, déi zwou Saachen: entweder dat eent oder dat anert geet net. Mir mussen einfach wëssen, dass verschidde Saachen einfach matenee wierken.

Drëttens, d'Ongläichheet op der Aarbechtsplaz. Fir eng bestëmmten Aarbecht verdéngt ee Mann méi wéi eng Fra. Dat gëtt et hei a Lëtzebuerg. Gëschter ware mer hei a mir hu gesot, dass d'Chargés d'enseignement manner géife verdénge wéi d'Professere fir déiselwecht Aarbecht.

An da gëtt et eng Mammerent. Verschidde Mamme kréien eng Rent, anerer net. Dat ass och en Déséquiliber. Mä et ass een Déséquiliber, dee mir selwer produzéiert hunn. Also, dat Éischt ass, d'Déséquilibrë musse verschwannen. An dat ass eng Aarbecht vun der Politik, ohne wenn und aber.

Da kënnt de Problem vun der Ekonomie. Alles steet a fält mat der Ekonomie. Mir sinn elo an enger Kris; dee Plang hei, dee gouf opgestallt virun der Kris. A mir wëssen, dass duerch d'Kris vill Firmen, vill Aarbecht, vill Aarbechtsplazen, vill Familljen zerstéiert ginn.

Wéi gesäit et elo fir d'Zukunft aus? Den Aarbechter dobausse mécht sech Suergen, dat ass jo kloer. Ech wéilt als Aarbechter och mäin Daach isoléieren, ech weess, datt dat eng Plus-value ass, mä ech kann deen awer net isoléieren, well ech hunn d'Suen elo net. Ech kéint och meng Face isoléieren. Ech kennen d'Plus-value vun enger Face, déi isoléiert gëtt, mä ech hu kee Geld, fir dat ze bezuelen. D'selwecht mat der Photovoltaik. Ech kann den Daach mat Fotozellen opspécken, mä ech hu keng Suen, fir dat ze maachen, also muss de Stat mir hëllefen. Ech sinn ofhängeg vum Stat. An hei gesi mer déi importent Roll vum Stat.

De Bësch. Mir wëssen alleguerten, dass de Bësch u sech e ganz grousse Facteur ass, éischtens, an der Récréatioun, zweetens, an dem Usammele vum Waasser. Et ass

een O_2-Spender, en hélt den CO_2. Mä och Leit, déi ee private Bësch hunn, déi kënne sech dat net leeschten. Firwat? Well si ofhängeg si vum Verkaf vum Holz.

Datselwecht fir e Bauer. E Bauer ass sécherlech en Naturmënsch, mä wann Der him sot: Hei, gëff mer deng Parzell fir den Naturschutz, gëff mer deng Parzell fir de Waasserschutz, do wäert en d'accord sinn. Mä awer bis wouhinner ass en d'accord? Hie weess jo selwer, dass den Ertrag dann erofgeet. Dee Moment, wou säin Ertrag erofgeet, huet e manner finanziell Mëttelen. An der Wirtschaftskris ass et elo nach méi schlëmm, also wäert en net ganz d'accord sinn. Et misst sinn, de Stat géif erëm hëllefen.

D'selwecht, een, dee krank ass, een, dee keng Suen huet: Wat mécht en? E geet bei den Dokter an do freet en ee Sirop, dee vun der Krankekeess remboursëiert gëtt, awer net ee Sirop, deen op Naturbasis funktionéiert, dee keng Niewewierkungen huet, deen d'Émwelt net belaascht, also vill méi gesond ass an en dofir dee Moment duerch d'Niewewierkunge manner krank géif ginn.

Also, och do gesi mer den Impakt vun enger Précaritéit, vun enger Aarmut, déi lues a lues an d'Gesellschaft eraschläicht. Do ginn et och Differenzen. Déijéineg, déi d'Suen hunn, déi kënne sech vläicht biologesch Wuere kafen, wëssend dass do manner Pestiziden dra sinn. Deen aneren, deen ebe méi aarm ass, dee muss déi traditionell Mëttelen opkafen, wëssend dass do méi Pestiziden dra sinn an et duerfir dann och herno méi Schued fir seng Gesondheet bedeit.

Den Impakt op d'Natur ass natierlech ganz wichteg. Mir gesinn dat ëmmer méi. D'Loft ass verschmotzt mat NO, mat CO, mat CO_2, d'Waasser ass verschmotzt mat PCBen, mat DDT, mat alle Feeleren, déi mer an der Vergaangenheet gemaach hunn. Mir mussen eis bewosst ginn, dass dat iergendwéi eng Kéier op dee ganzen Zyklus Déier/Mënsch wäert eng Répercussioun hunn.

A mir hunn et haut schonn. Mir kréien dann natierlech direkt en Impakt op de Mënsch. De Mënsch ass chronesch krank. Den Här Oberweis huet virdru gesot, 36% vum Bësch wär nach gesond. Mä stellt Iech vir, wéi vill Leit fir de Moment nach gesond sinn; net ganz vill. Mir hu Leit, déi hunn enorm Problemer. Fänke mer u mat chronesche Krankheeten, déi mer net méi wëssen ze bekämpfen. Mir hu Kriibs, eent op dräi. Mir hunn degenerativ Krankheete wéi Alzheimer, wéi Sclérose en plaques. Mir hu Krankheete wéi Allergien. Mir hu Krankheete bei jonke Kanner, déi Verhalensstörungen hunn.

Mir hu Leit, déi Dépressiounen hunn. Mir hu Leit, déi am Stress sinn. Mir hu Leit, déi net méi wëssen, wou aus a wou an. Si sichen natierlech eng Hëllef beim Dokter, an dee kann natierlech näischt anescht maachen, wéi Medikamenter ginn. Medikamenter, déi natierlech dann och chemesch sinn, am éischte Sënn vum Wuert. Chemesch Medikamenter bréngen dann, dass d'Leit ëmmer méi krank ginn. Dat ass einfach e Cercle vicieux.

A wann ech vu kranke Leit schwätzen, da musse mer och ee Wuert iwwert d'Suicidë schwätzen. Ganz vill Leit wëssen net méi, wou an a wou aus. Suicidë sinn un der Tagesordnung, dat ass eng Realitéit. An do gi ganz vill mënschlech Ressourcë verluer. All Persoun ass e Genie fir sech. Dir wësst jo, dass an zwee Käpp méi dran ass wéi an engem Kapp. An dräi Käpp ass méi dra wéi an zwee Käpp. An do, mengen ech, musse mer nach ganz vill ënnerhuele fir de Mënsch u sech, dee fir mech och dann an der Biodiversitéit een Element vun der Biodiversitéit ass. Och de Mënsch muss op jidde Fall aneschters ënnerstëtzt ginn.

De véierte Punkt ass natierlech d'Politik. Ech mengen, d'Politik, Dir Dammen, Dir Hären, d'Politiker schmäisse ganz grouss Wierder, dat wësse mer. Mir wëssen och, dass d'Politik net vill Tugenden huet, a scho guer net, wann et ëm Éierlechkeet geet. Firwat? Well se alles versichen ze verstoppen.

Et wär dach ganz einfach, wann ee géif soen: „Léif Leit, esou ass d'Saach. Dohinner geet et. Dat gëtt gemaach." Dat akzeptéieren d'Leit méi, wéi wann ee versicht fir alles ënnert den Dësch ze kieren, ënnert den Teppech ze kieren, fir ze versiche fir Meenungen, déi vläicht vun enger Oppositiounspartei kommen, déi gutt wären, an en Tirang ze leeën, véier, fënnef Joer ze waarden an dann, wann et net méi geet, dann hélt een déi Iddien eraus an da seet een: „Dat maache mer elo."

Ech mengen, dat ass eng feig Haltung vun all politescher Partei, an ech nennen hei keen Numm. Ech wéilt Iech nëmme soen, d'ADR huet zoufälleg de Projet City-Tunnel op dee Wee bruecht. En ass natierlech verschwonnen. Et ass keen, dee sech derfir interesséiert. Jiddweree wëllt gär den Tram hunn. A mir wëssen alleguerten, dass den Tram absolut guer kee Problem léist.

D'Politik mécht nëmme faul Kompromësser, ganz vill faul Kompromësser. Ech ginn Iech e puer Beispiller.

Genmanipuléierte Mais. Wat bréngt dat, wann op enger Säit genmanipuléierte Mais ugeplanzt gëtt, dann eng Pufferzon kënnt an do niewendrun einfach normale Mais. Wat soll dat déngen? Et ass e faule Kompromëss, wou mer alleguerte wëssen, dass mer doduerch ënnerginn, Jongen. Also, et kann net sinn, dass mer einfach faul Kompromësser esou aginn.

Une voix.- Jongen a Meedercher.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Jongen a Meedercher. D'Meedercher si méi léif. Déi géifen dat net maachen.

Mme le Président.- Ech géif Iech bieden, Här Colombera, wann Der Iech un d'Chamber wennt, dann Dammen an Hären ze verwenden. Ech mengen, dat wär méi appropriéiert, an da géift Der net riskéieren Iech just un eng Zort vun den Deputéierten ze wenden.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Madame. Ech wollt domat mäin Ausdrock ginn, Madame Presidentin, dass d'Fraen e bësse méi sensibel si wéi d'Männer. Duerfir soen ech Jongen. Et deet mer leed, mä ech huele meng Wierder zréck.

(Interruption)

Okay.

En anert Beispill ass den öffentlechen Transport. Mir wësse ganz genau, dass den öffentlechen Transport ganz vill Problemer ka léisen. Mä wat géif passéieren, wa mar jiddweree mam Autobus oder mam Zuch géif fueren. Mir hätten emol keng Capacitéit fir déi Leit do opzehuelen. Dat wär guer net méiglech. Ech mengen, dat ass och e faule Kompromëss, deen d'Politik dann eben ageet.

Mir investéieren 0,7% an déi aarm Länner. A wat gi mer hinnen? Mir droen hinnen eise Schrott dohinner, eisen Elektroschutt, eis Batterien, alles, wat hir Gesondheet u sech beschiedegt. Ass dat eng normal Haltung vun engem Politiker?

Une voix.- Schwätzt Der vu mir?

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Mir mussen einfach wëssen, d'Leit musse wëssen, wou se higinn, wéi et an der Zukunft ausgesäit. An do, mengen ech, muss d'Regierung einfach Kloertext schwätzen. Dat ass dat Allerwichtegst. Well wann d'Politik net éierlech ass, da geet et och net virun.

Dann een zweetleschte Punkt, deen ech wëll ufëieren, dat ass d'Sensibilisatioun, d'Informatioun, d'Éducatioun vum Publikum. D'Leit dobaussen hunn d'Recht fir informéiert ze ginn. Mä gi se richteg informéiert? Gi se richteg sensibiliséiert? Wat geschitt, wann eng Firma wéi BP do einfach déi ganz Saach, déi ganz Émweltkatastroph als négligeabel ugesäit? Si bezilt och eng Milliard, si bezilt och zwou Milliarden. Wat geschitt dann an de Käpp vun de Leit, déi dat gesinn?

Ma déi soe sech: Et deet mer leed, wa si dat maachen, da brauche mir awer eis wierklech net hei vreckt ze maache fir dat ze errechen. Da loosse mir dat och esou einfach goen an da kucke mer, dass mer eens ginn.

Eng aner Saach ass d'Informatioun. D'Informatioun ass enorm wichteg fir all Bierger. Mir hunn dat gesi bei der leschter Schwéngsgripp. Do ass jo ganz vill geschwat gi vun där enger Säit, d'Gripp wär gefëierlech, et misst een onbedéngt geimpft ginn, well et géifen esou vill Millioune Leit stierwen an dofir misst jiddweree geimpft ginn. Wat hunn dunn d'Regierunge gemaach? Si hu massiv Impfstoffer kaf a vu virera war gewosst, d'Wëssenschaftler hate gewarnt, déi Gripp do géif absolut guer net vill vun negativem Impakt bréngen. Mä trotzdeem ass do investéiert ginn. Et ass investéiert ginn, fir de Pharmaindustrien ënnert d'Äerm ze gräifen. A wat ass do erauskomm? Guer näischt, mir hunn nach ëmmer déi Impfstoffer. An d'Leit, déi hunn absolut net d'Schwéngsgripp kritt, op jidde Fall net an deem Mooss, wéi dat prognostizéiert gouf.

Och do mengen ech, dass, wann d'Medië sech géifen uerdentlech mat deem Problem befaassen, versichen, neutral déi eng Wëssenschaftler an déi zweet Wëssenschaftler ee géint deen aneren ze vergläichen, dee Problem neutral géifen duerstellen, da wär de Publikum dobaussen och natierlech besser informéiert an e kéint sech säin eegent Bild maachen. Dat hu mer leider net.

De Problem vun de Contrainten: Muss ee wierklech d'Leit derzou forcéieren, fir dass se ëmweltbewosst schaffen? Mir hunn en Energiepass. En Energiepass ass eng gutt Saach. Mä muss dat souwäit kommen, dass ee seet, hei, Du muss en Energiepass hu fir Däin Haus ze verkafen, anerefalls ass Däi Präis, wann s De et verkeefs oder wann s De louns, deen ass méi kleng. Muss et da wierklech souwäit kommen? Musse wierklech d'Leit einfach gezwonge ginn, fir iergendwéi nohalteg ze denken?

An da kommen ech zu mengem leschte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Presidentin, an dat ass e philosopheschen Aspekt: d'Natur. Brauch d'Natur de Mënsch? Dat ass eng ganz grouss Fro, déi ech hei kéint stellen. Ech ginn och do keng Äntwert. Ech mengen, iwwerleet Iech dat: Brauch d'Natur de Mënsch?

De Mënsch u sech, dat ass - mir sinn alleguerten domat d'accord - e groussen Egoist, et ass ee Schmarotzer: Ouni de Mënsch wäre vill Saachen op der Welt net do. Domat si mer eis awer eens, ech mengen, do hunn ech net ze vill gesot. Mä wann d'Natur wéilt a si géif de Mënsch éliminéieren, da wäre vill Problemer aus der Welt geschaf.

Zweetens: Musse mir wierklech alles zerstéieren, fir dass mer nei kënnen opbauen? An do schwätzen ech d'Kricher un. Musse mer wierklech Krich preparéieren? Musse mer wierklech Leit an de Krich schécken, dass déi do hiert Liewe verléieren, fir dass mer kënne soen, okay, amplaz siwe Milliarde vu Leit kréie mer herno nach fënnef Milliarden, da geet et eis besser?

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach ganz vill ze maachen an haaptsächlech mental musse mer denken. Mir mussen einfach nohalteg ginn an eise Gedanken. Mir mussen einfach en Häerz hunn an net ëmmer mat Geld schwätzen a mat Ekonomie. Mir musse vill méi wäit goen. Mir musse wëssen, dass mer eng Gesellschaft sinn, ee Puzzle, jiddwereen ass ee Puzzlesték a jiddwereen ass wichteg.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Colombera. Deen nächste Riedner ass den Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn dervun aus, den Débat vun haut ass net iwwert d'gesamt Regierungspolitik, och net am Beräich vun der Nohaltegkeet. Sondern den Débat vun haut, den Objet vum Débat vun haut ass de Projet vum zweeten Nohaltegkeetsplang. An ech wëll mech eigentlech och dorobber beschränken.

Deen Nohaltegkeetsplang, deen eis elo virläit, ass eng valabel Diskussiounsbasis. Virun allem deen éischten Deel ass eng relativ couragéiert - dat ass hei scho gesot ginn - an awer realistesch Bestandsopnahm vun den negativen Entwécklungstendenzen zu Lëtzebuerg. Eleng deen Deel geet also scho bal duer fir eng intensiv Diskussioun ze féieren iwwert den Zoustand, an deem mer eis befannen.

E wierklechen Nohaltegkeetsplang ass deen Entworf do awer nach net. Dofir - fir dat ze ginn - missten d'Froestellungen, d'Struktur, d'Prioritéite virun allem am zweeten Deel wesentlech opgeschafft ginn. Bei där Opschaffung misst den Avis vum Nohaltegkeetsrot onbedéngt berücksichtegt ginn. Ech mengen, dat steet och am Projet vun enger Motioun, iwwert déi mer ofzestëmmen hunn. Méi nach: Ech mengen, dass den Nohaltegkeetsrot och an iergendenger Form an déi Opschaffung sollt aktiv mat agebonne ginn. Dat waren déi zwee éischt Punkten.

Drëttens: Och dat geet awer menger Meenung no nach net duer. Well an där ganzer komplexer Problematik, an de Virschléi a Léisungen eng demokratesch Legitimatioun ze sichen, geet nëmmen iwwer e breeden Débat an der Öffentlechkeet, eigentlech e permanenten Débat, net nëmmen all puer Joer een. An - betounen ech zum Schluss - e kontroversen Débat. An dat ass Punkt véier.

An där komplexer Fro vun der nohalteger Entwécklung gëtt et Konflikter, gëtt et Interessekonflikter, gëtt et ënnerschiddlech Perspektiven, gëtt et och entgéintgesaten Opfaassungen. Nëmmen ee Beispill vu ville méiglechen: Tëschent der wirtschaftlecher Kompetitivitéit engersäits - virun allem dann, wa se esou enk definéiert gëtt, wéi dat an der Regel de Fall ass - an anerersäits der sozialer Gerechtegkeet respektiv, ech nennen dat emol: der ökologescher Rücksicht gëtt et méi wéi eng kleng Reiwungsfläch, mä gëtt et wierklech e Konflikt. Genau déi Konflikter, dee kontroverse Pluralismus, deen an deem ganzen Débat hei misst eigentlech sinn, dee gëtt an dësem Entworf vum Nohaltegkeetsplang wäitgehend ënnerbeliicht respektiv iwwerhaapt ignoréiert. Et ass awer eng Illusioun ze mengen, et kéint een déi komplex Problematik do vun der Nohaltegkeet an engem seichte Konsensus ugoe respektiv léisen.

Fënneftens: Eng Rei vun zentrale Froe ginn entweder an deem Entworf net oder ze vill iwwerflächlech thematiséiert. E Beispill, wat och den Nohaltegkeetsrot ënnersträicht, ass d'Fro vun der kultureller Entwécklung. En anert Beispill ass dat vun der demokratescher Participatioun.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Wann ech an deem Text liesen, d'Problematik vun der Demokratie vun der Netlëtzebuerger Populatioun, déi soll ugaange gi mat engem Opnahmedag - Journée d'orientation - fir Migranten, da muss ech eigentlech de Kapp rëselen.

D'Fro vun de gesellschaftlechen Ongläichheeten, zum Beispill, gëtt reduzéiert op d'Fro vun der Précaritéit - ech sinn ëmmer beim zweeten Deel -, an där wär da bäizekomme mat der Vollbeschäftegung, heescht et. Woubäi awer éischtens net ugeschnidde gëtt, wéi een déi Vollbeschäftegung dann hei zu Lëtzebuerg soll erreechen. Zweetens misst een eigentlech och wëssen, dass d'Beschäftegung, Aarbechtsplaz, net onbedéngt eng Garantie ass géint d'Précaritéit, Stéchwuert: „working poor". An drëttens kënnt et selbstverständlech och nach op d'Qualitéit vun der Aarbechtsplaz un.

Sechstens: Eng Politik vun der nohalteger Entwécklung kann natierlech net bei den nationale Grenze stoe bleiwen. Dat heescht, net nëmmen eng équilibréiert, nohalteg Entwécklung an der Groussregioun - soe mer emol esou. Mä och dat gëtt am Plang eigentlech nach net thematiséiert. Doriwwer eraus stellt sech awer déi vill méi allgemeng Fro, wéi eng Auswierkungen eisen Entwécklungsmodell hei zu Lëtzebuerg - respektiv an Europa - ausserhalb vun eise Grenzen huet.

Et kann een, fir dat zum Thema ze maachen, de Begréff vum Foussofdrock, vum „footprint" benotzen, deen entre-temps bekannt ass. Allerdéngs mengen ech, da muss een e gebrauchen a méi engem komplexe Sënn, wéi dat bis elo an der Regel de Fall ass, dat heescht also, an enger Bedeitung, wou an alle Beräicher, am soziale Beräich, am ökologesche Beräich, am ekonomeschen, am kulturelle Beräich gekuckt gëtt: Wéi eng Konsequenzen huet dat, wat mir hei maachen? A wann ech soen, hei, dann ass ëmmer gemengt Lëtzebuerg respektiv Europa. Wéi eng Konsequenzen huet dat haut? Wéi eng Konsequenzen huet dat muer an iwwermuer op

anere Plazen an der Welt op d'Mënschen, op d'Natur?

Siwentens, mengen ech, misst een och - an dat geschitt och net - an deem zweeten Deel vum Text déi verschiddensten Niveaue vun de politeschen Décisiounen ënnerscheeden: Gemengen, Stat, Europa, Welt. Grad an der Fro vun der Nohaltegkeetspolitik um europäesche Plang bleift deen Entworf vum Nohaltegkeetsplang an enger räichlech onkritescher Haltung stoen.

Aachtens a schliesslech zum Schluss, lues a sécher: Seriös Iwwerleeungen - an ech mengen, den Här Gira huet do Ustouss ginn an déi Richtung, an déi ee misst weider diskutéieren - iwwer eis Produktiounsweis, iwwer eis Konsumtiounsweis, iwwert den Ënnerscheed tëschent Wuesstum an Entwécklung, iwwert d'Verdeelung vun de Ressourcen, vun alle Ressourcen, net nëmme vun de materielle Ressourcen. Wat och implizéiert eng Diskussioun iwwer nei Indicateure vun der Entwécklung, esou wéi dat jo elo vum Wirtschafts- a Sozialrot, zesumme mat dem Nohaltegkeetsrot, emol ugestouss ginn ass. Awer da si mer wierklech an enger ganz seriöser, fundamentaler Diskussioun iwwert d'Logik vun der gesellschaftlecher Entwécklung. An ech mengen, dass déi Diskussioun och absolut noutwendeg wär.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Als nächste Riedner ass den Här Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Ass de Mënsch am Stadium vum Af stieche bliwwen? Dat ass déi Fro, déi de Rolf Tarrach, Direkter vun der Uni Lëtzebuerg, am Kader vun der Konferenz, déi vun „Luxembourg for Finance" organiséiert ginn ass, gestallt huet. Nohalteg kënnen ze handelen ass nämlech eppes, wat eis vum Af ënnerscheet. An der Kris behuele mir Mënschen eis awer nach ëmmer wéi d'Afen.

Mir handelen esou, datt nëmme kuerzfristeg Interessen ofgedeckt ginn, ouni driwwer nozedenken, wat d'Auswierkunge vun eisem Handlen op eise Liewensraum, d'Wirtschaft, de Sozialberäich an d'Natur kéinte sinn. Dofir musse mir ons weiderentwéckele vum Af zum intelligente Mënsch. Domadder si mer da bei der Éducatioun vum Développement durable a beim Strategiepabeier vun der Regierung.

D'Ziler, déi eis Regierung sech gesat huet - fir eng leeschtungsstaark an nohalteg Wirtschaft ze suergen, d'Ëmwelt an eis natierlech Ressourcen ze schützen souwéi e gerechte Sozialsystem ze garantéieren -, déi Ziler sinn déi richteg. All eis zukünfteg Décisiounen a Reforme solle sech ëmmer ëm dës dräi Achsen dréien.

Elo, a Krisenzäiten, besteet e staarke politesche Wëllen an Drock, fir sech op déi wirtschaftlech Erausfuerderungen ze konzentréieren. Et ass jo och esou, datt nëmme mat enger staarker Wirtschaft eise Sozialsystem garantéiert gi kann. Mä bis op wat fir een Niveau däerf, kann a muss eis Ekonomie wuessen? Dat ass déi allerwichtegst Fro. Wat fir e Präis muss bezuelt ginn, wat fir eng Risike musse mer agoen, fir datt de BIP klamme kann? Ech verweisen op d'Aktualitéit, op d'Finanzkris, op d'Pëtrolskatastroph virun Amerika.

Nëmme mat enger staarker Ekonomie kann de Sozialstat d'Aarmut bekämpfen, de Surendettement, d'sozial Ongläichheeten, d'Gesondheetsproblemer an esou weider. Awer niewent oder souguer iwwert dem wirtschaftleche Wuesstum steet d'Erhale vun enger gesonder Ëmwelt, ouni déi letztlech och d'Wirtschaft selwer zesummebrécht, do steet d'sozial Gerechtegkeet weltwäit, do steet d'Gefor, datt Deeler vun der Mënschheet nach méi existenziell Problemer kréien: CO_2-Problematik, Steige vum Mieresniveau, Klimawandel, Nuklearkatastrophen.

Wann een iwwer Nohaltegkeet schwätzt, gëtt oft vergiess, wéi eng Schlësselroll der Schoul zoukënnt. Fir dës Iddi ze ënnerstréichen, huet d'UNO d'Joren 2005 bis 2014 zum „Jorzéngt vun der Bildung fir nohalteg Entwécklung" deklaréiert. An deem Kontext ass all Land opgefuerdert ginn, d'Iddi vun der Nohaltegkeet an de Bildungssystemer ze verankeren. Hei zu Lëtzebuerg huet sech doropshin, nach ier den Nationale Plang fir nohalteg Entwécklung veröffentlecht ginn ass, am Februar 2008 e Comité interministériel zesummegesat aus Vertrieder vu fënnef Ministèren a vun der Uni.

Dëse Comité huet der Regierung schonn am Mee 2009 eng national Strategie fir eng Bildung zur nohalteger Entwécklung virgeluecht. Dës Strategie soll dräi Ziler verfollegen: d'Stäerkung vum Verstoe vun den Zesummenhäng tëschent Ëmweltschutz, Sozialem a Wirtschaft; „think global, act local", dat heescht, d'Fäegkeet ze erkennen, wéi d'Fiedem tëschent deenen eenzelne Secteuren, der Wirtschaft, dem Sozialberäich an der natierlecher Ëmwelt weltwäit gespaant sinn, d'Bereetschaft, fir déi noutwendeg kleng Schrëtt ze maachen, fir „op der eegener Mëscht" responsabel ze handelen; d'Vermëttlung vu Wäerter a Verhalensstrukturen, wéi zum Beispill Dialogbereetschaft, Solidaritéit, Respekt virun der Ëmwelt an alle Matmënsche weltwäit.

Déi national Strategie gesäit fir, datt den Développement durable an déi verschidde Programmer vun alle schouleschen Niveauen integréiert gëtt: Primaire, Secondaire an Universitaire, esou wéi och an d'Ausbildungsprogrammer vum Léierpersonal. Och an der Formation continue, déi sech un all Salariéë riicht, soll dës Schoulung eng méi wichteg Roll kréien. „lifelong learning" ass erfuerdert.

Dës Aart a Weis, Bestehendes a Fro ze stellen, ze probéieren, vernetzt ze denken an iwwert déi eegen direkt a kuerzfristeg Interessen ewech, ass fir vill vun eis relativ nei an erfuerdert ëmmer nees en Effort. Wa mir awer déi Ziler, déi mir eis haut setzen, an Zukunft wëlle konkret ëmsetzen, ass et wichteg, datt mir derfir suergen, datt déi zukünfteg Generatioun dës Fäegkeet och léiert an datt et fir si méi selbstverständlech ass, Décisiounen ënner Berücksichtegung vun engem globale Kontext ze huelen.

An dësem Kontext kritt dat Wuert „Kompetenz" seng voll Bedeitung. Kompetent sinn heescht, eppes wëssen, eppes kënnen, capabel sinn, dat Wëssen an d'Praxis ëmzesetzen. Dat ass wahrscheinlech dat Allerwichtegst: Nämlech de Wëllen hunn, bereet sinn, fir entspriechend ze handelen. D'Schafe vun der Motivatioun, fir ëmmer eng nohalteg Entwécklung unzestriewen, ass sécher déi gréisst Erausfuerderung, déi virun eisem Schoulsystem läit. An da si mer keng Afe méi!

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Scheuer Merci. An als leschten agedroene Riedner hunn ech hei nach op der Lëscht den Här Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dësen Débat d'orientation iwwert den Développement durable soll déi nei Challengen, Erausfuerderunge beliichten, déi d'Lëtzebuerger Politik sech an deenen nächste Jore wëllt ginn. Als leschte Riedner wëll ech dann net vill an d'Detailer goen an dëser Debatt - déi si scho gesot ginn -, mä ech wëll op d'Problemer agoen, deenen d'Politik, awer och haaptsächlech eis Gesellschaft sech muss stellen.

Ech wollt am Fong op den ekonomesche Kontext, op d'Relatioun zwësche Wirtschaft an Ökologie agoen. Dës Relatioun, déi fréier an deelweis och nach haut als Problemkand kritiséiert ginn ass, well se anscheinend complémentaire ass, muss a soll - dëst ass gewënscht - zu enger Symbios ginn. Den Optimalfall wier, wann all ekonomesch Décisioun am ökologesche Kontext gekuckt géif ginn an natierlech och vice versa, also ëmgedréint.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, wat een ënner wirtschaftlecher Nohaltegkeet oder nohalteger Wirtschaft versteet. Bedeit dat, Wirtschaftssecteuren opzebauen a weiderzeentwéckelen, déi mëttel- a laangfristeg Potenzial zu Lëtzebuerg hunn an déi eis Wirtschaft diversifizéieren? Sinn et Wirtschaftssecteuren, déi aarbechtsintensiv si respektiv déi Aarbechtsplazen net nëmme schafen, mä wou déi Plazen och laangfristeg ofgeséchert sinn? Sinn et Betriber, déi ressourcëschounend produzéieren?

Et kann een an den Term Nohaltegkeet vill eraninterpretéieren an all dës Aspekter hunn och eppes mat Nohaltegkeet ze dinn. Nohalteg wirtschafte bedeit awer och virun allem, ressourcëschounend an ëmweltbewosst ze produzéieren. Wann ech dat soen, da bedeit dat net nëmmen ëmweltbewosst hei zu Lëtzebuerg an an Europa, mä déi ganz Produktiounsketten däerf och keng oder, besser gesot, esou mann wéi méiglech Ëmweltproblemer op anere Plaze vun der Welt verursaachen. Ech denken hei virun allem un d'Exploitatioun vun deenen natierleche Ressourcen an un d'Entsuergung vu Produkter an Offäll.

An dësem globale Kontext ass d'Protektioun vum Klima also net nëmmen eng ekologesch Nécessitéit, mä ass och eng ekonomesch, also eng wirtschaftlech. D'Politique économique soll also esou ausgeriicht ginn, datt mer een ekologesche Wuesstem förderen, iwwer zum Beispill nei Aarbechtsplazen, déi sougenannten „green jobs". Secteure wou dës Aarbechtsplaze kéinten a sollen entstoen, sinn zum Beispill Albausanéierung, Ausbau vun den erneierbaren Energien an esou weider.

Am Rapport vun der Kommissioun - wou ech dem Rapporteur och villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport - gëtt och dorobber verwisen, datt de Secteur vun den Ekotechnologië mat Hëllef vum Wirtschaftsministère a vum Héichschoulministère soll ënnerstëtzt a gefördert ginn. An deem Kontext wëll ech op d'Gesetz vum 18. Februar 2010 iwwert d'Hëllefen zum Schutz vum Environnement an der Utilisation rationnelle vun den natierleche Ressourcen, wat mir viru véier Méint hei an der Chamber gestëmmt hunn, verweisen. Mat dësem Gesetz ënnerstëtzt de Lëtzebuerger Stat d'Croissance verte a subventionéiert - vun Etüde bis Produktiounsanlagen - d'Wirtschaft.

Den Aktiounsplang fir Ekotechnologien, deen am Regierungsrot vum 9. Januar 2009 guttgeheescht ginn ass, gesäit d'Grënnung vun engem Cluster „EcoDev" am Beräich vun den Ekotechnologien an am Développement durable vir. Et handelt sech ëm eng Plattform, eng Aart Netzwierk vu villen öffentlechen a privaten Akteuren, mam But d'Kompetitivitéit vun den Entreprisen, déi am Beräich Ekotechnologien täteg sinn - also zum Beispill am Beräich vun den erneierbaren Energien, Offall, Energieeffizienz an esou weider -, via Synergien, also gemeinsam Projeten, Austausch vun Know-how an esou weider ze verbesseren. An anere Wierder, de Cluster „EcoDev" erlaabt et den Entreprisen hir Recommandatiounen un de Stat, awer och un déi aner Entreprisë weiderzeginn an auszetauschen, fir datt dee ganze Secteur hoffentlech eng Eegendynamik kann entwéckelen.

Véier weider Clusteren ënnersträichen d'Efforten am Beräich vun der Diversification économique. Et sief opgezielt „Surfmat" am Beräich vum Traitement vu Surfacen a vun neie Materialien, „InfoCom" am Beräich Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologie, „AeroSpace" Loft- a Raumfahrttechnologien a „BioHealth" Gesondheetswëssenschaften an Technologien.

Här President, Energieberodungen op internationalem, nationalem, regionalem a Gemengenniveau iwwer zum Beispill „myenergy", Luxinnovation oder IRENA - wou mer gëschter d'Statuten hei an der Chamber gestëmmt hunn - wäerten ëmmer méi wichteg ginn. D'Förderung vun der regionaler Ekonomie - an et ass schonn ugeklongen -, fir lokal ekologesch Produkter ze produzéieren, ass een anere Moyen, dee sech an d'Iddi vum Développement durable areit. De Finanzsecteur, och dat ass scho gesot ginn, ee Secteur, dee bei eis am Land eng grouss Bedeitung a Responsabilitéit dréit, soll och ekologesch Projeten, zum Beispill duerch méi niddreg Zënsen, favoriséieren. Dëst ass schonn an Usätz gemaach ginn, zum Beispill beim Kaf vun ëmweltschounenden Autoen.

D'Ëmdenken an d'Uwende vun enger ekologescher Steierreform ass een anert Thema, wat ee soll a muss diskutéieren. Mir brauchen duerfir awer och een Ëmdenken an eiser Gesellschaft, bei eise Bierger an an de Betriber. Dëst geet wahrscheinlech net vun haut op muer, an duerfir sinn esou Debatte wéi déi vun haut och wichteg.

Dës Wirtschafts- a Finanzkris kann eng Méiglechkeet sinn, fir eng méi nohalteg Orientatioun an eis Ekonomie ze integréieren. Mir sinn zum Deel schonn haut domadder konfrontéiert, datt eis Energiereserven - haaptsächlech Gas a Pëtrol - net onendlech disponibel sinn. Mir mierke scho bei eis am Land, wéi vill Diskussiounen zum Beispill eng Änderung vum Waasserpräis ausléist a wéi vill Problemer verschidde Betriber domadder hunn. Berechtegt oder net berechtegt, och do si mir gezwongen eng Léisung ze fannen, déi d'Nohaltegkeet respektéiert, awer och d'ekonomesch Problemer léist.

Duerfir brauche mir eng Efficacité énergétique an ee verstäerkte Gebrauch vun erneierbaren Energien, déi och d'Basis vun eiser Wirtschaft ginn. Am Rapport gëtt an deem Sënn och vun engem Pacte de collaboration mat de Gemengen, am Intérêt vum Klima, geschwat. Ech hoffen an deem Kontext, datt dann awer och den zoustännege Minister vum Intérieur seng Meenung ännert an de Gemengen dat och erméiglecht. Ech perséinlech sinn der Meenung, datt d'Gemengen hei schonn eng Virreiderroll gespillt hunn, och wa si a sougenannten Ëmweltdossieren oft op ganz massiven administrative Widderstand getraff sinn. D'Ëmdenke bei de Leit geet oft mat de Partner un, an déi am nootste sinn, dat sinn nun emol d'Gemengen.

Zum Schluss nach eng perséinlech Remarque: Gëschter, also den 8. Juni 2010, war den internationalen Dag vum Mier. An ech muss Iech soen, datt eent vun deene schlechteste Beispiller an dësem Kontext vun dem Développement durable war, datt ech direkt un d'BP geduecht hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Claude Haagen. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Regierung d'Wuert, fir d'éischt den Ëmweltminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol wollt ech soen, datt ech denken, datt et eng gutt Iddi war vun der Chamber fir dësen Débat an d'Plénière ze bréngen, well de Sujet vun der nohalteger Entwécklung een ass, deen ëmmer erëm muss eng Plattform fannen an der Öffentlechkeet.

Net fir d'lescht eben an der Chamber, well besonnesch am Kontext vun der Akzeptanz, déi mer an Zukunft wäerte brauchen, fir d'Projeten, fir Mesuren ëmzesetzen an eiser Gesellschaft, mat der Zivilgesellschaft, fir konkret de Klima-, Natur- an Ëmweltschutz virunzebréngen, mengen ech ass dat ëmmer erëm ganz wichteg. Och wa mer en Ëmdenke wäerte brauchen an eiser Gesellschaft, mengen ech muss ëmmer erëm eng Plattform fonnt gi fir dës Diskussioun. Ech wollt och dem Rapporteur Merci soen an och deenen eenzelnen Deputéierte fir all déi Beiträg, déi haut hei geleescht goufen a wou ech mer eng ganz Partie Saachen och verhalen hunn.

Fir d'éischt emol wollt ech soen, datt de Claude Wiseler an ech eis natierlech dee Sujet hei opgedeelt hunn. Dat wat ech net soen, seet hien - oder bal -, well de Sujet esou vaste ass, datt mer natierlech net alles kënne soen. Mir kënnen emol net alles soe wat mer amgaang sinn ze maachen. Ech wäert awer och dorobber zréckkommen, well jo gemengt gëtt, mir hätte jo e Joer laang geschlof. Dat hu mer selbstverständlech iwwerhaapt net gemaach, an ech wäert duerfir och op eng Partie Saachen agoen.

Fir d'éischt emol wollt ech soen, datt ech virun allem op eng Partie Aussoe vum Rapport wäert agoen, virun allem och déi, wou vun de Points négatifs vum Avantprojet Rieds geet. Ech wäert awer och, well dat natierlech mäin Dada ass, och op d'Energie agoen, an deem Kontext och op de Logement, natierlech op den Natur- an Ëmweltschutz, d'Biodiversitéit, a virun allem och do probéieren eng Rei Pisten,

awer net nëmme Pisten, och konkret Projete virunzeginn, déi mer amgaang sinn ze maachen, respektiv déi mer scho gemaach hunn.

Fir d'éischt eppes zu de Kritike vum PNDD. Et ass deelweis ugeklongen, och an de Wierder vum Rapporteur, wou gesot ginn ass, en ass net aktuell - ebe well d'Kris natierlech an der Zwëschenzäit hei am Land, an net nëmmen hei am Land, stattfënnt - d'Indicateure missten aktualiséiert ginn, wat effektiv richteg ass. An do wéilt ech direkt soen, datt de PNDD jo am Moment amgaang ass vervollständegt ze ginn.

Dat hei ass eng Etapp gewiescht, den Avis vun der Chamber. De Rapport vun därselwechter wäert dann och integréiert ginn an déi Reflektioune vun der Commission interdépartementale, déi jo laut Gesetz vun 2004 dat da wäert virunentwéckelen. Duerno wäert den zoustännege Minister de Projet an d'Chamber ginn. An d'Chamber huet jo dann d'Méiglechkeet en unzepassen, wa se dat da wëll.

Just an dräi, véier Sätz, wat nach soll geschéien. Dat Kapitel iwwert de Monitoring, dat véiert Kapitel, gëtt erweidert. Dat ass och scho gesot ginn zum Deel. Virun allem gëtt awer dat éischt Kapitel mat deenen net nohaltegen Tendenzen aktualiséiert - selbstverständlech muss dat och gemaach gi mat deene politeschen Initiativen - an dat gëtt duerch d'Kommissioun selbstverständlech ergänzt. Da gëtt d'Kapitel vun der Krisebewältegung duerch d'Nohaltegkeet duerch den OECD-Bericht erweidert, a virun allem awer och duerch den Avis vun dëser Chamber.

Dat Kapitel vun der internationaler Responsabilitéit gëtt och nach ergänzt, aktualiséiert mat dem IPCC-Bericht an, last but not least, gëtt och nach een duerch den Expert, dee jo de Projet vum PNDD begleet huet, de Professer Spangenberg, dee wäert och ee Virschlag maachen nach mat Prioritéiten, Handlungsziler a Moossnamen, déi mer jo och haut op dëser Plaz diskutéieren.

Ech wollt e Saz zu den Indicateuren och soen. De Fernand Boden huet dat ganz gutt skizzéiert, wéi dat och technesch soll weidergoen. Ech ginn duerfir net drop an, wéi d'Gesetz fonctionnéiert, dat wësst Der. Mä ech wollt awer soen, datt mer natierlech een neie Jeu vun Indicateurs développement durable brauchen. Mir brauchen Indicateurs de suivi engersäits fir d'Ëmsetzung vum PNDD, selbstverständlech, a mir brauchen och Indicateuren, déi méi generell sinn, déi an de Kontext vun eiser Diskussioun dann och erapassen. An déi Aarbecht wäert dann och an Zesummenaarbecht mat deemselwechten Expert gemaach ginn, dee jo participéiert huet un der Ausschaffung vum PNDD. An do wäert e virun allem och déi existéierend Indicateuren, déi et ginn, déi wäerten do Berücksichtegung fannen, besonnesch och déi Indicateure vun dem Tableau de bord, d'Wettbewerbsfäegkeet an, Dir wësst dat, dat huet de Fernand Boden och gesot, datt déi Aarbecht och cofinanzéiert gëtt vum Eurostat.

Dann, wat wichteg ass: Enn September dëst Joer gëtt dann e Rapport informatif, en nationale Rapport gëtt da virgeluecht, deen da genee déi Indicateure behandelt. An deeselwechte Rapport gëtt dann och prioritär der Chamber zur Verfügung gestallt, respektiv dem Conseil supérieur vum Développement durable.

Dat kuerz zu den Indicateuren. Ech wollt da just ee Saz soen zum Partenariat, wat jo schonn e puer Mol ugeschwat ginn ass. De Claude Wiseler wäert och an e puer Sätz drop agoen. Ech wollt soen, datt mer dee Prozess lancéiert hunn, datt deen och virgestallt gouf, datt et eng Aart Multipartite ass, datt et eng Diskussioun ass. An do ginn ech dem Camille Gira an och dem Eugène Berger Recht: Mir hunn net nach Zäit fir nach 100-mol ze diskutéieren. Et muss déi leschte Kéier sinn.

Dat wat mer brauche fir déi Diskussioun, dat läit zum allergréissten Deel um Dësch. Dat hunn, ech soe mol, eis Virgänger op den Dësch geluecht, wann et nach net do louch. Et sinn Etüden do. D'Mesuren hu mir eigentlech an eise Käpp, déi mer mussen ëmsetzen. Mir brauchen awer, jiddefalls fir een Deel vun deene Mesurë brauche mer d'Akzeptanz vun dobaussen, vun der Zivilgesellschaft. Mir brauchen déi an duerfir muss déi Diskussioun och esou gefouert ginn, datt mer déi verschidde Beräicher, déi ech elo net nach eng Kéier ernimmen, also déi verschidde Partië brauche mer um Dësch, dat ass ganz wesentlech.

A virun allem brauche mer och konkret Mesurë fir deen zweeten nationalen Aktiounsplang, fir d'Évitéiere vun Zäregasen op d'Been ze stellen, respektiv och deen Exercice, deen all Memberland muss maachen, dee Plan national fir d'Upassung un de Klimawandel.

Ech wollt op eppes anescht agoen, well dat mir wuel sou wichteg schéngt wéi de Partenariat, dat ass de Pakt Klima. Ech wëll déi Saachen och gutt auserneenhalen, datt jiddwereen dat versteet. D'Partenariat fir Émwelt a Klima ass déi Multipartite. De Pakt Klima - et steet och esou am Accord gouvernemental -, dat ass ee Pakt mat de Gemengen. Ech vergläichen e mam Pacte logement, dee mer gemaach hunn, wou an der Zwëschenzäit 101 Gemeng derbäi sinn. Et sinn zwou, dräi Gemengen, déi nach wäerten derbäi kommen. Dat soll am Fong eng Konventioun ginn tëschent Regierung an eenzelne Gemengen, fir engersäits Bilanzéierung ze maachen, ënnert dem Motto „global denken, lokal handelen". An op där anerer Säit wëlle mer awer net nëmmen u konkret Verpflichtunge bei deene Konventiounen denken, wéi et zum Beispill am Pacte logement ass, mä datt och Suen dodrun hänken, datt d'Gemenge wëssen, mat wat datt se kënne rechnen.

Dat ass ganz wichteg. Dir wësst, datt mer - och eis Virgänger schonn - am Émweltministère en Émweltschutzfong op d'Been gesat hunn, dee genau dat dote speist, deen déi Projeten aus de Gemengen, ob dat Réseaux de chauffage sinn, ob dat Gebaier sinn, déi no Niddregenergie-Standard gebaut ginn. Ob dat energetesch Konzepter sinn, ob dat Berodung ass. Do ass et esou, datt mer an deene leschte Joren, ech hunn dat eng Kéier kuerz nogekuckt, vun 2005 bis 2010 sinn ëmmerhin 13 Milliounen Euro a Projete vu Gemenge gefloss, a mir hunn och Engagementer fir déi nächst dräi, véier Joer, Engagementer an Héicht vun eelef Milliounen Euro, wou d'Gemenge ganz aktiv sinn.

An ech hu schonn dacks gesot, datt wann de Klimaschutz eng Visibilitéit huet zu Lëtzebuerg, dann ass dat zu engem groussen Deel op d'Gemengen och zréckzeféieren, an net nëmmen op d'Klimabündnisgemengen, virun allem op déi, déi 35, mä och op anerer. Do muss ech soen, datt vun de Verantwortlechen an de Gemenge ganz vill gemaach gëtt, a fir eis als Ministère sinn dat och privilégiéiert Partner an Zukunft ganz kloer an der nohalteger Entwécklung, dat heescht am Émwelt-, am Natur- an am Klimaschutz an och am Logement. Ganz däitlech.

(Interruption)

Dir huelt mer de Saz aus dem Mond, Här Gira, well ech genau dat do elo wollt soen. Mir sinn amgaang déi Blocagen ze analyséieren an ze écartéieren, déi dann, wann der nach do solle bestoen; mir hate Réuniounen an deem Kontext, fir deem ze entspriechen.

An ech wëll och, dat wollt ech och soen, légiféréieren, wat dee Pakt Klima ubelaangt. Ech mengen, datt dat wichteg ass, datt d'Gemenge wësse wou se dru sinn an Zukunft, wa se aktiv ginn an deem Beräich, an ech sinn och amgaang un engem entspriechenden Text ze schaffen. An deen Text entsteet och zesumme mat dem Innenminister, fir och de Camille Gira an där Hinsicht ze berouegen.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Da wollt ech och soen, datt selbstverständlech en anere Punkt, dee mengen ech och an der Kommissioun diskutéiert gëtt, fir um Niveau vun de PAGen, datt een d'Méiglechkeet kritt, datt d'Gemengen eng Rei Prescriptioune kënne festleeën, sief dat d'Obligatioun vum Uschloss un ee Wärmenetz oder och d'Konditiounen am energetesche Beräich. Dat ass scho vu Gemenge gemaach ginn an der Vergaangenheet. Mir brauchen effektiv awer eng Base légale, datt dat an Zukunft ka geschéien.

Da wollt ech soen, an dat steet och am Accord gouvernemental, fir de Pakt Klima ofzeschléissen, datt mer natierlech och mussen de Fong upassen, datt mer d'Dotatioun vum Émweltschutzfong mussen upassen, datt mer och déi Suen hunn, fir dat an Zukunft kënnen ze maachen.

Ech wollt dann op eng Rei Suggestioune vun der Kommissioun agoen. Ech hu gesot, am Kader vum Partenariat gëtt diskutéiert, a bis déi Konklusiounen um Dësch leien, sou laang wëlle mer net waarden. Dat wëll ech dann nach eng Kéier däitlech soen. Mir hunn eng Rei Saache gemaach, si mer amgaang ze maachen, och déi am Accord gouvernemental drastinn, an hei op der Tribün wollt ech elo eng Partie vun deene Mesuren awer och, also Reflexiounspisten, an och Moossnamen eng Kéier däitlech eriwwerginn.

Fir d'éischt mol e puer Sätz zur Energieeffizienz an zu den erneierbaren Energien. Am Beräich vum Bau si mer amgaang eng Reflexioun ze maachen um Niveau vun der Wärmeschutzverordnung, déi gëtt et nach net ganz laang, déi ass vun 2008. Ech denken, datt mer do e bësse spéit u waren. Mä elo musse mer awer virugoen. Wann ech d'Wärmeschutzklasse kucken, eng D ass iwwerlieft. Net fir näischt hunn ech als Logementsminister an der Presentatioun vum néngte Fënnef-Jores-Plang fir de subventionnéierte Wunnengsbau drageschriwwen, datt an Zukunft vun de Gemengen, vum Fong, vun der Société nationale a vun all deenen aneren nach just een Triple B realiséiert gëtt. Dat heescht, eng Energieklass B, en Triple B och wat den CO_2-Ausstouss ubelaangt, an esou weider. An ech mengen, datt een déi Reflexioun muss weider dreiwen.

Et ass och dat, wat am Accord gouvernemental drasteet. Do steet effektiv dran, datt wann no 2010 de Stat nei Gebailechkeete baut, datt en dann engem niddregen Energiestandard muss entspriechen.

Eng aner Reflexioun geet an déi Richtung, ob een net e gewëssene Pourcentage erneierbar Energie soll virschreiwen, wa Leit nei bauen. Dat gëtt an Däitschland gemaach. Do mussen zënter dem 1. Januar 2009 deelweis erneierbar Energië benotzt ginn, zum Beispill 15% am Solarberäich fir d'Heizung ze ënnerstëtzen oder, et kann ee wielen, 50% Biomass oder wéi och ëmmer. Ech mengen, datt dat méi wéi eng Iwwerleeung wäert ass.

Eppes aneschters, wat kënnt vum 1. Januar 2011 un, dat ass d'Performance énergétique um Niveau vun de funktionelle Gebaier, dat wësst Der, wat, mengen ech, eng substanziell Verbesserung brëngt vum Parc, vun eben deeneselwechte funktionelle Gebaier.

Dann eppes Weideres, wat mer wëlle maachen, dat ass natierlech d'Albausanéierung, wou mer jo net nëmmen dervu schwätzen. Do ass et och esou, datt an deem Kontext mer probéiere fir den Energiepass am Kader vun de Regimen, vun den Aides financières, datt mer dee méi no do wëllen uleenen; eppes wat mer amgaang sinn ze maachen.

An dann huet och de Minister probéiert Gas ze ginn, fir datt d'Leit d'Sue méi séier solle kréien. Well et kann net sinn, ech hunn dat schonn eng Kéier hei erkläert, datt et bis 15 Méint dauert bis d'Leit hir Sue kréien - net bei den erneierbaren Energien, do si mer op dräi Méint, do si mer ganz no bäi -, mä ebe bei de Passivhaiser, bei den Niddregenergie-Haiser, bei der Albausanéierung. Well mer bis elo nëmmen een eenzegen Ingénieur haten, fir déi Dossieren ze kucken, hu mer elo ee Wee fonnt, fir dann eis iwwert d'Agence de l'Énergie hëllefen ze loossen, fir datt dat méi séier geet. Et kann net sinn, ech soen dat ganz bewosst an och eegeresponsabel, datt jonk Leit mussen op hir Sue waarden, mat deene se gerechent hunn, wa se e Passivhaus bauen, wou ee bis zu 40.000 Euro ka kréien.

Dann, dat ass och schonn ugeschwat ginn, iwwert d'Outils bancaires si mer amgaang och nozedenken, an zwar am Kontext vun deene Prêts bonifiés, wou mer amgaang sinn Texter ze maachen, fir dat ze kréien. Ech wëll awer soen, datt et schonn eppes do gëtt, dat wësse vläicht vill Leit net, bei de Subventions d'intérêt, och bei de Bonifications d'intérêt, déi jo elo an der Diskussioun waren am Kontext vum Spuerpak. Do gëllt zënter dem 1.1.2009, datt een déi Subventioun bis zu engem Montant vu 50.000 Euro ka kréien am Regime vun den Aiden, Aides étatiques, am Kontext vun der Energieeffizienz a vun erneierbaren Energien.

Dann, wou vill, mengen ech, amgaang ass och ze lafen, dat ass - wann ech dat hei soen, soen ech dat ëmmer och am Kontext vun der Aarbecht vu mengem Kolleeg Energie-... Ekonomieminister - bei der Berodung. Bei der Berodung, wat wierklech en A an en O ass, wou mer eng Couverture nationale brauche vun där nationaler Struktur, déi „myenergy" heescht. Ech mengen, datt d'Berodung an an deem Fall eben och „myenergy" an Zukunft wäert ee Rôle clé spillen. Do ass vill Aarbecht am Virfeld geleescht ginn, vun zum Beispill engem Réidener Kanton, wou wierklech och Pionéieraarbecht geleescht ginn ass.

Ech mengen, datt een dat alles muss verstäerkt valoriséieren. „myenergy" offréiert jo och dann e gratis Service souwuel um Niveau vun enger Hotline wéi dann, wou se och amgaang sinn, Infopoints iwwert d'ganzt Land mat de Gemengen, mat de Gemengesyndikater opzeriichten. Do ass d'Kollaboratioun vun de Gemenge gefrot, datt net am loftleere Raum herno Berodung geschitt, mä datt dat zesumme geschitt mat de Gemengeresponsabelen, mat Kommissiounen, datt och Aktivitéiten un déi Berodung gehaange ginn, fir datt d'Leit dat och net nëmme profitéieren a Form vu Berodung, mä datt dat dann och op eng ganz plastesch Manéier virgefouert gëtt, wéi ee ka säin aalt Haus sanéiere respektiv wéi een nei baut.

Da wollt ech soen, datt am Kontext vun deem néngte Fënnef-Jores-Plang, subventionéierte Wunnengsbau, deen ech virdrun ernimmt hunn, mat der Klass B an Zukunft, et awer esou ass, datt eng ganz Partie flott Pilotprojeten un deem Projet hänken. Et ass virdru gesot ginn, ech mengen den Eugène Berger huet dat gesot, scho viru Joren hätte mer Pëtschent gemaach an duerno wär näischt méi geschitt. Also, all Respekt fir dat, wat déi Leit, wat déi Responsabel aus der Gemeng vu Pëtschent gemaach hunn, well deen, dee virgeet, huet et jo ëmmer schwéier, deen d'Pionéieraarbecht muss maachen.

Mä wann ech déi Projete kucken, déi elo d'Gemengen zesumme mat dem Ministère vum Logement, vum Développement durable, dacks mam Ministère de l'Économie, mam Fong maachen, da muss ech soen, datt dat wierklech weist, wat Nohaltegkeet ass. Well nohalteg bauen a wunnen ass wesentlech méi wéi Energieeffizienz, ass méi wéi baubiologescht Baumaterial, ass méi wéi Mobilitéitskonzepter. Et ass och nach méi wéi eng gesond Raumloft oder wéi Siedlungsesthetik, wéi Gréngflächen, wéi Mobilitéitskonzepter. Alles dat ass wesentlech.

Mä zu deem, wann ech soen nohaltegt Wunnen a Bauen, da muss een déi dräi Pilieren, déi och schonn hei ernimmt si ginn, berücksichtegen. Da muss een och d'sozial Kohesioun kucken. Well mer sozial Mixitéit brauchen an eise Siedlungsprojeten, well mer eng Mixitéit vun urbane Fonctioune brauchen, wou alles dran ass, och Sport, Fräizäit, Kultur an esou weider an esou fort.

D'Ekonomie, dat ass deen drëtte Pilier. Datt déi Projeten, déi Terrainen oder déi Wunnengen och erschwénglech sinn, och dat ass ee ganz wesentlechen Deel. A wann ech kucken, an ech wëll se och eng Kéier kuerz ernimmen, well do vill Efforte gemaach ginn: Dat ass eng Gemeng Diddeleng mat der Cité du futur; dat ass Beetebuerg mat Obeler, engem geplangte Modellduerf; nohaltegt Wunne mat Iechternach, mat der Éco-Cité Manertchen; mat Wolz; d'Valoriséierung vun de Frichen; Biekerech mat engem innovative Wunnprojet am ländleche Raum; oder och Hesper mat Plus-Energie-Haiser. Plus-Energie-Haiser, wat jo ganz, ganz wesentlech ass. Och dat steet am Accord gouvernemental, datt mer wëllen esou Demonstratiounsobjete verstäerkt weisen; Haiser, déi méi Energie produzéieren, wéi se der verbrauchen.

Alles dat ass, wéi gesot, nohaltegt Bauen a Wunnen. Ech wëll nach ee Saz dozou soen och, datt de Minister zesumme mat dem ÖkoZenter amgaang ass, eng Zertifizéierung fir nohaltegt Bauen a Wunnen ze maachen. Datt Privatpromoteuren, an awer och öffentlech Promoteuren e Label kënne kréien, eng Zertifizéierung kënne kréien, déi se an hir Fënstere kënnen hänken, wa se hir Wunnengen, hir Haiser verkafen, wou zertifizéiert ass, datt se méi maache wéi nëmmen energieeffizient Bauen a Wunnen, mä datt alles, déi verschidden Aspekten, déi ech elo genannt hu wéi gesond Raumloft, wéi uerdentlech Baumaterialien, wéi Mobilitéitskonzepter, datt déi Bestanddeeler si vun där Zertifizéierung, am Fong eng Aart Weiderentwécklung vun der grénger Hausnummer zesumme mam ÖkoZenter.

Ech wëll dann nach vläicht eppes Generelles soen zu den erneierbaren Energien. Och do ass den Ekonomieminister amgaang. Dir wësst , datt e bis den hallwen oder bis de leschte Juni e Plang op Bréissel kommunizéiere muss, wou e seet, wéi mer an Zukunft verstäerkt erneierbar Energien notzen. An do hu mer Nachholbedarf. Do hu mer ganz sécher Nachholbedarf.

Mä et ass net ëmmer einfach zu Lëtzebuerg. Ech kéint Iech e Liddchen dovunner sangen. Wann e grousse Wandpark am Süde vun eisem Land geplangt ass an et gëtt eng europäesch wäertvoll Flantermaus-Populatioun do - dat ass och net fir ze laachen -, da muss ee Weeër fannen, datt dann déi zwou Saache matenee vereenegt ginn.

Ech als Minister gerode kaum an de Verdacht, fir géint erneierbar Energien ze sinn. Mir hunn dee gréisste Wandpark bei eis am Eck, an duerfir muss een ëmmer erëm ganz pragmatesch ee Wee fanne fir Wandmillen, Wandanlage kënnen ze autoriséieren.

Mä an der LUXRES-Etüd geet net nëmme vun der Wandenergie Rieds. Et geet virun allem och vun der Solarenergie Rieds an et geet och vu Biogasanlage Rieds. Nach ëmmer sinn eng ganz Partie Projeten, déi ënnerwee sinn, Gott sei Dank, bei Biogasanlagen. Ech hu mer och erlaabt viru kuerzem een Arrêt ze huelen, fir einfach och de Gebrauch vu planzlechen an déieresche Fetter an Uelecher méiglech ze maachen an de Biogasanlagen, fir och do d'Chancë méi grouss ginn ze loossen, fir datt rentabel kann an den Anlage geschafft ginn.

Aner Moyenë sinn natierlech d'Aspeise vu Biogas am Äerdgasnetz, wéi dat zu Kehlen geschitt, eng ganz grouss Anlag, wou och elo e groussen Deel vun der organescher Fraktioun vun der Stad Lëtzebuerg dohinnerkënnt. Ech wäert och als zoustännege Minister fir Offall derfir suergen, datt verstäerkt Alholz ka genotzt ginn, valoriséiert ginn. Mir notzen de Moment nëmme 4% vun eisem alen Holz zu Lëtzebuerg. Ech wäert och derfir suergen, datt bei der organescher Fraktioun, datt mer do méi e groussen Undeel ofschäffen an Zukunft iwwer eng Poubelle verte oder wéi eng Systemer och ëmmer. De Moment leie mer bei 43%, wat mer am Déchetsberäich hunn. Ech soen herno nach ee Saz dozou.

Vläicht zwou relativ spektakulär Zuelen awer. Ech hunn emol eng Kéier ausgerechent, wéi vill Subventiounen d'Regierung, déi sukzessiv Ministeren, déi am Environnement aktiv waren, mat deene jeeweilege Regierungen opgestallt hunn. Mir kommen do op net manner wéi 185 Milliounen Euro, déi u Primen an un Aiden zënter 2001 bezuelt goufen am Beräich vun den erneierbaren Energien a vun der Energieeffizienz.

(Interruption)

Fir och ze soen, datt mer eng Zuel hunn, wou - ech denken, datt de Claude Wiseler eppes dozou seet - och d'Emissioun vun Zäregasen 1990 ëm 9% erofgaange sinn, zirka. Dat si provisoresch Zuelen. Do kann een natierlech soen, ech ginn och net dorop an: Dat ass d'Kris, hei an do. Ech wëll awer soen, datt eng ganz Partie awer Efforten och gehollef hunn, fir eng Rei Saache fäerdeg ze bréngen.

.Ech wollt dann nach zwee Sätz soen zum Naturschutz an zur Biodiversitéit. De Rapport vum Observatoire - dee jo bal viru kuerzem, et wäerten dräi Méint sinn, wou e virgestallt gouf - gewisen huet, datt mer u sech eigentlech, wat d'Mesuren ubelaangt, an den Délaie sinn, wat jo positiv ass. Do, wou mer Retarden nach hunn, dat ass wat d'Acquisitioun vun den Terrainen ubelaangt.

An eppes, wou mer amgaang sinn awer d'Texter elo ze kucken - déi éischt Texter si fäerdeg -, dat ass de System fir d'Kompenséierung vu Biotopen. Do hu mer déi éischt Texter. Muer an enger Pressekonferenz wäerte mer och kuerz dorop agoen. Mat dem Flächepool, mat engem Ökokonto, fir d'Méiglechkeet ze kréien, datt een an Zukunft kann d'Verschwanne vu Biotopen entspriechend kompenséieren, wat jo och Bestanddeel vum Accord gouvernemental ass.

Da wëll ech nach vläicht soen, datt d'EU nei Ziler wäert presentéiere wat d'Biodiversitéit, d'Erhale vun der Biodiversitéit ubelaangt. Och weltwäit op der Konferenz am Oktober a Japan wäerten do nei Ziler komme a mir wäerten entspriechend och eisen Nationale Plang fir Naturschutz dann upassen.

Vläicht nach ee Saz am Kontext vum Naturschutz. Mir wäerte probéieren, verstäerkt och op d'Propriétairen duerzegoen, an zwar um Niveau vun de Biodiversitéitskontrakter. Ech mengen, datt do nach ganz vill Reserve sinn am Dialog mat der Landwirtschaft an datt mer och probéieren, d'Gesamtheet vum Réseau Natura 2000 mat deenen ekologesche Korridoren am Plan sectoriel da verankert ze wëssen.

E leschte Saz zum Naturschutz soll de Gemenge gëllen, well ech och mengen, datt do d'Gemengen, nieft den ONGen an nieft och deene staatleche Stellen, der Verwaltung erëm e privilégiéierte Partner sinn. De kommunalen Naturschutz gëtt méi wichteg, an ech selwer komme jo als President vun enger Station biologique aus deem Beräich. Mir wëlle verstäerkt och eng Couverture nationale erreechen am Oste mat dem Naturpark Mëllerdall, mat deem zukünftegen Naturpark Dräilännereck, wou ech amgaang sinn och déi Iddi ze relancéieren. Do, mengen ech, kréie mer déi Couverture nationale, déi mer brauchen.

Mir wëllen och um Niveau vum Naturschutzgesetz, wat mer amgaang sinn ze finaliséieren - do läit een Text um Dësch, dee wäert ech och deemnächst presentéieren -, wou mer dat ganzt Naturschutzgesetz revidéieren, upassen, an do wäerten och d'Gemengen, de kommunalen Naturschutz, eng wichteg Roll spillen.

Loosst mech zum Schluss nach ee Saz soen iwwert den Ëmweltschutz selwer. Vläicht nach ee Saz och zu engem Bodenschutzgesetz. Dat wollt ech dem Fernand Boden extra soen, datt mer och amgaang sinn dorunner ze schaffen, Fernand. Och dat, mengen ech, ass ee ganz wichtegt. Och do hu mer en Text - en Texte martyr -, deen ee scho konnt liesen, fir datt mer och an deem Beräich virukommen.

Dann zum Ëmweltschutz selwer...

Une voix.- Deen ass vun 2003. Dir braucht deen nëmmen aus dem Tirang ze huelen.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Ma da kucke mer eis deen och nach un. Mir hunn elo en Text. Ech weess net, ob sech dorunner da vläicht awer schonn och orientéiert gouf. Ech wäert...

(Interruption)

Et ass gutt.

(Interruption)

Dann de Kaméidi am Beräich Ëmweltschutz, do wollt ech just soen, um Niveau vun der Regierung den 28. Mee - dat ass net laang hier, dat sinn e puer Deeg hier - hu mer, no där Enquête publique mat zwou Séances d'information, déi Pläng ugeholl, an zwar an engem éischten Temps déi dräi Pläng, déi grouss Achsen, d'Autobunnen, déi grouss Achsen um Niveau vun der Eisebunn an och d'Alentoure vum Flughafen, wou jo och geplangt ass, datt Aiden, Subventioune wäerte fléissen am Kontext vun der Isolation acoustique. Do wäerte mer awer nach e Règlement grand-ducal missen ausschaffen.

Ee Saz zu den Décheten, déi ech kuerz ugeschnidden hat am Kontext vun de Biogasanlagen. Do hunn ech jo och am Januar 2010 deen neie Plan de gestion virgestallt. An der Strategie, déi jo déi nei Direktiv muss ëmsetzen, steet dran, datt mer 50% vun den Haushaltsoffäll musse recycléieren. Mir sinn elo bei 43%. Mir sinn awer do Spëtzt an Europa. Mir hunn also do eis Hausaufgaben, mengen ech, gutt gemaach. Dat Eenzegt, wat mer nach musse fäerdeg bréngen, wéi gesot, déi organesch Fraktioun verstäerkt mat eranzehuelen an déi och verstäerkt iwwer Biogasanlagen ze valoriséieren.

Da vläicht, ouni elo nach op dat, wat mer um Niveau vun der Preventioun wëlles hunn ze maachen, anzegoen, nach ee Saz zur Loft, demLuftreinhalteplan, deen och zesumme mat der Stad Lëtzebuerg ausgeschafft ginn ass, wou d'Stad Lëtzebuerg och selwer Efforte wäert maachen, si hunn dat gesot, zum Beispill um Niveau vun der Busflott. Do spillt awer och den Tram eng Roll mat de Gares périphériques, wa mer deene Contrainten, deene Valeurs limites, déi mer elo kritt hunn, déi mer och am leschte Conseil haten, souwuel bei de Stéckoxyde wéi och bei de Particules fines. Souwuel déi am Zéng-Mikrometer-Beräich wéi déi am 2,5-Mikrometer-Beräich, wou jo probéiert gëtt, eng generell Ofsenkung vun der Belaaschtung vun de Stied ze erreechen.

Dat ass am Fong dat, wat ech als mäi Part wollt leeschten. Ier elo de Claude Wiseler virufiert, wollt ech awer vläicht e leschte Saz soen. Éischtens nach eng Kéier Merci fir déi Beiträg vun haut de Mëtteg iwwerhaapt, datt mer dat konnten haut maachen. Ech mengen awer, datt mer ganz vill Courage a ganz vill Duerchsetzungsvermëige wäerte brauchen an Zukunft, fir an eiser Gesellschaft a virun allem och mat eiser Gesellschaft, mat der Zivilgesellschaft, d'Zil vun enger méi nohalteger zukünfteger Gesellschaft ze erreechen.

Ech mengen awer, datt de PNDD ee Moyen kann a wäert sinn. An deem Beräich do ass vill Aarbecht dragestach gi vu villen Akteuren.

Meng Schlussfolgerung soll och déi sinn, datt mir alleguerten, ech wëll dat och däitlech soen, d'Politik selbstverständlech, awer net nëmmen d'Politik, d'Gemengen an op Statsniveau, datt am Fong jiddweree vun eis, vun de Leit dobaussen, eng Verantwortung huet a jiddweree sech soll Gedanke maachen: Wéi kann ech mech a mengem deegleche Liewe mat menge Gewunnechten, déi mer léif sinn, wéi kann ech déi veränneren, fir an Zukunft méi verstäerkt nohalteg ze liewen? Dat och en vue vun enger nohalteger Zukunft, wierklech am Sënn vum Wuert, vun eise Kanner.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Minister Marco Schank. An elo kritt nach d'Wuert den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech mengen, eng Regierung an eng Chamber kann och, soll och kritesch sinn, wa se e Bilan mécht. Déi Saachen, déi ee politesch an enger Rei Jore mécht, muss een ëmmer kritesch analyséieren. Et muss een ëmmer Konklusiounen doraus zéien. An et muss een ëmmer kucken, aus deem, wat gemaach ass, an aus deene Konklusiounen, déi een zitt, och Léieren ze zéie fir déi Aktiounen, déi ee fir d'Zukunft hëlt.

Ech fannen dat also en normalen Exercice, dee mer hei gemaach hunn, soen der Chamber och Merci fir a sech déi objektiv Aart a Weis, wou konnten op eng onpolemesch Aart a Weis déi Diskussiounen an dem Fernand Boden senger Kommissioun gefouert gi mat all de Leit zesummen, an inklusiv och en fin de compte haut de Mëtteg.

Ech wëll och elo net, well ech net méi vill Zäit hunn, kee grousse Bericht maachen iwwert dat, wat elo alles an deenen Departementer nach gemaach gëtt, well villes wär dozou ze soen, villes, wat och an dëse Kontext géif erapassen. Haut geet et jo awer am Fong ëm en Avis, deen Dir gitt zu engem Plan national de Développement durable. An ech weess och net, ob et haut un der Regierung ass, fir dann elo erëm Stellung zu Ärem Avis ze huelen an dësem Moment. Ech weess net, ob deen Exercice esou geduecht ass.

(Interruptions)

Dofir limitéieren ech mech dorop, op eng Rei Froen, déi Der gestallt hutt, ze äntwerten.

Eis Aarbecht, mengen ech, wär esou, datt mer elo missten higoen - dat war am Fong meng Konklusioun, mä vu datt Der mer elo d'Fro stellt, äntwerten ech direkt mat der Konklusioun -, et misst am Fong elo esou goen, an dat hu mer och wëlles, datt mer an deenen nächste Wochen alles dat, wat mer als Avisë kritt hunn, dee vun der Chamber, och eng ganz Rei anerer, dann huelen an där Commission interdépartementale, déi am Fong gesetzlech beoptragt ginn ass, éischtens dee Plang ze développéieren, infolgedessen och d'Suitë vun de Propositiounen ze maachen, datt déi dat elo wäert kréien, datt déi dann eng Kéier déi noutwendeg Rectificatiounen an deem, wat dann de Projet war vun deem Plan national de Développement durable, erabréngt an da mat enger zweeter Versioun weiderkënnt.

Mir hu gemeinsam, ech mengen, dat war am Abrëll dëst Joer, ofgemaach an der Kommissioun, datt mer, ier mer deen definitive Programm fir Adoptioun dann der Regierung virschloen, nach eng Kéier bei lech an d'Kommissioun diskutéiere kommen. Dat wäert fir den Här Schank a fir mech e grousse Plëséier sinn, dat dann och mat lech zesummen an der Kommissioun ze maachen.

E puer Wuert wëll ech awer nach soen iwwert d'Remarquen, déi gemaach gi sinn, just fir dorobber anzegoen.

Éischtens déi Diskussioun, déi gestallt ginn ass ronderëm déi ganz Froe vun der Mobilitéit an ob alles dat, wat elo an deene Programme gemaach gëtt, net gemaach gëtt, dann och konform zu dem Développement durable, konform zum IVL wär oder net.

Ech muss do ganz kloer soen, datt déi Mobilitéitspolitik, déi elo ëmgesat gëtt, ganz genau de Reflet ass vun där Politik, déi mer wëlle maachen an der Konformitéit zu dem Développement vun eisem Land an an der Konformitéit vun all deenen Iddië vum Développement durable. All déi Décisiounen, déi mer an der Mobilitéitspolitik an der Lescht geholl hunn, och déi fir Stroossen a Schinnen haut net ze maachen, mä op méi spéit ze verschiben, mengen ech, sinn aus finanzielle Grënn ze verstoen, mä sinn awer och justifizéiert zu engem ganz groussen Deel duerch déi Gedanken, déi haut op deenen eenzelne Bänken och ausgedréckt gi sinn.

Den „modal split", dee mer hunn, 25/75, ass bei all deenen Décisiounen als Zilsetzung bliwwen. Den Développement durable, esou wéi mer e kenne respektiv esou wéi en am IVL beschriwwen ass mat der Déconcentration polycentrique, dat heescht a sech den Développement vun dräi grousse Käre mat zwielef aner Niewenzentrumen niewendrun, ass och an deenen Décisiounen, déi mer geholl hunn, respektéiert ginn.

Mir wëllen och nach ëmmer mat deem, wat mer maachen, wunnen a schaffen, méi no beienee bleiwen. An den öffentlechen Transport wäert och nach wie vor Prioritéit behalen. All déi Décisiounen, déi geholl gi sinn, déi spigelen dat evidenterweis zréck.

Wa mer gesot hunn - ech ginn nëmmen een oder zwee Beispiller -, mir maachen elo déi Strecke vum Zuch Péiteng a Beetebuerg prioritär a mir loossen anerer zimlech spéit, mä dann ass et evidenterweis, datt wann ee kuckt, wou elo u sech déi Haaptachse sinn, wou mer Capacitéitsschwieregkeeten hunn, wou mer d'Leit mussen an den öffentlechen Transport a grousse Quantitéiten, mat grousse Capacitéite kréien, dann ass et noutwendegerweis op deenen do Strecken. Et ass dat wat mer brauchen, fir u sech deen „modal split", dee mer awer als Zilsetzung an eisem Développement durable hunn, fir deen och an d'Realitéit ëmgesat ze kréien.

Et ass evident, déi Choixen, déi elo getraff gi sinn, a wa mer och Stroossebauprojete weiderfueren, pousséieren, dann ass et, well mer zum Beispill d'Nordstad mat op där enger Säit der Stad Lëtzebuerg, mä awer och d'Liaison Micheville, well mer domat dee ganzen neien Entwécklungszentrum vun der Landesplanung Belval wëllen un den Autobunnsréseau ubauen. Dofir ass dee Stroossentissu fir eis wichteg an dofir gëtt deen och weidergefouert.

Dofir sinn d'Entwécklungsgebidder wéi zum Beispill de Ban de Gasperich, deen déposéiert ginn ass, och wichteg, well en am ganze Programm vun dem IVL dat Entwécklungsgebitt ass, wat mer ronderëm d'Stad, déi jo awer muss méi Potenzialitéite kréien, och wëlle maachen. An dofir gëtt och do investéiert. A wa mer do investéieren, maache mer net nëmme Stroossentissu, mä passe mer och ganz gutt op, datt den öffentlechen Transport seng Plaz kritt. An duerfir hunn ech drop gehalen, grad sou wéi mäi Virgänger d'Intentioun hat, fir déi Projete vun der Gare périphérique Howald zumindest an der éischter Phas zesumme mat de Stroosseprojeten ze déposéieren, fir och kloer ze weisen, datt dat en zesummenhängende Projet wär an datt mer dofir och géifen domadder weiderfueren.

Dofir hu mer elo an déi Programmer, déi vum Développement vun der Bunn, souguer nei Saache mat erageholl an de Finanzéierungsprogramm, déi initialement net virgesi waren. Zum Beispill déi ganz Entwécklung vun dem Logistikzentrum zu Beetebuerg bei der WSA, well mer et einfach als wesentlech considéréieren, datt mer do Finanzementer an deenen zwee, dräi nächste Jore virgesinn, well dat eis an der Développement-durables-Entwécklung, déi mer hunn, einfach de Fret vun eise Stroossen ewechhëlt an d'Méiglechkeete gëtt, deen op d'Schinn eriwwer ze kréien.

An ech kéint elo eng hallef Stonn weiderfueren, fir all déi Décisiounen, déi geholl gi sinn, an deem do Kontext ze justifizéieren a fir Iech ze weisen, wéi dat Ganzt sech a sengem Zesummenhang hält. An datselwecht, soen ech just nach hannendrun, dat ass, datt déi aner Politiken iwwert aner Mobilitéitszorten ähnlech gelagert ginn. All déi Efforten, déi mer elo maachen am Kader vun de Bussystemer, déi entwéckelt musse gi sécherlech an deenen nächste Joren, déi ginn och do drëm, fir eis Bussystemer méi effikass ze maachen. Do wou mer gesinn, datt mer net d'Capacitéiten hu respektiv, datt mer kënnen eventuell spueren, musse mer kucken, datt mer dat an de Grëff kréien op där enger Säit. Fir op där anerer Säit, do wou mer supplementar Besoinen hunn, an do sinn enorm vill Plaze vum September un, wou mer zousätzlech Capacitéite brauchen, fir datt mer eis all Méiglechkeete ginn, déi Capacitéiten do anzesetzen, wou mer se an Zukunft brauchen.

Datselwecht gëllt fir all déi Problematike vun de Park & Riden, fir all déi Problematike vun de Busspuren, fir all déi Problematike vun der Mobilité douce, wat an engem Konzept, wat notamment an dem Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» beschriwwen ass, deen deelweis elo iwwerholl gëtt mat deenen neie Prioritéiten, déi mer hunn, mä deen am Grondkonzept awer deeselwechte bleift an als Politik ëmgesat gëtt. Als Politik, déi e Ganzt ass an déi och Sënn mécht.

Vläicht e puer Wuert dann nach, well d'Zuele gefrot gi sinn, an ech wëll se nach eng Kéier hei soen, datt se och fir eis alleguer kloer sinn, déi vun den CO_2-Emissiounen. Mir haten 1990 13,17 Milliounen Tonnen CO_2-Emissiounen. Mir haten zwëschent 1990 an 1998 eng Baisse, relativ substanziell, op 9 Milliounen Tonnen erof, vun 13,17 op 9 Milliounen Tonnen erof. Vun awer dunn, vum Joer 2000, well mer eng ekonomesch Entwécklung kannt hunn, déi substanziell war, erëm eng relativ grouss Erhéijung fonnt vun 9 Milliounen erop op 13,3 Milliounen, a mir haten der 13,17 sengerzäit.

Mir hunn 2006 eng gewësse Stabilisatioun gehat a mir kennen awer elo an der leschter Zäit erëm eng Baisse an den Emissiounen. 2007 12,8 Milliounen Tonnen, 2008 12,5, an 2009, dat ass eng provisoresch Rechnung, den Här Schank huet et virdru gesot, 12 Milliounen Tonnen, wat par rapport zu 1990 eng Baisse vun 8,9% ronn ausmécht. Just fir Iech déi nei Zuelen och eng Kéier ze soen.

Wann ech dann eriwwer kucken op dat, wat dat fir den Transport heescht, well dat jo eisen Haaptproblem ass - all déi aner Facteure sinn net esou grouss Problemer, sinn der och, mä sinn net esou grouss Problemer wéi déi vum Transport. Wann ech dat kucken, wat heescht dat am Transportwiesen? Mir haten 2005 7 Milliounen Tonnen, an dat war dat héchste Joer, déi iwwert den Transport verbraucht gi sinn. Mir hunn der 2009 6,2 Milliounen Tonnen. Dat heescht, 12% manner wéi mer der 2005 haten.

Mir stellen och fest - et muss ee jo analyséieren: Wat sinn déi national, wat sinn déi international? Wann ech dat elo op déi national kucken, do gesi mer…

(Interruption)

Neen, neen.

…eng Tendenz, déi besonnesch ass. Dat heescht, op där enger Säit gesi mer, datt am Fong déi Autoen, déi fueren, déi Kilometeren, déi erofgeluecht ginn, datt mer am Fong vill méi ekonomesch ëmginn. Et gëtt vill manner Bensin verbraucht. An ech denken, datt déi ganz Politik respektiv déi technologesch Evolutioun - ech wëll jo net alles op déi gutt Politiken zréckhuelen -, och déi technologesch Evolutioun, an och d'Kris sot Der hannendrun, an och domat hutt Der Recht, mä déi dräi Facteuren zesummen, eng Politik, déi dohinner gedréckt huet. D'Kris plus d'ekonomesch respektiv technologesch Evolutioun weist, datt mer am Fong vill manner pro Kilometer brauchen. Mä, op där anerer Säit, datt mer och vill méi Kilometere fueren, well eise Parc automobile vill méi grouss ginn ass, sou datt am Fong déi Flotte nationale relativ stabel bei 1,5 Milliounen Tonne bliwwen ass.

Wat elo den internationale Verkéier ugeet, och dofir d'Zuelen nach eng Kéier kloer ze setzen, hu mer 2005 - Rekordjoer! - 5,5 Milliounen Tonne verbraucht. Déi Tendenz konnt awer an deene leschte Joren inverséiert ginn. 2009, an dat ass elo eng Estimatioun, leie mer do bei 4,6 Milliounen Tonnen, wat also eng Baisse vu 15% um Internationale bedeit. Dat heescht, dat wat ee mat engem falschen Term a mengen Aen den Tanktourismus nennt. An ech kommen duerno nach ee Moment drop zréck, well déi Diskussioun mer awer net onwichteg schéngt.

Also eng Baisse par rapport zu 2005 bei 15%. Mä et ass awer nach ëmmer vill. Well dat mécht jo nach ëmmer ronn 75% vun dem ganzen Transporttonneverbrauch aus, dee mer do verbrauchen.

Vläicht eng Remarque, déi ech wëll maachen, well den Här Berger dat opgeworf huet, déi Zuelen. Dir sot, d'Zuele si schwéier, well et muss een ëmmer alles zesummerechnen. Déi Zuelen, déi mer kloer kennen, dat ass, datt mer bei den Accisen 1,6 Milliarden Euro Einnahmen hunn, bei der TVA ronn honnert Milliounen Euro. Woubäi ee muss kucken, bei den Accise kann ee rechnen, bei de Combustiblen ass dat eng Milliard Euro ronn, e wéineg manner, mä loosse mer mol soen eng Milliard, dat ass dat wat et ausmécht. Beim Tubak an Alkohol sinn dat ronn 600 Milliounen Euro. An dovunner kënne mer rechnen, datt wierklech grosso modo 75%, dat wat Dir dann den Tanktourismus nennt, dat heescht dem internationale Volet zouzeschreiwe sinn. Dat war d'finanziell Fro.

Elo kann ee soen: Wéi rechnen ech dat elo op? Ech muss Kyoto mat erarechnen, an da sot Dir, ech muss d'Stroossen erarechnen.

(Interruptions)

Okay, déi Reflexioun ass jo gär ze féieren, da musse mer se eng Kéier am Detail féieren. Mä, wann ech awer elo mol kucken, wat deen Tanktourismus ass, dann ass an der Realitéit, a wat iwwer 90% an der Realitéit ass, da stellen ech fest, datt eise sougenannten Tanktourismus duerch am Fong zwou gréisser Saachen ervirgeruff gëtt.

Déi éischt grouss Saach, dat ass den Transitverkéier, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Well mer op enger Verkéiersachs leien, déi vu Bréissel, Holland a Frankräich eroffiert. Elo tanken déi Leit hei. Soss tanke se zwousch anescht. Mä den Transit ass awer do. Elo kënnt Der do soen, ech muss dat alles ofrechnen an dem Verkéier respektiv wat ech do fir de Stroossebau derfir maachen. Jo, ech weess awer net, ob een dat alles kann ofrechnen, well den Transit, deen hu mer nach ëmmer. Mir probéieren esouvill wéi méiglech op den Zuch eriwwerzekréien zu Beetebuerg, mä den Transit bleift awer nach ëmmer do.

Deen zweete grousse Volet…

(Interruption)

Jo, mä ech wëll et e wéineg… Dir hutt deelweis Recht, Här Berger, mä ech wëll et awer zolidd nuancéieren. Loosse mer et mol sou soen: De Gedanken ass net falsch, mä ech wëll en zolidd nuancéieren.

Zweete grousse Verbraucher vun deem sougenanntenen Tanktourismus - wat ech och keen Tanktourismus nennen, well Tanktourismus ass fir mech déi Leit, déi speziell an d'Land komme fir hei ze tanken an dann erëm zréckfueren, gëtt et och, mä dat ass awer…

Une voix.- …owes op Waasserbëlleg, Här Minister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, jo. Dat ass okay. Ech soen, dat gëtt et och.

(Interruptions)

Ech soen, dat gëtt et och. Selbstverständlech gëtt et dat och. Mä wann ech an de Proportiounen et kucken, dann ass den Transit an der Quantitéit an dann ass haaptsächlech dee ganze Frontaliersverkéier, an da gitt emol all moies, wéi Der sot, op d'Autobunn vun Diddeleng an op d'Autobunn, déi aus der Belsch kënnt, an op d'Autobunn, déi aus Däitschland kënnt…

(Interruption)

Natierlech. Mä ech soen awer och, datt e groussen Deel vun deem ganzen Tanktourismus am Fong duerch Frontalieren hierkënnt. Déi hu mer och op de Stroossen oder mir hu se um öffentlechen Transport, mä mir hu se op jidde Fall. A mir wëlle se jo och a mir brauche se jo och! Dofir ass déi do Rechnung, fir einfach ze soen, Dir musst dat alles ofzéien, déi ass net esou einfach, well Tanktourismus ass am Fong net onbedéngt Tanktourismus, mä et ass vill Transit an ass vill frontaliersbedéngt. A mir si frou, datt mer d'Frontaliere fir eis Ekonomie hunn. Dofir, och do eng Nuance an Äre Proposen, déi een awer muss afügen, wann een driwwer schwätzt. An ech si gäre bereet...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Den Här Berger wëllt mer awer nach e wéineg Zäit huelen.

M. le Président.- Jo, da soll den Här Berger ganz kuerz seng Fro stellen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, ganz kuerz. Merci, Här President. Wann ech dat richteg verstinn, da si jo awer verschidden Differenzen iwwert déi Zuelen, déi eventuell kéinten existéieren. Dofir einfach meng Fro: Wier d'Regierung da bereet, endlech déi Etüd an Optrag ze ginn, fir datt een do kloer Zuele kritt, kloer erausgesäit, wat da wierklech an d'Keese kënnt respektiv wat vun Niewekäschte sinn?

Ech mengen, et gëtt och eng Motioun hei aus der Chamber vu virun...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ural!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ural, seet den Här Gira, datt mer déi dann endlech ëmsetzen. Da kéinte mer déi Diskussioun aneschters féieren. Ass also d'Regierung bereet,...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Vu wéini ass se?

M. Eugène Berger *(DP).*- ...déi eng Etüd endlech maachen ze loossen?

Merci.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Vu wéini ass dann d'Motioun?

(Interruption)

Ech hunn elo gefrot, ob se net am Här Berger senger Zäit nach gewiescht wär, zoufällegerweis.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- ...deen éischten Deel erfëllt, mä deen zweeten net.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Sou, also ech hätt elo net gär, datt mer hei zwëschenteneen diskutéieren. Deen Eenzegen, deen elo d'Wuert huet, ass hei den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, an ech mengen, dat ass souwisou eent vun de wichtegen.

Elo kommen ech op en anert Thema, wat ugeschwat gëtt. Déi do Fro, mir hu jo gesinn, wéi scho mat der ekonomescher Situatioun a mat der technologescher Evolutioun dee ganze Bensinsverbrauch erofgeet. An ech mengen, datt an deenen nächste Joren eng vun eisen zentralen Diskussiounen och ass, mir kréien den Individualverkéier ni ganz op den öffentlechen Transport eriwwer, evidenterweis. Mir brauchen och nach an Zukunft Individualverkéier, mussen also niewent eise groussen Efforten op den öffentleche Verkéier och Efforte maachen, fir ze kucken, wéi mer den Individualverkéier méi propper kréien. An do déi ganz Fro ëm d'Elektromobilitéit an d'Elektrotechnologië gëtt an deenen nächste Jore wesentlech.

Ech wëll hei soen, datt mer bei dem CRP Henri Tudor eng Etüd opginn hunn, fir ze kucken, wat fir eng Konzepter an deem ganzen Domän do fir Lëtzebuerg vivabel wären, wat fir eng kéinten hei gebraucht ginn, well et geet net duer fir ze soen, elo kafe mer een oder zwee Autoen als Stat. Et muss ee kucken, wat fir ee Konzept am Ganzen développéiert gëtt. Et muss ee kucken: Wéi kann ech dat an d'Realitéit ëmsetzen?

Ech denken, datt mer déi Propositiounen, déi Etüden an deenen nächste Méint wäerte kréien. Mir hunn de Moie jo an der Kommissioun, an der Chamberskommissioun ofgemaach, gemeinsam, datt, soubal mer dat hunn, och gär eng Diskussioun kann doriwwer gefouert ginn. An do sinn ech wierklech frou, wa mer dat en fin de compte kënne maachen, well ech mengen, dat gëtt eng vun deene groussen Diskussiounen an Erausfuerderungen, déi mer an deenen nächste Joren hunn.

Elo géif ech Iech nach gär e puer Wuert iwwert den Aménagement du Territoire soen, mä ech mengen, dat hätt alles elo momentan net vill Sënn, obwuel Froen doriwwer gestallt gi sinn.

An da schlussendlech nach fir ze soen, wéi et elo weidergeet. Ech hat dat am Ufank scho gesot. Elo geet dat Ganzt, wat mer hei hunn, als Avis an dee Comité, dee sech dorëmmer gesetzlech muss bekëmmeren. A mir kommen nach eng Kéier an d'Chamber zréck, fir dann d'Konklusiounen an der Kommissioun ze huelen. Dat leeft parallell mat dem ganze Partenariat, wou am Partenariatsdossier et och esou ass, datt dee Comité interministériel zesummekomm ass fir déi Diskussioun virzebereeden, datt de Minister Schank an e puer Deeg déi éischt gréisser Sitzung mat den ONGe wäert hu respektiv mat deenen anere Partner, déi bei eis um Dësch sëtzen, fir déi nächst Etapp esou wéi virgesinn ze goen an datt dann am September och déi eenzel agesaten Aarbechtsgruppen op deene fënnef Sujeten, déi mer determinéiert hunn, wäerten ufänken ze schaffen. Also, do ass den Zuch och op de Schinnen a leeft no deem Kalenner, dee mer geplangt hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Nohaltegkeetsminister. Den Här Camille Gira freet nach eng Kéier kuerz d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Bon, Här President, Dir sot mat Recht, et solle keng Zwiegespréicher ginn. Duerfir wollt ech awer nach eng Kéier kuerz intervenéieren

op dat, wou mer dann elo ugesat haten, Zwiegespréicher ze féieren.

Ech wëll awer dat nach eng Kéier ënnerstëtzen, wat ech an enger Motioun hei abruecht hunn a wat den Här Berger nach eng Kéier opgeworf huet. Ech muss awer soen, dass ech et als Deputéierten an der Tëschenzäit, an Zäiten, wou mer diskutéieren iwwer Milliounen a Milliarden Euro, déi am Statsbudget feelen, esou lues onerträglech fannen, dass dës Regierung oder dës Verwaltungen et wierklech net fäerdeg bréngen, eis opgeschlësselt hei ze soen, wat dann elo wierklech do erakënnt. Wéi vill Accisen erakommen duerch den Inlandsverkéier, wéi vill Accisen erakommen iwwer internationalen Transit, wéi vill Accisen erakommen iwwer Grenzgänger an esou weider. Wéi vill iwwer Bensin, wéi vill iwwer Zigaretten a wéi vill iwwer Kaffi a wat weess ech.

Well et ass jo och net esou, dass, wann ee muer de Bensin upasst an den Diesel, da kann et nach gutt sinn, dass eng Rei Leit Kaffi an Alkohol an aner Saache bei eis kafe kommen. A wann ech eng Kéier... Ech liese gradesou séier eng Milliard Revenu wéi annerhallef. Ech hunn och scho bei der FEDIL an anere Leit vun zwou Milliarden héieren. Sou kann ee jo awer an deem Land net diskutéieren! Ech fannen dat wierklech onerträglech!

An dann, entweder ass et Mauvaise foi vun deene jeeweilege Regierungen, oder, ech muss soen, mir gëtt et Angscht, wa mer an dësen Zäiten, wou et awer ëm all Euro misst goen an deem Land, wann eis Steierverwaltungen net capabel sinn, eis iergendwéi eng Kéier en detailléierten Tableau hei hinzeleeën, wat do Sache ass.

Wéi wëllt een dann hei Reforme maachen, wéi wëllt ee sachlech iwwer eenzel nohalteg Diskussiounen hei kënne schwätzen, wa mer d'Grondbasis net hunn? Wann een net weess, ob et wierklech ëm eng Milliard geet oder just ëm 600 Milliounen? Dat ass jo awer, wann Der erlaabt, Här President, e klengen Ënnerscheed. A fréieren Zäite war dat scho vill. Et ass och haut esou.

Dann nach en zweet Wuert zu der Problematik selwer. Et huet nach ni ee behaapt, dass déi Dräivéirels vun deem, wat getankt gëtt, exklusiv richtegen Tanktourismus sinn. Mä ech weess awer, ech hu mer soe gelooss, dass, ech weess net ob et Ponts et Chaussées war oder iergendeen aneren, déi eng Kéier eng Etüd gemaach hunn, déi awer ganz kloer noweist, dass net nëmmen Transitcamionen heihinner tanke kommen, mä dass d'Camionen 200, 300, 400 Kilometer Ëmwee maachen, fir hei hir Tanken, déi an Tëschenzäit 1.500 Liter faassen, voll ze maachen. Well wann Dir en Ënnerscheed vun zéng, 15 Cent pro Liter hutt, dann hutt Der séier ausgerechent, wéi wäit dass Der mat Ärem Camion kënnt fueren, an dass et nawell derwäert ass, hei op Lëtzebuerg ze kommen.

Wann Der dann och nach de Plein maacht vun Zigaretten an de Plein maacht vun Alkohol, da sinn do ganz Geschäfter dran. Ech weess net, wat ass, mä wann ech gesinn, wat e Manöver um Wandhaff ass, wou eigentlech keen Transitcamion däerft iwwerhaapt vun der Autobunn eroffueren! Do kommt Der geschwënn net méi laanscht. Et hale geschwë méi Camionen nuren um Wandhaff wéi op der Autobunn.

(Interruption)

An do gesinn ech dann och genee dat, wat den Här Berger gesot huet: Déi, déi eng Säit eroffueren, tanke fueren, an da fuere se erëm an déi aner Richtung. Ech sinn iwwerzeegt, dass et derwäert wär, sech emol eng Kéier intensiv mat deem Phenomeen, deen op deenen zwou...

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Déi eenzeg Propositioun, déi valabel ass, dat ass de Bensinspräis substanziell an d'Luucht ze setzen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dat do ass jo absolut Polemik! Dat do ass jo absolut Polemik!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et huet guer kee Wäert, ze diskutéieren, et kënnt een ëmmer op déiselwecht Saach zréck. Ëmmer!

(Brouhaha)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Éierlech!

(Brouhaha)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen, Här Lux, ech fannen et en elementart Recht vun engem Deputéierten,...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Neen, ech sinn domat d'accord.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...dass en endlech gewuer gëtt,...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Jo!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...ob deen Tanktourismus eis 600 Milliounen an d'Keess bréngt, ob en eng Milliard bréngt, ob en annerhallef Milliard bréngt! An ob vun där Milliard alles Bensin an Diesel ass, oder ob et Kaffi ass, oder ob et Alkohol ass oder Zigarette sinn. Ech fannen et aarmséileg, wann déi jeeweileg Regierungen et an zéng Joer nach net fäerdeg bruecht hunn, eis eng propper Statistik op enger A4-Säit hei hinzeleeën,...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Do sinn ech mat lech d'accord.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...fir ze soen, wat ass.

An da kënne mer ufänken, eng sachlech Diskussioun ze féieren, an da kënne mer den Dokter Ewringmann froen, e soll eis seng puer Grafike maachen, an da kann all Fraktioun hei Stellung huelen, wéi wäit dass se da wëllt goen.

Ech stelle fest, dass an dëse schwieregen Zäiten, wou mer vun de Leit dobaussen Affer verlaangen, wou mer hei probéiere ginn, 40 Milliounen ze spueren, an do 50, geheie mir hei Zuelen an d'Welt vun enger Milliard a 600 Milliounen an 1,5 Milliard. Ech fannen dat an Tëschenzäit als Deputéierten onerträglech, an duerfir wollt ech dat nach eng Kéier ënnersträichen, wat den Här Berger gesot huet.

M. le Président.- Sou, elo kritt nach eng Kéier den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hu kee Problem, fir datt mer de Verwaltungen, déi u Methodologien ausgerechent hunn, wéi se dat eent an dat anert maachen, fir datt mer deenen an der nächster Kommissiounssitzung beim Här Boden soen, si sollen eis explizéieren, wéi se op hir Zuele kommen. Ech denken net, datt dat elo vun enger gréisserer Problematik wäert sinn, wa mer déi Explikatioune kënne ginn.

M. le Président.- Okay. Merci. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun.

Résolution 1

Elo hu mer hei nach eng Resolutioun, déi abruecht ginn ass vum Här Fernand Boden. Esou wéi ech d'Diskussioune matkritt hunn, schéngt mer do e grousse Konsensus iwwert déi Resolutioun ze bestoen, sou datt mer déi kënnen à main levée stëmmen.

Vote sur la résolution 1

Wien ass mat där Resolutioun d'accord? Dat schéngt mer och d'Unanimitéit ze sinn. Da soen ech Iech Merci.

Domadder si mer dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.20 heures)

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • M. Gast Gibéryen, Doyen

Sommaire

Débat d'orientation sur la stratégie communautaire «Europe 2020»

- *Exposé: M. Alex Bodry*
- *Débat: M. Norbert Haupert, M. André Bauler, M. Henri Kox (dépôt de deux motions), M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *M. François Bausch (parole après ministre)*
- *Vote sur les motions 1 et 2 (rejetées)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- De Moment nach net.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer de Mëtteg zur Orientéierungsdebatt iwwert d'EU-Strategie „Europe 2020". D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, déi Häre Bauler, Kox, Kartheiser, Hoffmann an Haupert. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Alex Bodry als President vun der Ekonomiekommissioun. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Débat d'orientation sur la stratégie communautaire «Europe 2020»

Exposé

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt ronderëm déi nei europäesch Entwécklungsstrategie „Europa 2020" fënnt opgrond vun enger Demande vun der Wirtschaftskommissioun vun der Chamber statt. Kuerz ier elo op deem nächsten Europäesche Conseil Décisioune wäerte falen, kritt also eist Parlament, kréien déi eenzel Fraktiounen d'Geleeënheet, hir Positioun, net wéi esou üblech ex post, mä ex ante virzestellen a kënnen esou och effektiv probéieren, an deene Froen, déi nach opstinn, der Lëtzebuerger Regierung eng Orientéierung ze ginn. Dat ass jo eigentlech och den Zweck vun esou Orientéierungsdebatten, oder dat misst en zumindest sinn.

Loosse mer emol zéng Joer zréckblécken: Lissabon. Lissabon, dat war de Startschoss vun der sougenannter Lissabon-Strategie, wou sech d'Europäesch Unioun 2000 d'Zil ginn hat, an zéng Joer Europa zur stäerkste Wëssensgesellschaft vun der Welt ze maachen. D'Ziler waren ambitiéis, an d'Resultater si sécherlech net op der Héicht vun deenen Ambitiounen. Si si wäit hannert den Erwaardungen zréckbliwwen.

Et huet och net vill gehollef, dass am Joer 2005, also an der Mëtt vun där Zéngjoresperiod vun der Lissabon-Strategie, den Europäesche Conseil nom Bericht vun der Kok-Kommissioun d'Strategie probéiert huet nei ze fokusséieren op Beschäftegung, op Aarbechtsplazen an op Wuesstum. Si huet och erkannt, dass bis dato d'Haaptschwieregkeet doranner louch, dass et op nationalem Plang un enger konkreter Ëmsetzung vun deenen eenzelne Strategieziler gefeelt huet.

Duerfir huet se 2005 ënner Lëtzebuerger Presidentschaft eng Rei vun Ofännerungen och an de Prozedure virgeholl. Déi sougenannten national Reformprogrammer sinn agefouert ginn, a Lëtzebuerg huet deen Exercice all Joers duerchgefouert. All Joers hunn déi Länner missen hir Programmer bei der Europäescher Kommissioun areechen, wéi se wéilten d'Lissabon-Strategie konkret ëmsetzen.

Et ass och probéiert ginn, méi rationell ze fueren doduerjer, dass déi eenzel europäesch Richtlinien, sief et déi am ekonomesche Beräich, sief et déi am Beräich vun der Beschäftegung, reduzéiert gi sinn an zesummegefouert gi sinn.

Mä et muss ee feststellen, dass och déi Reformen do an der Prozedur net dozou bäigedroen hunn, dass am Endeffekt d'Ziler 2010 erreecht gi sinn. Et ass also éischter e Bilan vun engem Échec, deen ee muss zéien, well praktesch keng vun deenen éiergäizegen Zilsetzunge konnt erreecht ginn.

Wirtschaftlech a besonnesch och aarbechtsplazméisseg - an de Wuesstum an Aarbecht, Beschäftegung ware jo déi Haaptkärpunkte vun där Strategie - steet Europa haut, 2010, net besser do wéi virun zéng Joer. Am Géigendeel! Dat erkläert sech zu engem Deel aus dem politesche Manko vu Wëlle vun eenzelne Memberstaten, fir déi Ziler duerchzesetzen, fir och Strukturreformen an d'Weeër ze leeden.

Mä dat huet natierlech och vill ze di mat der internationaler Finanz- a Wirtschaftskris, déi am Joer 2008 an déi Lissabon-Period eragefall ass an déi natierlech ganz aner Froe mat an d'Diskussioun bruecht huet. Et muss een haut feststellen, dass

2010, wann ech déi lescht Prognose vun der EU-Kommissioun kucken, de Wuesstum fir ganz Europa wahrscheinlech nëmme wäert bei 1% leien. D'Aarbechtslosegkeet ass déi lescht zwee Joer rapid an d'Luucht gaangen.

Och international konnt sech d'Europäesch Unioun net als déi stäerkste Wirtschafts- a Wëssenskraaft etabléieren. Do sinn aner grouss Wirtschaftskräfte virun Europa.

Dee sougenannten europäesche Gesellschaftsmodell, säi Sozialmodell, bleift weiderhi ganz gebriechlech. A kaum ass de Lissabon-Prozess eriwwer, gëtt op EU-Niveau eng nei laangfristeg Entwécklungsstrategie op d'Bee gestallt, déi uknäppt natierlech un déi Lissabon-Strategie, déi mer déi lescht zéng Joer haten.

„Europa 2020" ass den Numm vun där Strategie, déi, wéi hir Virgängerin, Aarbechtsplazen a Wuesstum soll bréngen. Si begräift dräi Dimensiounen: Et sinn déi vun der Nohaltegkeet, déi wirtschaftlech, déi sozial an déi ekologesch. Si begräift véier Haaptfelder: Wëssen an Innovatioun, méi nohalteg Wirtschaft, d'Verbesserung vun de Beschäftegungsniveauen an d'sozial Inklusioun.

De leschten Europäesche Conseil vum 25. a 26. Mäerz dëst Joer huet sech op fënnef grouss Zilsetzunge bis 2020 gëeenegt. Fënnef grouss Zilsetzungen, déi et elo gëllt europäesch an national ze déclinéieren an déi eis nach wäerten an eiser Politik déi nächst zéng Joer mat beschäftegen.

Et ass dat un éischter Plaz d'Beschäftegungsquot vu Fraen a Männer - hei gëtt déi Kategorie vun 20 bis 64 Joer geholl -, déi soll an zéng Joer op 75% europawäit eropgoen. Si läit haut bei 69% an Europa.

Zweet Zilsetzung ass déi, fir derfir ze suergen, dass déi privat an déi öffentlech Investissementer am Beräich Fuerschung an Entwécklung sollen op 3% vum PIB eropgeschrauft ginn. Dat bedeit eng Erhéijung, déi relativ considérabel ass, well europawäit läit déi dote Quot momentan bei 1,9%.

Am Energieberäich gëllen déi bekannten 20-20-20-Objektiver fir Europa: 20% Dreifhausgasreduzéierung bis 2020, also par rapport zum Ausgangspunkt 1990; 20% Undeel erneierbar Energien an dem Endenergieverbrauch an 20% Erhéijung vun der Energieeffizienz an deenen nächsten zéng Joer.

Nächst Objektiv ass, de Bildungsniveau insgesamt ze erhéijen. Do sinn zwar déi definitiv Ziler nach net vum Europäesche Rot festgeluecht ginn. An de Propositioune vun der Kommissioun sinn awer folgend Ziler verankert: De Prozentsaz vun de Schoulofgänger ouni Diplom, Leit, déi also fréizäiteg hire Schoulkursus ënnerbriechen, soll op ënner 10% erofgedréckt ginn europawäit. Haut läit e bei 15% an der EU. An den Undeel vun den Héichschouldiplomëierten, dee soll eropgesat gi vun haut ronn 31% europawäit op 40%.

Véierten Objektiv vun der neier „Europa 2020"-Strategie ass, d'sozial Inklusioun ze förderen, virun allem duerch d'Reduzéierung vun der Aarmut. D'Kommissioun proposéiert, d'Zuel vun deene Leit, déi engem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, ëm ee Véirel ze reduzéieren. 20 Milliounе manner Leit sollen also an zéng Joer an Europa dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn.

Dës Strategie, dës Zilsetzung gëtt op communautairem Niveau an um Niveau vun den Nationalstaten ëmgesat. D'Europäesch Kommissioun huet siwe grouss Initiativen, sougenannten Initiatives phares annoncéiert, déi souwuel d'EU wéi och d'Memberstate sollen engagéieren. A virun allem: „Europa 2020" gëtt méi staark verknäppt och elo mat der Exitstrategie, fir aus der Kris erauszekommen. Dat heescht also och mat dem Wëllen um Niveau vun der Europäescher Unioun Reformen um Finanzsecteur weiderzeféieren, e laangfristegen Assainissement bei de Budgete virzehuelen an eng Verstäerkung vun der Koordinatioun an der Wirtschafts- a Währungsunioun erbäizeféieren.

Als LSAP sti mir ausdrécklech hanner all deenen Efforten do, fir verschidden Excèsen op de Finanzmäert ze verhënneren. Mir si fir eng Regelung vun den Hedgefongen an Europa. Mir si fir nei Regelen, wat d'Ratingagenturen ugeet. Mir sinn och fir de Verbuet oder eng staark Anengung vu verschidden hyperspekulativen Operatiounen op de Finanzmäert. Alles Froen, déi momentan international, europäesch an national an der Diskussioun sinn.

Laut EU-Rot ass dës nei Strategie, dës nei Entwécklungsstrategie „Europa 2020" ausdrécklech op enger verstäerkter Koordinéierung vun de Wirtschaftspolitike vun deenen eenzelne Memberstaten opgebaut. Wat opfält, dat ass, dass zäitlech, prozedural an och vun der Bewäertung hier eng Unnäherung geschitt vun dëser Strategie, der Entwécklungsstrategie „Europa 2020", an dem Stabilitéits- a Wuesstumspakt. Dat ass eng essenziell Neierung par rapport zu deene Mechanismen, déi mer déi lescht zéng Joer kannt hunn, wou déi doten zwou Programmatiounen eigentlech parallell gelaf sinn, jiddwereen no sengen eegene Regelen, a wou ni eigentlech déi zwee Elementer zesummegefouert gi sinn.

Wat bleift, dat ass d'Haaptinstrument eigentlech fir déi Prozedur ëmzesetzen, dat sinn déi national Reformprogrammer, déi weiderhin also gëllen a wou weiderhin all national Regierungen an der Obligatioun stinn, all Joers esou e Programm virzeleeën. Dës national Programmer, déi d'Regierung also der Kommissioun an dem Europäesche Rot matdeele muss, wäerten, wéi an der Vergaangenheet, am Detail duerleeën, duerch wellech Aktiounen déi europäesch Strategie mat hiren nationalen Ziler soll verwierklecht ginn a wéi och déi national Wuesstumsbremse kënne behuewe ginn. Sou wëllt et den Text vum Europäesche Rot.

Geméiss och där Décisioun vum Mäerz vun deemselwechte Rot mussen all communautaire Politiken, also och zum Beispill déi gemeinsam Landwirtschaftspolitik oder och d'Kohesiounspolitik, dës Strategie stäipen.

Dës Strategie huet selbstverständlech och eng staark aussepolitesch Dimensioun, déi also och iwwert de Kader vun der EU erausgeet. Bei allen internationale Verhandlungen, bei allen Négociatiounen, déi international ze féiere sinn um Niveau vun der Europäescher Unioun, muss natierlech och déi heite Strategie mat berücksichtegt ginn.

Et wäert elo alles ganz schnell goen, wéi och an deene leschte Méint et fuerchtbar schnell gaangen ass bei der Opstellung vun den Eckdate vun dëser Strategie. Well déi éischt Reformpläng, dat riicht sech also un déi national Regierungen an och un eis national Regierung hei zu Lëtzebuerg, wäerte missen an deenen nächste véier, fënnef Méint, dat heescht am Mount Oktober ausgeschafft ginn. Spéitstens da muss och all Land seng national Objektiver festgeluecht hunn. Hir Additioun, d'Additioun vun deene jeeweilegen nationalen Zilsetzungen, muss jo d'Realisatioun vun deenen europäeschen Ziler garantéieren.

Déi nei Strategie „Europa 2020" huet also op där enger Säit vill Gemeinsamkeete mat der fréierer Lissabon-Strategie, verfahrenstechnesch, mä och inhaltlech. Si ënnerscheet sech awer an enger Rei vu wesentleche Punkte vun hirer Virgängerin. Nach eng méi staark Vereinfachung a Rationaliséierung vun de Prozeduren. Während mer nach an der Lissabon-Strategie eng ganz Rëtsch vun nationalen Objektiver haten, och europawäit Objektiver festgeluecht gi waren, gëtt sech hei konzentréiert op e puer Kärzilsetzungen, fënnef Stéck, déi schlussendlech héchstwahrscheinlech wäerten zréckbehale ginn.

Virun allem gëtt hei och en neie Bewäertungssystem opgebaut an deem Ganzen. Hei gëtt erëm eng Kéier op d'Method vun der Peer review zréckgegraff, wou also den Europäesche Conseil, dee sech jo aus de Vertrieder vun deenen eenzelne Memberstaten zesummesetzt, wäert eng zentral Roll ze spille kréien, no Viraarbecht natierlech, déi vun der Europäescher Kommissioun geleescht gëtt.

Eemol am Joer mécht den Europäesche Rot eng global Evaluatioun vun de Fortschrëtter, souwuel op globalem, dat heescht europäeschem wéi och op dem jeeweilegen nationale Plang. Dobäi, sou heescht et an den Texter, gëllt d'Verbesserung vun der Kompetitivitéit als ee vun den Haaptkritären.

Déi éischt Virschléi, déi an deem ganzen Zesummenhang vun där Strategie an Europa gemaach gi sinn, sinn eigentlech nach verschäerft ginn duerch déi Initiativen, déi zäitlech parallell oder e bësse méi spéit um Niveau vun der Kommissioun an um Niveau vun dem Europäesche Rot geholl si ginn, wat d'Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik ugeet, déi ëmmer méi sech a Richtung vun enger gemeinsamer Wirtschaftspolitik, zumindest an der Eurozon, entwéckelt.

Duerch dës nei Virschléi, duerch och zousätzlech Virschléi, déi vun der Task force vum Här Van Rompuy an d'Diskussioun erabruecht ginn an déi och elo nach déi nächst Méint wäerte weider an Europa dréien, gëtt de Kalenner nei opgestallt. Och kritt d'Fro vu méigleche verbindleche Recommandatiounen, déi vun europäescher Säit géifen un d'Nationalstate gemaach ginn, eng nei Bedeitung an deem doten Zesummenhang mat där Verknäppung vun deenen nationale Reformpläng an der Strategie „Europa 2020" an dem Wirtschafts- a Stabilitéitspakt op där anerer Säit.

Wat ee muss feststellen, dat ass, dass Europa ëmmer méi de Kader, d'Grenze festleet, an deem sech och déi national Budgets-, Finanz- a Wirtschaftspolitik ze bewegen huet. An domadder ginn natierlech och de facto d'Ausriichtung an de politesche Spillraum fir d'Sozial- an d'Ëmweltwiese mat nei definéiert. Dat eent huet direkten Afloss op dat anert, och wann ee ka formal dat eent vun deem aneren ënnerscheeden.

Als LSAP huele mir déi doten Entwécklung mat enger gewëssener Besuergnis zur Kenntnis.

D'Austeritéitspolitiken a villen europäesche Länner, déi radikal Spuermoossnamen, besonnesch och am Sozialbudget, vu verschiddene Staten,…

Une voix.- Ei!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …d'Ongläichgewiicht bei den Efforten och fir d'öffentlech Budgeten ze konsolidéieren, dat alles léisst an eisen Aen net vill Guddes ahnen, wann d'EU net nëmme géif déi allgemeng Eckdate festleeën, mä och ufänke géif, no an no an den Detail vun den eenzelnen Dossieren eranzekucken an hir méi zwéngend Recommandatioune kënnen ze maachen.

Duerfir muss an eisen Ae séchergestallt ginn, dass zwar déi eenzel grouss Budgetsorientatiounen nom Stabilitéitspakt ze bewäerte sinn an och finanziell Dérapagë musse kënne preventiv verhënnert an eventuell och sanktionéiert ginn. Mä d'Memberstaten, besonnesch och d'Eurolänner, mussen awer kënne wéi bis elo fräi bestëmmen, wéi si déi budgetär a finanziell Normen, déi europawäit festgeluecht ginn, wëllen national erreechen. Eng méi déif Amëschung vun der Europäescher Unioun, ob Kommissioun oder Europäesche Conseil, an d'Nationalpolitik wier schwéier ze akzeptéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Nieft der Fro vum Weiderbestand vun also der nationaler Gestaltungsméiglechkeet vun der Politik bereet eis als Sozialisten d'Gewiichtung vun der „Europa 2020"-Strategie e bësse Suergen. De wirtschaftleche Pilier schéngt géintiwwer der sozialer, der ekonomescher an der ekologescher Dimensioun ze staark, ze dominant ze sinn. Dat war iwwregens och eng Kritik, déi dës Chamber scho geäussert huet bei der Lissabon-Strategie, wou de Fokus ëmmer méi verstäerkt op dat reng Wirtschaftlecht geriicht ginn ass an eigentlech dat Ëmweltpolitescht an dat Soziaalt och net onbedéngt deeselwechte Stellewäert an där ganzer Strategie haten.

Dee Virworf kann een och net ganz ewechwëschen, wann een d'Nofolgestrategie haut sech virun Ae féiert, déi natierlech och elo éischter nach gekennzeechent ass duerch eben déi Krisesituatioun, duerch d'Finanzsituatioun bei deenen eenzelne Memberstaten, déi deen doten Androck an d'Gefor vun engem Déséquiliber tëschent deenen dräi Dimensioune vun där Strategie nach méi kloer an Evidenz stellen. D'Kris riskéiert also deen doten ongudde Phenomeen nach weider ze verstäerken.

Eng drëtt Préoccupatioun, déi ee muss hei ausdrécken, ass déi feelend oder staark ongenügend Participatioun vun alle wesentlechen Acteuren - dat si jo net nëmmen d'Regierungen; dat sinn d'Gewerkschaften, dat sinn d'Betriber, dat sinn all aner gesellschaftlech Kräften, ob dat elo europawäit, ob dat lokal oder national ass - bei der Ausschaffung vun dëser Strategie. Dat ass eppes, wat onbedéngt muss opfalen.

An Zäit vun e puer Méint, no enger ganz klenger Consultatiounsperiod vun e puer Woche praktesch nëmmen, si praktesch fäerdeg Texter op den Dësch geluecht ginn. An elo gëtt an zwee Conseile vum Mäerz, vum Juni definitiv d'Décisioun iwwert d'Ausriichtung vun där neier Entwécklungsstrategie vun Europa geholl. Dat ass sécherlech net dee beschte Wee fir virzegoen. Zemools well ech och den Androck hunn, dass eigentlech kee richtegen, déiwe Bilan gezu ginn ass vun där aler Strategie. Et ass festgestallt ginn, mir hunn d'Ziler nach net erreecht, also fuere mer elo weider a mir ginn eis eng nei Strategie, en neien Numm zumindest. Mir änneren d'Prozeduren an da fuere mer weider.

Et schéngt mer, wéi wann awer net onbedéngt vun alle Feeler geléiert gi wier vun där aler Strategie, wou ëmmer virgeworf ginn ass, a selwer och 2005 festgestallt ginn ass, dass d'Ëmsetzungsdefiziter zu engem gudden Deel ze erklären sinn, well eigentlech keen déi Strategie esou richteg matkritt huet, well dat eigentlech Aussoen op Pabeiere bliwwe sinn an et och national net zu enger regelrechter Diskussioun komm ass ronderëm déi Haaptobjektiver, an d'Mëttelen natierlech, déi Objektiver och ze realiséieren.

Et ass also sécherlech richteg, wéi och eenzel konsultéiert Gremien dat gesot hunn, dass hei éischter vun der Europäescher Kommissioun eng „top-down"-Approche gewielt ginn ass, fir déi nei Strategie unzegoen, anstatt eigentlech ze probéieren, vu vireran all d'Acteure mat an dat Boot hei eranzekréien. Ech hoffen, dass deen Defizit do wäert korrigéiert ginn an deenen nächste Méint a Joren, wann et drëm geet, konkret elo, Joer fir Joer, sech un déi Endziler do erunzetaaschten. Et ass also schwéier, wann esou en „forcing" gemaach gëtt, dass een da verlaangt, dass soll spontan praktesch eng Adhésioun kommen zu deenen Haaptstoussrichtunge vun där ganzer Strategie, wa se net am Virfeld richteg mat allen Acteuren diskutéiert gi sinn.

Als LSAP erwaarde mer vun der Regierung - wéi dat zu engem gudden Deel och de Fall war bei der Lissabon-Strategie, mä dat kritt hei nach méi eng staark Bedeitung -, dass, ähnlech wéi dat bei eisem nationale Stabilitéitsprogramm de Fall wäert sinn, och d'Chamber an d'Forces vives mat agebonne ginn an d'Ausaarbechtung vun deenen nationale Programmer, déi mer jährlech musse presentéieren. Well dat eigentlech déi beschte Garantie ass, dass och déi Strategie hei gräift, dass se matgedroe gëtt.

Wat kloer ass, dat ass, dass déi nei Strategie an dee Kalenner, dee vun Europa eigentlech an deem Zesummenhang amgaang ass festgeluecht ze ginn, och direkt Répercussiounen natierlech op eis Aarbechten hei zu Lëtzebuerg wäerten hunn. Och op d'Aarbechte vun der Chamber, mä natierlech och op d'Aarbechte vun eiser Regierung. Et schéngt mer kloer ze sinn, dass mer musse ganz schnell - soubal et kloer ass, wou et higeet - hei d'Käpp zesummestiechen an an der Chamber da kucken, wéi wäit eis Budgetsprozedur nach kompatibel ass mat deem Kalenner, dee momentan zu Bréissel arrêtéiert gëtt, wat d'Budgetsorientéierung an d'Préiwung vun deene Budgetsorientéierunge vun deenen eenzelnen Nationalstaten ugeet.

Dat muss jo och an déi national Budgetsprozeduren eragräifen. A well och déi Bewäertung jo zu Bréissel gläichzäiteg gemaach gëtt iwwert déi national Reformpläng vun der Strategie 2020, ass et also och wichteg, dass mer déi och mat berücksichtegen an eisen nationale Prozeduren, wat bis elo ni de Fall war! Dat war

éischter en „gentleman's agreement", wat fonnt ginn ass mat der Regierung vu Joer zu Joer, wéi mer un déi Saachen do eruginn.

Mä et schéngt mir wesentlech ze sinn, dass mer elo wierklech a vill méi eng contraignant Prozedur erakommen, déi vill méi direkt Auswierkunge kann hunn. Dass mer also och eng gewësse Rigiditéit ginn an eng rationell Organisatioun hei ginn, national, wéi mer un déi ganz Programmatioun a Planungsprozesser do eruginn. Dat musse mer also genau mateneen ofstëmmen an dat musse mer an eisem nationale politesche Kalenner och fest berücksichtegen.

Ech sinn där fester Iwwerzeegung, dass nëmmen duerch och déi öffentlech Diskussioun hei an der Chamber et och eng öffentlech Diskussioun an Debatt hei iwwert d'Inhalter zu Lëtzebuerg gëtt. An dat brauche mer, wa mer wëllen an där ganzer Zilsetzung virgoen. Well mir sinn der Meenung, dass déi Stoussrichtungen déi richteg sinn, dass déi Ziler wesentlech sinn, dass d'Realisatioun vun deenen Ziler villes ze dinn huet mat der Zukunftsfäegkeet vun Europa, mat der Zukunftsfäegkeet och vu Lëtzebuerg.

Wichteg schéngt eis och als LSAP-Fraktioun ze sinn, dass, ähnlech wéi dat bei der Virgängerstrategie vu Lissabon de Fall war, och bei dëser Strategie, déi jo awer laangfristeg ausgeriicht ass, een déi néideg Flexibilitéit dra behält, fir se kënnen en cours de route unzepassen. Dat war, wéi gesot, net anescht viru fënnef Joer, 2005, wou e Réajustement gemaach ginn ass vun der urspréngleche Lissabon-Strategie. An ech mengen, déiselwecht Flexibilitéit misst een och hei halen.

Mir ënnerstëtzen och ausdrécklech d'Iddi vun enger sougenannter „mid-term review 2015", fir emol an der Mëtt vun deem Ganzen, der ganzer Period, eng Kéier en Tëschebilan ze zéien an ze kucken: Wéi wäit si mer dann elo do? Fir doropshin dann och déi néideg Korrekturen oder och complémentaire Décisiounen huelen ze kënnen.

Eng weider Suerg, déi ee muss hei ausdrécken, dat ass d'Fro ronderëm d'Ofstëmmen, ronderëm d'Koordinéiere vu sämtleche Politiken, grad och national, besonnesch wat d'Planifikatioun, also déi mëttela laangfristeg Programmatioun vun der Politik insgesamt ugeet. Dat ass eng Fro, déi schonn undiskutéiert ginn ass gëschter hei an der Chamber, wéi mer ronderëm den nationalen Nohaltegkeetsplang diskutéiert hunn.

Mir hunn där Pläng nach esou vill. An och Europa ass jo net onschëlleg dorunner, dass et där Pläng esou vill gëtt, och wa si elo ufänken, no an no eng Rei vun deene Pläng ofzeschafe respektiv ze integréieren an aner Pläng. Mä et ass e seriöe Problem, dee mer europawäit an och national am selwechte Mooss hunn. Dat ass, dass et ganz vill Pläng gëtt, op fënnef Joer ausgeriicht, op zéng Joer ausgeriicht, mä dass net séchergestallt ass, dass d'Inhalter onbedéngt déiselwecht sinn.

Et ass also ganz wichteg, an den Ae vun eiser Fraktioun, dass mer deen Exercice vun enger Rationaliséierung vun de Prozeduren hei, op politeschem Plang, an der Zesummenaarbecht vun der Chamber an der Regierung, wat d'Budgetsopstellung ugeet, wat déi grouss Orientéierunge vun der nationaler Politik ugeet, dass mer dat och erëmfannen an deenen eenzelne Planungsinstrumenter, déi mer hunn a wou mer effektiv - a gëschter ass dat jo och hei vun dëser Tribün aus kritiséiert ginn, ganz offiziell - et oft mat enger Kompilatioun vu Bäiträg vun eenzelne Ministèren an Déngschtstellen ze dinn hunn, an eigentlech net ëmmer kloer ersiichtlech ass d'Kohärenz an deem Ganzen, an een oft souguer Kontradiktioune kann an deenen Texter do erëmfannen.

Et ass also en immensen Effort vu Koordinatioun, vu Rationaliséierung vun eiser Planungsaarbecht, déi mer och hei zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore mussen ugoen, wa mer wëlles hunn, dat doten och ëmzesetzen. Dat bedeit och, dass mer eis och statistesch esou oprüsten, dass mer déi Donnéeën och kënne liwweren, an dass europawäit - an d'Effortë gi jo an déi dote Richtung - och gewährleescht gëtt, dass all Länner d'selwecht bewäert ginn. Dass also déi statistesch Donnéeën, déi zu Bréissel gemellt ginn, dass déi och esou ofgeséchert sinn, dass wierklech e Verglach méiglech ass.

Dat ass jo och eng vun de Konklusiounen, déi europawäit geholl gëtt, fir dem Eurostat do och méi Pouvoiren ze ginn, fir do déi néideg Kontrolle kënnen national duerchzeféieren. Dat also, fir ze garantéieren, dass déi Politiken, déi elo europawäit wäerten an Zukunft méi staark bewäert a kommentéiert ginn, vläicht och orientéiert ginn, dass déi u sech awer op deeneselwechte Grondlagen, objektiven, statistesch erfaasste Grondlage kënnen opgebaut ginn.

Ech wëll dann nach zum Schluss vu menger Interventioun op eng aner wichteg national Hausaufgab fir Lëtzebuerg wéi och fir all déi aner Länner ze schwätze kommen, déi spéitstens bis den Hierscht, also bis zur Ausaarbechtung vun eisem éischten nationale Reformplang vun der Strategie „Europa 2020" muss fäerdeg gestallt sinn. Dat ass d'Festleeë vun den nationalen Ziler vun där Strategie. Europawäit hunn ech gesot, wat d'Europaziler sinn. An elo musse jo all déi eenzel Länner bei sech soen, wat hir national Ziler sinn an deem europäesche Kader, wéi e virdrun definéiert ginn ass.

Dozou wollt ech folgend Iwwerleeungen am Numm vun der LSAP-Fraktioun ervirbréngen. Et ass also wichteg, dass mer och schonn elo, mengen ech, méi e prezise Bléck drop werfen. Mir wëssen, dass nach notamment d'Kritäre bei der Éducatioun ëmstridde sinn, notamment Däitschland mécht do Problemer. Et schéngt e gewëssenen Duerchbroch beim Sozialkritär vum Aarmutsrisiko komm ze sinn an der leschter Sitzung vun de Sozialministeren. Mä alles dat muss jo dann am Juni am Conseil nach definitiv arrêtéiert ginn.

Mir sinn als LSAP derfir, fir sécherlech ambitiéis national Ziler auszestellen, déi awer sollen op enger realistescher Berechnung opgebaut sinn an déi eisem allgemengen Entwécklungsstandard och hei zu Lëtzebuerg entspriechen. Well do, wou Lëtzebuerg elo scho ganz wäit vun dem Etappenzil 2020 ewech ass, gesi mer, dass mer sécherlech Defiziter hunn, an dass an deene leschten 20, 25 Joer op deene Pläng net genuch geschafft ginn ass, well soss wiere mer eigentlech schonns méi no bei deem europawäiten Zil drun.

Duerfir kréie mer hei e bëssen - wann een déi eenzel Parameteren duerchgeet, wann een déi eenzel Objektiver duerchgeet, déi solle festgeluecht ginn -, kritt een och e bëssen de Spigel virgehalen. An dat, wat een do als Bild gesäit, ass e ganz kontrastéiert Bild, eigentlech jee nodeem, wat fir ee Kritär ee kuckt.

Deen éischten Objektiv, wat mer musse festleeën, ass de Beschäftegungstaux. Dee läit - wéi gesot, dee soll europawäit bei 75% leien - an Europa haut bei 69%. Lëtzebuerg läit plus ou moins op dem europäeschen Taux vun haut, sou dass et an eisen Aen net abwegeg ze si schéngt, fir och dann den europäeschen Objektiv 2020 mat ze iwwerhuelen, wat awer géif heeschen, dass mer och national géifen eis en Zil vu 75% Beschäftegungstaux ginn.

Dat ass, mengen ech, éischtens, wënschenswäert. Et ass awer och virun allem fir d'Ofsécherung vun eisem Sozialsystem, a besonnesch och vun eisem Pensiounssystem onerlässlech, dass mer eng substanziell Erhéijung vun deem Beschäftegungstaux do kréien. An de Plus vu 5 bis 6% schéngt an deem Sënn eppes ze sinn, wat ustriewenswäert ass.

Zweete Punkt: Fuerschung an Entwécklung. Do ass d'europäescht Zil 3% vum PIB. Lëtzebuerg läit, wann ech d'Zuele vun 2008 kucken, bei 1,62%. Dat läit liicht ënnert der Moyenne vun der Europäescher Unioun, déi bei 1,9% läit. Do hunn ech héieren, dass d'Regierung viru kuerzem en nationalen Taux fixéiert hätt, dee bei 2,6% géif leien. Dat heescht, et wier ongeféier eng Progressioun, déi an ähnleche Proportioune wier wéi den europäeschen Objektiv. Mä et géif sech awer dann natierlech och liicht ënnert deem aschreiwe vun deem, wat Europa sech fir 2020 erwaart. Et ass also eng Fro, déi nach ze diskutéiere bleift. Mä et schéngt mer, wéi wann do d'Regierung vun engem finanzpolitesche Realismus och ausgaange wier, wéi se déi doten Zilsetzung virgeholl huet.

En drëtte Punkt: den Energie- an Ëmweltberäich. 20-20-20 sinn déi europäesch Ziler, an do gëtt et an der Vergaangenheet schonn eng Rei vun Engagementer, déi Lëtzebuerg geholl huet duerch aner Pläng, déi och europawäit erstallt gi sinn. Lëtzebuerg huet emol eng Kéier schonn ugefouert, dat 20%-Zil bei der Reduzéierung vun den Dreifhausgaser och national wëllen unzehuelen. Mir wëssen, dass mer zu Kyoto eis engagéiert hunn, fir minus 28 ze maache bis 2010/2012. Déi Fro muss also och nach gekläert gi bis den Hierscht.

Erneierbar Energien: Do leie mer, wann ech déi europäesch Statistik kucken, haut bei eppes méi wéi 5%. Do schéngt et onheemlech schwiereg ze sinn, wann net onméiglech ze sinn, dovunner auszegoen, dass mer kënnen dat europäescht Zil hei national iwwerhuele vun 20%. Do huet d'Regierung alt emol an aneren Texter vun 10,6% geschwat. Och dat ass eng Fro, déi also nach ze kläre bleift bis zum Hierscht, wat do definitiv dat Lëtzebuerger Zil wäert sinn.

Da bleift d'Zil vun der Energieeffizienz, wou Lëtzebuerg gutt dosteet am internationale Verglach, wou mer no deene Statistiken, déi ech konnt consultéieren, besser leie wéi den europäeschen Duerchschnëtt. Dat erkläert sech duerch vill Ursaachen, allerdéngs och doduerjer, dass mer natierlech en décke Banken- a Serviceberäich hunn, wou automatesch d'Energieeffizienz méi héich ass wéi an engem klasseschen Industrieberäich. Et bleift awer, dass och do muss eng Verbesserung kommen. D'Regierung muss also festleeën, ob et realistesch ass, fir do och 20% nach eng Kéier guttzemaachen an deenen nächsten zéng Joer. Dat schéngt och a mengen Aen éischter schwiereg ze sinn, fir dat doten ze erreechen.

Op jidde Fall musse mer eis eppes ëmmer bewosst sinn: Et geet net duer, hei Ziler ze fixéieren; mir mussen eis bewosst sinn, dass mer gläichzäiteg och musse soen, iwwer wat fir eng Instrumenter mer dat Ganzt wëllen dann och an deenen nächste Joren erreechen.

Véierte Punkt ass den Éducatiounsberäich. Do läit zu Lëtzebuerg, no den Zuele vun 2008, den Taux vun de Schoulofbréch bei 13,4%. Dat ass manner héich wéi den EU-Duerchschnëtt, do sti mer also e bësse besser do. Deen Taux soll ënner 10% erofgedréckt ginn. Dat schéngt an eisen Aen en ugemiessend Zil ze sinn, wat sech och erëmspigelt an der ganzer Schoulreformpolitik vun deene leschte Joren.

All déi Projeten, déi elo nach och an der Diskussioun sinn, déi hunn als Haaptstoussrichtung, fir eigentlech den Échec scolaire erofzedrécken. Déi versiche méi Chancëgerechtegkeet och an eise System an der Schoul eranzebréngen, wat e groussen Defizit war vun deene leschte Jorzéngten. Fir eis Sozialisten ass et also och ganz kloer, dass mer do mussen ambitiéis sinn an, ähnlech wéi op EU-Niveau, ustriewen, dass mer deen Taux do vun de Schoulofbriecher op ënner 10% erofdrécken.

Wéi mer och mussen en Effort maache bei der Zuel vun den Héichschouldiplomëierten hei zu Lëtzebuerg. Do sti mer zwar statistesch ganz gutt do, mä dat huet éischter mat der statistescher Method ze dinn, well einfach gekuckt gëtt bei deene Leit, déi an engem Land wunnen, an enger gewëssener Alterskategorie, wéi vill Prozent do en Héichschoulofschloss hunn. Do spillen also net nëmmen déi Leit, déi duerch de Lëtzebuerger Schoulsystem gaange sinn, mä do stinn och déi vill Auslänner, déi bäigezu sinn, déi hei notamment am Bankesecteur schaffen, wat oft héich diplomëiert Leit sinn. À la rigueur zielen och d'Leit vun der Europäescher Communautéit nach mat.

Dat verfälscht e bëssen dat Lëtzebuerger Bild. Mir wëssen, dass, wann een d'Lëtzebuerger Zuele kuckt, een éischter bei 30% haut läit, bei de Lëtzebuerger, déi en Héichschouldiplom hunn. Notamment déi Leit vun der Immigratioun, déi leien nach vill méi schlecht wéi d'Lëtzebuerger. Dat ass eben déi Fro vun der Chancëgerechtegkeet, déi mer méi staark mussen an de Mëttelpunkt vun der Schoulpolitik weider riichten, dass een also do relativ liicht kéint un déi Ziler komme vun der Europäescher Unioun.

Ech mengen, mir missten do driwwer goen. Well wa mer eis do nëmme mat deem begnügen, wat europawäit ugestrieft gëtt bei den Héichschouldiplomer, dat wiere 40%, dat hätte mer praktesch zu Lëtzebuerg jo schonn haut erreecht. Ech mengen, do misste mer eis also en Zil ginn, wat méi héich gestach ass wéi déi 40%, déi am Schnëtt an Europa ugestrieft ginn, ze erreechen an deenen nächsten zéng Joer.

Et bleift dee leschten Taux, dat ass dee vun der Bekämpfung vun der Aarmut. Do läit Lëtzebuerg, dat wësse mer, ongeféier bei ronn 13% vun der Bevölkerung, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Europawäit sinn dat der méi, do läit den Taux bei 17%. Och do si mer der Meenung, dass do musse besonnesch Effortë gemaach ginn, geziilten Effortë gemaach ginn, fir besonnesch déi Tranchë vun der Populatioun ze kucken, déi deem Risiko ausgesat sinn hei zu Lëtzebuerg. Dat sinn haaptsächlech Alleinerzieher mat Kanner. Et ass natierlech dann och eng Aufgab vun der Politik, geziilt fir déi dote Kategorië vu Leit Efforten ze maachen, fir dass deen Aarmutsrisiko an deenen nächsten zéng Joer weider hei zu Lëtzebuerg reduzéiert gëtt a mir och eise Bäitrag europawäit zu där ganzer Strategie do leeschten.

Et ass also wichteg, dass déi Ziler festgeluecht ginn. Ech géif mer wënschen, dass - wéi och fir de Programm selwer - och natierlech mat der Chamber eng Consultatioun stattfënnt, ier d'Regierung definitiv déi national Ziler do Bréissel mellt an dann och se definitiv gëlle fir déi nächst zéng Joer.

Entscheedend bleift awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net, wat fir eng Ziler mer eis ginn - där sinn et der schonn esou vill ginn an alle Länner an an alle Politikberäicher -, mä dass mer déi Ziler natierlech verbanne mat konkrete Moossnamen, wéi mer se wëllen erreechen, an och, wa méiglech, mat engem zumindest indikative Kalenner, wéi déi Moossname sollen an deenen nächste Jore geholl ginn.

Mä dat ass nach net d'Diskussioun vun haut. Dat ass eng Diskussioun, déi mer wäerten all Joer kréien, wa mer iwwert déi national Reformpläng ze diskutéieren hunn hei an der Chamber. An deem Sënn stinn eis spannend Diskussioune bevir, besonnesch an engem finanziellen Ëmfeld, wat en anert war wéi déi lescht zéng Joer.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci, an als éischte Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Alex Bodry huet elo grad eng ausféierlech an och eng flott Analys iwwert de Strategiepabeier vun der Kommissioun fir déi nächst zéng Joer hei virbruecht an och se am Kader vun den Initiativen, déi hei zu Lëtzebuerg geholl gi sinn an déi och nach ze huele sinn, beliicht. Ech wëll him duerfir häerzlech félicitéieren an och villmools Merci soen.

Här President, d'Strategie 2020 ass d'Suite vun der Lissabon-Strategie, also deem éischte Strategiepabeier vun der Kommissioun, deen d'Prioritéite vun der europäescher Politik fir déi éischt zéng Joer vun dësem Jorhonnert definéiert huet an deen dëst Joer am Fong geholl ofleeft. D'Strategie 2020 ass manner ambitiéis wéi hir Virgängerin, mä dofir leet se méi räsonnabel Ziler vir, déi och den Ufuerderungen an den Usprëch vun enger moderner Gesellschaft entspriechen. A well d'Strategie 2020 sech op manner an dofir op méi räsonnabel Prioritéite fokusséiert, huet se méi Chancen, hiert Zil net ze verfeelen.

D'Strategie traitéiert besonnesch déi strukturell Problemer vun dem europäesche Produktiounssystem a baséiert um Engagement vun de Memberstaten, sech ver-

schidden Objektiver ze fixéieren an déi am Kader vun den integréierte Richtlinnen, déi vun der Kommissioun proposéiert ginn, iwwer national Reformpläng ze erreechen.

D'Strategie 2020 stellt dräi Prioritéite vir, déi an hiren Aen d'Kärstéck vun der europäescher Politik fir déi nächst zéng Joer sollen duerstellen: éischtens, en intelligente Wuesstum an an anere Wierder eng Wirtschaft, déi op Innovatioun a Wësse fousst; zweetens, en nohaltegen, méi grengen an dofir net manner kompetitive Wuesstum an drëttens, en inklusive Wuesstum, dee virun allem d'sozial Kohesioun an d'Solidaritéit fördere soll.

Fir datt am Joer 2020 dës Prioritéiten ëmgesat kënne ginn, fir do unzekommen, wou d'Kommissioun et fir Europa gär gesäit, muss am Virfeld d'Kris iwwerwonne ginn, an d'Strategie 2020 beschreift och Weeër, fir aus där Kris erauszekommen. Si mécht Virschléi, wéi een op eng soft Manéier aus der Kris erauskomme kann, mécht Virschléi, fir de Finanzsystem ze reforméieren, a schléit strategesch Usätz vir, fir engersäits déi öffentlech Finanzen ze sanéieren an anerersäits eng besser Koordinatioun am Beräich vun de Wirtschaftspolitiken tëschent de Länner aus der Eurozon ze bewierken an doduerch d'Stabilitéit vun eiser gemeinsamer Währung besser ofzesécheren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, säit bal zwee Joer stieche mer an enger déiwer Kris. Dës Kris fënnt hiren Ursprong an der amerikanescher Finanzkris, déi sech schnell op déi aner Länner ausgedehnt huet an déi schlussendlech op d'Gesamtwirtschaft iwwergeschwappt ass. Dernieft kennt d'Eurozon zënter e puer Wochen zolidd Problemer, déi duerch déi dramatesch Situatioun a Griichenland verdäitlecht gi sinn. Dës nei Kris ass net direkt duerch d'Problemer an der Wirtschaftskris ervirgeruff ginn, si ass awer mat Sécherheet duerch déi déif Wirtschaftskris accéléréiert ginn.

Ee vun de Grënn vun all dëse méi neie Problemer - an dat ass schonns hei déi lescht Woch am Kader vun der Debatt iwwert déi europäesch Budgetskontroll undiskutéiert ginn - läit an enger iwwerdriwwener Verschëldungspolitik vun der Privatwirtschaft, dat heescht de Familljen a Betriber engersäits an der öffentlecher Hand anerersäits. Op déi Iwwerschëldung hu sech eng Rei vu Finanzprodukter grefféiert, déi zu spekulativen Ausmoosse gefouert hunn an d'Problemer, an déi mer eragerutscht sinn, zousätzlech accéléréieren.

Mir mussen elo e Wee fannen, fir definitiv aus der Kris erauszekommen. Zu Lëtzebuerg wéi an allen aneren europäesche Länner an och an Amerika sinn eng Rei vu Mesurë geholl ginn, fir d'Kris ze iwwerbrécke respektiv ze iwwerwannen an déi gravéierend Konsequenze vun der Finanz- a Wirtschaftskris anzegrenzen. Am Hibléck op d'Ursaache vun der rezenter Kris bleift d'Fro, wéi mer an Zukunft esou Ausrëtscher kënne verhënneren a wéi mer vermeide kënnen, nees an déiselwecht Feeler zréckzefalen.

Doriwwer eraus heescht et och, fir d'Après-crise virzebereeden. Wou steiere mer hin? Wat wëlle mer? Wéi kënne mer eis besser an enger globaliséierter Welt positionéieren, fir datt mer als Land, awer och als EU méi kompetitiv ginn am Vergläich zu eisen Haaptkonkurrenten ausserhalb vun der EU, wéi China an Indien, fir nëmmen déi ze nennen? Zu deene Froe wëllt de Strategiepabeier 2020, deen ebe just als Ausgangspunkt d'Finanz- an d'Wirtschaftskris huet, eng Äntwert liwweren.

De Kommissiounspabeier schwätzt vun enger „stratégie crédible de sortie de crise", enger Sortie net nom Hauruck-Verfahren, enger Sortie, déi akzeptabel ass an déi net erëm nei Schocke mat sech zitt. Et solle virun allem erëm normal geregelt wirtschaftlech Verhältnisser geschaf ginn. D'Ënnerstëtzung un d'Finanzinstituter an déi sektoriell Hëllefe ginn zu engem Enn gefouert. Mir bewegen eis ewech vun den antizyklesche Politiken.

Déi temporär Aarbechtslosemoossname gi bäibehalen, awer nëmmen esou laang, bis d'Wirtschaft zu engem nohaltege Wuesstumsrhythmus erëmfonnt huet. Eng Sortie net mat Iwwerstierzung, mä no engem Rhythmus, deen der Wirtschaftsrelance vun deene jeeweilege Länner ugepasst ass a soll ginn. Dëse Virschléi kënne mir zoustëmmen, well se mat e puer Nuancen och an de Konzept vun der Regierungspolitik vun dëser Legislatur erapassen.

Här President, ier mer op déi verschidde Virstellungen a Prioritéite vun der Kommissioun ze schwätze kommen, wéilt ech kuerz op d'Sortie de crise zréckkommen a méi am Detail d'Virschléi vun der Kommissioun, fir de Finanzsecteur esou schnell wéi méiglech nees op zolidd, stabil a gesond Been ze setzen, analyséieren.

Wann ech als Éischt iwwert de Finanzsecteur schwätzen, dann huet dat domadder ze dinn, datt déi Mesuren, déi proposéiert ginn, eis als international Finanzplaz direkt betreffen. Anerersäits mussen d'Problemer, déi d'Finanzkris verursaacht hunn, fir d'Éischt geléist ginn, ier een op déi eigentlech Erausfuerderungen, déi d'Strategie 2020 oplëscht, ageet.

Dem Kommissiounspabeier no soll de Finanzsecteur senger Haaptmissioun, dat heescht dem Ofséchere vun dem Finanzement vun der Wirtschaft, erëm voll gerecht ginn. Méi Transparenz, wat de Marché a seng Produkter ubelaangt, méi Sécherheet fir de Client duerch eng besser Informatioun an eng verstäerkten, awer keng iwwerdriwwe Kapitalisatioun vun de Banken, eng besser Gouvernance fir d'Finanzinstituter a méi Responsabilitéit fir d'Acteuren um Marché, eng besser Opsiicht iwwert de Secteur allgemeng duerch eng verstäerkte Virsiichtsreglementatioun sollen an Zukunft d'Krisefestegkeet vum Secteur ofsécheren.

Am Fall, wou de Secteur trotzdeem a Schwieregkeete geréit, sollen déi Mesuren op d'mannst dozou bäidroen, d'Krisis besser géréiert ze kréien. Mat Bezuch op d'Verantwortung vum Secteur un der aktueller Kris schléisst d'Kommissioun och eng ugemiesse Bedeelegung vum Finanzsecteur selwer un der Krisebewältegung net aus.

Eise Fraktiounspresident, de Jean-Louis Schiltz, huet d'lescht Woch a senger Interventioun hei op dëser Tribün d'Positioun vun eiser Fraktioun zu dësem Problem duergeluecht. Dës Bedeelegung kann duerchaus d'Form vun enger Bankesteier oder enger Bankenabgab unhuelen. Wann een iwwert de Wee vun enger Transaktiounssteier fiert, da muss ee sech fir d'Éischt bewosst sinn, datt esou eng Steier net neutral ass a gréisser Inzidenzen op eis national Banken- a Finanzplaz wéi och op déi europäesch Finanzplaze kann hunn.

Alles hänkt dovunner of, wat besteiert gëtt. Sinn et Fongen? Sinn et Risikogeschäfter? D'Bedeelegung vum Finanzsecteur soll eiser Meenung no nom Prinzip vum Pollueur-payeur fonctionnéieren. Et geet hei drëms, iwwerzunne Risikogeschäfter, déi jo zum groussen Deel d'Kris provozéiert hunn, ze belaaschten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Geld, eng Währung, huet a sech keen eegene Wäert. D'Geld ass jo nëmmen en Instrument fir de Floss, den Échange vu Wueren an Déngschtleeschtungen ze vereinfachen. D'Geld ass also näischt anescht wéi de Géigewäert, de monetäre Wäert vun de Wueren an de Servicer, déi an engem Land, dat heescht, vun enger Wirtschaft produzéiert ginn. De Wäert respektiv d'Stabilitéit vun enger Währung hänkt also vun der Kompetitivitéit respektiv der Stabilitéit vun der Wirtschaft vun deem Land of. Dat ass de Fall fir e Land, dat ass awer och de Fall fir eng Wirtschafts- a Währungsunioun wéi déi vun der Eurozon.

Wann an engem Land d'Ekonomie vun enger Regioun méi schwaach ass wéi am Rescht vum Land, dann huet dat en Afloss op d'Gesamtwirtschaft vun deem Land an also och op d'Stabilitéit vu senger Währung. Esou een internen Déséquiliber kann allerdéngs duerch déi méi héich Kompetitivitéit vun deenen anere Regioune kompenséiert ginn.

Dat ass natierlech méi schwéier an enger Wirtschaftsunioun, wou d'Wueren an d'Déngschtleeschtungen tëschent deene verschiddene Länner ausgetosch ginn. Doduerch ginn d'Handelsbilanzen affektéiert, déi en Effet op d'Budgetspolitik a mat him op d'Wirtschaftspolitik hunn, déi esou d'Vulnérabilitéit vun deem Land verstäerken. Fir seng Defiziter ze begläichen, muss dat Land bei de Banke Prêten ophuelen, a well seng Wirtschaft ugeschloen ass, kritt et déi nëmmen zu engem verdeierten Taux geléint. Dat verdeieregt seng Scholdlaaschten, wat zu neie Budgetsproblemer féiert.

Dës komplex Zesummenhäng erklären, datt an enger Währungsunioun et onbedéngt wichteg ass, déi ekonomesch Déséquiliberen tëschent de verschiddene Memberstaten am Grëff ze behalen.

Dat konnt ee bis elo net feststellen. Ee gewëssene Laxismus huet sech bei verschiddene Länner an hirer Bëuechtung vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt festgeluecht. Dohier stamen och déi Schwieregkeeten, an déi verschidde Memberstate vun der Eurozon erageschliddert sinn.

Fir dat an Zukunft ze verhënneren, schléit d'Kommissioun eng méi streng Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitike vun de Memberlänner duerch folgend Moossname vir: 1. e méi strengt Bëuechte vun de Stabilitéits- a Wuesstumspakten an eng verstäerkte Koordinatioun vun de Budgetspolitiken; 2. déi preventiv Dimensioun vun der Budgetsopsiicht muss méi staark zum Droe kommen, an dat besonnesch an Zäite vu gënsteger Konjunktur; 3. d'Schold vun deenen eenzelne Länner muss besser ënner Kontroll gehal ginn, fir eng laangfristeg Viabilitéit vun den öffentleche Finanzen ze garantéieren; 4. d'Infractiounen um Stabilitéits- a Wuesstumspakt sollen esou schnell wéi méiglech behuewe ginn; a 5. an Zukunft soll de Budget vun der EU méi genotzt ginn, fir d'Memberstaten ze encouragéieren, déi gemeinsam festgeluechten Ziler, déi d'Viabilité budgétaire betrëfft, ze erreechen.

Mir musse virun allem zu engem Ëmdenken an zu engem Wandel an eiser Mentalitéit kommen, ewech vum nationalen Egoismus a méi europäesch Solidaritéit. Dat gëllt fir jiddwereen, dat gëllt och fir eis. Virun allem mussen d'Memberstate sech der Effikassitéit an och de Répercussioune vun de Moossname vun hiren nationale Budgete fir an op d'Stabilitéit vun der gesamter Unioun besser bewosst sinn.

Här President, fir eng besser Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitike vun de Länner ze garantéieren, schléit d'Kommissioun duerfir eng Iwwerpréiwung vun den nationale Budgetspolitiken a Reformprogrammer am Virfeld vun hirer Diskussioun an den nationale Parlamenter vir, an dëst am Kader vun engem sougenannte Semestre européen. Domat soll assuréiert ginn, datt déi national Budgete mat hire Verflichtungen - also de Verflichtunge vun den nationale Regierungen - a mat den europäesche Politiken iwwerenee stëmmen, also net d'Stabilitéit vun der Eurozon an deenen anere Memberstaten a Gefor bréngen.

Doduerch, datt de Conseil européen ufanks des Joers d'Orientéierung vun enger gemeinsamer Wirtschaftspolitik festleet, soll et fir déi jeeweileg Memberstate méi einfach ginn, hir Stabilitéits- a Konvergenzprogrammer ze erstellen an hir national Reformprogrammer virzeschloen. Et soll och den nationale Parlamenter ee besseren Abléck ginn iwwert d'Budgetspolitik vun hirer Regierung am Kader vun enger gemeinsamer Wirtschafts- a Währungsunioun. Si kënnen esou besser jugéieren, ob dës Politik am Aklang ass mat den europäeschen Ziler, an ob hiert Land seng Verflichtungen, wat déi gemeinsam Ziler betrëfft, och respektéiere kann.

Mir hunn allerdéngs festgestallt, datt d'Stabilitéit vun der Währung an enger Wirtschafts- a Währungsunioun nëmmen duerch eng gewësse Koordinatioun vun der Politique macroéconomique kann assuréiert ginn. Tëschent dem wirtschaftlechen Désorder an enger gemeinsamer Wirtschaftspolitik ass dëst wuel e mannsten Iwwel, an ech stëmme mat mengem Fraktiounskolleeg Lucien Thiel iwwereneen, deen d'lescht Woch schonns hei d'Fro opgeworf huet, ob esou ee forcéierte gemeinsame Budgetsnenner wierklech als Präis ze héich wär, fir d'Stabilitéit vun der gemeinsamer Währung an d'gutt Fonctionnéieren am europäesche Wirtschaftsraum ze assuréieren.

Här President, viru véier Wochen hunn d'Regierunge vun den Eurozonlänner e Rettungspak vu 750 Milliarden Euro fir Griichenland décidéiert. 60 Milliarde fléissen un d'griichesch Regierung direkt iwwert d'Europäesch Unioun, 250 Milliarde komme vum Internationale Währungsfong a 440 Milliarde sollen iwwer Prêtë fléissen, déi vun deenen anere Länner aus der Eurozon cautionnéiert ginn. D'Fro, déi sech stellt, ass déi, wien déi 440 Milliarden Euro besuerge soll.

De leschte Méindeg hunn déi 16 Eurolänner eng Zweckgesellschaft no Lëtzebuerger Recht gegrënnt, déi als Objet huet, sech Kreditter um private Marché ze beschafen, déi bis zur Héicht vu 440 Milliarden Euro vun de Memberstate cautionnéiert ginn, fir déi dann un dat Land, dat a Schwieregkeete geroden ass, weiderzeléinen.

Well dës Zweckgesellschaft vun den Eurozonlänner cautionnéiert gëtt, genéisst se e gudde Rating bei den internationale Bewäertungsagenturen. Esou ka si d'Suen zu engem besseren Taux léinen, wéi dat e wirtschaftlech ugeschloent Land kéint maachen. Doduerch ginn d'Scholdlaaschte bei deem ënnerstëtzte Land méi niddreg gehalen, wat him zousätzlech erlaabt, méi liicht aus senger schwéierer Situatioun erauszekommen.

En Instrument, dat mer nëmme kënne begréissen an dat de Krees vun der Iwwerwaachungs- an Ënnerstëtzungspolitik vun enger Wirtschafts- a Währungsunioun schléisst. En Instrument, vun deem ee ka fannen, datt et vläicht spéit kënnt, mä e Schrëtt, dee sécherlech derzou bäidroe wäert, fir d'Kris wéi déi, déi mer an deene leschte Wochen a Méint mat Griichenland kannt hunn, an Zukunft ze vermeiden.

Här President, Kolleegen a Kolleeginnen, och wa mer eréischt d'Joer 2010 schreiwen, an och wa mir déi gravéierend Folge vun der Kris nach weider spieren dierften, esou däerf een trotzdeem net nëmmen no hanne kucken, mä et muss een och e Bléck an d'Zukunft werfen a kucken, wou ee wëllt hikommen.

An deem Sënn presentéiert d'Strategie 2020 dräi Prioritéiten, fixéiert fënnef grouss Objektiver a schléit siwen Haaptinitiative vir, fir de Fortschrëtt an all deene prioritären Themen ze förderen. Fir all Initiativ schléit de Pabeier integréiert Richtlinne vir, déi als Hausaufgab fir d'Europäesch Unioun, awer och fir d'Memberstate geduecht sinn an déi erleedegt solle ginn, wann een de Succès vun der Strategie wëllt assuréieren.

De Kolleeg Alex Bodry huet déi Objektiver an Initiativen am Detail analyséiert, esou datt ech mech wäert drop beschränke kënnen, se kuerz aus der Siicht vun den Initiative vun eiser Regierung ze beliichten. Ech wéilt virausschécken, datt eng Rei vun de proposéierten Initiative mech iwwerrascht hunn, well se bei eis schonns laang ëmgesat si respektiv an der Diskussioun stinn, fir ëmgesat ze ginn. Et war deels fir mech keen Neiland méi.

Éischt Objektiv vun deem Strategiepabeier ass, fir datt bis d'Joer 2020 75% vun der Populatioun am aktiven Alter, also tëschent 20 a 64 Joer, eng Aarbecht sollen hunn. EU-wäit an zu Lëtzebuerg läit dësen Taux bei manner wéi 70%. An Amerika an a Japan läit en driwwer. Doriwwer eraus stellt d'Veralterung vun der Populatioun an der Europäescher Unioun op där Zäitschinn e Problem fir eis Sozialversécherung duer.

Fir d'Kommissioun ass et kloer, datt d'Europäesch Unioun dee Problem nëmme léise kann, wa strukturell Reformen um Niveau vun der Sozialversécherung a virun allem vum Rentesystem virgeholl ginn, an doriwwer eraus awer och hire Potenzial un Aarbechtskraaft voll a ganz ausgeschöpft gëtt.

Déi niddreg Fraebedeelegung um Aarbechtsmaart wéi och déi niddreg Beschäftegung vun deenen eelere Matbierger an den héije Chômagetaux vun deene jonke Leit gesäit d'Kommissioun als gravéierende Problem, an Handlungsbedarf besteet hei, fir dësen Trend opzehalen.

5% méi Leit um Aarbechtsmaart am Joer 2020 kléngt no net vill. Et ass awer en ambitiéist Zil, wann ee weess, datt an deene

leschten zéng Joer d'Beschäftegung nëmmen ëm 2% eropgaangen ass, an dat haapsächlech wéinst engem Opschwong vun der Fraebeschäftegung. D'Tatsaach, datt d'Regierung an deene leschte Joren den Ausbau vun der Offer u Crèchen, u Maisons relais an aner Betreiungsstrukture fir Kanner gefördert huet, erkläert déi festgestallte positiv Tendenz, wat d'Bedeelegung vun de Fraen op eisem Aarbechtsmaart ubelaangt.

Eis bereet besonnesch den niddregen Taux d'emploi bei den eelere Salariéë Suergen. D'Beschäftegungsquot läit hei bei manner wéi 40%. Dat gëtt ze bedenken. An et fuerdert d'Politik, nei Weeër ze goen, fir dës Tendenz ze redresséieren.

Den Aarbechtsminister huet, nieft deene schonns bestoende Mesuren, déi am Sënn vum Kommissiounspabeier dierfte sinn, ugekënnegt, mat de Sozialpartner am Hierscht iwwer nei Pisten a Moossnamen ze diskutéieren, fir d'Beschäftegung ze förderen an esou de Chômage ze évitéieren.

Et ass natierlech evident, datt d'Moossnamen, déi musse kommen, eleng net duerginn, wann net e Mentalitéitswiessel an de Käpp vun de Beschäftegte selwer an awer och vun den Employeure stattfënnt.

Den héije Chômage vun eise jonke Matbierger, deen ass zu engem groussen Deel dorop zréckzeféieren, an den Alex Bodry huet et och gesot, datt vill jonk Leit zu Lëtzebuerg fréizäiteg d'Schoul verloossen oder hir Studien ofbriechen ouni en Ofschloss ze hunn. Dernieft hunn déi, déi eng Ausbildung ofgeschloss hunn, oft net onbedéngt déi néideg Qualifikatioun, déi op dem Aarbechtsmaart gefrot ass.

D'Kommissoun schléit och op deem Plang e kloert Objektiv vir: Den Taux vum Abandon scolaire muss ënner 10% gesenkt ginn, a wéinstens 40% vun de Kanner sollen am Joer 2020 en Unisofschloss kréien oder en equivalenten Diplom an der Täsch hunn.

Firwat dës ambitiéis Ziler? D'Kommissioun geet dervun aus, datt am Joer 2020 um Niveau vun der Europäescher Unioun 16 Milliounen nei Aarbechtsplazen entstoe wäerten, déi héich Exigenzen, wat d'Ausbildung an d'Qualifikatioun vun de Beschäftegten ugeet, viraussetze wäerten. D'Zuel vun den Aarbechtsplazen, wou keng oder wéineg Qualifikatioun néideg ass, wäert parallell dozou drastesch ofhuelen.

D'Inéquatioun vun eisem Schoulsystem mat der Beruffswelt souwéi den héijen Taux d'abandon bei eise Kanner ass ee Problem, dee schonns méi laang bekannt ass. Et ass ganz kloer, datt an Zukunft weider an d'Éducatioun, an d'Ausbildung vun de Kanner muss investéiert ginn. D'Éducatiounsministesch huet ausserdeem eng Rei vu Reforme vum Schoulsystem realiséiert respektiv virgesinn, mam Zil, datt d'Schoul besser op d'individuell Kompetenze vun de Kanner kann agoen, fir esou hir Motivatioun ze stäerken, hir Ausbildung ze verbesseren an domat och den Taux d'abandon scolaire ze reduzéieren.

Villes, wéi esou oft, hänkt elo vun der Praxis of. Mä de Grondsteen fir eng méi chancëgerecht Schoul ass geluecht. Mir kënnen awer d'Schoul esou vill wéi mer wëlle reforméieren, et wäerten ëmmer erëm Kanner ginn, déi aus villen ënnerschiddleche Grënn d'Schoul fréizäiteg verloossen. Et muss dowéinst och weider an d'Formation pour adultes investéiert ginn, fir och deenen, déi hir Schoulen net fäerdeg gemaach hunn, d'Chancen op eng adequat Ausbildung ze ginn.

D'Éducation des adultes an den „lifelong learning" sinn d'Viraussetzunge fir eng adequat Upassung vun den Aarbechtskräften un déi permanent Evolutioun vun den neien Exigenze vum Aarbechtsmaart. Op deem Plang hu mir munches opweises. Et bleiwen awer nach eng Rei Efforten ze maachen.

Här President, wann eent vun den Objektiver vun der Strategie dora besteet, de Beschäftegungstaux bis 2020 op iwwer 75% ze hiewen, an d'Kommissioun esou vill Wäert op d'Éducatioun leet, da kënnt dat net vun ongefeier. E gëtt nämlech eng direkt Korrelatioun tëschent Aarmut an Aarbecht.

Deen, dee keng Aarbecht oder eng prekär Aarbecht huet, riskéiert méi an d'Aarmut ze rutschen, wéi een, deen eng sécher, onbefristet Plaz huet. An de Schlëssel zum Aarbechtsmaart an zu de sécheren, festen, anstänneg bezuelten Aarbechtsplaze läit ouni Zweifel an der Éducatioun.

Déi zwou éischt Prioritéite vun dem Strategiepabeier sinn deemno enk mam drëtten Objektiv vun der Strategie verbonnen, an zwar der Bekämpfung vun der Aarmut. Bis 2020 wier et nom Strategiepabeier ubruecht, fir d'Zuel vun de Leit, déi duerch d'Aarmut bedroht sinn, ëm 20 Milliounen ze reduzéieren.

Wann d'Aarmut bei eis am Land och net ganz aus der Welt geschaf ass - an déi rezent Analys, déi vun der Salariatschamber an Optrag gi gouf an déi gëschter hei, net hei, mä dobausse virgestallt gouf, huet dat bestätegt -, sou muss een trotzdeem begréissen, datt déi jeeweileg Regierungen an deene leschte Jore vill Efforten opbruecht hunn, fir d'Aarmut ze bekämpfen.

Déi Politik, déi d'Regierung gemaach huet fir d'Kanner a fir déi méi Schwaach an eiser Gesellschaft, huet mat Sécherheet derzou bäigedroen, datt vill Famillje mat hire Kanner net méi an Aarmut liewe mussen. Déi geziilte Kannerbetreiungsmesuren, den intensive Sozialwunnengsbau an déi sëllech Aarbechtsbeschäftegungsinitiativen, fir nëmmen dës dräi Beispiller ze nennen, hunn zu enger wesentlecher Verbesserung vun der Liewensqualitéit vu sozial manner gutt gestallte Famillje bäigedroen.

Kolleeginnen a Kolleegen, eng vun den dräi Prioritéite vun der Strategie 2020 läit um intelligente Wuesstum, dat heescht enger Wirtschaft, déi op dem Wëssen an der Innovatioun fousst.

Wa mir gären esou e Wuesstum hätten, da musse mir méi an d'Fuerschung investéieren. D'Investitiounen am Beräich vun der Fuerschung solle bis 2020 drastesch erhéicht ginn. Uechter Europa gi manner wéi 2% vum BIP dofir ausginn. Mëttelfristeg sollen, no der Kommissioun, iwwer 3% opbruecht ginn; Japan läit haut bei gudden 3,4% an Amerika bei 2,6%.

Investissementer an der Fuerschung sinn net nëmmen eng öffentlech Ugeleeënheet, am Géigendeel. Fir d'Kommissioun ass och dee schlechte Score vun der Europäescher Unioun am Verglach mat Amerika doduerch ze erklären, datt et EU-wäit wéineg privat Investissementer an dësem Beräich gëtt.

Wat déi öffentlech Investissementer hei zu Lëtzebuerg betrëfft, esou muss een awer festhalen, datt mer am Joer 2001 fir Fuerschungsprojete 25 Milliounen Euro ausginn hunn. Haut, gutt zéng Joer méi spéit, sinn et der 250 Milliounen. Doriwwer eraus huet d'Regierung am Koalitiounsprogramm zousätzlech nei Pisten definéiert, déi elo vum Fuerschungsminister ëmgesat solle ginn. Op der Basis vum „public private partnership" sollen zousätzlech Weeër méiglech gemaach ginn. Mat dem Eraklammen an d'Biomedezin, duerch Kontakter mat der ESA an de Méiglechkeeten, an der Aeronautik aktiv ze ginn, sinn eng Rei Diere mat neien interessante Perspektiven opgestouss ginn.

Duerch eng Rei geziilte Verbesserunge vun den Infrastrukturen, zum Beispill am Beräich vun der Galileo-Antenn, sinn dës Schrëtter méiglech ginn. Och d'Cité des Sciences op Esch/Belval ass eng wichteg Investitioun, fir nei Chancen a fir nei Aarbechtsplazen am Beräich vun der Fuerschung ze schafen. Bis zu 2.400 Aarbechtsplazen, déi wëssenschaftlech Mataarbechter aus dem In- an aus dem Ausland besetze sollen, sollen hei geschaf ginn. Net ze vergiesse sinn och d'Ustrengungen, déi gemaach gi sinn a puncto Verbesserung vun de Kommunikatiounsinfrastrukturen.

Et ass awer ganz kloer, datt, wa mir eis an deem dote Beräich wëlle positionéieren, virun allem par rapport zu eisen Nopeschlänner, da muss d'Recherche enk mat de Betriber zesummeschaffen. Nëmmen, andeem se mat de wirtschaftlechen Acteure kollaboréiert, kënne mir eng qualitativ héichwäerteg Recherche mat Plus-valuë virweisen.

An d'Recherche an an d'Innovatioun investéieren ass eng Saach; garantéieren, datt déi innovativ Iddien an nei Produkter an Déngschtleeschtungen ëmgesat ginn, déi Wuesstum an Aarbechtsplaze beschafen, ass eng aner. Déi zwou Saache gehéieren awer zesummen, an an deem Beräich ass fir eis dach awer jonk Recherche nach vill Nohuelbedarf.

Här President, an deene leschte Jore sinn d'Infrastrukture fir d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologië konsequent ausgebaut a gefördert ginn. Dat gëllt souwuel fir déi vun der Post wéi och fir déi vum Stat gegrënnte Firma Luxconnect an de ganze Privatsecteur. Esou verfügt eist Land iwwer eng 100%eg Zougangsméiglechkeet zum Héichgeschwindegkeetsinternet an ass un déi grouss international Datenautobunnen an Datenzentren ugeschloss.

Och an hirem Koalitiounsprogramm vun 2009 bekennt sech déi aktuell Regierung derzou, fir weider massiv an den Ausbau vun den neie Kommunikatiounstechnologien ze investéieren. Dobäi läit d'Erausfuerderung virun allem doranner, hei zu Lëtzebuerg ee vu Glasfibere gedroenen Ultra-Héichgeschwindegkeetsréseau op d'Been ze stellen an esou aus eisem Land ee weltwäite Leader an dësem Beräich ze maachen.

Dat si Pisten, déi de Strategiepabeier am Kader vun dem intelligente Wuesstum virschléit. Mir sinn also do den Ziler vun der Kommissioun vläicht schonns eng Etapp viraus.

Wat déi lescht Prioritéit vum Strategiepabeier ugeet, den Objektiv 20-20-20 am Klima- an Energieberäich, esou muss een agestoen, datt och déi - wéi all déi aner - ganz éiergäizeg ass. Dat ass gutt esou an duerchaus och néideg.

Den Ausstouss vun CO_2 soll ëm 20% reduzéiert ginn; datselwecht gëllt fir den Energieverbrauch. Doriwwer eraus sollen erneierbar Energië konsequent gefördert ginn an de prozentualen Undeel um Stroummix soll weider klammen, mat dem kuerz- a mëttelfristegen Zil bis zu engem gudde Véirel.

D'Problemer an déi geplangte Mesuren an deem Beräich si gëschter hei bei der Orientatiounsdebatt iwwert déi nohalteg Entwécklung des Laangen an des Breede beliicht ginn, esou datt ech haut net méi weider brauch dorobber anzegoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kris wor net ëmsoss. Eng Rei vu Léiere konnten doraus gezu ginn. D'Kris huet gewisen, wéi enk déi 27 EU-Wirtschaften, a virun allem déi aus der Eurozon, matenee vernetzt sinn. Mir hu gesinn, wellech Inzidenzen een eenzelt Land op d'Gesamtwirtschaft an op d'Währung vun der EU kann hunn. Mir hunn erfuer, datt eng Währungsunioun och, wann net gläich eng Wirtschaftsunioun, dann op d'mannst eng staark Koordinatioun um ekonomeschen Niveau brauch.

Mir hunn och erfuer, datt, wann et brennt, d'EU capabel ass ze reagéieren, heiansdo wéi am Fall vu Griichenland spéit, an den Ae vun enger Rei vun Acteuren an Observateuren, mä si reagéiert. An och wann d'Europäesch Unioun sech mat Momenter schwéierdeet, eng gemeinsam koordinéiert Strategie vun der Léisung vu Problemer an der Bekämpfung vu Krisesituatiounen opzestellen, esou huet se et dach fäerdeg bruecht, deen ugeschloene Bankesecteur ze stabiliséieren an een an de groussen Zich koordinéierte Relanceplang fir déi depressiv Wirtschaft op d'Been ze setzen.

Méi wéi jee ass et wichteg, alles drunzesetzen, datt d'europäesch Ekonomie konkurrenzfäeg bleift an nei Impulser setze kann, fir datt d'Europäesch Unioun an hir Memberstaten nei Perspektiven hunn. De Strategiepabeier soll d'Basis sinn, woubäi eng ganz Rei éiergäizeg Ziler definéiert ginn, dëst an de Beräicher vun der Aarbecht a Beschäftegung, der Éducatioun, der Fuerschung an der Innovatioun, an dem soziale Beräich, besonnesch wat d'Bekämpfung vun der Aarmut ubelaangt.

Et geet leschten Enns och drëm, eng Strategie ze definéieren a Konzepter unzedenken, déi d'Wettbewerbsfäegkeet vun der EU par rapport zu Amerika an zu Asien stäipen, fir net ze soe verbesseren. Et geet drëm, an deenen eenzelne Memberlänner koordinéiert Reformen un d'Rullen ze bréngen, fir de soziale Fortschrëtt a Wuelstand an Europa ze garantéieren.

Dëse Strategiepabeier geet eiser Meenung no an déi richteg Richtung. Vill Virschléi kënne mer deelen, well se sech och am Kader vun eisen nationale Politiken artikuléieren. Verschidde méi direkt, an anerer mat deenen entspriechenden Nuancen. De Problem läit bei der Ëmsetzung, wéi mer et bei der Lissabon-Strategie erfuer hunn. Versiche mer dat wéi bis elo no der Method vun enger oppener Koordinatioun, oder gi mer der Kommissioun déi néideg Instrumenter, fir d'Ëmsetzung vun der Strategie ze dirigéieren? Hei hu mer nach genuch fir an deenen nächste Joren ze bäissen, an ech si sécher, datt et haut net fir d'Lescht ass, wou mer eis mat deene Froe wäerten ausenanersetzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Norbert Haupert. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann een esou eng Debatt wéi dës preparéiert, da mécht een dat mat gemëschte Gefiller. Op där enger Säit liest een am Strategiepabeier „Europe 2020" all déi gutt Virsätz, déi ee sech huele wëllt, fir d'Croissance an Europa ofzesécheren, fir nei Aarbechtsplazen ze garantéieren, sech ambitiéis Ziler a puncto CO_2-Emissiounen ze ginn, d'Aarmut ze bekämpfen, an dann awer och - an dat steet um Ufank vun all deenen Iwwerleeungen - d'öffentlech Finanzen an deenen eenzelne Memberstaten an de Gréff ze kréien. Op där anerer Säit kënnt engem awer och an de Kapp, mat wéi vill Enthusiasmus am Joer 2000 d'Lissabon-Strategie virgestallt ginn ass, déi aus der EU bis 2010 „l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde" maache sollt.

Wéi Lëtzebuerg dunn 2005 d'Présidence vum Conseil européen iwwerholl huet, dunn huet missen déi Strategie eng éischte Kéier nei agencéiert ginn. Et sinn dunn haaptsächlech Mëttel iwwert de Wee vun deene sougenannte Lignes directrices intégrées festgehale ginn, déi hëllefe sollen ze moossen, ob déi eenzel Memberlänner hir Ziler erreeche géifen.

Mir wëssen haut, dass och déi Tentative en Échec ass, dass déi Lignes directrices wuel nach Bestanddeel si vun där neier Strategie, mä dass d'Lissabon-Strategie net dat Resultat bruecht huet, wat ee sech erhofft huet. Dat ass op alle Fall dat, wat hanner virgehalener Hand gesot gëtt, ouni dass een e Rapport gesinn hätt, wat déi Strategie schlussendlech bruecht huet.

Mir bedaueren dat ausdrécklech, genausou wéi mer bedaueren, dass mir dësen Débat d'orientation net méi verdéiwe konnten oder verdéift hunn an der zoustänneger Kommissioun, der Ekonomiekommissioun. Vläicht hätt een dee Moment, op d'mannst emol wat Lëtzebuerg ubelaangt, kënnen e Kassensturz maachen a kucken, wéi wäit d'Ziler vun der Lissabon-Strategie hei am Land hiren Nidderschlag fonnt hunn. Den Ekonomieminister, dee jo schonns am Amt war ënnert der leschter Présidence an deen déi Strategie deemools nei mat orientéiert huet, kann eis do vläicht opklären.

Nach ass et esou, dass een d'Gefill net lassgëtt, dass mir elo eng Strategie haten, déi mer nogebessert hunn, an elo mat enger weiderer Strategie alles besser soll ginn. Dat och selbstverständlech virum Hannergrond vun der Finanz- a Wirtschaftskris an deenen onrouege Gewässer, an deene sech momentan den Euro befënnt. Et bleift ee Constat net aus, an dat ass deen, dass sech an Europa ëmmer grouss Ziler gesat ginn, mä - et ass ugeklonge virdrun - dass et dann un der Exekutioun hapert. Dofir sinn am Fall vun der Lissabon-Strategie déi Lignes directrices ausgeschafft ginn.

Dofir - an dat ass leider nach méi schlëmm - stécht den Euro an der Kris, an där en ass, an dofir mussen zwee grouss a wichteg Dossieren zugläich op de Leescht geholl ginn, zesumme behandelt ginn a beschtefalls deene beschtméigleche Léisungen zougefouert ginn.

Déi zwee grouss Dossiere sinn evidenterweis folgend: Wéi stabiliséiere mir eis gemeinsam Währung, a wéi kënne mer se vu baussen, mä eben och vu banne schützen? Wéi schafe mir an Europa Wuesstum, a wéi wëlle mer weider wuessen?

Wéi d'Lissabon-Strategie ugeholl ginn ass am Joer 2000, war keng Kris do. Zu Lëtzebuerg ass de Wuesstum duerch de Plaffong gaang. D'Croissance an Europa war allgemeng héich, den Euro staark, mä dach wosst een, dass e par rapport zu den USA an och den Économies émergentes schonn am Hannertreffe wier. Europa huet misse virumaachen, fir den Uschloss net ze verpassen. Elo schwätze mir nach guer net vun de strukturelle Problemer, déi schonns deemools hir Nuesespëtzt gewisen hunn. Déi däischter Wolleke wollt deemools keen um lëtzebuergeschen an europäeschen Himmel gesinn.

Mä komme mer zréck an d'Joer 2010. Déi zwee Dossieren, déi ech elo just ernimmt hunn, déi gräifen aneneen. Wéi kann et aneschters sinn? Eppes hu se kloer gemeinsam, an dat ass d'Gouvernance, déi fonctionnéiere muss, fir dass déi Ziler, déi ee sech gëtt, och erreecht ginn.

Dass déi Gouvernance a béide Fäll bis elo en Échec war, ass evident. An ech fäerten, dass ee vun deenen zwee Dossieren de Kierzere wäert zéie mussen, well all d'Efforten op een Dossier geluecht gi sinn, well aus den Ae verluer gëtt, wéi wichteg et ass, dass mir eis och endlech op d'Zukunft musse virbereeden. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber ze schwätzen.

De Pacte de stabilité huet kloer seng Grenzen opgewisen, an och déi Retizentst misste sech elo bewosst sinn, dass politesch Drohunge strictement näischt bréngen, wann ee Land sech net un de Pacte de stabilité hält. Déi Iddi, déi am Raum steet fir d'Suspensioun vum Droit de vote, ass eng interessant Approche a géif wuel den Objektiver gerecht sinn.

Et stellt sech awer elo folgend Fro: Ob mir eis an der ablécklecher Situatioun eng Diskussioun iwwer eng Ëmännerung vun den Traitéë leeschte kënnen. D'Fro stellt sech, ob déi preventiv Sanktiounen, also éier ee Land déi berüchtegt Defizitgrenz vun dräi Prozent vum PIB iwwerschreit, wéi och ëmmer se ausgesinn, dat richtegt Mëttel sinn. Mir haten d'lescht Woch jo eng länger Debatt zur Fro vum Contrôle ex ante vun den nationale Budgeten.

Eis Positioun derzou ass bekannt. Mir si prinzipiell d'accord, mengen awer och, dass mir eis Gedanke maache mussen, wéi mir an Zukunft de Budget heiheem opstellen. An da muss, wéi gesot, de Budget der Wourecht entspriechen, deen een op Bréissel schéckt. An do komme mir dann nees derzou, dass ee sech déi néideg Instrumenter muss ginn, an eben och Sanktioune muss kënnen huelen, déi déi richteg Wierkung weisen.

Här President, komme mir awer dann zur Strategie „Europe 2020" a wéi mir an Europa an heiheem de Wirtschaftswuesstum wëllen ukuerbelen. Ech hunn et elo just scho beim Stabilitéitspakt gesot: Wann d'Kontroll an d'Sanktiounen net klappen, dann hëllefen déi beschte Virsätz näischt. Genausou ass et bei där neier Strategie. An hei ass et, wou et schonns erëm hapert.

Déi vun der Kommissioun virgeschloe Kontrollméiglechkeete setze sech aus deene sougenannten „Lignes directrices" zesummen, den nationale Programmen am Kader vum Stabilitéitspakt an dann och de Grandes orientations des politiques économiques.

Op där enger Säit mécht dat jo Sënn, aus deem Grond, wou ech scho sot, dass d'Ziler vun der Strategie mat deene vun dem Stabilitéitspakt enk beienaner leien. Mä op där anerer Säit gesinn ech eng Proliferatioun vu Recommandatiounen a vu Rapporten a kann ëmmer nees nëmme feststellen, dass se déi Situatioun, déi mir haut hunn, net ofwende konnten.

Dofir plädéieren ech hei derfir, dass contraignant Zilvirgaben ugeholl ginn an dass mat seriöe Sanktioune gerechent muss ginn, wann déi Ziler net esou erreecht ginn oder net mat deem néidegen Engagement, wéi virgesinn, weidergedriwwe ginn. Mir brauchen, well mer dat evident schéngt, hei net drop anzegoen, dass d'Ziler, déi ugestrieft ginn, ëmmer der Situatioun an der Spezifissitéit vun deene verschiddene Länner mussen ugepasst ginn.

Grondsätzlech hat d'EU-Kommissioun jo och fënnef Haaptziler an hirem Strategiepabeier virgeschloen, déi et an der EU ze erreeche gëllt. Den Alex Bodry huet se virdrunner opgezielt.

Alles luefbar Ziler, woubäi ech d'Gefill hunn, dass déi verbindlech Zuelen, déi d'Kommissioun virginn huet, net hiren Nidderschlag an de Konklusioune vum ECOFIN vum 8. Juni fonnt hunn. Ech hunn et schonns virdrunner ugedeit: All d'Effortë louchen elo op dem Euro an dem europäesche Währungsfong. Aus den Aen ass d'Zukunft geroden.

De 17. Juni soll se um Conseil européen diskutéiert ginn. Ass dat net de Fall, da brauche mir definitiv net méi vun hochtrabende Strategien ze schwätzen. Well d'DP awer un d'EU an un hir Ziler gleeft, well d'DP sech bewosst ass, wat d'EU eisem Land an dem europäesche Kontinent bruecht huet u Fridden, u Stabilitéit, u Prosperitéit, wäerte mir ëmmer fir déi Ziler antrieden.

Här President, d'EU-Kommissioun huet Objektiver virgeluecht. Ob de Conseil européen déi elo eent zu eent oder nëmmen zum Deel unhëlt, soll eis net drun hënneren, déi Objektiver unzestriewen, well et ganz einfach an eisem Interessi, am Interessi vum Land ass. Dofir ginn ech elo am zweeten Deel vu menger Interventioun op déi Virgabe vun der Kommissioun an a beschreiwen, wéi d'DP et géif ugoen, fir déi Objektiver ze erreechen.

A Saache Chômage: Den Objectif, deen d'Kommissioun a puncto Aarbecht virgëtt, ass zimlech ambitiéis, virun allem fir Lëtzebuerg. Bis 2020 solle 75% vun de Leit tëschent 20 a 64 Joer eng Aarbecht hunn. Zu Lëtzebuerg leie mir de Moment den Zuele vun Eurostat no mat ronn 65% op der Moyenne vun der Unioun.

Et bleift deemno nach vill Loft no uewen. Speziell an dëse wirtschaftlech turbulenten Zäite gesäit een net, wéi mer et solle packen, eise Beschäftegungstaux ëm zéng Prozent ze hiewen. Derbäi kënnt nämlech nach d'Tatsaach, dass an de leschte Joren e Gros vun deenen zu Lëtzebuerg geschafenen Aarbechtsplaze vu Grenzgänger besat goufen. Sollt sech dësen Trend fortsetzen, dierft et nach méi schwéier ginn, fir d'Zil vu 75% Beschäftegung ze erreechen.

Dass dat awer net onméiglech ass, dat beweise Länner wéi Dänemark mat aktuell bal 76% oder Holland mat 77%. Net zulescht mat der Hëllef vun enger aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik hunn dës Länner an de leschte Jore grouss Fortschrëtter a puncto Beschäftegungstaux gemaach.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Zréck op Lëtzebuerg. Während mer bei de Männer den Objektiv quasi erreecht hunn - aktuell läit den Taux hei bei 73,2% -, hu mer awer bei de Fraen nach Nohuelbedarf. Nëmme 57% vun hinne ginn de Moment enger Beschäftegung no. Och bei den eelere Salariéë sti mer net wierklech gutt do. Hei läit den Taux bei 38,2% par rapport zu 46% am europäeschen Duerchschnëtt.

Et bleift deemno nach vill ze dinn, wa mir déi vun der Kommissioun fixéiert Ziler an deenen nächsten zéng Joer och wierklech erreeche wëllen. Allerdéngs muss ee sech heiansdo d'Fro stellen, ob d'Regierung deen néidege politesche Wëllen dofir huet. Esou gëtt den Aarbechtsminister Nicolas Schmit net midd, sengem Virgänger wëllen de Rang ofzelafen, mä vill opzeweisen huet hien no knapp engem Joer och nach net.

(Interruption)

De Chômage ass zënter August 2009 ëm 1.300 Persoune geklomm. Sécherlech kann een den Aarbechtsminister net ausschliesslech fir dës Hausse responsabel maachen. D'Zuele weisen awer, dass d'Regierung nach ëmmer kee schlëssegt Konzept huet, fir de Chômage wierklech nohalteg - fir emol erëm eng Kéier en iwwerstrapazéiert Wuert ze gebrauchen - ze bekämpfen.

Esou waarde mer nach ëmmer op déi ugekënnegt Reform vun der ADEM. Eng Reform, déi d'DP scho jorelaang fuerdert an déi och vun den Experte vun der OECD an engem Rapport vun 2007 scho proposéiert gi war. Dräi Joer sinn zënter der Publikatioun vun dësem Rapport an d'Land gezunn, ouni dass an dësem Dossier eppes Konkretes geschitt wär.

(Interruption)

D'DP trëtt fir eng onofhängeg Aarbechtsagentur mat engem bessere Service fir d'Betriber an, déi Leit, déi op der Sich no enger besserer Schaff sinn, engagéiere wëllen. Mir hätte gären, dass aus der ADEM eng Aarbechts- a Weiderbildungsagentur gëtt, wou den Haaptakzent op der Weiderbildung a virun allem der geziilter Orientéierung vun deem eenzelnen Demandeur d'emploi läit.

Fir dësen Aufgabe kënne gerecht ze ginn, muss d'ADEM finanziell an administrativ onofhängeg sinn. Mir mengen net, dass eng Administratioun kann de Problem vum wuessende Chômage effektiv bekämpfen. An hirer aktueller Form kann d'ADEM dëse Problem just maximal verwalten.

Dëst läit awer net un de Mataarbechter vun der ADEM. Si maachen hiert Bescht, mä sinn hoffnungslos iwwerfuerdert. Wann een als Placeur e puer honnert Leit muss betreien, da feelt engem ganz einfach déi néideg Zäit, fir sech wierklech ëm all Eenzelnen ze këmmeren a fir en dann op déi richteg Plaz, déi passend Plaz ze orientéieren.

Wann een d'Recommandatioune vun internationalen Organisatioune kuckt, da kann een do ëmmer nees liesen, dass all Placeur maximal honnert Demandeurs d'emploi soll betreien. Deemno bräichte mer hei zu Lëtzebuerg aktuell 155 esou Leit. Dovunner si mer awer wäit ewech. Zwar goufen an deene leschte Joren ëmmer nees Placeuren agestallt, mä dëst war éischter eng Drëps op de berühmte waarme Steen.

D'Zuel vun de Placeure muss massiv opgestockt ginn. Do si mer eis eens. An dës mussen och speziell forméiert ginn, fir dass si hirer wichteger Aufgab och zu honnert Prozent kënne gerecht ginn.

Mä och déi bescht personaliséiert Betreiung hëlleft net weider, wa mir net och endlech zu enger méi, ech hat virdru gesot, aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik kommen. Flexicurity heescht dat vill zitéiert Zauberwuert an dësem Kontext, zesummegesat aus Flexibilitéit a Sécuritéit. Flexibilitéit vum Demandeur d'emploi, deen a senger Situatioun och selwer muss aktiv ginn a Responsabilitéit iwwerhuelen. Sécuritéit, well hien op där anerer Säit awer och ofgeséchert gëtt fir de Fall, dass seng Efforten net deen erwënschte Succès sollten hunn, hien oder si also keng Aarbecht fënnt.

Dass Flexicurity keen Zauberwuert ass, beweisen déi skandinavesch Länner, déi an deene leschte Jore konsequent eng Aarbechtsmaartpolitik no dësem Prinzip verfollegt hunn an déi grouss Erfolleger an der Bekämpfung vum Chômage konnten opweisen. Net méi spéit wéi e Méindeg den Owend konnt een den Här Schmit op der Tëlee héieren, dass et immens wichteg wär, dass mir eise Beschäftegungstaux géifen eropsetzen, och am Hibléck op déi mëttelfristeg Finanzéierungsfäegkeet oder Finanzéierbarkeet vun eisem Pensiounssystem.

Dem Här Minister seng Ausso ass vollkomme richteg. Hien huet sech awer leider nëmmen drop beschränkt, de Patronen e béise Fanger ze maachen, well si eeler Employéen ze vill oft géifen aus dem Beruffsliewen drécken. Och dës Ausso ass sécherlech net ganz falsch. Allerdéngs ass et awer, wann esou een Trend an de Betriber besteet, un der Politik, hei Weeër a Léisungen ze fannen, fir dass dësen Trend ka gebremst ginn.

D'DP huet an hirem Programm e puer Pisten opgefouert, wéi een eeler Salariéë kéint méi laang an der Aarbecht halen. Esou missten eiser Meenung no d'Anticumul-Bestëmmungen iwwerschafft ginn, fir dass d'Leit ee méi groussen Ureiz hunn, fir nach weiderzeschaffen, och wa se schonn deelweis a Pensioun sinn. Et gëllt also hei nei Weeër zesumme mat de Sozialpartner ze fannen, fir déi sougenannten Aarbechtsaltersteilzeit, pardon, Altersteilzeit méi flexibel a méi attraktiv fir déi betraffe Leit ze maachen.

Ech hu virdrun drop higewisen, dass och de Beschäftegungstaux vun de Fraen zu Lëtzebuerg nach relativ däitlech ënnert der europäescher Moyenne läit. An deem Kontext fält ëmmer nees d'Schlagwuert vun der Vereenbarkeet vu Famill a vu Beruff. Och an dësem Beräich huet d'Demokratesch Partei eng ganz Rëtsch vu Propose gemaach, wéi ee Beruff a Famill kéint méi no beienee bréngen.

Och wann d'Zuel vun de Fraen a Werkstätegkeet an deene leschte Jore staark geklommen ass, sou läit se awer nach ëmmer ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt. Virun allem bei Frae mat Héichschoulofschloss ass dës Diskrepanz besonnesch grouss: 69% par rapport zu 80% am EU-Duerchschnëtt. Dobäi ginn 81% vun de Fraen, déi net erwerbstäteg sinn, zu Lëtzebuerg un, dass se dëst aus familiären Ursaache maachen, entweder well et fir si finanziell oninteressant ass, oder well se Famill a Beruff net mateneen an Eeklang kënne bréngen, an Harmonie kënne bréngen.

Dofir fuerdert d'DP säit Joren en Ëmdenken an der Familljepolitik. Mir mussen d'Prioritéit setzen op d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff. Dofir proposéiert d'DP eng Reform a Flexibiliséierung vum Congé parental, e substanziellen Ausbau vun de Betreiungsinfrastrukturen an eng Individualiséierung vum Steierrecht. Esou eng familljefrëndlech Politik géif de Fraen zeguttkommen, well si hiert Liewen esou gestalte kéinten, wéi se dat wierklech wëllen. Et géif der Ekonomie zeguttkommen, well qualifizéiert Aarbechtskräften op den Aarbechtsmaart géife kommen, an et géif letztlech dem Stat an de soziale Systemer zeguttkommen doduerjer, dass méi sozial Cotisatioune bezuelt géife ginn.

Zur Recherche, Här President. De Strategiepabeier vun der Kommissioun setzt op d'Recherche an d'Innovatioun, fir d'Europäesch Unioun fit fir d'Zukunft ze maachen, a gesäit d'Fuerschung och als en Haaptpilier vun der Kompetitivitéit, fir bis 2020 eis Gesellschaft op d'Erausfuerderunge wéi de Klimawandel, d'Gesondheet an den demographesche Wandel virzebereeden.

Dass d'Fuerschung, souwuel déi öffentlech wéi déi privat, an eiser sougenannter Wëssensgesellschaft eng grouss Bedeitung soll hunn, dovunner si mer alleguer iwwerzeegt. Ech erënneren an deem Kontext un den Débat d'orientation, deen am Joer 2006 stattfonnt huet, wou meng Fraktiounskolleegin Anne Brasseur d'Situatioun vun der Fuerschungslandschaft hei zu Lëtzebuerg analyséiert huet, an dat op Basis vum OECD-Rapport, deen op eng Partie Mëssstänn higewisen a Verbesserungsvirschléi proposéiert huet.

Dofir ass d'Recommandatioun vun dësem Strategiepabeier „Europe 2020", dass op nationalem Niveau de Fuerschungsprogramm soll reforméiert ginn an d'Kooperatioun tëschent Uni, Fuerschungszentren an Entreprisë soll renforcéiert ginn, näischt Neies. Ech woen awer ze bezweifelen, ob de Constat, dee schonn 2006 gemaach gouf, nämlech dee vun enger mangelnder Kooperatioun tëschent der Uni Lëtzebuerg, de CRPen, der Recherche fondamentale an der Recherche appliquée, tëschent Fuerschungsinstituter an den Entreprisen haut net méi brauch gemaach ze ginn.

Am Strategiepabeier steet dann och, et soll ee genuch Diploméierter an de Wëssenschaften, virun allem an der Mathematik an an der Ingénierie, fördere bezéiungsweis ervirbréngen, an et soll een och d'Schoulprogrammer recentréieren op Kreativitéit, Innovatioun an, loosse mer et net vergiessen, Entrepreneuriat.

Bei aller Wichtegkeet, déi mer der Fuerschung bäimoossen, mengen ech awer, dass mer eis musse kloer sinn, dass mer net kënnen an och net wëllen aus all jonke Mënsch e Fuerscher maachen. Virun allem soll e wirtschaftlecht a fiskaalt Ëmfeld ge-

schafe ginn, fir verstäerkt privat Investissementer an d'Fuerschung ze erméiglechen, seet d'EU-Kommissioun. Bei eis heescht et „Trau dech!", a leider muss ee feststellen, dass et wierklech dacks vill Courage brauch, fir sech an zukunftsorientéiert Projeten hei zu Lëtzebuerg ze lancéieren.

Op europäeschem Niveau wëllt d'Kommissioun en Espace européen de la recherche schafen, andeems d'Zesummenaarbecht tëschent deene verschiddene Memberstate soll renforcéiert ginn. Fuerschung, virun allem am technologesche Beräich, sief et privat oder öffentlech, gëtt nach ëmmer ze dacks ënnert dem Aspekt vun nationalen Intérête gekuckt, oder de Konkurrenzgedanke prédominéiert. Wann et méiglech géif ginn, d'Kräften op europäeschem Plang ze bündelen, dann ass et kloer, dass mer der Union pour l'innovation e gutt Stéck méi no kéimen.

D'Europäesch Unioun hält um Zil fest, fir dräi Prozent vum PIB a Fuerschung an technologeschen Développement ze investéieren. Dat kléngt gutt. Et muss een awer wëssen, dass, sollt d'Croissance économique op sech waarde loossen, de PIB wäert falen, wat heescht, dass déi global Zomm, déi an d'Fuerschung soll investéiert ginn, och wäert no ënne revidéiert ginn, revidéiert musse ginn.

Zu Lëtzebuerg huet d'Regierung sech zum Zil gesat, d'Investissementer an d'Fuerschung à terme op ee Prozent vum PIB eropzeschrauwen. Am Joer 2006 louche mer bei 0,36%. Schonn zënter dem Joer 2006 seet d'Regierung, si hätt d'Zil, bei engem Prozent vum PIB unzekommen. Dat schéngt se awer nach net fäerdeg bruecht ze hunn. Am Budget 2010 maachen d'Investissementer an d'Fuerschung an am Développement ronn 0,6% vum PIB aus.

Zur Éducatioun, Här President... Madame Presidentin, pardon, ech gesinn dat elo hei. Entschëllegt! Wie Recherche seet, seet och Bildung. De bildungspoliteschen Objektiv vun der Kommissioun gesäit manner wéi 10% Schoulofbriecher a 40% Jonker mat engem Unisdiplom vir. Am Schouljoer 2007/2008 hate mer zu Lëtzebuerg en Taux de décrochage vu ronn 11%, an deem Joer virdru vun 9,4%. Och wann et op den éischte Bléck esou ausgesäit, wéi wa mer hei den Objektiv vun der Kommissioun schonn erfëllt hätten, sou bleiwen dach nach genuch Efforten ze maachen, fir dësen Taux dauerhaft a signifikant ënner 10% ze drécken.

Den Haaptproblem an eisem Schoulsystem sinn d'Sprooche respektiv d'Dräisproochegkeet vun eisem Bildungssystem. Vill schoulesch Échece si mat engem Échec an enger vun deenen dräi Sprooche verbonnen. Mir kënnen dës Tatsaach zënter Joren net leugnen. Mir kenne se. Mä vill geännert huet sech näischt. Ännerungen am Sproochenunterrecht, dat ginn ech zou, sinn net einfach. Well och wann déi dräi Sproochen op där enger Säit e Problem fir vill Kanner duerstellen, ass et awer och esou, dass eis Dräisproochegkeet a ville Fäll en Avantage ka sinn, zum Beispill notamment am spéidere Beruffsliewen.

D'DP trëtt dofir an, dass schonn am Précoce an an der Spillschoul, also dem éischte Cycle vun der Grondschoul, eng Sproocheförderung agefouert gëtt. Dernieft si mer der Iwwerzeegung, dass Däitsch a Franséisch schonn an der Grondschoul konsequent missten als Friemsproochen enseignéiert ginn. Well och wann d'Lëtzebuerger Kanner duerch hir Mammesprooch eng gewësse Facilitéit fir déi däitsch Sprooch hunn, sou hunn dach Kanner mat engem francophonen Hannergrond éischter Problemer mat dem Däitschen, an ëmgedréit.

Dernieft triede mir aus deene genannte Grënn och dofir an, dass d'Kanner sollten, oder sollen entweder op Däitsch oder op Franséisch alphabetiséiert ginn, an net nëmmen, wéi dat bis elo de Fall ass, ausschliesslech op Däitsch.

Madame Presidentin, eng vun de Pisten, déi d'Europäesch Kommissioun an hirem Dokument „Europe 2020" verfollegt, ass déi vun der Engergieeffizienz a vun der Promotioun vun den erneierbaren Energien. Zu Lëtzebuerg, mir wëssen et, sinn d'Méiglechkeete vun der Engergiegewannung duerch erneierbar Energië limitéiert. D'DP huet dofir ëmmer gefuerdert, dass zousätzlech zu der Potenzialstudië och eng Wirtschaftlechkeets- respektiv eng Nohaltegkeetsanalys sollt duerchgefouert ginn, fir erauszefannen, wéi d'erneierbar Energien zu Lëtzebuerg kënnen ëmweltschounend a finanziell optimal agesat ginn.

Wou de Wee vun der Regierung am Beräich vun den erneierbaren Energien hiféiert, ass am Moment net kloer ze gesinn. Déi CO_2-Reduktiounen, déi mer an deene vergaangene Jore verbuche konnten, gi bal ausschliesslech op de Konto vun de sougenannte flexible Mechanisme mat Projeten am Ausland. Datselwecht gëllt och fir den Engagement vun der Regierung, un Offshore-Wandparke virun der Küst vun Däitschland ze participéieren. Wéi dat Ganzt sech an eng kohärent Strategie agliddert, mat där mer eisen internationalen Engagementer am Beräich vun der CO_2-Reduktioun kënne gerecht ginn, ass net ze gesinn.

Et ass net ze gesinn, wéi mer dës Energiewend dozou notze wëllen, fir eis Ekonomie op d'Zukunft virzebereeden. Et ass net ze gesinn, wéi mer eis zu Lëtzebuerg wëllen Know-how am Beräich vun der Energieeffizienz opbauen, deen eis kéint erlaben, e Kompetenzpôle an dësen Zukunftstechnologien ze ginn. Et ass net ze gesinn, wéi mer op dësem Wuesstumsmaart Aktivitéiten op Lëtzebuerg wëllen zéien an nei Aarbechtsplaze wëlle schafen. Et ass net ze gesinn, wou d'Regierung an dësem Kontext hi wëllt.

Et ass kloer, dass dat gréissten Aspuerpotenzial fir CO_2-Emissioune bei de privaten Haushalter läit, an do virun allem beim Energieverbrauch vun den Haiser a beim individuellen Transport.

D'Demokratesch Partei huet dofir säit 2007 e grouss ugeluechte Sanéierungsprogramm gefuerdert, vun deem d'Bierger, d'Betriber, de Stat a letztlech d'Natur profitéiert hätten. Mir hunn dat och haart an däitlech gesot, wéi d'Regierung hire Konjunkturprogramm am Budget 2009 opgestallt huet. D'DP hätt manner an de Bëton a méi an d'Energieeffizienz investéiert. Ab 2020 wäerten an der Europäescher Unioun just nach Haiser gebaut dierfe ginn, déi no dem „zero energy"-Standard sinn. Spéitstens da wäerten alleguer d'Länner an der Europäescher Unioun sech den Know-how an dësem Beräich ugëeegent hunn.

Mam Albausanéierungsprogramm vun der Demokratescher Partei wär Lëtzebuerg den „first mover" gewiescht an hätt vun dësem Virsprong profitéiere kënnen, fir de Standuert Lëtzebuerg opzebauen an nei Aarbechtsplazen ze schafen. Mä dëse Virsprong ass amgaangen ze schmëlzen. Wann d'Regierung net schnell eng Initiativ ergräift, muss se sech de Virworf gefale loossen, dass se dës Chance verpasst huet, an dass et just bei de Sonndesrieden iwwert d'Zukunftstechnologië bleift.

E weidert Aspuerpotenzial läit wéi gesot beim individuellen Transport. D'DP huet sech dofir ausgeschwat, dass den öffentlechen Transport eng absolut Prioritéit muss sinn an eiser Politik. Et dierfe keng gréisser Stroossebauprojeten an Ugréff geholl ginn, ier mer net en integréiert Verkéierskonzept ëmgesat hunn, dat et eis erlaabt, eis Ziler, wat den „modal split" an d'CO_2-Reduktioun betrëfft, ze erfëllen.

Schonn haut zielt d'Stad Lëtzebuerg ronn 700.000 Bewegunge pro Dag an d'Stad eran an eraus, an ee GPS-Hiersteller huet Lëtzebuerg déi zweifelhaft Éier zoukomme gelooss, ënnert den Top fënnef vun deenen europäesche Stied mat deene meeschte Stauen ze sinn. Wa mir an de kommende Jore mat net groussen Ustrengunge rechne kënnen an déi och maachen, fir den öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg méi attraktiv an effizient ze maachen, droht eis méi séier wéi esou munchereen denkt de Verkéiersinfarkt mat alle Konsequenze fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger, awer och mat de Konsequenze fir eis national Wirtschaft.

Zur Pauvretéit, Madame Presidentin. Hei zu Lëtzebuerg hu mir dacks nach d'Gefill, dass d'Aarmut eppes ass, wat eng Minoritéit concernéiert. Or, et ass eng Tatsaach, dass et ëmmer méi Leit gëtt, deenen et net esou gutt geet, an dat och besonnesch virum Hannergrond vun der Finanz- a vun der Wirtschaftskris. Wa mir iwwer Aarmut schwätzen, da geet et ëm d'Würd vum Mënsch. Dacks kënnen déi betraffe Leit nëmmen ageschränkt um gesellschaftleche Liewen deelhuelen. Et geet och ëm d'Chancëgläichheet an eiser Gesellschaft, fir dass déi Jonk net datselwecht Schicksal mussen erleide wéi hir Elteren.

Aarmut ass net nëmmen e materiellen a finanzielle Problem. Sécherlech ass dësen Aspekt dee sichtbarsten. Mä et gëtt och aner Zorte vun Aarmut, wéi zum Beispill den héijen Taux vu Suicidë bei eiser Jugend, dee sécherlech net nëmmen op materiell Ursaachen zréckzeféieren ass.

Madame Presidentin, de materiellen Aspekt ass an der Aarmutsfro mat Ofstand dee wichtegsten. An awer gëtt et dernieft och nach aner Beräicher. Et gëtt nieft deene Leit, déi opgrond vu finanzielle Schwieregkeeten ausgeschloss sinn, och nach Leit, déi ausgegrenzt sinn, well se keng Wunneng oder keng Aarbecht hunn.

Finanziell Schwieregkeete bréngen och aner Problemer mat sech respektiv duerch de Verloscht vun der Aarbecht geréit ee finanziell an d'Labränten. Oder awer, et kritt een de Loyer oder de Prêt vum Haus net méi bezuelt. Dat Ganzt entwéckelt sech dacks zu engem Däiwelskrees, engem Cercle vicieux, a schlussendlech landen déi Betraffen op der Strooss.

Dacks sinn awer och Leit aus eiser Gesellschaft ausgeschloss wéinst Krankheet oder engem Handicap. D'Feele vu soziale Kontakter an de Manque u Bildung sinn aner méiglech Indicateure vu sozialer Exklusioun.

D'Strategie „Europe 2020" setzt och e groussen Akzent op d'Kommunikatiounstechnologien. Ech sinn hei nëmmen op déi fënnef Haaptobjektiver virdrun agaangen, awer d'Fro vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië féiert mech och nach zu enger anerer Iwwerleeung, wat d'Aarmut ubelaangt. Wann ee keen Zougang zum Internet huet, dann huet een haut schonns en Nodeel, well een net all d'Informatiounen huet. Et kann net sinn, dass nëmme Privilegéierter en Zougang dozou hunn, an déi aner, well se net iwwert den néidegen Know-how, net iwwert dat néidegt Fachwësse verfügen am Ëmgang mat PC, Internet oder Handy, ausgeschloss sinn.

Et geet net duer, deen néidege Breetband-Output zur Verfügung ze stellen. Den intelligenten Ëmgang mat dësen Technologië muss jiddwerengem bäibruecht ginn. D'DP géif et dohier begréissen, wann an eise Schoule méi Wäert op d'Medienerzéiung a Mediëkompetenz géif geluecht ginn, a mir hu jo elo viru kuerzem dozou eng Motioun ugeholl.

Mä och domat ass et net gedoen. Och déi eeler Generatioun muss d'Méiglechkeet kréien, sech mat dësen Technologië vertraut ze maachen an den Ëmgang domat ze léieren. Mir riskéiere soss, dass nees en Deel vun eiser Bevölkerung ausgeschloss gëtt. An dësem Fall emol net onbedéngt, well si aarm am materielle Sënn sinn, mä well si aarm un Informatioune sinn.

Dat ass sécherlech nëmmen e Randaspekt vun der Problematik Aarmut. Ech warnen awer dovir, dësen Aspekt ze ënnerschätzen. Oft genuch krute mir schliesslech an de leschte Jore vu ville Wëssenschaftler a Fuerscher ze héieren, dass dat 21. Jorhonnert d'Jorhonnert vun der Technik a vun der Informatioun géif ginn.

Madame Presidentin, villes wär nach ze soen zu „Europe 2020", villes wär nach ze soen zu der Gouvernance, déi d'EU sech a puncto Stabilitéitspakt, Euro a Wuesstumsstrategie misst ginn. Kloer ass, dass all déi Elementer net lassgeléist gekuckt dierfe ginn. Eng integréiert Strategie muss gefuer ginn. Duerfir besteet fir d'DP keen Zweifel. Mir erwaarden eis och vum Conseil européen vum kommende 17. Juni, dass deem esou wäert sinn. Elo, wou déi néideg wichteg Dispositiounen um Niveau vum Euro geholl sinn, muss de Bléck nees fräi si fir eng Wuesstumsstrategie, déi deen Numm verdéngt, déi vun alle Memberlänner gedroen an agehale gëtt.

2020 ass net muer, ass net d'Zukunft. 2020 ass eigentlech schonn haut! Wat d'Stats-a Regierungschefen awer wësse mussen, dat ass, dass si elo de Grondsteen vun eiser Zukunft an domadder och a grad vun deenen nächste Generatioune leeën. Eis hei zu Lëtzebuerg dispenséiert et egal wéi net, an dat soen ech un d'Adress vun de Regierungsparteien, déi d'Zukunft elo virzebereeden hunn. Leider hunn déi lescht Wochen a Méint gewisen, dass awer eis Regierung och do nach ëmmer en Tunnelbléck huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bauler. D'Wuert geet dann elo weider un den honorabelen Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, „Europa 2020", alt erëm eng nei Strategie fir Europa. Eng nei Strategie fir Europa, déi Europa fit maache soll fir d'21. Jorhonnert. Dës nei Strategie ass bekanntlech d'Nofolgestrategie vun der Lissabon-Agenda vum Joer 2000, déi jo bekanntlech aus der Europäescher Unioun déi wëssensbaséierend a kompetitiivst Wirtschaft vun der Welt sollt maachen. D'Resultat kenne mer!

„Europa 2020" dergéint soll an den nächsten zéng Joer der Europäescher Unioun en intelligenten, nohaltegen an integrative Wuesstum bréngen. Eng Lissabon-Strategie, déi wäit ewech awer bliwwen ass vun hiren am Joer 2000 feierlech deklaréierten Ziler. Kaum ausgelaf, scho gëtt eng nei Strategie lancéiert, ouni datt déi al Strategie enger seriöer Evaluatioun ënnerzu gouf. Op jidde Fall net, datt ech mech kënnt erënneren, datt mir deen Exercice hei am héijen Haus gemaach hätten. Et kënnt ee sech esou vir wéi fréier bei de Fransousen: „Le roi est mort, vive le roi!"

Eng nei Strategie, déi zu engem Zäitpunkt kënnt, wou d'Wonnen, ausgeléist duerch déi weltwäit Finanz- a Wirtschaftskris, nach laang net ausgeheelt sinn. Eng Kris, déi vill Misär hannerlooss huet a besonnesch um Aarbechtsmaart hir Spuren hannerlooss huet. Haut leie mer iwwer 10% Chômage en moyenne an der EU, mat Spëtze bis iwwer 20%. Zuelen, déi ze denke ginn. Zuelen, déi a sech Angscht maachen.

Eng éischt Fro stellt sech hei schonn direkt betreffend den Aarbechtsmaart. Huet déi nei Strategie déi néideg Instrumenter a Moossnamen, fir deem entgéintzewierken? Sinn déi néideg Analysen duerchgefouert ginn, déi zu dësem dramatesche Réckgank um Aarbechtsplazemarché bäigedroen hunn? Gläich am Virwuert zur neier Strategie ass ze liesen: Et geet ëm nei Aarbechtsplazen an ëm méi Liewensqualitéit. A kuerz drop: De Strategiepabeier weist Weeër op, wéi Europa Wuesstum verwierkleche kann. Ass et dat, wat mir brauchen? Wéi ee Wuesstum wëlle mer iwwerhaapt? Ass d'Wuesstumslogik, esou wéi se nach ëmmer definéiert ass, dat richtegt Instrument, fir deem entgéintzewierken? Mir hoffen, datt mir endlech déi richteg Léieren aus dëser Kris wäerten zéien an endlech aus där blanner Wuesstumslogik erauskommen.

D'Diskussioune vun haut kënnen deemno nëmmen en éischten Ufank sinn. Hei gëllt et och endlech de Lien tëschent deem, wat gëschter hei an der Nohaltegkeetsdebatt diskutéiert gouf, mat deem vun haut ze verbannen. Dëst muss a soll eist Zil sinn, alles aneschters ass nëmmen eng Schein- oder Alibidebatt. Eppes ass awer elo scho gewosst, datt d'Efforten, déi hei opbruecht musse ginn, nach vill wäerte kaschten, net nëmmen um finanzielle Plang, mä awer och besonnesch do.

D'Rettungsaktioune vun den europäesche Länner, fir hir Banken um Iwwerliewen ze halen, hunn awer eng katastrophal Finanzsituatioun vun de meeschte Länner hannerlooss. D'Finanzcapacitéite vun de Länner sinn dobäi un hir Grenze gestouss, mat bal dramatesche Konsequenzen och fir déi europäesch Währung. De finanzielle Spillraum, fir zum Beispill Ënnerstëtzungsmoossnamen ze maachen, ass dobäi praktesch op null reduzéiert ginn. Hei sinn nei Iddien, nei Konzepter gefrot; al agesiesse Gewunnechten a Fro ze stellen, ouni awer zukünfteg Generatiounen nach weider ze belaaschten, sief dat um ekologeschen, sozialen oder nach wirtschaftleche Plang.

Mat Geld ass dës Kris net méi ze bewältegen. Däers ass keent méi do! Neen, d'Politik ass elo gefuerdert. Ech kann lech elo scho versécheren, datt déi gréng prett sinn, fir déi Debatt wëllen aktiv a konstruktiv matzegestalten. Huet Europa nach an den Ufanksjore vum 21. Jorhonnert um Wirtschaftsplang kënne mathalen - a besonnesch Lëtzebuerg mat Wuesstumszuelen en moyenne iwwer 5% -, esou spillt d'Musek haut an aneren Deeler vun der Welt. Wirtschaftswuesstumer vun 9, 10, wann net iwwer 12% ginn erëm a China geschriwwen.

Duerch d'Lissabon-Strategie vun 2000 sollt jo bis 2010, also haut, aus Europa déi dynameschst, wettbewerbsfäegst a wëssensbaséierendst Wirtschaft vun der Welt ginn. Haut kléngt dat schonn e bësse méi bescheiden, wann een d'Begrënnung vun där neier Strategie noliest. Nëmme wann d'EU-State gemeinsam handelen, kann d'Wirtschaftskris iwwerwonne ginn, kommentéiert d'EU-Kommissioun. Geléngt eis dat net, esou kënne mer e verluerend Jorzéngt erliewen, wat charakteriséiert gëtt duerch e stänneg ageschränktent Wuesstum an en héijen Niveau u struktureller Aarbechtslosegkeet.

Fir deem elo entgéintzewierken, gëtt d'Kommissioun dës Kéier fënnef EU-wäit Objektiver vir. Meng Virriedner hunn déi des Wäiten an des Breede schonn eng Kéier hei erkläert, an duerfir wéilt ech och kuerz nëmmen op zwee Punkten dovunner zréckkommen. Insbesondere déi 20-20-20-Klima- an Energieziler musse fir déi gréng erreecht ginn, wann net nach méi. An insbesondere wat de Schoulofbroch vun ënner 10% ubelaangt, ass och deen, déi Objektiver, déi mer onbedéngt mussen ëmsetzen.

D'Objektiver am Groussen a Ganze kënne mer duerchaus matdroen. Wien ass net derfir, datt d'Leit a Beschäftegung bleiwen an och sinn? Säit Laangem ass gewosst, datt eng gutt schoulesch Ausbildung éischter zu enger Aarbecht féiert an och gläichzäiteg eppes géint d'Aarmut bäidréit. Objektiver, wou den „Wéi?" awer nach muss ënnersicht ginn. Fir déi Objektiver kënnen ze erreechen, huet d'Kommissioun dräi Prioritéite festgeluecht: intelligent, nohaltegt an inklusiivt Wuesstum. Och dat kënne mir nach ëmmer matdroen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dëst kléngt erëm alles schéin a gutt. Objektiver ze setzen, ass sécherlech hëllefräich an och sënnvoll. Dës Objektiver eleng sinn awer kee Selbstzweck, mä nëmme valabel a Verbindung mat enger éierlecher Ausenanersetzung mat deem, wat war, an enger begleedender Evaluatiounsprozedur fir d'Zukunft. Ouni dës déif gräifend Reflexioun bréngt och déi beschten Absichtserklärung näischt. Besonnesch déi Punkte feelen awer hei bei der Lancéierung vun der neier Strategie fir 2020.

Aus eiser Siicht wier et emol fir d'Éischt un der Rei gewiescht, eng Evaluatiouns- a Reflexiounsphas duerchzeféieren, éier ee sech erëm an eng nei Orientatioun stierzt. An dëst, wann ech gelift, net nëmmen ënner Politiker, mä mat breedem Publikum. Sécherlech gouf et déi eng oder aner Consultatioun. Wien dobausse kann da mat der Lissabon-Strategie eppes ufänken? Déi nei Strategie 2020 soll awer d'Objektiver an d'Richtlinne vun Europa definéieren. Déi kënnen net nëmmen eleng um Politikerniveau debattéiert ginn.

Ob mer elo dëst Joer oder d'nächst Joer eng nei Strategie lancéieren, mécht u sech der Kaz kee Bockel. Wichteg bleift fir eis, eng kritesch an éierlech Reflexioun iwwert d'Lissabon-Strategie vun 2000 duerchzeféieren. Leider vermësse mer awer hei dës Reflexiounsphas. Et schéngt eis, datt déi jëtzeg Kommissioun sech mat neien Aktiounen a Strategien direkt am Ufank an neien Aktionismus lancéiere wëllt. Dem europäesche Geescht ass dëst, aus eiser Siicht jiddefalls, net dénglech.

Ëmsou méi wichteg gëtt déi Analys, wann een d'Kommentare vun enger Rei vun héije Politiker vun de leschten Deeg a Woche liest. Esou huet zum Beispill de Guy Verhofstadt, senges Zeechens Ex-Premier vun der Belsch, virdru gewarnt, sech an eng nei Strategie ze lancéieren, ouni datt och iwwert d'Ëmsetzungsstrategie, souwuel op EU- wéi och op Lännerniveau, diskutéiert gouf. Et mécht nämlech, laut Ausso vum Verhofstadt, wéineg Sënn, eng Strategie ze lancéieren, ouni déi néideg contraignant Moossnamen, wann eenzel Ziler net ëmgesat goufen. Hie selwer als Ex-Premier huet sech nämlech wéineg un d'Empfehlunge vun der Kommissioun gehalen. D'Lissabon-Strategie war deemno keng Prioritéit fir déi belsch Regierung.

Wien also de Constat iwwert d'Lissabon-Strategie mécht, kënnt zu därselwechter Konklusioun. Déi Strategie, déi vun der EU am Joer 2000 definéiert ginn ass, huet net dat bruecht, wat versprach ginn ass. Europa ass net zu der kompetitiivster, dynameschster Ekonomie mat engem durabele Wuesstum a gousser sozialer Kohärenz ginn. Och ouni Finanz- a Wirtschaftskris wieren d'Objektiver vun der Lissabon-Strategie net erreecht ginn.

Dëst gëllt och fir Lëtzebuerg, och wann deen een oder aneren Effort gemaach gouf. Duerfir sinn ze vill strukturell Defiziter iwwer all déi Joren accumuléiert ginn, déi elo bei Krisenzäit un d'Uewerfläch kommen, wéi de Pëtrol am Golf vu Mexiko. Parallele kann een tëschent dem chaotesche Virgoe vun der BP wéi och vun der Regierung, wat d'Upake vu strukturelle Problemer ugeet, zéien. Preparéiert war weder deen een nach deen aneren, vu Léisungen net ze schwätzen.

Zréck awer nach eng Kéier zu den Ziler vun der Lissabon-Strategie. Vum Zil, dëst Joer 70% Taux d'emploi an dräi Prozent BIP fir Fuerschung ze erreechen, si mer nach ëmmer wäit ewech, och wa mir hei zu Lëtzebuerg an de leschte Jorzéngte grouss Effortë gemaach hunn. Festzehale bleift awer, datt mer mat 1,6% nach ëmmer vum Zil vun dräi Prozent ewech sinn.

Den neoliberale Wuesstumsmodell huet net funktionéiert. En huet zu soziale Verwerfunge gefouert an Europa, net méi Aarbecht an och net méi sozial Kohesioun bruecht. De Chômage an der EU, wéi virdru scho gesot, läit mëttlerweil an der Moyenne bei iwwer zéng Prozent. Trotz ville schéine Wierder, an dat ass besonnesch erschreckend, ass Europa nach wäit ewech vun enger nohalteger Wirtschaftspolitik, déi Investitiounen an ekologesch Zukunftstechnologien däitlech Prioritéite gëtt.

Europa war emol an den Ëmwelttechnologië féierend. Dëse Leadership gëtt et haut net méi. Länner wéi China, mä och d'USA hunn eis haut schonns de Schneid ofkaaft. Statt weiderhin an technologesch Loftschlässer ze investéieren, wéi de Fusiounsreakter ITER, mat ëmmer méi héije Käschten - mëttlerweil si mer jo scho bei iwwer sechs oder bei bal sechs Milliarden ukomm, wat enger méi wéi Verdueblung vun de Käschten entsprécht -, hätte mer vill besser, endlech an zukünfteg an nohalteg Technologien ze investéieren.

E sougenannten „new green deal" wier hei ubruecht. Ech zitéieren duerfir gären hei de leschte Saz aus dem PNDD-Rapport vun der Nohaltegkeetskommissioun, dee gëschter hei debattéiert gouf: «Un „new green deal" permettra de transformer nos idées innovantes en nouveaux produits et services du type vert, de créer des emplois de qualité durables et de faire face aux défis sociétaux.» Dës zwou Verbannunge vu gëschter där Debatt an haut där Debatt sinn duerfir fir déi gréng ganz wichteg.

Da sinn et natierlech d'Memberstate selwer, esou wéi virdrun am Fall vun der Belsch erkläert, déi net vill vun der Strategie ëmgesat hunn. D'Strategie gouf nëmmen hallefhäerzeg an de Länner ugepaakt, geschweige nach ëmgesat, an d'Empfehlunge vun der Kommissioun gréisstendeels ignoréiert. Wat kann een also vun enger Strategie erwaarden, déi enger anerer follegt, ouni datt d'Léiere gezu goufen, a wou elo schonns erëm déiselwecht Feeler gemaach ginn direkt am Ufank?

Eng Strategie ass am Endeffekt ëmmer nëmmen dann nëtzlech, wann de Prozess, fir se auszeschaffen, laang genuch gedauert huet, fir datt d'Leit sech konnten domadder ausenanersetzen, fir se ze verbesseren, an esou lues a lues d'Gefill kréien, et wier hir Strategie. Also, eleng esou, wéi de Prozess de Moment erëm gefouert gëtt, wäert och dës Strategie erëm zum Scheitere veruerteelt sinn. D'Form vun der Ëmsetzung an der Evaluatioun vun der Lissabon-Strategie wéi och erëm d'Virbereedung vun der neier Strategie 2020 kënne mir duerfir net esou akzeptéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wat den Inhalt vun der Strategie betrëfft, gesi mir ganz grouss Defiziter. Och wann... Pardon, Madame Presidentin.

Esou gesi mer an der neier Strategie folgend positiv Elementer: d'gréng Ekonomie gëtt als eng vun de wichtegsten Achse vun enger kompetitiver Wirtschaft am Joer 2020 ugesinn. Dat ass en däitleche Fortschrëtt. Et gëtt däitlech ervirgestrach, datt d'EU nëmme ka wannen, wa mer bei de gréngen Zukunftstechnologien en Zant zouleeën an zu de groussen Acteuren USA, Indien a China uschléissen.

Et gëtt betount, datt den EU-Klimaschutzprogramm positiv Wierkungen op d'EU-Ekonomie huet. No den Estimatioune vun der EU-Kommissioun kann d'EU doduerch d'Uelech- a Gasimporter an der Héicht vu 60 Milliarden Euro reduzéieren.

Et gëtt endlech e konkret Zil, d'Aarmut an der EU ze reduzéieren an d'sozial Inclusioun ze verbesseren. Hei ass och positiv ze ënnersträichen, datt virun zwee Deeg d'Aarbechts- a Sozialministere vun den EU-Länner sech endlech op gemeinsam Aarmutsindikatore festleeë konnten.

Et gëtt awer och nach eng ganz Rei vun negative Punkten, déi aus grénger Siicht onbedéngt nei mussen iwwerschafft respektiv iwwerduecht ginn. D'Strategie schreift wéineg konkret Mesurë vir, wéi dann elo konkret Ekotechnologien an erneierbar Energië gefördert kënne ginn. Et gëtt keen ambitiéist Zil vun 30 oder 40% CO_2-Reduktioun fir Europa respektiv d'Introductioun vun enger CO_2-Tax oder Energietax, fir de Wandel an eng CO_2-aarm Gesellschaft ze finanzéieren.

Et gëtt keng Indicateuren, fir de Wuesstum sozial an ekologesch ze moossen. Et feelt och ganz d'Diskussioun, ob mer net e qualitative Wuesstumsmodell brauchen. Et gëtt keng konkret gréng Job-Strategie proposéiert, obschonns an dësem Beräich immens vill Potenzialer do sinn. Et gëtt och net iwwer eng besser Ëmverdeelung vum Räichtum geschwat. Gläichstellung vu Mann a Fra spillt och keng Roll.

Last but not least, dës Strategie kënnt eis op den Dësch am Moment vun engem totalen Dérapage vun der Politik vum Laisser-faire. Trotzdeem si keng Regulatiounsmechanisme fir eng méi kontrolléiert Finanz- a Wirtschaftswelt an der Strategie. Och de Modell vun der Liberaliséierung gëtt weidergeschriwwen.

D'EU-Strategie ass eng Rumm. D'Lacunë vun der allgemenger EU-Strategie si keng Excuse, et net national awer besser ze maachen. D'Debatt vun haut ka fir déi gréng deemno quasi nëmmen de Startschoss sinn, fir déi national Ëmsetzung vun der Strategie ze preparéieren. D'Evaluatioun vun eiser nationaler Wuesstumsstrategie vun 2007 weist nach op, datt nach ëmmer erëm déiselwecht Beräicher déck Defiziter hunn. Den Taux d'emploi bleift nach ënnert dem EU-Zil, besonnesch déi Eeler fanne keng Plaz méi um Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg. Och d'Fraen hunn et, am EU-Verglach, schwéier.

Et gëtt zwar méi an d'Recherche investéiert, mä ëmmer nach net genuch am Verglach mat villen anere Länner. Do si mer nach ëmmer ënnert dem EU-Zil. Et gëtt nach vill ze mann Lëtzebuerger Uni-Studenten, a vill ze vill Jonker, déi ouni Ofschloss vun der Schoul ofginn. Den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg bleift och no de soziale Mesurë grouss. Eis CO_2-Emissioune lafen eis carrément fort, a mir si bei den erneierbaren Energien an der Energieeffikassitéit ee vun de Leschten an der EU. D'Finanz- a Wirtschaftskris huet op ville Punkten dëst zousätzlech verstäerkt.

Alles dat beweist, mir gi mat de Ressourcen, déi mir fir eise wirtschaftleche Wuesstum brauchen, net gutt ëm. Mir investéieren net genuch an d'human Ressourcen, an d'Fuerschung, a bréngen et net fäerdeg, eis Jonk ze qualifizéieren. Mir ënnerhuelen net genuch, fir eis eegen Energieressourcen auszebauen, fir manner vun den Energieimporter an der Uelechpräisspiral ofhängeg ze ginn. Kuerz, mir investéieren net an d'Zukunft. Mir mussen also d'Debatt iwwer eis Wuesstumsstrategie ëmmer mat der Debatt ëm d'Éducatioun an d'Ëmwelt an d'Energie verbannen, soss lafe mer mam Kapp an d'Mauer.

D'Diskussioun vu gëschter iwwert de PNDD muss zesumme mat den Diskussioune vun haut iwwer EU 2020 gefouert, awer och virbereet an ausgewäert ginn. Och déi Chance ass erëm hei verpasst ginn, obschonns mir an der Ekonomiekommissioun doriwwer geschwat hunn, datt mer eng gemeinsam Virbereedungsronn sollte maachen, fir dës Debatt haut de Mëtteg hei wëllen a kënnen ze preparéieren.

Déi gréng setzen op en anere Wuesstum an investéieren an déi Ressourcen, déi mir fir d'Zukunft vun eisem Land brauchen. Fir et mat der OECD ze soen: Mir brauchen eng Wuesstumsstrategie fir d'Ëmwelt zu Lëtzebuerg, e Paquet vert, e Bündel vu fiskaleschen a politesche Moossname fir Industrie, Recherche, Handwierk, Populatioun, fir op den Energiewiessel virbereet ze sinn. Dat muss de Kär vum nationalen Aktiounsplang ginn.

Fir ofzeschléissen wëll ech dofir zwou Motiounen déposéieren, wou engersäits eng Kéier d'Lëtzebuerger Regierung opgefuerdert gëtt, heiheem eng wahrlech, richteg Debatt ze lancéieren, nämlech mat sämtlechen… - wéi vu ville Fraktioune virdru schonn hei betount -, datt déi Analys, déi mer iwwert d'Strategie vu Lissabon gemaach hunn, net ausräichend war an datt mer eréischt do, iwwert déi Analys, kënnen eng richteg an éierlech Debatt féieren iwwert d'Strategie vun 2020.

Dofir déposéieren ech gär eng éischt Motioun a gläichzäiteg an där éischter Motioun wëlle mer d'Regierung opfuerderen - well esou vill Lacunen nach am EU-Dossier sinn -, datt mer eng Auszäit huelen. Och op EU-Niveau bleiwen nach eng ganz Rei vu Froen ze diskutéieren an eng ganz Rei vun Evaluatiounen duerchzeféieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu le projet de la Commission européenne «EUROPE 2020: Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive», dans lequel la Commission propose à l'Union européenne cinq objectifs mesurables pour 2020 qui guideront l'Union à sortir de la crise économique et financière et qui se déclineront en objectifs nationaux dans les domaines suivants: l'emploi, la recherche et l'innovation, le changement climatique et l'énergie, l'éducation et enfin la lutte contre la pauvreté;

- considérant que cette stratégie est destinée à remplacer la stratégie dite «de Lisbonne», signée pendant le Conseil européen de Lisbonne en mars 2000 par les chefs d'État ou de Gouvernement. Son credo était «…de faire en sorte que l'Europe devienne l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.»;

- considérant le nombre de ceux qui estiment que la stratégie de Lisbonne a subi un échec qui est dû, entre autres, au fait que ladite stratégie est restée exclusivement un document politique, sans toucher vraiment les acteurs économiques et la société civile;

- estimant que - et sans vouloir entrer dans la matière de Europe 2020 - la démarche actuelle pour arriver à la nouvelle stratégie risque d'aboutir de nouveau à un document qui restera lettre morte;

- considérant que, dans le cadre de ce débat d'orientation, une évaluation européenne et nationale de ladite stratégie de Lisbonne fait défaut;

- estimant que, compte tenu de la crise économique et financière actuelle, une discussion approfondie de la stratégie EU 2020 serait d'autant plus importante;

- considérant qu'il est indispensable pour un tel débat approfondi dans la Chambre des Députés de réaliser en amont un travail préparatoire poussé dans différentes commissions parlementaires;

- vu les délais pour l'établissement des programmes nationaux dans le cadre de la stratégie EU 2020 (octobre 2010);

invite le Gouvernement

- à plaider au niveau européen pour reporter la décision définitive sur le document EU 2020 afin de permettre le lancement d'une campagne de consultation européenne et nationale incluant un bilan de la stratégie dite «de Lisbonne» et

- à organiser au Luxembourg dès à présent une large consultation des acteurs économiques et de la société civile en relation avec la définition des objectifs du Luxembourg et l'établissement du plan national dans le cadre de la stratégie EU 2020.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Da wëll ech awer och nach op déi Defiziter hiweisen, déi - virdru kuerz ernimmt - och nach ëmmer an der Strategie 2020 virzefanne sinn. Dofir eng zweet Motioun, wou mer wuel déi fënnef Objektiver begréissen. Och déi kënne mer weiderhin esou ënnerstëtzen. Et bleiwen awer fir eis eng ganz Rei vun Defiziter, sief et am Ekologeschen, am Sozialen an op de Finanzen:

Eng Kéier am Ekologeschen, wou mer drop hiweisen, datt déi Ambitioune vu minus 20% eis bäi Wäitem net duerginn an dofir den Effort soll gemaach gi bis op 30%; datt mer de Moossindikator - wat mer och hei a Lëtzebuerg wëlle probéieren -, nämlech de BIP, net huelen als dee Moossstab, fir de Wirtschaftswuesstum oder d'allgemengt Wuelbefanne vun enger Gesellschaft ze definéieren, mä datt mer méi eng breet Diskussioun do solle lassklappen; datt mer och d'Fraerechter an d'Fraeförderung an dem europäeschen Dossier méi no vir bréngen.

Dann natierlech eng ganz wichteg - aus grénger Siicht - Fuerderung: datt mer endlech d'Aarbecht entlaaschten an d'Ressourcen anescht besteieren, d'Ressourcen am Sënn vu Buedemressourcen, natierleche Ressourcen an insbesondere Energieressourcen. Mir mussen ewechkommen, datt all Belaaschtungen iwwert d'Aarbechtskräfte ginn, an do fuerdere mer op, datt d'Regierung sech zu Bréissel staarkmécht fir eng zéngprozenteg Reduktioun vun der fiskalescher Belaaschtung op d'Aarbecht.

Dann am Sozialen, do wëlle mer och eng Rei vun Diskussiounen op EU-Niveau vun der Regierung lassklappen. Nämlech, datt eng ganz Rei vu Fongen esou ëmorientéiert ginn, datt d'Aarmut ka konsequent an effikass a ganz Europa bekämpft ginn. Dofir eng ganz Rei vu Fuerderungen, fir insbesondere d'strukturell Fongen an d'Kohesiounsfongen esou ëmzeorientéieren, datt d'Aarmut kann iwwer sozial Moossname begrenzt ginn.

An dann zum Schluss déi finanziell Kaderen: Et gëtt wuel international iwwer eng ganz Rei vu Moossname geschwat. Effektiv hu mer awer nach näischt Zahlbares héieren. Dofir och hei eng Rei vu Fuerderungen, fir datt d'Regierung sech op europäeschem Niveau endlech staarkmécht, fir datt och d'Finanztransaktioune richteg a wichteg kënne kontrolléiert ginn an och entspriechend hire Bäitrag bäidroen zu der Krisebewältegung, déi de Moment nach ëmmer grouss a stänneg do ass. Dofir déposéieren ech déi zweet Motioun.

Ech soen Iech Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

vu le projet de la Commission européenne «EUROPE 2020: Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive», dans lequel la Commission propose à l'Union européenne cinq grands objectifs mesurables pour 2020, à savoir:

- faire passer le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans de 69% actuellement à au moins 75%;

- atteindre l'objectif d'investir 3% du PIB dans la R&D, en améliorant notamment les conditions des investissements du secteur privé dans la R&D, et mettre au point un nouvel indicateur pour suivre l'innovation;

- réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% par rapport aux niveaux de 1990 ou de 30% si les conditions le permettent, faire passer à 20% la part de l'énergie renouvelable dans notre consommation finale d'énergie et augmenter de 20% notre efficacité énergétique;

- faire tomber à 10%, contre 15% actuellement, le pourcentage de jeunes qui quittent l'école prématurément et faire passer de 31% à au moins 40% la part de la population âgée de 30 à 34 ans ayant achevé un cursus postsecondaire;

- réduire de 25% le nombre d'Européens vivant au-dessous des seuils de pauvreté nationaux, afin de faire sortir 20 millions de personnes de la pauvreté;

- estimant que ces objectifs ne tiennent pas toujours compte des nécessités scientifiques et politiques d'un développement durable aussi bien dans le domaine environnemental que dans le domaine d'un développement équitable au niveau mondial;

invite le Gouvernement

à plaider au niveau européen afin de modifier et compléter les objectifs de la stratégie EU 2020 de façon suivante:

- augmenter le taux de réduction des gaz à effet de serre à 30% par rapport aux niveaux de 1990 (au lieu de 20%) et introduire une taxe carbone/taxe énergie destinée au financement des innovations pour la protection du climat;

- recourir à des indicateurs qui vont au-delà du PIB, y compris un ensemble d'indicateurs relatifs au bien-être, à l'éradication de la pauvreté, à l'égalité homme femme, à l'égalité pour tous (entre les régions et entre les riches et les pauvres), à l'énergie, à l'utilisation des ressources naturelles et aux pressions sur les écosystèmes;

- réviser l'assiette des recettes publiques, notamment en réduisant d'ici à 2020 la pression fiscale sur le travail d'au moins 10% de l'assiette d'imposition et en la reportant sur l'environnement, l'utilisation des ressources naturelles et le capital, en appliquant la méthode ouverte de coordination associée à une coopération renforcée. Cela aiderait à encourager une utilisation de l'énergie plus efficace, taxerait ce que nous voulons voir disparaître (utilisation abusive des ressources et pratiques polluantes) au lieu de taxer ce que nous voulons favoriser (revenus et emplois);

réorienter les principaux programmes de l'UE, notamment:

- en suspendant ou en réorientant les financements qui sont contraires aux objectifs sociaux et environnementaux de l'UE (y compris les impacts mondiaux) ou les financements qui supposent une augmentation de l'utilisation de l'énergie et des ressources, en révisant la régulation européenne à cet effet;

- en destinant principalement les Fonds structurels et le Fonds de cohésion à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, à investir dans les infrastructures sociales locales et les systèmes énergétiques et de transport durables;

- en privilégiant les entreprises d'économie sociale, essentiellement motivées par les progrès sociaux;

- en réformant le programme de recherche et de développement afin de garantir sa contribution au progrès social et aux objectifs environnementaux;

réviser les politiques financières européennes, notamment:

- en adoptant des directives qui obligent les sociétés à lier les gains liés à l'actionnariat et aux performances économiques à long terme plutôt qu'à l'évolution de la valeur boursière à court terme;

- en mettant en place une autorité européenne de régulation des marchés financiers et une agence de notation européenne;

- en imposant une régulation contraignante des fonds à haut risque spéculatifs (ex. «short selling») ainsi qu'un enregistrement et une surveillance des agences de notation.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Mme la Présidente.- Merci, Här Kox. D'Wuert geet elo un den honorabelen Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madame President, Dir Dammen an Dir Häre, alt nees huet d'Kommissioun mat „Europa 2020" et fäerdeg bruecht, fir en onlieserlecht Dokument ze presentéieren. Et brauch ee ganz vill Gedold, fir et ze liesen, fir da mussen um Schluss festzestellen, datt et ganz wéineg sënnvoll nei Initiative fir den Développement vun der europäescher Ekonomie bitt. Anscheinend déngt et haaptsächlech dozou, fir der Europäescher Kommissioun nach méi Kompetenzen op d'Käschte vun der Souveränitéit vun de Memberstaten ze ginn.

Gläich am Ufank stelle mir dofir d'Fro, ob mir de Programm „Europa 2020" iwwerhaapt an där Form brauchen an ob dee Programm de Leit dann iwwerhaapt eppes bréngt. Et gëtt just nees méi harmoniséiert an dirigéiert, ouni Noutwendegkeet an ouni en erkennbare Gewënn fir déi europäesch Bierger.

Mir hu scho vill iwwer Lissabon geschwat. Ech wëll dat elo net widderhuelen. Ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer schonn 2005 festgestallt hunn, datt Lissabon haaptsächlech Bürokratie produzéiert huet, vill huel politesch Erklärungen, a mir wëssen, datt déi konkret Resultater vu Lissabon awer ganz modeste bliwwe sinn.

Iwwert d'Ursaachen dofir kann ee streiden. Niewent der Finanzkris an der ekonomescher Kris, déi mer an der leschter Zäit haten, gëtt ganz dacks behaapt, Europa hätt net genuch Aflossméiglechkeete gehat an och net genuch finanziell Moyenen, fir d'Engagementer vun de Memberstaten effikass ze koordinéieren an ze kontrolléieren. Och dofir an och dohier kommen elo déi Fuerderungen no nach méi europäesche Mëttelen a Kompetenzen.

Hei komme mir awer un eng éischt, ganz grondsätzlech Iwwerleeung: Wou leien d'Grenze vun der europäescher Integratioun no bannen? Wat heescht eng Unioun, déi ëmmer méi enk gëtt an ëmmer méi zesummewuesse soll, an der Praxis? Gëtt et net och Grenze vun der Unioun no bannen, genausou, wéi et der och no bausse gëtt? Ass alles dat, wat mir dëser Deeg héiere vu Gouvernance économique, vun engem Précontrôle budgétaire, vun enger europäescher Kontroll vun de Memberstaten duerch déi europäesch Institutiounen, iwwerhaapt nach vun den Traitéë gedroen? Oder ass, well et esou enorm Schwieregkeete gouf, fir de Vertrag vu Lissabon iwwerhaapt vun alle Memberstate ratifizéiert ze kréien, elo e radikal anere Wee ageschloe ginn?

Ech hu ganz interesséiert notéiert, datt den Här Bodry virdru vun enger „top-down approach" geschwat huet, vun engem „forcing" och, dat ware ganz interessant Wierder, well ech hat hei eng aner Terminologie proposéiert, fir datselwecht ze soen: Dat ass den „Putsch vun uewen". An zwar gesi mir, datt eng forcéiert Integratioun op politeschem Niveau gedriwwe gëtt, wa vläicht net oppe géint de Wëllen, mä dann awer op d'mannst laanscht de Wëlle vun den europäesche Bierger.

Déi Présomptioun vum Forcing oder och vum Putsch vun uewen, déi deklinéiert sech op vill Manéieren: déi progressiv Entmuechtung vun den nationale Parlamenter, am Géigendeel zu deem, wat am Traité steet vu Lissabon. Mä mir hunn eng progressiv Entmuechtung vun den nationale Parlamenter, déi geschwënn nëmmen nach dofir do sinn, fir dat ofzeseenen, wat Bréissel wëllt. Dat ass eng schwéier Verletzung vum Geescht vun eiser Constitutioun a vun eiser Souveränitéit, oder besser gesot, vun deem bësschen, wat dovun nach iwwreg bliwwen ass.

Besonnesch och eis Lëtzebuerger Chamber - mir heibannen -, déi de facto jo schonn ni vill Matsproocherecht a Budgetsfroen hat, gëtt heimat nach eemol humiliéiert an an hire konstitutionelle Kompetenzen a Fro gestallt. D'Regierung wär dofir méi wéi gutt beroden, wa si d'Rechter vun der Chamber géif elo stäerken, an zwar an engem wierklech demokratesche Geescht. D'Gefor ass grouss, datt eis Bierger sech net méi vertruede fillen. Mir missten elo zesummen - Regierung an Oppositioun - géint eng geféierlech Aushielechung vun der Glafwierdegkeet vun eisem demokratesche System virgoen.

Wéi d'EU-Kommissioun mat de Memberstate mengt däerfen ëmzesprangen, sief nëmmen un engem Zitat gewisen: «D'éventuels avertissements politiques pourront être adressés en cas de réponses inadéquates.» Jo, dat ass am Traité virgesinn! Awer Traité hin oder hier, mir soen awer och der Kommissioun, datt si muss oppassen, wat si mécht an datt si net de Memberstaten - egal ënner wéi engen Ëmstänn - Avertissements politiques kann adresséieren. Mir ginn hir och een a mir soen, datt d'Kommissioun sech soll drun erënneren, datt hir Pouvoire just aus enger temporärer Delegatioun vun de Pouvoire vun de Memberstaten hierstamen. Si soll sech drun erënneren! Och dat ass eng adequat Äntwert un de Muechtusproch vun der Europäescher Kommissioun.

Här President, mir héieren…, oder Madame President, entschëllegt, Madame President, gläichzäiteg héiere mir eng Fuerderung vun der Unioun no nach méi eegenen europäesche Finanzmëttelen, wat jo och vum Här Minister Frieden leider mat an d'Gespréich bruecht gouf. Et muss een awer wëssen, datt d'Europäesch Unioun am Ableck net all Suen ausgëtt, déi si huet. Si huet also net ze mann Suen, mä éischter ze vill finanziell Mëttelen an Eegemëttelen.

Déi Iddi, fir elo och nach europäesch Steieren anzeféieren - zemools a Krisenzäiten an an Zäiten, wou mer schonn op nationalem Plang massiv Steiererhéijungen hunn -, oder och déi Iddi, fir méi en héijen Undeel vun den nationale Steieren un Europa ofzetrieden, komme fir d'ADR jiddefalls net a Fro.

Mir froen eis éischter, wou dann d'Spuereffortë vun der Europäescher Unioun bleiwen. Ass et esou, wéi mir héieren, datt deen aktuelle Budget vun der Unioun nach ëmmer esou exekutéiert gëtt, wéi e sengerzäit - nach virun der Kris - an de Prévisions budgétaires fir d'Period bis 2013 festgehale gouf, ouni datt déi jährlech Augmentatioune vun ongefeier 5% gestrach oder gekierzt gi wären? D'Memberstate mussen alleguer spueren. Mä spuert Europa och?

An ass et net esou, datt d'Europaparlament dëst Joer säi Budget ëm weider 6% gehéicht huet? Anscheinend och nach, fir sech selwer e Musée ze bauen. Ass dat esou? Kann d'Regierung dat confirméieren? Mir wäre jiddefalls op d'Äntwert gespaant, an all d'Lëtzebuerger Steierbezueler ganz sécher och. Jiddefalls recommandéiere mir elo schonn der Kommissioun eng ganz, ganz grouss Modestie, wa si hir Propositioun fir d'Prévisions budgétaires fir d'Period vun 2014 bis 2020 mécht.

Madame President, mir warnen och virun ëmmer méi europäescher Bürokratie. E Méindeg hate mir nach an der aussepolitescher Kommissioun héieren, datt d'Europäesch Unioun nees eng zousätzlech nei Agence fir Visa- an Immigratiounsfroe wëllt aféieren. Sou eppes brauche mir net, well dat och ka ganz gutt ënnert de Memberstate koordinéiert ginn. D'Europäesch Unioun sollt dach endlech domadder ophéieren, fir permanent weider Kompetenzen an nei Bürokratië wëlle fir sech ze reklaméieren.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Mir freeën eis och - mir hunn haut héieren -, datt déi Propositioun vum Här Sarkozy, fir e Sekretariat fir d'Gouvernance économique ze kreéieren, vum Här Van Rompuy net akzeptéiert ginn ass. Dat ass och eng gutt Saach. An déi Richtung muss et weidergoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, niewent dëse méi institutionelle Froe wéilte mir awer eng zweet stellen, an zwar déi, ob Europa sech net politesch iwwerhëlt. An och hei muss een déi Fro ënnerdeelen. Entsprécht déi europäesch Politik nach hirer ekonomescher Logik an hiren ekonomesche Méiglechkeeten? A kann Europa nach glafwierdeg no baussen optrieden?

Bei der Diskussioun ëm den Euro kann ee sech wierklech froen, ob den Euro als politesche Projet déi kontradiktoresch ekonomesch Interessien a Situatioune vu senge Memberstate kann iwwerliewen. Hu mir eis mam Euro vläicht politesch iwwerholl, well mir déi ekonomesch Schwieregkeete falsch ageschat haten? Et gëtt ëmmer méi grouss finanziell Verzerrungen tëschent den Eurostaten. Déi eng bräichten eng

Opwäertung, wann déi aner éischter eng Ofwäertung bräichten.

Als Lëtzebuerger kënne mir awer nëmmen hoffen, datt den Euro iwwerlieft. Och dowéinst, well mir keng gutt Alternativ méi hunn. Och en nei ageféierte belsche Frang kéint eist Nopeschland wuel net méi zesummenhalen an e géif nëmme riskéieren, fir zesumme mat der Belsch confédéréiert a feierlech ënnerzegoen. Mir missten eis also hautzudags en anere Partner an eng aner Währung sichen. Dat wär keng einfach Décisioun.

Niewebäi gesot, mir wäre gutt beroden, wa mir net ëmmer géifen esou maachen, als géif et an der Belsch keng Problemer ginn, déi eis géife betreffen, an dat eis géif och alles näischt ugoen. Well wien dës Woch déi belsch Press gelies huet, dee kann net méi ausschléissen, datt mir enges Daags waakreg ginn an op eemol nëmmen nach zwee Noperen hunn. Da leie mir tëschent Frankräich an Däitschland wéi Andorra tëschent Frankräich a Spuenien. Mir kéinten a sollten awer emol ufänken, fir och do nozedenken. Ech wëll just soen - ech hunn elo just gesinn, am „France Soir" vun haut ass e Sondage a Frankräich gemaach ginn -, datt 66% vun de Fransouse géifen de Rattachement vun der Wallonie u Frankräich akzeptéieren, oder begréissen, dat weess ech elo net méi genee.

Här President, mir liesen och, datt d'Europäesch Kommissioun wëllt d'Evaluatioun vum Stabilitéitspakt mat där vun „Europa 2020" vermëschen. An eisen Aen ass dat keng gutt Iddi, well mir dann nach manner Transparenz am Respekt vun de Kritäre vum Stabilitéitspakt hätten, wéi dat elo schonn de Fall ass.

Mir wonneren eis och driwwer, datt d'Europäesch Kommissioun ëmmer méi Pouvoiren iwwert d'Memberstate fuerdert, mat deem Argument, d'Memberstate géife soss fuddelen a si missten dofir besser kontrolléiert ginn. Mä d'Kommissioun selwer, Här President, huet am Dossier Griichenland hir Aarbecht net gemaach. Zënter 2000 - der Aféierung vum Euro - wousst si genee, wat lass wier. Just huet se näischt gesot. An elo solle mir si domat belounen, datt mir der Kommissioun nach méi Pouvoire ginn! De Géigendeel wär richteg!

Här President, wa mir eis froen, ob Europa kann no bausse glafwierdeg optrieden, dann huet dat och nees eng Rei vun institutionellen Aspekter. Den éischten ass dee vum Forum, wou dat da soll geschéien. An dat betrëfft also och de G20. Sou, als hätt d'Kommissioun sech an de G20 verléift - virun allem och, well se däerf selwer do matspillen -, schwätzt si vill vun deem Gremium an a ganz schéine Wierder. Mä huet si dann och verstanen, datt de G20 a leschter Instanz eng Form vun engem Bilateralismus ass, e camoufléierte Multilateralismus? Well geet et net ëm en Dialog tëschent den USA mat hire Satelitten a China op där anerer Säit mat senger Aflosssphär? Also hu mer u sech e G2 an net e G20!

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Am Fong geet et ëm en Dialog also tëschent den USA a China. Wien an deem Kader wëllt matspillen, deen däerf dann och eppes soen, a wien net wëllt matspillen, deen eben net. Amplaz esou méi nei an informell Foren ze favoriséieren, hätt d'Unioun sollen op institutionell ofgesécher Weeër an den internationale Bezéiunge bestoen. Mä dofir brauch een e kloere Kapp, vill Modestie an och Courage.

D'Positioun vun der Unioun an den internationale Bezéiungen ass schwaach, net nëmmen, well déi grouss Memberstaten och ëmmer e Rôle fir sech spille wëllen, mä och, well der Unioun hir Positiounen dacks einfach net realistesch sinn.

Dat hu mir och däitlech um Klimasommet zu Kopenhagen gesinn. Well d'Unioun disproportionéiert an onrealistesch gréng Propositioune gemaach huet, gouf si évincéiert. Minus 20 beim Kuelendioxid gouf vun de Premieren op engem europäesche Sommet einfach esou décidéiert, well 20-20-20 politesch gutt kléngt, ouni statistesch Donnéeën a géint de Rot vun de Ministere vun der Ekonomie. Mat Recht wieren déi sech haut géint esou e Programm. Et ass Populismus op dem Niveau vun de Premierministere gewiescht.

Doraus sollte mir iwwregens och déi Léier zéien, datt et géif endlech Zäit ginn, fir an der Klimadebatt fir méi Seriositéit ze suergen. Et muss een d'Problemer eescht huelen, si däitlech gesinn a kloer analyséieren, mä et muss ee si awer och realistesch a verantwortungsvoll ugoen. déi gréng maache Politik, andeems si de Leit Angscht maache mat ëmmer neien an iwwerdriwwene Katastrophenzeenarien. Fir d'ADR kënnt esou eng Politik net a Fro. Wie wëllt seriö Politik maachen, däerf net mat de Gefiller an der Angscht vun de Leit spillen.

(Hilarité)

Mir all droe Verantwortung fir eis Ëmwelt.

Une voix.- Dat musst Dir just soen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Mir all wëllen d'Atmosphär…

(Interruption)

…mir all wëllen d'Atmosphär protegéieren, mä dat heescht net, datt mir all Lobby, all ONG an all Statistik musse gleewen. Mir verstinn dofir och net, wéi d'Chamber konnt en Hearing iwwert d'Klimapolitik organiséieren, wou net eng eenzeg kritesch oder dissonant Stëmm invitéiert gouf. Et gëtt där jo wierklech ganz vill a ganz qualifizéierter, och hei am Land. Hu mir dann heibannen an der Chamber iwwerhaapt nach en oppenen a kritesche Geescht? Oder gi mir deen ënnen um Krautmaart of, ier mir d'Trap eropkommen? Firwat ass e Parlament dann do? Fir eng fräi, kontrovers a kritesch Diskussioun ze féieren oder fir viru politesch korrekten Dogmen ze krauchen, och wa si offensichtlech manipuléiert sinn?

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären…

Une voix.- Et ass den Här President!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Entschëllegt, elo ass et den Här President.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wie wëllt an der Welt Gewiicht hunn, dee muss méi bidden, wéi eng simplistesch gréng Ideologie. Déi Leit, déi minus 30 op Wahlplakater pechen, kënne vläicht eis national Medië kuerzfristeg beschäftegen, mä si sinn net déi, déi op dëser Welt wierklech eppes kënnen änneren.

Mat hirem Festhalen un net realisteschen Ziler leescht och d'EU-Kommissioun kengem e Gefalen. Mir alleguer heibanne wëllen d'Dreifhausgaser konsequent zréckschrauwen. Mä wéi mir dat maachen, wéi séier a mat wéi enge Mëttelen, dat däerf keng ideologesch Diskussioun sinn. Et muss eng Diskussioun sinn, déi mir zesumme mat den Entreprisë féieren an net géint d'Entreprisen.

Här President, ëmweltfrëndlech Technologien - virun allem am Energieberäich - sinn da besonnesch sënnvoll, wa se renouvelabel sinn a wa se gläichzäiteg eis Ofhängegkeet vun Energieimporter reduzéieren. Dowéinst wëlle mir all nei an ëmweltfrëndlech Technologien entwéckelen. Awer si däerfen net esou héich subventionéiert ginn, datt mir aner Aarbechtsplazen a méi traditionelle Secteuren doduerch futti maachen. Mir brauche vernünfteg Transitiounszäiten.

Här President, mir mussen eis och froen, ob mir an Europa net nees vill méi Fräiheete fir d'Memberstate brauchen. Net alles muss harmoniséiert a standardiséiert ginn. Villes kéint duerch eng gesond Konkurrenz tëschent de Memberstate besser a méi séier virubruecht ginn. D'Unioun huet eng Tendenz, de ganzen Aarm ze huelen, wann een hir de klenge Fanger gëtt. Si rappt ëmmer méi u sech, dacks mat ganz schwaachen Argumenter. Mir brauchen zum Beispill keen europäescht Familljerecht a keen europäescht Strofrecht. Lëtzebuerg hätt sollen, wéi Irland, all europäesch Amëschung an déi Domäne vertraglech ausklameren.

Et ass d'Politik vun der ADR, fir all Famill ouni all staatlech Amëschung eng wierklech fräi Wiel an déi néideg materiell Sécherheet ze ginn, fir selwer ze décidéieren, ob Papp a Mamm wëlle schaffe goen oder ob ee vun hinne wëllt doheem bleiwen, fir sech ëm d'Kanner ze këmmeren. Dat geet d'Europäesch Kommissioun näischt un.

Sécher, um europäesche Plang kann och am Familljerecht Verschiddenes verbessert ginn doduerch, datt d'Kollisiounsnorme geschaf ginn, mä: Weess dann d'Regierung, wéi wäit se geet, wa se elo am Kader vun enger Coopération renforcée wëllt de Lëtzebuerger Bierger ouni Schutz frieme Rechtssystemer ausliwweren, dorënner och ganz korrupter - an obschonns si behaapt, datt do Sécherheetsmechanisme géifen agefouert ginn, wësse mer haut nach net, wéi déi sollen ausgesinn?

D'Regierung ass einfach blann an naiv an der Europapolitik, an doduerch kann Europa zu engem juristesche Risiko fir d'Lëtzebuerger Bierger ginn.

Mir brauchen och keng weider wëll Privatiséierungen a Liberaliséierungen an Europa. Mir hunn an deene leschte Jore vill negativ Erfahrungen domadder gemaach a mir hunn och missen d'Konklusioun zéien - wéinstens bei eis an der ADR hu mer déi gezunn -, datt Privatiséierung net ëmmer e bessere Service a méi e bëllege Präis fir d'Konsumenten heescht.

D'Privatiséierung vun de Postdéngschter war an ass e Feeler. Firwat gi mir hin a schafen esou e wichtege soziale Beruff wéi de Bréifdréier of? Dat hätt ni dierfe geschéien. An et ass interessant, datt ausgerechent eng Ministesch vun der LSAP dat ze verantworten huet.

Mir brauchen och keng Prozenter vun Diplomer an esou engem Programm, esou vill Prozent dovun oder esou vill Prozent dovun. Wat fir eis zielt, ass d'Qualitéit vun engem Diplom. Wien e gudden Diplom huet, dee kritt och eng gutt Plaz.

Wéi schued ass et dowéinst och, datt mir dee merkantilistesche Geescht vun der Unioun an eis Universitéiten erageloss hunn! Amplaz an humanistescher Traditioun Wëssen a Maturitéit ze éieren, quantifizéiere mir haut Coursen a sougenannte Kreditter. Eleng déi merkantilistesch Terminologie steet am Widdersproch zu all héijem Bildungsideal.

Mir brauchen och keng Rotschléi a keng Prozenter vun der Europäescher Kommissioun iwwert de Problem vum Échec scolaire. Och dat ass eng strikt national Fro, déi mir mussen um nationale Plang léisen.

Mir brauche keen Zougank vun EU-Bierger zu der Fonction publique. A mir wieren eis och dergéint, datt d'Fonction publique ëmmer méi un d'Privatwirtschaft soll assimiléiert ginn.

Mir bestinn op enger Fonction publique, déi déi Lëtzebuerger Souveränitéitsrechter eleng géréiert, an anescht wéi d'Regierung hale mir och drop, datt jiddwereen, dee fir de Stat oder fir eng Gemeng schafft, perfekt Lëtzebuergesch schwätzt.

A mir brauche ganz bestëmmt och keng Vergläicher mat den USA, wéi d'Kommissioun dat mécht, iwwert d'Zuel vun deenen eelere Leit, déi schaffe ginn. An den USA musse vill eeler Leit éiweg laang schaffe goen, well se keen anstännege Pensiounsusproch hunn. Dat ass fir eis sécher kee Virbild.

Geneesou mann brauche mir eng Amëschung vun der Unioun an d'Fro vun der Héicht vun der Entwécklungshëllef. Mir hunn hei scho gesot, datt mir international ze vill ginn an datt mir eis géife wënschen, datt mer eis Obligatiounen an Héicht vun 0,7% vum Bruttonationalakommes anhalen.

Här President, wann d'Kommissioun seet, datt mir solle vill Geld an d'Fuerschung stiechen, da si mir emol am Prinzip an an enger éischter Phas domat d'accord. Och wann een dat nach misst méi genee kucken. Net alles, wat ënner Fuerschung leeft, verdéngt et, ënnerstëtzt ze ginn. Mir sinn och domat d'accord, wa vun europäeschen Institutiounen nei Impulser fir d'Entwécklung vun neien Technologien, zum Beispill an der Informatik oder an der Ëmwelttechnologie, kommen.

Fir zesummenzefaassen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Pabeier „Europa 2020" bréngt net vill. Et ass eis eigentlech net kloer, firwat en elo esou séier och virun allem an op där Approche presentéiert ginn ass. Eisen Androck ass, datt d'Europäesch Kommissioun just nees probéiert fir hir eege Pouvoiren ze vergréisseren. Mir brauchen awer keen „europäesche Superstat", mä en Europa, dat am Déngscht vun deene souveräne Memberstate steet. Dëse Programm erfëllt déi Konditiounen net!

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir kennt jo d'„Dreigroschenoper", gellt?

(Assentiment)

„Ja, mach' nur einen Plan, Sei nur ein großes Licht! Und mach' dann noch 'nen zweiten Plan, Geh'n tun sie beide nicht."

D'Lissabon-Strategie, déi richt jo schonn. Well déi ass scho viru fënnef Joer vum fréieren hollännesche Premier fir dout erkläert ginn. An effektiv, wann een déi Lissabonner Strategie miesst un deene chiffréierten Zilsetzunge vun dem Joer 2000, da kann een natierlech nëmme feststellen, déi Strategie, déi ass manifestement gescheitert.

Elo gruewe mer dee Kadaver also erëm aus. Oh neen, de Kadaver ass net dat richtegt Wuert eigentlech. Well déi niwweleg Ideologie, déi hannert deene Strategien, wéi och ëmmer, also och där vu Lissabon steet, déi niwweleg Strategie, déi lieft monter weider, och an deem neie Pabeier. An duerfir kënne mer déi al Texter dann erëm ausgruewen, e puer Formuléierungen änneren, e puer Ziffere korrigéieren, souguer erstaunlecherweis deelweis no uewen, wéi wann et da méi liicht wär, déi Ziler ze erreechen, an an zéng Joer wäerte mer dann nach eng Kéier deeselwechten Exercice widderhuelen a vläicht déi net erreechten Zilsetzungen dann nach eng Kéier no uewe korrigéieren.

Mäin Haaptpunkt ass awer deen hei: Hat ee gemengt, déi Bréisseler Kommissioun hätt sech ausenanergesat mat der Kris, mat den Ursaache vun der Kris, mat de Lektiounen, déi aus der Kris ze zéie wären, oder d'europäesch Regierungen hätten déi Kommissioun opgefuerdert, dat ze maachen? Keng Spur an deem Strategiepabeier 2020! Keng Spur vu Selbstkritik un där Politik vun der Dereguléierung, Privatiséierung, déi och an Europa zu enge vun den Ursaache vun der Kris gehéiert.

Kee Wuert iwwert déi primär Verdeelung vum Räichtum. Dat heescht also d'Verdeelung tëschent de Léin op där enger Säit an de Benefisser op där anerer Säit, déi och an der Europäescher Unioun, iwwregens och zu Lëtzebuerg, sech däitlech ausgewisen huet als eng Verdeelung vun ënnen no uewen. Dat heescht also eng Verdeelung zu Laaschte vun de Léin a Gehälter an zu Gonschte vun de Benefisser. Och dat ass eng vun de wesentlechen Ursaache vun der Kris, ënnert där mer am Moment leiden.

An déi Ëmverdeelung, déi riskéiert sech nach ze verschäerfen duerch déi Politik, déi elo als Reaktioun op d'Kris an Europa duerchgebrätscht gëtt. Eng Politik vun der Austeritéit manifestement um Bockel vun deene Leit, déi fir Loun a Gehalt schaffen.

Dofir och an där Strategie 2020 keng prezis Zilsetzungen a Richtung vun engem europäesche Sozialmodell, Sozialstandarden op héijem Niveau, europäesche Mindestloun an ähnlech Saachen, fir dem Sozialdumping zum Beispill en Enn ze setzen.

Dergéint awer déi al bürokratesch, wirtschaftsliberal Terminologie vun der Moderniséierung vun de Sozialsystemer, hannert där sech, wéi mer wëssen, an der Regel den Ofbau vun deene Sozialsystemer verstoppt.

Kee Wuert iwwer eng europäesch Politik vun der Aarbechtszäitverkierzung, obwuel dass dat eent vun de fundamentalen Instrumenter wär, fir d'Aarbechtslosegkeet an Europa ofzebauen.

Kee Wuert och iwwert déi sekundär Verdeelung vum Räichtum, also Stéchwuert Steieren. Also Sozialfunktioun vun de Steie-

ren, och vun de Sozialbäiträg als Ëmverdeelungsinstrument. Woubäi mer wëssen, dass grad an Europa de Steierdumping déi sozial Funktioun vun de Steiersystemer ënnerhielecht, well d'Steiersystemer vun de verschiddene Länner an der Europäescher Unioun géintenaner a Konkurrenz gesat ginn; wéi och d'Sozialsystemer am Iwwregen.

Wéi wéineg déi Diskussioun iwwert d'Steieren hei zu Lëtzebuerg erwënscht ass, dat hutt Der och gesinn un där Netäntwert, un där eigentlech räichlech onhéiflecher Netäntwert vun eisem Finanzminister op meng parlamentaresch Ufro zur Steierpolitik.

(Interruption)

Une voix.- Ganz richteg!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).-* Europa bleift och mat där Strategie 2020 an der Logik vun enger obsessionneller Kompetitivitéit, an der Logik vun enger obsessionneller Konkurrenz op Béien a Briechen, an zwar souwuel no baussen an der Welt wéi och no bannen tëschent de Länner vun der Europäescher Unioun.

Mir hu vergiess anscheinend, dass d'Konkurrenz, op déi do Aart a Weis ongeregelt Konkurrenz oder wéineg geregelt Konkurrenz destruktiv Wierkungen huet, wa se eben net op d'mannst engem staarke soziale Regelwierk ënnerworf gëtt. Vun engem staarke soziale Regelwierk ass awer an deem Pabeier Strategie 2020 Europa näischt ze gesinn.

M. le Président.- Merci dem Här André Hoffmann. An elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et war schonn interessant, haut de Mëtteg nozelauschteren, wéi d'Reaktioun an deenen eenzelne Fraktiounen, Parteien nun eemol ass op d'Virschléi, déi elo um Dësch leien, op déi d'Regierung muss Äntwerte ginn. An et war och zum Deel erstaunlech, eenzel Positiounen, déi ervirbruecht gi sinn, déi vläicht net direkt zum Sujet sinn, mä déi awer an der allgemenger Aschätzung si vun deem, wat een an Europa sollt zu dësem Zäitpunkt maachen.

Sécherlech géif ech d'office de Kolleege vun der grénger Partei soen, dass ech mech net kann averstanen erweisen, fir ze soen: Neen, mir maachen elo emol näischt, mir entwéckele keng Strategie. Mir ginn elo emol hin a mir féieren e largen Débat. Also, ech muss Iech éierlech soen, an där Situatioun, wou mer sinn, net nëmmen duerch déi Wirtschaftskris, mä och duerch déi Situatioun, déi gewuess ass an deene leschte Joren, wou d'Wirtschaftsraim trotzdeem amgaange sinn, staark sech ze développéieren op anere Plazen, ech weess net, ob et do duergeet als Äntwert, fir just ze soen: Elo féiere mer emol e largen Débat an da kucke mer weider.

Ech menge schonn, dass mer, ech fanne schonn, dass mer vill Zäit…

(Interruption)

Jo. Ech fanne schonn, dass mer ganz vill Zäit verluer hu säit deene leschten Europawahlen, wou mer haut am Fong geholl iwwert d'Strategie 2020 schwätzen. Do kann ech Iech Recht ginn. Mir hätte largement virdrun, wa mer eng aner Struktur hätten, déi an der Folleg vun den Europawahlen eng Kommissioun géif en place setzen direkt, anstatt dass dat esou laang dauert, an dann hëlt nach jiddweree sech selbstverständlech Zäit, fir och nach nozedenken, an an der Zwëschenzäit ass e Joer vergaangen. Duerfir mengen ech, dass et un der Zäit war, wierklech eppes op den Dësch ze leeën. Well soss ass déi Legislatur vun där Kommissioun a vun deem Europaparlament eriwwer, a mir hunn näischt opweises.

Ech wëll net hei glorifizéieren, wat zum Deel haut um Dësch läit a wat zum Deel virdru geschitt ass. Ech si mer voll och bewosst, dass d'Lissabon-Strategie, déi jo eng Korrektur krut 2005 ënner eiser Présidence, wou notamment déi sozial an déi ekologesch Elementer ganz anescht erakomm sinn, wéi dat virdrun de Fall war. Mä ech si mer bewosst, dass déi Lissabon-Strategie kee Mënsch vum Hocker hei zu Lëtzebuerg gerappt huet.

Ech mengen, et ka kee sech richteg virstellen, wann en net just Insider ass, wat sech dorënner verstoppt. Mä net ëmmer ass et esou, dass wierklech och jiddwereen dat muss verstoen. Wichteg ass et, ob d'Richtung stëmmt. Déi Ziler, déi mer eis ginn hunn, waren extrem ambitiéis. Dat hu mer gesinn. Si waren och vläicht, an dat war net esou kloer virauszegesinn, net ugepasst deem, wat wierklech sech op eemol an eenzelne Länner gedoen huet. 2000 an an der Preparatioun vun 2000 war schwéier ofzegesinn… Et wousst een: La Chine, elle va se réveiller, mais quand et de quelle façon?

Mir si vu villen Entwécklungen trotzdeem iwwerrascht ginn, virun allem vun der Vitesse an dem Ausmooss dovunner. Dat war och 2000 net virauszegesinn. Duerfir hate mer eis eppes Ambitiéises virgeholl. Mä et ass net schlecht, wann een Ambitioune weist, besonnesch wann d'Richtung stëmmt.

Et sollt goen a Richtung vun enger méi staarker op Wëssensbildung vun hire Leit ausgeriichteter Wirtschaft, sollte mer eis entwéckelen. Déi Richtung ass richteg. An ob mer elo alles genau erreecht hunn, muss ech soen, ech gesinn net en neien, en anere Wee, dee mer an deenen zéng Joer hätte kënnen huelen. Et ass munches geschitt, mä mir sinn iwwerrannt gi vun der Entwécklung an anere Länner.

Loosse mer et dach emol zouginn, wéi et ass! Mir hunn e reelle Problem. Mir hunn net nëmmen déi Finanz- a Wirtschaftskris, déi eis Suerge mécht, mat elo am Moment ebe vläicht och eenzel Onstëmmegkeeten, déi net noutwendeg wieren an der Union économique et monétaire, mä mir hunn e reelle strukturelle Problem. Kuckt nëmmen d'Entwécklung vun enger Rei Produkter.

Loosse mer déi huelen, déi déi gréng Kolleegen ëmmer erëm an d'Vitrine setzen. Kommt, mir huelen emol d'Produkter, déi typesch an dem Beräich vun den Ekotechnologië komm sinn.

Éischtens muss ee jo engem kënnen erklären, firwat et zu Lëtzebuerg méi interessant ass, esou eppes ze entwéckelen, wéi an Däitschland oder a Frankräich oder a Polen. Et muss een et fir d'Éischt emol entwéckelen. Mä ugeholl, et hätt een och nach déi Produkter hei zu Lëtzebuerg gehat. Wat ass den Dänen da geschitt? Déi ech beneiden, well se vill Wand hunn an och doduerch vill Wandmille konnte gebrauchen. Mä wat ass hirer Ekonomie geschitt? Wat ass de Betriber geschitt, déi Wandmille produzéiert hunn? Do sinn der jett, déi d'Kopplabunz geschloen hunn.

Just fir Iech ze soen, et muss een an déi Richtung goen, mä et dierf een awer net mengen, dass wirtschaftlech Regele sech net op d'Ekotechnologien applizéieren.

Datselwecht gesäit een haut an Däitschland. Voll op d'Solartechnologie gesat. Richteg! Mä dat ass awer net e Schutz, dass engem näischt geschitt. Déi ganz däitsch Entwécklung am Beräich vun de Solartechnologien: Wat herno wäert iwwreg bleiwen an net laang, dat ass nach, dass se vläicht besser Resultater an eenzelnen neien Entwécklungen hunn. Mä wann een d'Produktioun niewendrun net behält, jo, da gëtt een herno e Land, wat nach just Recherche mécht an nach just Entwécklung. Eppes, wat ech fannen, wat net duergeet.

A well een och an Däitschland gesäit, dass se riseg Problemer hunn an dass eng Kontrovers opkënnt, déi ech net hei wëll. Ech hätt gären d'Kombinatioun vun deenen zwee. An do geet et dann net duer, dass een op eemol, wéi den Här Kox hei gesot huet, 30, 40% u weiderer Reduktioun vun CO_2 unhëlt, well ee weess, dass een domat d'industriell Entwécklung och an den Ekotechnologië futti mécht. An et kann een net weiderfueren, dat eent ze prônéieren an ze mengen, dat anert géif net antrieden. Duerfir ass et schonn…

(Interruptions)

…noutwendeg…

M. François Bausch *(déi gréng).-* Dat ass jo dat, wat ech gesot hunn, oder wéi?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Jo, jo!

Duerfir ass et schonn noutwendeg, dass ee kuckt, dass een e qualitativ héije Wuesstum ustrieft, dass ee kuckt an deene Beräicher, déi Zukunft hunn - dozou gehéiert „clean energy", dozou gehéiert „clean environment" -, awer et soll een net mengen, dass et duergeet, dass een dat décrétéiert, dass een, éischtens, dat entwéckelt, an zweetens, dass ee sécher ass, dass een domat Succès huet. Dat ass grondleeënd falsch.

Mir probéieren, en anere Wee ze goen, well mir probéieren, déi zwee Weeër, nämlech dee vun der Recherche an Entwécklung an dee vun der Produktioun, beienaner ze halen. Ech weess, dass déi gréng Frënn net frou si mat der Produktioun a mat der Industrie, mä ech soen lech…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Une voix.- Wéi aarmséileg!

Une autre voix.- Dat ass simplistesch!

(Brouhaha)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* …ganz kloer, dass et gutt ass, dass een déi Ënnerscheeder emol gesäit. Mir ginn drop aus fir e Wuesstumspotenzial auszeschöpfen, wat hei zu Lëtzebuerg ass a wat ganz kloer ausgeriicht ass op méi e qualitative Wuesstum.

M. le Président.- Här Krecké, erlaabt Der, datt den Här Bausch Iech eng Fro stellt?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Wann en eng Fro huet, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Ech schreiwe mech an.

M. le Président.- Dat heescht, Dir wëllt also elo keng Fro stellen. Dir wëllt nach eng Kéier herno…

M. François Bausch *(déi gréng).-* Jo, ech reagéiere gär op dem Minister seng Ried.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Et geet also drëm, dass mir eng Strategie entwéckelen, déi enger Entwécklung, déi weltwäit amgaangen ass, entgéint emol wierkt. Ob mer hei méi wäit ginn, ob mer hei ëmmer absolut dee richtegen Ufank maachen an dëser Strategie, sief nach dohinnergestallt. Mä ech hunn an deem Débat hei seelen eppes héieren, wat eng konkret Upak wier, déi mir elo kéinten an den Débat erabréngen. Ausser enger Rei Floskelen, déi mer schonn eng laang Zäit kennen, muss ech soen, hunn ech näischt Neits héieren. Dat eent ass net gutt, mä wat een anescht soll maachen, hunn ech net richteg verstanen.

Et sief dann, ech selwer géif zweifelen un eenzelne vun deenen Elementer, déi mir an eis Wirtschaftspolitik erabréngen. Mir hale weiderhi fest un der Iddi, dass mer dat Potenzial, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, anescht mussen notzen, dass mer eng ganz Rei Reorientatioune musse virhuelen.

Loosse mer net vergiessen, dass mer beispillsweis an de Gesondheetstechnologië ganz nei Weeër gaange sinn. Ganz nei Weeër! Baséierend op nei Entwécklungen an der Medezin, déi mer ënnerstëtze mat Fuerschung, wou mer nach ni Projeten ënnerstëtzt hunn, wou mer awer och elo Retombée économique brauchen. Well et geet net duer, dass mer fuerschen; den Emploi, et ass op där enger Säit Wuesstum, mä op där anerer Säit ass d'Création d'emplois, an zwar Emplois à différents niveaux, déi noutwendeg ass.

Mir kënnen net muer iwwerliewe just dass mer ganz vill Fuerscher hunn, déi mer souwisou net hei hunn, mä mir brauchen och Aarbechtsplazen an der Produktioun. Mir brauchen Aarbechtsplazen, déi eben hannendrun, hannert där Entwécklung, där Fuerschung stinn. An do probéiere mer am Moment dee Lien ze maachen, dee mer och muer an den Ekotechnologië maachen. Mä mir probéieren, déi zwee Elementer beienaner ze halen.

Wat elo déi Iddien, déi um Dësch leien, ubelaangt, ass et sécher, dass déi eigentlech déi zéng Joer ni richteg evaluéiert gi sinn. Dat ass richteg. Et ass awer och schwéier, muss ech soen, well déi lescht zwee Joer verfälschen natierlech déi ganz Entwécklung och. Dat, wat déi lescht zwee Joer geschitt ass a wat eppes Eemoleges trotzdeem an eiser Generatioun ass, verfälscht d'Resultater e bëssen. Et ass schwéier ze gesinn, wat hunn dann déi zéng Joer elo bruecht, vu dass déi lescht zwee Joer esou exceptionnel beaflosst gi sinn duerch Elementer, déi een absolut net kann do mat erarechnen.

Dat huet op där enger Säit, menger Meenung no, dozou gefouert, dass et eng Akzentuéierung vun eenzelne Faiblessë ginn ass. Eenzelne vun eise Schwächte si vill méi staark gewise ginn. Et huet och munch Schwächte vläicht verstoppt. Sou dass et richteg ass, dass déi Evaluatioun net an deem Moment richteg gemaach ginn ass. Mä ech si mer awer och bewosst, dass se schwiereg ze maachen ass.

Nun, déi Problemer, déi mer hate mat der Lissabon-Strategie, waren déi vun der Gewiichtung. Ënner eiser Présidence hu mer awer zumindest probéiert, déi Gewiichtung e bëssen anescht ze maachen.

Déi Débaten, déi mer gefouert hunn, an ech si frou, dass déi Initiativ vum Alex Bodry a senger Kommissioun komm ass, fir dat haut ze maachen. Mä loosse mer eis awer näischt virmaachen! Mir haten Débaten hei an der Chamber zu deene Sujeten, wéi et geheescht huet, déi viregt Plans nationaux de réforme ze analyséieren. Ech ka mech net erënneren, dass mer zefridden, wa jiddweree mat sech selwer zu Chouer geet, zefridden hei erausgaange sinn, wat déi Débate bruecht hunn. Dat ware schonn nëmme Leit, déi Insider sinn. Fir iwwert dee Krees nach eraus den Débat ze kréien, ass vläicht ustriewenswäert, mä ass ganz schwéier ze erreechen.

Duerfir mengen ech, ass et richteg, dass een haut sech eng nei Strategie gëtt. Et kann een anerer Meenung sinn iwwert den Inhalt, mä et ass richteg, dass ee sech se gëtt. Mir mussen eng Sortie de crise fannen. Dat ass en neit Element, wat och net noutgedrongen an hoffentlech fir déi nächst zéng Joer wäert gëllen. Mir mussen eis nei Gedanken iwwer e Sozialmodell hei an Europa wuel maachen. Mä mir musse gläichzäiteg kucken: Ass deen dann och nach ze halen? An hu mer en durabele Wuesstum och duerno, wat op dee Sozialmodell opbaut? Ech mengen, dass kee konnt virausgesinn, dass esou vill Changementer an der Weltwirtschaft géife kommen, wéi dat geschitt ass.

Wat hu mir elo gemaach als Regierung? Mir hunn opgrond vun deem, wat d'Kommissioun virgeluecht huet am Januar 2010 - an dat ass nozekucken um Internetsite vun der Kommissioun, do war jo eng öffentlech Consultatioun gefrot, a mir hunn eng Äntwert dorobber ginn, zu deem Zäitpunkt, wou se gefrot ginn ass vun der Kommissioun. Ech sinn der Meenung, dass mer och net all Lektioune gezunn hunn aus deem, wat d'Lissabon-Strategie u sech bruecht huet. Et huet kee Wäert, dass mer eis do eppes virmaachen. Mir hunn net all Lektiounen do gezunn.

Awer ech soen och, well mer alleguerte beschäftegt ware mat enger Situatioun, déi total exceptionnel ass. Mir hunn duerch den Afloss vu Krisenelementer eng Zentréierung erëm krut op Wuesstum an op Emploi. Dat ass och bal net anescht ze erwaarde gewiescht. Well stellt Iech eng Zuel vu Leit elo vir, déi haut keng Aarbecht hunn an déi muer nach wäert wuessen, wa mer net déi richteg Reaktioun weisen. Et gëtt eben och net eng sozial Kohesioun, wann net jiddwereen e Recht an eng Méiglechkeet op Aarbecht huet. An duerfir muss dat den iwwergeuerdneten Objektiv vun all eisen Démarchë sinn, de Leit eng Aarbechtsplaz ze schafen.

Dass déi Aarbechtsplaz soll anstänneg sinn, dass se och nach anstänneg rémunéréiert ass, kënnt derbäi. Mä mir musse se fir d'Éischt emol schafen. A mir mussen d'Méiglechkeet ginn, alle Gruppéierungen hei an eisem Land Aarbechtsplazen ze schafen. Eréischt da kritt een eng sozial Kohesioun. Eréischt da kritt een och d'Leit hannendrun, och wa se net am Detail eppes sech kënne virstellen ënner enger Strategie EU 2020. Da kritt een awer d'Adhé-

sioun zu enger Démarche, déi een als Regierung dann als verlängerten Aarm dierf hunn.

Ech hunn net héieren, dass déi Prioritéiten, déi Initiativen - et si siwen Initiativen, et kënnt nach déi vum Marché intérieur am Fong geholl derbäi, dat kéint eng aacht sinn - grad wéi déi Ziler esou staark a Fro gestallt sinn. Dat hunn ech net héieren. Ech mengen och, dass mer musse kucken an där Démarche, wéi mer se gemaach hunn an deene Jore virdrun, nämlech iwwergräifend op sämtlech Ministèren, déi heivunner betraff sinn, probéieren dee Plan national de réforme op d'Been ze kréien. Am Juni wäerte mer déi „Lignes directrices" kréien, déi net méi 24 wäerte sinn, mä der nach just zéng.

Ech wëll och drop hiweisen, dass déi vill Pläng, déi hei ee Moment évoquéiert gi sinn, am Fong geholl och eng Entwécklung sinn, déi net esou virgesi war an der Lissabon-Strategie. An der Lissabon-Strategie sollten emol déi vill Rapporten an déi vill Pläng op een zréckbruecht ginn, een zentrale Plang, deen déi ganz Strategie géif beaflossen, an dass dat anert éischter Pläng wieren, déi eng Exekutioun géifen duerstellen.

Dass dat vläicht net ëmmer esou komm ass, gestinn ech och gären an. Mir wäerte weiderfueren no deene Bilatéralen, déi mer mat der Kommissioun haten am Abrëll, kucken dee Programm op d'Been ze kréien, a selbstverständlech deen Échange, dee mer nach all Joers mat der Chamber haten, och dës Kéier maachen.

Wann ech kucken elo déi eenzel Objektiver. Ech mengen, iwwert den Taux d'emploi iwwerloossen ech et dem Nicolas Schmit, vläicht eenzel Saachen do riichtzebéien. Da kommt, mir huelen den zweeten. Deen zweeten Objektiv ass deen an der Recherche, an der Innovatioun. Mir bleiwe bei 3%, well déi meeschte Länner nach net do ukomm sinn. Et muss een dat esou gesinn, wéi et ass.

Mir sinn ongeféier bei 1,62%. Mir hunn an deene leschte Joren extrem vill finanziell Effortë gemaach an der Recherche. Extrem vill! Ech wëll och, mengen ech, net blann sinn. Et geet net duer, dass ee Suen drastécht, et muss een och kucken, wat dobäi erauskënnt. Et ass ganz liicht, einfach Suen, wann ee se hätt, zur Verfügung ze stellen. Et muss een och nach kucken, ob eppes Sënnvolles dobäi erauskënnt. An et muss een och kucken, ob een eng Valorisatioun vun de Fuerschungsustrengunge mécht. Ech mengen, déi Zesummenaarbecht tëschent dem Här Biltgen sengem Ministère a mengem ass exzellent op deem Punkt. Déi öffentlech an déi privat Fuerschung, mengen ech, hunn anstänneg harmonéiert.

Ech wëll net soen, dass et e Pech war, mä enfin et war d'Realitéit, dass eise PIB extrem schnell sech entwéckelt huet déi lescht zéng Joer. Mir konnten ëmmer méi finanziell Mëttele fräimaachen, dann huet dat nach näischt geännert um Prozentsaz, étant donné, dass dee PIB sech op eng extrem schnell an, loosse mer soen, net eisem Territoire ugemoossen Aart a Weis entwéckelt huet.

Souwisou hunn ech ëmmer Problemer, wann een alles rapportéiert a Prozenter vum PIB, wann et sech ëm e klengt Land wéi eist handelt, wou ee weess, dass en Deel vum PIB, haaptsächlech een Deel, aus engem Secteur kënnt, deen explodéiert ass, nämlech de Finanzsecteur, an dass et net eng normal Entwécklung ass, déi zu deene Resultater gefouert huet.

Ech mengen, wat ee vun eisen Haaptproblemer ass, an doriwwer schwätze mer net: U sech gëtt alles, wat, an dat ass de Gros jo am Moment, nämlech d'Privatfuerschung hei zu Lëtzebuerg, dat gëtt u sech vu sechs bis aacht Entreprisë gemaach. Vu sechs bis aacht Entreprisen! Och aner méi klenger maachen dat, mä dat sinn extrem kleng Projeten, déi och heiansdo innovativ sinn, mä awer net d'Envergure hunn, fir muer eise Fuerschungsprogramm dohinner ze bréngen, wou mer eis e virstellen.

Et dierf een net vergiessen, dass et ausländnesch Filiale vu grousse Firme sinn, déi hei deen entscheedende Bäitrag am Moment leeschten, dass mir iwwerhaapt bei 1,62% sinn. An do läit d'Schwächt vun eiser ganzer Démarche. Déi läit nämlech dodran, dass mer et nach net richteg fäerdeg bruecht hunn, d'PMEen och op dee Wee ze bréngen.

Luxinnovation, déi Agence, déi sech am Fong geholl mat Innovatioun a mat Recherche soll ofginn, ass duerfir do, fir déi eenzel Betriber, haaptsächlech déi Kleng- a Mëttelbetriber, fir se mat der Hand ze huelen a se an eng Démarche innovative, eng Démarche de recherche eranzebréngen. An ech mengen, mir hunn och hannendru probéiert, a Konsequenz an a Logik, och alles, wat d'Propriété intellectuelle ubelaangt, méi attraktiv ze maachen, net nëmme fir hei zu Lëtzebuerg, mä och fir Saachen unzezéien. An der Hoffnung, dass mer do net nëmmen eng Gestioun vun hire Rechter kréien, mä dass mer och Elementer vun hirer Fuerschung hei op Lëtzebuerg kréien.

Ech mengen, déi 2,6%, déi mer eis ginn hu fir 2020, déi si realistesch. Kee wäert bremsen, wann ee mierkt, dass e groussen Zoufloss an, wéi soll ech soen, vill gutt Iddien op eemol op den Dësch kommen. Da wäerte mir selbstverständlech hëllefen, dat weiderzebréngen. Mä et huet kee Wäert, dass mer eis eppes virhuelen - mir hunn dat jo schonn e puermol probéiert an eenzelne Saachen -, wat mer einfach net kënnen. Loosse mer eis realistesch Ziler ginn! An 2,6%, dat ass ee Prozent méi wéi dat, wat mer haut maachen. Dat ass extrem vill. Mä mir wäerten dorunner schaffen.

De Changement climatique. Ech hu verfollegt, wat gëschter hei vun Débat war. Ech mengen, mir hunn zwee Objektiver, déi ee muss anhalen, déi si contraignant. A mir hunn dat vun der Efficacité energétique, wat et net ass, mä wou ech awer wierklech gutt Hoffnung hunn, dass mer Resultater kréien, déi éischter vläicht vun der Populatioun akzeptéiert ginn. Dat ass meng naiv Hoffnung.

Eng Rei Interdictiounen, déi mer an anere Punkte gemaach hunn, hunn dozou gefouert, dass ee gemierkt huet an der Bevölkerung, dass d'Begeeschterung net risegrouss war. Ech mengen, an der Efficacité energétique bréngt een d'Argumenter besser eriwwer. Et sinn och normalerweis Elementer, déi manner wéi dinn, a priori. Ech mengen, dass do dat gréisste Potenzial läit, well do jorelaang hei zu Lëtzebuerg, menger Meenung no, net genuch gemaach ginn ass.

Mir probéiere jo och duerfir, eng Rei Saachen unzekuerbelen. Denkt emol un den Energiepass! Net nëmmen, dass dat eng Direktiv ass, mä ech fannen et ass eng ganz gutt Ukuerbelung vun Aarbechten, eng Autobunn fir eist Handwierk. A wéi vill Oppositioun kritt een an de Reie vun de Leit, déi dee Pass mussen ausstellen! Sécherlech kann een ëmmer haderen iwwert de Präis,...

Une voix.- Dir sidd ze bedaueren.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...mä et muss een awer soen, dass dat en Usaz ass, wou d'Leit awer emol opmierksam gemaach ginn, wat fir e Potenzial mir beim Handwierk hätten, wa mer da géifen higoen, eis Haiser an eis fonctionnel Gebaier ëmzeänneren. Do si mer och net a Konkurrenz, weder mat China, mat Indien nach mat soss iergendengem. Do si mer just a Konkurrenz mat der Groussregioun. An do musse mer kucken eens ze ginn.

Une voix.- Sämtlech Niddregenergie-Haiser kommen aus Däitschland, Här Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, wat wëlls de dann domadder soen? Wat wëllt Der dann domadder soen?

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Dir hutt de Marché total verpasst vun den Niddregenergie-Haiser. D'Haiser kommen op Tieflader aus Däitschland.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo!

Une voix.- Well Der eng falsch Politik gemaach hutt.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wat hu mer da verpasst? Mengt Der wierklech, mir hätten net pousséiert, dass bei eis am Handwierk Leit sech lancéieren an déi do Richtung?

(Interruption)

Ma dann nach muss een et maachen! Nach muss een et maachen! Et geet net duer, fir einfach ze mengen...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Wirtschaftsminister nozelauschteren. Et kann nach jiddwereen, insofern, datt en nach Zäit huet, sech herno aschreiwen, fir dann nach eng Kéier Positioun ze huelen. Mä elo lauschtert Der emol wann ech gelift dem Minister no!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mir kréie jo souwisou Geleeënheet, iwwert deen nationale Plang ze schwätzen. Ech hunn och net vill Alternativen dozou héieren. Et geet net duer, einfach hannen eppes festzestellen.

Plusieurs voix.- Oh!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et muss een dann zumindest och an der Effikassitéit déi Virschléi...

(Interruption)

Ech waarden nach ëmmer op déi Virschléi,...

Une voix.- Jo, jo!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...déi eis solle weisen, wéi eng méi grouss Effikassitéit soll erbäigefouert ginn.

Une voix.- Da liest emol eise Wahlprogramm. Do sti se dran.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mir hunn...

Une voix.- Da liest se emol!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...eis en Zil ginn...

Une voix.- Den Här Berger huet se gëschter hei nach eng Kéier développéiert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...vun néng Prozent fir d'Joer 2016. Ech mengen och, dass ee kéint extrapoléieren, dass ee bis 2020 och an d'Géigend vun 20% kënnt kommen. Ech hunn déi Hoffnung wierklech. Déi Efforten, déi mer a leschter Zäit op deem Punkt do maachen, déi sinn am Moment vläicht an de Resultater nach net ze gesinn, mä déi si reell. Ech hoffe just, dass mer d'Adhésioun behalen, dass d'Leit mat am Boot bleiwen, fir a Richtung méi Effizienz ze agéieren. Et geet net duer, moies an Ëmfroen doriwwer ze schwätzen! Et muss een och hëllefen, se ëmsetzen! Et muss een d'Populatioun esou wäit kréien, dass se och dorunner gleeft.

Den Décrochage scolaire ass een, wéi den Här Alex Bodry scho gesot huet, dee ganz schwéier ze definéieren ass. Nach vill méi schwéier ass dat Zil, wat mer eis ginn hunn am universitäre Beräich, well mer do ganz oft Saache moossen, déi net hei gewuess sinn, an dat, wat mer bräichten, fir eisen Éducatiounssystem ze moossen, dat brénge mer net richteg fäerdeg. Dat heescht, dee Fine-tuning brénge mer net fäerdeg, fir erauszefannen: Wou ass d'Resultat vun deene Schüler, déi wierklech duerch eise System gaange sinn, wéi ass deenen hiert Resultat? Virsiichteg Evaluatioune schwätze vun 30% am Moment. Dann ass et kloer, dass mer mussen Efforten an déi Richtung maachen.

Mä mir hunn natierlech duerch de Flux migratoire eng Rei Problemer, déi strukturneller Natur sinn, déi aner Länner an deem Mooss net hunn. An eise Multilinguisme ass sécherlech och eppes, wat méi Schwieregkeeten duerstellt hei zu Lëtzebuerg, wéi dat an Däitschland an a Frankräich de Fall ass.

Bleift d'Inclusion sociale an d'Pauvretéit. Ech si frou, dass d'Kommissioun endlech och gewëllt ass, aner Weeër ze goe wéi just dee vum Taux de risque de pauvreté. Den Taux de risque de pauvreté ass eng reng monetär Analys vun der Aarmut, déi, ech mengen, dat net richteg erëmgëtt, wat wierklech an engem Land virgeet. Wann ee seet, 60% vun engem mediale Loun, dann ass et evident, dass, wann eng Augmentatioun vun der Lounmass kënnt, huet een einfach esou vill méi Leit, déi vun engem Dag op deen anere reng mathematesch méi aarm gi sinn.

Ech fannen déi reng monetär Approche net gutt. Ech hätt léiwer, mir hätten d'Méiglechkeet, dat, wat ugedeit an ugeschwat ginn ass vun der Kommissioun, nämlech deen Taux de privation matérielle, deen éischter e qualitatiivt Uerteel ofgëtt iwwert d'Situatioun vun de Leit, dee seet: Si se capabel, hir Rechnungen ze bezuelen? Si se capabel ze äntwerten op Ausgaben, op déi se net virbereet waren? Si se capabel, hu se d'finanziell Méiglechkeete fir beispillsweis eng Woch am Joer kënnen eng Vakanz ze maachen en dehors vun hirem Haus? Dat si qualitativ Elementer, déi, ech weess, net einfach ze développéiere sinn, wou am Moment néng esou ähnlech qualitativ Kritären ausgeschafft gi sinn, an déi, ech mengen, eis méi no brénge wéi déi reng monetär Approche.

Ech fannen et och richteg, dass ee kuckt: Wéi vill Leit liewen a Ménagen, wou kee vun de Leit eng Aarbecht huet? Dat heescht: Wéi vill Ménagen hu mer, wou wierklech keen eng fest Aarbechtsplaz huet? Dat, fannen ech, si wesentlech besser Indicateure wéi déi, déi mer beim Risque de pauvreté ëmmer erëm fannen an déi, mengen ech, keng Satisfaktioun ginn hunn a leschter Zäit.

Well wat am Fong geholl feelt, dat ass: Wéi kënne mer erarechnen de Fait, dass mer gutt Strukturen hu fir den Encadrement vun eise Kanner? Wéi kënne mer d'Sensibilisatioun vun Elteren, déi den RMG kréien, wéi kënne mer déi sensibiliséieren, fir d'Chèques-services ze notzen? Wéi ass d'Aktivatioun vum Taux d'emploi bei Leit, déi den RMG kréien?

All déi Punkten do, mengen ech, déi d'Qualitéit weise vun deem, wat an der Bevölkerung virgeet, sinn déi noutwendeg, déi mir mussen zesumme mat der Kommissioun - well dat do kënne mir jo net eleng maachen - entwéckelen.

E lescht Wuert vläicht. Ech hunn héieren, et sinn eng Rei Leit, déi jo..., oder zumindest een, dee ganz staark a Fro gestallt huet, dass ee vun der Kommissioun drop higewise gëtt, wou d'Schwächte sinn. Ech weess, dass ëmmer dergéint opposéiert gëtt. Mä net vergiessen, dass mer eng Rei Recommandatioune scho krut hunn elo, sief dat iwwer eise Pensiounssystem, sief dat iwwer eise Finanzsecteur, sief dat iwwert d'Potenzial vun eisen Aarbechtsplazen, sief dat ëm d'Ëmsetzung vun engem Unterrechtssystem an eng Realitéit, wou muer d'Leit eng Aarbecht hunn, déi och ugepasst ass un hir Ausbildung. Dat sinn alles Saachen, wou mer op déi Schwieregkeeten opmierksam gemaach gi sinn.

Elo gëtt ëmmer méi gesot: Mir wëllen net déi Gouvernance économique, mir wëllen net déi Gouvernance, déi gesteiert ass vun der Kommissioun. Ech mengen, déi Entwécklung vun deene leschte Méint huet gewisen, dass, wann eis eppes gefeelt huet, da war et eng Koordinéierung vu Wirtschafts- a Finanzpolitiken. Dat huet eis gefeelt. Mir hate wuel och den Nodeel, dass mer keng Referenz haten. Et gëtt néierens e Modell, wou een eng Währungsunioun schaaft an deem Mooss, wéi mir dat gemaach hunn. Dat gëtt et net. Sou dass mer Hésitatiounen haten, sou dass mer vläicht de Modell och net fäerdeg haten an d'Instrumenter och net.

Ech mengen awer, dass et Sënn gëtt, fir net Angscht ze hu virun enger vläicht méi staarker Harmoniséierung, an ech gesinn net, wou de grousse Sënn ass, wann een effektiv de Stabilitéitsprogramm, deen een huet, eragëtt am Oktober, nodeem de Budget scho fäerdeg ass; wann een de Plan national de réforme am Oktober eragëtt, wou een de Budget fäerdeg huet, wou een dann eng Meenung vun der Kommissioun kritt am Januar, Februar, wou de Conseil och nach eng Kéier am Mäerz driwwer schwätzt. Dat gëtt net ganz vill Sënn!

Duerfir ass déi Démarche, mengen ech, déi d'Regierung gemaach huet, déi ee ka résuméieren ënnert dem Semestre européen, déi richteg, fir dass mer an Zukunft géifen higoen a mir géifen e Conseil européen hunn, deen am Februar géif eng Rei Richtungen uginn, wou d'États membres géifen am Abrëll, an net eréischt am Oktober hire Projet virleeën, wou se selbstverständlech d'Parlamenter sollen abannen, souwuel an de Stabilitéitsprogramm wéi och an de PNR, nämlech dee vun der EU 2020, sou dass een am Juni kéint eng Evaluatioun kréien, wat anerer vun eise Programmer halen.

Dat léisst eis am Juli d'Méiglechkeet, fir iwwert déi Reaktiounen, déi ee krut huet, dat Ganzt afléissen ze loossen an d'Opstellung vun de groussen Aggregater vun eisem Budget. Dat géif eng gewësse Logik duerstellen, an ech mengen, an déi Richtung solle mer och weiderhi plädéieren, och wann eng Rei Leit net där Meenung sinn.

Dat vu menger Säit, Här President. Ech iwwerloossen dem Aarbechtsminister, dem Nico Schmit, déi komplementar Remarquen ze maachen, déi éischter säin Domän sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Jo, Merci dem Här Wirtschaftsminister. An da kritt elo nach d'Wuert den Här Aarbechtsminister. Ech maachen drop opmierksam, datt nach genau zéng Minutten iwwreg bleiwen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Merci, Här President. Ech mengen, no der Diskussioun wësse mer alleguer, datt déi Strategie 2020 net eng Bibel soll sinn. Si soll ons hëllefen, eng Rei vu Problemer besser unzegoen.

Trotz allem sinn ech verwonnert, wann een hei héiert, datt mer mussen Angscht hu virun engem G2. An dat ass richteg. E G2 ass amgaang sech ze profiléieren. An nieft dem G2 gëtt et eng Rei aner Länner, déi sech ganz aktiv op der Weltbühn profiléieren. Duerfir sinn ech wierklech net sécher, ob déi almoudesch, souveränistesch Theorien hei déi richteg Äntwert op d'Welt vun haut an op d'Welt vu muer duerstellen.

Wat elo de Budget vun der Europäescher Unioun ubelaangt, da rappeléieren ech, datt dee Budget ënner engem Prozent vum Bruttosozialprodukt vun all onse Länner, vun deene 27 Länner vun der Europäescher Unioun, läit. Wann een elo mengt, mir missten dee Budget zréckféieren, da froen ech emol: Majo, solle mer dann d'Agrarausgaben, dat heescht dat, wat mer an d'Agrikultur investéieren, dat, wat besonnesch an e Secteur fléisst, deem et momentan net besonnesch gutt geet, solle mer dee Budget drastesch zréckféieren? Oder solle mer déi sozial Ausgaben, solle mer d'Fonds structurels, déi hëllefen, datt Europa och seng Infrastrukture verbessert, besonnesch an deene Länner, déi bei ons gestouss sinn, solle mer déi elo emol stoppen oder drastesch kierzen?

Ech mengen, déi Diskussioun iwwert den europäesche Budget, déi féiert een net demagogesch, déi muss ee seriö an op Basis vun de Chiffere féieren. Mir sinn ons alleguer bewosst, datt déi Strategie 2020 soll e bessert Aneneegräife vun der sozialer Dimensioun, vun der ökonomescher Dimensioun a vun der ökologescher Dimensioun organiséieren.

An et ass ganz kloer, datt déi sougenannten „stakeholder", an dat sinn net nëmmen d'Staten, dat ass net nëmmen d'Kommissioun, dat si souwuel d'Gewerkschaften, d'Sozialpartner, dat sinn d'Entreprisen, dat sinn d'Universitéiten, dat sinn d'Sozialariichtungen, déi musse kucken, datt mer op deene verschiddene Gebidder do weiderkommen an datt mer en effet dee soziale Modell, dee jo grad op deenen dräi Peileren an Europa berout an deen net nëmmen dat Ekonomescht privilegéiert, deen och déi sozial Dimensioun ganz kloer muss stäerken - an do si mer d'accord, datt déi sozial Dimensioun an Europa schwächelt, besonnesch an där Kris schwächelt -, musse mer also ons beméien, datt déi gestäerkt gëtt.

De Chômage: Ma et ass ganz kloer, datt de Chômage eng vun deene groussen Erausfuerderungen an deem Kontext ass. Datt de Chômage d'Source vun der Aarmut ass, d'Haaptsource vun der Aarmut. Datt de Chômage eng Gefor duerstellt fir déi sozial Kohesioun. An datt de Chômage och ganz oft d'Ursaach vum Échec scolaire ass. All déi Saache ginn zesummen.

A Familljen, wou d'Elteren am Chômage sinn, stelle mer fest, datt oft d'Kanner och Schwieregkeeten hunn, well dat op si offierft. Duerfir ass de Chômage eng grouss Ongerechtegkeet an de Chômage ass Gëft fir d'Chancëgläichheet an onser Gesellschaft.

Sécher ass d'Zukunft vun Europa ze sichen nach ëmmer, wéi d'Lissabon-Strategie dat richteg gesot hat, an dem Développement vun der Wëssensgesellschaft. Mir mussen ouni Zweifel dorop hischaffen, datt mer méi qualitativ héichwäerteg Aarbechtsplaze kréien. Fir dat natierlech ze erreechen, musse mer d'Leit och besser ausbilden.

Mir wëssen alleguer, datt de Problem vum Chômage hei zu Lëtzebuerg e strukturelle Problem haaptsächlech ass. Dat heescht, de Problem vun net genügender, vu falscher Ausbildung vun deene Leit, déi keng Chance méi um Aarbechtsmaart hunn. A wou setzt een un? Et setzt een u bei deene Jonken an engem effikasse Schoulsystem. Et setzt een u bei deene Jonken, déi aus dem Schoulsystem erausfalen. Dat ass och hei zu Lëtzebuerg e Problem.

Duerfir si mer amgaang, zesumme mat der Éducatioun, zesumme mam Service national de la Jeunesse, e System opzebauen, dee probéiert, e Maximum vu Schoulofbriecher opzefänken an hinnen entweder iwwer eng Aarbecht och eng Formatioun ze ginn oder se an den Apprentissage pour adultes, wéi dat virdru gesot ginn ass, ze bréngen.

Mä op jidde Fall ganz oft brauchen déi jonk Leit Begleedung. Si packen dat net eleng. Si mussen accompagnéiert ginn. An duerfir soen ech, mir wäerten an Zukunft méi mussen an d'Mënschen investéieren an e bësse manner a prestigiéis Bëtonsbauten.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Net d'Qualifikatioun; dat ass also de Problem.

Den Taux d'emploi: Bon, den Taux d'emploi, do gëtt e x Chifferen. Ech ka just dem Här Bauler soen, datt meng Chifferen e bëssen anescht si wéi seng. Mir leien do liicht iwwert der europäescher Moyenne. An et ass kloer, datt fir ons e groussen Intérêt dodra besteet, déi 75% esou wäit wéi méiglech an zéng Joer ze erreechen.

Mir hu plus zwee bei de Fraen erreecht. Dat ass net näischt. Ech kucken och, wat mer an deene leschten zéng Joer säit der Lissabon-Strategie erreecht hunn. Mir mussen duerfir, do sinn ech ganz dermat d'accord, hëllefen de Fraen, mä net nëmmen de Fraen, och de Männer, Famill an Job a Beruff matenee besser ze conciliéieren, mussen d'Frae promovéieren, mussen d'Rechter vun de Fraen op der Aarbechtsplaz verbesseren, mir mussen d'Gläichheet vu Loun vun de Frae verstäerken, mir mussen den Travail à temps partiel verstäerken, awer net deen, deen imposéiert gëtt, mä dee vun de Leit gewënscht ass.

A sécher musse mer vläicht eemol zréckkommen op d'Fiskaldebatt.

(Interruption)

De Congé parental, deen ass assuréiert, dat garantéieren ech Iech.

(Brouhaha)

An d'Fiskalitéit…

(Brouhaha)

An d'Fiskalitéit, esou wéi d'OCDE et an hirem leschten - ech si jo och een, deen net fäert, och d'OCDE heiansdo ze zitéieren -, wéi déi ons dat seet.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Minister Schmit nozelauschteren! Et ass esou eng grouss Opreegung de Mëtteg. Ech wär wierklech frou, et ass eng wichteg Debatt, wann Der elo nach géift véier Minutten nolauschteren. Da muss souwisou de Minister lues awer sécher zum Schluss kommen.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Dat hei sinn… Ech sinn ëmmer verwonnert, wéi ee ganz seriö Froe kann op eemol an d'Lächerlecht zéien!

Also, dee gréisste Problem sinn d'Senioren, déi Leit iwwer 50 oder iwwer 55. Do musse mer usetzen. Do ass den Taux d'emploi extrem schwaach. Mir mussen nei Modeller entwéckelen tëschent Pensioun a Schaffen.

Mir mussen awer och an d'Formatioun investéieren, net wann d'Leit 50 sinn, mä laang virdrun. Wann een e Parcours professionnel huet, da soll een net ufänke mat 52 op eemol ze soen: Mir mussen awer kucken, datt deen doten den technologeschen Evolutiounen nokënnt. Dat ass also d'Formation continue, déi mer an de Betriber musse besser organiséieren. Mir sinn amgaang, mat de Sozialpartner a CPTE, dem Comité pour le travail et l'emploi, iwwer wierklech eng nei Plattform an der Formatioun an an der Formation continue ze diskutéieren.

Mä ech soen et nach eng Kéier: Och d'Entreprisen hunn hei eng gréisser sozial Responsabilitéit, fir net déi e bësse méi Eeler aus dem Betrib erauszedrécken, entweder an de Chômage, mä gewéinlech dann an d'Préretraite, wou dann d'Kollektivitéit mat bezilt. Duerfir musse mer och déi Diskussioun vun der Préretraite féieren.

Ech wëll näischt iwwert d'Orientation professionnelle, net nëmme fir déi Jonk, mä och déi fir méi Eeler, soen. Mä elo muss ech Iech just eppes soen, Här Bauler. Ech hunn dat mat vill..., ech hu grouss Estime fir Är Interventioun en général, dat hunn ech Iech och scho gesot, mä ech géif Iech awer uroden, Iech heiansdo e bësse besser ze informéieren.

(Brouhaha)

Éischtens, d'ADEM huet elo 40 nei Leit rekrutéiert. Déi sinn natierlech net vun haut op muer operationell. Dir hutt selwer gesot: Mir mussen d'„conseillers professionnels", esou nenne mer elo de Placeur, besser formëieren. Ech kann déi net einfach ouni Formatioun op d'Leit lassloossen. Ech roden Iech, Äre Frënd, de President, ze consultéieren. Hie weess ganz genau, datt mer elo gläich e Büro zu Déifferdeng opmaachen an zwee weider Büroe vun der ADEM. Ech mengen, dat ass also um Rullen.

Ech sinn och d'accord, datt dat net duergeet, datt mer haaptsächlech mussen...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- …un der Manéier...

(Brouhaha)

...datt mer op der Manéier musse schaffen, wéi den Demandeur d'emploi suivéiert gëtt, de Suivi personnalisé, wéi mer d'Formatioun abauen, wéi mer d'Kompetenzevaluéierung vun den Demandeurs d'emploi do abauen. Och dat ass alles 2020, well wann een déi Dokumenter liest, da gëtt op de wichtege Rôle vun de Services publics de l'emploi do insistéiert.

Mir sinn amgaang, och op de Reklasséierten, déi Leit, déi reklasséiert ginn, dat heescht, déi en capacité de travail réduite sinn, ze schaffen. Vill vun deenen - dat sinn der iwwer 3.000, dovun iwwer 2.000 Résidenten -, déi sinn zwar nach ëmmer als Demandeurs d'emploi enregistréiert, mä si stinn e bëssen esou op der Säit, a besonnesch compte tenu vun der Législatioun, déi mer momentan hunn, hu se eigenlech wéineg Incentive, fir erëm eng Aarbecht unzehuelen.

Net nëmme wäerte mer en neie Büro, e spezielle Büro fir déi Leit opmaachen an deenen nächsten Deeg - Dir sidd invitéiert, fir deen nach kucken ze kommen, fir ze weisen, ob eppes an der ADEM geschitt oder net -, mä mir wäerten haaptsächlech zesumme mam Kolleeg vun der Sécurité sociale déi Législatioun adaptéieren an och der ADEM d'Méiglechkeete ginn, besonnesch déi do Kategorie, wou et Leit gëtt, déi vläicht net méi onbedéngt kënne schaffen, mä wou et der awer och anerer gëtt, déi absolut en neien Job kënnen unhuelen, fir déi ze ënnerstëtzen an hinnen ze hëllefen, erëm op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Mat all deene Mesuren zesumme wäerte mer den Taux d'emploi och hei zu Lëtzebuerg weider verbesseren. An ech muss nach eng Kéier soen, den Taux d'emploi ass verbessert ginn an der Vergaangenheet, mä mir mussen dat Zil vu 75% esou wäit wéi méiglech mat erreechen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Aarbechtsminister Nicolas Schmit, dee sech ganz prezis u seng Zäit gehalen huet. Elo huet nach den honorabelen Här François Bausch eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech muss hei d'Wuert nach eng Kéier ergräifen, well den Här Krecké, deen ass Spezialist doran, fir op Froen ze äntwerten, déi kee gestallt huet.

(Hilarité)

Dat huet natierlech zwee ganz praktesch Grënn: Éischtens brauch en dann op déi wierklech gestallte Froen net ze äntwerten, an zweetens hëlleft dat em natierlech, fir iwwert d'Schwächte vu senger eegener Politik ewechzetäuschen.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An den Här Krecké ass e Spezialist doranner virzegoen.

Ech wëll dat als Beispill eraushuelen, well dat mech besonnesch frappéiert huet, dat ass dat, wat en hei erausgestallt huet, nämlech dat vun der Energieeffizienz, wou en elo hei 2010, de Juni 2010 dat Thema wierklech schéngt nei entdeckt ze hunn. An dann duerno nach eppes Drëttes mécht, wat en och gäre mécht, nämlech sech duerstellt, wéi wann en op eemol an der Oppositioun erëm ukomm wär. Well wann ech feststellen, datt d'Energieeffizienz esou e wichtegt Thema ass, wou esou vill nei Aarbechtsplazen domadder verbonne sinn, da wousst ech dat jo och schonn déi lescht fënnef Joer virdrun, wou ech an der Regierung war.

Da muss ech awer d'Fro stellen, ob dee Secteur, deen en dann hei viséiert huet, dann esou zefridde war an deene leschte fënnef Joer mat där gemaachtener Politik vun dëser Regierung, sougutt um Niveau vun dem Kadersetze fir d'Energieeffizienz generell wéi awer och wat d'Konditiounen ubelaangt, fir datt déi Betriber kënne schaffen.

An ech wëll dem Här Krecké just soen, datt mat Sécherheet déi Schweigeminutt an déi Manifestatioun, déi elo wäert stattfanne vum Handwierk an deenen nächste Wochen hei virun der Chamber, déi ass jo net wéinst der Oppositioun, wou déi hei wäert stattfannen, ginn ech emol fest dovunner aus.

Une voix.- Wéinst der Energieeffizienz.

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Si ass och net wéinst der Energieeffizienz, mä si huet awer och mat Generellem, mat Rahmebedéngungen ze dinn, Här Krecké.

Et geet do och net nëmmen ëm Theme wéi zum Beispill den Index.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir wäert d'Leit dach net hei wëlle gleewen dinn, dass se manifestéieren, well se net zefridde si mat der Energiepolitik. Maacht Iech awer net lächerlech!

(Brouhaha général)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et geet dorëms, well déi Leit natierlech fannen, generell gesinn, datt Der, éischtens, wat d'Rahmebedéngungen ubelaangt fir deen dote Secteur, zimlech échouéiert sidd an deene leschte Joren. An do geet et net nëmmen ëm d'Fro vum Index...

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Kee Wuert an de Gespréicher hunn ech bis elo an déi do Richtung héieren. Erzielt dach näischt, wat net stëmmt! Här Bausch, ech hunn...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Krecké...

M. le Président.- Neen, ech bieden elo, dem Här Bausch nozelauschteren, Här Minister...

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hu regelméisseg Gespréicher...

Hien huet mech och ënnerbrach!

Plusieurs voix.- Oh!

(Brouhaha)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- ...mam Handwierk. Doriwwer huet d'Handwierk sech bei mir nach ni beklot.

Une voix.- Ouh?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- An ech wier gespaant, deen ze héieren, deen dat dann elo wëllt maachen op Är Ureegung hin.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Krecké, ech wëll Iech just eent soen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif Iech elo wierklech bieden, dem Här Bausch nozelauschteren! Här Minister, Dir kënnt herno jo nach eng Kéier äntwerten.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Op enger Pressekonferenz viru kuerzem, do hunn ech net d'Impressioun gehat, wéi ech déi owes gekuckt hunn, datt dat deem entsprécht, wat Der elo grad hei zielt. An Är Reaktioun den aneren Dag, wou Dir op der Televisioun reagéiert hutt, huet mer och net d'Impressioun ginn, datt Der de Moment mat deene Leit op ganz guddem Fouss géift stoen, an datt dat alles esou gutt géif oflafen, wéi Der dat hei zielt.

Une voix.- Très juste!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ass dat esou oder ass dat net esou?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat ass net esou!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Oh, hoho! Also, ech wëll Iech just soen...

(Brouhaha)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- De Problem vum Index, deen den Handwierker staark um Nol läit, ass net deen, dee mir hei diskutéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et geet net nëmmen ëm den Index bei där doter Fro, Dir wësst dat ganz genau.

(Interruption)

Dir wësst dat ganz genau.

Dat Eenzegt, wat Der fäerdeg bruecht hutt, Dir hutt dunn natierlech op Är Koalitiounspartner gefacht. Dir hutt gesot: Allegueren d'Problemer, déi géife beschriwwe gi vun der Handwierkerfederatioun, déi géifen Iech eigentlech net betreffen, si solle vis-à-vis bei de Ministère op déi aner Säit reklaméiere goen. Dat hutt Der als Äntwert ginn.

(Brouhaha)

Ech froen Iech just: Sidd Der der Meenung, ass dat hei eng Regierung, déi e Kollektiv ass oder net an deenen dote Froen? A sinn dat d'Konditiounen, déi ee wëllt schafen an deene Secteuren, wou Aarbechtsplaze solle geschafe ginn?

(Interruptions)

Dofir, wann Der emol heihinnerkommt op d'Pult an Dir wëllt Lektiounen erdeelen, dann iwwerleet Iech emol fir d'Éischt eng Kéier, a wat fir enger Situatioun datt Der selwer sidd.

Zweete Punkt, Här President, dat ass, ech muss jo soen...

(Brouhaha)

M. le Président.- Hei, ech géif Iech wierklech bieden, nach nozelauschteren! Ech mengen, den Här Bausch huet net méi fir ganz laang.

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat hänkt dovunner of, wéi…

M. le Président.- Well soss komme mer net op d'Enn vun där Debatt. Elo lauschtere mer dem Här Bausch nach no.

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Zweete Punkt, Här President, 2004 sinn den Här Krecké a seng Partei an d'Wahle gaangen, a si haten deemools an hirem Wahlprogramm geschriwwen iwwert d'Diversifikatioun an iwwert d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen. Hiren Haaptobjektiv wär ze setzen, an et ass deemools drëms gaangen, muss ee wëssen, och ëm Restrukturatiounen, déi an der Stolindustrie waren. Well mir ware jo 2004 nach net an der Finanzkris.

Do huet seng Partei gesot, et misst een Ersatzaarbechtsplazen a Groussindustrieberäicher schafe fir Lëtzebuerg, well do géifen déi Aarbechtsplaze verluer goen, an et misst een do Ersatzaarbechtsplaze schafen. Mir hunn deemools gesot, prinzipiell géife mir natierlech direkt ënnerschreiwen, wann et méiglech wär, grouss industriell Betriber nach op Lëtzebuerg ze kréien. Mä mir haten do eng grondleeënd Divergenz mat him, mat senger Partei, well mer der fester Iwwerzeegung waren, datt ee Grouss- a Schwéierindustrie net méi op Lëtzebuerg géif kréien aus deene bekannte Grënn, déi mer alleguerte wëssen.

Och den Här Krecké weess nämlech, datt déi grouss Produktiounsanlagen éischter eben ausserhalb vun der Europäescher Unioun sinn, oder héchstefalls nach a Länner vun der Europäescher Unioun wéi Polen, also wat fréier sougenannten Ostländer waren, mä datt et eng Illusioun wär, fir ze mengen, et kréich een nach esou Entreprisen op Lëtzebuerg.

Fënnef Joer, Här Krecké, hutt Der dat versicht. Dir hutt keng eng grouss Schwéierindustrie op Lëtzebuerg bruecht, keng eng. Dat heescht, Dir hutt emol keng kleng fäerdeg bruecht op Lëtzebuerg ze bréngen. Donc kënnt Der net heihinnerkommen an der Oppositioun léieren...

Mä wat hu mir gesot? Mir hu gesot: Wat ee muss maachen - schonn 2004 hu mer dat gesot -, dat ass, datt ee muss versichen, kombinéiert Fuerschung mat innovative Kleng- a Mëttelbetriber, déi un der Fuerschung drunhänken, op Lëtzebuerg ze kréien. A selbstverständlech sinn natierlech an enger éischter Phas och domadder Aarbechtsplaze verbonnen an der Produktioun. Mä do muss ee sech awer keng Illusioune maachen.

Wann Der d'Beispill huelt vun der Solarindustrie an Däitschland, an dee Konflikt, dee sech natierlech ubahnt, dat ass awer näischt Anormales. Wat ass geschitt an Däitschland? Well an Däitschland relativ couragéiert e System opgebaut ginn ass, huet déi Industrie sech entwéckelt vun der Fotovoltaik, an natierlech, wann d'Masseproduktioun bis aspréngt, evidenterweis kommen da Länner wéi China oder och souguer Indien, déi dann op eemol an der Masseproduktioun vill besser Konditioune kënnen ubidden a vill méi staark sinn. An doduerjer kritt een natierlech dann de Risiko, datt verschidden Industrien, déi an deem eegene Land mat an där Foulée sech opgebaut hunn, sech wäerte verlageren dohinner.

Mä de Grondfeiler, wann een de Wëllen huet, bleift de Grondfeiler awer an deem Land, an dee wäert och an Däitschland bleiwen, dat wäert Der gesinn. Ausser natierlech dës Regierung, oder déi Regierung, déi elo do ass, fiert esou weider, wéi se elo amgaangen ass, da riskéiert se natierlech och, deen Atout, dee se hat an der Fuerschung an an de Grondfeiler, wat ebe bedeit, datt ee kleng Entitéiten och vu Produktioun am Land behält, fir ëmmer erëm nei innovativ Produkter ze lancéieren, déi behält een dann a sengem Land.

Do muss ee sech awer kengen Illusiounen higinn. Als Lëtzebuerg zumools! Däitschland kéint nach vläicht den Usproch erhiewen, fir méi och grouss Produktiounsanlagen ze behalen. Mä Lëtzebuerg, beim beschte Wëllen, deen de Leit wëllt verkafen hei, datt et méiglech ass, zu Lëtzebuerg nach neier ze kréien, dee street de Leit Sand an d'Aen. Mir solle frou sinn, wa mer déi behalen, déi mer am Moment hunn.

An näischt aneschters hu mir gesot. Mä mir hunn eigentlech, Här Krecké, schonn éischter wéi Dir, 2004 déi do Situatioun erkannt. A wann Der schonn 2004 Iech un déi dote Strategie gemaacht hätt, wou Der deelweis elo amgaange sidd, deelweis och op positive Weeër amgaange sidd, dann hätt Der net fënnef Joer Zäit verluer an da bräicht Der och net ofzelenken hei op Basis vu Froen, déi keen Iech gestallt huet, fir datt Der op Är eege Schwächten net musst hiweisen.

An da wëll ech Iech soen, ofschléissend: Dir sot, zéng Joer konnt ee keng Evaluatioun maache vun der Lissabon-Strategie, well d'Kris ass eis dertëschent komm.

Mä beim beschte Wëllen, d'Kris ass 2008 komm. Dat heescht, dat huet eis déi lescht zwee Joer beschäftegt. Woubäi een och do muss soen, d'Kommissioun huet d'Kris am Ufank schrecklech wéineg beschäftegt. Well wann ech emol de Rôle vun der Kommissioun an der Krisebekämpfung kucken - an ech hoffen, datt mer eis awer do heibannen eens sinn -, da muss een awer feststellen, datt déi Kommissioun en zimlech lämmerlecht Bild ofginn huet an där Krisebekämpfung.

Et ass éischter, et muss een hei luewenderweis soen, datt op Regierungsniveauen Initiative geholl gi sinn, an d'Kommissioun der Saach relativ verluer nogekuckt huet emol eng laang Zäit. Dofir hätt se och Zäit gehat sécherlech, fir Analysen ze maachen. Fir eng Analys oder eng Bestandsopnahm ze maachen, dofir brauch ee keng Joren.

Mä et muss een awer mindestens, ier een eng nei Strategie ufänkt, dann awer de Bilan zéien iwwert dat, wat déi zéng Joer virdrun awer manifestement schifgelaf ass. An dofir verléiert ee keng Zäit. Et kann ee souguer parallell sech ufänke Gedanken ze maachen, wéi ee sech nei wëllt opstellen. Mä mindestens ass de Bilan wichteg, fir datt een net erëm, oder zumindest eng Rei Saachen, déi falsch gelaf sinn, net erëm eng Kéier fortschreift an där neier Strategie, déi ee sech gëtt.

Wann ech d'Chômagezuele kucken zu Lëtzebuerg, och do muss ee soen, ech hunn e bëssen d'Impressioun, Här President, datt dës Regierung amgaang ass, alles, wat schlecht ass, an alles, wat schifgelaf ass an deene leschte Jore gëtt nëmmen op de Fändel vun der Kris geschriwwen. An da gëtt zum Beispill beim Chômage vergiess, datt de Chômage zu Lëtzebuerg och gesti-

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

gen ass virun 2008. Mir hunn e Problem gehat zu Lëtzebuerg och virun 2008.

(Interruptions diverses)

Dach, dach! Dir sidd ugetratt 2004, Här Krecké, déi do Regierung, fir ze soen, Är éischt Prioritéit wär, fir de Chômage op…

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- 2008 ass en zréckgaangen, net an d'Luucht.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen! En ass zréckgaange par rapport zu wat? Par rapport zu wat fir engem Joer?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mä Dir braucht jo nëmmen ze kucken. Déi Serien, déi gëtt et jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir sidd ugetratt 2004 mat deem grousse Verspriechen, Dir géift et fäerdeg bréngen, de Chômage substanziell zréckzedrängen. Dir hutt dat net fäerdeg bruecht bis 2008. An Dir sollt dat och emol eng Kéier lech agestoen.

A wann Der da wëllt diskutéieren iwwert déi onqualifizéiert Aarbechtsplazen. Dir sot zu Recht, mir brauche fir all Kategorie eng Aarbechtsplaz. Am beschte musse mer derfir suergen, dat heescht, datt d'Leit zu Lëtzebuerg all eng Qualifikatioun hunn an doduerjer besser Aarbechtsplaze fannen. Mä mir wäerten ëmmer och onqualifizéiert Aarbechtsplaze behalen.

Mä wann ech awer emol do kucken, wéi déi onqualifizéiert Aarbechtsplazen, wat fir eng mer éischtens geschafen hunn a wéi déi besat ginn, do wësse mer jo awer och, datt déi zu engem groussen Deel net vu Résidentë besat gi sinn, mä zu engem groussen Deel vu Frontaliere besat gi sinn. An da musse mer och dat emol eng Kéier diskutéieren, wa mer wëllen eng seriö Analys maachen, firwat datt zum Beispill Lëtzebuerger, déi um Lëtzebuerger…, also net Lëtzebuerger, mä Leit, déi um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ageschriwwe sinn, déi net qualifizéiert sinn, et méi schwéier hunn oder schlecht placéiert gi par rapport zu…

Gelift?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Wëllt Der se sanktionéieren, wa se deen Job net huelen?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen! Mä et kann een awer vläicht emol eng uerdentlech Analys maachen, wou dat hierkënnt. Ech hunn déi bis elo nach net héieren, Här Schmit, et deet mer schrecklech leed.

Op alle Fall dierf een net heihinnerkommen a Lektiounen ausdeelen, wéi den Här Krecké se gemaach huet, wann een, wéi gesot, an deenen dote Froe kee besonnesch brillante Bilan huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou. Merci dem Här Bausch. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun.

Motion 1

Mir hunn awer hei nach zwou Motiounen, déi vum Här Henri Kox abruecht gi sinn. Fir d'éischt d'Motioun N°1. Wie wëllt nach dozou eppes soen?

Do ass alles gesot ginn. Da géif ech proposéieren, datt mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun N°1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Mill Majerus), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Motion 2

Da kéime mer zu der zweeter Motioun vum selwechten Auteur.

Une voix.- Dat geet net besser.

M. le Président.- Ech huelen och un, datt do keng…

Une voix.- Dat gëtt nach schlëmmer.

M. le Président.- …Demande de parole méi ass. Da kënne mer och direkt heiriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

Och dës Motioun ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, géint 7 Jo-Stëmmen an 10 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Mme Marie-Josée Frank (par M. Mill Majerus), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 29. an den 30. Juni souwéi den 1. Juli. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.07 heures)

Sommaire des séances publiques N^{os} 34, 35 et 36

Communications pages 457-458

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 458

Ordre du jour page 458

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 458

- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 458

- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 458-459

- Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 459

- Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 459

- Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 459-460

- Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice page 460

- Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias pages 460-461

- Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région page 461

- Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 461-462

- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 462

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel pages 462-466

Interpellation de M. Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance sur le territoire luxembourgeois pages 466-475

5787 - Projet de loi portant

1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,

3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique pages 475-478

6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements pages 478-479

6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009 pages 479-480

6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise pages 480-481

Motion N°1 de M. Claude Adam sur l'éducation aux médias dans l'enseignement fondamental et secondaire page 481

6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 482

6129 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national de développement durable pages 482-496

Débat d'orientation sur la stratégie communautaire «Europe 2020» pages 496-510

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0543	André Hoffmann	Protection des enfants au sein de familles sans papiers
0568	Fernand Etgen	Taux d'intérêt
0583	Jean Colombera	Transport public
0592	Marcel Oberweis	Exclusions scolaires pour actes de violence
0594	Camille Gira	Qualité de l'air dans la ville de Luxembourg
0597	Eugène Berger	Cours de langue maternelle dans le cursus de l'école luxembourgeoise
0600	Fernand Kartheiser	Débiteurs d'aliments
0607	Claude Haagen	Grippe A(H1N1) - Personnel des centres de vaccination
0617	Fernand Kartheiser	Non-représentation d'enfants
0620	Gast Gibéryen	Fermeture du bureau de douane à Rodange
0621	Claudia Dall'Agnol	Manque d'effectifs auprès des services de secours
0622	Jean Colombera	Projet de recherche «Renewing Health»
0639	Jean Colombera	Suivi des patients atteints d'une maladie psychiatrique

Question 0543 (27.3.2010) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant la **protection des enfants au sein de familles sans papiers:**

Le rapport annuel 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) fait référence à des informations sur des «maltraitances d'enfants au sein de familles sans papiers» (paragraphe 13.3., p. 71). Il cite notamment un cas précis, où le juge saisi de l'affaire aurait invoqué son «incompétence» puisque la famille se trouverait en situation d'irrégularité, et qui donc n'aurait pas pris des mesures de protection. Or, cette situation soulève des questions fondamentales auxquelles je prierais Madame la Ministre de bien vouloir répondre.

1. Les enfants dont les parents sont en situation irrégulière, ont-ils droit à la même protection que tous les autres enfants - selon le principe d'universalité des droits humains?

2. Le juge saisi d'une affaire de maltraitance peut-il invoquer son incompétence en raison de la situation irrégulière des parents et du mineur?

3. Quelles démarches et initiatives Madame la Ministre entend-elle entreprendre afin de permettre à tous les enfants «de bénéficier de la même protection», ainsi que le demande l'ORK?

Réponse commune (1.7.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dispose en son article 1er que le Tribunal de la Jeunesse prend des mesures de garde, d'éducation et de préservation à l'égard des mineurs qui comparaissent devant lui.

Selon l'article 7 de la même loi, le Tribunal de la Jeunesse prend ces mesures de protection à l'égard des mineurs «qui se soustraient habituellement à l'obligation scolaire, qui se livrent à la débauche, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, dans les trafics, dans des occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité ou dont la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral se trouvent compromis».

Finalement, l'article 20 de la loi de 1992 prévoit que la compétence territoriale du Tribunal ou du Juge de la Jeunesse est déterminée par la résidence des parents, tuteur ou autres personnes qui ont la garde du mineur, par la résidence du mineur ou par le lieu où l'infraction a été commise (par le mineur).

Aucun de ces trois articles qui déterminent la compétence ratione materiae et loci du Tribunal et du Juge de la Jeunesse ne précise que ces autorités ne seraient compétentes que pour les mineurs dont la situation administrative serait en ordre.

Je ne partage dès lors pas l'analyse juridique faite par le Juge de la Jeunesse dans le cas concret invoqué dans le rapport annuel 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand.

Il faut préciser, pour être complet, que le cas de ce mineur avait été signalé au Parquet de Luxembourg par un courrier de l'ORK du 9 avril 2009, ainsi que par un courrier du Ministère des Affaires étrangères du 28 avril 2009.

Le Parquet a saisi le Juge de la Jeunesse en vue de la prise d'une éventuelle mesure de protection en faveur de ce mineur, ainsi que le Juge des Tutelles, en vue de la désignation d'un administrateur ad hoc en sa faveur. Il n'a pas été fait droit à ces demandes du Parquet et aucune mesure de protection n'a été prise.

Le Parquet n'a pas pu interjeter appel contre ces «décisions» du Juge de la Jeunesse, alors que ce dernier n'a pas pris d'ordonnance et n'a pas non plus fait parvenir une autre décision ou prise de position écrite au Parquet, mais a seulement exposé son point de vue dans un courrier du 27 avril 2009 adressé à l'ORK.

Si de telles situations devaient se répéter à l'avenir, une modification de la loi s'imposerait.

Question 0568 (8.4.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **taux d'intérêt:**

La circulaire du directeur des contributions directes L.I.R. N°164/1 du 23 mars 1998 retient de manière forfaitaire un taux d'intérêt de 5% en relation avec les comptes courants débiteurs d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités. Or, une telle simplification et forfaitarisation de ce taux d'intérêt ne correspond nullement aux conditions du marché de manière que le taux de 5% est largement supérieur au taux des conditions du marché. Ainsi, le taux d'intérêt relatif aux crédits accordés aux ménages qui ne sont ni des crédits à la consommation, ni des crédits immobiliers peut être chiffré actuellement à environ 1,75%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre des Finances ne pense-t-il pas qu'une adaptation de ce taux forfaitaire s'impose?

- Monsieur le Ministre des Finances n'est-il pas d'avis que l'imposition à un taux forfaitaire des relations entre associés personnes physiques et la société concernée doit être le reflet de la réalité économique pour être qualifié de rémunération imposable?

- Comment et dans quel délai, Monsieur le Ministre des Finances envisage-t-il, le cas échéant, d'adapter le taux en question?

Réponse (22.6.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La question parlementaire sous objet se rapporte à la circulaire du directeur des Contributions directes L.I.R. N°164/1 du 23 mars 1998 qui retient de manière forfaitaire un taux d'intérêt de 5% en relation avec les comptes courants débiteurs d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités.

Dans ce contexte, et pour répondre aux questions posées, il importe de clarifier la nature fiscale des comptes courants débiteurs d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités. Ces comptes courants ne répondent pas aux critères d'un crédit proprement dit, mais sont comparables aux comptes courants bancaires découverts. Par conséquent, le taux d'intérêt en relation avec les comptes courants débiteurs d'associés ou d'actionnaires personnes physiques de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités se rapproche du taux d'intérêt lié aux conditions débitrices fixées par les établissements de crédit. Il y a lieu de constater que les établissements de crédit mettent en compte des taux d'intérêt largement supérieurs à ceux cités dans la question parlementaire.

Il s'avère donc que le taux d'intérêt de 5% fixé par la circulaire mentionnée ci-dessus n'est pas exagéré et qu'une adaptation de celui-ci ne s'impose pas pour l'instant.

Question 0583 (13.4.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **transport public:**

Déi jeeweileg Regierungen hu sech am Persounentransport an de leschte Joren een Zil gesat, an zwar bis zum Joer 2020 ee Verhältnis vu 25 zu 75% unzestriewen. Fir datt d'Leit awer vum öffentlechen Transport solle verstäerkt Gebrauch maachen, muss dëse menger Meenung no op enger Rei vu Punkte verbessert ginn.

Ee vun de Problemer ass, datt d'P&Re bei verschiddene Garë vill ze kleng sinn, an hei drängt sech den Ausbau vun de Parkinge well méi laang op. Op der Nordstreck wëll ech nëmmen op e puer hiweisen, déi vill ze kleng sinn, z. B. Clierf, Wëlwerwolz, Kautebaach, Wolz, Ettelbréck, Miersch an esou wieder, an dëst obschonns, dat verschiddener vun dëse Parkingen eréischt viru Joren ugepasst goufen; vu wesentleche Vergréisserunge kann ee wuel net schwätzen.

Do derbäi war am Joer 2006 an engem 5-Joresplang den Ausbau vun de Parkinge bei de Garë programméiert zu Heeschdref, Miersch, Giewelsmillen, Wëlwerwolz, Clierf an esou weider.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Sinn an nächster Zäit Vergréisserunge vu Parkinge bei de Garë geplangt? Wa jo, wou a fir wéini?

2. Wat ass an nächster Zäit programméiert, fir am öffentleche Persounentransport eng wesentlech Verbesserung erbäizeféieren?

Réponse (25.6.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum 13. Abrëll 2010 vum honorablen Deputéierten Här Jean Colombera kann ech folgend Renseignementer ginn:

Folgend Vergréisserunge vu Parkinge bei Garë goufe gemaach oder sinn an der Planung:

- zu Clierf gouf duerch den Ausbau am Joer 2000 d'Capacitéit vum Parking op 124 Plazen ausgedehnt;

- d'Gemeng Kiischpelt huet hiren Accord fir een zousätzleche Parking am ale Wuerenhaff zu Kautebaach ginn (+ 89 Plazen) a fir den Ausbau vum Parking zu Wëlwerwolz vun 42 op 57 Plazen; fir Wëlwerwolz sinn awer nach finanziell Froen ze klären;

- zu Kautebaach fänken d'Aarbechten Enn 2010 un;

- niewent den 148 bestoende Plazen op der Gare gouf an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Ettelbréck ee Parking vu 65 Plazen um Boulevard Grande-Duchesse Charlotte aménagéiert. D'urbanistescht Konzept „Nordstad" gesäit och de Bau vun engem Parkhaus vir;

- niewent den 154 bestoende Plazen op der Gare gëtt an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Miersch ee provisoresche Parking vun 208 Plazen um Broochland „Valfonds" aménagéiert. D'urbanistescht Konzept gesäit de Bau vun engem Parkhaus niewent der Gare vir;

d'Chamber online op

www.chd.lu

- zu Ëlwen gouf am Joer 2009 d'Unzuel vun de Plaze vun 119 op 179 duerch Buedemmarkéierungen op engem fräien Terrain bruecht. Ee Projet, fir den Ausbau op 232 Plazen ze erméiglechen, ass amgaangen, ausgeschafft ze ginn;

- um Kierchbierg bei der Luxexpo gëtt e grousse P&R geplangt, dee soll eng Direktubannung un den Tram kréien.

Am Kader vum zweespueregen Ausbau op der Eisebunnsstreck Péiteng-Lëtzebuerg goufen alleguerten d'Haltestellen erneiert an dobäi goufe folgend zousätzlech Plazen aménagéiert:

- Nidderkäerjeng vun 42 op 229 Plazen (2009)

- Schuller vu 5 op 13 Plazen (2009)

- Dippech-Reckeng vu 25 op 89 Plazen (2010)

- Leideleng vu 35 op 72 Plazen (2011)

Des Weideren hu folgend Gemenge verschidden Ausbaute gemaach:

- zu Klengbetten huet den Ausbau am Joer 2002 d'Plazen vu 55 op 129 gehuewen;

- an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Beetebuerg goufen d'Plaze vun 80 op 168 Plazen am Joer 2005 gehuewen. Dee bevirstoenden Ausbau am Joer 2010 féiert zu 309 Plazen;

- déi nei Haltestell zu Belval-Universitéit kritt ee wichtegt regionaalt Parkhaus, woubäi déi éischt Phas vun 1.500 Plazen ageleet gouf;

- op der Stater Gare bréngt d'Parkhaus, wat amgaangen ass, gebaut ze ginn, d'Plaze vun 396 op 651.

Doriwwer eraus hunn ech eng Etüd an Optrag ginn, fir eng komplett Analys vun de Besoinen un zukünftege P&R-Anlagen op nationalem Gebitt an am noe Grenzgebitt ze definéieren, well dat a mengen Aen ee wichtegt Element vun engem gudden öffentlechen Transport ass.

Wat déi programméiert Verbesserung am öffentleche Persounentransport ugeet, huet den Här Premierminister a senger Ried gesot, dass d'Regierung un de Prinzipien vum Mobilitéitskonzept „Mobil 2020" festhält. Dëst Konzept setzt konsequent op d'Verbesserung an den Ausbau vum öffentlechen Transport a viséiert fir d'Joer 2020 ee Verhältnis vu 25 zu 75 fir den öffentlechen Transport.

Am Kader vun dësem Konzept gi folgend Elementer kurz-, mëttel- oder laangfristeg ëmgesat, déi zu enger Verbesserung vum öffentlechen Transport bäidroen:

- de Busréseau gëtt optimiséiert;

- de Chantier vun der Zweegleisegkeet vun der Eisebunnsstreck tëschent Lëtzebuerg a Péiteng gëtt ofgeschloss;

- déi nei zweegleiseg Eisebunnsstreck Lëtzebuerg-Beetebuerg gëtt gebaut, fir d'Capacitéit op där meeschtbefuerener Achs ze erhéijen;

- d'Nordstreck gëtt punktuell verbessert;

- Ettelbréck kritt eng nei Gare mat P&R;

- mam Réaménagement op der Stater Gare gëtt weidergefuer;

- komplementar zu Zuch a Bus gëtt den Tram ab 2014 gebaut, well deen en Deel vum Mobilitéitskonzept ass an et erlaabt, an der Stad déi néideg Capacitéit an deen néidege Konfort ze assuréieren.

Q192

Question 0592 (19.4.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **exclusions scolaires pour actes de violence:**

Une étude française vient d'analyser le phénomène des exclusions scolaires comme réponse de la part des établissements scolaires aux actes de violence ou d'incivilité des élèves. Ainsi, les auteurs de la recherche en question ont dénombré 17.000 élèves français qui sont définitivement exclus chaque année de leur école à l'issue d'un conseil de discipline et plus de 367.000 jeunes qui sont écartés pour un ou plusieurs jours. Exclus pour des motifs très variés, ces élèves sont réorientés dans la majorité des cas vers un autre établissement s'ils ont moins de 16 ans. Cette solution est cependant déplorée par le Ministre français de l'Éducation nationale qui souhaite doter la France d'un système plus transparent, avec un éventail de sanctions plus large.

En outre, l'étude française sur la violence scolaire estime que les exclusions peuvent aussi se retourner contre l'école quand ces dernières sont perçues comme injustes par les élèves. Enfin, il ressort clairement de cette enquête que ces sanctions touchent plus les garçons que les filles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le nombre d'élèves qui sont exclus chaque année définitivement ou temporairement des écoles luxembourgeoises pour des actes de violence? Combien de garçons et combien de filles sont touchés par ces exclusions? Quelle est la moyenne d'âge des élèves qui sont exclus? Quelles sont les durées des différentes exclusions temporaires prononcées par les conseils de classe?

- Madame la Ministre peut-elle me spécifier combien des élèves exclus de leurs écoles pour des motifs de comportements violents sont actuellement pris en charge par les différents centres et services de psychologie scolaire? Dans quels délais les dossiers des élèves renvoyés sont-ils traités à l'heure actuelle par les structures d'aide prémentionnées? Quel est le nombre de consultations organisées par dossier?

- Madame la Ministre peut-elle me dire dans quels délais les élèves exclus réintègrent d'autres établissements scolaires au Luxembourg respectivement à l'étranger? Combien d'entre eux réussissent l'année scolaire en cours malgré leur problème disciplinaire? Combien de cas de récidive ont été constatés? Est-il procédé à un suivi des élèves renvoyés qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire?

Réponse (30.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il n'y a pas de relevé systématique des sanctions disciplinaires qui serait acté de façon centralisée par mon département. Je ne souhaite pas en effet établir un «casier» des manquements des élèves; j'estime qu'il importe de ne pas ostraciser de façon durable les adolescents ayant contrevenu d'une façon ou d'une autre aux règlements d'ordre des écoles.

Pour les considérations d'ordre général et l'évolution du nombre de conseils de discipline et des renvois dans les lycées, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire N°0533 de Monsieur le Député André Bauler *(cf. compte rendu N°13/2009-2010)*.

Je puis donner les informations supplémentaires suivantes qui résultent d'une supputation fondée sur l'analyse de la moitié environ des conseils de discipline des dernières années:

- Les affaires portées devant les conseils de discipline concernent dans leur majorité des garçons, dans trois quarts des cas.

- L'âge moyen des élèves concernés est de 17 ans pour les garçons, de 16 ans pour les filles.

- Les garçons sont visés dans la majorité des cas pour des agressions physiques ou pour des absences sans motif valable, fréquentes et réitérées.

- Les filles sont visées dans la majorité des cas pour des agressions verbales graves ou pour des absences sans motif valable, fréquentes et réitérées.

Le renvoi définitif d'un élève en obligation scolaire n'est possible que s'il est inscrit à une autre école. L'obligation scolaire s'étend jusqu'à l'année scolaire comprise pendant laquelle l'élève fête son 16e anniversaire.

Si l'élève qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire est renvoyé et ne s'inscrit pas à une autre école, il est suivi de la même façon que tous les autres élèves qui quittent l'école sans certification:

Depuis 2003, le Ministère assure un suivi personnalisé des élèves qui ont quitté l'école sans diplôme. Le relevé nominatif de ces jeunes est établi de mois en mois à l'aide du «fichier-élèves», le système informatique centralisé de gestion des élèves de l'Éducation nationale. Il est ensuite transmis aux centres régionaux de l'Action locale pour Jeunes (ALJ). Les collaborateurs de l'ALJ contactent individuellement les jeunes concernés et les interrogent sur les raisons de l'arrêt des études et leur situation personnelle par après. Le cas échéant, l'ALJ propose son soutien pour la recherche d'une formation ou d'une école.

L'analyse du décrochage scolaire est publiée annuellement par mon département. Elle est disponible sur www.men.public.lu.

Dans tous les cas, l'élève renvoyé et ses parents sont conseillés par le Service de psychologie et d'orientation scolaires ou par le Centre de psychologie et d'orientation scolaires.

Question 0594 (20.4.2010) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **qualité de l'air dans la ville de Luxembourg:**

Depuis l'année 2006, l'Administration de l'Environnement est chargée d'établir un programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'air dans la ville de Luxembourg et environs. Suivant le rapport d'activité 2008 de cette administration, l'année 2009 a été marquée par la rédaction du projet de qualité de l'air.

En consultant les rapports hebdomadaires du contrôle de la qualité de l'air, on constate que les valeurs limites annuelles applicables à partir du 1er janvier 2010 de 40 µg/m³ pour le dioxyde d'azote (NO_2) et de 20 µg/m³ pour les particules fines (PM10) sont régulièrement dépassées à Luxembourg-centre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quel est le stade d'avancement du programme d'action destiné à améliorer la qualité de l'air dans la ville de Luxembourg et environs?

- Quelles mesures le Ministère entend-il mettre en œuvre pour atteindre en 2010 les valeurs limites des différents polluants?

Réponse (30.6.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Les concentrations de polluants de dioxyde d'azote (NO_2) et de particules fines (PM10) sont mesurées au boulevard Royal et plus précisément à la station de mesure implantée au Centre Hamilius. Conformément à l'annexe XI de la directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe les valeurs limites pour le dioxyde d'azote et les particules fines (PM10) sont fixées chacune à 40 µg/m³. Ces valeurs limites sont à respecter à partir du 1er janvier 2010.

Les mesurages ont montré que la valeur limite est dépassée pour le dioxyde d'azote. Pour ce qui est des concentrations de particules fines, la valeur moyenne annuelle mesurée reste largement en dessous de la valeur limite à respecter.

Conformément à l'article 22 de ladite directive le délai fixé pour le respect de la valeur limite peut être reporté de cinq ans, à condition qu'un plan relatif à la qualité de l'air soit établi, tout en démontrant comment la valeur limite sera respectée avant la nouvelle échéance.

Un dossier de demande pour le report du délai est en cours de préparation, dossier qui comprendra tous les éléments de justification requis. Il est prévu que le dossier sera transmis fin de l'année 2010 à la Commission.

En ce qui concerne les dispositions visant à réduire les concentrations de dioxyde d'azote, la modélisation réalisée montre que les concentrations élevées mesurées sont causées par le trafic routier, voire en grande partie par les bus à combustion diesel. Par ailleurs cette situation se présente sur tout l'axe Gare-boulevard Royal. Dans ce contexte, il est à remarquer qu'une grande partie de la flotte de bus de la ville de Luxembourg circule sur cet axe, ainsi que presque tous les bus régionaux et interrégionaux ayant pour destination Luxembourg-ville.

Il s'ensuit que la réduction des concentrations de dioxyde d'azote doit viser en premier lieu la réduction des émissions des autobus et la réduction du nombre de bus circulant sur l'axe Gare-boulevard Royal. Dans ce contexte, la mise en œuvre du concept de mobilité joue également un rôle essentiel en soulageant l'axe précité.

Question 0597 (21.4.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **cours de langue maternelle dans le cursus de l'école luxembourgeoise:**

Dans la récente circulaire ministérielle de printemps aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée 2010/2011 le point 9 relève les propositions et dispositions en matière de scolarisation des enfants de langue étrangère. On n'y retrouve pas de trace de cours de langue maternelle, alors que jadis on trouvait dans la circulaire de printemps des recommandations pour intégrer des cours de langue et de culture maternelle dans le cursus de l'école luxembourgeoise.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de cours de langue maternelle intégrés dans le cursus luxembourgeois ont été offerts en 2009/2010 et dans quelles langues? Combien d'élèves en profitent?

- Quelle est l'évolution de la fréquentation de ces cours intégrés au fil des cinq dernières années?

- Combien de cours de langue maternelle sont offerts en dehors de l'horaire de l'enseignement fondamental et pour quelles langues? Combien d'élèves en profitent?

- Quelle est l'évolution de la fréquentation de ces cours parallèles au fil des cinq dernières années?

- Quelles sont les appréciations du MENFP par rapport à ces deux évolutions?

Réponse (25.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

À l'école fondamentale, deux formes de cours de langue maternelle coexistent: les cours intégrés et les cours parallèles.

Les cours intégrés sont inscrits dans l'horaire scolaire, des matières qui figurent au programme officiel (sciences naturelles, histoire, géographie) sont uniquement enseignées en portugais à raison de deux leçons par semaine.

Les cours parallèles sont organisés en dehors de l'horaire scolaire et consistent en des cours de langue. Les ambassades respectives engagent et rémunèrent les enseignants qui assurent ces cours. Les cours intégrés en langue italienne ont été supprimés par l'Ambassade d'Italie en 2005 en raison du nombre très faible d'inscriptions.

En 2009/2010, 2.274 élèves fréquentent des cours intégrés en langue portugaise dans 14 communes, soit 28% de la totalité des élèves de nationalité portugaise inscrits dans l'enseignement primaire.

Le nombre des inscriptions aux cours intégrés en langue portugaise a été stable au fil des cinq dernières années:

2005/2006: 2.297
2006/2007: 2.270
2007/2008: 2.345
2008/2009: 2.335
2009/2010: 2.274

Les cours intégrés sont préférés aux cours parallèles. En 2009/2010, 1.274 élèves fréquentent des cours parallèles en langue portugaise dans 30 communes. Le nombre des inscrip-

tions aux cours parallèles a diminué au fil des cinq dernières années:

2005/2006: 1.642
2006/2007: 1.548
2007/2008: 1.470
2008/2009: 1.379
2009/2010: 1.274

Mon département reste favorable aux activités langagières visant le développement et la valorisation des langues maternelles des élèves. Le Luxembourg est un des seuls pays au monde à offrir des cours en langue maternelle intégrés dans le cadre du programme et de l'horaire scolaire ordinaire. La plupart des pays ont dû renoncer à intégrer les cours dans l'horaire scolaire, principalement pour des raisons d'organisation et d'équité. Il est en effet impossible d'offrir à chaque élève des cours dans sa langue maternelle. Voilà pourquoi ces cours, organisés par les ambassades ou par des associations, sont généralement offerts en dehors de l'horaire scolaire.

Question 0600 (21.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **débiteurs d'aliments:**

Dans la semaine du 12 avril, le public a eu connaissance des propositions que Monsieur le Ministre des Finances a présentées la semaine précédente au sein de la Tripartite. Une partie de ces mesures devront permettre d'accroître de façon substantielle les recettes de l'État, d'autres sont destinées à réduire les dépenses publiques.

Pour un très grand nombre de citoyens, la mise en œuvre de ces mesures résulterait en une importante diminution de leurs revenus nets. Par conséquent, elles mèneraient également à une diminution substantielle de la faculté contributive de beaucoup de débiteurs d'aliments.

Or, dans l'état actuel des choses, les débiteurs d'aliments devraient engager une procédure judiciaire pour faire adapter les pensions alimentaires à leur nouvelle situation économique, ce qui entraînerait non seulement d'importants délais et des frais d'avocats, mais également une nouvelle surcharge de travail pour les juridictions compétentes.

Il serait dès lors préférable que les projets de loi relatifs auxdites mesures et qui seront éventuellement présentés prochainement à la Chambre des Députés, prévoient une diminution automatique des pensions alimentaires, proportionnellement à la diminution effective des revenus nets des débiteurs d'aliments.

- Est-ce que Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre de la Justice sont disposés à insérer une telle clause dans lesdits futurs projets de loi?

Réponse commune (30.6. 2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La suggestion de l'honorable Monsieur Kartheiser tendant à prévoir dans un futur projet de loi une diminution automatique des pensions alimentaires proportionnellement à la diminution effective des revenus nets des débiteurs d'aliments n'est pas réalisable dans la pratique, alors que la diminution des revenus du débiteur peut avoir des raisons multiples et n'est pas nécessairement liée à une modification des charges publiques à supporter par les citoyens.

D'un autre côté, la pension alimentaire est fixée dans chaque cas d'espèce en fonction non seulement des revenus d'une activité salariée ou non salariée, mais en fonction de l'ensemble des revenus du débiteur d'aliments, d'une part, du créancier d'aliments de l'autre, ou résulte d'un accord entre parties notamment dans le cadre du divorce par consentement mutuel où la pension alimentaire est un élément d'une convention.

Pour toutes ces raisons il n'est pas possible d'ordonner par la voie législative une diminution d'une pension alimentaire en fonction d'une augmentation de la charge fiscale.

Question 0607 (23.4.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **grippe A(H1N1) - le personnel des centres de vaccination:**

Dans le cadre de la vaccination contre la grippe A(H1N1), la campagne de vaccination avait prévu différents centres de vaccination régionaux à travers le Grand-Duché de Luxembourg, notamment à Wiltz, Esch-sur-Alzette, Differdange, Diekirch, Berbourg et à Luxembourg-ville (deux centres).

Lors de cette campagne de vaccination, le Gouvernement avait par ailleurs mis l'accent sur l'important effort collectif nécessaire, tant sur le plan médical que sur les plans administratif et logistique, pour assurer le déroulement de cette vaccination. Cette campagne de vaccination était assurée par des professionnels ainsi que par des acteurs bénévoles. De même, l'appui des différentes communes concernées était indispensable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1. Quel est le nombre total des acteurs professionnels et bénévoles recrutés?

2. Quel est le montant financier total prévu par le Ministère pour dédommager les frais avancés par les différentes communes?

3. Quel est le montant financier total prévu par le Ministère pour dédommager les acteurs bénévoles?

4. Est-ce qu'actuellement toutes les communes concernées ont été indemnisées?

5. Est-ce qu'actuellement tous les acteurs bénévoles ont été indemnisés? Si tel n'est pas le cas, quelle en est la raison et quand est-ce que ce dédommagement aura-t-il lieu?

Réponse commune (25.6. 2010) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Ad 1

Au cours de la campagne de vaccination contre la grippe A(H1N1), les services de secours étaient chargés des missions suivantes:

- couverture des premiers secours au sein des centres de vaccination et mise à disposition d'une ambulance pendant les heures d'ouverture de ces centres,

- gestion, stockage et distribution du matériel et des équipements utilisés dans les centres de vaccination,

- «info-téléphone» destiné au public pour répondre aux questions relatives à la grippe et au fonctionnement des centres de vaccination,

- coordination avec le Conseil supérieur de la Protection nationale (CSPN).

Certaines administrations communales, qui étaient responsables de la mise à disposition des locaux et des infrastructures, ont eu recours aux services de secours soit pour leur prêter mainforte, soit pour organiser et garantir le fonctionnement du centre de vaccination, comme tel était le cas pour le Centre de Diekirch.

Au total, 21 Centres d'intervention de la Protection civile ont participé activement à assurer le déroulement de cette campagne de vaccination. Le groupe de support logistique était chargé de la distribution du matériel et des équipements utilisés dans ces centres, le groupe de support psychologique a assuré le «info-téléphone» et le groupe d'alerte a soutenu la direction de l'Administration des Services de Secours pour garantir le lien permanent avec le CSPN.

Le nombre exact des volontaires des services de secours engagés dans le cadre de la campagne de vaccination n'a pas été relevé et ne peut donc pas être déterminé. Seules les heures d'activités prestées par les volontaires en relation avec la campagne de vaccination ont été comptabilisées. Il en résulte qu'un total de 13.000 heures a été presté par leurs soins dans le cadre de cette campagne.

En ce qui concerne les acteurs professionnels dans les centres de vaccination, le Ministère de la Santé a rémunéré au total 155 infirmiers et infirmières (295.190 €) et 44 médecins-généralistes (116.900 €).

Ad 2 et 4

Les frais de fonctionnement des communes en relation avec la campagne de vaccination ont été pris en charge par le Ministère d'État - Haut-Commissariat à la Protection nationale. À ce titre, un montant total de 179.963,50 € a été versé aux communes ayant hébergé sur leur territoire un centre de vaccination. S'y ajoutent d'autres frais d'acquisition et de fonctionnement en relation avec les centres de vaccination pour un montant de 241.396,08 € et qui ont été directement pris en charge par le Haut-Commissariat à la Protection nationale.

L'indemnisation des communes concernées a eu lieu.

Ad 3

Conformément aux dispositions de l'article 5 du règlement grand-ducal du 22 octobre 2009 relatif aux centres de traitement et aux centres de vaccination dans le cadre de la gestion d'une pandémie grippale, les unités volontaires des services de secours engagées dans la gestion de la pandémie grippale perçoivent une indemnité forfaitaire. Le montant total de cette indemnité a été fixé à 26.000 €.

Cette indemnité prend en considération trois catégories d'indemnités forfaitaires:

- Catégorie 1: minimum 300 heures en stand-by et maximum 100 heures de présence aux structures de gestion de la pandémie. Elle s'élève à 500 € par centre et concerne 14 centres. Le montant total s'élève donc à 7.000 €.

- Catégorie 2: minimum 300 heures en stand-by et minimum 100 heures de présence aux structures de gestion de la pandémie. Elle s'élève à 1.000 € par centre et s'applique à six centres et au groupe d'alerte. Le montant total s'élève donc à 7.000 €.

- La catégorie 3 se partage en trois montants: 6.000 € pour le groupe de support psychologique (1.800 heures prestées à l'infoline); 2.000 € pour le groupe logistique (minimum 700 heures prestées) et 4.000 € pour le Centre de secours Diekirch (minimum 1.200 heures prestées). Ce montant élevé pour le Centre de secours de Diekirch est dû à une structure d'organisation différente du Centre de Diekirch ainsi qu'au déménagement du Centre de Diekirch au cours de la phase opérationnelle.

Ces montants seront versés aux différents centres de secours.

Ad 5

La procédure d'indemnisation est en cours. Le retard de la liquidation de cette indemnité est lié à la question de l'imputation de ces frais à l'article budgétaire approprié.

Question 0617 (28.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **non-représentation d'enfants:**

De nombreux parents non gardiens, donc surtout des pères, se voient fréquemment confrontés à des non-représentations d'enfants lorsqu'ils essaient d'exercer leur droit de visite et d'hébergement.

Lorsque le parent gardien refuse de remettre l'enfant à l'autre parent, ni la police ni les huissiers de justice n'interviennent actuellement pour aider le parent non gardien à faire respecter ses droits. Celui-ci n'a que la possibilité de déposer une plainte qui reste d'ailleurs généralement sans conséquences judiciaires. Dans les très rares cas où il y a procès, celui-ci peut durer des années. Pendant toute la durée d'un tel procès, les enfants ne voient pas leur père, respectivement dans certains cas la mère non gardienne, ce qui conduit immanquablement au phénomène d'aliénation parentale.

En fait, l'inaction de la police et de la justice dans les cas de non-représentation d'enfant signifient que le parent gardien, qui commet un délit au sens de la loi, se voit en fait récompensé pour son comportement hautement irresponsable et ce au dépens du parent non gardien et du bien-être de l'enfant.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Messieurs les Ministres disposent-ils de statistiques sur la non-représentation d'enfant? Quel est le nombre de plaintes déposées? Combien de pères, respectivement de mères, se voient accusés dans de telles plaintes pour non-représentation d'enfant? Dans combien de tels cas arrive-t-on à un procès respectivement à une condamnation? Dans combien de cas la peine a dû être exécutée et a effectivement été exécutée et dans quelle mesure? Combien de condamnations y a-t-il eu par sexe du parent gardien?

2. Est-ce que les magistrats, membres de la Police grand-ducale, huissiers de justice, avocats des enfants, psychologues et autres intervenants sont sensibilisés au phénomène d'aliénation parentale? Que fait le Gouvernement pour rendre ces personnes attentives à ce phénomène et à ses conséquences néfastes pour les enfants?

3. Messieurs les Ministres estiment-ils qu'il est urgent et nécessaire d'ordonner à la police et aux huissiers de justice d'intervenir pour remettre l'enfant au parent non gardien dans des situations de non-représentation d'enfant? Quelles sont les instructions données à la police pour traiter les parents qui se présentent à un commissariat pour demander une aide en cas de non-représentation d'enfant, respectivement qui désirent porter plainte pour ce motif?

4. Comment de telles plaintes sont-elles traitées par les Parquets de Luxembourg et de Diekirch? Est-ce que les membres de ces instances judiciaires sont suffisamment conscients de la gravité d'une non-représentation d'enfant?

5. Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que la législation et les procédures actuelles doivent être revues pour permettre une intervention très rapide dans des cas de non-représentation d'enfant pour empêcher toute aliénation parentale? Ne faudrait-il pas qu'un parent gardien qui ne représente pas l'enfant à l'autre parent perde automatiquement la garde au profit de l'autre parent?

6. Combien de pères, respectivement de mères, ne peuvent voir leurs enfants que sous surveillance dans des structures spécialisées? Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'une telle mesure, si elle est adoptée après une période de non-représentation d'enfant, ne fait que prolonger inutilement les souffrances du parent non gardien et des enfants concernés? Messieurs les Ministres ne craignent-ils pas que de tels contacts sous surveillance, au lieu de favoriser le renouement de contacts après une période d'aliénation, ne créent qu'une méfiance injustifiée de l'enfant vis-à-vis du parent non gardien?

7. Est-ce que les tribunaux n'ont-ils pas tendance à ordonner de plus en plus souvent de tels contacts sous surveillance? Quelle procédure est prévue pour pouvoir limiter dans le temps de telles mesures au plus strict minimum nécessaire?

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Réponse commune (22.6. 2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Question 1:

Statistiques:

Parquet de Luxembourg

	Total des affaires	Total des personnes mises en cause	Personnes mises en cause regroupées par sexe	Affaires classées ad acta	Dont Avertissements	Enquêtes préliminaires	Audiences	Jugements
2007	159	164	Hommes 55 Femmes 109	Hommes 37 Femmes 85 Total 122	Hommes 2 Femmes 4 Total 6	Hommes 2 Femmes 13 Total 15	Hommes 1 Femmes 1 Total 2	Hommes 1 Femmes 0 Total 1
2008	162	168	Hommes: 38 Femmes 130	Hommes 27 Femmes 81 Total 108	Hommes 0 Femmes 5 Total 5	Hommes 5 Femmes 14 Total 19	Hommes 2 Femmes 3 Total 5	Hommes 2 Femmes 3 Total 5
2009	200	207	Hommes 46 Femmes 161	Hommes 32 Femmes 70 Total 102	Hommes 2 Femmes 8 Total 10	Hommes 4 Femmes 6 Total 10	Hommes 1 Femmes 4 Total 5	Hommes 1 Femmes 2 Total 3
Total	521	539	Hommes 139 Femmes: 400	Hommes 96 Femmes 236 Total 332	Hommes 4 Femmes 17 Total 21	Hommes 11 Femmes 33 Total 44	Hommes 4 Femmes 8 Total 12	Hommes 4 Femmes 5 Total 9

Parquet de Diekirch

	Total des affaires	Total des personnes mises en cause	Personnes mises en cause regroupées par sexe	Affaires classées ad acta	Dont Avertissements	Enquêtes préliminaires	Audiences	Jugements
2007	42	48	Hommes 24 Femmes 24	Hommes 17 Femmes 22 Total 39	Hommes 0 Femmes 1 Total 1	Hommes 6 Femmes 1 Total 7	Hommes 5 Femmes 0 Total 5	Hommes 5 Femmes 0 Total 5
2008	65	68	Hommes 34 Femmes 34	Hommes 30 Femmes 28 Total 58	Hommes 3 Femmes 0 Total 3	Hommes 5 Femmes 1 Total 6	Hommes 1 Femmes 0 Total 1	Hommes 1 Femmes 0 Total 1
2009	69	72	Hommes 17 Femmes 55	Hommes 11 Femmes 39 Total 50	Hommes 0 Femmes 1 Total 1	Hommes 1 Femmes 3 Total 4	Hommes 0 Femmes 0 Total 0	Hommes 0 Femmes 0 Total 0
Total	176	188	Hommes 75 Femmes 113	Hommes 58 Femmes 89 Total 147	Hommes 3 Femmes 2 Total 5	Hommes 12 Femmes 5 Total 17	Hommes 6 Femmes 0 Total 6	Hommes 6 Femmes 0 Total 6

Plusieurs précisions s'imposent par rapport à ces chiffres:

- Le nombre total des personnes mises en cause dépasse le nombre total des affaires dans la mesure où il y a des affaires avec plus d'une personne mise en cause.

- La différence entre le total des affaires, d'une part, et les dossiers classés ad acta et les jugements, d'autre part, s'explique par le fait qu'un certain nombre de dossiers ont été regroupés en une affaire contre la même personne et par le fait que certains dossiers sont actuellement en voie de classement ou de fixation à une audience devant le Tribunal.

Par ailleurs, les affaires classées ad acta concernent en général des cas dans lesquels le parent titulaire du droit de garde n'est pas de mauvaise foi: enfant présenté avec un léger retard; non représentation due à un malentendu, etc. ...

- Le taux relativement faible de condamnations est dû au fait que les magistrats essaient dans un premier temps, au besoin à l'aide de médiateurs, d'assistants sociaux, de psychologues, etc. ... de raisonner le parent titulaire du droit de garde, qui refuse de présenter l'enfant à l'autre parent. En effet, dans ces situations souvent très conflictuelles, l'enfant est tiraillé par la mésentente qui règne entre ses parents et il est dans son intérêt, dans la mesure du possible, de résoudre le litige à l'amiable.

- Les peines prononcées par le Tribunal varient (selon la gravité des faits): dans certains cas une amende (de 500 euros à 1.000 euros) est seule prononcée. Dans d'autres cas, une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis ou même sursis probatoire est seule prononcée dont la durée varie entre deux et douze mois. Dans d'autres cas, les deux types de peine sont cumulativement prononcés.

- Si l'on tient compte du fait que les mères ont, en chiffres absolus, plus souvent la garde des enfants (parce que les pères la réclament moins souvent), les phénomènes de non représentation d'enfants et d'aliénation parentale concernent proportionnellement autant les hommes que les femmes.

Question 2:

Les intervenants au niveau judiciaire et policier sont sensibilisés au phénomène de l'aliénation parentale, notamment par des formations spécialisées et par les explications données par les psychologues et pédopsychiatres nommés par les juridictions dans les divers dossiers. Les magistrats sont parfaitement conscients des conséquences de la non représentation d'enfants: dissolution du lien avec le parent non gardien, problèmes psychologiques dus à la négation d'une partie de son identité, aliénation parentale ...

Dans le cadre de la formation dispensée à l'École de Police, l'aliénation parentale n'est pas uniquement traitée comme infraction pénale, la complexité psychologique et médicale nécessitant une approche pluridisciplinaire. De la sorte, la non représentation d'enfants est traitée dans les cours de

- Code pénal
- Code civil
- Personnes disparues
- Protection de la jeunesse
- Aide aux victimes
- Communication avec le citoyen

Question 3:

Il est de principe qu'il est dans l'intérêt de l'enfant, et c'est son droit, de maintenir et de renforcer le lien avec ses deux parents. Concernant la question de l'exécution forcée des décisions accordant un droit de visite et d'hébergement, respectivement la condamnation du parent gardien en cas de non représentation, il convient de tenir compte du fait que lorsque les enfants sont plus âgés, ce sont souvent eux qui, à tort ou à raison, refusent d'accompagner le parent titulaire d'un droit de visite et d'hébergement. Même lorsque le parent gardien est de bonne foi, ses efforts de persuasion n'ont pas toujours d'effet sur l'enfant.

Quant aux plus jeunes, même lorsque leur refus est le résultat d'une aliénation parentale de la part du parent titulaire du droit de garde et qu'une condamnation pour non représentation d'enfant est prononcée, il est humainement difficile de forcer l'enfant à l'aide de la force publique de suivre le parent non gardien. Dans certains cas, les enfants sont dans une souffrance telle que les professionnels mettent les intervenants en garde contre les dangers d'une exécution forcée (dépression, fugue, suicide).

Aussi, s'il est évident que tout doit être fait pour remédier à la situation et garantir les droits du parent non gardien, le bien-être de l'enfant exigera parfois que le droit de visite et d'hébergement soit rétabli graduellement, avec une prise en charge psychothérapeutique de l'enfant et éventuellement d'un ou des deux parents.

Dans certains cas extrêmes, un transfert de garde ou un placement sera ordonné pour soustraire l'enfant à l'influence néfaste du parent aliénant et l'aider à renouer un lien avec l'autre parent. Par contre, lorsqu'il se révèle que l'enfant refuse de se rendre auprès du parent non gardien, uniquement par souci de loyauté envers le parent gardien, mais qu'il se sent tout à fait à l'aise dès qu'il se retrouve seul avec son parent non gardien, diverses mesures seront prises immédiatement en vue de garantir les droits de ce dernier: condamnation, astreinte, remise de l'enfant par l'intermédiaire d'un tiers.

En ce qui concerne les instructions données à la police, il faut noter que les prescriptions de service de la Police grand-ducale fixent les lignes de conduite suivantes:

- les policiers doivent prendre contact avec la partie adverse afin de la convaincre de satisfaire aux jugements, ordonnances de référé, conventions de divorce ou autres documents pouvant régler le droit de garde ou de visite et de lui expliquer les dispositions pénales y relatives;

- sur ordre du Parquet compétent, éventuellement procéder le cas échéant à une exécution forcée.

Question 4:

Il est renvoyé aux éléments de réponses compris dans les réponses 1 à 3.

Question 5:

Si dans certains cas un transfert de garde ou un placement de l'enfant s'impose en vue de le protéger contre les méfaits d'une aliénation parentale, la perte automatique du droit de garde au profit du parent non gardien en cas de non représentation d'enfant n'est pas la solution opportune.

En effet, l'attribution de la garde concerne principalement l'enfant. Elle doit partant être décidée en fonction des intérêts de l'enfant et non à titre de sanction à l'encontre d'un des parents. En tout état de cause, la perte du droit de garde ne se justifie pas dans les cas où le refus de l'enfant de suivre le parent non titulaire du droit de garde n'est pas imputable à l'autre parent (abus sexuel, violence, refus de l'enfant déjà plus âgé).

Par ailleurs, il faut souligner qu'une exécution forcée en la matière se fait normalement dans des circonstances hautement émotionnelles et souvent source de bouleversements supplémentaires pour l'enfant en question.

Le Gouvernement n'estime dès lors pas que la législation actuelle devrait être revue.

Question 6:

La structure spécialisée sous surveillance visée étant le service «Treffpunkt», il importe de préciser que ledit service est destiné à atteindre deux objectifs: d'une part, le renouement entre l'enfant et le parent non titulaire du droit de garde et, d'autre part, la protection du mineur.

Il est souvent opté pour l'exercice du droit de visite au service «Treffpunkt» à titre exceptionnel, ladite mesure étant dictée par un contexte familial hautement conflictuel, voire par une absence prolongée de contact entre l'enfant et le parent non gardien. Il est précisé que la deuxième hypothèse vise l'absence de contact entraînée par le désintérêt du parent non-titulaire du droit de garde et non celle induite par l'aliénation parentale pratiquée par le parent titulaire de la garde.

S'il y a parfois des cas qui présentent souffrance et méfiance injustifiées dans le chef du mineur, les origines ne sont normalement pas à rechercher auprès du service «Treffpunkt», mais dans l'attitude des ou de l'un des parents face à la mesure et les signaux transmis à leurs enfants à l'occasion des visites à exercer audit service.

En ce qui concerne les chiffres, le tableau ci-après reprend l'évolution du nombre des visites au service «Treffpunkt»:

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Année	Demandes	Situation prises en charge (avec visites)	Visites
2005	96	75	985
2006	104	80	958
2007	121	98	810
2008	150	155	1.272
2009	180	125	1.520

Explication du tableau:

Demandes: cette rubrique vise le total des nouvelles demandes pour l'année en cours.

Situations prises en charge avec visites: vise les dossiers en cours de l'année précédente et les nouveaux dossiers.

Visites: vise le total des visites programmées: Il faut spécifier qu'il y a énormément de visites annulées. La résistance du parent gardien à présenter l'enfant à la visite et l'instabilité de certains parents fait qu'une très grande partie des visites sont annulées.

Question 7:

L'exercice du droit de visite dans une structure spécialisée reste l'exception. Cette mesure est ordonnée soit pour protéger le mineur (en cas de soupçons d'abus sexuel ou de violences, en cas de dénigrement systématique du parent titulaire du droit de garde par le parent titulaire du droit de visite ou encore lorsque le parent titulaire du droit de visite est en prison), soit pour permettre au mineur qui, pour une raison ou une autre, n'a pas vu son parent pendant une longue période, de rétablir progressivement un lien affectif avec ce dernier.

Question 0620 (3.5.2010) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **fermeture du bureau de douane à Rodange:**

Vum 1. Juni u sinn d'Büroe vun der Douane zu Rodange zou. Et ass décidéiert ginn, fir dës Büroen an déi al Gebailechkeete vun der CFL op Esch ze transféréieren. Déi Büroen zu Rodange sinn am Dräilännereck no beim „Pôle européen de développement (PED)" situéiert, also matzen an enger wichteger Aktivitéitszon. Eng grouss Quantitéit vu Wueren aus der ganzer Welt kënnt hei un. Vum 1. Juni u mussen dës Wueren elo 25 km wäit bis op Esch transportéiert ginn.

Kann de Minister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wat ass de Grond fir den Transfert vun dëse Büroen?

2. Bedeit dat net nach méi e grousst Verkéiersopkommen tëschent Rodange an Esch?

3. Ass et net am Sënn vun eiser Ëmwelt wéi och vun der Nohaltegkeet, fir zousätzleche Verkéier a besonnesch Camionen op eise Stroossen ze vermeiden?

4. Ass de Minister net och der Meenung, dat dës Mesurë fir d'Betriber aus dem PED eng zousätzlech finanziell Belaaschtung duerstellen, déi besonnesch an de Krisenzäite misst évitéiert ginn?

Réponse (22.6.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les développements concernant le bureau de recette de Rodange doivent être situés dans le contexte plus général d'une restructuration et d'un meilleur regroupement des services. Ceci dit, depuis la mise en place graduelle du «Paperless Douanes et Accises», la plus grande majorité des activités ne nécessitent de toute façon plus un déplacement au bureau même. Très peu d'acteurs économiques se déplacent encore physiquement au bureau de Rodange, de sorte que le transfert à Esch d'un certain nombre de services n'aura aucun impact sur le trafic entre Rodange et Esch.

Pour les rares acteurs économiques qui se déplacent encore physiquement au bureau de recette, le bureau d'Esch offrira dans une phase transitoire sur le site de Rodange un certain nombre de services ayant trait à l'importation et à l'exportation de certains biens, et ceci spécifiquement pour les acteurs économiques du Pôle européen de développement (PED).

À terme et au fur et à mesure de la finalisation du «Paperless Douanes et Accises», ces dernières activités du site de Rodange seront transférées à Esch.

Question 0621 (3.5.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **manque d'effectifs auprès des services de secours:**

Depuis des années, il est bien connu qu'il devient de plus en plus difficile d'assurer un service ambulancier 24h/24 au Luxembourg. De nouvelles mesures pour encourager le bénévolat sont régulièrement discutées sans aboutir à des actions concrètes. En conséquence, le risque que des personnes en détresse ne soient pas secourues en temps utile s'accroît.

Selon mes informations, un incident grave se serait produit récemment à Septfontaines. Suite à un appel d'urgence, il a été constaté que le service ambulancier des Centres de secours de Mamer et de Redange n'était pas assuré à ce moment. Le Centre de Steinfort était le seul dans l'ouest qui disposait d'une équipe en service, pourtant celle-ci se voyait déjà chargée de deux autres interventions qui se déroulaient en parallèle.

L'hélicoptère de la LAR a été choisi comme moyen de transport pour le médecin SAMU. La procédure normale prévoit un rendez-vous avec une ambulance de l'Administration des Services de Secours. Puisqu'aucune ambulance n'était disponible au moment de l'atterrissage de l'hélicoptère dans la cour de l'école à Septfontaines, il se posait le problème du transport de l'équipe SAMU vers la résidence du patient et de celui-ci vers l'hélicoptère. Par pur hasard, un ouvrier de la commune de Septfontaines, membre du Centre de Steinfort, passa sur le lieu d'intervention. Se rendant compte de la situation, il proposa d'utiliser la camionnette ouverte du service de la commune en remplacement de l'ambulance qui faisait défaut. Le patient fut donc transporté sur la benne de la camionnette vers l'hélicoptère qui l'emmenait à l'hôpital.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre compte-t-il remédier au manque chronique de personnel dans les services de secours?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que l'engagement d'ambulanciers professionnels constitue l'unique moyen pour combler le manque de bénévoles? Combien de personnes Monsieur le Ministre compte-t-il recruter dans ce contexte au cours des deux années à venir?

- Monsieur le Ministre a-t-il prévu des mesures pour éviter des tensions entre bénévoles non-rémunérés et professionnels salariés travaillant au sein d'une même équipe et partageant les mêmes responsabilités?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à court terme à mettre à disposition des services de secours une enveloppe budgétaire afin qu'ils puissent valoriser le travail des bénévoles?

Réponse (22.6.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Je peux affirmer les faits qui se sont déroulés le 23 mars 2010 lors d'une intervention à Septfontaines. En effet, lors d'une urgence nécessitant une intervention médicale, le médecin du SAMU a choisi le moyen héliporté pour se déplacer à Septfontaines. Dans ces cas, l'ambulance de la Protection civile assure le transfert de l'équipe médicale vers le patient et celui du patient vers l'hélicoptère. Or, lors de l'appel d'urgence du 23 mars, la première ambulance du Centre de Steinfort, dont la permanence a été assurée par un ambulancier bénévole et un ambulancier professionnel, était en cours de mission et la permanence de la deuxième ambulance n'était pas assurée, faute de disponibilité de bénévoles. Les deux ambulances du Centre d'intervention de Mamer étaient indisponibles pour la même raison. Finalement, la deuxième ambulance du Centre d'intervention de Steinfort a pu être activée avec du personnel non inscrit sur la liste des permanences. Entre-temps, et pour ne pas perdre du temps, un secouriste bénévole, également employé auprès de la commune de Septfontaines, avait pris l'initiative d'assurer le transfert du patient vers l'hélicoptère avec une camionnette de la commune.

Concernant les mesures à prendre afin de remédier aux problèmes rencontrés au niveau des services de secours, des travaux préparant une réforme en profondeur des services de secours sont actuellement en cours. Les experts chargés de mener cette réforme vont rendre leur premier rapport intermédiaire le 14 juillet prochain. Dans la suite de ce rapport, je vais présenter un paquet de mesures à prendre pour remédier au manque de personnel dans les services de secours. Ces mesures ne se limiteront pas à l'engagement supplémentaire d'agents professionnels, mais comprendront également des initiatives pour améliorer la disponibilité des agents volontaires et pour valoriser leur travail.

Question 0622 (3.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **projet de recherche «Renewing Health»:**

Im Februar 2010 war der europäische Startschuss für das Forschungsprojekt „Renewing Health", an dem sich zehn Länder beteiligen. Es handelt sich zudem um das weltweit größte Telemedizinprojekt, an dem sich 7.900 Patienten beteiligen, die entweder an einer chronisch-obstruktiven pulmonären Erkrankung (COPD) oder an Diabetes leiden. Bei diesem Projekt werden Fragen des Impaktes von Telemedizinbetreuung auf die Versorgung von chronischen Krankheiten wie Diabetes und COPD erforscht, unter anderem, wie der Einsatz von Telemedizinlösungen sich medizinisch und ökonomisch auf Klinikeinweisungen, auf die Zahl der Arztbesuche, auf Komplikationen und Sterblichkeit auswirkt.

Des Weiteren geht es darum, europaweit Kriterien für den Beginn einer telemedizinischen Betreuung festzulegen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wieso nimmt Luxemburg nicht an dieser Studie teil? War Luxemburg von der EU angesprochen worden, um an diesem Projekt teilzunehmen?

2) Wäre dies ein Forschungsprojekt, das für Luxemburg als prospektive (im Sinne von „proaktive") Plattform für Gesundheitstechnologien in Europa interessant gewesen wäre?

3) Wer entscheidet, ob Luxemburg an solchen Projekten teilnimmt? In welchen Gremien werden diese Entscheidungen getroffen und auf Basis von welchen Kriterien?

4) Wie sieht die Argumentation aus um zu begründen, dass Luxemburg nicht an einem solchen Projekt teilnimmt?

5) Gibt es ein Stichdatum für ein erstes Telemedizinprojekt, das wie dieses europäische Projekt „Renewing Health" in der Erstversorgung angesiedelt ist und sich auf chronische Krankheiten bezieht?

Réponse commune (2.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

In der Vergangenheit konnten die Luxemburger Forschungseinrichtungen im Bereich der Telemedizin und genauer gesagt, mit dem „Luxembourg Heart Failure Project" einen wichtigen Durchbruch erzielen. In diesem vom Fonds national de la Recherche finanzierten und vom CRP-Santé zusammen mit dem CRP-Henri Tudor sowie dem Centre hospitalier de Luxembourg durchgeführten Projekt wurde ein Verfahren entwickelt, welches dem chronisch herzkranken Patienten ein deutlich geregelteres Leben erlaubt, da dieser sich nicht mehr zu den Standarduntersuchungen ins Krankenhaus oder zum behandelnden Arzt begeben muss.

Die im Projekt entwickelte Telemedizin-Plattform ermöglicht es dem Patienten, seine Daten bezüglich Blutdruck, Sauersättigung und „Pulse transition time" täglich selbst zu messen und mittels einer gesicherten Internetverbindung an den behandelnden Arzt weiterzuleiten. Während es früher nötig war, sich für diese Untersuchungen zum Arzt oder zum Klinikum zu begeben, entscheidet jetzt der Arzt anhand der gesendeten Daten, ob er den Patienten sehen muss oder ob er hiervon absehen kann, weil die Daten im grünen Bereich sind. Das entwickelte Verfahren durchläuft derzeit den Prozess der klinischen Studien, wurde aber bereits urheberrechtlich durch ein Patent geschützt.

Question 0639 (11.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **suivi des patients atteints d'une maladie psychiatrique:**

Es häufen sich immer öfter Klagen, dass Patienten der Psychiatrie nach ihrer Entlassung sich selbst überlassen sind und keine weitere Betreuung mittels eines Erziehers bekommen. Auch werden aggressive Patienten von der diensttuenden Klinik bei einem akuten Krankheitsfall nicht angenommen und ohne Untersuchung nach „Hause" geschickt.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister stellen:

1. Sind dem Minister solche Fälle bekannt und kann er bestätigen, dass es in den Kliniken (hauptsächlich in der Ettelbrücker Klinik) Listen gibt mit Patienten, die aus der Psychiatrie stammen und die wegen ihrer Aggressivität nicht untersucht werden?

2. Haben alle aus der Psychiatrie entlassenen Patienten, die schwerwiegende Fälle sind, eine 1:1-Betreuung?

3. Welche Schritte sollen Patienten unternehmen, die aus den vorzitierten Gründen nicht vom diensttuenden Arzt untersucht werden?

4. Wer trägt die Verantwortung bei einer Komplikation einer eventuellen Krankheit eines solchen Patienten, der nicht vom diensttuenden Arzt untersucht wurde?

Réponse (22.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

In der Notaufnahme der Krankenhäuser wird jeder Patient, unabhängig von seinem Zustand, von einem diensttuenden Arzt untersucht, der daraufhin über die weiteren Schritte befindet. Bei aggressiven Patienten kann es allerdings vorkommen, dass dieser Zustand nicht unmittelbar eine medizinische Untersuchung ermöglicht. In einem solchen Fall schreiten in der Regel das Klinikpersonal oder eventuell begleitende Ordnungshüter ein, dies bevor der Patient medizinisch versorgt werden kann.

In keinem Krankenhaus des Landes existiert eine vom ehrenwerten Abgeordneten erwähnte Liste mit Patienten, die aufgrund ihrer Aggressivität nicht untersucht werden.

Die Entlassung aus der Psychiatrie wird durch eine angemessene Nachsorge begleitet. In komplizierten sowie in schwierigen Fällen wird sich allerdings auch um ein sogenanntes „case management" bemüht. Darüber hinaus wird ein Patient, solange er entweder stark selbstgefährdet ist oder eine Gefahr für Drittpersonen darstellt, nicht entlassen; dies auf Basis des Gesetzes vom 10. Dezember 2009 (loi relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux).

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

37e séance	mardi	29 juin 2010
38e séance	mercredi	30 juin 2010
39e séance	jeudi	1er juillet 2010

Francophonie et démocratie



M. Michel Wolter (à droite) et M. Mamadou Seck, Président de l'Assemblée nationale du Sénégal.

50 ans après les indépendances africaines et 10 ans après la Déclaration de Bamako, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est proposé de faire le point sur la situation de la démocratie parlementaire dans l'espace francophone. La 36e session de l'APF s'est tenue à Dakar au Sénégal du 3 au 8 juillet 2010.

Parmi les quelque 300 parlementaires, dont plus d'une quinzaine de Présidents d'Assemblée, représentant plus de 50 pays, M. Michel Wolter (CSV) a participé à cette session en sa qualité de membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF et de trésorier de l'APF. M. Wolter a présenté le rapport financier 2009, succédant dans cette fonction à M. Jos Scheuer. Le poste de trésorier de l'APF est occupé par un membre de la Chambre des Députés depuis la fondation de l'Assemblée en 1967, à Luxembourg.

Les parlementaires ont encore une fois démontré leur soutien et leur solidarité à l'égard du peuple haïtien, durement éprouvé par le tremblement de terre de début d'année 2010, en renforçant les moyens du fonds spécial d'aide que l'APF a mis en place. Par la suite, l'Assemblée a examiné plusieurs thèmes d'actualité, notamment les situations de crise et les évolutions politiques que traversent certains pays de l'espace francophone, et a voté des résolutions visant à améliorer l'état de la démocratie et des droits de l'homme dans les pays de la Francophonie.

Une quinzaine de résolutions ont été adoptées portant, entre autres, sur la traite des personnes et la lutte contre ce phénomène, sur la situation des femmes réfugiées, les droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la pénurie de personnel qualifié et l'exode des compétences dans la lutte contre le VIH/SIDA.

En marge de la session, M. Wolter a également visité plusieurs projets de coopération soutenus par le Luxembourg, accompagné par M. Jacques Flies, responsable du Bureau de la Coopération au Développement à Dakar du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois.

Remise de décorations à des membres de la Chambre



Grand Officier de l'Ordre de Mérite



Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne

Photos : © SIP/Christof Weber

Députés

10 ans: Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne
Mme Nancy Arendt

20 ans: Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne
M. Jacques-Yves Henckes

25 ans: Grand Officier de l'Ordre de Mérite
Mme Lydie Err,
M. Paul Helminger

Membres de l'Administration parlementaire

15 ans: Chevalier de l'Ordre de Mérite
Mme Rita Brors

20 ans: Chevalier de l'Ordre de Mérite
Mme Nicole Folschette-Urth

25 ans: Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne
M. Claude Frieseisen

30 ans: Officier de l'Ordre de la Couronne de Chêne
Mme Arlette Frascht, M. Jean Grotz

Le Président de la Chambre solidaire des laissés-pour-compte

Le Centre Accueil et Solidarité de Caritas (Foyer Ulysse) à Luxembourg-Bonnevoie fête cette année ses 25 ans d'existence.

Le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, a saisi l'opportunité à la mi-juillet pour aller à la rencontre des moins bien lotis qui fréquentent ce Centre ainsi que du personnel encadrant à qui en incombe la gestion.

Le Foyer Ulysse figure comme une des structures d'accueil de Caritas ayant pour but d'apporter une aide aux personnes en détresse, sans logis ou encore en situation de précarité.

Lors de sa visite au Foyer Ulysse et à la «Téistuff», M. Mosar a eu l'occasion de s'entretenir avec quelques-uns des 65 usagers que le Centre compte à l'heure actuelle.

Il a ainsi pu mesurer à quel point la vie peut s'acharner sur le sort d'un être humain et qu'il suffit parfois de peu de chose pour dévisser et se retrouver au ban de la société.



M. Laurent Mosar a visité le Foyer Ulysse.

Au cours d'un échange avec les responsables du Foyer, le Président de la Chambre a notamment pu évoquer les points suivants:

- l'évolution du «sans-abrisme» depuis la création du Foyer jusqu'à aujourd'hui. Le Foyer Ulysse n'est plus uniquement perçu comme foyer de nuit et centre de séjour pour personnes sans abri, mais il est de plus en plus sollicité comme structure permanente (certains usagers fréquentent le Centre depuis 20 ans);

- 60% des personnes fréquentant le Foyer Ulysse sont atteintes de troubles psychologiques et mentaux;

- une prise en charge à long terme des usagers (un encadrement durable fait défaut);

- la création de nouvelles structures de prise en charge, notamment pour des catégories spécifiques d'usagers;

- de meilleures facilités de logement et un accès plus facile à la formation professionnelle pour les personnes défavorisées en général.

À la fin de sa visite au 3, Dernier Sol à Bonnevoie, M. Laurent Mosar, empathique vis-à-vis des pensionnaires et dirigeants du Centre, leur a souhaité bon courage et une grande persévérance dans leur combat quotidien contre la précarité.

DANS CE NUMÉRO

Compétitivité du Luxembourg	p. 524
Hauts fourneaux A et B de Belval	p. 516
Phénomène du «mobbing»	p. 520
Sommaire des séances publiques Nos 37-39	p. 557
Sommaire des questions parlementaires	p. Q196

Assemblée parlementaire de l'OSCE

Lutte contre la criminalité organisée et la corruption



La Chambre des Députés était représentée par M. Raymond Weydert, Mme Viviane Loschetter et M. Paul Helminger (de gauche à droite).

La capitale norvégienne a accueilli du 6 au 10 juillet 2010 la 19e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, placée sous le thème «État de droit: lutte contre la criminalité transnationale et la corruption».

Les résolutions des trois commissions de l'Assemblée parlementaire ont été discutées et amendées pour couler dans la Déclaration d'Oslo adoptée le dernier jour de la session annuelle. Elles se sont basées sur les rapports qui ont traité le sujet principal sous différents angles. Ainsi, la Commission générale des affaires politiques et de la sécurité a mis l'accent sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles, approuvés à Palerme entre le 12 et le 15 décembre 2000, en déplorant que plusieurs États membres de l'OSCE ne les aient pas encore ratifiés.

La nature globale de la criminalité organisée a également été soulignée par le rapporteur de la Commission générale des affaires économiques, de la science, de la technologie et de l'environnement. Le rapporteur de la Commission générale sur la démocratie, les droits de l'homme et les questions humanitaires a constaté que la corruption et la criminalité se développent là où il y a un faible respect des droits de l'homme et de l'État de droit. Il en découle que les institutions démocratiques doivent veiller à garantir les droits fondamentaux et lutter contre la corruption.

Parmi les 35 points additionnels introduits sur l'initiative des délégations nationales et réparties dans les commissions, deux ont été discutés en séance plénière: la situation au Kirghizistan qui a fait l'objet d'un débat spécial et le sujet de la contribution de l'Assemblée parlementaire au processus de Corfou de l'OSCE qui a suscité une série de remarques sur le rôle des parlementaires et les relations avec la partie gouvernementale de l'OSCE.

Dans sa Déclaration d'Oslo, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE s'associe aux appels en faveur d'une enquête internationale sur les causes des violences commises dans le sud du Kirghizistan et invite l'OSCE à contribuer à rétablir le calme et l'ordre en renforçant les institutions démocratiques du Kirghizistan.

Se référant à la Déclaration ministérielle sur le processus de Corfou adoptée le 2 décembre 2009, qui confirme un regain d'attachement parmi les États participants à un dialogue multilatéral et à la coopération pour la sécurité en Europe, l'Assemblée parlementaire invite les États participants de l'OSCE à mieux utiliser l'Assemblée parlementaire comme levier des efforts tout en respectant l'autonomie de cette instance. Elle propose que non seulement l'Assemblée parlementaire puisse avoir accès à toutes les informations requises pour être en mesure de procéder à un contrôle ou un suivi efficace de la mise en œuvre des engagements ainsi que des décisions de l'OSCE, mais aussi que les propositions formulées par l'Assemblée parlementaire en vue de sa participation officielle au processus de décision de l'OSCE soient examinées.

La session annuelle s'est terminée avec l'élection du parlementaire grec Petros Efthymiou comme nouveau Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

Réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC

Le 5 juillet 2010 s'est tenue à Bruxelles, dans l'hémicycle du Sénat belge, la réunion des présidents des délégations auprès de la COSAC, à laquelle a participé M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise.

Lors de cette réunion, les députés ont décidé que le contrôle parlementaire de la Politique européenne de sécurité et de défense commune (PESD), le développement durable dans le cadre de la stratégie Europe 2020 et le rôle futur de la COSAC seraient les trois axes prioritaires de la XLIVe COSAC du 25 et 26 octobre 2010 à Bruxelles.

M. Olivier Chastel, Secrétaire d'État aux Affaires européennes, a présenté les cinq grands axes de la présidence belge: le rétablissement d'une croissance et d'une compétitivité durables; la promotion de la cohésion sociale; le passage vers une économie verte; l'approfondissement et la finalisation de l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice; le renforcement du pouvoir d'attraction de l'Union dans le monde et son rôle en tant qu'acteur pour la paix et la sécurité.

La présentation a été suivie d'un débat au cours duquel les parlementaires se sont particulièrement intéressés aux questions de l'immigration, de la situation économique, du Service européen d'action extérieure, de l'élargissement de l'Union, du sommet de Cancún et du contrôle parlementaire de la PESD.

Sur ce dernier sujet, M. Fernand Boden s'est interrogé quant aux intentions de la présidence belge pour remédier au vide de contrôle parlementaire de la PESD, surgi à la suite de la dissolution de l'assemblée parlementaire de l'UEO. La question n'a pu être clarifiée, M. Chastel ayant déclaré qu'il ne lui appartenait pas de renverser un processus en cours et qu'il ne pouvait pas répondre à cette question qui n'est pas de son ressort.

La deuxième partie de la réunion a été consacrée à un débat sur les relations entre les parlements nationaux et la Commission européenne. M. Maroš Šef ovi Vice-président de la Commission européenne, a souligné l'importance du rôle des parlements nationaux dans le contrôle de la bonne exécution des politiques de consolidation fiscale et de réformes structurelles, et a déclaré que la relation entre Commission et parlements nationaux allait être renforcée. Le commissaire s'est d'ailleurs réjoui que, lors des six derniers mois, le mécanisme de contrôle de subsidiarité ainsi que le dialogue politique entre parlements et Commission aient pu faire preuve de leur efficacité. La Commission a déclaré que les avis des parlements étaient systématiquement pris en compte lors des négociations pré-législatives des textes soumis au contrôle de subsidiarité.



M. Fernand Boden (à gauche), président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC.

La réunion s'est terminée par un débat où les députés ont pu approfondir certains thèmes comme le rôle des parlements nationaux dans la gouvernance économique, l'ordre de protection européen et l'incidence des avis parlementaires nationaux sur le processus législatif.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Professions de santé

6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; 4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et celles de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, en ce qui concerne les professions réglementées sectorielles dans le domaine de la santé, à savoir les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire et de pharmacien, d'infirmier et de sage-femme. Ces professions réglementées sectorielles sont exclues du champ d'application de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, ainsi que de la prestation temporaire de service. Le projet de loi précise également les modalités de la libre prestation de services pour certaines professions de santé.

La mise en œuvre de la directive 2005/36/CE implique de procéder à des adaptations au niveau des lois régissant les professions citées ci-avant et concernant avant tout les domaines suivants:

- la reconnaissance des diplômes délivrés dans un pays tiers,

- la libre prestation de services,

- les modalités d'exercice de la profession et connaissances linguistiques,

- l'assimilation de certains ressortissants de pays tiers aux nationaux.

À côté de la transposition de la directive 2005/36/CE, le projet de loi vise également à modifier, sinon à adapter les textes de lois relatifs aux professions médicales, respectivement à certaines professions de santé, de même que la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Education nationale et le Ministère de la Santé.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 30.07.2009
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):
22.10.2009 Désignation d'un rapporteur
29.10.2009 Présentation du projet de loi
04.02.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.03.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
15.04.2010
22.04.2010
10.06.2010
22.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.07.2010
Loi du 14 juillet 2010
Mémorial A 2010, N°112, page 1926

Brevet de maîtrise

6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier certaines dispositions de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise. Il s'agit de tenir compte des expériences faites depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée, ainsi que des changements socioéconomiques survenus au cours de sa période d'application.

Un premier ensemble de modifications a trait à l'organisation des cours préparatoires au brevet de maîtrise.

En premier lieu, il est précisé que les cours sont organisés de façon modulaire, ce qui permet aux candidats d'agir avec une certaine flexibilité.

En outre, le projet de loi reprend la dénomination précise des cours, tout en l'adaptant, le cas échéant, à l'évolution socio-économique. L'ordre dans lequel les cours sont énumérés tient compte du fait que les cours d'organisation et de gestion d'entreprise ainsi que de pédagogie appliquée sont organisés de façon transversale, étant donné qu'ils sont communs à tous les métiers.

Il est par ailleurs prévu que chaque année est publiée une liste des métiers dans lesquels des cours sont organisés.

- Le diplôme d'aptitude professionnelle (DAP), créé par la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, est ajouté aux diplômes et certificats donnant droit à l'inscription aux cours.

En fonction des places disponibles, tous les cours préparatoires au brevet de maîtrise sont également accessibles à des personnes désireuses de perfectionner leurs compétences professionnelles, dans le cadre de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

Un second volet de modifications concerne l'organisation de l'examen menant au brevet de maîtrise.

La condition d'un âge minimum pour être admis aux épreuves de pratique professionnelle est supprimée. La durée minimale pendant laquelle le candidat doit avoir exercé son métier avant de pouvoir participer auxdites épreuves est réduite de trois ans à un an.

S'y ajoutent des dispositions relatives à la composition des commissions d'examen. Il est précisé que pour chaque module des cours d'organisation et de gestion d'entreprise ainsi que de pédagogie appliquée, les membres de la commission doivent être des personnes différentes. Étant donné que le contrôle général de la formation menant au brevet de maîtrise est assuré par le directeur à la formation professionnelle, il n'est pas concevable qu'il soit également président de la commission d'examen des cours d'organisation et de gestion d'entreprise et de pédagogie appliquée, comme le prévoyait le dispositif initial de la loi précitée du 11 juillet 1996.

Dorénavant, une seule et même commission d'examen pour les modules des cours de technologie et de pratique professionnelle est instituée par métier. De plus, compte tenu du manque d'experts, il est proposé de réduire de cinq à trois le nombre des membres effectifs aussi bien que des membres suppléants de la commission.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 12.03.2010
Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):
25.03.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
20.05.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État
03.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2010
Loi du 29 juin 2010
Mémorial A 2010, N°104, page 1836

Stabilité de l'euro

6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

Le présent projet de loi autorise l'octroi de la garantie du Luxembourg à une entité ad hoc (Special Purpose Vehicle), dont la création a été décidée par le Conseil «Affaires économiques et financières» de l'Union européenne en date du 9 mai 2010.

Cette entité ad hoc est un élément essentiel du dispositif pour préserver la stabilité financière en Europe.

Le montant total de ce mécanisme de 500 milliards d'euros est composé de:

- 60 milliards d'euros pour l'UE en tant que telle sous forme d'un fonds communautaire et

- 440 milliards d'euros pour une entité ad hoc, pouvant s'endetter avec la garantie des États participants.

À ce montant s'ajoute une participation du Fonds monétaire international pouvant aller jusqu'à 250 milliards d'euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances le 01.06.2010
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Michel Wolter):
15.06.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.07.2010
Loi du 9 juillet 2010
Mémorial A 2010, N°108, page 1890

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 37

MARDI,
29 JUIN 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. Jean-Louis Schiltz*
- *Vote (ordre du jour adopté dans sa forme proposée par la Conférence des Présidents)*

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *M. Marcel Oberweis - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - *M. Eugène Berger - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *M. Ben Fayot - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice
  - *M. Félix Braz - M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
  - *M. Marc Angel - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances
  - *M. Fernand Kartheiser - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances*
- Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances
  - *M. Claude Meisch - M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture
  - *M. Fernand Diederich - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*
- Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes anti-char par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense)
  - *M. Félix Braz - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense*

5. 6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. François Bausch, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le phénomène de harcèlement moral («mobbing») dans notre société
- *Exposé: M. André Bauler*
- *Débat: M. Jean-Paul Schaaf, Mme Lydie Err, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

2) Folgend Projete goufen déposéiert: den 9. Juni vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6146 iwwert d'Gestioun vun der Schinneninfrastruktur; deeselwechten Dag vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6147, eng Ofännerung vum Code du Travail; den 18. Juni vum Héichschoulminister de Projet de loi 6148 iwwert déi staatlech Hëllefe fir Studenten; den 21. Juni vum Kommunikatiounsminister de Projet de loi 6149 iwwert d'Netzer an d'Servicer vun der elektronescher Kommunikatioun; de 24. Juni vum Gesondheetsminister de Projet de loi 6151 iwwert d'Laboratoires d'analyses médicales; a schliesslech deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6152, e Protokoll vun enger Convention-cadre iwwert déi grenziwwerschreidend Kooperatioun.

Communications du Président - séance publique du 29 juin 2010

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

***6146** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des infrastructures, le 09.06.2010

***6147** - Projet de loi:*

1. concernant certaines mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter certaines modalités d'indemnisation de chômage;

2. modifiant les articles L.513-3, L.521-7 et L.523-1 du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 09.06.2010

***6148** - Projet de loi modifiant:*

1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;

4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;

5. le Code de la Sécurité sociale (Livre IV - prestations familiales)

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 18.06.2010

***6149** - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 21.06.2010

***6151** - Projet de loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.06.2010

***6152** - Projet de loi portant approbation du Protocole N°3 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou des autorités territoriales relatif aux Groupements eurorégionaux de coopération (GEC), fait à Utrecht, le 16 novembre 2009*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 24.06.2010

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen elo zum Retrait vum Rôle vun zwee Projet-de-loien. Duerch Arrêté grand-ducal de retrait huet d'Regierung ugefrot, de Projet de loi N°5002 iwwert de Stroossentransport souwéi de Projet de loi N°5959 iwwert déi elektronesch Medië vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgende modifizéierten Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno de Projet de loi 6065 iwwert d'Héichiewen A a B zu Belval nom Modell 1; an duerno eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert de Mobbing an eiser Gesellschaft.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Propositioune vun der Regierung fir d'Erhalen an d'Weiderentwécklung vun der Kompetitivitéit an der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg fir Investisseuren nom Modell 2.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6142 iwwert den Octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6062, d'Ëmsetze vun enger Direktiv an de medezinesche Beruffer nom Modell 1; dann d'Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Preventioun vum Kriibs, deen duerch chemesch Produkter verursaacht gëtt.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Gibéryen freet dozou d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu muer de Mëtteg en Débat d'orientation hei um Ordre du jour stoen iwwert d'Propositioune vun der Regierung iwwert de MEN an d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun eiser nationaler Ekonomie.

De President vun der zoustänneger Kommissioun vun der Ekonomie, den Här Bodry, huet fir en Donneschdeg eng Kommissiounssëtzung ageruff moies um hallwer eelef, wou den zoustännege Minister soll seng Propositiounen iwwert datselwecht Thema presentéieren, iwwert d'Kompetitivitéit vun der Ekonomie, wou en der Kommissioun déi soll virstellen a wou d'Kommissioun da soll doriwwer diskutéieren.

Mir fannen dat e Paradox, wa muer de Mëtteg soll hei an der Chamber eng Debatt iwwert déi Propositioune sinn, an iwwermuer de Moie soll an der zoustänneger Kommissioun de Minister déi Propositiounen dann nach eng Kéier virstellen, an da soll en Débat an der Kommissioun sinn.

Wann dat gewënscht ass, datt dat soll an där Kommissioun en Donneschdeg de Moie stattfannen, da géife mir proposéieren, datt mer deen Débat vu muer de Mëtteg sollten op en Donneschdeg de Mëtteg verleeën, well et kann ee jo net hei an der

Chamber eng Debatt maachen an den Dag drop an der Kommissioun de Minister seng Propositioune virstelle loossen.

Wann also den Ordre du jour vun där Kommissioun esou bäibehale gëtt, proposéiere mir, den Débat vu muer de Mëtteg op en Donneschdeg de Mëtteg ze verleeën. Mir hu jo schliesslech en Donneschdeg alleguer gutt Zäit.

M. le Président.- Den Här Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert gefrot.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här President, d'Kompetitivitéit ass en Thema, wat mir jo scho gesträift hate beim État de la nation. Meng Fraktioun huet elo zu deem Thema en Débat d'orientation gefrot. D'Kompetitivitéit ass och eng Fro, wou een net einfach ka soen, datt d'Chamber sech nëmmen eng Kéier domat beschäftegt an dann ass et gutt. Et gëtt och keng prédeterminéiert Form.

Dat, wat e Mëttwoch hei um Ordre du jour steet, ass en Débat d'orientation iwwer 65 Propositiounen, déi an de Mount Abrëll zréckginn, déi also laang bekannt sinn. An ech fannen et duerchaus an der Logik vun der Saach, datt, wa mer muer de Mëtteg hei eng Debatt iwwert d'Kompetitivitéit hunn, da kritt déi Kommissioun jo, wa se sech en Donneschdeg mat der Fro ausenanersetzt, schonn eng Rei Orientéierungshëllefen, déi aus där Debatt vu muer de Mëtteg ervirginn.

Déi Kommissioun ka sech also tout à fait utilement en Donneschdeg domadder beschäftegen, nodeem mir e Mëttwoch heiriwwer debattéiert hunn. Duerfir ass mäi Virschlag, den Ordre du jour esou bäizebehalen, wéi e vun der Presidentekonferenz an hirer Weisheet mat „ei" festgesat ginn ass.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Ass dozou nach eng aner Wuertmeldung?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géif ech iwwert den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ass, à main levée ofstëmme loossen.

Vote

Wien ass mat deem Ordre du jour d'accord?

Dat schéngt mer déi iwwerwältegend Majoritéit ze sinn.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär den Ordre du jour adoptéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun. Als Éischt hu mer d'Fro N°69 vum Här Marcel Oberweis un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Bekämpfe vum Kaméidi. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, mir wëssen alleguerten, dass de Kaméidi e Stéck vun eisem deegleche Liewen ass an niewent de Schied un den Infrastrukturen och d'Liewensqualitéit vun de Mënsche reduzéiert. Et si wuel an der Vergaangenheet courageiert Schrëtt ënnerholl ginn, fir de Problem an de Gréff ze kréien, awer et läit nach e wäite Wee virun ons.

An dem Regierungsrot vun dem 28. Mee dëst Joer ass de Projet mat deenen dräi Aktiounspläng an der Lutte géint de Kaméidi adoptéiert ginn. Dës dräi Pläng woren eng éischte Kéier am Regierungsrot den 9. Januar d'lescht Joer debattéiert ginn. Si traitéieren de Kaméidi an de Beräicher vun der Aviatioun, op de Stroossen an op der Eisebunn. Dat am Kontext vun der europäescher Direktiv 2002/49.

Notamment ass eng Kartografie erstallt ginn, déi et erlaabt, déi dräi Aktiounspläng op de politesche Wee ze schécken, an dat fir dräi gréisser Infrastrukturprojeten. Dat sinn: den Autobunnsréseau, woubäi d'Nordstrooss ausgeklamert gëtt; d'Eisebunnslinn vu Lëtzebuerg iwwer Beetebuerg no Esch, an de Flughafe Findel. Dës Aktiounspläng goufen och schonn dem Public zur Asiicht bereetgestallt an et sinn eng ganz Rei vu Kommentaren zréckkomm.

Meng Froen un den Här Minister vum Développement durable an den Infrastrukturen deemno: Kënne mir Opschloss doriwwer kréien, a wellechem Stadium dës dräi Aktiounspläng momentan sinn? An eng Zousazfro: Wier et net endlech un der Zäit, laanscht déi geplangten Infrastrukturen och déi sougenannte Lärmschutzwänn mat den Déchets inertes, wéi mer se am Ausland gesinn, opzebauen, an dat mat eventuell Fotovoltaik bestéckt, fir do grénge Stroum ze produzéieren?

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister, dat heescht den Här Marco Schank, d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Här President, den honorabelen Deputéierte Marcel Oberweis huet den Historique ganz flott résuméiert. Dee kann ech mer spueren. Ech wollt also e puer Sätz soen, wat d'Mise en œuvre vun deenen dräi Aktiounspläng ubelaangt.

Ech wëll just derbäi soen, datt mer och wäerte bis den 30. Juni - dat ass muer - eng Kommunikatioun bei d'Kommissioun op Bréissel ginn, fir iwwert déi dräi Pläng erauszegoen, fir dann och iwwert déi grouss Stroossenachsen - iwwer dräi Millioune Passagen - respektiv déi grouss Zuchachsen - iwwer 30.000 Passagen - ze kommunizéieren. Datselwecht gëllt och fir d'Agglomeratiounen.

Wat elo d'Mise en œuvre vun deenen Aktiounspläng ubelaangt, ass ee ganz wichtegt Element dat vun der Informatioun selbstverständlech, awer och vun der Formatioun. Do wollt ech drop hiweisen, datt mat der Uni Lëtzebuerg zesummen eng Formatioun besteet, fir op d'Problematik vum Kaméidi hinzeweisen an der Formatioun vun de Gemengen engersäits, an anerersäits och vun den Acteuren, déi am Logement aktiv sinn.

Derbäi kënnt eng aner Formatioun. Dat ass déi vun der IFSB - dat ass den Institut de Formation du Secteur du Logement -, déi och eigentlech op sech esou e Cycle de formation lafen hu mat der Thematik vum Kaméidi.

Ee Wuert zum Flughafen. Do ass et esou, datt mer amgaang sinn, de Monitoring-System ze adaptéieren, entspriechend dem Aktiounsplang Flughafen. Da si mer och amgaang, ee Programm fir d'Isoléiere vun deene Logementer am direkten Ëmfeld vum Flughafen auszeschaffen.

Do ass amgaang eng Etüd gemaach ze gi vun dem TÜV Rheinland, wou kartografiéiert gëtt, evaluéiert gëtt vu baussen, wéi een do virgeet, mat enger Étude de marché, och fir am Bausecteur Lëtzebuerg ze kucken, wéi eng Präisser do ginn. Duerno wäerte mer e Règlement grand-ducal huelen. Dat wäert net allze vill laang daueren; an deenen nächsten dräi bis véier Méint.

Do sinn zwou Zonen. Eng Zone A, dat ass d'Regioun ëm Hamm mat engen 900 Logementer, déi direkt gekuckt gëtt. An da gëtt et och eng Zone B mat zirka 2.000 Logementer. Dat ass en Deel vu Bouneweg, een Deel vum Zens an och een Deel vun Nidderaanwen.

Dann nach och e Wuert zu de Projeten, déi de Marcel Oberweis énuméréiert huet, déi Projets d'investissement. Do ass et esou, am Beräich vun deene Projets terrestres, wou engersäits d'Pénétrante vun Déifferdeng och ausgeschafft ginn ass, entspriechend de Virgabe vun dem Plan d'action; respektiv d'Eisebunnsstreck Stad-Esch, wou engersäits d'Gare vun Näerzeng, d'Gare vu Schëffleng an och dann de Viaduc vun Esch/Uelzecht am Fong entspriechend de Virgabe vun dem Plan d'action vun der Ëmweltverwaltung begleet goufen. E Beispill: Um Viaduc vun Esch/Uelzecht si Graisseuren installéiert ginn, fir och do de Kaméidi dräi Dezibel erofzesetzen, fir also och dem Plang ze entspriechen.

Da vläicht och nach ee Saz: Déi Logementer, déi direkt am Ëmfeld vum Flughafe sinn, datt mer wëlles hunn, déi an déi spezifesch Dispositioune vun deem Règlement grand-ducal iwwert d'Performance énergétique eranzehuelen. Well energetesch Isoléierung, do ass een net wäit ewech vun akustescher Isoléierung. Dat ass also eng vun de Moossnamen.

An dann dat, wat de Marcel Oberweis och opgeworf huet, dat mat de Lärmschutzwänn. Do muss ech soen, datt dat e Bestanddeel ass vun deem Plan d'action. Ech muss och soen, seng Iddi, déi jo och scho bei eis innerhalb vun dem MDDI diskutéiert gouf, ass nach net vum Dësch. Ganz am Géigendeel, mir wäerten eis beméien, fir do e Wee ze fannen, fir och d'Fotovoltaik op déi Manéier auszebauen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister Schank. Mir kommen elo zu der Fro N°70 vum Här Eugène Berger un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Schoulreintegratioun vu Schüler, déi hir Formation professionnelle opginn hunn. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Et ass jo esou, datt mer, mengen ech, 2009 hei an der Chamber gestëmmt hunn, datt d'Obligation scolaire op 16 Joer ausgeweit ginn ass. Elo huet een awer Fäll, wou da jonk Mënsche bei engem Patron an enger Ausbildung sinn, déi zum Beispill 15 Joer hunn, déi awer just an engem Ëmstand, sief dat, datt de Patron se net méi wëllt, sief dat, datt si selwer décidéieren, datt se déi Formatioun wëllen ofbriechen, dann dat net weidermaachen, déi awer dann nach keng 16 Joer hunn.

Do stellt sech de Problem - et si schonn eng Rei oder verschidde Fäll ginn -, a wat fir eng Klassen déi solle reintegréiert ginn. Si kënnen net méi zréck oder si hu jo schonn d'Neuvième gemaach. Dat heescht, do kënne se also dann och net méi zréckgoen. Si kënnen och net op eng Dixième goen.

Dofir d'Fro un d'Madame Ministesch, ob do fir déi Fäll eppes virgesinn ass, ob do Virgabe si vun dem Ministère aus, a wat fir eng Klassen oder a wat fir ee System déi sollen zréck reintegréiert ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Mir ass bis haut kee Fall gemellt gi vun engem Schüler, dee mat 15 Joer an enger Léier gewiescht wär, deen dann opgehalen hätt an dee keng Klass fonnt hätt, wou en hätt kënnen zréckgoen. Wann dee Fall sech géif stellen, da géife mir selbstverständlech deem Schüler eng Klass sichen.

Ech mengen net, dass een déi Fro kann einfach beäntwerten a soen: E geet an d'Klass y, well jo déi Profiler vun de Schüler ganz verschidde sinn, deemno fir wéi eng Orientatioun dass se sech décidéiert hunn. Esou dass ech dem Här Berger dankbar wär, wann déi Schüler keng Plaz fonnt hunn a sech bei eis net gemellt hunn, dass hie mer se da géif mellen. Da géife mer kucken, dass mer de Schüler eng Klass géife fannen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. Mir kommen dann elo zu der Fro N°71 vum Här Ben Fayot un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Nationalbibliothéik. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, de 5. Mee huet den Här Statsminister an dëser Chamber eng Ried zur Lag vun der Natioun gehalen. An där Ried huet e folgende Passage gesot - ech zitéieren Iech dee wuertwiertlech -: „Mir brauchen eng nei Nationalbibliothéik. Ee Land, dat eppes op sech hält, dat däerf seng Bicher, an domat ee Stéck vu senger Vergaangenheet, net vermuuschte loossen. Déi nei Nationalbibliothéik, déi kënnt op de Kierchbierg bei d'Kräizung Bricherhaff. Mir kënnen einfach net méi laang waarden. Et dauert eis ze laang bis d'Schumansgebai bei der Philharmonie fräi gëtt. Elo gi séier nei Pläng gemaach. 2014 gëtt d'Nationalbibliothéik gebaut."

Ech wollt opgrond vun der Tatsaach, dass mer elo den 29. Juni sinn - dat do war de 5. Mee -, den zoustännege Minister fir d'Infrastrukture Folgendes froen:

Éischtens gëtt jo hei vun der Regierung ee prezisen Terrain festgehalen, deen am Fonds du Kirchberg ass, an do wollt ech froen, wéi wäit dass déi Aarbechte gedië si mam Fonds du Kirchberg, fir deen Terrain fir dat Gebai vun der Nationalbibliothéik ze kréien, ebe just dat preziist Gebai, dee prezisen Terrain, deen hei an der Erklärung vum Här Statsminister dra war.

Zweetens wollt ech froen, vu dass mer wëssen, wéi laang dass jo awer d'Viraarbechte vu gréisseren Infrastrukturaarbechten daueren, wat den Agenda - wéi soll ech soen? - vun der Regierung ass, fir déi Pläng auszeschaffen, fir dass mer 2014 direkt am Januar mam Bau vun dëser Nationalbibliothéik, déi brennend noutwendeg ass, ufänke kënnen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Well mer elo den 29. Juni sinn, Här Fayot, dann e puer Äntwerten, déi een op den Dag vun haut scho ka ginn, well esou laang ass et jo nach net hier, wou déi Deklaratioun gemaach ginn ass.

Mir hunn an deene Pluriannuellen, déi mer festgehalen hunn, déi jo bis 2014 lafen, virgesinn, déi éischt finanziell Engagementer fir de Bau vun der Nationalbibliothéik kënnen an deene Joren do ze maachen. Wat also heescht, datt mer elo an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren, déi kommen, déi verschidde Phasë vun der Planificatioun mussen ufänken.

Et muss een einfach wëssen, datt schonn eng Planificatioun gemaach war beim Schumansgebai, wou initialement déi Nationalbibliothéik sollt hikommen, fir déi do ze maachen. Déi Pläng, déi op där Plaz virgesi waren, waren d'Pläng, déi a sech haaptsächlech doranner bestanen hunn, datt mer eng Transformatioun an eng Befestegung vum ale Gebai gemaach hätten. Déi sinn natierlech net méi fir en anere Site, deen hei oder en aneren, brauchbar.

Infolgedesse musse ganz frësch Pläng gemaach ginn. Vu datt déi éischt Planificatioun, déi am Schumansgebai gemaach ginn ass, iwwert de Concours d'architectes gaangen ass, wollt ech och hei deeselwechten Architekt, deen de Concours sengerzäit gewonnen hat, beoptragen, fir déi nei Pläng auszeschaffen. Dat spuert Zäit, an et schéngt mer och an der Logik ze si vun deem, wat mer hei wollte maachen.

Wat den Terrain ugeet, esou ass et effektiv en Terrain, deen dem Fonds du Kirchberg gehéiert. Wa mer do wëllen eng Nationalbibliothéik drop bauen, da muss e selbstverständlech vum Fonds du Kirchberg un de Stat zréckcédéiert ginn. Dat geschitt no

deem klassesche Mechanismus, wéi esou Terrainen un de Stat zréckcédéiert ginn. Do gëtt et normalerweis dann eng Créance, déi par rapport zu dem Fonds du Kirchberg vis-à-vis vum Stat entsteet.

Bâtiments publics sollen esou en neit Gebai plangen a bauen.

Wat deen zäitleche Kader ugeet, do ass a sech geduecht, fir datt mer elo eng Kéier dee ganze Programm iwwerkucken. Dat muss jo de toute façon gemaach ginn, well elo alles dat, wat een hätt missen anescht virgesinn, wéi dat an engem klassesche Gebai wär, well et sech hei ëm eng Réaffectatioun vun engem Gebai gehandelt huet, wou deen éischte Projet Schuman scho bestanen huet, den éischte Projet Schuman, een eng Kéier de Programm nach muss iwwerkucken.

Ech schätzen, datt dat eis tëschent dräi a sechs Méint hëlt. Duerno gëtt en APS gemaach an en APD gemaach, wat eng Prozedur ass, wa mer eis déi noutwendeg Zäit huelen, fir se ze maachen, déi tëschent néng an zwielef Méint fir den APS, néng an zwielef Méint fir den APD brauch, an duerno déi gesetzlech Prozedur, déi dann och nach eng Kéier, wann ech wierklech maximal rechnen, zwielef Méint brauch. Sou datt déi Zäit, wa mer dee Projet elo schéi propper a Rou vun haut u lafe loossen - an et ass genau dat, wat mer wollte maachen -, mer ouni Problem kënne prett sinn, fir 2014 mat dem Bau vun enger neier Nationalbibliothéik unzefänken.

Wat wichteg ass, dat ass, datt mer elo keng Zäit verléieren, datt mer eis elo op de Wee maachen, fir all déi Phasen, déi mussen duerchlafe gelooss gi bei deem heite Projet, datt mer déi och elo eng no där anerer schéi propper maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Elo komme mer zu der Fro N°72 vum Här Félix Braz un de Justizminister iwwert de SWIFT-Accord. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Den 30. November vum leschte Joer huet de Conseil JAI en Accord ugeholl - en Accord SWIFT, wéi dee genannt gëtt, nom Numm vun där Firma mat Sëtz an der Belsch -, en Accord tëschent der Europäescher Unioun an den USA, deen awer kuerz drop vum Europaparlament blockéiert ginn ass. Elo ass en neien Accord zustane komm, dee vun de 27 Memberlänner schonn ënnerschriwwe ginn ass. En Accord, deen och wéi dee viregten den USA Ableck soll ginn an all Virementer, nationaler wéi internationaler, déi an der Europäescher Unioun gemaach ginn.

D'Froen un de Minister sinn: Wat waren d'Vuen an d'Prioritéite vun der Lëtzebuerger Regierung am Kader vun de Verhandlunge vun deem Accord? Huet Lëtzebuerg seng Vuë kënnen duerchsetzen an deenen Diskussiounen? Méi konkret: wat den Dateschutz betrëfft? Et ass jo all Bierger ouni Ausnahm vun deem Accord do betraff.

D'Froen, déi gestallt sinn, dat sinn déi vun der Proportionalitéit, well am Moment nach ëmmer de generelle Verdacht vun der Gefor vum Terrorismus duergeet, fir dass all Bierger, wa se esou Virementer maachen, wësse mussen an Zukunft, dass déi amerikanesch Behörde kënne kucken, wéi eng Virementer dass do gemaach ginn. Dat ass eng Fro vu Proportionalitéit, déi gestallt ass, a wou ech wierklech frou wier, wann de Minister eis géif kënne soen, wéi déi beäntwert ginn ass.

D'Fro vun der Durée vun den Donnéeën: Dat ass laut mengen Informatiounen nach ëmmer bei fënnef Joer, déi awer eng relativ laang Period duerstellen, a wou ee sech och ka froen, wéi déi zum Beispill mat den Décisioune vum däitsche Verfassungsgerichtshof kompatibel sinn.

Drëtt a lescht Fro ass déi vum Rôle vun Europol, dee jo soll e Rôle an der Transmissioun vun deenen Donnéeë spillen. Elo ass et awer esou, dass eng Partie Länner aus der Europäescher Unioun jo net Member si vun Europol: Dänemark, Irland a besonnesch och Groussbritannien. Awéiwäit sinn, wann déi dräi Länner géifen hiren Opt-out zéie bei Europol, déi Accorden, déi mer elo fonnt hunn am Kader vum SWIFT, deene Länner do opposabel?

Besonnesch wat England betrëfft, ass dat jo net ouni Bedeitung, well et jo och zum Deel ëm d'Froe geet vun enger gewësser Protektioun vun de Bankgeschäfter. Notamment fir d'Lëtzebuerger Bankeplaz ass jo d'Fro vum Secret bancaire net irrelevant, an do ass d'Fro gestallt, ob England wierklech kann als vollwäertege Partner vun de SWIFT-Accorden ugesi ginn opgrond vun den Texter, déi Der elo ugeholl hutt. Wéi gesot, wëssend dass England en Opt-out huet bei Europol, an da kënnt awer eventuell do e Problem entstoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Wéi vill Minutten hunn ech? Véier?

M. le Président.- Véier.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech sinn dem Här Braz dankbar, dass en déi Fro hei gestallt huet, well déi ganz SWIFT-Diskussioun ass eng, déi an Europa extrem wichteg ass, déi heiansdo vläicht e bëssen héichstiliséiert gëtt, mä déi awer wichteg ass och fir zukünfteg Entwécklungen an engem oppene Raum vu Rechter a Fräiheeten, an och vum zukünftegen Dateschutz, an och de Relatiounen tëschent Europa an Amerika.

Den 30. November ass effektiv e provisoreschen Accord ugeholl ginn, deen déi Zäit, ebe well et den 30. November an net den 1. Dezember war, net dem Lissabon-Vertrag ënnerlouch an dunn effektiv op enger anerer juristescher Basis geholl ginn ass wéi elo. Mir sinn elo a Lissabon, dat heescht et ass eng Majorité qualifiée, déi am Conseil muss kommen. Virdru war et Unanimitéit. An et ass och d'Europaparlament, wat muss säin Assentiment ginn.

Et war virun allem d'Europaparlament, obwuel et déi Zäit net déi Kompetenzen hat wéi haut, wat op eng ganz Partie vu Mängel higewisen huet am Accord SWIFT, wat den Dateschutz ubelaangt. Mir hunn och an deene ganzen Diskussioune bis elo ëmmer gesot, éischtens, dass souwisou an engem Lissabon-Vertrag ee muss wëssen, dass d'Europaparlament matspillt, an dass een, zweetens, net kann esou maachen, wéi wann d'Europaparlament net géif existéieren. Dat ass emol en Haaptprinzip, an dee wäerte mer nach ëmmer méi an dem Rechtsraum an Europa kréien - dass heiansdo nach d'Regierunge mengen, si wieren eleng zoustänneg, an d'Europaparlament muss säin Accord ginn -, an duerfir sollt ee mat Zäit mam Europaparlament zesummeschaffen.

D'Kommissioun huet en neien Accord ausgehandelt mat Amerika, huet versicht - esou gutt wéi et goung, ech hätt léiwer gehat besser - mat dem Conseil a mat dem Europaparlament zesummenzeschaffen. Allerdéngs ass deen neien Accord, deen dann elo während fënnef Joer leeft, wesentlech besser - wat och d'Soucië souwuel vum Europaparlament ubelaangt wéi och déi Lëtzebuerger Soucien - wéi den éischten Accord. Wann Der elo frot, ob ech total honnertprozenteg zefridde sinn, kann ech natierlech soen, dass ech net honnertprozenteg zefridde sinn. Awer och all déi méi kritesch Länner hunn am Conseil zougestëmmt, iwwer eng Procédure écrite, déi elo dës Woch e Méindeg ofgelaf ass.

Wat waren déi kritesch Punkten? Den Här Braz huet der e puer gesot. Deen éischten ass emol deen: Et geet hei drëm, fir Terrorismus ze bekämpfen. Mir sinn eis eens ginn iwwert déi Causen, iwwert déi een un d'Donnéeë kënnt. Wat allerdéngs de Problem ass, dat ass, dass d'Donnéeën en vrac" awer den Amerikaner iwwergi ginn. Déi „Communication en vrac" bleift e Problem. Kombinéiert mat där Fro, déi den Här Braz och zu Recht opgeworf huet, nämlech déi, wéi laang d'Date kënne gehale ginn, d'Data-Retention-Problematik, ass effektiv fënnef Joer eppes, wou mir léiwer gär manner gehat hätten, wéi déi aner Länner och.

Dat sinn also Punkten, wou mir als Lëtzebuerger gäre méi wäit gaange wieren, wou den Accord net esou wäit gaangen ass, wéi mer gäre gaangen wieren. Mir hunn awer op ganz vill anere Punkte Satisfaktioun kritt, a wesentleche Punkten och, wou d'Europaparlament bis zum Schluss och ëmmer säin Afloss awierkend gemaach huet. Zum Beispill deen, dass eng europäesch Instanz tëschegeschalt gëtt. Dass mer hei eng europäesch Solutioun hunn a keng bilateral.

Et ass iwwregens eng Benelux-Positioun, dass mer gesot hunn: Fänkt net un elo en Traité d'entraide bilatérale mat Holland an der Belsch ze maachen! Well et ass net nëmmen d'Belsch, déi betraff ass, et sinn och d'Hollänner. A mir waren ëmmer solidaresch mat deenen zwee, fir ze soen: Kommt, mir sichen eng europäesch Solutioun!

Europol ass eng wierklech gutt Solutioun. Éischtens, well mer do en europäescht Organ stäerken, quitte dass mer dann net esou wäit ginn, dass Europol elo „lissaboniséiert" gëtt, well soss hätten effektiv d'Englänner wahrscheinlech Problemer gehat. Mä dass elo Europol gestäerkt gëtt hei, ass eng wesentlech Saach. Éischtens gutt fir Europol, zweetens awer och gutt hei, dass eng europäesch Instanz muss kontrolléieren, wat fir eng Donnéeën eriwwer ginn. Dat heescht, et gëtt e Filter, an dee mécht Europol.

Dir hutt d'Fro opgeworf: Wéi ass et mat dem Opt-out vun Irland, England an Dänemark? De SWIFT-Accord ass en Accord, en Traité international. Do muss een dann och kucken, wie matmécht, wien net matmécht, opgrond vun den Traitéen. Do spillt Opt-in, Opt-out effektiv eng Roll. D'Englänner hunn den Opt-in gemaach. D'Iren an d'Dänen hunn den Opt-out gemaach. Dat heescht, deen Traité hei betrëfft net d'Dänen an d'Iren, mä e betrëfft d'Englänner, wat awer wesentlech ass an der internationaler Kollaboratioun.

Dat heescht, doduerch, dass mer eng Solutioun fonnt hu bei Europol, déi Europol net „lissaboniséiert", wéi dat am europäesche Jargon heescht, awer d'Englänner hei den Opt-in gemaach hunn, ass effektiv hei déi Gefor gebannt, déi Dir zu Recht hei gesinn hutt, nämlech dass d'Englänner net géife matmaachen, dass mer da keen uerdentleche Raum hätten. Et ass also ee Punkt, dat Europäescht.

En zweete Punkt war deen...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- D'Froe sinn heiansdo méi kuerz gestallt wéi d'Äntwerte laang sinn. Da wéilt ech just soen, ech maachen et da wierklech an zéng Sekonnen.

Also, e grousse Problem vum Dateschutz ass: Kann ee juristesch dergéint virgoen, wann d'Date mëssbraucht ginn? Jo! Dat steet am Accord dran. Also, et kann een och an Amerika e Recours aleeën. Dann, wann Amerika et géif un Drëttstate ginn, do ass et esou, dass fir d'Éischt dann déi national Instanz muss d'accord sinn, dass et an Drëttstate geet, oder net. Dat ass also och eppes, wat derbäikomm ass.

An dann, wesentlech, d'Europaparlament sot, dass - an do kommen ech op déi fënnef Joer zréck - de SWIFT-Accord eng Kéier misst couvréiert gi vum sougenanntenen „Umbrella-Accord".

De SWIFT-Accord ass vun der Madame Malmström négociéiert ginn, den „Umbrella-Accord", also e groussen Dateschutz-Accord, Europa-Lëtzebuerg *(veuillez lire: Europa-Amerika)*, gëtt vun der Justizkommissarin, der Madame Reding, elo och négociéiert. An do ass en Accord, dass deen herno doranner gehéiert. Dat war eng grouss Fuerderung vum Europaparlament.

An als Lescht, Här President, dat ass, dass an deem Accord steet, dass och Europa wëllt en TFPT maachen, also hir eegen Terrorismusbekämpfungs-Institutioun maachen. Wéi déi ausgesäit, kann ech Iech net soen, mä et ass wesentlech, dass mer hei Europa weiderbréngen.

Also, alles an allem kann ech net soen, ech wier honnertprozenteg d'accord, mä mir waren, all Länner, alle 27 unanime, ofgesi vun Opt-outen - d'Fransousen hu just eng Réserve parlementaire gehat -, dass dat heiten awer e risege Progrès wier par rapport zu all deem virdrun. Elo ass et natierlech d'Europaparlament, wat muss säin Accord ginn. Ech wéilt awer soen, dass d'Kommissioun sech ganz vill Méi gemaach huet, grad wéi d'Présidence am Europaparlament, ze kucken, dass och deen Accord kéint beim Europaparlament duerchgoen.

M. le Président.- Merci dem Här Biltgen. Elo komme mer zu der Fro N°73 vum Här Marc Angel un den Innenminister iwwert d'Comptabilité commerciale vun de Gemengen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen alleguer, dass d'Aufgab vu ville Gemengen, Gas an Elektresch un hir Biergerinnen a Bierger ze liwweren, sech duerch europäesch Regulatiounen an och duerch d'Liberaliséierung vun de Mäert an deene leschten zéng Joer ganz staark verännert huet. Eist Land huet och duerfir seng Gesetzgebung geännert an adaptéiert. An ech mengen, besonnesch d'Gesetz vum 1. August 2007 war an deem Kontext e ganz wichtege Moment.

Vill Gemengen hunn, oder sinn amgaang, sech deenen neie Gegebenheeten op verschiddentlech Aart a Weisen unzepassen. Ech wëll elo all déi Alternativen net opzielen. Mir kennen déi alleguer. Just eng vun deenen Alternativen ass - an déi gëllt besonnesch fir grouss Gemengen -, dass d'Gemenge kënne selwer Gestionnaire vun hiren Engergienetzer bleiwen. Duerfir musse se selbstverständlech eng Comptabilité commerciale kënne maachen an deem Beräich, fir mat deene verschiddene kommerzielle Partner, an och mam ILR, mat deene se a Relatioun sinn, kënnen ze schaffen.

Elo gëtt oft gesot vu Leit - déi dat keng gutt Iddi fannen, dass eng Gemeng hire Réseau soll selwer géréieren -, ass eent vun den Haaptargumenter: Majo, mir kréie jo souwisou net erlaabt vum Innenministère, do eng Comptabilité commerciale ze maachen. Ech hunn och matkritt, dass eng Conciliatioun amgaang ass tëschent de Gewerkschaften, déi representativ si fir de Gemengesecteur, bei Iech um Ministère, a wou deen dote Punkt och diskutéiert ginn ass an och schonn ofgeschloss ginn ass.

Duerfir wollt ech Iech elo emol ganz einfach froen, Här Minister: Däerfe Gemengen, wa se am Kader vum Gesetz vum 1. August 2007 décidéieren, hir Réseauen net an eng Gesellschaft ze ginn a se selwer wéilte géréieren, däerfe se fir dee Beräich eng Comptabilité commerciale maachen?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Angel. Elo kritt den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dem Här Angel seng Fro ass eng Fro, déi ech komme gesinn hat, well meng Leit mer gesot hunn, et wier eng Conciliatioun, an dass déi Fro do opgeworf ginn ass. A wéi ech dunn haut gesinn hunn eng Question urgente, hunn ech geduecht, dat kann nëmmen dat sinn.

Ech kann Iech do am Fong geholl an deem Sënn Satisfaktioun ginn, andeem ech Folgendes soen: D'Gemengegesetz gesäit vir am Artikel 169, dass d'Gemenge kënne Comptabilité-commercialen aféieren. D'Gemengegesetz geet souguer esou wäit, dass de Minister misst op Basis vun deem Artikel e Règlement grand-ducal huelen, fir d'Gemengen ze forcéieren, wa se sougenannte Services industriels maachen, fir hir Comptabilité commerciale ze applizéieren.

Dat hunn ech net ageféiert - Autonomie communale -, mä do ass also kloer d'Basis.

Eng Gemeng mécht en normale kameralistesche Budget. Mat engem Budget, wou dann d'Gemengeconseillere respektiv d'Biergerinnen an d'Bierger gesinn, wat de Programm ass - iwwer e Budget kann ee jo liesen, wann een dee liest, gesäit een, wat d'Investissementer fir d'Zukunft sinn -, an duerno gëtt e Kont gemaach. Dat sinn Elementer, déi sinn d'ailleurs an der Spezialkommissioun vun der Réorganisation territoriale, ass dee Prinzip och festgehale ginn, dass och an Zukunft d'Gemenge sollten eng kameralistesch Kontabilitéit maachen. Dat ass also okay.

Näischt hënnert se drun, do dernieft eng kommerziell Kontabilitéit ze maachen. Et si vill Syndikater, déi dat zum Beispill de Moment maachen: Et ass de SIGI, de sougenannte Syndikat iwwert d'Gestion informatique, de SEBES, déi vum Drénkwaasser-Syndikat, oder de SIGRE. Dat si Beispiller vun de Gemengesyndikater, déi eng sougenannte Comptabilité commerciale maachen. Et ass also och méiglech, an deem heite Fall esou eng Comptabilité commerciale ze maachen. An ech mengen, do ass den Här Angel zefridden, wann ech him dat soen.

Ech si mer awer bewosst, dass et relativ schwiereg ass, well et een Deel ass vun engem ganze Budget vun der Stad Lëtzebuerg. A si mussen och kucken, wéi se sech mam ILR, mam Institut de Régulation, wéi se sech mat deem dann do en phase setzen, géif ech soen, mä technesch ass et méiglech. Et wäert net esou einfach sinn, mä et ass net ausgeschloss, et ass also kee Problem.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Mir kommen elo zu der Fro N°74 vum Här Fernand Kartheiser un d'Ministesch fir Chancëgläichheet iwwert d'Informatiounscampagne „Ech si MEGA". Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Här President, mat groussem propagandisteschem Opwand huet de Fraeministère eng Campagne mat dem Numm „Bass du MEGA?" gestart. Déi Campagne hëlt fir sech an Usproch, fir Mentalitéiten ze änneren. Heizou sief emol direkt bemierkt, datt et eiser Meenung no net um Stat ass, fir déi Jonk ze erzéien, mä datt dat un éischter Plaz d'Recht an d'Aufgab vun de Familljen ass. Dat gëllt och a besonnesch fir déi komplementär Aufgabe vun de Männer an de Fraen an der Gesellschaft.

Ech wéilt d'Madame Fraeminister also fir d'Éischt froen, wéi vill dës Campagne kascht huet, a firwat nëmmen eng Souscription restreinte fir de Site vun dëser Campagne gemaach gouf.

Zweetens wollt ech si froen, firwat an deem Quiz, deen zu dëser Campagne gehéiert, nees de Stereotyp vun de gewalttätege Männer gefleegt gëtt. D'Jonge ginn nämlech gefrot, an ech zitéieren: „Du héiers, dass an denger Noperschaft e Mann soll seng Fra geschloen hunn. Wat denks de?" An eng vun de proposéierten Äntwerten ass, Zitat: „Elo kritt deen Typ och eng op d'Noss, an zwar vu mir", Enn vum Zitat.

Op de sproochlechen Niveau vun där Äntwert brauch een net weider anzegoen. De Fraeministère mengt sécher, datt déi Jonk vun haut sech net kéinte méi ziviliséiert ausdrécken, well bei de Meedercher ass de sproochlechen Niveau och net besser. Hei gëtt just Gewalt géint Jongen als Léisungsvirschlag vun enger Quizfro proposéiert. Datt e Meedche mat dem Numm Cynthia nationale Champion am Kickboxing ginn ass, kann nämlech esou kommentéiert ginn. Zitat: „Cool, da kann hatt de Jongen eng op d'Schnëss haen", Enn vum Zitat. Mengt d'Madame Fraeminister ieren, datt d'Gewalt e Modell wier fir d'Verhale vun de Meedercher géintiwwer de Jongen?

Déi Internet-Säit „echsimega.lu" ass ausserdem voll Propaganda zugonschte vun der Gender-Ideologie, zum Beispill an deem Artikel „Däi Geschlecht, ass et biologesch oder ugewinnt?" Weess d'Madame Fraeminister vun der CSV - där Partei, déi virun der Ära Juncker och emol chrëschtlech war -, datt d'Gender-Ideologie eng lénks-feministesch Doktrin ass, déi vun der Biologie an der Neurologie wëssenschaftlech scho laang widderluecht ass, an datt déi lénk Ideologie am oppene Widdersproch zum kathoulesche Glawe steet?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Madame Ministesch fir Chancëgläichheet d'Wuert.

(Interruptions diverses et hilarité)

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre...

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Sou, elo lauschtere mer der Madame Ministesch fir Chancëgläichheet no, Här Gibéryen.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Also, ech muss soen, ech si relativ iwwerrascht. Ech war d'lescht Woch an der Chamberskommissioun, fir en long et en large dee ganze Programm „Ech si MEGA, bass du MEGA?" virzestellen, an duerfir war ech am Fong geholl e bësse paff, dass den Här Kartheiser mer de Mëtteg awer elo nach duerzou eng Fro gestallt huet.

Ech sinn awer frou, dass hien sech dermat befaasst huet. Mir haten nämlech en Appel gemaach, d'Leit solle sech dee Site ukucke goen, fir dass se wéissten, wat mer do mat deene Jonke géife wëllen alles diskutéieren. An e schéngt dat jo dann och ganz detailléiert gemaach ze hunn. Dir hutt mer elo esou vill Froe gestallt. Bon, Är Fro ass haut formuléiert: eng Fro zu där neier Campagne. Dir hutt der elo ganz vill gestallt. Ech probéieren elo dat a mengem Kapp e bësselchen ze sënneren.

Ech mengen, déi éischt Fro war: „Ass et dem Stat seng Aufgab, fir d'Kanner ze erzéien?" Also, mir mussen eis alleguer bewosst sinn, dass mer wuel e gesetzlechen an och e reglementäre Kader hunn, dee keng Diskriminatioun tëschent Fraen a Männer zouléisst. Dat ass awer an der Realitéit net ëmmer esou de Fall, an duerfir huet de Stat d'Aufgab, derfir ze suergen, datt et Egalitéit gëtt. En huet d'Koordinatiounsaufgab vun all de Ministèren, fir Chancëgläichheet tëschent de Fraen a Männer ze garantéieren.

Ech wëll Iech dann och op dëser Plaz, ech mengen, et ass elo fir d'Drëtt oder fir d'Véiert, drop hiweisen, Här Kartheiser, dass et de Ministère ass „Égalité des chances femmes-hommes", net e Fraeministère, an ech mengen, Dir hutt dat nach iergendwéi net esou richteg matkritt.

Duerfir, et mécht mir eng Freed, fir Iech dat dann all Kéiers och erëm ze widderhuelen.

Dann zu der Fro vum Käschtepunkt. Et ass esou, et war eng Soumission restreinte. Bei där Soumission restreinte ass de Choix op d'Firma Comet gefall, déi den Optrag kritt huet, eng Campagne auszeschaffen. Et ass eng Campagne, déi am Fong geholl sech iwwer fënnef Joer erstreckt, déi am Fong geholl ee richtegt Konzept huet, wat ëmmer erëm erëmkënnt.

Deen éischte Volet hu mer elo gemaach. Mir hunn eis op déi Jonk baséiert, well mir der Meenung sinn, dass si déi sinn, déi an Zukunft mussen dee Mentalitéitswiessel do matkréien, dee jo bei verschiddene Leit vun eiser Generatioun, an och déi méi al, manifestement nach net stattfonnt huet. Mir sinn der Meenung, dass si déi Richteg sinn.

An esou, wéi d'Saach ausgesäit, schéngt dat jo och gutt unzekommen, well, zënter dass de Site en ligne ass, hu mer méi wéi zéngdausend Visiten op deem Site gehat, wat ech awer considérabel fannen. Ech mengen, zéngdausend Jonker, déi sech do aklicken, matschwätzen, matchatten, Froe stellen a sech och informéieren, ech fannen dat flott. Et ass en interaktive Site, an ech mengen, dass mer eis Aufgab do och richteg gemaach hunn.

Fir de Rescht, wat elo d'Froestellung ubelaangt, do mengen ech, dass déi Leit vu Comet sech hir Gedanke wäerte gemaach hunn, firwat dass se déi doten ausgewielt hunn. Dir hutt déi doten elo erausgezunn. Bon, ech mengen, do kann een driwwer streiden, ob déi gutt oder schlecht sinn. Fir eis ass dat Wichtegst, dass d'Leit sech iwwerhaapt mat dem Thema Chancëgläichheet beschäftegen, an ech mengen, dass dat eis ganz sécher domadder gelongen ass. Mir wäerten och an deenen nächsten Deeg a verschiddene Lycéeë passéieren, fir och mat deene Jonke sur place ze diskutéieren an d'Thema Egalitéit do och zu engem flotten Débat ze féieren.

Bon, ech hoffen, dass ech Iech elo e bëssche op Är Froe konnt äntwerten. Dir hat e bëssche vill gefrot. Ech wëll Iech awer soen, de Käschtepunkt ass 200.000 Euro fir dëst Joer, dovunner 100.000 fir d'Campagne Jeunes. Deen zweeten Deel fänkt elo am Hierscht un, an do geet et ëm d'Prise de décisions. Dir musst wëssen, dass de Ministère de l'Égalité des chances an der Haaptsaach Sensibilisatioun a Kommunikatioun soll maachen. Mir hunn am Ganzen dofir, fir de Volet Égalité des chances, e Budget vun enger Millioun Euro. Néng Milliounen hu mer fir déi aner Haiser, wou mer konventionéiert hunn, esou dass Der kënnt soen, dass dat heiten dann e Fënneftel bis vläicht e Véirel ausmécht vun eise Suen, déi mer zur Verfügung hunn.

Mir sinn der Meenung, dass eis Aufgab d'Sensibilisatioun ass, well d'Thema Egalitéit nach ëmmer net an de Käpp vun de Leit iwwerall ukomm ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Da kéime mer elo zu der Fro N°75 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Rapport vum „Fahrgastforum". Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Am Kader vun der Kreatioun vum Verkéiersverbond an der Mobilitéitszentral war sengerzäit en drëtte Pilier geschaf ginn, fir den öffentlechen Transport méi attraktiv ze maachen, notamment den „Fahrgastforum" mat enger Vertriedung vu Clientë vum öffentlechen Transport. Am „Fahrgastforum" ass eng ganz flott Aarbecht geleescht ginn, wéi een am Rapport vum September 2008 noliese kann.

Sou zum Beispill ass de Problem vun de Verspéidungen am öffentlechen Transport duerchdiskutéiert ginn, wou och festgehale gouf, e Bus- an Zuchleitsystem anzeféieren, wou d'Clienten op den Haltestellen iwwert déi entspriechend Verspéidungen en temps réel, also direkt, iwwer digital Tableauen informéiert ginn, esou wéi dat am Ausland op ville Plazen eng Selbstverständlechkeet ass.

Or, leschte Freideg war an der Wochenzeitung „Vox" ze liesen, dass de „Fahrgastforum" keng Suitë soll kréien, an dass ënner anerem sämtlech Reklamatioune vun de Benotzer vum öffentlechen Transport konsequent net géife beäntwert ginn.

Ech wollt de Minister froen, ob et net méiglech ass, awer de Client- „Fahrgastforum" erëm ze aktivéieren? Als Fallbeispill wier et vläicht eng sënnvoll Iddi gewiescht, dat ze maache virum Ofschafe vum Ruffbus vu Capellen. Vläicht wier dann de Minister zu enger anerer Décisioun komm.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. D'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Den „Fahrgastforum" huet am September 2008 stattfonnt an huet zu senger Zäit effektiv eng ganz Rei Leit an eng ganz Rei Mouvementer zesummegeruff, fir iwwert déi praktesch, déi dagdeeglech Utilisatioun vum öffentlechen Transport ze schwätzen.

Do sinn eng Rei grouss Diskussioune gefouert ginn, vill ass gesot ginn an an deene Méint duerno ass och gekuckt ginn, fir all déi Recommandatiounen, all déi Diskussiounen zesummenzefaassen an engem Dokument, an haaptsächlech an enger Zort Aarbechtsplang, wou sollt drop geschafft ginn an deenen nächste Joren. Dat ass och gemaach ginn. Deen Aarbechtsplang ass Enn lescht Joers erauskomm an huet ronn 27 Recommandatiounen doranner.

Mir hunn op Basis vun deem, wat Dir elo gesot hutt, respektiv op Basis vun deem, wat ech och selwer an de Presseartikele gelies hunn, gekuckt, mat wat fir enge vun deene Recommandatioune mer amgaang wieren, wat fir eng schonns ëmgesat wieren. Vun deene 27 si mer mat ronn 23, sief dat ëmgesat, sief dat amgaang drun ze schaffen, fir se ëmzesetzen. Bei deene véier anere musse mer kucken, datt mer och an der nächster Zäit drukommen. Duerfir mengen ech muss een awer hei och bei Recommandatiounen, déi heiansdo eng relativ grouss Preparatiounsaarbecht hunn, sech Zäit loossen, fir dat an d'Realitéit ëmzesetzen. Hei gëtt vill dru geschafft.

Ech ginn Iech gären e puer Beispiller, niewent deenen, déi Dir genannt hutt, wou mer amgaang sinn drun ze schaffen.

Zum Beispill un engem Buskonzept mat den Horairen, respektiv fir ze kucken, wat fir ee Buskonzept, wou méi Busse mussen agesat ginn, wou mer eventuell keng brauchen, der manner brauchen. Mir hunn an deene leschten zwee Méint - Januar, Februar, Mäerz - all Linn zu allen Zäiten analyséiert, wéi vill Leit géifen domadder fueren, wéi se benotzt wier, firwat se net benotzt wier an esou weider.

Dat ass eng Analys, wou mer elo festgehalen hunn, wou mer dru sinn, wou mer genau wëssen, wat den Ist-Zoustand ass, a wou elo de Verkéiersverbond domadder beoptraagt ass, eng Rei Propositiounen ze maachen, wou mer kënne mam Rhythmus eroffuere respektiv wou mer mussen zousätzlech öffentlechen Transport derbäisetzen.

Mir hunn eng Rei Mobilitéitskonzepter a verschiddenen Uertschaften zesumme mat de Gemenge gemaach. Belval ass zum Beispill ofgeschloss. DICI-Gemengen, Nordstad, Flughafen-Gemengen, Uelzechtdall si se entweder amgaang oder si se an der Programmatioun, fir gemaach ze ginn. All déi Statistiken iwwert d'Beschwerden, déi erakomme beim Verkéiersverbond, déi ginn opgeschafft a ginn och gekuckt, fir statistesch gebraucht ze ginn, fir datt mer wëssen, wou gréisser allgemeng Problemer sinn.

Déi Fro vun den Äntwerten op Bréiwer, déi mer erakréien: Ech muss dat wierklech nokucken. Ech kann Iech net soen, wéi vill Bréiwer bei mir d'Servicë beäntwerten a wéi vill ech der och selwer an der Ënnerschréft hunn all Dag, wou mer op eenzel Beschwerden - wou Bussen ze spéit kommen oder den Zuch net richteg an der Verbindung kënnt -, wou mer de Leit probéieren déi eenzel Detailer, heiansdo souguer Deeg-Detailer, Minutten-Detailer, nozevollzéien an ze beäntwerten. Datt do deen een oder deen anere vläicht derniewent geet, dat niéieren ech iwwerhaapt net, mä ech wëll awer soen, datt vill dorunner geschafft gëtt, fir déi noutwendeg Kloerheet, déi noutwendeg Äntwerten ze ginn.

Bei de Buscouloirë si mer amgaang, sämtlech Entréeën an d'Stad Lëtzebuerg - siwe Stroossen, zwou Autobunnen - duerchzekucken, Busspuren anzesetzen, heiansdo géint vill Resistenz vun de Leit, well d'Busspuren net ëmmer wëllkomm sinn. Dat liest Dir jo och an den Zeitungen, duerfir gesitt Der, wéi vill mer do amgaang sinn ze schaffen. Bei de Park and Riden, beim Ausbau vun de Park and Riden ass eng Etüd an Optrag ginn, mä et sinn awer och, niewent Belval, Beetebuerg, Miersch, Ettelbréck, eng ganz Rei Planificatiounen, wou schonns praktesch dru geschafft gëtt.

Wat d'Rullmaterial ugeet an den Zich, wou sech driwwer beklot ginn ass, ass zum Beispill doropshin neit Rullmaterial och vun der SNCB agesat ginn, nei Lokomotive sinn amgaang geliwwert ze ginn a wäerte bis Enn Dezember geliwwert ginn. Bei de SMOTen, also de Systèmes de mobilité

transfrontaliers, si mer amgaang. Mat de Fransousen hu mer jo ofgeschloss, dat an d'Realitéit ëmzesetzen. Mat der belscher Säit, der däitscher Säit sinn och déi Négociatiounen ugefrot ginn.

Wat d'professionell Chauffeuren ugeet, ass och dat Ganzt un d'Rulle bruecht ginn. Bei den Handicapéierten an deene Problemer, déi mer do hu fir hir Accessibilitéit, ass och en Aarbechtsgrupp, a praktesch Realisatiounen, déi festgehale gi sinn, déi och amgaang sinn ëmgesat ze ginn. Ech kann der elo nach weider opzielen, just fir Iech ze soen, datt eng ganz Rei vun deene Saachen, déi hei drastinn, amgaang sinn an d'Realitéit ëmgesat ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Da kéime mer elo zu der Fro N°76 vum Här Claude Meisch un de Finanzminister, déi Kéier iwwert dem franséische President seng Aussoen nom G20-Sommet. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, zënter längerer Zäit geeschtert jo d'Gespenst vun enger Finanztransaktiounssteier duerch den öffentleche Raum - am Ufank dezent vun enger Rei vu Wëssenschaftler, duerno vu Leit, déi politesch vläicht manner eescht ze huele waren -, a mëttlerweil bekennt awer méi oder manner staark eng grouss Majoritéit vun de Leit hei am Land, vun de Politiker hei am Land, an Europa an och doriwwer eraus sech do derzou, zum Prinzip vun enger Finanztransaktiounssteier.

Mir haten eis jo och doriwwer ausgetosch, wéi mer virun enger Rei vu Wochen d'Interpellatioun haten iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Finanzplaz, wou meng Fraktioun sech esou ausgedréckt huet, datt mer deem Prinzip net opposéiert wieren, datt mer awer mengen, datt Lëtzebuerg dat kënnt matmaachen, wann et net nëmmen op EU-Niveau agefouert gëtt, mä weltwäit agefouert gëtt, op jidde Fall esou wäit weltwäit, datt déi Haaptfinanzzentre vum Planéit plus ou moins deeselwechte Prinzip géifen akzeptéieren.

De Finanzminister Luc Frieden hat sech deemools ganz ähnlech geäussert. Hien huet souguer gesot, datt a sengen Ae Lëtzebuerg nëmme ka matmaachen, wa London matmécht; datt London nëmme kéint matmaachen, wann New York géif matmaachen.

Mëttlerweil wësse mer, datt dat dote virun e puer Deeg um G20 zu Toronto ee vun den Haaptsujete war an datt et méi wéi sécher net zu deem weltwäiten Accord wäert kommen, datt nieft den USA och eng ganz Rei vun anere Länner opposéiert waren, fir eng Finanztransaktiounssteier anzeféieren. Sou datt d'Fro sech dann elo stellt, ob d'Europäesch Unioun do eleng e Schratt mécht oder kee Schratt gemaach gëtt.

De franséische Statspresident huet éischter gemengt, datt sollt eleng e Schratt gemaach ginn, datt och d'Eurolänner dann, esou wäit et méiglech ass, sollen zesummen esou eng Finanztransaktiounssteier aféieren. An och de Chef vum Eurogroup huet gemengt, datt een dat dote misst maachen, och wann d'USA an och wa London net géife matmaachen.

De Chef vum Eurogroup ass bis op Weideres jo och Member vun der lëtzebuergescher Regierung. A wann ech dat héieren a wann ech dat an Erënnerung hunn, wat de Finanzminister hei virun e puer Woche gesot huet, da léisst sech awer do net eng kloer Linn erausliesen, mä de Finanzminister wäert gläich fir Opklärung suergen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Claude Meisch. Elo kritt den Här Finanzminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéieren, ech menge kënnen op Äntwert zur Fro vum Här Meisch ze soen, datt déi Diskussioune ronderëm de G20 eng Klärung an dëser Fro bruecht hunn, an deem Sënn, datt mir als Lëtzebuerger Regierung der Meenung waren, an dat bleift eis Meenung, datt een eng Steier op de Banken nëmme kann zousätzlech aféieren, wann dat iwwerall an Europa de Fall ass.

An d'Fro, ob an der EU27 oder just an der Eurozon, déi ass dohigehend gekläert ginn, datt deen neien englesche Premierminister, den Här Cameron, gesot huet, England géif eng Bankesteier aféieren. Domadder ass de Wee fräigemaach, datt Lëtzebuerg par rapport zu London net géif an enger negativer Konkurrenzsituatioun stoen. England, Frankräich an Däitschland hu virum G20 gemeinsam e Bréif geschriwwen, an deem se gesot hunn, si géifen esou eng Steier aféieren.

Elo kënnt natierlech déi nächst Etapp. An dat ass an den Ae vun der Lëtzebuerger Regierung eng, déi bedeit, datt mer mussen an der Europäescher Unioun doriwwer schwätzen. Et kann net esou sinn, datt do verschidde Länner sinn, wou jiddweree seng eegen Zopp kacht, mä et muss esou sinn, datt mer eng gemeinsam Regelung fannen, och fir datt d'Konkurrenzfäegkeet vun deenen eenzelnen niewenteneen existéierende Finanzplaze weider kann assuréiert sinn. Duerfir wäert et eis Demande op deem nächsten oder iwwernächsten ECOFIN sinn, datt mer doriwwer diskutéieren.

Nach wie vor schéngt mer net gekläert, a wéi enger Héicht an op wéi engen Avoiren esou eng Steier soll erhuewe ginn, an och net, wou déi Steier soll higoen. Déi däitsch Positioun schéngt ze sinn, datt ee soll e Bankrettungsfong opbauen. Doriwwer läit iwwregens eng Propositioun vun der Europäescher Kommissioun um Dësch vun de Finanzministeren. Den Här Kommissär Barnier huet déi virgestallt.

D'Fransouse schéngen éischter derfir ze plädéieren, datt déi Suen an de Statsbudget ginn. Duerfir mengen ech, muss een onopgereegt éischtens assuréieren, datt all déi grouss Finanzplazen dat maachen. Dat heescht, ganz Europa muss dat maachen. An dat schéngt nom G20 méi kloer ginn ze sinn.

Zweetens muss ee sech fir d'Éischt doriwwer ofginn, wat da soll mat där Steier geschéien an op wat se soll gerechent ginn. Doriwwer leie keng Prezisioune vir. An ech fannen, d'Europäesch Kommissioun muss och dozou elo emol Propositioune maachen.

An drëttens muss een och nach eng Kéier de Cumul vun all deene Sujete kucken, déi fir de Moment diskutéiert ginn.

Dir hutt och zu Recht, Här Meisch, op d'Finanztransaktiounssteier higewisen. Déi schéngt mer enger anerer Natur ze sinn a muss méi global agefouert ginn wéi eng Bankenabgab. Well eng Finanztransaktiounssteier huet jo mat internationale Finanztransaktiounen, déi grenziwwerschreidend sinn, ze doen. An dorauser schléisst een, datt déi natierlech och muss vun Amerika agefouert ginn, woubäi ech um Rand vum G20 gelies hunn, datt de President Obama sech och fir esou eng ausgeschwat huet.

Mä alles dat bleift fir de Moment selbstverständlech vag. Et kann nëmmen esou si bei Finanzgeschäfter, datt mer europäesch virukommen, an duerfir ass d'Plaz, fir dat ze diskutéieren, Europa. Un der Lëtzebuerger Haltung ännert sech dorunner näischt. Et gëtt kee Lëtzebuerger Elenggank, an et muss een och kucken, wéi dat sech am cumuléierten Effet och mat neie Konditioune fir d'Eegekapital vun de Banken op d'Bankenaktivitéit auswierkt.

Duerfir soll een dat an deenen nächste Méint diskutéieren, a mir wäerten d'Parlament doriwwer informéiert halen. Kuerzfristeg steet esou eng Bankenabgab an engem Elenggank net op der Dagesuerdnung, och net mëttelfristeg. Mä mir sinn zouversiichtlech, datt um europäesche Plang esou eng Solutioun um G20 ka fonnt ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Elo kéime mer zu der Fro N°77 vum Här Fernand Diederich un d'Kulturministesch iwwert d'Fraisë bei der Aschreiwung am Conservatoire du Nord fir Awunner vun de Gemengen Ettelbréck an Dikrech. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, an de leschten Deeg sinn an de Gemengeréit d'Organisatioune vun de Museksschoule virgeluecht an ofgestëmmt ginn, sou zum Beispill bei eis déi vun der UGDAs-Schoul an och vum Conservatoire du Nord.

Wat de Conservatoire du Nord ubelaangt, hu mer an deem Fall en nei forméierte Comité d'accompagnement. An do hu mer iwwert déi verschidde Problemer geschwat, déi sech stellen, besonnesch awer wat d'Augmentatioun vun den Taxen ubelaangt. Esou gesäit de Projet vun den Taxe fir d'Schoujoer 2010/2011 fir ee Schüler, deen e Cours collectif, also Solfège, an e Cours individuel, zum Beispill en Instrument léieren, beleet, eng Tax vun 1.175 Euro vir, dovun 835 Euro als Taxes pour non-résidents, dat heescht fir ronn 40 Gemengen ausserhalb vun Ettelbréck an Dikrech.

Wann ee weess, datt e Schüler aus enger Gemeng ronderëm d'Stad, de Kolleeg vun Nidderaanwen zum Beispill hei, nëmmen 170 Euro fir déiselwecht Coursen am Conservatoire Lëtzebuerg bezuelt, besteet eng Differenz vu méi wéi 1.100 Euro pro Schüler pro Joer. Ech wéilt d'Madame Ministesch froen, wéi se dëse Problem gesäit, wéi et mam neie Gesetz iwwert d'Formation musicale, den Enseignement musical steet, a wéi dat Gesetz eventuell déi Ongläichheeten do kann zum Deel behiewen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. Elo kritt d'Madame Kulturministesch Octavie Modert d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Merci, Här President. Et ass net déi éischte Kéier, datt déi Fro hei sech stellt, an och net déi éischte Kéier, datt déi Fro hei gestallt gëtt. Ech weess net, ob et Zoufall ass, datt se haut gestallt gëtt. Well ech mengen ze wëssen, datt an nächster Zukunft Réuniounen iwwert déi hei Punkte sinn. Allerdéngs wësse mer jo all, datt och iwwer Gesetz net kann alles gemaach ginn, wat verschidde schwiereg Punkten ugeet:

Den éischte Punkt ass sécherlech deen, deen dem Conservatoire du Nord Schwieregkeete mécht, an dat ass säi Statut vu Conservatoire, deen en 2002 kritt huet an och gewollt huet. Dat mécht natierlech d'Saachen deelweis méi deier, well ee vun deene groussen, grousse Problemer vum Conservatoire du Nord ass d'Lounkäschteprogressioun. Intern Organisatiouns- a Funktiounskäschte kommen och hei nach ganz spezifesch derbäi.

Et ass och mat Ofstand dee Conservatoire - dat muss een awer och soen - haut, esou wéi d'Gesetz et regelt, ass de Conservatoire du Nord dee Conservatoire, deen am meeschte vun alle Conservatoiren erëmkritt per Gesetz, sou wéi dat funktionéiert. Doraus kann een also schonn eng gewësse Schwieregkeet erauskristalliséieren, fir eng Léisung ze fannen.

Gläichzäiteg, obschonn en am meeschten erëmkritt, huet en trotzdeem déi deiersten an déi héchsten Aschreiwungskäschten am ganze Land. Ech mengen, ee Léisungsschlëssel läit sécherlech, elo an och an Zukunft, an der regionaler Zesummenaarbecht, esou wéi se och op anere Plazen am Land gemaach ginn ass an domadder do d'Problemer konnte geléist ginn. An enger Schoul sinn déiselwecht Problemer domadder herno net méi do gewiescht, well déi Gemenge ronderëmmer gehollef hu bezuelen un den Aschreiwungskäschten. An an den anere Gemenge gëtt et e Modell, deen eigentlech perfekt funktionéiert, well dat Ugebuet, wat an där Museksschoul gemaach gëtt fir déi Gemenge ronderëm, gëtt vun deenen esou honoréiert, datt se sech, proportionell zu den Aschreiwungszuele vun hiren Awunner, un de Käschten, dat heescht also och un engem eventuellen Defizit vun därjéineger Schoul, an nach e puer anere Käschte bedeelegen.

Mir si jo hei am Beräich vun der Autonomie communale, esou datt déi Froen net kënne vun uewen erof diktéiert ginn, mä och deelweis mussen op de Plaze selwer geléist ginn.

Am neie Gesetz wäert - hu mer jo emol ugeduecht gehat - en Ënnerscheed gemaach ginn tëschent Enseignement de base an Enseignement de pointe. Do kommen also och verschidden Ëmmodelléierungen, wat och op eenzelne Plaze wäert nei Arrangementer bréngen. Ech muss lech awer soen, datt - vu datt haut schonn de Conservatoire du Nord deen ass, deen am meeschten ëremkritt per Gesetz - fir déi Schoul also net déiselwecht Saache wäerten ännneren, wéi et vläicht an anere Schoule kann de Fall sinn; an dat sinn zu engem Deel och déi, déi selwer méi bäileeën.

Ech denken, datt een all zesumme soll en Appel lancéieren un d'Direktioun, fir Diskussiounen ze féieren op regionaler Basis mat de Gemenge ronderëm, wéi se kënnen agebonne ginn an op wéi eng Aart a Weis dat gemaach gëtt, fir e Pilgerstaf do ze huelen.

Et gëtt ee Beispill am Land, wou dat relativ rezent och de Fall war. Déi hunn hir Froen an hir Problemer esou geléist kritt. D'Initiativ ass ausgaange vun der Schoul selwer. An deem Fall hei war dat da vum Conservatoire selwer, vun hirem Direkter, deen op aner Gemengen duergaangen ass, fir ze soen: „Kommt, mir kucken, wéi mer dat, wat mir fir lech mat ubidden, och gemeinsam gestalte kënnen; oder vläicht e bëssen aneschters gestalten, wann dee Wonsch eventuell do wier vun de Gemengen, esou wäit wéi dat machbar ass".

Bref, ech mengen, de Fazit läit hei, esou wéi och an Zukunft mat engem neie Gesetz, ëmmer am Beräich vun der regionaler Zesummenaarbecht. Dat funktionéiert bei all deenen anere Schoulen - egal, wéi ee Statut se hunn - ganz gutt an ass do wierklech d'Léisung gewiescht. Well et war eng, do hate se en ähnleche Problem an hunn en domadder geléist kritt. Do ass d'Initiativ ausgaange vun der Schoul, vun dem Direkter, der Direktioun, fir - wéi gesot - de Pilgerstaf an de Grapp ze huelen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Kulturministesch. Mir kéimen elo zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech d'Fro N°78 vum Här Félix Braz un de Verdeedegungsminister iwwert d'Panzerofwierrakéiten, déi d'Arméi kaaft huet. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes anti-char par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense)

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Am „Lëtzeburger Land" vum leschte Freideg an awer och op „wort.lu" war eng Informatioun, dass Lëtzeburg eng nei Generatioun vun Antichar-Missilë kaaft huet, déi Saab produzéiert. Ech liesen Iech vir, wéi Saab déi Missilë selwer beschreift: Den NLAW, dat ass Next generation Light Anti-tank Weapon, ass den „first ever single soldier missile system that rapidly knocks out any Main Battle Tank with just one shot by striking it from above. The true tank killer for light forces that operate dismounted in all environments including built-up areas."

Dat heescht, et ass eng Missile, déi geduecht ass - mat hirer Reichweite vun tëschent 20 a 600 m - och an engen urbanen Ëmfeld kënnen agesat ze ginn. Déi Missilë fléien an enger ballistescher Kurv, dat heescht, si gräifen den Tank vun uewen un, wou bei den Tanken déi supposéiert schwaach Plaze solle sinn. Et handelt sech also - éischter eendeiteg - ëm eng Waff mat offensivem Charakter.

Lëtzebuerg huet sech a senge militäreschen Operatioune bis elo éischter do-

duerch gekennzeechent, dass mer spezialiséiert Saache gemaach hunn: Waasseropbereedung, den Déminage, wou mer eng reell Plus-value konnte brénge mat engem relativ héije Grad u Spezialisatioun. Mir hu fir de Rescht ëmmer probéiert - wa mer international mat präsent sinn -, Missiounen ze erfëllen, déi keen offensive Charakter hunn. Dat ass eng Eegenaart, déi d'Lëtzeburger Arméi mat Sécherheet wesentlech manner huet wéi anerer.

Dofir kann et natierlech nëmmen iwwerraschen, wa mer Suen ausgi fir déi doten Zort Waffen. Dofir wär ech och frou, wann de Verteidegungsminister eis kéint soen, wat Sënn an Zweck vun deenen dote Waffe fir d'Lëtzeburger Arméi ass, wéi vill dass mer där bestallt hunn, wat de Gesamtkäschtepunkt ass vun deene Rakéiten a wéi de Minister gedenkt, dass sech den Asaz vun esou Waffesystemer ka kompatibel erweise mat deem, wat d'Lëtzeburger Arméi zënter relativ laange Joren elo ausmécht.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Elo kritt d'Wuert den Här Verdeedegungsminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dësen Investissement oder dës Acquisitioune sinn eng total Normalitéit, well si bewege sech am Kader vun den Acquisitioune vum Fonds d'équipement militaire, deen iwwert d'Gesetz vum 21. Dezember 2007 hei an der Chamber ofgestëmmt ginn ass. Dat ass also d'Base légale.

Wat ass hei geschitt? Nun, d'Zäite vum Kale Krich sinn eriwwer, a mir haten an deem Beräich Materialien: Mir haten dräi Systemer, déi koexistéiert hunn am Beräich vu Waffe géint Panzeren, Antipanzerwaffen. Op där enger Säit hate mer sougenannte Roquetten, LAW, déi heesche Light Anti-tank Weapons; dann hate mer e Système antichar lourd, deen heescht TOW, dat heescht Tube-launched, Optically tracked, Wire-guided missiles, a mir hate nach Mortiers - sougenannte Panzerfaust - vun 81 mm.

Dat ass natierlech net méi zäitgeméiss an dofir ass dat ofgeschaaft ginn an et huet missen duerch en neie System ersat ginn. Firwat „missen“? Ma well mer jo ee Prinzip hunn, an deen hunn ech Iech nach de leschte Méindeg an der Chamberskommissioun gesot: dass eis Leit, déi an d'Missioune ginn, musse beschtméiglech geschützt ginn, déi bescht Materialië ronderëm sech an déi bescht Ausbildung.

Dat hei ass dat bescht Material. Contrairement zu deem, wat Der elo gesot hutt, ass dat heite keen Instrument, keng Arme d'appui, mä et ass eng Autodéfense. Dat heescht, mir si jo an deene sougenannte Battlegroups oder Groupements tactiques vun der EU a mir sinn och an de sougenannten NRFen, NATO-Response-Force-Unitéiten. Déi ginn an Asätz, dat kann eng Kéier en Asaz sinn, dat kann eng humanitär Missioun sinn, dat kann awer och e Worst case sinn. Da mussen eis Leit sech kënne schützen. A wann esou eppes gemaach gëtt, ass dat natierlech ofgeséchert, wa géif geschoss ginn, fir einfach deene Leit déi bescht Moyenen ze ginn an de Worst-casen, fir sech ze verteidegen, a fir am Fong geholl dann d'Liewe vun deene Leit, déi an de Missioune sinn, ze schützen.

Dofir mengen ech, dass dat heiten total en phase ass mat där Politik hei zu Lëtzebuerg, déi gemaach gëtt, wat eis Arméi betrëfft. Mir sinn hei am Fong geholl souguer zréckgaangen: Virdrun hate mer - ech hunn dat nokucke gelooss - am LAW-System 598 Roquetten, mir hate siwen esou TOW-Posten, also sougenannten Antichar-Systemer, a mir haten immens vill där Mortieren do. Dat ass alles ofgeschaaft ginn a mir hu just nach 63 Stéck am Stock.

Déi 63 Stéck, dat misst bis déi nächst 15 Joer duergoen. Deen Investissement, dee läit ongefëier bei véier Milliounе mat der Formatioun, mat allem Drum und Dran. Dir gesitt also: Wirtschaftlech gëtt et méi bëlleg, et si manner Käschten. Doduerch, dass kënne Simulatiounen domat gemaach ginn - dat heescht, et muss net richteg geschoss ginn, et ka simuléiert ginn, fir d'Formatioun ze maachen -, doduerch brauche mer vill manner Material. Dofir hu mer der just 63, wou mer der virdru 600 haten. Et ass also och nach ëmweltfrëndlech. Sou dass mer, am Fong geholl, wat dee Volet ugeet, op där richteger Schinn sinn, mengen ech.

Et ass eng total Protektioun fir eis Zaldoten. Dofir mengen ech, dass deen Investissement hei eppes ganz Normales ass. Et ass dat Bescht, wat mer hätte kënne maachen, well mer kënnen eis net erlaben, fir - am Fong geholl - do net mat deenen anere matzezéien. Dat Material gouf d'lescht Joer bestallt, am Laf vum leschte Joer gouf et bestallt. Déi Iwwerleeunge si scho bei mengem Virgänger ugaangen. Et ass also eng Geschicht, déi iwwer e puer Joer gaangen ass, an ech mengen, hei huet d'Arméi dee richtege Schrëtt ënnerholl am Interessi vun deene Leit, déi sech fir hir Arméi engagéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Verdeedegungsminister Jean-Marie Halsdorf.

Domadder wiere mer um Enn vun eiser Froestonn. Den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6065 iwwert d'Héichiewen A a B zu Belval. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Mutsch, den Här Bausch, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5. 6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru knapps siwe Joer, de 15. Oktober 2003, stoung mäi fréiere Fraktiounskolleeg, de Fred Sunnen, hei op dëser Plaz - ech wëll hien och vun dëser Plaz aus ganz häerzlech gréissen - an huet de Rapport gemaach iwwert dat éischt Gesetz iwwert d'Héichiewen. Hien huet deemools de franséische Komponist Maurice Ravel, Auteur vum weltberühmte Boléro, zitéiert, deen ufanks vum 20. Jorhonnert d'Ruhrgebitt besicht huet an dovunner därmoossen impressionnéiert war, dass e Folgendes geschriwwen huet: „Wie soll ich Ihnen den Eindruck dieser Schlösser aus flüssigem Metall, dieser glühenden Kathedralen, der wunderbaren Sinfonien von Pfiffen, von furchtbaren Hammerschlägen schildern, der uns umhüllt!“

Ech hu mir erlaabt, nach eemol ze zitéieren, wat de Fred Sunnen deemools gesot huet, well ech fannen, dass dat ganz gutt erëmgëtt, wat d'Héichiewe bei ville vun eis heibannen ausléisen. Déi fréier Produktiounsbetriber fir Stol an Eisen am Süde vu Lëtzebuerg sinn haut historesch Bauwierker, déi ouni Zweifel zu eisem nationale Patrimoine gehéieren. Si erzielen d'Geschicht vun enger gëllener Ära vun der Lëtzebuerger Ekonomie, an där d'Fundament fir de Räichtum vum Land geluecht gouf. Si erziele vun de Stolaarbechter, déi den Haaptundeel an dëser Erfollegsstory hunn. Mä si erzielen awer och d'Geschicht vu méi däischtere Säite vun der Sidérurgie. Och dat si Wierder, déi mäi Kolleeg Fred Sunnen 2003 gesot huet.

Dat Ganzt si Meilesteng an der Lëtzebuerger Geschicht, déi mir net vergiessen däerfen. Dofir ass et eis Flicht a Schëllegkeet, d'Zeie vun deemools, an domat mengen ech d'Héichiewen, ëm déi et jo haut am Projet de loi geet, a Stand ze setzen an ze protegéieren.

Ech ka mech, wéi wuel déi meescht heibannen, nach ganz gutt erënneren. Mä och déi Generatiounen, déi no eis kommen, solle Bescheed wëssen iwwert d'Aarbecht vum Mineur a vum Schmelzaarbechter, déi d'Sozialgeschicht geschriwwen an de Kapp duergehalen hunn, fir dass et eis haut esou gutt geet, wéi et eis hei zu Lëtzebuerg geet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech de Projet vun haut virstellen, erlaabt mer, kuerz op d'Aarbecht an der Chamberskommissioun vun der nohalteger Entwécklung anzegoen. De Projet ass den 8. September 2009 an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 18. Dezember 2009 ofginn. An der Réunioun vum 8. Oktober 2009 ënnert der Présidence vum Fernand Boden ass de Projet déi éischte Kéier analyséiert ginn, an ech sinn dee Moment och zum Rapporteur ernannt ginn.

Den 10. Februar dëst Joer ware mir eis och zesumme mat der Kulturkommissioun an de Ministeren de Site op Belval ukucken. E gudde Mount drop hu mir an der Kommissioun - am Accord mat de concernéierte Ministere Claude Wiseler an Octavie Modert - décidéiert, de Projet opzesplécken an der Restauréierung vun den Héichiewen eng absolut Prioritéit ze ginn an den CNCI eréischt an enger zweeter Etapp ze realiséieren.

Doropshi goufen Amendementer ausgeschafft, déi d'Kommissioun de 7. Abrëll ugeholl huet. Keng zwou Wochen drop, genee den 20. Abrëll, hate mir schonn den Avis complémentaire vum Statsrot. Well déi héich Kierperschaft keng weider Problemer mat deem neien Text hat, konnte mir schonn den 21. Abrëll de Rapport unhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dësem e bësse méi prozeduralen Exkurs kommen ech elo awer erëm op dat Wesentlecht zréck, nämlech eis zwee Héichiewen. Ier ech op den Historique vum Projet de loi aginn, wëll ech nach eemol kuerz en Ausfluch an d'Geschicht vum Site Belval maachen.

De Site vu Belval-Ouest steet wéi keen aneren am Mëttelpunkt vun der neier Orientéierung vun der Lëtzebuerger Landesplanungspolitik. Dat war esou 1912 an dat war och esou an där Initiativ vum deemolegen Innenminister Michel Wolter, dem Projet Belval.

An de Joren 1909 bis 1912 ass d'Belvaler Schmelz gebaut ginn. Dat zu enger Zäit, wou d'ARBED sech gegrënnt huet a wou Lëtzebuerg sech als sechstgréisste Stolproduzent op Weltniveau festgeluecht hat. Zu dëser Zäit stoung op Belval-Ouest eng vun deene modernste Schmelzen op der Welt, déi Modellcharakter hat. Mat net manner wéi sechs Héichiewe mat enger Produktiounscapacitéit vun 250 Tonne Goss pro Dag huet se op engem Areal vun 200 ha zu Spëtzenzäite virum Krich ronn 2.000 Leit eng Aarbecht ginn.

Nom Zweete Weltkrich huet Belval misse moderniséiert ginn. Déi sechs Héichiewe si verbreedert ginn an et gouf en neit Walzwierk installéiert. Trotzdeem ass et ufanks de 70er Joren zu massive Produktiounsabréch komm. Virum Ausbroch vun der Stolkris hunn um Belval 7.200 Leit eng Beschäftegung fonnt. Qualifizéierter an net qualifizéierter, d'Schmelz hat Aarbecht fir all Mënsch: Budewärter, Produktioun, Handwierker, Meeschteren, Ingenieuren, Ekonomisten, Affekoten, fir all Leit. Esou e Betrib gëtt et haut leider net méi hei zu Lëtzebuerg.

Vill Generatioune vu Lëtzebuerger Awunner a Grenzgänger hunn um Belval hiert Liewe verdéngt an hunn zum Räichtum vu Lëtzebuerg maassgeblech bäigedroen.

Och wéinst der Stolkris sinn eng Partie vu weideren Transformatiounen noutwendeg ginn. Ënner anerem sinn déi sechs Héichiewen duerch dräi neier ersat ginn, déi méi performant waren. Si ware mat A, B an C bezeechent. Dee gréissten Héichuewen, den C, gouf an den 80er Joren a China verkaaft. D'Héichiewen A a B si Gott sei Dank erhale ginn a ginn haut eng impressionnant Kuliss of, och wann an Zwëschenzäit e Blanne gesäit, dass den Zahn der Zeit dru knat. Dofir ass et esou wichteg, dass mir och elo zu dësem Moment handelen.

Mat de Joren hunn d'Produktiounssiten am Süde vun eisem Land generell misse moderniséiert ginn. Nodeems mir am Ufank d'Minette am Land geholl hunn, duerno d'Minette aus Brasilien a Schweden koum, well den Eisegehalt méi grouss war, ass awer op kuerz a laang Weil d'Diskussioun lassgaange bei der ARBED: „Musse mir nach mat Héichuewestol weiderfueren oder geet et net drëm, fir op Elektroiewen ëmzeschalten?“ Well déi gi jo just mat Schrott gefiddert an net méi mat Minette. Obwuel mer dann och wëssen, dass de Stol net méi déiselwecht Qualitéit huet wéi virdrun.

Verschidde Schmelzen an Europa hunn an de 70er Joren hir Diere ganz zougemaach. Zu Lëtzebuerg, wou um Héichpunkt 27.000 Leit an der Stolindustrie an an de connexe Betriber geschafft hunn, sinn d'Aarbechtsplazen ouni kalbliddeg Entloossungen, mä am Kader vun der nationaler Solidaritéit, DAC-Noutstandsaarbechten, Préretraite an esou weider, vu 27.000 op 15.000 an duerno op haut 6.200 Leit zréckgaangen.

De Site Belval steet fir wichteg Phasen an der Lëtzebuerger Sidérurgie: déi Phas vum Éischte Weltkrich, wou eist Land de sechstgréisste Stolproduzent war; déi aner Phase sti fir dee leschten Héichpunkt vun der Ära vun der Stolindustrie an elo fir den Héichpunkt vun där neier Industrie, nämlech vum Uni-Standuert Lëtzebuerg.

Dat, wat elo do um Site ze gesinn ass, geet bis op d'Joer 1912 zréck an illustréiert zum groussen Deel de Modellcharakter vu Belval, well dee ganze Produktiounsprozess retracéiert gëtt. Zu Belval stinn haut nach eis zwee lescht Héichiewen hei am Grand-Duché, déi aus de Jore '65 respektiv '70 stamen. Den Héichuewen A ass 1990 frëschgemaach ginn, huet awer just nach als Reserv gedéngt a war ni méi a Betrib geholl ginn. Den Uewe B ass dee leschten, deen nach hei zu Lëtzebuerg a Betrib war an ass 1997 stëllgeluecht ginn, nodeems vun 1993 un op déi elektresch Filière iwwergeswitcht gouf.

No der Entscheedung vum ARBED-Verwaltungsrot, mat den Héichiewen opzehalen, hunn 1997 zwee Lëtzebuerger Deputéierten, de Jean Spautz an de Marcel Glesener, d'Initiativ geholl, fir eng Motioun fir den Erhalt vun engem Héichuewen ze maachen. Déi zwee laangjähreg Deputéierten haten hiert Beruffsliewen Enn de 40er respektiv de 50er Joren op Belval ugefaangen. Dës Motioun hat déi eestëmmeg Zoustëmmung vun dësem héijen Haus.

Déi zwee Iewe sinn den 18. Juli 2000 vun der Commission Sites et Monuments an den Inventaire supplémentaire vun de Sites et Monuments gesat ginn. Ech erspueren Iech elo déi technesch Spezifissitéite vun deenen zwee Héichiewen. Falls et lech interesséiert, kënnt Dir dat awer gären a mengem schréftleche Rapport oder am Exposé des motifs vum Projet noliesen.

De Projet fir d'Erhale vun den Iewe reit sech an de Kontext vum neie Stadquartier op Belval an. De Beräich vun den Héichiewe gëtt als öffentlech zougänglech Plaz an d'Cité des Sciences integréiert, an där si souguer den zentralen - wéi géifen eis däitsch Nopere soen - Dreh- an Angelpunkt duerstellen.

De Regierungsprogramm vum leschte Joer huet virgesinn, dass op Belval sollen d'Héichiewe valoriséiert ginn a gläichzäiteg den CNCI, de Centre National de la Culture Industrielle, soll geschaf ginn. De Fonds Belval war vum Kulturministère domat beoptraagt ginn, engersäits e Konzept fir d'Erhale vun den Héichiewen an anererséits fir d'Exploitatioun an d'Aktivitéite vum CNCI auszeschaffen.

Ech erënneren drun, dass den CNCI an d'Héichiewen insgesamt den Objet vun dräi Projete ginn. D'Gesetz vum 17. November 2003 - ech hat et vidru scho genannt - huet et erlaabt, déi néideg Etüden a Virbereedungsaarbechten ze realiséieren. Insgesamt waren hei ronn 14 Milliounen engagéiert: eng Kéier fir d'Sécherung an d'Stabiliséierung vun den Héichiewen, zweetens fir d'Élaboratioun vum Konzept fir d'Konservéierung an d'Valoriséierung an drëttens fir d'Aarbechte vum Démontage an d'Restauréierung, fir spéiderhin den Zeenario vun der Konservatioun vun deenen zwee Iewe kënnen ze realiséieren.

Wéi ech et schonn an den Antécédenten ugeschwat hunn, si mir en cours de route awer vum initiale Projet ofgewach. Leider si mir duerch d'Finanz- a Wirtschaftskris gezwonge ginn, esou dass mir de Projet

initial elo an zwee gespléckt hunn. Eng absolut Prioritéit kritt dobäi d'Restauratioun vun den Héichiewen.

Firwat? Ganz einfach: All Expert seet Iech, dass d'Héichiewen, wa se bis net méi am Gebrauch sinn, méi séier raschten, wéi ee ka kucken. Mä et muss een net emol Expert sinn, fir dat festzestellen. Well jiddwereen, deen eng Kéier an der Rockhal war oder d'Geschäfter am neie Plaza besicht huet, gesäit dat, dass den Zahn der Zeit…

(Interruption)

…wierklech ëmmer méi séier dodru schafft wéi net virdrun.

Oh, Här Bettel, Dir waart sécher nach net do, mä Dir kënnt eng Kéier gäre kommen.

(Interruptions)

D'Madame Mutsch als Buergermeeschter invitéiert eis eng Kéier.

Dass elo d'Héichiewe Prioritéit genéissen, heescht awer net, dass mir den CNCI fale loossen. Op kee Fall! Dee Projet gëtt erëm opgeraaft, soubal déi budgetär Situatioun et zouléisst.

Dat ass och den Objet vun enger Motioun, déi ech hei géif presentéieren, déi och mat Ausnahm vun enger Gruppéierung vun all Mënsch heibannen ënnerschriwwe ginn ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la valeur des hauts-fourneaux A et B de Belval en leur qualité de témoins du passé glorieux de la sidérurgie des XIX^e^ et XX^e^ siècles au Luxembourg;

- vu l'urgence de procéder aux travaux de sécurisation et de stabilisation des hauts-fourneaux A et B de Belval;

- vu la vocation du Centre National de la Culture Industrielle (CNCI) de valoriser le site des hauts-fourneaux de Belval et de devenir un centre fédérateur à rayonnement national et transfrontalier;

- vu l'impact de l'actuelle situation financière et économique sur les finances de l'État luxembourgeois et la nécessité qui en résulte de réaliser des économies de grande envergure;

- vu la décision du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Ministère de la Culture ainsi que de la Commission du Développement durable et des Infrastructures de scinder le projet de loi N°6065 en deux et de donner une priorité aux travaux de restauration des hauts-fourneaux;

invite le Gouvernement à

- réaliser dans les meilleurs délais la restauration des hauts-fourneaux;

- reporter la réalisation du CNCI sans l'abandonner et de prévoir sa réalisation dès que la situation financière de l'État le permettra;

- élaborer et poursuivre un concept pour le CNCI en étroite collaboration avec la Commission de la Culture.

(s.) Marc Spautz, François Bausch, Eugène Berger, Fernand Boden, André Hoffmann, Lydia Mutsch.

D'Industriekultur ass e wichtegen Deel vun eiser Geschicht. De Musée des Mines zu Rëmeleng, de Fond-de-Gras am Kordall kennen e groussen Erfolleg. D'Cockerill zu Esch an de Steckel zu Diddeleng hu Minette-, Stol- an Industriegeschicht mat geschriwwen an d'Groussgasmaschinn zu Déifferdeng, fir nëmmen déi ze nennen, sinn och Projeten, déi op d'Industriekultur vun der Stolindustrie zréckweisen.

Aus finanzielle Grënn ass et de Moment schwéier, déi Monumenter ze erhalen, a mir däerfe se net, wéi am 18. Jorhonnert eis Buergen a Schlässer, einfach verfale loossen an 200 Joer drop vill Suen ausginn, fir se erëm opzeriichten. Dofir ass et besser, dass mer, soubal d'finanziell Situatioun eis dat erëm erlaabt, alleguerten déi Projeten och wäerten erhalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéisst esou vill zu den Héichiewen ze zielen, mä d'Zäit leeft mir fort. Erlaabt mir, dass ech awer nach kuerz op d'Erhale vun den Héichiewen aginn. Fir schlussendlech beim Projet unzekommen, bei deem mir haut sinn, nämlech bei deem vun der Konservatioun, goufen eng ganz Rei Etüde gemaach. Et gouf och schonn um Site selwer intervenéiert, well et immens geféierlech war - verschidden Elementer, et sinn dat d'Stabilitéitsproblemer vun den Tierm zum Beispill, fir nëmmen déi ze nennen -, an et huet de Risiko bestanen, dass Leit géife blesséiert ginn.

Et ass e kompletten Inventaire gemaach gi vun deene ganzen Infrastrukturen, notamment wat déi metallen Droelementer ugeet. Wéi gesot, goufen an dëser Etapp och Sécherungs- a Stabilisatiounsaarbechten ausgefouert. Op all déi Etüden hin huet d'Regierung sech dozou entschloss, den Zeenario vum Monument dans la Cité ze realiséieren, well se deen immense Potenzial vun den Héichiewen um neie Quartier op Belval erkannt hunn.

Wéi genau ginn d'Iewen elo erhalen? Déi typesch Elementer vum Héichuewen A an een Deel vun der Möllerei gi konservéiert, fir de Prozess vun der Schmelz ze erklären an ze dokumentéieren. Heifir ginn d'Installatioune vum Uewen A méi ëmfangräich erhale wéi déi vum Uewe B. Et ass nämlech esou - ech hat et virdru scho gesot -, dass den Uewen A jo 1987 frëschgemaach gouf, duerno awer ni méi a Betrib war. Sou ass et bestëmmt deen eenzegen Uewen op der Welt, dee vun haut op muer erëm eng Kéier kéint produzéieren an deen nimools ënner Feier gesat gi war an deen nimools ugestach ginn ass.

Vum Héichuewe B gëtt u sech just d'Silhouette erhalen. D'Baussemauere vun der Möllerei ginn integral erhalen als Charakteristik vum Site, en Deel gëtt als Deel vum Parcours fir d'Visiteure genotzt, deen anere gëtt d'Unibibliothéik, déi sougenannte Maison du Livre.

Doduerch, dass en Deel vun deene gemeinsamen Installatioune vun deenen zwee Héichiewen ofgerappt gëtt, gëtt och nach Plaz fir d'Cité des Sciences, déi dofir ka genotzt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdru gesot, et géif Urgence bestoen, ze handelen. Dofir zielen ech Iech séier a kuerz déi Aarbechten op, déi elo esou séier wéi méiglech musse realiséiert ginn: d'Behandlung vun den Uewerflächen an d'Restauréierung vum Héichuewen A gradesou wéi vum Héichuewe B, d'Upasse vun dëse Bauwierker un den urbane Kontext an d'Beliichtung vun den Iewen. Dat Ganzt kascht an enger éischter Phas 26.750.000 Euro. Wann ee weess, dass de Projet initial mam CNCI 38.127.000 Euro kascht hätt, huet ee jo séier gerechent, wéi vill een hei fir de Moment gespuert huet - ech betounen awer „fir de Moment" -, nämlech 11.377.000 Euro.

Ofschléissend nach e Wuert zum Avis vum Statsrot. Déi héich Kierperschaft hat keng gréisser Problemer mat dësem Projet a se huet och d'Opsplécke vum Projet guttgeheescht. Fir dass et elo esou séier wéi méiglech ka virugoen an d'Aarbechte kënnen ufänken, bieden ech Iech all, dësem Projet d'Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech elo scho Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Marc Spautz. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Hien ass souwuel op den Historique agaange wéi och elo zum Schluss nach op eng Rei technesch Detailer. Dat kann ech mer dann zum gudden Deel spueren.

Här President, an Zäiten, wou vu Schwieregkeete vum Statsbudget vill Rieds ass a wou iwwerall vu Spuere beim Stat geschwat gëtt, kann ee sech froen, ob et ubruecht ass, elo Milliounen ze stëmmen, fir zwee Héichiewen ze erhalen, déi net méi fonctionnéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Et sinn der, déi direkt op esou eng Argumentatioun dropgespronge sinn, och ënner anerem an der CSV-Fraktioun, wou d'Madame Frank gemengt huet, dat wier net noutwendeg, déi Héichiewen ze erhalen, dat wiere Suen zur Fënster erausgehäit.

(Interruption)

Dofir huet si och net de Rapport gestëmmt, dee mer an der Kommissioun ofgestëmmt hunn, a si huet och gesot, si wéilt dat net beim Vote herno an der Chamber maachen, fir de Projet ze stëmmen. Si ass awer haut de Mëtteg net hei. Dofir ass et schued, datt mer net kënne gesinn, wéi se dann zu deem Projet schlussendlech steet.

(Interruptions)

Ech fannen awer, et ass sech et e bëssen einfach gemaach mat esou enger Argumentatioun, och wann een domadder kann an engem ländleche Bezierk bei de Wieler vläicht gutt ukommen. Well et ass eng Attitüd hei, wou awer wierklech mat der Scheierpaart gewénkt ginn ass. Ech wëll hei ënnersträichen, datt d'DP-Fraktioun d'Erhalen an d'Restauratioun vun den Héichiewen zu Esch/Belval ënnerstëtzt, och an engem aktuelle schwierege finanzielle Kontext.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir ënnerstëtzen dëse Projet, well d'Héichiewe sinn déi materiell Zeie vun eiser industrieller Vergaangenheet, där mer e groussen Deel vun eisem Wuelstand verdanken. D'Héichiewe sinn e ganz staarkt Symbol fir de Süde vun eisem Land, fir d'ganzt Land. Mat den Héichiewen identifizéiere sech haut nach ganz vill Mënschen hei am Land, Generatiounen. Wien huet net iergendeen an der Famill, deen net an der Zäit an de Grouwen oder op der Schmelz geschafft huet? Och mäi Grousspapp - vu menger Mamm hirer Säit - huet nach bis an d'60er Joren op der Schmelz geschafft.

D'Héichiewe si ganz einfach en Deel vun eisem Patrimoine national. Et ass en Deel vun eiser Geschicht an - ech géif scho bal soen - en Deel vun eiser Identitéit haut ginn.

Da muss ee sech och froen: Wat wieren d'Alternative gewiescht? Se lues a lues verraschten ze loossen, datt se zesummegefall wieren, oder carrément ofrappen? Ech mengen, domadder wier een op ganz vill Onverständnis gestouss. An dat hätt och e ganze Koup Sue kascht.

Ech mengen, d'Erhale vun den Héichiewe soll awer net nëmmen am Sënn vu Symbolik a Monument geduecht ginn, mä d'Erhale vun den Héichiewen, dat ass och e Potenzial, fir de Site vun de Friche selwer erëm opzewäerten. Well et jo och en Deel ass vum Konzept vun der ganzer Entwécklung op de Frichen, mat der Universitéit. A letztendlech kann dat ënner anerem och eng Attraktioun ginn, eng Touristenattraktioun fir de Süden. Et kann een also och d'Erhale vun den Héichiewen an där Optik gesinn als en Investissement, als en Ufank fir en neit Liewen op de Frichen.

Ech wëll awer trotzdeem och e puer e bësselche méi kritesch Bemierkunge maachen zu deem Projet. Zum enge muss ee bedaueren, datt d'Sécurisatioun vum Site an och dat Ganzt - bis datt dat Ganzt wierklech an d'Rulle komm ass - wierklech laang Zäit gebraucht huet: praktesch 14 Joer, wann ee sech kann op en Artikel haut an enger Dageszeitung référéieren. Wann een also méi fréi do un déi Saach erugaange wier, hätt ee kënnen eng Rei Détériorationen évitéieren. Et hätt een also och kënnen am Endeffekt Sue spueren, wann ee méi fréi domadder ugefaangen hätt. Et hätt een och vläicht méi Elementer kënnen erhalen, wéi dat elo de Fall ass.

Doduerch, datt mer elo de Projet splécken, dat heescht, datt op där enger Säit d'Héichiewen erhale ginn, awer datt den CNCI op méi spéit vertagt ginn ass - wou mir domadder d'accord sinn -, spuere mer elo op där enger Säit Suen. Et bleiwen nach ronn 27 Milliounen, déi mer elo investéieren, wou een och scho muss soen, datt awer schonn 13 Milliounen engagéiert sinn oder scho verschafft si fir déi vergaange Joren.

Do muss ech awer trotzdeem froen, firwat dat esou e groussen Invest ass. Zum Beispill am Ausland, do gëtt et Plazen - Uckange oder aner Plazen, fir nëmmen dat ze zitéieren -, wou ee mat manner Suen och datselwecht Zil erreecht huet. Dat heescht, et wier eigentlech gutt - a mir wieren och frou als Fraktioun -, wa mer do och total Transparenz géife kréien iwwert déi bis elo getätegt Dépensen an och déi kommend, datt wierklech do och all Euro, deen ee fir déi Renovatioun vun den Héichiewe virgesäit, an d'Héichiewe fléisst, an datt een och zum Beispill weess, wat mat de Sue geschitt, déi een eventuell duerch Recetten huet.

Well et ass jo och esou, datt awer Elementer ofgedroe sinn, datt do - ech soen emol, de Schrott, d'Verschrottung - verschidden Équipementer jo och nach kënne verkaaft ginn oder datt een déi ka benotzen: wat dann och eventuell dobäi erauskënnt? Also, mir wiere frou, wann do wierklech eng komplett Transparenz géif entstoen.

Wéi gesot, wéi och déi aner Fraktioune si mer d'accord, datt mer de Projet splécken: op där enger Säit also d'Héichiewen, op där anerer Säit da méi spéit den CNCI realiséieren, wann de Budget et erlaabt. Ech wëll awer och betounen: Den CNCI, dee gehéiert zu deem ganze Konzept an den CNCI soll wierklech net op den allerleschte Mokuchsdag vertréischt ginn. Mir hu jo och dofir als DP déi Motioun, déi - ech mengen - praktesch all Partei hei ënnerstëtzt, ënnerschriwwen.

Awer och do soll ee sech iwwerleeën, wat dann déi bescht Solutioun ass fir den CNCI. Hei - wéi ech de Projet de loi gelies hunn - ginn ech dovunner aus, datt scho praktesch sechs Milliounen awer iergendwéi virgesi sinn an dësem Projet fir den CNCI, well ee ronderëm d'Héichiewen do wëllt scho Suen - wéi soll ech soen - am Hibléck op den CNCI affectéiere respektiv dat schonn dohinner matplangen, datt et praktesch schonn décidéiert ass, fir et op déi dote Plaz ze maachen.

Mä och hei muss een da vläicht do e bësselche méi kloer nach kucken, méi Transparenz ze schafen, ob dat wierklech herno dofir affectéiert gëtt. Well et wier jo awer och e bësselche komesch, wann een da géif hei ufänken, Sue fir een CNCI scho mat ze verplangen, praktesch mat ze verbauen, an herno géif awer näischt drakommen, well de Schluss vun de Sue fir en CNCI nach net gestëmmt ass. Sou datt een herno eventuell eng Situatioun géif kréie wéi beim Festungsmusée, wou laang Joren dann do eng Carcasse eidel steet respektiv datt do dann och kee Konzept géif virleien.

Et gëtt do och aner Méiglechkeeten, ënner anerem d'Amicale vun den Héichiewen huet jo och schonns verschidde Virschléi gemaach, fir dat eventuell an engem anere Gebai ënnerzebréngen. An och déi Iddië soll een nach eng Kéier considéréieren.

Ech wéilt hei och d'Geleeënheet notzen, fir den Asaz vun der Amicale ervirzesträichen. Si gi mat vill Sachverstand an Engagement un deen Dossier erun. A si konnten och zum Beispill verhënneren, datt eng Rei Équipementer, déi wichteg si fir d'Verständnis vun de Schmelzprozesser, sollte verschrott ginn oder ofgerappt ginn. Bon, ech hoffen, datt och an Zukunft d'Regierung en oppent Ouer huet fir déi Leit, op se ageet a se net, wéi dat alt emol an der Vergaangenheet déi eng oder aner Kéier de Fall war, einfach viru Fait-accomplië setzt; ënner anerem Stéchwuert: den Highway.

Här President, mir stinn och zum Prinzip „le monument dans la cité" a wënschen eis, datt d'Zäit elo genotzt gëtt, fir sécherzegoen, datt hei e kohärente Site entsteet. An duerfir muss och Verschiddenes gutt iwwerduecht ginn. Et soll een och séchergoen, datt de Fonds Belval sech déi néideg Kompetenze gëtt a sech mat Spezialisten ëmgëtt, déi Erfahrung hunn am Beräich vun der Konservatioun vun esou engem Industrie-Patrimoine. An och hei kënne se jo op de Rot vun der Amicale zréckgräifen.

Bon, mam Vote vun dësem Projet erhale mer, Här President, e wichtegt Symbol vum Grand-Duché aus dem 20. Jorhonnert, eise Wuelstand. Dat Lëtzebuerg vun haut wier net dat, wat et ass, ouni d'Héichiewen am Süden an am Minette. Mir hoffen also, datt dat erhale bleift an datt doriwwer eraus an nächster Zukunft hei e Site vun engem moderne Lëtzebuerg ent-

steet vum 21. Jorhonnert, wou wunnen, liewen, Commerce, Fuerschung zesummefléisst, an och d'Kultur hir Plaz huet, an datt domadder d'Frichen och zu engem grousse Publikumsmagnéit, engem Publikum vun all Zorten, gëtt am Süde vum Land an am Land insgesamt.

Dat gesot, géif ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen. Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt als Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi gudden an ausféierleche Rapport. Doduerch, dass hien am Detail op den Historique vum Projet vun den Héichiewen a vum Centre national de la culture industrielle agaangen ass, konnte mer eis bewosst ginn, wéi laang schonn un dësem Projet geschafft gëtt a wivill geschitt ass nodeems 1997 - esou laang ass dat schonn hier - dee leschten Héichuewen op Belval ofgeschalt gouf.

D'Reconversioun vun enger Friche, wéi et fir de Belval de Fall ass, ass eng enorm Erausfuerderung, zemools wann doraus e Modellprojet fir d'Land soll entstoen. Do ass et logesch an normal, dass een an Etappe virgoe muss an déi verschidde Projeten net all gläichzäiteg ka realiséieren. Geneesou wichteg an normal ass et awer, dass ee vun Ufank un e Gesamtkonzept huet, un deem een dann och festhält. Bei dem Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren, gëtt dat besonnesch gutt däitlech.

Ganz fréi gouf et de Konsens, fir d'Héichiewen ze erhalen, déi zesumme mat engem nationalen Zentrum fir Industriekultur den historesche Charakter vum Site präge sollen. Eis éischt Suerg war a bleift, dass d'Héichiewen an engem gudden Zoustand erhale bleiwen an eventuell Sécherheetsrisiken écartéiert ginn, onofhängeg dovun, wéi wäit mer mam Projet vum nationalen Industriekulturzentrum komm sinn. A genau där Logik hu mer am Oktober 2003 en éischt Gesetz gestëmmt, an an deem Sënn stëmme mer och haut iwwert déi zweet Etapp vum Projet of.

An deene leschte siwe Joer ass vill doriwwer diskutéiert ginn an heiansdo och zimlech vill doriwwer gestridde ginn, a wat fir enger Form d'Héichiewe sollen erhale bleiwen. D'Meenungen dozou sinn zum Deel wäit auserneegaangen. Dofir war et ëmsou méi wichteg, fir eng Léisung ze fannen, déi den „juste milieu" tëschent deenen zwou extreme Positiounen trëfft.

Deen een Extrem, deen doranner besteet, fir alles ofzerappen, wier fir eis inakzeptabel gewiescht. D'Stolindustrie ass an esou engem Mooss mat der Entwécklung vun eisem Land a mam Liewe vu ganze Generatioune verbonnen, dass et ondenkbar gewiescht wier, déi wichtegst Zeien aus där Zäit ze zerstéieren an der nächster Generatioun näischt méi dovunner ze hannerloossen an ze vermëttelen.

Deen aneren Extrem, deen doranner besteet, fir alles ze erhalen, war awer genausou wéineg akzeptabel. Schonn eleng um technesche Plang ass d'Erhale vun engem Héichuewen eng heikel Saach, well esou eng Anlag net fir d'Éiwegkeet gemaach ass. Héichiewen, déi a Betrib sinn, hunn eng begrenzte Liewensdauer a wa se net méi genotzt ginn, verfale se schnell, wann ee se sech selwer iwwerléisst.

Dat war jo och de Grond, firwat mer 2003 hu misse schnell e Finanzéierungsgesetz fir Stabiliséierungsaarbechte stëmmen a firwat mer och mat deem Projet de loi, deen haut virläit, net méi dierfe waarden. Et war deemno weder machbar nach finanzéierbar, fir alles ze erhalen, wat nach 1997 um Site stoung.

Wichteg ass et och an deem Zesummenhang ervirzesträichen, dass mer grad net nom Modell vum kontrolléierte Verfall zu Lëtzebuerg wëlle schaffen, wéi dat zum gréissten Deel an Däitschland de Fall war an nach ëmmer ass. Um Enn bedeit dat jo awer, dass d'Héichiewe géife verfalen a verschwannen. Wat net d'Zil vun der Operatioun ka sinn.

D'Regierung hat urspréinglech dräi verschidden Zeenarien ausgeschafft, wéi d'Héichiewe kënnen erhale bleiwen. Als bescht Léisung gouf zréckbehalen, dass den Héichuewen A integral an den Héichuewe B als Silhouette géife bestoe bleiwen. Dat war e Kompromëss, deen eis haut nach ëmmer ganz räsonnabel schéngt an deen och vum finanzielle Standpunkt aus vertrietbar ass.

Denkmalschutz hin oder hier, d'Fro vun de Käschten ass a bleift e wichtege Faktor, besonnesch an dësen Zäiten, wou mer vun alle Leit Effortë verlaangen, fir erëm aus der Kris erauszekommen. Och fir den Denkmalschutz kann an dierf een d'Suen net mat vollen Hänn ausginn. Ëmmerhin hu mer schonn 2003 ronn 14 Milliounen Euro fir dëse Projet gestëmmt an ausginn a wäerten elo fir déi zweet Etapp iwwer 38 Millioune fräistellen. Dat sinn awer ganz beachtlech Zommen. Niewebäi bemierkt, halen ech och d'Aussoe vun eenzelne Leit, dass ee fir vill manner Sue quasi alles hätt kënnen astand setzen an erhalen, fir net ganz fundéiert.

Trotzdeem hunn d'Regierung an d'Parlament sech zesumme mat ville bedeelegten Acteuren Zäit geholl, fir sech mat den Doléancë vu verschiddenen Interessegruppen ausenanerzesetzen. An ech begréissen dobäi ganz besonnesch d'Effortë vun der Regierung, fir sech mat den dynameschen Amis des hauts-fourneaux zesummenzesetzen, deenen hir Erfahrung a Sachkenntnis e wichtege Bäitrag fir dëse Projet sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut iwwer e Finanzéierungsgesetz, dat et erlabe wäert, d'Héichiewen zu Esch um Site Belval ze erhalen. Ech wëll awer betounen, dass d'Héichiewen an de geplangte Centre national de la culture industrielle ontrennbar matenee verbonne sinn a bleiwe mussen, och wa mer den urspréngleche Projet de loi an zwee gedeelt hunn.

Wa mer dat net esou géife gesinn, da géife mer all deene Recht ginn, déi soen, d'Héichiewe wieren doudeg Zäitzeien, eng eesäiteg museal Konzeptioun wier réckwäertsgeriicht a géif sech eleng un der Vergaangenheet orientéieren. Mir wëllen awer eng innovativ Approche. Mir wëllen, dass d'Héichiewen an den CNCI sech an en neie Quartier kënnen integréieren, deen no vir an an d'Zukunft geriicht ass, mat engem interaktive Konzept, dat sech och u jonk Leit riicht.

Et kéint een natierlech kritiséieren, dass d'Konzept vum CNCI net am Detail um Dësch louch. Dat wier awer ganz schued fir déi vill gutt Aarbecht, déi hei geleescht gouf a fir déi mir Leit wéi dem Antoinette Lorang, dem Denis Scuto oder dem Jean Goedert a villen aneren, déi sech an deem Groupe de travail engagéiert hunn, e grousse Merci sollte soen.

D'Iddi ass nämlech déi, dass den Zentrum vun der nationaler Industriekultur net nëmme soll dokumentéieren, wéi et fréier um Site Belval ausgesinn huet a wéi d'Héichiewe fonctionnéiert hunn. Niewent thematesche a kulturelle Veranstaltungen, déi mam Sujet zesummenhänken, ass virun allem e wichtegen interaktive Volet mat virgesinn, wou d'Uni, d'Centre-de-recherchen an Experte vu baussen Aktivitéite proposéieren, bei deenen d'Participantë kënne léieren, experimentéieren an och konzeptuell schaffen.

Domat soll e kloere Lien zu eiser Zäit an zur zukünfteger Entwécklung am Land hiergestallt ginn. Gläichzäiteg erlaabt dat eis, den Innovatiounsgeescht, deen iwwer Jorzéngten d'Stolindustrie hei am Land geprägt huet a weider prägt, an en neien Zäitalter mat eriwwerzehuelen. Deen Drang an d'Bereetschaft, ëmmer erëm nei Aarbechtsmethoden an nei Technologien ze entwéckelen, hunn de Succès an de Räichtum bruecht, vun deem eist ganzt Land nach haut profitéiert.

Dës Charakteristik soll och an Zukunft de Site Belval ausmaachen. A genee dat sollen Hand an Hand d'Uni, d'Centre-de-recherchen an och eben den CNCI vermëttelen.

Wéi de Rapporteur et scho virdru gesot huet, sti mer, wat d'Erhale vun den Héichiewen ugeet, esou zimlech ënner Zäitdrock. Et war deemno an der Kommissioun de Wonsch, esou schnell wéi méiglech d'Finanzéierung vun deene geplangte Moossnamen ze garantéieren. Gläichzäiteg war d'Bedierfnis do, fir sech méi Zäit ze huelen a sech aktiv mam Konzept fir den CNCI ausenanersetzen ze kënnen.

Fir béiden Interesse gerecht ze ginn, gouf proposéiert, déi zwee Voleten ze trennen an an zwee separate Projet-de-loien ze behandelen. Et war allerdéngs genausou kloer, dass och dee Schrëtt net dierf bedeiten, dass de Projet CNCI a Fro gestallt géif ginn.

An der Kommissioun ware mer eis eens, dass d'Héichiewen an den CNCI zesumme gehéieren, och wann ee sech fir den CNCI e bësse méi Zäit ka loosse wéi fir d'Héichiewen. Meng Fraktioun war domat d'accord, déi zwee Volete vuneneen ze trennen, wat eis d'Geleeënheet gëtt, fir d'Konzept vum CNCI fäerdeg auszeschaffen an am Detail ze diskutéieren. Zweetens ass et méi wéi akzeptabel, wann an Zäite vun der Kris Projeten aus budgetäre Grënn an der Zäit décaléiert ginn. An drëttens hale mer iwwer eng Motioun, déi mer selbstverständlech matdroen, kloer fest, dass den CNCI net vergiess ass.

Här President, d'Héichiewe sinn d'Séil vun deem neie Quartier Belval, an d'Industriekultur muss en zentraalt Element vun der Valoriséierung vun deem Site bleiwen. Wéi et schonn e puermol hei ervirgestrach gouf, sinn d'Héichiewen net nëmmen Zeien aus enger Ära, déi op en Enn gaangen ass, mä si sinn och e Symbol vum Innovatiounsgeescht vun der Recherche a vum Fortschrëtt, déi heiansdo haart erkämpft musse ginn,...

(Interruption)

…mä déi zesummen de Wuelstand vun eisem Land begrënnen.

Wann et eis geléngt, déi Verbindung mat der Hëllef vum CNCI sichtbar ze maachen, dann hunn d'Héichiewen hir Plaz tëschent neien Unisgebaier op engem Site, deen, wéi kaum en aneren, déi ënnerschiddlechst Liewensberäicher matenee kombinéiert, verbënnt a méi wéi an enger Hisiicht zukunftsorientéiert ass. Studéieren, schaffen, wunnen a Fräizäit fanne sech am neie Quartier Belval erëm, an de politesche Wëllen, fir aus der Reconversioun vun der Friche Belval e Modellprojet fir d'Land ze maachen, ass weiderhin onverkennbar.

Duerch d'Präsenz vun der Universitéit entsteet an deenen nächste Joren d'Masse critique, déi ee brauch, fir esou e Projet all Dag mat Liewen ze fëllen. D'Regierung hält Wuert, andeem se vill Aspekter vun der Nohaltegkeet berücksichtegt a realiséiert. Dozou gehéiert ënner anerem d'Dezentraliséierung vun Administratiounen oder och den Uschloss vun dem Site un eng modern Gare, fir dass e méiglechst gudden „modal split" kann erreecht ginn.

Gläichzäiteg gouf no enger optimaler Komplementaritéit tëschent privaten Träger an öffentleche Gebaier gesicht. D'Entwécklung vu Belval entsprécht deemno enger kloerer Visioun, wéi mer an Zukunft plangen a liewe wëllen hei zu Lëtzebuerg: eng héich Liewensqualitéit an en effizienten Ëmgank mat Ressourcen; kuerz Weeër; den Opbau vun neie soziale Kontakter tëschent deenen, déi do wunnen, an deenen, déi do schaffen oder hir Fräizäit do verbréngen.

D'Héichiewen an den CNCI maachen dobäi d'Bréck tëschent der Vergaangenheet an der Zukunft. Si erënneren un déi haart kierperlech Aarbecht, déi eis Pappen a Grousspappen an der Stolindustrie geleescht hunn, an un d'Fundament, op deem de Wuelstand vun hire Kanner konnt entstoen. Si erënneren och un den Iwwergank vun enger duerch Landwirtschaft geprägter Gesellschaft an den Zäitalter vun der Schwéierindustrie, an, méi rezent, zu enger wëssensbaséierter Gesellschaft, déi Déngschtleeschtungen, nei Technologien, Innovatioun a Recherche an de Mëttelpunkt stellt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, global gekuckt, verlaangt de Projet Belval en enorme kollektiven Effort an héich Investitiounen. D'Héichiewe sollen eis virun Aen halen, dass esou Investitiounen, déi Courage, Vertrauen an d'Zukunft an en oppene Geescht verlaangen, spéider hir Friichte wäerten droen an e Garant vum Wuelstand sinn.

D'LSAP steet geschlossen hannert dësem Projet a wäert och d'Motioun ënnerstëtzen, déi dorunner erënnert, dass dëse Projet de loi just eng Etapp duerstellt, déi ouni den CNCI net komplett ass.

Domat bréngen ech, Här President, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Mutsch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt vun hei aus dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, deen en hei gemaach huet zu dësem Projet. Ech muss soen, ech muss och deenen anere Virriedner hei Merci soen, well déi hunn eigentlech schonn esou vill gesot, datt ee sech nach wierklech hei ka ganz kuerzfaasse bei deem Projet.

Ech mengen, déi ganz Restauratioun vun deenen Héichiewen ass schonn eng ganz Rei Joren an der Diskussioun, si ass kontrovers diskutéiert ginn. Et ass eng Biergerinitiativ, déi sech souguer gegrënnt huet, déi iwwer Joren heftegst gestridden huet, och mat der Politik gestridden huet, wat een do genau soll maachen.

De Mouvement écologique huet mat där Biergerinitiativ zesummen nach virun e puer Méint en zimlech kriteschen Avis erausginn zu der Approche vun der Regierung, wou ee muss soen, datt sécherlech net alles falsch ass, wat an deem Avis do stoung. Mä ech mengen, de Wee, deen awer elo gewielt gëtt, ass dee richtegen, fir effektiv an e puer Etappen eigentlech awer grosso modo op engem gudde Mëttelwee zu deem ze kommen, wat jidderee wëllt. An dat ass och dat, wat vun all de Virriedner hei beschriwwe ginn ass.

Ech wéilt just nach am Fong eng Remarque hei maachen, an dat schéngt mer dat Wichtegst ze sinn, an duerfir sinn ech och frou, datt mer déi Motioun hei gemeinsam kënnen ofstëmmen, nämlech well dat jo dee Volet ass, deen dat Ganzt soll herno mat Inhalt fëllen. An ech wëll do un dat onrühmlecht Beispill vum Festungsmusée erënneren, wou mer och en eigentlech a sech gudden a flotte Projet décidéiert haten, deen och realiséiert ginn ass, a wou bis haut awer nach ëmmer näischt dra funktionéiert, well mer vergiess haten, eis méi intensiv mat dem Konzept a mam Inhalt ze beschäftegen.

Duerfir, och wa mer elo deen dote Volet aus finanzielle Grënn am Moment e bëssen zréckgestallt hunn, sinn ech frou, datt an der Motioun drasteet, datt dat awer nëmme kuerzfristeg a Fro soll gestallt ginn, mä datt am Fong déi Instanz, déi fir den Inhalt zoustänneg ass, awer och relativ séier soll an enger zweeter Phas nogereecht ginn, well soss hu mer herno zwar eppes erhalen an och restauréiert, mä mir hunn näischt domadder gemaach. An dat ass dat Schlëmmst, wat kéint passéieren. Ech mengen duerfir, dass déi Motioun ganz wichteg ass, déi mer haut bei deem Projet hei stëmmen. Dat ass och de Grond, firwat mer déi Motioun hei selbstverständlech gär mat ënnerschriwwen hunn.

Ech géif mer wënschen an hoffen, datt déi kontrovers Diskussioun, déi gefouert ginn ass an deene leschte Joren, och weider gefouert gëtt, och en vue vun eben deem, wat nach soll nokommen. Duerfir fannen ech, dass d'Politik soll en oppent Ouer hu fir all déi méi kritesch Avisen och, déi gemaach gi sinn zum Projet hei. Et muss een net ëmmer mat allem d'accord sinn, wat do beschriwwe gëtt, mä et sinn awer vill a gutt Suggestiounen dran.

Deementspriechend bréngen ech och hei an dësem Stadium den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här François Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6065 gouf eis op eng ganz kompetent Manéier vum Här Rapporteur presentéiert, an dofir soe mer him Merci. Allerdéngs ass déi Iddi, fir d'Héichiewen A a B zu Belval, esou wéi de Gesetzesprojet et seet, en valeur ze setzen, an eisen Aen e Musterbeispill fir eppes, wat ganz besonnesch an dësen Zäite finanziell einfach net ze verantworten ass.

Loosse mer et däitlech soen: D'ADR huet ganz sécher näischt dergéint, fir eise Patrimoine industriel am Kader vun engem zukünftege Centre national de la culture industrielle - CNCI - ze valoriséieren, ze erklären a fir d'Nowelt verständlech ze maachen. Mä dofir brauch een net Milliounen a Milliounen auszeginn, fir zwee al Héichiewen ze restauréieren oder fir déi op d'mannst zum Deel ze erhalen. Dofir geet eng modern museal Struktur mat engem iwwerzeegende Konzept duer, dat awer nach muss ausgeschafft an diskutéiert ginn.

Musse mir dann drun erënneren, datt an eisem direkten Ëmfeld souwuel zu Völklingen wéi och zu Uckange schonn ähnlech Installatioune bestinn, déi iwwregens och deier Geld kascht hunn, an datt mir schonn eleng dowéinst net och nach mussen zwee al Héichiewen zu Lëtzebuerg erhalen? Wa mir d'Konzept vun der Groussregioun eescht huelen, da brauche mir ganz sécher keen double oder triple emploi an eiser Regioun ze favoriséieren, wa mir keen direkten Notzen dovun hunn.

Well den direkten Notze gesi mir net! Sécher, et gëtt dacks vun engem positiven Effet op de regionalen Tourismus geschwat, fir de Projet ze justifiéieren, mä wien op d'Experte lauschtert, weess, datt dat net esou ass. Besonnesch zu Lëtzebuerg bidden déi auslännesch „tour operators" virun allem ganz kompakt Visiten un, déi dacks nëmmen e puer Stonnen däerfen daueren. Alles, wat net an der Stad läit, kënnt dobäi leider ze kuerz.

An et sinn net déi puer Schoulklassen, déi de Site zu Belval da besiche kommen, déi e finanziellen Impakt hunn, well déi komme jo och nach gratis eran. Wéinst dem Tourismus brauche mir also sécher keng Héichiewen ze erhalen, an déi pedagogesch Missioun ka vum CNCI eleng gutt erfëllt ginn.

Iwwert den esthetesche Wäert vun deenen Héichiewe léisst sech streiden. Net jiddweree gesäit eppes - ech zitéieren - „Majestetesches" an zwee raschtege Réier, wéi de Projet de loi vun der Regierung eis et enthusiastesch virschwäermt.

Net jiddweree schwätzt, wéi eis Regierung, vun engem „Monument dans la Cité" an deem Zesummenhang. Et ass éischter esou, datt déi zwee Héichiewen optesch alles erdrécken, wat do ronderëm steet, datt ee ka vun enger „Cité dans le monument" schwätzen, wéi de Mouvement écologique et mécht, oder nach éischter vun enger „Cité écrasée par un monument", wann een dann déi zwee Iewen iwwerhaapt wëllt als Monument bezeechnen.

D'Gëlle Fra ass e Monument, mä déi huet d'Regierung op Schanghai bruecht, an totaler Mëssuechtung vun de Gefiller vu ville Lëtzebuerger an dem Respekt, dee mir eisem wichtegsten nationale Monument schëlleg sinn.

(Interruptions)

Déi zwou Schrottpäife vu Belval sinn awer ganz sécher kee Monument! Mir hunn déi der Stolindustrie zum Deel missen ofkafen, zum Deel vläicht och geschenkt kritt, well och emol zu Schanghai keen déi méi wollt. Dat nennt een also e Cadeau empoisonné. Et wier gutt, wann d'Regierung emol hire Sproochgebrauch géif iwwerdenken a kloermaachen, wat si ënner engem Monument versteet, well am Ableck weess si weder, wat si domadder mengt, nach weess si, wat sech am Ëmgank mat engem richtege Monument passt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet „Schrott in the city", iwwert dee mir haut sollen ofstëmmen, ass näischt anescht wéi e Milliounegraf. Nom Gesetz vun 2003 hu mir ronn 14 Millioune bis elo ausgi fir d'Sécurisatioun a fir e sëllechen Etüden, inklusiv fir laang Recherchen, fir eng Faarf ze fannen, fir de Schrott och esou unzesträichen, datt en och nach soll viru wéi Schrott ausgesinn. Bei der Visite op der Plaz zu Belval ware mir awer gewuer ginn, datt dat bis elo a Wierklechkeet keng 14 Millioune waren, mä wäit iwwer 20; mat den Honorairë kéinten et der scho 24 gewiescht sinn.

Dee ganze Projet ass finanziell vollkommen oniwwersiichtlech. Déi verschiddenst Zuelen zirkuléieren, dorënner och déi, datt de Projet bis elo scho kéint bis zu 39 Millioune kascht hunn. A mir wëssen nach net, wat fir eng Iwwerraschungen op eis duerkommen, och well d'Implementatioun vun den Héichiewen an enger Stad mat ville Foussgänger de Projet fundamental vun deem vu Völklingen ënnerscheet. Mir wëssen och net, wéi eng Auswierkungen nach kënne fir d'Rockhal entstoen.

Mir wëssen net, wéi stabil déi zwee Héichiewe sinn, well dozou nach net genuch Etüde gemaach goufen. Et geet vläicht duer, datt ënnen eemol e Camion an eng Stäip vun esou engem „huelen Zant" - fir eng Expressioun vum Michel Pauly hei opzegräifen - rennt, fir datt mir niewent engem oder méi Mënscheliewen och nach de Verloscht vun engem Verméige musse bekloen.

Op der Plaz gehéiert villes dem Stat net, nach net, oder jiddefalls net ganz. D'Gasréier gehéieren zum Beispill der Agora, déi hirersäits dem Stat nëmmen zu 50% gehéiert. Villes, wat ausserhalb vum Perimeter vun den Héichiewe läit, awer zum industrielle Gesamtkomplex gehéiert oder passt, gehéiert dem Stat weder direkt nach indirekt.

Mat Sécherheet ass et net iwwerdriwwen, fir d'Käschte vun deem ganze Projet, wann en dann eemol fäerdeg ass, op op d'mannst 100 Milliounen Euro unzesetzen. De Statsrot kritiséiert net ëmsoss den „Saucissonnage", dat ass och en Zitat vum Projet, wat eng gesamt finanziell Iwwersiicht schwéier mécht. An dat ass jo vläicht och esou gewollt? Als ADR soe mir, de Projet Belval ass alt nees e Fall fir d'Cour des Comptes.

Här President, wiem gehéieren dann elo d'Terraine genee, an zu wéi engem Präis goufe si eventuell kaaft? Wouhin ass de Profit vun deem Schrott gaangen, dee bis elo verkaaft gouf? Alles dat si Froen, déi vu verschiddene Säiten opgeworf goufen, an all hu si hir Berechtegung.

Mir kënne verstoen, datt déi Leit, déi fréier do geschafft hunn, dee Site wëllen erhalen. Emotional ass dat liicht nozevollzéien, an déi Gefiller vun Nostalgie an déi Faszinatioun fir eng héich entwéckelt Technik verdénge Respekt. Geneesou si mir eis och bewosst, datt de Räichtum vum Land zu engem groussen Deel aus der Stolindustrie staamt, an datt d'Erënnerung doru muss erhale bleiwen, versteet sech och vun eleng. Mä mir halen et fir politesch onverantwortlech, fir duerfir e Milliounegraf zu Belval opzeriichten.

Musse mir drun erënneren, datt dës onsozial Regierung gläichzäiteg zu Belval Milliounen onkontrolléiert ausgëtt, an dobäi Steiererhéijunge plangt an d'Mammerent fënnef Joer méi spéit ausbezilt? D'Manipulatioun vun der Mammerent duerch d'CSV an d'LSAP brëngt dem Stat am Joer ronn fënnef Milliounen. Zu Belval ginn der awer gläichzäiteg honnert zur Fënster erausgehäit! Fir déi Suen hätte mer d'Mammerent nach 20 Joer laang vu 60 Joer u kënnen ausbezuelen amplaz, wéi d'Regierung et elo wëllt, vu 65 Joer un.

An hei schwätze mir just vun deene Käschten, déi elo op eis duerkommen. Mir wëssen haut nach net, wéi vill Ënnerhaltskäschten a Fonctionnementskäschten an der Zukunft entstinn. Fir déi hätte mer ganz sécher op munnech Steiererhéijunge kënne verzichten, déi déi Häre Juncker a Frieden elo aféieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Wourecht ass: D'CSV kann net mat Suen ëmgoen! Wéi scho beim Festungsmusée gesot, CSV steet fir Chaos a Sue verbëtzen. Chrëschtlech ass si scho laang net méi. Haut freet d'Regierung eis ronn 27 Milliounen zum Bauindex vun 2008, also a Wierklechkeet nach vill méi, déi scho bei all déi Suen derbäikommen, déi schonn op deem Site ausgi goufen. An dat ass, wéi gesot, nach laang net de ganze Projet.

De Statsrot versteet iwwregens och net, wéi d'Regierung wëllt mat de Suen ëmgoen. Et kann een de Leit nëmme roden, den Avis vum 18. Dezember 2009 vum Statsrot ze liesen. Ech zitéieren en Auszuch: «Il aurait été intéressant d'apprendre si les fonds autorisés par la loi précitée ont été intégralement utilisés aux fins susvisées, combien de recettes la vente des éléments démantelés a rapportées, à quelle dépense se chiffre le coût de la réfection de la cheminée du haut-fourneau A qui n'avait pas été prise en compte dans la loi du 17 novembre 2003, mais autorisée par la commission parlementaire de l'exécution budgétaire. Le coût de la réfection de cette cheminée fait-il partie intégrante de l'enveloppe financière à autoriser par la Chambre des Députés en vertu de la loi en projet? L'estimation des coûts faisant l'objet de la partie D des annexes joints à l'exposé des motifs ne permet pas d'y répondre.»

Déi zoustänneg Chamberskommissioun a -kommissiounen hunn och bei hirer Visite zu Belval festgestallt, datt vill Dépensen iwwerhaapt nach net am Projet stinn. Virun allem alles dat, wat och muss restauréiert oder ënnerhale ginn an net op engem Statsterrain steet. An et sief och nach bemierkt, datt déi Aarbechten zu Belval och alt nees vill méi deier ware wéi vergläichbar Aarbechten am Ausland. Mä dat ass jo näischt Neies.

Mir proposéieren, elo emol jiddefalls, datt déi Héichiewe sollen ewechgerappt ginn, an datt soll beim CNCI éischter e Park amenagéiert ginn. Jo, dat kascht och Geld, mä vill, vill manner wéi de Projet „Schrott in the city", fir deen d'CSV am Ganze wäert eng 100 Milliounen Euro verbëtzen. An et brëngt e Stéck Liewensqualitéit bei d'Universitéit op Belval.

Här President, et soll een awer net alles schwaarz gesinn, emol net, wann d'CSV 26 Sëtz heibannen huet. Well et ass gutt a sënnvoll, datt een Deel vun deene ville Millioune soll benotzt ginn, fir déi zwee Héichiewen och nach nuets ze beliichten! Virun deenen nächste Wahlen - also nom Spuerpak vum Hierscht 2010, nom Ëmfale vun der LSAP an der Indexfro, an no dem zweete Spuerpak, deen 2012 nach soll nokommen - kënnen d'Leit dann och nach owes bewonneren, wat d'CSV an d'LSAP mat hire sëlleche Steiererhéijunge gemaach hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR organiséiert am Juni 2014 Bustouren op Belval. Dir sidd all häerzlech invitéiert!

Plusieurs voix.-Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- Ech stinn do voll dohanner. Ech sinn deen Eenzegen heibannen, dee gehollef huet, d'Héichiewe bauen! Duerfir weess ech och, datt ee se ka roueg ofrappen.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech géif lech elo bieden, dem Här Hoffmann nozelauschteren, well d'Zäit leeft dem Här Hoffmann soss fort.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, an der Logik vun där leschter Interventioun kann een och proposéieren, d'Veianer Schlass ofzerappen an do eng künstlech Schipist anzeriichten. D'Fro, ob all eis Héichiewen hu misse stëllgeluecht ginn, déi kann een zwar nach ëmmer stellen, mä et ass ze spéit. Se elo awer ofzerappen, dat wier wierklech op eis Industrie an op eis sozial Geschicht nach eng Kéier gespaut!

Ech sinn also duerfir mat deem Gesetzesprojet averstanen, mat e puer Remarquen.

Fir d'Éischt emol, mengen ech, am Sënn vun der Erhalung, haaptsächlech vum Héichuewen A, muss et leien, dass all Elementer, déi wierklech de reale Fonctionnement vun deem Héichuewen dokumentéieren, dass déi all erhale bleiwen. Am Moment - duerch déi Avisen, déi schonn hei zitéiert gi sinn - wësse mer net ganz prezis, ob dat wierklech de Fall sollt sinn oder net. An duerfir mengen ech soll nach eng Kéier mat deenen interesséierten Associatiounen a Fachleit zu där doter Fro zesummegeschafft ginn.

Ech hätt et besser fonnt, wa mer och deen Zentrum fir Industriekultur elo realiséiert hätten. Ech sinn awer mat der Verschiebung d'accord, och aus net finanzielle Grënn, haaptsächlech aus zwou Iwwerleeungen eraus: Well et eis erlaabt, zwou wichteg Froen, déi fir mech nach ëmmer am Raum stinn, nach ze behandelen.

Fir d'Éischt d'Fro vum Site - déi ass och hei ugeschwat ginn -, also nach eng Kéier iwwerleeën, och mat interesséierte Leit a Fachleit, ob et wierklech gutt ass, fir deen CNCI oder en Deel dovun an den Héichuewen, quasi an d'Géisshal eranzebauen. Ob déi Perspektiv, ob déi dat Monument Héichuewen net stéiert.

An anererséits, mengen ech, sollte mer deen inhaltleche Konzept vun deem CNCI nach eng Kéier iwwerdenken, well ech der Meenung sinn, dass dee ganze sozialgeschichtlechen Aspekt, deen den Här Spautz, den Här Rapporteur - deem ech och fir säi Rapport Merci soen -, deen dee jo hei an der Introductioun nach eng Kéier duergeluecht huet. An ech mengen, dass dee sozialgeschichtlechen Aspekt onbedéngt een zentraalt Element och an deem Zentrum fir Industriekultur muss sinn.

Zu dem Käschtepunkt vun der Restauratioun stellt sech effektiv d'Fro, wann een et vergläicht mat ähnleche Projeten am Ausland, ob deen an där doter Héicht gerechtfertegt ass. Iwwregens, mengen ech, si mer eis jo alleguerte bewosst, dass déi Zomm, déi elo nach Rescht bleift, wa mer de Projet an zwee splécken, mat Sécherheet net duergeet, fir deen CNCI do ze realiséieren, esou wéi e bis elo konzipéiert ass. Dat ännert awer näischt dorun, dass ech selbstverständlech domat d'accord sinn, dass deen Industriezentrum soll esou schnell wéi méiglech realiséiert ginn.

Am Zesummenhang vun de Finanze werft och de Statsrot d'Fro op: Wat ass eigentlech geschitt mat deene Recetten, déi jo eigentlech hu missen erakommen duerch d'Verschrottung vun deenen Elementer, déi net bäibehale gi sinn? Dee Schrott ass jo wahrscheinlech an den Elektroiewe gelannt. Wat ass mat deene Recetten dann do geschitt? Wësse mer dat? Kënne mer dat gewuer ginn?

Da bleiwen nach eng Rei vu Froen am Zesummenhang mam Aménagement ronderëm den Areal vun den Héichiewen. Wat geschitt mat der Gebléishal? Wat geschitt mat deem sougenannten Highway? Firwat geet et esou lues weider mat der Pépinière d'entreprises? Misste mer net och d'Baudicht ronderëm d'Héichiewen nach eng Kéier iwwerdenken, fir effektiv dee monumentale Charakter vun den Héichiewen ze valoriséieren?

Ech stëmmen de Projet an och d'Motioun. Ech mengen, ech hunn d'Begrënnung hei scho matgeliwwert.

M. le Président.- Merci, Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. E puer Wuert Explikatiounen och vu menger Säit aus. Fir d'Éischt e Merci dem Här Marc Spautz fir säi gudde Rapport, deen de Wee duerch déi ganz Geschicht gemaach huet. E Wee, deen et och derwäert ass, eng Kéier nozevollzéien, nozegoen, nozekucken erëm, well en am Fong geholl och d'Erklärung ass vun deem, wat mer haut stëmmen, a vun deem, wat mer an deem nächste Joer maachen.

Och der Kommissioun villmools Merci fir déi Zesummenaarbecht, déi mer konnten an deene leschte Méint iwwert dëse Projet hunn. Notamment während enger Visite, wat schonn en exzeptionelle Phenomeen ass, wou eng Rei Décisiounen och konnte gemeinsam geholl ginn.

Ech wëll ufänken, andeem ech e puer Wuert iwwer Belval soen, well ech mengen, datt dee Projet, dee mer haut stëmmen, am Fong en Deel vun engem

Ensemble ass, vun dem Développement vun enger Cité, déi eng vun den Haaptdéveloppementsstrukturen ass, déi mer am Land hunn. Dir wësst, datt am Aménagement du Territoire mer iwwert d'Nordstad, d'Stad Lëtzebuerg, Belval als Haaptdéveloppementszenter erkannt hunn. An déi Investissementer, déi amgaang sinn, privater an öffentlecher, op Belval ze fléissen, assuréieren och eis Zukunft a sinn en Deel vun eiser Zukunft, déi mer dësem Land wëlle ginn.

Déi privat Investissementer, ob dat elo Logementer sinn, Banken, Geschäfter, déi op Belval fléissen; déi öffentlech Instrumenter, ob dat d'Rockhal, d'Uni ass, déi en Deel vun eiser Zukunft ass; d'Pépinière d'entreprises, wou d'Enterprisë sech solle kënnen entwéckelen; e Lycée, dee mer dohinner bauen; Wunnengen, privater, öffentlecher; ob dat de Stroossebau mat der Liaison Micheville ass, respektiv ob dat d'Voiries annexes sinn, déi mer do développéieren, respektiv deen Tunnel, deen ënnendrënner fiert, ob dat déi nei Gare ass, déi mer zu Belval développéieren, well mer iwwerzeegt sinn, datt den öffentlechen Transport eng primordial Plaz soll hunn an dem Développement vun engem neien Deel vun enger Géigend; ob dat schlussendlech déi Inkorporatioun vum öffentlechen Transport an déi Konzepter vum öffentlechen Transport ass, déi mer do développéieren, oder ob dat schlussendlech d'Erhale vun den Héichiewen ass, déi Deel si vun där Zukunft, déi mer hei wëllen entwéckelen, wëll ech just soen, datt hei e Konzept vun engem ganzen Développement vu Belval op d'Bee gesat ginn ass, wat kohärent ass, wat logesch ass, wat Zukunft huet a wat sech mat där Zukunft, déi et huet, och an eis Geschicht aschreift. An dat ass déi wesentlech Explikatioun vun deem, wat mer haut amgaang sinn ze stëmmen.

Dat, wat mer haut maachen, d'Erhale vun deenen Héichiewen, passt an dat Konzept eran. Et ass d'Modernitéit, déi sech an d'Geschicht aschreift. An et ass och ee vun de staarken Elementer vun deem Site.

E puer Froen, déi gestallt gi sinn, op déi ech kuerz wéilt agoen. Verschidde Riedner, ech mengen den Här Berger an den Här Hoffmann, hu gefrot, firwat et esou deier gëtt. Den Här Hoffmann huet awer virdru gesot, et wieren nach net genuch Elementer erhale ginn, et misst ee sech iwwerleeën, ob der nach zousätzlech méi erhale ginn. Ech wëll him awer just soen, wa mer dat maachen, gëtt et e wéineg méi deier. Dat heescht, mir hu probéiert, hei een Équiliber ze fannen.

Firwat gëtt et méi deier wéi verschidden Erhalungen am Ausland? Mä well d'Konzept vun deem, wat mer hei maachen, sécherlech en anert ass. Éischtens, mir erhale ganz vill vun deem, wat dostoung. Mir erhale ganz vill par rapport zu anere Projeten. An zweetens maache mer hei e Monument dans la Cité. Dat heescht net nëmme Monument, mä dat heescht haaptsächlech a mengen Aen „dans la cité". Wat heescht „dans la cité"? Mä dat heescht, datt mer et mussen esou maachen, datt s de kanns drop goen, drënner goen, datt s de kanns derlaanscht goen, an dat a Sécherheetskonditiounen, déi déi vun enger normaler Stad sinn. Dat explizéiert, firwat et esou deier ass.

Bei aneren Erhalen, notamment déi vum kontrolléierte Verfall, sinn et einfach just e puer Weeër, déi op sinn, respektiv eng ganz Rei Zonen, déi net esou erhale si wéi mir dat hei maachen, déi dee Moment gespaart si respektiv dem Verfall iwwerlooss ginn. Et ass also e ganz anert Konzept, a mir maachen et an der Stad selwer an et ass Element selwer vun där Stad. Dat erkläert och, firwat een anescht muss drugoe wéi vläicht ähnlech Konzepter, déi am Ausland gemaach gi sinn.

Et ass och esou, datt eng Rei vun deenen Elementer, déi am Ufank net derbäi waren - an dat fir op d'Diskussiounen anzegoen, déi mer mat deenen engen an deenen aneren haten, déi eis geschriwwen hunn a regelméisseg och besiche komm sinn -, zum Beispill esou Saache wéi den „High-way", dat war am Ufank, wa mäi Souvenir gutt ass, guer net geplangt méi ze erhalen, sollt awer, no Diskussiounen, zumindest en Deel vun deenen Elementer erhale ginn, op Basis vun Diskussiounen, déi mer mat all deene Leit haten, déi sech fir dee Sujet interesséiert hunn.

Ech mengen, datt mer hei probéiert hunn, dat, wat ech zesumme mat der Madame Mutsch den „juste milieu" nennen, ze treffen, tëschent deem, wat verantwortbar ass, finanziell, och am Ënnerhalt, deen duerno kënnt, an deem, wat ee wëllt erhalen, fir seng Geschicht och kënnen an deenen nächste Joren ze weisen, dat ass dat, wat ech denken, hoffen, wann et fäerdeg ass, datt mer hei getraff hunn.

Elo baue mer haut en Deel net, well mer am Fong deen Deel vum CNCI erausgeholl hunn. Den Här Hoffmann seet richteg, wa mer duerno wëllen den CNCI realiséieren, esou wéi mer en initialement geplangt hunn, da geet et net duer mat de Suen. Dat ass jo och richteg. Mir hu se erausgeholl. Mir si vun 38 Milliounen op 26 erofgaangen. Dat heescht, mat deene 26 Millioune maache mer elo dat, wat eis erlaabt, déi Héichiewen ze erhalen.

Wa mer duerno den CNCI wëllen nobauen, da musse mer e Gesetzestext nostëmmen, deen eis déi Suen erëm dohinner gëtt. Elo hu mer et net gestëmmt, well d'Konzept nach muss affinéiert ginn, a well et och logesch ass, well ech och als Bauteminister net der Meenung sinn, datt, wann een eppes an zwee, dräi, véier, fënnef, sechs Joer - ech weess jo net, wéini mer elo derzou kommen, wéini d'Finanzen eis dat erlaben erëm ze bauen -, wann een et da baut, da sinn ech och der Meenung, datt mer et da sollte stëmmen, well da kann een d'Analys vun deem, wat de reelle Käschtepunkt ass, zu deem Moment och wesentlech méi no maachen. An dat ass mer scho wichteg.

Ech fannen, datt mer hei eng Kompromëssléisung fonnt hunn, an där finanziell prekärer Situatioun, wou mer haut sinn, tëschent deem, wat mer mussen, wa mer déi Héichiewe wëllen erhalen, obligatoresch direkt maachen - ansonsten de Verfall komplett wier - an deem, wat mer ewechgelooss hunn a wat mer duerchaus kënnen an enger zweeter Etapp maachen.

Mir maachen natierlech och a sech den Erhalt vun den Héichiewen awer esou, datt mer duerno kënnen, wa mer wëllen, den CNCI maachen, derbäisetzen, ouni datt mer dann erëm mussen un Elementer goen, déi mer elo fäerdeg gemaach hätten an déi eis elo eppes kaschten, fir déi erëm duerno ofzeräissen. Mir maachen et also esou, datt mer kënne weiderfuere mat deem Projet. D'ailleurs äntwert en op déi Motioun, déi vun der Chamber hei erakomm ass an déi genau dat jo a sech proposéiert.

Et sinn och e puer technesch Froe gestallt ginn: wat mam Schrott geschitt ass; mat deene Suen. Deen ass verkaaft ginn; un de Fonds Belval zréckgefloss, an dee Moment och eran an déi Rechnung gefloss vun deene Suen, déi liquidéiert gi sinn op Basis vun deem éischten Text, wat 13,9 Millioune waren, déi a sech engagéiert waren. Dovunner sinn der 12,6 liquidéiert ginn. Just fir Iech déi Zuelen och eng Kéier ze nennen, datt déi kloer sinn.

Ech wëll awer..., vläicht fir och déi Saache kloerzestellen, well ech mengen, datt d'Regierung hei, wéi an deenen anere Bauprojeten, näischt ze verstoppen huet an och näischt verstoppe wëllt. Ech maachen Iech hei och d'Propositioun, wéi mer dat bei alle Bauprojete maachen, wou mer all sechs Méint oder regelméisseg an der Comexbu de Suivi financier vun deenen eenzelne Projete maachen - wou mer dru sinn, wat mer ausginn, wéi de Projet virugeet, ob en den Timing anhält, ob en d'Suen anhält -, et mat deem hei Projet genau d'selwecht ze maachen an e regelméissege Suivi financier dovunner ze maachen.

Ech hunn zwar näischt iwwert d'Dagesuerdnung vun der Comexbu ze soen, mä ech kann der Presidentin an der Kommissioun déi Propositioun awer maachen. Wann d'Comexbu dat dann unhëlt, da kënne mer do - wann dat sollt eng Suerg sinn - selbstverständlech och deen heite Projet mat deenen aneren zesumme kucken.

M. le Président.- D'Madame Presidentin vun där Kommissioun wëllt eng Fro stellen.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech soen dem Här Minister Merci fir seng Propositioun an ech wäert der Kommissioun dat soumettéieren, an déi wäert da bestëmmt dee Virschlag unhuelen, wéi ech se kennen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Voilà, gutt. Da, mengen ech, kéinte mer domat de Suivi assuréiere vun der finanzieller Revolutioun. Mech berouegt dat am Fong och, wann dat hei schéi propper, transparent an a regelméissegen Ofstänn vu jiddwerengem vun Iech - esou, wéi dat och soll - gekuckt gëtt. Dofir ass d'Chamber do, fir d'Regierung ze kontrolléieren. A mir wëllen hir all déi Méiglechkeete ginn.

Dat sollten déi puer Saache sinn, déi ech wollt haut soen. Ech soen Iech nach eng Kéier - fir all déi Leit, déi de Projet ënnerstëtzen - villmools Merci fir déi Ënnerstëtzung. Ech mengen, datt mir hei eng gutt Saach maache fir eis Zukunft, andeem mer eise Passé weisen.

Villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6065 ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Louis Schiltz), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir kéimen dann och nach zur Ofstëmmung iwwer eng Motioun, déi, wann ech dat richteg gesinn, vun alle Fraktioune matgedroe gëtt, esou datt mer à main levée iwwert dës Motioun kënnen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

An Enthalungen hu mer keng.

Domadder wär déi Motioun dann och mat enger ganz grousser Majoritéit ugeholl.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert de Mobbing an eiser Gesellschaft ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinea zwee vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le phénomène de harcèlement moral («mobbing») dans notre société

Exposé

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte Joren hunn d'Fäll vu Mobbing op der Aarbechtsplaz staark zougeholl. Als méiglech Ursaachen huet de fréiere Gesondheetsminister, de Carlo Wagner, dee viru Joren eng Publikatioun vun der Mobbing A.s.b.l. ënnerstëtzt huet, ënner anerem eng schlecht Aarbechtsorganisatioun, eng onzoulänglech Hierarchie oder prekär Beschäftegungsverhältnisser genannt. De Carlo Wagner koum zur Konklusioun, datt Mobbing gravéierend Auswierkungen op déi wirtschaftlech Effizienz an d'Rentabilitéit vun de Betriber huet.

Duerch d'Kris sinn nees méi Mobbingaffer ze verzeechnen. A wirtschaftlech méi schwéieren Zäite gëtt mat méi haarde Bandagë geschafft. Besonnesch betraffe Branchë sinn de Commerce, de Gesondheets- a Sozialsecteur an d'Finanzinstituter.

Mobbing ass glécklecherweis keen Tabuthema méi. D'Affer deelen hir Suergen éischter mat, si manifestéiere sech bei hirer Famill, hire Frënn an anere Vertrauenspersounen. 2009 gouf d'Mobbing A.s.b.l. 2.200 Mol ugeruff an iwwer Fäll vu Mobbing informéiert. 2008 waren et 440 Fäll manner. Pro Joer gi ronn 300 Dossiere vun der Vereenegung behandelt. Datt d'Zuel vun den Télefonsappeller an d'Luucht geet, weist, datt d'Leit informéiert sinn a selwer d'Initiativ ergräifen. 75% vun de Persounen, déi sech un d'A.s.b.l. wenden, si Fraen. Dëse Prozentsaz dierft kaum iwwerraschen, well et grad Frae sinn, déi éischter Hëllef sichen.

Sou wéi et ausgesäit, gëtt am meeschten an der Alterskategorie tëschent 40 an 49 Joer gemobbt. D'Zuelen, déi ech elo opgegraff hunn, sinn - sou fäerten ech - alles, mä net representativ. Et handelt sech just ëm d'Spëtzt vum Äisbierg.

Här President, Mobbing ass séilesch Gewalt am Alldag. Et ass Terror op der Aarbechtsplaz. D'Persoun, déi iwwer eng länger Zäit ugegraff gëtt, deet sech schwéier, ze résistéieren. Si resignéiert a gëtt schliesslech hir Plaz op, ouni datt hir dofir offiziell gekënnegt muss ginn.

E klenge Kaméidi mam Chef oder eng Zurechtweisung vum Patron kënne sécherlech net als Mobbing gewäert ginn. Wann d'ongerechtfertegt Kritiséieren oder d'Ignoréiere vun der Persoun awer System kréien a sech iwwer eng länger Zäit hinzéien bezéiungsweis sech widderhuelen, eréischt da kann ee vu Mobbing schwätzen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Mobbing huet vill Facetten an ass beileiwe kee Kavaléiersdelikt. Wëssenschaftlech Analyse weisen, datt Mobbing an zwee Drëttel vun de Fäll vum Virgesetzte vis-à-vis vun engem Mataarbechter ausgeübt gëtt. Et feelt dacks un der néideger Kompetenz, fir mat de Leit, déi een ze féieren huet, ëmzegoen. An deene mannste Fäll ass et e Konflikt tëschent Mataarbechter.

Déi heefegst Form ass déi vum Virenthale vun Informatiounen. D'Affer gëtt an e schlecht Liicht geréckelt, ignoréiert, permanent mat neien Erausfuerderunge konfrontéiert an hanner sengem Réck kritiséiert. D'Leit ginn a Konfliktsituatioune versat a kréie gesot, datt si hir Aarbecht net gutt maachen, obwuel dat net de Fall ass.

Wann d'Affer dem Drock net méi gewuess ass, kënnt et entweder zu psycheschen oder physesche Stéierungen, wéi zum Beispill Angschtgefiller, Schlofproblemer, chroneschem Kappwéi, Häerzrhythmusstéierungen, Burnout oder Panikattacken, déi dacks zu längere Krankschreiwungen, zum sozialen Ofstieg a bis an de Selbstmord féiere kënnen.

Iwwregens: Et gëtt een net als Mobber gebuer, et gëtt een zum Mobber. Et gëtt Patronen, déi gären eppes géife géint d'Mobber ënnerhuelen, mä dacks net wëssen, wéi se mam Problem ëmgoe sollen. Erlaabt mer, an deem Kontext op de Service Prévention et bien-être au travail vun der Stad Lëtzebuerg hinzeweisen, deen an der Bekämpfung vum Mobbing e Präis kritt huet, wat weist, datt et Initiative gëtt, déi mat Erfolleg a preventiv schaffen.

Madame Presidentin, och an eise Schoulen huele Mobbing, Aggressivitéiten a Gewalt zou. Experten, déi ech am Virfeld vu menger Interventioun begéint hunn, preziséieren, datt sech d'Gewalt am schoulesche Beräich éischter psychesch-verbal ausdréckt wéi iwwert de Wee vu Kläppereien.

Et gëtt Jonker, deenen hire perséinleche Profil dozou féiert, datt si geziilt d'Affer vu Mobbing oder Bullying ginn. Et sinn dat Kanner a Jugendlecher, déi wéinst hirem Äusseren, hirer Sprooch, hirer sexueller Orientatioun oder hirem kulturelle bezéiungsweis sozialen Hannergrond net an dat generellt Schema passen.

Déi nei Medien, wéi den Internet, bidden de Mobber eng exzellent Plattform fir hir perfid Aktivitéiten. Facebook kann esou zum Beispill als Plattform genotzt ginn, fir ze mobben. Et gëtt eng Grupp gegrënnt, an där sech lauter Géigner vun enger bestëmmter Persoun zesummefannen, sief et e Schüler oder en Enseignant. Et gi Fotoe vu Schüler an onpässleche Momenter gemaach, déi dann iwwert den Internet weidergeschéckt ginn.

Eenzel Affer wiere sech iwwert de Wee vu Plaintë bei der Police oder andeems si den Affekot aschalten. Dat schreckt of, mä de Phenomeen gëtt doduerch leider net nohalteg bekämpft.

Verbal Aggressioune ginn net nëmme vu Kanner a Jugendlechen aus. All Partner am schoulesche Kontext huet Méiglechkeeten, fir ze intimidéieren an de Schoulklima ze verschlechteren. Jonker, déi doheem vun hiren Elteren aggressiv behandelt ginn oder an engem Ëmfeld opwuessen, dat net reglementéiert ass, bréngen dës Erfahrunge mat an d'Schoul a si imitéiere se.

An der Bekämpfung vum schoulesche Mobbing ass et wichteg, datt souwuel d'Enseignantë wéi och d'Schüler adequat ausgebilt ginn. Repressiv Interventioune bréngen am Klassesall, virun allem bei pubertéierende Jonken, näischt. Wann een der Wëssenschaft gleeft, hunn Enseignanten, déi Vertrauen opbauen, manner Problemer mat hire Schüler.

D'Léierpersonal muss déi erfuerdert Hëllefstellunge kréien, fir eng Klass esou ze géréieren, datt et Mobbingfäll séier détectéiert an alles drusetzt, fir d'Affer ze schützen an d'Auteure virun hir Verantwortung ze stellen.

Villes hänkt och vun der Schoulkultur of. Den Impakt vum Verhale vun der Direktioun op de Schoulklima ass net ze ënnerschätzen. Den Ëmgang vun der Direktioun mat den Enseignanten an de Schüler dréit an engem héije Mooss zur Qualitéit vum Schoulklima bäi. E gutt Schoulklima, dat op géigesäitegem Respekt a Vertraue baséiert, hëlleft Fäll vu Mobbing ze begrenzen.

Madame Presidentin, an der Gemeng Déifferdeng gëtt et ee Projet, „Bébé+" genannt, dee jonk Elteren, grad déi, déi aus sozial méi schwéiere Verhältnisser kommen, an der Erzéiung vun hire Kanner ënnerstëtzt. Hei geet et drëm, Bedéngungen ze schafen, déi et erlaben, ganz fréi schonn erzéieresch Akzenter ze setzen. Am Norde vum Land leeft de Projet „Faustlos" am Beräich vun der Primärpreventioun, wou Kanner aus dem éischten Zyklus sozial Reflexer geléiert ginn, déi e konstruktiivt Schoulklima begënschtege sollen. Sou Initiativen hunn Erfolleg, wann et zu engem Suivi an der Grondschoul kënnt a wa se an déi alldeeglech Praxis vum Enseignant afléissen. Dobäi sollen d'Kanner léieren, wéi si mat Ängschten an Ierger ëmginn, ouni aggressiv ze ginn.

An eenzelne Lycéeë lafe speziell Programmer, fir dem Phenomeen vum Mobbing opzehëllefen. Dës Programmer sinn éischter op d'Schüler zougeschnidden. Hei feelt et awer un enger ganzheetlecher Approche.

Madame Presidentin, de Mobbing ass en Thema, dat eis all erausfuerdert an dat eng Rei vu Froen opwerft. Wéi kann een zum Beispill d'Formatioun vum Léierpersonal an dësem Beräich weiderentwéckelen? Wéi kann een d'Charte scolaire vun engem Lycée esou opstellen, datt een déi Concernéiert direkt involvéiert?

D'Schüler mussen direkt agebonne ginn a mussen den Inhalt vun der Charte, zumindest déi essenziell Prinzipië vum Zesummeliewe kennen a bereet si matzedroen.

Wéi soll eng national Strategie an der Gewaltpreventioun ausgesinn? Et gëtt Länner, wéi zum Beispill Kanada, déi esou eng Strategie lancéiert hunn. Wéi ass et mat dem Plan d'action, deen de Minister François Biltgen am Februar 2009 ugekënnegt hat? Wéini gëtt dëse Plang ëmgesat? Kënnt et zu enger Bündelung vun all deene Servicen, déi sech mat dem Harcèlement moral ofginn, andeems eng zentral Ulafstell fir Mobbinggeschiedegter geschaf gëtt?

Madame Presidentin, Mobbing ass e gesellschaftleche Phenomeen, deen eis all eppes ugeet. Gleeft een Experten, da wieren et ronn 9.000 Beschäftegter, déi am Duerchschnëtt bal fënnef Wochen am Joer krankgeschriwwe sinn. Den LCGB geet dovunner aus, datt Krankschreiwunge wéinst Mobbing sech op bal 22.000 Stonne belafen.

Wéi vill Leit sinn duerch Mobbing psychesch krank a musse Medikamenter huelen? Wéi héich ass de Käschtepunkt vum Mobbing souwuel fir d'Patronë wéi fir d'Gesondheetskeess? Wien an der Schoul mobbt a gewäerde gelooss gëtt, bei deem ass d'Wahrscheinlechkeet grouss, dass en dat spéider och op der Aarbecht, an der Famill an am Veräinsliewe mécht. Mobbing däerf duerfir kengem vun eis egal sinn. Mobbing däerf nimools higeholl oder gedult ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Bauler. Deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech a Virbereedung op dësen Débat haut de Mëtteg d'Statistiken, vun deenen den André Bauler der vill zitéiert huet, gelies hunn, du war ech eigentlech e bëssen erféiert. Déi ganz aktiv vum LCGB a vum Syprolux 2001 gegrënnte Mobbing A.s.b.l., déi och ernimmt ginn ass, déi huet am Joer 2009 2.200 telefonesch Appeller kritt. Dat sinn der enorm vill!

Mech huet dat awer erféiert. Iwwer honnert Dossieren, déi sinn intensiv vun der A.s.b.l. suivéiert ginn. Dat ware Leit aus alle syndikalistesche Richtungen. Der Rei no: aus dem Handel, aus dem Gesondheets- an dem Sozialsecteur, Finanzen- an Assurancësecteur, Servicebetriber, Stat, Gemengen a schliesslech och der Éducatioun mat nach 5% vun alle Fäll. An déi Zuele sinn - et ass och gesot ginn - net komplett; et gëtt och nach aner Initiativen - Stress A.s.b.l. -, an aner Leit gi bei Gewerkschaften, si gi bei Betribsdelegéierten, si gi bei d'ITM, si gi bei sozial Servicer, si gi bei Affekote sech Hëllef sichen. Vill vun de Leit, ganz vill, ginn néierens oder gi laang néierens hin.

Ee Bléck op déi Zuele weist eis am Fong geholl, dass kee Secteur ausgeschloss ass vun der Problematik. De juristesche Kader, dee mer zu Lëtzebuerg hunn - a mir hunn een! -, ass e jonke Kader. Eng juristesch Matière, déi jo net einfach ass. Ausser beim Harcèlement sexuel, wou et ëm een noweisbaart eenzelt Evenement geet, wat duergeet, ass et bei deem aneren Harcèlement moral besonnesch schwiereg, well et eng dauerhaft etabléiert Situatioun muss sinn a well mer et mat engem subjektiven Emfanne vum Affer ze dinn hunn.

Mir hunn awer reglementéiert den Harcèlement sexuel zënter 2000; den Harcèlement discriminatoire, wou déi Diskriminatiounen, déi verbuede sinn, opgelëscht gi sinn 2006; den Harcèlement obsessionnel oder de Stalking, dee mer hei an der Chamber virun engem Joer am Juni 2009 gestëmmt hunn, an dann den Harcèlement moral, fir dee mer nach kee Gesetz hunn.

Par contre hu sech déi zwou grouss Gewerkschaften LCGB an OGB-L zesumme mat sechs Patronatsorganisatiounen de 25. Juni 2009 eng Konventioun ginn, déi en europäeschen Accord-cadre ëmsetzt. Déi Konventioun ass och am Dezember d'obligation générale ginn. Déi beinhalt, an dat ass ganz interessant ze liesen, eng ganz Rei vu Moossnamen am Beräich vun der Preventioun, der Sensibiliséierung, der interner Prozedur an Opaarbechtung am Betrib, dem Afferschutz, dem Traitement respektiv dem Schutz vun den Zeien, wat jo dacks och Mataarbechter aus engem selwechte Betrib sinn, an déi Konventioun seet um Schluss, dass no fënnef Joer eng Evaluatioun soll geschéien. Dat wier also eréischt 2014. Menger Aschätzung no ass dat e relativ laangen Délai.

Sënnvoll an dësem Moment e puer Iwwerleeungen an e puer Froen. Éischtens, wa mer iwwer een erniddregt, erniddregend - fir et richteg ze soen - relationnelt Verhalen op der Aarbecht - an ech konzentréiere mech eigentlech haaptsächlech dodrop hei - schwätzen, da wësse mer eigentlech elo schonn, wou déi genannte Risikogruppe sinn. Den Här Bauler huet se och opgezielt: Dat sinn zu zwee Drëttel, neen dräi Véirel, pardon, Fraen. Dee gréisste Prozentsaz - 40% - ass an der Alterstranche 40 bis 49. An déi meeschte Fäll kommen a Betriber bis 100 Leit vir. De Secteur vum Handel ass mat 23% un der Spëtzt, virum Gesondheets- a Finanzsecteur.

Dorauser ergëtt sech d'Fro un d'Regierung, un de Minister, ob eng geziilte Sensibiliséierung vun deene betraffene Kategorië vu Salariéen, déi ee jo opgrond vun de Statistiken ausmaache kann, an de betraffenen Aarbechtssecteuren net misst ugestrieft ginn; eng geziilte Sensibiliséierung, déi vum Stat misst preparéiert, ausgeschafft ginn a mat den Acteuren - Stat, Betriber, Gewerkschaften - ënnerstëtzend ausgefouert ginn.

Zweetens méi eng generell Remarque. Mir liewe jo an enger Zäit, wou, wann een et emol richteg kuckt, d'Mënschen als Kollektiv betruecht, als Gesellschaft betruecht, keng offensichtlech kloer a vun alle Mënsche gedroe moralesch Richtlinne fir hiert Handelen hunn. Jiddweree vun eis huet eng Meenung iwwert dat, wat richteg a wat falsch ass. Awer dës Meenunge sinn ëmmer manner deckungsgläich.

Beim Wonsch no där individueller Gestaltungsfräiheet bei ënnerschiddleche moraleschen a reliéisen Aflëss, bei ënnerschiddlechen Originen a Geschichte vun de Leit, déi hei am Land liewen, schéngt mer dee gemeinsamen etheschen Iwwerbau dacks net méi kloer ze sinn. Vläicht ass och dat e Grond, firwat ëmmer bei alle Verhalensdefiziter, déi mer an der Gesellschaft ausmaachen, no der Schoul gejaut gëtt, déi als Institutioun sech misst eng gesamtgesellschaftlech eenheetlech Richtliniekompetenz zum Optrag maachen an déi misst vermëttelen.

Vläicht ass dat awer och e Grond, firwat d'Mënschen op der Aarbecht méi no sech, no hirem Erfolleg wéi no hire Mataarbechter kucken an op d'Käschte vun dësen no vir ginn. Dofir, mengen ech, ass et gutt a wichteg, heibanne wéi och op allen öffentlechen Diskussiounen, an der Schoul, iwwerall, op der Aarbechtsplaz, derfir ze suergen, dass de Mobbing an der Gesellschaft an op der Aarbechtsplaz ëmmer nees thematiséiert a virun allem kloer an däitlech veruerteelt gëtt.

Drëttens schliesslech den…

Mme le Président.- Här Schaaf, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Ouni legislative Kader, mengen ech, kënnt een awer hei net weider. De Marc Spautz huet am Mäerz eng parlamentaresch Ufro gemaach un de Minister, fir de legislative Kader ze froen als Ergänzung zu där Konventioun, a krut doropshin als Äntwert, dass ee minimum ee Joer Konventioun misst hanner sech hunn.

Vu dass mer elo ee Joer hanner eis hunn, meng Fro also un de Minister, ob dat net och elo en Zäitpunkt wier, fir doriwwer nozedenken, an ob gegebenenfalls iwwerhaapt Bereetschaft do ass, fir e legislative Kader mat Sanktiounen do hannendrun ze hänken.

Voilà. Dat wëll ech dann hei ofschléissen, vu dass meng Zäit ofgelaf ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci. Ech wëll d'Riedner drun erënneren, dass d'Riedezäit fënnef Minutten ass. A wann ech d'Riedner ënnerbriechen, dann ass et wéinst dem Reglement. Da soll dat awer net als Harcèlement ausgeluecht ginn.

(Hilarité)

Als nächste Riedner ass d'Madame Err agedroen.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. All Mobbing, Dir Dammen an Dir Hären, ass e Konflikt, mä all Konflikt ass net e Mobbing.

Wat ass d'Differenz zwëschent deem engen an deem aneren, a kann een, wann ee vu Mobbing schwätzt, och gläichzäiteg vu Violence rieden, vu Gewalt also, oder eventuell vun Aggressioun? Dat, mengen ech, kéint ee jiddefalls esou gesinn, an ech wäert probéieren, dat hei kloerzemaachen.

Den Ënnerscheed zwëschent engem Konflikt an dem Mobbing ass, dass de Mobbing eppes ass, wat dauert an der Zäit, wat sech normalerweis ofspillt zwëschent Leit, ënnert deenen en Autoritéitsgefälle ass an, wéi gesot, wat eng gewëssen Zäit dauert.

Et ass eng Conduite abusive, déi kann duerch e Geste, duerch e Comportement, duerch eng Attitüd, duerch systematesch sech ofdréien, wann ee mat engem schwätzt, oder esou, begräifen. Et ass kloer, dass eng Repetitioun derzou féiert, dass déi Leit, déi d'Victime dovunner sinn, sech an hirer Dignitéit oder an hirer Integritéit beanträchtegt fillen, an dass doduerjer d'Atmosphär op der Aarbecht verduerwe gëtt, oder souguer d'Aarbechtsklima verduerwe gëtt, an esou dass d'Klima och derzou féiert, dass d'Entwécklung vun der Carrière eigentlech vun deemjéinegen, deen d'Victime ass, beanträchtegt ass.

Villes kann een als Mobbing betruechten, zum Beispill systematesch een duzen, deen dat net wëllt, engem d'Wuert schneiden, een humiliéieren, zum Beispill Verbesserunge vun engem Text, deen ee geschriwwen huet, einfach esou an engem öffentleche Raum leie loossen, oder ganz offensichtlech Dokumenter, déi etabléiert gi sinn, net gebrauchen, oder se einfach an den Tirang leeën nodeem se gestallt ginn. Et ass also eppes, wat ganz villschichteg ass, an net nëmmen an den Akten, mä et ass och villschichteg an deem Ëmfeld, wou Mobbing ka stattfannen.

Et gëtt et net nëmmen op der Aarbechtsplaz ënner Salariéen oder zwësche Supérieurs hiérarchiques an Inférieurs hiérarchiques. Et kann och e Salarié säin Direkter mobben, an et kann e Client e Salarié mobben, mat deem en net an engem direkten Aarbechtsverhältnis steet. Esou dass et ganz schwiereg ass, gemeinsam Regelen ze fannen, wéi ee kann dergéint virgoen.

Jiddefalls ass et evident, dass d'Preventioun dat Bescht ass an dass dat de Moment um juristesche Plang sécher zwar e gudden Ufank ass, mä den Haaptproblem net léist, an den Haaptproblem an dëser Matière ass eben ëmmer de Bewäis. D'Bewäisféierung vun deem, wat geschitt ass, a fir eppes kënnen ze qualifiéieren, ass dat, wat d'Saach schwiereg mécht, well normalerweis steet engem säi Wuert géint deem anere säint. Wa mer net dat fäerdeg bréngen an dësem Domän vum Harcèlement moral, wat mer beim Harcèlement sexuel gemaach hunn, dat heescht en Aménagement oder Partage de la charge de la preuve, da komme mer sécherlech, mat alle gudde Virsätz, déi mer hei hunn, kee Meter weider.

Ech denken duerfir och, dass dat eng Nécessitéit ass, Här Aarbechtsminister, fir an deem Sënn eppes ze maachen. Och dann, wa mer wëssen, dass d'Gesetz net ëmmer

Problemer aus der Welt schaaft, mä dat, wat mer bis elo hunn, geet jiddefalls net duer.

Wat normalerweis geschitt, wann an engem Betrib gemobbt gëtt, da gëtt probéiert, d'Victime aus dem Verkéier ze zéien, fir d'Schwieregkeeten ze évitéieren. Or, dat ass genau dat, wat beim Mobbing net soll geschéien. Dem Patron seng Obligatioun ass et, fir en Aarbechtsklima ze suergen, wou all Mënsch seng Aarbechtscapacitéiten entwéckele kann, an aller Serenitéit. Et geet net, dass d'Victime getraff gëtt, wann en Harcèlement stattfënnt.

Duerfir ass et also wichteg, dass d'Patronë wëssen - well et si jo haaptsächlech si, déi betraff sinn am groussen Deel -, wéi se sollen domadder ëmgoen, dass se Informatiounsstellen hunn. Dass se wëssen, dass se fir d'Éischt mussen eng Investigatioun maachen, dass se mussen intervenéiere bei deemjéinegen, deen accuséiert ass, oder dee vun deem gesot gëtt, en hätt harceléiert. An e muss derfir suergen, dat ass seng legal Obligatioun, dass den Harcèlement ophält.

Or muss en dat maachen op de Schëllere vun deem, deen den Harceleur ass, an net op de Schëllere vun deem, deen d'Victime vum Harcèlement ass. An dat ass eben dat, wat an der Praxis ganz oft net geschitt.

Et ass och esou, dass eng Mutatioun beispillsweis vun enger Victime vun engem Harcèlement keng adaptéiert Léisung ass. Och dann, wa se ugeholl ass, well eben dat net deen Acteur ass, op deen der Jurisprudenz no eigentlech muss den Akzent geluecht ginn, wann et festgestallt ass.

Ech wollt kuerz zréckkommen op eng Proposition de loi vum Lucien Lux vun 2002, deen a senge Wierder ganz genau beschriwwen huet, ëm wat et geet beim Harcèlement: Manipulatioun, Déstabilisatioun, Confusioun, Diminutioun vun der Performance. An d'Chifferen, fir déi ech menge Virgänger op dëser Tribün wëll Merci soen, déi mer hei héieren hunn, déi weisen also net nëmmen, dass Handlungsbedarf ass fir Victimen, mä dass en ekonomeschen Intérêt am Spill ass, fir hei eppes ze maachen, wat Kapp a Fouss huet. Dat ass bis elo jiddefalls nach net geschitt.

Ech brauch also duerfir elo op d'Saach vum Bewäis net méi zréckzekommen. Och dat war am Lucien Lux senger Propositioun richteg gesinn. An och dann, wann de Justizminister geäntwert huet, dass et einfach ass, Gesetzer ze maachen, mä dass et schwéier ass, Resultater ze erreechen, dann dispenséiert dat eis an dësem Fall awer net, fir wéinstens a verschiddene punktuelle Saachen eppes ze maachen.

Deeselwechte Punkt, deeselwechte Problem...

Mme le Président.- Madame Err, och Iech muss ech bieden, zum Schluss ze kommen. Et deet mer leed. Och Iech wëll ech net harceléieren a keen Drock ausüben, mä ech muss d'Reglement uwenden.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech soen dann nach just ee Saz zum Harcèlement an der Schoul. Ech hu vu ganz no haut e Fall erlieft, wou d'Madame Ministesch - déi Betraffen - haut de Moie saiséiert ginn ass, an ech géif se wierklech bieden, derfir ze suergen, dass deen Dossier, deen do komm ass, aus der Welt geschaaft gëtt, zur Zefriddenheet net vun deene Victimen, déi de Moment am Fong net méi direkt concernéiert sinn, vu dass d'Schoul ophält, mä vun all deene potenzielle Victimen, déi an deeneselwechte Situatiounen an därselwechter Schoul kënne weider harceléiert ginn.

Ech mengen, an deenen zwee Fäll, an der Aarbechtswelt an an der Schoul, gëtt et Instrumenter, déi kéinten agesat ginn. Sou huet zum Beispill a Frankräich...

Mme le Président.- Madame Err, wann ech gelift, also et sinn elo sechs Minutte 35.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Loosst mech just ee Saz fäerdeg maachen. Et gëtt a Frankräich entre-temps op den Tribunäl, wou Affaires de travail an dësem Genre toiséiert ginn, eng Approche médiative gebraucht. An och an der Schoul kéint d'Médiatioun agesat ginn als effektive Moyen um Terrain, fir de Phenomeen aus der Welt ze schafen.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. D'Madame Err huet elo eigentlech gewisen, wat ech elo am Fong geholl am Ufank wollt soen, nämlech datt et praktesch onméiglech ass, a fënnef Minutten an da bei relativ wéinegem Interessi iwwer eppes ze schwätzen, wat eigentlech eminent wichteg ass a wat ons alleguerte concernéiert.

Dat Eenzegt, wat mer kënne soen als gréng Fraktioun, dat ass dem Här Bauler Merci ze soe fir d'Thema, wat ëmmer erëm Sensibilisatioun brauch, hei ervirbruecht ze hunn. Eigentlech hätte mer eis eng aner Form vun Debatt gewënscht, wou mer och herno effektiv Konklusioune kéinten zéien a respektiv och e legislative Kader ze schafen.

Dobäi selbstverständlech hätt och en aneren eng Initiativ kënnen ergräifen. Här Schmit, ech ginn Iech do ganz Recht; zum Beispill Dir och als zoustännege Minister. Vläicht kënnt dat nach. Mä just fir ze soen, datt effektiv fënnef Minuten wéineg sinn.

Mobbe kann een iwwerall. Et ass scho vu menge Virgänger a Virgängerinne gesot ginn. An allen Domänen. Et kann ee gemobbt gi fir all Ursaach. Op all Plaz kann ee gemobbt ginn. Et gëtt different Manéiere fir een ze mobben. Et gëtt och nei Terme wéi Bullying oder Stalking an esou weider, déi erfonnt gi sinn an déi op eng gewësse Form vun Harcèlement och zréckzeféiere sinn.

D'Definitioun richteg vum Harcèlement moral ass op der Aarbechtsplaz, op Däitsch zitéiert: „moralische Belästigung am Arbeitsplatz als jede Handlung zu verstehen, die durch das regelmäßige oder systematische Verhalten ein Angriff auf die Würde beziehungsweise die physische oder psychische Integrität eines Menschen darstellt“. An domadder, mengen ech, wär alles gesot.

Här Bauler, d'Stad Lëtzebuerg huet kee Präis kritt fir hire Projet am Mobbing. Si huet e Präis kritt d'lescht Joer fir e Projet par rapport zu engem aneren Thema, den Alkohol op der Aarbechtsplaz. Mä mir wäerte wahrscheinlech och als Stad Lëtzebuerg eng Kéier en zweete Präis kréien, nämlech wéinst dem Projet Mobbing, deen d'Stad Lëtzebuerg effektiv ausgeschafft huet. An ech denken, datt dat am Fong geholl e Projet ass, dee vu ville Betriber kéint iwwerholl ginn, dee sécherlech vun der Mobbing A.s.b.l. och kéint ënnerstëtzt ginn.

An ech denken, datt et do wichteg ass, déi verschidde Moossnamen, déi Prozedur ze ënnersträichen. Fir d'Éischt emol, datt déi Persoun, déi gemobbt gëtt, och eng Plaz weess, wou se kann higoen. Datt se weess, datt dat diskret behandelt gëtt. Datt se weess, datt e Suivi gemaach gëtt. Datt se weess, datt se och kann herno mat dem Agresseur, mat dem Mobber an eng Médiatiounsphas erakommen.

Datt se awer och weess, wann dat net erreecht gëtt, datt do hannendrun awer den Dossier virugeet, an datt do hannendrun och eng Léisung fonnt gëtt; sief et eng Sanktioun, op alle Fall net déi Léisung, déi och scho vu menge Virgänger a Virgängerinnen ënnerstrach ginn ass, déi net déi richteg ass: Schlussendlech, datt déi Persoun, déi gemobbt ginn ass, och nach herno muss d'Fraisen droen, datt se versat gëtt oder datt se op eng aner Plaz muss schaffe goen. Dat soll et net sinn. Dat dierf et net sinn. Fir datt dat net ass, mussen effektiv d'Betriber zesumme mat hiren Delegatiounen a mat hire Personalbüroen déi Saachen op d'Plaz setzen, déi dann och dofir gebraucht ginn, fir déi Victime ze ënnerstëtzen.

En zweete Punkt, deen ech hei ganz kuerz wollt uschneiden, dat ass dee vun der Formatioun vum Entourage respektiv d'Formation continue; net nëmme vum Patron, selbstverständlech och vum Patron oder vun de Chef-de-servicen oder vum Supérieur hiérarchique, mä och vun den Delegatiounen a vun de Gewerkschaften; och vun den Acteuren, déi soss nach betraff sinn, sief et d'Affekoten oder esou. Mobbing, do gëtt alles dragehäit. Ech denken, datt et wichteg ass och ze wëssen: Wéi gi mer domadder ëm?

Schlussendlech ganz kuerz, ass de Mobbing e gesellschaftleche Problem. Et ass eng Saach vu Wäertekultur. Virun allem vläicht och hei zu Lëtzebuerg, wou mer multikulturell liewen. A selbstverständlech, dat ass scho gesot ginn: Et fänkt an der Schoul un. An et ass do, wou muss den Akzent gesat ginn. Et ass och do, wou et Programmer gëtt, souwuel an der Primärschoul wéi herno am Lycée.

Och do gëtt virgezunn, d'Victime ze stäerken, amplaz de Mobbeur direkt ze sanktionéieren oder ze écartéieren. An och do, denken ech, gëtt et nach vill ze maachen. An och do wär et vläicht wichteg, méi systematesch un déi Saach erunzegoen, well mir bauen an der Schoul d'Gesellschaft vu muer op.

Schlussendlech denken ech, datt et eng Saach vu Respekt ass, Integritéit vun der Persoun, an datt all déi Leit, déi e Virbild sollte sinn, an dat ass nun eemol jiddwereen, a virun allem een an der Schoul oder als Responsabelen op der Aarbechtsplaz, sollte mam gudde Beispill virgoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Loschetter. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame President. Fir d'Éischt wëll ech och dem Kolleeg Bauler Merci soe fir déi Initiativ, déi en hei geholl huet, fir eng Debatt zum Thema Mobbing ze maachen. Et ass dëst e ganz wichtegt Thema. Et ass en Thema, wat haut gréisstendeels keen Tabuthema méi ass, wat awer nach ganz wäit vun enger Léisung vum Problem ewech ass.

Mobbing ass eppes, wat haut, nodeem et am Fong an d'Diskussioun, an d'öffentlech Diskussioun komm ass, diskutéiert ginn ass, nodeem Initiativen entstane sinn, wou mer feststellen, datt Mobbing am Fong e generelle Problem ass, wat een op der Aarbechtsplaz fënnt, wat een an de Schoulen a bei Jugendlechen an de Famillje fënnt. Et ass also e Problem, wat queesch an eiser Gesellschaft unzetreffen ass. Et ass e generelle Problem.

Dofir kann ech mech och nëmmen deenen Iwwerleeungen, déi vu menge Virriedner hei zum Ausdrock komm sinn, uschléissen. Et ass net méiglech, an zwou Minutten, déi mir zoustinn, fir esou e wichtegen Thema hei déif gräifend ze behandelen, esou en Thema oder och aner wichteg Themen, wou mer e Chambersreglement hunn, wat enger Partei wéi eiser, déi ëmmerhin 8% vun der Populatioun vertrëtt, zwou Minutte gëtt, fir zu esou Debatten d'Wuert ze ergräifen.

Wann eng politesch Majoritéit décidéiert, enger politescher Minoritéit nëmmen zwou Minutten ze schwätzen ze ginn: Och dat ass e System vu politeschem Mobbing, wann ech enger Partei net d'Méiglechkeet ginn, fir hir Meenung an engem vertrietbaren Zäitpunkt kënnen hei ze vertrieden.

Haut, mengen ech, huet bal all Virriedner, och déi, déi fënnef Minutten hunn, gesot, en hätt gäre méi Zäit gehat, fir zu dësem Thema ze schwätzen. Et ass am Fong schued, datt e Parlament parteiiwwergräifend hei deklaréiert, et hätt net genuch Zäit, fir ze schwätzen. An et sinn awer mir selwer, déi eis e Reglement ginn; et si mir selwer an der Presidentekonferenz, déi décidéieren, datt mer nëmme fënnef respektiv zwou Minutte kënnen zu dësem Thema hunn.

Also musse mer eis selwer bei der Nues huelen a selwer de Virworf maachen, wa mer zu esou engem wichtegen Thema eis net méi Zäit ginn, wéi fënnef respektiv zwou Minutten ze schwätzen.

Madame President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Zäit ass schonn iwwergelaf, schonn eng hallef Minutt. Haut hu mer eis selwer gemobbt.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Deen nächste Riedner ass den Här Hoffmann.

(Interruptions diverses)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Madame Presidentin, dat Thema, wat den Här Bauler opgeworf huet a fir wat een him muss Merci soen, dat ass net iergendeng Niewesaach. Dat beréiert d'Grondrechter vum Individuum an eiser Gesellschaft. „Die Würde des Menschen ist unantastbar“ ass, mengen ech, deen éischte Saz vun der däitscher Verfassung. A bei eis an der Verfassung stinn ähnlech Sätz. An dat, wouriwwer mer hei schwätzen, beréiert d'Dignitéit vum eenzelne Mënsch.

Et ass ganz oft de Fall vu Mëssbrauch vun enger Muechtpositioun, a wéi engen Hierarchien och ëmmer. Dat kënnen Hierarchien a private Betriber sinn oder an öffentlechen Institutiounen. Et ass och ganz oft e Gruppephenomeen, net nëmme bei Jugendlechen, also e Grupp, déi en Eenzelne quasi ausgrenzt, iwwer Mobbing en ënner Drock setzt.

Et muss een och soen a sech bewosst sinn, dass et ganz vill Zivilcourage verlaangt, fir sech ze wieren, an zwar net nëmme bei deem betraffenen Affer selwer, sondern och bei deenen, déi am Ëmfeld vun deem Affer Zeie si vum Mobbing, verlaangt et Zivilcourage - an deenen zwee Fäll. Dat heescht, wa Muechtpositiounen am Spill sinn oder wa Gruppephenomeenen am Spill sinn.

Et ass evident, an dat huet den Här Bauler jo scho gesot, dass, wat d'Betriber betrëfft, natierlech an där aktueller Situatioun - wësse mer - den Drock op d'Belegschafte méi grouss gëtt an domadder natierlech och de Phenomeen Mobbing zouhëlt. Ech géif et eigentlech fir noutwendeg fannen, dass mer, ausser deenen Zuelen, déi den Här Bauler eis geliwwert huet opgrond vun den Donnéeë vun der A.s.b.l., déi glécklecherweis entre-temps besteet, an där do Fro Recherchen, weider Recherchë solle maachen, wéi dee Phenomeen an eiser Gesellschaft sech entwéckelt.

Ech hu mer och d'Fro gestallt - a vläicht kann den Aarbechtsminister, deen hei ass, eis dozou och eng Opklärung ginn: Wéi eng Roll spillt, wat Mobbing an de Betriber betrëfft, eis Aarbechtsmedezin? Well, dat misst e jo eigentlech och betreffen, well Mobbing heescht jo dann och ganz oft Krankgi fir déi Leit, déi Affer sinn.

An ech menge schliesslech och, dass mer eigentlech an där dote Fro eng eege Législatioun brauchen. Ech mengen och, dass et enorm wichteg ass - dat ass awer och scho gesot ginn -, dass mer an de Schoulen ufänke géint de Mobbing virzegoen. Dat ass natierlech och net einfach. Dat verlaangt Formatioun a Sensibiliséierung vun den Enseignanten an allen Hisiichten, souwuel par rapport zu Schüler oder Schülerinnen, déi Affer vu Mobbing ginn,…

Mme le Président.- Här Hoffmann!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- … wéi och vläicht par rapport zur eegener Roll als Enseignant. D'Tatsaach, Madame Presidentin, d'Tatsaach, dass net ëmmer liicht ze ënnerscheeden ass tëschent subjektive Gefiller an objektiven Tatsaachen, däerf eis net drun hënneren, de Phenomeen Mobbing seriö unzegoen.

Mme le Président.- Merci. Domat sinn d'Riedebäiträg vun den Deputéierten ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Aarbechtsminister, wann ech gelift.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Madame Presidentin, ech wëll mech natierlech och dem Merci uschléissen un den Här Bauler, fir deen Débat hei gefrot ze hunn. En effet ass et e wichtege Problem, dee sech ëmmer méi breet an onser Gesellschaft mécht. Natierlech dat, wat mech elo emol am meeschten interesséiert, dat ass de Mobbing oder den Harcèlement moral op der Aarbechtsplaz. Duerno wäert meng Kolleegin Ministesch vun der Éducatioun vläicht iwwert déi aner Fro besonnesch am schoulesche Beräich e puer Wuert soen.

Et ass ganz kloer, datt mer alleguerten als Zil hunn, d'Aarbechtskonditiounen, d'Aarbechtsbedéngungen, d'Aarbechtsëmfeld vun de Leit ze verbesseren. Trotz allem

gesi mer an der leschter Zäit, an deene leschte Joren, datt d'Aarbechtsëmfeld sech ganz oft verschlechtert, datt et gekennzeechent ass duerch Stress oder duerch aner Phenomeenen, wéi notamment dem Mobbing. De Mobbing ass ganz oft och d'Ursaach vu Stress. An d'Humaniséierung vun der Aarbechtswelt muss weider e grousst Objektiv vun der Sozialpolitik a vun der Aarbechtspolitik bleiwen.

Dofir sinn och eng Rei Länner, déi speziell Gesetzer iwwert de Bien-être au travail - ech zitéieren haaptsächlech d'Belsch - adoptéiert hunn, fir eben ze weisen, datt de Bien-être au travail e Recht ass. E Recht, wat och muss protegéiert ginn.

De Mobbing huet - ech mengen, ech kommen net méi op déi Facetten, op déi villschichteg Facetten zréck, déi hei ganz gutt vun deene verschiddenen Intervenantë beschriwwe gi sinn - op jidde Fall als Konsequenz, datt déi Leit, déi gemobbt ginn, krank ginn. Mir hunn, kee weess genau wéi vill, eng Rei Congé-de-maladiën, déi duerch de Mobbing provozéiert ginn. De Mobbing ass also eng Source vun Absentéismus. De Mobbing kann awer och zu ganz dramatesche Situatioune féieren. Zum Beispill zu Tentatives de suicide.

Ech hat, an den Zoufall huet wierklech dat esou gewollt, gëschter d'Gespréich mat der A.s.b.l. Mobbing. Dat ass also komescherweis gutt esou gefall, an déi hu mer gesot, datt si ganz oft Appelle kréie vu Leit, déi an enger Hoffnungslosegkeet sech u si wennen a soen: „Ech si praktesch um Enn an ech denken drun, mer d'Liewen ze huelen, well ech déi Situatioun op menger Aarbechtsplaz net méi kann erdroen."

Mir dierfen déi Situatiounen op kee Fall erdroen. Mir dierfen et net zouloossen, datt d'Leit an esou Situatioune gedriwwe ginn a besonnesch, datt se am Endeffekt d'Gefill hunn, datt keen hinne kann hëllefen, datt se eigentlech keng richteg Upak hunn, fir sech ze verteidegen a fir hiert Wuelergehen op der Aarbechtsplaz erëm ze rétabléieren.

Déi eenzeg Léisung, déi een eigentlech esou direkt zur Dispositioun stellt, dat ass ze demissionéieren, dat heescht hire Contrat de travail ze briechen an domat virum Näischt ze stoen, well och an deem Kader hir Situatioun net ofgeséchert ass, well dat géif natierlech ganz einfach heeschen, datt se zum Beispill net automatesch Recht op Chômage hätten, wa se dat géife maachen. Dat ass also eng Situatioun, déi net akzeptabel ass, a géint déi mer onbedéngt mussen agéieren.

Ech wëll och soen, vu datt mer aner Diskussioune muer wäerten hunn iwwer Kompetitivitéit: Och hei spillen d'Conditions de travail; d'Aarbechtsbedéngunge sinn och en Deel vun der Kompetitivitéit. D'Betriber, wou gemobbt gëtt; d'Betriber, wou harceléiert gëtt; d'Betriber, wou d'Leit a Stress sinn, dat sinn net déi Betriber, déi am Endeffekt innovéieren, dat sinn net d'Betriber, wou - géif ech soen - d'Kompetitivitéit sech am beschte moosse léisst a realiséiert.

(Interruption)

Mir hu momentan keng Législatioun iwwert de Mobbing. Mir hu just eng Mentioun an engem Statut,…

(Interruption)

Mir hunn eng Mentioun am Statut vun de Fonctionnairen, wou effektiv vum Harcèlement moral Rieds geet. Mir kréie ganz oft gesot: „Bon, de Mobbing, dat ass eng ganz diffus Situatioun." An dofir ass et schwéier, eng kloer Definitioun ze ginn. Et ass natierlech net einfach, mä dat ass awer och de Fall fir aner Vergehen, Preuven ze bréngen, Éléments de preuve - an d'Madame Err huet jo doriwwer geschwat - ze presentéieren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Ech mengen, datt ee sech net däerf op esou Argumenter fixéieren an déi do Argumenter utiliséieren, fir net ze agéieren. Ech muss soen, datt eng Proposition de loi 2002 hei déposéiert ginn ass, déi och vum Conseil d'État aviséiert gouf, an ech muss soen - fir déi, déi e bëssen de kritesche Bléck vum Conseil d'État kennen -, positiv aviséiert ginn ass. Souguer ganz positiv aviséiert ginn ass.

Den Här Lux huet an där Proposition de loi eigentlech déi nämlecht Démarche suivéiert wéi déi Démarche, déi schonn am Gesetz iwwert den Harcèlement sexuel gewielt ginn ass. Dat heescht, de Partage de la charge de la preuve. An och déi Approche, déi et erméiglecht, emol iwwerhaapt eng richteg Prozedur unzefänken, déi huet de Conseil d'État approuvéiert. Mir hunn also, wat d'Méiglechkeet, fir ze légiféréieren ugeet, eng gutt Ausgangsbasis.

Et ass deemools fonnt gi vun der Regierung tëschent 2000 bis 2004, datt et net de Moment wär, fir ze légiféréieren, mat dem Argument, och eng Législatioun géif net de Mobbing aus der Welt schafen. Ech mengen, dat ass e bëssen en einfacht Argument, well och de Code pénal iwwert den Homicide huet den Homicide net aus der Welt geschaaft. Trotz allem ass do eng Regel etabléiert ginn. An dofir wär et och ganz wichteg elo, déi Regel festzeschreiwen an déi Regel an e Gesetz ze bréngen.

Sécher ass säit 2002 déi Konventioun tëschent de Sozialpartner ofgeschloss ginn. Dat ass e Fortschrëtt. Déi baséiert iwwregens op enger Konventioun, déi op europäeschem Plang 2007 vun de Sozialpartner um europäeschen Niveau ausgehandelt ginn ass. An déi meescht Elementer vun där europäescher Konventioun sinn do an déi Lëtzebuerger Konventioun iwerholl ginn.

Praktesch als eng vu mengen éischten Amtshandlungen als Ministre du Travail hunn ech déi Konventioun d'obligation générale deklaréiert. Dat ass, mengen ech, e wichtegt Element.

Ech hunn och gesot, effektiv an där Äntwert op dem Här Spautz seng Fro, ob mer net un eng legislativ Démarche géifen denken, datt mer där Konventioun sollten eng Chance ginn. An déi Konventioun verdéngt och doudsécher nach eng Chance.

Mä ech kommen awer elo plus ou moins ëmmer méi zum Entschloss, datt éischtens déi Konventioun hir Utilitéit behält. Ech mengen, et ass wichteg, a virdrun ass gesot ginn, mir mussen informéieren, mir musse sensibiliséieren, mir musse formëieren. An ech géif soen, mir brauchen och Preventioun. An déi Konventioun misst eigentlech de Sozialpartner dat Element ginn, fir dat ze maachen.

Dobäi kann ech dann och soen, datt déi A.s.b.l. Mobbing dat och mécht, datt se natierlech net iwwerall an all Betriber ka präsent sinn. Den Aarbechtsminister oder den Aarbechtsministère ënnerstëtzt jo déi A.s.b.l. och mat Suen. Mä ech mengen, datt mer elo mussen iwwert d'Sozialpartner, iwwert d'Delegatiounen an de Betriber d'Leit sensibiliséieren, soen, wat Mobbing ass iwwerhaapt, hinnen d'Aen opmaachen an och weisen, wat fir desastréis Konsequenzen esou Aktivitéiten hunn.

Mir mussen awer och d'Leit formëieren, well net all Delegéierten an engem Betrib ka mat esou enger Situatioun ëmgoen. Dat sinn nu ganz komplex psychologesch Konfliktsituatiounen, an ech sinn d'accord, datt net all Konfliktsituatioun eng Mobbingsituatioun ass. Mä mir musse preventiv virgoen; dat heescht, mir mussen natierlech och an de Betriber déi responsabel Patronen, d'Employeure sensibiliséieren, datt Mobbingsituatiounen am Endeffekt sech och géint de Betrib riichten.

D'ITM huet menger Meenung no e wichtege Rôle, dee se och exekutéiert am Sënn, datt d'Leit kënne bei der ITM, a besonnesch bei deem Service psychologique, deen an der ITM besteet, sech renseignéieren an och Hëllef kréien. Mä natierlech d'Manéier, wéi dat géréiert gëtt - et ass vu Médiatioun geschwat ginn -, déi ass néierens honnertprozenteg festgeluecht, och wann d'Konventioun tëschent de Sozialpartner virgesäit, datt ee ka Sanktiounen huelen, déi kënne souguer bis zu engem Licenciement vum Mobber goen. Mä och dat ass e schwéiere Wee, deen ee muss virun den Tribunäl bestoen, d'autant plus, datt et keng kloer definéiert Base légale gëtt.

Dofir proposéieren ech dat heiten: Éischtens, op dem Wee, dee virtracéiert ass, weiderzegoen, méi aktiv weiderzegoen, informéieren, forméieren, Preventioun an och e bessere Suivi vun deene Leit, déi Victime vum Mobbing sinn. Iwwert d'Ënnerstëtzung vu Privatinitiative wéi d'A.s.b.l., oder och mat méi, vläicht nach Méiglechkeete bei der ITM mat méi Capacité d'écoute fir d'Leit, déi Victime sinn, bei der ITM. Ech mengen d'ailleurs, datt d'A.s.b.l. op där enger Säit an d'ITM ganz oft enk zesummeschaffen an datt eng A.s.b.l. och ëmmer eng Adress ass, wou d'Leit et méi einfach hunn dohinzegoen, fir sech ze adresséieren.

Mä ech soen awer och ganz kloer, datt de legislative Wee elo muss beschratt ginn. Ech gehéieren net zu deenen, déi elo soen, mir mussen nach eemol fënnef Joer waarden, oder mir mussen emol deem aneren eng Chance ginn. Fënnef Joer ass eng laang Zäit, och wann et der elo nach véier sinn. Ech mengen, hei si mer gefuerdert.

Mir sinn och net dat éischt Land, wat dee Wee beschreide wäert. D'Belsch huet dat gemaach. D'Belsch huet déi Definitioun d'ailleurs, déi een an der Proposition de loi vum Här Lux erëmfënnt. An déi Démarche, déi jo och schonn - nach eemol - vum Conseil d'État approuvéiert ass, schéngt mer déi richteg ze sinn.

Dofir géif ech festhalen, datt ech mat de Sozialpartner en Échange wäert hunn, fir e Projet de loi ze maachen - an ech mengen, dee Projet de loi wäert relativ no bei deem leien, wat d'Proposition de loi Lux ons proposéiert huet -, an duerfir alles maachen, fir datt Mobbing net esou eng Aart obskure Kavaléiersdelikt ass, mä datt mer déi Praxissen effikass kënne bekämpfen, an am Sënn vun enger positiver Condition de travail an de Betriber, nach eng Kéier, positiv Conditions de travail an de Betriber, d'ailleurs no dem Prinzip vun der Responsabilité sociale vun de Betriber.

D'UEL huet sech jo elo engagéiert op dee Wee, fir dee Label vu Responsabilité sociale ze kreéieren. An ech mengen, dozou gehéiert och de Kampf géint Mobbing, dozou gehéiert och e méi energescht Virgoe géint déi Aktivitéit.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit. Elo kritt nach kuerz d'Wuert d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, ech wäert probéiere mech kuerzzefaassen, fir ze soen, dass d'Schoul de Mobbing net eréischt elo entdeckt, mä dass et säit Jore vill Projeten an de Schoule gëtt, déi dann Antimobbing- oder Antigewaltprojeten heeschen - sief dat psychesch oder physesch Gewalt. A wann een dat wëllt positiv dréien, dann nenne mer dat Éducation-à-la-paix-Projeten. Där gëtt et also ganz vill, an déi lescht Joren hunn déi sech multiplizéiert, déi Projeten, wat also och e Bewäis ass, dass dee Besoin an de Schoulen als méi staark emfonnt gëtt.

Ech ka se elo opzielen. Dat geet un eigentlech mat den UNESCO-Schoulen, dem Olymp um Lampertsbierg; „Faustlos" an der Stad Lëtzebuerg, iwwer Peace-Force-Peer-Médiatioun, wat praktesch an alle Schoule gemaach gëtt zesumme mam SNJ; „Mat Verstand ouni Fauscht" zu Bascharage; „Ech an déi aner"; „Soziales Lernen"; „LEKO-Bausteine"; „Anti-Gewalt-Training"; Cyberbullying-Coolness-Training - also d'Lëscht ass ganz laang, an ech géif proposéieren, dass mer eng Kéier vläicht an der Chamberskommisssioun eis géifen Zäit huelen, fir doriwwer méi am Detail ze kucken.

Mir wär et nach wichteg ze soen, dass mir och ganz vill Formatioun ubidden. An dësem Schouljoer hate mer 44 Seminären iwwert deen do Sujet, déi vum SCRIPT organiséiert gi sinn an déi och gutt besicht waren. Mir hunn nach eng ganz Rei Publikatiounen zu deem Sujet, déi de Schoulen zur Verfügung stinn, a mir hu ganz vill Partner, déi mat eis dorobber schaffen.

Säit zwee Joer, oder spéitstens loosse mer soe säit mer d'PIRLS-Etüd kruten, wou jo erauskoum, dass eis Kanner zwar gutt kënne liesen, mä dass de Schoulklima eigentlech als net gutt emfonnt gëtt, hu mer natierlech och verstäerkt um Schoulklima geschafft. Do waarde mer elo an deenen nächste Wochen op e Resultat vun enger Etüd, déi CESIJE-Uni Lëtzebuerg gemaach huet. Net nëmmen, fir festzestellen, ob de Klima gutt oder schlecht ass, mä och fir ze identifizéieren: Wat mécht dann eng gutt Praktik aus, fir e gudde Schoulklima ze kréien, respektiv wat soll een net maachen an enger Schoul, fir e schlechte Schoulklima ze kréien? Mir waarden op déi Resultater.

An dann all d'Schoulen, all Grondschoulen, déi elo amgaange sinn, hir PRSen, déi eng hu se fäerdeg, déi aner sinn amgaange se fäerdeg ze maachen; do ass jo een Objektiv, dee sech ëmmer ëm d'Schoulklima muss dréien. Wéi verbesseren ech de Schoulklima?

Mir haten och am Abrëll eng Journée de réflexion, wou mer 50 Schoulleit a 50 Partner zesummen haten. Wann ech soen „mir", dann ass dat, fir prezis ze sinn, de SCRIPT, deen déi Leit zesummegeruff hat. Wou se dann och deen - loosse mer soen - grousse Kader gesat hunn.

Selbstverständlech, an dat wäert jo kee wonneren, komme se zur Konklusioun, dass Preventioun vu Mobbing oder vu Gewalt, dat ass elo keen Zousazprogramm. Et ass net en Nieweprodukt, mä et ass indispensabel, fir dass an der Schoul d'Atmosphär esou ass, dass ka geléiert ginn.

Zweetens däerf een net unique Evenementer maachen, hei e Projet oder do e Projet, mä dat muss en integraalt Element ginn an der Schoul. An et muss ee kontinuéierlech dru schaffen. Et ass net, dass een eemol e Programm huet, an dee wär fir ëmmer gutt, mä dat muss ëmmer weiderentwéckelt ginn.

Mir plange fir den Oktober eng zweet Journée de réflexion, wou mer da géife probéieren, en Dokument erauszeginn, wat e Kader géif setzen, fir eben d'Schoulentwécklung, d'Schoulklima ze verbesseren, wat dann all déi Ambitiounen do géif zesumme verbannen.

Mä ech denken, et wär vläicht interessant, an der Kommissioun eng Kéier am Detail méi iwwert déi Froen do ze diskutéieren.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Éducatiounsministesch e grousse Merci, datt se sech trotzdeem nach esou genau un d'Zäit gehalen huet, och wann hire Kolleeg Aarbechtsminister net méi ganz vill iwwreg gelooss hat.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.06 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 38

MERCREDI,
30 JUIN 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. Dépôt d'une résolution par M. André Bauler
- *M. André Bauler*

2. Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels
- *Exposé: M. Jean-Louis Schiltz*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann, M. Lucien Thiel, M. Xavier Bettel (dépôt d'une motion), M. François Bausch, M. Jean-Louis Schiltz*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Motion 1: M. Gast Gibéryen, M. Jean-Louis Schiltz, M. Xavier Bettel, M. Lucien Thiel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

3. Résolution de M. André Bauler relative à l'analyse et à la discussion du harcèlement moral au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission du Travail et de l'Emploi et invitation aux réunions de commission des partenaires concernés et des experts
- *M. Lucien Lux, M. André Bauler*
- *Vote sur la résolution modifiée (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Ech géif dann, ier mer zur Orientéierungsdebatt kommen, nach dem Här Bauler d'Wuert ginn, dee wëllt nach eng Resolutioun déposéieren.

1. Dépôt d'une résolution par M. André Bauler

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hu gëschter am Kader vun enger Heure d'actualité de Sujet vum Mobbing diskutéiert. Am Kader vun enger Heure d'actualité - dat heescht, mir haten net schrecklech vill Zäit, fir do déi Analys déif gräifend ze féieren. Et huet ee gemierkt an den Diskussiounen, datt de Wonsch ausgedréckt ginn ass, fir dat an déi respektiv Kommissioune weiderzeginn. Dofir wéilt ech eng Resolutioun hei déposéieren, eng Resolutioun, déi zurzäit zwou Ënnerschréften dréit an déi deenen anere Fraktiounen opsteet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- constatant que le problème du harcèlement moral (mobbing, bullying, cyberbullying, stalking) dans notre société touche un nombre croissant de citoyens et que les conséquences économiques et sociales de ce phénomène ne peuvent être ignorées;

- considérant que le harcèlement moral dans le monde du travail génère des coûts considérables et pour les entreprises et pour la Caisse nationale de Santé;

- constatant que le Gouvernement avait annoncé en février 2009 de mettre en œuvre un plan d'action national dans la lutte contre le harcèlement moral;

- considérant que le harcèlement moral dans les écoles fondamentales et dans les lycées se présente sous différentes facettes et suscite des tensions graves hypothéquant sérieusement le climat scolaire;

décide

- d'analyser et de discuter de manière plus approfondie le sujet du harcèlement moral dans le cadre de réunions de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que de la Commission du Travail et de l'Emploi;

- d'inviter à ces réunions les partenaires concernés et des experts afin d'indiquer des pistes, voire de formuler des mesures concrètes permettant de lutter plus efficacement contre le problème du harcèlement moral, en particulier dans le monde du travail et en milieu scolaire.

(s.) André Bauler, Eugène Berger.

(La résolution n'ayant porté que deux signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, André Hoffmann et Fernand Kartheiser.)

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Mir kommen dann elo zur Orientéierungsdebatt iwwert d'Propositioune vun der Regierung fir d'Erhalen an d'Weiderentwécklung vun der Kompetitivitéit an der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg fir Investisseuren. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Lux, Kox, Henckes, Hoffmann an Thiel. An d'Wuert huet elo den honorabele Vertrieder Jean-Louis Schiltz vun der CSV-Fraktioun. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels

Exposé

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Mount Abrëll am Kader vun der Tripartite huet d'Regierung 65 Propositiounen op den Dësch geluecht, deenen hiert Zil et ass, fir d'Kompetitivitéit vum Land ze verbesseren. Meng Fraktioun huet gëschter 20 respektiv 21 Propositiounen op den Dësch geluecht. Ech kommen op déi selbstverständlech haut hei zréck, an déi aner zwee Riedner vun der CSV, déi Häre Spautz an Thiel, och.

Mir mengen, datt et wichteg wär, datt virum Hannergrond vun esou enger kruzialer Fro all Fraktioun sech hei géif eng éischte Kéier positionéieren, wuelwëssend, datt déi Kompetitivitéitsdebatt net haut ufänkt, wuelwëssend, datt se net haut ophält.

Wa mir 21 Propositioune gemaach hunn, da sinn déi Propositiounen och an engem gewëssene Sënn eng Appréciatioun vun deene Propositiounen, déi d'Regierung am Abrëll op den Dësch geluecht huet. Ier ech zu där éischter Serie vun deene Propositioune kommen, erlaabt Der mer de Kader vun där Debatt hei an och de Kader vun der Kompetitivitéitsproblematik kuerz ze tracéieren.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stelle virum Hannergrond vun deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass: Firwat waarden? Firwat net d'Saachen elo ëmsetzen? Déi Propositiounen, déi 65, ginn op de Mount Abrëll zréck. Eng Rei vun hinne sinn nei. Eng Rei anerer si manner nei. Eng Rei anerer si scho vill, vill méi laang bekannt. An d'Enjeuen, denken ech, sinn och bekannt. Dofir fannen ech et normal, datt spéitstens e bësse méi wéi zwee Méint nodeem déi Propositiounen op den Dësch geluecht gi sinn an der Tripartite, och d'Chamber sech mat deenen ausenanersetzt. Dofir fanne mir, datt elo dee richtegen Zäitpunkt ass, fir déi Debatt hei ze féieren.

Et ass esou, datt, wann een d'Kompetitivitéitssituatioun vun eisem Land kuckt, et näischt bréngt, fir op Zäit ze spillen, well d'Zäit, déi spillt géint eis. Et ass elo, wou muss eppes geschéien, an net waarden. Dat heescht, fir d'Éischt emol déi Saachen ëmsetzen, déi kloer sinn an op deenen elo scho Konsens besteet. An dat sinn der ganz vill.

Ech sinn am Iwwregen iwwerzeegt dovunner, datt d'Regierung schonn amgaangen ass säit deem Mount Abrëll, dee Plang, déi 65 Propositiounen zu engem groussen Deel ëmzesetzen. Ech erwaarde mer dofir haut vun der Regierung, dass se eis Informatioune gëtt iwwert den Ëmsetzungsstand vun deene 65 Propositiounen.

Ech erwaarde mer och eppes Zweetes: Vu datt déi Propositiounen elo schonn iwwer zwee Méint um Dësch leien, erwaarden ech mer, datt d'Regierung eis en Zäitplang virleet, wat d'Ëmsetzung vun deene Propositiounen ubelaangt. Ech géif mer wënschen, datt deen Zäitplang e konkreten Zäitplang wär an net en Zäitplang, dee sech géif drop beschränken ze erklären, datt d'Aarbechten amgaange sinn oder datt een amgaang ass, sech Gedanken iwwer verschidde Sujeten ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Net waarden, heescht awer och, datt et elo Zäit ass, iwwer eng Rei Propositiounen, déi nach net esou wäit gedië sinn, datt se kënnen ëmgesat ginn, ze diskutéieren. Dat ass insbesondere wouer fir déi Propositiounen, déi fir deen een oder deen anere vläicht e bësse méi komplizéiert sinn.

(Hilarité)

Mä firwat dat alles elo maachen? Firwat dat alles elo maachen, gesäit een, wann een d'Situatioun vun eiser Kompetitivitéit analyséiert. Ech hunn hei de 6. Mee am Kader vum État de la nation am Detail d'Analys vun der CSV-Fraktioun duergeluecht, wat an eisen Aen de Kompetitivitéitsproblem ubelaangt, dee mer hei am Land hunn, wat en zolitte Problem ass.

Dir erënnert Iech och, datt e puer Deeg drop de Statec eng Rei Aussoen zur Kompetitivitéit gemaach huet, an déi sinn och an déi nämlecht Richtung gaangen am Iwwrege wéi dat, wat ech hei de 6. Mee am Numm vu menger Fraktioun gesot hunn. De Kolleeg Spautz wäert op déi Aspekter herno nach eng Kéier agoen.

An och, wann an Zwëschenzäit deen een oder deen anere Liichtbléck komm ass, dann ännert dat awer näischt un der Grondproblematik; dat ännert näischt um Fait, datt mer e grousse Kompetitivitéitsproblem hunn. A wann een déi Liichtblécker och kuckt, da muss ech soen, an ech schwätzen haut net Englesch, mä Franséisch: Une hirondelle net fait pas le printemps.

Waarden, dat wär e bësse wéi de Patient, dee mat 39 Grad am Bett läit an dee Féiwer huet an deen d'Medikamenter niewent dem Bett stoen huet an dee seet: „Ech huelen déi elo emol net, well muer geet et vläicht besser." Wann et ëm seng eege Gesondheet geet, da kann een dat do maachen. Mä wann et ëm d'Kompetitivitéit vun engem ganze Land geet, da kann een dat net maachen, da muss een agéieren, an da mussen och Fakte geschafe ginn,…

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …wat d'Ëmsetzung ubelaangt.

Zweet Observatioun, wat de Kader ubelaangt: Mir deelen déi Ziler, déi vun der Regierung virgi sinn, a mir deelen och d'Zilrichtung vun deene 65 Proposen.

Wann Der déi éischt Säit kuckt vum Pabeier vun der Regierung, da gesitt Der, datt et drëm geet, net d'Kompetitivitéit ze verbessere fir de Plëséier, d'Kompetitivitéit ze verbesseren. Et geet eis als CSV-Fraktioun och net drëm, fir d'Kompetitivitéit ze verbessere fir de Plëséier vun der Kompetitivitéit. Mir si keng Kompetitivitéitsfetischisten a mir gesinn d'Kompetitivitéit och net als e Selbstzweck. D'Kompetitivitéit huet am Déngscht vum Mënsch ze stoen. Si erlaabt eis, dee Liewensniveau, dee mer hunn, ze halen. Si erlaabt eis, Politiken ze konzipéieren am Sënn vun der sozialer Kohesioun, an déiselwecht Politiken och ëmzesetzen. Dat sinn déi Ziler, déi een an anere Wierder op der Säit 1 vun der Regierung um Pabeier erëmfënnt.

Wat d'Zilrichtung vun deene 65 Propositiounen ubelaangt, muss ech och einfach soen, datt déi Zilrichtung an eisen Ae stëmmt. Déi Propositiounen allerdéngs wäerten hire ganze Wäert nëmme kréien, wa se och ëmgesat ginn a wa se zügeg ëmgesat ginn.

Dat bréngt mech zu de Propositioune vun der CSV-Fraktioun. Net all déi Propositiounen, déi mir gemaach hunn, sinn nei. Et sinn och ganz oft Propositiounen, déi sech ganz no un déi eruleeën, déi vun der Regierung virgeluecht sinn. Et sinn der och, déi textuell iwwerholl sinn. Anerer si liicht ofgeännert par rapport zu deene 65. A virun allem ass dat, wat mer virgeluecht hunn, déi 20 Propositiounen, keen exhaustive Kompetitivitéitspak. Mir wollten a mir wëlle mat deenen 20 Propositiounen e Bäitrag zur Diskussioun leeschten.

Wann Der déi 20 Propositioune kuckt, gesitt Der zum Beispill, datt mer eis net am Detail mat der Industriepolitik beschäftegen. Och dat wär en Débat à part wäert. Wann Der déi 20 Propositioune kuckt, gesäit een och zum Beispill, datt mer net am Detail oder net op alle Punkten am Detail op d'Mëttelstandspolitik aginn. Och dat wär en Débat à part wäert. Eis Propositiounen orientéiere sech gréisstendeels un der Kompetitivitéit, wat déi international Ausriichtung ubelaangt.

Eis Propositioune sinn an eisen Ae konkret Propositiounen, a virun allem si se an eisen Ae kuerzfristeg ëmsetzbar. Wa mer déi Propositiounen, déi 20, innerhalb vun engem Joer ëmgesat kréichen, jo dann ass et eis Iwwerzeegung, datt dat der Kompetitivitéit hei am Land géif en zolitte Schub ginn. An all déi Propositioune sinn innerhalb vun engem Joer ëmzesetzen. Dofir, vu datt mer eis op déi Zäitche vun engem Joer gestallt hunn, ass et och normal, datt dee Pak, dee mer proposéiert hunn, déi 20 Mesuren, datt dat och keen exhaustive Pak ass. Dofir sinn déi Propositiounen och absolut komplementär zu deene 65 vun der Regierung. Mä virun allem kéinte mer séier un d'Ëmsetzung goen.

Ech weess, datt schonn eng Rei vun deenen och amgaange sinn, ëmgesat ze ginn. Et geet an eisen Aen elo drëm, fir de fënnefte Gank anzeschalten. Kompetitivitéit ass eng Fro, wou mer net nach kënne laang waarden. Mir musse se haut an Ugréff huelen. Ech weess, datt vill Ministere concernéiert sinn, an dofir sëtzen der och haut vill op der Regierungsbänk.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir maachen haut hei 20 Propositiounen. Ech maachen der sechs vu menger Säit aus; de Kolleeg Spautz a senger Eegeschaft als Vizepresident vun der CSV-Fraktioun mécht der siwen; de Kolleeg Thiel déi lescht siwen. De Kolleeg Thiel ass de Moment virgesinn als dee leschte Riedner. Et wär mir léif, wann e kéint direkt nom Kolleeg Spautz schwätzen. Ech insistéieren awer net dorobber. Ech iwwerloossen lech dat, wéi Der dat wëllt organiséieren. Mä da wären déi 20 Propositiounen am Detail hei presentéiert.

(Interruptions et hilarité)

20 oder 21 Propositiounen. Dat ass eng Fro, déi eng Rei Leit beschäftegt, an et ass eng Fro, déi mer och selwer provozéiert hunn, well mer nämlech och gesot hunn, mir géifen 20 oder 21 Propositioune maachen. Eigentlech sinn et der haut nëmmen 20. Well déi 21., déi hu mer de 6. Mee gemaach, an dofir brauche mer se haut net nach eng Kéier ze maachen. Déi bleift selbstverständlech bestoen. Déi bleift onverännert bestoen. Déi 21., déi kennt Der, dat ass déi 49. vum Pabeier vun der Regierung.

Ech liesen lech just ee Saz vir: «…revoir le système en place relatif à l'indexation des salaires et notamment la modification du panier de référence…». Dat soen net ech, dat seet d'Regierung, dat seet de Wirtschaftsminister. Meng Fraktioun ass selbstverständlech domadder d'accord.

An eis Positioun, wat dat do ubelaangt, ass och kloer. Ech hu se de 6. Mee hei am Numm vun der Fraktioun a fënnef, sechs Punkten duergeluecht.

Ech wëll déi fënnef, sechs Punkten hei rappeléieren, andeem ech zitéieren, wat ech deemools gesot hunn: „Éischtens, mir wëllen eng Diskussioun iwwert d'Aart a Manéier, wéi den Index an dëse Krisenzäiten ze regelen an ze reguléieren ass. Zweetens, mir hätten am léifsten, wann en Accord dozou bis an den Hierscht géif fonnt ginn; e soll spéitstens bis am Dezember Form unhuelen. Drëttens, dësen Accord sollt Substanz hunn. Véiertens, mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt: Pëtrolspräisser oder Deckelung vum Index. Mir wäerten eis och all aner zilführend Propositioune konstruktiv ukucken. Fënneftens: Näischt ze maachen an deenen nächste Méint, ass fir eis keng Optioun,…"

Dat ass dat, wat ech de 6. Mee gesot hunn, dat ass dat, wat an eisen Aen och haut nach gëllt. An anere Wierder ausgedréckt: Mir hätte gären eng Léisung, fir deem Index a Krisenzäiten en neit Gesiicht ze ginn. Mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt. Et ass schonn e bësse méi reng wéi déi, déi heiansdo einfach esou behaapten, d'CSV wär fir de sozialen Index. Dat Ganzt, déi Positioun, déi ech elo virun zwou Minutten hei zitéiert hunn, ass e bësse méi subtil, léisst eng Rei Dieren op, ass selbstverständlech och nach ze diskutéieren. Mir hunn och gesot, mir géifen all aner Propositiounen, déi zilführend wären, eis gäre mat ukucken.

Dat Ganzt ass also e bësse méi subtil. Mä wien interesséiert sech haut scho fir Subtilitéit?

Ausserdeem ass d'Zäitschinn eis wichteg. D'Kris fënnt elo statt. Si fënnt haut statt, net muer, net iwwermuer. A well ech vun der Zäitschinn schwätzen, wëll ech och nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, wat ech de 6. Mee zur Zäitschinn gesot hunn, nämlech Folgendes hunn ech de 6. Mee gesot, wat d'Zäitschinn ubelaangt: „Ech wëll lech soen, datt ech net ganz richteg verstinn, firwat mer bis an den Dezember era brauchen, fir en Accord ze fannen. Firwat net schonn am Juli, firwat net schonn am September?"

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- An dann, Här President, eng lescht Remarque zum Index. Wann ee sech d'Diskussioun vun der Kompetitivitéit hei am Land ukuckt, da mengt een, „Kompetitivitéit ist gleich Index" an „Index ist gleich Kompetitivitéit". Sécher, den Index ass e wichtege Facteur an deem Beräich. Mä et ass ee vu villen. Et ass net deen eenzegen.

Deen, dee mengt, mir hätten op eemol kee Kompetitivitéitsproblem méi, wa mer als eenzeg Mesure - ech betounen: als eenzeg Mesure - eppes géifen um Index maachen, deen iert sech. Deen, deen awer mengt, mir kéinten eise Kompetitivitéitsproblem léisen, ouni iergendeppes um Index ze maachen, deen iert sech och. Déi zwee Sätz, déi ech elo gesot hunn, ginn zesummen, deen een ass ouni deen anere kaum eppes wäert, an deen aneren ass ouni deen ee kaum eppes wäert. Esou vill zu där 21. Propositioun vum 6. Mee.

Wat déi 20 Propositiounen ubelaangt, esou beschäftegt déi éischt sech mam Accueil vun den auslänneschen Entreprisen. Mir sinn der Meenung, datt do vill Effortë gemaach gi sinn. Mir sinn der Meenung, datt een dee System nach kéint stäerken. Mir hu probéiert, dat auszedäitschen, wat als Guichet unique dobausse bekannt ass. Dovun ausgehend, datt keen alles kann, ass et eis Meenung, do misst ee Coordinateur pro Secteur agesat ginn, datt d'Leit och wéissten, u wie se sech géife wennen, zum Beispill am Beräich vu Sciences de la vie. Dat soll och no bausse bekannt gemaach ginn. Et gëtt jo Leit, déi sech ëm déi verschidde Secteure këmmeren. Et muss een et no bausse bekannt maachen. A fir datt d'Leit da bei déi Spezialiste kënnen orientéiert ginn, bräichte mer och eng Gare de triage, eng sougenannten Anlaufstelle, déi da kéint d'Leit orientéieren a soen, wou se hinzegoen hunn.

Dann hu mer och am Beräich vun dem Accueil vun den Entreprisen eng Rei récurrent Problemer, déi ëmmer erëmkommen, wou ech weess, datt d'Regierung an insbesondere de Wirtschaftsminister vill Effortë gemaach hunn. Dat sinn d'Schoulen. Wann nei Leit an d'Schoul kommen, hu se récurrent Problemer, fir hir Kanner an d'Schoulen ze kréien. Dat ass alles, wat mat Verbindungen, Flugverbindungen ze dinn huet. Och do, mengen ech, misst een deene Problematiken, wann Der esou wëllt, e Gesiicht ginn, andeem ee géif een designéieren, dee sech spezifesch och dobausse géif dorëmmer bekëmmeren.

Mir hu probéiert iwwert dee System, oder mir mengen iwwert dee System vu Coordinateuren, déi sech géifen ëm déi spezifesch Secteure bekëmmeren, vun enger globaler Anlaufstelle, plus vu Leit, déi sech géifen ëm déi spezifesch Problemer këmmeren, dat Ganzt no baussen ausgewisen, datt dat eng ausgedäitschte Versioun vun deem Guichet unique kéint sinn. Ech mengen, mir sinn net wäit ewech do vun deem, wat d'Regierung schonn amgaang ass ze maachen. Ech mengen allerdéngs, datt een do elo misst e Schrëtt méi wäit goen.

Mir begréissen et och, datt d'Regierung sech als eent vun den Ziler gesat huet, fir d'zentral Funktioune vun internationalen Entreprisen hei zu Lëtzebuerg unzesidelen. Historesch Beispiller sinn SES an RTL. Méi rezenter Vodafone an anerer. Et ass also eng Politik, déi et gëtt, zum Deel. Déi Politik kéinte mer - an do ass jo de Wëlle vun der Regierung - méi verstäerkt maachen, wann ee géif eng Rei vun Obstaclen do eliminéieren. Dat éischt huet mat der Structure d'accueil ze dinn, dovunner hunn ech geschwat.

Dat zweet ass e ganz spezifesche Problem, dat ass déi leideg Konnexiounsfro mat London Heathrow. Ech weess, datt de Wirtschaftsminister do keen Désaccord mat mer huet. Et ass einfach nun emol esou, datt d'Amerikaner iwwer London Heathrow erafléien an Europa. Och wann elo d'Icelandair eng direkt oder quasi direkt Linn no New York gemaach huet, bleift et dann esou, datt vill Amerikaner iwwer Heathrow erafléien. Dofir menge mer, datt een au besoin iwwert de Wee vun engem Service public déi Linn erëm schnellstens misst aféieren.

Da menge mer och, datt ee sollt op de Wee goen, fir deenen, déi hei op Lëtzebuerg kommen an déi massiv Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen, och dat iwwer eng Rei Incitantë méi schmackhaft ze maache respektiv e System en place ze setzen, fir et méi korrekt auszedrécken, e System en place ze setze vun enger Rei Incitanten, insbesondere fiskaler Natur, fir déi Dirigeanten, déi op Lëtzebuerg kommen an déi 300 oder 200 Aarbechtsplaze schafen.

Ech plädéieren hei net fir e spezielle Regime, mä ech mengen, datt ee soll op de Wee goen, fir zum Beispill, datt een, wat d'Käschten, déi déi Leit hunn, wat d'Schoul vun hire Kanner ubelaangt, oder d'Käschten, déi se hunn doduerjer, datt se sech hei zu Lëtzebuerg nidderloossen, datt een déi méi wäit ofsetzbar géif maachen, wéi se haut ofsetzbar sinn. Dat heescht alles Frais d'obtention.

Ech mengen, do kéint een eng Rei Saache maachen, fir dat méi favorabel ze maache fir déi Dirigeanten, an datt een op deem Wee géif indirekt unerkennen, datt hei zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze géife geschafe ginn. Dat kascht net vill, mä dat géif awer an eisen Aen eppes bréngen. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt méi massiv wéi bis elo alles, wat mat Plënnere verbonnen ass, an déi Frais d'obtention mat erageholl gëtt, à condition datt Aarbechtsplaze geschafe ginn an erhale ginn.

Ech soen et nach eng Kéier: Ech plädéieren net fir e spezielle Regime, wou alles op d'Kopp gehäit gëtt. Mä ech mengen, datt een do un zwou, dräi Schrauwe kéint dréien, soll dréien, muss dréien, fir d'Saache besser ze maachen. Et geet drëm, fir déi Fraisen, déi domadder verbonne sinn, datt déi Leit op Lëtzebuerg hei kommen, steierlech méi positiv wéi an der Vergaangenheet ze begleeden.

Déi drëtt Propositioun ass déi vun dem Bon usage des consultants an der Promotioun. Dat ass eng Fro, déi och sech net an dräi Minutten ofhandele léisst. Ech probéieren, et awer esou kuerz wéi méiglech ze maachen.

Et ass gutt, wann een de Privatsecteur an d'Promotioun mat abënnt. Et begéint een der awer ëmmer erëm, déi näischt Besseres am Kapp hunn, wéi op Lëtzebuerg ze kommen als Consultanten an déi da soen: „Wat maacht Dir hei?" Déi komme genau kucken, wat mir maachen, insbesondere wat d'Subventiounen an d'Steieren ubelaangt. Da gi se an Irland, da soe se deenen: „D'Lëtzebuerger maachen dat an dat. Maacht Dir e bëssen d'Saache besser." Dann drainéiere se all déi Entreprisen, mat deene se a Kontakt sinn, an Irland. Wa se dann an Irland sinn, komme se op Lëtzebuerg erëm, dann erkläre se de Lëtzebuerger: „D'Ire sinn amgaangen, dat an dat ze maachen. Kënnt Dir et net erëm e bësse besser maachen?" An esou geet dat da weider erof.

Ech mengen, dat ass eppes, wat een net soll maachen. Dofir si mir duerchaus d'accord a fannen et eng gutt Iddi, fir verstäerkt op d'Consultanten zréckzegräifen, wéi dat am Pabeier vun der Regierung steet. Mä et soll een ophéieren, datt esou Leit eng Avenue gemaach kréien, déi weider näischt am Kapp hunn, wéi d'Saache sech no ënne bewegen ze loossen an eng Juridictioun géint déi aner auszespillen. Dat bréngt näischt.

Ech weess, datt och do schonn an de leschte Joren, an de leschte Méint dergéint gewierkt ginn ass. Mä ech mengen, et war wäert, dat och eng Kéier vun dëser Plaz aus hei an aller Däitlechkeet ze soen.

Mir mengen, véiertens, datt een de Secteur vun den elektronesche Kommunikatioune misst pérenniséieren, andeem een den Infrastrukturprogramm, deen de Minister Biltgen ënner senger Fuchtel huet, weiderféiert; och andeem een novatrice Initiative mécht an deem Beräich. All déi Saache sinn amgaang. Si mussen och schnell ëmgesat ginn.

An deem Zesummenhang kommen ech och net derlaanscht, fir an Erënnerung ze ruffen, datt, wat déi TVAs-Geschichten ubelaangt am Hibléck op 2015 an duerno, an deem europäeschen Text eng Clause de rendez-vous steet. Wat heescht dat? Dat heescht, datt deen Text, wann en esou géif ëmgesat ginn, wéi en elo dosteet, no 2015 géif zu massive Steieraboussen am TVA-Beräich hei zu Lëtzebuerg féieren.

Et muss ee wëssen, datt an deem Text drasteet, datt 2014 nach eng Kéier gekuckt gëtt, ob déi Dispositiounen dem politesche Wëllen zu deem Moment entspriechen an och ob dat Ganzt machbar ass. Ech zitéieren de mémoire. Mir mengen, do misst een den Hiewel usetzen an eng Strategie ausschaffen an och ëmsetzen, fir ze probéieren, dat op d'mannst nach eng Kéier a Fro ze stellen.

An do gëtt et eng Rei Elementer. D'Europäesch Kommissioun huet beispillsweis am Hierscht en Text proposéiert, wou se seet, datt all Konsument muss un all Service am elektroneschen Handel Accès hunn a ganz Europa. Dat heescht, jiddwer Konsument, an egal wat fir engem Land vun der Europäescher Unioun e sëtzt, muss kënnen iwwert den Internet kafen an engem anderen europäesche Land. An do ginn da 15, 20 Mesuren opgezielt, wat d'Barrièrë sinn, déi missten ofgeschaaft ginn.

Or, wann et ëm d'Fiskalitéit geet, ëm d'TVA, da fënnt een näischt méi an deem Pabeier. Et wier an der Logik vun der Saach, well et ass och net am Konsument sengem Intérêt, datt en ëmmer muss en fonction vun deem Land, wou e bezilt, déi TVA muss bezuelen, déi an deem Land gangbar ass, wann een och an der TVA géif déi Prinzipien uwennen, déi d'Kommissioun jo scheinbar an anere Beräicher uwennt, an also weider géif mat deem System fueren, dee bis elo bestanen huet, nämlech, datt d'TVA do akasséiert gëtt, wou d'Entreprise, déi d'Saache verkeeft, hire Siège huet.

Mir mengen also, datt do eng Rei Upake wären, wourauser ee kéint eng Strategie ofleeden an och a Gespréicher komme mat der Kommissioun an deenen anere Länner, fir datt d'TVA an Zukunft net am Land vum Konsument erhuewe gëtt, am Intérêt vum Konsument an awer och am Intérêt vun deene klengen Entreprisen. Well déi Dispositioun geet décidément géint déi Kleng- a Mëttelbetriber, well déi Kleng- a Mëttelbetriber sinn net à même, 27 TVA-Systemer ze géréieren. Dat als zweet Argument an als zweete Grond.

Fënneft Propositioun: Mir mengen, datt een den „Ruling" am fiskale Beräich net soll weider reglementéieren. Den „Ruling" ass an eisen Aen, soll an eisen Aen a muss an eisen Aen eng Interpretatioun vum Gesetz si vu Säite vun der Steierverwaltung, déi am Virfeld virgeholl gëtt, ier Problemer do sinn. Mir mengen, dat wär e System, dee géif fonctionnéieren. Mir mengen, dat wär e System, deen ee soll bäibehalen. Et ass gutt, datt am Sënn vun der Sécurité juridique déi, déi eng Fro hunn, vun der Steierverwaltung oder vun de Steierverwaltunge kënne gesot kréien, was Sache ist. Mir mengen net, datt een dat misst weider reglementéiere par rapport zu deem, wat am Moment hei besteet.

Sechst Propositioun a lescht Propositioun vu menger Säit aus: Mir sinn der Meenung, datt dee fiskale Regime am Beräich vun der Propriétaire intellectuelle, dee gutt Resultater bruecht huet, deen an der leschter Legislatur vum Wirtschaftsminister agefouert ginn ass, datt dee soll weidergefouert ginn. Datt mer sollen eng Diskussioun féieren driwwer, wéi mer dee System nach kënne besser maachen. Datt een zum Beispill soll kucken, ob mer dee System net och kéinten op d'Droit-d'auteuren ausdehnen an esou nei Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg usidelen.

Dat ware vun CSV-Säit d'Propositiounen 1 bis 6. Mäi Kolleeg Spautz presentéiert lech elo 7 bis 13.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Schiltz. Als nächste Riedner hunn ech den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vum Kompetitivitéitsniveau vu Lëtzebuerg ass eng ganz komplex, an d'Meenunge ginn an dësem Punkt ganz wäit auserneen. Déi eng soen, mir hunn nach keng Kris. An anerer, déi soen, jo, et ass Kris, awer mir spiere se nach net. Dës Fro ass awer allerdéngs ganz wichteg fir eis Ekonomie, dass mir eis mat dëser déif gräifender Thematik

auserneesetze mussen. Wann nach ëmmer Leit hei am Land mengen, mir wieren net an enger Kris, da soen ech, dass déi laanscht d'Realitéit liewen.

(Interruption)

D'Kompetitivitéit…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wou ass den Här Weber?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma, wann Der gären den Här Weber frot, musst Der en herno froen, wann en hei ass.

Une voix.- Neen, muer de Moien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Kompetitivitéit seet vill iwwert den Zoustand vun engem Land aus, iwwert déi ekonomesch Aktivitéit, d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen an de Wuelstand vun enger Gesellschaft. Eise Kompetitivitéitsniveau ass trotz der Finanz- a Wirtschaftskris nach héich, wann een e mat deem vu villen aneren europäesche Länner vergläicht.

Dat erkläert sech an éischter Linn duerch dat staarkt Gewiicht, wat de Finanzsecteur an eiser Ekonomie duerstellt. Mir wëssen, dass eis dynamesch Finanzplaz an hir Aktivitéiten eis Ekonomie an de Wirtschaftswuesstum an engem gehéierege Mooss beaflossen, well si droen nämlech bis zu engem Drëttel vun eisem PIB bäi. D'Kris huet deemno nach eng Kéier op frappant Manéier verdäitlecht, wéi staark mir vun der Bankeplaz ofhänken.

Wann een also de Finanzsecteur aus dem Kompetitivitéitsbild eraushélt, da gesäit d'Situatioun a Saache Kompetitivitéit guer net méi esou roseg aus. A wann ee sech da virstellt - wat jo bäi Wäitem net auszeschléissen ass -, dass d'Zukunft vun eiser Bankeplaz alles aneschters wäert wéi e grousse Boom ginn, da muss een och sech bewosst sinn, dass dat e schlecht Zeechen ass fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg.

Dëst alles sinn awer keng nei Feststellungen, well souwuel den Observatoire vun der Kompetitivitéit wéi och de Wirtschaftsminister selwer weisen ëmmer erëm op de Wettbewerbsverfall an een domadder verbonnene Verloscht vun der Lëtzebuerger Ekonomie hin. Dëse Verloscht dréit och zum Ofbau vun deenen dréngend gebrauchten Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg bäi.

Zu deemselwechte Constat kommen iwwregens och eng ganz Rëtsch vun international renommëierten Instituter respektiv d'OECD oder d'Weltbank, fir nëmmen déi ze nennen. Och wann hir Resultater vu verschiddenen Acteuren am Land kritiséiert ginn - ech soen och riicht eraus, ech sinn och net mat allem averstanen, wat se schreiwen -, esou ass et awer kloer, dass all déi Rapporten international Bëuechtung fannen, ob mir dat elo wëllen an ob dat eis gefält oder net, an dass déi Rapporten, well se international zougänglech sinn, och dann op d'Situatioun vu Lëtzebuerg hiweisen. Duerfir ass et och wichteg, dass mir reagéieren.

Mir als CSV-Fraktioun deele villes, awer och net alles vum Inhalt vun dësen Analysen a sinn der Meenung, dass mir zum Beispill e Kompetitivitéitsproblem hunn an dass mir méi deier a manner flexibel si wéi verschidde Konkurrenten. Mir sinn heiheem allerdéngs net eleng mat eiser Meenung. Och d'Regierung gesäit dat esou an huet duerfir am Kader vun der Tripartite déi 65 Moossnamen, Iddien a Piste virgeluecht, iwwert déi mir haut schwätzen.

Mir deelen, wéi gesot, d'Grondausriichtung an d'Zilsetzung vun de meeschte Proposen, vun deenen der iwwregens eng ganz Partie deckungsgläich mat dem CSV-Wahlprogramm sinn. Ech denken do zum Beispill un d'Diversifikatioun a Richtung Biomedezin, Ekotechnologien oder verbessert Rahmebedéngungen an Ënnerstëtzungsméiglechkeete fir d'Kleng- a Mëttelbetriber.

Här President, d'Attraktivitéit vun engem Land ass enk u seng Kompetitivitéit geknäppt a vice versa. Allerdéngs geet de Fait, just eng wettbewerbsfäeg Wirtschaft ze hunn, nach laang net méi duer, fir nei Investisseuren op Lëtzebuerg ze zéien. Au contraire, mir musse potenziell Investisseuren op Lëtzebuerg lackelen, hinnen eis Virdeeler positiv duerleeën an hinnen dofir virun allem och dat richtegt Ëmfeld zur Verfügung stellen; en Ëmfeld, dat eis vun anere Länner ënnerscheet.

Mir mussen e Kader stellen, deen et op anere Plazen an der Welt net gëtt. Et sinn dat déi sougenannte Standuertvirdeeler wéi zum Beispill e kompetitiivt steierlecht Ëmfeld, e betribsfrëndlecht Klima, héich qualifizéiert Personal, eng grouss Liewensqualitéit, stabil politesch Verhältnisser an eng gesond sozial Kohesioun.

Zur Kompetitivitéit gehéieren ausserdeem och modern an zukunftsorientéiert Infrastrukturen. Duerfir si mir der Meenung, dass an Zukunft Prioritéit op Infrastrukturprojete geluecht misst ginn, déi eng Utilitéit um internationalen Niveau respektiv um Niveau vun der Groussregioun hunn. De Bau vu lokale Monumenter an Zäite vu knappe Keesen ass, sou leed et mer och deet, emol bis op Weideres eriwwer.

Sou muss zum Beispill weiderhin d'Prioritéit op de konsequenten Ausbau vun den IT-Infrastrukture wéi Datazentren - net méi spéit wéi de leschte Méindeg ass een ageweit ginn -, Glasfaserleitungen oder och d'Infrastrukture vun dem Logistikberäich geluecht ginn. Ech weess, dass de Minister Biltgen, wat d'Datazentren ubelaangt, amgaang ass drun ze schaffen.

Och d'Telekommunikatiounsweeër musse méi séier a besonnesch fiabel ginn. Oder fannt Dir et normal, dass mer nach ëmmer kee flächendeckende GSM-Réseau hunn? Well nach ëmmer mer ganz vill Problemer hunn, wa mer mam GSM ënnerwee sinn, ob dat op der Tréierer Autobunn ass, op der Streck Koplescht op Miersch, Autobunn Esch-Lëtzebuerg, op der Héicht vu Leideleng, am Uelzechtdall, am Grëngewald. Mir hunn den Usproch, an der IT zum Spëtzepeloton ze zielen. Mir bréngen et awer net fäerdeg, dass eis Leitungen och dat halen.

Des Weidere musse fir de Secteur vun de Bio- an den Ekotechnologië souwéi am Beräich vun der Technologie de la Santé ebenfalls gëeegent Infrastrukture geschafe ginn. Op dës Beräicher kënnt mäi Fraktiounskolleeg, de Lucien Thiel, a senger Interventioun nach méi am Detail ze schwätzen.

Mir mussen am grousse Ganzen d'Modernisatioun vun eise wirtschaftlechen an techneschen Infrastrukture weiderdreiwen am Déngscht vun eiser Ekonomie.

Heizou gehéiere sécherlech och d'Qualitéit vun eisen Transportinfrastrukturen, well si droen zur Kompetitivitéit an der wirtschaftlecher souwéi industrieller Entwécklung vun eisem Land bäi. Den Akzent muss hei an eisen Aen op de Schinneverkéier geluecht ginn. Virun allem mussen déi international Verbindunge mat Däitschland a mat der Belsch däitlech verbessert ginn. Wichteg ass fir d'Zukunft, dass vun der däitscher Säit aus onbedéngt déi néideg Moderniséierunge schnellstens an d'Weeër geleet ginn, fir dass mer e séieren Accès hunn un dat däitscht ICE-Netz.

Dat ass fir eis eng absolut Prioritéit, an duerfir ass et och gutt, dass sech am Mäerz, wou d'Madame Merkel hei war, konnt drop gëeenegt ginn, d'Verbindungen no Däitschland opzemotzen.

D'Ubannungen u Frankräich sinn a leschter Zäit wesentlech verbessert ginn a fir de Moment ginn nach weider zousätzlech Capacitéite geschaf. Nodeel ass zwar de Moment, dass op der Streck vun Esch Retarde stinn, mä duerch d'Entwécklung vun der Beetebuerger Streck misst dat sech jo och verbesseren.

Wat d'Ubannung mat der Belsch betrëfft, sou wëlle mer, dass d'Realiséierung vum Projet Eurocap-Rail esou séier wéi méigech an Ugréff geholl gëtt. Eng séier, der Demande entspriechend an adaptéiert Verbindung...

(Interruptions)

Oh, wësst Der, hei si Leit, déi schwätzen hei wéi grouss Düsenjäger, a wa se an der Majoritéit an hirer Gemeng sinn, da sinn et kleng Segelfliger. Also, ech verstinn net, firwat et net méiglech ass, dass Der Leit ausschwätze loosst!

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Dat war awer gutt gesot!

(Hilarité)

M. le Président.- Sou, ech géif Iech elo bieden, erëm dem Här Spautz opmierksam nozelauschteren.

Une voix.- Dir däerft erëm starten. Dir hutt Starterlaabnis!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Eng séier, der Demande entspriechend an adaptéiert Verbindung zwëschent den dräi europäeschen Haaptstied Bréissel, Lëtzebuerg, Stroossbuerg muss endlech Realitéit ginn.

(Interruption)

Eis Gare an den Oflaf vun den Aarbechten entspriechen och net méi der heiteger Zäit. Villes ass schonn nei gemaach ginn, awer dat Ganzt misst méi séier goen. Vill Leit, déi zu Paräis den Zuch huelen an enger restauréierter Gare, déi och scho bal honnert Joer huet, an der Gare de l'Est, ginn do an enger Fotell fort, a wa se hei zu Lëtzebuerg ukommen op der Gare, hu se schonn d'Flemm, well da fille se sech net am Häerz vun Europa, mä iergendwou dem Honn hannen, an och do musse mer nei Weeër goen!

Une voix.- Mir paken et un!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat fanne mir och!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Nieft optimalen effizienten Infrastrukturen, ass besonnesch och d'Energiefro en eminente Kompetitivitéitsfacteur. De Stroumblackout vum 2....

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech nozelauschteren!

(Interruptions diverses)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Nieft optimalen an effizienten Infrastrukturen ass besonnesch och d'Energiefro en eminente Kompetitivitéitsfacteur. De Stroumblackout vum 2. September 2004 huet eis kloergemaach, wéi wichteg eng fiabel a sécher Versuergung fir eis Ekonomie ass. Duerfir ass et wichteg, dass mir un de Stroumréseau vun eisen dräi Nopeschlänner ugebonne ginn. Ech betounen, vun deenen dräi.

D'Moderniséierung an den Ausbau vun eisem nationale Stroum- a Gasnetz mussen ausserdeem virugedriwwe ginn. Och net vergiessen däerf een an deem Kontext, dass mir nach ëmmer déi néideg strategesch Uelechreserven, wéi et an Europa gängeg ass, net hei zu Lëtzebuerg ugeluecht hunn, an hei besteet och ouni Zweifel Handlungsbedarf.

Niewent der Versuergungssécherheet brauche mir awer op där anerer Säit och gutt a kompetitiv Präisser fir d'Energie. Mir musse sécherstellen, dass d'Energiekäschten net zu enger ëmmer méi grousser Belaaschtung fir eis Wirtschaft ginn. D'Energiekäschte wäerten an Zukunft méi wéi jee als Standuertvirdeel fir d'Betriber an d'Gewiicht falen. De Präis däerf deemno net eng Brems gi fir eis Wirtschaft. Am Géigendeel, e muss sech zu engem Kompetitivitéitsvirdeel entwéckelen.

D'Chancen, déi eis de Stroum- a Gasmaart bidden, musse mir duerfir zu eise Gonschten ausspillen. Hei stellt sech och d'Fro vun der interner Stroumproduktioun. Wa mir selwer produzéieren, brauche mir manner anzekafen. Investitiounen an déi nei Energieproduktiounsanlage ginn duerfir vun eiser Säit och ausdrécklech begréisst. Si sinn noutwendeg, fir de Bedarf vu Lëtzebuerg ze assuréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa Lëtzebuerg zu Recht am internationalen Ëmfeld nach ëmmer de Ruff vum Land vun de klenge Weeër huet, ass et dach op där anerer Säit esou, dass eis Ekonomie net iwwerall esou dréit, wéi se eigentlech dréie kéint, well mir eng Rei komplizéiert a laangwiereg Prozeduren, déi eis Betriber vill Zäit a Sue kaschten, hunn.

Duerfir ass déi administrativ Vereinfachung e weidere Schlëssel fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ze optiméieren. Et geet hei drëm, dass eis Betriber déi Loft a Fräiheet hu respektiv behalen oder erëm kréien, déi se brauchen, fir um nationalen an um internationale Marché bestoen ze kënnen. Dëst och mat Bléck, wat eist Handwierk a Mëttelstandsbetriber ugeet, op d'Groussregioun.

Et wier awer elo falsch ze behaapten, an de leschte Jore wier an dësem Kontext näischt geschitt. Un der administrativer Simplificatioun gëtt scho säit längerer Zäit intensiivst geschafft. Sou gëtt et zum Beispill den Entfesselungsplang fir Betriber, dee gréisstendeels scho vun der viregter Regierung ënnert der Fuchtel vum Fernand Boden ëmgesat gouf. Ausserdeem ass de Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises gegrënnt ginn, dee sech just mat dëser Problematik beschäftegt.

D'Prozedur ex ante opstelle vu Fiches d'impact, oder de virtuelle Guichet bei der Regierung, den „guichet.lu", sinn aner konkret Mesurë vun enger Simplification administrative. Dës éischt Schrëtt mussen duerch weiderer ergänzt ginn.

Dat ze schreiwen u sech eleng geet awer net duer. Wa mir eng substanziell administrativ Vereinfachung fir d'Betriber hei am Land wëllen erreechen, da musse mir och praktesch de Kader duerfir schafen. A wann een iwwert d'Konkurrenzfäegkeet vun eise Betriber, insbesondere awer net nëmme fir d'Kleng- a Mëttelbetriber, mä fir d'Betriber alleguerte schwätzt, da muss een och de Courage hunn, déi administrativ Prozeduren unzegoen.

Duerfir proposéiere mir als CSV-Fraktioun:

De Prinzip „selon lequel le silence administratif vaut accord" soll d'Regel ginn, an zwar an deene Beräicher, wou d'Autoritéit eng Décisioun ze huelen huet, déi op Norme baséiert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass vum Här Grethen a vun der Madame Polfer lancéiert ginn.

Plusieurs voix.- 1992!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Spautz, loosst lech net duerjerneebréngen a fuert virun an Ären Ausféierungen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- E provozéiert eis, Här President! Si klauen eis all eis Iddien.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Wann ech gelift, ech bieden Iech, dem Här Spautz nozelauschteren!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Si liesen eis Wahlprogrammer, Här President!

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech fannen et gutt, datt den Här Bettel elo nieft dem Index déi zwee Themen entdeckt huet. Bravo!

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Spautz, fuert da virun, wann ech gelift!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et ass selbstverständlech, dass dës Normen dann och den Objet vun enger Publikatioun musse sinn. Mir géife proposéieren, dass d'ITM an dësem Kontext géif e Pilotprojet lancéieren, an dass een och der ITM déi Kompetenzen da géif ginn.

Am Dateschutz sinn an der leschter Legislatur an am Beräich vun der Direktiv Services an dëser Legislatur schonn éischt Tentativë lancéiert ginn an deem Beräich. Si si vum Statsrot ofgelehnt ginn. Mir si sécher, dass d'Madame Modert, sech un dësen negativen Avisë vum Statsrot positiv inspiréierend, eis do kuerzfristeg Léisunge proposéiere wäert. De Wirtschaftsminister hat jo och scho Virschléi gemaach, déi duerno vum Statsrot rejetéiert gi woren.

An dësem Kontext wëll ech och nach ernimmen, dass den „silence administratif vaut accord" net nei ass. Och net nei ass mat der Madame Polfer a mam Här Grethen hirer Proposition de loi, mä dass mer e Gesetz hu vum 18. Juli 1983, wou dat schonn drasteet: «La Commission des Sites et Monuments nationaux et le conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle l'immeuble est situé entendus en leurs avis, lesquels doivent être produits dans le délai de trois mois à partir de la notification de la proposition de classement. Passé ce délai, la proposition est censée être agréée.»

Also ass dat net nei, mä da besteet dat schonn zënter 1983.

(Interruption)

Mä, Här Bettel, Dir hutt do nach vläicht näischt mat Politik ze di gehat, mä déi Zäit ass och scho Politik gemaach ginn.

M. Xavier Bettel *(DP).*- `92!

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wësst Der, Här Bettel,...

(Interruption)

…doduerch, dass Dir eis Politik wëllt schlechtmaachen, gëtt Är Politik net besser, Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, andeem Der eis offuscht!

(Interruptions)

'83 wore mer zesummen an der Regierung, Här Spautz, och nach just zur Erënnerung!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Also, ech géif Iech bieden nach eng Kéier, dem Här Spautz nozelauschteren! Herno ka jiddwereen heihinnerkommen a seng Meenung dozou soen. Och den Här Bettel.

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Nieft dem „silence qui vaut accord" wier et an eisen Aen nach eng gutt Iddi, fir op de Wee ze goen, fir a ville Beräicher d'Autorisatioun duerch einfach Notificatioun ze ersetzen. Dat bréngt natierlech mat sech, dass, wou ex ante nëmmen notifizéiert gëtt, ex post méi staark kontrolléiert gëtt iwwert de Wee vu Stéchprouwen, mä och wou de Verdacht besteet, dass d'Gesetz net respektéiert gëtt.

Et misst een zum Beispill kucken, a wat fir enge Beräicher vum Bau dee Prinzip ka verstäerkt ugewannt ginn. A Beräicher vun Dateschutz, do gëtt et et schonn, dass een dat ka maachen.

Drëttens, e weidere Prinzip ass dee vun der Ëmsetzung vun den Direktiven. Leider war et an der Vergaangenheet esou, dass mir an der Ëmsetzung dacks méi dichteg wollte si wéi Bréissel a mir hunn nach weider zousätzlech Dispositiounen an déi verschidde Gesetzer ageschriwwen, ouni ze kucken, wat fir e wirtschaftlechen Effet dës Normen op eis Betriber an hir Beschäftegt hunn.

Une voix.- Elo gesitt Der et an!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dës zousätzlech Bestëmmunge gounge ganz dacks oder wéinstens zum gréissten Deel op d'Käschte vun de PMEen.

La même voix.- Voilà!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dës Mesuren hunn och keng weider nei Aarbechtsplaze mat sech bruecht.

Mir sollen ophalen, d'Ham an der Mëllech ze kachen, a konstruktiv dorun erugoen.

La même voix.- Dat muss ee fäerdeg bréngen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir sinn eis bewosst, dass d'Simplification administrative en Instrument ass, dat net vun haut op muer ëmgesat ka ginn. Et erfuerdert e Mentalitéitswiessel an eise Verwaltungen, an de Ministèren, déi méi vernetzt mussen zesummeschaffen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu mengem leschte Punkt, an dat concernéiert de Mëttelstand. En handelt iwwert d'Gesetz vum Nidderloossungsrecht, dem Droit d'établissement.

Dëst Gesetz ass vu grondleeënder Bedeitung fir d'Handwierk an de Commerce. Et definéiert zum engen déi ënnerschiddlech Handwierksberuffer an et leet op där anerer Säit d'Zouloossungsbestëmmungen zu deene verschiddene Beruffer fest.

Déi lescht grouss Reform vun dësem Gesetz läit mëttlerweil sechs Joer zréck, a mir sinn als CSV-Fraktioun der Meenung, dass et Zäit gëtt, den Droit d'établissement der internationaler Entwécklung unzepassen an dass d'Zouloossungsbestëmmungen zu Beruffer am Handel an am Handwierk flexibiliséiert a vereinfacht musse ginn.

Mir begréissen duerfir de Prinzip vun där geplangter Reform vum Nidderloossungsrecht, wéi se vun der Regierung viru kuerzem beschloss gouf.

Och wann an Zukunft weiderhin eng staatlech Genehmegung noutwendeg ass, fir e Betrib am Handel, Handwierk an an der Industrie opzemaachen, sou gëtt den Zougank zu dëse Beruffer awer staark vereinfacht. Am Handwierk soll zum Beispill déi historesch Relatioun zwëschent Meeschterkaart an Nidderloossungsrecht opgehuewe ginn. En Handwierker soll kënne mat enger Meeschterkaart verschidden Aktivitéiten ausüben an e muss der net zwou, dräi oder véier hunn, fir kënnen déi Aktivitéit ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Och den Accès fir d'Aktivitéiten am Handel gëtt ugepasst. D'Qualifikatiounsufuerderunge ginn adaptéiert. Ausserdeem kann e Kandidat fir eng Betribsgrënnung am Handel an Zukunft och seng professionell Experienz geltend maachen.

Ouni wëlle weider op d'Detailer vun dëser Reform anzegoen, sou stëmmt awer d'Richtung vum Gesetzestext. Fir eis ass et wichteg, dass keng zousätzlech Normen oder Kritären agefouert ginn, déi den Zougank zu engem Beruff am Handel, am Handwierk an an der Industrie erschwéieren.

Zil vun der Reform muss ganz kloer sinn, d'Prozedure méi einfach a méi séier ze maachen. Duerfir ass et positiv, dass, wéi schonns virdru gesot, d'Autorisation tacite en cas de silence vun Administratioune mat dësem Gesetz agefouert gëtt. Et ginn dofir och prezis Délaie fixéiert, bis wéini d'Prozedur muss ofgeschloss sinn. No dësen Délaie gëllt d'Demande d'autorisation als genehmegt. Doriwwer nodenke sollt een och, ob een hei net kann a verschidde Beräicher e bësse méi mat deem Punkt vun der Notificatioun fonctionnéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wollt ech nach eng Kéier betounen, dass mir op där enger Säit derfir suerge mussen, dass eis Ekonomie net mat Saache belaascht gëtt, fir déi d'Betriber net do sinn. Op där anerer Säit musse mir der Wirtschaft e Kader schafen, deen attraktiv ass fir déi Betriber, déi schonns zu Lëtzebuerg sinn, an de Standuert Lëtzebuerg nach méi attraktiv maache fir déi, vun deenen et an eisen Ae wichteg ass, dass se sech hei am Land nidderloossen, vergréisseren an nach zousätzlech nei Aarbechtsplaze schafen.

Nëmme kompetitiv Betriber schafen nämlech dës nei Aarbechtsplazen, a soumat hu mer eng Chance, fir eis Kanner an eis Kandskanner a fir eise sozialen Niveau an eis Sozialpolitik, wéi se de Moment am Land leeft, och weider kënnen ze finanzéieren.

Duerfir hei am Résumé d'Propose 7 bis 13 vun der CSV-Fraktioun:

7. Bei den Infrastrukture soll den Akzent op Lëtzebuerg national an och op d'Groussregioun gesat ginn.

8. Dass d'Ubannung un Däitschland an un d'Belsch un der Schinn Prioritéit huet.

9. Dass mer an der Energie kompetitiv Präisser behalen an dass mer och d'Offer vun de Präisser, dat heescht selwer produzéieren, am Elektresche solle förderen.

10. Dass de Prinzip „silence vaut accord" muss Realitéit ginn.

11. D'Aféierung vun der Notificatioun amplaz vun der Autorisatioun.

12. Dass mer eng aner Prozedur maache bei der Ëmsetzung vun den Direktiven.

13. Dass mer et och fäerdeg bréngen, den Zougank fir d'Beruffer am Handel, am Handwierk an an der Industrie méi einfach ze maachen.

Nëmmen da bréngе mer et och fäerdeg, déi Erausfuerderungen, déi virun eis leien, eiser Jugend eng Chance ze ginn. Eis Jugend, eis Kanner a Kandskanner, wat eist gréisste Gutt ass, fir dass déi och nach eng Kéier hei a Lëtzebuerg déi Aarbecht fannen, déi se brauchen, an dass Lëtzebuerg och liewenswäert bleift fir hei ze wunnen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn dovunner aus, datt dës Debatt kee Selbstzweck ass, grad wéi d'Kompetitivitéit kee Selbstzweck ass, well et geet drëms, datt mer gesond Betriber am Land hunn. Betriber, déi Aarbechtsplazen zur Verfügung stellen, neier schafen, bestehender kënnen ofsécheren. Aarbechtsplazen, déi de Mënschen am Land en Akommes ginn, vun deem se kënne liewen, vun deem se kënnen hiren individuelle Wuelstand garantéiert wëssen, wou se hir Liewensdreem kënnen dermadder erfëllen.

Et geet drëms, wa mer kompetitiv sinn, fir de globale Wuelstand vum Land ze assuréieren, ënnert deem ech emol déi sozial Ofsécherung géif oplëschten, ënnert déi ech géif oplëschten all déi Zukunftsinvestitiounen, déi musse gemaach ginn, fir datt et zu Lëtzebuerg sech och nach muer gutt liewen, gutt schaffe léisst. Déi Zukunftsinvestitioune ganz besonnesch a Beräicher, wou mer net nëmmen an de Steen investéieren, mä an de Mënsch investéieren, an d'Wëssen investéieren, a Bildung an a Fuerschung investéieren.

Jo, ouni Kompetitivitéit wäert d'Zukunftsgestaltung hei am Land e gutt Stéck méi schwiereg ginn. Laang Zäit ass, wann et ëm d'Kompetitivitéit gaangen ass, dann an der Regel et esou arrangéiert ginn, datt mer et iwwert de Lëtzebuerger Modell geregelt hunn, datt, wann e Problem war, d'Regierung, also d'Politik, an op där anerer Säit d'Sozialpartner, d'Gewerkschaften an d'Patronat zesummekomm sinn, fir eng gemeinsam Analys ze maachen a gemeinsam déi beschtméiglech Léisungen op den Dësch ze leeën, déi dann duerno vun der Politik iwwerholl goufen, fir ëmgesat ze ginn.

Dat war op jidde Fall esou gutt, wann et ëm Krisesituatioune gaangen ass, wann et ëm aussergewéinlech Situatioune gaangen ass. A mir sinn an enger Krisesituatioun, mir sinn an enger aussergewéinlecher Situatioun, mä trotzdeem huet ee festgestallt virun enger Rei vu Wochen, datt dës Kéier de Lëtzebuerger Modell gescheitert ass.

An do dréit d'Regierung eng grouss Responsabilitéit drun, well d'Regierung net à même war, virun der Tripartite mat kloren a konkrete Propositiounen opzewarten. Well d'Regierung probéiert huet, sech an der Tripartite hannert de Sozialpartner ze verstoppen. A well d'Regierung offensichtlech net preparéiert war, net preparéiert an déi Verhandlunge gaangen ass.

Dat soen net ech, dat seet net meng Fraktioun, mir waren net derbäi. Dat soen all déi Leit, déi derbäi waren; vläicht mat Ausnahm vun der Regierung. Mä wann ee mat de Sozialpartner schwätzt, wann ee mat Gewerkschaften diskutéiert, wann ee mam Patronat schwätzt, dann ass dat dee gréisste Reproche op jidde Fall, dee vun där Säit der Regierung gemaach gëtt.

Mir hu schonn 2004 eng Kéier, deemools nach mat DP-Bedeelegung, an der Regierung festgehalen, datt eng Tripartite sech soll intensiv ëm Froe vun der Kompetitivitéit ënnerhalen a Léisunge sichen. Déi Tripartite ass net méi 2004 zesummekomm. 2005 war vläicht, bei engem Joer, wou Enn des Joers Gemengewahlen och waren, net de Moment, fir vläicht intensiv doriwwer ze diskutéieren. Sou datt d'Tripartite 2006 eigentlech déi Tripartite war, déi gebuer ginn ass als Kompetitivitéitstripartite, awer geendegt huet finalement als Tripartite fir de Statsbudget ze saméieren.

An et war dann och dat quasi den Haaptpunkt vun deenen Diskussiounen do. A vill aner Punkten, wou et ëm Kompetitivitéit gaangen ass, wou et ëm strukturell Reforme gaangen ass, si leie bliwwe respektiv, wann dann emol Reformen ugepaakt goufen, wéi de Statut unique, da muss ee sech froen: Wat hëlleft dat haut an dëser Situatioun? Wat huet dat finalement der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie wierklech weidergehollef? An aner Mesuren, déi geholl goufen, wéi zum Beispill d'Modulatioun vum Index, dann 2009, matzen an enger Krisesituatioun, ausgelaf sinn.

Mir haten och hei am Land eng Kris virun der Kris. Wann ee gekuckt huet, wéi de Chômage an deene Jore virdrun an d'Luucht gaangen ass, wann ee gekuckt huet, wat fir ee knappen Équiliber mer an de soziale Keesen haten, trotz engem enorm héije Wirtschaftswuesstum, wann een héieren huet, a wat fir engem Mooss mer dach Avantagen, déi Lëtzebuerg ëmmer op ekonomeschem Plang ausgezeechent hunn an d'Differenz gemaach hu par rapport zu aneren, notamment méi grousse Länner, déi vläicht nach vill aneschters kéinten ubidden, mä do wou mer wierklech gutt waren, déi kuerz Weeër, déi schnell Reaktiounen, déi Avantagen hate mer verluer. An do huet zanterdeem d'Regierung och hir Hausaufgaben net gemaach.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt meng Partei och 2006 sech net verstoppt huet an där doter Diskussioun, wou et ëm Kompetitivitéit gaangen ass, wou et ëm Chômage gaangen ass, wou et ëm de Statsbudget gaangen ass a mer op 33 prezise Propositiounen déi Diskussioun wollten animéieren. 33 Propositiounen, a wann ech mech richteg erënneren, huet de Statsminister op dëser Plaz hei der 19 op jidde Fall emol als gutt emfonnt an iwwerholl. Mä leider sinn der ganz vill vun deenen 33 net ëmgesat bis ewell, a ganz vill vun deenen 19, wou de Statsminister eigentlech Sympathië gewisen hat derfir, och nach ëmmer net. Si sinn awer duerfir ëmsou aktueller wéi jee.

Et gëtt vill där Pabeieren do, net nëmme vun der Demokratescher Partei. Et gëtt vill Pabeieren, wou sech mat der Kompetitivitéit ausenanergesat ginn ass. Ech erënneren un de Rapport vun der Krisekommissioun, dee mer just virun deene leschte Chamberwahlen hei presentéiert hunn an diskutéiert hunn, 21 konkret Propositiounen. De Rapporteur, de Lucien Thiel, erënnert sech sécherlech.

Deemools huet dat sech scho gelies wéi e Katalog vu Versäumnisser vun der Regierung, wéi alles dat, wat net gemaach ginn ass, wat awer hätt misse gemaach ginn, fir fit ze sinn um internationale Plang. A Punkten, déi mer haut erëmfannen an deene 65 Propositioune vum Här Krecké, déi mer an deenen 20, 21 Propositioune vun der CSV erëmfannen, déi stoungen och dodran.

Uni a Fuerschung solle mer besser notzen a verbannen. Mir mussen d'Datenautobunnen upassen. Mir mussen d'Prozedure kierzen. De Guichet unique war do ze fannen, besser Promotioun fir Lëtzebuerg a vill aner Punkten.

Mä där Pabeiere sinn et och scho laang Jore virdru ginn. Am Joer 2004, virun den deemolege Chamberwahlen, huet de jëtzege Wirtschaftsminister, deen et déi Zäit nach net war, en „Sofortprogramm für unsere Wirtschaft" opgeluecht. An och do hu mer gelies vum Guichet unique a vum Guichet virtuel. Autorisatiounen, fir Commerce ze maachen, sollte vereinfacht a verkierzt ginn. Dat war de Mëtten hei schonn Thema. Schnell Autorisatioune sollte garantéiert ginn. Direktive sollten nëmmen eent zu eent ëmgesat ginn. Och dat hunn ech an deenen zwee méi neie Pabeieren nach eng Kéier misse liesen. Terraine sollten zur Verfügung gestallt gi fir Kleng- a Mëttelentreprisen. Autorisations de travail sollte méi schnell a méi breet kënnen ausgestallt ginn.

Dat alles stoung 2004 an engem Sofortprogramm vum jëtzege Wirtschaftsminister. Nun, zënter sechs Joer schéngt net alles do ëmgesat ze sinn. Déi Definitioun vum Wuert „sofort", déi misste mer also nach eng Kéier am Detail nokucken.

Mir haten en Entfesselungsprogramm vum Fernand Boden mat, mengen ech, 76 Propositiounen, wou ausser Ukënnegunge jo och net ganz vill geschitt schéngt ze sinn.

(Interruption)

Firwat soss, Här Boden, hätte misse véier CSV-Ministere virun zwou Woche sech zesummendinn…

(Interruptions)

…fënnef CSV-Ministere sech virun zwou Wochen zesummendinn, fir dann den Entfesselungsprogramm nach eng Kéier nei opzeleeën?

(Interruption)

Falls dann do schonn alles ënner Ärer Regie geschitt sollt gewiescht sinn, ech mengen, da musst Der Iech mat Äre fënnef Kolleegen a Parteifrënn do emol eng Kéier méi intensiv beschäftegen, well déi hunn d'Ëmsetzung am Detail sécherlech och net fonnt. Wéi jo gëschter, wéi mer dobausse bei den Handwierker stoungen, der do och ganz vill nach ëmmer gefrot hunn: Wéi ass et dann elo wierklech mat deene méi einfachen a méi schnelle Prozeduren?

M. Fernand Boden *(CSV).*- Dat si Piste virun der Kris hei. Et ass hei de Plan de conjoncture, fir d'Kris ze bekämpfen, zitéiert ginn. Do stinn déi Saachen alleguerten dran. Et si Gesetzesprojeten déposéiert ginn, wou déi Texter do drastinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, jo.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Dat muss nach ëmgesat ginn elo dann.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo. Da schéngt et awer nach net ukomm ze sinn.

Une voix.- Dach, et ass ukomm.

(Interruptions diverses)

Just bei Iech net!

M. Claude Meisch *(DP).*- En aneren Dossier, deen net ukomm ass...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech bieden Iech elo, dem Här Meisch nozelauschteren! Jiddweree kann herno nach d'Wuert kréien.

M. Claude Meisch *(DP).*- En aneren Dossier, wou mer nach net ukomm sinn, dat ass dee vum Plan sectoriel vun de Zones d'activités. Am Wahlkampf virun engem gudde Joer gouf gesot, deen ass elo op der Schinn. Mä en ass op der Schinn stoe bliwwen. En ass kee Meter weidergerullt. Op jidde Fall, d'Prozedur vum sektorielle Plang vun de Zones d'activités ass nach ëmmer net ukomm an et gëtt haut nach keen Terrain méi doduerjer.

Et ass gesot ginn, mir mussen nei Nischen développéieren. Zënter Jore soe mer dat. De Wirtschaftsminister huet en neien Term derbäigesat: Mir musse Kompetenznischen développéieren. Jo. Wou si se? Wou fanne mer se? Wat huet dat bruecht?

An dann elo ebe 65 Punkte vum Jeannot Krecké respektiv vun der Regierung 20, 21 Punkte vun der CSV iwwer Kompetitivitéit, wou ech muss soen, datt villes net prezis ass. Mä dat ass wahrscheinlech esou, well den Här Schiltz, dee wollt d'ganz Strategie net verroden a senge Propositiounen.

(Hilarité et interruption)

Eng Propositioun, déi ass mer awer do besonnesch...

(Interruption)

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Meisch, datt den Här Schiltz Iech eng Fro stellt?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hunn dem Här Schiltz haut schonn eppes ausgeschloen, dofir muss ech em dat do awer elo...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Meisch, ech hu mech virdru jo gepackt, gellt. Waart Dir am Ufank net heibannen? Well, ech hunn nämlech am Ufank gesot - dat war eng Fro -, datt d'Kompetitivitéitsdebatt haut net géif unhalen an net géif ophéieren…, net géif ufänken an net géif ophalen.

Une voix.- Aaahhh!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Duerfir, fir all déi Saachen do ze soen an alles an Erënnerung ze ruffen, dat hunn ech an engem Saz gemaach. Dofir braucht Dir zéng Minutten!

An da wollt ech Iech soen zur Strategie, Dir hutt mech jo do interpelléiert: Effektiv bleiwen ech derbäi, datt, wann een eng Strategie huet, ee se net an allen Elementer duerleet. Ech si frou, datt Der do lernfäeg gi sidd entre-temps. Merci.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, wou war d'Fro?

(Interruptions)

M. le Président.- Also, ech géif Iech elo wierklech bieden, dem Här Meisch nozelauschteren! Déi, déi wierklech eng Fro ze stellen hunn, solle se stellen. Déi aner kënnen nach alleguerten eng Kéier nom Här Meisch untrieden. Här Meisch, fuert elo wann ech gelift virun!

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss den Här Schiltz do a Schutz huelen. En huet mer eng Fro gestallt: „Waart Dir am Ufank net heibannen?"

Ech ka ganz prezis dorobber äntwerten, an et si genuch Kolleegen, déi kënnen et bezeien: Dach, ech souz heibannen an ech hunn Iech nogelauschtert.

(Interruptions)

Pabeieren a Propose gëtt et also zënter Jore méi wéi genuch. Ëmmer erëm déiselwecht Punkte fanne mer dorobber erëm, mä näischt oder wéineg ass geschitt. An haut féiere mer eng Diskussioun iwwer d'65 Punkte vum Här Krecké, an deene sech ganz vill Punkten erëmfannen, Propositiounen, Pisten erëmfannen, déi mer och schonn an anere Kompilatioune virdrun opgefall sinn.

D'Demokratesch Partei ka mat deenen allermeeschten, ech géif bal soe mat alle 65 Punkte vum Jeannot Krecké d'accord sinn. Mir soe just: Da maacht endlech eppes! Haalt op, just doriwwer ze schwätzen! An do gëllt just ee Slogan, dee mer sollen ëmsetzen, et ass e sportlechen: „Just do it."

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- D'Fro muss erlaabt awer och sinn: Kann dës Regierung dat, wat se sech schonn x-mol virgeholl huet, ka se et ëmsetzen? Eng Regierung, déi eng Tripartite an de Sand gesat huet, eng Regierung, déi sech net eens ass, déi während der Tripartite mat grousse parteipoliteschen Differenzen operéiert huet an d'Land an Otem gehalen huet a sécherlech och d'Sozialpartner an der Tripartite an Otem gehalen huet.

Et ass do jo net nëmmen ëm den Index gaangen. Et ass net dat deen eenzege Punkt, wou d'Regierungspartner sech net eens sinn, neen. D'Analys vun der Situatioun gëtt aneschters gemaach op där enger wéi op där anerer Säit. Den Zäitplang schéngt en aneren ze sinn, fir CSV wéi fir LSAP. D'Approche schéngt eng aner ze sinn, fir Rout wéi fir Schwaarz.

Wann een da gesäit, datt zënter Méint a Wochen iwwer e Programm vu 65 Punkte vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké geschwat gëtt an een Dag virun dëser Debatt dann d'CSV mat aneren 21 Punkten d'Diskussioun weider wëllt animéieren, dat ass dee beschte Bewäis, Dir Dammen an Dir Hären, datt dës Regierung kee gemeinsame Projet méi huet, wann et ëm d'Wirtschaftsentwécklung vun eisem Land geet.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Wie soll dëser Regierung dann eigentlech och nach trauen a Vertraue schenken, datt dat, wat se am Laf vun deene leschte sechs Joer net ëmgesat huet, net ugepaakt huet, wat se oft annoncéiert hat, datt se dat da grad elo am Laf vun deenen nächste Joren - deen Délai, deen den Här Schiltz hei gesat huet -, datt se dat am Laf vun deenen nächste Jore ka maachen?

Mä kommt, mir huelen emol un, d'Intentioun wär do, d'bonne Volontéit wär do bei CSV a bei LSAP a se wéilte wierklech eppes maachen, fir d'Kompetitivitéit hei am Land ze stäerken. Da gëtt et eppes ze maachen, an dat als Alleréischt, nämlech déi Steierbomm, déi d'Regierung dem Parlament hei proposéiert huet no der Tripartite, fir déi ze entschäerfen.

277 Milliounen Euro méi Steiere pro Joer, esou wäit et bis ewell iwwerhaapt chiffréiert ass, duerch eng Eropsetzung vun der Solidaritéitssteier, duerch de Spëtzesteiersaz, deen eropgeet, duerch d'Pendlerpauschal, déi halbéiert gëtt, duerch eng Krisesteier, déi agefouert gëtt, duerch eng Finanztransaktiounssteier, déi dann awer nach net vum Dësch ass, duerch e bëllegen Akt, deen ausgehielecht gëtt, duerch eng Steier op gewësse Finanzstrukturen, déi nei agefouert gëtt.

Do derbäi kommen dann nach d'Cotisatiounserhéijungen, un deenen de Gesondheetsminister amgaangen ass ze bastelen, fir den Defizit an der nationaler Gesondheetskeess kënnen ze couvréieren. Da wësse mer och nach, datt duerch d'Reform an der Assurance accident eng Rei vu Secteuren - d'Banken an aner Servicer - sécherlech wäerte méi schlecht Bedéngunge virfannen. An dat, wat vläicht…

(Brouhaha)

An dat, wat vläicht als Käschtenerspuernis hätt kënne fir aner Secteuren - wéi fir d'Handwierk, wéi fir d'Industrie - gëllen, gëtt da gläich den 1. Januar duerch de Mindestloun erëm ausgeglach. Et ass dat en Ugréff op d'Kafkraaft vun de Leit hei am Land, an et ass eng däitlech Verschlechterung vu sämtleche steierleche Rahmebedéngunge fir Betriber. An dobäi war, an et ass nach net en déckt Joer hier, et ass nach kee Joer hier, dës Regierung ugetrueden, fir d'Steierlaascht fir d'Betriber hei am Land erofzesetzen. An ech mengen, deemools war eis och scho bewosst, datt mer eng Kris hätten.

D'Majoritéit denkt also, et wär méiglech, op där enger Säit d'Kompetitivitéit ze verbesseren an d'Steiere fir Betriber a Privatpersounen eropzesetzen.

Esou eng Majoritéit ass an eisen Aen, Dir Dammen an Dir Hären, net méi eescht ze huelen. Wann d'Regierung also wierklech eppes wëllt maachen, fir d'Kompetitivitéit ze verbesseren, dann zitt wann ech gelift Är Virschléi fir Steiererhéijungen zréck!

A wann d'Regierung da wierklech eppes gewëllt ass ze maachen, fir d'Kompetitivitéit ze verbesseren, jo, da mengen ech, da musse mer och eng Solutioun fanne fir d'Problemer, wat d'Lounkäschten ubelaangt. E Plus vu 7% bei de Lounkäschten, déi gesetzlech verursaacht sinn, dat an annerhallwem Joer, plus nach dat, wat derbäikënnt iwwer Kollektivverträg an de Glissement-de-carrièren, dee jo och net ze évitéieren ass: Dat schwächt eng ganz Rei vu staarke Branchen. An dat mécht eng ganz Rei vu schwaache Branchë ganz einfach futti.

Dobäi wëll ech soen, datt et net eis Opfaassung ass als Demokratesch Partei, datt mer déi international Ausenanersetzung a Kompetitivitéit ganz besonnesch op de Lounkäschte misste sichen. Dat kënne mer net. Well mer leie wäit vun deenen ewech, wéi se a Louthrénge sinn, mer leien nach vill méi wäit vun deenen ewech, wéi se an Tschechien sinn, an nach eng Kéier vill méi wäit vun deenen ewech, wéi se a China an Indien sinn.

(Interruption)

Mä, wa mer awer net…

(Interruption)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Bei Lothringen stëmmt et net, Här Meisch. Wann Der d'Lounkäschte richteg berechent.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt bestëmmt Är eege Rechemethod, Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Et gëtt keng dräi verschidde Rechemethoden. Et gëtt nëmmen eng.

M. Claude Meisch *(DP).*- Duerfir, wann ech zu Lasauvage iwwert d'Grenz hanne ginn a kommen zu Zounen eraus, duerfir gesäit et do esou aus, wéi et ausgesäit, Här Hoffmann.

Lëtzebuerg muss awer, wa mer net…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Wéi gesäit et dann do aus?

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech kann Iech et eng Kéier weisen, Här Lux.

(Interruption)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- … op Lëtzebuerg kommen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Wa mer net wëllen d'Kompetitivitéit herno mussen um Niveau vun de Léin ausdroen, jo, da musse mer awer och probéieren, an allen aneren Domänen einfach besser ze ginn. Da musse mer méi innovativ si wéi anerer; da musse mer méi schnell si wéi anerer; da musse mer hei eng besser Qualitéit kënne garantéiere wéi anerer; da musse mer mat besserem Personal kënne schaffen; da brauche mer e bessert an en avantageist steierlecht Ëmfeld, da brauche mer e soziale Fridden, dee sécherlech och e groussen Avantage fir international Investisseuren duerstellt; da brauche mer zolidd Sozialversécherungen, an déi mer kënne Vertrauen hunn, datt och an Zukunft dat nach ze bezuelen ass, wat versprach ass; da brauche mer déi intelligentst Gesetzgebungen.

Et kann een awer trotz all deem doten an deenen Iwwerleeungen do kengem Betrib zoumudden, a schwieregen Zäiten einfach 7% Lounsteigerunge mussen ze akzeptéieren. Déi Betriber, déi domadder mussen eens ginn, hunn zwou Méiglechkeeten: Wa se Margen hunn, déi se kënnen erofsetzen, riskéieren déi erofgesat ze ginn. Domadder ass vläicht an éischter Hisiicht nach net vill geschitt. Mir mussen awer wëssen, datt doduerjer och Lëtzebuerg net méi interessant gëtt fir international Investisseuren.

Oder déi aner Méiglechkeet ass, datt ganz einfach probéiert gëtt, d'Produktivitéit eropzesetzen duerch Personalkierzungen. An dann ass d'Reaktioun an d'Resultat vun esou enger Politik, dat ass méi Chômage, an datt dat och eng Realitéit ass, erliewe mer hei zu Lëtzebuerg zënter enger ganzer Rei vu Joren.

Am DP-Wahlprogramm hu mer eis ganz kloer fir d'Erhale vum Index als Sozialinstrument ausgeschwat. Mir sinn awer och d'accord, datt een a schwierege Situatiounen, dann, wann d'Interessië vun de Betriber, virun allem d'Interessië vun den Aarbechtsplazen et verlaangen, iwwer eng Modulatioun vum Index ka schwätzen. Mir hunn et 2006 gemaach a ware mat deem, wat deemools vun der Tripartite proposéiert gouf, jo och d'accord, a mir hu gehollef hei am Haus et ëmzesetzen.

An esou enger Situatioun si mer elo am Joer 2010. Eng Tripartite, déi gescheitert ass, heescht gläichzäiteg och, datt d'Politik hir Verantwortung muss iwwerhuelen. D'Demokratesch Partei huet während der Tripartite gesot, datt mer bereet sinn, iwwert den Index ze schwätzen. An no der gescheiterter Tripartite sti mer och ganz kloer zu där Propositioun, déi mer gëschter annoncéiert hunn, nämlech fir d'Indextranche vun 2011 ausfalen ze loossen an duerno op den nohaltegen Index iwwerzegoen. Dat heescht, fir de Pëtrol, fir d'Energiepräisser am Wuerekuerf manner staark kënnen ze gewiichten.

Firwat déi dote Solutioun? Ma mir denken, datt d'Aféierung vun deem sougenannte sozialen Index, dat heescht, wou den Index plafonnéiert ass bei zweemol dem Mindestloun, datt dat enger Rei vu Branchen, déi awer déi gréisste Schwieregkeeten, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt, hunn, net onbedéngt hëlleft - wéi dem Handwierk, wéi der Industrie.

Mir denken och, datt den nohaltegen Index, dat heescht, datt d'Indextranche net méi d'Präissteigerunge vun der Energie integral mat rembourséiert, datt dat och en Ureiz schaaft, fir Energie ze spueren, an op där anerer Säit awer och d'Betriber entlaascht, well se net duebel belaascht ginn, op där enger Säit eng Kéier duerch d'Energiekäschten an op där anerer Säit dann nach eng Kéier duerch déi héich energiekäschteninduzéiert Lounaugmentatiounen.

D'Tranche vun 2011 wéilte mer also aussetzen. Dat wär manner Belaaschtung wéi dat, wat momentan vun de Betriber erwaart gëtt. Et wär nach ëmmer eng Belaaschtung, mä se wär méi verträglech. A mer mengen och, datt dat sozial wär. Sozial virun allem doduerjer, well geplangt ass, de Mindestloun op den 1. Januar 2011 unzehiewen. Dat heescht, datt bei deenen ënneschte Lounkategorien, déi um Mindestloun leien an direkt doriwwer, awer eng Augmentatioun, déi e gudden Deel vum Kafkraaftverloscht géif kompenséieren, geplangt ass.

Domadder wär och den Indexsystem net grondsätzlech a Fro gestallt. E wär just un déi heiteg Gegebenheeten, wat Gegebenheete sinn op där enger Säit vun enger Krisesituatioun an op där anerer Säit vun der Energiefal, un déi Gegebenheete wär e besser ugepasst. Déi Propos ass absolut och kompatibel mat deem, wat mer 2006 gesot hunn, wat mer 2006 gemaach hunn an och wat mer 2009 an eisem Wahlprogramm proposéiert hunn.

Index a Steiere si wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, mä d'Kompetitivitéit ass méi wéi Index a wéi d'Besteierung. Et geet do och a virun allem ëm Formatioun. D'Formatioun an der Schoul an d'Formatioun an de Betriber, wou Der wësst, datt mer eis Suerge maache mat enger Grondschoulreform, déi mer net matgedroen hunn, wou mer skeptesch waren a wou mer nach méi skeptesch ginn, wa mer gesinn, wéi se ëmgesat gëtt an de Schoule queesch uechtert d'Land.

D'Kompetitivitéit kann een doduerjer stäipen, andeems ee Fuerschung bedreift an awer och esou bedreift a mat den Acteure bedreift, datt dat, wat erfuerscht ginn ass, datt dat, wat entwéckelt ginn ass, datt dat, wat entdeckt ginn ass, dann och kann zu Lëtzebuerg an de Betriber ëmgesat ginn.

D'Kompetitivitéit ass och Innovatioun förderen, Innovatioun iwwerhaapt akzeptéieren, well an engem verstëbstenen Ëmfeld, wou alles Neies Angscht mécht, een och net innovativ wäert sinn a keng Loscht wäert hunn, eppes Neies och als Betrib an als Investisseur ze riskéieren.

Kompetitiv gëtt een, wann een attraktiv ass fir Talenter, fir Leit, déi Kompetenzen hunn, déi Talenter hunn, weltwäit och heihinner ze féieren, déi hei zu Lëtzebuerg e Kader fannen, wou se mat hiren Talenter kënnen dat Bescht dorauser maachen.

Kompetitiv ass een, wann ee modern Infrastrukturen huet a permanent weiderentwéckelt, virun allem, wann et ëm d'Netzer geet, ëm d'Verbindungen, siefe se aus Goudron, aus der Schinn oder aus der Glasfaser. Kompetitiv heescht och, erreechbar ze sinn, well soss kann ee keen Handel dreiwen; et kann ee keen iwwerzeege goe vu sech selwer. Dat heescht, déi Propositiounen, déi och de Mëtteg hei gemaach gi sinn, fir d'Zuchverbindungen, fir d'Flugverbindungen ze stäerken an auszeweiden, sinn déi richteg Iwwerleeungen.

Kompetitiv ass een, wann ee verstänneg Energiepräisser huet an engem Land op engem Standuert. Mir wëssen awer och, datt dat an Zukunft ëmmer méi wäert och mat där Aart a Weis zesummenhänken, wéi Energie produzéiert gëtt, a virun allem do mat der Aart a Weis, wéi mer et fäerdeg bréngen, fir esou mann CO_2 fräizesetze bei der Energieproduktioun. Well all Pond CO_2 wäert säi Präis an Zukunft hunn.

Kompetitiv ass een, wann een et fäerdeg bréngt, Terrainen zu vernünftege Konditiounen zur Verfügung ze stellen, wat eng besonnesch grouss Erausfuerderung ass an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou mer all Meter carré nëmmen eng Kéier kënnen op eng Aart a Weis notzen.

Kompetitiv ass een, wann een à même ass, sech dem Tempo vun der Zäit unzepassen. An datt mer an enger méi schnellieweger Zäit liewen, misst jiddwerengem heibanne kloer sinn. Duerfir musse mer och d'Politik, d'Verwaltungen op deen doten Tempo upassen.

Kompetitiv ass een, wann een net probéiert, et méi komplizéiert ze maachen, wéi et da wierklech muss sinn. Kompetitiv ass een, wann een interministériel kann zesummeschaffen.

Fir kompetitiv ze sinn, menge mer och, et misst een d'Gouvernance adaptéieren. Wann ee gesäit, datt mer haut net nëmmen ee Wirtschaftsminister, mä der eigentlech fënnef hunn, déi sech ëm eenzel Domäner all Kéiers vun der lëtzebuergescher Ekonomie këmmeren, da muss een och dat eng Kéier a Fro stellen an der ganzer Saach eng nei Struktur ginn.

Mir mussen och vläicht, fir kompetitiv ze ginn, iwwert d'Selbstverständnis vun der öffentlecher Hand eng Kéier nodenken a kucken, wat d'öffentlech Hand selwer wëllt maachen. Wat iwwerléisst se dem Privatsecteur, a wou sinn déi Schnëttstellen, wou d'öffentlech Hand an de Privaten eppes kënnen zesummemaachen? Stéchwuert PPP.

Kompetitiv ass een awer och, wann et an engem Land gutt an attraktiv ass, fir ze liewen, well kee wëllt an engem Land wunnen, wou en nëmmen ass, fir Geld ze maachen, a kee kënnt heihinner, just fir Geld ze maachen a fir Aarbechtsplazen ze schafen, an de Rescht ronderëm - seng Privatsituatioun, seng Liewensqualitéit, d'perséinlech Situatioun vu senger Famill a senge Kanner - wären egal.

A kompetitiv ass een als Land, wann een e positiven Image huet, wann een dynamesch wierkt, wann een oppen ass fir Innovatiounen, wann ee reaktiv ass an dat ëmmer erëm ënner Bewäis stellt. Mä leider huet eis Regierung am Laf vun deene leschte Méint en anert Bild ofginn, wéi en dynamescht, wéi en innovatiivt a wéi e reaktiivt.

D'CSV an d'LSAP waren, si sinn zerstridden a wichtege Froe vun der Politik, vun der Wirtschaftspolitik. Si sinn onfäeg, sech an eenzelnen Dossieren ze bewegen. Si hu sech verhaakt a verkäilt. D'Politik gëtt esou op d'Käschte vun der Kompetitivitéit gemaach.

An ech géif deene 55 Propose vum Jeannot Krecké, vum Wirtschaftsminister, nach eng derbäisetzen.

Plusieurs voix.- 65!

M. Claude Meisch *(DP).*- An ech géif deene 65 Propose vum Jeannot Krecké nach eng derbäisetzen, nämlech eng 66., nämlech déi d'Konditioun ass, fir datt mer déi éischt 65 erfëllt kréien: Mir brauchen eng handlungsfäeg Regierung!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho gutt, dass mer eis de Mëtteg hei an deem Débat bis elo driwwer eens ginn, dass den Asaz fir eng besser Kompetitivitéit, den Asaz fir eng gutt Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg, dem Wirtschaftsstanduert, mä dem Standuert Lëtzebuerg tout court, dass dat eng permanent Aufgab ass, dass dat eng permanent Aufgab an deene leschte Joren ëmmer war an dass dat och an deenen nächste Joren - Kris oder net Kris - fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, e fragilt Land, wat keng eegen, net vill eege Ressourcen huet, wat keen eegene groussen Ofsazmaart huet, en Défi ass, deen eis praktesch Dag fir Dag a Woch fir Woch a Mount fir Mount muss interpelléieren.

Mir wëllen hei zréckkucken op déi lescht 20, 25 Joer Wirtschaftspolitik, déi dozou gefouert hunn, dass den Emploi intérieur an dësem Land vun 1985 bis 2009 vun 160.000 op 354.000 an d'Luucht gaangen ass. Ech mengen, dat ass d'Resultat vun enger „success story", zu där sozialistesch Wirtschaftsministere während 20 vun deene 25 Joer ganz aktiv mat bäigedroen hunn.

Mir wëssen also, wéi den Défi horizontal, net nëmmen eleng op makro- oder mikroekonomesch Donnéeën ze kucken, mä an enger horizontaler Vue, wéi deen ausgesäit. An et kéint een eng ganz Rei vu Beispiller nennen, wou mer derfir gesuergt hunn, wéi den Entreprisen an deene leschte Jore gehollef ginn ass, fir vis-à-vis vun eise Konkurrente sech kënnen ze behaapten.

Ech erënneren drun, dass bei zum Beispill der Fleegeversécherung mer derfir gesuergt hunn, dass dat net bezuelt ginn ass an deem Dreiersystem, dee mer an der Sécurité sociale kennen, mä dass dat éischter fiskaliséiert ginn ass. Ech erënneren drun, dass mer beim Kannergeld déi Cotisatioun, déi et do gouf, ofgeschaaft hunn. Ech erënneren u vill Steiererliichterungsprogrammer, déi vun deene successive Regierunge gemaach gi sinn.

Ech erënneren un niddreg TVA-Sätz an u spezial Tauxen a villes aneschters méi, fir ze weisen, dass mer op deem Gebitt do an deene leschte Joren u sech ganz erfollegräich waren, an dass mer sollen ophalen - dat ass deen éischten Appel, deen ech dëser Chamber de Mëtteg wëll maachen -, dass mer sollen ophalen, eis méi schlechtzerieden, méi schlecht duerzestellen dobaussen. Dat ass schonn an der Psychologie, wou de Jacques Delors eng Kéier gesot huet, d'Ekonomie, dat ass 50% Statistik a 50% Psychologie.

Mir sinn amgaangen hei an dësem Land op deene 50% Psychologie ganz staark ze sënnegen, well mer net ophalen, eis Dag fir Dag no baussen an no banne méi schlecht dohinnerzestellen, wéi mer a Wierklechkeet sinn. Eis Trëmp och no bausse kloer an däitlech ze positionéieren, ech mengen, dass dat eng vun den Aufgabe misst si vun der Regierung a vun eis alleguer an der Politik an deenen nächste Wochen a Méint, fir derfir ze suergen.

Et ass och de Mëtteg hei scho geschwat gi vu Rankingen. Wéi sti mer dann als Lëtzebuerg an deenen eenzelne Rankinge vun der Kompetitivitéit? A wa mer eng Orientéierungsdebatt maachen, dann hätt ech mer de Mëtteg méi erwaart, amplaz hei mat Opziele vun enger ganzer Rei vu Propositiounen, déi bei deene 65 vum Här Krecké scho laang drastinn, an u sech zum gréissten Deel oppen Dieren, ech géif bal soen, oppe Scheierpaarten eralafen, well vill vun deene Saachen, an d'Riedner hunn et hei selwer gesot, deen do Minister ass schonn amgaangen dorunner ze schaffen, an deen do Minister ass amgaangen dorunner ze schaffen. Mir wëssen, dass do ganz vill Défië sinn, un deene ganz konkret Dag fir Dag geschafft gëtt. An ech mengen, dass et net néideg ass, eis Zäit eleng dofir ze huelen, fir eis dat alles nach eng Kéier hei opzezielen.

Ech wëll also schwätze vun de Rankingen, fir emol d'Analys ze verfeineren, déi ee kéint maachen, wéi Lëtzebuerg a Wierklechkeet dobaussen am Moment dosteet. Ech hu mer déi lescht Deeg eng Rei vun deene Resultater vu Rankingen aus deene leschten dräi, véier Wochen emol ugekuckt.

De World Economic Forum huet eng Analys gemaach vun der Lissabon-Review vun deene 27 Länner. Lëtzebuerg stoung 2008 op der 7. Plaz a steet 2010 an deem neie Ranking op der 5. Plaz. Déi Studië weist, dass Lëtzebuerg an der Ëmsetzung vun där Strategie, déi jo dofir do ass, d'Kompetitivitéit hierzestellen, Aarbechtsplazen ze schafen, fir Croissance ze suergen, dass Lëtzebuerg ganz gutt Fortschrëtter op deem Gebitt gemaach huet a seng Wettbewerbsfäegkeet verbessert huet.

Den International Institute for Management Development huet eng Analys gemaach iwwert d'Kompetitivitéit vu 57 Länner a kënnt zur Konklusioun, am Joer 2009 steet Lëtzebuerg op der 12. Plaz, am Joer 2010 steet Lëtzebuerg vu 57 Länner op der 11. Plaz, an innerhalb vun der Europäescher Unioun vun de 27 Länner op der zweetbeschter Plaz. An alle Beräicher vun der Performance économique, vun der Efficacité des pouvoirs publics, dem Environnement des affaires, der Qualité des infrastructures kritt Lëtzebuerg ganz gutt Nouten ausgestallt.

An ech huelen en drëtte Ranking, dee viru kuerzem erauskomm ass, dee vum renommëierten Zentrum fir europäesch Wirtschaftsfuerschung zu Mannheim, dee Standuertattraktivitéit ganz prezis a fënnef Domänen analyséiert huet, do stoung Lëtzebuerg 2008 op der 5. Plaz vu 17 europäesche Länner an den USA, a steet 2010 verbessert op der 4. Plaz, well och do sech Parameteren an den Ae vun dem Institut verbessert hunn.

Ech wëll eng Bemierkung maachen un d'Adress vum Kolleeg Marc Spautz, deen ech kennen, kannt hunn als e ganz aktive Gewerkschaftler, deem d'Suerg vun de Rechter vun de Salariéen am Droit du travail an esou viru ganz uewe läit. An ech wëll him soen, dass, wann ee ganz genau an d'Analys geet an deene Rankingen, firwat mer dann heiansdo net op der éischter Plaz stinn, jo, op der véierter oder op der fënnefter, an et kuckt een, wat fir eng Punkten déi sinn, déi eis no ënnen zéien, net wäit no ënnen, mä awer no ënnen, dann ass et virun allem, dass all déi Instituter do der Meenung sinn, dass mer en Aarbechtsrecht hunn, wat net flexibel genuch ass. Dass et méi einfach misst sinn zu Lëtzebuerg, Leit kënnen ze entloossen, dass een op all deene Punkten do also eng vill méi grouss Flexibiliséierung muss maachen.

Et muss een also feinfühleg genuch emol analyséieren an deene Rankingen, wat se gären hätten. An ech soe fir eis als LSAP, dass dat fir eis kee Schwaachpunkt vun eisem Land ass, mä dass mer dat fir e staarke Punkt vun eiser Attraktivitéit fannen, well mer horizontal der Meenung sinn, dass zur Attraktivitéit och d'sozial Kohesioun eng ganz grouss Bedeitung huet an dass mer houfreg sinn, en Aarbechtsrecht, e Sozialrecht ze hunn, wat wierklech d'Würd vun de Leit respektéiert, an dass dat fir eis en Tromp ass vun eiser Ekonomie a vun eisem Gesellschaftsmodell, wéi mer e kennen.

Mir mengen also, dass et op der Basis vun deene Rankingen do keng Ursaach gëtt, a Katastrophismus ze maachen. An ech mengen och, dass dat, wéi ech virdru gesot hunn, net onbedéngt bäidréit zur Mobiliséierung vun de Leit dobaussen, fir d'Äermelen eropzekrempelen a wierklech deen Défi do mateneen - net nëmme mir als Politiker oder d'Acteuren am soziale Beräich, mä jiddwereen dobaussen -, deen Défi do mat unzepaken.

Ech hunn am „Monde" de 16. Juni gelies, nach eng Kéier de Jacques Delors, dee gesot huet: «Il faut se garder de tout catastrophisme si l'on veut que les opinions se mobilisent.» Et ass genau dat, wat mir mengen. Et soll een ophalen ze maachen, wéi wa mer op der Titanic wieren, well dat definitiv och op der Basis vun deenen Zuelen, déi mer kennen, net de Fall ass.

Ech kucken dann eng Kéier op déi puer Donnéeë vun deene leschte Wochen, just fir se opzezielen an déi lescht Zuele vun eiser wirtschaftlecher a finanzieller Entwécklung eng Kéier unzekucken, fir ze kucken, ob mir eis do besser behaapten an der Kris wéi anerer, oder ob mer wierklech amgaang sinn hei zu Lëtzebuerg d'Baach eranzegoen an zu extraordinäre Mesurë musse gräifen.

D'Einnahme vum Stat, Enn Mee 2010: plus 6% géintiwwer 2009, bal schonn erëm um Niveau vum Rekordjoer 2008. D'Kollektivitéitssteier: plus 16%, déi kommunal Gewerbesteier: plus 13%, a virun allem d'TVA - a mir wëssen an der Finanzkommissioun, dass mer an deene leschte Méint, wann d'TVA zréckgaangen ass, ëmmer gesot kritt hunn, dat ass eng Steier, déi ganz no beim Konsument ass, déi also ganz gutt erëmgëtt, wat sech um Terrain ofspillt -, wa mer elo kucken, dass d'TVA als Konjunkturindikator plus 11,7% opweist, da gesäit een, dass et do - a mir wëssen, dass munches ze relativéieren ass -, mä da weist dat - an ech mengen, doriwwer soll ee sech freeën, doriwwer soll ee sech net opreegen, doriwwer soll ee sech freeën -, dass déi Entwécklung do dach awer besser ass, wéi mer et gefaart hunn.

Da muss een och kucken, dass déi revidéiert, ewell vill manner dramatesch Defizitprognose vum Statec, déi mer virun e puer Deeg kritt hunn, den Defizit vun 0,7% 2009 anstatt 1,1%; 2,1% tabléierten Defizit 2010 amplaz 3,9%; an ech mengen och fir 2011 1,7% anstatt 5% ouni Mesuren, respektiv 3% mat de Mesuren, déi mer am Spuerpaquet zesummen décidéiert hunn. Ech erënneren un déi besser Wuesstumsprognosen, déi de Statec fir 2010 gesäit: 3% anstatt 2%.

Ech kucken op déi nach ëmmer vill ze vill grouss Aarbechtslosenzuelen, déi mer hunn. Mä dach awer soll ee sech driwwer freeën, dass déi Aarbechtsmaartdate vun deene leschte Méint drop higewisen hunn, dass et dach awer besser gaangen ass, wéi mer dat alleguer gefaart hunn, och mir selwer an eiser Fraktioun, an der Partei viru Wochen nach gefaart hunn.

Ech erënneren drun, dass Lëtzebuerg - och déi Statistik ass et awer vläicht derwäert eng Kéier ze kucken - 2009, an engem Krisejoer, dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun war, wat eng positiv Entwécklung vu sengem Schafe vun Aarbechtsplazen hat: 0,9%. Just Däitschland, mengen ech, hat 0%, also eng Stagnatioun. All déi aner Länner waren an där Entwécklung do réckleefeg.

Ech kéint drop verweisen, op d'Industrieproduktioun...

M. le Président.- Här Lux, erlaabt Der, datt den Här Finanzminister Luc Frieden Iech eng Fro stellt?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Sécher, jo, gären.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, ech wollt den Här Lux froen, ob en an der Presentatioun vun

deene Chifferen - ob et déi vum Statec sinn oder vun der Zentralbank oder vun der Finanzinspektioun - awer net och fënnt, datt een net nëmmen de Leit ka soen, datt - an doriwwer freeë mer eis all, datt méi Suen erakomm sinn -, mä datt an all deene Presentatioune mat ënnerschiddlechen Hypotheesen a Rechemodeller den Defizit vum Zentralstat héich bleift, an datt een net nëmme kann hei soen - an dat ass eng Fro un Iech -, et si méi Steieren erakomm, mä datt ech Iech froen, ob Der net och fannt, an enger objektiver Presentatioun, datt een de Leit am Land muss soen, datt och beim Statec en Defizit vun 1,5 Milliarden Euro beim Zentralstat besteet? Dat heescht, datt mer annerhallef Milliard Euro pro Joer méi ausgi beim Stat, wéi déi, déi mer erakréien.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här Finanzminister, wann Der Iech ongeféier zwou Minutte gedëllegt hätt, dann hätt ech gesot, dass dat doten déi positiv Säite sinn, an dass mer der Meenung sinn, dass et och eng Rei negativer gëtt. Wann Der mer also zwou Minutten Zäit gitt, da fueren ech a menger Ried weider, well ech mengen...

(Interruptions)

Ech si vun enger Rou, déi... Ech mengen, dass, fir awer eng Kéier drop zréckzekommen, well Der mer déi Geleeënheet gitt, fir iwwert déi Zuelen do e Wuert ze schwätzen, wollt ech nach soen - an de positiven Zuelen -, dass een d'Industrieproduktioun eng Kéier emol soll kucken, dass een d'Resultater vun der Finanzplaz sech emol soll ukucken, dass een an aner Secteuren, an der Aviatioun soll kucken, fir e Gradmesser ze kréien, wéi d'Lëtzebuerger Ekonomie am Moment dosteet a wat fir eng Orientéierung mer deem kënne ginn.

Ech wëll bei den Zuele soen, well Der déi dräi opgezielt hutt - engersäits de Statec, anerersäits d'Banque centrale, an dann anerersäits och d'Inspection générale des Finances, déi dräi, déi Iech mat Zuele beliwweren -, mir hu kee Problem domadder, dass déi dräi zu ënnerschiddlechen Analyse kënne kommen. Et sinn ënnerschiddlech Methoden, ënnerschiddlech Bléckwénkelen heiansdo, déi gekuckt ginn, kee Problem.

De Problem allerdéngs, dee sech awer stellt - an ech hunn et am Januar schonn eng Kéier gesot -, dat Éischt, wat dës Regierung muss fäerdeg bréngen, virun den Tripartite-Verhandlungen, ass d'Lufthoheit iwwert d'Zuelen ze gewannen. Ech muss éierlech soen, um Enn vun der Tripartite-Diskussioun muss et natierlech all deenen Acteuren, déi an der Tripartite derbäi waren, an och eis alleguerten dach awer komesch virkommen, dass déi Zuele vum Statec - an dat si jo schlussendlech déi, déi mer am Pacte de stabilité am Januar op Bréissel geschéckt hunn, an op der Basis vun deene mer Tripartite-Verhandlungen a Spuerpaquete gemaach hunn -, dass dann zum Beispill eng Zuel revidéiert gëtt vun 2010 vun 3,9% Defizit op 2,1. Dat muss eis awer interpelléieren.

An et muss awer erlaabt sinn, sech eng Rei vu Froen ze stellen, wéi dann déi Acteuren - a mir wëssen, dass ee vun de Malaisen an der Tripartite, Här Finanzminister, d'Angscht ass vun de Gewerkschaften, e Remake ze erliewe vun 2006 -, an et muss dach awer deenen e bësse virkommen, wéi wa se dee Film do schonn eng Kéier gesinn hätten, wa se 2010 erëm eng Kéier op eemol vum Statec, deemselwechten, deen eis am Januar beliwwert huet, am Juni esou Zuele kréien, vläicht am September nach revidéiert Zuelen, vläicht nach an eng méi gënschteg Richtung. Dat géif eis erfreeën, hoffentlech eis alleguerten heibannen erfreeën, wann dat de Fall wier.

An ech wollt nach soen...

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Dat ass awer an all de Länner esou, well dat sinn Estimatiounen, déi all dräi Méint adaptéiert ginn en fonction vun der internationaler Wirtschaftsentwécklung. Do ass also näischt zu Lëtzebuerg Spezifesches par rapport zu anere Länner.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech mengen, mir maachen eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Kompetitivitéit an d'Situatioun, am Moment, vun der Lëtzebuerger Ekonomie a vun der Lëtzebuerger Situatioun vun den öffentleche Finanzen, an ech stelle fest, dass mer hei besser Zuelen, besser Parameteren, an de Rankinge besser Resultater maachen. Ech mengen, dass et awer noutwendeg ass, an esou enger Orientéierungsdebatt d'Analys dovunner ze maachen, d'Analys vun deenen eenzelne Moossnamen. Do sinn ech mam Här Gibéryen emol eng Kéier d'accord, dat kënnt ee mam Här Bodry an der Ekonomieskommissioun an deenen nächste Woche maachen.

Ech wollt da soen, Här Finanzminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dat also eng ganz Rei vun Trëmp sinn, dass dat eng ganz Rei vu Chancë sinn, déi dëst Land huet. Et ass och dat, wat den Här Meisch gesot huet, deen Image, dee mer no bausse ginn, ob mer mat den Äermelen eropgekrempelt, ob mer mat geschwollener Broscht versichen un déi Kris do erunzegoen, oder ob mer eis ducken, ob mer de Leit Angscht maachen, wat an hirem Konsumverhalen natierlech och deementspriechend Répercussiounen huet.

Eise Plädoyer ass also déi zwou Säiten ze kucken. Eis Trëmp, eis Chancen - ech hunn der eng Rei vun deenen elo opgezielt - an op där anerer Säit awer och drop hinzeweisen, dass et eng Rei vu Risquen, dass et eng Rei vu Geforen an dësem Land gëtt. An deen Éischten - an ech huelen do als Zeien ee vun eisen erfollegräichsten Entrepreneuren, déi mer am Moment kennen, den Här Gérard Lopez, dee gesot huet, dass et...

(Interruptions)

Ech weess net, wat dee mam Fussballsterrain ze dinn huet, dee gudde Mann.

Ech wëll just soen, dass dee ganz erfollegräich ass an dass deen der Meenung war, dass dat Éischt, wat mer ze maachen hätten, dat wier den „esprit bagarreur" erëmzefannen. Den „esprit bagarreur", en Esprit ze schafen an esou viru vun Innovatioun, aus deem Kokon, aus där Bulle erauszekommen, an där mer dra sinn. An ech mengen, dass et also wichteg ass, vläicht un éischter Stell, an ech stelle fest, dass mer eis heibannen doriwwer, mengen ech, schéngen eens ze sinn, iwwer eng ganz Rei vu Punkten an deene 65 Propositiounen, oder an deenen 20 respektiv 21 Propositioune vun der CSV-Fraktioun, eis eens driwwer sinn, deen Esprit do erëmzegewannen.

Mir hunn en zweete Problem, dat ass dee vun der Inflatioun. Mir stelle fest, dass mer an enger Moyenne vun engem hallwe bis engem Prozent iwwert der Moyenne vun eisen Nopeschlänner leien. Zwar nëmmen, dat hunn ech de Moie gekuckt, nëmmen 0,2% iwwert der Moyenne vun der Eurozon leien, mä par rapport zu eisen Nopere geet dat heiansdo dann iwwer en hallwe Prozent eraus. An ech mengen, dat mécht op Dauer eis Produkter méi deier an et schued evidenterweis och eiser Kompetitivitéit.

Et ass evident, dass um Niveau vun der Finanzplaz - a mir haten d'Geleeënheet, bei der Interpellatioun vum Claude Meisch, op eng ganz Rei vun deenen Défien am Finanzsecteur hinzeweisen - déi Vulnérabilitéit, déi mer do hunn, deen Drock, deen eis vun alle Säiten, europäesch an international, gemaach gëtt, ass et evident, an natierlech och déi monolithesch Situatioun, déi mer an de Recettë vun eisem Stat hunn, wann ee weess, wéi vill Prozent vun de Recetten eleng aus deem Secteur kommen.

A schlussendlech ass fir eist Land wouer, wat fir vill aner Länner wouer ass, dass Delokaliséierungen, dass Betribsschléissungen, déi drop hifiere fir ze delokaliséieren a Länner, déi méi bëlleg schaffen, dass dat natierlech an anere Länner, besonnesch am Industrieberäich, e grousse Problem ass.

Ech wëll och soen, Här Finanzminister, fir dat och kloerzemaachen, an där Gratwanderung, déi mer ze maachen hunn - a mir hunn eng ganz Rei vu gudde Virschléi elo héieren aus dem Beräich vun de Propositioune vun der CSV -, mä dass eng Gratwanderung ass um Niveau vun eisem Defizit. An ech hat d'Geleeënheet virun e puer Deeg ze soen, och mat neien Zuelen, neie Parametere vum Statec ännert dat näischt drun, dass mer de Spuerpaquet, esou wéi mer en décidéiert hunn, musse maachen. Well eleng op den Defizit ze kucke vun 2,1% an der öffentlecher Hand, heescht nach ëmmer, dass mer beim Zentralstat - dat, wat mir hei am Budget ze décidéieren hunn - nach méi e groussen Defizit behalen.

Mä dass dat eng ganz schmuel Gratwanderung ass tëschent, op där enger Säit, dem Assainissement vun eisen öffentleche Finanzen an, op där anerer Säit, an deem wichtege Beräich vun den Infrastrukturen Investitiounen ze maachen, déi wichteg si fir eis Attraktivitéit, mä déi natierlech och ganz vill Geld wäerte kaschten.

Wann ee vun enger Streck schwätzt vu Lëtzebuerg op Beetebuerg am Eisebunnsberäich, da schwätzt ee vun ongeféier 500 bis 600 Milliounen Euro, déi duerfir noutwendeg sinn. Wann een iwwert déi Streck schwätzt op de Findel an de Kierchbierg, besonnesch d'Ubannung vum Findel, déi fir d'Attraktivitéit vun eisem Standuert extrem wichteg wier, och wat de Cargoberäich zum Beispill ubelaangt, da schwätzt een och hei vun Investitiounen, déi an déi 700, 800 Millioune ginn. An et weess een also, dass dat eng ganz schmuel Gratwanderung wäert sinn.

Da gëtt et de Problem, an och dee soll ee ganz prezis kucken, de Problem vun de Lounkäschten. De Problem vun de Lounkäschten, dee sécherlech een ass. An et muss ee fir d'Éischt froen: Menge mer, dass mer um Niveau vun de Lounkäschten, zum Beispill am Industrieberäich, mat Länner wéi Indien oder wéi China an esou virun, dass mer do kënne konkurréieren? Evidenterweis net! Mir net, awer och all déi aner net, och d'Fransousen net, och net déi Däitsch, och net d'Amerikaner sinn an der Lag, dat ze maachen.

Souguer innerhalb vun der Europäescher Unioun, wëll ech nëmme soen, dass, wann ech eng Stonn Aarbechtskäschten zu Lëtzebuerg kucken, da läit déi am Moment bei 33 Euro ongeféier, an Tschechien bei zéng! Mir wëssen also och do, dass et schonn innerhalb vun der Europäescher Unioun selwer extrem schwéier ass, fir um Niveau vun den Aarbechtskäschte kënne mat deene Länner ze konkurréieren.

Ech wëll awer, Här Schiltz, eppes soen: Bei der Definitioun vun der Kompetitivitéit ass et dach awer wichteg ze soen, dass d'Lounkäschten een Element sinn, mä dass et, et de loin, net dat wichtegst Element ass, well soss misst ee mir erklären, firwat dass an alle Rankingen, déi gemaach ginn, international an europäesche Rankingen, Länner wéi d'Schwäiz, Länner wéi Norwegen, Länner wéi vill anerer un der Spëtzt vun der Kompetitivitéit leien, an trotzdeem Länner sinn, déi héich Lounkäschten hunn. Mir wëssen dat. Mä, well um Niveau...

(Interruption)

Neen, ech wollt Iech just konzentréieren op dat Argument...

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Lux, datt den Här Schiltz Iech eng Fro stellt?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech hunn net verstanen, firwat den Här Lux mech elo interpelléiert huet. Ech hunn net vun de Lounniewekäschte geschwat. Mä vu datt e mech drop interpelléiert, soen ech him awer, datt ech der Meenung sinn, datt niddreg Lounniewekäschten e Kompetitivitéitsfacteur och hei zu Lëtzebuerg sinn. An ech si frou, datt en a senger Ried och seet, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hei zu Lëtzebuerg hunn, well duerfir musse mer déi 65 Mesurë jo huelen, oder déi 20.

M. le Président.- Här Schiltz, ech géif Iech zwar bieden, och d'nächste Kéier eng Fro ze stellen. Mir kënnen elo net andauernd hei déi perséinlech Dialoge féieren, well soss komme mer net virun. Här Lux, fuert virun!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wëll also soen, dass an de Rankinge vun der Kompetitivitéit, un der Spëtzt, an den Top Ten eng ganz Rei vu Länner sinn, déi héich Lounkäschten hunn, fir ze soen, dass d'Lounkäschten een Element vun der Kompetitivitéit sinn, mä dass en Entrepreneur, deen heihinner wëllt investéieren, ganz vill aner Saache kuckt.

An ech soen Iech dann nach eng Kéier, dass dee Gérard Lopez, deen ech virdrun zitéiert hunn, an engem Forum vum „Lëtzebuerger Wort" gesot huet, virun e puer Wochen, dass den Index e Problem wier, deen nëmmen zu Lëtzebuerg géif diskutéiert ginn, am Ausland géif kee Mënsch dat interesséieren, fir ze weisen, dass déi Entrepreneuren do an der Analys, déi se maachen, op ganz vill aner Punkte kucken.

Da wëll ech och den Här Yves Mersch nach eng Kéier zitéieren. Den Här Yves Mersch, deen huet gesot, eis Situatioun wier esou - an engem Interview, och am „Lëtzebuerger Wort", virun e puer Deeg -, dass mir eng Situatioun vu Kompetitivitéit hätten, ech zitéieren: „Wo sollen da noch Arbeitsplätze geschaffen werden?" Ech wëll dem Här Yves Mersch soen - an d'Zuele stamen aus der IGSS, aus der Sécurité sociale -, ech hu scho gesot, 2009 ware mer dat eenzegt Land, wat Aarbechtsplaze geschaf en huet an der Kris, dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, an an deene leschte Méint, Januar, Februar, Mäerz an esou virun, leie mer schonn iwwer engem Prozent Zounahm vun der Schafung vun Aarbechtsplazen!

Et ass also net wouer, et ass also net richteg ze behaapten, dass eis Situatioun déi wier, dass hei keng Aarbechtsplaze méi geschaf ginn. Et ass de Géigendeel wouer. Och an deene leschte Méint, och an deene leschte Wochen ass hei zu Lëtzebuerg eng positiv Entwécklung gemaach ginn.

Ech wëll och eng Bemierkung maachen zu dem Tableau de bord, deen den Observatoire erausginn huet, fir ze weisen, dass mir esou vill u Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg verluer hätten. An ech mengen, dat weist och e bëssen, wéi extrem volatil d'Situatioun zu Lëtzebuerg ass. Ech géif Iech proposéieren, déi Grafik an dem Bilan vum Observatoire eng Kéier nozekucken iwwert d'Produktivitéit, well déi zitt eis nämlech ganz wäit no hannen.

Da gesäit een, dass d'Produktivitéit an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg extrem staark schwankend ass, opgrond vu konjunkturellen Entwécklungen, well dat geet an enger kuerzer Zäit vun der zweeter op déi 25. Plaz an erëm zréck an erëm erop an esou virun. Dat ass en Zickzackkurs, deen, mengen ech, drop hiweist, dass een dat extrem muss relativéieren, fir eng fine analyse ze maache vun deem, wat d'Situatioun ass.

Eis interesséiert och manner... Ech weess, dass an der Tripartite - ass eis rapportéiert ginn - eng grouss Diskussioun war, ob mer dann elo déi nominal Lounstéckkäschte sollen huelen, oder ob mer déi real... Déi eng, d'Patronat war der Meenung, déi eng ze huelen als Analys, an d'Gewerkschafte sinn der Meenung... Ech mengen, dass dat eis net weiderbréngt, well de Statec seet selwer a senger Analys dovunner, dass déi zwou Betruechtungsaart a -weisen hir Berechtegung hunn, an dass dee Glawenskrich do eis net weiderféiert. Ech mengen, dat ass also eng Suerg.

Ech wëll eng Propositioun och maachen un d'Adress vun der Regierung, well ech mengen, dass dat och eng Analys ass, oder eng Konklusioun ass vun dem Scheitere vun der Tripartite. Ech mengen, dass et gutt wier, wann een an deenen nächste Wochen, no der grousser Vakanz, huelen ech un, an enger neier Tripartite-Ronn d'Diskussiounen ufänkt, esou wéi de Premierminister... Mir stinn do voll hannert dem Timing, deen de Premier hei virun engem Mount gesot huet, fir bis Enn des Joers déi Diskussiounen do ze féieren. Et ass en Timing, deen eis ganz gutt schéngt ze sinn an deen eis ganz realistesch schéngt ze sinn. An ech mengen, mir sollten deen och anhalen.

Ech mengen, dass et noutwendeg ass, ech mengen, dass de Wirtschaftsminister dat net aneschters gesäit, dass mer sollen ophalen, nëmmen eleng eng national Betruechtungsaart a -weis an eng national Diskussioun ze féieren iwwer national Parameteren, mä dass et noutwendeg ass, sech a véier, fënnef, sechs - ech weess et net - Secteuren eng méi genau, detailléiert Analys an d'Secteuren eran ze maachen, well dat eis drop hiweist, dass d'Analys ganz verschiddenaarteg ass, deemno a wat fir enge Secteuren ee sech befënnt, an dass och d'Konklusiounen, déi ee kann zéien, an d'Moossnamen, déi ee kann hue-

len, och deementspriechend ganz wichteg sinn.

An deene wichtege Facteuren, niewent Aarbechtskäschten an niewent Produktivitéit, mengen ech kënnt een drop hiweisen, dass dat steierlecht Ëmfeld zu Lëtzebuerg extrem gënschteg ass.

Ech weess net, ob déi Zuel richteg ass, déi seet - déi ëmmer erëm widderholl gëtt -, dass 80% vun de Lëtzebuerger Entreprisë keng Steiere méi bezuelen. Et ass jiddefalls dat, wat ëmmer gesot gëtt. Ech weess net, ob dat richteg ass. Wann et richteg ass, da weist dat drop hin, dass mer op där enger Säit mat allen Ofschreiwungs- a Réckstellungsméiglechkeeten, Bonifikatiounen, Abattementen an esou virun zwar en offizielle Steiersaz hu vum IRC, dem ICC, mat Hiewesaz vun de Gemengen, vu knapp ënner 30%, mä dass déi reell, déi reell effektiv Gewënnbesteierung héchstwahrscheinlech bei tëschent 15% an 18% a Wierklechkeet wäert leien, wat ganz gënschteg ass.

Ech wëll och e Wuert soen - well de Sozialminister och de Mëtteg heibannen ass -, fir ze soen, dass et an der Kompetitivitéit, an der Orientéierung, déi mer wëlle ginn, och extrem wichteg ass, drop hinzeweisen, dass een net eleng iwwer Lounkäschten, mä virun allem och iwwer Lounniewekäschte muss schwätzen. Och déi sinn zu Lëtzebuerg extrem gënschteg a virun allem - ech wëll dat nach eng Kéier heibanne soen, well et och ëmmer erëm vergiess gëtt - och extrem stabil. Well ech mengen, et muss ee bal ëm 20 Joer zréckgoen,…

(Interruption)

…souguer zum Deel méi wäit muss een zréckgoen, fir ze gesinn, dass de Krankekeesebäitrag an de Pensiounsbäitrag stabil bliwwe sinn.

Wat, mengen ech, och e wichtegt Element ass vun der Planungssécherheet, déi d'Entreprisen an deene leschten 20, 30 Joer hei zu Lëtzebuerg op deem Gebitt haten, a wat och en Element ass, wat ganz wichteg ass niewent deem vun den Infrastrukturen, niewent qualifizéiertem a méisproochegem Personal, wat mer zu Lëtzebuerg hunn, niewent eiser Fuerschungslandschaft, déi mer an deene leschte Joren développéiert hunn, der Uni, de CRPen, der privater Fuerschung an esou weider.

Virun allem - a loosse mer dat awer och soen - ass ee vun de Standuertvirdeeler vun eisem Land, op dee mer ganz gutt sollen oppassen, dass mer eng politesch a sozial Stabilitéit hunn, e soziale Fridden hunn, deen extrem wichteg ass. Wann ee sech emol ukuckt, wéi d'Zuel vun de Streikdeeg a Frankräich oder a Spuenien an a villen anere Länner ass, an et kuckt een dat zu Lëtzebuerg, wou um Enn vum Joer bal ëmmer eng Null hannendru steet, well mer et fäerdeg bruecht hunn, an engem Modell vu Sozialdialog an den Entreprisen an och ausserhalb vun den Entreprisen derfir ze suergen.

Och do gehéiert den Index dozou an der Diskussioun. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck, dass dat e wichtege Facteur ass. A loosse mer net vergiessen, dass an enger moderner, uerdentlecher, nohalteger Definitioun vu Kompetitivitéit och Elementer vu Bien-être, och Elementer vun Ëmwelt- a Liewensqualitéit, Elementer vu Kultur- a Fräizäitangebot an esou virun eng ganz grouss Roll solle spillen.

Zu de Virschléi, déi de Wirtschaftsminister gemaach huet - déi 65 -, kann ech dat soen, wat bal all Riedner bis elo hei gesot huet: dass mir als Fraktioun de groussen Deel vun deene Propositioune kënnen deelen an dass et esou an der parlamentarescher Demokratie ass, dass d'Regierung Propositioune mécht, déi se herno, wann et en Accord gëtt, akleet - wann et noutwendeg ass - a Gesetzer a Reglementer oder a Verfügungen, déi se selwer kann huelen, an dass mer déi dann diskutéieren. Ech mengen, dass dofir de Condensé, deen eis d'CSV geliwwert huet, sënnvoll ass, fir dat nach eng Kéier ze ramasséieren op 20 oder 21 Propositiounen, mä ech mengen, dass de Gros vun deene Chantieren do der sinn, déi mer kënnen deelen.

Mir bleiwen - an ech soen dat hei - a fënnef Chantieren: fënnef Chantieren, déi fir eis elementar sinn an deenen nächste Wochen a Méint. Mir bleiwen der Meenung, wa mer eng Hitparad géifen opstelle vun deene wichtegste Chantieren, dass dann dee vun de schwéierfällege Prozeduren an der Bürokratie an der Noutwendegkeet, den Esprit bagarreur erëmzefannen, dass mer deen op alle Fall op déi éischt Plaz géife setzen.

Ech wëll dräi Punkten nennen, déi eis do wichteg sinn: Deen ee Punkt ass deen - an et si scho Propositioune gemaach ginn, déi ginn zréck op den 12. Mäerz 2009, dat ass also schonn e Strapp hier, wou se gemaach gi sinn -, deen éischten ass dee vum Kommodogesetz. Virun engem laange Joer schonn ass eng Propositioun gemaach ginn. Den Här Boden ka sech dorun erënneren, do hu mer nach…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Den Här Meisch.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Den Här Meisch net. Mä ech wëll Iech awer eppes soen, Här Boden. Ech wëll Iech awer eppes soen…

(Interruption)

Ech hunn deemools fir déi Propositiounen, déi mer gemaach hunn - fir am Kommodo eng Vereinfachung ze maachen, fir d'Klassen ze änneren, fir also méi schnell virunzekommen -, ech hunn de Kapp deemools nach an enger anerer Roll dohinnergehalen, fir déi Propositiounen ze maachen. Allerdéngs ass et elo iwwer e Joer hier, an déi Propositioune sinn nach ëmmer „Lettre morte" bliwwen.

Une voix.- Jo, voilà!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wëll also hei soen, dass déi Propositiounen um Niveau vum Kommodogesetz, déi deemools gemaach gi sinn an, Dir kënnt Iech gutt drun erënneren, déi an der Ëmweltkommissioun och eng Kéier diskutéiert gi sinn - den Här Gira ka sech erënneren, hie war mat villem net d'accord.

(Interruptions)

Hie war mat villem net d'accord, wat deemools gesot ginn ass.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech reege mech net méi op.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wëll just soen, Här Gira, dass déi Propositioune vun deemools iergendwou leien. Si leie gutt do, mä et wär noutwendeg, dass mer déi Propositioune géife schnell eraushuelen, fir ze kucken, wéi mer um Niveau vum Kommodo - an do waren eng ganz Rei vu sënnvolle Propositiounen dran…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Si leien an enger Postkutsch.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir hunn och dofir am Gesetz e sougenannte Comité d'accompagnement vum Kommodo, wou d'Patronat an d'Gewerkschaften an d'ONGe mat dra sinn, an den Här Krecké an ech selwer haten déi zesummegeruff gehat Ufank 2009. Ech wëll och soen, dass de Comité d'accompagnement säithier och net méi getagt huet, wat noutwendeg wär, fir derfir ze suergen, dass mer um Niveau vum Kommodo eng Rei vun Décisioune géifen huelen, déi iwwregens och d'Gemenge géife staark interesséieren, well se och do géifen hëllefen, virunzekommen.

Ech wëll zweetens soen - an dat ass vun eenzelne Riedner heibanne gesot ginn…

(Interruption)

Dat ass vun eenzelne Riedner heibanne gesot ginn, ech wëll soen - an ech ginn net an den Detail, ech hat viru kuerzem eng Bemierkung gemaach, déi dem Här Kaes, dem President vun der Kommissioun vum Intérieur, net gefall huet -, ech wëll soen, et ass awer keen Zweifel…

(Interruptions)

Une voix.- Da sot et! Wat hat Der gesot?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et ass keen Zweifel drun, dass mer an der Ëmsetzung - ech soen et elo esou fein, wéi ech et kann -, ech wëll soen, dass mer eis säit 2004 an der Ëmsetzung vun enger Reform vum Gesetz iwwert den Aménagement communal äusserst schwéierdinn.

Une voix.- Dat ass richteg.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dat ass déi am mannste kritesch Formule, déi ech fannen, fir kloerzemaachen, dass mer elo schonn…

(Interruption)

…dass mer elo scho säit 2004, wou mer déi grouss Reform gemaach hunn, déi sollt zum Zweck hunn,…

Une voix.- Déi Dir net gestëmmt hutt.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …déi mir net gestëmmt hunn, déi sollt zum Zweck hunn, Här Bodry - Här Bodry, lauschtert, dat interesséiert Iech! -, déi sollt zum Zweck hunn 2004…

(Interruptions diverses)

Une voix.- …mam Här Bodry, mam Här Frieden!

Une autre voix.- Et géif eis interesséieren, Här Lux: Wat huet den Här Kaes da geäntwert?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Et soll ee bei deem Wieder do drénken!

(Hilarité)

Une voix.- Waasser!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dat huet den Här Di Bartolomeo eis gesot, an dofir halen ech mech och drun.

Une voix.- Lauschtert deem net ze vill no!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wëll soen, dass mer 2004 eng grouss Reform gemaach hunn, déi zum Zil hat - sollt hunn -, fir d'Prozedure méi einfach ze maachen a méi schnell an esou virun, an dass d'Resultat vun der Reform vun 2004 just de Géigendeel ass.

Ech hu gëschter gelies an der Zeitung vum Handwierk, der Fédération des Artisans, wou - ech mengen, den Här Dondelinger, wann ech et elo gutt an Erënnerung hunn - den Här Norry Dondelinger am „d'handwierk" schreift, dass se eng Analys gemaach hunn, déi zur Konklusioun kënnt, dass mer am Aménagement communal, dee mer elo haut hunn, dass mer do sechs Joer géife brauchen, fir eng Ëmsetzung ze maachen am Beräich vum Wunnen, also vum Wunnengsbau.

Ech stelle fest, dass mer also eng Revisioun scho gemaach hunn, mir sinn amgaangen, déi zweet Revisioun ze maachen. Ech kréie vun de Membere vu menger Obédience, aus där Kommissioun, gesot, dass dat ganz schwéierfälleg iwwert d'Bühn géif goen. Ech hoffen, dass mer also do déi néideg Kohärenz…

(Interruption)

…an deen néidegen Drift kréien, fir dass mer dat och ganz schnell kënnen ëmsetzen.

Ech wëll en drëtte Punkt soen, dat ass dee vum Aménagement du Territoire an dee vun de Plan-sectorielen. Den Här Meisch huet gefrot: „Wou ass de Plan sectoriel vun de Zones d'activités drun?" Ech wëll soen, dass anscheinend - mengen Informatiounen no - d'SUP, déi berühmt-berüchtegt SUP, iwwert déi véier Plan-sectoriele fäerdeg, esou gutt wéi fäerdeg wär.

Dass et elo drëm geet - an ech mengen, och do kann een net vill Zäit verléieren, a mir hunn op engem prezise Punkt, un dee mer eis kënnen erënneren, ganz vill Zäit verluer -, dass et noutwendeg ass, dass mer elo besonnesch an deene Projeten - Dir kënnt Iech dorun erënneren - mat Astérisque, an all deene Stroosseprojete mat Astérisque, déi anscheinend duerch d'SUP och bestätegt ginn an hirer Ëmweltonverträglechkeet, dass een do ganz schnell politesch Décisioune muss huelen, fir déi véier Plan-sectorielen do an ee Bild ze kréien, an ee Mosaik ze kréien, ier een dann endlech an d'Prozedur ka goen. Dat ass also noutwendeg ze maachen.

An ech wëll soen, dass d'„Lëtzebuerger Wort" - dat däerf ee jo heiansdo als Zeien huelen - de 26. Mee 2010 geschriwwen huet, dass dat ganzt Element vun der Landesplanung a vun der Ëmsetzung vun de Plans sectoriels „stiefmütterlich" géif behandelt ginn. Ech wëll also soen, dass et noutwendeg ass, och hei deen néidegen Drift dranzekréien an d'Ëmsetzung vun de Plans sectoriels.

Et rächt sech elo, dass mer eppes net scho viru fënnef Joer gemaach hunn, nämlech dat, wat mer elo am Artikel 22 vun deem elo deponéierte Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire hunn, nämlech déi sougenannte Wertschöpfungsabgab, dass mer déi net virdrun décidéiert hunn, ier mer an déi ganz Prozedur vun de Plan-sectorielen eragaange sinn. Den Här Krecké hat nach eng Kéier proposéiert, fir dat an engem Schnellverfahren ze décidéieren - et ass leider net geschitt -, fir derfir ze suergen, dass mer dat Instrument hunn, ier mer an déi offiziell Prozedur vun de véier Plan-sectoriele ginn, well dat extrem wichteg wäert sinn.

Dat ass also deen éischte Chantier, deen eis schéngt un der éischter, un der alleréischter Plaz ze stoen, wann et drëm geet, fir déi Attraktivitéit, déi schnell Weeër, déi einfach Weeër, déi schnell Décisiounen hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Ech gi méi schnell iwwert deen zweete Punkt ewech, well en ass vun deene meeschte Riedner hei gesot ginn: d'Verbesserung vun den Infrastrukturen, déi noutwendeg ass, mat all deem, wat dat um Niveau vun Investitiounen an alle Beräicher heescht.

Et ass richteg, dat, wat gesot ginn ass, dat vun dem drëtte Chantier vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun. Mä och do: Ech hunn en Interview gelies vun de Virstandsmitglieder aus der Commerzbank hei zu Lëtzebuerg, den Häre Reitmeyer a Müller, déi gesot hunn: „Luxemburgs Potenzial als Bankstandort ist so gut, um auch in Zukunft attraktiv für Bankgeschäfte zu sein. Ich bin nicht der Meinung,…" seet den Här Reitmeyer, „…dass Luxemburgs Zukunft allein mit dem Bankgeheimnis steht und fällt." Ech mengen, dat ass eng Analys, déi mer deelen heibannen, dass mer do Trëmp hunn, déi - mengen ech - wesentlech sinn an eis och an der nächster Zukunft eppes bréngen.

Ech wëll nach ee leschte Ranking nennen, deen ech an deene leschten Deeg gekuckt hunn: de Ranking, deen d'Londoner City selwer gemaach huet, den „Global Financial Centres Index" vun der Londoner City. Dat sinn 62 Finanzstanduerter, déi do analyséiert gi sinn, 62! Lëtzebuerg stoung 2007, Här Meisch - fir dat, wat mer an der Interpellatioun alles diskutéiert hu virun e puer Wochen -, Lëtzebuerg stoung an deem Ranking do 2007 op der 26. Plaz vun 62 a steet an deem neie Ranking Enn 2009 op der 14. Plaz vun 62 vun der Londoner City analyséierte Finanzstanduerter. Also, mengen ech, och net e Bewäis dofir, dass mer hei net Trëmp hätten, déi mer kéinten notzen.

De véierte Chantier: ouni Zweifel dee vun der Éducatioun, vun der Formatioun. Ech ginn iwwert deen ewech. Ech mengen, dass hei dat meescht vun de Leit heibanne gesot ginn ass an dass mer och, a wichtege Punkte jiddefalls, e Konsens op deem Gebitt hunn. Och, wann den Här Meisch nach eng Kéier d'Ëmsetzung vun der Reform vun der École fondamentale kritiséiert huet. Mir mengen, dass dat eng Zäit brauch, mä dass mer do - dat ass déi Analys, déi mer gemaach hunn, déi mer iwwregens och op den Terrain maache ware bei Gemengen, mat Enseignanten zesummen, déi eis dat weist -, dass mer do op deem richtege Wee sinn.

Ech wëll e fënneften a leschte Punkt soen: dee vun der Inflatioun, der Inflatiounsbekämpfung an och dem Index. Et wäert Iech net wonneren, wann ech Iech am Ufank soen: D'LSAP steet ganz kloer zum Erhale vum System vun der automatescher Upassung vu Léin, Gehälter a Pensiounen un d'Entwécklung vun der Inflatioun. Dat hunn an engem Sondage vun der ILReS, dee mer viru kuerzem gesinn hunn, 81% vun eiser Bevölkerung och esou gesinn. Ech mengen, dass et do e grousse Konsens gëtt.

Ech hu virdrun eng vun de positive Säite gesot, déi vun dem soziale Fridden, dee mer hei am Land hunn, an ech nennen Iech e puer Zuelen, wéi vill dass an der Belsch: 74 Streikdeeg, an anere Länner: 102 Streikdeeg, an esou virun, verluer gaange sinn. Et ass dat zu Lëtzebuerg ee vun de wesentlechen Trëmp fir Investoren, ze wëssen, dass een hei an engem Land

ass, wou versicht gëtt, am Dialog, am permanenten Dialog - an och, wann et heiansdo schwiereg ass, a mir erliewen eng schwiereg Period - awer ëmmer erëm versicht gëtt, fir d'Dréit tëschent deenen eenzelnen Acteuren zesummenzekréien.

Den Index huet eis bis haut an der Kompetitivitéit net beeinträchtegt. Ech hunn d'Zuelen am Ufank genannt, wat déi lescht Joren ubelaangt, och den Tableau de bord compétitivité genannt, wou ee ganz kloer gesäit, dass fir déi indexrelevant Indikatoren: Wirtschafts- a Beschäftegungscroissance, Inflatioun, Termes de l'échange, Taux de change effectif, do beleeë mer weiderhin am europäesche Verglach déi éischt Plaz. Dat sinn déi, déi fir den Index och relevant sinn.

An ech mengen, dat gesi mer esou, ech hu virdru gesot: och den Index, d'Inflatioun selwer mat 0,2% iwwert dem Duerchschnëtt vun der Eurozon. Ech hunn och nogekuckt, dass fir déi lescht siwen Indextranchen, déi mer erlieft hunn, no dräi Indextranchen dovun an engem Zäitraum duerno d'Präisser gestiege sinn, mä a véier Tranchë vun deene leschte siwen d'Präisser souguer erofgaange sinn, an de Statec zur Konklusioun kënnt, dass den Index tëschent 0,1 an 0,3% an der hausgemaachtener Inflatioun ausmécht. Also ganz wéineg ausmécht, wat - mengen ech - wichteg ass.

Et muss ee gesinn, dass ouni Indextranchen - an ech mengen, dat ass wesentlech fir vill vun eis heibannen -, dat ass wesentlech, dass ouni Index d'Lounentwécklung 2009 réckleefeg gewiescht wär. Mir haten eng Lounentwécklung vun 1,7%. Et ass also ganz kloer, dass, wa mer hei mat der Aaxt géifen drugoen, et evident ass, dass mer an eng negativ Lounentwécklung géife goen, mat alle Répercussiounen, déi dat och fir d'Croissance hei zu Lëtzebuerg hätt, mä wat dat och um Niveau vun de soziale Spannungen, déi an de Kollektivvertragsverhandlungen an d'Betriber géifen erakommen, wat fir eng Konklusiounen dass dat hätt.

Et ass also, mengen ech, wichteg, dass mer déi sektoriell Analys maachen. Mir musse méi no un d'Entwécklung vun der Kafkraaftanalys vun eenzelnen Akommesgruppe goen: Wéi huet sech d'Kafkraaft vun eenzelnen niddregen, mëttleren an héijere Bezéier vun Akommen entwéckelt? Ech mengen, dass et wichteg ass - an ech hunn dat virdru gesot -, dass d'Kafkraaft dann net nëmme vum Bruttoloun ofhänkt, mä och vun der fiskaler Landschaft, déi mer hunn, vun de Sozialtransferten an esou virun.

Fir d'LSAP, dat wëll ech ganz däitlech soen - par rapport zu deenen, déi do eng aner Analys maachen, mä dat ass eis Analys, a mir loossen eis an där Analys och vu kengem aschüchteren -, dass et an eiser Analys keen akuten Handlungsbedarf beim Indexsystem gëtt!

De Punkt 49 an de 65 Propositioune vum Här Krecké schwätzt hei ganz däitlech vu Moossnamen „en cas de dérapage de l'inflation". Dat ass net de Fall. De Statec seet am Moment, dass déi nächst Indextranche viraussiichtlech Ufank 2012, also ongeféier an 18 Méint, géif erfalen. Zum Erfall awer, an och dat wëll ech als drëtte Punkt fir eis Partei hei ganz däitlech soen a fir eis Fraktioun, dass et ganz kloer ass fir eis, wann deen Dérapage antrëtt, dass et kloer ass, dass Lëtzebuerg sech an engem Terme vun zwielef Méint keng zwou oder dräi Indextranchen duerch den Dérapage, deen iergendwou, zum Beispill bei de Pëtrolspräisser, festzestellen ass, kann erlaben.

Dofir hu mer zwou Aufgaben ze maachen. Dat steet iwwregens och esou an där Resolutioun vun deem Kongress, dee mer viru kuerzem doriwwer haten, genau esou an net aneschters, dass mer bereet sinn an deem drëtte Punkt, dann driwwer ze diskutéieren, wat mer am Zesummespill vun där Aufgab, déi de Wirtschaftsminister elo ze maachen huet - nämlech derfir ze suergen, fir d'Parameteren ze kucken, opgrond vun deene mer eis Kompetitivitéit, Verbesserung oder Verschlechterung, feststellen -, a wa rout Signaler uginn, wat mer dann och op deem Niveau vun dem Index wëlle maachen. Mä dat fënnt nëmmen da statt, wa mer an enger Verböserung, an enger drastescher Verschlechterung sinn, zum Beispill um Niveau vun der Inflatioun, an dat ass am Moment - all Analys weist dat - net de Fall.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Si si sech net eens!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wéilt zum Schluss soen, dass - fir eis Fraktioun - mer besser sinn, wéi mer eis déi lescht Wochen a Méint selwer dobaussen an no banne maachen, dass mer eis awer net als Land op eise Lorbeeren, op där „success story" vun deene leschte Joren, bal Jorzéngten, kënnen ausrouen, mä dass den Esprit bagarreur een ass, dee mer all Dag, all Woch, all Mount mussen hunn, fir d'Attraktivitéit vun eisem Standuert ze verbesseren.

Ech mengen, dass mer also mat roueger awer décidéierter Hand un déi 65 Propositioune solle goen, no deem Timing, deen de Premier beim État de la nation hei kloergemaach huet, nämlech am Hierscht de Sozialdialog nach eng Kéier sichen a kucken, wéi dat Zesummespill vun de Parameteren an deem, wat mer zum Beispill um Niveau vum Index kënne maachen, wéi mer dat bis Enn des Joers hikréien.

Dat entsprécht, mengen ech, och deem, wat mer als Motioun hei zesummen an der Koalitioun virun e puer Wochen am État de la nation décidéiert hunn. Fir déi Aufgab do ass d'LSAP-Fraktioun prett, déi Diskussiounen ze féieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, wann een de Mëtteg d'Debatt nogelauschtert huet, steet effektiv eist Land viru groussen Erausfuerderungen. Schonns laang schleefe mer hei an dësem Land déi néideg Reformen ëmmer nees virun ons hier. Mir doen eis besonnesch schwéier, wann et ëm strukturell Reforme geet. Am Endeffekt maache mer oft näischt. Et passéiert just nach grad de Contraire.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Wa mir haut hei iwwert d'Kompetitivitéit vum Lëtzebuerger Land diskutéieren, ass et sécherlech net vu Muttwëll, mä et gräift fir déi gréng bäi Wäitem net wäit genuch. D'Kompetitivitéit fir déi gréng ass méi wéi just en Zuelespill iwwert d'Léin, d'Zënssätz oder och nach Steieren a Budget. Et huet besonnesch och mat allgemengem Ëmfeld ze dinn. Dobäi si vill Facettë betraff, wéi d'Schoul, d'Ausbildung, d'Kannerbetreiung, d'Mobilitéit, eng besser Landesplanung an och nach d'Emwelt an d'Natur, fir nëmmen déi ze ernimmen.

Éier ech mech awer méi am Fong mat der Problematik wéilt beschäftegen, wëll ech awer och e puer Wierder iwwert d'Form vun dësem Débat hei verléieren. Dëst ass alles schéin a gutt, en Débat iwwer e 65-Punkte-Programm ze lancéieren an och dobäi wëllen eng Orientéierungsdebatt ze maachen. Komesch a penibel gëtt et awer, wann deen anere Koalitiounspartner den Dag viru senger Orientéierungsdebatt eng Pressekonferenz ofhält…

(Interruptions)

…an nach eng Kéier déi Punkte virstellt, déi en haut nach eng Kéier am selwechte Wuertlaut wéi gëschter an der Pressekonferenz hei virdréit.

Do kann ee wierklech soen, da brauche mer esou Orientéierungsdebatten net ofzehalen. Da kënne mer eis alleguerten zréckzéien op Pressekonferenzen, wou dann déi eng oder déi aner Iwwerleeungen eriwwerbruecht ginn. Et wär och net méi néideg, dass den Här Thiel herno och nach eng Kéier heihinner kënnt. Mir brauche jo just d'Press vun haut de Mëtteg ze liese respektiv vun haut de Moien an der Zeitung, do steet u sech alles schonn dran.

Et wär dem Land sécherlech besser gedéngt, wann d'Regierung hir Orientéierung ginn hätt respektiv am Virfeld vun dësen Diskussiounen hei de Mëtten an enger entspriechender Kommissioun déi eng oder déi aner Punkten opgeworf gi wären an och ausgiebeg presentéiert, fir endlech ze wëssen, a wéi eng Richtung et dann elo geet. Respektiv och ze weisen, déi an déi Punkte wëlle mer dann och effektiv ëmsetzen, an dëst an enger Zäitrumm, déi och fir jiddwereen novollzéibar ass, insbesondere dat, wat dobausse kënnt.

Säit Jore waarde mer, oder säit engem Joer, säit der Regierungsbildung waarde mer op eng konzertéiert Aktioun vun dëser Regierung, fir dëst Land endlech op d'21. Jorhonnert prett ze maachen. Dëst Land brauch richtungsweisend an nohalteg Entscheedungen, statt deels eng Opzielung vun ale Kamellen!

Fir an der Terminologie vun eisem Premier ze bleiwen, kréie mer haut deemno Piste vun eise Regierungsparteie presentéiert. Pisten, déi alles anescht wéi op „de séchere Wee" féieren. Vun: „Mir paken et un" ass och keng Spur! Hei geet et monter weider mat deemselwechte Konkurrenzdenken tëschent de Regierungsparteien, statt e gemeinsamen, kohärenten a koordinéierte Moossnamekatalog ze presentéieren. Dat, wat hei jiddefalls vu menge Virriedner vun der CSV an der LSAP schonns lassgetréppelt gouf, schwätzt net direkt fir eng op Regierungsebene koordinéiert Politik am Beräich vun der Kompetitivitéit.

Wou, wann net hei, misst eng Propos vun der Regierung um Dësch leien? Mir als Gréng hu kee Problem, eis deene Froen ze stellen. Mir stelle jiddefalls fest, dass d'Regierung nach ëmmer am selwechte Chaos wëllt weiderfueren. Dëst kann an däerf net d'Äntwert vun der Regierung sinn. Dës Regierung ass fir déi gréng um Enn!

Ech huele mer Waasser, et ass e bësse waarm.

(Interruptions)

Ech soll vill drénken.

(Interruptions diverses)

Dat sollt Der elo emol verdauen.

(Interruption)

Mir hunn et nach ëmmer iwwerlieft, Här Clement.

(Interruption)

Bis elo si mer nach ëmmer do, Här Clement. Dat diskutéiere mer dann zu Réimech am Gemengerot.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Dir sidd jo och nach ëmmer hei!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, et ass jo kee Problem. Do sot Der jo och dat.

(Interruption)

An do soll dann eng Regierung kloer Signaler no bausse vertrieden!

Wirtschaftspolitik ass och Vertrauenspolitik, ass Psychologie, an net nëmmen en Zuelespill a Verschibe vu Responsabilitéiten op den „Sankt-Nimmerleins-Tag"!

Wa 500 Patronë vu klengen a mëttelstännege Betriber op d'Strooss ginn, misst dat Signal genuch sinn, dass eppes muss geschéien. Et geet deemno net duer, 65 an och nach 20 oder 21 Punkten, wéi virdru gesot ginn ass, opzezielen. Weder déi 65 Punkte vum Här Krecké nach déi 20 vun der CSV si revolutionär. Mä et sinn zum gréissten Deel al Fuerderungen, déi elo just nach eng Kéier zesummegestallt goufen.

Här President, Dir Dammen an Hären, vläicht ass et awer net schlecht, emol nach e Bléck zréckzewerfen. Wéi koum et, dass mir haut an där Situatioun stinn? Wien dréit d'Responsabilitéit vun dëser Entwécklung? Oder si mer einfach dem internationalen Ëmfeld ausgeliwwert? Ass et just op d'Finanz- an d'Wirtschaftskris zréckzeféieren? Woubäi mir jo och nach net derfir responsabel sollte sinn.

Fir déi gréng ass et kloer, dass net nëmmen dës Regierung Responsabilitéit dréit. D'Versoe geet net nëmmen op dës, mä op déi lescht fënnef Regierungen zréck. Säit den 90er Joren hunn déi sukzessiv Regierunge sech selwer, an domadder eis alleguerten, an d'Täsch gelunn. Markantst Beispill fir dës Entwécklung war d'Ëmstellung vun der klassescher Stolindustrie op Basis vu Kuel op d'Elektrostolproduktioun.

Net, dass Der mech elo hei falsch verstitt: Déi Ëmstellung war deemools eng richteg Décisioun an huet och derzou bäigedroen, dass d'Stolindustrie weiderhin e fest Standbeen vun der Lëtzebuerger Industriepolitik bliwwen ass. Och wa bis haut no an no déi eng oder aner Produktiounslinn an domat och Aarbechtsplazen ofgebaut goufen an och leider nach ëmmer ginn.

Leider gouf sech awer net mat der kollateraler Entwécklung vun dëser Ëmstellung ausenanergesat an d'Weichen an déi richteg Richtung gestallt. Hei ass besonnesch de Kyoto-Accord ze ernimmen, dee wuel richtungsweisend war, mä leider net seriö analyséiert ginn ass.

Duerch d'Ëmstellung vun der Industrie - d'Stolindustrie - gouf beim Kyoto-Accord eng Reduktioun vun 28% agaangen. U sech e Weltrekord. Net, dass déi 28% deemools falsch waren, mä et gouf näischt ënnerholl, fir d'Politiken entspriechend ëmzebauen an entspriechend och d'Entwécklung vum Lëtzebuerger Land ze steieren.

1995 hunn déi gréng dëst schonns op enger Pressekonferenz bemängelt. Duerch déi staark CO_2-Reduktioun duerch d'Ëmstellung vun der Stolproduktioun huet sech eng weider Feelentwécklung ageschlach. Säit '97 huet sech nämlech parallell derzou och den Tanktourismus explosiounsaarteg entwéckelt, ouni dass sech mat de Konsequenze vun dëser Entwécklung ausenanergesat gouf. Sou dass mir haut eent vun de Länner op der Welt sinn, déi déi gréissten Uelechofhängegkeet opweisen. An dëst net nëmme mat Auswierkungen op den Index, mä och op d'Mobilitéit, op de Landverbrauch a besonnesch och op eis Statsfinanzen.

Dës Entwécklung vum bëllege Sprit huet och d'Sich no Alternativen zu dëser Ofhängegkeet staark beaflosst, sou dass Lëtzebuerg haut innerhalb der Europäescher Unioun dat Land mat deem niddregsten Taux un erneierbaren Energien ass. E Beräich, wou besonnesch eist Handwierk an eis mëttelstänneg Betriber aktiv kënne ginn an domat eng Plus-value fir eist ganzt Land kënne schafen.

Leider verkannt an och erëm verpasst! Et hätt ee schonns laang missen d'Weichen anescht stellen an, ähnlech wéi d'Regierung an Norwegen et mécht, e richtegen Apel fir den Duuscht zréckstellen. Säit Laangem verlaange mer e graduellen Ausstiegszeenario aus dësem Tanktourismus, mä mir hu grad de Contraire vun deem gemaach. Statt zréckzestellen, hu mir mat der Schëpp ausgedeelt an hei a Lëtzebuerg eng Casinomentalitéit ausgeléist. Dës Casinomentalitéit ass besonnesch um Wunnengsmarché ze spieren, wou haut den Terrain 50% vum Gesamtpräis vun engem Eefamilljenhaus ausmécht. Statt hei mat Zäiten d'Brems anzegeheien, hu mer nach monter duerch eis Steierpolitik dës Entwécklung zousätzlech erëm ugeheizt.

Mir hunn 2001 eng oniwwerluechte staark Steierreduktioun duerchgefouert. Mir hu riets a lénks Cadeauen ausgedeelt. Mir hunn eis weder ëm eng aner Mobilitéit nach ëm eng koordinéiert Landesplanung gekëmmert. Mir hunn eis Schoul net wëlle mat Zäiten un déi Erausfuerderungen upassen, sou dass den Taux un onqualifizéierte Jugendlecher nach ëmmer ganz héich ass. Mir hunn eis en eegene Wuesstum vu 4% jährlech verschriwwen, dat mathematesch net kann opgoen. Mir gi säit den 90er Jore bis hannert Saarbrécken, Nanzeg, Namur an Tréier Aarbechtskräfte rekrutéieren, fir se haut an Zäite vun der Kris als „Geldsauger" ze verdamen.

Dat ass alles och Kompetitivitéit. Dat ass awer aus eiser Siicht eng falsch Kompetitivitéit. Eng, déi an déi falsch Richtung gaangen ass an nach ëmmer geet. Mir liewe säit Laangem iwwer eise Verhältnisser. Dëst léisst sech nach am androcksvollsten iwwer eisen ekologesche Foussofdrock duerstellen.

Fir eisem Liewenswandel ze begnügen, bräichte mir net nëmmen eng Welt, mä mir bräichten der am Ganze scho fënnef. Och erëm e Weltrekord, en traurege Weltrekord. Dat ass keng „success story", wéi den Här Lux dat virdru betitelt huet. Dat ass fir sech ze schummen, well dës Entwécklung net iwwerdrobar ass op d'Welt an iwwer sämtlech Länner vun dëser Äerd. Een, deen dës Entwécklung als richteg an

och als weider esou wëllt gesinn, lieft entweder net op dësem Planéit oder et ass him total egal, wat nach fir eis Kanner a Kandskanner iwwreg bleift.

Verzicht ze priedegen hei an dësem Land war nach ëmmer en Tabu an huet och net an eis schéin, ëmmer méi individuell Egoismuswelt gepasst. Et kann een u sech kengem et verdenken, wann eis Gesellschaft mëttlerweil resistent vis-à-vis vun Änneruge ginn ass. Säit 25 Joer gëtt vun de sukzessive Regierunge kontinuéierlech ausgedeelt, ouni längerfristeg Ofsécherungen opgestallt ze hunn. Haut bedreiwe mer a sämtleche Sparten, Secteuren a Beruffer e Leiden auf sehr hohem Niveau.

Här President, Dir Dammen an Hären, och fir déi gréng ass d'Kompetitivitéit e wichtegt Instrument, fir eng Entwécklung vun engem Land a senger Gesellschaft ze beschreiwen, awer bäi Wäitem net déi eenzeg Kritären.

Kompetitivitéit ass och kee Selbstzweck. Et stellt sech fir déi gréng fir d'Éischt emol d'Fro, wéi mer iwwerhaapt d'Kompetitivitéit definéieren, ier ee sech schonns nei Weeër an Instrumenter gëtt. D'Gesamtkonzept muss och definéiert kënne ginn. Eleng duerch d'Lounentwécklung, Zënspolitik a fiskalesch Instrumenter oder och nach vereinfacht Reglementatioune gëtt eis Kompetitivitéit längerfristeg net gestäerkt a gräift och ze kuerz. Dëst héiert sech nach ëmmer no alen neoliberale Konzepter ouni Gesamtkonzept un. Dëst si grad déi Konzepter, déi eis jo awer an d'Kris gefouert hunn an also net kënnen ausschliesslech d'Rezepter sinn, fir aus der Kris erauszekommen.

Kompetivitéit ass nämlech total destruktiv, wann et nëmmen drëms geet, aner Mënschen, Gruppen, Organisatiounen, awer och natierlech Ressourcen zu sengem eegene Virdeel, engem meeschtens kuerzfristege Virdeel iwwregens, aus dem Wee ze raumen.

Dobäi gëtt et dach awer och eng kooperativ Kompetitivitéit, bei där et drëms geet, gemeinsam ze iwwerliewen, zesumme seng Liewenssituatioun ze erhalen an ze verbesseren, woubäi fir eis als Gréng dës gesamt Gemeinsamkeet sech och op de Mënsch aus anere Länner a Kontinenter a selbstverständlech op eis natierlech Ressourcen a global Liewensbedéngunge bezitt.

Dës Kompetitivitéit heescht, eng konstruktiv Kompetitivitéit opbauen, heescht d'Fäegkeet vun enger Entitéit, engem Grupp, enger Gemeinschaft, sech op zukünfteg Evolutiounen ze preparéieren a sech u Changementer unzepassen duerch nei an innovativ Strategien, zum Notzen net nëmme vun de Membere vum Grupp, vun engem Member vum Grupp, mä och, fir anere Leit hir Bedierfnisser ze erfëllen.

An dësem Sënn hunn déi gréng och op hirem Kongress virun zwou Wochen eng ganz Rei vu Virschléi presentéiert, ënnert dem Motto „E grénge Modell fir d'Zukunft". Eis Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg op eng konstruktiv Aart a Weis ze erhalen an eis Gemeinschaft un déi nei Situatioun unzepassen, déi duerch eng Serie vu globale Krisen entstanen ass, net nëmme Finanz- a Wirtschaftskris, mä och global Ongerechtegkeet a Verdeelungskämpf an Energieknappheet a Klimaverännerung.

Kompetitivitéit ass fir déi gréng net eleng de Präis, mä niewent dem Präis ass et och d'Innovatioun, d'Qualitéit an och den Délai, déi ausschlaggebend sinn. Fir kompetitiv ze sinn, muss deemno och d'Ëmfeld stëmmen an och d'Liewensqualitéit entspriechend ugepasst ginn. Dofir gehéiert fir déi gréng och Loftqualitéit a Waasserqualitéit derbäi. Do gehéieren och déi néideg Kannerbetreiungsstrukture wéi och e gudde Bildungssystem an en ausgeglachent Kulturugebuet derbäi.

Dëst si Beräicher, déi besonnesch fir innovativ Hightech-Secteure vum 21. Jorhonnert extrem wichteg sinn. Wa mir gären hätten, dass gutt ausgebilte Fuerscher a Kaderen aus esou Secteuren op Lëtzebuerg kommen, da musse mer och dat néidegt Ëmfeld derfir schafen.

Här President, Dir Dammen an Hären, weder bei de Proposen...

Mme le Président.- Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass d'Présidence am Ufank vun Ärer Ried scho changéiert huet. Ech wollt Iech net ënnerbriechen.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Entschëllegt, Madame Presidentin. Da widderhuelen ech nach eng Kéier: Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, weder bei der Propos vun der LSAP nach bei der CSV geet Rieds iwwert d'Uelechofhängegkeet. Gewosst ass jo awer, dass grad déi héich Uelechpräisser zu där neier Indextranche gefouert hunn. Et brauch ee just d'Konjunkturnote vum Statec ze kucken. D'Inflatioun ass gréisstendeels op d'Präishausse vum Pëtrol zréckzeféieren; genau 0,5 Punkten.

Aus grénger Siicht wäerten am 21. Jorhonnert d'Ëmweltstandarden eng enorm wichteg Roll spillen, wann et ëm d'Kompetitivitéit vun engem Standuert geet. E Land, wat weiderhin total vu fossilen Energien ofhängeg ass an dat deemno extrem ufälleg ass par rapport zu héijen Energiepräisser a Strofen duerch ënnerloossend Klimapolitik, wäert zolidd Kompetitivitéitsnodeeler kréien.

Déi innovativ Secteure vun den Ëmweltechnologië wäerte sech och kaum an engem Land nidderloossen, wat lamentabel Ëmweltstandarden huet. Och d'Fuerschung wäert kaum an esou engem Land kënnen ugesidelt ginn. Dofir wäerten d'Ëmweltstandarden am 21. Jorhonnert zu ganz haarde Standuertfacteure ginn.

Hei si mer als Lëtzebuerger Land net terribel gutt opgestallt. Wa mer also déi automatesch Lounupassungen an de Präisindex positiv wëlle léisen, da geet dat nëmmen, wa mir eis d'Fro iwwert den Ausstieg aus der Uelechfal stellen. Héich, spronghaft Inflatioun, ausgeléist duerch Energiepräisser, an domat permanent verbonne Lounausgläich, féiert eis Wirtschaft ganz schnell a Problemer.

Op där anerer Säit riskéiere mer, duerch héich kuerzfristeg Präissteigerungen ouni Lounausgläich an ouni Schutz fir déi sozial Schwaach e Sozialofstieg a verstäerkten Aarmut. Dofir kann aus Siicht vun deene Grénge d'Neutraliséierung vun den Uelech- a Gaspräisser am Index-Wuerekuerf nëmmen a Verbindung mat soziale Begleetmoossnamen, enger staatlecher Förderpolitik fir méi Energieeffizienz wéi zum Beispill am Beräich vu Wunnen a Bauen, enger nohalteger Mobilitéitspolitik wéi de massiven Ausbau vum öffentlechen Transport an enger couragéierter Strategie bei der Ënnerstëtzung vun erneierbaren Energien erreecht ginn.

Eng weider ganz wichteg Viraussetzung ass, endlech eng ekologesch Steierreform unzegoen, déi soll déi néideg Ureizer schafen, fir de wirtschaftlechen a soziale Strukturwandel zu enger nohalteger Entwécklung ze begleeden. Eng Steierreform, déi iwwer en Ökobonusausgläich souwuel deene sozial Schwaachen entgéintkënnt wéi fir d'Finanzéierung vum Strukturwandel bäidréit.

Vläicht nach e leschte Saz zum Index. déi gréng sinn och der Meenung, dass Genossmëttel och net am Index-Wuerekuerf sollen dragehéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit Jore schwätze mer schonns vun der ominöser Réforme administrative. Si ass souguer zur Chefsaach deklaréiert ginn. Dofir e puer Iwwerleeungen och zu deem Thema.

D'Finanz- an d'Wirtschaftskris huet däitlech opgewisen, dass de Stat als Regulator vun der Wirtschaft an als Wächter vun der sozialer Gerechtegkeet onersetzlech ass. Ouni déi staatlech Rettungsaktiounen, ouni déi staatlech Hëllef fir d'Chômeuren oder d'Kuerzaarbechter wär eis Gesellschaft ausenanergefall. Mir brauchen also weiderhin e staarken an effiziente Stat. Mir brauchen awer méi Effizienz a méi Déngscht um Client, och beim Stat. Mir brauchen dofir schnell an effizient Verwaltungsweeër.

Mir hu ganz gutt Beamten an eiser Verwaltung, se sollen och dofir gutt bezuelt ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass an der momentaner Situatioun mir keng prozentual Lounerhéijung fir déi nächste Jore sollten duerchféieren an éischter méi eng qualitativ Offer bei den öffentleche Lounverhandlungen an de Vierdergrond gestallt sollt ginn, wéi zum Beispill d'Weiderbildung, d'Job-Tickets, fir zum Beispill mam öffentlechen Transport oder - firwat net - och mam Vëlo kënnen op seng Schaff ze fueren.

Top-Prioritéit fir déi administrativ Reform bleift awer d'Verbesserung an d'Vereinfachung vun de staatleche Prozeduren. Net méi, mä dofir besser reguléieren. Mir brauchen also besonnesch och e positivt Ëmfeld, wat den neien Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert gerecht gëtt.

Kompetitivitéit heescht och e modernen a flexibelen öffentlechen Transport. Kompetitivitéit heescht och eng solidaresch Gesellschaft mat ugepassten a séchere Renten- a Gesondheetskeesen, ouni eise Kanner a Kandskanner hir Zukunft ze hypothekéieren.

Kompetitivitéit heescht och eng Bildungs- a Beschäftegungsoffensiv, déi all de Kanner eng Chance an eisem Bildungssystem erméiglecht. Mir mussen d'Chancë vun de Kanner mat Migratiounshannergrond verbesseren. Mir musse besonnesch d'Orientatioun besser maachen, fir dass déi Kanner och eng sécher Plaz an eng sécher Zukunft an eisem Land fannen.

Dëst a villes méi si Proposen, déi mir an eisem Pabeier „Grénge Modell fir d'Zukunft" proposéiert hunn, an deem mir e Gesamtbild ofginn, an net nëmme just e Sammelsurium vun erschreckende Platitudë mat neoliberalen - nach ëmmer neoliberalen - Iwwerzeegungen, wéi dat gëschter an och nach haut vun eisen CSV-Kolleegen hei presentéiert gouf.

(Interruption)

Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, Lëtzebuerg muss sech besser opstellen. Opstellen heescht awer fir déi gréng, net nëmmen duerch d'Weltgeschicht ze reesen an iergendwellech Betriber ze motivéieren, hei op Lëtzebuerg ze kommen. Hei gëllt et besonnesch, déi Betriber an Déngschtleeschtungen ze motivéieren, déi an e Gesamtbild vun enger nohalteger Entwécklung passen.

„Green-tech"-Industrien an „green-tech"-Déngschtleeschtungen als neien innovative Wirtschaftssecteur, un deem senger Entwécklung Lëtzebuerg nohalteg kann deelhuelen. An Europa si mëttlerweil an deene Secteure méi Leit beschäftegt wéi an der Automobilindustrie. Mir däerfen dofir dësen Uschloss net verpassen. Et heescht awer virun allem, déi Betriber heiheem fir d'Zukunft besser opzestellen; grouss a kleng Betriber. Dëst gëllt och fir d'Industriebetriber hei am Land.

Fir de Strukturwandel hei am Land ze vollzéien, brauche mer awer virun allem déi kleng- a mëttelstänneg Betriber. Et si si, déi haut schonns méi wéi 120.000, 130.000 Aarbechtsplaze géréieren. Et sinn och net déi Betriber, déi délocaliséiere wëllen, well si hei an der Gesellschaft staark verankert sinn. Eis Betriber si prett, fir do kënne matzemaachen. Mir mussen hinnen awer déi néideg zoulässeg Rahmebedéngunge schafen, dass si sech och do kënne gären investéieren.

Ech huelen zum Beispill de Beräich vum Bauen a Wunnen. Mir mussen e Qualitéitssprong, virun allem an energiespuerendem Bauen a Wunnen, erreechen. Vill, ëmmer nach vill ze vill Energie gëtt nach ëmmer an de Gebaier verpufft, statt mat dem Asaz vun erneierbaren Energië regelrecht Energieproduktiounsunitéiten ze schafen.

D'Politike vun de leschte Jore waren awer alles aneschters wéi dénglech. En Hickhack vun de Förderinstrumenter, e Verschleefe vun de Subventiounshëllefe fir d'Clienten; fir nëmmen déi ze nennen. Et feelt einfach d'Opbrochstëmmung an d'Chance, déi dëse Secteur fir eist Land och kann duerstellen.

Och dëst koum gëschter bei der Manif vun der Fédération des Artisans zum Ausdrock. Aus eegener Erfahrung weess ech och, dass et eben net eleng de Präis oder d'Käschte sinn, déi e Betrib méi kompetitiv maachen. Et ass besonnesch och d'Innovatioun an d'Upassung un neien Entwécklunge respektiv d'Loscht op Neies, wat méi bréngt wéi d'Reiden op de leschte Sou. Do muss d'Politik awer mat den néidegen Hëllefstellunge begleedend matwierken, statt op alen ausgetrëppelte Pied weiderzetrampelen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, déi gréng si prett, fir matzehëllefen eist Land nohalteg opzestellen, fir déi grouss Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert ze meeschteren. Mir sinn awer net bereet, nëmme kuerzfristeg Ännerungen ze akzeptéieren, ouni eng Abettung an e Gesamtkonzept ze hunn. Do wëlle mir an do maache mir net mat.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Kox. Deen nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Iwwert déi national Kompetitivitéit ze diskutéieren, heescht diskutéieren iwwert d'Capacitéit vun onsem Land, fir all Joer e méi grousse Wirtschaftskuch ze baken an net e méi klengen. Wann de Wirtschaftskuch nämlech méi kleng gëtt, ginn natierlech och d'Stécker vum Kuch, déi mer un d'Bierger kënne verdeelen, méi kleng.

Esou eng wichteg Debatt wéi haut hätt verlaangt, datt mer an der Chamber an der zoustänneger Kommissioun am Virfeld dovunner mam Wirtschaftsminister all déi Propositiounen, déi hie gemaach huet, hätte kënnen diskutéieren. Dat geschitt dës Kéier net am Virfeld, mä muer de Moien. Ech mengen, dat ass net seriö an dat beweist, wéi heiansdo vun der Majoritéit an der Chamber d'Debatte virbereet ginn.

D'Regierung, genauer gesot de Wirtschaftsminister huet am Abrëll dëst Joer e Pabeier virgeluecht mat 65 Propositiounen. Déi 65 Propositioune sinn eng Zesummefaassung vu Fuerderungen a Wënsch, déi zu engem groussen Deel schonn zënter Jore gefuerdert ginn. Bref, et ass d'Sënneregister vun der CSV/LSAP-Regierung vun de leschte sechs Joer, wou alles dat, wat d'CSV an d'LSAP verschweesst, net gemaach hunn, wou Délaien erausgeholl gi sinn a sech ënnerenaner zerstridde ginn ass. Dat soll elo realiséiert ginn.

Mä ech fäerten, datt sech och an Zukunft net vill wäert ännere an datt et laang dauert bis eppes geschitt, well d'Regierung sech op ville Punkten net eens ass. Wann hei vum Esprit bagarreur vum Spriecher vun der LSAP geschwat gëtt, dann hat ech dat an der Éischt esou verstanen, datt dat den Esprit bagarreur wär, fir ze gewannen, fir sech no vir duerchzesetzen. Mä ech mengen, an den Ae vun der LSAP an och vun der CSV schéngt den Esprit bagarreur éischter ze sinn, fir ee géint deen anere sech ze bagarréieren, sech ze zerschloen.

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- De Wirtschaftsminister bedauert, datt d'Attitüd vum Ëmweltminister an déi vum Innenminister respektiv vun hiren Administratioune verschidde sinn, datt net matenaner geschafft gëtt. Dat wor virun de Wahlen de Fall. An et gesäit een, datt och dat derzou gefouert huet, datt eng etlech Reformen, déi hätte misse gemaach ginn, net gemaach gi sinn. Dat eenzegt Resultat ass, datt elo den Ëmweltminister net méi e Kolleeg vun der LSAP ass, mä datt elo e Schwaarzen Ëmweltminister ass. Dat ass, wann een net an Équipë kann zesummeschaffen.

D'Regierungsverwaltungen ënnert der CSV-LSAP sinn ze vergläiche mat der franséischer Nationaléquipe am Fussball, déi bei der ablacklecher Fussballweltmeeschterschaft am éischten Tour eliminéiert gouf, well d'Spiller net eens woren, well et keng Équipe wor. Dës Équipe huet am Fussball gradesou eng lamentabel Bilanz opzeweisen, wéi mutatis mutandis d'CSV/LSAP-Regierung a Matière vu Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie.

Just a schwieregen Zäite misst onst Land eng Regierung hunn, déi capabel ass, Décisiounen ze huelen, déi capabel ass, ze handelen, fir dat duerchzesetzen, wat se décidéiert huet. Bref, mir brauchen eng Regierung, déi capabel ass, ze regéieren. A just dat, nämlech regéieren, bréngt dës Regierung net méi fäerdeg.

Ech sinn net deen Eenzegen, deen dat seet. Och de President vun der Lëtzebuerger Zentralbank huet kierzlech an engem Interview gesot - ech zitéieren esou den Titel vun der Zeitung -: „Es wäre sinnvoll, wenn die Regierung auch regiert". Mä dovu si mer wäit ewech, wann een de Spriecher vun LSAP an CSV nogelauschtert huet. Notamment an der Indexfro; mä net nuren do.

De Wirtschaftsminister mécht 65 Propositiounen. An enger Pressekonferenz iwwerhélt d'CSV der 20 dovun, oder wéinstens diskutéiert iwwert déi. Iwwer Verschiddener: iwwerhaapt kee Wuert. Dofir wär et besser gewiescht, mir hätten eng Diskussioun an der zoustänneger Chamberskommissioun am Virfeld gehat, an net duerno, no der politescher Debatt. Mä och dat war héchstwahrscheinlech net gewollt, well soss d'Meenungsverschiddenheeten tëschent CSV an LSAP nach méi grouss gi wären.

Beispill Index: An der LSAP gëtt et zwou Meenungen; an der CSV gëtt et der och zwou. An anscheinend, wann een elo de Communiqué vum Här Glesener - mengen ech, heescht en - liest, gëtt et och nach eng drëtt Meenung an der CSV, wat soll mam Index geschéien. An dofir wär ech nawell frou, wann hei déi eenzel Meenungen eng Kéier kéinten an d'Debatt erakommen an een dat kéint schéin diskutéieren.

(Interruption)

Et geet dach drëm, datt een hei Kloertext schwätzt, datt ee weess, wourëm et geet.

An der Indexfro bleift d'ADR bei hirer Meenung, datt d'Indexéierung vu Loun a Gehälter muss bäibehale ginn. D'ADR ass awer d'accord mat der Propositioun, fir Alkohol an Tubak aus dem Wuerekuerf erauszehuelen. Wann den Indexsystem bäibehale gëtt, dann heescht dat awer och, datt bei de Kollektivvertragsverhandlungen d'Gewerkschaften hir Responsabilitéit ze droen hunn, fir d'Betriber an d'öffentlech Hand net futti ze maachen.

De Bankesecteur huet ons dat do richteg virgemaach. Dofir huet och d'ADR an deem Kontext do hiren Accord ginn zu der Iddi vun enger Nullronn an dëser Legislatur, wat d'Fonction publique ugeet.

Wann een d'Indextranchë kuckt, dann ass et natierlech och kloer, datt et do Meenungsverschiddenheete gëtt. Wann ech hei den Här Thiel héieren, dee schwätzt sech éischter fir einfach d'Ofschafung a géint d'Tripartitesronnen aus. Den Här Weber, den LCGB-Nationalpresident an CSV-Deputéierten, ass do enger total géigendeeleger Meenung. Bref, esou gi mir hei an déi ganz Debatt eran. Dat wierkt au niveau vun enger Regierung, déi soll Décisiounen huelen, enger Majoritéit, déi soll Décisiounen huelen, wierklech zimlech lächerlech an et ass net ze akzeptéieren.

All Patron weess, wat hien déi nächst Indextranche am Juli dëst Joer wäert kaschten. Mä de Statec huet awer och annoncéiert, datt déi nächst Indextranche eréischt 2012 erfält; dat heescht a méi wéi 18 Méint. Wann Alkohol an Tubak aus dem Wuerekuerf kommen, wäert den Délai nach méi grouss ginn.

Den Index ass sonner Zweifel e Käschtepunkt, dee speziell de lounintensive Betriber, där mer hei am Land nach e puer hunn, Schwieregkeete ka bréngen. Mä et ass net deen eenzege Käschtepunkt fir e Betrib. Zousätzlech Steieren, Cotisatiounen, administrativ Schwieregkeeten a laangwiereg Prozedure si sonner Zweifel och Faiten, déi e Betrib kënnen a finanziell an ekonomesch Schwieregkeete bréngen. Et muss een dofir all Mesuren, déi elo am Kader vun de Spuermoossnamen zur Diskussioun stinn, analyséieren. An, wann een den Index bäibehält, dann däerfen aner Mesurë vläicht net geholl ginn.

Esou si mir als ADR prinzipiell der Meenung, datt d'Steiererhéijungen net derzou dénge sollen, fir datt d'Regierung bei de private Leit mat där enger Hand dat hëlt, wat se hinnen iwwert den Index ginn huet. Spuere beim Stat huet och an onsen Aen absolut Prioritéit virun Taxen a Cotisatiounserhéijungen, déi d'Kompetitivitéit vun onse Betriber, an domat Aarbechtsplazen, a Gefor bréngen. Dofir si mir der Meenung, datt bei Baueren- a Wënzerbetriber an anere méi lounintensive Betriber d'Regierung misst Moossname proposéieren, fir d'Indexkäschten opzefänken.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Regierung muss Efforten an Initiativen ergräifen, fir datt d'Präisser hei am Land net iwwer all Moosse steigen. Esou si bedauerlecherweis bei de Prix administrés, an anere Wierder bei den öffentlechen Tariffer, Erhéijunge vun 3,2% am Joer 2008 ze verzeechne gewiescht. Am Joer 2009 gouf et eng Erhéijung, an an den éischte véier Méint vun dësem Joer goungen déi öffentlech Tariffer ëm dräi Prozent an d'Luucht; dat eleng a véier Méint. Hei ass Handlungsbedarf, hei huet d'Regierung, hei hunn d'Gemengen eng Verantwortung!

Wat d'Mazoutspräisser ugeet, déi eng important Roll am Wuerekuerf spillen, esou si mir der Meenung, datt, wann d'Pëtrolspräisser nees sollten an d'Luucht goen oder wann den Euro sollt weider falen, dann déi Lëtzebuerger Accisë vun zéng Euro pro dausend Liter sollte fale gelooss ginn; an datselwecht beim Heizungsgas, wou fir d'Kategorie A, déi speziell Familljen- a Klengbetriber betrëfft, och kéint nogeduecht ginn an deem Fall do, fir déi Accisen ofzeschafen.

Vu datt een unhuele kann, datt an der Eurozon d'Präisser vun de Wueren net dérapéiere wäerten, musse mir just oppassen, datt ons hausgemaachte Präisser op de Wueren an Déngschtleeschtungen net dérapéieren.

Wat déi 65 Punkten ugeet, déi d'Regierung hei diskutéiert huet, esou sinn dat Saachen, déi vun der ADR, mä och vun anere Parteien, zënter laange Jore gefuerdert ginn. Mä nach wëll ech op e puer Punkten agoen, wéi zum Beispill de Plan sectoriel «Zones d'activités», wou et drëm geet, fir Industriezonen ze schafen.

Mir hunn elo eng - an den Här Wirtschaftsminister ka mech do korrigéieren, wann ech do eppes falsch soen - 1.458 Hektar un Industriezonen, u Zones d'activités. Mir brauchen der nach eng 330 Hektar. An do gëtt da vun der Regierung zënter sechs Joer drop geschafft, fir esou e Plan sectoriel ze schafen.

D'Resultat ass, datt Betriber, déi sech wëllen ausweiten, datt Betriber, déi wëllen heihinnerkommen, datt Betriber, déi noutgedronge mussen investéieren a méi Plaz brauchen, dat net kënnen, datt se sech da mussen délocaliséieren an datt eng etlech Betriber, déi hei sinn, och vläicht aus deem Grond do, wéi notamment bei Villeroy & Boch, fortgaange sinn, well se hei net konnten en neien Terrain d'activité fannen.

(Interruption)

An dat wëll ech just nure soen, dat huet ee vun den Direktere gesot; ob dat elo stëmmt, oder net. Mä ech wëll just nuren drop hiweisen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also, dat do ass awer den Hummer! Wann et ee Beispill gëtt, wat een net kann nennen, dann ass et Villeroy & Boch.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Da kann een dat doten esou duerchzéien, mä et ass kloer, datt een op dësem Gebitt awer och menger Meenung no net nuren op de Plan d'action soll waarden, mä datt een och sollt iwwert de Wee vu Plans d'occupation des sols deklaréieren, wou een eng Zone d'activité wëllt maachen. Domadder huet een de Spekulantentum ënnerbonnen an et kann een direkt aktiv ginn a weisen, datt eppes geschitt.

Dann ass och d'Gemeng gefuerdert. Dat schéngt mer de richtege Wee ze sinn. Déi Dunkelkammer, an där d'Regierung bis elo hei op dësem Gebitt schafft, schéngt mer net dat Richtegt ze sinn, well mir musse prioritär kucken, datt mer déi Betriber, déi hei am Land sinn, heibehalen, datt mer hinnen d'Méiglechkeete ginn an datt mer hinnen net iwwer verschidde Prétexter d'Méiglechkeet schafen, fir sech dann ze délocaliséieren. Ob dat deen eenzege Punkt ass oder ob et der nach anerer gëtt, mä et ass kloer, datt dat eng vun de Problematiken ass.

Zweetens, d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland. Ech mengen, Här Wirtschaftsminister, dat ass eng Tâche, vun där mer ons alleguerte wënschen, datt d'Regierung dat weider ausbaut. Mä ech muss awer och soen, datt et besser wär, wann d'Regierung all hir Capacitéite vun alle Ministèrë géif zesumme bündelen, fir datt mer do déi Wirtschaftsstänn, déi mer am Ausland opmaachen, besser maachen, wéi dat bis elo de Fall ass.

Mir stinn do als aarmt Kand vis-à-vis vun anere Stänn vun anere Länner. Bien entendu si mer e klengt Land. Mä nach ass et a verschiddene Fäll ganz, ganz batter, wann een déi Vergläicher do ka stellen. An ech hoffen, datt de Wirtschaftsminister seng Kolleegen an der Regierung kann iwwerzeegen, fir do nei Weeër ze goen.

Dann ass ee Punkt, iwwert deen zënter Laangem hei vill diskutéiert gëtt, a wat e Musterbeispill ass, wéi eng CSV/LSAP-Regierung vu villem schwätzt an näischt mécht. Dat ass déi administrativ Reform, mat där se erlaabt, fir datt d'Betriber méi séier kënne schaffen. A wann ee méi séier schafft an administrativ net gehemmt gëtt, ginn och d'Käschten, notamment am Wunnengsbau, zréck.

D'Chambre des Métiers huet an hirer Zeitung en Artikel geschriwwen ënnert dem Titel „Laang Pied am Land vun de kuerze Weeër". An ech liesen aus dem éischte Saz nure vir: „An de leschte Jore sinn am Land vun de kuerze Weeër ebe grad dës Weeër ëmmer méi laang ginn. Et kann ee soen, dass verschidde Prozeduren engem Parcours du combattant gläichkommen." Dat ass d'Resultat vun der Regierungspolitik vun de leschte Joren. Dat muss sech ännere.

Wann een dann héiert, wéi hei gestridden an debattéiert gëtt tëschent CSV an LSAP, da weess een, wann do kee Mentalitéitswiessel kënnt, datt sech dann op jidde Fall op dësem Gebitt net vill wäert ännere. Da wäerte PAPen nach ëmmer sechs Joer daueren a souguer heiansdo nach méi, bis se duerch sinn, well verschidde Ministèren a verschidden Administratiounen ënnerenaner streiden an do näischt virugeet.

Ech héiere jo och de Wirtschaftsminister, deen dat oft hei op der Chamberstribün bedauert, datt ee Kolleeg oder deen aneren oder eng Administratioun no där anerer net virumécht, an da verschidden Dénger. Do gehéiert deen Esprit d'équipe hin. Déi Kollaboratioun ënnert den Administratioune muss een duerchsetzen. A wann dann de Statsminister erkläert, dat wär Chefsaach, da muss ech just nure soen, datt d'Chefsaach op jidde Fall besser gehat hätt, datt de Statsminister sech net drëm gekëmmert hätt. Da wär et vläicht eppes ginn.

(Interruption)

Deen anere Punkt, op deen ee muss agoen a wou ech mam Wirtschaftsminister ganz d'accord sinn, dat ass fir op de Wee ze goe vun enger Centrale d'achat oder engem Groupement d'achat, wann dat eent net anescht geet. Mä och do schéngt mer, datt den Här Wiseler, de Minister vun den Travaux publics, vum Développement durable, datt deen enger anerer Meenung ass.

Ech wollt awer hei dem Wirtschaftsminister soen, datt e richteg läit. Well wann ee wëllt méi effikass schaffen, da musse mer déi laangwiereg Prozeduren, déi Iertümer, déi mer an de Marché-publicen hunn, korrigéieren. An et gesäit ee jo och, datt a Frankräich an an anere Länner, wou et Centrale-d'achatë gëtt, deen Ablack de Stat vill méi bëlleg kann akafen, méi effizient ka kafen, an dat net nëmmen de Stat, mä d'Gemengen.

Mir begréissen, datt eng Reform soll kommen, wat d'Faillite an d'Gestion contrôlée ugeet, mä och do, mengen ech, wär et noutwendeg, datt mer op professionell Affekoten, déi gutt rémunéréiert ginn, zréckgräifen an net op dee System, dee mer elo hunn.

Wat d'Recherche ugeet, do ass et jo kloer, datt fir Enn 2013 d'Hëllefen an d'Subsidien, déi mer bis elo virgeholl hunn, wäerten ewechfalen. D'Regierung proposéiert hei, fir dann nuren op d'Subsidië vun deem Minimis, dat heescht bis 200.000 Euro zréckzegräifen. Mä ech mengen, och do sollt ee sech inspiréiere vun deem, wat an anere Länner leeft, wéi notamment a Frankräich, déi spezifesch Steierreduktiounen hu fir d'Chercheuren, wou déi nuren d'Halschent vun der normaler Steier bezuelen, a wou se ganz kompetitiv sinn am internationale Vergläich.

Ech géif duerfir wierklech d'Regierung bieden, sech vläicht do emol ze inspiréieren an ze kucken, ob déi eng oder déi aner Donnée net kéint do iwwerholl ginn. Well um Gebitt vun de Steieren, do hu mer nach Latitude, fir de Betriber ze hëllefen, och wann d'Recherche aboutéiert an et kommen Droiten eran, datt een deen Ablack kann dovunner steierlech begënschtegt ginn.

Da steet hei eng Fuerderung, mat där ech e bësse méi skeptesch sinn. Et ass déi, fir Entreprisen aus der Groussregioun zu Lëtzebuerg ze implantéieren. Am Prinzip schéngt dat ganz flott. Ech hunn och näischt géint de Prinzip. Mä mir wëssen awer och schonn, datt elo schonn eng etlech Betriber aus der Groussregioun hir Salariéen, déi méi wéi dräi Kanner hunn, hei op Lëtzebuerg fiktiv transferéieren, well se hei vu ganz staarke sozialen Avantagë profitéiere par rapport zu Frankräich. An ech mengen, dofir muss een awer och kucken, datt, wann een esou eppes promouvéiert, dat awer net zu engem Détournement vun deem gëtt, wat mer en fait ekonomesch wëlle schafen.

Da gëtt et nach ee Punkt, dat ass Fiskalitéit, den Artikel 9 vum Steiergesetz. Do sollen anscheinend Avantagë geschafe ginn. Ech géif just soen, an ech wäert dat och an enger Question parlementaire un de Finanzminister kloerstellen, datt dat doten awer net méi sollte geheim Décisioune vun der Regierung sinn, déi niergendwou publizéiert ginn. Do muss den Artikel 9 vum Steiergesetz och kloer soen, datt, wann zum Beispill, wéi dat bis '94 de Fall wor, Steierdirekteren an aner Leit hei am Land steierlech Avantagen hunn, da soll dat och public gemaach ginn.

Wat d'Aarbechtsplazen ugeet, esou muss ee festhalen, datt de Statec eppes festhält, wat awer inquiétant ass. A sengem leschten Avis seet en, datt den Emploi frontalier méi séier steigt wéi den Emploi national. Dat heescht, datt et fir Frontaliere méi liicht ass, eng Aarbechtsplaz hei ze fannen, wéi fir déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg am Chômage sinn. Dat ass d'Resultat vun enger schlechter Schoulpolitik vun der Regierung, well ons jonk Leit an och déi aner net méi kompetitiv sinn, an d'Resultat gesäit een ënnert deenen Emstänn do.

(Interruption)

Dofir mengen ech, datt et wichteg wär, datt hei endlech d'Regierung agéiert, datt se déi richteg Décisiounen hëlt. Do, wou et an déi richteg Richtung geet, wäerte mir als ADR se ënnerstëtzen; wann et an déi falsch Richtung geet, wäerte mer net domat d'accord sinn.

Vu datt ech net méi wéi 20 Minutten Zäit hunn, fir zu esou wichtege Problemer ze schwätzen, wëll ech elo ophéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Henckes. Den nächsten Orateur ass den Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Madame Presidentin: «Il existe des mots qui, à un certain moment, font la loi. À tort ou à raison. C'est le cas, aujourd'hui, de „compétitivité". L'idéologie et les pratiques bâties à partir de ce mot et autour de lui ont des effets dévastateurs.» - schreift oder seet an enger Konferenz de Riccardo Petrella, deen engagéierte Proff vun der Universitéit vu Louvain, engagéiert haaptsächlech an de Froen, déi mat der Mondialiséierung zesummenhänken.

Dévastateur, firwat? Wann déi ekonomesch Kompetitioun ausgedroe gëtt op de Léin, op den Aarbechtsplazen, op dem Aarbechtsrecht, da kann dat nëmme féieren zu enger Spiral no ënnen, déi sozial inakzeptabel ass, déi zu enger Verdéiwung vun de sozialen Ongläichheete muss féieren, zu engem Cercle vicieux, deen och gesamtwirtschaftlech kee Sënn mécht, well den Ofbau vun der Kafkraaft iwwert déi do Zort vu Kompetitioun de Réckgank vun der Nofro bedeit.

Dat gëllt och grad fir Kleng- a Mëttelbetriber. Mat enger Kompetitioun op d'Käschte vun de Léin riskéiere se, sech selwer an d'Fleesch ze schneiden, well se op d'Nofro, a villfach op déi inländesch Nofro, also op d'Akommes vun de Leit ugewise sinn.

An d'Fro vum Index stellt sech och an deem do Kontext. Dir kennt eis Meenung dozou, ech ginn also am Moment net nach eng Kéier dorop an.

Wann déi ekonomesch Kompetitioun ausgedroe gëtt op de Steieren, also op der Konkurrenz tëschent de Steiersystemer, da muss dat féieren zu enger Ënnerhielechung vun der sozialer Funktioun vun de Steieren an zu manner Steiergerechtegkeet.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An och dat ass gesamtwirtschaftlech alles anescht wéi e Cercle vertueux. Well manner Recettë fir d'öffentlech Hand heescht jo dann och manner öffentlech Investitiounen an Infrastrukturen, a Bildung, a sozial Servicer, wat alles net gutt ass, weder fir wirtschaftlech Entwécklung nach fir sozial Gerechtegkeet.

Ech sinn also net averstane mat Moossnamen, déi ënnert dem Titel vun der Stäerkung vun der Kompetitivitéit op d'Käschte gi vu sozialer a fiskalescher Gerechtegkeet. Wann awer d'Kompetitioun ausgedroe gëtt op der Qualitéit vun de Produkter a vun de Servicer am privaten an am öffentleche Secteur, op Kreativitéit an Innovatioun, da kann dat eng Spiral no uewe ginn. Also wierklech e Cercle vertueux, deen zu enger allgemenger Verbesserung vu Produiten an Déngschtleeschtunge ka féieren.

Ech sot „kann", well net alles, wat nei ass, ass och gutt. An ech menge wierklech, dass an déi ganz Diskussioun ëm d'Kompetitivitéit onbedéngt ee Schwéierpunkt gehéiert, deen awer vill ze vill wéineg ënnerstrach ginn ass, dee vill ze vill wéineg thematiséiert ginn ass, an dat ass ganz einfach d'Fro, wéi wäit dat, wat mer produzéieren, mat wat mer kompetitiv sinn oder wëlle sinn, wéi wäit dass dat wierklech enger sozialer Utilitéit entsprécht, wéi wäit dass et verdréiglech ass mat Kritäre vun der Nohaltegkeet, vum Schutz vun der Ëmwelt an esou weider an esou fort.

An deem Débat hu mir nach, mengen ech, e gewaltegen Nohuelbedarf. Dat gëllt iwwregens och fir déi prinzipiell Fro vum Wuesstum, déi och hei am Débat praktesch net ugeschnidde ginn ass. Ech gesinn awer net an, wéi mer iwwer Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg kënnen diskutéieren, wa mer net déi prinzipiell Fro vu quantitativem, qualitativem Wuesstum hei zu Lëtzebuerg stellen.

Ech si mat enger ganzer Rei vu Propositiounen, och vun deene 65 Propositioune vum Wirtschaftsminister d'accord, déi a Richtung Fuerschung, Innovatioun, Diversifizéierung ginn, och wat d'Vereinfachung vun de Prozedure betrëfft, awer och hei mat där Aschränkung, selbstverständlech, dass sozial an ekologesch Standarden op déi Aart a Weis, also duerch eng falsch Vereinfachung vun de Prozeduren net däerfen ausgehielecht, mä mussen opgewäert ginn.

Ech hunn zu der Fro vun der Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie an der Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun eng Rei vun Donnéeën hei ënnerbreet, wat d'Verdeelung vu Léin a Benefisser betrëfft zu Lëtzebuerg am Verglach mam Ausland; wat den Undeel vun de Benefisser betrëfft, déi wierklech an Investitioune ginn, wou mer par rapport zum Ausland ganz niddreg leien; wat d'Prélèvementer op de Betriber ugeet, wou mer och no internationale Statistike ganz déif leien. D'Reaktioun vun der Regierung war à peu près déi vum Tournesol am Hergé sengem Tintin.

Zum Schluss beim Liese vun de 65 Mesuren, op déi ech a menger Zäit selbstverständlech net kann agoen, war awer eng, wou ech wierklech net wousst, ob ech soll laachen oder kräischen. Am Punkt 8 geet et ëm Immigratioun. An do steet tatsächlech dee wonnerschéine Saz, wat Immigranten betrëfft, en „Encadrement personnalisé devra être offert et une approche positive adoptée".

Wann Der elo gemengt hätt, do géif et ëm de portugiseschen Aarbechter goen, deen op Lëtzebuerg kéim, oder dem Asylbewerber aus dem Irak, da leit Der falsch. Well do geet et ëm eng sougenannte Procédure VIP, also „very important person", gemengt ass hei VRP, also „very rich person", „fast track" - also schnell ophuelen, schnell encadréieren, fir op déi Aart a Weis Superräicher dozou ze kréien, hiert Verméigen hei op Lëtzebuerg ze bréngen.

Also, wann ech gelift, sträicht an deene 65 Punkten net nëmmen dee berühmte Punkt 49, sondern sträicht och - wann ech gelift - an deem Punkt 8 iwwer Immigratioun deen do Abschnitt, well deen eegent sech nach héchstens fir e gudde Karikaturist.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Lucien Thiel.

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech mengen, no deene laangen Debatte vun haut de Mëtteg wier allerhand ze soen.

(Brouhaha)

Mä, ech mengen, dat iwwerloossen ech gär, dee Plëséier iwwerloossen ech gär dem Regierungsvertrieder. Ech hunn eng Missioun, a meng zwee Kolleegen hunn dat jo annoncéiert. Mir hunn 20 Punkten an de Vierdergrond gestallt, an Dir hutt der 14 dovun héieren. Ech maachen dann elo déi reschtlech, déi nach bleiwen, siwen, fir d'Rei vollzemaachen.

Datt d'Konkurrenz d'Geschäft belieft, ass eng bekannten ekonomesch Wourecht. Si gëtt dann och méi oder manner vu jiddwerengem akzeptéiert, och wann d'Konkurrenz engem heiansdo op de Sou geet an ee léiwer eleng den Hunn op senger Mëscht wier.

D'Maartwirtschaft huet sech entre-temps, wann och mat sëllechen Nuancen natierlech, als universal Spillregel duerchgesat, an hiert Fëllement ass nun eemol de Prinzip vun der Konkurrenz. Och, wann et deem engen oder aneren net a säin ideologescht Weltbild passt, ass de Mënsch nun eemol esou gestréckt, datt kee gär dee Leschten an och nëmme manner gutt ass wéi deen aneren. Dofir leet hie sech da mat méi oder manner Éiergäiz an d'Geschier, mam But, wa méiglech ëmmer d'Nues vir ze hunn. An et geet natierlech nëmmen esou wäit, wéi déi kierperlech a geeschteg Fäegkeeten et erlaben.

Sollten déi, aus wéi engem Grond och ëmmer, emol net duergoen, fir an där Kompetitioun matzehalen, dann ass et der Gesellschaft hir Flicht a Schëllegkeet, sech solidaresch ze weisen an dës Nodeeler esou gutt wéi méiglech fir déi Betraffen auszebigelen.

Wat elo fir deen Eenzelne gëllt, gëllt och a wuel a verstäerktem Mooss fir d'Wirtschaftsacteuren, ugefaange bei de Firmen iwwert d'Länner bis bei d'Kontinenter. Konkurrenzkampf ass de Motto vun der Wirtschaft. Allerdéngs nëmmen, soulaang en ënner Kontroll gehale gëtt an net an eng Verdrängungskompetitioun ausaart, oder, nach vill méi schlëmm - leider war dat jo am Laf vun der Geschicht méi dacks de Fall -, a regelrecht Kricher.

Elo gëlle mir als Land eleng scho vun eiser Gréisst hier net zur Weltliga a kënnen eis net mat deene Grousse miessen. Mä dat heescht nach laang net, datt mir vu vireran disqualifizéiert wieren. D'Kompetitivitéit vun enger Wirtschaft hänkt net nëmme vu quantitative Kritären of. Si ass och eng Fro vu Qualitéit, vum Choix vun deene richtegen Nischen a vum professionelle Kënne vun hiren Acteuren. Déi Dugenden, esou woen ech ze behaapten, hu mir Lëtzebuerger an der Vergaangenheet ëmmer erëm gewisen, net nëmme mir, mä och eis Virgänger, soss wiere mir wuel net do, wou mer haut sinn.

Här President, meng Kolleegen an trotzdeem Frënn, Jean-Louis Schiltz a Marc Spautz, hunn Iech schonn eng Rëtsch vun deene Punkte presentéiert, déi d'CSV sech op d'Lee geschriwwen huet, fir eis Kompetitivitéit erëm op Touren ze bréngen, déi jo erwisenermoossen amgaang ass e bëssen ze lappen - ob mir dat wëlle wouerhunn oder net. Ech perséinlech verloosse mech op dat, wat eis Spezialiste vum Observatoire de la competitivité soen. Ech kann net soen, ob et richteg oder net ass. Ech hunn ebe Vertrauen an d'Experten.

Et ass zwar en Zoufall, datt mir an eisem Katalog, deem vun der CSV, op déiselwecht Zuel vu Recommandatioune komm sinn, wéi virun eppes méi wéi engem Joer déi Spezialkommissioun, déi eis Chamber an d'Liewe geruff hat, fir sech mat der Kris an hire Konsequenze fir eist Land auserneenzesetzen. Mä e puer vun deene Recommandatioune vun deemools, plus eenzelner vun deenen, déi sengerzäit leider op der Streck bliwwe waren, well net jiddwereen domat d'accord war, fannt Dir haut an eisem Katalog erëm.

Ech wäert mech elo op dräi Volete limitéieren, déi sech an deene leschte siwe Punkte vun deem Katalog erëmfannen an déi sech ëm d'Recherche, d'Finanzplaz an d'Promotioun vun eisem Land a senger Ekonomie dréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, dëser Deeg huet den neie President vun dem Nationale Fuerschungsfonds dat schéint Bild vun der Minette gebraucht, déi mir hautdësdags an eise Käpp mat erëmdroen, nodeem datt eis natierlech Réistoffer an och gewësse Standuertvirdeeler, déi mir aus eisem Status als souveräne Stat eis gebastelt haten, lues a lues verschwonne sinn. Wat mir nach vun der Minette an eisem Buedem hunn, rentéiert sech net méi, fir verschafft ze ginn. An d'Zäit, wou mir no eisen eegene Spillregelen op den internationale Finanzmäert mathale konnten, ass och eriwwer, säitdeem mir zu enger Wirtschaftsunioun gehéieren, an där sech déiselwecht Bestëmmungen a Regele fir jiddwereen applizéieren.

Laang hu mir gemengt, mir bräichten eis keng eegen Uni ze leeschten, well mir keng eege Fuerschung néideg hätten. Hätt et net vereenzelt Privatinitiative ginn, déi zur Kreatioun vu Fuerschungszentre wéi dem Henri-Tudor an dem Gabriel-Lippmann gefouert hunn, an hätte mir net op eemol eis Héichschoulambitiounen entdeckt, da stéinge mir haut mat zimlech eidelen Hänn do. Gott sei Dank hu mir an der Tëschenzäit eng Uni, déi sech gutt entwéckelt; hu mir eng hallef Dose spezialiséiert Zentren, an deenen äifreg Recherche gemaach gëtt, an hu mir eng Regierung, déi weess, wat d'Fuerschung och a grad a méi kriddelechen Zäite wéi dëser hir wäert muss sinn.

Elo ass awer de Fuerschungsberäich zwar net wëll, mä awer dach e bëssen désordonnéiert gewuess, wat nawell gär zu Streeverloschter an zu Iwwerschneidunge féiert. Dofir menge mir, et misst een nach e bëssen un dëse Schrauwe vun eiser Zukunftsvirbereedung dréien, a mir suggéréieren dofir an eisem Katalog, datt engersäits déi eenzel Zilberäicher vun eiser Fuerschung - europäescht Recht, Finanztechnik, IT-Sécherheet, Material- an Ëmwelttechnologie, Medezin, Biobank an esou weider - nach méi genee ëmrass a wa méiglech nach ëm potenziell Créneauen ergänzt ginn, well et weess ee jo ni.

Da proposéiere mer, datt fir eng besser Koordinatioun tëschent deenen eenzelne Fuerschungszentren an hire Programmer gesuergt gëtt an och fir eng maximal Notzung vu méigleche Synergien. Dëser Aufgab hëlt sech de Comité supérieur de la recherche et de l'innovation bestëmmt gären un, dee jo virun zwee Joer an d'Liewe geruff gouf, fir de Kritike vun der OCDE un eisem Innovatiounsarsenal Rechnung ze droen.

A schliesslech plädéiere mer derfir, datt versicht gëtt, all déi Fuerschungsaktivitéite méiglechst mat eiser Ekonomie a mat där hiren Ambitiounen ofzestëmmen, ouni allerdéngs - dat sief och gesot -, datt mir dofir gläich der Recherche fondamentale, wéi se nun emol zu enger richteger Universitéit gehéiert, den Hals ëmdréie missten.

Mir stinn eigentlech eréischt um Ufank vun enger Fuerschungskultur, un där nach vill ze schaffe bleift, bis datt si hir voll Vitesse erreecht a sech hire Rendement rechent. Mä den Ufank ass gemaach, d'Instrumenter sinn do an d'Innovatiounsiddië feelen och net. Wourop waarde mer dann nach?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ee vun de Clientë vun eise Chercheuren ass d'Finanzplaz. An déi ass a bleift, dat brauch ech lech net ze soen, ob mir et wëllen oder net, einstweilen eis Mëllechkou a muss entspriechend versuergt ginn.

Si gëtt zwar gär vum Ausland als Gott weess wat verdäiwelt an attackéiert, mä si ass gutt opgestallt an an hirem Fong zolidd a wäert dofir och esou Stierm, wéi am Moment dee ronderëm d'Bankgeheimnis, iwwerstoen, ouni an d'Getten ze goen. Schliesslech huet eise Finanzzentrum an deene véier Jorzéngten, wou et hie gëtt, quasi och scho véier verschidde Liewen duerchgemaach an ass mat jiddwerengem vun deene Liewen nach e Stéck méi staark ginn.

Eis Finanzplaz muss et och dës Kéier fäerdeg bréngen, sech erëm nei ze erfannen, an déi Äscht, déi um Ofstierwe sinn, duerch nei Ausschëss ze ersetzen. Si ass jo schonn amgaang, sech en Numm an neie Créneauen ze maachen, wéi an der Mikrofinanz oder an der Philanthropie, déi zwar keng Milliarde wäerte bewegen, déi hir awer dofir zu engem neien Image dobaussen an der Welt verhëllefe wäerten.

A si ass amgaang, sech no neie Mäert ëmzekucken, well hir deen alen europäeschen Anzuchsberäich lues ze enk gëtt. Am Ablack schafft si sech an d'islamesch Finanz eran a leeft sech fir nei Aktivitéite waarm, déi sech wuel ronderëm hir traditionell Beräicher, nämlech ëm d'Verméigensverwaltung, d'Fongegeschäft an d'Assurancen dréien, déi awer der Plaz hire Spektrum an domat och hir potenziell Kliantell méi breet maache wäerten.

Eng vun de Stäerkte vun eisem Finanzsecteur ass seng dacks bewise Reaktivitéit an Upassungsfäegkeet. Déiselwecht Wiselegkeet, mat där mir sengerzäit de Champion vum Fongegeschäft gi sinn, muss och an Zukunft derfir suergen, datt mir d'Nues an eenzelnen Nische vir hunn, wéi zum Beispill bei den Alternativfongen, fir déi eng nei Direktiv am Hierscht usteet, an iwwerhaapt bei all deenen Neierungen, déi elo op d'Finanzmäert zoukommen, wann d'Politik sech bis eng Kéier eens driwwer ginn ass, wéi een déi Mäert méi transparent a méi krisefest maache kann. Do kënne mir eis Trompkaart ausspillen an eis als Pionéier - haut nennt een dat „first mover" - d'Geschäft ënnert den Nol räissen.

Deen neien Haut Comité de la place financière, dee bekanntlech de sougenannte Codeplafi als Thinktank ofgeléist huet, ass hei gefuerdert, a mat him och déi eenzel Organisatiounen, déi sech ëm eise wichtegste Wirtschaftssecteur këmmeren. Si mussen et erëm eng Kéier fäerdeg bréngen, eis natierlech Nodeeler - als Klengstat mengen ech - a Virdeeler ëmzemënzen an eis Stäerkten no baussen ze kéieren, ugefaange bei der Kompetenz an der Experienz vun eisen Opérateuren iwwer eise Standuert matzen am europäesche Maart, deem gréisste vun der Welt, bis zum Qualitéitslabel, deen eis Finanzopsiicht liwwert.

Kolleeginnen a Kolleegen, mäin drëtten a leschte Volet huet entre autres och mat der Finanzplaz ze dinn, well et handelt sech ëm d'Promotioun vun eisem Land a senge wirtschaftlechen Aktivitéiten dobaussen an der Welt. An deem Beräich ass grad an der leschter Zäit esou munches geschitt, wat ëmsou méi erfreelech ass, wou mer bis dohinner éischter en ordre dispersé virgaange sinn an heiansdo scho bal e liicht verschlofenen Androck gemaach hunn.

Bis virun net allze laanger Zäit hu sech eis Promotiounseffortë méi oder wéineger dorop beschränkt, nei Industrien op Lëtzebuerg ze bréngen, wat allerdéngs ëmmer méi schwéier fir eise Board of Economic Development ginn ass, wat näischt mat dem BED selwer, mam Board of Economic Development, mä mat der allgemenger Desindustrialiséierung vun eise Breetegraden ze dinn huet. Entre-temps hu mir eng Agence kritt, déi Luxembourg for Finance heescht an déi probéiert, déi Geldgeschäfter op Lëtzebuerg ze zéien, déi an eis Nische passen.

Kuerz duerno ass Luxembourg for Business entstanen, eng Entitéit vum Wirtschaftsministère, déi d'Roll vum BED iwwerholl huet. A schliesslech ass entre-temps och

nach eng drëtt Promotiounsinitiativ derbäikomm, déi sech Luxembourg for ITC nennt an där hir Missioun ëmmer méi wichteg gëtt, well grad dee Secteur, dee Secteur vun den Datenautobunnen a vum „eCommerce", en ongeheieren Entwécklungspotenzial fir eist klengt Land mat sech bréngt.

Och wann dës Agencen, genau wéi all déi aner Ariichtungen, déi bestehend, déi fir spezifesch Secteuren dobausse werben, jiddwereng fir sech hiren Domän ze verkafen hunn, sollt dat eis awer net drun hënneren, déi Promotiounsaktioune méiglechst koordinéiert a gebëndelt unzegoen.

Et däerf een net vergiessen, datt et grad bei engen klenge Land wéi eisem an éischter Linn op de Gesamtandrock ukënnt. Am moderne Sproochgebrauch nennt een dat dann „Branding", an dee gëtt ëmmer méi wichteg an eiser iwwermediatiséierter Welt, wou d'Perceptioun, och vun engem Land, sech duerch eng huerteg an éischter iwwerflächlech Betruechtung mécht, sech dofir awer zimlech nohalteg an de Käpp vun de Leit festsetzt.

Eis Promotiounsprofië verdénge voll Ënnerstëtzung vun alle Säiten an hirer Missioun. Dat geschitt och an der Regel, an dat bis op den ieweschten Niveau erop, wou sech d'Regierung a souguer den Haff aspane loossen, wat seng Wierkung dann och net verfeelt. Och Vereenzelter vun eisen diplomatesche Vertrieder am Ausland gesinn an der Wirtschaftspromotioun eng duerchaus nobel Beschäftegung a pake gär eng Hand mat un, wann et heescht, eise Wirtschaftsacteuren de Wee bis bei hiert Zilpublikum am Ausland fräizemaachen an hir „Road showen" ze organiséieren.

Ech mengen, dat soll elo zur fester Regel, an zwar fir all eis Ambassadë ginn. Well et geet nun emol net duer, eppes Guddes, eppes Innovatives an eppes Kompetitives ze produzéieren, et muss een et och nach verkafen. Haut weess all klengt Kand, datt dat nëmme geet, wann een och déi richteg Reklamm mécht.

Här President, domat wier dann de Katalog komplett, mat deem d'CSV-Fraktioun hir Kontributioun zur Debatt iwwert d'Kompetitivitéit bäisteiere wollt. Déi Kontributioun ass an éischter Linn als Ergänzung respektiv als Prezisioun zum 65-Punkte-Programm vun der Regierung a vun hirem Wirtschaftsminister geduecht. Mä si huet awer och d'Ambitioun, e bësse Bewegung an dat politescht Spill ze bréngen, dat mat deem Platte vun der Tripartite leider aus dem Trëtt geroden ass, a mat deem mir elo riskéiere wäertvoll Zäit ze verléieren.

Mir däerfen nämlech net vergiessen, datt et e gewëssene Rhythmus am politesche Kalenner gëtt, an datt am Summer schonn de Budget an domat de Fahrplang fir dat anert Joer virbereet gëtt. Dat heescht am Kloertext, datt mir an dësem Haus der Regierung eis Recommandatiounen nach virun der Vakanz hu misse mat op de Wee ginn. Dat schéngt mer och haut de Fall gewiescht ze sinn, wat ëmsou méi erfreelech ass, well mir ganz einfach dem Land dat schëlleg sinn. Ech mengen, besonnesch op dësem Dag, wou - et ass virdru schonn ugeschwat ginn - déi eelsten Entreprise am Land definitiv hir Dieren zoumécht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lucien Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Clement an dem Här Spautz soen, dass ech berouegt sinn, dass d'CSV elo manner Zäit brauch, fir deenen aneren hir Iddien ze klauen, wéi dat elo bei eisem Wunngeld ass mat Ärer Reform vum Bourssësystem, wéi Der elo gebraucht hutt, fir erauszefannen eis Propositioun iwwert de Silence de l'administration, Här Spautz.

Well dës Proposition de loi ass déposéiert ginn den 18. Dezember 1992, dat si bal 18 Joer! Ech si frou, dass Är Partei entdeckt huet, dass dës Proposition de loi, déi och vum Chamberspresident selbstverständlech weidergeleet ginn ass un de Conseil d'État, dass Der am Fong duerch Är Propositiounen hei sot, dass d'DP Recht huet, an dass Der selbstverständlech dann och wäert eis Proposition de loi - déi Iech jo esou, mä Mot à mot entgéintkënnt - dann och wäert stëmmen.

(Interruptions)

Ech weess, Här President, dass den Här Schiltz scho bereie wäert, dass en haut dës Debatt gefrot huet, an dass se zu dräi sech opgedeelt hunn. Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert, an deen Drëtte probéiert ze erklären, wat déi zwee aner gemengt hunn.

M. le Président.- Här Bettel, den Här Schiltz stellt Iech gär eng Fro.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Kee Problem.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Bettel, ech wollt Iech froen, wat fir eng Ministere Projeten op den Instanzewee geschéckt hunn, déi och vum Conseil d'État aviséiert gi sinn, wou den „silence vaut accord" drasteet?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hei ass den Text, deen ënnerschriwwen ass vum Här Laurent Mosar, vum 7. Abrëll 2010, op enger Proposition de loi vum Här Grethen vun '92.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Wat fir eng Ministeren hunn Texter op den Instanzewee geschéckt, wou den „silence vaut accord" drasteet? Ech soen Iech et, dat war nämlech en LSAP-Minister, dee Krecké heescht, an dat war en CSV-Minister, deen huet Schiltz geheescht. Also huelt Iech net déi Paternitéit, déi Der nëmmen deelweis...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéini war dat, Här Schiltz? Ech wosst net, dass den Här Schiltz... Här President, ech si ganz iwwerrascht, dass den Här Schiltz schonn...

(Interruptions)

M. le Président.- Wann ech gelift!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Schiltz dreemt schonns, dass hien 1994 hei an der Chamber gewiescht wier. Ech mengen...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dir lauschtert net no!

M. le Président.- Also, ech hätt elo gär, datt mer e bëssen Uerdnung an déi Diskussion kréien. Den Här Schiltz huet elo eng Fro gestallt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ma ech äntwerten, Här President.

M. le Président.- An den Här Bettel äntwert elo dorobber.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dir lauschtert net no!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä hie soll dann op d'mannst nolauschteren. Ech kann emol net äntwerten. Dir hutt eng Fro gestallt, Här Schiltz, mä dann, wann Dir déi Proposition de loi déposéiert hutt, kann ech jo nëmme feststellen, dass dat misst normalerweis 1992 gewiescht sinn, oder d'Geschichtsbicher hunn eng Regierung verpasst, wou den Här Schiltz virun '92 schonn an enger Regierung gewiescht wier. Mä 1992...

(Interruptions)

M. le Président.- Neen, wann ech gelift, mir kënnen awer elo net... Elo nach eng Fro, Här Schiltz, dann äntwert den Här Bettel an da fiert den Här Bettel mat sengen Ausféierunge virun, soss komme mer net vun der Plaz.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech wëll just soen, datt d'Fro war, wat fir eng Ministeren Texter op den Instanzewee geschéckt hunn, déi vum Conseil d'État aviséiert gi sinn. Dat war eng aner Fro wéi déi, op déi den Här Bettel geäntwert huet.

An dat Zweet, wat ech den Här Bettel wollt froen: Aus wat fir engem Joer ass dat Gesetz, wou dee Silence schonn Effet-juridiquë produzéiert, wat den Här Spautz Iech virdrun zitéiert huet? Wat fir ee Joer?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech si ganz frou...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- 1983!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech muss jo elo op d'Fro och äntwerten. Also e puer Saachen. Déi éischt Saach ass dat, wat den Här Spautz zitéiert huet, si mer ganz frou iwwer Sites et Monuments. Wann dat fir den Här Schiltz duergeet, fir d'ganz Regierung a fir all Administratioun, da muss een dat zur Kenntnis huelen. Ech hat geduecht, dat géif sech elo op eng Administratioun limitéieren. Ech wosst net, dass d'Interpretatioun jurisprudentielle a législative vum Här Schiltz - jo awer als Jurist - esou wier. Also dat dote geet jo just duer fir eng Administratioun. Bon, mir huelen dann Akt, dass dat fir d'CSV fir all Administratioun zielt. Fir eis net!

Eng zweet Saach ass, Här President, ech wëll just soen, dass d'Paternitéit vun enger Proposition législative, vun enger Action législative, ob dat eng Proposition de loi oder e Projet de loi ass, een och muss d'Paternitéit unerkennen. Wann ech hei gesinn: 1992! Oder ech hunn e Problem - 1992 -, dass den Här Grethen net an eiser Partei war, wéi en dat déposéiert huet.

Et steet awer hei, et wier vum Här Grethen, dat heescht, dass en Demokrat, e Member vun der Demokratescher Partei d'Proposition de loi 1992 déposéiert huet, déi ganz genau seet: „ayant pour objet le silence de l'administration". Et geet hei just ëm d'Paternitéit vun Iddien. Wann d'CSV keng Iddien huet a bei eis se wëllt huelen: Dat ass kee Problem, mä da gitt et just zou!

Här President, ech muss haut erauskommen, wann ech déi verschidde Leit hei gehéiert hunn. Ech hat virun e puer Méint eng Kéier gesot, dass e Gruef tëschent deenen zwou Majoritéitsparteie wier, an ech hat en Uhu-Stick matbruecht. Ech misst haut en Eemer mathuelen! Dat, wat den Här Lux an den Här Schiltz bewisen hunn: Wéi soll en normale Bierger dobausse verstoen, wéi d'Situatioun hei an eisem Land ass?

Op der rietser Säit kritt Der erkläert, dass alles dramatesch ass, dass et schlëmm ass, dass muss gespuert ginn, dass muss opgepasst ginn, dass muss dës Mesure an dës Mesure duerchgeholl ginn. An op deem lénke Fligel héiert Der: Déi lescht Zuelen, déi mer kritt hunn, déi si ganz an der Rei, et geet biergop, et geet alles vill besser, et soll een am Fong net mam roude Strëch elo an Zukunft schaffen.

Wéi soll de Bierger dobausse wëssen, wat ee wëllt? Déi si gewinnt, dass normalerweis d'Majoritéitsparteien eppes soen, an dann d'Oppositiounsparteien eppes soen. Mä hei weess een net méi, wie wat zu där aktueller Finanzsituatioun an ekonomescher Situatioun vun eisem Land seet.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass eng komesch Situatioun fir en Oppositiounspolitiker, Här President, muss ech Iech soen. Si maachen ënner sech eis Aarbecht!

Une voix.- Dat ass eng Concurrence déloyale vis-à-vis vun deenen aneren Oppositiounsparteien.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat ass och ganz richteg.

Här President, wann Der gëschter Owend d'Chance hat, d'Televisioun ze kucken, dann hutt Der jo den Här Lucien Thiel kënnen héieren. Den Här Thiel sot, ech zitéieren en: „Ech mengen, mir sollen eis séier eens ginn an net nach eng nei Tripartite maachen. Mir hätte gären, datt eppes geschitt, datt elo eppes geschitt. Mir mengen, datt den Hierscht ze spéit ass, datt elo scho missten déi éischt Jalone gesat ginn. Kommt, mir maache virun! Kommt, mir verléieren net nach déi ganz Vakanz! Am Summer gëtt elo de Budget gemaach. Mir kënnen net méi esou laang waarden." Dat war den Här Thiel, deen dat gëschter Owend gesot huet.

An haut liesen ech och mat Satisfaktioun - dee Message, deen d'CSV do eriwwerbruecht huet -, dass d'Fédération des Artisans seet: Enfin, nieft der Demokratescher Partei ass och nach eng aner Partei, d'CSV, déi bereet ass, d'Artisanen ze ënnerstëtzen! An ech hu mer geduecht, elo wäert dann haut den Här Schiltz ufänken, andeem e seet: Mir haten 20 Punkten, mä et sinn der jo 21, an dee vum Index ass fir eis och eng wichteg Fro. Do hunn ech geduecht, elo wäert doudsécher och eng Motioun kommen oder en Text oder iergendeppes vun der CSV.

Well dat net de Fall ass, Här President, hunn ech eng preparéiert, wou ech och insistéieren, dass mer nees iwwert den Index virum 15. Juli eng Presentatioun vun der Regierung kréien. Ech ka mer jo virstellen, dass den Här Thiel an den Här Schiltz - déi dës Woch jo esou insistéieren, andeem se soen, den Index wier esou wichteg - déi heiten nach mat kënnen ënnerschreiwen. Duerfir hunn ech nëmmen zwou Ënnerschréften, Här Thiel...

(Interruption)

Ah, hutt Der et haut schonn net méi gesot? Wéi soll de Bierger dobaussen eppes verstoen, Här President? Haut soe se, den Index wier net méi esou wichteg, elo soll ee waarden. Dës Woch war et dat, wat esou wichteg war.

(Interruption)

Bon, Här Thiel, da si vill Leit, déi wibbelen hei am Land, wa se lech net verstinn.

(Interruptions)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Bettel, Dir sot systematesch aner Saachen, wéi dat, wat d'Leit soen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dir sot systematesch, wann Der d'Leit zitéiert, falsch Saachen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hunn hei de Verbatim vun der Tëlee, an ech zitéieren och nach selwer den Här Schiltz. Well ech wëll jo awer zitéieren, wat Dir selwer gesot hutt. Dir hutt gesot: Firwat bis an den Dezember waarden? Je cite votre citation, déi Dir hei virun zwou Stonne gemaach hutt.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Majo.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann Dir emol net méi wësst, wat Dir virun zwou Stonnen hei gesot hutt, duerfir kann ech net! Also, Här Schiltz, wann Dir sot, mir sollen net waarden a mir sollen direkt agéieren, wann den Här Thiel dobausse seet, d'Situatioun ass dramatesch, mir kënnen net waarden, et geet ëm d'Zukunft vun eisem Land, et geet ëm Aarbechtsplazen, dann hu mer extra, Här President, hei zwou Ënnerschréften nëmmen drop, well mer der Iwwerzeegung sinn, dass, wann den Här Schiltz an den Här Thiel hire Prinzipien trei sinn a sech selbstverständlech net wëllen...

(Interruptions)

...op de Kënn späizen...

(Interruptions)

...den Här Thiel...

Op jiddwer Fall, Här President, duerfir hu mer nëmmen zwou Ënnerschréften. Wann déi zwee Protagonisten, déi jo déi ganz Woch erkläert hunn - an haut och nach vun der Fédération des Artisans Luef kréien, fir dass se se ënnerstëtzen a bereet sinn, direkt ze agéieren -, da si mer iwwerzeegt, dass se haut och mat wäerten dës Motioun ënnerschreiwen. A mir soe schonn am Viraus Merci!

Wann dat net de Fall wier, da musse se, éischtens, dobaussen erklären, firwat se dat net kënnen ënnerschreiwen - well gëschter war et jo nach ganz drëngend, dann ass et haut net méi esou drëngend -, firwat se net kënnen ënnerschreiwen, an dann, duerno, firwat se se net kënne stëmmen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la compétitivité de l'économie luxembourgeoise est à la fois le garant d'emplois stables, un instrument important pour maintenir voire augmenter le niveau de vie de la population ainsi qu'une condition nécessaire pour assurer des recettes budgétaires suffisantes et pérennes;

- notant que le système de l'indexation automatique des traitements et salaires respectivement l'évolution du coût salarial ont une très grande influence sur la compétitivité de l'économie;

- relevant que depuis des années l'économie luxembourgeoise est en perte de vitesse par rapport à ses concurrents directs;

- souscrivant aux objectifs énoncés dans les «propositions d'ordre général du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale, en vue du Comité de Coordination Tripartite» «[d']assurer, maintenir, développer et commercialiser la compétitivité et l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et les nouveaux investisseurs potentiels (étrangers ou locaux)...»;

- relevant que le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a proposé dans le document précité de «revoir le système en place relatif à l'indexation automatique des salaires et notamment la modification du panier de référence. En cas de dérapage de l'inflation, il y a lieu de mettre en place un système de décalage temporel en matière d'application des tranches indiciaires»;

- notant que le Président du Groupe parlementaire CSV a repris à son compte lors de la présentation des «20 ou 21 propositions destinées à améliorer la compétitivité de notre économie» la proposition du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur;

- considérant que l'évolution des prix pétroliers a un impact majeur voire déterminant sur l'échelle mobile des salaires;

invite le Gouvernement

- à présenter avant le 15 juillet 2010 une telle réforme assurant à l'économie luxembourgeoise une compétitivité durable au niveau de l'évolution du coût salarial et respectant les préceptes d'une politique de développement durable et alternative à la dépendance pétrolière.

(s.) Xavier Bettel, François Bausch, Fernand Etgen, Henri Kox, Claude Meisch.

Mä do sinn ech net méi aus dem Staune komm, Här President, wéi ech virun e puer Minutten eng Pressemitteilung vun engem „LCGB-Nationalpresident und" - et muss ee sech d'Fro stellen - „noch CSV-Abgeordneter" Robert Weber gelies hunn. Ech zitéieren, Här President, den Här Weber, dee seet: „Eine Indexmodulation...", Här President...

(Interruptions)

M. le Président.- Ech bieden Iech, elo dem Här Bettel nozelauschteren!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, ech zitéiere ganz genau an ech géif dem Här Schiltz roden, gutt opzepassen, net dass e mer duerno seet, ech hätt falsch zitéiert. „Eine Indexmodulation ist die mit Abstand kontroverseste aller möglichen Maßnahmen und somit wäre es sicherlich angebracht, ohne lange Verzögerung die übrigen 64 Punkte umzusetzen. Diese hätten darüber hinaus seit mehreren Jahren schon realisiert sein müssen,..." - Här Krecké, dat ass eng schlecht Zensur fir Iech - „...denn grundlegend Neues enthält dieses Programm nicht. Auch sind die 64 Punkte in der Tripartite von niemandem grundsätzlich abgelehnt worden."

Dat heescht, an e schreift och ganz am Ufank, hie géif sech distanzéiere vun deem, perséinlech géif hie sech distanzéiere vun deem, wat den Här Thiel gesot huet.

Här President, wéi soll dobaussen een nach verstoen, wat déi gréisst Partei hei an dëser Chamber wëllt? Dat ass eng Saach. Mä wéi soll de Bierger dobausse verstoen, wat déi zwou Majoritéitsparteien hei an dësem Haus wëllen? Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert. Intern an enger - an dann nach - dat ass bei deenen zwou Majoritéitsparteien! Mä dann nach an enger Vollekspartei! Oder ass dat de Begréff fir Iech vun enger Vollekspartei, dass jiddwereen eng aner Meenung huet?

Dass den Här Weber eppes seet, den Här Thiel eppes seet, den Här Schiltz eppes seet, ech froe mech, wien elo nach vun deenen nächsten Orateuren... Dir hutt der jo nach genuch, da schéckt déi, a jiddweree seet doudsécher nach eppes anescht, fir dass Der kënnt sécher sinn, dass jiddwereen am Land duerno guer näischt méi verstanen huet, wat d'Positioun vun där gréisster Partei hei an dësem Land ass.

Wat brauche mer, Här President, an dësem Land? Brauche mer eng CSV/LSAP-Koalitioun vun „abwarten a kucken"? „Abwarten a kucken", an ech zitéieren och haut en Artikel vum „Lëtzebuerger Wort", dat mir manner nosteet wéi normalerweis anere Leit heibannen, an dee seet: „jetzt handeln oder weiter abwarten". A si soen, an d'Konklusioun gefält mer esou gutt, Här President: „Die Oppositionspartei ist nun einen Schritt weiter als die Koalition."

Wat brauche mer, Här President, an dësem Land? Brauche mer eng Koalitioun vun „abwarten a kucken", wéi ech elo just gesot hunn, oder brauche mer eng Majoritéit, déi bereet ass, ze weisen, dass se Courage huet, dass se bereet ass, eng Politik ze maachen ouni Steierbomm, fir dass d'Land endlech hei aus de rouden Zuele kënnt!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Elo hunn ech hei nach den Här Bausch, dee sech agedroen huet. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten am Januar als Gréng eng Pressekonferenz gemaach, wou mer en éischte Pabeier virgestallt haten - deemools ass et ëm d'Steiere gaangen -, an do hate mer eis Marschroute als Fraktioun festgeluecht: wéi mer wéilte virgoe par rapport zu där ganzer Diskussioun iwwer Kris, Kompetitivitéit, Statsfinanzen.

Deemools op där Pressekonferenz, do huet e Journalist mech gefrot: „Jo, dat ass jo alles schéin a gutt, Dir gitt Iech elo fënnef Méint Zäit an am Juni wëllt Der Äre Pabeier op den Dësch leeën an da Positioun bekennen. Mä bis dohinner ass jo scho längstens alles décidéiert: D'Tripartite tagt am Mäerz, d'Regierung dann am Abrëll, da kënnt Enn Abrëll den État de la nation. Do wäert de Premierminister am Numm vun der Regierung an der Majoritéit de ganze Moossnamepaquet virleeën. Da kommt Dir jo mat engem Zuch hannendrun."

Ech hunn deemools geäntwert. Ech hu gesot, ech géif mech nawell gären iwwerrasche loossen, mä mäi Gefill géif mer soen, datt mer kaum wäerten do hannendrulafen, well ech der fester Iwwerzeegung wär - angesichts der komplexer a schwiereger Problematik an och déi Majoritéit hei kennend -, datt mir bis Enn Abrëll, ufanks Mee kaum e Moossnamepaquet um Dësch leien hätten.

Ech muss Iech awer soen, datt ech - vu datt ech en optimistesch denkende Mënsch sinn an awer nach gehofft hunn, datt mer an dësem Land nach handlungsfäeg wären - awer geduecht hunn, datt sech mindestens eng Rei Skizzen oder en Zeenario géif ofzeechnen, dee vun dëser Majoritéit géif gedroe ginn.

Abee, ech sollt eppes Besseres beléiert ginn: Net nëmmen ass d'Tripartite geplatzt a mir hunn en État de la nation missen erliewen, wou mer eigentlech - par rapport zum Koalitiounsofkommes - net schrecklech vill Neies gewuer gi sinn, wou mer just gesot kritt hunn, een Deel géif an den Hierscht vertagt ginn. Mä virun allem - wéi mer jo wëssen - ass et zu schwéiere Kontroversen innerhalb vun de Majoritéitsparteie komm zu all deenen Themen.

Mä ech muss awer soen, duerno hunn ech mer erwaart, datt déi Zäit géif genotzt ginn, datt déi Kontroversen iergendwou géife berengegt ginn - loosse mer et emol esou nennen -, datt mer awer elo bis haut géifen eng eenheetlech, kohärent Positioun vun der Regierung virgeluecht kréien.

Ech wëll och direkt hei betounen, datt ech kee Problem domadder hunn, datt et Kontroverse gëtt tëschent zwou Parteien, an och net, datt et Kontroversen an enger Partei gëtt. Absolut guer net! Mä et ass awer am Liewen - och am politesche Liewen - nun eemol esou: Kontroversen diskutéiert een aus, mä iergendwann eng Kéier muss een zu enger Décisioun kommen, sougutt tëschent zwou Parteie wéi och an enger Partei.

Ech stellen awer fest, datt mer am Moment amgaange sinn, an deem Land hei zolidd am Krees ze dréien, an datt weder tëschent deenen zwou Parteien nach a mindestens enger vun deenen zwou Parteien d'Kontrovers zu enger Décisioun kënnt. Dat, wat mer erlieft hunn an deene leschten Deeg, ass e frappant Beispill dovunner. Ech kann nëmme staunen.

Ech hunn iwwregens och kee Problem domadder, wann eng Partei hei eng Pressekonferenz mécht, oder eng Fraktioun. Dat stéiert mech iwwerhaapt net. Wat mech just stéiert dorunner, dat ass, datt d'LSAP eng Pressekonferenz mécht - déi lescht Woch, ech mengen, e Freideg war et -, wou ech da Messagen an déi eng Richtung kréien, an d'CSV eng mécht gëschter, wou ech erëm Messagen an eng aner Richtung héiere respektiv wou ech dann och nach en Televisiounsoptrëtt muss nolauschteren, wou dann nach méi wäitgehend aner Positioune kommen.

Et ass eigentlech dat, wat de Grondproblem ass. Et ass och dat, wat eigentlech de Malaise ausmécht a wou ech och fannen, datt mer no baussen e Schued uriichten un de politeschen Institutiounen, dee gewalteg ass. An der Öffentlechkeet leit déi ganz politesch Klass dorënner, well mer zwou Majoritéitsparteien hunn, déi total incapabel gi sinn, fir nach een eenzegen eenheetleche Message hei ofzeginn.

De Problem ass jo awer deen, datt mer wëssen, datt d'Leit natierlech a priori… - dofir si se jo wiele gaangen de Juni d'lescht Joer an dofir hu se jo och där hei Majoritéit hir Majoritéit ginn, déi en plus nach eng immens écrasant Majoritéit ass -, datt natierlech den Erwaardungsdrock am gréissten ass par rapport zu där Majoritéit a sech dofir do am meeschten, wéi een esou schéin op Lëtzebuergesch seet, „Neel mat Käpp" erwaart ginn. A jee méi deen Zeenario an dee Spektakel do weidergeet, desto méi leiden d'politesch Klass insgesamt an d'politesch Institutiounen dorënner.

Wann ech da gesinn, wat sech dann nach haut am Laf vum Dag effektiv ofspillt! Wann ech an enger Partei grondsätzlech verschidde Meenungen hunn - wat duerchweegs ka virkommen -, dann diskutéieren ech déi aus. Mä mindestens erwaarden ech mer awer, datt - wann eng Pressekonferenz stattfënnt vun där gréisster Majoritéitspartei hei am Land - dat, wat do op där Pressekonferenz presentéiert gëtt, ofgeschwat ass oder mindestens diskutéiert ginn ass an der eegener Partei. Mä dat schéngt jo och emol net de Fall ze sinn.

Well dem Här Weber säi Communiqué, deen en haut erausginn huet - woufir ech em fir säi Courage wëll félicitéieren, well ech géif mer a senger Plaz och net op der Nues an um Kapp ronderëmdanze loossen, wéi dat jo mat Sécherheet hei vun deenen dräi Äishellegen, déi gëschter d'Pressekonferenz gemaach hunn, geschitt ass...

Une voix.- Trés bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wëssend, datt och nach ee vun deenen dräi Äishellegen aus dem Här Weber senger Vergaangenheet kënnt a sech an der Vergaangenheet fir ganz aner Saachen agesat huet, kann een dat duerchweegs novollzéien - wéi gesot -, wann dann esou ee Pressecommuniqué kënnt.

Oder den Här Schiltz kënnt - huet e mer virdru gesot - a wëllt nach eng Kéier Stellung bezéien zu deem, wat mir gesot hunn. Ech wär awer elo méi interesséiert, datt e géif hei Positioun bezéie kommen zu deem, wat a senger eegener Partei lass ass: ob dee Pabeier vun 21 Punkten integral mat senger Fraktioun ofgeschwat ass…

(Interruption)

…an ob dat, Här Schiltz, wierklech d'Meenung vun Ärer Fraktioun ass, integral, jo oder neen. Stinn déi 26 Deputéierten do hannendrun, jo oder neen? Et schéngt jo emol net de Fall ze sinn.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dir kritt dorop eng Äntwert, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Een huet sech schonn distanzéiert.

Ech mengen, Här President, dat ass net gutt, wat hei geschitt. Ech menge wierklech, d'CSV huet net 26 Sëtz kritt, fir mam Rescht vum Land ze spillen! Ech mengen, d'CSV huet 26 Sëtz kritt, fir effektiv…, well se och e Wahlkampf gemaach hunn an der voller Logik vum séchere Wee, datt se scher a kloer an evident Positiounen hätten an déi mat hirem Regierungspartner géifen diskutéieren an och iergendwann eng Kéier kloer Positioune géifen eenheetlech heihinnerbréngen. Dat Gespills do muss en Enn kréien! Mir brauchen endlech Décisiounen!

Ech wär dofir och frou, datt esou eng Debatt wéi déi heiten, déi en plus nach - an dat fannen ech eigentlech den absolute Combel vun der Frechheet par rapport zum Parlament - vun der CSV selwer ugefrot gëtt mat Hannergedanken nëmmen, well erëm eng Kéier Pingpong gespillt gëtt mat der sozialistescher Fraktioun, well se rose waren, well déi eng Rei Positioune geholl hunn, déi hinnen net grad gepasst hunn… An dann heihinnerkommen an eis eigentlech ausser alen opgewiermte Kamellen näischt hei ze presentéieren hunn! An dann och nach wa méiglech Lektiounen ausdeele géint déi aner Parteien! Dat ass en Aarmutszeugnis éischter Klass. Dofir krut Der keng 26 Sëtz vun de Wielerinnen a Wieler!

Plusieurs voix.- Trés bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Den Här Schiltz huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech weess net, ob den Här Bausch oder den Här Bettel seng Berouegungspëll hei vergiess huet, mä et huet op jidde Fall ee se vergiess an en hätt besser, se ze huelen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Schiltz, wann Der erlaabt, wann et ëm d'Suerg ëm d'Land geet, da kann ee sech emol schonn opreegen!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Neen, Här Bausch, an ech soen lech awer och elo eppes anescht hei, ech soen lech elo emol eppes anescht hei, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Et ass net hei un deene Gréngen, fir der CSV ze erklären, wéini se Pressekonferenzen ze maachen huet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat wollt ech och net…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Et ass och net um Här Kox hei, ze soen, den Här Thiel hätt besser, e géif net méi hei op d'Tribün goen. Mir décidéieren hei…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat huet den Här Kox net gesot.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Kox, Dir hutt gesot, den Här Thiel bräicht eigentlech net méi eropzekommen, well e seet eis jo dach dat nämlecht wéi gëschter.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wou e Recht hat, wou e Recht hat…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Mir waarden, bis de Verbatim kënnt. Et ass net un Iech hei, fir ze soen, wie wéini vun der CSV ze schwätzen huet. Ech kennen Iech net…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir wiere frou, wann Dir méi oft géift eppes soen, mä zum Inhalt an net zu…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech kennen Iech net esou, mä ech fannen, datt dat eng komesch Ausleeung ass vun elementare Regelen hei an deem Parlament. Den Här Kox huet textuell gesot virdrun…, andeem e kritiséiert huet, datt mir eng Pressekonferenz haten, wat säi gutt Recht ass, mä nach eng Kéier: Mir maache Pressekonferenzen, wa mir mengen, mir misste se maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ma selbstverständlech…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Hie kann dat kritiséieren. Dat kann en och maachen. Mä wat en net ka maachen, dat ass soen, dat ass ee vun der CSV, dee bräicht eigentlech net méi eropzekommen. Dat décidéiere mir hei!

(Brouhaha)

An och fir ze soen, an deene Propositioune wär iwwerhaapt näischt Neies dran. Ech mengen, datt mer ad largum déi Proposi-

tiounen hei detailléiert hunn, datt mer déi Propositiounen esou ausgewiicht hunn, datt se innerhalb vun engem Joer kënnen ëmgesat ginn. Ech mengen, dat war e seriöe Bäitrag zur Diskussioun. Ech hu vun Iech keng Propositiounen héieren. Et ass einfach, wann ee selwer keng Propositiounen huet, fir ze soen, déi aner hätte keng, an domadder ze iwwertünchen, datt ee selwer keng Propositiounen huet.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- En huet wierklech net nogelauschtert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hätt besser gehat, Dir hätt dem Här Kox nogelauschtert, amplaz dat…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech wëll soen hei, datt mer amgaange sinn, virum Hannergrond vun enger seriöer Problematik…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat géif een awer net soen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …an eng Debatt ze verfalen, déi vun eis an engem rouegen Toun ugefaange ginn ass, déi an engem rouegen Toun weidergefouert ginn ass. Ouni iergendwellech Polemik hu mer hei Propositioune gemaach. Mir hätten eis erwaart, datt déi aner Leit géifen zu deene Propositioune Stellung huelen, datt se och géife Propositioune maachen. Dat ass zu engem ganz groussen Deel net geschitt. Ausser - ech ginn Iech Recht, Madame Loschetter -, datt den Här Kox dat rappeléiert huet, wat Der virun e puer Wochen och presentéiert hutt. An deem Sënn sinn do eng Rei Zilrichtunge ginn. Mä et sinn awer keng Propositiounen hei gemaach ginn, déi nei Ausriichtunge géife ginn, contrairement zu eise Propositiounen.

Ech wëll éierlech soen, datt, wa mer hei selwer ufänken, alles esou ze vereinfachen, datt mer just nach mat jo a mat neen diskutéieren - datt hei een deen anere freet, aus der Loft gegraff, e misst op Froe mat Ultimatumen a mat jo oder mat neen äntwerten -, datt Commentairen hei gemaach ginn iwwert Deputéierten, déi a Kommissioune verschidde Saache solle gesot hunn an déi sech net uerdentlech beholl hätten. Ech fannen dat eigentlech en Aarmutszeugnis fir dat Parlament hei.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wie war dat?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech wëll just soen, datt mir hei probéiert hunn, eng Debatt ze maachen iwwer 65 Propositioune vu Regierungssäit, iwwer 20 Propositioune vun eiser Säit, an datt déi Debatt eigentlech net zum Droe komm ass, well kee mat op de Wee gaangen ass, iwwert déi Propositiounen ze diskutéieren, mä all Mënsch iwwer aner Saachen hei diskutéiert huet, insbesondere hei den Index.

(Interruptions)

Ech hunn dat bedauert. Ech hunn dat just bedauert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir mussen och ëmmer hei soen, wat d'CSV gären hätt.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech hunn et just bedauert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo grad hutt Der deenen aneren hei virgeworf, Dir géift eleng décidéieren.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech hunn dat just bedauert, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat Recht hunn déi aner och.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Bedaueren ass eppes anescht, wéi engem virzeschreiwen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oh, bedaueren? Jo, jo.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …wat een ze soen huet.

Ech stelle fest, fir zum Fong vun der Debatt ze kommen, datt hei kee gesot huet, mir bräichten déi Propositioune vun der Regierung net ëmzesetzen. Et ass och keen, dee gesot huet: „Jo, loosse mer déi 65 oder déi 49 emol ee Moment ewech", Här Meisch. Et ass keen, dee gesot huet, mir bräichten déi Propositiounen hei net ëmzesetzen. Eigentlech heescht dat jo, datt d'ganzt Parlament trotz aller Polemik, op d'mannst wat der 64 ubelaangt - fir mer dann net hei elo erëm mussen en Zwëscheruff iwwert den Index gefalen ze loossen -, datt dat ganzt Parlament a Richtung vun deene 64 Propositiounen zitt respektiv…

(Interruption)

…an deenen 20, 21 Propositiounen.

Et huet och kee gesot, déi 20, 21 Propositioune vun der CSV wäre schlecht. Déi eng hu gesot, si wären deckungsgläich mat deene vum Minister. Mir mengen, dat wär net de Fall. Déi aner hu gesot, et wären al Kamellen. Mir mengen net, dat wär de Fall. Mä wat mer awer dovunner och festhalen, dat ass, datt och kee gesot huet, et wäre schlecht Proposen an datt mer déi och net sollen ëmsetzen.

Dat heescht, ech stellen also fest hei, datt mer, wat de Fong ubelaangt, e gemeinsame Constat maachen, datt mer déi Propositiounen, déi um Dësch leien, solle séier ëmsetzen. Ech mengen, datt nieft aller Polemik, déi haut hei an där Debatt net ze verkenne wor, dat awer e Constat ass, deen derwäert ass, gemaach ze ginn.

An et ass jo och eigentlech normal, datt mer dat esou gesinn, datt déi Propositioune sollen ëmgesat ginn, well mer jo de Constat maachen, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hei am Land hunn. Well wa mer kee Kompetitivitéitsproblem hei am Land hätten, da bräichte mer déi Mesuren net ze maachen. Also maache mer de Constat, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn.

(Interruption)

Well soss bräichte mer näischt ze maachen.

(Interruptions)

Duerfir wëll ech nach eng Kéier de Wirtschaftsminister zitéieren, deen et op eng exzellent Manéier résuméiert huet: «Je constate que tous les économistes, qui se penchent sur la situation du Luxembourg, sont d'accord pour dire qu'il y a un problème de compétitivité.» An e schwätzt och nach vun enger Compétitivité qui se...

M. le Président.- Här Schiltz, erlaabt Der, datt d'Madame Brasseur Iech eng Fro stellt?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Jo.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech mengen, et geet jo drëm, dass mer hei all zesumme feststellen, wéi d'Situatioun ass. An Dir als Majoritéitsdeputéierten ënnersträicht elo och nach, wat de Wirtschaftsminister gesot huet. Wann ech awer dem Här Lux elo grad nogelauschtert hunn, hu mer kee Kompetitivitéitsproblem.

Ech wëll just wëssen, wéi Dir dat gesitt. À moins dass ech dat da ganz falsch verstanen hunn, mä ech sinn awer net dat Eenzegt. Wat ass dann d'Differenz tëschent Ärer Appréciatioun, dat heescht déi vun der CSV, par rapport zu där vum Spriecher vun der LSAP, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Madame Brasseur, mir soen hei alleguerten, datt déi 65 Propositioune sollen ëmgesat ginn. Dat heescht, mir maachen alleguerten de Constat, datt et e Kompetitivitéitsproblem gëtt. Den Här Lux huet dat ergänzt, andeem e gesot huet: „Och wa mer e Problem hunn a wa mer also mussen déi 65 Mesuren ëmsetzen, da sinn awer eng Rei Saachen, déi gutt sinn."

An dat ass jo awer net a Contradictioun mam Fait, datt mer mussen agéieren, fir méi kompetitiv ze ginn, datt mer e Problem hunn, fir ze soen, datt mer an anere Beräicher och gutt sinn. Et ass jo net alles schlecht an deem Land hei. Dat eent an dat anert ass also net kontradiktoresch.

Ech gesinn och net, wéi ech dat um Ufank vu menger Ried och gesot hunn, datt déi Kompetitivitéitsdebatt jo net haut ugeet an net haut ophéiert, datt se scho laang amgaangen ass an datt se nach laang weidergeet, datt dann de Wirtschaftsminister seet, datt all déi, déi op dat Land hei kucken, soen, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hätten an e seriöen hätten, an et seet och all Mënsch dat heibannen, dann hu mer jo e Constat, op dee mer kënnen opbauen.

Elo kënnt Dir nach 100 Stonne laang probéieren, hei e Käil tëschent d'Koalitiounsparteien ze...

Une voix.- Dat maache mir net.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Deen ass do!

Une voix.- De Spléck ass esou wäit op.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Do braucht Der keng Hëllef vun eis.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Do kënnt Dir nach honnert Mol probéieren, e Käil tëschent d'Koalitiounsparteien ze dreiwen. Fakt ass, datt, wat op d'mannst 64 vu 65 vun deene Propositiounen ubelaangt, e grousse Konsens besteet, an och 20 vun deenen 21 Propositiounen. An dat soll een ervirhiewen, well ech hu virdru gesot, datt déi Debatt sech net op den Index limitéiert.

Haalt op, ausenanerzedreiwen, wat net ausenanerzedreiwen ass! Ech weess, datt dat Iech géif gefalen, mä domadder kommt Der net wäit.

Mir hunn e Kompetitivitéitsproblem, wat net heescht, datt alles schlecht ass. An d'ganz Parlament gesäit, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn. Also steet dem Agéieren näischt am Wee. D'Marschroute ass och an deem Sënn kloer.

Déi eenzeg Fro, wou d'Gemüter sech...

M. le Président.- Den Här Hoffmann stellt Iech gär eng Fro, Här Schiltz.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här Schiltz, wëllt Der just zur Kenntnis huelen, dass ech aus deem Konsensus an aus där Unanimitéit do däitlech wëll ausbriechen.

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Hoffmann...

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Wann ech méi Zäit gehat hätt, da wär ech och op méi Detailer vun deene 65 Mesuren agaangen. Zum Beispill op dat Kapitel vun der Fiskalitéit, wou eng Rei vu Sätz oder Suggestioune stinn, mat deenen ech och net averstane sinn. Huelt do wann ech gelift zur Kenntnis, dass ech zu där Unanimitéit net zielen!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Hoffmann, ech wollt Iech, wat dat ubelaangt, datt ech Iech domat an een Dëppe gehäit hu mat aneren, meng allerplattsten Excusen hei presentéieren. Ech setze mech ëmmer gär mat Iech ausenaner. An et deet mer schrecklech leed, wann ech hei vu Konsens geschwat hunn a vergiess hunn - wéi konnt ech? -, datt Dir aus deem Konsens géift ausscheren.

Plusieurs voix.- An den Här Weber!

Une voix.- Dir hutt eis och net gefrot.

Une autre voix.- Vergiesst deen net!

M. Xavier Bettel *(DP).*- An den Här Weber, vergiesst deen net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wa mer jiddweree géifen nennen, deen net mat Iech averstanen ass?

(Hilarité générale)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da géifen der heibannen net méi vill iwwreg bleiwen!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir waart nach ni esou eleng wéi haut!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

(Hilarité)

Et ass heiansdo ellen, wann een esou eleng dosteet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma neen, Här President, hie kann dann dupdupdup…

(Hilarité)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dir hutt virdrun...

(Interruptions et hilarité)

Ech stellen da fest, datt den Här Gibéryen och net d'accord ass, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir vergiesst just den Här Bausch.

(Hilarité)

Ech hat net gemengt, datt e chrëschtleche Mënsch esou…

(Brouhaha)

M. le Président.- Hei, wann ech gelift, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma, neen! Dat do geet dach net, Här President. Hie kann dach hei net einfach eppes behaapten, wat kee Mënsch gesot huet.

Une voix.- Aaahhh!

Une autre voix.- An Dir werft deenen anere Leit dat vir, Här Schiltz!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Sträicht wann ech gelift deen „C" bei Iech am Numm!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Da sot et nach eng Kéier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Monni gëtt Iech Recht.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Sot mer et nach eng Kéier!

M. le Président.- Elo geet et duer hei! Wann ech gelift!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Gibéryen, sot mer et nach eng Kéier! Sot mer et nach eng Kéier, wann ech gelift!

M. le Président.- Neen! Här Schiltz, fuert wann ech gelift elo viru mat Ärer Interventioun!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir kënnt dach hei net einfach, wann alles roueg ass am Sall, soen: Ma déi sinn all mat mir averstanen. Dir sidd permanent amgaangen hei, deenen aneren eppes ze ënnerstellen. Sot Är Meenung! D'Leit wäre frou am Land, wa se Är Meenung géife wëssen,…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Gibéryen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an interpretéiert net deenen anere Leit hir Meenung. Sot emol Är Meenung! Ma et ass dach wouer!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här Gibéryen, dat Eenzegt, wat ech gesot hunn,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma Dir hutt ganz Saache gesot!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …wou ech de Constat gemaach hunn,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Hätt Der nëmmen eppes gesot!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …ass, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hei hunn. An deen huet den Här Henckes virdrun och gemaach am Numm vun Ärer Fraktioun. Ass dat richteg oder net?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma dee war bestëmmt net mat Ärem identesch! Zum Deel. Ma da kënnt Der net heihinnerkommen a soen: Jiddwereen ass averstanen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Mir hunn awer e Constat gemaach, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn an datt mer mussen agéieren. Datt Dir aner Mesurë proposéiert, datt mag jo sinn.

(Interruptions)

Une voix.- Den Här Kox huet eis Haltung duergestallt.

M. le Président.- Hei, esou kënne mer awer net fueren!

(Brouhaha général)

Neen, wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt hei dem Här Schiltz eng Fro stellen.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir kritt duerno d'Wuert.

(Brouhaha général)

Une voix.- Loosst hien dem Här Schiltz eng Fro stellen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt Iech just eng Fro stellen.

M. le Président.- Da stellt Är Fro, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt den Här Schiltz froen, ob mir haut de Mëtteg hei an der Chamber debattéieren iwwert d'Propositioune vun der Regierung oder iwwert d'Propositioune vun der CSV. Um Ordre du jour stinn d'Propositioune vun der Regierung. An Dir interpretéiert hei, wéi wann och d'Chamber mat Äre Propositiounen averstane wier. Déi stoungen haut net zur Debatt.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech hunn dat net gesot. Ech hu gesot, eis Propositioune wären…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir mengt eis, déi se eis ofgeholl hunn.

(Hilarité)

M. le Président.- Also, neen. Ech mengen, mir kënnen net esou virufueren. Elo schwätzt hei den Här Schiltz. Jiddwereen huet nach Zäit, fir herno eng Kéier kënnen d'Wuert ze froen, an da kann en nach eng Kéier par rapport zum Här Schiltz äntwerten. Elo schwätzt ganz eleng den Här Schiltz.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Mir hunn eng Debatt haut gefouert, Här Gibéryen, iwwert déi 65 Propositioune vun der Regierung. Et ass déi Debatt, déi mer ugefrot hunn.

An ech soen Iech och op engem rouegen Toun, datt ech virdru gesot hunn, datt déi 20, 21 Propositioune vun der CSV en Diskussiounsbäitrag sinn,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo!

Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …déi mer mat an déi Diskussioun sollen eranhuelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'accord.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech hunn och gesot, datt hei praktesch all Fraktioun och géif soen, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hätten. Méi net. An ech wollt Iech och net méi an de Mond leeën an net manner. An ech hunn Iech och net méi an de Mond geluecht.

Dee Punkt, Här President, wou den Här Bausch mech drop interpelléiert huet, a wou dann d'Gemidder sech nach méi erhëtze wéi op deem hei, dat ass déi Fro vum Index. Et huet een heiansdo d'Impressioun, wéi wa mer eng Kompetitivitéitsdiskussioun hätten, déi sech géif op d'Indexfro limitéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hunn ech dat gesot?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Hunn ech gesot, Dir hätt dat gesot?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir schwätzt vum Här Bausch an da leet Der mer eppes an de Mond, wat ech net gesot hunn.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ma dach! Här Schiltz, Dir fonctionnéiert systematesch esou!

(Interruption)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Dat huet jo kee Wäert. Här President, ech hu gesot… Neen. Här Bausch, lauschtert mer elo no!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Schiltz, dee fonctionnéiert systematesch mat Ënnerstellungen. Systematesch.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Neen. Ech hu gesot, Här Bausch, Dir hutt…

Une voix.- Verbatim!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech hu gesot, Dir hätt mech interpelléiert op der Fro vum Index. Hunn ech gesot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, dat hutt Der net gesot. Elo hutt Der awer eppes anescht gesot.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Punkt. An duerno hunn ech gesot,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Elo kléngt et scho besser.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …et huet een heiansdo d'Impressioun hei, wéi wann den Index deen eenzege Problem wär, dee mer am Kompetitivitéitsberäich hätten.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wat een a menger Interventioun net eraushéiert, well dat hunn ech net gesot.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech hunn net gesot, datt Dir dat gesot hätt. Wann och gesot gëtt, datt d'CSV…

(Interruption)

…zum Beispill fir de sozialen Index wär - Punkt! -, dann ass dat och eng karikatural Vereinfachung vun där Positioun, déi ech hei virdru résuméiert hunn.

(Interruptions)

M. le Président.- Neen, Här Bausch, loosst awer elo wann ech gelift den Här Schiltz ausschwätzen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Kann ech em dann eng Fro stellen?

M. le Président.- Jo.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Loosst mech mäi Gedanken nach fäerdeg maachen.

M. le Président.- Da loosst den Här Schiltz elo säi Gedanke fäerdeg maachen. Duerno stellt Der Är Fro.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Mir si leider an der Welt vun der Vereinfachung. Ech si leider net an der Welt vun der Vereinfachung ukomm, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Den Här Meisch huet zum Beispill gëschter eppes zum Index gesot, an ech hat gemengt, verstanen ze hunn - mä den Här Meisch seet mer, ob dat richteg ass -, wéi wa verschidde Pressecommentairen an déi Richtung gaange wären, wéi wann den Här Meisch wéilt déi Indextranche, déi elo grad erfall ass, a Fro stellen. Wat ech mer net ka virstellen, datt den Här Meisch dat gesot huet, mä ech hunn et esou verstanen.

M. le Président.- Jo. Hei, wann ech gelift, Här Schiltz, fir d'Éischt kritt elo den Här Bausch d'Wuert, deen Iech wollt eng Fro stellen, an duerno wëllt och nach den Här Meisch Iech eng stellen. Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech wéisst awer wierklech gär, duerfir war ech jo… Dat war eigentlech den Objet.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Mir kommen dozou, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä, Här President, da stellen ech Iech d'Fro nach eng Kéier prezis, ob Der och där Meenung sidd. Den Här Weber schreift a senger Pressematdeelung: „Als LCGB-Präsident und CSV-Abgeordneter stehe ich zum Zeitplan von Staatsminister Jean-Claude Juncker und sehe zum aktuellen Zeitpunkt keinen Anlass, eine erneute Index-Diskussion zu entfachen."

Wat ass dann…? En zitéiert jo hei de Statsminister.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech äntwerten Iech dorobber, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Maja. Duerfir wéisst ech gär: Ass dat och elo Är Positioun? Well hei hutt Der haut de Mëtteg eppes aneschters gesot. Wat ass der CSV hir Positioun?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Ech äntwerten Iech dorop.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat wéisst ech gär.

M. le Président.- Vläicht dem Här Meisch seng Fro och nach direkt, an dann äntwert den Här Schiltz dorop.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, ech gesi mech hei am Zeenario, datt ech eng Fro gestallt kritt hunn, wat d'DP gëschter genee…

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Selbstverständlech.

M. Claude Meisch *(DP).*- …gesot huet. Selbstverständlech hu mer net gemengt, datt déi Indextranche, déi elo den 1. Juli erfält, soll ausfale gelooss ginn, well déi ass quasi erfall, well se zum Deel schonn ausbezuelt ass.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Et ass awer deelweis doraus zitéiert ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat mag sinn. Mir hunn awer e Pressecommuniqué verdeelt a verschéckt, an dee war ganz kloer. Do steet ganz genau dran - an ech mengen, dat hätt Der och op Plaze kënnen esou noliesen -, datt et déi nächst Indextranche ass. Also, net déi vum 1. Juli, mä déi, déi duerno soll erfalen, wahrscheinlech dann déi vun 2011.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Très bien.

(Interruptions)

Ech wollt dat just an deem Sënn kloerstellen, datt Der eppes gesot hutt, wat deelweis anescht rapportéiert ginn ass, fir dat och aus der Welt ze schafen. Well mir sinn eis nämlech am Fong eens. An ech wollt dat eigentlech feststellen, datt déi Indextranche hei jo aus evidente rechtstaatleche Grënn net kann a Fro gestallt ginn, well se jo erfall ass. Dat wollt ech am Fong geholl just kloerstellen.

Här Bausch, Dir hutt mech gefrot, wat eis Positioun zum Index ass. Ech hu virdrun hei um Véirel vir dräi eis Positioun rappeléiert, wéi ech se de 6. Mee duergeluecht hunn. Ech wëll och soen, datt, wat d'Indexfro an aner Froen ubelaangt, tëschent de Kolleeg Thiel a mech selwer kee Löschblat geet an datt de Kolleeg Thiel, dee Vizepresident vun der CSV-Fraktioun ass, och keen Desperado ass, deen hei mam Beil géif virgoen.

Une voix.- Wou ass en?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Well déi Positioun, déi mir de 6. Mee als CSV-Fraktioun arrêtéiert hunn an déi ech de 6. Mee hei virgedroen hunn, ass déi, déi vu 26 Memberen an der CSV-Fraktioun gedroe gëtt. A wann de Kolleeg Thiel seet: „Et muss elo eppes geschéien", dann hunn ech a senger Ausso dat Wuert „éischt Jalonen" héieren.

Eis Positioun haut zum Index, soen ech an aller Rou an an allem Calme, ass déi nämlecht wéi de 6. Mee: Éischtens, mir hätte gären eng Diskussioun iwwert d'Manéier, wéi den Index a Krisenzäiten ze regelen ass; zweetens, mir hätten am léifsten, wann en Accord dozou bis an den Hierscht géif fonnt ginn - e soll spéitstens bis am Dezember Form unhuelen -; drëttens, den Accord soll Substanz hunn; a véiertens, mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt, d'Pëtrolspräisser oder d'Deckelung vum Index. Mir wäerten eis och all Zil fir d'Propositioune konstruktiv ukucken.

Dat heescht, mir hunn also gesot, datt mer gären hätten, datt mer Regelunge fanne fir den Index a Krisenzäiten. Dat ass dat Éischt. Mir hu gesot, datt mer am léifsten en Accord bis an den Hierscht hätten, wann net en Accord bis an den Dezember. Mir hunn drëttens gesot, datt deen Accord soll Substanz hunn. A véiertens hu mer gesot, mir wäre flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt.

An ech hunn a rhetorescher Form e bësse méi wäit a menger Ried gesot, wat déi ganz Diskussioun ubelaangt, iwwer Statsfinanzen, iwwer Kompetitivitéit an all déi aner Aspekter, datt ech mech géif froen, firwat mer géife bis an den Hierscht oder an de September waarden, bis mer iwwerhaapt ufänken iwwert d'Saachen ze diskutéiere respektiv déi Saachen, déi kloer sinn, ëmzesetzen.

Also heescht dat do, datt, wann de Kolleeg Thiel gëschter eppes zum Index gesot huet a vun „éischte Jalonen" geschwat huet, dat exakt genau dat heescht, wat d'CSV-Fraktioun an ech an hirem Numm de 6. Mee gesot hunn, am Numm vu 26 Deputéierten.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat heescht, Dir ënnerschreift eis Motioun?

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Punkt. Mir hu gesot, mir géifen eis och seriö mat allen anere Propositiounen ausenanersetzen. Wann an Ärer Motioun, déi jo un d'Regierung geriicht ass, an d'Regierung soll fir d'Éischt dozou Stellung huelen, esou eng Propositioun drasteet - ech hu se nach net gesinn, ech gi se awer elo direkt kucken -, da kënnt déi och mat an d'Diskussioun eran.

Ech sinn op jidde Fall der Meenung, datt mer, och wat den Index ubelaangt, solle probéieren, roueg ze diskutéieren an net hei andauernd een deem anere Saachen un de Kapp ze geheien. Kee seet - keen! -, datt an Zukunft d'Sozialpartner sollen außen vor bleiwen. Kee seet, datt et iergendeen ass, deen den Exklusivusproch op d'Wourecht huet. Kee seet, datt all déi aner näischt géife vun de Saache verstoen. Op jidde Fall net vun eiser Säit aus.

Ech wëll drun erënneren, wann ech vun der Tripartite schwätzen, datt et och an der Vergaangenheet Zeenarië gi sinn, wou no der Tripartite d'Chamber huet missen hir Responsabilitéit huelen, well d'Tripartite net zu engem Resultat komm ass. Et ass also an deem institutionelle Gefüge, dat mer hunn, näischt aneschters.

Mir mengen, datt mer misste virukommen an der Diskussioun. Mir mengen also, datt soll ugefaangen ginn, ëmgesat ze ginn. Duerfir hu mer déi Debatt och hei gefrot. Mir mengen, datt der Ëmsetzung vun deene Propositiounen, wat hir Zilrichtung ubelaangt, net vill am Wee steet; op d'mannst wat déi essenziell ubelaangt. Mir mengen awer, datt d'Politik sech net elo kéint an d'Summervakanz verabschieden an zwee Méint laang guer näischt maachen.

Ech mengen, datt och déi Ëmsetzung, déi elo an Ugréff geholl gëtt, Zäit brauch - se soll muer an Ugréff geholl ginn; se ass net muer fäerdeg -, datt déi Diskussiounen, déi am Hierscht sinn, och musse preparéiert ginn. Mir wäerten dat op jidde Fall iwwert de Summer maachen a prett sinn, eis Responsabilitéiten am Hierscht ze huelen. Hoffentlech dann an engem manner hëtzege Kader.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Elo kritt nach de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi 65 Punkten, déi d'Regierung Iech haut am Fong geholl gefrot huet kënnen ze debattéieren, déi sinn esou ëm de Februar entstanen an hunn Agank fonnt an déi Diskussioune vun der Tripartite. Mir koumen do net zu Konklusiounen. Dat heescht awer net, dass déi Punkten net derwäert sinn, fir ëmgesat ze ginn.

Déi Punkte sollen u sech iwwer all Streidereien ewech d'Situatioun vum Lëtzebuerger Land, wat seng wirtschaftlech Opstellung ubelaangt, verbesseren. Si sollen eis einfach besser dohinnerstellen. Si sollen eis nei Méiglechkeeten opmaachen.

Ech weess, dass dat hei net alles Wonnermëttel sinn. Ech wëll awer och soen, dass ech awer wierklech déi Kritik vu mer weisen, dat wären alles al Kamellen. Ech ka mech net erënneren, an iergendengem Pabeier gelies ze hunn, wéi een extern Consultanten asetzt, wéi een de Capital risque organiséiert an Zesummenhang mat Incubateuren, wéi een d'Immigratioun mat der Problematik „Headquarter" verbënnt, wéi een déi Indicateuren…

Iwwregens, säit '85 gëtt et déi Indicateuren. Ech ka mech net erënneren, dass iergendeen an e Programm geschriwwen hätt, e wéilt déi Indicateuren änneren. Et ass awer e Gesetz, wat kéint applicabel ginn. Ech ka mech net erënneren, dass een dat geschriwwen hätt. Et ass awer elo an deene Pabeieren hei.

Ech ka mech net erënneren, dass vun enger Imposition minimale iergendwou Rieds gaange wier. Ech ka mech net erënneren, dass vu spezifescher Ausriichtung vu Zones d'activités a vun Infrastrukture Rieds gaange wier. Ech ka mech net erënneren, et ass ëmmer iwwer PPP geschwat ginn, mä iwwert déi praktesch Ëmsetzung a Problemer, déi doranner bestinn, ass net geschwat ginn. Wou ass dann eng Kéier iwwert de Problem vun der Garantie locative geschwat ginn?

Ech ka mech net erënneren, dass mer iwwer eng „foreign trade firm" geschwat hunn. An ech ka mech scho guer net erënneren, dass mer Intelligence économique ugeschwat hunn. Ech kéint esou weiderfueren.

Hei sinn also vill Saachen dran, déi wäit ewech si vun ale Kamellen. Hei si vill Saa-

chen dran, wou ee schonn héieren huet, mä haaptsächlech huet et de Mérite, éischtens, en Updating ze maache vun deene Problemer, déi mer hunn, an d'Solutiounen op den Dësch ze leeën. Et ass en Updating, well eenzel Situatioune geännert hunn.

A virun allem kann ech Iech dénge mat Datumen a mat Délaien, wann Der wëllt. Dat ass also och de Bewäis, dass mer wëlles hunn, dat do ëmzesetzen.

Ech mengen, am Virspann hutt Der, ausser dem léiwe Saz, deen ech vir drageschriwwen hunn: „Gentlemen, we have run out of money. Now we have to think"… Ech mengen, ob mer „run out of money" hunn oder net hunn, d'Situatioun ass einfach esou dobaussen, dass mir an enger Period liewen, wou sech villes verännert, wou mir strukturell Faiblessen hunn, déi net onbedéngt op Feeler zréckzeféiere sinn. Et ass kee Feeler, dass mir keng Ressource-naturellen hunn. Et ass kee Feeler, dass mir en Territoire hunn, dee relativ kleng ass.

Mir hunn eng Rei strukturell Faiblessen, op déi mer vläicht besser an aner Äntwerten hautdësdags musse ginn, fir där Intensificatioun vun deem, wat dobaussen an der Welt geschitt, Rechnung ze droen. Ech hunn och kloer ënnerstrach, dass dat hei eppes ass, wa mer dat net maachen, le réveil pourrait être douloureux. An duerfir si mer verflicht, dat hei ëmzesetzen. Et geet net méi duer, dass mer dat just hei beschwätzen.

Ech hunn och geschriwwen: „Faire face à ses défis, ne peut cependant pas se résumer à la seule diminution des coûts." D'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun engem Land ass e bësse méi wéi just eng Fro vu Käschten. Dat geet wäit doriwwer eraus. Dat geet iwwert d'Reaktivitéit, d'Innovatioun, d'Produktivitéit; iwwer ähnlech Begréffer.

Elo ass et esou, dass mer - ech gestinn dat gären an - an der Tripartite zum Deel schwiereg Diskussiounen haten, ob mer wierklech e Problem hätten an de Statsfinanzen, e Problem hätten an eisen Niveaux de compétitivité oder net. Et muss een einfach soen: Et ass jo léif a gutt, wann een déi Diskussioune féiert, mä et muss een eppes feststellen: All, mä wierklech all auslänneschen Institutioun-Expert, deen op Lëtzebuerg kuckt, seet: Dir hutt e Problem.

En zielt se op. Et sinn net ëmmer déiselwecht, mä c'est l'évidence même, ob mir et wëllen akzeptéieren oder net. Et si jo awer net nëmme lauter Idioten, déi déi Rapporte maachen. Et kann ee mat enger ganz Rei Saachen net d'accord sinn, mä et sinn awer net nëmmen Idioten. An duerfir hunn ech gesot, an ech bleiwe bei menger Meenung: Mir hunn e Problem vu Kompetitivitéit.

Den Niveau dovunner kann een diskutéieren. En ass a mengen Aen net dramatesch. Mä et gëtt Zäit, dass mer reagéieren! An et huet kee Wäert, dass mer eis éternellement heimat ausenaner diskutéieren, wat den Niveau dann elo ass, wou mer hannendra sinn.

Mir hunn hei eng Kéier décidéiert an deem Land hei, dass déi vill Indicateuren, wou de Lucien Lux der e puer opgezielt huet, an anerer hei zitéiert hunn, dass déi vläicht net ëmmer d'Situatioun vun esou engem klenge Land reflektéieren, well soss géif et net esou ënnerschiddlech ausfalen. Heiansdo si mer déi Zweet an heiansdo si mer déi 25. Heiansdo ännert dat vun engem Coup zum aneren. Dat huet vill dermat ze dinn, dass mer eben e klengt Land sinn, a mat e puer Spezifissitéiten, déi anerer net hunn.

Do ware mer hei - dat kënnt net vu mir, dat war 2004 - zur Konklusioun komm, mir missten eis selwer am Fong geholl e puer Indicateure ginn, déi e bësse méi op eist Land zougeschnidde ginn. Et war och am Kader vun der Lissabon-Strategie, wou vu 14 Indicateure Rieds gaangen ass, wou mer gesot hunn: Dat do ass awer nu wierklech net seriö, domat kënne mir näischt ufänken an eisem Land.

Du si mer higaangen a mir hunn deen Observatoire de la compétitivité gegrënnt, mir hunn deen ausstaffëiert mat Leit, déi eng exzellent Aarbecht maachen, a mir hunn eis synthetesch Indicateure ginn. Dat heescht, Dir hutt elo, opgedeelt op eng ganz Rei Kategorien, d'Méiglechkeet, ze verfollegen - et sinn all Kéiers tëschent sechs, siwen, aacht Indicateure pro Kategorie -, wéi Lëtzebuerg sech entwéckelt.

Do kann ee streiden iwwert deen een oder deen aneren, ob en aussagekräfteg genuch ass oder net, mä zumindest sinn et Indicateuren, déi engem och zouloossen, dass ee kann e Verglach maachen. An hannendrun, hu mer gesot, géife mer gär gesinn an engem Gesamtindicateur, engem syntheteschen, wéi mer dostinn. An elo kann een d'Aen zoumaachen.

Ech kann Iech kuerz soen, am Joer 2008, wou mer déi lescht Indikatiounen hunn, ware mir an de Performances macroéconomiques an där Kategorie déi Éischt. Déi nächst gutt Situatioun, déi mer kannt hunn - dat sinn eis Indicateuren, dat hei, net iergendengem anere seng -, dat war de Cadre institutionnel réglementaire, dass mer eng anstänneg Gouvernance hunn. Do si mer déi Sechst am Kader vun der Europäescher Unioun.

Mir sinn awer, wat d'Productivité/coûts ubelaangt, déi 24. Mir sinn an der Éducatioun an an der Formatioun déi 24. Mir sinn an der Économie de la connaissance déi Zéngt. Dat heescht, et ass eng grouss Variétéit vu Saachen, déi 2008 festgestallt gi sinn.

Ech stellen déi Saachen do net einfach a Fro. Ech stelle fest an ech kucken. Am Indicateur synthétique stelle meng Leit fest, dass mer eis esou tëschent där 7. an där 13. Plaz an deene leschten aacht Joer ongefeiert situéiert hunn. Dat heescht, dat ass net brillant, et ass awer och net dramatesch. A bis op Weideres, mengen ech, solle mer dat Instrument net zerrieden, wat mer eis selwer an deem dote Fall ginn hunn.

Ech hu gesot, dass mer sollen oppassen, dass mer eenzel Saachen net vermëschen. Heiansdo schwätze mer vum Niveau, dee mer erreecht hunn, an heiansdo schwätze mer vun der Progressioun. Wann een en industrielle Recul huet vun 30% an engem Joer an et huet een dann eng Verbesserung vu 5%, da jäizt deen een: „Et ass jo tipptopp, et ass 5% besser", an deen anere seet Iech: „Jo, et ass 5% besser vun eppes, wat ganz déif ass, a mir sinn nach wäit ewech vun där Situatioun, wou mer eng Kéier 2007 an 2008 waren."

Duerfir gëtt ganz oft laanschtenaner geschwat, mengen ech, well mer Saache matenaner vergläichen, déi net matenaner vergläichbar sinn. Mir hunn an eenzelne Secteuren niddreg Niveauen a si frou, dass mer elo eng Progressioun erreechen.

D'Fro ass och, ob mer eis mat eis selwer vergläichen oder mat eisen Noperen. Ech mengen, heiansdo muss ee sech och mat sech selwer vergläichen, wéi ee weidergeet vis-à-vis vun deem Joer virdrun. An et dierf een net vergiessen, sech heiansdo mat sengen Noperen ze vergläichen, virun allem déi Noperen, déi direkt an eiser Géigend sinn.

Mä och wann ech elo iwwert dat Ganzt ewechkucken, gëtt et jo awer säit 2004 eng Donne, déi seet: „Mir hunn eng Ausdehnung gemaach an der Europäescher Unioun, eng politesch Décisioun. Dee Marché intérieur, deen ass vill méi grouss ginn. A mir kruten do op ee Coup zwielef Länner, déi eng aner Käschtestruktur hu wéi mir an domat Saache kënnen ubidden, déi mir net méi kënnen ubidden, wou mer och net kënne konkurrenzéieren an och net wëlle konkurrenzéieren, well et einfach net méiglech ass, dat esou erofzeschrauwen, wou déi Länner sinn."

Duerfir musse mer eis anescht orientéieren. Mir musse kucken, wéi mer eis anescht opstellen. Et ass och e Fait, dass mer elo an deene leschten zwee Joer, obscho mer säit Jore probéieren, an Asien och Fouss ze faassen, an deene Länner wäitaus méi leeft wéi mëttlerweil an der Europäescher Unioun, souguer wéi an Amerika.

Et ass also evident, dass mir no anere Länner net nëmme wéinst Investissement - ech kommen och nach eng Kéier drop zréck -, mä och wéinst eisem ganze Marché, wéinst eisem Handel musse kucken, wat do geschitt. Meng Suerg ass déi, wann ech d'Effete kucken, déi dat Ganzt huet: Ech fäerten, dass mer net méi den Niveau de création d'emplois kréien, dee mer ee Moment kannt hunn. Wann Der bedenkt, dass mir 5% netto gemaach hunn. Ech fäerten, dass mer deen net kréien, a mir mussen dorop reagéieren.

Dat heescht, mir musse kucken, wéi mer eis där Situatioun géigeniwwerstellen. Ech gleewen einfach net, dass mir an deenen nächste Jore 5% maachen. Och wa mer am Moment liicht iwwer null louchen, da war dat - dierf een net vergiessen - zréckzeféieren op d'Création d'emplois an der Fonction publique an an hirem Ëmfeld. Do si se geschafe ginn. Dat kann een nokontrolléieren, dat sinn déi Chifferen, déi all Mount am Comité de conjoncture gekuckt ginn.

Meng zweet Suerg ass déi vun de Recettes fiscales. Mir hu gelieft vu Recette-fiscalen aus engem Secteur. Dee Secteur ass ënner Drock. Dat wësse mer, do brauche mer net an den Detail ze goen. Duerfir ass et normal, dass ee sech anescht probéiert opzestellen.

Dir fannt net ganz vill iwwert de Finanzsecteur a menge Pabeieren. Dee Pabeier ass relativ horizontal, relativ allgemeng, an et ass evident, dass et sektoriell Froe gëtt, déi hei net kënnen ugeschwat ginn. Dem Finanzsecteur seng Problemer, déi de Lucien Thiel zum Deel ugeschwat huet, sinn anescht wéi déi vum Handwierk, wou d'Françoise Hetto anescht muss reagéieren, an nach anescht wéi de Commerce hei an der Groussregioun.

Duerfir ass dat hei nëmmen e Bild mat horizontale Mesuren, wat weist, dass eng grouss Envergure vu Mesuren noutwendeg ass. Mä déi muss flanquéiert gi vun all deene sektorielle Mesuren, déi noutwendeg sinn op deenen eenzelne Plazen, well, souguer wa mer dat hei alles ëmsetzen, soen ech Iech, da si mer nach net eraus.

Dat Ganzt ass och eng Kombinatioun vu Mesuren, déi u sech véier Saachen a menger Opfaassung solle maachen: éischtens, fir deene bestehenden Entreprisen hei zu Lëtzebuerg de Goût un der Entreprise ze loossen, hinnen d'Liewen esou interessant an esou einfach wéi méiglech ze maachen, well mir sinn net bekannt, dass mir elo e besonnesch gutt développéierten Esprit d'entreprise hunn. Mir mussen also oppassen, deen hu mer net. Dat ass eng Evidenz, a mir mussen zumindest kucken, dass mer dat awer erëm hierstellen, dass erëm méi Lëtzebuerger gewëllt sinn, och selwer Lëtzebuerger, déi hei wunnen, Leit, déi hei wunnen, eppes ze schafen.

Ech kommen elo aus Israel. Dat ass e Land ënner Pressioun. Ech kommen aus Beirut, dat ass e Land ënner Pressioun. Et ass onwahrscheinlech, deen Ënnerscheed an der Atmosphär. Déi Leit, déi liewen ënnert Drock, déi liewen a Schwieregkeeten. Mä wat déi eng Imaginatioun hunn an e Wëllen hunn, pour créer quelque chose! Do kënne mer eis wierklech e Beispill huelen, an do brauche mer net ze lamentéieren, et wënscht jo kee sech eng Situatioun wéi zu Beirut an an Israel erbäi. Mä ech muss Iech soen, do ass en Esprit d'entreprise, deen ech soss néierens an der Welt an deem Mooss bis elo gesinn hunn. A mir mussen also kucken, eise Leit - éischtens - och d'Méiglechkeeten ze loossen, dass se och Spaass drun hunn erëm, indépendant ze sinn; Spaass drun hunn, eng Entreprise ze grënnen.

Mir mussen, zweetens, an hei ass ganz oft geschwat gi quasi wéi wa mir nëmmen an eise Kompetitivitéitsfroen op den Invest kucken. Den Invest ass wichteg, Leit unzezéien, nei Leit unzezéien, nei Aktivitéiten unzezéien, mä ce n'est pas uniquement ça! Wa mir gär hätten, dass eis Entreprisen hei Succès hunn, musse mer se elo esou wäit kréien, och déi Kleng- a Mëttelentreprisen, dass se iwwert d'Grenzen eraus, déi eng an der Groussregioun, déi aner nëmmen am europäesche Marché, mä anerer och am asiatesche Marché an an anere Schwellelänner, a Russland, a Brasilien an iwwerall, dass se do op d'Marchéë ginn. A mir musse se begleeden. Och dat ass en Deel vun de Mesuren, déi mer musse maachen.

Déi Betriber, déi wuessen doduerch, dass se enzwousch anescht eppes verkafen, wa se hei an eise Géigenden nëmme méi e Wuesstum hunn, deen herno vläicht een, zwee Prozent ass. An dat geet net duer. Et muss een also dohi goen, wou Wuesstumsmäert sinn.

An dat Lescht schlussendlech: Mir mussen hinnen d'Méiglechkeet loossen, souguer, et gëtt ebe Länner, do verkeeft een näischt, wann een net och e Fouss dobannen huet. Dat heescht, dass een eng Joint Venture huet oder selwer eng Anlag do huet oder e Büro do huet, soss verkaaft Der näischt do. Et ass ganz einfach. Just dohinner ze exportéieren, geet ganz oft net an deene Länner. An Dir braucht nëmmen ze kucken, wéi déi eenzel Firmen, kleng oder grouss, sech opstellen. An och do musse mer hëllefen, dass se zumindest Partner fannen, dass se eng Joint Venture kënne maachen doduerch, dass se Saachen hei ofsécheren iwwert déi do Aart a Weis.

Et sinn der, déi gewitzelt hunn iwwert dee Sofort-Programm, deen ech eng Kéier dohinnergeluecht hunn. Ech gesti gären an, dass ech, wéi ech bis an der Regierung war, dat Wuert „sofort" e bëssen anescht gesinn hunn.

(Brouhaha)

Net well ech keng Loscht hat, mä ech hu gemierkt, eis Mille molen awer relativ lues. Ech kann Iech souguer soen, ech selwer sinn en charge beim Statec fir d'Centrale des bilans. Indirekt sinn ech dat jo. '97 hat ech déi Propos gemaach. Ech weess net, ob ech se nach erliewen, während ech Minister sinn. Si versprieche mer se all am Ament, an et sinn nach ëmmer dauernd Problemer, déi mat anere Ministeren, aneren Administratiounen optauchen. Mä ech stelle fest, et ass eng Propos vu '97, an do war et… Am Fong a mengem Rapport stoung: Kommt, mir setzen dat elo ëm! Elo si mer 13 Joer duerno, déi reell Implementatioun huet net stattfonnt. Dat ass...

(Interruption)

Neen, leet Äre Kapp a Rou, et sinn och Saachen, déi méi einfach ze maache sinn. Mä just fir ze soen, et ass en extreemt Beispill dat do. Et ass en extreemt Beispill! Ech bedaueren dat och.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir hunn deen doten Text an eise Pabeier souguer iwwerholl, Här Krecké, gesitt Der.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ah, bon, Dir wäert also och nach eng Kéier...

(Interruption)

Une voix.- Mir waren eng Kéier doranner bliederen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also, gitt Der mir Plein pouvoir, fir et ze maachen?

Une voix.- Dir sidd Minister!

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, domat ass een net Plein pouvoir. Ech mengen, Dir musst eng Kéier Minister sinn, fir ze gesinn, wéi vill dass een ze soen huet.

(Hilarité générale)

Sou einfach geet dat do net. Mä ech gestinn Iech awer gären an, dass…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir blockéiert Iech!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*-…dass Der déi Virstellung hutt. Mä kommt, mir bleiwen erëm seriö.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir blockéiert Iech, Här Minister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Bettel, kommt, schwätzt seriö, also ech mengen, d'Gespills geet duer.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass seriö. Mir ënnerstëtzen Iech gären.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mä ech hu festgestallt un deem Beispill do, wéi schwiereg et ass, esou eppes ëmzesetzen. Mä à l'encontre vun deem, wat Dir awer

hei erzielt hutt, Eenzelner, wëll ech Iech soen, mir hunn an der Regierung leschte Freideg déi 65 Punkte Punkt fir Punkt duerchgeholl, an hannendru steet en Datum, an hannendru steet, wien et muss maachen. An hannendru steet, wie mat wiem muss kollaboréieren.

(Interruption)

Jo, dat ass en Dokument, ech hunn et awer hei, wann Der wëllt bliederen, kënnt Der kucken.

Une voix.- Kënnt Der eis eng Kéier eng Kopie dovu maachen?

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Bon, muer de Moie schwätze mer an der Kommissioun net doriwwer. Muer de Moie schwätze mer iwwer ganz aner Saachen. Wat Der do erzielt hutt, dat ass iwwerhaapt net à l'ordre du jour, wann ech gelift, et ass iwwerhaapt net à l'ordre du jour.

Mir schwätzen iwwert déi legislativ Aarbecht, déi en cours ass, a wou eng Rei politesch Froen opgetaucht sinn, an doriwwer schwätze mer muer an der Ekonomiekommissioun. Mir si jo nach net esou blöd, an engem Débat wéi haut, dass mer ufänken erëm eng Kéier iwwert déi 65 Punkten ze schwätzen, fir nach eng Kéier datselwecht ze maache wéi dat, wat mer elo haut gemaach hunn.

Une voix.- Et steet um Ordre du jour!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et steet um Ordre du jour!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mir hunn an där Debatt hei gemierkt - ech mengen, Eenzelner hu probéiert, Konklusiounen ze zéien -, dass mer net esou vill grondleeënd Ënnerscheeder gesinn, mä enfin dass mer… D'Vertrauen ass net datselwecht op deenen eenzelne Bänken, ob dat do esou ëmgesat gëtt oder net.

Ech soen Iech just, et ass mäi feste Wëllen, an - ech ginn och dovun aus - dee vun der Regierung, dat do ze maachen. An zwar relativ schnell. Ech huelen e puer Beispiller elo eraus.

Mir hunn e ganzt Kapitel iwwert d'Prise en charge des entreprises. Et ass den Nummer eent. Well ech der Meenung sinn, no esou vill Joren an deem Amt, dass dat e Punkt ass, dee mer mussen anescht ugoen. Bis elo meeschtendeels komme se bei eis, wann en Invest aus dem Ausland kënnt oder wann een e Problem huet. Mir musse kucken, virdrun, wou deem säi Problem kann entstoen, wann en en och net selwer gesäit, well en eventuell eng Reprise muss organiséiere vun engem aneren, well en op enger Plaz ass, wou en à terme wahrscheinlech net ka bleiwen.

Meeschtendeels bleiwen déi Leit esou laang a kommen da bei mech - dat ass aus Erfahrung, wou ech dat gemierkt hunn -, wa se fest iwwerzeegt sinn: Muer wëll ech eppes anescht hunn. An esou schnell geet dat normalerweis net. Dat heescht, esou eppes muss ee plangen, an ech hunn och net an der Ekonomie esou vill Leit, dass ech déi kann esou an all Entreprisë schécken.

Duerfir huet mer virgeschwieft, et gëtt eng ganz Rei Leit, déi mëttlerweil eng gutt Aarbecht an där Ekonomie geleescht hunn an - ech mengen - an eiser Wirtschaft, déi sech zréckgezunn hunn an déi awer nach wëllen eppes Klenges schaffen. An ech wollt déi Leit beoptragen, an déi eenzel Firmen ze goen, fir mir emol e Feedback ze ginn, wou Problemer muer kënnen entstoen, net haut. Meeschtendeels kréien ech et nëmme mat, wann de Problem schonn do ass. Wéi kéint een eventuell en Déménagement an eng aner Zone d'activités organiséieren? Wéi kann een den Départ en retraite vum Chef d'entreprise eventuell offiederen?

Ech hat gëschter nach esou eng Firma do, wou ech mech och wierklech froen: Wat geschitt, wann dee Mann muer e Schlag kritt? Da froen ech mech, wat do fir 90 Leit geschitt. Deen hat ech viru mer sëtzen, an deen huet 80 Joer. Ech hoffen, dass en nach eng Zäitchen duerhält.

Mä mir hunn eng ganz Rei esou Fäll,…

(Hilarité)

Majo, mir hunn eng ganz Rei esou Fäll, et ass net fir doriwwer ze laachen, wou een awer d'Reprise vun der Entreprise muss iergendwéi organiséieren. An deen, deen et net selwer mécht, do hu mir menger Meenung no awer d'Flicht, och ze froen, ob mer em net kënne behëlleflech sinn, fir eventuell e Partner ze fannen.

Bon, et ass just ee Punkt. Elo kann awer kee mer soen, dat do ass eng al Kamell. Dat ass eng aner Aart a Weis, fir un de Problem erunzegoen, an ech ka mech net erënneren, dass ech dat bis elo gesinn hunn. Sécherlech dat do, dat gëtt direkt ëmgesat. Dat gëtt elo… Ech hunn elo schonn d'Nimm, déi dat do kënne maachen, an ech hu wëlles, dat do am September ëmzesetzen.

En cours ass dee Package, dee mer elo all Kéiers maachen, an duerfir, an déi eenzel Secteuren, do ass gefrot ginn, ech weess net, ech mengen, et war vun de Kolleege vun der CSV: eng Ulafstell. Jo, d'Ulafstell ass bei mir, an do kënnt dat eran, an déi kréien en Numm. All Firma, déi bei eis erakënnt an e Problem huet, ob se vun hei ass oder eng auslännesch, kritt den Numm vun engem Beamten, a si brauch nëmme mat deem ze schwätzen an deen organiséiert ronderëm de Rescht.

Sou leeft dat. Wann et ICT ass, deele mer eis et, de Biltgens Fränz an ech; wann et d'Finanze sinn, mécht de Luc Frieden dat. Mir organiséieren dat esou. Bei mir huet jiddwereen, wann en erausgeet, en Numm mat engem Tëlefon, wou ee weess, dee weess Bescheed, an ech schwätze just mat deem, an dee probéiert mat deenen aneren eens ze ginn.

De Guichet d'entreprises. Jo, mir schwätze scho laang driwwer, mä dee gëtt et jo mëttlerweil awer op zwou Plazen. Ech mengen och, dass deen an der Chambre de Commerce, deen ech besser kennen, wann ech dee ka jugéieren, eng exzellent Aarbecht mécht. Mir huet eppes gefeelt doranner. Et ass awer hei guer net diskutéiert ginn. Et muss ee jo ausgoe vun der Situatioun, déi mer hunn. Mir feelt eppes: Bei enger Diskussioun, déi mer mam viregten Ëmweltminister och schonn haten, déi Geschicht, wéini en Dossier komplett ass. Dat dauert mir einfach ze laang bis festgestallt gëtt, dass den Dossier komplett ass oder net.

Ech hunn ëmmer gefrot: Kënne mer dann net vun deenen zwou Haaptadministratiounen, nämlech déi, déi am Commodo d'Autoritéit hunn, vun all Administratioun een dosëtzen hunn - net een, dee seet, et ass oder et ass net - mä een, dee seet, hei, du muss dat do an dat do alles maachen, anstatt dass mer dat alles per Courrier nach maachen, anstatt dass dat alles Zäit hëlt. Mir hunn heiansdo Entreprisen, déi soen: Mir kommen, mä mir fänke gär an zwee Méint un. Da soen ech alt näischt, well ech denke mer mäint derbäi.

Do sinn auslännesch Investisseuren, déi sinn interesséiert - ech hunn elo erëm esou e Fall -, mä déi hu Virstellungen, wéi dat hei zu Lëtzebuerg geet, well se jo an all eise Publikatioune gesinn, mir hu kuerz Weeër. Mä mir mussen déi effektiv iwwert dee Wee erëm hierstellen, dat heescht, dass erëm schnell reagéiert gëtt. An duerfir, jiddweree seet dat, mä mir mussen also ufänken…

Fir mech ass et wichteg, dass elo emol an deem Guichet unique och Leit sëtzen, déi e Jugement kënnen ofginn, ob den Dossier komplett ass oder net, oder direkt zu him soen: Géi hei déi Dier niewendrun an da gees de der dat an dat nach sichen an da kënns de zréck. Dat si kleng Schrëtt - ech weess dat -, mä dat si konkret Schrëtt. Dat ass net e Gepalavers. Esou muss et menger Meenung no funktionéieren.

Mir wëllen dat Instrument, wat fir mech mat dat interessantst ass am Encadrement vun de Betriber, nämlech Luxinnovatioun, musse mir hire Fonctionnement an hir Aart a Weis iwwerdenken. Selbstkritesch wëll ech dat mat Kolleege maachen, déi dorunner schaffen. Ech wëll dat maachen, well ech mengen, dass mer do verbesserungsfäeg sinn. Do hu mer en Apparat, deen ass absolut interessant, dichteg Leit, mä mir mussen dat vläicht anescht ugoen.

Ech huelen déi Fro vun den Aides financières temporaires. Ech hunn dat drageschriwwen, well ech mengen, dass mer mussen nach eng Zäitche weiderfueren domadder. Ech weess awer net, wéi laang dass d'Kommissioun dat do nach mat sech maache léisst, a mir mussen deen Dag preparéieren, wou mer keng regional Hëllefe méi kënne ginn. Deen Dag, dee kënnt geschwënn. 2013 kann dat schonn de Fall sinn. Ech weess net, ob mir dat hei schonn esou oft diskutéiert hunn, wéi dann d'Hëllef, d'Investitiounspolitik an Zukunft soll gestalt ginn.

Mir hunn ee grousse Problem: Mir wëllen alleguerte Startupen, mir wëllen héichwäerteg Produkter a Servicer hunn, mir wëllen ITC, mir wëlle Gesondheetstechnologien, mä déi brauchen alleguerten, éischtens, Infrastrukturen, an zwar fäerdeger. Deene sot Dir net, hei ass d'Traufel an hei hues de e bësse Bëton an da baus de der eppes. Ech ginn der wuel en Terrain, mä da baus de der eppes. Dat geet alles net méi. Dat geet net! Mä dat hu mir nach net.

Mir musse fäerdeg Laboen hunn. Déi Infrastrukturen, déi kann de Stat net ëmmer bauen, déi muss d'Privatinitiativ bauen. Da kënnt d'Fro vun der Garantie locative. Wien iwwerhëlt de Risiko dovunner? Da kënnt d'Fro - et geet jo net duer, dass do een eng Iddi huet an dass deen och nach eng Plaz kritt an esou engem Incubateur oder an esou enger Infrastruktur -, da muss jo de Finanzement fir dat do assuréiert ginn. An dat ass jo héich geféierlech, gewéinlech Initiativen, well een net weess, ob se réusséieren.

Am Ausland hu se esou Startupen, et ginn der zwou vun zéng eppes. An déi zéng, déi si schonn ausgewielt vun honnert, déi sech gemellt hunn. Dat heescht, dat ass u sech eppes, wou mir driwwer schwätzen, mä mir hunn zu Lëtzebuerg keng Leit, déi Risikokapital wierklech zur Verfügung stellen, déi deen dote Risiko huelen. Wann ech dat also net fannen, da muss ech kucken am Ausland der ze fannen, déi bereet sinn, do matzemaachen. Dat fënnt een op Plazen, mä gleeft mer et, déi stinn awer net an der Schlaang, fir eis Risikokapital ze liwweren. An et hänkt awer dorunner. Dat muss ganz anescht organiséiert sinn.

Mir hu jo ganz aner Forme vu Firme mëttlerweil, déi sech etabléieren. Déi si ganz kleng, déi hunn eng Iddi, mä déi hunn och keng Ahnung, wéi een eng Entreprise féiert. Déi kann een net einfach esou gewäerde loossen. Déi brauchen en Encadrement. Ech probéieren elo en éischt Beispill esou am Z.A.R.E., wat d'Laboe wäert ubelaangen, fir alles, wat d'Gesondheetstechnologien ubelaangt. Ech probéieren en anert Beispill an der Polverfabréck, wou mer och eng Infrastruktur bauen. Dat ass eng privat Geschicht, mä wou mer en Encadrement - Risikokapital a Management - probéiere mat deene Leit, déi déi Zon do hunn, ze maachen.

Dat sinn alles Saachen, mengen ech, wou mir net ëmmer schnell nokomm si bei der Entwécklung - an ech muss soen, dat léiert een, ech op alle Fall hunn dat geléiert am Ausland -, an do musse mer elo eppes anescht bidden. Et geet net méi duer, dass mir soen: Mir si gutt.

Iwwregens, eng Promotioun ass ëmmer nëmmen esou gutt, wéi se nach en accord ass mat der Realitéit. Dann ass et eng Promotioun. Mir mussen oppasse bei deem, wat mer erzielen. An ech weess, vu wat ech schwätzen, well ech léien oft… am Ausland, jo. Mä ech muss iergendwéi ophalen domadder, well iergendwa fält et de Leit op, wa se heihinnerkommen, dass dat net ëmmer der Realitéit entsprécht, wéi mir eist Land duerstellen. An dann ass et keng Promotioun méi, dann ass et Propaganda. A Propaganda ass eppes, dat gëtt liicht entlarvt. Duerfir si mer op dënnem Äis an där doter Geschicht.

Dann huet d'Fro vun der Immigratioun dem Änder Hoffmann net gefall, wat ech verstinn. Mä do geet et ëm Leit, déi also Aarbechtsplaze schafen, déi heihinnerkommen a soen, ech schafen Aarbechtsplazen. Do geet et ëm Leit. Du bass selwer net konsequent mat der. Du sees, mir hätte gären, oder Dir hätt gäre méi Recherche, méi Innovatioun an esou weider. Ech soen Iech, mir hunn déi net am Moment. Hei zu Lëtzebuerg produzéiere mir net déi Chercheuren, déi mir brauchen. Mir produzéieren net déi Leit, déi deen Innovatiounsgeescht hunn, dee mir brauchen. Also musse mer Leit vun enzwousch anescht huelen.

Wann Der deem awer sot: Jo, da komm emol heihinner an da kucke mer emol - wéi dat elo beispillsweis an där leschter Zäit geschitt ass -, du däerfs kommen, mä du däerfs beispillsweis deng Fra net matbréngen, deng Frëndin scho guer net, an deng Kanner och net. Mä wann dat dann e Monoparental ass? A wann deen dann awer eng Fra huet, déi vun him ofhängeg ass? Dat ass keng Aart a Weis, fir mat de Leit ëmzegoen an ze soen: Komm heihinner, hëllef eis eppes opbauen, mä du léiss awer fir de Rescht emol deng Famill doheem a kucks, dass de hei eens gëss. Esou geet dat net!

Duerfir probéiere mer, wann der esou Leit wëllt ulackelen, muss een anescht drun erugoen. Duerfir ass déi ganz Immigratiounsdémarche ze iwwerdenken. An Dir hutt jo eng ganz Rei Saache gesinn, déi mer wëllen änneren. Déi sinn en cours. Do sinn Eenzelner scho realiséiert. Wat d'Indépendanten ubelaangt, ass scho realiséiert.

Bon, d'Procédure administrative, ech wëll net ze vill dorop agoen, mä et sinn awer emol…

(Interruption)

Wéini hu mir da vun „Scoping" hei geschwat? Kann ech mech net erënneren. Ech war awer laang an där Chamber. „Scoping" ass en Term, deen hei an der Chamber kee Begréff ass. „Scoping" ass, wann eng Firma eppes wëllt maachen, en Invest wëllt maachen, da kommen all Administratioune ronderëm den Dësch, an da seet jiddwereen, wat fir eng Etüden e gär hätt. Zu Lëtzebuerg huet et agerass, dass emol Administratiounen net komm sinn. An da sinn déi Etüde gemaach ginn, dat huet dann zwee Joer gedauert, a wann déi fäerdeg waren, da koum déi Administratioun, déi net an déi Réunioun komm ass, huet gesot, jo, ech hunn awer nach e Problem hei, laut Gesetz kann ech dat an dat froen.

Dat muss ophéieren! Si mussen an déi Réunioun kommen - egal wien et dann ass -, a wa se net do sinn, kënne se net méi d'Urecht hunn, nach zousätzlech Etüden all Kéiers derbäi ze froen. Si sollen dat vun Ufank un op den Dësch leeën. Doriwwer hu mir awer nach net geschwat. Hei an deem Pabeier si vill esou konkret Beispiller, wou een awer elo net ka soen, et ass eng al Kamell, den „Scoping", well ech ka mech net erënneren, dass mer hei doriwwer geschwat hunn.

An der Qualification professionnelle hunn ech am Februar dat hei gefrot, dat ass richteg. Mëttlerweil huet d'Françoise Hetto e Projet eragereecht. Ech mengen, Dir hutt jo och selwer gefrot, dass mer keng Barrièrë méi an de Beruffer sollen hunn. Ech mengen, et ass un der Chamber, läit an der Chamber schonn - ass et déposéiert? -läit do. Et ass un der Chamber, elo dat Gesetz ze kucken. Ech wier frou, wann Der et schnell géift huelen, well et ass Bestanddeel vun der Directive „Services", an d'Directive „Services" hätt missen den 1. Januar ëmgesat sinn.

Et ass Bestanddeel. Mir hu jo e Kadergesetz, an dann e puer sektoriell Gesetzer, déi mer mussen ëmsetzen. An do geet et drëms, ze kucken, wat dann elo wierklech d'Substanz ass. Do musst Dir och Är Responsabilitéit als Parlamentarier huelen a soen, dat do maache mer, dat do maache mer net.

D'Fro vun den Indicateuren, ech hunn déi virdru schonn eng Kéier gestallt. D'Approche vun der Regierung ass elo déi: Déi Indicateuren - '84 ass d'Gesetz vu '77 ëmgeännert ginn; '85 sinn déi Indicateure komm - sinn net méi zäitgeméiss. Et ass kengem opgefall, mä si sinn awer net méi zäitgeméiss. Mir hu gesot, an der Regierungserklärung, déi musse mer iwwerkucken.

Bon, mir mussen dat elo e bësse méi schnell maachen. Firwat? Mir musse kucken, wat fir eng mer huelen, mir musse kucken: Wat ass disponibel? Si mussen zumindest trimestriel disponibel sinn, wa méiglech mensuel, an si musse vergläich-

bar si mam Ausland, soss huet et kee Sënn. Well et ass jo och e Verglach mam Ausland, dee mer maachen, net nëmme vis-à-vis vun eis selwer, mä och vis-à-vis vum Ausland.

Duerfir, dat do ass och en préparation, ginn ech dovun aus, dass mer dat do am Hierscht elo stoen hunn. An dat soll jo dann och de Stand vun - wéi soll ech soen - vun de Problemer eng Kéier duerstellen, an zwar mat Indicateuren, wou mer eis dann hoffentlech eens ginn, an dann och gegebenenfalls Mesuren, déi da misste kommen, virgesinn, entweder dass et eng Tripartite gëtt oder dass scho Mesuren ageschriwwe ginn. Dat muss een alles elo preparéieren.

Da kënnt dee ganze Volet fiscal. Do kann een awer net soen, dat hei wäre lauter al Kamellen. De Luc Frieden huet zesumme mat mir elo e ganze Projet opgestallt. Hie wäert deen a kuerzer Zäit virstellen. Achséiert wär dat op e puer Saachen, haaptsächlech - well mer jo wëlle logesch mat eis selwer sinn - an der Propriété intellectuelle: net nëmme Recherche prônéieren, mä Propriété intellectuelle vläicht e bëssen ausdehnen.

Mir musse kucken, eenzelnen Dépensen - haaptsächlech mat Leit, déi nëmme kuerzfristeg op Lëtzebuerg kommen - Rechnung ze droen. Mir hu festgestallt - dat steet a mengem Pabeier -, dass d'Modernisatioun vum Park vun de Maschinnen eent vun deenen eenzegen Instrumenter ass, wou mer de konkreten Invest kënnen ënnerstëtzen.

Regionalhëllefe kënne mir jo nach just op véier Plaze maachen, méi net, an et ass nach net vill. Dat ass de sougenannten 152bis, dee gëtt elo verbessert. Et ass dat eenzegt Instrument, wat mer hunn, fir engem Investisseur entgéintzekommen. Déi aner Länner hu jo aner Instrumenter, well se am Encadrement communautaire als strukturell méi schwaach ageschätzt ginn an doduerch anescht kënne virgoen.

Mir wäerten en neien Amortissement bei Investissementer an d'Efficacité énergétique dran hunn. Dat heescht, mir wäerten eng Verbesserung brénge vun där Amortissementstechnik, déi mer bis elo haten. Wéini hu mer da vun Imposition minimale geschwat, wa mer vun ale Kamelle schwätzen? Dat ass e Wuert, dat hunn ech hei nach ni héieren. Mä déi gëtt elo agefouert: Eng Imposition minimale ass eng Géigefinanzéierung fir eng Rei Mesuren, déi och en Déchet fiscal duerstellen.

D'Fiscalité communale vun '92 ass - menger Meenung no - ze iwwerkucken. Ech sinn der Meenung, dass mer mëttlerweil an eng Situatioun komm sinn, wou déi Gemengen, déi wierklech bereet sinn, Aktivitéitszonen ze hunn, domat eng Rei Onannehmlechkeeten hunn, net méi genuch Interessen hunn, dat op sech ze huelen, well se vill ze vill kréien aus dem Gesamtpaquet, mat deem se u sech näischt ze dinn hunn, nämlech deem, deen iwwert de Secteur financier geet.

Et gëtt 13, 14 Gemengen, déi kréie méi aus hiren Aktivitéitszonen eraus wéi dat, wat se iwwert de Paquet général kréien. All déi aner Gemengen, déi kréie vill méi aus deem Gesamtpaquet, wou se keng Influence drop hunn an och kee Misär hunn. Si hu jo och kee Misär doduerch, dass se Banken hunn. Dat geet meeschtendeels dann esou wäit, dass ee Schwieregkeeten huet, nach Gemengen ze fannen, déi Aktivitéitszonen huelen.

Elo hunn ech virdrun..., dee Plan sectoriel ass jo diskutéiert ginn. Dee Plan sectoriel gesäit iwwregens - well eenzel Leit dat och erwähnt hunn - och eng Rei spezifesch Infrastrukture vir, notamment beispillsweis Stockagecapacitéiten an esou Ähnleches. Et ass also méi, wéi just eng Opzeechnung an e puer Pläng vun Aktivitéitszonen. Dat gëtt och eng Philosophie hier. Ech hunn eng Kéier - mengen ech - schonn an der Kommissioun doriwwer geschwat: Firwat kënne mer dee net op den Instanzewee ginn? Also, ech géif e léiwer muer ginn, well mir si fäerdeg.

Mä mir hunn dat Gesetz, wat am Aménagement du Territoire ee Passus ass, dee mir proposéiert hunn doran: Dee musse mer esou schnell wéi méiglech duerch d'Chamber hunn. Ech hat probéiert, en erauszerappen aus dem Gesetz, fir e méi schnell ze kréien. Wa mer dat net kréien, dann huet et kee Wäert, dass mer en op den Instanzewee ginn.

Wa mir dee Plan sectoriel op den Instanzewee ginn, dann ass do, wou haut Stëbs ass, muer Gold. Dat muss een awer iergendwa verhënneren. Mir kënnen awer net higoen an derfir suergen, dass d'Leit sech wierklech domm an dämlech verdénge just doduerch, dass mir e Stréch anescht gezunn hunn. Duerfir musse mer eis d'Instrument ginn. Also, wéi gesot, et steet am Gesetz; ech weess net méi, wat fir en Artikel et ass. Mä dat muss elo ëmgesat ginn! An ech hätt dat gären esou schnell wéi méiglech, soss kënne mir mat kengem Plang erauskommen. Dat ass do, wou mer elo hänken.

M. le Président.- Här Wirtschaftsminister, den Här Henckes stellt Iech gär eng Fro.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).-* Här Wirtschaftsminister, ech verstinn d'Problematik ronderëm d'Plans sectoriels. Mä et gëtt awer och d'Moyenen, wéi mer dat an der Mamer Gemeng gemaach hunn, datt een d'Industriezon iwwert de Moyen vum Plan d'occupation du sol...

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* A wouhier dann! Dir kënnt..., wann déi net Iech den Terrain..., den Terrain gehéiert Iech jo net.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).-* Ech hu gefrot, ob dat doten net eng Méiglechkeet wier.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Ma neen, de Plan d'occupation du sol erlaabt Iech dach net, Terrain ze kafen, deen Ären net ass.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).-* Dach.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Ma wouhier dann!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).-* Dat kënnt Der iwwer eng Expropriatioun maachen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Bei eis ass virgesinn, dass eng Expropriatioun iwwer en anere Wee wéi dat do ass, an duerfir soen ech Iech: Et féiert kee Wee derlaanscht, dass mer deen Antispekulationspassus...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).-* Do leit Der falsch, Här Minister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Bon, da si mer leider eben anerer Meenung. Ech sinn awer der Meenung, mir sollen dat hei elo ëmsetzen.

Et ass och eng staark Pressioun, en Drock, haaptsächlech am Süde vum Land, mä och op anere Plazen, dee seet, dass d'Handwierk am Moment Problemer huet, Zones d'activités ze fannen. Ech mengen, ech hat ugekënnegt, dass mer mam Françoise Hetto zesummen definéiert hunn: 86 Hektar, 86 Hektar an nationalen Zone gi reklasséiert. Dat ass de Punkt 31. Dat gëtt ëmgesat, dat gëtt net diskutéiert elo.

Ech mengen, hei sinn Zeie vun de Moien, déi wëssen, dass mer de Moie mat deem éischte Syndikat Récksprooch geholl hunn, wou 24 Hektar elo relativ kuerzfristeg kënnen ëmgesat ginn. Déi eng emol méi schwéier, déi aner méi liicht. Et sinn dräi verschidden Arealer, wou mer elo mat de Syndikater geschwat hunn, fir dat do esou ze gestalten.

Dat wäerte mer op anere Plazen och maachen. Et sinn am Moment 86 Hektar, déi mer esou virgesinn hunn. Ech hunn déi Parcs d'activités spécifiquement dédiés. Do hunn ech Iech gesot, wat fir eng ech amgaange sinn, ze probéieren ëmzesetzen. Dat ass Contern, dat ass d'WSA, bei déi, déi ech scho virdru genannt hunn.

An dat ass Betzder, d'Datencenteren. Zesumme mam François Biltgen si mer amgaangen, dat ganzt Netz vun den Datencenteren auszebauen. Mir hunn dee vu Keel ageweiht, elo wäert geschwënn dee vum Rouscht fäerdeg ginn an zu Betzder entsteet deen nächsten. Mir hunn e risegt Netz mëttlerweil vun Datencenteren. Ech hunn ëmmer geduecht, mir kréien der ze vill. Mä mir hunn dauernd Demande, an ech hunn déi nächst op der Lee an ech hoffen, dass mer do och vläicht Succès hunn. Dat géif da schonn erëm ee ginn.

Ech hu vun „public private partnership" geschwat: Haaptsächlech d'Sécurité d'approvisionnement mécht mer e bësse Suergen - dat soen ech Iech - an der Energie, wat d'Pëtrolsprodukter ubelaangt. Jee nodeem, wat geschitt zu Bartreng, dat heescht, wa mer eis do zréckzéien, dann hu mir keng zéng Deeg méi Capacitéit. An dat ass fir geschwënn. Mir mussen also do virgoen, d'Pläng leie vir. Ech ka leider net erausgoen domat, wéi gesot, well de Problem deen ass, dass dat Terraine sinn, déi dann op eemol eng aner Affectatioun kréien an doduerch och aner Präisser. Mä mir kréien en immense Stau do a mir kréien eng ganz Rei Problemer.

D'Fiabilitéit vun den Infrastrukturen, haaptsächlech an der Energie, plus de Präis dovun - egal wat een dovunner hält, soen ech Iech -, de Präis ass entscheedend, en ass entscheedend mëttlerweil a ganz villen Aktivitéiten. De Präis vun der Elektrizitéit muss ee kënne mat steieren. Duerfir bleiwe mer och do, wou mer sinn an deene Firmen. Duerfir bleift de Stat och aktiv weiderhin, esou, wéi en et ass. Soss ass dat net méiglech.

Dat ass déi eenzeg Léisung an et ass déi bescht Décisioun, déi ech menger Meenung no an deene fënnef Joer konnt huelen. Do hunn ech en Instrument, wou ech nach zumindest e bëssen Afloss kann hunn, wat geschitt, a wou een och nach kann Investpolitik maachen, wann ee wierklech immens interessant Betriber huet, déi sech wëllen hei zu Lëtzebuerg nidderloossen.

Bon, ech ginn net op déi vill Saachen an, déi ech éischter soft nennen, mä déi awer eng riseg Bedeitung hunn. Dat sinn d'Konnexiounen, d'Logementer, d'Schoulen an esou weider. Ech mengen, dat ass och scho vun der CSV gemaach ginn. Ech brauch net op d'Biomedezin anzegoen. Ech mengen, wat mer do an der leschter Zäit gemaach hunn a wat mer och elo erëm probéiert hunn, éischtens mam Katar: Qatar Foundation ass eng vun deene wibbelegsten Institutiounen, déi ech elo weltwäit kennen. D'Qatar Foundation, déi huet Geld, déi huet Iddien, déi huet sech Leit kaaft an déi ass och bereet, mat eis ze schaffen.

Datselwecht gëllt mat Israel: Déi si bereet, mat eis ze schaffen. Firwat? Ma si mussen op den europäesche Marché, si kënnen net méi op hirem Territoire wuessen. Duerfir si mer amgaangen, do Saache wierklech ze entwéckelen. Ech ginn net an Detailer, well ech mengen, ech hunn des Öfteren hei driwwer geschwat.

Dat Nächst, wat mer maachen, dat ass an der Energie. Déi Maison du futur, déi ass fäerdeg geplangt. Déi ass net iergendwéi en Hirngespinst, si ass fäerdeg geplangt: do, wou se hikënnt, wien et mécht, wien d'Responsabilitéit mécht, wat doranner ze geschéien huet an och d'Ëmsetzung vun deem Ganzen, nämlech, net nëmmen en Haus ze bauen du Futur, wou nei Technologien, déi zu Lëtzebuerg méiglech sinn, dra gewise ginn, mä déi sollen ëmgesat gi beispillsweis zu Diddeleng, an deem neien Areal, an deem alen Deel vun der ARBED um Enn vun Diddeleng.

Ökotechnologien, clean Technologien. Also, et ass jo net, wéi wa mir géife schlofen. Mir sinn dauernd amgaangen, déi Gespréicher ze féieren. Ech kommen aus Israel. Ech fänken net un, ëmmer grouss doriwwer ze schwätzen. Mä ech sinn um Punkt, do Accordë mat Better Place ze kréien. Better Place ass wahrscheinlech am Moment déi am wäitsten a beschten etabléiert Firma fir elektresch Autoen, déi mat anere Länner, déi hei ronderëm eis sinn, amgaangen ass, Accorden ofzeschléissen, mat där ech och elo probéieren, dat do ze maachen.

Mir dat selwer entwéckelen? Forget it! Dat gi Standarden, wou Dir speziell Installatioune musst hunn, déi iwwer ganz Frankräich, iwwer ganz Holland, iwwert d'ganz Belsch, iwwer eist ganzt Land musse goen. Dat packe mir net eleng, dat kënne mer nëmmen an Zesummenaarbecht maachen.

An do hu mir Gespréicher, an ech hu wierklech dat gutt Gefill, dass et wahrscheinlech déi beschten Technologie ass, déi mer am Moment kënnen huelen, déi sech wahrscheinlech hei duerchsetzt, déi, déi mat Renault am Moment schafft, a muer - déi Annonce kënnt an engem Mount - mat enger däitscher Firma, déi, déi mat Regierunge schonn den Detail vun de Mesuren, d'Incitatifen duerchgeschwat huet. Esou wäit gediege sinn déi Gespréicher, a wou mir och bedeelegt sinn, wéi gesot.

Duerfir och déi ganz Ausriichtung vun den Datencenteren, déi gëtt elo nach just mat Energies renouvelables gemaach. Wou mir mengen, dat wär gutt, mä net nëmmen, well et Exigenz och ass vun deenen, déi kommen. Et ass keen, dee kënnt méi an en Datencenter an dee seet: „Dir hutt dat do aus iergendenger Quell hier. Ech wéisst gär, wou et hierkënnt." An den „greening" vun den Datencenteren ass ee vun deene wichtege Facteuren. Mä deen ass amgaangen implementéiert ze ginn. Kayl funktionéiert esou. Dat Nächst wäert Beetebuerg sinn, wou mer e Projet hunn, dee war au départ net, fir dee ganz esou auszeriichten.

Datselwecht gëllt bei ITC. Ech mengen, mir hunn eise ganzen ambitiéise Programm fir all Konnexioune virgesinn, mä awer och, wéi mer ITC hei zu Lëtzebuerg entweder als Instrument oder als Secteur, egal wéi een et wëllt gesinn, weiderentwéckelen. Wéi mer aus e puer Nischen och eppes Extraes maachen. Beispillsweis d'Sécuritéit, eise Beispill LuxTrust, eise Beispill Cassis. Dat si Beispiller, déi kann ee weisen am Ausland. Dat si Beispiller, déi eis en Touch ginn, dee speziell ass. Et geet jo net duer, mir si fir ITC. Wien op der Welt ass net derfir ? Mä et muss een eppes Extraes de Leit bidden, soss leeft dat net.

Zur...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Bon, da soen ech nach e Wuert zur Promotioun. An der Promotioun, mengen ech, hu mer awer an deene leschte Joren e risege Fortschrëtt gemaach. Mir hunn awer wierklech éischtens e Branding dostoen. Ech hätt zwar am léifsten, mir hätten nëmmen een. Mir hunn der am Fong geholl zwee, well ech mam François Biltgen ofgemaach hunn, ech hunn em eng Propos ze maachen. Ech hunn de Moien dat gesinn. Ech bréngen der dat e Freideg mat. Hien ass bereet, wann hie sech och erëmfënnt, mat ICT bei „Luxembourg for Business" matzemaachen. Dat gëtt flott. Mir mussen zesummeschaffen.

Ech hu mam Finanzsecteur jo och e Branding entwéckelt, dass, wa mer zesummen optrieden, mer net vun „Luxembourg for Business" an net vun „Luxembourg for Finance" eleng schwätzen, mä „Discover Luxembourg" mat extrae Logoen. An ech mengen, dass mer do riseg Duerstellungen elo verännert hunn. An dass mer och eis Ausriichtung guer net méi op de... BED gëtt et am Fong geholl an där Form net méi. De Board of economic development gëtt et an där Form net méi. An dat kënnt Der och kucke goen op den Internet vun „Luxembourg for Business", do gesitt Der, do gëtt et en Deel Trade an do gëtt et en Deel Investment. An esou hu mer wëlles virzegoen.

Ech mengen, dass mer do villes geännert hunn, an d'Meenungen iwwer eis Filmer ginn ausenaner. D'Meenungen iwwer eis Filmer ginn ausenaner. Ech kann Iech just soen, et ass e super Succès. Déi Filmer, déi mer do gemaach hunn, sinn e super Succès iwwerall, wou mer se weisen. Et gëtt wierklech kloer, dat do ass awer emol eppes anescht wéi dat, wat ee sech normalerweis dovunner erwaart.

E Wuert nach zu de Foiren. Ech fannen, dass d'Foiren total ënnerschätzt ginn an hirer Ausriichtung. Déi Seminären, déi mer heiansdo op eisen Déplacementer maachen an esou weider, dat ass gutt fir eng Kéier vu Lëtzebuerg schwätzen ze dinn, mä dat bréngt de Firmen net ganz vill direkt. Awer ee mat op eng Foire huelen, deen do Clientë kenne léiert, deen och Partner ka kenne léieren, deen en Emplacement huet, wou e sech kann duerstellen, dee mir mussen ënnerstëtzen: Et ass evident, dat ass net ze ënnerschätzen. Do maache mer e risegen Effort.

Wat hu mer déi lescht Zäit gemaach? Mir hunn e Büro an Israel opgemaach. Mir maachen elo een zu Abu Dhabi op. Zu Taiwan hu mer een opgemaach. Dee vu Korea wäerte mer e bëssen zréckstutzen. Ech hunn d'Gefill, dass een net méi zu New Delhi dierf bleiwen. Mir mussen op Mumbai goen. Och op Bangalore. Mir mussen enzwousch anescht goen, wou eis Ambassade ass.

Dat Zesummespill mat den Ambassaden ass vill besser ginn, ass nach net optimal, mä ass vill besser ginn. Mir hunn Ambassaden, déi sinn…, besser kann ech mer se net virstellen, et ass am Moment déi vu Moskau. Ech kenne keng besser Ambassade wéi déi vu Moskau am Moment. Dat ass super. Mä et hänkt un de Leit. Leider hänkt et un de Leit. Wann déi Leit fortginn, dann ass d'Substanz och fort, an dat ass eis Schwächt am Moment. „Knowledge management", dat heescht, dass dat dobleift, wann dee fortgeet. Dat ass ee vun de grousse Problemer.

An duerfir, mir hunn Ambassaden, déi gutt funktionéieren; mir hunn anerer, wou ee sech seet, do kann d'Ambassade funktionéieren, da gesi mer nach op enger anerer Plaz, da si mer op zwou Plazen zur gläicher Zäit.

Ech mengen, ech ginn net op déi lescht Saachen an. Mir hunn ee Problem nach, dat ass, d'Firmen hunn e bëssen Angscht, an dat ass evident, kleng Firmen, fir Marchéen dobaussen ze maachen. Dat heescht, Kontrakter ofzeschléisssen, fir op Marchéen ze goen, fir eppes ze verkafen. Mir wollten eng Firma dozwëschent grënnen. Ech ka mech och net erënneren, dass mer jee eng Kéier dovunner geschwat hunn. Vläicht hu mer eng Kéier dovu geschwat, well dat do ass e Modell, deen hunn ech kopéiert aus der Union soviétique, Änder.

Une voix.- Ech hunn dat gelies.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, jo, jo, ech gi meng Quellen un. Ech hunn et do kopéiert.

(Interruption)

Et waren och e puer gutt Saachen do. Lee däi Kapp a Rou!

Neen, dozwëschent eng Firma ze maachen, déi d'Kompetenz huet an hëlleft an als Zwëscheglidd u sech fungéiert mat Betriber, déi einfach op Terraine ginn, wou se awer nu wierklech net doheem sinn.

Bon, an dann iwwert d'Intelligence économique soen ech näischt.

Nach ee Wuert, e lescht Wuert.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt elo schonn... ech hunn Iech sechs Minutten accordéiert. Ech mengen, dat ass scho ganz generéis. Dir misst wierklech awer elo zum Schluss kommen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Da soen ech Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här...

(Hilarité)

Merci, Här Minister.

Motion 1

Mir kéimen dann elo nach zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung fir d'Éischt iwwer eng Motioun, déi den Här Bettel erabruecht huet.

Wie wëllt nach dozou Stellung huelen? Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Qui ne dit mot consent, ass jo deen neie Prinzip vun der CSV…

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll vun eiser Säit aus soen, datt mer déi Motioun hei net wäerte stëmmen. Ech mengen, d'Kolleege vun der DP haten eng ähnlech oder déiselwecht eragi bei der Lag vun der Natioun, a mir hu se deemools net gestëmmt. Et ass logesch, datt mer se duerfir haut och net stëmmen.

Et ass awer, mengen ech, eng ganz normal Saach, datt eng Partei aus der Oppositioun an déi och eng Meenung an där doter Fro ganz kloer hei zum Ausdrock bruecht huet, déi Motioun wëllt zur Ofstëmmung bréngen, virun allem fir och ze wëssen, wéi d'Meenung vun de Regierungsparteien an deem dote Punkt ass.

Mir hunn de Mëtteg hei ganz verschidde Meenungen héiere vun de Regierungsparteien, tëschent der LSAP an der CSV, a virun allem dann och erëm an der CSV verschidde Meenungen, esou datt et dann awer wichteg wär, fir gewuer ze ginn, wat d'Meenung vun de Majoritéitsparteie vun der Regierung an där doter Fro ass.

Den Här Krecké huet elo grad hei, mengen ech awer, eng ganz wichteg an och interessant Ausso gemaach, wéi e gesot huet, datt d'Regierung d'lescht Woch am Regierungsrot all déi Punkten eenzel duerchdiskutéiert hätt, déi 65, an hanner all Punkt e Responsabele vun der Regierung, en Numm gesat huet, wie responsabel wär, fir dat ze diskutéieren, an en Datum, bis wéini datt dat misst exekutéiert ginn.

(Interruption)

Dat hat Der virdrun zwar net esou gesot. Dir hat gesot, an...

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, do wou d'Chamber an de Conseil d'État mat an d'Prozedur erakommen, weess ech net, wéi schnell dass et geet. Et deet mer leed. Bei der legislativer Aarbecht kann ech dat net maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll just soen, datt Dir en Datum hei virdru gesot hutt, an en Datum hat Der gesat. An ech ginn dovun aus, datt dat en Datum ass, bis wéini datt dee Responsabelen aus der Regierung seng Aufgab an deem Dossier muss gemaach hunn. Sou hunn ech et verstanen.

Bon, an dunn zu engem Ableck, Här President, wéi e gefrot ginn ass, ob d'Chamber dann dat kéint kréien, wat jo awer e wichtegt Dokument wär, huet e sech esou gedréit a gesot: „Ma, ech hunn dat bei mer. Ech kann Iech dat…" An do hutt Der et erëm zréckgeluecht, an do hutt Der opgehale mat schwätzen.

Ech wär frou gewiescht, wann Der de Saz fäerdeg geschwat hätt an Dir hätt gesot: „Ech kann Iech dat och ginn." An Dir hätt dat dem President ginn, fir datt jiddwereen dann och an der Chamber hei wéisst, wien an der Regierung fir d'Exekutioun vun deene 65 Punkten zoustänneg wär an och bis wéini datt déi zoustänneg Persoun dat gemaach hätt.

Dann hätte mer och vläicht eng Äntwert op déi Motioun, déi d'Kolleege vun der DP haut de Mëtteg hei gestallt hunn, kritt.

Une voix.- Mä, déi kritt Der!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma, da sot eis se! Da bräicht ee vläicht net déi Motioun hei virzeleeën, well d'Regierung eis seet: An der Fro vum Punkt 49, bis deen an deen Datum huet d'Regierung eng kloer Positioun, wat se an där Fro do wëllt maachen.

Wann Der dat hei sot, da kënnt Der eis och soen, wat d'Regierung festgehalen huet...

M. le Président.- Här Gibéryen, och Är Zäit ass amgaangen ofzelafen. Ech géif lech bieden, zum Schluss ze kommen.

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech muss ëmmer erëm frëndlecherweis drop reagéieren: Dir mengt selbstverständlech meng Riedezäit.

M. le Président.- Bien entendu. Hat Dir eppes aneschters gemengt, Här Gibéryen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, bei der CSV ass een ni esou sécher, wat se mengt, wa se eppes seet.

(Hilarité générale)

Nëmmen den Här Krecké wëllt eis eng Äntwert ginn, Här President.

(Interruption)

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Krecké hat gefrot.

M. le Président.- Här Krecké, da gitt Dir dem Här Gibéryen eng schnell Äntwert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat Éischt ass, mir sinn amgaangen, déi Indicateuren auszeschaffen. An et ass festgehale ginn, dass ech dat do am fréien Hierscht virleeë muss. Doropshi ginn déi Mesuren, déi dann eventuell den Index betreffen, festgehalen. Duerfir, et ass mat Sécherheet net de 15. Juli, well ech kréien d'Indicateuren, déi jo eréischt musse soen, ob mer an der Situatioun sinn, jo oder neen, eréischt Ufank Hierscht, éischter sinn ech do net fäerdeg.

An déi Mesuren, déi den Index betreffen, huet de Premier jo annoncéiert, ganz kloer, dass déi fir den Hierscht wären, wann et dann noutwendeg wär.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bon, ech mengen, dat ass zwar net vill méi kloer: „wann et dann noutwendeg wär". Also hannendrun, de Kolleeg Lucien Lux huet de Mëtte jo keng Noutwendegkeet kënne feststellen, sou datt mer da kënnen dervun ausgoen, datt dann, wann d'Sozialiste sech duerchsetzen, och näischt geschitt.

Här President, et geet jo och hei am Fong schonn net méi ëm den Index. Dat ass mäi leschte Saz, deen ech da wëll soen. Hei geet et am Fong nach just tëschent de Regierungsparteien drëm, wie säi Gesiicht an där Fro behält. An ech wëll vläicht hei eppes soen, fir datt dat och am Analyteschen aktéiert gëtt, well dat de Mëtten net esou eriwwerkomm ass.

Wéi de Kolleeg Bausch virdrun der CSV hei de Spigel virgehalen huet mat hire verschiddene Meenungen, déi se an där doter Fro hunn, dunn hunn d'Kolleege vun der Sozialistescher Partei sech op där anerer Säit de Bauch ugehale vu Laachen.

(Hilarité)

Déi hu wierklech d'CSV an där doter Fro ausgelaacht. An dunn huet den Här Schiltz en Zwëscheruff eriwwer gemaach. An et geet mer drëms, fir datt deen hei festgehalen gëtt. En huet nämlech gesot: Passt op, wer zuletzt lacht, lacht am besten.

An dat ass am Fong dat, wou et hei drëms geet tëschent deenen zwou Regierungsparteien: Wie soll hei d'Gesiicht behalen? Wie soll hei fir d'Lescht laachen? Hei geet et ëm soss glat a guer näischt. An duerfir huet d'CSV och gären haut déi Debatt hei gehat. Mä ech mengen, Här President, se huet haut awer den zweete Präis kritt.

M. le Président.- Den Här Schiltz huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

Plusieurs voix.- Oh neen!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Här President, ganz kuerz och zur Motioun an zu deene Punkten do. Den Här Gibéryen huet am Kader vun der Motioun dat Dokument vun der Regierung, wou d'Datumen drastinn, gefrot. Une fois n'est pas coutume. Ech si mam Här Gibéryen eens, well ech hu jo och um Ufank vun der Debatt hei gefrot, datt mer en Zäitplang géife kréien.

Wat d'Motioun ubelaangt, wëll ech drun erënneren, datt de 6. oder 7. Mee hei...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- De 7.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …de 7. Mee d'Regierung e globalen Optrag kritt huet, fir all déi Saachen ëmzesetzen. Mir brauchen deen Optrag also net nach eng Kéier ze erdeelen.

Mir haten haut eng Debatt iwwert d'Kompetitivitéit. Ech wollt ofschléissend dat hei soen: Mir hunn e Kompetitivitéitsproblem, et ass also net, fir ze laachen. Mir laachen eréischt, wann de Kompetitivitéitsproblem geléist ass, a mir laachen da mat eise sozialistesche Kolleegen zesummen.

Une voix.- Oh là là!

M. le Président.- Den Här Bettel huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hu probéiert ze verstoen, wat den Här Schiltz elo wollt erklären, firwat se dann dës Motioun net kéinte stëmmen. Ech muss Iech just soen, Här President, dass ech iwwerrascht sinn, wann ee gëschter matgedeelt kritt huet, dass de Budget jo an der grousser Vakanz preparéiert gëtt, vun deem leschte Budgetsrapporteur, dee jo selwer weess, vu wat e schwätzt, dass ee keng Zäit soll verléieren, dass een net soll bis den Hierscht waarden, dass guer keng Zäit ze verléiere wär am Intérêt vun eiser Ekonomie.

Hei si konkret Proposen. Ech géif just erwaarden, dass, wat ee gëschter gesot huet, wat ee virgëschter gesot huet, wat een déi lescht sechs Méint gesot huet, och dann hei respektéiert, an net nëmme virun der Dier, wa Manifestanten an d'Press do sinn, sech an déi éischt Rei stellt, mä dann och hei de Courage huet, fir politesch dat ëmzesetzen, wat een dobausse jäizt.

M. le Président.- Elo kritt nach den Här Thiel d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Här Bettel, wann ech de Minister richteg verstanen hunn, huet e gesot, si géife muer ufänken drun ze schaffen. Dat ass dat, wat mir gefrot hunn.

Une voix.- Si sinn amgaang.

Une autre voix.- Maja, also.

M. le Président.- Gutt, ech mengen, domadder wär alles zur Motioun gesot. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

M. Xavier Bettel *(DP).*- De 7. Mee, Här Thiel!

Vote sur la motion 1

M. le Président.- D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 44 Nee-Stëmmen, géint 15 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. François Bausch) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Da kéime mer nach zu enger Resolutioun, déi vum Här André Bauler abruecht ginn ass.

3. Résolution de M. André Bauler relative à l'analyse et à la discussion du harcèlement moral au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission du Travail et de l'Emploi et invitation aux réunions de commission des partenaires concernés et des experts

Wëllt nach een zu där Resolutioun d'Wuert ergräifen?

Den Här Lucien Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, ech hu mam Auteur vun der Resolutioun e Wuert geschwat. Ech mengen, mir sinn an der Situatioun, dass déi zwee Ministeren, déi vun där Fro concernéiert sinn, souwuel den Aarbechtsminister wéi d'Unterrechtsministesch, net hei sinn. Dat ass dat Eent.

Ech weess och net, ob et vum Präzedenzfall hier gutt ass, dass mer eis fir esou Objeten, fir eis an enger Kommissioun mat engem Sujet ze befaassen, mussen an der Plénière mat enger Resolutioun ofginn an déi hei diskutéieren. Ech géif mengen, et wär méi einfach, wann ech dem Här Bauler hei géif soen, entweder, dass d'Fraktioun vun der DP nach e Bréif un d'Kommissioun schreift, fir dat ze maachen.

Mä ech huelen den Engagement als President vun der zoustänneger Kommissioun, dass mer de Minister invitéieren, an d'Kommissioun ze kommen, fir iwwert de Sujet ze schwätzen, och ze kucken, wéi mer dat mat der Unterrechtskommissioun, déi jo och nach ugeschwat ass, vläicht an enger Réunion jointe eng Kéier kënne maachen, eis och déi eng Kéier déi Proposition de loi, déi jo doläit, iwwert déi gëschter geschwat ginn ass, huelen.

An ech mengen, dass mer déi Aarbecht maachen, ouni dass mer dat iwwert de Wee vun enger Resolutioun musse maachen, besonnesch well déi zwee Ministeren net hei sinn. Ech géif also mengen, mir kéinten déi als sans objet unhuelen, mä awer déi Saach maachen, déi hei gefrot ginn ass.

M. le Président.- Gutt. Den Auteur vun der Resolutioun, wann ech gelift.

M. André Bauler *(DP).*- Ech begréissen, datt den Här Lux deen heite Sujet an deene respektive Kommissioune wëllt diskutéiere loossen. Et ass zwar hei d'Chamber, déi géif décidéieren, sech domadder ze befaassen.

Ech gesinn och elo net richteg an, firwat mer net sollen driwwer ofstëmmen, dat ëmsou méi, well den Här Fayot, President vun der Schoulkommissioun, awer prinzipiell doranner kee Problem gesinn hat, wéi en an engem Gespréich mat mer gesot huet, à condition, dass mer bei ënner „décide" - dee leschten Tiret - „d'inviter à ces réunions" an esou viru kéinten ewechloossen. Insofern kéint ee se awer zur Ofstëmmung bréngen.

Une voix.- Da maache mer dat esou.

M. André Bauler *(DP).*- Et muss net sinn.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Da stëmme mer of.

M. le Président.- Also, hei gëtt eng Ofstëmmung verlaangt.

Vote sur la résolution

Da geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, géint 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam) et Jean Huss (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.19 heures)

SÉANCE 39

JEUDI, 1ER JUILLET 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. Dépôt d'un projet de loi
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

2. 6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *M. André Hoffmann (parole après ministre)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; 4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, M. Jean Huss (dépôt d'une motion), M. Jean Colombera*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Jean Huss, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

4. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la prévention sous le point de vue des causes environnementales du cancer et sur la lutte au niveau international pour une meilleure règlementation concernant les produits chimiques
- *Exposé: M. Jean Huss (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, Mme Lydie Err, M. Jean Colombera*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Assentiment)

Den Här Finanzminister Luc Frieden.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, duerch de groussherzoglechen Arrêté vum 30. Juni sinn ech autoriséiert ginn, an der Chamber de Projet de loi iwwert de Compte général vum Joer 2009 ze déposéieren. Dir wësst, datt mer d'Finanzjoer ëmmer eréischt e puer Méint no deem richtege Joer kënnen ofschléissen.

De Compte général vum Joer 2009 schléisst of mat engem Defizit vu 785,5 Milliounen Euro. Dee Chiffer ass ze vergläiche mat dem Sold, deen d'Leit allgemeng nennen de Sold Maastricht fir d'Joer 2009. Dee läit bei der Administration centrale e bësse méi héich. Also beim Budget selwer - dat, wat d'Chamber gestëmmt huet - hu mer en Defizit vu 785 Milliounen, a bei der Administration centrale, wou also och nach eng Rei Établissement-publicen derbäikommen, komme mer dann op en Defizit vun enger Milliard an 22,4 Milliounen Euro.

Merci.

6153 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2009

M. le Président.- Ech ginn dem Finanzminister Akt vum Dépôt.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Mëtteg de Projet de loi 6142 iwwert den Octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Bodry, den Här Henckes an den Här Hoffmann.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, och wann et am Moment esou ausgesäit, wéi wann d'Weltwirtschaft dat Uergst vun der Kris hanner sech hätt, mat där mir eis säit zwee Joer erëmploen, si mir alleguer, wéi mir do sinn, nach laang net aus dem Schneider. Datt d'Geschäfter erëm lues unzéien an d'Commanden a mat hinnen natierlech och d'Beschäftegung sech erëm erhëlt, än-

nert rose wéineg drun, datt mir dee Coup nach net verdaut hunn an datt déi Grouss vun dëser Welt sech méi wéi jee oneens doriwwer sinn, wéi een am beschten aus deem Kriselach erauskënnt.

D'G8- an d'G20-Sommeten, déi dee leschte Weekend zu Toronto stattfonnt hunn, an d'Aussoe vun eise Sommitéiten - vun esou Sommitéite wéi dem Nobelpräisträger Paul Krugman e Méindeg hei zu Lëtzebuerg - hunn, wann dat nach néideg gewiescht sollt sinn, gewisen, wéi déif deen atlantesche Gruef ass, deen Europa vun Amerika trennt.

Ob elo déi Recht hunn, déi, wéi eis amerikanesch Frënn, weiderhin op dem Keynes sengem „deficit spending mat entspriechender Statsverschëldung bestinn, oder déi europäesch Lokomotive wéi Däitschland, England oder Frankräich, déi elo e radikale Spuerkurs fueren, dat wäerte wuel eréischt déi spéider Generatioune bëuerteele kënnen.

Eis interesséiert am Moment virun allem d'Situatioun an Europa, an datt et do nawell liicht drënner an driwwer geet, huet héchstens indirekt mat der grousser Kris ze dinn. Déi Turbulenzen, duerch déi haut eis Gemeinschaftswährung - den Euro - geet, hu virun allem eppes mam allgemengen Zoustand vun der Unioun ze dinn, mat hire strukturellen Onzoulänglechkeeten, de Meenungsverschiddenheeten tëschent den eenzelnen Haaptacteuren, déi sech net esou richteg eens doriwwer sinn, wéi deene Schwächten am beschten opzehëllefen ass.

Eemol ofgesinn dovun, datt sech d'Haaptgewiicht vun der Weltwirtschaft ëmmer méi no Osten an den asiatesche Raum verlagert, wat jo och mat dofir e Grond ass, datt eise Floribus um Bréckelen ass, hu sech mat der Kris eenzel Rëss um Haus Europa gewisen, déi eppes domat ze dinn hunn, datt mir an der europäescher Konstruktioun iergendwou ënnerwee hänke bliwwe sinn. Mir hu wuel e gemeinsame Maart - dee gréissten um Globus -; mir hu gemeinsam Ariichtunge vun allen Zorten an ëmmer méi gemeinsam Regelen op alle méigleche Gebidder. Mä mir sinn nach ëmmer e Patchwork aus entre-temps 27 Länner, déi alleguer mengen, si missten hir Eegenaarten esou vill wéi méiglech bäibehalen.

Mir hunn aus politesche Grënn en eenheetleche Maart gezammert, deen awer guer net esou eenheetlech si kann, wann ee bedenkt, datt zum Beispill dat am beschte gestiwwelt, ekonomesch am beschte gestiwwelt Land - Dir kennt et alleguer - e Pro-Kapp-Akommes huet, dat 28 Mol méi héich, méi grouss ass wéi dat vum schwaachste Member, nämlech Bulgarien.

16 a geschwë 17 vun deene 27 Staten hunn eng gemeinsam Währung, déi virun zéng Joer agefouert ginn ass, well ee gemengt huet, et kéint een domat d'Memberlänner méi séier op deeselwechten ekonomeschen Niveau bréngen, an net well d'europäesch Länner schonn esou wäit gewiescht wären an esou wäit integréiert gewiescht wären, datt een deem Ganze mat engem Euro hätt kënnen d'Kroun opsetzen.

Déi schwaach Integratioun an dee feelenden ekonomesche Gläichschrëtt erweise sech haut als déi gréisste Schwächt vun der Eurozon a si schold dorunner, datt eisen Euro an d'Labränte geroden ass. Am Ufank huet et nach geheescht, dat wier eleng de Griichen hir Schold, déi sech mat falschen Donnéeën an d'Eurozon eragefuddelt hätten an déi eben net déi néideg Disziplin opbrénge géifen, fir déiselwecht Wirtschaftsleeschtung ronnzekréie wéi déi aner Europäer.

An der Tëschenzäit awer wësse mir, datt d'Griichen net eleng an deem Fall sinn, och wa se bis elo déi Eenzeg sinn, deene vun deenen anere Länner, och vun eis, mat Kreditter ënnert d'Äerm huet misse gegraff ginn. Och aner EU-Länner wéi Spuenien, deem seng Bonitéit elo dëser Deeg anscheinend vu Moody's ëm een oder souguer zwee Kräck erofgestuuft gëtt, oder wéi Portugaal oder Irland a souguer Länner wéi Italien a Frankräich sinn entre-temps esou wäit an dVerschëldung gerutscht, datt d'Finanzmäert un deene Länner hirer Solvabilitéit Zweifele kritt hunn, an déi dofir nëmme méi Geld mat entspriechend geheichten Zënstauxe gepufft kréien.

A mat deenen eropgeschrauften Tauxe fänkt dann den Däiwelskrees un, den Däiwelskrees tëschent enger ëmmer méi héijer Scholdelaascht an enger ëmmer méi dramatescher Statsverschëldung, déi da kee méi Meeschter gëtt.

Esou enger quokeleger Situatioun ass nuren iwwer zwee Weeër bäizekommen. Kuerzfristeg mussen déi Länner vun deenen anere finanziell gestäipt ginn, fir datt dat Schlëmmst verhënnert gëtt. An op laang Siicht muss versicht ginn, där gemeinsamer Währungszon méi ekonomeschen Zesummenhalt ze ginn, fir domat och déi gemeinsam Währung méi zolidd ze maachen.

Iwwer esou e wirtschaftlechen „streamlining ginn allerdéngs d'Meenungen auserneen. Déi eng wëllen um aktuellen Ënnerbau vum Euro festhalen, deen, wéi Der wësst, aus enger vun der Politik onofhängeger Europäescher Zentralbank besteet, déi nëmme fir eppes ze suergen huet, nämlech fir d'Geldstabilitéit, egal wat soss geschitt. Dat ass de Modell vun der Däitscher Bundesbank ëmmer gewiescht, dee sengerzäit tel quel fir déi Europäesch Zentralbank iwwerholl ginn ass. Mä esou ee Modell kann nuren optimal fonctionnéieren an engem integréierte Wirtschaftsraum.

Dofir gëtt et dann aner Stëmmen, déi mengen, deen néidegen ekonomeschen a monetären Zesummenhalt wier nëmme mat Hëllef vun der Politik ze erreechen, an déi dofir, wéi zum Beispill de franséische President, fir d'formell Asetzung vun enger Wirtschaftsregierung plädéieren. Domat hu mir dann zwou Schoulen, déi sech am Ablack konfrontéieren an déi nawell fir allerhand Zodi am Ablack am europäesche Stot suergen.

Wat eis haut awer interesséiert, ass net de Sträit iwwert déi Wirtschaftsregierung, de Sträit tëschent eisen Noperen, de Sträit tëschent der Madame Merkel an dem Här Sarkozy, mä sinn déi kuerzfristeg Moossnamen, fir den Euro ze stäipen an domat ënner Émstänn souguer fir en ze retten.

No villem Hin an Hier hu sech d'Finanzministeren an och d'Stats- a Regierungschefe viru sechs Wochen doriwwer gëeenegt, wéi dee Präbbeli ausgesi soll, deen iwwert d'Eurozon gespaant muss ginn, fir datt den Euro bei der nächster Reeschauer am Dréchene bleift a fir ze verhënneren, datt d'Finanzmäert den Euro an de Keller spekuléieren, wat natierlech eis Importer a besonnesch deen an Dollar ofgerechente Pëtrolspräis an d'Luucht dreift.

Déi Léisung, déi fonnt gouf, besteet aus zwee Deeler. Engersäits gesäit si eng Ënnerstëtzung a Form vu Kreditter fir déi Länner vir, déi a Schwulitéite gerode sinn. An anerersäits baut si op eng Zort vu Fong, dee Bierg steet, wann e Kredit vun engem Land muss opgeholl ginn. Deen éischte Volet gesäit e Plaffong vu 60 Milliarden Euro vir, mat deenen d'EU-Kommissioun egal wéi engem Land, also och Neteurolänner, am Noutfall ënnert d'Äerm gräife kann.

An der Praxis heescht dat, datt d'Bréisseler Kommissioun mat deem europäesche Budget als Garant Sue léine kann, déi si dann un dat jeeweilegt Land weiderreecht - natierlech zu deem niddregen Taux, zu deem si gepufft kritt, an net zu deem héijen Taux, deen d'Land selwer opgrond vu sengem schlechte Rating berappe misst.

Déi Hëllef, déi vu munche Puriste kritiséiert ginn ass, well jo eigentlech jiddwer Land eleng fir seng Scholden opkomme muss - dat heescht am Maastricht-Fachjargon „no bail-out"-Prinzip -, ass awer kee Verstouss géint dee Maastricht-Traité, well et ass ausdrécklech virgesinn, datt esou eng Hëllef net nuren am Fall vun Naturkatastrophe méiglech ass, mä och bei aussergewéinlechen Evenementer, fir déi dat Land net kann.

Well dëse Volet iwwert de gemeinsamen EU-Budget ofgewéckelt gëtt, brauchen déi eenzel Länner heifir net extra ze légiféréieren. Dat am Contraire zum zweete Volet, deen dann och den Objet vun deem Gesetzesprojet ass, iwwert dee mer haut ze befannen hunn. An deem zweete Volet geet et nämlech ëm eng Statsgarantie, déi déi eenzel Länner iwwerhuele mussen, wann eng Rettungsoperatioun usteet, dës Kéier allerdéngs eng Rettungsaktioun net fir d'Land u sech, mä fir déi gemeinsam Währung, fir den Euro.

Dofir geet dëse Volet och nuren d'Länner vun der Eurozon eppes un. Allerdéngs ass et deenen anere Länner net verbueden, hir Solidaritéit ze beweisen a sech un där Garantie ze bedeelegen. An do hu sech jo och schonn entre-temps d'Schweden an d'Dänen interesséiert gewisen.

Bei dësem zweete Volet ass de Plaffong op 440 Milliarden Euro festgesat ginn. Rechent een derbäi déi 60 Milliarde vum éischte Volet an déi 250 Milliarden, fir déi sech den Internationale Währungsfong verbierge wëllt, da kënnt een op en Total vu 750 Milliarden Euro.

Well d'Bedeelegung un där Garantie nom Schlëssel vun der Kapitalverdeelung bei der Europäescher Zentralbank, allerdéngs héichgerechent op nuren d'Eurolänner, festgeluecht ginn ass, heescht dat fir Lëtzebuerg, datt mir am schlëmmste Fall fir 0,25% - soss wären et 0,17% - vun deene 440 Milliarde geruedstoe mussen. Dat heescht, a Realitéit misste mer fir 1,15 Milliarden Euro geruedstoen.

Dat ass eng batter Pëll, mä déi gëtt eis, éischtens, nuren dann zerwéiert, wa wierklech - wéi déi Däitsch soen - „alle Stricke reißen", dat heescht, wann eent oder méi Eurolänner a ganz uerg Finanzschwieregkeete gerode sollten. An dann och nach nëmme bis zu deem genannte Plaffong. D'Pëll gëtt eis verséisst doduerch, datt déi Garantieoperatiounen iwwer eng Firma hei zu Lëtzebuerg ofgewéckelt gi wäerten - oder sollten, soll ee besser soen.

De 17. Mee huet den Eurogroup ënnert der Presidentschaft vun eisem Premier décidéiert, e sougenannten „special purpose vehicle" - ech entschëllege mech fir déi komesch Lëtzebuerger Ausdréck, mä d'Finanzwelt ass nun eben op Englesch gestréckt - an d'Liewen ze ruffen, wat d'Rechtsform vun enger Lëtzebuerger Société anonyme huet an - erëm eng Kéier Englesch - „European Financial Stability Facility" heescht.

Datt dee Vehikel elo bei eis stationéiert ass - säin Direkter huet iwwregens haut seng Aarbecht um Kierchbierg ugetratt -, huet wuel manner mat där am Fusiounstraité vun 1965 verankerter Finanzmissioun vu Lëtzebuerg ze dinn, déi souwisou net bei der Aplanzung vun der Europäescher Zentralbank respektéiert gouf - dat däerf een net vergiessen -, mä et huet méi mat der Präsenz vun der Europäescher Investitiounsbank bei eis ze dinn, op där hir technesch Assistenz dee Garantievehikel zréckgräife wäert.

Dës Beräicherung vun eisem Lëtzebuerger Prestige als internationale Finanzstanduert vun der EU ass natierlech och e Grond, fir dësem Gesetz seng Zoustëmmung ze ginn, wann och net deen eenzegen a scho guer net dee wichtegsten. Schliesslech geet et hei ëm net méi an net manner wéi d'Iwwerliewe vum Euro, dee scho vun Eenzelnen dobaussen, net ouni Hannergedanken, doutgesot gouf.

D'Finanz- a Budgetskommissioun, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, empfehlt dësem Haus dann och de Vote vun deem Gesetz, fir dat ech op d'mannst d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun bäisteiere kann.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Thiel. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech géif dann och gläich uganks vu menger Interventioun den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Ech géif gären zwou Bemierkunge maachen, eng zu der Form an eng zum Fong.

Déi zu der Form. Virun engem Mount ass dëse Projet déposéiert ginn, an haut stëmme mer driwwer of. Doriwwer kënne mer ons nëmme freeën, dass mer et fäerdeg bréngen, wann Urgence ass, ganz séier ze handelen. Dat gëllt souwuel fir d'Chamber wéi fir de Conseil d'État wéi natierlech och fir d'Regierung, dass mer dat fäerdeg bréngen. Allerdéngs, wann een de Projet de loi kuckt, da gesäit een, den Exposé des motifs, deen ass méi wéi sommaire. An de Conseil d'État bemierkt dat jo och an engem Saz a sengem Avis.

Ech froe mech awer allerdéngs, Här President, ob d'Regierung net gutt berode wier, och an aner Projeten net esou exhaustiv Exposés des motifs ze schreiwen. Firwat? Mir hunn et hei mat enger Matière ze dinn, déi jo awer wierklech duerch all déi Décisiounen, déi um europäesche Plang geholl si ginn, bekannt ass. An et wier am Fong am Exposé des motifs nëmmen drëm gaang, fir dat, wat um europäeschen Niveau décidéiert ginn ass, ze paraphraséieren. Dann hätte mer wuel méi en déckt Dokument gehat, wou ech drun zweifelen, ob jiddwereen dat gelies hätt, an et hätt bestëmmt näischt zum Projet de loi bäigedroen.

Dofir musse mer ons all d'Fro stellen, an d'Regierung virop, wa se Projets de loi mécht, ob esou exhaustiv Exposés des motifs mussen derbäileien, wann een awer aner Sources d'information kann hunn.

Op jidde Fall kënne mer ons freeën, dass et an dësem Fall esou séier gaang wor. An et huet missen esou séier goen. Dozou nach eng Remarque. Ech géif mer wënschen, dass mer dat dann och géife bei anere Projete fäerdeg bréngen. Dat zu der Form.

Elo zum Fong. De Rapporteur, deen ass ausgiebeg drop agaang. De Fong werft awer eng Partie Froen op. Mir mussen hei en Instrument schafen, well et zu enormen Dérapagen a verschiddene Memberlänner, an net nëmmen a Griichenland, komm ass.

An do kann ee sech d'Fro stellen: Firwat koum et iwwerhaapt zu deenen Dérapagen? Et gouf d'Kritäre vu Maastricht, déi hu virgeschriwwen, dass een nëmmen 3% Budgetsdefizit däerft hunn a 60% maximal Statsschold. Dat ass dunn duerno opgeweecht ginn op Drock vu Frankräich an Däitschland. Mä et huet sech nawell keen dru gehalen. Wann ech verschidde Statsscholde vun 2006 kucken, esou huet Frankräich dunn eng Statsschold gehat vu 77,6% par rapport zum PIB, Griichenland 113% a Belgien 102%. Da kann ee sech froen: Firwat hu mer Kritären, wa sech net dru gehale gëtt?

A meng Fro un den Här Minister ass déi: Wa mer elo en Instrument kreéieren, wat ech am Fong e Solidaritéitsinstrument nennen - e Solidaritéitsinstrument, wat mer awer brauche fir ons selwer; et ass net nëmmen, fir deem Schwaachen ze hëllefen, mä wa mer deem net hëllefen, da gi mir mat erofgezunn -, mä wellech Moyenë mer dann elo hunn, fir effektiv ze kontrolléieren, dass et net méi zu Dérapagë kënnt. Well trotz alle Kritären ass sech net dru gehale ginn. Si si verwässert ginn an, wat nach méi schlëmm ass, et ass gefuddelt ginn.

Ech weess, dass op europäeschem Plang driwwer diskutéiert ginn ass, wat dann d'Sanktioune kéinte sinn. Or, fir Sanktiounen ze ergräife vis-à-vis vun deene Länner, déi sech net un d'Kritären halen, misst een den Traité änneren. Ech weess och, dass een déi Këscht am Moment net soll opmaachen, well da kritt ee se guer net méi zou an da wier de Schued fir Europa nach méi grouss.

Mä d'Fro, mengen ech, muss awer gestallt ginn: Wat kënne mer elo an dësem Moment maachen, a wellech Instrumenter gëtt et, fir dass et net méi zu esou Dérapagë kënnt kommen?

Dann hätt ech nach eng generell Fro. An den Här Thiel huet elo grad a sengem Exposé ugefaangen, andeem en op den Nobelpräisträger, den Här Krugman, higewisen huet, deen de leschte Méindeg hei war. Den Här Krugman, dee fënnt jo, dass d'Approche vun den Europäer an der Wirtschafts- a Finanzpolitik eng ganz falsch ass. An deen ass der Meenung, mir solle Schold maachen.

Or, dat kann een als Amerikaner vläicht,

wann een d'Planche à billets drécke léisst. Mä dat, wat ech an der Ekonomie matkrut, ech hunn op jidde Fall geléiert, dass dat dat Falschst ass, wat ee ka maachen. Or, hie kënnt heihinner, e seet: Wat Dir maacht, ass falsch, souwisou ass den Euro falsch. An ech wëll Iech och nach soen, et sinn och nach Länner, déi wäerten aus dem Euro erausklammen.

Wéi ech dat am Interview héieren hunn, war ech schockéiert. Wéi ech en a senger Konferenz héieren hunn, hunn ech mer awer och méi wéi eng Fro gestallt, ëmsou méi déi Presentatioun, déi e gemaach huet, do hu seng Grafiken 2005 opgehalen. An ech weess net, wéi ee wëssenschaftlech ka Schlëss zéien aus Grafiken, wou een op 1928 zréckgeet, fir dann haut eppes ze beweisen, an 2005 ophält. Esou dass vun der Methodologie hier, wann ech ganz bescheide mer dat kann erlabe vis-à-vis vun engem Nobelpräisträger, ech awer méi wéi eng Fro hunn. Mä et huet awer vläicht ze di mat deem, wat den Här Thiel gesot huet, et ass einfach eng aner Kultur, déi sech hei weist, an dass et e grousse Gruef gëtt tëschent Amerika an Europa.

Wouer ass awer, dass mir ons selwer mussen hëllefen. Dofir ass dëst Instrument e wichtegt Instrument, wou mer ons effektiv kënne freeën, dass eng Société de droit luxembourgeois hei zu Lëtzebuerg gegrënnt gëtt. Mä ob dat duergeet? Ech weess net, ob de Minister dorop kann eng Äntwert ginn, dass et mat dësem Instrument gedoe wier. Ech gleewen net. Mä dat hei, dat ass wéinstens eppes, wou mer ons kënnen drun upaken. An dofir sinn ech frou, dass dat elo hei zur Ofstëmmung kënnt. A wéi ech am Ufank gesot hunn, wäert d'DP hir Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, nom Rapport vum Här Thiel wëll ech, als drëtte Riedner, net méi am Detail agoen op den Inhalt vun deem heite Gesetzesprojet. Ech mengen, wichteg ass et awer ervirzehiewen, dass deen heite Schrëtt vun der Regierung gemaach gëtt, eigentlech opgrond vun Dispositioune vum Artikel 99 vun eiser Verfassung, dee jo virschreift, dass all gréissere finanziellen Engagement, deen de Stat ageet, muss duerch e Spezialgesetz vun der Chamber guttgeheescht ginn. Well eigentlech fléisse momentan keng Suen, et ass eigentlech just e Wuert, wat ee gëtt, dass een am Eeschtfall bereet ass anzestoen. An trotzdeem ass et kloer - wéi dat iwwregens an deene meeschten, wann net an alle Parlamenter de Fall ass -, dass d'Regierung wéinst der Envergure vun deem Engagement deen heite Schrëtt mécht.

Mir hunn de Seuil op 40 Milliounen Euro eropgesat. Dat heescht, zënter elo 2009 ass et jo esou, dass, wann eng Statsgarantie iwwer 40 Milliounen Euro kënnt, dann u sech e Spezialgesetz muss déi Garantie guttheeschen. D'Regierung kann dat also net eleng décidéieren. Et géif och net duergoen, wann eng Ligne budgétaire am Budget dat géif virgesinn. Mä et ass richteg, dass dat och esou ass. Ech mengen, et war och richteg, dass mer déi Seuilen allerdéngs och no uewen eropgesat hunn, well dat gëtt awer d'Méiglechkeet, sech op déi wierklech wichteg Engagementer vum Stat an Dépensë vum Stat ze konzentréieren, wat d'Spezialgesetzer ugeet.

Ech wëll och ervirsträichen, dass zum Beispill bei deenen Hëllefe fir Griichenland, déi jo virdrun décidéiert gi sinn, deen dote Wee net beschratt ginn ass. Dat ass, soen ech ganz éierlech, fir mech e bëssen e Grenzfall, well jo awer och do en Engagement geholl ginn ass, deen eigentlech iwwer 40 Milliounen Euro erausgeet. Ech wëll net weider doranner wulle goen. Wichteg ass awer - an dat huet ee gesinn, och déi lescht Wochen -, dass de Finanzminister ganz oft bei eis an d'Finanzkommissioun komm ass, fir se ze informéieren iwwert de Stand vun den Diskussiounen.

An et schéngt mir och immens wichteg ze sinn, dass an där och internationaler Entwécklung, déi mer an de Beräicher Wirtschaft a Finanzen hunn, en enkt Zesummespill tëschent der Regierung an der Chamber stattfënnt. Dass do also informéiert gëtt, dass do och vun der Regierung konsultéiert gëtt, wann déi wichteg Décisiounen op internationalem Plang, och besonnesch um Niveau vun der Europäescher Unioun, vun der Regierung am Numm vu Lëtzebuerg geholl ginn.

Dat gëtt nach méi wichteg, wann elo, vläicht schonn ab nächst Joer, déi nei europäesch Regele solle gëllen, wat d'Gouvernance économique ugeet, wou och soll d'Orientation budgétaire am Virfeld bewäert ginn op europäeschem Plang. Och do ass et da wichteg, dass déi national Parlamenter, scho méi fréi wéi dat haut eigentlech an der Budetsprozedur de Fall dass, direkt vun de Regierungen implizéiert ginn an dee ganze Budgets- a Finanzprozess. Mä dat wäerte nach Diskussioune sinn, déi mer an deenen nächste Méint och hei am Parlament ze féiere kréien.

Haaptgrond natierlech, firwat dësen Text hei kënnt, dat si politesch Grënn. Well dat hei ass schonn e staarke politesche Geste, dee gesat gëtt vun den Eurolänner an e puer aneren, déi also hiren Accord ginn, fir sech an Héicht vun honnerte Milliarden Euro ze engagéieren, geruedzestoen an deenen nächste Joren, wann et sollt zu Noutsituatioune bei eenzelne Memberlänner vun der Eurozon kommen.

Lëtzebuerg ass dobäi den drëttklengste Contributeur. Mä ëmmerhin! Dat sinn 1,15 Milliarden Euro, déi als iewescht Grenz an dat Gesetz hei erageschriwwe ginn, déi den Engagement vu Lëtzebuerg ausmaachen. Dat entsprécht ongeféier 3% vun eisem nationale PIB. A wann een de gesamte Budget vum Lëtzebuerger Stat kuckt, dee bei ronn néng Milliarde läit, da maachen dat 13% aus vun eisem Statsbudget. Et ass also schonn net eng dagdeeglech Operatioun, déi sech hei ofzeechent. Hoffe mer zumindest! An et ass hei also schonn e ganz staarkt Signal gemaach ginn, wou och Lëtzebuerg dann och seng Kontributioun zu där Solidaritéit um Niveau vun der Eurozon hei hélt.

Och wa bis elo natierlech deen Engagement éischter e politesche Charakter huet, e symbolesche Charakter huet - dee jo och seng Effeten net total schéngt verfeelt ze hunn, wann een d'Entwécklung vun deene leschte Woche kuckt -, schéngt do eng gewësse Berouegung awer agetratt ze sinn. An ech denken, dass déi Initiativ, déi hei op europäeschem Plang geholl ginn ass, fir dat Rettungsinstrument hei ze schnüren, dass dat och mat derzou bäigedroen huet, e bësse Rou op déi ganz Devisemäert an e bësse Stabilitéit an d'Eurozon eranzebréngen, och wa mer wëssen, dass dat Ganzt äusserst fragil ass a vun haut op muer och erëm eng Kéier kann aus de Gleise geroden.

Ausgaben zitt dat Ganzt eréischt mat sech, wann eigentlech d'Garantie ugefrot gëtt, dat heescht, wann, éischtens, geléint gëtt, a wann dann u sech dat Land net à même wier, eigentlech kënnen zréckzebezuelen. Et ass just an deem Fall, wou déi Garantie am Endeffekt géif spillen.

Wat wichteg ass ervirzesträichen, dat ass, dass déi Décisioun, engem Land ze hëllefen, awer och mat Géigeleeschtunge verbonnen ass. Et ass also net esou, dass hei géif en Automatismus spillen, dass hei géif e Blankoscheck praktesch ausgestallt ginn, wann e Land bis a Schwieregkeeten ass, dass dann automatesch géif dee ganzen Hëllefsmechanismus hei lassgetréppelt ginn.

Mä do si Géigeleeschtungen ze brénge vun deem, dee gehollef kritt. Dat gëllt haaptsächlech fir e ganze Pak vu Moossnamen, déi déi Länner mussen huelen, fir hir Finanzproblemer mëttelfristeg ze léisen. Do gëtt en „Memorandum of understanding" da vu Fall zu Fall ausgeschafft, dee muss och den Accord vum Euroconseil kréien, soss kann déi Operatioun do net stattfannen.

Do derniewent ass et jo och esou, dass och déi Garantie an deem Sënn net gratis ass. Do gëtt e Prêt opgeholl an dee Prêt muss mat Zënsen zréckbezuelt ginn. An déi Zënse leien iwwert deem Zënsfouss, deen normalerweis gülteg wier, esou dass also do fir déi eenzel Länner am Endeffekt och keng zousätzlech Belaaschtung op jiddwer Fall op se duerkënnt, wann deen Hëllefsmechanismus zum Benefiss vun engem anere Land sollt spillen.

Als LSAP si mer der Iwwerzeegung, dass déi Solidaritéit do an aussergewéinleche Situatioune muss spillen. Hei handelt et sech net nëmmen ëm eng Hëllef fir en Euroland, wat a Schwieregkeeten ass. Hei handelt et sech net nëmmen ëm eng Hëllef, fir d'Stabilitéit an der Eurozon ze halen, fir e ganze System eigentlech net a Schwieregkeeten ze bréngen. Mä hei handelt et sech och zum Deel ëm eng Hëllef fir déi eege Wirtschaft, fir déi eege Banke vläicht. Well, wann e Land wierklech a Schwieregkeeten ass an net méi à même wier, fir seng Scholden zréckzebezuelen, dann huet dat och Répercussiounen, déi natierlech iwwert dat Land selwer erausginn an déi praktesch a sämtleche Länner vun Europa wäerten och zu Répercussioune féieren, well do och Engagementer vun deene Länner par rapport zu där Wirtschaft do bestinn.

Och Lëtzebuerger Banken, dat wësse mer, waren a si betraff gewiescht vun der Situatioun a Griichenland. An anescht ass et och net, wann aner Länner géifen a Schwieregkeete kommen. Et also kee selbstlosen, altruistesche Geste, deen hei gemaach gëtt. Et ass e Geste vu Solidaritéit, mä et hëlleft ee sech eigentlech och e bëssche selwer, wann een deen Hëllefsmechanismus do au bénéfice vun aneren Eurozonlänner spille léisst.

Eng Suerg, déi ee muss hunn an där ganzer Diskussioun, wéi se momentan leeft, och an deene leschte Wochen um Niveau vun der Europäescher Unioun, dat ass déi, dass een dach awer den Androck huet, dass mer an engem Zerstéckelungsprozess vun der Europäescher Unioun dra sinn. Déi grouss Länner géint déi kleng. Frankräich an Däitschland op där enger Säit, all déi aner Länner niewendrun. D'Eurolänner an d'EU-Staten, déi net an der Europäescher Unioun sinn. An elo an der Eurozon déi Länner, déi eng zolidd Wirtschafts- a Finanzsituatioun hunn, an déi Länner, déi a Schwieregkeete sinn.

Dat Bild, wat ee vun der Europäescher Unioun kritt iwwert déi Diskussioune vun deene leschte Méint, ass ëmmer méi net e Bild vun enger Kohesioun, vun enger kohärenter Europäescher Unioun, mä vun éischter verschiddene Kreesser vu Länner, déi net ëmmer an déiselwecht Richtung zéien.

Dat ass, mengen ech, awer eng Entwécklung, déi op laang Dauer engem kann dach Suerge maachen, zumools och wann ee gesäit - dat hei ass e Beispill dovunner -, dass ëmmer méi eigentlech op déi intergouvernementale Schinn gefuer gëtt an dass eigentlech déi communautaire Aktiounen ufänken u Stellewäert ze verléieren, besonnesch wann et drëm geet, méi schnell ze reagéieren op eng spezifesch kriddelech Situatioun, déi entsteet.

Wichteg, mengen ech, ass och ze wëssen, fir déi Leit, déi fäerten, dass ee sech géif hei an eng Aventure eraloossen, dass all déi Entscheedungen am Eenzelfall, wa sollten Demandë kommen, gëtt dat jo vu Fall zu Fall gepréift, déi mussen am Verwaltungsrot vun där Gesellschaft, wou all Land e Member huet, eestëmmeg geholl ginn. Et ass also de Prinzip vun der Eestëmmegkeet, deen hei gëllt. Et sief dann, e puer Länner froen, fir aus där Solidaritéit erausgeholl ze ginn, da muss dat natierlech och vun deenen aneren akzeptéiert ginn.

Wichteg bleift, dass déi ganz Operatiounen do nëmme kënne gräifen an zu engem Succès féieren, wann et zu enger enker Zesummenaarbecht kënnt vun deenen eenzelne Staten, déi mat implizéiert sinn, mat der EU-Kommissioun, mat der Europäescher Zentralbank a mat dem Weltwährungsfong. Dat sinn all déi Acteuren, déi hei musse praktesch un engem Strang zéien, soss kënnen all déi Operatiounen do net zu engem richtege Succès féieren.

Wichteg ass et och nach eng Kéier ze betounen, dass déi Griichenland-Léisung weider à part behandelt gëtt. Déi kënnt net an deen heite System eran. Déi bleift also op där Schinn, wéi se virun e puer Méint dropgesat ginn ass.

Als LSAP-Fraktioun wäerte mer deen heiten Text stëmmen. Mir sinn awer och der Meenung, dass, obwuel hei eng iewescht Grenz elo an deen Text stoe kënnt, 1,15 Milliarden Euro, dat awer d'Regierung net entbënnt, fir d'Chamber mat Zäiten ze informéieren, wa sech elo wierklech e Fall stellt, wou misst engem Land gehollef ginn.

Juristesch misst dat vläicht net de Fall sinn, mä politesch, mengen ech, ass et wesentlech, dass mer dee Meenungsaustausch do hunn, dass mer déi Consultatioun vu Regierung a Parlament hunn, ier dann am Eenzelfall esou eng Décisioun geholl gëtt, fir engem Land vläicht iwwert zousätzlech Finanzmëttelen ze hëllefen. Dat schéngt mer, mengen ech, politesch eng Selbstverständlechkeet ze sinn.

Interessant ass och nach ze betounen, dass dës Garantie net bei der Maastrichter Berechnung vum Statsdefizit wäert spillen. Also, déi Garantie hei ass neutral, wat u sech d'Finanzsituatioun vum Lëtzebuerger Stat wéi och deenen anere Staten ugeet, déi hei matmaachen. Zu engem budgetären Impakt kënnt et, wéi gesot, nëmmen, wann en Appel un déi Garantie sollt gemaach ginn.

Als Konklusioun géif ech also hei soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass een dës Aktioun net däerf isoléiert gesinn. Si schreift sech an an eng Strategie, déi op europäeschem Plang opgebaut ginn ass, déi weider soll münden an nei Regelen, wat déi sougenannten ökonomesch Gouvernance vun der Europäescher Unioun ugeet, mat, wéi gesot, enger méi déiwer Prägung op europäeschem Plang vun de Budgete vun den eenzelne Memberstaten, wat sécherlech och bedeit e méi staarken Afloss vun Europa op déi national Wirtschafts- a Finanzpolitiken.

Et gi gutt Grënn, fir dës Politik weiderzeféieren. Ech hat vergiess ze soen, dass déi Politik net och ouni Risiken ass. Loosse mer et positiv gesinn an hoffen, dass dat, wat schlussendlech bei deenen neie Regele wäert erauskommen, eis an Europa an hei zu Lëtzebuerg och e Stéck wäert weiderbréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Da kënnt fir d'Éischt nach den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, mir mussen dee Projet hei am Kontext sécherlech diskutéiere vun der allgemenger Kris, wou ech vläicht fir d'Éischt wëll e puer Virbemierkunge maachen iwwert d'Wirtschafts- a Finanzkris an dat, wat eis als Resultat dovunner beschäftegt, nämlech déi Aarbechtsmaart- a Sozialkris, wou ech e bëssen iwwerrascht sinn iwwert deen allgemeng, fir meng Begréffer, vill ze vill iwwerschwänglech positiven Tenor, dee mer an deene leschte Woche konnten héieren, wou e bëssen d'Impressioun verschaaft gëtt, wéi wann déi Kris um Enn wär, wéi wann d'Relance elo erëm um gudde Wee wär, an eigentlech mer eis net méi allze vill Suerge misste maachen.

Ech maachen dat hei net, well ech wëll Spillverdierwer sinn, oder well ech mer net selwer géif wënschen, datt dat esou wär, mä well ech einfach virdru wëll warnen, datt an der Realitéit et wahrscheinlech net esou einfach wäert ausgesinn.

Mir hunn eng Relance, den Här Thiel huet et zu Recht hei schonn ugeschnidden an engem klenge Wuert, déi baséiert am Moment an der Europäescher Unioun ausschliesslech op dem Opschwong, dee mer a China, an Indien an a Brasilien hunn, dat heescht op dem Export. Mir hunn innereuropäesch gesinn, oder loosse mer et emol esou ëmdréien, wa mer de Moment missten nach fonctionnéiere wéi virun 30 oder 40 Joer, wou mer déi Exportmäert China, Brasilien an Indien net hätten, da wäre mer mat Sécherheet innerhalb vun

der Europäescher Unioun nach ëmmer voll an der Rezessioun dran.

Mir sinn donc net iwwert de Bierg. Et kann een och duerfir net behaapten, datt dat, wat mer de Moment glécklecherweis gesinn, datt mer aus der Rezessioun erauskomm sinn an erëm liicht positiv Prozenter schreiwen, wat de Wuesstum ubelaangt, datt dat op ganz festem Fong besteet, well et muss een och gesinn, datt an deene Länner wéi China, Indien oder Brasilien net alles transparent ass, wéi de Wuesstum do organiséiert gëtt, ganz ufälleg och ka si fir eis zréckzegeheien. Mä virun allem wëssend, datt, wann et do zréckgeet, mir dann als Éischt déi wäerte sinn, déi d'Konsequenze wäerten ze droen hunn, well um eegenen europäesche Bannemaart an um nordamerikanesche Marché mer nach wäit dervun ewech si vun engem stabelen ekonomesche Wuesstum, op deen ee kéint opbauen an op deem ee kéint soen, datt mer iwwert de Bierg sinn.

Et gëtt och eng Rei aner Facteuren, déi mer nach ëmmer net geléist hunn, Froestellungen, déi mer net geléist hunn. D'Energiefro ass eng dovunner, ganz sécher, déi wäert eis vill Problemer schafen. Mä et sinn awer och nach d'Froe vun engem neie Regelwierk, vun enger neier Finanzarchitektur, déi mer net geléist hunn. Ech sinn amgaang - an Amerika gëtt e genannt den Dr. Doom -, dem Nouriel Roubini säi lescht Buch ze liesen. Ech géif dat nëmme jiddwerengem recommandéieren. Do gëtt nämlech relativ gutt beschriwwen, wéi et iwwerhaapt zu deem Desaster do komm ass. An ech wëll awer hei drun erënneren, d'Madame Brasseur huet virdru gesot, den Här Krugman hätt seng Theorië baséiert, loosse mer soen, op Statistiken an Tabellen, déi bis 2005 nëmme ginn.

Éischtens, den Här Roubini war deen eenzegen, oder mat deen eenzegen Ekonomist, deen déi Finanzkris och am Verlaf jo laang virdru virausgesot huet an och nach haut relativ däitlech beschreift, firwat datt mer nach ëmmer a verschiddene Risikoe sinn. Wann een dat do liest, déi Beschreiwung do liest, da weess een, datt, soulaang wéi mer déi Hausaufgaben do, fir dat neit Regelwierk fir eis Finanzwelt ze schafen, soulaang mer dat net hunn, soulaang liewe mer och nach ëmmer am nämlechte Risiko, well soulaang hu mer och net déi néideg Konsequenze gezunn aus der Finanzkris, aus där mer elo just erduerchgaange sinn.

Ech muss och soen, wa gesot gëtt hei - an et kann een dem Keynes jo villes ënnerstellen -, wa gesot gëtt hei, de Keynes wär einfach en Ekonomist gewiescht, dee gesot hätt, also nëmmen op Schold gesat hätt, dann ass dat awer sécherlech iwwerspëtzt, well de gudde Keynes huet och net nëmme gesot, et géif einfach drëms goen, an enger Krisesituatioun méiglechst vill Schold ze maachen an da wären d'Problemer geléist. Esou einfach war et jo net.

Wat richteg ass, an ech mengen, dat ass eppes, wat mer sougutt an Europa wéi och an Amerika mussen iwwerleeën, datt et kee Sënn mécht, sech futti ze spueren, well verschidden öffentlech Ausgaben haut extrem wichteg sinn. Mä d'Froen, déi ee sech just stellt, wat fir eng öffentlech Ausgaben datt dat sinn.

A wa mer d'Beispill huele vun dem Fall vu Griichenland, firwat ass Griichenland an dat Scholdelach gefall: Mir kënne jo do soen, dat war, well Griichenland schrecklech vill gemaach huet, schrecklech vill öffentlech Investitiounsausgabe getätegt huet, fir d'Land weiderzebréngen, zum Beispill an Infrastrukturen, an nei Technologien an esou weider an esou fort. Dat heescht, net an de Konsum, mä an Investissementer, déi fir d'Zukunft geduecht sinn, déi och erëm duerno Wuesstum schafen an och erëm Aarbechtsplaze schafen.

Just dat ass awer net geschitt. Griichenland huet ganz vill Scholde gemaach, fir ganz banal, wat an der Politik nawell gär virkënnt, onhaltbar Verspriechen ze maachen, an huet déi och duerno ëmgesat. Wann a Griichenland an der öffentlecher Fonctioun d'Beamten e 14. an e 15. Mount haten, dann huet dat jo net baséiert op enger reeller ekonomescher Situatioun, déi et dann erlaabt hätt a Griichenland. An da war dat sécherlech och keen Investissement an d'Zukunft. Mä dat ware reng elektoral Cadeauen, déi do gemaach gi sinn. An et ass och dat, wat ee muss iwwerleeën, wann een iwwer Schold diskutéiert an iwwer Spueren diskutéiert.

Ech mengen, datt et, an dat gëtt och am Moment vu verschiddenen Ekonomiste ganz gutt beschriwwen, de Moment sécherlech drëms geet, ze spueren, net nëmme fir Schold ofzebauen, mä och ze spueren, fir Sputt ze behalen, fir kënnen ze investéieren, an zwar ze investéieren an déi Beräicher, déi mer brauchen, fir en neie Wuesstum ze kréien, nei Aarbechtsplazen ze kréien, nohaltege Wuesstum ze kréien, d'Energiefro zum Beispill ze léisen.

Alles dat huet en Zesummenhang. An dat ass och de Wee, deen ee muss goen. Dat heescht, Scholden an investéieren hänken enk uneneen zesummen. Ganz vill Länner, déi a ganz ville Scholden haut sinn, déi hunn awer déi Scholden net kritt, well se vill investéiert hunn, mä well se vill Sue verdeelt hunn an der Öffentlechkeet. An dat ass ee vun de grousse Problemer, mat deene mer konfrontéiert sinn a wou mer och e Mentalitéitswandel musse kréien.

Ech mengen awer och, datt een net derlaanscht kënnt, fir iwwert d'Maastrichter Kritären ze schwätzen. déi gréng haten eng ganz kritesch Positioun deemools bei der Opstellung vun de Maastrichter Kritären, well mer gesot hunn, déi dräi Kritären do, nämlech nëmmen den Defizit, d'gesamt öffentlech Schold an d'Inflatioun ze kucken, dat geet einfach net duer, aus verschiddene Grënn. Et geet net duer, well et ze kuerz gräift pro Land. Mä et geet virun allem net duer, well et ze vill eng grouss Disparitéit gëtt tëschent deenen eenzelne Länner vun der Europäescher Unioun.

A wann ee sech nëmme baséiert op déi dräi Kritären, dat ass net laang haltbar. Dat ass esou laang haltbar, wéi et ekonomesch gutt leeft a wéi mer net ze vill Schwieregkeete kréien. A wa mer eng Kéier an d'Situatioun kommen, datt mer an eng wirtschaftlech Rezessioun kommen oder a wirtschaftlech méi moer Zäiten, da gëtt et Schwieregkeeten. An duerfir si mir och der Meenung, datt een d'Maastrichter Kritäre muss reforméieren an datt ee méi eng breet makroekonomesch Vue muss do erabréngen, zum Beispill den Aspekt och vun der privater Verschëldung misst mat drabréngen.

Mir wëssen, datt an Amerika, wann ech dat als Beispill huelen, déi ganz Problematik, déi sech an Amerika zougespëtzt huet, jo net nëmme war duerch öffentlech Verschëldung, mä och virun allem duerch d'Privatverschëldung.

Duerfir ass et och wichteg, wann een an Europa diskutéiert iwwer an Zukunft eng stabel Währung, datt een net nëmmen, wéi gesot, déi dräi Kritären do kuckt, mä och méi breet makroekonomesch kuckt, an dann esou Aspekter wéi d'Privatverschëldung mat drakuckt.

Et muss een awer och Sozialfroe méi bëuechten. Et muss een d'Froe vum Chômage mat abauen an déi Diskussioun. Och dat sinn Elementer, déi eng Roll spillen herno, wann et ëm d'Entwécklung geet vun enger Währung an deenen nächste Joren.

De Projet als solches, ech mengen, en ass vum Rapporteur an och elo vum Här Bodry am Detail gutt erkläert ginn. Duerfir brauch ech dozou net vill ze soen. Mir wäerten de Projet och stëmmen. Mir mengen awer allerdéngs, datt en och eng Rei Gefore beinhalt, an déi gréisste Gefor gesinn ech doranner eigentlech, datt e bëssen eng gewëssen Illusioun hei draläit.

Wa vum Prabbeli geschwat gëtt a vu Schutz, da gëtt een och no baussen e Message, wou ee seet, et ass alles tipptopp, mir kënnen eigentlech esou weiderfueren. Mir hunn elo de Prabbeli, dee wäert eis protegéieren. Or, mir wësse ganz genau, datt dee Prabbeli eigentlech nëmmen eng absolut Noutléisung ass an der aktueller Situatioun, datt en iwwerhaapt net ka fonctionnéieren. Scho guer net zum Beispill, wann ee gréissert europäescht Land wéi Frankräich oder Däitschland an d'Situatioun kéim, datt se dervu misste profitéieren. Mä och net, wa méi Länner gläichzäiteg, iwwerhaapt och méi klenger gläichzäiteg dervu misste profitéieren.

Et sinn nëmme wierklech eemoleg Situatiounen, déi kënnen heimadder protegéiert ginn. Loosse mer emol esou soen. Mä et ass sécherlech net dee Mechanismus, dee mer kënnen asetzen, fir an Zukunft an Europa derfir ze suergen, datt da méi Stabilitéit awer garantéiert bleift, well mer da kënnen dee Prabbeli do opspanen.

Et ass eng Drëps eigentlech op e waarme Steen an enger Noutsituatioun. An als dat sollte mer et och gesinn. Mä mir kommen an der aktueller Situatioun, mengen ech, net derlaanscht, awer dat ze maachen. Fir datt mer méi laangfristeg Stabilitéit kréien, musse mer iwwert d'wirtschaftlech Gouvernance an Europa schwätzen. Mir mussen iwwer Sozialstandarden an Europa schwätzen, mir mussen iwwer méi eng eenheetlech Sozialstandarden an Europa schwätzen.

Dat heescht, mir musse kucken, datt dat, wat eigentlech verpasst ginn ass Ufank den 90er Joren, nogeholl gëtt. Ech mengen, datt dat extrem wichteg ass. Déi Diskussioun, déi ass eréischt am Ufank. Mä mir mengen, datt dat eng Zentraldiskussioun muss ginn um Niveau vun der Europäescher Unioun an deenen nächste Joren, wa mer wëllen ons opstelle fir d'Zukunft an esou Problemer wéi dat doten évitéieren. Fir de Rescht wäerte mir dëse Projet stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här François Bausch. Elo kritt d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Zur Form begréisse mer, datt mer, wa mer Garantië sollen ausstellen an eng Gesellschaft solle grënnen, deen Ablack de Wee vum Gesetz sichen. An datt, wa mer awer mussen effektiv Sue bezuelen, mer do leider de Wee vum Gesetz net gesicht hunn, ech hoffen, datt do vläicht an der Zukunft eng Ännerung bei der Attitüd vun der Regierung kënnt.

Dem Rapporteur, dem Här Lucien Thiel, wëll ech Merci soen, datt en de Projet de loi ganz däitlech hei exposéiert huet. An notamment, datt mer elo awer mat ganz grousse Montanten, 500 Milliarden, déi d'Europäesch Unioun an d'Eurozon ausgëtt, an d'Halschent, wat vum Fonds monétaire international kënnt, wann et sollt zu enger Situatioun kommen.

Et gesäit ee ganz kloer, datt déi ganz Operatioun, déi mer elo duerchhuelen, éischter an d'Psychologie erageet, no der „Méthode Coué": Wann een et oft seet, da gleeft een et op eng Kéier. Dat ass, datt den Euro soll méi stabil ginn. Dat ass, mengen ech, de Message, dee soll no baussen erausgoen. An ech hoffen, datt en iwwert déi nächst Joren och nach wäert unzéien.

Nach muss ee soen, datt d'Base légale, op där geschafft ginn ass um europäesche Plang, do geet Rieds vun Naturkatastroph. Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. An dat Zweet, datt speziell Evenementer sinn, fir déi d'Land näischt kann. Do schéngt mer eng Fro ze sinn, déi een awer misst diskutéieren. Dat heescht: Wien décidéiert, ob d'Land fir déi Schold, wou ee misst opkommen, derfir kann oder net derfir kann? Dat gëtt héchstwahrscheinlech nach eng flott Debatt, wann et jee eng Kéier sollt dozou kommen.

Déi aner Saach, déi ee muss ervirsträichen, dat ass, datt Rieds geet vun enger Gouvernance économique européenne. Wat heescht dat konkret?

No deenen éischten Undeitungen, déi mer bis elo héieren hunn, geet et haaptsächlech elo dorëmmer, fir budgetär eventuell Iwwerwaachungen ze maachen a Kontrollen ze maachen iwwert den Eurostat. An datt et doriwwer geet, fir eventuell Subsiden, déi um europäesche Plang engem Land kéinte gi ginn, fir déi ze sträichen. Mä ech froe mech, ob et net weider virgesinn ass, an dofir wier ech frou, wann den Här Finanzminister ons do vläicht géif e puer weider Informatioune ginn iwwert dat, wat hien ënner Gouvernance économique européenne versteet an iwwert d'Méiglechkeeten, déi iwwerhaapt op deem Niveau do sinn.

Dat gesot, mengen ech, datt mer hei e Gesetz hunn, wat derzou bäidroe soll, fir méi Stabilitéit um Euro ze kréien. Dat ass am Intérêt vu jiddwerengem. Ech hoffe just nuren, datt, wa mer dësem Gesetz zoustëmmen, mer domadder net eng Kaz am Sak kafen. Dat gesot, wollt ech awer den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, ech sinn natierlech net dergéint, dass mer eis en Instrument schafen um europäesche Plang, fir eenzelne Staten ze hëllefen, wa se an, ech soen emol vereinfacht, budgetär Schwieregkeete kommen, hannert deenen dann awer an der Regel d'Finanzmäert stiechen. Dat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen!

Ech stellen allerdéngs och fest, dass et laang gedauert huet an der Europäescher Unioun, bis esou eppes wéi eng Solidaritéit, esou eng punktuell Solidaritéit iwwerhaapt opkomm ass. Dat huet den Här Thiel och nach eng Kéier zu Recht hei duergestallt.

Ech stellen och fest, dass déi finanziell Hëllef eigentlech den Traitéen no nëmme méiglech war duerch eng - ech géif awer gär soen - äusserst large Interpretatioun vun engem Paragraph, wou vun exzeptionelle Konditioune Rieds geet. Wann een esou generéis déi Traitéen, déi mer hunn, och um soziale Plang géif interpretéieren, da wäre mer an deem Beräich, mengen ech, och e gutt Stéck méi no bei sozialer Gerechtegkeet an Europa.

Et muss een allerdéngs och gesinn - an dat ass och de Grond, firwat dass ech mech bei deem Vote enthalen -, dass déi Hëllefe verbonne si mat äusserst rigorosen, restriktive budgetäre Konditiounen, déi virun allem déif Aschnëtter bei dem Sozialstat bedeiten. Domadder gëtt net nëmmen déi sozial Gerechtegkeet a Fro gestallt, mä och d'Nofro um europäesche Bannemaart geschwächt, an dat ass fir mech awer eng wesentlech Fro vun der Entwécklung vun der Europäescher Unioun.

Domadder gëtt och - wann d'Nofro méi kleng gëtt - d'Konkurrenz ëm déi Nofro verschäerft an et besteet d'Gefor, dass esou eng Austeritéitspolitik riskéiert, ganz Europa an eng laang Rezessioun ze dreiwen. Dofir sinn ech och mam Här Bausch d'accord, wann e seet: „Mir sinn nach laang net aus der Kris eraus.

Eng laang Rezessioun verbonne mat enger Verschäerfung vun de sozialen Ongläichheeten: Mir brauchen also an der Europäescher Unioun méi eng équilibréiert Entwécklung. Mir brauche méi e staarkt Gewiicht um Bannemaart, dat heescht also, op der Nofro. Mir brauchen - soen ech och - eng Koordinatioun vun der Wirtschafts- an der Finanzpolitik. Mä et däerf awer net esou sinn, wéi et am Moment ausgesäit, dass déi sougenannten ekonomesch Gouvernance sech drop beschränkt, Budgetsrigueur duerchzezéien.

Ech géif awer mengen, esou eng ekonomesch Koordinatioun, déi misst onbedéngt verbonne si mat enger Koordinatioun vun der europäescher Sozialpolitik. Ech géif souguer mengen, d'europäesch Sozialpolitik misst Prioritéit hunn, wann een dee Sproch, dee jo ëmmer erëm widderholl gëtt, eescht hëlt, dass d'Wirtschaft am Déngscht vun der Gesellschaft soll stoen an net ëmgedréit.

Wéi gesot, ech enthale mech opgrond vun deene Considératiounen.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, haut schreiwe mer e Kapitel vum europäeschen Eenegungswierk. A mir hunn d'Fro ze beäntwerten: Si mer der Meenung, datt et derwäert ass, d'europäesch Stabilitéit an och d'Stabilitéit vum Euro ze verteidegen, oder net? D'Äntwert heibannen - an dat freet mech - ass, datt ech feststellen, datt sämtlech Riedner am

Fong deem europäeschen Eenegungsprozess am Numm vun hire Fraktiounen och haut hei zougestëmmt hunn.

Well d'Fro, déi mer eis ëmmer erëm musse stellen, och an dësen Zäiten, déi vun Onsécherheet geprägt sinn, an an engem Dossier wéi dësem, dee schwiereg ass - well wann et e Kapitel vun der europäescher Geschicht ass, dann ass et net dat schéinst, mä et ass e wichtegt -, dat ass d'Fro ëmmer erëm, wat dat Europa eis bréngt, a gudde wéi a schlechten Zäiten. Europa huet eisem Land de Fridde bruecht, Stabilitéit an och d'Méiglechkeet, Problemer, déi sech stellen, ze diskutéieren an net mat den Instrumenter vun der Vergaangenheet, nämlech mat dem Krich, ze léisen.

Europa huet eis Sécherheet bruecht, Sécherheet an all hiren Dimensiounen. Dofir mengen ech, datt déi fräi Zirkulatioun vun de Mënschen, vum Kapital, vun de Gidder, vun deene mer alleguerte profitéieren, an och déi besser Zesummenaarbecht, sief dat vun der Police, sief dat vun der Justiz, mä och vun aneren Institutiounen, dozou gefouert hunn, datt mer haut besser liewe wéi fréier.

Drëttens huet eis dat europäescht Eenegungswierk Wuelstand bruecht. Wuelstand, well mer konnten iwwert d'Grenzen eraus Stol, Medien, Finanzdéngschtleeschtungen exportéieren. Den Euro, dee mer 1999 agefouert hunn, war am Fong eng logesch Konsequenz an e wichtegt Stéck Europa no vir. Deen Euro huet eis enorm vill Avantage bruecht. En huet et fäerdeg bruecht, datt mer haut kënnen Handel aus Lëtzebuerg eran an eraus bedreiwen, ouni datt mer grousse Wiesselcoursschwankunge vun de Währungen, déi ronderëm eis sinn, ausgesat sinn.

Wat hätte mer an der Kris drenner gelidden, wa verschidde Länner an Europa ofgewäert hätten a sech iwwert d'Währungen nei Wettbewerbsvirdeeler geschaf hätten! Wat wär dat zu engem Chaos an Europa ginn, a wat fir eng Avantagen hu mir, e Land, an deem 80% vum Commerce mat aneren Eurostate gemaach gëtt, datt mer ëmmer an där nämlechter Währung kënnen eisen Handel bedreiwen! Dofir ass et och esou noutwendeg, datt, wann et an der Eurozon Schwieregkeete gett, mer eis rappeléieren, ëm wat et am Fong geet.

Et geet hei net drëm, fir engem Land, wat a Schwieregkeeten ass, seng Scholden ze iwwerhuelen. Et geet net drëm, engem Land, wat vum Pad vun enger gesonder Budgetspolitik ofkomm ass, en A zouzedrécken an ze soen: „Et ass net esou schlëmm." Mä et geet drëm, dat Gemeinsamt, wat mer opgebaut hunn - an déi, déi virun eis waren, zënter dem Zweete Weltkrich -, ze verteidegen, well et geet en fait ëm d'Stabilitéit an Europa.

Mä natierlech ass dee Wee dohinner net einfach. Den Euro huet och net, wéi dat ëmmer erëm behaapt gëtt, alles méi deier gemaach. Sécherlech kann emol déi eng oder aner Augmentation cachée duerch d'Ëmwandlung an den Euro komm sinn. Mä grondsätzlech wären, och wa mer de Lëtzebuerger belsche Frang behalen hätten, eng ganz Rei Produkter méi deier gi wéi just déi allgemeng Präisevolutioun. Den Euro huet eis enorm Avantage bruecht an datt et deen een oder deen aneren Ausrutscher gouf, dat soll net iwwert d'Gesamtbild ewechtäuschen.

D'Fro, déi sech also gestallt huet an deene vergaangene Wochen ënnert de Finanzministere vun der Europäescher Unioun a virun allem vun der Eurozon, war: Kënne mir et zouloossen, datt mer dat Eenegungswierk an deen Euro mat senge politeschen a wirtschaftlechen Avantagen a Fro stellen? Oder anescht och nach: Wat wären d'Alternativen, wa mer eent vun den Eurolänner a Faillite goe loossen oder an enorm Schwieregkeete kippe loossen?

All déi Alternativen hätten en enorme Präis fir Europa an och fir eist Land gehat. Wa mer zougelooss hätten, datt e Land net méi kënnt sengen Obligatiounen nokommen, dann ass dat net nëmmen e Problem fir dat Land selwer. Dann ass dat e Problem fir déi ganz Eurozon, well natierlech d'Entreprisen aus der Eurozon - a virun allem och d'Banken aus der Eurozon - deene Länner Sue geléint hätten. Mir hätten also eng nei Finanzkris provozéiert, déi och eis ganz deier ze stoe komm wär.

Dofir, mengen ech, war et richteg, fir engem Land wéi Griichenland duerch bilateral Prêten ze hëllefen. Ech ënnersträichen: Et si Prêten, dat si Suen, déi mussen zréckbezuelt ginn, déi u Konditioune gebonne sinn. Gradesou richteg war et, datt mer gesot hunn: „Wann nach ähnlech Situatioune kéimen, da musse mer en Instrument hunn, wou mer kënne schnell an onkomplizéiert, mä ënner strikte Konditiounen intervenéieren."

Dofir hu mer dee Mechanismus opgebaut, deen de Mëtteg hei vum Rapporteur, dem honorabelen Här Thiel - deem ech Merci soe fir seng Kontributioun zu dëser parlamentarescher Aarbecht -, erkläert gouf, dee beschriwwen huet, wat mer hei maachen.

Et geet hei ëm een Deel vun eisem Instrument, fir d'Stabilitéit vun der Eurozon bäizebehalen. 440 Milliarden Euro, dat ass eng Staang Geld. Mä dat huet de Marché gewisen, datt et kee Sënn mécht, engem Land ze soen: „Dir kritt guer keng Sue méi geléint." Wann e Land an déi Situatioun kënnt, wou et a) net méi geléint kritt, oder b) nëmmen nach geléint kritt zu engem enorm héijen Taux, wou also de Marché e Land kéint an de Ruin dreiwen, da stinn déi aner Länner vun der Eurozon an engem Gedanke vu Solidaritéit do, fir ze soen: „Okay, mir hëllefen dir, mir bauen eng Bréck zu dir, mir léinen dir Suen, en attendant datt s de deng Situatioun erëm an d'Rei kriss." An déi Suen, déi geléint ginn, déi ginn natierlech u ganz strikt Konditioune gebonnen.

Dofir muss ech och soen, datt ech frou sinn, datt et déi Konditioune gett. An dat soen ech och grad deem, dee sech hei als Eenzegen an der Chamber wëllt zu dësem Projet enthalen. Wa mer nämlech géifen d'Suen einfach esou ginn a mer géife soen: „Dir kënnt déi Budgetspolitik viruféieren, déi Der gemaach hutt, déi zu enormer Schold an Defizit an enger Rei Länner gefouert huet", da wär et mir baang fir déi Suen, well dat géif quasi heeschen, datt ee sécher wär, datt een déi Suen, déi ee misst léinen, net géif zréckkréien.

Dofir war et déi eestëmmeg Meenung vun alle 16 Finanzministere vun der Eurozon: Mir si bereet, Solidaritéit ze weisen. Mir si bereet, zäitweileg Geld ze léinen, mä mir verlaangen, datt een dann eng Rei Konditiounen erfëllt. Zu deene Konditioune gehéiert, datt ee muss seng Budgetspolitik erëm an Uerdnung bréngen. Dat heescht, datt ee muss zréckgoen op de Wee vun de Kritäre vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt.

Natierlech werft dat eng ganz Rei Froen op. Firwat ass et iwwerhaapt esou wäit komm? Ech mengen, datt de Stabilitéitspakt, deen eng Rei Kritäre virgesäit - déi ee natierlech ëmmer kann diskutéieren -, datt déi och nach haut richteg sinn. Ech hätt mer se souguer kënne méi streng virstellen. Well 3% Defizit, deemno vu wou ee kënnt oder wéi eng grouss Schold een huet, ass eppes aneschters wéi een, deen 3% Defizit huet an niddreg Schold. Mä ëmmerhin, déi Kritäre bestinn an déi Kritäre si richteg an déi Kritären, mengen ech, géifen och net a Fro gestallt ginn.

Wat natierlech a Fro gestallt muss ginn, dat ass: Wat fir eng Instrumenter hu mer um Wee dohinner? Wann een ennerwee amgaangen ass auszerutschen, wann ee mierkt, datt e mam Auto amgaangen ass, de Gruef erofzerennen, datt een e virdru gestoppt kritt, well dat an eisem allgemengen Intérêt ass. An do ass d'Fro richteg gestallt, ënner anerem och hei an der Interventioun vun der Madame Brasseur: Wat kann ee maachen, fir Dérapagen ze évitéieren?

Ech mengen, mir musse kucken, datt mer e System fannen, wou mer méi strikt am Virfeld all Land vun der Eurozon iwwerkucken, fir erauszefannen, Joer fir Joer, a wéi eng Richtung et geet. Wa mer feststellen, datt e Land amgaangen ass, sech op Niveauen ze bewegen, déi kloer net ze redresséiere si kuerzfristeg, da muss et da scho kënne Sanktioune ginn, fir datt dat Land seng Politik ännert.

Wat sinn déi Sanktiounen? Ech mengen, datt dat musse Sanktioune sinn an enger éischter Phas, déi am Rahme vum aktuellen Traité méiglech sinn. Dat kann zum Beispill sinn, datt ee verschidde Gelder aus EU-Fongen net méi ka kréien. Do hunn d'Kommissioun an de Conseil verschidden Handhaben, wou se dat kenne maachen.

Aner Sanktiounen, déi méi wäit ginn, déi an der Diskussioun sinn, wéi zum Beispill engem d'Stëmmrecht ewechzehuelen, ginn net mat de bestehenden Traitéen. Mä ech mengen, datt éischtens emol eng öffentlech Duerstellung vun der falscher Politik, déi e Land mécht, kann eng Influenz hunn, an datt zweetens eng Rei Moossnamen, wéi zum Beispill keng EU-Gelder méi aus verschiddene Fongen, datt dat och kann dozou bäidroen, datt et dann zu méi Disziplin kënnt.

Zugläich muss een dat, wat allgemeng „Gouvernance économique" genannt gëtt, verstäerken, woubäi ech deen Term net ganz hëllefräich fannen, well en am Fong honnertdausend - oder loosse mer soe 15, 16 - verschidden Interpretatiounen an Europa huet.

Europa an d'Eurozon sinn a bleiwen, op d'mannst an der viraussehbarer Zukunft, souverän ënnerschiddlech Staten, déi awer eng gemeinsam Währung hunn an hir Souveränitéit bei der Währung zesummeleeën. Also muss een op deen anere kucken. Domadder gëtt en net seng Souveränitéit op, mä et ass eng logesch Konsequenz, wann een eng gemeinsam Währung huet! Dofir gëtt et jo och gemeinsam Parameteren, fir de Budget opzestellen. Mir mussen eise Budget esou maachen, datt och déi aner sech kënnen op eis zolidd Budgetspolitik verloossen.

Gouvernance économique heescht dofir an eisen Aen, datt mer musse kucken, datt jiddweree sech un de Grondprinzipie vun enger gesonder Budgetspolitik a vun enger zolitter Wirtschaftspolitik, déi op Wuesstum opgebaut ass, orientéiert. Dofir musse mer zugläich, an Zukunft, am éischte Semester an allen Eurostaten - eiser Meenung no - net nëmme soen: A wéi eng Richtung geet eis Budgetspolitik; mä och: A wéi eng Richtung geet eis Wirtschaftspolitik? Wéi setze mir zum Beispill d'Strategie 2020 ëm? Maache mir eng Wirtschaftspolitik, déi en ligne ass mat deem, wat déi Länner ronderëm eis maachen? Wéi koordinéiere mer déi Wirtschaftspolitik?

Dat heescht net, datt all eenzel Moossnam an all de Länner muss d'selwecht ginn. Mä mir musse verschidden Evolutioune mateneе vergläichen, wéi d'Konkurrenzfäegkeet vun Europa als e Ganzt an och hir Basis, déi se fir d'Währungsunioun stellen, géintenee stellen. Dat ass eng schwiereg Debatt. Doranner hu mer am Fong keng richteg Erfahrung, well mir schwätzen zwar driwwer, mä mir hunn eis bis haut net richteg déi Instrumenter ginn, wat mer maachen, wann ee sech duerno net un déi Politik hält. Mir mussen also méi léieren, mateneen ze schwätzen, net fir Souveränitéit ofzeginn, mä fir d'Souveränitéit gemeinsam besser ze exercéieren.

Déi Gesellschaft, déi mer haut hei grënnen, ass am Fong en Instrument, wat - ech mengen - nëmmen eng limitéiert Zäit wäert bestoen, fir datt mer kënnen dobaussen de Mäert soen: „Mir stinn hannert dem Euro a mir stinn hannert de Länner vun der Eurozon. Keent vun deene Länner wäert an der Situatioun sinn, wou et enges Daags a Faillite geet." Wa mer dat soen, stabiliséiere mer den Euro. Mir gi sécher, datt den Euro och an Zukunft eng Währung ass, déi eng Weltwährung ass, an där Europa an aner Partner an der Welt kënnen hir Handelstransaktioune bezuelen.

Dat ass och wichteg, fir datt den Euro eng Währung bleift, déi och als Reservwährung an der Welt gebraucht gëtt an domadder ëmmer méi zu engem krediblen Instrument vun der europäescher Politik gëtt. Wat et eis och enges Daags wäert erlaben, fir ëmmer méi Produkter och ausserhalb vun der Eurozon am Euro ze bezuelen.

Dat Instrument ass bis haut net ugefrot ginn. Déi Gesellschaft ass, wéi gesot, gegrënnt ginn. De Lëtzebuerger Stat huet se gegrënnt, well mer frou sinn, datt se ënner Lëtzebuerger Recht gegrënnt ginn ass. Et ass eng Unerkennung fir de Wirtschaftsstanduert a fir d'Lëtzebuerger Rechtsuerdnung. Déi Gesellschaft, déi gëtt géréiert vun engem ganz klengen Team, deen elo ugefaangen huet mat Schaffen. Déi Gesellschaft kritt eng technesch Assistance vun der Europäescher Investitiounsbank, déi och hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg huet. Mä ech preziséieren nach eng Kéier: Bis haut huet keen eenzegt Land gefrot, fir Sue geléint ze kréie vun där Gesellschaft.

Déi Garantie, déi mer där Gesellschaft ginn, déi ass gerechent proportionell zu deem Deel, dee mer am Kapital vun der Europäescher Zentralbank hunn, opgerechent op déi 16 Memberstate vun der Eurozon. Ech mengen, datt et gutt ass, datt Europa elo esou en Instrument huet. Et kann een hoffen, datt dat Instrument vläicht net brauch a Kraaft ze trieden. Mä déi, déi mengen, datt den Euro just der Vergaangenheet ugehéiert huet, déi hu sech an Europa gëiert.

Ech si frou festzestellen, datt hei am Parlament sämtlech Fraktiounen deem Wäert vum Euro, dee wäit iwwert dat Instrument Zahlungsmëttel geet, och hei de Mëtteg hir Zoustëmmung wëlle ginn. Well Europa - an den Euro ass en Deel dovun - ass a bleift e Garant fir de Fridden, fir Sécherheet, fir sozial Sécherheet a fir stabil Konditiounen op eisem Kontinent, vun deene grad ee klengt Land wéi eist enorm an der Vergaangenheet profitéiert huet an och an Zukunft wäert profitéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister Luc Frieden. Den Här Hoffmann freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Ech wëll vläicht awer nach eng Kéier kloerstellen, wat ech net gesot hunn a wéi ech dat gemengt hunn, wat ech gesot hunn an där kuerzer Zäit, déi mer zur Verfügung stoung.

Net gesot hunn ech, ech wär der Meenung, d'State kéinte sech sënnvollerweis ouni Limite verschellen. Net gesot hunn ech och, wann een esou Hëllefe mat esou Instrumenter virgesäit, da sollt dat mat kengerlee Konditioune verbonne sinn. Hunn ech och net gesot! Ech hu just versicht, an där kuerzer Zäit unzedeiten, dass d'Fro sech awer muss stellen, wéi déi Konditiounen équilibréiert si par rapport zu der Fro - déi fir mech eng vun deene wichtegsten ass - vun der sozialer Gerechtegkeet.

Fir dat ze illustréieren…

Här President, ech weess net méi, „Parole après ministre", wéi vill Minutten dass dat sinn…

Wann ech dat däerf illustréieren, just um Beispill vläicht vu Griichenland, wat jo elo haut net am Zentrum vun deem stoung, wat mer ze diskutéieren hunn, mä wou een awer weess, dass iwwer Griichenland déi seltsamst Virstellunge verbreet gi sinn an der Welt an domadder quasi esou eng antigriichesch Stëmmung opkomm ass.

A Griichenland läit, hunn ech gelies, den Duerchschnëttsloun bei 800 Euro de Mount. Dovun ze schwätzen, dass d'Griiche géifen iwwer hir Verhältnisser liewen, dat ass also Quatsch. Op där anerer Säit ass a Griichenland grad den Ënnerscheed tëschent deene méi aarme Leit an deene méi grousse Leit riseg grouss an iwwerduerchschnëttlech par rapport zu der Europäescher Unioun.

Eleng am Joer 2010 - hunn ech och gelies - hunn déi Superräich dann aus Griichenland 20 Milliarden, 20 Milliarden Euro an d'Ausland geschaf, an d'Steieroasen, méiglecherweis e gudden Deel a spekulativ Geschäfter, déi sech da géint Griichenland respektiv géint den Euro riichten.

Wann ech also soen, et sollt een oppassen op d'Konditiounen, dann hätt ech zum Beispill gesot: Majo, wann ech gelift, eng Konditioun, wéi ass et mat Äre Steieren a Griichenland? Wéi ass et mat der Verdeelung vum Räichtum? Wéi ass et mat de sozialen Ongläichheeten?

Or, wat gesi mer am Moment? A Griichenland féiert d'Regierung drakonesch, äusserst drakonesch Moossnamen duerch, déi zum gréissten Deel op d'Käschte vun där Bevölkerung ginn, vun där ech elo ge-

schwat hunn. Vun där, déi fir Loun a Gehalt schafft, a wou den Duerchschnëttsloun 800 Euro, an iwwregens d'Duerchschnëttsrent - well vun där ass jo och scho vill geschwat ginn - a Griichenland 600 Euro bedréit.

Ech mengen, meng Zäit ass wahrscheinlech schonn ofgelaf. Just och nach eent. Ech fannen,...

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst awer elo wierklech zum Schluss kommen. Ech hunn et elo gutt mat Iech gemengt. Dir kënnt awer elo net nach hei eng zweet Ried halen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- ...dass wierklech en opfalenden Déséquilliber besteet par rapport zu där Ausriichtung op budgetär Rigueur op där enger Säit, d'sozial Verdeelung a Reguléierung vun de Finanzmäert op där anerer Säit.

M. le Président.- Sou, domadder ass awer elo d'Diskussioun definitiv ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruption)

Mir wäerten dat redresséieren, Här Boden.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6142 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung. Ech mengen, déi Enthalung ass virdrun in extenso begrënnt ginn.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Mill Majerus), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6062, d'Ëmsetze vun enger Direktiv an de medezinesche Beruffer. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, den Här Huss an den Här Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

3. 6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; 4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6062, dee mer haut diskutéieren an hoffentlech dann herno och stëmmen, setzt gläich zwou EU-Direktiven an nationaalt Recht ëm. Zum engen ass dat d'Direktiv 2005/36 iwwert d'Qualifications professionnelles, wat de Beräich vun de Gesondheetsberuffer ugeet, zum aneren ass et d'Direktiv 2006/100, déi verschidden aner Direktiven am Beräich vun der Circulation des personnes ëmännert nom EU-Bäitrëtt vu Rumänien a Bulgarien.

De Projet de loi gouf vum Santésminister den 30. Juli d'lescht Joer, also 2009 schonn, déposéiert. Den Objet vun dësem Projet de loi ass, wéi gesot, d'Ëmsetzung an nationaalt Recht vun EU-Direktiven, wat d'Unerkennung vun den Diplomer an der Ausbildung vun de Gesondheetsberuffer ugeet. Ënner anerem geet et ëm de Beruff vum Dokter, Zänndokter, dem Veterinär, dem Apdikter, dem Infirmier an der Hiewamm. Dës Beruffer, déi sinn nämlech net vum Gesetz vum 19. Juni 2009 betraff, dat d'Direktiv vun 2005 an nationaalt Recht ëmgesat huet iwwert de Régime général vun der Unerkennung vun den Titres de formation an de Beruffsqualifikatiounen.

Iwwregens hätt déi Direktiv, déi mer haut stëmmen, schonns misse bis den 20. Oktober 2007 ëmgesat sinn. Duerfir huet d'EU-Kommissioun am Oktober d'lescht Joer eis e Bréif, eng Mise en demeure adresséiert, fir eis eben drun ze erënneren, se esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Am Kader vun dësem Projet de loi gëtt awer net nëmmen déi Direktiv behandelt, mä et gëtt doriwwer eraus vun der Geleeënheet profitéiert, fir verschidden aner Ännerungen un de Gesetzer, vun de virdru vu mir opgezieltene Beruffer, ze maachen.

Mä kommt, mir fänke vir un, bei der Direktiv. Et soll séchergestallt ginn, datt déi Diplomer aus engem Drëttland, déi schonns an engem EU-Memberland unerkannt sinn, mat EU-Diplomer och gläichgestallt ginn, wann déi betraffe Persoun eng Expérience professionnelle vu minimum dräi Joer huet, an deem Land, dat hiren Diplom unerkannt huet. D'Dispositiounen iwwert d'libre prestation de services gi vun elo un op déi Beruffer ausgedehnt, déi ech virdrun opgezielt hunn. Duerfir sinn nëmme minimal Ännerungen am Gesetz vun 1983 néideg.

Den initiale Projet de loi hat virgesinn, datt d'Generalisten am Kader vun engem Regime de sécurité sociale missten exercéieren. De Statsrot huet dunn awer eng Opposition formelle ausgeschwat, well dës Fuerderung net an der Direktiv virgesi war, an et an hiren Aen eng Diskriminatioun par rapport zu de Spezialisten duergestallt hätt. D'Santéskommissioun huet dësen Avis gedeelt an huet dunn décidéiert, dës Restriktioun och ersatzlos ze sträichen.

De Statsrot huet eis och drop opmierksam gemaach, datt d'Transpositioun vun der Direktiv an Zukunft géif Exceptiounen zum obligatoresche Conventionnement zouloossen. An deem Kontext musse substanziell Ännerungen am Règlement grand-ducal vum 25. November 1983 gemaach ginn.

Och am Gesetz vum 26. Mäerz '92 iwwert den Exercice an d'Revalorisatioun vu verschiddene Gesondheetsberuffer mussen Ännerunge gemaach ginn, an zwar maache mer dat am Kader vum Projet de loi och haut. An och am Gesetz vun 1991 iwwert d'Apdikter maache mer eng Rei Ännerungen, dat alles am Sënn ebe vun der libre prestation de services.

Fir all déi aner Gesondheetsberuffer, déi net vun enger automatescher Unerkennung profitéieren, preziséiert d'Direktiv d'Modalitéiten, ënnert deenen d'Memberlänner - also och eist Land - d'Kontroll vun der Qualifikatioun kënne virhuelen, ier een de Beruff kann ausüben. Duerfir gëtt dat dann och an dëse Projet de loi ageschriwwen, fir datt d'Qualitéit ebe garantéiert bleift. A wann ech soe Qualitéit, dann heescht dat och d'Sécherheet vun de Patienten, an dat si mer alleguerten.

En drëtte Punkt sinn d'Modalitéite vun der Ausübung vum Beruff an dann och d'Sproochekenntnisser. D'Direktiv iwwerhëlt eng Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff, déi d'Proportionalitéit verlaangt, wat esou vill heescht, wéi datt d'Sproochentester, ouni datt se ganz verbuede sinn, trotzdeem net däerfe systematesch duerchgefouert ginn. D'Sproochekenntnisser sinn och net Deel vun der Prozedur fir d'Unerkennung vun der Qualifikatioun, mä ënnert der Reserv vun der Proportionalitéit ass et awer eng Exigenz fir den Accès zum Beruff.

Am initialen Text vum Projet de loi war virgesinn, datt de Kandidat, an ech zitéieren «doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre la langue luxembourgeoise ou acquérir les connaissances lui permettant de la comprendre. Les modalités de compréhension de la langue luxembourgeoise peuvent être précisées par règlement grand-ducal.»

De Statsrot huet a sengem Avis vum 18. Dezember 2009 d'Fro opgeworf, ob déi verlaangte Sproochekenntnisser fir de Beruff vum Dokter duerginn. En plus schreift de Conseil d'État, datt déi Formulatioun „modalités de compréhension ze flou ass, fir datt de Grand-Duc e Reglement kënnt huelen am Kader vum Artikel 32 vun der Verfassung, also „aux fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loie.

No Diskussiounen an der Santéskommissioun hu mer eis op den Text vum Statsrot konnten eenegen, dee virgesäit, datt een déi dräi administrativ Sprooche vum Land muss verstoen. Wat d'Evaluatioun vun deene Sproochekenntnisser ubelaangt, proposéiert eis Kommissioun, an ech zitéieren erëm eng Kéier «qu'en cas de doute, une vérification des connaissances linguistiques du candidat peut être faite à la demande du Ministre de la Santé». An zwar soll dëse Contrôle vum Collège médical gemaach ginn, wat d'Beruffer vum Dokter, Zänndokter an Apdikter ubelaangt, respektiv vum President vum Collège vétérinaire, wat d'Déierendokteren ubelaangt.

Ee véierte Punkt ass d'Assimilatioun vu Persounen aus Drëttlänner. Bei dësen Drëttlänner ginn zwou Kategorië gläichgestallt, wat d'Qualifikatioun ubelaangt. Déi éischt Kategorie sinn déi Persounen aus Drëttlänner, déi Famill si mat engem EU-Bierger. Dës hunn dann déiselwecht Rechter wéi en EU-Bierger, deen an engem anere Land wunnt wéi dat, vun deem en d'Nationalitéit huet. Déi zweet Kategorie sinn déi Persounen, déi de Statut vum sougenannten „résident de longue durée hunn.

Wéi schonns gesot, huet de Projet de loi 6062 net als eenzegen Objet d'Ëmsetzung vun zwou Direktiven, mä och eng Rei vun aneren Upassungen an Ëmännerungen a Gesetzer aus dem Beräich vun de Gesondheetsberuffer. Sou Ännerunge betreffen zum engen d'Gesetz vun '83 iwwert den Exercice vun de Beruffer vum Dokter, Zänndokter a Veterinär.

Wat d'Behandlung vum Patient ubelaangt, gëtt eng nei Dispositioun an d'Gesetz gesat, déi néideg ginn ass duerch d'Gesetz vun der Euthanasie. Dat heescht, datt elo d'Nécessitéit drastoe kënnt, datt den Dokter muss d'Iwwerliewensqualitéit vum Patient sécherstellen, mä awer och säi Recht, an Dignitéit ze stierwen. Wat den Titre de fonction vum Dokter ubelaangt, esou ass et ab elo um Collège médical, fir de Gebrauch vun dësen Titelen ze autoriséieren, déi vun enger auslännescher Autoritéit oder universitärer Institutioun stamen.

Ee wichtege Volet am Projet de loi ass awer och de Service de remplacement. Dëse Service, dee gouf bis elo iwwer eng Konventioun geregelt, déi de Stat mat der national repräsentativer Organisatioun vun den Dokteren ënnerschriwwen huet. Am Gesetz vun 1977 stoung schonns kloer dran, datt all Dokter am Prinzip obligéiert ass, fir bei dësem Service de garde matzemaachen. D'Gesetz vun '83 huet virgesinn, datt e groussherzoglecht Reglement d'Modalitéite vun der Organisatioun vun eben dësem Service géif regelen. Allerdéngs gëtt et dëse Règlement grand-ducal bis haut net.

Am initiale Projet de loi war virgesinn, fir weiderhin de Service de remplacement iwwer Konventioun ze regelen, a wa keen Accord géif fonnt ginn, datt dann e Règlement grand-ducal d'Modalitéite géif determinéieren. De Statsrot huet awer och hei eng Opposition formelle ausgeschwat, an doropshin huet d'Kommissioun en Amendement ugeholl, wat virgesäit, datt d'Modalitéite vum Service de remplacement vun elo u via Règlement grand-ducal geregelt ginn. De Projet de loi gesäit dann och e legale Kader vir fir d'Indemnisatioun vun den Dokteren, déi um Service deelhuelen.

D'Spezialiste mussen an deem Spidol un der Garde deelhuelen, mat deem se schaffen. De Projet de loi gesäit awer och vir, datt, wann e Manque vun Dokteren do ass, e groussherzoglecht Reglement kann d'Modalitéite virgesinn, fir datt och déi Doktere matmaachen, déi net mat engem Spidol zesummeschaffen.

Bei den Zänndokteren, do bleift alles wéi bis elo. D'Iddi vum Collège médical, fir de Service de remplacement op d'Zänndokteren auszedehnen, ass also net zréckbehale ginn.

Da komme mer zur Suspensioun vum Droit d'exercer, wann en Dokter sech selwer oder d'Patienten a Gefor bréngt. Den Text gesäit elo eng Procédure d'urgence vir, wou de Santésminister mat Effet immédiat kann agräifen, falls e Weiderféiere vun der Aarbecht géif e Risiko fir d'Patienten duerstellen. Et ginn dann och nei Konditioune festgeluecht fir d'Persounen, déi no enger laanger Paus erëm wëllen hire Gesondheetsberuff ausüben.

D'Gesetz vum 31. Juli 1991 iwwert d'Autorisation d'exercer vum Apdikteschberuff an dat vum 26. Mäerz '92 iwwer aner Gesondheetsberuffer ginn ergänzt, an zwar ginn e Regëster an en elektroneschen Annuaire agefouert am Santésministère. All dës Donnéeën, déi ginn dann och public gemaach.

Eng weider Neierung ass, datt de Prinzip festgehale gëtt, datt all Dokter, Déierendokter an Zänndokter muss eng Assurance ofschléissen, fir hir Aarbecht ze couvréieren. An zu gudder Lescht ginn och penal Sanktioune virgesinn, falls een de Beruff illegal ausübt, een dozou incitéiert dat ze maachen, oder wann een d'Konditiounen net anhält, déi elo virgesi sinn, falls een no enger längerer Paus erëm wëllt exercéieren.

Mir änneren dann och nach d'Gesetz vum 26. Mäerz '92, wat a sengem Artikel 19, Paragraph 1 bis elo virgesäit, de Conseil supérieur ze chargéieren, e Code de déontologie auszeschaffen, dee vum Santésminister ze approuvéieren ass. Vu datt dëst awer net konform zu eiser Verfassung ass, gëtt proposéiert, datt dëse Code iwwer Règlement grand-ducal opgestallt gëtt, sur avis vum Conseil supérieur.

Dann erkenne mer elo och nach offiziell de Beruff vum Podolog un. E gëtt dann op d'Lëscht vun de Gesondheetsberuffer bäigeschriwwen.

Zu gudder Lescht ännere mer dann och nach eppes am Gesetz vun 1995 iwwert d'Infirmièresschoul ëm. An zwar ginn d'Missioune vun der Kommissioun ausgedehnt, déi chargéiert ass, d'Reconnaissance vun den auslänneschen Diplomer ze kontrolléieren. Se sollen elo och verifizéieren, ier een ufänkt mat schaffen, ob een déi néideg Qualifikatioune fir de Beruff huet.

Ech hunn Iech jo am Laf vu menger Interventioun schonns d'Oppositions formelles vum Statsrot opgezielt. Ausserdem sinn natierlech nach eng Rei méi technesch Observatioune vum Statsrot gemaach ginn, wou ech elo awer driwwer ewechgaange sinn, well ech soss meng Zäit, déi ech zur Verfügung hu fir dëse Rapport, wierklech gesprengt hätt. Et ass awer natierlech alles nozeliesen, sief et an deem Rapport vum Statsrot, dem Commentaire des articles, mä natierlech och an de Rapporte vun der Santéskommissioun, déi sech an hire Sëtzunge vum 29. Oktober d'lescht Joer, an de 4. Februar, de 25. Mäerz souwéi de 15. an den 22. Abrëll dëst Joer intensiivst mat dësem Projet de loi beschäftegt huet.

An der leschter Réunioun, do hu mer och eng Rei Amendementer ugeholl, déi mer un de Statsrot weiderginn hunn. Dëst war den 30. Abrëll. Den 22. Juni hu mer, nom Avis complémentaire vum Statsrot vum 8. Juni, mäi schréftleche Rapport ugeholl, vu datt ech den 22. Oktober d'lescht Joer schonn zur Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt gi war.

Nach eng wichteg Remarque zum Statsrot sengem Avis muss ech awer opwerfen, an zwar ass festgehale ginn, datt och de Punkt 2 vum Artikel 2 vum Projet de loi, wou eng Base légale sollt festgehale ginn, fir d'Attributioun vu Finanzhëllefen u verschidden Dokteren, déi nach a Formatioun sinn, net konform zur Verfassung ass, dat heescht ze flou.

Voilà, ech hunn elo probéiert, Iech eis Aarbechten, déi mer am Kader vun dësem Projet de loi gemaach hunn - an et waren der net wéineg! -, méi nozebréngen. Ech weess, datt déi, déi no mer schwätzen, sécherlech nach méi intensiv op dat eent oder anert Detail an op dat eent oder anert Element och wäerten agoen. Dat mécht mir et natierlech méi einfach.

Ech kann duerfir schléissen, an ech ginn dann den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet, net awer ouni de Membere vun der Santéskommissioun en décke Merci ze soen, natierlech och dem Sekretär vun der Kommissioun an de Mataarbechter an der sozialistescher Fraktioun fir hir Hëllef bei dësem sécherlech ganz wichtege Projet de loi.

An ech soen Iech natierlech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Rapportrice. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, der Madame Dall'Agnol fir d'Éischt emol villmools Merci fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Gesetz, iwwert dat mer ëmmerhi sechsmol an der Gesondheetskommissioun diskutéiert haten.

Dëst Gesetz ass op där enger Säit eng Ëmsetzung vun enger Direktiv, déi en plus drängend war, well den Délai den 2. Oktober 2007 ofgelaf war, a mer schonn eng Mise en demeure krute vun der Kommissioun. Mä dës Direktiv ass awer och fir onst Land net neutral, an dat wäert ech haut am éischten Deel vu menger Interventioun wëllen duerstellen.

Op där anerer Säit huet onse Gesondheetsminister eng Rei aner Punkten an d'Gesetz gestach, déi fir déi eenzel Beruffer, déi se betreffen, och net ganz neutral sinn, an déi meescht, wann och net all, vun dëse Mesurë betreffen d'Dokteren. Déi aner Beruffer - d'Madame Dall'Agnol hat se opgezielt - sinn déi vum Apdikter, vum Veterinär, an déi sougenannten aner Gesondheetsberuffer.

Wéi et zur Direktiv komm ass, huet d'Rapportrice schonn erkläert. Nom Bäitrëtt vu Rumänien a Bulgarien war et néideg d'Législatioun ze änneren, well déi hei Beruffer net ënnert déi aner Direktiv iwwer géigesäiteg Unerkennung vun Ausbildungstitelen a Beruffsqualifikatioune falen an duerfir och net ënner onst Gesetz vum 19. Juni 2009. D'Medeziner waren iwwregens, do wëll ech drun erënneren, deen éischte Beruff, fir deen an Europa eng libre circulation bestanen huet.

Elo geet et awer net nëmmen drëm, fir déi rumänesch an déi bulgaresch Titelen unzëerkennen. Dee Punkt, deen zu vill méi Diskussioune gefouert huet, war deen, dass an Zukunft och Titelen aus Drëttlänner unerkannt ginn, an zwar automatesch, wann déi Kandidaten en Titel hunn, dee vun engem anere Memberstat unerkannt ass, wou si awer misste während dräi Joer geschafft hunn.

Onst Land a seng Sozialversécherunge wäerten also an Zukunft net nëmme fir déi Dokteren aus de 27 Memberlänner opstoen, mä och fir eng net bestëmmbar Zuel vun auslänneschen Dokteren, déi iergendwéi dräi Joer an engem anere Land schaffen, do awer vläicht da keng beruffflech Zukunft hunn a sech dann an deem Land néierloossen, deem allereenzegen an Europa, wou ee just en Diplom brauch an da quasi automatesch fir all Krankekeesen däerf schaffen. Dem allereenzege Land also, dat keng Méiglechkeet huet, seng medezinesch Demographie ze regelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat beonrouegt net nëmme vun engem reng doktesch Point de vue, mä och wann een un ons Keesen denkt. Den Här Gesondheetsminister ass sech däers och bewosst, an ursprénglech sollt an d'Gesetz stoe kommen, dass nëmmen deen eng Autorisatioun géif kréien, deen dräi Joer fir eng auslännesch Sécurité sociale geschafft huet. Dat wier awer nëmme fir d'Generaliste gewiescht, an dat war och eng vun den Ursaachen, dass de Statsrot dat ofgelehnt huet, haaptsächlech awer, well et géif eng supplementär Konditioun zur Direktiv duerstellen an doduerch kengem Recours géif kënne standhalen.

Et ass och duerchaus denkbar, dass Dokteren, déi mer dréngend bräichten an déi héich spezialiséiert sinn, zwar scho méi oder wéineger laang schaffen, mä awer net fir e Sécurité-sociale-s-System. Dat betrëfft natierlech awer haaptsächlech Spezialisten. Mä där brauche mer och, wa mer onse System wëlle fit maache fir Europa a fir d'Zukunft.

Besonnesch interessant ass awer och an onsen Aen an deem Kontext eng Bemierkung vum Statsrot. Déi Bemierkung steet och am Rapport vun der Kommissioun, an zwar dass ee sech jo kéint virstellen, dass et an Zukunft och wäert Ausnahmen zum Conventionnement obligatoire géif ginn. An dat ass awer eng Bemierkung, déi een hellhéiereg mécht.

Et wär also interessant, vun Iech, Här Minister, ze héieren, wéi een dës Bemierkung kéint ausleeën, respektiv wéi Dir se ausleet - à bon entendeur salut!

Deen zweete Punkt, deen ons passionnéiert huet an der Kommissioun, ass natierlech dee vun de Sproochkenntnisser - d'Rapportrice hat schonn drop ugeschwat -, déi en Dokter muss hunn, fir an onsem Land ze schaffen. Dëse Punkt ass och relevant fir aner Beruffer, mä awer vläicht net gradesou wichteg wéi bei den Dokteren. Et schéngt ons alleguerte kloer, dass jiddwer Patient d'Recht misst hunn, verstanen ze ginn, wann e sech op Lëtzebuergesch, also an onser Sprooch, awer hei un en Dokter adresséiert. Et gëtt Finessen an der Anamnese, déi ee muss verstoen, an dat ass oft eben net mat „my taylor is rich" gedoen.

Do ware mer ons awer an der Vergaangenheet schonn e puermol eng bluddeg Nues huelen, well mer Lëtzebuergesch als Konditioun wollte stellen, fir an dësem Land kënnen ze schaffen, well mer jo, wéi Der all wësst, offiziell dräi Sproochen hunn. An déi eenzeg Barrière, déi mer bis elo haten, fir eben dass ee muss Lëtzebuergesch kënnen, fir zougelooss ze ginn, ass déi, dass en Dokter da strofbar ass, wann en e Feeler an der Behandlung mécht, well en de Patient net richteg verstanen huet.

Dëse Fall ass an der Praxis selten, well Gott sei Dank ginn där Behandlungsfeeler net esou oft gemaach. Mä et ass wierklech penibel, haaptsächlech fir déi eeler Generatioun, vun deene vill der duerch de Krich net esou vill Friemsprooche kënne wéi mir an déi nächst Generatiounen, säin Zoustand an enger Friemsprooch ze beschreiwen, an dat ass awer haut heiansdo de Fall. Zwar ka jo jiddweree sech säin Dokter aussichen, mä an der Urgence ass een op deen ugewisen, dee grad Déngscht huet. Op där anerer Säit wësse mer awer och alleguerte vu vill Demandë vu Patienten, déi léiwer wëllen an d'Ausland goen, fir sech behandelen ze loossen. Also schéngt déi Sproochebarrière och net fir jiddwereen en Obstacel ze sinn.

No laangen Diskussiounen also an e puer Aller-Retoure mam Statsrot ass déi Formulatioun hei festgehale ginn, déi e bëssen e Spagat duerstellt an déi eng Chance huet, engem Recours standzehalen.

D'Sproochkenntnis ass net Viraussetzung fir d'Unerkennung vum Diplom - dat géif net goen -, mä nëmme fir d'Autorisation d'exercer. An hei ginn dann awer elo verschidde Viraussetzunge gestallt. Et muss een deemno Sproochkenntnisser a senger Disziplin am Däitschen oder am Franséischen hunn an déi dräi administrativ Sprooche vu Lëtzebuerg verstoe kënnen. Am Zweifelsfall kann de Gesondheetsminister de Kandidat duerch de Collège médical teste loossen an, wann hien d'Viraussetzung net erfëllt, him en Délai setzen, fir sech déi Connaissancë kënnen unzëeegenen.

Verschidde Membere vun der Kommissioun ass dëst net wäit genuch gaangen. An et muss ee sech och d'Fro stellen, ob dem Collège médical do net ze vill zougemutt gëtt. Wann dës „Épreuve - tëschent Guillemets - méi oft soll duerchgefouert ginn, wéi steet et da mat der Standardiséierung vun deenen Tester a wéi objektivéierbar ass se?

Dat wäert wuel d'Zukunft oder - wie weess - vläicht och d'Geriichter entscheeden. D'CSV-Fraktioun huet an der Kommissioun majoritär dësen Text ugeholl, well mer der Meenung sinn, dass en, op jidde Fall wat d'Modalitéiten ubelaangt, e Fortschrëtt duerstellt, wat d'Konditioune betrëfft, fir hei kënnen ze schaffen. Et muss een elo ofwaarden, wat fir Quantitéite vun Testen de Collège médical wäert ze maachen hunn, besonnesch well hie jo - wéi d'Madame Dall'Agnol sot - och aner Beruffskategorië muss testen.

Här President, vun deene Punkten, déi iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv erausginn, also Ännerungen am Ausübe vum Beruff duerstellen, huet d'Madame Dall'Agnol schonn e puer Saachen opgezielt. Ech wëll just punktuell der dräi oder véier uräissen.

Et ass an dësem Gesetz festgehalen, dass jiddwer Dokter muss an engem Gardesystem matmaachen. Dat war bis elo esou net de Fall. En fait stoung an der Konventioun tëschent der repräsentatiivster Dokteschorganisatioun an de Keesen, dass all Dokter misst Déngschter maache bis zum Alter vu 55 Joer. Am 83er Gesetz iwwert den Exercice ass festgehalen, dass sollt e Règlement grand-ducal dozou geholl ginn, deen et awer bis elo nach net ginn ass. Dëse Prinzip gëtt elo Gesetz. Mir haten och iwwert dëse Punkt eng laang Diskussioun, an et misst jiddwerengem kloer sinn, dass an der Duerchféierung vun deene Gardë fir déi ënnerschiddlech Spezialitéite ganz grouss Differenze bestinn, an dass et net Garden a Gardë gëtt. Wann ech elo géif an den Detail goen, dann hätt ech fir eng Stonn.

Et sief awer just gesot, dass et bis elo de Beruff war, dee sech organiséiert huet, fir déi Garden ze maachen: déi meescht Spezialisten am Spidol an d'Generalisten dobaussen, an - wéi déi Meescht vun Iech wëssen - säit zwee Joer an de Maisons médicales. Wann een eemol vun där méi östlecher Diskussioun iwwert d'Maisonmédicalen a vu verschiddenen Enkpäss a verschiddene Spezialitéiten an de Spideeler ofgesäit, esou funktionéiert dat haut net esou schlecht. D'Maisons médicales sinn - an dat kann den Här Minister sécher bestätegen - eng regelrecht «success story».

De Conseil d'État huet fonnt, dass et awer mat enger Konventioun net gedoen ass, besonnesch och wou eng Indemnitéit fir déi Doktere virgesinn ass, déi sech do d'Nuecht ëm d'Ouere schloen an hir Praxis deen Dag drop zou hunn, mä dass eben dofir ee Règlement grand-ducal misst geholl ginn. Well dëse System, deen een an engem Spidol nach kéint eventuell par voie hiérarchique regelen - an och do wäert op d'mannst an de private Spideeler eng Diskussioun ze féiere sinn, mä dobaussen hu mer et mat engem fräie Beruff ze dinn -, kann nëmmen da funktionéieren, wann en a Kollaboratioun mat der Professioun ausgeschafft gëtt.

Et wäert also zu engem Règlement grand-ducal kommen, deen de Kader stellt fir déi Organisatioun, an déi méi prezis Modalitéite wäerten iwwer Konventioun mat den Doktere misse geregelt ginn.

Ze bemierken ass och, dass d'Zänndokteren, während och si mussen Déngschter maachen, net geregelt si par Règlement grand-ducal, an dass dofir awer déi Spezialisten, déi net an de Spideeler schaffen - dat bescht Beispill sinn hei déi meescht Kannerdokteren -, zwar sollen un enger Garde deelhuelen. Wéi dat awer soll genee goen, ass nach zimlech flou. Och do sinn also nach verschidde Punkten ze klären.

Den zweete Punkt, deen ech wollt ernimmen, dat ass dee vun der Suspension vum Droit d'exercer, deen och an dësem Gesetz verankert ass. De Gesondheetsminister kritt elo d'Recht - an dat ass och richteg esou, menge mir -, dann anzegräifen, wann en Dokter oder en aneren Professionnel de la santé a sengem Exercice eng Gefor fir sech, mä awer haaptsächlech fir anerer duerstellt.

Dat war an der Vergaangenheet och an onsem Land e puermol de Fall. Ech erënneren nëmmen un déi Dokteren an déi Leit, déi deemools an d'Affär ëm de Melikshaff implizéiert waren. Do ass et ëm Scharlatanismus gaangen. Mä et ass awer och an e puer Fäll ëm de Gesondheetszoustand vun deenen eenzelne Leit gaangen, déi vläicht net méi an der Lag waren, sech selwer kritesch an an hirer Ausübung vum Beruff kritesch anzeschätzen, fir dass et engem selwer opfält, dass een net soll viruschaffen.

Déi Prozeduren, déi an dësem Punkt existéiert hunn, waren net effektiv a vill ze vill laangwiereg. Duerfir ass an dësem Gesetz och eng Procédure d'urgence virgesinn. Eng Suspensioun kann ordonnéiert ginn op Expertise, an dat innerhalb vun zwee Méint. An et ass ze hoffen, dass an Zukunft ons Patienten hei am Land virun esou Fäll wäerten effektiv protegéiert sinn.

Et gëtt och e Register vun alle Gesondheetsberuffer agefouert. Och dëst eng Décisioun, déi fir Patiente méi Kloerheet wäert bréngen. Jiddweree kann dëse Register konsultéieren, ier en dann den Dokter konsultéiert.

Ee weidere wichtege Punkt an dësem Gesetz ass deen, dass et d'Recht vum Patient op Selbstbestëmmung an op Palliativmedezin sanktionéiert, dat wuel scho fir d'Spidolsdoktere bannend war, net awer am ambulante Beräich. Déi Mesure soll all Patiente garantéieren, dass si och elo dobaussen d'Recht hunn, an dësem Punkt matzeschwätzen, an dass hir Décisioune respektéiert ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Dës Bestëmmung ass an der Praxis am ambulante Beräich vläicht nach méi wichteg wéi an de Spideeler, well et de Patiente wäert erlaben, an hirem vertraute Krees ze bleiwe bei hire Familljen, wa si wëllen doheem bleiwen. Keen Dokter, keng Infirmière ka si da géint hire Wëllen an d'Spidol schécken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif nach kuerz wëllen ee Punkt uschwätzen, deen ursprénglech an dësem Gesetz stoung, an zwar am Artikel 20,

deen ass awer iwwer Amendement vun der Kommissioun erauskomm, an dat war dee vun den Dokteschassociatiounen. Et war virgesinn, dass all Dokteren, déi sech wéilten zesummendoen, fir ze schaffen, missen hire Kollaboratiounsprojet dem Collège médical virstellen, deen dee misst approuvéieren. Dat ass et bis elo scho ginn. Et war awer fakultativ. An déi allermeeschten Associatiounen hunn ouni Kontrakt geschafft. Ech soen Iech och, firwat.

Stellt Iech vir, Dir maacht mat Ärer Fra oder mat Ärem Mann eng Praxis op, an da géift Der nach e Contrat d'association maachen, zousätzlech zu Ärem Contrat de mariage. Dëst Beispill, fir ze weisen, dass et d'Kollaboratioun an onsem Beruff op verschiddenen Niveaue gëtt an dass, wann een esou e Kontrakt mécht, deen eng gewësse Rechtssécherheet misst hunn. Dat versti sécher heibanne besonnesch gutt d'Kolleegen aus der Affekotebranche, déi rezent e Gesetz iwwer hire Beruff kruten, an deem och d'Associatioune geregelt goufen.

Verschidde Fräiberuffler hätten et gäre gesinn, dass ee Gesetz iwwert d'Associatioune bei alle fräie Beruffen, dat gülteg wär, fir all hir Beruffen ze regelen, sollt geholl ginn, mä dat war awer net méiglech. D'Diskussioun ass beim Affekotegesetz gefouert ginn. Et gëllt, bei den Doktere Froe vun där eventuell gedeelter Responsabilitéit, vun der Facturatioun mat de Patienten an de Keesen a vun der Continuité des soins fir d'Patienten ze verankeren. Ganz ofgesi vun där Fro, wat fir eng Personnalité juridique esou eng Associatioun hätt. Mat esou engem Kontrakt kritt Der net emol en Tëlefon bei der Post.

Dës Froe leien onser Meenung no net an de Kompetenze vum Collège médical, well et gëllt villméi elo esou séier wéi méiglech ee Gesetz ze schreiwen, wat den Dokteren erlaabt, an och deenen anere Gesondheetsberuffer, selbstverständlech - d'Kinéë sinn ugeschwat ginn -, sech an enger Société civile libérale zesummenzedoen, well nëmmen esou e Kader kann dem Patient och déi néideg Sécherheet brëngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës puer Remarquë wollt d'CSV-Fraktioun zousätzlech zu der Madame Dall'Agnol hirem Rapport maachen. Mir mengen, dass dëst Gesetz an e puer Punkte méi Transparenz a méi Prezisioun an eng Rei Exercicë vu Gesondheetsberuffer brëngt. Wéi aus mengen Ausféierungen erausgeet, sinn déi meescht, déi brisantst am Domän vun der Medezin ugesiedelt.

Et bleiwen eng Rei Froen op, sou dass mer nach e bësselchen Aarbecht an deem Domän hunn, déi muss op de Leescht geholl ginn. An ech mengen, verschidden Entwécklunge muss een och am A behalen. Duerfir géife mir et ganz flott fannen, wa mir no 18 Méint kéinten e Bilan iwwert d'Gesetz zéien.

Ech géif Iech wëllen heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol, ass scho ganz ausféierlech op dësen dach, géif ech soen, relativ technesche Projet agaangen. Dat erlaabt mir, fir net nach eng Kéier datselwecht ze widderhuelen. Ech wëll hir op alle Fall villmools Merci soe fir hiren exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wéilt dofir just op e puer Punkte vun dësem Projet agoen. Ier ech dat awer maachen, wëll ech trotzdeem mäi Bedaueren zum Ausdrock brëngen, dass et esou laang gedauert huet, bis dass dee Projet konnt hei an der Chamber diskutéiert ginn. Sou, wéi et d'éinescht scho gesot ginn ass, berout deen Text hei op Direktive vun 2005 an 2006; sou, wéi et och scho gesot ginn ass, hate mer hei zu Lëtzebuerg souguer eng Mise en demeure kritt. Mir sinn also als Demokratesch Partei der Meenung, dass deen heite Projet schonn hätt kënne vill, vill méi fréi hei an der Chamber diskutéiert ginn.

Här President, scho bei der leschter Diskussioun iwwert d'Zouloossungsrecht vun de medezinesche Beruffer hei zu Lëtzebuerg - dat war de 4. Juli 1995 - stoung haaptsächlech d'Problematik vun de Sproochen och deemools am Kär vun den Diskussiounen. Et war selbstverständlech haaptsächlech och d'Debatt deemools iwwert d'Sproochkenntnisser, wéi eng Sproochkenntnisser déi auslännesch Dokteren, déi sech wéilten hei zu Lëtzebuerg etabléieren, missten hunn.

Deemools, entgéint zu haut, géif ech soen, war déi zoustänneg Chamberskommissioun der Iwwerzeegung, dass en fait d'Connaissance vum Lëtzebuergesche praktesch e Préalabel misst sinn, fir sech däerfen hei zu Lëtzebuerg ze etabléieren an och kënnen ze exerzéieren.

Deemools war et awer esou, dass dunn de Conseil d'État sech deem formellement opposéiert huet. E war der Meenung, dat géif dem Droit communautaire widderstoussen. Et ass deemools e Kompromiss fonnt ginn, deen doranner bestanen huet, dass Sproochkenntnisser eng ethesch an och deontologesch Obligatioun vun den Doktere wären, wat de Moment och géif hir disziplinaresch, penal an och zivil Responsabilitéit engagéieren.

Dee Prinzip vun deemools, dee vum Conseil d'État virgeschloe gi war, war an eisen Aen, an den Ae vun der Demokratescher Partei net zefridde stellend. Dat schéngt an der Zwëschenzäit, wéi gesot, och de Statsrot agesinn ze hunn.

Wéi ass et soss ze erklären, dass de Statsrot dës Kéier a puncto Sproochkenntnisser vill méi exigent ass, wéi dat am initialen Text de Fall war? Ech wëll net nach eng Kéier op d'Detailer zréckkommen, d'Madame Claudia Dall'Agnol huet dat ganz explizit gemaach.

Här President, de Problem vun de Sproochen oder d'Sproocheverständnis hei zu Lëtzebuerg soll ee grad am medezinesche Beräich nëmmen net ënnerschätzen. Jidderee vun eis heibanne kennt Leit, déi sech beklot hunn, well se net eens gi sinn, haaptsächlech am Spidol an esou virun, well se net wossten, mat deenen Dokteren, wou se behandelt hunn, mat deene kënnen ze kommunizéieren. Dat ass also e ganz reellen, gravë Problem, net nëmmen an de Spideeler, mengen ech, ech géif soen, och an den Altersheimen, an de Gériatrien an esou virun.

De Problem beschränkt sech net nëmmen op d'Dokteren, mä ech géif soen op d'Gesamtheet vum medezinesche Personal an den Ariichtungen; ech denke beispillsweis un d'Infirmièren an och un d'Fleegepersonal.

Sécherlech ass et op där enger Säit richteg, dass, wann en Dokter kee Lëtzebuergesch kann, d'Clienten, déi verstinn net gutt Franséisch oder esou virun, oder net gutt Däitsch, da féiert dat forcément zu Problemer an der Kommunikatioun.

Ech muss awer och soen, dass dee Sproochenaspekt awer net soll zu eesäitegen Diskussioune féieren, well et kann en zweeschneidegt Schwert sinn. Wéi reagéiere mer beispillsweis, wann an engem ganz, ganz spezialiséierte Beräich hei zu Lëtzebuerg en dréngende Bedarf ass, fir en Dokter ze fannen, sech awer nëmmen Doktere mellen oder en Dokter mellt, deen déi dräi Sproochen net genuch kennt? Soe mer dee Moment: „Jo, neen, lauschtert, Dir kennt d'Sproochen net."

Da komme mer also dem medezinesche Besoin net no. Och dat kann zu Enkpäss féieren.

Dat heescht an anere Wierder, déi Problematik ass net ganz einfach ze tranchéieren. Och wa fir eis Patiente selbstverständlech d'Kommunikatioun am Mëttelpunkt ëmmer muss stoen, esou solle mer trotz allem awer dorauser net eng Glawensfro maachen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Zousätzlech ass et jo och esou, dass déi Problematik vun de Sproochen net ëmmer déiselwecht ass. Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass beispillsweis déi verbal Kommunikatioun vill, vill méi wichteg ass beim Kontakt tëschent dem Patient mat sengem Generalist, wéi dat beispillsweis bei Operatiounen ënner Vollnarkos de Fall wäert sinn. Ech hunn dëst Beispill ganz bewosst geholl, well déi Diskussioun, déi kann ee selbstverständlech ad absurdum féieren, wat mer awer sollen évitéieren.

Här President, ech wollt awer och nach op en zweete Problem...

Mme le Président.- Här Wagner, ech wollt Iech drop opmierksam maachen, dass e Changement an der Présidence ass.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Madame Presidentin, Dir rassuréiert mech, dass mäi Réck esou elo assuréiert ass.

(Hilarité et interruption)

Här President...

(Hilarité)

Madame Presidentin, deen zweete Problem, wou ech awer hei nach wollt uschneiden, ass e Problem, dee sech allgemeng a ville Länner stellt, mä deen och Lëtzebuerg ouni Zweifel net verschount huet. Ech schwätze vun der sougenannter Pléthore médicale. Als klengt Land mat offene Grenzen ass et selbstverständlech, dass mir vun deem Problem net konnte verschount bleiwen.

De Moment hu mer hei zu Lëtzebuerg, wa meng Renseignementer richteg sinn, am Ganzen 1.185 Dokteren, dorënner 304 Generalisten, 602 Spezialisten an 279 Zänndokteren; dat heescht, mir hunn hei e Schnëtt vun 2,36 Dokteren op 1.000 Awunner. Domadder si mer selbstverständlech och wäit ewech vu belschen oder italienesche Verhältnisser. An der Belsch beispillsweis läit deen Taux bei 4,39 Dokteren op 100 Awunner. An an Italien, wou, wat déi meeschte Leit net wëssen, mer e puer dausend Dokteren am Chômage hunn, do läit den Taux souguer bei 6,14%.

Mir sollen also eis Aen net verschléisse virun deem dote Problem. An et gëtt zousätzlech och zu Lëtzebuerg, och dat soll een net verkennen, verschidden Dokteren, haaptsächlech jonk Dokteren, wou doudsécher net zu de Groussverdénger zielen, Dokteren, wou Schwieregkeeten hunn, ganz am Ufank vun hirer Carrière haaptsächlech, well se konfrontéiert sinn op där enger Säit mat awer dach trotzdeem héije Frais-d'établissementen, a well se op där anerer Säit d'Méiglechkeeten och net haten, eng Clientèle opzebauen.

Dee Phenomeen also vun der Pléthore médicale stellt sech ouni Zweifel och hei zu Lëtzebuerg an ass am Laf vun de Joren och ëmmer méi grouss ginn duerch den ëmmer méi massiven Etablissement vun auslänneschen Dokteren.

De Moment ass jo d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg esou, dass ee ka soen, dass mer éischter net genuch Generalisten hunn, mä dass mer awer op där anerer Säit ganz vill Spezialiste kréien, an net genuch Generalisten. Dat wëllt soen, dass et ganz schlecht ass fir déi medezinesch Grondversuergung. Op alle Fall ass dat hei keng gesond Evolutioun.

Leider ass et awer esou, dass et net onendlech vill Méiglechkeete gëtt, fir dësem Phenomeen vun der sougenannter Ärzteschwemm entgéintwierken ze kënnen. Eng wéi och ëmmer geaarten national Léisung géif vläicht eppes brëngen, mä mir géifen awer do ouni Zweifel riskéieren, fir géint den europäesche Prinzip vun der Liberté de service ze verstoussen.

D'Pléthore médicale huet awer trotzdeem hire Präis. Loosse mer och dat net vergiessen. Rezent, oder viru Jore war et, virun e puer Joer ass an der Belsch eng Etüd gemaach ginn, wou erauskomm ass, dass all zousätzlechen Dokter op honnert Awunner déi belsch Sécurité sociale géif 2.250 Euro kaschten. Fir Lëtzebuerg leie mengen Informatiounen no leider déi Chifferen net vir.

Mir mussen awer op alle Fall an dëser Saach handelen, well, esou wéi d'Madame Mergen et schonn d'éinescht ugeschnidden huet, soss gëtt et op eemol e grousse politesche Sujet, an dee politesche Sujet kann optauchen, wa beispillsweis d'Gesondheetskeess géif soen, dass et fir d'Zukunft net méi automatesch wär, dass all Dokter, wou hei zu Lëtzebuerg etabléiert wär an exerzéiere géif, dass deen och automatesch an der Konventioun mat der Krankekeess, mat der Gesondheetskeess - pardon! - virgesi wär.

Mir mussen also ganz gutt oppassen, well dat doten, dat géif onweigerlech zu deem System vun der Zweeklassemedezin féieren, e System, vun deem ech mengen däerfen ze soen, dass heibannen op alle Fall keen e wëllt.

Madame Presidentin - et huet jo net changéiert, neen?

Mme le Président.- Neen!

(Hilarité)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dat si Gedanken an Iwwerleeungen, wou ech frou wär, wa se kéinten an der zoustänneger Chamberskommissioun, dat heescht an der Commission de la Santé emol eng Kéier intensiv diskutéiert ginn. Och wär ech ganz besonnesch gespaant, wa mer dem zoustännege Minister, wa mer géife seng Vuë kréien, an och dee Moment seng Propositiounen, wéi mer kéinten zesumme fueren. Dat wär ouni Zweifel eng ganz nëtzlech Diskussioun. Dobäi wär ech awer och frou, wann dee Moment déi betraffe Beruffsorganisatiounen och kéinten Hiert zu deem Phenomeen soen.

Här President, Madame Presidentin, ier ech zum Schluss kommen, nach vläicht zwou just punktuell Remarquen zu dësem Gesetzesprojet. Déi éischt ass déi: Am Punkt 20 vum Gesetz, do geet et ëm d'Infektiounskrankheeten, déi mussen deklaréiert ginn. Hei kéint een ouni Zweifel den Doktere ganz vill entgéintkommen, wa se kéinten déi dote Fäll op elektroneschem Wee mellen an dee Moment an eng sougenannten Datebank eraginn. Dat géif zousätzlech och den Dokteren erlaben, oder dozou féieren, dass den eenzelnen Dokter e besseren Iwwerbléck iwwer esou Fäll hätt.

En zweete Punkt a leschte Punkt, dat ass den Artikel 34 vun dësem Text, wou drasteet, dass hei zu Lëtzebuerg all Medeziner, all Dokter muss eng Assurance ofschléissen. Mä et wär vläicht ganz sënnvoll, wann déi Assurance, wann all Dokter obligéiert wär, an engem gewëssene Rhythmus eng Kopie vu senger Assurance beispillsweis beim Collège médical eranzeginn, oder - wat d'Véidokteren ubelaangt - am Collège vétérinaire. Ähnlech wéi dat beispillsweis och am Contrôle technique vun den Autoen ass, wou een och muss eng Assurance kënne virweisen, fir den Auto nees konform erkläert ze kréien. Dat op alle Fall géif eis erméiglechen, fir sécher ze sinn, dass hei zu Lëtzebuerg all Dokter där Obligatioun géif nokommen.

Dat gesot, Madame Presidentin, awer ginn ech selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Wagner. Deen nächsten agedroenen Orateur ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Nodeem hei d'Madame Dall'Agnol op eng absolut sachlech an ausféierlech Aart a Weis déi verschidde Facettë vun dësem Projet de loi duergestallt huet, souwuel dat, wat an deenen europäeschen Direktiven drasteet, wéi och dat, wat elo u punktuellen Adaptatiounen un eiser Gesetzgebung par rapport zu deene verschiddene Beruffer vun Dokter, Zänndokter, Veterinärdokter, Apdikter an esou virun, gemaach ginn ass.

An nodeem och déi zweet Rapportrice, d'Madame Stein, vun dësem Projet dat nach eng Kéier widderholl huet a souguer méi ausféierlech an d'Detailer gaangen ass. An nodeem och de Carlo Wagner, mäi Kolleeg Carlo Wagner, fréiere Gesondheetsminister, nach eng Kéier méi spezifesch op e puer Aspekter dovunner agaangen ass, notamment nach de Sproochenaspekt, virun allem deen, deen - mengen ech - eng interessant Dimensioun huet, wéilt ech hei mech nëmme kuerz dozou äusseren.

Fir d'Éischt, well ech am Prinzip keng gréisser Dissensiounen hu mat deem, wat am Projet de loi drasteet, a mat deem, wat

och hei vu menge Virriedner gesot ginn ass. A well ech och keng Loscht hunn, alles dat ze widderhuelen, wat hei scho gesot ginn ass, a well ech souwisou och nach hannenno muss op en aneren Aspekt vun eiser Gesondheetspolitik méi an den Detail agoen. Ech wéilt vläicht just e puer punktuell Bemierkunge maachen, déi mer wichteg erschéngen.

Zum engen zum Sproochenaspekt, wou den Här Wagner scho gesot huet, wou mer eis an der Kommissioun no engem längeren Hin an Hier awer op eng Aart Kompromissformel gëeenegt hunn, déi och fir eis absolut akzeptabel ass, well et effektiv du pour et du contre gëtt. Den Här Wagner huet virun allem geschwat vun de Verständnisschwieregkeeten, déi kéinten optrieden tëschent de Patienten an dem Dokter, wann deen net iwwert déi néideg Sproochkenntnisser géif verfügen.

Ech géif an deem Sënn souguer nach eppes anescht derbäifügen. Et gëtt Etüden, déi noweisen, datt e gutt Verhältnis vum Patient zu sengem Dokter oder vum Dokter zu sengem Patient, well dat baséiert jo och op relativ gudde Sproochkenntnisser - et ass jo emol eng Viraussetzung dovun -, datt, wann esou e gutt Verhältnis besteet tëschent Dokter a Patient, am Fong den Dokter selwer nëmmen duerch dee Kontakt mam Patient dee beschte Placebo ka si fir d'Heelungschancë vun deem Patient, mat deem en ëmgeet. Dofir spillt natierlech d'Sproochekenntnis schonn eng gewësse Roll.

Op där anerer Säit hu mer natierlech awer och dee Fait, deen hei och vum Här Wagner richtegerweis ervirgehuewe ginn ass, datt déi Sproochkenntnisser awer keng absolut Barrière däerfe si par rapport zum Zougank op eise Marché vun den Dokteren, déi aus dem Ausland heihinnerkommen an déi eventuell net direkt, mindestens an enger éischter Phas net direkt, iwwert déi néideg Sproochkenntnisser verfügen. Si solle wierklech awer dann d'Chance kréien, sech lues a lues esou Sproochkenntnisser unzëeegenen.

Da wëll ech just nach agoen op een Aspekt, dee mir uewe läit an dësem Gesetz, dat ass deen, datt ech dat Gesetz hei e wéineg och kucken aus der Siicht vum Patient. Net aus der Siicht vun de Professions de santé, vun den Dokteren an esou virun, mä aus der Vue vum Patient. An do ass ee vun de wesentlechen Aspekter deen, datt de Patient erwaart vu sengem Dokter, datt en iwwert déi noutwendeg medezinesch Kenntnisser verfügt, an zweetens, datt e sech um Courant hält iwwert d'Evolutioun vun deenen neisten Erkenntnisser um medezinesche Gebitt.

Dofir ass et esou, datt dat, wat elo am Gesetz steet, schonn e gewëssene Fortschrëtt ass. Dat heescht, datt de Minister kann agräifen, wann elo en Dokter, wéi d'Madame Stein dat esou schéin hei gesot huet, eng Gefor géif gi fir de Patient oder fir sech selwer, datt en da ka suspendéiert ginn. Dat fanne mer ganz gutt.

Positiv och, datt, wann een eng länger Zäit net méi praktizéiert huet, een da muss eng gewëssen Adaptatioun vun der Formatioun maache mat Stagen derbäi, och dat fanne mer ganz sécherlech positiv. Mir mengen awer, datt dat net duergeet. An eisen Aen ass et kloer, datt et esou misst sinn, grad am Beruff vum Dokter, dee mat Kranken ëmgeet, wou et also ëm Gesondheet geet, wou et heiansdo ëm Liewen an ëm Doud ka goen, datt et grad do misst an eisen Aen esou sinn, datt all Dokter sech misst no senger universitärer Ausbildung enger Formation continue obligatoire ënnerwerfen. Dat kann an eisen Aen net aneschters sinn.

Och an anere Professioune gëtt vu Formation continue geschwat, wou eng Formation continue als obligatoire gëllt. Dat ass dann awer grad wichteg am Beruff vum Dokter, well et jo do wierklech dann ëm Froe vu Verbesserung oder Verschlechterung vun der Gesondheet geet, vu Krankheeten, déi zum Doud kënne féieren, zu vill Leed an esou virun. Do kann et net sinn, datt do Dokteren do sinn, déi refuséieren, eng seriö Formation continue ze maachen.

D'Situatioun ass jo elo hei zu Lëtzebuerg, datt et positiv Elementer an deem Sënn gëtt iwwer verschidde Sociétés scientifiques médicales engersäits, anerersäits iwwert d'Alformec, déi esou Formatiounscoursen ubitt. Mä dat si keng obligatoresch Coursen. Dat si Coursen, déi ugebuede ginn, déi vun engem gréisseren Deel - wou een ni genau weess, wéi vill Prozent - vun den Doktere suivéiert ginn.

Ech hunn awer mat Doktere geschwat, déi déi Coursë maachen, déi soen, leider wieren et ëmmer déiselwecht, déi net géifen dohinnerkommen an déi déi Formation continue net géife matmaachen, sou datt déi am Fong stoe bleiwen op engem Niveau vu Formatioun, deen heiansdo zéng, 15 Joer al ass an heiansdo souguer méi.

De Problem ass awer grad an der Medezin, datt mer konfrontéiert si mat enger Disziplin, wou medezinescht Wëssen an deene verschiddene Beräicher vun Diagnostic, vun Therapie an esou viru sech praktesch all siwen, aacht, néng Joer komplett erneiert. Dat heescht, en Dokter, dee virun 20 Joer op der Uni war a keng Formation continue gemaach huet, deen ass ganz einfach haut net méi up to date, fir op eng seriö Aart a Weis e Patient kënnen ze behandelen.

Duerfir also déi Fuerderung, déi mir hunn, fir Formation continue ze maachen. Woubäi mer awer wëlle spécifiéieren, datt mer ënner Formation continue net dat verstinn, wat een esou heiansdo emol a Presseberichter, a kritesche Presseberichter liest, wou dann Dokteren anscheindend Formations continues gemaach hunn op Kuba oder op de Bermudas oder sou beim Swimmingpool, op d'Käschten net vun der Gesondheetskeess, mä finanzéiert vu pharmazeuteschen Entreprisen, wou et genügend...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Segelturn!

M. Jean Huss *(déi gréng).*- ...Beispiller gëtt, datt dat awer anscheinend d'Formation continue vun esou munche Medeziner schéngt ze sinn.

Ech wëll dat net verallgemengeren, also wierklech net verallgemengeren. Mä et héiert een awer munch esou Saachen iwwer sougenannte Formations continues. Dat, mengen ech, ass net mat Formation continue gemengt; ech wollt et hei just erwähnen.

Mir mengen, datt et eng seriö Formation continue misst gi fir all Dokteren. A fir esou eng Formation continue ze garantéieren, Här Gesondheetsminister, si mer der Meenung...

...si mer der Meenung, Här Gesondheetsminister...

(Interruptions)

Mme le Président.- Här Minister!

M. Jean Huss *(déi gréng).*- ...si mer der Meenung, Här Gesondheetsminister...

Mme le Président.- Ee Moment! Ech géif wann ech gelift den Här Minister bieden, dem Orateur nozelauschteren! Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Wann ech vu léiwen Deputéierten ofgelenkt ginn...

M. Jean Huss *(déi gréng).*- ...bleiwen ech awer der Meenung, Här Gesondheetsminister, datt et d'Aufgab vun engem Gesondheetsminister ass, fir e seriöe Konzept vun enger Formation médicale continue obligatoire fir Prestateurs de soins ze entwéckelen an Diskussiounen doriwwer ze entaméiere mat de Représentants officiels vun deene Professions médicales a Professions de santé concernées, a souguer, datt et och d'Aufgab vum Gesondheetsminister ass, mat deenen zesummen um logistesche Plang an eventuell um finanzielle Plang eng Mise en place vun esou Formations continues obligatoires an d'Wee ze leeden.

Mir gi souguer méi wäit als Gréng. Mir gi souguer méi wäit an enger Motioun, déi ech hei dann déposéieren, gi mer esou wäit fir ze soen, datt misst dru geduecht ginn, Dokteren, déi dat net bereet wären ze maachen, datt déi misste kënne sanktionéiert ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les connaissances scientifiques en matière médicale évoluent de manière de plus en plus rapide;

- considérant que cette évolution ultrarapide se fait à tous les niveaux: mesures préventives, détection précoce, diagnostic, thérapeutique et réhabilitation;

- considérant que les patients malades sont en droit de revendiquer une prise en charge moderne et adaptée au progrès médical de la part des prestations de soins médicaux;

- regrettant cependant que tel n'est pas toujours le cas même si en moyenne les soins médicaux s'effectuent à un niveau plus qu'honorable;

- saluant les efforts de formation médicale continue entrepris par certaines sociétés scientifiques médicales ainsi que par l'Alformec - Association luxembourgeoise pour la formation médicale continue;

- regrettant cependant le fait qu'un certain nombre de prestataires de soins semblent ne pas se montrer concernés par la nécessité d'une formation continue en sciences médicales;

- rendant attentif à la nécessité d'une formation continue véritable, indépendante et critique par rapport aux offres multiformes «d'information médicale» proposées par certaines firmes pharmaceutiques;

invite le Gouvernement

- à élaborer un concept de formation médicale continue obligatoire pour tous les prestataires de soins médicaux;

- à entamer des discussions avec les représentants officiels des professions médicales et des professions de santé en vue des modalités et programmes de ces formations continues;

- à encourager sur le plan logistique et financier la mise en place de telles formations continues obligatoires;

- à sanctionner les prestataires de soins médicaux refusant de se soumettre à de telles formations continues.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

Dat ass eng Motioun, déi ech hei déposéieren, Madame Presidentin, a wou ech dann hoffen, datt mer bei Geleeënheet eng Kéier doriwwer kéinten diskutéieren, ob dat elo och an der Kommissioun ass - den Här Wagner huet jo aner Propose gemaach, wat ee misst an der Kommissioun vun der Santé diskutéieren -, mä hei ass op jidde Fall eppes, wat mer elo emol wollten an d'Debatt geheien, well mer dat als wichteg emfannen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Huss. Deen nächste Riedner ass den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Fir d'Éischt e schéine Merci un d'Madame Claudia Dall'Agnol fir dëse schrëftlechen a mëndleche Bericht. Hei ass vill gesot ginn, an ech mengen, et kann ee mat villes d'accord sinn, awer ech hunn iergendwéi meng Retizenzen. Firwat? Well et an der Praxis ganz aneschters ausgesäit, wéi dat hei duergestallt gëtt.

Fir de Moment hu mer eng Medezin, déi ëmmer méi an dat Maschinellt erageet. Mir iwwerloossen de Maschinnen, sief et Scanneren, PET-Scanneren, Ultraschall oder wéi och ëmmer, mir iwwerloossen de Maschinnen de Privileg fir d'Diagnos ze maachen.

An dat fannen ech net ganz gutt. Mir wëlle jo gär eng Revalorisatioun vum Generalist, vum Hausdokter. An ech mengen, op déi Voie misste mer hischaffen, fir déi dann ze stäerken.

Wat ass dann déi optimal Solutioun? Dat ass eng exzellent Relatioun tëschent dem Dokter engersäits an dem Patient déi aner Säit.

Den Här Huss huet hei geschwat, den Dokter wär dat bescht Placebo. Et ass net wouer, den Dokter ass dat bescht Medikament. Et gëtt keen anert Medikament wéi den Dokter. Firwat? Well den Dokter selwer kann de Patient dohinner leeden, wou e muss geleet ginn, dat heescht zur Gesondheet.

An deen Dokter, dee sech ongeféier bei där éischte Kéier, wou en de Patient gesäit, 45 Minutten Zäit gëtt, dee muss amstand sinn, fir a 95% vun de Fäll ze soen, déi Persoun huet déi an déi Diagnos. An déi Diagnos muss ënnermauert gi mat enger eenzeger Analys, an da muss dat stoen. Okay, et gëtt Fäll, wou en dat net ka maachen, dat sinn déi fënnef aner Prozent, mä op jidde Fall, no 45 Minutte muss den Dokter capabel sinn, fir ze soen, déi an déi Krankheet huet de Patient.

Et deet mer leed, een, deen dat besser kann, dat ass e Genie. Ech sinn dat net. Mä op jidde Fall, ech si geléiert ginn, fir dem Patient nozelauschteren. An do ass déi éischt Konditioun, dat ass eben d'Kommunikatioun mam Patient. Dir hutt lech scho vläicht gefrot: Wat ass méi schwéier, wien huet déi schwéierst Tâche? Ass dat de Veterinär, deen d'Déier muss behandelen? Ass dat de Pediater, deen den Nourrisson muss behandelen? Oder ass dat den Dokter, deen en Erwuessene muss behandelen? Wien huet déi schwéierst Tâche?

A priori mengt een, de Veterinär hätt déi schwéierst Tâche oder de Pediater mam Nourrisson. Et ass net wouer. Wann ee méi déif an d'Substanz erageet, da gesäit een, dass déi schwéierst Tâche effektiv de Generalist oder de Spezialist huet, deen en Erwuessene muss behandelen. A firwat? Ma well deen Erwuessenen huet eng bestëmmte Psychologie, eng ganz komplex Psychologie. An ech erënneren, wann een de Mo wéi huet, da kann ee vläicht de Mo wéi hunn, well een ze vill schlecht giess huet oder wann ee gefëmmt huet. Mä et kann een och de Mo wéi hunn, wann ee gemobbt ginn ass, op der Aarbecht zum Beispill.

Et ass eng Saach vu Psychologie. An et ass ganz wichteg, fir déi Psychologie kënnen ze iwwermëttelen. An déi Psychologie, fir déi ze iwwermëttelen, do muss een eng Kommunikatioun hunn an et muss een déi Konversatioun beherrschen.

Ech hunn an der leschter Zäit verschidde Patiente verluer. An ee Fall, dee läit mer ganz uewen. Et ass eng Patientin, déi am Krich opgewuess ass. Si ass an eng Klinik ageliwwert ginn, well se Häerzproblemer hat. Den Dokter huet seng Aarbecht ganz gutt gemaach, deen ass herno an d'Vakanz gaangen, zwee, dräi Deeg an d'Vakanz gaangen, do ass en ersat ginn.

Den Ersatzdokter, deen d'Sprooch net beherrscht huet, d'Infirmièren an deem Spidol hunn och net Lëtzebuergesch geschwat. Dunn huet d'Madame iergendeppes signaliséiert am Beräich vum Bauch. Den Dokter huet - wat e verstanen huet, weess ech net -, mä op jidde Fall huet en eng Gastroskopie gemaach. Déi Patientin huet sech gewiert, a wéi et fäerdeg war, ass déi Patientin un der Gastroskopie gestuerwen. Firwat? Well se ënner Antikoagulantië war. Dat heescht, si hat Bluttgerënnungsmëttelen.

Et hätt net misse sinn. Et ass passéiert. Mä do gesitt Der, awéifern dass dat wichteg ass, wann ee Patient ka schwätzen a soen, wat en emfënnt.

Wéi gesot, Kommunikatioun ass dat Allerwichtegst. Et ass ganz schwéier, wann eng Persoun déi aner Persoun net versteet.

Schwéier ass et och, wann en Interpret, een Dolmetscher derzwëschent ass. Mir hu ganz vill portugisesch Leit hei, déi kënne wierklech net Lëtzebuergesch schwätzen, och net Franséisch. Da brénge se en Dolmetscher mat. Elo stellt Iech vir, de portugisesche Patient seet sengem Dolmetscher, wat en huet. Den Dolmetscher seet dem Dokter, wat de Patient mengt ze hunn. Den Dokter stellt dem Dolmetscher Froen zréck, an dat soll de Patient da beäntwerten. Elo stellt Iech emol vir, wann do intim Froe gestallt ginn, awéifern ass dee Patient bereet, fir sengem Dolmetscher ze soen, wat en a senger intimer Sphär fillt.

Ech mengen, en ass guer net bereet, fir eppes ze soen, an duerfir ass et ganz wichteg, fir nach eng Kéier drop ze insistéieren, dass d'Kommunikatioun enorm wichteg ass.

An ech kommen op ganz reng Detailer, op d'Finesse vun der Sprooch. Ech hunn awer ee Symptom, Péng. Ech muss kënnen eng

Péng beschreiwen. Eng Péng, déi ka stiechend sinn, pickeg. Eng Péng, déi ka pulsatile sinn, dat heescht klappend. Eng Péng, déi kann ee Krampf duerstellen, eng verkrampfte Péng. Eng Péng, déi ka räissend sinn. Eng Péng, déi kann einfach stomp sinn, erdréckend sinn. Dat sinn u sech schonns fënnef verschidden Aarte vu Péngen, déi kënnen accompagnéiert si mat Symptomer, Iwwelzegkeet, Bass oder och aner Saachen.

Op jidde Fall, all Symptom huet seng Finesse, an dee Patient muss kënnen dem Dokter iwwermëttelen, oder den Dokter muss de Patient froen, wéi dee Symptom dann do wierklech ausgesäit. Firwat? Well op Basis vun dëser Ausso muss den Dokter kënne soen: Dat ass d'Diagnos, déi ech stelle muss. An dofir brauch ech déi paradiagnostesch Method uwennen, fir zu 100% - oder esou gutt wéi et geet - d'Krankheet feststellen ze kënnen.

Ech mengen, dat ass dat Allerwichtegst. An do kann ech mer net virstellen, wann do een Dokter vun engem bulgareschen oder rumäneschen, vun engem EU-Land heihinnerkënnt, dass deen, obschonn dee vläicht 300, 400 Wierder Lëtzebuergesch kann, dass deen alleguerten déi Finessë vun der Sprooch do beherrscht. An duerfir géif ech mengen, et wär enorm wichteg, dass mer do oppassen, well anerefalls verpasse mer d'Diagnos.

Mir verpassen net eleng d'Diagnos, mir setze vläicht de Patient a Gefor. Et ka sinn, dass den Dokter seet, okay, ech schreiwen eng Pëll op, an iwwermuer ass et eriwwer. Mä et kann och sinn, dass dee Moment d'Krankheet weidergeet.

Mir verpassen d'Diagnos, an d'Krankekeess oder d'Gesondheetskeess muss dann herno derfir opkommen, well d'Diagnos net zur rechter Zäit gesat ginn ass. Duerfir si mer am Prinzip net d'accord mat dësem Projet a mir wäerten dann dergéint stëmmen.

En zweete Punkt, dat sinn déi pharmakologesch Kenntnisser vun den Dokteren. Dir kënnt Iech jo virstellen, dass d'Dokteren, déi a Rumänien, a Bulgarien oder an iergendengem anere Land praktizéieren, dass déi Medikamenter hunn, déi hei am Land ee ganz aneren Numm hunn. Dat mécht och näischt. Dat kann ech och léieren. Mä déi chemesch Molekülen, déi do associéiert sinn, déi kritt een net méi eent op eent hei an eisem Land ëmgesat. An duerfir muss den Dokter Kenntnisser an der Pharmakologie hunn. Well ee Medikament mat zwou Molekülen a Rumänien, déi mussen hei ëmgesat ginn. An déi Moleküle sinn net an engem eenzege Medikament dran, mä an aner Formen. An duerfir géif ech soen, déi pharmakologesch Kenntnisser vum Dokter, déi sinn net ze ënnerschätzen.

Dat Eenzegt, wat mer praktesch an der Schoul geléiert hunn, dat sinn einfach d'Basisinformatioune vun de Molekülen. En Dokter kennt vläicht 20 bis 25 Molekülen. Déi kennt e ganz gutt. Mä wéi d'Associatioune vun de verschiddene Molekülen ausgesinn, dat steet op engem anere Blat. An ech mengen, all Dokter, dee sech hei am Land etabléiere wëll, soll kommen. Et ass wéi den Här Huss gesot huet, e muss eng Formation continue maachen an e soll déi verschidden Associatioune vun de Molekülen hei am Land kennen.

Dat gesot, Madame Presidentin, wëll ech da soen, dass mer de Projet hei mam beschte Wëllen net kënnen ënnerstëtzen a mir wäerten eisen Accord net ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Colombera. Domat ass d'Riednerlëscht épuiséiert an dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Gesondheetsminister, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech wëll mech fir d'Éischt de Mercien un d'Rapportrice, d'Madame Claudia Dall'Agnol - an net Dell'Agnol -, uschléissen, well se zesumme mat der gesamter Kommissioun eng exzellent Aarbecht geleescht huet an och e ganz komplette Rapport mat deene verschiddenen Nuancen zum Projet konnt virleeën. Ech wollt och der Kommissioun Merci soe fir déi gutt an effikass Aarbecht, déi et eis erlaabt huet, schnell, zwar mat enger Rei vu Sëtzungen, duerch de Projet ze kommen, wat och ganz wichteg war.

Well et richteg ass, wat de Carlo Wagner gesot huet, dass et laang, ze laang gedauert huet, bis dass dëse Projet an d'Chamber komm ass. Do gëtt et eng Rei vun Explikatiounen, mä dat muss awer keen interesséieren. Dat dauert vill ze vill laang. An ech mengen, do muss an Zukunft méi effikass geschafft ginn, fir dass mer net de Risiko lafen, dass mer eng Kéier richteg geklaakt gi vun der Kommissioun. Do hunn d'Zäite geännert, an do muss ee sech drun upassen, well dat ka richteg deier ginn.

Et ass richteg gesot ginn, dass et sech hei ëm eng Transpositioun vun enger Direktiv - mä net „la directive et rien que la directive" - handelt, mä mer dervu profitéiert hunn, fir eng Rei zousätzlech Froen ze regléieren oder zumindest ze thematiséieren, fir an Zukunft drop zréckzekommen.

Ech wëll dat ganz kloer hei soen: Mat deenen heite punktuellen Ännerungen um Dokteschgesetz an un deene Professiounen, déi nach drunhänken, ass d'Diskussioun net ofgeschloss. Mir wäerten déi Législatioun missen op de Leescht huelen an eng Rei vun Adaptatioune maachen, sief dat fir nei Forme vun Zesummenaarbecht ze regelen, sief dat fir d'Diskussioun ze féieren, wéi mer eng Planifikatioun an deen dote Beräich erakréien - dat ass hei an den Diskussiounen opgewise ginn -, sief dat, dass mer un den Dokteschberuff eng Rei vu Konditioune knäppen, well ech fannen, dass et haut net méi ubruecht ass, fir liewenslaang en Droit d'exercice ze kréien, deen net konditionéiert ass; an da sinn ech bei deene Propositiounen, wou et ëm d'Formation continue geet.

Ech si wéi jiddwereen heibannen a wéi déi meescht Dokteren der Meenung, dass et net ka sinn, dass en Dokter net regelméisseg eng Formation continue suivéiert. Dat gehéiert zum Beruff. Een, deen dat net mécht, ass entweder ee Genie, déi si ganz selten an deem dote Beräich, oder e verpasst Wesentleches. An do geet et net nëmmen ëm seng Intérêten, well e schafft mat Mënschen, an do geet et ëm d'Intérête vun deene Mënschen. Do däerfe mer also net no dem Intérêt vun de Minoritéite kucken, mä hei musse mer nom Intérêt vum Patient kucken.

Mir kréien déi doten Diskussioun selbstverständlech och am Rahme vun deem Gesetz, wat mer deemnächst wäerte presentéieren iwwert d'Droits et devoirs vum Patient. Och do gëtt dat thematiséiert.

Ech wëll dem Här Huss fir eng Kéier seng Hoffnung huelen, dass ech eng Motioun einfach esou géif unhuelen. Well en eigentlech dat iwwerhëlt, wat am Regierungsprogramm festgehalen ass. Well d'Regierung sech verflicht huet, fir d'Formation continue ze reglementéieren.

Wat de Fong ugeet, sinn ech mat senger Motioun d'accord, sinn och bereet, an déi dote Richtung ze œuvréieren. Mä wat d'Formulatioun ugeet, hunn ech meng Problemer. A wann den Deputéierte se an där doter Form bäibehält, da muss ech soen, si ass superfétatoire, well se dat fuerdert, wou mer amgaang sinn drun ze schaffen. Wat et awer net manner richteg mécht. Mä et muss een net Saachen, wou ee souwisou wëllt drugoen, nach dozou opfuerderen, sech dozou opfuerdere loossen.

Et ass ganz richteg, dass eng vun den Haaptdiskussioune ronderëm d'Sproochekenntnisser gelaf ass. Ech gehéieren zu deenen, déi d'Sproochekenntnisser, d'Sproochefro net als Bagatelle dohistellen. Och hei erëm eng Kéier ass et wichteg, dass Patient an Dokter sech verstinn, vice versa. An, dass een also muss d'Viraussetzunge schafen, dass dat Versteesdemech, dass dat Verstoe vun de Problemer vum Patient séchergestallt ass. Mir butéieren do op eng Rei vun europäesche Bestëmmungen.

Trotzdeem mengen ech, dass mer hei dee Sputt, dee mer hunn, konnten esou wäit wéi méiglech notzen, an dass et elo op d'praktesch Handhabung vun deenen Dispositiounen ukënnt, déi mer hei festgehalen hunn. Wou mer soen, dass et wichteg ass, dass Kenntnisser an deenen dräi Sproochen ausräichen. An dass mer, wann et noutwendeg ass, oder wa mer Suspiciounen hunn, dass dat net de Fall ass, en Test maachen, dass mer de Kandidat - an där gëtt et der an der Zwëschenzäit vill - op Häerz an Niere kënne préiwen.

An da géif ech gär dat Geriicht gesinn, wann et evident ass, dass den Dokter de Konditiounen net entsprécht, fir sech kënne mam Patient ze verstännegen, géif ech gär dat Geriicht gesinn, dat eis verueerteelt, well mer de Rechter vum Patient vis-à-vis vun enger Selbstverständlechkeet, déi den Dokter eigentlech misst respektéieren, de Virrang ginn.

Mir si jiddefalls bereet, dat dote pragmatesch ze applizéieren. Zesumme mam Collège médical, dee keng einfach Aufgab huet, mä wou mer gesinn hunn an der Vergaangenheet, dass mer riskéieren, iwwerrullt ze gi vu Kandidature vun Dokteren aus Nopeschlänner, wou d'Konditiounen net esou gutt sinn, fir d'Medezin ze explizéieren, fir d'Fins de mois ze arrondéieren.

Ech nennen déi, mat deene mer an der Zwëschenzäit konfrontéiert sinn, d'Cityhopperen: Dat sinn déi, déi eng Haaptpraxis an engem Nopeschland hunn an hir Fins de mois versichen opzerënnen doduerch, dass se och nach eng Praxis hei zu Lëtzebuerg opmaachen, sech awer laanscht d'Obligation de garde, laanscht d'Obligation de continuité des soins drécken. Ech mengen, dass mer eis do dergéint musse wieren an zesumme mat der Professioun eng Diskussioun ophuelen, eis awer och déi noutwendeg juristesch Argumenter apaken, fir net bei där éischter Geleeënheet definitiv bueden ze goen an eis da méi wéi ze doen, wéi mer dat eigentlech verdéngen.

Ech sinn och definitiv der Meenung, dass mer an Zukunft op eng Programmation médicale musse setzen. Mir hunn am Moment e Réseau vu Generalisten, deen nach wäitgehendst intakt ass, mä et muss een och kucken, wéi den Alter evoluéiert, an et muss ee kucken, wat ënnerwee ass. Et muss een, wann een déi Médecine de base wëllt promouvéieren als ee vun den Haaptpiliere vun eiser medezinescher Grondversuergung, och bereet sinn, Incitatiounen ze schafen, fir deen dote Beruff méi attraktiv ze maachen.

Ech wäert och Propositioune maachen, fir de Beruff vum Hausdokter - dat gefält mer vill besser wéi de Begréff Generalist - als Spécialité à part entière unzëerkennen. Well een, dee sech an allem gutt auskennt, dat ass net nëmmen een, dee vun allem e bëssen huet, mä dat ass een, deen de Gesamtiwwerbléck, dat globaalt Gefill nach huet. An ech mengen, dat ass e Spezialist wéi déi aner.

Ech hunn domat d'Fro vun de Cityhopperen ugeschwat. Ech wollt eng aner wichteg Fro nach uschwätzen: Dat ass déi vum Service de remplacement, deen elo eng Base légale kritt doduerch, dass mer déi Konditiounen, déi mer ausgehandelt hu mat dem repräsentative Verband vun den Dokteren, elo iwwer Règlement grand-ducal actéieren. Dat ass eng gutt Saach. Mir hunn elo den Exercice en groupe nach net reglementéiert, mä wa mer d'Dokteschgesetz op de Leescht huelen, musse mer dat maachen.

Frou sinn ech driwwer, dass mer endlech en Instrument kréien, fir wa mer manifest geféierlech oder gesondheetsgefährdend Praktike begéinen, dass mer direkt kënne reagéieren. Et ass geckeg, dass ee bis elo, wann ee manifest geféierlech Praktiken - an déi si selten, mä si existéieren - begéint huet, fir d'Éischt huet missen een Expert, en zweeten Expert an dann en drëtten Expert nominéieren, fir dann no enger laanger Prozedur kënnen ze reagéieren.

Hei an Zukunft: Wann eppes manifest ass - an ech sinn do ganz gär bereet, mat der Dokterschaft, mam Collège médical a mat jiddwerengem, dee wëllt matdiskutéieren, ze diskutéieren, fir eng wäitgehendst Unité de vue ze kréien -, dann ass et noutwendeg, dass een direkt reagéiert an dass ee geféierlech Leit - där sinn et der net vill - direkt aus dem Verkéier zitt an dann eréischt déi komplizéiert Prozeduren hëlt. Well hei geet et ëm Mënschen an et geet ëm Mënscheliewen!

Ech wollt just ganz kuerz nach op e puer Interventiounen oder e puer Froen agoen, ënner anerem déi vun der Madame Mergen iwwert déi Undeitung, dass ee kéint de Conventionnement a Fro stellen. Conventionnement oder net Conventionnement, dat deelt d'Welten hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, dass et kloer am Regierungsprogramm festgehalen ass, dass een um Prinzip vum Conventionnement festhält. Dat heescht, dat ass eng vun deene Konditiounen, déi eis eng éischtklassesch Medezin fir jiddweree garantéieren.

Mä derniewent kann ee sech awer d'Fro stellen, ob ee jiddweree muss an dee System eraloossen an ob et net och Leit gëtt, déi een dobausse ka loossen, ouni dass déi sech dann eng gëllen Nues kënne verdéngen. Well et sinn der, déi wäre frou, wa se dobausse wären, well se da mengen, si kéime besser ewech. De Gros allerdéngs - an dofir kommen der jo esou vill op Lëtzebuerg - mengen, dass de Conventionnement hinne ganz gutt Konditioune gëtt. An déi, déi gutt Konditiounen am Conventionnement sichen, géifen dobausse bleiwen, wa se och aus dem Conventionnement géifen eraus bleiwen.

Et ass awer e Seeldanzakt, an do däerf een net oniwwerluecht bougéieren. Et muss een also kucken - mat deenen noutwendege rechtlechen Argumenter am Réck -, wéi een do ka versichen ze verhënneren, dass Leit, déi zu Lëtzebuerg net gebraucht ginn an déi souguer kontraproduktiv si fir d'Gesondheetswiesen, well se sech laanscht elementar Flichten drécken, wéi een déi kann dobaussen halen.

Doriwwer eraus, mengen ech, ass de Gros gesot. Ech wollt nach eng Kéier drop hiweisen, dass heimat eis Aarbecht an deem heite Beräich net ofgeschloss ass, dass an deenen nächste Méint eng weider Diskussioun op eis zou wäert kommen, wa mer d'Assurance maladie wäerte reforméieren. Do ginn och eng Rei vu wichtege Froen a Saachen Zesummenaarbecht mat deene verschiddenen Acteuren am Gesondheetswiese gestallt.

An dann d'Diskussioun iwwert d'Patientenrechtsgesetz, dat och an deenen nächste Woche respektiv Méint wäert sprochräif sinn. An deem Sënn soen ech Iech en häerzleche Merci a wënsche mer, dass dat Gesetz hei mat enger gréisstméiglecher Majoritéit gestëmmt gëtt.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kéimen dann elo zum Vote vum Projet de loi 6062. Den Text steet am Document parlementaire 6062[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Dann de Vote par procuration.

Domat ass de Vote ofgeschloss. Resultat: De Projet de loi 6062 ass mat 57 Votante gestëmmt ginn, 53 derfir a 4 non, keng Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Norbert Haupert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger

Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par. M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Henri Kox;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Mir kéimen dann zum nächsten…

(Interruptions)

Ah, mir hunn nach d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel. Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Da kéime mer nach zu der Motioun vum Här Huss.

Motion 1

Den Här Minister hat scho virdru Stellung geholl. Dee wollt an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Jo, ech mengen, bei där Motioun hei geet et mir iwwerhaapt net ëm d'Prioritéiten, ob d'Regierung dat wollt maachen oder net wollt maachen. Ech si frou, wann d'Regierung dat souwisou wëllt maachen. Ech wier och frou, wa mer d'Motioun trotzdeem kéinten an d'Kommissioun mat eranhuelen a se do en suspens halen. Et weess ee jo ni, ob dat herno effektiv sech dann esou ergëtt oder net ergëtt. Da wier se awer nach ëmmer do, an da kéint een dann nach nodréiglech an der Kommissioun doriwwer diskutéieren. Ech gesinn dat als e Supplément. Als e Supplément gesinn ech dat un, fir dann ze soen, wann et drop ukënnt, ass dat e Supplément, eventuell als Begleedung zu deem, wat d'Regierung eventuell wëllt maachen.

Mme le Président.- Wie freet dozou d'Wuert?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Madame President, also ech géif mengen, dass een net systematesch all Motioun sollt an d'Kommissioun iwwermëttelen. An deem heite Fall huet d'Regierung sech engagéiert, dass mer zesumme mat der Chamber net nëmmen diskutéieren, mir wäerten handelen. Ech géif proposéieren, dass mer d'Motioun an där doter Form oflehnen.

Plusieurs voix.- Trés bien!

Mme le Président.- Domat gëtt de Vote gefrot. Frot Der den elektronesche Vote?

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Jo.

Mme le Président.- Oder duerch Handophiewen?

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Neen, elektronesch.

Mme le Président.- Den elektronesche Vote. D'Motioun vum Här Huss gëtt zum Vote gestallt.

Vote sur la motion 1

Wien derfir ass, stëmmt mat Jo. D'Votes par procuration sinn och all gemaach.

Domat ass de Vote ofgeschloss. Et si 57 Voten ofginn: 19 Jo, 38 Neen. Domat ass d'Motioun vum Här Huss ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 18 voix pour et 39 voix contre.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Norbert Haupert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Mir kéimen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar d'Heure d'actualité, déi vun deene Grénge gefrot ginn ass iwwert d'Preventioun vun den Ëmweltursaache beim Kriibs. Den Här Huss huet d'Wuert. Et sinn nach ageschriwwen als Riedner: den Här Oberweis, den Här Berger, d'Madame Err an den Här Colombera. Den Här Huss huet dann elo d'Wuert als Vertrieder vun deene Gréngen, déi déi Debatt ugefrot hunn.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la prévention sous le point de vue des causes environnementales du cancer et sur la lutte au niveau international pour une meilleure règlementation concernant les produits chimiques

Exposé

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Jo, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo net déi éischte Kéier, datt mer hei an dëser Chamber iwwert d'Problematik vum Kriibs an och vu Kriibspreventioun an deem Kontext schwätzen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Et ass net onbedéngt en agréabele Sujet, well vill Leit esou Froe léiwer verdrängen. Mä et bleift awer, datt de Kriibs leider ee vun deene gréisste Problemer an der Gesondheetspolitik vun allen Industriestate bleift. Et gëtt all Joer eng relativ héich Zuel vun neie Fäll, oft Broschtkriibs, Daarmkriibs, Longekriibs, Prostatakriibs, Hirntumeuren, Leukämie bei Kanner, an dat weiderhin op engem vill ze vill héijen Niveau.

Beim Kannerkriibs zum Beispill soen offiziell d'Statistiken aus Europa, datt et zu enger Augmentatioun vun ee bis zwee Prozent pro Joer souguer bei de Kanner kënnt. Jiddwereen hei am Sall, deen hei sëtzt, huet mat grousser Wahrscheinlechkeet a senger Famill oder a sengem Bekanntekrees scho Bekanntschaft gemaach mat betraffene Leit, déi Kriibs hunn oder haten.

Obscho bei enger Partie Kriibsaarten haut eng Iddi verbessert Heelungs- an Iwwerliewenschancë bestinn, wéi dat fréier de Fall war, ass dat awer leider generell net de Fall. Am Allgemengen ass dat leider net de Fall. Leider ass et bei villen neie Fäll vu Kriibs, déi optauchen, nach ëmmer esou, datt et zu engem héije Prozentsaz un Doudesfäll oder vu schlechten Iwwerliewenschancë kënnt.

Ech wëll statistesch just zwee Beispiller erausgräife vun eisem direkten Nopeschland Frankräich. Lescht Chifferen do si folgend: D'lescht Joer, am Joer 2009, sinn 203.100 nei Fäll vu Kriibs a Frankräich bei de Männer opgetaucht, 154.600 nei Fäll bei de Fraen, an d'Estimatioune vun der Mortalitéit duerch dee Kriibs war bei de Männer 84.700 a bei de Fraen 62.100. Fir d'USA, engem méi grousse Land, engem méi grousse Stat, waren et am Joer 2009 ronn 1,5 Milliounen nei Fäll, dovunner 562.000 elo schonn dout.

Ech mengen, de Minister vun der Gesondheet, dee kéint vläicht, wann en d'Donnéeë bei sech huet, och e puer ähnlech Chifferen iwwer Lëtzebuerg soen, wéi do d'Verhältnisser hei zu Lëtzebuerg sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt leider nach ëmmer vill ze vill Kriibs, ze vill Leed a weiderhin och en héije Käschtepunkt fir d'Krankekeesen, deen domadder verbonnen ass. An duerfir musse mer alles drusetzen, fir de Gros vun de Kriibsfäll kënnen ze verhënneren, kënnen ze prevenéieren. D'Reaktioun vu jiddwer eenzelnem Betraffenen ass no der Diagnos Kriibs meeschtens: „Firwat? Firwat grad ech? Firwat huet dat mir misse passéieren?

Dës Fro nom Firwat ass eigentlech jo d'Fro, wéi dat alles hätt kënne verhënnert ginn. Et ass d'Fro no den Ursaachen do dervun, firwat datt ee Kriibs kritt huet. Während vun de Medeziner, vun den Onkologen dës Fro meeschtens guer net gestallt gëtt, well et dann drëm geet, fir an deem Noutfall ze kucken, wat een therapeutesch, wann iwwerhaapt, géint dee spezifesche Kriibs vun deem Patient kann ënnerhuelen, muss sech awer fir d'Gesondheetspolitik, fir d'Santé publique allerdéngs d'Fro vun den Ursaache stellen. Net nëmmen, fir vill perséinlech Leed, zumindest deelweis, kënnen ze verhënneren, mä och, fir de Käschtepunkt vun eiser liicht kranker Gesondheetskeess nach am Gréff ze behalen.

Well Kriibstherapien am Allgemengen net grad bëlleg sinn, a well grad och déi nei Kriibsmedikamenter, déi an der rezenter Vergaangenheet vun de Pharmakonzernen op den europäesche Marché bruecht goufen, skandaléis deier sinn, an dat bei enger Wierksamkeet, déi absolut minimal oder souguer zweifelhaft ass, well ganz oft dobäi d'Iwwerliewenszäit mat e puer Wochen oder zwee, dräi Méint héchstens absolut minimal ass, bei oft gläichzäiteg ganz schwéieren Niewewierkungen.

Also, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen a Saache Kriibs eng seriö Politik vu Preventioun; mir brauchen nach vill méi a méi eng global Preventioun, wéi dat haut de Fall ass.

Elo kënnt Der mer jo soen, mir maachen dach scho vill Preventioun vu Säite vum Ministère aus, vu Säiten och vun der Fondation nationale contre le cancer. Dat stëmmt sécherlech och. An ech wëll dat hei ganz däitlech erklären, datt mer zum Beispill deen hartnäckege Kampf vun der Fondation nationale contre le cancer a Saachen Zigarettekonsum, Alkohol an esou virun absolut ënnerstëtzen. Ech wëll hei och nach eng Kéier betounen, datt wéinst dem Tabagisme passif mir als Gréng zum Beispill e Fëmmverbuet a Bistroen, an Diskothéiken an och méi héich Präisser fir d'Zigaretten absolut géife begréissen.

Dat gesot, musse mer awer, an dat ass den eigentlechen Objet vun dëser Heure d'actualité, hei och eng Partie vu kritesche Remarquë maachen a Saache Kriibspreventioun, a vun dohier och eng Partie politesch Ännerungs- a Verbesserungsvirschléi maachen. Dofir hunn ech och eng Motioun gemaach, op déi mer hannenno wäerten zréckkommen.

Wouranner besteet eis Kritik un der bishereger Kriibspreventiounspolitik? Si besteet doranner, Dir Dammen an Dir Hären, datt bis elo dat absolut Schwéiergewiicht vun där Preventiounspolitik ausgeriicht blouf un Informatioun an Opklärung iwwer individuell ongesond Verhalensweisen, Comportementer vu jiddwer Eenzelnem. Ongesond Verhalensweise wéi dann eben zum Beispill d'Fëmmen, wéi ze vill Alkohol, net genuch Bewegung, Obésitéit an ongesond Ernährung.

Dat bleift sécherlech alles och wichteg a richteg, mä derbäi gëtt awer dee wahrscheinlech wichtegste Preventiounsfacteur vergiess; et kann ee souguer soen, datt dee Facteur bis elo sträflech négligéiert an deelweis souguer verharmlost ginn ass. Nämlech de Facteur vun där globaler Pollutioun, där mer alleguerte stänneg ausgesat sinn, där Pollution à faible ou très faible dose chemescher Natur oder physikalescher Natur, dat heescht Strahlen als Verursaacher, Cofacteuren oder Promoteure vu Kriibs.

Nach a rezente Publikatioune viru ronn sechs Méint oder engem Joer, zum Beispill vun der Fondation nationale contre le cancer, gëtt dësen Ëmweltfacteur an hire Publikatiounen nach mat héchstens zwee, dräi Prozent Undeel un der Entstehung vu Kriibs total verharmlost. An dat op der Grondlag vun zweifelhaften epidemiologeschen Etüden, déi gemaach gi waren 1981 vum Sir Richard Doll. De Sir Richard Doll, dat war deemools de Guru vun der Kriibsepidemiologie. Dat war wéi gesot 1981, wou deen déi Etüd publizéiert huet, an datselwecht ass och nach gemaach ginn an den 90er Jore vun Epidemiologen, déi sech op ähnlech Methoden an Zuele wéi de Sir Richard Doll a senger Etüd vun ‚81 beruff haten.

Fir nëmmen ze illustréieren, wéi et zu esou Zuele ka kommen, wéi esou Zuele kënnen total verfälscht ginn, wéilt ech hei kuerz soen, datt deen éierewäerte Kriibsepidemiolog vun 1981, deen déi Zuelen do vun zwee, dräi Prozent Ëmweltursaachen an d'Welt bruecht huet, datt dee Sir Richard Doll noweisbar - noweisbar! - finanzéiert war vun dräi grousse chemesche Firmen: vun ICI, vun Dow Chemical an, vun 1981 u mat 1.000 Dollar den Dag, vu Monsanto, an zwar fir Chemikalien, gefëierlech Chemikalien a Schuedstoffer wéi zum Beispill Vinylchlorid, PCBen, Dioxinen als Verursaacher vu Kriibs ze verharmlosen oder souguer total ze niéieren.

Déi epidemiologesch Fuerschungsresultater vun esou korrupte Wëssenschaftler hu leider déi ganz 80er an 90er Joren an eigentlech bal bis haut d'Grondlag vun der Theorie duergestallt, datt Ëmweltrisike bei Kriibs nëmmen eng absolut minim Roll géife spillen. An et gouf elo dofir endlech Zäit, datt et domadder Schluss ass an datt et zu engem Ëmdenken an dësem Sënn kënnt.

Niewent Fëmmen an e puer manner bedeitenden individuelle Comportementsaspekter ass eis polluéiert Ëmwelt sécherlech den Haaptrisikofacteur bei der Entstehung a Verbreedung vu Kriibs. Dat sot schonn e bekannte franséischen Onkolog a Kriibsfuerscher, de Professeur Dominique Belpomme, a sengem Buch mam Titel „Ces maladies créées par l'homme" am Joer 2004, an elo nei an engem wëssenschaftleche Review-Artikel an der medezinescher Zäitschréft „Carcinogenesis vum Oktober 2009.

Dat sot och schonn iwwregens d'Weltgesondheetsorganisatioun 2006 an engem Rapport ënnert dem Titel „Preventing disease through healthy environments". 24% vun alle Krankheete wären - laut WHO - ëmweltbedéngt. A pro Joer kéinten am Fall vu Kriibs ronn 1,4 Millioune Kriibsdoudeger verhënnert ginn, prevenéiert ginn, wann eng seriö Ëmweltpreventioun géif gemaach ginn.

Mä dat wichtegst an och komplettsten Dokument iwwert déi Haaptursaach an iwwert dës Haaptëmweltursaache vu Kriibs ass sécherlech en neit Dokument, wat ech lech hei weise vun 240 Säite vum sougenannten „President's Cancer Panel aus den USA, wat am Abrëll 2010, also virun zwee Méint an den USA un den amerikanesche President Obama geriicht ginn ass.

An deem Dokument gëtt Kloertext geschwat iwwert déi zahlräich Ëmweltfacteuren an eisem Ëmfeld, déi all zu Kriibs kënne féieren an déi laut dësem brisante Rapport verhënnert a prevenéiert misste ginn. Dee Bericht weist um Schluss och eng Partie Pisten a Preventivmesuren op, déi mir als Gréng an eiser Motioun hannenno praktesch wuertgläich konnten iwwerhuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, dëse Rapport un den amerikanesche President, dee brécht mat där bishereger Logik vun der Preventiounspolitik a Saache Kriibs. Niewent Tubak an Alkohol gëtt an deem Rapport als Haaptrisikofacteur fir Kriibs an aner Krankheete ganz kloer eis Expositioun zu Chemikalien, zu Pestiziden, zu Fungiziden, zu Herbiziden, zu Bioziden, zu Schwéiermetaller, zu Flammschutzmëttelen, zu Weichmacher an esou virun duergestallt - eis Belaaschtung mat deene Chemikalien oder och mat Strahlung. Et geet nämlech och iwwer Elektrosmog an deem Rapport Rieds.

Dëse Rapport no Auditioune vun deene 45 beschten US-Kriibsfuerscher an ënnert der Responsabilitéit vum amerikaneschen National Cancer Institute, vum National Institutes of Health an dem US-Department of

Health and Human Services mam Titel „Reducing Environmental Cancer Risk seet gläich am Ufank, datt den „Panel vun deene Kriibsfuerscher huet misse feststellen, datt bis haut op eng sträflech Aart a Weis - op eng sträflech Aart a Weis! - all déi Ëmweltrisike beim Kriibs total vernoléissegt gi sinn. Si schwätze vun 80.000 Chemikalien um amerikanesche Marché a vun honnerten oder dausenden, déi noweisbar kéinte Kriibs induzéieren. An deem Rapport gëtt op vill Risiken higewisen, net nëmme fir en Erwuessenen, mä scho fir de Fötus am Mammebauch, dee scho kriibserreegende Substanzen ausgesat ass.

M. le Président.- Här Huss, Dir misst awer elo esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Ech sinn och um Schluss ukomm. An de Rapport plädéiert also ganz kloer derfir, net nëmmen déi Ëmweltursaachen endlech unzëerkennen, mä och dann eppes politesch ze änneren an der Preventioun. Nämlech hinzegoen a Richtung vun enger méi grénger Chemie a vu Produiten, déi méi biodégradabel a méi gesond sinn, an hin a Richtung vun enger Nahrungsketten, déi dann net méi esou belaascht ass, hin zu engem Paradigmewiessel an der Medezin a Richtung vun der Santé environnementale a vun der Ëmweltmedezin.

Déi Saachen hu mer alleguerten an eiser Motioun och erwähnt. Mir mengen, datt et wichteg wier, déi bishereg Preventiounspolitik ze ergänzen duerch de Volet ëmweltmedezinesch Preventioun. A mir hoffen, datt mer an déi Richtung kënne goen, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä insgesamt, well mer soss nach an den nächste Jore ganz vill vun neie Fäll vu Kriibs wäerten erliewen.

Hei ass déi Motioun, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que les maladies du cancer constituent un fléau extrêmement grave pour les personnes concernées ainsi que pour les systèmes de santé;

- regrettant que les nouveaux cas détectés restent à un niveau trop élevé malgré des efforts de prévention et de détection précoce et malgré certains progrès en matière de prise en charge;

- constatant les prix absolument exorbitants de certains médicaments nouveaux à efficacité très douteuse;

- constatant le coût très élevé de la prise en charge des maladies du cancer pour les caisses de la santé;

- prenant en considération qu'une prévention efficace incluant tous les facteurs déclenchant le cancer doit être mise en place ou renforcée afin d'éviter un grand nombre de drames personnels et des coûts élevés pour les systèmes de santé publique;

- considérant que les causes environnementales d'un très grand nombre de cancers n'ont pas été prises en compte à leur juste mesure jusqu'ici dans les campagnes internationales de prévention du cancer;

- considérant pourtant que des études scientifiques récentes de haut niveau analysant les causes sous-jacentes de cette épidémie de cancers concluent à une part très importante de facteurs de pollution chimique ou physique dans la genèse de beaucoup de cancers;

invite le Gouvernement

- à prendre en considération les analyses et conclusions de ces études;

- à intensifier ses efforts de prévention en la matière en n'insistant pas uniquement sur les facteurs de style de vie ou de comportement individuel - tabagisme, alcool, nutrition, obésité -, mais à prendre en compte aussi et surtout les causes environnementales et psychosociales dans la genèse des cancers;

- à œuvrer dans ce sens en faveur de régulations nationales et européennes plus strictes et plus précautionneuses face aux risques sanitaires des substances cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, des substances appelées «perturbateurs endocriniens» ainsi que face aux risques sanitaires de sources physiques des rayonnements divers;

- à œuvrer au niveau européen en faveur de productions et de produits plus biodégradables et plus sains, et donc pour une «chimie verte»;

- à intégrer dans la formation et dans la formation continue des médecins des éléments préventifs de santé environnementale;

- à lancer des campagnes d'information visant la prévention des risques chimiques ou physiques au lieu de travail et dans l'habitat («indoor air quality»);

- à prendre des mesures préventives spécifiques vis-à-vis du cancer de l'enfant.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

M. le Président.- Merci dem Här Huss. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et brouhaha)

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, vill Produkter aus dem alldeegleche Liewen, déi eis ëmginn, enthale chemesch Substanzen, déi schiedlech an och gëfteg Auswierkungen op eise Kierper an op d'Ëmwelt hunn. Dës Substanze kënnen a bestëmmte Fäll, et ass grad erwähnt ginn, Kriibserkrankungen ervirruffen. Ech wëll drop hiweisen, an der Rumm vun dem Gesetzesprojet iwwer REACH hu mer dat hei och relativ gutt diskutéiert.

D'Europäesch Kommissioun huet dofir eng Agence zu Helsinki gegrënnt, wou déi eenzel chemesch Substanzen, déi en Impakt op de Mënsch an d'Ëmwelt kënnen hunn, ënnersicht ginn, sou dass si ënner Ëmstänn net op de Maart komme kënnen.

An der hei zitéierter Studië gëtt drop higewisen, dass duerch schiedlech chemesch Produkter et och zu Kriibserkrankunge kënnt. An doriwwer eraus och duerch Ëmweltaflëss. Dat ass net nei.

Hei zwee kleng Beispiller aus der Geschicht vun de Wëssenschaftler. Éischtens, d'Fuerscherin d'Madame Marie Curie ass am Joer 1934 un de Suitë vun de chemesche radioaktive Stoffer, deene si hiert Liewe laang ausgesat war, gestuerwen.

An zweetens, de Lëtzebuerger Fuerscher Henri Tudor ass un de Suitë vun enger Bläivergëftung am Zesummenhang mat senge Fuerschungen am Bläiakkumulator am Joer 1928 gestuerwen.

Déi bekannte Kriibsaarte ginn op - wéi festgehale ginn ass - natierlech an technesch Ursaachen zréckgefouert. Wat déi natierlech Saachen ubelaangt, wëll ech hei nëmmen een zitéieren, deen eis am alldeegleche Liewe begéint: Dat ass de Radon, e chemescht Element. Hie stellt fir ons hei am Land e groussen Undeel vun der natierlecher Belaaschtung duer, an de Radon trëtt virun allem an alen Haiser a schlecht duerchlëften Haiser op. Wann de Radon an eise Longen zerfält, dann trëtt Alphastrahlung op, an dat rifft Longekriibs ervir. Mir verbesseren dat hautdësdags duerch eng besser Ofdichtung an eng performant Beliëftung.

Duerch déi technesch Entwécklungen, déi de Mënsch an deene leschte Jorzéngte massiv gemaach huet, kënnt et och zu Kriibserkrankungen. Den honorabelen Här Huss ass dorop agaangen. Ech brauch et net hei ze widderhuelen. D'Konzentratioun vun de schiedleche chemesche Substanzen an de Wunnraim ass eng Ursaach dovunner. Wie weess net iwwert d'Ausdonstunge vun Holzschutzmëttelen, vun dem Formaldehyd, vun de Faarwen a Lacken, de Buedembeleeg a Kliefstoffer? Souguer an de Baumaterialië stelle mer fest, dass do gëfteg Substanzen ausgeschéckt ginn a mir doranner liewen.

(Interruption)

Dat hutt Dir elo gesot gehat. Maja, dann huele mer dat zur Kenntnis.

Ech ginn e Punkt weider. D'Dioxinen an d'Furanen, déi bei der Verbrennung optrieden, mussen aus der Ëmwelt erausgehale ginn. Dofir ass zum Beispill eng permanent Kontroll bei der Sidor-Verbrennungsanlag zu Leideleng virgesinn. D'Dioxinen a Furane sinn an der Natur schlecht ofbaubar; si fannen awer, wa se erauskommen, de Wee iwwert d'Liewensressourcen an d'Planzen an d'Déieren an an d'Mënschen. Den Asbest, dee jorelaang an eise Gebaier als e Brandschutzmëttel agesat ginn ass, gëtt haut erëm erausgeholl an eliminéiert. Och hie gëtt als Ursaach vum Kriibs ugesinn.

Dann ee Punkt, dee mer haut ëmmer méi an d'Diskussioun kréien, sinn d'Particules fines - de Feinstaub -, déi duerch d'Verbrennungsprozesser ënner anerem am Dieselmotor ervirgeruff ginn. Well déi Particule-finen awer nëmmen eng Längt hu vu 500 bis 2.000 Nanometer, stelle se eng ganz grouss Gefor beim Ootmen duer. Besonnesch héich ass d'Konzentratioun an de Stied a laanscht staark befuere Stroossen. Do ass dann d'Loft fir déi Awunner relativ staark belaascht.

Eng weider Kriibsursaach sinn déi ioniséierend Strahlen, mat deene mir haut permanent belaascht sinn. Déi elektromagnetesch Strahlung - mir bezeechne se ganz allgemeng als Elektrosmog - beaflosst d'Mënschen duerch d'Uwendung an de séllechen Apparater, déi eist Liewen haut jo esou einfach sollte maachen. Déi nidderfrequent Strahlung, wéi se bei den Héichspannungsleitungen erausgeet, stellt awer mat hire 50 Hertz eng manner grouss Gefor duer no den Expert-Aussoen. Mä d'Héichfrequenzfelder, ënner anerem e Mobiltelefon, eis Handyen a Mikrowell, dat sinn der vun enger ganz anerer Dimensioun. Den Aussoen no vun der Weltgesondheetsorganisatioun - WHO - ass et awer momentan net méiglech, e Kausalzesummenhang opzebauen tëschent hiren Ursaachen an den erfollegte Kriibsfäll. Do leien nach vill Etüde virun ons. Déi Etüd, déi den Här Huss virgestallt huet, ass eng an enger ganzer Rei, déi nach wäerte kommen.

Mä maache mer eis awer keng Illusiounen! Duerch de permanente Gebrauch vun onsen Handyen, notamment bei de Kanner ënner zwielef Joer, wäert et awer net ausgeschloss sinn, dass mer an der Zukunft mat méi Kriibsfäll wäerte belaascht ginn.

Et ass kloer, d'Kriibserkrankung berout net nëmmen op enger Ursaach, mä op engem Zesummespill vu villen an oft ënnerschiddleche Facteuren. Bei villen Tumore läit eng Mëschung aus Liewensstil an der Genetik vir. D'Doktere schwätzen hei vu sougenannte multifaktoriellen Ursaachen.

Maache mer eis awer näischt vir! D'Ëmweltbelaaschtung, där mir ausgesat sinn, déi eng direkt Konsequenz vun onsem deegleche Liewen ass - mir missten also e bësse vill ëmänneren, wa mer dat missten eraushuelen -, ass eng wichteg Ursaach. Et ass deemno wichteg, duerch Gesetzer a Reglementer den Afloss vun de chemesche Substanzen ze reduzéieren. Op null ze reduzéieren, packe mer net méi. D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dofir all déi néideg Mesuren, déi an deem Zesummenhang fir d'Verbesserung vun eiser Liewensqualitéit duerch eng erhéichte Preventioun geholl musse ginn.

M. le Président.- Här Oberweis, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Ma dofir soen ech Merci, Här President, fir d'Nolauschteren.

(Hilarité)

A Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt dem honorabele Muck Huss Merci soe fir seng Initiativ. An ech wëll och direkt soen, hien ass jo e groussen Expert an där Matière. Hien huet dat och relativ ausféierlech duergestallt. Et ass net einfach, fir dann nach herno no esou engem kompetente Riedner hei eppes zousätzlech anzebréngen. Och de Marcel Oberweis, ee vun deenen anere Virriedner, ass ganz caléiert an deene Saachen, an dofir ass et dann net esou einfach, fir nach nei Elementer anzebréngen.

Mir wëssen awer, datt ëmmer méi Etüden aus de leschte Joren drop hiweisen, datt et eng Rei Zesummenhäng gëtt tëschent Kriibserkrankungen a verschiddenen Ëmweltaflëss. Dat ass vläicht net direkt e Paradigmewiessel, mä trotzdeem gëtt den Akzent ëmmer méi op déi Ëmweltaflëss geluecht, wat vläicht fréier net esou de Fall war. Den Här Huss huet dat och scho gesot, datt fréier ee praktesch systematesch dovunner ausgaangen ass, datt am Fong geholl d'Ursaach vun der Kriibserkrankung beim Mënsch selwer géif leien. Zum Beispill, datt e géif ze vill fëmmen, datt e géif schlecht iessen, oder datt dat och eventuell genetesch veranlagt wier.

D'Ëmweltaflëss sinn an der Fuerschung, an der Kriibsfuerschung och doduerjer an der Vergaangenheet e bësselche vernoléissegt ginn, wat och bewierkt huet, datt dann d'Informatioun an d'Preventioun an deem Beräich och net esou wäit entwéckelt gi sinn, souwuel um internationalen Niveau wéi awer och an den eenzelnen Aktiounen, preventiven Aktiounen och um nationalen Niveau.

Bon, sécherlech ass et och esou, datt Queeschverbindunge bestinn tëschent op där enger Säit deenen endogenen Ursaachen, fir et emol esou ze nennen, an den Aflëss vun der Ëmwelt, wou also d'Aflëss vun der Ëmwelt kënnen eng Prédispositioun, déi ee vläicht huet als Mënsch, nach verstäerken. Dobäi muss een natierlech och Ënnerscheeder maachen tëschent deenen Ursaachen, Ëmweltaflëss, déi - kéint ee soen - natierlecher Ursaach sinn.

E Beispill: Wann een ze laang an der Sonn ass an do da massiv UV-Strahlen ausgesat ass, dat kann dann Hautkriibs bewierken. Et gëtt awer och aner Ëmweltfacteuren, an ech mengen, et si méi déi, déi haut viséiert sinn, Ëmweltfacteuren, zum Beispill Produiten, déi mir als Mënsch produzéieren, chemesch Produiten an ähnlecher.

Bon, et ass elo also dann noutwendeg, datt mer musse kucken, méi den Akzent bei der Preventioun vu Kriibserkrankungen op déi Ëmweltaflëss ze leeën, souwuel bei der Informatioun vun de Bierger, awer och bei eisen Aktiounen an der Politik. Et ass jo och op dat, wou den Här Huss haut higewisen huet, wat ech och nëmme kann ënnerstëtzen.

Do gëtt et zwee Beräicher. Op där enger Säit d'Ëmweltpolitik, déi concernéiert ass, well si jo - wéi soll ech dat formuléieren? - iergendwéi an deem Domän zoustänneg ass, wou dann oft déi Saache verursaacht ginn, an awer och op där anerer Säit d'Gesondheetspolitik.

Et muss ee soen, wat d'Ëmweltpolitik ubelaangt, datt an de vergaangene Joren awer eng Rei Efforten, Initiativen an déi Richtung vu Preventioun gemaach gi sinn. Éierlechkeetshalber muss een awer och soen, datt dat ganz oft vu Bréissel komm ass, datt dat duerch Direktiven op europäeschem Plang war, ob dat elo eng Direktiv REACH war, ob dat d'Direktive sinn am Beräich vu Bioziden, ob dat Direktive waren am Beräich vu Reduktioune vu schiedleche Gaser, CO_2, NO_xen, Dioxinen an esou weider.

Ech sinn awer och mam Här Huss d'accord, datt ee muss kucken, datt een do nach weider Effortë mécht, datt een do wierklech soll de Principe de précaution spille loossen, an datt et also och noutwendeg ass, wann esou Dossieren zu Bréissel diskutéiert ginn, datt eis zoustänneg Ministeren, déi do d'Lëtzebuerger Positioun vertrieden, och wierklech ëmmer bei deene sinn, déi déi strengst Norme sollen ustriewen.

Ech sinn och d'accord mam Här Huss, wann e monéiert, datt um Niveau hei vu Lëtzebuerg de Gesondheetsdepartement, de Gesondheetsminister och weider gefuerdert ass, fir hei nach méi proaktiv ze schaffen. An der Preventioun musse mer do virukommen. De Gesondheetsminister ass also och hei gefuerdert.

Et ware verschidde Sujeten, déi ugeschwat gi sinn. Zum Beispill den Tubak, d'Ernährung, mä awer och aner Elementer. Wa mer hei an der Chamber sinn, kommen ech net derlaanscht, fir awer vun eisem Teppech ze schwätzen. An ech hoffen och do, datt de Gesondheetsminister den Deputéierten tatkräfteg kann zur Hand goen.

E lescht Wuert zu där Motioun, déi mer nach net virleien hunn, mä déi wäerte mer presentéiert kréien. Ech kéint mer virstellen, an Dir kënnt lech och virstellen, opgrond vun deem, wat ech elo gesot hunn - d'Madame Brasseur seet mer, datt se elo ausgedeelt ginn ass -, mä ech kéint mer awer virstellen, well mer och wëssen, wéi den Här Muss, den Här Huss - pardon! - engagéiert ass an deem Dossier, an och wann Der mir elo nogelauschtert hutt, da kéint ech mer virstellen, datt mer déi Motioun och kéinten ënnerstëtzen.

Dat gesot, soen ech och Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Och ganz besonnesch, datt en d'Zäit ganz genau respektéiert huet. An elo kritt d'Wuert d'Madame Lydie Err.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech mengem Virriedner uschléissen, fir ze soen, dass, wann een den Här Huss hei héieren huet, da géif een am Fong mengen, et wier alles gesot, an et genéiert ee sech bal, nach eng Kéier dat eent oder dat anert hei erëmzehuelen. Dofir fänken ech un, wou een normalerweis ophält, mat senger Motioun, déi menger Meenung no alles erëmhëlt, wat wichteg ass a fënnef verschiddene Punkten. An ech perséinlech wier bereet, déi ze ënnerschreiwen, och wann et net méi néideg ass, well d'Ënnerschrëfte schonn drop sinn. Dat souwäit zum Inhalt.

Ech schwätzen hei als bekennende Laien a Gesondheetssaachen, mä als interesséierten oder als engagéierte Gesondheetsamateur, dee fläisseg alles liest, wat mat Gesondheet ze dinn huet, a besonnesch alles, wat vun Antikriibspäpst geschriwwe gëtt. Ech muss awer agestoen, dass a mengem Onwëssen et heiansdo schwéier ass, mäi Wee duerch den Irrgarten vu verschiddene Gesondheetskriibspäpst erëmzefannen.

Dofir denken ech, dass et net vill Wäert huet, hei elo op Therapien anzegoen, mä deen Aspekt, deen haut zur Diskussioun steet, deen ass a mengen Ae gefillsméisseg jiddefalls erginn, dat heescht, den Zesummenhang tëschent Kriibs an Ëmwelt. An déi Dossieren, déi ech probéiert hu mer unzeliesen, ob dat elo amerikanesch oder - wéi nennt een et? - WHO- oder europäesch Etüde sinn, ass et ganz kloer, dass e groussen Undeel vun de Kriibsdoudecher erwisenermoosse sollen duerch Ëmweltfacteure sinn.

D'Prozenter changéieren tëschent 25 an 30%, an, wann ee weess, dass an deenen Expertisen een ëmmer och muss kucken, wien d'Expertise bestallt huet, da sinn déi Chifferen u sech mat Virsiicht ze genéissen.

Wichteg schéngt et mir, dass et net méi méiglech ass, ze contestéieren, dass d'Ëmwelt an alles, wat domadder ze dinn huet, ob dat elo Tubak ass, ob dat d'Sonn ass oder aner Strahlungen oder all déi chemesch Substanzen, déi de Muck opgezielt huet an déi ech hei net nach eng Kéier wëll opzielen, ass et am Fong net méi esou wichteg ze wëssen: Wéi ass de Prozentsaz oder wou ass den Haaptaccent ze setzen? Wichteg ass et, dass mer probéieren, preventiv eppes dergéint ze maachen.

An dofir, Här Minister, wier ech Iech och dankbar, wann Der déi Motioun, déi hei virläit, géift unhuelen. Well déi weist de gudde Wëllen. Déi hëlt un, wat d'Experten op der ganzer Welt, op verschiddene Kontinente gären zouginn. An dass mer eppes musse maachen, wësse mer. Also pake mer et un!

Ech mengen, dass ee kann als Laien och Laienargumenter bréngen. Mech perséinlech huet et iwwerzeegt, wann ee mer seet, dass an Asien déi Kriibsfäll, déi an Europa haaptsächlech heefeg sinn, dat heescht Broscht, Côlon, Prostate, dass et déi an Asien eigentlech net an där Proportioun gëtt, mä dass d'Leit, déi aus Asien an Europa plënneren, no der éischter oder zweeter Generatioun déi nämlecht Symptomer hu wéi d'Europäer. Ech mengen, dass dat eent vun den Argumenter ass, wat beweist, dass et net nëmmen un d'Gene gebonnen ass, ganz minimal jiddefalls, mä dass d'Ëmwelt an de Liewensstil, dee mat der Ëmwelt geet, ouni Zweifel mateneen an en Zesummenhang ze bréngen sinn.

Ech fannen et och interessant als Motivatioun, fir ze erklären, dass Etüden, déi gemaach gi sinn, notamment a Skandinavien, an Dänemark, wou se e ganz gudde Registre génétique hunn, wou probéiert ginn ass, bei Adoptivkanner festzestellen, ob déi Adoptivkanner déi Krankheeten oder Kriibsen entwéckelen, entweder vun hire biologeschen Elteren oder eventuell d'Gesondheetssituatioun vun hiren Adoptivelteren. Ganz kloer ass bei där preziser Etüd och erauskomm, dass et de Liewensstil ass. Dat heescht also, dass d'Krankheetsbiller vun den Adoptivelteren déi sinn, déi bei den Adoptivkanner kommen. All dat beweist, dass et…

(Interruption)

Ganz kloer! Dat heescht, dass et net un d'Gene gebonnen ass, mä un de Liewensstil, un den Environnement. An ech mengen, dass dat eigentlech och net méi contestéiert gëtt. Dass d'Proportioun vun deenen ëmweltgebonnene Kriibser net festzestellen ass, ass u sech kee Problem. Mir wëssen, dass et eng Envergure ass, déi net méi ka contestéiert ginn. Et ass och hautdësdags, mengen ech, keen - ech hu jiddefalls keng rezent Etüd fonnt -, deen de Contraire géif behaapten. Sou dass ech denken, dass mer gutt géifen drun doen, déi Motioun do unzehuelen, an dat ze maachen, wat muss gemaach ginn, wa mer net wëlle weiderfueren, eis Leit stierwen ze loossen u Kriibser, déi mer hätte kënnen évitéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Err. An elo kritt nach den Här Jean Colombera d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. An zwou Minutten. Merci, Här Huss. Also fir mech ass d'Preventioun, déi normal Preventioun, déi ass fir mech feelgeschloen. Well Dir hutt jo scho gesinn, dass, wann Der Zigarette kafe gitt, do steet: „Fumer nuit à la santé." An trotzdeem ginn d'Leit dann hire Pak Zigarette kafen. Ech mengen, dat ass u sech net dee richtege Wee, dee mer mussen aschloen.

Wichteg ass fir mech, dass deen Dokter, deen de Patient begleet, wann e krank ass, Kenntnisser huet, an e muss eng ëmweltpolitesch Ausbildung hunn, fir dass en direkt ka reagéieren, direkt kann déi richteg Analyse maachen, fir dass de Patient direkt ka behandelt ginn. Ech mengen, dat ass deen éischte Message, deen ech hei wëll iwwermëttelen. Dat ass deen allerwichtegsten. Well e Patient u sech, dee kann nëmmen eppes änneren dee Moment, wou e krank ass, an net am Virfeld. An duerfir ass fir mech dat Wichtegst, wann en Dokter eng ëmweltpolitesch Ausbildung huet, wou en dann dee Moment de Patient kann orientéieren.

Wichteg ass et fir mech awer och, wann et Preventioun soll ginn, da soll déi vun der Politik gestart gi vun uewen. Mä duerfir musse mer eis e Kader ginn. An ech hu scho virun enger Rei vu Jore gesot, mir missten eng Assurance prévention an d'Welt ruffen an déi misst komplementar sinn zur Assurance maladie.

Ouni d'Cotisatiounen ze héijen an deem Sënn, dass mer, wa mer elo eng Cotisatioun vu 5,40 fir d'Assurance maladie hunn, misste mer dohinner goen, eng Assurance prévention an d'Liewen ze ruffen, déi zum Beispill mat 0,25 dotéiert wier. Déi 0,25, déi mer an der Preventioun hunn, déi géife mer da bei der Assurance maladie ewechhuelen. Domat géife mer d'Programmer finanzéieren, an dann dat Joer drop kucken, wéi dann d'Auswierkung do ass. Wann et da muss sinn, géife mer dann nach eng Kéier 0,25 fir d'Preventioun derbäisetzen an 0,25 vun der Assurance maladie ewechhuelen. Dat heescht, mir géifen eis en Instrument ginn, fir eng Balance ze fannen tëschent Maladie a Preventioun, ouni d'Cotisatioune weider ze belaaschten.

Dat gesot, Här President, ech si mat der Motioun vum Här Huss d'accord.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo. Här Minister, Dir hutt eng Véirelstonn.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech wëll direkt soen, dass ech dann haut dovu wäert profitéieren, fir mäin Zäitkonto erëm definitiv op null ze stellen. Ech sinn dem President nach dräi Minutten an e puer Sekonne schëlleg. An ech géif dann haut dovu profitéieren, fir dass ech erëm bei null stinn.

Ech si ganz frou iwwert déi Diskussioun, déi mer de Mëtteg an enger ganz nuancéierter a konstruktiver Approche féieren an déi drop erausleeft, dass mer beim Kriibs definitiv a Richtung Ursaachebekämpfung an net a Richtung Symptombekämpfung ginn. An enger ganzer Rei vu Beräicher ass dat scho bal a Fleesch a Blutt iwwergaangen. Bal, soen ech, nach net ganz; an anere Beräicher gëtt et nach Nohuelbedarf.

Den Här Huss zitéiert de Rapport vum President's Cancer Panel. E kéint och eng Rei vu Viraarbechte vum Europäesche Parlament zitéieren, déi alleguer zu därselwechter Konklusioun kommen: Dass d'Zuel vun de Kriibse leider nach ëmmer steigt, och souguer berengegt vun der Liewenserwaardung, an dass virun allem, an dat ass méi grave, d'Zuel vun de Kriibse bei klenge Kanner weider steigt. Dat interpel-

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

léiert, an dat féiert eis dozou, dass mer iwwerall do, wou mer et kënnen, op d'Ursaache mussen awierken.

Mir kennen der eng ganz Rei a mir wierken an der Zwëschenzäit op eng Rei vun Ursaachen an. Mä mir däerfen eis Efforten net reng focaliséieren op dat, wat elo wierklech gebetsmühlenaarteg ëmmer an ëmmer widderholl gëtt: gesond Ernährung, Bewegung, déi notoresch gesondheetsschiedlech Gidder entweder op der Säit loossen oder anerer ganz räsonnabel benotzen.

Doriwwer eraus musse mer, mengen ech, méi staark eis focaliséieren op d'Emweltaflëss, déi incontestabel sinn. Do, wou se bis elo am stäerksten nogewise gi sinn, dat ass am Beräich vun der Aarbecht. Do gëtt et exzellent Etüden, an do si mer och esou wäit, dass mer eng Rei vu Beruffskrankheeten, eng Rei vu Risikofacteuren unerkennen, déi kënnen zu enger Rei vu Kriibse féieren. Dat ass net méi contestéiert. Ähnlech ass et bei der Pollutioun vun den Innenraim, wou mer an deene leschte Jore ganz grouss Erkenntnisser kritt hunn a wou mer eis zum Deel och d'Moyenë ginn hunn, fir kënnen dorop ze reagéieren.

Ech hu virdru gesot, dass eigentlech de Wëssensstand am beschten ass bei der Santé au travail, well mer do net nëmmen d'Risiken definéiert hunn, mä och kënnen d'Konsequenzen haut net erschöpfend, mä wäitgehend constatéieren. An der Zwëschenzäit gëtt et 16 professionell Canceren, déi vun der Assurance accident am Joer 2008 unerkannt gi sinn. Dat wëllt net heeschen, dass dat se alleguer sinn, mä d'Assurance accident huet an deem Joer 16 Kriibsen unerkannt, wou se gesot hunn, do ass eng ganz grouss Présomptioun, dass dat opgrond vun der Aarbecht zréckzeféieren ass. Do waren zwielef Longekriibsen derbäi, dräi Kriibse bei de Sinusen an an der Nuesgéigend. Sou dass een dat doten also sécher net däerf erofspillen. Do gëtt et seriö Risiken.

Mir hunn och an der Santé au travail probéiert, fir déi Postes à risques och mat deem dote Bléckwénkel ze definéieren, an do konnt an der Zwëschenzäit eng breet gestreeten Etüd iwwert d'Postes à risques an der Zesummenaarbecht mat ganz ville Betriber gemaach ginn.

Do, wou mer ganz grouss Fortschrëtter konnte maachen, dat ass bei der Détectioun vu Risikostoffen a Gebaier. Do ass de Bilan och net ze bagatelliséieren, well mer iwwer eng Rei vu Jore constatéiert hunn, dass an der Regel pro Joer a 40% vun de Fäll Belaaschtunge festgestallt gi sinn, déi kënnen zu enger Gesondheetsgefährdung féieren.

Et ass och net esou, dass mer an deene leschte Jore keng Effortë gemaach hunn, fir d'Risike vun enger Expositioun an der Ëmwelt fir d'Gesondheet ze begéinen. An do wëll ech ënnersträichen, dass et hei net nëmmen ëm de Kriibs geet, mä dass eng ganz Rei vun anere Krankheeten ëmweltbedéngt kënnen entstoen.

Do hu mer drop reagéiert. Ech wëll Iech just à titre indicatif eng Rei vu Moossnamen opzielen, déi awer zu enger Risikominderung féieren: zum Beispill d'Iwwerwaachung an d'Reduktioun vun den Nitraten am Drénkwaasser; zum Beispill d'Gesetz géint den Tubak, wou mer wäerten deemnächst driwwer diskutéieren, wéi mer de Schutz vun deenen, déi net wëlle matfëmmen, verbesseren; dann de Verbuet vun der Benotzung vu manifest cancérigène Stoffer, d'Législatioun an d'Surveillance vun de Postes à risques; den Développement vu Servicer, d'Ëmweltmedezin, d'Servicer am LNS, d'Divisioun vun der Santé au travail respektiv déi aarbechtsmedezinesch Servicer; eng Rei vu Servicer ronderëm d'Aarbecht, ënner anerem d'ITM; d'Sensibiliséierung géint déi potenziell Risike vu Strahlen iwwer GSM oder Héichspannungsleitungen; Informatioun, Virbereedung, Sensibiliséierung fir d'Risiken, déi beim Bau, wann een dat net sënngeméiss mécht, kënnen entstoen; dann déi Surveillance vun de Kleng-Stëbs-Partikelen iwwert den Environnement; Campagnen iwwer, an dat ass jo och en Ëmweltafloss, d'Genéissen oder den Abus vun der Sonn, déi zoustänneg ass fir eng ganz Rei vun Hautkriibsen; d'Schafung vun eisem Service de sécurité alimentaire.

Da si mer amgaang, déi Zesummenaarbecht um europäesche Plang net nëmmen ze begleeden, mä ze beaflossen an ze incitéieren. An ech wëll do nach eng Kéier dem Här Huss an och eise Leit, déi aktiv matschaffen, e ganz häerzleche Merci soen. Lëtzebuerg ass an där doter Thematik ganz kloer op der Kaart. Déi Leit, déi bereet sinn, mat doriwwer ze diskutéieren, huelen déi Lëtzebuerger Aarbechte ganz eescht. An dofir soen ech och en häerzleche Merci. Et ass net fir näischt, wou mer 2005 ënner eiser Présidence eng vill bëuechte Konferenz organiséiert hu mat Publikatiounen. An deem Geescht sinn Nofolgekonferenzen zu Parma an elo och vun de belsche Kolleegen, déi wäerte gemaach ginn.

Ech si ganz domat d'accord, dass een an der Gesondheet an an der Gesondheetsfinanzéierung besser huet, fir virzesuergen, amplaz herno mat der Strenz a mat de Suen hannendrun ze lafen, wou een eigentlech vill méi bëlleg hätt besser Resultater kënnen erreechen, an dozou gefouert hätt, dass d'Gesondheet net kapott gi wär.

Ech well awer och zum Schluss drop insistéieren, dass déi heiten Thematik net eng reng Thematik Gesondheet ass. Selbstverständlech ass d'Approche am Intérêt vun der Gesondheet. Mä d'Thematik muss pluridisziplinär, multidisziplinär ugepaakt ginn, nom Motto: „D'Gesondheet am Zentrum vun alle Politiken". Do gëllt et, den Environnement an aner Wirtschaftsaktivitéite mat anzebannen, fir effikass kënnen ze schaffen.

Da mengen ech, ass et och wichteg, dass een déi doten Thematik mat abezitt, wann een industriell Anlagen oder Neibaute mat Ëmweltafloss genehmegt. Et ass leider esou, dass a ganz ville Genehmegungsprozeduren d'Santé net mat agebonnen ass an, wann d'Kand bis am Pëtz läit, no der Santé geruff gëtt, fir dass d'Santé dat alles erëm an d'Rei bréngt. Dofir wär et ganz gutt, wa mer a Genehmegungsprozeduren d'Gesondheetselementer an och d'Gesondheetsautoritéite géife mat abannen.

Ech wéilt als Konklusioun soen, dass mer eng ganz Rei vun Efforten…

(Interruption)

M. le Président.- Dir leit nach ganz gutt, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech leien exzellent. Ech hunn nach…, ech leien exzellent. Dofir wëll ech ënnersträichen, dass et gutt ass, dass mer aus deene gudden Etüden, déi an der Zwëschenzäit virleien, déi richteg Konklusiounen zéien, dass mer um nationale Plang weider aktiv bleiwen, eis Aktivitéit intensifiéieren an um europäesche Plang zu deene Lokomotive gehéieren, déi aus deem Thema hei eng Prioritéit maachen.

Dofir wäert et Iech net iwwerraschen, dass ech d'Motioun vum Här Huss mat enger ganz klenger Modifikatioun… - wou mer proposéieren, dass mer et net sollen entaméieren, mä solle persévéréieren an deenen Efforten, déi mer maachen, a wou ech mengen, dass och den Auteur domat d'accord ass - dass ech Iech géif bieden, déi Motioun unzehuelen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister, dee bal véier Minutte guttgeschriwwe kritt. En ass an engem liichte Plus.

Vote sur la motion 1

A mir sinn och an engem Plus, fir kënnen ze stëmmen. Mir sinn nämlech genau zu 31, sou datt mer nach kënnen déi Motioun à main levée ofstëmmen.

Wien ass mat der Motioun vum Här Huss d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Da géif ech Iech Merci soen.

Mir sinn domadder och schonn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 6., 7. an 8. Juli virgesinn. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.45 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 37, 38 et 39

Communications page 511

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 511

Ordre du jour pages 511-512

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 512

- Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 512

- Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 512-513

- Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice page 513

- Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 513-514

- Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 514

- Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 514-515

- Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances page 515

- Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture page 515

- Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes anti-char par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense) pages 515-516

6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval pages 516-520

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le phénomène de harcèlement moral («mobbing») dans notre société pages 520-523

Dépôt d'une résolution par M. André Bauler page 524

Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels pages 524-543

Résolution de M. André Bauler relative à l'analyse et à la discussion du harcèlement moral au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission du Travail et de l'Emploi et invitation aux réunions de commission des partenaires concernés et des experts page 544

Dépôt d'un projet de loi page 544

6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro pages 544-549

6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; 4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé pages 549-554

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la prévention sous le point de vue des causes environnementales du cancer et sur la lutte au niveau international pour une meilleure règlementation concernant les produits chimiques pages 554-557

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°15** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0538	André Hoffmann	Recettes supplémentaires par la fiscalité
0559	Fernand Kartheiser	Crypte funéraire de la Comtesse Ermesinde
0578	André Bauler	Centres de développement et d'attraction régionaux
0591	André Bauler	Musée national de la technique
0608	François Bausch	Construction d'une piste cyclable dans le cadre du projet du nouveau viaduc ferroviaire de Pulvermühl
0632	Camille Gira et Jean Huss	Logements pour curés
0637	Roger Negri	Contamination à la dioxine de maïs labellisé «bio»
0643	Claude Meisch	Construction des lycées de Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains
0644	Félix Braz	Congé linguistique introduit par la loi du 19 février 2009
0645	Gilles Roth	Loi du 31 mars 2010 portant approbation de plusieurs conventions fiscales
0646	Marie-Josée Frank	Implications de la loi du 23 octobre 2008 relative à la nationalité luxembourgeoise sur la composition des commissions consultatives communales pour étrangers
0651	André Bauler	Soutien aux chômeurs disposés à créer leur propre entreprise
0653	Jean Colombera	Télésanté
0655	Fernand Kartheiser	Indemnité de chômage
0659	Martine Mergen	Prescriptions médicales transmises par «voie de télécommunication»
0660	Eugène Berger	Stade de football et centre commercial à Livange - Site
0661	Eugène Berger	Stade de football et centre commercial à Livange - Études
0662	Fernand Kartheiser	Examen des lois budgétaires nationales par la Commission européenne
0666	Marc Spautz	Organisation scolaire
0667	Ben Fayot	Taux de réussite des étudiants luxembourgeois
0669	Claude Haagen	Abattoir d'Ettelbruck
0670	André Hoffmann	Déductibilité fiscale des frais d'ordinateur personnel pour les enseignants
0671	Marc Spautz	Hausse du prix de l'électricité
0672	Jean Colombera	Sécurité routière
0673	Jean Colombera	Réanimation cardio-pulmonaire
0676	André Bauler	Musée d'histoire de la ville de Diekirch
0677	Marc Spautz	Certificat de scolarité
0679	Fernand Etgen	Centre de tri pour la distribution du courrier postal à Wiltz
0680	Carlo Wagner	Pont frontalier de Grevenmacher
0681	André Bauler	Plateforme d'accueil pour les investisseurs étrangers
0683	Roger Negri	Suppression du «Ruffbus»
0685	Henri Kox	Construction d'une ligne haute tension par la société SOTEL - PAG
0686	Henri Kox	Construction d'une ligne haute tension par la société SOTEL - CREOS
0687	Carlo Wagner	Réforme de la nomenclature dentaire
0688	Lucien Lux	Tunnel de Howald
0689	André Bauler	Origine des produits offerts dans la restauration scolaire
0690	Fernand Kartheiser	Cimetière pour animaux domestiques
0692	Ben Fayot	Future affectation d'un immeuble au boulevard de la Pétrusse appartenant à l'État
0693	André Bauler	Congé-jeunesse
0694	Fernand Kartheiser	«Plan de réussite scolaire»
0695	Marc Spautz	Centre commercial à Esch/Lallange
0697	Jean Colombera	Programmes agroenvironnementaux
0699	Marcel Oberweis	Prix enregistrés des appartements au 1er trimestre 2010
0710	André Bauler et Fernand Etgen	Formation professionnelle
0712	André Bauler	Programme d'étude des classes de 4e ES

Question 0538 (25.3.2010) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant les **recettes supplémentaires par la fiscalité:**

Monsieur le Premier Ministre a récemment déclaré que, pour atteindre l'équilibre budgétaire de l'État, il faudrait fixer l'impôt de solidarité à 13%, et Monsieur le Ministre des Finances a précisé, d'autre part, qu'un relèvement de 1% du taux marginal maximal de l'impôt sur le revenu engendrerait une recette supplémentaire de 39 millions d'euros. Je suppose que ces calculs précis se sont basés sur les revenus actuels.

Monsieur le Ministre pourra-t-il répondre avec la même précision aux questions suivantes:

1. Quelle serait la recette supplémentaire avec un taux marginal maximal de 48% (aujourd'hui avec 38% inférieur à celui de nos pays voisins)?

2. Quelle serait la recette supplémentaire avec un taux marginal maximal de 56%, qui était jadis en vigueur?

3. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les données de l'étude «Paying Taxes 2010» publiée par la Banque mondiale et PricewaterhouseCoopers, indiquant que le taux réel d'imposition des entreprises au Luxembourg («Total Tax Rate» - contributions sociales incluses) est de loin le plus bas de l'Union européenne et l'un des plus bas du monde?

4. Si oui, peut-on conclure qu'un relèvement du taux de l'impôt sur le revenu des collectivités à 25% (+ 4%) serait encore largement compatible avec la «compétitivité» fiscale de nos entreprises?

5. Quelle serait la recette supplémentaire engendrée par un tel relèvement?

Réponse (2.6.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Une augmentation des impôts, telle que suggérée dans la question parlementaire, conduirait théoriquement à une recette supplémentaire. Toutefois, le Gouvernement estime que ces calculs sont très théoriques, alors qu'une augmentation si massive des impôts conduirait à une délocalisation des activités économiques, notamment du secteur financier, avec une perte considérable d'emplois et, par conséquent, de recettes fiscales.

Complément de réponse (9.7.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En complément à ma réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Hoffmann, et conformément au souhait de ce dernier, j'aimerais apporter les précisions suivantes supplémentaires:

1. Une augmentation du taux d'imposition marginal maximal de 1% conduit à une recette supplémentaire d'environ 40 millions d'euros.

Par conséquent, on peut, théoriquement, estimer qu'une augmentation du taux maximal à 48% conduirait à une recette supplémentaire de 400 millions. À notre avis, il s'agit néanmoins d'un calcul tout à fait théorique. En effet, on ne peut extrapoler des recettes supplémentaires par un simple calcul arithmétique, parce qu'une telle estimation ne prend pas en compte les effets économiques négatifs induits par une telle augmentation importante des impôts.

Au-delà d'un certain niveau d'imposition, il est en effet à craindre que bon nombre d'emplois dans des secteurs économiques orientés vers le marché européen et international (notamment le secteur financier) ne soient délocalisés dans d'autres pays, de sorte qu'une augmentation des impôts conduirait à moins de recettes fiscales pour l'État.

2. Une augmentation des impôts avec un taux marginal maximal de 56% conduirait, en théorie, à une recette supplémentaire de près de 700 millions d'euros. Or, à notre avis, il n'en est rien. En effet, il serait très difficile de maintenir ou d'attirer vers le Luxembourg des emplois. Il faut en effet rappeler qu'au cours des dernières années, le taux d'imposition sur le revenu des personnes physiques a diminué en Europe, de sorte qu'on ne peut comparer la situation actuelle avec celle en vigueur à l'époque au Luxembourg.

Selon les données d'Eurostat, le taux d'imposition maximal moyen pour les personnes physiques dans l'Union européenne était en 2010 de 37,5% (42,4% dans la seule zone euro). Le Luxembourg doit donc, s'il veut encourager la création d'emplois, tenir compte de l'environnement fiscal international.

3. Il est difficile de comparer des taux d'imposition réels d'entreprises in abstracto, alors que ces taux varient généralement en fonction des secteurs économiques. Les possibilités légales de déductions fiscales rendent très difficiles toute comparaison. Je ne puis donc partager les conclusions de l'étude citée, ne disposant pas des hypothèses de base prises en compte.

4. Je ne pense pas qu'un relèvement de l'impôt sur les collectivités de 4% serait compatible avec notre politique consistant à attirer au Luxembourg et à y maintenir des entreprises créatrices d'emploi. Selon la dernière publication d'Eurostat de 2010, le taux maximal moyen sur le revenu des sociétés dans l'Union européenne est de 23,2% (25,7% dans la zone euro). Tant pour les personnes physiques que pour les sociétés, le Gouvernement souhaite garder un niveau en matière de fiscalité qui encourage le travail et la création d'emplois.

5. En théorie, une telle augmentation de 4% conduirait à une recette supplémentaire de près de 300 millions. Toutefois, plus encore que pour les personnes physiques, j'estime que l'État subirait une perte de recettes fiscales, alors qu'il est fort à parier que les entreprises ne choisiraient que difficilement notre pays pour y développer leurs activités.

Question 0559 (7.4.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **crypte funéraire de la Comtesse Ermesinde:**

De 1997 à 2000, le site archéologique de Clairefontaine a été restauré par les autorités belges avec le soutien financier du Grand-Duché. Maintenant, dix ans après cette restauration, la crypte funéraire de la Comtesse Ermesinde se trouve de nouveau dans un mauvais état, principalement en raison de l'humidité du caveau.

- Madame la Ministre est-elle consciente de ce problème et quelles sont les mesures qu'elle entend prendre pour remédier à cette situation, en concertation avec les autorités belges?

Réponse (13.7.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

L'honorable Député s'enquiert sur l'état de la crypte funéraire de la Comtesse Ermesinde située dans l'ancienne abbaye cistercienne de Clairefontaine, sur la commune d'Arlon en Belgique.

De 1997-2000, l'État luxembourgeois y a contribué, par son Service des Sites et Monuments nationaux et à titre exceptionnel, à des travaux de réhabilitation, notamment au niveau de la restauration de la chapelle qui abrite le tombeau de la Comtesse Ermesinde.

Comme tous les monastères cisterciens, l'ancienne abbaye de Clairefontaine est située dans une vallée riche en eau, par exemple la Durbach et la source St-Bernard. Une telle situation présente sans doute des avantages, elle entraîne cependant aussi des inconvénients. Tel est le cas de l'humidité qui remonte régulièrement dans les ouvrages en maçonnerie par l'effet de la capillarité.

La crypte où se situe le tombeau souffre manifestement de ce phénomène qui provoque la dissolution de la peinture et éventuellement de l'enduit sous-jacent. Une telle dégradation est tout à fait normale et inévitable au bout de dix ans.

Le monument appartient au doyenné d'Arlon et est géré par l'a.s.b.l. «Amis de l'Abbaye noble de Clairefontaine». Les membres de l'association s'occupent du site à titre purement bénévole et y investissent d'innombrables heures de travail non rémunéré. Ils sont parfaitement conscients du problème de la crypte et envisagent d'y remédier au cours de cette année. Le Service des Sites et Monuments nationaux se tient à leur disposition pour toute aide notamment du point de vue logistique, si cette aide est souhaitée et demandée.

Question 0578 (12.4.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **centres de développement et d'attraction régionaux:**

Le programme directeur d'aménagement du territoire de 2003 se propose de promouvoir, d'une part, les centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur et moyen (Luxembourg-ville, Esch-sur-Alzette et Nordstad). Sous le leitmotiv de la déconcentration concentrée, il mise, d'autre part, sur le développement de centres régionaux dans les trois districts du pays.

Dans cet ordre d'idées, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur la stratégie qu'il entend mettre en œuvre à moyen terme pour renforcer le rôle des localités appelées à assumer la fonction d'un centre régional sur les plans administratif, économique et social?

- Monsieur le Ministre peut-il préciser quels sont les projets étatiques prioritaires destinés à fortifier tout particulièrement les centres régionaux situés dans le district de Diekirch (Clervaux, Rédange, Wiltz et Vianden) et dans quel laps de temps ils pourront se concrétiser?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement est disposé à mettre un accent particulier sur la décentralisation administrative? Dans l'affirmative, quels sont les services publics qui pourraient faire l'objet d'une pareille décentralisation et quelles sont les localités qui en pourraient bénéficier?

Réponse (8.7.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député constate que le programme directeur d'aménagement du territoire de 2003 se propose de promouvoir, d'une part, les centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur et moyen. Sous le leitmotiv de la déconcentration concentrée, il mise, d'autre part, sur le développement de centres régionaux dans les trois districts du pays. Dans ce contexte, l'honorable Député souhaite poser quelques questions.

En premier lieu, il y a lieu de constater que le programme gouvernemental précise dans son chapitre relatif à l'aménagement du territoire que «la politique d'aménagement du territoire est une politique à long terme qui doit se situer largement dans la continuité».

C'est ainsi que le Gouvernement continuera la mise en œuvre de l'IVL et du programme directeur du territoire de 2003 qui précise notamment les objectifs prioritaires et mesures à développer pour «promouvoir le polycentrisme et la déconcentration concentrée» (objectif politique V dans le champ d'action - développement urbain et rural). La stratégie du Gouvernement en la matière s'articule par rapport aux mesures formulées par le programme directeur de 2003 et qui sont définies comme suit:

- maintenir un équipement satisfaisant dans les régions périphériques,

- promouvoir le système des centres de développement et d'attraction par le lancement d'une politique active de décentralisation,

- orienter la répartition de la population résidente, actuelle et future, en fonction du système des centres de développement et d'attraction.

Pour illustrer la mise en œuvre continue de cette approche, on peut citer - parmi d'autres exemples - la décentralisation des nouveaux lycées réalisés dans le cadre du plan sectoriel «lycées», l'adaptation des subsides attribués dans le cadre du pacte logement en fonction de la centralité des communes, la délocalisation de l'Université du Luxembourg sur le site de Belval ou bien encore l'ensemble des initiatives lancées dans le cadre de la convention «Nordstad» avec, notamment, le projet de loi portant création de communautés urbaines.

Il va de soi que les quatre plans sectoriels primaires en élaboration (transports, logement, zones d'activités économiques et paysage), à savoir les principaux instruments de mise en œuvre du programme directeur et de l'IVL, seront orientés de manière à concrétiser davantage l'objectif du polycentrisme et de la déconcentration concentrée, par exemple lorsqu'il s'agit de définir des priorités au niveau des infrastructures à développer.

En ce qui concerne en deuxième lieu les projets étatiques prioritaires destinés à fortifier les centres régionaux situés dans le district de Diekirch, il importe de rappeler tout d'abord que la stratégie développée par le programme directeur en matière de déconcentration concentrée ne se limite pas seulement à la réalisation de projets étatiques, mais demande également - dans le respect de l'autonomie communale - une stratégie appropriée de la part de la commune concernée et, si possible, en concertation avec les communes limitrophes dépendantes du centre régional.

En ce qui concerne les projets étatiques prioritaires destinés à fortifier les centres régionaux dans le district de Diekirch, il convient de mentionner les projets suivants:

Diekirch, Ettelbruck, Clervaux: transversale de Clervaux (projet routier majeur), N27A (B7) rond-point Fridhaff - échangeur Erpeldange, accès zone d'activités Fridhaff, nouveau lycée technique agricole à Gilsdorf, Nordstadlycée à Ettelbruck, infrastructures prioritaires pour le LT Ettelbruck et le Nordstadlycée, Lycée technique pour professions de santé Ettelbruck, infrastructures sportives à Diekirch, Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, fusion des communes, projets du plan sectoriel «zones d'activités économiques».

Rédange: suivi concernant l'évolution du premier lycée réalisé dans le cadre de la mise en œuvre du plan sectoriel «lycées», projets du plan sectoriel «zones d'activités économiques».

Wiltz: soutien étatique en ce qui concerne la revalorisation des friches de Wiltz, adhésion de Wiltz au Parc naturel de la Haute-Sûre; finalisation du projet du CIPA Wiltz.

Vianden: projets du plan sectoriel «zones d'activités économiques».

En ce qui concerne en dernier lieu la décentralisation administrative, il s'agit d'un élément de la stratégie développée par le programme directeur qui est à discuter à chaque fois que la réorganisation d'une administration étatique s'impose. Ainsi, le Gouvernement a précisé dans son programme gouvernemental qu'il «(…) s'efforcera, dans ce contexte, de mettre en place une politique de déconcentration des services publics». Les localités qui pourraient en bénéficier sont prioritairement celles définies comme centres de développement et d'attraction par le programme directeur, tout en tenant compte des besoins fonctionnels spécifiques des services publics concernés. Ainsi, l'Administration de la Nature et des Forêts sera décentralisée dans la Nordstad, en l'occurrence à Diekirch.

Question 0591 (16.4.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Musée national de la technique:**

Je viens d'apprendre que la commission muséale de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers collecte depuis des années des véhicules anciens ainsi que du matériel historique afin de les conserver au profit des générations futures. À l'heure qu'il est, les véhicules, équipements et outils spécifiques assemblés par ladite commission sont stockés dans deux halls et devront être restaurés. À noter également que la commission travaille en collaboration étroite avec l'Administration des Postes & Télécommunications, la Police grand-ducale, l'Administration des Douanes & Accises ainsi que l'association «Train 1900» en vue de la création ultérieure d'un «Musée national de la technique».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre de la Culture est-elle au courant du projet en question et peut-elle fournir des précisions sur une éventuelle coopération de son Ministère avec la commission muséale de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle me dire si ses services sont en train d'élaborer un concept muséal et si le Gouvernement s'est penché sur la question du site d'un pareil musée?

- Si tel est le cas, le Gouvernement a-t-il déjà procédé à l'estimation des coûts d'un tel projet? Quel en est le montant approximatif?

- En ces temps difficiles, quelles sont les priorités du Gouvernement sur le plan des infrastructures culturelles? La création d'un «Musée national de la technique» figure-t-elle parmi ces priorités?

Réponse (14.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En 2009, le Ministère de l'Intérieur a demandé aux experts allemands René König et Thomas Ebersbach d'élaborer un concept pour un futur musée des services de secours. Par la suite, l'idée initiale de créer un musée pour les besoins des services de secours a été élargie afin d'associer à ce projet la Police grand-ducale, l'Administration des Douanes et Accises, ainsi que l'Entreprise des Postes et Télécommunications. Une première étude a été remise au Ministère de l'Intérieur fin mars 2010. Cette première partie analyse les collections existantes des services publics concernés, étudie les attractions touristiques comparables dans nos pays voisins et notamment dans la Grande Région et propose un concept pour une «Maison des services publics» au Luxembourg. Les experts ont également comme mission de rechercher des sites potentiels pour un tel projet.

Il est prévu de discuter maintenant les conclusions des experts avec les acteurs concernés pour voir si le concept proposé répond à leurs besoins et attentes. En cas d'accord sur les propositions faites par les experts, il est prévu de peaufiner le concept général élaboré et de déterminer le coût d'un tel projet dans le cadre d'une deuxième étude.

Le Gouvernement se prononcera sur l'opportunité de la réalisation d'un tel projet, ainsi que sur la question du site pour un tel musée, lorsque l'étude finalisée sera disponible.

Question 0608 (23.4.2010) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **construction d'une piste cyclable dans le cadre du projet du nouveau viaduc ferroviaire de Pulvermühl:**

En relation avec l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire, il est prévu de construire un nouveau viaduc parallèle au viaduc existant de Pulvermühl (cf. plan directeur sectoriel «Transports»).

Actuellement les travaux de préparation sont en cours. Ce viaduc constitue la seule liaison directe et à géométrie plane entre le plateau du Fetschenhof-Cents et l'agglomération du Verlorenkost-Bonnevoie, deux quartiers de la ville de Luxembourg séparés par la vallée de l'Alzette.

Profiter de cette infrastructure pour améliorer également le réseau des pistes cyclables de la ville de Luxembourg serait une opportunité à ne pas rater. En effet, en ajoutant une piste cyclable sur ce viaduc, une liaison à géométrie plane pourrait faciliter les trajets entre les quartiers en question et formerait ensemble avec les autres infrastructures pour bicyclettes projetées (pont Cents-Kirchberg) un réseau cohérent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'il est également prévu de construire une piste cyclable dans le cadre du nouveau viaduc projeté?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner des renseignements supplémentaires en relation avec ce projet?

- Dans la négative, pour quelles raisons cette opportunité n'a pas été saisie?

Réponse (8.7.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur le nouveau viaduc à construire qui est parallèle au viaduc existant de Pulvermühl se prêtant, à son avis, particulièrement bien à inclure une piste cyclable afin de faciliter les trajets à vélo entre les quartiers de Cents et de Bonnevoie.

Tout d'abord, il échet de préciser que les travaux de construction du nouveau viaduc ferroviaire en question sont adjugés et le pont est actuellement en construction.

Pour réaliser maintenant une piste cyclable sur ce pont, il faudrait l'élargir de quelque trois mètres, ce qui aurait comme conséquence d'arrêter les travaux en cours avec toutes les conséquences financières et de délai que cela comporterait.

À noter d'ailleurs que la construction d'une piste cyclable n'était pas prévue lors de l'organisation du concours d'architecte en 2002.

Se poserait en outre une question de la sécurité des cyclistes en relation avec le problème de raccordement de la piste des deux côtés en cohabitation avec le trafic ferroviaire. En effet, alors que du côté du boulevard d'Avranches, le pont sera raccordé à la tranchée couverte qui mène à la Gare centrale, le pont est suivi du côté du Cents d'un perré d'une longueur de 500 mètres menant vers une tranchée ouverte se trouvant à une hauteur de 28 mètres. Ces raccordements devraient ainsi être également élargis en conséquence sur une longueur importante, ce qui augmenterait les coûts de façon considérable.

Enfin, il échet de préciser que l'itinéraire sollicité par l'honorable Député ne fait pas partie du réseau national des pistes cyclables. En effet, la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables prévoit la construction de telles liaisons, mais seulement par les communes, ceci d'autant plus qu'il s'agit dans le présent cas d'une liaison entre deux quartiers de la ville de Luxembourg.

Question 0632 (7.5.2010) de **MM. Camille Gira** et **Jean Huss** *(déi gréng)* concernant les **logements pour curés:**

Le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises stipule dans son chapitre IV «charges des communes relatives au culte», que chaque commune doit fournir gratuitement au curé ou desservant un presbytère, un logement ou bien à défaut de presbytère et de logement, verser une indemnité pécuniaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Combien de communes mettent encore à disposition un presbytère ou un logement? Combien payent une indemnité de logement aux curés?

- Quelle est la valeur locative de ces bâtiments, respectivement des sommes allouées aux curés pour se loger?

- Messieurs les Ministres jugent-ils opportun de maintenir ce privilège, sachant que les salaires des ministres du culte sont pris en charge par l'État?

- Considérant que le décret en question comporte toute une série de dispositions caduques, ne serait-il pas opportun de procéder à une réforme approfondie de ce texte?

Réponse commune (7.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région* et de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes:*

Quant aux deux premiers points de la question parlementaire le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ne dispose pas d'éléments statistiques permettant de répondre. Il y a lieu, le cas échéant, de requérir les éléments de réponse auprès des communes concernées alors que celles-ci gèrent leur patrimoine immobilier selon le principe de l'autonomie communale. La tutelle administrative n'intervient qu'en cas de changement d'affectation ou d'aliénation des biens en question.

En réponse à la question s'il serait opportun de procéder à une réforme approfondie du décret en question, il convient de souligner que l'application pratique du décret doit être posée dans le contexte concordataire voire constitutionnel.

Question 0637 (11.5.2010) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **contamination à la dioxine de maïs labellisé «bio»:**

En Allemagne, la contamination à la dioxine de maïs labellisé «bio» provenant d'Ukraine et destiné à l'alimentation d'animaux prend une ampleur de plus en plus grande. Selon les médias allemands, des fermes d'élevage de poules dans neuf États fédéraux auraient été fournies de ce maïs contaminé. Des tests auraient révélé des traces de dioxine dans des œufs bio, ce qui a conduit les autorités allemandes à interdire à plusieurs fermes l'écoulement de leurs produits sur le marché.

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces faits? Est-ce que des fermes luxembourgeoises sont susceptibles d'avoir acheté du maïs contaminé?

- Est-ce que des tests ont été réalisés pour vérifier si le maïs importé, respectivement les œufs bio vendus au Luxembourg sont contaminés? Dans l'affirmative, quel est le résultat de ces tests?

Réponse commune (9.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'affaire du maïs contaminé par des dioxines a été découverte dans le cadre d'un programme de contrôle applicable à tous les États membres et défini dans la directive 96/23/CEE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôle à mettre en œuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits. Ce programme prévoit la recherche de plusieurs centaines de substances chez les animaux producteurs de denrées alimentaires. Dès qu'un résultat est positif pour une substance donnée, l'État membre concerné recherche l'origine de la contamination et, grâce au système de traçabilité en amont et en aval prévu par le règlement (CE) 178/2002, mène des investigations afin de découvrir éventuellement d'autres établissements impliqués directement ou indirectement. Par ailleurs, en cas de découverte d'une anomalie, celle-ci, ainsi que tous les résultats des investigations y afférents, sont notifiés immédiatement à la Commission européenne via le système d'alerte rapide. Au cas où des établissements situés dans d'autres États membres sont concernés, ces États membres en reçoivent automatiquement la notification via le système d'alerte rapide.

Au stade actuel des investigations le Luxembourg n'a pas encore reçu de notification comme quoi une entreprise luxembourgeoise serait impliquée dans cette affaire. Dès que les médias allemands ont révélé le problème, le Luxembourg a suivi les investigations dans le système d'alerte rapide et il s'avère que le maïs en provenance d'Ukraine a été distribué à plusieurs entreprises aux Pays-Bas et à une entreprise en Belgique, qui par la suite ont fait la distribution de la production. De cette façon les lots d'aliments contaminés ont fait leur apparition en Allemagne. Pour l'instant aucune exploitation agricole ou entreprise d'aliments pour animaux au Luxembourg ne semble impliquée dans cette affaire.

Concernant les analyses, il faut savoir que les effets de la dioxine apparaissent avec un certain décalage dans le temps. Lors de l'absorption avec des aliments pour animaux, elles s'accumulent au niveau des tissus graisseux où elles sont détectées (œufs et viande). C'est pourquoi dans ce cas-ci, étant donné que l'origine de la contamination se situe au niveau de farines animales, un contrôle renforcé des aliments pour animaux pour les dioxines a été mis en place. Seulement après un certain temps les dioxines peuvent faire leur apparition dans les aliments d'origine animale suite aux effets cumulatifs dans les tissus adipeux.

En ce qui concerne les œufs, le programme de routine élaboré suivant la directive 96/23/CEE précitée restera inchangé. Lors de résultats positifs, il est évident que les produits susceptibles d'être concernés seront retirés du marché et que le retracement aura lieu.

Question 0643 (11.5.2010) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **construction des lycées de Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains:**

Dans le cadre de son discours sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que la construction des lycées prévus à Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains serait retardée et avait motivé cette décision par des raisons de financement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si cette décision du Gouvernement tient compte des prévisions, retenues pour chacune des trois régions concernées dans le plan sectoriel «lycées», concernant l'évolution du nombre d'élèves susceptibles de fréquenter dans les prochaines années un établissement scolaire de l'enseignement secondaire?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire dans quel stade se trouvent actuellement les planifications pour les trois lycées susmentionnés et pour quand leur ouverture est prévue?

Réponse commune (2.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Claude Meisch souhaite avoir des informations sur les projets des trois lycées prévus respectivement à Clervaux, à Differdange et à Mondorf-les-Bains, dont la réalisation sera reportée pour des motifs d'ordre budgétaire.

En effet, la construction prévue de trois nouveaux lycées à Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains répond effectivement à des besoins en espace scolaire supplémentaire constatés dans les régions afférentes et correspond à la phase 2 dans l'ordre des priorités fixé à l'époque par le règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «lycées». À noter dans ce contexte que la phase 1 n'est pas encore terminée: alors que le lycée à Rédange a ouvert ses portes il y a deux ans, l'ouverture du lycée Belval est fixée pour la rentrée 2011. Enfin, les travaux du lycée Junglinster viennent juste de commencer. Il semble cependant indiqué de terminer tout d'abord la première phase avant d'en entamer la deuxième.

À noter que la transformation respectivement l'agrandissement d'infrastructures existantes ainsi que la mise en service prochaine de nouveaux lycées permettront d'absorber, dans un premier temps, le nombre croissant d'élèves de l'enseignement secondaire.

En ce qui concerne la planification des trois lycées en question, l'on précise tout d'abord qu'au sujet du Lycée funiculaire à Differdange, le comité d'acquisition a été chargé des procédures nécessaires en vue de l'appropriation des terrains et une réunion avec la commune de Differdange a eu lieu en date du 22 septembre 2009.

Concernant les planifications pour le «Lycée Mondorf», le programme des besoins fait actuellement l'objet d'une étude préliminaire. Dans ce contexte, le terrain projeté pour l'implantation de ce lycée est en cours d'analyse auprès de l'office national du remembrement, alors que le comité d'acquisition a été chargé du dossier fin 2009.

Enfin, pour le Lycée à Clervaux, les études avant-projet sommaire sont en cours. Comme les terrains appartenant à l'État se situent dans une zone inondable à risque moyen, des études hydrauliques ont été lancées sur demande de l'Administration de la Gestion de l'Eau. Le début de la démolition du hall de CTI Systems est prévu pour fin juin 2010 et va se prolonger jusqu'en décembre 2010.

À toutes fins utiles, je me permets de rappeler la situation des liquidations qui témoignent des efforts consentis dans le domaine des infrastructures scolaires.

1995 :	20.305.769,47
1996 :	33.501.392,49
2000 :	47.778.485,82
2001 :	43.447.345,75
2002 :	47.682.331,20
2003 :	65.359.614,54
2004 :	66.290.072,18
2005 :	73.900.602,52
2006 :	65.878.579,81
2007 :	72.547.101,43
2008 :	111.820.494,79
2009 :	71.455.889,59

En ce qui concerne la planification budgétaire pour les années à venir, l'on estime que les investissements dans le domaine scolaire se présentent, dans le cadre du programme pluriannuel d'investissements revu par le Conseil de Gouvernement, à plus de 100 millions pour 2012 et pouvant aller jusqu'à 150 millions en 2013 et 2014.

Question 0644 (11.5.2010) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **congé linguistique introduit par la loi du 19 février 2009:**

La loi du 19 février 2009 relative au congé linguistique introduit un congé spécial supplémentaire destiné à permettre aux salariés et aux indépendants d'apprendre le luxembourgeois. La durée totale du congé linguistique est limitée à 200 heures pour la totalité de la carrière professionnelle de l'intéressé. Les demandes pour l'obtention d'un tel congé sont à introduire auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi et doivent être avisées par l'employeur.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles mesures ont été entreprises par le Ministère pour faire connaître ce nouveau droit auprès des intéressés?

- Combien de demandes le Ministère a-t-il reçues depuis l'entrée en vigueur de ladite loi? Combien d'entre elles ont été retenues?

- Est-ce que le Ministère tient des statistiques pour évaluer l'efficacité de la mesure: réussite des cours, évolution de la carrière professionnelle…?

- D'après les demandes reçues, peut-on identifier un besoin accru d'apprentissage du luxembourgeois selon les secteurs d'activités différents (PME, secteur financier, indépendants…)?

Réponse (22.6.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 17 février 2009 portant introduction du congé linguistique, une conférence de presse avait été organisée afin de porter à la connaissance du public les nouvelles dispositions.

De même, de brèves notes explicatives ont été publiées sur le site Internet du Ministère du Travail et de l'Emploi ensemble avec les formulaires pour les demandes du congé et les demandes de remboursement. Tous ces documents sont disponibles en français et en allemand.

Enfin, le sujet du congé linguistique est régulièrement traité dans le cadre des séances d'information concernant le chômage partiel organisées par le secrétariat du Comité de Conjoncture.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi en février 2009, quelque 480 demandes ont été introduites dont 99% ont pu être retenues suite à la réception, pour quelques-unes, de renseignements supplémentaires demandés par les services compétents du Ministère.

Actuellement il est prévu d'établir des statistiques devant renseigner sur l'utilisation de ce congé et la situation de ses bénéficiaires. Ces données seront disponibles au cours des mois d'été; c'est à dire un an et demi après l'entrée en vigueur de la loi.

Concernant la réussite des cours, elle ne constitue pas nécessairement une condition d'obtention du congé linguistique mais tant le remboursement des salaires correspondant aux heures de cours que le droit à l'obtention de la deuxième tranche du congé linguistique sont liés, sinon à la participation d'un examen, du moins à une présence certifiée d'au moins 75% aux cours en question.

D'après les demandes reçues l'on peut identifier une prédominance du secteur des soins ce qui permet effectivement de conclure à un besoin accru d'apprentissage du luxembourgeois dans ce secteur.

Question 0645 (11.5.2010) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **loi du 31 mars 2010 portant approbation de plusieurs conventions fiscales:**

Dans le contexte de la loi du 31 mars 2010 portant approbation de plusieurs conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande, j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

- Si les autres parties signataires des conventions sub-mentionnées ont également approuvé respectivement ratifié lesdites conventions?

- En cas de réponse affirmative, desquelles s'agit-il?

- Au cas où les autres parties signataires n'auraient pas toutes approuvé ou ratifié les conventions en question, qu'en est-il des travaux d'avancement des opérations d'approbation respectivement de ratification des conventions dans les différents pays?

- Est-ce qu'il n'y a pas lieu de mettre en place un mécanisme de listing des pays ayant d'ores et déjà approuvé ou ratifié respectivement étant sur le point d'approuver ou de ratifier ces conventions?

Réponse (16.7.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

À ce jour, l'on note l'entrée en vigueur des conventions suivantes que le Luxembourg a approuvées dans le cadre de la loi du 31 mars 2010 portant approbation de plusieurs conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande:

1. Danemark (9 avril 2010)
2. Espagne (16 juillet 2010)
3. Finlande (12 avril 2010)
4. Norvège (9 avril 2010)
5. Qatar (9 avril 2010)
6. Autriche (1er septembre 2010)
7. Arménie (9 avril 2010)
8. Norvège (9 avril 2010)
9. Royaume-Uni (15 avril 2010)
10. Monaco (3 mai 2010)

L'état des ratifications par les autres parties signataires est régulièrement vérifié et mis à jour sur le site de l'Administration des Contributions directes.

Question 0646 (12.5.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant les **implications de la loi du 23 octobre 2008 relative à la nationalité luxembourgeoise sur la composition des commissions consultatives communales pour étrangers:**

L'article 28 de la loi sur la nationalité luxembourgeoise prévoit que «…toute personne possédant, outre la nationalité luxembourgeoise, une ou plusieurs autres nationalités, est considérée par les autorités du Grand-Duché de Luxembourg comme exclusivement Luxembourgeoise». Ce cadre légal n'est pas sans produire des effets sur la situation des membres des commissions consultatives communales pour étrangers qui ont acquis, au cours de leur mandat, la nationalité luxembourgeoise tout en gardant leur nationalité d'origine.

Il est rappelé à cet égard que conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l´organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers, ces commissions sont composées de manière paritaire d'autant de membres de nationalité luxembourgeoise que de membres de nationalité étrangère.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région ainsi que de Monsieur le Ministre de la Justice:

- si les membres des commissions consultatives communales pour étrangers qui ont acquis la double nationalité peuvent continuer à siéger en leur qualité d'étrangers au sein desdites commissions ou s'ils sont à considérer comme luxembourgeois et doivent, dès lors, en application du principe de la composition paritaire, être remplacés par d'autres personnes n'ayant pas la nationalité luxembourgeoise.

Réponse commune (2.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Par sa demande en obtention de la nationalité luxembourgeoise une personne marque sa volonté d'être considérée par l'État du Grand-Duché comme l'un de ses ressortissants avec tous les droits et devoirs qui y sont rattachés.

À partir du moment où l'État luxembourgeois accorde sa nationalité à une personne - nonobstant le fait que celle-ci peut garder sa nationalité d'origine - il doit considérer cette personne comme luxembourgeoise dans toutes ses relations avec l'autorité publique. L'administration publique, qu'elle soit étatique ou communale, n'a dès lors plus à se soucier de cette autre nationalité dont le maintien dépend également de la reconnaissance de la double nationalité par l'autre État.

De ce fait, une personne qui acquiert la nationalité luxembourgeoise est à considérer comme luxembourgeoise par les autorités luxembourgeoises dans toute situation administrative avec les droits et devoirs qui y sont rattachés, la réglementation sur la composition de commissions consultatives communales n'y faisant pas exception.

Lesdites commissions, instituées par l'article 26 de la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers et régies par le règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers, fonctionnent selon un mode de représentation paritaire (article 3).

Leur fonction est définie à l'article 2 du prédit règlement: «La commission est chargée des intérêts des résidents de nationalité étrangère sur le plan communal. Elle a notamment pour mission d'assurer la participation des étrangers à la vie de la commune, de proposer aux autorités communales des solutions adéquates aux problèmes spécifiques des étrangers et de leurs familles du fait de leur insertion dans la population locale, de favoriser la compréhension mutuelle entre Luxembourgeois et étrangers et de faciliter les relations administratives entre les étrangers et les services de l'administration communale.»

Il est partant dans l'esprit du texte d'assurer une représentation égale entre personnes possédant la nationalité luxembourgeoise et celles qui ne la possèdent pas. Faire occuper un poste réservé à des ressortissants étrangers par une personne ayant accédé à la nationalité luxembourgeoise en invoquant sa double nationalité ne serait donc guère compatible avec les principes précités.

Après avoir été abordé par plusieurs communes qui ont eu, les unes, la situation de l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise et par conséquent de la démission du membre étranger et, les autres, le souci de la représentativité proportionnelle des résidents dans la commission consultative d'intégration, soit en fonction d'un nombre important d'étrangers ou au contraire, d'un faible pourcentage d'étrangers, le Gouvernement envisage la possibilité de renoncer à la parité par le biais de l'insertion dans l'avant-projet de règlement grand-ducal d'une disposition qui pourrait être de la teneur suivante:

«Chaque commission comprend des membres luxembourgeois et des membres étrangers.»

Ceci laisserait aux autorités communales le soin d'adapter la composition de leur commission à leurs besoins.

Le principe de la composition paritaire étant ainsi aboli, tout membre étranger ayant acquis la double nationalité pourrait ainsi continuer à siéger au sein de la commission en sa qualité de Luxembourgeois.

Question 0651 (14.5.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **soutien aux chômeurs disposés à créer leur propre entreprise:**

En date du 12 mai courant, Monsieur le Ministre a annoncé dans la presse quotidienne qu'il aimerait garantir un meilleur soutien aux chômeurs disposés à créer leur propre entreprise.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles sont les catégories de chômeurs qui sont particulièrement visés par cette initiative?

- Par quelles mesures le soutien aux chômeurs concernés s'est-il concrétisé jusqu'à présent? Combien de chômeurs en ont bénéficié au cours des dernières années? Quelles sont les améliorations prévues par le ministère compétent?

- Monsieur le Ministre se propose-t-il d'offrir des formations spécifiques aux chômeurs favorables à la création de leur propre entreprise?

Réponse (22.6.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'initiative visée n'est pas sensée s'appliquer à une ou plusieurs catégories particulières de chômeurs mais à tous les demandeurs d'emploi indemnisés désirant créer leur propre entreprise et présentant un projet précis et réalisable pour ce faire.

En fait, la modification envisagée ne viendra pas changer le champ d'application de l'aide en question mais uniquement les modalités de paiement alors que jusqu'à présent les bénéficiaires ont droit au montant capitalisé des indemnités de chômage restant dues pour les six prochains mois.

Pendant les dernières années le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés a évolué de la manière suivante:

Nombre de chômeurs ayant bénéficié de l'aide à la création d'entreprise au cours des dernières années.

	bénéficiaires	dépenses
2009	25	249.596,52 €
2008	16	132.903,53 €
2007	39	300.469,77 €
2006	19	158.020,30 €
2005	19	147.658,92 €
2004	15	125.929,74 €
2003	28	238.733,85 €
2002	8	63.880,00 €
2001	9	61.562,49 €

En application des dispositions existantes les bénéficiaires ont droit au montant capitalisé des indemnités de chômage restant dues pour les six prochains mois.

Pour améliorer le système de l'aide à la création d'entreprise et en vue de garantir un minimum de revenu aux créateurs d'entreprise pendant les premiers mois de leur activité, il est prévu de proposer de ne plus procéder par voie de paiement unique mais de continuer à payer des indemnités de chômage mensuelles après la création de l'entreprise et jusqu'à épuisement des droits.

Cette mesure pourrait être combinée avec l'attribution de microcrédits dont les modalités restent à définir.

Dans ce contexte, il reste à déterminer comment la création d'entreprise par les demandeurs d'emploi pourrait être utilement accompagnée afin de procurer une assistance professionnelle à ces nouveaux entrepreneurs.

Question 0653 (18.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **télésanté:**

In der Antwort auf die parlamentarische Frage N°0433 „relative à la télésanté" *(cf. compte rendu N°10/2009-2010)* bezieht sich der Minister auf eine Untersuchung und Bewertung durch kanadische Stellen sowie auf spezifische Veröffentlichungen in der Fachliteratur, um zu erklären, dass Studien betreffend chronisch-obstruktive Bronchopathien eine höhere Sterblichkeit bei dieser Versorgungsform nachwiesen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was sind die Literaturreferenzen dieser kanadischen Studien?

2) Gibt es ein „Observatoire" zur Frage der Telegesundheit?

3) Wenn ja, wo ist diese Struktur angesiedelt?

4) Werden öffentlich zugängliche Berichte zur Frage der erwiesenen Tauglichkeit von Telegesundheit für den ambulanten Bereich des Gesundheitswesen durch das Ministerium veröffentlicht?

5) Wer ist wissenschaftlicher Ansprechpartner des Gesundheitsministeriums im Bereich der Telegesundheit? Gibt es mittlerweile Spezialisten zu diesem Themenbereich?

6) Für den Fall, dass Telemonitoring international als Versorgungsform anerkannt wird, wird dann das Luxemburger Gesundheitswesen ebenfalls konkrete Schritte einleiten, um das Modell Telegesundheit auch in Luxemburg einzuführen? Welche Hürden bleiben noch zu überwinden?

Réponse (30.6.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die von mir in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage N°0433 des Herrn Abgeordneten erwähnte kanadische Studie (systematic review and meta-analysis) wurde im Jahr 2009 von der „Canadian Agency for Drugs and Technologies" (CADTH) verfasst.

Es gibt in Luxemburg kein „Observatoire", das sich mit der Thematik der Telegesundheit beschäftigt.

Dem Gesundheitsministerium liegt kein Bericht vor betreffend die erwiesene Tauglichkeit der Telegesundheit im ambulanten Bereich. Demzufolge wurde ein solcher Bericht auch nicht vom Gesundheitsministerium veröffentlicht.

Meine Dienststellen informieren sich im Bereich der Telegesundheit wie auch in jeglichen anderen Gesundheitsthemen sowohl in der wissenschaftlichen Literatur als auch bei öffentlichen Gremien, die in anderen Ländern im erwähnten Bereich tätig sind.

International wird das Modell „Telemonitoring" zurzeit nicht als Versorgungsform anerkannt. Das Gesundheitsministerium verfolgt diese Entwicklung jedoch mit großem Interesse und würde, sollte es zu einer dementsprechenden Anerkennung kommen, die Voraussetzungen zur Einführung dieses Modells in das Luxemburger Gesundheitswesen zu gegebenem Zeitpunkt genauestens untersuchen.

Question 0655 (18.5.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**indemnité de chômage:**

Actuellement, cette indemnité est, en règle générale, fixée à 80% du salaire brut antérieur des trois derniers mois, sauf si le chômeur est bénéficiaire d'une modération d'impôt pour charge d'enfant(s). Dans ce cas, l'indemnité représente 85% du salaire brut antérieur.

Il s'agit de comprendre comment ces dispositions sont interprétées dans des cas de séparation ou de divorce et, en particulier, si le critère de différenciation est lié à l'exercice du droit de garde pour le ou les enfant(s). Dans ce cas, la personne gardienne obtiendrait 85% de l'indemnité, alors que l'autre parent, débiteur de pensions alimentaires et de ce chef contributeur à l'entretien et à l'éducation des enfants communs, n'en obtiendrait que 80%. Or, il ne peut y avoir de doute que celui qui paie des pensions alimentaires pour des enfants a ces enfants «à charge».

Au Grand-Duché, la garde des enfants est quasi automatiquement confiée à leur mère en cas de séparation ou de divorce des parents. Le père n'obtient généralement qu'un droit de visite et d'hébergement et se trouve condamné au paiement de pensions alimentaires. Dès lors cette pratique, outre son caractère systématiquement discriminatoire par essence, peut résulter en une discrimination matérielle additionnelle en faveur du sexe féminin en matière d'indemnités payées pour raison de chômage.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

1. Quels sont les critères appliqués pour déterminer la hauteur de l'indemnité de chômage? Est-ce que les instances compétentes se réfèrent au droit de garde?

2. Au moment où la Chambre des Députés envisage d'introduire une autorité parentale conjointe et où le Gouvernement réfléchit à une réforme de la législation applicable en matière de chômage, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il convient d'éliminer toute inégalité de traitement entre parents divorcés ou séparés au titre de l'indemnité de chômage?

Réponse (30.6.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Selon l'article L.521-14 du Code du Travail, le taux d'indemnisation est porté à 85% pour le chômeur bénéficiaire d'une modération d'impôt au titre de l'article 123 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu en raison de la charge d'un enfant au moins.

Depuis l'année d'imposition 2008, ces modérations d'impôt sont bonifiées d'office sous forme de boni pour enfant selon les dispositions de la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant.

Cette modification a eu pour conséquence la réduction des classes d'impôt aux seules classes 1, 1a et 2 et la disparition, sur les fiches de retenue d'impôt, de l'indication du nombre d'enfants faisant partie du ménage fiscal du contribuable.

De ce fait, le service des prestations de chômage complet a dû se baser sur le seul indicateur prouvant la charge familiale, en l'occurrence le versement de l'allocation familiale et du boni pour enfant.

Les chômeurs indemnisés rangeant dans les classes d'impôt 1 et 1a ne se voient donc accorder le taux de 85% que s'ils sont attributaires de ces prestations familiales.

Le service des prestations de chômage de l'ADEM ne se réfère pas au droit de garde ni au paiement d'une pension alimentaire pour accorder le taux de 85%, mais se base sur la seule décision prise par la Caisse nationale des Prestations familiales de verser l'allocation familiale et le boni pour enfant.

Afin d'éliminer une éventuelle inégalité de traitement à l'encontre des parents divorcés ou séparés, il pourrait être envisagé d'appliquer le taux majoré de 85% tant au parent attributaire des prestations familiales qu'à celui contribuant à l'entretien et à l'éducation des enfants communs par le paiement de pensions alimentaires.

Quant à l'autorité parentale conjointe, il s'imposera certainement, au moment de l'introduction effective de celle-ci, de réfléchir à l'instauration d'un système d'indemnisation de chômage équitable pour toutes les personnes concernées.

Question 0659 (19.5.2010) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant les **prescriptions médicales transmises par «voie de télécommunication»:**

Le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier arrête que des prescriptions médicales peuvent être transmises par «voie de télécommunication». Or, dans les hôpitaux et maisons de gériatrie il est pratique courante d'ordonner des médicaments par téléphone, surtout la nuit, les ordonnances étant signées à posteriori.

- Afin de pouvoir répondre à une insécurité croissante du personnel de soins, qui se pose à juste raison des questions de responsabilité sur ces délivrances, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont exactement les voies de télécommunication qui donnent une sécurité juridique aux acteurs concernés.

Réponse (1.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le règlement grand-ducal du 21 janvier 1998 portant sur l'exercice de la profession d'infirmier prévoit à titre exceptionnel qu'une prescription médicale peut être adaptée par ordre médical à distance.

Hormis le cas d'urgence, à savoir lorsqu'il existe un danger immédiat pour la vie du patient, la prescription modifiée par ordre médical à distance devient exécutable dès réception de la confirmation écrite, qui peut être transmise notamment par voie de télécommunication.

Cette voie prévoit ainsi le système de télécopie alors qu'en l'espèce il s'agit d'une télécommunication fournissant un document écrit. La formulation retenue au règlement grand-ducal précité permet par ailleurs le moyen de transmission par message électronique d'une prescription médicale écrite. Ce message électronique peut comporter la prescription signée sous forme scannée (signature électronique simple) ou sous forme de signature électronique qualifiée; ceci au sens de la directive 1999/93/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 1999 sur un cadre communautaire pour les signatures électroniques, transposée en droit luxembourgeois par la loi du 14 août 2000 sur le commerce électronique.

Dans le cadre du programme eSanté, l'État met d'ailleurs gratuitement à disposition du corps médical luxembourgeois la carte Luxtrust qui remplit les conditions d'une signature électronique qualifiée. Contrairement à la signature électronique simple, la signature électronique qualifiée a l'avantage de bénéficier d'une présomption de fiabilité qui rend possible l'apposition électronique de la signature.

Question 0660 (19.5.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **stade de football et le centre commercial à Livange - le site:**

Dans le cadre d'une réunion jointe de la Commission des Classes moyennes et de la Commission du Développement durable concernant le projet d'un stade de football et d'un centre commercial à Livange, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a informé les membres desdites commissions qu'une dizaine de sites avaient été examinés en vue d'une réalisation du projet susmentionné, avant que le site de Livange n'ait été retenu.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'ensemble des sites qui avaient été pris en considération pour la réalisation d'un nouveau stade de football?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur la prise de décision et les arguments ayant amené le Gouvernement à retenir le site de Livange comme site unique pour le projet susmentionné?

- Plus précisément, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si une étude comparative des sites examinés a été faite?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres pourraient-ils mettre à la disposition de la Chambre des Députes l'étude en question?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons? Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'une telle analyse serait indispensable afin de garantir la pleine transparence dans ce dossier?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les critères qui les ont amenés à retenir le site de Livange?

Réponse commune (9.7.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur les sites qui ont été pris en considération pour la réalisation d'un nouveau stade de football.

Tout d'abord, l'on précise que l'analyse des douze sites différents qui ont été pris en considération ne se limitait pas à l'implantation d'un nouveau stade de football, mais considérait, ab initio, l'idée de la construction d'un nouveau stade ensemble avec des surfaces commerciales d'une certaine envergure susceptibles de rentabiliser les frais de réalisation du stade en question.

Les sites analysés ont été les suivants:

Stade Josy Barthel (site actuel plus terrains avoisinants appartenant à la ville de Luxembourg), Midfield (entre Grossfeld et la zone d'activités économiques du Howald), Porte de Hollerich (site près des terrains envisagés pour le transfert de la Luxexpo), Hamm (op de Minnen), Kirchberg (à proximité de la CLT), Dommeldange (friche sidérurgique), Schuttrange-Niederanven (près de la zone d'activités économiques), Haebicht entre Mamer et Capellen (site à l'époque projeté pour la grande décharge), Mondercange (près du centre de formation de football), Obercorn (site du stade actuel), Lentille Terres-Rouges à Esch-Belval et Livange (site finalement retenu).

Les critères d'analyse ont été les suivants:

Superficie des terrains, disponibilité pour une construction endéans les trois ans, nécessité de reclassement par rapport à une zone verte, valeur/coût des terrains, centralité, accès routier, desserte actuelle et potentielle par les transports en commun, compatibilité avec les avant-projets de plans sectoriels primaires, potentiel commercial du site.

En fonction de ces critères, une analyse comparative a été effectuée.

Il en découle que le site finalement retenu est le seul compatible avec la plupart des critères précités, à l'exception de celui relatif à la centralité du site qui est, en l'occurrence, faible en termes de centralité urbaine. Il convient, en effet, de remarquer que la nécessité de reclassement par rapport à la zone verte pèse uniquement si elle est en conflit avec d'autres dispositions réglementaires ou légales existantes, car, dans le cas contraire, elle indique uniquement une éventuelle lourdeur procédurale supplémentaire.

Question 0661 (19.5.2010) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **stade de football et centre commercial à Livange - les études:**

Dans le cadre d'une réunion jointe de la Commission des Classes moyennes et de la Commission du Développement durable concernant le projet d'un nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a informé les membres desdites commissions que le Gouvernement avait retenu le site de Livange comme site unique pour la réalisation du projet susmentionné.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me détailler les études qui doivent être faites avant qu'une autorisation de construire ne peut être délivrée pour un projet aussi important que celui envisagé à Livange?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'état d'avancement de ce projet au niveau de la procédure d'autorisation?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils mettre à la disposition de la Chambre des Députés les résultats des études déjà réalisées?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas précipité de promouvoir le site de Livange comme unique site de construction pour un nouveau stade de football?

Réponse commune (9.7.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur les études qui doivent être réalisées avant qu'une autorisation de construire ne puisse être délivrée en l'occurrence pour le projet du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange.

En effet, un premier volet d'études à réaliser avant de solliciter une autorisation de construire concerne en particulier l'aménagement communal et le développement urbain avec les études et procédures «PAG et PAP» à effectuer dans le cadre de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Un deuxième volet concerne l'autorisation particulière d'établissement commercial dans la cadre de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. Un troisième volet concerne l'eau conformément à la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Inutile de préciser que ces domaines ne relèvent ni des attributions du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ni du département des Sports.

Seul le volet environnemental régi, d'un côté, par la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et, de l'autre côté, par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, concerne le Ministère du Développement durable et des Infrastructures. À ce sujet, l'on précise qu'une notice d'impact environnemental est en cours de finalisation.

À préciser cependant que dans le cadre de l'élaboration du masterplan du projet d'ensemble, qui constitue toutefois un document plus informel sans base réglementaire et qui sera présenté sous peu, beaucoup d'aspects, qui seront repris et détaillés dans les études à mener en fonction des différentes lois précitées, ont déjà été analysés et étudiés mais avec un degré de détails moins important que celui sollicité par les lois précitées.

Question 0662 (20.5.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**examen des lois budgétaires nationales par la Commission européenne:**

Au cours des derniers jours, il semble que les Ministres des Finances de la zone euro ont accepté que la Commission européenne puisse revoir et commenter les projets de loi budgétaire des gouvernements des pays membres encore avant que ceux-ci ne déposent ces projets devant leur parlement national.

À cet égard, il y a lieu de rappeler tout d'abord qu'il n'appartient pas à des institutions européennes de s'immiscer dans les procédures budgétaires nationales qui sont de la compétence exclusive des Parlements des États membres. Il n'appartient pas non plus à des institutions européennes de continuer à saper les droits souverains des États membres peu de temps après l'adoption difficile du Traité de Lisbonne.

Sur le plan pratique, les délais envisagés, à savoir un examen des projets budgétaires par la Commission européenne au printemps, créent des problèmes inutiles aux administrations chargées d'élaborer les propositions budgétaires et mènent ainsi à des prévisions incertaines.

Il est à noter en outre que les différents États membres suivent des procédures très divergentes en matière d'élaboration du budget, d'autonomie des ministères ou administrations en matière financière, de spécificité ou de précision dans les sections ou lignes budgétaires, de méthode de planification des dépenses selon leur nature ou leur objectif ou encore en matière de nomenclature. Même les spécialistes nationaux éprouvent souvent quelques difficultés à identifier clairement l'objet de certaines lignes budgétaires. Il se pose donc la question si les institutions européennes ne réclameront pas prochainement une harmonisation des budgets afin d'assurer leur lisibilité sur une base comparative.

Il y a également lieu de constater que la Commission européenne recevra dans la réalité plus de moyens d'influence dans la procédure budgétaire que la Chambre des Députés. Celle-ci reçoit souvent un projet de loi budgétaire qui est adopté par la majorité sans examen détaillé ni discussion préalable dans les commissions parlementaires.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Quelle est la base légale sur laquelle a été décidé un examen des lois budgétaires nationales par la Commission européenne?

2. Comment sera agencée dorénavant la procédure budgétaire nationale au Luxembourg?

3. Quelle sera l'étendue des commentaires que la Commission européenne sera autorisée à faire au sujet des projets de loi budgétaires?

4. Est-ce que le Gouvernement renforcera dorénavant les droits de la Chambre des Députés dans la procédure budgétaire en prévoyant par exemple que chaque Ministre devra présenter et défendre en personne son budget devant la Commission parlementaire compétente?

5. Est-ce que la Commission européenne revendique une harmonisation de la présentation des budgets nationaux?

6. Quelle est la procédure envisagée par les gouvernements pour le traitement des commentaires de la Commission? Est-ce qu'ils seront publics? Est-ce que ceux-ci seront présentés directement aux parlements ou est-ce qu'ils mèneront le cas échéant à des modifications du projet de loi budgétaire avant le dépôt de celui-ci?

Réponse (11.6.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La Commission européenne et le Conseil surveillent les politiques budgétaires des États membres de l'Union européenne conformément aux dispositions des articles 121 et 126 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), ainsi que le Protocole n°12 sur la procédure concernant les déficits excessifs. L'article 121 dispose notamment que les États membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil. L'article 126 dispose que les États membres évitent les déficits excessifs.

Dans le cadre de l'évaluation budgétaire exercée par la Commission et le Conseil, les États membres sont invités à présenter un programme de stabilité (ou un programme de convergence pour les États membres dont la monnaie n'est pas l'euro) à la Commission européenne. Le programme de stabilité présente les objectifs budgétaires des États membres, ainsi que les orientations stratégiques de la politique budgétaire à court et moyen terme.

Le code de conduite sur le format et le contenu des programmes de stabilité prévoit que les États membres doivent présenter leurs programmes de stabilité avant le 1er décembre de chaque année. Le programme est ensuite évalué par la Commission européenne. Sur base de l'évaluation de la Commission, le Conseil (Ecofin) formule un avis sur le programme de stabilité et émet des recommandations pour assurer la conformité de la politique budgétaire avec le Pacte de Stabilité et de Croissance et l'article 121 TFUE.

Compte tenu du calendrier susmentionné, l'avis et les recommandations du Conseil interviennent en général en février ou mars de l'année qui suit la présentation du programme de stabilité et l'adoption parlementaire de la loi budgétaire sur laquelle le programme est basé. Ainsi, l'évaluation budgétaire par la Commission européenne et le Conseil est effectuée sur une base ex post, c'est-à-dire après que les orientations budgétaires ont été arrêtées au niveau gouvernemental et après le vote par le Parlement sur le budget définitif (le budget de l'année T). Dans le cadre de l'élaboration du budget pour l'exercice suivant (le budget de l'année T+1), le Gouvernement doit agir pour se conformer aux recommandations du Conseil. Or, entre la formulation de ces recommandations sur base du budget T et leur prise en compte dans le cadre du budget T+1, une année complète est révolue.

En date du 12 mai 2010, la Commission européenne a présenté une communication sur le renforcement de la coordination des politiques économiques nationales. Dans cette communication, la Commission européenne propose d'avancer la date de la présentation des programmes de stabilité au premier semestre, c'est-a-dire avant que les orientations pour le budget de l'année T ne soient arrêtées au niveau gouvernemental et que le vote du budget par le Parlement ne soit intervenu. Ainsi, les recommandations formulées par la Commission et adoptées par le Conseil interviendraient en temps utile pour être pris en compte dans l'élaboration du projet de budget pour l'année T. Par conséquent, l'évaluation budgétaire par la Commission européenne et le Conseil serait effectuée sur une base ex ante, au lieu d'une base ex post. Ainsi, la pertinence des recommandations pour la politique budgétaire nationale est augmentée et l'effet de transmission entre l'avis du Conseil et le budget pour l'année T est immédiat.

Ce calendrier n'implique nullement un examen par la Commission européenne et le Conseil du projet de budget avant que celui-ci ne soit approuvé par le Parlement, mais un examen ex ante des grandes orientations de la politique budgétaire. La Commission européenne n'a ni l'intention, ni même les moyens pour examiner les projets de budget des 27 États membres avant que ceux-ci ne soient soumis à l'approbation par les parlements nationaux.

Les prérogatives des parlements nationaux en matière budgétaire ne sont pas affectées par cette procédure. En effet, dans sa Communication du 12 mai 2010, la Commission observe: The submission of the Stability and Convergence Programmes should take place in the first half of the year rather than towards the end of the year as is the current practice. In full respect of the prerogatives of national parliaments, the early peer-review would provide guidance for the preparation of the national budgets in the following year.

La modification du calendrier pour la présentation des programmes de stabilité n'a pas d'incidence sur la procédure budgétaire nationale. Aucune harmonisation de la présentation des budgets nationaux n'est prévue.

L'évaluation budgétaire effectuée par la Commission européenne et le Conseil porte sur le respect du Pacte de Stabilité. Par ailleurs, l'évaluation budgétaire de la Commission européenne et du Conseil porte également sur la durabilité à long terme des finances publiques, sur la conformité de la politique budgétaire avec les Grandes Orientations de Politique économique et sur toutes les évolutions qui risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire. Les avis du Conseil et de la Commission européenne sont rendus publics.

À noter qu'en outre des propositions pour renforcer la coordination des politiques budgétaires au sein de l'Union européenne présentées dans la communication du 12 mai 2010, la Commission européenne fait aussi des propositions pour garantir un respect plus strict du Pacte de Stabilité et de Croissance et pour surveiller de plus près l'évolution de la situation économique dans la zone euro, afin de détecter à un stade précoce des évolutions qui pourraient compromettre la stabilité économique et financière de la zone euro. Ces propositions sont actuellement discutées au niveau de la «Task Force» présidée par le Président du Conseil européen.

À noter que la modification du calendrier pour la présentation des programmes de stabilité est une proposition de la Commission européenne. Aucune décision n'a été prise à ce stade. Les propositions de la Commission seront discutées dans les enceintes appropriées du Conseil et in fine, il appartient au Conseil de décider s'il convient, ou non, de modifier le calendrier de la présentation des programmes de stabilité.

Question 0666 (26.5.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**organisation scolaire:**

La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule dans ses articles 38 et 39 que les délibérations annuelles des conseils communaux au sujet de l'organisation scolaire sont à transmettre à l'inspecteur d'arrondissement pour avis et au Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions pour approbation. Cependant, d'après mes informations, nombreuses seraient les communes dont les propositions d'aménagement de l'enseignement fondamental, élaborées en étroite collaboration avec les inspecteurs d'arrondissement, auraient été refusées par le Ministère de l'Éducation nationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer les informations susmentionnées? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer combien de communes se sont vues refuser leurs propositions d'agencement de l'enseignement fondamental pour la prochaine année scolaire?

- En sachant que pour l'organisation scolaire les conseils communaux coopèrent intimement avec les inspecteurs d'arrondissement, ces derniers ne seraient-ils pas à considérer comme les représentants du Ministère de l'Éducation nationale en la matière?

Réponse (30.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je ne peux pas confirmer les informations susmentionnées.

La procédure administrative en vigueur prévoit en effet que l'extrait du registre aux délibérations concernant l'organisation scolaire est remis par la commune en quadruple exemplaire à l'inspecteur d'arrondissement qui en transmet trois exemplaires, ensemble avec son avis, au commissaire de district. Le commissaire de district transmet deux exemplaires, avec son avis, à mon Ministère. Un exemplaire avisé par l'inspecteur d'arrondissement et le commissaire de district est renvoyé avec la décision ministérielle à la commune par l'intermédiaire du commissaire de district. À la date du 26 mai 2010 aucune délibération concernant une organisation scolaire communale pour l'année scolaire 2010/2011 n'était parvenue à mes services selon la procédure administrative en vigueur.

À toutes fins utiles, j'ajoute que l'article 38 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental stipule, entre autres, que le conseil communal délibère annuellement sur l'organisation scolaire dans le respect du contingent de leçons d'enseignement qui est mis à sa disposition par le Ministre. Le règlement grand-ducal du 18 février 2010 déterminant les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires pour assurer l'enseignement fondamental dispose en son article 8 que, pour répondre à des besoins exceptionnels et sur demande motivée de la commune ou du syndicat scolaire, un supplément de leçons peut être accordé par le Ministre. Dans ce contexte, après une analyse approfondie et après concertation avec les inspecteurs respectivement le collège des inspecteurs, j'ai accordé plusieurs suppléments demandés pour l'année scolaire 2010/2011.

Les missions des inspecteurs de l'enseignement fondamental sont définies par l'article 60 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. L'inspecteur de l'enseignement fondamental s'assure notamment de la bonne marche des écoles et veille à l'observation des lois, règlements et directives officielles.

En ce sens l'inspecteur de l'enseignement fondamental est à considérer comme interlocuteur privilégié par les autorités communales pour assurer le lien avec les services de mon Ministère.

Question 0667 (27.5.2010) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **taux de réussite des étudiants luxembourgeois:**

Dans le contexte de la réforme de l'enseignement secondaire, une réflexion de fond est menée sur les compétences que les jeunes doivent acquérir au fil de leurs études secondaires afin de pouvoir suivre et réussir un cursus universitaire au Luxembourg ou à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir si nos administrations disposent des statistiques suivantes:

- Combien, parmi les étudiants luxembourgeois qui entament leurs études dans des universités à l'étranger et au Luxembourg, terminent leur cursus avec un diplôme en poche?

- Combien d'étudiants changent de spécialité au cours de leurs études?

- Combien d'années faut-il en moyenne aux étudiants luxembourgeois pour obtenir un diplôme final?

- Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les étudiants au cours de leurs études?

- Peut-on partir du principe qu'un élève ayant bien réussi ses études secondaires est assuré de réussir aussi ses études universitaires?

Réponse commune (30.6.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Selon les données établies par Eurostat dans le cadre du «Labour Force Survey» de 2007, 38% de la population active âgée entre 25 et 34 ans est diplômée de l'enseignement supérieur.

Des indications précises sur la réussite, l'échec ou les changements d'orientation des étudiants luxembourgeois dans l'enseignement supérieur au Luxembourg et à l'étranger nécessitent le suivi d'une cohorte et ne peuvent être fournies qu'après qu'une étude dans la durée sur une cohorte d'élèves ayant réussi leur examen de fin d'études secondaires et secondaires techniques ait été effectuée.

Ce type d'étude n'a pas encore été réalisé; les deux Ministères concernés vont se concerter afin de discuter des modalités d'une telle étude et de lancer, dans un délai rapproché, un suivi des parcours académiques d'étudiants luxembourgeois.

Pour ce qui est de la durée d'études dans l'enseignement supérieur, les chiffres extraits de la base de données des aides financières de l'État pour études supérieures font apparaître que 25% des bénéficiaires se situent dans la tranche d'âge de 18 à 21 ans et 62% dans la tranche d'âge de 21 à 25 ans. On peut donc en conclure que la majorité de ces étudiants effectuent leur parcours académique, dont la durée moyenne est de cinq ans (bachelor et master), endéans de délais raisonnables. À l'Université du Luxembourg, le délai moyen pour l'obtention du grade de bachelor est de 6,6 semestres et pour l'obtention du grade de master, il est de 4,3 semestres.

Question 0669 (31.5.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**abattoir d'Ettelbruck:**

Selon des informations qui circulent, l'abattoir d'Ettelbruck serait sur le point d'étendre ses activités.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?

- Si tel est le cas, quelle est l'envergure de cette modernisation et en quoi consiste-t-elle?

- Quand sera-t-elle réalisée?

- Cette extension aura-t-elle une incidence sur l'activité de l'abattoir d'Esch-sur-Alzette?

Réponse (18.6.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Je peux confirmer l'information de Monsieur le Député concernant l'extension des activités de l'abattoir d'Ettelbruck. Cette extension fait suite notamment à un accord trouvé avec une chaîne d'alimentation située au Luxembourg en remplacement des abattages et découpes réalisés à l'heure actuelle à l'abattoir d'Esch-sur-Alzette.

Les investissements en question vont être entamés en automne de cette année. Ils comprennent notamment:

- la modernisation et l'extension des lignes d'abattage pour porcs et bœufs;

- l'aménagement d'une découpe fine;

- la construction d'une nouvelle étable réservée à la nouvelle chaîne d'abattage et un hall couvert pour le lavage des bétaillères;

- l'accroissement des capacités de refroidissement.

Un premier volet de ces investissements a été avisé favorablement par le Ministère et pourra donc bénéficier d'une subvention au titre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement au soutien du développement rural.

Pour ce qui concerne la deuxième partie des investissements en question, le Ministère vient d'être saisi d'une demande de subvention. Cette demande est en train d'être examinée par la commission spéciale compétente.

Le volume financier total du projet se chiffrera à environ 18,4 millions d'euros.

Les investissements en question devraient être réalisés pour fin 2011/début 2012. Pour garantir la fourniture des viandes en quantités suffisantes à leurs clients, l'abattoir d'Esch-sur-Alzette continuera ses activités jusqu'à la fin de l'année 2011 avant sa fermeture définitive.

Question 0670 (31.5.2010) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant la **déductibilité fiscale des frais d'ordinateur personnel pour les enseignants:**

Depuis l'année fiscale 2006, l'Administration des Contributions directes refuse de déduire les frais en relation avec l'ordinateur personnel comme frais d'obtention du revenu net des enseignants.

Une circulaire dans ce sens a été adressée à tous les bureaux d'imposition par le directeur des Contributions directes. Suivant l'argumentation de l'administration fiscale, l'ordinateur serait aujourd'hui un bien commun et les dépenses en question seraient effectuées dans l'intérêt du ménage du contribuable et pour l'entretien des membres de sa famille. Une déduction à titre de frais professionnels ne serait pas admissible puisqu'on ne pourrait pas différencier objectivement entre l'usage professionnel et l'usage privé.

Un recours contre cette pratique administrative a été introduit en date du 4 juin 2009 devant le Tribunal administratif et celui-ci a donné raison sur toute la ligne au réclamant (numéro 24908 du rôle).

L'État luxembourgeois a fait appel, mais la Cour administrative a confirmé le premier jugement dans son audience du 11 février 2010.

Je me permets de citer ci-dessous des extraits majeurs de ces deux jugements:

«Le Tribunal ne saurait partager l'argumentation du directeur (des Contributions directes) suivant laquelle un ordinateur ne pourrait de nos jours plus être considéré comme un instrument de travail. En effet, s'il peut être admis qu'aujourd'hui la majorité des ménages disposent d'un, voire de plusieurs ordinateurs, cette circonstance en elle-même ne saurait cependant constituer un obstacle à la prise en considération d'un ordinateur comme instrument de travail. (...)

L'utilisation professionnelle doit pouvoir être établie sans difficultés majeures et d'une façon adéquate, selon des critères objectivement contrôlables, et la part professionnelle ne doit pas seulement être d'importance minime. (...)

Monsieur… prétend non pas à une ventilation de ces frais d'acquisition en parties privée et professionnelle sur base d'éléments objectifs suffisants par application conjointe des articles 12 et 105 L.I.R., mais à la déduction intégrale desdits frais d'acquisition en tant que frais d'obtention tels que définis par l'article 105 L.I.R. sur base d'une utilisation professionnelle de l'ordinateur portable et de l'imprimante qui serait tellement prépondérante qu'un éventuel usage privé sporadique devrait être considéré comme minime et non préjudiciable à cette qualification.

Si (...) les dépenses servent exclusivement ou quasi exclusivement à des fins professionnelles, elles sont à considérer comme des frais d'obtention, et dans ce cas elles sont déductibles intégralement. (...)

(...) il appartient, en l'espèce, en principe au demandeur d'établir que les frais dont il fait état répondent aux conditions imposées afin d'être admis à titre de frais d'obtention.

(...) le motif basé sur une absence de preuve de critères de distinction des parts privée et professionnelle ne saurait justifier la décision sous examen. (...)

(...) la preuve des déclarations ne peut (...) être exigée par le bureau d'imposition que dans la limite de ce qui est raisonnable („soweit ihm dies nach den Umständen zugemutet werden kann"). (...) le contribuable n'est pas dispensé de cette preuve et ne saurait se contenter d'une simple affirmation que l'équipement litigieux est exclusivement utilisé à des fins professionnelles, mais il doit apporter, dans la mesure de ce qui est raisonnable, des éléments de nature à convaincre de ses affirmations.

(...) le simple constat de l'absence d'une preuve circonstanciée que l'utilisation du matériel informatique en cause n'est pas en partie privée sans rencontrer concrètement et utilement les déclarations de Monsieur (…), (...) qu'une telle exigence reviendrait à imposer au contribuable une charge de preuve négative qui dépasse ce qui peut être considéré comme raisonnable (…). Il s'y ajoute que l'intimé a légitimement insisté sur ce que le bureau d'imposition n'aurait à aucun moment demandé des informations supplémentaires de sa part, ni une démonstration de l'ordinateur en cause, ainsi qu'il lui aurait incombé (...) afin de voir clarifier ses doutes sur la réalité des déclarations du contribuable.

Le Tribunal est amené à conclure qu'en l'espèce, le demandeur a fourni des explications détaillées, qui sont plausibles et concordantes, tant sur la nécessité et l'intérêt de l'utilisation d'un ordinateur dans le cadre de son activité professionnelle, que sur la manière de laquelle cet équipement informatique est utilisé à des fins professionnelles, explications qui en tant que telles ne sont d'ailleurs pas remises en cause par le directeur (des Contributions directes) dans la mesure où il admet que le demandeur utilise couramment ou même de façon prépondérante l'ordinateur pour de multiples tâches en relation avec son emploi (...).

En présence de telles explications, le directeur ne saurait se retrancher derrière le simple constat de l'absence de preuve que l'utilisation du matériel n'est pas privée, en imposant ainsi une charge de preuve négative au contribuable, charge de preuve qui dépasse ce qui peut être considéré comme raisonnable (…). En l'espèce, les déclarations détaillées et plausibles du demandeur sont de nature à corroborer son affirmation basée sur une utilisation professionnelle exclusive ou quasi exclusive des équipements. Face à ces explications, le directeur n'était pas fondé à dénier la déductibilité des frais litigieux au seul motif d'un défaut de preuve d'une absence d'utilisation privée, sans rencontrer utilement les déclarations du demandeur. (...)

Malgré ce jugement en appel coulé en force de chose jugée, qui aura valeur de jurisprudence dans des affaires ultérieures similaires, le directeur des Contributions directes continue d'adresser des lettres types aux enseignants concernés faisant valoir que «l'achat d'un ordinateur et des accessoires constitue une dépense privée non déductible au sens de l'article 12 de la loi de l'impôt sur le revenu», les forçant ainsi à déposer un recours devant le Tribunal administratif, s'ils veulent entrer dans leur droit.

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la direction des Contributions directes peut ignorer les jugements du Tribunal administratif et de la Cour administrative?

- Est-il admissible que les contribuables soient forcés à déposer à leurs frais des recours devant le Tribunal administratif pour voir respecter des droits reconnus par des jugements, et que les juridictions administratives soient encombrées par des affaires identiques à celles déjà jugées auparavant?

- Monsieur le Ministre voudrait-il instruire ses services à revenir sur les décisions de 2007 dans la matière et à accepter la déduction des frais d'ordinateur comme frais d'obtention pour les enseignants qui utilisent leur ordinateur exclusivement ou quasi exclusivement à des fins professionnelles?

Réponse (25.6.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La question parlementaire soulève le problème de la déductibilité des frais d'un ordinateur personnel en tant que frais d'obtention dans la catégorie des revenus d'une occupation salariée et plus précisément de ceux des enseignants.

L'honorable Député se réfère à l'arrêt de la Cour administrative du 11 février 2010, n°25877C du rôle, confirmant le jugement du Tribunal administratif du 4 juin 2009, n°24908 du rôle, à travers lequel les frais pour un ordinateur personnel ont été admis à la déduction et qui aurait valeur de jurisprudence. Il en déduit que la pratique administrative actuelle irait à l'encontre de cette jurisprudence, de sorte à obliger les contribuables concernés de saisir les tribunaux de recours oiseux.

Il convient tout d'abord de suppléer d'autres extraits de l'arrêt précité dans lesquels la Cour a développé certains principes de base: la reconnaissance de l'utilisation professionnelle de matériel informatique n'a pas lieu «d'une manière générale, (...) sur base de la simple affirmation du contribuable, mais (...) cette reconnaissance reste conditionnée par l'activité concrète du contribuable, en l'occurrence la nature et les modalités de l'enseignement dispensé, et par la présentation d'éléments précis et concordants qui étayent la nécessité de l'utilisation professionnelle du matériel informatique et l'affectation exclusive, sinon quasi exclusive dudit matériel à ces fins».

Il en découle que tout automatisme dans la déduction des frais en question est exclu. L'arrêt de la Cour n'a donc pas valeur de jurisprudence dans le sens qu'il établirait le principe de la déduction certaine des frais de matériel informatique dans le chef des enseignants, mais dans le sens qu'il établit les critères d'après lesquels se fait l'analyse de la déductibilité. Dans la mesure où les conditions posées par l'arrêt ne sont pas vérifiées dans le chef du contribuable, la déduction ne pourra être admise.

Ce sont d'ailleurs les tribunaux mêmes qui confirment cette interprétation. Dans son jugement du 1er mars 2010, n°25656 du rôle, donc postérieurement à l'arrêt de la Cour du 11 février 2010 précité, le Tribunal administratif est arrivé, en application des principes posés par la Cour, à la conclusion de refuser la déduction du matériel informatique dans le chef de la requérante, enseignante, même en présence d'un second ordinateur qu'elle affirmait utiliser pour les besoins privés. «Le Tribunal est amené à relever qu'en l'espèce, la demanderesse s'est contentée d'affirmer qu'elle aurait besoin d'un ordinateur pour préparer ses cours et pour communiquer avec le Ministère de l'Éducation nationale sans donner des explications plus concrètes tant sur la nécessité et l'intérêt de l'utilisation d'un ordinateur privé dans le cadre de son activité professionnelle, que sur la manière de laquelle cet équipement informatique est utilisé à des fins professionnelles.» Et le Tribunal de conclure: «Il s'ensuit que le Tribunal n'a pas à sa disposition d'éléments suffisants pour admettre que le matériel informatique litigieux sert exclusivement à des fins professionnelles.»

Dans un autre jugement du Tribunal administratif, également postérieur à l'arrêt susvisé, les juges ont refusé la déduction des frais d'un ordinateur personnel dans le contexte global de frais de bureau exposés par un salarié de profession non enseignante (Tribunal administratif du 22 février 2010, n°25665 du rôle) et ont retenu que «le demandeur est resté en défaut de lui (i.e. le Tribunal) soumettre des éléments suffisants pour mettre en cause la décision directoriale, la seule affirmation, non autrement étayée ou expliquée, que l'utilisation d'un cabinet de travail serait indispensable, au regard des contestations de la partie étatique, étant insuffisante à cet égard».

Il se dégage de l'arrêt de la Cour du 11 février 2010 et des jugements subséquents que la finalité de la dépense pour matériel informatique ne doit pas être dégagée par une analyse conceptuelle mais par l'appréciation des faits. Les bureaux d'imposition de l'Administration des Contributions directes restent donc appelés à examiner la situation de fait du contribuable et ne sauraient accorder le bénéfice de la déduction des frais pour ordinateur à cause du simple fait que le demandeur fait partie du corps enseignant. C'est ainsi que leur mission s'inscrit dans la lignée des dispositions de la loi générale des impôts (§§205 alinéa 2, 170 et 171 AO) qui impose au bureau d'imposition le devoir d'instruire, en cas de doutes sur la déclaration d'impôt, et au contribuable celui de collaborer en fournissant toutes les explications nécessaires et de présenter des éléments de preuve précis et concluants.

Les décisions prises par le bureau d'imposition dans le cadre de l'imposition sont matérialisées dans les bulletins d'impôt qui, loin d'être des lettres types, constituent des décisions exécutoires individuelles et annuelles et sont l'aboutissement de la procédure d'instruction et d'imposition prévues par la loi générale des impôts.

Il ne peut donc être question d'ignore r des jugements et notamment l'arrêt de la Cour administrative du 11 février 2010, n°258770 du rôle, mais, bien au contraire, d'appliquer, dans la pratique administrative, les critères de discernement retenus par cet arrêt.

Il n'y a pas non plus lieu de revenir sur les instructions données par le directeur des Contributions aux bureaux qui imposent le devoir d'instruire individuellement les dossiers, sans a priori quant à la décision d'acceptation ou de refus des frais exposés pour matériel informatique.

Question 0671 (31.5.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **hausse du prix de l'électricité:**

Selon une étude publiée par Eurostat, le prix de l'électricité pour les ménages dans l'UE27 a diminué de 1,5% entre le deuxième semestre 2008 et le deuxième semestre 2009. Or, le Luxembourg compte parmi les pays qui ont connu une hausse considérable du prix de l'électricité pendant cette même période. En fait, le prix de l'électricité a augmenté de 17% par 100 kWh. Les augmentations dans nos pays voisins (+4,5% en Allemagne et +1,8% en France) étaient cependant moins importantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles sont les raisons qui expliquent cette hausse considérable du prix de l'électricité au Luxembourg?

- Comment expliquer le fait que le prix de l'électricité au Luxembourg compte parmi les plus élevés de l'Union européenne?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la création d'Enovos a permis d'offrir de l'énergie à des prix compétitifs aux clients privés et industriels?

Réponse (7.7.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les chiffres publiés par Eurostat le 28 mai 2010 montrent effectivement une hausse du prix de l'électricité, toutes taxes et tous frais d'utilisation de réseau inclus, pour clients résidentiels au Luxembourg de 17% pour la deuxième moitié de 2009 par rapport à la deuxième moitié de 2008.

Pour mieux élucider l'évolution du prix de l'électricité, il est indiqué de rappeler que le prix de l'électricité se compose comme suit: l'énergie électrique véritablement consommée, la taxe électricité, la contribution au fonds de compensation et les frais d'utilisation de réseau. L'énergie proprement dite constitue environ la moitié du prix total de l'électricité alors que les taxes et les frais d'utilisation du réseau constituent à peu près l'autre moitié de ce prix.

Si les frais d'utilisation de réseau, qui peuvent varier d'un gestionnaire de réseau à l'autre, et la taxe électricité n'ont pas subi de hausse entre 2008 et 2009, la contribution au fonds de compensation - mécanisme qui est

destiné à répartir équitablement entre tous les gestionnaires de réseau les charges en relation avec les coûts d'achat supplémentaires dans le cadre des rémunérations de l'électricité basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération - est passée de 0,88 en 2008 à 1,12 €/100 kWh en 2009 suite à une augmentation supplémentaire de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de la cogénération.

Dans la composition du prix final, le prix de l'énergie électrique en tant que tel a cependant subi la hausse la plus considérable entre les deux périodes observées de la deuxième moitié de 2008 et de la deuxième moitié de 2009. Cette hausse d'environ 3 €/100 kWh trouve pour la plus grande part son origine dans la systématique de l'approvisionnement sur les marchés de gros européens: il est d'usage que les quantités d'électricité pour une année sont contractées durant l'année précédant l'année de livraison. Ainsi, les quantités à fournir aux clients en 2009 ont été achetées en 2008. Or, l'année 2008 affichait des prix de gros sur le marché européen de l'électricité très élevés et ces conditions d'achat se sont reflétées dans les prix finaux aux clients.

Selon les statistiques évoquées d'Eurostat, les prix de l'électricité appliqués au Luxembourg se situent au-delà de la moyenne communautaire, mais sont inférieurs à ceux pratiqués en Belgique et en Allemagne pour la catégorie de clients sous revue. La comparaison avec les prix pratiqués en France ne s'avère pas être opportune étant donné le modèle de prix réglementés appliqué à la clientèle domestique française. Les prix de l'électricité au Luxembourg dépendent donc de différents éléments dont la situation d'approvisionnement sur les marchés de gros européens, les tarifs d'utilisation des réseaux au Luxembourg et les taxes grevant l'énergie consommée.

Le but recherché par la création d'Enovos en 2009 avec la fusion des trois sociétés Cegedel, Soteg et Saar Ferngas a été la formation d'un acteur fort, intégré et basé au Luxembourg, répondant aux intérêts stratégiques du Luxembourg et de la Grande Région, qui sont de garantir la sécurité et la qualité de l'approvisionnement énergétique, de préserver l'emploi dans le secteur énergétique et de supporter le développement économique en fournissant de l'énergie à des prix compétitifs tant aux clients industriels que privés. Ce nouvel acteur énergétique ayant une taille suffisante et l'assise financière requise, il se doit d'accroître ses investissements dans le domaine de la production d'électricité dont notamment également les énergies renouvelables. Les prix de l'électricité offerts par le fournisseur Enovos ne peuvent néanmoins se répercuter sur les clients résidentiels qu'à partir de l'année en cours, sachant qu'en plus le fournisseur n'a aucune emprise sur les taxes et autres frais prémentionnés facturés au client final. Reste encore à noter que les prix de l'électricité ont baissé de quelque 10% au 1er janvier 2010.

Question 0672 (1.6.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **sécurité routière:**

Luxemburg hat in den letzten Jahren Fortschritte in Bezug auf die Verkehrssicherheit gemacht. Dennoch sind nicht alle Handlungsmöglichkeiten ausgeschöpft, um die Zahl der Verkehrsunfälle noch weiter zu reduzieren.

So wurden beispielsweise in Belgien in letzter Zeit auf den Autobahnen an jenen Orten, die als besonders gefährlich bekannt sind, Beschilderungen aufgestellt. Dies sind Straßenabschnitte, auf denen sich statistisch gesehen gehäuft Unfälle mit Verletzten und Toten ereigneten. Es handelt sich um eine Serie von drei Schildern. Das 1. Schild weist darauf hin, dass sich der Verkehrsteilnehmer in einer „Zone à risques" befindet, wobei auch die Zahl der Verkehrstoten an diesem Ort mitgeteilt wird. Das 2. Schild informiert, dass sich der Teilnehmer in einer Zone mit Radarkontrolle befindet. Das 3. Schild verkündet das Ende der Radarkontrollzone, wobei noch auf die Gesamtzahl der Toten in dieser Region Belgiens hingewiesen wird.

In anderen Ländern, beispielsweise in England, sind solche Beschilderungen in ausgewählten Grafschaften auch auf gewöhnlichen Straßen zu finden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gedenkt der Verkehrsminister, sich eventuell durch die pädagogischen Beispiele und Initiativen aus dem Ausland inspirieren und auf ausgewählten Strecken solche Beschilderungen aufstellen zu lassen?

2) Wäre es in Luxemburg bei entsprechendem politischem Willen möglich, eine solche Initiative umzusetzen?

3) Wann werden in Luxemburg die ersten Radaranlagen installiert? Wie kommen die Planungen und Installationsarbeiten voran? Wo bleiben noch Hürden zu nehmen?

Réponse (25.6.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

In seiner parlamentarischen Anfrage möchte der ehrenwerte Herr Abgeordnete einerseits wissen, ob eine spezielle Beschilderung gefährlicher Straßenabschnitte in Luxemburg in Erwägung gezogen werden könne und über den Stand der Arbeiten zur Einführung einer automatischen Verkehrsüberwachung andererseits.

In diesem Zusammenhang möchte ich zunächst darauf hinweisen, dass die Straßenverkehrsordnung (Code de la Route) bereits heute Verkehrsschilder vorsieht, die den Fahrer auf Gefahren im Straßenverkehr hinweisen. Eine besondere Beschilderung der Strecken, auf denen eine akute Unfallgefahr besteht, mit Angabe der Zahl der Verkehrstoten an diesem Ort könnte man hierzulande im Rahmen einer Sensibilisierungskampagne in Erwägung ziehen.

Was die automatische Verkehrsüberwachung angeht, so ist für 2012 ein Projekt geplant, das in einer ersten Phase die Aufstellung von automatischen Radaranlagen an 20 besonders gefährlichen Stellen unseres Straßennetzes vorsieht. Zwei Arbeitsgruppen beschäftigen sich zurzeit intensiv mit der gesetzlichen sowie der technischen Umsetzung dieses Projekts.

Die gesetzliche Basis für die automatische Verkehrsüberwachung soll noch im Herbst dieses Jahres auf den Instanzenweg geschickt werden.

Question 0673 (1.6.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **réanimation cardio-pulmonaire:**

Bei schwerwiegenden Krankheiten oder nach schweren chirurgischen Eingriffen gelangt das ärztliche Personal speziell in Krankenhäusern oft an einen Punkt, an dem kurzfristig entschieden werden muss, wie der Patient weiter zu behandeln ist. Existiert zum Beispiel eine vom Patienten verfasste „NTBR-Verfügung" (not to be resusciated), so bedeutet dies, dass im Falle einer akuten Verschlechterung mit Herzstillstand keine Herzmassage zur Wiederbelebung angewandt werden soll.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es in Luxemburg offizielle Regelungen, wie die NTBR-Verfügungen bei einem hospitalisierten Patienten zu handhaben sind?

2) Müsste die Entscheidung zur Nichtausführung einer Herzmassage aufgrund einer NTBR-Verfügung nicht von mehr als einem Entscheidungsträger nach wissenschaftlichen Kriterien getroffen werden?

3) Müsste eine solche schriftliche NTBR-Verfügung nicht auch in der Patientenakte hinterlegt werden?

4) Könnte eine diesbezügliche Regelung mit in das Euthanasiegesetz und/oder in das Gesetz betreffend die „Soins Palliatifs"eingebunden werden?

5) Gibt es Statistiken zur NTBR-Praxis in Luxemburg?

Réponse (9.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le terme «NTBR» est l'abréviation de l'expression «not to be resuscitated» et désigne un ordre médical qui prescrit l'abstention d'une réanimation cardio-pulmonaire (RCP) en cas de survenue d'un arrêt cardio-respiratoire chez le patient auquel il s'applique.

L'ordre NTBR ne limite pourtant aucun autre traitement, qu'il s'agisse notamment de la mise sous traitement antibiotique, de médicaments vasopresseurs, de l'intubation ou du transfert aux soins intensifs.

Cet ordre médical devrait résulter, comme tout autre acte, de la discussion éclairée qui s'installe entre le médecin et son patient. Cette information doit être connue de toute l'équipe soignante et devrait figurer dans le dossier du patient, car elle est l'expression de la volonté du patient qui, conscient de sa situation, refuse, le cas échéant, l'acharnement en cas de défaillance cardio-respiratoire.

Actuellement, il n'existe pas de recommandation officielle en ce qui concerne l'application d'une procédure relative au NTBR.

Dans le cadre des activités au sein d'un établissement hospitalier, de telles procédures pourraient faire l'objet d'un avis du comité d'éthique conformément à l'article 24 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers. Toutefois, une telle décision ne saurait finalement être prise qu'entre le patient et son médecin.

Cet ordre médical s'inscrit dans l'esprit de la loi réglementant les soins palliatifs ainsi que l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Il n'existe pas de données statistiques en la matière.

Question 0676 (1.6.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Musée d'histoire de la ville de Diekirch:**

Depuis plus de cinq ans le Musée d'histoire de la ville de Diekirch se trouve en chantier. Les plans retenus au départ (avant 2005) ont été modifiés sous l'égide de l'actuel collège échevinal. À noter que, durant ces dernières années, le chantier en question, qui selon la programmation initiale devait être terminé pour fin 2006, n'a progressé qu'à petits pas, si bien que l'inauguration, qui a été prévue pour le 10 octobre 2010, risque d'être reportée à une date ultérieure. Je viens également d'apprendre que l'une des deux mosaïques romaines, qui pendant des décennies étaient hébergées au sous-sol de l'ancienne «École de Garçons», ne trouvera probablement pas sa place définitive dans le futur Musée d'histoire de la ville de Diekirch.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quelle est la participation financière du Ministère de la Culture dans ce projet? Est-ce qu'une participation maximale a été retenue? Selon quels critères cette participation a-t-elle été fixée? Le coût initial de 1,7 millions d'euros sera-t-il dépassé le cas échéant?

- Madame la Ministre a-t-elle été tenue régulièrement au courant des différents travaux concernant l'aménagement du Musée d'histoire de la ville de Diekirch?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre a-t-elle été informée par les autorités communales des raisons du retard notable de ce chantier? Si tel était le cas, quelles sont ces raisons?

- Dans quelle mesure les services spécialisés du Ministère de la Culture ont-ils été consultés dans le cadre de l'élaboration du concept muséal à proprement parler?

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que l'une des deux mosaïques romaines ne sera pas intégrée dans le nouveau Musée d'histoire de la ville de Diekirch tout en m'expliquant le pourquoi de cette décision?

Réponse (14.7.2010) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

L'honorable Député s'enquiert sur le futur Musée d'histoire(s) de la ville de Diekirch (MH[s]D), et notamment:

1) la participation financière du Ministère de la Culture au projet;

2) l'évolution du concept muséal, l'avancement des travaux du projet et le retard qu'il a pris sur le calendrier;

3) l'encadrement par des spécialistes lors de la phase d'élaboration du concept muséal et la destination d'une des deux mosaïques romaines dans ce musée.

Si un certain nombre de ces questions concernent le Ministère de la Culture, j'aimerais néanmoins rappeler à l'honorable Député que le maître d'ouvrage est bien la commune de Diekirch et qu'une bonne partie de ses questions s'adressent plutôt aux responsables politiques de cette commune.

ad (1) En ce qui concerne le coût du projet, permettez-moi de vous apporter les renseignements suivants, recueillis auprès des autorités communales: le premier devis pour le Musée d'Histoire de la ville de Diekirch avait été voté à l'unanimité le 7 mai 2004 sous l'égide du collège échevinal de l'époque. Le projet a, depuis, subi un certain nombre d'adaptations dues à des contraintes sécuritaires et à une évolution du concept de base: la reprise de la Maison de la Culture en sous-œuvre, la consolidation et la stabilisation par micropieux des immeubles avoisinants et la reconstruction des deux immeubles caducs prévus pour accueillir les mosaïques romaines, mesures qui furent décidées en 2005, ont lourdement grevé les prévisions financières. S'y ajoutent l'aménagement d'un niveau supplémentaire pour augmenter la surface d'exposition et la mise en place d'un dispositif de faux passe-muraille pour accéder à la crypte.

D'autre part, du point de vue du contenu du MH[s]D, l'évolution du concept muséologique proprement dit, qui passe d'une «exhibition de mosaïques découvertes à Diekirch» à un «voyage à travers les âges de la cité et de la région de Diekirch» pour en faire un concept plus complet, a contribué à faire augmenter le budget, par le fait d'exiger une conceptualisation globalisée de l'exposition, une scénographie contemporaine, dynamique et pédagogique ainsi que la sécurisation des locaux. Voilà néanmoins qui confère à ce musée tel qu'il se doit un concept muséal et muséologique intégral.

En additionnant frais préalables (acquisition des immeubles), frais de construction, frais de conceptualisation muséologique et frais de scénographie on obtient l'enveloppe financière globale du MH[s]D:

2003-2004:
Frais préalables (acquisition immeubles) 422.976,84 €

2005-2009:
Frais de construction 3.409.977,49 €

2006-2009:
Frais de conceptualisation 346.250,00 €

2007-2009:
Scénographie 1.138.500,00 €

Budget prévisionnel global pour construction et aménagement: 5.317.704,33 €

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Q203

Suivant convention passée entre l'État et la ville de Diekirch en 2009, le coût total du projet s'élevait à ce moment à 4.894.727,49 €. Selon les règles de la comptabilité de l'État et les nouveaux critères servant à fixer la participation de l'État à des infrastructures culturelles régionales*, 4.049.868 € sont éligibles à une subvention étatique, ce qui signifie que la participation financière totale du Ministère de la Culture sera de 2.024.934 € dont 1.505.039,17 € ont déjà été versés.

ad (2) Pour ce qui est de l'avancement des travaux et du retard pris par le projet sur le calendrier initial, je peux vous livrer les informations suivantes qui m'ont été fournies par les autorités communales:

En 2003, le conseil communal de la ville de Diekirch avait décidé de construire un nouveau complexe scolaire rassemblant sur un même site les enseignements précoce, préscolaire et primaire, une crèche et une maison relais. Outre les nouvelles constructions, tous les bâtiments scolaires existant sur ce site allaient être réaménagés de fond en comble. Or, les trois mosaïques romaines découvertes à Diekirch en 1926, 1950 respectivement 1980 étaient exposées au sous-sol de l'école primaire dite «Jongeschull». Il fallait dès lors organiser le déménagement des mosaïques romaines vers un nouveau lieu d'exposition.

En vue d'un relogement des mosaïques romaines, la ville de Diekirch fit l'acquisition de deux immeubles contigus de l'ancien presbytère, actuelle Maison de la Culture, situés rue du Curé. Le lieu était prédestiné à accueillir les mosaïques romaines, vu que l'édifice précurseur de la Vieille Église toute proche, est de chronologie romaine. Il était prévu de conserver fondations et façades des deux immeubles et de refaire la structure interne en vue de la mise en place des mosaïques. Un passage souterrain aurait donné accès de plain-pied à la crypte de la Vieille Église, qui se voyait ainsi incorporée au nouveau musée.

Or, la démolition des structures internes et les fouilles archéologiques subséquentes ont montré que les murs et les fondations qui auraient dû être conservés, étaient en réalité caducs respectivement instables. Leur conservation était donc devenue aléatoire sinon impossible. Aussi, la ville de Diekirch assistée de ses architectes et ingénieurs-conseils, dut-elle se résoudre en 2005 à couler de nouvelles fondations et à reconstruire intégralement le bâtiment qui allait reloger les mosaïques. Pis encore, il fallait réaliser une reprise en sous-œuvre des fondations de la Maison de la Culture qui menaçait de s'écrouler et stabiliser les fonds des alentours à l'aide de micropieux. Le maître d'ouvrage profita de l'occasion pour mettre au même niveau les différents étages du nouveau musée et de la Maison de la Culture et pour aménager un étage supplémentaire, conférant aux deux unités un gabarit comparable.

Cet élargissement de l'espace d'exposition[1] allait entraîner d'inévitables et profondes modifications du concept de l'exposition proprement dite.

ad (3) En ce qui concerne le concept muséal initial, il faut rappeler qu'il prévoyait d'exposer exclusivement les mosaïques romaines trouvées à Diekirch dans le nouveau musée. Une des mosaïques aurait été mise en place au sous-sol à ras le plancher. Des ouvertures du plancher du rez-de-chaussée et du premier étage auraient permis de contempler en vue plongeante la mosaïque du sous-sol ainsi que la deuxième mosaïque qu'il était prévu de suspendre verticalement dans la cheminée constituée par les deux ouvertures de plancher superposées, le dos tourné vers la Maison de la Culture.

Au moment de la désaffectation du Musée des Mosaïques romaines de la «Jongeschull», les deux mosaïques y déposées furent démontées, dépecées en segments et évacuées vers le Musée national d'Histoire et d'Art (MNHA). Moyennant convention entre le MNHA et la ville de Diekirch, convention approuvée à l'unanimité par le conseil communal en date du 19 avril 2007, le titre de propriété des mosaïques romaines diekirchoises allait être transféré au MNHA. Après restauration menée à ses propres frais, le MNHA mettra les mosaïques restaurées à la disposition de la ville de Diekirch en vue de les exposer dans des conditions et en des lieux qui auront trouvé l'accord préalable du MNHA. Ladite convention règle donc les conditions et modalités de l'échange du «titre de propriété» contre le «droit d'exposition gratuite illimité».

Encore faut-il savoir qu'au démontage les mosaïques se trouvaient dans un état de délabrement effroyable suite à l'application inconsidérée de vernis occlusif en surface des mosaïques. Au fil du temps, l'humidité ascendante emprisonnée au sein des éléments des mosaïques avait mené à une corrosion extrême et - par endroits - à une véritable désagrégation des pierres et du liant des mosaïques. Une restauration intégrale, même conduite par des mains expertes, en était devenue impossible et - même restaurées - les mosaïques allaient rester imparfaites et fragiles.

Sur recommandation des experts du MNHA, l'idée d'exposer la deuxième mosaïque - particulièrement vulnérable - en position verticale à été abandonnée, de sorte que l'unique mosaïque romaine qui sera définitivement exposée au MH[s]D[2] se trouvera installée en position horizontale à ras le plancher au sous-sol.

À signaler que la destinée de la deuxième mosaïque n'est à l'heure actuelle pas encore clairement définie. Il n'est cependant pas impossible d'envisager l'exposition de cette mosaïque en des lieux appropriés - en dehors du MH[s]D - et suivant les recommandations des experts du MNHA.

Signalons aussi que la ville de Diekirch, à côté des spécialistes déjà cités du Musée national d'Histoire et d'Art, a fait accompagner le projet d'un certain nombre de femmes et d'hommes de l'art, dans les domaines de la muséographie, des multimédias, de la pédagogie, de l'architecture, de l'histoire et de la conservation.

Q204

Question 0677 (1.6.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **certificat de scolarité:**

Afin de pouvoir bénéficier de la prime de rentrée scolaire ainsi que de l'allocation familiale, les étudiants doivent introduire à partir de leur 18e anniversaire un certificat de scolarité. Ces certificats sont délivrés par les lycées au plus tôt lors du mois d'octobre, ce qui pose problème à beaucoup de jeunes qui atteignent leur majorité pendant les mois de juillet, août, septembre et octobre. Comme le certificat requis fait défaut pour les étudiants en question, aussi bien la prime de rentrée scolaire, que l'allocation familiale ne sont versées qu'avec quelques mois de retard. Or, beaucoup de familles ont besoin dans l'immédiat de l'argent en question en vue de la rentrée scolaire.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre pourrait-elle envisager d'autoriser les établissements scolaires à délivrer les certificats scolaires ensemble avec le dernier bulletin au mois de juillet?

Réponse (9.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les lycées délivrent les certificats de scolarité après la rentrée scolaire, à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre. Pour les élèves venant d'atteindre la majorité, les allocations familiales sont alors payées avec un certain retard, la Caisse nationale des Prestations familiales attendant la remise de ce certificat.

Il n'est pas possible de remettre ces certificats aux intéressés plus tôt, en juillet. Il est vrai que les élèves s'inscrivent pour leur plupart au mois de juillet, mais l'organisation définitive des classes ne se fait qu'au courant de ce mois de juillet et il y a toujours des classes qui ne sont pas autorisées dans certains lycées faute d'un nombre suffisant d'inscriptions. Les élèves concernés doivent alors changer d'établissement. Pour certains élèves, l'inscription définitive dépend d'un travail de vacances réussi ou, pour la formation professionnelle, d'un contrat d'apprentissage signé. Il y a aussi un nombre appréciable d'élèves qui changent d'avis au courant des vacances d'été et qui choisissent une autre formation, une autre école voire décident de quitter l'école.

Il n'est pas concevable que l'école émette des certificats de scolarité, donnant droit à des allocations, qui n'attestent pas un état de fait mais seulement une situation pronostiquée sur la base des velléités des élèves. L'émission de cette attestation de l'inscription à un lycée ne peut donc se faire qu'après la rentrée en septembre.

Question 0679 (2.6.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **centre de tri pour la distribution du courrier postal à Wiltz:**

Il ressort de divers articles de presse que la construction d'un nouveau centre de tri pour la distribution du courrier postal, qui avait été prévue depuis longtemps à Wiltz, a de nouveau été remise en question.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont amené la direction de l'Entreprise des Postes et Télécommunications à remettre en question le centre de tri à Wiltz? Est-ce que cette décision de la part de l'Entreprise des Postes et Télécommunications est définitive?

Réponse (9.7.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Par le passé, le réseau de distribution de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT) était d'un point de vue organisationnel et opérationnel étroitement lié au réseau des bureaux de poste. Ceci est encore le cas pour Wiltz, où le bureau de poste réunit dans son enceinte non seulement les guichetiers, mais également les facteurs assurant le tri et la distribution du courrier.

Dans le but d'optimiser le fonctionnement opérationnel et de mieux maîtriser les coûts globaux du réseau de distribution, l'EPT s'est dotée en 2000 d'un programme de restructuration progressif dudit réseau. Le nombre de centres de distribution est depuis passé de 42 à 16 centres qui sont plus efficaces et correspondent mieux aux besoins actuels et futurs des services de distribution.

Le programme de restructuration devrait être achevé en 2013/2014 avec en fin de compte une dizaine de sites neufs indépendants du réseau de vente.

En ce qui concerne plus particulièrement le centre de Wiltz, le bâtiment actuel ne se prête pas à l'hébergement d'un centre de distribution régional efficace à cause de surfaces inadaptées et insuffisantes avec un accès difficile tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du bâtiment existant.

Pour cette raison, l'EPT est en train de procéder à une analyse de relocalisation de ce centre de distribution. Cette analyse se fait dans une optique d'économies d'échelles et d'efficacité accrues prenant en compte le volume de courrier. En fonction du résultat de cette analyse, l'EPT procédera soit à la construction d'un nouveau centre de distribution à Wiltz, soit à un regroupement de la distribution dans le centre de distribution à Fischbach qui dispose encore de surfaces de réserve.

Question 0680 (3.6.2010) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **pont frontalier de Grevenmacher:**

Il me revient que le projet de la réfection du pont frontalier de Grevenmacher vient d'être retardé pour des raisons de financement et que les planifications concernant la construction d'un pont provisoire ont été modifiées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Existe-t-il entre-temps un planning pour la réalisation du projet en question? Dans l'affirmative, dans quels délais pourra-t-on s'attendre au début des travaux?

- Est-il exact que la construction du pont provisoire se fera parallèlement par rapport à la route nationale 10 et non, comme initialement prévu, le long du pont existant? Est-ce que la réfection de la route nationale 10 sera retardée par ces changements? Si oui, quel sera ce retard?

- Finalement j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si ces changements retarderont également le projet de la remise en état de la promenade ainsi que la mise en place d'une piste cycliste le long de la Moselle.

Réponse (9.7.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur les travaux de réfection du pont frontalier de Grevenmacher.

En ce qui concerne tout d'abord le planning des travaux de ce projet, l'on précise que les études se trouvent en phase finale. En 2009, une convention destinée à régler tous les aspects d'ordre financier, technique, fiscal et juridique de la reconstruction du pont existant fut signée par l'Allemagne et le Luxembourg. La ratification de cette convention est prévue encore pour l'année 2010 de sorte que le début des travaux est actuellement concevable pour la fin de l'année 2011. Ainsi et contrairement aux informations de l'honorable Député, un report des travaux pour des «raisons de financement» n'a pas été décidé.

Quant au phasage de la reconstruction, il est prévu d'assembler la charpente métallique du nouveau pont le long de la Moselle, en aval du pont existant, et de ne la riper dans sa position finale qu'après la démolition du pont existant, ceci dans le but de réduire à un minimum de quelques mois la durée de fermeture du pont sur la Moselle à la circulation automobile.

La route nationale 10 ne sera pas affectée par les travaux de reconstruction du pont.

---

* Lignes directrices pour la participation financière de l'État aux infrastructures culturelles régionales - la participation financière de l'État est prioritairement réservée aux infrastructures culturelles ayant résolument une vocation régionale, voire nationale et internationale; - le taux-plafond de la participation de l'État continuera d'être fixé à un maximum de 50% du montant «éligible» du coût de construction ou d'aménagement,

- n'entrent pas dans le montant «éligible»: le prix du terrain, le coût de raccordement aux utilités publiques ainsi que les frais d'études et d'honoraires relatives à l'avant-projet,

- l'aide financière sera déterminée en fonction du devis définitif arrêté par le conseil communal dûment approuvé par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire: elle ne pourra pas être augmentée.

L'aide financière de l'État sera accordée uniquement si le projet en question est réalisé en étroite collaboration avec les services respectifs des ministères concernés. En cas de participation financière, l'État se réserve à tout moment un droit de regard sur l'évolution technique et financière du chantier et, le cas échéant, la possibilité de résilier son engagement de participation financière.

[1] Du projet initial au projet final, la surface d'exposition a augmenté de 48%: 365 m² au projet initial contre 540 m² au projet actuel. Cette évaluation ne comprend pas la superficie de la crypte de la Vieille Église, ni des ateliers pédagogiques, ni des locaux réservés à des fins techniques et administratives. Par contre les ouvertures dans les planchers du rez-de-chaussée (prévues au projet initial et au projet actuel) et du 1er étage (seulement prévues au projet initial) sont comptabilisées comme surface d'exposition.

[2] L'ouverture du MH[s]D est prévue pour le 10

Enfin, une remise en état de la promenade dans l'emprise du chantier autour du pont ne peut être prévue avant que les travaux de reconstruction du pont ne soient terminés.

Question 0681 (3.6.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **plateforme d'accueil pour les investisseurs étrangers:**

L'accord de coalition de juillet 2009 prévoit la création d'une plateforme d'accueil («guichet unique») physique et virtuelle au service de nouveaux investisseurs étrangers désirant opérer au Luxembourg. Dans une récente note de réflexion, les milieux industriels se plaignent de l'absence d'un tel guichet qui, à leurs yeux, serait seul capable de résoudre les problèmes auxquels les investisseurs potentiels se voient confrontés à l'heure qu'il est. Évoquons parmi les barrières à surmonter les autorisations multiples ou encore les difficultés rencontrées soit au niveau de la recherche d'instruments de soutien appropriés soit dans le domaine de la recherche de structures d'accueil pour les start-ups innovantes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les travaux effectués depuis septembre 2009 en la matière?

- Où en sont notamment les travaux concernant la mise en place d'une nouvelle structure pour la gestion et le pilotage de l'ensemble des incubateurs existants?

- À quelle date la plateforme d'accueil des investisseurs fonctionnera-t-elle au plus tard et quelles sont les compétences de cette plateforme?

Réponse (9.7.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La partie dédiée aux entreprises du site Internet «de Guichet» constitue un guichet unique «virtuel» qui permet aux investisseurs et entrepreneurs de s'informer sur les démarches administratives en relation avec l'État, de prendre connaissance des obligations réglementaires et législatives et de nombreuses autres informations utiles en matière d'entrepreneuriat. Une nouvelle version du «Guichet-entreprises» a été mise en ligne en novembre 2009. Le site sera progressivement complété afin de pouvoir donner entre autres un aperçu complet des démarches administratives auprès de l'État.

Une version en langue anglaise est actuellement en préparation et devrait être disponible à la fin de l'année 2010.

Le «Guichet-entreprises» comporte d'ores et déjà environ 200 formulaires publiés par les différents ministères et administrations dont les démarches figurent à l'heure actuelle déjà sur le site Internet. Il est prévu de proposer avant la fin de l'année les premiers formulaires interactifs qui permettront alors d'envoyer directement par voie électronique les demandes auprès des services de l'État concernés.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers proposent depuis plusieurs années déjà des structures d'accompagnement pour conseiller et guider les entrepreneurs en phase de création d'entreprise. Le «Guichet-entreprises» renvoie par ailleurs de façon systématique vers les chambres professionnelles qui assurent un conseil personnalisé des créateurs d'entreprises.

Le Luxembourg dispose par ailleurs aujourd'hui de deux structures d'incubation opérationnelles visant à mettre à disposition des entrepreneurs un hébergement au cours des premières années de développement de l'entreprise:

- le Technoport Schlassgoart, géré par le CRP-Henri Tudor, essentiellement dédié aux technologies de l'information et de la communication;

- le centre ecostart, géré par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, dédié aux entreprises innovantes en formation ou en phase de développement, quel que soit leur domaine d'activité.

Dans le cadre de la création de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation, le Fonds Belval est chargé de la mise en place d'une infrastructure supplémentaire pour entreprises nouvelles à caractère technologique. Le futur incubateur sera localisé dans le bâtiment des anciens vestiaires des hauts-fourneaux situé au milieu des vestiges industriels à proximité immédiat du futur complexe universitaire.

Le Gouvernement souhaite réunir sous une même gouvernance les différentes structures d'accueil afin de rendre l'accompagnement des jeunes entreprises innovantes plus transparent et, de là, également plus performant.

Dans ce contexte, le Gouvernement a l'intention de procéder à la création d'une société anonyme qui reprendra, lors de sa création, la clientèle et le know-how du Technoport et du centre ecostart.

Il est prévu de charger la nouvelle société:

a) de la construction, de l'exploitation, du financement, de la gestion et de la mise en valeur des centres d'accueil et d'innovation;

b) de l'administration et de la gestion des ressources mobilières et immobilières de ces centres d'accueil et d'innovation;

c) de l'organisation des services d'encadrement des nouvelles entreprises innovantes hébergées dans ces centres.

La création de la société est prévue pour le deuxième semestre de l'année en cours.

Question 0683 (3.6.2010) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **suppression du «Ruffbus»:**

Dans le cadre de son discours sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre a rappelé que la mobilité constitue un sujet prioritaire pour le Gouvernement et que l'offre des transports en commun sera renforcée. Ceci n'exclut pas, selon Monsieur le Premier Ministre, que certaines lignes de bus peu fréquentées soient supprimées. Cette déclaration laisse sous-entendre que le Gouvernement s'efforcera d'évaluer les différents éléments de l'offre des transports publics et de remplacer certaines lignes peu fréquentées par des alternatives plus flexibles et plus efficientes. On aurait pu penser dans ce contexte au «Ruffbus», projet-pilote de transport à la demande lancé dans le canton de Capellen.

Or, le 1er juin 2010, les responsables des communes concernées ont été informés que le «Ruffbus» sera supprimé à partir du 30 juin 2010. Il s'est avéré que cette offre a été utilisée en grande partie par des personnes du troisième âge et des jeunes dans le cadre de leurs activités de loisirs et parascolaires, mais que le nombre restreint d'utilisateurs ne justifie pas le surcoût important que ce service a généré. Tandis que les clients ont payé deux euros par trajet, celui-ci a coûté en moyenne 53 euros au «Verkéiersverbond» et aux communes. En total, le service «Ruffbus» a coûté plus d'un million et demi d'euros en 2009, dont un tiers a été à charge des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Étant donné que le «Ruffbus» est utilisé par des jeunes en relation avec des activités de loisirs qui suivent le rythme de l'année scolaire, existe-t-il une possibilité de prolonger cette offre jusqu'au début des vacances scolaires d'été? Est-ce que des concertations avec les parties concernées et une information adéquate des utilisateurs sont prévues?

- Si le projet-pilote «Ruffbus» dans le canton de Capellen n'a pas rencontré le succès escompté, qu'en est-il d'un projet-pilote similaire du Forum pour l'Emploi dans la région de Bastendorf, cofinancé par le Ministère? Monsieur le Ministre est-il d'avis que le projet «Ruffbus» peut mieux atteindre ses objectifs dans des régions plus rurales avec une offre réduite d'autres moyens de transports publics? Quel a été le coût de ce projet-pilote en 2009 et quelle est la part supportée par l'État?

- Est-ce qu'il est prévu de remplacer certaines lignes de bus peu fréquentées par un système «Ruffbus»? Sinon, au cas où le «Ruffbus» et des lignes de bus régulières seraient supprimés, par quels moyens Monsieur le Ministre veut-il renforcer l'offre des transports publics en milieu rural?

Réponse (8.7.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'arrêt du projet-pilote du «Ruffbus» dans le canton de Capellen à partir du 30 juin 2010.

Inutile de rappeler dans ce contexte qu'il s'agissait en l'occurrence d'un projet-pilote destiné à avoir une durée limitée dans le temps et à faire l'objet d'une analyse détaillée afin de juger, pour cette région ou pour d'autres, l'opportunité d'instaurer définitivement un tel système ou un système similaire.

Au vu des premières conclusions tirées de cette expérience, l'on constate qu'un système de «Ruffbus» est prioritairement adapté à des régions rurales qui sont moins bien desservies par les lignes régulières des transports en commun. Un modèle de «Ruffbus» n'est pas susceptible de constituer un complément, voire un supplément par rapport aux services de transports publics, mais devrait soit remplacer, soit pourvoir à l'inexistence du transport public régulier dans une région déterminée.

La prolongation de cette offre jusqu'au début des vacances scolaires d'été est décidée par mes soins. En outre, la concertation avec les parties concernées à ce sujet a eu lieu et l'information des utilisateurs se fera moyennant une information distribuée dans le «Ruffbus» ainsi que par le biais d'une communication coordonnée par le «Verkéiersverbond», entité organisatrice du «Ruffbus».

En ce qui concerne enfin le coût du projet «Bummelbus» assuré par le Forum pour l'Emploi dans la région de Bastendorf, je ne suis pas en mesure d'en informer l'honorable Député alors qu'aucun cofinancement n'est pris en charge sur les crédits budgétaires de mon département pour le projet en question.

Question 0685 (4.6.2010) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **construction d'une ligne haute tension par la société SOTEL - PAG:**

La société SOTEL a commencé les travaux de construction d'une ligne haute tension 225 kV entre son réseau d'électricité luxembourgeois et le réseau français à Moulaine. Autorisé en date du 25 août 2008 par le Ministre de l'Environnement, le tracé de cette ligne haute tension parcourt du côté luxembourgeois les communes de Differdange, de Sanem et d'Esch-sur-Alzette. Le projet semble entaché de nombreuses irrégularités:

- Le tracé traverse deux zones classées Natura 2000 dont le statut n'aurait pas été pleinement pris en compte lors de l'autorisation ministérielle en 2008.

- L'autorisation ministérielle de 2008 fixe une limite de déboisement de six mètres par rapport à la tranchée du câble souterrain en zone protégée. Les travaux résultèrent pourtant en un déboisement jusqu'au double de cette limite.

- SOTEL a commencé les travaux de construction sans être en possession des autorisations communales nécessaires.

- La commune de Sanem se voit dans l'impossibilité d'autoriser le tracé, car il est incompatible avec son PAG qui exige une distance minimale de 50 mètres des habitations pour des raisons de protection de la santé liées aux champs électromagnétiques. Or, le tracé prévu passe à plusieurs endroits nettement en dessous des 50 mètres.

Vu l'avancement du chantier, le risque d'un fait accompli et l'imminence des décisions communales, je voudrais avoir les renseignements suivants:

1) Est-ce que la commune de Sanem peut autoriser un tracé non conforme à son PAG? Si oui, sur quelle base légale? Si non, quelle est la conséquence pour le projet de ligne haute tension?

2) Est-ce que vous partagez mon avis qu'il faudra éviter le passage des câbles proche des habitations pour des raisons sanitaires et donc respecter la limite des 50 mètres? Est-ce que vous soutenez en conséquence une modification du tracé aux endroits incriminés?

3) Monsieur le Ministre du Développement durable peut-il confirmer le non-respect de la limite de déboisement de l'autorisation de 2008?

4) Est-ce que le Ministère du Développement durable assure en général un contrôle systématique du respect des dispositions et obligations faisant partie des autorisations données?

5) Quelles sont les conséquences possibles en cas de non-respect d'une ou de plusieurs obligations légales lors d'un projet de construction?

Réponse commune (14.7.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire appelle des réponses à chacune des cinq sous-questions:

ad 1) Concernant la conformité du tracé de la ligne de haute tension avec le PAG de la commune de Sanem, il y a lieu de constater que l'article 3.3.1 de la partie écrite du PAG prévoit pour les lignes de haute tension aériennes de 100 kV ou plus des écarts de 50 mètres à respecter de part et d'autre de l'axe des lignes de haute tension.

Il en résulte que si le tracé de la ligne haute tension ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le bourgmestre ne peut pas, d'après les dispositions de l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet, accorder une autorisation de construire pour des travaux qui ne sont pas conformes avec le plan d'aménagement général de la commune.

Toutefois, la commune de Sanem peut modifier ponctuellement son plan d'aménagement général en vue de permettre la construction de la ligne haute tension telle qu'envisagée, sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires.

ad 2) En ce qui concerne le passage des câbles proche des habitations, il y a lieu de renvoyer à la circulaire n°1644 du 11 mars 1994, références 26/94 de Monsieur le Ministre de la Santé ayant pour objet les nuisances éventuelles liées à l'exploitation de lignes de haute tension.

En effet, la circulaire précitée prévoit que «pour des lignes à haute tension de 100 à 220 kV, il serait recommandé de garder pour des raisons préventives une distance minimale de 30 mètres entre le centre du tracé de la ligne et la limite de la propriété la plus proche à bâtir ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante».

Pour les câbles souterrains, il n'existe aucune restriction.

Les dispositions contenues dans le plan d'aménagement général de la commune de Sanem respectent dès lors les recommandations de la circulaire. Par conséquent, il est raisonnable d'envisager une modification du tracé aux endroits incriminés en conformité avec la partie écrite du plan d'aménagement actuellement en vigueur.

ad 3) Suite à des contrôles de chantier réguliers effectués par le chef d'arrondissement Sud de la conservation de la nature ainsi que par les préposés forestiers, il s'est avéré qu'à quelques endroits le débroussaillage a été opéré au-delà de la largeur des six mètres figurant dans l'autorisation ministérielle du 25 août 2008.

Le dépassement est néanmoins insignifiant et n'implique aucune détérioration écologique de la zone protégée respectivement de ses habitats. Au contraire, il

convient de rappeler que le débroussaillage de haies et broussailles et l'enlèvement d'arbres pionniers du tracé correspond aux mesures de gestion écologiques courantes des anciennes minières à ciel ouvert mises en œuvre par l'Administration de la Nature et des Forêts, en vue du maintien d'un état de conservation favorable des pelouses sèches, habitats de l'annexe I de la directive 92/43/CEE et a d'ailleurs permis à une espèce d'orchidées (Listera ovata, Listère ovale), protégée en vertu du règlement grand-ducal du 8 janvier 2010 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces de la flore sauvage, de faire sa réapparition.

ad 4) Le contrôle du respect des dispositions et obligations fait partie des tâches des préposés forestiers auxquels la loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des forêts confère des pouvoirs de police en matière de protection de la nature.

ad 5) La loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit aussi bien l'intervention du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions que celle des juridictions pénales en cas de non-respect, lors de la réalisation d'un projet de construction, d'une ou de plusieurs obligations légales.

Comme pour tout autre constat d'une infraction aux dispositions de cette loi, les agents de la Police grand-ducale ainsi que les agents de l'Administration de la Nature et des Forêts, lorsqu'ils constatent le non-respect des conditions prescrites par l'autorisation ministérielle, dressent un procès-verbal (art. 66). Ils ont le droit de saisir les engins, instruments et matériaux de construction susceptibles d'une confiscation ultérieure (art. 65 (2)). Le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions a la faculté de procéder à une fermeture de chantier (art. 57); et le juge ordonne, aux frais des contrevenants, le rétablissement des lieux dans leur état antérieur (art. 65 (6)).

Question 0686 (4.6.2010) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **construction d'une ligne haute tension par la société SOTEL - CREOS:**

La société SOTEL a commencé les travaux de construction d'une ligne haute tension 225kV entre son réseau d'électricité luxembourgeois et le réseau français à Moulaine. Le tracé de cette ligne haute tension parcourt du côté luxembourgeois les communes de Differdange, de Sanem et d'Esch-sur-Alzette. Il semblerait qu'on profite du chantier pour mettre en place - outre la ligne haute tension de SOTEL - un tuyau vide pour le compte de la société CREOS.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer l'installation d'une gaine - encore vide - pour le compte de CREOS sur le tracé de la ligne haute tension?

- Dans l'affirmative, quelle est la finalité de cette gaine vide? Est-ce qu'il y est prévu une deuxième connexion avec le réseau français? Quand est-ce que la gaine sera remplie, respectivement opérationnelle?

- Est-ce que la mise en place de cette conduite vide a obtenu l'accord du Ministre de l'Économie? Est-ce que ce projet faisait partie de l'autorisation ministérielle en 2008? Dans la négative, est-ce qu'une demande est actuellement en cours?

- Quel pourcentage des frais du chantier incombe à CREOS?

Réponse commune (9.7.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Sur demande, CREOS Luxembourg a confirmé son intérêt pour l'installation d'un système électrique dans la conduite souterraine de la ligne haute tension projetée par SOTEL Réseau et Cie s.e.c.s. En effet, CREOS Luxembourg indique qu'elle est en train de revoir sa stratégie d'interconnexion à moyen et long terme en raison des développements en matière d'ouverture du marché de l'électricité suite au troisième paquet de libéralisation ainsi qu'en vertu des nouveaux besoins en matière des énergies renouvelables. Ainsi, il serait opportun de profiter des travaux d'infrastructure prévus par SOTEL Réseau et Cie s.e.c.s. pour garder toute la flexibilité de pouvoir interconnecter le Luxembourg de façon adéquate au réseau transeuropéen. Dans ce contexte, il faut également considérer l'engagement du Luxembourg dans le cadre du Forum pentalatéral et notamment sa plateforme sur l'éolien offshore dont les travaux visent particulièrement l'intégration des installations d'énergies renouvelables dans le réseau électrique européen. D'après CREOS Luxembourg, il n'y a pas de date précise pour l'installation de ce deuxième système électrique dans la conduite souterraine réalisée par SOTEL Réseau et Cie s.e.c.s. en vue de la création d'une nouvelle interconnexion pour le Luxembourg.

En ce qui concerne la position du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, ayant l'énergie dans ses attributions, il y a lieu de souligner que sa position repose principalement sur le texte arrêté par le Comité de coordination tripartite le 28 avril 2006 qui constate que «Conscient de l'importance de la sécurité d'approvisionnement et de la nécessité qu'il y a de réduire le coût de l'énergie pour la compétitivité de l'économie nationale, le Gouvernement encouragera la connexion directe des réseaux électriques luxembourgeois avec les réseaux des trois pays voisins.» C'est ainsi que le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions soutient toutes les initiatives assurant une meilleure interconnexion du Luxembourg au réseau transeuropéen, tant que ces initiatives présentent des avantages potentiels pour l'accès de notre économie aux marchés de l'électricité de nos pays limitrophes et qu'elles permettent de garantir l'intégration du Luxembourg dans le réseau transeuropéen, qui doit absorber à son tour la production d'électricité renouvelable croissante en Europe.

En ce qui concerne l'autorisation ministérielle du Ministre de l'Environnement datant de 2008, celle-ci a été accordée sur base des plans joints à la demande de la société SOTEL. Lesdits plans prévoient effectivement la pose de deux systèmes souterrains haute tension. La tranchée ainsi que l'emprise totale autorisées sont ainsi prévues pour permettre la pose de deux systèmes.

Sur demande, CREOS Luxembourg a indiqué qu'elle ne se voit pas en mesure de dévoiler des informations de nature commerciale sur les frais de chantier de projets d'investissement, mais souligne que les frais pour CREOS Luxembourg se limitent au seul surcoût résultant de la fourniture et de la pose de l'infrastructure pour le deuxième système électrique.

Question 0687 (4.6.2010) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **réforme de la nomenclature dentaire:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 26 avril 2010 concernant le projet de la réforme de la nomenclature dentaire *(cf. compte rendu N°13/2009-2010 - question parlementaire N°0613),* Monsieur le Ministre a déclaré que ce projet devrait être réexaminé à la lumière des nouvelles dispositions d'un projet de loi qu'il entend soumettre au Conseil de Gouvernement dans les semaines à venir.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il toujours disposé à réformer la nomenclature à l'avantage des assurés? Si oui, dans quels délais? Dans la négative, quelles seraient les raisons d'une telle décision?

Réponse (8.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

L'avant-projet de loi évoqué par l'honorable Député prévoit des dispositions destinées à mieux outiller la Commission de nomenclature, prévue à l'article 65 du Code de la Sécurité sociale, dans ses missions d'élaboration et d'amendement des nomenclatures des professionnels de la santé. Sur cette base, la révision des nomenclatures médicale et médico-dentaire devra se faire progressivement, en se référant à des standards reconnus et en intégrant des critères objectifs tels que le temps et la technicité.

Du moment que ces modifications seront adoptées par le législateur, je ne manquerai pas de saisir la Commission de nomenclature et de lui demander de s'occuper de façon prioritaire de la problématique de la nomenclature dentaire.

Question 0688 (4.6.2010) de **M. Lucien Lux** *(LSAP)* concernant le **tunnel de Howald:**

Fin juin, des travaux de grande envergure débuteront au tunnel de Howald sur l'A1. Il est à prévoir que ce chantier aura des répercussions très importantes sur le trafic pendant des mois. La situation sur l'autoroute lors des travaux préparatoires le samedi 29 mai a donné un avant-goût des problèmes qu'un tel chantier peut provoquer, même si seulement une voie de l'autoroute sera fermée. Il est dès lors indispensable de limiter la durée de ces travaux à un minimum. Pourtant, selon les informations publiées par l'Administration des Ponts et Chaussées, les entreprises travailleront seulement sur deux postes, c'est-à-dire 16 heures par jour du lundi au samedi.

- Monsieur le Ministre peut il m'expliquer pourquoi les entreprises ne travaillent pas sur trois postes et sept jours sur sept? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'importance des entraves au trafic justifierait un travail en continu sur ce chantier?

Réponse (12.7.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des informations sur les travaux de grande envergure débutant fin juin 2010 au tunnel de Howald sur l'A1. En particulier, l'honorable Député voudrait savoir pourquoi les entreprises ne travaillent pas sur trois postes et sept jours sur sept.

En effet, lors de la phase de préparation de ce projet, l'Administration des Ponts et Chaussées avait évalué la possibilité de travailler sur trois postes. Cette alternative a cependant été abandonnée et remplacée par la solution d'un travail sur deux postes, ceci pour différentes raisons: d'une part, les travaux en question nécessitent une surveillance et une coordination poussée, tant par la direction des travaux de l'Administration des Ponts et Chaussées que par les bureaux d'études: or, au vu des moyens en ressources humaines disponibles, seule une surveillance sur deux postes s'avère possible.

En outre, une grande partie des travaux, réalisée par des techniciens ou ingénieurs spécialisés (installation et raccordement de capteurs, montage et installation des armoires de commande dans le local technique, travaux de programmation et de paramétrisation) doit être effectuée par la même équipe technique, ce qui rend impossible la mise en place d'un troisième poste.

D'autre part, pour des travaux essentiellement manuels (forage des 17.000 trous pour la protection cathodique, assemblage et montage des chemins à câble), il est plus facile d'augmenter, le cas échéant, le nombre d'ouvriers que de rajouter un 3e poste, étant entendu que la durée du chantier est essentiellement définie par la durée des travaux techniques.

Le système de travail adopté (deux postes et travail six jours sur sept) a été arrêté alors que tous les sous-traitants ont des délais fixes et que les dates de livraison du matériel sont également assurées.

Cependant, l'on précise qu'un troisième poste est utilisé pour des travaux annexes comme le démontage ou le remontage des équipements existants (radiotransmission, caméras de surveillance, signalisations variables), la réalisation de divers travaux de génie civil (amélioration du système d'évacuation des eaux vers le bassin de rétention) et, le cas échéant, comme réserve en cas d'un retard quelconque.

L'Administration des Ponts et Chaussées estime que l'organisation choisie permettra de réaliser dans les meilleures conditions possibles l'ensemble des travaux de rénovation du tunnel Howald.

Question 0689 (7.6.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**origine des produits offerts dans la restauration scolaire:**

Restopolis est un service de restauration assuré par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle afin d'assurer le catering dans les lycées et lycées techniques du pays.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur la stratégie de Restopolis en ce qui concerne ses relations avec des entreprises luxembourgeoises offrant des produits issus de l'agriculture domestique, notamment de l'agriculture biologique?

- Quels sont les établissements scolaires qui mettent un accent particulier sur l'achat et la transformation de produits régionaux?

- Quels sont les produits ou types de produits régionaux visés et soutenus par Restopolis?

Réponse (9.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

- Il y a lieu de différencier entre restaurants scolaires en régie directe et restaurants scolaires en régie privée.

Par restaurants scolaires en régie directe, on entend les restaurants qui sont gérés par le service Restopolis du Ministère de l'Éducation nationale.

Les critères déterminants appliqués lors du choix des fournisseurs sont les suivants:

1. Produits locaux
2. Prix
3. Traçabilité des produits
4. Respect des règles d'hygiène
5. Possibilités logistiques pour délivrer régulièrement tous les sites
6. Références
7. Stabilité financière

Par restaurants scolaires en régie privée, on entend les restaurants dont l'exploitation est confiée à un prestataire privé. Le choix du prestataire privé se fait pour une durée de trois ans, sur base d'une soumission publique.

Les critères d'attribution qui, en dehors de l'offre économiquement la plus avantageuse, sont déterminants pour l'attribution du marché, réservent 80 points à la politique d'achat et 80 points au développement durable sur un total de 600 points.

Un maximum de points est donné au candidat qui s'approvisionne avec des marchandises de qualité, qui considère l'empreinte écologique des aliments et qui assure au maximum un approvisionnement de proximité ou en circuits courts dans le respect du développement durable.

Il faut cependant noter que selon la loi sur les marchés publics, le prix doit obligatoirement être un critère déterminant.

Le cahier des charges prévoit également que le traitement des denrées doit s'effectuer dans sa grande majorité à partir de produits frais d'excellente qualité.

Le contractant s'engage à promouvoir l'utilisation de produits

issus de la production biologique, régionale, saisonnière et du commerce équitable et à utiliser 3% de produits issus de la production biologique dans le cadre de la composition des repas.

Ces directives sont appliquées également par les responsables des sites en régie directe.

Restopolis a une bonne communication avec la Chambre d'Agriculture et le Ministère de l'Agriculture pour la promotion de produits luxembourgeois.

Le service est en train d'analyser les possibilités de mise en place d'une centrale d'achat et d'une plateforme de distribution, en partenariat avec des prestataires externes permettant aux producteurs de produits locaux de diffuser les produits locaux dans les restaurants scolaires ou autres collectivités sans engendrer des augmentations de frais.

- La gestion centralisée des restaurants scolaires permet d'appliquer directement au niveau des établissements scolaires les décisions du Gouvernement en ce qui concerne la politique des achats et l'équilibre alimentaire.

Les directives y relatives sont communiquées aux responsables des restaurants scolaires par le biais de réunions, de notes de service et de formations continues (huit jours de formation par an).

Il s'ensuit que tous les sites appliquent les consignes concernant l'achat et la transformation de produits régionaux.

- Restopolis vise d'une manière générale la promotion des produits régionaux sains et de qualité, diffusés à des prix abordables dans le cadre d'une gestion budgétaire prudente.

Étant donné que tous les plats sont élaborés à partir de matières premières qui, dans la mesure du possible, n'ont pas été transformées au préalable, il est évident que Restopolis ne soutient pas les produits finis.

Question 0690 (7.6.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **cimetière pour animaux domestiques:**

Fir vill Léit ass den Doud vun engem Hausdéier e besonnesch trauregt Evenement. Eng wierdeg Sepultur oder Anäscherung vun dësem Hausdéier kann dobäi Trouscht brëngen.

Leider gëtt et zu Lëtzebuerg weder e Kierfecht nach en Anäscherungshaus fir Hausdéieren. Oft ginn d'Déieren „einfach" beim Veterinär gelooss, fir dann anonym an enger Verwäertungsinstallatioun (clos d'équarrissage) ze verschwannen. Eng aner - deier - Méiglechkeet besteet dran, fir säin Hausdéier am Ausland anäscheren ze loossen oder ze begruewen.

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro (N°2139 - 2003) *(cf. compte rendu N°17/2002-2003)* berifft de Landwirtschaftsminister sech op en europäescht Reglement (CE) N°1774/2002) fir Kierfechter fir Hausdéieren ze verbidden. Et gëtt awer esou Kierfechter an onsen Nopeschlänner, zum Beispill 13 a Frankräich, véier an der Belsch an eng ganz Rei an Däitschland, dorënner zu Tréier an zu Saarbrécken. Eis Nopeschlänner leien all an der Europäescher Unioun an ënnerleien, sou wei mir, dem Reglement (CE) N°1774/2002, dat als Entschëllegung gëllt, fir keng esou Kierfechter zu Lëtzebuerg zouzeloossen.

An deenen dräi Länner gëtt et och Anäscherungshaiser fir Hausdéieren.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un de Landwirtschaftsminister:

1. Ass de Minister bereet, esou wéi an onsen Nopeschlänner, een oder méi Kierfechter fir Hausdéieren zu Lëtzebuerg zouzeloossen, dëst an Zesummenaarbecht mat de Gemengen an ënner ähnlechen hygienesche Bedéngunge wéi am noen Ausland?

2. Ass de Minister bereet Déiereschutzassociatiounen aus Lëtzebuerg ze hëllefen, och finanziell, fir e spezielle Krematorium fir Hausdéieren am Land ze bauen?

Réponse (8.7.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Den honorabelen Deputéierte stellt zwou Froen iwwert d'Zouloossung vun engem oder méi Déierekierfechter an iwwert den eventuelle Bau vun engem Crématoire fir Hausdéieren hei zu Lëtzebuerg.

D'Reglement (CE) N°1774/2002 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 3. Oktober 2002 definéiert déi sanitär Regelen, déi ënner anerem bei Hausdéiere gëllen. Dat Reglement gëtt vum 4. Mäerz 2011 un ersat duerch d'Reglement 1069/2009 vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 21. Oktober 2009.

D'Reglement begräift eng Partie Dispositiounen, déi een ze grousse sanitäre Risiko an dësem Beräich limitéiere sollen.

Am Prinzip muss all Hausdéier laut den Dispositioune vum Artikel 4 vun dësem Reglement direkt an ouni Transformatioun duerch Verbrennung eliminéiert ginn. Den Artikel 24 gesäit allerdéngs vir, datt déi kompetent Autoritéit vun engem Land kann zouloossen, datt de Kadaver vun engem Hausdéier ka begruewe ginn. Dobäi muss awer séchergestallt ginn, datt keng Gefor fir d'Gesondheet vu Mënsch oder Déier besteet.

De Landwirtschaftsministère ass am Prinzip net géint eng Zouloossung vun engem Déierekierfecht oder engem Déierecrématoire. Dës Ariichtunge missten awer vu privater Säit bedriwwe ginn, ënnert de Konditioune vun der europäescher a vun der nationaler Reglementatioun an ënnert der Opsiicht vun der Vétérinairesverwaltung.

Bis elo ass nach keng Organisatioun un de Landwirtschaftsministère erugetrueden, fir esou e Projet op d'Been ze setzen. Ech sinn awer gäre bereet, mat mengen zoustännege Verwaltungen ze hëllefen, fir esou e Projet ze begleeden. Eng finanziell Ënnerstëtzung vu Säite vun der Regierung ass zu dësem Zäitpunkt net méiglech, well keng Kreditter am nationale Budget dofir virgesi sinn.

Question 0692 (8.6.2010) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **future affectation d'un immeuble au boulevard de la Pétrusse appartenant à l'État:**

En mains la réponse du Gouvernement, en l'occurrence de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre du Logement, à ma question parlementaire N°0290 du 2 décembre 2009, réponse qui m'est parvenue le 31 mars 2010 *(cf. compte rendu N°10/2009-2010)*. Cette question avait trait aux bureaux occupés dans des immeubles d'habitation sur le territoire de la ville de Luxembourg par des organismes de l'État.

Dans sa réponse, le Gouvernement m'avait appris que la Commission des loyers avait poursuivi «une politique de réduction d'adresses louées (…) et d'abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux».

S'il faut saluer cette approche comme un premier pas dans l'intérêt de la sauvegarde d'habitations au centre-ville et dans le quartier de la gare comme des quartiers attenant immédiatement au centre, eu égard à la lutte contre la mésaffectation de logements à des fins bureautiques, inscrite dans la loi, il faut s'interroger cependant sur l'approche concrète pour réaliser l'objectif indiqué par Monsieur le Ministre du Logement.

Ainsi, l'État possède un immeuble sis boulevard de la Pétrusse 90, dans un quartier d'habitation, immeuble qui contient trois à quatre appartements qui viennent d'être libérés par le départ des bureaux du collège médical et de l'Administration des Dommages de guerre.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement entend réaffecter ces appartements à des fins d'habitation?

Réponse (7.7.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En réponse à la question de Monsieur le Député, il y a lieu de noter que l'État est devenu propriétaire de l'immeuble 90, boulevard de la Pétrusse le 16 mars 1982 lors d'une adjudication publique. Cet immeuble était occupé depuis des années par le collège médical ainsi que par l'Administration des Dommages de guerre.

Le Gouvernement entend, après la libération définitive, réaffecter cet immeuble à des fins d'habitation. Cette réaffectation interviendra dès la libération des lieux par l'Administration des Chemins de fer nouvellement créée qui, à titre transitoire, occupera cet immeuble en attendant l'achèvement d'un immeuble à Belval.

Cette politique est donc à placer aussi bien dans le cadre de la réaffectation des immeubles à leur fin initiale que dans le contexte de la politique de décentralisation des services de l'État.

Question 0693 (8.6.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **congé-jeunesse:**

Je viens d'apprendre que des personnes engagées dans la Fédération nationale des sapeurs-pompiers ne se voient pas octroyer le congé-jeunesse qu'elles ont demandé pour participer à un camp d'été (conformément à la loi modifiée du 4 octobre 1973).

C'est pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Selon quels critères le Ministère de la Famille et de l'Intégration décide-t-il en la matière?

- Dans quels délais le Ministère répond-il normalement aux demandes présentées par des personnes désirant s'investir dans l'accompagnement des jeunes sapeurs-pompiers?

- Est-il possible de compléter des formulations telles que «Le congé-jeunesse entrave pour l'instant le bon fonctionnement de votre service» par des explications appropriées?

Réponse (25.6.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les critères selon lesquels sont traitées les demandes en vue d'un congé-jeunesse sont fixés par la loi du 24 octobre 2007 portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation. L'article L.234-1 de la loi énumère les activités éligibles tandis que les autres articles précisent les conditions. Le règlement grand-ducal détermine les modalités d'application du congé-jeunesse.

En 2009, sur un total de 482 demandes, neuf ont été refusées parce qu'elles concernaient des activités non éligibles, 15 ne remplissaient pas les conditions prévues par la loi (demandes introduites après l'activité, contrat de travail inexistant, avis défavorable de l'organisation responsable de l'activité) et neuf demandes ont été refusées parce que l'employeur a fait valoir que le congé entrave le bon fonctionnement du service en question.

Les délais de réponse du Ministère sont en principe les mêmes pour tous les demandeurs et sont indépendants du type d'activité. Ils sont normalement de cinq jours ouvrables pour les dossiers de demande dûment complétés.

Conformément à l'alinéa c) de l'article L.234-3 de la loi précitée, le demandeur doit se présenter à son employeur pour obtenir l'avis de celui-ci. Le Ministère estime que ceci est l'occasion pour le demandeur d'obtenir les précisions voulues quant à un avis défavorable éventuel de l'employeur.

Question 0694 (9.6.2010) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **«plan de réussite scolaire»:**

La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental oblige les comités d'écoles à établir un «plan de réussite scolaire». Ces plans sont soumis à l'«Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement». Cette Agence avise obligatoirement chaque plan de réussite scolaire. Ces plans doivent être soumis pour approbation au conseil communal ensemble avec l'organisation de l'enseignement fondamental. Le règlement grand-ducal du 14 mai 2009 fixant les modalités d'élaboration et d'application du plan de réussite scolaire est entré en vigueur à partir de l'année scolaire 2009/2010.

Selon mes informations, les comités d'écoles avaient jusqu'au 31 mai 2010 pour rentrer leurs plans de réussite scolaire à l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement. L'élaboration de ces plans s'est révélée être une tâche fastidieuse. Néanmoins, de nombreux comités d'écoles ont fait face et ont pu présenter leurs plans à l'Agence en question. Il me revient toutefois que les avis qui doivent permettre aux conseils communaux d'approuver les plans de réussite scolaire n'ont pas encore été rendus dans de nombreux cas, cela alors que l'ensemble des conseils communaux s'apprête à approuver l'organisation de l'enseignement fondamental dans les jours à venir.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Combien de comités d'écoles sont concernés par l'élaboration d'un plan de réussite scolaire? Combien de plans ont été déposés dans le délai fixé du 31 mai 2010? Combien de plans sont déposés actuellement?

2. Quel est le nombre d'avis déjà transmis officiellement par l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement aux instances communales concernées? Quel est le nombre d'avis que cette Agence pourra transmettre en bonne et due forme aux conseils communaux pour que ceux-ci puissent valablement délibérer sur l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée scolaire 2010/2011, cela conformément à l'article 38 de la loi du 6 février 2009?

3. Quelles seront les conséquences, notamment sur les effectifs en personnel enseignant et périscolaire, causées par les retards constatés dans la procédure encadrant les plans de réussite scolaire?

4. Alors que certains comités d'écoles, souvent en étroite collaboration avec les parents, ont fait un effort considérable pour réaliser leur plan de réussite scolaire dans les délais, ces écoles pourront-elles mettre en œuvre ces plans à la rentrée de septembre, même dans le cas où l'avis de l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement fait défaut respectivement si le conseil communal n'a pas pu délibérer dans les délais impartis?

5. Madame la Ministre estime-t-elle que tous les efforts ont été faits pour que le plan de réussite scolaire, un des dispositifs importants de la réforme de l'enseignement fondamental, puisse être mis en œuvre conformément aux objectifs fixés par les textes législatifs?

Réponse (7.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

D'après la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, on entend par plan de réussite scolaire (PRS) «les objectifs et les actions déterminés en vue d'augmenter la qualité de l'enseignement et des apprentissages dans une école». La démarche PRS est à considérer comme un processus visant une plus grande cohérence des actions à mener au sein de l'école. D'une part, elle tient compte des spécificités du milieu scolaire, de ses ressources et d'un travail collaboratif. D'autre part, elle contribue à donner une identité à l'école en mettant l'accent sur l'autonomie et la responsabilité des acteurs dans les écoles.

À ce jour, 91 écoles sur 154 ont entamé une démarche PRS. Parmi celles-ci, 89 ont participé à une formation PRS entre septembre 2009 et juin 2010. D'ici juillet 2010, ce seront au total 101 écoles qui auront participé à la formation.

38 écoles ont déposé un PRS pendant l'année scolaire 2009/2010 et ce avant le 31 mai 2010.

1. 20 PRS ont été avisés à ce jour et chaque école a reçu un retour d'information par l'Agence du SCRIPT.

2. Tous les PRS reçus par l'Agence avant le 30 juin 2010 seront avisés pour au plus tard le 15 juillet 2010.

3. Il n'y a pas de conséquences, ni sur les effectifs en personnel enseignant et périscolaire, ni sur un autre aspect de la mise en œuvre de la réforme puisqu'il n'a pas été prévu de distribuer des ressources supplémentaires pour la procédure encadrant les plans de réussite scolaire en 2009/2010.

4. Toutes les écoles qui ont élaboré un PRS avant le 15 juin 2010 pourront mettre en œuvre celui-ci à la rentrée 2010. Il est à noter que l'Agence accompagne les écoles dans l'élaboration de leur PRS de la façon suivante:

- trois à quatre modules de formation continue visant une participation active des écoles;

- participation de l'Agence dans chaque module pour tenir compte des remarques et suggestions des écoles;

- élaboration progressive du PRS par l'école durant la formation;

- analyse de la situation de départ de l'école et analyse des questionnaires par l'Agence;

- formulation des objectifs par un suivi individualisé par la formatrice;

- finalisation du PRS par l'école dans le dernier module de la formation et retour d'information par l'Agence relatif aux questions et commentaires des écoles;

- du PRS par l'école à l'Agence pour avis.

Pour aviser le PRS, l'Agence se base sur un ensemble de critères qui sont connus par les écoles et par l'Inspectorat. Chaque PRS est analysé par l'Agence et donne lieu, le cas échéant, à des remarques. Si nécessaire, l'Agence soumet à l'école un premier avis sous réserve de certaines modifications de la forme ou du contenu du PRS. Un avis favorable est accordé par l'Agence suite à un échange avec l'école et suite aux rectifications effectuées par celle-ci.

5. L'accompagnement méthodologique et scientifique de chacune des 154 écoles dans l'élaboration du PRS est sous la responsabilité de l'Agence. Trois personnes s'occupent de la mise en œuvre. Ceci est effectivement insuffisant si l'on veut avoir tout, tout de suite. À travers la formation continue qui vise une participation active de chaque école, le PRS est élaboré progressivement par les responsables des écoles en bénéficiant d'un soutien individualisé de la formatrice et de l'Agence. Il est entendu que la collaboration avec l'inspecteur de l'école n'y fait pas défaut non plus. La mise en œuvre d'un PRS est une démarche progressive appelée à s'inscrire dans la continuité de l'accompagnement de nos écoles au niveau de l'enseignement fondamental dans l'intérêt de la qualité scolaire.

Question 0695 (10.6.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **centre commercial à Esch/Lallange:**

L'équipement commercial du Grand-Duché s'étend actuellement sur environ 840.000 m². Plus de 100.000 m² supplémentaires prévus pour la plupart dans la moitié sud du pays sont autorisés et viendront s'ajouter au commerce existant d'ici deux à trois ans au plus tard.

En 2009, l'ancien bâtiment d'une grande chaîne commerciale luxembourgeoise à Esch/Lallange a été démoli. Depuis lors, le chantier n'avance plus, bien qu'une autorisation de construire pour un centre commercial ait été introduite.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- La surface prévue pour le nouveau centre commercial, figure-t-elle parmi les 100.000 m² supplémentaires autorisés?

- Quelles sont les raisons du retardement du chantier en question?

Réponse (14.7.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

D'après nos fichiers, le Grand-Duché de Luxembourg dispose de 950.000 m² de surfaces de vente, toutes sortes de magasins confondues. Ce chiffre inclut les grands centres commerciaux mais également tous les petits magasins.

Entre-temps, 177.200 m² de surfaces de vente supplémentaires sont prévues dont 66.100 m² se trouvent en phase de construction.

Les 111.100 m² restants se trouvent en phase de planification. Le projet du nouveau centre commercial de Esch/Lallange figure parmi les projets qui se trouvent en phase de planification.

La réalisation du futur centre commercial de Esch/Lallange a été retardée suite à l'introduction d'un recours contre le plan d'aménagement particulier du projet en question.

Question 0697 (10.6.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **programmes agroenvironnementaux:**

Gemäß Reglement vom 26. August 2009 besteht für interessierte Landwirte die Möglichkeit, einen Antrag zur Teilnahme an den diversen Agrar-Umweltprogrammen an die zuständige Verwaltung zu richten. Das Förderprogramm umfasst 14 Maßnahmen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie viele Landwirte haben Interesse an dieser Aktion gezeigt?

2) Wie kann man das allgemeine Interesse der Landwirte an dieser Aktion fördern?

3) Gibt es eine gemeinsame finanzielle Unterstützung betreffend die 14 Maßnahmen oder gibt es verschiedene finanzielle Förderungen?

4) Aus welchem Topf stammen die Fördergelder?

Réponse (25.6.2010) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Le règlement grand-ducal du 26 août 2009 institue un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

Il est basé sur le règlement (CE) 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et sur les règlements (CE) 1974/2006 et (CE) 1975/2006 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) 1698/2005 du Conseil.

Le régime d'aides comprend 14 mesures différentes en faveur de pratiques agricoles extensives ou respectueuses de l'environnement, à savoir:

1. Agriculture biologique

2. Maintien d'une faible charge de bétail d'herbivores

3. Réduction des fertilisants azotés dans certaines cultures arables

4. Réduction de l'emploi des produits phytopharmaceutiques

5. Prévention de l'érosion

6. Extensification des prairies

7. Mesures concernant l'amélioration des techniques d'épandage de lisier et de purin

8. Entretien des vergers traditionnels

9. Retrait de terres agricoles et gestion de terres abandonnées

10. Gestion extensive des bordures des champs

11. Création de bandes herbacées

12. Entretien des haies sur et en bordure des champs

13. Lutte biologique contre le ver de la grappe

14. Conservation de races locales menacées (chevaux de race ardennaise)

La date d'introduction des demandes pour l'année culturale 2009/2010, ainsi que rétroactivement pour les années culturales 2007/2008 et 2008/2009 a été fixée au 3 novembre 2009. Pour les années culturales consécutives, la demande d'aide doit être introduite pour le 1er août précédant le début de l'année culturale qui commence le 1er novembre et prend fin le 31 octobre.

Pour ces trois années culturales précitées, 1.723 nouvelles demandes ont été introduites auprès des administrations concernées.

À côté des mesures du règlement précité, encore 1.344 dossiers de l'ancien règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, pour lesquels la période d'engagement de cinq ans n'avait pas encore abouti à sa fin, ont été traités.

Après la publication du règlement grand-ducal, une brochure a été éditée et envoyée à toutes les exploitations du secteur agricole du Luxembourg, ainsi qu'à tous les acteurs du secteur agricole (conseillers, enseignement, chambre professionnelle). Cette première édition comprenait 2.400 exemplaires. La brochure est aussi accessible via le site Internet de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (http://www.asta.etat.lu).

Le mois suivant la publication du règlement grand-ducal, un briefing a eu lieu avec les conseillers agricoles afin d'expliquer les modalités et les détails de ce nouveau règlement.

En plus, ces mesures ont été présentées et expliquées aux intéressés lors de deux séances d'information à Mersch, le 15 octobre 2009, et à Hosingen, le 21 octobre 2009, en présence de plus de 400 personnes intéressées.

Pendant la foire agricole à Ettelbruck du 2 au 4 juillet 2010, ainsi qu'au «Dag um Bauerenhaff» le 11 juillet 2010 à Bergem, le Ministère de l'Agriculture sera présent avec un stand commun de ses deux administrations ASTA et SER. Ce stand sera sous le thème des mesures agroenvironnementales au Luxembourg.

La base légale pour l'instauration de ces mesures est la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural. Conformément à l'article 55 de cette loi, les aides y prévues, telles qu'elles sont spécifiées par règlement grand-ducal, sont imputables au Fonds spécial d'orientation économique et sociale pour l'agriculture. Il s'ensuit que toutes les mesures précitées sont financées par le biais de ce fonds.

Par ailleurs, ces mesures, à l'exception des mesures 8, 9 et 10, bénéficient également d'un cofinancement communautaire à charge du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Ce cofinancement est compris dans les montants d'aide définis au règlement grand-ducal précité.

Question 0699 (11.6.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **prix enregistrés des appartements au 1er trimestre 2010:**

Dans son bulletin d'information du 2 juin 2010, le Statec note qu'au 1er trimestre 2010 l'indice des prix des appartements est en hausse de 3,2% par rapport au 4e trimestre 2009. Cette hausse serait constatée aussi bien pour les prix des appartements anciens, qui augmentent de 2,2%, que pour les prix des appartements neufs qui augmentent de 5,2% par rapport au trimestre précédent.

Même si la crise économique a pesé sur les prix du marché en 2009, le Statec souligne que les baisses observées ont été rattrapées. En effet, les hausses consécutives des trois derniers trimestres confirment que le plancher a été atteint au 2e trimestre 2009.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Logement:

- Quelles sont les raisons qui expliquent cette forte évolution à la hausse des prix des appartements au cours du 1er trimestre 2010?

Réponse (14.7.2010) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

En fait, le Statec ne confirme que partiellement les résultats publiés par l'Observatoire de l'Habitat qui trouvent leur fondement dans une analyse plus différenciée.

Le prix de vente moyen au m² des appartements a nettement augmenté au 1er trimestre 2010 par rapport au 4e trimestre 2009 (+2,04% pour les ventes d'appartements construits et +5,74% pour les ventes d'appartements en état futur d'achèvement. Cette hausse des prix au m² s'observe aussi sur un an (+3,50% respectivement +0,72%). Il faut toutefois noter que le prix de vente moyen d'un appartement en construction a baissé au 1er trimestre 2010 (-4,01% par rapport au trimestre précédent), à cause d'une forte réduction des surfaces des appartements en construction vendus.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ventes d'appartements construits	1er trimestre 2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an
Prix moyen	296.734 €	+2,30%	+6,15%
Surface moyenne	82 m²	+0,45%	+2,00%
Prix au m² moyen	3.695 €/m²	+2,04%	+3,50%

Ventes d'appartements en état futur d'achèvement	1er trimestre 2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an
Prix moyen	351.057 €	-4,01%	+3,78%
Surface moyenne	77 m²	-9,06%	+1,75%
Prix au m² moyen	4.551 €/m²	+5,74%	+0,72%

Pour les appartements construits, les évolutions sur le trimestre sont assez hétérogènes selon les classes de surface. En revanche, la hausse des prix des appartements construits par rapport à l'année précédente est assez marquée pour la plupart des segments**.** Pour les appartements en construction, la hausse des prix moyens sur le trimestre est plus homogène et touche l'ensemble des classes de surface. Les prix de vente des appartements en construction sont ainsi supérieurs à ceux relevés au 1er trimestre de l'année 2009 pour la plupart des classes de surface.

Ventes d'appartements construits

	Part dans le total des transactions au 1er trimestre 2010	Prix moyen en euros	Variation trimestrielle du prix moyen	Variation du prix moyen sur un an
Moins de 50m²	11,73%	155.005	-2,12%	-6,98%
Entre 50 et moins de 60 m²	9,07%	232.406	+16,59%	+13,70%
Entre 60 et moins de 70 m²	11,28%	251.885	+2,57%	+5,65%
Entre 70 et moins de 80 m²	15,27%	264.459	-6,19%	-1,48%
Entre 80 et moins de 90 m²	20,13%	318.196	+4,52%	+5,82%
Entre 90 et moins de 100 m²	13,50%	357.471	+8,82%	+13,13%
100 m² et plus	19,03%	401.449	-2,70%	+3,06%

Ventes d'appartements en état futur d'achèvement

	Nombre de transactions retenues	Prix moyen en euros	Variation trimestrielle du prix moyen	Variation du prix moyen sur un an
Moins de 50m²	10,10%	211.254	+8,50%	+19,19%
Entre 50 et moins de 60 m²	13,46%	256.944	+10,69%	+1,59%
Entre 60 et moins de 70 m²	16,83%	301.900	+9,67%	+3,04%
Entre 70 et moins de 80 m²	21,15%	332.674	+1,56%	-4,48%
Entre 80 et moins de 90 m²	14,42%	378.211	+1,60%	-0,20%
Entre 90 et moins de 100 m²	9,62%	437.944	+5,23%	+10,04%
100 m² et plus	14,42%	535.996	+7,01%	+9,16%

La phase ascendante des prix des appartements s'explique avant tout par une évolution démographique qui va toujours croissante et une augmentation conséquente des ménages, renforcée par la diminution du nombre des personnes par ménage.

Sur le site Internet de l'Observatoire de l'Habitat (http://observatoire.ceps.lu) sont indiqués également les prix de vente au m² moyen des communes.

Question 0710 (16.6.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **formation professionnelle:**

La réalisation progressive de la réforme de la formation professionnelle constitue l'un des grands chantiers de l'éducation nationale.

C'est pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails sur la coopération entre le Ministère et les milieux artisanaux en vue d'assurer la mise en œuvre de cette réforme?

- Dans quelle mesure la formation continue des enseignants impliqués directement dans l'exécution de ladite réforme devra-t-elle être adaptée aux nécessités et mutations du monde artisanal?

- Madame la Ministre peut-elle dire si les équipements spécialisés et les matériels techniques destinés à former les apprentis dans les lycées de l'Est sont adaptés aux exigences des différents métiers? Dans la négative, quels sont les métiers concernés et quelles sont les mesures que se propose le ministère pour remédier aux déficiences éventuelles en la matière?

Réponse (14.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'article 3 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle continue précise que le système de la formation professionnelle repose sur un partenariat entre l'État, les chambres professionnelles patronales et les chambres professionnelles salariales.

Ce partenariat s'exprime par la création d'un comité de pilotage où, outre des représentants des chambres précitées, deux représentants du collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique ainsi que deux représentants des enseignants - coordinateurs en font partie. La première réunion de ce groupe a eu lieu le 15 décembre 2006 pour ensuite siéger à intervalles réguliers.

Pour des questions relatives à la réforme et touchant uniquement les chambres professionnelles, maintes réunions supplémentaires eurent lieu, ceci dans l'esprit de la loi précitée.

Afin de préparer au mieux les parties concernées par la réforme aux défis que représentent un enseignement modulaire et un enseignement selon une approche par compétence, des séances de formations continues ont eu lieu et seront répétées selon besoin.

Du lundi 26 mai au vendredi 30 mai, à raison de six heures par jour, les directions des établissements secondaires techniques ont été initiées aux possibilités de l'outil UNTIS, programme informatique nécessaire pour l'établissement des plans horaires, ceci en vue d'une organisation par modules.

Pour les enseignants et les formateurs en entreprises concernés par les formations phares dès l'année scolaire prochaine, des séances de formation ont été organisées durant le mois de juin. Ces séances seront répétées à partir de la deuxième semaine de septembre 2010.

En ce qui concerne les équipements spécialisés ainsi que les matériels didactiques nécessaires, il faut savoir que les lycées luxembourgeois comptent parmi les mieux équipés en Europe et de ce fait, en règle générale, le matériel disponible devrait suffire aux exigences d'un enseignement moderne.

Question 0712 (17.6.2010) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **programme d'étude des classes de 4e ES:**

Je viens d'apprendre qu'il est prévu de ne plus faire figurer le cours d'initiation à l'économie en classe de 4e ES au programme d'études dès la rentrée scolaire 2011/2012.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette décision ministérielle?

Réponse (7.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est correct qu'il est prévu que le cours d'initiation à l'économie ne figurera plus dans la grille horaire de la classe de 4e de l'enseignement secondaire en 2011/2012, les raisons en sont les suivantes:

Suite aux résultats des élèves de l'enseignement postprimaire dans la récente étude PISA qui ont plus particulièrement mis en évidence des déficiences dans le domaine des sciences naturelles, la Chambre des Députés a adopté, à la date du 18 décembre 2007, une motion invitant le Gouvernement entre autres «à introduire un enseignement des sciences transversal dans les premières années de l'enseignement postprimaire».

Afin de pouvoir donner, dans l'enseignement secondaire, une suite favorable à cette demande, un cours de sciences naturelles comportant des éléments de biologie, de chimie et de physique a été introduit en classe de septième. Ce cours est continué en classe de sixième; un cours de physique/chimie vient s'ajouter au cours de biologie en classe de cinquième et, à partir de l'année scolaire 2011/2012, également en classe de quatrième. Dans ce même contexte, afin de consolider la base des études dans les différentes sciences, le cours de mathématiques en classe de sixième est porté de trois à quatre leçons hebdomadaires et l'anglais, qui est la langue par excellence des études scientifiques, est porté, pour les élèves de cinquième, enseignement classique, de 3,5 à 4 leçons hebdomadaires.

Or, afin de ne pas surcharger les élèves, il a été jugé opportun de ne pas ajouter ce surplus en leçons aux horaires actuellement en vigueur, mais de procéder à un remaniement de la grille horaire pour que le total de trente leçons hebdomadaires puisse être maintenu dans la division inférieure de l'enseignement secondaire.

Il s'ensuit que le nombre de leçons hebdomadaires dont disposent actuellement certaines autres disciplines a forcément dû être réduit.

Ainsi, la demi-leçon d'«introduction aux nouvelles technologies» en classe de septième et en classe de sixième a été enlevée; il s'est avéré qu'au cours des dernières années, un nombre accru de professeurs ont recours à l'outil informatique dans leur discipline; par ailleurs, les élèves entrant au lycée ont déjà pu bénéficier d'une telle introduction dans l'enseignement primaire;

- la leçon de «travaux manuels», faisant partie du cours d'éducation artistique qui, en septième comporte actuellement trois leçons hebdomadaires, a été enlevée; cette leçon est compensée par les travaux pratiques du nouveau cours de sciences naturelles en classe de septième et de sixième;

- une leçon de français en classe de sixième et une demi-leçon de français en classe de cinquième, pour les élèves étudiant le latin, seront enlevées; par contre, le cours de physique/chimie en classe de cinquième sera enseigné en français; en ce qui concerne les élèves étudiant le latin, cette réduction supplémentaire d'une demi-leçon ne devrait pas tirer à conséquence, puisque la langue véhiculaire du latin est le français;

- une demi-leçon de géographie est enlevée en classe de cinquième; elle est compensée, du moins en partie, par le cours de sciences naturelles qui comprend certains éléments du cours actuel de géographie;

- une demi-leçon d'allemand est enlevée en classe de cinquième; cette réduction d'une demi-leçon ne devrait pas tirer à conséquence, puisque la langue véhiculaire dans presque toutes les disciplines de la division inférieure de l'enseignement secondaire est l'allemand.

- le cours d'initiation en économie sera supprimé en classe de quatrième à partir de l'année scolaire 2011/2012.

Finalement la leçon d'éducation musicale en classe de sixième a été transférée vers la classe de septième, de sorte que le cours d'éducation musicale en classe de septième comporte dorénavant deux leçons hebdomadaires au lieu d'une seule.

Ces modifications sont introduites progressivement, année scolaire après année scolaire. Ainsi les modifications concernant la classe de septième ont été introduites à partir de l'année scolaire 2008/2009, celles concernant la classe de sixième à partir de l'année scolaire 2009/2010, tandis que celles concernant la classe de cinquième seront introduites à partir de l'année scolaire 2010/2011 et celles concernant la classe de 4e en 2011/2012.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°16** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

40e séance	mardi	6 juillet 2010
41e séance	mercredi	7 juillet 2010
42e séance	jeudi	8 juillet 2010

Conférence mondiale des Présidents de Parlement

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la Troisième Conférence mondiale des Présidents de Parlement dans les locaux des Nations Unies à Genève. La Conférence était placée sous le thème général «Les parlements dans un monde en crise: garantir la responsabilité démocratique mondiale pour le bien commun».

«Dans un monde globalisé, où les crises prennent une dimension différente, il faut approfondir la coopération et développer des liens de solidarité à tous les niveaux, sur les plans international, régional et national», a notamment souligné Laurent Mosar dans son intervention devant les nombreux présidents de parlement présents au bord du lac Léman.

À cet effet, les présidents de parlement ont retenu dans la déclaration finale qu'on ne pourra mobiliser la volonté politique et assurer le soutien du public aux accords internationaux que si les parlements et leurs membres sont bien informés et activement impliqués dans les processus de consultation et de négociation de ces accords. Les parlements sont résolus à renforcer leur capacité à assumer ce rôle, ceci bien sûr dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs. Ils demandent donc aux gouvernements de travailler avec eux dans ce sens.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, lors de son discours.

À chaque fois que cela s'avère possible, les parlements entendent veiller à ce que leurs membres fassent partie des délégations nationales aux grandes réunions des Nations Unies et aux forums de négociations multilatéraux.

Le Président du Parlement luxembourgeois a aussi insisté sur l'importance de ne pas se focaliser sur les problèmes à un niveau uniquement national alors que ceux-ci sont souvent le fruit de crises qui émergent à un niveau mondial.

«Notre priorité doit être la coopération et la solidarité internationales. Plus que jamais, nous devons respecter nos obligations internationales, telles qu'elles ont notamment été définies dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)», a souligné Laurent Mosar.

Dans un cadre européen, le Président de la Chambre s'est prononcé en faveur des mesures élaborées tout récemment par la Commission européenne en matière de contrôle ex ante des budgets nationaux des États membres. Il a cependant tenu à préciser «qu'il faut à tout prix maintenir et garantir l'autonomie des parlements nationaux en matière de politique budgétaire. Le pouvoir de décision final doit en effet rester entre les mains des parlements nationaux.»

À l'occasion de leurs discussions, les présidents de parlement ont également pris connaissance des rapports sur

- la manière dont les parlements organisent leur travail par rapport aux Nations Unies,

- la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

- et la définition de normes mondiales pour parlements démocratiques.

Visite d'un membre du peuple indigène Xerente

Dans le cadre d'un voyage en Europe, M. Bolivar Sinãrî Xerente, membre du peuple indigène Xerente (Brésil), a eu un entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Au cours de l'entrevue, M. Bolivar a eu l'occasion de faire le point sur la situation de son peuple composé de 3.000 personnes et d'évoquer les défis quotidiens que celui-ci doit relever. À l'instar de la plupart des autres 240 peuples indigènes vivant au Brésil, le peuple Xerente se bat contre l'accaparement de son espace de vie par les grands propriétaires terriens et les orpailleurs. Les problèmes engendrés par le progrès technologique menaçant culture et identité des peuples indigènes brésiliens furent longuement exposés.

Le Président de la Chambre des Députés a assuré M. Bolivar de son soutien en confirmant que le Grand-Duché est un partenaire important qui a toujours soutenu la cause des peuples indigènes. M. Bolivar a remercié le Président de la Chambre des Députés pour son accueil et le support accordé par les députés luxembourgeois.

Après sa rencontre avec M. Mosar, M. Bolivar s'est fait expliquer en détail le fonctionnement du Parlement luxembourgeois. Étudiant en droit à l'Université fédérale de Palmas, l'hôte brésilien a ainsi pu comparer les législations brésilienne et luxembourgeoise en la matière et se faire une idée du parlementarisme tel qu'il fonctionne dans la plupart des pays du Vieux Continent.



(de gauche à droite) M. Patrick Godard, Mme Laudovina Pereira, M. Bolivar Sinãrî Xerente et M. Laurent Mosar.

Lors de sa visite, M. Bolivar Sinãrî Xerente était accompagné de Mme Laudovina Pereira, responsable pour le bureau régional Goiás/Tocantins (Amazonie légale) du Conseil indigéniste missionnaire, et de M. Patrick Godard de la Fondation «Bridderlech Deelen». La Fondation soutient les activités de formation des responsables indigènes de huit peuples des États fédéraux de Tocantins et de Goiás dans la défense de leurs droits garantis par la Constitution brésilienne (préservation des territoires et cultures indigènes, accès à l'éducation et aux soins de santé). Le projet brésilien de la Fondation «Bridderlech Deelen» est cofinancé par le Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire depuis 1991.

Forum OCDE 2010

Vers la reprise: innovation, emploi et croissance saine



(de gauche à droite) MM. Norbert Haupert, François Bausch, Fernand Boden et Roger Negri.

MM. Fernand Boden, François Bausch, Norbert Haupert et Roger Negri ont représenté la Chambre des Députés lors du Forum OCDE 2010 qui a eu lieu à Paris.

Les travaux de la conférence étaient concentrés sur la relance économique et la création d'emplois à la suite de la crise mondiale. Depuis le début de la crise en 2008 le nombre de chômeurs a augmenté de 34 millions au niveau mondial.

Avec les pressions exercées pour réduire les programmes de relance et combler les déficits publics, il est à craindre que des «stratégies de sortie» prématurées fassent rebasculer l'économie mondiale dans la récession, entraînant des conséquences catastrophiques comme l'aggravation du chômage de masse. Le problème des déficits publics croissants doit être traité par l'augmentation de la demande, moteur de croissance menant à la relance de la production et à la création d'emplois, et non par des mesures qui pourraient compromettre la reprise. Les gouvernements doivent engager la même volonté politique que lors du sauvetage du système bancaire mondial pour venir à bout de la crise de l'emploi mondiale.

Les politiques mises en œuvre au cours des deux dernières décennies qui ont mené à la crise telles que la déréglementation financière, l'augmentation des inégalités de revenus et les déséquilibres mondiaux doivent être revues aux fins de créer un nouveau modèle de croissance plus juste, plus soutenable sur le plan environnemental et plus équilibré entre les régions menant à un changement de paradigme économique.

Les travaux menés sur la croissance verte peuvent représenter un pas dans la bonne direction, à condition qu'ils abordent également la dimension sociale du développement durable. L'élaboration d'une stratégie de développement des compétences sera impérative pour permettre aux travailleurs d'acquérir les compétences qui leur seront nécessaires dans l'économie mondiale de demain.

En guise de conclusion il a été retenu que les salariés des pays de l'OCDE et du monde entier ont déjà payé le tribut de cette crise en perdant leur emploi, leur revenu, leur maison et leurs économies. Il est à éviter que les travailleurs continuent de payer pour cette crise dans les années à venir, d'abord en tant que salariés devant supporter la totalité du coût de la crise de l'emploi, ensuite en tant que contribuables devant endosser le fardeau de la dette et enfin en tant que citoyens devant subir les conséquences des coupes budgétaires infligées au secteur public par les mesures d'austérité d'après-crise.

L'économie de l'après-crise doit marquer le début d'une nouvelle ère. Un nouveau modèle de croissance plus équitable, plus soutenable sur le plan environnemental et plus équilibré entre les régions doit prévaloir pour donner naissance à un monde plus juste.

DANS CE NUMÉRO

Réforme de la formation professionnelle	p. 567
Rapport d'activité du Médiateur	p. 573
Bail à loyer et pacte logement	p. 592
Sommaire des séances publiques Nos 40-42	p. 595
Sommaire des questions parlementaires	p. Q210

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°16** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Cour des comptes

5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes

Neuf ans après le vote de la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes, une adaptation des textes est devenue indispensable.

Le but de la proposition de loi est:

1. d'apporter au texte existant quelques modifications d'ordre rédactionnel pour arriver à une plus grande cohérence terminologique;

2. d'adapter la procédure de suivi des constatations et recommandations des contrôles de la Cour des comptes;

3. d'apporter des modifications concernant le personnel de la Cour des comptes.

Dépôt par M. Henri Grethen, Député, le 09.01.2007

Rapportrice: Mme Anne Brasseur

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Présidente: Mme Anne Brasseur):

16.07.2007 Décisions quant à la marche à suivre au sujet de l'ajout de modifications supplémentaires et d'une première lecture en séance publique

01.02.2010 Désignation d'un rapporteur

08.02.2010 Présentation de la proposition de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

01.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

Coopération douanière

5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109e et 110e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007

L'article unique du projet de loi poursuit l'objectif d'approuver l'amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière (ci-après la Convention), adopté lors des 109e et 110e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007.

Le Grand-Duché de Luxembourg fait partie du Conseil de coopération douanière depuis l'adoption de la loi du 2 avril 1953 portant approbation de la Convention relative à la création du Conseil de coopération douanière devenu entre-temps l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

Une décision du 19 mars 2001 du Conseil de l'Union européenne avait chargé la Commission européenne de négocier au nom de la Communauté européenne les modalités d'adhésion de celle-ci à l'OMD. Ceci permet à la Communauté européenne de devenir membre à part entière de l'OMD en jouissant de tous les droits dont bénéficient les autres 175 membres de l'OMD et en respectant toutes les obligations découlant du statut de membre de l'OMD.

Les négociations entre l'OMD et la Commission européenne se sont achevées en 2006 ouvrant la voie à une modification de la convention devenue nécessaire pour permettre l'adhésion d'entités juridiques différentes des États membres et plus particulièrement l'adhésion d'unions douanières telles que la Communauté européenne.

À cette fin le Conseil de l'OMD a adopté lors de ses 109e et 110e sessions du 30 juin 2007 les amendements à la Convention que la Chambre des Députés est invitée à approuver dans le cadre du présent projet de loi.

L'adhésion de la Communauté européenne à l'OMD n'affecte pas la situation des États de la Communauté qui sont en même temps membres de l'OMD. Au contraire, ils restent chacun compétents dans les domaines couverts par la convention tout en tenant compte des intérêts communs qu'ils représentent.

Ainsi, une position communautaire sera adoptée dans tous les domaines relevant de la compétence exclusive de la Communauté européenne. Dans les domaines de compétences partagées entre la Communauté et ses États membres, une position commune, garantissant l'unité de la représentation internationale de la Communauté et de ses États membres sera recherchée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.04.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

19.05.2010 Désignation d'un rapporteur

30.06.2010 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010

www.chd.lu

Garantie de conformité

5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité

Le projet de loi sous objet modifie deux articles de la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité et vise à redresser la transposition non conforme de deux dispositions de la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation.

Initialement, ce redressement aurait dû être opéré via le projet de loi 5881A portant introduction d'un Code de la consommation.

Toutefois, face au risque d'une condamnation imminente par la Cour de justice de l'Union européenne pour transposition non conforme de deux articles de la directive 1999/44/CE, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a sollicité un avis complémentaire spécifique du Conseil d'État. Le présent projet de loi résulte de cet avis complémentaire émis le 6 juillet 2010.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 06.07.2010

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

07.07.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

Loi du 20 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°115, page 1964

Partenariat («Pacs»)

5904 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats

- du Code du travail

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

- de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État

- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

- de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

Conformément au programme gouvernemental pour la législature 2004-2009, le Gouvernement s'est engagé à évaluer l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 sur les effets légaux de certains partenariats (ci-après la loi du 9 juillet 2004) pour y apporter, si nécessaire, des ajustements notamment quant à la reconnaissance des partenariats de droit étranger.

Le déclenchement d'une procédure en manquement des obligations découlant du Traité instituant la Communauté européenne (article 226 du Traité) était une autre raison pour revoir la loi du 9 juillet 2004. La Commission européenne a en effet soulevé l'existence d'une «…potentielle incompatibilité [eu égard aux dispositions du droit communautaire] de certaines dispositions légales luxembourgeoises en matière d'imposition de libéralités (donations/héritages) faites au profit d'un partenaire dans un partenariat de droit étranger».

La menace de ce recours en manquement a finalement motivé le Gouvernement à déposer un amendement traitant de certains aspects fiscaux du partenariat.

Les modifications à apporter à la loi du 9 juillet 2004 peuvent être décrites, succinctement, de la manière suivante:

1. La publicité du partenariat et la reconnaissance des partenariats conclus à l'étranger

Pour les personnes ayant leur acte de naissance dressé ou transcrit au Luxembourg, il est proposé que, en sus de l'inscription de l'acte de partenariat au répertoire civil, l'existence du partenariat soit indiquée en marge de l'acte de naissance des partenaires. Cette meilleure visibilité du partenariat devrait permettre de renforcer la sécurité juridique des partenaires, de leurs enfants et également des tiers qui invoquent l'existence de ce partenariat. Les mêmes règles de publicité valent pour la dissolution du partenariat.

Les partenaires qui ont conclu un partenariat à l'étranger ont la faculté d'officialiser leur relation au Luxembourg en demandant l'inscription de leur partenariat au répertoire civil détenu par le parquet général luxembourgeois. Le projet de loi entend ainsi reconnaître les partenariats conclus à l'étranger pour pouvoir leur appliquer les mêmes avantages que ceux conférés aux partenariats luxembourgeois. L'inscription au répertoire civil permet ainsi d'assimiler le partenariat étranger au partenariat luxembourgeois.

Ces nouvelles règles de publicité peuvent même s'appliquer, si les partenaires le souhaitent, aux partenariats conclus avant l'entrée en vigueur de la future loi.

2. L'égalité de traitement entre salariés/fonctionnaires mariés et partenaires

Un certain nombre de mesures visent à faire bénéficier les partenaires salariés ou fonctionnaires des mêmes avantages que les couples mariés.

Il en est ainsi des congés extraordinaires pour des raisons d'ordre personnel telles par exemples le décès d'un partenaire ou la naissance d'un enfant (article L.233-16 du Code du travail). Le Code du travail est également complété par une définition large du terme «partenaire» afin que tous les partenaires dont le partenariat est inscrit ou transcrit au répertoire civil, puissent bénéficier de ces dispositions favorables.

L'extension de certains avantages et obligations aux partenaires se fait également dans les domaines suivants applicables aux fonctionnaires:

- En cas de perte de rémunération pour absence injustifiée, le Grand-Duc peut disposer en faveur du partenaire et/ou des enfants mineurs jusqu'à concurrence de la moitié de la rémunération retenue. La même règle vaut lorsque le fonctionnaire est détenu.

- Pour éviter tout conflit d'intérêt possible, le fonctionnaire doit notifier au membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la Fonction publique toute activité professionnelle exercée par son partenaire à l'exception de celles accomplies au service de l'État.

- Le fonctionnaire masculin devenu père pourra également bénéficier du congé sans traitement ou du congé pour travail à mi-temps à la suite de la naissance d'un enfant et ceci peu importe qu'il soit marié à la mère ou qu'il ait conclu un partenariat avec celle-ci.

- En cas de décès ou d'absence déclarée d'un partenaire, l'autre partenaire pourra demander au Conseil de discipline la révision de la décision ayant infligé une sanction disciplinaire.

Les dispositions énumérées ci-dessus sont également applicables aux fonctionnaires communaux.

3. L'amendement gouvernemental

Comme précisé en guise d'introduction, l'amendement proposé sert à pallier à une violation potentielle des dispositions du Traité instituant la Communauté européenne. Il est ainsi proposé d'imposer de manière identique les partenariats de droit luxembourgeois et les partenariats déclarés ou conclus à l'étranger en ce qui concerne les droits de succession, les droits de mutation et les droits d'enregistrement relatifs aux donations.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 15.07.2008

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

19.05.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.06.2010 Examen du projet de loi

09.06.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2010

Administration des Ponts et Chaussées

6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées

Le projet de loi 6014 poursuit un double objectif:

- modifier substantiellement le régime de la loi du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées afin d'adapter les cadres et l'organisation de cette administration aux évolutions des techniques, du trafic, de la formation académique ainsi qu'aux changements fulgurants qu'a subis le pays depuis 1974 dans le domaine de ses infrastructures.

- régler certaines situations individuelles d'agents de l'administration qui ont été engagés sous le régime des employés de l'État, faute de vacances d'emploi dans les carrières des fonctionnaires.

L'Administration des Ponts et Chaussées sera à l'avenir formée par les dix divisions suivantes:

- la division des travaux neufs;

- la division de la voirie Nord;

- la division de la voirie Sud;

- la division des ouvrages d'art;

- la division de l'exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic;

- le laboratoire;

- la division des géomètres et de la photogrammétrie;

- le service géologique de l'État;

- la division des ateliers centraux et

- la division informatique et gestion.

Toutes ces divisions seront placées sous l'autorité d'une direction.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 13.03.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement)

26.03.2009 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

28.04.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.05.2010 Poursuite de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

07.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport (sous réserve de la disponibilité du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État)

Vote en séance publique: 14.07.2010

Contrôle de la circulation aérienne

6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

Ce texte a pour objet de transposer en droit national la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne; il porte sur les modalités d'obtention et de délivrance de licences aux contrôleurs de la circulation aérienne afin de garantir le niveau le plus élevé de responsabilité et de compétence dans un contexte de collaboration régionale croissante entre prestataires de services de navigation aérienne.

L'espace aérien européen est l'un des espaces de circulation les plus encombrés du monde. À l'heure actuelle, la fragmentation du système de gestion de la circulation aérienne en îlots nationaux de règles nationales, de procédures, de marchés et de niveaux de performance constitue le principal obstacle à des progrès dans ce secteur. Il est dès lors important d'harmoniser les conditions d'accès et d'exercice de la profession de contrôleur de la circulation aérienne. Dans ce contexte, le paquet „Ciel unique européen" veut remédier à cette fragmentation par un nombre d'initiatives. L'une d'elles est la licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne permettant la mise en place de règles communautaires qui assureront des niveaux de sécurité plus élevés.

La mise en œuvre de la législation relative au Ciel unique européen exige l'élaboration d'une législation plus détaillée, portant notamment sur la délivrance de licences aux contrôleurs de la circulation aérienne, afin de garantir le niveau le plus élevé de responsabilité et de compétence, d'améliorer la disponibilité de contrôleurs de la circulation aérienne et de promouvoir la reconnaissance mutuelle des licences, tout en poursuivant l'objectif d'une amélioration globale de la sécurité du trafic aérien et des compétences du personnel.

L'introduction d'une licence communautaire constitue un moyen de reconnaître le rôle spécifique joué par les contrôleurs de la circulation aérienne dans la fourniture en sécurité du contrôle de la circulation aérienne. La création de normes de compétence communautaires réduit également la fragmentation dans ce domaine, ce qui se traduit par une organisation plus efficace du travail dans le cadre d'une collaboration régionale croissante entre les prestataires de services de navigation aérienne.

Le présent projet de loi se fonde sur les normes internationales existantes en matière de contrôle aérien. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a adopté des dispositions en matière de délivrance de licences aux contrôleurs de la circulation aérienne. L'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol) a adopté des exigences réglementaires de sécurité, désignées par l'acronyme ESARR (Eurocontrol Safety Regulatory Requirement). La directive 2006/23/CE précitée a transposé en droit communautaire les exigences prévues par l'ESARR 5 relative aux contrôleurs de la circulation aérienne. Le présent projet de loi transpose par conséquent en droit national, tant les exigences communautaires qu'internationales (ESARR 5 d'Eurocontrol et l'Annexe 1 à la Convention relative à l'aviation civile internationale), en matière de licences des contrôleurs de la circulation aérienne.

Au Luxembourg, l'Administration de la navigation aérienne (ANA) est la seule entité opérationnelle qui emploie des contrôleurs de la circulation aérienne. Actuellement, l'ANA compte parmi ses effectifs 50 contrôleurs de la circulation aérienne. La Direction de l'aviation civile (DAC) est l'autorité nationale de surveillance. Elle répond à tous les critères exigés par l'article 3 de la directive 2006/23/CE: impartialité et indépendance tant vis-à-vis des prestataires de services de navigation aérienne que vis-à-vis des organismes de formation. Hormis le cadre spécifique prévu pour les licences de contrôleurs de la circulation aérienne, il y a lieu de mentionner que la DAC a, en parallèle, été désignée comme autorité nationale de surveillance du Luxembourg dans le cadre du Ciel unique européen. À ce titre, la DAC dispose en tant qu'autorité nationale de surveillance compétente de l'autorité pour délivrer, proroger, refuser, limiter, suspendre ou retirer les licences de contrôleurs de la circulation aérienne ou les licences de contrôleurs stagiaires de la circulation aérienne, les qualifications ou les mentions y inscrites.

La transposition des règles communautaires sur l'obtention et le maintien en validité de la licence devraient permettre aux États membres de l'UE d'établir une confiance réciproque dans leurs systèmes mutuels de délivrance de licences. Il est dès lors important, afin de garantir le niveau le plus élevé de sécurité, d'harmoniser les exigences en matière d'aptitude professionnelle, de compétence et d'accès à la profession de contrôleur de la circulation aérienne. Cela devrait se traduire par la fourniture de services de navigation aérienne sûrs et de qualité élevée ainsi que par la reconnaissance des licences dans toute la Communauté, de façon à accroître leur liberté de circulation et à améliorer la disponibilité de contrôleurs de la circulation aérienne.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 12.06.2009

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

23.09.2010 Désignation d'un rapporteur

02.06.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.07.2010 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Hauts fourneaux Belval

6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval

Les hauts fourneaux A et B de l'ancienne usine d'Esch-Belval sont les derniers témoins d'une époque révolue documentant la phase liquide de production sidérurgique. Sur proposition de la Commission des Sites et Monuments, ils ont été inscrits à l'Inventaire supplémentaire des Sites et Monuments nationaux en juillet 2000.

Dans sa réunion du 8 avril 2009, le Conseil de gouvernement a approuvé le «projet de loi relatif aux travaux de restauration et d'aménagement des installations industrielles des hauts fourneaux A et B de Belval dans l'intérêt du Centre national de la Culture industrielle» et «marqué son accord de principe avec la création d'un Centre national de la Culture industrielle qui a pour vocation de valoriser le site des hauts fourneaux de Belval et de devenir un centre culturel à rayonnement national et transfrontalier».

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés en date du 8 septembre 2009.

Compte tenu de l'urgence d'intervention sur les structures métalliques en voie de dégradation, la Commission du Développement durable a proposé de modifier le projet de loi initial en prévoyant deux phases pour la réalisation des travaux.

Le Gouvernement lui a confirmé sa volonté de conserver les hauts fourneaux et de réaliser le Centre national de la Culture industrielle. Néanmoins, la situation économique du Grand-Duché a connu une rupture sensible au cours des deux dernières années nécessitant une révision des budgets pour les années à venir afin de réduire les dettes de l'État.

Le projet a donc été adapté à l'évolution économique: dans une première phase, il est prévu le traitement des surfaces et la restauration des hauts fourneaux en vue de leur conservation et leur intégration dans le nouveau contexte urbain.

Tous les travaux réalisés ou projetés sur les hauts fourneaux ont pour but la conservation à long terme des vestiges industriels et leur valorisation dans le contexte de la Cité des Sciences à travers les activités du Centre national de la Culture industrielle.

Les hauts fourneaux ont fait l'objet d'une première loi du 17 novembre 2003 qui a permis d'engager des études et travaux préparatoires indispensables au développement du projet du CNCI. Des dépenses engagées au montant de 13.930.000 € ont été liquidées 12.600.000 € htva (tenant compte des recettes de mitrailles) pour:

- les travaux de sécurisation et de stabilisation des hauts fourneaux;

- l'élaboration des concepts de conservation et de mise en valeur;

- les travaux de démantèlement et de restauration en vue de la mise en œuvre du scénario de conservation retenu par le Gouvernement.

Le concept de conservation des hauts fourneaux a été confirmé par le Gouvernement le 18 février 2005. Les travaux de démantèlement ont commencé en janvier 2007 et ont été clôturés en 2009. Les opérations réalisées concernent:

- le démontage de la halle des coulées du haut fourneau B;

- le démontage des installations communes aux deux hauts fourneaux;

- le démantèlement des planchers de la tour carrée du haut fourneau A et des tours gueulards du haut fourneau A ainsi que du haut fourneau B, en vue de leur restauration;

- le démantèlement des planchers de la tour carrée du haut fourneau B;

- le démontage de la toiture Nord de la Möllerei;

- le démantèlement des silos à minerai de la partie Nord de la Möllerei;

- la remise en état de la cheminée en maçonnerie du haut fourneau A.

À l'heure actuelle, tous les travaux de sécurisation et de démantèlement des hauts fourneaux sont terminés. Étant donné que, exposées aux intempéries, les structures métalliques se dégradent rapidement, il faut entamer d'urgence la prochaine étape qui prévoit le traitement des surfaces et les travaux de restauration ainsi que l'intégration des hauts fourneaux dans l'espace urbain de la Cité des Sciences.

Les travaux à réaliser dans l'immédiat porteront donc sur:

- le traitement des surfaces et la restauration du haut fourneau A;

- le traitement des surfaces et la restauration du haut fourneau B;

- l'adaptation des ouvrages au contexte urbain et l'illumination des hauts fourneaux.

Leur coût sera de 26.750.000 euros.

D'importants traitements de surfaces sont nécessaires pour préserver les hauts fourneaux à long terme et sécuriser l'espace public dans lequel ils se trouvent. La restauration du haut fourneau A inclut la remise en place des éléments manquants ou démontés mais nécessaires pour comprendre le fonctionnement des installations ainsi que les éléments nécessaires à l'accessibilité en vue d'une ouverture au public dans le mur. Le haut fourneau B sera traité en surface avec une restauration des éléments nécessaires à l'accessibilité pour des raisons d'entretien.

La spécificité du projet de conservation des hauts fourneaux de Belval est leur intégration dans un nouveau contexte urbain en tant que «Monuments dans la Cité». Pour augmenter leur visibilité dans le nouvel entourage contemporain, les hauts fourneaux seront mis en scène grâce à une illumination à la lumière blanche qui fait ressortir les structures et les couleurs des vestiges industriels.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des infrastructures, le 08.09.2009

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

08.10.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

17.03.2010 Conclusions suite à la visite des lieux du 10 février 2010

07.04.2010 Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires

21.04.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2010

Abus de marché

6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché)

Le projet de loi a pour objet de mettre la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché en conformité avec les articles 12, paragraphe 2, point c) et 14, paragraphe 1 de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (ci-après la «directive abus de marché») en adaptant les articles 29 et 33 de la loi susmentionnée.

Dans son avis motivé du 29 octobre 2009, la Commission européenne estime en effet que les pouvoirs d'investigation et de sanction dont la Commission de surveillance du secteur financier (ci-après la «CSSF») dispose au titre de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché sont insuffisants au regard des exigences de la directive abus de marché.

Dès lors, il est prévu d'élargir le champ d'application des articles 29 et 33 de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché en renforçant les pouvoirs d'inspection et de sanction de la CSSF. Ainsi, la CSSF sera habilitée à l'avenir à procéder à des inspections sur place également auprès de personnes non soumises à sa surveillance et à prononcer des sanctions administratives à l'égard de toute personne visée par la directive abus de marché.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.10.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

24.11.2009 Désignation d'un rapporteur

08.12.2009 Présentation du projet de loi

18.05.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

21.05.2010 Présentation et adoption d'une série d'amendements

09.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°119, page 2046

Accord aérien UE-Maroc

6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes

L'accord aérien que l'UE et ses États membres ont signé le 12 décembre 2006 avec le Maroc, et que le projet de loi 6095 a pour objet d'approuver, s'inscrit dans le cadre de la politique extérieure de l'UE en matière d'aviation civile et a pour but de contribuer à la création d'un espace aérien commun avec les «pays du voisinage» (Algérie, Arménie, Autorité palestinienne, Azerbaïdjan, Belarus, Égypte, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Moldavie, Maroc, Syrie, Tunisie et Ukraine).

La négociation de cet accord aérien avec le Maroc a été menée par la Commission européenne sur la base d'un mandat que lui ont délivré les États membres de l'UE en décembre 2004.

L'objet de l'accord euro-méditerranéen est la libéralisation progressive des relations aériennes entre la Communauté européenne et le Maroc en échange de la reprise progressive, par le Maroc, d'une part substantielle de l'acquis communautaire en matière de transport aérien. En effet, cet accord euro-méditerranéen permettra, à terme, de garantir des niveaux élevés et uniformes de sécurité et de gestion du trafic aérien avec le Maroc, ainsi que l'application des règles communautaires en matière de concurrence, de droits des consommateurs et de protection de l'environnement. Cette harmonisation des normes devrait permettre de garantir un cadre concurrentiel équitable et de satisfaire la demande croissante de services aériens vers le Maroc. Cette demande croissante s'explique par la politique d'ouverture défendue par le Gouvernement marocain qui s'est fixé l'objectif d'atteindre 10 millions de passagers internationaux par an d'ici 2010. Or, le transport aérien constitue le principal mode de transport utilisé pour acheminer les touristes au Maroc. L'accord euro-méditerranéen est donc l'un des leviers essentiels des autorités marocaines pour atteindre les objectifs qu'elles se sont donnés en matière de développement touristique.

Le Maroc est aujourd'hui lié par des accords bilatéraux sur les services aériens à une quinzaine de pays de l'UE parmi lesquels figurent la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas ou la Suède, mais également le Luxembourg.

L'accord en question sera mis en œuvre en deux phases. Les deux premières années d'application serviront à intégrer l'acquis communautaire et à supprimer les limitations tenant à la nationalité, à la fréquence et à la capacité. Au terme de cette première étape, le comité mixte institué en vertu de l'accord se prononcera sur le degré de réalisation de ces objectifs. Si sa décision est favorable, la mise en œuvre de la deuxième étape sera entamée. Celle-ci consiste dans la possibilité pour les compagnies aériennes de mettre à profit les droits suivants:

- pour les transporteurs européens, le droit d'exploiter des services aériens entre des points situés dans l'UE, un ou plusieurs points situés au Maroc et des points situés au-delà;

- pour les transporteurs marocains, le droit d'exploiter des services aériens entre des points situés au Maroc et un ou plusieurs points situés dans l'UE.

L'accord prévoit encore qu'en principe les accords bilatéraux conclus par les États membres de l'UE et le Maroc se trouvent remplacés par le nouvel accord à approuver, sauf pour les droits de trafic qui ne rentrent pas dans le champ d'application de ce dernier et à condition de ne pas donner lieu à des discriminations entre États membres. À cet égard, il convient de mentionner un accord signé le 5 juillet 1961 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc. Cependant, aucune ligne régulière entre le Luxembourg et le Maroc n'a vu le jour. En revanche, la compagnie Luxair dessert les aéroports d'Agadir et de Marrakech par des vols charters.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 18.12.2009

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

14.04.2010 Désignation d'un rapporteur

21.04.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2010

Détergents

6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents

Le texte a pour objet de mettre le droit luxembourgeois en conformité avec la réglementation européenne sur les détergents.

Le règlement (CE) N°648/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif aux détergents n'introduit pas une réglementation nouvelle dans le domaine des détergents, mais remplace essentiellement deux directives à caractère largement technique du début des années 70, dans le but de réunir leurs dispositions dans un seul texte «pour des raisons de clarté et d'efficacité».

Ces directives avaient été mises en œuvre dans la législation luxembourgeoise, dont le dernier état est constitué par la loi modifiée du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents et le règlement grand-ducal du 9 juillet 1986 relatif à la biodégradabilité des agents de surface anioniques et non ioniques contenus dans les détergents.

Le législateur luxembourgeois n'est pas intervenu suite à l'adoption du règlement (CE) N°648/2004, dont l'article 18 impose aux États membres d'adopter «des sanctions dissuasives, efficaces et proportionnées, à appliquer en cas de violation». Le projet de loi 6096 a donc pour objectif de se mettre en conformité avec la législation communautaire.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 23.12.2009

Rapporteur: M. Raymond Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

(Président: M. Ali Kaes):

06.05.2010 Désignation d'un rapporteur

28.06.2010 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'une série d'amendements

07.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

INSPIRE

6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant au sein de l'Union européenne (UE) une infrastructure d'information géographique (INSPIRE), aux fins des politiques environnementales communautaires ainsi que des politiques et des activités susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

À cette fin, elle définit des règles tendant à améliorer et à coordonner la disponibilité, la qualité, l'organisation, l'accessibilité ainsi que l'interopérabilité et la mise en commun de certaines informations géographiques qui sont détenues par les autorités publiques. La directive s'applique aux données déjà détenues par les autorités publiques et n'impose donc pas la collecte de données supplémentaires.

Au niveau des États membres la mise en œuvre de cette infrastructure d'information géographique implique:

- la création de métadonnées[1] pour les séries et les services de données géographiques définis par la directive;

- la mise en place d'un réseau de services concernant les séries et services de données pour lesquels des métadonnées ont été créées, permettant notamment la consultation et la recherche des données par le public;

- une interopérabilité des séries et des services de données géographiques, conformément à des règles de mise en œuvre à fixer au niveau européen;

- un partage de données entre autorités publiques aux niveaux national et européen,

- ainsi que la désignation de structures et mécanismes appropriés pour coordonner l'ensemble des contributions à l'infrastructure et servir de point de contact avec la Commission européenne.

Le projet de loi sous rubrique fixe le cadre légal pour la mise en place de l'infrastructure luxembourgeoise correspondante, l'«Infrastructure luxembourgeoise de données géographiques (ILDG)».

[1] Métadonnées: l'information décrivant les séries et services de données géographiques et rendant possibles leur recherche, leur inventaire et leur utilisation.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.01.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

18.05.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

08.06.2010 Présentation d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°121, page 2052

Procédure en cassation

6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Le présent projet de loi a pour objet de réformer la procédure en cassation actuelle que la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après la CEDH) considère comme étant excessivement formaliste. Dans un arrêt Kemp et autres c. Luxembourg du 24 avril 2008[2] (ci-après l'arrêt Kemp), la CEDH[3] constate qu'il y a excès de formalisme lorsque «[…] l'interprétation par trop formaliste de la légalité ordinaire faite par une juridiction empêche, de fait, l'examen au fond du recours exercé par l'intéressé»[4].

L'article 10, alinéa 1er, point 2 de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation (ci-après la loi de 1885) exige pour l'introduction d'un pourvoi en cassation «un mémoire signé par un avocat-avoué et signifié à la partie adverse, lequel précisera les dispositions attaquées de l'arrêt ou du jugement et les moyens de cassation et contiendra les conclusions dont l'adjudication sera demandée. La désignation des dispositions attaquées sera considérée comme faite à suffisance de droit lorsqu'elle résulte nécessairement de l'exposé des moyens ou des conclusions.»

Cette disposition a été interprétée par la Cour de cassation luxembourgeoise dans le sens suivant: «Le mémoire déposé, par la partie demanderesse en cassation, au greffe de la Cour supérieure de justice doit préciser les moyens de cassation. Le pourvoi en cassation est une voie extraordinaire de recours. La Cour de cassation statue sur le moyen, mais rien que sur le moyen. La seule indication des textes dont la violation est invoquée ne constitue pas l'énoncé d'un moyen et la discussion qui développe le moyen ne peut suppléer à l'absence de formulation de moyen.»[5]

La Cour de cassation a également indiqué le degré de précision qu'elle attend d'un moyen de cassation: «Répond à l'exigence de précision résultant de l'article 10 de la loi modifiée sur les pourvois et la procédure en cassation, un moyen de cassation dont les différentes branches précisent chacune quel cas d'ouverture est invoqué, quels textes de loi ont été violés, par quelles dispositions l'arrêt attaqué les a violés et en quoi ces violations consistent.»[6]

La CEDH a certes admis que ces exigences poursuivent le but légitime de permettre à la Cour de cassation d'exercer son contrôle en droit[7], mais que cette exigence de précision «[…] n'était pas indispensable pour que la haute juridiction suprême puisse exercer son contrôle. Pareille exigence affaiblit à un degré considérable la protection des droits des justiciables devant la haute juridiction nationale, surtout si l'on tient compte du fait que le Luxembourg ne connaît pas le système des avocats aux Conseils spécialisés.»[8] Finalement la CEDH retient que «[…] la limitation imposée au droit d'accès des requérants à un tribunal n'a pas été proportionnelle au but de garantir la sécurité juridique et la bonne administration de la justice»[9].

La CEDH conclut qu'il y a violation de l'article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'Homme au regard du droit des requérants d'avoir accès à un tribunal[10].

Le présent projet de loi entend tirer les conséquences de cet arrêt, même si ses auteurs annoncent dès le départ qu'il s'agit d'une «réforme a minima» qui, dans l'immédiat, poursuit l'objectif d'éviter d'autres condamnations par la CEDH, mais qui ne donne pas une «réponse à la problématique beaucoup plus profonde que la Cour de Strasbourg a soulevée dans l'arrêt Kemp».

La réforme a minima consiste donc principalement à modifier l'article 10 relatif à l'introduction d'un pourvoi en cassation en matière civile et commerciale de la loi du 18 février 1885. Le point 2, alinéa 2 est complété par certaines précisions reprises de l'article 978 du Code de procédure civil français. Si dans l'état actuel de la loi «la désignation des dispositions attaquées sera considérée comme faite à suffisance de droit lorsqu'elle résulte nécessairement de l'exposé des moyens ou des conclusions», elle reposera à l'avenir sur un cadre législatif plus précis dans la mesure où chaque moyen devra désormais indiquer le cas d'ouverture invoqué, la partie critiquée de la décision, ainsi que ce en quoi elle encourt le reproche allégué.

Le formalisme exigé par le nouvel article 10 est atténué par la possibilité que l'énoncé du moyen peut être complété par des développements en droit qui sont pris en considération. Cette innovation tient compte d'un arrêt du 30 juillet 2009[11] de la CEDH dans l'affaire Dattel contre Luxembourg (ci-après l'arrêt Dattel), dans lequel la Cour estime que «[…] le mémoire en cassation doit être considéré dans son ensemble, en ce sens que les requérants doivent avoir formulé leurs doléances à l'égard de l'arrêt d'appel, soit dans l'énoncé du moyen de cassation même, soit au besoin dans la discussion qui développe le moyen»[12]. En reconnaissant cette possibilité, le projet de loi ne fait qu'entériner l'approche adoptée par la Cour de cassation à la suite de l'arrêt Dattel qui a jugé que le moyen de cassation tel qu'«expliqué dans la discussion» peut être pris en considération[13].

Enfin, le projet remplace également le terme «avocat-avoué» qui n'est plus utilisé par celui «avocat à la Cour».

La réponse à la «problématique beaucoup plus profonde» soulevée par la CEDH ne fait pas l'objet du présent projet de loi et sera traitée par un texte législatif ultérieur.

[2] Requête n°17140/05.

[3] Pour un commentaire détaillé de la jurisprudence de la CEDH en la matière, voir Kinsch Patrick et Pierrat Myriam, La mission de la Cour de cassation, Annales du droit luxembourgeois, volume 19, 2009, pages 83 et suivantes.

[4] Arrêt Kemp, considérant 50; voir également considérant 59 du même arrêt.

[5] Cass. 17 février 1994, Pasicrisie 30, p. 229, citée par la CEDH dans l'arrêt Kemp, considérant 32; voir également considérant 33.

[6] Cass. 16 janvier 1997, Pasicrisie 30, p. 233, citée par la CEDH dans l'arrêt Kemp, considérant 32.

[7] Considérant 53 de l'arrêt Kemp.

[8] Ibidem, considérant 58.

[9] Ibidem, considérant 60.

[10] Ibidem, considérant 61.

[11] Requête n°18522/06.

[12] Considérant 39 de l'arrêt Dattel.

[13] Voir Cass. 28 janvier 2010, n°6/2010.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01.02.2010

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

30.06.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010

Paquet ferroviaire

6110 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;

B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;

C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Depuis sa création l'UE a fait du développement de la concurrence économique un des objectifs principaux de sa politique. Le cadre juridique général pour la concurrence a été institué par le Traité de Rome de 1957. Le Traité de Rome reconnaît déjà que ce cadre juridique général n'est pas adapté à tous les secteurs de l'économie. C'est dans cet ordre d'idées qu'il propose l'élaboration «d'une politique commune dans le domaine des transports». L'élaboration d'une politique commune des transports, notamment pour le secteur ferroviaire, a été rendue nécessaire par l'évolution du marché durant les années 80 et le début des années 90.

Afin d'assurer la pérennité du rail, la Commission européenne entend revitaliser le secteur ferroviaire et le soumettre au même régime de concurrence que celui qui régit les autres moyens de transport. Pour atteindre cet objectif, la Commission poursuit sa politique de libéralisation du secteur ferroviaire entamée depuis le début des années 90 et s'efforce de créer les conditions-cadres d'un futur marché commun des transports ferroviaires.

Avec l'adoption du premier paquet ferroviaire est créé un cadre précis et transparent pour garantir un accès non discriminatoire à l'infrastructure ferroviaire. Le premier paquet ferroviaire vise surtout à aligner le secteur ferroviaire sur un régime semblable à celui des autres modes de transport.

Le deuxième paquet ferroviaire est consacré à la lutte contre la détérioration des parts de marché du rail et complète les mesures prises dans le cadre du premier paquet ferroviaire. Il vise à créer et à accélérer l'intégration de l'espace ferroviaire européen. Le but à atteindre est l'ouverture du marché des services ferroviaires pour le transport de fret et l'interopérabilité du réseau ferré. Les mesures prévues dans le cadre du deuxième paquet ferroviaire constituent le complément indispensable du premier paquet ferroviaire en assurant le maintien d'un haut niveau de sécurité.

Le projet de loi 6110 s'inscrit dans le cadre des mesures de transposition du troisième paquet ferroviaire, et en particulier de la directive 2007/58/CE du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire. Il concerne l'institution d'un organisme de contrôle en matière ferroviaire et est structuré comme suit:

- le 1er chapitre prévoit que la mission de contrôle du marché ferroviaire est confiée à l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR). Ce chapitre définit les notions de «régulateur» et de «candidat» et précise les missions confiées au régulateur;

- le 2e chapitre concerne le traitement des litiges et précise dans quels cas le candidat peut saisir le régulateur;

- le 3e chapitre parle des sanctions administratives;

- le chapitre 4 décrit le financement du régulateur;

- le chapitre 5 prévoit certaines dispositions modificatives et abrogatoires.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.02.2010

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

24.02.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi

02.06.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

07.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Communication électronique / vie privée

6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle

Le présent projet de loi a comme objet principal de modifier les articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques afin de transposer en droit luxembourgeois certains éléments de la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation des données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE.

La directive 2006/24 se situe dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée et a pour objet de garantir, dans tous les États membres, la conservation pendant un certain délai des données traitées par les fournisseurs de communications électroniques dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou d'un réseau public de communication.

Étant donné que le principe même de l'obligation de conservation des données avait déjà été inséré dans la loi du 30 mai 2005 précitée - en application de l'article 15 (1) de la directive 2002/58, dénommée «directive vie et communications électroniques» - le projet de loi prévoit principalement, à coté de certaines modifications plutôt techniques, la définition de la notion des «infractions graves» prévue au paragraphe 1 de l'article 1er de la directive 2006/24.

Au vu des liens intrinsèques entre les articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 et l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle, cet article sera également modifié pour des raisons de cohérence.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 10.02.2010

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

25.02.2010 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur

28.06.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

01.07.2010 Examen du texte modifié suite à l'avis du Conseil d'État

08.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010

Loi du 24 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°122, page 2060

Changement climatique

6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le but du projet de loi 6114 est de transposer en droit national la directive 2008/101/CE du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE, établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté afin d'intégrer les activités aériennes dans ledit système communautaire.

Par le biais du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Union européenne s'était engagée pour la période allant de 2008 à 2012 à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 8% par rapport aux taux enregistrés en 1990 et le Luxembourg s'était fixé l'objectif ambitieux de 28% pour la même période.

Face à l'impossibilité prévue d'atteindre les objectifs par les seules mesures nationales, un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SCEQE) fut instauré par la loi du 23 décembre 2004, transposant la directive 2003/87/CE.

Le Protocole de Kyoto n'avait pas inclus les émissions de gaz à effet de serre résultant des activités de l'aviation internationale. La nécessité de limiter l'augmentation de la température mondiale à 2°C au maximum par rapport au niveau de l'époque préindustrielle a cependant conduit les autorités européennes à inclure entre-temps ces émissions, lorsqu'elles sont dues aux vols internationaux.

Le système proposé repose sur le principe que l'autorité de régulation communautaire fixe une quantité maximale pour les émissions polluantes et répartit cette quantité entre les compagnies aériennes. Cette quantité limitée de droits de polluer devrait inciter les acteurs concernés à réduire leurs émissions ou à acheter des droits d'émission à d'autres participants s'ils dépassent le montant qui leur est attribué. Le résultat escompté serait une réduction des émissions polluantes. Le nombre élevé de participants permettrait en outre de minimiser les coûts pour les acteurs économiques.

Le projet de loi, copie fidèle de la directive, prévoit concrètement qu'à partir du 1er janvier 2012, tous les vols à l'arrivée ou au départ d'un aérodrome situé sur le territoire d'un État membre feront l'objet d'une réglementation quant aux émissions de CO_2. Le système d'allocation de quotas aux exploitants d'aéronefs sera entièrement gratuit en 2012 et le montant des quotas correspondra à 97% des émissions historiques (moyenne des années 2004 à 2006). À partir de 2013, ce montant correspondra à 95% des émissions historiques et les exploitants d'aéronefs devront acquérir des quotas par le biais de mise aux enchères de 15% du total de ces quotas. Ce système sera revu périodiquement et notamment pour évaluer le risque d'une délocalisation du trafic aérien international dans les pays hors UE.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 22.02.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

05.05.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.06.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.06.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

ILR

6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

La directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun

pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques impose une modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant: 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

C'est surtout le paragraphe 4 de l'article 11 de la loi modifiée du 30 mai 2005 qui est incompatible avec les nouvelles obligations communautaires concernant l'indépendance des autorités réglementaires nationales reprises à l'article 3 de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et les services de communications électroniques tel que modifié par la directive 2009/140/CE. Le projet de loi redresse en outre d'autres dispositions qui permettraient au Gouvernement d'influencer de manière directe ou indirecte certaines décisions de l'ILR.

Actuellement, l'Institut Luxembourgeois de Régulation est chargé de la régulation des secteurs économiques suivants:

- réseaux et services de communications électroniques (télécommunications);

- transport et distribution d'énergie électrique;

- transport et distribution de gaz naturel;

- services postaux.

Enfin, dans le projet de loi 6110 concernant la transposition de directives relatives au développement de chemins de fer communautaires et à la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire, le ministre compétent envisage la désignation de l'institut comme organisme de contrôle du marché ferroviaire.

Eu égard à ces élargissements de compétences, le projet de loi prépare l'ILR à de nouvelles missions en ouvrant la possibilité d'une extension de sa direction à un maximum de cinq membres.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 18.03.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

29.04.2010 Désignation d'un rapporteur

01.07.2010 Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

05.07.2010 Présentation et analyse d'un projet de rapport

08.07.2010 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Fiscalité

6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi a pour objet de rendre conformes au droit communautaire certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu relatives à l'imposition des non-résidents.

En date du 14 avril 2009, la Commission européenne a émis à l'encontre du Luxembourg une mise en demeure sur base de l'article 226 du Traité instituant la Communauté européenne («TCE») pour non-conformité de certaines dispositions de la législation fiscale luxembourgeoise en matière d'imposition des non-résidents avec les dispositions de l'article 56 du TCE relatif à la libre circulation des travailleurs. La Commission européenne a critiqué, en premier lieu, le fait que certains revenus des non-résidents sont soumis à des taux d'impôts progressifs plus élevés que ceux qui seraient effectivement appliqués, selon le barème, à leur revenu majoré de la tranche de base non imposable. En second lieu, la Commission a constaté que le bénéfice de la tranche de base non imposable n'était pas accordé aux contribuables non résidents réalisant au Luxembourg la quasi-totalité des revenus mondiaux, lorsque la quasi-totalité des revenus mondiaux se compose de revenus indigènes non professionnels.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 28.04.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

09.07.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°120, page 2050

Réforme de la formation professionnelle

6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier certaines dispositions de la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Initialement fixée à la rentrée scolaire 2010/2011, l'échéance de la mise en vigueur intégrale des dispositions relatives à l'organisation de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale, dispositions contenues notamment dans les chapitres II et III de la loi précitée du 19 décembre 2008, n'a pas pu être respectée. En effet, compte tenu de l'ampleur des travaux préparatifs de cette vaste réforme, il s'avère nécessaire de réviser le calendrier initial et d'échelonner en plusieurs étapes la mise en vigueur des dispositions susmentionnées.

Dans cette optique, le projet de loi sous rubrique propose les dispositions suivantes:

- Une modification du premier alinéa de l'article 75 de la loi précitée du 19 décembre 2008 a pour but d'échelonner en plusieurs étapes l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'organisation de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale (chapitres II et III de la loi précitée du 19 décembre 2008), étant entendu que le début de l'année scolaire 2012/2013 est le délai ultime pour faire démarrer les formations réformées en classe de 10e. Pour les métiers et professions qui sont prêts à démarrer avant cette date, une mise en vigueur anticipée, par le biais de règlements grand-ducaux, est rendue possible.

- Il est en outre prévu d'insérer dans la loi précitée du 19 décembre 2008 un article 75bis visant à reprendre, pour certains métiers et professions, le texte de l'article 20 de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, aussi longtemps que ne leur sont pas applicables les nouvelles dispositions de la loi précitée du 19 décembre 2008.

L'article 20 de la loi modifiée précitée du 4 septembre 1990 a fixé le principe selon lequel le diplôme de technicien donne accès d'office aux études techniques supérieures dans une spécialité correspondante. Or, le diplôme de technicien «nouveau régime» tel que défini dans la loi précitée du 19 décembre 2008 ne permet l'accès à des études supérieures qu'après la réussite de plusieurs modules préparatoires. Compte tenu de la nécessité d'échelonner en plusieurs étapes la mise en vigueur des dispositions relatives à l'organisation de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale, il apparaît donc indispensable, dans un souci de sécurité juridique, de remettre en vigueur les dispositions plus favorables se rapportant au diplôme de technicien «ancien régime» pour la période où ces diplômes sont encore délivrés.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.05.2010

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

(Président: M. Ben Fayot):

24.06.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

01.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2010

La Chambre après Lisbonne

6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne au 1er décembre 2009 lance le contrôle du respect du principe de subsidiarité par les parlements nationaux, ce qui demande une certaine adaptation des procédures internes.

Contrôle de la subsidiarité

Avis motivé

La Chambre des Députés a décidé de n'appliquer le contrôle de la subsidiarité qu'aux propositions législatives européennes classées comme documents B. De surcroît, un avis motivé sur la subsidiarité n'est rédigé que dans l'hypothèse où une violation du principe de subsidiarité est constatée.

L'avis motivé est discuté en commission en présence d'un représentant du Gouvernement. La commission sectorielle concernée doit avoir clôturé ses discussions endéans un délai de quatre semaines et décider s'il y a lieu de rédiger un avis motivé concluant au non-respect du principe de subsidiarité.

Chaque groupe politique ou technique et chaque sensibilité politique peut présenter un projet d'avis motivé tendant à inviter une commission à retenir le non-respect du principe de subsidiarité.

La décision de rédiger un avis motivé est prise à la majorité des membres de la commission.

Les dernières quatre semaines du délai de huit semaines doivent être réservées à la rédaction de l'avis motivé ainsi qu'au vote de la Chambre siégeant en séance publique.

La décision de l'envoi de l'avis motivé est prise en séance publique sous la forme d'une résolution adoptée à la majorité des membres de la Chambre des Députés. Cette résolution est présentée par le Président de la Chambre des Députés et est soumise au vote de la Chambre des Députés. La résolution est adoptée sans débat à moins que la Conférence des Présidents n'en décide autrement suite à une demande de la commission concernée. Le temps de parole auquel l'article 85 (3) du Règlement fait référence n'est pas applicable.

Au cas où aucune séance publique n'est convoquée en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, la Conférence des Présidents, convoquée dans les meilleurs délais, décide à la majorité simple de l'éventuel envoi de l'avis motivé. Pour ce point les sensibilités politiques sont également invitées à la Conférence des Présidents.

Dans cette hypothèse, la décision de l'envoi n'est pas prise sous forme d'une résolution. La commission compétente est informée de la décision de la Conférence des Présidents par lettre du Président de la Chambre des Députés. La Chambre des Députés en est informée lors de la prochaine séance publique dans le cadre des «communications».

En toute hypothèse, l'avis motivé est communiqué aux Présidents de la Commission européenne, du Conseil et du Parlement européen ainsi que pour information au Gouvernement luxembourgeois par une lettre du Président de la Chambre des Députés. L'avis motivé est communiqué sur IPEX aux autres Parlements nationaux par la cellule européenne, en français et en anglais (traduction de courtoisie).

Recours

Les recours visent les directives et règlements dans leur version finale et sont à introduire dans un délai de deux mois à compter de la publication du texte visé. Le recours se limite au cas où la Chambre des Députés a envoyé un avis motivé à la Commission européenne.

La Commission du Règlement a retenu qu'il appartient à la cellule européenne de l'administration de suivre les textes ayant fait l'objet d'un avis motivé, afin qu'un

recours éventuel contre l'acte communautaire puisse être décidé et introduit dans les délais.

Les commissions parlementaires sectorielles sont invitées à inscrire le plus tôt possible après leur publication les directives et les règlements européens concernés à l'ordre du jour d'une réunion de commission. La commission compétente décide endéans les trois semaines de la publication de la directive ou du règlement au Journal officiel s'il y a lieu de proposer à la Chambre siégeant en séance publique l'introduction d'un recours devant la Cour européenne de justice. Les discussions en commission y relatives se font en présence d'un représentant du Gouvernement.

Au cas où la commission conclut à une violation du principe de subsidiarité, une motion à soumettre à la séance publique est déposée pour inviter le Gouvernement à introduire un recours devant la Cour de justice pour violation du principe de subsidiarité. Conformément aux dispositions de la Constitution, la motion doit être adoptée en séance publique à la majorité des députés. Au cas où il y aura révision de l'article 62 de la Constitution, la Chambre des Députés se réserve le droit de revenir sur ce point.

Au cas où aucune séance publique n'est convoquée en temps utile pour respecter le délai de deux mois, la Conférence des Présidents, convoquée dans les meilleurs délais, prend la décision. L'introduction du recours est décidée à la majorité des voix représentées à la Conférence des Présidents. Pour ce point les sensibilités politiques sont également invitées à la Conférence des Présidents.

Dans cette hypothèse, la décision de l'envoi n'est pas prise sous forme d'une motion. La commission compétente est informée de la décision de la Conférence des Présidents par lettre du Président de la Chambre des Députés. La Chambre siégeant en séance publique en est informée dans la rubrique des «communications» du Président.

Le Gouvernement est lié par la motion demandant l'introduction d'un recours.

Les parlements nationaux sont informés par IPEX sur l'introduction du recours, par l'intermédiaire de la cellule européenne.

Sur décision du Bureau, la Chambre des Députés chargera un avocat de l'introduction du recours. Les frais et honoraires des avocats et des experts à consulter sont à charge de la Chambre des Députés.

Avis politique

La procédure utilisée pour le contrôle de subsidiarité s'applique également aux avis motivés politiques, signalant des problèmes au niveau du contenu («initiative Barroso»), comme p. ex. pour les avis sur des livres verts.

Les principales différences par rapport au contrôle du respect du principe de subsidiarité sont que:

- les avis politiques ne sont pas prévus par le Traité de Lisbonne, mais sont encouragés par la Commission européenne, et en particulier par le Président Barroso;

- le délai de huit semaines n'est pas applicable;

- un recours devant la Cour de justice ne peut être introduit que dans l'hypothèse du contrôle de subsidiarité.

Dépôt par MM. Xavier Bettel, François Bausch, Lucien Lux, Jean-Louis Schiltz et Laurent Mosar, Députés, le 03.06.2010

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission du Règlement

(Président: M. Gast Gibéryen):

30.06.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen de la proposition de modification

06.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Modification du Règlement de la Chambre des Députés - Texte coordonné du 15 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°123, page 2064

Emploi

6147 - Projet de loi

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du travail

Le projet de loi vise, d'une part, à introduire des mesures temporaires destinées à promouvoir et à maintenir l'emploi et, d'autre part, à modifier ou compléter certaines dispositions du Code du travail avec l'objectif d'une meilleure activation des demandeurs d'emploi ainsi que d'une protection accrue des salariés âgés.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 09.06.2010

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Lucien Lux):

24.06.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Aide financière pour étudiants

6148 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;

4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;

5. le Code de la sécurité sociale

S'inscrivant dans le cadre de la mesure qui vise l'abrogation des allocations familiales servies aux enfants de 21 ans et plus, le projet de loi sous rubrique a pour objet de mettre en place un nouveau mécanisme de bourses et de prêts pour études supérieures.

Le nouveau système d'aides financières de l'État pour études supérieures s'articule autour des dispositions suivantes:

- Chaque étudiant qui remplit certaines conditions de résidence au Luxembourg et qui poursuit des études supérieures peut bénéficier, dès son inscription dans l'enseignement supérieur, d'une aide financière de l'État sous forme de bourses et de prêts. Le montant de base dont l'étudiant peut bénéficier est fixé à 13.000 euros par année académique. Ce montant peut être augmenté de 3.700 euros au maximum pour couvrir les frais d'inscription et de 1.000 euros pour les étudiants qui se trouvent dans une situation grave et exceptionnelle et qui sont confrontés à des charges extraordinaires.

Le montant total qu'un étudiant peut obtenir à titre de bourses ou de prêts s'élève dès lors à 17.700 euros par année académique.

- Le mode de calcul des aides financières est modifié dans ce sens que ce n'est plus le revenu des parents qui est pris en compte pour le calcul de la pondération entre la bourse et le prêt, mais le revenu de l'étudiant. Cette démarche devrait permettre à chaque étudiant de poursuivre des études supérieures indépendamment du pouvoir financier ou de la volonté de ses parents.

- En ce qui concerne les conditions académiques auxquelles est subordonnée l'attribution des aides financières, le nouveau mécanisme est applicable aux grades académiques délivrés dans le cadre du processus de Bologne (bachelor, master, doctorat), aux «anciens» diplômes qui n'ont pas encore été adaptés au processus de Bologne, ainsi qu'aux diplômes de brevet de technicien supérieur délivrés après un cycle court dans l'enseignement supérieur.

La durée de l'attribution des aides financières correspond à chaque fois à la durée officielle du cycle d'études en question majorée d'une année. Ainsi, un étudiant en bachelor de 180 ECTS bénéficie de l'aide financière pendant 4 ans (3+1) et un étudiant en master pendant 3 ans (2+1), si bien qu'un étudiant qui poursuit des études de bachelor et de master a donc droit à l'aide financière pendant 7 ans. Un étudiant en BTS peut bénéficier de l'aide financière pendant 3 ans (2+1).

- Les primes d'encouragement sont supprimées.

- Les élèves du régime professionnel de l'enseignement secondaire technique qui sont autorisés à suivre leur formation professionnelle à l'étranger du fait qu'ils ne peuvent pas effectuer cette formation au Luxembourg pourront également bénéficier de ces aides financières. Cette mesure ne présente qu'un caractère transitoire puisqu'elle sera remplacée par un système d'aide financière spécifique à ces élèves.

- Les allocations familiales sont maintenues jusqu'à l'âge de 27 ans pour les élèves adultes de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

- Le projet de loi prévoit le principe de l'introduction d'une aide mensuelle aux volontaires âgés de plus de 18 ans qui tombent sous le coup de la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes.

- Étant donné que le boni pour enfant a été abrogé dans le chef des étudiants bénéficiant d'une aide financière de l'État pour études supérieures, les aides financières de l'État pour études supérieures ont été augmentées à 13.000 euros par année académique. Cette mesure d'abrogation du boni et d'augmentation de l'aide versée est aussi applicable aux jeunes effectuant un volontariat.

Tant qu'un élève adulte a droit à des allocations familiales, le boni pour enfant est versé mensuellement par la Caisse nationale des Prestations familiales, à l'instar de ce que prévoit le système actuellement en vigueur.

- Le bénéficiaire de l'aide financière pour études supérieures ou de l'aide aux volontaires continue à faire partie du ménage de ses parents ou de celui de ses parents avec qui il vit sous le même toit, si bien que les changements en matière d'allocations familiales et de bourses n'entraînent pas de changements en matière fiscale.

- Le projet de loi sous rubrique vise également à assurer le maintien automatique de la couverture sociale des jeunes adultes qui poursuivent des études supérieures.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 18.06.2010

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

01.07.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

05.07.2010 Continuation des travaux

09.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°118, page 2040

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 40

MARDI,
6 JUILLET 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

3. Débat d'orientation sur le programme de travail de la Commission européenne
- *Exposé: M. Ben Fayot*
- *Débat: Mme Martine Mergen, Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser (dépôt de la question parlementaire écrite N°748)*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

4. Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine
- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser, M. Ben Fayot*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*

5. 6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: M. Mill Majerus, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine (suite)
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

7. 6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la réorganisation des lignes d'autobus RGTR suite aux déclarations gouvernementales
- *Exposé: M. François Bausch*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. André Bauler, M. Roger Negri, M. Gast Gibéryen*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Derniewent goufe folgend Projeten déposéiert: den 1. Juli vum Finanzminister de Projet de loi 6153 iwwert de Règlement du compte général de l'exercice 2009 an den 2. Juli vum Héichschoulminister de Projet de loi 6154 iwwert d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert den Infirmiersberuff.

3) Den 29. Juni huet d'Fédération des Artisans d'Petitioun N°299 „Och mir sinn Lëtzebuerg" ofginn.

4) Vum 15. bis de 17. Juni huet zu Paräis déi 58. Sessioun vun der Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale stattfonnt. D'Chamber war vertrueden duerch d'Madame Anne Brasseur an duerch déi Häre Norbert Haupert, Fernand Boden a Jean Spautz.

5) Um drëtten Deel vun der Sessioun vun 2010 vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot, déi vum 21. bis 25. Juni zu Stroossbuerg stattfonnt huet, hunn déi Damme Lydie Err an Anne Brasseur souwéi déi Häre Fernand Boden, Norbert Haupert a Jean Huss deelgeholl.

Communications du Président - séance publique du 6 juillet 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés à la Chambre des Députés:

***6153** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2009*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.07.2010

***6154** - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et à la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,*

- transposant les dispositions spécifiques relatives à l'infirmier responsable de soins généraux ainsi que celles relatives à la sage-femme et à l'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CEE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;

- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 02.07.2010

3. La pétition N°299 «Och mir sinn Lëtzebuerg» qui proteste contre les réductions des investissements publics envisagées par le Gouvernement, contre les modifications prévues au niveau des transferts sociaux et contre l'indexation des salaires, a été déposée par la Fédération des Artisans en date du 29 juin 2010.

4. Du 15 au 17 juin 2010 s'est tenue à Paris la 58e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Y ont participé 4 membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir le Président de la délégation, M. Norbert Haupert, Mme Anne Brasseur, Membre effectif, et MM. Fernand Boden et Jean Spautz, Membres suppléants. Mme Lydie Err et M. Jean Huss se sont excusés.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, les sujets suivants:

- La défense européenne et le Traité de Lisbonne - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Le suivi de la PSDC dans les parlements nationaux et au Parlement européen - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Proposition de prix européen «civisme, sécurité et défense»

- L'Iran et le Moyen-Orient

- L'UE et les Balkans occidentaux

- Le marché transatlantique des équipements de défense

- La coopération européenne dans le domaine des hélicoptères militaires

- Afghanistan: expliquer à l'opinion publique les raisons d'une guerre

- La coopération structurée permanente selon le Traité de Lisbonne - Réponse au rapport annuel du Conseil

- La coopération médicale entre les forces armées européennes

- Les conflits gelés et la sécurité européenne

- L'espace militaire: les satellites d'alerte avancée et de renseignement électromagnétique - Réponse au rapport annuel du Conseil

- La sécurité européenne face au problème des débris spatiaux

L'Assemblée a adopté 1 résolution et 12 recommandations en rapport avec les susdits points à l'ordre du jour.

Cinq orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session, notamment:

- M. Pjer Šimunovi, Secrétaire d'État, Ministère de la Défense, représentant S.E. Mme Jadranka Kosor, Premier Ministre de la République de Croatie,

- S.E. M. Carlos Fernández-Arias Minuesa, Représentant permanent de l'Espagne au Conseil de l'UEO/Comité politique et de sécurité de l'UE, représentant la présidence espagnole actuelle de l'UE/UEO et les Ministres de la Défense et des Affaires étrangères,

- Mme Claude-France Arnould, Directeur général adjoint en charge de la gestion des crises et de la panification (CMPD), Conseil de l'UE, représentant Mme Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et

- S.E. M. Walter Stevens, Représentant permanent de la Belgique au Conseil de l'UEO/Comité politique et de sécurité de l'UEO, représentant la Présidence entrante belge de l'UE/UEO.

La 59e et dernière session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale devrait se tenir à Paris du 30 novembre au 2 décembre 2010.

5. Du 21 au 25 juin 2010 s'est tenue à Strasbourg la 3e partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté la Présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le vice-président, M. Norbert Haupert et les Membres effectif et suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss et Fernand Boden, M. Spautz s'étant excusé en raison de sa participation à une réunion des Présidents des Commissions du Travail et de l'Immigration à Madrid.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, un débat selon la procédure d'urgence: Regain de tension au Proche-Orient, un débat d'actualité: la situation en Kirghizstan, la situation des Roms en Europe et les activités pertinentes du Conseil de l'Europe, l'islam, l'islamisme et l'islamophobie en Europe, la situation de la démocratie en Europe, la gestion de la pandémie H1N1: nécessité de plus de transparence, l'interdiction de la commercialisation et de l'utilisation du dispositif anti-jeunes «Mosquito», etc.

En outre, il faut signaler qu'au cours des débats de la susdite session sont intervenus Mmes Brasseur et Err et M. Huss.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (16 résolutions, 11 recommandations et 1 avis) ont été distribués.

La 4e partie de session de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 4 au 8 octobre 2010.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

Den 1. Juli huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Orientéierungsdebatt iwwert den Aarbechtsprogramm vun der EU-Kommissioun nom Modell 1. Duerno hu mer eng Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Mënscherechter a China. Dann hu mer de Projet de loi 6140 iwwert d'Reform vun der Formation professionelle, Modell 1; dann de Projet de loi 6095, en Accord mat Marokko iwwert d'Services aériens, och nom Basismodell; da schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'RGTRs-Busslinn.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport vum Ombudsmann fir d'Joren 2008-2009 nom Modell 2.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 5904 iwwert d'Partenariats nom Modell 1; duerno d'Question avec débat N°12 vum Här Xavier Bettel iwwert de Service d'aide aux victimes d'infractions pénales; dann de Projet de loi 6105, eng Direktiv iwwert d'Ëmsetze vum Programm INSPIRE an dat

nationaalt Recht nom Basismodell an da schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Auswäerte vum Aféiere vun de Gesetzer iwwert de Bail à loyer an iwwert de Pacte logement.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da kéime mer elo zur Orientéierungsdebatt iwwert den Aarbechtsprogramm vun der EU-Kommissioun. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Dammen Mergen a Polfer, den Här Braz an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Ben Fayot als President vun der aussepolitescher Kommissioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur le programme de travail de la Commission européenne

Exposé

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, mir schwätzen haut iwwert den Aarbechtsprogramm vun der Barroso-II-Kommissioun fir d'Joer 2010 an deelweis och fir déi ganz Mandatsperiod. Dee Programm gouf Enn Mäerz 2010 virgeluecht.

Niewebäi gesot an als Ufank: Ech mengen, insgesamt musse mer als Prinzip hei an der Chamber hunn, méi schnell op wichteg europäesch Texter ze reagéieren, sief dat an der Plénière, sief dat an der Kommissioun. Dofir wär et selbstverständlech besser gewiescht, mir hätten éischter hei iwwert den Aarbechtsprogramm geschwat, dee schonn zolidd an der Ausféierung amgaangen ass.

Här President, firwat an der Lëtzebuerger Chamber iwwert den Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun schwätzen? Mä well et den éischte Programm vun enger neier Kommissioun ass a well et interessant ass ze kucken, wes Geistes Kind déi Kommissioun ass.

Mat anere Wierder: Wéi eng Europäesch Unioun entwéckelt sech an den nächste fënnef Joer? Ass et eng méiglechst liberal oder eng méiglechst équilibréiert zwëschent deem, wat d'Wirtschaft wëllt, an deem, wat d'Mënsche brauchen? Wéi ass et mat dem sozialen, ekologeschen, nohaltegen Europa? A wéi ass et mat dem Schutz vun de Rechter a Fräiheete vun de Mënschen? Wéi wëllt Europa sech an der Welt positionéieren? Gëtt et méi duerchschlagskräfteg a méi kohärent a sengen Interventiounen no baussen?

Villes vun deem, wat am Laf vum Joer a vun den nächste Joren aus der Kommissioun erauskënnt, steet an deem Aarbechtsprogramm. Et kann ee sech also ganz fréi dorobber preparéieren, et gesäit een d'Zesummenhäng. D'Chamber wéi d'Regierung hunn also Intérêt, dee Programm opmierksam ze liesen, fir schnell op d'Politik vun der Kommissioun ze reagéieren, wann nei Texter virgeluecht ginn.

Här President, vu vireran e puer Remarquen iwwert d'Interventioun vun onsem Parlament an Europafroen. Bekanntlech huet jo de Vertrag vu Lissabon déi parlamentaresch Dimensioun vum Europaparlament an den Nationalparlamenter vun der Europäescher Unioun opgewäert. En huet awer och zugläich den Afloss vum Rot, also vun den nationale Regierungen, opgewäert. Et ass awer wichteg, dass an deem verännerte Kräfteverhältnis déi Europäesch Kommissioun hiren Afloss behält an dass se mat dësem Programm och kloer no bausse mécht, wat fir en Afloss se wëllt huelen.

Wat ons Chamber selwer ugeet, esou hu mer an de leschte Jore probéiert, ons Prozeduren an Europafroen ze straffen an ons vis-à-vis vun der Regierung ze positionéieren. Mir hunn en Aide-mémoire iwwert d'Zesummenaarbecht zwësche Regierung a Chamber an onsem Reglement festgehalen. Mir hunn en neien Artikel virbereet, deen d'nächst Woch an d'Plénière kënnt, fir d'Interventioun vun der Chamber nom Vertrag vu Lissabon ëmzesetzen. Mir kucken d'Texter, déi aus der Kommissioun kommen, fir an engem fréie Stadium ze erkennen, wou déi Kommissioun hi wëllt.

De politeschen Afloss vun der Chamber an Europafroen hänkt vun zwee Facteuren of: Deen een, dat si mir selwer. Wéi wäit gëtt déi europäesch Dimensioun an onse Kommissiounen an an onsem Parlament eescht geholl? Wéi intensiv kucken ons Kommissiounen déi europäesch Politik? Wéi energesch reagéiere se?

Deen anere Facteur, dat ass d'Regierung. Si ass onsen Uspriechpartner, si ass déi Institutioun, déi am institutionelle Gefüge vun Europa täteg ass, si ass ee vun deenen zwee europäesche Législateuren, si musse mer scrutéieren a gegebenenfalls kritiséieren oder ënnerstëtzen. Wéi wäit informéiert si ons ganz fréi a ganz ëmfaassend? Wéi wäit wëllt se hiert Parlament mat an d'Boot huelen, wann et ëm europäesch Froe geet, besonnesch ëm komplizéiert a schwiereg europäesch Froe fir onst Land?

Meng Evaluatioun, meng Äntwert och op déi Froen ass fir de Moment duerchwuess, souwuel wat d'Parlament ugeet wéi och wat d'Regierung ugeet. Ech ka mech net iwwert d'Bereetschaft vun de Ministere bekloen, fir ons an de Kommissiounen Opschloss ze ginn iwwert dat, wat an de Conseile geschitt. Ech iwwersinn awer net, ob all Ministere gesinn, wéi nëtzlech et ass, hiert Parlament hanner sech ze hunn. Ech froe mech och, wéi de Flux vun den Informatiounen zwësche Regierung a Chamber ass, dee mer jo an deem Aide-mémoire virun zwee Joer festgeluecht hunn.

Ech fannen awer, dass mer wéineg agebonne waren an de leschte Méint an déi grouss Manöveren, déi an de leschte Wochen a Méint bei der Gestioun vun der Kris, der Entwécklung vun de Léisunge fir dës Kris an Europa an dem Apport vu Lëtzebuerg stattfonnt hunn. Sécher kann d'Lëtzebuerger Regierung wéi all d'Regierunge soen, dat wär op engem Niveau behandelt ginn, dee wäit iwwer ons an hinnen alleguer steet: de G7, de G8 an de G20, den Här Obama, d'Madame Merkel an den Här Sarkozy, den Här Van Rompuy, eventuell nach den Eurogroup a säi President, de Jean-Claude Juncker.

Mä nach geschéien andauernd Saachen zu Bréissel a soss an der Welt, bei deenen d'Nationalparlamenter wéi och d'Europaparlament hannendrunhumpelen. Dat wär jo eigentlech net esou schlëmm, wann et sech nëmmen ëm den Ego vun den Deputéierte géif handelen. Mä et geet ëm vill méi: Et geet ëm d'Demokratie an der Europapolitik. Et geet ëm d'Akzeptanz vun der Politik, déi an Europa gemaach gëtt, an et geet ëm d'Ausriichtung vun där Politik.

Wat déi Ausriichtung ugeet, ass manifestement och munches an der europäescher Politik an de leschte Jore falsch gelaf: ze vill Maart, net genuch Regulatioun am öffentlechen Interessi, net genuch Demokratie. Mir wëllen, dass dat anescht gëtt! Ons Chamber kann dozou bäidroen, zesumme mat villen anere Parlamenter, dat europäescht an nationaler, besonnesch och, well all déi Parlamenter ganz no bei de Bierger sinn.

Här President, nun zu dem Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun, deen den 31. Mäerz 2010 ënnert dem Titel: „Le moment d'agir" erauskoum. An deem Programm gëtt 2010 als den Ufank vun engem neien Zäitalter proklaméiert an deem Sënn, dass d'Kris d'Zesummenaarbecht an d'Solidaritéit ënnert de Länner vun der Unioun méi wéi jee verlaangt.

De Programm vun der Europäescher Kommissioun ass a véier grouss Achsen agedeelt: éischtens de Kampf géint d'Kris, zweetens de Projet fir d'Bierger, déi am Mëttelpunkt vun der Politik stoe sollen, drëttens eng europäesch Aussepolitik mat enger globaler Dimensioun a véiertens eng Moderniséierung vun dem Fonctionnement vun der Unioun.

D'Kommissioun deklinéiert dee Programm an eng Partie strategesch Initiativen. Wat de Kampf géint d'Kris ugeet, stinn déi meescht Initiativen an der Strategie 2020, iwwert déi mer schonn hei diskutéiert hunn. Am Aarbechtsprogramm steet och den Aktiounsplang fir de Programm vu Stockholm, dee mer hei an der Plénière vun der Chamber och diskutéiert hunn a mat enger Motioun ofgeschloss hunn an dee mer och zum Deel mat der Madame Reding an onser Kommissioun gekuckt hunn.

Mat dësem Aarbechtsprogramm leet d'Kommissioun hir Kaarten op den Dësch, wat ze begréissen ass, well dat verbessert d'Transparenz an d'Previsibilitéit vun där Institutioun an hirer Politik, a fir onst Parlament ass dat e wichtege Facteur vu senger dagdeeglecher Aarbecht.

Här President, den Aarbechtsprogramm enthält eng laang Lëscht vun Annexen. Ech gi ganz kuerz drop an, ganz kuerz: D'Annex I enthält sougenannt strategesch Initiativen, déi 2010 vun der Kommissioun sollen ugeholl ginn. Dozou gehéieren all déi Texter, fir der Finanzkris Meeschter ze ginn, an d'Initiativ 2020.

Da sollen Initiative geholl ginn, fir de Bannemaart ze relancéieren. Et soll e Wäissbuch iwwert d'Zukunft vum Transport virgeluecht ginn an e Pak fir d'Energieinfrastruktur. Dozou gehéiert, den Aktiounsplang fir de Programm vu Stockholm ëmzesetzen, also alles, wat de Raum fir Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet ugeet.

D'Kommissioun wëllt laangfristeg gesellschaftlech Changementer ugoen an dofir soll e Gréngbuch iwwert d'Pensioune kommen, iwwer Biodiversitéit an iwwert de Katastropheschutz. Da soll eng Strategie fir den Handel vun Europa am Horizont 2020 ausgeschafft ginn a schliesslech sollen d'Instrumenter an d'Aarbechtsmethode vun der Europäescher Unioun verbessert ginn, ob dat de Budget, d'Landwirtschaft oder d'Kohesiounspolitik betrëfft.

An enger zweeter Annex gi weider méiglech Initiativen a Strategien évoquéiert. Eng drëtt Annex enthält Initiative fir d'Vereinfachung vun der Gesetzgebung. Eng véiert enthält eng Lëscht, fir Virschléi zréckzezéien, déi an de Prozedure sinn, a bei de meeschte Virschléi ass eng Indikatioun, a wéi engem Joer d'Texter publizéiert ginn.

Här President, ech wëll net méi op déi wirtschaftlech a finanziell Aspekter vun der Strategie „Europa 2020" zréckkommen. No onser Diskussioun heibannen iwwert déi Strategie „Europa 2020" sinn ech iwwerzeegt, dass ons Wirtschaftskommissioun sech mat deene verschiddene wirtschaftspoliteschen Initiativen intensiv beschäftege wäert.

Parallell dozou - wëll ech och rappeléieren - hëlt d'Gesetzgebung fir d'Finanzmäert Form un. Den 2. Juni huet d'Kommissioun eng Kommunikatioun erausgi mat enger ganzer Lëscht vun Initiativen, déi bis Enn 2011 virleie sollen. An der Logik dovunner huet de Conseil européen vum 17. Juni 2010 d'Konklusiounen dozou geholl.

Zum Beispill soll déi nei Finanziwwerwaachung ufanks 2011 stoen, sollen déi Stresstester vun den Haaptbanke bis Enn Juli publizéiert ginn. Et soll en Accord fir eng Direktiv iwwer alternativ „fund managers" virum Summer fonnt ginn. Déi europäesch Iwwerwaachung iwwer Ratingagenture soll verbessert ginn. D'Kommissioun soll Virschléi virleeën iwwert d'Mäert vun den Dérivés, iwwert déi sougenannt „short selling" an d'„credit default swaps". De Conseil européen huet och akzeptéiert, dass d'Memberstaten Taxen op d'Finanzinstitutiounen am Sënn vun engem faire „burden-sharing" leeën an dass se Incitatioune schafen, fir systemesch Risiken ze bekämpfen.

Et ass wesentlech, Här President, dass ons Chamber sech intensiv mat der Reform vun de Finanzmäert grad ewéi mat der Fro vun der Iwwerwaachung vun den nationale Budgeten an engem fréie Stadium beschäftegt.

Här President, den Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun enthält vill interessant a politesch wichteg Pisten, déi ech hei net alleguer behandele kann an och net wëll. Ech wëll der fënnef dovunner e bësse méi prezis ëmräissen.

Éischt Pist: E wichtegt Thema fir d'Kommissioun sinn Erausfuerderungen op laang Siicht, wou d'Kommissioun mat hirem Apparat eng wichteg Denkfabrick fir d'Zukunft vun Europa ka sinn. Dozou gehéieren zum Beispill d'Pensiounen. Fir dat zweet Trimester… - a wann ech gutt ënnerriicht sinn, soll dat Gréngbuch scho muer presentéiert ginn -, do ass also fir dat zweet Trimester 2010 am Aarbechtsprogramm e Gréngbuch iwwert d'Pensioune versprach. Mir sinn elo schonn am zweete Semester, dofir ass et méiglech, dass dat elo kënnt.

Dir wësst, dass d'Europäesch Unioun keng legislativ Kompetenzen op deem Gebitt huet. D'Kommissioun wëllt awer déi sougenannt oppe Koordinatiounsmethod asetzen, eng Partie bestehend Direktiven iwwerschaffen a Problemer vun Assurance an Erspuernisser kucken. E Gréngbuch heescht: Konsultatioun mat de Memberlänner an de sozialen Acteuren. Ech géif mer wënschen, dass ons Chamber sech och zu dësem Gréngbuch géif ausdrécken, op jidde Fall et op de Leescht huelen a kucken, wat fir Pisten d'Europäesch Kommissioun do proposéiert.

Eng aner laangfristeg Erausfuerderung ass déi legal Immigratioun, fir mëttelfristeg der Veralterung vun der Gesellschaft entgéintzewierken. Et soll och eng nei Strategie vun der Europäescher Unioun iwwert d'Biodiversitéit ausgeschafft ginn. D'Kommissioun wëllt och den öffentlechen Débat iwwert de wëssenschaftleche Fortschrëtt animéieren, zum Beispill iwwert de Clonage vun Déieren, d'Biotechnologie an d'Nanotechnologie. Also, eng ganz Partie Initiativen, déi méi wäit gi wéi déi nächst fënnef Joer, Initiativen, déi ons Gesellschaft och an der Zukunft wäerten determinéieren.

Zweetens, zweet Pist, e Bedaueren: Ech bedaueren, dass d'Kommissioun wéineg Initiativen am Soziale virgesäit, op deem Gebitt, wat an de leschte Joren och duerch Uerteeler vum Geriichtshaff fir vill Onzefriddenheet bei de schaffende Leit a bei de Gewerkschafte gesuergt huet. Zu den ugekënnegten Initiative gehéiert eng Iddi iwwer e Congé fir Pappen. Mä soss ass am Programm op jidde Fall näischt ugekënnegt. Ech mengen, et ass awer wichteg, dass d'Politik op deem Gebitt aktiv gëtt, amplaz et dem Geriichtshaff ze iwwerloossen, iwwer seng Jurisprudenz d'Sozialagenda festzeleeën.

Drëtte Punkt: D'Kommissioun annoncéiert eng Kommunikatioun iwwert d'Services publics, wat den Här Barnier bei onser Visite zu Bréissel schonn ugemellt hat. Et gëtt - wéi Der wësst - zu deem Punkt e Protokoll N°26 am Vertrag. D'öffentlech Déngschtleeschtunge sinn an de Sog vun der Liberaliséierung am Kader vum Bannemaart komm, an d'Bréifpost ass dofir e gutt Beispill. Den öffentlechen Déngscht, dee fir d'Zesummeliewen an onser Gesellschaft esou wichteg ass, soll menger Usiicht no kloer vun der Europäescher Unioun unerkannt ginn, och iwwert Texter, déi verbindlech sinn, an et sollen och genuch Mëttelen dofir erlaabt ginn. Zu deem Punkt kann ee schliesslech och rappeléieren, dass d'Kommissioun fir Enn Juli 2010 eng Direktiv preparéiert, fir en Espace unique européen du rail ze schafen.

Véiert Pist: Et ass mer opgefall an dësem Aarbechtsprogramm, d'Jugend grad ewéi d'Schoul an d'Ausbildung hunn en héije Stellewäert. Zwar huet d'Europäesch Unioun och hei keng legislativ Kompetenz. An der Strategie „Europa 2020" sinn dräi strategesch Initiative festgehalen. Kommunikatioune ginn ugemellt, fir d'Jugend besser op den Aarbechtsmaart ze preparéieren an hir Mobilitéit ze favoriséieren, d'Fuerschung an Héichschoule solle moderniséiert ginn, Entrepreneurship soll duerch en neien Erasmus-Programm pousséiert ginn an „lifelong learning" gehéiert och dozou.

Mä och an deem weidere Programm fir de Rescht vun der Mandatsperiod sinn eng ganz Partie Initiative fir Erzéiung, Kultur a Jugend ugesot. Dozou gehéiert eng Recommandatioun iwwert de fréien Ofgang vu Jugendlechen aus der Schoul, en neie Programm iwwer Jugend a Bewegung. Et

sinn Initiativen iwwer Sport, Kultur a Kreatioun annoncéiert, an d'Kommissioun wëllt e Virschlag iwwert d'Standarden an de Sprooche virleeën.

Fënneftens a leschtens wëll ech op déi Iddien hiweisen, déi fir d'Affaires intérieures virgeluecht ginn. Dëst ass alles, wat mat Migratioun, Grenziwwerwaachung, Mënschenhandel, Familljenzesummeféierung an esou weider ze dinn huet. E Bericht, deen elo virläit, dee mer gëschter an der Kommissioun gekuckt hunn, weist, wéi wäit ons Länner nach bei der Ëmsetzung vun der europäescher Politik op deem Gebitt ausenaner sinn. An dat, wat d'Madame Reding ons och virun e puer Méint ugekënnegt huet, eng aner Iddi an deem Gebitt do, nämlech eng Iddi fir en europäescht Recht fir Kontrakter, läit elo ënner Form vun engem Gréngbuch vir, ass och also schonn eng Exekutioun vun deem Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun.

Fir ofzeschléissen, Här President, dräi Remarquen.

Éischtens, bei der Analys vun der Aktivitéit vun der Kommissioun iwwer all déi Joren, net nëmmen hei am Aarbechtsprogramm, musse mer all Kéiers genee op d'Kompetenze kucken, déi d'Europäesch Unioun duerch d'Verträg huet, well d'Unioun jo nëmmen do aktiv ka ginn, wou d'Länner hir Kompetenze ginn. Och d'Lëtzebuerger Chamber muss sech intensiv mat de Verträg ausenanersetzen an de Message eriwwerbréngen, net nëmme fir ons hei an der Chamber, mä och fir d'Leit dobaussen, fir d'Opinion publique, dass d'Kommissioun an d'Europäesch Unioun nëmme gesetzlech do intervenéiere kënnen, wou se vun de Länner Kompetenzen iwwerdroe kruten.

Natierlech ka keen der Kommissioun verbidden ze denken. Ech hu vun Denkfabrick geschwat. An ech mengen, dat ass och wichteg. Et ass nëtzlech, wann an der Kommissioun iwwer Problemer vun der Europäescher Unioun an de Memberlänner nogeduecht gëtt, an dat ass ëmsou méi nëtzlech, wéi déi Länner méi kleng sinn. De Modernisierungsschub, deen doduerch entsteet, ass wichteg an nëtzlech.

Dofir solle mer ophéieren, Här President, mat de Verschwörungstheorien, déi d'Leit wëlle gleewen doen, et géif heemlech hanner hirem Réck un engem europäesche bürokratesche Superstat gebastelt.

Zweete Punkt. Här President, d'Kommissioun gëtt d'Impressioun vun enger neier Modestie an deem Sënn, dass se eng Partie wichteg Entwécklungen op de Leescht huele wëllt. Esou soll fir den 20. Anniversaire vum Bannemaart mat Hëllef vum Rapport Monti de Bannemaart evaluéiert a relancéiert ginn. Déi Modestie ass ze begréissen, well vill ze oft gouf an der Vergaangenheet vun der Kommissioun vill versprach, wat net ëmmer gehale konnt ginn.

Drëttens, et ass och ze wënschen, dass d'Kommissioun hir Flicht vun der Evaluatioun vun deenen europäesche Gesetzer systematesch observéiert an dass d'Europäesch Unioun ëmmer erëm hir Nëtzlechkeet fir den eenzelne Bierger hannerfreet. Dat heescht, dass se net Gesetzer mécht fir Gesetzer, mä dass se hannerfreet, wat déi Gesetzer fir d'Leit a fir ons Länner bréngen.

Well d'Europäesch Unioun, Här President, ass méi wéi e Maart, et ass eng Schicksalsgemeinschaft fir de Fridden an de Wuelstand vun de Mënschen, déi an Europa liewen. Onst Parlament, d'Lëtzebuerger Chamber, kann a soll duerch seng Aarbecht dozou bäidroen, d'Europäesch Unioun als e Projet fir d'Mënschen hei zu Lëtzebuerg an an Europa weiderzedreiwen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Ben Fayot. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi den Här Fayot et schonn elo grad heiuewe gesot huet, ass et schonn e bësse gelungen, dass mer haut den Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun fir dat lafend Joer am Ufank vun der zweeter Halschecht vun dësem Joer diskutéieren. Dësen Ëmstand weist och, dass Retarden opgetaucht sinn an der Opstellung vun den europäeschen Acteuren, virun allem der Kommissioun. Retarden, déi ongewéinlech sinn a sech am beschten net sollte widderhuelen. Si hunn nämlech, wéi mer haut wëssen, zimlech batter Konsequenze fir d'Wierksamkeet vum europäeschen Handelen no sech gezunn.

Eréischt am September 2009 gouf de José Manuel Barroso als Kommissiounspresident fir en zweet Mandat vum Europaparlament gewielt. D'Opstellung vun der Kommissiounséquipe huet de Rescht vum Joer 2009 an Usproch geholl. An de Vertrag vu Lissabon ass och eréischt am Dezember a Kraaft getrueden.

Bis d'Kommissioun duerch de Vote vum Parlament den 10. Februar 2010 offiziell an d'Amt koum, waren zënter der Wahl vum Europäesche Parlament aacht ganzer Méint vergaangen. Vill Zäit, och vill verlueren Zäit, während där eng geschäftsféierend Kommissioun wuel ënnert deemselwechte President net vill legislativ Initiative konnt huelen, wat virun allem am Beräich vun der politescher Aktioun zur Krisebekämpfung net gehollef huet.

D'Kommissioun orientéiert sech mat hirem Programm deels un deem, wat de José Manuel Barroso am Summer 2009 als seng eege politesch Leitlinnen de Fraktiounen am Europaparlament zougestallt hat. Den Aktiounsprogramm schreift sech awer virun allem och an déi politesch Logik vum Vertrag vu Lissabon an, well beispillsweis en europäeschen diplomateschen Déngscht muss opgebaut ginn, an den europäesche Rechtsraum en neien Zouschnëtt kritt. Dat passéiert iwwregens ënnert dem Impuls vun der Lëtzebuerger Kommissärin Viviane Reding, déi fir d'Justizfroen zoustänneg ass.

Wéi gesot, et huet gedauert bis d'Kommissioun Barroso II offiziell konnt hir Aarbecht ophuelen. An déi beschriwwe Verzögerungen erklären och, woufir mir eréischt esou spéit iwwert dëse Programm schwätzen, vun deem jo e gudden Deel scho misst ëmgesat sinn.

Ech wëll dofir och e bësse méi iwwert déi mëttelfristeg Politik vun der Kommissioun schwätzen, wéi just iwwert dat, wat elo nach soll a fënnef an engem hallwe Mount de Rescht vum Joer 2010 geschafft ginn. Dat eent geet awer logescherweis an dat anert iwwer an et fügt sech och an d'Konzeptioun an d'Ëmsetzung vun der Uniounsstrategie 2020, iwwert déi mer heibanne rezent schonn diskutéiert hunn.

Mir wäerte sonner Zweifel och nach virun doriwwer schwätzen, besonnesch, well d'Europäescht Parlament zu Recht fuerdert, dass dës Strategie op méi zolitte Grondlage stoe kënnt wéi déi vu Lissabon, där hiren Erfolleg sech am Fong just mat de Mëttele vun der Nanotechnologie miesse loossen.

D'Kommissioun huet 2010 zwou wesentlech immédiat Aufgaben, déi sech logescherweis och an hirem Programm erëmfannen. Dat eent ass d'Iwwerwanne vun der Wirtschafts- a Finanzkris, déi an Europa zu enger dramatescher Scholdekris ginn ass, an dat anert ass d'Opstelle vum europäesche Service d'action extérieure, dee vum Vertrag vu Lissabon geschafe gouf.

Si huet awer nach eng, déi se natierlech net ka schwaarz op wäiss an hire Programm schreiwen, mä déi eigentlech déi wichtegst vun en alleguer ass. Si muss sech selwer, hir Roll als Hidderin vun de Verträg, an och mat der gemeinschaftlecher Method, der Méthode communautaire - wéi dat op Lëtzebuergesch heescht -, nei legitiméieren. Den Här Fayot huet schonn ausgefouert, wéi mer och amgaange sinn hei an der Chamber an de Kommissiounen ons eng Method ze ginn, fir rechtzäiteg an och zu deene wichtegen a richtege Punkte kënne matzeschaffen.

Mécht se dat nämlech net oder kritt se dat net hin, da riskéiert d'Europäesch Unioun an engem neien Élan vun intergouvernementalem Handelen ze versacken. Dat wär net nëmmen tragesch fir kleng Memberstaten, déi hir Roll an der Unioun just kënnen duerch déi kommunautär Method voll spillen, mä fir d'Unioun als Ganzt.

Wie mengt, dass europäescht Handelen nëmme méi an ëmmer nees duerch grouss däitsch-franséisch Virstéiss ugedriwwe kéint ginn, deen iert sech. Et ass un der Kommissioun, dës Virstéiss selwer ze maachen.

Et gouf laang beklot, dass d'Europäesch Kommissioun a Saache Krisebekämpfung eng zimlech diskret Roll gespillt huet; dat ass nach héiflech formuléiert. Mä zu hirer Éirerettung sief gesot, dass si am Fong och net vill anescht konnt. Wéi si hätt missen determinant handelen, war d'Mandat vun der Kommissioun Barroso I amgaang auszelafen. Duerno war et offiziell ofgelaf an dat vu Barroso II nach net amgaang.

Wéi Barroso II dunn endlech am Amt war, hat d'Scholdekris an Europa scho voll zougeschloen, an d'Leadere vun Däitschland a Frankräich hu gemaach, wéi wa si d'Heft an der Hand hätten. Gläichzäiteg huet de President vum Europäesche Conseil, deen de Vertrag vu Lissabon agesat huet, no enger Roll fir sech selwer gesicht. Als President vun där Institutioun, deen déi grouss politesch Orientatioune vun der Unioun virgëtt, huet en déi och bal missen op d'Gestioun vun der Kris zouschneiden. D'Resultat vun all deem war, dass d'Kommissioun an den Hannergrond vun der Krisegestioun getrueden ass.

Alles dat weist am Fong, dass nieft der Kris Europa et och mat Integratiounsproblemer ze dinn huet, well souguer wann zënter leschtem Hiersch eng Kommissioun voll an offiziell am Amt gewiescht wär, hunn déi Grouss zu Paräis an zu Berlin a wuel och nach e puer méi kleng Grousser soss enzwousch probéiert, de Lead an der Gestaltung vun der Antikrisepolitik u sech ze rappen.

Et ass an dësem Kontext keen einfachen Exercice fir d'Kommissioun, aus deem Zesummeschleefe vun national inspiréierte Léisungen erauszekommen an eng europäesch Léisung virzeschloen, déi d'Intérête vun alleguerten an net just vun Eenzelner Rechnung dréit, a ganz besonnesch och vun allen europäesche Bierger.

Um Niveau vun de Législatiounsinitiativen zur Finanzmaartreguléierung an -iwwerwaachung huet d'Kommissioun eng Rei vun Iddien a Virschléi, wéi ee kéint an Zukunft Zeenarië wéi déi, déi sech zënter e puer Joer ofspillen, an dat mat bekannte gravéierende Konsequenzen, verhënneren. Natierlech net eleng, well d'Kommissioun proposéiert, an d'Europaparlament an de Ministerrot décidéieren.

An dësem institutionellen Dräierspill ass dee ganze Supervisiouns- a Regulatiounspak gutt virukomm an e steet dës Woch am Europaparlament virum Vote. Do bleift elo am sougenannten Trilogue tëschent Kommissioun, Conseil a Parlament nach Feinaarbecht ze leeschten, nodeems der scho ganz vill geleescht ginn ass. An déi dräi Institutioune si sech jo eens, dass de Pak séier muss a Kraaft trieden.

D'Regulatioun, déi effektiv an effikass Regulatioun vun de Finanzmäert an de Finanzprodukter, d'Iwwerwaachung vu Praktiken a Risike sinn eng vun de ganz grousse Léieren aus der Finanzkris. Mä si eleng ginn nach net duer.

Den nächste Schrëtt ass d'Reguléierung vu Finanzderivaten am Allgemengen an den Ëmgang mat bestëmmte Finanzprodukter wéi Kreditausfallversécherungen a Finanzmaartpraktike wéi déi sougenannten „short sales" oder Leerverkeef souwéi déi zukünfteg Organisatioun vun der Titrisatioun, also der Ëmwandlung vu Schold a Wäertpabeieren.

Natierlech däerf och den Themekomplex vun der Besteierung vum Finanzsecteur als solchen oder de Finanztransaktiounen net feelen.

Last but not least schliesslech nach d'Fro vun der Roll an der Organisatioun vun de Ratingagencen. An deenen Domäner huet de Kommissar Barnier a seng Institutioun wëlles, bis Enn dës Joers déi Proposen op den Dësch ze leeën, déi se ënnert de gegebenen Ëmstänn fir richteg halen.

All Mënsch weess, wat fir en Onheel de spekulativen Handel mat Kreditausfallversécherungen, deene berüchtegten CDSen, kann uriichten. Kee manner wéi de Finanzguru Warren Buffett huet déi Dénger eemol als „financial weapons of mass destruction" bezeechent. An hie misst et jo wëssen. Oder eng quasi onbegrenzten Titrisatioun vun all méiglecher Schold, bis um Enn net emol méi de Verkeefer - vum Akeefer guer net ze schwätzen - vun engem sougenannte strukturéierte Wäertpabeier méi weess, wat dodran ass a wat e ka wäert sinn, oder eben dann och net.

Mä obwuel dass jiddwereen et weess, wëllt net jiddwereen handelen. Eventuell muss Europa dat ganz eleng maachen oder an enger Koalitioun mat deene Wëllege vun anere Staten, déi deeselwechte Wee oder en ähnleche wëlle matmaachen.

Eent schéngt der CSV-Fraktioun kloer: Wann net déi Instrumenter an déi Praktiken, déi déi aktuell Kris ausgeléist hunn, endlech an Zam geholl ginn, dann hu mer näischt geschafft. Déi griichesch Scholdekris gouf psychologesch am Fréijoer doduerch verschäerft, dass verschidde Banken, déi zesummen iwwer honnert Milliarde griichesch Schold haten, Kreditausfallversécherungen op där Schold verkaaft hunn, an zwar un amerikanesch Fongen, déi se net brauchen.

Esou spekuléiert een op d'Faillite vun engem Land an op d'Enn vu senger Währung. An déi Währung ass an dësem Fall onsen Euro. Wéi laang solle mer deem Onfug nach nokucken? Wat ass esou schwéier dorun, legislativ festzeleeën, dass all Handel mat CDSen, mat deem engem Verkeefer seng Positioun découvréiert gëtt, verbueden ass, gradesou wéi d'Akafen dervun duerch Akeefer, déi keen eegene Risiko domat versécheren? Mir hoffen, dass d'Kommissioun séier mat Proposen an déi dote Richtung kënnt. Am Hiersch soll et esou wäit sinn.

Zu de Ratingagencë gëllt och, dass mer all wëssen, wat déi fir e Schued ugeriicht hunn. A soulaang keen aneren oder keng aner Ratingagence wéi déi dräi grousser, déi all amerikanesch Haiser sinn, Ratinge mécht, ginn deenen hir weider gegleeft, well schliesslech muss ee sech jo un eppes orientéieren, wann ee wëllt Wäertpabeiere kafen. Mir brauchen, egal wéi mer ons dréien, éischtens op d'mannst och eng europäesch Ratingagence - a firwat net nach e puer där méi op der ganzer Welt, op der Äerd? -, an zweetens musse mer do sécherstellen, dass et keng Interessekonflikter méi gëtt wéi déi, déi mer bis haut kennen.

Zu de Moossnamen, déi nach oft zitéiert ginn, fir de Finanzsecteur ze stabiliséieren an ze responsabiliséieren, gëllt natierlech d'Aféierung vun enger Ofgab oder enger Besteierung vun de Finanztransaktiounen. Mir haten dëslescht hei an der Chamber ausféierlech doriwwer geschwat. Dofir wëll ech och net méi hei dorobber zréckkommen. Et sief just nëmmen esou vill gesot, dass mer zënter dem G20 wëssen, dass et zu kenger weltwäiter Tax wäert kommen an dass um europäeschen Niveau e Konsens besteet, wat d'Aféierung vun esou enger Tax ugeet.

Vläicht zum Ofschloss vun dësem Komplex nach e Wuert zur Wirtschaftsregierung. Mir mengen, dass Europa net wierklech eng Wirtschaftsregierung brauch, mä dass et iwwerhaapt emol misst regéiert ginn. An anere Wierder, wann d'Institutioune kohärent funktionéieren an d'Gemeinschaftsmethod konsequent ugewannt gëtt, dann hu mer vum selwen eng europäesch Gouvernance, déi och dat Wirtschaftlecht ofdeckt. Dat stännegt Gemauschels tëschent deene Groussen, déi éiweg gemeinsam Bréiwer un dësen an un deen, dat ass de Contraire vum europäesche Regéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen zweeten drénglech Volet vun der Kommissioun hirem Aarbechtsprogramm am lafende Joer ass d'Opriichte vun engem europäeschen diplomateschen Déngscht. D'Virbereedungsaarbechten an deem Service komme gutt virun, an e wäert wierklech e Quantesprong an der Baussenduerstellung vun der Unioun bedeiten, well et an Zukunft richteg europäesch Botschafter uechtert d'Welt wäert ginn, an net méi just, wéi an der Vergaangenheet, Vertrieder vun der Kommissioun.

Wann och d'Kommissioun Haaptacteur vum diplomateschen Déngscht ass, da kritt awer och d'Europaparlament an e puer Punkte Satisfaktioun. Esou huet d'Parlament zum Beispill drop gedrängt, dass dee Service muss eng équitabel Participatioun vu Bierger vun alle Memberstate sécherstellen, wat haut net de Fall ass. Dat ass natierlech och an onsem Intérêt.

Doriwwer eraus kritt d'Europaparlament d'Méiglechkeet, an dat ass och en Deel vum zukünftegen interinstitutionellen Accord, wichteg Vertrieder an deem diplomateschen Déngscht matzebestëmmen. Op déi Manéier gëtt verhënnert, dass just méritéiert Kommissiounsmataarbechter där wichteger Positioune kréien, wéi et virun e puer Méint nach mam Vertrieder zu Washington gaangen ass. Deem säin Haaptmérite war seng perséinlech Proximitéit zum President Barroso.

Mat dem europäeschen diplomateschen Déngscht gëtt och d'Positioun vun der Héijer Vertriederin fir Aussen- a Sécherheetspolitik encadréiert a verlängert. Si steet un der Spëtzt wéi all nationalen Ausseminister och vun engem Réseau vun Diplomaten, déi ons Präsenz an den Haaptstied vun der Welt assuréieren an ons politesch Uleies dohinner transportéieren. Grad duerfir ass et esou wichteg, dass d'Madame Ashton gläichzäiteg Héich Vertriederin an domat Presidentin vum Rot vun den Ausseministeren ass a Vizepresidentin vun der Kommissioun. Ouni dës Verankerung an der Kommissioun hätt si net d'Koordinatiounsroll vum diplomateschen Déngscht vun der Unioun gehat.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och nach e puer kuerz Wierder zum Aarbechtsprogramm selwer vun der Kommissioun. D'Kommissioun insistéiert an hirem Pabeier konkret op véier Haaptpunkten.

Ech schwätze vun der Bekämpfung vun der Wirtschaftskris a vun der Verwierklechung vun engem kohärenten aussepoliteschen Agenda. Mä wichteg ass, dass am Kommissiounsprogramm steet, dass den europäesche Bierger duerch Moderniséierung vun den europäeschen Instrumenter an der Aarbechtsweis vun Europa an de Mëttelpunkt soll stoe kommen.

D'Kommissioun huet wëlles, de Stockholmer Programm ëmzesetzen. Dëse Programm fixéiert den Aarbechtsprogramm vun der Unioun fir déi nächst Joren, ënner anerem am Kader vun der Coopération policière a judiciaire, vun der Protection civile awer och a ganz besonnesch am Domän vun enger gemeinsamer Immigratiouns- an Asylpolitik.

D'EU-Kommissärin Viviane Reding war ufanks Mee an där aussepolitescher Kommissioun invitéiert. Si huet eng Rei vu Projete virgestallt, déi d'Kommissioun gedenkt ze finaliséiere respektiv deemnächst op d'Schinnen ze bréngen an déi als Zil hunn, d'Liewe vun onse Bierger ze vereinfachen. Esou gesäit d'Kommissioun vir, am Dezember en Text virzeleeën, deen de Prinzip vun der Application mutuelle vun de Jugementer virgesäit. Do geet et ëm d'Délais de prescription, ëm d'Rechter vun den Ugekloten, déi besser garantéiert musse ginn.

Um Niveau vum Scheedungsrecht soll och gehandelt ginn. D'Reform steet ganz allgemeng ënnert dem Zeeche vun enger verstäerkter Kooperatioun. Och déi verschidde Kontraktrechter soll d'Kommissioun ënnert d'Lupp huelen. Kafen iwwert den Internet, dat ons och alleguerten a ganz besonnesch och ons Bierger ugeet, soll méi einfach a méi sécher gemaach ginn. Mir kënnen dëse Grondiddien nëmmen zoustëmmen.

D'Aarbechtsinstrumenter an d'Aart a Weis, wéi d'Unioun schafft, sollen op de Leescht geholl ginn. D'Législatioun soll méi einfach gemaach ginn an déi administrativ Chargë reduzéiert ginn. Europa senge Bierger vermëttelen, dat gëtt e gutt Stéck méi einfach, wann d'Bierger sech kënnen an dësem Europa fannen a kloer feststellen, dass d'EU eng Plus-value fir hiert Liewen duerstellt. Well do genee läit de Problem: D'Europäer wëssen heiansdo net ze schätzen, wat Europa hinne bréngt.

Et ass, an dat hate mer all an der Campagne vun dem Lissabonner Vertrag gemierkt, näischt, wouriwwer d'Leit sech haut nach kënne begeeschteren, esou wéi soss, wann ons Jugend d'Douanespoteauen ofrappe gaangen ass. D'CSV-Fraktioun ass dofir frou, dass d'Kommissioun kloer Akzenter gesat huet, déi et elo gëllt ze verwierklechen.

Här President, ech denken, ech erziele keng Ligen, wann ech soen, dass d'Europäer heiansdo souguer en zwiespältegt Verhalen Europa géigeniwwer un den Dag leeën. Dëst léisst sech dorauser erklären, dass Europa fir si eppes Bürokratesches ass, wat wäit ewech steet vun hirem alldeegleche Liewen a vun hiren alldeegleche Suergen. Dat huet de Referendum 2005 bei ons, mä haaptsächlech an enger Rei anere Länner kloer bewisen.

Europa ass abstrakt, an d'Leit kënnen näischt esou richteg domadder ufänken. Dofir ass versicht ginn, vu Bréissel aus méi rezent an no dem Referendum besser ze kommunizéieren.

Et ass natierlech och - den Här Fayot huet dat ugeschwat - d'Responsabilitéit vun den nationale Politiker, ëmmer nees op d'Wichtegkeet an d'Noutwendegkeet vun Europa hinzeweisen. Europa steet fir Fridden a Wuelstand. Ouni den Euro wieren d'Konsequenze vun der Kris méi gravéierend gewiescht. Wou et kloer wor, dass d'Kris weltwäit Konsequenzen hätt, huet Europa gehandelt an e concertéierten a koordinéierte Plan de relance économique commun op d'Bee gestallt, ouni deen d'Sortie aus der Kris méi schwéier gewiescht wier.

Och am Fall Griichenland huet Europa gehandelt, wann och mat Retard. Et huet e Rettungsschierm iwwert d'Eurozon opgespaant, dee sécherlech dozou bäigedroen huet, Schlëmmeres ze verhënneren. Doriwwer eraus gëtt et hautdësdags vill Gegebenheeten, déi eis als selbstverständlech erschéngen, déi awer op europäesch Initiativen zréckzeféiere sinn.

Sou steet Schengen fir fräi Zirkulatioun. D'EU-Bierger kënnen net nëmme méi einfach iwwerall an Europa reesen, mä sech och méi einfach an engem europäesche Land néierloossen an do schaffen. Mir brauche keng Carte-de-séjoure méi. Mir brauche kee Pass.

Aner Acquise si vläicht manner visibel fir d'Bierger, mä dowéinst net manner wichteg, well se e groussen Afloss hunn op d'Liewen an d'Sécherheet vun Europa, wéi zum Beispill d'Zesummenaarbecht tëschent den nationalen Autoritéiten am Beräich vun der Sécherheet, eng méi kohärent Gestioun vun den europäesche Baussegrenzen duerch Frontex an déi schonn ernimmte gemeinsam Immigratiouns- an Asylpolitik.

Ech wëll dat nach eng Kéier widderhuelen, well ech dat als ee vun de wichtegste Punkte vun dësem Programm 2010 fillen a fannen. Dat ass den Akzent, deen drop geluecht gëtt, dass de Bierger am Mëttelpunkt steet. Dat heescht och Simplification administrative.

D'Kommissioun versicht also, aus hire Feeler vun der Vergaangenheet ze léieren an den Erwaardungen, déi mir all u si erundroen, méi gerecht ze ginn. Si probéiert, besser wéi an der Vergaangenheet den Hiewel do unzesetzen, wou et am néidegsten ass a wou hir Interventioun tatsächlech eng Plus-value fir d'Unioun an hirem Ganzen duerstellt.

Wéi oft huet d'Kommissioun sech bei der Lissabon-Strategie missen de Reproche gefale loossen, dass dem Bierger seng Interessen, seng Bedierfnisser an och seng Sécherheet ganz am Hannergrond vun hire politesche Prioritéite géife stoen. Wéi oft ass d'Oniwwersiichtlechkeet vun den europäeschen Institutiounen a virun allem vun der europäescher Législatioun grad wéi d'Schwéierfälligkeet vun de Prozeduren ugeprangert ginn. Mir gesinn an dësem Aktiounsprogramm nëmme richteg Usätz. Et bleift natierlech ofzewaarden, wat elo konkret dobäi erauskënnt.

D'CSV-Fraktioun an, wéi den Här Fayot gesot huet, mir alleguerten hei an der Chamber sinn iwwerzeegt, dass d'Richtung stëmmt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Mergen Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Programme de travail, dee sech d'Kommissioun fir d'Joer 2010 ginn huet, dréit dee schéinen Titel „Le moment d'agir". An eleng dat ass jo schonn e ganze Programm. Dëse Programm ass, wéi scho gesot ginn, den 31. Mäerz dëst Joer veröffentlecht ginn a gouf den 20. Abrëll vum Kommissiounspresident, dem Här Barroso, am Europaparlament zu Stroossbuerg presentéiert.

Dat heescht, datt dat, wat d'Kommissioun sech virgeholl huet, an et ass vill, dat gouf am éischten Drëttel vun dësem Joer presentéiert an et bleift also, zu deem Punkt stounge blouss nëmmen nach knapp aacht Méint an haut nach knapp, emol keng sechs Méint méi, fir dat do alles ze realiséieren, oder fir et op d'mannst an d'Wee ze leeden.

An dofir géif ech mengen, datt bis Chrëschtdag dëst Joer sollen déi 34 sougenannten Initiatives stratégiques ëmgesat ginn. Do bleift net vill Zäit. Do muss dalli dalli kommen.

Mir wëssen, datt mat dësem Aarbechtsprogramm de Prozess vun der Lissabon-Nofolgestrategie „Europe 2020" soll agelaut ginn. Eng Strategie, déi mer jo viru kuerzem hei an der Chamber diskutéiert hunn. An et ka kee behaapten, datt d'Lissabon-Strategie, déi Europa bis 2010 jo zur kompetitiivster an dynameschster Wëssensekonomie soll erhiewen, gegléckt ass. An et ka kee behaapten, d'Europäesch Unioun hätt dëst Zil erreecht a wier deenen héijen Erwaardunge gerecht ginn.

Dat wor schonn 2005 ze erkennen. Och konnt d'Lëtzebuerger Présidence deen erhofften Impuls net ginn, fir en trotzdeem zum Succès am Joer 2010 ze féieren.

Här President, wann een een Zil net erreecht, muss ee sech duerno d'Fro stellen, u wat et louch. Wor d'Zil, dat ee sech gesat hat, ze vill ambitiös, onrealistesch, oder awer huet ee sech d'Moyenen net ginn, fir iwwerhaapt deem Objektiv méi no ze kommen, an/oder huet vläicht de Wëllen, an dësem Fall de politesche Wëlle gefeelt?

Jo, d'Zil vun der Lissabon-Strategie war ambitiös, vläicht ze vill. Sécher awer huet et um politesche Wëlle gefeelt, fir gemeinsam dohinner ze kommen, wou een ufanks wollt. An do läit och ee vun de Problemer. D'Responsabilitéit läit net an den Hänn vun engem, mä op d'mannst an deene vu 27, a wann een Kommissioun nach derbäizielt, an nach vill méi. An et ass also ëmmer einfach, een deem aneren d'Schold ze ginn, de Conseil der Kommissioun oder och ëmgekéiert.

D'Analys also vum Netsuccès muss gemaach ginn an ass och gemaach ginn, ier ee sech en neie Programm gëtt a sech nei Objektiver setzt, an et muss een aus de Feeler vun der Vergaangenheet léieren an déi néideg Konsequenzen doraus zéien. Well soss, jo soss riskéiert een, datt ee genau déi nämlecht Feeler nees eng Kéier mécht.

An et ass genau déi Fro, déi engem direkt an de Kapp kënnt, wann een d'Strategie „Europe 2020" an de Kommissiounsprogramm och elo fir 2010 liest. Sinn d'Aen net nees eng Kéier méi grouss wéi de Mond, an huele mer eis net nees eng Kéier ze vill vir? An déi Fro, déi direkt hannendru kënnt, ass: Gi mer eis déi néideg Moyenen, a virun allem de politesche Wëllen, ass deen do?

Et kann ee sech déi beschte Virsätz huelen, et kann een och déi beschten Traitéen hunn. An dat sot ech ëmmer schonn am Kontext bei den Diskussiounen, déi mer heibanne gefouert hu vun dem Verfassungsvertrag: Wann de politesche Wëlle feelt, da kënnt een net wäit. An ëmgekéiert: Och mat engem manner gudden Text kann ee wäit kommen, kann een alles maachen, wann een et wierklech wëllt.

Och d'Kommissioun souguer pocht an der Introduktioun vun hirem Aarbechtsprogramm op d'Noutwendegkeet vum politesche Wëllen, fir den Erausfuerderunge gerecht ze ginn, a pocht op d'Noutwendegkeet fir ze handelen, woubäi eigentlech, wann een dat esou liest, an den Här Fayot huet eis e puer Saache virgelies, woubäi eigentlech a villen Domäne scho méi laang hätt misse gehandelt ginn.

D'Startkonditioune vun där neier europäescher Strategie si wesentlech manner favorabel wéi déi vun der Lissabon-Strategie am Joer 2000. Dat war virum 11. September 2001, dat war virun der Kris vun 2008. E Skeptiker oder e Pessimist géif direkt soen, datt et deemno net besser ka goen. Anerer, an zu deene wëll ech mech emol zielen, mengen, datt et awer vläicht besser ass an enger Kris unzefänken, d'Léieren aus där Kris ze zéien, an erëm dann opbauen, wéi um Enn vun enger Period an eng Kris ze schleideren.

D'Haaptakzenter vun de Programmes de travail leien deementspriechend och bei der Sortie de crise, an et sollen och strukturell Ännerungen erbäigefouert ginn, fir an Zukunft esou oder esou ähnlech Krisen ze vermeiden, mä och en Échec wéi bei der Lissabon-Strategie ze vermeiden.

Hei geet et ebe virun allem ëmmer nees ëm dat nämlecht, ëm Handelen. Et ass vill vu Contrôle a vu Surveillance vun den internationale Finanzmäert Rieds; et sinn dat d'Initiativen 2 bis 7. Jo, och vun enger Bankesteier gëtt geschwat, d'Initiative stratégique Nummer 8. A mer wëssen alleguer, hei muss Lëtzebuerg natierlech oppassen, wat deemnächst op eis duerkënnt.

Gewëss, fir weider griichesch Verhältnisser an Zukunft ze vermeiden, muss onbedéngt gekuckt ginn, datt déi Regelen, déi mer ewell hunn, elo schonn hunn, och agehale ginn. An et ass och wichteg, datt um Niveau vun der Koordinatioun an der Gouvernance économique gehandelt gëtt, méi gehandelt gëtt, mä hei läit de Groupe de travail, hei läit d'Direktioun an den Hänn vum Conseil. An do muss een d'Fro stellen: Ass dat déi richteg Plaz? Wier se net besser a méi richteg bei der Kommissioun gewiescht?

Et misst och iwwer e Fonds monétaire européen nogeduecht ginn. Vill hunn dat schonn ernimmt. Or, heivunner steet näischt am Programme de travail.

Iwwer aner wichteg Dossiere soll am Laf vun 2010 nogeduecht ginn, wéi zum Beispill iwwert d'Zukunft vun der Politique agricole commune, d'Initiative stratégique Nummer 33. Konkretes vermësst een allerdéngs hei nach um Wee zu enger méi nohalteger Landwirtschaft.

Idem wat d'Energiespuermoossname betrëfft. Laangzäitziler gi fixéiert, 20% manner Energieverbrauch bei de Gebaier an am Transport. Konkret Mesurë sollen nach nogereecht ginn. Do kann een dann nëmme soen: „Seeing is believing". De gemeinsame Bannemaart soll relancéiert ginn, an hei gëtt op d'Konklusioune vum Rapport Monti gewaart. D'accord. D'Kommissioun huet sech virgeholl, géint eng Partie Blocagen ze kämpfen, a Retarden, déi sech an deene leschte Joren accumuléiert hunn, opzehuelen. Dee gemeinsame Bannemaart, deen 1992, also schonns virun 18 Joer, an d'Wee geleet gouf, nodeem e schonns 1958 an den Texter virgesi war, ass also haut och nach ëmmer net wierklech volljähreg.

Een Aspekt, deen net ugeschwat gëtt am Aarbechtspabeier, ass dee vun der feelender géigesäiteger Unerkennung vun de Beruffsqualifikatiounen an der Europäescher Unioun. An dëst ass, dat wësse mer, oft eng Barrière, déi dem Prinzip vun der libre circulation vun den EU-Bierger net gerecht gëtt.

E Wäissbuch iwwert den Transport an d'Infrastruktur am Transportberäich soll d'Strategie fir déi nächst zéng Joer festleeën. Schéin a gutt, mä mir wëssen awer, wéi e Sort allze oft esou Wäissbicher erwaart. Et schéngt mer awer kloer, datt notamment am Schinneberäich an der Europäescher Unioun muss investéiert ginn, fir eng méi nohalteg Transportweis vun eise Gidder uechter Europa ze organiséieren. Dat do ass och eng Fro vu Kompetitivitéit.

Här President, net alles ass nei an deem Programme de travail, esou beispillsweis de Projet fir en Europa vun de Bierger ze schafen. Wéi oft hu mer dat scho gehéiert? Dat kléngt gutt. Et ass awer ze bezweifelen, ob dat, wat proposéiert gëtt, an ob dat, wourobber sech beruff gëtt - de Programme de Stockholm, deen hei an der Chamber Enn vum leschte Joer debattéiert gouf -, de Bierger wierklech d'Gefill wäert vermëttelen, datt se elo méi am Mëttelpunkt vun der europäescher Politik stinn, datt sech méi ëm hir alldeeglech Suerge gekëmmert gëtt.

Am zukünftegen Espace judiciaire européen däerfen déi fundamental Rechter a Fräiheete vun deem Eenzelnen net ze kuerz kommen. An hei wäerte mir als Demokratesch Partei permanent dorop uechten. Ech wëll dem Här Fayot dat vläicht soen - dee virdru gemengt huet, et misst ee kucken, ob dat hei e Programm ass, dee liberal ass, oder een, deen de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt -: Dat hei, dat ass echt liberal Politik, de Mënsch, de Respekt vun de Mënscherechter an de Mëttelpunkt ze stellen, an duerfir wäerte mir suergen, fir dorop opzepassen.

D'Kommissioun versprécht, nach dëst Joer eng Kommunikatioun iwwert d'Grondrechter ze presentéieren a sech de Froe ronderëm den Dateschutz unzehuelen. Mir plädéieren derfir, datt an Zukunft virun all Initiativ, Projet oder Direktiv sech intensiv mam Schutz vun der Privatsphär beschäftegt gëtt, an all Mesure op de Prinzip vun der Verhältnismëissegkeet gepréift gëtt. Bis elo war et jo oft eréischt duerno, datt sech d'Fro gestallt gouf.

D'Europäesch Unioun wäert och net derlaanscht kommen, sech Gedanke mussen ze maachen iwwert d'Défien à long terme, déi déi eenzel Länner méi oder manner staark betreffen, a wou d'Kompetenzen a sech op nationalem Niveau leien. Esou soll eng gemeinsam Strategie a puncto Immigratioun an Asyl op europäeschem Niveau ausgeschafft ginn. An et soll iwwert d'Pensiounen nogeduecht ginn. Och wann hei keng konkret a bindend Mesuren deemnächst ze erwaarde sinn, esou mussen d'Memberstate sech dach drop gefaasst maachen, datt hinnen och an esou Domänen, déi nach ëmmer an nationaler Kompetenz sinn, an Zukunft op den Zannt gefillt gëtt, a sief et nëmmen, fir hire finanziellen Équiliber ze kontrolléieren.

En anere Sujet: d'Aussepolitik. Jo, déi soll méi kohärent ginn. Dat ass richteg. Mä et ass awer wierklech kee Scoop. Besonnesch déi lescht zéng Joer gouf ëmmer erëm op méi Kohärenz an der europäescher Aussepolitik gepocht an ass gefuerdert ginn. A mat dem Akraafttriede vum Lissabon-Vertrag ass jo gehofft ginn, et kéint een deem Objektiv méi no kommen. Méi kritesch Stëmmen hu bezweifelt, datt deen neie Poste vum Haut Représentant eng reell Plus-value par rapport, zum Beispill, zu engem Javier Solana géif bedeiten. A bis elo, muss ee soen, huet d'Madame Ashton déi Zweifel net wierklech aus dem Wee geraumt.

De Service européen pour l'action extérieure soll dann hei Remedur schafen an der Europäescher Unioun dat néidegt Gewiicht op der internationaler Bühn ginn. Hei kënnt alt erëm déi Saach vum politesche Wëllen an d'Spill. Kënnen d'Madame Ashton, déi Häre Van Rompuy a Barroso en eenheetlecht Bild vun Europa an der Welt ofginn? Erlaben hinnen hir Funktiounen dat, respektiv sinn et déi richteg Leit op deene richtege Plazen? A virun allem, loossen déi eenzel Stats- a Regierungschefen an och Ausseminister zou, datt un engem Strang gezu gëtt, a si si bereet, sech hannert déi gemeinsam Positiounen ze stellen? Froen, wou d'Zukunft eis wäert soen, wéi et wierklech mam politesche Wëlle steet.

Do, wou d'Europäesch Unioun hir Stäerkten huet, nämlech am wirtschaftleche Beräich, muss se och hir Responsabilitéit iwwerhuelen an hir wirtschaftlech Kraaft notzen an op dee Wee och probéieren, hir Wäerter ze vermëttelen. Europa soll sech och staark fir d'Erreeche vun de Millenniumsziler asetzen a weiderhin eng wichteg Roll an der Entwécklungshëllef spillen. Do hu mer eng Pionéierroll, an ech hoffen, datt den Engagement vun deenen anere Stied och à la hauteur bleift. Dat schéngt eis wichteg. Allerdéngs muss och d'Effikassitéit vun deenen Hëllefen ëmmer nees ënnert d'Lupp geholl ginn.

Weider heescht et an dem Programm, datt d'Instrumenter an d'Aarbechtsmethode vun der Europäescher Unioun solle moderniséiert ginn. Schonns nees, schonns erëm, ass een do tentéiert ze soen. Vun „better regulation" komme mer elo op „smarter regulation". Et gëtt nogeduecht, fir d'Ëmsetze vun Direktiven an esou weider an den Délaien ze verbesseren, an hei ass Lëtzebuerg jo direkt concernéiert. An Zukunft huet d'Kommissioun wëlles, nach méi geziilt, och mat juristesche Moyenen, derfir ze suergen, datt déi europäesch Législatioun direkt an an den Délaien ëmgesat gëtt.

Simplification administrative, d'Ofbaue vu bürokrateschen Hürde sinn aner Mots d'ordre. De ganze Reglementationsdschungel, dee sech iwwer Jorzéngten an der Europäescher Unioun accumuléiert huet, soll duerch sougenannten „Qualitéitsbilanen" duerchforst ginn. Inkohärenzen, Iwwerlappungen, Lacunen - dat sinn d'Wierder, déi am Dokument stinn - sollen aus dem Wee geraumt ginn. Dëst ass an eisen Aen, an eiser aller Aen, gewëss e wichtegen Exercice, mä deen eigentlech scho längst hätt missen duerchgefouert gi sinn. An et hätt am Fong net däerfen esou wäit kommen.

Zur Konklusioun kann een nëmme soen: Villes ass virgesinn, villes ass awer och net konkret, villes soll ugeduecht ginn, esou munches gëtt erëm eng Kéier opgegraff. An um Enn vun 2010, an dat ass a manner wéi sechs Méint, wäert d'Europäesch Unioun net wesentlech anescht funktionéiere wéi elo. Lissabon huet gewisen a bewisen, datt een duerch „coopérations ouvertes" net richteg virukënnt. Duerfir muss iwwer méi contraignant Mesuren nogeduecht ginn.

D'Memberstate werfen oft der Europäescher Unioun an der Kommissioun en Handlungsdefizit vir, wëllen awer gläichzäiteg Europa net méi Pouvoir an net méi Moyenë ginn. D'Kommissioun ass - dësem Aarbechtspabeier op alle Fall no - gewëllt, méi eng staark Roll ze spillen. Mä wëllen déi eenzel Memberstaten dat och? Wëllen déi eenzel Memberstate sech an och déi aner méi strikte Regelen ënnerwerfen?

Et stellt sech och d'Fro vum Budget. Wëllen a kënnen déi eenzel Memberstaten der Europäescher Unioun méi Moyenen zur Verfügung stellen? Dës Froe musse spéitstens 2011, wann iwwert deen nächste Cadre financier pluriannuel diskutéiert gëtt, opgeworf ginn.

Et muss virun allem awer och gekuckt ginn, datt de Budget, deen d'Europäesch Unioun sech gëtt, besser a méi geziilt agesat gëtt, Prioritéite gesat ginn, an och sech vergewëssert gëtt, datt d'Dépensen do eppes bréngen, wou se getätegt ginn. Esou zum Beispill bei der Allocation vun de Fonds structurels: Hei misst méi drop gëuecht ginn, datt dës finanziell Hëllefe korrekt agesat ginn an och méi resultatorientéiert gehandhaabt ginn.

Allgemeng muss Europa, wann et sech Ziler setzt, ophalen, global an ze vag Objektiver ze fixéieren. Et musse prezis Reformprojeten ausgeschafft ginn, déi op déi spezifesch Besoinë vun deenen eenzelne Länner eng Äntwert ginn. Virun allem awer muss sech vergewëssert ginn, datt déi eenzel Memberstaten déi Engagementer respektéieren, deene si selwer zougestëmmt hunn.

Villes kann een deelen, wat am Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun steet - jo, bal alles - a bei deene meeschte Punkte muss een allerdéngs ofwaarden, wat elo konkret geschitt, wat konkret proposéiert gëtt. Hei ass et elo un der Kommissioun, selwer ze handelen, an et kann een hir nëmmen ee gudde Rotschlo mat op de Wee ginn, an dat ass: „Just do it!"

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Polfer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. De Ben Fayot, President vun eiser aussepolitescher Kommissioun, huet a senger Stellungnahm schonn eng ganz Rei Fakte rappeléiert op eng zimlech ëmfaassend Aart a Weis, wat et eis erlaabt, op dee Katalog vu Mesuren, déi ugeschnidde gi sinn, net méi an deem Detail anzegoen. Wat mer haut diskutéieren, ass awer en neien Exercice fir d'Parlament. Mir diskutéieren de Programme de travail vun der Europäescher Kommissioun, dee soss am Fong ëmmer nëmmen e Joresprogramm war, deen awer dës Kéier e bësse méi ass wéi nëmmen dat.

Et ass déi éischte Kéier, wou e Programme de travail och probéiert, iwwert den Horizont vum Joer erauszegoen an eigentlech scho bal e Programme de travail ass, dee fir d'ganz Legislatur vum Europaparlament kënnt gëllen. En ass net exhaustiv fir déi fënnef Joer, mä e reecht wäit méi wéi nëmmen ee Joer, wéi dat üblech war. Duerfir, mengen ech och, ass et och net dramatesch, wa mer an der Mëtt vun 2010 doriwwer diskutéieren. Mir schwätze jo dann net nëmmen iwwert de Programm vun de verbleiwende sechs Méint, mä mir schwätzen iwwert de Programm, deen awer méi wäit geet wéi nëmmen déi nächst sechs Méint.

Den Avantage dovunner ass natierlech, dass ee méi Prévisibilitéit huet an der Aarbecht vun der Kommissioun, an dass dat et all den Acteuren - net nëmmen dem Europaparlament, mä och den nationale Parlamenter, am Kader vun hiren neien Aufgabe vum Traité vu Lissabon - och erlaabt, vläicht schwéierpunktméisseg kënnen Accenten ze setzen op eenzelnen Aspekter vun deem Programme de travail. Déi Prévisibilitéit kënnt also ënnert dem Strëch och den nationale Parlamenter, mengen ech, entgéint.

D'Europäesch Unioun ass, no Indien, deen zweetgréissten demokratesche Raum, wann een esou wëllt, op der Welt. Mat 375 Millioune Wieler, bei 500 Milliounen Awunner, ass dat déi zweet Wahl op der Welt mat de meeschten Électeuren an Électricen. Dat ass net näischt. Dat ass natierlech e gewaltegen Usproch, dat ass natierlech eng komplizéiert Affär, eng Demokratie fir esou vill Leit ze organiséieren, fir de Standarden, déi mer aus de Länner kennen, gerecht ze ginn op engem gesamteuropäeschen Niveau. Mä dee Constat soll kee Constat d'échec sinn, dee Constat soll och keng Failliteerklärung sinn, e soll eng Erausfuerderung sinn, fir et an den nächste Jore besser ze maachen, well et sinn, mat de Mëttele vun der Demokratie, an Europa vill Problemer ze léisen.

Europa, esou seet d'Kommissioun, stécht an enger ekonomescher an an enger sozialer Kris. Mir hänke gären hannendrun, dass mer och an enger ekologescher Kris stiechen. Oft gëtt dat Wuert vergiess, mä mir mengen als gréng Fraktioun, dass een déi sozial Problemer an déi ekologesch Problemer net vunenee kann trennen. Déi zwee wëllen ze trennen, ass d'Garantie, dass ee bei béiden an der Sakgaass lant.

An dat ass och eng Kritik, eng generell Kritik schonn, déi mer wollte formuléieren um Dokument vun der Kommissioun, well mer eisem Gefill no nach ëmmer mengen, dass déi Aspekter net mat der gläicher Gewiichtung, an zum Deel och getrennt vunenaner behandelt ginn, wat mat Sécherheet net zu Resultater féiert, wéi mer eis se virstellen.

Wann ee vun der neier Kommissioun schwätzt a vun hirem Aarbechtsprogramm, da schwätzt ee vun „Barroso II", an da schwätzt een awer och, mengen ech, nach e Stéck vun der Kommissioun „Barroso I" mat. Mir mengen, dass souwuel d'Kommissioun „Barroso I" wéi d'Kommissioun „Barroso II" sech ähnelen. Déi eng hat an der Form an um Fong e ganz schwaachen Ofschloss, déi zweet hat an der Form an um Fong e ganz schwaachen Départ. Besonnesch, mengen ech, huet Lëtzebuerg wéi gedoen um Enn vun „Barroso I" d'Aart a Weis, d'Liichtfankegkeet, d'Vitesse, mat där d'Kommissioun Barroso an hire President selwer d'Méthode communautaire mat Féiss getrëppelt hunn!

Dat, wat ganz laang Joren en Acquis war, dass déi grouss Länner nëmmen doduerch grouss sinn, dass se d'Vuë vun de klenge Länner akzeptéieren an integréieren, an ëmgedréit och, dat war op eemol keen Acquis méi, an dat, wat ee gemengt huet, dass et wierklech géif op zolitte Féiss stoen no Jorzéngte vun ëmmer méi déiwer Zesummenaarbecht, dat ass an Zäit vun e puer Wochen ausenanergefuer, a seng Bestanddeeler sech opgeléist, dass een nëmme konnt doriwwer staunen, net nëmmen, dass et geschitt ass, mä och, wéi séier et geschitt ass. An dat, wat zum Ofschloss vun der Kommissioun „Barroso I" stattfonnt huet, huet mat der Kommissioun „Barroso II" an hirem Départ, an eisen Aen, sech net vill besser duergestallt.

Déi isoléiert Optrëtter, déi verschiddener haten, verschidde Memberlänner vun der Europäescher Unioun, virdrun an duerno - beim G7, beim G8, beim G20 - weisen, dass den Élément fédérateur, deen och d'Kommissioun misst sinn, net funktionéiert. An dat ass och net ganz iwwerraschend: Wann een eng Kéier seng Kredibilitéit verluer huet op esou enger wesentlecher Fro - an dat ass de Fall vum President Barroso a senger „Kommissioun I" -, da kritt een deen dräi Wochen drop, dee Kredit, net erëm eng Kéier einfach esou geschenkt. Dat, wat een eng Kéier verluer huet, muss ee sech herno vill méi laang nees erschaffen. An den Här Barroso ass op der Fro vun der Méthode communautaire einfach net kredibel an e gëtt et och net méi!

Dat ass e Constat, deen ee leider muss maachen, an deen aus Lëtzebuerger Vue fir déi nächst puer Joer op där doter Fro mat Sécherheet keng gutt Perspektiven opzeechent. Vill Leit hunn dat och gesot virun de leschten Europawahlen. Och nach kuerz virun den Europawahle waren der vill där doter Meenung. Fakt ass awer och, dass d'Kommissioun Barroso méi oder wéineger duerchgewonk ginn ass. Déi eng hu fir se gestëmmt, déi aner hu verpasst, géint se ze stëmmen, an hunn duerch hir Abstentioun et méiglech gemaach, dass eng Kommissioun „Barroso II" kënnt d'Nofolleg iwwerhuele vun der Kommissioun „Barroso I".

Dat sollten all déi net vergiessen, déi sech elo an an den nächste Wochen a Méint a Jore kritesch wäerte mat der Kommissioun Barroso ausenanersetzen. Mir wäerte se als Gréng drun erënneren, dass een d'Geleeënheet hat, eng kloer Zäsur ze maachen a mat engem neien Ufank, mat neie Leit och ze probéieren, nei Politiken ze maachen. Deen Neiufank ass verpasst ginn, och well verschiddener et duerchgewonk hu mat hirer Enthalung an net eng aner Majoritéit probéiert hunn opzebauen.

Et huet een dat och gesi bei der Opstellung vun der neier Kommissioun Barroso. Och do ass munches ze kritiséiere gewiescht an der Prozedur, wéi et geschitt ass, am Choix vun de Kommissären, wéi e schlussendlech och gemaach ginn ass, a besonnesch och beim Choix vun de Kompetenzen, vun de Ressorten. Den Här Barroso huet wéi keen anere virdrun „divide et impera" praktizéiert.

Op eng ganz ingénieuse Aart a Weis si fir praktesch all d'Ressorte méi Leit zoustänneg gemaach ginn, wat natierlech dann eng Schwächung vu praktesch all anerem Kommissär bedeit. Et gëtt eigentlech just nach ee staarke Kommissär, an dat ass de President, an all déi aner - nonobstant wat se alles soen - si keng staark Kommissären. Ze vill musse se hir Kompetenzen deele mat aneren, ze wéineg hu se eege Pouvoiren a Kompetenzen, fir wierklech kënnen eppes virunzedreiwen.

En fait kënnt ee soen, dass eng Zort „Presidenzialisatioun" stattfonnt huet vun der Positioun vum Här Barroso. Den Här Barroso ass de President, an déi aner Kommissäre sinn awer ganz vill eigentlech nëmme Beroder vum President Barroso. Mä hien ass deen Eenzegen, deen de richtege Pouvoir an der Kommissioun huet. An dat ass fir eis keng gutt Basis, fir eng gutt Aarbecht ze maachen. Dat ass net déi Zort vun Demokratie, och net um Niveau, um Banneliewe vun der Kommissioun, wéi mir eis et virstellen.

Mir brauchen eng Kommissärséquipe, déi performant ass, an net just e President, deen awer all d'Fiedem am Grapp huet, besonnesch dann, wann dee President noweislech an och weiderhin domadder net vill mécht. Well och elo an der Diskussioun iwwert d'Sortie de crise, vun där mer jo alleguerten hoffen, dass dat och eng Sortie de crise ass, och do glänzt d'Kommissioun, zënter dass se ernannt ass, an eisen Aen absolut net mat Kompetenz an och net mat Initiativ.

Den 31. Mäerz, wéi gesot, huet d'Kommissioun hire Programm presentéiert - en heescht „Le moment d'agir". Béis Zonge géifen natierlech elo froen: Wat war da virdrun? Mä, Klammer op, Klammer zou, mir wëlle jo alleguerten un d'Zukunft gleewen - mat 34 grousse strategesche Prioritéiten, déi bis Enn 2010 alleguerten op der Schinn solle sinn, a mat 280 grousse Propositiounen, wéi et genannt gëtt, déi iwwer 2010 eraus, also an enger pluriannueller Logik solle funktionéieren.

De But, den affichéierte But ass et, d'Kris an hire sozialen Impakt ze bekämpfen, wou mir och schonn do erëm eng Kéier da vermëssen de Verweis op den noutwendegen aneren Ëmgank mat der Ëmweltproblematik, grad aus enger sozialer a wirtschaftlecher Logik eraus.

Et si véier grouss Achsen, déi si schonn opgezielt ginn, an ech kann dat duerfir bref maachen: d'Lutte géint d'Kris an d'Verteidegung vum europäesche Sozialmodell; de Programm fir d'Bierger - Programm vu Stockholm -, d'Fro vun de Bierger am Allgemengen a vun hire Rechter; d'Politique extérieure soll endlech eng Dimension globale kréien, net just Aussepolitik bannent der Europäescher Unioun, fir déi Formel ze gebrauchen, mä och Aussepolitik ausserhalb vun der Europäescher Unioun an op all de Kontinenter; den Opbau vum Service d'action extérieure, an natierlech d'Aarbechtsinstrumenter.

Wat de Punkt eent betrëfft, d'Lutte géint d'Kris, ass et kloer. Mir hu viru kuerzem an der Chamber iwwert de Programm 2020 diskutéiert, do ass dat Wesentlechst, ech mengen, vun der Chamber zu deem Punkt gesot ginn.

Ech wëll just nach eng Kéier rappeléieren, dass mir Gréng mengen, dass all déi Politiken, déi probéiert gi sinn an déi elo an enger neier Mouture fir 2010 bis 2020 solle lafen, eiser Meenung no hätte misse bilanzéiert ginn. Et ass kee Bilan gemaach gi vun deem, wat bis elo probéiert ginn ass, an dat ass natierlech eng denkbar schlecht Basis, wann ee wëllt kënne besser Programmer an Zukunft maachen.

Et ass och op der Energiefro nach ëmmer an eisen Aen esou, dass déi falsch Optioune gestallt ginn. D'Europäesch Unioun kënnt aus där Atomfal net eraus. An och rezent Entwécklunge beim ITER-Dossier weisen dat jo. Déi Politik ass ruinös a si bréngt keng nohalteg Politiken.

Och am Beräich vum öffentlechen Transport gesäit een och net, dass staark Impulser géife vun Europa kommen, fir ee fir alle Mol wierklech konsequent den öffentlechen Transport als prioritäert Investitiounsfeld ze behandelen. Dat huet mat Ëmwelt ze dinn, dat huet mat Sozialpolitik ze dinn, dat huet mat Wirtschaftspolitik ze dinn. Et ass also net nëmme Verkéierspolitik, mä alles dat kënnt an deem Programm an eisen Ae vill ze kuerz.

Den zweeten Deel vu Stockholm, och do hu mer schonn Enn lescht Joer doriwwer diskutéiert. An ech muss soen, deen Accord, deen elo fonnt ginn ass beim Swift, ass keen, dee rassuréiert. All déi grouss Deklaratiounen, déi ee praktesch all konnt ënnerschreiwen, déi am Stockholm-Programm drastoungen, déi si vläicht net alles dat wäert, wat se wollte behaapten.

Fakt ass, dass deen neie Swift-Accord e Kompromëss ass um Niveau vum aktuelle Recht vun de Vereenegte Staten. Et ass keen Unhiewen derbäi vum Grondrechtsschutz op internationalen Niveau. Et ass eng Afréierung um Niveau, um aktuellen Niveau vun den USA. Et bleift also weiderhi beim Prinzip vum Zougank an der Logik vun der Generaliwwerwaachung, an et ass net am Kader vun enger riichterlecher Verdachtsuweisung, wou Échangë kënne stattfannen. Dat bedauere mir ausdrécklech.

An och de Fait, dass Europol elo soll déi droend Roll spillen, déi jo selwer en Intérêt hunn um Austausch vun Date mat Amerika, ass fir eis de Bock zum Gäertner gemaach. An dat ass natierlech net rassurant, wann ee wëllt Hoffnunge verbanne mam Programm vu Stockholm, wann ee kuckt, wat um Niveau vum Dossier Swift elo dës Woch och am Europaparlament validéiert ginn ass.

Den drëtte Punkt vun der Aussepolitik. Och do muss ee kloer soen, d'Madame Ashton hat e ganz schwaache Start. Iwwregens och scho bei den Hearingen, bei der Zesummesetzung vun der Kommissioun, konnt se net iwwerzeegen. A si huet bis elo méi geglänzt mat Zréckhalung a mat Ofwiesenheet op groussen Dossiere wéi mat Präsenz. Quitte dass d'Weeër vun der Diplomatie heiansdo diskret musse sinn, mä et kann een och alles iwwerdreiwen. A mir mengen, dass d'Madame Ashton dat och mécht: ze iwwerdreiwe mat hirer Zréckhalung.

Mir géifen zum Beispill gären héieren, wéi d'Europäesch Unioun am Kader vum Dialog mat der Türkei sech positionéiert par rapport zu där Eskalatioun, déi am Moment amgaang ass stattzefannen tëschent der Türkei an Israel. An do wäre mer och frou, wann den Ausseminister herno a sengen Äntwerte géif op deen Aspekt do agoen.

Ofschléissend wëlle mer awer soen, wéi d'Madame Polfer dat och scho gemaach huet, dass natierlech ganz villes vun deem Pabeier positiv kléngt an dass natierlech villes net ganz konkret an deem Dokument ass. An d'Zukunft wäert weisen, a wéi eng Richtung dass déi Déclarations d'intention, déi dostinn, wäerten ëmgesat ginn.

Ënnert dem Strëch ass et awer beim Aarbechtspabeier vun der Kommissioun, wéi beim Europaparlament, wéi bei der Zesummesetzung vun der Kommissioun, wéi bei de Regierungen, ënnert dem Strëch awer ëmmer nëmmen e Kräfteverhältnis, wat aus demokratesche Wahlen erauskomm ass.

An déi lescht Europawahlen, déi hu fir relativ kloer Verhältnisser am Europaparlament gesuergt. Et ass en däitleche Rietsruck ginn. De PPE huet däitlech bäigeluecht. D'sozialistesch Fraktioun huet massiv verluer. Déi Gréng si gestäerkt ginn op engem Niveau, dee mir nach gäre méi héich awer hätten. Mä dat, wat haut aus dem Europaparlament erauskënnt, an d'Zesummespill tëschent dem Europaparlament an der Kommissioun an de Conseilen ass och e Spigelbild vun deem, wat bei den demokratesche Wahlen erauskomm ass.

An dofir, wa mer haut alleguerten eis eens sinn, dass mer méi Demokratie brauchen, dat ass eng vun den ongeléiste Froe vun der europäescher Konstruktioun, da geet dat och nëmmen iwwer méi Participatioun an all de Länner, da geet dat och nëmmen iwwert d'Vertrauen an déi europäesch Institutiounen. Dat Vertraue kënnt awer och nëmmen duerch Participatioun. An dofir menge mer, dass dee gesteigerte Rôle vun den nationale Parlamenter e wichtege Rôle ass. D'national Parlamenter musse méi fréi, méi séier, méi proaktiv sech ëm Europapolitik këmmeren.

Mir dierfen net méi d'Caisse enregistreuse sinn, déi um Enn vun enger Prozedur nach eng Kéier den Aval national gëtt. Mä mir mussen eis virdrun abréngen, fir wierklech Europapolitik ze gestalte méi no bei de Leit.

Do läit eng wichteg Verantwortung och hei bei der Lëtzebuerger Chamber. Mä déi gréng bleiwen derbäi, a mir hunn dat schonn e puermol gesot a mir wäerten net midd ginn, fir dat ze rappeléieren: Europapolitik an Implikatioun an d'europäesch Dossieren huet och mat Zäit ze dinn, déi d'Parlament bereet ass doranner ze investéieren - d'Moyenen, awer och d'Zäit.

An déi Zäit kënne mer nëmmen hunn, wa mer an dësem Parlament och en Accord doriwwer géife fannen, dass et besser wier, mir géifen eng Incompatibilitéit tëschent den nationalen a lokale Mandater hei vereinbaren, fir dass eis Deputéierte sech wierklech kënnen net nëmmen ëm d'Landespolitik këmmeren, mä mat méi Zäit sech och an europäesch Dossiere kënne knéien. Et gëtt awer bis haut nach keen Accord doriwwer. Et gëtt der, déi sinn derfir, anerer nach net. Mir hoffen, dass se hir Meenung wäerten änneren. Dat gesot, hoffe mer awer och op d'Ënnerstëtzung vun der Regierung an dësen Dossieren.

Eng einfach Fro, Här Ausseminister, ass déi: Wéi gutt informéiert Der eis? Wéini kréie mer Är Notes techniques? Zënter Jore schwätze mer doriwwer. Vun Ären exzellente Mataarbechter kritt Der nees, ëmmer nees exzellent Noten zu wichtegen Dossieren, déi an enger kuerzer, konzentréierter, preziser Form engem erklären, ëm wat dass et geet a wat um Spill steet. A mir kréien déi Noten net! Obwuel ëmmer nees verschidde Ministeren ënnersträichen, dass se eigentlech näischt dergéint hätten, dass een eigentlech misst kënnen dat och maachen.

Och do soen ech wéi d'Madame Polfer: „Just do it!" Gitt eis déi Noten! Kommt, mir ginn eis eens iwwer Regele mam Ëmgang vun deenen Noten! Bien entendu musse mer do vläicht gewëssen Diskretiounsregele vereinbaren.

Mä ouni déi Informatiounen, Här Ausseminister, kéint Dir ausserhalb vu Lëtzebuerg net vill maachen. Bei eis geet et genau d'selwecht. Wa mir déi Informatiounen, déi Dir kritt, net kréien, geet et eis, wéi et lech géif goen, mir kéinten net vill domat ufänken.

Et ass och - als zweetlescht Remarque - wichteg, Här Ausseminister, dass Lëtzebuerg endlech seng lescht Plaz bei der Ëmsetzung vun den Direktive verléiert. Mir kënne vill schwätzen iwwer Implikatioun an d'europäesch Politik. Mir sinn d'Schlussliicht bei den Direktiven. Dofir ka Lëtzebuerg sech eigentlech nëmme schummen. Mir hunn zwar fir alles eng Erklärung, mä mir sinn awer déi Lescht. An dat ass net gutt. Dat steet eis net zu Gesiicht. A soulaang mer dat net am Gréff hunn, si mer mat der Aarbecht mam viregte Programme de travail vun der Kommissioun emol nach net fäerdeg zu deem Zäitpunkt, wou mer deen neie wëllen diskutéieren.

A lescht Remarque, Här President, just fir ze soen, och um Niveau vum Personal vun der Représentation permanente zu Bréissel si Saachen ze verbesseren an der Relatioun mat Europaparlament. Och do kennt Der de Problem schonn zënter Méint. An och do, mengen ech, si mer am Beräich vun den Hausaufgaben nach net bei honnert Prozent. An ech wier och frou, wa mer dozou kéinten eng Äntwert kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An elo kritt nach d'Wuert den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun fir 2010 ass e ganz technescht an e ganz allgemengt Dokument. Ëmsou méi wichteg ass et an eisen Aen, datt, wann dat emol bis konkret gëtt, wat do an deem Programm virgeschloen ass, déi national Parlamenter sollen esou fréi wéi méiglech an esou intensiv wéi méiglech mat an déi Aarbecht eragezu ginn.

Wa mir deen ambitéise Programm fir 2010 an och esou Dokumenter wéi d'Agenda 2020 kucken, da stelle mir eis ëmmer nees d'Fro, wéi wäit d'europäesch Integratioun eigentlech soll an däerf goen. Si huet no iwwer 50 Joer Aarbecht esou een héijen Niveau erreecht, datt mir eis haut e puer fundamental Froen zu dësem Sujet stellen.

Den Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun fir 2010 ass jo just nëmmen e weidere Schrëtt an d'Richtung vun nach méi enger breeder an nach méi enger déiwer Integratioun. Mä Europa huet sech geännert. Dat Europa vun deene 27 vun haut, dat Europa vum Lissabon-Vertrag ass net méi dat Europa, dat mir nach parteiiwwergräifend virun e puer Joer konnten ënnerstëtzen.

Haut mengen déi europäesch Institutiounen, iwwert de Staten ze stoen, an déi grouss State mengen, iwwert deene klengen ze sinn. Haut musse mir eis méi wéi jee géint esou Tendenze wieren. D'ADR wëllt keen europäesche Superstat, mä en Europa vun den Natiounen. Si verlaangt Respekt fir all Memberstat, ob grouss oder kleng.

Europa huet jorzéngtelaang gutt a séier Progrèse gemaach, trotz a mat der Eestëmmegkeet an der Regel vum Konsensus. Fir eis gëtt et kee Grond, vun där Regel ewechzegoen. Fir eis gëllt, datt e souveräne Stat net soll kënnen iwwerstëmmt ginn. Och déi Rechter fir déi national Parlamenter am Lissabon-Vertrag gi bäi Wäitem net duer. Net d'Subsidiaritéitsbedenke vun e puer nationale Parlamenter sollen eréischt e Gewiicht hunn, mä d'Bedenke vun engem eenzege Parlament misste schonn duergoen, fir eng legislativ Prozedur op europäeschem Plang a Fro ze stellen. Net d'Majoritéitsdécisioune sollen am Conseil gëllen, mä d'Eestëmmegkeet.

Loosse mir eis dach näischt virmaachen! Wann haut gefuerdert gëtt, Länner an der EU, an der Eurozon oder a soss engem Gremium Rechter ewechzehuelen, oder si kënnen ze bestrofen, da schwätze mir de facto just iwwert déi kleng Länner. Déi grouss loosse sech a wichtege Froen net bestrofen. Dat hu mir och bei der sougenannter Flexibiliséierung vun de Kritäre vum Stabilitéitspakt erlieft. Strofe si bal ëmmer Strofe fir déi Kleng, also och méiglech Strofe fir eis, an net fir déi Grouss.

Mir sinn dowéinst net mat esou Iddien d'accord a stellen och ganz prinzipiell Froen iwwert d'Méiglechkeete vu Strofen an der Unioun. Et muss ee sech nämlech froen, ob eng europäesch Institutioun iwwerhaapt soll däerfe Strofe géint e Memberstat décidéieren, quitte datt dat elo esou an den Traitéen décidéiert ass oder op anere Plazen diskutéiert gëtt. Et kann ee jo argumentéieren, datt Stofe géint e souveräne Stat u sech net zoulässeg sinn, well d'Kommissioun an den Europäesche Geriichtshaff als delegéiert an temporär Emanatioune vun nationalstaatlecher Souveränitéit sech nimools kënnen iwwer e Stat erhiewen, vun deem hir Pouvoire kommen.

Mir als ADR wëllen en Europa vu gläichen Natiounen. An der Unioun sollen d'Décisiounen duerch Verhandlunge geholl ginn an net duerch Menacen. Kee Vollek wëllt akzeptéieren, datt eng europäesch Institutioun oder e puer grouss Länner - an et ass net ëmmer einfach, do den Ënnerscheed ze maachen - et strooft.

Här President, eis Constitutioun seet, datt mir kënnen zäitweileg Pouvoiren un eng international Institutioun ofginn. Dat heescht zweeërlee. Éischtens bleiwe mir als Natioun ëmmer Meeschter iwwert déi Pouvoiren. Mir delegéiere si oder huele se eis och nees zréck. Mir sinn der Meenung, datt duerfir eng Institutioun, déi vun eis Pouvoire kritt, net kann iwwer eis stoen.

An zweetens kënne mir souverän décidéieren, wéini a wéi mir eis esou Pouvoiren eventuell wëllen zréckhuelen. Am Liicht dovu muss also och de Wäert vun europäesche Rechtsakten am Verhältnis zu eisem nationale Recht gesi ginn. Déi Doktrin, datt europäescht Recht iwwer nationalem Recht steet, léisst sech op d'mannst diskutéieren. Besonnesch dann, mä net nëmmen, wann déi lëtzebuergesch Regierung am Rot iwwerstëmmt gi wär. Wichteg Geriichter, wéi zum Beispill och d'Bundesverfassungsgeriicht an Däitschland, fänken un, an eng ähnlech Richtung ze denken.

Ass et och zoulässeg, datt en Europäesche Geriichtshaff fir sech an Usproch hëlt, konsequent integrationistesch ze uerteelen, obschonn datt en dofir keng politesch Legitimatioun huet?

Ass et richteg, datt eng juristesch Institutioun ka laanscht oder souguer géint den erkläerte politesche Wëlle vun engem oder méi Memberstaten am Sënn vun enger méi déiwer Integratioun d'Pouvoire vun de Memberstaten ewechhuelen?

Um legislative Plang stellt sech d'Fro, ob en nationaalt Parlament wéi eis Chamber senger Verantwortung a sengem Mandat, deen et vum Vollek krut, nach ka gerecht ginn, wann ëmmer méi an ëmmer méi wichteg Décisiounen op europäeschem Niveau geholl ginn, wou awer eist Vollek

op d'mannst keen Afloss op esou Diskussiounen huet. Hei ass net nëmmen ze soen, datt dat lëtzebuergescht Stëmmegewiicht an Europa insignifikant ass - am Rot wéi och am Parlament -, mä och datt mir keng glafwierdeg Handlungsméiglechkeeten op d'Evolutioun vun deem europäesche legislative Corpus méi hunn.

Och hei misste mir also bei der Ëmsetzung oder der Ännerung vun Direktive vill méi nationale Spillraum fir eis an Usproch huelen. Dat gëllt virun allem an all deene Beräicher, déi fir eng Natioun sensibel sinn: Familljepolitik, Erzéiung, Justiz, Kultur, Ethik, fir nëmmen déi ze nennen.

Bewosst gebrauche mir elo emol den Ausdrock vum Risiko vun enger matverschëlltener Koloniséierung vun eisem Land duerch friem Virstellungen. Leider mat der Matwierkung an duerch eng intolerabel Passivitéit vun eiser eegener Regierung.

Eis Ministere vertrieden d'Lëtzebuerger Interessen an Europa net engagéiert genuch. Am schlëmmsten ass dat bei deenen, déi als éischt Prioritéit net ëmmer eist Land, mä hir eegen europäesch Carrière gesinn. Déi Traitéen, déi mir haut hunn, hätten nimools däerfen esou verhandelt ginn. De Lissabon-Vertrag an d'Kapitulatioun vu Feira sti fir d'Versoen, besonnesch vun der CSV, an der Europapolitik.

Am Familljerecht an am Penalrecht geet Europa an der Integratioun elo scho méi wäit wéi d'USA. An dat ass jo wuel net néideg. Europa ass kee federale Stat an et soll och kee ginn. Déi Iddi, fir auslännesch Geriichtsuerteeler ouni all Form vun nationaler Kontroll hei am Land wëllen unzëerkennen, stellt e risege juristesche Risiko fir d'Lëtzebuerger duer. D'Regierung handelt op dësem Gebitt aussergewéinlech verantwortungslos. Mir brauche ganz allgemeng nees méi Handlungsméiglechkeeten um nationalen Niveau.

Wann zum Beispill eis Bauere grouss Verloschter hunn, wéi dat zejoert bei der Mëllech de Fall war, musse mir direkt um nationalen Niveau kënnen agräifen. Op europäeschem Niveau wor d'Reaktioun vill ze spéit a vill ze schwaach. Europa däerf net zur Handlungsonfäegkeet vum Nationalstat féieren. Eng gemeinsam europäesch Agrarpolitik, déi de Baueren an Nout net kann oder net wëllt hëllefen, stellt sech fundamental selwer a Fro. D'Existenz vun enger Gemeinsamer Europäescher Agrarpolitik däerf awer och keng Entschëllegung fir den Nationalstat sinn, fir näischt ze maachen, wa seng Baueren oder Wënzer ganz schlecht dru sinn.

Als ADR begréisse mir eng europäesch Politik do, wou se ka sënnvoll sinn: um ekonomesche Plang, zum Deel am Ëmweltschutz, beim Schutz vun eise Baussegrenzen an am Kampf géint illegal Immigratioun an enger gemeinsamer Baussena Sécherheetspolitik an esou virun. Mir bestinn awer dobäi ëmmer op eisen nationalstaatleche Prerogativen an op eiser Souveränitéit. Mir bestinn op enger reng lëtzebuergescher Fonction publique. Mir eleng bestëmmen eis gesellschaftlech Wäerter. Mir eleng décidéieren iwwer eis Fiskalitéit, eis Regelen zur legaler Immigratioun an der Asylpolitik.

Mir eleng bestëmmen iwwer eise Sozialstat an och soss iwwer alles dat, wat mir fir eist gesellschaftlecht Zesummeliewe fir wichteg halen. Mir bestinn och op eisem nationalen diplomateschen Déngscht. Et ass net, well mir elo vläicht am europäeschen diplomateschen Déngscht een oder zwee fir eis onwichteg Posten op den Antipode kréien, datt mir kéinten op eng konsequent Vertriedung vun eisen nationalen Interessen duerch eis eege Vertriedunge kënne verzichten, do, wou mir wëllen, wéi mir wëllen, wéini mir wëllen.

Mir refuséieren, datt eis onrealistesch héich Ëmweltschutzziler octroyéiert ginn, zum Beispill bei den CO_2-Emissiounen oder bei den erneierbaren Energien. Mir wëllen an deem Beräich selbstverständlech alles maachen, wat méiglech ass, wann et muss sinn och nach méi, mais à l'impossible nul n'est tenu.

Mir bestinn op eiser Sprooch an denken, datt mir mussen ee fir alle Mol an Europa kloermaachen, dat jiddwereen, deen hei lieft oder schafft, ob Vendeur, Beamten, Dokter oder Affekot muss Lëtzebuergesch kënnen, an zwar richteg, ouni Bidonsexamen oder bëlleg Complaisance-Léisungen. Fir Frontalieren oder nei Immigrante mussen heibäi ganz am Ufank, wa si heihikommen, intensiv Léierperiode virgesi sinn.

Mir soe bewosst „Lëtzebuergesch", eis Nationalsprooch an d'Sprooch vum Land, net Däitsch an net Franséisch. Alt nees wëlle mir betounen, datt mir keng Kolonie vun der Europäescher Kommissioun oder vu soss engem sinn, mä e souveräne Stat mat enger Sprooch, déi deeselwechte Respekt verdéngt wéi all aner Sprooch op dëser Welt. Wien eis Sprooch net respektéiert, veruecht a sengem Häerz och eis als klengt Vollek.

Bei där Geleeënheet wëll ech och d'Regierung froen, wéi si et mat de Konklusioune vum Conseil Affaires Générales vum 13. Juni 2005 hält, an ech iwwerreechen Iech, Här President, och an deem Kontext eng schréftlech parlamentaresch Fro.

(L'orateur dépose sa question écrite N°748 relative à l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans le contexte européen.)

An dëser Fro froen ech den Här Premierminister an den Här Ausseminister, wéi a wéini si déi Décisiounen zugonschte vun der Lëtzebuerger Sprooch endlech wëllen hei am Land ëmsetzen.

Här President, als eenzeg Partei am Land hu mir och nach de Courage, fir eis oppen, konsequent an éierlech zu eisem Land ze bekennen. Duerfir si mir och net derfir, datt auslännesch Matbierger kënne Buergermeeschter och Schäffe ginn. Déi aner Parteien hei am Sall wëllen den Auslänner hei am Land méi Rechter ginn, wéi ëmgekéiert d'Lëtzebuerger se am Ausland hunn.

Kann d'Regierung eis soen, a wéi enge Länner op dëser Welt e Lëtzebuerger Statsbierger däerf Buergermeeschter oder Schäffe ginn? Et ass fir eis net nozevollzéien, firwat esou wichteg Fonctiounen, déi och um Exercice vu souveräne Rechter participéieren, net un d'Lëtzebuerger Nationalitéit solle gebonne bleiwen.

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir misst awer elo esou lues zum Schluss kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat maachen ech direkt, Här President. Ech soen Iech Merci.

Nach ee lescht Wuert zum Élargissement, Här President. Mir sinn d'accord mat Kroatien, wann d'Grenzproblemer geregelt ginn, mat Island, mat engem däitlechen Hiweis op den Déiereschutz, a mir widderhuelen als ADR awer och nach eng Kéier eis Oppositioun géint all Bäitrëttsméiglechkeet fir d'Türkei.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Här President, léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt vläicht dem Här Fayot Merci soen, dee jo de Papp ass vun dëser Diskussioun. Ech fannen dat richteg, dass mer eis als Parlament mam Programm, fënnefjährege Programm, wéi den Här Braz richteg gesot huet, vun der Kommissioun hei kuerz ofginn. Ech wëll vläicht zwou Remarquë maachen, fir unzefänken.

Déi éischt, dat ass, wéi mer de 17. November d'lescht Joer iwwert d'Aussepolitik geschwat hunn, du konnt ech soen, dass mer d'Méiglechkeet musse wouerhunn, fir eng besser Gouvernance vun der Europapolitik hei an der Chamber opzebauen. Et sinn Diskussiounen, déi hei an der Chamber stattfonnt hunn iwwert d'Strategie 2020, iwwert déi zukünfteg Finanzarchitektur an der Europäescher Unioun; fir déi Beispiller nëmmen ze nennen.

Ech géif och mengen, dass mer als Regierung gutt drun dinn, an eigentlech och keen anere Choix hunn opgrond vun eiser Verfassung, fir ganz intensiv mat der Chamber zesummenzeschaffen. Ech wëll awer dem Här Braz ganz einfach a kuerz soen: Mir hunn en Aide-mémoire, wat eis Zesummenaarbecht ugeet. Den Här Fayot huet dat entscheedend mat ausgeschafft. Dee läit vir. Ech hoffen, dass all Deputéierten deen och kennt.

D'Regierung, wéi ech gesot hunn, steet der Chamber zur Verfügung virun all Conseil, no all Conseil. Op jidde Fall, wat meng Wéinegkeet ugeet, kann ech nëmmen déi Offer widderhuelen, déi mer jo och schonn dacks an d'Praxis ëmgesat hunn.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, stellt Iech net vir, dass d'Lëtzebuerger Ministeren op Bréissel ginn an e Conseil an do mat fäerdegen Noten d'Problemer léisen. Mir kréien heiansdo sonndesmëttes Noten, wa méindesmueres d'Sitzung ass, well dertëschent nach e Coreper ass, wou dann dee leschte Schlëff gemaach gëtt. Opgrond vun deenen Noten oder deenen Informatiounen - dat sinn net ëmmer Noten - muss ee schaffen.

An dann, wann ech gelift, loosse mer als klengt Land net an de Feeler verfalen, wat aner Länner ugefaangen hunn ze maachen - ech nennen elo keent -, mä dass mer wierklech mat engem imperative Mandat wëllen un d'Europapolitik erugoen. Dann ass europäesch Politik net méi méiglech, wann all Minister seet: Ech muss mech hanner mengem Parlament verstoppen. Heiansdo ass et de Binnenhof, heiansdo ass et en anert Parlament. Ech weess, dass Der dat net mengt.

Mä duerfir, loosse mer do vläicht probéieren, net esou mat Noten ze schaffen, mä loosse mer probéieren, wierklech den Dialog virun deene wichtege Conseilssitzungen ze sichen, oder all Kéiers, wann Dir dat wëllt, an och no de Conseilssitzungen an dann e Suivi ze maachen. Ech mengen, déi Bereetschaft ass politesch wierklech do, an dat solle mer och ëmsetzen.

Ech wëll awer vläicht nach eppes soen an engem ähnleche Kontext. Dir wësst, dass mam neie Vertrag vu Lissabon d'Chamber nëmmen aacht Wochen Zäit huet - dat ass e wichtege Punkt, dee vläicht de Mëtteg net esou gesot ginn ass -, fir am Spill vun de gielen oder den orangë Kaarten hir Meenung ze soen. An all Kéiers do, wann d'Chamber mengt, dass de Subsidiaritéitsprinzip violéiert ginn ass, dat heescht, wann d'Chamber mengt, d'Kommissioun hätt Initiativen ergraff, déi eigentlech net an der Kompetenz vun den europäeschen Institutioune leien, dass dann d'Chamber kann awierken. An ech mengen, dat ass och e Punkt, wou Regierung a Chamber sollen zesummeschaffen, fir hei aktiv ze ginn dee Moment, wou dat néideg ass.

Eng aner Bemierkung, déi ech wëll maachen, dat ass wéi am Bréisseler Entscheedungsprozess décidéiert gëtt. Do sinn ech ganz frou; ech mengen, den Här Fayot, d'Madame Mergen, d'Madame Polfer an och den Här Braz hunn dat ganz kloer ënnerstrach. Dee Pabeier heescht: «Le moment d'agir». Mä et muss ee selbstverständlech ëmmer erëm drop opmierksam maachen, „agir" no där Method, déi d'Europäesch Unioun eigentlech geprägt huet, nämlech d'Gemeinschaftsmethod, d'Méthode communautaire, dass dat déi eenzeg valabel Manéier ass, fir an der Europäescher Unioun Décisiounen ze huelen.

An der Gemeinschaftsmethod sinn d'Kommissioun, de Conseil, d'Europaparlament virun allem och d'Haaptacteuren am Gesetzgebungsprozess mat dem Abanne vun den nationale Parlamenter, wéi dat jo elo mat Lissabon och effektiv op een aneren Niveau gestallt ginn ass.

Et ass nëmmen duerch d'Gemeinschaftsmethod - an do ginn ech der Madame Polfer komplett Recht -, wou d'Rechter vun all Memberstaten zur Geltung kommen. Ech wëll also hei nach eng Kéier eis Oflehnung ausschwätze géint all intergouvernemental Tendenzen. Ob se bei oppenen Dieren oder heiansdo och hanner verschlossenen Diere stattfannen, dës Tendenzen, déi sinn do. Dat wësse mer.

Mä dës Tendenze féieren en fait zum Directoire, wou vläicht déi eng oder aner Länner sech direkt dran erëmfannen, mä wou awer e Land wéi Lëtzebuerg géif ënnert d'Rieder kommen. Duerfir begréissen ech och, dass déi véier stäerkst Fraktiounen aus dem Europaparlament sech jo virun e puer Wochen - den Här Fayot huet et gesot - virum leschte Conseil européen eendeiteg zur Gemeinschaftsmethod bekannt hunn an an deem Sënn och en Appel un de Conseil européen gemaach hunn. Dat ass wichteg, dass ee weess, dass d'Vertrieder vum Vollek an Europa am Europaparlament do hannendrustinn.

An ech géif hei och vläicht der Chamber, wann ech dat maachen däerf, Här President, soen, dass een an de Kontakter vun der Chamber zu deenen anere Parlamenter, zu aneren Deputéierten, och ëmmer muss op d'Gemeinschaftsmethod hiweisen.

Eng Gemeinschaftsmethod - dat ass och gutt hei ugeklongen; Dir verstitt, dass ech meng Meenung elo hei vläicht manner radikal ka soen, wéi vläicht verschidden Deputéierten dat gemaach hunn -, dat bedéngt eng Kommissioun, effektiv eng Kommissioun, déi sech zu där Method do kloer bekennt.

Eng Finanzkris, eng Wirtschaftskris, déi mer jo an deene leschte Méint hei erfuer hunn, déi sech entwéckelt huet. Eng Kris och ëm d'Statsscholden, d'Defiziter vu verschiddene Länner vun der Eurozon, mat deene ganz negativen Auswierkungen op d'Stabilitéit vun der Eurozon.

Ech géif mengen, obwuel dësen Aspekt net direkt elo am Aarbechtsprogramm, wann een deen opmierksam liest - dat konnt jo net sinn, dass en am Detail dran ass -, ugeschwat gëtt, mä esou gëtt awer dach proposéiert, d'Koordinatioun an d'Iwwerwaachung vun de Wirtschaftspolitiken ze verstäerken. Dat ass jo och de Message, mengen ech, deen haut duerch Europa gi gëtt.

Dozou gehéiert nämlech eng ganz verstäerkt Iwwerwaachung vun de Statsfinanze vun de Memberlänner, kloer, an dann och déi prezis Virschléi vun der Kommissioun, déi trotzdeem awer all an eng richteg Richtung féieren, déi viru kuerzem veröffentlecht goufen, déi Moossname virgesi wéi zum Beispill déi grouss Orientatioune vun der nationaler Budgetspolitik der Kommissioun schonn am Fréijoer vum Joer virdrun eranzereechen - iwwregens eng Moossnam, fir déi d'Lëtzebuerger Regierung sech zu Bréissel ganz staarkgemaach huet -, oder och verstäerkte Befugnisser vun Eurostat.

De Finanzminister wäert och weiderhi mat der zoustänneger Chamberskommissioun e ganz intensiven Dialog iwwert déi eenzel Propositioune féieren. Duerfir wëll ech elo hei net drop agoen. Ech wëll just soen, dass dës Kris eigentlech zu enger gréisserer Vergemeinschaftung vun de Wirtschafts- a vun de Budgetspolitike vun de Memberstate féiert.

Dat war virun etleche Joren net denkbar. Op eemol gëtt et méiglech, souguer néideg. Datselwecht gëllt och fir dee berühmte Rettungsschierm, de Fonds européen de stabilisation financière, dee jo vum Kommissär Barnier virgeschloe ginn ass.

Och wa mir eis sécher zesumme mat villen aneren eng méi kommunautär Architektur gewënscht hätten, esou ass dach awer en Instrument geschafe ginn, wou gemeinschaftlech Empruntë kënnen opgeluecht ginn, wann et derzou misst kommen, wat natierlech net soll gewënscht ginn.

Ech wënsche mer och, an ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass, wa mer an e puer Joer zréckkucken, dat, wat am Fréijoer 2010 an der Eurozon geschitt ass, den Ufank duerstellt vun enger gemeinsamer Wirtschafts- a Budgetspolitik, eng Wirtschaftspolitik, déi gestäipt gëtt duerch gemeinsam Strukturreformen.

D'EU 2020 ass e gutt Beispill vu Strukturreform, déi mer brauchen am Kader vun enger verstäerkter Wirtschaftspolitik. Déi nei 2020-Strategie, déi jo virun e puer Wochen hei am Conseil européen ugeholl ginn ass, verfollegt sécherlech ambitiéis Ziler, mä déi sinn noutwendeg, fir dass mer deen nohaltege Wirtschaftswuesstum kréien, deen Europa brauch, och an deenen nächsten zéng Joer brauch, fir héich ausgebilten Aarbechtsplazen ze

schafen, an dass mer eise Wuelstand fir eis Populatiounen an der Zukunft kënne sécheren.

Dir hat hei an der Chamber, Här President, eng Orientéierungsdebatt iwwer 2020. Ech wëll vläicht just ganz kuerz zwee Ziler ënnersträichen, déi a mengen Aen eng ganz staark Sozialkomponent hunn, ebe just well och den Här Fayot a senger Interventioun bedauert huet, dass de Programm vun der Kommissioun esou wéineg Initiativen am soziale Beräich virgesäit.

Mä dat Éischt ass awer ee Beschäftegungstaux vu 75% - ech wëll just soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg eréischt bei 70% leien -, an dann ee sozial inklusiivt Europa, wat et erreecht, d'Aarmut ze reduzéieren. Dir wësst, dass et d'Zil ass, 20 Millioune Leit bis 2020 aus der Aarmut erauszehuelen.

Dës Ziler sollen erreecht ginn duerch eng Partie sougenannten „initiatives phares" - wéi se genannt ginn -, déi d'Kommissioun an hirem Programm oplëscht. A bis elo ass jo just den Detail vun enger Initiative phare bekannt. Dat ass d'Initiative phare „digitalen Agenda". Dat ass déi, déi bekannt ass.

Dir wësst, dass de Minister François Biltgen am Mount Mäerz hei eisen eegenen nationale Plang presentéiert huet, fir dass Lëtzebuerg sech kann développéieren als Pôle d'excellence vun den Informatiounstechnologien. Et ass also wichteg, op deem Gebitt weiderzeschaffen.

Zum Iwwerwanne vun der Kris, awer och, fir ze verhënneren, dass mer erëm eng Kéier an eng Bankekris, wéi dat 2008 de Fall war, eraschlidderen, gehéiert eng méi zolidd Finanzarchitektur. D'Banken an hir Produkter souwéi d'Mäert, op deene se operéieren, musse méi staark encadréiert an och reguléiert ginn.

An hirem Programm huet d'Kommissioun eng Abberzuel vu Virschléi ugekënnegt, an d'Regierung steet och ganz hannert deenen Absichte vun den Initiativen, Instrumenter, déi d'Kommissioun wëllt erabréngen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass dat eigentlech nëmme positiv Auswierkungen op eis Finanzplaz kann hunn. Eng Finanzplaz, déi an engem staark a gutt reguléierten Ëmfeld agéiert, an engem Ëmfeld, wou déi zukünfteg weltwäit Moossstief fixéiert ginn, huet eigentlech déi beschte Méiglechkeeten, sech ze entwéckelen. Dat si mir an dësem Ament unhand vun den Diskussiounen oder ëm déi berühmten Direktiv vun den Hedge-Fongen jo amgaangen ze maachen.

Mir brauchen awer och EU-wäit Regelen, fir ze verhënneren, dass et zu nationalen Elenggäng kënnt, wéi zum Beispill viru kuerzem bei eisen däitschen Noperen a Saache Leerverkäufe. Dat ass Gëft fir Europa. Et ass natierlech och Gëft fir eng Bankeplaz wéi Lëtzebuerg, well eng Zersplitterung vum europäesche Bannemaart, eng Tendenz, duerch déi d'Wirtschafts- a Finanzkris Opdriff krut, bedeit, un de Grondfeste vum europäeschen Integratiounsprozess ze wackelen. Well nieft dem Euro ass a bleift jo awer den EU-Bannemaart d'Häerzstéck vun der Unioun.

Ee gutt funktionéierende Bannemaart ass kruzial fir e Land wéi Lëtzebuerg, deem säi Wuerenexport zu 84% an déi aner 26 Memberlänner vun der Europäescher Unioun geet. D'Regierung begréisst, dass d'Kommissioun dem gudde Funktionéiere vum Bannemaart eng verstäerkt Opmierksamkeet wëllt schenken. D'Wirtschaftspoltik huet gewisen, wéi séier national protektionistesch Reflexer kënnen opkommen. D'Verdéiwe vum Bannemaart soll och besonnesch de Kleng- a Mëttelbetriber hei zu Lëtzebuerg zeguttkommen, déi grenziwwerschreidend am noen Ausland aktiv sinn.

Wie Bannemaart seet, dee seet och Direktiven a Reglementer, fir e gemeinsame Kader ze fixéieren. Ech géif och do direkt dat opgräifen, wat den Här Braz gesot huet. Dir hutt honnertprozenteg Recht. Ech mengen, et ass ee vun deene Punkten, dee mer all Mount am Conseil de Gouvernement diskutéieren, wou ech och eng kleng Responsabilitéit hunn.

Et ass immens schwéier, wa mer dat zu Lëtzebuerg net fäerdeg bréngen, wat mer jo awer wëlle maachen, an d'Regierung ass e klenge Schratt méi wäit gaangen. Ech hoffen och, dass mer et nach virun der grousser Vakanz fäerdeg bréngen, den interinstitutionellen Dialog op d'Been ze kréien. Mir hu vag Virstellungen an der Regierung. Mir wëlle mat der Chamber a mam Conseil d'État virun der grousser Vakanz zesummekommen a kucken, wéi mer kënnen d'Prozeduren accéléréieren, ouni natierlech d'Qualitéit vun eiser legislativer Aarbecht ze drosselen.

Mä hei ass eng Noutwendegkeet. Et kann net sinn, dass Avisen dräi Joer entweder am Conseil d'État leien, oder dass d'Regierung zwee, dräi Joer brauch, ier se den Dépôt vun enger Direktiv mécht. All dat doten ass an der Vergaangenheet de Fall gewiescht. Et ass och elo nach de Fall, an duerfir musse mer eis équipéieren um Plang vun de Prozeduren, awer och, mengen ech, musse mer de Wëllen hunn, an de Ministèren esou ze schaffen, dass mer net an de Strudel vun de Sanktioune kommen.

Et huet ee vun de Kolleegen heibanne gesot, dass nëmmen déi grouss Länner géifen - ech mengen, et war den Här Kartheiser - Sanktioune kréien. D'Belsch riskéiere fir 15 Milliounen Euro condamnéiert ze ginn, well se eng Direktiv iwwert d'Waasserversuergung, mengen ech, net ëmsetzen.

(Interruption)

Dat ass elo virun zwou, dräi Woche vun der Cour gefrot ginn. Et ass nach net décidéiert, mä et riskéiert awer och décidéiert ze ginn. An ech mengen, duerfir musse mer wierklech kucken, dass mer och mam Traité vu Lissabon verstinn, dass scho bei enger éischter Saisine vun der Cour kënne Sanktiounen ausgesprach ginn, an dass mer natierlech alles musse maachen, fir dat ze verhënneren.

Här President, wie Bannemaart seet - ech hunn dat gesot -, seet net nëmmen elo Direktiven, mä dee peilt och eng maximal Harmoniséierung bei den entspriechenden Direktiven un, esou zum Beispill am Kader vum Verbraucherschutz, wat souwuel de Bierger hei am Land zeguttkënnt, mä och eise Betriber, déi net mat 27 verschiddene Législatioune konfrontéiert sinn, wa se hir Gidder oder Servicer grenziwwerschreidend wëllen ubidden.

Ech wëll hei vläicht ee Punkt soen, deen heibannen opgeworf ginn ass. Vläicht hutt Der schonn héieren, dass Lëtzebuerger Konsumenten, wa se iwwer Internet wëllen op net Lëtzebuerger Internet-Siten eng Commande opginn, dass dat net méiglech ass, well ebe verschidden Internetubidder vläicht net wëlle mat eiser Législatioun konfrontéiert ginn, mä op Lëtzebuerg liwweren. An duerfir, dat ass net akzeptabel. An ech mengen, dat muss ganz séier, wann een iwwer Bannemaart schwätzt, eliminéiert ginn. Duerfir setze mer eis och an.

Här President, d'Kommissioun kann och op d'Aarbecht vum Här Monti, dem fréiere Kommissär, elo zréckgräifen, dee virun e puer Wochen - Madame Polfer, de Rapport Monti ass déposéiert -, fir aus deem Rapport dann och déi Konklusiounen ze zéien, déi se fir noutwendeg fënnt.

Dir wësst, dass am Artikel 3 vum Lissabonner Vertrag steet: «L'Union européenne œuvre pour une économie sociale de marché.» An dernieft ass d'Charta vun de Grondrechter rechtsverbindlech. Also ass dat heiten e Punkt, Här Fayot, wou effektiv muss kënne grousse Wäert drop geluecht ginn. Dësen neie verbesserte rechtleche Kader dierft et erméiglechen, op fundamental Froe vum Aarbechtsrecht Fortschrëtter ze maachen.

Ech denken hei besonnesch un d'Direktiv „Détachement", wou d'Kommissioun annoncéiert huet, eng Initiativ ze huelen, déi eng Verbesserung bei der Ëmsetzung bréngen soll. Dat muss an eisen Aen och zu enger verbesserter Ofsécherung vun dem bestoenden Aarbechtsrecht féieren.

D'Kommissioun huet och eng Revisioun ugekënnegt vun der Direktiv iwwert d'Aarbechtszäit. Mir begréissen dat, well schlussendlech soll dat jo eventuell zum Ofschafe vun dem net nëmme briteschen Opt-out, mä vum Opt-out, vun deem haut iwwer 50% vun de Memberlänner profitéieren, féieren.

Här President, wie vum Aarbechtsrecht schwätzt, schwätzt och vum Europa vun de Bierger. Op deem Plang geet et drëms, de sougenannte Programm vu Stockholm ëmzesetzen. D'Chamber hat och hei am Hierscht eng ausféierlech Diskussioun doriwwer.

Ech wëll just ee Punkt ervirsträichen. Am Kader vum Programm vu Kopenhagen hu mer jo natierlech och iwwert d'Familljerecht geschwat. Am Familljerecht brauch een haut nach Unanimitéit. Well um Gebitt vun de Scheedungen, déi Bierger aus zwee Memberstate betreffen, et net méiglech war, Fortschrëtter zu 27 ze maachen, hu 14 Memberstaten décidéiert, eng sougenannte Coopération renforcée an d'Wee ze leeden.

Lëtzebuerg ass, wéi Der wësst - an et ass jo nëmmen normal - bei deene 14 Länner. Mir mengen, dass et effektiv eng vun de Geleeënheete war, fir vun der Coopération renforcée Gebrauch ze maachen, wann et net méiglech ass, eben zu 27 an der Europäescher Unioun virunzekommen.

Et däerf een an deem Kontext bei der Coopération renforcée, wat ee ganz, ganz wichtege Punkt ass, och selbstverständlech vu Schengen schwätzen, oder och vu Prüm. Dat war och Coopération renforcée, allerdéngs ausserhalb vum Vertrag. Deemools hu mer intergouvernemental missen agéieren. Mä Dir wësst, dass Schengen an och Prüm dunn an den Traité vun Amsterdam a spéider eben an den Traité vu Lissabon integréiert ginn ass an et dovunner een Acquis gouf.

Mir kënnen also haut eng Coopération renforcée op Basis vun der Gemeinschaftsmethod - an dat ass jo wichteg - am Kader vum Lissabonner Vertrag aféieren. An ech mengen, dat ass och en Zeechen, dass Europa sech effektiv d'Méiglechkeeten an d'Moyenë gëtt, fir dass, wa Wëllen do ass, virunzekommen, et net ëmmer op alle Gebidder muss zu 27 sinn.

Ech wëll, fir ofzeschléissen, Här President, nach ee Wuert iwwer eppes soen, wat eis elo an der Europäescher Unioun, awer och hei an der Chamber wäert beschäftegen. Dat ass déi berühmten nei Ausriichtung vun de Finanzperspektiven. Jiddwereen, deen 2005 derbäi war, dee weess, wat fir ee Kramp dass dat war, wat fir eng riseg Aarbecht dass dat war.

An Dir wësst jo, dass eigentlech dat Resultat vum Dezember 2005 op d'Aarbecht vun eisem Premierminister a vun der Lëtzebuerger Regierung zréckzeféiere war, well do hu mer de Grondstee geluecht fir d'Finanzperspektive fir déi Zäit, déi elo leeft. Et kënnt eng nei Zäit op eis zou, post 2013 also. An Dir wësst, dass et eigentlech scho virgesi war, fir 2008/2009 ee Réexamen ze maache vun deene Verhandlunge vun de Finanzperspektiven. Esou war et an de Konklusioune vum Conseil vum Dezember 2005 zréckbehale ginn. Dat ass allerdéngs net geschitt. Och am Accord interinstitutionnel vum Mee 2006 war dat gesot ginn; ass net geschitt.

All Aspekter vun den Dépensë vum EU-Budget - dat heescht selbstverständlech och d'PAC, Madame Polfer, selbstverständlech - wéi och all Aspekter vun der Säit vun de Ressourcen - an dat heescht och de Chèque britannique, selbstverständlech - mussen hei kënnen analyséiert ginn. Dëse Rapport, wéi gesot, gëtt et leider nach net, mä d'Kommissioun plangt elo am éischte Semester 2011, hir Kommunikatioun iwwert d'Budgetsorientatioun fir deen nächste finanzielle Kader ze presentéieren. An déi legislativ Propositioune sollen da virum Enn vun 2011 um Dësch leien.

D'Verhandlungen am Conseil an am Europaparlament solle spéitstens Enn 2013 zur Adoptioun vum finanzielle Kader féieren, fir dass e kann 2014 a Kraaft trieden.

Fir Lëtzebuerg ass et wichteg, dass den EU-Budget weider eng politesch Identitéit, eng Solidaritéit an d'Fäegkeet zum gemeinsamen Handelen um europäeschen Niveau garantéiert. Et geet net drëms, fir de Budget vun der Unioun erop- oder erofzesetzen, mä et geet drëms, fir der Unioun d'Mëttelen ze ginn, dass se hir Objektiver erreeche kann, fir dass mer eis zesummen am Lissabon-Traité kënne weider orientéieren.

Dat ass keng einfach Diskussioun. A wéi ech gesot hunn, jiddwereen, dee weess, wat dat 2005 war hei an der Chamber, mä och an der Regierung, weess, dass mer eis vill wäerte missen an Zukunft ploen, fir do dee richtege Wee ze fannen.

Ech wëll awer, wann Der wëllt, Här...

M. le Président.- Här Ausseminister, Dir misst zwar lues zum Schluss kommen.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Jo, direkt. Dir hutt mer just Froe gestallt, an déi wëll ech elo nach séier beäntwerten.

(Interruption)

Wann Der dat wëllt? Wann net, da loossen ech dat.

M. le Président.- Neen, da beäntwert nach déi Fro.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Maja. Et si Froen! Sou, Här President, fir séier virunzekommen, bei de Pensiounen huet d'Madame Polfer eng Fro gestallt, indirekt op jidde Fall. Ech wëll just soen, de Livre vert, dee gëtt muer public gemaach vun der Kommissioun. Da wäert och eng Diskussioun doriwwer ugoen. Et ass eigentlech eng Consultation publique bei de Pensiounen.

Ech ginn net dovunner aus, et wäert wéing probabel sinn, dass eng Initiative législative wäert entstoen. Wéineg probabel, Här Fayot. Mä et gëtt een Échange de bonne pratique tëschent Memberen iwwert de Finanzement vun de Pensiounssystemer, iwwer „active ageing", wéi dat haut heescht, iwwert d'Kombinatioun Pensiounen an Activités rémunérées an esou weider. Dat ass de Stand vun der Saach, Här President, wann ech dat däerf soen.

Da war déi zweet Fro…

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Hu mir och matgeschafft? Jo?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Selbstverständlech! Mir schaffe mat, Madame Polfer.

Déi zweet Fro war an der Représentation permanente, also vu mir aus an op jidde Fall dat, wat ech och mat eisem RP zu Bréissel beschwat hunn: Do gëtt alles gemaach, fir dass mer an der europäescher Haaptstad, also zu Bréissel, eng vun den europäeschen Haaptstied, dass mer do prett si fir jiddwereen, ob en Europadeputéierten ass, nationalen Deputéierten ass, egal, deen do wëllt Informatioune kréien, dass en dat och kritt.

(Interruption)

An dat honnertprozenteg dont acte, well dat gehéiert zu de Flichte vun der Lëtzebuerger Europapolitik an Aussepolitik. Wann dat net géif goen, da wier ech frou, dat ze héieren. An ech mengen, do ass awer jiddweree bereet zu Bréissel, fir do ze hëllefen.

Ech wollt och dann nach ee Wuert soen, Aussepolitik, Immigratiounspolitik, Här President, wann Der d'accord sidd, da maache mer dat am November dëst Joer. Türkei, jo Türkei, also Moyen-Orient ass haut e wichtegen Dag, Här Braz. Den Här Netanjahu ass zu Washington haut, e gëtt souguer empfaangen am Wäissen Haus bei Press zou, net wéi dat d'lescht Kéier de Fall war. Et ass eng positiv Entwécklung, an déi muss een och ënnersträichen, wann et an eng positiv Richtung geet. Dat wëll ech och maachen an Israel, dat ass wou Gaza jo soll wierklech mat enger anerer Dimensioun elo opgemaach ginn.

Wat mer net esou gefält, dat ass, dass wierklech nach ëmmer d'Kolonië solle virugoen. Mä dat gesi mer. Iwwregens sinn ech déi Woch duerno a Kasachstan bei der OSZE. An den Ausseminister vun Israel, deen heescht Här Lieberman, huet gefrot, fir mat mer driwwer ze schwätzen. An ech géif selbstverständlech der Kommissioun, wann ech erëm sinn, och Bericht maachen, wat bei deem Gespréich erauskomm ass.

Wat d'Türkei ugeet, kann ech nëmmen eent soen: Här Braz, ech mengen, mir alle-

guerten hunn an der Türkei e formidabelt Instrument gesinn, eng formidabel Bréck zu Europa an dem Moyen-Orient. Ech hoffen, dass déi Bréck net zesummegeschoss gëtt. An ech hoffen, dass d'Türkei och weess, déi néideg Balance op d'Wo ze bréngen, fir dass se déi Stäerkt, déi se haten elo, tëschent de Syrer an den Israelien, tëschent den Iraker an de Syrer, en général souguer mat den Iraner, dass déi Bréck net zerschloe gëtt. Dat ass op jidde Fall wou mer, mengen ech, alleguerten an der Europäescher Unioun wëllen drop hischaffen.

An dann nach e lescht Wuert - ah neen, vun den Noten, dat hat ech gesot.

Merci, Här President.

M. le Président.- Jo, ech géif proposéieren, Här Ausseminister, Dir gitt jo regelméisseg an déi aussepolitesch Kommissioun, datt Der dann nach eng Kéier am Detail aner Froe beäntwert. Den Här Kartheiser hat och nach eng Kéier virdru wëllen d'Wuert ergräifen, mä d'Diskussioun huet laang genuch elo gedauert. Ech mengen, de Rescht maacht Der an där nächster Kommissiounssitzung.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Neen, Här President. Mir maachen dat bei der aussepolitescher Debatt, déi mer fixéieren am November.

M. le Président.- Jo, okay.

Gutt. Domadder wäre mer um Enn vun dëser Orientéierungsdebatt a mir kéimen elo zu der Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Mënscherechter a China. Et hu sech hei schonn ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Fayot, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. An elo kritt den Här Braz d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

4. Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Den Dialog tëschent der Europäescher Unioun a China huet mëttlerweil zéng Joer. Dat huet am Joer 2000 ugefaangen. Mä ech mengen net, dass et Konsens doriwwer géif ginn, wann ee géif behaapten, dass d'Fortschrëtter op där doter Fro remarquabel wieren.

Mir hunn den 21. Januar eng Motioun gemaach, wou mer d'Parlament opgefuerdert hunn, sech mat der Mënscherechtsfro a China ze beschäftegen. Notamment mam Schicksal vum Liu Xiao Bo, e Mënscherechtler aus China. Eng Motioun, déi net déi éischt ass vun der Lëtzebuerger Chamber an déi och net déi éischt gewiescht wier an Europa. Déi meescht europäesch Parlamenter, vläicht souguer all, och d'Europaparlament selwer, hu sech scho munchmol mat dëser Fro beschäftegt.

Rezent war d'lescht Joer zu Prag en neie Sommet tëschent der Europäescher Unioun a China. Mä Fakt ass, wéi gesot, dass mer leider ëmmer nees nei Fäll kréien, déi sech déi demokratesch Öffentlechkeet zu Lëtzebuerg an och soss an Europa muss ukucken. A wou ech och mengen, dass et erlaabt ass, dass een dorobber reagéiert, och wann ee weess, dass eis chineesesch Partner dat oft als eng Ingérence an déi intern Affären ugesinn.

Ech mengen, dass een ënner Partner net nëmmen en Dialog soll hunn, mä dat däerf och e kriteschen an éierlechen Dialog sinn. Deen ass ëmmer besser wéi en onéierlechen an e verstoppten Dialog.

Déi Motioun, déi mir preparéiert hunn, déi ass an d'aussepolitesch Kommissioun weiderverwise ginn, wou se och eng Kéier diskutéiert ginn ass a wou se och ënnert, vum Här Fayot nach eng Kéier op enger Rei vu Punkten iwwerschriwwe ginn ass. Net nëmmen am „wording", awer haaptsächlech am „wording". A mir hunn haut eng Motioun, déi mer, mengen ech, am Konsens kënnen huelen.

Déi Motioun, déi verweist drop, dass d'Mënscherechter en Universalkonzept sinn an net nëmmen zu Lëtzebuerg sollte gëllen. Déi Motioun, déi rappeléiert, dass déi chineesesch Verfassung sech ausdrécklech och elo der Protektioun vun de Mënscherechter verschriwwen huet.

Mä trotzdeem hu mer Enn d'lescht Joer eng Condamnatioun vun engem Mënscherechtler a China kannt, deen eng éischte Kéier den 8. Dezember 2008, also et geet ëm de Liu Xiao Bo, a Résidence surveillée bestallt ginn ass. Dat ass a China méiglech fir eng Period vu bis zu sechs Méint, och ouni Accusatioun. Dat ass schonn net näischt. Den 23. Juni 2009 ass de Liu Xiao Bo dunn offiziell inculpéiert gi fir Incitation à la subversion contre l'autorité de l'État, nom chineesesche Code pénal.

En ass bekannt ginn, well e mat 303 anere Signatairen déi sougenannte Charte 2008 mat initiéiert huet. Eng Charta, déi eng institutionell Reform fir China wënscht, déi och méi Plaz géif virgesi fir de Schutz vun de Mënscherechter.

Dat huet em dann de 25. Dezember 2009 virun engem Geriicht zu Peking eng Condamnatioun abruecht fir Incitation à la subversion contre l'autorité de l'État. An en ass fir eelef Joer condamnéiert ginn, wat och no chineesesche Moossstief eng aussergewéinlech haart Strof ass.

Mir mengen duerfir, dass een och als Lëtzebuerger Chamber soll zum Ausdrock bréngen, dass een domadder net kann d'accord sinn. A wéi d'Europaparlament a wéi aner Parlamenter aus der Europäescher Unioun, sollen och mir eis Regierung opfuerderen, bei de chineeseschen Autoritéiten am Kader vum Dialog Europäesch Unioun/China iwwert d'Mënscherechter eng proaktiv an éierlech kritesch Roll anzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Félix Braz. Dann huet als éischt Riednerin d'Madame Polfer sech hei op menger Lëscht agedroen.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, ech wollt nëmmen hei den Accord vu menger Fraktioun zu där remaniéierter Motioun bréngen, déi den Här Fayot aginn huet. Ech mengen, de politeschen Dialog mat China läit eis alleguerten um Häerz. En ass agefouert ginn an enger Zäit, wou ech méi no mech ëm déi Saache bekëmmert hunn.

Gewëss, haut ass a China d'Situatioun ganz oft a ville Fäll net esou, wéi et onse Standarden a wéi et onse Valeuren entsprécht. Mä et muss een awer soen, datt an deenen zéng Joer Dialogue politique d'Situatioun evoluéiert huet. An éischter an eng besser Direktioun wéi a méi eng schlecht. Mä awer nëmmen, well eben dee kriteschen Dialog zwëschent deenen zwou Säiten éischtens emol initiéiert ginn ass a well e konsequent weidergefouert ginn ass.

An deem Sënn begréissen ech also déi Motioun, déi den Här Fayot hei gemaach huet. Déi ass méi équilibréiert, wéi wou nëmmen op dat Negativt gepocht ginn ass. Ech mengen, wéi gesot, et entsprécht haut net ëmmer an net, a ganz oft souguer net deene Situatiounen, wéi mir se kennen a wéi mir se wënschen. Mä de Wee, dee gemaach ginn ass, do sinn awer och eng ganz Rei positiv Punkten, déi sinn an där Motioun vum Här Fayot opgezielt, an dofir mengen ech, gëtt déi eben där Situatioun am gerechtsten, an ech bréngen den Accord vun eiser Partei.

M. le Président.- Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, Merci. Ech wollt fir d'Éischt soen, dat hei ass eng Motioun, déi den Här Braz abruecht huet, déi renvoyéiert ginn ass un d'Kommissioun. Mir hunn doriwwer geschwat a mir hunn och gemengt, dass et interessant wär, fir ebe just op déi Kanäl ze insistéieren, déi et scho säit Jore gëtt, fir zwëschent China an der Europäescher Unioun iwwert d'Mënscherechtsfroen ze schwätzen.

Ech mengen, mir sinn an enger globaler Welt, wou mer wirtschaftlech Relatiounen opbauen, kulturell Relatiounen, an dat geet och net ouni politesch Relatiounen. An déi politesch Relatioune mussen op Wäerter berouen, an déi Wäerter, dat ass de Respekt vun de Mënscherechter fundamental. A wa mer dee gemeinsame Respekt vun de Mënscherechter net hunn, dann ass et och schwéier, aner Relatiounen opzebauen.

Dofir fannen ech et schonn net schlecht, an enger Zäit, wou jo awer villes zwëschent Lëtzebuerg a China geschitt, zwëschent Europa a China, fir dat nach eng Kéier ze rappeléieren.

Mir wëllen drop insistéieren, dass och Mënschen a China, déi aner Meenungen hu wéi de Stat oder wéi déi herrschend Partei, solle respektéiert ginn, an dofir dësen Text, dee mir och approuvéieren an dee mer, wéi gesot, mam Här Braz zesummen esou formuléiert hunn, dass jiddwereen en, mengen ech, kann akzeptéieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Dann den Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen Iech villmools Merci fir deen Text, dee mer haut diskutéieren. Ech wär Iech nach méi dankbar, wann ech wéisst, iwwer wat mer géifen diskutéieren, well mir hunn zwar eng Motioun kritt vun deene Gréngen, déi och eng Kéier kuerz, wéi den Här Fayot gesot huet, an der Kommissioun vun der Aussepolitik diskutéiert ginn ass.

Mä mir hunn haut vun e puer Säiten héieren, datt den Text remaniéiert gi wär. Mir hunn eng kleng Enquête bei eis gemaach an op anere Plazen a mir hu festgestallt, datt mer dee remaniéierten Text bis elo anscheinend ni offiziell zougestallt kruten.

Ech maache mer also, mat all deene Suergen ëm Mënscherechter, déi sech ëm China suergen, ech maache mer awer och e bësse Suergen ëm eis Mënscherechter hei,…

(Hilarité)

…wa ronn 10% vun der Lëtzebuerger Populatioun, d'Vertrieder vun der Populatioun, déi Texter net ze gesi kréien, iwwert déi mer hei sollen ofstëmmen.

Dat ass och net korrekt. Ech wär also frou, wa mer, ier mer ofstëmmen, Här President, vläicht alleguer kéinten en Text gesinn. Ech wëll net elo, well mer jo déi Suergen ëm China all deelen, och wann d'Eenzelanalys kann emol heiansdo variéieren, mä ech wëll elo net eis dowéinst enthalen, well mer den Text net gesinn hunn. Mä ech wär awer ganz frou, wa mer wéinstens den Text kriten an deen emol kéinten duerchliesen, an dann eréischt reagéieren.

Villmools Merci.

M. le Président.- Jo. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wollt mech selbstverständlech entschëllege beim Här Kartheiser an och bei deenen anere Kolleegen. Ech verstinn déi Panne do net am Fong geholl, well ech war der Meenung, dass deen Text do largement diffuséiert gi wär an dass en och hätt missen hei verdeelt ginn. Ech proposéieren, dass mer dat nach maachen, an dass mer da vläicht an enger Stonn de Vote maachen.

M. le Président.- Jo. Merci dem Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech entschëllege mech.

M. le Président.- Ech wëll just preziséieren: Mir hunn effektiv, also weder d'Presidentekonferenz nach de Greffe huet déi modifiéiert Versioun vun där Motioun, déi aus der aussepolitescher Kommissioun komm ass, kritt. An ech mengen, mir sollen effektiv elo emol déi Motioun nach eng Kéier genau kucken. Da gëtt se ausgedeelt, an da solle mer vläicht an enger Stonn doriwwer ofstëmmen.

Mä fir d'Éischt kritt awer nach…, den Här Hoffmann war nach hei agedroen. Ech gesinn, en ass awer net hei. Da kritt elo nach den Ausseminister d'Wuert.

Une voix.- Waart! Ah, den Här Hoffmann ass net do.

(Hilarité)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Neen, en ass net do. Ech wollt just soen, dass ech an enger Stonn muss anzwousch anescht sinn. Dofir wier ech frou, wann ech kéint elo just zwee Sätz soen.

Also, d'Regierung, déi begleet dës Motioun ganz positiv. Ech mengen, deen éischte Saz, deen hei steet: „considérant que les droits de l'Homme sont un concept universel selon lequel tout être humain possède les mêmes droits inaléniables". Dat ass jo d'Ursaach, firwat dass mer, mengen ech, alleguerten heibanne Politik maachen.

Wat déi zwou Invitatiounen ugeet, déi Motioun hei huet eng Geschicht. Wann ech mech gutt erënneren, Här Fayot, ass se am Februar,…

(Interruption)

…also am Januar déposéiert ginn. Mir hunn och an der Kommissioun een-, zweemol driwwer geschwat. An hei ass dann elo d'Resultat dervun, op jidde Fall wat ech zougestallt kritt hu vun der Chamber. Dofir weess ech elo net, wéi dat elo hei gaangen ass. Mä gutt, dat ass elo net meng Affär.

Ech wollt Iech soen, dass ech tëschent dem Januar an dem heitegen Dag a China war, an ech hat d'Éier, zu Peking invitéiert ze gi vu mengem Homolog, dem Här… dem Här, dem Här?…

(Hilarité)

…dem Här Yang Jiechi - entschëllegt! -, a mir hunn da vill matenaner geschwat, a selbstverständlech och iwwert d'Mënscherechter. An ech - lauschtert just eng Sekonn! - wëll Iech soen, dass ech de Fall vun deenen zwee Leit, vum Här Liu Xiao Bo, awer och vum Här Gao Zhi Sheng ugeschnidden hunn, zwee Leit, déi, well se sech engagéiert hu fir d'Mënscherechter, de Moment am Prisong sëtzen.

Ech hunn och bei där Geleeënheet d'Chance gehat, fir...

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Ausseminister nozelauschteren!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- …mäi chineeseschen Homolog drop opmierksam ze maachen, ob et net méiglech wier a China, fir dat ze maachen, wat zum Beispill Russland gemaach huet, e Moratoire bei der Doudesstrof.

Dir wësst, dass China dat Land ass, wou am meeschte Leit nach exekutéiert ginn. An en huet mer du geäntwert, net mat deem radikalen Neen, dee mer nach 2005 héieren hunn. En huet mer geäntwert, dass de Moment d'chineesesch Opinion publique, d'chineesesch Bevölkerung, China nach net capabel wär, fir zu engem Moratoire sech ze entscheeden, mä dass awer een Evolutiounsprozess an deem Land hei och amgaangen ass.

Dat ass e wichtege Punkt trotzdeem. An deen drëtte Punkt, deen ech Iech wollt soen, ass, dass - den Här Schiltz, dee kuckt mech elo. E weess dat nach vun eiser Présidence beim China Arms Embargo, ass ëmmer d'Géigepart komm, dass se missten déi Konventioun iwwer politesch an zivil Rechter net nëmmen ënnerschreiwen, dat hu se gemaach a China, mä och ratifizéieren. Och dee Prozess, huet e mer gesot, géif weidergoen, mä dat ass eng ähnlech Antwert wéi 2005.

Dat brauch ganz, ganz vill Ëmschreiwungen an hirem Code pénal. Awer ech mengen, a Saache Mënscherechter, op jidde Fall en général, huet ee gesinn, dass d'Ouere méi opgaange sinn, an et ass nëmme richteg, wat och d'Madame Polfer gesot huet, a wat den Här Fayot jo och ugedeit huet, Här Braz, an Dir sot et jo och, dass een hei muss um Niveau européen den Dialog effektiv weiderféieren, net als Professer mat der Gäissel dostoen, mä wierklech se abannen. A ‚97 ass den Dialog iwwert d'Droits de l'Homme, net den Dialogue politique, mä den Dialog iwwert d'Droits de l'Homme ugefaange ginn, ass hei zu Lëtzebuerg ugefaange ginn, an duerfir géif ech mengen, dass een also soll heirobber virufueren.

Wat déi zwee eenzel Fäll ugeet, esou wéi et hei an der Motioun steet, Libération immédiate. Ech mengen, do kënne mer

nëmmen drop opmierksam maachen, dass mer och mat Nimm, selbstverständlech jiddefalls d'Regierung operéiere kéint, dat ass och schrëftlech geschitt, an dass mer do hannendru bleiwen, fir mat den europäesche Kolleegen esou vill wéi méiglech trotzdeem d'chineesesch Autoritéiten dorobber hinzeweisen, dass, wa se géifen e Schrëtt hei maachen an déi richteg Richtung, dat China géif gutt zu Gesiicht stoen.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Ech géif proposéieren, mir géifen iwwert déi Motioun ofstëmmen nom Vote vum nächste Projet de loi, well nach net jiddweree konnt déi Motioun kucken.

Mir kéimen dann elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, nämlech de Projet de loi 6140 iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Majerus, Bauler, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

5. 6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Madame, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet de loi ass de 25. Mee 2010 duerch d'Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert ginn. Avisë goufen et vun der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce.

De Statsrot huet de Projet den 22. Juni aviséiert. De Rapport, deen Iech hei virläit, ass den 1. Juli vun der zoustänneger Chamberskommissioun ugeholl ginn.

Den Artikel 75 vum Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung gesäit vir, datt d'Bestëmmungen iwwert d'Formation professionnelle de base an d'Formation professionnelle initiale a Kraaft sollen triede mam Ufank vum Schouljoer 2010/2011. Leider konnten awer bal 90% vun den Équipes curriculaires den Délai vum Juni 2009 net anhalen, fir d'Formatiounsprofiler an d'Programme-directeuren ze finaliséieren.

Heifir gëtt et e puer Ursaachen: D'Reform gëtt wëssenschaftlech a methodologesch begleet vum Bundesinstitut für Berufsbildung vu Bonn, e Referenzinstitut um Gebitt vun der Beruffsausbildung an Europa, dat d'Aarbechte vun den Équipes curriculaires säit August 2008 encadréiert. Dësen Encadrement ass awer ze spéit geschitt, esou datt vill Beruffsprofiler hu misse redresséiert ginn an doduerch ee Retard vu bis zu sechs Méint entstanen ass.

Derniewent gëtt d'Redaktioun vun den Aarbechte gréisstendeels vu Vertrieder aus dem Schoulmilieu iwwerholl. Fir eenzel Formatiounen awer, wou et nëmme wéineg Léierjongen oder -meedercher gëtt, ass d'Zuel vun den Enseignanten, déi an den Équipë kënne matschaffen, zimlech limitéiert, esou datt et schwéier ass, déi festgeluechten Échéancen ze respektéieren. Sou kënne fir d'Rentrée 2010/2011 nëmmen d'Dixièmesklasse vu ronn 20 Formatiounen, sougenannten „Formations phares", nom neie Regime fonctionnéieren. D'Lëscht vun deene Beruffer gëtt festgehalen an engem Projet de règlement grand-ducal.

D'Ausaarbechtung vum Rescht vun deenen 118 Kaderprogrammer, déi duerch 64 Équipë mat méi wéi 650 Leit erfollegt, geschitt no engem nei festgeluechten zäitleche Kader.

D'Chamberskommissioun huet de Conseil d'État a sengen Iwwerleeunge suivéiert, wat de logisteschen Aspekt vum Gesetz ubelaangt, esou datt et aus folgenden zwee Artikele besteet: Am Artikel 1 gëtt festgeluecht, datt den Artikel 75 vum Gesetz vum 19. Dezember 2008 folgendermoossen ofgeännert gëtt: Dat virleiend Gesetz trëtt a Kraaft den éischten Dag vum Mount no senger Publikatioun am Mémorial, mat Ausnahm vun deene Bestëmmungen, déi sech op d'Organisatioun vun der Formation professionnelle de base an der Formation professionnelle initiale bezéien, déi eréischt a Vigueur triede mam Ufank vum Schouljoer 2012/2013. D'Méiglechkeet besteet awer, iwwert de Wee vu Règlements grand-ducaux d'Formatioun vu verschiddene Beruffer virun dem Ufank vun deem Schouljoer ze organiséieren.

Am Artikel 2 steet, datt den Artikel 75bis an d'Gesetz vum 19. Dezember 2008 ageschriwwe gëtt, an deem festgeluecht gëtt, datt bis zum Akraafttriede vun de Bestëmmungen aus dem Artikel 75 de Cycle supérieur vum Regime vum Technicien ofgeschloss gëtt duerch en Examen, deen op nationalem Plang organiséiert gëtt. Dësen Exame gëtt ofgehale virun den Examenskommissiounen, déi all Joer vum Minister vun der Éducation nationale nominéiert ginn. D'Kandidaten, déi dësen Exame réusséieren, kréien den Diplom als Technicien, deen d'Divisioun an d'Branch preziséiert, an deenen d'Kandidaten examinéiert gi sinn, an deen hinne bescheinegt, datt se zougelooss sinn zu héijeren technesche Studien.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech sinn op d'Objektiver an déi wichtegst Punkte vum Gesetzesprojet agaangen. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Bericht, ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Trés bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Diederich Merci. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Mill Majerus agedroen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Mill Majerus *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt e grousse Merci un den honorabelen Deputéierte Fernand Diederich fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech brénge fir dëse Projet d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun. Mat dem Gesetz, wat mer haut stëmmen, gi mer den Acteuren um Terrain déi Zäit, déi se brauchen, fir déi grouss Reform vun 2008 am Beräich vun der berufflecher Ausbildung gutt ëmzesetzen.

Ech ënnersträiche gär nach eemol de groussen Enjeu vun der Reform vun 2008: éischtens, den Niveau vun der Qualifikatioun a vun de Kompetenzen an der Formation professionnelle verbesseren; zweetens, d'Schoul an de Beruffsmilieu während der Ausbildung besser vernetzen; drëttens, am Unterrecht an och an der Evaluatioun de Modularregime aféieren; véiertens, d'Diplomer - besonnesch och um Niveau vum Techniker - reorganiséieren, a fënneftens, de berufflechen „lifelong learning" opwäerten.

D'Gesetz vun 2008 setzt eng Rumm, déi sech auszeechent duerch innovativ Visiounen. Allerdéngs ass dee Kader, wéi all anere Kader, leschtlech dat wäert, wat déi ënnerschiddlech Acteure konkret doraus maachen. Hei ass also nach iwwer Jore vill Ëmsetzungsaarbecht néideg.

Mir verstinn, dass besonnesch d'Aféierung vum Modularregime e gewaltegen Aarbechtspensum duerstellt. D'Madame Erzéiungsministesch huet eis informéiert, dass 650 Leit am Kader vu 64 Aarbechtsgruppen amgaange sinn, fir d'Ausbildungsprogrammer an d'Bewäertungskritäre fir 118 ënnerschiddlech Beruffer ze definéieren. Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech all deene Merci soen, déi sech heibäi mat Kompetenz a Begeeschterung engagéieren: am Ministère, an de Schoulen, besonnesch awer och de Vertriederinnen a Vertrieder aus de verschiddene Beruffssparten.

Eisen Débat vun haut - um Enn vum Schouljoer 2009/2010 - gëtt mer d'Geleeënheet, fir am Numm vun eiser Fraktioun e puer méi allgemeng Remarquen ze formuléieren. Éischtens: Mir ënnerstëtzen all Initiativen, déi d'handwierklech an technesch Beruffer opwäerten. Mir gesinn, dass eist Land op deem Punkt e grousst Potenzial huet, dat mir weider mat där néideger Energie valoriséiere mussen. Dat fänkt un an de Schoulen, mä et geet awer weider um Niveau vun de Beruffscarrièren. Villes ass mat bedéngt duerch eis typesch Lëtzebuerger Mentalitéit, an där mir eis als Elteren dacks wënschen, dass eis Kanner sougenannt „gutt Bürosposten" kréien.

Zweetens: Mir begréissen de Régime modulaire als eng wichteg Chance fir eis Bildungskonzepter. Hie gëtt d'Méiglechkeet, fir all Schüler an all Schülerinnen do ofzehuelen, wou se stinn. Dat ass wichteg a wäertvoll fir all Kanner. Et ass awer besonnesch eng Chance fir déi Jonk, déi eréischt kuerz hei zu Lëtzebuerg liewen oder déi schonns an hirem perséinlechen a schoulesche Curriculum mat Problemer konfrontéiert goufen.

De Modularsystem bitt dem Proff an dem Schüler d'Chance, fir Defiziter opzeschaffen. D'Evaluatioun berout op dem System vun enger Unerkennung vun deem, wat effektiv geleescht gouf. Mir hunn eng Valorisation des acquis an net e Bilan des échecs. De Régime modulaire bitt d'Chance, fir d'Schüler besser ze motivéieren an hir Fortschrëtter op eng méi sënnvoll Manéier unzëerkennen.

Dat gesot, ënnerstëtze mer d'Madame Erzéiungsministesch an all hiren Initiativen, fir d'Leeschtung an den Effort vun eise Schülerinnen a Schüler ze honoréieren. D'Schoul soll Spaass maachen a Freed vermëttelen. Mä all Léiere baséiert och um perséinlechen Invest vum Schüler. Anerefalls féiert déi eis all beschtbekannte Loi du moindre effort an d'Sakgaass vun engem bedauerlechen Nivellement vers le bas. Dat wëllt kee vun eis. Dofir brauche mer Incitatiounen, déi Schülerinnen a Schüler motivéieren, fir och an der Schoul - a vläicht just do, wou se besonnesch Talenter hunn - aus dem Suedel ze goen an iwwer sech erauszewuessen.

Drëtt Remarque: Mir ënnersträichen d'Wichtegkeet vun enger wëssenschaftlecher Evaluatioun vun neie Projeten am Erzéiungsberäich. Dat ass mat e Garant fir d'Qualitéit, op déi et ukënnt. An deem Zesummenhang freeë mer eis, dass dacks och eis Lëtzebuerger Uni dobäi mat eng Roll spillt.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci och dem Här Majerus. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Rapporteur, den honorabele Fern Diederich, huet dësen zimlech technesche Projet an all sengen Detailer ausféierlech beliicht. Dat erspuert et mir, fir datselwecht nach eng Kéier ze maachen. Ech wëll him dofir Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi hei an der Chamber den 18. November 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung ofgestëmmt gouf, huet d'DP d'Reform u sech begréisst, gläichzäiteg awer och op eng Rei vu Problemer higewisen, déi duerch déi grouss Ëmstellunge kéinten opdauchen. Leider ass et esou, datt eis Warnunge vun deemools genausou agetruede sinn, wéi mir dat gefaart haten. Dat ass schued an äusserst bedauerlech fir d'Formation professionnelle, där hire Ruff an deene leschte Jore souwisou schonn net deen allerbeschte war an deen duerch dëse permanenten Hin an Hier net onbedéngt wäert besser kënne ginn.

Här President, scho bei der Reform vun der Grondschoul hat d'Demokratesch Partei drop higewisen, datt déi praktesch Ëmsetzung um Terrain, also an der Schoul, net einfach wäert ginn, an datt ee sech besser nach ee Joer Zäit hätt solle loossen, fir d'Reform an aller Rou mat den implizéierten Acteuren, haaptsächlech awer mam Léierpersonal, virzebereeden. Bei der Beruffsausbildung ass de Fall ähnlech. Alt nees eng Kéier sinn d'Schüler, d'Léierpersonal, d'Elteren an déi betraffen Entreprisen, déi jonk Leit forméieren, d'Affer vun der onausgeräifter Ëmsetzung vun enger Bildungsreform.

Bei der Ëmstellung vun der Fächerlogik op eng kompetenzorientéiert Logik läit eiser Meenung no d'Kromm an der Heck. Esou eng Ëmstellung ass weder fir d'Enseignanten nach fir d'Schüler einfach ëmzesetzen oder nozevollzéien. Vill Enseignanten di sech schwéier mat der Kompetenzlogik, zumools wann dës Logik vill offe Froen opléisst. Coaching a Weiderbildung sinn néideg gewiescht. D'Demande fir esou eng Weiderbildung ass och do, awer leider feelt et u Leit, fir dës Coursen ze halen.

Dann ass mer zu Ouere komm, datt et an eenzelne Lycéeën u Raimlechkeete feele wäert, déi erfuerdert sinn, fir där modularer Approche Rechnung ze droen, fir se ëmzesetzen, esou wéi d'Gesetz et verlaangt. Am Kloertext, a fir nëmmen ee Beispill ze nennen, heescht dat, datt am Lycée x, an deem fréier de Coiffeur am CATP an am CCM geléiert gouf, elo nëmmen nach am DAP, also am fréieren CATP, enseignéiert ka ginn, an datt déi aner Schüler, déi also an den CCP wëlle goen, sech en anert Gebai musse sichen.

Wann ee sech an de Lycéeën ëmhéiert, bleiwen nach wie vor organisatoresch Froen onbeäntwert, virun allem, wat d'Ausschaffe vun de Stonnepläng ugeet. An och ronderëm den neie Bewäertungssystem schénge sech nach etlech Froen ze stellen, déi et en cours de route ze kläre gëllt. Ech hu mer och soe gelooss, datt d'Bewäertungskritäre feelen, zumindest wiere se kenge Schouldirekteren oder Enseignanten zurzäit bekannt. D'Madame Minister kann eis do vläicht an hirer Interventioun Opschloss ginn.

Här President, et gëtt eng ganz Rei vu Grënn, firwat dës Reform zum groussen Deel ëm zwee Joer op d'Rentrée scolaire 2012/2013 muss no hanne geréckelt ginn. Et kann een dës Grënn och zum Deel novollzéien. Et ass och richteg, datt d'Madame Minister mat dësem Projet elo d'Noutbrems gezunn huet, fir datt d'Ëmsetzung vun der Reform net am Chaos endegt.

Dëse Kuddelmuddel hätt de concernéierten Enseignanten a Schüler allerdéngs kënnen erspuert bleiwen, wann een de Projet vun Ufank u méi detailléiert geplangt hätt. Esou ginn zwee zousätzlech Jore verluer. Zwee Joer, an deene weider an deene meeschte Formatiounen nom ale System geschafft a geléiert gëtt, während an 18 Formatiounen, déi den Hierscht ulafen, déi nei kompetenzorientéiert Approche applizéiert gëtt.

Dës Zweegleisegkeet ass an eisen Aen alles aneschters wéi wënschenswäert. Wéi erkläert een engem Schüler, datt säi Kolleeg an enger anerer Formatioun ganz aneschters léiere soll wéi hien, an iwwerhaapt de Formatiounswee anescht ass, nämlech modulär opgebaut ass? A wie garantéiert eis, datt 2012 deen neie System esou opgestallt ass, datt en opérabel ass? An anere Wierder: Riskéiere mer 2012 eis net erëm an enger ähnlecher Situatioun erëmzefannen? Kee weess et. Kee kann eis do eng Assurance ginn.

Ech hoffen, datt de Ministère an dëser Saach net nëmmen en Noexame schreiwe muss, mä datt en hannen um Enn net nach mat senger eegener Reform sang- und klanglos duerchfält.

Ofschléissend, Här President, wëll ech Iech soen, datt mer, obwuel mer d'Reform vun der Beruffsausbildung nach ëmmer begréissen, dëse Projet net kënne stëmmen. Opgrond vun der onzulänglecher Ëmsetzung vun der Reform menge mir, datt et héich Zäit ass, der Ministesch d'rout Kaart ze weise fir dat ganzt Gewurschtels. Duerfir wäert d'Demokratesch Partei géint de virleienden Text stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ier dëse Projet de loi hei an der Chamber déposéiert gouf, war e schonns vum Statsrot aviséiert ginn. Doropshi war en zum Deel ëmgeschriwwe ginn. Den 18. Mee war den definitive Projet déposéiert ginn, an de 24. Juni 2010 ass e Rapporteur genannt ginn, den honorabele Fernand Diederich, deem ech wëll Merci soe fir seng gutt Aar-

becht a fir de mëndlechen an de schréftleche Rapport. Den 1. Juli ass de Rapport mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl ginn.

Fir kënnen nozevollzéien, ëm wat et bei dësem Gesetz geet, muss een zréck op d'Gesetz vum Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle goen. Dëst Gesetz dréit iwwer 118 Formatiounen, déi reorganiséiert ginn an den Zougank zu de Certificats de Capacité Professionnelle, den Diplômes d'Aptitude Professionnelle an dem Technikerdiplom ginn.

déi gréng haten d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun der Formation professionnelle net a Fro gestallt, waren awer mat der Envergure vun dëser Reform net zefridden. Mat den Ziler, wéi den honorabelen Här Majerus se opgezielt huet, kënne mer averstan sinn, mat dem Wee dohinner awer net.

Déi vill Mëssstänn an de Beräicher Ausbildung an Aarbechtsmaart sinn drop zréckzeféieren, datt d'Politik an dëse Beräicher déi gesellschaftlech Entwécklung jorelaang verschlof huet. Déi onflexibel Bildungs- an Ausbildungsweeër, déi steril Trennung tëschent Schoul- an Aarbechtswelt gi weder dem demographesche Wandel nach den Erausfuerderunge vun der Zäit gerecht.

D'Mindestufuerderungen an de Beruffer sinn an deene leschte Jore geklomm, a gläichzäiteg gëtt sech beklot, datt vill Jonker einfach nach net räif genuch sinn, eng Ausbildung mat Erfolleg duerchzestoen. Hinne feelen oft Eegeschafte wéi Leeschtungsbereetschaft, Zouverlässegkeet, Selbstännegkeet, Ausdauer, Teamfäegkeet. Hinne feelen awer och oft déi néideg schoulesch Basiskenntnisser, fir eng weider Ausbildung opzebauen.

D'Regierung schéngt mat der Bildungspolitik iwwerfuerdert ze sinn. Et gëtt zwar deelreforméiert a vill ronderëm gedoktert, mä de Bildungsmisär an d'Kris um Aarbechtsmarché sinn esou net an de Grëff ze kréien. D'Bildungsreform muss beräichsiwwergräifend duerchduecht an ëmgesat ginn. Déi verschidde Phase vun der Ausbildung - Grondschoul, Secondaire, Studium an Entrée op den Aarbechtsmaart - däerfen net als isoléiert Suite betruecht ginn, mä et musse fléissend Iwwergäng geschaf ginn.

Duerfir misst een ënner anerem och déi schoulesch a berufflech Orientéierung méiglechst fréi ufänken. De Kanner an de Jugendleche soll d'Méiglechkeet gebuede ginn, ee Liewensprojet, deen hiren individuelle Wënsch, hire Bedierfnisser a Fäegkeeten entsprécht, ze entwéckelen. Duerfir brauche se optimal Bedéngungen an eng pedagogesch Begleedung.

D'Orientation par l'échec, déi eenzeg Form vun Orientatioun, déi bei eis Standard an de Schoulen ass, ass net déi richteg Äntwert op d'Erausfuerderunge vun haut a vun der Zukunft. déi gréng fuerdere scho laang d'Aféierung vun enger „Maison de l'orientation et de la formation", mat regionalen Antennen, a méi eng enk Vernetzung vun den aktuellen Orientéierungsstrukturen, fir d'Schüler besser um Ausbildungswee begleeden ze kënnen an och besser bei der Sich no enger Aarbecht kënnen ze ënnerstëtzen. Mir sinn der Meenung, datt d'Zesummenaarbecht tëschent Schoul a Betriber muss verbessert ginn. Duerfir sollen och zousätzlech Schnupperstagen an de Betriber agefouert ginn. D'Handwierk muss erëm een erstriewenswäert Beruffszil ginn.

An der Tëschenzäit, vun 2008 un, ass um Plang vun der Schoulorientatioun nach relativ wéineg geschitt. Mir mussen elo feststellen, datt déi Reform vun der Formation professionnelle net mat der néideger Suergfalt preparéiert ginn ass. De Kalenner fir d'Émsetze vun der Reform, dee jo vum Ministère selwer virgeluecht ginn ass, kann net agehale ginn. An dat ass net, well déi eng oder aner Équipe net fäerdeg ginn ass, mä 90% vun den Équipen hunn den Délai vum Juni 2009, fir hir Formatiounsprofiler a -programmer festzeleeën, net kënne respektéieren!

Et ginn am Exposé des motifs eng Rei Ursaache fir dës Retarde genannt, déi och all, eenzel gekuckt, verständlech sinn. Net fräigesprach kann awer d'Regierung vum Virworf ginn, si hätt déi Aufgab, déi se sech selwer gestallt hat, kräfteg ënnerschat an d'Moyenen, déi se huet, kräfteg iwwerschat. De Projet de loi vun haut ass en Ageständnis vun dem État de fait.

Et ass net déi éischte Kéier, datt d'Éducatiounsministesch, zwar mar Enthusiasmus, awer iwwerstierzt an ouni déi néideg Suergfalt reforméiert. Beispiller gëtt et eng Rei: De Précoce ass fir d'Gemengen obligatoresch ginn, ouni eng Etüd am Virfeld, a mir wëssen haut nach net, ob en dat bréngt, wat mer eis erwaart hunn; „Eis Schoul", e Projet phare fir d'Zesummenaarbecht Uni/Ministère de l'Éducation nationale, eng École de recherche schliesslech, ee Meilestee fir eng inklusiv Pedagogik, muss ferm zréckrudderen, an och hei sinn d'Problemer méi grouss wéi erwaart.

D'Madame Minister hat ee Joer virun der grousser Reform vun der École fondamentale „cinq écoles en mouvement" proclaméiert. Dës Schoulen haten zum Zil, zwee Joer laang Erfahrunge mat „socles de compétences" an neier Evaluatioun ze maachen, an déi Erfahrunge sollten an déi Reform vum Enseignement fondamental afléissen. Et ass ni dozou komm! D'Reform gouf verallgemengert, ouni iergendeen Notzen aus den Erfahrunge vun den „écoles en mouvement" ze zéien.

Här President, haut steet dann de Vote vun engem neie Kalenner vun der Reform vum Enseignement professionnel bevir. An d'Begeeschterung vun deene Kreesser, déi jo eis Partner si bei dëser Reform, ass alles anescht wéi grouss. D'Chambre des Salariés gëtt hiren Accord net zu dësem Projet de loi. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce bedaueren déi schlecht Preparatioun, an all d'Kritike ginn an déiselwecht Richtung. Besser wier et, sech drop ze beschränken, just e puer Formatioune bei der Rentrée op déi nei Schinn ze setzen, hei Erfahrungen ze sammelen, déi an d'Reform vun all deenen anere Beruffer kéinten afléissen, an dann all déi aner Formatioune mateneen ulafen ze loossen.

Et schéngt eis - a mir stinn net eleng do mat eiser Meenung - ongënschteg, an der Formation professionnelle zwee verschidde Regimer nieftenee lafen ze loossen, déi souwuel vum pedagogesche Konzept wéi och vun der praktescher Ausféierung ganz verschidde sinn. Dat mécht d'Transparenz fir d'Schüler, d'Elteren an d'Enseignantë praktesch onméiglech an erschwéiert de Schüler d'Liewen.

Här President, ech zitéieren net all déi negativ Kommentare vun deene verschiddene Beruffskummeren. Mir bedaueren allerdéngs, datt dës Bedenken op daf Oueren am Ministère gestouss sinn. Et ass dach wierklech bedenklech a bedauerlech, wann ee vun den Haaptpartner vun dëser Reform, d'Chambre de Commerce, déi schlecht Informatiounspolitik vun der Ministesch bedauert a mengt, doduerch wieren och eng ganz Rei Retizenze vis-à-vis vun dëser Reform ze erklären.

Et ass erstaunlech, datt all déi Instanzen, déi op eng Reform gedrängt hunn, elo dovir warnen, déi Reform esou onausgeräift op de Wee ze schécken. Et ass sech et ze vill einfach gemaach, wann als eenzeg Excuse fir eng net koordinéiert Virgehensweis gesot gëtt, et kënnt ee mat enger Reform net waarde bis dee Leschten iwwerzeegt wier, datt et géif klappen.

Déi gréng Fraktioun kann op alle Fall hiren Accord net zu dësem Projet de loi ginn. Mir wäerte mat „Neen" stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt an dësem Land genee zwee Modeller fir d'Unterrechtspolitik: dee vun der Regierung, deen och soss vun enger Partie Parteien, mat Ausnahm vun der ADR, matgedroe gëtt op där enger Säit, an dee vun der ADR, dee mir exklusiv vertrieden - am Abléck jiddefalls - op där anerer Säit.

Loosst mech se kuerz beschreiwen. D'Regierung an déi, déi si ënnerstëtzen, sief dat déi, déi an der Koalitioun sinn oder anerer, déi drécken den Niveau vun eise Schoulen erof. Hir Method ass dee beschtbekannten „nivellement vers le bas". Déi Mëttelen, déi si benotzen, fir eis Schoulen dagdeeglech e Stéck weider ze ruinéieren, sinn den Unterrecht no Kompetenzen, deen dozou féiert, datt eis Kanner näischt méi systematesch léieren; d'Ofschafung vum Punktesystem, esou datt kee méi weess, wou en drun ass, weder d'Kanner nach hir Elteren; d'Kompensatioun, déi leider haaptsächlech d'Faulheet encouragéiert, an dee systematesche Sabotage vun all Form vun Disziplin. Déi ass jo awer néideg, fir datt een iwwerhaapt eppes ka léieren.

Deen do Konzept vun eiser Regierung gëtt och nach begleet vun Onmasse vun iwwerflëssege bürokratesche Prozeduren, déi net nëmme vill Zäit kaschten, mä och nach gläichzäiteg d'Motivatioun vum Léierpersonal erstécken. Et ass e Konzept, deen net vill Verantwortungsgefill a Realismus weist, en hypothekéiert d'Zukunft vun eise Kanner.

D'ADR proposéiert dergéint eppes ganz anescht, e konsequent leeschtungsorientéierte Schoulsystem, deen eis Kanner op eng kompetitiv a globaliséiert Welt virbereet. Eng Schoul, an där d'Kanner nach Wäerter an Disziplin léieren. E Schoulsystem, an deem eis Schoulen hir Qualitéit duerch eng gewëssen Autonomie a Konkurrenz zueneen all Dag mussen ënner Bewäis stellen. Eng Schoul, an där administrativ, organisatoresch an Uerdnungsaufgaben engem richtegen Direkter uvertraut ginn. Eng Schoul, an där d'Léierpersonal sech kann op d'Kanner konzentréieren, net op Formulairen oder Questionnairen. Eng Schoul, an där d'Leeschtung an all Eenzelfach objektiv a gerecht bewäert gëtt.

D'ADR hätt gär eng Schoul, déi eis Kanner intellektuell, charakterlech a moralesch stäerkt an opbaut a si op hir Zukunft an e Liewe virbereet, wat beileiwen net ëmmer einfach ass. Eng Schoul, an där geschafft gëtt mat Freed, Fläiss, Engagement, Motivatioun, Éiergäiz a mat dem Wonsch, all Dag e Stéck besser ze ginn.

Dat, Här President, sinn déi zwou Optiounen. Dat ass déi Wiel, déi mir als ADR dem Land offréieren: e richtegen, klore Choix tëschent enger Politik vun der „Schoul-Médiocritéit", wéi d'Regierung se mécht, an enger Leeschtungskultur. A wien déi zwou Optiounen däitlech virun Aen huet, dee ka sech net doriwwer wonneren, datt mir der Regierung hire Projet iwwert d'Reform vum Beruffsunterrecht net wëllen an net kënne matdroen.

Här President, den Här Rapporteur huet sech wierklech vill Méi ginn, fir dee Projet ze erklären an ze justifiéieren - mir soen him och Merci fir déi Aarbecht -, mä iwwerzeege konnt hien eis net! Mir wëllen haut emol net iwwert déi Gesamtreform vum professionellen Enseignement schwätzen - dozou kréie mir jo nach d'Geleeënheet -, mä, och wa mir eis just nëmmen dat Gesetz vun haut ukucken, kënne mir nëmmen de Kapp rëselen.

Wéi ass dat méiglech, datt eng Regierung eng Reform vum Beruffsunterrecht wëllt duerchboxen, déi vun deenen Haaptbetraffenen, der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, esou kritesch gekuckt gëtt? A wann ech soen „kritesch", da sollt ech éischter soen „negativ"!

Jiddweree kritiséiert, datt d'Madame Delvaux wëllt ze vill grouss, ze vill déif, ze vill breet Reforme gläichzäiteg ze vill séier duerchsetzen. Do feelt wierklech keng méiglech Feelerdimensioun vum politeschen Handwierk! Eng „réforme précipitée" soen déi eng, déi aner froen e Moratoire. Et gëtt geschwat vun enger „absence de partenariat" mam Handwierk a mat de Chambres professionnelles. Mä wéi, froe mir eis, soll een dann eng seriö Reform vum Beruffsunterrecht ëmsetzen, ouni eng wierklech Matbedeelegung an eng voll Ënnerstëtzung vun deenen Haaptconcernéierten, also och vum Handwierk a vun den Entreprisen?

An der Ëmsetzung vun deem ganze Projet, dee selbstverständlech alt nees kompetenzorientéiert soll sinn an duerfir vum Secteur zu Recht kritiséiert gëtt, huet d'Madame Minister Delvaux sech ëm voll zwee Joer verrechent, an duerfir musse mir haut légiféréieren. Et feelt un Zäit a Leit, gëtt gesot, fir de Projet ëmzesetzen. Gott sei Dank, géif ee bal mengen! Et feelt virun allem och u kloren an nach méi u vernünftege Virstellungen. Et ass net eng Reform vun der Formation professionnelle, et ass, esou fäert d'Chambre des Salariés zu Recht, herno eng „dévalorisation de la formation professionnelle"! Fir dës Reform kritt d'Madame Unterrechtsminister eng déck Datz. Mir hunn och héieren, datt aner Parteien net zefridde sinn.

Loosse mer emol net drop insistéieren, datt dee ganze Gesetzesprojet, deen iwwregens nëmmen eng Koppel Artikelen huet, och nach schlecht a mëssverständlech formuléiert war. Vill méi schlëmm ass an eisen Aen, datt, ausser der Madame Delvaux hire Virstellungen, keen Argument fir déi Reform plädéiert, déi elo op eist aarmt Land duerkënnt.

Lauschtert emol, wat zum Beispill d'Chambre des Métiers seet. Si freet e Moratoire, fir emol eng Analys kënnen ze maache vun der aktueller Situatioun, fir d'Forcen an d'Faiblessë vun der aktueller Situatioun kënne festzestellen. A si seet, datt esou eng Analys bis haut nach net gemaach gouf. Dat muss ee sech dach emol virstellen!

Amplaz systematesch ze probéieren, op d'Stäerkte vun eisem aktuelle System opzebauen, fir en nach weider ze verbesseren a seng eventuell Schwächten ze iwwerwannen, gëtt einfach alles ëmgestouss, ouni Analys, an da gëtt eppes anescht dohi gesat. An emol dat net systematesch: Et gëtt keng Prioritéiten, keng kloer Prozeduren, keng anstänneg Participatioun!

Amplaz eis technesch Beruffer an eist Handwierk an der Konkurrenz mat der Groussregioun méi staark ze maachen, geschitt hei eppes Onbegräifleches: Am onheelvolle Geescht vum „nivellement vers le bas" ginn eis Handwierker an eis technesch Beruffer vun elo un ëmmer manner gutt wéi bis elo op hire Beruff virbereet. Dat kann dozou féieren, datt d'Leit nach éischter Spezialisten aus der Grenzregioun komme loossen, well si herno kee Vertraue méi an d'Ausbildung vun eisen eegene Leit hunn!

Wéi seet d'Chambre de Commerce esou schéin iwwert dës Reform? Si freet, datt een emol soll fir d'Éischt eng „phase pilote" bei esou enger Reform virgesinn, ënner anerem fir, ech zitéieren „tester l'acceptation de la part du marché de travail et la pertinence de la démarche adoptée en matière de validation des acquis de l'expérience".

Här President, op Lëtzebuergesch iwwersat heescht dat, datt d'Patronen net wëssen, ob si nach bereet sinn, fir deenen eng Aarbechtsplaz ze ginn, déi mat engem Delvaux-Diplom un hir Dier klappen. Et kommen also gëllen Zäiten op déi Frontalieren duer, déi am Ausland nach eng anstänneg Formatioun kruten!

Mir hunn eng Regierung, déi eis eege Schoulen esou systematesch an esou ëmfaassend diskreditéiert, datt eis eege Kanner geschwë besser hunn, fir hir Schoulen an hir Beruffsausbildung am Ausland ze maachen. Deen Duercherneen, deen d'Madame Minister Delvaux verursaacht, kennt keng Limitë méi! Wat seet d'Chambre des Salariés eleng iwwert déi temporal Dimensioun an dësem Gesetz: „Il est déraisonnable et improductif d'organiser des formations professionnelles selon deux régimes législatifs et deux concepts pédagogiques différents."

Wa mir hei enges Daags nach iwwert deen eigentleche Fong vun dëser Reform schwätzen, a besonnesch och iwwert déi sougenannten Épreuve finale vun där Formatioun, da ginn Iech wéi eis d'Schudderen aus.

Här President, d'Reform vum Beruffsunterrecht, esou wéi d'Regierung se elo ëmsetzt, huet sech nees als schwéiere Feeler erausgestallt. Mir zéien d'Konsequenzen a soen Neen zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Unterrechtsministerin Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, wat hei virläit a wat elo kommentéiert ginn ass, dat ännert näischt un deem ganze Konzept vun der Reform vun der Formation professionnelle. Ech kommen heihinner mat engem Projet, fir en Délai ze froe fir d'Ëmsetze vun der Totalitéit vun den Dispositiounen, déi an deem Gesetz sinn.

Et ass also déiselwecht Reform vun der Formation professionnelle, déi am Joer 2008 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass. An deem Vote vun deem Projet 2008 ass eng laang Virbereedungsphas virausgaangen, wou e puer Ministeren dru geschafft hunn, ganz vill Conseilleren am Ministère a ganz vill Mataarbechter vun de Chamberen, well et ass e Gesetz, wat am Partenariat mat de Chambres professionnelles ausgeschafft ginn ass a wat deemools och e grousse Konsens fonnt huet.

Ech gesinn, muss ech haut soen, eigentlech nach keen Argument, wat dergéint schwätzt, dass dat Konzept, wat 2008 a ville Réuniounen zesummen ausgeschafft ginn ass, vu dass et nach net ëmgesat ass, gesinn ech elo net, wou d'Argumenter sinn, déi do dergéint schwätzen.

De Reproche, deen ech unhuelen, dat ass, dass ech 2008 ze vill optimistesch war. Ech war no allen Informatiounen, déi mir virleien, wou gesot ginn ass, mir kënnen am Joer 2010 ufänke mat all de Formatiounen, déi dann nom neie Regime funktionéieren, ech hunn dat gegleeft. An ech stellen einfach elo fest, dass mer d'Aarbecht ënnerschat hunn, an dass mer net prett sinn, fir mat allen 108 oder 112 Formatiounen zesummen elo am Hierscht unzefänken. Dat ass eppes, wouriwwer ech net frou sinn, mä dat dämpft awer net mäin Optimismus.

Ech gleewen nach ëmmer drun, dass dat de richtege Wee ass. An et ass - wëll ech awer och hei soen - immens vill Aarbecht an de Gruppen, an den Équipë gemaach gi fir nei Beruffsprofiler, nei Ausbildungsprofiler, Evaluatiounskritären. An déi Formatiounen, déi elo net prett sinn, fir de September unzefänken, déi sinn awer an hiren Aarbechte scho wäit weiderkomm, sou dass ech ganz zouversiichtlech sinn, dass mer am nächste Schouljoer kënne mat deene Formatiounen ufänken.

Ech muss soen, beim Nolauschtere wonneren ech mech och iwwert déi Kontradiktiounen, déi hei vu verschiddene Virriedner duergeluecht goufen, well engersäits gëtt gesot, et wär awer elo gutt mat Formations phare oder Formations pilote unzefänken, fir ze kucken, ob dat eppes gëtt. An am gläichen Otemzuch gëtt gesot, dat ass awer net an der Rei, dass do déi eng eng traditionell Formatioun hunn an déi aner an enger neier Formatioun funktionéieren. Wéi een déi zwou Aussoe ka matenee verbannen, dat ass mir e Rätsel. Datselwecht ass iwwregens an den Avisë vun de Chambres professionnelles, wou se soen: „Maacht emol e Projet pilote!" An awer op där anerer Säit soe se: „Dir däerft awer net zwee verschidden Ausbildungssystemer nieftenee funktionéiere loossen."

Also, déi zwou Saachen zesumme kann ech net erfëllen. Dofir hunn ech derfir optéiert, fir elo déi Formatiounen, déi prett sinn, lafen ze loossen. Dat gëtt eng gewëssen Ëmstellung an de Schoulen, well effektiv modulären Unterrecht ze maachen, dat ass fir d'Direktioune vun de Schoulen eng Erausfuerderung, fir déi Stonnepläng opzestelle fir d'Säll.

Ech muss awer soen, dass déi Schreckensnoriichten, déi den Här Bauler hei verbreet, dat kann ech esou als offizielle Message net unhuelen. Dat si Gespréicher an der Fräizäit, wou deen een emol seet, sech iergert. Dat kënnt iwwerall vir. Ech loosse mech doriwwer... Ech hu vill Gespréicher mat den Direkteren, besonnesch déi, déi déi Formation professionnelle hei organiséieren, an och, wa se soen, et gëtt net esou einfach, da sinn ech awer zouversiichtlech, dass mer dat hikréien.

Ech wëll och hei ganz kloer soen, dass kee Schüler hei léséiert gëtt. Jiddweree kann déi Beruffsausbildung ufänken, déi mer dann zu Lëtzebuerg offréieren. Déi eng am Ancien régime, déi aner am neie Regime, sou dass ech am Fong déi Virwërf do net richteg kann novollzéien.

Ech soen deene Riedner, déi hei d'Reform, déi eng Demande ënnerstëtzen, fir a verschiddenen Délaien unzefänken, deene soen ech villmools Merci. An zum Schluss wëll ech da just soen, dass ech dru gleewen, dass eis Schoul reformfäeg ass an dass mer scho vill Schrëtt gaange sinn, an dass ech och ganz zouversiichtlech sinn, dass mer dat Zil, wat heescht, d'Schüler esou héich wéi méiglech qualifizéieren, se motivéieren, dass se déi Leeschtung bréngen, déi vun hinnen erwaart gëtt, dass ech ganz zouversiichtlech sinn, dass mer dat erreechen.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6140 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 20 Neen-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Mill Majerus) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine (suite)

Da kéime mer nach zur Motioun iwwer China. Wéi ech dat virdru konnt feststellen, schéngt do eng ganz grouss Unanimitéit sech erausgeschielt ze hunn, sou datt mer kënnen iwwert déi Motioun à main levée ofstëmmen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que les droits de l'Homme sont un concept universel selon lequel tout être humain possède les mêmes droits inaliénables;

- rappelant que la Constitution de la République Populaire de Chine a été amendée en 2004 et qu'elle retient désormais que «l'État respecte et préserve les droits de l'Homme»;

- constatant que la République Populaire de Chine a lancé en avril 2009 un plan visant à améliorer la situation des droits de l'Homme dans les deux années à venir;

- prenant acte que la question des droits de l'Homme est soulevée de manière régulière avec les autorités chinoises lors d'entrevues bilatérales et dans le cadre du dialogue droits de l'Homme UE-Chine et du dialogue politique UE-Chine;

- prenant acte de la déclaration de la Présidence de l'UE le 25 décembre 2009 à l'occasion de la condamnation de Liu Xiao Bo et de la déclaration de la Haut Représentante Catherine Ashton début février 2010 s'inquiétant de la disparition depuis un an de l'avocat des droits de l'Homme Gao Zhi Sheng;

- rappelant que Liu Xiao Bo a été condamné à 11 ans de prison pour avoir été l'auteur de la Charte 08 pour une réforme démocratique de la Chine et pour avoir publié des essais sur les droits de l'Homme sur Internet;

- prenant acte des conclusions du Conseil Affaires générales relations extérieures de décembre 2009;

- exprimant son inquiétude sur la situation des droits de l'Homme en Chine et constatant qu'il y a eu très peu de progrès dans nombre de domaines, tels le respect des lois, la liberté d'expression, d'association et de religion, les droits des minorités et que le recours à la peine de mort est permanent et fréquent;

invite le Gouvernement

- à œuvrer pour une libération immédiate de Liu Xiao Bo et d'autres militants des droits de l'Homme en Chine;

- à continuer de manière proactive le dialogue UE-Chine et à évoquer les cas de violations graves des droits de l'Homme de manière effective et récurrente.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Vote sur la motion modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Déi Unanimitéit huet sech hei elo an der Praxis gewisen. Domadder ass déi Motioun och à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6095, engem Accord mat Marokko iwwert d'Services aériens. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo keen ageschriwwen, sou datt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz, eis elo alles wäert soen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

7. 6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deem Accord geet et drëm, wou d'Europäesch Unioun zesumme mat den Drëttlänner aus dem Balkan en Accord fënnt, fir Loftfahrtofkommessen ze maachen; dës Kéier ass et en Accord, dee mer maache mat Marokko. Déi Konventioun ass 2006 ënnerschriwwe gi vun der Europäescher Unioun mat Marokko. Fir Lëtzebuerg bedeit dat, dass et ganz wichteg ass, dass mer do en Accord kréien, well ëmmer méi där Flich vun eiser Luxair, vu LuxairTours zesumme mat Marokko gemaach ginn. An esou ass et och eng gutt Saach fir eis, dass mer deen Accord do kënne mat gutthalen als Lëtzebuerger.

De Conseil d'État huet drop higewisen, dass do déi eng oder aner Dispositioun dran ass, déi bei aneren Accordë scho fonnt ginn ass, wou et geheescht huet, mir géifen eng Souveraineté nationale opginn; bei dësem Traité ass et méi einfach, well eng aner Formulatioun fonnt ginn ass, fir dass och de Conseil d'État domadder averstanen ass.

De Conseil d'État hat just eng grammatikalesch Ännerung virgeschloen, déi mer och zréckbehalen hunn, sou dass mer dann elo den Accord, ech géif proposéieren am Numm vun der Kommissioun, géife stëmmen, fir dass mer dann en europäeschen Accord an der Loftfahrt tëschent der Europäescher Unioun a Marokko kënnen unhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Dat war méi wéi kloer. Mir kommen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir si méi schnell wéi d'Maschinn; elo ass se do. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha général)

De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6095 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Mill Majerus), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer elo eng Aktualitéitsstonn, déi vun deene Gréngen ugefrot ginn ass iwwert d'RGTR-Buslinnen. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84, zweeten Alinea vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn...

(Interruptions)

Une voix.- D'Regierung ass net do!

M. le Président.- Mir fänken emol un, da gi mer dovun aus, datt…

Plusieurs voix.- Oh neen!

Une voix.- Neen, mir fänken net un, wann d'Regierung net do ass.

Plusieurs voix.- En ass do!

(Interruptions)

M. le Président.- Also, där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilitéiten zwou Minutten an der Regierung, déi sécherlech elo wäert antreffen, eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Berger, Negri a Gibéryen. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här François Bausch als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

8. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la réorganisation des lignes d'autobus RGTR suite aux déclarations gouvernementales

Exposé

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif Iech elo bieden, dem Här Bausch nozelauschteren! Här Bettel, lauschtert dem Här Bausch no!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Bettel, ech hunn Iech scho laang net méi an der Zeitung gesinn. Ech hunn Iech scho laang net méi an der Zeitung gesinn, Här Bettel.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Also ech géif Iech elo bieden, déi privat Gespréicher ze ënnerloossen iwwer Kiischpelt an iwwer Fotoen, a mir lauschteren elo dem Här Bausch no.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat huet eis erlaabt, datt d'Regierung erëm do ass.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Bausch, loosst Iech net aus der Rou bréngen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech waarden, bis se sech e bësse berouegt hunn, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann iwwert de Bus diskutéiert gëtt hei zu Lëtzebuerg, da gehéiert et oft zum gudden Toun, datt d'Leit sech opreegen a soen, si géife virun allem Busse gesinn doruechter fueren, wou entweder kee Mënsch draséiz oder ganz wéineg Leit an de Bussen draséizen. Oft sinn et awer déijéineg, déi dat feststellen, déi dann eleng an hirem Auto sëtzen, déi dann dat par rapport zu de Busse kritiséieren, well si fannen, datt si eleng an hirem Auto eigentlech nach méi Plaz op de Stroosse missten hunn, an eigentlech déi eidel oder net gutt besate Busse si géife stéieren.

Et ass esou, datt, wann een am Beruffsverkéier haut kuckt, ee muss feststellen, datt 90% vun den Autofuerer, déi sech op hir Aarbecht bewege mam Auto, eleng am Auto sëtzen. An donc, doriwwer kéint ee vill diskutéieren. An do gëtt et och ganz vill wëssenschaftlech, statistescht Material, wat fir eng Konsequenzen, Inzidenzen dat huet, respektiv dat, wat dat d'Allgemengheet kascht.

Ech wëll dat awer elo haut net maachen, well éischtens duerfir d'Zäit net do ass, mä ech fannen et awer wichteg, datt een dat am Ufank hei seet, fir net falsch verstanen ze ginn, wann een iwwert d'Reorganisatioun vum Busdéngscht schwätzt, datt et am Prinzip dann net dierft drëm goen, de Bus duerzestellen, wéi wann et eppes Iwwerflësseges wär oder eppes, wat géif hënneren op der Strooss, mä au contraire, datt et eppes Nëtzleches ass.

Wann Der kuckt, wéi d'Besetzunge vun de Busse generell sinn, dann ass et evident, datt Der zu de Stousszäiten natierlech oft gerammelt voll Bussen hutt, an oft op deenen nämlechte Linnen natierlech zu den Netstousszäiten d'Busse méi dënn besat sinn, manner Leit dra sinn. Et dierf een duerfir och, wann een eng Analys mécht iwwert d'Besetzung vu Bussen, net nëmme wéi gesot eenzel Fahrten eraushuelen a kucken. Et muss ee schonn iwwert de ganzen Dag iwwert d'Linn kucken, déi duerchschnëttlech Besetzung kucken, fir datt een e richtegt Bild dovu kritt.

Et kënnt och derbäi, datt leider et esou ass an eiser Gesellschaft, datt fir den Individualverkéier extrem vill Werbung gemaach gëtt, Saache virgegaukelt ginn, Fräiheete virgegaukelt ginn, déi een net huet, a beim Bus par contre eigentlech kaum Werbung gemaach gëtt. De Bus ass ëmmer nach an eiser Gesellschaft, gëtt e bëssen duergestallt als eppes, wat een, ech géif soen, viru fënnef, sechs Joer war et souguer nach esou zu Lëtzebuerg, dat ware Leit, déi manner bemëttelt waren, déi de Bus geholl hunn, an deen eppes op sech gehalen huet, deen huet wa méiglech de Bus net geholl.

(Interruption)

Mat Ausnahmen, Här Meyers, mä den Trend grosso modo, wann een den „modal split" kuckt, bestätegt awer éischter déi Meenung. Donc gëtt et och Zäit, wa mer gären hätten, datt d'Busse solle méi gefëllt ginn, datt mer eis iwwerleeën, fir méi eng offensiv Strategie ze entwéckelen, fir méi ze werbe fir de Bus.

Et gëtt och Zäit, datt mer de Service au client verbesseren um Bus. Ech denken do zum Beispill un esou Saache wéi Betribsleitsystemer mat uerdentlechen Informatiounssystemer op den Arrêten an an de Bussen. Alles dat gehéiert dozou, datt mer d'Attraktivitéit steigeren a méi Leit beweegt kréien, fir de Bus ze huelen.

Wann een awer de Vergläich mécht tëschent Bus an Autoverkéier, haaptsächlech wat d'Besetzungen ubelaangt, an dat a Relatioun setzt zum Verbrauch, da gesäit een, datt et oft fir en Autofuerer, wann en eleng a sengem Auto déi dote Kritik mécht, déi ech virdru gesot hunn, oft net vill Grënn dozou gëtt, well en Auto brauch an der Moyenne, loosse mer emol ganz grousszügeg sinn, de Moment tëschent fënnef a sechs Liter op honnert Kilometer an eiser Gesellschaft haut, awer dat ass elo ganz favorabel ausgedréckt, loosse mer emol esou soen, an do sëtzt wéi gesot eng Persoun dran.

De Standardbus brauch 47 Liter. Do sëtzen awer vill méi Leit dran. Et gesäit een also schonn, wann een d'Moyenne kuckt, datt ab aacht, néng Leit an engem Bus de Bus souguer par rapport zu engem eenzelnen Auto och souguer wirtschaftlech gesinn, vun der Ëmwelt an esou weider guer net ze schwätzen, méi interessant ass.

Do rechnen ech emol nach guer net an, wat et bedeit vun Infrastrukturen. Wann nämlech aacht, néng Autoen hannerenee fueren, dat ass, wat een do brauch vun Infrastruktur, gewalteg méi wéi vun engem Bus.

Duerfir muss een, wéi gesot, déi Zuelen do a Relatioune gesinn, an da gesäit dat Bild scho ganz aneschters aus. Et muss een, ier een duerfir drun denkt, iwwerhaapt Bussen ofzeschafen, sech d'Froe stellen: Hunn ech éischtens genuch Werbung gemaach, fir d'Leit op dee Bus do ze kréien? Klappt mäi Service au client? A wéi ass d'genau Berechnung vum Potenzial vun de Clienten, déi ech ka kréie fir op déi do Linn? An dann eréischt muss een diskutéieren iwwert d'Ofschafen oder net.

Evidenterweis ass et natierlech och beim öffentlechen Transport, och am Bus, oder datt een och muss iwwer Effizienz diskutéieren, an et geet sécherlech net drëms, fir ze soen, mir loosse mordicus all Linn bestoen, ob se dann iwwerhaapt eng Chance huet, Leit ze féieren oder net. Mä ech mengen awer, datt et wichteg ass, datt een déi Punkten, déi ech virdru beschriwwen hunn, fir d'Éischt iwwerleet, ier een doriwwer nodenkt.

Wat mech duerfir stéiert eigentlech an der aktueller Approche, oder wat mer e bëssen e batteren Nogeschmaach gëtt an der aktueller Approche vun der Regierung, dat ass, datt eigentlech d'Spuermoossnamen éischter den Ausschlag ginn hunn, fir zu der Iwwerleeung ze kommen, fir den RGTR ze iwwerdenken, ze restrukturéieren, ze iwwerschaffen.

Ech mengen, wa mer dat aus renge Grënn vu Spuermoossname maachen, da fäerten ech, datt déi Iwwerleeungen, déi ech gemaach hunn, firwat een iwwerhaapt muss fir de Bus sinn, a wéi een de Bus muss kucken, datt déi ze kuerz kommen, datt et reng drëms geet, fir ze spueren, an dat dierf et ugesiichts de Problemer, déi mer hunn an der Mobilitéit, mä och wéinst Ëmweltproblemer derniewent, mat Sécherheet net sinn.

Nun ass et awer sécherlech noutwendeg an och sënnvoll, driwwer ze diskutéieren, fir den RGTR-System insgesamt ze iwwerkucken, ze reforméieren an och Linnen ze ajustéieren, an et ass och sécherlech berechtegt, bei där enger oder där anerer Linn den Takt ze änneren oder vläicht souguer à la limite eng Linn ganz ofzeschafen, jee nodeem, wéi d'Situatioun sech presentéiert.

Ech mengen awer, datt een insgesamt nach hei am Land, wann et ëm de Bus geet, bis elo vill ze vill zentralistesch virgaangen ass. Mir hunn am Fong de Ministère, dee jo sécherlech déi zentral Roll spillt, well en éischtens de Geldgeber ass natierlech emol vum RGTR, mä awer doriwwer eraus, mengen ech, datt déi Approche ze vill zentralistesch war. De Ministère huet net nëmmen eng Koordinatiounsroll gespillt, mä huet relativ staark geprägt an décidéiert, wou wat soll gefuer ginn. Dat ass och an der Vergaangenheet e bësse vill geschitt, elo jee nodeem dann, wann eng Gemeng de Fanger ausgestreckt huet, dann ass dann emol lokal gekuckt ginn: Solle mer där eng ginn oder net? An ech mengen net, datt sech oft eng Gesamtiwwerleeung hannendru verstoppt huet.

Ech mengen awer, datt et duerfir Zäit gëtt, datt mer eng Gesamtreform géife maache vum RGTR, an datt mer, wa mer déi Reform do maachen, och ebe méi regional denke respektiv d'Regioune méi mat abezéien. An à la longue muss et eng Kéier drop erauslafen, datt mer op de Punkt kommen, datt mer d'Communauté urbaine des transports kréien, dat heescht, datt mer vun der regionaler Basis erop op den nationalen Niveau de ganze Bussystem organsiéiert kréien.

Mir sinn zum Beispill am Bezierk Zentrum elo an där neier Südwestkonventioun op engem gudde Wee an déi Richtung. Ech mengen, dat kéint souguer jee nodeem, wann dat positiv ausgeet, wegweisend gi fir de Rescht vum Land. An ech mengen awer, datt dat och déi Iwwerleeung ass, déi ee muss féieren, och souguer haaptsächlech och, wann ee wëllt de Bus rationell organiséieren. Ech mengen, datt et drop ukënnt, datt mer d'Regiounen an d'Uertschaften, also d'Gemenge mat abannen, well jo awer oft do gewosst ass, wou d'Besoinë sinn, wou d'Leit wëllen hifueren, an datt manner soll vun uewen erof de ganze System organiséiert sinn.

Ech mengen och, datt eng besser Ofstëmmung mat dem Zuch muss kommen, mat anere Verkéiersmëttel muss kommen. Ech mengen och, datt e Betribsleitsystem fir den RGTR absolut noutwendeg ass. Wa mer gären e wierklech bessere Service au client hätten, dann ass dat en extrem wichtege Punkt.

Duerfir stellt sech meng Fro oder eis gréng Fro un d'Regierung, un den zoustännege Minister: Ass bei där Gesamtreorganisatioun, déi ugeplangt ass, ass déi aus deem Bléckwénkel, gëtt se aus deem Bléckwénkel gekuckt? Geet et wierklech drëms, fir de System ze optiméieren, oder geet et wierklech drëms, fir ausschliesslech ze spueren? Déi Saache wéi Publicitéit fir de Bus, Werbung fir de Bus, Optiméierung fir de Service au client, all déi Saachen, sinn déi mat agerechent oder sinn déi net mat agerechent? Dat sinn am Fong déi Äntwerten, déi ech vun der Regierung gär hätt haut de Mëtteg.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, wa mer iwwert den RGTR schwätzen, da solle mer net nëmmen den RGTR kucken, mä mir sollen de gesamten öffentlechen Transport kucken am Kader vum Bus, den RGTR hei an der Stad Lëtzebuerg, den TICE am Süden, mir sollen de Schoulbus net vergiessen; alleguerten déi Transporter, déi am Intérêt vun eise Schoulkanner musse gemaach ginn.

De Problem, dee mer alleguer kennen, dat ass: Et gi Stousszäite bei de Buschaufferen. Dat ass moies tëschent sechs an hallwer néng, an dat geet nach eng Kéier mëttes un um hallwer fënnef, an da geet et bis owes siwen. An da fänke mer u mat där Geschicht, da fänken d'Bussen un ëmmer méi eidel ze ginn, well dann ass d'Stousszäit eriwwer. Et geet och drëm, fir ze kucken: Wat ass tëschent sechs an hallwer néng lass? A wat ass lass tëschent mëttes hallwer fënnef an owes 19 Auer, wann déi Stousszäite sinn a wann déi meeschte Leit op den öffentlechen Transport zréckgräifen?

Dass da Linne sinn, déi um zéng, um eelef an um zwielef Auer, deemno wat fir een Takt gefuer gëtt, zimlech eidel ronderëmfueren, ech mengen, dat ass hilänglech bekannt. An duerfir ass et och wichteg, dass een trotzdeem eng Kéier all déi Linne kontrolléiert an alles kuckt, wat do ka gemaach ginn, ob een do net ka mat méi groussen oder méi klenge Busse fueren, respektiv dass een do plazeweis op de Ruffbus oder op de Bummelbus zréckgräift.

Am Norde gëtt et do e Projet vum Forum pour l'emploi, dee mat vill Erfolleg leeft. Mir wëssen awer par contre, dass am Capellener Kanton - an ech wier frou, wann de Minister dozou e Wuert géif soen - elo festgestallt ginn ass, dass déi Offerte vum Bummelbus sech do net géif droen an dass een do nei Weeër, aner Weeër muss kucken. An ech ginn dervun aus, dass och den Här Minister eis dozou wäert dat eent oder dat anert soen, wéi hie sech virstellt, wéi et elo soll virugoen.

En anere Problem, dee mer awer och hunn, mir hu relativ vill Strecken, wou Zuch a Bus parallell lafen, wou d'Leit d'Offer hu souwuel vum Bus wéi vum Zuch, wou ee sech do muss d'Fro stellen: Ass dat gutt, ass dat manner gutt?

Ech denken u Rëmeleng, Keel an d'Stad - et gëtt et mam Zuch, et gëtt et mam Bus -, ob een och do alles muss parallell lafe loossen oder ob et do net besser ass, just op deen Transport zréckzegräifen, dee rentabel ass an dat do och an de Mëttelpunkt ze stellen, an déi mëttel oder manner rentabel Strecke vläicht astellt an do no neien aneren Alternative kuckt mat anere Bussen, déi eng aner Gréisst hunn - et gëtt Busse vu 50 Leit bis 100 Leit -, dass een dat alles kéint mat berechnen. Mä ech ginn dervun aus, dass och den Här Minister eis do wäert déi néideg Erklärunge ginn.

En anere Problem, dee mer awer och feststellen, dat ass… Ech huelen elo de Campus Geesseknäppchen als Beispill. Do ass heiansdo, an dat ass kee Reproche u keen, mä do muss ee sech och vläicht d'Fro stellen, wéi een déi Roulemente mécht, wann ee vum Conservatoire op d'Gare wëllt. Deemno wat fir eng Linn een hëlt, brauch een tëschent 20 a 45 Minutten. Wann Der d'Linn 12 huelt, da braucht Der 20 Minutten; wann Der d'Linn 1 huelt, iwwert den Aldringen geet dat, da kënnt Der, deemno wéi et ass, wann Der ee verpasst, 45 Minutte brauchen.

Do ass awer e Besoin fir déi Kanner, fir déi Schüler, déi am Conservatoire sinn - dee fänkt mëttes um zwielef un -, ob een net och kann do d'Roulementen aneschters maachen an net de ganzen Dag am Taktverkéier fueren. Ech verstinn, dass am Conservatoire vu moies aacht bis zwielef manner lass ass, well da jo den normale Schoulbetrib an den öffentleche Schoulen ass, mä dass een och do kéint déi néideg Adaptatioune fueren, fir dass do keng Leerfahrte sinn, respektiv dass et och méi attraktiv gëtt, fir dass och do déi Schüler an déi Elteren op den öffentlechen Transport zréckgräifen.

Déi Leit, déi d'Chance oder de Pech hunn, heiansdo d'Kanner dohinner sichen ze goen, déi mierken, wa se dann an der Schlaang stinn a wann Der mat de Leit schwätzt, ass et, well et eben ze laang dauert bis se op d'Gare, d'Schaltstell vum öffentlechen Transport, kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ass dat d'CFL?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, et ass net d'CFL. Ech hu jo gesot, ech géif gären iwwert dat Ganzt schwätzen, Här Gibéryen.

Da gëtt et och nach aner Problemer. Ech denken och, am Süde vum Land sinn och Konnexiounen, déi heiansdo mam Zuch ganz praktesch sinn, wou dann awer déi Leit mam Bus, wann deen ee Bus fort ass, beim Ëmklamme mussen zéng Minutten, eng Véirelstonn oder eng hallef Stonn waarden. An ech mengen, do musse mer

all zesummen derfir suergen, an ech sinn och dervun iwwerzeegt, dass de Ministère do déi néideg Recommandatioune wäert ginn, mä dann ass et nach ëmmer um TICE an un der Stad Lëtzebuerg, deenen hire Roulement festzeleeën, mä dass een dann och kuckt, dat vill méi attraktiv ze maachen.

Well wann eis Jugend elo schonn d'Loscht verléiert, am Bus ze sinn an ëmmer méi - haut de Moien hat ee gesot vum „Hotel Mama", mä - vum „Transport Papa" oder „Transport Bopa" profitéiert, dann ass et och schwiereg, si herno fir en öffentlechen Transport ze begeeschteren. Et ass do wichteg, dass mer déi néideg Akzenter setzen, fir dass mer elo schonn eis Jugend op déi Transporter kréien; dass déi Transporter schnell a séier sinn. Well nëmmen dann hu mer och spéiderhi Leit, déi bereet sinn an déi Interessi um öffentlechen Transport hunn.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer eppes maachen am öffentlechen Transport, mä et ass awer och wichteg, dass mer de Bus ënnerstëtzen. Mä et soll awer och net esou sinn, dass et besser ass, dass mer Linnen, déi net rentabel sinn oder déi sech net droen an déi net attraktiv sinn, ofschafen, a mir sichen no neien Alternative mat attraktive Linnen, mat attraktiven Ubannungen, fir dass mer och de Bus an domat den öffentlechen Transport kënne fuerderen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen, deen duerch den Här Bauler ersat gëtt.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis all eens, datt den öffentlechen Transport am Allgemengen an den Ausbau bezéiungsweis d'Diversifizéierung vum öffentlechen Transport am Besonnesche weiderhin eng Noutwendegkeet an eng Prioritéit fir Lëtzebuerg musse bleiwen. D'Zil muss bleiwen, fir en „modal split" vu minimum 25/75 ze erreechen, dëst och am Kontext vun eisen Efforten, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren.

Eng fundamental Fro ass déi: Wéi kënne mer am beschten den öffentlechen Transport organiséieren an attraktiv gestalten, fir d'Ziler vum „modal split" a vu Kyoto ze erreechen?

Do gouf et eng Partei, d'LSAP, déi an d'Wahle gaang ass an de Bierger de gratis öffentlechen Transport an hirem Programm versprach huet, wat awer im Nachhinein ouni Suite blouf, well dat anscheinend net mam Koalitiounspartner ze maache war.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wien ass do derfir?

Une voix.- Ooohhh!

M. André Bauler *(DP)*.- Deeselwechte Koalitiounspartner, deem säin héchste Chef no der gescheiterter Tripartite op eemol déi Iddi opgegraff huet, ouni awer iergendeng Virstellung ze hunn, wéi ee se ëmsetze kéint.

Den Hannergedanke vum Premier war awer net eng Verbesserung an den Ausbau vum öffentlechen Transport, mä dat gouf am Kader vun de Spuermoossnamen emol monter lancéiert a mam pëtrolsneutraliséierten Index an d'Spill bruecht.

Mëttlerweil ass ënnert dem Ophänker vum Spueren - also net vun der Verbesserung vum öffentlechen Transport, mä dat eent schléisst schliesslech net dat anert aus - eng nei Démarche proposéiert ginn, an zwar fir ze kucken, wéi ee méi rationell ka Buslinne bedreiwen. Déi, déi vill benotzt ginn, sollen ausgebaut ginn, anerer sollen eventuell ofgeschaaft ginn. Dëst am Hibléck vum Spueren.

Et gëtt een an deem Kontext d'Gefill net lass, datt och eng Rei Iwwerdreiwunge vum fréieren Transportminister solle redresséiert ginn. Den Här Lux ass jo virun de leschte Wahlen net midd ginn, fir weider Linnen ze schafen. Ganz nom Motto „Wien huet nach net, wie wëllt nach?" huet hien nei Buslinnen agefouert. Et muss ee sech froen, ob dës Linne wierklech gebraucht goufen. Eent ass sécher: Si hunn op alle Fall vill kascht. An dofir wëllt d'Regierung elo Marche arrière maachen.

Ech muss mat Satisfaktioun feststellen, datt d'Majoritéit bei hire Spueriwwerleeunge schonn erëm eng Alternativ vun der DP opgräift, well mir haten dat schonn an eisem Wahlprogramm proposéiert, wou mer en Iwwerschaffen a Weiderentwéckele vun de Buslinne proposéiert hunn. Mir hate besonnesch d'Konzept vum Ruffbus am ländleche Raum proposéiert. D'Regierung schéngt och wëllen elo op eist Konzept ëmzesuedelen, wat mer nëmme kënne begréissen.

D'Fro ass déi, wéi d'Regierung déi méi sënnvoll Notzung vu Bussen a Ruffbussen an der Praxis wëllt ëmsetzen. Wéi wëllt se virgoen? No wat fir enge Kritäre wëllt se verfueren oder verfiert se? Gëtt strikt no der finanzieller Rentabilitéit vun de Linne gekuckt? Dat ass net méiglech, well den öffentlechen Transport als Service public ze gesinn ass, deen zum Beispill och muss derfir suergen, datt et an entleegenen Deeler vum Land, am Éisleck zum Beispill, méiglech muss bleiwen, sech ouni Auto kënnen op déi regional Zentren ze déplacéieren.

Huet den Här Nohaltegkeetsminister schonns Etüden ausgeschafft, fir éischt Propositiounen ze maachen? Well et kann ee jo nëmmen opgrond vu klore Releveten an Analysen hei Mesuren ergräifen. Et erstaunt een ze liesen, datt zum Beispill am Kanton Capellen - wéi et och scho virdru gesot gouf - de Ruffbus no kuerzer Zäit erëm ofgeschaaft gëtt, an duerno - duerno! - soll eng Evaluatioun gemaach ginn. Dat ass eigentlech „nonsense". Eng Opportunitéitsetüd hätt misse vidrun duerchgefouert ginn.

(Interruption)

Eng lescht Fro, déi ech wéilt opwerfen, ass déi, ob och déi verschidden Acteuren, wéi TICE, AVL, RGTR oder d'FLEAA, an déi Etüde mat agebonne ginn, well si vill wäertvoll Donnéeë kënne liwweren. Si mussen och eiser Meenung no an déi nei Konzepter mat agebonne ginn. Ech wier frou, wann den Här Minister kéint op meng Froen Opschloss ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun begréisst, dass eng generell Evaluatioun vun den RGTR-Buslinne gemaach gëtt. Dat gëtt eis eng Virstellung vun de reelle Besoinen an och en Hinweis op d'Elementer vun der Offer, déi net gutt ugeholl ginn. Dorauser mussen dann déi richteg Konklusioune gezu ginn. Wann zum Beispill eng Buslinn wéineg genotzt gëtt, heescht dat net onbedéngt, dass keng Demande besteet, mä ënner Ëmstänn, dass een d'Offere veränneren oder verbessere muss.

Den Dialog mat de potenzielle Clientë schéngt mer an dësem Kontext e ganz wichtegen Aspekt. Wann esou eng Analys gemaach gëtt respektiv gemaach géif ginn iwwert de Wee vum Client, also dem kreéierte Fahrgastforum, an et sech dobäi erausstellt, dass et tatsächlech en Iwwerangebot gëtt, kann een am Eenzelfall och eng Linn ofschafen.

Sécherlech gëtt et awer méi Buslinnen, déi zu de Spëtzestonnen iwwerlaascht sinn oder déi vu méi Leit kéinte benotzt ginn, wa se liicht verännert Horairen, Tracéen oder Haltestellen hätten. Besonnesch wichteg ass et, heibäi och d'Zoubréngerlinne fir op den Zuch ze verstäerken.

Här President, den Ausbau vum öffentlechen Transport ass eng Prioritéit vun der Regierung. Dobäi huet sech och finanziell niddergeschloen ab dem Budget 2004, 2005, vu wou aus den öffentlechen Transport méi Gelder kritt a weider kréie soll wéi d'Strooss. Et goufe méi Linnen. Et goufen e besseren Takt a méi Offere geschaf.

Well déi grouss Projete fir den Ausbau vum Schinnennetz aus finanzielle Grënn eréischt no an no kënne realiséiert ginn, wäert de Bus mëttel- a laangfristeg fir den öffentlechen Transport eng ganz wichteg Roll spillen. Fir de Client muss et méi attraktiv sinn an ëmmer méi ginn, de Bus ze benotzen amplaz vum Auto. Nodeeler, déi de Bus ëmmer wäert hu par rapport zum Auto, wéi de Mangel u Flexibilitéit, mussen duerch aner Virdeeler ausgeglach ginn.

E wesentlechen Aspekt ass dobäi d'Schnellegkeet, an dat virun allem an de Spëtzestonnen. Vill Leit si bereet, vum Auto op de Bus ëmzeklammen, wa se domat laanscht de Stau kommen. Et ännert awer kaum ee seng Gewunnechten, wann e mam Bus am selwechte Stau steet wéi soss mam Auto. Dofir musse mer esou vill wéi méiglech duerchgehend Busspure schafen.

Als LSAP si mer eis awer och bewosst, dass et op ville Plaze schwiereg oder souguer onméiglech ass, eng Busspur ze realiséieren.

Här President, de Gemeinschaftstransport ass net fir jiddwereen oder an alle Situatiounen eng realistesch Alternativ. Et ass richteg, dass déi Responsabel am Ministère sech beméien, den Autosverkéier esou fléissend wéi méiglech ze halen, wat och schwéier genuch ass. Och wa mer den „modal split" vun elo däitlech zu Gonschte vum öffentlechen Transport verbessere wëllen, bleift dee gréissten Deel vum Transport awer nach ëmmer den Individualverkéier.

Wéi mer all wëssen, sollt een doraus also net onnëtz d'öffentlech Transportmëttel géint den Auto ausspillen. Trotzdeem muss een heiansdo e Choix maachen. An dee soll dann awer am Sënn vun der Nohaltegkeet zu Gonschte vum Bus ausfalen. Wann den Tram enges Daags duerch d'Stad fiert, wäert en onweigerlech Prioritéit op d'Autoen hunn. En Tram kënnt mat manner Plaz aus wéi eng Busspur an déi zwou Richtungen; par rapport zur heiteger Situatioun wäert et gewollt sécher net méi einfach ginn, mam Auto duerch d'Stad ze fueren.

D'Regierung huet de Courage, dëse Schrëtt ze goen, well d'Verkéierssituatioun an d'Liewensqualitéit am Ganze gekuckt sech doduerch staark verbessere wäerten. Deeselwechte Courage musse mer elo hunn, fir weider Busspuren ze aménagéieren.

Här President, et ass net nëmmen e perséinleche Choix vun all Eenzelnen, den Auto oder de Bus ze huelen, et ass och e politesche Choix, Infrastrukture méi zum Virdeel vun deem engen oder aneren Transportmëttel auszebauen. An hei ass de Choix vun der Regierung, méi a Richtung öffentlechen Transport ze investéieren, ganz sécher déi richteg an nohalteg Décisioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Elo kritt nach d'Wuert den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Den öffentlechen Transport ass eng vun deene Politiken, déi musse laangfristeg geplangt ginn an déi ee globaalt Konzept mussen hunn. Datt dës CSV/LSAP-Regierung, esou wéi déi virdun, kee globaalt Rezept huet, hu se selwer domadder bewisen, datt se dat Joer virun de Wahle massiv d'Strecken ausgebaut hu fir iwwer 60 Milliounen Euro d'Joer. An dat Joer no de Wahlen diskutéiere se elo erëm, fir Strecken ofzeschafen.

Här President, fir eis als ADR ass et wichteg, wann iwwert d'Rentabilitéit vum öffentlechen Transport geschwat gëtt, da muss ee wëssen, datt den öffentlechen Transport net ka rentabel sinn. Et ass en öffentleche Service, dee mer eiser Gesellschaft ze leeschten hunn. Dee kann net rentabel sinn. An ech soen och, datt mir als ADR schonns zweemol an eisem Wahlprogramm de gratis öffentlechen Transport stoen haten. D'Sozialisten haten en eng Kéier drastoen. An de Premier, deen aus där Partei kënnt, déi et nach ni drastoen hat an hirem Wahlprogramm, ass jo elo neierdéngs och fir de gratis Transport.

Och wann een net ka rentabel sinn als öffentlechen Transport, sou soll een dach awer kucken, datt den öffentlechen Transport esou rentabel wéi méiglech ass. Den öffentlechen Transport muss eiser Meenung no éischtens flächendeckend sinn an zweetens zu deenen Zäite fueren, wou d'Leit e brauchen.

D'ADR proposéiert duerfir, déi Haaptstrecken - ech schwätze vun de Bussen - méi staark ze fueren, méi staark Frequenzen ze fueren an d'Querverbindungen als Zoubréngerdéngscht op d'Haaptstrecken ze organiséieren, sief dat mat méi klenge Bussen, sief dat mat engem Ruffbus. Dat ka bis hin zu den Taxie goen.

Den Ausbau vun de Buslinnen ass fir eis e ganz wichtegt Instrument am öffentlechen Transport. D'Konkurrenz tëschent dem Auto an dem öffentlechen Transport ass och eng Fro vum Präis, mä et ass virun allem eng Fro vun der Kommoditéit. Wann de Bus besser ass wéi den Auto, méi séier ass wéi den Auto, da fueren d'Leit mam Bus. A wann de Bus méi schlecht ass wéi den Auto, da fuere se mam Auto. An et ass net un alleréischter Stell, obscho mer fir de gratis Transport sinn, eng Präisfro, mä et ass eng Fro, wie besser ass, wie méi séier ass. Duerfir ass et och wichteg, datt mer déi Buslinne flächendeckend duerch d'ganzt Land ausbauen.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt nach d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. D'Organisatioun vum öffentlechen Transport ass am Fong eppes, wat ëmmer a Bewegung ass, wou ee kee Joer d'selwecht kann organiséiere wéi dat Joer virdrun oder dat Joer duerno. An et gëtt Joren, wou een da bäifügt respektiv kleng Variatioune muss maachen, an et si Joren, wou een erëm eng Kéier muss méi fundamental iwwerkucken a méi fundamental dat Ganzt ënnert d'Lupp huelen. Ech mengen, et ass elo un der Zäit, wou mer dat erëm eng Kéier sollen an allem Calme maachen.

D'Fro, déi mer eis gestallt hunn, dat ass: Wéi pake mer dat elo an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren un? Vläicht e puer Zuelen, ier ech déi Explikatioune ginn.

Haut fuere mer 45 Millioune Kilometer d'Joer. 2005 waren dat der 35 Millioune Kilometer. Dir gesitt also, wéi vill u sech och de Besoin bäigeholl huet an deene leschte Joren, an d'Zuel vun de Voyageuren ass och zolidd an d'Luucht gaangen. Mir sinn haut bei geschätzten 42 Millioune Leit oder Voyagen, déi gemaach gi sinn. Net Voyageuren, bien entendu, mä Voyagen, déi d'Joer gemaach gi sinn.

D'Frais d'exploitation leie bei 124 Milliounen Euro; dat ware 87 Milliounen Euro ronn 2005. 301 Lignes publiques, déi 638 Lokalitéiten desservéieren. Dovunner, dat muss een och ënnersträichen, 64, déi schonn am Ausland leien, dat heescht iwwert der Grenz, well mer amgaange sinn, ganz vill transfrontalierë Busverkéier wéinst eise Grenzgänger ze organiséieren. 772 Bussen, déi fueren an en neie Kontrakt, dee gemaach ginn ass, e Contrat de concession, dee vum 1. Januar 2009 u leeft.

Dat Éischt, wat mer eis gefrot hunn, dat ass an deem ganzen Zomm: Wéi pake mer dat do elo un? An do ass elo - ech weess net méi, wien et gesot huet - fir d'Éischt emol d'Analys gemaach ginn. D'Äntwert op déi Fro - ech mengen, déi ass vun der DP-Säit gestallt ginn -, déi war ganz kloer. Éischte Geste ass eng ganz genau Analys, wéi all Linn hei am Land, wéi all Linn zu all Zäit op all Statioun besat ass. Fir e ganz genaut Bild ze kréien, wou mer haut dru sinn.

Dat ass gemaach gi mat Relevéen an deenen éischte Méint vum Joer. Dat hu mer elo an dat ass eist Aarbechtsinstrument, wou mer drop schaffen.

Dann ass sech, fir un déi Saach do erunzegoen, d'Fro gestallt ginn: Wéi stellt sech dat Ugebuet elo duer? A wat fir enge Regiounen ass wat fir een Typ vun Nofro? Ass dat eng Zoubréngernofro, ass dat eng, wou et fir d'Dierfer, déi eleng sinn, déi eenzeg Aart a Weis ass, eran an eraus ze kommen? Alles dat ass probéiert ginn, a Kritären ëmzeschaffen.

D'Fro ass sech gestallt ginn, a welleche Regiounen d'Aféierung vun engem Bedarfsverkéier, engem sougenannte Ruffbus,

eventuell sënnvoll a logesch wär. An d'Fro ass sech gestallt ginn: Wou hu mer haut an der Offerte vun dem öffentlechen Transport eventuell eng parallell Offerte, wou mer déi eng an déi aner oder wou mer zwee oder dräi Ugebueder hunn, déi sech dann eent deem anere Konkurrenz maachen? Eng Rei Froen, déi sech also gestallt gi sinn, fir déi Etüden a fir deen nächste Schrëtt ze maachen.

Wat sinn e puer Konklusiounen? Well si ass nach net fäerdeg, déi Etüd. Mä ech kann awer schonn e puer Saache soen, just fir Iech an der Analys ze weisen, wou mer elo dru sinn.

Et ass evident, datt op enger ganzer Rei Linnen en zousätzleche Capacitéitsbesoin besteet. Haaptsächlech schonn emol all September, wann d'Schouljoer nei ufänkt, wann nei Schoulgebaier opgi respektiv wann d'Besetzungen, d'Beleeunge vun de Schoulgebaier anescht ginn, muss all Kéiers erëm frësch gekuckt ginn. Wann nei Zone-industriellen, -artisanalen opginn, muss erëm dat Ganzt iwwerkuckt ginn. Alles dat sinn zousätzlech Capacitéiten, zousätzlech Besoinen, déi all Joers erëm derbäikommen.

Mir hunn awer och an deene ganze Linnen - an ech hu gesot, et sinn der 772 - detektéiert, wat fir eng Linnen elo ganz wéineg besat sinn. Déi Linnen, déi vun hirer Capacitéit manner wéi 4% besat sinn - wat relativ wéineg ass vun hirer Gesamtcapacitéit, awer dat muss een natierlech op de ganzen Dag verdeelen -, déi Linnen hu mer ganz genau analyséiert. Fir eis ass - just fir ze soen - 30%, 40% vun enger Besetzung eng extrem héich Besetzung, well dat heescht, datt mer an de Spëtzestonne voll sinn an datt mer an deenen anere Stonne relativ gutt besat sinn, just fir Iech d'Proportioun ze maachen.

Déi Linnen, déi ënner 4% besat si vun deene 772, dat sinn der 34. Éischte Reflex, dat war also, fir ze soen: „Da kommt, mer…" - net: mir schafen déi Linnen of, mä: - „Kommt, mir kucken emol, wat d'Froe sinn op deenen do Linnen." Sinn der derbäi, déi esou wéineg besat sinn, datt se wierklech net brauche gefuer ze ginn, oder ass dat net de Fall? Oder si Linnen, déi mer kënnen zum Beispill anescht fueren, déi nëmmen an de Spëtzestonne besat sinn an de Rescht vum Dag net? Da kënne mer et anescht opdeelen. Oder si Linnen, wou mer kënnen zum Beispill higoen a soen, mir halen an de Spëtzestonnen en normale Verkéier, e Linneverkéier bäi a mir ersetzen e mat engem Bedarfsverkéier an deene Stonnen, wou kee gréissere Besoin ass?

Alles dat si Froen, déi a sech gekuckt gi sinn an déi mer elo mat deenen eenzelne Linnen analyséiere wäerten, wou de Verkéiersverbond chargéiert ginn ass, fir den Detail vun der Analys ze maachen. Do wäerte mer an deenen nächste Wochen eng éischt Analys kréien, déi am September muss mat de Gemengen, mat deene Leit, déi sech heifir interesséieren, gekuckt ginn, an do gëtt et déi Comité-régionalë respektiv d'Konferenz vun den Usageren an ähnlech Institutiounen, mat deenen da muss geschwat ginn, fir ze kucken, wou mer do hikommen.

Mir haten och en anert Instrument, a wa virdru gesot ginn ass - och vun der DP-Säit -, datt mer e Ruffbus ofschafen, ouni eng Evaluatioun ze maachen, dann ass dat einfach net richteg. Et ass selbstverständlech eng Evaluatioun gemaach gi vun engem Projet, deen net e Projet war, deen installéiert war, mä vun engem Projet, deen a sech e Pilotprojet fir zwee Joer war. A virum Ofschloss vun deenen zwee Joer ass eng Evaluatioun gemaach ginn an aus där Evaluatioun si Konklusioune gezu ginn, wat ech ganz einfach déi absolut normal Prozedur vu jiddwer Pilotprojet fannen. Ech kommen duerno nach eng Kéier ganz kuerz dorop zréck.

Et sinn och analyséiert ginn: eben déi Parallellverkéieren, wou mer hunn, wou verschidde Parallellverkéiere sënnvoll sinn, well et Zoubréngerverkéiere sinn, wou anerer sënnvoll sinn, well se souwisou an de Capacitéiten - allen zwee - total opgebraucht ginn. Zwee sinn der awer nach an der Diskussioun, déi duerno an d'Diskussioun komm sinn: Dat ass de Korridor Rëmeleng-Keel - och do soen ech gär e puer Wuert doriwwer - an et ass de Korridor tëschent Ettelbréck an Dikrech, wou ech och nach e Wuert wëll duerno driwwer soen am Kader vum Parallellverkéier. Ech mengen, datt een déi Froen do einfach muss calme an an aller Logik ugoen.

Wéi geet et elo weider mat der Analys? Deemnächst - wéi gesot, hunn ech gesot, am September - wäerte bei deenen eenzelne Linnen, wou mer elo eng provisoresch Analys gemaach hunn, d'Gemengen an all déi concernéiert Leit mat un den Dësch geholl ginn, a mer wäerten dann definitiv Konklusiounen doraus zéien. Duerno wäert och nach vun all deene Linnen eng detailléiert Analys gemaach ginn. Déi wäerte mer dann Enn dës Joers hunn, fir och do kënnen an déi nächst Etapp eranzegoe mat enger Gesamtanalys vun der ganzer Situatioun.

E puer Wuert wëll ech dann iwwert déi spezifesch Diskussioune soen, well se hei gefrot gi sinn a well ech och hei vun där Geleeënheet ganz gär profitéieren, fir e puer Saache kloerzestellen. Ruffbus - hunn ech gesot -, do hu mer selbstverständlech am Kanton Capellen eng Evaluatioun gemaach. D'ailleurs war dee ganze Projet op d'Bee gesat gi vu mengem Virgänger, fir ze kucken, wat fir eng Experienze mer sollen aus deem Ruffbus zéien. An ech muss soen, mir hunn eng ganz Rei Experienzen doraus gezunn a mir hunn enorm geléiert, wéi een esou e Projet soll upaken a wéi et richteg ass, mat esou engem Projet ëmzegoen.

Mir hunn awer och festgestallt, datt de Projet am Kanton Capellen e Coût vun 1,5 Milliounen Euro hat, datt pro Fahrt, déi gemaach ginn ass, eng Fahrt 53 Euro kascht huet - eng Kéier erageklommen: 53 Euro, en Aller-retour: zweemol 53 Euro -, de Käschtepunkt vum Kilometer war véier Euro, d'Leit hu bezuelt zwee Euro respektiv een Euro, wa se souwisou en Ticket haten. Mir haten 3.000 Fahrten am Mount an dat hat sech an deene leschte Joren - dofir war et da jo richtegerweis verlängert ginn e Joer - op 3.000 Fahrte stabiliséiert.

Dat heescht awer net, datt 3.000 Leit domadder gefuer sinn. 3.000 Fahrten heescht: Wann s de eng Kéier dohinner fiers, hues de eng, wann s de eng Kéier zréck fiers, hues de eng zweet, wann s de dat all Dag oder all Woch eng Kéier méchs, hues de aacht Fahrten de Mount fir een, deen all Woch zur selwechter Zäit eng Kéier domadder fiert. Just fir ze soen, wéi et gerechent ass. 3.000 Fahrten de Mount: Dovunner waren 38%, déi geholl gi sinn op manner wéi 150 Meter vun enger Statioun vum öffentlechen Transport ewech.

D'Konklusiounen, déi de Verkéiersverbond doraus gezunn huet, dat ass, datt et manifestement op deem heite Punkt eng schwaach Auslaaschtung war, datt vu käschtendeckend souwisou net ze schwätzen ass an datt keng Méiglechkeet war - an dat war hei och en haaptsächlecht Argument -, dat mat dem klassesche Linneverkéier anescht ze gestalten. Esou, wéi et hei concevéiert war a wéi et hei och just méiglech war, hate mer keng Méiglechkeet, an dem Linneverkéier eppes anescht dohinner ze setzen, fir de Ruffbus niewendrun ze setzen, mä hei war de klassesche Linneverkéier an en zousätzlecht Ugebuet nach derbäi.

D'Konklusioun ass, datt esou e Ruffbusugebuet nëmme sënnvoll a Regiounen ass, déi wierklech schwaach besat ginn, a mir wäerten eis elo konzentréieren, fir d'Analys ze maachen am Norden, Nordweste vum Land, wéi wäit esou Saache sënnvoll sinn, méiglech sinn, net méiglech sinn. Dat ass elo déi nächst Etapp, déi mer maachen.

Ech wëll awer och e puer Wuert zu där Parallellstreck Rëmeleng-Näerzeng soen: Well do och vill diskutéiert ginn ass, well ech an den Zeitunge gelies hunn, ech sollt dann elo endlech „Flagge zeigen" respektiv Décisiounen huelen, mech net hannert der CFL verstoppen a wéi och ëmmer.

E puer ganz sachlech - wéi ëmmer bei mir -, ganz sachlech Explikatiounen, déi ech wëll ginn. Dat Éischt, dat ass, datt ech an där heiter Analys - wéi an aneren Analysen - eppes gemaach hunn, wat ech an dësen Zäiten normal fannen. Ech hunn d'CFL gefrot - wéi all aner Administratioun -, si soll eng Rei Spuerpropositiounen eraschécken. Dat huet d'CFL och gemaach. Eng vun deene Spuerpropositiounen, dat war ze soen, fir déi Streck tëschent Näerzeng-Rëmeleng anzestellen, well et eng Parallellstreck wär, well déi mat engem aneren öffentlechen Transport souwisou ugebonne wär.

Da kann ee schnell soen, et sollt een net higoen an elo…, et misst een direkt soen, et wär ee géint d'Ofschafung vu jedwellechem öffentlechen Transport, dee schinnegebonne wär. Esou fonctionnéiert awer bei mir déi ganz Saach net. Ech wëll un deem Dossier - wann ech esou eng Propositioun vun der CFL kréien -, ouni mech hannert der CFL ze verstoppen, awer eng propper an eng sachlech Analys vum Dossier maachen. An déi maachen ech och an der nächster Zäit an da kucke mer!

Wat maache mer an der nächster Zäit? Mir analyséieren den Dossier ganz genau. Mir kucken, ob een déi Streck Rëmeleng-Näerzeng, déi manifestement elo net gutt besat ass, ka qualitativ verbesseren. Mir kucken, ob aner Méiglechkeeten dra sinn. Mir analyséieren, firwat se net gutt besat ginn ass. Wa Verbesserungen eventuell méiglech ginn, maache mer déi an da kucke mer, ob dee Moment d'Besetzung sech verbessert oder net verbessert, an dann duerno gëtt eng definitiv Décisioun geholl.

Datt ech mer awer erlaben, doriwwer nozedenken, dat schéngt mer awer eng Basisnormalitéit ze si vun enger seriöer Gestioun vun engem Ministère an dat schéngt mer en absolute Minimum ze sinn.

Ech wëll Iech dann och d'Zuelen nennen, firwat d'CFL dat virgeschloen huet. Mir hunn tëschent der Streck Rëmeleng-Näerzeng 85 Leit, déi domadder fueren. A mir hunn tëschent Näerzeng a Rëmeleng - deen anere Wee - 63 Leit, déi den Dag domadder fueren - den Dag domadder fueren! - op 13 Zich an déi eng Richtung an 13 Zich an déi aner Richtung - a 26 Zich. Dat heescht, ronn 150 Leit, déi a 26 Zich sech opdeelen. Ech wollt Iech déi Zuelen eng Kéier nennen duerfir. An dat Ganzt kascht 1,3 Milliounen Euro. A mir hunn niewendrun e Busverkéier, dee 533 Leit féiert op genau därselwechter Streck, mat genau deeneselwechten Desserten, just datt en zwielef Halten huet an den Zuch der dräi.

Elo zéien ech an dësem Moment nach keng Konklusiounen doraus, well ech dat alles wëll kucken: ob déi Qualitéit verbessert war, firwat dat esou ass an esou weider. Mä ech erlabe mer, et awer ze kucken. Dat kann ech mer, mengen ech, erlaben. D'autant plus, datt d'Auslaaschtung vum Zuch 2,81% ass an déi vum Bus 66%. Woubäi 66% quasi momentan ze vill ass; wa mer also den Zuch géife supprimëieren, da misste mer souwisou de Bus renforcéieren op där doter Streck.

De Bus kascht haut 1,2 Milliounen Euro. Den Zuch kascht 1,3 Milliounen Euro. Wa mer de Bus renforcéieren, fir déi Passagéier vum Zuch op de Bus ze kréien, da misste mer nach eng Kéier 250.000 Euro derbäileeën. Da géif de Bus eis ronn 1,5 Milliounen Euro kaschte par rapport zu 2,5 Bus an Zuch haut zesummen. Mä wéi gesot, elo kucke mer, an dann, wa mer dat alles gekuckt hunn, dann décidéiere mer, wat richteg a wat falsch ass, ganz sachlech an ouni Polemik an der Diskussioun mat de Gemengen. Ech hat déi de Moie bei mir um Büro. An ech schwätzen och nach eng Kéier mat deenen, ob mer esou oder eng aner Décisioun huelen.

Datselwecht gëllt u sech fir déi Parallellstreck tëschent Ettelbréck an Dikrech. Do hu mer aus anere Grënn eng ganz urbanistesch Diskussioun. Wéi soll déi Nordstad sech an deenen nächste Joren entwéckelen? Wéi solle mer do den öffentlechen Transport développéieren? Och do wëll ech probéieren, eng Diskussioun sachlech ze féieren.

Duerfir hu mer gefrot an deem Kader vun der Entwécklung, datt mer sollen eng Etüd vum öffentlechen Transport maache loossen, datt mer déi Zielunge solle maache loossen. Do hat mäi Virgänger am Fong déiselwecht Démarche scho geholl. En huet gesot, d'Analys vun där Streck dozwëschent, wa se elo net gutt besat ass, da verbessere mer se emol an enger éischter Etapp, a wa mer se verbessert hunn, da kucke mer emol d'Konklusiounen aus där Verbesserung do ze zéien.

Konklusiounen, déi ech elo emol, wat d'Zuelen, déi ech zur Dispositioun hunn, déi soen, datt am Fong déi Verbesserung vun der Streck vum Zuelematerial vun de Leit, déi drop geklomme sinn, am Fong keng Augmentatioun war, éischter eng Diminutioun war vun de Leit, déi drop geklomme sinn. Elo muss een awer wëssen, datt an deem leschte Joer wéinst ekonomesche Bensinspräisser souwisou iwwerall e wéineg eng kleng Diminutioun am öffentlechen Transport war, musse mer dat, fir et korrekt ze kucken, équilibréieren. Mä dat alles, mengen ech, muss ee sachlech am Kader vun där Etüd vum öffentlechen Transport uerdentlech dohinnerstellen an onpolemesch décidéieren.

Et geet jo net drëm hei, fir iergenden öffentlechen Transport a Fro ze stellen, fir den öffentlechen Transport a Fro ze stellen, fir iergendeppes ze maachen, wat den öffentlechen Transport méi schlecht géif gestalten. Et geet just eenzeg an eleng dorëm, fir dee beschten öffentlechen Transport, deen, deen am sënnvollsten ass fir d'Leit, op déi Plaz ze kréien, wou mer en am beschte brauchen. An dat fir e rationelle Präis. Dat Bescht am Rationellsten, dat ass dat, wat ech gär hätt. An ech sinn da weder e Busfetischist nach en Zuchfetischist, mä ech sinn e Fetischist vun engem uerdentlech fonctionnéierenden öffentlechen Transport. An dat hätt ech gär.

Da soen ech hannendrun, vu datt meng Luucht scho rout ass, dat awer ganz am Résumé, e puer Punkten niewent der RGTR-Verbesserung, déi mer musse maachen an déi awer wesentlech sinn, fir datt dee ganze System iwwerhaapt ka fonctionnéieren. Mir sinn amgaang Smoten, dat heescht déi Schémas de mobilité transfrontalière, déi schonn an deem leschte Joer mat de Fransouse gemaach gi waren, do nach eng Kéier ze entwéckelen, mat deene belschen Noperen an den däitschen Noperen datselwecht ze maachen. Well ee groussen Deel vun eiser Zukunft, dat ass dee Verkéier, deen all Dag iwwert d'Grenzen an d'Land erakënnt. An dee musse mer besser organiséiert kréien - duerfir d'Kollaboratioun mat eisen Noperen.

Park & Ride - si mer amgaang och dee Plang opzestellen, deen eis hëlleft an der Gestioun vun de ganze Park & Riden ronderëm d'Stad, fir wäit ronderëm d'Stad och déi Organisatioun ze kréien, datt mer e gréisstméiglecht Ugebuet hunn. A wann ech do Ettelbréck, Miersch, Beetebuerg, Belval, d'Stater Gare, Luxexpo an Ähnleches just als e puer Beispiller ënner villen anere soen, da gesitt Der, wat fir eng Mass Projete wäerten an deenen nächste Joren entstoen.

D'Busspuren ass deen nächste Sujet, kréie mer vill Polemik gemaach. Ech weess, datt d'Stad Lëtzebuerg der vill gemaach huet. Mä ech hunn all Projet, dee si an der Stad gemaach hunn, ënnerstëtzt, well ech se einfach richteg fannen. Mir mussen op deene groussen Développementszentre Belval, Nordstad, d'Stad Lëtzebuerg a bei der Stad Lëtzebuerg, bei deenen néng Entréeë vun der Stad Lëtzebuerg, e Busspursystem hunn, wou den öffentlechen Transport einfach Prioritéit huet.

Do ass net jiddwereen ëmmer zefridden domat. Do kréie mer, well mer mussen heiansdo d'Trottoiren, well mer musse Parkplazen ewechhuelen, well mer aner Saache mussen a Fro stellen, well de Stroosseraum eben deen ass, deen en ass, a wann een de Busspure Prioritéit gëtt, da muss een en op Stroosseraum huelen, do kréie mer natierlech Diskussiounen.

Mä hätte mer gär en öffentlechen Transport vu Qualitéit, dee regelméisseg fiert, dee seng Vitessen anhält? Dann ass et dat, wat muss gemaach ginn. An do ass an deem leschte Joer enorm gemaach ginn. An déi Moossnamen, déi och inventiv sinn, déi an deenen nächste Jore wäerte kommen, déi ginn dorëm, fir systematesch all déi Entréeen an d'Stad esou ze gestalten, datt mer um Stroossennetz dem öffentlechen Transport Prioritéit kënne ginn. Do brauche mer net iwwerall eng Busspur. Mir brauchen do eng Busspur, wou u sech

Stau ass. Op deenen anere Plazen, wann e kann normal am Verkéier fléissen, brauche mer jo keng.

An dann dat Lescht, an dann halen ech op. Dat sinn all déi Qualitéitskritären, déi mer am öffentlechen Transport mussen erakréien. Do sinn eng ganz Rei Saache gemaach ginn. Deen neie Kontrakt fir den öffentlechen Transport, dee gesäit vir, datt en Deel un d'öffentlech Transporteuren nëmmen ausbezuelt gëtt, wa se enger Rei Qualitéitskritären entspriechen. Dat hätte mer gär. Dat musse mer ëmsetzen. Régularitéit, Ponctualitéit, Gestion des correspondances, Sécurité, Préventions des accidents, Disponibilitéit vun den Équipementer, d'Pollutioun, aner environnemental Kritären, Maintenance an esou weider sinn alles Kritären, déi gecheckt ginn, kontrolléiert ginn an déi zu engem Deel am Kontrakt festgehale ginn, fir…

M. le Président.- Här Minister, Dir musst awer elo wierklech zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An da soen ech dee leschte Saz. Mir sinn och amgaangen ze kucken, fir dat Ganzt da méi bëlleg nach ze kréien oder deelweis méi bëlleg, wéi mer d'Durée de vie de bus an den Équipement vun de Bussen an de Kontrakten, déi mer mat de Soustraitanten hunn, an Zukunft wäerte gestalten.

Ech soen Iech Merci, dass ech d'Geleeënheet hat, déi puer Saachen hei un Iech ze kréien. Merci.

Une voix.- Den Här Bettel huet et net matkritt, Här Minister, den Här Bettel war schonn eraus.

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder si mer um Enn vun dëser Diskussioun a mir sinn och um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Chamber kënnt erëm muer de Mëtteg um hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.37 heures)

SÉANCE 41

MERCREDI, 7 JUILLET 2010

M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2008-2009)

- *Exposé: M. Camille Gira (dépôt de deux motions)*
- *Débat: Mme Marie-Josée Frank, M. Eugène Berger, M. Marc Angel, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*
- *Vote sur les motions 1 et 2 (adoptées)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Marie Halsdorf et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kéime mer zu eisem eenzege Punkt, dee mer de Mëtteg um Ordre du jour hunn, nämlech enger Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport vum Ombudsmann fir 2008-2009. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Berger, den Här Angel an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Camille Gira als President vun der Petitiounskommissioun. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2008-2009)

Exposé

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass déi drëtte Kéier, dass no Virbereedung vun der Petitiounskommissioun dës Chamber en Débat d'orientation iwwert de Rapport vum Médiateur mécht. Dat kléngt scho bal no Routine. A mir hätten als Petitiounskommissioun eis et elo einfach kënne maachen an opgrond vum Rapport eng Routinedebatt hei preparéieren, e bëssen iwwert déi nei Recommandatioune schwätzen, iwwert dat, wat mat deenen anere geschitt ass.

Mir wollten awer, well de Médiateur a sengem Rapport eng ganz Rei interessant Punkten opgeworf huet, well en eis awer och, wann ech dat emol an engem Langage, dee fir dës Deeg ubruecht ass, e Steilpass ginn huet an eenzelnen Dossieren, wollte mer dee Pass awer ophuelen an eis Zäit huelen, fir e bësse méi intensiv iwwert déi eng oder aner Problematik ze schwätzen.

Dat erkläert och, dass mer u sech net méi an deem Délai sinn, dee mer eis eng Kéier ginn haten, fir bannent sechs Méint, dat heescht sechs Méint nom 29. Oktober 2009, wou den Här Fischbach säi Rapport hei öffentlech virgestallt huet, dësen Débat ze maachen.

Mir waren eis awer alleguerten eens, dass et besser wär, net routineméisseg un dee Rapport erunzegoen, quitte dass mer den Délai net géifen anhalen, mä dass et besser wär, mir géifen eis seriö mat deene Problematike beschäftegen, fir dann haut awer och e valabele Rapport kënnen ze presentéieren. Ech hoffen, dass Der mat mir herno iwwerzeegt sidd, dass d'Petitiounskommissioun dës Aufgab seriö gemaach huet an dass dee Rapport zustane komm ass.

Duerfir wëll ech dann och ganz am Ufank direkt villmools Merci soen. Merci un éischter Stell dem Här Fischbach fir säin exzellente Rapport, mä ech mengen awer och fir seng exzellent Aarbecht, déi en all déi Jore gemaach huet. Hien ass an Tëschenzäit eng unerkannten Institutioun, wou vill Leit de Wee fannen. Wa se soss néierens méi an eisem bürokrateschen Dickicht weiderfannen, am Labyrinth, an de Sakgaasse sinn, mengen ech, fanne si hien erëm. An hien, mengen ech, mat senge Leit, déi en huet, mécht do eng exzellent Aarbecht a gëtt eis och ëmmer en exzellente Rapport.

Ech wëll em awer och Merci soe fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht, déi e mat der Chamber generell, mä mat eiser Kommissioun speziell, déi mer zesummen opgebaut hunn. Mir wëssen alleguerten, dass am Ufank, wéi déi nei Institutioun do war, wousst keen esou richteg, wéi dann elo déi Zesummenaarbecht tëschent där neier Institutioun an eiser Institutioun sollt funktionéieren. Ech menge kënnen ze behaapten, dass mer längst den Niveau de croisière erreecht hunn an dass souguer elo um informelle wéi um formelle Punkt dës Zesummenaarbecht exzellent funktionéiert.

Da wollt ech de Membere vun der Kommissioun villmools Merci soen. Et ass jo net esou oft an dësem Haus, dass e Member vun der Oppositioun President oder Presidentin ass vun enger Kommissioun. Deen ass natierlech op d'Mataarbecht an de gudde Wëlle vun de Majoritéitsrepresentanten a -representantinnen haaptsächlech ugewisen, fir hei kënnen eppes am Numm vun alleguerte virzedroen. Ech wollt duerfir Merci soe fir déi konstruktiv Aart a Weis, wéi mer mat dësem Rapport ëmgaange sinn, mä wéi mer generell an der Petitiounskommissioun mateneen ëmginn. Dat erliichtert mir d'Aarbecht als President a féiert och dozou, mengen ech, dass mer awer méi grondsätzlech Saache kënnen iwwer Parteigrenzen ugoen.

Da wollt ech der Madame Modert Merci soen, dass se bereet war, bei eis an d'Kommissioun ze kommen, fir iwwer een Aspekt Réforme administrative ze diskutéieren. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck.

D'selwecht dem Représentant vum Syvicol, dee mer agelueden haten, well ee vun de Schwéierpunkte vum Médiateur jo dëst Joer d'Gemenge waren, an hannendrun och dem Innenminister, dem Jean-Marie Halsdorf, deen och ganz gäre bei eis komm ass.

Ech wëll awer net ofschléissen, ouni der Madame Moris vum Greffe e ganz, ganz häerzleche Merci ze soen, déi eng extrem wäertvoll Hëllef war, fir dass dëse Rapport an dëser Form esou zustane komm ass. Mir hunn eis an net manner wéi zéng Sitzunge gesinn, fir dëse Rapport ze preparéieren. Dorënner och déi eng oder aner Präsenz vu Ministeschen a Ministeren. Ech kommen herno dorop zréck.

Ugefaange vläicht mat der Widderhuelung vun e puer Statistiken. An där Period vum 1. Oktober 2008 bis den 30. September 2009 ass de Médiateur mat ronn 900 Reklamatioune befaasst ginn. Dovu waren um Enn vun dëser Period der 670 scho clôturéiert an déi eng oder aner Richtung. Dat sinn der ganz vill.

Vläicht e puer Chifferen. Et fält op, dass beim Stat ëmmer erëm ganz vill Dossieren am Beräich Immigratioun, Permis de travail, Visa, Passeport sinn. Dat ass kee Wonner. Ech mengen, déi ganz Asylproblematik, déi ganz Immigratiounsproblematik ass op där enger Säit eng extrem komplex, wat d'Gesetzgebung ubelaangt, och schwiereg, well Leit a schwierege Situatioune sinn. An esou ass dat eigentlech net erstaunlech, dass mer där Affären all Joer erëm kréien.

Et bestätegt awer och vläicht, wat de Médiateur dat Joer virdru gesot huet, dass mer awer sollten oppassen, dass mer vläicht séier och eng Evaluatioun sollte vun deem neien Immigratiounsgesetz maachen, well en awer der Meenung war, dass do vläicht Saache méi schwiereg deelweis ware wéi virdun.

Da sinn och insgesamt awer iwwer 100 Affären, déi d'Gemengen ubelaangen. Bei de Gemengen ass et ganz kloer och ëmmer den Urbanismus, wou d'Leit higinn, ganz oft onberechtegt, well se einfach net zefridde si mat där Baugenehmegung, déi se kritt hunn oder net kritt hunn. Mä och aner Affären, ech kommen herno nach dorop zréck.

Bei den Établissement-publicen ass et och logesch, dass de Gros dovun am Kontext vun der Sécurité sociale sinn. Wann ee weess, wéi komplex och déi Législatioun ass, wann ee weess déi ganz Problemer vu Reclassement, vu Chômage an esou weider an esou fort, do ass et wierklech net einfach, sech a Gesetzestexter erëmzefannen. Also wonnert et och do net, dass eng ganz Rei Leit da schlussendlech och de Médiateur opsichen, fir ze kucken, ob net awer nach déi eng oder aner Méiglechkeet ass, nodeem se schonn offiziell ofgewise si ginn.

Et, mengen ech, ass ze fréi, fir elo scho Konklusiounen ze zéien, wat d'Zuel vun de Recommandatioune vum Médiateur ubelaangt, well en huet der an där Period eigentlech nëmmen zwou gemaach. Dat sinn der manner wéi déi Jore virdrun. Dat mag en Zoufall sinn. Et kann awer och sinn, dass eng Rei urgent Problemer, déi doruechter an eenzelne Verwaltungen a Ministèrë bestanen hunn, vun him awer schonn esou intensiv an deene leschte Jore beschafft gi sinn, dass een elo emol gespaant ass, wéi et da weidergeet.

Déi eng, dat ass d'Recommandatioun N°38. Do geet et ëm de Reclassement vu Leit, déi net méi capabel sinn, op hirer leschter Aarbechtsplaz ze schaffen. Mir hu scho méi wéi eng Kéier zesumme mam Médiateur, mä och hei an der Chamber regelméisseg doriwwer diskutéiert. Dat ass komplex, an d'Recommandatioun ass awer, dass d'Leit an deem ganzen Dossier eng kloer Décisioun zougeschéckt kréien, déi och motivéiert ass an déi och de Leit eng Méiglechkeet gëtt, e Recours an deem Kontext do ze maachen.

An dann d'Recommandatioun N°39. Ech mengen, déi huet och de Wee an d'Öffentlechkeet gemaach, well och praktesch jiddweree vun eis concernéiert ass. Do geet et ëm d'Transparenz, do geet et ëm d'Clientsfrëndlechkeet, wann ech emol esou däerf soen, vun der Steierverwaltung. Mir alleguerten, déi regelméisseg mussen eis Steiererklärung ofginn, hu scho festgestallt, dass et net ëmmer esou einfach ass, ze verstoen, wat hannen op deenen Ziedele steet, déi een da vun där Verwaltung geschéckt kritt. A scho guer net, wann een elo misst offiziell e Recours huelen.

Duerfir, mengen ech, ass och déi Recommandatioun vum Médiateur méi wéi berechtegt, dass do awer déi ganz Rekursméiglechkeeten net nëmmen aus der

Siicht vun der Verwaltung duergestallt ginn, mä vläicht éischter aus der Siicht vun deem, dee concernéiert ass, fir dass d'Leit dann awer och vun hirem Recht kënne Gebrauch maachen, wa se dat Gefill hunn, do wäre se awer elo net gerecht behandelt ginn.

Den nächste Punkt ass een, dee ganz erfreelech ass. An zwar geet et do ëm d'Abannen an d'Kontributioun vun deenen eenzelne Kommissiounen hei aus dësem Haus. Mir mussen als Petitiounskommissioun feststellen, dass éischtens d'Änwerte vun deene sektorielle Kommissioune ganz séier do waren dës Kéier. Och do, mengen ech, ass d'Erkenntnis komm an deenen eenzelne Kommissiounen, dass et wierklech derwäert ass, sech seriö mat deem ze beschäftegen, wat de Médiateur seet, sief et déi eng oder aner Recommandatioun, sief et vläicht méi generell Bemierkungen.

Ech wëll, an ech kann och net an där Zäit, déi mer zur Verfügung steet, hei elo an den Detail vun all deene Bäiträg, déi déi eenzel Kommissioune gemaach hunn, agoen. Dat géif wierklech ze wäit féieren. Mir hunn déi integral an de Rapport mat erageholl, well mer et awer wichteg fannen, dass een, deen och vläicht eng Kéier an 30 Joer d'Geschicht vun der Médiatioun zu Lëtzebuerg wëllt schreiwen, kann novollzéien, wéi dann déi ganz Zesummenaarbecht tëschent dem Médiateur an der Chamber evoluéiert huet a wat och eenzel Kommissiounen dann an eenzelne Punkte gesot hunn.

Wat opfält, dat ass eppes, wat ëmmer erëmkënnt, an ech wäert herno och bei deene Punkten, déi mer opgegraff hunn als Petitiounskommissioun, nach eng Kéier dorop zréckkommen, well eis dat opgefall ass an deene Joren, wou mer eis elo mam Médiateur sengem Rapport beschäftegen: Et ass ëmmer erëm de Manktum u Personal. Dat hunn och eenzel Kommissiounen hei opgeworf.

Dat ass de Fall bei der Commission des Affaires étrangères et européennes ebe grad an deem ganze Kontext vum Service de l'immigration, wou schonn d'Kommissioun iwwerzeegt ass, dass eng ganz gutt Aarbecht gemaach gëtt, mä, wann een do gesäit, wéi vill Contentieux administratif ass, wéi vill Aarbecht dass dat ass, dann ass d'Kommissioun awer der Meenung, dass een och do vläicht misst driwwer nodenken, ob een zum Beispill dee Service net misst opstocken.

Dann ass dat och nach ëmmer de Fall am fréiere Ministère de l'Environnement, haut Ministère du Développement durable, bei den Aides financières. Do sinn eng Rei Fortschrëtter festzestellen, mä am Beräich awer vun de Passiv- an Niddregenergiehaiser confirméiert den delegéierte Minister eis och ëmmer, dass awer nach Délaie vun engem Joer sinn. Wann een awer weess, wat do vun Zommen ausstinn, wann een och weess, dass do jonk Stéit domat concernéiert sinn, déi awer vläicht op all Euro ugewise sinn, da misst och do - mengen ech - nach en Effort gemaach ginn, fir dass een awer vläicht a méi enger kuerzer Zäit wéi bannent engem Joer déi Subsiden do kéint ausbezuelen.

Mir kruten awer gesot, dass an deenen anere Beräicher d'Délaie vill méi kuerz gi sinn - dräi, véier Méint. Ech mengen, dat kënne mir als Chamberskommissioun och normal fanne fir e Subsid, deen een zegutt huet. Mä soubal et awer iwwer sechs Méint geet, fanne mer, dass awer Effortë misste gemaach ginn.

Dann ass bei dem Volet Travaux publics déi Problematik opgeworf ginn, dass et och éiweg dauert, wa Leit Terrainen dem Stat verkafen, wann zum Beispill eng Traversée frësch gemaach gëtt. An och do brauch ee sech net ze wonneren, wann dat sech erëmschwätzt, dass et Joren dauert. Ech kenne Beispiller aus menger eegener Gemeng, wou et heiansdo Jorzéngten dauert, ier Leit déi Sue kréien, wa se en Terrain ginn hunn.

Ganz oft sinn dat effektiv elo keng enorm Zommen. Mä ech mengen, wa mer als Stat wëllen eescht geholl ginn, wa mer an Zukunft och nach wëllen, dass d'Leit hiren Terrain guttwëlleg zur Verfügung stellen, wann eng Strooss gebaut gëtt oder wa se méi breet gemaach gëtt, da kann et net sinn, dass d'Leit jorelaang mussen op déi puer Euro do waarden. Do schéngt jo elo vläicht eng Léisung fonnt ze ginn. Ech mengen, de Moien an der Développement-durable-s-Kommissioun ass de Rapport, huelen ech un, ugeholl ginn iwwert dat neit Gesetz vu Ponts et Chaussées. Do kritt jo Ponts et Chaussées neierdéngs d'Méiglechkeet, selwer déi Mesuragen ze huelen. An dann hoffe mer, dass mer dee Problem och aus der Welt geschaf kréien, dass d'Leit net méi éiweg brauchen op hir Suen ze waarden.

Da si mer natierlech vun der Commission de la Famille erëm drop opmierksam gemaach ginn, dass de Problem vun der Caisse nationale des prestations familiales nach ëmmer net ganz gekläert ass, obwuel eigentlech jiddwereen d'accord ass, dass do praktesch bal 20 nei Agente missten agestallt ginn. D'Kommissioun seet eis awer och natierlech, dass et näischt bréngt, 20 Leit mateneen an esou eng Verwaltung eranzehuelen. Dat packt eng Verwaltung och net, 20 Neier eranzehuelen. Et gëtt awer Zäit, dass e klore Plang do ass, wéini déi Leit kommen, fir dass mer dat elo an de Gréff kréien.

Et ass awer och ganz kloer gesot ginn, dass et vläicht net nëmmen eng Affär ass vu Manktum u Personal, mä dass een och vläicht déi Kannergeldskeess kéint restrukturéieren, dass een eenzel Servicer géif maachen. Do schénge jo och Effortë gemaach ze sinn, sou dass dat besser geet an dass déi ganz Saach reorganiséiert gëtt.

Elo hunn ech néierens gelies nieft dem Fait, dass d'Ofschafe vum Kannergeld bei 18 Joer 40 Milliounen aspuert, elo kéint ech mer awer, wann ech mer dat héichrechnen, och virstellen, dass eng Rei Aarbecht manner op d'Kannergeldskeess erukënnt, well jo einfach ze vill Kanner numeresch gesi manner Kannergeld ausbezuelt kréien an Zukunft vläicht. Onofhängeg elo dovunner, wéi ee prinzipiell zu där Décisioun do steet, kann dat hei dann och vläicht d'Aarbecht vun der Kannergeldskeess erliichteren.

Bon, dann huet och d'Kommissioun vun de Finanzen a vum Budget sech scho mam Steierdirekter zesummegesat gehat, fir iwwert déi Recommandatioun, déi nei Recommandatioun vum Médiateur ze diskutéieren. Si war och der Meenung, dass einfach méi Transparenz misst kommen, dass all Steierzueler misst verstoen, wat vun där Verwaltung do geschriwwe gëtt an och kloer an däitlech drop verwise gëtt, wat seng Droits de recours sinn. Wann ech tëschent den Zeile ka liesen, schéngt et mer awer esou ze sinn, dass dat nach net gradesou einfach ass, well einfach all Fall e bëssen en individuellen ass. Op jidde Fall, mengen ech, sollt een awer do hannendru bleiwen, dass déi Recommandatioun esou gutt wéi méiglech ëmgesat gëtt.

Da sinn eng Rei Recommandatiounen, wou d'Iwwerleeunge vum Médiateur och agefloss si respektiv nach wäerten afléissen an d'Iwwerleeunge vun der Institutionskommissioun, wat d'Iwwerschaffe vun der Constitutioun ubelaangt. Ech mengen, dat war gutt, dass eng Rei Recommandatioune vum Médiateur um Dësch louchen, wéi déi Aarbechten ugaange sinn. Do geet et emol eng Kéier ëm d'Interdiction des droits de vote fir Leit, déi um Pénale veruerteelt gi sinn. Ech mengen, do gëtt probéiert, eng Léisung ze fannen, déi konform ass och zu der Convention européenne des droits de l'Homme. An do schénge Léisunge fonnt ze ginn.

An natierlech taucht do och ëmmer erëm d'Iddi vun dem Conseil supérieur de la justice op, wou d'Kommissioun bei hirer Meenung - mengen ech - vun 2007 bleift an hofft, dass geschwë vun der Regierung e Projet de loi wäert kommen.

D'Commission juridique huet sech ënner anerem och mat der Recommandatioun 36 beschäftegt, déi och - mengen ech - méi wéi berechtegt ass, mä besonnesch déi Leit, déi an de Gemengen aktiv sinn, kennen dee Problem vun den Huissiers de justice, wou heiansdo Famillje méi ënner Drock geroden duerch Käschte vum Huissier de justice wéi eigentlech vun där Schold, déi opsteet. Do bleiwe mer hannendrun - mengen ech -, fir ze kucken, dass och do eng Léisung fonnt gëtt.

Domat géife mer ville Leit dobaussen ee Gefale maachen. Et schéngt awer och net gradesou einfach ze sinn, ze décidéieren, ob déi Leit wierklech ënner engem eegestännege Statut sollen als Liberal, a wann ech emol esou däerf soen, schaffen oder ob een e staatleche Service soll schafen. Dat ass awer net esou evident, mengen ech, dat ze décidéieren.

Dann huet d'Commission du Logement sech ganz intensiv mat zwee Problemer beschäftegt, déi och ëmmer erëm fir Diskussiounen, fir Onrou, fir Frust bei eenzelne Leit suergen. Dat eent sinn eng Kéier d'Aides au logement, wou dann och des Öfteren awer eng Rei Grenzfäll optauchen, wou natierlech eis Familljesituatiounen - Familles recomposées, Scheedungen an esou weider - an deem ganze Kontext d'Situatioun net erliichteren.

Ech hunn dat Gefill, dass och do eng Rei Gesetzgebungen nach méi oder wéineger orientéiert sinn op relativ stabile Verhältnisser, wou zwee jonk Leit sech bestueden, iergendwéi eng Kéier Kanner kréien an dann en Haus bauen. Haut wësse mer, dass an deenen dräi Perioden, déi ech lech elo geschildert hunn, Leit heiansdo scho fir d'Drëtt bestuet sinn, awer vläicht eenzel Projeten ugaange sinn.

Also, dat weist hei, dass mer och mussen an Zukunft - mengen ech -, wa mer Gesetzer maachen, ëmmer am Hannerkapp hunn, dass esou dee klasseschen Zeenario vun der Famill, déi uganks zwanzeg ufänkt an da gëllen Hochzäit mat 70 oder 80 feiert, dat ass net méi den normalen Zeenario. Wann ee weess, dass den Taux de divorce zu Lëtzebuerg 50% ass, da muss een oppassen, wann ee Reglementer mécht, fir deenen engen oder anere Suen ënner enger gewëssener Situatioun ze ginn, da muss een deem Rechnung droen.

Wou och da gradesou vill Diskussiounen des Öftere sinn, dat ass beim Zouuerdne vu Logementer aus dem soziale Wunnengsbau. Do war eng Diskussioun och an der Kommissioun. Op déi eng Manéier ass eng Tendenz do, an de Minister - mengen ech, war dat nach deemools -, dee wuel eng gewësse Fräiheet hätt, fir dann och emol op eenzel urgent Situatioune kënnen ze reagéieren. De Géigepart ass dann natierlech, dass et net méi esou transparent ass, wéi dann elo déi Wunnengen zougeuerdnet ginn.

Ech mengen, do muss een e gudde Kompromëss fannen, dass awer eng gewëssen Duerchsiichtegkeet, Transparenz do ass. An op där anerer Säit muss een awer och kënne bei individuell extreme Situatiounen, déi heiansdo fir eenzel Familljen optauchen, misst ee kënne reagéieren. Ech mengen, och dat ass e Chantier, dee sécherlech nach net ofgeschloss ass, a wou mer nach des Öftere wäerten diskutéieren.

An dann an der Commission du Travail et de l'Emploi dee ganz anere Chantier vun der Reform vun der ADEM, do hu mer jo gëschter Neies héieren, kucke mer, wéi de Projet de loi ausgesäit am Hierscht, an da kann ee vläicht an een, zwee Joer gesinn, ob déi Reformen, déi do elo ugeduecht sinn, ob déi wäerten derfir suergen, dass d'Commission du Travail et de l'Emploi sech vläicht mat anere Saache ka beschäftege wéi mat der Reform vum Arbeitsamt.

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Ech wëll och beim Bilan vun den Transpositioune vun der Recommandatioun elo net hei an all Detail goen, soss riskéiere mer effektiv nach muer de Moien hei ze sëtzen. Dir wësst, dass mir als Petitiounskommissioun net nëmmen de Rapport vum Médiateur systematesch analyséieren, mä dass mir en Tableau hunn, wou mer regelméisseg eng Evaluatioun maachen, och nodeem mer Récksprooch mam Médiateur geholl hunn a kucken, wou déi eenzel Recommandatiounen dru sinn. A wa mer dat Gefill hunn, dass et iergendwou net esou richteg weidergeet, da probéiere mer och deen néidegen Drock ze maachen, dass eppes geschitt.

Ech wëll vläicht aus eiser Siicht generell soen, dass mer dat Gefill hunn, dass prinzipiell déi Recommandatioune bei der Regierung a bei de Verwaltungen eigentlech op fruchtbare Buedem stoussen. Et sinn der bei deenen eng 30, déi elo do sinn, vläicht eng oder zwou, wou wierklech, mengen ech, Meenungsdifferenzen do sinn a wou een dat Gefill huet, dass och esou séier nach keng Eenegung kënnt tëschent dem Médiateur an deem jeeweilege responsabele Minister oder Ministesch.

Et huet een awer dat Gefill, dass beim Gros e ganz gudde Wëllen do ass, dass och Asiicht do ass, dass souguer vläicht deen een oder anere Minister frou ass, dass en eng Kéier vum Médiateur de Fanger op déi Wonn geluecht kritt huet, fir dass en och ka bei senger Verwaltung aktiv ginn.

Et muss een awer och fairerweis soen, dass eng Rei Dossieren opgeworf gi sinn, déi wierklech net einfach sinn. Ech hu schonn dat eent oder anert Beispill gesot, wou et bis zur Reform vun der Constitutioun geet, fir dass mer déi Recommandatioun kënnen ëmsetzen. Dat wësse mer, dass mer dat net vun haut op muer kënnen. An do, wou et ëmmer ganz komplizéiert gëtt, dat hu mer festgestallt an der Kommissioun, dat ass, wann e puer Ministèren oder Verwaltunge matenee concernéiert sinn.

Et stellt een ëmmer erëm fest, dass ee vun eise grousse Problemer an deem Land ass, dass mer nach e bëssen den Opbau aus dem Ufank oder der Mëtt vum 19. Jorhonnert hunn, zu all Ministère, all Verwaltung säi Kompetenzberäich, an dass direkt rout Luuchten uginn, wann iergendwou een dat Gefill huet, elo géif awer een op seng Plate-banden trëppelen. Ech wëll emol net behaapten, dass dat ëmmer esou um Niveau vun de Ministeren a Ministeschen ass; heiansdo huet een dat Gefill, dass et nach bal méi um Niveau vun den héijere Beamten a Beamtinnen ass.

Op jidde Fall stelle mer fest, dass esou dat horizontaalt Zesummeschaffen tëschent de Ministèren an de Verwaltunge sécher eppes ass - ech mengen net, dass et an anere Länner sollt besser sinn -, wou mer do awer musse kucke weiderzekommen. An da stellt een och fest, wann een hei Recommandatiounen huet, wou e puer Ministërë betraff sinn, dann dauert et ganz oft méi laang an et ass ganz oft méi schwiereg, fir weiderzekommen.

Mir hunn eng Rei Recommandatiounen zum Schluss opgelëscht, wou mer der Regierung och wëllen un d'Häerz leeën, dass se grad an deenen Domäne sollt virumaachen, well do awer all Dag dobausse Leit mat deene bestehenden Dispositioune gehäit sinn. A mir wäerten eis och no der Rentrée am September verstäerkt deene Recommandatiounen unhuelen an zesumme mam Médiateur vun eiser Säit derfir suergen, dass dann do deen néidege Wuppes hannendru kënnt.

Da kéim ech zu deene Reflexiounen, déi mir selwer ugestallt hunn. Dir hat matkritt, dass ee vun deenen interessante Punkten, déi de Médiateur opgeworf hat, war, fir ze soen, ob et an Zäite vun Internet, E-Mail an aneren Technologien net esou lues zäitgeméiss wier, fir och ze iwwerleeën, ob een zu Lëtzebuerg déi elektronesch Petitioun net kéint aféieren. Mir hu gemengt, dass dat prinzipiell eng gutt Iddi wier. A mir hunn eis eng Démarche ginn, wéi mer sollte virgoen.

Dat Éischt war, dass mer eis e bësse schlaugemaach hunn, wat dann doruechter an Europa geschitt. An de Médiateur selwer hat eis Informatioune ginn, dass dat do eigentlech am däitsche Bundestag scho méi laang fonctionnéiert. Mir waren dann och viru kuerzem zu enger Delegatioun op Berlin gefuer, hunn eis do vun der Presidentin an hire Beamten déi néideg Erklärunge gi gelooss.

Et muss ee feststellen, dass dat an Däitschland extrem gutt fonctionnéiert. Do sinn zwee Volete vun der elektronescher Petitioun. Dat eent ass deen, dass een natierlech, amplaz Pabeier ze huelen, eng Doléance dropzeschreiwen an déi ënnerschreiwen ze loossen, dat kann elektronesch maachen, eleng oder zu e puer.

Mä wat awer nach méi spannend ass, dat ass, dass si eng Form vun öffentlecher Petitioun hunn. Wann ech mech gutt erënneren, mengen ech, sinn et 50.000 Ënnerschrëften an Däitschland. Et ass e Service, deen décidéiert, ob déi Petitioun derwäert ass, öffentlech debattéiert ze ginn. Da gëtt

se an den Internet gestallt. An dann, mengen ech, si sechs Wochen Zäit, a wann dann am Ganzen an där Zäit méi wéi 50.000 Leit déi Petitioun öffentlech ënnerschriwwen hunn, dat gëtt se debattéiert. Da gëtt se eng Kéier öffentlech am Petitiounsausschuss debattéiert. Dat fanne mer eng ganz flott Form vun öffentlecher Debatt.

Mir wëllen am Hierscht ganz konkret Bilan zéien, wat mir dovun halen. Mir wëllen awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir eis awer och emol d'Artikele 27 a 67 vun der Constitutioun unzekucken. Dat sinn déi, déi den Droit de pétition zu Lëtzebuerg am Moment regléieren, ob déi nach zäitgeméiss sinn.

A wat mer sécher wëssen, dat ass och, dass eist Reglement vun der Chamber an den Artikel 154 an 155 sécherlech net méi aktuell ass, an deem Sënn, dass nach deelweis doruechter steet, et däerft een déi Petitioun net hei iwwerreechen, et misst ee se schécken. D'Praxis, wësse mer alleguerten, ass längst eng aner. Et ass kaum e Pétitionnaire, deen net e Rendez-vous beim President freet, d'Press mat rifft an esou weider an esou fort.

Dat heescht, do huet d'Wierklechkeet eigentlech d'Reglementer an d'Texter längst iwwerholl. A wa mer elo schonn driwwer diskutéieren, fir vum Techneschen hier d'Petitiounsrecht unzepassen, andeem mer vläicht d'Pétition électronique aféieren, dann, mengen ech, sollte mer awer an engems dervu profitéieren, fir déi Texter, déi allgemeng d'Petitiounsrecht zu Lëtzebuerg definéieren, awer och zäitgeméiss ze maachen.

Mir hunn eis och erlaabt, iwwert de CERDP, dat ass de Centre européen de recherche et de documentation parlementaires, eng kleng Ëmfro ze starten am Kontext elektronesch Petitiounen, fir dann erauszefannen, wat dann nieft Däitschland an anere Länner an deem Beräich leeft. A wa mer déi Äntwerten am Hierscht bis hunn, da wäerte mer eis intensiv mat där ganzer Problematik beschäftegen.

Mir hu fonnt, dass et elo näischt géif bréngen, fir an dësem Débat d'orientation vun eis aus elo scho konkret Proposen ze maachen. Mir fannen, dat ass ze fréi. Wéi gesot, déi Visite an Däitschland war ganz instruktiv. Mir wäerten eis am Hierscht zesummesetzen a kucken, wat mer konkret wëlle proposéieren. Mir sinn eis awer elo scho bewosst, an duerfir hate mer och Leit vum Greffe mat op Berlin, dass et net duergeet, hei ze soen: Elo maache mir dat.

Mir sollten net deeselwechte Feeler maache wéi vläicht heiansdo d'Regierung, déi seet: „Elo stëmme mer en neit Gesetz"; si ass sech awer net bewosst, wat se vu Ressources humaines a Ressources financières a Ressources techniques brauch. An duerfir wëlle mer och ganz kloer evaluéieren, wat dat och fir d'Ressources humaines hei an der Chamber géif bedeiten, och fir d'Finanzen iwwert d'Joer.

Deen zweete Punkt, wou mer eis wierklech ganz intensiv dermat beschäftegt hunn, dat ass d'Problematik vun de Gemengen. Dir kënnt Iech erënneren, dass de Médiateur fir relativ vill Wellen am Gemengesecteur gesuergt hat, andeem en ee konkrete Fall vun enger Gemeng erausgeholl hat, wou Leit refuséiert kritt haten, an d'Wahllëscht ageschriwwen ze ginn, wat sécherlech net berechtegt war.

Ech mengen, do kann een elo driwwer streiden, ob déi Approche gutt war oder net. Zumindest huet de Médiateur derfir gesuergt, dass déi Thematik generell awer emol eng Kéier diskutéiert ginn ass. Mä et huet awer och derzou gefouert, dass, mengen ech, am Gemengesecteur generell och emol eng Iwwerleeung komm ass, wat dann de Rôle vum Médiateur ass par rapport zu de Gemengen, a wéi eigentlech awer och generell vläicht d'Gemeng kéinte vun deem Instrument profitéieren, fir weiderzekommen.

Do ass ganz villes op den Dësch komm. Ech kann Iech wierklech soen, et war déi eng oder aner Sitzung, wou parteiiwwergräifend e relativ grousse Frust zum Ausdrock komm ass vun all deenen Députémairen, déi dann och zoufälleg Member vun der Petitiounskommissioun sinn. Ech kann een aus der Majoritéit zitéieren, dee wierklech mat relativ vill Ierger gesot huet: „D'Gemenge ginn net eescht geholl." An dat war den Tenor, deen een awer vu ville Leit konnt héieren.

Ech menge schonn, dass mer e generelle Problem hunn. Ech wëll deen dann och heimat opwerfen. Mir waren eis och eens: Et gëtt Zäit, dass eng Kéier ganz seriö iwwert d'Verhältnis vun de Gemenge mat de staatleche Verwaltungen, Institutiounen an esou weider an esou fort diskutéiert gëtt. Dat ass elo vläicht net op den Innenministère beschränkt, beileiwen net. Do waren eenzel Punkten, déi opgeworf gi sinn; zu deene kommen ech och.

Mä generell war dat Gefill, dass a ville staatleche Verwaltungen - dat geet bis bei d'Geriichter - eigentlech déi Aarbecht, och déi Problematik, déi op Gemengenniveau existéiert, net eescht geholl gëtt. Ech menge kënnen ze soen, dass mer eis eens sinn, dass dat keng gutt Situatioun ass. Ech weess och net, ob dat schlussendlech sënnvoll ass fir d'Fonctionnéiere vun eisem Stat.

Mir sinn eis eens, d'Leit dobaussen, déi maachen net den Ënnerscheed, wat dann elo Gemengekompetenz ass, wat staatlech Kompetenz ass. D'Leit hunn e Problem, an dann hätten d'Leit gär hire Problem geléist. An ech mengen, mir hunn als Représentanten hei an der Chamber an domat och, mengen ech, als Appel un d'Regierung, all Intérêt, dass mer gutt zesummeschaffen tëschent Stat a Gemengen.

Wann een deem aneren do Knëppelen an d'Wee leet, dovun huet keen eppes. An ech géif vläicht en Appel un d'Regierung maachen, fir dass mer eng Kéier géifen diskutéieren, wéi ee Versteesdemech… Ech hunn nämlech och dat Gefill, dass et e Manktum u Versteesdemech ass an eenzelne staatleche Verwaltungen, wat dann eigentlech do um Niveau vun de Gemengen un ass. Ech mengen, dass et och dermat ze dinn huet, dass a ville staatleche Verwaltungen eng Rei Beamten a Beamtinnen net matkritt hunn, wat sech an deene leschten 30 Joer um Gemengenterrain Extremes geännert huet.

Ech selwer sinn elo geschwënn 30 Joer an engem Schäfferot derbäi a ka wierklech bezeien, dass dat, wat haut an enger Woch, an engem Mount, an engem Joer an enger Gemeng ze bewältegen ass, näischt méi mat deem ze dinn huet, wéi dat virun 30 Joer war. Et sinn extrem vill nei Problemer op eis duerkomm, nei Servicer an esou weider an esou fort. Eng Gemeng muss sech haut praktesch mat der ganzer Panoplie vu Problemer beschäftegen, mat där och eng Regierung sech beschäftegt. An ech hunn heiansdo dat Gefill, dass dat Versteesdemech net do ass.

Mir hunn du gemengt, dass et och sënnvoll wär an deem ganze Kontext, nodeem dann d'Membere vun der Petitiounskommissioun hire Frust emol op den Dësch getässelt haten, fir dann zwou Réuniounen ze maachen, eng mam Syvicol, fir dann ze kucken, ob déi eis déi eenzel Punkten, déi opgeworf si ginn, och kéinte bestätegen, an duerno mam Innenminister.

Do sinn nieft där allgemenger Problematik, mengen ech, déi bestätegt ginn ass, awer och e puer konkret Saachen op d'Tapéit komm. Dat Éischt ass mat Baugenehmegungen, wou praktesch gesot ginn ass: Och d'Geriichter huelen d'Gemengen net eescht. Mir hunn e puer Fäll, konkret Fäll, op den Dësch geluecht kritt, wou eng Gemeng e Chantier gestoppt huet, och viru Geriicht Recht kritt huet, an da suergt keen derfir, dass déi Uerteeler och exekutéiert ginn.

A wann dat sech - dat ass d'Angscht; an ech mengen, déi Angscht ass reell - dobausse bei de Promoteuren erëmschwätzt, da kann e Buergermeeschter sech geschwënn d'Zäit spueren, fir nach Baugenehmegungen ze ënnerschreiwen. Wann dat do den Tour mécht, dass ee roueg monter ka bauen, och nach vläicht viru Geriicht veruerteelt ginn an duerno geschitt guer näischt, do musse mer höllesch oppassen. Mir wëssen, dass dat doten e Beräich ass, wou ganz vill Geld am Spill ass.

Mir hunn do och eng Initiativ geholl an dem Innenminister déi Doléancë geschéckt. Ech ginn emol dervun aus, dass en dee Bréif an Zwëschenzäit un de Justizminister weiderginn huet, fir dann awer och de Geriichter ze soen, dass et net duergeet, Leit ze veruerteelen, déi illegal gebaut hunn, mä dass se dann och wann ech gelift sollen derfir suergen, dass déi Gebaier dann och erëm ofgerappt ginn, well soss kënne mer déi ganz Baugenehmegung wierklech vergiessen.

Den Innenminister huet dann awer och zu Recht gesot, dass natierlech och eng gewësse Responsabilitéit bei de Gemenge selwer läit, andeem dann d'Gemengen awer och musse fir deen néidege Contrôle op de Chantiere suergen.

En zweete Punkt, deen opgeworf ginn ass, dat ass dee vum Aschreiwen an de Populatiounsregister. Eng Thematik, déi mer och scho méi wéi eemol hei behandelt hunn. Ech ginn duerfir net méi an den Detail eran. Do hoffe mer jo elo alleguerten, mengen ech, dass mam Projet de loi 5949 déi Reform, déi jo vum Innenministère déposéiert ginn ass, mer do d'Saach zumindest emol besser an de Gréff kréien, dass mer eng Méiglechkeet kréien, Leit provisoresch an de Register anzeschreiwen, fir dass se net eng Rei Rechter, déi nun eemol op dem Droit de résidence festgehale sinn, verléieren, mä dass mer op där anerer Säit awer och an Zukunft Fäll wéi am Syrdall évitéieren, Fäll, dass Leit sech an enger Télefonskabinn umellen oder soss op iergendwelleche Plazen, wou se eigentlech net higehéieren, dass mer déi Saach an de Gréff kréien.

Och mat de Gemengen ass iwwert d'Problematik Logement geschwat ginn, an zwee Voleten. Dat eent ass wuel, well de Médiateur jo eng Recommandatioun gemaach huet, dass d'Gemenge sollte Logements d'urgence fir Noutfäll bereetstellen. Do ass, mengen ech, souwuel an der Kommissioun wéi awer och vum Syvicol gemengt ginn, dass déi wierklech urgent Logementer, wann elo iergendwou Feier ass, wou elo Famillje vun haut op muer musse logéiert ginn, dass dat eigentlech manner problematesch ass, an dass et an engem Land, wou elo eigentlech Wunnengsnout allgemeng herrscht, elo kee Sënn mécht, dass mer 115 Gemengen hunn, déi alleguerten een oder zwee Logements d'urgence hunn. Mir hu gemengt, dass nach ëmmer eng Léisung fonnt ginn ass, fir esou Familljen an engem Hotel ënnerzebréngen.

Wat awer méi schwiereg ass, a wou de Médiateur sécherlech Recht huet, dat ass vu Leit, déi op der Strooss sinn, dass do generell nach méi Logement-d'urgencë musse fonnt ginn. Do si mer eis sécherlech eens.

Deen zweete Volet, dee mer diskutéiert hunn, ass awer och de Manktum u Logements sociaux. Do ass net ofzëerkennen, dass eng Rei Gemenge sech et vläicht, wann ech et emol esou diplomatesch däerf soen, e bësse liicht maachen a maache wéi wann déi Problematik fir si net géif existéieren, während anerer awer relativ vill där Logementer hunn.

Do ass zumindest emol d'Iddi op den Dësch geluecht ginn, ob een zu Lëtzebuerg net och emol eng Kéier kéint driwwer diskutéiere wéi a Frankräich, wou eigentlech all Gemeng d'Obligatioun huet, e gewëssene Pourcentage vu Logements sociaux ze huelen. A wa se déi net huet, da gëtt et vläicht aner Aart a Weisen, wéi een domadder kann ëmkommen, notamment dass do eng gewësse finanziell Strof ausgeschwat gëtt oder dass d'Gemengen da manner Transferte vum Stat kréien, wa se dat net erfëllen. Dat ass eng Pist, mengen ech, déi een op jidde Fall emol soll suivéieren.

Op där anerer Säit stellen ech mat Satisfaktioun fest, dass deen neie Logementsminister emol eng positiv Initiativ geholl huet an an e puer regionale Réunioune mat de Gemengen zesumme gesot huet, wat eng Gemeng eigentlech alles vu Méiglechkeeten huet am Beräich vum Logement social. Do war den Echo grouss, zumindest an der Réunioun. Mir mussen elo emol kucken, wat an der Praxis geschitt. Ech mengen, et kann een déi Démarche op jidde Fall begréissen.

Ech mengen net, dass et och ëmmer schlechte Wëllen ass, wann eenzel Gemengen net vill Logementer hunn. Eng Rei kleng Gemenge sinn, mengen ech, net informéiert, wéi et genee funktionéiert, hunn och vläicht keng Méiglechkeet, keen Terrain an esou weider. Ech mengen, do ass nach villes ze maachen.

Dann ass awer och vum Syvicol déi Problematik opgeworf gi vun dem Règlement de Police a klengere Problemer mat Troubles à l'ordre public. Dat ass déi ganz Problematik mat den Agents municipaux.

D'Document parlementaire 5916 - wann ech mer déi Zwëschefro däerf erlaben -, et wär vläicht interessant, vum Innenminister, wann en hei ass, ze héieren: Wou sti mer do? Mir wëssen, dass eng Géigepropos vun der CSV-Fraktioun doläit. Kréie mer eng Léisung? Well et war awer eng unanime Doléance vum Syvicol, fir ze soen: Trotz Reform vun der Police sinn um Terrain awer net genuch Agenten, déi eis als Gemenge kënnen hëllefen, bei klengeren Infraktiounen ze kucken, dass do d'Leit sech awer net royalement foutéieren.

Ech mengen, dat gräift an déiselwecht Problematik era wéi mat de Baugenehmegungen. Et huet kee Wäert méi, dass mir als Gemengen iergendwellech Kaméidisreglementer oder wat och ëmmer stëmmen, wa mer kee Moyen hunn, herno derfir ze suergen, fir dass déi Reglementer och agehale ginn. Mir wëssen, dass d'Leit dat haut ganz séier eraus hunn, wa kee Contrôle kënnt, wa keng Repressioun kënnt, an da riskéiere mer, dass dat alles verpufft an dass et de Pabeier net wäert ass, wou et drop ass. Also en Appel, fir an deem do Dossier och weiderzekommen.

Dann de Punkt, dee wierklech opgeworf ginn ass, dass mer net nëmme beim Stat eng Réforme administrative brauchen, mä dass mer besonnesch tëschent dem Stat an de Gemenge mussen d'Verwaltungsofleef méi einfach, méi séier an och méi transparent maachen. Et geet Rieds vun enger allgemenger Bürokratiséierung, dass och e gudde Gemengesekretär geschwënn d'Iwwersiicht net méi huet vun all deenen Dossieren, déi e muss suivéieren, vun all deene Gesetzer, déi mir hei stëmmen, déi dann awer och um Terrain mussen exekutéiert ginn.

Eng Pist ass, dass den Innenminister méi oft an awer am Respect total vun der Autonomie communale Règlements types géif ausschaffen, déi en emol einfach iwwer Circulaire géif un d'Gemenge schécken. Do wären der vläicht vill, déi dankbar wären, dass se kéinten esou e Règlement type iwwerhuelen, vläicht dat eent oder anert hirer lokaler Situatioun upassen.

Mä et mécht jo och kee Sënn, wa mer en neit Gesetz hunn, dass dann an 116 verschiddene Gemengen 116 verschidde Reglementer ausgeschafft ginn, wou jiddweree laang dru schafft, e se nach vläicht dräi-, véiermol muss hin- an hierschécken op den Innenministère, bis en et dann endlech genehmegt kritt. Amplaz dorop ze waarden, kéinten den Innenminister a seng Leit jo méi eng proaktiv Roll huelen a soen: „Hei ass en neit Gesetz, d'Gemenge mussen eppes ëmsetzen. Mir hëllefen elo de Gemengen a maachen e Règlement type, an da ka jiddweree sech dorunner orientéieren."

Dann hu mer och nach erëm drop higewisen, dass ganz vill Zäit, ganz vill lerger a ganz vill Pabeier kéint gespuert ginn, wann den Double degré de contrôle géif ofgeschaaft ginn. Eigentlech stelle mer ëmmer erëm fest, dass e politesche Konsens iwwert d'Parteien eraus existéiert, fir déi Distriktskommissariater an där From, wéi se elo existéieren, ofzeschafen. Da kommt, mer maachen dat! Da spuere mer a ville Prozeduren emol 14 Deeg bis dräi Wochen an da brauche mer net lénks a riets vläicht op d'Käschte vun der Participatioun vun de Leit aacht oder zéng Deeg fréckelen ze goen.

De Frust an der Kommissioun a bei de Gemengereprésentantë war esou grouss, dass mer souguer ee Moment nogeduecht hunn, ob mer net d'Kompetenze vum Médiateur sollten erweideren an eigentlech dem Médiateur och d'Roll ginn, dass en och Médiateur fir d'Gemenge wär an de Relatioune par rapport zum Stat. Just fir

Iech ze soen, wéi grouss dass awer de Besoin um Terrain ass, dass d'Gemengen eng neutral Ulafstell hätten, wou se, gradesou wéi d'Bierger, kéinten higoen, wa se trotz x-mol reklaméieren an där enger oder anerer Verwaltung oder Ministère einfach keng Äntwert kréien.

D'Gemenge si méi frou, wa se nee gesot kréien - da kënne se eventuell op den Tribunal administratif goen -, wéi wann eng Gemeng ee Joer laang keng Äntwert kritt. Dann hänkt een do, dann ass ee ganz schlecht drun. Mir hunn dunn awer, wéi mer eis awer emol am Detail mat esou engem Zeenario beschäftegt hunn, relativ séier festgestallt, dass souguer bis zu verfassungsrechtleche Problemer sollte sinn.

Mir hunn awer festgehalen, dass een awer sollt nodenken, eben am Kader vun der Reform vun den Distriktskommissariater, ob een net iergendwou eng neutral Ulafstell fir all Gemange sollt schafen, wou déi kéinten higoen an dee Problem do léisen.

Mir hunn du fir deen do Komplex eng éischt Motioun verfaasst, Här President, déi ech Iech wéilt iwwerreechen, wou drasteet, dass éischtens den Accord de coalition vun 2009 an deem Sënn esou séier wéi méiglech sollt ëmgesat ginn; dass den Double degré de contrôle op jidde Fall sollt ofgeschaaft ginn; dass zumindest de Rôle vun den Distriktskommissariater sollt frësch definéiert ginn, an dass doraus vläicht eng Administration unique mat enger Rei dezentraliséierte Büroe sollt geschaf ginn; dass mer insgesamt sollten eis zesummesetzen, Stat a Gemengen, an d'Prozeduren tëschent Stat a Gemenge sollte vereinfacht, verkierzt a méi transparent gemaach ginn; an dass insgesamt och vläicht d'Tutelle administrative méi liicht sollt ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur;

- considérant que l'article 8 de cette loi dispose que «le Médiateur présente annuellement à la Chambre des Députés un rapport dans lequel il établit le bilan de son activité»;

- considérant que, pour l'exercice 2008-2009, le Médiateur a présenté son rapport devant la Chambre en date du 29 octobre 2009;

- considérant que, dans ce rapport, le Médiateur a traité en détail la problématique relative au fonctionnement des communes;

- considérant que la Commission des Pétitions est chargée de la préparation du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur et qu'elle a, au cours de la préparation de ce débat, également abordé de manière approfondie la problématique des communes, notamment en organisant une entrevue avec des représentants du Syvicol en date du 4 février 2010 et avec M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région en date du 18 mars 2010;

- considérant que les conclusions que la Commission des Pétitions a tirées de ces entrevues et de ses réflexions subséquentes sont, d'une part, la nécessité d'un gain de temps dans les différentes procédures et, d'autre part, la nécessité de faciliter et de simplifier le travail des communes;

- considérant dans ce contexte que l'accord de coalition de 2009 prévoit, à côté de la suppression du double degré de contrôle opéré par les commissariats de district et le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, une redéfinition de la fonction de commissaire de district ainsi que la création d'une administration unique avec plusieurs bureaux décentralisés;

- considérant qu'il est également nécessaire de revoir les relations entre l'État d'une part, et les communes, d'autre part;

- considérant que les mesures retenues dans l'accord de coalition de 2009 contribueraient grandement à la simplification administrative souhaitée et amélioreraient les relations entre l'État et les communes;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre l'accord de coalition de 2009:

• en supprimant le double degré de contrôle actuellement opéré par les commissariats de district et le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

• en redéfinissant la fonction de commissaire de district, et

• en créant une administration unique avec plusieurs bureaux décentralisés;

- à simplifier et à uniformiser les procédures;

- à revoir les relations entre l'État et les communes et à simplifier celles-ci.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, Marc Angel, François Bausch, Eugène Berger, Marie-Josée Frank.

Déi meescht Gemengesekretären, Receveuren a Conseillere kënnen haut liesen a schreiwen. Mir mussen net dervun ausgoen, dass kee capabel wär, do de Mémorial ze liesen an ze kucken, Saachen ëmzesetzen. Ech mengen, dat Ganzt erënnert mech e bëssen un, wéi et virdru war, ier mer d'Cour des Comptes haten. Dunn ass och all Rechnung vum Stat kontrolléiert gi mam Resultat, wat mer wëssen, dass eigentlech näischt méi kontrolléiert ginn ass.

Ech hu bei de Gemengen e bëssen datselwecht festgestallt. Amplaz dass mer all Klengegkeet musse vun iergendengem an der Stad approuvéiert kréien, wär et besser, dass mer méi Fräiheet hätten an dass een da punktuell géif eenzel Theme kontrolléiere goen. Ech mengen, dat géif eis méi wäit bréngen.

Den zweete Volet, woumat mer eis beschäftegt hunn, dat sinn déi ganz Personalproblematiken an der Fonction publique. Mir hunn eis relativ intensiv mat deem doten Dossier Numerus clausus beschäftegt. Dir kënnt et am schréftleche Rapport noliesen. Mir ware selwer iwwerrascht, dass et déi Commission d'économie et de rationalisation scho vun 1946 u gëtt. Mir waren éischter der Meenung, dass dat méi eng rezent Erfannung gewiescht wär. Neen, déi gëtt et scho laang. Där hir Missiounen hunn zwar geännert.

Den Numerus clausus u sech gëtt et zënter 1970, en huet awer schonn e puermol geännert. Eng Kéier ass et esou gewiescht, dass de Chiffer an de Budget agesat ginn ass, an da sinn duerno d'Verhandlunge gefouert ginn, fir ze kucken, wivill Leit dann elo all Ministère oder Verwaltung kritt. Duerno ass dat geännert ginn. Haut si mer awer op deem System zréck.

Mir hunn awer da festgestallt, dass et trotz Numerus clausus dann awer nach ëmmer erëm méiglech ass, laanscht den Numerus clausus Leit anzestellen, andeem hei d'Gesetz votéiert gëtt, wou da gesot gëtt: Laanscht den Numerus clausus kommen nach aacht, zéng, zwielef Leit derbäi, andeem mer och aner Weeër fonnt hunn.

Mir hunn eigentlech festgestallt, dass trotz alle Berechnungen an esou weider an esou fort schlussendlech dann awer déi Décisioun, wivill Leit agestallt ginn oder net, wierklech eng politesch ass. An dann zéie mir d'Konklusioun, ob dann eigentlech nach déi Commission d'économie et de rationalisation dat néidegt Instrument ass.

Mir hunn eng Rei Pisten opgezeechent, wéi dat kéint funktionéieren.

M. le Président.- Här Gira, Dir misst zwar esou lues zum Schluss kommen.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Jo, ech maachen dat. Ech si bal fäerdeg.

Ech wollt Iech soen, dass mer hei elo keng definitiv Léisung fonnt hunn. Mä, an dat wäerte mer och an der Motioun festhalen, mir missten eis awer eng Kéier intensiv mat dem System Numerus clausus beschäftegen, well mer dat Gefill hunn, dass en net méi zäitgeméiss ass. A grad an Zäiten, wou de Risiko awer do ass, dass gebremst gëtt, misste mer eng Kéier doriwwer diskutéieren.

Mir hunn awer och generell iwwert d'Réforme administrative geschwat. Ech probéieren e bëssen ze verkierzen. Ech wëll do och dem Här Frieseisen Merci soen, deen als - muss ech soen - Iwwerbleibsel vu sengem fréiere Liewen eng Kéier bei eis komm ass a seng Erfahrungen iwwert d'Réforme administrative gesot huet.

Mir hunn eng Rei Saache festgehalen, déi mer och an d'Motioun agegoss hunn, notamment dass een awer misst drun denken, extern Auditen ze maachen, déi duerno vläicht mat internen Auditen ze komplementéieren. Mir sinn zur Konklusioun komm, dass ganz oft sécherlech d'Zuel vun de Leit e Problem ass, mä dass awer och ganz oft eng Reorganisatioun vun de Verwaltungen eis géif weiderbréngen.

Mir hunn awer och opgeworf, dass mer iwwert d'Mobilitéit beim Stat, souguer iwwert d'Mobilitéit tëschent Stat a Gemenge missten nodenken. Mä mir sinn eis scho bewosst, dass eng forcéiert Mobilitéit vun den eenzelne Beamten net esou einfach ka sinn. Mir sinn awer och der Meenung, dass den aktuelle System, wou et bal onméiglech ass, vun enger Verwaltung bei déi aner oder vum Stat bei d'Gemeng ze goen, ouni dann erëm dee ganze System vun Exame missen ze maachen, net méi zäitgeméiss ass. Dat hält och d'Verwaltungen an d'Gemengen an esou weider immens op. An ech mengen, do musse mer wierklech eng Kéier seriö driwwer nodenken.

An där ganzer Diskussioun, sief et d'Planung vum Personal, sief et d'Réforme administrative, menge mer awer och, dass d'Chamber intensiv misst mat agebonne ginn. Ech géif Iech dann och an deem Sënn, Här President, dës Motioun iwwerreechen, an da kéim ech zu menge Konklusiounen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur;

- considérant que l'article 8 de cette loi dispose que «le Médiateur présente annuellement à la Chambre des Députés un rapport dans lequel il établit le bilan de son activité»;

- considérant que, pour l'exercice 2008-2009, le Médiateur a présenté son rapport devant la Chambre en date du 29 octobre 2009;

- considérant que, dans ce rapport, le Médiateur a mis en exergue la nécessité d'une réflexion approfondie sur une éventuelle réforme administrative;

- considérant que la Commission des Pétitions a identifié plusieurs types de problèmes dans les administrations publiques tels que l'accessibilité par les citoyens, la communication parfois inadaptée ou encore la complexité des procédures administratives;

- considérant que les problèmes rencontrés au sein des administrations étatiques sont parfois dus à un manque de personnel, mais également à un manque de structuration et d'organisation hypothéquant l'efficacité du travail administratif;

- considérant que, dans son rapport pour l'exercice 2008-2009, ainsi que dans ses rapports précédents, le Médiateur a également soulevé la question délicate du manque de personnel dans les différentes administrations publiques;

- considérant que, dans ce contexte, la Commission des Pétitions a organisé en date du 20 janvier 2010, conjointement avec la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative, un échange de vues avec Mme la Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative au sujet du recrutement de personnel dans la Fonction publique;

- considérant que la Commission des Pétitions est parvenue à la conclusion qu'il faudrait à l'avenir prévoir de manière plus correcte les ressources humaines nécessaires dans le cadre de projets de loi d'envergure nécessitant par exemple la mise en place de nouvelles structures ou l'extension de celles existantes afin de mieux évaluer les besoins en personnel et de pallier ainsi le problème du manque de personnel;

- considérant encore que la Commission des Pétitions est d'avis qu'une évaluation externe de l'organisation des différentes administrations publiques devrait permettre de pallier le problème du manque de personnel et de rendre plus efficace l'organisation interne des différentes administrations publiques notamment en évitant des affectations de personnel inappropriées;

- considérant in fine que la Commission des Pétitions s'est interrogée sur la pertinence du système actuel du numerus clausus en matière de recrutement du personnel et s'est demandé s'il n'y avait pas d'alternative possible à cet instrument;

invite le Gouvernement

- à adjoindre dans le cadre des projets d'envergure nécessitant la mise en place de nouvelles structures ou l'extension de celles existantes, outre une fiche financière, également une fiche des ressources humaines;

- à procéder à une évaluation externe de l'organisation et de la structure des différentes administrations publiques permettant, le cas échéant, d'adopter les réformes structurelles nécessaires et d'engager du personnel en connaissance de cause;

- à réfléchir à la possibilité d'une alternative au système actuel de numerus clausus.

(s.) Camille Gira, Marc Angel, Eugène Berger, Marie-Josée Frank, Henri Kox.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Médiateur hat eigentlech als primär Aufgab kritt, Reklamatioune vu private Leit entgéintzehuelen. Eng Affär, déi d'Leit concernéiert. Ech mengen - dat hunn ech ganz am Ufank gesot -, dass en dat exzellent mécht, an dat weist och d'Zuel vun de Leit, déi bei e ginn an déi och Satisfaktioun kréien.

De Médiateur huet doriwwer eraus, mengen ech, awer eng wichteg Funktioun ageholl, fir vun eenzelne Fäll héichzerechnen, fir Recommandatioune fir e bessere Fonctionnement vun der Verwaltung an eisem Land ze maachen a Form vu senge Recommandatiounen.

Mir waren als Kommissioun der Meenung, dass et an dëser Krisesituatioun méi wéi jee wichteg ass, dass mer e Médiateur hunn. Dës Krisesituatioun trëfft déi Leit, déi scho wéineg hunn an déi och vläicht manner am Bild sinn iwwer hir Méiglechkeeten am Sozialsystem, méi wéi anerer. Een, deen an enger Krisesituatioun schlecht informéiert ass, deen trëfft et nach méi wéi an enger normaler Situatioun.

Duerfir menge mer, dass de Médiateur méi wéi jee berechtegt ass. A mir mengen awer, dass grad och an dëser Krisesituatioun de Stat méi wéi jee gebraucht gëtt. Mir mengen duerfir als Konklusioun kënnen ze soen, dass mer sollten oppassen an dëser Krisesituatioun, wou lénks a riets iwwerall d'Depensë sollen zréckgeschrauft ginn, dass mer net sollten derfir antrieden, dass mer manner Stat kréien, mä dass mer e bessere Stat kréien.

Eigentlech huet gëscht e Wirtschaftsprofesser am „Monde" geschriwwen: «Un État intelligent». Ech mengen, et ass dat, wat mer brauchen. E Stat, deen net einfach seet: „Dat do maache mer schonn honnert Joer esou, duerfir maache mer et elo nach honnert Joer weider", mä dee kuckt: Wat sinn nei Besoinen? Wou muss ech reagéieren?

Dat sollt, mengen ech, dat sinn, wou mer wëllen hin. Duerfir brauche mer d'Réforme administrative beim Stat, mir brauche se bei de Gemengen, mä mir brauche se tëschent deenen zwee Niveaux administratifs, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. An da sollte mer als Gesamtstat an d'Gemenge méi effikass, méi flexibel, méi reaktiv sinn. Et ass genau dat, wat mer an dësen Zäite brauchen, fir dass jiddwereen an dësem Land, ob gutt informéiert oder net, zu deeneselwechte Rechter kënnt.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Marie-Josée Frank agedroen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech enchaînéieren do, wou de Camille Gira, de Rapporteur, elo just opgehalen huet. Déi impressionnant Zuel vu Leit, déi sech all Joer beim Ombudsmann mellen an hirer Hänn kee Rot méi wëssen, sinn op d'Hëllef vum Médiateur ugewisen, an dat besonnesch a wirtschaftlech a sozial schwieregen Zäiten, mä awer och ëmmer mat eise méi komplexe Prozeduren, déi mer hunn, an duer-

fir mat hire Problemer bei dem Ombudsmann ginn an doriwwer da mat him diskutéieren, an oft hiert alldeeglecht Liewen net méi an Dignitéit kënne liewen.

Selbstverständlech kënnen net all d'Problemer, déi d'Leit un de Médiateur riichten, vun him geléist ginn, well et och oft seng Kompetenzen iwwerschrëtt. Mä well de Médiateur am direkte Kontakt mam Bierger ass, weess hie ganz genau, wou de Schong dréckt. Duerfir ass et richteg a wichteg, datt den Ombudsmann eis all Joer e Rapport mécht iwwert déi Suergen, déi him zu Ouer kommen, hir Léisungsvirschléi veröffentlecht an eis hei an der Chamber presentéiert an eis och do op eis Verantwortung opmierksam mécht.

Dës detailléiert Rapporte si fir eis all, Volleksvertrieder, wichteg Dokumenter, well si Aspekter enthalen, déi eis et erlaben, eis méi e preziist Bild dovunner ze maachen, wat an den öffentlechen Instanze muss verbessert ginn. Aus der Zomm vun de perséinleche Kloen, déi d'Bierger un de Médiateur erundroen, ergëtt sech nämlech fir eis alleguerten e Gesamtbild vun deene relevantesten alldeegleche Problemer a Konflikter.

De Rapport vum Médiateur léisst deemno eenzel individuell Problemfäll an eng ganzheetlech kollektiv Dimensioun iwwerfléissen. Dëst erméiglecht eis, fir dat Ganzt kënnen ze gesinn, an et mécht eis och onbedéngt d'Aarbecht an der Kommissioun duerfir net méi einfach, fir esou en Débat ze preparéieren.

Well de Rapport vum Médiateur esou vill Themen ofdeckt, hat d'Petitiounskommissioun viru Joren décidéiert, eng pragmatesch Léisung unzegoen, andeems fir d'Virbereedung vun dëser Debatt déi eenzel parlamentaresch Kommissiounen zu Rot ze zéie sinn. Esou kréie se d'Recommandatioune vum Médiateur geschéckt, déi an déi respektiv Kommissioune kommen, déi hir Kompetenze betrëfft. Aus deenen Äntwerte vun de Kommissiounen ass dann d'Petitiounskommissioun gefuerdert, fir Konklusiounen ze zéien, déi elo haut hei vum Médiateur ugeschwat gi sinn.

Op dëser Plaz wëll ech ganz häerzlech dem Camille Gira Merci soen, éischtens fir säin detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport - hien huet et gesot, et ass fir d'Drëtt, wou en déi Présidence hei huet -, mä awer och fir seng konstruktiv Aart a Weis, wéi en déi Kommissioun hei féiert. Mir hu parteiiwwergräifend gutt zesummegeschafft a mir hunn et jo fäerdeg bruecht, zwou gemeinsam Motiounen, déi haut hei der Chamber virleien, zesummen auszeschaffen.

Den Déngscht um Bierger, dat ass dann dem Médiateur seng Haaptaufgab. D'Funktioun vun engem Vermëttler tëschent dem Bierger op där enger Säit, an de staatlechen Administratiounen op där anerer, ass fir eist Land jo nach eng relativ nei Erausfuerderung, well den Ombudsmann - am Volleksmond gär de Knoutermann genannt - besteet jo eréischt säit 2003. Mä de Médiateur ass am Laf vun deene leschte Joren zu engem grousse Bestanddeel vun eiser Lëtzebuerger Institutiounslandschaft ginn.

An haut, siwe Joer nodeems mir dat Amt an d'Liewe geruff hunn, ass de Médiateur net méi aus dem Alldag vun eis alleguerten ewechzedenken. Wéi eng Roll de Médiateur mëttlerweil spillt, dat weise jo eleng déi Zuele vu Leit, déi sech all Joer un de Médiateur adresséieren. Am Duerchschnëtt ginn 900 Dossiere behandelt, an am Joer 2008-2009 waren et der genee 906. Am Ganzen hunn awer 2.300 Leit sech beim Médiateur gemellt, well se entweder konkret Beschwéiernisser haten, oder e Rot gefrot hunn oder Informatioune wollte kréien.

Datt de Médiateur eng gefrote Persoun ass, weist, datt d'Relatiounen tëschent de Bierger an de staatleche Verwaltungen dacks méi problematesch sinn, wéi mer dat virun der Aféierung vun der Ombudspersoun geduecht hunn. De Médiateur entsprécht engem reelle Besoin. An d'Angscht, jo d'Skepsis vu Verschiddenen, déi am Ufank geduecht hunn, datt de Médiateur elo nëmme géif d'Verwaltung an hiert Personal regelméisseg an d'Pan klaken, huet sech net bestätegt.

Et huet sech an deene leschte Jore gewisen, datt seng Haaptaufgab jo doranner besteet, och konkret Virschléi ze maachen an d'Relatioun tëschent dem Bierger an deenen eenzelne staatleche Verwaltungen ze verbesseren. De Médiateur ass eng neutral Vermëttlungsinstanz, déi versicht, en objektive Bléck op déi Problemfäll, déi him virgeluecht ginn, ze kréien, an dann eng Léisung ze fannen, déi déi Partikularinteresse vum eenzelne Bierger an d'Interesse vun der Gesellschaft versicht ënner een Hutt ze kréien.

Datt den Här Marc Fischbach dësen héijen Erwaardunge gerecht gëtt, huet hien an de leschte Jore méi wéi däitlech gewisen. Hie beweist, zesumme mat senger Équipe, e staarkt Engagement, eng grouss juristesch a sozial Kompetenz a besonnesch vill Fangerspëtzegefill. Duerfir wëll ech him op dëser Plaz a mengem Numm an awer och am Numm vun der CSV-Fraktioun en déiwen, éierleche Respekt a Merci ausschwätzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass schued, et kann een net iwwer all Recommandatioune sech äusseren, well dat géif eis alleguerte vill ze vill Zäit an Usproch huelen. Mä ech mengen, déi eenzel parlamentaresch Kommissiounen hu scho ganz gutt Viraarbecht geleescht, an dat fënnt ee jo mëttlerweil och alles am Rapport erëm.

Ech géif mech gären op e puer spezifesch Recommandatioune beschränken. Dat eent, dat ass den Aarbechtsmaart; nach ganz kuerz d'Nout- an d'Sozialwunnengen, well doriwwer huet de Camille Gira sech och schonn am Detail ausgelooss; d'Kannergeldskeess; déi verschidde legislativ Aspekter, déi eis Kanner betreffen; d'Iwwerverschëldung, an iwwert déi alldeeglech Problemer, déi mer an de Gemengen hunn.

Als Éischt géif ech gäre kuerz op deen Dossier agoen, dee sech an deene leschten zwee Joer dramatesch entwéckelt huet, an zwar dee vum Chômage. Déi neitsten Zuele weise jo, datt de Chômagetaux lues awer sécher no ënne geet, wat jo sécher ze begréissen ass. Mä wann een allerdéngs e Bléck op d'Statistike geheit, da stellt ee ganz séier fest, datt déi momentan Chômagetauxe vu 5,7% nach ëmmer 13.400 Aarbechtslosen entspriechen, wat 1.000 Aarbechtsloser méi wéi am Verglach zum leschte Joer sinn, a 4.000 méi wéi am Verglach zum Joer 2008.

Esou vill Leit, déi keng Schaff hunn, huet eist Land nach ni virdrun an der Geschicht kannt. Dës tragesch Situatioun an de Grëff ze kréien, ass duerfir eng vun de gréissten Erausfuerderungen, déi mer meeschtere mussen, och wann et méi einfach gesot wéi gemaach ass. D'Politik ass an der Verantwortung, mä net nëmmen. Wann d'Politik den néidege Kader schafe muss, fir datt d'Betriber net zoumaache respektiv nei Aarbechtsplaze schafen, esou däerfen d'Patronë sech awer och hirer sozialer Verantwortung net entzéien.

An dësem Beräich kann a muss d'Politik wierken. Niewent der Ausbildung an der Weiderbildung vun de Chômeuren, si virun allem d'Betreiung an d'Vermëttlung vun den Aarbechtslosen d'Schlësselelementer am Kampf géint de Chômage. Duerfir ass et wichteg, datt eist Land iwwer en Aarbechtsmaart verfügt, deen och senge reellen Aufgabe wierklech gerecht gëtt.

De Médiateur huet a sengem leschte Rapport besonnesch de Fonctionnement vun der ADEM genee ënnert d'Lupp geholl an eng ganz Rei Virschléi gemaach, fir d'Aarbecht vun dëser Verwaltung méi effikass a méi am Sënn vun enger besserer perséinlecher Betreiung an Aktivéierung vun Aarbechtslosen ze gestalten. Am Ombudsmann sengem Rapport vun dësem Joer ass dann ze liesen, datt de Médiateur zefridden ass, datt seng Virschléi vum viregten Aarbechtsminister, dem François Biltgen, deen iwwregens d'ADEM och engem Audit ënnerzéie gelooss huet, gedeelt ginn, an eng déif gräifend Reform vun der Administratioun, scho virun de Wahlen, geplangt ginn ass.

Net méi spéit wéi gëschter huet den aktuellen zoustännegen Aarbechtsminister, den Nicolas Schmit, annoncéiert, datt an dësem Sënn der Chamber am Hierscht en neie Gesetzestext virgeluecht wäert ginn, deen d'ADEM dann an en effikassen, op de Client zentréierten Déngschtleeschtungsservice ëmstrukturéiere soll. Sou eng Reform ass ouni Zweifel e Schratt an déi richteg Richtung. Besonnesch ze begréissen ass, datt am Sënn vun enger méi grousser Regionaliséierung vun der ADEM och e weideren dezentrale Büro an den Oste komme soll, esou wéi de Minister et gëschter annoncéiert huet.

Et muss séchergestallt ginn, datt deejéinegen, dee seng Plaz verléiert, vun Ufank u besser encadréiert gëtt a sech net esou laang selwer iwwerlooss bleift. All Mënsch, dee vum Chômage betraff ass, huet et verdéngt, datt sech schnell an direkt ëm e gekëmmert gëtt, an datt en d'Vertrauen an d'ADEM behält. Et muss verhënnert ginn, an duerfir ass d'Politik gefuerdert, alles ze maachen, wat an hirer Muecht steet, fir derfir ze suergen, datt déi Noutsituatiounen, an deene sech Mënsche befannen, déi vun engem Dag zum anere keng Aarbecht méi hunn, net nach weider u Selbstwäertgefill verléieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an enger Noutsituatioun befanne sech awer net nëmmen déijéineg, déi hir Aarbechtsplaz verluer hunn, mä och déi, déi duerch iergendeen Émstand keen Daach méi iwwert dem Kapp hunn. Dëst féiert mech zur Recommandatioun 37 vum Médiateur, dee sech mat der Schafung, an de Gemengen, vu sougenannten Noutwunnengen auserneegesat huet.

De Camille Gira ass elo grad am Detail schonn dorop agaangen, an duerfir wäert ech mech nëmme nach ganz kuerz doriwwer ënnerhalen, well et steet wierklech engem Land wéi Lëtzebuerg schlecht zu Gesiicht, wa mer méi wéi e puer honnert Leit - wéi de Médiateur a sengem Rapport geschriwwen huet - héi am Land hunn, déi nuets keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer no flexibele Léisunge sichen an datt mer regional Méiglechkeete musse schafen. E kuerzfristegen Ënnerdaach engem unzebidden an engem Hotel, dat brénge mer alleguerten an de Gemenge fäerdeg. Mä dat geet awer net duer!

Ech erhoffe mer, datt mat deem neien Aide-sociale-Gesetz, dat ab dem Januar 2011 a Kraaft trëtt, d'Flicht vum Office social jo och ass, deene Mënschen intensiivst ze hëllefen, fir datt se erëm zu enger Wunneng kommen. Well eng Wunneng ze hunn, dat ass e fundamentaalt Mënscherecht.

Effortë mussen allerdéngs awer net nëmme bei den Noutwunnengen, mä awer och um Niveau vun de Sozialwunnenge gemaach ginn. Och hei hu sech Leit beim Ombudsmann beklot, well si no längerer Zäit keng Äntwert op hir Demande fir eng Sozialwunneng kritt hunn. Dat ass eng bedauerlech Situatioun.

Fir d'Éischt muss awer gekuckt ginn, wat fir eng Kritären iwwerhaapt erfëllt musse ginn, fir esou séier wéi méiglech an de Genoss vun enger Sozialwunneng ze kommen. De Médiateur huet an deem Kader festgestallt, datt no deene Kritären, déi am groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 definéiert sinn, zum Beispill déijéineg prioritär behandelt musse ginn, déi aus deene verschiddenste Grënn, wéi zum Beispill enger Expropriatioun oder enger net méi bewunnbarer Wunneng, net méi an hirer Wunneng bleiwe kënnen.

Doriwwer eraus huet de Médiateur awer och festgestallt, datt de Fonds du Logement der Meenung ass, datt een déi genannte Kritären net statesch, mä méi flexibel applizéiere misst. De Wunnengsbauminister huet de Médiateur doriwwer informéiert an en neit groussherzoglecht Reglement ugekënnegt, dat déi nei Kritären, déi manner rigide wieren, géif festleeën. Sou solle weder eng vollstänneg Lëscht mat Kritären nach Prioritéite ranglech an d'Reglement stoe kommen. An de Fonds du Logement soll dann d'Kritäre vu Fall zu Fall applizéieren.

De Médiateur huet op dës Annonce hin dem Minister seng Bedenke matgedeelt. A sengen Ae géif dës Léisung géint de Prinzip verstoussen, no deem all Bierger gläich ze behandele wier. Hie plädéiert fir méi transparent an objektiv Kritären. Ech deelen d'Suerg vum Médiateur, well Regele solle kloer a verständlech sinn.

(Interruption)

Elo kann een awer op där enger Säit duerchaus novollzéien, datt eng Verwaltung esou Regelen hannerfreet a vun Zäit zu Zäit och versicht, se ze reforméieren. Mä op där anerer Säit ass awer och dem Médiateur seng Suerg, datt déi Regele kloer a fir jiddwereen novollzéibar sinn, genausou verständlech. Duerfir bleift ze hoffen, datt eng Léisung am Sënn vun alle Betraffene fonnt gëtt.

E Wuert zu de Wunnengsbauhëllefen. Och hei hu sech e sëlleche Leit beim Médiateur beschwéiert, an dat virun allem wéinst der Gréisst, déi eng Wunneng muss an däerf hunn, fir kënnen Hëllef ze kréien, respektiv wéinst Hëllefen, déi zu Onrecht bezuelt gi sinn. An dëse Fäll ass och e neit groussherzoglecht Reglement ënnerwee, dat - wéi den Ombudsmann dat scho virgeschloen huet - déi verschidden Hëllefen, déi ee vum Stat kréie kann, an een Text zesummebréngt a bestëmmten Notiounen, wéi de Ménage oder de Bénéficiaire, méi kloer definéiert. An dësem neien Text muss also fir méi Kloerheet gesuergt ginn.

Här President, wann ee gären hätt, datt eis Verwaltunge méi effikass solle schaffen, da muss och am Dossier vun der Kannergeldskeess eppes geschéien. Och doriwwer huet de Rapporteur scho geschwat. Schonn am Rapport vum leschte Joer ass déi Verwaltung ganz staark vum Ombudsmann kritiséiert ginn, well se ze mann Personal huet an doduerch hiren Aufgaben am Déngscht vum Bierger net gerecht gëtt. Et ass nach bal ëmmer onméiglech, fir een an der Kannergeldskeess op den Tëlefon ze kréien oder eng Äntwert op eng Fro ze kréien. Ausserdeem hunn nach ëmmer vill Leit Schwieregkeeten, Erklärungen ze kréien, wa se Saachen net verstinn.

De Médiateur bedauert duerfir a sengem aktuelle Rapport, datt déi Virschléi vum viregte Joer ignoréiert gi sinn. Mir wëssen, datt 25 nei Plazen iwwert den Numerus clausus accordéiert gi sinn, datt bis elo véier nei Poste konnte geschaf ginn. Mir sinn eis awer och bewosst, datt, wann eng Administratioun 25 nei Plaze matenee géif festleeën, dat onméiglech wier ze géréieren, well déi Leit, déi mussen ageschafft ginn, déi brauche Formatioun. Mä et kann ee sech awer an dësem Sënn och froen, ob et net richteg a wichteg wier, eng grondleeënd Reform vun de Kannergeldzoulagen ze maachen.

Mat där Positioun huet de Médiateur Recht, wann e seet, datt op laang Siicht de Service vun der Kannergeldskeess effektiv nëmme mat méi Personal ka verbessert ginn. An der Familljekommissioun ass sech och doriwwer Gedanke gemaach ginn. A si hu gemengt, d'Kannergeldskeess misst ëmstrukturéiert ginn oder et misst een Ënnerservicer schafen, fir méi einfach kënnen ze schaffen. D'Fraktioun denkt och, datt mat der Adoptioun vum Gesetz iwwert d'Aide financière pour les étudiants supérieurs een Deel vum Problem sech selwer wäert léisen, vu datt d'Hëllefen dann zum groussen Deel iwwer en anere Service ausbezuelt ginn, nämlech iwwert dee vum Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur.

Ech bleiwen nach bei der Kannergeldskeess, quitte datt d'Problematik, déi ech uschneiden, méi generell ass. An der Kannergeldskeess gëtt et ënnerschiddlech Prozeduren, jee nodeem, ob d'Eltere vum Kand bestuet sinn oder net. Am 21. Jorhonnert, jo, am Joer 2010 maache mir nach ëmmer en Ënnerscheed tëschent engem Enfant légitime an engem Enfant naturel. Bis haut ass et esou, datt d'Elteren, déi net bestuet sinn, mä déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen an deenen hir Kanner net doheem, mä am Ausland opwuessen, der Kannergeldskeess fir d'Éischt beweise mussen, datt si fir déi Kanner opkommen, ier si e Recht op Kannergeld kréien. Elteren, déi bestuet sinn an déi an därselwechter Situatioun sinn, mussen dee Bewäis net bréngen. Do gëllt d'Présomptioun, datt se, well se bestuet sinn, fir hir

Kanner opkommen, egal ob d'Kanner am Ausland oder heiheem sinn.

Fir datt och wierklech all Kand gläich behandelt gëtt, schléit de Médiateur an dësem Fall vir, den Ënnerscheed tëschent dem Enfant légitime an dem Enfant naturel ofzeschafen. E Virschlag, deen ech ka mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Ech wëll och nach drun erënneren, dat ufanks 2006 den Här Laurent Mosar, deen haut Chamberspresident ass, mat mir eng Proposition de loi déposéiert huet, déi och iwwert dës Thematik schwätzt. Duerfir wiere mir frou, wann dës Proposition de loi, déi och d'Fro vun der Autorité parentale conjointe uschneit, géif am Kader vun deem neie Gesetzestext matdiskutéiert ginn a geschwënn hei an der Chamber zum Vote gestallt kéint ginn.

De Médiateur huet sech och a senger Recommandatioun N°23 fir d'Recht vum Kand ausgeschwat, d'Identitéit vu senge biologeschen Eltere kënne gewuer ze ginn. Fir mech ass dat e fundamentaalt Recht.

An nach kuerz ee Punkt, deen eis Kanner betrëfft, op deen de Médiateur a sengem Rapport agaangen ass, an zwar dee vum Congé parental. Hei weist de Médiateur drop hin, datt eng Partie Leit fannen, datt d'Gesetz iwwert de Congé parental méi dem Patron wéi den Elteren entgéintkënnt. Wat déi Betraffe meeschtens stéiert, dat ass, datt fir den zweete Congé parental d'Eltere mindestens sechs Méint virum Ufank vum Congé parental dem Patron respektiv der Kannergeldskeess matdeele mussen, ob een dee Congé huele wellt oder net. Maache se dat net, riskéiere se, keng Entschiedegung während dem Congé parental ze kréien. De Médiateur schléit duerfir der Regierung vir, déi entspriechend Gesetzgebung méi un d'Interesse vun den Elteren unzepassen.

Et gëtt drun erënnert, datt de Code du Travail ënnerschiddlech Délaie virgesäit fir den éischte Congé parental, deen direkt no der Gebuert vum Kand soll geholl ginn, an den zweete Congé, deen zu engem spéideren Zäitpunkt kann an Usproch geholl ginn. Fir den éischte Congé muss d'Demande mindestens zwee Méint virum Ufank vum Congé de maternité formuléiert ginn. Den Ënnerscheed tëschent dem éischten an dem zweete Congé erkläert sech doduerch, datt de Patron am Prinzip scho méi laang Bescheed weess, datt seng schwanger Mataarbechterin de Congé hëlt. Dat ass eng Fro, déi inoffiziell scho längst gekläert ass, esou datt de Patron dann och genuch Zäit huet, fir sech ze organiséieren. Vu datt awer den zweete Congé net vun engem bestëmmten Evenement ofhänkt an zu all Moment an Usproch ka geholl ginn, ass do den Délai méi laang.

Ech ka verstoen, datt fir d'Elteren dësen Délai ze laang ass an datt dat hinnen et net erlaabt, kuerzfristeg déi zwee Congéen unzefroen. Et muss een och ze bedenke ginn, datt déi kleng Betriber mat kuerzen Délaie Problemer kréien, fir hire Betrib ze organiséieren. Ech denken, datt jee no Betrib, jee no Aarbechtsplaz, fir déi een en Ersatz fanne muss, jo, jee no Secteur laang Délaie virleien. Ech denken awer och, datt et Betriber, Secteuren oder Aarbechtsplaze gett, wou mer sécher Méiglechkeeten hätten, méi schnell ze reagéieren. Et ass ze wënschen, datt deen aktuellen uniformen Délai duerch méi e flexibelen Délai kann ersat ginn.

Et wier gutt, wann hei eng fir all Parteien zefridde stellend Léisung fonnt kéint ginn, well de Congé parental ass eng wäertvoll Plus-value fir d'Famill. Duerch de Congé parental kréien d'Elteren d'Méiglechkeet, sech méi intensiv ëm hir Kanner ze këmmeren, méi Zäit mat hinnen ze verbréngen, an och doduerch kënne méi Elterekompetenzen entwéckelt ginn. A mengen Aen ass de Congé parental net nëmmen eng Beräicherung fir d'Famill, mä fir eis ganz Gesellschaft. E mécht et méiglech, fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, besser ze harmoniséieren. Et weisen och Etüden am Ausland: Zefridden Eltere sinn och méi déinlech fir de Patron, also eng Plus-value och fir de Patron.

Här President, e weideren Dossier, an dee sech de Médiateur schonn am Joer 2007 geknéit huet, dat ass deen iwwert d'Oftrieden an d'Saisie vum Aarbechtsloun respektiv der Pensioun wéinst Scholden, déi eng Persoun nach ze bezuelen huet. Aus dem Médiateur senger Recommandatioun N°25 geet kloer ervir, datt et duerch déi aktuell Gesetzgebung zu Fäll komm ass, an deenen eng Persoun wéinst hirer Saisie oder der Cessioun vun hirem Akommes an esou eng enk Situatioun geroden ass, datt hir elementar Iwwerliewenskonditiounen net méi garantéiert waren. Duerfir muss am Sënn vu méi sozial Gerechtegkeet déi bestehend Gesetzgebung am Fong reforméiert ginn, quitte datt et sech do ëm en delikaten, juristesch komplexen Dossier handelt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo just kuerz anhand vun e puer Punkte versicht ze weisen, wéi wichteg dem Médiateur seng Analysen a Virschléi sinn, fir datt mer alleguerten zesummen d'Liewe vun eise Matbiergerinnen a Matbierger am Ëmgank mat de Verwaltungen an de Gesetzer méi einfach maache kënnen. Ier ech awer zum Schluss vu menger Interventioun kommen, wëll ech nach vun enger Instanz schwätzen, déi mir als Gemengeresponsabel am alldeegleche Liewen erliewen, an dat sinn eis Gemengen. Doriwwer huet jo och eise Rapporteur sech scho ganz laang ënnerhalen, an ech mengen, dat war eng vun deene beweegtsten Diskussiounen, déi mer an eiser Chamberskommissioun haten.

Une voix.- Dat kann ee soen!

(Interruptions)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Et wier jo awer net richteg, wann ech dat net géif soen. Mir sinn eis alleguerte bewosst, datt d'Aufgaben an enger Gemeng am 21. Jorhonnert vill méi grouss a vill méi komplex gi sinn, wéi dat nach Jore virdru war. Et gett deemno vill Problemer, déi an de Gemengen onbedéngt musse geléist ginn, wa mer gären e besseren Déngschtleeschtungsservice fir eis Biergerinnen a Bierger offréieren.

Mir haten eis och net nëmmen um Rapport vum Médiateur inspiréiert, mä mir haten, wéi gesot, de Syvicol an och den Innenminister an eis Kommissioun invitéiert. Ënnert dem Strëch ass d'Konklusioun gezu ginn, datt déi administrativ Prozeduren einfach ze vill schwéierfälleg sinn a vill Dossieren einfach ze laang um Instanzewee sinn. Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg misst dat jo grad vu Virdeel sinn, datt déi administrativ Weeër kuerz an effikass wieren. Dat ass eist gemeinsamt Uleies an duerfir mussen eng Rei vu Gesetzer a Strukture verbessert ginn.

Sou gi vill Problemer mat bestëmmte kommunale Prozeduren a besonnesch mat deenejéinegen, déi d'Baue betreffen, ëmmer méi vun de Bierger a Fro gestallt. Do wier un éischter Plaz emol d'Applikatioun an d'Interpretatioun vun eisem Baute-reglement oder vun eise Bautereglementer. Och de Rapporteur huet dat gesot. A verschiddene Gemenge ginn d'Baugenehmegungen einfach ze spéit eraus oder si entspriechen net dem Bautereglement. An dann ass keng anstänneg Prozedur hannendrun, wann eng Baugenehmegung erdeelt ginn ass, déi net dem Bautereglement entsprécht. Oder - jo -, datt d'Gemenge keng Autorisatioun fir Projete wëlle ginn, wou d'Bierger, wa se sech bei den Ombudsmann beschwéiere ginn, awer der Meenung sinn, si géifen dem Bautereglement entspriechen.

Mä derniewent gett et jo awer och eng ganz Rëtsch Fäll, an deenen et ëm d'PAGen an d'PAPe geet. Sou komme Reklamatiounen un d'Adress vum Médiateur, well d'Leit net informéiert gi sinn, datt hir Terrainen am Kader vun enger Revisioun vum PAG aneschters klasséiert gi sinn. Anerer si gezwonge ginn, fir e PAP auszeschaffen, obwuel et hirer Meenung no méiglech gewiescht wier, nëmmen e Morcellement ze maachen oder eng eenzel Baugenehmegung ze ginn.

De Médiateur ass och der Meenung, datt d'Gesetz vum 19. Juni 2004 iwwert den Aménagement communal onbedéngt muss iwwerschafft ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Ech hat d'Geleeënheet, dës Woch an der Intérieurskommissioun ze sinn an hu gesinn, datt de President mat senge Leit ganz äifreg mam Minister a senge Mataarbechter un där Reform schafft.

(Interruption)

Mir hoffen a wënschen, datt wierklech - wa mer wëllen eng Vereinfachung an eise Gemenge kréien - de Gesetzesprojet 6023 fir méi Rechtssécherheet suergt, an datt mer manner Komplikatiounen hu wéi dat, wat mer ewell säit 2004 hunn, wou mer mat deem Gesetz konfrontéiert sinn.

En anere wichtegen Aspekt vun enger Moderniséierung vun eiser Gemengenadministratioun ass ouni Zweifel d'Reform vun der Relatioun tëschent de Gemengen an dem Innenminister, hirem Ministère de tutelle. Bei dëser Reform ass et wichteg, datt op e gesonden Équiliber opgepasst gëtt, esou datt déi kommunal Autonomie spille kann a gläichzäiteg den Innenministère senger Aufgab gerecht ka ginn, déi haaptsächlech doranner besteet, fir ze kontrolléieren, ob dat, wat vun de Gemengen décidéiert ginn ass, och konform zu de Gesetzer ass.

Do kann ee selbstverständlech sech froen, ob net vill Autorisatiounen oder Délibératiounen, déi mer am Gemengerot geholl hunn, ob déi nach alleguerten op den Instanzewee musse goen, oder ob mer méi Autonomie kréien, wann et zum Beispill ëm Subsiden oder Reglementer geet. Ech mengen, alles dat si Saachen, déi mussen an zukünftege Kommissiounssitzungen diskutéiert ginn.

Dann hu mer eis selbstverständlech ganz laang iwwert d'Reform vum Distriktskommissariat ausgeschwat an iwwert d'Roll vum Distriktskommissär selwer. Den Här Gira huet dat elo grad hei alles am Detail virgestallt, duerfir brauch ech dat och elo net méi ze maachen. Ech, mengersäits, ka jiddefalls soen, datt ech vun deene puer Distriktskommissären, wou ech a menger Gemeng ze doen hat, ëmmer op eng juristesch gutt Aart a Weis Informatioune kritt hunn, an datt ech hinnen och op dëser Plaz duerfir nach eng Kéier wëll Merci soen.

Mä mir brauchen an Zukunft manner Bürokratie a méi séier a méi kuerz Weeër, fir kënnen eiser Aufgab gerecht ze ginn. Well d'Gemenge sinn d'Visitëkaarte vun... Jo, si sinn d'Spigelbild vun eiser Gesellschaft, an ech mengen, wa mer et fäerdeg bréngen, datt mer méi kuerz Weeër kréien, dat ass och en décisivë Kompetitivitéitsfacteur, an och dat ass wichteg fir d'Weiderentwécklung vun eisem Land. Also ofschléissend, mir brauchen e reforméierten a moderniséierte Statsapparat, an doranner musse mer investéieren.

Iwwert d'Professionalitéit vum Buergermeeschter, ech mengen...

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- ...war et méi einfach, déi hu méi Sue wéi déi aner. Déi kënne méi...

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Oh, Här Klein, Dir a Betzder! Kommt bei eis an d'Gemeng, dann tausche mer. Da ginn ech awer nach eens.

(Hilarité et interruptions)

Da maache mer eng grouss Fusioun.

Spaass bäisäit!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stellen also zesumme fest, datt dem Médiateur seng Aarbecht mëttlerweil an deene verschiddenste politesche Beräicher eng ganz Rei Steng un d'Rulle bruecht huet. Et ass scho villes vun deem, wat de Médiateur proposéiert huet, ëmgesat ginn, mä mir wëssen et, et bleift nach ganz, ganz villes ze maachen. An Zukunft solle mer méi Zäit an eis Bierger kënnen investéieren a manner an de Pabeierkrom; de Mënsch an de Mëttelpunkt vun eisen Aarbechte stellen an net d'Bürokratie! Ech mengen, datt dat eis Flicht ass.

Ech wëll zum Schluss nach zwou Iddië beliichten, déi zur Moderniséierung vun eise Verwaltunge bäidroe kéinten. Déi éischt ass d'Iddi, déi och schonn ugeschwat ginn ass, vun der Online-Petitioun. Ech denken, datt dat sécherlech en innovative System kéint ginn. Et ware jo Membere vun der Petitiounskommissioun op Berlin, a mir wäerte sécher an nächster Zäit am Detail an der Kommissioun doriwwer diskutéieren.

An déi zweet Iddi, déi kënnt aus deem Land, do wou den Ombudsmann... deem mer d'Institutioun vum Ombudsmann ze verdanken hunn, an zwar Schweden. Schweden huet säit dem 1. Juli 2009 e sougenanntent Sproochegesetz, wat d'Verwaltungen derzou verflicht, am Ëmgank mat de Bierger déi schwedesch Sprooch esou einfach a verständlech wéi méiglech ze notzen. Och an dëse Fäll kéint ee sech u Schweden inspiréieren a versichen hei zu Lëtzebuerg op dee Wee ze goen, andeems een d'Sproochegesetz vun 1984 deementspriechend amendéiere géif. Well vill vun de Problemer, déi d'Leit mat de Verwaltungen hunn, dacks doduerch verursaacht ginn, datt Dokumenter onverständlech sinn, net verstane ginn an doduerch zu falschen Interpretatioune féieren.

Voilà, Här President, ech kommen zum Schluss. Ech wëll nach eng Kéier explizit eisem Médiateur mäi grousse Merci ausschwätze fir alles dat, wat hien am Laf vun deene leschte Jore fir eist Land, fir eis Biergerinnen a Bierger gemaach huet, an ech géif e bieden, an deemselwechte Geescht an an deemselwechten Élan weiderzeschaffen.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Frank. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass Traditioun, datt e Member vun der Oppositioun President ass vun der Petitiounskommissioun, an duerfir ass et och de Member vun der Oppositioun, deen de Rapport vum Bericht vum Médiateur mécht. An ech muss soen, de Camille Gira huet net nëmmen e pertinente Rapport opgestallt, mä hien huet och d'Aarbechten am Virfeld ganz exzellent organiséiert a moderéiert. Mir hunn eng Rei Leit gesinn aus de Verwaltungen, aus de Gemengen, fir eis e Bild ze maachen, an och Stellungen zu de Problemer an deenen eenzelne Verwaltungen duerchzeschwätzen. An duerfir wëll ech hei dem Président-rapporteur och wierklech félicitéiere fir seng exzellent Aarbecht, déi e gemaach huet.

Här President, mëttlerweil ass den Ombudsmann eng regelrecht Institutioun ginn hei zu Lëtzebuerg, an de Médiateur huet och eng gewëssen Notoriétéit an Autoritéit bei de Verwaltungen hei am Land erhalen. An dat ass och ganz gutt esou. Et ware jo am Ufank eng Rei Bedenken, datt eventuell duerch eng parteipolitesch Besetzung dat Ganzt hätt kënnen eng Alibifunktioun ginn. Déi Bedenken hu sech glécklecherweis net bestätegt, an et muss ee wierklech ënnersträichen, datt den Ombudsmann hei wierklech eng ganz neutral a wäertvoll Hëllef ginn ass fir déi eenzel Bierger, déi op déi eng oder aner Aart a Weis Schwieregkeete mat de Verwaltungen hunn.

Déi Institutioun huet och eng gewësse Vitesse de croisière kritt - et ass och haut schonn e puermol gesot ginn -, an d'Verwaltungen an d'Ministèren huelen och déi Remarquen a Recommandatioune vum Ombudsmann ganz eescht a versichen, en général, och ganz schnell Remedur ze schafen, wa Problemer optauchen oder wann de Médiateur intervenéiert.

Och schéngt et mer sënnvoll, datt de Rapport vum Médiateur an der Petitiounskommissioun traitéiert gëtt, déi, wéi gesot, vun der Oppositioun presidéiert gëtt. Eng Kommissioun, déi jo méi generell do ass fir de Bierger a méi direkt ass am Kontakt mam Bierger, well jo och iwwert d'Petitioune soll déi Kommissioun en oppent Ouer hu fir d'Leit hei am Land, an dann och kënne Problemer, déi d'Leit hei am Land kënne kréie mam Statsapparat, déi Petitiounskommissioun also de Bierger dobäi kann eventuell weiderhëllefen.

Et ass also an engem gewëssene Sënn eng Kommissioun fir de Bierger, wou hie sech direkt un d'Vertrieder, d'Parlamentarier ka wenden. An net ganz onberechtegt seet de Marc Fischbach, oder stellt de Marc Fischbach jo och dës Kommissioun als eng vun deene wichtegsten an der Chamber duer, besonnesch wann een dat ënnert dem demokrateschen Aspekt kuckt.

Ech hu gesot, datt d'Institutioun Ombudsmann eng Vitesse de croisière erreecht huet, wat awer net wëllt heeschen, datt doduerjer manner Aarbecht ugefall ass, an d'Problemer vum Bierger mat de Verwaltungen hunn dowéinst net ofgeholl. Dat huet och vläicht domadder ze dinn, datt elo d'Bierger och méi Vertrauen an de Médiateur hunn, datt se wëssen, datt et esou eppes gëtt, datt se do gehollef kréien an datt se sech also doduerjer och vläicht méi einfach a méi schnell, ouni Bedenken, un den Ombudsmann wenden.

Bon, reng vun der Statistik hier gesinn, geet aus dem Rapport och ervir, datt 906 Dossieren traitéiert gi sinn dat Joer - am Rapport virdru waren et der 925 - an datt och, wéi an deem Rapport virdrun, ronn zwee Drëttel vun den Dossiere konnten ofgeschloss ginn. Dat schéngt sech also d'Wo ze halen, hei si keng signifikant Ännerungen ze vermierken. Et ass also eng gewësse Konstanz, déi ee ka feststellen.

E wichtegen Aspekt vun der Aarbecht vum Ombudsmann ass dee vun de Recommandatiounen, déi hien all Kéiers mécht, well déi ergi sech jo fir gewéinlech aus engem Problem, deen entweder eng ganz Rei Bierger hu mat Verwaltungen, oder awer och aus Problemer, wou vläicht nëmmen een oder zwee Bierger konfrontéiert waren, mä déi awer ganz spezifesch Eenzelfäll sinn, déi awer vläicht e ganz wichtegen, fundamentale Problem uschwätzen, deen eng méi generell Äntwert muss kréien.

Et gëtt dann och d'Bilanz gemaach vun de Recommandatiounen, déi de Médiateur a sengem viregte Rapport gemaach huet, wéi se befollegt gi sinn oder och net. An hei muss ee leider feststellen, datt verschiddener nach ëmmer net zur Satisfaktioun geléist gi sinn. Dat kann domadder zesummenhänken, datt eventuell d'Gesetzesprojeten, déi opgeworfe Problemer solle léisen, nach net duerch d'Mille sinn. Mir mussen eis also do selwer dann e bëssche mam Ouer huelen. Dat kann awer och aner Ursaachen hunn, déi zum Deel och mam politesche Wëllen zesummenhänken.

Eng erausgepickt ass zum Beispill déi, déi sech op de Fonctionnement vun der Caisse nationale des prestations familiales bezitt - ech sinn net deen Éischten, deen dat elo hei haut de Mëtteg erwähnt oder erwähnt huet -, a wou de Médiateur jo recommandéiert hat, a sengem virleschte Rapport, fir hei d'Personal opzestocken. D'Regierung, déi al op alle Fall, wat jo awer och nach zum gréissten Deel déi nei ass, hat och emol 25 Posten am Numerus clausus ageschriwwe fir 2009. Et sinn awer leedeglech véier Leit agestallt ginn!

An eng Rei Problemer bestinn awer weider bei der CNPF, well och a sengem leschte Rapport de Médiateur op eng Rei Fäll hiweist, a wou ënner anerem den Tenor deen ass, datt d'Dossieren ze laang brauchen, bis datt se kënnen zur Zefriddenheet vun de Bierger ofgeschloss ginn. Och wann een da wëllt versichen et aneschters innerhalb vun der Verwaltung ze organiséieren, muss een awer wëssen, datt een dofir och Personal brauch.

Eng aner Recommandatioun, déi ech wëll eraussträichen, ass déi eng, déi och schonn 2005 gemaach ginn ass, déi nach ëmmer kee befriddegende Suivi krut, an dat betrëfft déi vun der Interpellatioun vu Jugendlechen am Kader vun enger Procédure d'expulsion. Hei geet et drëms, datt d'Police keng disproportionéiert Mesurë soll an deem Kontext uwenden. Leider ass déi Recommandatioun vum Ombudsmann nach net suivéiert ginn.

Insgesamt, wann ech richteg gezielt hunn, sinn et eng Dose Recommandatiounen, déi een am Rapport zréckfënnt, déi nach keen appropriéierte Suivi kruten. Wat also ze bedaueren ass, a wou mer mussen och als Chamber dann um Ball bleiwen a kucken, datt déi Dossiere virugedriwwe ginn, besonnesch do, wou mir och kënnen als Chamber eventuell intervenéieren oder och eisen Deel dozou musse bäidroen.

An engem Fall, dee betreffend de Fligeraccident 2002, huet souguer duerfir elo och eng Partie civile de Wee bis op d'Europäescht Geriicht zu Stroossbuerg ugetrueden, well also, wéi gesot, hei keng zefridde stellend Solutiounen oder kee Suivi gemaach ginn ass, obwuel och hei de Médiateur Propositioune gemaach hat.

En aneren Dossier ass dee vun der ADEM, dee jo och scho jorelaang schleeft. Mir hu jo och als Demokratesch Partei scho säit Joren drop higewisen, datt d'ADEM misst reforméiert ginn. De Médiateur hat dat och méi wéi eng Kéier monéiert, an et schéngt jo dann elo lues a lues e bëssche Rull an deen Dossier ze kommen.

Här President, ech wëll kuerz e puer Dossiere kommentéieren, mat deene sech den Ombudsmann d'lescht Joer méi spezifesch beschäftegt huet. Meng Virriedner hunn dat och scho gemach, mä et ass jo och interessant, well ee jo awer hei aus deem engen oder anere Bléckwénkel vläicht deen een oder aneren Dossier méi interessant fënnt, als Fallbeispill, respektiv och vläicht domadder kann zum Ausdrock bréngen, datt déi Dossieren awer där enger oder anerer Fraktioun méi um Häerz leien.

Ech wëll elo e Beispill opgräifen, well et och besonnesch an d'Aktualitéit passt. Et sinn d'lescht Joer, oder am leschte Rapport geet Rieds vun enger Rei Reklamatioune vu Studenten, déi net mat hire Finanzhëllefen d'accord waren. Verschidde Fäll konnte gekläert ginn. Mä virun allem wëll ech hei d'Argumentatioun an d'Explikatioun vum zoustännegen Héichschoulminister, vum Här Biltgen, eng Kéier récitéieren. Dee seet, an ech récitéieren dat, am Rapport, Säite zwielef do: „La gestion du système des primes est basée sur l'application stricte du dispositif législatif en vigueur et qu'il n'existe pas de possibilité de dérogation."

Dat ass jo interessant, well mir sinn amgaang, elo e Projet de loi ze diskutéieren, wou mer och eng Rei Fäll net kënne kloer cibléieren. Dir wësst, datt do virun allem eis Suerg ass, datt sozial Mannerbemëttelter net solle mat deem neie Subsidiëgesetz manner kréie wéi virdrun. An duerfir hate mir och gefrot, fir datt kloer gesetzlech Dispositioune sollen erageschriwwe ginn, fir datt herno och déi Fäll kloer sinn: wat fir eng Fäll et sinn a wéi een déi géif traitéieren. De Minister Biltgen, deen huet awer an der Kommissioun gesot: Mir fannen do schonn eng Solutioun, och wann näischt am Gesetz steet.

Schéin a gutt, mä bei Reklamatiounen dat Joer virdrun huet e gesot: Mir kënnen nëmmen do eppes maachen, wou genau am Gesetz steet, wéi et gemaach soll ginn. Duerfir wier et also gutt, datt een och nach eng Kéier an där Optik a mat där Recommandatioun, respektiv wa mer dee Fall betruechten, eis géifen d'Méi maachen, an dem Kontext vun deem Gesetz méi prezis ze ginn, wat déi sougenannte sozial Härtefäll sinn.

Wa mer bei der Schoul sinn, wëll ech och nach eng Kéier rappeléieren, datt d'Demokratesch Partei fir e Médiateur an de Schoulen hei zu Lëtzebuerg antrëtt. Do kéint bei Schwieregkeeten tëschent Schüler a Schoul, Elteren an Direktioun an Enseignanten an esou weider - do gëtt et jo eng ganz Rei Kombinatiounen - dee Médiateur direkt sur place vermëttelen. Et ass jo esou, do gëtt et ganz schoulspezifesch Uleiessen, déi kéinten dann do, duerch esou eng Funktioun, schnell, oder méi onbürokratesch, méi direkt geléist ginn, an dat géif och den Ombudsmann entlaaschten. Also weiderhi plädéiere mir fir esou e Médiateur am Schoulberäich.

E Minister respektiv e Ministère, wou de Médiateur weiderhin eng Rei Problemer feststellt, ass dee vum Logement. Hie bedauert, datt d'Kollaboratioun mat den zoustännege Servicer vum Logement net gutt leeft. Den Ombudsmann muss do méi wéi eng Kéier nohaken, fir Äntwerten ze kréien. Duerfir hei kloer den Opruff un déi Servicer a Responsabel, un déi responsabel Ministeren, datt d'Demandë vum Ombudsmann oder d'Interventioune vum Ombudsmann och an deene Servicer seriöze huele sinn an datt se och solle schnellstméiglech beäntwert oder traitéiert ginn. De Minister Schank huet an der Kommissioun hei Besserung versprach, an d'nächst Joer huele mer en da beim Wuert.

Een, wéi soll ech soen, en Evergreen, kënnt ee praktesch hei an deem Fall soen, sinn déi verschidde Problemer, déi de Bierger mat de Verwaltunge vum Ëmweltdepartement huet. Zum enge gëtt et hei weiderhi Problemer mat den Délaien, déi d'Ëmweltverwaltung brauch, fir de Leit hir Subsiden auszebezuelen. Insbesonnesch an deem Domän, wou et drëms geet, bei dem Assainissement vun Albausubstanz, wann een dat energetesch wëllt verbesseren, respektiv wann een och en neit Haus baut, dat dann Niddregenergie- oder Passivenergie-Standard huet.

Do gëtt et Waardezäite vun engem Joer an doriwwer eraus, wat ech einfach inakzeptabel fannen. Inakzeptabel op där enger Säit fir den eenzelne Bierger, dee méi laang muss op seng heiansdo och substanziell Hëllefe waarden - well hei ass et jo am Hausbau, do sinn déi Aarbechten oft net bëlleg -, also an enger Phas, wou een och vläicht schonns e bësse méi knapp mat de Suen ass. Et ass also an där Hisiicht inakzeptabel, awer och inakzeptabel op déi aner Aart a Weis, well grad doduerjer, well sech dat jo erëmgesprach huet, datt doduerjer d'Leit découragéiert ginn, hir Haiser besser ze isoléieren oder energetesch besser ze bauen.

An datt mer doduerjer dann och eis Efforten, eis national Efforten, fir CO_2-Reduktiounen ze realiséieren, datt mer deem do entgéintwierken. Dat bréngt eis also net virun an deem Dossier, an et ass jo grad do, an dem Beräich vum Hausbau, vum energeteschen Assainissement, wou mer kéinten immens vill, praktesch en Drëttel vun eisen nationale CO_2-Reduktiounen erreechen. Hei soll een also d'Leit net schikanéieren, hei soll een d'Leit wierklech encouragéieren, hinnen hëllefen, dat esou schnell wéi méiglech ze maachen, bei deem nationalen Effort hinnen do ënnert d'Äerm gräifen.

Duerfir wëll ech do nach eng Kéier un eis DP-Propositiounen hei ganz kuerz erënneren, wou mir scho soen, mir wëllen op där enger Säit systematesch en Albau-Sanéierungsprogramm hei zu Lëtzebuerg lancéieren, a wou ee géif grad den ëmgedréite Wee goen, wou een net fir d'Éischt d'Leit bezuele léisst an da musse se kucken, datt se eng Kéier d'Sue vum Stat erëmkréien, mä wou mir soen, mir virfinanzéieren dat iwwer eng Klimabank, da kënnen d'Leit ufänken. Nach wie vor soe mer, mir sollen op dee Wee goen.

Här President, en anere Knackpunkt, deen nach ëmmer net zur Zefriddenheet geléist ass - wann ech nach am Evergreen vum Ëmweltberäich bleiwen -, dat ass deen, wou nach ëmmer ënnerschiddlech Kritären ugewannt ginn, wann een eng Autorisatioun fir ze bauen an der Zone verte ufreet. Dat si ganz oft esou Installatioune wéi Schappen oder Scheieren an esou weider. Et kann einfach net sinn, datt hei an engem klenge Land vun 2.700 Quadratkilometer, wann een do an deem engen Arrondissement nach seng Wiss huet, zum Beispill am Süden, datt een do säi Schapp no gewëssene Konditiounen autoriséiert kritt, an datt den Noper, dee seng Wiss zéng Meter dernieft huet, awer an engem aneren Arrondissement, zum Beispill am Arrondissement Zentrum ass, datt dee komplett aner Autorisatiounen oder aner Konditioune kritt. Dat kann net de Fall sinn! Hei brauch een och net laang ze légiféréieren, hei soll een einfach kloer Direktiven an der Verwaltung op den Dësch leeën an déi applizéieren. Dat ass och eppes, wat scho laang gefrot gëtt.

Här President, nieft der Analys vu spezifesche Problemer a spezifesche Verwaltungen, huet eis Kommissioun sech och mat verschiddenen Aspekter, méi generell, vum Fonctionnement vum Stat beschäftegt, mat der Suerg, wéi de Stat nach kéint besser a méi effizient fonctionnéieren, besonnesch am Hibléck oder ënnert der Guideline vum Déngscht um Bierger.

Froen, déi regelméisseg opgeworf gi sinn, och an der Kommissioun, dat sinn déi hei: Muss op deenen engen oder anere Plaze beim Stat méi Personal agestallt ginn, fir d'Aufgaben, déi am Volume méi grouss ginn - dat heescht, datt och méi Dossieren ze traitéiere sinn -, muss een also do méi Personal hunn, fir all déi Aarbechten ze meeschteren? Muss d'Personal aneschters forméiert a weidergebilt gi beim Stat? A musse Prozeduren an dem Fonctionnement, an de Servicer aneschters organiséiert ginn?

Ech wëll kuerz op déi dräi Froestellungen agoen. De Rapport ass och schonn op verschidde Froen agaang. Ech wëll also e puer zousätzlech Remarquen hei dozou maache respektiv awer och dat widderhuelen, zum Deel, wat de Rapporteur gesot huet, well et mer wichteg schéngt.

Bon, zum enge musse mer wierklech seriö driwwer nodenken an nei Modeller fannen, wéi mer d'Personal beim Stat astellen. D'Systemer vum Numerus clausus a vum CER entspriechen oft net de Besoinen um Terrain. Zum engen, dat ass och scho gesot ginn, huet den CER eng ze vill budgetär Approche an et gëtt net genuch gekuckt, wat eigentlech reell an de Verwaltungen u Chargen an un Aarbechtsopwand an domat u Personalbesoinen ufält.

Et ass jo och esou, datt ëmmer nees nei Aufgaben derbäikommen, déi emol net vun eis, vum Parlament un d'Verwaltung erugedroe ginn, mä einfach duerch d'Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven. Ech soen dat ëmmer erëm, wa mer hei zum Beispill Direktiven am Ëmweltberäich ëmsetzen. Eng Direktiv REACH - déi kennt Der jo dann alleguerten hei an der Chamber, mir hu se jo gestëmmt -, do sinn am Fong geholl d'Aufgabe fir eng Verwaltung - ob déi hei zu Lëtzebuerg ass, déi déi Direktiv ëmsetzt, oder zu Bonn, eh, zu Berlin oder zu Paräis -, déi sinn am Fong geholl déiselwecht. An deene Länner hu se dann honnerte vu Leit, déi sech mat esou enger Direktivëmsetzung beschäftegen. Mir hunn hei ee Beamten, deen awer schonn aner Dossieren huet, deen dat da muss mat erduerchhuelen.

Dat heescht, do misst een also wierklech och eng Kéier emol kloer kucken, wat nëmmen eleng den Aarbechtsopwand vun den Direktiven hei zu Lëtzebuerg bedeit, och a puncto Personal. Et kann een net einfach soen: „Bon, am Budget hu mer awer net genuch Suen, da loosse mer et einfach sinn." Well da komme mer eisen europäeschen Obligatiounen net no.

Oder en aneren Dossier, wou een och net ka budgetär verfueren, dat ass dee vum Enseignement. Wann d'Schülerzuele steigen - et gëtt gesot, datt mer all Joer praktesch 1.000 nei Schüler hunn, zum Deel kommen déi vu baussen eran -, jo, da muss een eben do dat Personal astellen, wat ee brauch fir déi zousätzlech Schüler. Et ass jo och esou, datt - ech hunn hei Fäll gezielt - dann och a verschiddenen Domäne laanscht de Numerus clausus engagéiert gëtt, zum Beispill am Enseignement. D'Chargé-de-course sti gewéinlech net am Numerus clausus, mä déi mussen awer dann agestallt ginn, fir datt de Betrib ka fonctionnéieren.

Allgemengen Zousproch kritt duerfir och vun eiser Säit déi Iddi vun Audite bei Verwaltungen oder Ministèren duerch - ech géif soen - mixte Auditeuren, wou de Stat an eventuell Leit aus dem Privatsecteur, déi d'Gewunnecht hu mat Auditen, dat duerchféieren. Et ass och näischt Neies. Dat si scho Saachen, déi an der Vergaangenheet duerchgezu gi sinn.

Ech ka mech selwer erënneren: 2002 hat ech a menger Funktioun als Statssekretär deemools en Audit maache gelooss vun der deemoleger Forstverwaltung. Dat war eng ganz gutt Basis fir d'Reorganisatioun - wat jo elo dann d'Natur- a Forstverwaltung ginn ass - a wou och dann an deem Audit genau stoung, wat fir eng Personalbesoinen een dann hätt.

Et muss een awer op där anerer Säit soen: Mir hunn also d'Gesetz dunn och reforméiert opgrond vun deem Audit. Mir hunn dann awer leider net hei och dat zousätzlecht Personal kritt, wat den Audit virgesinn hat. Och déi Method oder déi Aart a Weis, fir iwwer e Projet de loi zum

Beispill laanscht den Numerus clausus kenne Personal anzestellen, ass keng Garantie, datt dëst gemaach gëtt.

Dir entschëllegt mech elo, mä ech bleiwen dann nach eng Kéier bei dem Environnement, well ech deen Dossier gutt kennen. Säit Joren, säit och schonn d'Gesetz, dat éischt Gesetz... - oder net dat éischt, mä eent vun de réviséierte Gesetzer vun der Forstverwaltung an de 70er Joren -, do stoung schonn dran, mir bräichten, ech soen elo - ech ka mech iren - 85 Poste fir Fierschteren. Dat stoung also deemools am Gesetz. Bis haut hu mer dat nach net realiséiert. Also och do: keng Garantie respektiv och do, wou dann d'Regierung hiren Aufgaben an hire Virgaben net nokënnt.

Et muss ee sech also bewosst sinn: Esou oder esou, hei zu Lëtzebuerg, mat oder ouni Numerus clausus, läit et a leschter Instanz ëmmer beim politesche Wëlle vun enger Majoritéit, fir beim Personal Akzenter ze setzen, ob déi reell Besoinë considéréiert ginn oder net. Wann zum Beispill bei enger Majoritéit de politesche Wëllen ass, fir méi Polizeistat ze hunn, dann décidéiert se eben, fir 300 Poliziste méi anzestellen, an da ginn déi dann an de Numerus clausus ageschriwwen eventuell. Da ginn ebe manner Enseignanten oder Leit an der Ëmweltverwaltung agestallt. Hei ass et also am Endeffekt esou: Och wa mir d'Recommandatioun erausginn, muss ee sech bewosst sinn, datt et ëmmer de politesche Wëllen ass, wat fir Personal a wéi vill Personal beim Stat agestallt gëtt.

An eiser Analys an der Kommissioun si mer och zur Konklusioun komm, datt ee muss kucken, méi Mobilitéit beim Statsdéngscht ze erreechen. Et ass jo och esou, datt an deenen engen oder anere Verwaltungen a Servicer och emol Dossieren oder Aarbechten net méi musse gemaach ginn, well eben d'Gesetzer geännert hunn, well vläicht Dossieren, déi se traitéiert hunn, an eng aner Verwaltung, an en anere Ministère gedroe gi sinn, datt also do zum Beispill Personal ze vill wär, dat een eventuell op anere Plaze kéint asetzen, wat jo och scho gutt forméiert Personal ass.

Et gëtt och op där anerer Säit Beamten, déi aus verschiddenen Ursaachen - „burnout" oder well se sech net enger neier Aufgab wëlle stellen - och interesséiert wieren, fir de Ministère oder d'Verwaltung ze changéieren. Hei muss een also kucken, datt een deem entgéintkënnt an déi fräiwëlleg Mobilitéit och fördert.

E leschte Punkt, deen ech am Kontext Personal wëll opwerfen, ass dee vun der Formatioun. Dat geet eigentlech schonns beim Rekrutement un, besonnesch an der Carrière moyenne vum Redakter, mä och an aneren Examen-concourse gëtt den Akzent dann nach haaptsächlech op Béchsen a Reproduzéiere geluecht. Dat ass a mengen Aen net déi beschte Method, fir d'Personal beim Stat auszewielen.

D'Aarbecht, och vum moderne Beamten, huet staark evoluéiert, a Kompetenze wéi Initiativgeescht, effizient Aarbechtsmethoden ëmwandelen, d'Fäegkeet, sech ze organiséieren, Teamaarbecht an esou weider si gefrot. Déi ginn awer bei esou engem Examen concours guer net getest, wann ee soll also beim Stat fir esou eng Aarbecht agestallt ginn.

Duerno geet et da weider mat der Formatioun um INAP, wou och ganz vill Béchsen um Programm steet. Och do missten eng Rei Punkte vun der Formatioun iwwerduecht ginn an d'Akzenter méi generell - wéi ech et jo och virdrun e bëssche formuléiert hunn, ech géif soen - op Management an op der Aarbechtsplaz d'Aarbechtsprozeduren effikass erleedegen, dorobber misst den Akzent nach méi geluecht ginn.

Et gesäit ee jo och de Fait, datt ëmmer méi Beamten, besonnesch an der Carrière supérieure - well wann een esou d'Annoncë kuckt, samschdes bei de Stellenangeboter, wou dann och de Stat Personal sicht -, besonnesch bei der Carrière supérieure gëtt jo ëmmer méi derno verfuer, fir Employéen anzestellen. Do sicht een also spezifesch Profiller, déi guer net méi dem klasseschen administrative Profil entspriechen an och net där Selektioun entspriechen, déi Leit, déi een awer da brauch.

Bon, et muss ee sech also da bewosst sinn: Wëlle mer an déi Richtung goen, mat all de Konsequenzen, déi dat huet? Niewebäi - oder eng Klammer gemaach - ass natierlech och, wann een iwwert dee Wee fiert vum Employé, d'Gefor do, datt do e politesche Favoritismus ass, datt een also da sech kann esou seng Leit eraussichen, déi engem am genehmste sinn, wa se déi néideg Formatioun awer dann och hunn.

Am Kontext vum effiziente Stat am Déngscht vum Bierger kënnt een och net laanscht déi ominéis Réforme administrative. Et ass jo emol an der Zäit vum Monster vu Loch Ness geschwat ginn. Dat schéngt nach ëmmer ze liewen an ze wibbelen. Do sinn nach eng Rei Saachen ze maachen. Pressekonferenzen an Annoncéieren eleng geet net duer. Ech wëll awer elo net an den Detail agoen. Do kéinte mer sécherlech hei e separaten Débat féieren.

Ech denken awer op alle Fall - an invitéieren och d'Regierung - do an déi Richtung weiderzegoen. Dat ass, datt ee kuckt, d'Prozedure méi einfach a méi schnell ze organiséiere fir de Bierger, fir d'Betriber. Wann een natierlech seet, d'Prozedure méi einfach maachen, méi effizient maachen, denken ech awer net nëmmen un d'Relatioun Bierger mat Verwaltung oder Betrib mat Verwaltung, mä och heiansdo un d'Relatiounen tëschent de Ministèren an de Verwaltungen. Et misst een och kucken, vläicht méi effizient do ze gestalten, well do gett et jo heiansdo schwéierfälleg Prozeduren, respektiv ass do och nach esou en Hierarchiedenken oder esou e Kastendenken.

Et gett jo eng ganz Rei Dossieren, déi méi wéi ee Ministère oder eng Verwaltung betreffen: Ob dat elo de Kommodo ass, et gett aner Dossieren... Do kann ee sech heiansdo net virstellen, wat do dann heiansdo fir en Hickhack tëschent de Beamte vun deenen eenzelne Verwaltunge ka sinn, well jiddweree mengt, hien hätt Recht oder well do da bei Differenzen deen een oder deen anere wëllt sech behaapten.

Ech hat scho Beamten, déi mer gesot hunn, datt se einfach nëmmen en Dossier nofroe bei enger anerer Verwaltung, déi net hirem Ministère ënnersteet, datt se do heiansdo eng Woch laang keen op den Telefon kréien - dat muss ee sech virstellen! - an da wochelaang drop waarden, bis datt se den Dossier transmettéiert kréien. Ech weess net, ob et Eenzelfäll sinn, mä och, wann et Eenzelfäll sinn: Dat däerf net sinn!

Och de Stat muss bei sech selwer méi rationell schaffen. Och do muss en Akzent drop geluecht ginn, datt mer kucken, eis Prozeduren innerhalb vun eise Verwaltungen, eise Ministèrë besser ze organiséieren, méi effizient ze organiséieren, eis ze inspiréieren - esou, wéi et am Privatsecteur gemaach gëtt -, de Management vun der Aarbecht besser ze organiséieren.

Här President, ech kommen och net derlaanscht, fir e puer Wuert iwwert d'Gemengen ze verléieren, op déi de Rapporteur agaangen ass. Ech si jo hei ee vun deene wéinegen an der Chamber - vläicht deen Eenzegen -, deen net an engem Gemengeconseil ass, deen eigentlech guer net...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dat mierkt een awer direkt, Här Berger

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP).*- Je suis en aveux, je suis en aveux, ech stinn dozou. D'Madame Arendt och net. Mä duerfir...

(Interruption)

Ah, mir si schonn zu dräi! Här Gira, passt op, elo gëtt et schonn...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- D'nächst Joer kennt Der untrieden zu...

M. Eugène Berger *(DP).*- Also, nëmme fir ze soen, ech sinn...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Zu Réiser kritt Der Aarbecht deemnächst, mat Léiweng an esou weider.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech wëll just soen, datt ech also kee grousse Spezialist an der Matière sinn. Ech versichen, mech do duerchzeschloen. Ech muss awer soen, datt dat wierklech absolut mémorabel Kommissiounssitzunge waren, souwuel wéi mer an der Petitiounskommissioun de Syvicol empfaangen hate wéi awer och den Innenminister, a wou déi Problemer vun de Gemenge vis-à-vis vum Stat a besonnesch dem Innenminister thematiséiert gi sinn. Do muss wierklech vill drënner an driwwer goen, muss ech soen, well et koum zu regelrechten - wéi soll ech soen - verbale Revolten, och vun den CSV-Deputéierte géint hiren Innenminister. Also, dat war wierklech mémorabel.

(Interruptions)

Ech muss scho soen! Also Dir hätt missen den Här Kaes an den Här Roth an d'Madame Frank..., also Dir hätt dat missen enregistréieren. Leider sinn déi Rapporte vun deenen...

(Interruptions)

Leider sinn déi Rapporten net öffentlech oder déi Sitzungen net öffentlech. Egal, egal, ech hunn op alle Fall haut net méi déi verbal...

(Interruption)

M. le Président.- Ech hätt elo gär, datt Der dem Här Berger emol nolauschtert!

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President, datt Der mer de Réck stäipt. Dat berouegt mech.

(Hilarité)

Op alle Fall hunn ech haut net méi déi verbal Violence...

(Interruption)

Déi verbal Violence do, déi war trotzdeem erstaunlech. Do mussen also ganz vill Krommen an der Heck leien.

Wann ech wéilt résuméieren, da géif ech soen, datt op alle Fall d'Aarbecht an de Gemenge schéngt vill méi komplex ginn ze sinn an datt eis Gemengemammen a Gemengepappen an all déi Leit, déi op de Gemenge schaffen, vun der Tutelle éischter behënnert ginn - fir net en anere lëtzebuergeschen Term oder franséisch-lëtzebuergeschen Term ze gebrauchen -, amplaz datt se ënnerstëtzt ginn. Eng vun de Konklusioune war jo och déi - déi aus den Diskussiounen ervirgaangen ass -, datt zum Beispill den Distriktskommissär muss ofgeschaf ginn, well en net méi zäitgemëiss ass a well hei och ganz vill Zäit verluer geet.

Här President, e lescht Wuert dann och zur Pétition électronique. Dat ass elo net en Haaptuleies oder eppes, wat elo direkt am leschte Joer vläicht en Topic war oder wou d'Bierger intervenéiert hunn, mä mir hunn eis awer och opgrond vun der Recommandatioun vum Médiateur Marc Fischbach domadder an der Kommissioun ausenanergesat. Mir waren och kucken, wéi dat am Ausland fonctionnéiert. Hei geet et jo drëm, fir dem Bierger ze erméiglechen, iwwert den elektronesche Wee mat enger spezieller Internetsäit Petitiounen un d'Regierung ze riichten.

Mir waren eis dat also ukucke bei eis Confrèren an de Bundestag, well dat do ganz gutt fonctionnéiert scho säit e puer Joer. Och hei eng Klammer op: Et ass eigentlech flott ze gesinn an Däitschland, wéi gutt dat fonctionnéiert digital. Op där anerer Säit hunn ech awer héieren, datt d'Deputéierten am Bundestag net däerfen en iPad oder soss en elektronescht Gerät mat op d'Riednerpult huelen, fir do hir Ried ze halen; Klammer zou.

Dat nëmme fir ze soen, datt déi elektronesch Petitioun awer ganz gutt an Däitschland fonctionnéiert, datt do och Ängschten, déi ee kéint hunn, datt do Jänni a Männi géif dann eppes eraschécken, wat kee Sënn mécht, datt dat net de Fall ass, datt d'Leit sech jo do mussen identifizéieren, datt aner Leit awer, déi och dann eventuell déi Petitioun wéilten ënnerstëtzen, relativ onkomplizéiert dann deem och kënnen zoustëmmen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Ech mengen, dat ass eppes, wat mer och hei zu Lëtzebuerg sollte weiderféieren, deen Dossier. Ech géif op alle Fall soen, datt meng Fraktioun sech och ganz kloer kéint esou e Modell hei zu Lëtzebuerg virstellen an datt mer dat och géifen dann ënnerstëtzen.

Madame President, ech kommen zum Schluss. Ech wéilt nach eng Kéier soen, datt de Médiateur wierklech eng wichteg Institutioun fir Lëtzebuerg ginn ass, well en eng ganz wäertvoll Hëllef ass fir de Bierger a sengen Ausenanersetzunge mat de Verwaltungen. Ech wéilt duerfir och hei nach eng Kéier dem Médiateur a senge Mataarbechter e ganz grousse Merci ausschwätze fir hir Aarbecht, hinnen dozou félicitéieren.

E lescht Wuert nach zu de Motiounen. Ech muss soen, datt eise President a Rapporteur au départ zwou Motiounen ausgeschafft hat, déi ech am Fong geholl léiwer gehat hätt - dräi Motioune souguer -, well se d'Saach e bësselche méi op de Punkt bruecht hunn. Dat ass awer dunn e bësschen an dem..., wéi soll ech soen? Well mer awer als Oppositioun an där Kommissioun an der Minoritéit sinn, ass eng aner, oder sinn zwou aner Motiounen dorauser entstanen, wou awer och nach déi essenziell Punkte menger Meenung no - wann och méi schwaach - drastinn. Dat duerfir och nëmmen, fir ze soen, datt mer déi zwou Motioune kënnen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Trés bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Berger. Deen nächste Riedner ass den Här Angel.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Gläich zu Ufank, Madame Presidentin, Madame Minister, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grousse Merci un eise Médiateur, de Marc Fischbach, a seng ganz Équipe am Numm vun der LSAP-Fraktioun, awer och am Numm - mengen ech - vun deene ville Biergerinnen a Bierger vun eisem Land, déi beim Ombudsmann net nëmmen eng oppen Dier, mä och en oppent Ouer fonnt hunn.

Wann een iwwert déi lescht Joren zréckkuckt an d'Rapporte vum Médiateur analyséiert, a virun allem de Suivi dovun an hei besonnesch de Suivi an d'Ëmsetzung vun de Recommandatiounen, gesäit een d'Wichtegkeet vun där Institutioun a vun där Aarbecht. De Médiateur a säi Service sinn dofir eng enorm wichteg Ënnerstëtzung fir eist Parlament. Säin alljährleche mëndleche wéi och schréftleche Rapport gesi mir als LSAP-Fraktioun als e konstruktive Bäitrag, fir ze gesinn, wou an der Praxis Problemer a Mëssverständnesser tëschent de villen Administratiounen an de villen Administrée sinn.

Wéi all meng Virriedner wëll ech och am Numm vun der LSAP-Fraktioun dem Camille Gira, President vun der Petitiounskommissioun, an der Madame Moris, der Sekretärin vun där Kommissioun, Merci soe fir hir vill a gutt Aarbecht. De Kolleeg Gira huet eis en excellente mëndlechen a schréftleche Rapport virgeluecht. Dës gutt Aarbecht war awer deelweis och nëmme méiglech, well all Kommissiounen hei am Haus wéinstens eng Sitzung dem Rapport vum Médiateur dédiéiert hunn. Si hunn och oft den zoustännege Minister an d'Kommissioun invitéiert an all Problemer, déi de Médiateur opgeworf huet, ugeschnidden an diskutéiert.

Dat war also eng gutt Basis fir déi zéng Sitzunge vun der Petitiounskommissioun bei der Preparatioun vun dësem Débat. Et ass also eng kollektiv Aarbecht hei am Haus gemaach ginn. D'Zil vun dëser kollektiver Aarbecht vu Médiateur, Chamberskommissiounen a Petitiounskommissioun ass et net, e Minister, eng Administratioun, e Service oder en eenzelne Beamte blousszestellen, mä méiglechst vill Schwaachstellen opzedecken, fir kënnen eppes ze veränneren.

Et ass keng Schan, Feeler a Problemer zouzeginn. Et wär onverantwortlech, Feeler a Problemer ze vertuschen. De Rapport vum Médiateur gëtt Geleeënheet, den Ursaache vu verschiddene Mëssstänn op de Grond ze goen an eppes dergéint ze ënnerhuelen.

D'Grënn, firwat d'Relatiounen tëschent de Bierger an den öffentleche Verwaltungen net ëmmer gutt fonctionnéieren, si ganz

verschidden. An dach gëtt et zwee Type vun Äntwerten, déi ëmmer erëmkommen. Heiansdo kann et hëllefen, e Gesetz ze änneren. An anere Fäll si Verwaltungen awer carrément iwwerlaascht a brauche méi Personal. A béide Fäll huet d'Chamber hir Roll ze spillen. Net nëmmen, wann et drëm geet, Problemer bei bestehende Gesetzer ze behiewen, mä och, wann nei Gesetzer dozou féieren, dass Administratiounen nei Aufgaben oder einfach méi Aarbecht kréien.

Ech begréissen dofir an deem Kontext den éischten Invite vun eiser Motioun 2, dee seet, dass bei Gesetzer vu gréissere Projeten oder vu gréissere Reformen niewent der Fiche financière och eng Fiche iwwert d'Ressources humaines ausgeschafft soll ginn. Dës zweet Motioun beschäftegt sech jo ënner anerem mam Volet Personal a Fonction publique. Dofir erlaben ech mer, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Gedanken zu deem Thema.

Dem Médiateur seng Roll ass et jo, wéi scho gesot, d'Fonctionnéiere vun den Administratiounen ze iwwerwaachen, drop hinzeweisen, wou Problemer sinn, a ganz oft mécht e jo och Verbesserungsvirschléi. Dëst ass eng wichteg Roll, well eis Administratioune sinn d'Vitrine vun eisem Stat, vun eiser Politik. Staatlech Servicer, déi gutt fonctionnéieren, wou d'Leit déi Hëllef an déi Informatioune kréien, déi se brauchen, vermëttelen e Gefill vu Sécherheet a Gebuergenheet. D'Leit fille sech da gerecht behandelt. Dofir kann ee soen, dass och d'Administratiounen eng wichteg Roll am Erhale vun der sozialer Kohesioun spillen.

Eng Administratioun, déi gutt fonctionnéiert, zeechent sech fir d'Éischt emol un der Qualitéit vum Accueil aus. An deem Kontext ass et begréissenswäert, dass de Minister amgaangen ass, e Code de déontologie auszeschaffen, deen den Accueil souwuel um Telefon wéi och an der Verwaltung selwer verbessert. Verschidde Verwaltunge sinn och schonn amgaangen oder hu schonn eng Charte d'accueil et de service ausgeschafft.

Mä och d'Formation continue vun de Fonctionnairen ass wichteg, fir den Accueil an den Déngscht um Bierger ze verbesseren, zum Beispill am Beräich Kommunikatioun, Konfliktmanagement a Service. D'Fäegkeet, engem eng schlecht Nouvelle oder eng negativ Äntwert ze vermëttelen, ouni engem ze no ze trieden, ass och net ëmmer evident, an och dat muss geléiert sinn.

D'Qualitéit vun enger Administratioun gëtt awer net nëmmen un der Frëndlechkeet um Telefon an um Accueil gemooss, och wann dat ganz wichteg Aspekter sinn, mä virun allem um Service, dee geleescht gëtt: Wéi laang hunn ech misse waarden? Sinn ech richteg verstane ginn? Krut ech eng zefridde stellend Äntwert? Hunn ech den Androck, dass ech eescht geholl ginn? Kréien ech net heiansdo zwou verschidden Äntwerten, wann ech mat e puer Beamten ze dinn hunn am nämlechte Service?

Vill vun dëse Froe kënne positiv beäntwert ginn, wann d'Personal vun deem Service, un dat ech mech adresséiert hunn, de Réck fräi huet, fir seng Aarbecht gewëssenhaft kënnen ze maachen, an dat heescht, wa genuch Personal mat der richteger Qualifikatioun a Motivatioun do ass.

All Administratioun wëllt a beschtméigleche Bedéngunge schaffe kënnen. Kee Mataarbechter vun enger Verwaltung wëllt an engem Service schaffen, wou all Bierger sech beschwéiert, wann e muss dohinner goen. Dofir ass et verständlech, dass ganz vill Servicer ëmmer nees neit Personal ufroen. Mä mir wëssen et all, dem Stat seng Moyenë si limitéiert. Mir kënnen also net iwwerall eis Verwaltungen esou opstocken, wéi mer dat wéilten.

Den aktuelle System vum Numerus clausus muss sécherlech verbessert ginn, well en net wierklech flexibel ass. Vill Verwaltunge rekrutéieren also ausserhalb vum Numerus clausus, fir zum Beispill Posten ze besetze vun Administratiounen, déi duerch en neit Gesetz reforméiert ginn oder nei kreéiert ginn.

D'CER, d'Commission d'économie et de rationalisation, mécht zwar eng Evaluatioun vun de Besoinen, mä dësen Exercice ass extrem komplizéiert an d'Zuel vun de Posten, déi geschaf ginn, entsprécht net ëmmer de reelle Besoinen.

Zesummefaassend kann ee soen, dass den aktuelle System, wéi d'Poste bei der Fonction publique geschaf a besat ginn, ze wéineg flexibel an net ëmmer ganz effizient ass. Et ass also elo d'Roll vun der Regierung, kloer Prioritéiten ze setzen an zousätzlecht Personal an deene Servicer virzegesinn, déi et am néidegsten hunn.

Mä wéi kann een definéieren, wéi eng Servicer prioritär neit Personal sollte kréien? D'Regierung muss sech bewosst ginn, wat d'Konsequenze sinn, wann dësen oder dee Service net optimal fonctionnéiert. Wou stelle sech existenziell Problemer fir eis Biergerinnen a Bierger, wann eng Verwaltung Feeler mécht, ze lues schafft oder onflexibel ass?

D'Äntwert op dës Froe liwwert dem Médiateur säi Rapport. D'Fraisë fir d'Verwaltungen, déi net gutt fonctionnéieren, droen an deenen allermeeschte Fäll déi Leit an eiser Gesellschaft, déi am schwaachste sinn an déi an iergendenger Form op d'Hëllef vum Stat ugewise sinn.

Fir d'sozialistesch Fraktioun sinn d'Prioritéiten dofir kloer. Administratiounen, déi existenziell wichteg Servicer ubidden, mussen esou organiséiert sinn, dass se optimal fonctionnéieren. Een, deen ugewisen ass op RMG, Aarbechtslosegeld oder Kannergeld; een, dee keen Daach iwwert dem Kapp huet; een, dee politeschen Aysl ufreet, dat sinn alles Leit, déi kënnen net wochen- oder méintlaang op eng Äntwert oder op e Rendez-vous waarden. Si kennen och net onbedéngt hir Rekursméiglechkeeten, fir hir Rechter geltend ze maachen. A si di sech schwéier mat bürokratesche Prozeduren.

Déi Verwaltungen, déi also méi e vulnérabele Public empfänken - ech denken do virun allem un d'ADEM, un d'CNPF an un d'Immigratioun -, sollten also esou vill Personal zur Verfügung hunn, dass d'Bierger, déi sech u si wennen, net d'Gefill kréien, si géifen net respektéiert ginn an et wär kee richtege Wëllen do, hinnen ze hëllefen.

Et ass also kloer, dass nei Poste schafe Geld kascht. Et gëtt awer och Servicer, déi iwwerbesat sinn, och wa keng Administratioun dat géif zouginn. Do stellt sech dann d'Fro vun der Mobilitéit vun de Fonctionnairen. Wéi kann een, dee keng konkret Aufgab méi huet, sief dat, well seng Kompetenzen a sengem Service net méi gebraucht ginn, oder sief et, well dee Service am Allgemenge manner beusprocht gëtt, wéi kann dee Fonctionnaire, wéi kann een deen an en anere Service integréieren?

D'Mobilitéit an der Fonction publique ass nach ëmmer en Tabu. Et ass extrem komplizéiert an et ass net üblech. D'Mobilitéit fördert den Austausch a kéint esou net nëmmen de Beamte selwer nei Motivatioun ginn, mä d'Fonction publique am Allgemenge verbesseren, ouni onbedéngt vill nei Poste mussen ze schafen. Ech hoffen, dass déi ugekënnegt Reform vun der Fonction publique Léisunge proposéiert, déi och d'Mobilitéit weider encouragéieren.

D'Zil vun dëser Reform soll et sinn, eng Administratioun ze schafen, déi am Déngscht vum Bierger steet a mat vill Fangerspëtzegefill eise schwächste Matbierger entgéintkënnt. Dozou gehéieren d'Migranten. An déi hunn et laut dem Bericht vum Médiateur net ëmmer einfach, wa si mam Immigratiounsministère ze dinn hunn. Eng Rei vu Kritike vum Médiateur betreffen de Service des étrangers vum Immigratiounsministère.

Déi relativ nei Gesetzgebung an de Beräicher Asyl an Immigratioun huet ënner anerem dozou gefouert, dass dës Servicer méi Aufgabe kritt hunn. Nei Gesetzgebungen, besonnesch wa se méi komplex sinn, hunn och als Konsequenz, dass d'Leit dobaussen e verstäerkte Besoin hunn un Informatiounen. Alles dat bedeit also méi Aarbechtsopwand fir dee Service. De Personalschlëssel, awer och d'Raimlechkeete vun deenen zoustännege Servicer sinn net un dës nei Situatioun ugepasst ginn. Vill Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum Immigratiounsministère waren am Fong ganz frou, dass de Médiateur op hir Problemer opmierksam gemaach huet, an hunn och dofir ganz enk mam Médiateur zesummegeschafft, andeems se hien och öfters empfaangen hunn.

D'aussepolitesch Kommissioun huet, nodeems se de Minister Schmit och un eng wichteg Tatsaach erënnert huet - dass seng Servicer schlussendlech fir 43% vun der Bevölkerung zoustänneg sinn -, an hirem Avis dofir deen eenzeg méigleche Léisungswee virgeschloen: An deem wichtege Service soll méi Personal agestallt ginn. Dat ass dann och mëttlerweil deelweis geschitt. Ufanks Juli ass de Service mat zwee Mataarbechter verstäerkt ginn. Ob dat finalement duergeet, fir e besseren Accueil vun den Demandeuren am Guichet an iwwer Télefon ze garantéieren, wäert d'Zukunft eis weisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir all Leit, déi plënneren, a besonnesch fir Leit, déi op Sozialhëllef ugewise sinn, stellt sech wéi gesot öfters de Problem, an dat beschreift de Médiateur jo gutt: dee Problem vum Wunnsëtz. Et ass normal a richteg, dass eng Gemeng no Weeër sicht, fir sécher ze sinn, dass een, dee sech bei hinnen umellt, och tatsächlech an der Gemeng wunnt, an dass seng Identitéit iwwerpréift gëtt. Et däerf awer net sinn, dass wéinst administrative Rigiditéiten oder souguer schlechtem Wëllen, wéi dat e Beispill vum Médiateur weist, Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, sech néierens kënnen umellen. Mam feste Wunnsëtz, an dat wësse mer all, sinn eng ganz Rei Rechter - ënner anerem sozial Hëllefen - verbonnen.

De Médiateur huet och e puer Problemer ugeschwat, déi d'Relatiounen tëschent Gemengen an de Bierger respektiv tëschent de Gemengen an dem Stat betreffen. Ech mengen, et ass net d'Aufgab vun der Chamber, de Fonctionnement vun de Gemengenadministratiounen ze iwwerwaachen. Wann et eng Fro vu schlechtem Wëllen ass, wann e Gemengebeamte seng Aarbecht net mécht oder e Buergermeeschter sech net un d'Gesetz hält, muss de Ministre de tutelle agräifen an derfir suergen, dass dës Regele respektéiert ginn.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

D'Chamber ass awer concernéiert, wann eenzel Dispositiounen an engem Gesetz mëssverständlech sinn oder verschidden Interpretatiounen zouloossen. Als Législateur muss d'Chamber d'Gesetzer esou ausschaffen, dass d'Leit a schwierege Situatiounen net tëschent zwee Paragraphe falen. An der Fro vum Wunnsëtz gëtt et Onkloerheeten, déi an der Praxis eben zu deenen ënnerschiddlechen Interpretatioune féieren, wat - wéi de Rapport vum Médiateur weist an engem Eenzelfall, deen hie beschriwwen huet - ganz, ganz seriö Konsequenze kann hunn.

An deem Kontext weise mer jo ëmmer op de Projet de loi 5949 hin. Mir waarden op den Avis vum Conseil d'État. An de Kolleeg Gira huet jo dat Kapitel schonn ugeschwat.

D'Froe ronderëm d'Baugenehmegungen, PAGen a PAPen, goufe souwuel an der Kommissioun wéi och scho vu menge verschiddene Virriedner ausféierlech behandelt, sou dass ech do net weider wëll drop agoen. Ech wëll awer just soen, dass et fir d'Gemengen an och all d'Leit - Baufirmen a Leit, déi bauen - awer e ganz wesentleche Punkt ass. Esou hänkt domadder ënner anerem zesummen, ob d'Gemenge schnell genuch kënnen nei Bauzonen ausweisen, wat jo och den Drock um Wunnengsmaart beaflosst.

A wann ech Wunnengsmaart soen, dat bréngt mech dann zum Thema Logement a soziale Wunnengsbau. De Médiateur huet sech och mat der Zoudeelung vu soziale Mietwunnenge vum Fonds du Logement befaasst a wollt wëssen, ob dës Zoudeelung op eng transparent Aart a Weis organiséiert ass an ob de Grondsaz vun der Gläichbehandlung vun de Bierger respektéiert gëtt. Dobäi sief gesot, dass de Règlement grand-ducal vum 6. Abrëll 2009 de Promoteure vum soziale Wunnengsbau méi Flexibilitéit bei der Zoudeelung vu Wunnenge gëtt, wéi dat virdrun de Fall war.

Ech hu Verständnis dofir, dass déi zoustänneg Kommissioun bei der Attributioun vu Wunnengen eng gewësse Flexibilitéit muss hunn. An ech sinn och averstanen domat, dass dës Zoudeelung net ausschliesslech op quantifizéierbare Kritäre geschéie soll. Op där anerer Säit ass et awer och wichteg, dass d'Décisiounen novollzéibar sinn an net géint de Grondsaz vun der Gläichbehandlung vun de Bierger verstoussen. Mir hoffen dofir, dass den zoustännege Minister fir Kloerheet an dësem Beräich suerge wäert, sou dass et fir d'Demandeuren och kloer wäert sinn, firwat se eng Wunneng kruten a firwat se eng Wunneng net kruten.

Op d'mannst esou wichteg, mengen ech, ass awer och an deem ganzen Zesummenhang den Déséquiliber tëschent der Offer an der Demande vu soziale Mietwunnengen hei an eisem Land. Wa genuch sozial Mietwunnengen do wieren, da wär de Risiko, vun deem den zoustännege Minister an der Logementskommissioun geschwat huet, nämlech, dass bedürfteg Leit négligéiert kéinte ginn, miniméiert.

Ech erlabe mer och nach op dat wichtegt Thema vum Aarbechtsamt anzegoen, mat deem de Médiateur sech jo och staark a laang beschäftegt huet. Wéi erwaart, huet déi ekonomesch Kris direkt Auswierkungen op eisen Aarbechtsmaart. An déi Kris huet an éischter Linn déi scho Schwaach vun dëser Gesellschaft getraff. Dat heescht, déi Leit, déi et souwisou schwéier hunn, eng Aarbechtsplaz ze fannen, sief et, well se ganz niddreg oder guer keng Formatioun hunn, oder well se schonn e bësse méi al sinn.

Als Sozialisten ass et eis Aufgab, grad fir dës Leit anzestoen an hinnen eng Perspektiv duerch Aarbecht ze bidden an esou e regelméissege Revenu an doduerch eng stabil Liewensgrondlag ze garantéieren.

Ech wëll dowéinst och op ee Punkt agoen, dee mer besonnesch um Häerz läit, an dat ass d'Reform vum Aarbechtsamt. Ech si frou, dass mer elo do endlech Liicht am Tunnel gesinn.

Eent muss kloer gesot ginn: D'ADEM, wéi se bis elo organiséiert war, war einfach net méi zäitgemëiss. D'ADEM muss elo erëm hirer Roll, nämlech dem Zesummebrénge vun Offre an Demande vun Aarbechtsplazen, gerecht ginn.

No a während der Kris huet sech d'Situatioun um Aarbechtsmaart drastesch zougespëtzt. Wann ee bedenkt, dass déi Placeuren op der ADEM en général tëschent 500 a 600 Dossieren, Fäll, Mënschen ze behandelen hunn, gëtt et engem séier kloer, dass et beim beschte Wëllen onméiglech ass, eng anstänneg Analys vu jiddwerengem senger Situatioun ze maachen.

En anere grousse Problem ass de Manque vu Kommunikatioun tëschent dem responsabele Personal bei der ADEM an de Betriber. Et ass also elo wichteg, dass d'Placeuren d'Besoinen an d'Usprëch vun den Entreprisë kennen, fir d'Leit esou effikass wéi méiglech ze vermëttelen. Dobäi muss séchergestallt ginn, dass genuch Placeuren do sinn, fir dass si e perséinlechen zougeschneiderte Suivi vun den Demandeurs d'emploi kënne maachen a si op Ufro vun de Betriber geziilt kënne placéieren.

Dofir sinn ech frou, dass mer elo ophalen, eise Chômage just administrativ ze géréieren, an ufänken, de Problem bei der Wuerzel ze paken. Wat d'ADEM ugeet, ass nach d'Eröffnung vun deenen dräi regionale Büroen ervirzesträichen, awer och dee Processus de recrutement, deen amgaangen ass, wou 40 nei Leit agestallt ginn. E wichtegt Element ass awer dobäi, dass dat Personal, wat am dagdeegleche Kontakt mat Leit steet, dass déi och eng gutt Ausbildung hunn. Dofir muss d'Personal, ob al oder nei, verschidde Formatioune suivéieren, fir eng kompetent Prise en charge ze assuréieren.

Ech erlabe mer nach kuerz op ee Punkt, e ganz konkrete Punkt aus dem Rapport vum Ombudsmann zréckzekommen. De Médiateur huet eng nei Recommandatioun par rapport zum Rapport vum leschte Joer gemaach, wat den Aarbechtsministère ugeet. Hie bedauert, dass an der Prozedur vum Reclassement vu Salariéen et net ëmmer méiglech ass, e Recours anzeleeën.

De Médiateur proposéiert zwee Fäll, an deenen een awer misst e Recours kënnen aleeën: éischtens, wann d'Commission mixte keng Suite op eng Ufro op Reclassement vum Salarié gëtt, well den Aarbechtsdokter hien als apte fir seng al Aarbecht erkläert. An zweetens, do geet et ëm de Reclassement interne. Dat heescht, wann de Salarié freet, eng aner Aarbecht am Betrib ze kréien, well en aus gesondheetleche Grënn déi al net méi kann ausféieren. Wann den Aarbechtsdokter da seet, dass déi nei Aarbecht an der Rei wär fir de Salarié, an deejéinegen awer net domat d'accord ass, da kann dee kee Recours aleeën.

Laut leschten Informatiounen ass den Aarbechtsminister zesumme mat sengem Kolleeg, dem Minister fir d'Sécurité sociale, amgaang en neie Gesetzesprojet iwwert de Reclassement auszeschaffen, deen nach bis virun Enn 2010 virleie soll.

Als Konklusioun: Ech hu virdru gesot, et ass keng Schan, Feeler a Problemer zouzeginn. Et wär onverantwortlech, Feeler a Problemer ze vertuschen. An dofir, fannen ech, sinn dee Rapport vum Médiateur, déi kollektiv Aarbecht, vun där ech virdru geschwat hunn, an och deen Débat hei ganz wichteg.

Ganz zum Ofschloss wollt ech mech freeën: De Médiateur huet duerch e Gesetz, wat mer am Fréijoer gestëmmt hunn, eng nei Missioun kritt. Mir hunn hei, dat ass d'Gesetz vum 11. Abrëll 2010, wou mer ratifiéiert hunn e Protocole facultatif vun der Convention vun den Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants. Do gëtt nämlech elo erméiglecht e Contrôle externe vun de sougenannte Lieux privatifs de liberté.

An ech géif Iech invitéieren, op dem Ombudsmann säin Internetsite kucken ze goen, deen iwwregens exzellent opgebaut ass. Do ass schonn dee ganz neie Volet vun der Aarbecht, déi den Ombudsmann elo duerch d'Gesetz nei kritt huet, virgesinn, an och virgesinn e Rapport de visite, wann en a Prisonge geet oder aner geschlossen Anstalten. An ech mengen, ech freeë mech och schonn, dass mer d'nächst Joer och dee Volet kënne mat an dësen Débat abauen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Angel och Merci. An ech géif dann deem nächste Riedner, dem Här Henckes, d'Wuert ginn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Ombudsmann, de Knoutermann, mécht eng gutt Aarbecht. Hien a seng ganz Équipe hunn ëmmer méi ze dinn, géif ech soen - leider. An et gesäit een, datt, wann iwwer 900 Demanden erakomme vu Reklamatiounen, der zwar 30% - eppes driwwer - kënnen écartéiert ginn, mä et bleiwen der awer nach eng 600, eng 674 oder e puer honnert, déi do mussen traitéiert ginn. An dat bedeit natierlech ganz vill Aarbecht.

Ech soen och dem President a Rapporteur, dem Camille Gira, Merci fir säi Bericht, well en effektiv all déi Problematiken duerchgaangen ass an och d'Avisë vun deenen zoustännege Kommissioune virbruecht huet.

Et bleiwen awer, menger Meenung no, e puer Constaten ze maachen. Dat eent ass, datt mer verschidde Mëssstänn kennen an datt elo an de Berichter steet, datt déi an Zukunft kéinten oder sollte geännert ginn, entweder duerch aner Pratiques administratives oder duerch Gesetzer.

Dat, wat ech wollt der Kommissioun suggéréieren, dat ass, datt se géif higoen an emol déi Berichter an déi Konklusiounen a Recommandatiounen, déi mer virun dräi Joer gemaach krut hunn, déi gemaach gi sinn, fir ze kucken, wat dovunner realiséiert ginn ass. Dat heescht, ob een e Suivi krut hätt. Dat wär déi Suggestioun, déi ech géif maachen. Net nuren de Suivi par rapport zu dësem Joer, mä par rapport zu deem, wat d'Regierung respektiv d'Chamber sech engagéiert haten, fir virun dräi oder fënnef Joer ze maachen.

(Interruption)

Ech soen, dat ka vläicht sinn. Ech wollt et just nure suggéréieren. Ech sinn net, mir sinn net Member vun der zoustänneger Kommissioun.

(Interruption)

Mä ech wollt just nure soen, datt et vläicht gutt wier, datt een deen Ablack iwwert déi Saachen do och kéint informéiert ginn, well et ass awer wichteg, datt verschidde Saachen duerchgezu ginn an datt een och vun der Chamber aus den néidegen Drock hannerun der Regierung gesäit, fir datt d'Dossiere viruginn.

Dat gesot, muss een natierlech och drop hiweisen, datt et an dësem Bericht an och an de Suggestiounen, déi vun Eenzelnen, vun der zoustänneger Kommissioun gemaach gi sinn, awer kann heiansdo gedeelte Meenunge ginn. Bei anere Punkte muss ee just nuren eng richteg Analys maachen an hoffen, datt mer och vu Säite vun der Regierung e puer Ännerunge kréien.

Bei der Immigratioun, do ass et effektiv esou gewiescht, datt déi Délaie méi laang gi sinn, awer net bei den Demandeurs d'asile, mä bei deenen, déi eng legal Immigratioun froen. Woufir wor dat geschitt? Dat wor ganz einfach, well d'Gesetz zimlech rapid iwwert d'Bühn gaangen ass an anscheinend de Système informatique just nure fäerdeg wor fir déi Leit, déi d'Demandes d'asile traitéieren. A fir déi aner wor de Système informatique net am Aklang mam Gesetz, sou datt hu missen niewent dem Computer och nach kleng Ziedelcher gemaach ginn, fir den Dossier esou ze complétéieren, datt e konform zum Gesetz ass. Ech huelen un, datt dat elo an der Tëschenzäit geregelt ass.

Mä et ass effektiv heiansdo geféierlech, wann ee gesäit, wat ka geschéien, wann en Dossier net en temps utile complétéiert ginn ass, wann op eng Kéier vergiess ginn ass, eng Tax ze bezuelen. Da riskéiert deen, deen hei legal am Land schafft an deen e Renouvellement vu senger Autorisation de travail freet, datt deen op eng Kéier vun de Registere gestrach gëtt vun der Populatioun an deen Ablack als illegalen Immigrant dosteet. Dat däerf et net sinn.

Dofir hoffen ech, datt mer elo mat deenen zousätzleche Leit, déi engagéiert gi sinn, an och mat der Mise à jour vun dem Informatiksystem kënnen déi Problematik do méi rapid ugoen. Nach mengen ech, datt sech ganz vill Dossieren ugestaut hunn. An dofir hoffen ech, datt d'Regierung och déi néideg Moyenë sech zur Verfügung stellt, fir datt d'Dossiere méi séier viruginn an datt den Nachholbedarf opgeschafft gëtt.

Dann, well den Här Innenminister hei ass, wëll ech och nach eng Kéier op déi Problematik agoe vun den Autorisations de construire. Ganz oft oder heiansdo kënnt et vir, datt ee baut ouni Genehmegung oder e baut net esou, wéi d'Genehmegung et virgesäit. Mir hunn an der Stad an der Rue des Glacis/Eecherbierg e Musterbeispill vun deem, wéi et net soll goen.

Hei ass een, deen hält sech absolut net un d'Baugenehmegung. Et gëtt e Baustopp ordonnéiert, mä d'Remise en état, dat heescht d'Destruktioun vum Immeubel an den Neibau conformément zur Baugenehmegung, dat schleeft elo iwwer sechs Joer. Woufir? Ma well d'Tribunaux administratifs déi Aarbecht, déi Décisioun net kënnen huelen, datt se de Bauhär opfuerderen, fir säi Bau konform zu der Baugenehmegung ze maache respektiv de Bau ofzerappen. Da muss een, fir dat kënnen duerchzesetzen, deen Ablack bei déi ordinär Geriichter goen. An do weess een, datt dat relativ laang dauert. Dat ass net gutt. Dat weist e ganz schlecht Stadbild op.

Ech hoffen, Här Minister, datt Der higitt an do vläicht iwwert de Wee vum Gesetz den Tribunaux administratifs méi Kompetenze gitt, datt si och do kënnen décidéieren en connaissance de cause, wat soll gemaach ginn a wéi et soll décidéiert ginn. An d'Mesures d'exécution vun deene Strofe sollten och mat virgesi sinn.

Dann ass hei och vill debattéiert ginn, dat kann een am Bericht liesen, iwwert d'Inscriptioun an de Registere vun der Populatioun. Do ass een Ablack suggéréiert ginn, datt ee sech kéint op d'Wielerlëschten aschreiwen, ouni datt een am Register vun der Populatioun ageschriwwen ass.

Do muss ech éierlech soen, do hunn ech e bësse Schwieregkeeten domat. Woufir? Well eng Persoun ka jo op enger Wielerlëscht ageschriwwe sinn, an deen Ablack, wou se do dropsteet, ka se Kandidat sinn. Mä wa se awer net an der Gemeng wunnt, huet dat absolut kee Sënn a keen Zweck, well da kënnen déi Wahl an déi Kandidatur annulléiert ginn. Dofir mengen ech och do, datt verschidden Adaptatiounen a Prezisioune misste kommen. An ech mengen op jiddwer Fall, datt d'Inscriptioun op enger Wielerlëscht an am Register vun der Populatioun sollten zesummegoen.

Dann ass och ganz vill debattéiert ginn iwwert déi Logementer, déi ganz Logement-social-Problematik. Mir sinn an der Commission du Logement amgaangen, déi ganz, déi generell Problematik an all hiren Aspekter ze diskutéieren. Mä mir hunn awer och gesinn, datt eng etlech Diskussioune komm sinn iwwert déi Hëllefen, déi Aide au logement, déi ka bezuelt ginn deen Ablack, wou et drëms geet, ob deen Appartement oder dat Haus, déi Wunneng, déi kaaft gëtt, ob déi elo 52 m^2 grouss ass oder, wéi d'Reglement et elo virgesäit, 45 m^2.

Do muss een direkt eppes feststellen. Dat ass, datt et a kenger Gesetzgebung am Ablack gesot gëtt, vu wat fir enge 45 m^2 ee schwätzt a wéi déi gemooss ginn. Ass dat d'Surface habitable? Ass dat d'Surface utile? Ass dat mam Balcon? Ass dat mam Späicher a mam Keller? Ass dat ouni? Dat weess keen.

Dofir ass et absolut néideg, datt mer hei am Land net nure fir dëse Fall, mä och fir sämtlech Donnéeën eng Loi Carrez kréien, wéi mer dat a Frankräich kennen. Dat heescht, datt mer gesot kréien an datt notariell festgestallt ka ginn, wat dann effektiv d'Surface habitable ass, datt et do eng Definitioun gëtt an datt een dorobber ka bauen. Dat géif och dem Observatoire de l'habitat d'Méiglechkeet ginn, fir seriö Präisser kënnen auszerechnen op de Meter carré, statt dat iwwert den Domm mussen ze maachen.

Déi aner Problematik, déi mer an deem Kontext och wichteg schéngt, dat ass, datt mer ganz vill Demanden hu fir Logements sociaux. Mä et weess keen, wéi vill et der genau Demandë sinn. Woufir? Well verschidde Leit Demandë maache bei hirer Gemeng oder souguer nach bei enger zweeter Gemeng. Si maache se bei den Habitations à bon marché. Si maachen et beim Fonds du Logement. An déi Demanden do ginn individuell gekuckt. Et gëtt net gekuckt, ob et net déiselwecht Demande ass.

Dofir schéngt et ons als ADR op jiddwer Fall wichteg ze sinn, datt mer missten eng zentral Ulafstell hunn, fir alleguerten déi Demanden do ze kréien, an datt déi zentral Ulafstell dann och soll kucken, wou Gebailechkeeten a Wunnenge fräi sinn. Anstatt datt dat queesch duerch de Gaart elo vun deem engen an deem aneren debattéiert gëtt. Déi verschidden Administratioune schaffen do leider net matenaner. An doduerjer gëtt déi Problematik just nuren nach méi komplex.

Dann hunn ech ee Punkt, wou ech mat der Kommissioun an och mam Médiateur net d'accord sinn. Dat ass déi Aart a Weis, wou geschwat ginn ass iwwert d'Permis de conduire. Dat heescht, iwwert dat an déi auslännesch Permisen. Do huet en Tribunal ordonnéiert, datt déi Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg wunnt, misst hire Permis erëmkréien, nodeem déi Suspensioun, déi se duerch d'Geriicht krut hat, ewechgefall war. Doropshin ass e Retrait administratif komm.

D'Kommissioun an de Médiateur suggéréieren elo, datt déi Persoun misst, wann d'Uerteel dat virweist, hire Permis erëmkréien. Mä ech mengen, domadder kréie mer awer dann zweeërlee Moossen a Gewiichter. Dat heescht, deen e Lëtzebuerger Permis huet, an deen, wou d'Uerteel gesot huet, en hätt dee Permis beispillsweis während zwee Joer verluer, dee kann uschléissend e Retrait administratif vum Permis kréien. Wann en awer elo en auslännesche Permis huet, da wier dat net méi méiglech.

Ech mengen, dat geet net. Hei musse fir déi, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, déiselwecht Gesetzgebungen a Mesurë gëllen. Dat schéngt mer op jiddwer Fall wichteg ze sinn, datt mer net do zweeërlee Moossen a Gewiichter hunn. D'autant plus, datt ee weess, datt a Spuenien, datt an Tschechien ee ka sech esou Permisë kafen, a verschidde Leit kënnen deen Ablack mat zwee Permisë fueren: een, dee se kënnen ewechgeholl kréien, da kënne se mat deem aneren den Dag drop fueren. Frankräich ass dofir higaang an huet mat Spuenien zum Beispill en Accord getraff, datt do en Échange d'informations geschitt, fir esou Abusen ze évitéieren.

Dann eng lescht Saach, bei der Réforme administrative, vun där vill geschwat gëtt a wou ee gesäit, datt se absolut noutwendeg ass. Aus allen Interventiounen, souwuel aus dem Rapport vum Médiateur wéi hei aus den Debatten an der Chamber, vun der Kommissioun, vun alle Kommissioune geet ervir, datt et absolut noutwendeg ass, datt do eppes geschitt.

Leider ass d'Réforme administrative zur Chefsaach erkläert ginn. An doduerjer geschitt näischt op deem Gebitt. Et wier duerfir gutt, wann déi eenzel Ministere sech géifen elo nees hir Aarbecht huelen, Chefsaach Chefsaach si loossen an hir Aarbechten an hire Ministèrë maachen a sech géifen zesummendinn, fir datt mer dem Médiateur manner Aarbecht ginn, wéi dat elo de Fall ass.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci, an d'Wuert huet dann elo d'Regierung, den Här Minister Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo déi drëtte Kéier, dass d'Chamber en Débat d'orientation huet iwwert dem Marc Fischbach, dem Ombudsmann säi Rapport. De Marc Fischbach, deen eng gutt Aarbecht mécht an deem Beräich an deen - dofir wëll ech gär d'Tribün hei benotzen, fir dat ze soen - och Unerkennung elo an de leschten Deeg fonnt huet bei der Notariatskummer, wou en dann déi néideg Unerkennung fonnt huet fir déi gutt Aarbecht, déi e mécht. An déi gutt Aarbecht fënnt sech och hei erëm an dësem Rapport, deen haut hei sachlech diskutéiert ginn ass.

Och dee Rapport vun der Kommissioun, wou de Camille Gira jo da Rapporteur war, muss ech soen, deen ass wierklech gutt, sachlech, neutral, an ech mengen, dee bréngt der Saach eppes. D'Saach ass jo déi am Fong geholl, fir tëschent den Administratiounen an den Administrés am Fong geholl mam Fanger op Boboen ze weisen. Dat geschitt och hei. A wann dann de Spagat gemaach ginn ass, fir dëst Joer dann als Prioritéit den Intérieur oder den Intérieur als solchen ze huelen, da verstinn ech dat, well de Camille Gemengepolitiker ass an e wëllt, et läit him um Häerz, fir déi Problemer do ze léisen.

Ech muss em awer och soen, dass ech déi Motioun, déi haut hei virläit, mat dräi Hänn ënnerschreiwen. Well et ass eng Motioun - do géif ech mech deem uschléissen, wat de Jempi Klein virdrun zu mer gesot huet -, wou mer double emploi maachen. Déi hate mer schonn hei an der Chamber bei den Diskussioune vun der RTLs-Kommissioun - also d'Réorganisation territoriale -, an ech wäert och a mengen Entwécklungen hei kuerz op e puer Punkten doraus ze schwätze kommen.

Also dëst Joer sinn den Intérieur an dernieft dann eben d'Fonction publique, wou d'Madame Minister Modert dann zu der Fonction publique sech positionéiert, eis Schwéierpunkten. Et ass jo och dat hei ugeschwat ginn.

Dofir mengen ech, wann ech de Rapport an alles kucken, wéi et hei geschwat ginn ass, da verstinn ech schwéier déi Remarquen, déi den Här Berger hei gemaach huet, fir ze mengen, den Intérieur, do wäre violent verbal Attacke gewiescht. Ech fannen näischt esou am Rapport erëm. An ech mengen, den Här Berger ass net Member vun engem Gemengerot,…

(Interruption)

…soss géif en dat vläicht besser verstoen. Ech mengen, ech hätt villes verstanen an deem Rapport hei an och villes verstanen an där Diskussioun hei. Sou erlaabt mer dann, op déi Punkten ze schwätzen ze kommen, déi eis concernéieren als Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région.

Ech hunn et gesot, de Marc Fischbach, déi Institutioun vum Médiateur huet sech bewährt, an de Marc Fischbach huet op Punkte mam Fanger op Wonne gewisen. E lancéiert Débaten. An een Débat oder eng Problematik huet en opgeworf, déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn. Ech wëll se och gären hei eng Kéier opgräifen. Dat ass déi, wéi am Fong geholl ganz oft d'Gemeng, wéi déi fonctionnéiert.

Do stelle mer fest, an dat steet jo och an de Rapporten, dass sougenannte Souverainismë stattfannen a Gemengen. Si nennen dat am Rapport eng Émancipation des fonctionnaires communaux. Domat wëll ech soen, dass heiansdo sech Saachen an enger Gemeng maachen, net nëmmen an enger Gemeng, och an engem Ministère an och an enger Verwaltung, wou am Fong geholl de Buergermeeschter respektiv de Minister net ëmmer am Bild sinn. An dass dat sech méi a klenge Gemenge mécht, dat ass kloer, an dat féiert och zu verschiddene Problemer, déi awer dann, wann am Fong geholl eng gewëssen Transparenz do ass, kënne geléist ginn.

Transparenz hu mer zum Beispill, wat d'Bautegenehmegungen ugeet. Do ass haut de Mëtteg vill driwwer geschwat ginn. Et ass e richtege Renner. Do ass gemengt ginn, duerch eng Verbesserung am Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal kéint een do munches bewegen. Deem ass awer net esou. Dat wëssen och d'Insider heibannen.

D'Bautegenehmegunge si problematesch, well jo do am Fong geholl och eis Geriichter mat abezu sinn. An dat mécht d'Saach net méi einfach. Net méi einfach, well et am Fong geholl eng Séparation des pouvoirs ass, a jiddwereen huet seng Roll ze spillen. Wann de Buergermeeschter eng Bautegenehmegung gëtt oder net gëtt, a wann d'Bautegenehmegungen illegal sinn, gëtt ganz oft de Principe de proportionnalité benotzt, fir am Fong geholl déi illegal Bautegenehmegung ze exekutéieren. Dat ass eng Situatioun, déi net gutt ass.

Dofir wäert ech mech an deenen nächste Woche mam Minister Biltgen, Ministre de la Justice, un den Dësch setzen, fir ze kucken, wéi een déi Situatioun do, déi sécherlech net optimal ass, besser kann an de Grëff kréien, ebe betreffend d'Bautegenehmegungen, déi net legal sinn, wou da prozesséiert gëtt, wou et ganz laang dauert ganz oft, bis am Fong geholl Uerteeler do sinn, an da ganz oft déi Uerteeler net exekutéiert ginn.

Fir mech ass dat e wichtege Punkt, ech wëll dat ganz kloer an däitlech soen, well hei ass et de Rechtsstat als solchen, deen am Mëttelpunkt steet. A wann dat net soll klappen, da verléiere mer eng gewësse Kredibilitéit. Dat kann net sinn.

Gradesou wichteg ass an deem Kontext awer och de Gemengen hir Hausaufgab. Dat ass déi, fir op d'Schantjen déi sougenannte Bautepolizei ze schécken. Dat ass och fir mech eng Conditio sine qua non, wann ee gär hätt, dass dat soll honnertprozenteg gutt iwwert d'Bühn goen.

Och hei si verschidde Gemengepappen a -mammen, déi mengen, dat wär opwändeg, besonnesch wat d'Ressources humaines ugeet. Grad justement do géif ech drop verweisen, dass, wann ee staark a grouss Gemengen huet, dann huet een d'Méiglechkeet, déi Gestioun vun de Ressources humaines ze optimiséieren an d'Prioritéiten esou ze fixéieren, dass ee ka säi Service technique op den Terrain schécken, fir dass deen dann déi Bautegenehmegungen, dass hien déi Schantjen da kontrolléiert.

Eng aner Problematik, déi ugeschwat ginn ass, dat ass d'Recommandatioun N°32 vum Här Médiateur. Dat ass déi iwwert d'Aschreiwungen an de Register vun der Populatioun. De Projet de loi 5949. Hei wësst Der, dass mer e Projet de loi gemaach hunn, deen am Fong geholl och am Esprit ass vun deem, wat de Médiateur sech virstellt. An zwar deen, dass mer et fäerdeg bréngen, all Leit, déi an enger Gemeng liewen a wunnen, fir déi kënnen ze enregistréieren.

Déi Leit, déi problemlos do liewen, déi kommen an de sougenannte Registre principal. Déi Leit, déi problematesch sinn, déi kommen an dee sougenannte Registre d'attente. Dat ass am Fong geholl déi grouss Achs vun deem Gesetz, vun deem Projet de loi, deen elo beim Statsrot läit. Den Avis, deen ass imminent. An et muss ee waarden, wat de Statsrot zu där ganzer Problematik seet. Wëssend, dass d'Tatsaach, dass d'Leit och nëmmen en RMG zum Beispill kënne kréien do, wou se domiciliéiert sinn, d'Saach net méi einfach mécht. Oder anescht ausgedréckt, wann Der e Sozialfall hutt an Dir kënnt deen net richteg umellen, da kritt dee keen RMG. An dann ass dee schlecht drun. Dofir muss ee kucken déi Problematik ze léisen.

Ech erwaarde mer, ech si ganz gespaant op den Avis vum Statsrot, dee jo verschidde Ministere concernéiert. An da kucke mer doropshin eng Solutioun ze fannen, déi an d'Richtung geet vun den Iwwerleeunge vum Médiateur.

Am Logement ass geschwat ginn iwwer eng Carence vu Logements. Et ass geschwat gi vu Logements d'urgence. Dat ass eng Recommandatioun N°37. Ech mengen, do ass sech de Logementsminister, an deem sengem Numm ech hei sécherlech net kann elo schwätzen, mä deen ass sech där Saach bewosst. An hie weess, dass mer mussen am Beräich vum Logement weider op där Schinn a mat deenen Instrumenter, déi mer hunn - Pacte «Logement» an esou weider -, opbauen.

Et ass awer och hei keng Unanimitéit am Gemgengesecteur, well déi eng Buergermeeschteren a Buergermeeschterinne mengen, et kéint een esou Problemer domat léisen, dass een d'Leit an en Hotelzëmmer leet, an anerer, déi mengen, et sollt een d'Structures régionales aféieren, fir sougenannte Logements d'urgence ze sichen. An nach anerer mengen, et misst een de franséische Modell iwwerhuelen, fir 20% vu Logement-socialen a Gemengen ze imposéieren an déi Gemengen, déi dat net maachen, da finanziell ze bestrofen.

Et ass eng Diskussioun, déi muss an den nächste Méint gefouert ginn. De Médiateur huet dësen Débat lancéiert. Ech fannen et e wichtegen Débat, an et soll een och hei kucken, fir am Fong geholl Léisungen ze fannen, déi am Intérêt si vun der Situatioun.

En anere Punkt, deen ech wollt uschwätzen, deen haut och schonn e puermol ugeschwat ginn ass an deen och sécherlech wichteg ass a wou och gefrot ginn ass, dass den Innenminister soll sech positionéieren, ass dee vum Règlement de police an Dispositions relatives au trouble à l'ordre public. Et ass richteg, dass d'Polizei bei ganz ville klengen Incivilitéiten oder klengen Troublen net ëmmer am Fong geholl Präsenz ka weisen, well einfach d'Aufgabestellung an och d'Eropwuesse vun den Incivilitéiten am Fong et onméiglech maachen, all Fall am Fong geholl unzegoen. Do ass Léisungsbedarf, ass Handlungsbedarf, an et muss eng Léisung fonnt ginn.

Do ass e Projet de loi déposéiert ginn an der leschter Legislaturperiod. Dee Projet de loi ass am Fong geholl vum Statsrot a Fro gestallt ginn. En huet Opposition-formellë kritt, well et ass gemengt ginn, dass een net kann Infractiounen a Sanktiounen an de Gemengen, an de Polizeireglementer ofwéckelen, mä dass den Droit pénal eng Matière réservée wär vum Gesetz. Dofir ass dee Projet de loi elo, esou wéi en doläit, wéi en dolouch - loosse mer et emol esou soen -, net ze realiséieren.

Doropshin ass en Avant-projet de proposition de loi gemaach gi vu Kolleegen hei aus der Chamber. Dat ass eng gutt Base de discussion, an et soll ee sech och un där orientéieren elo, fir Léisungen ze fannen. Et muss ee kucken, wéi eng Incivilitéiten, wéi ee Katalog een do kann opstellen.

Mä dat Ganzt muss awer geschéien - dorop halen ech awer -, dass et net ka sinn, dass doduerch méi Aarbechten herno kommen oder Charges supplémentaires komme fir d'Juridictiounen a fir d'Polizei. Dat ass sécherlech eppes, wat net einfach wäert sinn, awer et muss ee kucken, dass een déi Incivilitéiten esou tässelt an esou konditionéiert, dass méi dobäi erauskënnt wéi dat, wat mer elo hunn, wëssend, dass en Handlungsbedarf do ass.

Mä et geet net duer, nëmmen eppes ze maachen, fir eppes ze maachen. Dat wëll ech awer kloer an däitlech soen. Net dass elo gesot gëtt: „Da maache mer dat emol, an da kucke mer." An herno si mer nach gradesou schlecht dru wéi virdrun. Mir sollten also op Basis vun deenen Iddien, déi um Dësch leien, elo Léisunge sichen, fir am Fong geholl an deem Beräich dann eben och eng Solutioun ze kréien, déi d'Situatioun verbessert, wéi se elo ass.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Een anere Punkt, een anere Punkt…

Merci, Dir Hären.

(Brouhaha général)

Den anere Punkt ass…

Et ass schéin, wann d'Chamber „très bien" seet, dat deet engem ëmmer gutt, well si soen net oft „très bien".

(Interruption)

Jo, dat ass, dat hänkt ëmmer dovun of, wéi d'Situatioun ass. Ech wëll elo net déi do Situatioun kommentéieren.

Ech wëll eng aner Situatioun kommentéieren, déi och vill heibanne kommentéiert ginn ass an nach weider wäert kommentéiert ginn, dat ass déi vun der sougenannter Simplification administrative au niveau communal. Dat ass eng Kamell, déi deem enge besser schmaacht wéi deem aneren. Mä si ass relativ sauer. Well verschidde Leit mengen, duerch déi generell Bürokratisatioun am Gemengesecteur, duerch méi komplex Aufgabestellungen, duerch déi ganz Problematik vun der Gemengepolitik, loosse mer se emol esou nennen, wär et wichteg, fir d'Prozeduren ze uniformiséieren an dann eben op verschidde Beräicher Neel mat Käpp ze maachen - loosse mer emol esou soen.

D'Praticabilitéit vum Gesetz vun 2004 gëtt oft ugeprangert, wat d'PAGen an d'PAPe mécht. Do ass et esou, dass ech eng Circulaire erausginn hunn, notamment elo am Abrëll doriwwer, wéi een an de PAGe soll virgoen. An do erwaarden ech mer an de gudden Aarbechten, déi mer an der Kommissioun hunn, dass mer zügeg weiderkommen an déi Amendementen zu deem Gesetz kënne maachen, fir dass dat da rechtskräfteg gëtt. An da besonnesch an der Période transitoire, wou Froen opgeworf ginn - ass dat doten e PAP oder e PAG, eng Modifikatioun vum PAG? -, dass mer dat da kënne léisen.

Do wäert ech sécherlech gären eng Hand mat upaken, an do wäerte mer och, géif ech soen, am Laf vun dësem Joer, Enn dës Joers wäerte mer kënnen eng Kéier bei de Statsrot goen, an da wäerte mer dat Gesetz kënnen definitiv hei zu Lëtzebuerg dann ëmsetzen. Da wäerte mer och kucken, dass an deem Beräich mer besser weiderkommen. Et ass esou, dass dat eng komplex Matière ass, dass mer e Gesetz vun 1937 haten, wat och Insuffisancen hat, a mat dem Gesetz vun 2004 hu mer e ganz neie Paradigmewiessel gemaach.

Et ass wéi ëmmer: Wann een eng nei Philosophie an e Beräich erabréngt, ass et net einfach, well deen een et esou gesäit an deen aneren anescht. Mä ech mengen, do si mer um richtege Wee. Mir hu vill mat de Stakeholderen - wéi een dat esou nennt - dobausse geschwat, an ech ginn och dovun aus, dass mer, wéi ech elo gesot hunn, Enn dëst Joer, Ufank nächst Joer dat Gesetz dann hei kënnen an der Plénière stëmmen, wann déi Aarbecht, déi elo an der Chamberskommissioun gemaach gëtt, esou gutt weidergeet, wéi dat elo de Fall ass.

Eng aner Fro, déi opgeworf gëtt, ass awer nach déi - wann ee vu Simplification administrative schwätzt - am Fong geholl vun der Tutelle vum Stat par rapport zu de Gemengen. Et ass e Steckenpferd vu verschiddene Leit, déi ëmmer nees domat erëmkommen. Ech fannen déi Démarche och berechtegt an deem Sënn, dass mer Strukturen hunn, déi op eng Welt opgebaut hunn, déi haut net méi esou ass, wéi se deemools war. Dofir hunn ech och wëlles, do weiderzekommen.

Ech hunn op den Dag vun haut - ech hunn extra op haut gewaart - eng nei Circulaire lancéiert. Hei ass se: „Simplification administrative - Dossiers à ne plus soumettre au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région". Et ass eng Circulaire, déi huet dräi Säiten. Ech wëll elo net an den Detail agoen, dat géif ze laang goen. Do sinn e ganze Koup Pabeieren a Paperassen, déi an de Ministère geschéckt ginn, déi net méi brauche geschéckt ze ginn. Ech hunn…

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Et si relativ vill... De Prinzip ass am Fong geholl an enger éischter Phas deen: Et sollt een nëmmen dat kontrolléieren, wou et néideg ass, dass een et kontrolléiert, well et wichteg ass. Et sollt een net versichen, alles ze kontrolléieren. Mir ginn nach méi wäit, an ech wäert och da méi wäit goen, mä dat wäert nëmme méiglech sinn, wa mer eng Gesetzesännerung maachen. Dofir ass dat heiten en éischte Schrëtt a Richtung vun enger méi erliichterter Tutelle.

Ech ginn dovunner aus, dass ech nach an dëser Legislaturperiod kann a verschiddene Punkte légiféréieren. Ech hu schonn eng Kéier e Beispill hei genannt: All déi Reglementer vum Transport, vun de Stroossen, déi mussen als Boîte aux lettres duerch den Intérieur lafen, wat opwändeg ass fir d'Gemengen a fir den Intérieur. Do musse mer eng Gesetzesännerung maachen, a mäi Kolleeg aus der Regierung, de Claude Wiseler, wäert sécherlech beim nächste Gesetz dee Punkt do mat drasetzen, dass mer dat net méi mussen esou ofwéckelen, wéi dat elo de Fall ass.

Dir gesitt also, dass mer hei versichen, eng Simplificatioun ze maachen an enger éischter Phas. Ech stelle mer vir, dass mer an engem Joer, wat déi Erliichterungen hei ugeet, de Bilan maachen - d'Gemengen hire Bilan maachen, de Minister säi Bilan mécht, qualitativ a quantitativ - an dass mer kucken, wéi mer dann doduerch eng Verbesserung kréie vun de Prozesser am Intérêt vu jiddwerengem: am Intérêt vun de Gemengen, am Intérêt vum Ministère an och am Intérêt vun eise Biergerinnen an eise Bierger. Ech mengen, dat ass en Exercice, deen op eis zoukënnt an dee wäerte mer och maachen.

A sécherlech steet och déi sougenannten Ofschafung vun den Distriktskommissariater, wéi verschidde Leit dat nennen, um Programm. Ech hunn zwar net gären, wann dee Wording ëmmer esou gesot gëtt, well dat géif heeschen, dass déi Leit, déi Distriktskommissären, hir Hausaufgaben net géife gutt maachen.

Une voix.- Dat seet jo keen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Dofir géife se ofgeschaf ginn. Si ginn net ofgeschaf, well si maachen eng gutt Aufgab. Ech mengen, net méi spéit wéi haut…, d'Madame Frank huet nach haut de Mëtteg hir Distriktskommissäre gelueft. Si huet gesot, si hätten eng gutt juristesch Aarbecht gemaach. Ech ka soen, ech hunn och ganz gutt Erfahrungen, a mer mussen och op Basis vun deem, wat mer elo hunn, opbauen. Am Prinzip: d'Vergaangenheet kennen, fir d'Géigewaart besser ze verstoen an d'Zukunft besser ze preparéieren.

Och hei soll dat spillen. Dofir gëtt dat gemaach, wat am Rapport vun der Spezialkommissioun steet, fir eben déi Distriktskommissariater an eng Verwaltung, an eng unique Verwaltung ëmzefunktionéieren, an da mat dezentrale Büroen. Dat wëll ech nach dës Legislaturperiod maachen an ech mengen, dass dat dee richtege Wee ass, fir dëser Institutioun, déi sech och bewäert huet - iwwer Jorhonnerten, kann ee bal soen -, weider eng wichteg Roll ze ginn.

Ob déi Institutioun ka Médiateur spillen, wéi dat an der Kommissioun an de Raum

gestallt ginn ass, do hunn ech Bedenken. Ech stelle mer éischter vir, dass, wann e sougenannte Médiateur fir d'Gemenge sollt kommen, dat éischter kann au sein vum Syvicol si wéi soss anzwousch, well sécherlech kann en net einfach esou existéieren, nieft dem Médiateur oder als Médiateur vun de Gemengen, well dat géif problematesch ginn. Da géif et op eng Kéier eng Gemeng ginn…, oder e Bierger geet bei de Médiateur géint d'Gemeng A, d'Gemeng A geet géint d'Gemeng B an da geet de Stat C…, dat gëtt en Duercherneen. Dat geet net! Dat Eenzegt, wat do méiglech ass, mengen ech, wär dat, fir dee Rôle vum Conseil oder vun der Médiatioun, fir deen am Fong geholl am Syvicol oder soss ënnerzekréien.

Och an der sougenannter neier Verwaltung, déi mer wëlle kreéieren, ass dat relativ schwéier, well et ass nun emol esou, dass mer e Stat hunn an dass d'Gemeng eng Émanatioun ass vum Stat, mat enger kloerer Hierarchie, an dass dat Ganzt en institutionelle Charakter huet. Hei kann een also net médiéieren, hei kann ee keng Froen tranchéieren. Hei kuckt ee just: Ass d'Legalitéit ginn oder ass se net ginn? Ech mengen, dat ass den Haaptmessage, deen een hei muss ginn.

Mäin Haaptmessage zum Schluss soll dee sinn, fir ze soen, dass déi Aarbecht, déi de Médiateur geleescht huet, an déi Froen, déi en opgeworf huet an déi an der Kommissioun diskutéiert gi sinn, an déi richteg Richtung ginn, dass ech ka wierklech soen, dass hei Chamber, Médiateur an och Minister mat senge Beamten op enger Welleängt sinn an dass mer um richtege Wee sinn, fir déi Problemer ze léisen. An dat mat eise Méiglechkeeten am Kader vun der Aufgabestellung, wéi se an engem Stat nun emol ass, mat enger Séparatioun vu Pouvoiren, wou d'Geriichter op där enger Säit sinn, op där anerer Säit d'Regierung, d'Chamber an dann eben eis Biergerinnen, eis Bierger mat de Gemengen.

Ech mengen, dass dat alles ka gemaach ginn, dass mer méi Effikassitéit kënnen an den nächste Jore kréien, dass mer eng Simplification administrative, wéi se scho jorelaang an de Raum gestallt gëtt, kënne wierklech ëmsetzen an dass mer och doduerch mussen en optimiséierte Rekrutement kréie vun de Gemengebeamtinnen an de Gemengebeamten. Dat ass e wichtege Punkt, deen ech zum Schluss nach eng Kéier wollt opwerfen.

D'Aufgabestellung ass also net einfach, mä mir si gutt opgestallt, an ech mengen - wat elo den Innenminister ugeet a seng Beräicher, wou een da kann eng Hand mat upaken -, dass mer do wierklech Hand an Hand kënnen zesumme gutt schaffen am Intérêt vun eise Biergerinnen an eise Bierger.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Elo kritt d'Wuert d'Madame Ministesch vun der Fonction publique, d'Madame Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, just kuerz vu menger Säit aus och nach e puer Saachen. Den Här Innenminister huet dat ganz gutt ugeschnidden, och de generelle Kader. Dir hat awer nach aner Froen erausgehuewen an Ärem Rapport. D'Chamber ass jo déi zoustänneg Instanz fir de Médiateur, dofir hutt Der säi Rapport och ganz genau a gewëssenhaft analyséiert. Ech wëll dem Rapporteur, esou wéi mäi Virriedner och, Merci soen. En huet mat ganz vill Seriö dorunner geschafft, ass op all Punkten agaangen, huet se genau an detailléiert analyséiert, ganz vill a seriö Aarbecht gemaach.

Dat, mengen ech, ass de Rapport vum Médiateur och wäert, absolut! An esou kënne mir haut hei vun zwou gewëssenhaften Aarbechte schwätzen, déi fir eis wichteg si an der Verwaltung, fir dorobber ze schaffen. Sou wéi d'CSV-Riednerin Marie-Josée Frank et och gesot huet: Et stellt haut kee méi d'Néidegkeet vun der Institutioun Médiateur a Fro! Dat war am Ufank jo aneschters. Dat, mengen ech, huet och mat dem richtege Fangerspëtzegefill vum Marc Fischbach ze doen, deen dat wierklech als Institutioun ausgebaut huet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, datt d'Ufuerderungen un den öffentlechen Déngscht an deene leschten 20 bis 25 Joer vill evoluéiert hunn. Dofir musse mer a wëlle mer haut méi qualitativ virgoen, well mer Prozeduren a Virgoensaart a -weise kontinuéierlech iwwerdenke mussen. Si musse permanent gekuckt ginn, och a ganz besonnesch vu bannen eraus, well jo d'Leit op de Plaze selwer am beschte kënne gesinn, ob déi Methoden, déi do sinn, ob d'Prozeduren, déi do sinn, nach ugepasst sinn oder ob se sollen oder musse geännert ginn.

Dofir ass d'Modernisatioun vun der Verwaltung och ganz wichteg, an ech mengen, dat ass souwisou ee Prozess, dee permanent muss sinn. Routine mussen ëmmer iwwerduecht ginn, fir datt een net dran hänke bleift, do, wou se schlecht sinn. Mir kënnen haut net méi esou schaffe wéi virun 30 oder 40 Joer, mat där ëmmer méi grousser Komplexitéit vun de Matièren.

Ech hunn dofir d'Schwéierpunkte vun der Verwaltungsreform fir dës Legislatur op zwou Achse geluecht: Déi éischt ass d'Qualité publique an d'Relatioun mat de Bierger an déi zweet ass d'Gestioun vun de Ressources humaines. An ech mengen, hei begéine sech Saachen, déi diskutéiert gi waren souwuel an Ärem Rapport wéi och an Elementer vun dem Rapport vum Médiateur.

Mir wësse jo all, datt d'Verwaltung kee Selbstzweck ass, mä si ass do fir den Déngscht un de Leit an un de Betriber. Dat ass och de Fall. Natierlech kann een do ëmmer nach verbesseren an do muss een ëmmer drop oppassen. Mir mussen de Bierger an de Mëttelpunkt setzen an op d'Leit duergoen. Dat muss eng generell Haltung sinn. Wichteg sinn heibäi d'Aspekter vun Accessibilitéit vum Service public, Kommunikatioun, Rationalisatioun vun de Verwaltungsprozeduren an hiren Ofleef an dann natierlech d'Suergfalt an d'Rapiditéit vun den Entscheedungen an den Äntwerten.

Mir hunn haut schonn Instrumenter, déi een heibäi asetze kann, fir dee permanenten Iwwerdenkungsprozess ze stäipen. Dat ass d'Autoevaluatioun vun der Fonction publique, wat ee wichtegen Outil vum Qualitéitsmanagement ass. Mir wëllen och nach méi wäit goen, zu engem Programm vu kontinuéierlecher Verbesserung als e permanent Element. Mir hunn Instrumenter haut, fir d'Zefriddenheet vun de Bierger ze moossen a se domadder och evaluéieren ze kënnen an ipso facto d'Qualitéit vum Service public evaluéieren ze kennen, iwwert d'Charte d'accueil et de service, iwwer Entretiens de développement professionnel an esou weider.

Mir brauchen awer doriwwer eraus - mengen ech - nach eppes aneres, an zwar: e Schrack méi wäit goen iwwer eng Gestion par objectifs, wou eis Verwaltunge sech Objektiver fixéieren, Prioritéite setzen; och d'Notioun vu Métierë musse mir aféieren, wat dann dee Moment vill méi spezifesch zougeschnidden ass op déi Aarbecht, déi deejéinege spezifesch soll maachen. Dat geet och iwwer Organisatiounsfroen an natierlech Managementsfonctiounen aféieren.

Virun dësem Hannergrond mierkt een, datt eppes ganz wichteg ass: Dat ass d'Formatioun an d'Weiderbildung. „Lifelong learning" ass jo och en Element vum Bologna-Prozess. Och an deem Kontext wäerte mer dat erëmfannen. D'Formatioun ass wichteg a si ass et ëmmer méi. Mir wëllen dat nach verbesseren a Reforme maachen. Ech zweifelen och net drun, datt do op alle Plazen a Säite Konsens driwwer besteet, datt mer un der Formatioun solle schaffen an datt mer Reforme maache mussen.

Déi zweet Saach ass - wat och heibannen zum Ausdrock komm ass - d'Fro vum Astelle vun de Leit, oder vu méi Leit astelle beim Stat. D'Wonschdenken ass ëmmer ganz grouss: Ongeféier läit d'Wonschlëscht pro Joer, wat d'Verwaltungen insgesamt beim Stat wëllen agestallt kréien - vun neie Posten, déi also zousätzlech geschaf géife ginn -, ëmmer bei iwwer 1.000. Do gesi mer jo scho gläich, datt et net méiglech ass, fir all Joer 1.000 nei Posten ze schafen. Onbegrenzt ass et och hei net méiglech, fir de Leit systematesch nei Effektiver an d'Verwaltungen ze ginn. Et huet jo och, ënner anerem, mat organisatoresche Froen ze doen, mä och de Käschtepunkt dovun däerf een net aus den Ae verléieren.

Déi Aarbecht do gëtt vun der CER gemaach, d'Commission d'économie et de rationalisation, déi och schonn ernimmt ginn ass. Si huet keng einfach Aufgab. D'Kritiken un hir sinn awer net fondéiert, och wann hir Aarbecht net ëmmer einfach ass an och vläicht emol eng Kéier een en aneren Akzent géif setze wéi en aneren. Mä et kann een net vun 1.000 Posten, déi gefrot gi sinn, esou liicht dee Pak doraus maachen, dee verdroe gëtt.

Et gëtt natierlech och sécherlech kee perfekte System. Och deen doten ass et net, nëmmen, mir fannen och kee aneren, dee perfekt wäert sinn. Et kann een deen, deen do ass awer optimiséieren, andeems een zum Beispill mat neie methodologeschen Outile virgeet. Andeems een och - mengen ech - eppes kuckt, wat wichteg ass; dat ass schonn e puermol hei verwiesselt ginn: Simplification administrative ass eppes aneres wéi Réforme administrative. Dat ass zwar net ganz wichteg. Mä iwwert déi administrativ Vereinfachung kann ee scho beim Ausschaffe vun Texter a vu Gesetzer evaluéieren, wéi een Impakt déi nei Obligatiounen hunn, an déi nei administrativ Charge méi einfach maachen, also se erofsetzen, amplaz se nach eropzedrécken.

Dat ass gutt, souwuel fir d'Leit dobausse wéi natierlech och fir d'Verwaltungen, déi dann awer manner ze dinn hunn. Do si mer och amgaangen, Methodologien auszeschaffen, déi een da fir jiddweree relativ einfach intern uwenne kann. Domadder kann een ënner anerem och de Personalbedarf evaluéieren an dee Moment och besser steieren, souwuel iwwer manner Charge wéi och fir ze wëssen, wat et ausmécht.

Mir huet ëmmer eppes virgeschwieft, ier ech zoustänneg fir déi Saache war, dat ass beim Stat eng Fonction d'audit et de conseil interne anzeféieren. Ech gesinn zwou Plazen, wou déi kéint ugesiedelt sinn, entweder bei der IGF, well do vill Leit sëtzen, déi d'Servicer scho relativ gutt kennen, oder awer - well et och doriwwer erausgeet - am Departement vun der Verwaltungsreform, dee jo de Moment e Stéck vun dem Öffentlechen-Déngscht-Ministère ass. Ech géif dat awer éischter als interne Service gesinn, fir datt ëmmer déiselwecht Methoden ugewannt ginn an all staatlech Servicer och op déiselwecht Aart a Weis kënne berode ginn. Dat verhënnert net, datt een och punktuell kann op extern Auditen oder Auditeuren, déi zousätzlech zouschaffen, zréckgräifen.

Da mengen ech, datt déi Iddi, déi an der Motioun ervirgestrach ginn ass, fir eng Fiche iwwert d'Ressources humaines bei d'Gesetzer bäizeleeën, eng Iddi ass, där een absolut kann nogoen. Ech géif éischter virschloen, se an d'Fiche financière ze integréieren, mä ech mengen, dat ass jo kee groussen Ënnerscheed zu der Motioun.

Schliesslech an endlech: de Punkt an der Motioun iwwer eng Alternativ zum aktuellen Numerus-clausus-System. Dat ass sécher schwiereg - aus deenen Ursaachen, wou ech gesot hunn -, mä optimiséieren a se mat punktuelle Verbesserunge complétéieren: jo!

Wéi ech gesot hunn: Mir mussen am Kapp behalen, datt d'Masse salariale dee ganz décke Batz am Statsbudget duerstellt, en extrem schwéiert Gewiicht fir de Statsbudget bedeit. Also muss een och kucken, déi Saachen am Grëff ze behalen. Dofir bleift et ëmmer néideg, eng Grenz ze setze fir d'Eropsetze vun den Effektiver beim Stat.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech wollt Merci soe fir déi gewëssenhaft Aarbecht, fir déi flott Iddien, déi komm sinn. Ech mengen, villes ass amgaangen, gemaach ze ginn. Mir sinn ëmmer frou an dankbar fir Ustéiss a mir si ganz besonnesch och frou iwwert déi gutt Diskussiounen, déi mer haten. An do, wou Bedarf ass, oder do, wou Dir dat wëllt, si mer selbstverständlech bereet dozou, se weiderhi virunzeféieren.

Merci.

M. le Président.- Merci och der Madame Modert. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun.

Mir hunn elo nach hei zwou Motiounen, iwwert déi mer mussen ofstëmmen, déi allen zwou vum Här Gira erabruecht gi sinn. Ech wollt froen: Ass nach een, deen zu deene Motioune wëllt Stellung huelen?

(Négation)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. Ech hunn och d'Impressioun, datt déi Motioune vun enger grousser Majoritéit gedroe ginn, esou datt ech proposéieren, datt mer à main levée doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt iwwert d'Motioun N°1.

Wien ass mat där Motioun d'accord?

(Assentiment)

Mäi Gefill schéngt richteg gewiescht ze sinn, well déi Motioun gëtt à l'unanimité ugeholl.

Vote sur la motion 2

Datselwecht schéngt mer fir déi zweet de Fall ze sinn.

Wien ass mat där Motioun d'accord?

(Assentiment)

Och déi wär domadder à l'unanimité ugeholl.

Domadder wäre mer dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.28 heures)

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 5904 - Projet de loi portant modification
- de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats
- du Code du Travail
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
- de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État
- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
- de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, Mme Lydie Err (M. Fernand Kartheiser lui pose une question), M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice (M. Fernand Kartheiser lui pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'aide aux victimes d'infractions pénales
- *M. Xavier Bettel - M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

3. 6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la mise en œuvre et l'évaluation de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer et de la loi du 22 octobre 2008 concernant le pacte logement
- *Exposé: Mme Vera Spautz*
- *Débat: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Marco Schank, Ministre du Logement*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Claude Wiseler et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da schéngt dat net de Fall ze sinn. Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 5904 iwwert d'Partenariat. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Bettel, d'Madame Err, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

1. 5904 - Projet de loi portant modification
- de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats
- du Code du Travail
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
- de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État
- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
- de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, säit ronn sechs Joer elo gëtt sech och zu Lëtzebuerg gepacst. E Gesetz vum 9. Juli 2004 huet d'Rechtswierkunge vu bestëmmte Forme vu Liewenspartnerschaften organiséiert. Dësen Text huet zwar keng Plaz an eisem Code civil fonnt, ass awer an eise Sproochgebrauch opgeholl ginn ënnert der franséischer Expressioun Pacs.

Dës nei Institutioun betrëfft souwuel gläich- wéi verschiddegeschlechtlech Koppelen an ass e Kontrakt tëschent zwou Persounen, déi hiert gemeinsamt Zesummeliewen organiséiere wëllen. Fir sech kënnen ze pacsen, muss ee vertragsfäeg, weder bestuet nach an engem anere Pacs sinn, net Famill weder an direkter nach a Säitelinn bis zum drëtte Grad ënnerenee sinn, an d'Koppel muss hire gemeinsame Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn.

D'Effete vum Pacs si puer materieller Aart...

M. le Président.- Ech bieden Iech nozelauschteren! Et ass e wichtege Projet, deen d'Madame Doerner hei exposéiert.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- …a vergläichbar mat e puer allgemenge Rechter a Flichte vum traditionelle Bestietnis wéi Wunnengsschutz, géigesäiteg materiell Hëllef an Ënnerstëtzung, solidaresch Haftung vun de gängege Käschte vum Stot. Do derniewent kënnen d'Partner nach zousätzlech an enger schréftlecher Konventioun hir finanziell a Verméigensverhältnisser regelen. Wann et net anescht ofgemaach ass, bleift jiddweree vun der Koppel eleng Propriétaire vu senge Mobilien an Immobilië respektiv senge Revenuen, an dat am Sënn vun enger Gütertrennung.

Déi gepacste Koppele genéissen awer och wéi eng bestuete Koppel sozialrechtlech a fiskalesch Virdeeler.

De Pacs bleift awer eng eegestänneg vum Bestietnis ofgegrenzte Rechtskategorie an huet keen Afloss op d'Filiatioun an op d'Ierffolleg. Dat wëllt soen, wann ech wëll vu mengem gepacste Partner ierwen, muss e mech a säin Testament schreiwen. Wann ech awer da géif vun em ierwen, da profitéieren ech vun de Virdeeler vun der Ierfschaftssteier wéi eng bestuete Koppel, wann ech dräi Joer viru sengem Doud kontinuéierlech mat em gepacst war.

Bis haut hu sech hei zu Lëtzebuerg iwwer 2.400 Koppele gepacst. Dovunner sinn 92% heterosexuell Koppelen an 8% gläichgestallte Koppelen. Vun all deene Koppelen hu sech der 153 erëm getrennt.

D'Regierung huet eng Bewäertung vum Pacs maache gelooss. De Bilan ass positiv, de Pacs ass beléift, e gëtt seriö geholl, an et gëtt sougutt wéi keng Geriichtskonflikter. Opgrond vun dëser Appréciatioun ginn elo via dëst Gesetz e puer sachlech onnéideg Ongläichheeten an Onsécherheeten opgehuewe respektiv verbessert, an zwar duerch Aféierung vun engem duebele Publizitéitsregime, d'Unerkennung vun auslännesche Partenariaten, Upasse vum Aarbechtsrecht, an och Gläichstellung vun auslännesche Partnerschafte par rapport zu den Ierfschafts- a Schenkungssteieren.

Mir kommen zum éischte Punkt. Hei gëtt en duebele Régime de publicité vun der Pacs-Deklaratioun agefouert. Déi aktuell Prozedur, esou wéi se haut üblech ass, besteet doran, dass déi zwou Parteien op der Gemeng eng Deklaratioun ënnerschreiwen. Den Officier d'état civil iwwerreecht de Partner eng Attestatioun vun hirer Deklaratioun a klasséiert eng Kopie chronologesch an e Classeur, wat keen offizielle Gemengeregister ass. An d'Original, dat schéckt en un de Parquet général, wou d'Pacs-Deklaratioun déposéiert bleift am Répertoire civil an an de Fichier vum Répertoire national alphabetesch ageschriwwe gëtt.

Dëse Projet, dee mir haut solle stëmmen, gesäit elo vir, dass den Officier d'état civil d'Pacs-Deklaratioun nach zousätzlech en marge vum Acte de naissance vun deenen zwee Partner mentionnéiert. De Conseil d'État huet Bedenken, dass dës Mentioun den Zivilstand vun de Partner kéint touchéieren. D'Kommissioun ass awer der Meenung, dass heimadder nëmmen d'Visibilitéit an d'Rechtssécherheet vum Pacs verbessert gëtt, an dem Mariage gëtt kee Recht geholl, och net duerch eng Hannerdier.

Dësen Enregistrement ännert näischt un der gesetzlecher Realitéit vum Partenariat. D'Ënnerscheeder tëschent engem traditionelle Bestietnis an dem Pacs bleiwe bestoen. Dës Publizitéit ass am Sënn vu méi Effizienz a manner Mëssbrauch, well dësen Double régime de publicité erlaabt elo enger Persoun, e Certificat de pacs op hirer Gemeng ze froen an net méi um Parquet général, deen domadder entlaascht gëtt. An d'Administratioune wéi zum Beispill d'Sécurité sociale kënnen elo am RPNI mat Sécherheet feststellen, ob eng Persoun gepacst ass oder net. Selbstverständlech sinn den Zougréff an den Zougank zu dësen Daten ënner strikten Dateschutzregele regléiert.

D'Mentioun um Acte de naissance enthält niewent dem Datum an der Gemeng, dat wëllt soen der Uertschaft, och d'Identitéit vu mengem Partner. D'Kommissioun hat sech hei d'Fro gestallt, ob dës Identitéit vum Partner eng Koppel kéint eventuell penaliséieren, wa se zum Beispill en Extrait de naissance an engem Land misste produzéieren, wou de Partenariat respektiv d'Homosexualitéit als en Delikt - wéi am Maghreb - oder als e Crime - wéi am Sudan oder a Saudi-Arabien - betruecht gëtt.

Fir hei kee Risiko anzegoen, wëllt de Justizminister an enger Circulaire un d'Zivilstandsbüroe preziséieren, dass niewent der Copie intégrale och en einfachen Extrait vum Acte de naissance ouni Mentioun vum Pacs ausgestallt ka ginn.

En zweete Punkt vum Projet preziséiert, dass tëschent deenen zwou Parteie selwer de Pacs direkt d'Wierkung entfaalt, dat wëllt soen solo consensum. Vis-à-vis vun Drëtten ass de Pacs nëmmen opposabel, wann en am Fichier national agedroen ass. De Conseil d'État par contre ass der Meenung, dës Mentioun um Acte de naissance wär den Ausgangspunkt vun der Drëttwierksamkeet. D'Kommissioun huet sech awer décidéiert, de Regierungstext unzehuelen, well déi Partner, déi am Ausland gepacst sinn a beim Parquet général eng Inscriptioun vun hirem Partenariat am Répertoire civil froen, keng Mentioun op hirem Acte de naissance ageschriwwe kréien. An och den RPNI vum Parquet général ka méi einfach vun der Administratioun consultéiert ginn.

De Wee eraus aus dem Pacs ass méi kuerz wéi am traditionelle Bestietnis. Duerch de Mariage oder duerch den Doud ass de Pacs automatesch opgeléist. Déi géigesäiteg oder déi eesäiteg Opléisungsdécisioun muss um Zivilstand gemellt ginn, an eng Mentioun vum Dépacsage gëtt um Acte de naissance agedroen. Zwëschent de Parteien halen dann am Prinzip à la minute all Rechter a Flichten op, mä vis-à-vis vun deenen Drëtten eréischt mat der Androung vun der Opléisungserklärung um Répertoire civil.

Wat nach wichteg ze soen ass, dat ass, dass dëse Projet eng besonnesch Iwwergangsmoossnam fir d'Koppele vum ale System virgesäit. Si kënnen, wa se wëllen, hire Pacs während 24 Méint um État civil enregistréiere loossen, mä si mussen awer net.

Dëse Projet gëtt awer och enger Koppel, déi sech am Ausland gepacst huet, d'Méiglechkeet, hiren auslännesche Partenariat hei zu Lëtzebuerg ze offizialiséieren. An dat geschitt, andeems se eng Demande un de Parquet général stellen, fir an de Répertoire civil an an de Fichier anzeschreiwen. De Parquet kontrolléiert, dass déi normal Viraussetzungen, fir sech zu Lëtzebuerg kënnen ze pacsen, och am Ausland erfëllt gi sinn.

Well d'Rechtswierkunge vum Pacs vu Land zu Land verschidde sinn, huet dës Prozedur den Avantage, dass déi auslännesch Koppelen hirer nationaler Regelung ënnerworf bleiwen a gläichzäiteg och vun de Lëtzebuerger Avantagë kënne profitéieren.

Mat der Aféierung vum Partenariatsgesetz 2004 hu mir national keng spezifesch Kollisiounsnorme geschafen. Nom gesamteuropäeschen Trend fält also d'Unerkennung vun der Validitéit an den Effete vun auslännesche Partenariaten ënnert d'Gesetz vun deem Land, deem seng Autoritéit den initiale Pacs enregistréiert huet, well haut gëtt ugeholl, dass de Partenariat sech

un d'Familljerecht, mindestens un d'Persounerecht rattachéiert a sech ëmmer méi distanzéiert vum pure kontraktuelle Modell.

A sengem Avis weist de Conseil d'État sech favorabel fir e System, deen d'Konditioune vun der Unerkennung vu Partenariaten aus frieme Länner a sengen Effeten zu Lëtzebuerg regléiert, an huet iwwert dës international privatrechtlech Fro eng ganz Rei vun interessante Gedanken entwéckelt. Et gëtt effektiv verschidde Methoden, fir d'Situatioune mat Auslandsbezug ze regelen. Dat wesentlecht Instrument ass d'Kollisiounsrecht. Lëtzebuerg huet awer praktesch a kengem Domän national codifizéiert Kollisiounsrechtsregelen.

Eng aner Quell sinn déi international Konventiounen. De Conseil d'État verweist op d'Convention de Munich vun 2007 sur la reconnaissance des partenariats enregistrés. Dës Konventioun, ausgeschafft vun der Commission internationale d'état civil, ass bis haut eréischt vu Portugal ënnerschriwwe ginn. Mir brauchen awer zwou Ratifikatiounen, fir dass se kann en vigueur trieden.

Mä niewent dësen internationale Konventiounen duerf een net d'Harmonisatiounsaarbecht am europäesche Familljerecht vun der Europäescher Kommissioun vergiessen. An et ass eventuell domat ze rechnen, dass och an dëser Matière eng kohärent europäesch Regelung op internationalem Niveau kënnt. D'Kommissioun selwer ass der Meenung, dass déi an dësem Projet virgesinnen einfach Variant déi beschte Méiglechkeet ass, auslännesch Partner net ze benodeelegen hei zu Lëtzebuerg.

Här President, dëse Projet huet awer och wichteg Répercussiounen op onst Aarbechtsrecht. Et geet hei ëm d'Gläichstellung vu gepacste Salariéen a Fonctionnairë mat hire bestuetene Kolleegen. Déi extraordinär Congéë fir perséinlech Grënn, déi am Code du Travail virgesi sinn, gëllen och elo fir d'Salariéen, déi an engem Partenariat liewen. Si kënnen zum Beispill Congé kréien, wann e Kand gebuer oder bestuet gëtt oder beim Doud vum Partner oder engem Familljematglied vum éischte Grad. Datselwecht soll fir d'Fonctionnairë gëllen. D'Regierung kann duerch dëst Gesetz, wat mir haut stëmme sollen, via e Règlement grand-ducal dës Kategorie vu Congéen och de Fonctionnairen zougänglech maachen, déi am Partenariat liewen.

D'Partner vu Beamte kënnen och nach vun anere Mesurë profitéieren, wéi zum Beispill de männleche Fonctionnaire, dee Papp ginn ass, kann e Congé sans traitement oder fir Hallefzäitaarbecht huelen, an dëst eleng duerch de Fait, dass hie Papp ginn ass. De Statsrot huet bemierkt, dass dës Dispositioun wäit iwwert de Kader vun dësem Gesetzestext erausgeet, dass hei eng nei Philosophie am Domän vum Congé sans traitement respektiv fir Hallefzäitaarbecht geschafen ass. Dat wëllt soen, fir dëst Gesetz gëllt nëmmen de Fait, dass de Beamte Papp vum Kand ass. D'Relatioun zu sengem Conjoint spillt keng Roll méi.

Selbstverständlech sinn niewent dëse Rechter och Obligatiounen ze observéieren. An zwar d'Obligatioun fir de Beamten, dem Minister vun der Fonction publique all professionell Aktivitéite vu sengem Partner matzedeelen, an dat, fir eventuell Interessekonflikter ze évitéieren. Dës Rechter a Flichten adresséiere sech och un d'Gemengebeamten. D'Ausléise vun enger Procédure de manquement huet awer och zu dësem Projet gefouert. Dofir gesitt Der, de leschten Intitulé ass erweidert ginn am Sënn vun enger Ännerung vum Gesetz vun 1984 iwwer verschidden Dispositiounen, wat d'Droits de succession an d'Droits de donation ubelaangt.

Domadder kommen ech zum Schluss a wëll soen: Well eng Koppel haut d'Méiglechkeet huet, net nëmmen tëschent dem Bestietnis an dem fräien ongeschützten Zesummeliewen ze wielen, ass et wichteg, dës modern Form vun Zesummeliewen, déi eng komplementar awer keng rivaliséierend Bezéiung zum Mariage ass, rechtlech korrekt ze schützen.

Mir kënnen dëse Projet stëmmen. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Doerner. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech der Madame Doerner Merci soe fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech muss Iech soen, dass och an der Kommissioun d'Diskussiounen iwwert dëse Projet ganz interessant waren a mam Minister Biltgen mer zesumme gekuckt hunn, wéi een deen Text kéint verbesseren, wéi een e kéint amendéieren, a wéi eng Dispositiounen, wéi eng Répercussiounen e mat sech brénge géif. Ech hunn et wierklech eng ganz interessant Diskussioun fonnt.

Mir hu vill vun de Beamte geschwat, déi mam Pacs konfrontéiert sinn op deene verschiddene geriichtlechen Instanzen. Mir hu gekuckt, wéi d'Aarbecht ass, wéi d'Prozedur am Moment ass a wéi d'Prozedur an Zukunft wäert ausgesinn.

Här President, dat si positiv Punkten. An ech mengen, wann eppes positiv ass, soll een et och ervirhiewen.

Mä ech ka mech awer och erënneren 2004, wou ech als Spriecher vun der Demokratescher Partei hei op dësem Pult stoung, a wéi mer ënner enger Majoritéit DP/CSV e Projet de loi iwwert de Partenariat déposéiert haten an hei diskutéiert hunn.

Une voix.- Dat waren nach Zäiten!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech ka mech erënneren, dass eng sozialistesch Partei, wou elo hire Parteipresident schwätzt, den Text net gestëmmt hat. Wat schued ass. Ech mengen, all Evolutioun soll ee stëmmen. An ech ka mech awer och erënneren un deen aneren, un deen heitege Koalitiounspartner vun der Sozialistescher Aarbechterpartei; si hunn et ëmmer am Programm stoen, mä wann eppes gemaach ginn ass, wore se ni bereet matzemaachen. Dat ass op der lénker Säit de Fall gewiescht.

An op der rietser Säit muss ech awer soen, Här President, dass et net ëmmer agréabel war, mat verschiddene CSV-Deputéierten an der Commission juridique dësen Text ze analyséieren, wou ee gesot kritt huet: „Dat doten ass eppes just fir déi Schwul, dat doten ass just eppes fir d'Homosexueller, dat doten ass näischt, wat d'Heterosexueller…" An hei am Plenum selwer, wou nach e gewëssenen Deputéierten aus dem Oste gesot huet: „Gott sei Dank geet et net méi wäit. Dat doten ass scho wäit genuch." Deen Här sëtzt net méi hei.

Här Clement, Dir woort et net. Dir kuckt scho ganz skeptesch, Dir woort et net. Et ass en aneren Deputéierten.

(Interruption)

Dir kënnt Iech nach erënneren, wien et war, gesitt Der.

Firwat ech dat soen, Här President, dat ass, well ech Iech d'Zuelen elo matginn iwwert de Pacs. De Pacs 2004 woren der 20; eelef Homosexueller, néng Heteroen. D'Leit hunn drop gewaart, vill homosexuell Koppele konnten endlech eng Unioun offizialiséieren duerch de Pacs. 20 Stéck, wéi gesot, do wor et hallef an hallef.

2005 hate mer 45 Pacsen; 30 Heteroen, 15 Homosexueller. Dir gesitt do schonn, dass d'Zuel vun den heterosexuelle Pacsen an d'Luucht gaangen ass. Ech schwätzen elo vun den Zuele vun der Stad Lëtzebuerg, pardon, net dass Der mengt, et wieren d'Zuelen insgesamt aus dem ganze Land, well déi kritt een net esou einfach. Dowéinster, fir déi vun der Stad Lëtzebuerg hat ech méi en einfache Kontakt, fir déi genau Zuelen all ze kréien.

2006, Här President, hate mer 42 Pacsen, dovunner 38 Heteroen a véier Homosexueller. 2007 hate mer 67 Pacsen, 60 Heteroen an aacht Homosexueller. 2008 hate mer 147 Pacsen, dovunner 132 Heteroen a 14 Homosexueller. 2009 hate mer 150 Pacsen, dat sinn 146 hetero a véier homosexuell Koppelen. An 2010 bis den 8. Juli, wat jo wierklech da ganz rezent Zuele sinn, si mer scho bei 93 Pacsen, dovunner 85 hetero Koppelen an aacht homosexuell Koppelen. Dat heescht, vun deene 564 Pacsen, déi an der Gemeng Lëtzebuerg ënnerschriwwe gi si vun 2004 un, si 500 hetero Koppelen a 64 homosexuell Koppelen.

Wann een deemools gesot kritt huet, dat dote wor just eppes fir déi Homosexuell, muss ech Iech soen, Här President: Déi aner Partei an der Majoritéit hat Onrecht. Et wor eng Demande do. Et wor e Besoin do. Et ass eng Realitéit, dass verschidde Leit net wëllen an d'Institutioun vun der Kierch a vum Mariage, mä déi einfach wëllen eng Unioun hunn ënner Persounen, Rechter ginn ee vis-à-vis vun deem aneren, ouni wëllen e Mariage anzegoen oder vis-à-vis vun där Institutioun, déi déi aner Partei verteidegt huet, wëllen awer Rechter kréien.

Dunn ass gesot ginn: „Jo, mä dann ass et ganz einfach, fir ze dénoncéieren. An dann: Wéi ass et mat de Scheedungen? D'Leit ginn da gepacst an dann hält dat net."

Vun deene 564 Pacsen, Här President, sinn der 26 um Dag vun haut, déi dénoncéiert gi sinn. 26, dat si 5%. Ech sinn iwwerzeegt, dass, wann Der d'Zuele vun den Divorcë kuckt bei heterosexuelle Koppelen, da wiere mer frou - frou! -, wann nëmme 5% vun de Leit, déi bestuet gi virum Buergermeeschter an déi do d'Jo-Wuert tausche bei där anerer Institutioun, déi jo eng Partei hei verteidegt huet, och déiselwecht Zuel hätten. Déi wiere frou, wann nëmme 5% vun deene Leit, déi bestuet gi wieren, gescheet géife ginn.

(Interruptions)

5%! Jo, jo, 5%. Et sinn der 26 an et si 564, déi ënnerschriwwe gi sinn. Et si 26. Dat heescht, an där Zäit sinn nëmme 5% gescheet ginn. Ech kann Iech soen, dass Der… An do ka jiddwereen a senger eegener Gemeng kucke goe bei de Mariagen, dass Der an deene fënnef Joer méi wéi 5% Scheedungen hutt wéi dat heiten.

(Interruption)

Ech kann Iech just soen, dass mer vill Divorcen hunn no Hochzäiten, déi emol kee Joer gedauert hunn, Här Henckes. Et ass net all Hochzäit, déi 40 oder 50 Joer laang dauert.

Här President, also fir ze soen, dass dat deemools en „Mariage bis" wier, muss ee soen „Neen"! Et ass einfach eng Méiglechkeet, déi een de Leit gëtt, fir kënnen ee vis-à-vis vun deem anere Rechter ze ginn, Rechter ze hunn, an en Engagement vis-à-vis vum Célibat an tëschent dem Mariage, jo, dertëschent gëtt et de Pacs, an deen ass haut eng Realitéit.

An dësem Projet de loi, dee mer haut stëmmen, sinn e puer Amélioratioune vis-à-vis vum Pacs. An déi, déi laang diskutéiert ginn ass, dat ass d'Aschreiwung am Fong vum Partenariat an de Gebuertsschäiner. Dat heescht, dass et och eng Trace gëtt op de Pabeieren. Firwat déi Diskussioun? Dunn ass gesot ginn, net dass een, dee sech dann „out", am Fong offiziell „out" - well en huet et jo dann och op sengem Pabeier stoen -, duerno ka Problemer kréien op der Aarbecht. Dat war eng Diskussioun, déi mer haten.

Do gëtt et Gesetzer, selbstverständlech, Antidiskriminatiounsgesetzer, déi sollen do och da spille kënnen. Mä virun allem ass et och eng Demande vun deene Leit, fir dat kënnen ze kréien, an dat soll een dann och respektéieren. A wéi gesot, wann een doduerch, wéinst senger Orientation sexuelle, net géif eng Aarbecht kréien, gëtt et selbstverständlech aner Gesetzer, déi hei dann de Patron géife bestrofen.

En anere Punkt, deen hei net gekläert gëtt, Här President, an deen awer bei ganz ville Pacsen e Problem stellt, dat ass deen - deen d'Madame Doerner schonn abordéiert huet - vun de Successiounen. Ganz vill Leit, déi gepacst ginn... Do géif ech e waarmen Appel un de Minister maachen, dass en de Gemengen dat mécht: Et misst een eng Note maachen, wou een d'Leit informéiert, dass een net, wéi beim Mariage, automatesch eng Part vun engem Enfant naturel, also vun engem Kand géif kréien. Dat ass jo beim Mariage esou, wa keen Testament do ass, kritt een awer eppes; beim Pacs kritt ee guer a glat näischt, wa keen Testament gemaach ginn ass.

Do si verschidde Leit, déi dat net wëssen, dass se mussen en Testament maachen, fir iwwerhaapt kënnen eng Part ze kréie beim Doud vun engem vun deenen zwee Gepacsten. An dowéinst wier et wierklech gutt, wann de Ministère och géif eng Note maachen, dat heescht, dass d'Leit géifen informéiert ginn, oder et misst een den Text änneren, andeem een dann dat géif änneren, oder op jiddwer Fall eng Note géif maachen, wou d'Leit informéiert wieren, dass dat de Fall ass, wa se e Pacs maachen, dass do net automatesch deen, dee Survivant wier, eppes zegutt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi ech et virdru gesot hunn, hei si vill Améliorationen dran, point de vue Sécherheet an och point de vue Rechter vis-à-vis vun de verschiddene Leit, déi e Pacs kënnen agoen. Mir ënnerstëtzen dat heiten. Mir wieren och ganz frou vum Minister ze wëssen... Well ech hunn nach gëschter en Artikel gelies vum Här Biltgen, wou e seet, dass am Dezember de Projet de loi iwwert de Mariage déposéiert géif ginn. Dat hutt Der am „Quotidien" gesot d'lescht Joer, Här Minister. Jo, et war d'lescht Joer, mä Dir hutt Iech deemools engagéiert, Dir géift et am Dezember déposéieren.

Mir waarden nach ëmmer op de Projet de loi. U wat läit et, dass en net kann déposéiert ginn? Ass et wierklech esou komplizéiert, fir e Projet de loi, entre parenthèses, ze „accouchéieren" oder hei ze déposéieren - pardon fir d'Expressioun -, bei eis an der Chamber dee kënnen ze déposéieren, fir einfach d'Hochzäit kënnen opzemaachen? Well den Dag, wou d'Hochzäit op ass, si mer e Schratt weider gaang. An dann hunn d'Leit net wéinst hirer Orientation sexuelle eng Limitatioun kritt vis-à-vis vun de Rechter, vis-à-vis vun den Engagementer, déi ee vis-à-vis vun deem anere wëllt huelen.

Här President, eis Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dësen Text och stëmmen. Wéi gesot, mir si frou, dass déi Amélioratioune kommen. Mir si frou, dass d'Sozialistesch Aarbechterpartei haut averstan ass, fir déi Amélioratioune matzestëmmen. Mir hoffen op jiddwer Fall, dass se bereet sinn, well se jo beim urspréngleche Text net averstan waren, well se deemools dee jo net konnte matstëmmen, wat schued war, dass déi gréissten Oppositiounspartei vun deemools net bereet war, an déi richteg Richtung ze goen.

Dat, wat awer haut déi gréissten Oppositiounspartei hei an deem Haus wäert beweisen, dass et, och wann et Iddië sinn, déi vun aner Parteien hei déposéiert gi sinn, wa se gutt sinn, een déi och soll ënnerstëtzen. Do huet déi eng oder déi aner Partei heiansdo méi Schwieregkeeten, fir dat ze akzeptéieren. Mir hunn domadder kee Problem, Här President.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ier ech zum Projet selwer kommen, wollt ech vläicht just hei mengem Virriedner eng kleng Répétitioun vun der Argumentatioun liwweren, déi sech beim Haaptgesetz, wat haut amendéiert gëtt, ofgespillt huet. Ech wëll e vläicht drun erënneren - anerer erënnere sech och vläicht drun -, dass d'Partenariatsgesetz, wat mer 2004 hei gestëmmt hunn, zréckgeet op eng Proposition de loi vu mir iwwert d'Union civile, d'Union libre souguer. Einfach wuertméisseg en Ënnerscheed.

Déi Haaptdifferenz tëschent eiser Propositioun an dem Projet, deen elo do war, ass eng objektiv justifiéiert. Si ass haut nach justifiéiert à tel point, dass, wa mer nach eng Kéier un deen Text hei ginn, wann de Mariage opgeet, mer ouni Zweifel op déi Ursaachen, firwat mir dat Gesetz net gestëmmt hunn, mussen zréckkommen. An déi Ursaache ware folgend: Éischtens geet et net duer, fir d'Leit offiziell ze pacsen

oder wéi een et och ëmmer nennt, ouni iergendeppes an engem Gesetz virzegesinn.

An Dir hutt et selwer gesot, Här Bettel - Dir kënnt Iech also bei der eegener Nues huelen -: Am Gesetz steet näischt, wat mat Successiounen ze dinn huet. Wann d'Leit, déi sech pacsen, also keen Testament maachen, dann ierwe se null, och wa se mengen, wa se gepacst wieren an esou weider. Dat war eng vun den Ursaachen, firwat mir géint dat Gesetz gestëmmt hunn.

Zweetens ass an deem Gesetz eppes net dran, wat onbedéngt hätt missen drakommen a wat elo och nach net drakënnt a wat bei enger nächster Reform muss passéieren, dat heescht: Wat fir ee Regime ass dann tëschent zwee Leit, déi gepacst hunn, wa se keen Notairesvertrag maachen? An Dir wësst et, Dir sidd sécherlech gutt placéiert, fir ze wëssen, dass déi meeschte Leit, wa se sech bestueden oder wa se pacsen, kee Contrat de mariage maachen, oder kee Contrat de pacs hei maachen.

A menger Propositioun stoung net onbedéngt dran, wat fir een Text sech géif uwenden oder wat fir ee Regime sech géif uwenden, wann d'Leit pacsen a si hu kee Kontrakt beim Notaire gemaach, mä et stoung eppes dran, wat och haut oder deemnächst nach néideg wier a praktesch, utile, dat heescht, wa Leit sech pacsen, musse se, fir gepacst ze ginn, e Constat d'huissier matbréngen iwwert d'Opstellung vun deene Biens propres au moment du mariage. Well Dir wësst, an Dir sidd gutt placéiert, fir et ze wëssen, Här Virriedner, bei deene Problemer, déi bei der Opdeelung vun engem Haushalt kommen dee Moment, wou d'Leit auserneeginn, bestuet oder net bestuet, oder gepacst oder net gepacst, ass ëmmer ze beweisen, wat war mäint, wéi mer ugefaangen hunn zesummen ze liewen, a wat war däint.

An all déi Problemer, déi mer haut hu mat deem Gesetz hei, déi kommen doduerjer, aus deenen Ursaachen, déi ech Iech elo erkläert hunn. A wat d'Ursaach war, firwat d'Sozialistesch Partei deen Text net gestëmmt huet, net well se...

(Interruption)

Bei der Hochzäit ass et net esou, Här Bettel, neen! Well, wann Der bei der Hochzäit kee Contrat de mariage hutt, dann hutt Der e Gesetz, wat seet, et gëtt eng Communauté aux acquêts, no deem d'Communauté...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ma Dir musst beweisen, wat Der hat.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech schwätzen elo vum Regime. Natierlech muss ee beweisen, wat een hat. Mä wa mer wëssen, wou d'Schwieregkeete sinn, a mir maachen en neit Gesetz, dann hätt ee gradesou gutt kënnen e bessert maachen. An déi Argumenter, déi ech Iech elo opzielen, sinn haut nach wichteg. A wann Dir esou objektiv wäert, wéi Der haut virgitt ze sinn, dann hätt Der deemools déi gutt Suggestioune vun de Sozialisten ugeholl. Mais mieux vaut tard que jamais!

Mir komme sécherlech nach drop zréck, well dat, wat deemools eventuell nach ze vertriede war - well et jo do keng Méiglechkeet gouf, fir de Mariage, dat heescht fir déi Regimer iergendwou unzesiedelen, wou kee Mënsch wosst wou -, gëtt absolut abstrus, wa mer - wat den Här Justizminister dës Woch an der Commission juridique gesot huet - de Projet iwwert de Mariage homosexuel déposéiert kréien. A wa mer effektiv déi zwou Méiglechkeeten hu fir Homosexueller a fir heterosexuell Koppelen, ass et evident, dass mer musse Kloerheet hunn, fir ze wëssen, wat passéiert, wann d'Leit kee Contrat hunn a si sinn entweder bestuet oder gepacst. Et ass also eng Problematik, déi et deemools gouf, déi haut nach net geléist ass an déi hoffentlech muer, wann de Rescht vun dësen Texter elo nokënnt, soll ugefaang ginn.

Zum Amendement vun haut an zum Thema selwer: Also kuerz dann, et ass scho bal alles gesot. Ech widderhuelen also dat vun der Madame Rapporterin, déi dat ganz korrekt gemaach huet, fir ze soen, dass deen Amendement hei ëm d'Unerkennung vu Pacsen aus dem Ausland och zu Lëtzebuerg geet. Menger Meenung no hu mer e klenge Problem mat deem, wat se gesot huet, well si huet am Fong gesot, et wieren Auslänner, déi am Ausland e Pacs gemaach hunn an déi op Lëtzebuerg kommen.

Mä et ass net nëmmen dat a mengen Aen. A mengen Ae geet et och ëm Lëtzebuerger, déi bis elo kee Pacs, bis 2004, konnten zu Lëtzebuerg maachen, déi awer eventuell een am Ausland konnte maachen. Déi si selbstverständlech concernéiert mat där Iwwerschreiwung hei, wéi d'Auslänner, déi op Lëtzebuerg kommen.

Mä zu der Saach selwer ass et och um Fong vläicht wichteg, fir ze kucken: Wat sinn d'Differenzen an de Konditioune fir e Pacs oder fir e Mariage? Déi Haaptsaache sinn d'selwecht. Éischtens muss een d'Capacitéit hunn, zweetens däerf een net bestuet sinn oder mat engem anere gepacst hunn, an et däerf een net Famill si mat deemjéinegen, wou ee sech bestuet oder wou ee pacst.

D'Differenz beim Pacs ass déi, Här Minister - an och dat muss eng Kéier retouchéiert ginn -, dass beim Pacs steet, de Partner misst eng Résidence légale sur le territoire luxembourgeois hunn. Déi Konditioun...

(Interruption)

...commune, jo. Mä déi Konditioun, déi gëtt et net beim Mariage. An dat bleift also, och wa mer de Mariage elo géifen aféieren deemnächst, dann nach eng Diskriminatioun, an dat kann net sinn! Wa mer elo ufänken, eis Texter ze verbesseren, mengen ech, musse mer all Aspekter kucken.

D'Inscriptioun muss, fir date certaine ze kréien, an de Répertoire civil ageschriwwe ginn, deen um Parquet général ass, a fir d'Opposabilitéit un déi Drëtt muss en och ageschriwwe ginn um État civil, aus Ursaachen, déi d'Rapporterin erklärt huet, well et méi einfach ass fir d'Leit, fir op d'Gemeng ze goen, en Extrait vun hirem Acte de naissance ze froen, wéi op de Parquet général ze goen, fir en Extrait aus deem Regëster ze froen.

Allerdéngs muss ee sech froen, muss ee sech mam Statsrot d'ailleurs d'Fro stellen, wat dat eventuell kann an de Käpp vun de Leit och fir Konsequenzen hunn, wat hire Statut ubelaangt. Et bleift jo, dass d'Kanner, déi vu Leit op d'Welt kommen, déi gepacst sinn, nach ëmmer de Status vun engem Enfant naturel hunn, och wann dat Kand am Acte d'état civil steet, och wann et am Acte de naissance steet. Also déi Saachen do, mengen ech, wieren derwäert, net nëmme gekläert ze ginn, mä och d'Leit dobaussen ze informéieren, fir dass op esou wichtege Froen, déi mam Statut vun de Leit a vun hire Kanner ze dinn hunn, keng Ongereimtheeten opkommen.

Interessant ass, dass Iwwerganks...

(Interruption)

Jo, ech héieren och ganz schlecht hei.

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, e bësselche méi attentivement nozelauschteren!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech wollt Iech och soen, dass dat, wat drasteet, dass an deenen nächsten... während zwee Joer no der Entrée en vigueur vun dësem Gesetz, deen Délai ass, wou d'Leit, déi Pacsen aus dem Ausland hunn, de Pacs kënnen zu Lëtzebuerg iwwerschreiwen.

Wa mer dovunner ausginn, dass spéitstens den 1. November dat Gesetz hei en vigueur trëtt - nom leschten Artikel steet dran: „le premier jour du troisième mois", also 1. Oktober, 1. November - zwee Joer duerno, 2012, wann dat de Schlussdatum ass an do näischt méi méiglech ass, mengen ech, Här Minister, misste mer och - vläicht net direkt elo -, mä wann dat heiten, wann de Complément zu dësem Gesetz nokënnt, wierklech eng Broschür an Informatiounsmaterial ausdeelen, fir de Gemengen, déi jo vill mat deene Froen do concernéiert sinn, all Informatioune kënnen ze ginn, déi d'Leit da brauchen.

Wat ass iwwregens - ech hu mer de Kapp driwwer zerbrach, e bësselche spéit, soss hätt ech Iech an der Sëtzung gefrot: Firwat ass deen Délai vun deenen zwee Joer agefouert ginn? Well eigentlech wësse mer ganz genau, dass et keng Horde si vu Leit, déi an där Situatioun sinn. A wa mer als Iwwergangsléisung, beispillsweis beim Numm vun de Kanner vu bestuetene Leit, en Délai agesat hunn, fir Rou am Stot an am Ordre public ze behalen, gesinn ech eigentlech deen Délai hei net an, à moins dass Dir mer erkläert, dass et eng praktesch Ursaach gëtt, aus där eraus dat noutwendeg wier.

Ech hunn Iech elo uganks, Kolleeginnen a Kolleegen, gesot, wat déi Konditioune si fir ze pacsen a fir sech ze bestueden. Et wier vläicht och interessant ze kucken: Wat sinn d'Differenzen de Moment tëschent engem Pacs an engem Mariage? A wat fir eng vun deenen Differenze si legitim a wat fir eng missten eventuell iwwerduecht ginn, wann de Mariage homosexuel agefouert gëtt?

D'Differenze sinn an deenen zwee... Eng Differenz ass zum Beispill déi éischt, déi ech scho gesot hunn: Eng Résidence légale au Luxembourg muss een hunn, wann ee wëllt pacsen. Mä déi brauch een net, wann ee sech wëllt bestueden. Ech erënneren un déi traureg Geschicht hei zu Lëtzebuerg, déi ëmmer méi grouss Ausmoossen unhëlt, dass ganz vill Leit, déi hei liewen, sech Fraen op Katalog aus dem Ausland bestellen a se da bestueden, an dass, wa se dofir erakommen...

(Interruption)

Wann ech gelift?

Une voix.- Männer ginn och erausgesicht.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- D'accord, mä an deenen zwee Fäll... Also, mir sinn nëmmen där enger Fäll bekannt. Mä d'Problematik ass déiselwecht.

(Interruptions)

Dass et dann evident ass, dass déi Leit, wa se agefouert ginn, souzesoe wéi Wueren, fir bestuet ze ginn, da kréien déi am Fong hir Openthaltsgenehmegung duerch de Mariage, während Leit, déi virdrun zum Beispill zesummegelieft hunn an déi sech zu Lëtzebuerg wëlle pacsen, well se sech do etabléieren, mussen, fir sech ze pacsen, en Titre légal de séjour hunn. Dat ass en Ënnerscheed, dee sech mat näischt justifiéiert, deen eng Diskriminatioun duerstellt, a wou mer geklaakt ginn déi éischte Kéier, wou de Problem sech stellt. Ech denken also, dass mer misste kucken, fir dat an engem nächste Stadium ze verbesseren.

Mir hunn als Differenz och nach, dass et vill méi einfach ass bei engem Pacs, de Pacs opzeléise wéi bei engem Divorce, och dann, wann d'Divorce-Reform ënnerwee ass a wahrscheinlech den Divorce doduerjer massiv vereinfacht gëtt. Et wäert awer och dann nach esou bleiwen, dass et méi einfach ass, e Pacs opzehalen, wéi sech ze scheeden. An och do kann ee sech froen: Mussen déi Hürden déiselwecht sinn? Ass dat richteg, dass Ënnerscheeder sinn oder net? Ech reservéiere mer déi Fro, well mer hu se net gemeinsam diskutéiert fir de Moment nach.

Drëttens - an ech hunn déi ugeschwat als Äntwert op dem Här Bettel seng Fro, firwat d'Sozialiste sech enthalen hunn -: Mir hu beim Mariage eng Léisung am Gesetz, déi seet, wéi opgedeelt gëtt beim Divorce, wann d'Leit auserneeginn, wa se kee Contrat de mariage hunn. Mir hunn hei kee Regime virgesinn. Logesch wier et, wann een d'Communauté aux acquêts huet beim Mariage, dass een hei géif d'Séparation de biens an d'Gesetz schreiwe beim Pacs, an dass een och dat géif iwwerhuelen, wat ech déi leschte Kéier scho virgeschloen hunn, dass a béide Fäll soll eng Opstellung gemaach ginn, wann d'Leit sech bestueden, wat hir Biens propres waren au moment du mariage. Well, wéinst Bewäisschwieregkeeten ass et no enger Zäitche relativ schwéier, och wéinst de Methoden, wéi déi Saache musse bewise ginn.

An dee véierten Ënnerscheed tëschent dem Pacs an dem Mariage ass a bleift sécherlech och nach d'Adoptioun, wou och also nach eng Diskriminatioun bestoe bleift, wann d'Gesetz kënnt.

Wat fir eng mer elo vun deenen Diskriminatioune kënne beim Mariage-Gesetz, wat soll deemnächst kommen, aus der Welt schafen, dat gesi mer nach. Jiddefalls wiere mer gutt beroden, keng ze behalen. Déi géifen ze vill an d'Ae stiechen, well mir hu laang genuch gebraucht, fir dat heiten, fir déi Saachen hei zesummenzekréien.

D'Zesummeliewe vu Partner, gläich- oder net gläichgeschlechtlech, ka véier Formen hunn. De Mariage, dee gëtt et iwwerall. De Pacs, deen et an e puer Länner gëtt. Eng Cohabitation enregistrée, wéi et se a Frankräich gëtt, mä awer och eng Cohabitation non enregistrée, déi heiansdo a verschiddene Länner gewëssen Effeten huet, wat zum Beispill e Bail ubelaangt, wat zum Beispill d'Sécurité sociale ubelaangt, etc.

Mir hunn an der Europäescher Unioun e puer Länner nëmmen, déi de Mariage hunn, net nëmme fir hetero mä och fir homosexuell Koppelen. Mir hunn zu Lëtzebuerg zënter 2004 de Pacs. A Lëtzebuerg wëllt jo och deemnächst de Mariage vu gläichgeschlechtleche Koppelen aféieren. Dëse Projet soll dës Woch an der Regierung virgestallt ginn, a mir ginn also dovunner aus, dass dat, wat de Justizminister gesot huet, dass fir de Summer dee Projet géif hei kommen, dass dat esou wäert sinn, an dass mer da kënnen ufänken dorobber ze schaffen.

Firwat maache mer deen Amendement haut a firwat maache mer en isoléiert esou schnell? Éischtens, well mer am Regierungsprogramm stoen hunn, mir géifen eng Appréciatioun vun eisem Gesetz vun 2004 maachen. An zweetens, well mer eng Procédure en manquement vun der Europäescher Kommissioun hunn, well mer ebe bis elo net déi Pacsen, déi am Ausland ofgeschloss gi sinn, zu Lëtzebuerg unerkennen. Duerfir ass dat, wat mer hei maachen, sécherlech um Fong absolut an der Rei.

Et gëtt e puer Méiglechkeeten, et wieren aner Méiglechkeete ginn, et géif eng vill besser ginn - déi awer de Moment nach net méiglech ass, well den Droit civil nach net eng Compétence commune ass -, wa jiddwereen op deenen haapt Zivilstandsfroen aus der Europäescher Unioun ähnlech Gesetzgebungen hätt. Dovunner si mer meilewäit ewech, an ech denken, dat dauert och nach ganz, ganz laang, bis den Ënnerscheed méi kleng gëtt.

Dänemark ass en anert Beispill, dat probéiert mat deene verschiddene Partnerlänner Accorden ze maache fir géigesäiteg Unerkennunge vun Zivilverträg. Oder et gëtt eben de Wee, dass een hei iwwer Gesetz upasst, wat ee mat am Ausland ofgeschlossene Kontrakter mécht. Eigentlech ass et kloer, also och un deem Punkt näischt auszesetzen. An duerch dëst Gesetz ass et esou, dass en auslännescht Partenariat ipso facto zu Lëtzebuerg déiselwecht Effete kritt, wéi wann et e Lëtzebuerger Pacs wier. Dat ass fir d'Leit a mengen Ae positiv, an duerfir hunn ech och kee Problem domat.

Firwat ass et positiv? Well d'Effeten zu Lëtzebuerg relativ wäit gi par rapport zu Pacsen am Ausland. Firwat? Well deemools, 2004, gesot ginn ass: Dat doten, bis hierher und nicht weiter. Dat do ass et, an derbäi kënnt näischt méi. Duerfir probéiere mer hei, esou wäit wéi méiglech, do Saachen unzepassen.

Juristesch awer froen ech mech, ob et eng normal Saach ass, dass e Kontrakt, deen am Ausland ofgeschloss ginn ass, zwar wuel an deem Land, wou en ofgeschloss ginn ass, d'Effete behält, déi e vun Ufank un hat, während wann d'Leit op eng aner Plaz ginn, hire Pacs transcrivéieren, doduerjer op eemol Konsequenzen un hire Kontrakt kréien, déi si net konnten ofgesinn dee Moment, wéi si e gemaach hunn. A si hunn am Fong een eenzegt Dokument mat zwou Zorten Effeten, jee nodeem vum Land, wou et invoquéiert gëtt. Dat ass esou eppes, wéi wann ee kënnt...

Et ass e bëssche wéi an engem Restaurant, à la carte: Jee nodeem, wat fir eng Dispositioun favorabel a wat fir engem Land ass fir deen een oder deen aneren, kann deen da säi Problem hei oder do invoquéieren. Ech weess net, ob dat juristesch dat Rengst war, wat mer konnte maachen. Offensichtlech schéngt et esou, dass mer eppes gemaach hunn, vun deem d'Leit alleguerte kënne profitéieren, well eis Dispositiounen

an der Regel méi favorabel sinn, wéi dat de Fall ass mat Regelen iwwert déiselwecht Sujeten am Ausland.

Et bleiwen e puer Problemer. Et bleiwen also ausser deem Problem hei e puer Saachen, e puer Froen op. Zweetens bleift d'Fro op: Wat maache mer zu Lëtzebuerg mat der Reconnaissance vun engem Mariage vu gläichgeschlechtleche Koppelen, soulaang wéi mer selwer nach keen hunn? Et ass eng Fro, déi hei net touchéiert ass, déi sech an der Praxis awer och stellt. An: Wat maache mer mat Länner wéi Dänemark, déi e Pacs hunn, mä déi e Pacs hunn nëmme fir Homosexueller an déi natierlech e Pacs fir heterosexuell Koppele sech net kënne virstellen?

All déi Divergenzen, déi mer an deene Länner hunn, déi sinn also schwiereg. Fir nach eent dropzeleeën, en anert Beispill, kann ech Iech soen, dass et a Spuenien nëmmen de Mariage fir gläichgeschlechtlech Koppele gëtt, a kee Partenariat. Wat maache mer dann elo, wann eng spuenesch Koppel, eng gläichgeschlechtlech spuenesch Koppel op Lëtzebuerg kënnt a si hätt gären hire Mariage transcrivéiert, geet dat oder net? Invoquéiere mer do en Ordre public oder net? Och dat ass eng Fro, déi mer an där nächster Reform, déi uschléissend soll kommen, misste klären.

Interessant ass eppes, wat de 24. Juni an dësem Kontext zu Stroossbuerg geschitt ass: Et ass en Uerteel gesprach ginn op der Cour européenne des droits de l'Homme an enger Affär vun Éisträich, Schalk a Kopf. Do ass constatéiert ginn, dass et kee Konsensus gëtt, och an de Länner vum Europarot - natierlech nach méi…, oder nach manner an de Länner vum Europarot wéi an der Unioun -, iwwert déi Fro vum Mariage homosexuel, an den Arrêt, dee seet: «L'arrêt relève que si la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, plus récente que la Convention du Conseil de l'Europe, consacre le droit de se marier sans mentionner le sexe des contractants, elle laisse à chaque État membre le soin de décider si, dans son ordre juridique, le mariage homosexuel doit être permis.»

Dat ass also ganz kloer, fir ze soen, dass et keng Kompetenz, keng communautär Kompetenz an dëser Saach gëtt, dass d'Länner mussen eenzel hir Législatiounen adoptéieren. D'Cour kënnt dann zur Konklusioun: «…que le concubinage…» - oder fir eis de Partenariat - «…dont bénéficient les homosexuels, comme le partenariat au Grand-Duché, peut net pas inclure les mêmes droits que le mariage.» Ça va de soi. Et sinn zwou verschidden Zorte Kontrakter. Et kënnen also aner Droits et obligations hannendrunhänken, an d'Cour constatéiert dann och nach...

M. le Président.- Madame Err, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Wann ech mäi Saz färdeg hunn, well ech si beim leschte Saz.

M. le Président.- Et ass gutt, da maacht Äre Saz färdeg.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Elle constate de surcoît que «…si un consensus européen se fait jour quant à la reconnaissance des couples de même sexe, celle-ci n'est pas encore prévue dans une majorité des États.» Dat ass d'Citatioun.

Da wëll ech ganz ofschléissend hei bemierken, dass dräi Riichtere vu siwen, déi an dëser Affär gesiess hunn - do eise Lëtzebuerger Riichter, den Här Dean Spielmann -, eng Opinion dissidente ausgedréckt hunn iwwert dëse leschte Punkt, déi seet, dass «…l'absence de tout statut légal pour les couples homosexuels relève d'une discrimination vis-à-vis du droit au respect de la vie privée et familiale.»

Ech mengen, mir kënnen eis also domadder félicitéiere fir déi Démarchen, déi mer zu Stroossbuerg am Numm vu Lëtzebuerg maachen, och fir déi Initiativen, déi hei kommen, an ofschléissend bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Jo, Madame, kann den Här Kartheiser Iech nach seng Fro stellen?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Merci, Här President. Ech wollt der Madame Err eng Fro stellen iwwert d'Interpretatioun vun deem Uerteel, wat an der internationaler Press ganz staark kommentéiert ginn ass. Vill Journalisten hunn déi Meenung ausgedréckt, datt dat Uerteel vu Stroossbuerg beweist, datt de Faktum, datt ee keng homosexuell Bestietnesser zouléisst, keng Diskriminatioun duerstellt. Ech mengen, dat wär eng wichteg Fro, ob d'Madame Err sech och där Interpretatioun géif uschléissen oder net a firwat net, firwat se dat dann net géif esou gesinn.

Merci.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Ech hunn - mengen ech - dat uklénge gelooss, wat hei gesprach ginn ass: «…laisse à chaque État membre le soin de décider si, dans son ordre juridique, le mariage homosexuel doit être permis.» D'Majoritéit vun der Cour huet also gesot, et gëtt näischt esou eppes an der Europäescher Mënscherechtskonventioun, och net an der Charte des droits fondamentaux, wéi e Recht, sech bestuede mussen ze kënnen an engem Land, souguer net mat der Charte, wou keng Différence de sexes am Artikel drasteet. Et bleift, dass et en Droit gëtt, en Droit au respect de la vie privée et familiale.

Aus deem kann ee schléissen, dass et zwar kee Recht gëtt, fir e Mariage mussen ze instituéieren, mä et schéngt - an dat ass vun dräi vu siwe Riichteren, déi do gesiess hunn, hir Meenung -, dass all Land - a mir si jo am Fong do net méi direkt concernéiert - muss eng Méiglechkeet virgesi fir Leit, déi gläichgeschlechtlech wëllen zesummeliewen, fir hir Unioun ze officialiséieren, och dann, wa kee Recht kann deduzéiert ginn, fir de Mariage anzeféieren.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, gutt. Merci der Madame Err. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech géif gären am Numm vun der grénger Fraktioun fir d'Éischt der Madame Doerner Merci soe fir hire professionelle Rapport, dee se gemaach huet, deen och ganz komplett war.

Ech wëll och kuerz zréckkommen op dat Gesetz, wat mer haut ofänneren a senger Mouture vun 2004. Deemools waren et jo och - wéi esou oft, wann et ëm Themae geet, déi mat Minoritéiten ze dinn hunn - zum Deel méi hefteg Diskussiounen. Dat ass leider oft esou, wann et ëm d'Rechter vu Minoritéite geet. Mir sinn der Meenung, dass déi Minoritéiten hir Rechter hunn, per se hunn!

Leider muss och eng Majoritéit bereet sinn, hinnen déi Rechter formal zouzegestoen. Et ass eppes, wat een oft rose mécht, well déi Situatioun, an där déi Leit sinn, déi Hëlleflosegkeet, an där se sech oft erëmfannen, féiert oft zu berechtegter Roserei doriwwer, wat alles iwwer se gesot a geduecht gëtt, well se sech net wierklech kënne wieren, well se eben eng Minoritéit duerstellen. Oft sinn an där Diskussioun och Fantasme mat dran. Den Här Bettel huet schonn en Deel virdrun opgelëscht. Ech brauch dat dann net och nach eng Kéier ze maachen.

Mir Gréng sinn der Meenung - dat hu mer och scho bei aneren Diskussioune gesot -, dass Famill do ass, wou Famill stattfënnt, an dass et net enger Majoritéit an der Gesellschaft zousteet, doriwwer ze diskutéieren an - virun allem - ze décidéieren, wat Famill ass. Mir sinn der Meenung, dass déi Zellen, déi sech an eiser Gesellschaft bilden, déi familiär Zellen, dass déi legitim si vun deem Dag un, wou se constituéiert sinn, ob se eng legal Sanktioun hunn oder net.

Et ass deene Leit hiert gutt Recht, op hir Aart a Weis hiert Gléck ze fannen, ouni sech mussen ofschätzeg Bemierkungen doriwwer gefalen ze loossen oder - nach schlëmmer - dat, wat Verschiddener als Argumenter ugesinn, als richteg Argumenter, fir deene Leit hir Rechter ze déniéieren. Dat si keng richteg Argumenter, dat ass einfach en Déni vun deene Persounen, dat ass e Mangel u Respekt vis-à-vis vun deene Persounen an dat ass leider an enger Rei vun Diskussiounen nach ëmmer net ofgeschloss.

Mir si jo och mat dësem Gesetz nach net duerch alles dat erduerch un Diskussiounen, wat deen Dossier do hiergëtt. Deemools war och ganz vill driwwer geschwat ginn, dass de Pacs nëmmen eppes wier fir gläichgeschlechtlech Koppelen. Fakt ass - an d'Madame Doerner huet déi Zuele genannt, déi sinn an der nationaler Moyenne nach e bësse méi déif wéi déi Zuelen, déi den Här Bettel fir d'Stad Lëtzebuerg genannt huet, d'Madame Doerner huet se genannt -, et sinn 2.400 Union-civile mat ronn 92%, also nëmmen aacht Prozent an der nationaler Moyenne, wou et wierklech gläichgeschlechtlech Koppele sinn.

Dat heescht, dass de Pacs och engem Besoin entsprécht bei den heterosexuelle Koppelen, well d'Institutioun vum Mariage ass op där enger Säit nach ëmmer lieweg, well nach ëmmer vill Leit sech bestueden, mä si funktionéiert net méi, wéi déi Generatioune virun eis dat kannt hunn, well all zweete Mariage och scheitert. Offensichtlech ass et och e Besoin fir déi Leit, fir déi heterosexuell Koppelen, fir virum Mariage och schonn eng aner Form vu Partnerschaft anzegoen. Et ass also mat Sécherheet kloer, dass de Pacs net nëmmen do war fir gläichgeschlechtlech Koppelen.

Et kann een och soen, dass de Pacs vläicht ganz einfach net all d'Erwaardunge vun de gläichgeschlechtleche Koppelen erfëllt huet. De Pacs an där Form, wéi mer en zënter 2004 kennen, huet och offensichtlech net all déi Leit iwwerzeegt, dass dat wierklech dat Angebot fir se wier, vun deem se laang vläicht gedreemt hunn oder sech erhofft hunn, dass et kéim.

De Pacs ass also mat Sécherheet an der Versioun vun 2004 net dat lescht Wuert, wat doriwwer ze soe wier. D'Debatt ass jo och net eriwwer iwwert den Ëmgank an eiser Gesellschaft mat gläichgeschlechtleche Koppelen: well dëst Gesetz haut diskutéiert gëtt, well dëst Gesetz och nach eng Kéier wäert an deenen nächste Joren amendéiert ginn - d'Madame Err huet déi Dier och schonn opgestouss, a mir si mat hir do d'accord, dass déi Diskussioun muss weidergoen -, mä och well mer an dëser Legislatur och nach aner Diskussioune wäerte kréie ronderëm de Mariage homosexuel, wou mer als Chamber ongedëlleg drop waarden, dass d'Regierung en Text déposéiert. Wou mer och ongedëlleg als Chamber - mengen ech, oder zumindest mir als gréng Fraktioun - drop waarden: dass sech mat der Fro vum Recht vu Kanner op Adoptioun, och duerch gläichgeschlechtlech Koppelen, befaasst gëtt, dass och déi Diskussioun also hei an d'Chamber kënnt.

Déi Debatten, mengen ech, wäerten erëm eng Kéier wichteg Rendez-vouse sinn an deem, wat als Resultat bei där Debatt erauskënnt, awer och an der Aart a Weis, wéi mer déi Debatte wäerte féieren, well mer hunn an de leschten 20 Joer an der Chamber munnechmol iwwer Saachen diskutéiert, déi mat gläichgeschlechtlechen homosexuelle Koppelen ze dinn hunn. Wann een dat e bëssen nobliedere geet an der Vergaangenheet, da gesäit een, dass d'Aart a Weis, wéi diskutéiert gëtt, och eng Entwécklung kannt huet an dass eng bestëmmte Form vu Verbalgewalt, déi virun 20 Joer nach konnt gebraucht ginn, op dëser Tribün haut hoffentlech och net méi an där Form sech wäert widderhuelen.

D'Kolleege vun LSAP an DP hu virdrun e bëssen een deen anere wëlle stëppelen, wien da wéini wéi ofgestëmmt huet a Saache verteidegt huet, déi vläicht net esou optimal wieren. Mir als gréng Fraktioun wëllen de Kolleege vun der LSAP an DP soen, dass mer eis net sollten ënner eis zerkrichen op deenen dote Froen. Mir wësse jo, dass an de Froe vun der Gesellschaftspolitik d'Gesellschaft schonn oft méi wäit ass wéi d'Politik: Dobausse fënnt d'Realitéit statt, wou mir eis als Politik heiansdo schwéierdinn, dat och an Texter ze consacréieren.

Heiansdo huet een d'Gefill, dass d'Politik bei gesellschaftspolitesche Froen e Krich hannendra wier. Wann ech kucken, wéi an de leschte Joren op anere wichtege gesellschaftspolitesche Froen awer Majoritéiten och am Parlament konnte fonnt ginn, da mengen ech, léif Kolleege vun DP an LSAP, wier et besser, mir géifen eis net ënner eis géigesäiteg Virwërf maachen, mä mir géifen déi Majoritéit, déi et op gesellschaftspolitesche Froen och am Parlament gëtt, och an Zukunft méi oft zum Ausdrock komme loossen.

Mir hunn dat gemaach an der viregter Mandatsperiod. Kommt, mir loossen eis vu kengem verbidden, hei an der Chamber grad op esou Froen eis Meenung ze soen! Ech mengen, dass d'Gesellschaft dobausse méi prett ass wéi grouss Deeler vun der Politik. Mir hunn et scho fäerdeg bruecht an der Vergaangenheet. Kommt, mir maachen dat och an Zukunft! Et gëtt heibanne Majoritéit op esou Froen an d'Minoritéit op dëse Froe misst dat och kënnen akzeptéieren, och wann et hir schwéiergefall ass.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- D'Diskussioune wäerten och weiderlafen, well mer eis jo och am Kader vum Pacs-Gesetz iergendwann eng Kéier mat deene Froen - an déi si schonn ugeschnidde ginn - vu Filiatioun a vun Ierfschaft wäerte musse beschäftegen. De Statsrot huet a sengem Avis eng Fro opgeworf an huet gesot: „Si mer net awer iwwert den Ëmwee vun där Reform vum Pacs-Gesetz amgaangen, e Paradigmewiessel virzehuelen?" Dat, wat bis elo nëmme kontraktuell war, e Vertrag tëschent zwee erwuessene Leit, ass amgaangen eriwwerzerutschen - mat deenen Ännerungen, déi mer haut virhuelen - zu enger Form vu Statut fir déi dote Leit. Et ass net méi just kontraktuell, mä et kritt - méi wéi nëmmen op de Borden - d'Formen, d'Konture vun engem neie Statut.

Mir mengen, dass de Statsrot déi Fro zu Recht opwerft, well mer mengen, dass d'Äntwert op déi Fro do och jo ass. Mir sinn effektiv amgaangen, dat, wat 2004 nach net duerchzesetze war, elo mat klenge Schrëtt a mat e bësse méi Zäit awer nozehuelen. Déi, déi deemools sech dergéint gewiert hunn, louche falsch, fänken un, dat lues a lues an deelweis anzegesinn. Mir sinn effektiv amgaangen - de Statsrot huet ganz Recht - eriwwerzegoe vun enger reng kontraktueller Form vu Liaison op eng nei Form vu Statut, och wann dee Statut nach net komplett mat Sënn ausgefëllt ass.

Zu där Fro vun der Iwwergangszäit, vun de 24 Méint, fir déi bestehend Kontrakter nach ze enregistréieren, do wäre mir der Meenung, dass d'Regierung déi Leit, déi betraff sinn - dat sinn der jo net esou vill - ganz einfach kéint uschreiwen. Mir hunn déi Donnéeë jo, déi si bekannt. Et geet ëm 2.400 Pacsen, méi net. Mir hunn déi Donnéeën am Répertoire général. Et dierft also dee mannsten Opwand sinn an déi gréissten Effikassitéit hunn, wann no der Promulgatioun vum Gesetz ganz einfach d'Gesetz oder d'Publikatioun am Mémorial vum Gesetz…, wann den zoustännege Ministère déi Leit géif uschreiwen a se ganz einfach an engem kuerze Bréif heirobber géif opmierksam maachen.

Dat brauche mer net a ville Matièren ze maachen. Hei gëtt et eigentlech kee valabele Grond, fir net de Leit déi doten Informatioun zouzestellen. Mir hunn alles, wat mer mussen hunn, fir dat a relativ kuerzer Zäit ze maachen.

Dat gesot, Här President, bréngt déi gréng Fraktioun och d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Mir wäerte mat Jo stëmmen a mir wäerten an dëser Matière och net fir d'Lescht mat Jo stëmmen, well och dëst Gesetz wäert nach am Sënn vun deene Leit geännert ginn. Dat hei ass nach net dat lescht Wuert.

M. le Président.- Merci dem Här Félix Braz. Als leschte Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt meng Félicitatioun un d'Rapportrice, d'Madame Doerner, déi an engem ganz juristesch techneschen, schwieregen Dossier hei eng excellent Aarbecht gemaach huet, souwuel schrëftlech wéi mëndlech. Ech wollt hir dofir e grousse Merci soen, well mat dësem Gesetzesprojet ännere mer eng

aacht Gesetzer. Dat ass net näischt an et kritt och nach eng etlech Ännerungen an Effeten um internationale Plang.

Dat, wat ee muss festhalen, dat ass, datt, wéi dat éischt Gesetz gestëmmt ginn ass, d'Basisgesetz 2004, mer gesot hunn, datt mer lues a lues hei op de Wee gi vun engem Mariage bis, datt mer amgaange sinn, awer an deem éischte Vote, dee komm ass, eng etlech Manktumen dergéint musse festzestellen. Et gesäit een, datt periodesch ëmmer méi Propositioune kommen, déi de Pacs dem Statut vum Mariage méi no bréngen. Et héiert een och elo nach an den Debatten, déi mer elo héieren hunn, datt nach weider Formuléierunge kommen, fir de Pacs nach méi no un de Mariage erunzebréngen.

Op där anerer Säit muss ee festhalen, datt mer och amgaange sinn, an der Chamber ze diskutéieren, fir Ännerungen am Mariage virzebréngen, fir notamment d'Séparatioun, den Divorce, d'Séparatioun méi einfach ze maachen, ouni datt vu Feeler Rieds geet. Bref, et gesäit een, datt déi zwee Regimer vu Pacs oder Mariage bis - wéi een och ka soen - an deem vu Mariage, datt déi sech ëmmer méi no kommen, an et muss ee sech d'Fro stellen, ob een iwwerhaapt nach déi zwee Regimer an Zukunft wäert brauchen.

Wa mer an déi Richtung elo weiderdenken: Déi eenzeg Differenz, déi et schéngt ze sinn, dat ass déi vun deem ekonomeschen Deel vun der Entreprise Mariage oder Pacs, wou Der am Pacs selwer eng Séparation de biens hutt an am Mariage hutt Der eng Communauté réduite aux acquêts, „eine auf Errungenschaften sich begrenzende Gütergemeinschaft". Dat schéngt elo nach d'Haaptdifferenz ze sinn.

D'Fro, déi ee sech muss stellen, dat ass an enger Period, wou ee gesäit, datt - bei den Divorcen - iwwer 50% vun de Leit divorcéieren, ob et net eventuell fir d'Zukunft misst eng Kéier envisagéiert ginn, fir de Régime légal vun der Communauté réduite aux acquêts an de Regime vun der Séparation de biens iwwergoen ze loossen. Dat war schonn emol eng Kéier eng Diskussioun. Mä et bleift héchstwahrscheinlech nach ee vun den Themen, déi héchstwahrscheinlech an den nächste Jore wäerten nach eng Kéier op ons zoukommen.

Ech wollt och den Här Minister froen, ob et net méiglech wier, fir eng Enquête maachen ze loosse bei de Leit, déi sech gepacst hunn, haaptsächlech bei den Heterosexuellen - dat sinn awer 92% -, woufir se de Pacs gewielt hunn an net de Mariage. Do héiert ee verschidden Explikatiounen, mä e gudden Deel schéngt deen ze si vun der Séparation de biens a vun der - verschidde Leit nennen dat - Répudiatioun oder Séparatioun, déi méi einfach ass.

Wann awer elo am Divorce och nach Ännerunge kommen…, also am Mariage Ännerunge kommen an notamment och an der Fro vum Divorce, da wäert ee sech d'Fro stellen, ob et iwwerhaapt nach signifikativ Differenzen an Zukunft tëschent deenen zwee Regimer gett an ob een dat nach soll bäibehalen.

Dat gesot, mengen ech awer, datt mer hei an dësem Gesetzesprojet eng etlech technesch-juristesch Saache musse regelen, notamment um Niveau vum Droit international privé. An dat schéngt mer eng gutt Saach ze sinn.

Par contre, Här Minister, wär et awer och gutt, datt mer déi Gesetzgebung, déi, mengen ech, schonn déposéiert ass oder an der Diskussioun ass, déi d'Mariages blancs géif sanktionéieren, och géifen étendéieren op d'Pacs blancs, speziell elo wann den Droit international privé spillt, well mer gesinn, wéi vill Abusen do sinn.

D'Zommen, déi zirkuléieren an déi heiansdo juste à la sortie oder à l'entrée vun de Gemengenhaiser virun engem Mariage oder engem Pacs bezuelt ginn, weisen awer aus, datt iergendeppes net méi geet an datt verschidden Abusen - zwar minoritär, mä awer - bestinn. An dat däerf et net ginn. Duerfir wär ech och frou, Här Minister, wa mer do kéinten e bësse mat deem Dossier virukommen.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt den Här Justizminister François Biltgen d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll emol drop hiweisen, dass dëse Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, e Projet de loi ass, dee mäi Virgänger nach deponéiert huet, de Luc Frieden, mä och ënnersträichen, wat fir eng Kontinuitéit am Ministère de la Justice herrscht. Ech sinn och ganz frou, dass dee Projet de loi eigentlech tel quel gestëmmt gëtt, wéi och de Luc Frieden en deponéiert an amendéiert huet en cours de route.

Duerfir wëll ech besonnesch der Madame Doerner Merci soe fir deen ausféierleche Bericht. Ech sinn och, muss ech soen, als Justizminister ganz houfreg, dass mer hei an der Chamber Leit hunn, déi esou staark wéi d'Madame Doerner am Droit civil sinn, wou mer dobausse géife beneit ginn, dass ee Leit huet, déi Politik maachen an och ganz grouss Kenntnis vun dem Recht selwer hunn.

Well, soubal een an d'Zivilrecht geet, geet ee bei d'Leit a geet een an d'Zesummeliewe vun de Leit an an d'Verhältnis vun de Leit. An d'Leit si Leit, do ass jiddwereen aneschters. Mir musse kucke Regelen ze fannen, no deenen d'Leit kënnen normal zesummeliewen. Mä trotzdeem sinn d'Leit all verschidden. An dofir muss een ëmmer kucken, dass een déi Norm esou mécht - all Gesetz, mä besonnesch beim Zivilrecht -, dass een en Normfall regelt, ouni dass een awer Fäll, déi aus der Norm erausfalen, dereguléiere géif.

Dofir ass et gutt, wann ee säin Droit gutt aus dem Effeff kennt, well deemno wat ee schreift, ass heiansdo e klengen Niewesaz, dee ganz grouss Implikatioune ka fir Leit dobaussen hunn, déi emol guer net matkréien, dass mer eigentlech iwwer si diskutéieren.

Wann ech d'Geschicht vum Pacs zu Lëtzebuerg kucken - oder besser gesot d'Partenariat, well Pacs ass eigentlech e franséischen Term; mir schwätze vu Partenariat -, dann ass natierlech eng vun de groussen Diskussioune vun Ufank u gewiescht - an ech hunn et schonn a menger eegener Partei verfollegt, well ech eng Kéier President vun engem Aarbechtsgrupp war, nach ier dass et awer e Gesetz gouf -, well zwou Saachen… Jo, ech war an der Regierung derbäi. Ech hu mech scho vun '98 un a menger eegener Partei relativ vill zu deem dote Froekomplex geäussert.

De Problem ass, an dat hu mer jo nach haut an der Diskussioun gemierkt, dass et eigentlech zwou Ursaache gëtt, fir e Partenariat anzeféieren.

Dat eent ass, well eng ganz Partie Leit wollten zesummeliewen ënner gewëssene geregelten Ëmstänn, ouni sech awer ze bestueden. Op déi Fro kommen ech nach eng Kéier zréck. Wéi wäit féiert een da Pacs a Mariage zesummen? Awéiwäit huet dann d'Zesummeféieren nach iwwerhaapt e Sënn? Da brauch ee jo nach just e Mariage oder just e Pacs. Do kommen ech nach eng Kéier drop zréck.

Dat anert war - an dat huet d'Diskussioun nëmme verkomplizéiert -, dass gläichgeschlechtlech Partner sech bis ewell net kënne bestueden. Esou dass dat och dat eenzegt Element war, fir dat, wat d'Madame Err richteg gesot huet, e legale Kader ze ginn, eng Rumm ze ginn - an dofir si mer konform, doudsécher, zu de Mënscherechter -, wou een och gesetzlech geschützt ass a wou ee Rechter huet.

Just dee Punkt huet awer mat sech bruecht, dass ëmmer erëm gesot ginn ass: Majo, fir déi gläichgeschlechtlech Koppele si mer nach wäit ewech vun enger Gläichstellung. An dofir war dat och ee vun den dreiwende Motoren, fir ze soen: De Pacs muss nach méi no un de Mariage kommen. Dofir ass et och richteg, dass mer an der Regierungserklärung gesot hunn: Mir wëllen elo d'Bestietnis op gläichgeschlechtlech Partneren ausdehnen.

D'Madame Err huet sech hei schonn e bëssen als meng Pressespriecherin betätegt.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Bodry?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, mir fueren do ganz gutt.

Ech kann Iech confirméieren, dass ech de leschte Freideg menge Kolleegen am Regierungsrot den Avant-projet de loi iwwert d'Reform vum Mariage an iwwert d'Reform vun der Adoptioun ginn hunn, fir dass se sollen Zäit hunn, dat ze liesen. Ech hu bis elo keng Réckmeldunge kritt vu menge Kolleegen, esou dass ech dovunner ausginn, dass ech muer wäert d'Autorisatioun kréien, fir dee Projet de loi da wa méiglech nach den nächsten Dënschdeg ze déposéieren, fir dass e kann an d'Diskussioun erakommen, an da solle mer deen dann och an der Kommissioun diskutéieren.

Wa mer de gläichgeschlechtleche Mariage maachen, da gëtt och déi Diskussioun vu Pacs eng aner, well da musse mer eis wierklech déi Fro stellen, déi och den Här Henckes opgeworf huet: Woufir mécht een e Pacs? Ech muss Iech da just soen, ech sinn och Minister vum Respekt vun de Fräiheeten a vun den Daten, ech wäert net eng Enquête maache bei Leit, fir ze froen: Woufir hutt Dir dat doten décidéiert ze maachen? Dat ass hire Choix, an deen hunn ech net ze kommentéieren, net ze hannerfroen.

Wat awer richteg ass, dat ass, an dat ass och vun e puer Leit hei ugeschwat ginn, dass mer solle méi Informatioun maachen. Ech hu wierklech de Problem… Den Här Braz huet och gesot: „Schreif d'Leit un!" Ech hunn do Problemer, och aus Dateschutziwwerleeungen an Agrëff an hir Fräiheeten. Woufir soll ech si do perséinlech uschreiwen, ëmsou méi, wou de Fichier beim Parquet général läit an net am Ministère de la Justice? Ech sinn do ëmmer ganz skeptesch mat deene Saachen. Dat klëngt gutt, mä et ass net ëmmer gutt.

Wat awer richteg ass, dat ass, dass mer sollten eng Broschür maachen, dass mer sollten eng grouss Informatioun maachen, dass mer sollten zesumme mam Innenminister - dat hu mer och wëlles - eng Circulaire un d'Gemenge maachen, well mer feststellen, dass bei ganz ville Froen oft Leit am État civil net richteg äntwerte kënnen.

Ech ginn Iech esou ee Beispill, wat ech virschloen an dem Projet, deen ech muer an der Regierung hunn. Dat ass eng Fro, déi net vill Leit betrëfft, mä déi se betrëfft, déi betrëfft se richteg. Dat ass déi transgender Fro. Leit, déi effektiv d'Geschlecht änneren, bei deenen ass virkomm, dass se gesot kritt hunn um État civil: Majo, Dir musst Iech fir d'Éischt scheede loossen, ier dass mir kënnen hei Är Inscriptioun änneren.

Dat verstéisst géint d'geltend Recht. Dat hunn ech och oft genuch gesot. Dat ass awer net iwwerall… Jo, wann ech et am Büro soen, kritt net jiddwereen et a senge Büroen a senger Gemeng mat. Dofir ass ee Virschlag, deen ech muer wäert maachen, fir ze soen: Ma kommt, mir schreiwen dat och fest an d'Gesetz, dass dat kloer ass, dass do net déi dote Froe kommen. Well déi Leit stinn da ganz domm do, wa se esou op e Büro ginn.

Eng aner Fro, déi och an deem neie Gesetz wäert geregelt ginn, dat ass dat, wou mer eis eens gi waren an der Koalitioun, fir ze soen: Wat d'Adoptioun ubelaangt, waarde mer den Avis vun der Commission nationale d'éthique of, déi gesot huet, si hätt bei der Adoption plénière Schwieregkeeten, eppes ze ännere fir Gläichgeschlechtlecher, well een ebe bei der Adoption plénière eng natierlech Vaterschaft duerch eng juristesch Vaterschaft ersetzt.

Si wär awer derfir, fir d'Adoption simple, wou nämlech Vaterschaft an Elternschaft nieftenee cohabitéieren, grouss opzemaachen. Dat wäerte mer och an deem Projet virschloen, fir d'Adoption simple do wierklech ganz grouss opzemaachen, fir dass och gläichgeschlechtlech Koppele kënnen an der Adoption simple adoptéieren, wann, wéi gesot, ech muer de Feu vert kréien, fir dee Projet de loi ze deponéieren.

Dat ass also eng nei Diskussioun, déi mer da kréien. An dofir, mengen ech, ass et awer wichteg, dass mer haut d'Partenariatsgesetz maachen. Well eréischt wann dat anert kënnt, da kann ee sech wierklech d'Fro stellen: Wat soll dann nach den Ënnerscheed bleiwen tëschent Pacs a Mariage? Well wann et keen Ënnerscheed méi gëtt tëschent dem Geschlecht, fir sech ze bestueden, da gesinn ech awer net an, dass een alles muss beim Pacs gläichmaache wéi beim Mariage, soss kann een ee vun deenen zwee ofzeschafen.

(Interruption)

Et sinn och Leit, déi wëllen de Mariage ofschafen; just fir dat ze soen.

(Interruption)

Mä dofir soen ech…

Net bei eis. Awer ech hunn an Däitschland scho ganz interessant Debatten noverfollegt. An et ass net meng Meenung, de Mariage ofzeschafen. Mä dofir soen ech, wann een déi zwee huet, da muss een och d'Ënnerscheeder dovunner kennen. Wat richteg ass, dat ass, dass ee muss wëssen, a wat ee sech aléisst, wann een deen een oder deen anere mécht. An dofir, soen ech nach eng Kéier, musse mer och Informatioun maachen duerno, mä mir mussen elo emol fir d'Éischt dat heite Gesetz stëmmen.

Dass ech de Projet de loi elo eréischt an d'Regierung ginn hunn, huet e puer Ursaachen. Déi éischt ass déi, dass mer effektiv net wollten nëmmen iwwert de Mariage schwätzen, mä och iwwert d'Adoptioun, an do hu mer den Avis vum Conseil national d'éthique ofgewaart.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech sinn à disposition de la Chambre des Députés.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Sot Äre Kolleegen dat och emol!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, villmools Merci. Och dem Här Minister Merci fir seng Disponibilitéit.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann déi aner och esou wäre wéi den Här Biltgen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn elo zur Kenntnis geholl…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Verschiddener si scho gehäit genuch mat mir eleng hei!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hunn Är Intentioun zur Kenntnis geholl, Här Minister, fir de Mariage homosexuel hei an der Chamber als Projet de loi vun der Regierung virzeleeën. Ech wollt Iech just froen, Här Minister, Dir woort jo och eng Zäit President vun der CSV, ob Der net e Problem gesitt tëschent Ärer chrëschtlecher Orientéierung, déi Der sot, datt Der hätt, an der Iddi vum Mariage homosexuel, fir deen hei zouzeloossen.

Villmools Merci.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Wann de President mer erlaabt, well et ass eigentlech eng institutionell Fro, ob ech hei dierf, obwuel ech Justizminister sinn, vergiessen, dass ech Justizminister sinn, an dann als fréiere Parteipresident schwätzen, wat eng Fro ass, déi verfassungsrechtlech doudsécher stellbar ass, wëll ech drun erënneren, dass mer an der CSV - eis Leit schécken Iech gären de Programm zou - de Grondsazprogramm hunn, dass mer do geschriwwen hunn, zu enger Zäit, wou ech nach net Parteipresident war, mä President vun deem Kongress, dass mir géifen opgrond vun eise Valeure vu Solidaritéit a vu Responsabilitéit och d'Partnerschafte gläichgeschlechtlecher Natur wëlle respektéieren an och eng gesetzlech Rumm ginn, fir se unzëerkennen. Dat ass de Punkt.

An ech doen dann elo mäin Hutt als Justizminister un. Als Justizminister wëll ech dann nach eng Kéier op d'Gesetz hei zréckkommen. Wéi gesot, dat anert, de Projet, vu dass mer do Zäit gebraucht hunn, huet eben dermat ze dinn, dass mer zwou Saache maachen, Mariage an Adoptioun, an dass entgéint deem, wat ver-

schidde Leit mengen, et net gedoen ass, weder dat eent nach dat anert mat engem eenzegen Artikel ze maachen. Also, de Projet de loi huet 38 Säiten.

Ech soen dat och, well wéi anerer soen, et ass jo esou einfach just ze schreiwen: Elo mécht een dat. Dat si ganz vill Implikatiounen, a mir sinn nach amgaangen ze kucken, ob mer alles fonnt hunn oder net fonnt hunn, wat et vun Implikatioune gëtt.

Trotzdeem ass dëse Projet haut wichteg, well en eng Partie international Froe regelt. Éischtens si mer ugesicht bei der Cour de Justice vun der Europäescher Unioun. Zweetens hu mer d'Froe vum Droit international privé. An ech si frou, dass no laangen Diskussiounen awer jiddwereen agesäit, dass déi Regel, déi mer vum Justizministère aus virgeschloen hunn - mäi Virgänger -, déi beschtméiglech ass an déi de Leit am meeschten entgéintkënnt.

Dann ass et effektiv esou, dass et eng Fuerderung war, ze soen: Kommt, mir schreiwen net nëmmen de Pacs an de Register, mä mir maachen och en Extrait beim État civil! Woufir? Well zum Beispill um Parquet général, dee Büro, dee sech dorëms bekëmmert… Dee Büro, dee sech ëm villes bekëmmert; ech nennen ni gär Leit, déi net heibanne präsent sinn, fir kënne Stellung ze huelen, wann ech se nennen. Mä déi schaffe ganz gutt an deem Büro.

Mä déi hu vill Aarbecht, well se ganz oft musse Certificate gefrot ginn, dass d'Leit net gepacst sinn. An dat ass wierklech vill administrativen Opwand. A mir schwätze jo ëmmer gären iwwer Simplification administrative. Mir maachen hei och eppes fir d'Simplification administrative, fir dass deen dote Büro och e bësse méi entlaascht gëtt, wéi dat ewell de Fall war.

Da kommen ech nach eng Kéier drop zréck: Pacs a Mariage. Richteg ass, dass, wa mer deen anere Projet eng Kéier hei gestëmmt hätten iwwert de Mariage vun de gläichgeschlechtleche Koppelen, da solle mer effektiv eng Evaluatioun maachen, wat dann Ënnerscheeder an Zukunft nach sollen, kënnen, musse sinn tëschent Pacs a Mariage. Well oft gëtt nëmme vun den Nodeeler geschwat, déi een huet par rapport zum Mariage, wann ee sech pacst.

Et gëtt och Virdeeler, déi een huet, respektiv Nodeeler, déi deen aneren huet. Och do hu mer elo, wou mer un den Texter geschafft hunn, Saache fonnt. Elo soen ech als Justizminister eppes, wat mir perséinlech opgefall war - einfach esou, well ech elo op eemol d'Texter gelies hunn, ass dat mer duerch Zoufall opgefall -: Dir kënnt de Riichter récuséieren, wann e bestuet ass, mä Dir kënnt en net récuséieren, wann e gepacst ass. Elo menge mer, dass een awer dann och misst ee kënne récuséieren, wann e gepacst ass. Fir elo nëmmen dat dote Beispill ze huelen.

Den Här Henckes huet vun de Pacs-blancë geschwat. Blanc, dat ass ëmmer… Ech hunn deen Term net gär. Mä et gëtt Pacsen, déi den Dag drop erëm opgeléist ginn; loosse mer et emol léiwer esou soen. Dat hu mer gesinn, wa Leit zum Beispill fir eng Openthaltsgenehmegung oder eng Aarbechtsgenehmegung sech den éischten Dag pacsen an deen zweeten Dag entpacsen, an da lafen d'Rechter weider, awer keng Flichte méi weider.

Also, dat sinn och alles Diskussiounen, déi een effektiv dann dee Moment eng Kéier muss ouni Opreegung awer och ugoen. An da muss een einfach kucken, wat dat eent a wat dat anert ass. Dofir huelen ech och elo net Stellung zu deem, wat deen een an deen anere vun deenen eenzelne Saache gesot huet, well ech mengen, dass een dat an enger geuerdneter Approche soll maachen, wou mer alles diskutéieren, wou mer näischt ausloossen a wou mer dat schéin uerdentlech maachen.

Ech mengen, mir sinn elo net ënner Zuchzwang. Mat deem heite Gesetz schafe mer eng Partie Problemer aus der Welt. Dat nächst Gesetz, dat wäert doudsécher nach vill Diskussiounen hei am Haus mat sech bréngen. An dat muss och sinn. Dat muss och sinn, dass een Diskussiounen op esou eppes féiert. Dat kann net einfach just en administrativen Akt sinn, wann een hei gesellschaftspolitesch nei regelt.

Dofir sinn ech selwer Demandeur, dass mer de Projet esou séier wéi méiglech heihinnerkréien, fir dass mer en hei an dësem Haus an der Commission juridique virun allem, respektiv en, wann aner Kommissiounen interesséiert wären - dat ass d'Organisatioun vum Haus -, an anere Kommissioune kënnen am Detail ausdiskutéieren, amendéieren, an da waméiglech kucken, fir herno eng large Majoritéit ze kréien, well et an der Gesellschaftspolitik awer och ëmmer wichteg ass, dass ee large Majoritéiten huet.

Ech halen an der Gesellschaftspolitik ni vill dervun, dass just étriquéiert Majoritéiten eppes weder duerchsetzen nach verhënneren. Et ass gutt, dass een - ech bleiwen derbäi - soll op large Majoritéiten hischaffen. Dat wäert och an Zukunft eise Wëlle bleiwen. Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier hei allen Intervenantë Merci soen, an dann, jo, kommen ech erëm.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5904 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Mill Majerus), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Jean-Louis Schiltz), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer d'Question avec débat N°12 vum Här Xavier Bettel iwwert de Service d'aide aux victimes d'infractions pénales. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

2. Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'aide aux victimes d'infractions pénales

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Wéi Der wësst, gëtt et beim Stat de SCAS, dat ass e Service Central d'Assistance Sociale. An et gëtt och e Service d'aide aux victimes, dee beim SCAS rattachéiert ass, dee Service, deen och beim Parquet général ugegliddert ass. Haut këmmert sech de SCAS, wann ech et richteg hunn, ëm ganz, ganz vill Fäll. An de Service d'aide aux victimes huet awer, dee jo eng Composante vum SCAS ass, e grousse Problem, deen - wann dat richteg ass; dofir stellen ech jo och d'Fro a wier ech frou, wann de Minister mer dat kéint bestätegen - am Moment nëmmen annerhallef Tâche do géif schaffen.

Annerhallef Tâche, déi do ass, fir de Suivi vun de Leit ze maachen, déi Victimë sinn, Victimë vun Abus sexuels, vu Stalking, vu Violence-domestiquen. Do si Suivien, déi à longue durée sinn. Et sinn Demandë fir d'Dossiers d'indemnisation, fir d'Commission d'indemnisation au Ministère de la Justice, déi do gemaach ginn. D'Télefonszentral musse si jo och maachen; dat heescht, de Conseil vun de Leit, déi do uruffen.

Si mussen eng Victime och begleede während engem Prozess um Geriicht zu Dikrech an zu Lëtzebuerg. Wéi Der Iech kënnt denken, wa se nëmmen zu annerhallwer Tâche sinn a si sollen zu Dikrech oder an der Stad sinn, ass heiansdo den Télefon och net besat. An eng Victime, déi do telefonéiert, fir Hëllef ze kréien an déi do op en Télefon kënnt, wou keen ophieft, dat ass e bëssen eng schwiereg Situatioun.

Mir wëssen och, Här President, dass mir jo d'Gesetz iwwert d'Victimë vun der Infraction pénale gestëmmt hunn, den Text vum 6. Oktober 2009, deen den 1. Januar 2010 a Kraaft getrueden ass. An ech hunn do Zuelen, mä déi wëll ech awer och bestätegt kréien, well ech dat jo och net vun offizieller Säit weess, dass vu September 2008 bis Mäerz 2009, dat heescht, wou dat neit Gesetz net a Kraaft getruede war, 36 nei Clientë beim Service d'aide aux victimes do waren, a vum September 2009 bis Mäerz 2010 - dat heescht, vun deem Moment un, wou dat neit Gesetz nëmmen dräi Méint a Kraaft getruede war - 71 nei Clientë wieren.

D'Waardelëscht ass immens laang. Et gesäit och esou aus, wéi wann et am Moment bei den Enquêtes sociales - déi jo am Jugendschutz musse gemaach ginn, déi awer immens wichteg sinn, fir och am Intérêt vun de Kanner richteg Décisioune kënnen um Geriicht ze treffen, well ech mengen, et ass dee Service, deen och do ass, fir ze hëllefen d'Kanner ze placéieren, a virun allem wann och Strofdoten do sinn, fir kënnen déi eng oder aner Informatioun erauszekréien - ee Joer dauert, fir eng Enquête sociale kënne gemaach ze kréien.

Ee Joer ass vill ze laang, Här President, fir esou eng Enquête ze maachen. A wann dat net de Fall wär, da kéinten och Stagièren, déi knapps ugefaangen hunn, am Service déi Enquêtë maachen, déi awer net d'Formatioun, net den Know-how an och net d'Anciennetéit hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Et schéngt, wéi wann esou vill Aarbecht an deene Servicer wär, Här President, dass déi meescht Leit et keng véier Joer géifen do aushalen, dass déi meescht Leit géifen do fortlafen, an dass am Fong all Persoun eng bal 80 Enquêten ze maachen hätt pro Persoun. Et ass onméiglech, an do si mer eis eens, esou vill Enquêten als Persoun seriö kënnen ze maachen.

Et wär e Cri d'alarme komm vun deem Service un de Minister an un de Parquet général. Dofir ass och déi Fro haut: Wéi vill Leit schaffen haut am Service d'aide aux victimes? Ass dat wouer, dass nëmmen annerhallef Persoun do schaffen? Wéi vill Leit hunn Appel un de Service gemaach, an dat déi lescht dräi Joer? Wéi ass d'Progressioun? Huet dat Gesetz elo, dat neit Gesetz wierklech och déi Progressioun, déi ech soulevéiert hunn?

Wéi vill Dossiere gi vun deene Persounen traitéiert, vun där annerhallwer Tâche? Ass dat richteg, dass 80 Dossieren am Moment traitéiert ginn? Wéi ass d'Situatioun am Moment och um Niveau vum SCAS? Geet et do och duer mat de Persounen?

Wëssen de Minister an de Parquet général Bescheed? Ech weess net, ob de Minister alles matkritt huet. Den Här Majerus huet laang mat em geschwat. Hutt Der alles matkritt?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech hunn zwee Oueren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ah, dann ass et gutt.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Déi Oueren héiere ganz gutt, soulaang et roueg am Sall ass. Et huet also manner domat ze dinn, dass zwee Leit mat mer dialogéieren, mä et huet méi domat ze dinn, wa 60 Leit ënnereneen dialogéieren.

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, da soen ech de Kolleege Merci...

M. le Président.- Den Här Justizminister lauschtert elo ganz opmierksam no mat sengen zwee Oueren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen dann den aneren 59 Kolleegen heibanne Merci, well et wor ganz roueg. Dat heescht, de Minister wäert dann e Stéck dovunner matkritt hunn.

(Interruption)

Här President, de Parquet général an de Ministère, wëssen déi Bescheed iwwert d'Situatioun, wéi et am Moment ass beim SCAS a beim Service d'aide aux victimes?

An dann, wann dat alles stëmmt, wat ech gesot hunn, dass een ee Joer muss waarden, fir iwwerhaapt kënnen eng Enquête ze maachen, wann all déi Leit fortlafen, wann deen Dossier esou ënnerbesat ass, wéi de Minister gewëllt ass ze kucken, fir déi Situatioun ze verbesseren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Den Här Bettel lauschtert lech net no, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Den Här Bettel huet och zwee Oueren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann den Här Schiltz net déi ganzen Zäit den Här Minister géif ënnerbriechen, da kéint den Här Minister och schwätzen.

M. le Président.- Sou, elo lauschtert Der alleguerte ganz opmierksam dem Här Justizminister no.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wëll op déi eenzel Froen agoen. Éischtens: Wat ass den aktuellen Effectif vum Service d'aide aux victimes? Do schaffen dräi Leit. Een, dee Psycholog, Psychothérapeute ass, an deen ass à temps plein; e weidere Psycholog, Psychothérapeute à mi-temps an eng Sekretärin. Dat ass de Service.

Wéi oft ass de SAV sollicitéiert ginn an de leschten dräi Joren? Do sinn d'Chifferen, déi kënnt Der iwwregens an de Rapporten all noliesen, dem Rapport d'activité vum Justizministère. 2006-2007 178 - dovunner 94 neier -; 2007-2008, 194 - dovunner 94 neier -; 2008-2009 171 - dovunner 105 neier.

Et ass also elo net direkt eng Augmentatioun. Allerdéngs d'Joer 2010 hu mer net, dat hu mer net. Richteg ass, wat d'Leit eis soen, dass natierlech méi ugeruff gëtt, opgrond vum Gesetz vun de Victimen.

Also, no den Informatiounen, déi mer do kritt hunn, sinn zënter September 2009 bis Juni 2010 1.850 Telefonate gefouert ginn.

Drëttens, wéi vill Dossieren huet do all Beamten? Zurzäit schafft all Beamten do op ronn 40 Dossieren. Do si jo Dossieren dann erëm zougemaach ginn, aner Dossieren, déi bäikommen. Verschidde Saache si jo och just Informatiounen, wou d'Leit da gesot kréien, wat se solle maachen.

Véiertens, de SCAS. De SCAS ass an der Vergaangenheet ënnert deenen zwee Plan d'actionen, op d'mannst ënnert dem zweete Plan d'action vu mengem Virgänger, dem Luc Frieden, massiv opgestockt ginn, opgrond vu Previsiounen, déi gemaach goufen.

Wat richteg ass, dat ass, dass mer feststellen, dass déi Previsiounen, déi deemools gemaach goufen an déi à la base ware vum Gesetz vum Här Frieden, wou wierklech massiv opgestockt gouf, dass effektiv déi Previsiounen an d'Luucht

gaange sinn an dass méi Fäll e bësse bei allem kommen.

Et ass besonnesch, an do kommen ech herno nach eng Kéier drop zréck, déi sechst Fro ass eigentlech déi wichtegst, wat mer gedenken ze maachen. Besonnesch bei allem, wat Jugend ass, ass et wierklech massiv an d'Luucht gaangen, an do brauch ech herno e bësse méi laang Zäit, fir e bëssen op déi Froen do anzegoen. Awer och déi aner hu méi Aarbecht. Also, iwwerall ass do méi Aarbecht erukomm, méi Dossieren, déi erakommen. Da sinn natierlech eng Partie aner Problemer insgesamt um SCAS, mä déi huelen ech herno, wann ech e bëssen op d'Zukunft ze schwätze kommen. Ech wëll emol fir d'Éischt den Ist-Zoustand maachen.

Da kënnt eng witzeg Fro: Weess de Parquet général dovunner Bescheed? Also, wësst Der, wann de Parquet général net dovunner Bescheed wéisst, dann hätt ech Problemer mam Parquet général, well de SCAS ënnersteet dem Parquet général. An duerfir kënnt Der och dat do ëmmer liesen an all Rapport d'activité. Och elo nach an deem, dee mer elo viru kuerzem am Mäerz deponéiert hunn, stinn déi doten Zuelen all dran, a steet och eben dran, dass et an d'Luucht gaangen ass par rapport zu de Leit, an dat weess och de Justizminister.

Wat wëllt de Justizminister maachen? Da soen ech Iech, dass et éischtens verschidde Saache gëtt: Mir hunn d'Victimen a mir hunn de SCAS, an am SCAS virun allem d'Jugend. Ech fänke mat de Victimen un.

Ech si kee Frënd, fir ze soen, wa mer e Problem hunn, musse mer ebe méi Leit astellen. Well ech kommen nach op de Problem vu méi Leit astellen. Déi sinn nämlech och reell. Do kommen ech herno besonnesch beim SCAS nach eng Kéier drop zréck.

Mir mussen eis och d'Froe stellen iwwert dat, wat mer vu Gesetzer hunn a wat d'Gesetzer mat sech bréngen. Dat Victimesgesetz, do wësst Der, dass do laang an dëser Chamber dru geschafft gouf, dass notamment, wat Parquet a Parquets généraux ubelaangt, souguer mat deem neie Gesetz, wéi et ofgaangen ass. Et goufen an der Chamber ganz vill Froe gestallt. A mir stellen och fest, dass am Prakteschen eng ganz Partie Froe kommen. Zum Beispill ass nach ëmmer en Ënnerscheed juristescher Natur Victime a Partie lésée, fir nëmmen dat Beispill ze nennen, mir hunn der nach ganz vill.

Dat heescht, ech sinn och Demandeur, wann elo deen neie Procureur général ernannt ass, fir eng Kéier ze kucken: Wéi maache mer eng Evaluatioun vum Victimesgesetz? A wat sinn iwwerhaapt déi Mesuren, déi mer kënne maachen, fir iwwerhaapt beim Victimesgesetz ze goen? Well eleng elo nëmmen e Service opzestocken, domat hu mer net all déi Problemer geléist, déi am Victimesgesetz sinn.

Richteg ass, et ass nach net laang a Kraaft; richteg ass awer och, dass eng Partie Saachen, déi virausgesot goufe vu Problemer, dass déi sech awer méi wéi wahrscheinlech amgaang si seriö anzestellen, sou dass mer solle schonn eng Evaluatioun vun deem Victimesgesetz maachen, an deemno wéi et ass, dann och e Plan d'action do awer esou séier wéi méiglech maachen, well mer net dovunner ausginn, dass manner Leit sech an Zukunft mellen, sou dass déi Fro bleift.

Beim SCAS si verschidde Problemer do. Deen éischten ass deen, wat eigentlech kee Problem ass - eng gutt Saach -, mä wat awer heiansdo erkläert, dass net jiddwereen éiweg bleift, dass de SCAS eng Verwaltung ass, wou et net einfach ze schaffen ass, opgrond vun deem, wat een do ze schaffen huet.

Mir hunn och beim SCAS eppes gemaach, wat - soen ech elo dann och mat menger Kap vu Fonction-publique-s-Minister - soll zukünfteg Reformen och virhuelen, e Pilotprojet, fir wierklech eng Gestion par objectif ze maachen. Well mer och feststellen, dass deen ee méi laang Zäit brauch, deen anere manner laang Zäit brauch bei engem Dossier, woubäi een och ëmmer muss wëssen, dass net all Dossier gläich ass. Et gëtt Dossieren, déi einfach sinn, Dossieren, déi net einfach sinn, mä et gëtt awer Erfahrenswäerter.

Do gëtt also och versicht, fir op e gewëssenen, fir och ze soen, ier dass mer gäre Leit bäi hätten, musse mer och kënne seriö schaffen, eis selwer Gestion par objectif ginn, och soen: Wat musse mer maachen, wat musse mer net maachen? Do kann ee Saache maachen, déi een net muss maachen, aner Saache bleiwe vläicht leien. Do huet dee Service sech dohinnergesat, fir dat ze maachen. Dat erkläert natierlech, bréngt natierlech mat sech, dass dann och Stress entsteet, wann ee wierklech wëllt Gestion par objectif maachen.

Derbäi kënnt iwwerall, an do kommen ech elo dorop zréck, dass et ganz schwiereg ass, där dote Leit ze rekrutéieren. Well, wann ee vun der Schoul kënnt, ass een net onbedéngt gëeigt, fir déi doten Aarbecht ze maachen. Wann een en Éducateur gradué ass, e Psycholog ass, en Assistant social ass, fir och elo vun deene meeschte Leit hire Formatiounen ze schwätzen, déi jo à la base sinn, ass net jiddwereen, deen haut vun der Schoul kënnt, muer do wierklech gëeigt, dat ze maachen, sou dass et ëmmer schwiereg ass, och wann nei Posten ausgeschriwwe ginn, der ze fannen, respektiv lafen der och ëmmer fort, well se da soen: „Majo, eigentlech ginn ech hei net glécklech, ech gi léiwer op eng aner Plaz." Dat ass also och alles hannendrun.

Richteg ass, dass mer wëllen och do déi Servicer opstocken. Ech sinn amgaang an deem ganze Justizministère. Do kënnt drëppechersweis eran, wat déi verschiddenst Verwaltunge vu Besoinë mer umellen. Dat gëtt ganz vill. Et ass et jo net dran, dass een dat mam Numerus clausus a Krisenzäiten alles ka maachen, wat ee sech ka virstellen. Mir sinn amgaang alles opzeschlësselen, wat mer mengen, wat wichteg wär.

An ech kommen op ee Secteur, dee mer besonnesch um Häerz läit: Et ass dee vun de Jonken. Ech mengen, mir haten an enger Chamberskommissioun eng Diskussion iwwert déi puer nach Mineuren am Prisong. Mir hu ganz vill Problemer och zu Dräibur - ech schwätzen do fir meng Kolleeginnen, d'Madame Delvaux an d'Madame Jacobs, mat. A mir sinn amgaang - meng Note ass scho fäerdeg, déi aner kommen no -, mir sinn amgaang, all déi verschidde Ministèren Noten ze maachen iwwert d'Problemer vun de Jugendleche mat Schwieregkeeten.

Also, hei schwätze mer vu Schwieregkeeten, dat ass eigentlech en - jo - Euphemismus, deen ech hei gebrauchen. Ech kéint méi wäit goen. Well mir hunn ëmmer méi… ech mengen, dat wor viru kuerzem e Problem, Gewalt an de Schoulen an esou weider. Mir hunn ëmmer méi Jugendlecher, déi ganz schwiereg sinn, a wou een net einfach se just kann aus der Schoul erausgeheien oder iergendwou aspären an esou weider.

Do ass Dräibur gefuerdert, do ass de Prisong gefuerdert. Ech hoffen, de Prisong ëmmer manner, also sinn ech iwwerhaapt net méi gefuerdert. Do ass de SCAS gefuerdert, do sinn d'Schoule gefuerdert. Mir wëlle virun allem, wat ebe Strukture vu Justiz respektiv vun Dräibur an anerer op deem doten Niveau ugeet, déi dräi Ministere wëllen deemnächst an d'Regierung goen an do hir Problemer op den Dësch leeën a kucken, ob een do kéint kuerzfristeg Léisunge fannen, zu deenen dann och en Opstocke vum Personal gehéiert.

Wat d'Regierung décidéiert, Dir wësst, den Numerus clausus, dat ass eng Regierungssaach. Kee Minister huet leider esou eng Enveloppe, wou e ka soen, elo kritt deen een, da kritt deen aneren der. Ech mengen, dass dat doten eng Diskussioun ass, déi wichteg ass.

Ech soen Iech awer nach eng Kéier, dass villes hannendrunhänkt, net nëmme Personal, mä ech soen Iech dat och, well ech elo als Fonction-publique-s-Minister dat méi gesinn. Et gëtt eng Partie Carrièren, an déi doten, déi mer hei genannt hunn, sinn déi, wou et och, wann ee Posten huet, an ech gesinn dat iwwerall, et schrecklech schwiereg ass, och nach déi Posten, wann ee se bis huet - et ass scho schwiereg, se ze kréien -, a wann ee se bis huet, dann ass et nach méi schwiereg, se ze besetzen, se gutt ze besetzen a se dann och nach ze erhalen. Et fënnt een der ëmmer, déi mat Begeeschterung, och wa se net vill schoulesch drop virbereet sinn, deen doten Job maachen, mä et ass en Job, dee Beruffung verlaangt, wat iwwert d'Beruffsformatioun selwer erausgeet.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, esou wéi d'Reglement et virgesäit… Den Här Minister huet elo just e Sujet abordéiert, dee fir eis och ganz wichteg ass, dat ass dee vun der Jeunesse en détresse, esou hu mer se deemools och genannt hei an der Chamber.

Ech si frou, d'Madame Frank hat deemools ënnert der Presidentschaft vun der Madame Frank an dem Här Weiler, als Jeunesse en détresse wor, e Pabeier preparéiert. Ech wär frou, ech hat dat och schonn e puermol gefrot, wann deen nees eng Kéier kéint gekuckt ginn. Da kéint een deen och mam Minstère eng Kéier kucken, well do wore Propositiounen dran. Si si leider ganz vill Lettres mortes bliwwen, an ech sinn iwwerzeegt, dass ee mat Iech vläicht do kann an déi richteg Richtung goen.

Ech wollt Iech just froen, Här Minister, Dir hutt elo gesot mat der Jugend, dat wär e wichtegt Thema fir Iech, mä ech hunn et elo net kloer kritt, well de SAV, sou wéi dat genannt gëtt, de Service aux victimes këmmert sech am Moment jo ëm d'Enquêten, alles wat Jugendschutz ass. Ass elo awer gewëllt - Dir hutt gesot, Dir géift och mam neie Procureur général zesummekommen -, fir ze kucken, eng Léisung ze fannen, an driwwer ze diskutéieren, fir Améliorationen ze fannen? Wéi ass et dann elo?

Bleift dee beim SAV rattachéiert, de Jugendschutz, déi Enquêten? An dann: Wëllt Der elo awer à court terme kucken, fir déi Situatioun ze amélioréieren oder net?

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Also, ier dass ech ufänken administrativ Servicen ze reforméieren, déi dem Procureur général ënnerstinn - mécht de Justizminister net ouni de Procureur général -, wëll ech emol fir d'Éischt wëssen, wat dann d'Possibilitéite vu Renforcement sinn opgrond vun de Possibilitéite vu Renforcement, déi d'Regierung eis kéint ginn. Da kënne mer och kucken, wéi mer dat administrativ ëmänneren, mä ech komme gären an d'Chamberskommissioun duerno fir den Detail. Ech mengen, Dir musst verstoen, dass eng administrativ Ëmännerung vun enger Verwaltung fir d'Éischt muss mat der Verwaltung, och mat der Verwaltung selwer diskutéiert ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wäre mer um Enn vun där Question avec débat.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6105, enger Direktiv iwwert d'Ëmsetze vum Programme INSPIRE an dat nationaalt Recht. D'Riedezäit ass nom Basismodell agedroen. Et huet bis elo kee Riedner sech agedroen, dat heescht, datt den honorabelen Här Rapporteur, den Här Gilles Roth, eis elo alles am Detail wäert erklären. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

3. 6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, mat dem Gesetzesprojet 6105 setze mir déi sougenannten INSPIRE-Direktiv an nationaalt Recht ëm. D'Direktiv staamt aus dem Joer 2007, a mir hätte se eigentlech scho misse virum Mee d'lescht Joer ëmgesat hunn.

Zu deem Ganzen awer e puer Preziséiounen. Éischtens, ëm wat geet et? INSPIRE ass eng Ofkierzung a steet fir Infrastructure for spatial information in Europe. Sënn an Zweck vun der Direktiv ass, d'Sammelen an den Austausch vu geographeschen an Ëmweltdaten ze harmoniséieren, fir domat eng europäesch Dateninfrastruktur ze schafen. D'Informatioune mussen dofir ënner enger bestëmmter elektronescher Form disponibel sinn. Domadder si se méi einfach zougänglech a kënnen ënnerenee verbonne ginn. Dovunner profitéieren d'Bierger an d'Wirtschaft, awer och déi öffentlech Verwaltungen a Servicer an de jeeweilege Memberstaten.

Ëm wat fir eng Daten handelt et sech dann elo genee? Et sinn Daten, déi direkt oder indirekt mat der Ëmwelt ze dinn hunn. Dat geet vun einfache Kaarte mat Uertschaftsnimm, Verkéiersnetzer, Héichtenindikatiounen, lokal a regional Grenze bis zu Analyse vun der Loft-, der Waasser- an der Buedemqualitéit, der Biodiversitéit, der Geologie, de Biotoper an anere Schutzgebidder.

Mä et geet och ëm méi sensibel Donnéeën, zum Beispill d'Verdeele vun der Bevölkerung mat Indikatiounen iwwert d'Opkommesse vu verschiddene Krankheete wéi Allergien, Kriibs, Otemkrankheeten, déi direkt oder indirekt mat der Qualitéit vun der Ëmwelt a Verbindung bruecht kënne ginn. Kadasternummere kënnen zum Beispill iwwert de System gekuckt ginn, mä et gëtt awer keen Opschloss iwwert den Numm vun dem Propriétaire. Dofir muss nach ëmmer eng Demande un de Kadaster gestallt ginn.

D'Direktiv schléisst och den Zougang zu verschiddenen Daten aus. Dat spillt zum Beispill fir Informatiounen iwwert de Secret défense, déi öffentlech Uerdnung, grad wéi Informatiounen, déi Geschäfts- oder Betribsgeheimnisser concernéieren, oder Informatiounen, wou Urheberrechter, also eng Propriété intellectuelle, drops leien. D'Lëscht vun den Ausnahmen ass, wéi gesot, an dem Gesetz opgefouert. Si ass déiselwecht wéi am Gesetz vun 2005 iwwert den Zougang vun den Informatiounen am Ëmweltberäich.

Wie muss dann elo déi Daten zur Verfügung stellen? Mä all öffentlech Autoritéit. Dat ass bei eis de Stat, d'Verwaltungen, staatlech Servicer, mä och zum Beispill Établissements publics vum Stat. Dorënner falen och d'Gemengen, d'Gemengesyndikater a souguer Entreprisen a Privatpersounen, mä nëmmen, wa si öffentlech Servicer fir de Stat oder eng Verwaltung erbréngen.

D'Direktiv verlaangt net, dass nei Date mussen erhuewe ginn. Si applizéiert sech och nëmmen op déi Daten, déi de Moment digital verfügbar sinn. Daten op Kaarten oder Pabeierform mussen deemno net digitaliséiert ginn.

Et sinn och nëmmen déi Date betraff, wou d'Opstellen duerch e Gesetz oder e Reglement virgesinn ass. Domadder gëtt och dem Schutz vun den Urheberrechter Rechnung gedroen. Eng Privatpersoun kann ënner Émstänn dem System digitaliséiert Daten zur Verfügung stellen, si décidéiert awer eleng, ob dës Daten dann öffentlech zougänglech sinn oder net. Mä wann Daten digitaliséiert sinn, mussen d'Memberstaten, also mir och hei zu Lëtzebuerg, derfir suergen, dass dës Daten an Zukunft INSPIRE-konform sinn. Domat kënnen dës Donnéeën tëschent de Memberstaten ausgetosch ginn.

An der Finanzkommissioun gouf d'Fro opgeworf vun de konkreten Obligatiounen, déi besonnesch d'Gemenge betreffen. Et kommen am Prinzip keng nei Aufgaben op d'Gemengen zou. Déi Daten, déi d'Gemenge bis elo opgrond vun engem Gesetz oder Reglement oder enger Instruktioun hu missen digitaliséieren, ginn duerch de System INSPIRE-konform gemaach.

Wéi ginn déi Daten dann elo konkret verfügbar gemaach? Mä iwwert den Internet. Hei kann all Bierger d'Daten nosichen, kucken oder eroflueden. All Land muss seng jeeweileg Donnéeën dofir INSPIRE-gerecht digitaliséieren. Doduerch kënnen dann, och ähnlech wéi bei enger Suchmaschinn, Daten oder Déngschter méi einfach fonnt ginn.

Wien ass dann hei am Land fir den INPIRE zoustänneg? Mä dat ass d'Kadasterverwaltung. All d'Donnéeë ginn hei am Land iwwert de Geoportail national du Grand-duché de Luxembourg zur Verfügung gestallt. Dësen Internetsite ass schonns opérationnel a séier impressionnant. Dir kënnt lech selwer dovun iwwerzeegen, andeems Der geoportail.lu uklickt. Souguer Är Kadasterparzelle mat de jeeweilege Gréissten an d'Notzung kënne bei all Uertschaft gekuckt ginn.

(Interruption)

Jo. De Site geoportail déngt hei am Land gläichzäiteg als technesch Plattform fir d'ILDG, d'Infrastructure luxembourgeoise de données géographiques, wat déi Lëtzebuerger Komposant vun dem INSPIRE ass.

Wat kascht d'Konsultatioun vun deenen Daten? Mä si ass fir de Bierger gratis. Mä dës gratis Konsultatioun respektiv Recherche ass op eng Visualisatioun op dem Écran limitéiert. Doriwwer eraus kann eng Redevance, also eng Onkäschtebedeelegung, gefrot ginn, an d'Tariffer dovu ginn iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht.

Här President, de Statsrot huet de Gesetzesprojet de 4. Mee dëst Joer aviséiert. Hie mécht eng Rei vun Textvirschléi am Sënn vun enger sougenannter Ëmsetzung eent zu eent vun der Direktiv. Dës Textvirschléi goufen zum groussen Deel vun der Finanzkommissioun iwwerholl. De Statsrot huet och nach op de Risiko higewisen, dass verschidden Date kéinten Réckschlëss op eenzel Persounen erlaben.

Dat kéint zum Beispill de Fall si vu Gesondheetsdate respektiv Krankheeten a Verbindung mat der Ëmwelt, wann den Échantillon, dat heescht de Raster vun de Leit, ze enk ausgewielt ass. Et opläit den Autoritéiten, déi esou Donnéeën erfaassen a verwalten, fir dat dann ze vermeiden. Och d'Chambre des Salariés, d'Handwierkskummer an d'Chambre de Commerce hunn de Projet aviséiert. Si hu sech alleguerte mat dem Gesetzesprojet averstane gewisen.

Här President, zum Schluss, mag dëse Gesetzesprojet wuel éischter eng technesch Allure hunn, en ass awer virun allem fir de Bierger vu konkretem Notzen. D'Finanzkommissioun, déi mat dësem Projet befaasst war, recommandéiert der Chamber dann och, de Projet ze stëmmen. Ech soen de Leit aus dem Finanzministère, Här Minister, Merci fir déi zousätzlech praktesch Erklärungen, déi si der Kommissioun ginn hunn.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Roth Merci. Wéi mir dat vun him gewinnt sinn, war e méi wéi detailléiert. Et ass näischt méi, mengen ech, soss zu deem Projet de loi ze soen. Ech géif proposéieren, datt mer direkt géifen doriwwer ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6105 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun haut de Mëtteg hu mer dann elo eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Auswäerte vum Aféiere vun de Gesetzer iwwert de Bail à loyer an iwwert de Pacte logement. D'Riedezäit ass nom Artikel 84, zweeten Alinéa vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Berger, Kox an Henckes. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Vera Spautz als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la mise en œuvre et l'évaluation de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer et de la loi du 22 octobre 2008 concernant le pacte logement

Exposé

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wou ech mech op dës Heure d'actualité virbereet hunn, hunn ech mer iwwerluecht, ob ech iwwerhaapt eng Ried schreiwe soll. Eigentlech kéint ech dat, wat ech am Kader vun aneren Débaten zum Thema Logement hei gesot hunn, einfach ëmmer erëm widderhuelen. Zum Deel wäert ech dat och maachen.

D'Haaptausriichtung vun eiser Logementspolitik ass, derfir ze suergen, dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir all Mënsch abordabel ass, dass leeschtbare Wunnraum fir d'Populatioun zur Verfügung steet. Dat war och den Ausgangspunkt vun der Reform vum Mietgesetz am Joer 2006, dat den Invest an d'Mietwunnenge sollt méi interessant maachen, an dem Pacte logement vun 2008, deen eng ganz Rei Mesurë beinhalt, dorënner virun allem eng méi staark Abannung vun de Gemenge bei der Schafung vun neiem Wunnraum.

Wéi gesäit elo d'Situatioun um Wunnengsmaart aus? Zënter 2005 sinn d'Präisser fir de Verkaf vun Haiser am Duerchschnëtt ëm 16% méi deier ginn, d'Appartementer souguer méi wéi 20%. Am Rapport vum Ministère du Logement vun 2009 steet, dass d'Zuel vun den Annoncen, wat de Verkaf vun Haiser ugeet, ëm 16% zréckgaangen ass, fir Appartementer an ähnlech.

D'Situatioun op eisem Wunnengsmaart ass amgaang sech ze veränneren. Dëst awer net zum Positiven! Ëmmer méi Leit sichen no enger Mietwunneng, well si sech déi exorbitant Präisser fir de Kaf vun engem Haus oder Appartement net méi leeschte kënnen. A genau do hu mer e risege Problem! Och wann zënter kuerzem d'Offer vun de Mietwunnenge liicht an d'Luucht geet, da bedeit dat net, dass déi och nach zu engem bezuelbare Präis verlount ginn.

Wat d'Präisentwécklung um Immobiliëmaart nach méi verschäerft, ass de wirtschaftleche Kontext, an deem mer zënter zwee Joer dra sinn. D'Leit hu manner Geld, de Chômage klëmmt, d'Niewekäschten an d'Energiepräisser iwwerfuerdere souguer den Duerchschnëttsverdénger. D'Zuel vun den Déguerpissementer geet kontinuéierlech an d'Luucht. Ëmmer méi Leit ginn op d'Strooss gesat, wa si a finanziell Enkpäss kommen, duerch Chômage, Iwwerverschëldung, Scheedung a villes méi, an dann net méi fäeg sinn, déi extrem Loyeren ze bezuelen.

Eng ganz Rëtsch vun Déguerpissementer ginn awer och ausgesat oder net vollzunn. Duerfir sinn déi offiziell Zuele vun den Déguerpissementer net déi reell. Si ginn net vollzunn, well d'Leit, ier se aus hirer Wunneng op d'Strooss gesat ginn, probéiere bei der Famill oder bei Frënn ënnerzekommen. Do gëtt et och absolut prekär Situatiounen: Do wunnen da méi Familljen a Leit an enger Wunneng zesummen, déi vun der Surface hier vill ze vill kleng ass. Leit, Familljen a Kanner, déi an der Stuff um Buedem op enger Matratz schlofen, well et nëmmen eng Schlofkummer an der Wunneng gëtt! A parallell zu dëse Problemer wëll ech och do kuerz nach eng Kéier op d'Problematik vun de Cafészëmmeren an de Schlofhändler agoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass eng ganz Rei vu politesche Verantwortleche sech nach ëmmer net bewosst sinn, wat fir eng Dramatik sech genau an deem Beräich ofspillt. An och do huet sech näischt un der Situatioun geännert, am Géigendeel. D'Situatioun verschlechtert sech ëmmer weider, an dorunner sinn net eleng déi absolut onverschämten a geldgiereg Vermieter vu Cafészëmmere schold. Mir droen als Politiker selwer Schold dorunner, well mir et net fäerdeg bréngen, heibanne Gesetzer ze stëmmen, déi och där Form vu mënscheveruechtender Sklaverei - soen ech elo emol ganz provokant - e Rigel virschieben.

(Interruption)

Wann Dir et sot, hunn ech Bedenken.

D'Reform vum Mietgesetz huet bäi Wäitem net zu enger Verbesserung um Wunnengsmaart bäigedroen. Dëst soen nach aner Quellen, ënner anerem d'Caritas an hirem Sozialalmanach. All international Etüde weisen, dass Lëtzebuerg senger Verantwortung am Beräich vum soziale Wunnengsbau iwwerhaapt net gerecht gëtt. Op 1.000 Awunner hu mer grad just fënnef Sozialwunnengen hei zu Lëtzebuerg; d'Belsch huet der 26, Holland 47, Éisträich 102.

De Pacte logement, dee mir Enn 2011 seriö evaluéiere sollen, gëtt, an dat ass hei och schonns méi oft gesot ginn, och net déi richteg Äntwerten op dëse Problem. An eigentlech wësse mer dat och schonns elo. Am Rapport vum Médiateur, dee gëschter hei an der Chamber diskutéiert gouf, mécht den Här Fischbach och op dee grousse Problem vum Wunnengsraum zu abordabele Präisser opmierksam a rifft de Stat an d'Gemengen dozou op, hir Verantwortung an dësem Beräich endlech ze iwwerhuelen.

D'Mietgesetz an de Pacte logement si Reformen, déi nëmme kleng Plooschtere sinn. Déi néideg begleedend Mesuren zu deene Gesetzer sinn net an Ugréff geholl ginn. Jorzéngtelaang ass deen Dossier vu bezuelbarem Wunnraum hei zu Lëtzebuerg verschlof ginn. Spekulatioun souwéi e gewëssene Clientélismus fir bestëmmte Lobbyisten, déi deem ehemolege Wunnengsbauminister méi nostounge wéi d'Locatairen oder déi sozial benodeelegt Schichten an eisem Land, sinn a Rou gelooss ginn a konnte sech eng gëllen Nues u Bauprojeten an Terraine verdéngen.

De private Maart ass net à même, d'Problemer vum abordabele Wunnraum ze léisen, an e wëllt et och net. Wunnen ass kee Spekulatiounsobjet. Wunnen ass e Mënscherecht! Mä eben net fir jiddwereen hei zu Lëtzebuerg. An deem Mietgesetz souwéi am Pacte logement si Piste virgesinn oder ugeduecht, déi nëmmen en hallefhäerzege Kompromëss waren.

D'LSAP huet d'Aféiere vun dem Virkafsrecht fir de Stat, d'Gemengen an de Fonds du Logement am Kader vum Pacte logement ausdrécklech begréisst. Dëst schaaft d'Méiglechkeet, fir Terraine respektiv Immobilien ze kafen, déi bei gréisseren Urbaniséierungsprojete vum öffentlechen Interessi dréngend gebraucht ginn an un déi si soss net komm wieren. Och hei muss ech awer drop hiweisen, dass déi Form vum Virkafsrecht, déi mir gewielt hunn, e Kompromëss war tëschent villen ënnerschiddleche Parteien a Partneren.

Wann de Stat oder d'Gemeng oder de Fonds du Logement vun hirem Virkafsrecht wëlle Gebrauch maachen, da musse si deeselwechte Präis bezuele wéi deen, deen de Verkeefer mat dem potenziellen initiale Keefer am Compromis festgehalen huet. Dat heescht, et gëtt näischt méi ze verhandelen! Domadder spillen de Stat an d'Gemeng d'Spill vun de Spekulante mat. Wann de Keefer an de Verkeefer sech op engem Verkafspräis eens sinn, deen eigentlech net der Realitéit entsprécht an ze héich ass, da muss d'öffentlech Hand datselwecht bezuelen, fir vun hirem Virkafsrecht Gebrauch maachen ze kënnen.

D'LSAP huet sech an den Diskussiounen ëm de Pacte logement derfir agesat, de Verkafspräis vun engem Terrain iwwer en onofhängegen Expert oder vum Geriicht festleeën ze loossen, zum Beispill nom franséische Modell. Dee Modell hätt et erlaabt, dass d'Gemengen an de Fonds du Logement d'Méiglechkeet kritt hätten, Terrainen zu hirem reelle Wäert ze kafen, an domadder endlech d'Präisser, dat heescht d'Verkafspräisser op hire reellen Niveau erofzekréien. Dëst hätt der Spekulatioun an deenen exorbitante Verkafspräisser wierklech eng Grenz gesat. Dës Fuerderung vun der LSAP ass leider net am Pacte logement berücksichtegt ginn.

Mä och an dësem Fall wäert d'Evaluatioun weisen, dass d'Schrauf beim Droit de préemption méi muss zougezu ginn. En plus musse mir dann och kucken, ob dat Virkafsrecht net just an der Theorie bestoe bleift, well d'Gemengen d'Suen net hunn, fir matzespillen, besonnesch elo scho guer net méi. D'Gemengen oder d'Majoritéit vun de Gemengen hunn elo schonns Problemer, fir mat de Laaschten, déi de Stat de Gemengen opdréckt, budgetär iwwerhaapt eens ze ginn.

Och wat d'Aféiere vun der Taxe spécifique op eidelstehendem Wunnraum ugeet, do huet sech den ehemolege Wunnengsbauminister et einfach gemaach an et de Gemengen opgedréckt, sech deem Problem unzehuelen. Vläicht kann den Här Minister Schank eis do soen, wéi vill Gemengen déi Tax bis elo agefouert hunn. Am Virfeld kann ech lech matdeelen, dass déi Escher Gemeng amgaang ass, eng Tax auszeschaffen, déi ufanks nächst Joer agefouert gëtt.

Ech begréissen et ausdrécklech, dass deen neie Wunnengsminister Schank et sech zur Aufgab gemaach huet...

M. le Président.- Den Här Boden wëllt lech eng Fro stellen, Madame Spautz.

M. Fernand Boden *(CSV).*- D'Madame Spautz huet jo gesot, ech hätt Saachen net wëlle maachen, wéi zum Beispill: De Gemengen hätt ech et fräi iwwerlooss, eng Tax anzeféieren, jo oder neen. Kënnt Der vläicht de Leit wéinstens soen, wien do eng Opposition formelle gemaach huet a wéi d'Saach richteg war.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- De Statsrot huet eng gemaach. Mir hunn eis iwwer aner Opposition-formellen ewechgesat, Här Boden. Mir hunn eis iwwer anerer ewechgesat!

Ech begréissen et ausdrécklech, dass deen neie Wunnengsminister et sech zur Aufgab gemaach huet, wéi hie sot, de Pilgerstaf an d'Hand ze huelen an an all Gemengen ze goen, fir si vun der Noutwendegkeet ze iwwerzeegen, dass d'Gemengen am Kader vum Pacte logement och an de soziale Mietwunnengsbau investéiere sollten. Dir sidd op ville Plazen am Land opgetrueden, an et sinn eng Rei Gemengen, déi och wëlle matmaachen. Ech fäerten awer, dass, ausser e puer vereenzelt Projeten, leider net dee grousse Worf doraus gëtt.

No deene ville Rieden an Ukënnegunge vu Reformen a Veränneren an deene leschte Jorzéngten, mengen ech mëttlerweil, dass mer op falsch Piste gesat hunn. Ech mengen, et missten elo endlech déi Mesuren agefouert ginn, déi wierklech wéi dinn. Taxes spécifiques op net bewunntenem Wunnraum oder net bebautenen Terraine missten obligatoresch vum Stat agefouert ginn. D'Veränneren vum Virkafsrecht fir de Stat an d'Gemengen an deem Sënn, dass de Verkafspräis vun

engem Terrain vun engem onofhängegen Expert festgeluecht gëtt.

Ech mengen awer och, dass ee seriö doriwwer nodenke muss,...

M. le Président.- Madame Spautz, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Dat wäert ech maachen, ech zéien déi Minutt of.

...wat de Médiateur a sengem Rapport virgeschloen huet: Déi Gemengen, déi d'Kreatioun vum soziale Wunnengsbau seriö begleeden a virundreiwen, misste finanziell nach méi staark, zum Beispill iwwert de Fonds communal de dotation financière, ënnerstëtzt ginn.

An deenen nächste Jore wäerten nach vill Leit op der Streck bleiwen op der Sich vun enger bezuelbarer Wunneng oder engem Haus. Déi extrem iwwerhéichte Präisser op eisem Wunnengsmaart hu sech zu engem Polverfaass entwéckelt an droen net zur Verbesserung vum soziale Klima bäi.

Ech kommen zum Schluss op en Zitat zréck, wat eise Statsminister 2005, viru fënnef Joer, hei an der Chamber gesot huet: „Wunnen a baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no, wat déi aner maachen, mä si gesinn net, wéi si kënne matmaachen."

Une voix.- Très bien!

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Wann d'Leit d'Gefill hunn, dass kee sech ëm si këmmert an hir Suergen eescht hëlt, dann dréit dat net zu där villbeschwuerener sozialer Kohesioun bäi. Mir sollten dat alleguerte ganz eescht huelen, fir deem entgéintzewierken. Aarmut, Chômage, sozial Benodeelegung a Wunnengsnout sinn den Nährbuedem fir Extremer a gefährden de soziale Fridden.

Ech soen Iech Merci.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Wien ass mat deem an der Koalitioun, Madame Spautz?

M. le Président.- Merci der Madame Spautz. Als éischten agedroene Riedner hunn ech den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Zesummenhang mat dëser Fro muss ee feststellen, dass sech tëschent der Zuel vu Mënschen, déi hei am Land liewen, an der Zuel vun de gebaute Wunnengen an de leschte Joren en déiwe Gruef, an dat aus verschiddene Grënn, opgemaach huet. Et ass ze bedaueren, an déi honorabel Madame Vera Spautz huet dat elo grad erkläert hei.

Ma et däerf ee sech awer froen, firwat dann honnerte vu Wunnengen a ville Gemengen hei am Land eidel stinn. Firwat sinn dann esou vill Terrainen dobaussen der Spekulatioun ënnerworf? Vläicht kann den Här Minister eis dorop eng Äntwert och ginn. De Joresrapport 2009 vun dem Ministère vum Logement weist drop hin, dass am Joer 2008 4.017 Autorisatiounen, fir ze bauen, ausgesprach gi sinn. Am Joer 2009, d'lescht Joer also, ass déi Zuel op en historesch déiwe Saz vun 3.695 erofgefall.

Déi finanziell Hëllefen am Logement sinn d'lescht Joer ëm ronn 24% géintiwwer dem Joer 2008 zréckgaangen. An der Etüd iwwert d'Demande vu Wunnengen tëschent 2001 an 2021, also iwwer 20 Joer gekuckt, gëtt drop higewisen, dass eist Land am Joer 2021 545.000 Leit wäert hunn, an dat an 234.000 Ménagen; dat gëtt geschätzt. Dat bedeit, an där ganzer Zäitachs, déi virun ons läit, musse mir 75.000 Wunnenge bauen, dat heescht ronn 3.800 pro Joer! Dat ass e kolossalen Défi fir ons Gesellschaft.

D'Gesetz vum Bail à loyer vum 21. September 2006 sollt ënner anerem derfir suergen, dass méi Wunnraum geschafe gëtt. Ëmmer méi Leit sichen eng abordabel Wunneng a si fanne se net, well eng Pénurie besteet. Virun allem ass festgehale ginn, dass d'Gemengen derfir suerge missten, alle Mënschen, déi op hirem Terrain liewen, eng Wunneng ze garantéieren. Mä dat ass méi einfach gesot wéi gemaach. A ville Gemengen ass duerfir eng Ëmfro gemaach ginn, fir déi eidel Wunnengen opzeläschten.

Mir stellen awer mëttlerweil fest, dass et zu enger liichter Besserung kënnt. De rezenten Aussoe vun dem Observatoire de l'Habitat no ass de Loyer fir d'Appartementer zënter dem éischten Trimester 2009 zréckgaangen, an dee vun den Haiser zënter dem drëtten Trimester och liicht zréckgaangen. Doriwwer eraus ass d'Offer, fir Appartementer ze lounen, am éischten Trimester dëst Joer ëm bal 30% géintiwwer deemselwechten Zäitraum eropgaangen. Bei den Haiser ass awer e Réckgank festgestallt ginn ëm 9%. Dat beweist, dass ëmmer méi Leit wëllen an en Appartement oder Studio goen, an ëmmer manner Leit en Haus wëllen hunn.

No dësen Ausféierunge wëll ech och de Pacte logement kuerz beliichten. Hei hu sech de Stat an d'Gemengen ambitiéis Ziler gesat, fir d'Käschten am Logement ze reduzéieren. E wichtege Wee ass sécherlech d'Offer vun den dréngend gebrauchte Wunnengen duerch den Neibau an d'Sanéierung vun dem Albau ze erhéijen. Däerf ech drop hiweisen, dass dëst e groussen Impakt op Architektebüroen, Handwierk an Handel kéint hunn?

Mëttlerweil hunn 101 Gemengen hir Bereetschaft erkläert, fir am Pacte logement matzeschaffen. Et sinn och eng ganz Rei vu finanziellen Instrumenter geschaf ginn, fir de Gemengen an hire Beméiungen ze hëllefen. An engem Lotissement, deen ënnert dem Pacte logement gebaut gëtt, musse mindestens 60% vun de Wunnengen u Keefer goen, déi eng Prime de construction oder d'acquisition kréien. Doriwwer eraus musse mindestens zéng Prozent vun de Wunnenge verlount ginn.

Dat mécht Sënn, well net all Mënsch ka sech eng eege Wunneng uschafen. Déi aktuell Wunnengsbaupolitik ënnert dem Minister Marco Schank weist och schonn eng positiv Dynamik op.

(Interruption)

Dat hunn dach mindestens 90 Gemengen op de leschte rezente Regionalkonferenze fir Mathëllef mat Bléck op de Bau vu weiderem Wunnraum an de kommende Jore signaliséiert.

Kuerz zréckgekuckt: Et si 16,5 Milliounen Euro un déi Gemengen ausbezuelt ginn, an deenen d'Awunnerzuel vun 2003 bis 2007 eropgaangen ass. Am Joer 2008 sinn dunn nach ronn fënnef Milliounen un déi Gemenge verdeelt ginn an d'lescht Joer ronn 44,12 Milliounen un déi Pactelogement-Gemengen hei am Land. Dat weist also: Et ass e gewëssen Dynamismus schonn do. Leider - an d'Madame Vera Spautz huet et scho gesot gehat - ass nach vill Terrain ze beackeren.

Mat dem virleienden néngte Fënnefjoresplang sollen an 262 Projete ronn 8.438 Wunnengen an de kommende fënnef Joer gebaut ginn an dovun eleng 1.130 an de Gemengen. Dat bedeit eng Investitioun vu ronn zwou Milliarden, vun där de Stat 491 Milliounen iwwerhëlt. Däerf ech drop hiweisen, dass e grousse Wäert op de Bau vun nohaltege Wunnenge geluecht gëtt?

Aus dësen Ausféierunge geet ervir, dass sech dës Regierung dësem däregen Dossier - dat kann ee jo wuel soen - och unhëlt. Ouni awer ze vergiessen, dass hei d'Mathëllef vun de Gemengen, vun den eenzelne Wunnengsbaugesellschaften an der Privatwirtschaft néideg ass. Ech mengen, hei si vill Hänn gebraucht. Dofir pake mer et un!

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madame Spautz hat mat engem Zitat vum Premier vu viru fënnef Joer ofgeschloss. Ech wéilt mat engem Zitat ufänken oder un eppes erënneren, wat de Premier virun ongeféier dräi Joer hei an der Chamber gesot hat. Ech mengen, mir kënnen eis bal alleguerten erënneren un en - wéi soll ech soen - bal dramatescht, en dramatescht Ageständnes vum Premier, deen deemools an der Deklaratioun zum État de la nation op eng ganz éierlech Aart a Weis, muss ee soen, agestanen huet, datt am Fong geholl d'Politik vum Logement ee vu senge gréissten, wann net säi gréissten Échec an der Politik wier.

Well och no 30 Joer CSV-Logementspolitik wier et nach ëmmer extrem schwéier - wier et, dat war deemools, mä ech soen, och nach haut ass et nach ëmmer immens schwéier -, fir hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng ze fannen oder fir eng Wunneng ze fannen, déi net ze deier ass, déi bezuelbar ass.

Mir hunn, mir haten, mir hu weiderhi Problemer, grouss Problemer an der Wunnengspolitik, mat all deenen Effeten, déi dat mat sech bréngt: datt jonk Mënsche sech keng Wunneng méi kënne leeschten; respektiv och mat deem Nieweneffekt, datt ganz vill Leit, och besonnesch jonk Leit, da regelrecht auswanderen an d'Nopeschlänner, an Däitschland, Frankräich, an d'Belsch an an d'Nopeschregiounen. Mëttlerweil sinn dat der bal 10.000, déi esou hu missen auswanderen.

D'Majoritéit hat dann och deemools als Äntwert versicht, de Pacte logement an der Chamber duerchzeboxen, a mir kënnen eis jo erënneren, datt dat och iwwer eng Rei pertinent Remarque respektiv Opposition-formelle vum Statsrot du gemaach ginn ass. Mir haten deemools als DP-Fraktioun géint dat Gesetz gestëmmt.

Bon, dat viséiert Zil vun där aler CSV/LSAP-Regierung war, fir dem grousse Mangel u bezuelbarem Wunnraum Paroli ze bidden an hei Remedur ze schafen. Deemools haten och verschidde Riedner, ënner anerem - kann ech mech erënneren - den Här Bodry, deen dozou geschwat hat, gesot, et misst een dann an zwee, dräi Joer kucken, wat déi éischt Effete vun deem Gesetz wieren, well da kéint een dat dann och déi éischte Kéier feststellen, da missten op alle Fall déi éischt Effete sech bemierkbar maachen.

Et ass also scho sënnvoll, wa mer haut e klenge Bilan maachen, obwuel ee sech kéint virstellen, datt ee méi eng grouss Debatt zu deem Sujet hei kéint hu wéi just elo eng Heure d'actualité. Bon, all mir Membere vun der Logementskommissioun beschäftegen eis jo och regelméisseg mat den Zuelen, ënner anerem mat deenen, déi mer vum Observatoire de l'Habitat kréien. An einfach eng Konklusioun - d'Madame Spautz huet se och scho gesot -: Et ass keng Verbesserung festzestellen!

Au contraire, laut deene leschten Donnéeën, déi mer do kruten, sinn d'Präisser lues amgaang ze klammen. Bei den Haiser war e klenge Knacks dran, et ass op héijem Niveau bliwwen am Ufank vun der Kris, mä do geet et nun eben an d'Luucht. Och virun allem bei den Appartementshaiser, bei de Studioe ginn d'Präisser ebe wierklech an d'Luucht. Och d'Demande fir Wunnenge bleift weider op engem ganz héijen Niveau. Iwwer 3.000 nei Wunnenge bräichte mer d'Joer, mä déi sinn net do.

Dat weist also ganz kloer, datt de Pacte logement seng Ziler net erreecht huet. Wann d'Regierung dat net esou gesäit, da wier ech frou, datt mer dann aner Zuelen hei gesot géife kréien, wéi déi, déi mer an der Chamberskommissioun virgeluecht kruten.

Et muss een also feststellen, datt de Pacte logement déi erwënschten Effeten nach bis elo net bruecht huet. Wunnen ass also nach wie vor eng ganz deier Ugeleeënheet hei zu Lëtzebuerg, an et stellt een och fest, et geet net schnell genuch virun. Dat huet wahrscheinlech domadder ze dinn, datt och d'Prozeduren nach net vereinfacht gi sinn an datt och dat onzoulänglecht Gesetz vum Michel Wolter vun 2004 iwwert den Aménagement communal nach ëmmer net reforméiert ginn ass, datt do och ganz vill Rechtsonsécherheet an de Gemenge weiderhi besteet. Mir hunn dat jo och gëschter am Kader vun den Debatte vum Médiateur hei méi wéi eng Kéier ze héiere kritt.

Deemools hat dann och d'Majoritéit geduecht, fir d'Gemengen an deen Effort mat anzespanen - wat keng falsch Iwwerleeung ass -, andeems haaptsächlech mat boerer Mënz gelackelt ginn ass. Doduerch hunn dann och eng ganz Rei Gemengen am Land de Pacte logement ënnerschriwwen, well se versprach kruten, datt se pro neien Awunner dann eng Kapp-Prämie géife kréien. Dat hat natierlech och aner onerwënschten Nieweneffeten, well eng Rei Gemengen, déi zum Beispill net am IVL virgesi waren, fir sech weider ze développéieren, elo mat Suen encouragéiert ginn, fir Wunnraum ze schafen. Da gëtt hott an har geplangt an den Drock op d'Gréngzone gëtt ëmmer méi grouss, och wann nach innerhalb vun der Gemeng, innerhalb vun den Dierfer Plaz wier, fir do ze wunnen.

Et läit och nach ëmmer kee Plan sectoriel «Logement» vir, an ech kann nëmmen dat widderhuelen, wat ech schonns bei dem Débat iwwert den Nohaltegkeetsplang gesot hunn: De Moment gëtt eng Wunnengsbaupolitik bedriwwen hei zu Lëtzebuerg, déi weder nohalteg ass nach an eng sënnvoll Landesplanung passt.

Här President, meng Zäit ass relativ knapp bemooss. Ech kéint eigentlech am Résumé soen: Ech ka mech all deene Kritiken, wierklech all deene Kritiken, deenen haarde Kritike vun der honorabeler Madame Spautz einfach nëmmen uschléissen. Domadder wier eigentlech alles gesot. Et bleift einfach e Bilan no ronn zwee, dräi Joer Pacte logement...

(Interruptions)

Ee Fazit: Bezuelbare Wunnraum ass nach wie vor eng Mangelwuer hei zu Lëtzebuerg. Et ass deier, fir hei ze wunnen, an et ass schwéier, fir iwwerhaapt eng Wunneng ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären... Oh, den Här Minister ass de Moment net do, mä da fänke mer emol einfach un. Bon, et ass och kee Muttwëll, dass mer haut eng Heure d'actualité maachen iwwert de Pacte logement respektiv iwwert de Bail à loyer. Ech wëll mech an där kuerzer Zäit awer haaptsächlech éischter mam Pacte logement da beschäftegen.

E Pakt mat de Gemengen anzegoen an ze hoffen, dass a sech de Problem vun der Wunnengsnout aus der Welt geschaf gëtt, konnt no eisen Iwwerleeungen net opgoen, besonnesch och dann, wann den Defizit esou grouss ass, wëssend awer, dass d'Gemengen och am Beräich vun dem soziale Wunnengsbau awer nach mussen Effortë maachen.

Besonnesch kritesch ware mir och beim Pacte logement, well en entgéint allen Orientéierunge vun der sougenannter IVL-Etüd war, eng IVL-Etüd, déi eng ganz Rei vu sektorielle Pläng a sech presentéiert huet, wou ënner anerem och de Wunnengsbau sollt koordinéiert a méi zilorientéiert ugaange ginn. Leider feelt nach ëmmer dee sektorielle Wunnengsbauplang, esou dass mer och do nach ëmmer op dee waarden. Och d'Verantwortung vum Logement wëllen op d'Gemengen ofzewälzen, war vun Ufank un de falsche Wee, och wann dat Ganzt - wéi ëmmer - mat Sue verséisst gouf.

Mir bleiwe weiderhin der Iwwerzeegung, dass dëse Pakt net dat richtegt Instrument ass, fir eng koordinéiert a landesplaneresch Wunnengspolitik fir Lëtzebuerg ëmzesetzen. Mä dass d'Gemengen dat net eleng meeschtere kënnen, ass och gewosst. Si hunn awer och scho vill gemaach. Et däerf een net vergiessen, dass mir nach all Joer ëm 6.000 bis 7.000 Leit wuessen. Déi Leit, déi sinn iergendwou ënnerkomm an dat ass natierlech och ëmmer an de Gemenge gewiescht.

D'Erkenntnis, dass d'Gemengen Hëllef brauchen, schéngt jo och beim neie Wunnengsminister mëttlerweil ukomm ze sinn. Mir fannen et och dofir gutt, dass déi Initiativ ergraff ginn ass, dass de Minister an déi eenzel Regioune gaangen ass, fir och zesumme mat de Gemengen no Léisungen ze sichen. Wann déi Réuniounen och mat vill Succès verbonne waren an och eenzel Gemenge schonn eegen Initiativen ergraff hunn, fir mam Minister ze kucken, fir am Wunnengsbau eppes ze ënnerhuelen, weist et awer, dass nach eng ganz Rei vun Defiziter bleiwen, net nëmmen déi Defiziter, wat d'Hellefstellungen ubelaangt, mä

insbesondere wat Defiziter ubelaangt fir d'Ëmsetzung vun deem Pacte logement.

Mir sinn nach ëmmer der Meenung, dass eng Wunnengsgesellschaft, déi ausschliesslech op d'Gemengen zougeschnidden ass, nach ëmmer feelt an och bluttnoutwendeg ass. Niewent de Sue sinn et virun allem awer och déi logistesch Ressourcen, déi feelen, dat heescht, insbesondere fir am Foncier kënnen aktiv ze ginn. En Opérateur foncier public brauche mer nämlech, fir Wunnengsbau, insbesondere Terrain ze mobiliséieren. Dat ass och nozeliesen an engem OCDE-Rapport vum Mäerz, wou ganz kloer steet, dass d'Mobiliséierung nëmmen iwwer e „Public" ka goen, an dat mat staatlecher Ënnerstëtzung.

Et feelen nach ëmmer Wunnengen, besonnesch am ënneschte Präissegment. D'Präisser bleiwen nach ëmmer vill ze héich. Dat gouf virdru ganz ausdrécklech betount vu menge Virriedner. Fir déi gréng feelt awer nach ëmmer déi méi fundamental Debatt iwwert d'Orientéierung, iwwert de Wéi a Wou mer iwwerhaapt wëlle wunnen. Do stellt sech d'Fro: Ass de véierprozentege Wuesstum, dee mir nach ëmmer wëllen ustriewen, kompatibel mat eisem Wonsch ëmmer no deem freiliegenden Einfamilienhaus? Wat verdréit eist Land nach vu Versigelung?

An enger rezenter Etüd - déi virgestallt gouf vum Mouvement écologique - vum Här Ewringmann gouf ganz kloer drop higewisen, dass mer, wa mer mat därselwechter Entwécklung weiderfueren, eng Versigelung bis 2050 vu 50% vun eisem Land ustriewen. Haut si mer bei 13,5%. 1970 ware mer bei 6,4%. Dat heescht, mir hunn eng Verdueblung innerhalb vun 30, 40 Joer. Mat därselwechter Entwécklung, déi mer de Moment amgaange sinn, hu mer erëm eng Verdueblung, da komme mer op 25%, 26% bis 30%, wa mer keng aner Wunnengspolitik wëlle maachen.

Une voix.- Da gesäit et hei aus wéi zu Monaco.

(Interruptions)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- De Pacte… Neen! De Pacte logement verstäerkt nämlech ganz kloer déi Richtung an e verstäerkt net déi zentral Orter, déi mer wollte festleeën, zentral Orter, déi innerhalb vun der IVL-Etüd festgeluecht goufen, fir déi weiderzeentwéckelen. Mä éischter d'Gemengen, d'Gemengen am ganze Land hunn eng Entwécklung, eng Feelentwécklung, wat weiderhin zu enger Versigelung féiert.

Zum Schluss vläicht nach ee Wuert, dat ass: Insbesondere musse mer d'Wunnengssubventioune radikal changéieren. De Moment ass d'Prioritéit nach ëmmer op Propriétéit. D'Propriétéit, wat awer zu där iwwerdriwwener Präisentwécklung bäigedroen huet…

M. le Président.- Här Kox, Dir misst awer elo esou lues dann zum Schluss kommen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Just nach ee Saz an dat ass de Saz aus dem OCDE-Bericht, do steet: «…un des principaux effets de ces subventions…», also d'Propriétéit an de Vierdergrond ze stellen, «…de la demande est de faire augmenter les coûts de logement», also eng selwergemaachten, hausgemaachten Aktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Elo kritt nach d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Pacte-logements-Gesetz huet e positivt Resultat gehat fir d'Gemengen, déi anstatt 13 Milliounen Euro d'Joer, wéi et budgetiséiert wor, elo 24 Milliounen Euro d'Joer kréien. Dat freet de Budgetsminister. Mä um Niveau vum Logement ass den Effet esou, wéi mer et gesot haten: null! Well de Kommunismus näischt bréngt!

(Interruption)

An, datt een hei gesäit, datt effektiv Schwieregkeeten…

(Interruptions)

…Schwieregkeeten, déi hei, hei un der…

(Interruptions)

Woufir geet et am Wunnengsbau net virun? Woufir ass dat alles? Dat ass, well et bei grousse PAPe bis sechs Joer a méi dauert, bis se duerch sinn.

(Interruption)

An där Zäit gëtt net investéiert, d'Suen, d'Prête lafen. Do läit d'Schwieregkeet vum Wunnengsbau.

Une voix.- Ass et zu Fréiseng méi séier gaangen?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An et ass do…, dann op Niveau vun de soziale Mietwunnengen. Ech verstinn, datt hei…

(Interruptions)

…ëmmer méi gefrot gëtt, fir…

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Henckes nozelauschteren!

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech mengen, dat, wat hei bedauert gëtt, wat mir bedaueren, dat ass, datt 80% subsidiéiert ginn…

(Interruption)

…fir wann esou Privatwunnenge vum Stat gebaut ginn, Mietwunnengen. Mä déi privat Entreprise kréie kee Rouden a kee Wäissen, doduerch geet et net virun. Dat Zweet ass: De Stat an d'Gemengen an de Fonds du Logement baue méi deier wéi de private Secteur.

Bref, wat mir gären hätten, dat ass, datt déi privat Promoteuren dann och kéinte sozial Mietwunnenge bauen an dovunner subsidiéiert ginn. Mir mengen och, datt d'PAPe misste méi séier iwwert d'Bühn goen, datt de Stat och muss kucken, datt d'Gemengen hir Leeschtunge maachen um Niveau vun dem Accueil vu Strummerten, vun Drogéierten. An ech fuerderen d'Regierung op, fir datt endlech zu Esch eppes geschitt an där Hisiicht, well soss sëtzen d'Leit do op der Strooss oder si mussen an aner Gemengen oder an aner Famillje goen. Do ass et, wou Nout um Mann ass.

Dat gesot, mengen ech, Här Minister, et muss eppes geschéien, an dat hänkt just nuren zu 90% un de Prozeduren, déi musse méi séier ginn. Ech hoffen, datt do eppes gemaach gëtt.

An eng lescht Suggestioun, mat där kommen ech ëmmer erëm: Fir déi effektiv sozial Nofro u Mietwunnengen a bëllege Wunnengen ze kréien, misst eng zentral Ulafstell do sinn, wou dat gesammelt gëtt, anstatt datt elo déi eenzel Donnéeën additionnéiert ginn, well verschidde Leit op dräi, véier oder fënnef Plazen eng Demande stellen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert de Wunnengsbauminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol wollt ech eigentlech soen, datt ech frou si fir déi Initiativ, déi geholl gouf, datt ech d'Méiglechkeet hunn, iwwer e gesellschaftlech ganz relevante Problem hei ze diskutéieren, iwwert d'Wunnen.

(Interruption)

Ech wëll fir d'Éischt soen, datt d'Bail-à-loyers-Gesetz vum September 2006 ënner mengem Virgänger - mengen ech - dee richtege Wee war, fir derfir ze suergen, datt verstäerkt vun de Bailleuren an de Logement investéiert gëtt, a virun allem och, datt d'Rehabilitéiere vun ale Wunnenge virugedriwwe gëtt. Ech mengen, datt dat ganz wichteg war zu deem Moment. Dat ass dat eent.

Op där anerer Säit ass awer gekuckt ginn, fir e gesonden Équiliber ze fannen tëschent de Rechter vun deene Leit, déi lounen, a vis-à-vis vun den Investissementer, déi musse geholl ginn an de Locatif zu Lëtzebuerg. Ech wollt Iech e puer Zuele presentéieren, déi weisen, datt et genau an déi do Richtung goung duerch dat Gesetz vun 2006. Ech wëll net op d'Avantage fir de Bailleur respektiv fir de Locataire weider agoen. Ech mengen, d'Gesetz ass hinlänglech bekannt.

Ech wollt awer op e puer Statistiken agoen. Dat Gesetz huet ganz sécher méi Rechtssécherheet bruecht an et huet och ganz sécher - mengen ech - derfir gesuergt, datt de Marché méi ausgeglach ginn ass. Dat heescht net, datt d'Präisser erofgaange wieren. Ech soen awer och e puer Wuert dozou.

Ech hunn d'Zuelen aus engem Panel socio-économique „Liewen zu Lëtzebuerg". Dat ass eng Enquête, déi europäesch gefouert gëtt, wou 3.500 Stéit regelméisseg gekuckt ginn, eben och zu Lëtzebuerg. Iwwer Jore gëtt déi Enquête gemaach an déi weist, datt, wéi gesot, an deene Jore vun 2002 - d'Gesetz koum 2006 - bis 2009/2010 eigentlech an deem Sënn keng grouss Changementer waren, ausser an deenen zwee leschte Joren, d'Jore vun der Kris. Och do sinn d'Zuele relativ däitlech. Et heescht och net, datt nach ëmmer an och méi Leit a prekär Situatioune kënnen erarutschen. An och hei huet d'Kris ee ganz groussen Undeel drun.

Vläicht eng Zuel vun de Locatairen zu Lëtzebuerg respektiv de Propriétairen. Bis elo ass - wann ee kuckt vun 2002 bis 2007 - d'Zuel vun de Propriétairë stänneg an d'Luucht gaangen. 2007 war dat éischt Joer, wou se liicht gefall ass. Mir si bei 70,48% Propriétairen zu Lëtzebuerg. An och eng Zuel, déi vläicht dobaussen net esou bekannt ass: 5,6% vun de Familljen zu Lëtzebuerg wunnen a subventionéierte Logementer an de Gemengen, awer och a Wunnenge vum Fong an och an enger Partie Wunnengen doriwwer eraus.

E puer Wuert zu de Loyeren. D'Loyeren, e Marchéspräis, ouni Iech elo mat Zuelen hei ze vill zouzedecken, e puer méi interessanter: Total vun de Locatiounen zu Lëtzebuerg, do sinn 2004/2005 d'Loyere méi séier eropgaangen, wéi dat 2007/2008 de Fall war.

Et muss een awer och kucken, de Loyer an der Moyenne 2004 louch bei 7,702 Euro de Metercarré; 2008 bei 8,20. Dat heescht, bei de Wunnengen ass och zum Deel d'Fläch erofgaangen. Dat ass bei den Haiser.

Bei den Appartementer si keng grouss Changementer ze gesinn. Do sinn d'Loyeren insgesamt vun 2004 bis 2008 liicht eropgaangen. Dann, wann ech d'Loyere bei de Locatairë kucken, déi d'Wunneng changéiert hunn, do ass de Präis insgesamt eropgaangen, währenddeem de Loyer u sech 2008 méi niddreg war, en nämlech bei 1.009 Euro louch vis-à-vis vun 2004 bei 1.107 Euro. Nach eng Kéier, d'Surface moyenne ass awer och do erofgaangen.

Dann, bei deenen neie Locatioune vun Appartementer hu mer eng liicht Augmentatioun. Datselwecht gëllt fir d'Loyere vun de Locatairen, déi schonn zéng Joer oder driwwer e Logement occupéieren. Do ass d'Augmentatioun zum Deel méi héich. Do variéiert se vun 2004 vu 574 Euro op 2008 bei 641 Euro.

Dann zum Schluss vläicht nach an deem Beräich e puer Statistiken iwwert d'Demande vu Leit, vu Familljen, déi eng sozial respektiv eng Wunneng wëllen hunn am subventionéierte Wunnengsbauberäich. Do hu mer och dräi Gemengen ugeschriwwe gehat: d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch an d'Stad Diddeleng, fir eng Partie Zuele gewuer ze ginn, wou ech och wëll Merci soen, datt mer do e Feedback kruten.

Wann ech d'Stad Esch kucken, do ass d'Demande effektiv kontinuéierlech an d'Luucht gaang. 2002 war déi bei 224. Haut ass se bei 444; 2010. Se ass also kontinuéierlech an d'Luucht gaangen.

Bei der Stad Lëtzebuerg war dat méi en Op an en Of. 2004 war se op 358. 2009 ass se bei 352. Also si se quasi d'selwecht bliwwen. Beim Fong sinn d'Demandë stänneg erofgaange bis dëst Joer eigentlech, wou se erëm op deeselwechten Niveau geklomme si wéi 2002, nämlech op 1.358 Demanden. Dat huet ganz sécher mat der Kris ze dinn. Och mat der Kris huet et ze dinn, datt se bei der Stad Lëtzebuerg liicht an d'Luucht gaange sinn, an och bei der Stad Esch, wéi gesot, éischter eng kontinuéierlech Augmentatioun.

Dann d'Zuel vun den Dossieren, déi vu Loyerskommissiounen traitéiert ginn. Déi ass eigentlech stänneg erofgaange vun 2002 79 Dossieren zu Lëtzebuerg-Stad, an 2009 nach just 14 Dossieren. Bei der Stad Esch ass dat vu sechs op véier erofgaangen, mä ass awer ëmmer zimlech stabel bliwwen. Bei der Stad Diddeleng sinn zwee Dossieren d'Joer, déi vun der Loyerskommissioun traitéiert ginn.

An dann eng lescht Statistik vun den Déguerpissementer, also Zwangsräumungen. Do leie mer 2003 bei der Stad Lëtzebuerg bei 89; 2009 bei 69. Déi offiziell Zuele weise liicht no ënnen. Bei der Stad Esch gi se liicht an d'Luucht: 25 2002 op 31 2009. Dat sinn déi offiziell Zuelen. Et ass awer net falsch, datt sech dann och do ganz dacks verschidden Déguerpissementer net an der Statistik erëmfannen.

D'Zuel vun de Wunnengen huet natierlech zougeholl. Dat ass keen Zweifel. Mä do sinn déi Tendenzen awer zimlech däitlech. Dat heescht, ofschléissend wëll ech soen, datt, mengen ech, d'Gesetz vum Bail à loyer - ech soen et nach eng Kéier - méi Rechtssécherheet bruecht huet, de Marché zum Deel méi ausgeglach gouf an an engems awer och eng Incitatioun koum, fir verstäerkt an de Locatif ze investéieren.

Da wollt ech eppes zum Pacte logement soen. Ech sinn der Meenung, datt dat dee richtege Wee war, well ech der Meenung sinn, datt d'Gemengen eigentlech de privilegéierte Partner musse si vun enger Regierung, well jo och grad si d'Planungshoheit hunn, an datt een hinnen och muss d'Moyenë ginn, fir do eng Hand unzepaken. Ech denken och - ech wollt dem Henri Kox dat soen -, 101 Gemenge kënne sech eigentlech net iren. Et sinn der och nach zwou, dräi, déi ënnerwee sinn, fir dem Pacte logement bäizetrieden.

(Interruptions)

Réimech ass och derbäi. Jo, jo.

Une voix.- Mir si jo eng IVL-Gemeng!

(Interruptions)

Une autre voix.- Mir loossen eis dach net kafen, Här President!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Ech mengen, datt dat Gesetz dee richtege Wee war, fir de Wunnengsbau zu Lëtzebuerg ze promouvéieren. Dat ass wesentlech.

M. le Président.- Ech hätt elo emol gär, datt Der dem Här Schank hei nolauschtert. Ech fannen, et ass immens vill Exitatioun de Mëtteg hei am Plenum.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Et ass waarm.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et ass hinnen all ze waarm.

(Interruptions)

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Ech mengen, datt dat Gesetz eigentlech och de Wee war, fir substanziell d'Offer vu Logementer an d'Luucht ze

d'Chamber online op
www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

setzen an d'Präisser ze drécken. Ech soen herno e puer Zuelen, fir dat och ënner Bewäis ze stellen.

Ech mengen, datt, wann ech kucken, virdrun ass dee sougenannte Pèlerinage ugeschwat ginn. Ech hunn den Tour gemaach vun de Gemengen zu Lëtzebuerg, ech hunn 92 Schäfferéit begéint, a vun deem Deel, deen ech net begéint hunn, déi ware bei mer oder ech hu mech bei si déplacéiert. Dat heescht, et mierkt een awer, datt eng ganz grouss Dynamik ass an datt de Wëllen, fir am Wunnengsbau eppes ze maachen, gewuess ass.

Ech muss awer soen, dat ass awer och op d'Initiativ vum Pacte logement zréckzeféieren. Well ganz laang… Dir wësst, Wunnengsraum erschléissen ass keng Mission obligatoire vun de Gemengen zu Lëtzebuerg! An awer ass dat ee ganz wesentlechen Aspekt vun enger kommunaler Politik. Ech mierken duerch déi Dynamik, déi dobaussen entstanen ass, dass d'Gemengen net nëmme probéieren, fir zousätzleche Wunnengsraum ze erschléissen, mä och subventionéierte Wunnengsraum ze erschléissen. Dat ass ganz däitlech ginn.

Ech hunn - et ass scho virdrun erwähnt ginn, mengen ech, vum Här Oberweis - virun e puer Méint deen néngte Fënnefjoresplang presentéiert mat knapps 9.000 Wunnengen. Een Impakt vu 500 Milliounen Euro, déi de Stat do investéiert. An dee gesamten ekonomesche Pakt fir de Lëtzebuerger Bausecteur, d'Ekonomie, well jo och nach d'Promoteurs publics virun allem mat indigènen Entreprisë schaffen, läit bei zwou Milliarden.

Ech muss soen, datt awer quasi all Dag nach Projete bäikommen, datt d'Gemenge sech quasi nach all Dag mellen, fir ze soen: Majo, mir wëlle matmaachen. Ech wäert och nach e puer Zuelen nennen am Kader vum Pacte logement.

Ech mengen net, datt et néideg ass, op déi eenzel Punkte vun deem Gesetz anzegoen. Et gëtt ëmmer Pacte-logements-Gesetz genannt. Mä ech mengen, déi véier aner Achse si wuel esou wichteg, wéi d'Konventioun, déi d'Gemenge mam Ministère maachen.

D'Virkafsrecht ass schonn ugeschwat ginn. Leider gëtt et nach ze vill rar gebraucht. Mä et gëtt awer gebraucht. An ech weess Gemengen, déi et gebraucht hunn, déi haut drop schwieren. Déi soen: Dat ass ee Moyen, fir offensiv Wunnengsbaupolitik an der Gemeng ze maachen. Am Kader vun der Diskussioun, datt d'Gemengen amgaang sinn, d'PAGen nei ze maachen, am Kader vun dem PS Logement, deen um Wee ass. Ech mengen, datt dat e ganz wichtegen Outil ass.

Dann deen aneren, deen ugeschwat ginn ass, vun der Taxe spécifique. Do ass bis elo effektiv offiziell… Also, et ass keng autoriséiert Taxe spécifique vum Intérieur, déi um Dësch läit, mä ech weess awer Gemengen, déi mir - d'Stad Esch huet sech virdu geoutet - am Kader vum Pèlerinage gesot hunn: Ma, mir sinn amgaang, un engem Projet ze schaffen.

Dat ass net esou einfach, dat ass kloer. Mä ech mengen, de fréiere Wunnengsbauminister huet de Gemengen dee Moyen do nieft aneren an de Grapp ginn, an da soll een dervu profitéieren.

Dann och nach eppes, vun deem net vill Gebrauch gemaach gëtt, dat ass den Droit vun der Emphytéose, den Droit de superficie. Mä d'Gesetz adaptéiert déi zwee Droiten, wann een esou wëllt, op déi heiteg Exigenzen, op déi heiteg Noutwendegkeeten. Dat ass och e ganz wichtege Saz.

An dann d'Mesures fiscales, déi jo och an dat Gesetz agefloss sinn, wou d'Personnes physiques Terrainen un de Stat respektiv d'Gemeng verkafen, datt se da keng Akommessteier bezuelen. An och déi Ëmännerungen am Kader vum 79er Gesetz an am Gesetz vun 2004, d'Obligation de construire.

Dann déi 10% pro Hektar Logements à coût modéré. Alles dat, mengen ech, si ganz wesentlech Bestanddeeler.

Ech wollt awer e puer Saachen, Statistiken nach soen.

Éischtens huet de Wunnengsbauminister et dahingehend net méi einfach kritt, wann ech eis Croissance démographique kucken. Ech war virun zwou Wochen zu Toledo am Kader vun der spuenescher Présidence, wou d'Wunnengsbauministeren an d'Stadentwécklungsministere beienee waren. Do ass dann och an der europäescher Statistik ganz kloer erauskomm: Lëtzebuerg ass - do ass nach just Zypern ganz hanne mat enger ganz spezifescher Entwécklung - dat Land mat där gréisster demographescher Entwécklung.

Wann een d'Zuele kuckt vun 1990 bis 2010, si mir ëm 122.000 Unitéite gewuess. Dat sinn iwwer 32%; mat natierlech enger gesellschaftlecher Entwécklung mat ganz vill Singlestéid, mat Zweckentfremdung vu Wunnengen, déi vu verschiddene Gemenge gesteet ginn, wéi d'Stad Lëtzebuerg.

(Interruptions diverses)

Ma neen, wou déi jo och dergéint virginn!

(Interruptions)

Da wollt ech nach eppes soen zu den Autorisations à bâtir, zu de Baugenehmegungen. Do ass et esou, datt regional immens grouss Ënnerscheeder sinn. 2008 ass d'Zuel erofgaangen - déi éischte Kéier, währenddeem se ganz laang eropgaangen ass -, minus 18,6% zu Lëtzebuerg, 2009 nach eng Kéier minus 8%. An der Stad Lëtzebuerg ass de Contraire geschitt, mat plus 12,9% an 2008 an 2009 nach eng Kéier plus 14,7%, wou d'Genehmegungen eropgaange sinn.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- An da muss een an deem Kontext vun engem Attentisme...

Une voix.- …aus der Stad huet dat net matkritt, Här Minister.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Et muss ee vun engem Attentisme schwätzen. Dat heescht, mir hunn elo dee Phenomeen, deen nach ëmmer sech net… - wou ech zwar mierken, datt e lues ophéiert - mä deen, datt déi Leit, déi investéiert hunn, déi verkafen, déi verlounen, datt déi waarden, well se d'Präisser wëllen halen, an datt déi, déi loune ginn, an déi, déi kafe ginn, datt déi waarden, datt d'Präisser erofginn. Dat ass och de Grond, firwat datt zum Deel méi gelount gëtt.

Ech wollt dann nach soen, datt tëschent 1997 an 2007 26.000 Logementer op de Maart koumen, 2.366 Unitéiten d'Joer, an 2007 war dat éischt Joer, wou iwwer 3.000 Logementer gebaut goufen. Mat der Zäitverschiebung natierlech elo vun den Autorisations à bâtir, déi erofginn, muss ee kucken, wéi dat weidergeet.

Da Statistiken zum Pacte logement nach, fir ofzeschléissen. Ech hu gesot, 101 Gemengen hunn de Pakt signéiert. An un deene Konventiounen hänke jo Projeten drun: Un deene Konventiounen hänken 1.300 Projete mat 47.475 Logementer drun.

(Interruptions)

Ech géif mengen, datt dat keng Theorie ass. Wann ech kucken, ech hunn och déi Zuelen, wann ech kucken, wat gebaut gëtt: 416 Projete sinn am Bau vun deenen 1.300, 324 sinn an der Planung an 278 sinn an der Prozedur, just fir ze soen. Ech mengen, datt déi Zuelen däitlech sinn.

Fir och nach eppes zu Suen ze soen: An deene leschte Joren, an de leschte véier Joer vun 2008 bis haut huet de Stat de Gemengen insgesamt 44 Milliounen iwwerwisen. Wann ech déi zwee Joer derbäirechne bis 2011 nach mat, kommen ech op 97.740.000 Euro. Dat heescht, dat wäert an Zukunft nach de Stat de Pacte logement kaschten, mä mat deene Sue maachen d'Gemenge jo eppes Sënnvolles. D'Gemengen investéieren a Kläranlagen, a Schoulen, si investéieren a kulturell oder sportlech Infrastrukturen, a Réseaue virun allem, Infrastrukturen. An esou war et och geduecht!

Ech wollt ganz zum Schluss och nach vläicht op zwou Froe just äntwerten, wann de President mer...

M. le Président.- Jo, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Ech wollt awer och der Madame Spautz soen, datt ech haut de Moien eng Lettre circulaire approuvéiert hunn wéinst de Chambres à café, wou ech de Gemengen einfach och déi Méiglechkeet soen, wéi se kënne géint de Surpeuplement, wéi se kënne géint d'Exploitatioun vun den Occupanten, wéi se kënne géint d'hygienesch Zoustänn och virgoen. Ech mengen, dat ass och e wesentlechen Aspekt.

Da sinn ech och amgaang, déi Gesetzer ze finaliséieren, Projets de loi, déi no der Summervakanz wäerten an d'Regierung, an de Conseil respektiv hier an d'Chamber kommen: dat vun der Location-vente, dat heescht, datt Leit, déi net d'Méiglechkeet hunn, net dat Kapital hunn, fir sech eng Wunneng kënnen ze kafen, datt déi déi Méiglechkeet kréien, wa se lounen, an och d'Allocation logement, dat heescht, en zäitlech begrenzt Wunngeld fir déi Leit, déi e Schicksalsschlag erlidden hunn. Och do deem ze entspriechen, ech mengen, datt dat ganz wichteg ass.

E leschte Saz: Ech sinn och amgaang, un engem Gesetz ze schaffen, fir de Fong ze restrukturéieren, datt de Fong méi nach déi Entwécklungsgesellschaft gëtt, méi dee Global Player gëtt, dee mer brauchen, fir an der Siedlungsentwécklung zu Lëtzebuerg aktiv ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wunnengsbauminister.

Domadder si mer um Enn vun eiser Diskussioun a gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 13., 14. a 15. Juli virgesinn. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.06 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 40, 41 et 42

Communications page 558

Ordre du jour pages 558-559

Débat d'orientation sur le programme de travail de la Commission européenne pages 559-566

Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine pages 566-567
page 569

6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle pages 567-569

6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes page 569

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la réorganisation des lignes d'autobus RGTR suite aux déclarations gouvernementales pages 570-573

Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2008-2009) pages 573-584

5904 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats

- du Code du Travail

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

- de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État

- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

- de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre pages 585-590

Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'Aide aux Victimes d'infractions pénales pages 590-591

6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national pages 591-592

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la mise en œuvre et l'évaluation de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer et de la loi du 22 octobre 2008 concernant le pacte logement pages 592-595

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°16** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0629	Marc Spautz	Autorisation d'établissement définitive
0648	Jean Colombera	Pollution des rivières luxembourgeoises
0654	Jean Colombera	Compétitivité du secteur de la santé
0658	Jean Colombera	Informatique médicale
0678	Félix Braz	Conseil national pour Étrangers
0700	Marc Angel	Réduction des dépenses auprès de l'OTAN
0701	Jean Huss	Don de sang
0706	Camille Gira	Courriel xénophobe d'un membre de la direction générale de la Police grand-ducale
0707	Jean Colombera	Test HIV dans le cadre d'autres examens médicaux
0709	André Bauler et Fernand Etgen	Orientation professionnelle
0711	Gast Gibéryen	Accidents mortels contre des arbres
0713	Xavier Bettel	Paiement de l'indemnité pécuniaire de maternité
0715 cf. 0717	Claude Haagen	Plans de réforme et de restructuration des brigades mobiles motorisées de l'Administration des Douanes et Accises
0716	Fernand Etgen	Qualité des eaux de baignade
0717 cf. 0715	Fernand Etgen	Restructuration de l'Administration des Douanes et Accises
0719	Mill Majerus et Marc Spautz	Prise en charge de certains équipements
0730	Jean Colombera	Forfait d'éducation (Mammerent) et enfants placés
0732	Jean Colombera	Interdiction de fumer dans les chambres d'hôtel
0751	Jean Colombera	Internet à haut débit
0752	Marcel Oberweis	Crise alimentaire au Niger

Question 0629 (6.5.2010) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**autorisation d'établissement définitive:**

L'article 4 de la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, prévoit que «En cas de départ de la personne qualifiée chargée de la gestion d'une société... Une autorisation provisoire, valable pour six mois, peut être accordée, afin de permettre l'engagement d'une personne qualifiée chargée de la gestion ou de la direction remplissant les conditions légales…». Ces autorisations provisoires peuvent être accordées pour une durée maximale de 12 mois afin de permettre à l'entreprise d'engager une personne chargée de la gestion de l'entreprise qui remplisse toutes les conditions d'honorabilité et de qualifications professionnelles exigées par la loi de 1988 pour l'obtention d'une autorisation d'établissement définitive. À défaut de vérification de ces conditions dans le chef du demandeur, le Ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement ne pourra pas réserver une suite favorable à une demande d'autorisation d'établissement définitive de sorte que l'entreprise devra, in fine, cesser ses activités.

Cette situation n'est pas sans produire des conséquences sur les salariés de l'entreprise et notamment ceux engagés sous le couvert de l'autorisation d'établissement provisoire. Conformément à l'article L. 521-6 alinéa 1 du Code du Travail le droit au paiement des indemnités de chômage naît notamment après une période d'emploi d'au moins vingt-six semaines au cours des douze mois qui précèdent l'inscription de l'ancien salarié comme demandeur d'emploi auprès des bureaux de placement publics. Il s'ensuit que le salarié qui a perdu son emploi, suite à la déchéance de l'autorisation d'établissement provisoire de son employeur, devrait figurer parmi les bénéficiaires potentiels des indemnités de chômage.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, s'il existe des considérations particulières, liées au refus de décerner une autorisation d'établissement définitive, qui seraient de nature à empêcher un salarié engagé sous le couvert d'une autorisation d'établissement provisoire à faire valoir ses droits au paiement des indemnités de chômage?

- Quelles sont les répercussions sur la protection sociale du salarié concerné et de sa famille?

Réponse commune (19.7.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En matière d'indemnités de chômage, il y a lieu de relever que le salarié qui perd son emploi suite au refus d'une autorisation d'établissement définitive est admis au bénéfice des indemnités de chômage complet aux mêmes conditions que tous les autres demandeurs d'emploi.

En effet, s'il répond aux critères des articles L.521-3 et L.521-6 du Code du Travail, c'est-à-dire entre autres s'il a travaillé pendant au moins 26 semaines au cours des douze mois précédant le jour de l'inscription comme demandeur d'emploi auprès des bureaux de placement publics, il a droit à une indemnisation.

Quant aux répercussions sur la protection sociale du salarié et de sa famille, il y a lieu de préciser que l'article 18, alinéa 2 du Code de la Sécurité sociale dispose qu'«en cas de cessation de l'affiliation, le droit aux prestations de soins de santé est maintenu pour une durée à fixer par les statuts qui ne peut être supérieure à une année».

Or, les dispositions afférentes de l'article 8 des statuts de la Caisse nationale de Santé sont conçues comme suit:

«En cas de cessation de l'affiliation, le droit aux prestations de soins de santé est maintenu pour le mois en cours et les trois mois subséquents, ce à condition que la personne protégée ait été affiliée pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation. La condition de continuité de l'affiliation ne vient pas à défaillir par une interruption de moins de huit jours.

Ce droit est maintenu en outre:

a) pour les maladies en cours de traitement au moment de la cessation de l'affiliation, pendant trois mois supplémentaires...».

Au cas où l'intéressé ne remplit pas la condition de stage ci-dessus, l'article 2 du Code de la Sécurité sociale prévoit que «la personne qui est âgée de dix-huit ans au moins, qui réside au Grand-duché de Luxembourg et qui perd la qualité d'assuré ... peut demander à continuer son affiliation. Cette demande doit être présentée au Centre commun de la sécurité sociale sous peine de forclusion dans un délai de six mois suivant la perte de l'affiliation».

Question 0648 (12.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **pollution des rivières luxembourgeoises:**

Das Gesundheitsministerium veröffentlichte eine Mitteilung, dass es abzuraten sei, Aale aus Luxemburger Gewässern zu essen, da diese Fische in den vergangenen Jahren durch verschiedene Substanzen verseucht wurden. Dies unter anderem durch polychlorierte Biphenyle, die extrem giftige und Krebs auslösende Substanzen sind. Höchstens seien ein Mal pro Monat Weißfische aus nationalen Gewässern zu essen und den Kindern wurde angeraten, keine Weißfische aus Luxemburg zu essen. Auch dürfen diese Fische nicht im Handel verkauft werden.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Minister stellen:

1. Woher stammen diese giftigen Biphenyle? Ist eine hiesige Industrie dafür zuständig oder ist ein Betrieb jenseits der Grenze dafür verantwortlich?

2. Wie lange war diese Belastung der Flüsse schon bekannt?

3. Welche anderen Gifte wurden in subliminaler Konzentration gefunden?

4. Gibt es noch andere Fische, die belastet sind?

5. Was gedenkt das Umweltministerium in diesem Falle zu tun? Wie soll die Biodiversität geschützt werden?

6. Wie oft werden unsere Flüsse kontrolliert?

Réponse (23.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombera befasst sich mit der Verschmutzung der luxemburgischen Gewässer durch polychlorierte Biphenyle (PCB) und ähnliche Schadstoffe.

Im Zusammenhang auf die Herkunft der polychlorierten Biphenyle sei auf die gemeinsame Antwort des Ministers für Nachhaltigkeit und Infrastrukturen und des Ministers des Innern und für die Großregion auf die parlamentarische Anfrage Nr. 3327 des Abgeordneten Marcel Oberweis hingewiesen *(cf. compte rendu N°1/2009-2010)*. PCB haben sich im Laufe der Zeit auf Grund ihrer geringen Löslichkeit und ihrer geringen biologischen Abbaubarkeit sowohl an den Schwebstoffen als auch in den Sedimenten der Gewässer angereichert. Wegen ihrer sehr guten Fettlöslichkeit haben sich PCB und ähnliche Schadstoffe in den Fettgeweben zahlreicher Wasserorganismen akkumuliert.

Wegen ihrer Persistenz in der Umwelt, ihrer Bioakkumulation, ihres Potenzials für Ferntransport und ihrer schädlichen Wirkungen auf Umwelt und Gesundheit gehören die PCB zu den sogenannten persistenten organischen Schadstoffen (POP) und sind damit Gegenstand des Stockholmer Übereinkommens über persistente organische Schadstoffe vom Mai 2001, das am 17. Mai 2004 in Kraft getreten ist. Auf Grund der daraus resultierenden völkerrechtlich bindenden Verbots- und Beschränkungsmaßnahmen ist ihre Anwendung sowohl in Luxemburg als auch in den angrenzenden Nachbarstaaten verboten.

Polychlorierte Biphenyle (PCB) wurden bis in die 1980er Jahre vor allem in Transformatoren, elektrischen Kondensatoren, in Hydraulikanlagen als Hydraulikflüssigkeit, sowie als Weichmacher in Lacken, Dichtungsmassen, Isoliermitteln und Kunststoffen verwendet. Insbesondere als Folge von unsachgemäßem Abfallmanagement sind PCB heute in der Umwelt allgegenwärtig, wo sie durch biologische Prozesse kaum abgebaut werden. Sie konzentrieren sich um mehrere Größenordnungen in der Nahrungskette und werden darüber hinaus über große Entfernungen durch die Luft transportiert, wobei sie sich in kälteren Regionen, in denen sie niemals verwendet wurden, anreichern.

In Luxemburg werden seit dem Jahr 2000 (2000-2003, Biomonitor Studie) Fische in Bezug auf eine Kontamination durch Dioxine, PCB und Schwermetalle untersucht, dies im Hinblick auf eine Verzehrsempfehlung für Freizeitangler. Weiterhin haben die Internationalen Kommissionen zum Schutze von Mosel und Saar (IKSMS) ein internationales Messprogramm „PCB und Verwandte Stoffe an Schwebstoffen und in Fischen in Mosel und Saar“ im Jahr 2004 durchgeführt.

Neben dem Aal wurden „Weißfische“ (Sammelbegriff für Karpfenartige - (Cypriniden)) und forellenartige Fische (Salmoniden) wie folgt untersucht:

- Jahr 2000: Aal, Rotauge, Gründling, Bachforelle (Mosel, Alzette, Sauer)

- Jahr 2002: Bachforelle, Rotauge (Attert, Clerf, Eisch, Mamer, Our, Sauer, Wark, Wiltz)

- Jahr 2004 (IKSMS): Aal, Rotauge (Mosel, Sauer, Our)

Da es sich bei PCB um persistente, schwer abbaubare Verbindungen handelt, kommen, auch bei wiederholten Messungen, keine neuen Erkenntnisse zum Vorschein.

Die Überwachung der Gewässer hinsichtlich prioritärer und prioritär gefährlicher Stoffe wird von der Wasserwirtschaftsverwaltung gemäß der Bestimmungen der großherzoglichen Verordnung vom 28. Februar 2003 durchgeführt, welches zurzeit an die Bestimmungen der Richtlinie 2008/105/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 16. Dezember 2008 über Umweltqualitätsnormen im Bereich der Wasserpolitik und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien des Rates 82/176/EWG, 83/513/EWG, 84/156/EWG, 84/491/EWG und 86/280/EWG sowie zur Änderung der Richtlinie 2000/60/EG angepasst wird.

Question 0654 (18.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **compétitivité du secteur de la santé:**

Wettbewerbsfähigkeit ist das Schlagwort in der politischen Auseinandersetzung dieser Tage. Dabei scheint sich die Analyse vornehmlich auf die private Wirtschaft zu konzentrieren. Dem gegenüber stehen die staatlichen und parastaatlichen Wirtschaftszweige. Hier sei das Gesundheitswesen herausgegriffen, weil es einen erheblichen Anteil an den Einnahmen und Ausgaben des Landes darstellt.

Ist das Gesundheitswesen aber auch dynamisch genug, um unsere Wettbewerbsfähigkeit zu unterstützen?

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Ist es vorgesehen, das nationale Gesundheitswesen unabhängig, neutral und durch ausländische Experten in seiner Entwicklung im Vergleich mit den Nachbarländern in periodischen Abständen analysieren zu lassen, z. B. im Bereich der Innovation, des Einsatzes von Technologien und der Qualität der Kosteneffizienz?

2) Gibt es bereits solche Studien über das Luxemburger Gesundheitswesen, die in diesem Sinne den „Gesundheitszustand" des Systems bewerten und aufzeigen, inwiefern das Luxemburger System „Effizienz" aufweist, „Qualität" produziert und „evidenzbasierte Resultate" generiert?

3) Welchen Beitrag gedenkt der Gesundheits- und Sozialminister in der Frage der Analyse und Bewertung der „Wettbewerbsfähigkeitsfrage" auf der Ebene des Gesundheits- und Sozialwesens des Landes leisten zu wollen?

4) Sind diesbezügliche Reformen in unserem Gesundheitswesen vonnöten?

Réponse (20.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

L'efficience du système de santé luxembourgeois est un sujet d'actualité, alors que les dépenses de soins de santé au Luxembourg par tête d'habitant sont de loin supérieures à celles dans les pays voisins et que, suite à l'ouverture des frontières européennes en matière de soins ambulatoires, il faut s'attendre à une évolution similaire pour les prestations hospitalières. Dans ce contexte, les démarches en vue de la promotion des performances du système de soins de santé luxembourgeois par les autorités luxembourgeoises deviennent encore plus importantes.

Depuis 1998, la CNS soutient l'évaluation du secteur hospitalier au moyen d'experts internationaux externes en vue de la répartition des primes qualité prévues par la convention conclue entre la CNS et l'EHL. Depuis 2006, l'évaluation externe se fait d'après les critères de l'«European Foundation for Quality Management» (EFQM) et les résultats obtenus permettent d'apprécier l'utilisation efficace par les établissements des ressources leur accordées.

Les mesures d'économie décidées dans le cadre de la quadripartite ont pour conséquence directe que les fonds accordés aux hôpitaux sont à concevoir comme une enveloppe globale. Ceci contribue à amener les gestionnaires des budgets hospitaliers à tirer bénéfice des investissements réalisés au moyen des fonds leur accordés les années précédentes.

De telles démarches sont indispensables afin de permettre aux hôpitaux luxembourgeois de se positionner favorablement sur le marché européen.

La réforme imminente de l'assurance maladie mettra un accent prioritaire sur l'amélioration de la qualité et de l'efficience de notre système de santé.

Question 0658 (19.5.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**informatique médicale:**

Die Verwendung von Informations- und Kommunikationstechnologien in einer hochqualitativen medizinischen Versorgung des 21. Jahrhunderts ist unumgänglich geworden.

Allerdings fällt auf, dass trotz massiver Investitionen auf diesem Sektor der erreichte Standard in Sachen Nutzung dieser Technologien noch verbesserungsbedürftig ist (siehe Health Consumer Powerhouse 2009). Um dem Vorschub zu leisten, wäre eine Mitgliedschaft Luxemburgs in der EFMI (European Federation for Medical Informatics) sicherlich erstrebenswert.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Hat der Minister Informationen darüber, ob Luxemburg über eine Vereinigung verfügt, die sich mit medizinischer Informatik befasst?

2) Wenn nein, würde der Minister eine Gründungsinitiative einer solchen Vereinigung begrüßen und gegebenenfalls unterstützen?

3) Wie ist die Position des Ministers in Bezug auf die Umsetzung von e-Health in Luxemburg?

Réponse commune (21.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Der Bereich der Informatik im Gesundheitswesen ist äußerst breit gefächert.

Die in diesem Bereich in Luxemburg tätigen Akteure beteiligen sich sowohl an Arbeiten von fachspezifischen medizinischen Vereinigungen, welche sich den in ihrem Fachbereich anfallenden Fragen der medizinischen Informatik widmen, als auch an Arbeiten ausländischer Vereinigungen, die sich spezifisch mit dem Themenbereich der medizinischen Informatik befassen.

Die beiden Ministerien haben keine Kenntnis von luxemburgischen Vereinigungen, welche sich ausschließlich mit der Thematik der medizinischen Informatik befassen. Der Gesundheitsminister steht jedoch einer Gründungsinitiative in diesem Bereich positiv gegenüber, insofern diese einen Mehrwert für die in diesem Bereich tätigen Akteure bedeutet.

Zurzeit begleitet und fördert das Gesundheitsministerium im Rahmen der e-Health-Initiative bereits die Gründung einer nationalen „Health Level 7"-Gruppe, um in diesem wichtigen Themenbereich der Interoperabilität ein nationales Forum aufzubauen. Es handelt sich hierbei um eine Gruppe internationaler Standards für den Austausch von Daten zwischen Organisationen im Gesundheitswesen und deren Computersystemen.

Question 0678 (2.6.2010) de **M. Félix Braz** concernant le **Conseil national pour Étrangers:**

Dans votre réponse à ma question parlementaire N°0506 concernant le nouveau Conseil national pour Étrangers (CNE) *(cf. compte rendu N°12/2009-2010)*, vous m'informez que, une fois finalisé, le projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation des membres de cet organe sera soumis pour avis au Conseil national pour Étrangers après approbation du Conseil de Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre:

1. Ne serait-il pas préférable de situer pareille consultation avant la finalisation du règlement grand-ducal et de son approbation par le Conseil de Gouvernement?

Je viens également d'apprendre que le délai d'inscription des associations électrices à ce CNE vient d'être reporté.

2. Quelles sont les raisons de ce report?

3. Quelles associations s'étaient inscrites?

4. Qu'envisagez-vous de faire, en dehors d'un nouveau délai, pour augmenter le nombre d'associations électrices?

Vous exigez que les associations électrices du CNE soient en conformité avec les exigences formelles de la législation sur les a.s.b.l.

5. Cette exigence vaut-elle aussi pour des a.s.b.l. qui signent des conventions avec votre Ministère ou en obtiennent des subsides?

Réponse (22.7.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Le Conseil national pour Étrangers s'est, au cours de ses différents mandats, penché à plusieurs reprises sur son propre fonctionnement et a émis un avis à ce sujet.

2. Le délai d'inscription des associations électrices a été reporté afin de permettre à un plus grand nombre d'associations de s'inscrire. En effet, au 31 mars 2010, 35 associations s'étaient seulement inscrites auprès de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration.

3. Il s'agit avant tout de petites associations de tous bords à l'exception d'une seule à envergure nationale.

4. Il est difficile de savoir quelles sont les associations qui ne s'inscrivent pas par manque d'intérêt - la participation étant un droit et non une obligation - et quelles sont également celles qui ne sont pas en règle avec les exigences formelles de la législation sur les associations sans but lucratif (a.s.b.l.).

Pour les dernières une recherche au niveau du Registre de Commerce serait nécessaire, recherche qui coûtera beaucoup de temps et qui ne fera que réaliser que problème il y a.

5. Toutes les associations doivent se conformer aux exigences de la législation sur les a.s.b.l., également celles qui signent des conventions avec les ministères ou qui demandent des subsides.

Question 0700 (11.6.2010) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **réduction des dépenses auprès de l'OTAN:**

Selon des informations diffusées dans la presse internationale, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a présenté hier, lors de la réunion des Ministres de la Défense des pays de l'OTAN, une série de mesures permettant de réduire massivement les dépenses de l'organisation. En particulier, le secrétaire général aurait proposé de supprimer 6.000 des 13.500 postes, de fermer 6 des 11 quartiers généraux et de réduire le nombre d'agences de 14 à 3.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Les propositions du secrétaire général de l'OTAN ont-elles des répercussions sur les activités de l'OTAN au Luxembourg, notamment en ce qui concerne la NAMSA? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Combien d'agents militaires et civils sont employés actuellement auprès de la NAMSA au Grand-Duché? Les suppressions d'emplois annoncées concernent-elles le personnel de la NAMSA?

- Quelle est la position du Grand-Duché par rapport aux mesures d'économies présentées?

- Le Luxembourg est-il représenté dans le groupe de travail qui devra faire le point sur les mesures proposées?

Réponse (19.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

L'OTAN est engagée dans un vaste programme de réformes afin d'adapter ses structures issues de la guerre froide aux défis de sécurité du XXIe siècle. Le contexte économique actuel a contribué à accélérer ce programme qui comporte notamment l'élaboration d'un nouveau concept stratégique ainsi que la réforme du quartier général civil et militaire à Bruxelles, de la structure de commandement militaire et du réseau d'agences de l'OTAN dont fait partie la NAMSA à Capellen.

Lors de leur réunion des 10 et 11 juin derniers à Bruxelles, les Ministres de la Défense de l'Alliance Atlantique ont donné mandat au secrétaire général de mener ce travail de réflexion avec l'objectif de mettre le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OTAN des 19 et 20 novembre prochains à Lisbonne en mesure de prendre des décisions.

Pour la réforme des agences, le secrétaire général a soumis aux ministres une première esquisse de restructuration des agences autour de trois grands pôles d'activité. Au cours de la discussion, le secrétaire général a fait sienne la proposition du Ministre luxembourgeois de la Défense de ne pas décider déjà, à ce stade précoce des réflexions, du nombre et de la définition des futurs pôles d'activité.

Contrairement aux différentes options soumises en matière de structure de commandement militaire, la première esquisse du secrétaire général ne fixe pas d'objectif d'emplois pour les agences.

Les Ministres de la Défense ont donné mandat au secrétaire général de mener cette réflexion et ont confié au Conseil de l'Atlantique Nord en session permanente le soin d'en définir les lignes directrices.

Le Luxembourg a offert au secrétaire général son expertise de pays hôte d'institutions internationales implantées - à l'instar des agences de l'OTAN - en des localisations géographiques multiples et ayant des statuts et des appartenances à géométrie variable. Cette expertise du Luxembourg pourra s'avérer utile pour injecter - dès la conception de la nouvelle structure des agences - des considérations sur les aspects matériels et juridiques de sa mise en œuvre.

Le Gouvernement appuie les efforts du secrétaire général de l'OTAN en vue d'une rationalisation significative de son réseau d'agences qui permettra leur fonctionnement dans le nouvel environnement de sécurité et de recherche d'efficience en matière de dépenses de défense.

La NAMSA est aujourd'hui la plus grande agence de l'OTAN avec des effectifs de quelque 1.040 personnes. Fondée en 1958, elle dispose d'une large expérience dans le domaine de la gestion du soutien logistique et présente de ce fait de sérieux atouts pouvant être mis à profit dans le nouveau réseau.

Question 0701 (14.6.2010) de **M. Jean Huss** *(déi gréng)* concernant le **don de sang:**

La Croix Rouge, lors de la procédure de recrutement des donneurs de sang, fait remplir aux candidats un formulaire qui comprend des questions sur d'éventuelles relations homosexuelles ainsi que sur des relations sexuelles avec des personnes d'origine africaine.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les candidats qui répondent par l'affirmative aux questions liées à l'origine afri-

caine ou aux relations homosexuelles sont exclus du programme de donation?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une telle exclusion soit discriminatoire et que le formulaire en question devrait être adapté en conséquence?

Réponse (26.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La sécurité des donneurs de sang et des receveurs de produits sanguins est au cœur des principes qui régissent l'activité transfusionnelle. Le Centre de Transfusion Sanguine de la Croix Rouge luxembourgeoise (CTS) se doit de mettre en œuvre tout ce qui lui permet de garantir un risque aussi faible que possible aux receveurs ainsi qu'aux donneurs qui sont tous volontaires et bénévoles.

En effet, à partir de l'accueil des donneurs jusqu'à la libération des produits sanguins aux hôpitaux, de nombreuses mesures sont ainsi appliquées de manière rigoureuse et successive pour assurer un niveau élevé de sécurité transfusionnelle et de qualité des produits sanguins. Parmi ces mesures figurent un questionnaire et un entretien médical, des tests biologiques, une déleucocytation systématique des produits sanguins, une production, un stockage et une distribution stricts et maîtrisés, de surcroît surveillés en permanence par un service de contrôle de qualité. Pourtant, aucune de toutes ces mesures n'est infaillible.

Le questionnaire et l'entretien médical permettent par conséquent de sélectionner des donneurs potentiels en bonne santé, sans facteur de risque, et pour lesquels un don de sang total ou d'aphérèse est jugé sans danger.

Cette sélection des donneurs est basée sur des critères d'acceptation revus régulièrement et tenant compte des directives européennes et de la réglementation nationale, des avancées des connaissances médicales et des pratiques appliquées dans d'autres pays de l'Union européenne, et plus particulièrement en France, en Allemagne et en Belgique.

La mise en évidence de pratiques dites à risque peut conduire à des suspensions temporaires allant de plusieurs mois à plusieurs années, voire à des évictions définitives pour le don de sang.

Actuellement 20% des personnes souhaitant donner leur sang ne le peuvent pas. En permanence 1.500 à 4.500 donneurs de sang luxembourgeois, sur un total de 14.000, sont, pour des raisons variées, inaptes temporairement (un mois à plusieurs mois) à donner leur sang selon les critères d'acceptation pour garantir la sécurité des produits sanguins.

La prostitution, la consommation de drogues en intraveineux, les antécédents de nombreux cancers, la multiplicité de partenaires sexuels ou les relations sexuelles entre hommes sont autant d'exemples de causes d'exclusion.

Il m'importe de signaler que 25 États membres sur 27 de l'Union européenne appliquent ces critères d'exclusion.

Plus spécifiquement, en ce qui concerne le SIDA, les dernières statistiques européennes incluant le Luxembourg objectivent (révèlent) une diminution de l'incidence de l'infection VIH depuis 2003 dans tous les différents groupes de transmission (hétérosexuels, usagers de drogues injectables, transmission mère-enfant, hétérosexuels originaires d'un pays où l'épidémie est généralisée), à l'exception notable toutefois du groupe concernant les hommes homosexuels pour lequel cette incidence a augmenté de 130%. Pour de nombreuses instances internationales et nationales, le groupe «hommes homosexuels» présente encore des facteurs de risques incompatibles avec la possibilité de donner du sang, et ce dans l'unique intérêt des receveurs.

Lors d'une récente réunion du Conseil des Ministres de la Santé, cette question a été évoquée et plusieurs ministres, dont le soussigné, ont plaidé en faveur d'une réponse commune à cette question très sensible respectant tant la sécurité des produits sanguins que le principe de non-discrimination des donneurs.

Dans le cas invoqué par l'honorable Député et concernant le candidat au don de sang qui devrait répondre affirmativement à la question concernant l'origine africaine de son ou de sa partenaire, le médecin du CTS l'admet au don de sang dès qu'il est sûr que le statut sérologique du ou de la partenaire vis-à-vis du VIH est négatif.

En effet, la pratique de rapports sexuels, surtout occasionnels, avec une personne originaire d'Afrique sub-saharienne représente, dans le domaine transfusionnel, une pratique plus à caractère de contracter une hépatite B ou une infection VIH du fait de la forte prévalence de ces infections (voisine de 1 à 27% suivant les pays pour le VIH) dans cette zone (rapport ONU Sida 2009).

Q212

Question 0706 (15.6.2010) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **courriel xénophobe d'un membre de la direction générale de la Police grand-ducale:**

Un courrier électronique, repris par un membre de la direction générale de la Police grand-ducale et transmis à de nombreuses personnes, contient des affirmations et préjugés à caractère clairement xénophobe, voire raciste, notamment envers les immigrés ou réfugiés pakistanais, afghans, irakiens, nigériens, turcs et les membres de la Communauté portugaise.

Ce courriel, dont m'est parvenu une copie anonyme, fut envoyé avec la signature officielle et depuis l'adresse professionnelle de la personne concernée. Il est intitulé «Auswandern» et mentionne par ailleurs que «weil wir hier (in Luxemburg) von politisch korrekten Idioten regiert werden».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du courriel susmentionné?

- Est-ce que Monsieur le Ministre juge tolérable la distribution d'un tel message? Quelle suite sera donnée au cas susmentionné?

- Est-ce qu'il y a déjà eu des enquêtes internes à la police sur l'envoi ou l'échange de courriers électroniques au contenu xénophobe ou raciste au cours des dernières années?

Réponse (9.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Tout comme le directeur général de la police, je n'ai pas eu connaissance de l'existence et de l'envoi du courriel mentionné. J'ai immédiatement chargé la direction générale de la police d'une instruction disciplinaire. Par ailleurs, Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg a chargé l'Inspection générale de la police d'une enquête judiciaire.

Dans le cas présent, il semble s'agir d'un cas isolé. Je veillerai à ce que des sanctions adaptées soient prises.

Le courriel a entraîné une vive émotion dans la communauté non luxembourgeoise, ce que je regrette profondément.

Question 0707 (16.6.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **test HIV dans le cadre d'autres examens médicaux:**

Bezug nehmend auf die Antwort des Herrn Gesundheitsministers auf meine parlamentarische Frage Nr. 0602 hinsichtlich der hierzulande durchgeführten AIDS/HIV-Tests *(cf. compte rendu N°13/2009-2010)*, möchte ich auf die rechtlichen Aspekte sowie Rahmenbedingungen dieser Nachweisuntersuchungen zurückkommen.

Vor einer Operation werden normalerweise systematisch Blutuntersuchungen gemacht, wie z. B. Hepatitis und AIDS. Die Resultate dieser Tests sind notwendigerweise nominativ, werden als Teil der Patientenakte betrachtet und dann dort archiviert.

In der Antwort auf die vorgenannte parlamentarische Anfrage wird auf die Möglichkeit hingewiesen, dass die betroffene Person bei Verstoß gegen die Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Juni 1994, im Falle wo normale Routine-Laboranalysen einen Hinweis auf AIDS beinhalten, rechtliche Schritte unternehmen kann.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie stellt sich hierzulande aktuell die Praxis der AIDS-Tests dar?

2) Wie erfährt der Patient gegebenenfalls, ob ein Test im Rahmen von anderen Untersuchungen angefertigt wurde?

3) Was würde der Minister unternehmen, wenn sich herausstellen würde, dass es eine gewisse Systematik solcher Untersuchungen gäbe? Sollte nicht eine Studie über die Praktiken in dieser Hinsicht im nationalen Gesundheitswesen endgültig Klarheit verschaffen?

4) Gibt es präzise Anweisungen an die Labore, nur AIDS-Nachweise durchzuführen, wenn eine Einwilligungserklärung vom betroffenen Patienten beiliegt?

5) Muss in der Praxis ein Patient, bei dem beispielsweise ein HIV-Test präoperativ angefertigt wird, hierüber informiert werden? Muss ein schriftliches Einverständnis vorliegen?

6) Muss der Patient über das Resultat informiert werden?

7) Muss dem Patienten eine Kopie des Resultats ausgehändigt werden?

8) Falls ein HIV-Test auf Freiwilligkeit beruht, wie muss dann dieses Einverständnis in der Patientenakte dokumentiert sein?

9) Denkt der Minister nicht auch, dass auf diesem Gebiet noch Handlungsbedarf besteht, um einen rechtlich abgesicherten, transparenten und patientenbezogenen Handlungsrahmen zu schaffen, der unter anderem eine Einwilligungserklärung und bei Wunsch eine schriftliche Information über das Resultat an den Patienten umfasst?

Réponse (20.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

In meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 0602 des ehrenwerten Abgeordneten bin ich bereits ausgiebig auf die rechtlichen Rahmenbedingungen im Zusammenhang mit der Durchführung von HIV-Tests eingegangen, denen sich der Abgeordnete nunmehr in seiner rezenten Anfrage Nr. 0707 widmet.

Ergänzend zu diesen Ausführungen und Bezug nehmend auf die unter Punkt 9 angeführte Frage der Anfrage Nr. 0707 möchte ich festhalten, dass sich zum heutigen Zeitpunkt und aufgrund der bestehenden Praxis ein unmittelbarer Handlungsbedarf nicht aufdrängt, um den existierenden rechtlichen Rahmen auszudehnen.

Question 0709 (16.6.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**orientation professionnelle:**

L'intégration progressive des élèves dans le monde du travail constitue l'un des défis de la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques sur l'évolution du nombre de places d'apprentis destinées à insérer les jeunes dans la pratique quotidienne?

- Quels sont les métiers qui souffrent d'un déficit chronique de personnel qualifié? Et, vice versa, quelles sont les formations artisanales qui connaissent un excédent de candidats?

- Pour ce qui est de l'orientation professionnelle proprement dite, quelle est la stratégie poursuivie par le Ministère pour sensibiliser davantage de jeunes à l'apprentissage de métiers qui pâtissent depuis des années d'un manque d'apprentis?

Réponse (14.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Veuillez trouver ci-après le dernier bilan du placement en apprentissage initial et adulte du service d'orientation professionnelle de l'ADEM, ainsi qu'une liste où les métiers et professions sont en déséquilibre en ce qui concerne la demande et l'offre de places en apprentissage.

Chiffres des années 1999 à 2009 (au 31 décembre de chaque année):

Assignations:		postes en apprentissage encore disponibles:	
1999: 1.500		dont 1.091 CATP	394
2000: 1.328	-172	dont 1.000 CATP	416
2001: 1.322	-6	dont 908 CATP	277
2002: 1.215	-107	dont 831 CATP	162
2003: 1.251	+36	dont 891 CATP	43
2004: 1.356	+105	dont 1.001 CATP	269
2005: 1.011	-345	dont 780 CATP	190
2006: 1.347	+336	dont 1.057 CATP	553
2007: 1.456	+109	dont 1.148 CATP	577
2008: 1.588	+132	dont 1.209 CATP	527
2009: 1.391	-197	dont 1.047 CATP	211

Au 9 juillet 2010; 1.515 postes d'apprentissage sont déclarés dont 557 sont réservés pour des candidats précis.

Apprentissage pour adultes

2000: 80 contrats d'apprentissage ont été conclus

2001: 178 contrats d'apprentissage ont été conclus

2002: 281 contrats d'apprentissage ont été conclus

2003: 304 contrats d'apprentissage ont été conclus

2004: 426 contrats d'apprentissage ont été conclus

2005: 468 contrats d'apprentissage ont été conclus

2006: 503 contrats d'apprentissage ont été conclus

2007: 345 contrats d'apprentissage ont été conclus

2008: 353 contrats d'apprentissage ont été conclus

2009: 445 contrats d'apprentissage ont été conclus

Au 9 juillet 2010; 627 demandes sont enregistrées pour un apprentissage adulte.

Métiers/professions pour lesquels l'offre dépasse la demande en date du 9 juillet 2010

Couvreur CATP

Cuisinier CATP et CITP

Ferblantier CATP

Installateur sanitaire CATP

Maçon CATP et CCM

Magasinier secteur automobile CATP

Marbrier CATP

Mécanicien d'autos et de motos CATP

Mécanicien industriel et de maintenance CATP

Pâtissier-confiseur-glacier CATP

Serrurier CATP

Serveuse/garçon de restaurant CATP et CITP

Métiers/professions pour lesquels la demande dépasse l'offre en date du 9 juillet 2010

Agent de voyage CATP

Approvisionneur CCP

Coiffeur CCM

Conseiller en vente DAP

Débosseleur CCM

Décorateur étalagiste CATP

Décorateur publicitaire CATP

Dessinateur en bâtiment CATP

Electricien CITP

Esthéticien CATP

Fleuriste DAP/CATP

Informaticien CATP

Mécanicien
d'autos et de motos CITP

Mécanicien de cycles
et de motocycles CITP

Mécatronicien CATP

Menuisier CATP

Opticien CATP

Peintre-décorateur
CATP/DAP et CCP

Peintre de véhicules
automoteurs CCM

Pépiniériste-paysagiste CCM

Photographe CATP

Vendeur technique
en optique CATP

Pour ce qui est de l'orientation professionnelle, il est à relever que depuis l'année scolaire 2008/2009 une nouvelle procédure concernant les modalités de la diffusion des offres de postes d'apprentissage des jeunes a été mise en place. À partir de juin 2009 cette information communiquée aux jeunes sur les places vacantes ne se fait plus exclusivement par le service d'orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi, mais également par les Services de Psychologie et d'Orientation scolaire des lycées techniques, l'Action locale pour Jeunes, le Centre de Psychologie et d'Orientation scolaire et le Centre national pour la Formation professionnelle continue.

Cette application met à disposition des différents acteurs le relevé des postes d'apprentissage déclarés par les entreprises. Ce relevé est alimenté et mis à jour par le service d'orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi.

À l'aide de cet outil, une meilleure information aux élèves est devenue possible. Ainsi, les établissements scolaires peuvent informer, dans le cadre de leur travail d'orientation, les élèves du nombre de places d'apprentissage disponibles, mettre en garde les jeunes quant à l'excédent en demandes pour certaines formations et rendre attentif aux places d'apprentissage encore disponibles. Le cas échéant, une information ponctuelle supplémentaire sur l'une ou l'autre formation peut ainsi se faire en temps utile. Cependant, le choix final incombe à l'élève.

Question 0711 (16.6.2010) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **accidents mortels contre des arbres:**

An deene leschten Deeg goufen et erëm eng Rei Kollisiounen tëschent Autoen a Stroossebeem mat leider déidleche Folgen oder Schwéierblesséierten.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister vun der nohalteger Entwécklung:

1. Wéi vill Accidenter mat Doudege repektiv Blesséierte goufen et an deene leschten zéng Joer als Folleg vun enger Kollisioun tëschent Auto oder Motorrad a Stroossebam?

2. Wéi steet den Här Minister zu der Ausso vun der «Association des Victimes de la Route»: Le Luxembourg est le champion des accidents mortels contre des arbres?

3. Obschonns net d'Beem Schold sinn un deenen Accidenter an och keng Beem sollen ëmgehae ginn, stellt d'Fro sech awer, ob net an der Zukunft keng nei Beem méi solle laanscht d'Stroosse geplanzt ginn. Wéi steet de Minister zu dëser Ausso?

4. Wat fir zousätzlech Moossname proposéiert de Minister fir Accidenter mat Beem ze reduzéieren?

Réponse (22.7.2010) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierte Renseignementer iwwert d'Kollisiounen tëschent Autoen a Stroossebeem.

Wat d'Unzuel vun Accidenter mat Doudege respektiv Blesséierten als Folleg vun enger Kollisioun mat engem Stroossebam ugeet, do gesäit d'Statistik iwwert déi lescht zéng Joer esou aus:

	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000
Accidenter mat Blesséierten	85	72	94	92	87	68	85	95	84	100
dovun Doudeger	9	7	11	5	17	5	10	18	19	18

Et ass wouer, datt bei ville schwéieren Accidenter e Stroossebam mat an d'Kollisioun verwéckelt ass. Wéi den honorabelen Deputéierte richteg bemierkt, kann d'Léisung net dodra bestoen all d'Beem, déi laanscht Stroosse geplanzt sinn, ewechzehuelen.

Dofir op all deene Strecke wou et méiglech ass, ginn d'Stroossebeem vu Leitplanke geséchert. Allerdéngs ass et net méiglech all Bam, dee laanscht d'Strooss steet, ze sécheren, an dat well et un der noutwenneger Plaz feelt. Datselwecht gëllt och fir aner Punkten, déi niewent de Stroosse stinn, eléi zum Beispill Luuchtepottoen, Maueren oder Verkéiersschëlder.

Fir besonnesch geféierlech Strecken, wou ënner anerem och Accidenter geschéien an deenen e Bam implizéiert ass, gi Sécherheetsaudite vun engem Aarbechtsgrupp, an deem Experte versammelt sinn, ausgefouert.

Bei der Uplanzung vun neie Plantatioune ginn am Prinzip Distanzen, déi zwëschen zwee a fënnef Meter vum Stroosserand variéieren, agehalen.

Question 0713 (17.6.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **paiement de l'indemnité pécuniaire de maternité:**

Selon les dispositions afférentes du Code de la Sécurité sociale, la CNS ne peut intervenir dans le paiement d'une indemnité pécuniaire de maternité que si une rémunération de la part d'un employeur a été déclarée au cours des trois mois précédant le début de la dispense de travail. Vu ces dispositions, beaucoup de femmes se voient confrontées à la non-prise en charge de la part de la CNS de l'indemnité pécuniaire de maternité alors qu'elles bénéficient toutefois d'un congé parental.

Selon mes informations, cette problématique aurait déjà été signalée au Ministère compétent et ce dernier aurait, après analyse de la situation, constaté qu'il y avait lieu de légiférer.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé de la problématique susmentionnée? Dans l'affirmative, est-il envisagé de modifier les dispositions afférentes du Code de la Sécurité sociale? Si oui, dans quels délais?

- Est-il prévu d'anticiper sur le changement législatif qu'en vertu du principe d'équité les femmes actuellement concernées se verraient octroyer une indemnité de maternité correspondant à la rémunération de base touchée avant le commencement du congé parental?

- Dans le cas contraire, le changement législatif opérera-t-il avec effet rétroactif?

Réponse (19.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que j'ai été saisi d'un certain nombre de réclamations d'assurées se rapportant respectivement au refus de l'indemnité pécuniaire de maternité leur opposé au cas où le congé de maternité prenait la relève d'un congé parental à temps complet et à la limitation du montant touché à des indemnités pécuniaires de maternité au montant du salaire résiduel au cas où le congé de maternité prenait la relève d'un congé parental à temps partiel.

En cas de grossesse ou d'accueil d'un enfant pendant le congé parental donnant droit, pour le même parent, au congé de maternité ou d'accueil, celui-ci interrompt le congé parental (art. L. 234-49. (2) du Code du Travail).

En principe, ce sont les dispositions générales de l'article 10, alinéas 1 et 2 du Code de la Sécurité sociale qui sont applicables au calcul de l'indemnité pécuniaire de maternité:

«Pour les salariés, l'indemnité pécuniaire de maladie est calculée sur la base de l'assiette cotisable définie aux articles 34 et 39 relative aux affiliations en cours au moment de la survenance de l'incapacité de travail.

Sont portées en compte séparément:

1) la rémunération de base la plus élevée qui fait partie de l'assiette appliquée au cours de l'un des trois mois de calendrier précédant le début du paiement de l'indemnité pécuniaire par la caisse;

2) la moyenne des compléments et accessoires de la rémunération qui font partie des assiettes des douze mois de calendrier précédant le mois antérieur à la survenance de l'incapacité de travail; si cette période de référence n'est pas entièrement couverte par une activité soumise à l'assurance, la moyenne est calculée sur base des mois de calendrier entièrement couverts.»

Suivant la législation applicable, l'indemnité de congé parental n'est pas cotisable pour les prestations en espèces et n'entre donc pas dans l'assiette cotisable. L'alinéa 2 ne peut donc pas être appliqué.

La solution au problème est fournie par l'article 10, alinéa 3 du CSS:

«À défaut d'un seul mois entièrement couvert, la rémunération de base ainsi que les compléments et accessoires sont portés en compte suivant leur valeur convenue dans le contrat de travail.»

L'assiette cotisable est incomplète dans tous les cas, que l'assurée prenne son congé parental à temps plein ou à temps partiel. Comme le contrat de travail n'est que suspendu pendant la durée du congé parental (art. L. 234-48. (1) du CT), que l'employeur n'est pas autorisé à notifier à la salariée la résiliation de son contrat de travail ni pendant son congé parental (art. L. 234-48. (2) du CT) ni lorsqu'elle est en état de grossesse médicalement constaté et pendant une période de douze semaines suivant l'accouchement (art. L. 337-1. (1) du CT), l'application de l'article 10, alinéa 3 du CSS est en principe toujours possible: dans tous les cas, il y a un contrat de travail auquel on peut se reporter pour déterminer la rémunération de base. Par ailleurs, l'existence d'un contrat de travail est indispensable pour pouvoir profiter d'un congé prénatal - exception faite des salariées bénéficiant d'indemnités pécuniaires de maladie après la fin de leur affiliation en vertu de l'article 14, alinéa 3 CSS pour lesquelles l'alinéa 2 de l'article 10 CSS est toutefois applicable.

L'application du calcul à partir des données du contrat de travail s'impose pour les situations litigieuses. Un traitement différent des bénéficiaires d'un congé parental et des salariées en activité ne peut être justifié et va à l'encontre des dispositions légales.

Voilà pourquoi l'Inspection générale de la sécurité sociale à adressé une instruction à la Caisse nationale de Santé de procéder au recalcul de l'indemnité pécuniaire de maternité suivant l'article 10, alinéa 3 du CSS pour les assurées qui m'ont fait parvenir leur réclamation, soit ont saisi Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration. De plus, elle a enjoint à la CNS de faire droit à toute demande de recalcul lui parvenant d'une assurée remplissant les conditions pour toucher l'indemnité pécuniaire en question et dont le congé de maternité a commencé en 2009 ou 2010.

Enfin, il va de soi que dorénavant toutes les nouvelles indemnités pécuniaires de maternité prenant la relève de l'indemnité pour congé parental sont à calculer sur la base du contrat de travail.

Question 0715 (21.6.2010) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **plans de réforme et de restructurations des brigades mobiles motorisées de l'Administration des Douanes et Accises:**

Par le biais d'un article de presse du samedi 19 juin 2010, le porte-parole de l'Administration des Douanes et Accises a fait des déclarations concernant d'éventuels plans de réforme et de restructurations des brigades motorisées de ladite administration qui toucheraient plus particulièrement le Nord du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. En général, quel est le nombre d'interventions des brigades motorisées au Grand-Duché de Luxembourg?

2. Est-ce que les plans de restructurations et de réforme concernent l'Administration des Douanes et Accises en général où se limitent-ils seulement aux brigades motorisées?

3. Quelles sont les différentes unités visées par cette réforme?

4. Dans le souci d'un contrôle efficace du respect de la législation nationale, ne serait-il pas plus opportun de garder ou de créer des centres régionaux polyvalents?

5. Les plans de restructurations et de réforme nécessitent-ils également une modification de la loi du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises et sont-ils en conformité avec le programme gouvernemental?

Question 0717 (21.6.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **restructuration de l'Administration des Douanes et Accises:**

Il ressort d'un article du quotidien «Luxemburger Wort» du 19 juin 2010 que le projet de restructuration de l'Administration des Douanes et Accises prévoit le transfert ainsi que la spécialisation des brigades mobiles.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatées dans l'article de presse susmentionné?

- Dans l'affirmative, quels sont les motifs pour une telle restructuration qui prévoit pour la région septentrionale une seule brigade mobile et qui, par conséquent, met en cause «le principe même des implantations régionales» dont avait parlé Monsieur le Ministre dans sa réponse du 16 octobre 2009 *(cf. compte rendu N°3/2009-2010 - question parlementaire N°0112)* à une question parlementaire afférente?

Réponse (7.7.2010) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les compétences de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) sont de nature fiscale et policière. Ces attributions sécuritaires et policières correspondent à des domaines de compétences spécifiques (Environnement, Santé, ITM, Transports) et concernent, d'une part, le contrôle des marchandises, la protection des consommateurs et des travailleurs et, d'autre part, la lutte contre la concurrence commerciale et économique déloyale.

Au vu de la spécialisation et de la diversification des missions de l'Administration des Douanes et Accises, la direction de l'ADA juge nécessaire de moderniser la structure et le fonctionnement organisationnel de cette administration. Le but de la réorganisation est de favoriser une organisation plus effective et efficace, une séparation de travail plus rationnelle, privilégiant l'expertise et la spécialisation tout en mettant en place, suite à un regroupement de postes existants, des brigades dotées de personnel en nombre suffisant.

La structure actuelle des inspections divisionnaires qui se voient confier des compétences générales dans un espace géographiquement délimité ne répond plus aux besoins d'un travail efficace et efficient. Actuellement, il y a une structure régionale composée de onze brigades motorisées disposant en moyenne de cinq agents abrités dans des logements de service transformés en poste de brigade.

La réorganisation prévue par la direction comporte (1) le regroupement des agents et (2) la spécialisation des inspections divisionnaires compétentes pour le territoire entier, à l'exception de l'Aéroport de Luxembourg, qui dans l'intérêt national est doté d'une inspection divisionnaire «sur mesure».

Le tableau annexé illustre comment la réorganisation géographique des brigades motorisées sera mise en.

Brigades motorisés de l'Administration des Douanes et Accises		
Situation actuelle (11 sites)	Situation intermédiaire (6 sites)	Perspective 4 centres douaniers
Heinerscheid	Wiltz	Centre douanier au nord du pays
Wiltz		
Stolzembourg	Mersch	
Redange-sur-Attert		
Mersch		Centre douanier Luxembourg Gasperich
Goetzingen	Luxembourg	
Luxembourg		
Wasserbillig	Wasserbillig	Centre douanier à l'est du pays
Schengen	Schengen	
Frisange	Rodange	Centre douanier Esch-sur-Alzette
Rodange		

Question 0716 (21.6.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **qualité des eaux de baignade:**

Le Gouvernement a transposé par règlement grand-ducal du 19 mai 2009 la directive européenne concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade. Dans ce contexte, le Gouvernement s'est décidé de classer les eaux de rivières, telles que la Sûre ou l'Our, comme «eaux de baignade». Une approche que nos pays voisins n'ont pas choisie. La large majorité de nos eaux de rivières ne suffisent cependant pas aux critères très exigeants de la directive en question. Il s'ensuit une situation paradoxale. Tandis qu'au Luxembourg, l'Administration de la Gestion de l'Eau s'apprête à installer des panneaux d'interdiction de baigner le long de la Sûre et de l'Our, les baignades seront autorisées du côté allemand de ces rivières. Et ceci du seul fait que l'Allemagne n'a pas classé ses rivières en tant qu'eau de baignade.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer, si les rivières en question remplissent les critères de qualité valables jusqu'en 2009, établis sous l'ancien règlement grand-ducal abrogé de 1979?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer pourquoi il devrait être interdit de se baigner dans des eaux de rivières, qui s'y prêtaient encore récemment, sans qu'il y ait eu une perte de qualité de l'eau?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont amené nos pays voisins à ne pas classifier leurs eaux de rivières en tant qu'eaux de baignade?

- Monsieur le Ministre, ne juge-t-il pas qu'une interdiction exclusive de se baigner du côté luxembourgeois des rivières frontalières constitue un désavantage considérable du secteur touristique luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les coûts engendrés par la mise en place des panneaux d'interdiction de se baigner le long des eaux de rivières?

- Est-il correct que Monsieur le Ministre envisage d'enlever une partie des eaux de rivières de la liste des eaux de baignade?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les critères qu'il entend appliquer afin de garantir la transparence et l'égalité de traitement dans ce dossier?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une reclassification de toutes les eaux de rivières s'impose?

Réponse (28.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen a pour objet la qualité des eaux de baignade.

L'honorable Député Fernand Etgen se réfère dans sa question à la classification des zones de baignade pour la saison 2010 suivant le règlement grand-ducal du 9 mai 2009 déterminant les mesures de protection spéciale et les programmes de surveillance de l'état des eaux de baignade.

Les eaux de surface classées comme eaux de baignades sont évaluées en appliquant les prescriptions de la directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive 76/160/CEE qui a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 9 mai 2009 précité. La qualité des eaux de baignade luxembourgeoises a été évaluée pour la première fois selon les dispositions de la nouvelle directive 2006/7/CE après la saison balnéaire 2009. Les nouveaux paramètres à analyser, en l'occurrence Escherichia coli et entérocoques intestinaux, sont analysés depuis l'année 2006. Durant la phase de transition entre la classification suivant la directive 76/160/CEE du Conseil du 8 décembre 1975 concernant la qualité des eaux de baignade (transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 17 mai 1979 concernant la qualité des eaux de baignade) et la première évaluation réalisable selon la directive 2006/7/CE, les eaux de baignade ont été évaluées conformément à l'article 4, paragraphe 4, point c). Le règlement grand-ducal du 9 mai 2009 abroge le règlement grand-ducal du 17 mai 1979 qui d'office n'est plus applicable. Partant, il est évident que tant pour des raisons de disponibilité de ressources financières et humaines que pour des raisons juridiques, l'Administration de la Gestion de l'Eau n'est pas en mesure de procéder à une évaluation qui n'est plus en vigueur.

La directive 2006/7/CE précitée impose aux États membres de désigner et de signaliser en tant qu'eau de baignade toute partie des eaux de surface dans laquelle l'autorité compétente s'attend à ce qu'un grand nombre de personnes se baignent et dans laquelle elle n'a pas interdit ou déconseillé la baignade de façon permanente. Il est également exigé que le classement actuel des eaux de baignade ainsi que tout avis interdisant ou déconseillant la baignade se fasse au moyen d'un signe ou d'un symbole simple et clair. Une non-désignation d'eaux de baignade aux endroits fréquentés par des baigneurs n'est donc pas admise suivant la directive 2006/7/CE précitée. L'établissement de la liste annuelle des eaux de baignade engendre la procédure de participation du public selon les dispositions y afférentes de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau. L'Administration de la Gestion de l'Eau réévalue tous les ans la liste des eaux de baignade et entame, en cas de changement, la procédure de participation du public.

Pour ce qui concerne le côté allemand des cours d'eau transfrontaliers, il y a lieu de noter que ni l'Our ni la Sûre ne sont désignées en tant qu'eaux de baignade par les autorités Rhénan-palatines suivant la législation en matière d'eaux de baignade (Landesverordnung über die Qualität und die Bewirtschaftung der Badegewässer (Badegewässerverordnung)). Par conséquent la baignade n'y est pas autorisée, même si elle est pratiquée. Il n'appartient pas à l'État du Grand-Duché de Luxembourg d'apporter un quelconque manquement de transposition d'un autre État membre, cette charge incombant exclusivement à la Commission européenne.

Les panneaux de signalisation renseignant la qualité de l'eau de baignade, une obligation de la directive 2006/7/CE et de l'article 10 du règlement du 29 mai 2009, ont un prix d'environ 750 euros par panneau avec des frais de fixation variant entre 200 et 300 euros par fixation suivant l'emplacement.

En résumé, les procédures, les évaluations et la surveillance en matière des eaux de baignade découlent des prescriptions du droit européen transposées en droit national.

À noter encore qu'en date du 31 mai 2010, une entrevue a eu lieu au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région avec des représentants de l'Office national du Tourisme et la fédération Camprilux au sujet des interdictions de baignade. Il a été retenu que le Ministère de l'Intérieur allait introduire auprès de la Commission européenne une requête visant le déclassement pour les eaux de baignade qui sont des eaux de surface transfrontalières afin que le même régime s'applique des deux côtés de la frontière.

Question 0719 (22.6.2010) de **MM. Mill Majerus** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **prise en charge de certains équipements:**

Il a été porté à notre connaissance que la Caisse de Maladie refuse la prise en charge de certains équipements comme par exemple un monte-escalier ou un fauteuil de bain aux personnes malades ayant besoin de soins palliatifs. Apparemment les patients palliatifs n'auraient que droit à un lit d'hôpital.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer la situation telle que décrite ci-dessus? Quels sont les motifs qui justifieraient une telle position?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que les patients palliatifs aient le droit aux mêmes prestations que chaque autre patient? Ne devraient-ils pas bénéficier au moins des mêmes prestations que les personnes tombant sous le champ d'application de l'assurance dépendance?

- En quoi l'actuelle façon de procéder est-elle compatible avec les principes d'égalité de traitement prônés par ailleurs par le Gouvernement?

Réponse commune (22.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans leur question parlementaire N°0719, les honorables Députés Messieurs Marc Spautz et Mill Majerus abordent la question du financement des aides techniques et des adaptations du logement par l'assurance dépendance au profit des personnes prises en charge dans le cadre des soins palliatifs.

Suivant la définition prévue par la loi afférente du 16 mars 2009 concernant les soins palliatifs, ces personnes se trouvent en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable, quelle qu'en soit la cause.

Par soins palliatifs la loi entend des soins actifs, continus et coordonnés, pratiqués par une équipe pluridisciplinaire dans le respect de la dignité de la personne soignée. Ils visent à couvrir l'ensemble des besoins physiques, psychiques et spirituels de la personne soignée et à soutenir son entourage et comportent le traitement de la douleur et de la souffrance psychique. Ces soins sont assurés à l'hôpital, dans un établissement conventionné ou à domicile et pris en charge dans une mesure appropriée et suffisante par l'assurance maladie (article 17 du Code de la Sécurité sociale) et par l'assurance dépendance (articles 349 et 350 CSS).

L'assurance maladie couvre en premier lieu les prestations des différents professionnels de santé ayant conclu une convention correspondante avec la Caisse nationale de Santé. Les fournitures citées par les honorables Députés (par exemple lit) relèvent, en tant que moyens curatifs, produits accessoires au traitement et appareils, de l'assurance maladie (article 17 CSS, alinéa 1, point 6). Elles sont prises en charge selon les modalités prévues par les statuts de la Caisse nationale de Santé. Tout comme pour la nomenclature applicable dans le domaine des soins palliatifs, la CNS est actuellement en discussion avec les prestataires concernés, afin d'établir la liste des fournitures nécessaires et de déterminer les conditions de leur mise à disposition pour assurer une prise en charge adéquate des personnes en fin de vie.

L'assurance dépendance contribue à une bonne couverture des soins palliatifs par la prise en charge des actes essentiels de la vie, des tâches domestiques et des produits nécessaires aux aides et soins. Les aides techniques et les adaptations du logement prévus par l'assurance dépendance sont exclues des prestations ouvertes aux personnes protégées requérant des soins palliatifs (article 350 CSS, alinéa 6). En effet, les soins palliatifs visent une durée limitée assez courte, à savoir en cas de constatation d'une maladie mettant en jeu le pronostic vital chez les personnes arrivées à un stade terminal de leur maladie (en moyenne trois à six semaines suivant les expériences des pays avoisinants) et l'assurance dépendance vise par définition les soins de longue durée (de plus de six mois).

La question de l'égalité de traitement des patients ne se pose pas dans ce contexte au vu de ce que je viens d'exposer aux honorables Députés.

Question 0730 (25.6.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **forfait d'éducation (Mammerent) et enfants placés:**

Laut Gesetz vum 28. Juni 2002 iwwert déi sougenannt „Mam-

merent" gëtt d'Erzéiungsrent deem Elterendeel zougesprach, dee sech am längsten ëm d'Erzéiung vun de Kanner gekëmmert huet, dat ass an der Regel d'Mamm, mä et kann awer och de Papp sinn.

Nu kënnt et awer an der Praxis och vir, datt eenzel Kanner zäitweis an Heemer oder ähnlechen Instituter ënnerbruecht ginn, wou dann d'Elteren zesummen oder een Eenzelne muss finanziell fir hir Kanner opkommen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame Minister:

1. Am Fall, wou Kanner an Heemer plazéiert goufen an een Deel vun den Elteren dëse Placement finanzéiert huet, wie kritt do d'Mammerent zougesprach respektiv no wat fir engem Schlëssel gëtt dëst tranchéiert?

2. Wéi vill Pappe gouf bis elo dës Mammerent zougesprach?

Réponse (8.7.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Le forfait d'éducation est uniquement accordé au parent qui s'est consacré à l'éducation d'un enfant. Le seul fait que les parents auraient participé financièrement aux frais de placement de l'enfant ne donne pas droit au paiement de la prestation. Exception est faite à la règle, si le parent a assuré lui-même l'éducation de l'enfant pendant la période la plus longue, c'est-à-dire plus de neuf années (période considérée par rapport à la majorité de 18 ans).

2. À ce jour, le Fonds national de Solidarité, organisme gestionnaire de la «Mammerent», a été saisi de 617 demandes en obtention du forfait d'éducation émanant de personnes de sexe masculin.

352 demandes ont été refusées et 265 demandes ont été admises.

Question 0732 (29.6.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**interdiction de fumer dans les chambres d'hôtel:**

Durch das Gesetz vom 5. September 2006 wurde das Rauchverbot in Restaurants, Schulen und öffentlichen Gebäuden eingeführt. Es ist nunmehr die Rede, dieses Rauchverbot in einer zweiten Phase auszuweiten und zwar auf Diskotheken und Cafés. Hotels, und insbesondere Hotelzimmer, bleiben in diesen Überlegungen anscheinend unberücksichtigt. Auch wenn ein Raucherzimmer in ein Nichtraucherzimmer umgewidmet wird, so ist nicht auszuschliessen, dass das Zimmer, ohne eine grundlegende Sanierung weiterhin durch gesundheitsschädigende Rauchgiftstoffe belastet ist, so dass sich die Frage stellt ob es sich nicht immer noch um ein Raucherzimmer handelt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Handelt es sich bei Hotelzimmern im Sinne des Gesetzes um einen öffentlichen oder einen privaten Raum?

2) Wie sehen die nationalen Bestimmungen in Sachen Rauchverbot in Hotelzimmern derzeit aus?

3) Wird daran gedacht ein generelles Rauchverbot in Hotels und insbesondere in den Hotelzimmern auszusprechen um die Hotelkunden besser zu schützen?

4) Für wann wäre ein solches Verbot konkret zu erwarten?

Réponse (22.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le programme gouvernemental prévoit qu'«en vue de renforcer la protection des non fumeurs, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac sera évaluée. Le projet 'plan tabac' sera mis en vigueur. Un accent particulier sera mis sur la protection des jeunes».

Cela étant, j'entends soumettre sous peu au Conseil de Gouvernement le bilan de la loi antitabac du 5 septembre 2006 et présenter à cette occasion des propositions pour le renforcement de la protection des non fumeurs.

Actuellement et hormis le cas où les hôtels exploitent un restaurant dans lequel il est interdit de fumer, la loi du 11 août 2006 précitée ne leur est pas applicable. En ce qui concerne plus particulièrement les chambres d'hôtels, celles-ci constituent un espace purement privé et non pas un espace collectif requérant une protection contre la fumée.

Toujours est-il que tout exploitant ou propriétaire d'un hôtel peut parfaitement restreindre, voire interdire, sur base de la réglementation intérieure, la consommation de tabac dans son établissement, et notamment dans les chambres.

Force est d'ailleurs de constater que grâce à la demande croissante de la clientèle, de nombreux hôtels proposent désormais des chambres non fumeurs.

Question 0751 (5.7.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**Internet à haut débit:**

La Finlande est devenue, ce premier juillet, le premier pays au monde à faire de l'accès à l'Internet haut débit un droit, assurant à tous les Finlandais une connexion de ce type. Le directeur du service des réseaux de communication au Ministère des Transports et des Communications a déclaré à l'AFP: «Aujourd'hui (jeudi), l'obligation de service universel concernant l'accès à l'Internet à un mégabit par seconde (1 Mbit/s) est entrée en vigueur.» Pour Madame la Ministre des Communications finlandais il s'agit là de «l'une des plus grandes réussites du Gouvernement en matière de politique régionale».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1) Le Gouvernement luxembourgeois est-il prêt à suivre l'exemple finlandais, et si oui, dans quels délais?

2) Quels sont actuellement les efforts consentis au niveau du Gouvernement pour faciliter l'accès à l'Internet haut débit à l'ensemble des citoyens, cela à des coûts accessibles à tous?

Réponse (22.7.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

1) De nombreux pays, outre la Finlande, ont déclaré leurs objectifs politiques en matière de réseaux à haut débit de nouvelle génération et dans plusieurs pays européens, le haut débit fait partie du service universel.

Le développement des infrastructures de communication est également l'une des priorités du programme gouvernemental luxembourgeois dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Le Luxembourg ne se limite pas à garantir un accès Internet à haut débit à tous les citoyens puisque le Luxembourg compte déjà parmi les leaders mondiaux en termes de couverture (100% de la population) et de pénétration du haut débit (31,4%). Alors que la Finlande tend à un débit de 1 Mbit/s, le Luxembourg offre déjà aujourd'hui un débit de plus de 2 Mbit/s et ceci sans obligation de service universel.

Le Luxembourg entend désormais offrir l'«ultra-haut» débit à tous les citoyens du Luxembourg et à toutes les entreprises, et ce à brève échéance.

Afin d'atteindre cet objectif, le Gouvernement a mis en place une stratégie nationale pour le «ultra-haut» débit. Les grandes lignes de cette stratégie ont été présentées conjointement par le Ministre des Communications et des Médias et le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur le 9 mars 2010 lors d'une conférence de presse et le 18 juin 2010 à la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications de la Chambre des Députés. Elle a été publiée le 27 avril 2010.

La stratégie prévoit d'augmenter rapidement la vitesse dans les réseaux Internet existants et accélérer la mise en œuvre du déploiement des réseaux de nouvelle génération.

Parmi les principales mesures figure l'inclusion du haut débit dans le champ d'application du service universel, ce qui assure l'accès de tous les utilisateurs, quelle que soit leur situation géographique sur le territoire national, à des réseaux Internet rapides:

- à partir de 2010: 2 Mbit/s en voie descendante et 512 kbit/s en voie ascendante;

- à partir de 2015: 100 Mbit/s en voie descendante et 50 Mbit/s en voie ascendante;

- à partir de 2020: 1 Gbit/s en voie descendante et 500 Mbit/s en voie ascendante.

L'objectif du Luxembourg dépasse ainsi de loin l'objectif que la Finlande s'est fixé; il serait inapproprié de vouloir fixer au Luxembourg une obligation de service universel pour un accès Internet qui se limiterait à un mégabit par seconde.

2) S'agissant de la stratégie nationale de très haut débit, stratégie que j'avais déjà exposée aux membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications de la Chambre des Députés, je voudrais encore une fois rappeler les efforts consentis au niveau du Gouvernement pour faciliter l'accès à l'Internet haut débit à l'ensemble des citoyens à des coûts accessibles à tous. Il y a lieu de souligner par ailleurs que, d'un point de vue technique, le principal moyen pouvant garantir à terme l'accès à l'ultra-haut débit est la fibre optique.

Pour contribuer à réduire les coûts d'investissement et accélérer la mise en œuvre du déploiement des réseaux de nouvelle génération, le Gouvernement a décidé plusieurs mesures d'accompagnement, notamment la mise en place d'un registre national des travaux et un inventaire des infrastructures afin de faciliter le cas échéant les travaux de génie civil.

Par ailleurs, le Gouvernement entend favoriser le déploiement des réseaux à ultra-haut débit par une politique des fréquences adaptée et par la transposition rapide du nouveau cadre réglementaire sur les communications électroniques (3e paquet Télécom), où les projets de loi afférents ont été déposés à la Chambre des Députés entre février et juin 2010.

Les offres de «ultra-haut» débit seront évaluées régulièrement pour mesurer leur adéquation avec les objectifs et des consultations régulières seront organisées avec les acteurs concernés pour assurer le suivi de la présente stratégie.

Une veille des prix par les autorités compétentes sera organisée, vérifiant que les prix de gros et de détail soient compétitifs et se situent dans la moyenne européenne.

Question 0752 (7.7.2010) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **crise alimentaire au Niger:**

À la suite d'un coup de force du Président nigérien Mamadou Tandja initié le 4 août 2009 et aboutissant notamment à la dissolution du Parlement ainsi que de la Cour constitutionnelle, le Luxembourg a décidé de suspendre l'aide au développement à l'égard de ce pays.

Cependant, force est de constater que le Niger compte toujours parmi les pays les plus pauvres au monde. Ainsi, ce pays connaît actuellement une grave crise alimentaire touchant directement 7,8 millions d'habitants, dont 300.000 enfants, soit 60% de la population. Cette pénurie est consécutive à la sécheresse ainsi qu'à des invasions de criquets pèlerins. Selon l'UNICEF, elle a provoqué une baisse de la production agricole nigérienne de l'ordre de 25%. Les réserves de céréales sont maigres et souvent déjà épuisées.

À noter que l'ONU vient de débloquer 14 millions de dollars supplémentaires pour faire face à la crise alimentaire au Niger et qu'elle vient également de lancer une opération d'urgence via la PAM (programme alimentaire mondial de l'ONU) visant à réduire le taux de malnutrition élevé constaté chez les enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Tout en sachant que la situation politique au Niger reste préoccupante, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que, face à l'actuelle crise alimentaire dramatique, il faille trouver des moyens pour venir en aide au pays?

Réponse (20.7.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

Par courrier du 11 août 2009 adressé à la Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Niger, Aïchatou Mindaoudou, les inquiétudes de la Coopération luxembourgeoise suscitées par les mesures prises à la tête de la République du Niger en matière constitutionnelle ont été signifiées. La Ministre nigérienne a été informée que face à la crise institutionnelle que traversait à ce moment le Niger, le Gouvernement luxembourgeois avait décidé de suspendre la signature de protocoles d'accord relatifs à l'exécution des activités financées par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Il est à noter que la suspension ne concernait que les nouveaux projets et programmes bilatéraux, et que trois projets en exécution ainsi que les activités des ONG n'étaient pas touchés par la décision. De même, la contribution annuelle de 200.000 euros que le Luxembourg verse depuis 2006 au Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA) du Niger a été effectuée tant en 2009 qu'en 2010.

Face à la crise alimentaire qui frappe la population du Niger, le Gouvernement luxembourgeois a pris ses responsabilités et a utilisé l'instrument de l'aide alimentaire/humanitaire pour aider la population de ce pays partenaire. Dès décembre 2009, quand les premières indications sur l'éminence d'une crise alimentaire majeure apparaissaient, le Luxembourg a effectué des contributions au Programme alimentaire mondial (PAM) et à Médecins sans Frontières. L'aide d'urgence totale en faveur du Niger a finalement atteint le montant de 1.486.423 euros (y inclus la contribution au DNPGCA).

Lors de la première session régulière du conseil d'administration du PAM du 8 au 11 février 2010 à Rome, le Luxembourg a par ailleurs lancé un appel au PAM et aux autres grandes organisations mondiales de réagir de façon appropriée à la crise alimentaire au Niger.

En 2010, l'aide d'urgence octroyée par le Luxembourg atteint à ce stade le montant de 2.700.356 euros; ce montant comprend une contribution supplémentaire au DNPGCA de 1.000.000 euros.

En ce qui concerne les projets et programmes suspendus, le Gouvernement luxembourgeois salue les propositions concrètes faites par les autorités actuelles du Niger pour un retour à l'ordre constitutionnel, et il a pris la décision de graduellement reprendre sa coopération avec le pays en s'inspirant de la feuille de route que la Commission européenne est en train de préparer et qui sera prochainement soumise au Conseil de l'Union européenne. La suspension de la coopération avec le Niger pourrait être totalement levée si le programme de transition politique en cours restaure la démocratie d'ici mars 2011, comme convenu dans le programme de transition présenté par la junte au pouvoir.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°17** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

43e séance	mardi	13 juillet 2010
44e séance	mercredi	14 juillet 2010
45e séance	jeudi	15 juillet 2010

Les membres du Parlement des Jeunes en visite à la Chambre



Rencontre de membres du Parlement des Jeunes avec le Président et des membres de la Chambre des Députés.

Le Parlement des Jeunes vient de conclure sa session parlementaire 2009-2010. Avant de profiter d'un repos bien mérité, pas moins de 30 représentants de ses membres se sont rendus à l'Hôtel de la Chambre pour une visite des lieux et s'entretenir avec quelques-uns de leurs aînés.

Après leur avoir souhaité la bienvenue, M. Laurent Mosar, Président de la Chambre, a tenu à féliciter les jeunes pour leur engagement et à souligner les excellents contacts qui unissent les deux assemblées. Les relations se sont déjà concrétisées à plusieurs niveaux, notamment par l'introduction dans les commissions parlementaires de la Chambre de résolutions votées par les jeunes. La résolution sur le climat après l'échec des négociations de Copenhague constitue un exemple de cette démarche.

Les jeunes ont saisi l'opportunité pour faire le tour de l'actualité avec les députés, présents en nombre. Les discussions ont notamment tourné autour de:

- l'abaissement de l'âge légal (de 18 à 16 ans) pour exercer le droit de vote;

- la présence des jeunes sur les listes électorales des partis et le fait qu'ils arrivent rarement à décrocher un siège de député;

- la communication au Parlement des Jeunes des sujets politiques que la Chambre compte traiter dans les mois à venir pour que le Parlement des Jeunes puisse en discuter à son tour et prendre le cas échéant des résolutions;

- la nouvelle loi sur l'aide financière accordée aux jeunes pour faire leurs études;

- l'implication de la Chambre en automne dans la suite des négociations du Comité de coordination tripartite, cruciales pour faire sortir le Luxembourg de la crise.

Les députés ont finalement souhaité à leurs jeunes pairs de passer de bonnes vacances et de continuer à travailler avec verve pour que leur engagement puisse porter ses fruits.

Repenser l'aide au développement

La globalisation oblige les pays donateurs à repenser leur politique en matière d'aide au développement. Comme pour de nombreux des 34 pays, membres de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), la politique de développement luxembourgeoise fait l'objet d'un suivi externe. L'évaluation a pour but de comparer la politique nationale aux objectifs et principes définis au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Fin juillet, le Président de ce comité, M. Eckhard Deutscher, a eu un échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre.

La crise économique, le changement climatique et les questions environnementales jouent dorénavant un rôle prépondérant en matière de coopération. Par souci de transparence et de bonne gouvernance envers ses citoyens, le Luxembourg doit pouvoir justifier le montant de la somme qu'il consacre annuellement à l'aide au développement et qui équivaut à 1% de son revenu national brut. Selon M. Deutscher, le Luxembourg figure parmi les rares pays qui respectent leurs engagements en la matière.

Les députés se sont interrogés sur la compatibilité d'une approche «capitaliste» avec les principes humanistes de l'aide au développement. Dans ce contexte, M. Eckhard Deutscher a renvoyé à la responsabilité de chaque pays dans son propre développement tout en précisant qu'il est impossible pour les pays donateurs de fournir la solution à tous les problèmes locaux que connaissent les pays bénéficiaires de l'aide.

En matière d'aide au développement, les pays émergents comme le Brésil, l'Inde ou la Chine contribuent au développement Sud-Sud, mais ne poursuivent pas nécessairement les mêmes principes que les pays occidentaux. Selon M. Deutscher, la Chine ne lie pas nécessairement son aide à des principes de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme et de valeurs démocratiques en vigueur dans les pays partenaires qu'il soutient. En conséquence, il convient de s'accorder avec les pays donateurs de l'hémisphère sud en vue d'une meilleure collaboration en matière de coopération et d'aide au développement.

Dès 1961, l'OCDE a souhaité contribuer à une meilleure participation des pays en développement à l'économie mondiale et à l'éradication de la pauvreté. La dernière analyse par l'OCDE de la politique d'aide au développement luxembourgeoise a eu lieu en 2008. La prochaine se fera en 2013. 2010 constitue donc une étape à mi-parcours.

Finalement, M. Deutscher a salué le fait qu'il ait pu s'entretenir avec des parlementaires luxembourgeois, regrettant au passage que trop peu de parlements soient en général associés aux processus décisionnels autour de la coopération au développement.



(de gauche à droite) M. Marcel Oberweis, M. Félix Braz, M. Ben Fayot, M. Eckhard Deutscher signant le Livre d'or de la Chambre, M. Norbert Haupert, Mme Nancy Arendt et M. Marc Angel.

Il revient aux parlements nationaux de jouer un rôle central

En remplacement de M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, Mme le Député Anne Brasseur a assisté à Limassol (Chypre) à la Conférence des Présidents de Parlement du Conseil de l'Europe. Dans son allocution, elle a insisté sur la responsabilité démocratique incombant aux parlements nationaux dans un monde en crise.

Redoutant qu'en ces temps incertains et difficiles, les exécutifs n'abusent de leur pouvoir pour s'arroger des pouvoirs exceptionnels, la députée luxembourgeoise a mis en garde les nombreux présidents de parlement présents devant un tel danger.

Constatant dans son discours que le monde a depuis toujours été confronté à des crises, elle a néanmoins tenu à souligner que celles-ci ont changé d'ampleur. «L'ère de la globalisation qui nous rend de plus en plus interdépendants y est pour beaucoup. Il s'avère dès lors impératif d'éviter les crises telles que nous les avons connues au XXe siècle. Les efforts à fournir en ce sens ne doivent pas relever des seuls gouvernements», a-t-elle ainsi lancé à l'auditoire.



Mme Anne Brasseur a prononcé un discours à l'occasion de la Conférence des Présidents de Parlement du Conseil de l'Europe.

À ses yeux, le rôle des parlements dans la politique internationale s'est constamment renforcé depuis deux décennies au point de former aujourd'hui une véritable «communauté de destin transnationale» qui a l'obligation d'œuvrer dans une même direction, à savoir: garantir aux citoyens du monde entier la possibilité de se développer, de pouvoir profiter d'une protection sociale adéquate et de disposer de moyens financiers en ligne avec une vie digne.

À titre de précision, rappelons que des parlementaires nationaux des 47 pays membres du Conseil de l'Europe composent son Assemblée parlementaire.

DANS CE NUMÉRO

Aide financière de l'État pour études supérieures	p. 598
Formation de l'infirmier	p. 613
Chômage, ADEM et réinsertion au travail	p. 620
Sommaire des séances publiques Nos 43-45	p. 647
Sommaire des questions parlementaires	p. Q216

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°17** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Professions de santé

6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,

- transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

- modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé;

- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

Le projet de loi vise essentiellement la mise en conformité de la législation du Grand-Duché de Luxembourg avec les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie.

De façon générale, les dispositions de la directive susmentionnée ont été transposées en droit national par deux lois distinctes. D'une part, la loi du 19 juin 2009 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles transpose, pour ce qui est du droit d'établissement et de la prestation temporaire de service le système général de reconnaissance en prévoyant également la possibilité de mesures de compensation, à savoir l'épreuve d'aptitude ou le stage d'adaptation en cas de différence substantielle entre les qualifications professionnelles du migrant et celles exigées pour l'exercice de la profession réglementée concernée au Grand-Duché de Luxembourg.

D'autre part, le projet de loi 6062 vise à transposer en droit national les dispositions de la directive relatives aux professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé. Ce projet de loi a été voté par la Chambre des Députés en premier vote constitutionnel le 1er juillet 2010.

Le projet de loi sous rubrique redéfinit la formation de l'infirmier responsable de soins généraux. Cette dernière est une profession réglementée au sens de la directive visée et elle fait partie des professions dites sectorielles pour l'exercice desquelles le migrant au sein de l'Union européenne bénéficie de la reconnaissance automatique des qualifications professionnelles. Le principe de la reconnaissance automatique se fonde sur la confiance réciproque des États membres dans la qualité de la formation dispensée et, pour le cas de l'infirmier responsable de soins généraux, la reconnaissance automatique repose sur des exigences minimales de formation à savoir, «trois années d'études ou 4600 heures d'enseignement théorique et clinique, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins un tiers et celle de l'enseignement au moins la moitié de la durée minimale de la formation» (directive 2005/36/CE, article 31,3.).

La Commission européenne estime qu'il y a non-conformité de la législation luxembourgeoise par rapport aux exigences minimales en matière de formation des infirmiers responsables de soins généraux avec la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et elle a lancé une procédure d'infraction (Procédure d'infraction 2008/4163). Selon la Commission européenne, la non-conformité porte essentiellement sur le nombre d'heures organisées alors que la durée de la formation est de trois ans. Dans son avis motivé, la Commission indique qu'un «minimum d'harmonisation ne peut être assuré que si les États membres prennent en considération les deux indicateurs lorsqu'ils élaborent leur formation d'infirmier généraliste et qu'ils ne s'écartent d'aucun de ces critères de façon significative», les deux critères étant celui du nombre d'heures d'enseignement théorique et clinique ainsi que celui de la durée de trois années.

Le Grand-Duché de Luxembourg a contesté que ces deux critères, à savoir celui du nombre d'heures d'enseignement et celui de la durée des études («trois années d'études ou 4600 heures d'enseignement théorique et clinique») soient conjonctifs. La partie luxembourgeoise indique que le terme «ou» est exclusif, alors que la Commission indique que le terme «ou» signifie «l'équivalent de». L'interprétation de la Commission fait de la façon dont la formation est structurée une conditio sine qua non pour que la reconnaissance puisse avoir effet. Cette même interprétation va dans le sens d'une harmonisation des structures d'enseignement à un niveau communautaire, puisqu'elle exige une définition de la formation en termes de durée et de volume. Ceci reviendrait à dire qu'un État membre n'est pas compétent pour l'organisation de son enseignement et va donc à l'encontre du principe de la subsidiarité.

Nonobstant cette position, le Grand-Duché de Luxembourg a marqué son accord pour réformer la formation de l'infirmier responsable de soins généraux pour éviter qu'un doute ne plane sur la qualité de la formation, doute de nature à mettre en cause la confiance des patients dans les soins qui leur sont donnés.

La formation d'infirmier de soins généraux est donc réformée selon les principes suivants:

1. admission à la formation d'infirmier en classe de douzième au Lycée technique pour Professions de Santé;

2. durée de la formation: quatre ans;

3. diplôme délivré: brevet de technicien supérieur, mention: infirmier responsable de soins généraux;

4. formation comprenant 4600 heures d'enseignement théorique et clinique répartie sur les quatre années de formation, la durée de l'enseignement théorique représentant au moins 1534 heures d'enseignement et celle de l'enseignement clinique au moins 2300 heures;

5. formation définie en termes d'objectifs tels que repris à l'article 31.4 - 6 de la Directive 2005/36/CE et tableau de correspondance indiquant les branches figurant à l'annexe V, point 5.2.1.;

6. la relation entre le lycée technique concerné et les hôpitaux dans lesquels l'enseignement clinique a lieu est régie par voie de convention.

À titre subsidiaire, il convient de relever que la formation d'infirmier de soins généraux est complétée par la possibilité d'obtention d'un diplôme supplémentaire à l'issue de la classe de 13e, à savoir, soit un diplôme de fin d'études secondaires techniques, soit un diplôme de technicien. La formation sera donc complétée par des matières à caractère général permettant également une qualification de niveau bac.

La formation de l'infirmier responsable de soins généraux a une incidence directe sur la formation de la sage-femme, cette dernière étant également une profession réglementée au sens de la directive 2005/36/CE. La formation telle que dispensée actuellement est une formation à temps plein de deux ans subordonnée à la possession d'un titre d'infirmier responsable de soins généraux. Or, il s'est avéré que la durée de deux ans de formation peut être insuffisante pour les besoins en formation de la sage-femme et il est dès lors proposé une formation d'une durée de trois ans. Afin d'éviter une durée excessive des études, l'accès à la formation n'est plus subordonné à la possession d'un titre d'infirmier responsable de soins généraux, mais à la possession d'un diplôme donnant accès à l'enseignement supérieur. La formation de la sage-femme n'est donc plus une spécialisation de l'infirmier responsable de soins généraux, mais elle devient une formation sui generis.

Finalement, la troisième profession réglementée au sens de la directive est celle de l'architecte. Le présent projet de loi entend donner une sécurité juridique quant à la reconnaissance des diplômes visant l'accès à cette profession.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 02.07.2010

Rapportrice: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

06.07.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi

09.07.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°126, page 2112

ILNAS

6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

Le projet de loi 6155 abroge les articles 12 et 32 de la loi dite ILNAS et peut être qualifié comme le premier pas vers la transposition de la directive «services».

Avec l'entrée en vigueur du présent projet de loi, le régime d'autorisations spécifiques imposé aux électriciens souhaitant intervenir sur des installations raccordées aux réseaux de distribution publics d'énergie électrique appartiendra au passé.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 06.07.2010

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

07.07.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

Loi du 20 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°115, page 1964

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 43

MARDI,
13 JUILLET 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Communications

- *M. le Président*

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

- *M. le Président*

3. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Xavier Bettel, M. Claude Adam, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann, M. Gast Gibéryen*
- *Vote (ordre du jour adopté tel que proposé par la Conférence des Présidents)*

4. 6148 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;

4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;

5. le Code de la Sécurité sociale

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Norbert Haupert (dépôt d'une motion), M. Eugène Berger (dépôt d'une motion), M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Jean Colombera (dépôt d'une motion), M. André Hoffmann*
- *M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *M. Eugène Berger, M. Jean Colombera (parole après ministre), M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motions: M. Lucien Thiel (priorité demandée pour la motion 1)*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée; les motions 2 et 3 sont donc caduques)*

5. 6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Xavier Bettel (dépôt d'une motion), M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias*
- *Motion: M. Xavier Bettel, M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

6. 6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

- *Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,

- transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

- modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;

- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Claude Adam, M. Jean Colombera*
- *M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Mme Anne Brasseur (parole après ministre), M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109e et 110e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007

- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

Da goufe folgend Projeten déposéiert: de 6. Juli vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6155 iwwert d'Schafe vum ILNAS; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6156, e Stabilitéitsaccord mat Serbien; de 7. Juli vum Landwirtschaftsminister de Projet de loi 6157 iwwert de Remembrement; den 8. Juli vun der Mëttelstandsministesch de Projet de loi 6158, Direktiven iwwert den Zougang vu verschiddene Beruffer, a schliesslech den 9. Juli vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6159, eng Mission d'État de droit am Kosovo.

Communications du Président - séance publique du 13 juillet 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

***6155** - Projet de loi modifiant la loi du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits de services*

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 06.07.2010

***6156** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 29 avril 2008*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 06.07.2010

***6157** - Projet de loi concernant le remembrement des biens ruraux*

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 07.07.2010

***6158** - Projet de loi réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales et*

- portant transposition de certaines dispositions des directives 2006/123/CE du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et 2005/36/CE du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles;

- modifiant certaines autres dispositions légales;

- portant abrogation de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 08.07.2010

***6159** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 19 mai 2009 relatif à la participation du Luxembourg à la mission „État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 09.07.2010

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Mir kommen elo zum Retrait vum Rôle vun engem Projet de loi. Duerch Arrêté grand-ducal de retrait huet d'Regierung ugefrot, de Projet de loi N°6134 iwwert d'Schafe vum ILNAS vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimat averstan?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Den 8. Juli huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6148 iwwert déi staatlech Hëllefe fir Studenten nom Modell 1; de Projet de loi 6113, eng Ofännerung vum Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert de Schutz vun der Privatsphär, och nom Modell 1; dann de Projet de loi 6108 iwwert d'Cassatiounsprozedur nom Basismodell; de Projet de loi 6154, d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert den Infirmiersberuff nom Basismodell; den 5861, eng Konventioun iwwert d'Coopération douanière, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6123 iwwert den ILR nom Modell 1; dann de Projet de loi 6147, eng Ofännerung vum Code du Travail, och nom Modell 1; dann de Projet de loi 6110, d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur nom Basismodell; dann de Projet de loi 6014 iwwert d'Administration des Ponts et Chaussées nom Modell 1; dann de Projet de loi 6114 iwwert den Emissiounshandel nom Basismodell; de Projet de loi 6056 iwwert d'Fluglotsen, och nom Basismodell; de Projet de loi 6096 iwwert d'Wäschmëttel nom Basismodell; den Ännerungsvirschlag 6143 vun eisem Chambersreglement iwwert den Impakt vum Lissabon-Traité op déi national Parlamenter, och nom Basismodell.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 5939 iwwert d'Chambre de Commerce nom Modell 1; de Projet de loi 5881C iwwert d'Garantie de conformité nom Basismodell; de Projet de loi 6155 iwwert d'Schafe vum ILNAS nom Basismodell; an dann d'Question avec débat N°13 vum Här Ali Kaes iwwert d'Dikrecher Brauerei. Dann hu mer de Projet de loi 6081, eng Direktiv iwwert d'Abus de marché nom Modell 1; dann de Projet de loi 6130 iwwert d'Steieren nom Basismodell, an dann d'Proposition de loi 5667 iwwert d'Cour des Comptes nom Basismodell.

Et ass mer signaléiert ginn, datt eng ganz Rei vu Kolleege wëllen d'Wuert zum Ordre du jour ergräifen. Ech hunn den Här Bettel, den Här Adam, den Här Colombera an den Här Hoffmann. Da kritt fir d'Éischt d'Wuert den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, zwee Punkten. Den éischte Punkt zum Ordre du jour ass: Wéi Der et selwer wësst, gesäit eist Reglement vir, dass déi Question-parlementairen, wou nach keng Äntwerten do sinn, sollten normalerweis hei an der éischter Sitzung kënne gestallt ginn. Ech stelle fest, dass 26 Froen um Datum vun haut nach ëmmer net beäntwert si vun eiser Regierung, mat enger vum 20. Juni 2007 vum Här Fayot, vum Oktober 2007 vum Här Gibéryen, vum Abrëll 2008 vu mir an eng ganz Rëtsch anerer.

Ech wier frou, wann d'Regierung eis géif haut matdeelen, ob se gewëllt ass, eis dës Woch déi ze beäntwerten oder ob mer schréftlech eng Äntwert drop kréien. Ech mengen, et ass net e gudde Stil, wa verschidde Froen iwwert dräi Joer musse waarden, fir eng Äntwert ze kréie vun eiser Regierung.

Zweete Punkt, Här President, ass: D'Demokratesch Partei freet, fir de Projet de loi iwwert d'Reform vun de Studienhëllefe vum Ordre du jour ze huelen.

Firwat? Mir gesinn, dass eng ganz Rëtsch vu Froen nach opstinn. Dëse Projet ass am Moment amgaang duerchgebaatscht ze ginn. Dat wor vun der Initiativ vum Projet bis elo. Et sinn einfach ze vill Froen, déi opbleiwen. Haut de Mëtteg hunn nach eng Rëtsch vun Deputéierte vun eis och nach Froe gestallt kritt iwwer Leit, déi ënner engem schwéieren Handicap leiden an déi awer wëlle studéiere goen, déi sech och Froe stellen. Et sinn d'Zuelen: Wat verléiert e Student? Wat gëtt fir Härtefäll gemaach? Ginn 1.000 Euro duer?

Et sinn eng ganz, ganz, ganz Rëtsch vu Froen, Här President, déi einfach opstinn.

D'Chambres professionnelles, wann een eise Stil kuckt vun Aarbecht, déi mer hei féieren, sinn net all saiséiert ginn. D'Chambre des Salariés kritiséiert ganz schaarf. D'Commission nationale de la protection des données reegt sech op, dass se fënnef Deeg Zäit hat, fir de Projet ze aviséieren.

Ech mengen, esou e Stil, fir legislativ Aarbecht ze maachen, ass einfach inakzeptabel. Mir hu keng fiabel Zuelen haut, déi mer nach ëmmer net virgeluecht kritt hunn, fir iwwerhaapt kënnen en bonne âme et conscience dëse Projet de loi vun der Regierung ze stëmmen.

An, last but not least, Här President, muss ech lech soen, dass ech elo just virun der Dier e roude Punkt ausgedeelt kritt hunn. Dat ass d'Ënnerorganisatioun vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, déi schreift: „Eine kräftige «Datz» für den Hochschulminister! Wenn es nach den Jusos ginge, müsste der Hochschulminister im September nachsitzen, um dem Parlament eine besser durchdachte und ausgereifte Reform vorzulegen!" Ech mengen, dat seet selwer d'Ënnerorganisatioun vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei.

(Interruptions)

An ech ka mer virstellen, dass se net wëllen… Ech ka mer virstellen, Här President, dass d'LSAP elo net wëllt de Jonksozialisten einfach an de Réck falen. Oder et beweist op jidde Fall, wéi ee Vertrauen a wéi eng Seriositéit se an hir eegen Zukunft huet, wa se dat, wat déi Jonk froen, déi jo si vertrieden, net kënne respektéieren.

Här President, wien ass hei de Verléierer, wa mer dat heite stëmmen? Dat sinn déi sozial Schwaach. Wéi deier gëtt dëse Projet? Weess keen. Dowéinster, kommt, mir sinn alleguerten eens a mir huelen de Projet zréck, Här President, a mir stëmmen am September an am Oktober.

A kommt elo net mam Argument, dass de Minister seet, et misst dréngend geschéien. De Minister sot selwer an der Kommissioun, dass een dat kéint an där Académique maachen - dat huet en an der éischter Sitzung gesot - an dass déi ganz Hetz elo, déi op eng Kéier entstanen ass, net dû ass. An dowéinster ass et besser, mir zéien zréck, wann de Minister selwer seet, et ass jo net esou presséiert. Op eng Kéier ass zwar d'Hâte komm. Et weess haut nach ëmmer keen, firwat déi Hâte iwwerhaapt komm ass.

Här President, kommt mir sinn eis eens. Mir wëllen eng seriö Aarbecht maachen. Mir wëllen déi Suergen, déi Studentefroe respektéieren. Mir wëllen d'Froen, déi dem Här Fayot seng Jugendorganisatioun huet, verteidegen. Well den Här Fayot jäizt schonn. D'Jugendorganisatioun….

(Brouhaha général)

A mir stëmmen deen am September oder am Oktober, Här President. Kommt, mir maachen eng gutt Aarbecht, amplaz eng schlecht Aarbecht ze bâcléieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, elo kritt d'Wuert den Här Claude Adam, och zum Ordre du jour.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech schléisse mech deem un, wat de Xavier Bettel grad gesot huet. De François Bausch, mäi Fraktiounschef, hat an der Conférénce des Présidents sech schonn derfir agesat, datt de Projet de loi 6148 haut net um Ordre du jour géif stoen. Ech ginn elo net op den Inhalt a vun deem Gesetz. Dat kënne mer jo dann am Hierscht, wa mer et vum Ordre du jour géifen huelen, an aller Rou diskutéieren.

Ech kann awer esou wäit soen, datt déi Iddi, déi hei ugeschwat gëtt, dee Paradigmewiessel, fir eis eppes ganz Interessantes ass a vill ze vill schued ass, fir et esou iwwert de Knéi ze briechen.

Firwat mengen ech, datt mer de Projet misste vum Ordre du jour huelen? Ma wa mer eis Aarbecht seriö huelen, da wësse mer, datt am Rapport steet, datt, wéi d'Chamberskommissioun de Rapport votéiert hat, keen ee Rapport vun enger anerer Instanz do war ausser deem vum Conseil d'État. An am Conseil d'État stoung, datt de «Conseil d'État n'entend pas retarder la procédure législative en soumettant le projet à l'examen exhaustif qu'il mériterait pourtant, alors que, d'après l'exposé des motifs, les modifications envisagées „constituent un changement de paradigme"…»

Mir fannen dat ganz schued, datt elo esou séier soll dee Projet hei iwwert de Knéi gebrach ginn. Mëttlerweil si jo och schonn eng Rei Avisen do, an déi Avisë bestätegen eis an eiser Opfaassung, datt do nach vill nozebesseren ass.

Dofir géife mer wierklech eis däitlech derfir ausschwätzen an lech un d'Häerz leeën, fir de Projet de loi vum Ordre du jour ze huelen, en ze iwwerschaffen an en a Rou am Hierscht nach eng Kéier erëmzebréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An, genau wéi den Här Bettel gesot huet, déi Urgence ass eng selwer geschafen Urgence vun der Regierung. Do kann een duerchaus soen, wann deen eréischt vum Summersemester 2011 géif ulafen, da wier dat och an der Rei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Colombera huet d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, Merci, Här President. Ech schléisse mech menge Virriedner un. Här President, Här Minister, mir hunn hei eng Ongereimtheet entdeckt, an elo wësse mer net, ob dat e Lapsus ass oder et Absicht war. Wann et elo ee Lapsus ass, bon, da reeche mer Iech d'Hand. A mir mengen, datt Der esou éierlech wiert, fir dee Projet zréckzezéien. Wann et elo Absicht ass, dann ass et eng aner Situatioun. Da gëtt de Projet eben duerchgebootscht. Bon, dat ass dann Är Affär.

Ëm wat geet et? D'Allocation familiale gëtt jo ewechgeholl. De Boni d'enfant gëtt jo ersat duerch 1.000 Euro. Mä, wat eis opgefall ass, ass, datt déi 1.000 Euro zur Halschent als Prêt unerkannt ginn. Dat heescht an anere Wierder, d'Leit, déi verléieren net nëmmen hir Allocations familiales, mä si verléieren och 500 Euro vun hirem Bonus d'enfant. An anere Wierder, vu datt dann de Boni d'enfant e Steierboni ass, wär Lëtzebuerg deen éischte Stat op der Welt, dee Steiergelder verléint, an déi Steiergelder, déi mussen zréckbezuelt gi mat 2% Interessen. An ech mengen, do ass iergendwéi eng Onlogik.

Ass dat e Lapsus? Wann et e Lapsus ass, wann ech gelift, dann huelt dee Projet direkt erof, da kënne mer vläicht deen nächsten Donneschdeg oder och da vläicht d'nächst Woch, mir hunn och nach Zäit, stëmmen. Wann et kee Lapsus ass, da war et op Absicht.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Da kritt nach d'Wuert den Här André Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, onofhängeg vum Inhalt vum Gesetzesprojet 6148 iwwert d'Ofschafung vum Kannergeld - muss ee jo emol soen deelweis - an eng nei Regelung vun de Studienhëllefen, mengen ech, dass et eleng de Respekt virun der parlamentarescher Aarbecht, de Respekt virun de legislative Prozeduren an de Respekt virum öffentlechen Débat sinn, déi eigentlech vun eis géife verlangen, dee Projet vum Ordre du jour ze huelen, fir eng Denkpaus ze kréien, eng Denkpaus, eng Zäit fir eng seriö Analys vum Impakt vun deenen Dispositiounen a Projets de loi, an och Zäit fir seriö Gespréicher an Négociatioune mat deenen, déi sech kritesch zu deem Projet geäussert hunn.

Nach eng Kéier zum Rappel: Dat sinn d'Studentenassociatiounen, dat sinn déi zwou grouss Gewerkschaften hei zu Lëtzebuerg, dat ass am leschte Moment och nach d'Asti, déi um Inhalt vum Gesetz eng hefteg Kritik üben an och verlaangen, de Vote ze reportéieren.

Et ass schonn hei gesot ginn, am Exposé des motifs vum Gesetz steet, et wär net manner wéi e Paradigmewiessel. Paradigmewiessel, dat heescht, dass mer vun enger fundamentaler Logik an eng aner fundamental Logik trieden. An da muss ee soen, dee Changement vu Logik, dee betrëfft an dësem Fall net nëmmen d'Studentenhëllefen, d'Studienhëllefen als solch, mä betrëfft eng Rei vu Beräicher vum Sozialstat. An ech mengen also, dass een dofir eng seriö Reflexioun soll féieren an d'Objektioune soll seriö huelen.

Mä, wann ee kuckt, emol déi normal legislativ Prozedur ass hei net agehale ginn. De Statsrot - et sief nach eng Kéier gesot - betount e puermol a sengem Avis, datt e wéinst där angeblecher Urgence keng Zäit hat fir eng seriö Analys vum Projet a vun dem Impakt, deen de Projet huet. D'Chambres professionnelles sinn net gefrot ginn, wat - schreift d'Chambre des Salariés - eng Violatioun vum Gesetz iwwert d'Chambres professionnelles war. Wann dann d'Chambre des Salariés sech selwer, ouni gefrot ze ginn, am leschte Moment befaasst, wat se gemaach huet, da schreift se en äusserst kriteschen Avis par rapport zu deem Projet de loi.

Deen Avis vun der Chambre des Salariés, dee konnt dann och net méi an der zoustänneger Kommissioun analyséiert ginn, konnt natierlech och net am Statsrot analyséiert ginn.

Et heescht also, déi normal Schrëtter vun der legislativer Prozedur, déi sinn net agehale ginn, an, wéi gesot, onofhängeg vun deem, wat am Gesetz selwer als Inhalt steet, wär dat eigentlech Grond genuch, fir ze soen, mir kënnen dat hei net stëmmen.

Ech sinn iwwregens och der Meenung, dass dee Gesetzesprojet verschidde Beräicher, hunn ech scho virdru gesot, beréiert, an also wär et menger Meenung no och net abwegeg gewiescht, fir en a verschiddene Kommissiounen ze diskutéieren, notamment och an der Kommissioun vun der Sécurité sociale, an der Kommissioun vun der Famill, well dat sinn op d'mannst déi zwou, déi och direkt…

Une voix.- A vun der Éducation nationale!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Pardon?

…a vun der Éducation nationale, déi beréiert si vun deem, wat an deem Gesetzesprojet hei virgesinn ass.

De sozialen Impakt ass nach ëmmer ongewëss. No de Berechnunge vun der Chambre des Salariés, ënner anerem, géife bestëmmte Kategorië vu Familllje besonnesch mat schwaachen Akommessen a mat méi Kanner, déi op der Uni sinn, méi schlecht ewechkomme bis elo. Dass d'Grenzgänger diskriminéiert sinn, dat schéngt zimlech gewëss ze sinn. Iwwregens ass héchst fragwürdeg, ob dat konform ass zum europäesche Recht.

Une voix.- Mä, schwätze mer elo zum Fong, Här President?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Mä eng Diskriminéierung ass et jiddefalls. An nach eng Kéier och: Ech erkenne kee Grond fir eng Urgence. Ech fannen, an deem heite Fall besteet d'Urgence doranner, sech Zäit ze huelen.

M. le Président.- Dann huet och nach d'Wuert zum Ordre du jour gefrot den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Net direkt zu deemselwechte Punkt wéi meng Virriedner, vun deenen ech awer selbstverständlech d'Iwwerleeunge mat deelen.

Hei ass meng generell Remarque zum Ordre du jour, déi ech wëll maachen. Mir hunn dës Woch 19 Projeten um Ordre du jour, wat quasi rekordverdächteg ass. Wa mer da kucken, datt vun deenen 19 Projete sechs Projeten de Modell 1 hunn, an 13 Projeten hunn de Modell de base. Et sinn also 13 Projeten, wou d'Presidentekonferenz am Fong décidéiert huet: Doriwwer setze mer eis am Parlament mat deene Projeten net méi ausenaner. Aner wichteg Projeten, wéi zum Beispill een iwwert d'Infirmière, wou iwwer Joren driwwer diskutéiert ginn ass, hunn e Modell 1.

Dat heescht, d'Parlament dankt quasi of. Den öffentlechen Débat, deen am Fong e Parlament auszeechent, déi öffentlech Ausenanersetzung, d'Meenungsvillfalt vun deene verschiddene Parteien, d'Iwwerleeunge vun de Projeten, wat gutt, wat schlecht ass, firwat ee Parlament iwwerhaapt do ass, fir en öffentlechen Débat ze maachen, dee gëtt hei zu Lëtzebuerg quasi ausgeschloss.

Hei ass nach just e Parlament, wat am Eilverfahre Projete virgeluecht kritt, enregistréiert an ofstëmmt, an domadder huet et sech. Awer de politeschen Débat, fir dat e Parlament do ass, dee fënnt hei net méi statt, an dat ass ze bedaueren.

Ech verstinn, datt d'Regierungsparteie keen Intérêt drun hunn, fir datt vill soll politesch diskutéiert ginn, datt dat soll esou séier am Hauruck-Verfahren iwwert d'Bühn goen a wa méiglech och nach virun der Summervakanz, an der Hoffnung, datt d'Leit dann alleguerte scho mat

hire Gedanken an der Vakanz sinn an dann alles vergiess hunn. Dann ass et einfach duerchgebaatscht ginn, dat hate mir och an der Vergaangenheet schonn, virun der grousser Vakanz, virun der Chrëschtvakanz, mä an dëser Gréisstenuerdnung hate mer et nach ni.

Ech proposéieren duerfir, Här President, datt mer all deene Projeten zumindest sollen de Modell 1 ginn, datt hei kann eng uerdentlech Diskussioun sinn. A wa mer dës Woch net fäerdeg ginn, da solle mer als Parlament eis esou seriö huelen an net nëmmen un d'Vakanz denken, mä da solle mer nach d'nächst Woch eng Woch drunhänken an dann alleguerten déi Projeten hei seriö diskutéieren. Mir maachen eis jo am ganze Land lächerlech mat där Prozedur, déi mer hei maachen!

Deen zweete Punkt ass, Här President, mir hunn d'lescht Joer eis an eisem Reglement nei Bestëmmunge ginn iwwert d'Propositions de loi. Iwwert d'Propositions de loi, wou mer am Fong dem Deputéierte wollten d'Méiglechkeet ginn, wann en eng Proposition de loi mécht, wann en eng Initiative parlementaire mécht, datt dat dann och eng Prozedur kritt, datt dat eng Suite kritt, datt dat diskutéiert gëtt.

Mir hunn am Mäerz hei an engem fir mech e bësse fragwürdegen Eilverfahren, dee vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, all déi Proposition-de-loien duerchgeholl, an der éischter Propositioun, nämlech dat, wou d'Chamber muss driwwer befannen, ob se eng Suite där Proposition de loi gëtt, jo oder neen, an et si 27 Proposition-de-loien do zréckbehale ginn. An déi 27 Proposition-de-loien hätte laut eisem Reglement, wat jo och Gesetzeskraaft huet, misse virun der Summervakanz hei um Ordre du jour vun dësem Haus stoen.

Elo huet d'Presidentekonferenz awer net eng eenzeg…, net eng eenzeg vun deene Proposition-de-loie steet um Ordre du jour. Dat heescht, mir verstoussen als Chamber géint eist eegent Reglement, wat mer eis virun engem Joer ginn hunn. An dat ka jo och net sinn, datt mir als Chamber eist eegent Reglement net méi respektéieren!

Duerfir ass meng Fro un d'Presidentekonferenz, firwat datt, nodeem am Mäerz déi Projeten alleguer heibannen an der Chamber gestëmmt si ginn, datt se an d'Suite kommen, datt se an d'Legislativ solle kommen, déi net méi op den Ordre du jour heibanne komm sinn.

Et ass eng Fro, déi ech un d'Presidentekonferenz stellen, Här President. Ech weess net, Dir sidd wahrscheinlech deen am beschte Gëeegenten, fir eis eng Äntwert dorobber ze ginn. Op jidde Fall, mir kënnen net als Chamber géint eist eegent Reglement verstoussen, an duerfir géif ech och proposéieren, mer sollen d'nächst Woch nach eng Woch drunhänken a wann néideg zwou Wochen drunhänken, wou mer alleguer déi Proposition-de-loie konform zu eisem Reglement géifen hei op den Ordre du jour setzen.

Ech fir meng Säit als President vun der Reglementskommissioun wäert dës Woch nach eng Reglementskommissioun aruffen, fir ze kucken, wéi d'Positioun vun der Reglementskommissioun zu der Attitüd vun der Presidentekonferenz ass, déi am Fong hei krass géint eist Reglement verstéisst.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Wëllt nach een d'Wuert zum Ordre du jour froen?

Ech wëll vläicht just dem Här Gibéryen äntwerten, ganz besonnesch op seng éischt Kritik, wat déi verschidde Modelle betrëfft, datt, wann ech elo kucken, wat ech virleien hunn - Dir hutt mat Recht gesot, déi meeschte Projete si Modèle de base a Modell 1 -, dann notzen déi allermannste Riedner d'Zäit aus, déi se emol fir déi Modellen hunn, déi mer do virgesinn hunn. Ech mengen duerfir, datt mer dee Reproche manifestement net ganz fondéiert schéngt ze sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

M. le Président.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kann dat doten net esou am Raum stoe loossen.

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wa mir hei bei 13 Projeten zwou Minutte kréien, fir zu engem Projet ze schwätzen, da schreiwe mir eis net méi an. Fir just dorobber ze goen an ze soen, ech hätt keng Zäit, fir ze schwätzen, a mech dann erëm setzen ze kommen, dat huet kee Wäert! Dat ass jo lächerlech!

M. le Président.- Wa keng Wuertmeldung méi zum Ordre du jour ass, kënne mer dann iwwert den Ordre du jour ofstëmmen?

Wien ass mam Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ass, d'accord?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Vote électronique, Här President, wann ech gelift.

M. le Président.- Da maache mir e Vote électronique.

Vote

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe gëtt, ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, 21 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun. Domadder ass den Ordre du jour ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Félix Eischen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

S'est abstenu: M. Robert Weber.

Mir kommen dann och elo zum éischte Punkt vun dësem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 61…

(Interruption)

Jo?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hat eng Fro gestallt iwwer eis 26 Question-parlementaires, wou mer nach ëmmer keng Äntwert vun der Regierung kritt hunn, ob se gewëllt ass, eis déi schréftlech oder wéi…?

(Interruption)

M. le Président.- Da kritt elo nach d'Regierung d'Wuert dozou.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, am Numm vun de Kolleegen huele mir déi Froe mat an d'Regierung den nächste Freideg, a mir wäerten all eise Kolleege soen, datt se esou séier wéi méiglech sollen op déi Froen äntwerten.

M. le Président.- Merci der Madame Minister.

Mir kommen dann elo definitiv zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 6148 iwwert déi staatlech Hëllefe fir Studenten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Haupert, Berger, Fayot, Adam, Colombera an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

4. 6148 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;

4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;

5. le Code de la Sécurité sociale

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer dann elo awer haut ze befannen hunn, huet, wéi all Projet, dee mat déif gräifenden Neierungen opwaart, allerhand Stëbs am Virfeld opgejot. Dat hu mer jo elo grad nach hei virdemonstréiert kritt. Dat hänkt awer net nëmmen u sengem innovative Charakter, mä och dorunner, datt et ëm Sue geet.

Eigentlech ass dat Ganzt jo fir d'Éischt als Spuermoossnam geduecht - dat gëtt offensichtlech ëmmer erëm vergiess -, an et gehéiert zu deem Krisepak, deen - nom Platten…

(Interruption)

Dir dierft jo herno och schwätzen.

…vun der leschter Tripartite - d'Regierung am Sologank ficeléiert an net méi spéit wéi e Freideg op de Wee geschéckt huet.

Am Spuerplang vun der Regierung, déi dat anert Joer d'Statsausgaben ëm 300 Millioune kierze wëllt, fir de Budget bis 2014 erëm an d'Gläichgewiicht ze bréngen an hir Verschëldung natierlech ofzebremsen, stinn och 74 Milliounen, déi duerch d'Ofschafe vum Kannergeld a vum Kannerboni fir Héichschoulstudenten agespuert solle ginn. Et louch natierlech op der Hand, datt esou eng Sträichung net brutal an net ersatzlos geschéie kéint, à moins datt een et drop ofgesinn hätt, eise souwisou schonn ze héijen Akademikerdefizit nach weider an d'Luucht ze dreiwen.

Fir deem entgéintzewierken, gëtt dann elo parallell zur Sträichung vum Kannergeld, souzesoen als Ersatz, e System vu Bourssen a Studenteprêtë geschaf, deen derfir suerge soll, datt kee Student ze kuerz kënnt.

Dat héiert sech gutt un an et héiert sech och einfach un, ass awer a Wierklechkeet méi wéi komplizéiert. Schonn eleng nëmmen dofir, well et net einfach ass ze verstoen, datt hei fir d'Éischt gespuert an trotzdeem nei Dépensë gemaach solle ginn. D'Erklärung fir dee scheinbare Widdersproch läit do, datt op där enger Säit Bourssë virgesi sinn, déi zesumme mat deenen anere Bäihëllefe bis op 17.700 Euro pro Joer a Student klamme kënnen, dofir dann awer op där anerer Säit, wéi am Krisepak virgesinn, um Kannergeld a bei der Besteierung vun den Eltere vun de Studenten ewechgehuwwelt gëtt.

Well hei esou villes beienee kënnt - Kannergeld, Boni, Abattement, Prêt, Prime, Bourse an ech weess net wat nach -, ass et schwéier, sech an deem ganze Gerechens erëmzefannen. Et kann een héchstens Eenzelfäll am alen an am neie Regime matenee vergläichen, mä dat endegt dann awer gär an engem Äppel-Biren-Duercherneen, an deem een da stonnelaang wulle kann, ouni sech ënnereneen eens ze ginn.

Et ass nun eemol esou, datt mir et hei mat engem total neie Konzept ze dinn hunn, dat dee gewinntene Bäihëllefregime, mat direkter an indirekter Subventionéierung, gréisstendeels iwwert d'Kopp geheit. D'Philosophie bei deenen neie Studiëbäihëllefen, déi deenen zugrond läit, ass déi folgend:

D'Bénéficiairë vun der Ënnerstëtzung sollen net méi an éischter Linn d'Eltere sinn, déi via Kannergeld, Steierabattement a Kannerboni bis elo de Gros vun de Sue kritt hunn, derbannst de Student selwer an deene meeschte Fäll, well d'Eltere sech zum Beispill gutt stoungen, nëmmen en Urecht op e Prêt remboursable - dee berühmte Prêt remboursable - zu engem Taux vun 2%, an doriwwer eraus op eng Urechnung vun den Aschreiffraisen, an eventuell op eng Prime d'encouragement hat. Vun elo u soll näischt méi un d'Elteren, mä alles un den Héichschoulstudent goen, an zwar a Form vun enger Bourse, déi bei de Prêt remboursable derbäikënnt.

Doduerch, datt d'Kannergeld, dat jo bekanntlech net proportionell, mä exponentiell mat der Kannerzuel wiisst, elo fir d'Unistudenten ewechfält, ass et méiglech, datt an eenzelne Fäll deen neie System manner avantagéis ass wéi deen alen am Kumul. Duerfir gouf dann och virgesinn, datt, sollt et zu Härtefäll kommen, de Ministère nach ëmmer op eng Rallonge vun 1.000 Euro pro Student zréckgräife kann, déi bis elo den Handicapéierte reservéiert war.

Den neie System gëllt nëmme fir Héichschoulstudenten a fir Volontairen, déi selwer oder deenen hir Elteren hei am Land wunnen. Fir déijéineg Jonk, déi no 18 Joer nach ëmmer am Lycée hänken, bleift déi al Regelung mat Kannergeld a Boni bis 27 Joer a Kraaft.

Mat Säitebléck op déi éiweg Studenten op der Uni awer gouf eng Brems agebaut. Do huet ee pro Cycle nëmmen eng sougenannten Éiereronn vun engem Joer méi zegutt, wann een am System bleiwe wëllt.

De Fait, datt déi Erspuernis, déi sech mat där neier Regelung ergëtt, zu engem gudden Deel um Bockel vun de Frontaliere gemaach gëtt, fir déi d'Kannergeld elo bei 18 amplaz bei 27 Joer ophält, huet natierlech fir etlech Oprou gesuergt, well et esou ausgesäit, wéi wa mir eis hei grad op d'Käschte vun deenen 150.000 Grenzgänger gesondstousse wéilten, ouni déi mir hei am Land scho laang d'Kéier net méi géife kréien.

Wann een awer dervun ausgeet, datt eigentlech all Land sech selwer ëm seng eege Studenten ze këmmeren an hinnen ze hëllefen huet, kritt dat Ganzt schonn eng liicht aner Nues a léisst sech net méi einfach als kalhäerzege Geste géigeniwwer de Frontalieren usträichen. Et gëtt dermat gerechent, datt ronn 8.000 Studenten, plus honnert Volontairen, déi nei Hëllefen an Usproch huele wäerten, wat enger 55 Milliounen Dépensë fir de Stat ausmaache wäert; woubäi wuelgemierkt d'Prêts remboursables net matgerechent ginn, well et sech jo hei net ëm eng direkt Dépense, eng Dépense am eigentleche Sënn, mä nëmmen ëm eng Garantie vum Stat handelt.

An deene 55 Millioune sinn natierlech och déi 17 Millioune schonn dran, déi haut an d'Studiëbäihëllefe gestach ginn. Esou datt den Zousazcoût fir deen neie System bei ronn 38 Milliounen Euro läit. Vergläicht een déi 38 Millioune mat deene 74 Milliounen, déi beim Kannergeld a beim Kannerboni agespuert ginn, da bleift ënnert dem Strëch eng Gesamterspuernis vu knapps 36 Millioune rescht.

Déi, déi nach weider net d'Geleeënheet haten, sech mat dësem zougegebenermoosse komplizéierten Dossier ze beschäftegen, mécht dat ganzt Gerechens natierlech dronken. A wahrscheinlech ass et den Auteure vun dësem Text net besser gaangen, well soss hätte si en cours de route net ëmmer erëm un hirem Projet gefeilt, fir en esou ronn an transparent wéi méiglech ze kréien. Dobäi hu wuel och déi sëlleche Kritiken um Projet eng Roll gespillt, déi net op sech waarde gelooss hunn.

Esou gouf nieft enger ganzer Kuerbel vun Detailnobesserungen ënner anerem och d'Iddi fale gelooss, de Kannerboni un d'Studenten ze iwwerweisen, dee jo eigentlech sengerzäit als eng Zort Negativsteier agefouert gouf. Déi 922,56 Euro, déi pro Joer fir all Kand ufalen, ginn elo an e Supplément vun 1.000 Euro ëmgewandelt, déi elo bei déi 6.000 Euro Bourse an déi

6.000 Euro Prêt derbäikommen, wat dann um Enn 13.000 Euro ausmécht.

Dee Montant ass vläicht och keen Zoufall, well d'Berechnunge vum Ministère hunn erginn, datt den Duerchschnëttscoût op deenen deierste Plazen - an dat ass London, dat ass Paräis, dat ass d'Schwäiz - bis 13.300 Euro am Joer ausmécht. Am Gesetz steet elo, datt fir den Ablack, also elo, de Plaffong pro Joer a pro Student op 17.700 festgesat gëtt; dat heescht also op 13.000 fir d'Bourse an de Prêt, plus 3.700, déi virgesi sinn, fir d'Aschreiffraisen, d'Frais d'inscription, ze kompenséieren, plus 1.000 fir handicapéiert Studenten oder sougenannt Härtefäll.

D'Abezéiung vum Boni an dee Bäihëllefe-Montant geet notamment op eng Empfehlung vum Statsrot zréck, deen doran e Schrëtt a Richtung Simplification administrative gesäit. Aner Kritiken, déi virun allem aus de betraffene Milieue koumen, goufen ënnerwee och zur Kenntnis geholl, souwäit se virlouchen, mä konnten net alleguer berücksichtegt ginn.

Esou huet d'Studentevertriedung ACEL ënner anerem och gemengt, och bei de Bäihëllefe misst den Index spillen, wéi dat jo bis elo och effektiv de Fall war. Mä virum Hannergrond vun där onméiglecher Indexdiskussioun am Moment bei eis, passt déi Fuerderung net onbedéngt an déi därzäiteg politesch Stëmmung. Doriwwer eraus gëtt der Inflatioun souwisou an deem neie Gesetz Rechnung gedroen doduerch, datt de Gesetzesprojet eng periodesch Upassung vun de Bäihëllefen un d'Deierecht via groussherzoglecht Reglement explizit virgesäit.

D'UNEL hirersäits huet gemengt, et sollt een dat soziaalt Element, dat jo bis elo bei deenen eenzelne Bäihëllefe gespillt huet, net ganz ënnert den Dësch fale loossen an zum Beispill jee no sozialer Situatioun de Prêt, dee jo spéider erëmbezuelt muss ginn, an en Deel vun der Bourse ëmwandelen. Dat awer géif bedeiten, datt erëm d'Eltere mat hirer eegener Situatioun an d'Spill kommen - de Student, deem seng spéider Situatioun kennt jo am Ablack nach keen -, wat soss näischt wéi e Retour an den ale System wär.

Eng Vermëschung vun deenen zwee esou grondverschiddene Systemer oder Regimer awer kënnt fir d'Regierung net a Fro, well dann de Kuddelmuddel komplett wär. Ëmmerhin awer ass, wéi gesot, fir speziell Härtefäll nach en Opschlag vun 1.000 Euro virgesinn, iwwert deen eng Kommissioun - net e Ministère, mä eng Kommissioun - ze befannen huet an där och Vertrieder vun der UNEL a vun der ACEL setzen.

Här President, deen Duercherneen an deen Hin an Hier bei der Ausschaffung vun dëser Reform huet gewisen, datt et net grad gelongen ass op den éischte Coup, déi ideal Solutioun ronnzebréngen. Dofir wär et och ubruecht, datt no enger Zäit, wann déi éischt Erfahrunge gesammelt sinn a konkret Chiffere virleien, eng Evaluatioun vum neie Regime gemaach géif. Well esou en Iwwerschlag, deen engem en Iwwerbléck iwwert déi ganz finanziell Konsequenze vun dësem Regimewiessel erlabe géif, léisst sech beim beschte Wëllen zu dësem Zäitpunkt net maachen,…

(Interruption)

…well et nach keng Erfahrungswäerter gëtt a well och nach kee soe kann, a wéi engem Mooss d'Studenten elo vun deenen neien Hëllefe Gebrauch maache wäerten; vläicht deen een oder deen aneren, dee weess dat, mä hellseheresch Fäegkeeten huet net jiddwereen heibannen.

A wann ee scho vu Statistike schwätzt: Am neie Gesetz geet och vun enger Datebank Rieds, déi deenen implizéierten a responsabele Regierungsservicer e méiglechst exakt Bild vun hirer Kliantell a vun hiren Engagementer verschafe soll. Allerdéngs war vergiess ginn, déi fir d'Ariichte vun esou enger Datebank vum Gesetz virgesinnen Notifikatioun bei der zoustänneger Dateschutzkommissioun anzereechen. Dat ass awer elo entre-temps geschitt, an déi kleng Feeler, déi d'CNPD am Text entdeckt huet, ginn elo am Ausféierungsreglement ausgebigelt, dat entre-temps och prett ass.

Domat wär dann de Wee definitiv fräigemaach fir deen neie Regime, dee vum nächste Schouljoer un, also am Hierscht ulafe kann; virausgesat natierlech, dëst héicht Haus gëtt elo gréng Luucht fir dee Projet.

Här President, elo kann ee sech natierlech froen, ob dat dann elo alles esou séier huet misse goen an ob een net besser gehat hätt, déi Reform nach e bësse mautschen ze loossen.

Une voix.- Neen, net mautsche loossen! Verbesseren!

M. Lucien Thiel *(CSV) rapporteur.*- Jo, mäi Lëtzebuergescht ass vläicht net Äert.

Une voix.- Dat ass awer e groussen Ënnerscheed.

M. Lucien Thiel *(CSV) rapporteur.*- Da kéint ee jo nach hei an do dru fréckelen, wéi dat offensichtlech gewënscht gëtt, a vläicht souguer nach deen een oder anere Schéinheetsfeeler an deem Text fannen, wat bei esou enger komplexer Entreprise bestëmmt net auszeschléissen ass.

Déi Fro ass och an der Héichschoulkommissioun gestallt ginn, wou Eenzelner gemengt hunn, dat Ganzt wär iwwert de Knéi gebrach an et hätt ee sech solle méi Zäit fir esou eng wichteg Reform huelen. Ech ginn zou, datt kee frou gewiescht ass, fir an deem Tempo e Projet wéi dësen iwwert d'Bühn ze dreschen, mä d'Vertrieder vun der Majoritéit an der zoustänneger Kommissioun an och de Statsrot hu matgespillt, well mir soss e ganzt Joer verluer an d'Studente bis dohinner an der Loft hänke gelooss hätten.

Dofir hu mir alt e bësse Stress an der Kommissioun a Kaf geholl, an och eis Mataarbechter hei an der Chamber an an de Fraktioune koumen net derlaanscht, fir am grousse Gank ze fueren. Jiddwereen huet deen néidege gudde Wëllen opbruecht an en Zant dropgeluecht, fir datt mer dach nach d'Kéier sollten an der leschter Woch kréien.

Mir Lëtzebuerger hunn et jo éischter mat der Gemittlechkeet, wat sech zum Deel doduerch erkläert, datt et eis am Verglach zu aneren net allze schlecht geet a mir eis dofir de Luxus kënne leeschten, fir e bësse méi lues ze sinn. Mä d'Zäiten hu geännert. Esou, wéi d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie ugefaangen huet ze lappen - wat allerdéngs nach net jiddwerengem ageliicht schéngt ze hunn! -, léisst sech och d'Zäit, dee Facteur, dee jo bekanntlech ëmmer mat Sue gläichgestallt gëtt, net méi wéi Knätschgumm zéien.

Anerer géife soen, mir missten erëm méi séier a méi effikass ginn, woubäi d'Vitesse net onbedéngt mat Gerubbels a mat Haselegkeet gläichzesetzen ass. Et kann een och séier sinn an trotzdeem gutt Aarbecht maachen. Dat war dës Kéier ouni Zweifel de Fall.

Als President vun der Héichschoulkommissioun kann ech dofir nëmmen all deenen, déi mat un dësem Projet dru geschafft hunn, Merci fir hire beispillhaften Asaz soen. Ech géif awer och gär un d'Adress vun der Regierung drunhänken: Kommt net méi esou erëm!

Plusieurs voix.- Aha!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- An als Rapporteur vun dësem Projet géif ech Iech am Numm vun der Majoritéit vun der Héichschoulkommissioun empfehlen, deem Gesetz elo Är Zoustëmmung ze ginn, an ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dem Kolleeg Lucien Thiel fir säin ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport félicitéieren an him Merci soe fir säin onermiddlechen Asaz an dësem Projet an deene leschte 14 Deeg, ouni deen dëst Gesetz haut net hätt kënnen hei diskutéiert ginn an, ech hoffen, och gestëmmt ginn.

Hie war a sengen Ausféierungen esou komplett, datt ech mech op eng kuerz Géigeniwwerstellung vun den Iwwerleeungen, déi der aktueller Berechnung vun der staatlecher Ënnerstëtzung fir Héichschoulstudenten zugronn leien an der Berechnung, esou wéi se de Projet, deen hei virläit, proposéiert, ka beschränken.

Här President, et gëtt verschidde Grondiwwerleeungen, fir d'Method fir d'Berechnung vun der Ënnerstëtzung vum Stat u seng Héichschoulstudenten ze bestëmmen. Eng éischt Iwwerleeung besteet doran, datt een de Student als een einfache Member vun dem Stot vu sengen Eltere considéréiert. Hie bezitt normalerweis keen Akommes an dréit also net zum Ënnerhalt vum Stot bäi. Duerch seng Studien, déi meeschtens am Ausland stattfannen, stellt hien eng gréisser finanziell Belaaschtung fir seng Famill duer. Doduerch, datt hien zulaaschte vu senger Famill fält, bezitt déi Kannergeld an de Kannerbonus, an de Familljechef bénéficiéiert weider vun der gënschteger Steierklass.

De Stat, bei der Berechnung vu senger Ënnerstëtzung fir dem Student seng Héichschoulstudien, baséiert sech an deem Fall op déi finanziell Situatioun vum Stot an op déi zousätzlech Belaaschtungen duerch weider Kanner oder aner aussergewéinlech Ausgaben. D'Ënnerstëtzung vum Stat gëtt als Kompensatioun fir déi zousätzlech Belaaschtung vum Stot doduerch, datt hiert Kand en Héichschoulstudium absolvéiert, considéréiert.

Dës Method huet als Konsequenz, datt an deene meeschte Fäll de Familljechef ee Wuert matzeschwätze kritt, ob de Jugendlechen iwwerhaapt weiderstudéiere geet, a wa jo, wéi laang hie studéiere kann a wou hie seng Studië maache kann. Si hätt - an d'Betounung läit op „hätt" - als Corollaire, datt de Familljechef d'Studienhëllef géif bezéien. Hie misst awer dem Student seng Studien integral finanzéieren, an am Fall vun enger Ënnerstëtzung an der Form vun engem Prêt misst hien dëse Prêt och spéider zréckbezuelen.

Dës Method huet e puer Nodeeler. An zwar éischtens, datt de Jugendlechen net selwer iwwer säi weidere Studium décidéiere kann. Zweetens, datt doduerch eng Rei Jugendlecher de Wee zu engem Unistudium net riskéieren. Drëttens, datt, wann d'Akommes vu sengen Elteren esou héich ass, datt se net ënnert d'Konditioune vun enger Hëllef falen, hien iwwerhaapt keng Ënnerstëtzung vum Stat ka kréien, an am Fall, wou seng Elteren him eng Ënnerstëtzung verweigeren, hien op säi Studium muss verzichten oder op aner finanziell Mëttele muss zréckgräifen. A véiertens, datt hien an deem Fall no senge Studië mat enger Scholdlaascht dosteet, déi him an den Ufanksjore vu senger professioneller a familiärer Carrière vill ze schafe mécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng aner Iwwerleeung, fir d'Method fir d'Berechnung vun der Héichschoulënnerstëtzung festzeleeën, besteet doran, datt een de Jugendlechen als Erwuessene betruecht mat senger eegener familiärer a finanzieller Situatioun. An deem Fall geet een dovun aus, datt hien net méi zulaaschte vu sengen Eltere läit. Dëst huet als Konsequenz, datt d'Eltere kee Kannergeld an och kee Kannerbonus méi brauchen ze bezéien. Dem Stat seng Ënnerstëtzung fir den Héichschoulstudium gëtt op déi finanziell a familiär Situatioun vum Student berechent. Dës Method huet als Virdeel, datt de Jugendleche selwer décidéiere kann, ob, wat a wou hie studéiere wëllt.

Wann d'Ënnerstëtzung héich genuch ass - an dorops kommen ech nach zréck -, dann ass hie komplett onofhängeg vu sengem Elterenhaus. An deem Fall wäert et awer och nach ëmmer Eltere ginn, déi hire Kanner weider ënnert d'Äerm gräifen, awer dat sinn individuell Décisiounen, an déi kann een ni ganz aus der Welt schafen. De Jugendleche gëtt awer net aus finanzielle Grënn dovun ofgehal, fir en Héichschoulstudium an Ugréff ze huelen, an dorops kënnt et schlussendlech un.

Här President, mir hu gesinn, datt an Zukunft ëmmer méi Aarbechtsplaze geschafe ginn, déi eng héijer Qualifikatioun verlaangen, Bac+ an doriwwer eraus. Mir hunn och gesinn, datt mer am internationale Vergläich manner jonk Leit hu mat engem Héichschoulofschloss wéi dat an anere Länner de Fall ass. D'Regierung huet sech an hirem Programm als Zil gesat, méi jonk Leit mat engem Unis- respektiv Héichschoulofschloss an d'Liewen ze entloossen.

Dat sinn d'Haaptursaachen, firwat se dëse Paradigmewiessel, wat d'Berechnungsbasis vun der Ënnerstëtzung fir d'Héichschoulstudië betrëfft, virgeholl huet. D'Héicht vun der Ënnerstëtzung muss awer esou festgeluecht ginn, datt de Student onofhängeg vun enger Ënnerstëtzung vum Elterenhaus d'Onkäschte vu sengem Studium kann droen. Et sinn ëmmerhin 13.000 Euro d'Joer, d'Halschecht a Form vun enger Bourse, déi also net brauch zréckbezuelt ze ginn, an déi aner Halschecht a Form vun engem Prêt zu 2% Zënsen d'Joer. Dat mécht eppes méi wéi 1.000 Euro de Mount aus, woumadder een no der Berechnung vum Ministère an all Universitéitsstad liewe kann.

Dernieft kann de Student en Zouschoss fir d'Aschreiwungsgebühren op der Uni bis zu 3.700 Euro pro Joer bezéien. Des Weideren ass fir grave Fäll eng zousätzlech Majoratioun vum Basisbetrag vun 1.000 Euro virgesinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Method huet als Corollaire, datt de Student selwer d'Ënnerstëtzung bezitt an datt hien och spéider fir d'Zréckbezuele vun de Prêten erugezu gëtt. Och hei gëtt et Elteren, déi hire Kanner beim Zréckbezuelen ënnert d'Äerm wäerte gräifen, an och dat kënne mer net verhënneren, an deem kann de System och net Rechnung droen.

Dës Method huet awer als Corollaire, datt d'Kannergeld an de Kannerbonus fir d'Héichschoulstudenten ofgeschaf ginn. De Student gëtt net méi als Kand zulaaschte vu sengen Elteren, mä als selbstännege Bierger mat senger eegener familiärer a finanzieller Situatioun betruecht.

An deem Fall ass et nëmme logesch, datt d'Ausbezuele vum Kannergeld a vum Kannerbonus mam Alter vun 18 Joer fir déi Elteren ewechfällt. Dat zielt fir all déi Leit, déi bei eis am Land e Recht op Kannergeld a Kannerbonus hunn; dat heescht, all déi Leit, déi bei eis am Land enger Aarbecht noginn, ob se am Land wunnen oder Grenzgänger sinn. Et ass also falsch ze behaapten, de Gesetzesprojet géif eng Diskriminatioun fir d'Frontalieren duerstellen, déi elo kee Kannergeld a Kannerbonus méi kréie fir Kanner, déi Héichschoulstudien absolvéieren. Och d'Elteren, déi bei eis am Land wunnen, kréien dat net méi. An och de Frontalieren hir Kanner, déi op der Uni studéieren, kréien an hirem Land eng Ënnerstëtzung fir hir Studien.

Et wär also eng Discrimination à rebours fir d'Lëtzebuerger Résidenten, wann een de Frontaliere weider Tonne Geld an de Kannerbonus géif zoukomme loossen. Och eng Kompensatioun vum Lëtzebuerger Stat un d'Frontaliere fir d'Differenz vun hiren Héichschoulënnerstëtzungen zu eise fir Kanner iwwer 18 Joer, déi weiderstudéiere ginn, esou wéi se d'Salariatskummer proposéiert huet, läit net an der Logik vun de grenziwwerschreidenden Transferten.

D'Berechnung vun den Ënnerstëtzungen un eis Héichschoulstudente berout eleng op der Schätzung vun hiren eventuellen Ausgabe während hire Studien an ass net als Kompensatioun fir de Verloscht vu Kannergeld a Kannerbonus ze considéréieren.

Här President, de Projet 6148 befënnt sech awer net nëmmen an enger Logik vun engem Paradigmewiessel, wat d'Berechnung vun der staatlecher Ënnerstëtzung fir Héichschoulstudien ubelaangt. De Projet artikuléiert sech och an enger Logik vu Spuermoossnamen, déi d'Regierung ugekënnegt huet, fir datt bis d'Joer 2014 de Statsbudget erëm an d'Gläichgewiicht bruecht ka ginn.

D'Erhéijung vun de staatlechen Hëllefen un d'Héichschoulstudenten hätt duerfir net kënnen an der heiteger finanzieller Situatioun vun eisem Stat duerchgezu ginn, wann net gläichzäiteg op enger anerer Säit d'Aspuere vu staatlechen Ausgaben hätt kënne proposéiert ginn. An esou Aspuerungen hu sech aus dem Paradigmewiessel vun der staatlecher Hëllef un d'Héichschoulstudenten erginn. Well déi staatlech Hëllef lassgeléist ass vun der Iddi, si wär eng Kompensatioun fir eng méi

héich Belaaschtung fir d'Famill, an de Student als eegene Stot mat engem eegenen Akommes betruecht muss ginn, hu sech d'Kannergeld an de Kannerbonus fir den Héichschoulstudenten hir Elteren als iwwerfälleg Ausgab fir de Statsbudget erginn, a si kënnen an där Logik vu Spuermoossnamen ofgeschaaft ginn.

Här President, den neie System werft eng Rei vu Froen op an huet och eng Rei Kritiken ervirgeruff. De Minister wäert bei senger Interventioun op déi Kritiken agoen. Dem Ministère senge Berechnungen no misst souzesoen all Student nom neie System méi Ënnerstëtzung kréien, wéi dat bis elo de Fall war. Der Studentenorganisatioun no gëtt et Fäll, wou de Student nom neie System méi schlecht ewechkënnt. Well de System sech awer eréischt muss bewähren, muss een him d'Chance ginn, ëmgesat ze ginn. No engem Joer Experienz gesäit een dann, ob oder net a wou d'Gesetz muss nogebessert ginn.

Duerfir wär et gutt, wann d'Regierung opgrond vun den neie Berechnunge vun den Hëllefen am Laf vum Joer der Chamber kéint matdeelen, ob et Härtefäll gëtt oder net, a wa jo, wéi een d'Gesetz muss nobesseren, fir déi Härtefäll aus der Welt ze schafen.

Ech wéilt eng deementspriechend Motioun hei deponéieren, déi d'Regierung opfuerdert, no engem Joer eng Evaluatioun vum neie System ze maachen. An ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la nouvelle loi constitue un changement de paradigme du système actuel d'aides financières pour études supérieures puisqu'il ne s'agit plus de compenser les charges familiales, mais d'offrir à chaque jeune un droit indépendant à suivre des études d'enseignement supérieur de son choix;

- que suite à ce changement de régime, la nouvelle loi devra faire l'objet d'une évaluation un an après son entrée en vigueur;

invite le Gouvernement

- à procéder à une telle évaluation.

(s.) Norbert Haupert, Sylvie Andrich-Duval, Ben Fayot, Claude Haagen, Lucien Thiel.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Norbert Haupert. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun engem gudde Mount, do schéngt den Här Biltgen moies opgestan ze sinn, an do huet en halleluja oder heureka geruff: „Ech hunn de Student entdeckt!" De Student, en erwuessenen a vollwäertege Mënsch, well bis elo war en e jonke Mënsch, wann e studéiere gaangen ass, an an den Ae vun der CSV beschtefalls e Kand. Duerfir krut e Kannergeld, mä säit véier Wochen ass dat elo aneschters. Elo ass de Student mat 18 oder 19 Joer, wann en da studéiere geet, e richtegen, selbstständegen, erwuessene Mënsch.

Une voix.- An net am Hotel Mama!

M. Eugène Berger *(DP)*.- A fir datt dann de Mënsch, dee kee Kand méi ass, ka studéiere goen, fir datt e ka selbstänneg säi Liewe maachen, kritt en dann elo finanziell ënnert d'Äerm gegraff. All Student soll also elo d'office eng Bourse kréien an dobäi dann och wéi an der Vergaangenheet en zënsgënschtege Prêt.

U sech kann ee mat enger Approche vun enger direkter Ënnerstëtzung vu Studente bis dohinner d'accord sinn. Well, wann ee wëllt Universitéitsstudië förderen, soll ee sech eng Rei Instrumenter ginn, wouzou och natierlech finanziell Hëllefe gehéieren. Wann ech zum Beispill 30 Joer zréckkucken, säit wéi ech op Première war, si ganz vill Primaner net weiderstudéiere gaang, ebe grad well se net déi néideg finanziell Ënnerstëtzung konnte kréien aus dem Elterenhaus. Och ech selwer, dat war eng vun den Ursaachen, firwat ech net studéiere gaang sinn, well meng Elteren net déi néideg Suen haten oder net konnten der zur Verfügung stellen.

Mir mussen och als klengt Land derfir suergen, datt mer méi Studente wéi bis elo op d'Uni kréien, an dann ebe se esou ënnerstëtzen a preparéieren, datt se dann och kënnen op d'Uni kommen an awer och do hiren Ofschloss kënne maachen. Well mir hunn eng Welt, déi gëtt ëmmer méi eng Wëssensgesellschaft. Um Aarbechtsmarché ginn ëmmer méi héich Qualifikatioune gefrot, an de Bologna-Prozess, dee gëtt jo och d'Marschroute vir fir d'Studien an d'Diplomer duerno.

Ech wëll awer och hei eng Klamer opmaachen an ënnersträichen, datt et net eleng duergeet mat Suen, fir kënnen e Studium ze packen. Dat ass vläicht méiglech op verschiddene Schickimicki-Instituter an der Schwäiz, mä op enger valabeler Uni muss een och nach eppes aneschters kënnen, also och eng adequat schoulesch fachlech Preparatioun hunn, fir op d'Uni ze goen, an och do muss een an Zukunft weiderhin Akzenter setzen. Mir brauchen och eng Reform vun eisem Secondaire, déi ënner anerem dorobber misst ausgeriicht sinn, dass se méi op d'Unië preparéiert.

Wéi gesot, Här President, bis dohinner schéngt déi Iddi oder déi Geschicht vum Här Biltgen nach an der Rei ze sinn, mä da gëtt een awer stutzeg, well d'CSV entdeckt de Student als Mënsch elo beim Spueren. Well et ass eng Mesure jo, déi am Kader vun der Regierung hirem Spuerpak proposéiert gëtt, an do fänken ech dann awer e bëssen un, Schwieregkeeten ze kréie mat der Kohärenz vun där Geschicht an der Argumentatioun. Mir spueren also, andeems mer elo de Studente méi Sue ginn. Wann een also deenen engen eppes méi gëtt, da muss een awer wahrscheinlech aneren iergendwou eppes ewechhuelen, fir datt ënnert dem Strëch awer nach ka gespuert ginn.

Déi, déi méi kréien, trotz dem Spuere vun der Regierung, dat sinn also all d'Studenten aus Lëtzebuerg, déi bis elo keng Subside kruten. Wéi vill der dat ganz genau sinn, kann den Héichschoulminister net soen, well mer et hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net fäerdeg bréngen, fir kloer, genau Zuelen op den Dësch ze kréien, wat d'Studenten an dee ganzen Domän vun den Héichschoulstudien ugeet.

Dat ass net gutt a mengen Aen, an och an engem Rapport, dee mer haut de Moien an der Familljekommissioun presentéiert kruten iwwert d'Situatioun vun de Jugendlechen hei zu Lëtzebuerg, gëtt dat och Säit 58, wann ech et richteg an Erënnerung hunn, monéiert respektiv kritiséiert, wou gesot gëtt, datt et net gutt ass, datt mer hei an deem ganzen Domän ënner anerem iwwert de CEDIES net déi néideg Zuele kënnen op den Dësch geluecht kréien, wéi vill Studenten am Ausland sinn, wie Bourssë kritt an esou weider. An dat ass och eng vun de Schwieregkeete bei dem Diskutéiere vun dësem Projet de loi, wou ech nach eng Kéier wäert herno drop zréckkommen.

Bon, et geet een awer dovunner aus, datt et elo grosso modo kéinten 8.000 oder méi Studente sinn, déi amplaz vum Kannergeld a Boni elo 7.000 Euro Cash als Subsid vum Stat kréien. Wann ee vergläicht mat der Situatioun vu virdrun, sinn dat fir déi meeschte Studenten an der Moyenne ronn 3.000 Euro méi wéi virdru mam Kannergeld. An ech mengen, do seet sécherlech kee Student „nee merci". Déi wäerten dat alleguerten huelen, an deenen ass dat dann och zimlech egal, ob muss bei der Regierung gespuert ginn oder net.

Ech muss och soen, sécherlech sinn dobäi eng Rei Studenten, deenen dat wierklech hëlleft, well et ass jo och esou, datt an der Vergaangenheet Elteren, déi soi-disant ze vill verdéngt hunn, hir Kanner kee Subside kruten. Dat waren awer dann, esou wéi mir et versicht hunn ze rechne bei eis an der Fraktioun, ronn 4.000 Euro netto. An der Vergaangenheet krut een da scho kee Subsid méi, a fir déi Famillje war et awer da wierklech schwiereg, fir kënnen déi néideg Suen opzebréngen, fir datt hir Kanner konnte studéiere goen.

Et gëtt awer och eng ganz Rei aner Familljen hei zu Lëtzebuerg, wou méi héich Revenue sinn - 6.000, 7.000 Euro a méi -, an där gëtt et och eng ganz Rei hei zu Lëtzebuerg, esou Stéit, respektiv nach méi héich Revenuen. Fir déi wär et awer vläicht manner urgent oder néideg gewiescht, fir elo an Zäiten, wou soll gespuert ginn, massiv staatlech Subsiden anzeféieren.

Et gëtt eng ganz Rei Famillje mat engem gudden Duerchschnëttsgehalt, déi et an der Vergaangenheet awer och mam Kannergeld, dat se haten, fäerdeg bruecht hunn, fir de Kanner e valabelen Unistudium ze proposéieren. Ech mengen, och hei an der Chamber hu mer wahrscheinlech eng ganz Rei esou Situatiounen, Stéit, wou, mengen ech, genuch Suen do wären, och fir datt hir Kanner kéinte studéiere goen, ouni elo déi 6.000 oder 7.000 Euro vum Stat zousätzlech ze kréien.

Op alle Fall wär et a mengen Ae méi sënnvoll gewiescht an Zäite vum Spueren, méi eng sozial selektiv oder méi eng sozial gerecht Bourse virzegesinn. Et hätt ee sech zum Beispill kënne virstellen: All Student kritt eng Basisbourse. Ech hat gesot, elo kritt ee ronn 3.000 Euro méi. Mä datt een ongeféier kuckt, datt dat en Duerchschnëtt gewiescht wär vun dem Kannergeld vu virdrun, datt een do - ech soen elo einfach eng Zuel, et ass elo keng definitiv Propositioun -, datt ee gesot hätt, eng Basisbourse zum Beispill vun 3.000 Euro. Dann hätt een déi Bourse um Akommes vun der Famill, déi jo hannendrusteet, kéinte staffelen, majoréieren an dann deene méi ginn, déi et och wierklech méi gebraucht hätten.

A ganz ville Länner vun der EU ass et jo och esou, datt, wann ee kuckt déi verschidde Systemer, déi et gëtt an Europa, do, an deene meeschte Systemer, och nom Revenu vun den Eltere gekuckt gëtt, fir dann d'Bourse, déi dann och ganz oft gestaffelt ass, esou ze modeléieren.

Dann ass et och esou, datt jee no Uni 7.000 Euro Subsid vill oder wéineg sinn. Huele mer emol d'Beispill vum Student, deen um Lampertsbierg wunnt bei der Famill, deen op d'Uni.lu geet, dee kritt also elo all Joer 7.000 Euro. Ech weess elo net, ob dee wierklech déi 7.000 Euro brauch, fir zu Fouss bis op d'Uni.lu an d'Bicher kafen ze goen. Wahrscheinlech mécht e mat deene Suen och e puer aner Saachen, vläicht an d'Vakanz goen oder sech en Auto kafen.

Op där anerer Säit, jee nodeem, wou ee geet, zum Beispill op Paräis oder London, wann een dohinner studéiere geet, da kënnen déi 7.000 Euro plus Prêt ganz knapp sinn, fir kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen.

Wat ech einfach wëll soen, et hätt ee sech also och kënne bei deem Subsid e Kritär virstellen, deen un déi reell Studiëkäschte gebonne wär. En anere Modell kéint och dee sinn, wou ee géif de Kritär vu Leeschtung abezéien. Ënner anerem gëtt et där Beispiller och am Ausland, wou dann de Student au départ méi e grousse Prêt oder praktesch alles als Prêt kritt, a wann en dann d'Joer gepackt huet respektiv en Zyklus gepackt huet, da kritt en de Prêt am Fong geholl ëmgewandelt an e Subsid. E gëtt also domadder belount, wann en dann och seng Schoul ofgeschloss huet. Domadder géif een och déi Fäll écartéieren, déi just Tourist op der Uni sinn, an da kritt een dat dann esou zréck, oder da kritt een dann ënnert där Form de Subsid bezuelt. Dat wär och e Modell, deen ee sech kéint virstellen.

Et hätt ee sech och kënnen iwwerleeën, ob een als Stat vläicht nach méi an d'Uschafe vu Studentewunnengen an deene verschiddene Stied investéiert hätt, also méi a Sachleeschtungen, an dann de Lëtzebuerger Student ënnerstëtzt hätt, andeem een déi Wunneng dann zu engem ganz bëllege Loyer géif verlounen.

Et gëtt sécherlech nach aner Modeller, wéi een hätt kënne virgoen, nëmme fir ze soen, datt een op alle Fall méi sozial gerecht an och méi bedürfs- oder bedarfsorientéiert Subsiden hätt kënnen aféieren, besonnesch eben an Zäiten, wou spueren ugesot ass. Mä hei mat dësem Projet de loi do gëtt da ganz grousszügeg mat der Stränz gefuer an dat Ganzt huet dach awer iergendwéi - wéi soll ech soen? - e Geschmaach vu Cadeau, oder soll ech soe Wahlcadeau, wéi mer dat jo och bei der CSV an der Vergaangenheet scho gewinnt sinn. Dat sinn dann zum Beispill d'Mammerent oder d'Chèque-servicen. Elo ass et also esou: No der Bomi oder der Famill kënnt dann elo de Student, dee kritt dann elo eng Studenterent.

Gläichzäiteg gëtt awer anscheinend och gespuert bei dësem Pak. Wann also iwwer 8.000 Studenten hei zu Lëtzebuerg méi kréien, wou gëtt da gespuert? Wie kritt da manner?

Dat sinn zwou Zorte vu Studenten oder jonke Mënschen dann, déi manner kréien. Dat sinn zum engen d'Kanner vun de Frontalieren. Ënnert dem Strëch gi jo ronn 33 oder 36 Milliounen Euro d'Joer gespuert doduerjer, datt elo kee Kannergeld méi exportéiert gëtt un d'Grenzgänger, deenen hir Kanner studéiere ginn. Dann, Här President, soll een dat och kloer an däitlech soen, an net mat Geschichte vum Student als Mënsch ugeschäert kommen, fir ze soen, mir géifen dann domadder spueren.

An do, Här President, wëll ech och soen, d'DP hat 2006 eng Reform vum Kannergeld proposéiert, andeems mer e Wunnggeld fir all jonk Familljen hei zu Lëtzebuerg wollten an och nach ëmmer wëllen aféieren. Amplaz vum Kannergeld wëlle mir, datt d'Famillje sech duerch Wunngeld et weider kënne leeschten, fir hei zu Lëtzebuerg ze wunnen, amplaz missen an d'Ausland auszewanderen.

Mir wëllen och net d'Kannergeld ganz ofschafen, wëll ech betounen. An eiser Propos wëlle mer d'Kannergeld net ganz ofschafen, mä erofsetzen op den Niveau vun den Nopeschlänner an amplaz sozial gestaffelt Wunngeld bezuelen. An dat ass jo d'Zil. D'Zil ass, fir Famillje mat klengen oder mëttlere Revenuë bei eiser Propos méi ze ënnerstëtzen. Dat hätt och geheescht, datt manner Kannergeld an d'Ausland exportéiert gi wier. Mä dat reduzéiert Kannergeld hätten awer och nach d'Kanner vun de Frontaliere kritt, gradesou wéi hei zu Lëtzebuerg.

Wéi gesot, Här President, wann een also kloer an däitlech bei de Frontaliere spuert, da soll een dat och esou dobausse soen. Wat huet jo eise President, de Claude Meisch, sech deemools missen alles unhéieren, wéi mir déi Propositioun gemaach hunn, vun der CSV a vun der LSAP: Mir wieren, ech weess net wat, Rietsradikaler an nach schlëmmer Saache krute mer virgeworf. Den Här Bodry huet nach op sengem leschte Parteikongress gewarnt, d'DP wéilt den Export vu Kannergeld kierzen. Den Här Juncker hat och an engem Zeitungsinterview, deen ech awer elo hei net méi a mengen Dokumenter hunn, nach kuerz virun de Wahle gesot, dat wier jo ganz fierchterlech, wat d'Demokratesch Partei wéilt do maachen, datt mir wierklech esou wéilten do un d'Frontalieren erugoen.

Jo, a wou spuert dann elo d'Regierung, Här President? Wou spuert d'Regierung mat dësem Projet? Den Här Bodry - en ass leider elo net hei - huet jo gesot, nach op sengem leschte Kongress, datt mir wéilte bei de Frontaliere spueren. Wou spuert d'Regierung hei, Här Bodry? Wou spuert d'Regierung, Här Biltgen? Et ass grad bei de Frontalieren, wou Der elo ab 21 oder ab 18 Joer kee Kannergeld a kee Boni méi ausbezuelt! Do gëtt mat dësem Projet gespuert! Hutt och wéinstens, wann ech gelift, d'Éierlechkeet, fir dat dann esou ze soen, an dann och dat zréckzehuelen, wat Der eisem President un de Kapp gehäit hutt! An ech soen Iech nach eng Kéier, eise Modell ass méi sozialgerecht a mir stinn och weiderhin zu eiser Wunngeld-Propos.

Här President, ech hu gesot, et géif bei zwou Zorte gespuert. A wou d'Parteie mam „S" an hirem Logo mat där neier Bourse nach spueren, dat ass bei deene sozial méi Schwaachen. De Premier huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun gesot, datt kee Student bei dëser Reform wäert verléieren. Dat ass guer net wouer. De Minister Biltgen kann eis dat net garantéieren, datt hei kee Student eppes verléiert. An et gesäit esou aus, datt déi Studenten, déi virdrun eng Bourse kruten,

well ebe grad hir Eltere kleng Revenuen haten, datt déi ënnert dem Stréch hei, bei där Propos, bei dem Här Biltgen sengem Text, déi grouss Verléierer sinn!

De Minister huet dat jo och schonn de facto an der Kommissioun agestan, datt do Leit sinn, déi wäerte Sue verléieren. Virdrun hunn ech et och héieren - wann ech dat richteg an Erënnerung hunn - beim Rapporteur respektiv och bei dem Spriecher vun der CSV. Fir d'Éischt ass gesot ginn, et wiere ronn 40 Fäll, déi géife manner kréie par rapport zu virdrun. Du war vun dräi Fäll Rieds, du vu 40 Fäll, an da schwätzt ee guer net vun deene Fäll, déi an Zukunft jo och manner kréien, well da misst ee jo och kucken, an Zukunft, wa mer deen ale System géife weiderféieren - et sinn der jo och an Zukunft, déi méi kritt hätten. Also kann een net einfach esou soen, et sinn dräi bis 40 Fäll, ouni dat dann och an d'Zukunft ze projezéieren.

Et ass jo och déi Schwieregkeet - ech hat et scho gesot -, datt hei keng Zuelen um Dësch leien, datt een do keng uerdentlech Zuele kritt, fir da kënnen och a Rou driwwer ze diskutéieren an déi Fäll dann och kloer ze identifizéieren. An och d'Studentevereenegungen, zum Beispill d'ACEL oder d'UNEL, hu sech intensiv mat deem Projet beschäftegt an Ëmfroe gemaach bei den affiliéierte Studenten, mat dem Resultat - bon, et ass elo keng Ëmfro ënner all de Studente gewiescht -, mä mat dem Resultat, datt ronn 20% vun deenen, déi geäntwert hunn, op alle Fall scho gesot hunn, datt si géife bei dësem Projet vun der Regierung verléieren.

Do gëtt et da Fäll, wou e Verloscht am Joer vun 2.000 Euro méiglech ass! An e Student, deen also, wéi gesot, schonn aus Verhältnisser kënnt, wou net immens vill Suen an der Famill sinn, deen da seng Studien och op fënnef Joer plangt - et ass vläicht een, deen d'lescht Joer ugefaangen huet, deen huet op fënnef Joer seng Studië vläicht geplangt, wann en e Master mécht an e kënnt riicht duerch - mat deem Budget, an da kritt deen elo also manner, dee kann da wierklech herno an d'Labränte kommen, fir do seng Studië kënnen ofzeschléissen. Wéi gesot, nach eng Kéier, et sinn déi sozial Mannerbemëttelt, mannerbemëttelt Familljen, Studenten, déi hei da manner kréien. Dat ass also do och, wou d'CSV/LSAP Regierung wëllt spueren.

Déi Beuerteelung hei, do sti mer jo net eleng bei dësem Gesetz mat där Beuerteelung: Och d'Gewerkschaften, den OGB-L an LCGB hunn de Gesetzestext d'lescht Woch a schaarfe Communiquéën als sozial ongerecht ofgestempelt. An ech ginn dann dovunner aus - mir hu jo och hei eminent Vertrieder, zum Beispill vun der Gewerkschaft vum LCGB, den Här Weber, den Här Kaes, den Här Spautz -, datt déi dann herno jo och net kënnen deem Gesetz hei zoustëmmen. Oder, ech weess net, musse se sech da wahrscheinlech herno mat engem Communiqué vun hirem Communiqué distanzéieren? Dës Kéier net vum Här Thiel, mä vun hirem eegene Communiqué. Ech sinn op alle Fall gespaant, wéi si dann herno wäerten hei zu dësem Gesetzesprojet sech ausdrécken.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, den Här Biltgen huet jo och missen agestoen, datt verschidde Studente kéinte verléieren...

(Interruptions)

Ech hat natierlech, ech mengen, fir gerecht ze sinn, muss ech natierlech déi éierewäert Membere vum OGB-L hei och zitéieren. Ech mengen, da kucke mer dat dann herno och.

(Interruptions)

Dat maachen ech ni, Här President, ech zielen ëmmer op déi gutt Ënnerstëtzung vu mengem Fraktiounspresident.

Här President, ech kommen dann drop zréck, ech hat jo gesot, datt den Här Biltgen hat scho missen an der Kommissioun agestoen, datt eng Rei Studente kéinte verléieren, och wann also déi Zuel dozou net ganz kloer ass. Duerfir huet e jo och a leschter Minutt nach d'Gesetz amendéiert, andeems en 1.000 Euro - d'Halschent als Subsid, d'Halschent als Prêt - extra virgesinn huet fir „des cas exceptionnels et graves".

Bon, zum engen, muss ee soen, kënne 500 Euro Subsid guer net deene Fäll gerecht ginn, well hei wieren et jo dann nëmme 500 Euro Subsid, wann ech dat richteg verstanen hunn a senger Propositioun, déi dann déi Studenten eventuell kéinte kréien, déi virdru méi kruten. Mä déi kënne jo awer net déi 2.000 Euro opweien. Am beschte Fall kréie se da 500 Euro manner, verléiere se, mä si verléieren nach ënnert dem Stréch eben 1.500 Euro d'Joer.

Da kënnt och nach derbäi, datt an deem Artikel - wou da virgesinn ass, fir esou Härtefäll 1.000 Euro extra virzegesinn - eng Rei Problemer juristescher Natur sinn, well et steet nämlech guer net do: Wat ass e Cas exceptionnel et grave? Dat ass guer net definéiert! Wien ass dat? An do wonneren ech mech natierlech och e bëssen iwwert de Statsrot, deen hei och an der Hetz huet misse säin Avis ofginn, datt deen domadder keng Problemer huet. Soss, an anere Gesetzer, muss jo alles ganz kloer preziséiert ginn.

Hei hätt een also misse kloer a prezis draschreiwen, wien esou e Fall ass, zum Beispill ab engem gewëssenen Akommes oder jee no der Situatioun vun der Famill, aus där ee kënnt. Et ass och keng kloer Prozedur virgesinn, wéi déi Fäll ofgewéckelt solle ginn. De Minister Biltgen huet an der Kommissioun gesot, do géif et e Budget derfir ginn, do gëtt et eng Kommissioun derfir. Dat ass et och schonn an der Vergaangenheet ginn.

Mä ech fannen, dat ass einfach eng erniddregend Prozedur fir esou Studenten. Amplaz datt ee géif e System fannen, dee kloer wier, wou ee kéint schnell an onbürokratesch, no klore Kritären déi Fäll léisen, mussen déi Studenten, nëmme well se aus enger sozial méi schwaacher Famill komme mat méi engem klengen Akommes, da praktesch virun en Aarmebüro als Outsider, als d'selwecht wéi déi Handicapéiert do dann hiren Dossier plädéiere goen.

Déi Propos vun de Studenten oder Studentevereenegungen, déi mir och deelen, war déi, fir kloer Plaffonge vun de Revenuë virzegesinn, fir déi Härtefäll auszemaachen, an da sozial gestaffelt Subside fir déi Fäll virzegesinn, mä leider lauschtert de Minister Biltgen awer net op d'Studenten, obwuel en déi säit engem Mount elo als erwuessen a vollwäerteg Mënschen entdeckt huet.

Här President, herno wäert dann den Héichschoulminister heihinner op d'Pult kommen, an da wäerten all déi Argumenter net gëllen. Hie wäert soen, déi Fäll, déi gëtt et souwisou guer net esou. Et sinn der net esou vill, an dat muss een aneschters rechnen, do muss een d'Kannergeld nach matrechnen, an ëmgedréit. Et ass och schonn esou an der zoustänneger Kommissioun gaang, do stinn dann Zuele géint Zuelen!

Duerfir hate mir e puermol de Minister gefrot, fir verlässlech Zuelen ze kréien, an dat war einfach net méiglech. De Minister hat keng prezis Chifferen, an da muss een dovunner ausgoen, datt dee Projet hei och geschriwwen ass, esou wéi d'Regierung an d'Tripartite eragaangen ass, wou se och keng Zuelen haten, wéi se de Spuerpak do ausgehandelt hunn. Et ass keng gutt Aart a Weis, wéi gesot, wann een esou u wichteg Dossieren erugeet.

An der allerleschter Kommissiounssitzung krute mer dunn nach e leschte Rechepabeier dohinnergeluecht, wou dann awer sollt d'Kannergeld mat agerechent gi sinn. Do hu mer awer ganz schnell festgestallt, datt awer dunn d'Prime oder de Subsid vu virdru gefeelt huet, einfach nëmme fir ze soen, datt immens vill technesch Froen opbleiwen, och wat d'Sécurité sociale ubelaangt, an datt déi onbeäntwert bliwwe sinn.

Duerfir hate mir och als Fraktioun gefrot, fir eis méi Zäit ze loossen, fir de Projet de loi a Rou an op klore Fakte kënnen ze diskutéieren an ëmzeänneren. Well wann ee kuckt, de Projet ass den 18. Juni déposéiert ginn, d'Avisë vun de Beruffschambere sinn net do, d'Rapporte ginn iwwer Nuecht verschéckt, et huet ee keng Zäit fir se ze liesen, d'Dateschutzkommissioun huet och kritiséiert, datt se keng Zäit hat, fir en uerdentlechen Avis ze ginn. Also, knapps dräi Wochen nodeem e Projet déposéiert ginn ass soll dann hei iwwert d'Gesetz ofgestëmmt ginn. Hei maache mer einfach schlecht legislativ a schlecht politesch Aarbecht. Dat ass net gutt fir d'Chamber.

D'Regierung, de Minister Biltgen hunn trotzdeem drop gedrängt, fir elo dann hei e bâcléierte Projet duerch d'Chamber ze boxen. Fir d'Éischt huet e gesot: „Bon, am Hierscht kéint een och de Projet stëmmen" - an der éischter Kommissiounssëtzung -, elo seet hien - e wénkt jo och mam Kapp -, dat wier net méi méiglech. Neen, dat ass och eng Saach vu politeschem Wëllen, wann een dat wëllt maachen. Et ass och virdru gesot ginn, mir kéinten och d'nächst Joer vläicht méi e fundéierte Projet nach maachen, dann hätt ee méi Zäit.

Ech sinn nach wie vor der Meenung, datt een och hätt kënnen e Gesetz maachen, méi spéit stëmmen, dat dann applicabel réckwierkend op d'Schouljoer 2010/2011 gewiescht wier. Ech deelen also...

M. le Président.- Här Berger, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Gutt, Här President, ech kommen zum Schluss. Ech gesinn, meng Zäit leeft mer fort. Ech wollt och eng Motioun déposéieren. Dann huelt Der vläicht déi Zäit scho mat eran, mä ech sinn awer an enger Minutt fäerdeg fir d'Motioun, da kommen ech herno net méi fir d'Motioun.

Här President, d'DP begréisst et, datt jiddwer Student elo considéréiert gëtt, datt de Student e Subsid ka kréien. Doduerjer ginn eng Rei jonk Mënsche besser gestallt, fir kënnen ze studéieren. Mir bedaueren awer, datt hei net e sozial gerechten an e bedarfsorientéierte Bourssësystem an d'Wee geleet gëtt, a mat der Stränz hei verdeelt gëtt. Mir kënnen net domadder d'accord sinn, datt déi sozial méi schwaach gestallte Studenten d'Verléierer bei dësem Projet sinn.

Dës Reform gëtt iwwert de Knéi gebrach, wichteg Froe stinn op, wichteg Informatioune feele weiderhin, déi een awer gebraucht hätt, fir seriö iwwert de Projet kënnen ze diskutéieren an ofzestëmmen. Aus all dëse Grënn wäert meng Fraktioun sech bei dësem Projet enthalen. Ech géif dann och nach eng Motioun déposéieren, déi esou ähnlech ass, wéi déi vun der CSV. Mä et freet mech, datt si dann also och domadder d'accord sinn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi sous rubrique a été élaboré dans la précipitation,

- déplorant le fait que bon nombre d'interrogations subsistent,

- regrettant que des statistiques exactes n'aient pas été présentées ou analysées préalablement par le Ministre compétent,

- regrettant que les pertes financières pour les étudiants bénéficiant d'une bourse d'études dans le passé n'aient pas été analysées en profondeur et qu'il s'avère qu'un certain nombre d'étudiants seront désavantagés par la réforme,

- doutant que la majoration supplémentaire jusqu'à concurrence de 1.000 euros, pouvant être accordée à l'étudiant se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle et qui est confronté à des charges extraordinaires, suffise à pallier cette moins-value,

- estimant qu'un premier bilan de la réforme s'impose directement au terme de l'année académique 2010/2011, bilan devant servir à opérer les ajustements et améliorations qui s'imposent,

invite le Gouvernement

- à se donner les moyens afin de pouvoir faire ce bilan et en tirer les conclusions directement au terme de l'année académique 2010/2011.

(s.) Eugène Berger, Claude Adam, Xavier Bettel, Félix Braz, Paul Helminger.

Wann also d'Majoritéit dat hei wëllt duerchboxen an dee Projet géint all Erwaarde géif gestëmmt ginn, da froe mer och, datt dann hei d'Chamber sech d'Aufgab gëtt, fir datt no engem Joer e seriöe Bilan gemaach gëtt, an da vläicht déi Saachen uerdentlech maachen, wou mer eis hätten e bësse méi Zäit sollte loossen. Et sinn och nach Ënnerschréften hei, mir hunn net alleguerten ënnerschriwwe vun der Fraktioun. Et sinn nach Plazen do, wann anerer wëllen déi Motioun ënnerschreiwen, da kënne se dat maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, Merci dem Rapporteur, President vun der Commission de l'Enseignement supérieur, fir seng gutt Aarbecht, déi net einfach war an déi hien awer maîtriséiert huet mat enger Rou an enger Iwwersiicht, fir déi ech hie wéilt félicitéieren.

Här President, d'LSAP dréit dëse Projet mat, well et e modernen a sozial fortschrëttleche Modell fir Studenteförderung ass. Et ass e Projet, deen all Jugendlechen, deen op d'Uni goe wëllt, d'Dier dofir grouss opmécht an zugläich hir Familljen an engem héije Mooss finanziell entlaascht.

Här President, dëse Projet schreift sech an an den allgemengen Effort vun onsem Land, fir méi Awunner dozou ze bréngen, Héichschoulstudien unzegoen. Mir sinn eng héich entwéckelt Gesellschaft, déi vill ausgebilte Fachkräften am private wéi am öffentleche Secteur brauch. Mir mussen der vill dovunner importéieren, net eleng well dat ons Plëséier mécht, mä well mer der selwer net genuch hunn.

Onst Land huet an de leschte 25 Joer grouss Ustrengunge fir Fuerschung an Héichschoulbildung gemaach. Mir hunn 2003 eng eegen Uni gegrënnt, déi sech gutt entwéckelt huet an och den Astieg vu ville Jonken aus dem Land selwer, den Zougank an d'Héichschoul vereinfacht. Mir mussen och méiglechst vill Kanner fit fir Unistudië maachen, an duerfir wëllt dës Regierung eng Reform vum iewechten Zyklus vum Enseignement secondaire an Enseignement secondaire technique engagéieren. Mir wëllen och méiglechst ville Kanner, egal wéi hir sozial Hierkunft ass, Studien op der Uni erméiglechen. Mir wëllen och op dësem Plang méi Chancëgläichheet fir all Kanner, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, déi hei liewen.

Dass dëse Projet, amplaz bis elo 17 Millioune fir Bourssen a Primes d'encouragement an Aschreiwungshëllefen, der an der Zukunft 55 Millioune virgesäit, ass e qualitative Sprong an der Studenteförderung zu Lëtzebuerg, deen an där Héicht eemoleg ass! D'Grondiddi vun dësem Projet ass modern a fortschrëttlech. Dat gëtt iwwregens vun alle Kritiker och unerkannt.

Firwat ass déi Iddi modern a fortschrëttlech? Mä well se déi jonk Fraen a Männer, déi op d'Uni ginn, als autonom Erwuessener unerkennt, déi d'Recht an d'Flicht hunn, selbststänneg d'Initiativ fir hir Studien ze huelen an duerchzezéien. Et ass also Schluss mat der materieller Ofhängegkeet vu jonken Adultë vun hiren Elteren. Domat ginn zugläich d'Eltere massiv entlaascht, wat besonnesch fir de Liewensniveau vu sozial méi schwaache Familljen e seriöe Fortschrëtt ass. Ze bemierken ass awer och, fir déi Onofhängegkeet do ze temperéieren, dass de Student an der Krankeversécherung vu sengen Eltere mat verséchert bleift, an d'Steierklass vun den Elteren ännert sech och net.

Fir mäin Deel, Här President, erënnert dee Modell vu Studenteförderung mech un eng laangjähreg Fuerderung, déi mir sengerzäit als Studente selwer an de 50er, 60er Joren an der deemoleger UNEL vertratt hunn. Et ass d'Iddi vun engem Présalaire fir de Student, deen als autonomen, intellektuellen Aarbechter betruecht gouf, seng eege sozial Ofsécherung a säi Loun vum Stat sollt kréien, als Géigeleeschtung fir déi intellektuell Aarbecht, déi hien am Interessi vun der Gesellschaft leescht. Déi Iddi ass laang verdäiwelt ginn, well domat all Jonken, egal vu wat fir enger sozialer Origine, datselwecht als Bourse kréie sollt. Dëst war weder fir Sozialpolitiker ver-

ständlech nach fir all déi, déi sech ëm d'Finanze vum Stat bekëmmert hunn.

An ech muss lech soen, Här President, ech war extrem erstaunt, wéi ech den Här Berger hei gehéiert hu säi Modell ze entwéckelen. Den Här Berger, deen an där Regierung war, déi dat viregt Gesetz vun der Studenteförderung am Joer 2000 virgeluecht huet. Well den Här Berger, deen huet wierklech eng kromm Logik: Hien huet sech doriwwer opgereegt, dass ee misst mat enger erniddregender Prozedur sozial Kritäre virweisen, fir kënnen eng Bourse ze kréien, an op där anerer Säit huet e weider näischt gemaach wéi sozial Kritären opzestellen. A säi Modell, Här President, géif derzou féieren, dass een e grousse bürokrateschen Apparat misst opbauen, fir iwwerhaapt seng Virstellung ze realiséieren.

Mir gesinn awer haut ëmmer méi, an dat ass de Punkt, op deen ech wëll kommen, eng modern Gesellschaft muss sech ëm hir Kaderen op alle Pläng bekëmmeren. De Stat huet d'Verantwortung, fir seng Eliten - wëssenschaftlecher, technescher, kultureller, wirtschaftlecher - ze förderen an auszebauen. Déi Eliten, ouni déi kee Land sech méi weiderentwéckelen an un déi nei Welt upasse kann.

Déi Verantwortung koum wuel an de verschiddene Fördergesetzer bis elo zum Virschäin, mä si war an der Haaptsaach sozial selektiv. Dat heescht, si huet sech domat begnügt, déi sozial Problemer ze léisen, déi fir eng Famill géifen entstoen, wann ee Kand op d'Uni geet. En Zougank zu den Unistudië war an der Haaptsaach vun der sozialer Situatioun vun den Elteren ofhängeg.

Duerfir mengen ech schonn, entgéint deem, wat am Här Hoffmann sengem Text steet vum Här Urbany, dass dëst wierklech e Présalaire ass, deen een och als solchen unerkennt. Ech hu keen Argument an dem Här Hoffmann sengem Pabeier gesinn, fir dat ze widderleeën. Mat dësem Projet also geet Lëtzebuerg op en neie Wee, deen den Zougank zu den Unistudien demokratiséiere wäert.

Nun ass ëm dëse sécher generéisen a moderne Projet, mat enger héijer Signalwierkung fir de Bildungsstand vun onsem Land, vill Polemik a Kritik entstanen. Ech wëll déi Polemik an déi Kritik net jugéieren, ech wëll just op deen een oder deen aneren Element agoen. Zum Beispill ass gesot ginn, de Projet ass en Element vum Spuerpak vun der Regierung. Dat gëtt vu munchen als eng Sënn ugekuckt. Mä spuere muss de Lëtzebuerger Stat, wann en net all Joer eng nei Milliard wëllt léine goen, fir säi Budget an d'Gläichgewiicht ze bréngen.

D'Spueren, an dësem Fall, besteet doranner, dat ass hei scho gesot ginn, dass d'Kannerzoulage fir Studenten net méi bis 27 Joer ausbezuelt ginn an dass d'Studentenhëllef op Résidentë beschränkt gëtt.

Eng wesentlech Kritik dréit ëm d'Frontalieren, fir déi d'Kannerzoulage bis 27 Joer ewechfalen an déi keng Contrepartie vum Lëtzebuerger Stat kréien, wann hir Kanner studéieren. Nun huet awer all Land - an do si mer jiddweree fir sech - seng eege Studentenhëllef, seng eege Gesetzgebung, an ech huelen un, dass Kanner vu Frontalieren, déi Studentenhëllef an hirem Land bis elo ugefrot hu respektiv ufroe wäerten, déi Hëllef och krut hunn.

Eng aner Kritik, Här President, ass och doduerch entstanen, dass gerechent gouf, dass eng Famill duerch d'Ofschafe vun de Kannerzoulage vun 21 bis 27 Joer verléiert. Ouni Äppel a Biren zesummenzezielen, ass festzestellen - a mir hunn dat schwaarz op wäiss an der Kommissioun duergeluecht krut -, dass d'Famill, an där ee Kand studéiert, an alle Fäll duerch den neie Bourssësystem gewënnt.

Virun allem entlaascht den allgemenge Bourssësystem all Famill. A mir hu jo och vun der ACEL dee Sondage krut, dee se gemaach huet. Ech fannen dat wierklech begréissenswäert, dass d'ACEL bei d'Studente gaangen ass. Bei deem Sondage, bei deem 340 Studente matgemaach hunn, hunn effektiv 28% gemellt, si géife mat deem neie System manner kréien. Allerdéngs muss ee soen, dass dat zu engem Zäitpunkt war, wou nach net festlouch, dass déi 1.000 supplementar Euro, déi aus sozialen Ursaache kënne gefrot ginn, am Gesetz waren. An ech ka mer virstellen, dass et der héchstwahrscheinlech vill manner sinn.

(Interruption)

Här Hoffmann, Dir hutt schonn e laangen Exposé hei gehalen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dat do ass awer de Combel! Kuckt emol eng Kéier d'Reglement, Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Et ass natierlech net einfach, eng nei allgemeng Approche an hiren Auswierkungen an individuelle Fäll bis an de leschten Detail auszedäitschen. Duerfir si mer och eens, no engem Joer eng Bestandsopnahm ze maachen an d'Auswierkunge vum neie System auszewäerten.

Ech wëll och soen, dass d'Chamberskommissioun mat dem Minister a senge Mataarbechter sech vill Méi ginn hunn, fir op déi vill Froen, déi opkomm sinn, eng Äntwert ze fannen. Et ass jo net, wéi wa mer keng Kommissiounssitzunge gehat hätten. Et ass jo net, wéi wa mer net déi Kritiken, déi dobausse virkomm sinn, dem Minister duergeluecht hunn a probéiert hunn, eng Äntwert drop ze fannen.

Dass mer natierlech net op alle Pläng eng genee chiffréiert Äntwert konnte kréien, läit natierlech dorunner, dass an all Famill eng extra Situatioun ass. Zum Beispill eng Famill mat dräi Kanner, wann do ee Student ass, da kënne mer dat relativ liicht ausrechnen; wann der zwee Student sinn, ass dat scho méi komplizéiert. Mä op jidde Fall hu mer alleguerten déi Awänn, déi do komm sinn, seriö diskutéiert. An ech mengen, all déi Kolleegen, déi och hei geschwat hunn, hunn dat jo matgemaach. Et ass also net, wéi wa mer hei de Geck mat der parlamentarescher Aarbecht gemaach hätten, ganz au contraire.

E sensibele Problem, hunn ech dem Minister an der Kommissioun signaléiert, entsteet, wa Studenten e puer Joer op der Uni waren a sech dunn ëmorientéiert hunn. Dat kënnt vir an et muss och a Betruecht gezu ginn. De Minister huet ons an der Kommissioun och gesot, dass esou Fäll kéinte gekuckt ginn, dass och emol Exceptioune gemaach ginn, well och de Ministère de l'Enseignement supérieur nach Lignes budgétaires huet, fir a wierkleche Problemfäll de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen. An ech mengen, déi Regel, déi mer ons ginn hunn an dësem Gesetz, dass een ee Joer bei dem Bachelor an ee Joer beim Master ka verléieren, ass jo och schonn eng Ouverture, fir net direkt mat dem décken Hummer ze kommen.

Insgesamt, Här President, wënsche mir ons bei der Ausféierung vun dësem Gesetz Flexibilitéit a Versteesdemech an der Verwaltung. A mir wësse jo, dass an där Kommissioun, déi jo éinescht och vum Här Berger als eppes Schreckleches duergestallt ginn ass, wou een do misst de Knéifall maachen, fir iwwerhaapt e Subsid ze kréien, an an där dräi Studentevertrieder sëtzen, dass an där Kommissioun keng Onmënsche sëtzen, fir eben och déi Flexibilitéit an deenen zousätzlechen Hëllefen ze erméiglechen. Sécher wäerte mer där Härtefäll kréien. An ech erwaarde mer also och vun der Verwaltung, dass se déi mat deem néidege Fangerspëtzegefill wäert léisen.

Här President, d'LSAP ass iwwerzeegt, dass dës nei Studenteförderung eng wichteg Etapp fir méi Chancëgläichheet am Zougank zu der Héichschoul ass, an och eng wichteg Etapp an der Entwécklung vun onsem Land, fir héich Kaderen, héich Eliten an héich spezialiséiert Leit hei am eegene Land och auszebilden.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hetzen eis de Mëtteg duerch eng Matière, déi komplizéiert ass. Ech soen dem honorabelen Här Thiel Merci fir säi schréftleche Rapport. Bei sengem mëndleche Rapport huet en e puer Saache gesot, déi ech och wëll kuerz kommentéieren.

En huet gesot, d'Zuele si komplizéiert. Dat, mengen ech, hält jiddwereen em gutt. En huet och gesot, Hellseherfäegkeeten huet keen heibannen. Do sinn ech och direkt mat em averstanen. En huet och vu gemittleche Lëtzebuerger geschwat. Ech ziele mech och zu de gemittleche Lëtzebuerger.

Här Thiel, wou ech awer net frou sinn dermat, dat ass, wann Der am Fong geholl e bëssen och un d'Adress vun eis sot, mir wären der Meenung, e Gesetzestext, dee misst nach mautschen, wa mer soen: E gëtt eis hei ze séier duerchgezunn. Ech verstinn ënner parlamentarescher Aarbecht, wou ech gären hätt, déi Avisen, déi mer musse froen a solle froen, datt mer waarden, bis déi do sinn, an datt mer déi kënnen diskutéieren. Dat ass fir mech net mautschen, dat ass fir mech wierklech eng parlamentaresch Aarbecht seriö huelen an an den Délaien duerchzéien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Mir maache jo mat dësem Gesetz - et steet souguer am Text selwer dran - ee Paradigmewiessel, an ech muss soen, datt mir als Gréng dee Paradigmewiessel och ganz interessant fonnt hunn. Mir sinn allerdéngs der Meenung, esou ee Wiessel mécht een net am Alleingang. A wat de President vun der UNEL nach a sengem Bréif geschriwwen huet, d'Turbodemokratie ass och net de richtege Wee: d'Aen zou an d'Oueren zou an dann derduerch. Dat dierft et dach eigentlech net sinn.

An do gëtt et eng ganz Rei Ursaachen. Eng éischt ass emol: Mir hu kee geséchert Zuelematerial. Ech hat schonn am Dezember 2005 mat enger Question parlementaire no statisteschem Material gefrot, am September 2009 nach eng Kéier. An den Här Fayot huet nach am Mee 2010 an enger Question parlementaire gefrot: Wou sinn dann déi Studenten drun? Wéi vill Lëtzebuerger Studente sinn am Ausland?

Här Fayot, ech hunn Är Äntwert gelies, ech hu fonnt, Dir hutt eigentlech awer keng kloer Äntwert kritt op dat, wat Der gefrot hutt. Et pour cause!

(Interruption)

Jo, ech krut schonn 2005 erkläert, et wär eng Etüd amgaang, a si dauert, a si dauert, an 2010 ass se och nach amgaang.

An dat ass schonn ee positiven Aspekt vun dësem Gesetz, well ech gi wierklech dervun aus, mat dësem Gesetz, do kréiche mer wahrscheinlech eng relativ sécher Datebase. Dat muss natierlech ënnert dem obligate Schutz vun de perséinlechen Donnéeë leien. Mä ech mengen, datt dat wierklech ee Fortschrëtt géif bréngen.

Mir géifen dann, wa mer déi sécher Datebase hunn, och wahrscheinlech feststellen - ech hunn et am Moment just esou am Gefill, mä ech mengen, mer wäerten dat dann erausfannen -, datt mer am Beräich vun der Orientation scolaire nom Secondaire och schlecht dostinn, datt do ganz vill Jore verluer ginn, well mer eis Jonk och net gutt preparéieren an net gutt orientéieren op d'Schoul nom Secondaire.

Da stellt sech natierlech nach d'Fro: Majo, huet misse reforméiert ginn? Jo, mir sinn der Meenung, datt déi al Hëllefen ongerecht waren, ongerecht virun allem, well se en däitlechen Ënnerscheed gemaach hunn, ob e Student nom Bologna-Prinzip op enger Uni studéiert huet, déi schonn d'Bologna-Kritären applizéiert huet oder déi déi nach net applizéiert huet.

Do sinn och schonn eng Rei Eltere bis bei den Ombudsmann gaang, déi sech beklot hunn driwwer, datt zum Beispill hire Student, hiert Kand am sechsten, siwenten, aachte Semester absolut keng Bourse krut, an een absolut vergläichbare Studiëgang, deen e Master mécht, deen huet eng Bourse kritt. De Gedanke vun Équitéit muss eis soen, datt dat net gerecht ass, datt mer do musse reforméieren.

Et ass och gesot ginn, datt dat fir eis awer schonn… Mir sinn eent vun deene wéinege Länner, déi Studiëbourssen exportéieren. Also, egal wou ee studéiert, kritt ee seng Bourse mat. Ech mengen, dat ass näischt, wou mer extra stolz mussen drop sinn. Dat ass eng Bluttnoutwendegkeet; ee Land, wat eréischt 2003 eng Uni kritt huet. Mir liewen dervunner, datt eis Studenten och an d'Ausland ginn. All aner Hëllef wier jo ee kompletten Nonsense.

Mir schafen also mat deem Gesetz hei ee Grondakommes fir Studenten. Ech hunn et scho gesot, déi gréng fannen déi Iddi gutt. Jiddweree gëtt d'selwecht gekuckt. Mir hu keng Studente méi aus räichen a manner räichen Elterenhaiser. Mir hunn nach just jonk Leit, déi wëlle studéieren. Mir hunn also ee Grondrecht op Studium. An da geet et och net drëm, wat d'Eltere wëllen, mä et geet drëm, wat wierklech de jonke Mënsch, wat de Student wëllt.

Dat ass e Paradigmewiessel. Dat fanne mir sympathesch.

D'Bourssen, wéi se am Gesetz virgesi sinn, schéngen eis och héich genuch. Et gesäit aus, wéi wann et däitlech méi wier wéi an der Vergaangenheet. Dat ass awer net fir jiddwereen esou.

D'Regierung reforméiert allerdéngs net, an dat ass och hei vum Rapporteur gesot ginn, well dat aalt Gesetz schlecht war, mä well d'Regierung wëllt Sue spueren.

Mir spueren um Kannergeld. Den Här Thiel huet gesot, d'Zuele si komplizéiert. Ech hunn hei elo net déi mam Kannerbonus. Ech hunn déi, déi mer an der Kommissioun kritt hunn. Et gi 66 Millioune manner Kannergeld ausbezuelt, an 33 Millioune vun deene Sue ginn erëm zréck un d'Studenten, an de Stat spuert 33 Milliounen.

Wann ech de Riedner vun der Majoritéit nogelauschtert hunn, da spuert de Stat déi 33 Milliounen an. Et ass awer kee Mënsch, dee méi schlecht ewechkënnt. Dat ass jo eigentlech extrem clever. Wann de Stat et wierklech fäerdeg bréngt, fir kengem eppes ewechzehuelen an 33 Milliounen ze spueren, da muss ee soen: Chapeau!

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Dat ass de Paradigmewiessel.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat ass de Paradigmewiessel!

Mir sinn als Gréng natierlech och der Meenung, datt een a Krisenzäite muss spueren. Mir sinn allerdéngs och der Meenung, datt ee muss Prioritéite setzen an datt et Gebidder gëtt, wou een net soll spueren. A mir sinn der Meenung, datt ee mat Sécherheet net an der Éducatioun soll spueren. Well wat mir hei maachen, mir spueren un eiser Zukunft. Mir spueren un eise Kanner.

Wou kommen dann déi 33 Milliounen, déi d'Regierung spuert, hier? Majo vun de Frontalieren. Dat kann een net ewechdiskutéieren. Si kréie kee Kannergeld méi. Lëtzebuerger Bourssë kréie se och net, dat ass logesch. Ausgläich vum Ënnerscheed vun auslännesche Bourssë par rapport zu eise Bourssen. D'Chambre des Salariés huet dat opgeworf, ob een do kéint drun denken, fir esou eppes ze maachen. Eng Iddi, déi vläicht op den éischte Bléck net logesch ass, mä déi an eisen Aen awer duerchaus derwäert ass ze diskutéieren.

D'Chambre des Salariés freet zu Recht, wéi et da mat der Égalité devant l'impôt ass. Si verweist op den Artikel 7 vum Reglement 1612/68 vun der Kommissioun. Déiselwecht sozial a fiskalesch Rechter fir Leit, déi am Land wunnen a schaffen, wéi fir Leit, déi just am Land schaffen.

Wäit méi wéi en Drëttel Frontalieren hu mer op eisem Aarbechtsmaart. Déi Leit komme gären op Lëtzebuerg schaffen. D'Léin si bei eis gutt. D'Sozialleeschtunge si besser wéi an Nopeschlänner. An déi 33 Milliounen, déi mer do aspueren, hu fir eis ee ganz schlechten Nogeschmaach.

No de Chèques-services kommen dann elo d'Bourssen. An dobäi spuere mer jo schonn all Joer Milliounen op de Frontalieren hire Kanner, well mer keng Schoulen a keng Crèchë fir si musse bauen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Beispill Chèque-service. Ech hunn op der Aweiung vum Blannenheem zu Miersch - d'Ma-

dame Familljeministesch war derbäi - vum Direkter vum Blannenheem gesot kritt, mir hunn eng gutt Saach hei gemaach. Mir hunn eng Crèche an eisem Blannenheem. Dat ass super. Mir hunn allerdéngs e Problem: Mir hu ganz vill Frontalieren, déi hei schaffen, an déi kënnen hir Kanner net an eis Crèche ginn, well se sech dat net kënne leeschten, well se keng Chèques-services kréien.

Dat ass also schonn eng relativ grouss sozial Ongerechtegkeet. Bon, elo fuere mer en zweete Schrëtt. Elo gi mer dann och nach beim Kannergeld op d'Frontaliere spueren.

Mat deene Mesuren hei, Här President, do spalte mer eis Gesellschaft! Et ass keng iwwerdriwwe generéis Haltung vun eis, wa mir déi Spuermoossnamen op d'Käschte vun de Frontalieren uprangeren. Mir hunn als Lëtzebuerger e vitalen Interessi och un de Frontalieren. Mir rekrutéieren op eisem Aarbechtsmarché wäit iwwert d'Grenzen eraus. Akademiker aus der Groussregioun si fir eisen Aarbechtsmaart ganz interessant.

Gëtt et dann och Leit, déi hei wunnen, déi Sue verléieren? Dat ass net evident. Mir hunn net genuch Zuelematerial, mä et ass awer wahrscheinlech. D'Zuele vun der Chambre des Salariés schwätzen op alle Fall eng aner Sprooch wéi déi, déi mer vun der Kommissioun virgeluecht kruten. Mir hunn eng Tabell an der Chamberskommissioun gesinn, mä do huet kee Student eng Bourse oder eng Prime kritt, an am ale Regime ass dat jo awer net richteg.

Wie verléiert eventuell oder wie verléiert méi wéi sécher? Majo, déi Leit, déi wéineg Sue verdéngen a méi oder manner vill Kanner hunn.

An et gëtt och nach eng drëtt Kategorie vu Verléierer, mir haten et och an der Chamberskommissioun ugeschwat: Dat si Leit mat enger Behënnerung. Mir hunn och nach haut - en Deel vun eis - e Bréif kritt vun engem jonke Mënsch, dee selwer eng Behënnerung huet - ech kennen en, well en eng Zäit an där Schoul war, wou ech selwer Schoulmeeschter war -, dee gesot huet, hien hätt mat senger Behënnerung studéiert an 1.000 Euro an Aussiicht gestallt als zousätzlech Hëllef, dat géif bäi Wäitem net duergoen. Well do kommen einfach Fraisën, déi si méi héich wéi esou.

Elo kann ee soen, et gëtt eng Kommissioun. Jo, et kann een awer och soen, ma wa mer wëssen, datt dat net duergeet, firwat setze mer dee Seuil net méi héich an d'Gesetz? Well et si jo net esou vill Leit betraff.

Gëtt et dann och - an dat ass awer och eng ganz interessant Fro - Leit, déi gewanne bei dësem System? Och do ass eis Äntwert relativ kloer, selbstverständlech mam Virbehalt, d'Zuele si komplizéiert, mä mir wëllen eis jo net méi Zäit loossen, fir se ze analyséieren: Mir menge schonn.

Ech hunn et selwer ausgerechent, och a mengem Bekanntekrees, bei Enseignanten an esou weider, Leit mat engem gudden Akommes, dat heescht Familljen, deenen hir finanziell Situatioun bis elo ni zougelooss huet, datt hir Kanner eng Bourse konnte kréien. Dat huet fir all Familljen, déi e Kand haten, wat mat Bachelor studéiert huet, an och fir all net Bologna-Studenten.

Bei zwee Studentekanner aus engem gutt situéierten Haus, mat deem neie Gesetz kréien déi ongeféier 5.000 Euro pro Joer fir déi zwee Kanner zesumme méi wéi bis elo. Dat heescht dann an eisen Aen, staark Schëllere packen a Krisenzäite manner wéi schwaach Schëlleren! Eigentlech hätte mer et jo awer gäre genau ëmgedréit. Staark Schëllere missten a Krisenzäite méi packe wéi schwaach Schëlleren.

An den aarmen Här Juncker muss och nach ëmmer verziele goen, wéi leschte Freideg nach am CAC, dass d'Kris iwwerall ass, mä net an de Käpp vun de Lëtzebuerger.

Wa mir esou eng ënnerschiddlech Messagen an der Politik hei vun eis ginn, da brauche mer eis net driwwer ze wonneren, datt d'Leit och net méi wëssen, ob de Wuelstand ausgebrach ass oder ob d'Kris ausgebrach ass!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ënnert dëse Konditiounen ass de Paradigmewiessel, dee mer hei verkaaft kréien, net akzeptabel.

Une voix.- C'est juste!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dann nach e Wuert zu der Indexéierung. De President vun der Kommissioun sot, mat der aktueller Situatioun an der Majoritéit ass eng Indexdiskussioun net opportun. Dat kënne mer eis virstellen. Mir diskutéieren nach iwwert den Index, an d'Regierung ass schonn amgaangen, aus dem System erauszeklammen.

D'Kolleege vun der LSAP wëllen déi grouss Verteideger vum Index sinn, awer bei de Sozialleeschtunge spille se net mat!

(Interruption)

Fir d'Éischt gëtt d'Kannergeld desindexéiert an elo d'Studentebäihëllefen.

Une voix.- Aha!

Une autre voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- An d'Jongsozialisten hunn dann natierlech déi sympathesch Iddi, fir virun der Chamber eng Zensur auszedeelen, wou se dann dem Héichschoulminister eng Datz ginn. Et ass sympathesch, mä et ass ze kuerz gegraff. D'Jongsozialisten hätten och hiren eelere Kolleege vun de Sozialisten déiselwecht Datz missen ausdeelen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat huet misse kommen!

Une voix.- Geet et lech elo besser?

M. Claude Adam *(déi gréng).*- E Grondakommes jo, awer net esou.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech hat mer dat net vum Här Adam erwaart.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- All Student kritt datselwecht. Dat wier an enger postsozialistescher Gesellschaft bestëmmt eng gerecht Léisung.

Mir kennen awer och en anert Bild, e Bild aus der Éducatioun, wat och gäre vun der Madame Delvaux gebraucht ginn ass, wéi mer déi Schoulreform virgestallt hunn a wou mer duerch d'Land gezu sinn dermat. Et ass d'Bild, wou en Elefant, en Af, eng Schlaang, en Delfin, eng Giraff, eng Maus bei der Startlinn stinn an et heescht dann, mir maachen eng gerecht Course fir jiddwereen. Eng gerecht Aufgab fir jiddwereen. Mir maachen een Honnertmeterhürdelaf.

Et ass absurd ze mengen, datt déi Jonk mat engem Grondakommes, dat fir jiddwereen d'selwecht ass, déiselwecht Chancë kréien. An Eltere sinn och verflicht fir hir Kanner ze suergen, och iwwer 18 Joer eraus. Déi meescht Eltere maachen dat och gär. An ech wonnere mech och e bësselchen iwwert dat Elterebild, wat mer awer hei vermëttelen. Mä et huet net all Elterendeel, all Elteren hunn net alleguerten déiselwecht Méiglechkeeten.

Wa mir also d'Iddi vun engem Grondakommes wëllen ëmsetzen an dat zu Aspuerungen an den Ausgabe fir Familllje féiert, da muss ee genau wëssen, wéi eng Dimensioun déi Aspuerungen hunn. An dat wësse mer awer net. Da kéinte mer nämlech kompenséiere mat anere familljepolitesche Mesuren. Et kéint sinn. Et ass eng Iddi - si kënnt iwwregens net vun eis, si kënnt vun der UNEL -, datt een zum Beispill en Deel vun deem Prêt ënner Konditioune kéint an eng Bourse verwandelen. Bis zu siwe Joer 6.000 Euro Prêt, dat ginn 42.000 Euro. Wa mer d'Onofhängegkeet vun den Elteren eis erkafe mat enger Ofhängegkeet vun de Banken, dann hu mer net gutt geschafft. 42.000 Euro, dat ass de Maximum. Dat si fir deen ee ganz vill Suen a fir deen aneren ass et net vill méi wéi en neien Auto.

De Minister huet ëmmer betount, entweder Grondakommes, esou wéi hien et geplangt huet, oder eben net. Wann een net wëllt diskutéieren, dann ass dat eng korrekt Astellung. Mir deele se awer net.

Och d'Iddi vum Grondakommes léisst Raum fir eng gewësse sozial Gerechtegkeet. Eis aktuell Regierung wëllt dee Raum net notzen. Mir sinn der Meenung, datt et keng Urgence gëtt. Den Datum, wou d'Regierung d'Kannergeld wëllt ofschafen, ass willkürlech a kéint och op d'Summersemester geréckelt ginn oder e Joer méi wäit. Mir hunn e Reformbedarf. Mir hunn eng Iddi, déi fir eis diskutabel ass an déi ee kéint weiderentwéckelen. Iwwregens all déi Avisen, déi komm sinn, hunn un der Grondiddi wéineg ze kritiséiere gehat, mä méi am Detail.

Nach e Saz vläicht - well e mer esou gutt gefall huet - aus der Chambre des Salariés: «Rien ne sert de courir, il faut partir à fond.» Et huet kee Wäert, fir séier ze lafen, wann ee mengt, et kéim een ze spéit. Wann een an déi falsch Richtung fiert, dann huet et kee Wäert, Gas ze ginn. Dann huet ee besser, eng Paus ze maachen, d'Landkaart ze kucken oder de GPS nei anzestellen.

Ee Paradigmewiessel, deen zur Konsequenz huet, datt a Krisenzäiten d'Frontaliere Sue verléieren, déi sozial manner gutt gestallte Familllje mat zwee oder méi Kanner Sue verléieren a besser gestallte Leit däitlech méi Sue kréien, ass fir eis net akzeptabel.

Et schéngt och esou, wéi wann am Regierungslager eng ganz Rei e schlecht Gewëssen hätten. Anescht kann ee jo déi Motioun net verstoen, datt mer no engem Joer sollen eng Analys maachen.

Meng Erfahrung mat där aler Studienhëllef ass, datt et immens komplizéiert ass, wann ee feststellt, datt do Ongerechtegkeeten dra sinn, fir déi erëm erauszebigelen. Et wier wierklech besser, et géif een déi Saache grëndlech analyséieren, ier een et iwwert den Instanzewee gëtt. An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, wäerten déi gréng och géint dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt e Merci un den Här Thiel fir seng schrëftlech a mëndlech Presentatioun. Dat heiten ass eng Spuermoossnam vun der Regierung. Et ass jo esou ugeklongen. Dat ass och kee Feeler. Aus der Nout gëtt eng Dugend gemaach.

Dëse Projet stellt sécherlech ee Paradigmewiessel duer. D'Jugendlecher kënnen onofhängeg vun der finanzieller Capacitéit a vum Wëlle vun hiren Elteren op d'Uni goen. D'Bourse an d'Prêtë sinn net méi ofhängeg vum Revenu vun den Elteren, wat e groussen Atout an der Onofhängegkeet vum Student ass. Dobäi muss ee wëssen, dass déi meescht dobäi gewannen. Mä et sinn der och ganz vill, déi da verléiere wäerten, an et ass hei schonn ugeklongen: haaptsächlech déi sozial schwaach Familllje mat méi Kanner, mat méi klengem Revenu, an och dann déijéineg, déi behënnert sinn. Déi gehéieren net zu de Gewënner.

An ech mengen, all Gesetz, wat gestëmmt gëtt, all Gesetz, wat fiabel soll sinn, muss jiddweree respektéieren. A wann ee Perdant do ass, nëmmen ee Perdant, dann ass dat Gesetz sécherlech net gutt. Dann ass et net esou, wéi mer eis dat virstellen.

Negativ Kritike si genuch gefall hei. An Zäit vun dräi Wochen ass d'Gesetz hei duerch d'Chamber gebootscht ginn. An elo, ech mengen, als Chamber hu mer awer eng Missioun. Mir si vläicht souverän an eisen Décisiounen. Mir kënnen décidéieren, wéi mir wëllen, mat oder ouni Avis vun de Chambres professionnelles. Mä ech mengen, wa mer awer demokratesch wëlle sinn, da musse mer awer dohinnergoen a wa mer schonn en Avis froen, dann och dee liese virum Vote an der Kommissioun. Dat ass hei offensichtlech net gemaach ginn.

Mir hätten, wéi gesot, och nach eng Woch Zäit gehat. Mir wären d'nächst Woch och heihinnerkomm an der Vakanz. Ech mengen, den Deputéierten ass zur Verfügung vun der Natioun. An et ass net, dass e muss de 15. Juli, esou wéi d'Schoulkanner, effektiv an d'Vakanz goen.

Dat bedauere mer. Domat hätte mer ganz vill Problemer geléist. Mir hätte kënnen déi bestëmmten Härtefäll aneschters analyséieren a vläicht eppes aneschters an d'Gesetz eraschreiwen. Mir hätten och vläicht verschidde Feeler, déi dra sinn, och dann entdeckt.

Et ass e Changement de paradigme. Dat hu mer jo gesot. Wat mer da bedaueren, dat ass, dass keng Fiche financière do ass. A mir wéilte gär vun der Regierung, dass d'Regierung eis transparent Tabelle soll ginn, wéi déi Saach do effektiv ausgesäit.

Dee Problem, deen eis opgefall ass - dat hunn ech scho virdru gesot -, dat ass dat mam Kannerbonus. Ech mengen, de Kannerbonus ass agefouert ginn als ee Steierbonus. An dee Steierbonus ass integral fir d'Familllje geduecht.

Wat geschitt hei? Net eleng, dass d'Allocation familiale verschwënnt, mä de Kannerbonus verschwënnt och. An de Kannerbonus, dee gëtt dann ersat duerch eng Moossnam. D'Studente kréien 1.000 Euro méi. Okay, et ass alles schéin a gutt. An ech liesen dat hei vir. De Kannerbonus gëtt abrogéiert: «Le boni pour enfants sera abrogé dans le chef des étudiants bénéficiant d'une aide financière de l'État pour études supérieures. Par conséquent, le seuil du montant de base de l'aide financière pour études supérieures, qui était fixé à l'origine à 12.000 euros par année académique, a été porté à 13.000 euros.»

An da liese mer op enger anerer Säit: «Par contre, un système qui accorde à chaque étudiant un montant de base de 13.000 euros - et même au-delà dans des cas spécifiques - par année académique, dont la moitié est versée sous forme d'une bourse non remboursable,…» Dat heescht, déi aner Moitié ass da remboursable. A wa mer dann an där Logik do bleiwen, da gesi mer dann, dass mer 1.000 Euro de Studente bäiginn. Déi 1.000 Euro, déi normalerweis e Crédit d'impôt wieren. Mä elo geet de Stat dohin an e seet: „Okay, déi 500 kriss du geléint. Déi aner kriss de als Bourse remboursable. Déi aner ass Bourse non remboursable. Dat heescht, bis 500 Euro muss de aus denger Täsch da bezuelen." Dat heescht, hei ginn net eleng d'Allocation-familialë verluer, mä hei geet d'Halschent vum Kannerbonus verluer.

An ech mengen, do läit dann den Hoer an der Zopp. Ech mengen, ass dat ee Lapsus vun der Regierung? Ass dat net gesi ginn? Oder ass dat elo Absicht? Dat ass enorm wichteg. Wann dat Absicht ass, okay, da kënne mer soen, dat Gesetz hei ass total antisozial. An d'Regierung spuert do, wou se et net ugekënnegt huet.

Wann et elo ee Lapsus ass, da muss dat ëmgeännert ginn. Firwat muss et ëmgeännert ginn? Ma well normalerweis déi Suen de Leit gehéieren. Lëtzebuerg wär dann de Moment dat éischt Land op der Welt, wou de Stat de Studente Sue léint, Steiergeld léint, an déi Studente mussen dat Geld zréckbezuele mat Intérêten.

Wat huet dat fir e Sënn? Ech mengen, do, Här Minister, misst Der eis vläicht herno opklären, wéi Der dat wëllt maachen. Et kéint vläicht sinn, dass Der déi 1.000 Euro, déi Der de Studente gitt, déi misst ee vläicht op déi Part non remboursable iwwerschreiwen. Dat heescht, dass de Student dee Moment 6.000 + 1.000, dat wäre 7.000 Euro, géif kréien, déi net remboursable wieren.

Am anere Fall, wann Der et bäibehaalt, ass dat eng Ongerechtegkeet, déi Der net kënnt verantwerten. Well et kann een einfach net dohinnergoen a soen: „Okay, mir eliminéieren d'Kannergeld a mir eliminéieren d'Halschent vum Crédit, vum Bonus d'enfant."

Dat gesot, Här President, wéilte mer gär, dass d'Regierung eis awer ee Bilan mécht vläicht d'nächst Joer, fir ze kucken, wéi dat Gesetz hei fructifiéiert, wéi dat Gesetz hei weidergeet.

An duerfir, an deem Sënn, ginn ech dann eng Motioun hei of, fir ze wëssen, wéi d'Resultater sinn. Mir wëllen och gar wëssen, wat déi Majorations supplémentaires, wat déi fir een Impakt do hunn. Et ass sécherlech, och do si mer net zefridden, dass behënnert Kanner, dass déi zwar 1.000 Euro kréien, mä dovunner mussen och 500 Euro remboursséiert ginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

- que le projet de loi 6148 modifie considérablement le régime des aides accordées aux étudiants résidant à Luxembourg;

- que la Chambre des Salariés et des associations d'étudiants craignent que certains étudiants respectivement les familles concernées touchent au total moins d'aides que dans le système actuel, risque qui serait plus important pour les familles nombreuses aux revenus modestes;

- que l'objectif des aides financières de l'État doit être de permettre à un maximum de jeunes de faire des études supérieures, quelle que soit la composition de leur famille ou la capacité financière de leurs parents;

- que ces aides doivent être un droit découlant de critères objectifs et non pas dépendre d'une décision d'une commission respectivement d'un ministre jugeant de l'opportunité d'une «situation grave et exceptionnelle» ou de «charges extraordinaires»;

invite le Gouvernement

- à faire le bilan des conséquences du projet de loi 6148 sur les aides globales accordées aux étudiants et à leurs familles en signalant plus particulièrement les cas pour lesquels ce projet a des effets négatifs et quelles en sont les raisons;

- à faire le bilan des «majorations supplémentaires» accordées pour l'année académique 2010/2011 en détaillant les raisons pour lesquelles ces majorations ont été accordées;

- à présenter ces bilans à la Chambre des Députés avant la fin de l'année académique 2010/2011;

- à s'engager à compenser les cas échéants les effets négatifs découlant du projet de loi 6148.

(s.) Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Dat gesot, Här President, Här Minister, mir sinn net mat deem Projet hei d'accord. Firwat? Et war eine Nacht- und Nebelaktion. D'Chamber huet aner Prioritéiten. D'Chamber wëllt gär roueg diskutéieren, gesond Gesetzer maachen, Gesetzer fir jiddwereen, fir all Bierger, dass all Bierger dovunner ka profitéieren, an net, dass ee Gesetz hei just virun der Vakanz duerchgebootscht gëtt an et vläicht negativ Impakter wäert hunn. An déi wäert et och kréien.

Den Här Fayot huet et gesot, et wäert negativ Impakter ginn, et wäert Härtefäll ginn. Dat hoffe mer jo net. Mä déi wäerte kommen. Mir mussen dat Gesetz nach eng Kéier d'nächst Joer op de Leescht bréngen. Dovunner si mer iwwerzeegt.

Här President, ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech probéieren, net dat ze widderhuelen, et ass jo souwisou an der Zäit net méiglech ze widderhuelen, wat alles hei gesot ginn ass, déi berechtegt Kritiken, déi jo un deem Gesetzesprojet ausgeübt gi sinn. Mir hu scho virun engem Mount à peu près Stellung bezu gehat an engem Communiqué a mir sinn duerno eigentlech duerch déi Avisen, déi erauskomm si vun de Studentenassociatiounen, vun de Gewerkschaften a vun der Chambre des Salariés gréisstendeels bestätegt ginn.

Ech kann och soen, mir sinn och mat dem Prinzip averstane vun der Onofhängegkeet vum Student a vun enger finanzieller Ënnerstëtzung, déi déi Onofhängegkeet garantéiert. Allerdéngs muss ee kucken, a wéi engem Kontext dass dat geschitt, a wéi dat ëmmer esou schéi bei de Reklamme fir Medikamenter heescht: „Zu Risiken und Nebenwirkungen fragen Sie Ihren Arzt oder Apotheker", an där Risiken und Nebenwirkungen, där sinn hei derbäi. An ech mengen, dass mer déi nach net alleguerte richteg ofgeschat hunn.

Ech si mat dem Här Fayot averstanen, wann e mer nolauschtert, dass mer richteg leien...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ëmmer!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- ... dass mer richteg leien, wa mer a Richtung vun engem Grondakommes fir Studente ginn, also a Richtung vun engem Présalaire. Dat war an der Zäit eng relativ radikal Fuerderung an de Studentenorganisatiounen, déi net op grouss Géigeléift gestouss ass. Ech sinn also mat där Logik an där dote Richtung d'accord, allerdéngs mat zwou Remarquen.

Éischtens, maache mer eis jo awer keng Illusioun, dass d'Studenten alleguerte mat deem Présalaire oder Grondakommes datselwecht maachen. Mir maachen eis jo keng Illusiounen, wat deen ee muss domat bezuelen, a wat deen anere kann domat bezuelen. Also ech mengen, dass een déi Realitéit op d'mannst muss am A behalen.

Duerfir eng aner Fro: Déi Fro vum Grondakommes fir Studenten oder vum Présalaire, déi ass an deene Joren, wou dat do diskutéiert ginn ass, ëmmer och diskutéiert ginn, Här Fayot, am Kader vun der Verdeelungsfro. An dat kann een och net ausklameren. Dat heescht, ech mengen, dass een da muss d'Fro mat stellen: Wéi ass et da mat der Finanzéierung vun deem Présalaire, opgrond vu beispillsweis engem relativ distributiven, redistributive Steiersystem? Well soss riskéiere mer awer manifestement a Richtung vun Ongerechtegkeeten ze goen.

Nach eng Remarque, eppes, wat net hei ervirgehuewe ginn ass: Ech sinn awer e bësse verwonnert, wéi wéineg mer an där Diskussioun dann hei iwwert d'Kannergeld schwätzen, well mer schafe mat deem Projet de loi do en Deel - natierlech net d'Kannergeld insgesamt -, mer schafen en Deel vum Kannergeld of. No enger jorelaanger natalistescher Politik, déi dozou gefouert huet, dass de Wäert vum Kand steigt mat der Zuel vun de Kanner - wat eigentlech jo vun engem soziale Standpunkt net esou richteg verständlech ass -, gi mer dann elo emol, bon, an deem do Beräich vun de Studente sträichen, ouni dass mer - an dat ass och e Grond, firwat dass ech soen, dat do ass ze vill schnell - eis iwwerleeën, dann och Iwwerleeungen ustellen iwwert d'Kannergeld respektiv iwwert d'sozial Gerechtegkeet vum Kannergeld.

Zu den...

M. le Président.- Jo, Här Hoffmann, Dir kuckt mat Recht op mech. Et geet geschwënn zum Schluss.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Et geet geschwënn zum Schluss. Ech fannen och an där Fro vun de Frontaliere geet et awer e bësse sophistesch oder kasuistesch hier, wa mer soen, si kënne sech jo elo an hirem eegene Land eng Bourse beschafen. Den honorabelen Här Thiel huet dorobber higewisen, an ech weisen hien dorobber hin, dass se dat de toute façon nach ëmmer konnten, also och bis elo konnten, onofhängeg dovunner, ob se Lëtzebuerger Kannergeld kréien oder net.

Dat heescht also, netto bleift, souguer wann déi Bourse am Ausland déiselwecht Héicht hätt wéi zu Lëtzebuerg, et fir si, par rapport zu der aktueller Situatioun, e Verloscht. An ech werfen nach eng Kéier d'Fro op: Mir zweifelen drun, dass dat mat dem europäesche Recht iwwerhaapt vereinbar wier, wat mer do mat de Frontaliere maachen, a sozial gesi fanne mer et de toute façon inakzeptabel!

Mir stëmmen also selbstverständlech d'Gesetz net!

M. le Président.- Merci, Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Héichschoulminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Ech hunn déi lescht Deeg - wou vill Kritike koumen, öffentlech, vill Luef, net öffentlech - mech oft gefrot, ob ech dann, obwuel ech deemools eréischt zéng Joer hat, de leschte Mee '68er wier? An ech si ganz frou, dass de Ben Fayot, dee Mee '68 méi al war wéi ech, eigentlech hei nach eng Kéier gesot huet, wat mer maachen. Mir erfëllen hei eng laangjähreg Fuerderung vun de Studentenorganisatiounen, virun allem vun de lénkse Studentenorganisatiounen, an déi virun allem a konservative Kreesser ëmmer bekämpft gouf.

Also mir hunn e bësselchen... hei setze mer e bësselchen d'Welt op de Kapp haut. An ech géif wierklech herno jiddweree bieden, wann de Compte rendu erauskënnt, dass ee souwuel d'Ried vum Ben Fayot liest wéi déi vum Eugène Berger a sech da freet, wien no vir kuckt a wien no hanne kuckt. Ech kann dat heite Gesetz net besser verteidegen, wéi de Ben Fayot dat gemaach huet. Well hien einfach de Prinzip nach eng Kéier hei widderholl huet, ëm wat et geet.

Ech muss soen, Här Berger, dass ech awer e bëssen erschreckt war, wat Är Vue ass vun de Studenten. Dee Saz vun deem, deen dann doheem bleift, well en op d'Uni Lëtzebuerg geet, an dann an d'Vakanz fiert a sech en Auto keeft. Wësst Der, ech sinn an deene leschte Joren - nom 5611 hunn ech jo gesot, ech ginn elo bei d'Studenten - an d'Schoule gaangen an ech hu mat honnerte jonke Leit vun Deuxième, Première, Douzième, Treizième geschwat, an ech hat net d'Gefill, dass hir eenzeg Suerg wier, sech op eng Uni anzeschreiwen, fir dann an d'Vakanz ze fueren.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hunn dat dach net generaliséiert, Här President, ech hunn einfach e Beispill gesot, wéi et kéint sinn.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech wëll och soen, wann ee sech eleng dat Beispill virstellt, fir doduerch eng Reform zu Fall ze bréngen, dat weist, wessen Geistes Kind man ist.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hunn och honnert aner Beispiller gesot, déi...

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Well d'Uni Lëtzebuerg huet eng Ëmfro gemaach bei de Studenten an huet se gefrot: Woufir sidd der iwwerhaapt op der Uni Lëtzebuerg? 30% hu gesot, well d'Elteren dat esou wollten. A woufir hunn d'Elteren et gesot? Well d'Eltere gesot hunn, da gëtt et eis méi bëlleg.

An dat, wat mer hei wëlle maachen, dat ass, dass jiddwer jonke Mënsch zu Lëtzebuerg, ob Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, soll d'Recht hunn, onofhängeg vum Kënnen a Wëllen, finanziell gesinn, vun den Elteren, awer och onofhängeg vum Matschwätzen, moralesche Matschwätze vun den Elteren, dat ze studéieren, wat e wëllt studéieren a wéi en et wëllt studéieren! Et sinn der ganz vill, déi mam neie System doudsécher da vläicht net op d'Uni Lëtzebuerg ginn, oder vläicht net méi doheem bleiwen, sech dann och eng Studentewunneng huelen.

Iwwregens stinn nach Studentewunnengen, notamment zu Monnerech, eidel, just fir dat ze soen. Do hu mer der, do geet zurzäit keen hin, obwuel Monnerech jo och eng schéi Géigend ass.

(Interruptions)

Mä nach eng Kéier, mir hunn hei...

(Interruptions)

Här President, ech sinn absolut d'accord - ech hu keen ënnerbrach -, ech sinn absolut d'accord, dass ee mer Froe stellt. Et ass awer ganz schwiereg, wann dräi Leit zur gläicher Zäit een ënnerbriechen, da kritt een emol net mat, firwat se een ënnerbriechen. Ech sinn also bereet, elo mech ze ënnerbriechen. Wann ech net méi ënnerbrach ginn, da fueren ech weider.

M. le Président.- Fuert Dir virun, Här Minister!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir däerft eis net méi provozéieren!

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ah, Här Bettel, dat ass gutt. Dat gefält mer, wann Dir Iech emol eng Kéier vu mir provozéiert virkommt. Eis Welt ass haut totalement à l'envers!

Et sinn Zuele gefrot ginn...

Une voix.- Waart nach eng hallef Stonn!

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Et sinn Zuele gefrot ginn. Ech wëll Iech dann e puer Zuele soen, déi wichteg sinn. De Ben Fayot huet drop higewisen, dass mer musse kucken hei méi Leit ze kréie mat méi engem héije Bildungsniveau. „Europa 2020" seet, mir hätte gär...

(Interruptions)

M. le Président.- Jo, ech géif Iech awer elo wierklech bieden, dem Minister nozelauschteren! Här Berger, Dir kënnt jo eng Fro stellen, mä lauschtert elo emol dem Minister no!

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech hunn iwwerhaapt näischt iwwert den Här Berger hei gesot. Ech weess net, woufir e sech elo hei opreegt. Ech hunn eppes iwwert den Här Fayot gesot, dee reegt sech net op.

Mir hu fir 2020 an Europa gesot, mir hätte gär 40% Leit an engem Alter vun 30 bis 35 Joer mat Héichschoulofschloss. Dat sinn also déi haut tëschent 20 a 25. Ëm déi geet et. Haut leie mer bei manner wéi 30%, mer leie bei ronn 25%. Bei de Lëtzebuerger emol keng 30%, a bei de portugisesche Matbierger emol keng 10%. Dat musse mer eis emol iwwerleeën, dass do e grousse Problem nach ëmmer besteet.

Dann, um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart si 50% vun den nei geschafenen Aarbechtsplaze Bac+-Aarbechtsplazen. 50% vun der Immigratioun, déi mer op Lëtzebuerg komme loossen, si Bac+-Diplomanden. Duerfir musse mer hei wierklech eppes maachen, fir méi Leit ze kréien. Mir kënnen net dauernd kräischen, mir hätte keng Lëtzebuerger méi mat Héichschoulofschloss an der Privatwirtschaft zum Beispill, well de Stat géif se all huelen, wa mer net insgesamt kucken, dass méi vun eise jonke Leit iwwerhaapt zu engem Héichschoulofschloss kommen. Wa mer der méi hunn, ob et Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger sinn, wat mer méi Leit och hunn am Stat an am Privaten dobaussen. Ouni mussen déi zwee,...

(Interruptions)

Ech bewonnere meng Rou!

(Interruptions)

Dat, wat mer hei maachen, an ech soen dat als een, deen zweemol Bologna-Konferenze presidéiert huet, ass eppes, wat an Europa an alle Bologna-Konferenze Studenten ëmmer erëm verlaangt hunn: nämlech jiddwerengem, onofhängeg vun der Situatioun vu sengen Elteren, d'Méiglechkeet ze ginn, Héichschoulstudien ze maachen an och onofhängeg dovunner musse schaffen ze goen. Hei kann een zousätzlech schaffe goen. Wat wichteg ass, dass een dat och mécht. Mä et muss een net.

An Däitschland ass eng grouss Diskussioun am Bologna-Prozess ëmmer déi gewiescht, dass bis elo ganz vill Leit hu misse schaffe goen an doduerch hir Regelstudienzäit net fäerdeg bruecht hunn, well se eben ze vill geschafft hunn. Hei maache mer just de Contraire.

A wien ass dann de Gewënner heivunner? De Gewënner ass de Student. An déi eenzeg Fro, déi eis interesséiert, dat ass déi, wat mer dem Student elo zur Verfügung stellen.

Erlaabt dat all Student, dat ze studéieren, wou e wëllt studéieren? Mir hunn déi Zuele geholl vu London City, vu Paräis. Mir bréngen et fäerdeg, dass jiddwereen dat ka maachen, dass kee sech hei benodeelegt fillt, dass jiddwereen dat ka maachen, wat e wëllt. E muss jo net all Hëllefe beusprochen, mä e kritt esou vill Hëllefen, wéi e brauch, an e muss selwer décidéieren, wat e mécht.

Ech hunn déi lescht Zäit mat ville Leit geschwat, och Elteren, déi natierlech gesot hunn: „Mir finanzéieren eise Kanner d'Héichschoulstudien, mä mir hätten awer gär, dass se dat studéieren, wat mir gesinn, wat gutt ass fir hir Zukunft." Ech mengen, et ass awer wichteg, dass mer hei och déi jonk Leit responsabiliséieren. An dat ass am Projet mat dran.

Iwwregens ännert do näischt par rapport zu virdrun. Och virdrun huet ee missen en

Zyklus an engem Joer ofmaachen. Just, dass effektiv en Ennerscheed war, dat huet den Här Adam richteg gesot, wat e Problem vum aktuelle System war, Bologna-, Net-Bologna-Studien, do waren Diskriminatiounen dran an déi ginn och heimadder an engems mat ofgeschaf. Dat wousste mer. Den Ombudsmann huet mer eng Kéier gesot, duerch dat heite Gesetz géif de Gong eis retten. Well de System war virdrun net richteg an deene leschte Joren. Dat ass esou. Den Här Adam huet mat där Kritik absolut Recht.

Nach eng Kéier, de Gewënner ass de Student. Et ass wichteg, dass e selwer seng Responsabilitéit hélt. A mir gleewen un eis jonk Leit, dass se net einfach Suen huelen, fir an d'Vakanz ze goen, mä dass se effektiv sech Gedanke maachen, wat fir hir Zukunft gutt ass. Well, wann ee bis ufänkt, de Prêt zréckzebezuelen, da weess ee guer net, ob d'Elteren nach iwwerhaapt capabel sinn, matzehëllefen oder net matzehëllefen. Duerfir ass et hei wichteg, dass mer an d'Zukunft kucken an dass mer och eng Planungssécherheet hei maachen.

Et ass richteg, dass ee ka soen, mir wëllen net de Student als Erwuessene kucken. Mir kucken d'Familljesituatioun. An d'Famill ass responsabel fir de Student. Ech hunn absolut Respekt virun där doter Haltung. Et ass net eis. Mä ech hu Respekt virun där doter Haltung. Mä och do muss ee soen, dass do keng Planungssécherheet ass.

Woufir? Majo, well souwuel den aktuelle System vum Kannergeld wéi dee vun de Bourssen otemt mat dem Alter a mat der Zuel vun de Studenten. Dat heescht, et huet ee keng Planungssécherheet. Wann een haut an enger Famill ass vun dräi Leit, dräi Kanner, an zwee sinn op der Uni, natierlech ass dann d'Kannergeld méi héich an natierlech sinn d'Bourssen da méi héich. Mä deen Dag, wou ee vun deenen ophält ze studéieren, da fält dat Ganzt zesummen an et huet ee manner. Mir hu léiwer, jiddweree weess elo an Zukunft: „Du kriss pro Joer dat an dat an dat. An du kanns deng Planungssécherheet domadder opbauen."

Domadder si mer och an Europa nu wierklech dat - ech wëll net soen, dee beschten -, mä dee favorabelste System. Net nëmme wéinst der Héicht vun deem, wat mer ubidden, mä awer och, well mer dat maachen, wat déi skandinavesch Länner scho laang maachen - an duerfir hunn déi skandinavesch Länner vill méi héich Zuele vun Héichschoulofgänger -: nämlech dem Student onofhängeg vun den Elteren en Akommes ginn. E Prêt salaire, wéi de Ben Fayot dat an der Sprooch vu fréier genannt huet. Mä just dat wëlle mer maachen.

Da kënnt nach eppes derbäi. Duerfir soen ech dem Här Hoffmann, dass e falsch läit mat der europäescher Situatioun. De Problem ass, dass d'Héichschoul…

(Interruption)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech hunn d'Fro opgeworf, ob!

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Da géif ech Iech dann eng… Da soen ech okay, ech zéien dat zréck, Dir läit net falsch. Mä ech soen nach eng Kéier, ech deelen dann Är Fro net oder d'Bedenken, déi ënnerschwelleg zu Ärer Fro sinn. Well mer hei Héichschoulsubventiounen hunn, déi all Land aneschters muss gestalten a ka gestalten.

Perséinlech si mir eigentlech, dat hu mer an all Bologna-Konferenz gemaach, der Meenung, et misst een en europäesche Basissystem hunn. Nämlech zum Beispill d'Portabilitéit. Een, deen hei seng Hëllef kritt, dee kann an d'Ausland goen. Dat erkläert sech aus der Vergaangenheet, well fréier hate mer keng Uni, sou dass mer dee System och gemaach hunn, fir iwwerhaapt Mobilitéit ze hunn. Ee vun Diddenuewen, deen eng Bourse kritt a Frankräich, dee kann déi Bourse net mathuelen op d'Uni Lëtzebuerg.

Ee vun de Punkten, déi mer ëmmer erëm an de leschte Bologna-Konferenzen dofir attackéiert hunn, dat ass just deen, fir ze soen, ma et wär gutt, wann een an Europa e portabele System hätt. Wann een dat bis eng Kéier huet an eng europäesch Basis mécht, da kann een erëm aner Gedanken och féieren. Mä zurzäit kann awer keen eis dovunner ofhalen ze kucken, eppes fir d'Leit vun eis aus dem Land ze maachen.

Dann nach zum Schluss, well d'Madame Jacobs och nach eventuell eppes wollt soen, ee Wuert iwwert déi sougenannten Härtefäll. Zum Éischten zum Handicap. Do ännert strikt glat a guer näischt par rapport zum aktuelle System. Strikt glat a guer näischt! Weder bei de Bourssen nach bei den Allocation-familialen. Well niewent deenen 1.000 Euro, déi och elo virgesi waren, just, dass bis elo bei Cas exceptionnels et graves nëmmen den Handicap virgesi war, an an Zukunft mer dat ausdehnen am neie Gesetz.

Dat war ee vun den Amendementen, déi mer zesummen - Här Thiel! - an der Kommissioun diskutéiert hunn a gemaach hunn. Niewent deene Fäll kritt een, dee méi wéi 50% Handicap huet, och an Zukunft nach ëmmer d'Allocation pour personnes gravement handicapées. A bis elo huet awer ni en handicapéierten Héichschoulstudent sech bei eis beschwéiert, mir géifen em net hëllefen.

Duerfir soen ech, och an Zukunft kucke mer Härtefäll. Mä wat ass en Härtefall? En Härtefall kann een awer net soen: „Et geet menger Famill elo méi schlecht." Härtefall ass: „Ech soen, ech kommen aus enger Situatioun,…" - do kann d'Famill effektiv eng Roll matspillen, Famille nombreuse kann eng Roll matspillen - „…dass ech trotz Ärem grousszügege System awer net kann dohinner studéiere goen, wou ech wëll." Sou, dat ass dat Éischt. Dat sinn déi 1.000 Euro.

An dann hu mer nach, och dat ännert net, eng Ligne budgétaire fir Étudiants nécessiteux. Dat ass dann den Härtefall vum Härtefall, fir emol an Ärem Langage vun Härtefäll ze bleiwen, wou mer dann och nach kënnen hëllefen. An dat décidéiert net de Minister kraft seines Amtes, dat hélt en opgrond vun enger Kommissioun. Duerfir fannen ech dat e bësse komesch, wa gesot gëtt, et muss ee Bittsteller sinn. Do sinn nämlech just Studentenorganisatiounen dran: zwee Représentantë vun der ACEL, ee Représentant vun der UNEL - mat der Hoffnung, dass dee sech méi oft weist -, an déi diskutéieren dann och iwwert deen dote Fall.

(Interruptions)

Duerfir mengen ech, dass ech… All, ech mengen, all Faktioun huet et praktesch gesot, mir sollen eng Evaluatioun maachen. D'Membere vun der Chamberskommissioun wëssen, dass d'Regierung gesot huet, dat zielt nämlech och fir d'Schoulministesch, wat all déi ubelaangt, déi nach an de Lycéeë sinn no 18 Joer, dass d'Regierung bereet ass, hei eng Evaluatioun ze maachen.

Mir mengen, dass dee System e gudde System ass. Mir mengen, dass e genuch Méiglechkeete gëtt, fir ze ootmen. E Gesetz ass ëmmer fir de Regelfall do, muss awer kënne Léisunge virbréngen, wann exceptionnel Fäll géife kommen. Ech mengen, dass dat heite Gesetz dat mat sech bréngt. An duerfir wär ech frou, wa mer dat hei géife stëmmen. Mir mengen, dass et e gutt Gesetz ass. Mir si selbstverständlech bereet, an engem Joer hei d'Evaluatioun ze maachen. A mir mengen, dass vläicht déi Evaluatioun, neen, sécher déi Evaluatioun net esou schlecht ausfält, wéi Verschiddener vun Iech haut fäerten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Héichschoulminister. D'Madame Jacobs wëllt net méi intervenéieren. Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Just ech froe Parole après ministre, fir eppes nach eng Kéier kloerzestellen. Virdrun, ech hat bei menger Ried net verallgemengert a gesot, datt all Student u sech géif kucken, esou mann wéi méiglech op d'Uni ze goen a kënnen da mat deene Suen eppes aneschters ze maachen.

Ech hunn einfach an engem Beispill gesot, datt deen ee Student vläicht méi Sue brauch wéi deen aneren. Ech hunn zwee extrem Beispiller geholl. Een, deen um Lampertsbierg wunnt an op d'Uni Lëtzebuerg geet, kéint eventuell manner Sue brauche wéi een, deen op London geet.

Ech wollt also hei nach eng Kéier kloerstellen. An ech hat dat virun allem och an deem Kontext gesot, datt ee soll méi bedarfsorientéiert a sozial gerecht Subsiden aféieren, amplaz mat der Stränz an Zäite vu spueren duerzefueren.

Merci.

M. le Président.- Okay. Merci dem Här Berger. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun. Den Här Colombera freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, Här Minister Biltgen, ech hat Iech eng Fro gestallt mam Crédit d'enfant. Wéi ass dat elo, déi 1.000 Euro do? D'Halschent gëtt remboursëiert, déi aner gëtt als Prêt ugesinn. An deen zweeten Deel net.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Also, ech hunn am Brouhaha général, dee wahrscheinlech domadder ze dinn huet, dass den Tour de France elo eriwwer ass,…

(Brouhaha général)

…d'Fro net richteg verstanen. Ech wëll se dann… Also hunn ech richteg verstan? Oder sot vläicht d'Fro esou, dass ech se akustesch verstinn, dann äntwerten ech och akustesch drop.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Bon, de Crédit d'enfant oder de Bonus…

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ah, Bonus, okay.

M. Jean Colombera *(ADR).*- De Boni d'enfant, deen ass jo ëmgeännert ginn. Deen ass jo ofgeschaf ginn. Et sinn 1.000 Euro amplaz gesat ginn, a vun deenen 1.000 Euro gëtt d'Halschent als Prêt ugesinn. An déi aner, déi sinn net remboursabel. Dat ass jo awer e Verloscht vu 500 Euro fir d'Studenten.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Soll ech eropkommen?

M. le Président.- Dir kënnt och eropkommen.

(Brouhaha)

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Dat ass eng Fro, déi hu mer och an der Chamberskommissioun diskutéiert; et ass nämlech de Statsrot, dee se opgeworf huet. Et muss een op de Boni...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, awer elo dem Minister nozelauschteren!

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Et muss een op den Ursprong vum Boni pour enfant zréckkommen. Dat war effektiv e Crédit d'impôt, deen déi haten, déi Steiere bezuelt hunn. Dat war d'Steierklass Punkt 1, Punkt 2 fir d'Kanner. Dann ass de Boni pour enfant komm, wou gesot gëtt, jiddweree kritt deen op de Maximum, wat ee virdru konnt als Steiere spueren. Hien ass allerdéngs iwwert d'Kannergeldkeess ausbezuelt ginn, well d'Steierverwaltung nëmmen déi kennt, déi d'Steiere bezuelen, net déi, déi net d'Steiere bezuelen.

De Problem, dee sech hei gestallt huet, ass, wann d'Kannergeld ewechfält, fält de Boni pour enfant och ewech. Mir hunn dunn an enger éischter Phas an eisem Projet de loi gesot, mä da kritt de Student de Boni pour enfant, de CEDIES bezilt en aus. De Statsrot huet dunn zu Recht kritiséiert, dass de Boni pour enfant eng aner Natur hätt an dass een deen net kéint als Aide financière ugesinn.

De Statsrot huet dunn de Virschlag gemaach: „Wann Der schonn an engem neie System sidd, da bleift am neie System a sot, do ass eben dann och kee Boni pour enfant, well deen um Kannergeld awer gekoppelt ass am Ausbezuelen, ass och kee Boni pour enfant auszebezuelen. Dat hätt och eng ganz Partie juristech Froen ausgeléist. Mä dofir setzt einfach d'Aidefinancièren ëm 1.000 Euro an d'Luucht." Dat heescht, et ass net de Boni pour enfant, deen hallef remboursabel, net remboursabel ass, mä et gëtt kee Boni pour enfant méi, an duerfir sinn op Contrepartie d'Bourssen 3.000 Euro, also d'Aides financières 13.000 Euro an net 12.000 Euro.

M. le Président.- Gutt, Merci. Elo komme mer definitiv zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6148 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, géint 12 Nee-Stëmmen an 9 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6148 est adopté par 38 voix pour, 13 voix contre et 9 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers (par M. Raymond Weydert), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Robert Weber;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motions

Dann hu mer nach hei dräi Motiounen: eng vum Här Norbert Haupert, eng vum Här Eugène Berger an eng vum Här Colombera, déi plus ou moins deeselwechten Objet hunn. An dofir freet den Här Thiel d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Mir géife proposéieren, datt mer eng Prioritéit der éischter Motioun géife ginn.

Motion 1

M. le Président.- Gutt, ech mengen, da géife mer déi éischt Motioun zum Vote stellen. Dat kënne mer à main levée maachen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Une voix.- Här President, déi zweet geet awer méi wäit!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, also eis war besser, mä mir kënnen déi do awer matstëmmen.

M. le Président.- Gutt. Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

(Interruptions)

Den Här Hoffmann hunn ech net gesi gehat. Den Här Hoffmann enthält sech also.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Mir sollen d'Evaluatioun elo maachen an net an engem…

(Interruption)

M. le Président.- Laut Artikel 87 vum Chambersreglement sinn d'Motiounen 2 an 3 domat hifälleg.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6113, enger Ofännerung vum Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert de Schutz vun der Privatsphär. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Thiel, Bettel, Fayot, Adam, Colombera an Hoffmann. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

5. 6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Geschicht vun der Datespäicherung am Viraus geet zréck op eng Direktiv vun 1995, déi d'Memberstate verflicht, dem Bierger seng Grondrechter a Grondfräiheete sécherzestelle beim Traitement vu perséinlechen Daten.

D'Telekommunikatiounsdateschutzdirektiv vun 2002 huet dëse strengen Dateschutz vu '95 opgehuewen, an domadder war d'Späicherung bei de Providere méiglech. Eng europawäit Späicherungsflicht ass awer eréischt duerch d'Direktiv vun 2006 agefouert ginn, awer huet weder den Zougang nach d'Verwendung vun den Date geregelt. Et ass dës Direktiv, déi mir haut sollen ëmsetzen. D'Ëmsetzungsdélaie fir déi klassesch Telefonie war de 15. Mee 2007, a fir d'Späicherung vun Internetzougang an E-Maile war op bis de 15. Mäerz 2009, an dat, fir den Opérateuren Zäit ze loossen, fir dës enorm Zuel vun Daten ze verschaffen. Dës Direktiv bedeit eng europawäit Harmoniséierung vun der Datespäicherung a schaaft en eenheetleche Kader fir all d'Provideren.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Irland hat géint dës Direktiv eng Requête en annulation agereecht, huet awer dee Prozess verluer. An engem Uerteel vum Mee dëst Joer huet den Europäesche Geriichtshaff befonnt, dass et sech hei net ëm eng Form vu justizieller Zesummenaarbecht handelt, mä de Schwéierpunkt vun dëser Direktiv läit an der Regelung vu gläiche Wettbewerbsbedéngungen tëschent privaten Zougangsprovideren a Verbraucherschutz.

Däitschland sengersäits hat schonn 2007 dës Direktiv ëmgesat, ass awer ze wäit an der Ëmsetzung gaangen. Dofir hate 34.000 Bierger beim Verfassungsgeriicht zu Karlsruhe sech beschwéiert. Si ware vun dësem Transpositiounsgesetz beonrouegt. Den 2. Mäerz dëst Joer huet Karlsruhe décidéiert, dass europarechtlech e korrekte Grondrechtsschutz besteet, dass kee Verstouss géint d'Mënschewürd ersiichtlech ass an dass d'Späicherung vun Telekommunikatiounsdaten e legitimen Zweck verfollege kann.

Ech wëll nach derbäi soen, dass och nach dëst Joer am Mäerz och vum Europäesche Geriichtshaff an engem Uerteel festgehale ginn ass, dass an deenen däitsche Länner d'Datenschutzkommissären net komplett onofhängeg si vun de staatlechen Autoritéiten an influenzéiert kéinte ginn.

Mir gesinn, dass an dëser Matière eng permanent Spannung tëschent dem Datenaustausch an dem Dateschutz existéiert, an et muss ee kucken, fir deen am Équiliber ze halen. D'Direktive vun 1995 an 2002 sinn an eist Nationalrecht ëmgesat ginn, an am Gesetz vum 30. Mee 2005, dat am Kader vum Paquet Telekom geholl ginn ass, ass d'Späicherungsfrist vun zwielef op sechs Méint erofgesat ginn an den Artikele 5 an 9.

Wa mir elo d'Vorratsspäicherungsdirektiv vun 2006 an eist nationaalt Recht ëmsetzen, ginn dës zwee Artikelen, de 5 an den 9, erneit erëm eng Kéier op verschiddene Punkte geännert.

Wie Späicherung seet, denkt och Sécherheet. Dëse Projet huet de Grondrechtsgarantien an dem Schutz vum Privatliewe Rechnung gedroen.

Mä wéi bei all dëse Garantien ass den Ugréff zoulässeg, wann en am öffentlechen Interessi, op enger legaler Basis an och verhältnisméisseg ass. Den initialen Text vun dësem Projet gesäit vir eng Späicherungsflicht fir all öffentlech zougänglech Provideren, an dat vu sämtlechen Daten, déi an hiren eegenen Déngschter an Netzer generéiert oder verschafft sinn, an zwar zum Zweck vun Enquêtë vu Strofdoten, op deenen eng kriminell oder correctionnel Strof vun au moins engem Joer Prisong steet. Mä dës Späicherunge kënnen nëmmen duerch eng Ordonnance vum Juge d'instruction opgeruff ginn. D'Späicherungsflicht gëllt also pauschal fir all Daten am Zesummenhang mat Tëlefon an SMS-Verbindungsdaten, an dës Verflichtunge gëllen och elo fir Internetzougang an E-Mailen.

Et handelt sech am Artikel 5 ëm Verbindungsdaten, déi Auskunft ginn iwwert d'Ruffnummer, den Ufank an den Enn vun der Verbindung no Datum an Auerzäit gespäichert respektiv protokolléiert bei Internet-Daten. Den Artikel 9 regléiert d'Späicherung iwwert d'Lokalitéit, vu wou aus kommunizéiert ginn ass. Nei ass hei d'Späicherung vun erfolleglosen, onbeäntwerteten Uriff. Si ginn och elo ofgedeckt fir justiziell Zwecker. Et duerfen absolut keng Daten iwwert den Inhalt vun der Kommunikatioun an och keng Daten iwwert d'Internetsäit gespäichert ginn. Dës Date mussen elo fir sechs Méint den Autoritéite fir strofrechtlech Prozedure verfügbar bleiwen, da gi se geläscht.

De Parquet général a sengem Avis ass iwwregens der Meenung, dass den Délai ze kuerz ass a gëtt oft dem Untersuchungsriichter kee grousse Spillraum a sengen Enquêten. D'Daten duerfe vu vireran also nëmmen zu bestëmmte prezisen Zwecker gespäichert ginn an esou, dass bei der Späicherung scho genügend garantéiert ass, dass dës Daten nëmme fir esou Zwecker kënne verwent ginn. Dat wëllt soen, d'Gewiicht vun der Datespäicherung ass domadder gerechtfertegt. Domadder ass d'Portée fir de Bierger virauszegesinn, awer gläichzäiteg och begrenzt.

De Provider huet nom amendéierten Text eng Verflichtung, wat d'Qualitéit an de Schutz betrëfft vun dëse gespäicherten Daten, an dat mat techneschen an organisatoresche Moossnamen.

Den initiale Projet vum Gouvernement hat d'Méiglechkeet virgesinn, de Stockage engem Drëtten unzevertrauen. Dat hätt den Avantage vun Zentralisatioun, vu Sécherheet, vu vereinfachtem Zougang a selbstverständlech och vu Käschtereduktioun beim Stockage. D'Kommunikatiounsentreprisen hunn iwwregens nach ni eng Käschtenentschiedegung gefrot fir dës Verwaltung, déi am Intérêt vun öffentlechen Zwecker gemaach gëtt.

Esou, wéi d'Finanzéierung vun der Vorratsspäicherung net an der Direktiv geregelt ass, esou läit och d'Definitioun vu schwéiere Strofdoten net an der Direktiv, mä an der Hand vun all eenzel EU-Memberstat. Dofir huet d'Kommissioun sech ganz gewëssenhaft mam Begréff vun Infraction grave auserneegesat.

D'Direktiv 2006 verweist drop, dass d'Telekommunikatiounsdaten e wäertvollt Instrument bei der Verfolgung vun Infractioune sinn, besonnesch an de Beräicher vun Terrorismus an organiséierter Kriminalitéit wéi zum Beispill dem Blanchiment.

Theoretesch gëtt et verschidden Approchen, fir de Kritär vun enger schwéierer Strofdot festzeleeën, duerch eng Lëscht entweder vun Infractiounen oder awer opgrond vum Seuil de peine. Vu dass an der Praxis dës Lëschten en Opwand mat villen Désavantagen duerstellen, ass de Kritär vum Seuil de peine zréckbehale ginn. De Conseil d'État ass d'accord mat engem Seuil vun enger Prisongsstrof vu respektiv ab engem Joer, an zwar aus folgenden Ursaachen: Et ass e Kompromëss tëschent Individualrechter, déi fir eng méi héich Fräiheetsstrof plädéieren, awer och e Kompromëss gläichzäiteg, wat d'Effizienz vum Strofprozessrechtssystem bedeit, dee selbstverständlech fir méi en niddrege Seuil vun der Peine steet.

D'Commission consultative des droits de l'Homme an och d'Dateschutzkommissioun kritiséieren dës Method,…

Une voix.- Très bien!

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- …well heimadder riskéieren eng ganz Rei vu Strofhandlungen an den Uwendungsberäich ze falen.

Wann een elo vum strofrechtleche Standpunkt kuckt, da muss een hei dergéinthalen, dass dee besonnesche Charakter vu schwéiere Verbriechen, wéi d'Terrorismusfinanzéierung oder d'Criminalité organisée, keng primär Verbrieche sinn a forcément dëse Verbrieche gewéinlech ëmmer eng aner Deliktgrupp virausgeet, déi awer kënnen hëllefen, eng Spur ze fannen op déi méi schlëmm Strofdoten.

Da muss een och nach bemierken, dass scho säit dem Joer 2005 dëse Späicherungssystem zu strofrechtlechen Zwecker en vigueur ass, an obschonn iwwerhaapt keng Aschränkungen hei virgesi waren, ass bis elo nach kee Recht verletzt ginn.

Fir dass dëse System fonctionnéiert, huet d'Kommissioun décidéiert, de Prinzip vum Seuil de peine festzehalen, mat der Bemierkung, dass eise Justizminister, deen dat offréiert huet an der Kommissioun, virgesäit, déi Prisongsstrofe vu verschiddenen Infractiounen ze iwwerschaffen.

Iwwregens fanne mir an dësem Rapport e Gesamtaperçu vun Infractiounen, wou d'Penalitéiten an d'Prisongsstrofe vu sechs Méint bis zéng Joer opgelëscht sinn. De Parquet général regrettéiert sengersäits, dass den Accès un d'Späicherdate sech limitéiert op Delikter a Crimë mat Prisongsstrofe vun engem Joer.

Ausserdeem ass am amendéierte Projet festgehalen, dass den Datenofruff vum Untersuchungsriichter muss autoriséiert ginn. Dat heescht, dass d'Zréckgräife vun der Police an der Hypothees vun engem Flagrant délit oder Flagrant crime, dat ass net méiglech. Domadder kann ee soen, dass d'Ordonnance vum Untersuchungsriichter eng gutt prozedural Garantie ass géint eventuell Abusen. A Rasterfahndunge sinn domadder net méiglech.

Ausserdeem proposéiert d'Kommissioun en neien Artikel 5 (2) anzeféieren, dee seet, dass d'Dateschutzkommissioun all Joers der Europäescher Kommissioun eng Statistik ënnerbreet zu dëser Datespäicherung.

Schlussendlech huet de Gouvernement en Tableau de concordance opgestallt, dee weist, a wellechen Texter déi aner Dispositiounen an Elementer vun der Direktiv transposéiert sinn.

Ech kommen zum Schluss a wëll soen, dass an dësem sensibele Beräich niewent dem Statsrot, dem Parquet général, der Nationaler Dateschutzkommissioun, awer och der Commission consultative des droits de l'Homme nach véier aner weider Chamberen, wéi d'Chambre des Salariés, des Métiers, de Commerce an d'Fonctionnaire-publicen, ganz gewëssenhaft an duerchduechten Avisen ofginn hunn. D'Mediëkommissioun huet Wäert drop geluecht, dësen Ureegungen an hirem Rapport Rechnung ze droen - e Rapport, deen ouni déi exzellent intellektuell a redaktionell Hëllef vum Greffe net esou gutt a schnell hätt kënne geschriwwe ginn.

Mir kënnen dëse Projet stëmmen. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Rapporteur Merci. An ech géif dann als éischtem Riedner dem honorabelen Här Thiel d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Sidd Dir dann och averstan, Här Thiel?

(Hilarité)

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Madame Presidentin, Merci. Pardon, Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'CSV ass zweemol averstan.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Ah jo, jo, dat däerf ee jo. Voilà.

Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Presidentin, dee Projet, mat deem mir eis elo befaassen, ass nëmmen zwee Artikele laang. Eigentlech handelt et sech ëm soss näischt wéi ëm eng Detailännerung un engem Gesetz vun 2005, an dat opgrond vun enger Direktiv vun 2006. An trotzdeem huet de Projet et a sech, wéi d'Diskussiounen an der zoustänneger Kommissioun an och ronderëm ähnlech Gesetzesprojeten am Ausland gewisen hunn. Ech denken do un eis däitsch Noperen, wou souguer d'Bundesverfassungsgeriicht huet misse beméit ginn. Allerdéngs hat dat mat der Ëmsetzung duerch Berlin ze dinn, net mat der Direktiv selwer.

Eis Rapportrice huet mat hirer eegener juristescher Akribie dee Projet selwer an och d'Iwwerleeunge vun der Kommissioun hei duergeluecht; iwwregens net vun där Kommissioun, déi hei am Haus fir d'Juristerei zoustänneg ass, mä well et ëm d'Telefonéiere geet, där vun der Kommunikatioun.

Ech brauch also net méi op de Contenu vum Projet anzegoen, dee grosso modo festhält, wéi laang d'Tracë vun Tëlefonsgespréicher musse gespäichert an a wéi enge Fäll dorop zréckgegraff ka ginn. De Prinzip vun der sougenannter Rétentioun steet net zur Debatt, well dee gouf schonn am 2005er Gesetz festgehalen. Mä et geet virun allem ëm dee schwampege Begréff „infractions graves" am Zesummenhang mat der Bekämpfung vum Terrorismus an der organiséierter Kriminalitéit, deen an der Direktiv vun 2006 steet an deen ëmsou méi problematesch ass, well mir eis hei op deem glëtschege Glacis bewegen, deen d'Exigenze vun der Protektioun vun der Privatsphär op där enger Säit an d'Contraintë vun der Protektioun vun der Allgemengheet op där anerer Säit trennt.

Grad mir Lëtzebuerger wësse jo e Liddchen dovun ze sangen, well mir eis ëmmer erëm an d'Geschier leeë mussen, fir eisen Noperen de Sënn an d'Noutwendegkeet vun eisem Bankgeheimnis - an dacks mat éischter manner wéi mat méi Erfolleg -kloerzemaachen, bei deem et sech an éischter Linn jo och ëm d'Privatsphär an där hir Ofgrenzung zum Stat dréit.

Et geet also engersäits dorëm, d'Dier viru méiglechen Iwwergréff duerch d'Statsautoritéit op d'Privatsphär zouzehalen, ouni awer deemselwechte Stat am Wee ze stoen, wann et sech drëm dréit, Kriminellen op d'Schléch ze kommen. Dofir awer muss hie senge Servicer erlabe kënnen, am private Beräich ze schnoffelen, woubäi natierlech d'Haaptverstännegungsmëttel vun eiser Zäit, nämlech den Tëlefon, sech als ideaalt Instrument ubitt.

Eng Méiglechkeet, fir esou e staatlechen Agréff an der Gitt ze halen, besteet natierlech doran, fir exakt festzehalen, wéi wäit d'Autoritéiten däerfe goen a wéini si iwwerhaapt däerfe lassleeën.

Mir hu jo an der Vergaangenheet a Saachen Terrorismus deen een oder aneren hysteresche Moment mat deenen entspriechenden Iwwerreaktiounen erlieft, wat een natierlech derzou unhält, méiglechst virsiichteg duerch dat Minnefeld ze goen. An dësem Fall heescht dat, datt een de Begréff vun den „infractions graves" esou enk wéi méiglech agrenzt an domat d'Angscht viru méiglechen Abusen zréckschrauft.

Fir dem Knätschgummsbegréff vun den uergen Infraktioune méi prezis Contouren ze ginn, ass et néideg, d'Strofdoten, déi a Fro kommen, méiglechst genee ze beschreiwen an hire Krees op e Minimum ze reduzéieren.

D'Kommissoun vun de Mënscherechter goung an hirem Avis souguer e Schratt weider an huet suggéréiert, et sollt een e regelrechte Katalog, an zwar e restriktiven, vun deene Strofdoten opstellen, déi eng Tëlefonsiwwerwaachung justifizéiere kënnen.

Dat géif natierlech hëllefen, dat Ganzt strikt op säin eigentlechen Zweck, nämlech d'Bekämpfung vum Terrorismus a vun der organiséierter Kriminalitéit ze limitéieren. Mä mat esou enger Approche kënnen d'Justizautoritéite sech schwéier ufrënnen, well si eben ze restriktiv ass an zum Beispill der Tatsaach net Rechnung dréit, datt d'Sich no de Spure vun enger Infraction grave dacks mam Verdacht op klengen Delikter ufänkt, déi dank den Enquêteuren op déi eigentlech Strofdot hiféieren, wéi dat zum Beispill beim Drogentrafic ganz oft de Fall ass.

D'Regierung huet sech fir eng Referenz op d'Strofrecht entscheed an décidéiert, datt all déi Delikter, déi zu Prisongsstrofe vun op d'mannst engem Joer féieren, vum Parquet als Ulass fir d'Iwwerpréiwung vun Tëlefonsverbindunge geholl kënne ginn. Dat ass natierlech eng Hällewull vun Delikter, et sinn der bal - an där Lëscht, déi elo grad genannt ginn ass -, et sinn der bal 400, déi nach laang net all mat dem Terrorismus a mat der organiséierter Kriminalitéit ze dinn hunn.

Mä fir elo awer ze verhënneren, datt mam breede Reech virgaange gëtt, sinn eng Rei vu Précautiounen am Text virgesinn, déi genau regelen, wie wéini an den Donnéeë vun den Tëlefonsgesellschaften nofuersche kann, déi, wéi och gesot ginn ass, sechs Méint - wat dem Parquet net duergeet, mä am Gesetz virgesinn ass -, sechs Méint laang versuergt musse ginn, fir de Fall, datt Tëlefonsverbindunge retracéiert misste ginn.

Well d'Meenungen an dësem Dossier nawell gehéiereg ausernee kënne goen a fir déi eng d'Protektioun vum Individu iwwer alles geet, derbannst fir déi aner d'öffentlech Uerdnung Prioritéit huet, ass et nawell net einfach, sech eens ze ginn. Dofir war dann och an der Kommissioun de Virschlag gemaach ginn, mir sollten eis nach e bësse Bedenkzäit loossen, fir de Sujet weider verdéiwen ze kënnen.

Déi Iddi ass awer net vun der Majoritéit an der Kommissioun zréckbehale ginn, an dat engersäits, well mir hei schonn erëm eng Kéier am Réckstand mat der Ëmsetzung vun enger Direktiv sinn an de Stat eng Geldbouss riskéiert, a well anerersäits gemengt gouf, mir wären och an dräi Méint, wann d'Chamber erëm fir d'Éischt zesummekënnt, net méi gescheit an dësem Dossier an domat och kee Millimeter weider.

Och wann engem de Schutz vun der Privatsphär méi uewe läit an een eng gesond Mefienz vis-à-vis vum „law and order" huet, kënnt een dach awer net laanscht d'Asiicht, datt och an dësem Fall et näischt bréngt, sech op extrem Positiounen ze versteiwen. Wéi esou dacks am Liewe bleift dann als eenzege räsonnabelen Auswee, e Kompromëss ze fannen. Et gesäit ee jo ëmmer erëm, wou dat hiféiert, wann een net méi zu engem Kompromëss capabel ass.

Dee Kompromëss gouf dës Kéier méi liicht doduerch gemaach, datt d'Regierung an hirem Projet all méiglech Précautioune virgesinn huet, fir d'Mëssbräich ze évitéieren, an och andeems hire Justizminister an Aussiicht gestallt huet, datt hien eng Kéier am Strofdotekatalog raumen an all déi Iwwerdreiwungen eraushuele wäert, déi sech am Laf vun der Zäit do ageschlach an déi Deliktpalette esou auserneegebrätscht hunn, wéi se am Moment ass.

Madame Presidentin, ech kann do ophalen, well den Accord vun der CSV-Fraktioun huet meng Kolleegin jo scho ginn. Dat ass gemaach.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Thiel, an ech géif domat deem nächste Riedner, dem honorabelen Här Bettel, d'Wuert ginn.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt gëtt hei déi ganzen Zäit vun enger Notioun geschwat, wou ech frou wär, wann ech eng Kéier erzielt kéint kréien, wat dat ass. Dat ass déi Infraction grave. Sou wéi den Här Thiel se beschriwwen huet, dat ass eng Notion juridique, déi et net gëtt. Et gëtt oder e Crime, et gëtt oder en Délit, et gëtt oder eng Contraventioun, mä wat ass eng Infraction grave, déi hei an der Lëtzebuerger Gesetzgebung... Ech hunn et op jidde Fall am Code pénal nogekuckt. Et steet vläicht an der Direktiv, mä et ass net, well an der Direktiv eppes falsch steet, dass mir et mussen och nach falsch hei iwwerhuelen.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, hei geet et ëm eng Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv, wou et ëm d'Stockéiere vu perséinlechen Date bei elektronesche Kommunikatiounen - E-Mail, Handy oder Internet - geet.

Mir sinn eis eens, et geet elo net hei ëm de Contenu, mä ëm wie wat geschéckt kritt huet a wou. Et geet awer och méi wäit, well Dir musst wëssen, dass en Handy och en - entre parenthèses - Cafteur ka sinn, dat heescht, en Handy seet ganz genau, wien op wéi engem Moment op wéi enger Plaz war, mat de Bornen, déi e ka repéréieren, fir ze wëssen, wien op wéi enger Plaz war.

Wa mer de Kontext vun dëser Direktiv gesinn, muss ech Iech jo soen, dass alles nees op den 9. September zréck justifiéiert gëtt, an d'Lutte géint den Terrorismus, d'international Lutte…

(Interruption)

Jo, pardon, 9/11, „nine-eleven", Anti-Terrorgesetzer am Kontext vum néngten eeleften.

Madame Presidentin, dësen Text soll jo da géint de groussen internationalen Terrorismus a Schwéierverbrieche luttéieren, dofir sinn déi Texter jo do. Der Rapportrice, der Madame Doerner, wëll ech och Merci soe fir dee schréftleche Rapport, dee souguer kritesch ass an deen ënnersträicht, wéi wäit den Här Biltgen am Ufank wollt goen, a wéi duerch Avisë vun de verschiddene Kommissiounen, vum Conseil d'État an och duerch d'Kommissioun den Text konnt awer verwässert ginn.

Ech hat am Ufank geduecht, Madame Presidentin, d'lescht Joer, wéi den Här Biltgen Justizminister ginn ass, dass mat deene liberticiden Texter, déi mer gewinnt ware vu sengem Virgänger, dem Här Frieden, elo Schluss wär, an dass mer en anere Stil géife kréien. Dëse Projet de loi ass awer déposéiert ginn a geet awer an déiselwecht Richtung wéi säi Virgänger.

D'Gesetz vun 2005: Gëtt et do eng Evaluatioun? Ech mengen, et sinn elo fënnef Joer. Et wär gutt, wa mer haut kéinte gesot kréien, wéi oft op esou Donnéeën zougegraff ginn ass, a wéi engem Kontext, wat dat bruecht huet. Et wär net oninteressant, amplaz ze soen, dass jo keng Problemer wären, Punkt, Basta, mä au contraire ze wëssen, wat iwwerhaapt d'Plus-value vun esou engem Text wär.

Madame Presidentin, et muss ee sech d'Fro stellen: Ass de Fait, dass et eng Présomption de culpabilité am Fong gëtt, dat heescht, dass net gekuckt gëtt, ob ee schëlleg ass oder net, mä et gëtt einfach alles gespäichert, ob een eng Dot gemaach huet oder net, déi richteg Modelle sinn? Et gëtt am Ausland dat, wat een nennt den „quick freeze" an den „fast thaw", deen dann zum Beispill mécht, dass de Parquet an d'Police kënne ganz séier Donnéeën huelen, an dat geet da bannent Stonnen, dass een da kann e Repérage maachen, oder op jidde Fall kucken, wie wat u wie geschéckt huet, an och dann duerno selbstverständlech ënner Écoute oder méi streng Kontrolle maachen.

Neen, hei gëtt a posteriori eng Méiglechkeet, fir sechs Méint zréck op Donnéeën ze gräifen.

Op EU-Plang ass et elo e bëssen eriwwer. Ech mengen, dës Positioun misst op EU-Plang souwisou négociéiert ginn. Mir kënnen elo net eng Marche arrière maachen, mä ech fannen et schued, dass eis Regierung mat op dee Wee gaangen ass.

Zu deem virleiende Projet, Madame Presidentin, e puer Saachen. Déi éischt Saach ass d'Proportionalitéit vum Text.

An deem heiten Text si jo, ab ee Joer oder zwee Joer gëtt geschwat, wou ee kann dorop zréckgräifen. Ech hunn den Text gekuckt. Ech sinn och ganz frou, dass den Här Minister eis d'Lëscht ginn huet vun den Infractiounen, déi drënner falen. Ech sinn awer erschreckt ze gesinn, justement wat drënner fält. Dat geet vu Coups et blessures volontaires, dat geet iwwert d'Destructioun vun enger Clôture, et geet iwwert de Coup vis-à-vis vun engem Deputéierten. Ech mengen hei, dass d'Proportionalitéit, wann ee seet, dass ee géif hei géint den internationalen Terrorismus kämpfen, e bësse limitéiert ass.

Ech soen Iech zum Beispill an der Lëscht, déi mer kritt hunn, den 138 ass eng Rebellioun, den 179 ass „empoisonner des animaux", et ass dran „atteinte à la vie privée", „destruction de livres ou documents de bord", dat ass manner wéi ee Joer. Mä dann iwwert ee Joer „outrage à un député, magistrat, membre du gouvernement", de Rassismus et cetera.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Outrage à un député, dat heescht, wann een ons en Outrage mécht, da kann een op de Repérage kommen?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Madame Brasseur... Jo, Madame Presidentin, ech muss der Madame Brasseur Recht ginn. Wann hei en Outrage vis-à-vis vun engem Deputéierten ass, kann dat och an Zukunft selbstverständlech ënnert déi Mesurë falen, sou wéi dës Regierung dat elo virgesäit. Mä och,...

(Interruption)

…wann Der en..., „dévastation de change" steet dran, „enlever, couper, détruire les obstacles d'un véhicule", „empoisonner des animaux" - ech kéint elo eng ganz Rëtsch opzielen. Ech mengen, mir hunn der vill kritt. Wann ech kucken, hei sinn ech bei 179 bei den Animaux an et geet nach weider. Mir hunn nach eng ganz Lëscht kritt vum Här Minister, déi op 472 eropgeet vun Infractiounen, déi en hei zitéiert.

Ech weess, Madame Presidentin, dass den Här Minister och gesot huet...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Déi awer net all ënnert d'Gesetz falen!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Neen, neen, neen, neen. Dir hutt… Ech sot, Dir hutt eis eng Lëscht gi mat 472 Texter, déi drënner falen, mat Doten, déi drënner falen.

Ech muss Iech soen, Madame Presidentin, och wann de Minister eis seet, dass en an Zukunft, dat steet och am Rapport vun der Madame Doerner, wäert kucken, fir dass en Dépoussiérage vum Code pénal gemaach gëtt, ça ne me rassure pas, well am Moment ass deen Dépoussiérage nach net gemaach an am Moment falen nach all déi Doten, déi ech virdrun zitéiert hunn, hei drënner.

Da gesäit een am Rapport, an dat wor d'Volontéit vun der Regierung, dass et awer heiansdo duerch kleng Strofdoten ass, dass ee vläicht e grousse Fësch ka fänken.

Madame Presidentin, ech kann esou Argumenter net akzeptéieren. Et kann net sinn, dass een esou „fishing" mécht, dat heescht, dass een e bëssen en Text ramasse-tout mécht, fir all méiglech Informatioune kënnen duerno ze fänken, au cas où kéint ee vläicht eng Kéier eng méi grouss Affär kréien.

Mir hate gefrot, wann ee sech jo wierklech wëllt op Terrorismus beschränken, dass ee ganz genau déi Infractiounen hëlt an déi definéiert, déi ee gären hätt, an net e Seuil de peine. Mir hunn dat schonn e puermol gefrot als Demokratesch Partei, dass mer dat net gutt fannen, dass e Seuil de peine bestoe bleift, mä au contraire, dass an deem heite Fall muss gekuckt ginn, déi genau Infraktiounen ze hunn. Et kann net eng Boîte de Pandore sinn, déi een hei einfach opmécht a kuckt, dass einfach alles drakënnt, wat engem passt.

Eng aner Saach, Madame Presidentin, déi eis wichteg ass, dat ass déi Autorité judiciaire, déi muss kommen, an déi Autorisatioun am Fong vum Untersuchungsriichter, deen eng Ordonnanz muss huelen. Am Ufank wor dat och net virgesinn. A mir si frou, dass dat och elo zréckbehale ginn ass, dass eng Ordonnanz vum Untersuchungsriichter muss geholl ginn.

D'Effizienz, Madame Presidentin: Ass do eng Garantie? Ech muss Iech soen, dass d'lescht Woch vill vun eise Kolleegen heibannen eng iwwer 1.000 Maile kritt hu vun enger Associatioun, déi géint den Avortement waren. Ech hu mer erlaabt, enge vun deene Mailen ze äntwerten. Op deen éischten, deen ech kritt hunn, hunn ech zréckgeschriwwen, andeem ech gesot hunn: „Hei, et wär en âme et conscience a mir géifen dat stëmmen oder net stëmmen, mä dat wäert... jiddwer Deputéierten hätt do seng eege Meenung."

Doduerch, dass ech deem geäntwert hunn, krut ech fënnef Minutten drop vum Xavier Bettel e Mail, dass de Xavier Bettel mech freet, géint den Avortement ze sinn. Dat heescht, meng E-Mails-Adress hu si duerno benotzt duerch e Computersystem, an ech wollt haut, Madame Presidentin, ech hunn et awer elo net gemaach, ech wollt dem Här Biltgen a sengem eegenen Numm och eng E-Mail schécken, andeems ech géif schreiwen: „Passt op op deen heiten Text, well et kann och heiansdo no hanne goen."

Nämlech, et ginn eng ganz Rëtsch, an Dir kënnt No-name-E-Mails op Google kucke goen, do kënnt Dir gratis oder mat enger klenger Participation financière engem eng E-Mail schécken an deem sengem Numm, dat heescht, ech kéint @f.biltgen@gouvernement.lu iergendengem eng E-Mail schécken, an ech wollt dat am Ufank dem Här Biltgen maachen, mä ech hu gekuckt, ob dat net ënnert déi Infractioune géif kommen, net dass elo nach déi lescht sechs Méint gekuckt gëtt, wat ech vun E-Mailen a vu Kommunikatioun hat.

Mä wéi gesot, d'Effikassitéit hei ass wierklech ze ëmfroe vis-à-vis vum Mail an der Identitéit vun deem, deen eng Mail geschéckt huet. Tëlefon, Prepaid-Kaarten, öffentlech Tëlefonszell ass hautdësdags scho fir ganz vill Leit eng Tëlefonsméiglechkeet, wann ee keen Handy huet. Wéi kann een do kontrolléieren, wien do tëlefonéiert huet, wien op esou engem Tëlefon, wien do an där Tëlefonskabinn war? Ech ka mer virstellen, dass dës Regierung wëllt elo och nach Kameraen installéiere bei allen Tëlefonskabinnen, fir ze kucken, wien dat da grad war.

Fir de Mail gëllt grad datselwecht. Et ka jiddweree vun eis an en Internetcafé goen an do eng Hotmailsadress kreéieren oder eng Yahoo- oder eng G-Mails-Adress kreéieren an doduerjer E-Maile verschécken. Duerno ass et onméiglech ze kucken, wien déi E-Maile verschéckt huet op där Plaz.

Et geet och - et gëtt méi komplizéiert -, wann ee vun IP-Adresse schwätzt oder vu Wifi. Et si ganz vill Leit, déi Wifi doheem hunn. Dir wësst, wann deen net verschlësselt ass, da kann och eng Persoun op Äre Wifi sech aloggen a vun do aus och iwwer Är IP-Adress duerno E-Maile verschécken.

Dat heescht, d'Effizienz, Madame Presidentin, hei nach eng Kéier, muss ee leider a Fro stellen.

Vis-à-vis vu Kontroll, Madame Presidentin, muss een hei feststellen, dass mer zu Lëtzebuerg net eng richteg Kultur vun Dateschutz hunn. A wann d'Iwwerwaachung dann ënner ganz strenge Bedéngunge wier, dat heescht, d'Donnéeë musse getrennt op engem anere Server stockéiert ginn. Et kann net sinn, dass een déi online fënnt. Et kann net sinn, dass en Hacker do op e Computer geet a vun do aus all Donnée gesäit. A selbstverständlech och fir eng Hacker-Attack dann ze verhënneren.

Et muss een och soen am Ufank, dat huet mer Suerge gemaach, dass virgesi war, dass d'Provideren och kéinten dee Service am Fong un en Tiers weiderleeden. An ech sinn och frou, dass do de Conseil d'État an d'CNPD Alarm geschloen hunn a gesot hunn, dat kann net sinn, dass do nach en Tiers, deen net direkt gebonnen ass, déi Donnéeë ka kréien.

Madame Presidentin, dës Donnéeë mussen och verschlësselt si mat der neister Technologie, déi een nennt d'asymmetresch Verschlësselung, fir dass se net accessibel si fir onerlaabte Persounen. Mir froen och, fir dass de Prinzip vun de véier Ae soll hei bestoen, dat heescht, dass zwou Persoune mussen den Accord gi bei der Autorisatioun vum Zougank. An da selbstverständlech och de Prinzip vun der Retraçabilitéit: Den Zougank zu deenen Donnéeë soll enregistréiert a kontrolléiert ginn, selbstverständlech fir do Abusen ze verhënneren.

Madame Presidentin, dofir hu mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei eng Motioun, déi mer déposéieren, wou och eis gréng Kolleegen elo ënnerschriwwen hunn, wou mer selbstverständlech soen, dass mer vis-à-vis vun deem heiten d'Direktiv iwwerhuelen, dass mer wierklech insistéieren, dass d'Données abusives net dierfe benotzt ginn; dass vis-à-vis vun den Droits fondamentaux de Bierger Recht huet op e Privatliewen; dass mer och gesinn, dass an Däitschland - well dat Uerteel ass zitéiert ginn - awer eng ganz Rëtsch vu Punkten zitéiert gi si vum Bundesverfassungsgeriicht.

Dofir froe mir hei an dëser Motioun, Madame Persidentin, dass d'Regierung «élaborer un cadre réglementaire reprenant les mesures de sécurité énoncées dans le jugement de la cour constitutionnelle allemande, afin de veiller à la protection et à un usage approprié des données à caractère personnel recueillies dans le contexte de projet de loi sous objet».

Madame Presidentin, ech hoffen, dass dës Motioun eng grouss Zoustëmmung hei an dësem Haus fënnt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit luxembourgeois certains éléments de la directive 2006/24/CE;

- considérant que la directive en question a pour objet de garantir, dans tous les États membres, la conservation de données à caractère personnel générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications;

- estimant que la rétention des données de télécommunications et les possibilités qu'ouvre l'accès à ces données représentent une atteinte sans précédent au droit au respect de la vie privée;

- soucieuse des conséquences qu'une utilisation abusive de ces données a caractère personnel pourrait avoir;

- rappelant les droits fondamentaux prévus par la Constitution et par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales;

- réaffirmant les principes de la protection des données repris dans la loi du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques;

- rappelant qu'elle reste attachée au respect de certains principes, à savoir finalité, proportionnalité et légitimité du traitement, durée limitée de conservation, sécurité et confidentialité, respect du droit des personnes et contrôle par une autorité indépendante;

- soulignant que la conservation des données de communication électronique nécessite des exigences particulières au niveau de la sécurité;

- regrettant que le projet de loi sous rubrique ne règle pas les modalités techniques nécessaires afin de garantir la protection des données à caractère personnel;

- considérant l'avis de la Commission nationale pour la protection des données;

- considérant le jugement de la cour constitutionnelle fédérale allemande sur la transposition de la directive 2006/24/CE en droit allemand, et plus spécifiquement l'article 223 qui cite comme mesures de sécurité envisageables:

de garantir un stockage distinct sur des serveurs physiquement séparés et déconnectés de l'Internet;

de garantir un chiffrement basé sur un encryptage asymétrique avec une sauvegarde séparée des clés d'encryptage;

de respecter le principe des quatre yeux relatif à l'accès aux données lié à des procédés avancés concernant l'authentification relative à l'accès aux clés d'encryptage;

de garantir la journalisation révisable des accès aux données et leur destruction;

de veiller à l'application de mécanismes de correction automatique de fautes respectivement d'erreurs et de méthodes de plausibilités;

invite le Gouvernement à

- élaborer un cadre réglementaire reprenant les mesures de sécurité énoncées dans le jugement de la cour constitutionnelle allemande, afin de veiller à la protection et à un usage approprié des données à caractère personnel recueillies dans le contexte de projet de loi sous objet.

(s.) Xavier Bettel, Claude Adam, André Bauler, Félix Braz, Fernand Etgen.

Mme le Président.- Merci.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Nodeems ech erkläert hunn, Madame Presidentin, dass et e Problem hei gëtt vis-à-vis vun der Proportionalitéit, well déi hei net ginn ass, vis-à-vis vun der Effizienz, well déi wierklech méi wéi en doute gestallt ass, vis-à-vis vun der Kontroll, déi et hei och net richteg gëtt, oder wou mer op jidde Fall net déi Garantien hunn, déi ech just zitéiert hunn, muss ech soen, dass dat heiten e riichten Aschnëtt an d'Liberté individuelle, an d'Liberté privée an an de Respect vun der Vie privée ass.

Dir wäert jo net mengen, dass, wann een esou Texter elo stëmmt, déi Leit, déi wierklech spezialiséiert sinn an déi organiséiert sinn, dann nach op déi Matière wäerten zréckgräifen. Déi wäerte schonn aner Saache fannen, fir dat kënnen ze ëmgoen, an hei ass den Utilisateur doheem, deen net weess, wat kontrolléiert gëtt, wéi kontrolléiert gëtt, wéi dat benotzt gëtt, mä deen au contraire just gesot kritt, dass een nokucke kann, mat engem Recul vu sechs Méint, wat en déi lescht sechs Méint gekuckt huet.

Esou Positiounen, Madame Presidentin, sinn inakzeptabel fir eng Fraktioun vun der Demokratescher Partei a mir wäerten dësen Text och net kënne stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Bettel och Merci an ech géif dem nächsten Orateur, dem honorabelen Här Fayot, d'Wuert ginn.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, wann ech elo déi lescht Minutten dem Orateur vun der Demokratescher Partei nogelauschtert hunn, da muss ech ëmsou méi bedaueren, dass en net ons an der Kommissiounsaarbecht gehollef huet, fir deen Text besser ze maachen, mat senger ganzer Wëssenschaft a senger Verve.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech si leider net an där Kommissioun, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat wär natierlech nëtzlech gewiescht fir déi Kommissioun, déi sech dorëm bekëmmert huet an an där d'Presidentin vun der Commission juridique en interessanten a gudde Rapport gemaach huet, fir dee Projet hei duerzestellen, an ech soen hir och dofir villmools Merci.

Mme le Président.- Här Fayot, erlaabt Der, datt d'Madame Brasseur Iech eng Fro stellt?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo sécher.

Mme le Président.- Jo, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här Fayot, ech hat am Numm vun der DP-Fraktioun an der Kommissioun gefrot, dass dëse Projet soll an d'Commission juridique goen. Du woort Dir, entre autres, oder d'Leit vun Ärer Fraktioun dergéint, well d'Commission juridique ass gefrot ginn. An der Commission juridique sote se, neen, dat soll d'Mediëkommissioun maachen, déi soll sech dann dorëm këmmeren.

Gott sei Dank ass dunn d'Presidentin vun der Commission juridique Rapporteur ginn. Et bleift awer derbäi, dass mir der Meenung waren, et wär besser do gewiescht, an duerfir froen ech mech, firwat Är Fraktioun onser Demande net Rechnung gedroen huet, well dann hätte mer vläicht deen Text kënnen an der Commission juridique zesumme verbesseren.

Och wëll ech awer den Här Fayot froen, ob en net awer kann zougestoen, dass och d'Membere vun der Oppositioun duerch hir Froen an der Kommissioun, wou et elo wor, dozou bäigedroen hunn, dass awer den Text soll verbessert ginn, notamment zum Beispill, dass mer déi Lëscht kruten, wat ons jo gehollef huet, iwwerhaapt en connaissance de cause driwwer ze diskutéieren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ma, Här President, ech...

Mme le Président.- Madame...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ass et fäerdeg?

Mme le Président.- Neen: Madame President.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ah, Madame, entschëllegt.

(Hilarité)

Ech ginn der Madame Brasseur gären Akt dovunner, dass si an der Kommissioun ganz äifreg matgeschafft huet an dass se och gehollef huet, dee Projet ze veränneren, an an engem Sënn, deen ech och wëll duerstellen. An ech hätt hir am Fong geholl gewënscht, dass se hei op der Tribün och dat, wat se als Erfahrung an als interessant Saachen an der Kommissioun gesot huet, och hätt kënnen eriwwerbréngen. Mä ech hunn awer och dofir dem Här Bettel ganz opmieksam… Et ass ëmmer gutt, wann een eng nei Stëmm erëm iwwer e Projet héiert, nodeem dass een e puer Sitzungen an der Kommissioun mat anerer geschafft huet.

Dir wësst, Madame Brasseur, dass d'Geschicht vun der Attributioun vun dësem Projet, dass dat eben eng ass, déi ons zum Deel échappéiert, well dat d'Conférence des Présidents ass, déi dat verdeelt, an hei war et eben entweder d'Commission juridique oder Commission des Communications. Ech ka mech erënneren, dass mer do och gefrot haten als Commission de la Communication, dass d'Commission juridique soll en Avis maachen. Dat ass anscheinend net Usus hei an der Chamber. Mir hunn och nach probéiert, als Netjuristen oder jiddefalls mat der Hëllef vun der Madame Doerner esou gutt wéi méiglech dat ze maachen. Mir loossen ons awer gären och vun de Juristen, a besonnesch och vun eminente Juriste beléieren.

Une voix.- Ah!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President,…

(Interruptions)

…wéi ëmmer…

Ech weess net, et ka jo jiddwereen dat huele fir sech.

(Hilarité)

Wéi ëmmer, wann et ëm Grondrechter vun de Bierger geet, gëtt et seriö Bedenken zu deem, wat d'Politik virhuet, an dat ass gutt esou. Duerfir begréissen ech selbstverständlech och alleguerten déi Awänn, déi zu dësem Gesetz kënne gemaach ginn.

Kommunikatioun ass haut e wichtegen Deel vun all mënschlech Aktivitéit, an als solch en elementaren Deel vun der Privatsphär vun all Eenzelnen. Nach ni war déi Kommunikatioun esou villfälteg an esou räich, an nach ni war et esou verlockend, op alle Pläng déi Kommunikatioun ze sammelen an doranner kucken ze goen. Dëst ass meng déif Iwwerzeegung: Dëst ass vu virera problematesch. Ëmmer, an all Fall, egal, ob et fir e gudden oder fir e schlechten Zweck ass. Och fir de Kampf géint den Terrorismus an d'organiséiert Kriminalitéit.

Dat heescht, dass all Abroch an d'Privatsphär problematesch ass an duerfir mat gréisster Suergfalt gekuckt an organiséiert muss ginn. Esou en Abroch an d'Privatsphär ass eng Gefor fir jiddwerengem seng Fräiheet, an esou Geforen heefe sech an de leschte Joren, besonnesch säit dem 11. September 2001.

Ons Aktualitéit ass haut och voll vun Ausenanersetzungen op deem Gebitt. An ech erënneren un den Accord zwëschent der Europäescher Unioun an den USA iwwert d'Transmissioun vu Swift-Donnéeen, deen hefteg diskutéiert an och fir d'Éischt refuséiert ginn ass, well d'amerikanesch Autoritéiten en zimlech labberen a massiven Zougank zu europäeschen individuelle Bankdate kruten, an d'Europäer dat net méi wollten. Et gëtt ëmmer méi perséinlech Daten, déi gespäichert, interconnectéiert an ënnert de beschte Prétextë kënne profitéiert ginn.

Och bei dësem Projet gouf et seriö Warnungen: am Avis vum Conseil d'État, an den Avisë vun de Chamberen, an dem Avis vun der Commission nationale pour la protection des données, an deem vun der Commission consultative des droits de l'Homme. An et gëtt national an international Texter, déi beschwieren d'Fräiheet vun deem Eenzelnen, an et besteet a wäite Kreesser Eestëmmegkeet iwwert d'Besuergnis fir de Schutz vun der Privatsphär an d'Noutwendegkeet, bei engem Agréff aus éierbaren Ursaachen, wéi zum Beispill der kollektiver Sécherheet, ganz kloer an enk Grenzen ze zéien.

D'Aarbecht an der Kommissioun war hei eng ganz seriö an eng ganz intensiv, dank jiddwerengem Member vun dëser Kommissioun - wëll ech hei ganz kloer ënnersträichen. D'Interventioun vun der Zivilgesellschaft huet dozou gefouert, dass dëse Projet vun den Deputéierten en cours de route zolidd amendéiert gouf, sou dass ee ka soen, dass vun de Recommandatiounen, zum Beispill vun der Commission consultative des droits de l'Homme wéi och vun den aneren Institutiounen, déi gréisst Zuel direkt oder indirekt iwwert de Wee vun Amendementer befollegt gouf. An d'Kommissioun huet och eng Partie Amendementer vum Statsrot iwwerholl. An ech hu fonnt, dat war e gudde Geescht, dee sech an der Kommissioun mam Minister zesumme fir de Schutz vun der Privatsphär duerchgesat huet.

Sou ass et folgend wichteg Ännerunge ginn: Éischtens, nëmmen de Juge d'instruction kann den Zougank zu den Daten erlaben. Dat heescht, wuelverstan nëmmen d'Lëscht vun den Donnéeën, also net d'Inhalter. Et handelt sech also net ëm Écouten. Dëst ass och e seriöen Amendement zum Gesetz vum 30. Mee 2005, an deem bei Flagrant délit ouni riichterlech Autorisatioun Daten opgeruff konnte ginn.

Zweetens, et däerf kee Fëschen, blann oder geziilt, mat den Donnéeë gemaach ginn. Et muss eng Infractioun virleien, déi duerch d'Utilisatioun vun den Données téléphoniques corroboréiert ka ginn. Domat ass de Champ d'application kloer ëmrass.

Drëttens, d'Sécherheet vun den Donnéeë muss am Gesetz, an net an engem Règlement grand-ducal virgesi ginn.

Véiertens, d'Fournisseure vun den Donnéeë musse se selwer versuergen, hunn also d'Responsabilitéit selwer, déi Donnéeën ze versuergen a se net ofzeginn un en zentrale Späicher. Do gouf et eng Opposition formelle vum Conseil d'État, déi d'Chamber an d'Regierung ouni Diskussioun akzeptéiert hunn.

Fënneftens, et bleift dee Punkt, deen zu de meeschten Diskussioune gefouert huet a vun deem och den Här Bettel hei länger geschwat huet: Et handelt sech ëm d'Fro, ob…

Entschëllegt!

(Hilarité)

….d'Infractiounen, bei deenen d'Date gekuckt kënne ginn, kloer beschriwwe solle ginn, oder ob een en allgemenge Kritär soll festleeën. D'Regierung - och op Wonsch vum Parquet, huelen ech un, stellen ech mer vir - huet als Kritär festgehalen, dass bei enger Infractioun, déi mat engem Joer Prisong an doriwwer bestrooft gëtt, d'Daten ugefrot kënne ginn.

Dozou falen, wéi et ons an der Kommissioun gewise ginn ass, ganz vill Infrac-

tiounen, e puer honnert, an och där kuriéister, déi ee sech ka virstellen, wat natierlech d'Dier wäit opmécht.

An da muss ee sech froen: Wat sinn d'Contrepoidsen zu esou enger Fräiheet fir d'Justiz an der Poursuite vun den Infractiounen? Et gëtt ons gesot, et gëtt am Lëtzebuerger Droit keng proaktiv Enquête. Dat heescht, dass eng Infractioun muss constatéiert gi sinn, ier den Accès zu den Donnéeë vum Untersuchungsriichter erlaabt ka ginn. Et kann also drëm goen, d'Ëmstänn vun enger bestehender Infractioun opzedecken an den Auteur vun där Infractioun ze fannen. An da gëtt ons gesot, fir den Terrorismus an d'organiséiert Kriminalitéit wierksam ze bekämpfen, kommen d'Enquêteure meeschtens iwwer klenger Infractiounen op d'Spur vun den Délinquenten.

Ech kann net soen, ob dat wouer ass oder net. Den Här Bettel huet gemengt, déi wäre scho laang doriwwer ewech, déi betreffend Délinquenten. Mä dat ass op jidde Fall déi Argumentatioun, déi ons gi gëtt, an déi och, mengen ech, vun dem Parquet esou gesi gëtt, an duerfir huet d'Kommissioun sech och där Argumentatioun gefügt.

Ech wëll awer nach derbäi soen, dass d'Gesetz vum 30. Mee 2005 schonns den Zougank zu den Daten erméiglecht huet. Et ass ons och gesot ginn, als Evaluatioun, et wäre keng Abusë constatéiert ginn oder jiddefalls net bekannt. An an deemselwechte Gesetz vun 2005, wat mer hei modifëieren, war iwwregens allgemeng vun Infractioune geschwat ginn, ouni zousätzleche Kritär, wéi et elo am Gesetz ass, wat eben dann elo nogeholl gëtt an domat déi méiglech Interventioun anenkt.

A schliesslech - wat ech wichteg fannen - ass den Délai vun der Konservatioun vun zwielef Méint am Gesetz vun 2005 op sechs Méint erofgesat ginn, also eng relativ kuerz Zäitspan, an där d'Donnéeë gekuckt kënne ginn. Eppes, wat dem Parquet ganz bestëmmt net gefält, wann een den Avis vum Parquet zu dësem Gesetz gekuckt huet, dee sech ëm d'Resultat vun den Enquêtë Suerge mécht.

An da schliesslech, Madame Presidentin, war d'Regierung och d'accord, no engem Joer d'Applikatioun vun dësem Gesetz ze evaluéieren. Opgrond vun den Ofsécherungen, déi am Gesetz stinn, an och - trotzdeem - der Noutwendegkeet, Terrorismus an organiséiert Kriminalitéit effikass ze bekämpfen, kann ech heimat den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Fayot Merci, an ech ginn dann dem nächste Riedner, dem Här Adam, d'Wuert.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, mir haten d'Chance bei dësem Gesetz, datt mer do dem Här Biltgen säin Turbo nach net ageschalt haten, well de Projet, wéi mer e vun der Regierung kritt hunn, war an eisen Aen e schlecht Gesetz, an duerch déi Aarbecht vun der Kommissioun sinn eng ganz Rei Verbesserunge komm. Et ass effektiv wouer: Fir mäi Gefill och hätt dat Gesetz besser an d'Commission juridique gehéiert, et ass awer an eiser Kommissioun vun de Medië bliwwen. Ech hunn awer d'Gefill, wéi wa mer do eng gutt Aarbecht gemaach hätten. Ech sinn net Jurist, ech hunn awer festgestallt, datt mer eng Rei Ännerungen an dat Gesetz erabruecht hunn, datt et een Text ass, deen elo als Text valabel ass, ob een e stëmmt oder net. Ech mengen, do kommen ech nach, do ginn ech elo nach e bësselchen drop an.

Et geet ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2006/24, déi sech am Kontext vun dem Kampf géint den Terrorismus an d'organiséiert Kriminalitéit situéiert. Hei gëtt all Memberstat verflicht, sécherzestellen, datt eng gewëss Zäit d'Daten iwwert d'elektronesch Kommunikatioun vun hire Bierger stockéiert ginn. Déi Obligatioun war schonn am Gesetz vun 2005 festgehale ginn, a mir waren deemools schonn net frou doriwwer.

Mir waren deemools och déi eenzeg Partei an och déi eenzeg Oppositiounspartei, déi virun deem Projet hei gewarnt hat an déi och géint de Projet gestëmmt huet, an deemools haten zum Beispill d'Kolleege vun der DP dat matgestëmmt.

Ech si frou, datt dann déi Warnungen, déi mir deemools scho gesinn hunn, datt si déi haut dann och opgräifen an hir Positioun e bësselche méi kritesch evaluéiert hunn.

Une voix.- Dat ass, wann e Jurist dat kuckt.

(Interruptions)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Voilà, et war deemools och den honorabelen Här Grethen. Haut huet den Här Bettel dann eben dat…, en huet sech eiser Linn am Fong geholl e bësselchen ugenähert.

Et ass awer och nach mat dësem Gesetz definéiert ginn, wat mer ënner Infractions graves verstinn. Als Netjurist stoussen ech mech manner um Term „infraction grave" wéi un der Definitioun dovun. Wichteg ass natierlech och, wat mer stockéieren, a mindestens esou wichteg: Wie kritt ënner wéi enge Konditiounen Zougank zu deene stockéierten Daten?

Hei spille géigesätzlech Interesse mat. D'Provideren, déi wëllen net ze vill Onkäschten. Laang stockéiere kascht, dat kann och en Nodeel si par rapport zu anere Législatiounen an anere Länner. Awer maache mer eis näischt vir: Schlussendlech bezilt de Konsument. All Mënsch muss hëllefen, Donnéeë bezuelen, déi iwwer hie gesammelt ginn an déi hie weder an Optrag ginn huet nach erwënscht huet.

De Polizeiapparat an d'Justiz sinn u méiglechst laange Stockéierzäiten interesséiert, nom Motto: Wann ee méi huet, da kann ee méi fannen. An et gëtt déi berechtegt Suerg an déi berechtegt Flicht vun engem Stat, seng Bierger ze schützen. Schütze virun, engersäits, terroristeschen Attacken a virun engem Agréff, anerersäits, an déi perséinlech Fräiheet.

Den Terrorismus ass natierlech e gewaltege Sujet, an Angscht ass och berechtegt, mä Hysterie ass awer och an eisen Aen op kee Fall berechtegt. All Mënsch ass géint den Terrorismus a géint dat organiséiert Verbriechen. De Gewaltmonopol läit beim Stat, an dee Gewaltmonopol ass an enger Demokratie natierlech net absolut. An enger Diktatur kann en absolut sinn, dofir ass en awer net legitiméiert.

Wa mer Gesetzer maachen, déi zum Zil hunn, fir den Terrorismus an d'organiséiert Verbriechen ze bekämpfen, da solle mer och just déi zwou Saache bekämpfen. Fir eis ass et wichteg, emol vun enger Unschuldsvermutung auszegoen. Dat heescht, mir emfannen et schonns als e staarken Agréff an déi perséinlech Fräiheet, wa mer Date vu Bierger, déi sech näischt zu Schold komme gelooss hunn, méi laang späicheren, wéi dat muss de Fall sinn.

A wann een am Règlement grand-ducal kuckt, an den Här Bettel huet dat och ganz däitlech hei opgefouert, wat do alles steet, wat mer späicheren a wat een domadder ka maachen, dann ass dat schonn ee staarken Agréff: Bewegunge vum Festtëlefon, vum GSM, och Uriff, wou keen ophieft, SMSen, E-Mail, Internet, Datum mat genauer Auerzäit, all Nummer an elektronesch Adress, an effektiv kann een och Bewegungen erausfannen, nodeems en nogeet, wou d'Signaler vum Handy empfaange gi sinn. Mir forcéieren ee Bedreiwer, Date méi laang ze halen, wéi e misst, zum Beispill fir seng Rechnungen auszestellen an ze waarden, bis déi bezuelt sinn. Och wa vill Leit dat ganz normal fannen - mir hu jo näischt ze verstoppen -, ass et an eisem Emfanne guer net esou normal, esou Daten ze späicheren.

Haut sinn déi technesch Méiglechkeete bal onbegrenzt. Mat Satellittebiller, Videokameraen an Opzeechnunge vun de Kommunikatiounsdonnéeë gi mer ëmmer méi an d'Richtung vum glieserne Bierger. De glieserne Bierger, dat ass een, wou een alles dra gesäit, an et ass awer och een, dee Gefor leeft, gebrach ze ginn.

Mir mussen ëmmer erëm warne virun enger iwwerdriwwener Angscht vun Terrorismus an organiséiertem Verbriechen, déi an eng Richtung tendéiert ze goen, datt mer alles wëlle schützen, datt mer riskéieren dat, wat mer eigentlech wëlle schützen, nämlech eis Fräiheet, ze vill anzeschränken. Mir sollten eis net vun där US-amerikanescher Angscht, wéi se och am Swift-Ofkommes zum Ausdrock kënnt, ustieche loossen.

Also, wéi gesot, mir fannen dat net normal, datt d'Date vun all Bierger musse sechs Méint versuergt ginn, well wann dann ee Verdacht opkënnt, da kënne mer eppes nosiche goen. Eis Approche wär éischter eng, wann ee Verdacht opkënnt, dann däerfe mer iwwert d'Geriicht verlaangen, datt d'Donnéeë gespäichert ginn an duerno och ausgewäert ginn.

Wichteg ass natierlech och, wien déi Donnéeë wou späichert. An der Regierung hirem Entworf war et méiglech, datt d'Späichere vun den Donnéeën och outgesourced géif ginn. Dat fanne mir eng onméiglech Virstellung, a well nach eng ganz Rei Avisen dat och onméiglech fonnt hunn, ass dat dunn emol aus dem Projet erausgeholl ginn.

Wa mer ee Gesetz maachen, fir Terrorismus an organiséiert Verbriechen ze bekämpfen, wär et jo och logesch, datt just déi Saachen drënnerfalen, déi sollen drënnerfalen. D'Regierung huet awer festgehalen, datt alles eng Infraction grave ass, wat mat enger Prisongsstrof vu mindestens engem Joer bestrooft gëtt. Dat gefält eis net. Mir hätte léiwer eng Lëscht am Gesetz gesinn, wou eenzel Infractiounen opgelëscht ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dem Minister war déi Approche och net onsympathesch. „Mä dat ass alles méi komplizéiert. Mir sinn nach net esou wäit, mir mussen iwwerhaapt emol eis Prisongsstrofen op de Leescht huelen, do ass net méi alles kohärent." - huet et geheescht. An et ass awer festgehale ginn, datt mer keng esou eng Lëscht huelen, mä just Prisongsstrofe vun engem Joer mindestens oder méi als Kritär gëllen. Et gëtt Länner, déi hir Infractions graves a Lëschten opféieren, a wa mir net ufänken domat, da komme mer och ni dohin, wou mer wëllen. Do si mer also net mam Gesetz d'accord.

Wa mer eis schonns schwéierdinn, datt Date gespäichert ginn, da si mer natierlech och ganz opmierksam, wien dann elo Zougréff zu esou Date kritt. An hei huet d'Kommissioun och eng gutt Aarbecht gemaach: Den Zougréff däerf just iwwer e Riichter geschéien. Hei ass d'Gesetz also och wesentlech verbessert ginn, op den Avis vum Statsrot hin an och op den Avis vun der Commission des droits de l'Homme.

Mir erkennen un, datt déi minimal Stockéierzäit vun der Direktiv geholl ginn ass, dat heescht sechs Méint. Mir erkennen och un, datt déi Donnéeën net däerfen outgesourced ginn. Den Text, dee mer elo virleien hunn, ass besser wéi den Ausgangstext, dee vun der Regierung komm war. Net well mer en, wéi den Här Thiel beim Gesetz virdru gesot huet, mautsche gelooss hunn, mä well mer einfach eis parlamentaresch Aarbecht gemaach hunn.

An obscho mer hei der Meenung sinn, datt hei villes besser ass, gi mir awer dovun aus, datt ee soll vun der Onscholdsvermutung ausgoen, an dofir wäerte mer eis net fir de Projet ausschwätzen. Mir wäerten eis beim Vote enthalen.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. An elo kritt d'Wuert den Här Colombera.

(Interruption)

Ah, dann décidéiert Iech! Ass et den Här Colombera oder den Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà, ech wollt der Madame Rapportrice och Merci soen hei zu hirem Rapport. Mir hunn effektiv eng grouss Debatt gehat, ob dat eleite sollt an d'Commission juridique kommen oder net. Ech mengen, dee Choix, dee getraff ginn ass, weist awer, datt op jiddwer Fall ënnert de Fraktiounen awer eng gutt Aarbecht geleescht ginn ass, well effektiv eng etlech Amendementen ugeholl gi si par rapport zum initiale Projet vun der Regierung.

Et muss ee wëssen, datt à l'initiative, à la base vun dësem Gesetz d'Gesetz vun 2005 läit, wou mer eng Eestëmmegkeet hei am Parlament haten, fir de Prinzip selwer vun den Datespäicherunge bei den Tëlefonen anzeféieren.

D'Fro, déi sech elo bei dësem Gesetz stellt, Här Minister, dat ass eng éischt Déngen, et gëtt vun engem Règlement grand-ducal geschwat. Ech wär frou ze wëssen, well mer deen net hei bäileien hunn, wéi et am Prinzip misst sinn, ob esou e Règlement grand-ducal effektiv zum Droe kënnt. Ech wär och frou, wann dee Règlement grand-ducal géif der Chamber zoukomme gelooss ginn, well et ganz oft verschidde Reglementer gëtt, wou dat net geschitt.

Déi zweet Saach, déi ee muss festhalen, dat ass, datt et hei ëm Infractions graves geet, an do gëtt et eng Definitioun, déi am internationale Recht besteet, an notamment déi bei de Konventiounen iwwert d'Croix-Rouge an hir Protokoller, Artikelen 30, 50, 130, 147, etc., wéi och an zahlräichen aneren internationale Konventiounen. Et ass also op där Basis do, mengen ech, wou muss geschafft ginn.

Natierlech leien do d'Strofen heiansdo aneschters, a mir hunn also hei effektiv eng gréisser Debatt gehat, ob et elo sollt ee Joer sinn oder net. Do gëtt et effektiv eng Schwieregkeet an deem Sënn, datt, wann een de Choix mécht, fir ee Joer unzeginn, da fale verschidden Infractiounen ënnert d'Gesetz, wou een normalerweis sech seet, dat dote misst net sinn. Ech ginn nuren ee Beispill: de Bris de clôture. Dat heescht, wann een eng Clôture futti mécht, da kéint theoretesch hei elo d'Datespeicherung gebraucht ginn. Duerfir ass dat dote just nuren eng kleng Illustratioun, datt, wann ee Listinge mécht, da riskéiert een au contraire awer och verschidde Saachen ze vergiessen, déi kéinten an enger Enquête wichteg sinn.

An deem Kontext wëll ech och drop hiweisen, datt mer e grousse Problem hunn an der Hiérarchie des peines. Beispill: Op Basis vum Code pénal ass ee Joer Prisong am Minimum virgesinn bei Coups et blessures involontaires. Par contre sinn nuren dräi Méint virgesi bei Homicide involontaire, dat heescht, wann een ee schléit, also an engem Autosaccident eppes provozéiert, da riskéiert een e Minimum vun engem Joer, wann ee mat deemselwechten Autosaccident awer een doutfiert, da riskéiert een e Minimum vun dräi Méint. An an deem enge Fall fält een ënnert d'Gesetz, wat mer elo diskutéieren, an an deem anere Fall net.

Wou kann dat zum Beispill gebraucht ginn an esou engem Fall? Majo, wann den Autosaccident wor, an et ass eng Persoun, déi ass blesséiert ginn, an et gëtt e Verdachtsmoment, datt déi Persoun vläicht just virum Accident telefonéiert huet, da kann een elo Recherchë maachen, ob dat net méiglech wor, an och en vue vun der Lokalisatioun um Handy, ob net do eppes geschitt ass. Wann déi Persoun awer gestuerwen ass, da geet et net. Do schénge mer e puer Saachen net an der Rei ze sinn.

Do musst Der, Här Minister, onbedéngt eng Kéier iwwert d'Hiérarchie des peines eng Diskussioun féieren, an dësem Parlament en neie Code pénal virweisen, wou déi Saachen do geregelt ginn, well soss komme mer effektiv an zahlräich Absurditéiten dran, déi keng Logik méi maachen. Well, wann den Untersuchungsriichter elo an engem Fall vun Homicide involontaire wëllt eng Enquête maachen an eng Lokalisatioun vun den Tëlefonsgespréicher maachen, muss en eng Plainte maache pour Homicide volontaire, fir kënnen dat Ganzt ulafen ze loossen. An dat ass manifestement eppes, wat net an der Rei ass. Mä de Prinzip selwer ass richteg.

Dann dee Prinzip vun engem Joer, dee besteet jo och bei Extraditiounen. Do hu mer och datselwecht Joer, also minimum Strof virgesinn, an do besteet och keng Lëscht au vu vun den internationalen Traitéen, déi esou eppes virgesinn.

Duerfir mengen ech, Här Minister, datt an dësem Gesetz de Règlement grand-ducal wichteg ass, datt mer op jiddwer Fall

musse verschidde Mesuren treffen, fir datt een am Fall, wou eng grave Infractioun do virläit, datt een deen Ablack kann op d'Donnéeën zréckgräifen.

Ech wëll nuren ee Beispill och nach uginn, wou et hei schonn e puermol gebraucht ginn ass, dat ass bei engem Bankiwwerfall oder generell engem arméierten Iwwerfall, dann telefonéiere meeschtens d'Täter matenaner virdrun, fir sech hir Aarbechten, hir Attack ze koordinéieren, an et ass also wichteg, datt een op esou Date kann zréckgräifen, fir herno déi Täter viru Geriicht ze stellen.

Dat gesot, mengen ech, datt, au vu vun deenen Ännerungen, déi elo an der Kommissioun virgestallt gi sinn, déi akzeptéiert gi si vun der Regierung, mer also doduerjer dem Text kënnen onst Jo-Wuert ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt nach d'Wuert den Här André Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Une voix.- An den Här Colombera!

(Hilarité)

Une autre voix.- Dajee, Här Colombera!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, mir sinn hei ähnlech wéi bei der Diskussioun iwwert d'Videoiwwerwaachung natierlech konfrontéiert mat der Fro vun der Verhältnismëissegkeet, op där enger Säit Schutz vun de Grondrechter, an op där anerer Säit Bekämpfung vun der Kriminalitéit respektiv öffentlech Uerdnung oder Sécherheet, etc. Ech si just der Meenung, dass deen heite Problem wäit-, wäit-, wäitaus méi grave ass wéi dee vun der Videoiwwerwaachung.

(Brouhaha général)

Une voix.- Pscht!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Et ass meng Meenung, dass an där Fro vun der Verhältnismëissegkeet ëmmer am Zweifelsfall déi individuell Grondrechter musse Prioritéit hunn.

Hei geet et schliesslech - dat ass zwar scho gesot ginn, mä ech widderhuelen nach eng Kéier - ëm eng allgemeng Späicherung vu privaten Date vun alle Persounen hei zu Lëtzebuerg, onofhängeg vun iergendengem Verdacht, sechs Méint laang, an dann herno natierlech ass d'Fro vum Accès geregelt iwwer eng Décision judiciaire.

Déi Daten, déi ginn Opschloss, wann een den Accès dozou huet, wuelverstanen, iwwert d'privat Relatiounen, iwwer sozial Relatiounen, iwwer politesch Relatiounen, iwwer Intérêten, a well déi Ënnerscheedung tëschent Inhalt an nëmmen d'Kommunikatiounsmëttele selwer, déi ass deelweis fléissend, loossen och déi Daten iwwert de Verkéier deelweis Réckschléss, indirekt implizit Réckschléss zou op den Inhalt, sou dass een do also och immens virsiichteg muss sinn.

Wann een da kuckt: Firwat ass déi Virratsdatespeicherung iwwerhaapt gutt? Wat ass den Objet dovunner? Wat ass d'Zil dovun? De Kampf géint den Terrorismus a géint déi organiséiert Kriminalitéit. Ech sinn der Meenung, dass grad par rapport zum Terrorismus an zur organiséierter Kriminalitéit hei d'Effikassitéit wahrscheinlech immens kleng ass, well déi mat Sécherheet aner Moyenen, Weeër fannen, fir matenaner a Verbindung ze trieden, wa se wëssen, dass déi Date gespäichert ginn.

Wann een dat hei op de Bréifverkéier géif iwwerdroen, da géif dat bedeiten, dass all Bréifchen, all Päckelchen - selbstverständlech net sengem Inhalt no, sondern sengem Expéditeur no, sengem Destinataire no - misst gespäichert gi vun der Post oder vun engem privaten Distributeur, sechs Méint laang. Selbstverständlech géife mer eis da wahrscheinlech opreegen a soen, dat ass och net erlaabt no eiser Constitutioun, eisem Gesetz opgrond vum Secret postal.

Ech sinn awer der Meenung, dass mer hei eigentlech méi eng geféierlech Avance maachen, well jo vill méi Kommunikatioun entre-temps stattfënnt iwwert déi elektronesch Medië wéi iwwert de Bréifverkéier.

Eng Fro, déi ech mer selwer net beäntwerte konnt, och no engem opmierksame Studium vun den Dokumenter: Wéi gesäit et mat dem Service de renseignement aus? Dat heescht also, ënner wéi enge Bedéngungen a mat wéi enge Garantien huet de Service de renseignement Zougank zu deenen...

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo.

…zu deenen Donnéeën, a wat geschitt dann domadder?

An eng ähnlech Fro: Wéi ass et mat der Zesummenaarbecht mat dem Ausland? Dat heescht am Kader vu polizeilecher Zesummenaarbecht oder juristescher Zesummenaarbecht: Wéi wäit ass d'Garantie, dass do en Zougank op d'Donnéeë geschitt, déi da weiderginn an d'Ausland, a wou mer ënner Ëmstänn keng Garantie méi hunn oder net méi wëssen, wat wierklech domat geschitt?

Ech stëmmen d'Gesetz net.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann, an elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias.*- Wéi laang, Här President?

M. le Président.- Erëm 15 Minutten.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias.*- Erëm 15 Minutten. Merci, Här President. Ech mengen, dass dat heite schonn e Gesetz ass, wou et wichteg ass, driwwer ze diskutéieren, well et wéi esou oft muss den Équiliber fannen tëschent der Bekämpfung vun der Kriminalitéit an der Sécherung vun de private Fräiheeten.

Derbäi kënnt, dass et eng Direktiv ass, wou mer iwwerfälleg sinn, wou mer ugesicht sinn. Sou dass et och wichteg ass, dass mer dat Gesetz haut stëmmen, fir net mussen an Europa Suen ze bezuelen.

Derbäi kënnt dann och nach, dass d'Matière technesch komplex ass. Ech hunn och de Mëtteg festgestallt, dass verschidde Saachen duerjerneegehäit goufen. Ech kommen nach eng Kéier op déi eenzel Begrëffsentwirrungen zréck.

Ech wëll awer fir d'Éischt virun allem der Madame Doerner Merci soe fir de Bericht heiriwwer, dee se och juristesch gutt gemaach huet, an engem Gesetz, wat u sech den Telekomsminister déposéiert huet. Déi Fro ass jo e puermol hei opgeworf ginn, woufir et an der Kommissioun vun den Telekom an de Medien ass. Dat kann ech net direkt beäntwerten, well dat ass ëmmer eng Décisioun vun der Conférence des Présidents; déi ass do souverän, net de Minister.

Et muss ee just wëssen, déi Direktiv ass vun den Telekomsministeren ausgeschafft ginn. Natierlech betrëfft se d'Jusitz. A wéi ech ugetruede sinn a menger duebler Funktioun als Telekomsminister a Justizminister, hunn ech festgestallt, dass d'Leit vum Telekomsberäich an d'Leit vum Justizberäich hei net eens goufen, wéi se d'Direktiv sollten ëmsetzen. Well effektiv am Telekomsberäich d'Fräiheet, d'Protektioun vun den Donnéeën äusserst wichteg ass, dass den Telekomsberäich sech ka weider entfalen, d'Justiz zu Lëtzebuerg awer och muss d'Verbrieche bekämpfen. Dat ass hir Aufgab.

De Fait, dass ech déi zwou Kapen unhat, huet mer erlaabt, ech mengen och am urspréngleche Projet, e gudde Kompromëss ze fannen, deen elo nach besser ass mat deem Projet, wéi mer en elo haut stëmmen, e gudde Kompromëss ze fannen tëschent deenen zwou Saachen.

Well dat, wat den Här Bettel hei mengt, an anerer och, mir géifen elo massiv hei d'Fräiheeten aschränken, ass an deem Sënn falsch, dass mer déi bestehend Gesetzer méi fräiheetlech gestalten, wéi se elo sinn. Et ginn zwee Gesetzer. Et sinn och zwou Techniken. An ech wollt drop zréckkommen, well ech mengen, dass een heiansdo heibannen dat am Eifer des Gefechts verwiesselt huet.

Dat eent ass de Repérage. De Repérage, do muss wierklech eppes virleien, an da gëtt ordonnéiert iwwert de Riichter, wéini gëtt do repéréiert. Dat ass dat eent. Dat ass haut net an der Diskussioun.

Den Här Adam huet e bëssen déi zwou Saache matenee vermëscht. Well den Här Adam sot…

(Interruption)

Neen, entschëllegt, mä den Här Adam sot nämlech virdrun: Ma mir hätte léiwer eng Solutioun, dass een eréischt géif, wann ee weess, wat ee wëllt versichen, da soen, elo ginn d'Date gespäichert.

D'Datespeicherung ass eppes, dat mécht een oder et mécht een et net. Dat heescht, de Prinzip ass jo wichteg, dass d'Daten net ze laang gespeichert ginn. Wa mer nämlech dat maachen, wat Dir sot, dat geet net méi. Well d'Date sinn da fort. An dofir maache mer jo hei dat, wat d'Direktiv virgesäit, dass d'Daten nëmme sechs Méint kënne gespeichert ginn. A fréiere Gesetzer war dat méi.

An dann, dat ass also, hei maache Datespeicherung. Dat heescht, d'Date gi versuergt. A wa se bis net méi musse versuergt ginn, gi se zerstéiert. Et kann een also net soen, eréischt wa mer se wëllen hunn, gi se gespeichert, well da si se jo scho fort. Also geet dat net. Dat ass also, ech soen, et sinn zwou Saachen, déi ee muss parallell gesinn, Datespeicherung an Dateverfolgung, déi zwee sinn zesummen.

Elo war et och esou, dass bei deenen zwee eigentlech de Seuil vum Accès niddreg war, nämlech bei sechs Méint Infractioun. Elo gi mer bei deenen zwee, och beim Repérage, iwwert dëst Gesetz méi streng wéi mer bis ewell waren. Dat heescht, mir huelen d'Datespeicherungsgesetz, fir och bei dem Repérage méi streng ze gi wéi mer et bis elo waren.

Dat heescht, mat dësem Gesetz setze mer net d'Fräiheet méi a Gefor, mä mir verstäerken d'Fräiheet méi par rapport zur Sécherheet. Dat ass emol de wesentlechste Punkt, deen ech hei wollt ervirsträichen.

De Minister war jo relativ séier mat all den Amendementen, déi mer zesumme gemaach hunn, d'accord, well de Minister selwer drop gehalen huet, dass souwuel d'Dateschutzkommissioun - déi huet misse gefrot ginn - wéi och d'Mënscherechtskommissioun - déi net hätt misse gefrot ginn -, dass déi solle gefrot ginn. Déi Avisë waren zimlech concordant och mam Statsrot. An ech mengen, mir ware relativ séier eens, fir alles dat ze maachen, wat se gesot hunn. Bis op ee Punkt, deen nach opsteet. E steet net op, mir léisen en haut. Mir léisen en net esou, wéi e gutt wär. Mä mir kënnen en net aneschters léisen.

Ech hunn eng Kéier gesot, elo war alles…, konnt een en Accès hunn… Nach eng Kéier: D'Date musse gespeichert ginn. Domadder kënnt nach keen drun. Wie kënnt drun? Nëmmen ee Riichter kann den Accès ginn. An och nëmmen, wann et drëms geet, fir eng Infraction grave ze poursuivéieren. An Infraction grave kënnt effektiv aus der Direktiv.

Sou, bis elo war Infraction grave alles, wou sechs Méint Prisong drop stoung. Mir soen elo ee Joer. Dat waren och laang Diskussiounen intern mat de Mataarbechter vun deenen zwee Haiser, mam Parquet, déi gesot hunn, wann Der méi héich gitt wéi dat, da kënne mer eis Aarbecht net méi maachen. An e Katalog geet net, well Terrorismus... Et kann ee jo net einfach soen, et ass Terrorismus.

Terrorismus besteet aus villen Infractions primaires, zum Beispill eng Evasioun. Wa mer géifen op zwee Joer eropgoen, wär d'Evasioun aus dem Prisong net méi éligibel. D'Evasioun aus dem Prisong ass awer och oft de Préliminaire fir en terroristeschen Akt ze maachen. Wou ech…

(Interruption)

Also, Dir rennt offen Dieren an, well ech mengen, zënterdeem ech Justizminister sinn, soen ech et. An Dir wäert gesinn, dass ech et maachen. Mir wäerten awer och nach vill Diskussiounen da kréien.

Mäi Problem ass net fir ze soen, all déi doten Infractiounen, déi maachen de Wee op fir „data retention" a Repérage vun Daten. Mäi Problem ass: Muss et wierklech esou sinn, dass eng Infraction à la loi relative aux institutions de la retraite professionnelle sous forme de sepcav, dat ass elo Zousazpensiounen, muss dat sinn, dass eng Infractioun zu esou enger Législatioun, dass do ee Joer Prisong drop steet? Muss et esou sinn, dass op der Dévastation des champs zwee Joer Prisong drop stinn? Muss et esou sinn, dass bei enger Infraction au règlement grand-ducal concernant la vente du pain dräi Joer Prisong drop stinn? Där sinn der nach.

Dat heescht, meng Fro ass net fir ze soen, komm mir kucke fir manner Accès zum Repérage ze ginn an zu den „data retention". Meng Fro ass, komm mir setzen eis auserneen, ob op alles musse Prisongsstrofen hei zu Lëtzebuerg drop stoen. An da wäert Der gesinn, dat ass een Déngen, wou ech wäert mat deem neie Procureur général, soubal en a Fonctioun ass am September, wäerte mer eis zesummesetzen a mir wäerten do kucken, well deen huet och vill doriwwer a senger Aktivitéit als Procureur geschwat, fir ze soen, komm mir setzen net iwwerall Prisongsstrof drop.

Éischtens, natierlech kann ee soen, et schreckt of. Zweetens: Muss een och dowéinst an de Prisong kommen? Dat ass jo dat anert. Muss ee wéinst esou Saachen an de Prisong kommen? Ginn et net aner Alternativstrofen, wann een dergéint verstéisst?

Mir wäerte mat Virschléi kommen, fir wierklech ganz staark ze depenaliséieren, erëm méi eng Hiérarchie de peine ze maachen. Dat wäerte mer maachen. À ce stade ass dat heiten déi beschte Solutioun, fir hei och dem Parquet nach et ze erméiglechen, ze schaffen, fir och d'Kriminalitéit ze bekämpfen.

Dann ass d'Motioun vun der DP hei, déi seet, mir missten alles ëmsetzen, wat d'däitscht Bundesverfassungsgeriicht gesot hätt iwwert d'Konditioune vum Dateschutz.

Dozou zwou Saachen: Kommt, mir maache Lëtzebuerger Gesetz a keen däitscht Gesetz! Well dat sinn och aner Grondprinzipien. De Prinzip vun der Proportionalitéit ënner anerem och. Mä, also, ech kann lech vill Uerteeler vum Bundesverfassungsgeriicht hei bréngen, wou ech net weess, ob do grouss Begeeschterung ëmmer wär. Et ass einfach eng aner Base, Verfassungsbase, an dofir solle mer dat maachen, wat bei eis virgesinn ass.

An do hu mer just dat dës Kéier gemaach, an do sinn ech och ganz frou driwwer, wat d'national Dateschutzkommissioun gär gehat hätt: Net nëmmen e Verweis op d'Gesetz vun 2002 am Rapport, mä wierklech am Artikel 5 (1) geschriwwen, dass all Donnéeë mussen zu dem Gesetz vun 2002 mat all sengen detailléierten Oplage konform sinn.

D'Dateschutzkommissioun huet nämlech zu deem Reglement vu virdrun, d'Bankendonnée…, entschëllegt, d'Bankendonnéeë vun der Sécurité social an esou weider, déi mer virdrun am Projet hate vun den Aides financières, huet d'Dateschutzkommissioun gesot, dass se ëmmer gär esou e Saz dran hätt an dass oft d'Chamber sur Avis vum Statsrot dat net gemaach huet.

Hei hu mer dat gemaach. Hei hu mer den offizielle Verweis gemaach op d'Gesetz vun 2002 op all Bestëmmungen, déi och d'Dateschutzkommissioun virgesäit. Sou dass ech mengen, dass mer dem Geescht vun där Motioun souwisou duerch de Vote vun dësem Gesetz Rechnung droen.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister Biltgen. Den Här Bettel huet nach eng Fro.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, an eiser Motioun si jo fënnef Punkten. Dat ass d'Garantie vun engem „stockage distinct sur des serveurs physiquement séparés et déconnectés de l'Internet" - well ech hunn dat virdru gesot, net dass en Hacker op all déi Donnéeë kënnt. Et ass gefrot, fir dass en „chiffrement basé sur un encryptage asymétrique avec une sauvegarde séparée des

clés d'encryptage" - dat heescht, dass et verschlësselt gëtt op deenen zwou Säiten. Dass de Prinzip vun de véier Aen do sollt do sinn. Et ass d'„journalisation révisable des accès aux données et leur destruction" - dat heescht, dass och duerno zerstéiert gëtt. An et ass, dass d'„correction automatique de fautes respectivement d'erreurs" geschitt.

Et ka jo sinn, wéi ech virdru gesot hunn, dass ech Maile verschécken andeem ech keng verschéckt hunn. An ech wier awer frou, wann dat festgestallt gëtt, dass dat och ewechgeholl gëtt. Dass de Minister mer d'Garantie gëtt, dass awer dës fënnef Punkten, ech mengen, da kéint ee jo dës Motioun hei stëmmen. Well ech hunn elo keng kloer Äntwert kritt, ob de Minister mat deem Prinzip averstanen ass oder net.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice, Ministre des Communications et des Médias.*- Mir hunn en Dateschutzgesetz vun 2002 an eng Dateschutzkommissioun, déi do am Detail dat ëmmer nokontrolléiert, nokuckt a mécht. An ech mengen, mir sollen déi Dateschutzkommissioun dat maache loossen. Déi huet ganz villes bewierkt. Dofir wëll ech net hei elo ufänken iwwer technesch Detailer, déi vläicht an Däitschland aneschters kënne fonctionnéiere wéi bei eis, elo op eemol hei en Duercherneen ze maachen an dem Dateschutzgesetz.

Dat gesot, wäerte mer souwisou nach Dateschutzdiskussiounen hei kréien. Well déi nei Justizkommissärin an Europa, d'Viviane Reding gesot huet, dass se engersäits wëllt opgrond vum Lissabon-Vertrag eng horizontal Dateschutzdirektiv brëngen, an da wäerte mer och erëm hei iwwer eisen Dateschutz schwätzen. Iwwregens huet se och gesot, dass am Hierscht se selwer géif wëlle kucken, wéi d'„data retention"-Direktiv an deenen eenzelne Länner duerchgezu gouf. An ech mengen, mir sollen déi doten Aarbechten all ofwaarden. Mir wäerten nach oft genuch iwwer Dateschutz an dëser Chamberskommissioun zesummen diskutéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6113 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, géint 10 Nee-Stëmmen a 6 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6113 est adopté par 43 voix pour, 10 voix contre et 7 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi iwwert d'Cassatiounsprozedur. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre...

(Interruptions)

Ah, entschëllegt. Jo, mir hunn nach eng Motioun.

Motion 1

Mir hunn nach eng Motioun, déi vum Här Bettel abruecht ginn ass.

Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géif ech proposéieren, datt mer direkt iwwert déi Motioun ofstëmmen.

(Interruption)

De Vote électronique ass verlaangt. Da geet de Vote électronique direkt un.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an d'Motioun ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Fernand Boden), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Martine Mergen), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Da komme mer elo definitiv zum Projet de loi iwwert d'Cassatiounsprozedur. D'Riedezäit ass wéi gesot nom Basismodell festgeluecht an et hu sech ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

6. 6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Rapport de la Commission juridique

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sollen haut e Projet de loi stëmmen, deen d'Prozedur beim ieweschte Geriichtshaff vum Ordre judiciaire, also bei der Cour de cassation méi kloer mécht, fir datt d'Recoursen an Zukunft bei der Cour méi oft recevabel erkläert ginn an domat den Accès vum Bierger an der Biergerin zur ieweschter Geriichtsinstanz besser geséchert ass.

D'Origine vum Projet de loi N°6108 geet op zwou Affären - Kemp an Dattel - beim Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter zréck, wou Lëtzebuerg condamnéiert ginn ass. De Geriichtshaff vu Stroossbuerg huet d'Prozedur bei der Cour de cassation als däraarteg formalistesch considéréiert, wat als Konsequenz huet, datt eng Appréciatioun um Fong vun der eigentlecher Affär quasi onméiglech ass, esou datt den Artikel 6, Paragraph 1 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun an dat domadder verbonne Recht op en équitabele Prozess net respektéiert gëtt.

A wéi esou oft an dëse Fäll, ass et dann un eiser Chamber, d'Gesetz am Sënn vun der Jurisprudenz vu Stroossbuerg ëmzeänneren, och wann an engem rezenten Uerteel vu Januar 2010 d'Cour de cassation scho méi flexibel ginn ass.

De Reproche, datt eis Cassatiounsprozedur ze vill formalistesch wier, ass net emol onbedéngt vum aktuelle Gesetz iwwert de Pourvoi an d'Procédure en cassation, mä, esou den Europäesche Geriichtshaff, villméi duerch eng strikt formalistesch Interpretatioun duerch d'Cour de cassation selwer entstanen.

Dat héicht Geriicht huet effektiv zënter ufanks den 90er Jore strikt Exigenze fir d'Recevabilitéit vu Cassatiounsmoyenë formuléiert. Esou e Moyen kann nëmmen da recevabel sinn, wann e folgend véier Informatiounen enthält: d'Gesetzestexter, déi violéiert gi wieren; déi kritiséiert Motiver vun engem Uerteel; d'Mängel vum attackéierten Uerteel par rapport zum Gesetzestext, dee violéiert gi wier; an d'Solutioun, déi hätt missen zréckbehal ginn.

D'Cour huet och net erlaabt, datt den Demandeur seng Moyenë weider an der Diskussioun développéiert. Ech zitéieren: «Le pourvoi en cassation est une voie extraordinaire de recours. La Cour de cassation statue sur le moyen, mais rien que sur le moyen. La seule indication des textes dont la violation est invoquée ne constitue pas l'énoncé d'un moyen et la discussion qui développe le moyen ne peut suppléer à l'absence de formulation de moyen.»

De Motif vun dëser strenger Jurisprudenz war, dem Cassatiounsgeriicht seng exklusiv Kompetenz ze protegéieren, déi doranner besteet, en droit, an nëmmen en droit ze statuéieren. Mä fir d'Riichter vu Stroossbuerg huet dëse But net eng däraarteg Atteinte un d'Recht op en équitabele Prozess justifiéiert. Dës Jurisprudenz ass disproportionnéiert par rapport zur Atteinte, déi se mat sech brëngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut befannen, ass do, fir dësem Defizit en Enn ze setzen. Och wann et sech, esou d'Auteure vum Projet de loi selwer, just ëm eng „réforme a minima" handelt.

D'minimal Reform besteet doranner, den Artikel 10 vum Gesetz iwwert de Pourvoi an d'Procédure en cassation ze modifizéieren. De Projet de loi schléit vir, d'Prezisiounen, déi de Cassatiounsmoyen muss enthalen, genau am Gesetz festzeleeën, esou datt hei d'Cour de cassation keng Appréciatiounsmarge méi huet, déi et hir géif erlaben, weider Formalitéiten ze exigéieren, fir datt e Pourvoi recevabel erkläert gëtt.

Esou muss an Zukunft, wann dëst Gesetz ugeholl gëtt, e Cassatiounsmoyen folgend Prezisiounen enthalen: de Cas d'ouverture, dat heescht déi invoquéiert Violatioun vum Gesetzestext; déi Partie vum Jugement, déi den Objet vum Pourvoi ass; firwat déi invoquéiert Reprochë gerechtfertegt sinn.

Doriwwer eraus, an dat ass den haapt Pluspunkt vun dësem Projet de loi, ass et elo och explizit erlaabt, d'Moyenë weider ze développéieren. Dësen Développementer muss och Rechnung gedroe ginn. Domat gëtt eis Législatioun dem Arrêt Dattel vum Europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter gerecht. An dësem Arrêt heescht et nämlech, ech zitéieren: «…le mémoire en cassation doit être considéré dans son ensemble, en ce sens que les requérants doivent avoir formulé leurs doléances à l'égard de l'arrêt d'appel, soit dans l'énoncé du moyen de cassation même, soit au besoin dans la discussion qui développe le moyen».

Eis Cour de cassation huet zwar schonns zënter Januar 2010 dem Arrêt Dattel Recht ginn. Mä mir mussen awer hei dësen Text stëmmen, fir datt mer an Zukunft Condamnatiounen zu Stroossbuerg évitéieren.

De Projet de loi ersetzt doriwwer eraus och d'Expressioun „Avocat-avoué" duerch den neien Titel „Avocat à la Cour". Hei ass haut och e Bréif un de Conseil d'État geschéckt ginn, well am Rapport an der Klausel III gesot gëtt, datt iwwerall wou Avocat-avoué steet dësen Term duerch Avocat à la Cour ersat gëtt. Mä vu datt den Artikel 43 souwisou op engem anere Punkt ofgeännert gëtt an do den Term Avocat-avoué och schonns drasteet, muss den Artikel 43 net nach eng Kéier am Artikel III opgefouert ginn.

De Conseil d'État huet eng weider Vereinfachung vum Gesetz virgeschloen, déi d'Justizkommissioun och iwwerholl huet. Den Demandeur muss net méi selwer um Greffe vun der Cour supérieure de Justice eng Kopie vun dem attackéierten Uerteel déposéieren. Dës Charge soll elo de Greffe vum Geriicht iwwerhuelen. Déi héich Korporatioun proposéiert och, dës Vereinfachung op d'Cassatiounsprozedur am Beräich vum Droit pénal unzewenden.

Mä doriwwer eraus stelle sech fir de Conseil d'État och nach eng Partie fundamental Froen, déi dëse Projet de loi net gekläert huet an déi eist Parlament an Zukunft nach beschäftege wäerten.

Wéi schonns virdu gesot, ass dat hei eng Réforme a minima, déi duerch eng méi déif gräifend Reform muss complétéiert ginn. Woura géif esou eng Reform bestoen?

Den Europäesche Geriichtshaff fir d'Mënscherechter huet relevéiert, datt et zu Lëtzebuerg, am Géigesaz zu eisen Nopeschlänner, keng spezialiséiert Affekote gëtt, deenen hir Aktivitéit exklusiv an de Pourvois en cassation géif bestoen.

De Conseil d'État gesäit awer net doranner den Haaptiwwel vun der Prozedur. Villméi ass et déi ze vill exigent Jurisprudenz vun der Cour de cassation, déi zu den ablécksleche Mëssstänn gefouert huet. Doriwwer eraus misst och eemol gekuckt ginn, ob d'Reform vun der Cassatiounsprozedur net och déi administrativ Geriichter mat abezéie soll. Dëst géif, wuel verstan, eng Modifikatioun vun eiser Constitutioun verlaangen.

Déi héich Korporatioun ass och der Meenung, datt dem Parquet seng Roll an der Cassatiounsprozedur muss iwwerduecht ginn. De Parquet bezitt obligatoresch Stellung, mä d'Parteie kënnen awer net méi op dës Positioun äntwerten. Dat ass ëmsou méi schlëmm, datt d'Cour dem Parquet et erlaabt, e Moyen d'office ze soulevéieren. Hei leien aner potenziell Violatioune vum Recht op en équitabele Prozess vir.

De Conseil de l'Ordre vum Barreau gesäit an de spezialiséierten Affekoten och keng Patentléisung fir déi aktuell Problemer. D'Land ass ze kleng, d'Zuel vun de Pourvoien ze geréng, fir datt et sech fir en Affekot iwwerhaapt géif rentéieren, sech nëmmen exklusiv mat Pourvois en cassation ze beschäftegen. De Conseil de l'Ordre fënnt och, datt déi formell Exigenze vun der Prozedur vereinfacht misste ginn. An der Kommissioun hu mer och kuerz de Punkt ugeschnidden, ob d'Décisioune vun den Ordres vun de Professions libérales kënne vun der Cour de cassation attackéiert ginn oder net. Dëst ass aktuell de Fall scho fir verschidden Décisioune vum Conseil de l'Ordre.

Dir gesitt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift an dësem Dossier nach esou munches ze maachen. Bis dohinner soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner hunn ech hei den Här Bettel, deen agedroen ass.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Gloden félicitéiere fir säin éischte Rapport,…

(Hilarité)

…deen en huet dierfe maachen an enger Kommissioun, wou en och nach geléint ginn ass, fir bei eis ze kommen, a wou en den Här Schiltz ersat huet. Wéi gesot, Här Gloden: Merci fir Ären éischte Rapport, dee méi wéi komplett ass.

Här President, ech stelle fest, dass dat heiten och nees eng Ännerung ass, déi mer mussen ënnerhuelen, well mer zu Stroossbuerg gesot kritt hunn, dass et, esou wéi et zu Lëtzebuerg wär, net kéint goen, obwuel, esou wéi den Här Gloden och scho gesot huet, dëst Joer d'Kompositioun vun der Cour de cassation sech geännert huet an dass och eng méi grouss Flexibilitéit vis-à-vis vun enger fréierer Kompositioun do ass.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer Texter maachen, fir dass d'Gesetz respektéiert gëtt, dass d'Cour de cassation net 90% vun de Fäll mam Aarm esou ewechhëlt a seet, do ass eng Faute de procédure oder op jidde Fall wéinst der Form kann net um Fong gekuckt ginn.

Ech stelle just fest, Här President, dass et eng Suite ass vun all deene Projeten, déi mer hunn, mengen ech. Et sinn der dräi oder véier just, wou dës Regierung eng Initiativ huet. De Rescht sinn alles Transpositioune vun Direktiven a vun Décisiounen, europäeschen Décisiounen. Ech wär frou, wa mer am Fréijoer, wann déi nei Sessioun ugeet, och e bëssen eng méi dynamesch - am Hierscht, pardon -, wann d'Regierung eng méi dynamesch Regierung kritt, an dass mer och aner Saache maache wéi nëmme Caisse enregistreuse vu Bréissel a vu Stroossbuerg ze sinn.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op de Projet selwer zréckkommen, dee mer hei diskutéieren, och ofstëmmen. Ech mengen, no deem komplette Rapport, deen den Här Gloden hei virgeluecht huet, kann ee soen, dass iwwert de Fong dat Meescht scho gesot ginn ass. Eis Fraktioun wäert deen heiten Text stëmmen.

Et ass wouer, dass mer hei effektiv erëm an där Situatioun sinn, dass mer eis Législatioun adaptéieren, nodeem den Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter vu Stroossbuerg geschwat huet, a gläich zwou Affären, déi d'Fro vun der Cassatioun betreffen an d'Konformitéit vun eiser Gesetzgebung respektiv Rechtsspriechung mam Artikel 6, Paragraph 1 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, déi eigentlech de fräien Accès zu de Geriichter garantéiert.

Et ass e Fait, dass natierlech en iwwerdriwwene Formalismus dee fräien Accès do vun all Bierger un d'Geriichter kann onnéidegerweis aschränken. D'Cour de cassation selwer huet an engem Uerteel 2010 scho reagéiert. Si huet sech eigentlech konforméiert an hirer Ausleeung vun de bestehenden Texter der Jurisprudenz vu Stroossbuerg. Hei hake mer nach eng Kéier no, kann ee soen, well mer elo och dat fest aschreiwen.

Do gëtt sech och inspiréiert un de franséischen Texter, fir sécherzestellen, dass déi Interpretatioun, déi elo esou ass, dass virun allem och e Moyen, deen opgefouert ginn ass och an den Debatten, an den Diskussiounen, virun der Cour de cassation nach weider kann développéiert ginn. Dat ass eigentlech deen zentrale Punkt, deen hei kloergestallt gëtt an deem neien Text.

Et ass e Fait, an ech géif do einfach verweisen op déi interessant Ausféierung, déi d'Presidentin vun eisem Cassatiounsgeriicht, d'Madame Marie-Paule Engel, viru kuerzem gehalen huet, dass e Problem besteet tëschent der Jurisprudenz vun dem Europäeschen Haff vun de Mënscherechter op där enger Säit, wa se iwwer Cassatiounsuerteeler hei vu Lëtzebuerg jugéieren, well den Europäesche Geriichtshaff souwuel d'Faitë wéi den Droit kuckt, d'Cassatioun awer nëmmen eigentlech däerf den Droit kucken.

Et ass keng drëtt Instanz eigentlech an eisem übleche Rechtssystem. Si jugéieren eigentlech Uerteeler, de Cassatiounshaff, déi jugéieren awer keng Affäre frësch. Dat ass e fundamentalen Ënnerscheed, an do kommen eng ganz Rëtsch vu Komplikatiounen. Net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä an alle Länner gëtt op dat heftegst diskutéiert, wéi eigentlech déi national iewescht Geriichter solle reagéieren op gewësse Jurisprudenze beim Geriichtshaff zu Stroossbuerg.

Et bleift also och an eisen Aen dës Reform eigentlech nëmmen en éischte Schratt fir eng méi breet Diskussioun, déi mer musse féiere ronderëm den Opbau vun eisem Geriichtswiesen an och d'Roll, déi d'Cour de cassation ze spillen huet.

Ech mengen, den Här Gloden ass schonn op eng Rei vu Punkten agaangen, déi mer diskutéiert hunn an der zoustänneger Kommissioun. De Minister huet och eigentlech do d'Dier breet opgemaach fir eng Diskussioun. En huet notamment déi ganz sensibel a kriddelech Fro opgeworf - déi suergt anscheinend scho fir vill Opreegung a gewëssene Geriichtskreesser -, fir d'Cassatiounsgeriicht eigentlech och iwwer eis Verwaltungsgeriichter ze stellen, fir also déi mat an dee Kontrollsystem vun der Cassatioun eranzehuelen. Dat bleift also eng Fro, déi kontrovers wäert missen diskutéiert ginn.

Mir haten als LSAP-Vertrieder an der Kommissioun op en anere Problem higewisen, dee sech och eigentlech aus enger gewëssener Jurisprudenz vu Stroossbuerg ergëtt. Dat ass bei deene sougenannte reglementéierte Professiounen, wou et intern disziplinaresch Geriichtsinstanze gëtt an deene Professiounen, a wou an eenzelnen net virgesinn ass, dass do och eng Cassatioun méiglech ass.

Dat kéint e Problem duerstelle mat enger Dispositioun vun der Konventioun vu Stroossbuerg, déi seet, dass eigentlech och jiddwereen e Recht huet op eng onofhängeg an onparteiesch Justiz. An dat ass vläicht net ëmmer garantéiert, wann net den Droit nach eng Kéier kann opgeworf ginn ausserhalb vun där beruffsdisziplinärer Geriichtsbarkeet. Dat ass jo och eng Fro, déi mer gären diskutéiert hätten.

Et sief, mengen ech, dass mer et hei mat enger klenger Reform ze dinn hunn, déi net onwesentlech ass. Doriwwer eraus, wéi gesot, bleift d'Fro op, ob mer et net awer och fäerdeg brénge, méi preventiv hei ze reagéieren, dass mer also, ier et zu enger Veruerteelung kënnt vu Lëtzebuerg duerch de Geriichtshaff vu Stroossbuerg, vläicht méi systematesch eis Gesetzgebunge géifen duerchforsten, fir am Virfeld eigentlech scho Modifikatioune vun eisen Texter ze maachen, wou mer e grousse Risiko erkennen, dass mer vläicht net konform sinn zu der leschter Jurisprudenz vun de Geriichter vu Stroossbuerg. Och dat, mengen ech, ass eng Fro, déi ee sollt hei diskutéieren, wat och eng Fro ass, déi opgeworf gi war an der Madame Engel hirem Discours bei der Rentrée vun de Geriichter.

Dat gesot, wéi gesot, mir wäerten den Accord hei ginn zu dësem Text.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här President, ech wëll just fir déi gréng Fraktioun dem Här Gloden Merci soe fir säi Rapport. A vu dass alles gesot ass a ganz pertinent gesot ass… Ech wëll och just dem Här Bodry soen, dass och déi gréng Fraktioun der Meenung ass, dass een déi Fro vun der Cassatioun am Droit administratif soll diskutéieren. Mir krute jo och elo am Kader vun den Aarbechte vun der Institutiounskommissioun e Bréif vum Ordre des avocats, déi sech jo och fir déi doten Debatt an deem Kontext ausschwätzen. Mir si bereet, déi Diskussioune matzeféieren, a bréngen och fir dëse Projet eis Zoustëmmung.

M. le Président.- Dann hunn ech elo nach den Här Henckes an duerno den Här Colombera. Et ass den Här Henckes dës Kéier erëm, deen d'Wuert kritt.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, mir sinn als ADR och mat dësem Projet de loi d'accord. Jiddweree weess, datt de Recours en cassation keng drëtt Instanz ass, wou nach eng Kéier iwwert de Fong vun der Affär geschwat gëtt, mä wou et awer haaptsächlech sollt drëm goen, datt ee sécher ass, datt d'Geriichter d'Gesetzer esou interpretéieren, wéi dat soll sinn. Mä leider ass et awer esou ginn, datt de Recours en cassation, wéi dat genannt gëtt, méi engem Recours du combattant gläich ginn ass, fir ze kucken, fir déi eenzel administrativ a prozedural Hürden ze huelen. Dat ass net de Sënn an den Zweck dovunner.

Et si liicht Verbesserungen duerch d'Praxis komm an duerch d'Kompositioun vum Geriicht. Hei gi mer nach e weidere Schratt erun.

Mä ech mengen awer och, datt et néideg ass, Här Justizminister, datt mer déi ganz Prozedur nach eng Kéier op de Leescht huelen. An ech mengen och, datt et wichteg ass, datt d'Regierung ons Propositioune mécht fir déi Iddi vun engem anere Problem, mat deem mer konfrontéiert sinn, dat ass deen, op all Aart a Weisen, wéi an den Uerteeler jugéiert gëtt, wat do passéiert, fir verschidden Dysfonctionnementer ze sanktionéieren. Dofir brauche mer e Conseil national de la magistrature, an ech hoffen, datt mer och domadder an den nächste Méint wäerte mat engem Projet a mat verschidden Iddië kënnen hei diskutéieren, well dat ass absolut noutwendeg.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Ech mengen, de Gros ass gesot, nach ganz kuerz den Här Justizminister.

Une voix.- Ganz kuerz.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Wéi laang hunn ech?

M. le Président.- Dir hutt zéng Minutten, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Da soen ech Iech Merci.

Dee Projet, dee mer haut stëmmen, ass een, deen ee muss an de Kontext setze vu Stroossbuerg, vum Mënscherechtsgeriichtshaff. An den Alex Bodry sot virdrun, mir missten duerchforsten, fir wat mer condamnéiert ginn oder net. U sech hu mer regelméisseg, wa mer condamnéiert goufen an et war eppes, am Fong deem och Rechnung gedroen, soit d'Gesetz, soit - zum Beispill wéi et am Arrêt Wagner ass - d'Geriichter selwer am Dezember. Déi eenzeg Saach, déi nach net ëmgesat ass vu Stroossbuerg, dat huet eppes mat dem Juegdgesetz ze dinn, wat jo nach ëmmer hei an der Chamber unhängeg ass.

Déi meescht Affären,…

(Interruptions)

…déi mer verléieren zu Stroossbuerg, hate mat zwou Saachen ze dinn. Éischtens, dass den Délai ze laang war zu Lëtzebuerg. An zweetens, dass d'Cassatioun ze vill komplizéiert wär. Elo hu mer relativ séier op déi zwee Reprochë geäntwert, sou dass mer an Zukunft vill manner Affäre wäerte kréien, wou mer condamnéiert ginn.

Zum Délai ass et esou, dass mer definitiv - an dat ass en Uerteel Farnell Holdings, wat och viru kuerzem erauskomm ass zu Stroossbuerg - vum Stroossbuerger Geriicht gesot kritt hunn, dass mir mëttlerweil e Recours effectif interne hunn, wann et ze laang dauert, nämlech d'Gesetz vun '88 iwwert d'Responsabilité civile de l'État, wou een dann, wann et ze laang dauert, net muss op Stroossbuerg goen, mä kann zu Lëtzebuerg selwer entschiedegt ginn.

Déi leschte Kéier ass elo nach eng Affär gesprach ginn zu Stroossbuerg wéinst där Geschicht. Woufir? Majo, well déi Geschicht eragefouert gouf zu Stroossbuerg, ier dass mir dee Recours effectif interne duerchgesat haten. Mir hunn deen an der Pasicrisie publizéiert. Déi jonk Affekote léieren dat och. Sou dass den Haaptpunkt, woufir mer ëmmer condamnéiert goufen zu Stroossbuerg - et dauert ze laang -, dass mer do an Zukunft net méi wäerten zu Stroossbuerg condamnéiert ginn. Ofgesi vun deenen unhängegen Affären, déi ebe virun deem Wiessel do geschitt sinn.

Dat Zweet ass d'Cassatioun. An ech mengen, do hunn ech dem Léon Gloden näischt derbäizefügen. En ass an all Detailer hei dragaangen. Ech soen dem Léon Gloden och, dass e Recht huet, dass dat heiten nëmmen elo eng éischt Reform ass vun der Cassatioun. Si ass awer wichteg.

Et ass iwwregens net eréischt zënter kuerzem, dass d'Cassatioun vill méi flexibel ginn ass. Den Alex Bodry huet d'Madame Engel zitéiert, d'Presidentin vun der Cour. Schonn déi lescht Zäit ass vill, vill, vill geschitt. Och de Parquet général huet gehollef, heiansdo, wann den Affekot e bësse méi obskur libelléiert huet, fir dat dann esou kloer ze maachen, dass d'Cassatioun effektiv konnt driwwer schwätzen. Sou dass do och ganz villes geschitt ass.

Ech sinn an deem Sënn frou, wa mer elo dat Gesetz gestëmmt hunn, dann hu mer awer zu Stroossbuerg e ganz anere Stand wéi virdrun. Natierlech kënnen nach ëmmer inhaltlech Saache kommen, wou ee vläicht eng Kéier feststellt, dass e Gesetz awer net konform ass zur Mënscherechtskonventioun. Mä a ville Fäll däerft dat an Zukunft net méi de Fall sinn. Duerfir sinn ech ganz frou, wa mer dat heite Gesetz, wat mer eréischt kierzlech abruecht hunn… Also, ech huelen de Reproche vum Turbominister gären a Kaf. Dat heiten ass erëm eent, wat eréischt kierzlech doläit. Ech si frou, dass mer dat haut kënne stëmmen. Dat hëlleft eis zu Stroossbuerg, besser dozestoen.

Wat d'Reform vu Cassatioun an esou weider ubelaangt, do muss een emol cum grano salis un dat erugoen. Dat wäerte mer och an der Institutiounskommissioun maachen. Well einfach ze soen, mir brauchen eng Cassatioun och fir d'Cour administrative, da muss een emol fir d'Éischt wëssen: Woufir bräichte mer eng Cour de cassation a wat fir eng Cour de cassation? Well eis aktuell Cour de cassation ass eng Émanatioun vun de Cour supérieure de justice, déi jo an engem Geriichtszweig behaft ass, währenddeem d'Cour constitutionnelle zum Beispill eben aus deenen zwou Branchen zesumme besteet.

Dir kennt d'Attitüd vum Justizminister, dass en net der Meenung ass, dass ee soll déi zwee Ordres judiciaires zesummeféieren. Et war eng grouss Errungenschaft, deen een opzebauen. An dat hu mer hei an dëser Chamber zu enger ganzer Partie Kolleegen zesumme gemaach.

Duerfir soen ech, mir sollen eis Zäit huelen an der Verfassungsdiskussioun emol d'Weichen ze stelle fir eng ganz Partie vu Prinzipien, déi wichteg sinn. Also, mir wäerten net nëmmen eng Sitzung brauche beim Här Meyers an der Kommissioun, mir wäerten der méi brauchen. Mir sollen dat roueg maachen, fir d'Prinzipien ze klären, an da kann ee weidergoen. Mir sollen net en Tabu op eng Diskussioun maachen. Mä ech mengen nach eng Kéier, et dierf een net einfach soen, elo brauche mer eng Cassatioun fir alles. Et muss een dat schonn e bësselche méi hannerfroen an e bësselche méi hannerkucken.

Dat gesot, sinn ech frou, dass mer och haut dëse Projet kënne stëmmen. Et ass wichteg fir eisen Image zu Stroossbuerg.

M. le Président.- Domadder ass och d'Diskussioun iwwert dëse Projet ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Ech wëll Iech nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt, an dat huet den Här Rapporteur eis gesot, am Artikel 3 eng Erreur matérielle steet. Et ass nämlech do ze liesen: „aux articles 18, 20, 21 et 24 de la loi modifiée du 18 février 1885".

Mir stëmmen also elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dann dem Conseil d'État dës Ännerung schréftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6108 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Lucien Clement), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 6154, d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert den Infirmiersberuff. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Damme Brasseur, Dall'Agnol, den Här Adam an den Här Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

7. 6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,

- transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

- modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;

- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzesprojet hei ass et fënnef vir zwielef.

Une voix.- Ouh?

(Interruptions)

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- De Projet de loi soll d'EU-Direktiv 2005/36, esou wéi se duerch d'Direktiv 2006/100 ofgeännert gouf, elo komplett an d'nationaalt Recht ëmsetzen. Et geet ënner anerem ëm d'Organisatioun vun der Formatioun vun den Infirmiers, Infirmièren an déi vun den Hiewammen.

„Wéisou ass et da fënnef vir zwielef?", wäert Der Iech froen. An dësem Dossier leeft nämlech eng Infractiounsprozedur vun der EU-Kommissioun wéinst der Netëmsetzung vun der Direktiv, a Lëtzebuerg riskéiert eng zolidd Zomm missen ze berappen, wann et sech net schnellstens konformëiert. Ech wäert herno dorop zréckkommen.

Dat erkläert also och d'Rekordzäit, an där dëse Projet de loi den Instanzewee duerchlaf huet. Déposéiert gouf e vum Minister fir Héichschoul, Fuerschung, Medien a Kommunikatiounen, dem Här Fränz Biltgen, den 2. Juli. De 6. Juli gouf de Projet de Membere vun der zoustänneger Kommissioun virgestallt an ech gouf Rapportrice dervu genannt. De Statsrot huet säin Avis den 8. Juli ofginn. An den 9. Juli huet d'Kommissioun dësen Avis analyséiert souwéi de virleiende schréftleche Rapport ugeholl.

Duerfir ass et mer och en Uleies, deene Leit Merci ze soen, déi un där intensiver Preparatioun bedeelegt waren: der Madame Christiane Huberty vum Greffe, dem Conseiller vum Minister, dem Här Germain Dondelinger, dem Här Charles Hurt aus der Fraktioun. Gott sei Dank hunn all Riedercher vun deem Auerwierk do fonctionnéiert.

Déi Direktiv, ëm déi et sech hei handelt, hält d'Regele fest, no deenen e Memberland e bestëmmtenen Niveau vu berufflech Qualifikatioune verlaangt, fir den Zougang oder d'Ausübe vun engem reglementéierte Beruff an engem oder méi Memberlänner ze erméiglechen. Si gouf schonn a Lëtzebuerger Recht ëmgesat duerch zwee rezent Gesetzer. Dat eent ass d'Gesetz vum 19. Juni 2009, dat de generelle System vun der Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen ëmsetzt am Hibléck vum Nidderloossungsrecht an der zäitlech begrenzter Déngschtleeschtung. Dat anert ass de Gesetzesprojet 6062, deen d'Bestëmmunge vun der Direktiv op eng sektoriell Aart a Weis ëmsetzt, an zwar fir d'Beruffer vun den Dokteren, Zänndokteren, Déierendokteren, Apdikter an anere Gesondheetsberuffer. Dëse Projet gouf den 1. Juli 2010 eng éischte Kéier hei an der Chamber gestëmmt.

Beim virleiende Gesetzesprojet soll jo d'Formatioun vun den Infirmiers, Infirmièren an den Hiewamme reforméiert ginn. D'Direktiv seet, d'Formatioun vun den Infirmieren, déi zoustänneg si fir déi generell Fleeg, misst op d'mannst dräi Joer daueren oder 4.600 Stonnen zielen, Theorie a Praxis abegraff. Den theoreteschen Unterrecht muss op d'mannst een Drëttel - dat sinn 1.534 Stonnen - an de prakteschen Deel op d'mannst d'Halschent - dat sinn 2.300 Stonnen - vun der Formatioun duerstellen.

D'Gesetz vum 11. Januar 1995, dat déi öffentlech a privat Infirmiersschoule reorganiséiert an dat d'Zesummenaarbecht tëschent dem Gesondheetsministère an dem Erzéiungsministère regelt, huet d'Formatioun vun den Infirmiere reforméiert duerch d'Aféierung vun dräi Ausbildungsjoren. An den Ae vu Lëtzebuerg war domat d'Konditioun vun der EU-Kommissioun erfëllt. D'Kommissioun awer huet déi Konditioune vun dräi Joer oder 4.600 Stonnen als kumulativ betruecht an dat Wiertchen „oder" als équivalent interpretéiert. Dat heescht am Kloertext, et mussen dräi Joer a 4.600 Stonne sinn.

Derbäi kënnt nach, datt d'Associatioun vun den Infirmieren an Infirmièrë vu Lëtzebuerg, d'ANIL, am Dezember 2007 eng Plainte bei der Kommissioun agereecht huet, well d'Ausbildung hei zu Lëtzebuerg net genuch Stonnen hätt. Sou ass et zu engem Litige mat der Bréisseler Kommissioun komm, deen dozou gefouert huet, datt si dunn den 19. Oktober, pardon, den 9. Oktober 2009 e motivéierten Avis u Lëtzebuerg adresséiert huet, an deem se eist Land oprifft, fir d'Direktiv richteg ëmzesetzen. Wa Lëtzebuerg dat net innerhalb vun zwee Méint maache géif, riskéiert d'Kommissioun eis op dem Europäesche Geriichtshaff unzesichen.

Doropshi wollt Lëtzebuerg déi Bestëmmungen iwwer e groussherzoglecht Reglement ëmsetzen. D'Kommissioun zu Bréissel verlaangt awer an dësem Fall e regelrecht Gesetz. Aus Grënn vu Rechtssécherheet huet d'Regierung dunn décidéiert, deem nozekommen. Dofir ass et elo esou brenzleg ginn. Mir mussen also schnell handelen, well soss gëtt et en deiere Spaass, wéi mer héieren hunn.

Dofir reforméiere mer also haut d'Formatioun vum Infirmier. De Moment dauert dës Formatioun dräi Joer, vun der Douzième bis d'Quatorzième, huet 3.460 Stonnen, dovun 1.688 Stonnen Theorie, d'Sproochen abegraff, an 1.772 Stonne Stage. De Schüler kritt dann de Statsdiplom vum Infirmier a verfügt och iwwer e Bac technique.

D'Prinzipië vun der reforméierter Formatioun si folgend:

D'Formatioun gëtt iwwer véier Joer organiséiert a schléisst of mat engem BTS, engem Brevet de technicien supérieur, Mentioun Infirmier. Déi zwee éischt Joer vun der Douzième an Treizième am Régime technique vum Sekundarunterrecht schléissen of mat engem Bac technique a falen ënnert d'Kompetenz vum Éducatiounsministère. Déi aner zwee Joer vu Quatorzième bis d'Quinzième schléissen dann of mat dem BTS, Mentioun Infirmier, a falen ënnert d'Kompetenz vum Héichschoulministère.

D'Stonnenzuel vun der Direktiv gëtt respektéiert, well et sinn dann 2.106 Stonnen Theorie virgesinn - d'Direktiv verlaangt der jo minimum 1.534 -, an de Stage soll 2.514 Stonne begräifen, géint engem verlaangte Minimum vun 2.300 Stonnen.

Dëst entsprécht enger laangjähreger Fuerderung vun der Infirmiersassociatioun. An heimat geet och eng laangjähreg Fuerderung, oder e Wonsch vu verschiddenen honorabelen Deputéierten hei an Erfëllung, déi sech fir den Infirmiersberuff staarkgemaach hunn. An ech kucken do op d'Madame Marie-Josée Frank. Et ass ze hoffen, datt an deem schéine Beruff heimat eng zousätzlech Attraktivitéit fir jonk Leit ze fannen ass.

Dës Reform huet natierlech och hir Auswierkungen op d'Ausbildunge vun de jetzege spezialiséierten Infirmieren. Dëst sinn de psychiatreschen Infirmier, de Kannerinfirmier, den Infirmier mat der Spezialisatioun Anästhesie a Reanimatioun, gradesou wéi den technesch-medezineschen Assistent an der Chirurgie.

Dës Beruffer kann een nëmme léieren, wann een eng Première an de BTS als Infirmier huet. Duerno kann ee seng zwee Joer Spezialisatioun maachen. Dofir gëtt elo e spezialiséierte BTS agefouert. Déi zwee Diplomer, de BTS vum Infirmier an de spezialiséierte BTS vum spezialiséierten Infirmier, entspriechen engem équivalenten Ausbildungsniveau 5 vum europäeschen Zertifikatiounskader CEC.

Dës nei Ausbildung soll progressiv zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn, an e groussherzoglecht Reglement soll geholl gi fir d'Klass vun der Douzième fir d'Schoulrentrée 2010/2011. Déi Infirmieren, déi elo de Statsdiplom hunn, behalen hir Genehmegung, fir hire Beruff auszeüben.

Et ergëtt sech awer och, datt d'Formatioun vun der Hiewan nei organiséiert gëtt. Do gesäit d'Direktiv dräi Méiglechkeete vir: entweder eng Ausbildung vun op d'mannst dräi Joer, déi mat engem Premièresdiplom kann ugaange ginn; oder en Infirmiersdiplom an nach zwee Joer Ausbildung do hannendrun; oder eng Formatioun vun 18 Méint fir Leit mat Infirmièresdiplom an zousätzlech enger attestéierter berufflecher Erfahrung vun engem Joer.

Lëtzebuerg huet optéiert fir eng Ausbildung op dräi Joer, fir Leit mam Premièresdiplom. An deenen dräi Joer sinn 3.833 Stonne virgesinn. D'Hiewan kritt also en eegestännege Beruff a si brauch net méi wéi bis elo fir d'Éischt den Infirmiersdiplom. Dat entsprécht och dem Wonsch vun hirer Beruffsorganisatioun.

Et ass awer esou, datt déi, déi de BTS, Mentioun Infirmier, hunn, an déi Formatioun kënnen erakommen a verschidde Modulë vun hirer Ausbildung guttgeschriwwe kënne kréien. Den Diplom vun der reforméierter Ausbildung ass e spezialiséierte BTS.

Dës Reform soll fir d'Schouljoer 2012/2013 agefouert ginn. Zoustänneg, fir d'Ausbildunge vum Infirmier an der Hiewan auszeféieren, soll den technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer ginn. Et gi Konventiounen ofgeschloss tëschent dem Lycée an de Spideeler, wou d'Stagen organiséiert ginn.

Dee virleiende Gesetzesprojet hëlt awer och nach déi puer technesch Ëmsetzungen, genereller a spezieller Natur, vun der Unerkennung vun dësen Diplomer vir, nom Bäitrëtt vu Rumänien a Bulgarien an d'EU, an e verschaaft zousätzlech eng Rechtssécherheet bei der Unerkennung a beim Benotze vum Titel vum Architekt.

Zum Schluss vum Projet de loi ginn nach dann déi deeglech Ännerungen u bestehende Gesetzer virgeholl, fir déi geplangte Reformen ëmzesetzen. Et sinn dëst: dat modifizéiert Gesetz vum 26. Mäerz '92 iwwert d'Ausüben an d'Opwäertung vu verschiddene Gesondheetsberuffer; et ass d'Gesetz vum 11. Januar '95, dat déi öffentlech a privat Infirmiersschoule reorganiséiert an dat d'Zesummenaarbecht tëschent dem Gesondheetsministère an dem Erzéiungsministère regelt; an et ass d'Gesetz vum 19. Juni, dat den Enseignement supérieur organiséiert.

Dann zum Avis vum Statsrot. Déi héich Kierperschaft huet am Ufank e puer prinzipiell Remarquë gemaach. Esou zu der Strukturatioun vun den neie Formatiounen, wou se proposéiert, fir déi nei spezialiséiert BTSen en Tronc commun mat dem BTS vum Infirmier ze maachen an esou deenen hir Ausbildungsdauer net ze verlängeren.

De Statsrot huet och recommandéiert, fir den Titel vum jetzegen „Infirmier" net duerch deen neien Titel vum „Infirmier responsable de soins généraux" ze ersetzen. Den Titel „Infirmier" gëtt nämlech a ganz villen normativen Texter benotzt, an d'Reform vun der Formatioun wär nun eemol net esou déif gräifend. D'Chamberskommissioun huet deem du Rechnung gedroen.

De Statsrot bedauert weider, datt et net zu engem méi fundamentalen Iwwerschaffe vum Gesetz vum 11. Januar '95 komm ass, wou déi nei Dispositiounen iwwert d'Infirmieren an d'Hiewanen hätte kënnen op eng kohärent Aart a Weis integréiert ginn.

Zum Artikel 1 mat den Definitiounen, fënnt de Statsrot, datt verschiddener net onbedéngt néideg wären. D'Kommissioun huet de Statsrot zum Deel suivéiert, awer si huet ënner anerem d'Definitioun vum État membre oprechterhalen, well et hei ëm méi geet, wéi d'Definitioun vun engem Memberland ze ginn. Déi nei agefouert Rechter sollen nämlech och op d'Bierger vun de Länner vun der AELE, der Association européenne de libre échange, ausgeweit ginn.

Aner Artikelen huet de Statsrot virgeschloen ze komplettéieren duech d'Iwwerhuele vun textuelle Passagen aus der Direktiv, d'Verschmëlze vun Texter, oder ze vereinfachen duerch d'Sträiche vun engem Artikel. D'Kommissioun ass dësen Opfuerderungen nokomm.

Duech d'Iwwerhuele vum Statsrot sengem Text an den Artikelen 3 a 4 ass et iwwregens och méiglech ginn, der Opposition formelle am initialen Artikel 12 Rechnung ze droen. Dat do initiaalt geplangtent groussherzoglecht Reglement huet géint d'Verfassung verstouss, well déi virleiend Matière duerch e Gesetz muss bestëmmt ginn. Duerch d'Propos vum Statsrot, fir prezis groussherzoglech Reglementer ze huelen, wat d'Programmer an

d'Stonnepläng vun de Formatioune vum Infirmier an der Hiewan ubelaangt, ass d'Konformitéit zu der Constitutioun ginn.

Dann huet de Statsrot déi an den initialen Artikelen 9 an 10 ugeschwate Kommissioun fir d'Unerkennung vun den Diplomer aus dem Gesetz vun '92 iwwert d'Ausübung an d'Opwäertung vun de verschiddene Gesondheetsberuffer wëlle bäibehalen. Nieft dëser Kommissioun gëtt et awer nach eng aner, wou dat soll kontrolléiert ginn, laut de Bestëmmunge vum Artikel 23 vum rezente Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwert d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen. D'Kommissioun huet dofir dëser Propos net Rechnung gedroen an déi initial Versioun vum Text bäibehalen aus Grënn vun administrativer Vereinfachung an Transparenz fir deen, deen d'Ufro stellt.

Et gouf och nach en neien Artikel vum Statsrot iwwerholl, wat den ofgekierzten Titel vum Gesetzesprojet ubelaangt. An déi proposéiert Schreifweis ass och an de globalen Titel iwwerdroe ginn.

Nach e lescht Wuert zu de Finanzen. D'Regierung huet eng Fiche financière nogereecht, wou den estimiérten zousätzleche Käschtepunkt vun de virleiende Reforme mat 688.112 Euro fir d'Infirmiersausbildung a mat 356.492 Euro fir d'Hiewansformatioun ugi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heite Gesetzesprojet wäert ouni Zweifel zu enger Verbesserung vun der Qualitéit vun der Ausbildung vum Infirmier an der Hiewan hei zu Lëtzebuerg bäidroen, wat nëmme kann am Intérêt vum Patient an och besonnesch den zukünftege Mammen a Puppelcher sinn. Ech ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech kann am Contraire zu menger Virriednerin den Accord vu menger Fraktioun net zu dësem Projet ginn, well dëst ass e Projet vun Hetz, vu Gewurschtels a vun Inkohärenz.

Hetz. De Projet ass den 2. Juli déposéiert ginn, an dunn ass gesot ginn: Mir mussen dat elo direkt stëmmen, soss gëtt et ons eng Deier. Dat berout awer op enger Direktiv vun 2005, an elo op eemol déi Hetz!

Et ass Gewurschtels, well ee vun deenen zoustännege Ministere sot: Et ass eng horizontal Kompetenz, an et wollt sech keen där Affär unhuelen, elo maachen ech et. Et sinn awer dräi Ministèren, déi hei mat agebonne sinn. Et ass also do gewurschtelt ginn.

Inkohärenz, well schonn am Januar dëst Joer si Schoulprogrammer opgestallt ginn, et si Groupes de travail gemaach ginn, et ass e Règlement grand-ducal den 28. Mee vun der Regierung ugeholl ginn, fir dat Ganzt ze reforméieren, an elo kënnt eréischt d'Gesetz. Hei ass also d'Päerd vun hannen opgezaimt ginn.

Ech wëll awer der Rapportrice e ganz grousse Merci soen an och dem Conseil d'État wéi och dem Personal, déi gehollef hunn, dass mer dat iwwerhaapt hei nach an de Plenum kruten.

Et sinn och mat dësem Projet eng ganz Rei Froen, déi sech stellen. D'Madame Rapporteur huet elo grad iwwert d'Incidence financière geschwat, an dat géif eng Millioun méi kaschten, wat d'Formatioun ubelaangt. Mä domat ass et jo net gedoen. Mir hunn am Moment 5.475 Infirmieren. Dat ass d'Zuel vun 2008. Do komme jo, wann dëst Gesetz gestëmmt ass, Revendications salariales. An ech verstinn d'Gewerkschaften an d'Associatiounen, dass se dat froen. Well da soe se, méi Studien, also wëlle mer méi an der Pai.

De Minister huet an der Kommissioun dorophi gesot, d'Regierung denkt net drun, eng Carrière vum BTS anzeféieren an e BTS spécialisé gëtt och net considéréiert, sou dass dat keng Implicatioun op de Statsbudget hätt.

Ech wëll awer d'Fro stellen hei un de Minister vun der Sécurité sociale: Wann et do opgrond vun dësem Gesetz zu Revendicatioune kënnt, dann huet dat jo awer en Afloss op de Käschtepunkt vum ganze Secteur hospitalier an och vum Secteur familial. De Secteur hospitalier, dat gëtt awer dann iwwert d'Krankekeese jo bezuelt. An da stellen ech d'Fro un de Sécurité-sociale-s-Minister, wéi dat dann ofgewéckelt gëtt, wa mer wëssen, dass 80% vun de Käschten an de Spideeler Personalkäschte sinn. Dat heescht, wann hei Revendications salariales kommen opgrond vun deem Gesetz, wat mer hei stëmmen, da gëtt onse Gesondheetssystem méi deier. An ech wier frou, wann de Minister ons kéint Opschloss ginn, dass mer en connaissance de cause awer hei kënnen eng Décisioun iwwert dëse Projet de loi huelen.

Den Här Minister Biltgen hat an der Kommissioun och nach gesot, wa Revendicatioune kommen, muss ee kucken, wéi een domat ëmgeet. Ech muss Iech awer soen, wa mer haut e Gesetz stëmmen, musse mer jo awer wëssen, wat dat fir déi zukünfteg Generatioune bedeit. An et muss een och wëssen, wellech Influenz et op d'Gesondheetskeess huet.

Eng Fro - mir krute keen Avis vun der Gesondheetskeess fir dëse Projet. Den Avis vun der Chambre des Salariés ass haut komm. Deen hu mer just haut kritt. D'Chambre des Salariés seet an hirem Avis, si kéinten hir Zoustëmmung dësem Projet net ginn aus enger ganzer Rei Considératiounen, op déi ech hei an dëse puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, awer net kann agoen.

Dofir hätte mir gären Opschloss iwwer all déi do Implicatiounen, déi dat kann hunn. Well, wie seet Influenz op d'Käschte vum Gesondheetswiesen, seet Influenz op d'Gesondheetskeess. Mir wëssen, dass do schonn en Defizit ass, an dass mer dat mussen an den Équiliber kréien. Dann: Wéi ass et? Gëtt dat dann duerch Bäitragserhéijunge gemaach? An da si mer schonn erëm an der Diskussioun vun der Kompetitivitéit.

Dee Gesetzesprojet hei also féiert vill méi wäit. A mir deet et leed, dass mer net Zäit haten, dat do à fond ze diskutéieren an der Kommissioun mat deenen zoustännege Ministeren.

Dann nach eng Fro, déi hätt sech un d'Madame Éducatiounsminister geriicht. D'Chambre des Salariés, déi werft op, dass néierens am Text steet, dass déi, déi elo e BTS als Infirmier kréien, och de Bac technique hunn. Et ass wuel vun der Madame Rapportrice elo grad ugeschwat ginn, mä et steet effektiv net esou am Text. Ech hat déi Fro och an der Kommissioun opgeworf. An do ass gesot ginn, neen, dat wier automatesch esou.

D'Chambre des Salariés schéngt den Text awer esou ze liese wéi ech a stellt fest, dass dat net an onsen Aen esou am Text ass. An doriwwer hätt ech och gären Opschloss. Well soss stëmme mer awer hei en Text, dee wierklech net ons Approbatioun ka kréien.

Aus all deene Grënn, déi ech virdru gesot hunn - mir kréie jo nach Explikatiounen, hoffen ech, iwwert déi Incidences financières, déi dee Projet hei huet -, wäerte mer ons enthalen. Wa mer keng Äntwerte kréien op déi prezis Froen, da kënne mer selbstverständlech dee Projet guer net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci fir d'Wuert. Här President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir setzen hei erëm Deeler vun enger Direktiv ëm vun 2005. Virun zwou Woche schonn hat ech d'Chance fir Rapportrice ze si vum Projet de loi, déi deen aneren Deel vun der Direktiv ëmgesat huet, wou et ëm d'Beruffer vum Dokter, vum Veterinär an nach eng Rei aner Beruffer gaangen ass. An et ass eigentlech schued, datt mer hu missen eng zweet Mise en demeure vun der Kommissioun ofwaarden, ier mer un d'Formatioun vun dem Infirmiersberuff gaange sinn, déi ze reforméieren. Well mir wësse jo, datt d'ANIL déi Reform scho ganz laang gefuerdert huet.

Ech mengen, ech brauch och net méi op all Detail vum Projet de loi anzegoen. D'Rapportrice, d'Madame Andrich, huet dat op eng exzellent Aart a Weis gemaach, an ech soen hir dann dofir och e ganz häerzleche Merci.

Ech wéilt allerdéngs nach e bëssen op de Beruff Infirmier agoen. E Beruff, deen an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt a wou och d'Zivilisatiounskrankheeten ëmmer weider zouhuelen, ee vun deene wichtegsten ass. Eng éischt Reform war dofir och schonn 2001 ugepeilt ginn an du sollten dann déi feelend Stonnen einfach an déi dräijähreg Ausbildung derbäikommen. Bon, ech mengen, datt dat net gutt ukomm ass, dat brauch ech Iech hei net ze soen. Well dat hätt nëmmen dozou gefouert, datt mer d'Schüler iwwerfuerdert hätten an datt dann eventuell och eng ganz Rei Leit hir Ausbildung net gepackt hätten.

Zu der Qualitéit vum Infirmiersberuff hätt dat sécherlech net vill bäibruecht an et hätt eventuell souguer kënnen dozou féieren, datt mer net méi genuch Infirmieren an Infirmièren hei am Land gehat hätten. Dat kann natierlech och net de Wonsch vun den Deputéierte sinn, well och mir sinn zu deem engen oder anere Moment eng Kéier Patient.

Dofir gouf dann och déi Reform 2001 net esou ëmgesat. Zënterdeem ass sou munches u Bréifwiessel zwëschent Lëtzebuerg a Bréissel hin an hier gaangen, fir da finalement haut op dësem Projet de loi, dee mer herno da wäerte stëmmen, erauszekommen. A mir sollen eigentlech frou sinn, datt d'ANIL sech sou drugehaangen huet. Well wann een am Ausland, am EU-Ausland an net nëmmen hei am noen Ausland kuckt, da gesäit een, datt déi ganz grouss Majoritéit eng zolidd Ausbildung am Rucksak huet. Eng Ausbildung mat méi Stonnen an eben dann och mat där gefuerderter méi Erfahrung.

Et ass dofir och net iwwerraschend, datt mer hei am Land eng ganz Rei gutt ausgebilte Frontalieren am Beruff vum Infirmier schaffen hunn an datt mir am Géigesaz zu anere Länner ebe keng Pénurie an dësem Beruff kennen.

Ech wéilt och vun der Geleeënheet profitéiere fir eng Lanz ze brieche fir de Beruff vum Infirmier. Déi meescht gesi wahrscheinlech do nëmmen d'onregelméissegt Schaffe respektiv d'Schichten a virun allem d'Nuetsschichten. Mä ech mengen awer, datt dee Beruff engem och ganz vill ka bréngen. Engem ka Wäerter vermëttelen, déi an enger Gesellschaft vun haut vläicht net méi esou selbstverständlech sinn. An dofir ebe just brauch een eng zolidd Ausbildung, wann ee wëllt an dësem Beruff schaffen. Mä virun allem brauch een awer och genuch Zäit, sech individuell ëm dee Kranken ze këmmeren. An ech mengen, dat ass en zweet Thema, mat deem mer eis sollen ausenanersetzen an diskutéieren.

Firwat mir als Sozialisten awer dëse Projet och nach nieft deem, wou ech schonn drop agaange sinn, wäerte stëmmen, ass, datt mer der Meenung sinn, datt Fortschrëtt an der Medezin an déi technesch Ofleef och den Alldag am Beruff vum Infirmier méi komplex maachen. An dat geléngt engem ebe besser, wann een eng zolidd Ausbildung huet.

Net vergiessen däerfe mer an dësem Zesummenhang awer och d'Weiderbildung. Well mir kënnen déi bescht an déi schéinste Spideeler hunn: Wann d'Motivatioun an d'Ausbildung vun de Leit op der Streck bleift, da si mer um Holzwee.

Nach e Wuert zu deenen anere Beruffer, déi mer hei regelen. D'Hiewamm houng bis elo ganz enk mam Beruff vum Infirmier zesummen. Dat wäert elo net méi mussen de Fall sinn an dat soll een och positiv gesinn. Well doduerch kritt een och eng ganz Rei aner Leit an dëse Beruff eran, déi eben net duerch d'Infirmiersschoul wollte goen oder gaange sinn.

Wat den Architekt ubelaangt, mengen ech, bleift ze soen an ervirzehiewen, datt jiddwereen, deen hei zu Lëtzebuerg wëllt dee Beruff ausüben, och muss e Member vum OAI sinn; dem Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils. An ech menge schonn, datt dat dem Client och eng ganz Rei Garantië bitt.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt also méi wéi genuch Grënn, firwat d'Sozialisten dëse Projet ënnerstëtzen an en och wäerte stëmmen. An ech ginn dann d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun an ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ee wëllt den Zuch kréien, da gëtt et zwou Méiglechkeeten: Entweder et leeft een op d'Gare oder et geet ee mat Zäit fort. Mir wieren am Fong geholl éischter der Meenung, et wier besser, mer géife mat Zäit fortgoen, well dann ass ee méi sécher, datt een dat erreecht, wat ee wëllt, an et brauch ee sech net ze iwwerstierzen um Wee dohinner. Mir...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Wann ee schonn am Zuch sëtzt, dann ass et egal.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Dat ass richteg.

(Hilarité)

Da muss een allerdéngs och laang Been hunn an e gudden Otem, fir datt een den Zuch nach kritt, Här Minister.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Adam, loosst lech net duerjerneebréngen! Fuert Dir roueg virun!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Eigentlech hätte mer de Mëtteg, wéi mer gefrot hunn, fir de Projet iwwert d'Bourssë vum Ordre du jour ze huelen, datselwecht misse bei dësem Projet froen. Well och hei hate mer, wéi mer de Rapport votéiert hunn, keen Avis do, ausser dee vum Statsrot. Och hei hu mer vun der Regierung erëm eng Kéier gesot kritt: „Majo, et gëtt eng gewëss Urgence." An d'Urgence ass den Avis motivé, deen allerdéngs scho vum Oktober 2009 ass. An esou hu mer och hei am Fong geholl net déi wäitgehend Diskussioun gefouert, déi et awer och hei derwäert gewiescht wier fir ze féieren.

Et gëtt verschidde Vuen zu dem Infirmiersberuff an och zu der Sage-femme. Hei si Professions réglementées. Dat heescht, déi Beruffer erlaben eng grouss Mobilitéit an Europa. Déi gi vun all Land unerkannt. An déi Vuë vum Ministère a vun der Kommissioun sinn an der Vergaangenheet relativ wäit auserneegaangen. Wann ee kuckt, de Statsrot huet dat opgefouert, datt mer bis elo eng Formatioun hate vun dräi Joer an 3.460 Stonnen. An d'Kommissioun freet dräi Joer oder 4.600 Stonnen, woubäi d'Interpretatioun dann eben ass, déi 4.600 Stonne mussen erfëllt ginn.

Et ass allerdéngs net nëmmen d'Vue vun der Kommissioun. Et ass och eng ganz laang Fuerderung vun den Infirmieren an den Infirmièrë selwer, an esou ass et fir eis och net ganz verständlech, firwat datt mer da wierklech eis esou laang gewiert hunn an esou laang gewaart hunn, a schlussendlech huet et dann an der Kommissioun geheescht: „Der Klügere gibt nach", an du si mer dann op de Wee gaang fir hei an enger Rekordzäit - d'Madame Rapportrice, där ech iwwregens Merci soe fir en ausféierleche Rapport, souwuel dee mëndleche wéi dee schrëftlechen, huet da gesot: „Majo, mir hunn dat a Rekordzäit gemaach." Den Dépôt war den 2. Juli; de Vote ass haut den 12. Juli.

Dobäi hat, just zur Erënnerung, de President vun där Kommissioun, wou mer deen hei Projet diskutéiert haten, den honorabelen Här Thiel, mat sengem Rap-

port, mat senger Interventioun, wéi mer iwwert d'Bourssë geschwat hunn, un d'Adress vun der Regierung gesot: „Dat war esou séier gaang. Kommt net méi esou erëm!" An zack si mer schonn erëm esou do.

Ass eng Fro, déi an eisen Aen awer och ganz berechtegt ass; mir hunn elo an Zäit vun zéng Deeg de Projet vum Dépôt bis zum Vote bruecht: Ass d'Schoul och prett? Déi ganz Reform vun der Formation professionnelle misste mer eigentlech an d'Hänn vum Här Biltgen leeën an den Hänn vun der Madame Delvaux ewechhuelen. Well viru 14 Deeg hu mer hei festgestallt, datt mer an där Reform vun deene ganz ville Beruffer, wou mer missten de Profil erschaffen, der just 18 fäerdeg haten, a mir hunn eisen Aufschub vu bis zu zwee Joer ginn.

Allez, hop! Ech mengen, eisen Turbominister, deen hätt déi ganz Reform an där Zäit duerchbruecht. E wénkt jo och, e schätzt dat och esou an.

(Interruption)

Gi mer awer vläicht méi seriö. Mir fannen natierlech och eng Rei positiv Saachen un deem Projet hei, zum Beispill, datt mer bei eis effektiv och mat der Treizième ee Bac ausstellen. Ech hoffen, datt dat gekläert gëtt, déi Fro, déi d'Madame Brasseur an d'Chambre des Salariés opgeworf hunn. An der Kommissioun hu mer dat esou diskutéiert.

Mir fannen dat och gutt, datt mer de Schüler d'Méiglechkeete ginn, e Bac no där Treizième ze kréien. Dat mécht d'Dier op fir eng ganz Rei Beruffer am medezineschen a paramedezinesche Beräich.

Selbstverständlech ass déi Fro vun de Revendications financières eng ganz interessant Fro. D'Diskussioun, wéi gesäit et dann an Zukunft mat de Gehälter aus, an do muss een dann och soen, mer schwätzen alleguerte vun deene flotten, wichtegen an an Zukunft nach méi wichtege Beruffer vum Infirmier a vun der Infirmière. Mir sinn awer net bereet, effektiv och eng Carrière fir déi Leit ze schafen.

Mir schafen en Diplom, mir wäerten en Diplom op. Mä mir maachen awer net gläichzäiteg eng Carrière beim Stat. A fir eis wier et och ganz interessant gewiescht, eng Diskussioun ze féieren: Firwat? Wat schwätzt dergéint fir, besonnesch emol, fänke mer emol bei deem un, wou et vläicht zueleméisseg net esou grouss ass, bei der Sage-femme, fir do och effektiv e Bachelor ze maachen?

Mir schwätze vill vum Bologna-Prozess. Wahrscheinlech hätt dat och nach eng Rei Méiglechkeeten erlaabt. Et gëtt och Länner, et gëtt der vläicht net vill, mä et gëtt och Länner, wou d'Sage-femme a wou den Infirmier an der Formatioun vun engem Bachelor gemaach gëtt.

Wéi gesot, dat sinn interessant Diskussiounen, déi een nach hätt kënne féieren. Mir waren ënner Zäitdrock a mir bedaueren am Fong geholl, datt mer net méi fréi op souwuel de Message vun de Leit aus dem Beruff wéi op d'Kommissioun reagéiert hunn. Mir hätten do kënnen nach vill Aspekter erabréngen. An duerfir stëmme mir de Projet net. Mir wäerten eis wéinst deene Froen, déi nach alleguerten op sinn, beim Vote enthalen.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Éischt ee schéine Merci un d'Rapportrice fir de mëndlechen a schréftleche Bericht. Och hei ass alles gesot ginn. Den Här Adam, d'Madame Brasseur hunn et gesot, dat Gesetz ass an Zäit vu siwen Deeg duerch d'Chamber gaangen. Et ass keen Avis vun der Chambre professionnelle, dat bedauere mer jo. Vu dass déi Direktiv vun 2005 schonn do ass, hätte mer eis kënne vill méi Zäit ginn. Den Haaptpunkt ass d'Incidence financière.

Infirmieren, déi e gewëssenen Niveau hunn, mussen och bezuelt ginn. An ech mengen, dat wär vläicht déi eenzeg Suerg vun der Regierung gewiescht, fir dat Gesetz hei net en temps utile duerch d'Parlament ze drécken.

Duerfir wëll ech nach gär drop hiweisen, d'Infirmière ass d'riets Hand vum Dokter. Een Dokter ass ëmmer frou, wann en eng gutt Infirmière huet, déi d'Aarbecht fir hie mécht.

(Interruption)

Déi kann en zwar net ersetzen, dat stëmmt, Madame Frank, déi kann e guer net ersetzen. Mä trotzdeem ass den Dokter frou, wann eng Infirmière do ass, déi net bei all Symptom beim Dokter urifft a seet, Här Dokter, hei, de Patient huet de Kapp wéi, oder, ech weess net, Duerchfall. Déi kann och verschidde Gesten, oder verschidde Medikamenter, nach ëmmer natierlech an Ofsprooch mam Dokter, ginn, ouni dass den Dokter do dann direkt bei all Symptom muss agräifen.

Duerfir ass et richteg, dass déi Formation continue do, déi Formatioun, dass déi esou staark valoriséiert gëtt. D'Infirmière muss villes wëssen, a mir sinn d'accord, dass dann de Beruff revaloriséiert gëtt.

Dat gesot, mir bedaueren och, dass a verschidde Spideeler, haaptsächlech nuets, nach net vill Infirmieren do sinn. Ech mengen, mir gesinn och an der alldeeglecher Praxis, dass do eng Infirmière fir 50 Patienten nuets muss schaffen.

Dat ka keng Qualitéit si fir de Patient. Dat kann och keng Qualitéit fir d'Infirmière sinn. Ech mengen, do muss Remedur geschafe ginn. Ech mengen hei an deem Beräich, do däerfe mer net spueren, wann et drops hileeft, fir dem Patient ze hëllefen. Do ass dann d'Infirmière de Motor bei där ganzer Saach.

An esou wéi mer dann den 1. Juli beim Dokteschgesetz gesot hunn, wéi mer insistéiert hunn, dass d'Doktere misste Lëtzebuergesch kënne schwätzen, insistéiere mer hei och nach eng Kéier, dass all Infirmière deen Dag, wou se de Kontrakt ënnerschreift, muss dann och Lëtzebuergesch verstoen a Lëtzebuergesch kënne schwätzen. Dat ass u sech...

(Interruption)

Pardon?

(Interruption)

Jo, mir kéinten awer vläicht op een anere Wee goen a soen, déi Infirmierë missten eng Formatioun op Lëtzebuerg kréien, an de Stat misst dat awer ënnerstëtzen. Wa se heihinnerkommen, misst de Stat derfir suergen, dass déi Infirmierë Lëtzebuergesch dierfte schwätzen.

(Interruption)

Dach, mä et ass awer, Här Bausch, eng Konditioun, fir dass d'Kommunikatioun besser ass. Et ass eng Konditioun, dass d'Leit...

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Natierlech. Mä wann Der d'Konditioun stellt, ier se kommen, da komme se mat Sécherheet net heihinner.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Ma dach! Et muss een hinnen dat ubidden hei. Et muss een dat ubidden hei. Wa se heihinnerkommen, soen, hei, Dir kritt eng Formatioun op Lëtzebuergesch an dann däerft Der de Beruff maachen. Ech mengen, do ka keen nee soen.

Bon, dat gesot, wéi gesot, et ass dat, wat mer préconiséieren. Et ass dat, war mer wënschen, dass de Patient mat der Infirmière ka kommunizéieren, fir dann eng besser Qualitéit ze hunn.

Bon, dës Kéier wäerte mer net dergéint stëmmen.

(Interruption)

Neen, mir wäerten dës Kéier net dergéint stëmmen. Mir maachen dës Kéier awer...

(Interruption)

Jo, Här Di Bartolomeo, quel soulagement. Mir wäerten dat Gesetz hei ënnerstëtzen, well mir si frou, dass d'Infirmieren, d'Infirmièren an d'Sage-femmen dat kréien, wat se gewënscht hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. An elo kritt d'Regierung d'Wuert. Wie kritt et? Den Héichschoulminister.

(Interruptions et hilarité)

Här Minister, d'Regierung huet zéng Minutten. Wann Dir Iech déi wéilt mat Ärem Kolleeg deelen.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Majo, et ass net dat Éischt, wat mer zesummen deelen. Mir hu jo schonn den Eenheetsstatut zesumme gedeelt an e lieft nach haut.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et ass effektiv e Gesetz, wat huet misse ganz séier an d'Chamber kommen, turboméisseg. Woufir? Et sinn zwou Saachen. Dat Éischt ass, mir hu virun engem Joer an dëser Chamber virun de Wahlen en horizontaalt Gesetz gestëmmt vun der Unerkennung vun de Qualifications professionnelles. An ee vun de grousse Problemer sinn déi horizontal Direktiven, wou eng ganz Partie Ministere concernéiert sinn.

Mir hunn deemools gesot gehat an der Regierung, den Héichschoulminister ass fir alles zoustänneg, well en déi meescht betrëfft. An do hu mer dat horizontaalt Gesetz hei gestëmmt. Mä mir hunn dunn op Wonsch vu Secteuren, déi selwer reglementéiert sinn, nämlech d'Santé an d'Architekten, déi ausgeklamert, an do sollte sektoriell Ëmsetzungen nokommen. Bei den Architekten ass keng nokomm. Bei der Santé ass se nokomm, mä déi war der Kommissioun net komplett genuch. Dat war dat Gesetz vum 1. Juli. Dat ass deen ee Punkt.

Duerfir hu mer och dës Kéier gesot, majo, da kommt, elo ass erëm eng Kéier den horizontale Minister, obwuel e weder mat den Architekten nach mat den Infirmieren eppes ganz Direktes ze dinn huet, incidemment schonn, mécht elo séier e Gesetz, dass mer hei net zu 3,4 Milliounen Euro condamnéiert gi vum Europäesche Geriichtshaff. Dat ass deen ee Punkt.

Deen zweete Punkt, deen hei dran ass, wou d'Europäesch Kommissioun eis ugesicht huet, dat ass effektiv d'Infirmièresausbildung. Dat ass eng laang Geschicht. An do si Solutioune fonnt ginn, Januar, Februar. An d'Schoulministesch, déi ass am Mäerz dëst Joer an déi zoustänneg Chamberskommissioun gaang an huet dat alles am Detail erkläert. Et ass also net, dass haut elo alles entdeckt gi wär vum Inhalt.

Woufir hu mer Reglementer gemaach - d'Schoulministesch? Majo, well mer eng Base légale zu Lëtzebuerg hunn. Et ass just d'Kommissioun vu Bréissel, déi elo erausfonnt huet: „Neen, e Règlement grand-ducal geet mer net duer, mir brauchen och eng gesetzlech Verankerung." An duerfir ass dat doten och hei mat erakomm. Mä den Inhalt selwer, déi nei Infirmièresschoulausbildung, déi ass an der Chamberskommissioun duerchdiskutéiert ginn, mat der Schoulministesch. An déi huet den 19. Mäerz schonn d'Schoulen ugeschriwwem, wéi et an Zukunft soll goen. Do ass alles virbereet fir den Hierscht.

Dat sinn emol déi zwou Ursaachen. Duerfir soen ech, fir elo ze mengen, mir géifen hei séier d'Infirmiers-Neiformatioun bâcléieren, ass falsch. Dat huet déi zoustänneg Ministesch gemaach, just dass hir Règlements grand-ducaux sollten aviséiert gi viru kuerzem vum Statsrot. Wéi dunn dat heite komm ass, sot de Statsrot: „Mä wann awer elo eng Base légale kënnt, aviséieren ech fir d'Éischt d'Gesetz." An d'nächst Woch aviséiert de Statsrot d'Règlements grand-ducaux. An da kann déi nei Formatioun fristgerecht stattfannen.

Ech ginn net weider op d'Infirmièren an, well mäi Kolleeg dat nach wäert maachen. Mä ech wëll just eng Kéier erklären, dass mer wuel hei séier hu misse schaffen, mä et ass net, dass elo eng nei Formatioun hei bâcléiert duerch d'Chamber géif gebootscht ginn, wéi den Här Colombera ëmmer seet. Bis elo hunn ech ëmmer nëmme Grompere gebootscht, mä ech hunn dat bäigeléiert. Mä déi ganz Diskussioun, dat ass keng nei, déi ass och mat der Chamberskommissioun, mat allen Interesséierten duerchdiskutéiert ginn.

Incidence financière ass vläicht e Wuert, wat ech wëll soen. An de Barèmes vun der Fonction publique gëtt et keen. A mir hunn dat net virgesinn - e Barème vu BTS Ëmsou méi de Stat praktesch keng Infirmièrescarrière brauch a keng Sage-femme-Carrière. Et gëtt wuel Leit mat Infirmièresausbildung, déi fir Stat a Gemenge schaffen, awer net als Infirmière. Duerfir ass et beim Stat net d'Fro, fir dat ze maachen. Mä wou d'Fro sech ka stellen, dat ass an de Kollektivverträg. An de Kollektivverträg sinn d'Sozialpartner dofir zoustänneg, wat se maachen. Mir kënnen an dierfen net elo op eemol soen, wat géif an enger Kollektivvertragsverhandlung erauskommen. Dat ass wierklech net d'Aufgab vun der Regierung. An duerfir mengen ech, déi Fro eriwwregt sech.

An da géif ech déi lescht sechs Minutten mengem Kolleeg, dem Gesondheets- a Sécurité-sociale-s-Minister, iwwerloossen.

M. le Président.- Merci dem Héichschoulminister. An elo kënnt de Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann dem Kolleeg François Biltgen bestätegen, dass mer gewinnt sinn, bridderlech ze deelen. Dat maache mer dann och bei dësem Projet.

Ech si ganz frou, dass mer et fäerdeg bréngen, fir deen heite Projet iwwert d'Bühn ze bréngen, net - an ech wëll dat ënnersträichen -, net elo fir prioritär d'Infirmiersausbildung ze reforméieren. Mä fir, grad wéi mer virun enger décker Woch eis a Konformitéit gesat hu mat der Transpositioun vun der Direktiv bei den Dokteren, Veterinären, an, an, an, dat och elo bei anere Professiounen ze maachen, well - an dat ass richteg, wat de François Biltgen gesot huet - mir hätten dat Gesetz hei net gebraucht, fir am Hierscht kënne mat där neier Formatioun vun den Infirmieren an Infirmièren unzefänken. Do hu mer d'Weiche viru laange Méint gesat, an d'Schoul huet an der Zwëschenzäit eng exzellent Aarbecht geleescht, fir och kënnen am Hierscht prett ze sinn, fir ënnert deene beschtméiglechen, soe mer dat emol esou, Konditioune kënnen déi nei Formatioun ulafen ze loossen.

Et deet mer e bësse leed, dass d'Madame Brasseur hei gesot huet, si géif hire Vote ofhängeg maachen - also tëschent enger Enthalung oder engem negative Vote - vun den Äntwerten, déi d'Regierung géif op déi gestallte Froe ginn. Et deet mer leed, well eigentlech d'Madame Brasseur déi Éischt hätt misse sinn, fir sech iwwert dëse Projet ze freeën, well dëse Projet dat realiséiert, wou d'Madame Brasseur hänke bliwwen ass an där vir-viregter Regierung.

(Interruption)

Si huet déi heite Reform, obwuel se et wëlles hat, net iwwert d'Ronne bruecht, well déi Propositiounen, déi se gemaach hat, hänke bliwwe sinn an net vum Secteur akzeptéiert gi sinn. Well d'Madame Brasseur de Schülerinnen a Schüler vum Lycée technique des professions de santé net méi Zäit wollt ginn, mä méi Stonnen an e schonn iwwerfëllte Programm wollt erapaken.

Duerfir ass se deemools hänke bliwwen, an ech bedaueren, dass se sech net mat eis freet, dass déi jonk Leit elo endlech déi Zäit kréien, déi se brauchen, fir kënnen déi Formatioun an deene beschtméigleche Konditiounen ze maachen. Elo hätt ee kënne soen…

(Interruption)

Elo hätt ee kënne soen…

Une voix.- Siwe Joer hutt Der gebraucht!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Oh, dat do ass eng al Litanei. Dat ass eng al Litanei, déi just Dir gleeft. Dat do hëlt lech souwisou dobaussen…

(Interruption)

…iwwerhaapt keen of. No siwe Joer weess emol kee méi, wie viru mir Gesondheetsminister war.

(Hilarité et brouhaha général)

Une voix.- Här Di Bartolomeo, dat passéiert lech doudsécher net.

(Interruption)

Un lech denken d'Leit nach 20 Joer, awer leider net positiv!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Den éischten Deel vun Ärem Saz war exzellent, an elo kënnt Der Iech erëm sëtzen.

Une voix.- Mä et muss een ëmmer bis zum Schluss lauschteren.

M. le Président.- Här Minister, loosst Iech net aus der Rou bréngen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech loosse mech net aus der Rou bréngen. Ech wëll och soen, dass et eng Rei vun Explikatioune gëtt, firwat dass mer déi heite Formule net schonn éischter fäerdeg bruecht hunn: Well et eng ganz staark Ausenanersetzung driwwer ginn ass, wéi d'Direktiv ze liese wär. Hei ass se zu Lëtzebuerg laang gelies ginn nom Motto: 4.500 Stonnen oder dräi Joer. Deen „ou" huet awer net entweder/oder, mä geheescht „dat heescht". Also dräi Joer, dat heescht 4.500 Stonnen. Sou ass jiddefalls d'Interpretatioun vun der Kommissioun gewiescht.

Dat war déi éischt Schwieregkeet, do war eng Ausenanersetzung mat der Kommissioun, wou mer gesot hunn, mir hunn déi eng Positioun, d'Kommissioun huet déi aner Positioun. Et gesäit elo esou aus, wéi wann d'Kommissioun Recht géif behalen, soss géife mer dat Gesetz hei net stëmmen.

Deen zweete Problem, dee bestanen huet, dat ass, dass laang ugeholl ginn ass, an d'Kommissioun och net de Contraire gesot huet, dass een d'Ausbildung net däerf an zwee deelen. Dat heescht, net däerf an enger éischter Phas bis op Treizième goen, Douxième, Treizième an dann hannendrun eigentlech déi zwee Joer drunhänken, well dat enger Zweedeelung vun der Ausbildung géif entspriechen. Ech war ee vun deenen, déi ni dru gegleeft hunn, dass dat esou wär. Mä et huet laang gebraucht, bis dass d'Kommissioun sech endlech geäussert huet a gesot huet, dat ass kee Problem, fir dat esou ze maachen. An dunn hu mer et direkt gemaach.

Ech si ganz frou, glécklech doriwwer, dass mer et hei ronnbréngen, fir deene jonke Leit, déi eng schwéier Ausbildung gewielt hunn… Ech hu selwer do e jonkt Meedchen, dat déi dote Formatioun mécht. An ech kann et mat anere Formatioune vergläichen. Wann déi jonk Meedercher a Jongen hiren Ofschlossdiplom kréien, dann hu se e verdéngt, well se derfir geschafft hunn. Et ass net dee liichteste Wee; an där doter Formatioun ass et ee vun deene ganz schwéiere Weeër. An ech sinn dofir ganz frou doriwwer, dass se déi Zäit kréien.

Zu de Rémunératiounen oder zu de Carrièrë wëll ech just dat bestätegen, wat de François Biltgen gesot huet. D'Infirmieren an d'Infirmièren hei zu Lëtzebuerg gi gutt bezuelt. An et kommen der vun dobaussen, déi vill méi Joren um Pelz, um Bockel hu wéi eis, well se mengen, dass se hei ganz exzellent bezuelt ginn.

Wann een d'Basiscarrière hëlt, kann een doriwwer diskutéieren. Wann een awer all déi Carrièren, déi hannendrunhänken, oder déi Responsabilitéiten, déi hannendrunhänken, mat erabezitt, da kann ee soen: Déi Carrière ass honorabel bezuelt; net ze vill, well déi Efforten, déi gemaach ginn, déi si proportionell.

Ech hu vollt Vertrauen an d'Sozialpartner, wann déi nei Carrière oder wann déi nei Ausbildung dann do ass - dat dauert ëmmerhi bis 2014 -, dass se da wäerten déi noutwendeg Verhandlungen am Rahme vun der Tarifautonomie féieren. Déi Tarifautonomie, déi awer och Rücksicht muss drop huelen, wéi vill Moyenen disponibel sinn. Dofir mengen ech, dass een haut ka Vertraue schenken, dass déi Basis, déi mer hei setzen, och zu deenen noutwendegen Diskussioune wäert féieren, fir Konsequenzen doraus ze zéien.

Ech wëll drun erënneren, dass net all Reform vun Ausbildungen automatesch ëmmer zu massiivste Lounerhéijunge gefouert huet. Ech erënnere just un d'Joer '99, wou mer d'Polizei reforméiert hunn, zwee Joer Ausbildung drugehaangen hunn, a wou ausser enger Prime näischt Dramatesches erauskomm ass. Mä bon, dat ass net meng Saach, do soll een d'Tarifautonomie spille loossen, an da gesi mer weider.

Ech wëll der Chamber en häerzleche Merci soen, dass, nodeem mir op den Zuch opgeklomme sinn, se gréngt Liicht gëtt, fir dass deen Zuch an d'Gare kënnt. Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung.

(Interruption)

D'Madame Brasseur hëlt nach eng Kéier gär d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech wollt Parole après ministre, ëmsou méi de Minister gemengt huet, en hätt missen déi Politik, déi ech viru siwe Joer gemaach hunn, hei attackéieren.

Une voix.- Ooohhh!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Firwat? Dat huet en…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech maachen dat net, just d'Leit um Terrain hunn dat gemaach.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo, dat ass Är Interpretatioun. E gëtt och elo nach... Neen, ech wëll wierklech net e Qualificatif gebrauchen iwwert dat, wat Dir am Moment maacht. Dat ass am Fong indigne, wat Der maacht. Mä dat ass awer net esou schlëmm.

Une voix.- Ooohhh!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech wëll just...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Madame Brasseur, Frust ass dat Schlëmmst, wat et gëtt am Liewen.

M. le Président.- Här Minister, da loosst elo d'Madame Brasseur ausschwätzen, wann ech gelift!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Wat wor de Souci deemools? Dat wor eben de Souci och, well een huet missen Äntwert fannen, ob dat do net ze vill en negativen Impakt hätt op de Käschtepunkt vun onsem Gesondheetswiesen.

Une voix.- Haha!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Mir kruten dorop keng Äntwert haut. An ech mengen, dat muss awer onse Souci sinn,…

(Interruption)

…well mir mussen dach wëssen, wat onst Gesondheetswiese muer an iwwermuer kascht.

Ech si ganz dermat d'accord, dass déi Leit en onwahrscheinlech schwéiere Beruff hunn. Et brauch een Engagement derfir, et brauch ee Kompetenz derfir an eng gutt Ausbildung. An et kann een net soen, dass déi Leit, déi elo um Terrain sinn, net gutt ausgebilt woren. Dat, eng allgemeng Remarque.

Ech wëll awer nach eng Fro stellen, op déi ech keng Äntwert krut, déi och d'Chambre des Salariés opwerft. Jo, d'Madame Frank schéngt net frou ze sinn, wann ech nach eng kleng Fro stellen, mä déi Fro wor awer déi vum Bac.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Wat hunn ech dann elo verbrach?

(Interruptions)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech hat gefrot, ob e Bac automatesch géif décernéiert ginn, well dat net an den Texter steet. D'Chambre des Salariés werft et op, ech hat et opgeworf. Ech mengen net, dass ech dorop eng Äntwert krut. Gëtt den Text dat genee hier? Wa jo, op wellecher Plaz? Oder kréie mer duerno Schwieregkeeten?

M. le Président.- Här Minister, wann ech gelift.

Une voix.- Da provozéiert net, Madame Frank!

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Ech zitéieren aus dem Bréif, deen d'Schoulministesch - dee kennt Der, well deen ass och an der Kommissioun ausgedeelt ginn - un d'Direktere geschriwwen huet: «Au terme de la classe de treizième, les élèves se présentent à l'examen de fin d'études secondaires techniques pour obtenir le bac technique.»

An dofir ass jo déi ganz Diskussioun gewiescht. Mir haten déi och an der Chamberskommissioun, ech mengen, et war d'Madame Dall'Agnol, déi déi opgeworf huet, well de Statsrot gesot huet: Am Ausland geet een net esou wäit, an do si manner Stonnen. Woufir? Mä well mir relativ vill theoretesch Stonnen hei ubidden, well mir ebe just gären hätten, dass se de Bac technique hunn.

Do ass jo déi ganz Diskussioun komm. Am Ausland hu se net onbedéngt ëmmer e Bac. Hei si ganz grouss Culture-générale-Stonnen derbäi, an dofir hunn déi praktesch gefeelt. An dofir ass d'Iddi komm, well och d'Associatiounen dergéint waren, fir ze soen: Elo gëtt manner Culture générale gemaach, well se net wollten de Bac technique a Fro gestallt hunn. Dofir ass elo déi Solutioun komm mat dem BTS. Dat ass also net nëmmen ënnerschwelleg, mä ech mengen och ganz konkret kloer de Fall.

M. le Président.- Merci. Domadder wäre mer awer elo wierklech um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6154 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 15 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Raymond Weydert), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: Mme Anne Brasseur.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da kéime mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, de Projet de loi 5861, eng Konventioun iwwert d'Coopération douanière. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo huet kee Riedner sech ageschriwwen, duerfir kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi d'Wuert, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

8. 5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109e et 110e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 5861 soll d'Chamber eng Ëmännerung vun der Konventioun iwwert de Conseil de Coopération douanière unhuelen. Domadder kann d'Europäesch Unioun als volle Member der Organisation mondiale des douanes bäitrieden.

D'Organisation mondiale des douanes - oder, wéi se fréier geheescht huet, de Conseil de coopération douanière - gouf 1947 gegrënnt. Si huet am Ufank aus 13 europäesche State bestan. D'Zil war deemools, eng oder méi Zolluniounen tëschent de Memberstaten ze schafen.

1948 goufen zwee Comitéë gegrënnt: de Comité économique an de Comité douanier. Aus dem Comité économique ass déi heiteg OCDE entstan. Aus dem Comité douanier ass de Conseil de coopération douanière ginn; an ëm dee geet et och haut.

'52, wéi de Conseil de coopération douanière offiziell gegrënnt gouf, hunn deemools 17 State matgemaach. No an no sinn esou vill Membere bäikomm, datt 1994 décidéiert gouf, de Conseil de coopération douanière ëmzenennen an eng „Organisation mondiale des douanes". Haut zielt dës Organisatioun 176 Memberen. D'Membere vun der OMD representéieren net manner wéi 98% vum gesamten internationalen Handel.

Här President, ech hu virdru gesot, datt dat urspréinglecht Zil vun dem Conseil de coopération douanière et war, eng Zollunioun tëschent senge Memberstaten ze schafen. De sougenannte GATT-Accord - also den Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - ënnerstëtzt expressis verbis d'Schafung vun Zolluniounen a Fräihandelszonen tëschent senge Memberen.

A wat wär haut wuel e Verband vun Zolluniounen, wann net d'Europäesch Unioun géif derzou gehéieren? D'Europäesch Unioun ass mat 500 Milliounen Awunner ee vun deene gréisste Wirtschaftsraim vun der Welt, an d'Realisatioun vun enger Zollunioun war och dat éischt Zil vun der Europäescher Unioun gewiescht.

Den 19. Mäerz 2001 huet duerfir den EU-Conseil d'Kommissioun beoptragt, mat der OMD d'Adhésioun vun der Europäescher Unioun un d'OMD ze verhandelen. D'Europäesch Unioun sollt vollberechtegte Member vun der OMD ginn, deen dann déiselwecht Rechter an och Flichten hätt wéi d'Nationalstaten, déi bei der OMD Member sinn.

2006 sinn dës Verhandlunge positiv ofgeschloss ginn. Fir awer kënnen der EU ze erlaben, sech der OMD unzeschléissen, huet missen d'Konventioun vun der OMD ëmgeännert ginn, well net virgesi war, datt aner Entitéite wéi State kënne Member vun der OMD sinn. Duerfir gesäit den Amendement zur Konventioun iwwert de Conseil de coopération douanière vir, datt eng Zollunioun oder och eng Wirtschaftsunioun ka Member vun der OMD-Konventioun ginn.

D'Memberschaft vun der EU an der OMD ännert näischt um Memberstatut a Stëmmrecht vun de Staten, déi Member vun der OMD a vun der Unioun sinn. Natierlech muss hei der Kompetenzverdeelung tëschent der EU an hire Memberstate Rechnung gedroe ginn. An den Exklusivkompetenze vun der Unioun, wou d'Douane sécherlech eng vun deene wichtegsten ass, gëtt eng EU-Positioun adoptéiert. An deene Beräicher, wou sech d'EU an hir Memberstaten d'Kompetenzen deelen, gëtt versicht, eng gemeinsam Positioun ze vertrieden.

Dëst reflektéiert och den Artikel 209 vum Traité, dee seet, datt: «L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés aux articles 21 du traité sur l'Union européenne et à l'article 208 du présent traité. Le premier alinéa ne préjuge pas les compétences des États membres pour né-

gocier dans les instances internationales et conclure des accords.»

Här President, de Statsrot huet dëse Gesetzesprojet positiv aviséiert, an d'Commission juridique recommandéiert eestëmmeg, dëse Projet ze stëmmen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Wéi mer dat vun him gewinnt sinn, war e méi wéi komplett an detailléiert, esou datt sech all aner Interventioun eriwwregt. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5861 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Raymond Weydert), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Marc Spautz), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Claude Haagen);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um hallwer dräi zesummen. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.53 heures)

SÉANCE 44 MERCREDI, 14 JUILLET 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. 6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Claude Haagen, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann, M. Claude Adam*
- *M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6147 - Projet de loi

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Ali Kaes (M. André Hoffmann pose une question), M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Lucien Clement*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6110 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;

B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;

C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. André Hoffmann*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. François Bausch pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Fernand Kartheiser*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents

- *Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Raymond Weydert*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (M. Xavier Bettel pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux

- *Rapport de la Commission du Règlement: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Lydie Polfer, M. Gast Gibéryen, M. Félix Braz, M. André Hoffmann, M. Ben Fayot*
- *Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

d'Chamber online op www.chd.lu

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Projet de loi hu mer haut de Mëtten de Projet de loi 6123 iwwert den ILR. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Haagen, den Här Colombera an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

1. 6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de virleiende Projet de loi soll dat scho modifizéiert Gesetz vum 30. Mee 2005 eng weider Kéier änneren. Dass dat Gesetz eng Modifikatioun erfiert, berout op der Emsetzung vun der europäescher Direktiv 2009/140.

D'Änneruncge bezéie sech an der Haaptsaach op, éischtens, d'Organisatioun vun dem ILR, dem Institut Luxembourgeois de Régulation, an zweetens, der Modifikatioun am Regime vun den Traitementer bei de Fonctionnairen, déi an deem ILR beschäftegt sinn.

An der Mëtt vun den 90er Joren ass um europäeschen Niveau décidéiert ginn, de Beräich vun den Telekommunikatiounen ze liberaliséieren, fir dass eng méi grouss Konkurrenz entstoe kéint. D'Chamber huet am Joer 1997 e Gesetz gestëmmt, dat den Telekommunikatiounsmonopol vun der Post ofgeschaaft huet. Am Kader vum deem Gesetz gouf och een onofhängegt Institut an d'Liewe geruff, dat d'Konkurrenz op deem neien a fräie Maart vun den Telekommunikatioune reguléieren an iwwerwaache sollt.

Am Joer 2000 huet den Institut Luxembourgeois des Télécommunications weider Regulatiounskompetenzen am Beräich vum Energiemaart an de Postdéngschter kritt. Dës Entwécklung huet derzou gefouert, dass dat Organ an den Institut Luxembourgeois de Régulation, den ILR, ëmgenannt ginn ass. A well deem seng Missioune sech net méi eleng op de Beräich vun der Telekommunikatioun beschränkt hunn, gouf dunn am Joer 2005 décidéiert, den ILR aus dem Telekommunikatiounsgesetz erauszehuelen an d'Organisatioun vun dem ILR an engem eegene Gesetz festzeleeën.

Dierf ech nach drop hiweisen, dass den ILR en Établissement public indépendant ass, deen d'Personnalité juridique huet.

Mat dem virleiende Gesetzesprojet soll dat Gesetz vum 30. Mee, wéi gesot, 2005 op zwee Punkte geännert ginn. Et ass virun allem de Paragraph 4 vum Artikel 11, deen eng Incompatibilitéit virweist, an dat am Zesummenhang mat der Onofhängegkeet vun den nationalen Autoritéiten, déi d'Regulatioun an hirer Attributioun hunn.

Et gëtt vun der Europäescher Kommissioun verlaangt, dass jiddwer Memberstat derfir suerge muss, dass déi agesaten Instanze fir d'Regulatioun eng kloer juristesch Trennung par rapport zu den ausgeféierten Déngschtleeschtungsservicer hunn. Dat hu mer ënner anerem bei der Versuergung mat der elektrescher Energie an an dem Äerdgas souwéi och bei de Réseauen an de Servicer vun den Telekommunikatiounen.

Et gëtt verlaangt, dass d'Memberstaten dem Régulateur och déi finanziell Mëttelen an dat néidegt Personal bereetstellen, fir dass dee seng Aufgab en toute indépendance duerchféiere kann. Mat dem Gesetz vum 30. Mee 2005 huet de Régulateur och deemools eng eege Kontabilitéit kritt.

Dräi vun de fënnef Direktiven aus dem europäeschen Telekom-Pak bedéngen déi Änneruncgen um Gesetz vun dem ILR. Dës dräi europäesch Direktive behandelen: de communautäre Kader, den Zougank an d'Autorisatioune vun den elektronesche Kommunikatiounsréseauen an och den Déngschtleeschtungsservicer.

Ënnert dësen Direktiven ass virun allem d'Kaderdirektiv fir d'Änneruncg vum ILR-Gesetz verantwortlech, well den Artikel 3 vun der Direktiv net méi mat verschiddenen Artikele vun dem aktuellen ILR-Gesetz kompatibel ass. Deen Artikel bestëmmt nämlech, dass déi national Regulatiounsautoritéit - bei eis eben den ILR - komplett onofhängeg vun aller staatlecher Kontroll funktionéiere muss. Dat ass bis elo net de Fall, well d'Regierung ee Wuert bei der Aart a Weis, wéi den ILR schafft, matzeschwätzen huet.

Mat dem virleiende Gesetzesprojet kritt den ILR awer dës Onofhängegkeet, fir seng Regulatiouns- an Iwwerwaachungsmissiounen ouni Afloss vun dobaussen duerchzeféieren. Weder d'Regierung nach eng europäesch Institutioun oder soss en Organ däerf sech an d'Aarbecht vum ILR amëschen. Duerfir ginn all déi Artikelen, déi bis elo eng staatlech Amëschung erlaben, am ILR-Gesetz gestrach. Dat huet dann och zur Konsequenz, dass den ILR säi Budget a seng Konte selwer unhëlt an net méi wéi elo d'Zoustëmmung respektiv d'Décharge vun der Regierung muss kréien.

De Statsrot geet a sengem Avis op déi komplett Onofhängegkeet an, déi den ILR an Zukunft kréie soll, well jo an der Direktiv „en toute indépendance" erausgehuewe gëtt. Hir verweist an deem Kontext op en Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff, deen an enger Geriichtsaffär tëschent der Europäescher Kommissioun an Däitschland d'Definitioun vun dem Begréff „en toute indépendance" beliicht huet.

Den Europäesche Geriichtshaff hält fest, dass Onofhängegkeet fir ee staatlecht Organ bedeit, a kompletter Fräiheet ze handelen, ouni vu baussen op direkt oder indirekt Aart a Weis ënner Drock gesat ze ginn a gesot ze kréien, wéi d'Aarbecht dann elo muss funktionéieren. Fir de Statsrot huet de Begréff „en toute indépendance" deemno fir all europäesch Gesetzestexter ze gëllen, deemno och fir déi Instituter, déi mat der Regulatioun ze dinn hunn, deemno och eisen ILR.

De Statsrot ass sech awer bewosst, dass esou eng komplett Onofhängegkeet vun engem Organ net géint déi Lëtzebuerger Verfassung verstoussen dierf, déi jo d'Kreatioun vun öffentlechen Ariichtunge mat enger grousser Selbststännegkeet par rapport zu der Autorité de tutelle, där se ënnerstallt ass, erlaabt. Et dierf awer net derzou féieren, dass et zu engem Stat am Stat kënnt.

An hirem Avis weist d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics drop hin, dass et bei der Gestioun vun de finanzielle Mëttelen eng kloer Transparenz muss ginn, well et geet hei ëm héich Montanten. De Gouvernement muss ëmmer en Droit de regard op d'Konte vun dem ILR behalen.

No dëse Bemierkungen, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Här President, wëll ech déi wichtegst Elementer vum Gesetzestext nach eng Kéier virdroen.

Am Artikel 2 gëtt drop higewisen, dass de Siège vun dem ILR wuel an der Stad Lëtzebuerg ass, deen awer kann an eng aner Lokalitéit déplacéiert ginn, wann et de Wonsch vum Opsiichtsrot wär.

Am Artikel 3 geet et drëm, dem ILR ze erlaben, en toute indépendance seng zougewise Missiounen am Beräich vun der Regulatioun an de wirtschaftleche Secteuren, den Entreprisen an Opérateuren duerchzeféieren.

Den Artikel 4 ënnersträicht hei, dass de Stat net responsabel ka gemaach gi fir déi Décisiounen, déi den ILR geholl huet.

Am Artikel 5 gëtt kloergemaach, dass den ILR an och kee vu senge Memberen a sengen Organer eng Instruktioun vu baussen dierf sollicitéieren an och net unhuelen. Et gëtt ënnerstrach, dass d'Nominatioun vu Fonctionnairen an den ILR-Opsiichtsrot keng Atteinte op deem seng Onofhängegkeet bedeit. D'Membere vum Opsiichtsrot hunn näischt mat der Regulatioun ze dinn. Duerfir ass d'Direktioun ganz eleng responsabel. Op deem Niveau vun der Direktioun gëtt jo och dann eis Direktiv ëmgesat. An de Kompetenzberäich vum Opsiichtsrot falen nëmmen, an nëmmen, déi administrativ Ugeleeënheeten.

Am Artikel 6 gëtt op de Réviseur de comptes vun dem ILR higewisen.

Den Artikel 7 - interessant hei - hält fest, dass d'Unzuel vun de Memberen aus der Direktioun elo vun dräi op fënnef Leit eropgehuewe gëtt. Dat ass bedéngt duerch déi méi Aarbecht, déi elo op den ILR zoukënnt, och an der Zukunft.

An d'Dauer vun dem Mandat gëtt elo op maximal zweemol fënnef Joer fixéiert. Zu deem Punkt hat sech eis Chamberskommissioun vill Gedanke gemaach, ass dach d'Dauer vun de Mandate vu Fonctionnairen, déi eng Fonction dirigeante hunn an enger staatlecher Verwaltung, normalerweis nom Gesetz vum Dezember 2005 op siwe Joer festgehale ginn.

Et ass awer vun der Regierung erkläert ginn, dass d'Dauer vu fënnef Joer op dem europäeschen Niveau Usus ass, an duerfir och hei fënnef Joer festgehale ginn ass. Fir d'Chamberskommissioun wor et awer logesch, dass déi Limitatioun vun zweemol fënnef Joer eréischt mat dem Akraafttriede vun dësem Gesetz rechtens gëtt, wat jo och eng direkt Inzidenz op déi bestehend Mandater momentan huet.

Während der Dauer vun hirem Mandat kënnen d'Membere vun der Direktioun, dat heescht den Direkter mat senge véier Adjoint-Direkteren, net aus hirer Responsabilitéit entlooss ginn, ausser bei Fautes graves. Dem suspendéierte Member stinn dann eng Rei vu Méiglechkeeten zur Défense zur Säit.

Ech kommen zum Schluss. An dem Artikel 11 ënnersträicht den ILR seng Onofhängegkeet doduerch, dass hie säi Budget a seng Konte selwer unhëlt, an net méi wéi bis elo d'Zoustëmmung respektiv d'Décharge vun der Regierung muss kréien. Ausserdeem soll den ILR an Zukunft e Réviseur d'entreprise fir dräi Joer nennen. Dee kontrolléiert, ob d'Konte vum ILR och an der Rei sinn. An deem säi Mandat ass op dräi Joer renouvelabel agestallt.

No dësen Ausféierunge wëll ech dann d'Chamber bieden, dësem Gesetzesprojet zouzestëmmen, esou wéi dat d'Chamberskommissioun mat grousser Majoritéit ugeholl huet. Ech brengen den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. Als éischt Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, den Här Rapporteur huet jo elo en détail explizéiert, wat an deem Projet de loi steet, an ech well em och duerfir félicitéieren.

Ech géif wëllen dräi Remarquë maachen, déi eng iwwert de Mandat, déi zweet iwwert d'Établissements publics an déi drëtt iwwert d'Sanctions extrajudiciaires.

Zu de Mandater. Mir hunn hei en Établissement public, wou de Comité de direction e Mandat vu fënnef Joer huet, deen eemol renouvelable ass, fir eben d'Independenz ze garantéieren. Mir hunn aner Établissements publics, wou d'Mandater sechs Joer sinn, wéi bei der Commission nationale pour la Protection des Données. Bei der Cour des Comptes, dat ass keen Établissement public, mä do sinn et och sechs Joer. Et sinn der siwe bei den héije Fonctionnairen, do ass et renouvelabel.

Ech weess, dass et eng Circulaire vun der Regierung gëtt, déi seet, déi Mandater sollen op fënnef Joer limitéiert ginn. Duerfir wéilt ech den Här Minister froen, ob en net mengt, dass do misst Kohärenz an de System bruecht ginn an dass all déi Mandater sollten op een Niveau regléiert ginn.

Dat Zweet, dat ass d'Instrument Établissement public, wat et hei gëtt, dat gëtt et och an anere Fäll, wéi bei der Dateschutzkommissioun oder bei der CSSF. An do musse mer ons all zesummen iwwerleeën, ob den Établissement public dat richtegt Instrument ass, fir deenen Aufgabe gerecht ze ginn, well all Kéiers, wa mer un d'Gesetzer ännere ginn, da stousse mer awer op d'Limiten, well den Établissement public net dat richtegt Instrument ass. An ech mengen, et wär gutt, wa mer ons zesumme géifen iwwerleeën, wellech Form mer kënne fannen, fir esou e Genre vu Kontrollinstanzen ze strukturéieren, fir hinne wierklech eng Struktur ze ginn, déi hirem Objet och méi gerecht ka ginn.

An dat Drëtt, dat sinn d'Sanctions extrajudiciaires. All déi Etablissementer kënnen, well et Regele gëtt, wann ee géint déi Regele verstéisst, Sanktiounen ausschwätzen. Dat muss och sinn, well wann dat net wär, da wär et effektiv - fir en Term vum Minister ze gebrauchen - e Pabeiertiger, wat et awer net däerf sinn.

Duerfir, d'Fro, déi ee sech awer muss stellen, ass: Wéi wäit kënne mer goe mat deene Sanctions extrajudiciaires? Empiétéiere mer do net op d'Gebitt vun der Justice? An duerno wäert den Här Bettel an engem anere Projet, nämlech deem iwwert d'CSSF, dorop agoen. Dat stellt Problemer duer. Och dat, mengen ech, misste mer ons zesummen iwwerleeën, net dass mer Instrumenter schafen, mat deene mer duerno Problemer kréien.

Mir verspriechen ons selbstverständlech net, dass Sanktioune vun esou Organer kënnen ausgesprach ginn, mä et muss eng kloer Délimitatioun kommen tëschent deem, wat judiciaire ass, an deem, wat extrajudiciaire ass.

Déi dräi Remarquë wollt ech am Zesummenhang mat dësem Projet maachen, Här President, an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Hären, ech géif dem Rapporteur, dem honorabelen Deputéierten, dem Här Oberweis, villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen an mëndleche Rapport.

Den ILR huet am Laf vun de Joren ëmmer méi Kompetenze kritt, déi haut d'Telekom, de Stroum an de Gas betreffen. Haut kënnt an dëser Sitzung och nach de Beräich vum Ferroviaire derbäi, de Projet de loi 6110, an an Zukunft wäerten och d'Servicepostauxen derbäikommen.

Dem ILR seng Aarbecht ass fir vill Leit net visibel an net ëmmer ganz verständlech. Mä den ILR erfëllt an eiser Gesellschaft, wou ëmmer méi Servicer liberaliséiert ginn, ob een dat elo gutt oder schlecht fënnt, déi fréier ënnert der staatlecher Responsabilitéit stoungen, eng ganz wichteg Roll, wat de Schutz vum Konsument ugeet, an d'Garantie, dass den Utilisateur de beschtméigleche Service ugebuede kritt.

Fir awer konform ze si mat den europäeschen Direktiven, déi eng méi grouss Autonomie vun de Regulatiounsinstituter fuerderen - si mussen en toute indépendance schaffe kënnen -, mussen eng Rei Artikelen aus dem modifizéierte Gesetz vun 2005 geännert ginn. Dat ass den Objet vun dësem Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen.

Dës Änneruncgen hunn als Zil, d'Interventiounsméiglechkeeten, déi d'Regierung um ILR huet, ganz ze eliminéieren, zum Beispill: d'Recht, d'Konten an de Budget vum ILR ze approuvéieren, eng Autorisatioun ze gi fir d'Indemnitéiten, d'Primen an aner Virdeeler, déi der Direktioun an dem Personal zougesprach ginn, an d'Nominatioun vun de Konteréviseure vum ILR.

Des Weidere ginn d'Membere vun der Direktioun, et sinn der elo bis fënnef, irrévocabel; et ass schonn ugeschwat ginn. D'Gesetz iwwerhëlt do Wuert fir Wuert d'Formulatioun, déi sech an der Verfassung op d'Riichtere bezitt.

Och wann d'Verfassung et zouléisst, dass een Établissement public an dësem Fall esou een Niveau vun Onofhängegkeet kritt, sinn all déi Dispositiounen, op déi ech net weider aginn - de Rapporteur huet dat jo scho ganz gutt gemaach -, op den éischte Bléck awer beonrouegend.

Esou wéi de Statsrot et formuléiert huet, entsteet hei e Stat am Stat, dee sech ëmmer méi de legislativen an exekutive Pouvoiren entzitt. Dëst stellt dann natierlech d'Fro vum Fonctionnéiere vun engem demokratesche Stat. Et soll een nämlech

och net aus den Ae verléieren, datt den ILR en annuelle Budget vu ronn 5,5 Milliounen Euro huet, dee sech aus de Bäiträg vun deene verschiddenen Opérateuren zesummesetzt, déi à contribution gezu ginn, fir ee Service ze erleedegen, deen d'utilité publique ass.

Dowéinst fuerdere mir als Sozialisten, dass d'Cour des Comptes, déi den ILR am Moment net kontrolléiert, dat an Zukunft soll maachen. An trotzdeem ass déi Onofhängegkeet vum ILR wichteg, fir sämtlech Conflit-d'intérêten ze verhënneren, déi kéinten entstoen, wann de Stat e Matsproocherecht, ënner wellecher Form och ëmmer, beim ILR hätt.

Mat dëse Remarquë bréngen ech den Accord vun der LSAP an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haagen. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e Merci un den Här Oberweis fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht, well e war ganz explizit.

Den ILR kritt mat dësem Gesetz eng méi grouss Indépendance. Hien ass chargéiert, fir verschidden ekonomesch Secteuren ze reguléieren, ënner anerem de Réseau vun den Telekommunikatiounen, den Transport an d'Distributioun vum Gas, den Transport an d'Distributioun vum Elektreschen, d'Postservicer. Hien ass zoustänneg fir d'Gestioun an d'Koordinatioun vun de radioelektresche Frequenzen, an en ass och zoustänneg fir de Contrôle vum Eisebunnsmarché.

Eis eenzeg Suerg, déi elo ass, ass déi heiten: Ass den ILR à même, fir eleng als eenzeg Institutioun dës vill Secteuren ze reguléieren, oder wär et besser, wann zwou oder dräi esou Institutiounen do wären? Wéi den Här Haagen gesot huet, de Budget, deen ass 5,5 Milliounen Euro, a mir sinn och derfir, dass d'Cour des Comptes den ILR awer misst an deem Beräich do kontrolléieren. A wa mer vun „indépendant" schwätzen, hoffen ech och, dass et déi politesch Indépendance ass, net dass den ILR iwwerall indépendant ass, ausser politesch. Dat wär natierlech net ze begréissen.

Dat gesot, Här President, gi mer den Accord zu dësem Projet. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech wëll mech beim Vote enthalen, aus zwee Grënn.

Deen éischten, dee wäert Iech wahrscheinlech net ganz staark verwonneren. Deen Institut de Régulation ass natierlech eng Konsequenz vun der Liberaliséierungspolitik um europäeschen Niveau. A vu dass ech mat där net d'accord sinn, kann ech eigentlech iergendengem Gesetz, wat sech op deen ILR bezitt, och eigentlech meng Zoustëmmung net ginn.

Deen zweete Grond, deen ass awer e bësse méi grondsätzlech. An zwar hunn ech e Problem am Zesummenhang mat eiser konstitutioneller Uerdnung, an zwar virun allem mat där fundamentaler Fro vun der Gewaltentrennung, déi jo eigentlech d'Basis ass vun eise moderne Constitutiounen.

De Statsrot, dee setzt sech relativ laang mat der Fro vun der Onofhängegkeet ausenaner, also mat dem Begréff „en toute indépendance", deen hei am Gesetz gebraucht gëtt fir den ILR. An de Statsrot kënnt zum Schluss, dass dat heescht, dass deen Institut de Régulation e Pouvoir normatif hätt; dat heescht also, de Pouvoir, fir allgemeng gülteg Regelen opzestellen, a souguer, wéi mäi Virriedner nach eng Kéier hei ënnerstrach huet, verbonne mat Sanktiounen.

Da stellt sech natierlech fir mech d'Fro, wou an der Struktur vun deenen dräi Gewalten, vun eisen dräi traditionelle Gewalten, wou dann elo deen normative Pouvoir do eigentlech ugesiedelt ass. Ass en ugesiedelt bei der Exekutiv? Wa jo, da sténg en ënnert der Kontroll vun der Legislativ. Dat ass awer manifestement hei net de Fall.

Dës Problematik, déi gëllt iwwregens net nëmme fir den ILR, déi gëllt och fir aner Strukturen, déi mer zounehmend kreéieren, virun allem mam Kontext vun der Europäescher Unioun, wéi zum Beispill fir d'Zentralbanken. Do hu mer eng ähnlech Problematik vun där „en toute indépendance". Ech sinn also der Meenung, dass eigentlech hei eng grondsätzlech Reflexioun iwwer eis Verfassungsuerdnung misst gefouert ginn, fir ze wëssen oder fir ze klären, ob mer net hei e Grondprinzip vun eiser Verfassung eigentlech a Fro stelle mat der Schafung vun esou Strukturen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Den Här Adam huet nach d'Wuert gefrot.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, an ech wollt och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

Mir sinn der Meenung, datt, éischtens, den ILR bis elo eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet. A mir mengen och, datt et wichteg ass, datt mer e staarke Régulateur hunn. Dat ass besonnesch wichteg fir e klengt Land, well déi Spillregelen, déi musse jo iwwerall agehale ginn. An e klengt Land huet en absoluten Intérêt drun, wann et e staarke Régulateur huet, well dee jo déiselwecht Regele muss anhalen, déi sech jo och net selwer ginn, mä déi se mussen ëmsetzen, déi vu Bréissel kommen. An duerfir hu mir als klengt Land wierklech e staarken Intérêt drun. Duerfir eisen Accord.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Elo kritt den Här Kommunikatiounsminister François Biltgen d'Wuert.

(Interruption)

Zéng Minutten.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Zéng? Oh, dat ass gutt. Zéng geet duer. Ech brauch se awer.

Merci, Här President. Et ass fir mech elo de sechste Projet zënter gëschter.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sidd selwer dru schëlleg.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Jo. Ech kommen drop zréck, Här Bettel. Am vorauseilenden Gehorsam sot Der dat. Ech si gëschter oft als Turbominister tituléiert ginn. Fir déi eng war dat negativ, fir mech war dat éischter positiv. Ech hat effektiv zwee Turbodeeg.

De Moien hunn ech zesumme mat der Kolleegin Octavie Modert en Accord mat der CGFP ënnerschriwwen, dass näischt an de Gehälter dëst Joer bäikënnt, wat ech awer fannen, wat och e wichtegt Signal ass, dass eng Regierung an eng Gewerkschaft dat dote kënnen zesummen décidéieren. Wat och e wesentlecht Signal ass fir de Sozialdialog, ëmsou méi, wou d'CGFP sech d'accord erkläert huet, mat der Regierung iwwert d'Gehälterreform ze diskutéieren.

An ech mengen, dass dat och e gutt Zeeche fir eist Land ass, dass mer och schwiereg Saache kënnen ausdiskutéieren, duerchdiskutéieren. Dat bréngt mech zréck zu dem Turbominister.

Une voix.- Aaahhh!

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ech gi gären zou - an Dir wësst, dass et eigentlech net meng Method ass an dass ech versichen, vill Projeten zäiteg ze deponéieren -, vun deene sechs Projeten - an dat ginn ech gären zou -, déi mer zënter gëschter diskutéiert hunn, sinn der eréischt fënnef fréistens am Februar vun dësem Joer déposéiert ginn. Et ass just een - an dat ass deen, deen am mannsten Diskussioune mat sech bruecht huet, wou den Här Roth eleng geschwat huet -, mä all déi fënnef aner - deen ass éischter déposéiert ginn; Äre Projet vu gëschter - sinn eréischt 2010 déposéiert ginn.

An trotzdeem wëll ech hei soen, och wann d'Diskussiounen hefteg waren, ware se gutt. Ech wäert versichen, dass mer an Zukunft méi Zäit hunn, fir ze diskutéieren. Ech sinn awer frou, dass dës Chamber et fäerdeg bruecht huet, fënnef Projeten, déi eréischt zënter kuerzem déposéiert waren, och hei ze diskutéieren an unzehuelen.

Véier vun deene Projete waren an der Kommissioun, déi fir Enseignement supérieur, Recherche, Telekommunikatioun a Medien zoustänneg ass. An ech wëll duerfir haut eppes maachen, wou ech gëschter net d'Zäit hat am Stress, oder vläicht mer net d'Zäit geholl hunn. Ech wëll einfach där Kommissioun Merci soen. Et war fir si net einfach. An éischter Roll wëll ech dem President Merci soen,…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- …dee jo och bei deem ëmstriddenste Projet Rapporteur war, de Lucien Thiel. Well egal wéi quokeleg et ginn ass, wivillmol mer ons hu misse knéien a béien, huet de President - an dee Merci geet awer och un d'Mataarbechter vum Greffe vun der Kommissioun - gesot: „Mir maachen et." An de President huet ni eng Diskussioun ofgewiergt. Jiddweree konnt seng Saache soen. En huet se och hei an der öffentlecher Plénière gesot; an ech mengen, och dat ass wichteg. An duerfir emol mäin éischte Merci un de President.

E Merci un déi dräi aner Rapporteuren, well de President war jo och Rapporteur. E Merci un d'Madame Doerner, déi fir dee juristesch quokelegste Projet zoustänneg war. Merci un d'Madame Andrich, déi jo un deem war, wou wierklech den Turbo am vollste gespillt huet, an déi Nuechten duerchgeschafft huet, fir dat ze maachen.

E Merci schlussendlech un den Här Oberweis, deen hei vill Saache gesot huet, op déi ech nach zréckkommen. Vill fundamental Saachen,…

(Interruptions)

…déi och vu Leit vun der Oppositioun…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Gloden huet nach gëschter geschwat.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- An duerfir geet mäi Merci och…

(Interruption)

Här Bettel, heiansdo muss e Minister och d'Méiglechkeet kréien, Merci ze soen, well de Merci geet och un Är Kolleegen.

M. le Président.- Ech géif elo bieden, dem Här Minister nozelauschteren!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- E Merci geet un all déi aner Memberen. Et ass jo kloer, dass et ëmmer esou ass, dass nëmmen dee Rapporteur ka sinn, deen an der Partei ass vum Minister, mä déi Leit vum Koalitiounspartner an och Leit vun den Oppositiounen hunn och hei eng gutt Roll gespillt.

Ech mengen, si hunn hir Roll gespillt, mä si hunn och gehollef, déi Diskussioune weiderzebréngen. Si wäerten och hëllefen, dass déi Diskussiounen elo net eriwwer sinn. An ech wëll einfach eng Kéier Merci soe fir déi Aart a Weis, wéi mer et maachen.

Ech fannen et e bësse komesch, Här President, dass, wann eng Kéier e Minister Merci seet, e gradesou vill attackéiert gëtt, wéi wann en net zefridden ass.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll déi lescht fënnef Minutten, déi mer zoustinn, benotzen, fir awer op fundamental Froen anzegoen, déi jiddwereen hei opgeworf huet. Dat heiten ass jo esou e Projet, wou dobausse gesot gëtt: Et ass en technesche Projet.

An ech fänken da mam Här Hoffmann un, deen effektiv hei d'Fro gestallt huet: Wie mécht dann och d'Normen? An dat ass eng Fro. Mir sinn et gewinnt…

(Interruption et hilarité)

Ech sinn elo fäerdeg bei Iech, mä Dir sidd net fäerdeg ënner Iech. Dir hutt nach haut a muer.

Mä eng Fro, déi mer hunn, zënterdeem an Europa d'Liberaliséierungswell ugefaangen huet, ass déi: Si mer am kontinentalen, normativen an exekutive System - ech kommen dorop zréck -, oder si mer an engem angelsächsesche System? Déi Autorités indépendantes vun der Regierung, déi sech net am Normative bewegen, Här Hoffmann, mä am Exekutiven - do kommen ech nach eng Kéier drop zréck -, dat ass e System, dee mer net kennen.

An duerfir di mer eis esou schwéier domat, an duerfir sinn all déi Froen, déi d'Kolleegen hei opgeworf hunn, richteg. Well et ass net einfach. A mir hunn eis bis elo net einfach gedoen, an, ech mengen, mir hunn et och net ëmmer esou gutt gemaach, wéi mer et misste maachen, fir op eemol Autorité-indépendanten zu Lëtzebuerg anzeféieren.

Zu Lëtzebuerg gëtt et nëmmen een exekutive System bis elo, dat ass d'Regierung. Mat der europäescher Liberaliséierung kréie mer ëmmer méi Exekutiv, net Normativ. D'Normativ muss ëmmer d'Gesetz maachen. Mir musse kucken, dass d'Gesetz och nach ëmmer dat Normativt behält an net dat Normativt ze vill ofgëtt.

Duerfir soen ech et nach eng Kéier: Et ass net herno den ILR, dee muss décidéieren, ob ee fënnef oder sechs Deeg d'Post ausdréit, mä et ass d'Gesetz, wat et muss décidéieren. Wat d'Gesetz décidéiert, muss et sinn. D'Gesetz muss dat Normativt behalen, och wann Autorités indépendantes d'exécution do sinn. Déi mussen indépendant sinn.

An dat ass jo eng Fro, déi hei diskutéiert gëtt beim ILR. Liest emol den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires. Déi si radikal dergéint. Well déi soen: „Hei muss de Stat, d'Regierung Meeschter bleiwen", währenddeem mer an Europa forcéiert sinn et ze maachen.

Ech mengen och, dass, wa mer d'Liberaliséierung - déi mir als Lëtzebuerg net wollten, dat wëll ech och soen; mir wollten net déi dote Liberaliséierung, op alle Fall net telle quelle -, wa mer déi wëllen zum Benefiss vun de Leit gewannen, da brauche mer Autorités indépendantes, déi zum Beispill, wann et de Betrib Post, dee PT ubelaangt, onofhängeg kënnen décidéieren, wat geschitt.

Op där Pressekonferenz, déi ech am Numm vun der Regierung ginn hunn iwwert d'Postliberaliséierung, sinn ech gefrot gi vu Journalistekolleegen: Majo, kritt dann elo den ILR Zänn? Well et sinn och Leit, déi sinn net zefridde mat deem, wat d'staatlech Post ubitt. Elo kommen d'Reklamatioune bei de Stat. Et ass besser, si komme bei den ILR. Den ILR muss dann och Zänn hunn. An Zänn sinn dat, wat d'Anne Brasseur opgeworf huet, nämlech d'Sanctions administratives, a wat de Claude Haagen och opgeworf huet, d'Sanctions administratives, déi extrajudiciaires sinn. An dat ass extrem wichteg.

Ech mengen och, dass mer an Zukunft musse manner Strofrecht maachen a méi Sanctions administratives. Do, wou Ordre public ass, gehéiert d'Strofrecht hin. Do, wou et Intérêt général ass, gehéiere Sanctions administratives hin. An duerfir mengen ech, dass dat, wat mer hei maachen, richteg ass. Ëmsou méi, wou jo e Recours virgesinn ass. Et ass e Recours virgesi virun dem Tribunal administratif an der Cour administrative.

Et ass also ee Resultat vun deenen indépendanten Organer. D'Madame Brasseur huet richteg hei opgeworf, dass mer ganz vill Ënnerscheeder hu bei de Mandaten an och bei den Établissements publics an och bei den Organes indépendants.

Wéi ech virun 30 Joer zu Paräis op der Uni war, hat ech e Professer, dat war den Doyen Vedel, an dee sot: «L'établissement

public, c'est un fourre-tout juridique.» Mat dem Ënnerscheed, dass et a Frankräich eng Basisgesetzgebung gouf fir en Établissement public, a bei eis iwwerhaapt net. Duerfir géif ech soen: «Chez nous, l'établissement public, c'est un fourre-tout, mais pas juridique.»

Duerfir versiche mer jo och mat Litigen, mat der CGFP, ënner anerem gesot, ze kucken och eis eng Philosophie ze maachen iwwer Établissements publics. Et ass en Ënnerscheed, ob en Établissement public en Organe indépendant ass, dee Pouvoirs exécutifs huet, déi net d'Regierung huet, oder ob et zum Beispill e kulturellt Institut ass. Dat sinn zwee verschidden Établissements publics.

Mir mussen also kucken, verschidde Regelen ze maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Schaack huet viru Joren eng Etüd an Optrag gi gehat iwwert d'Établissements publics. Firwat hu mer dann d'Konklusiounen dovun ni ëmgesat kritt?

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Well mer net eens gi si mat der CGFP fir déi dote Konklusiounen, déi effektiv an enger Etüd erauskomm sinn, déi den Här Schaack an Optrag ginn hat, wéi e Statssekretär fir d'Fonction publique war, well d'CGFP déi dote Konklusiounen net akzeptéiert huet. Duerfir si mer nach a Litige mat der CGFP.

(Interruption)

An dee Litige ass net vidéiert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Deen dauert scho laang, dee Litige!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- De Litige ass eng staatlech Prozedur an déi muss een tant soit peu respektéieren.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Deen dauert elo schonn zéng Joer, dee Litige!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Duerch dee Litige hunn ech et ni fäerdeg bruecht, wéi ech nach eng Kéier Aarbechtsminister war, fir zum Beispill en Établissement public ze maachen an der ADEM. Den Här Schmit seet mer elo, mir packen et och ouni. Tant mieux. Bonne chance! Well et ass wichteg, dass do eppes geschitt.

(Interruptions diverses)

Ech schwätze jo ni iwwer mäin ehemalegt Departement. Ech soe just, dass den Här Schmit do mäin totale Support huet. Sou.

(Brouhaha)

Nach eng Kéier: Mir mussen also en Ënnerscheed maachen och an Zukunft, wat en Établissement public ass, firwat e steet. Mir mussen eppes maache fir Organes indépendants. Duerfir soen ech och, wat d'Mandater ubelaangt, fënnef, siwe Joer musse mer eng Kéier kucken, Streamlining ze maachen. Do soen ech nach eng Kéier: De Fonction-publique-s-Minister oder déi zwee Fonction-publique-s-Ministere wëllen dat maachen am Kader vun der Diskussioun „Gehälterreform".

Och do soen ech: Et ass awer en Ënnerscheed, ob ee President ass, President ass vun…,

(Interruptions)

…ob een Direkter ass vun enger Administratioun oder President ass oder Directeur général vun engem Organe indépendant.

Duerfir, wat d'Mandater ubelaangt, huet d'Madame Brasseur Recht. Mir mussen eng Kéier kucken, wéi mer dat an Zukunft maachen. Mir mussen en Ënnerscheed maachen tëschent enger staatlecher Verwaltung, wou de Minister nach ëmmer den Tutellesminister ass, an engem Organe indépendant. Dat wëlle mer och selbstverständlech maachen.

Mir mengen net, dass et eng aner Form gëtt wéi Établissement public an eisem Gebitt. Soss musse mer eng ganz nei Saach kreéieren. Mä mir mussen den Ënnerscheed maachen tëschent Établissement public an Établissement public. Dat heescht, mir musse wierklech - an do kommen ech op dat zréck, wat den Här Bausch gesot huet - eng Hierarchie maachen: „Wat ass d'Aufgab vum Établissement public?" An da muss deen Établissement public déi Regele kréien, deen déi Regelen, deen déi Regelen. Dat soen ech, et ass effektiv villes an där Etüd dran, déi scho bal zéng Joer al ass. Mä dat musse mer och kënnen ëmsetzen.

Zum ILR: Här President, kréien ech nach zwou Minutte méi?

(Brouhaha)

M. le Président.- Dat sinn dann awer déi lescht fir haut, Här Minister.

(Interruptions diverses)

Neen, mir lauschteren elo de Minister. Ech mengen, et sinn hei eng Rei Froe gestallt ginn un de Minister. Et schéngt mer awer normal ze sinn, datt de Minister dorobber äntwert.

(Brouhaha)

Här Minister, da fuert och elo virun!

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä de Minister huet sech vergiess. En huet jiddwerengem Merci gesot, just sech selwer nach net!

(Interruptions)

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- …net, datt den Här Biltgen, Minister senges Zeechens, hei calme bleift an net op Är Provokatiounen ageet.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- An ech soen Iech, datt en nach eng Véirelstonn schwätzt!

M. le Président.- Sou, hei, ech géif elo bieden, déi Dialogen tëschent Kolleegen ze ënnerloossen an elo ganz eleng…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, dat ass eng Provokatioun vum Här Schiltz!

M. le Président.- …ganz eleng dem Minister nozelauschteren. Här Minister, loosst Iech elo net aus der Rou bréngen! Fuert elo virun, Här Minister!

(Interruptions)

Här Minister!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Zwou Minutten, Här President. Well awer eng Partie Froen och zu dem Rôle vum ILR gestallt gi sinn.

Zum Beispill huet den Här Colombera gefrot: Een ILR oder e puer ILREn? Vu dass mer keng Erfahrung hunn an dësem Land mat indépendanten Organen, hu mer et all besser fonnt, et fënnt een een ILR. Well dat eent ass d'Technicitéit. Natierlech ass d'Bunn, also dat sinn d'Schinnen, d'Bréifpost, Telekom respektiv Energie eppes aneschters. Mä hannendru stécht ëmmer eng indépendante Approche vu Liberaliséierung am Kader vun enger Regulatioun, a virun allem an enger europäescher Regulatioun.

Mir mengen, dass en ILR, deen e puer Fonctiounen huet, besser gestiwwelt ass sech ze verteidege par rapport zu de Privatopérateuren - well et geet jo heidrëm; ëm den Intérêt public par rapport zu de privaten Opérateuren, och wa se dem Stat gehéieren, respektiv och par rapport zu Europa.

Duerfir menge mer, dass et an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg besser ass, mir regruppéieren an engem ILR. Duerfir och haut wichteg dat Gesetz, fir fënnef Direkteren ze hunn, an net méi dräi. Ee Generaldirekter a véier anerer. Well dat et fäerdeg bréngt, e Collège ze fannen, wou een all Kompetenzen erëmfënnt.

Duerfir wëll ech nach eng Kéier och dat soen hei op der Bühn, well de Marcel Oberweis hat déi Fro opgeworf als Rapporteur an der Kommissioun: Wann elo d'Mandater nei ginn, wann elo d'Mandater nei kommen, heescht dat, dass déi Leit, déi do sinn, net méi dierfe postuléieren? Neen, hei kommen nei Mandater. Déi Leit, déi do sinn, kënne frësch postuléieren. Mä mir kréien nei Leit a mir wäerte versichen, eng Équipe ze fannen, déi effektiv op all Froen do eng Äntwert huet. Well Dir wäert gesinn, dass den ILR net nëmme muss kämpfe mat de Leit heibannen. E muss och kämpfen an Europa par rapport zur Kommissioun, dass och nach iergendwéi de Lëtzebuerger Régulateur eng Roll ze spillen huet. An ech mengen, dass mer hei op där richteger Schinn sinn.

Ech mengen och, dass déi Froen, déi gestallt goufen, richteg sinn. Ech mengen och, dass mer haut net, an och ech net, souguer wann ech 20 Minutte méi gehat hätt, net all Äntwert op all Fro gehat hätt. An ech mengen, mir sollen och an Zukunft, wa mer eng Verfassungsreform maachen, eis och mat deenen Organes indépendants auserneesetzen. Well dat ass eppes, wat mer, zënterdeem et eis als Stat gëtt, net kannt hunn, wat eis vun Europa octroyéiert gouf, wat eng angelsächsesch Method ass, déi net onbedéngt duerfir schlecht ass, mä mat där mer musse kucken, eis Spillregelen ze fannen, fir dass se eisem Land an eise Leit méi bréngen.

Duerfir sinn ech frou, dass mer dat Gesetz hei stëmmen. Duerfir wëll ech och nach eng Kéier soen, dat Gesetz gëtt méi hier, wéi een einfach mengt, wann een et liest. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer eis och nach iwwer all déi Froen nach eng Kéier auserneesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6123 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Claude Haagen), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6147, eng Ofännerung vum Code du Travail. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen, den Här Hoffmann an den Här Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

2. 6147 - Projet de loi

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bekämpfe vum Chômage ass déi gréisste sozialpolitesch Erausfuerderung, där mer eis an där aktueller Kris ze stellen hunn.

Niewent dem Chômage vun de jonke Leit a virun allem den net oder wéineg qualifizéierte Leit musse mer feststellen, dass sech eng Aart Chômagezort ëmmer méi verschlëmmert, an zwar déi vum Laangzäitchômage. An dat virun allem bei eise méi eelere Matbiergerinnen a Matbierger, fir déi et ëmmer méi schwéier gëtt, erëm an den Aarbechtsprozess eranzefannen. Genau dëse Leit ab 45 Joer ënnert d'Äerm ze gräifen, ass den Haaptobjet vum Projet de loi vun haut.

Här President, och wa mer säit kuerzem eng liicht wirtschaftlech Relance verzeechnen, an och wa säit Mäerz vun dësem Joer eis Chômagetauxen erofginn, esou bleift d'Situatioun um Aarbechtsmaart dach gespaant. No dem Krisenhierscht 2008 ass d'Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg staark geklommen. Nach am August 2008, also virun zwee Joer, waren 9.374 Leit als Demandeurs d'emploi hei zu Lëtzebuerg ageschriwwen, wat engem Taux vu 4,2% entsprach huet. Dës Zuel ass vun do u konsequent an d'Luucht gaang an huet hire Maximum dëst Joer am Februar 2010 erreecht, wou 15.222 Leit op der Sich no enger Aarbecht waren.

D'Wirtschaftskris war am Ufank eng Kris vun de Finanzmäert an ass dofir net esou richteg vun der Gesellschaft wouergeholl ginn. Kuerz Zäit duerno hunn hir Auswierkungen an der Realwirtschaft besonnesch déi scho Vulnérabel ënner eis am häertste getraff. Also déi Leit, déi keng oder just wéineg Ausbildung hunn. Jonk Leit, déi nach keng berufflech Erfahrunge maache konnten. Leit, déi prekär an/oder zäitlech begrenzten Aarbechtsplazen hunn, an déi ugesprachen net méi sou jonk Mënschen ëm déi 45 a 50 Joer. An ech zitéieren an deem Sënn eise Statsminister Jean-Claude Juncker bei senger Erklärung zur Lag vum Land dëse 5. Mee: „…well ëmmer méi Leit ronderëm deen Alter an de Chômage geroden a sech schwéier um Aarbechtsmaart replacéiert kréien".

Här President, all déi Mënschen, déi keen dauerhaft a séchert Akommes hunn, gi besonnesch geschwächt aus dëser Kris eraus, an deem gëllt et elo entgéintzewierken.

Als sozialistesch Fraktioun begréisse mer et besonnesch, dass den Aarbechtsminister Nicolas Schmit bis elo schonn eng ganz Rei Initiativen ergraff huet, fir genee dëse Kategorië vu Leit zu enger Aarbecht ze verhëllefen. Ech erënneren un de Projet de loi vum Oktober 2009, fir de Chômage vu jonke Leit ze reduzéieren, de Projet „Fit for job", dee sech konkret fir eng Réinsertioun vu Leit asetzt, déi hir Aarbecht am Bankesecteur verluer hunn, an och d'Initiativ Jobforum, déi als Bourse fir d'Aarbecht ka bezeechent ginn an als Zil huet, eeler Aarbechtsloser nees op den Aarbechtsmaart ze reintegréieren.

De Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ass speziell a leit ënner engem strukturelle Pro-

blem, an dëst net eréischt säit kuerzem. Souguer bei engem héije wirtschaftleche Wuesstum, wéi et an de Joren 2003 bis 2007 de Fall war, an obwuel tëschent 2004 an 2009 ronn 55.858 Aarbechtsplaze geschaf goufen, ass eise Chômagetaux awer kontinuéierlech eropgaangen. Dëst ass ënner anerem drop zréckzeféieren, dass mir keen essenziell nationalen Aarbechtsmaart hunn, mä en transnationalen um Niveau vun der Groussregioun. D'Konkurrenz op eisem Aarbechtsmaart ass deemno besonnesch grouss a mécht et Leit ouni oder mat ganz wéineg Qualifikatioun an och méi eelere Leit ganz schwéier, sech ze behaapten.

Een aneren europawäite Problem ass deen, dass eeler Leit am Beruffsliewen nach ëmmer als ze deier ugesi ginn an deemno oft duerch méi jonker ersat ginn, déi manner bezuelt ginn an déi och éischter en zäitlech limitéierten Aarbechtskontrakt akzeptéieren.

Fakt ass och, dass d'Alterspyramid sech zousehendst ëmdréit an et dowéinst et ëmsou méi wichteg ass, d'Approche vis-à-vis vun eelere Leit um Aarbechtsmaart ze änneren. Et muss een Équiliber geschafe ginn tëschent Jonken an Alen an am Beruffsliewe wierklech fir déi Leit fonnt ginn. Eeler Leit dierfen net weider als Charge ugesi ginn, mä als en essenziellen Atout fir d'Wirtschaft a fir d'Gesellschaft, an dëst opgrond vun hirer Erfahrung, sief et professionell oder mënschlech.

Europawäit gëtt d'Strategie „EU 2020" sech als Zil, en Taux d'activité vu 55% fir Aarbechter iwwer 50 Joer ze erreechen. Dofir brauche mir och hei zu Lëtzebuerg eng proaktiv Beschäftegungspolitik, déi op d'Besoinë vu verschidde Kategorië vu Leit ageet an duerch geziilt Moossnamen a Formatiounen, déi nees sécher ass, fir dass déi Leit erëm op den Aarbechtsmaart kënne bruecht ginn.

Well duerch eng einfach Gestioun vum Chômage an d'Ausbezuele vum Chômagegeld kënne mir eis keng Verbesserung erwaarden, mais bien au contraire, an dës passiv Attitüd muss definitiv der Vergaangenheet ugehéieren.

Här President, am Projet de loi vun haut ënnerscheede mer an zwou Kategorien, zwee Kapitelen tëschent transitoreschen an definitiven Ëmännerungen am Code du Travail.

Am éischte Kapitel ginn déi temporär Mesurë während 24 Méint nom Akraafttriede vum Gesetz applizéiert. Si ginn duerfir net definitiv an de Code du Travail ageschriwwen, mä ginn, d'selwecht wéi d'Moossnamen, déi am Hierscht d'lescht Joer fir déi Jonk geholl gi sinn, an enger Foussnout awer dra mentionnéiert.

Dorënner fält virun allem eng weider Verlängerung vu spezielle Mesuren, wat d'Kuerzaarbecht ugeet. Dës Mesurë waren opgrond vun der Kris jo schonn duerch d'Gesetz vum 9. Mee 2009 eng Kéier verlängert ginn a sollten dann elo bis Enn 2011 gëllen. D'Zréckgräifen op d'Kuerzaarbecht huet sech a Krisenzäiten als ganz effikass bewäert, andeems se dausende vun Aarbechtsplazen erhale konnt. D'Unzuel vun den Nofroen, fir vun dësem Instrument kënnen ze profitéieren, weist engem eréischt richteg, wéi vill Betriber duerch déi generell Rezessioun an d'Labränte komm sinn.

Am Joer 2008 waren et an der Moyenne pro Mount ongeféier aacht Betriber, déi eng Demande op Chômage partiel gestallt hunn. Am Joer 2009 waren et der 129. D'Käschte vum Chômage partiel, déi vum Fonds pour l'emploi gedeckt sinn, si vun 208.000 Euro am September 2008 op bal néng Milliounen Euro am Januar 2009 eropgaangen. Iwwert d'ganzt Joer 2009 hunn 183 Betriber vun dësem Outil kënne profitéieren, wat de Fonds pour l'emploi ongeféier 61,5 Milliounen Euro kascht huet.

De Gesetzestext vun haut gesäit vir, dass all Betrib, deem seng Aktivitéit staark erofgaangen ass, eng Demande op Kuerzaarbecht erareeche kann. An dëst och, wann net de ganze Secteur als krisegefährdet klasséiert ginn ass. Dat gëllt fir Betriber, déi op d'mannst eng Reduktioun vu 40% vun hiren Aarbechtsstonnen ze verzeechnen hunn an awer am Virfeld e Plan de maintien dans l'emploi respektiv en Accord mat de Sozialpartner ofgeschloss hunn.

Fir de Betriber de wirtschaftlechen Opschwong ze erliichteren, gesäit de Gesetzestext ausserdeem vir, dass de Fonds pour l'emploi d'Part patronale vun de Sozialcotisatiounen iwwerhëlt fir déi Betriber, déi säit sechs Méint scho vum Chômage partiel profitéieren. A spezifesche Fäll an zu verschiddene Konditiounen iwwerhëlt de Fonds pour l'emploi och d'Indemnités de compensation fir d'Joren 2009, 2010 an 2011.

Här President, de Projet de loi vun haut leet och eng ganz grouss Opmierksamkeet op de Laangzäitchômage, deen zousehendst e grousse Problem hei zu Lëtzebuerg duerstellt. Am Abrëll 2010 ware 5.393 Mënsche méi wéi zwielef Méint laang am Chômage. Enn 2009 ware vun 2.931 Chômeuren iwwer 51 Joer méi wéi d'Halschent schonn iwwer zwielef Méint am Chômage. Ënnermauert gëtt dëst och duerch d'Étude économique vun der OECD vun dësem Joer, wou steet, dass de Laangzäitchômage sech hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jorzéngten, also an deene leschten zéng Joer verduebelt huet, an dësem gëllt et elo endlech konsequent entgéintzewierken.

Et ass kloer, wann eng Persoun méi laang am Chômage ass, wat d'Chancë fir eng nei Aarbecht ze fannen ëmmer méi kleng ginn. Fir dass dës Leit awer en humant Akommes weider behalen an net dem Aarmutsrisiko ausgeliwwert sinn, gesäit dëse Projet de loi punktuell Veränneruнge vum Ausbezuele vum Chômagegeld vir.

Dat heescht awer net, dass et eng generell Eropsetzung vun den Indemnitéite gëtt. Den Alter, fir eng Verlängerung vu sechs Méint Chômage ze kréien, gëtt vu 50 op 45 Joer erofgesat, wann dës Mënschen eng Affiliatioun vun 20 Joer Pensiounsassurance virweise kënnen.

Weider kënnen och Leit, déi no sechs Méint Kuerzaarbecht gekënnegt kréien, oder Leit, déi hir Aarbecht duerch eng Faillite vun hirem Betrib verluer hunn, eng maximal Verlängerung vun hirem Chômagegeld vu sechs Méint kréien.

Et ass awer wichteg ze ënnersträichen, dass dës Moossname just effikass sinn, wa se am Zesummenhang mat enger Rei Formatiounen, Orientatioune stinn, déi d'Employabilitéit vun deene Concernéierte konkret steigert an hinnen esou besser Chancen op eng nei Aarbecht opmécht.

D'Chômageindemnitéite sinn am Moment op 80% vum leschte Bruttoloun an op 2,5-mol de sozialen, net qualifizéierte Mindestloun plafonnéiert. Fir datt de Chômeur méi laang e stabilt Akommes huet a geziilt no enger neier Aarbecht siche kann, gëtt de Plaffong ëm dräi Méint verlängert an eréischt no néng Méint, amplaz wéi elo schonn no sechs Méint, op 2-mol de Mindestloun erofgesat. D'Erofsetzen duerno op 1,5-mol de Mindestloun gëtt mat dësem Projet, wéi et elo ass, temporaire ausgesat a bleift bei 2-mol de Mindestloun.

Fir d'Laangzäitchômeuren, déi iwwer 30 Joer al sinn, dauerhaft an d'Beruffsliewen ze reintegréieren, gesäit dëse Projet de loi och vir, dass en Employeur, deen esou e Mënsch astellt, no engem Joer, wann den Aarbechtskontrakt dann nach besteet, 80% vum Salaire vun deenen éischten dräi Méint vum Fonds pour l'emploi rembourséiert kritt.

Här President, am zweete Kapitel vum Projet de loi geet et ëm déi definitiv Changementer am Code du Travail. Am Kader vun den Dispositiounen, fir eeler Salariéë méi laang um Aarbechtsmaart ze halen, gesäit de Projet de loi vir, d'Lëscht vun deene Sujeten, déi am Kontext vun engem Plan de maintien dans l'emploi diskutéiert musse ginn, ze complétéieren.

Mam Zil, eng séier Aktivatioun vun den Demandeurs d'emploi ze erzilen, hat déi initial Versioun vum Gesetzestext virgesinn, dass déi Leit, déi en Entloossungsbréif kruten, sech an Zäit vu 15 Deeg musse bei der ADEM aschreiwen. All Retard géif duerch eng Kierzung vun den Indemnitéite bestrooft ginn. De Statsrot huet a sengem Avis eng Opposition formelle zu dëser Dispositioun ausgesprach, mat der Begrënnung, esou eng Situatioun géif generell d'Demandeurs d'emploi als net aarbechtswëlleg dohistellen an hinnen ënnerstellen, dass si sech net séier genuch géife beméien, fir eng nei Aarbecht ze fannen. En plus wär et dee falsche Wee, duerch Sanktioune Leit wëllen ze motivéieren an ze aktivéieren.

An hirer Sitzung huet eis parlamentaresch Kommissioun der Opposition formelle vum Statsrot Rechnung gedroen an dësen Artikel aus dem Projet de loi gestrach.

D'Approche vun enger séierer Aktivatioun vun den Aarbechtslosen ass awer nach wie vor eng Prioritéit a soll dem Aarbechtsminister no duerch aner praktesch Moossnamen am zukünftege Gesetz iwwert d'Reform vum Aarbechtsamt konkretiséiert ginn.

D'Mise au travail kritt duerch de virleiende Gesetzestext en neien Numm a gëtt ab elo Occupation temporaire indemnisée - OTI - genannt. Vu dass d'Indemnité complémentaire säit hirer Aféierung net méi ugepasst gouf, gëtt se duerch dëse Projet de loi och eropgesat. D'Modalitéiten zu der OTI souwéi de Montant ginn an engem Règlement grand-ducal festgehalen.

Och bei dësen Dispositioune begréisse mer et ganz staark, dass eng Ausnahm bei der Durée vun der OTI fir Leit iwwer 50 Joer, déi en fin de droit kommen an och keng aner sozial Moossname méi kënnen ufroen, gemaach gëtt. De Gesetzestext gesäit deemno vir, dass si eng Verlängerung iwwert déi reglementär sechs Méint eraus kënne genehmegt kréien. Eng extra Kommissioun analyséiert d'Situatioun vun deene Chômeuren a gëtt en Avis un d'Direktioun vum Aarbechtsamt, déi dann eng Décisioun iwwer eng méiglech Verlängerung vun der OTI hëlt. Dës Verlängerung ka während maximal zwielef Méint laang erneiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Am Kader vun den Tripartitesgespréicher vum Abrëll dëst Joer huet eisen Aarbechtsminister Nicolas Schmit mam Comité permanent pour le travail et l'emploi an de Sozialpartner eng Rei Mesuren ausgeschafft, fir d'Problematik vum Chômage séier an awer och dauerhaft an de Grëff ze kréien.

De Gesetzestext, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass deemno d'Resultat vun dëse Verhandlungen. Mat dësem Gesetz setze mir e weidere Jalon an der Bekämpfung vum Chômage. Den Haaptakzent bei dësem Gesetz läit bei Moossname géint de Laangzäitchômage, an dat virun allem bei eise méi eelere Matbiergerinnen a Matbierger, déi et ëmmer méi schwéier hunn, erëm eng Aarbecht ze fannen, wa se emol bis am Chômage sinn. Dëser wichteger sozialpolitescher Erausfuerderung versiche mir eis ganz besonnesch an där aktueller Kris ze stellen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roger Negri. Als éischte Riedner ass den Här Ali Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt dem Här Roger Negri, dem Rapporteur, fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Mee 2010 woren 13.438 Leit als Demandeur d'emploi bei der ADEM ageschriwwen. Et woren der 673 manner wéi am Abrëll, mä bal 1.000, dat heescht, fir genau ze sinn, 956 méi wéi am Mee 2009. Am Mee 2010 louch de Chômagetaux bei 5,7%, dat sinn 0,3% manner wéi de Mount virdrun, a souguer 0,7 manner wéi am Februar, wou de Chômage hei am Land mat 6,4% en historeschen Niveau fir eis Verhältnisser errecht huet, mä ëmmerhin 0,3% méi wéi d'lescht Joer ëm déiselwecht Zäit.

Aner Länner, Dir Dammen an Dir Hären, dreemen nach ëmmer vun esou engem Prozentsaz. Nom Eurostat läit de Chômage an der Eurozon bei ronn 10%. An de 27 EU-Länner ass e liicht méi niddreg bei 9,6%. Innerhalb vun der EU gëtt et awer Länner, wou d'Kris sech mat besonnescher Heftegkeet op d'Aarbechtswelt niddergeschloen huet. Spuenien, zum Beispill, kämpft mat enger explosiounsaarteger Aarbechtslosegkeet. Bal 20% vun de Spuenier sinn am Chômage. An aneren europäesche Länner ass u sech d'Situatioun net gradesou dramatesch wéi zum Beispill a Frankräich, wou awer ëmmerhin zéng Salariéen op honnert keng Aarbecht hunn.

Och wann eis Zuelen am Verglach mam Ausland u sech net esou schlecht sinn, fir dat einfach emol eng Kéier esou auszedrécken, stelle se fir eist Land u sech en Novum duer. Zënter der Stolkris ass et eisem Aarbechtsmaart nach ni esou schlecht gaang wéi an deenen zwee leschte Joren. D'Kris huet hiren Tribut verlaangt, an deen ass ganz batter.

Hanner Zuele stinn nämlech Leit a stieche Familljen. Verschiddener sinn amgaangen, ganz kloer ëm hir Existenz ze fäerten. An och wann et souguer ausgesäit, wéi wann dat Schlëmmst hanner eis wär, ass d'Reprise lues a wäert ganz sécher net jiddwerengem profitéieren.

Mir maache virun allem déi, déi schonn zënter Méint, fir net ze soen zënter Jore keng Aarbecht hunn, extrem Suergen. Si hunn et oft extrem schwéier, sech um Aarbechtsmaart ze integréieren oder ze reintegréieren. Déi sougenannte Chômeurs de longue durée kënnen u sech eeler Salariéë sinn, mä och jonker ouni oder mat enger ongenügender Qualifikatioun.

Besonnesch vis-à-vis vun dëse méi schwaache Matbierger, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sti mir an der Verflichtung. Mir hunn am Oktober d'lescht Joer e Gesetz gestëmmt, dat verschidden temporär Beschäftegungsmoossnamen adoptéiert a complétéiert huet, mam Zil, d'Konsequenze vun der Kris fir déi Jonk ofzefiederen, ënner anerem iwwert de Wee vun engem CIE-EP, deen extra fir jonk diplomëiert Demandeurs d'emploi an d'Liewe geruff ginn ass. Ouni den CIE an den CAE, déi scho virun der Kris ënner enger anerer Form existéiert hunn, an den CIE-EP hätten déi eng oder déi aner jonk Leit et sécherlech méi schwéier gehat, fir sech um Aarbechtsmaart ze integréieren.

D'Tatsaach, datt d'Zuel vun deene Jonken, déi vun esou enger Mesure profitéieren, rezenterweis eropgaangen ass, weist, datt dës Mesuren an engem méi schwéiere wirtschaftlechen Ëmfeld ganz kloer hir Daseinsberechtegung hunn.

De virleiende Gesetzesprojet gesäit ebenfalls vir, verschidde Moossnamen zäitweileg un d'Kris unzepassen, dorënner d'Modalitéite vun der Indemnitéit während dem Chômage. D'Hausse vun der Aarbechtslosegkeet huet d'Dauer vum Chômage an d'Zuel vun de Laangzäitchômeuren an esou och d'Zuel vun deenen, déi um Enn vun der Indemnisatioun ukomm sinn, an d'Luucht gedriwwen. Am Mee wore vun deenen 13.438 Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe woren, 8.273 zënter méi wéi sechs Méint ouni Aarbecht. Dovunner 5.333 zënter engem Joer. Am Mee 2009 hunn d'Laangzäitchômeuren, dat heescht d'Chômeuren, déi méi wéi sechs Méint keng Plaz fonnt hunn, 6.689 Leit ausgemaach, an nach e Joer virdrun, nämlech am Mee 2008 waren et der nëmme 5.226.

D'Ziffere schwätzen also ganz kloer eng ganz eendeiteg Sprooch: D'Tendenz geet a Richtung Verschäerfung vun der Laangzäitaarbechtslosegkeet.

De Problem ass u sech deen, datt, wat ee méi laang vum Aarbechtsmaart ausgeschloss ass, d'Réinsertioun, d'Reintegratioun um Aarbechtsmaart ëmsou méi schwéier ass. De Problem gëtt och nach doduerch verschäerft, datt ganz vill Laangzäitchômeuren iwwer 50 Joer al sinn. Esou woren am Mee vun deenen, déi nach ëmmer no zwielef Méint keng Plaz fonnt hunn, 450 - an do soen ech: nëmmen -, 450 Leit, déi manner wéi 26 Joer al waren, ageschriwwen, respektiv wann een awer do d'Zuel vun deenen, déi iwwer 50 Joer al sinn, kuckt, da waren dat der 1.843. Dat sinn der véier-, jo bal fënnefmol méi. An

dat beweist kloer déi Problematik vun den eeleren Aarbechtslosen.

Duerfir ass et och ganz wichteg, datt mer grad fir déi eeler Aarbechtslose ganz speziell Moossname maachen, esou wéi, an ech hunn et virdrun erwähnt, esou wéi mer och versicht hunn, eng Rei Pisten, oder wéi eng Rei Pisten definéiert gi sinn, fir deene Jonken ze hëllefen. An et gesäit ee ganz kloer, datt dat awer e bestëmmtene Succès huet.

De Gesetzesprojet gesäit vir, d'Modalitéite vun der Indemnisatioun zäitlech fir eng Dauer vu 24 Méint u sech a verschiddene Beräicher ze modifizéieren. D'Chômage-Indemnitéite gi weder global eropgesat nach generell méi laang ausbezuelt, mä de virleiende Gesetzesprojet gesäit vir, den Alter vu 50 Joer op 45 erofzesetzen, fir kënne vun der Verlängerung vu sechs Méint, wat d'Ausbezuele vun der Indemnitéit ugeet, ze profitéieren. An ech mengen, grad dat ass e ganz wichtegt Element, och wa mer an där jëtzeger Gesetzgebung eng Rei Méiglechkeeten haten, déi sechs Méint ze verlängeren. Ech wëll nëmmen drun erënneren, wann ee méi wéi 30% invalid ass, datt een dann no engem Joer konnt ëm sechs Méint verlängert ginn, respektiv awer och, wann ee bereet war, an eng Mise au travail ze goen.

An do wëll ech ganz kloer hei soen, datt een, mengen ech, an dat wëll ech och dem Här Minister mat op de Wee ginn, datt et sécher och eng gutt Chance ass fir eng ganz Rei vu Leit, déi an eng Mise au travail gi bei eng Gemeng oder soss bei eng öffentlech Instanz, en interkommunale Syndikat oder wat och ëmmer, datt se vläicht do awer eng Aarbechtsplaz fannen. Et gëtt eng Rei Gemengen, an ech kennen eng ganz speziell, déi huet an deene leschte Joren, an dat kann ee roueg nokucken, net manner wéi véier Leit - an et ass net déi gréisste Gemeng -, net manner wéi véier Leit, déi se an enger Mise au travail hat, agestallt.

Wann dat generell applizéiert gëtt, da mécht dat iwwert d'Land dach awer e bestëmmtene Potenzial aus, wann een do och nach interkommunal Syndikater, an och där gëtt et, déi ebenfalls dat praktizéieren, wëll ech och ganz kloer soen, da mécht dat iwwert d'Land dach awer e bestëmmtene Potenzial aus, wou mer grad déi Leit, déi e bestëmmtenen Alter hunn, oder déi Leit, déi mer iwwert déi Beschäftegungsmesuren oder iwwert déi Mise au travail u sech méi fit maachen, an datt da gesot gëtt: „Ma déi do kënne mer halen, déi maachen eng gutt Aarbecht; do mécht et Sënn, déi definitiv anzestellen."

Ech wëll och nach drun erënneren, datt zousätzlech dozou och nach déi Leit niewent hirem Chômage 150 Euro kréien, 150 Euro supplementar Ënnerstëtzung kréie vun dem Fonds.

(Interruption)

Elo 300 souguer; richteg, Här Minister. Ech hunn elo bis haut geschwat, vu datt mer dat hei jo nach net, selbstverständlech elo 300 Euro supplementar kréien, fir hiren Engagement dach awer e bëssen ze ënnerstëtzen. Ech géif dat einfach emol esou soen.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Hoffmann, Här Kaes, stellt Iech gär eng Fro.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Majo, wann den Här Hoffmann mir gär eng Fro stellt, da soll hien dat maachen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Et ass och wierklech eng Fro, awer eng wichteg Fro. Nämlech d'Fro, wann eng Gemeng véier Leit, déi virdrun ënnert der Form vun der Mise au travail bei hir geschafft huet, astellt, da stellt sech jo d'Fro, ob se véier zousätzlech Aarbechtsplaze geschaf huet oder ob se déi véier Leit agestallt huet an duerfir anerer net.

Dat heescht an deem Fall wär keng Aarbechtsplaz bäikomm, sondern, wat natierlech och net negativ ass, déi véier, déi hätten natierlech eng fest fonnt. Mä et wier awer keng Aarbechtsplaz bäikomm. Dat ass eng entscheedend Fro.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här Hoffmann, ech wëll Iech dorop Folgendes äntwerten: Éischtens ass et deels, deels gewiescht. Dat ass déi éischt Äntwert. An déi zweet Äntwert ass déi, datt do zum Beispill zwee Leit derbäi waren, déi iwwer 50 Joer hunn. Déi hunn eng phantastesch Aarbecht gemaach. Mä si haten den Handicap, iwwer 50 Joer ze hunn, an an der Privatindustrie hätte se Schwieregkeete gehat, eng Plaz ze fannen. An déi, déi mer da vläicht méi Jonker an eng Gemeng geholl hätten, déi Gemeng, déi wieren awer héchstwahrscheinlech, déi do Leit, déi wieren op der Streck bliwwen an déi hätte keng Plaz méi fonnt.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dat ass richteg, jo.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Duerfir mengen ech nach ëmmer, datt et eng gutt Saach ass, Här Hoffmann. Dat wëll ech u sech Iech op déi Fro do geäntwert hunn.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Merci, Här Kaes.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Wéi gesot, vun dëser Verlängerung - ech kommen dann elo zréck op meng Erklärunge vun dëser Verlängerung - sollen och Leit profitéieren, déi entlooss gi sinn, well hire Patron opgehalen huet, oder déi entlooss gi sinn an hirem Betrib, ënnert dem System vum Chômage partiel, scho wéinstens während sechs Méint weidergeschafft hunn.

De Plaffong vun der Indemnité de chômage gëtt jo bekanntlech och geännert. An zwar gëtt engersäits de Plaffong vun 250% vum soziale Mindestloun vu sechs Méint op néng Méint jo ausgedehnt, wat ganz wichteg ass, fir dann op 200% reduzéiert ze ginn. An dee Plaffong vun annerhallefmol dem Mindestloun gëtt u sech suspendéiert, wat, an ech kommen nach dorop ze schwätzen, eng ganz gutt Décisioun an esou schwéieren Zäiten ass, wéi mer se kennen.

All dës Moossname sécheren dem Chômeur, virun allem dem Laangzäitchômeur, méi laang en adequat Akommes, wéi dat haut de Fall ass. Et geet hei dorëms, déi ekonomesch Konsequenze vun der Kris an ebe vun der Aarbechtslosegkeet, an éischter Linn der Laangzäitaarbechtslosegkeet besser an d'A ze faassen. Et ass eng wichteg Viraussetzung, wann ee wëllt, datt e Chômeur fit ass, fir nees zréck op den Aarbechtsmaart ze kommen. Well, wann ee sech stänneg mat finanzielle Schwieregkeeten an Enkpäss plot, an dat ass leider fir vill Aarbechtsloser den Alldag, ass et immens schwéier, fir de Kapp fräi ze hunn a fir de Kapp fräi ze halen, fir no enger Aarbechtsplaz, mat leschter Konsequenz no enger Aarbechtsplaz ze sichen. Och eng gelonge beruffflech Réinsertioun setzt einfach den honnertprozentegen Asaz viraus.

De virleiende Gesetzesprojet wäert dozou bäidroen, fir datt dësen honnertprozentegen Asaz och beschtméiglech ka garantéiert ginn.

Selbstverständlech ass et mat Modifikatiounen um Niveau vun den Indemnisatiounsmodalitéiten net gedoen. D'Employabilitéit vun all Chômeur a besonnesch vun de Laangzäitchômeure muss weider verbessert ginn. D'Aktivitéitsmoossnamen, d'Aktivatiounsmoossnamen - pardon -, déi mer schonn zënter Laangem hunn, musse weider agesat ginn an - falls noutwendeg - un d'Gegebenheete vum Moment adaptéiert ginn.

D'Chômeuren iwwer 30 Joer, déi en fin de droit kommen, dat heescht, déi an eng Situatioun geroden, wou se kee Recht méi op eng Indemnisatioun hunn, sinn, an dat ass dat Mannst, wat ee ka soen, an enger ganz heikler Situatioun. Fir hir Réinsertioun esou schnell wéi méiglech virunzedreiwen, gesäit de Gesetzesprojet vir, datt de Patron, deen esou e Chômeur iwwer en onbefristete Kontrakt astellt, vum Fonds pour l'emploi 80% vum Salaire, deen hien déi éischt dräi Méint ausbezuelt huet, zréckerstatt kritt. D'Bedéngung ass natierlech, datt de Salarié no engem Joer nach am Betrib ass. Dëst, fir u sech Abusen ze verhënneren.

Dës Moossnam ënnerstëtzt souwuel d'Patronen. Si erlaabt hinnen et, an enger méi onsécherer Zäit an d'Zukunft ze investéieren an nees Leit anzestellen, a gëtt der Beschäftegung deen néidege Stouss, wat am Intérêt vun den Demandeurs d'emploi ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet gesäit nach aner Moossname vir, déi zum Beispill mat der Législatioun vum Chômage partiel ze dinn hunn. De Regime vum Chômage partiel gëtt méi flexibel, fir esou besser d'Betriber ze ënnerstëtzen.

Déi grouss Innovatioun vum Gesetzesprojet ass déi, datt och d'Betriber, déi net engem Secteur ugehéieren, deen offiziell als e Secteur a Kris considéréiert gëtt, vum Chômage partiel profitéiere kënnen. Et geet duer, datt d'Aktivitéit vum Betrib ofgeholl huet. Fir méi genee ze sinn: D'Aarbechtszäit oder de Volume muss am Betrib mindestens 40% ofgeholl hunn. Am Virfeld mussen ausserdeem dës Betriber entweder e Plan de maintien dans l'emploi ausgeschafft hunn, oder et gëtt en Accord mat de Sozialpartner.

Fir d'Employeuren nach méi ze ënnerstëtzen, d'Aarbechtsplazen an hirem Betrib ze erhalen, gesäit de Gesetzesprojet vir, datt d'Part patronale vun de Cotisatiounen, esou wéi den Här Rapporteur dat scho gesot huet, vum Fonds pour l'emploi iwwerholl gëtt, wann de Betrib zënter sechs Méint vum Chômage partiel profitéiert an ënnert der Bedéngung, datt déi verlueren Aarbechtsstonne pro Mount 25% vun der normaler Aarbechtsdauer iwwerschreiden.

De Gesetzesprojet gesäit ausserdeem vir, nei Moossnamen, ergo permanent Modifikatiounen a Verbesserungen anzeféieren, déi also net zäitlech begrenzt sinn. Dës Modifikatioune reie sech an d'Logik vun der Aktivatiounspolitik an, déi zënter Jore vun der Regierung bedriwwe gëtt an déi op déi verschidde Kategorië vu Chômeuren zougeschnidden ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn elo net op dës eenzel Moossname weider an. Si sinn Iech ebe vum Här Rapporteur ausféierlech souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport virgestallt ginn.

Ech erlabe mer zum Schluss vu mengen Ausféierungen och den Accord vu menger Fraktioun, der CSV-Fraktioun, ze ginn, a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Merci, Här Kaes.

M. le Président.- Merci dem Här Kaes. Als Nächsten ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, net méi spéit wéi gëschter Owend konnt een op RTL-Télee e Bericht iwwert d'Situatioun bei der Goodyear zu Colmar-Bierg gesinn. Déi zaart wirtschaftlech Reprise erlaabt et dem grousse Pneuefabrikant, aus dem Zeenario vun der Kuerzaarbecht erauszeklammen an nees nei Leit anzestellen. 170 zousätzlech Leit sollen agestallt ginn - fir den Ufank mat zäitlech begrenzte Kontrakter.

Dem Responsabele vun der Goodyear no ass et ganz schwéier, Leit ze fannen, well d'ADEM keng Leit vermëttele kann an d'Entreprise domadder sech gezwonge gesäit, och am noen Ausland ze rekrutéieren. 30 weider Leit hätten dem Vertrieder vun der Goodyear no kënnen agestallt ginn, wann am Juli keng Indextranche erfall wär.

Dëst Beispill, wat leider net dat eenzegt ass, ënnersträicht zwou Saachen. Éischtens, d'Déficiencë vun der CSV/LSAP-Aarbechtsmaartpolitik an hir jorelaang Passivitéit bei der Emsetzung vun der grondleeënder Reform vun der ADEM, wéi d'DP se scho jorelaang fuerdert.

An zweetens, d'Haltung vun der LSAP a Saachen Index verhënnert d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen, verhënnert also domadder d'Reduktioun vum Chômage a verhënnert, dass Leit nees a Loun a Brout kommen, a weiderhi vu sozialen Transfertë liewe mussen.

Kee Wonner also, datt den Här Aarbechtsminister am Kader vun enger Pressekonferenz den 20. Oktober 2009 versprach hat, sech esou séier wéi méiglech ëm d'Reform vun der ADEM ze këmmeren. An dësem Dossier dierft keng wäertvoll Zäit méi verluer goen, sou de Minister, deen op enger weiderer Pressekonferenz virun e puer Deeg ugekënnegt huet, bis den Hierscht e Projet de loi fir d'Reform vun der ADEM virzeleeën.

Här President, widderhuele mer nach eng Kéier, datt d'Demokratesch Partei zënter Jore fir eng onofhängeg Aarbechtsagentur antrëtt, déi e bessere Service fir d'Betriber ubitt, déi Leit astelle wëllen, déi eng nei Schaff oder eng aner Schaff sichen.

A firwat soll dës Agentur net mat private Vermëttler a Coachen zesummeschaffen, fir esou den Erfolleg op der Sich no enger neier Plaz ze garantéieren? Zënter Jore verlaange mer, datt een endlech déi néideg Schlussfolgerungen aus zig Auditen a Studië ronderëm d'ADEM soll zéien. Zënter Jore weise mir dorop hin, datt aus der ADEM eng Aarbechts- a Weiderbildungsagentur soll ginn, wou den Haaptakzent op der Weiderbildung an op der geziilter Orientéierung vum Chômeur läit.

An zënter Jore gi mer net midd ze ënnerstäichen, datt d'ADEM, fir all dësen Erausfuerderunge wierksam begéinen ze kënnen, onofhängeg a flexibel an hirer Funktiounsweis muss sinn. Mir sinn zudéifst dovunner iwwerzeegt, datt et net eng Administratioun ka sinn, déi de Problem vun der steigender Aarbechtslosegkeet ka bekämpfen, mä eng flexibel Struktur, déi op déi eenzel Chômeure mat hirem spezifesche professionellen a perséinlechen Hannergrond anzegoe versteet an zesumme mat hinne Sortien aus dem Chômage sicht.

Aus der Verwaltung vum Chômage muss eng Aktivéierung vum Chômeur ginn. Well och déi bescht personaliséiert Betreiung hëlleft net weider, wa mir net och endlech zu enger méi aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik kommen, wou den eenzelnen Demandeur d'emploi sech och selwer muss bewege wëllen a Responsabilitéit iwwerhuelen, a wou mer och op där anerer Säit awer alles ënnerhuele mussen, fir keen am Stach ze loossen, deem seng perséinlech Ustrengungen him net an der gewënschter Zäit zu enger neier Beschäftegung hëllefe fannen.

Enn Juni huet de Minister éischt Konklusiounen aus sengem Pilotprojet „Fit for job" gezunn, e Pilotprojet, deen am Finanzsecteur ugesiedelt ass an deen e Virgeschmaach op eng komplett nei proaktiv a moossgeschneidert Aarbechtsvemëttlung soll ginn. De Bilan wär positiv, gouf gesot. Ronn en Drëttel vun de Leit kruten no dräi Méint eng nei Plaz.

Dëse Projet, deen och op aner wirtschaftlech Beräicher ausgedehnt soll ginn, setzt op individuell Berodung an op eng Vereinfachung an der Jobvermëttlung. E weist, datt dat, wat d'DP zënter Joren afuerdert, nämlech e komplett Ëmdenken a Saachen Aarbechtsvermëttlung, ewech also vum Verwaltungsdenken, dat bis ewell d'ADEM ausgezeechent huet, hin zu enger flexibeler Jobvermëttlungsagentur, datt dat also alles méiglech ass a besser Resultater fir déi Concernéiert bréngt, wann een dozou de politesche Wëllen huet.

Här President, den Här Minister fënnt d'Demokratesch Partei ëmmer op senger Säit, wann et heescht, endlech nei Weeër an der Bekämpfung vum Chômage ze goen. Den Här Minister fënnt d'Demokratesch Partei ëmmer op senger Säit, wann et drëms geet, fir d'ADEM esou ze reforméieren, datt mer dauerhaft aus der Logik vun der traditioneller Verwaltung vum Chômage kommen. An den Här Minister fënnt d'Demokratesch Partei ëmmer op senger Säit, wann d'Orientéierung an déi individuell Begleedung vum eenzelnen Demandeur d'emploi spierbar verbessert solle ginn.

Awer den Här Minister fënnt d'Demokratesch Partei net op senger Säit, wann dat Wuert Aktivéierung als Schlagwuert benotzt gëtt, d'Politik an d'Handele vum Ministère awer ganz aneschters ausgesinn, esou wéi dat beim virleienden Text de Fall ass. En Text, deen nach ëmmer nëmmen op Geldleeschtungen amplaz och a grad op eng wierklech a wierksam Aktivéierung setzt.

Här President, iwwert déi materiell Nout eraus, déi duerch de Chômage ausgeléist

gëtt, däerf een ni iwwersinn, datt d'Aarbechtslosegkeet ëmmer als en individuellen Drama emfonnt gëtt, en Drama, deen déi betraffe Persoun an déi betraffe Famill an déi materiell Aarmut erofzéie kann. Besonnesch fir méi eeler Aarbechtsloser gëtt et ëmmer méi schwéier, eng nei Plaz ze fannen, wa si hiren Job ab 45 Joer gekënnegt kréien. Mat dësem Gesetzesprojet gi Mesuren ergraff, mat deenen déi Betraffe méi laang indemniséiert ginn. Besonnesch a Krisenzäite gëtt dës Kategorie vu Chômeure méi haart getraff a kritt et nach méi schwéier, eng nei Schaff ze fannen.

D'Demokratesch Partei wëllt sech dëser zäitweileger, also provisorescher Moossnam net an de Wee stellen. Mir weisen awer drop hin, datt mat dëse Mesuren einstweilen déi vill zitéiert, jo beschwueren Aktivéierungspolitik ëmmer nach e Lëpsebekenntnis bleift. Och d'Verlängerung vum Spezialregime, deen et erlaabt, d'Kuerzaarbecht ënner bestëmmte Konditiounen ze verlängeren, ass eng Moossnam, déi nees mam Scheckheft beglach gëtt, quitte datt d'Demande fir dës Mesure éischter zréckgeet a quitte datt se derzou bäidroe soll, fir déi betraffe Lëtzebuerger Betriber op e Pied d'égalité mat däitschen Handwierksbetriber ze stellen, déi vu gënschtege Bedéngungen am Beräich Kuerzaarbecht profitéieren.

Dës Moossnam soll jo och Betriber hëllefen, déi schonn am Kuerzaarbechtszeenario waren an déi nach e puer Méint an där Situatioun iwwert d'Ronne komme mussen. Komesch, datt souwuel d'UEL wéi och den Handwierkerverband sech net esou richteg mat dëser Moossnam ufrënne kënnen, virun allem och, well gefaart gëtt, datt et zu Wettbewerbsverzerrungen innerhalb vun enger Branche kéint kommen. Do freet ee sech, wien iwwerhaapt do mat wiem schwätzt, an ob déi Mesuren, déi mer elo stëmme sollen, leschten Enns dann net iwwert d'Zil erausschéissen.

Och d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce ware ganz kritesch an hire respektiven Avisen an hätte sech éischter eng effikass Aktivéierungspolitik an eng schnell Réinsertioun vun den Demandeurs d'emploi gewënscht, wéi déi Mesuren, déi an dësem Text proposéiert ginn.

Här President, nach eng Kéier, mir verbleiwen och mat dësem Gesetzesprojet am traditionelle Kontext. Dat heescht, d'Regierung bezilt, mä déi strukturell Problemer bleiwen. De Minister huet an engem „Lëtzebuerger Land"-Interview vum 18. Juni 2010 selwer ugekënnegt, datt all déi Beschäftegungsprogrammer vill Geld kaschten an datt all Moossname bis 2011 missten enger Käschten-Notzen-Analys ënnerworf ginn.

Ech wëll dem Minister Nicolas Schmit kengesfalls de gudde Wëllen ofstreiden, nohalteg Verännerungen am Beräich vun der Aarbechtsmaartpolitik an der Vermëttlung vun Aarbechtslose virzehuelen. An deemselwechten „Land"-Artikel ënnersträicht de Minister och, datt d'Leit, déi am Chômage sinn, esou séier wéi nëmme méiglech a Brout an Aarbecht komme mussen, an datt duerfir d'Sich no enger neier Schaff lancéiert soll gi vun deem Moment un, wou eng Entloossung ugekënnegt gëtt an net méi réckgängeg ze maachen ass.

Esou wäit, esou gutt. Ech froe mech just, firwat dat esou laang dauere muss. Och mat dem bestehende Staff vun der ADEM wier et bis ewell duerchaus méiglech gewiescht, al Pied ze verloossen, Reflexer, déi et net bréngen, endlech opzeginn a sech eng nei Methodologie an der Vermëttlung vun Aarbechtsplazen ze ginn, fir esou eng nei Betreiungsqualitéit ze begënschtegen.

Firwat konnt d'Nodenken iwwer eng nei Kultur an der Aarbechtsplazvermëttlung net schonn am Hierscht 2009 an der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun ufänken? Et geet net duer, den Avis vun engem auslänneschen Expert ofzewaarden. Entre-temps hätte mer am Virfeld vun der Reform vun der ADEM duerchaus kënnen en Austausch iwwer nei Weeër an der Vermëttlung an an der Weiderbildung vu Chômeuren organiséieren.

D'Abanne vum Parlament wier sécherlech net vu Muttwëll gewiescht, zemools wou de Minister an der Press ugekënnegt huet, datt en een - ech zitéieren -: „fierchterlechen Drock ausübe wäert" - Zitat Enn -, zemools wann et ëm eng méi effikass Vermëttlung vu Chômeure geet. Wann de Minister e bësse vun deem Drock oder Damp an der Kommissioun ofgelooss hätt, da wiere mer schonn direkt am Hierscht 2009 an eng Diskussioun iwwert dëse brennende Sujet komm.

Et ass awer ze begréissen, datt den Här Aarbechtsminister enger DP-Fuerderung nokomm ass, andeems hien d'Zuel vun de Vermëttler staark eropgeschrauft huet.

(Interruption)

Ech gouf dëslescht hei an der Chamber vun him an d'Gebiet geholl, well ech a menger „Europa-2020"-Ried dëse Schrëtt net explizit ervirgehuewen hat. Fakt ass awer deen, datt mer zurzäit - ech betounen „zurzäit" - nach net iwwert den Zoustand vun Ukënnegungen iwwer strukturell Reformen an iwwer nei - ech nennen dat emol - methodologesch Weeër eraus sinn.

An et ass eigentlech dat, wat ech gemengt hat, wéi ech gesot hat oder wéi ech sot, datt nach net vill Konkretes geschitt wier. Et ass awer ze begréissen, datt den Aarbechtsminister 40 nei Placeure rekrutéiert huet a regional Büroe vun der ADEM iwwer Land an d'Liewe geruff huet.

D'Reform vun der ADEM muss awer nach aner Schrëtt mat sech bréngen. Esou zum Beispill den direkte Kontakt tëschent der Aarbechtsagentur, den Entreprisen an den Demandeurs d'emploi erméiglechen. Plazevermëttler a Betreier mussen déi néideg Zäit hunn, fir en Netz vu Kontakter mat den Entreprisen an deenen hire Personaldepartementer op- an auszebauen. Och dat ass eng Fuerderung, déi d'Demokratesch Partei virun de Wahle kloer formuléiert hat a wou mir haut nach ëmmer net gesinn, wéi d'Regierung dat a Musek ëmsetze wëllt.

Mir brauchen - et ass elo éinescht ugeklongen - eng nei Kultur an der Begleedung vum Chômeur, deen, soubal e sech ageschriwwen huet, gefuerdert a gefördert muss ginn, deem seng Begleeder à la fois Beroder, Coach a Vermëttler ginn oder sinn, d'Eegeverantwortung bei Demandeurs d'emploi ënnerstëtzen an entwéckelen op där enger Säit, an d'Neidefinéiere vun der Roll vum Vermëttler, deen ewech vum Verwalter hin zum Jobcoach komme muss, op där anerer Säit. Dat ass eng weider Erausfuerderung, där déi reforméiert ADEM sech stelle muss.

Och dat huet d'Demokratesch Partei virun de Wahle kloer formuléiert. An och hei ass nach net ze gesinn, wat fir ee Konzept d'Regierung finalement huet. Ausbildung, Weiderbildung an Orientéierung vun den Aarbechtslosen, dat si weider Schlësselwierder an de Fuerderunge vun der DP. Si spillen eng zentral Roll an der Aktivéierung vum eenzelne Chômeur. Aktivéierung, dat ass e Wuert, dat dem Här Minister um Häerz läit, dat hien och an der Chamberskommissioun vum 24. Juni net midd gouf ze répétéieren an unzekënnegen.

Här President, well mir als Demokratesch Partei skeptesch sinn, ob de Paquet vu Mesuren, déi an dësem Gesetzesprojet regruppéiert sinn, hir Friichten droen, a well hei erëm reflexaarteg eng Geldléisung enger struktureller Approche virgezu gëtt, wëlle mir eis bei dësem Projet, dee mir notamment wéinst de Mesuren am Beräich vun der Kuerzaarbecht net komplett verwerfe wëllen, enthalen.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabele Kolleeg Roger Negri, fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport Merci soen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Virgänger vun dësem Aarbechtsminister hat am Februar 2009 e Gesetz stëmme gelooss, fir duerch transitoresch Mesuren der Finanz- a Wirtschaftskris entgéintzewierken. E reaktiivt Gesetz am Sënn vun: op eppes reagéieren.

Effektiv ass déi lescht Joren am Domän Beschäftegungspolitik vill reagéiert ginn. Oft huet dee viregten Aarbechtsminister sech selwer als Pompjee betitelt. Seng gréissten a sécherlech schwéierst Pompjeesaktioun wor, e Plang opzestellen, fir de Schwieregkeeten entgéintzewierken, déi um Aarbechtsmaart duerch d'Kris opkomm sinn an déi en huet misse meeschteren.

Mir hunn dës provisoresch an transitoresch Mesurë matgedroen zu deem Zäitpunkt, well mir och der Meenung woren, datt punktuell finanziell Ënnerstëtzungsmesurë virun allem a puncto Kuerzaarbecht bei Risiko op konjunkturelle Chômage Sënn gemaach hunn.

Entre-temps no engem décke Joer hu mer en neien Aarbechtsminister an eng nei al Regierung. Mir haten ons net nëmmen als Gréng virgestallt, mä et als absolut Noutwendegkeet ugesinn, datt deen neien Aarbechtsminister a sengem wuelbekannten Dynamismus eng global Beschäftegungspolitik mat zesummenhängend a vernetzten Aktioune géif prioritär ausschaffen. Jo, souguer datt e vun där ganzer Regierung deen Optrag géif kréien.

E PAN, e Plan d'Action National, baséierend op eng Evaluatioun vu Besoinen, baséierend op eng proaktiv Beschäftegungspolitik. Eng dynamesch a proaktiv Beschäftegungspolitik, déi ëmgesat gëtt a Kollaboratioun mat der Schoul, zesumme mat den Aus- an Ëmbildungsinstituter, mat der Hëllef vun de Sozialpartner, zesumme mat enger performanter Beschäftegungsinstitutioun, a schlussendlech zesumme mat deenen anere concernéierte Ministèren a Ministerkolleegen.

Mir brauche complémentaire zu de finanzielle Mesuren och eng nei an innovativ Beschäftegungspolitik. Eng Beschäftegungspolitik, déi an d'Mënschen investéiert. Et léisst sech net alles mat Sue regelen, an Zukunft ëmmer manner.

Une voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat ass eppes Neies fir ons hei zu Lëtzebuerg, déi duerch seng successiv Politike gewinnt waren, mat Suen alles ze regelen an alles ze léisen. Déi Rechnung geet net méi op. De Motto „Wann ech keng Iddien hunn, da maachen ech et mat Suen", wäert an Zukunft net méi den Aarbechtsmaart ënnerstëtzen an d'Beschäftegungspolitik och net weiderdreiwen.

Voilà! Haut, e Joer nodeem den Aarbechtsminister am Amt ass, stëmme mer e Projet de loi, dee virun engem knappe Mount déposéiert ginn ass, an deen, wa mer ganz éierlech sinn, praktesch eng Verlängerung ass vum Gesetz vum viregten Aarbechtsminister, keng wesentlech nei Iddi, keng Innovatioun, keng proaktiv Mesuren, just déiselwecht Iwwergangsmesuren, déiselwecht transitoresch Mesuren.

Wa mer dann nach d'Opportunitéit vun der finanzieller Ënnerstëtzung vum Chômage partiel ënner bestëmmte Bedéngunge bei Betriber, déi vum konjunkturelle Chômage betraff sinn, agesinn, esou kann dat an onsen Aen awer net méi déi eenzeg Form vun Ënnerstëtzung sinn, zumools wou mer gëschter - an et ass schonn hei gesot ginn - vun der Goodyear héieren hunn, datt si erëm op eegene Féiss stinn, Vollzäit schaffen a souguer Leit astellen.

Parallell zu dësem Projet de loi, dee säi Wee duerch d'Chamberskommissioun an duerch de Statsrot gemaach huet, ass de Minister beschäftegt, eng Pressekonferenz ze organiséieren, wou en dem Land déi grouss Reform vum Arbeitsamt annoncéiert. A mir verstinn Iech, Här Minister. Mir verstinn, datt den Aarbechtsminister gläichzäiteg zu de Mesures temporaires, fir dem Chômage entgéintzewierken, och vun där Institutioun wëllt schwätzen, déi fir d'Ëmsetzung vun dëse Mesuren d'Verantwortung muss iwwerhuelen. Dat wär eigentlech e Stéck vum Puzzle vun engem globalen nationalen Aktiounsplang.

Mä net nëmmen huet de Minister d'Chamber an déi zoustänneg Kommissioun - an et ass och scho ganz diplomatesch vu mengem Virriedner suggéréiert ginn - net informéiert, och net rapportéiert, a vum politeschen Austausch leider emol guer net ze schwätzen. De Minister annoncéiert der Chamber, de 60 Deputéierten an dem ganze Land per Pressekonferenz, wat dann elo Tacheles ass aus der Reform vum Arbeitsamt, déi wichteg, noutwendeg an annoncéiert Reform vun enger wichteger Institutioun, déi eng eminent wichteg Roll ze spillen huet an dësem Dossier vu Beschäftegungspolitik an Antikrise-Moossnamen.

An de Premier, onsen Här Juncker, huet d'lescht Joer ëm dës Zäit hei annoncéiert, wat d'Regierung wëlles hat, zumindest virun engem Joer. An ech zitéieren Iech de Programme gouvernemental: «Création d'un établissement public „Agence luxembourgeoise pour l'emploi". Afin d'accroître…» - an dat ass d'Argument - «…l'efficacité des politiques actives de l'emploi et d'intermédiation entre offres et demandes d'emploi, le Gouvernement entamera une réforme structurelle fondamentale de l'Administration de l'Emploi, afin de la rendre apte à répondre de manière rapide et flexible aux défis toujours changeants du marché du travail.

Suite aux recommandations du rapport de l'OCDE…» - an et waren der méi - «…sur le service public de l'emploi au Luxembourg, l'Administration de l'Emploi actuelle sera sortie de son carcan d'administration étatique.»

Här President, ech brauch Iech jo elo hei net ze soen - a mäi Virgänger huet et och schonn ënnerstach -, datt dës Regierung mat Sécherheet hei an der Chamber eng breet Majoritéit kritt hätt, well praktesch all Partei huet sech fir en Établissement public an eng Restructuration fondamentale vum Arbeitsamt ausgeschwat.

Awer esou ass et net. A mir kënnen, wa mer éierlech sinn, zumindest fir dat, wat mer haut wëssen, net vun enger Reform schwätzen, a scho guer net fir dat, wat mer haut wëssen, vun enger Réforme structurelle fondamentale, well et ännert sech praktesch näischt un där Verwaltung, déi notamment och dës Mesurë muss an d'Praxis ëmsetzen. D'Propos vum Aarbechtsminister: Et behält jiddwereen déiselwecht Struktur, praktesch jiddwereen déiselwecht Aarbecht, et kritt vläicht en neien Numm an et ginn effektiv eng 40 Leit agestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir gesi wierklech net, wéi dëst Land sech ka fir déi nächst Generatioun nohalteg opstellen, wa mer et net fäerdeg bréngen, engersäits global a vernetzt ze schaffen, fir déi Créneauen ze erschaffen, déi Aarbecht an onst Land bréngen, déi dozougehéierend Formatioun unzebidden, den noutwendege Suivi ze garantéieren, an déi Institutiounen, déi mer dofir brauchen, och esou performant ze gestalten, datt se kënnen effikass an effizient schaffen.

Hei zape mer nach zousätzlech aus dem Fonds pour l'emploi, mir verschieben eigentlech de Problem vum Chômage op spéider, andeem mer e bezuelen, anstatt e mat den Haren ze huelen. Mir hunn och nach ëmmer keng Perspektive fir ons Jugendlecher, keng visibel Kollaboratioun tëschent de concernéierte Ministeren, keng Ausweitung vum Prinzip vum Consultant, vum Conseiller à l'apprentissage, vun der Beruffsorientéierung an esou weider.

An dobäi hu mir an onsem Land nach esou vill méi Méiglechkeete wéi an onsen Nopeschlänner. Wéi schued ass et eigentlech, datt mer onse Potenzial elo an direkt net ausschöpfen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well ons déi finanziell Mesuren, déi hei proposéiert ginn, definitiv net duerginn a well dat Wesentlecht feelt, nämlech de Chômage net ze finanzéieren, mä de Chômage ze bekämpfen, kënne mir dësem Projet de loi net zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Elo kritt den Här Gibéryen d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen,

ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Roger Negri Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, deen, wéi mer dat vun him kennen, ëmmer exzellent war.

Dëse Projet, Här President, dee geet am Fong ëm d'Diskussiounen am Kader vun der Tripartite. Souguer wann d'Tripartite u sech en Échec war, esou géife mir awer vun eiser Säit aus soen, datt ee muss soen, datt deen heiten Deel vun der Tripartite dee positiven Deel vun der Tripartite war, dee mer haut hei iwwert de Wee vun dësem Gesetz ëmsetzen.

Et ass, mengen ech, e Gesetz, wat zum Zil huet, eng Rei vu Moossnamen, déi an deene leschte Joren am Interessi vun der Bekämpfung vum Chômage geholl si ginn, ze verlängeren, respektiv fir Verbesserungen erbäizeféieren. Ech brauch elo net méi op d'Entwécklung vun de Chômagezuelen anzegoen, de Rapporteur an och verschidde Virriedner vu mir hunn dat am Detail gemaach. Mir musse just festhalen, mengen ech, datt de Chômage iwwer eng Rei vu Jore permanent hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen ass an datt e krisebedéngt an deene leschten zwee Joer dramatesch an d'Luucht gaangen ass.

Och wann en elo temporaire kuerzfristeg an deene leschten zwee Méint zréckgaangen ass, esou wësse mer, datt de Chômage all Joer am Fréijoer, wann d'Wieder gutt ass, zréckgeet. Dat ass e saisonal bedéngte Réckgang, op dee mer eis näischt dierfen abilden. Dat hate mer nach all Joer, och a Krisenzäiten; da vläicht net esou staark, mä datt en ëm dës Zäit zréckgaangen ass. Mä generell musse mer wëssen, datt de Chômage an deene leschte Jore geklommen ass an op engem Rekordniveau ass, wéi mer en hei am Land ni kannt hunn.

Mir hunn an deene leschte Jore Moossnamen ergraff, virun allem wat de Chômage partiel ubelaangt, wat mir als ADR ëmmer begréisst an ënnerstëtzt hunn, well et virun allem drëms geet, Leit an Aarbecht ze halen, an et virun allem drëms geet, datt d'Betriber weider funktionéieren. Et ass virdrun hei d'Goodyear ugeschnidde ginn. D'Goodyear ass e gutt Zeeche vun esou Moossnamen, déi keng Entloossungen huet brauchen ze maachen, mä déi iwwert de Wee vun der Kuerzaarbecht konnt eng Zäit iwwerbrécken an elo erëm lues a lues un d'Rulle kënnt, wou déi Leit hir Aarbechtsplaze behalen hunn, an doriwwer eraus elo zousätzlech Leit och nach wäerte kënnen agestallt ginn. Ech wäert herno och nach eng Kéier op déi Aussoe vun der Goodyear zréckkommen.

Mir mengen - wa mer éierlech sinn heibannen -, et huet keen d'Allheilmëttel an der Täsch, wéi mer de Chômage vun haut op muer reduzéiert kréien. Jiddwereen huet déi eng oder déi aner gutt Iddien, mir hunn déi eng oder déi aner Moossnam, mä e Rezept, fir de Chômage einfach erofzesetzen, dat gëtt et net. Well, wann et dat géif ginn, da wiere mir wahrscheinlech net déi Éischt, déi et fonnt hätten, well da géif et et och am Ausland ginn, wou de Chômage vill méi héich ass.

Mä mir hunn eng Rei vu Moossnamen, wou mer kënne reagéieren, an ech mengen, mir hunn och scho vill reagéiert, wat awer net wëllt heeschen, datt een duerfir kann d'Regierung absolut fräischwätze fir alles dat, wat gemaach ginn ass. Villes hätt kënne besser, villes hätt och kënne méi séier gemaach ginn. Mä wichteg ass, datt, wa mer Problemer erkennen a mer wëssen, datt mer déi kënne punktuell léisen, mer dat maachen.

Ech mengen, de Problem vun de Laangzäitchômeuren, dee gëtt an enger Krisenzäit ëmmer méi grouss an ëmmer méi schwéier, an déi Chifferen, déi virdru genannt gi sinn, déi hunn dat och gewisen, datt mer ëmmer méi där Leit kréien. An et ass wierklech jo och ëmmer méi schwéier, fir an deem Alter Plazen ze fannen, fir déi Leit nach an den Aarbechtsmaart erëm ze reintegréieren.

Et ass duerfir wichteg, wa mer wëssen, datt haut Leit, déi eng Véiertche vir hunn, praktesch scho bal keng Chance méi hunn, op eisem Aarbechtsmaart ënnerzekommen, esou ass dat net nëmmen eng Responsabilitéit vun der Politik, fir sech dann ëm déi Leit ze bekëmmeren, mä ech mengen, et ass och eng Responsabilitéit vun den Entreprisen, fir ze wëssen, datt se eng Verflichtung och vis-à-vis vun der Gesellschaft dann hunn an net nëmme kënne jonk Leit astellen - wéi e fréiere Kolleeg vu mir ëmmer gesot huet, wat Zehnkämpfer sinn am Schaffen, déi och nach vläicht fir méi bëlleg schaffen - a mengen, Leit, déi mat Erfahrung do sinn, Leit, déi och vläicht eppes weider verdéngen, missten aus der Aarbechtsplaz erauszedrängen. Et ass also hei och eng Responsabilitéit vun de Betriber, fir derfir ze suergen, datt déi Leit, déi méi en héijen Alter hunn, och…

An et sinn och dacks déiselwecht Kreesser, déi am Fong, wa mer iwwert d'Pensiounen diskutéieren, heihinnerkommen an zu eis soen: Mir mussen de Pensiounsalter héijen. Mä si beschäftegen d'Leit schonn net méi, wa se iwwer 40 Joer al sinn! Also, dat steet net an engem Kontext. Et kann een net gläichzäiteg higoen a soen, de Pensiounsalter muss gehéicht ginn, awer keng Leit méi an deem Alter wëlle beschäftegen.

Wa mer haut higinn a mer setzen déi Moossnam fir d'Laangzäitchômeuren, fir kënnen zousätzlech sechs Méint vum Chômage ze profitéieren, vu 50 op 45 Joer erof, esou fënnt dat eis Zoustëmmung, wéi och déi aner Moossnamen, déi och gréisstendeels net am Intérêt direct vum Chômeur sinn, mä gréisstendeels am Intérêt vun de Betriber sinn, déi do Zouhëllefe kréien, déi selbstverständlech dann och hirem Salariat zeguttkommen, well déi da kënne weiderbeschäftegt ginn.

Wichteg ass fir eis d'Reform vun der ADEM, déi bevirsteet, déi soll esou séier wéi méiglech kommen. Ech mengen…

Une voix.- Déi ass amgaang.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi amgaang ass, jo, déi awer soll esou séier wéi méiglech och da finaliséiert ginn, datt mer se kënnen zur Ofstëmmung kréien. Ech mengen, dat rapid Uklamme vum Chômage verlaangt, datt och do rapid reagéiert gëtt!

Fir eis ass de Statut vun enger ADEM - dat hu mer heibanne scho gesot - net esou wichteg, ob dat öffentlech ass oder öffentlech-rechtlech oder privat. Fir eis ass wichteg d'Struktur vun der ADEM a wéi se funktionéiert, an d'Moyenen, déi déi Leit kréien, a wéi se sech op de Chômeur beweegt, wéi se de Chômeur begleet. Dann ass et egal, ob dat fir mech e private Salarié ass oder ob dat e Fonctionnaire ass. Wichteg ass, datt deen dat richtegt Encadrement, de richtege Kader, déi richteg Méiglechkeeten huet, fir dee Chômeur ze begleeden.

Well dem Chômeur ass et och egal, wat fir ee Statut dee vis-à-vis huet. Dem Chômeur ass et wichteg, datt en do gehollef kritt an datt en iwwert dee Wee kann eng Plaz fannen. Duerfir mengen ech sollte mer net esou vill iwwert de Statut streiden, mä mer sollte vill méi iwwert d'Moyenë streiden, déi déi Leit op der ADEM kréien, fir kënne vis-à-vis vun de Chômeuren ze handelen. De Statut ass also net esou wichteg!

Wichteg ass och, datt déi ADEM eng Flexibilitéit kritt, fir sech punktuell de Situatiounen um Aarbechtsmaart kënnen unzepassen. Wann de Chômage rapid an d'Luucht geet, da muss déi ADEM sech och kënne rapid deementspriechend upassen, fir deenen Aarbechten ze begéinen. An esou musse mer och erëm Méiglechkeeten hunn, wann de Chômage - wat mir alleguerten eng Kéier hoffen - géif rapid zréckgoen, oder zumindest géif zréckgoen, datt dann och muss reagéiert ginn.

Déi regional Büroen, déi virgesi sinn, déi 40 nei Placeuren, déi virgesi sinn, alles dat si positiv Aarbechten. Fir eis ass et net wichteg, wéi déi Leit heeschen, ob se en aneren Titel kréien oder ob d'ADEM en aneren Numm kritt, fir eis ass et wichteg, wat konkret dobäi erauskënnt. An ech mengen, et muss een och hei fairerweis soen - och wann den neien Aarbechtsminister elo nach net alles opzeweisen huet -, mä et ass awer schonn esou munches geschitt. An ech mengen, amplaz elo direkt op den neien Aarbechtsminister ze weisen, misste mer emol fir d'Éischt op dee vu virdru weisen, deen iwwer zéng Joer praktesch näischt gemaach huet, wou nëmmen ausser Rieden näischt geschitt ass. Do kann d'CSV sech déi Datz emol an d'Täsch stiechen, well de Misär, dee mer haut do hunn, deen hu mer aus der Vergaangenheet, wou aner Prioritéiten do ware wéi déi, wou ech elo genannt hunn.

Eng aner Fro, Här President, déi ech wollt uschneiden, ass déi vun dem… wou mer eis hei mussen d'Fro stellen, wa mer esou vill Résidenten am Chômage hunn, wéi et méiglech ass, datt mer nach ëmmer weider mussen zousätzlech Leit an d'Grenzregioun siche goen. An ech wollt och do prezis un de Minister eng Fro stellen, ob déi Ausso, déi gëschter Owend op der Televisioun komm ass vun der Goodyear, datt se net genuch Leit hei am Land géif fannen, fir déi Plazen ze besetzen, an datt se elo misst op d'Grenzregioun zréckgräifen, ob do keng Reaktioun vum Ministère kënnt oder vun der ADEM kënnt? Do misst jo zumindest gefrot ginn: Ma wat fir eng Leit sicht Dir dann, déi Der hei bei eis net fannt?

Well ech ka mer net virstellen, datt mer déi Leit net géifen hei bei eis fannen, sief et Leit, déi op der ADEM oder an de Beschäftegungsinitiativen ageschriwwe sinn. Do misst et dach méiglech sinn, datt mer déi Leit nach hei, bei där héijer Rekordzuel vu Chômage, déi mer hunn, datt mer déi missten hei um Aarbechtsmaart fannen. An ech erwaarde mer, datt de Minister an d'ADEM do dach drop reagéiert, fir ze kucken… Insgesamt géif ech och mengen, ass hei och d'Patronat an der Responsabilitéit, generell derfir ze suergen, wa se Leit astellen, alles ze maachen, fir ze kucken, ob se net op eisem Aarbechtsmaart déi Aarbechtskräfte fannen, déi se brauchen.

Well ech hunn och de Verdacht, datt a verschidde Betriber eng Personalpolitik gemaach gëtt, an dat kann een och dorop zréckféieren, datt mer haut a ville Betriber dacks Personalchefen hunn, wat keng Résidentë sinn, mä déi aus der Grenzregioun kommen, an déi selbstverständlech dann och en Intérêt hunn, wa se Gott weess vu wou aus der Grenzregioun kommen, Leit aus där Regioun hei anzestellen. Da sti si flott an där Grenzregioun do! Mä ech mengen, och do misst vun dem Patronat aus, misste mer en Appel maachen, datt alles misst gemaach ginn, fir a priori Leit anzestellen, déi hei zu Lëtzebuerg Résident sinn.

Ech wollt nach dem Kolleeg Bauler hei awer eng Remarque maachen. En huet dat e bëssen esou genësslech hei virdrun ervirbruecht, datt d'Goodyear gëschter gesot huet, wann elo keng Indextranche komm wier, dann hätt se nach 30 Leit kënne weider astellen. Ech muss Iech soen, ech si laang an deem Domän do beschäftegt, a bei allem Respekt, deen ech hunn, kann ech mer net virstellen, datt e Betrib 30 Leit weider astellt. Entweder e brauch se, oder e brauch se net.

(Interruptions)

An d'Goodyear, déi huet lauter Posten, wou Leit mussen drop sëtzen, an déi kann net higoen a soen, mir hätten der elo nach 30 weider agestallt, wann den Index net komm wier.

Wann et esou wier, Här President…

Une voix.- …d'Circulaire vun der Chambre de Commerce.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann et esou wier, da géif ech d'Propos maachen, mer sollen als ganz Lëtzebuerg op eng Indextranche verzichten, an d'Patronat géif sech op där anerer Säit engagéieren, bannent zwielef Méint de Chômage op null erofzesetzen, well dat wier jo dann eventuell déi Equivalenz…

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat wier jo dann eventuell déi Equivalenz, wann dat Argument vu gëschter richteg ass, wat een da kéint generell zielen.

Une voix.- Merci, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir vun eiser Säit, Här President, wäerten dësem Projet haut zoustëmmen. Ech mengen, et soll eis éischt Missioun sinn, als Chamber, als Deputéierten, fir deene Leit, déi net duerch hir Schold an de Chômage komm sinn, déi Méiglechkeeten ze ginn, fir ënner allen Ëmstänn an Aarbecht ze bleiwen, a fir déi, déi am Chômage sinn, fir datt déi mat alle Méiglechkeeten erëm eng Aarbecht kënne kréien. Et ass näischt méi Onwierdeges fir e Mënsch a fir seng Famill, wéi wa se keng Aarbecht hunn. An duerfir musse mer elo alles maachen, fir deene Leit eng Aarbecht ze ginn, a fir déi Leit, déi keng Aarbecht duerch hir Schold hunn, datt mer déi Leit ofsécheren, fir datt si an hir Famill och an Zukunft kënne mënschewierdeg hei an dësem Land liewen. An duerfir d'Zoustëmmung vun eis fir dëse Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, ech mengen, et ass eng zéng Joer à peu près hier, wéi eise Premier gesot huet zur Beschäftegungspolitik hei zu Lëtzebuerg, elo wär hien awer och selwer mat sengem Latäin um Enn. An zënterhier ass d'Aarbechtslosegkeet natierlech nach ëmmer weider gewuess.

(Interruption)

Mir hu gëschter hei des Öfteren iwwert de Paradigmewiessel geschwat an engem aneren Zesummenhang, an ech mengen, dass mir an der Beschäftegungspolitik wierklech e ganz seriöse Paradigmewiessel bräichten, deen och an dësem gemëschte Gesetz nach net vollzunn ass, a wou ech och net gesinn, dass e sech géif ukënnegen.

Zënter Jorzéngte gi mir eigentlech ëmmer vun deemselwechte Postulat aus. Et gëtt eigentlech genuch Aarbechtsplazen. Hei zu Lëtzebuerg ginn der jo och all Joer nach ëmmer méi geschafen. Mir vergiessen dobäi, dass den Aarbechtsmaart sech iwwer eng ganz, ganz grouss Regioun erstreckt, déi wäit iwwer eis Grenzen erausgeet, dass mer also hei a puncto Aarbechtsmaart iwwerhaapt net an nationale Grenze kënne räsonnéieren. A vu dass mer mengen, et gëtt net genuch Aarbechtsplazen, da kënnt et also nëmmen drop un, d'Leit och nach dohinner ze brénge respektiv dohinner ze schleefen.

An e groussen Deel vun deene Mesuren, déi an deene leschte Jore geholl gi sinn, e groussen Deel däerf ech e bëssen iwwerspëtzt awer vergläiche mat där berühmter Wuerzel an deem berühmte Bengel, „la carotte et le bâton", meeschtens e bësse méi Wuerzel fir d'Patronen, zum Beispill a Form vun Iwwerhuele vu Sozialbäiträg, fir se ze encouragéiere Leit anzestellen, e bësse méi Bengel fir deen, deen eng Aarbecht sicht, dat heescht neierdéngs Aktivéierung.

Ech hu wuelverstanen näischt dergéint, dass ee Leit, déi keng Aarbecht hunn, begleet an hëlleft, fir dass se Aarbecht fannen. De Problem ass, dass hannert deem Begréff „Aktivéierung" ënnerschwelleg selbstverständlech ëmmer steet, eigentlech wëlle se net esou richteg. Mir mussen hinnen also e bëssen Damp ënnert dem Hënner maachen, fir dass se eng Aarbecht fannen. Aarbecht, déi dann awer vläicht net do ass, well ech ebe mengen, mir gi vun deem falsche Postulat aus.

Wéi gesot, dat Gesetz hei ass gemëscht. Deen negativste Punkt, deen dra war, deen ass eraus, dat brauch ech jo net nach eng Kéier ze widderhuelen, well dat ass hei gesot ginn. Ech hunn e generelle Problem mat der Mise au travail, deen ech schonn e bëssen esou ausgedréckt hunn a menger Fro un den Här Kaes.

Ech sinn net dergéint, dass ee probéiert op déi Aart a Weis d'Leit ze integréieren. Et muss ee sech just bewosst sinn, dass och domadder d'Gefor verbonnen ass, dass regulär Aarbechtsplazen net geschafe ginn. Well et muss ee sech jo d'Fro och stelle bei verschiddene Gemengen, ob se net op eng Mise au travail zréckgräifen, do wou se eigentlech d'Méiglechkeet hätten oder souguer de Bedarf misst bestoen, fir regulär Aarbechtsplazen ze schafen. Dofir hunn ech par rapport dozou eng gewësse Skepsis.

Ech enthale mech bei deem Gesetz. Et si keng däitlech negativ Mesuren dran. Ech

sinn allerdéngs der Meenung, dass a verschiddene Punkte mer net wäit genuch ginn. Zum Beispill bei der Indemniséierung vun de Chômeure sinn ech der Meenung, dass mer e Schrëtt méi wäit kënne goen. Mir mussen eis bewosst sinn, wat et heescht, wann een no engem oder zwee Joer, a Frankräich heescht dat „Fin de droit", wann een do erausfält. Mir hu mat déi kierzest Dauer vun Aarbechtslosenentschiedegung,...

M. le Président.- Här Hoffmann, Dir misst esou lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech kommen zum Schluss.

…schreift d'Chambre des Salariés, dat heescht, do gëtt et also eng Rei vu Punkten, wou een, mengen ech, hätt kënne wierklech nach e bësse méi wäit goen, a virun allem wat mer brauchen, wéi gesot, ass e Paradigmewiessel.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo hunn ech nach op der Riednerlëscht den Här Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, aganks menger Interventioun wëll ech fir d'Eischt dann och dem Rapporteur, dem Roger Negri, Merci soe fir säin ausféierleche schréftleche wéi och mëndleche Rapport.

Ech wëll och virausschécken, datt ech déi Mesuren, déi hei an dësem Projet festgehale ginn, guer net wäert a Fro stellen, an ech wäert se och mat engem positive Vote ënnerstëtzen. Ech sinn nämlech der Meenung, datt all Mesure, déi zum Zil huet, de Chômage ofzebauen, och eng gutt Mesure ass.

Et wär awer ubruecht, Här President, datt bei allen nach esou gutt gemengte Mesuren no enger gewëssener Zäit ëmmer géif e Bilan gezu ginn. Ech wëll dofir am Kader vun dësem Gesetz dervu profitéieren, fir op eng Rei Schwieregkeeten hinzeweisen; Schwieregkeeten, déi et menger Meenung no awer nach gëtt.

Ech hunn dat hei op dëser Tribün schonn e puermol gemaach, allerdéngs, an dat muss ech agestoen, ouni séier e grousse Succès. Duerno hunn ech iwwer verschidde Questions parlementaires probéiert op de Problem hinzeweisen, mä do, Här President, war mäi Succès nach manner grouss an d'Enttäuschung nach méi grouss.

Et geet ëm dat Uleies, dat ech hunn, ëm d'Rémunératioun, ëm d'Paien also vun de Léierbouwen an de Léiermeedercher. Et kann einfach net sinn, datt jonk Leit, déi eng Léier maachen, an der Regel wesentlech manner verdénge wéi déi Leit, déi entweder eng onqualifizéiert Aarbechtsplaz hunn oder haten, duerno an enger Mesure ënnerkommen, an dat mat der Zilsetzung, dann no engem éischten Échec awer e Beruff ze léieren. Déi Leit, déi da mëttlerweil 18 Joer hunn, verdéngen dann iwwert den Ëmwee vun där onqualifizéierter Aarbechtsplaz de Mindestloun, während d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher, déi am klasseschen Ausbildungssystem sinn, dat net hunn.

An hei, Här President, läit menger Meenung no och d'Kromm an der Heck. Net datt ech dëse Loun verschiddene vun deene jonke Leit net gonne kann; neen, dat ass net de Problem. De Problem besteet einfach doranner, datt et e grousse finanziellen Ënnerscheed gëtt. Dësen Ënnerscheed zum soziale Mindestloun kann am aktuelle System, jee no Léierjoer, tëschent null an honnert Prozent leien. Den Ënnerscheed ass am drëtte Léierjoer, oder am neie System an der zweeter Halschecht vun der Léier, selbstverständlech ass en do méi kleng wéi am éischte Léierjoer respektiv an der éischter Halschecht vun der Léier.

All Joer kënne mir an de Publikatioune vun der Chambre des Métiers noliesen, datt e groussen Deel vun de Léierplazen, déi vum Handwierk hei zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, net besat ginn. Ech denken, Här President, datt dat awer Froen opwerft. An datt et un der Politik ass, sech doriwwer Gedanken ze maachen an déi Froen och wëllen ze beäntwerten.

Folgend Zuelen am Handwierk missten ze denke ginn: 1990 koum een CATP respektiv CCM op aacht Entreprisen. 2008 koumen nëmme méi een CATP respektiv CCM respektiv dann och nach CITP op 13 Entreprisen. 1990 goung ee Brevet de maîtrise op 15 Entreprisen, an 2008 sinn nach 43 Entreprisë gebraucht ginn, fir ee Brevet de maîtrise ze produzéieren.

Ech sinn der Meenung, d'Handwierk brauch Léierbouwen an d'Handwierk brauch och Léiermeedercher. D'Handwierk brauch och Nowuess, an ech denken, datt ech do heibanne mat menger Meenung net eleng stinn. Mir si jo all derfir, fir dem Mëttelstand ënnert d'Äerm ze gräifen an en och ze ënnerstëtzen.

Et gëtt nach Plaz fir jonk Leit, déi eng Léier maachen. Net fir jiddwereen an och net iwwerall, zumindest am Handwierk gëtt et en duebelen Déséquiliber. En éischten Déséquiliber, dee berout op enger Inadéquatioun tëschent de Virstellunge vun deene Jonken an de Besoinë vun de Betriber. Op där enger Säit gëtt et Beruffer, wou d'Demande u Léierplaze méi grouss ass wéi d'Offer. Op där anerer Säit gëtt et Beruffer, wou d'Offer u Léierplaze méi grouss ass wéi d'Demande do ass.

En zweeten Déséquiliber, dee berout op enger Ongläichheet tëschent dem Profil, deen d'Betriber da verlaangen, an deem Profil, deen déi jonk Leit mat sech brénge. Folgend Zuele vun 2009 sinn an deem Kontext explizit: Um Niveau CATP koum op eng Ausbildungsplaz ronn ee Kandidat. Um Niveau CCM koumen op eng Ausbildungsplaz ronn 2,5 Kandidaten. Um Niveau CITP koum op eng Ausbildungsplaz ronn dräi Kandidaten.

Wéinst dësen zwee Déséquilibere bleiwen awer all Joer op en Neits Léierplazen onbesat. Tous secteurs confondus waren d'lescht Joer op den 31. Dezember 211 Léierplazen onbesat. Dat sinn der vill, dat sinn der genau 211 ze vill!

D'Handwierk brauch Nowuess, allerdéngs mat deene richtege Profiler an deene richtege Beruffer. Hei ass déi schoulesch an déi berufflech Orientéierung gefuerdert. An deem Kontext waarden ech mat Spannung oder waarde mir mat Spannung an Zouversiicht op de Rapport vum „Forum Orientation".

Här President, wann ee wëllt, datt déi Jonk sech op de Wee vun enger klassescher Léier solle beginn, da muss een déi Mesure och méi attraktiv gestalten. Méi attraktiv wéi all déi aner nach esou gutt gemengte Mesuren. Mir kennen haut oder elo dräi Ausbildungsweeër, oder och vläicht méi, wou een dervun awer dee klasseschen Ausbildungswee ass, den Apprentissage mat enger jee no Beruff a jee no Ausbildungsjoer minimaler Rémunératioun. Dofir widderhuelen ech dat, wat ech schonns viru Joren, an dat bei méi wéi enger Geleeënheet - ech hat et uganks ugedeit - hei op der Chamberstribün och gesot hunn: Mir mussen eis seriö Gedanken iwwert d'Rémunératioun vum klasseschen Ausbildungswee maachen.

Hei gëtt wierklech eng Geleeënheet verpasst, seriö a ganz seriö an d'Aarbecht an an d'Formatioun wëllen ze investéieren. Op d'mannst misst dee Jonken no Ofschloss vu senger normalerweis dräi Joer undauernder Léier eng Prime an Aussiicht gestallt kréien; eng Prime, déi dann den Ënnerscheed tëschent sengem reelle Loun an dem Mindestloun géif duerstellen. Des Weidere géif esou eng Prime fir dës jonk Leit, déi och nach potenziell Créateurs d'entreprises sinn, e séchert Startkapital duerstellen.

Maache mir dat net a probéiere mir weider prioritär déi Jonk iwwer aner Weeër, Weeër, déi méi lukrativ sinn, Weeër, déi ech als zweet Méiglechkeet och guer net wëll a Fro stellen, op den Aarbechtsmaart ze kréien, dann, Här President, soen ech Iech, da gëtt hei d'Päerd vun hannen opgesuedelt.

Fazit ass: Wann de reelle Wëlle vun der Politik besteet, fir méi jonk Leit an dee klasseschen Apprentissage ze kréien, fir duerno och nach Créateurs d'entreprises ze hunn, muss een dësen Ausbildungswee, dee sech jo bis haut awer méi wéi bewäert huet, op d'mannst, an ech betounen op d'mannst esou lukrativ, wann net méi lukrativ gestalte wéi all aner Ausbildungsweeër.

Här President, ech hu virdru gesot, datt ech all Mesuren, fir jonk Leit op den Aarbechtsmarché ze kréien, Mesuren, déi an dësem oder an anere Projete virgesi ginn, net a Fro stelle wëll. Ech hu se just hei par rapport zum bestehende klasseschen Ausbildungswee beliicht.

Des Weidere sinn ech der Meenung, géif een op esou e Wee goen an dann no zwee oder dräi Joer ee Bilan zéien, datt déi ganz Operatioun de Stat och an dëse finanziell méi schwieregen Zäiten näischt géif kaschten. Hei gëtt op där enger Säit an d'Ausbildung, an d'Formatioun an an d'Aarbecht investéiert, op där anerer Säit, mat Sécherheet, beim Chômage kënnen déi Suen erëm agespuert ginn.

Nach ee Wuert, Här President, zu mengen dräi Questions parlementaires, déi ech d'éinescht ugeschwat hunn. Déi éischt vum 17.9.2009; Äntwert vum Här Minister Schmit: D'Regierung wier sech der Problematik vum Ënnerscheed vun deene verschiddene Rémunératioune ganz wuel bewosst a proposéiert dofir, datt d'Madame Hetto, déi fir d'Classes moyennes zoustänneg ass, an d'Madame Delvaux, déi jo bekanntlech fir d'Schoul zoustänneg ass, datt si dat sollten emol studéieren, wat do ze maache wier fir déi Jonk, déi eng klassesch Ausbildung maachen, fir do eng Adaptatioun vun der Rémunératioun erbäizeféieren.

Déi zweet, den 20.11.2009: D'Äntwert war ganz knapp. E verweist op déi éischt Question parlementaire an d'Informatioun, datt schonn eng Réunioun stattfonnt hätt.

Déi drëtt, den 9.4.2010, dann un déi dräi Ministèren: D'Äntwert, datt d'Chambres professionnelles elo hir Propositioune sollten eraginn an datt déi Propositioune schonn all do wieren, ausser déi vun der Chambre des Métiers.

Ech wollt dozou soen, datt dat mech dunn awer e bësselchen erstaunt huet, datt et just un der Chambre des Métiers sollt hänken, wou just si dëse Problem schonns a verschiddenen Avisen zum Statsbudget selwer opgegraff huet. Dat gesot, weess ech, Här Minister, datt och dës Propositioun an der Tëschenzäit awer erakomm ass an datt déi Etüden elo, denken ech, jo awer kënne ganz zügeg virugoen.

D'Chambre des Métiers huet vläicht e bësselche méi laang gebraucht. Ech weess awer, datt se sech d'Saach och net einfach gemaach huet an datt se sech mat deene verschiddene Beruffer concertéiert huet. A fir déi Formatiounen, déi vun hir gefrot waren, leien d'Montantë vun de Rémunératiounen, déi schlussendlech vun hir proposéiert goufen, souguer a munche Fäll iwwert deene Montanten, déi initialement vum Ministère da proposéiert gi sinn.

Ech denken, Här President, datt mäin Uleies heibannen oppen Dieren opstéisst. An dofir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren, an Iech, Här Minister, soen ech Merci fir déi Äntwert, déi ech kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Clement. Elo kritt d'Wuert den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

Une voix.- Merci, Här Clement!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech fänken emol direkt mat engem Merci un, Här President.

Une voix.- Aaahhh!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech wëll dann och mat engem Merci ufänken, an zwar emol éischtens fir den Här Negri fir déi seriö a gutt Aarbecht an deem Rapport, dee jo och vun der Kommissioun preparéiert ginn ass an diskutéiert ginn ass. Leider stellt een ëmmer fest, datt déi Leit, déi net ëmmer präsent sinn an der Kommissioun, dann op eemol hei an der Plénière déi bescht Iddien développéieren, déi se natierlech och hätte kënnen an der Kommissioun soen, ne Dir. D'Madame Loschetter - leider ass se net hei.

(Interruption)

Ech kann hir dee Rotschlo net direkt mat op de Wee ginn.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Clement stellt scho gär dem Här Minister eng Fro.

(Interruption)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Neen, neen, dat war guer net fir Iech. Et war fir d'Madame Loschetter.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Also, ech géif Iech elo emol alleguerte bieden, dem Minister nozelauschteren, ier Der schonn hei Froe stellt!

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Huet den Här Clement keng gutt Iddien, oder wéi?!

(Interruptions)

M. le Président.- Här Minister, schwätzt elo emol!

(Interruptions)

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech soen der Kommissioun an och hei der Chamber Merci, fir dee Projet schnell evakuéiert ze hunn, trotz allem seriö beaarbecht ze hunn a schnell op den Ordre du jour hei vun der Plénière gesat ze hunn. A wann Der dat gemaach hutt, da mengen ech, datt Der och am Kapp hat, wat dee Projet eigentlech heescht.

Dee Projet, deen heescht fir verschidde Leit e reelle Soulagement. E reelle Soulagement, well et hei ëm Leit geet, déi länger Zäit am Chômage sinn, déi gären, an ech soe ganz kloer, déi meescht vun hinnen, déi grouss Majoritéit vun hinnen, gären an hirer Boîte e Bréif géife fannen, wou dra géif stoen, datt se engagéiert sinn. An déi Floskelen, fir ze soen, ma deen, deen am Chômage ass, deen ee Joer am Chômage ass oder méi, dat ass eigentlech een, deen net gär schafft, ech mengen, dat si Floskelen, déi ganz wéineg mat der Realitéit vu villen, vun enger Majoritéit vu Chômeuren ze dinn hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Sécher, wann ech gewëssen Avisë liesen, da gëtt gesot, Dir setzt elo d'Indemnitéiten erop. Et ass virdru gesot ginn, Dir probéiert erëm alles mat Suen ze regelen an Dir vergiesst, an d'Mënschen ze investéieren. Neen, mir vergiessen doudsécher net, an d'Mënschen ze investéieren. D'Prioritéit bleift den Investissement an d'Mënschen.

Mä eng aner Prioritéit ass effektiv, wéi deen een oder deen anere vun Iech et gesot huet, deene Mënschen, déi dostinn, déi de Gank op d'ADEM musse maachen, déi oft mussen dohi goen, fir deenen awer net en Zeechen ze ginn, datt se eigentlech scho vun der Gesellschaft fale gelooss gi sinn. Dat ass de Problem.

Ech weess ganz genau, datt deen heite Projet de Chômage net hei zu Lëtzebuerg léist. Dat hei ass e Projet, deen ee klenge Volet, ee klengen Deel vun der Beschäftegungspolitik ausmécht, an zwar deen, deen aus der Urgenz kënnt, aus der Noutsituatioun vun enger Kris, aus der Situation particulière vun engem Aarbechtsmaart, deen esou ass, datt et net méi automatesch fir jiddwereen, deen emol seng Aarbecht verluer huet, erëm eng Aarbecht gëtt no sechs, siwen oder aacht Méint, mä datt et der och ëmmer méi gëtt, déi ee Joer waarden an iwwer ee Joer eraus.

Et ass fir déi emol fir d'Éischt, wou mer dee Projet hei gemaach hunn. A leider, vill vun deene si sougenannte Senioren. Wou kee weess, wou d'Senioritéit eigentlech elo ufänkt, ob se elo bei 45, fir Verschiddener fänkt se schonn drënner un, déi op eemol gesot kréien, du bass ze al, du brëngs et net méi an du bass besonnesch och nach deier. Géi du elo emol e bëssen eraus, dech brauche mer net.

Dat ass d'Realitéit, déi sech breetmécht, besonnesch an enger Zäit, wou an de Betriber den Drock verstäerkt gëtt a wou dann natierlech och ëmmer gekuckt gëtt, wou kann ech dann elo prioritär Leit lassginn, an da ginn ech natierlech déi lass, wou ech mengen, datt se e bësse manner effikass sinn, „ce qui serait encore à démontrer", a besonnesch vläicht duerch

d'Progressivitéit an de Konventiounen e bësse méi deier sinn.

Ech sinn eigentlech iwwerrascht, datt zum Beispill een Aspekt an deem Projet de loi, deen dee particulierë Problem ugeet a wëllt an d'Betriber erandroen, an d'Diskussioun vun der Beschäftegungspolitik erandroen, deen, datt mer en extrae Punkt am Plan de maintien dans l'emploi setzen, an zwar datt muss besonnesch an deene Plans de maintien iwwert d'Senioren diskutéiert ginn, iwwert déi particulier Problemer vun de Senioren. Dat ass eigentlech e kloert Zeechen, datt mer mussen net eng kleng Mesure mat Sue regelen, mä datt mer musse ganz geziilt enger Kategorie vu besonnesch gefährdete Leit um Aarbechtsmaart haut Rechnung droen.

An ech kann Iech verspriechen, d'Thema vun de Senioren, à tout moment sinn ech bereet, hei bei Iech ze kommen, ob et an der Kommissioun oder an der Plénière ass, wäerte mer am Hierscht grouss ugoen, a mat de Sozialpartner hoffen ech, ech hunn dat och an der Tripartite kloer gesot, diskutéieren, wéi mer och hei zu Lëtzebuerg dee Problem besser kënne léisen.

Ech hu gemierkt, datt deen hei Projet nëmmen e klengen Deel ass vun engem Ganzen, also muss en och an dat Ganzt integréiert ginn. An ech sinn e bësse verwonnert, mä et huet een esou vill ze liesen, datt een net ëmmer kann d'Exposés des motifs och nach liesen, wann een d'Projete gelies huet, datt mer natierlech an der Tripartite iwwert d'Reform vun der ADEM diskutéiert hunn, datt mer iwwert d'Formation continue diskutéiert hunn, datt et en Deel ass vun deenen zwielef Punkte vun enger aktiver Beschäftegungspolitik, déi mer wëlles…, amgaang sinn iwwregens en musique ze setzen an zesummen och ëmzesetzen. Ech ginn elo net méi op all Aspecten an.

Ech wëll awer ee Punkt soen, wou ech eigentlech och iwwerrascht sinn, datt keen dervu geschwat huet. An dat ass dat, wat d'Fins de droit ubelaangt. Mir hunn 3.000, ech mengen, den Här Negri zitéiert se a sengem Rapport, d'lescht Joer, oder 2.500 Fins de droit gehat, dat heescht Leit, déi eigentlech näischt méi hunn, déi no engem oder zwee Joer um Enn si vum Chômage.

Elo kann ee soen, et ass der ADEM hir Schold, dat ass deene Leit hir Schold. Et ass e Fait, datt se um Enn vun hirer Indemnitéit ukomm sinn. A mir musse besonnesch op déi kucken a soen, wat maache mer mat deene Leit. An do ginn ech dem Här Kaes Recht: Mir hunn en Instrument, wat mer elo änneren, wat mer net méi Mise au travail nennen, mä wat mer Occupation temporaire indemnisée nennen. Och d'Wierder hunn hir Significatioun. Och d'Changementer vun de Wierder, déi sinn net einfach esou, well mir gären nei Konzepter an d'Welt geheien. Neen, dat huet och e Sënn an der Manéier, wéi mer un dee Problem vun der Mise au travail eruginn.

Mir haten 200 an eppes actuellement, wou mer à peu près 200…, eppes iwwer 200 Mises au travail. Wat geschitt mat deene Leit, wa se un d'Enn komme vun der Mise au travail, dat heescht, wa se un d'Enn vun hirem Chômage kommen? Ben, da gi se au mieux - au mieux, wa se Recht drop hunn - an den RMG gesat. An do sëtze se. A wat se méi laang am RMG sëtzen, wat se eigentlech de Wee an eng Aarmut, eng materiell Aarmut, mä besonnesch an eng psychologesch, an eng mënschlech Aarmut ginn; wat se sech ëmmer méi vum Aarbechtsmaart ewechbewegen, wat et ëmmer méi schwéier gëtt, fir se aus deem System erëm reell op den Aarbechtsmaart ze kréien.

Mir hunn awer komescherweis och am RMG e System, deen heescht ATI. ATI, dat heescht Affectation temporaire indemnisée, mä bon, dee gëtt operéiert haaptsächlech vum SNAS, a wou probéiert gëtt, Leit aus deene Situatiounen am RMG an eng Beschäftegung eranzebréngen, fir ze soen, bon, den RMG, dat ass e Loun oder esou eppes Ähnleches, ass e Revenu, besser gesot. Et ass e Revenu, mä déi Leit, déi kënne schaffen, missten eigentlech och dogéint eng Prestatioun maachen.

An dann dauert et heiansdo Méint, voire méi wéi Méint, ier eventuell een ufänkt, sech mat engem RMGist emol ofzeginn an ze kucken, ob deen dann och kéint op esou eng Aart ATI erabruecht ginn. An déi Persoun, déi vläicht aus dem Chômage komm ass an déi eng Mise au travail oder zukünfteg OTI hat, déi huet déi missen opginn, fir an den RMG ze goen, an dann au mieux no Méint oder och vläicht no zwee Joer op eemol eng ATI ze kréien.

Firwat? Mä well mer zwou Administratiounen hunn. Mir hunn eng ADEM, déi géréiert de Chômage, a mir hunn e SNAS, dee géréiert den RMG. A mir mussen also higoen, an dat steet am Regierungsprogramm, mir mussen déi Administratiounen, wa mer se net fusionéieren - do gëtt et och schlecht Beispiller, wann een dat mécht -, da musse mer zumindest et fäerdeg bréngen, déi zwou Approchen, déi zwou Administratiounen enk mateneen ze verbannen.

Datt d'Approche par rapport zu deem, deen am Chômage war a seng Rechter am Chômage verluer huet, deen an enger Mise au travail, nei OTI ka sinn, a mir mussen effektiv verschidde Leit wahrscheinlech méi nach an esou Mesurë setzen, datt deen, wa seng Droiten do fäerdeg sinn, eigentlech en normalen Iwwergank huet, ouni datt en awer déi Occupatioun, déi jo awer Sënn mécht - an ech mengen, mir kruten dat jo gesot, déi ganz oft soziale Bedürfnisser entsprécht oder anere Bedürfnisser an der Gesellschaft -, datt déi Persoun déi ka weidermaachen.

Dat ass eng wesentlech Erneierung, wéi mer zwee Pôlen, dee vun dem Sozialen, vun der Sozialpolitik op där enger Säit, a vun der Beschäftegungspolitik aneneebréngen, zesummebréngen. An dat ass eigentlech eng strukturell Moossnam, déi net nëmmen heimat ufänkt, déi mer elo musse konsequent weiderféieren. Dat ass eng vun den innovativen Iddien, an ech sinn eigentlech iwwerrascht - esou ass dat eben, heiansdo mengt een, et hätt een eng gutt Iddi a si gëtt emol net beuecht.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech wëll awer elo op ee Wuert zréckkommen, op d'ADEM an och déi Debatt iwwert d'Goodyear. Also, wann ech gelift, d'Goodyear stellt net 170 Leit an, si annoncéiert dat net gëschter eleng op der Tëlee. Mir wëssen dat schonn, Verschiddener vun Iech wëssen dat ganz gutt, scho säit Wochen, datt dat ass. D'Goodyear annoncéiert, mir stellen 170 Leit an, a kee weess et, a besonnesch d'ADEM weess et net.

Wann ech gelift, ech mengen, e bëssen Décence. Esou ass et net. Wann ech dat da muss richtegstellen, da wëll ech dat awer hei maachen.

D'ADEM schafft säit Woche mat Atelieren, mat de Consultanten drun, a mat den Initiative pour l'emploi, fir do Leit sichen ze goen, erauszehuelen, fir bei d'Goodyear ze schécken. An de Problem ass, an dat mécht mech och traureg, Här Bauler, de Problem ass, datt trotz deenen Efforten, déi d'ADEM mécht - an d'ADEM ass net grad esou, wéi se hei ëmmer presentéiert gëtt, si ass net gutt, mä si ass awer och net esou schlecht, wéi et ganz einfach mat e puer Schlagwierder ze soen ass. D'ADEM probéiert e Maximum vun deene Leit aus där héijer Zuel vu Chômage erauszefannen, déi dem Profil vun der Goodyear entspriechen. Mä um Endeffekt ass et net d'ADEM, déi d'Leit astellt. Et ass d'Goodyear, déi d'Leit astellt. An d'Goodyear natierlech huet ganz prezis Virstellungen an och Fuerdernisser, déi se un déi Leit stellt, déi se elo astellt.

Mä ech soen Iech ganz kloer, datt mer keng Méi an deene leschte Woche gescheit hu bei der ADEM a wou nach ëmmer, fir e Maximum vu Leit ze fannen. Mä, onse Problem ass net, datt elo d'ADEM net gutt géif organiséiert ginn, fir 140 Leit ze fannen. Dat ass amgaang probéiert ze ginn ze geschéien. Mä onse Problem ass, datt mir natierlech ënner onsen Demandeurs d'emploi vill Leit hunn, déi deene Profiler, déi d'Goodyear stellt, déi d'Goodyear freet a wou d'Goodyear net mat sech driwwer diskutéiere léisst - an ech mengen, et ass e Betrib, déi hu Recht, déi hunn hir Standarden -, datt déi Leit net ëmmer deene Profiler entspriechen. An datt d'Goodyear déi Leit net gär a sechs Méint hätt.

D'Goodyear hätt gär déi Leit muer, well elo ass de Marché, deen unzitt. Elo mussen d'Pneue gebaut gi fir verkaaft ze ginn. Wat a sechs Méint oder an néng Méint oder an zwielef Méint oder a 16 Méint geschitt, dat weess keen, och d'Goodyear net. Duerfir ass jo och en Deel vun deenen Emploien, déi elo d'Goodyear emol schaaft, an ech félicitéiere mech, datt déi Entreprise dat mécht, si jo elo emol Joben op Zäit an net mat engem Contrat à durée indéterminée.

Et ass also e bëssen anescht, wéi heiansdo dat presentéiert gëtt.

Mir haten net méi spéit wéi gëschter eng Réunioun mam Commerce. De Commerce stellt an, a mir fannen net déi Leit, déi dem Commerce gefalen, déi bereet sinn, an de Commerce schaffen ze goen. Anscheinend hu mer an der ADEM Leit, grosso modo, déi uginn, an dat sinn der iwwer 3.000, déi soen: „Jo, ech kéint mer virstellen, eventuell an de Commerce schaffen ze goen." Mä bon, wa sech dann d'Situatioun presentéiert, dann entspriechen déi Leit awer ganz oft net deem, wat ee sech am Commerce ënner engem Vendeur virstellt.

Mir sinn also elo amgaang, mam Commerce ze probéieren, an der ADEM, där neier ADEM, déi en route ass, an net elo drop waart, ob mer elo en Établissement public oder wéi mer och ëmmer déi Organisatioun do nennen, fir ze probéieren, e Programm opzestellen, mat den Acteuren aus dem Commerce - well meng Approche ass, Dir hutt et gesot, an dat ass ganz richteg: Mir mussen d'ADEM erausbréngen, mir mussen d'ADEM bei d'Entreprisë bréngen. Mir mussen d'Besoinë vun den Entreprisen identifizéieren. An da kucken, wat fir eng Leit korrespondéieren, respektiv wat kënne mer deene Leit ginn, déi net 100%eg korrespondéieren, fir se employabel ze maachen a fir se an déi Secteuren ze bréngen.

Dat ass d'Philosophie vun där neier ADEM. Do sinn ech total mat Iech d'accord. Mä déi Philosophie ass amgaang, lues a lues en musique gesat ze ginn. Mä, et ass net mat engem Gesetz, wou Der eng Organisatioun, déi iwwer Jorzéngten e gewëssenen Train-train ugeholl huet, vun haut op muer ännert.

Wéi seet den Här Crozier? Ech mengen, ech hunn dat schonn eemol gesot: „On ne change pas une société par décret." An et changéiert een och net eng Organisatioun, ob se elo Administratioun heescht oder ob mer d'Schëld do erofhuelen a mir schreiwe grouss Établissement public driwwer, déi changéiert een net mat engem Fiederstréch, andeem een d'Appellatioun ännert.

Dat ass eng Mentalitéit, dat ass eng Kultur, do ass eng Formatioun noutwendeg. Déi Kultur, déi si mer amgaang an d'ADEM ze bréngen. Mir bréngen d'Leit, och déi, déi vum Placeur an de Conseil professionnel wiesselen, och do huet d'Semantik hir Wichtegkeet. Si sinn net méi de Placeur, deen een hëlt vun hei an e setzt en op eng Plaz, mä si musse sech mat de Leit ausenanersetzen. Mä dat ass eng Kultur.

Ech ka jo net déi Leit do, déi elo an der ADEM schaffen, all erausgeheien. Wou ginn ech dann déi aner sichen? Ech hu probéiert, 40 Leit sichen ze goen. Ech soen Iech, fir Leit ze fannen, déi deen Job wëlle maachen zu deene Salairen, déi se bezuelt ginn, ass net - och hei zu Lëtzebuerg an där Situatioun, wou mer elo sinn - esou ganz einfach gewiescht. Mir hu se, ech mengen, elo plus ou moins fonnt. Mä dat war eng relativ laangwiereg Operatioun, fir déi Leit ze fannen.

Dir hutt gesot, an et ass richteg, datt mer Initiative lancéiert hu wéi den „Fit for job". Dat war e Pilotprojet an der Finanzindustrie. Dee Pilotprojet, dee gëtt elo ausgeweit. Dee gëtt elo op aner Secteuren ausgeweit. Gëschter hu mer déi éischt Jalonë gesat mat der Konstruktioun, fir ze kucken, wéi mer d'Kompetenze vun de Leit evaluéieren, déi an d'Konstruktioun ginn. Dat si Beräicher, dat si Secteuren, déi Leit embauchéieren.

Wou et awer wichteg ass, nach eng Kéier, datt mer mat de Secteure Profiler definéieren, mä awer och kucken, ob déi Leit, déi eventuell an eng Entreprise geschéckt ginn, deem Profil reell korrespondéieren. Well wann ech bei mäi Conseiller professionnel ginn an ech soen, ech sinn dat an dat, dann hëlt deen un, datt ech dat sinn. Mä et ass awer nach net acquis, datt ech och déi Kompetenz hunn.

Mir mussen also kucken, wa mer Leit sollen an en Emploi erakréien, datt se och déi Kompetenze reell hunn. A wa se se net hunn, da musse mer vläicht iwwer Formatiounen et fäerdeg bréngen, hinnen, wann dat méiglech ass, déi Kompetenzen ze vermëttelen.

Duerfir: Dat ass e Prozess. Dat ass eppes, wat een net vun haut op muer ka maachen. Dat ass e Prozess vun der Ëmgestaltung vun enger grousser Entitéit, déi ADEM heescht. An déi amgaang ass mat de Leit… Ech mengen, d'Initiativ vun där Ëmgestaltung, déi kann nëmme mat de Leit, déi do schaffen, kommen. Déi kënnt leider net vum Minister eleng an déi kann och net iwwer Gesetz - mat allem Estime, deen ech fir Iech hunn -, dat Dir hei stëmmt, einfach esou geschéien. Mir mussen dat mat de Leit maachen, déi do schaffen.

An Dieu sait, ech hat virun enger Woch, virun e bësse méi wéi enger Woch all d'Leit vun der ADEM zesummen. Alleguer! A si waren alleguer, bal alleguer do, wou mer iwwert déi Saachen do diskutéiert hunn, wou se kloer gesot hunn, wat déi nei Philosophie an déi nei Approche vun der ADEM wäerte sinn. An ech soen Iech, ech stinn Iech zu all Moment à disposition, fir iwwert d'Reform vun der ADEM, iwwert déi nei Approchen, iwwert d'Organisatioun vun der ADEM ze diskutéieren.

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech kommen elo zu Enn, well den Tour de France, dee wäert elo gläich ukommen.

Duerfir, wann ech gelift: Sécher musse mer villes ëmdenken an onser Beschäftegungspolitik, mä e puer Schlagwierder, ob déi elo proaktiv, offensiv, innovativ a vernetzt, wann ech déi bis gesot hunn, da muss ech soen, dann hunn ech nach näischt gesot. Da muss ee mer soen, wat dat konkret heescht. Konkret, wat maachen ech mat de Leit? Wéi traitéieren ech d'Leit? Wéi bréngen ech d'Leit an en Emploi? Wéi organiséieren ech meng Formatiounen?

An elo erlaabt mer awer, dem Här Clement nach ze äntwerten, well dat ass, mengen ech, ganz wichteg, wat e gesot huet.

Ech gehéieren zu deenen, déi absolut derzou stinn, datt d'Handwierk en essenzielle Pilier vun eiser Ekonomie ass, an datt mer alles musse maachen, fir dee Pilier net nëmmen ze halen, auszebauen, ze moderniséieren, an datt mer e Maximum vu jonke Leit musse motivéieren, fir de Wee an d'Handwierk ze goen, iwwert den Apprentissage, deen zolidd ass, deen op zukünfteg Métieren hiweist an deen hinnen och d'Ouverture gëtt, fir effektiv enges Daags selwer hire Betrib ze kreéieren oder eventuell - an ech mengen, do läit och e grousse Besoin - e Betrib ze iwwerhuelen.

Dat ass ganz kloer. Mir mussen also an onse Schoulen eng besser Orientatioun maachen. Mir sinn amgaang, un där Orientatioun… Dir wësst, wann dräi Ministèrë matenee schaffen, dann ass dat alles e bësse méi schwiereg an e bësse méi laangwiereg - dat bedaueren ech ganz staark an ech menge jiddwereen -, mä da brauch dat e bëssen Zäit, déi Konzepter vun Orientatioun, wou fir mech besonnesch och d'Handwierk muss en zentrale Rôle hunn, en place ze setzen. Mir hunn am September erëm eng nei Réunioun, fir ze kucken, wéi dat soll weidergoen.

Ech bedaueren natierlech, datt oft Entreprisen net méi genuch Plazen annoncéieren…

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer elo wierklech zum Schluss kommen. Mir sinn elo bal op 20 Minutten. Dir hutt also scho bal fënnef Minutten iwwerzunn. Ech mengen, Dir musst awer elo hei bal zum Schluss kommen.

(Brouhaha général)

Une voix.- Dir loosst alles zou.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech maachen elo do Schluss. Här Clement, mir ënnerhalen eis am Couloir iwwert déi Iddien.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech stelle just fest, hei gëtt iwwert d'Beschäftegungspolitik laang diskutéiert, mä wann ee konkret gëtt, dann ass et Schluss.

Bon, Merci.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Sou, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6147 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen an 11 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6147 est adopté par 43 voix pour et 16 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als Nächst hu mer de Projet de loi 6110, d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert d'Eisebunnsinfrastruktur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just den Här Berger ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. 6110 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;

B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;

C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun enger gudder Stonn hu mir d'Gesetz iwwert den Institut luxembourgeois de régulation op de Leescht geholl an ënner anerem derfir gesuergt, dass dëst Organ an der Konformitéit zu den europäesche Bestëmmungen a voller Onofhängegkeet seng Aarbecht maache kann. Domat si mir mam éischten Deel vun der Reform vum ILR duerch a kënnen eis elo mat der soidisant zweeter Phas beschäftegen, déi doraus besteet, datt mir eisem nationale Regulatiounsinstitut eng weider Missioun mat op de Wee ginn.

Wéi eis mäi Fraktiounskolleeg, de Marcel Oberweis, a sengem mëndleche Rapport zum ILR-Projet drun erënnert huet, bezitt sech momentan de Kompetenzberäich vum ILR op den Telekommunikatiouns-, den Energie- an de Postberäich. An Zukunft kënnt bei dës dräi Beräicher e weideren Domän…

M. le Président.- Ech bieden Iech, wann ech gelift dem Här Rapporteur nozelauschteren!

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- … derbäi, an zwar dee vun der Eisebunn. A fir dass dëst méiglech gëtt, huet de Minister vun der nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen den 3. Februar 2010 dëse Gesetzesprojet an der Chamber déposéiert.

De 24. Abrëll sinn ech an der Kommissiounssitzung vun der nohalteger Entwécklung zum Rapporteur vum Projet genannt ginn. Duerno hu mir den 2. Juni an der Kommissioun den Text an den Avis vum Statsrot, deen de 4. Mee erauskomm ass, ënnert d'Lupp geholl. Dobäi hu mir eis op eng Rei Annerunge gëeenegt, déi dunn un de Statsrot geschéckt gi sinn. Déi héich Kierperschaft huet eis hir zousätzlech Meenung dozou den 29. Juni matgedeelt. An do hu mir de 7. Juli 2010 an der Kommissioun dat alles analyséiert a schliesslech de schréftleche Rapport zu dësem Projet ugeholl.

Da wéilt ech preziséieren, dass niewent dem Statsrot och d'Chambre des Salariés - well d'Eisebunner, wat vill Leit net wëssen, net an der Chamber des Fonctionnaires, mä an der Chambre des Salariés sinn - en Avis zum Projet eragereecht huet, an dat den 22. Abrëll vun dësem Joer.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi beim Projet iwwert den ILR huet och dësen Text hei als Ausgangsbasis eng europäesch Direktiv, déi et gëllt an nationaalt Recht ëmzesetzen. An zwar handelt et sech ëm déi eng Direktiv vum 23. Oktober 2007 mat der Nummer 2007/58. Déi Direktiv ass en Deel vum sougenannten drëtten Eisebunnspak, dee schonn am Joer 2004 virgeluecht gouf, mä eréischt 2007 vun den europäeschen Institutiounen definitiv gestëmmt ginn ass. Genee wéi déi zwee viregt Päck soll dësen drëtte Pak dozou bäidroen, datt déi gemeinsam europäesch Transportpolitik an d'Wierklechkeet ëmgesat gëtt.

Ëm wat geet et dann elo bei dëser Direktiv? Ma ënnert dem Stréch verflichte sech d'Memberstate vun der Europäescher Unioun dozou, den Accès, d'Benotzung an d'Gestioun vun hire Schinneréseaue vun engem onofhängegen Organ kontrolléieren a reguléieren ze loossen.

Hei zu Lëtzebuerg ass d'Kontroll vum Eisebunnsnetz bis elo vum Transportministère gemaach ginn. Esou gesäit et den Artikel 22bis vum Gesetz aus dem Joer 1999 iwwert den Zougang an d'Benotzung vum Eisebunnsnetz vir, dass am Fall, wou en Eisebunnsbetrib, deen de Schinneréseau benotzt oder benotze wëllt, sech vum Organ, dat d'Lizenze verdeelt, benodeelegt behandelt fillt, sech beim Transportministère doriwwer beschwéiere kann. An dësem Fall gëtt dann eng Spezialkommissioun agesat, déi den Dossier ënnersicht, ier de Minister dann eng begrënnten Décisioun hëlt.

D'Europäesch Kommissioun kritiséiert dës Praxis awer ganz staark, well si där Meenung ass, dass déi Spezialkommissioun net genuch onofhängeg ass, well si dem Transportminister hierarchesch ënnersteet. Hei verlaangt d'Kommissioun Strukturen, déi net vun der Eisebunn respektiv aus dem Perimeter vum Transportministère oder an eisem Fall vum Développementsministère ofhänken.

De Gesetzesprojet gesäit an deem Sënn vir, dass hei zu Lëtzebuerg an Zukunft d'Kontroll an d'Reguléierung vum Eisebunnsmarché vum ILR iwwerholl soll ginn. Den nationale Regulatiounsinstitut soll derfir suergen, dass op deem Marché keen Acteur diskriminéiert gëtt, dass et effikass fonctionnéiert, an dass an deem Beräich d'Konkurrenz no alle Regele vun der Konscht spille gelooss gëtt.

Ganz wichteg ass, dass d'Membere vum ILR onofhängeg vum Eisebunnsmarché musse sinn an net d'Interesse vun engem Eisebunnsbetrib vertrieden däerfen. Ausserdeem muss den ILR e fräien Zougang zum lëtzebuergeschen Eisebunnsréseau garantéieren a Recommandatioune maachen, Statistiken opstellen a sech mat de Kontrollorganismen aus anere Länner ofschwätzen. Virun allem gëtt den ILR duerch dëse Projet dat Organ, un dat sech en Eisebunnsbetrib wende kann, wann e fënnt, e wier ongerecht behandelt gi vum Gestionnaire oder vun aneren Acteuren um Schinneréseau. Da kënne Strofen ausgeschwat gi bis zu der Héicht vun 150.000 Euro.

À propos Suen: Et ass natierlech och wichteg, fir bei dësem Projet e klengt Wuert zur Finanzéierung vun deem Ganzen ze soen. Sou limitéiere sech d'Käschten duerch déi nei zousätzlech Fonctiounen, déi den ILR soll kréien, op eng 115.200 Euro. Dëst Geld ass fir neit Personal virgesinn, wat bei der Schafung am ILR muss gemaach ginn.

Interessant ass ze wëssen awer och d'Tatsaach, dass an deene leschten dräi Joer keng - ech widderhuelen: keng - Plainte bei deem aktuelle Kontrollorgan géint d'Acteuren um Eisebunnsmarché agaangen ass. Wat also beweist, dass och eise System, wéi mer en am Virfeld ëmgesat haten, wonnerbar geklappt huet, an dass mer hei just musse kucken, eis den europäeschen Direktiven unzepassen.

Zum Schluss wollt ech och nach kuerz ënnersträichen, dass de Statsrot niewent enger Rei juristescher Bedenken, deenen d'Nohaltegkeetskommissioun duerch entspriechend Amendementer Rechnung gedroen huet, a sengem Avis virun allem där Meenung war, dass et net einfach wäert ginn, fir de Kompetenzberäich tëschent der Adminstration des chemins de fer an dem ILR ze klären. Duerfir hätt de Statsrot gäre gehat, dass d'Administration des chemins de fer esou mann wéi méiglech an d'Kontroll vum Eisebunnsmarché agräift. Fir drun ze erënneren: Mä et war nach ni eng Plainte do. Duerfir hu se jo bis elo nach net agegraff. Duerfir just fir och dat awer eng Kéier wëllen ze soen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, esou vill zu menger Säit zu dësem Projet. De schréftleche Rapport läit vir. An ech mengen, do stoung och alles dran.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Marc Spautz. Dat war ganz komplett. Wëllt de Minister nach eppes dozou bäifügen? Ech hu gesinn, et ass kee Riedner méi agedroen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll just Merci soen der Kommissioun fir déi Aarbecht an dem Rapporteur selbstverständlech fir deen extrem gudde Rapport, deen e gemaach huet. An do hunn ech näischt bäizefügen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Brouhaha général)

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6110 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Roger Negri), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydia Mutsch), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6014 iwwert d'Administration des Ponts et Chaussées. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Diederich, Bausch, Henckes an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

4. 6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 13. Mäerz 2009 huet den Travaux-publics-minister, den Här Claude Wiseler, de Projet zur Reorganisatioun vun de Ponts et Chaussées hei déposéiert. E gutt Joer duerno, den 23. Mäerz, huet dunn de Statsrot säin Avis dozou ofginn. Virun engem décke Mount, den 8. Juni, huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics och hir Meenung zu dësem Projet ofginn.

Well de Projet scho virun de Wahlen déposéiert ginn ass, war mäi Fraktiounskolleeg, den Här Ali Kaes, als éischte Rapporteur dovunner genannt ginn. No där neier Opdeelung awer du vun de Ministèren an de Chamberskommissiounen ass mir dunn déi Éier zudeel komm. Den 28. Abrëll 2010 huet d'Nohaltegkeetskommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert. De 5. Mee hu mir an der Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi de Statsrot sengersäits den 22. Juni aviséiert huet. Den 30. Juni huet d'Kommissioun dësen Avis analyséiert an et fir néideg befonnt, nach eemol d'Amendement unzehuelen, dat de Statsrot de 6. Juli dunn nach eng Kéier aviséiert huet. Schliesslech konnt d'Kommissioun de virleiende Rapport an der Sitzung vum 7. Juli un-

huelen, nodeems se den zweeten Avis complémentaire vun der héijer Kierperschaft och erakrut.

Här President, am Folgende wäert ech kuerz op d'Quintessenz vum Projet de loi agoen. U sech huet den Text zwee Ziler, wouvunner d'Haaptzil sécherlech ass, d'Gesetz vum 15. Mee 1974 zur Reorganisatioun vun de Ponts et Chaussées ze modifizéieren an d'Kaderen an d'Organisatioun vun dëser Administratioun den neien Ufuerderunge vun der Technik, dem Trafic, der akademescher Ausbildung an och, esou banal wéi et vläicht kléngt, un déi verännert Infrastrukture säit 1974 - dat sinn ëmmerhi scho 36 Joer hier -, fir se do unzepassen.

Am Laf vun deene 36 Joer ass d'Administration des Ponts et Chaussées wäit iwwer hiren Numm erausgewuess an eng richteg Administration des infrastructures ginn, déi sech net just, esou wéi dat fréier virgesi war, ëm Brécken an ëm Stroosse bekëmmert. Hir Aufgaben a Missioune gi wäit, ganz wäit doriwwer eraus a reeche vun der Planifikatioun iwwert d'Konstruktioun, den Aménagement hi bis zum Entretien.

Och wann déi ënnerschiddlech Aufgabe vun der Division des Eaux jo säit e puer Joer an den Hänn vum Waasserwirtschaftsamt leien, notamment déi wichtegst Volete vun Drénk- an Ofwaasser, esou huet d'Ponts et Chaussées awer nach e sëlleche Missiounen, vun deenen ech der just e puer elei wëll opzielen: d'Gestioun vum Trafic op de Statsstroossen, d'Schafe vun den Infrastrukture fir den öffentlechen Transport, den Aménagement vum nationale Vëlospisteréseau, d'Gestioun vun de Bauwierker souwéi d'Gestioun vun den hydrauleschen an hydrohydrauleschen *(veuillez lire: hydroelektroneschen)* Ariichtungen - fir just dës Aspekter aus dem groussen Aufgabeberäich vun de Ponts et Chaussées ze nennen.

Derbäi kënnt och nach, datt d'Ponts et Chaussées mat der Konzeptioun an der Realisatioun vu Génie-civil-s-Aarbechte fir d'Gemenge ka beoptragt ginn, wann déi kee Service technique hunn, deen dat maache kann. D'Ponts et Chaussées kann och mat groussen Infrastrukturaarbechte fir aner Ministèresdepartementer oder öffentlech-rechtlech Organisme chargéiert ginn, esou wéi et den Artikel 2 vum Marchés-publics-Gesetz vum 25. Juni 2009 virgesäit.

Den Text vum Projet hält och fest, datt d'Administratioun vun de Ponts et Chaussées deem Regierungsmember, deen de Beräich vun den Travaux public ënner sech huet, ënnerläit. Des Weidere geet den Text op den Direkter vu Ponts et Chaussées als Chef hiérarchique an, dee vun zwéin Directeurs adjoints assistéiert gëtt. Fir déi weider Opdeelung, fir dat, wat d'Organisatioun an d'Strukture vun der Administratioun ugeet, fir déi verschidden Divisiounen, hir Missiounen an Attributiounen, esou verweist den Text vum Projet de loi op groussherzoglech Reglementer. Dat Ganzt natierlech am Respekt vun de Kompetenzen, déi dem Pouvoir exécutif zoustinn.

D'Zil ass et jo och, datt d'Administratioun vun de Ponts et Chaussées fir d'Zukunft esou opgestallt ass, datt se séier op eventuell Veränneruнge reagéiere kann, falls dat dann néideg ass. Et sinn am Gesetz och sämtlech Carrièrë virgesinn, déi néideg sinn, fir dee gudde Fonctionnement vun de Ponts et Chaussées ze garantéieren. Bei dëse Carrièrë sinn och keng Limitë virgesi vun deene Leit, déi kënnen engagéiert ginn. Dës Limite gëtt all Joer iwwert de Statsbudget festgeluecht a kann also de Besoinë relativ séier ugepasst ginn. E Règlement grand-ducal leet déi verlaangte Studien, Administratiounskritäre souwéi d'Modalitéite fir d'Nominatioun an d'Promotioun vun de Beamte fest.

Des Weidere regelt dat neit Gesetz nach d'Situatioun vun de verschiddene Leit vun der Administratioun, déi ënnert dem Statut vum Employé d'État agestallt gi sinn, well zu deem Moment keng Beamteplaz oder keng Beamteplaze fräi waren.

Ech hu virdru gesot, datt mir zwou Serië vun Admendementer ugeholl hunn an datt de Statsrot am Ganzen dräi Avisen zu dësem Text ofginn huet. Erlaabt mer dofir op verschidde wichteg Punkte vun den Aarbechten an der Kommissioun an op d'Avisen anzegoen.

Fir unzefänken, wëll ech direkt virewech huelen, datt d'Chamber vun de Statsbeamten an Employés publics keng weider Problemer mam Text huet. Si huet awer zu Recht drop higewisen, datt, fir richteg ze sinn, och dat Gesetz vun 1974 awer misst abrogéiert ginn. Dëser Opfuerderung ass d'Kommissioun selbstverständlech nokomm an huet och en deementspriechenden Amendement nach verfaasst, formuléiert.

De Statsrot hat eng Rei vu Kritiken um Text, esou datt d'Kommissioun an hiren Aarbechten um Text geschafft huet an e puer Amendementer zu Pabeier bruecht huet. Ech wëll elo net alles hei opzielen, verweisen do fir all Detailer op mäi schréftleche Rapport.

Een Uleies vum Statsrot war et, datt d'Aarbechte fir Projeten, déi d'Ponts et Chaussées fir Gemenge mécht - fir Gemengen, déi net iwwert deen néidege Service technique verfügen -, och sollten explizit un dës Gemenge fakturéiert ginn. An der Kommissioun ware mir awer der Meenung, datt dat an där Form net noutwendeg wär, well dës Aarbechten an aller Regel bis elo onentgeltlech duerchgefouert gi sinn. Dëse Modell huet bis elo och zu kenge grousse Problemer Ulass ginn an och net zu gréisseren Diskussioune gefouert. A well mir an der Kommissioun der Meenung waren, datt een eppes, wat gutt leeft, net soll änneren, hu mir an dësem Fall och dem Conseil d'État net Rechnung gedroen.

Den urspréngleche Artikel 4 huet d'Missiounen an d'Aufgabe vun der Direktioun vu Ponts et Chaussées an déi zéng Divisiounen definéiert an och virgesinn, datt - falls néideg - d'Divisions de la voirie Norden a Süde géife fusionéieren.

Zudeem huet den Artikel festgehal, datt verschidden intern Modalitéite vun der Organisatioun kéinten iwwer Règlements d'ordre interne festgeluecht ginn. De Statsrot huet sech dofir ausgeschwat, dësen Artikel ze sträichen a säi Contenu an e Règlement grand-ducal ze setzen. D'Chamberskommissioun ass dësem Wonsch dann och nokomm an huet den initialen Artikel 4 aus dem Text erausgeholl.

Och deen urspréngleche Artikel 5 ass gestrach ginn, well och dee sech op déi intern Organisatioun bezunn huet. Den Artikel 10 initial hätt virgesinn, datt d'Cantonniers sollten d'Qualitéit vun engem Officier de police judiciaire kréien, well si jo mussen de Verkéier regelen, wann dësen duerch e Chantier behënnert gëtt. De Statsrot huet sech elei opposéiert mam Argument, datt si dann nach weider Pouvoirë misste kréien, fir den Automobilisten déi néideg Disziplin kënnen dann och ze imposéieren. D'Kommissioun huet doropshin den Artikel gestrach, sou datt sech och weiderhin op den Artikel 6 vum Gesetz vun 1955 iwwert d'Règlementation de la circulation sur toutes les voies publiques referéiert gëtt.

Ech hat scho gesot, datt d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics d'Chamberskommissioun drop higewisen hat, datt mat dësem Gesetz dat aalt Gesetz vun 1974 net abrogéiert gëtt. Aus dësem Grond huet dann och d'Kommissioun heizou zwee Amendementer formuléiert.

Deen neien Artikel 10 huet festgehalen, datt, bis déi nei Règlements grand-ducaux a Kraaft sinn, déi bestehend Reglementer, déi Ponts et Chaussées betreffen, nach applikabel sinn.

Den neien Artikel 11 abrogéiert d'Gesetz vu '74 portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées. A sengem zweeten Avis complémentaire vum 6. Juli huet de Statsrot sech dem neien Artikel 10 wéinst Netrespektéiere vun der Hiérarchie des normes juridiques opposéiert, sou datt d'Kommissioun dësen Artikel dann erëm gestrach huet. Mam neien Artikel 11, deen elo Artikel 10 gëtt, war de Conseil d'État dann awer d'accord.

Här President, Dir Dammen Dir Häre, Dir gesitt, et war zimlech vill Hin an Hier, mä elo hu mer awer en Text, deen, denken ech, oder hoffen ech, datt en eng grouss Zoustëmmung heibanne kréie wäert.

Erlaabt mer awer nach eng lescht Remarque: Iwwer ee Punkt hu mir och eng Zäitchen an der Kommissioun diskutéiert, an zwar deen, wéi eng Kompetenz dann elo Ponts et Chaussées huet. Heibäi huet de Minister ganz kloer erkläert, datt déi politesch Décisiounen, wéi a wou wat gebaut soll ginn, selbstverständlech am Ministère geholl ginn, an d'Ponts et Chaussées doropshin d'Planifikatioun iwwerhëlt.

Fir datt d'Ponts et Chaussées och weiderhin hire wichtegen Aufgabe kann nogoen, an dat mat nach verbesserte Moyenen a mat engem verbesserte Gesetz am Réck, bieden ech Iech alleguerten, dësen Text hei ze stëmmen.

Ech fir mäin Deel soe Merci fir d'Nolauschteren a brengen natierlech och, oder selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Clement Merci. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virewech Félicitatiounen an en opriichtege Merci un de Rapporteur, den Här Lucien Clement, fir säin exzellente schréftleche Rapport a säin engagéierte mëndleche Virtrag. Ee gutt ausgebaut leeschtungsfäegt a séchert Stroossennetz ass fir ee Standuert wéi Lëtzebuerg eng Grondviraussetzung, fir kënne kompetitiv ze sinn. Nëmme wa mer eis grouss Mobilitéitsproblemer zu Lëtzebuerg an de Gréff kréien, wäert eis Wirtschaft, wäerten eis Betriber och an der Zukunft kompetitiv sinn. Nëmme wa mer eis Mobilitéitsproblemer an de Gréff kréien, wäerte mer de Bierger eng héich Wunn- a Liewensqualitéit kënne bidden. Nëmme wa mer dobäi d'Approche vun enger integréierter a koordinéierter Verkéiers- a Landesplanung wielen, kënne mer dëst Zil erreechen.

Här President, et ass an dësem Kader, wou d'Debatt iwwer eng Reform vun de Ponts et Chaussées, oder besser gesot vun der Bauverwaltung muss stattfannen. Et ass an dësem Kader, wou mer eis d'Fro musse stellen, wéi ee Bäitrag dës Institutioun zu enger nohalteger Entwécklung vun eiser Verkéiersinfrastruktur kann a soll leeschten.

Dës Situatioun ass net nei. Säit der wuessender Auslaaschtung vun de Verkéiersstroossen an den 80er an an den 90er Joren, besteet d'Noutwendegkeet vun enger Verknäppung vun der Stroosseverkéiersplanung mat enger allgemenger strategescher Verkéiersplanung. Et gëllt, Synergien tëschent der Ofstëmmung vun alle Verkéiersaarten - dem öffentleche Verkéier, dem motoriséierten Individualverkéier an och dem netmotoriséierten Individualverkéier - ze sichen.

Ponts et Chaussées plangt a baut am Spannungsfeld tëschent Bierger, Ekonomie an och der Natur. Et ass duerfir eng absolut Noutwendegkeet, d'Verkéiersplanung duerch de Brëll vun der Nohaltegkeet ze kucken.

A senger Regierungserklärung huet de Premier gesot - ech zitéieren: „Mir kënnen eis net nohalteg entwéckelen, wa mer de Konflikt tëschent Ekonomie, Infrastrukturausbau an Ëmwelt net geléist kréien. D'Matenee vu Wirtschaft, Infrastrukturen an Ëmwelt féiert heiansdo zu Konflikter, déi net d'Resultat vun absolute Géigesätz sinn. Ëmwelt an Ekonomie stinn a kriteschem Dialog, mä net am Widdersproch mateneen. Den neie Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture soll dat Mateneen esou organiséieren, dass déi Reiwungsverloschter, déi mer ëmmer erëm feststellen an déi vill Suergen an Zäit kaschten, méi kleng ginn." An e bësse méi wäit: „Et mécht Sënn, Ëmwelt, Transport, Bauten an d'Landesplanung an eng Hand ze leeën."

De Rapporteur huet et gesot, dëse Projet ass nach vun der viregter Regierung déposéiert ginn an dréit där neier Organisatioun vum Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen net Rechnung. Jo, en dréit enger integréierter Approche vun der nohalteger Entwécklung net Rechung.

Wa mer soen, datt d'Stroossebauverwaltung an Zukunft méi eng modern, innovativ Mobilitéitsverwaltung soll sinn an an hirer Approche méi e wäite Bléckwénkel soll anhuele wéi nëmmen dee vum Stroossebau, da musse mer där Institutioun och déi néideg Moyenë ginn. Da musse mer iwwert d'Vernetzung vun Institutioune schwätzen, jo vläicht iwwert d'Fusionéiere vun Institutiounen. Wichteg wär et allemol gewiescht, den nohaltegen Ufuerderungen, déi un d'Verwaltung gestallt ginn, besser a méi effizient Rechnung ze droen.

Wa mer eng pur Stroossebauverwaltung behalen, misst d'Konzeptioun an d'Planifikatioun vun den Infrastrukturprojeten am Ministère fir nohalteg Entwécklung gemaach ginn. Dat ass dee grousse Paradox vun deem virleiende Projet. D'Ponts et Chaussées kritt nei Attributiounen, nei Aufgaben, ouni datt d'Verwaltung doduerjer grondleeënd verännert gëtt.

Mir kënnen eis awer keng Administratioun leeschten, déi Konzeptioun a Planung vu Projete bedreift an dobäi net an eng Gesamtstrategie, an eng Gesamtvue agebonnen ass. Dat beschte Beispill duerfir war an der Vergaangenheet d'Ausschaffe vum Strategiepabeier „route 2020", wou d'Ponts et Chaussées parallell, jo souguer onofhängeg vum IVL, dëse Pabeier ausgeschafft huet a wou déi zwou Strategien net aneneegegraff hunn a villméi sech einfach widdersprach hunn.

Här President, ech muss Iech soen, datt ech mat deem virleiende Projet de loi net gesinn, wéi mer esou Elenggäng an Zukunft verhënnere géifen. Et wäert och weiderhin esou sinn, datt jiddwereen a sengem Eck seng eegen Zopp wäert kachen. Beim virleiende Projet huet d'Regierung et net fäerdeg bruecht, dee vun hir selwer virgezeechente Paradigmewiessel anzelauden.

Här President, mat deem virleiende Projet de loi ass awer och d'Chance verpasst ginn, fir Ponts et Chaussées ze dynamiséieren, neie Wand an dës Verwaltung eranzebréngen. Eng Verwaltung, déi gutt Leit huet, a wou déi grouss Experienz an d'Wësse vun de Leit dat gréisste Kapital ass. Ëmsou méi verwonnert si mir vun där strikter „top-down"-Approche vun der Regierung, bei där ee Chef décidéiert, mat zwee Adjointen, déi keng speziell Attributiounen hunn a just den Direkter ersetzen, wann hien net do ass. All déi aner Mataarbechter ginn zu Exécutanten degradéiert. Esou gesäit eng modern Gestioun vun enger Verwaltung a vun de Ressources humaines net aus!

Eng Verwaltung, déi iwwer esou vill Divisiounen a Servicer verfügt, déi iwwert d'ganzt Land verstreet sinn, a wou een déi verschiddenst a villfältegst Attributiounen a Missiounen erëmfënnt, kann een nëmmen effizient leeden, wann een d'Verantwortung op méi Schëllere verdeelt. D'DP wier duerfir op de Wee vun engem Comité de direction gaangen, dee mat iwwert d'Détails d'organisation an d'Fonctionnementsmodalitéiten décidéiert hätt.

Als Demokratesch Partei plädéiere mir fir eng manner systematesch, eng manner „top-down"-Approche. Et geet eis drëm, d'Mataarbechter, déi vill gutt Mataarbechter, méi ze responsabiliséieren a si aktiv an d'Zilsetzungen an an d'Objektiver vun deene verschiddenen Divisiounen a Servicer anzebannen.

Am initialen Text gouf sech d'Méiglechkeet opgehalen, fir d'Division de voirie sud an d'Division de voirie nord duerch groussherzoglecht Reglement ze fusionéieren. Et gouf awer kee Pipcheswiertchen iwwert de Bien-fondé vun esou enger Fusioun verluer. Duerfir wollt ech de Minister froen, ob et Pläng gëtt fir esou eng Fusioun oder aner Restrukturatioune vu bestehende Servicer.

Eis als Demokratesch Partei ass et wichteg, datt dës Verwaltung dezentral organiséiert bleift an an engem partnerschaftleche Geescht mat de Gemenge funktionéiert. D'Ponts et Chaussées an d'Gemenge mussen Hand an Hand zesummeschaffen an do, wou et méiglech ass, Synergien

agoen, fir déi öffentlech Finanzen net onnéideg an duebel ze belaaschten. An dësem Sënn wëll ech och ausdrécklech begréissen, datt d'Propositioun vum Conseil d'État, datt all Aarbechte fir de Kont vun de Gemenge missten a Rechnung gestallt ginn, net zréckbehale ginn ass.

Här President, d'Demokratesch Partei ass selbstverständlech voll a ganz domat d'accord, datt déi perséinlech Situatioun vun eenzelnen Agenten, déi ënnert dem Regime vum Employé de l'État agestallt goufen, regulariséiert gëtt. Fir esou eng technesch Verwaltung, wéi d'Ponts et Chaussées eng ass, ass eng virauskuckend Personalpolitik vun entscheedender Bedeitung. Et ass wichteg ze kucken, wéi eng Leit mat wéi engem Profil an der Zukunft gebraucht ginn, fir den Erausfuerderungen, déi un d'Verwaltung gestallt ginn, gerecht ze ginn.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dëse Projet net stëmmen, well d'Regierung et net fäerdeg bruecht huet, de Geescht vun enger nohalteger Entwécklung konsequent an dës Verwaltung afléissen ze loossen an e Paradigmewiessel, deen et um Regierungsniveau theoretesch gëtt, och um Administratiounsniveau mat Liewen, mat nohaltegem Liewen ze fëllen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fernand Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, ech wëll dem Rapporteur Lucien Clement Merci soe fir säi gudden an ausféierleche Rapport. Mir hoffen a gesinn och, dass domadder d'Ponts et Chaussées mat dësem Gesetz gutt opgestallt ass, fir hir Kärmissioune kënnen ze erfëllen. Mir setzen och weider op déi gutt Zesummenaarbecht tëschent de Ponts et Chaussées an de Gemengen, dass dat och esou weidergeet. An ech mengen, dat ass an deem neie Gesetz garantéiert, a ginn domadder den Accord zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Roger Negri. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi dës Regierung d'lescht Joer ugetratt ass an eng Rei Ministërë regruppéiert huet an dorausser ee groussen, et ass geschriwwe ginn deemools an der Press, e „Superministère" gemaach huet, deen heescht de Ministère vum Développement durable, du ware mir als Gréng eigentlech gudde Mutts, well mer fonnt hunn, datt mindestens eng Rei Saachen, déi hei zesummegeluecht gi sinn - an ech denken do speziell un den Aspekt Transport, den Aspekt Bauten- a Landesplanung -, datt dat dee richtege Wee wär, an datt eigentlech dorauser och elo inhaltlech eppes misst geschéien, dat heescht, datt och en anere Geescht an Zukunft misst an der Aarbecht no baussen tëschent deenen dräi Entitéiten, fréiere Ministèren, wat elo dräi Entitéite vun engem Ministère sinn, geschéien.

Ech muss awer soen, datt bis elo - ausser an der Kommissioun, wou ech de Minister drop ugeschwat hunn, am Kader vun dësem Projet, an ech eng Rei Erklärunge kritt hunn, datt géif gekuckt ginn oder amgaang wär ze kucken, wéi dann elo déi eenzel Departementer solle méi zesummeschaffen, eng gewëssen transversal Kompetenz do soll kommen - um Pabeier nach net schrecklech vill do ass.

Wat mer awer hei um Pabeier leien hunn, dat ass effektiv d'Reform vun enger, ech wëll net soe vun iergendenger Verwaltung, well et ass déi gréisste Verwaltung, déi mer am Stat iwwerhaapt hunn, nämlech d'Stroossebauverwaltung. Et ass, géif ech souguer soen, déi mächtegst Verwaltung, déi mer am Statsapparat hunn, well si huet net nëmmen ze dinn - am Numm vum Stat schafft se fir d'Allgemengheet -, mä si huet vill mat Gemengen ze dinn an esou weider, dat ass scho virdru gesot ginn. Dat heescht, mir hunn am Fong en Text hei virleien, deen och vun der leschter Regierung eigentlech jo schonn ofstaamt, wou d'Stroossebauverwaltung sollt moderniséiert ginn.

Eppes, wat sécherlech och noutwendeg ass, mä wat awer an der Konsequenz derzou féiert, datt, vu datt mer nach ëmmer an där aler Logik sinn, mer zwar en neie Ministère gegrënnt hunn - déi aner politesch Strukturen nach net bestinn, mä vun deenen ech och nach wäert schwätzen -, an datt mer déi Verwaltung, déi nach ëmmer no bannen hin awer ganz staark an der Logik vum leschte Jorhonnert fonctionnéiert, wat d'Verkéierspolitik ubelaangt, datt mer déi heimadder bëtonéieren. Dat passt och gutt, dat Wuert hei „bëtonéieren", et ass jo eng Verwaltung, déi vill mat Bëton schafft, dat heescht, mir festegen déi elo definitiv.

Et ass net zu engem Rééquilibrage komm, weder tëschent deenen eenzelne Verwaltungen, et muss een och iwwregens soen, datt, wann ech kucken, wéi den Transportministère zum Beispill opgestallt war virdu par rapport zu där heiter Verwaltung oder zum Bauteministère en général, da war dat eigentlech e schwaach opgestallte Ministère - dat huet elo näischt ze di mat deene Leit, déi do schaffen, selbstverständlech -, mä ech menge schwaach opgestallt am Sënn, wéi en équipéiert war, wat fir eng Leit do geschafft hunn, wéi vill Leit do geschafft hunn.

An duerfir fäerte mir op alle Fall ganz kloer, datt, wann net relativ séier um Niveau vun de politeschen Décisiounen dat elo geschitt, wat misst geschéien, nämlech, datt mer déi transversal Entscheedungskraaft, déi Planungskraaft, déi mer do brauchen, kréien, datt dann dat nach derzou féiert, datt eben déi Verwaltung hei nach méi mächteg gëtt, wéi se scho virdru war par rapport zu den aneren Entitéiten.

Vun der Landesplanung brauche mer guer net ze schwätzen, déi war nach méi schlecht opgestallt virdru par rapport zu där heiter Verwaltung. An et muss een och soen, datt dat alles eigentlech net normal ass. Mir hunn hei am Land en enorme Retard an der Approche, an der politescher Approche an deenen dote Beräicher.

Wann Der Iech emol ukuckt, wat a Frankräich zum Beispill de Fall ass. Ech wëll net soen, datt a Frankräich alles tipptopp leeft, mä mindestens ass et vun der Aart a Weis, wéi a Frankräich d'Ministèren organiséiert ginn… Do gëtt et e Ministère du Transport et de l'Aménagement du territoire, scho laang, an do huet den Aménagement du territoire zum Beispill scho ganz laang ganz wäitgehend Kompetenze par rapport zu der Verkéiersplanung, zum Beispill, déi an den Zesummenhang bruecht gëtt mat Siedlungspolitik. Datt se net ëmmer am beschten agesat gëtt, och a Frankräich, dat ass eng aner Diskussioun, mä mindestens besteet d'Kompetenz.

Och an Däitschland heescht de Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung. Och dat zum Beispill, deen Aspekt Stadtentwicklung, ass eppes, wat een an deem heite Kontext vill misst mat iwwerleeën, well vill Stadtentwicklung mat drun hänkt.

Mir mussen och wëssen, datt d'Mobilitéit - et ass virdru gesot ginn, et wär e wichtege Facteur an der Kompetitivitéit vun eisem Wirtschaftsstanduert, dat ass richteg, dat wäert och esou bleiwen, mä et wäert sech awer och staark veränneren - wäert sech staark veränneren, well engersäits och bei de Besoinen, déi an de Betriber leie fir d'Mobilitéit vun haut, déi Besoinen haut anescht sinn, an nach méi anescht wäerte ginn an nächster Zäit, wéi se am leschte Jorhonnert waren.

Et wäert vill méi och bei de Betriber, zum Beispill, d'Demande komme fir méi öffentlechen Transport. Dat huet eleng scho bei ville mat Image ze dinn entre-temps, well ee quasiment och am Sënn vun der nohalteger Entwécklung net méi gutt dosteet, wann een net do och Effortë mécht. Mä et huet awer och mat Effizienz ze dinn, vun de Betriber selwer. Et huet awer och ze di mat Energiefroen, déi hannendrun hänken, mat Ëmweltfroen, déi hannendrun hänken, Klimaproblematik. An alles, déi Saachen do sinn, et deet mer schrecklech leed, net esou an de Käpp verankert vun där heiter Verwaltung, iwwert déi mer haut schwätzen, wéi se dat misste sinn.

Ech wëll nëmmen e puer Beispiller eraus zitéieren, wou mer - eent huelen ech eraus, well dat ass eent, ech wëll dat am positive Sënn weisen, wou mer e bëssen evoluéiert hunn - wann ech d'Busspuren, zum Beispill, kucken als eng Prioritéit jo och vun dëser Regierung, esou war déi heite Verwaltung nach bis, nach net esou laang hier, eng Rei Joren eréischt hier, net onbedéngt fervente Verfechter vu Busspuren. Si waren éischter géint Busspuren.

Et ass och éischter, menger Meenung no, well hiren aktuellen Direkter do extrem positiv evoluéiert huet, menger Meenung no, a sech entre-temps souguer staark engagéiert fir deen Aspekt, firwat datt d'Busspuren haut an där Verwaltung do eng aner Roll spillen. Mä ech woen awer net drun ze denken, wann deen Direkter a Pensioun geet, jee nodeem, wien a seng Plaz dohinner kënnt, wéi et dann erëm ausgesäit.

Dat heescht, wat ech domadder wëll soen, dat ass näischt, wat fest verankert ass an der Denkweis vun där doter Verwaltung. Eigentlech gehéiert et och net dohinner, well eigentlech ass et guer net un der Stroossebauverwaltung, fir iwwerhaapt ze definéieren, wou eng Busspur soll hikommen a wou keng soll hikommen.

An dat ass nämlech de sprangende Punkt! De sprangende Punkt ass deen, datt an deem Ministère hei misst e Planungsstab geschafe ginn, deen d'Mobilitéit plangt, wou Verkéiersingenieuren drasëtzen, wou Geographen drasëtzen, wou Urbaniste souguer drasëtzen, Stadentwécklungsplaner drasëtzen, an déi missten d'Virgabe gi fir d'Gesamtmobilitéit, an d'Stroossebauverwaltung misst just dann nach exekutéieren, wat se vun deem Planungsstab gesot krit.

Dat heescht am Kloertext, zum Beispill, wou da Stroosse solle gebaut ginn, a wou Busspure sollen hikommen, oder wou eng Schinn soll geluecht ginn, dat misst op där Ebene décidéiert ginn, an d'Stroossebauverwaltung kritt da just nach gesot: Voilà, mir hunn an engem Gesamtkonzept décidéiert, wat wou soll hikommen, mir brauchen och dräi nei Stroossen, elo ass et un Iech, mat Ären Ingenieuren, fir déi Strossen ze plangen an ze kucken, datt mer déi méiglechst séier realiséiert kréien.

Mä de Moment funktionéiert et éischter ëmgedréit. Wéi gesot, de Moment funktionéiert et éischter esou, datt an där Verwaltung do verkéierspolitesch Décisioune geholl ginn, wat menger Usiicht no, oder eiser Meenung no, op alle Fall net däerft sinn. Déi missten op engem aneren Niveau geholl ginn.

Dee Ministère, deen huet de Moment fënnef Beräicher, en huet Landesplanung, en huet den Transport, en huet Bauten - also normal klassesch Bauten, Héichbau, Stroossebau - an den Ëmweltberäich. An et ass esou, datt et wichteg ass, datt mer déi horizontal Planungsstruktur kréien, an datt déi d'Décisiounen hëlt iwwert d'Gesamtmobilitéit mat all hire Facetten, vum Individualverkéier iwwert de Foussgänger, iwwert de Vëlofuerer bis Bus an Zuch, an dann ënnendrënner déi eenzel Entitéiten, eenzel Departementer vum Ministère nëmmen derfir do sinn, fir dat ze exekutéieren, wat de Planungsstab uewendriwwer décidéiert huet.

Dat ass dat, wéi mir mengen, wéi esou e Ministère misst haut funktionéieren, an et ass och dat, wat dann deem géif gerecht ginn, wat mer gären hätten, nämlech datt ee sech muss bewosst sinn, datt haut d'Mobilitéit méi ass, wéi nëmmen einfach eng Strooss ze bauen oder einfach eng Schinn iergendwou ze leeën, mä datt et wierklech ee vun den essenziellen, zentrale Politikberäicher ass haut an eiser Gesellschaft, well eben esou villfälteg Saachen domadder zesummenhänke wéi Ëmweltpolitik, Energiepolitik, Klima-, Wirtschaftspolitik an esou weider.

Iwwregens erkläert dat och, firwat an der Vergaangenheet, wann een zu Lëtzebuerg kuckt: Mir haten ëmmer eng schlecht Traditioun par rapport zu dem Transportministère. Den Transportministère ass an der Vergaangenheet - wéi deen nach isoléiert funktionéiert huet an eigentlech dofir do war, fir de Contrepart jo auszeschaffen zu dem Stroossebau - extrem stiefmütterlech behandelt ginn, sougutt personell, wéi e besat ginn ass, wéi och an deem, wat en iwwerhaapt ze soen hat. An ech mengen, et ass genau dat, wat awer feelt.

Mä, wéi gesot, mir fäerten, datt dat, wat elo hei geschitt, dee Schratt, dee mer haut erëm weider hei maachen, datt dat just eng Zementéierung ass vum Vergaangenen, an datt een eigentlech fir d'Éischt hätt missen dat schafen, wat ech elo just beschriwwen hunn, an dann natierlech selbstverständlech och déi heite Reform maachen. Evidenterweis verdéngt déi Verwaltung hei och eng Moderniséierung.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Et ass richteg, wat den Här Clement gesot huet. Ganz sécherlech si fir déi Verwaltung selwer an hir Aarbechtsweis vill Saachen haut anescht, wéi se waren nach virun 20 Joer. An duerfir hu mir och, wéi gesot, domadder eigentlech kee Problem, mä mir mengen, datt mer hei hannevir ufänken a riskéieren, wéi gesot, net déi Entwécklung ze kréien, déi mir gären hätten, a wou mer eis eigentlech e bëssen och gefreet haten, wéi de Ministère gegrënnt ginn ass.

Wann Der Iech - ech hu mer déi Méi gëschter gemaach, ech sinn an Däitschland kucke gaang, dee Ministère gekuckt, wéi dee sech virstellt eleng, de Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung -, wann Der dat vergläicht mam aktuellen Nohaltegkeetsministère, wéi dee sech presentéiert, do eleng leie scho Welten dertëschent, an do gesäit een, wat eigentlech vu Sensibilitéit feelt. Ech géif Iech wierklech uroden, Iech déi Méi ze maachen, dat emol ze kucken, an da verstitt Der eigentlech och schonn, wou de Grondproblem wär.

Aus deene Grënn och, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ass et och fir déi gréng Fraktioun dann dëse Moment net méiglech, fir dëse Projet ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Présidente.- Merci dem Här Bausch. Deen nächste Riedner ass den Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Madame Presidentin, ech sinn engersäits d'accord mat där Kritik, déi hei ausgeübt gëtt. Ech mengen och, dass eng Reflexioun hätt misse stattfannen iwwert d'Struktur vun den Administratiounen am Kader vum Ministère vun der nohalteger Entwécklung, fir wierklech och de Kritäre vun enger nohalteger Entwécklung an engem integréierten, vernetzte Sënn gerecht ze ginn.

An ech verbannen da vläicht awer, e bëssen onbescheiden, déi Remarque vläicht mat der Ufuerderung un d'Regierung, fir dann awer - och wann dee Projet de loi elo hei majoritär gestëmmt ass - déi Reflexioun nach nozehuelen an eng Verännerung vun deene Strukturen hei an der Chamber nozereechen.

Anerersäits sinn ech natierlech d'accord mat deene Moossnamen, déi d'Statutesituatioun vu verschiddene Beamte regulariséieren, an duerfir wëll ech mech enthalen.

Mme le Présidente.- Et ass kee Riedner méi soss ageschriwwen. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Madame Presidentin. Déi Geschicht vun der Administratioun vun de Ponts et Chaussées ass schonn eng ganz laang Geschicht, 1843 huet se ugefaangen. Dat wëll ech Iech awer net alles erzielen, well et ass interessant, och wéi dat an deene leschte Joren d'Geschicht vu Lëtzebuerg mat begleet huet. 1974, an dat wëll ech soen, war dee leschten Text, dee gemaach ginn ass iwwert dës Administratioun, a wou och sengerzäit beschriwwe ginn ass, wéi déi Administratioun sollt funktionéieren.

D'Welt huet natierlech, an haaptsächlech d'Mobilitéit huet jo awer an deene leschte 36, 37 Joer zolidd geännert, an duerfir war et an dësen Zäiten absolut noutwendeg,

datt mer eng Modernisatioun vun de Gesetzestexter gemaach hunn, fir kloer an däitlech ze beschreiwen, wat d'Missioune vun der Administratioun vun de Ponts et Chaussées sollen an Zukunft sinn. An déi Missiounen - an ech kommen duerno nach eng Kéier dorobber zréck -, déi si geännert, sécherlech, a wäerten an deenen nächste Joren och geännert gi par rapport zu deem, wat an deene leschten zéng, 20 Joer de Fall war.

Ech hunn der Oppositioun elo, deenen engen an deenen aneren, gutt nogelauschtert. Ech muss natierlech soen, datt ech iwwerhaapt net d'accord si mat der Analys, déi hei vun der Oppositioun gemaach gëtt, an ech wëll och soen, firwat ech net domadder d'accord sinn.

Ech stellen awer fir d'Éischt fest, datt déi Analys zu engem Deel kontradiktoresch ass. Wann ech bei der DP héieren, datt een hätt missen higoen, fir der Administratioun vun de Ponts et Chaussées méi eng generell Aufgab ze ginn, well eben d'Mobilitéit wesentlech iwwert d'Stroossen an d'Brécken erausgeet, a well een dat muss méi global upaken, héieren ech op där anerer Säit bei deene Gréngen, déi soen: Neen, dat soll just eng basistechnesch Administratioun sinn, an d'Décisiounen an d'Planifikatioun, dat muss enzwousch anescht geholl ginn.

Also, do soen ech awer och, bei deenen engen a bei deenen aneren ass awer dann eng total aner Richtung vun deem, wat hei proposéiert gëtt. Dat ass also net, fir d'Oppositioun auserneenzedreiwen, well si si souwisou net zesummen, duerfir brauch ech se net auserneenzedreiwen.

(Interruptions)

Mä ech wollt awer just feststellen, wéi deen Text hei vun deenen engen a vun deenen anere gekuckt gëtt. An ech wëll Iech och elo soen, wéi ech dat Ganzt gesinn, a firwat mer deen Text esou gemaach hunn, a firwat mer en och iwwerholl hunn, well effektiv, dat ass richteg, ass et en Text vun där aler oder fréierer Regierung. Et ass awer en Text vun deemselwechte Minister, deen hei erabruecht ginn ass, och fir do d'Kontinuitéit awer ze weisen.

Déi éischt Fro, dat ass a sech déi: Wou soll Technik gemaach ginn, a wou sollen Décisiounen, Planifikatioun an d'Politik gemaach ginn? An do ass et fir mech kloer an däitlech: D'Politik, déi muss, déi soll an déi wäert och an Zukunft am Ministère gemaach ginn. Do maache mer d'Koordinatioun an néierens anescht. An ech wëll och, datt dat esou bleift, well ech et ganz einfach fannen, datt, wann een eng Mobilitéitspolitik mécht, ob dat elo vun der Schinn a vun der Strooss ass, da wëll ech, datt déi och, well dat politesch Décisioune sinn, da wëll ech do och déi décidéiere loossen, wou d'Politik stattfënnt. An dat ass an de Ministèren.

Duerfir gëtt et duerchaus Sënn, fir ze soen, mir huelen e grousse Ministère vum Développement durable an den Infrastrukturen zesummen. Mir ginn deem den Transport, mir ginn deem d'Travaux publics, d'Ëmwelt, a mir ginn em haaptsächlech den Aménagement du Territoire. Ech hunn drop gehalen an där Diskussioun, déi mer haten, datt bei déi grouss Struktur do och géif den Aménagement du Territoire derbäikommen, well ech ganz einfach mengen, datt dat dat Instrument ass, wat dee Ministère brauch, fir déi zukünfteg Planifikatioun ze maachen.

Et ass och esou, wou mer am Ministère an d'Organisatioun eraginn, datt den Aménagement du Territoire e Lead soll hu mat deenen anere Fonctiounen aus deenen aneren Departementer ronderëm een, e Lead soll hunn, fir d'Planifikatioun, d'Konzeptioun vun deem, wat an Zukunft u Mobilitéitspolitik kënnt, ze maachen.

Do brauche mer selbstverständlech all déi aner Kompetenzen, mä et ass awer kloer, wou et soll higoen. An da wëll ech net dozwëschent nach eng nei Institutioun schafen, oder eng nei Administratioun oder eng nei Stell schafen, well dat huet wierklech mat Simplification administrative net vill ze dinn, wann ech nach en neit Gremium dohinner setzen, wat dann en Avis gëtt, Décisiounen hëlt oder proposéiert...

(Interruption)

Maacht de Mikro un!

Mme le Président.- Här Bausch!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här Minister, et ass ganz sécher net, datt mir nach eng schwéierfälleg Ebene wollten, also en neit Gremium wollten dertëschent schafen. Mä ech mengen awer, wéi Der dat och selwer beschreift, wann d'Politik soll am Ministère geholl ginn, da muss een awer do e Planungsstab hunn am Ministère selwer, deen d'Décisiounen hëlt an da sengen eenzelnen Departementer seet, wat soll ze geschéien hunn. Et ass am Fong dat, wat ech vermëssen de Moment, dee Planungsstab.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Selbstverständlech ass et schonn zu engem groussen Deel en place gesat ginn, an domat si mer och nach amgaang, well dat brauch jo och Zäit fir et ze finaliséieren. Dat mécht een net vun engem Dag op deen aneren. Dat si mer selbstverständlech och amgaang an deem Betrib do ze maachen.

Mä dat ass natierlech keng legislativ Aufgab, well d'Kompositioun an d'Organisatioun, déi de Minister a senge Betriber huet, dat gëtt am Ministère décidéiert an dat muss de Minister décidéieren. Domat kënnt en net an d'Chamber, fir ze soen, wéi en de Ministère soll organiséieren. Par contre, d'Organisatioun vun enger Administratioun, an dofir si mer haut hei, déi gëtt hei an der Chamber, zumindest gesetzlech festgehalen.

Also wëll ech kloer soen, politesch Décisioune sollen an de Ministère kommen. Dat muss esou organiséiert ginn, datt mer déi Décisioune kënnen do huelen. An dann alles dat, wat d'Planifikatioun vun deenen eenzelne Projeten, wat d'Konzeptioun, wat d'Bauten an den Entretien ass, dat ass d'Aufgab vun de Ponts et Chaussées, soll och d'Aufgab vun de Ponts et Chaussées bleiwen.

Ech hunn ëmmer, och bei aneren Administratiounen drop gehalen, datt mer hei net zweegleiseg fueren. Datt net op där enger Plaz an op där anerer Plaz datselwecht gemaach gëtt. Ech hätt gär an den Administratiounen déi ganz Technik an déi ganz Kompetenz vun der Technik, an ech hätt gär an de Ministère alles dat, wat dat Juristescht, dat Ekonomescht an dat Planerescht ass, datt mer dat kënnen, well dat ass eng ministeriell Aufgab, do maachen.

Wann Der och kuckt déi Leit, déi mer rekrutéieren an de Ponts et Chaussées, zousätzlech duerch dat Gesetz, da gesitt Der, datt dat lauter Ingenieuren, Ingénieurs techniciens, Chimisten, Informatiker, Expéditionnaires techniques an informatiques sinn, einfach fir deene Fonctioune gerecht ze ginn, an ech wëll déi Trennung vun de Kompetenze bäibehalen, well soss komme mer an d'Gewulls eran. Et soll kloer an däitlech sinn, jiddweree wëssen, wat e mécht.

Da gëtt gesot, Dir misst déi Administratioun dann och mat aneren Administratiounen nach zesummesetzen, fir datt déi ganz Mobilitéit kann ëmgesat ginn an enger grousser Administratioun. An da froen ech mech: Jo, mat wat fir enger dann? Wat fir eng mécht dann nach aner Mobilitéitskonzeptiounen? D'Äntwert ass den Héichbau - do mengen ech awer elo et, datt dat vill ze dinn huet mat Mobilitéit - an d'CFL.

Elo ass da meng Fro: Soll ech dann d'Ponts et Chaussées mat den CFL zesummesetzen, fir eng grouss Administration des CFL et des Ponts et Chaussées ze maachen? Soen ech awer och, dat liicht mer awer och net an, well dat absolut net sënnvoll gëtt. Hei hu mer zwee absolut separat Métieren, Schinnebau a Stroossebau ass eppes anescht. A wann ech et an d'Realisatioun ëmsetzen, da soll dat och vun deene verschiddene Métiere schéi propper getrennt bleiwen.

(Interruption)

Ech maachen de Saz fäerdeg, an da sinn ech frou, wann Der mer eng Fro doriwwer stellt.

Sollen also zwee separat Métiere bleiwen. Et muss selbstverständlech um Terrain koordinéiert ginn. An déi zwou Administratioune schaffen dagdeeglech zesummen. All grouss Projeten, wou deen een an deen anere concernéiert ass, ass et iwwerhaapt kee Problem, fir déi Kollaboratioun ze organiséieren. Dir hutt dat souwuel an deene leschte Wochen a Méint gesinn, wéi mer grouss Chantieren haten, notamment ab dem Contournement vun der Stad Lëtzebuerg, wou souwuel d'Schinn, wou Brécken hu misse frësch gemaach ginn, wou mer d'Autobunn zougemaach hunn, a wou d'Ponts et Chaussées en collaboration mat den CFL profitéiert huet, fir eng ganz Serie vun Aarbechten ze maachen. Besser kann déi Kollaboratioun net schaffen.

Da schreiwe mer och nach an deem Text hei an, datt d'Ponts et Chaussées d'Méiglechkeet huet, en sous-traitance vun aneren Administratiounen, notamment vun der CFL, ze schaffen, wann dat sech dann als sënnvoll erweist. Also, all déi Méiglechkeete gi mer eis hei, an dofir mengen ech, ass dat hei deen uerdentlech a korrekte Wee. An d'Planifikatioun gëtt am Ministère gemaach an do ginn déi ganz Saachen zesummegefouert.

Mme le Président.- Den Här Bausch wollt lech eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech wollt just d'Fro stellen: Wa mer d'Beispill huele vun de Busspuren, soit datt eng Busspur op enger Strooss agezeechent gëtt. Do schéngt et mir awer nach evident ze sinn, datt d'Verkéiersplanung, fir ze kucken, wéi sinn d'Fluxë vum Verkéier a firwat brauche mer do eng Busspur, datt dat net ka bei Ponts et Chaussées décidéiert ginn, zum Beispill.

Oder wann ech d'Beispill huele vum Aktiounsplang fir de Vëlo, dee jo de Ministère elo wëllt an d'Praxis ëmsetzen: Wou ginn dann do d'Décisioune geholl? Déi ginn awer, huelen ech un, net do geholl. Déi mussen dach op engem Niveau driwwer geholl ginn, well soss komme mer erëm an d'Logik - wéi gesot, dat ass mënschlech.

Déi Leit, déi an der Stroossebauverwaltung am Moment fonctionnéieren, déi hunn hir Aart a Weis fir ze fonctionnéieren, déi besteet nun dran, datt se gär Stroosse bauen a virun allem d'Prioritéit duerfir am Individualverkéier gesinn. An do ginn net ëmmer déi Verknäppunge gesinn, wéi se misste gesi gi par rapport zu aner Verkéiersträger. An et ass awer dat, wat mer feelt, ech soen dat Riedchen do, fir dorunner ze dréien, datt mer do eng Änderung kréien.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, mir hu jo an deene verschiddene Ministèren - notamment den Transport ass elo an dee grousse Ministère eriwwerkomm - eng Verkéierskommissioun. An där Verkéierskommissioun gëtt et eng Rei Aarbechtsgruppen, wou déi eenzel Departementer, Administratioune vertruede ginn. Notamment gëtt et do eng iwwert d'Vëlospisten an notamment gëtt et do eng iwwert d'Busspuren, an déi maachen eng gemeinsam Aarbecht, fir déi Konzeptioun do hinzekréien, souwuel wou Busspure sollen hikommen, wéi se sollen ausgesinn, well mer och amgaang sinn, do eng ganz Rei nei Modeller auszeschaffen. Déi sinn amgaang, e ganzt Dokument ze maachen, wéi dat Konzept soll an deenen nächste Joren an d'Realitéit ëmgesat ginn; a par ailleurs si mer schonn amgaang, e groussen Deel vun deem Konzept do ëmzesetzen, mä dat ass eng aner Diskussioun.

Do entsteet déi Politik an do gi Virschléi gemaach, a selbstverständlech ass et dann um Minister, fir ze entscheeden, jo oder neen, datt mer dat eent an dat anert maachen. An et ass un der Chamber, fir eis de Budget ze stëmmen, fir datt mer et kënne maachen. Esou, mengen ech, muss dat fonctionnéieren, anescht geet et guer net als Fonctionnement.

D'Zilsetzung vun dësem Text war awer och nach, datt mer déi Missiounen, déi d'Ponts et Chaussées huet, eng Kéier iwwerkucken an erneieren. An do kommen ech erëm op dat zréck, wat Der elo gesot hutt. Déi al Missiounen, déi se hat fir d'Planifikatioun, d'Konstruktioun, den Aménagement, den Entretien vun der Voirie de l'État a vun den Ouvrages d'art, sti selbstverständlech nach dran.

Et kommen awer eng Rei nei Missiounen derbäi. Nei Missiounen, déi elo schonn en parallèle gefouert gi sinn, déi awer wesentlech sinn, datt se och hei wierklech au même titre drasti wéi déi klassesch Missiounen. Dat ass alles, wat d'Couloirs d'autobus, Plates-formes multimodales, Vëloen, Gestion du trafic - enorm wichteg, well mer hei eng Divisioun vun der Gestion du trafic schafen -, plus Ouvrages d'art.

Et ass net, datt do muss d'Konzeptioun an d'Planifikatioun vun dem gesamte Réseau gemaach ginn. Mä ech hätt awer gär, datt d'Ponts et Chaussées als Missioun vun der Konstruktioun hätt, datt och déi do Ouvragen, Couloirs d'autobus a Vëlo normal géifen drastoen.

Si baue gär Stroossen, dat ass hir Missioun. Ech sinn och frou, datt se hir Missioun gär maachen. Mä ech wëll awer och hannendrun, datt jiddwerengem bewosst ass, datt d'Missioun fir Stroossebau och déi ass, datt op de Stroossebau haut spezial Piste fir den öffentlechen Transport a fir d'Mobilité douce gehéieren. Dat gehéiert zum Stroossebau, an duerfir brauche mer ënner anerem och nach an Zukunft an deenen nächste Jore Stroossebau.

Dann - an dat steet net dran, well mer et aus dem Text eraus hu missen huele wéinst dem Conseil d'État, deen eis gesot huet, mir sollen dat iwwert de Règlement grand-ducal maachen - ass och eng Reorganisatioun vun de Ponts et Chaussées telle quelle virgesinn, déi elo hannendru kënnt. An ech wëll awer e puer Saachen doriwwer soen.

Dat Éischt, dat ass, datt mer wierklech probéiert hunn hei, eis der Zäit vun haut unzepassen. Et gëtt an Zukunft eng nei Division des travaux neufs gemaach, déi sech also just ëm den Neibau vu grousse Projete soll bekëmmeren. An ech mengen, dat ass wichteg, och fir déi Kompetenz vum Neibau ze staffelen op enger Plaz. Dat kréie mer da besser hin.

Et gëtt eng Division voirie nord, Division voirie sud gemaach. Dat ass d'ailleurs haut och schonn de Fall, dat hu mer haut och schonn, a mir hunn am Text stoen, datt, wann eng Kéier et géif als sënnvoll gesi ginn, fir déi zwou zesummenzeschloen an nëmmen eng Divisioun draus ze maachen, dann ass dat méiglech. Dat hate mer am Text virdru stoen, ass jo elo erausgeholl ginn duerch den Avis vum Conseil d'État. Et steet also elo net méi dran. Mä vu datt d'Organisatioun am Règlement grand-ducal souwisou gemaach gëtt, kéint dat och duerch Règlement grand-ducal geännert ginn.

Är Fro, Här Etgen, dat war: Ass dat virgesinn? D'Äntwert ass: Neen, et ass elo net virgesinn an et sinn och keng esou Pläng, déi elo reell an deenen nächste Joren doleien, fir ëmgesat ze ginn. D'Méiglechkeet, wann een et wéilt, war fréier awer am Text dran.

Mir wëllen och weider mat de Services régionaux fueren; dat war jo déi aner Suerg, déi Der ausgedréckt hutt. Wichteg ass, datt d'Ponts et Chaussées an hire Basisfonctiounen och no bei de Gemengen ass, no bei de Bierger ass, an d'Services régionaux, esou wéi se elo existéieren, wäerten och weiderfueren als Proximitéitsservicen. An ech kommen duerno drop zréck, just datt e puer Saache wäerten zentral gemaach ginn, notamment an den Ateliers centraux. Mä ech soen nach ee Wuert doriwwer.

Et ass eng DOA geschaaft ginn, eng Division des Ouvrages d'Art, fir dat och besser a méi prezis ze handelen. A wat fir mech wichteg ass, dat ass, datt och virgesinn ass, datt mer en eegestännege Service schafen iwwert d'Exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic.

Well et haut och méi wéi jee wichteg gëtt, datt mer déi Instrumenter, CITA, anerer an zukünfteger kënnen net als Niewesektioun vun enger Divisioun, mä als eng vun den Haaptdivisiounen an de Ponts et Chaussées an Zukunft fonctionnéiere loossen. Et geet net nëmmen drëm, Stroossen ze bauen. Et geet och drëm, déi Gestioun vun de Stroossen op eng effikass Aart a Weis ze maachen. Dat ass also eng nei Divisioun, déi entsteet.

De Laboratoire ass eppes, wat mer kennen, Service géologique ass eppes, wat mer kennen, Informatikservice gëtt och nei gegrënnt, dee sech ëm d'sämtlech Informatik soll bekëmmeren. An dann zwou Neiegkeeten, déi am Règlement grand-ducal wäerte sinn an duerno och an d'Realitéit ëmgesat ginn, dat sinn d'Ateliers centraux, déi mer amgaang sinn zu Bartreng ze bauen.

Haut ass et anescht wéi fréier. Haut si mer mat ganz grousser Technologie an de Ponts et Chaussées beschäftegt. Haut hu mer extrem vill Gefierer, déi mussen en Entretien hunn, en héich techneschen Entretien. Duerfir sinn déi Ateliers centraux do, déi zu Bartreng gebaut ginn, an dat wäert dann och zentral géréiert ginn, well mer eis net méi capabel fillen, alles op alle Plazen ze maachen. Et ginn also an deenen eenzelne Services régionaux nach kleng Reparature gemaach an de Rescht vum Entretien wäert an Zukunft zentral gemaach ginn.

En aneren neie Punkt, deen och wichteg ass, dat ass, datt mer e Service vum „géomètre et de la photogrammétrie" maachen. Wat huet dat als groussen Avantage? Mä et huet als groussen Avantage, datt dësen Text virgesäit, datt mer e Géomètre officiel kënnen an de Ponts et Chaussées hunn. Wat hëlleft dat eis? Mä dat hëlleft eis, datt mer déi ganz Emprisen, an dat ass fir d'Gemenge wichteg, et ganz auszemoosse vun den Emprisen, an dee Moment och d'ganz Bezuelen, d'Ausbezuele vun de Leit, déi eis Emprisë verkafen, och vill, vill méi schnell hoffentlech kënne maachen an heiduerch och all déi Terrainsproblemer, déi mer heiansdo hunn, kënne léisen.

Ech mengen, dat ass och e wesentleche Punkt, deen eis an der Praxis, an der Realitéit wäert weiderhëllefen. Dat ass och selbstverständlech mam Kadaster ofgeschwat a mat hinnen duerchgekuckt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, well dat waren all déi Punkten, déi ech nach wollt zousätzlech soen.

(Interruptions)

Mme le Président.- Merci, Här Minister. Ech wollt och ënnersträichen, dass de Minister dat an där Zäit gemaach huet, déi fir d'Regierung zur Verfügung steet, nämlech, en huet manner wéi eng Véirelstonn gebraucht.

Domat ass d'Debatt ofgeschloss, a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6014. Den Text steet am Document parlementaire 6014[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Et wore 47 présent; et si 60 Stëmmen ofgi ginn. Jo: 44, Neen: 15 an 1 Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6014 est adopté par 43 voix pour, 16 voix contre et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marcel Oberweis), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Domat ass dee Projet ofgeschloss.

Wëllt deen ee seng Abstentioun motivéieren?

(Négation)

Neen, dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da kéime mer elo zum Projet de loi 6114 iwwert den Emissiounshandel. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, a wéi de Basismodell ass, mengen ech, géifen d'Deputéierte wëssen. Ageschriwwe sinn: den Här Berger an den Här Negri. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

5. 6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de virleiende Projet de loi reit sech an d'Lutte géint de Klimawandel an, iwwert deen op dëser Plaz scho méifach geschwat ginn ass.

Mat dem Projet de loi gëtt d'europäesch Direktiv 2008/101 vum 19. November 2008, mat där déi europäesch Direktiv 2003/87 modifizéiert gëtt, an eist nationaalt Recht am Kader vun dem Kyoto-Protokoll ëmgesat. Mat dësem Schrëtt gëtt de Secteur vun der Aviatioun an den europäesche System vun dem Échange vu Quote bei den Dreifhausgasen integréiert. De Kyoto-Protokoll hat dee Secteur bis elo nach net abezunn, well en déi europäesch Fligergesellschaften net wollt schiedegen, an dat finanziell.

Wéi ugedeit, reit sech dëse Gesetzesprojet an den Objektiv vun de Vereenten Natiounen an, Dreifhausgase massiv ze reduzéieren. Doduerch soll erreecht ginn, dass d'Temperatur vun der Atmosphär net méi wéi zwee Grad Celsius géintiwwer dem Niveau vun der preindustrieller Zäit, dat heescht 1769, erop soll klammen.

Dat geet awer nëmmen, wann all Länner op dësem Planéit sech eens sinn, d'Konzentratioun vun dem CO_2-Equivalent op 450 ppm ze begrenzen. Maache mer eis awer näischt vir! Dat dierft net einfach sinn, dat hunn déi vergaange Jore bewisen.

An deem Zesummenhang huet d'Europäesch Kommissioun sech trotzdeem de But gesat, hir Emissiounen ëm 20% bis 2020 géintiwwer 1990 ze reduzéieren, a souguer ëm 30%, wann déi aner Industriea Schwellelänner matmaachen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An dës Reduktiounsaufgabe war de Secteur vun der Aviatioun, wéi gesot, net agebonnen. Deen huet sech awer an de leschten 20 Joer esou dynamesch entwéckelt, dass ee muss soen, dass all Efforten an den anere Secteuren, déi mer maachen, opgehuewe ginn duerch d'Aviatioun. Et kënnt zu kenger seriöser Reduktioun.

Et ass och festgestallt ginn, dass den Effet op de Klima duerch déi Emissiounen aus der Aviatioun zweemol esou staark ass. Dat ass bedéngt duerch d'Stéckoxyder, de Waasserdamp, d'Aerosolen an d'Schwefelparticulen.

Aus dem leschte Rapport vun de Vereenten Natioune geet ervir, dass den Undeel vun den Dreifhausgasen aus dem Secteur Aviatioun hei am Lëtzebuerger Land vun 3% am Joer 1990, also virun 20 Joer, op 9% virun dräi Joer gewuess ass. Derniewent ass d'Zuel vun de Passagéier - klengen Detail am Rand - ëm 60% tëschent de Joren 1990 bis 2008 gewuess. An nach vill méi fulminant war den Tonnage am Fret-Geschäft. Do hu mer 856.000 Tonnen am Joer 2007 ëmgesat, en Uwuesse vu ronn 500% par rapport zu 1990. Also quasi hu mer a 17 Joer 500% an deem Beräich.

Dës europäesch Direktiv, déi als Copie conforme an nationaalt Recht haut ëmgesat soll ginn, wäert elo nei Weeër opzeechnen. Fir de Marché awer net ze vill ze perturbéieren, ass festgehale ginn, dass de Secteur vun der Aviatioun an de 27 EU-Memberstaten eréischt ab dem Januar 2012 an de Reduktiounssystem erageholl gëtt. Mir hunn also nach Zäit, quasiment annerhalleft Joer, eis ze preparéieren. All Flich tëschent de Flughäfen, dat heescht Départen a Landungen an de Memberstaten ënnerleien dann deenen neien Emissiounsreglementatiounen.

Et muss drop higewise ginn, dass déi zougestanen Emissiounsquoten an der Aviatioun am Joer 2012 zum Deel gratis verdeelt ginn - dat wor och esou de Fall bei den aneren Industriepartneren -, awer nëmmen, derbäi muss ee soen, 97% vun der arithmetescher Moyenne aus de Joren 2004 bis 2006.

Hale mir awer fest, vun den zougestanene Quote ginn der 15% um Marché ersteet. D'Zuel vun de Quoten, déi Lëtzebuerg an der Stee zegutt huet, ass proportional dem Lëtzebuerger Undeel vun den Dreifhausgasemissiounen aus der Aviatioun, déi an der Europäescher Unioun ausgestouss goufe fir onst Land.

Jiddwer Memberstat muss iwwert den Zweck vun de Revenuen aus där Quotestee selwer entscheeden.

Et gëtt awer gefrot, se an der Lutte géint de Klimawandel anzesetzen. Si sollen der Entwécklung vun enger méi nohalteger Aviatioun déngen. All Memberstat muss der Europäescher Kommissioun duerfir och Rechenschaft ginn iwwert d'Verwendung vun dëse finanzielle Mëttelen.

Ons Regierung huet de 5. Juni 2009 festgehalen, dass déi finanziell Revenuen aus der Quotestee dem Kyoto-Fong zoufléisse mussen, esou wéi dat d'Gesetz vum 23. Dezember 2004 scho virgesinn hat. An der nächster Period vu fënnef Joer, dat heescht vun 2013 bis 2017, ginn dann déi zougestane Quote weider erofgesat, ab dem Joer 2013 nëmmen nach 95% vun der arithmetescher Moyenne, vun där ech geschwat hunn. An och an dëser Period mussen d'Fluggesellschafte sech erëm eng Kéier 15% op dem fräie Marché ersteeën.

D'Europäesch Kommissioun hält sech awer d'Recht vir, de Wäert vun de 95% enger weiderer Revisioun ze ënnerzéien, fir eben dann d'Emissioun an der Aviatioun ze reduzéieren. Esou kann een déi Fluggesellschafte belounen, déi sech all Méi maachen, fir performant Fligeren an den Déngscht ze setzen.

Well dës Direktiv sech domat auserneesetzt, d'Dreifhausgasen aus der Aviatioun ze reduzéieren, muss all Fluggesellschaft, och déi am Land bei ons, dem Ministère de tutelle e Programm virleeën, aus deem ervirgeet, wellech Mesurë si ergräife wëllt, fir hir Emissiounen ze reduzéieren. Dofir mussen d'Gesellschafte bis spéitestens den 30. Abrëll dem Ministère matdeelen, wat si mat deene gratis allouéierte Quoten aus dem Joer virdru gemaach hunn. Esou kann et zu enger strenger Kontroll kommen. Zousätzlech muss och matgedeelt ginn, wéi vill Quote si da fir dat Joer drop scho wëllen hunn.

Wa festgestallt gëtt, dass eng Fluggesellschaft méi Quote vun Dreifhausgase wéi erlaabt an d'Atmosphär ausgestouss huet, da muss se eng Amende dofir bezuelen, ganz nom Motto Polleur-payeur. Dës Amende bedréit 100 Euro pro Tonn CO_2-Equivalent. An do kéinte sech munch Sue beieneen addéieren. Et muss ervirgehuewe ginn, dass de Präis vun enger Quot, dat heescht enger Tonn CO_2-Equivalent eng grouss Onbekannt ass hautdësdags, well dëst jo eng Funktioun ass vun der Politik an och vun dem Äerduelechpräis an de Joren 2013-2014. An am folgende Joer muss déi Fluggesellschaft dës iwwerschësseg Quote souguer dem Ministère erëmginn.

Et ass also relativ technesch, dat Ganzt. Dëst kann esou wäit goen, dass e Memberstat d'Europäesch Kommissioun freet, eng Décisioun ze huelen, dass déi betreffend Fluggesellschaft kee Recht méi kritt ze fléien. Natierlech huet d'Fluggesellschaft d'Méiglechkeet, fir Observatioune schréftlech ze ënnerbreeden, firwat et dann esou wäit komm ass.

D'Direktiv hält och fest, dass den Emissiounssystem regelméisseg kontrolléiert gëtt, well een eraus wëllt fannen, ob et eventuell Fluggesellschafte gëtt, déi sech delokaliséiere wëllen, fir an anere Länner da Profit ze zéien.

Ee wichtege Punkt an der Direktiv ass sécherlech och d'Kreatioun vun enger Réserve spéciale vum Joer 2013 un. Vun 2013 u mussen 3% vun de Quoten an dës Reserv hannerluecht ginn. Dës Quote kënnen enger neier Fluggesellschaft déngen, op de Marché ze kommen, oder enger Gesellschaft hëllefen, déi ebe méi dynamesch ass, well se méi flitt a méi Tonnagë féiert, an dat mussen awer iwwer 18% pro Joer sinn.

Keng Fluggesellschaft kritt awer méi wéi eng Millioun Tonnen am Joer zougestanen. Dës Reserv kann ënner Ëmstänn bei der Revisioun vun der Direktiv ofgeschaaft ginn. Wann d'Aviatioun an den Emissiounshandel integréiert gëtt, da kënne Fluggesellschafte genau wéi d'Industriepartner och vun de flexible Mechanismen aus dem Kyoto-Protokoll - dat sinn „joint implementation" an den CDM - zréckgräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo d'Avisen ubelaangt, esou huet d'Chambre de Commerce drop higewisen, dass déi lëtzebuergesch Fluggesellschaften, vu hiren Impacts économiques, méi staark exposéiert wäre wéi déi an anere Länner. Si bedauert duerfir, dass deene Lëtzebuerger Spezifissitéiten net genuch Rechnung gedroe ginn ass bei der Ausaarbechtung vun dëser Direktiv. Esou muss ee feststellen, dass d'Aviatioun an den europäesche Länner fir ronn 3% bei den Dreifhausgase mat bedeelegt ass, um Weltplang nëmmen 2%, bei ons awer 9% - dat war fir d'Joer 2007. D'Chambre des Métiers ënnerstëtzt zwar d'Démarchen hei an huet weider keng Objektiounen ze maachen.

Zum Schluss vun dësem dach méi techneschе Gesetzesprojet wëll ech ënnersträichen, dass dëse Gesetzesprojet ee weidere Meilesteen ass op deem nohaltege Wee, mat deem mir d'Vernetzung tëschent de wirtschaftlechen Aspekter an dem Ëmweltschutz engersäits an dem soziale Volet virundreiwe wëllen.

Dierf ech d'Chamber dofir bieden, dëse Gestzesprojet ze stëmmen? An der Kommissioun vun der nohalteger Entwécklung ass de Rapport eestëmmeg ugeholl ginn. Den Accord vun der CSV-Fraktioun, déi sech, Dir wësst et jo, fir eng méi nohalteg Wirtschafts- a Gesellschaftsform asetzt, där hiren Accord bréngen ech an, a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Marcel Oberweis.

(Interruption et hilarité)

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger agedroen.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President, datt ech d'Wuert kréien. Ech wäert och ganz kuerz sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech wollt just nach eng Kéier rappeléieren, datt dëse Projet, dee situéiert sech jo an déi ganz Efforten, fir an deem grousse Kader vum Klimaschutz, dat heescht vill méi och eng grouss Erausfuerderung, déi dat fir eis ass, de Klimaschutz. An dat heescht jo, wa mer Klimaschutz soen, heescht et virun allem CO_2-Emissiounen ze reduzéieren.

Mir hunn den internationalen Accord, de Kyoto-Protokoll, wou jo eng Rei juristesch contraignant Ziler ageschriwwe gi sinn, wou eng Rei Länner op der Welt sech mussen drunner halen. Et ass awer esou, datt am Kyoto-Protokoll d'Emissioune vun de Fligeren, déi awer e wichtegen Deel vum CO_2-Rejet ausmaachen, datt déi net an deem Protokoll abegraff sinn. An et ass jo och esou, datt nach Diskussioune sinn, fir en Nofolger-Protokoll vun No-Kyoto auszeschaffen. Ënner anerem wäerten elo Enn des Joers zu Cancún dann do vläicht Neel mat Käpp gemaach ginn. An et ass och ze hoffen, datt dann an deem Accord, wann en zustane kënnt, och géifen d'Emissioune vun de Fligere mat abezu ginn.

Europa, déi säit Laangem, ech géif soe praktesch vun Ufank un, ëmmer de Lead an dem Klimaschutzdossier haten, sinn awer schonn e Schrëtt méi wäit gaangen. Se hunn net déi international Diskussiounen, Konferenzen ofgewaart, a si hunn also elo, d'Kommissioun huet hei eng Direktiv virgeluecht, fir dann och d'Fligeremissioune mat anzebezéien an de Quotenhandel.

Ech wëll einfach hei soen, datt mer deem Prinzip kënnen zoustëmmen, well och d'Demokratesch Partei an hirem Wahlprogramm déi Propos gemaach hat. Mir kënnen also där Direktiv zoustëmmen; mir kënnen och also deem Projet de loi hei zoustëmmen.

Ech wëll och soen, datt déi Ängschten, déi jo nach bestinn, datt doduerjer eventuell Wettbewerbsnodeeler géifen entstoen, ënner anerem fir d'Europäer, datt een déi net ka gëlle loossen, well jo ënner anerem och déi Fligeren aus zum Beispill Amerika, aus Asien, alleguerten, déi hei op den europäesche Flughäfe landen, datt déi jo dann automatesch mat abezu ginn an déi Direktiv praktesch, an dee Quotenhandel, datt dat also och e positiven Aspekt ass, well mer awer duerch eng europäesch Direktiv praktesch global hei op eng gewëss Aart a Weis agéieren. Ech wollt dat eigentlech ervirsträichen.

Ech mengen, ech ginn net an d'Detailer an, ech wéilt dem Rapporteur einfach Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, deen e gemaach huet.

Vläicht eng, zwou Remarquen zum Schluss. Wat vläicht e bësse bedauerlech ass, mä et ass awer elo net d'Schold vun der Regierung oder vun der Kommissioun: Et konnten nach keng ganz kloer Zuele virgeluecht ginn, wat dat fir déi lëtzebuergesch Fluggesellschafte bedeit, well do nach d'Kommissioun muss déi eng oder aner Rechnunge maachen. Et wär jo awer interessant gewiescht, et wär gutt gewiescht, wann ee genau gewousst hätt, wann ee virun allem fir d'Luxair oder d'Cargolux hei hätt kënne soen, dat bedeit an Zukunft esou vill Emissioune manner, respektiv och finanziell, wat dat eventuell fir déi Gesellschafte kéint bedeiten.

E leschte Punkt, deen ech ëmmer erëm soen, wann nei Direktive kommen: Am Domän vum Environnement muss een och bedenken, datt dann nei Aufgaben op d'Verwaltungen zoukommen, an ee sech also och bewosst muss sinn, datt hei eventuell an Zukunft och zousätzleche Personalbesoin usteet, fir dann all déi Direktiven och am Klimaschutzberäich kënnen hei zu Lëtzebuerg effizient ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci a brénge wéi gesot den Accord och vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- A Merci och dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Très bien, Här Berger!

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir seng gutt an ausféierlech Rapporten. Et ass absolut richteg, dass de Flugverkéier mat agebonne gëtt an den europäeschen Emissiounshandel. Generell huet den Transport e groussen Undeel um Verbrauch vun de fossilen Energien, an et ass e wichtege Facteur, wann et ëm den Afloss vum Mënsch op de Klimawandel geet.

Mir hunn eis souwuel um internationale wéi um nationalen Niveau verbindlech Ziler gesat, fir d'Emissioune vun Zäregaser ze reduzéieren. Den Emissiounshandel ass dobäi en Instrument, dat et erlabe soll, an engem geregelte Kader no an no den Drock ze erhéijen op d'Secteuren, déi héich Emissiounen hunn.

Et gëtt kee Grond, fir de Flugverkéier aus esou engem System erauszeklameren. Wéi héich den Impakt vum Flugverkéier op de Klimawandel par rapport zu anere mënschlechen Aktivitéiten ass, ass net sécher. D'Schätzungen dozou, déi ginn auserneen. Sécher ass awer, dass de Flugverkéier an deene leschte Jorzéngten enorm zougeholl huet a wahrscheinlech am selwechte Rhythmus weider wuesse wäert.

Um europäesche Plang goufe grouss Ustrengungen ënnerholl, fir d'Emissioun vun den Zäregasen ze reduzéieren. Mir wëssen, dass d'Ziler, déi sech d'Europäesch Unioun gesat huet, eleng net wäerten duergoen, fir de Klimawandel an erdréigleche Grenzen ze halen. Doriwwer eraus riskéiere mer och, dës Ziler net ze erreechen. An deem Kontext kann een net einfach akzeptéieren, dass e Secteur mat staarkem Wuesstum wéi de Flugverkéier d'Efforten, déi mer an anere Beräicher maachen, esou ausgläicht, dass mer um Enn kee Fortschrëtt erreecht hunn.

Et ass bedauerlech, dass mer et net fäerdeg bruecht hunn, e weltwäiten Accord ze fannen, wat d'Emissiounsrechter fir de Flugverkéier ugeet. Et ass richteg, dass d'Europäesch Unioun och ouni en Accord deen éischte Schrëtt awer elo an déi do Richtung mécht.

De Fait, dass d'EU dëse Schrëtt als Éischt mécht, bréngt natierlech op där anerer Säit och ekonomesch Risikoe mat sech. D'Konsequenze vun der neier Regelung muss ee genau evaluéieren. Et däerf net zu Wettbewerbsverzerrungen an der EU kommen, an et muss een och am A behalen, ob den Emissiounshandel Delokaliséierunge mat sech bréngt.

Den Emissiounshandel soll d'Fluggesellschafte belounen, déi a modern energieeffizient Technologien investéieren, an net dozou féieren, dass déi polluant Fligeren op Flughäfen ofwanderen, déi ausserhalb vun den EU-Grenzen operéieren. Et muss een d'Auswierkunge vun der Emissiounshandelspolitik genau iwwerwaachen a gegebenenfalls änneren, wann et net zu deene gewënschte Resultater hei kënnt.

Här President, wa mer de Wuesstumstrend am Secteur vun der Aviatioun net wëlle bremsen, da mussen all eis Effortë sech drop ausriichten, dass méiglechst energieeffizient modern Fligeren an den Asaz kommen. Domat léisst sech den Impakt vum Flugverkéier op de Klimawandel zwar reduzéieren, mä ob dat duergeet als Bäitrag zu eise Reduktiounsziler, steet op engem anere Blat.

Här President, als Konklusioun wëll ech festhalen, dass d'LSAP et begréisst, dass de Flugverkéier an den Handel mat den Emissiounsquoten agebonne gëtt. Ob dësen éischte Schrëtt um Enn wierklech dozou bäidréit, fir de Klimawandel ze bekämpfen, wäert vum politesche Wëllen ofhänken, vum politesche Wëllen an Europa, eng Virreiderroll ze iwwerhuelen, a vum politesche Wëlle vun anere Länner, fir mat an d'Klimaboot eranzeklammen.

Domat ginn ech den Accord zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Ech hunn elo kee Riedner méi, deen ageschriwwen ass, da kritt nach den Nohaltegkeetsminster d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President, just ganz kuerz och, fir dem Rapporteur an der Kommissioun Merci ze soe fir déi gutt Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass. An ech si frou, datt mer esou eng grouss Zoustëmmung fir dësen Text hunn.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6114 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Elo komme mer zum Projet de loi 6056 iwwert d'Fluglotsen. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

6. 6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee mam Auto queesch duerch Europa fiert, mat Ausnahm vun Diddeleng fënnt een néierens méi eng Douane, wou een ugehale gëtt a wou moies esou e Stau ass oder owes e Stau ass. Fiert een awer mam Fliger, esou ass dat e bëssen anescht, well fir de Loftraum, wann ee vu Lëtzebuerg op Roum flitt, ass all Kéiers eng aner Kontrollanstalt zoustänneg fir déi Loftautobunnen, déi mer hunn. Mä dat wiesselt all Kéiers vun der nationaler Kompetenz, an do muss ee sech all Kéiers of- respektiv umellen, wann een op en anert Land, en aneren Territoire erakënnt. Duerfir ass et och wichteg, dass mer et fäerdeg bréngen, en eenheetlecht europäescht Loftfahrtkonzept ze kréien.

Wéi Der wësst, koordinéiert ëmmer déi jeeweileg Flugsécherung d'Bewegungen um Himmel. Duerfir huet och all Land an dësem Beräich seng eege Regelen a Prozeduren. Dat gëllt och fir d'Fluglotsen, déi derfir suergen, dass d'Fligeren um Himmel bleiwen an dass se net grad do Accidenter kréien.

Dës Strukturen iwwert d'Gestioun am europäesche Loftraum sinn awer net méi zäitgemëiss. D'Europäesch Unioun huet dat och erkannt an 2004 beschloss, en eenheetlechen europäesche Loftraum ze schafen, mam Zil, d'Sécherheet vum Loftfahrtverkéier souwéi d'Kompetenze vun de Leit, déi an dësem Beräich schaffen, ze verbesseren.

Zur Ëmsetzung vum eenheetleche Loftraum gehéiert och d'Aféiere vun enger europäescher Fluglotselizenz. D'Schafe vun esou enger Lizenz ass den Objet vun der Direktiv 2006/23/CE vum 5. Abrëll 2006, déi mir haut de Mëtteg oder besser gesot haut den Owend duerch dëst Gesetz, wat nach vun der viregter Regierung kuerz virun de Wahlen déposéiert gouf, an nationaalt Recht ëmsetzen. D'Direktiv couvréiert all Fluglotsen; och déi, déi am Stage sinn.

Fir déi beschtméiglech Sécherheetsniveauen an der Loftfahrt ze erreechen, ass et wichteg, dass souwuel d'Zougangs- wéi och d'Ausübungsbestëmmunge vum Beruff vun de Fluglotsen um europäeschen Niveau harmoniséiert ginn. D'Festleeë vun de Kompetenznormen an déi géigesäiteg Unerkennung vun de Fluglizenzen an der ganzer Unioun verbesseren zousätzlech d'Zirkulatioun an d'Disponibilitéit vun de Fluglotsen. Ausserdeem dréit déi europäesch Fluglotselizenz dozou bäi, d'Zersplitterung vum europäesche Loftraum an dësem Beräich ze reduzéieren.

De virleiende Gesetzestext fixéiert d'Prinzipien, déi d'Ausstellen, de Maintien, d'Anzéien an d'Suspendéierung vun de Fluglotselizenzen an de Stagiaireslizenze regelen. E berout op deene bestehenden Norme vun der Organisatioun vun der Aviation civile internationale, der OACI, an de Bestëmmunge vun Eurocontrol. Déi international an europäesch Exigenzen a Saache Fluglotselizenz gi mat dësem Gesetz an nationaalt Recht ëmgesat.

Zu Lëtzebuerg ass et d'Administration de la Navigation aérienne, déi d'Fluglotse beschäftegt. D'Formatioun gëtt vum Institut for Air Navigation Services assuréiert. Si gi vun der Direction vun der Aviation civile, der DAC, iwwerwaacht. D'DAC ass am Kader vun der Ëmsetzung vum eenheetlechen europäesche Loftraum schonn am Joer 2005 als déi national Iwwerwaachungsautoritéit designéiert ginn. Si ass et och, déi d'Kompetenz besetzt, fir Lizenzen auszestellen, ze refuséiere respektiv anzezéien. Och ass dat déi Autoritéit, déi sech mat der Homologatioun vun de Formatiounsorganismen an hire Programmer befaasst. D'Detailer vun dësen Dispositioune kënnt Dir a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ëmsetze vun dësem Gesetz ass urgent, well de Lëtzebuerger Stat schonns den 22. Juli 2008 eng Mise en demeure vun der Kommissioun wéinst Netëmsetze vun der Direktiv krut.

(Interruption)

Zu dëser Mise en demeure koum dunn den 23. November 2009 och nach en Avis motivé, sou dass mir Gefor lafen, kuerzfristeg finanziell Sanktiounen operluecht ze kréien.

(Interruption et hilarité)

Wollt Der eppes soen, Här Bettel?

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- …ech stelle just fest, Här Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Ah. Ech wëll dann den Här Bettel nach aschreiwen, Här President. Hie wollt eppes soen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech stelle just fest,…

M. le Président.- Här Spautz, loosst Iech net aus der Rou brénge vum Här Bettel! Fuert elo emol virun!

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Scho guer net vum Här Bettel, okay.

Leider huet et bis haut gedauert, bis mer dëst Gesetz zur Ofstëmmung kënne bréngen, well de Statsrot a sengem éischten Avis zum Gesetzestext vum fréieren Transportminister war esou negativ, dass d'Regierung opgefuerdert gouf, de Projet nach eng Kéier op de Métier ze huelen.

(Interruption)

Ech sinn net am Statsrot.

(Interruption)

Ech hu gesot, de Statsrot.

Den Haaptgrond vun der…

(Interruption)

Schreift den Här Bettel awer an.

Den Haaptgrond vun der oflehnender Haltung vum Statsrot war sécherlech de Fait, dass de gréissten Deel vun den Dispositiounen aus der Direktiv iwwer Règlement grand-ducal sollte geregelt ginn an net iwwer Gesetz. Sou zum Beispill d'Kritären an d'Konditioune vum Ausstellen, dem Maintien an dem Anzéie vun de Fluglotselizenzen an domadder och d'Elementer, déi d'Ausübe vun dësem Beruff beschreiwen. An dësem Kontext huet de Statsrot och e Recours en réformation fir d'Fluglotse gefuerdert, fir kënne géint d'Décisioune vun der DAC virzegoen.

Ech wëll och an deem Kontext soen, dass ech als Rapporteur och Entrevuen hat mat deenen zwou Vereenegunge vun de Fluglotsen, fir och mat hinnen doriwwer ze schwätzen, wou ech mam Camille, dee mech dora begleet huet, well dee jo emol fréier do säin Onwiesen… säi Wiese gedriwwen huet.

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- An Dir hutt eppes do bäigeléiert, wéi Dir do waart?

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- D'Dispositiounen, déi d'Unerkenne vun enger Fluglotselizenz aus engem anere Memberland regelen, sollen dem Statsrot no och an d'Gesetz ageschriwwe ginn. Dat gëllt och fir eng ganz Rëtsch vun Definitiounen.

En drëtte Punkt, deen de Statsrot opgeworf huet, ass dee vun de Konditiounen an de Modalitéiten iwwert d'Anzéien an d'Uwende vu Redevancen, déi fir Prestatiounen a Relatioun mat der Ausliwwerung respektiv dem Maintien vu Lizenzen an esou weider fälleg ginn. Si sollen och am Gesetz ageschriwwe ginn, genee wéi déi maximal Montantë vun dëse Redevancen.

Des Weideren huet de Statsrot de Problem vun den administrative Sanktioune vis-à-vis vum Prestataire de service aérien opgeworf, déi laut dem Text privatrechtlech Persoune sinn. Hie mécht drop opmierksam, dass dës Servicer am Moment vun der ANA assuréiert ginn. Dem Statsrot no kann de System net goen, well eng Administratioun net enger anerer Administratioun eng administrativ Sanktioun kann operleeën, well se keng Personnalité juridique besëtzen. De Statsrot hätt souwisou en anere Regime virgezunn, deen op disziplinäre Sanktioune berout hätt.

Op déi Observatiounen hin huet de Minister Claude Wiseler eng Rëtsch vun Amendementer ausgeschafft, déi de formellen Oppositioune vum Statsrot Rechnung gedroen hunn, déi mir an der Kommissioun och duerno guttgeheescht hunn. Esou sinn déi betraffen Artikelen iwwert d'Definitioun, d'Dispositioun zu de Fluglizenzen, d'Bestëmmungen iwwert d'Reconnaissance mutuelle vun de Lizenzen an d'Dispositiounen iwwert d'Homologatioun vun de Formatiounsorganismen aus dem Règlement grand-ducal an d'Gesetz geschriwwe ginn. Och gëtt de Recours en réformation virum Tribunal administratif agefouert.

Wat d'Festleeë vun der Redevance an de maximale Montant betrëfft, esou koumen déi net an d'Gesetz stoen. D'legal Basis fir déi zwee Punkten ass nämlech schonn am Artikel 7, Paragraph 3 vum modifizéierte Gesetz vum 5. Juni 2009 iwwert d'Reglementatioun vun der Loftfahrt ginn.

Beim Punkt vun den administrative Sanktioune dréit d'Kommissioun dem Statsrot net Rechnung. Et stëmmt, dass souwuel d'ANA wéi d'DAC därselwechter Personnalité juridique, dem Stat, ënnerleien. Dat ass awer net de Fall fir all aner Prestataire de service, deen ënnert d'Kompetenz vun der DAC fält, respektiv de Fall, wann d'ANA op en anere Prestataire de service géif zréckgräifen. Ausserdeem ass eng grouss Partie vum Lëtzebuerger Loftraum schonn am Belgacontrol respektiv Eurocontrol delegéiert, déi ënnerschiddlech juristesch Personalitéite besëtzen.

Ausserdeem baséiert de ganze legislative Kader vum eenheetlechen europäesche Loftraum op enger strikter Trennung tëschent de Prestatairen an de Servicer vun der Regulatioun. Och d'Direktiv, déi mir sollen ëmsetzen, fuerdert en Dispositif vu Sanktiounen, dee proportionéiert, effektiv an zugläich ofschreckend ass. Wéinst all deene Grënn huet d'Kommissioun décidéiert, beim initialen Text ze bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz kréien d'Fluglotsen elo endlech eng Lizenz ausgestallt, mat där se europawäit operéiere kënnen. Et gi kloer Richtlinnen opgestallt, no wéi enge Regelen een de Beruff vum Fluglotse kann ergräifen. Et ass probéiert ginn, e gudden Équiliber ze fannen tëschent den Dispositiounen, déi an d'Gesetz gehéieren, an den Ausféierungsbestëmmungen, déi per Règlement grand-ducal arrêtéiert ginn, wéi zum Beispill d'Qualifikatiounsbedéngungen. Dat ass wichteg a bréngt och eng gewësse Flexibilitéit mat sech, well op dës Aart a Weis den nationale Spezifissitéite Rechnung ka gedroe ginn.

Ech muss awer drop hiweisen, dass eng kleng Erreur matérielle an de Projet eragerutscht ass. Mir hunn am Paragraph 2 vum Artikel 7 bei „associés" en „es" vergiess. Mir hunn do geschriwwen „és", a mir hätte misse schreiwen „ées". An op déi Erreur matérielle wollt ech hiweisen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och da soen, dass vun eiser Säit aus fir all déi aner Saachen de schréftleche Rapport nach ëmmer do ass, an dee kënnt Der consultéieren. An ech wëll och an dësem Fall d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur fir déi ganz komplett Beschreiwung. Den Här Kartheiser wëllt awer och nach zousätzlech derzou eppes soen, duerfir kritt en d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hate gëschter scho gesot, datt d'Regierung elo eng ganz Rei Projeten iwwert de Knéi brécht. Hei hu mer och erëm esou e Projet, dee ganz laang leie gelooss ginn ass an deen dann op eemol, well dann eng Rei vu Sanktioune méiglech sinn, ganz séier op den Instanzewee geschéckt an e bëssen iwwert de Knéi gebrach gëtt. Mir hätten eis op jidde Fall gewënscht, datt net dee Prinzip hei gegollt hätt, toute la directive et rien que la directive, mä datt e bësse méi iwwerluecht gi wär, ier dee Projet hei elo als Gesetzesprojet eis virgeluecht ginn ass.

D'ADR ënnerstëtzt déi allgemeng Zilsetzung vun dëser Direktiv a si seet och dem Här Rapporteur Merci fir säi wierklech ganz komplette Rapport. Trotzdeem denke mir, datt déi Direktiv net gutt verhandelt ginn ass an och elo net gutt ëmgesat gëtt. Mir soen, an dat ëmmer erëm, datt mir net hei zu Lëtzebuerg eng Kolonie vun iergendengem sinn, och net vun der Europäescher Kommissioun!

Leider si mer net an där parlamentarescher Kommissioun, déi dee Projet hei behandelt huet, soss hätte mer eis Kritiken do scho kënne virbréngen. Ech soen dat just als Hiweis op all déi, déi elo mat eise Propositioune konfrontéiert sinn, fir dëst Parlament méi demokratesch ze organiséieren. Et ass an eisen Ae wichteg, datt hei all Parteien an de Kommissioune kënnen duerch en offizielle Vertrieder representéiert sinn.

Elo zréck zu dësem Projet. Mir wëllen hei keen Text ëmsetzen, deen zwar englesch Sproochkenntnisser verlaangt, wat am Beräich vun der Aviatioun jo selbstverständlech noutwendeg a richteg ass, mä deen awer eis Nationalsprooch mat kengem Wuert ernimmt. D'Liewen an der Aviatioun ass net nëmmen op Englesch. Zum Beispill sinn déi intern Volen a méi grousse Länner selbstverständlech och an där jeeweileger Landessprooch. An e Lëtzebuerger Pilot, deen op Bitburg flitt, dee mellt sech do op Däitsch un.

Eis Sportpiloten heiheem schwätzen dacks Lëtzebuergesch mam Tower, quitte datt vill englesche Jargon do mat dran ass. Mir als ADR verlaangen dowéinst, datt déi Leit, déi bei eis de Loftverkéier kontrolléieren, net nëmmen Englesch mä och Lëtzebuergesch schwätzen. Zemools an Noutsituatiounen ass et wichteg, datt et keng Sproochbarrièrë gëtt. Mir wëllen net, datt et eise Pilote geet wéi eiser Regierung - si schwätze mateneen, mä si versti sech net - a si steieren op eng Brochlandung zou, nodeem se sech ënnerwee veriert hunn!

Déi Leit, déi heibannen esou vill Wäert nëmmen op Englesch leeën an esou mann Wäert op eis eege Sprooch leeën, déi fuerdere mir emol op, mat richtegen „native speakers" ze schwätzen an ze funken, an da wäerte se mierken, wéi schwéier dat ass a wéi mann een heiansdo versteet!

Natierlech mussen déi Prozeduren, déi vun internationale Vole matgehéiert a matverstane musse ginn, op Englesch oflafen, mä villes anescht brauch dat awer net. Natierlech kënnen eis Lëtzebuerger Piloten och alleguer Englesch. Dat heescht awer net, datt si dat och ëmmer mussen oder wëlle mam Findel schwätzen. D'ADR begréisst dowéinst den Avis vun der Chambre des Salariés, déi jo - wéi mir och - Wäert drop leet, datt all Loftkontroller och soll, niewent Englesch, déi national Sprooch vun deem Stat schwätzen, op deem sengem Territoire säi Bezugsflughafe läit.

Här President, Dir kennt déi zouverlässeg Linn, déi d'Politik vun der ADR an där heiter wéi och an anere Froen auszeechent. Mir stëmme kee Projet, an deem d'Interesse vun eiser Sprooch an eisem Land net genuch berücksichtegt ginn. A well d'CSV an d'LSAP och an dësem Gesetz alt nees eng Kéier kee Gedanke fir d'Lëtzebuerger Sprooch iwwreg haten, soe mir en däitlechen Neen!

Ee lescht Wuert nach, Här President, zu deem, wat mir mengen, wa mir soen, datt dës Koalitioun d'Gesetzer iwwert de Knéi brécht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mayday, mayday!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'Chambre des Fonctionnaires… Här Bettel, et wär ganz gutt, wann Dir d'Chamber géift manner mat engem Kabaret verwiesselen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann een lech nolauschtert, dann ass dat schwéier.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ee lescht Wuert nach, Här President, zu deem, wat mir mengen, wa mir soen, datt dës Koalitioun d'Gesetzer iwwert de Knéi brécht. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics beklot sech doriwwer, wéi hir wichteg Dokumenter einfach onkohärent zougeschoustert goufen a wéi hire Rôle als berodend Instanz vun dëser Regierung mëssuecht gëtt. Si huet vollkomme Recht! Si beschreift eis och, wéi een Duercherneen…

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President. Si beschreift eis och, wéi een Duercherneen an der Terminologie existéiert, déi d'Regierung a juristesche Formulatioune gebraucht, grad do, wou et keng Onkloerheeten däerfte ginn!

Här President, Dir hutt mech invitéiert, fäerdeg ze sinn. Da kann ech just nach derbäi soe fir d'Kolleege vun der CSV, datt dee séchere Wee net dee vum Hotel op d'Plage ass! Mir hätten eis gewënscht, datt d'Chamber méi laang zesummebleift, fir iwwert d'Gesetzer kënnen anstänneg ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Da kritt elo nach den Här Nohaltegkeets- an Transportminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ganz kuerz, fir ze soen, datt ech net mengen, datt deen Text hei iwwert de Knéi gebrach ginn ass, well hei hu mer eng ganz laang Aarbecht schonn dru gemaach.

Deen Text, deen ass virun de leschte Wahlen déposéiert ginn. Zu deem Text ass den Avis vum Conseil d'État am Dezember 2009 komm. Duerno ass den Text fundamental ëmgeännert ginn. Mir haten eng ganz Rei Kommissiounssëtzungen, wou déi Saachen hei an allem Detail duerchdiskutéiert gi sinn.

Et ass en zweeten Avis vum Conseil d'État komm, deen an den Text integréiert ginn ass. Esou datt ech mengen, datt mer dovunner ausginn a sécher sinn, well ech déi Saach jo enk suivéiert hunn an an all Kommissiounssëtzung, wou iwwert dësen Text geschwat ginn ass, war, datt mer do eis Aarbecht uerdentlech a korrekt gemaach hunn, souwuel d'Regierung wéi all déi Deputéierten, déi an der Kommissioun waren.

Des Weidere wësst Der, datt déi ANA, iwwert déi mer momentan hei schwätzen, déi also déi Fluglotsen hei astellt, eng staatlech Administratioun ass, wou selbstverständlech och fir d'Sproochekenntnisser déiselwecht Regele gëllen, fir d'Leit anzestellen, déi Leit, déi Fonctionnaire ginn. Sécher ass, datt mer och hei an där Administratioun eng Rei Experten hunn an datt een déi Experten och brauch, fir op eng Rei prezis technesch Punkten anzegoen, déi déi Administratioun och als Know-how muss hunn. Do sinn net déi Sproochekenntnisser verlaangt. Bei dem Rescht vun de Statsbeamten ass dat anescht.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Wéi den Här Rapporteur Marc Spautz eis opmierksam gemaach huet, ass am Artikel 7, Paragraph 2 eng Erreur matérielle. Et ass also do ze liesen: «…s'il est constaté que les licences, les qualifications ou les mentions associés - „ées" - ont été obtenues à l'aide de déclarations inexactes ou par l'usage de moyens frauduleux». Fin de citation.

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État dës Ännerung schréftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6056 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6056 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Roger Negri), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand

Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. André Hoffmann.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6096 iwwert d'Wäschmëttel. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Etgen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Raymond Weydert. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruptions et hilarité)

7. 6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

M. Raymond Weydert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, iwwert dee mir haut schwätzen, ass den 23. Dezember 2009 vum Innenminister déposéiert ginn. Den 18. Februar dëst Joer huet d'Chambre de Commerce en Avis dozou ofginn. An den Avis vum Statsrot datéiert op den 9. Mäerz 2010. De 6. Mee 2010 sinn ech vun der Chamberskommissioun zum Rapporteur vum Gesetz ernannt ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Raymond Weydert *(CSV), rapporteur.*- Den 28. Juni hunn d'Membere vun der Kommissioun den Text presentéiert kritt, an dobäi gouf den Avis vum Statsrot analyséiert. Op dësen Avis hin huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl. Dës Amendementer sinn de 6. Juli vum Statsrot aviséiert ginn, an deen Dag drop konnt d'Kommissioun de Rapport unhuelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wourëms geet et hei an deem Text? Den 31. Mäerz 2004 huet d'Europaparlament d'Reglement CE N°648/2004 betreffend d'Détergents, also d'Botzmëttel, ugeholl. Dëst Reglement féiert keng nei Regelung am Beräich vun de Botzmëttelen an, mä ersetzt am Wesentlechen zwou héich technesch Direktiven aus de fréie 70er Joren, mam Zil, an engem eenzegen Text méi kloer an effikass ze sinn.

Zwou europäesch Direktiven aus dem Joer 1973 - ech erspueren Iech d'Nummere vun den Direktiven - haten als Zil, engersäits d'Gesetzgebung an de Memberlänner an de Beräicher vun de Botzmëttelen ze harmoniséieren an anerersäits d'Kontroll vun der Biodégradabilitéit vun de sougenannten Agents de surface anioniques ze regléieren.

Déi zwou Direktive sinn ëmgesat ginn duerch d'Gesetz vum 8. Juli 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents an dem Règlement granducal vum 9. Juli '86 relatif à la biodégradabilité des agents de surface anioniques et non ioniques, déi an de Botzmëttelen enthale sinn. Infraktiounen heigéint gi mat Peines pénales bestrooft. Wann ee vun Iech méi wëllt iwwert dëst Gesetz vu '86 gewuer ginn, verweisen ech deen op mäi schréftleche Rapport, an deem ech méi am Detail heirop agaange sinn.

Spéiderhin ass op europäeschem Plang d'Reglement N°648/2004 ugeholl ginn, dat awer leider net am Grand-Duché an nationaalt Recht ëmgesat gouf. Fir de Contenu vun dësem Reglement verweisen ech Iech nach emol u mäi schréftleche Rapport. Dat Ganzt ass méi technesch, esou datt ech hei net wëll weider dorop agoen.

Erlaabt mir awer just e puer Erklärungen. Dat neit Reglement erlaabt e bessere Schutz vun eisem Environnement aquatique oder eise Gewässer géint verschidde chemesch Substanzen, déi an de Botzmëttelen enthale sinn. Déi nei Législatioun gëtt méi streng an deem Sënn, datt d'Détergente musse méi effikass getest ginn op hir biologesch Ofbaubarkeet hin. De Verbraucher gëtt och geschützt géint Substanzen, déi Allergië kënnen ervirruffen. Ee verbesserten Étiquetage muss de Konsument och iwwert de Contenu vun de Botzmëttelen informéieren.

Dëst waren elo e puer kuerz wichteg Punkte vum Reglement. Wéi gesot, kënnt Dir den Detail gären a mengem Rapport respektiv dem Reglement selwer noliesen. Allerdéngs, wéi schonns ugedeit, huet Lëtzebuerg d'Reglement nach net ëmgesat. Aus dësem Grond huet d'Kommissioun de 5. Mee 2008 e Recours en manquement géint Lëtzebuerg agereecht.

Plusieurs voix.- Schonn nees!

M. Raymond Weydert *(CSV), rapporteur.*- Méi genau kréie mir virgeworf, datt mir d'Sanktiounen, déi am Artikel 18 vu besotenem europäeschem Reglement virgesi sinn, net applizéieren. Dësen Artikel beseet, datt d'Memberlänner mussen «des sanctions dissuasives, efficaces et proportionnées, à appliquer en cas de violation» unhuelen.

Duerch den Arrêt vum 24. Mäerz 2009 huet d'Cour du Justice festgehalen, datt Lëtzebuerg doduerch, datt mir net an deenen néidegen Délaien d'Reglement ugeholl hunn, sengen Obligatiounen net nokënnt. Dir gesitt also, datt et extrem wichteg ass, datt mir dëst Gesetz elo esou séier wéi méiglech stëmmen, fir d'Gesetz vun 1986 ofzeänneren. An engems sinn dann nach e puer Dispositiounen abrogéiert ginn, déi en Double emploi maachen oder incompatibel si mam Règlement communautaire.

Dem Statsrot säin Avis ass, wéi schonn aganks gesot, vum 9. Mäerz 2010. Déi héich Kierperschaft hätt léiwer gehat, datt d'Gesetz vun 1986 formell abrogéiert gi wier an duerch en neien Text ersat gi wär, well nämlech eng ganz Rei vun Artikele geännert oder ofgeschaaft ginn. Ech ginn elo net op déi eenzel Aussoe vum Statsrot zu allen Artikelen an, wëll awer just soen, datt a sengem Avis zwou Oppositions formelles stinn.

An den Ae vum Statsrot violéiert den Artikel 10 vum Projet de Prinzip vun der Inviolabilitéit vum Domicile, esou wéi se am Artikel 15 vun eiser Verfassung virgesinn ass. De Statsrot opposéiert sech och dem Artikel 13 aus Grënn vun der Hiérarchie des normes. De Règlement granducal ka just vum Pouvoir réglementaire ofgeschaaft ginn an net vum Pouvoir législatif.

Op dësen Avis hin huet d'Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi den Observatioune vum Statsrot Rechnung droen. Esou gëtt zum Beispill den urspréngleche Artikel 1, deen déi héich Kierperschaft als iwwerflëssig ugesäit, fale gelooss. Den initialen Artikel 10 gëtt an deem Sënn ofgeännert, datt der Opposition formelle vum Statsrot a puncto Inviolabilitéit vum Domicile Rechnung gedroe gëtt. An den Artikel 13 initial gëtt fale gelooss, esou wéi de Statsrot et gefuerdert hat. Déi héich Kierperschaft hat dann och an hirem Avis complémentaire vum 6. Juli keng gréisser Problemer méi mam Text.

Wéinst der Urgence, déi ech virdru beschriwwen hunn, an och, well et gutt ass, datt mir eis Législatioun am Beräich vun der Réglementation vun den Détergents upassen, bieden ech Iech, dëse Projet ze stëmmen. Ech kann hei och den Accord vu menger Fraktioun ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Raymond Weydert. An elo hëlt nach ganz kuerz d'Wuert den Här Etgen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Propretéit an Hygiène hunn d'Liewensqualitéit an d'Liewenserwaardung vun de Leit entscheedend verbessert. Mir hunn de Choix tëschent dausende Wäsch- a Botzmëttel. Si ginn dagdeeglech a grousse Quantitéiten tonneweis an den Haushalter, an de Betriber, an der Industrie agesat. A well et esou eppes Alldeegleches ginn ass, gi méiglech Gefore fir Ëmwelt a Gesondheet dacks ënnerschat.

Fir d'Ofwaasser net ze vill ze belaaschten, heescht et, spuersam mat dëse Produkter ëmzegoen. Méi Wäschmëttel heescht net méi propper. Wichteg ass virun allem déi richteg Uwendung. Et gëllt, net mat Kanounen op Spatzen ze schéissen.

(Brouhaha)

Niewent der Ëmweltbelaaschtung sinn eng Rei Stoffer an de Botz- a Wäschmëttel d'Ursaach vun enger gesondheetlecher Belaaschtung fir Allergiker. Si kënne verschidden Allergien ausléisen oder verstäerken. Aus all deene Grënn ass et duerfir wichteg, datt jiddwereen et als seng Flicht ugesäit, bei sech selwer een Autocontrôle ze maachen.

Dat ass och Sënn an Zweck vun der Direktiv 648 vun 2004, déi véier Haaptziler huet: D'Produitë musse biologesch ofbaubar sinn, d'Verbuet vun dëse Produiten, d'Étiquetéierung, an do abegraff d'Mentioun vun Duftstoffer, déi Allergien ausléise kënnen, Informatioune vum Hiersteller fir d'Autoritéiten a medezinescht Personal.

Et ass also eng wichteg Direktiv; éischtens fir eng gutt Waasserqualitéit ze garantéieren an zweetens fir d'Gesondheet vun de Leit ze schützen. An duerfir ass et onerklärlech an onverzeihlech, datt d'Regierung alt nees eng Kéier, jo, alt nees eng Kéier huet misse vun der Cour de Justice verklot ginn, fir dës Direktiv ëmzesetzen!

(Interruptions diverses)

Här President,...

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, dem Här Etgen nozelauschteren!

M. Fernand Etgen *(DP).*- ...wéi wëlle mer de Leit dobaussen dëst erklären,…

(Interruptions diverses)

…wéi wëlle mer d'Leit besser sensibiliséieren a si besser informéieren an esou enger wichteger Thematik, wa mir hei am Haus eis legislativ Hausaufgaben net maachen? Wéi wëlle mer hinnen erklären, datt d'Décisiounen op EU-Niveau geholl ginn an da sechs Joer laang net ëmgesat ginn, bis op dee Punkt, wou mer alt nees eng Kéier veruerteelt gi sinn?

(Interruptions diverses)

Dës Direktiv ass een Deelelement vun enger integréierter neier Waasserpolitik, mat engem staarken Akzent op den ekologeschen Aspekt.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- D'Zilsetzung ass kloer definéiert, eng Waasserpolitik op héijem Niveau. Fir dës Ziler ze erreechen, ass et awer wichteg, datt mer prezis an engem verbindlechen Zäitraum reglementéieren, an d'Leit musse responsabiliséiert ginn. D'Lëtzebuerger Regierung deet sech an der Waasserpolitik schwéier, fir hiren Hausaufgaben nozekommen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Här President, de Rapporteur, de Kolleeg Raymond Weydert, war komplett an äusserst prezis iwwert d'Modifikatiounen am virleiende Projet. Duerfir brauch ech net op de Projet anzegoen, wëll awer dem Rapporteur een opriichtege Merci fir säi prezisen, sachleche schréftleche Rapport wéi och fir säi mëndleche Rapport ausschwätzen.

Här President, als Demokratesch Partei wëlle mir d'Bierger a Betriber drop hiweisen, datt eng ekologesch Waasserpolitik eng Plus-value fir eis Gesellschaft ass, an duerfir wäerte mir selbstverständlech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Ech mengen, elo ass alles gesot. Den Innenminister huet awer och nach eppes derbäizefügen.

(Brouhaha)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären - Här President, ech maachen net den Ordre du jour. Ech sinn awer frou, dass ech haut nach drukomm sinn a mech kuerz zu dësem och wichtege Projet ka positionéieren, kuerz, well éischtens emol fir der Chamber Merci ze soen, dass dëse Projet esou schnell evakuéiert ginn ass, an och dem Rapporteur fir säi gudde mëndlechen a schréftleche Rapport, awer och fir am Fong geholl dat, wat elo justement dee leschte Riedner gesot huet, e bëssen ze relativéieren.

Well ech sinn der Meenung, dass an der leschter Zäit déi Lëtzebuerger Regierung, an doriwwer eraus d'Chamber - well et ass ëmmer eng Aufgab, déi mer zesumme maachen, besonnesch am Waasserberäich, wou d'Coresponsabilitéit bei de Gemenge läit; ech kann nach kuerz dorop agoen -, mä ass et wichteg, datt mer zesummen eis konforméiere mat der EU, mat der EU-Législatioun.

Ech géif soen, dat Wuert, wat Der gesot hutt, Här Etgen, eng Politik op héijem Niveau: Et ass ugaange mam Waassergesetz vun 2008, duerno hu mer och notamment hei an der Chamber zwee wichteg Gesetzer vu Perl-Bech, a vu Mäertert-Waasserbëlleg-Gréiwemaacher gestëmmt, déi et och elo méiglech maachen, dass eis Kläranlagen op der Musel, dass déi am Fong geholl gekläert sinn. Mir hate kierzlech an der Regierung e Projet vu Règlements grand-ducaux iwwert de Schutz vum Grondwaasser géint d'Pollutioun an d'Gestioun vun Iwwerschwemmungsrisiken. Dir gesitt also, dass mer do um richtege Wee sinn, dass mer eis do gutt konforméieren.

Ech wëll awer och op ee Problem hiweisen, dee mer hunn. Dat ass deen, eis ze konforméieren zu enger Direktiv vun 1991 betreffend d'Kläranlagen iwwer 10.000 Awunnergläichwäerter, an dat si Kläranlagen, déi d'Gemenge bauen, zesumme mam Stat. An do muss ech soen, do kréie mer awer nach ëmmer Datzen, an dat ass eng Geschicht, Här Etgen, do ass net eleng d'Regierung schëlleg, mä och déi aner Stakeholderen oder déi aner Représentantë vun eisem Land; dat sinn dann eis Gemengen.

An do muss ech soen, hu mer an deem Beräich nach véier Kläranlagen, déi mer mussen nach konforméieren; et ass d'Kläranlag vun der Bleesbréck, déi vu Beggen, déi vu Péiteng an déi vu Miersch. Do musse mer also, wa mer wëllen eng nohalteg Politik maachen, déi ëmsetzen. An do hu mer jo en Instrument, dat ass dee sougenannte Bewirtschaftungsplang, op deen ech awer haut net wëll agoen, wou mer nach vill Méiglechkeete kréien, doriwwer ze diskutéieren.

Ech wéilt der Chamber awer matdeelen, dass mer an deene leschte Joren, an de leschte véier Joer vun 2006 un hu mer 200 Milliounen investéiert; wann ech kucken, vun 1989 u si 510 Milliounen investéiert ginn. Dat si vill Suen. An dat beweist awer, dass sech d'Ausgaben, d'Invester an dësem Beräich, dass déi an d'Luucht ginn, a bis 2015 wäerte mer nach missen 390 Milliounen investéieren. A wa mer dee ganze Moossnameprogramm oder Bewirtschaftungsplang wëllen ëmsetzen, dat kascht eis als Land 1,19 Milliarden.

Dëst Gesetz also schreift sech an déi global Démarche an. An et ass e weidere richtege Schrëtt an eng richteg, an eng wichteg, oder wéi den Här Etgen et gesot huet, an eng Waasserpolitik op héijem Niveau hei zu Lëtzebuerg. En Opruff also: Paakt eng Hand mat un!

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hunn nach eng kleng Fro.

M. le Président.- Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Just eng kleng Fro, well ech hunn et scho gëschter gesot, Här President, mir sinn dës Woch eng Trans..., mir maachen Texter, dat sinn Transpositioune vun Direktiven. De Minister huet et net gesot: Firwat brauche mir an dësem Land, an deem heite Fall sechs Joer, fir eng Direktiv ze transposéieren?

Den Text virdru wor gradesou e Fall. Déi ganz Woch hu mer nëmmen esou Fäll. Firwat brauch d'Regierung esou laang Zäit? Firwat musse mer all Kéiers vun der Kommissioun e Fanger oder souguer Prozedure gemaach kréien, fir endlech Texter ze déposéieren?

Ech fannen et skandaléis, Här President, dass mer dës ganz Legislaturperiod bal d'Halschecht vun den Texter nëmmen Transpositioune vun Direktiven haten. Dat heescht, dass d'Regierung ganz wéineg Initiatives législatives hat. Mä wéi gesot, an deem heite Fall, Här President, muss ech Iech soen, dass ech einfach d'Fro wëll stellen: Firwat déi sechs Joer waarden, fir mat engem Text an d'Chamber ze kommen?

(Interruption)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här Bettel, wann ech zu deem heite Gesetz, wat ech jo dann hei elo kommentéiert hunn, a wat ech och déposéiert hat, muss dat kommentéieren, wat Der elo gesot hutt, soen ech dat: Liest de Rapport vum Rapporteur!

Do steet kloer an däitlech dran, dass mer ee Gesetz vun 1986 haten, wat sollt d'Direktiven aus de 70er Joren ëmsetzen. Et ass gemengt ginn, dat Gesetz vun 1986 wär konform zu deem Règlement communautaire vun 2004. A well dat eben net de Fall war, hu mer elo missen nozéien. Do war eng Diskussioun: Déi eng hu gesot, et geet duer; déi aner hu gesot, et geet net duer. Dat ass dat, wat hei geschitt ass. Also, hei ass e schlecht Beispill fir ze weisen, dass d'Regierung hir Hausaufgab net gutt gemaach hätt.

Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Gutt, Merci dem Innenminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6096 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, nämlech en Ännerungsvirschlag mat der Nummer 6143 vun eisem Chamberreglement iwwert den Impakt vum Lissabon-Traité op déi national Parlamenter. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Gloden, d'Madame Polfer,... Neen, d'Madame Polfer gëtt gestrach. Dann den Här Gibéryen an den Här Hoffmann.

(Interruption et hilarité)

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Ännerungsvirschlag, den honorabelen Här Ben Fayot.

8. 6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux

Rapport de la Commission du Règlement

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, den 1. Dezember 2009 ass de Vertrag vu Lissabon a Kraaft getratt. An deem Vertrag gëtt et eng ganz Partie Artikelen, déi och d'national Parlamenter concernéieren.

Fir d'Éischt emol am Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun gëtt et e wichtegen Artikel 12 iwwert déi gesamt Roll vun den nationale Parlamenter an der Demokratiséierung vun der Europäescher Unioun. Et gëtt och doranner en Artikel 48 iwwert d'Revisioun vun de Verträg, an deem de Konvent ageschriwwen ass.

An an deem zweeten Traité, den Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, sinn eng ganz Partie Artikelen, déi ech elo net wëll opzielen, déi och Regelen enthalen, wat d'national Parlamenter an europäeschen Affäre matzeschwätzen hunn. Dobäi kommen zwee Protokollen, de Protokoll 1 an 2. Besonnesch de Protokoll 2 iwwert de Contrôle vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit, déi mer och mat dësen Ännerunge vun onsem Reglement ëmsetzen.

Ech wëll drun erënneren, dass dee Protokoll Nummer 2 den nationale Parlamenter fir d'Éischt an der Geschicht vun der Europäescher Unioun e Recht vun Interventioun an de legislative Prozess vun der Europäescher Unioun gëtt. An deem Sënn, dass, wann en Text aus der Kommissioun erauskënnt, d'national Parlamenter dee kënnen innerhalb vun enger kuerzer Zäit kucken an dann, wa se dat néideg fannen, en Avis motivé zu dem Respekt vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit maachen. Dat muss innerhalb vun aacht Woche geschéien.

A si kënnen iwwert d'Kontroll vun der Proportionalitéit an der Subsidiaritéit en Avis motivé un d'Kommissioun maachen an domat da matdeelen oder der Kommissioun soen, dass se mat engem legislativen Text net d'accord sinn, well en net der Subsidiaritéit entsprécht, dat heescht deene Kompetenzen, déi d'Europäesch Unioun duerch d'Verträg krut.

Dir wësst, dass et do zwee Niveaue gëtt: Dat, wat een d'giel Kaart nennt, an dat, wat een d'rout Kaart nennt. Wann et ëm d'giel Kaart geet, dann heescht dat, dass en Drëttel vun den nationale Parlamenter net mat engem Text d'accord sinn, an da muss deen Text vun der Kommissioun réexaminéiert ginn. A wann et, dat ass den zweeten Niveau, méi wéi d'Halschecht vun de Parlamenter sinn, déi net domat d'accord sinn, da muss deen Text vun dem Conseil a vun dem Europaparlament gekuckt ginn. Wa 55% vun de Membere vum Conseil a vun dem Europaparlament nee soen zu deem Text, da muss deen Text zréckgezu ginn.

Dat heescht also, dass do Prozeduren dra sinn an deem Protokoll Nummer 2, déi et erlaben, fir d'Subsidiaritéit ze kontrolléieren, an d'Subsidiaritéit, dat heescht jo weider näischt wéi genee ze kucken, ob dat, wat d'Europäesch Kommissioun an engem Text mécht, deene Kompetenzen entsprécht, déi eben d'Länner der Europäescher Unioun ginn hunn. Dat heescht, deen ee Vertrag, deen hir erlaabt, fir ze handelen.

Dat ass deen een Aspekt, deen an dësem Vertrag dran ass. Deen aneren Aspekt, dat ass och e Rekursrecht, en Droit de recours vun den nationale Parlamenter. Wann eng Kéier e legislative Prozess ofgeschloss ass, wann en Texte législatif an dem Journal officiel publizéiert ass, dat heescht wa wierklech déi Prozedur ofgeschloss ass, da kënnen d'Parlamenter innerhalb vun zwee Méint hiren Droit de recours exercéiere bei der Cour de Justice européenne. Dat heescht, si kënnen dann erëm eng Kéier kloen, dass d'Subsidiaritéit net respektéiert ginn ass.

Mir hunn als Lëtzebuerger Chamber och zréckbehalen an dësem Reglement, dass mer dat Rekursrecht nëmme géifen exercéieren, wa mer och virdrun am Virfeld eng Kéier en Avis motivé iwwert d'Subsidiaritéit abruecht hätten.

Dir wësst, Här President, dass d'Chamber säit dem Oktober 2006 alleguerten d'europäesch Texter direkt vun der Kommissioun kritt. Dat gëtt ons natierlech d'Méiglechkeet, fir ganz schnell dorobber ze reagéieren. Dir wësst och, dass mer e System hei an der Chamber hunn, deen och am Reglement ageschriwwen ass, dass d'Commission des Affaires étrangères et européennes alleguerten déi Texter eng Kéier kuckt an dass déi da verdeelt ginn un déi verschidde Kommissiounen. An dass et also déi sektoriell Kommissioune sinn, déi responsabel sinn, fir dee Contrôle ze maachen.

Déi sektoriell Kommissiounen, wa se dann en Text kréien, hu véier Wochen Zäit, fir ze soen, ob deen Text der Subsidiaritéit entsprécht oder net, a fir ze décidéieren, ob se en Avis motivé wëlle maachen. Da bleiwe vun deenen aacht Wochen nach véier aner Wochen. An déi véier aner Wochen, déi sollen der Plénière dozou déngen, fir deen Avis motivé offiziell och festzehalen. Well mir mussen dat an der Plénière maachen, well d'Kommissioun gären eng offiziell Stellungnahm vun all Parlament hätt an net nëmme vun enger Kommissioun. Et ass also elo un de parlamentaresche Kommissiounen, wa se esou Texter kréien, fir genee ze kucken, wéini déi Délaien oflafe vun dem Contrôle vun der Subsidiaritéit a sech dorobber anzestellen, fir hir Avis motivéen ze décidéieren oder net.

Ech wëll och soen, dass dat natierlech och heiansdo komplizéiert ass, well mer hei an der Chamber och Vakanzen hunn. D'Kommissioun huet zougestanen, dass de Mount August eigentlech net gezielt gëtt fir déi aacht Wochen. Dat heescht, wann elo eppes zum Beispill Enn Juli aus der Kommissioun erauskéim, wou een eventuell misst en Avis motivé maachen, da kann een dat och nach am September maachen. Dat heescht, da ginn déi aacht Wochen eigentlech eréischt un am September. Dat fir där Tatsaach ze entspriechen, dass vill Parlamenter awer e Break hunn am August a souguer heiansdo nach méi laang.

Deen Artikel 168, dee mer elo schonn an dem Règlement hunn, dat ass d'Kapitel 16 vun onsem Reglement, gëtt also elo seriö ausgeweit. Do kommen also déi Donnéeën iwwert den Avis motivé iwwert d'Subsidiaritéit derbäi. Et kënnt och derbäi, wa géif e Konvent ageruff ginn, wéi dee Konvent vun der Lëtzebuerger Chamber aus géif zesummegesat ginn.

(Interruptions et hilarité)

Et kënnt natierlech och derbäi, wat elo net am Règlement dran ass, mä wat awer och e wichteg Facteur ass, deen ech hei wëll ënnersträichen: Dir wësst, dass niewent deem, wat am Vertrag ass vun Avis motivé iwwert d'Subsidiaritéit an d'Proportionalitéit, d'Kommissioun, den Här Barroso an engem Bréif vum 1. Dezember 2009 den nationale Parlamenter gesot huet, si kéinten och iwwert déi Texter, déi vun der Kommissioun virgeluecht ginn, politesch Remarquë maachen, e politescht Uerteel ginn an dat Uerteel un d'Kommissioun weiderginn, well d'Kommissioun géif och dorobber reagéieren.

Dat stëmmt. Wann emol eng Kéier eng Kommissioun esou en Avis motivé gemaach huet, huet d'Kommissioun dorobber reagéiert. Si huet iwwregens en extrae Service ageriicht, fir hir Relatioune mat den nationale Parlamenter ze suivéieren an den nationale Parlamenter op hir politesch Eingaben ze äntwerten.

Ech mengen, dat sinn déi wesentlech Aspekter vun dëser Ännerung vum Règlement. Ech wëll just soen, dass ech hei wëll deene Leit Merci soen, déi dat alles preparéiert hunn. Ënner anerem och dem Paul-Henri Meyers, dee mat dorunner geschafft huet. Natierlech och dem Här Frieseisen an dem Här Reiter. An déi Ännerungen hei, déi jo och an der Commission du Règlement duerchgeholl gi sinn, sinn also, wa mer dat haut unhuelen, vu muer un en vigueur; well mer eben d'Mise en vigueur dann den Dag duerno maachen. Dofir musse mer dat dann haut och stëmmen.

Ech wëll och soen, dass et wierklech elo wichteg ass, dass jiddwereen, all President vun de Kommissiounen, och all Deputéierten, dee sech fir e Sujet interesséiert, sech bewosst ass, dass en eng Responsabilitéit och an der europäescher legislativer Prozedur huet. An dofir géif ech en Opruff maachen un ons Kolleegen alleguerten, dass se sech där Responsabilitéit bewosst sinn. An och déi Texter, déi mer an d'Kommissioune ginn, déi vum President direkt an d'Kommissioune geschéckt ginn, dass déi esou schnell wéi méiglech gekuckt ginn an dass dorobber reagéiert gëtt, am Ufank an net um Enn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Fayot, deem säin Appel ech nëmmen ënnerstëtze kann. Als éischte Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt, dem honorabelen Här Fayot villmools Merci ze soe fir säin exzellente schréftleche Rapport an och seng mëndlech Ausféierungen. De Lissabonner Vertrag verstäerkt d'Interventiounsrechter vun den nationale Parlamenter an dat europäescht Geschehen, an dëst an engem relativ précocë Stadium. Dëst ass eng eemoleg Chance fir eis, déi et heescht unzehuelen. Den Här Fayot huet dat och scho gesot. Duerch dës Virgehensweis gëtt déi politesch an demokratesch Dimensioun vun der Europäescher Unioun gestäerkt.

Wéi oft hunn d'Bierger an d'Biergerinnen eis ze verstoe ginn, datt si sech an der Europäescher Unioun vun haut net ëmmer erëmfannen, datt si dëst net verstinn, datt dëst hinnen net zougänglech ass an datt si sech iwwerhaapt net an den europäesche Prozess agebonne fillen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo si mer do, wou mer hi wollten. Elo hu mer d'Chance, eis aktiv an den europäeschen Débat anzebréngen. Déi nei Befugnisser, déi der Chamber duerch de Lissabonner Vertrag zougesprach ginn, ginn eis d'Méiglechkeet, fir eise Matbierger d'Europäesch Unioun méi attraktiv ze gestalte souwéi och déi europäesch Demokratie ze dynamiséieren.

Mat dëser Chance verbënnt sech awer och eng grouss Verantwortung. Dës Verantwortung ass zum groussen Deel eng ganz perséinlech, well hei heescht et virun allem, sech selwer aus eegenem Wëllen a perséinlecher Initiativ an den Débat anzebréngen.

Vun all de Kompetenzen, déi der Chamber duerch déi heiteg Propositioun zougesprach ginn, ass ouni Zweifel déi wichtegst déi vun der Subsidiaritéitskontroll. Ouni an den Detail vun dësem Prinzip anzegoen, läit besonnesch hei bei der konkreter Ëmsetzung vun dësem Prinzip déi perséinlech Verantwortung, vun där ech schwätzen. Esou eng konkret a konsequent Subsidiaritéitskontroll verlaangt nämlech eng intensiv Aarbecht a supposéiert, datt ee sech net nëmme fir dee ganzen europäeschen Décisiounsprozess interesséiert, mä och fir de Kontext an d'Konsequenze vun där europäescher Politik.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou ass et jo awer elo net, datt mir hei géife komplett Neiland betrieden. Mir hunn och schonn am Passé eis mat der europäescher Politik ausenanergesat, a mir hunn och hei an der Chamber eng ganz Panoplie vun Hëllefsmëttelen.

Ech wëll nëmmen erënneren un déi gutt Relatiounen, déi d'Chamber mat den europäeschen Deputéierten huet. Mir hunn och e Mataarbechter vun der Chamber aus zu Bréissel. Doriwwer eraus hu mer och hei an der Chamber eng europäesch Cellule, déi den Tri vun den Texter mécht, déi vun der Europäescher Kommissioun kommen. Och d'Zesummenaarbecht tëschent der Chamber an der Regierung op dësem Domän ass gutt. Mir haten och rezent Debatten iwwert de Kommissiounsprogramm 2010 an d'Strategie 2020, wou mer eis aktiv mat erabruecht hunn. Doriwwer eraus hu mer och en exzellenten Internet-Site op der Chamber, wou déi europäesch Dimensioun vun der parlamentarescher Aarbecht eng wichteg Plaz huet.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir ofzeschléissen wollt ech soen, datt ech ganz zouversiichtlech sinn. Ech sinn zouversiichtlech, datt mir als Chamber dëser Aarbecht gewuess sinn, well dëst elo schonns e groussen Deel vun eiser alldeeglecher Aarbecht ausmécht, an awer och, well ech der Meenung sinn, datt e staarke Wëllen do ass, sech méi intensiv mat dëse Froen ze beschäftegen.

Déi rezent europäesch Kris huet eis alleguer virun Ae gefouert, datt et sech bei der europäescher Politik virrangeg ëm déi grouss Erausfuerderungen, déi sech eiser Gesellschaft an der heiteger Zäit stellen, handelt. Et ass jiddwerengem kloer ginn, wéi wichteg et ass, datt d'Europäesch Unioun als Ganzt fäeg ass, séier ze handelen.

Mir sinn eis zur gläicher Zäit bewosst, wéi wichteg et ass fir eis, als Lëtzebuerger aktiv un dem europäeschen Débat deelzehuelen, fir datt och eisen Interessen a Besoinen an der Diskussioun Rechnung gedroe gëtt.

Déi heiteg Ännerung, gekoppelt mat der aktueller Virgehensmethod vun der Chamber, ginn eis als Chamber méi wéi virdrun d'Méiglechkeet, aktiv kënne matzeschwätzen. Dëst ass eng Chance: „Let's do it!"

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gloden, an elo kritt awer d'Madame Polfer d'Wuert.

Une voix.- Ah!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Merci, Här President. Ech si frou, datt Der mech net definitiv gestrach hutt an datt ech awer d'Geleeënheet kréien, fir hei de ganz formellen Accord net nëmme vu menger Fraktioun ze bréngen, mä fir och mäi Merci auszedrécken. Et ass de Mëtteg vun de Mercien un déi, déi dru geschafft hunn, fir eben déi nei Méiglechkeeten, déi d'Nationalparlamenter kréien an eben och mir, fir dat an Texter ëmzesetzen. Natierlech an éischter Stell Merci dem Här Fayot, dem President vun der Commission des Affaires étrangères, dem Här Meyers an all deenen, déi matgehollef hu schaffen.

Et sinn dat hei Errungenschaften, déi zréckginn op déi Diskussiounen, déi mer haten an der Konventioun, wéi déi Diskussiounen, déi an der Conférence intergouvernementale eben zu dem Traité constitutionnel gefouert hunn, deen zwar net als solchen ugeholl ginn ass, mä deen an enger ofgeännerter Form als Traité de Lissabon elo eben zum Droe komm ass. Et war de Wonsch also vun de Regierungen.

Et gëtt oft dohinnergestallt, wéi wann d'Regierungen net déi nämlecht demokratesch Wënsch hätte wéi d'Parlamenter. Et war hei de Wonsch vun de Regierungen, datt déi national Parlamenter solle méi an den europäesche Prozess mat agebonne ginn.

Firwat? Mä well mer einfach alleguerten ëmmer gesinn hunn, datt de Gruef zwëschent deem, wat an nationale Parlamenter geduecht gëtt iwwert déi europäesch Problematik, an deem, wat am Europaparlament oder um Niveau vum Conseil des Ministres driwwer geduecht gëtt, ëmmer méi grouss ginn ass. Fir dee Gruef méi kleng ze maachen a wa méiglech zouzemaachen, sinn déi nei Méiglechkeeten hei agefouert ginn.

Haut si mer bei der Ëmsetzung an eist Reglement, déi si gutt gemaach ginn, an et ass, wéi elo just mäi Virriedner gesot huet: Et ass elo un ons, un ons ze weisen, datt mer wierklech och déi Erausfuerderungen unhuelen an ons bal alldeeglech an dee Prozess mat abannen. Hei kréie mer d'Méiglechkeeten. Ech wënschen ons, an ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat och wäerte maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. An dann hunn ech hei nach den Här Gibéryen, deen agedroen ass. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus Merci soe fir déi Texter, déi hei gemaach si ginn. Den Här Fayot huet als Rapporteur dem Här Meyers, dem Här Frieseisen an dem Här Reiter Merci gesot. Ech wëll awer den Här Fayot mat do dran aschléissen, well ech mengen, déi Texter si vun hinne véier ausgeschafft ginn, an et sinn Texter, déi, mengen ech, queesch duerch d'Parteien, souwuel an der Presidentekonferenz wéi och herno an der Reglementskommissioun an där Form ugeholl si ginn. Et war eng gutt Aarbecht, déi do gemaach ginn ass, an haut setze mer dann déi Texter hei an eist Reglement an, sou datt se vu muer u kënnen a Kraaft trieden.

Ech mengen, op den Text selwer brauch een net méi anzegoen, dat huet den Här Fayot an allen Detailer gemaach. Et ass hei eng wichteg Roll. Do hu mer eis elo en Instrument ginn hei an dem Parlament, wéi mer d'Subsidiaritéit, d'Proportionalitéit vun europäeschen Texter hei am Parlament kontrolléieren.

Mir hunn alleguer heibanne ganz dacks gesot, datt mer als Parlament virun e Fait accompli gestallt ginn, datt mer Texter kréien, déi mer herno nach just ze ratifizéieren hunn. A mir hunn och ganz dacks gesot, datt mer als Parlament net frei genuch an d'Diskussiounen agebonne si ginn, fir eist Matsproocherecht do zum Ausdrock ze bréngen. Hei kréie mer elo déi Méiglechkeet; et ass och un eis, fir dovunner ze profitéieren.

Sécherlech, et sinn e puer Testphase gemaach ginn, déi um intereuropäeschen Niveau gemaach si ginn, mä ech mengen, déi nei Prozedur, déi mir eis elo hei ginn, déi wäert och nach déi eng oder déi aner Problematik opwerfen, fir datt mer an där kuerzer Zäit wierklech kënnen erausfannen, ob mer, wat d'Subsidiaritéit oder d'Proportionalitéit ubelaangt, misste mengen hei als Lëtzebuerg eng Oppositioun dergéint ze maachen oder e Recours dergéint ze maachen. Do musse mer eis sécherlech och als Parlament, souwuel wat d'Verwaltung ubelaangt wéi d'Gruppen, d'Parteien, déi Méiglechkeete ginn, fir déi Mataarbechter ze kréien, géif ech mengen, fir datt mer och déi Aarbecht kënne seriö an där virgeschriwwener Zäit maachen.

Et hänkt also vun ons of, wéi mer do duerchkommen a wat mer do als Resultat kréien. An ech sinn awer och der Meenung, datt mer interparlamentaresch mussen aktiv ginn, well alleguer déi Parlamenter an Europa, déi jo en Intérêt drun hunn oder der Iwwerzeegung sinn, datt d'Subsidiaritéit oder d'Proportionalitéit net respektéiert gi sinn, déi hunn och en Intérêt drun, fir Alliéierter an anere Parlamenter ze fannen. An do, mengen ech, muss och e Mechanismus opgebaut ginn.

Ech ka mer zum Beispill virstellen, datt d'COSAC kéint ee vun deenen Instrumenter ginn, wou dat géif d'Bindeglied tëschent deenen eenzelne Parlamenter duerstellen, wann ee Land esou e Recours mécht, datt dat esou séier wéi méiglech un aner Parlamenter weidergereecht gëtt, well wéi gesot, et huet een och nëmmen en Intérêt oder eng Chance, wann een Alliéierter fënnt, wa méi Länner Recoursë géint eng Bestëmmung maachen.

Ech wëll och nach vun eiser Säit aus mat era soen, datt mer selbstverständlech deen Text hei wäerten haut stëmmen.

Op där anerer Säit hat mäi Kolleeg Jacques-Yves Henckes och schonn eng Kéier eng Propositioun gemaach, wou mer am Fong wollten, datt och an d'Verfassung dat géif ageschriwwe ginn, wéi dat eventuell, wéi dat an Däitschland an a Frankräich de Fall ass, datt och an engem Parlament eng Minoritéit - dat däerfen elo net een oder zwee Leit sinn, mä eventuell eng Minoritéit, wou een driwwer muss diskutéieren - muss d'Méiglechkeet hunn, fir Recoursen ze maachen, an datt een net ëmmer muss eng Majoritéit kréien, well eng Majoritéit dat vläicht awer aneschters gesäit vis-à-vis vun hire Regierungsmemberen, wéi eng Minoritéit dat gesäit, sou dass een och doriwwer nach eng Kéier misst diskutéieren, wéi d'Zuel misst si vun deenen, déi e Parlament misst zesummekréie bei engem Vote, fir kënnen dee Recours ze maachen.

Insgesamt ass dat heiten awer eng Opwäertung vun den nationale Parlamenter, an ech mengen, et ass, wéi meng Virriedner och gesot hunn, elo un ons alleguer, fir dat draus ze maachen aus deem Instrument, wat mir selwer eis als Zil gesat hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Entre-temps huet nach den Här Braz d'Wuert gefrot. Här Braz, wann ech gelift.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Ech wëll just kuerz d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun heizou bréngen, net ouni och all deene Merci gesot ze hunn, déi un deenen Texter sech bedeelegt hunn, besonnesch dem Här Fayot, an an der Hoffnung, dass mer déi Texter hei wäerten an den nächste Jore benotzen, net fir europäesch Bremser ze sinn, mä fir äifreg europäesch Constructeuren ze sinn.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An dann huet d'Wuert nach den Här André Hoffmann. Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Majo, vu menger Säit dann och Merci un den Här Fayot fir seng Aarbecht a seng Explikatiounen, an un déi, déi un deem Text hei matgeschafft hunn. Am Vertrag vu Lissabon, do gëtt et jo tatsächlech och positiv Punkten. Ee vun deenen ass déi gewëssen Opwäertung vun den nationale Parlamenter.

Ech hunn och mat enger gewësser Satisfaktioun festgestallt, dass an där Propositioun, fir d'Reglement ze änneren, d'Groupes politiques an d'Sensibilités politiques gläich behandelt ginn. Dat ass jo net ëmmer esou evident heibannen.

Hei geet et allerdéngs elo leedeglech ëm d'Subsidiaritéit. Dat ass natierlech net wéineg. Mä eng aner Fro ass selbstverständlech déi, déi heimadder net direkt zesummenhänkt, eng aner Fro ass déi vun der Roll vum Parlament respektiv vun de Parlamenter par rapport zu de Positioune vun de Regierungen am Virfeld vun europäeschen Décisiounen, an ech mengen, do hätte mer nach e gewëssen Nohuelbedarf.

M. le Président.- Den Här Fayot wëllt nach eng Kéier d'Wuert ergräifen.

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, ech muss en onverzeihlechen Oubli trotzdeem guttmaachen. Ech hu vergiess, bei deenen, déi ech zitéiert hunn, nommément ons exzellent Sekretärin vun der Europakommissioun a Generalsekretärin adjoint, d'Madame Barra, déi och hei un dësem Reglement matgeschafft huet an déi och mat där Cellule européenne, déi mer schonn hunn, opgebaut hunn, déi doranner eng formidabel Aarbecht leescht, fir eben och ons bei alle Problemer, déi et an Europa gëtt, och an der Zesummenaarbecht vun de Parlamenter, vun där den Här Gibéryen geschwat huet, fir ons dobäi ze hëllefen. Also entschëllegt deen Oubli, mä ech wollt dat trotzdeem awer maachen.

Ech wollt och dobäi soen, dass onse President, den Här Mosar, extrem aktiv hannert dësem neie Reglement ass an dass dee ganz interesséiert ass, dass d'Lëtzebuerger Chamber eng wichteg Roll an der Europapolitik spillt.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Ech mengen, dat do war en exzellent Schlusswuert fir dës Diskussioun.

(Hilarité générale)

A mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert deen Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an den Ännerungsvirschlag ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Raymond Weydert), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Jean Huss), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz et Jean Huss;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.15 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce
- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser (à qui M. Alex Bodry répond)*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *M. André Hoffmann*

2. Changement de dénomination de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications
- *M. le Président*

3. 5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité
- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services
- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch
- *M. Xavier Bettel, M. le Président, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (interventions au sujet de la recevabilité de la question)*
- *M. Ali Kaes - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

6. 6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché)
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel (dépôt d'une motion)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) (suite)
- *Motion 1: M. Jean-Louis Schiltz, M. Xavier Bettel*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

9. 5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes
- *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Discours de M. le Président
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten hu mer de Projet de loi 5939 iwwert d'Chambre de Commerce. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Bauler, Kox a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

1. 5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, geet et ëm eng Reorganisatioun vun der Chambre de Commerce. Eis Beruffschambere sinn hei zu Lëtzebuerg öffentlech Institutiounen, déi als essenziell Missioun hunn, d'Interesse vun hire Beruffsgruppen ze verteidegen an ze vertrieden.

D'Beruffschambere situéiere sech also iergendwéi op enger Schnëttstell tëschent der öffentlecher an der net öffentlecher Sphär, tëschent der politescher an der gewerkschaftlecher Aarbecht. Dat mécht et och net einfach, fir hir genau juristesch Natur ëmmer mat der néideger Prezisioun ze definéieren. Dat erkläert och, firwat dass mer grad bei dësem Projet de loi et mat relativ heftegen Diskussiounen op deem dote Punkt ze dinn haten.

D'Beruffschamberen intervenéieren hei zu Lëtzebuerg - an dat ass eng Particularitéit vum Lëtzebuerger politesche System - an déi legislativ an och déi reglementaresch Prozedur. Mir kennen der haut fënnef. Nieft der Chambre de Commerce, wat déi eelst ass, ass dat d'Chambre des Métiers, d'Chambre de l'Agriculture, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an zënter Januar 2009 d'Chambre des Salariés, déi aus enger Fusioun souzesoen ervirgaangen ass vun der fréierer Chambre du Travail respektiv der Chambre des Employés privés.

D'gesetzlech Grondlag vun deene meeschte vun deene Beruffschamberen ass e relativ alen Text, deen awer e puermol modifizéiert ginn ass. Et ass dat en Text, e Gesetz vum 4. Abrëll 1924, portant création des chambres professionnelles à base élective. Ech hunn et scho gesot, d'Chambre de Commerce huet scho virdrun existéiert. Si geet eigentlech op d'Joer 1841 zréck.

Dëse Gesetzesprojet, deen eng Reorganisatioun vun der Chambre de Commerce op eenzelne Punkten an engem neie Gesamttext als Zil huet, ass schonn ënnert der viregter Regierung, allerdéngs vum selwechte Minister, vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké deponéiert ginn, de 15. Oktober 2008.

Deen Text huet eng dräifach Zilsetzung, wann ee sech op den Exposé des motifs zréckberifft. E versicht eng Rei vu rechtleche Sécherheeten ze schafe respektiv rechtlech Onsécherheeten aus der Vergaangenheet waméiglech definitiv ze berengegen. E wëllt eng klärend Erbäiféierung vun der Fro vun der Affiliatioun a vun de Cotisatioune vun deene Sociétés de participations financières. An et gëtt gläichzäiteg profitéiert par rapport zum Urtext vun 1924, eng Moderniséierung eigentlech vun de Bestëmmungen iwwert d'Chambre de Commerce ze kréien.

Ausgangspunkt war bei dësem Projet awer - et ass keng Schan dat zouzeginn - d'Fro ronderëm de Rechtsstrëit, dee sech breetgemaach huet wat d'Cotisatiounen an d'Affiliatioun vun eenzelne Membere vun der Chambre de Commerce ugeet. Déi sougenannte SOPAFIen, Sociétés de participations financières, wou et der ronn 35.000 hei zu Lëtzebuerg gëtt. Wou et also net onwesentlech ass ze wëssen, ob déi da Member oder net si bei der Chambre de Commerce, ob se cotiséiere mussen oder net, a wéi héich déi Cotisatioun ass.

Dëse Projet ass eigentlech schonn den zweeten Essai, dee gemaach gëtt, fir déi dote Fro ënner anerem ze klären. Dat ass schonn eng Kéier probéiert ginn am Gesetz vum 21. Dezember 2007 respektiv e Règlement grand-ducal vun deemselwechten Datum. Mä déi Prozesser, déi duerno komm si mat Arrêté vun eiser Cour administrative, hu gewisen, dass dat doten als Rechtsbasis eigentlech net duergaangen ass, fir dee Cotisatiounsrèglement, dee sech d'Chambre de Commerce ginn huet, och op zolidd legal Féiss ze stellen. Et war also och aus där doten Iwwerleeung noutwendeg, fir nach eng Kéier nozerüsten.

Dës Kéier wollt d'Regierung eigentlech keng hallef Saache maachen, mä si huet e Gesamttext presentéiert; dass deen, och wann d'Chamber en esou stëmmt, dann déi eenzeg gesetzlech Grondlag fir d'Chambre de Commerce wäert duerstellen. D'Chambre de Commerce wäert also net méi verbonne si mam urspréngleche Text vun 1924, deen awer nach fir eng Rei vun anere Chambres professionnelles wäert seng Gültegkeet behalen.

Wat waren also déi Punkten, déi mer haaptsächlech diskutéiert hunn? Ech mengen, fir den Detail verweisen ech ganz gären op de schréftleche Rapport vun der Kommissioun. E gudden Deel vun eisen Diskussiounen, och vun eisem Bréifverkéier mam Statsrot, huet gedréit ronderëm d'juristesch Natur vun der Chambre de Commerce. Ass et een Établissement public oder ass et keen?

En zweete Schwéierpunkt vun den Diskussioune war d'Definitioun vun de Ressortissantë vun der Chambre de Commerce, wou d'Regierung eng ganz Rëtsch vun Neierunge virgeschloen hat, déi mer awer deelweis, och opgrond vun Iwwerleeungen, déi de Statsrot gefouert huet, net am definitiven Text zréckbehalen hunn. Dat gëllt zum Beispill fir d'Fro vun der fräiwëlleger Affiliatioun un d'Chambre de Commerce. Duebel Affiliatioune bleiwe méiglech, mä awer ënner ganz restriktiv a limitativ festgeluechtene Konditiounen.

Mä loosse mer op déi wesentlech Fro zréckkommen: Wat ass d'juristesch Natur eigentlech vun der Chambre de Commerce? Déiselwecht Fro stellt sech selbstverständlech fir all déi aner Chambres professionnelles. Et ass also eng Fro, déi horizontal sech stellt, déi mer awer nëmmen hei regele fir de Fall vun der Chambre de Commerce.

An eng Fro, déi mer och nach an der leschter Sitzung vun der zoustänneger Wirtschaftskommissioun diskutéiert hunn, war ze wëssen, ob et net och noutwendeg wär, elo wou mer hei eng Kloerstellung maachen a soen, d'Chambre de Commerce ass en Établissement public, ob een net misst eng ähnlech däitlech Ausso maachen am Gesetz vun 1924 fir déi aner Chambres professionnelles. Et wier dat, fir se alleguerten definitiv an engem Gesetzestext kloerzestellen.

Eiser Opfaassung, an dat war d'Opfaassung och vun der Regierung, dass eng Chambre professionnelle en Établissement public sui generis ass, stellt sech eng aner Positioun entgéint, dat ass déi vum Statsrot. De Statsrot, deen a relativ laangen Développementer ëmmer erëm betount huet, dass fir hien eigentlech et sech hei net ëm en Établissement public géif handelen, mä ëm eng Personne morale de droit public. An aus senger Considératioun, dass et net en Établissement public ass, découléieren eng Rei vun anere Konsequenzen a sengem Räsonnement, während aus eiser Feststellung, déi deckt sech hei mat där vun der Regierung, dass et sech ëm en Établissement public handelt, kommen aner Konsequenzen erëm herno am Text.

Jiddwereen ass do a senger Logik, mä leider sinn déi Logike kaum mateneen ze verbannen.

Mir haten dann och hei mat Oppositions formelles vum Statsrot ze dinn, deene mer probéiert hunn, duerch Kompromisstexter Rechnung ze droen. Dat ass eis awer net gelongen. De Statsrot ass bei senger prinzipieller Haltung bliwwen. Sou dass ee muss feststellen, dass mer op engem anere Wee hei amgaange sinn, eis ze bewegen als Chamber. A wat wahrscheinlech wäert zur Konsequenz hunn, dass de Conseil d'État, wéi en dat och schonn duerchblécke gelooss huet a senge jeeweilegen Avisen, wahrscheinlech d'Dispens vum

zweete Vote constitutionnel net wäert ginn. Sou dass et, wann d'Chamber deen heiten Text esou stëmmt, wéi e vun der Kommissioun proposéiert ass, wäert missen zu engem zweete Vote constitutionnel hei an der Chamber no engem Délai vun dräi Méint kommen.

Loosse mer awer nach eng Kéier op de Fong vun der Fro agoen an eis Argumenter vläicht hei virbréngen. Mir sinn der Meenung, dass mer et hei mat engem Établissement public ze dinn hunn, well dat eigentlech der traditioneller Positioun entsprécht, déi eis Doktrin hei zu Lëtzebuerg zu deem dote Punkt hat.

Am Referenzwierk vum Här Majerus, „L'État luxembourgeois", gi ganz kloer d'Chambres professionnelles aklasséiert an d'Rubrik vun den Établissements publics. An och de Conseil d'État huet a fréieren Avisen zu aneren Texter eigentlech, souwäit mir dat konnten novollzéien, ëmmer déi doten Thees vertratt. E war ëmmer eigentlech der Usiicht, dass et sech bei de Chambres professionnelles ëm en Établissement public handelt. Fir d'leschte Kéier huet de Conseil d'État dat nach eng Kéier geschriwwen an engem Avis vun 1990, wou et ëm d'Wahlrecht gaangen ass bei de Chambres professionnelles, wou e ganz kloer seet, d'Chambres professionnelles hunn d'Qualitéit vun engem Établissement public.

Mir hunn also do déi traditionell Doktrin eigentlech op eiser Säit. An dat gëtt nach verstäerkt doduerjer, dass eist iewescht Verwaltungsgeriicht an zwou Décisiounen, zwee Arrêten, déi ganz rezent sinn, wou et ëm déi Fro vun der Affiliatioun respektiv vun de Cotisatioune gaangen ass bei der Chambre de Commerce, och d'Geleeënheet hat, nach eng Kéier deen dote Punkt kloer unzegoen. An ech géif mer erlaben hei vläicht awer, well dat awer eng kruzial Fro ass, hei aus där Jurisprudenz do vun eisem Verwaltungsgeriicht ze zitéieren.

Also, d'Cour administrative ass zu folgende Konklusioune komm. Nodeem festgestallt ginn ass, dass de Règlement des cotisations vun der Chambre de Commerce vun enger Verwaltungsautoritéit ausgeet, huet se folgend Développementer gemaach: «Tel est en effet le cas dans le chef de la Chambre de Commerce qui constitute une personne morale de droit public et plus particulièrement doit être assimilée à un établissement public. Cette conclusion s'impose au regard de ce qu'il s'agit d'une chambre professionnelle créée par le législateur, régie par un régime de droit public et investie de prérogatives exorbitantes du droit commun des relations privées. Ce constat n'est pas énervé par le fait que la Chambre de Commerce n'est pas étroitement rattachée à l'État par l'attribution au Gouvernement d'un pouvoir de tutelle, dès lors que le Gouvernement est néanmoins investi à son encontre d'un certain pouvoir de surveillance, pouvoir de dissolution de la chambre et pouvoir de commissionner un délégué à assister aux réunions de la chambre. - Article 28 de la loi du 4 avril 1924.»

An där Motivatioun do gëtt och eigentlech d'Haaptargument, wat de Statsrot entwéckelt huet, zerstéiert. De Stat huet säin Haaptargument ze soen, et ka sech net ëm en Établissement public handelen, wat war ze soen, ma hei besteet keng Tutelle. D'Chambres professionnelles si kenger Form vun Tutelle ënnerworf. An dat ass e Merkmal awer vum Établissement public, wou an iergendenger Form eng Autorité de tutelle besteet.

Hei ass ganz kloer och festgehale ginn, dass dee Kritär net esou streng ze interpretéieren ass, wéi de Conseil d'État dat mécht. An d'Cour administrative seet och ganz kloer, dass en Établissement public net onbedéngt muss ënnert der Tutelle vum Stat stoen. Et geet duer, wann do gewësse Verbindunge bestinn. Sou dass et eiser Meenung no hei also keen Argument méi gëtt, weder an der Lëtzebuerger Doktrin nach an der Aart a Weis, wéi de Statsrot bis elo eigentlech un deen dote Problem erugaangen ass wéi och an eiser Rechtsspriechung, fir op en anere Wee ze goe wéi deen, deen d'Regierung hei am urspréngleche Text préconiséiert huet.

Dofir hu mer och eis no Hin an Hier mam Statsrot als Kommissioun am Endeffekt décidéiert, fir am Artikel 1 déi dote Fro kloerzestellen an am Artikel 1 vum Gesetz ze soen, dass d'Chambre de Commerce en Établissement public ass. Dat kloergestallt, mengen ech, bewege mer eis elo an deenen anere Froen, déi zu Kontroversen Ulass ginn hunn, an enger Verfassungsrumm, nämlech am Beräich vum Artikel 108bis am Kapitel 10 vun eiser Verfassung iwwert d'Établissements publics.

Dat ass jo e Kapitel, wat relativ rezent eréischt an eis Verfassung integréiert ginn ass duerch eng Revisioun vum 19. November 2004. Wat seet deen Artikel 108bis? «La loi peut créer des établissements publics dotés de la personnalité civile dont elle détermine l'organisation et l'objet. Dans la limite de leurs spécialités, le pouvoir de prendre des règlements peut leur être accordé par la loi qui peut en outre soumettre ces règlements à l'approbation de l'autorité de tutelle ou même en prévoir l'annulation ou la suspension en cas d'illégalité sans préjudices des attributions des tribunaux judiciaires ou administratifs.»

Dat ass also den Artikel 108bis. An dorauser ergëtt sech deen neie Schema eigentlech, deen am Gesetzesprojet festgehale ginn ass an dee mer zu engem groussen Deel an der Kommissioun iwwerholl hunn iwwert d'Fro vun der Affiliatioun respektiv vun de Cotisatioune vun de Ressortissanté vun der Chambre de Commerce.

De System, dee mir elo zréckbehalen hunn, ass dee vun engem Règlement de cotisations, deen d'Plénière vun der Chambre de Commerce muss festleeën. Deen awer dann - an dat ass en Amendement, dee mer als Kommissioun festgehalen hunn - pour approbation der Regierung virgeluecht gëtt. Dat ass e Mechanismus, deen et och elo schonn an der Chambre des Métiers am Text gëtt. An dat ass e Mechanismus, deen zumindest och an der Praxis an deenen anere Chambres professionnelles besteet. Wou all Kéiers, nodeem d'Chambre professionnelle fir hire Beräich d'Cotisatiounsbestëmmunge festgeluecht huet, dat nach eng Kéier un d'Regierung geet, fir dass se dat approuvéiert.

Et schéngt mir logesch ze sinn, dass déi Approbatioun éischter e formale Charakter huet, fir ze préiwen, ob déi Cotisatiounen do konform sinn zu de Rechtsprinzipien, zu den Texter. Ech gesinn do net esou séier an deem heite Fall, dass, wann esou eng Décisioun geholl gëtt, aus renge Froe vu politescher Opportunitéit eng Regierung géif nee soen. Well och dat ass natierlech eng Décisioun, déi och eventuell virun de Geriichter ka contestéiert ginn.

Am Gesetzestext hei gëtt also déi legal Basis geschafen, fir esou e Règlement vun de Cotisatioune festzeleeën. An d'Gesetz selwer leet eigentlech och zwou Limitë fest. D'Gesetz selwer seet, schreift hei vu minimale Cotisatiounen, leet also e Minimum vu Cotisatioun fest a gesäit fir d'SOPAFIen d'Méiglechkeet vun engem spezielle Regime vir, wou also net géif um Benefiss d'Cotisatioun festgeluecht ginn, mä wou eng forfaitaire Festleeung géif gemaach ginn. A si gesäit do eng iewescht Limite vir, déi d'Cotisation forfaitaire...

M. le Président.- Här Bodry, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Ech probéieren dat ze maachen. Déi Cotisation forfaitaire, déi d'Chambre de Commerce festleet, déi däerf net iwwer 3.000 Euro sinn, wat also de Maximum ass.

Voilà, ech mengen, dat waren déi wesentlech Punkten, déi et derwäert waren nach eng Kéier hei op déi anzegoen. Fir de Rescht hu mer a ganz ville Punkten och méi Detailmodifikatiounen, déi de Conseil d'État virgeschloen huet, iwwerholl. Et bleift eng grouss Meenungsverschiddenheet op deem fundamentale Punkt vun der juristescher Natur vun der Chambre de Commerce. Mä ech denken, dass mer nach an engem spéidere Vote wäerten op déi dote Fro zréckkommen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut de Mëtteg, wéi mer et elo héieren hunn, iwwert d'Chambre de Commerce, déi eelste Beruffschamber aus dem Grand-Duché. Si ass den 1. Oktober 1841, zwee Joer no eiser Onofhängegkeet, duerch en Arrêté vum Kinnek-Groussherzog Guillaume den II. gegrënnt ginn. Duerch d'Gesetz vum 24. Abrëll 1924 iwwert d'Beruffskummeren ass d'Chambre de Commerce confirméiert ginn an huet des Weideren zousätzlech Pouvoire kritt.

Zu Lëtzebuerg kenne mer dräi Patronats- an zwou Salariatschamberen, mäi Virriedner huet se virdrun opgezielt. D'Chambre de Commerce zielt eng 40.000 Memberen, wou méi wéi 200.000 Leit beschäftegt sinn, an déi maachen am Ganzen 80% vun eisem PIB aus. D'Chambre de Commerce ass finanziell autonom, eenzeg Ressource sinn d'Cotisatioune vun hire Memberen, déi obligatoresch an der Chambre de Commerce mussen affiliéiert sinn. Dës Beruffskummer ass nom Gesetz vun 1924 eng Personne morale de droit public, an där all d'Entreprisen zu Lëtzebuerg regruppéiert sinn, ausser déi vum Handwierk an der Landwirtschaft, déi jo hir eegen hunn.

Här President, mir wëssen all ëm d'Wichtegkeet vun de Beruffskummeren. Wéi si alleguer, huet och d'Chambre de Commerce enorm Verdéngschter fir déi Lëtzebuerger Ekonomie. Si ass gutt opgestallt, fir d'Interesse vun de Betriber am Inan am Ausland ze vertrieden. Ech denken hei un d'Käraufgabe wéi d'Promotioun, d'Prestataires de service, d'Formation continue, Lifelong learning, an net zulescht och als Intervenant an der legislativer Aarbecht, wou ech op dëser Plaz wëll dervu profitéieren, fir eng Kéier alle Beruffschambere Merci ze soen, well si eis konstruktiv mat hiren heiansdo och kriteschen Avisen - virun allem ronderëm d'Opstelle vum Budget - an eiser parlamentarescher Aarbecht begleeden.

Déi Reform, déi mir elo haut de Mëtteg duerchhuelen, ass noutwendeg ginn duerch eng etlech Ursaachen, woubäi de Problem vun der Plainte an duerno dem Uerteel vun de SOPAFIen zu der Zwangsmitgliedschaft an de Cotisatiounen an der Chambre de Commerce wuel déi wichtegst ass. Wéinst dësem Uerteel, wat d'Handelskummer an eng Zort Lähmung, wat d'Cotisatiounen ugeet, eraversetzt, ass et wichteg, datt d'Reform vun der Chambre de Commerce esou séier wéi méiglech iwwert d'Bühn geet, well et gëllt dee Vide juridique ze klären. Niewebäi soll d'24er Gesetz moderniséiert ginn an de Statut vun der Chambre de Commerce soll och änneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net am Detail op all déi Änneren agoen. De Rapporteur Alex Bodry huet dat a sengem schréftlechen a mëndleche Rapport exzellent gemaach an deen dach awer komplexen Dossier op eng verständlech Aart a Weis virgedroen, virun allem wat de Punkt vum zukünftege Statut betrëfft, wou ee wësse muss, datt de Statsrot sech formell dem Statut vum Établissement public vun der Chambre de Commerce opposéiert. Datselwecht zielt fir de Pouvoir réglementaire, deen de Statsrot der Chambre de Commerce ofschwätzt. Hei hu mer dann de Problem mat de Cotisatiounen.

Elo huet een awer den Zock, d'Haltung vum Statsrot an dësen zwee Punkten net richteg nozevollzéien, zemools wann ee sech dann den Arrêt vun der Cour administrative méi genee ukuckt. Op Lëtzebuergesch steet dann hei geschriwwen, datt d'Chambre de Commerce eng Personne morale de droit public ass, assimiléiert un en Établissement public, deen awer net onbedéngt misst ënnert d'Tutelle vum Stat falen, wat och erëm incompatibel mat hirer Missioun wär. De Pouvoir de surveillance vum Stat géif duergoen, esou wéi dat och am Gesetz vu '24 steet.

De Statsrot deelt awer, wéi gesot, dës Interpretatioun vun der Cour net. Mir deelen awer déi Analys a wäerten dëst Gesetz an engem éischte Vote matstëmmen, well soss verléiere mer ze vill Zäit an d'Chambre de Commerce hir Cotisatioune vun engem ganze Joer!

Zum Schluss, wann Der erlaabt, nach e puer Remarquë vun eiser Säit. De Statsrot bemängelt a sengem Avis, datt duerch e méigleche separate Statut fir d'Handelskummer d'Ähnlechkeet vun de Beruffschamberen a Fro gestallt gëtt. Mir wësse jo, datt d'Chambre des Métiers och reforméiert sollt ginn, an datt am Mëttelstandsministère intensiv un dëser Reform geschafft gëtt. Duerfir hätte mir och léiwer gehat, déi zwou Kummere wäre matenee reforméiert ginn. Leider ass dat awer aus bekannten Ursaachen net méiglech.

Fest steet awer elo schonns, datt, wann d'Gesetz vun der Chambre des Métiers kënnt, och dëst hei vun der Chambre de Commerce muss frësch op de Leescht geholl ginn. An hei geet et kloer ëm d'Definitioun vun der Mitgliedschaft an den zwou Kummeren. Do waarde mer op en Accord, op en Text. Dat ass iwwregens och e Punkt, deen de Statsrot opgeworf huet, deem och déi Definitioun iwwert déi sougenannte Ressortissants vun der Chambre de Commerce net ganz Satisfaktioun bréngt.

Här President, och wa mir am Oktober viraussiichtlech nach eng Kéier op dëst Gesetz mussen zréckkommen, esou gëtt dëse Vote der Chambre de Commerce awer déi néideg Rechtssécherheet, fir datt si an Zukunft hire Missiounen am Déngscht vun der Lëtzebuerger Ekonomie kann nogoen.

Ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Eischen Merci. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, den honorabelen Alex Bodry, huet dëse Projet de loi, deen d'Chambre de Commerce reorganiséiere soll, an all sengen Detailer ausféierlech beliicht. Dat erspuert et mir, datselwecht nach eng Kéier ze maachen. Ech wëll him extra Merci soe fir säi Rapport.

Erlaabt mer nach par rapport zu menge Virriedner e puer komplementär Remarquen zur Roll an zur Aarbecht vun der Chambre de Commerce ze maachen. Den Aarbechtspensum vun der Chambre de Commerce ass bemierkenswäert. All Joer aviséieren hir Spezialisten ëm 150 Gesetzesprojeten a groussherzoglech Reglementer. Am Kader vun der Revue „Actualité et tendances" mécht d'Chambre de Commerce hir Analys zur Effizienz vun den öffentlechen Dépensen an huet och en exhaustive Bilan vun der Wirtschaftspolitik an de Joren 1999 bis 2004 publizéiert.

Si ass, an dat soll och eng Kéier ervirgehuewe ginn, Partner vu groussen internationalen Instituter, realiséiert ekonomesch Studien an ënnerstëtzt bezéiungsweis analyséiert d'Ausaarbechtung an d'Entwécklung vu wichtegen ekonomeschen Indicateuren op globalem Plang.

D'Chambre de Commerce zentraliséiert doriwwer eraus e ganzen Ensembel vu sozioökonomeschen a statisteschen Informatiounen, déi si hire Ressortissanten oder dem Grand public op Demande zur Verfügung stellt. Am Kader vun hirem „Espace Entreprises" ënnerstëtzt d'Chambre de Commerce awer och d'Schafung an d'Entwécklung vun neie Betriber, andeems si hinnen eng Assistenz op Mooss ubitt. D'Betriber ginn och ënnerstëtzt, andeems een déi Leit, déi an hinne schaffen, appropriéiert aus- a weiderbilt.

D'Chambre de Commerce hëlt sech zënter Joren dëser Erausfuerderung un a promouvéiert esou d'Innovatioun an de Betriber. Zënter 2009 gëtt de ganze Volet vun der Formatioun an der nei forméierter „Luxembourg School for Commerce" offréiert. Et sief ervirgehuewen, datt dës Schoul op dräi Piliere berout; et sinn dat d'Formation professionnelle initiale, d'Formation professionnelle continue souwéi d'Formation universitaire.

Ech weisen och nach eng Kéier op déi zentral Roll vun der Chambre de Commerce am Beräich vun der Promotioun vu Lëtzebuerg als internationale Geschäftszenter an als Investitiounspôle hin. Erënnere mer eis nëmmen un d'Präsenz vun der Chambre de Commerce op internationale Foiren an hir Implikatioun am Beräich vun der Weltausstellung vu Schanghai.

An anere Wierder, wa mer vun Attraktivitéit, wa mer vu Kompetitivitéit schwätzen, da spillt d'Institutioun Chambre de Commerce ouni Zweifel eng determinant Roll doduerjer, datt si als Katalysator am wirtschaftleche Geschéien agéiert an duerch hir prospektiv an innovativ Roll de Standuert Lëtzebuerg à la fois no bausse verkeeft an attraktiv ze hale versicht. Duerfir ass et wichteg, datt et hir och méiglech soll ginn, d'Ressources financières, déi se fir d'Finanzéierung vun hiren diversen Aktivitéite brauch, also och a grad d'Cotisatiounen, déi vun hire Ressortissanté bezuelt ginn, ouni weider Ëmstänn facturéieren ze kënnen.

D'Cotisatioune sinn zënter Jore festgesat a goufe bis ewell net no uewen ajustéiert. Et ass ze bemierken, datt d'Cotisatioune vun der Chambre de Commerce déi ënnerschiddlechst Dépensë finanzéieren hëllefen. Et wieren dat, par ordre décroissant, Aktivitéite ronderëm d'Offer vu Formatiounen am Kader vun der „Luxembourg School for Commerce", Efforten, déi déi international Promotioun vun de Betriber ënnerstëtzen, d'Promotioun vum Esprit d'entreprise an d'Assistenz, déi d'Chambre de Commerce op deenen diverse Pläng erméiglecht.

Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir duerfir all Effort, fir der Chambre de Commerce dee Statut an déi Moyenen, déi Mëttel ze ginn, déi si brauch, fir hirer ekonomescher Missioun gerecht ze ginn. Duerfir ënnerstëtze mer och dëse Gesetzesvirschlag, dee mer haut an enger éischter Liesung duerchhuelen. E Projet de loi also, deen der Chambre de Commerce och méi Rechtssécherheet verschaaft doduerjer, datt gekläert gëtt, wie Ressortissant ass a wien net.

Ech soen dem Rapporteur, wéi gesot, nach eng Kéier Merci a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a besonnesch de mëndleche Rapport zu dëser Gesetzesännerung. Meng Virriedner sinn op d'Wichtegkeet vun der Chambre de Commerce schonn agaang, duerfir brauch ech a sech net méi groussaarteg dorop zréckzekommen. Ech brauch och net nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt d'Chambre de Commerce hei a Lëtzebuerg e ganz wichtege Rôle ze iwwerhuelen huet, sief dat innerhalb vun hirer Zunft, innerhalb vun de Gewerkschaften hir Interessen ze verdeedegen.

Et ass och wichteg, all Kéiers, wann eng Kéier eng Gesetzesännerung kënnt, datt si hir Avisë kënne ginn. Et weist sech awer och, wann et zum Schluss vun der Chamberssessioun kënnt, datt hiren Avisen heiansdo dann net méi esou richteg Rechnung gedroe gëtt, geschweige dann nach Zäit ass, fir hir Avisë richteg ze kucken. Mä dat ass a sech net de Bestand vun dëser Gesetzesännerung.

Wat eis, oder wat mech besonnesch un dëser Gesetzesännerung trotzdeem e bësse stéiert, dat ass, datt mer elo virpresche mat enger Chambre de Commerce, déi wuel de Statut muss regulariséiert kréien, well et wichteg ass, datt d'Chambre de Commerce och hir Bäiträg kann erëm anzéien. Eis war et och wichteg, datt déi Gesetzesännerung kënnt. Eis feelt awer elo dat méi globaalt Kucken iwwert déi sämtlech Chambres professionnelles.

Et kann net sinn, datt mer e Gesetz vun 1924 hunn, wat elo nach net op de Leescht gezu gëtt. Mir war et wichteg, an dat hunn ech och an der Chambreskommissioun nach eng Kéier gesot, datt net nëmmen eng Ekonomieskommissioun sech mat esou wichtege Froen ausenanersetzt, mä et ass éischter d'Institutiounskommissioun, déi sech domadder sollt beschäftegen, nämlech well eng ganz Rei vu verfassungsrechtleche Froen opgeworf gi sinn, wou och dann hei eben net d'Dispens direkt wäert gi gi vun dem Conseil d'État, an dat ass a sech dat, wat eis am wichtegsten ass.

Ech wär frou, wann am Hierscht och déi aner Chamberen - sief et an enger Kommissioun, an der Institutiounskommissioun, oder d'Regierung selwer sech mat där Problematik géif ausenanersetzen -, fir effektiv d'Statute vu sämtleche Chambres professionnelles emol op de Leescht ze huelen an ze probéieren, se op e selwechten Niveau ze bréngen, esou wéi dat och elo hei de Fall ass.

Ech mengen, ech brauch net méi op de Rôle vun deene Chamberen anzegoen. Et ass och virdru vum Rapporteur - duerfir soen ech him nach eng Kéier Merci - am Detail erkläert ginn, wéi dat sech duerstellt als Établissement public, wou mir kee Problem hunn, dat ze ënnerstëtzen. Duerfir nach eng Kéier: Mir bréngen och hei den Accord zu dësem Gesetz bäi. Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer am Hierscht mussen dorobber zréckkommen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Als leschte Riedner hunn ech op der Lëscht den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR soen ech dem Här Rapporteur Bodry villmools Merci fir säi ganz prezise Rapport. Hien huet déi komplex juristesch Froe gutt beschriwwen, mat deene mir an deene leschte Wochen a Méint beschäftegt waren, esou datt mir net am Detail mussen drop zréckkommen.

Trotzdeem, déi sëllechen Diskussiounen ëm de Statut vun der Chambre de Commerce hunn eis gewisen, datt mir mussen an enger éischter Phas eemol an där zoustänneger Kommissioun eng ganz detailléiert Debatt iwwert de Begréff vum Établissement public féieren. D'Froe vun engem eventuellen hierarcheschen oder funktionelle Lien tëschent engem Établissement public an der Regierung musse gekläert ginn, geneesou wéi déi verschidden Type vun Établissements publics mussen no hirer Finalitéit an hirer Natur katalogiséiert ginn.

Tëschent Sui-generis-Konstruktiounen, wéi mir se elo bei der Chambre de Commerce hunn, kommerziellen oder kulturellen Établissement-publicen a vläicht nach anerer méi gëtt et Ënnerscheeder, déi mir mussen identifizéieren a legislativ esou begleeden, datt déi Etablissementer effizient, also flexibel a mat genuch Autonomie kënne schaffen. Déi Analys muss besonnesch och op déi verschidde Beruffskummeren am Detail agoen. An eisen Ae ka jo en Organ, dat d'Chamber soll - am Numm vu senge Memberen - am legislative Prozess beroden, net hierarchesch vun engem Minister ofhänken. Dat si jiddefalls spannend Froen.

An dëser Diskussioun huet de Statsrot selbstverständlech eng wichteg Roll ze spillen. Seng Observatioune sinn informéiert, informativ a pertinent. An och, wa mir eis net ëmmer an an allem sengem Avis ralliéieren, da lauschtere mir awer mat groussem Respekt op seng Stëmm.

Här President, wa mir hei vum Statsrot schwätzen, kommen ech net derlaanscht, fir drun ze erënneren, datt och d'ADR op d'mannst zwee Memberen am Statsrot zegutt huet - esou géif et déi demokratesch Proportionalitéit hei am Land verlaangen -, an datt dës Koalitiounsparteien, besonnesch alt nees d'CSV, a selbstherrlecher Arroganz Posten, déi anere Parteien zoustinn, ënner hiren eegene Membere verdeelen.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Och dat ass eng Form vu politescher Korruptioun, eng Défaillance vun eisem politesche System an eng Verletzung vum elementare politeschen Anstand. D'CSV mengt sécher, datt hir Ofkierzung géif stoe fir: C fir Chamber, S fir Statsrot a V fir Verwaltungen, an dat alles zesummen ass den CSV-Stat, deen hir eleng gehéiert. Si iert sech!

Här President, am Abléck ass et wichteg, datt d'Chambre de Commerce eng juristesch Sécherheet kritt, och am Hibléck op d'Anzéie vun de Cotisatioune vun hire Memberen. Dat maache mir haut selbstverständlech mat de Stëmme vun der ADR.

D'Chambre de Commerce spillt an eisem Land eng ganz wichteg a positiv Roll. Hir Avisë si vun enger aussergewéinlech héijer Qualitéit, och wa mir als ADR zwar dacks, mä nun eemol net ëmmer mat hiren interessanten Iwwerleeungen d'accord sinn. Et ass jiddefalls schued, datt déi Avisen net nach méi gelies a beuecht ginn, si géifen et verdéngen.

Mir wëllen de Frënn vun der Chambre de Commerce awer och soen, datt mir als ADR mat hire Positiounen zum Index net d'accord sinn, datt mir awer gär mat dru schaffen, fir d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisë substanziell ze verbesseren. Et gëtt do vill Hiewelen, wou ee kann usetzen, an déi administrativ Vereinfachung, genuch Terraine fir kommerziell an industriell Aktivitéiten, d'Fusioun vu Mëttelstands- an Ekonomieministère, méi e groussen Asaz zu Bréissel fir d'Interesse vun eisen Entreprisen an eng engagéiert a couragéiert Verdeedegung vun eiser Bankeplaz sinn der nëmmen e puer dovun.

Mir nennen dës wichteg Dossieren net zoufälleg. Et si grad déi, wou d'CSV besonnesch eklatant versot huet. A fir d'LSAP och net ze vergiessen: Et wär schéin, wa mir de Betriber nees kéinte jonk Leit schécken, déi an de Schoulen och nach eppes anescht géife léiere wéi kompenséieren, an déi dobäi kee Saz méi kënne richteg schreiwen! Et ass heiansdo gutt, fir drun ze erënneren, datt d'ADR déi eenzeg Partei hei am Land ass, déi an eise Schoule ganz konsequent nees eng authentesch Leeschtungskultur wëllt aféieren.

Här President, fir d'Betriber an tëschent de Betriber muss d'Chambre de Commerce fir en Interessensausgläich suergen. Si muss e gemeinsamen Nenner fannen, fir eis an der Regierung d'Positioune vun hire Memberen ze presentéieren. Mir als ADR gesinn awer och nach nei an zousätzlech Aufgabe fir d'Chambre de Commerce. Mir brauche si als kompetente Partner, fir eist Land an der Konkurrenz zu aneren nach méi staark ze maachen.

Éischtens menge mir, datt d'Entwécklungshëllef muss zu engem méiglechst groussen Deel gebonne sinn, esou datt eis Betriber kënnen esou vill wéi méiglech vun deem Geld profitéieren. Duerfir soe mir, datt all Engagement, deen am Kader vun der Entwécklungshëllef geholl gëtt, egal vu wéi engem Ministère oder och vun der LuxDev, muss virdrun der Chambre de Commerce virgeluecht ginn. Si soll dann, am Numm vun hire Memberen, kënne Suggestioune maachen, wéi d'Lëtzebuerger Entreprisë kënnen un esou Projeten, Programmen an Accordë participéieren. D'Regierung ass invitéiert, deene Suggestiounen dann och nozekommen.

Zweetens proposéiert d'ADR, datt d'Regierung besonnesch héich qualifizéiert Membere vum Personal vun der Chambre de Commerce als Attaché commercial mat an eisen Ambassaden a Generalkonsulater integréiert. Am Kader vun deene Strukture sollen déi Leit, déi vun der Chambre de Commerce kommen, ganz besonnesch op kommerziellen an ekonomeschen Dossiere schaffen. Si hunn dofir déi néideg Kompetenz, den Ausseministère kann hinnen dee richtege Kader fir hir Aarbecht offréieren.

Här President, als ADR gi mir de Betriber och nach aner Garantien. Mir halen zum Beispill drop, datt d'Verwaltungsréit vun den Entreprisen exklusiv no Qualitéitskritäre besat ginn, dat heescht ausdrécklech ouni all Geschlechterproportiounen! Den CSV-Fraeministère an d'LSAP dreeme jo dovun, mëttelfristeg eng obligatoresch Fraequot an de Verwaltungsréit an eventuell och an den Direktioune vun den Entreprisen anzeféieren. Mir soen: D'Fanger ewech vun den Entreprisen! D'Entreprisë sollen hir Personaldécisiounen och weiderhi kënnen a voller Onofhängegkeet treffen.

D'ADR verlaangt, datt de Stat spuert. Mir hunn als éischt Oppositiounspartei eis Propositiounen dozou publizéiert, an esou wäit wéi méiglech soll de Stat op Steiererhéijunge verzichten. D'Kompetitivitéit vun den Entreprisen heescht och eng räsonnabel Besteierung a keng prohibitiv!

Drëttens sti mir konsequent fir Fuerschung an Entwécklung am Kader vun eisen etheschen Normen. D'Grënnung vun neien Entreprisen an eng Verwaltungsreform, déi et de concernéierte Verwaltungen erméiglecht, déi national ekonomesch Acteuren optimal ze ënnerstëtzen. Als ADR besti mir awer och op där sozialer Verantwortung vun den Entreprisen, a mir riichten en ausdrécklechen Appel u si, fir och schonn e bësselche manner jonke Leit, also Leit vu 45 Joer un, eng reell Chance op eisem Aarbechtsmaart ze ginn.

Mir denken och, datt mir keng onnéideg Polemiken tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur brauchen. Mir brauchen déi zwee Secteuren,…

(Interruptions)

…eng kompetitiv an innovativ Ekonomie…

Ech si frou, datt d'LSAP waakreg gëtt. Dat ass e positiven Nieweneffekt vun der ADR heibannen.

Mir brauchen déi zwee Secteuren, eng kompetitiv an innovativ Ekonomie geneesou wéi eng effizient an zouverlässeg Verwaltung, an ee brauch deen aneren. Privat an öffentlech heescht an eisen Aen e Mateneen an net e Géinteneen.

Här President, dës Reform vun der Chambre de Commerce ass e wichtege Schrëtt. De Statsrot gëtt eis d'Geleeënheet, nach weider iwwert dësen Dossier a seng connexe Problematiken nozedenken. Dat maache mir dann och ganz gär.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President!

M. le Président.- Den Här Bodry wëllt awer nach virdrun eppes soen.

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, kuerz, éischtens fir den Accord vu menger Fraktioun anzebréngen. Dat hat ech am Äifer vum Gefecht a mat der Pressioun vun der Riedezäit net gesot.

An zweetens, fir awer och nach op en Textproblem hinzeweisen, dee sech erausgestallt huet, wou och e Bréif geschriwwe ginn ass un de Conseil d'État. D'Membere vun der Kommissioun hunn och eng Kopie dovunner kritt.

Et ass esou, dass mer beim Artikel 4 eng Modifikatioun eigentlech virgeholl hunn. Mir haten eis ralliéiert engem Virschlag vun der Chambre des Métiers, deen de Conseil d'État iwwerholl huet. Mir soen dat och am Commentaire zu deem Artikel, hunn awer hannenno am Text, deen ofgestëmmt ginn ass, deem net Rechnung gedroen. Sou dass also beim Artikel 4, Paragraph 2, do wär de leschten Alinea ze remplacéieren duerch en neie Paragraph 3, deen, wéi gesot, an den Dokumenter zréckzeféieren ass. Et ass eng Propositiouun vun der Chambre des Métiers gewiescht, déi de Conseil d'État iwwerholl hat, a wou mir och gesot hunn, mir wären domadder averstanen.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sécher, dass hei d'Chamber ënner groussem Drock huet misse schaffen, an duerfir ass mäin opriichtege Merci fir déi Aart a Weis, wéi Der dat déi lescht Woche gemaach hutt.

Ech verweise just drop, dass dat hei e Gesetz ass, wat vum Oktober 2008 un

déposéiert war, an dass et net d'Chamber war, mengen ech, déi hei lues gemaach huet. Dee leschten Avis complémentaire vum Statsrot krute mer de 6. des 7., wat souwisou eng ganz knapp Zäit ass. Den éischten Avis war vum 23. Mäerz.

Ech sinn awer frou, dass Der dat elo huelt, an och wann d'Dispens vum zweete Vote méiglecherweis hei net erfollegt, da fannen ech dat och net schlëmm. Ech gesinn dat absolut net als en Drama. Dat ass jo virgesinn, virgesinn an eiser Constitutioun, virgesinn an der Aart a Weis, wéi eis Institutiounen zesummeschaffen.

Ech hunn nach deen een oder deen anere Projet, wou ech mengen, dass een eppes Ähnleches misst maachen, fir dass ee virukënnt. Well et kann ee jo awer net décemment all Kéiers bei all Gesetz zwee, dräi Joer musse waarden, bis een dann nach ënner Drock, wéi dat elo hei geschitt ass, probéiert, esou e Gesetz duerch d'Chamber ze bréngen.

Dee Projet de loi, deen ass u sech gebuer jo, wéi den Alex Bodry als Rapporteur dat gesot huet, ënnert dem Drock vun enger Rechtsonsécherheet. A mir haten dat jo schonn eng Kéier probéiert ze redresséieren. Dat war erëm eng Kéier net genuch, an duerfir hu mer gesot, dës Kéier musse mer et dann anstänneg maachen.

Fir all déi, déi léiwer, wéi dat ëmmer ass, e globaalt Konzept gären hätten, wat d'Chambres professionnelles ubelaangt, soen ech, déi hunn an der Theorie Recht. Mä an der Praxis muss een awer alt emol heiansdo agéieren, och wann dann all déi aner Texter net do sinn. Ech rappeléieren, dass déi Texter do vu '24 sinn, an d'Chamber hätt och scho längst Zäit gehat, eng Kéier driwwer ze kucken.

Souwisou, mengen ech, ass dat hei eng Aarbecht, déi souguer éischter vun der Chamber selwer soll an d'Hand geholl ginn, géif ech mengen, duerch den eminent wichtege Rôle an der Aart a Weis, wéi déi Institutiounen zesummeschaffen, déi d'Chambres professionnelles vis-à-vis vun der Chamber anhuelen. An ech hunn och absolut kee Problem, au contraire, ech géif mengen, et wär gutt, wann Der d'Geleeënheet huelt, an der Institutiounskommissioun eng Kéier heiriwwer ze schwätzen an eben déi aner Chambre-professionnellen och eng Kéier op de Métier ze huelen, fir ze kucken, wéi dat Zesummespill nun eben ass.

Ech mengen,…

(Interruption)

Gelift?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dat ass eng gutt Iddi.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo. Et muss ee soen, dass zwee Grënn derfir plädéieren, Här Hoffmann. Dat Éischt ass, ech mengen, mir hu '24 eng Opfaassung gehat, wat eng Chambre professionnelle soll duerstellen. Ech mengen, dat ass net méi vereinbar mat deem, wat mer haut am Fong geholl en place gesat hunn, esou wéi et gewuess ass.

Dat Zweet ass, mir hunn do e juristesche Sproochgebrauch, deen, mengen ech, moderniséiert muss ginn. Mir mussen deen adaptéieren. Wann een nëmme kuckt d'Aufgaben, déi déi Chambres mëttlerweil ofdecken, an do soen ech, dat ass awer déi alleréischt Aufgab, déi ass net, eis ze beroden, mä d'Intérête vun hire Memberen ze vertrieden.

Doriwwer eraus si mer frou, Dir als Chamber, mir als Regierung, se quasi als konsultativt Organ ze hunn. Mir sinn an der Regierung frou, dass mer se mat enger Rei Aufgabe kënne betreien, wou ee sech d'Fro kéint stellen, ob d'Regierung déi net och kéint maachen, mä wou mer der Meenung sinn, dass si dat op eng wesentlech méi effikass Aart a Weis maachen, well se méi no bei de Betriber sinn, wéi mir dat nun ebe sinn.

Duerfir, an der ganzer Formatioun, an der Fro vum Guichet fir d'Entreprisen, an der Fro vun der Promotioun huele si ganz Deeler vun den Aufgaben an enker Zesummenaarbecht mat eis wouer.

Duerfir mengen ech, eleng doduerch, wéi déi Aufgaben esou changéiert hunn, ass et derwäert, eng Kéier iwwer all déi aner Texter och ze kucken, déi et an deem do Beräich gëtt.

Wéi gesot, dee Versuch vun der Kloerheet, deen hu mer hei probéiert eranzekréien, a wa mer d'Dispens net kréien, wéi gesot, dann ass dat keen Drama. Ech soen op alle Fall Merci fir déi vill a gutt Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass an der Kommissioun zesumme mat menge Leit. Besonnesch dem Rapporteur, dee probéiert huet, och déi juristesch Aspekter, fir déi hie jo besser outilléiert ass wéi munch anerer, ze beliichten.

Ech sinn och frou, dass d'Chamber hei eng couragéiert Haltung ageholl huet an éischter kuckt, wéi d'Jurisprudenzen ausgesinn déi lescht Zäit, an dann och wegweisend probéiert, eng nei Richtung ze goen.

Wéi gesot, Här President, ech sinn absolut frou, dass déi Aarbecht esou konnt gemaach ginn, a wa mer dann eben d'Dispens net kréien, da komme mer nach eng Kéier drop zréck.

Merci

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Wéi awer den Här Rapporteur Alex Bodry eis opmierksam gemaach huet, ass am Artikel 4 e materielle Feeler. Mir mussen also de ganzen drëtte Paragraph folgendermoosse liesen: «Cependant un ressortissant de la Chambre des Métiers peut également faire l'objet d'une affiliation à la Chambre de Commerce, s'il s'agit d'une entreprise commerciale ou industrielle exploitant accessoirement et en relation directe avec l'entreprise principale un atelier artisanal, conformément à la législation en matière d'établissement. Il en est de même pour un ressortissant de la Chambre des Métiers, titulaire d'une autorisation en qualité de commerçant, au cas où l'exercice effectif d'une activité de commerce d'articles et de produits sans aucun rapport avec son activité artisanale est établi.»

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État dës Ännerung schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5939 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Mill Majerus), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Fernand Boden), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt een déi Enthalung begrënnen?

(Assentiment)

Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ganz kuerz: Ech hunn näischt géint dee Projet de loi, just waarden ech eigentlech gären of, awer net passiv, dass mer eng Diskussioun féieren iwwer eng Harmoniséierung vun deem legale Kader vun alle Chambres professionnelles.

Ech géif och gär déi Suggestioun vum Här Minister opgräifen, dass mer an der Kommissioun vun der Constitutioun a vun den Institutiounen déi do Fro opgräifen, well ech mengen, dat wär déi Kommissioun, déi dee fundamental constitutionnellen Aspekt kéint behandelen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

2. Changement de dénomination de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

Fir d'Bedeelegung vun der Chamber un der Conférence interparlementaire européenne sur l'espace ze erméiglechen, schléit d'Presidentekonferenz vir, d'Bezeechnung vun der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications mat der Bezeechnung „de l'Espace" ze erweideren.

(Interruptions)

D'Kommissioun géif dann elo Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace heeschen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Une voix.- Oh!

(Interruptions)

Une autre voix.- Mir kéinten direkt „de l'univers" soen, da brauche mer net nach dräimol ëmzeänneren.

M. le Président.- Mir kommen elo zum Projet de loi 5881C iwwert d'Garantie de conformité. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo ageschriwwe just den Här Spautz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

3. 5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Projet de loi geet et drëm, fir eis konform ze setzen, dann ee fir alle Mol richteg ze setze mat enger scho relativ eelerer Direktiv vun 1999, déi mer ëmgesat haten an engem Gesetz vun 2004 iwwert d'Garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels, a wou doropshin awer d'Servicer vun der Kommissioun zur Iwwerzeegung komm sinn - an ech muss soen, et kann een hinnen dat schwéierlech falsch maachen -, dass déi Transpositioun vun der Direktiv vun '99 an eisem Gesetzestext vun 2004 net zu honnert Prozent korrekt gemaach ginn ass.

Et sinn haaptsächlech zwee klenger Punkten, wou se feststellt, dass do den Text vun der Direktiv net iwwerholl ginn ass duerch de Lëtzebuerger Législateur, an dat huet dann och zum Déclenchement vu Prozedure géint Lëtzebuerg gefouert. Den 18. Mäerz 2010 huet d'Europäesch Kommissioun en Avis motivé géint Lëtzebuerg ausgesprach, wéinst eben Transposition non conforme vun zwou Dispositioune vun där Direktiv vun 1999.

Dat huet dann zu enger Accélératioun vun de Prozedure gefouert. D'Regierung hat schonn un engem méi eelere Projet, kann een ewell scho soen, iwwert de Code de la consommation virgesinn, fir déi korrekt Transpositioun vun der Direktiv virzehuelen. Elo ass et awer esou, dass dee Code de la consommation nach voll an der legislativer Prozedur mat dran ass, wou mer och nach op e gréisseren Avis vum Statsrot waarden iwwer eng ganz Rei - en neien Deel eigentlech, deen an dat Gesetz iwwert de Code de la consommation mat erageholl ginn ass, esou dass elo gefrot ginn ass vun der Regierung, fir deen Text erëm frësch opzesplécken. De Conseil d'État war d'accord, fir dat ze maachen, an huet elo e punktuellen Avis ginn zu där doter Fro vun der Konformitéit zu der Direktiv vun 1999 iwwert d'Garantie de conformité.

Dat hu mer och an eiser Kommissioun gekuckt. Mir sinn d'accord mat deenen textuelle Modifikatiounen, déi de Statsrot proposéiert hat. Mir hunn awer festgestallt, dass och de Statsrot am Äifer vum Gefecht sech awer konzentréiert huet am Text nëmmen op eng vun deenen zwou Dispositiounen, déi net konform ëmgesat waren, an dass déi zweet Dispositioun vergiess gi war, fir déi mat ze iwwerhuelen. Duerfir hu mir da vun eiser Säit erëm eng Kéier en neien Text proposéiert, deen dann an allerleschter Minutt och vum Statsrot nach guttgeheescht ginn ass, sou dass mer also elo e Projet de loi hei hu mat zwee Artikelen, wou dann all Kéiers ee Punkt, deen net konform ëmgesat gi war vun der 99er Direktiv, iwwerholl gëtt.

Ëm wat geet et? Bei deem éischte Punkt, do geet et ëm d'Definitioun vum Zäitpunkt, wou de Konsument eigentlech konnt Kenntnis hu vun engem eventuellen Defekt. An eisem Gesetz vun 2004 steet, dass de Konsument kann eigentlech d'Konformitéit vun engem Gutt, wat kaaft ginn ass, net méi contestéieren, wann e wousst oder net konnt ignoréieren, am Moment vun der Aushännegung vum Gutt, dass do en Defekt war.

An der Direktiv steet awer, dass et de Moment ass vun der Konklusioun vum Kontrakt, dee muss gekuckt ginn, ob e bei der Konklusioun vum Kontrakt wousst oder hätt misse wëssen, dass en Defekt virläit. Sou dass eigentlech eis Dispositioun manner protectrice ass fir de Konsument wéi den Text vun der Direktiv. Ech denken, dass dat net d'Absicht war vum Législateur sengerzäit, mä effektiv kann een dat esou gesinn, an duerfir musse mer eis och am Sënn vum Konsumenteschutz hei konform setzen zu der Direktiv op deem dote Punkt. Do geet et also drëm, fir e puer Wierder duerch aner Wierder ze ersetzen, anstatt d'Délivrance du bien gëtt elo d'Conclusion du contrat gekuckt, ob een do eppes vun engem Defekt wousst oder hätt missen eppes dovunner wëssen.

Zweete Punkt betrëfft deen Artikel hannendrun, den Artikel 5 vun dem Gesetz vun 2004. Do ass et jo esou, dass am Prinzip, wann een eppes net geliwwert kritt huet esou, wéi een et bestallt huet, da féiert dat normalerweis zur Opléisung vum Vertrag. Dat heescht, et kritt ee seng Suen erëm, an den Objet, deen ee kaaft huet, dee geet och erëm zréck un deen, deen e verkaaft huet. Dat ass de Prinzip.

Mä d'Gesetz gëtt awer och d'Méiglechkeet - an dat entspréngt also och där Direktiv -, dass een och ka froen, dass déi Wuer, déi geliwwert ginn ass, konform gesat gëtt, gefléckt gëtt zum Beispill. Dat kann ee froen, awer et ass keen absolut Recht, dat et gëtt, oder dat Recht gëtt erëm beschränkt doduerjer ënner anerem, ob iwwerhaapt dat materiell méiglech ass, fir déi Reparatur do, déi Mise en conformité do ze maachen, oder ob dat net disproportionéiert wär zur Valeur vun deem, wat kaaft ginn ass.

Hei geet et ëm d'Definitioun vun dem Dédommagement disproportionné. Wéini ass et disproportionéiert? Do hu mir an eisem aktuellen Text vun 2004 dat net definéiert, praktesch der Jurisprudenz, de Geriichter dat iwwerlooss, vu Fall zu Fall dat festzeleeën. Or, an där Direktiv, do gëtt et allerdéngs Kritären an hei gëtt proposéiert, wéi gesot, déi Kritäre vun der

Direktiv dann och an eise Gesetzestext ze iwwerhuelen, wou probéiert gëtt - do ass och natierlech ëmmer nach eng Marge d'appréciation derbäi -, fir déi Notioun vun der Disproportionalitéit am Dédommagement u gewëssen Appréciatiounskritären ze bannen. Hei gëtt also eent zu eent den Direktiventext iwwerholl, an do ass och en eestëmmege Virschlag do vun der zoustänneger Wirtschaftskommissioun, fir dat esou ze maachen an deen heiten Text also och, wéi proposéiert, ze stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Alex Bodry, deen esou genau an detailléiert war, datt soss keen anere Riedner sech huet missen aschreiwen. Ech mengen och net, datt de Minister nach onbedéngt drop hält. Oder wëllt de Minister nach eppes soen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, ganz kuerz: Ech soen och hei Merci, dass Der gewëllt sidd, ze derogéieren, e bëssen an enger Praxis, déi mer awer normalerweis net hunn, nämlech eppes erauszerappen aus engem Text. Mä et ass net ze vergiessen, dass dee Code de la consommation och scho länger Zäit ausgeaarbecht ginn ass, an an der Zwëschenzäit sinn Texter, déi op d'Direktiv sech beruffen, op eemol fälleg ginn. Dat heescht, mir wollte se beim Code de la consommation zesummen ëmsetzen. A wann et dann net duergeet, da muss een esou Operatioune wéi déi hei maachen.

Ech soe Merci duerfir fir d'Verständnis. A mir hunn nach zwee anerer, déi och am Code sinn, déi mer hoffentlech net iwwert dee Wee brauchen ze maachen, mä dat setzt viraus, dass mer dann Enn dës Joers de Code de la consommation unhuelen.

M. le Président.- Merci och dem Minister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5881C ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Mill Majerus), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6155 iwwert d'Schafe vum ILNAS. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet bis elo kee Riedner sech ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. 6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet geet et eigentlech drëm, fir eng sektoriell Ëmsetzung vun der europäescher Déngschtleeschtungsdirektiv virzehuelen. Dir wësst, dass d'Regierung do de Wee gaangen ass, fir op där enger Säit e Kadergesetz ze maachen, wat d'Ëmsetzung vun der Déngschtleeschtungsdirektiv ugeet - et ass och en Text, dee mer amgaange sinn an der Wirtschaftskommissioun ze diskutéieren -, a parallell dozou awer ass en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat ginn, fir déi eenzel sektoriell Gesetzestexter, Autorisatiounstexter haaptsächlech, duerchzegoen, fir festzestellen, wou mer an eenzelne Partikulartexter elo och mussen ëmbauen, verbesseren, fir eis konform ze setzen zu de Grondprinzipië vun där europäescher Déngschtleeschtungsdirektiv.

Do dréit et sech haaptsächlech ëm eis ganz Législatioun iwwert den Droit d'établissement, wou d'Regierung, mengen ech, elo um Punkt ass, do och e Gesetzesprojet definitiv ze verabschieden. Mä awer och an anere klengeren Texter ass festgestallt ginn, dass eng Noutwendegkeet besteet, fir do eppes un der bestehender Législatioun ze änneren, fir also do net dem Virworf ausgesat ze ginn, dass een do onnéideg administrativ Barrièrë géif opbauen, fir kënne gewëssen Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg virzehuelen, soufern se ënnert de Champ d'application vun der Déngschtleeschtungsdirektiv falen.

Hei ass esou e Beispill, wou also d'Regierung proposéiert, iwwert de Wee vun deem heite Gesetzesprojet, fir eng ganz Autorisatiounsprozedur, déi mer am Gesetz vun 2008 iwwert d'Kreatioun vum ILNAS stoen hunn, fir déi erëm do erauszehuelen.

Dat sinn Diskussiounen, déi mer nach als fréieren Energieminister eppes soen, well zu Lëtzebuerg effektiv, an ech weess - an den Avis vun der Chambre des Métiers ënnersträicht dat -, dass hei ëmmer drop gehale ginn ass, sengerzäit vun der Cegedel, mä och vun den Elektriker hei zu Lëtzebuerg, fir net jiddwerengem eigentlech ipso facto den Zougank zum öffentleche Stroumnetz zouzegestoen, och wann e voll Elektriker ass.

An deem Gesetz vun 2008 sinn am Fong al Bestëmmungen iwwerholl ginn, déi soen, dass ee muss eng speziell Genehmegung hunn, fir um öffentlechen Netz, elektreschen Netz also kënnen ze schaffen, sief dat Niddregspannung, Mëttelspannung oder Héichspannung. An alle Fäll muss een also gewësse Konditiounen erfëllen, an do ass ënner anerem eng speziell Formatioun virgesinn, ouni déi een net däerf eigentlech op deem Lëtzebuerger öffentlechen Netz schaffen.

D'Regierung ass der Meenung, dass dat doten eigentlech eng Dispositioun ass, déi net méi konform ass zu den europäeschen Texter, well et keng zwéngend Grënn ginn, fir esou eng speziell Autorisatioun hei bäizebehalen, mat alle Prozeduren, déi dorunner hänken, dass dat net konform ass eigentlech mat der Libre prestation de services, sou wéi de Prinzip eigentlech misst och an deem dote Beräich sinn. Si schléit also vir, déi doten Artikelen 12 respektiv 32 aus dem Gesetz vun 2008 iwwert den ILNAS erauszehuelen, sou dass also keng speziell Autorisatiounsprozedur méi géif fir deen dote Fall gëllen.

Dat fënnt déi grouss Zoustëmmung vun der Chambre de Commerce, déi ganz begeeschtert ass; fënnt och grouss Zoustëmmung vum Conseil d'État, deen och voll hannert där doten Initiativ steet; fënnt awer déi voll Oppositioun, an deen Avis ass eréischt eigentlech relativ spéit erakomm, vun der Chambre des Métiers. Wat ech eigentlech och net anescht erwaart hunn, well ech déi Positioun vun alen Zäiten hier kennen. An déi seet, si géif sech also formellement opposéieren a mat Resolutioun eigentlech dergéint sinn, dass tikel 12 vum Gesetz kommen.

Da maache se awer, dat ass vläicht och interessant, e Verglach mat deem System, deen an all eisen Nopeschlänner ass. Do fält zwar eent op, dass keen de System huet, wéi mir en haut nach kennen. Dat muss een emol awer och soen, dat heescht, kee kennt deen dote System, dass een nach muss eng extra Formatioun maachen an deem Land, fir däerfen eigentlech um öffentlechen Netz ze schaffen. Dat gëtt et net an Däitschland, dat gëtt et net a Frankräich, och net an der Belsch.

An Däitschland gëtt et esou eng Aart vun Test, mä et ass eigentlech net mat Formatioune verbonnen. Mä wat et an deenen anere Länner gëtt, an dat ass, mengen ech, eng Fro, déi ech wollt och un de Minister stellen, ob e sech kéint awer esou e System hei virstellen, wat et notamment a Frankräich an an der Belsch gëtt, do däerf jiddwereen dru schaffen, mä gewëssen Installatiounen, déi Aarbechte mussen ofgeholl ginn.

Do ass awer eng Kontroll, déi beseet, dass, wann een eigentlech u méi sensibelen, notamment bei Wunnengen, Installatioune schafft, dann iergendeng Form vu Kontrollméiglechkeet zumindest besteet, quitte dass dat vläicht nëmmen dann ebe punktuell Vérificatioune sinn, déi een da mécht. Well et ass kloer, wann natierlech gemurkst gëtt bei esou Installatiounen, kann dat natierlech och e Sécherheetsproblem duerstellen.

Duerfir wollt ech dem Minister d'Fro stellen, ob eventuell d'Regierung bereet wär, déi dote Fro och ze kucken, ob een net, ähnlech wéi dat dann an eisen Nopeschlänner de Fall ass, dann ex post eigentlech eng Kontrollméiglechkeet virgesäit, fir notamment a gewëssene Beräicher dann awer kënnen ze kontrolléieren, ob déi Aarbechten do um öffentlechen Netz awer uerdentlech duerchgefouert gi sinn.

Dat wär a mengen Aen - et ass elo eng perséinlech...; mir haten net vill Geleeënheet, dat an der Kommissioun ze diskutéieren - awer en nëtzleche Complet, eigentlech zu där Simplification administrative, déi mer amgaang sinn hei virzehuelen, wou een awer kann der Meenung sinn, dass dat, wat hei zu Lëtzebuerg opgebaut ginn ass, vläicht och mat Protektiounsgedanken ze dinn huet vum Marché an eigentlech net nëmme vläicht opgebaut ass op der Suerg, dass 100% sécher op den Installatioune geschafft gëtt.

Nach, mengen ech, d'Kontroll ass eppes, wat awer och wichteg wär an deem heite Beräich, sou dass ech also am Numm vun der Kommissioun hei géif proposéieren, dass mer deen Text, wéi vun der Regierung proposéiert, hei géife stëmmen, mä wéi gesot och frou wären, wann awer d'Regierung géif vläicht déi Fro vun der Kontroll nach och e bësse méi am Detail kucken, well dat awer och kann nëtzlech sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Alex Bodry. Vu datt kee Riedner sech ageschriwwen huet, ginn ech direkt d'Wuert un den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Här President. An dësem Fall muss ech soen, wann et heiansdo op prezis Detailer geet, da gesäit een, dass op eemol Leit net méi genau där Meenung sinn, wéi se nach vläicht fënnef Minutte virdrun erzielt hunn.

Ech hunn nach an den Oueren, dass d'Chambre des Métiers, d'Fédération des Artisans gesot huet, et misst alles, wat den Accès vu Barrièrë bestinn, ewech, nach viru kuerzem, wéi se hei virun der Chamber stoungen. Elo maache mer dat. Ech muss éierlech soen, dass ech net verstinn, wéisou dass eng Chambre professionnelle wéi d'Chambre des Métiers sech do där Saach kann opposéieren.

Wann dat säit Joren esou war, dass een domat konnt aner Leit vum Marché ewechhalen, oder zumindest hinnen et méi schwéier maachen, da muss et endlech an de Käpp kloer sinn, dass dat net méi geet. An Dir wäert mierken, den Accès à la profession iwwert d'Gesetz vun '88 wäert eng Rei esou Froen opwerfen.

Ech mengen, mir hunn eng Loi-cadre gemaach, déi kloer an däitlech weist, dass mir wëlles hunn, déi Simplification administrative duerchzezéien an och de Prinzipië vun der Direktiv Services Rechnung ze droen. Duerfir, mengen ech, ass et och richteg, dass mer hei virginn. Mir hu jo déi Loi-cadre, op déi schonn an der Kommissioun geschafft ginn ass, déi e generelle Kader also duerstellt. Mä mir wäerten e puer Gesetzer kréien, wou mer sektoriell, nodeem dass mer e Screening, wéi dat genannt gëtt, gemaach hunn, gesinn, dass Saache mussen ëmgeännert ginn. An hei ass ee vun deene Fäll, dee sech och erëmfënnt beim ILNAS, wat u sech net grad déi richteg Plaz, och menger Meenung no, ass. Den ILNAS ass haut net méi zoustänneg fir esou Saachen. Ech mengen, do kéint een aner Leit domat beoptragen.

Ech verschléisse mech och net, Här Bodry, ze kucken, ob een herno eng sënnvoll Approche kéint hunn, fir eventuell eng Kontroll ex post ze maachen. Dat eleng schonn, well ech prinzipiell a villen Accès à la profession an doriwwer eraus un d'Autorisatiounen éischter wéilt eng Notifikatioun ginn: Wann ech eng Bäckerei wëll opmaachen, géif ech et méi normal fannen, wa mer géifen eng Demande maachen an notifiéieren a soen, ech wëll eng Bäckerei do an do opmaachen. Da schécke mer där Persoun d'Konditiounen, déi een zu Lëtzebuerg muss erfëllen, fir esou eng Bäckerei ze bauen, dass se all Regele geschéckt kritt, an dass dann ex post gekuckt gëtt, ier déi Bäckerei opgeet, ob dat dann och esou geet.

Duerfir, wann ee Verfechter vun esou enger Notifikatiounsstrategie ass, dann ass et evident, dass ech och hei mech domadder kéint ufrënnen. Ech géif just Folgendes soen: Ech mengen, kommt, mir kucken, a wat fir engem Métier mer nach esou eppes hunn, well ech hunn dat elo net präsent; an zweetens, kommt, mir kucken emol, wéi déi Däitsch, déi dat do hunn, dann elo dat ëmsetzen. Ob se dat elo ganz eraushuelen oder ob se dat draloossen. Do kann ee sech vläicht utilement inspiréieren.

Hei si mer dann och net ënner Drock, well mer dann hei kloer an däitlech kënne soen, dass mer an deem dote Punkt d'Direktiv Services ëmgesat hunn, déi, wéi ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, am Fong geholl den 31. Dezember d'lescht Joer hätt missen ëmgesat sinn, a wou d'Kommissioun dès à présent niewent eis nach, mengen ech, 13 anerer elo ugeschriwwen huet, dass mer missten eis tommelen.

An ech hoffen, dass mer dann och déi sektoriell Gesetzer, déi an Zukunft nach wäerte behandelt gi vun Iech, mat Zäite kënnen duerchkréien, well et ass vill Aarbecht. Ech muss dat virausschécken, och d'Gesetz vun '88, wat an der Classes-moyennes-Kommissioun muss gekuckt ginn, ass vill Aarbecht. An duerfir mäi Wonsch, dass mer do awer probéieren, och wa mer elo schonn iwwert den Délai ewech sinn, awer trotzdeem esou no wéi méiglech um Délai ze bleiwen, well soss, mengen ech, rabbelt et.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Krecké. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Do ass et allerdéngs och erëm eng Kéier esou, datt nach eng Erreur matérielle erëm am Text ass; an zwar ass et den Artikel 12 an den Artikel 32 vum modifizéierte Gesetz vum 20. Mee 2008. Do musse mer also de Modifié derbäisetzen, dee gefeelt huet.

Mir stëmmen also elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État och dës Ännerung schréftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6155 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Mill Majerus), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer d'Question avec débat N°13 vum Här Ali Kaes iwwert d'Dikrecher Brauerei. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

5. Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann Der erlaabt, just iwwert d'Prozedur.

Ech wollt Iech froen, mir haten nämlech an der Conférence des Présidents jo zréckgehal, dass mer net méi géife Froen akzeptéieren, déi iwwer Privatbetriber ginn. Ech hu Kolleegen an der Fraktioun, déi mer gesot hunn: „Mir krute verschidde Froen net erlaabt iwwer Privatbetriber", an um Ordre du jour steet haut eng Fro iwwer e private Betrib.

Ech wollt just froen, wat dann elo d'Positioun wär, ob ech menge Kolleegen an der Fraktioun ka soen, dass se dann hir Froen dierfe stellen, oder net, oder firwat dann haut dës Fro erlaabt ass.

M. le Président.- Jo, mir hunn effektiv an der Presidentekonferenz décidéiert gehat, keng Froen iwwer Privatbetriber. Elo muss een allerdéngs soen…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- Mä ech mengen, d'Conférence des Présidents huet à l'unanimité décidéiert, fir déi Question avec débat hei op den Ordre du jour ze huelen. Ech mengen, mir waren eis alleguerten eens, fir dat ze maachen. An ech géif och soen, hei geet et awer e bësselche méi wäit wéi just eng Fro iwwer e Privatbetrib. Dofir géif ech elo emol den Här Kaes bieden, seng Fro ze stellen.

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wéi gesot, ech mengen, mir haten an der Conférence des Présidents, an ech wor och do, wéi den Ordre du jour festgehale ginn ass. Mä ech muss Iech just soen, dass meng Kolleegen an der Fraktioun einfach gesot hunn: „Jo, beim Här Kaes geet et a bei eis geet et net."

Dowéinst, dass ee sech eng Linn soll huelen, also, wéi gesot, et ass net opportun. An ech hoffen, dass an Zukunft net nëmmen, dass an Zukunft…

(Interruptions)

…dass mer an Zukunft, Här President, wierklech évitéieren, esou Froen ze hunn.

Et huet kee Wäert. Wësst Der, Här Gibéryen, Dir souzt selwer an der Conférence des Présidents.

(Interruption)

Et ass eng Majoritéit, déi den Ordre du jour festleet, an et ass net d'Oppositioun, déi hei gouvernéiert.

(Interruption)

M. le Président.- Bon, wann ech gelift elo den Här Minister zu der Prozedur.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Just meng Meenung vläicht; och wann Der se net gefrot hutt, ginn ech Iech se awer.

(Hilarité)

Ech sinn och der Meenung, wann hei sollt iwwer Betriber geschwat ginn, dass mer dat am Kader vun der Kommissioun géife loossen an dann och do, jee nodeem wéi de Sujet ass, géif ech och do froen, sou wéi ech dat…

(Brouhaha)

…sou wéi ech dat schonn e puermol gemaach hunn, wann et da ganz kriddelech gëtt, souguer de Secret des délibératiouns froen; eng Possibilitéit, déi et jo gëtt. Ech mengen, dat wier besser, well hei woen ech mech och net ëmmer alles op den Dësch ze leeën, well soss ginn ech bei de Betriber näischt méi gewuer.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Also, ech wëll Iech elo just soen, mir hunn elo eng länger Diskussioun driwwer gehat. Hei huet awer d'Conférence des Présidents à l'unanimité décidéiert,…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Mat der Stëmm vum Här Bettel!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- …fir dem Här Kaes seng Fro op den Ordre du jour ze stellen a mir ginn dat och elo net méi änneren. Elo kritt den Här Kaes also d'Wuert, fir seng Fro ze stellen. Här Kaes, fuert lass!

Une voix.- Här President, mir kënnen awer eis Meenung och nach eng Kéier revidéieren!

(Interruptions et hilarité)

Une autre voix.- Mir si gespaant op den Här Kaes!

(Interruptions)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi de 7. Januar 2010 d'Annonce duerchgesickert ass, dass zu Dikrech kee Béier méi sollt gebraut ginn, war d'Feierstëmmung an der Sauerstad zum 750. Gebuertsdag um Buedem a fir vill Béierfrënn uechtert d'Land ass eng Welt zesummegebrach. Nieft dem Verloscht vun deem sëffege Béier wieren och eng 63 Leit betraff,…

(Hilarité)

…déi duerch dës Schléissung hir Aarbecht sollte verléieren.

Dës Noriicht huet ageschloe wéi eng Bomm, an och d'Politik war an Oprou an huet zimlech séier duerch d'Stëmme vum Aarbechtsminister an och vum Wirtschaftsminister annoncéiert, dass se sech géife mat alle Mëttelen derfir asetzen, dass den Dikrecher Béier och an Zukunft géif zu Dikrech gebraut ginn, an dass esou mann wéi méiglech Leit géifen hir Aarbechtsplaze verléieren.

D'Solidaritéit an der Bevölkerung war ebenfalls ganz grouss an eng spontan Manifestatioun vum 11. Januar huet och e ganz groussen Erfolleg an eng ganz grouss Participatioun kannt.

De Wanter ass dunn an d'Land gezunn an et ass zimlech roueg ëm den Dossier ginn, an de 17. Mäerz koum dann awer dunn d'Noriicht, dass zu Dikrech d'Luuchten awer net géifen ausgoen. En neie Plang gouf presentéiert, wou de Verkaf vun der Brauerei virgesi war mat engem „lease-back", wat mat sech bruecht hätt, dass de Béier weider zu Dikrech hätt kënne gebraut ginn. Mat dësem Plang hätte kënnen eng 47 Salariéë weider beschäftegt ginn.

Den 21. Mee gouf du matgedeelt, dass d'Brasserie de Luxembourg Mousel Dikrech e Kader-Kontrakt mat engem Grupp vu privaten Investisseuren ënnerschriwwen huet iwwert de Verkaf vun den Terrainen an de Gebailechkeeten a mam Engagement, dass d'Produktioun vum Béier zu Dikrech géif bestoe bleiwen.

Ech verstoppen net, dass ech deemools scho ganz, ganz skeptesch wor, ob mat dëser Mesure d'Aarbechtsplaze géifen erhale bleiwe respektiv virun allem laangfristeg zu Dikrech erhale bleiwen oder net. Ech hat an deem Kontext och eng parlamentaresch Fro un eise Wirtschaftsminister gestallt.

Den 1. Juli ass dunn erëm en neie Moment am Dossier komm. Obwuel de Kontrakt mat den Investisseure ficeléiert konnt ginn, koum d'Nouvelle, dass en neie Site géif gesicht ginn, fir eng nei, méi eng kleng Brauerei ze bauen. Dës Brauerei géif awer nëmmen da gebaut ginn, wa wierklech bewise wier, dass se rentabel wier.

Här President, erlaabt mer dat hei ze soen: Ech ginn d'Gefill net lass an ech bedaueren zudéifst, dass hei an dësem Dossier net mat oppene Kaarte gespillt gëtt.

(Interruptions)

Hei gëtt um Bockel vun de Beschäftegte Politik bedriwwen.

Et schielt sech ëmmer méi eraus, dass et sech bei deem Dossier vun der Dikrecher Brauerei just ëm eng reng Transaktioun handelt, ëm eng Valorisatioun vun Terrainen a Gebailechkeeten, op d'Käschten, jo, op d'Käschte vun de Beschäftegten, well si wësse bis haut nach net richteg, wéi et dann elo schlussendlech mat hinne weidergeet. Et schéngt, mä et kann ee jo kengem eppes ënnerstellen, als wier d'Erhale vun enger industrieller Aktivitéit um Site Dikrech ni d'Zil vun de Promoteure gewiescht. Primär ass et hinnen, a mengen Aen, ganz kloer nëmmen drëm gaang, eng Profitmaximéierung ze erreechen.

Duerfir, Här Minister, wollt ech Iech folgend Froe stellen: Wéi gesinn dann elo wierklech d'Garantië fir d'Aarbechtsplazen aus? Wéi vill Leit kënne gehale ginn, jo virun allem laangfristeg gehale ginn? Well et muss ee wëssen, dass fir déi nei, oder déi jëtzeg Quantitéiten, déi virgesi si fir Béier ze brauen, a sech eng Dose Leit just gebraucht ginn. De Moment schaffen der awer nach 95 an deem Betrib.

Wéi ass et da mat den Terrainen? War vun Ufank u geplangt, de Site ze verkafe respektiv ëmzeklasséiere fir aner Aktivitéiten?

Wéi ass et mat deem neien Terrain? Wou soll déi nei Brauerei hikommen? A wéi gëtt dann elo schlussendlech festgeluecht, ob déi Brauerei da rentabel ass oder net?

Här Minister, ech wier frou, wann Der ons virun allem, awer och alle Beschäftegte vun der Dikrecher Brauerei kéint Opklärung ginn, wéi et dann elo wierklech an definitiv weidergeet, an ech hoffen, dass mer dann endlech Kloerheet an dësem Dossier hunn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kaes. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech richteg, wéi den Ali Kaes mech zitéiert huet. Wéi dat geschitt ass, hu mer gesot. Mir wäerten alles maachen, fir dass weiderhin do Aarbechtsplazen - well dat war deen éischte Punkt - géifen emol bestoe bleiwen. An den zweete Punkt ass deen, dass weiderhin och do Béier gebraut gëtt. Well dat eent ass jo och eng Viraussetzung fir dat anert.

Ech wëll awer soen, wat déi genau Aufgab vum Stat ass, esou wéi e se hei an dësem Fall duerchgezunn huet a wéi ech och mengen, dass se prinzipiell wier. De Stat huet an dësem Dossier intervenéiert iwwert d'Regierung, dat ass richteg, an dat maache mer och oft esou. Mir hunn intervenéiert. D'Fro ass just, wou hu mer intervenéiert a wéini? Well hei si vill Acteuren op eemol opgetrueden. Et war de Wirtschaftsministère mam Aarbechtsministère, d'SNCI, d'Gemeng Dikrech an natierlech och net ze vergiessen AB InBev, déi jo och als Partenaire hei gesi gëtt.

Eis éischt Aktioun war, an duerfir hu mer Kontakt mat de Responsabele vun AB InBev geholl, fir hinne kloerzemaachen, dass mir, wann da Problemer wieren, bereet wieren, nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen, an dass mir gär hätten, dass si nach eng Kéier géifen déi Décisioun, déi se als Décisioun ugekënnegt hunn, réckgängeg maachen. Dat ass dat, wat mir haaptsächlech gemaach hunn. Mir si souguer bis op Bréissel gaangen, hunn do mat de Leit verhandelt iwwert d'Méiglechkeet, fir déi Brauerei ze halen. Dat ass richteg, dat huet d'Regierung gemaach.

Mir kruten doropshin, an dat ass dann déi zweet Aufgab, déi mer wouergeholl hunn, eng Rëtsch Froen, déi scheinbar an den Administratioune gestallt gi sinn, awer net ëmmer beäntwert gi sinn, oder net esou beäntwert gi sinn, dass et Kloerheet geschaf huet. Mir hunn du selwer dee Rôle als Coordinateur iwwerholl. Leit vu mir hu wierklech de Facilitateur gespillt doduerch, dass se déi Froen, déi vun AB InBev komm sinn, weidergeleet hunn a probéiert hunn, d'Äntwerten ze kréien, déi se scheinbar virdrun net kritt hunn.

Dat sinn eng ganz Rei Froen iwwert d'Tarifer vum Waasser, vum Ofwaasser, iwwert d'Accisen, d'Importkonditioune vu verschiddene Béierzorten. Jee, et war eng Ribambelle vu Froen, wou scheinbar net déi richteg Äntwerte komm sinn. Mir hu vill Stonnen drop verbruecht. An ech muss Iech soen, dat, wat mer fäerdeg bruecht hunn, dat ass déi Atmosphär ze schafen, déi et emol erëm méiglech gemaach huet, dass d'Firma emol erëm driwwer nogeduecht huet, fir eventuell awer - ënner verschiddene Konditiounen - weiderzefueren.

Ech wëll awer virausschécken, wat duerno geschitt ass, do war ni ee vu menge Leit derbäi, an ech selwer och net. Tëschent „Saphir Capital Partners" an AB InBev si vill Négociatioune gewiescht. Do war ni ee vun eis derbäi, do war ni een associéiert. Dat ass och net eise Rôle. Eise Rôle ass net, an déi privat Ofmaachungen do mat eranzespillen. Eise Rôle ass, Saachen ze facilitéieren. Eise Rôle ass, emol erëm eppes méiglech ze maachen, wat anscheinend net méiglech war, nämlech, dass weiderhi géif Béier do gebraut ginn. Dat hu mir gemaach. Mä eise Rôle ass net, d'Négociatiounen ënnert de Partner selwer matzemaachen. Dat hu mir net gemaach.

D'Finanzéierung vun den Investissementer, do hätt d'SNCI och kënnen intervenéieren. D'SNCI huet dësen Dossier „Saphir" behandelt wéi jiddwer aner Demande, déi erakënnt. Et brauch an dësem Fall eben eng kloer industriell Ausriichtung vun der Demande, fir dass deen Dossier esou kann instruéiert ginn. An duerfir verwieren ech mer all déi Titelen, déi do komm sinn: „D'Brauerei - e rise Bluff", „Ass dat de Lëtzebuerger Modell?" Wat e Quatsch!

Ouni d'Interventioun vun der Regierung wieren déi Leit haut op der Strooss. Dat ass esou einfach wéi bonjour. Déi wieren op der Strooss. An déi Négociatiounen, déi duerno komm sinn, an dat Resultat, wat komm ass, dat ass jo och nach op der Zäitachs net ofgeschloss. Et ass jo net, dass eng Décisioun geholl ginn ass, wou elo dann eng nei Brauerei kënnt, wéi vill dat ass an esou weider. Dat muss sech jo emol erausstellen. Do muss jo d'Gemeng och nach eng wesentlech Contributioun leeschten.

Wann ech nach eng Kéier op d'SNCI zréckkommen: Ofgesi vun enger Analys vun der Situatioun ass bis elo op der Säit vun der SNCI absolut keng Décisioun geholl. Fir dass d'SNCI kann eng Décisioun huelen, ass et evident, dass kloer en industrielle Projet muss hannendru sinn. Mir intervenéieren als SNCI - ech soen „mir", well mir sinn zu zwee Ministeren u sech zoustänneg fir d'SNCI -, mir intervenéiere bei Finanzéierungen, wa mer Investissementer ge-

sinn, déi en industriellen oder en „business case“ beinhalten, deen ee ka begleeden, well et eng Logik gëtt, fir dat ze maachen.

Iwwregens muss ee soen, wann Der de Pressecommuniqué gesinn hutt, da gesitt Der, dass eng Privatbank déi ass, déi am Moment deen Invest do assuréiert. Wat d'Gemeng Dikrech ubelaangt, déi huet jo eng Rei Délibératioune geholl an deem dote Fall, mä déi spillt eng determinant Roll herno. Si muss de PAG ëmänneren, si ass gewëllt dat ze maachen. Fir dass weiderhi gebraut do gëtt, ass et evident, dass et muss eng gewësse Rentabilitéit ginn. An och, fir dass et weidergeet, muss et eng Rentabilitéit ginn. Ech kenne kee Betrib, Privatbetrib, dee weiderschafft, wann en nëmme Pertë mécht. Dat kann ech mer net virstellen.

Also ass et evident - d'Rentabilitéit vun engem Betrib ass relativ liicht ze rechnen, dat gesäit een herno a senge Bilanen -, dass een dat do muss iwwerkucken. Mir wäerten nach eng Kéier datselwecht maachen, wat mer elo gemaach hunn: Mir wäerten Drock maachen, fir dass dat weidergeet. Wéi mer dat bei all Betrib probéieren ze maachen, wou mer gesinn, dass et e Sënn gëtt. Déi Brauaktivitéit zu Dikrech, hätte mir gär, dass se weidergeet, a mir hätten och gär, dass e Maximum vun deenen Aarbechtsplazen erhale bleift!

Mä ech ginn awer och dovun aus, dass, wann d'Gemeng elo e groussen Effort mécht, de PAG ëmännert, all déi Froen, déi se an hirer Délibératioun an engem - wéi soll ech soen - an enger Décision d'intention geholl huet, dass se och kuckt, dass dat esou geschitt, an net, dass do herno Saachen dee falsche Wee ginn. Duerfir, hei spillt d'Gemeng, menger Meenung no, e ganz wichtege Rôle. Dat geet iwwer en neie PAG, iwwer en neie PAP, dat gëtt doudsécher eng laangwiereg Prozedur, wou, mengen ech, Zäit genuch ass, fir ze kontrolléieren, dass keen Unfug do geschitt.

Fir de Rescht muss ech soen, dass dat hei e ganz komplizéierten Dossier war. Ech hunn nach seelen esou Gedeessems och gesi wéi ronderëm deen Dossier. Et war och Drock vu baussen, dat muss een esou gesinn. Seelen huet een esou eng Mobilisatioun gesinn. Et ass echt, dass mer dat fir de Béier hunn, a fir aner Saachen net hunn, mä en fait ass dat vläicht eng Particularitéit awer vun eisem Land. Ech mengen, hei huet all Acteur seng Responsabilitéit geholl. D'Regierung huet hir geholl. Mir hunn net eranzerieden an d'Rentabilitéitsiwwerleeunge vun engem Betrib. Mir hunn eranzerieden dann, wa mer gefrot ginn, fir eng Finanzéierung mat ze assuréieren, wann eng industriell Logik hannendrun ass.

Wéi gesot, hei sinn ech haaptsächlech emol frou, dass esou vill Aarbechtsplazen trotzdeem elo ofgeséchert sinn. Dat ass jo eng kloer Deklaratioun gewiescht, déi vu Säite vun de Partner komm ass. Loosse mer eis och e bëssen doriwwer freeën. Well dat do hätten déi meescht Leit och net fir méiglech gehalen, dass mer dat nach eng Kéier gedréit kriten.

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Wëllt den Här Kaes nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Neen, okay. Domadder wär dee Sujet ofgeschloss. Da kéime mer un den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, do hu mer de Projet de loi 6081, eng Direktiv iwwert d'Abus de marché. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

www.chd.lu

6. 6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, Kolleeginnen a Kolleegen, heiansdo kënnen déi vu Bréissel ee richteg nerven! Wéi dacks si si hanner eis hier, well mir alt erëm eng Kéier mat der Ëmsetzung vun enger Direktiv getrentelt hunn? A wéi dacks hu se eis scho beim Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg verklot, fir datt mir fir eis Aarmséilegkeet bei der Ëmsetzung geklaakt a gebousst solle ginn? Ëm esou eng Mise en demeure geet et och dës Kéier. Allerdéngs net, well mir eng Ëmsetzung verschlof hätten, mä well d'Transpositioun vun enger Direktiv, déi mir viru véier Joer gemaach hunn, der Kommissioun net komplett genuch ass!

2006 hu mir d'Direktiv iwwert déi sougenannt Abus de marché an eist nationaalt Recht iwwerholl. Déi Direktiv gëtt der Finanzopsiicht, also an eisem Fall der CSSF, ënner anerem d'Missioun, de Verstéiss géint d'Regele vun de Finanzmäert, zum Beispill wat d'Insidergeschäfter ugeet, nozegoen an eventuell Strofen ze verhänken. Domat krut d'CSSF de Pouvoir, fir am Verdachtsfall Nofuerschungen an och souguer Inspektiounen ze maachen - wa se e Verstouss feststellt - an dann natierlech och Sanktioune géint déi Betraffen ze ergräifen.

Alles schéin a gutt, hu se zu Bréissel gemengt, mä an Ärem Gesetz gëtt d'Zoustännegkeet vun der CSSF op déi limitéiert, déi hirer Kontroll ënnerleien - awer dat geet net duer -, limitéiert op déi, déi vun der CSSF solle kontrolléiert ginn, an dat geet net duer. Well et kënnen och aner Acteure wéi déi, déi vun der CSSF beopsiichtegt ginn, an eng Finanzaffär verwéckelt sinn. A géint déi kéint d'CSSF dann näischt ënnerhuelen.

Bréissel ass duerfir net mat der Restriktioun am Lëtzebuerger Gesetz averstanen a verlaangt, datt d'Kontrolleure vun der Finanzplaz iwwerall a bei jiddwerengem aktiv kënne ginn, wann e Verstouss géint d'Regele vun der Direktiv „Abus de marché“ virläit.

Mä domat ass et nach net gedoen. Och d'Kompetenz, déi de Lëtzebuerger Législateur der CSSF ginn huet, fir Sanktiounen auszespriechen, geet der Kommissioun net wäit genuch. Wuel heescht et an hirer Direktiv, datt d'CSSF nëmmen administrativ Strofe verhänken däerf, datt dat awer ëmmer dann ze geschéien huet, wann iergendee Verstouss géint d'Dispositioune vun där Direktiv festgestallt ginn ass. Doraus hat de Lëtzebuerger Législateur bei der Ëmsetzung viru véier Joer - ëmmer an der Logik, datt d'CSSF net iwwer hiren direkte Wierkungskrees erauszegoen huet - e Verstouss géint d'professionell Verflichtunge vun de Finanzopérateure gemaach, wat de Bréisseler erëm ze restriktiv an eben net konform mat der Direktiv ass.

Bei dësem Gesetzesprojet geet et elo dodrëm, deene Bréisseler ze follegen an eist Abus-de-marché-Gesetz vun 2006 entspriechend ëmzeänneren. Domat hätte mir un a fir sech och weider kee Problem, wann do net déi Retizenze wieren, déi schonn deemools derzou gefouert haten, datt mir, notamment op d'Dirängele vum Statsrot, Ofstrécher bei der Ëmsetzung gemaach haten. Mir hänken hei nämlech alt erëm eng Kéier an engem Konflikt, an deem mir all Kéier da landen, wann et ëm d'Kompetenze vun den Opsiichtsgremië geet, déi am Laf vun der Zäit e bësschen iwwerall entstane sinn an déi ëmmer méi Zoustännegkeeten an och ëmmer méi Awierkungsméiglechkeete kritt hunn.

Ob et sech elo ëm d'CSSF oder d'Assurancëkommissariat, ëm den ILR oder ëm d'Dateschutzkommissioun handelt, bei hinnen all stellt sech ëmmer erëm op en Neits d'Fro, wéi wäit dann elo hir Befugnisser goen däerfen. Schliesslech ass an engem Rechtsstat wéi eisem säit jeehier d'Zesummeliewen an d'Organisatioun vun der Gesellschaft duerch Gesetzer geregelt. An deenen hir Anhalung gëtt vun der Justiz kontrolléiert an eventuell sanktionéiert. Do stellt sech dann d'Fro, a mir hunn eis eréischt gëschter am Zesummenhang mam ILR erëm eng Kéier mat där Fro hei befaasst - kënnt Der Iech erënneren? -, wou do d'Plaz vun deene genannte Kontrollinstanzen ass, déi net nëmme Regelen opstellen, mä och nach Boussen an aner Sanktiounen ausdeelen, wann déi Regelen net agehale gi sinn.

Et ass duerfir kee Wonner, datt de Statsrot all Kéier en Hoer an der Zopp fënnt, wann et ëm déi „watchdog bodies“ geet, déi mir, wéi hir Bezeechnung et scho seet, aus dem angelsächsesche Recht iwwerholl hunn an déi net esou richteg mat eisem laténgesche Recht ënner een Hutt ze brénge sinn. D'Bedenke sinn ëmsou méi grouss, well sech d'Regele vun deene Wuechthënn quasi als Complément un déi normal Gesetzgebung uschléissen an d'Distinctioun tëschent deene Verstéiss, déi vun enger Surveillance sanktionéiert kënne ginn, an deenen, déi virun e Geriicht gehéieren, net ëmmer ganz einfach ass.

Dat war och den Haaptgrond, firwat eise Statsrot schonn 2006 seng Problemer mat dem Abus-de-marché-Gesetz hat a firwat hien elo bei der Nobesserung nach eng Kéier à charge koum an d'Finanzkommissioun dozou ugehalen huet, senge Bedenke Rechnung ze droen an Amendementer zur éischter Versioun vun dësem Text ze maachen.

Zwou Froen hunn de Statsrot besonnesch beschäftegt: Éischtens, wéini ass d'CSSF kompetent a wéini huet dat normaalt Geriicht aktiv ze ginn? An zweetens, wéi kann ee verhënneren, datt en Delinquent zweemol fir deeselwechte Verstouss, an zwar eng Kéier vun der CSSF an dann nach eng Kéier vum normale Geriicht, geklaakt ka ginn, wat natierlech géint den hellege Rechtsprinzip vum non bis in idem verstousse géif?

No etlechem Hin an Hier gouf déi Trennlinn elo zimlech genee, an zwar esou gezunn: Wann den Abus de marché eendeiteg op eng bedréieresch Manipulatioun zréckgeet, där hiert Zil et war, sech selwer oder anerer ze beräicheren, dann huet een et mat engem sougenannten „dol spécial“ ze dinn, an da gehéiert d'Affär virun d'Geriicht. Handelt et sech awer nëmmen ëm eng Noléissegkeet oder eng Onvirsiichtegkeet, da kann d'CSSF selwer aktiv ginn. Am Zweifelsfall gëtt d'CSSF, wa se jo op eppes gestouss ass, den Dossier un de Parquet weider, deen ees wéi ees an d'Bild gesat gouf selbstverständlech, fir datt ëmmer nëmmen eng Instanz befaasst ass, an net der zwou zugläich, woumat dann och dem Prinzip vum non bis in idem respektéiert wier.

Esou eng Komplementaritéit tëschent zwou verschiddenen Autoritéite setzt natierlech an der Praxis eng enk Zesummenaarbecht viraus. Déi gëtt dann och mat dësem Gesetz am Detail geregelt, fir eventuelle Reiwereien tëschent Geriicht an CSSF aus de Féiss ze goen.

Ech brauch net op déi sëllechen Eenzelheeten anzegoen, déi vun dësem Gesetz och nach geregelt ginn. Ob et elo ëm d'Definitioun vun deem dacks am Finanzjargon gebrauchtene Begréff „émetteur“ geet oder ëm grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht vun der CSSF mat hire Konterparten am Ausland. Ech brauch och weider net op déi aner Avisen, dee vun der Chambre de Commerce an dee vum Ordre des Avocats anzegoen, well deene béiden hiren Observatiounen ass bei der Endfaassung vum Text vun der Finanzkommissioun Rechnung gedroe ginn.

Här President, erlaabt mer awer nach zum Ofschloss eng Bemierkung lasszeginn, déi als guttgemengte Recommandatioun ze verstoen ass. Ech hunn éineschters gesot, datt et ëmmer erëm zu Reiwereie kënnt, wann et ëm de Kompetenzberäich vun den Iwwerwaachungsgremië geet, déi mir aus dem angelsächsesche Recht iwwerholl hunn an deenen hir Origine op de Prinzip vum „self-control“ zréckgeet, wat dann och zum Beispill erkläert - wat wahrscheinlech wéineger vun Iech souguer wëssen -, firwat eng CSSF net vum Stat, mä vun deene finanzéiert gëtt, déi si ze kontrolléieren huet, nämlech vun de Banken an deenen anere Finanzopérateuren.

Fir deem éiwege Gedeessems iwwert d'Zoustännegkeet vun deenen Autoritéiten en Enn ze maachen, musse si géint déi normal Geriichtsbarkeet ofgegrenzt ginn. Duerfir wier et vläicht net dernieft, iwwer e spezielle Statut vun deene Gremien nozedenken a vläicht där hir Verankerung an der Verfassung virzegesinn, wéi et och gëschter schonn op dëser Tribün an enger Bemierkung vum Minister Biltgen ugeklongen ass.

Ech kéint mer zum Beispill en Zousaz zum Artikel 108bis iwwert d'Établissements publics virstellen, zu deenen eis méi oder wéineger onofhängeg Kontrollinstanze jo gehéieren. Nach besser wier awer, a mengen Aen, en extrae Paragraph an eiser Constitutioun fir déi „watchdog bodies“, mat deem deenen hire Statut definitiv gekläert géif.

Dat gesot, wëll ech de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Finanzkommissioun an hire Mataarbechter Merci fir hiren Asaz soen an lech an hirem Numm och bieden, dësem Gesetzesprojet Är Zoustëmmung ze ginn. Déi vun der CSV-Fraktioun ass him elo scho sécher.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Lucien Thiel. Elo kritt d'Wuert den Här Xavier Bettel.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wëll am Kontext vum Projet de loi 6081, dee mer haut elo wäerte stëmmen, fir d'Éischt dem Här Thiel e grousse Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport, an awer och dem Här Wolter an dem Här Frieden Merci soen. Firwat? Well ech muss Iech soen, Här President, wann den Text, deen déposéiert ginn ass, dee wier, dee mer haut misste stëmmen, dann hätt eis Fraktioun deen net gestëmmt. An ech wäert och erklären, firwat. Ech mengen, gëschter ass d'Madame Brasseur schonn an den Detail agaangen iwwer e Prinzip, dee mer am Moment zu Lëtzebuerg hunn, vun der extrajudiciairer Sanktioun, déi sech e bësse generaliséiert.

Mir hunn déi lescht Joren ëmmer scho gesot, datt d'Qualitéit vum OPJ ëmmer méi breet ginn ass. D'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn ëmmer méi Leit kritt an deem Land, wat normalerweis jo am Ufank eng Qualitéit sollt si vun engem Polizist, ab initio, ganz am Ufank, dee sollt selbstverständlech dann och Enquêtë maachen. An do gëtt et jo den APJ an den OPJ bei der Police. Am Moment si mer amgaangen, ëmmer méi OPJen hei am Land ze kreéieren. Op där anerer Säit si mer ëmmer amgaang... Viru kuerzem hat ech d'Geleeënheet, mam Här Bauler an der Commission de l'Économie beim Här Bodry ze sëtzen, wou et iwwert d'Konkurrenz gaangen ass a wou mer och gesinn hunn, datt ëmmer méi Infraktiounen an Amendë vun administrativen Administratiounen oder Organer gesprach kënne ginn.

Mir sinn eis eens, an engem Rechtsstat, Här President, datt d'Separatioun tëschent dem Pouvoir exécutif an dem Pouvoir judiciaire muss bestoe bleiwen an datt déi och muss garantéiert ginn. Et kann net sinn, datt de Pouvoir exécutif ëmmer méi... Well och, wann ee sech da freet: Déi Institutiounen, sinn déi éischter judiciaire oder sinn déi ënnert dem Pouvoir exécutif gebonnen, esou wéi déi verschidden Organisatiounen an Instanzen, déi mer hei kucken, zum Beispill d'CSSF? Wou ass dat? Wien ass do de responsabelen administrative Chef? Ass et de Ministère? Si se indépendant? Dat si Froen, déi ee sech wierklech misst stellen.

An ech mengen, esou wéi den Här Thiel och hei insistéiert huet, ech hu wierklech

probéiert, Här Thiel, dat elo richteg ze maachen, dass mer eng Motioun hei déposéieren als Fraktioun vun der Demokratescher Partei, wou mer wierklech och soen, dass mer mussen oppassen, a mir wäre frou, wann d'Regierung eng Analys géif maache vun de Compétences judiciaires attribuées à certains établissements publics ainsi qu'à certaines administrations à la lumière des préceptes de la séparation des pouvoirs.

Sou wéi gëschter schonn d'Madame Brasseur hei insistéiert huet beim ILR, menge mir, dass et immens wichteg ass, dass mer emol eng Kéier gesot kréien, wéi vill där Administratiounen et gëtt, wéi déi schaffen an - virun allem - wat déi vu Sanktioune kënne spriechen. Mir gesinn nämlech, ech hunn Iech virdru gesot, beim Texte initial hätte mer missen Nee soen. Den Texte initial wor, dass am Fong d'CSSF konnt d'Sanktioune spriechen, an et ass duerch d'Aarbecht an der Kommissioun, duerch Avisen, déi mer kritt hunn, an och dem Rapporteur seng Positioun, dass elo de Parquet am Fong décidéiert bannent dräi Deeg - e kuerzen Délai -, ob hie selwer sech eng Affär opmécht oder ob d'CSSF soll sech drëms këmmeren.

Et kann net sinn, dass eng CSSF, esou wéi den Text am Ufank virgesinn huet, selwer am Fong konnt décidéieren, ob si eng Affär weidergeleet hätt, oder ob si selwer eng Amende administrative hätt kënne spriechen.

Da kréien ech gesot: „Jo, mä am Rechtsstat hei zu Lëtzebuerg, Här Bettel, gëtt et jo nach den Tribunal administratif an d'Cour administrative, an déi hunn awer nach ëmmer d'Méiglechkeet, vis-à-vis vun enger Amende administrative kënnen dat ze briechen." Certes! Mä mir sinn eis eens: En Délit d'initié ass dès le départ normalerweis jo e Fait pénal, a ganz vill Saache si Fait pénal, an do ass et net um Tribunal administratif oder un der Cour administrative Juge correctionnel ze ginn an do ze kucken, wat d'Circonstances atténuantes sinn, wéi e Fait pénal do ass, ob e ginn ass, ob et e Commencement d'exécution - wéi, wat a wou. Dass mer eis eens sinn: Dat kann an deem Land net esou sinn.

Mir si frou, dass dowéinster den Untersuchungsriichter elo dès le départ eng wichteg Roll huet, dass de Parquet eng wichteg Roll huet, an dass déi zesumme musse schaffen.

Wann d'Volontéit vun der Regierung ass, dass ëmmer méi Administratioune Pouvoire kréie vun de Geriichter, well se mengen, dass et op de Geriichter ze lues geet, ass et keng Alternativ. Mir als Demokratesch Partei insistéieren, fir dass d'Séparation des pouvoirs hei Garant gëtt. Et ass net u verschidde Beamten hei Riichter ze spillen a Sanktioune kënnen ze prononcéieren. Et ass nach ëmmer un de Geriichter ze kucken, ob d'Gesetzer applizéiert ginn oder net.

Här President, hei sinn dräi Ënnerschréften am Moment: vun der Madame Brasseur - well se och gëschter schonn iwwert de Sujet jo hei diskutéiert huet -, vum Här Etgen a vu mir selwer, an et sinn der dräi drop. Wann nach aner Fraktiounen domadder kënne liewen, dass een einfach seet, dass ee soll eng Kéier d'Regierung froen, dass ee kuckt, wat et gëtt, an eis dat och eng Kéier presentéiert an der Kommissioun, wäre mer ganz frou, wann déi kéint hei ugeholl ginn.

An dann, esou wéi ech et scho virdru gesot hunn...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Wann dat drasteet, wat Der sot, Här Bettel, da kënne mer se…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, wann Der se net esou verstitt, da kënne mer nach ëmmer dat eent oder dat anert änneren. Mä et geet awer...

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV).*- Mir wëlle jo an Harmonie hei vunenee goen.

Plusieurs voix.- Oh!

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et geet selbstverständlech awer an déi Richtung. An ech mengen, Här President, esou wéi den Här Schiltz elo just gesot huet, dass mer haut en harmoneschen Dag sollen hunn. Mir hätten déi Harmonie gebrach, wann dës Kommissioun net den Text esou geännert hätt, wéi en elo gestëmmt ka ginn. A selbstverständlech wäert dann och, fir déi Harmonie ze respektéieren, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dëse Projet de loi stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi N°6081 portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché);

- relevant l'article 5 dudit projet de loi prévoyant à l'article 33 paragraphes 3 et 4 de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché que «la Commission [Commission de surveillance du secteur financier] peut prononcer une amende d'ordre de 125 à 25.000 euros contre ceux qui font obstacle à l'exercice de ses pouvoirs de surveillance et d'enquête, qui ne donnent pas suite à ses injonctions ou qui lui auront sciemment donné des informations inexactes ou incomplètes» et que «si les indices peuvent justifier l'ouverture par la Commission d'une procédure administrative susceptible d'aboutir à l'imposition d'une amende au titre des paragraphes 1 ou 3, elle en informe le Procureur d'État [...]»;

- notant que de ce fait l'on procède à une juridicisation d'un établissement public en lui conférant le pouvoir de prononcer des sanctions administratives;

- soulignant qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé où l'on octroie des compétences judiciaires à un établissement public ou une administration;

invite le Gouvernement à

- analyser les compétences judiciaires attribuées à certains établissements publics ainsi qu'à certaines administrations à la lumière des préceptes de la séparation des pouvoirs.

(s.) Xavier Bettel, Anne Brasseur, Fernand Etgen.

(La motion n'ayant porté que trois signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. André Bauler, Mill Majerus et Lucien Thiel.)

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Soss hunn ech keen agedroene Riedner méi. An de Finanzminister wëllt och näischt méi weider zu deem Text soen. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6081 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6081 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par M. Mill Majerus), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6130 iwwert d'Steieren. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech just ageschriwwen den Här Etgen. D'Wuert huet elo...

(Interruption)

Den Här Etgen.

Une voix.- Dee kënnt Der bifféieren.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Et gëtt kee méi de Mëtteg gestrach.

Une voix.- Den Här Etgen géif gär gestrach ginn.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Duerfir kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

7. 6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, Uerteeler vun dem Europäesche Geriichtshaff maache vun Zäit zu Zäit Ëmännerungen an eiser Steiergesetzgebung néideg. Dat ass och bei dem Gesetzesprojet vun haut de Fall. Mir goufen am Abrëll 2009 vun der Europäescher Kommissioun mat enger Mise en demeure opgefuerdert, fir eis Gesetzgebung am Beräich vun der Besteierung vun den Non-résidants ze änneren. Si verstéisst op bestëmmte Punkte géint de Gemeinschaftsprinzip vun de fräien Déngschtleeschtungen, also der Libre prestation de service.

Non-résidants am Sënn vun der Steiergesetzgebung si Leit, déi, wéi d'Wuert et seet, net hei am Land wunnen, awer zu Lëtzebuerg steierflichteg Revenuen hunn. Een Uerteel vun dem Europäesche Geriichtshaff an enger Affär Gerritse aus dem Joer 2003 huet festgehal, dass d'steierflichteg Akommesse vu sougenannten Non-résidants wuel kënne mat engem forfaitairen Taux besteiert ginn, mä an dësem Fall däerf d'Steierbelaaschtung net méi héich ze sinn, wéi wann den normale Steierbarème géif applizéiert ginn, an zwar op dem entspriechende Revenu, wou een déi iewescht Limite vun der steierbefreiter Akommestranche - dat ass de sougenannte Minimum vital exhonéré - derbäizielt.

Här President, dat kléngt vläicht e bësse méi komplizéiert, mat engem Beispill versteet een dat awer méi einfach. Eng Persoun, déi zu Arel wunnt an zu Stengefort en Appartement verlount, kritt do 10.000 Euro d'Loyer d'Joer. Wann déi Mieteinnahm dat eenzegt Akommes duerstellt, wat déi Persoun hei zu Lëtzebuerg huet, da muss se geméiss der aktueller Gesetzgebung hei am Land dorops 1.500 Euro Steiere bezuelen. Dat aktuellt Gesetz gesäit nämlech an dësem Fall vir, dass am Prinzip no dem Steierbarème vun der Steierklass 1 besteiert gëtt, ouni dass awer de Steiertaux däerf ënner 15% falen.

No der Gesetzesännerung, déi mir mat dësem Projet de loi um Niveau vum Akommessteiergesetz maachen, gëtt d'Steierbelaaschtung an dem virgenannte Beispill gerechent no dem Steierbarème op engem hypothetesche Montant vun 10.000 Euro Loyer plus dem sougenannte Minimum vital exhonéré, dat heescht dem steierbefreiten Héchstbetrag vun 11.265 Euro, wat insgesamt 21.265 Euro duerstellt. Geméiss dem Steierbarème falen hei an der Steierklass 1 1.224 Euro un. Duerch d'Gesetzesännerung géif an dësem Beispill déi betreffend Persoun deemno 276 Euro manner Steiere musse bezuelen.

Dëse System gëtt elo agefouert um Niveau vun dem Artikel 157 an 157bis vum Akommessteiergesetz, op deene Revenuen, déi net no dem System vun enger sougenannter Retenue à la source besteiert ginn. An der Praxis betreffen deemno d'Ëmännerungen duerch dëse Gesetzesprojet haaptsächlech Revenue vun Non-résidants, déi mat enger Immobilie hei am Land zesummenhänken. Dës ginn a verschidde Fäll, wéi virdrun illustréiert, méi favorabel besteiert. Mä de Steierausfall fir eist Land ass insgesamt awer minim, well déi Situatiounen, wou sech den neie System méi favorabel weist, der sinn, wou d'Revenuen, déi zu Lëtzebuerg ze besteiere sinn, relativ niddreg sinn.

Hätt an deem virgenannte Beispill déi betraffe Persoun vun Arel net 10.000 Euro Mieteinnahmen zu Lëtzebuerg, mä zum Beispill 20.000 Euro gehat, dann hätt d'Gesetzesännerung, iwwert déi mir haut ofstëmmen, an der Praxis keen Impakt. An deem Fall wär nämlech d'Steierbelaaschtung op engem theoreteschen Akommes vun 31.000 Euro, dat heescht Mieteinnahme plus de Minimum vital exhonéré, méi héich wéi einfach de forfaitairen Taux vu 15% op de Loyeren, esou wéi et haut am Gesetz steet. Et wär also kee Steierausfall am Verglach zum Ist-Zustand vun eiser Législatioun.

Här President, de Gesetzesprojet gesäit nach eng drëtt Modifikatioun vum Akommessteiergesetz vir. Dëst betrëfft méi genee d'Konditiounen, wouduerch déi sougenannt Non-résidants fir hir steierflichteg Revenuen zu Lëtzebuerg d'selwecht besteiert gi wéi d'Résidenten. Bis elo ass d'Regel esou, dass een Non-résidant, dee méi wéi 90% vu sengem gesamte professionellen Akommes hei am Land erwirtschaft, kann en Untrag un d'Steierverwaltung stellen, fir d'selwecht besteiert ze ginn, wéi wann en hei am Land géif wunnen. An deem Fall huet déi Persoun, jee no Familljesituatioun, Recht op d'Steierklass 2 mat dem Benefiss vum sougenannte Splitting a kann doriwwer eraus och nach seng Sonderausgabe wéi zum Beispill Assurancëprimen oder Scholdzënse grad wéi déi verschidde Steierrabattementer vu sengem versteierbaren Akommes hei am Land ofsetzen.

An dem Gesetzesprojet gëtt awer elo net méi dat professionellt Akommes als Referenz geholl, mä dat Gesamtakommes vun der betraffener Persoun. An der Praxis bedeit dat, dass eng Persoun, déi zum Beispill eng kleng Rent an hirem Heemechtsland bezitt, loosse mer soen 12.500 Euro d'Joer, mä hei am Land gréisser Mieteinnahmen hätt, zum Beispill 125.000 Euro d'Joer, da kann dës Persoun op hirem besteierbaren Akommes, wat si hei am Land erwirtschaft, esou besteiert ginn, wéi wa se hei usässeg wier.

Ëmgedréit verléiert awer duerch dës Gesetzesännerung de Benefiss vun der sougenannter Assimilatioun déi Persoun, déi zwar hiert professionellt Akommes zum Beispill zu 100% hei am Land géif bezéien, mä derniewent nach Akommes, zum Beispill Loyeren, an hirem Heemechtsland hätt, déi méi wéi 10% vun hirem Gesamtakommes ausmaachen. An dësem Fall géifen nämlech net méi 90% vun dem Gesamtakommes vun der betraffener Persoun hei zu Lëtzebuerg realiséiert ginn.

Wat déi effektiv Steierlaascht op de Lëtzebuerger Revenuen ass, hänkt awer am Endeffekt dovunner of, wat déi sougenannt Duebelbesteierungsofkommes soen,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

dat heescht, déi d'Besteierungsrecht tëschent deenen zwee Länner op deene verschidden Akommesaarte vun engem Steierflichtege regelen.

Déi dräi Gesetzesännerungen, déi de Projet de loi virgesäit, spille scho fir dat lafend Steierjoer 2010. Et ass selbstverständlech keng Retroaktivitéit, well d'Besteierung vun 2010 jo eréischt d'nächst Joer gemaach gëtt.

Här President, de Statsrot louch a sengem Avis zu dësem Gesetzesprojet wuel richteg, andeem e bemierkt huet, dass d'Steiergesetzgebung, besonnesch déi vun den Non-résidants, duerch déi regelméisseg Gesetzännerungen net onbedéngt méi einfach gëtt.

Mä mir mussen awer dës Upassung maachen, fir der europäescher Rechtsspriechung gerecht ze ginn.

Well et an dësem Fall och nach eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun gouf, musse mir och nach séier handelen.

(Interruption)

Esou Situatiounen, Här Bettel, ginn et awer net nëmme regelméisseg bei eis am Land, mä och an anere Memberstate vun der Europäescher Unioun.

Wat de Fong ubelaangt, ass de Statsrot mat de Gesetzesännerungen d'accord. Datselwecht zielt iwwregens och fir d'Chambre des Salariés, d'Handwierkerkummer an d'Chambre de Commerce, déi alleguer dëse Gesetzesprojet favorabel aviséiert hunn.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Bericht, deen d'Finanzkommissioun de leschte Freideg iwwregens eestëmmeg ugeholl huet an der Chamber recommandéiert, fir dëse Projet de loi ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech an Harmonie Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gilles Roth. Dat war wéi ëmmer ganz komplett, sou datt souguer de Finanzminister näischt méi derbäizefügen huet. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6130 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6130 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Raymond Weydert), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

8. 6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) (suite)

Elo misste mer nach eng Kéier op déi Motioun zréckkomme vum Här Xavier Bettel, déi entre-temps un all Member hei aus dem Haus ausgedeelt ginn ass. Dozou freet d'Wuert den Här Jean-Louis Schiltz.

Motion 1

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Här President, ech géif proposéieren, datt mer deen drëtten an dee véierte Considérant sträichen. Ech kann Iech elo eng laang Explikatioun ginn, firwat ech dat mengen. Mä wann déi ewech wären, da kéinte mer se stëmmen!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- An ech hu guer kee Problem. Wéi gesot, ech hunn et vergiess dranzeschreiwen, mä wann déi Resultater bis do sinn, selbstverständlech froe mer, fir dass d'Regierung se eis och communiquéiert.

M. Jean-Louis Schiltz *(CSV)*.- Cela va sans dire!

(Interruptions)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi n°6081 portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché);

- relevant l'article 5 dudit projet de loi prévoyant à l'article 33 paragraphes 3 et 4 de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché que «la Commission [Commission de surveillance du secteur financier] peut prononcer une amende d'ordre de 125 à 25.000 euros contre ceux qui font obstacle à l'exercice de ses pouvoirs de surveillance et d'enquête, qui ne donnent pas suite à ses injonctions ou qui lui auront sciemment donné des informations inexactes ou incomplètes» et que «si les indices peuvent justifier l'ouverture par la Commission d'une procédure administrative susceptible d'aboutir à l'imposition d'une amende au titre des paragraphes 1 ou 3, elle en informe le Procureur d'État [...]»;

invite le Gouvernement à

- analyser les compétences judiciaires attribuées à certains établissements publics ainsi qu'à certaines administrations à la lumière des préceptes de la séparation des pouvoirs.

(s.) Xavier Bettel, André Bauler, Anne Brasseur, Fernand Etgen, Mill Majerus, Lucien Thiel.

M. le Président.- Gutt, d'Harmonie geet virun.

(Hilarité)

Ech kann déi ëmgeännert Motioun zum Vote stellen.

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord? Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. An domadder wär dann och déi Motioun ugeholl.

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech der Proposition de loi 5667 iwwert d'Cour des Comptes. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet sech bis elo kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

9. 5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Anne Brasseur *(DP), rapportrice*.- Här President, ech hoffen dann an der Harmonie virunzefueren, andeem ech just wëll rappeléieren, dass et sech hei ëm eng Proposition de loi vum honorabelen Här Grethen handelt, deen déi als President vun der Budgetskontrollkommissioun sengerzäit déposéiert hat, fir e puer Modifikatiounen um Gesetz vun 1999 iwwert d'Cour des Comptes virzehuelen. Dat sinn dräi Ännerungen.

Dat Éischt ass d'Adaptatioun vun der Terminologie. Dat Zweet, dat sinn Adaptatioune wéinst der Procédure oder Prezisioune vun der Procédure. An dat Drëtt, dat sinn Adaptatioune wéinst dem Personal, besonnesch wat de Mandat vun de Membere vun der Cour ubelaangt a wat d'Qualifikatioun vun de Mataarbechter ubelaangt.

Dat sinn déi Haaptännerungen. D'Detailer dovu stinn am Rapport, deen ech am Numm vun der Kommissioun gemaach hunn, an d'Kommissioun huet deen à l'unanimité ugeholl.

Et huet leider e bësse laang gedauert, bis en hei op den Ordre du jour komm ass, well dëse Projet de loi an den Dédalë vun der Prozedur hänke bliwwen ass. A mir missten eng Kéier iwwert d'Proposition de loi nach eng Kéier e klärend Wuert schwätzen, dass dat mat anere Propositions de loi net méi esou virkënnt.

Här President, mä ech géif da mat de Membere vun der Kommissioun, deenen ech wëll Merci soen, wéi och dem Sekretariat vun der Kommissioun an de Mataarbechter vun der Cour des Comptes wëll ech och Merci soen, géif ech da wëllen der Chamber recommandéieren, déi heite Proposition de loi unzehuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. Vu datt soss keng aner Wuertmeldung do ass, kéime mer dann direkt zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi 5667 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Mill Majerus), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Thiel), Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

10. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo um Enn vun der leschter öffentlecher Sitzung vun dëser Sessioun ukomm. Ech wëll dofir vun der Geleeënheet profitéieren, fir e kuerze Réckbléck op déi vergaange Méint ze maachen a gläichzäiteg en Ausbléck op déi Méint, déi virun eis stinn.

Fir d'Éischt emol e puer Zuelen: Mir haten an der Sessioun 2009/2010 45 öffentlech Sitzungen. D'Chamberskommissioune sinn an dëser Sessioun bis elo net manner wéi 582-mol zesummekomm. Et goufen 58 nei Projets de loi déposéiert a 95 Projets de loi goufe gestëmmt. Ausserdeem goufe 97 Propositions de loi evakuéiert.

Dësen héije Chiffer huet allerdéngs virun allem domadder ze dinn, datt déi Gesetzespropositiounen, déi scho laang um Rôle vun der Chamber waren, nach emol ënnert d'Lupp geholl goufen an zum Deel zréckgezu gi sinn, well se iwwerholl waren. Et kéint een esou soen, wéi wann hei eng grouss Botz gemaach gi wär. Ech weess allerdéngs och, datt et am Moment nach eng Rei Interpretatiounsschwieregkeete gëtt, wat dës nei Prozedur betrëfft.

Am Moment sinn och nach eng Kéier d'Presidentekonferenz an d'Reglementskommissioun amgaangen, sech iwwert d'Prozedur vun de Gesetzespropositioune Gedanken ze maachen, wou et, wéi gesot, eng Rei vun Interpretatiounsschwieregkeete gëtt. An ech hoffen, datt mer spéitstens fir d'Rentrée dës Problemer aus dem Wee geraumt hunn.

Fir nach kuerz bei de Statistiken ze bleiwen, halen ech fest, datt d'Chamber 15 Aktualitéitsstonnen, 7 Heures de questions un d'Regierung a 14 Débats d'orientation hat.

Et goufe bis elo 592 parlamentaresch Froen un d'Regierung gestallt. Bei de parlamentaresche Froe kommen ech allerdéngs net derlaanscht, Kritik un d'Regierung ze riichten, wat hir Beäntwertung ugeet.

(Brouhaha)

Ech muss leider feststellen, datt et ëmmer méi Froe gëtt, déi guer net, mat grousser Verspéidung an op eng deelweis lapidar Aart a Weis beäntwert ginn. Ech fannen, datt dëst kee gudde Stil ass, well et mir hei e bësselchen u Respekt vun der Regierung virun der Chamber feelt; an op dësem Plang kann a muss d'Regierung sech sécherlech nach verbesseren.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech géif dofir nach eng Kéier en Appel haut maachen, fir datt an Zukunft déi parlamentaresch Froen no Méiglechkeet méi schnell an haaptsächlech och méi konzis géife beäntwert ginn. Ech wäert dann och an Zukunft net méi esou gedëlleg sinn, wat d'Délaie betrëfft, an deenen d'Froe beäntwert musse ginn, a wäert deemno och net zécken, déi eng oder aner Kéier eng Verlängerung vun dësem Délai ofzelehnen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat éischt Joer an där neier Legislaturperiod ass sécher net nëmmen an Zuelen ze résuméieren. Wann ech de Bilan vun der leschter Sessioun zéien, da kann ech soen, datt ech zefridde sinn. Et ass vill a gutt Aarbecht an dësem Haus geleescht ginn.

Ech si virun allem och frou, datt d'Parlament prett ass fir déi europäesch Erausfuerderungen. D'Chamber huet sech net méi spéit wéi gëschter eng nei Prozedur ginn am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip vun den europäeschen Initiativen um legislative Plang. Mir hunn déi Prozedur gëschter mat enger grousser Majoritéit ugeholl. Si ass ab haut en vigueur an elo am Reglement vun der Chamber verankert.

Domadder huet d'Chamber d'Recht, fir aktiv um legislative Prozess vun der Europäescher Unioun matzeschaffen, wat eng vun deene gréissten Innovatioune vum Lissabonner Vertrag ass. Dat ass quasi eng Mini-Revolutioun an der Demokratiséierung vum legislative Prozess an Europa.

D'Chamber gëtt an hirer Roll als nationaalt Parlament gestäerkt an ass prett, fir déi Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Dat ëmsou méi, well eis Stëmm elo genausou vill zielt, wéi déi vum däitsche Bundestag oder der franséischer Assemblée Nationale. Mir mussen allerdéngs elo dës nei Prozedur mat Liewen erfëllen. Deemno ass jiddwereen hei am Haus gefuerdert, net nëmmen déi aussepolitesch Kommissioun, mä all d'Kommissiounen.

Dobäi ginn och déi sozial an ekonomesch Acteuren hei am Land mat agebonnen. Sou hu mir mam Conseil économique et social, de Beruffs- a Salariatsvertrieder eng Plate-forme d'information kreéiert. Europa fléisst ëmmer méi an déi dagdeeglech Aarbecht vu jiddwerengem eran. Mir hunn et an de leschte Méint a Jore fäerdeg bruecht, fir déi europäesch Froen zu engem Bestanddeel vun der nationaler Politik ze maachen. Ech sinn op jidde Fall iwwerzeegt, datt eist Haus mat där neier Prozedur an eise kompetente Mataarbechter gutt opgestallt ass, fir dësen neien europapoliteschen Erausfuerderungen entgéintzekucken.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, an den nächste Woche schaffen d'Kommissioune weider drun, d'Rentrée am Hierscht ze preparéieren, an et wäert also elo bis an den August eran a vun ufanks September u vill Aarbecht hei geleescht ginn. Fir den Hierscht wäerte Moossname fir d'Krisebekämpfung an d'Sanéierung vun eisen öffentleche Finanzen och fir dëst Haus absolut Prioritéit hunn. Mir mussen eist Land esou opstellen, datt mer och weider an deenen nächste Joren deen héije Liewensstandard kënnen halen an domadder eise Kanner a Kandskanner eng geséchert Zukunft hei zu Lëtzebuerg kënne garantéieren. Dofir ass et wesentlech, datt mer an deene fundamentalen Dossieren elo déi richteg Äntwerten op déi fir d'Zukunft wesentlech Froe wäerte fannen.

Ech muss lech soen, datt ech net onzefridde sinn, wéi an deene leschte Méint d'Chamber, iwwert déi verschidde Kommissiounen, vun der Regierung iwwert d'Gespréicher an der Tripartite an déi domadder verbonne Krisemoossnamen agebonne ginn ass. An ech si frou, datt de Statsminister a senger Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun versprach huet, d'Chamber enk an deenen Diskussiounen, déi am Hierscht mat de Sozialpartner wäerte stattfannen, och erëm anzebannen.

Ech mengen allerdéngs, datt mir eis eens sinn, datt all déi Mesuren, déi schonn ëmgesat si respektiv an deenen nächste Wochen a Méint sollen diskutéiert ginn, nëmme wäerte Sënn maachen, wann et gläichzäiteg zu substanzielle Spuermesuren um Niveau vun de Fonctionnementskäschte vum Stat wäert kommen. Dofir sinn ech dann och frou, datt dëst Haus, zesumme mat deenen eenzelne Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten, sech substanziell un dësem Spuereffort bedeelegt.

Am Joer 2011 ginn am Ganzen 1.072.000 Euro hei am Haus an an de politesche Fraktiounen agespuert. Dëst ass fir mech e wichtegt Signal, wat mer domadder ginn, an ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir och heimadder deenen eenzelne Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten e grousse Merci auszedrécke fir hir Bereetschaft, sech un deem gesamte Spuereffort vun der Chamber ze bedeelegen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Europa a ganz besonnesch d'Europäesch Unioun geet am Moment am Fong duerch zwou Krisen, déi an deenen eenzelne Länner méi oder manner staark zougeschloen hunn. Op där enger Säit eng Wirtschafts- a Finanzkris, an op där anerer Säit och nach eng politesch Kris. Wirtschaftlech gesinn, huet et virun allem Griichenland erwëscht, mä och aner EU-Länner sinn amgaang, béis ze struewelen. Dofir proposéiert d'Europäesch Kommissioun eng Rei vu Moossnamen, ënner hinnen eng Ex-ante-Kontroll vun de Budgete vun de Memberlänner, fir hir d'Méiglechkeet ze ginn, am Virfeld vun der Diskussioun vun deene Budgeten eng Rei vu Recommandatiounen auszeschwätzen.

Ech hu perséinlech éischter e Préjugé favorable fir d'Initiativ vun der EU-Kommissioun. Allerdéngs, an dat wëll ech dann awer och kloer ënnersträichen, muss d'politesch Autonomie vun den nationale Parlamenter an der Budgetspolitik garantéiert bleiwen, an deem Sënn, datt déi definitiv Décisiounsgewalt iwwert déi national Budgeten a leschter Instanz bei den nationale Parlamenter bleift. Heiriwwer wäerte mer ënner anerem sécherlech an deenen nächste Méint méi oft d'Geleeënheet kréien, an där zoustänneger Chambers-kommissioun, awer och hei am Plenum ze diskutéieren.

Déi aner Kris, déi sech ëmmer méi an eenzelne Länner vun der Europäescher Unioun ausdehnt, ass eng politesch. Esou hu verschidde vun eisen direkten Noperen op déi eng oder aner Manéier schwéier politesch Momenter hanner sech, an ech ka mer virstellen, Verschiddener och nach viru sech. Eist Land steet am Moment, politesch gesinn, stabil do.

(Interruptions)

Dat ass grad elo an Zäite vun enger Wirtschafts- a Finanzkris vu gréisster Bedeitung. Dat Schlëmmst, wat engem Land a wirtschaftleche Krisenzäite ka passéieren, ass eng hausgemaachte politesch Kris, déi vill Energie beusprocht an domadder wäertvollt Asazpotenzial vun deenen eigentleche Problemgebidder ewechzitt.

Ech hat selwer d'Geleeënheet, a ville perséinleche Gespréicher am Ausland ze héieren, wéi wichteg datt grad déi politesch Stabilitéit fir potenziell auslännesch Investisseuren an eisem Land ass. Dofir ka besonnesch e klengt Land sech schwéierlech esou Krisen erlaben, well si riskéiere besonnesch am Ausland en irréparabelen Imageschued mat sech ze bréngen, well se nämlech dat vläicht wichtegst Kompetitivitéitsargument, nämlech d'politesch Stabilitéit, a Fro stellen.

Domadder sinn ech beim Bild, wat eist Land, och ganz besonnesch seng Institutiounen dobaussen ofginn, an do muss alles ënnerholl ginn, souwuel um Niveau vun der Regierung wéi vun der Chamber

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

wéi awer och vun deene concernéierte Kreesser, fir all negativ Aflëss ewechzehalen. Dofir ass et och net gesond, wann ëmmer erëm vun internationalen Institutiounen, wéi der OECD, dem GAFI, an an de leschten Deeg och dem GRECO, mam Fanger op eist Land gewise gëtt.

Dofir läit et mer och ganz besonnesch um Häerz, datt mer dee Rapport vum GRECO, dee sech un d'Regierung, awer och un d'Chamber an un d'politesch Parteie riicht, zu Häerz huelen an déi Recommandatiounen, déi do drastinn, schnellstméiglech, also spéitstens bis zum 31. Dezember ëmsetzen. Net, well et zu Lëtzebuerg géif Korruptioun ginn, mä well mir ganz besonnesch als Land an der Emsetzung vu Recommandatiounen, ob se elo vun der OECD, dem GAFI oder dem GRECO kommen, am Prinzip ëmmer sollen am Spëtzepeloton sinn.

Dofir huet d'Persidentekonferenz net méi spéit wéi de Moien e Bréif ugeholl, wou mir dem President vun der Institutiounskommissioun matdeelen, wéi d'Chamber gedenkt déi verschidde Recommandatiounen, déi si an dësem Rapport betreffen, ëmzesetzen, an ech mengen, domadder huet dëst Haus och schonn hei seng Hausaufgab gemaach. Ech hoffen, datt op där anerer Säit och déi verschidde politesch Parteie wäerten hir Propositioune bis zum Hierscht eraginn, esou datt bei der nächster Evaluatioun vum GRECO mir net méi bei deene schlechten, mä erëm bei deene bessere Schüler wäerte sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kënnt an den nächste Méint also vill Aarbecht op eis duer. Dofir gëllt et vun deenen elo e bësselche méi rouege Wochen ze profitéieren, fir eng gewëssen Distanz ze kréien, fir dann ausgerout a mat klorem Kapp a Geescht un déi sëllechen Erausfuerderungen, déi op eis zoukommen, souwuel europapolitescher wéi nationaler, erunzegoen.

Bei all deem, an dat hunn déi sëllech Visiten, déi ech an deene leschte Wochen a Méint gemaach hunn, mer ëmmer erëm gewisen, solle mer net vergiessen, datt et bei eis am Land ëmmer méi Mënsche gëtt, déi duerch déi sozial Netzer falen an op der Strooss landen. Ganz besonnesch, an dat muss eis alleguerten ze denke ginn, sinn ëmmer méi jonk Mënschen, déi vun Aarmut a sozialer Keelt betraff sinn, an dat zu engem groussen Deel ouni eegent Feelverhalen.

Et ass fir mech schwéierlech akzeptabel, datt an engem Land, wat trotzdeem ee vun deenen héchste Liewensstandarden huet, ëmmer méi jonk Mënschen op der Strooss an a soziale Strukturen, a leider och am Prisong zu Schraasseg landen, wou se manifestement net higehéieren. Ech weess, datt et keng einfach Antwerten op dës schwiereg Problematik gëtt, dach fillen ech mech perséinlech hei besonnesch beréiert an interpelléiert.

An ech géif dofir wëllen um Schluss vun eiser leschter Sitzung en Appel un eis alleguerte riichten, d'Regierung, d'Chamber, awer och d'Zivilgesellschaft dobaussen, datt mer eis an deenen nächste Wochen a Méint mat dëser Problematik ganz besonnesch auserneesetzen an zesummen alles drusetzen, fir Léisungen ze fannen, fir ze vermeiden, datt ëmmer méi besonnesch jonk Mënschen op der Strooss landen.

Dir Dammen an Dir Hären, ganz zum Schluss wëll ech dann op dëser Plaz e ganz häerzleche Merci un all d'Mataarbechter aus dësem Haus an aus deene verschiddene Fraktiounen a politesche Sensibilitéite soe fir hiren Asaz am Interessi vun der Chamber an hinne gläichzäiteg eng agréabel Vakanz wënschen, déi se brauchen, fir mat frëscher Energie hire villfältegen Aufgaben an deenen nächste Méint gerecht ze ginn. Iech alleguerten, an och ganz besonnesch de Membere vun der Regierung wënschen ech eng roueg, nodenklech an erhuelsam Vakanz, a freeë mech erëm, Iech alleguerte gesond a monter spéitstens am September erëmzegesinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.40 heures)

Sommaire des séances publiques N^os^ 43, 44 et 45

Communications page 596

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 596

Ordre du jour pages 596-598

6148 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;

4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;

5. le Code de la Sécurité sociale pages 598-606

6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle pages 606-611

6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation pages 611-613

6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,

- transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

- modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;

- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur pages 613-616

5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109e et 110e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007 pages 616-617

6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 618-620

6147 - Projet de loi

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail pages 620-627

6110 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;

B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;

C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire page 627

6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées pages 627-631

6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 631-632

6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne pages 632-634

6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents pages 634-635

6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux pages 635-636

5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce pages 637-640

Changement de dénomination de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications page 640

5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité pages 640-641

6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services pages 641-642

Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch pages 642-643

6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) pages 643-644
page 645

6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 644-645

5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes page 645

Discours de M. le Président pages 645-647

TABLE ANALYTIQUE 2009-2010

Compte rendu N°1

Clôture de la 2e session extraordinaire 2009 et ouverture de la session ordinaire 2009-2010 page 1

Composition des organes de la Chambre des Députés page 1

Octroi du titre honorifique de leur fonction à d'anciens députés page 1

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés pages 1-3

Discours de M. le Président pages 3-4

Ordre du jour pages 4-5

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le sommet du G20 à Pittsburgh pages 5-8

5980 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune et du Protocole y relatif, signés à Chisinau, le 11 juillet 2007

et

5992 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Géorgie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que du Protocole y relatif, signé à Luxembourg le 15 octobre 2007 pages 8-9

Communications pages 9-10

Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza» pages 10-11

Débat d'orientation sur les problèmes actuels et les perspectives d'avenir du secteur agricole pages 11-18

5865 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Démocratique Populaire Lao dans les domaines de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche, signé à Vientiane, le 16 octobre 2007 pages 18-19
page 21

5588 - Projet de loi portant
1. réglementation de quelques méthodes particulières de recherche
2. modification de certaines dispositions du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (Second vote constitutionnel) page 19
page 22

Question avec débat N°1 de M. Jean Colombera au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1 pages 19-21

5846 - Projet de loi sur la mise à disposition par les communes de main-d'œuvre aux sociétés de droit privé opérant dans le domaine de l'électricité et du gaz pages 22-29

5721 - Projet de loi portant approbation de l'Acte final de la Conférence internationale et de la décision de la Conférence sur la Charte de l'Énergie relative à l'amendement des dispositions commerciales du Traité sur la Charte de l'Énergie, adoptés à Bruxelles, les 23 et 24 avril 1998 page 29

Communications page 30

Ordre du jour pages 30-31

Dépôt d'une motion et d'une résolution par Mme Viviane Loschetter page 31

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 31

- Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 31-32

- Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances page 32

- Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 32

- Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 32-33

- Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé page 33

- Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARe» et «CARe plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 33

- Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 33-34

- Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 34

- Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 34-35

- Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 35

Ordre du jour page 35

6068 - Projet de loi
1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes
2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail pages 35-45

5856 - Projet de loi a) relatif à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, b) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et c) modifiant l'article 73 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 pages 45-49

Questions urgentes N°208 de M. Xavier Bettel et N°215 de M. Jean Colombera relatives à la campagne d'information sur les risques de la vaccination contre la grippe A (H1N1) pages 49-51

5928 - Projet de loi portant approbation du Traité de Singapour sur le droit des marques, fait à Singapour, le 28 mars 2006, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 22;

5929 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le droit des marques, fait à Genève, le 27 octobre 1994, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 17

et

5930 - Projet de loi portant approbation de l'Acte de Genève de l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, adopté à Genève, le 2 juillet 1999, ainsi que de son règlement d'exécution prévu à son article 24 pages 51-52

Ordre du jour page 52

Compte rendu N°2

Motion et résolution de Mme Viviane Loschetter relatives au 90e anniversaire du droit de vote féminin pages 53-54

Question urgente N°212 de M. André Hoffmann au sujet du plan social chez Villeroy&Boch pages 54-55

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur le bilan et les perspectives futures de la participation luxembourgeoise aux efforts de stabilisation et de reconstruction de l'Afghanistan pages 55-59

Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes page 59

Débat d'orientation sur le programme de Stockholm pages 59-71

6035 - Projet de loi portant approbation de la Déclaration de certains Gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais, faite à Paris, le 30 mars 2007 page 71

Ordre du jour page 71

Compte rendu N°3

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en pratique de la réforme de l'enseignement fondamental et l'introduction de nouvelles méthodes d'évaluation au sein de l'enseignement fondamental pages 72-75

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à un moratoire sur le projet d'un tram léger dans la ville de Luxembourg pages 75-76

5988 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part, signé à Bruxelles, le 25 avril 2007 et à Washington, le 30 avril 2007 page 76

5999 - Projet de loi relatif à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch pages 76-79

6015 - Projet de loi relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres et
- portant transposition de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/71CE, 2002/65/CE, 2005/601CE, ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE
- portant modification de:
  - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
  - la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
  - la loi du 18 décembre 2006 sur les services à distance
  - la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux
  - la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers
  - la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif
  - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
  - la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg
  - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- portant abrogation du titre VII de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique pages 79-80

6027 - Projet de loi
- portant transposition
  - de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services
  - de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévues par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre de remboursement, mais dans un autre État membre
  - de la directive 2008/117/CE du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en vue de lutter contre la fraude fiscale liée aux opérations intracommunautaires
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée pages 80-81

Communications page 81

Ordre du jour page 81

Dépôt d'une proposition de loi page 81

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères pages 81-86

Renouvellement du mandat de deux conseillers à la Cour des Comptes page 87

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 87-101

Compte rendu N°4

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale pages 102-104

6082 - Débat d'orientation au sujet de la 15e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC) à Copenhague pages 104-117

6079 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État pages 117-122

Ordre du jour page 122

Intervention de M. Xavier Bettel concernant l'annonce du retrait du rôle des affaires du projet de loi 6054 par M. le Ministre François Biltgen dans les médias page 123

Communications page 123

6086 - Proposition de loi concernant des mesures à prendre contre les licenciements économiques abusifs page 123

Ordre du jour page 123

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget* pages 123-127

- *Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances* pages 136-140

6019 - Projet de loi relatif à la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg pages 127-128

6043 - Projet de loi relatif à la construction de la Maison des Sciences humaines à Belval pages 128-130

6061 - Projet de loi relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire National de Santé à Dudelange pages 130-131

5823 - Projet de loi sur les permissions de voirie et modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes pages 131-134

Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006 pages 134-135

Compte rendu N°5

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 141

Ordre du jour page 141

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 (suite)

- *Discussion générale* pages 141-158

Compte rendu N°6

Communications page 159

Dépôt d'une motion par M. Xavier Bettel page 159

6100 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010

- *Discussion générale (suite)* pages 159-166

- *Vote et motions* page 170

Dépôt d'une proposition de loi page 166

5591 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2005;

5740 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006;

5891 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2007

et

6058 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2008
pages 166-170

Motion de M. Xavier Bettel relative à la création du groupe de travail interinstitutionnel prévu par le programme gouvernemental pour discuter de l'implication, du rôle et des pouvoirs du Conseil d'État
pages 170-172

Communications page 173

Ordre du jour pages 173-174

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État
pages 174-175

- Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
page 175

- Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contrefaction de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
pages 175-176

- Question N°297 du 4 décembre 2009 de Mme Viviane Loschetter et de M. Félix Braz relative au paiement de salaires suite à l'introduction du statut unique

et

- Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
page 176

- Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 176-177

- Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 177

- Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances page 177

- Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélèvement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances pages 177-178

- Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
page 178

Hommage à la mémoire de M. Nic Klecker
page 175

Question N°187 de M. Fernand Etgen au sujet de la restauration du château d'Useldange et le projet pilote «Perception» de l'UNESCO pages 178-179

Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers pages 179-180

5987 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications
pages 180-181

6013 - Projet de loi
1) portant approbation du Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980
2) portant modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée
pages 181-182

6080 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la République d'Arménie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 juin 2009 page 182

6063 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle inférieure
pages 183-186

5954 - Projet de loi relatif aux droits de succession et de mutation par décès et modifiant
- la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession
- la loi modifiée du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- la loi du 31 janvier 1921 concernant modification de l'article 22 de la loi du 7 août 1920, sur la majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre pages 186-187

5872 - Projet de loi relative à la profession de l'audit et:
- portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil,
- portant organisation de la profession de l'audit,
- modifiant certaines autres dispositions légales, et
- portant abrogation de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises
pages 188-190

6064 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 2006 autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du Baccalauréat international pages 190-192

6031 - Projet de loi modifiant et complétant
a) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
b) la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État;
c) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
d) la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique pages 192-196

Discours de fin d'année de M. le Président
page 196

Compte rendu N°7

Discours de M. le Président page 198

Communications page 199

6092 - Proposition de loi visant
- à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des Députés,
- à promouvoir la modernisation de la gestion publique,
et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999
a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État;
b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances;
c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée) page 199

Ordre du jour pages 199-201

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État page 201

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

et

Question N°26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État pages 201-202

- Question N°27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colombera relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question urgente N°383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice pages 202-204

- Question N°29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures page 204

- Question N°378 du 14 janvier 2010 de M. Marc Spautz relative à la décision de la Caisse nationale des allocations familiales française concernant le versement de certaines aides, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 204-205

- Question N°31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 205

- Question N°32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
pages 205-206

- Question N°33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
page 206

Ordre du jour (suite) page 206

5951 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés dans le cadre de la réouverture au trafic des voyageurs des lignes ferroviaires Virton-Rodange et Arlon-Rodange pages 206-207

6045 - Projet de loi modifiant la loi du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du Port de Mertert
pages 207-208

6034 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) N°1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance
pages 208-209

6097 - Proposition de modification de l'article 22 du Règlement de la Chambre des Députés pages 209-211

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la révision de la loi relative à la réglementation de l'interruption de grossesse pages 212-215

Dépôt d'une proposition de loi page 213

Dépôt d'un projet de loi page 214

Interpellation de M. Xavier Bettel sur les sujets suivants:
- les problèmes d'application du partenariat,
- l'éventuelle introduction dans la législation luxembourgeoise du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels,
- les nouvelles formes de parentalité

et

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels pages 215-222

Question urgente N°396 de Mme Nancy Arendt, épouse Kemp au sujet de l'évolution de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti page 222

5923 - Projet de loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires pages 222-224

Question avec débat N°2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans Enovos et les projets d'investissement dans des centrales au charbon pages 224-225

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
pages 225-226

Question avec débat N°5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique
pages 226-227

Question urgente N°389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer page 227

6059 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles
pages 227-231

Interpellation de Mme Anne Brasseur au sujet du chantier du Musée de la Forteresse

et

6071 - Projet de loi relatif aux mesures d'achèvement
- du Musée de la Forteresse de Luxembourg dans le réduit du Fort Thüngen, et
- de la mise en valeur de certaines parties de la forteresse du Luxembourg
pages 231-241

Motion déposée par M. Félix Braz
page 241

Compte rendu N°8

Communications page 243

6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse page 243

Ordre du jour page 243

Dépôt d'une résolution par M. André Hoffmann pages 243-244

Ordre du jour (suite) page 244

Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes page 244

Ordre du jour (suite) page 244

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables page 244

6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental
pages 244-245

Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables (suite) page 245

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng au sujet de l'éducation aux médias

et

Débat d'orientation sans rapport sur l'aspect «éducation aux médias» du rapport de 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) pages 246-254

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur l'égalité de salaire entre hommes et femmes pages 254-257

Dépôt d'une motion par M. Jean Huss
page 258

Dépôt d'une proposition de loi par M. Jacques-Yves Henckes page 258

5718 - Projet de loi
1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle
2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives pages 258-263

6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de

Table analytique

sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009 pages 263-265

Interpellation de M. Jean Huss au sujet de l'évolution dans le domaine des nanotechnologies pages 265-273

Motion de M. Jean Huss relative à la situation des Droits de l'Homme en Iran page 273

Résolution de M. André Hoffmann relative à l'avenir de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch page 274

Compte rendu N°9

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 275

Communications page 275

6111 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger» page 275

Ordre du jour pages 275-276

Dépôt de deux motions par M. Henri Kox pages 276-277

Débat d'orientation sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique du pays pages 277-284

Interpellation de Mme Viviane Loschetter au sujet de la pauvreté des jeunes pages 284-292

6018 - Projet de loi portant changement de limites entre les communes de Bettembourg et de Roeser pages 292-293

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la scolarisation et l'encadrement des enfants atteints de l'ADHS (Attention-Deficit/Hyperactivity Syndrom) pages 293-296

6098 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2008 pages 296-297

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2008 de la Cour des Comptes page 297

Communications page 298

6115 - Projet de loi modifiant la loi électorale modifiée du 18 février 2003 et visant à promouvoir une représentation politique paritaire des femmes et des hommes pages 298-299

Ordre du jour page 299

Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise page 299

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 299-300

- Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 300

- Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 300-301

- Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 301

- Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 301-302

- Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 302

- Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 302-303

- Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias page 303

- Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures page 303

- Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 303-304

Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche «Eis Schoul» pages 304-305

Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée»

et

Question N°492 de M. Ben Fayot sur la réorientation des élèves sortant du «Neie Lycée» pages 305-306

Motion de M. Henri Kox relative à l'interdiction de la mise en culture, de la transformation et de la vente des quatre nouvelles variétés d'OGM autorisés par la Commission européenne en date du 2 mars 2010

et

Motion de M. Henri Kox relative au respect d'un moratoire sur l'autorisation et la réautorisation d'OGM jusqu'à la conclusion des réflexions exigées par les Ministres de l'Environnement en décembre 2008 et l'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure d'autorisation renforcée et d'évaluation scientifique des effets sanitaires, environnementaux et socio-économiques pages 306-308

5942 - Projet de loi portant modification des articles L. 010-1, L. 141-1, L. 142-2 et L. 142-3 du Code du Travail pages 308-312

5798 - Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie, et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen (EACE), signé à Luxembourg, le 9 juin 2006 page 312

6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire pages 312-314

Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle pages 314-315

Compte rendu N°10

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution pages 317-318

6072 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite pages 318-324

Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg page 324

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite pages 324-326

Dépôt d'une motion par M. Jean Colombera page 326

6037 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias et de la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite (suite) pages 326-328

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution (suite) pages 328-329

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 329

5849 - Projet de loi: (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002; et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions pages 329-331

6001 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel au Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux concernant la protection juridictionnelle des personnes au service de l'Organisation Benelux de la Propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signé à Bruxelles, le 24 octobre 2008 page 331

6074 - Projet de loi portant modification de l'article 127 du Code d'instruction criminelle pages 331-332

6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009 page 332

Motion de M. Jean Colombera relative aux travaux à effectuer sur la RN7 page 332

Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg pages 332-333

Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire pages 333-347

Poursuite de la procédure législative de propositions de loi et de propositions de révision de la Constitution page 336

Compte rendu N°11

Hommage à la mémoire de M. Robert Angel, député honoraire page 348

Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 10 avril 2010 à Smolensk pages 348-349

Communications page 349

Ordre du jour page 349

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 349-350

- Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 350-351

- Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

- Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure commodo/incommodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

- Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 351-352

- Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 352

- Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles à pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 352

- Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours pages 353-354

5899 - Projet de loi portant réforme de l'assurance accident et modifiant:
1. le Code de la sécurité sociale;
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
4. le Code du travail;
5. la loi du 18 avril 2008 modifiée concernant le renouvellement du soutien au développement rural;
6. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 354-360

Ordre du jour (suite) page 360

6066 - Projet de loi portant approbation de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève, le 27 janvier 2006 pages 360-361

6099 - Projet de loi modifiant la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire pages 361-365

5995 - Projet de loi portant
1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant
1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;
2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;
3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'État;
4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant
a) réforme de la formation des instituteurs;
b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;
c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire pages 366-371

6026 - Projet de loi relatif aux bibliothèques publiques pages 371-379

6048 - Projet de loi
- portant transposition de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte);
- concernant la mise à disposition de machines;
- concernant les machines d'occasion pages 379-380

Compte rendu N°12

Ordre du jour page 381

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État pages 381-385

Hommage à la mémoire de M. Joseph Weirich, député honoraire page 385

Communications page 385

Débat sur l'état de la nation pages 385-412

Compte rendu N°13

Dépôt d'un projet de loi page 413

Communications page 413

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 413

Ordre du jour pages 413-414

Dépôt d'une résolution par M. Jean Huss page 414

Ordre du jour (suite) page 414

Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de l'avenir de notre place financière;

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la régulation des marchés financiers et l'introduction d'une taxe sur les transactions financières

et

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV sur le contrôle des politiques budgétaires nationales par la soumission des

Table analytique

projets de budgets des pays européens à un contrôle ou une concertation ex ante au niveau européen pages 414-429

Débat d'orientation sur la réforme du système de pension pages 430-442

Ordre du jour page 442

Résolution de M. Jean Huss relative à l'attaque de l'armée israélienne sur la «Gaza Freedom Flotilla» pages 443-445

Question avec débat N°11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza» page 445

5956 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 mars 2007 autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore pages 445-446 page 448

6038 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 2004 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck pages 447-448

6120 - Projet de loi modifiant la dénomination du Lycée technique Nic. Biever et étendant son offre scolaire à la division supérieure de l'enseignement secondaire pages 448-450

6055 - Projet de loi portant approbation de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants pages 450-452

6122 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides pages 452-456

Compte rendu N°14

Communications pages 457-458

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 458

Ordre du jour page 458

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 458

- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 458

- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 458-459

- Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 459

- Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 459

- Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 459-460

- Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice page 460

- Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias pages 460-461

- Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région page 461

- Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 461-462

- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 462

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur l'élaboration d'un plan de développement culturel pluriannuel pages 462-466

Interpellation de M. Félix Braz au sujet des systèmes de vidéosurveillance sur le territoire luxembourgeois pages 466-475

5787 - Projet de loi portant
1. fixation des conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
2. fixation des modalités, du programme et du déroulement de la formation spécifique des chargés d'éducation à durée indéterminée et à durée déterminée et à tâche complète ou partielle,
3. création d'une réserve nationale de chargés d'enseignement pour les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,
4. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique pages 475-478

6094 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements pages 478-479

6116 - Projet de loi portant approbation des Statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn, le 26 janvier 2009 pages 479-480

6121 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 juillet 1996 portant organisation d'une formation menant au brevet de maîtrise et fixation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise pages 480-481

Motion N°1 de M. Claude Adam sur l'éducation aux médias dans l'enseignement fondamental et secondaire page 481

6117 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 482

6129 - Débat d'orientation relatif à l'avant-projet de Plan national de développement durable pages 482-496

Débat d'orientation sur la stratégie communautaire «Europe 2020» pages 496-510

Compte rendu N°15

Communications page 511

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 511

Ordre du jour pages 511-512

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 512

- Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 512

- Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 512-513

- Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice page 513

- Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 513-514

- Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 514

- Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 514-515

- Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances page 515

- Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture page 515

- Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes antichar par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense) pages 515-516

6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval pages 516-520

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le phénomène de harcèlement moral («mobbing») dans notre société pages 520-523

Dépôt d'une résolution par M. André Bauler page 524

Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels pages 524-543

Résolution de M. André Bauler relative à l'analyse et à la discussion du harcèlement moral au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission du Travail et de l'Emploi et invitation aux réunions de commission des partenaires concernés et des experts page 544

Dépôt d'un projet de loi page 544

6142 - Projet de loi relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro pages 544-549

6062 - Projet de loi transposant, pour les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien et de certaines autres professions de santé, les dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et de la directive 2006/100/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, et modifiant 1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire; 2. la loi du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien; 3. la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé; 4. la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Santé pages 549-554

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la prévention sous le point de vue des causes environnementales du cancer et sur la lutte au niveau international pour une meilleure règlementation concernant les produits chimiques pages 554-557

Compte rendu N°16

Communications page 558

Ordre du jour pages 558-559

Débat d'orientation sur le programme de travail de la Commission européenne pages 559-566

Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine pages 566-567 page 569

6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle pages 567-569

6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes page 569

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la réorganisation des lignes d'autobus RGTR suite aux déclarations gouvernementales pages 570-573

Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2008-2009) pages 573-584

5904 - Projet de loi portant modification
- de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats
- du Code du Travail
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
- de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État
- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
- de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre pages 585-590

Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'aide aux Victimes d'infractions pénales pages 590-591

6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national pages 591-592

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la mise en œuvre et l'évaluation de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer et de la loi du 22 octobre 2008 concernant le pacte logement pages 592-595

Compte rendu N°17

Communications page 596

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 596

Ordre du jour pages 596-598

6148 - Projet de loi modifiant:
1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;
2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;
4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;
5. le Code de la Sécurité sociale pages 598-606

6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle pages 606-611

6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation pages 611-613

6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,
- transposant les dispositions spécifiques aux professions réglementées d'infirmier responsable de soins généraux, de sage-femme et d'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;
- modifiant la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;
- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;
- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur pages 613-616

Table analytique

5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109e et 110e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007 pages 616-617

6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:
1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;
2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 618-620

6147 - Projet de loi
1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;
2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;
3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail pages 620-627

6110 - Projet de loi ayant pour objet
A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;
B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;
C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;
D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire page 627

6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées pages 627-631

6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004
1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto
3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 631-632

6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne pages 632-634

6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents pages 634-635

6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux pages 635-637

5939 - Projet de loi portant réorganisation de la Chambre de Commerce pages 637-640

Changement de dénomination de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications page 640

5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité pages 640-641

6155 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services pages 641-642

Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch pages 642-643

6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché) pages 643-644 page 645

6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto
3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 644-645

5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes page 645

Discours de M. le Président pages 645-647

Heures de questions au Gouvernement:

Compte rendu N°1

- Question N°1 du 27 octobre 2009 de M. Gilles Roth relative à l'offre d'échange d'actions de la société Luxgaz Distribution contre des actions de la société Creos S.A., adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 31

- Question N°2 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative au contrôle du système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 31-32

- Question N°3 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux moyens de promotion de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances page 32

- Question N°4 du 26 octobre 2009 de M. Claude Adam relative aux élections des représentants des parents d'élèves à l'école et du rôle à jouer par ces représentants, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 32

- Question N°5 du 27 octobre 2009 de Mme Martine Mergen relative à un album illustré destiné aux enfants de deux ans et édité par le Ministère de l'Éducation nationale dans le cadre de la 2e édition de la campagne «Raconte-moi», adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 32-33

- Question N°6 du 27 octobre 2009 de M. Gast Gibéryen relative au portail Santé/CRP Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé page 33

- Question N°7 du 27 octobre 2009 de M. Claude Haagen relative aux résultats obtenus grâce aux primes «CARe» et «CARe plus» ainsi que sur la reconduction éventuelle de ces dernières au-delà de l'échéance du 31 décembre 2009, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 33

- Question N°8 du 26 octobre 2009 de M. Fernand Etgen relative au service de garde et de remplacement en médecine dentaire, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 33-34

- Question N°9 du 27 octobre 2009 de Mme Lydie Err relative aux nouvelles règles régissant l'utilisation du Novabus, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 34

- Question N°10 du 27 octobre 2009 de M. Henri Kox relative à l'état d'avancement des travaux d'aménagement du parc logistique sur le site WSA-Bettembourg/Dudelange, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 34-35

- Question N°11 du 27 octobre 2009 de M. Claude Meisch relative à la répercussion de l'augmentation du prix de l'eau sur l'inflation, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 35

Compte rendu N°6

- Question N°16 du 15 décembre 2009 de M. Lucien Lux relative aux voies et moyens permettant de parvenir à un accord international en matière de protection du climat à la Conférence de Copenhague, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État pages 174-175

- Question N°17 du 15 décembre 2009 de M. Robert Weber relative à la suppression possible d'emplois auprès d'ArcelorMittal en 2010, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 175

- Question N°18 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative à la contrefaction de médication, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale pages 175-176

- Question N°19 du 14 décembre 2009 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la problématique des indemnités versées en cas d'incapacité de travail des salariés en rapport avec le travail de nuit, de dimanche et de jours fériés survenue suite à l'introduction du statut unique, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 176

- Question N°20 du 14 décembre 2009 de M. François Bausch relative aux communes qui, avec leur tarification de l'eau, ont déclaré de ne pas se conformer aux dispositions de la loi du 18 décembre 2008, à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 176-177

- Question N°21 du 15 décembre 2009 de M. Mill Majerus relative à la prise en charge dans les lycées des élèves présentant des troubles de langage, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 177

- Question N°22 du 15 décembre 2009 de M. Fernand Kartheiser relative à la violence domestique, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des Chances page 177

- Question N°23 du 14 décembre 2009 de M. Claude Haagen relative aux mesures à mettre en œuvre en vue d'endiguer la spéculation financière internationale, dont notamment le prélèvement mondial sur les transactions financières, adressée à M. le Ministre des Finances pages 177-178

- Question N°24 du 14 décembre 2009 de M. André Bauler relative aux différents taux de cotisations de la mutualité des employeurs, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale page 178

Compte rendu N°7

- Question N°25 du 19 janvier 2010 de Mme Nancy Arendt relative aux mesures d'aides arrêtées par le Gouvernement ainsi qu'au déroulement des opérations de secours prestées par les sauveteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

et

Question N°26 du 18 janvier 2010 de M. Félix Braz relative aux efforts luxembourgeois en matière d'aides d'urgence et à long terme pour Haïti, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État pages 201-202

- Question N°27 du 19 janvier 2010 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la position du Gouvernement concernant la suite à donner aux dossiers d'adoption d'enfants haïtiens, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

Question N°28 du 19 janvier 2010 de M. Jean Colombera relative aux enfants victimes du tremblement de terre en Haïti, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 202-204

- Question N°29 du 19 janvier 2010 de M. Marc Lies relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'un pacte pour le climat et le développement durable pour le Luxembourg, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures page 204

- Question N°30 du 15 janvier 2010 de M. Claude Meisch relative aux différentes allocations familiales versées par l'État luxembourgeois à des non-résidents, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration pages 204-205

- Question N°31 du 18 janvier 2010 de M. Roger Negri relative à l'extension du réseau d'agences régionales de l'Administration de l'Emploi (ADEM), à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration page 205

- Question N°32 du 18 janvier 2010 de M. Henri Kox relative aux procédures et délais actuellement nécessaires pour le traitement des dossiers d'aides financières étatiques aux personnes privées pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 205-206

- Question N°33 du 18 janvier 2010 de M. Fernand Etgen relative aux aides du Gouvernement au secteur agricole suite à la crise économique et financière, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 206

Compte rendu N°9

- Question N°37 du 16 mars 2010 de M. Jean-Paul Schaaf relative à la réforme projetée des classes supérieures de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 299-300

- Question N°38 du 15 mars 2010 de M. André Bauler relative à l'évolution des travaux sur le site du futur lycée de Clervaux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 300

- Question N°39 du 16 mars 2010 de M. Claude Haagen relative au site retenu en vue de l'implantation du nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 300-301

- Question N°40 du 16 mars 2010 de M. Claude Adam relative au programme Scolaria, adressée à Mme la Ministre l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 301

- Question N°41 du 16 mars 2010 de M. Raymond Weydert relative aux systèmes d'évacuation des eaux usées, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 301-302

- Question N°42 du 16 mars 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux subsides accordés par le Ministère aux différentes associations au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 302

- Question N°43 du 16 mars 2010 de M. Alex Bodry relative au poste de douane sur l'autoroute A3/A31 à la frontière franco-luxembourgeoise, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 302-303

- Question N°44 du 15 mars 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations étatiques et dans l'enseignement, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias page 303

- Question N°45 du 16 mars 2010 de M. Lucien Clement relative au Plan général de gestion des déchets, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures page 303

- Question N°46 du 16 mars 2010 de M. Camille Gira relative aux consignes ministérielles en matière du prix de l'eau potable, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 303-304

Compte rendu N°11

- Question N°51 du 20 avril 2010 de M. Gilles Roth relative à l'application du système TMC (Traffic Message Channel) au Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 349-350

- Question N°52 du 18 avril 2010 de M. Eugène Berger relative aux répercussions financières du nuage de cendres volcaniques sur les compagnies aériennes au Luxembourg ainsi que sur le dispositif à prendre afin de faciliter le rapatriement des citoyens luxembourgeois bloqués à l'étranger, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

et

Question N°53 du 19 avril 2010 de M. Claude Haagen relative aux multiples conséquences suite à l'éruption du volcan islandais amenant 27 pays à restreindre ou fermer leur espace aérien, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 350-351

- Question N°54 du 20 avril 2010 de M. François Bausch relative à une baisse de vitesse sur les autoroutes du Grand-Duché et notamment la A3, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

- Question N°55 du 20 avril 2010 de M. Marc Angel relative à la procédure commodo/incommodo pour l'aéroport Findel et sur la gestion du bruit en relation avec les activités aéroportuaires, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 351

Table analytique

- Question N°56 du 20 avril 2010 de M. Fernand Kartheiser relative aux tarifs dans les transports publics, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 351-352

- Question N°57 du 19 avril 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place de mesures préventives contre d'éventuelles courses folles dans les établissements scolaires, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 352

Compte rendu N°14

- Question N°58 du 8 juin 2010 de M. Marc Spautz relative aux conditions médicales à remplir en vue de l'obtention d'un permis de conduire des catégories C à F, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 458

- Question N°59 du 7 juin 2010 de M. André Bauler relative à la mise en place d'internats dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 458

- Question N°60 du 8 juin 2010 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 458-459

- Question N°61 du 8 juin 2010 de M. Claude Adam relative au classement des candidats postulant pour un poste d'instituteur ou d'institutrice de l'enseignement fondamental déclaré vacant sur la 2e liste, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 459

- Question N°62 du 8 juin 2010 de M. Roger Negri relative aux travaux de réfection du Pont Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 459

- Question N°63 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative à l'échangeur «Helleng», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 459-460

- Question N°64 du 7 juin 2010 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité dans les bâtiments judiciaires, adressée à M. le Ministre de la Justice page 460

- Question N°65 du 8 juin 2010 de M. Camille Gira relative à la tarification de l'eau, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région page 461

- Question N°66 du 7 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'utilisation de connexions internet sans fil non sécurisées par des personnes privées, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias pages 460-461

- Question N°67 du 8 juin 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux trains surchargés lors des heures de pointe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 461-462

- Question N°68 du 8 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à l'état d'avancement des plans sectoriels, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 462

Compte rendu N°15

- Question N°69 du 29 juin 2010 de M. Marcel Oberweis relative au projet de plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 512

- Question N°70 du 28 juin 2010 de M. Eugène Berger relative à la réintégration d'élèves ayant abandonné leur formation professionnelle dans le système scolaire, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 512

- Question N°71 du 29 juin 2010 de M. Ben Fayot relative aux suites réservées à la déclaration du Gouvernement du 5 mai 2010, et plus particulièrement sur les affirmations concernant la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 512-513

- Question N°72 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'accord SWIFT entre les États-Unis et l'Union européenne, adressée à M. le Ministre de la Justice page 513

- Question N°73 du 29 juin 2010 de M. Marc Angel relative à la possibilité des communes de tenir une comptabilité commerciale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région pages 513-514

- Question N°74 du 28 juin 2010 de M. Fernand Kartheiser relative à la campagne d'information «Ech si MEGA», adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances page 514

- Question N°75 du 29 juin 2010 de M. Roger Negri relative au rapport du «Fahrgastforum» de 2008, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pages 514-515

- Question N°76 du 28 juin 2010 de M. Claude Meisch relative à la déclaration du Président de la République Française suite au sommet du G20 à Toronto concernant l'introduction d'une taxe bancaire par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, adressée à M. le Ministre des Finances page 515

- Question N°77 du 29 juin 2010 de M. Fernand Diederich relative aux frais d'inscription aux cours demandés par le Conservatoire du Nord aux élèves non résidents des communes d'Ettelbruck ou de Diekirch, adressée à Mme la Ministre de la Culture page 515

- Question N°78 du 29 juin 2010 de M. Félix Braz relative à l'achat de roquettes anti-char par l'armée, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (lire: Ministre de la Défense) pages 515-516

Questions avec débat:

Question avec débat N°1 de M. Jean Colombera au sujet de la Campagne nationale de vaccination contre le virus de la grippe porcine type A/H1N1 pages 19-21

Question avec débat N°2 de M. Henri Kox au sujet des engagements de l'État dans Enovos et les projets d'investissement dans des centrales au charbon pages 224-225

Question avec débat N°3 de M. Robert Weber sur le chômage des salariés frontaliers pages 179-180

Question avec débat N°4 de M. Jean Huss au sujet de la lutte antitabac de 2006 pages 134-135

Question avec débat N°5 de M. Eugène Berger au sujet du passeport énergétique pages 226-227

Question avec débat N°6 de M. Fernand Kartheiser au sujet de la fermeture d'ambassades au Luxembourg pages 332-333

Question avec débat N°7 de M. Fernand Kartheiser au sujet du transfert de la «Gëlle Fra» à Shanghai pendant l'exposition universelle pages 314-315

Question avec débat N°8 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution de l'école de recherche «Eis Schoul» pages 304-305

Question avec débat N°9 de M. Claude Adam au sujet de l'évolution du lycée-pilote «Neie Lycée» pages 305-306

Question avec débat N°10 de Mme Claudia Dall'Agnol au sujet de l'organisation et du fonctionnement des services de secours pages 353-354

Question avec débat N°11 de M. Fernand Kartheiser au sujet de l'assaut militaire israélien contre la «flottille Gaza» page 445

Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'aide aux Victimes d'infractions pénales pages 590-591

Question avec débat N°13 de M. Ali Kaes sur l'avenir de la Brasserie de Diekirch pages 642-643

Questions urgentes:

Question urgente N°161 de M. Eugène Berger relative à «Belval Plaza» pages 10-11

Question urgente N°212 de M. André Hoffmann au sujet du plan social chez Villeroy&Boch pages 54-55

Question urgente N°383 du 19 janvier 2010 de M. Xavier Bettel relative à l'adoption d'enfants en provenance d'Haïti suite au tremblement de terre, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à M. le Ministre de la Justice pages 202-204

Question urgente N°389 de M. Claude Adam relative à la faille de sécurité détectée dans Internet Explorer page 227

Question urgente N°396 de Mme Nancy Arendt, épouse Kemp au sujet de l'évolution de la situation des enfants adoptés haïtiens étant donné qu'une nouvelle secousse vient de toucher Haïti page 222

Question urgente N°507 de M. Xavier Bettel relative au numéro d'urgence pour les victimes de pédophilie lancé par l'Église catholique luxembourgeoise page 299

Question urgente N°514 de M. Claude Haagen relative à la Brasserie de Luxembourg page 324

Questions parlementaires:

Question parlementaire N°303 du 7 décembre 2009 de Mme Anne Brasseur relative aux cycles à pédalage assisté, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures page 352

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes. législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°17** • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0641	Fernand Etgen	Tarification de l'eau
0674	Jean Colombera	Projet «Cross-Border home monitoring of heart failure in Luxembourg and North-Rhine-Westphalia»
0684	Carlo Wagner	Centre mosellan à Ehnen
0691	Carlo Wagner	Bilan du domaine thermal de Mondorf-les-Bains
0702	Xavier Bettel	Dialogue interinstitutionnel
0718	André Hoffmann	Échanges commerciaux avec des entreprises implantées dans les territoires occupés par Israël
0720	Félix Braz et Jean Huss	Réfugiés iraniens en Turquie
0721	Jean Colombera	Remboursements refusés par la Caisse nationale de Santé (CNS)
0725	Xavier Bettel	Manque de personnel à l'école de l'armée
0726	Xavier Bettel	Service de reconversion professionnelle de l'armée
0727	Xavier Bettel	Réforme du règlement disciplinaire de la force publique
0734	Ben Fayot	Avenir des personnes licenciées auprès de Villeroy & Boch
0827 urgente	Xavier Bettel	Accueil de détenus du camp de Guantánamo par le Luxembourg

Question 0641 (11.5.2010) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **tarification de l'eau:**

En date du 6 mai 2010, Monsieur le Ministre a envoyé aux administrations communales et aux syndicats de communes la circulaire n°2859 concernant la tarification de l'eau. Dans cette circulaire, Monsieur le Ministre remarque que de nombreuses communes prennent encore insuffisamment en compte les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et propose des séances d'information afin d'adapter leur tarification.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quelles sont les raisons principales qui expliquent que jusqu'à ce jour deux tiers des règlements-taxe portant fixation des tarifs de l'eau n'ont pas encore été approuvés?

Beaucoup de communes s'adressaient au cours de l'année 2009 à Monsieur le Ministre pour avoir des informations supplémentaires pour une application correcte de la loi du 19 décembre 2008. Or, à ce moment il était assez difficile d'obtenir une aide qualifiée respectivement des renseignements précis alors que les explications fournies lors des premières séances d'information se limitaient, dans la majorité des cas, aux données à intégrer dans le tableau destiné à établir le prix de revient de l'eau.

- Est-ce que des séances d'information, comme proposées dans la circulaire n°2859, n'auraient pas dû être organisées après le vote de la loi précitée et avant que les communes ne votent des règlements communaux?

- Si le Ministre se proposait d'organiser des séances d'information et d'exposer aux communes son interprétation de la nouvelle loi, ne serait-il pas opportun d'élaborer un règlement-type pour la tarification de l'eau et la redevance assainissement?

- La nouvelle tarification de l'eau a été intégrée par les communes dans leur budget de l'année 2010. Ces budgets ont été approuvés par Monsieur le Ministre sans remarque aucune au sujet de cette tarification. Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il cette attitude au vu de ses remarques formulées plus tard dans la circulaire précitée?

- Est-ce que les communes qui, aux yeux de Monsieur le Ministre, prennent encore insuffisamment en compte les dispositions de la loi, ont été informées par Monsieur le Ministre de cette insuffisance? Est-ce que ces communes ont eu l'information que leurs règlements n'ont pas été approuvés? Est-ce que ces communes connaissent la motivation pour un éventuel refus?

Monsieur le Ministre constate dans sa circulaire n°2859 que de nombreuses communes prennent insuffisamment en compte les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 en ce qui concerne la distinction entre les différents secteurs.

L'un des secteurs spécifiés dans la loi précitée est le secteur agricole. Par communiqué de presse du 2 octobre 2009, le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a annoncé de mettre en œuvre, dans la mesure du possible, en 2009 un tarif préférentiel pour l'eau utilisée dans la production agricole. En date du 19 janvier 2010 le Ministre de l'Agriculture a annoncé à la Chambre des Députés qu'il a constitué ensemble avec votre Ministère un groupe de travail pour élaborer l'application d'une tarification unitaire pour le secteur agricole.

- Ne serait-il pas indiqué d'informer les communes des conclusions de ce groupe de travail et de leur communiquer, le cas échéant, les informations, obligations et mesures y relatives? Dans l'affirmative, quand Monsieur le Ministre entend-il rendre public ces informations?

Réponse (5.8.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen a pour objet la tarification de l'eau.

En ce qui concerne les avis relatifs aux règlements portant fixation des tarifs des services liés à l'utilisation de l'eau, il y a également lieu de se référer à ma réponse à la question y relative de l'honorable Député Gilles Roth *(N°0555 - cf. compte rendu N°12/2009-2010)*.

Au 31 juillet 2010, 186 dossiers des communes concernant la fixation des taxes et redevances relatives à l'eau destinée à la consommation humaine et relatives à la canalisation respectivement l'évacuation et l'épuration des eaux usées ont été introduits pour approbation et transmis à l'Administration de la Gestion de l'Eau pour avis conformément à la loi du 19 décembre 2008.

163 dossiers ont été approuvés par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, respectivement ont fait l'objet d'un arrêté grand-ducal. Sur ces 163 règlements, 82 ont été transmis par les communes au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région pour publication au Mémorial.

18 dossiers récemment introduits sont encore en cours d'instruction auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau, respectivement du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région. Six dossiers ont été retournés aux communes pour modification avant approbation.

À noter que 20 communes n'ont pas encore introduit pour approbation les règlements communaux prévus aux articles 43 et 47 de la loi précitée et que 16 communes ont seulement pris un des deux règlements prévus (soit eau potable, soit assainissement).

Suite à la publication de la loi relative à l'eau, la Direction de la Gestion de l'Eau du Ministère de l'Intérieur et l'Administration de la Gestion de l'Eau est intervenu à plusieurs occasions par le biais de conférences publiques en vue d'expliquer les dispositions de la loi en général et de la tarification de l'eau en particulier. Le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) et l'Association luxembourgeoise des services d'eau (Aluseau), en coopération avec l'Administration de la Gestion de l'Eau et le Ministère de l'Intérieur, ont organisé les 21 et 22 avril 2009 des réunions d'information s'adressant aux agents communaux sur la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et ses répercussions sur les communes, ces informations restant disponibles moyennant le portail www.eau.public.lu.

En date des 22 et 28 octobre et 13 novembre 2009, trois séances d'information servaient pour expliquer le schéma de calcul des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau. En vue d'assurer une approche harmonisée pour l'ensemble des communes, un groupe de travail associant le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, l'Administration de la Gestion de l'Eau (AGE) et l'Association luxembourgeoise des services d'eau (Aluseau a.s.b.l.) a élaboré le «Vademecum - Prix de l'eau», ainsi que des fichiers informatiques qui ont été mis à disposition des communes moyennant la circulaire n°2821, qui a été adressée aux administrations communales et aux syndicats de communes en date du 14 octobre 2009.

L'analyse des règlements communaux fixant la redevance eau destinée à la consommation humaine et la redevance assainissement montre que les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 sont encore insuffisamment prises en compte, notamment en ce qui concerne la récupération des coûts, la différenciation entre une partie fixe et une partie variable au niveau des redevances et la distinction des trois secteurs (ménages, industrie, agriculture). En vue de permettre aux communes d'adapter leurs règlements des tarifs pendant la phase transitoire, les communes ont été invitées par voie de circulaire d'assister à deux séances d'information organisées en date des 18 mai et 2 juin 2010. Une circulaire en voie de finalisation et qui sortira au courant du mois apportera également des clarifications à ce sujet et les informations fournies aux communes lors des deux séances d'information de 2010 sont téléchargeables sur le site www.eau.public.lu.

Étant donné que la tarification de l'eau est de la compétence et de l'autonomie communale et compte tenu des remarques soulevées par le Conseil d'État lors des travaux parlementaires liés à la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'élaboration d'un règlement-type pour la tarification de l'eau n'a pas été considéré comme une solution à prendre en compte.

Il est évident que les avis élaborés par les services du Ministère de l'Intérieur et l'Administration de la Gestion de l'Eau ont été communiqués aux communes qui ont été invitées de se conformer aux éventuelles objections dans les délais prévus par la loi.

Les schémas de tarification doivent être décomposés pour les différents secteurs économiques, en distinguant le secteur des ménages, le secteur industriel («Großverbraucher»/«Starkverschmutzer») et le secteur agricole, qui comporte les mêmes entreprises que celles définies au titre de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural. Cette distinction inscrite dans la législation nationale et communautaire repose sur la volonté de tenir compte des coûts spécifiques que génèrent les activités de ces secteurs.

Dans l'optique d'une tarification équitable, les responsables communaux ont été incités d'appliquer des prix spécifiques pour le secteur agricole. Déjà, les communes sont obligées de différencier entre la seule consommation du ménage (et, donc, assimilée au secteur des ménages) et celle de l'exploitation agricole contiguë, cette dernière étant exclusivement assimilée au secteur agricole. En détail, les opérateurs sont invités à moduler le prix du secteur agricole de façon à ce que les coûts soient répartis à parts égales entre la partie fixe et la partie variable du prix de l'eau. En effet, la facturation des coûts par le biais d'une part fixe substantielle, contrairement à la part variable proportionnelle au volume d'eau consommé, ne pénalise pas outre mesure le grand consommateur.

La lettre b) du paragraphe (2) de l'article 14 précise en outre que le prix variable de l'eau usée déversée dans le réseau d'égout est soit proportionnel au volume d'eau provenant de la distribution publique prélevé par l'utilisateur ou soit déterminée à l'aide d'un dispositif de comptage. Dans le cas de l'exploitation agricole, il est évident que seules les eaux usées déversées par la laiterie et par la salle de traite sont soumises à facturation. À défaut d'un dispositif de comptage, il a été recommandé aux communes d'appliquer un volume forfaitaire plafonnant la redevance assainissement des exploitations agricoles.

En ce qui concerne les orientations pour la tarification dans le secteur agricole, une conférence conjointe des Ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur et à la Grande Région est d'ailleurs prévue pour la rentrée.

Question 0674 (1.6.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **projet «Cross-Border home monitoring of heart failure in Luxembourg and North-Rhine-Westphalia»:**

Auf der LuxExpo findet alljährlich die „Medetel" statt. Es handelt sich um eine spezialisierte Veranstaltung mit Vorträgen und Ausstellungen zum Thema „Neue Informations- und Kommunikationstechnologien in der Gesundheitsversorgung". Luxemburg war unter anderem mit einer Präsentation „Cross-Border home monitoring of heart failure patients in Luxembourg and North-Rhine-Westphalia" vertreten. Es handelt sich um ein grenzüberschreitendes Telemedizin-Projekt für Herzinsuffizienzkranke.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Sind zurzeit luxemburgische Patienten in dieses Forschungsprojekt eingebunden? Wenn ja, wie wurden diese Patienten rekrutiert und um wie viele Patienten insgesamt handelt es sich? Wenn nein, ist geplant luxemburgische Patienten in Zukunft in dieses Projekt mit einzubeziehen?

2) Was sind die strategischen Zielsetzungen dieser grenzüber-

schreitenden Zusammenarbeit in Sachen Telemedizin zwischen Luxemburg und Nordrhein-Westfalen. Basieren diese Zielsetzungen auf dem „e-santé"-Plan der Regierung?

3) Wie viel Unterstützung (finanzieller und ideeller Art) erfährt das Pilotprojekt von Seiten des Ministeriums und der Gesundheitskasse?

4) Wird es in Zukunft von offizieller Seite kontinuierliche Informationen zu diesem Telemedizin-Modellprojekt geben?

5) Welche Ergebnisse und Erkenntnisse für die Herzinsuffizienzpatienten in Luxemburg werden von diesen auf den neuen Informationstechniken basierenden Versorgungsformen erwartet?

Réponse commune (4.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé* et *Ministre de la Sécurité sociale:*

Das Modellprojekt zur grenzüberschreitenden telemedizinischen Zusammenarbeit im Bereich des Telemonitorings von Herzinsuffizienzpatienten sowie Patienten mit kardiovaskulären Erkrankungen wurde als Kooperation des Centre hospitalier de Luxemburg (CHL), des Centre de Recherche public Henri Tudor (CRP Henri Tudor) mit dem Institut für angewandte Telemedizin im Herz- und Diabeteszentrum NRW (IFAT), als auch mit dem Zentrum für Telematik im Gesundheitswesen (ZTG) aus Bochum (D) initiiert.

Zum einen soll die Funktionalität des vom CRP Henri Tudor entwickelten Monicard® Telemonitoring-Systems bei der Versorgung von Herztransplantationspatienten in Nordrhein-Westfalen (NRW) untersucht werden. Zum anderen wird die Durchführbarkeit eines telemedizinischen Antikoagulationsmonitorings in Luxemburg analysiert. Ein wesentlicher Teil der Arbeiten des Projektes konzentriert sich auch auf die Festlegungen der Modalitäten zum Datenaustausch und der Definition eines gemeinsamen Workflows zur grenzüberschreitenden telemedizinischen Zusammenarbeit.

Im Bereich der Versorgung von Herzinsuffizienzpatienten soll durch die Messung der Pulstransitzeit (PTT) ein neuer Parameter erstellt werden. Die Pulstransitzeit spiegelt den peripheren Widerstand und die Elastizität der Gefäße wieder. Da sich bei Herzpatienten dieser Parameter verändert, kann dieser vermutlich als weiterer Indikator für den Schweregrad der Erkrankung dienen. Dies kann für Hochrisikopatienten (z. B. Patienten vor und nach Herztransplantation) besonders interessant sein. Ferner soll ermittelt werden, ob Abstoßungsreaktionen früher erkannt werden können. So könnte ein Therapieerfolg bei knappen Spenderherzen mit Hilfe der PTT verbessert werden.

In diesem Teil des Projektes werden Patienten aus dem Herzzentrum Bad Oeynhausen (NRW) vor und nach Herztransplantation mit dem luxemburgischen Monicard® Telemonitoring-System im IFAT überwacht und vom CRP Henri Tudor technisch betreut. Herzinsuffizienzkranke Patienten aus Luxemburg sind zurzeit nicht beteiligt.

Patienten mit mechanischer Herzklappe oder anderen kardiovaskulären Erkrankungen nehmen meist Antikoagulantien (blutverdünnende Medikamente) oral ein, was primär der Schlaganfallprophylaxe dient. Diese notwendige medikamentöse Therapie erfordert jedoch eine engmaschige Überwachung des Status der Blutverdünnung (INR-Wert), da sonst im Extremfall gefährliche innere Blutungen möglich sind. Im Luxemburger Patientenkollektiv ist daher eine regelmäßige telemedizinische Kontrolle der Gerinnungswerte zur Verlaufskontrolle vorgesehen.

Für das Antikoagulationsmonitoring sollen luxemburgische Patienten durch das CHL rekrutiert werden. Die Untersuchung zur Durchführbarkeit eines telemedizinischen Antikoagulationsmonitorings in Luxemburg ist eine direkte Zielsetzung des Projektes. Es ist geplant insgesamt 25 luxemburgische Patienten in eine erste Testphase aufzunehmen.

Der Hauptfokus des Projektes liegt in der Versorgung chronisch herzkranker Personen. Diese Patientengruppe ist besonders durch häufige Krankenhausaufenthalte, sowie verringerte Leistungsfähigkeit und lebensbedrohliche Situationen in ihrer Lebensqualität eingeschränkt.

Direkte Zielsetzungen dieses Projektes sind hier der prototypische Aufbau und das Testen einer bilateralen grenzübergreifenden Telemonitoring-Lösung am Beispiel der Herzkrankheit. Dazu soll die Funktionalität des luxemburgischen Monicard® Systems bei der Versorgung von Herztransplantationspatienten im Herz- und Diabeteszentrum Bad Oeynhausen (NRW) analysiert werden.

Die nationale „eSanté"-Strategie wird durch dieses Projekt insofern unterstützt, als telemedizinisch erhobene Patientendaten elektronisch verarbeitet, analysiert und gespeichert werden, dies bei gleichzeitiger Sicherstellung des Schutzes der Privatsphäre von Patienten. Es wird hier exemplarisch erprobt inwiefern im Bereich des Telemonitorings neue Informationstechnologien mit vertretbaren Kosten zur Verbesserung der Versorgungssituation und Steigerung der Verfügbarkeit als auch der Qualität der medizinischen Versorgung beitragen können, dies im Rahmen einer grenzübergreifenden Zusammenarbeit. Auch das Ziel Luxemburg als Standort mit hoher Kompetenz im Bereich der Health Science, Telemedizin als auch der Biomedizintechnik zu etablieren wird hiermit unterstützt.

Das Projekt wird im Rahmen der „eSanté"-Strategie sowohl durch das Gesundheitsministerium als auch durch das Land Nordrhein-Westfalen gefördert. Die von beiden Regierungen zugesagten Fördermittel betragen jeweils 210.000 Euro. Ferner wird das Projekt durch Eigenmittel der beteiligten Projektpartner und öffentliche Einrichtungen getragen.

Wie in Forschungsprojekten üblich, werden die Projektpartner ihre Forschungsergebnisse veröffentlichen und an wissenschaftlichen Symposien und Kongressen teilnehmen. Ferner ist im Projektplan vorgesehen, die Projektergebnisse sowie Informationen zu den Studien und deren Resultate an die beteiligten Ministerien beider Länder weiterzuleiten.

Ziel ist es zu untersuchen, wie durch Telemedizin chronisch herzkranken Personen eine bessere Versorgung zugänglich gemacht werden kann.

Da das Projekt noch nicht abgeschlossen ist, liegen demnach noch keine Resultate vor.

Question 0684 (4.6.2010) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **Centre mosellan à Ehnen:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 18 mars 2010 concernant le projet de la transformation du Centre mosellan à Ehnen *(cf. compte rendu N°10/ 2009-2010 - question parlementaire N°0521)*, Madame la Ministre de la Culture m'a fait savoir que le projet en question relevait de la compétence du Ministère du Tourisme.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des informations sur l'évolution du projet prévoyant la transformation du Centre mosellan à Ehnen? Existe-t-il déjà un calendrier exact pour la réalisation du projet? Dans l'affirmative, dans quels délais débuteront les travaux de transformation?

- Au cas où le projet en question serait soumis à des réserves de financement, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la transformation du Centre mosellan constitue un élément-clé pour le futur développement des activités touristiques dans la région mosellane et devrait, par conséquent, figurer parmi les projets dont la réalisation est considérée comme prioritaire?

Réponse (5.8.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Sur initiative du Ministère des Classes moyennes et du Tourisme, un groupe de travail avait été mis en place en 2004 pour élaborer une étude de concept et pour accompagner les travaux de réaménagement et de restructuration de la Maison du Vin à Ehnen. Cette étude, réalisée sous l'égide de l'Administration des Bâtiments publics, fut finalisée en octobre 2005 et soumise début 2006 par le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme au Ministre des Travaux publics avec prière d'insertion dans la programmation pluriannuelle du département. À l'époque, et au vu des économies qui ont dû être réalisées à partir de 2006, ce projet fut ajourné, comme un certain nombre d'autres projets.

En 2009, le projet initial fut modifié en certains points selon les recommandations de la commission d'analyse critique, prévoyant notamment une réduction du coût total de 7,4 millions à 6.319.308 euros.

Malheureusement, le projet en question, à l'instar de nombreux autres projets, est toujours soumis à des réserves de financement, en raison de la conjoncture économique défavorable et des restrictions budgétaires qui s'ensuivirent, de sorte qu'il est impossible, à l'heure actuelle, d'établir un calendrier exact pour sa réalisation.

Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme partage toutefois l'avis de l'honorable Monsieur Wagner quant à la vocation de la Maison du Vin en tant que futur Centre touristique et viticole.

Le projet revêt par ailleurs une certaine urgence dans la mesure où la maison Linden, adjacente au musée et faisant partie intégrante du nouveau projet, dont l'État s'est porté acquéreur il y a quelques années, se trouve dans un état de délabrement avancé et risque de menacer ruine si elle est délaissée encore plus longtemps.

Question 0691 (7.6.2010) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **bilan du domaine thermal de Mondorf-les-Bains:**

Le domaine thermal de Mondorf-les-Bains vient de publier son bilan pour l'année passée. Il ressort des chiffres présentés que le domaine a réalisé en 2009 une perte de quelque 500.000 euros par rapport à un bénéfice de 102.000 euros en 2008.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des détails chiffrés expliquant la régression alarmante du bénéfice du domaine? Quelle est l'évolution des postes de charges au cours des dernières années?

- Monsieur le Ministre a-t-il été renseigné en cours d'année de l'évolution préoccupante des chiffres d'affaires du domaine?

- La direction du domaine a annoncé pour la fin d'année la mise en place d'une nouvelle stratégie pour le futur développement du domaine. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'au vu des chiffres inquiétants du bilan une telle stratégie devrait être mise en place le plus vite possible?

Réponse (11.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

En tant qu'établissement public, le Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains dispose de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie financière et administrative sous la tutelle du Ministre de la Santé. Il est géré dans les formes et d'après les méthodes du droit privé.

Je tiens à informer l'honorable Député que la régression du bénéfice du Centre thermal s'explique surtout par une nette régression du chiffre d'affaires au niveau «Club» et «Parc Hôtel», d'une part, et par une hausse de l'ordre de 25% des frais d'eau et d'énergie (électricité, chaud et froid), d'autre part. Par contre, les charges de personnel sont restées stables.

L'évolution des charges au cours des dernières années se caractérise globalement par une régression du chiffre d'affaires et du résultat des activités liées à l'exploitation des domaines «Club» et «Parc Hôtel».

Je tiens de même à informer l'honorable Député que le bilan du Centre thermal me fut communiqué au cours du mois d'avril 2010.

Je partage l'avis de Monsieur le Député en ce que la stratégie pour le futur développement du Centre thermal est à affiner dans les meilleurs délais. Je tiens par ailleurs à l'informer que des analyses internes et des études sont soit en cours, soit prévues à brève échéance; ceci afin de mettre le conseil d'administration de l'établissement en mesure d'établir, voire de mettre en place une telle stratégie pour les cinq à dix ans à venir.

Question 0702 (14.6.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **dialogue interinstitutionnel:**

Le programme gouvernemental prévoit qu'un groupe de travail interinstitutionnel à haut niveau entre le Gouvernement, la Chambre et le Conseil d'État sera constitué afin de renforcer le dialogue entre les institutions sur certains aspects de la procédure législative, notamment la communication des textes, les délais ou encore les oppositions formelles. Il est prévu que ce groupe de travail interinstitutionnel tire ses conclusions avant la fin de l'année 2010. D'après le président du groupe parlementaire du CSV, le Gouvernement aurait donné son accord pour entamer les travaux au cours du mois de mars 2010 («Zweetens hu mer am Dezember hei gesot, datt mer bereet wären, deen Dialogue interinstitutionnel unzefänken. Ech kann Iech haut soen, datt d'Majoritéitsfraktiounschefen informéiert gi si vun der Regierung, datt d'Regierung bereet wär, deen Dialogue interinstitutionnel am Mäerz vun dësem Joer ze féieren»: séance du 19 janvier 2010.)

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre d'État:

- Ce groupe de travail interinstitutionnel a-t-il déjà été constitué?

- Dans la négative, pour quelles raisons ce groupe n'a-t-il pas encore été institué?

- Dans l'affirmative, quand ce groupe de travail interinstitutionnel entamera-t-il ses travaux?

- Quelle est la durée prévue des travaux au sein de ce groupe de travail?

- La date avancée (fin 2010) est-elle toujours réaliste?

Réponse (6.8.2010) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En raison d'une actualité politique nationale et internationale particulièrement chargée, le groupe de travail auquel fait référence la question parlementaire de Monsieur le Député Xavier Bettel n'a pas encore été formellement institué. Des contacts ont cependant été noués entre le Gouvernement, la Chambre des Députés et le Conseil d'État pour préparer la mise en place de ce groupe qui se réunira une première fois le lundi 13 septembre 2010. En ce qui concerne la durée des travaux, je proposerai aux membres du groupe de travail de se fixer sur un calendrier de travail lors de cette première réunion.

Question 0718 (18.6.2010) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant les **échanges commerciaux avec des entreprises implantées dans les territoires occupés par Israël:**

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0547 posée par l'honorable Député Monsieur Jacques-Yves Henckes au sujet des missions économiques effectuées par le Gouvernement luxembourgeois à l'étranger *(cf. compte rendu N°13/2009-2010)*,

Monsieur le Ministre a cité un certain nombre de pays-cibles prioritaires, parmi lesquels Israël, dont il a salué «le nombre important de projets d'entreprises et de start-ups».

Or, Monsieur le Ministre n'ignore certainement pas que des entreprises de plus en plus nombreuses, aussi bien dans le secteur agricole que dans celui des nouvelles technologies, sont implantées dans des territoires illégalement occupés par Israël depuis 1967, qu'il s'agisse de la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) ou du Golan. Régulièrement dénoncée par la communauté internationale, y compris par le Gouvernement luxembourgeois, la politique de colonisation israélienne, en violation du droit international, constitue un facteur déterminant de l'éloignement des perspectives de paix au Proche-Orient.

Par ailleurs, cette situation entraîne un certain nombre de conséquences juridiques pour les entreprises étrangères souhaitant commercer avec des partenaires israéliens. Ainsi, dans son arrêt «Brita» du 25 février 2010, la Cour de Justice de l'Union européenne a retenu que les produits originaires des territoires occupés ne sauraient bénéficier du régime préférentiel instauré par l'accord d'association UE-Israël du 20 novembre 1995 et que les autorités douanières de l'État d'importation ne sont pas liées par la preuve d'origine présentée et par la réponse des autorités douanières israéliennes lorsque ladite réponse ne comporte pas de renseignements suffisants pour déterminer l'origine réelle des produits. De même, le nombre de procédures judiciaires intentées contre des entreprises européennes coopérant avec des entreprises israéliennes implantées dans des colonies ne cesse d'augmenter.

Je prierais donc Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

1) Le Ministère vérifie-t-il systématiquement que les entreprises israéliennes contactées dans le cadre de ses missions économiques ne sont pas implantées dans des colonies?

2) Le Ministère interdit-il aux entreprises luxembourgeoises commerçant avec Israël de coopérer avec des entreprises implantées dans des colonies? Dans l'affirmative, prévoit-il des sanctions pour les contrevenants?

3) Les autorités luxembourgeoises veillent-elles à ce que les produits importés au Luxembourg et estampillés «Israël» aient effectivement été produits en territoire israélien tel que reconnu par la communauté internationale?

4) Dans les cas où l'origine des produits est douteuse, les autorités douanières luxembourgeoises les excluent-elles du régime préférentiel instauré par l'accord d'association UE-Israël du 20 novembre 1995?

Réponse (30.7.2010) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En 2009, le Luxembourg a importé des marchandises catégorisées comme d'origine israélienne pour une valeur totale de 2,6 millions d'euros, ce qui équivaut à 0,028% de nos importations totales. Les chiffres disponibles auprès du Statec ne renseignent pas d'importations en provenance des territoires palestiniens, ce qui n'est pourtant pas exceptionnel au vu de la nature du tissu économique local et de la pratique d'importation luxembourgeoise (qui fait qu'un volume important de nos importations transitent par des centrales d'achat situées dans d'autres pays de l'UE).

L'arrêt «Brita» ne concerne que le régime douanier pour les produits importés dans l'Union européenne et demande aux autorités douanières des pays d'importation de déterminer si les produits tombent dans le champ d'application soit de l'accord d'association UE-Israël, soit sous celui de l'accord d'association UE-OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine), soit sous aucun des deux (auquel cas, ils sont frappés du plein tarif douanier). Il est clair que l'Administration des Douanes et Accises prend les mesures nécessaires pour appliquer le dispositif légal en vigueur et déterminer le traitement douanier applicable.

Afin de déterminer si ces marchandises sont éligibles pour le traitement préférentiel accordé par l'accord d'association UE-Israël, les administrations douanières du pays d'importation peuvent, en cas de doute, procéder à des contrôles renforcés sur l'origine exacte desdites marchandises et ne sont pas liées par les indications reprises sur les certificats d'origine établis par les autorités compétentes de l'État d'Israël. Le traitement préférentiel peut être refusé s'il s'avérait que ces produits proviennent de territoires situés en dehors des frontières de l'État d'Israël de 1967. Ils seront alors traités comme importations en provenance de territoires palestiniens ce qui, pour l'instant, constitue un désavantage pour le producteur.

Ce désavantage va cependant disparaître lorsque la proposition de la Commission européenne d'accorder un accès en franchise de droit et sans contingent aux exportations palestiniennes à destination des marchés de l'UE est acceptée, proposition annoncée le 10 juin 2010 suite à la rencontre entre le commissaire De Gucht et le Ministre palestinien de l'économie nationale, Monsieur Hasan Abu-Libdeh. L'Union européenne s'est aussi dite prête à fournir de l'assistance technique aux diverses administrations de l'Autorité palestinienne afin d'améliorer leurs performances dans la gestion de ses relations économiques extérieures.

Il est dans l'intérêt aussi bien de l'Union européenne que du Grand-Duché de Luxembourg de créer une égalité de traitement entre l'État d'Israël et les territoires palestiniens afin de promouvoir l'investissement légal d'entreprises étrangères dans les territoires palestiniens pour y contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois qui font cruellement défaut en l'absence actuelle d'investissements étrangers de taille.

La Cour ne se prononce pas sur la légalité de la présence d'entreprises israéliennes dans les territoires occupés et l'arrêt s'applique uniquement aux territoires de la Cisjordanie et de la bande de Gaza (bien que de facto, l'Autorité palestinienne n'y dispose à ce jour de juridiction) et non pas au Golan, territoire originairement syrien. Il fait uniquement un arbitrage entre les champs d'application des deux accords d'association.

Je tiens à souligner que l'arrêt «Brita» n'équivaut en aucun cas à la mise sous embargo des entreprises israéliennes produisant dans les territoires palestiniens. L'application de l'arrêt ne mène pas à un refus du dédouanement en cas de doute, mais à la naissance d'une dette douanière s'il s'avérait, lors du contrôle, que la marchandise est originaire des territoires occupés. L'importateur a donc tout intérêt à insister auprès du fournisseur israélien sur la véracité des déclarations d'origine s'il ne souhaite pas être surpris par des coûts non prévus dans le contrat initial.

Quant aux deux premiers points soulevés par l'honorable Député, j'estime qu'ils n'ont rien à voir avec les effets juridiques de l'arrêt «Brita». Dans un État de droit, il est difficile de concevoir que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur interdise aux entreprises luxembourgeoises de faire commerce avec des entités étrangères à défaut d'une disposition légale ou réglementaire mettant ces échanges commerciaux sous embargo ou sous licence.

Finalement, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ne procède pas à un contrôle systématique des sites d'implantation des entreprises avec lesquelles il entretient des relations, que ce soit dans la prospection des investissements ou dans la promotion commerciale. Il serait en effet ingérable d'exiger la fourniture des titres de propriété ou contrats de bail de tous les sites d'une entreprise qui pourrait avoir des présences potentielles dans des régions du monde où la propriété du terrain est contestée, que ce soit suite à un conflit armé ou bien suite à des expropriations non compensées résultant d'autres événements historiques (révolutions, changements politiques, etc.).

Q218

Question 0720 (22.6.2010) de **MM. Félix Braz** et **Jean Huss** *(déi gréng)* concernant les **réfugiés iraniens en Turquie:**

Dans le cadre des émeutes suite à la fraude présumée lors des élections présidentielles du 12 juin 2009, les autorités iraniennes firent emprisonner plusieurs milliers de citoyens faisant partie de l'opposition contre le régime des mollahs. De plus, selon «Amnesty International» des centaines de personnes auraient été exécutées. Face à l'oppression systématique et continue de la part du Gouvernement iranien, une vague de réfugiés s'est déplacée envers la Turquie, pays voisin de l'Iran. Actuellement les médias internationaux estiment à plus de 4.000 les citoyens iraniens demeurant en Turquie dans des cités dédiées aux réfugiés. Puisque, faute à une législation d'asile en vigueur en Turquie, les réfugiés n'ont aucune chance d'être régularisés, par conséquent la communauté internationale est obligée d'assumer la responsabilité du sort des refugiés concernés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant des conditions de vie des réfugiés iraniens en Turquie?

- Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il faille renforcer, au niveau européen, la pression politique envers la Turquie afin d'améliorer substantiellement les conditions de vie des refugiés iraniens?

- Compte tenu des conditions de vie désastreuses des refugiés, le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il, au niveau européen, de s'engager en faveur d'un effort collectif de la part de l'Union européenne afin d'héberger les réfugiés politiques en cause?

Réponse commune (30.7.2010) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le Luxembourg observe attentivement la situation des réfugiés en Turquie. Il soutient les efforts de la communauté internationale et notamment du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui ont pour but de protéger les réfugiés en veillant à l'application de la Convention de Genève sur les droits des réfugiés. Le HCR s'occupe actuellement de plus de 20.000 réfugiés en Turquie. Les contributions luxembourgeoises à l'HCR se sont élevées à plus de 7.650.000 euros en 2009, ce qui fait du Luxembourg le 20e donateur plus important en termes absolus et le premier par tête d'habitant.

L'état du système d'asile en Turquie fait l'objet d'un suivi dans le cadre des négociations d'adhésion de la Turquie avec l'Union européenne (chapitre 24: Justice, liberté et sécurité).

Le rapport de suivi publié en 2009 par la Commission européenne confirmait que de nombreuses lacunes existent dans ce domaine. Il est évident que tous les efforts doivent être déployés pour améliorer la situation et que l'Union européenne doit soutenir dans ce contexte le Gouvernement turc qui s'est engagé à harmoniser sa législation avec celle de l'Union européenne. L'amélioration de la capacité et des conditions d'accueil doivent donc constituer une priorité, notamment au vu des ambitions de la Turquie de rejoindre l'Union européenne.

Dans tous les cas, la réinstallation de réfugiés ne peut être qu'une solution en dernier ressort, si le pays d'arrivée n'est pas en mesure d'assurer une protection adéquate et si le retour des demandeurs d'asile ou des réfugiés n'est pas possible à moyen terme. L'Union européenne coopère étroitement avec les organisations internationales actives dans ce domaine, dont notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). Ainsi, l'Union européenne avait accepté la réinstallation de réfugiés irakiens reconnus par l'UNHCR. Rappelons que, dans ce cadre, le Luxembourg a également accueilli 28 réfugiés en provenance de la Syrie et de la Jordanie.

La possibilité de mettre en œuvre un projet similaire en faveur des réfugiés en Turquie devrait être examinée en coordination étroite avec les autres États membres de l'Union européenne, la Commission européenne et l'UNHCR.

Notons encore que le Luxembourg s'est engagé à continuer à accueillir des réfugiés dans le cadre des réinstallations. Les activités projetées dans ce contexte se concentreront toutefois sur des régions autres que la Turquie.

Question 0721 (24.6.2010) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **remboursements refusés par la Caisse nationale de Santé (CNS):**

Bei Anfragen auf Rückerstattung der Kosten für Untersuchungen, Behandlungen, Material oder anderen medizinischen Produkten kommt es immer häufiger zu Problemen mit den dafür zuständigen Stellen der CNS. Dabei geht es meistens um Formfehler in ärztlichen Verordnungen, die den Vorschriften der CNS nicht vollständig genügen oder um abgelaufene Termine. In bestimmten Fällen kommt es vor, dass Leistungen, die unter normalen Umständen von der CNS zurückerstattet werden, dadurch nicht berücksichtigt werden, so dass der Patient schlussendlich die gesamten Kosten tragen muss.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Existiert eine statistische Erfassung über die geschuldeten Geldleistungen, die aufgrund angeblicher Formfehler in ärztlichen Verordnungen oder wegen abgelaufener Termine nicht erstattet wurden?

2) Wie hoch belaufen sich die Einsparungen, die die CNS dadurch erreicht hat?

3) Welche Hilfe gedenkt der Minister den Patienten zukommen zu lassen, denen die CNS aus administrativen Gründen die Rückerstattung von Leistungen verweigert.

4) Nach welchen Vorgaben werden ärztliche Verordnungen auf ihre Konformität hin überprüft und sind diese Regeln öffentlich einzusehen (Internetseiten des Ministeriums oder der CNS)?

Réponse (5.8.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Von vorneherein möchte ich dem ehrenwerten Abgeordneten mitteilen, dass Rechnungen von Leistungserbringern, welche den diesbezüglichen gesetzlichen, statutarischen oder konventionellen Bestimmungen nicht entsprechen und deshalb nicht erstattet werden können, von der Gesundheitskasse statistisch nicht erfasst werden. Eine Einschätzung der daraus erfolgten Ersparnisse ist deshalb nicht möglich.

Sowohl Artikel 87 der von der Gesundheitskasse und der Ärzteschaft unterzeichneten Vereinbarung als auch Artikel 13 und 25 des Gesetzbuches über die ärztliche Berufspflicht sehen aber vor, dass jeder Arzt die Gesetzgebung in Sachen Gesundheit und sozialer Sicherheit kennen muss und verpflichtet ist, seine Rechnungen den entsprechenden Regeln gemäß auszustellen.

Darüber hinaus können alle Leistungserbringer sich über die gesetzlichen, reglementarischen, konventionellen und statutarischen Bestimmungen über das korrekte Ausstellen von Rechnungen auf der Internetseite der Gesundheitskasse www.cns.lu informieren.

Question 0725 (24.6.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **manque de personnel à l'école de l'armée:**

Il me revient qu'au sein de l'école de l'armée, il existerait un manque de personnel au niveau

de l'encadrement, manque qui serait pallié en partie grâce à des personnes de lycées avoisinants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Sur combien de personnes, issues de lycées avoisinants, doit-on s'appuyer en ce moment?

- Ne devrait-on pas engager du personnel supplémentaire au sein de l'école de l'armée afin d'y assurer un encadrement adéquat?

Réponse (29.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

En réponse à la question de l'honorable Député, il convient de relever que le fonctionnement de l'école de l'armée est assuré par le personnel enseignant qui se compose d'un chargé de direction de l'école et de sept instituteurs spéciaux. S'y ajoutent des chargés de cours désignés d'un commun accord par le Ministre de l'Éducation nationale et le Ministre de la Défense et dont le nombre se situe généralement entre douze et 14 personnes. Ce chiffre dépend de l'organisation des cours et peut dès lors varier d'un semestre scolaire à un autre.

Cette collaboration de l'école de l'armée avec les lycées avoisinants, telle que prévue dans l'article 4 du règlement grand-ducal concernant le fonctionnement de l'école de l'armée, remonte à 2001 et n'a rien d'exceptionnel.

Il s'agit au contraire d'une contribution qui est très appréciée, car elle permet notamment l'enseignement de matières plus spécialisées telles que l'économie, la biologie, la chimie, la physique et l'informatique et nécessitant parfois un support et des outils didactiques spécifiques (comme par exemple un laboratoire pour les cours de chimie et de physique).

À noter encore que le recours à du personnel enseignant des lycées avoisinants constitue également une manière de garder une flexibilité dans l'organisation des cours en fonction notamment des besoins changeants d'une année scolaire à une autre.

Question 0726 (24.6.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **service de reconversion professionnelle de l'armée:**

Le programme gouvernemental prévoit que, dans le cadre de sa réforme et du rôle social qui lui revient, l'armée mettra en place un service de reconversion professionnelle performant en faveur des soldats volontaires pour valoriser les expériences acquises au sein de l'armée et pour améliorer leur formation en vue d'une intégration réussie dans la vie civile et sur le marché de l'emploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Où en est la mise en place de ce service de reconversion professionnelle?

- Combien de personnes s'occupent actuellement de la reconversion professionnelle des soldats?

- Combien de soldats sont concernés?

Réponse (30.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

La reconversion fait partie intégrante de la réforme de l'armée de 2007. En rendant désormais la reconversion obligatoire, le but recherché est d'optimiser les chances du soldat volontaire d'accéder à un emploi sur le marché du travail au terme de son engagement dans l'armée en tenant compte notamment de ses études antérieures et de l'expérience professionnelle acquise lors de la phase militaire de son contrat d'engagement.

À cette fin, l'armée s'est dotée d'une structure dédiée spécialement à la reconversion des soldats volontaires. Celle-ci comprend un élément de planification à l'état-major de l'armée à Luxembourg - le directeur de la reconversion - et un élément de conduite - le service de reconversion - au Centre militaire à Diekirch. L'école de l'armée et l'ancien bureau d'accompagnement et de reconversion ont été regroupés au sein de ce nouveau service.

Ce service comprend l'orientation, la formation, le suivi et l'accompagnement des soldats volontaires. Son rôle consiste à conduire des actions individuelles d'orientation, d'accompagnement, de formation et de placement au profit des soldats volontaires. Le service de reconversion est également le point de contact pour les employeurs du secteur public, les entreprises et les acteurs institutionnels de l'emploi et il suit de près l'évolution du marché de l'emploi national.

Sous la direction du service de reconversion un parcours de reconversion du soldat volontaire a ainsi été défini. Ce parcours vise à sensibiliser le volontaire à l'importance de la reconversion dès son entrée à l'armée, à évaluer son potentiel, à l'informer et à l'orienter régulièrement durant le service militaire et à le responsabiliser dans l'établissement et la réalisation de son projet professionnel. Par ailleurs, au niveau de la formation à l'école de l'armée des adaptations ont été réalisées visant l'amélioration de la préparation aux examens-concours à travers une réorganisation en modules et une extension de la durée et de la nature des cours offerts.

À la lumière de l'introduction de l'enseignement par socles de compétences à partir de septembre 2011, des études en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle sont également en cours pour continuer à offrir la possibilité au soldat volontaire d'améliorer son niveau scolaire initial à l'école de l'armée.

Au total quelque 25 personnes s'occupent actuellement de la reconversion des volontaires. La structure de la reconversion a été adaptée (à enveloppe globale constante au niveau du personnel) moyennant réaffectations internes. Il est par ailleurs prévu de renforcer le service de reconversion à terme par un psychologue (prévu par la loi du 24 décembre 2007) qui, à côté de ses tâches thérapeutiques, serait également chargé de l'orientation scolaire des soldats volontaires. Il convient enfin de relever que, dans le cadre d'un projet pilote de coopération avec l'ADEM, il est déjà systématiquement fait recours à l'expertise de cette dernière lors des entretiens d'orientation.

La coopération avec l'ADEM est d'ailleurs en train d'être formalisée et celle avec d'autres administrations se voit intensifiée afin de systématiser davantage les flux d'informations sur les besoins et opportunités du marché de l'emploi.

En collaboration avec des partenaires externes, le service de reconversion est également en train de préparer l'élargissement de l'offre des formations professionnelles en relation avec les activités spécifiques de l'armée et aussi par rapport au secteur privé. Les travaux préparatifs à la conclusion de partenariats avec des entreprises privées, intéressées à embaucher des soldats volontaires, ont été entamés. À terme des conventions-cadres avec des entreprises intéressées pourraient être envisagées.

La reconversion s'adresse à tous les soldats volontaires de l'armée, y compris ceux qui étaient en service avant la réforme.

Dès qu'un volontaire entre à l'armée, il a droit aux prestations du service de reconversion.

Au 1er juillet 2010 l'effectif des soldats volontaires était de 545. Cet effectif comprenait 311 soldats incorporés sous le nouveau régime basé sur la loi militaire du 21 décembre 2007 et 234 soldats dits de l'ancien régime, c'est-à-dire incorporés avant mai 2008.

Sous le nouveau régime, les prestations du service de reconversion pendant la phase militaire (c'est-à-dire les 36 premiers mois de leur contrat d'engagement), consistent dans une première phase en de l'information et des entretiens individuels d'orientation en vue d'identifier un projet professionnel. Ensuite, pendant la phase de reconversion qui est en principe de douze mois, le soldat volontaire suivra des formations et cours à l'école de l'armée, y passera des examens, et, nouveauté, pourra aussi faire des stages en entreprise.

La période de reconversion proprement dite des premiers volontaires du nouveau régime - 36 soldats incorporés en mai 2008 - ne commencera qu'en mai 2011 à l'issue de leur phase militaire de 36 mois.

À l'heure actuelle les soldats de l'ancien régime bénéficient donc exclusivement de toutes les prestations de la reconversion (entretiens d'orientation et d'accompagnement professionnels, cours à l'école de l'armée, préparation à des examen-concours, formation professionnelle auprès de leur future administration pour ceux ayant déjà réussi un examen-concours).

Question 0727 (24.6.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **réforme du règlement disciplinaire de la force publique:**

Le Gouvernement a annoncé de longue date une réforme du règlement disciplinaire de la force publique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur l'état d'avancement de ce projet?

Réponse (29.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

La loi ayant pour objet la discipline dans la force publique date du 16 avril 1979 et ne correspond dès lors plus aux besoins d'une police et d'une armée modernes.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a mis en chantier une réforme de ce texte qui doit tenir compte des besoins spécifiques des deux corps concernés.

Les travaux préparatoires sont en cours au sein des administrations concernées et des concertations auront lieu au second semestre de l'année en cours avec les organisations représentatives des personnels des deux corps.

À l'issue de ces consultations le Gouvernement finalisera ses propositions.

Il s'agit d'un projet prioritaire de ce Gouvernement qui veut introduire les textes législatifs si possible encore avant la fin de cette année.

Question 0734 (30.6.2010) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**avenir des personnes licenciées auprès de Villeroy & Boch:**

Touchée par la crise économique et financière, l'entreprise Villeroy & Boch a décidé, l'année dernière, d'arrêter ses activités de production sur le site de Luxembourg fin juin 2010 et d'y supprimer par conséquent les 230 emplois.

Grâce à la signature d'un plan de maintien dans l'emploi prévoyant une cellule de reclassement et l'organisation de bourses à l'emploi, environ 90 salariés ont pu trouver jusqu'ici un nouvel emploi. Une vingtaine pourra bénéficier du régime de préretraite.

Cependant, le jour même de la fermeture définitive du site de production luxembourgeois, 120 salariés se retrouvent licenciés et sans perspective à un nouvel emploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Quelles sont les mesures que le Ministre entend entreprendre en vue d'une reconversion professionnelle et du réemploi des personnes licenciées?

Réponse (5.8.2010) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Suite au licenciement collectif effectué par Villeroy & Boch, 230 salariés ont perdu leur emploi. De ces 230 salariés, 95 ont trouvé un nouvel emploi et 22 sont ou vont profiter de la préretraite.

Il reste donc actuellement 113 personnes sans emploi. Le service d'accompagnement individualisé installé par Villeroy & Boch restera en place jusqu'en fin d'année et continuera à aider activement une soixantaine de personnes à la recherche d'un nouvel emploi.

À noter qu'une cinquantaine de personnes ne veulent plus de ce soutien ou ne sont plus intéressées à réintégrer le marché de l'emploi.

Tous les autres instruments de reconversion et de réemploi prévus à l'Administration de l'Emploi restent bien sûr à disposition des personnes sans emploi.

Question urgente 0827 (5.8.2010) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**accueil de détenus du camp de Guantánamo par le Luxembourg:**

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères vient d'annoncer que le Luxembourg serait prêt à accueillir un, voire plusieurs détenus actuellement incarcérés au camp de Guantánamo. L'objectif affiché serait celui de contribuer à libérer un innocent.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre de la Justice a-t-il été mis au courant de ces démarches?

- Combien de détenus seront accueillis au Luxembourg et dans quelles conditions?

- Quand ces détenus arriveront-ils au Luxembourg?

- Quels éléments nouveaux peuvent expliquer ce changement d'attitude du Gouvernement luxembourgeois qui s'est jusqu'ici toujours prononcé contre l'accueil de détenus du camp de Guantánamo?

Réponse (10.8.2010) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Des négociations entre les autorités luxembourgeoises et les autorités américaines sont actuellement en cours concernant une éventuelle contribution du Grand-Duché de Luxembourg au processus de fermeture du camp de Guantánamo. Le Luxembourg pourrait être amené dans ce contexte à accueillir un ancien prisonnier du camp.

Il est cependant prématuré de spéculer sur les modalités et les conditions de la contribution luxembourgeoise, et notamment sur la durée effective du séjour de la personne éventuellement concernée au Luxembourg. Les négociations afférentes sont menées sous les égides du Ministre des Affaires étrangères qui est compétent pour les relations diplomatiques.

Les décisions définitives concernant la contribution luxembourgeoise seront prises, le moment venu, au niveau du Conseil de Gouvernement.

d'Chamber online op
www.chd.lu